Does Not Circulate

CERCLE
AMICAL
St-JOSEPH

ST. BASIL'S SEMINARY LIBRARY TRANSFERRED

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

DISSERTATIONS SUR DIVERS SUJETS

DE

DROIT CANONIQUE, LITURGIE ET THÉOLOGIE

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE LIBRARY

SEPTIÈME SÉRIE.

(*Première partie du quatrième Volume*).

ROME,
PLACE DE VENISE, 10

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE TORONTO LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

http://www.archive.org/details/analectajurispon07rome

ANALECTA

JURIS PONTIFICII.

DISSERTATIONS SUR DIVERS SUJETS

DE

DROIT CANONIQUE, LITURGIE ET THÉOLOGIE

SEPTIÈME SÉRIE.

(Première partie du quatrième Volume).

ROME,
PLACE DE VENISE, 114.

1864.

JAN 30 1960

TABLE DES ARTICLES

RENFERMÉS DANS LA SEPTIÈME SÉRIE.

La septième série des *Analecta* se compose de neuf livraisons, de la cinquante-septième à la soixante-cinquième inclusivement. Voici la table des articles qu'elle renferme :

LVII.e LVIII.e et LIX.e LIVRAISONS.

Décrets authentiques de la S. Congrégation des Rites de 1588 à 1663. Col. 1 — 384.

LX.e LIVRAISON.

Notice sur la Vénérable Anna-Maria Taigi. Relation du Cardinal Pedicini. Déposition de Dominique Taïgi. Nature du Soleil. Col. 385.

Du Bréviaire Monastique. Différences entre le rite monastique et le rite romain. Bréviaire des Chartreux. Offices prescrits par les décrets généraux du Saint-Siége. Bref de Sixte V approuvant le bréviaire des Chartreux *in forma communi*. Réforme sous Innocent I. Anciens rites de Citeaux. Pouvoir liturgique réservé au Saint-Siége. Bréviaire monastique de Paul V. Décret qui le rend obligatoire pour tous les moines qui ont la règle de S. Benoît. Variations arbitraires des Cisterciens. Bréviaire et missel de Vaussin condamnés par plusieurs décrets du Saint-Siége. Col. 428.

Commerce illicite pour les ecclésiastiques. Discipline des premiers siècles et maximes des saints pères. Décrétales. Pie IV et sa constitution qui confisque les bénéfices commerciaux. Missions étrangères. Commerce indirect *per interpositam personam*. Constitution de Benoît XIV. Bulle de Clément XIII. Opérations de banque. Exploitation des biens patrimoniaux. Foires et marchés. Fabriques; industrie et commerce. Congrégations religieuses. Pharmacies. Actions industrielles etc. Col. 473.

Observation des fêtes et dimanches. Ouverture des magasins et vente des marchandises en vertu de la coutume. Décision de la S. Congrégation du Concile. Col. 497.

LXI.e LIVRAISON.

Les Patriarches d'Orient. La hiérarchie catholique des premiers siècles comparée à l'organisation civile de l'empire romain. Droits hiérarchiques des patriarches et des primats. Alexandrie. Métropole relevant directement du Pape. Presbyterium. Paroisse. Ecole. Thérapeutes. Saint Marc; apostolat et martyre. Décadence des patriarcats. Patriarches latins. Translation de S. Marc à Venise. Col. 513.

Hincmar et le concile de Valence dans l'affaire de Godescalc. Assemblée de Quiercy. Prédestination. Volonté de sauver tous les hommes. Doctrine catholique. Saint Remy représentant de l'église de Lyon. Conclusion contre les jansénistes. Col. 540.

Suspenses ex informata conscientia. Concessions du Saint-Siége au profit de l'autorité épiscopale. Règles de la procédure extrajudiciaire. Crimes occultes. Intimation secrète de la suspense extrajudiciaire, laquelle n'est perpétuelle en aucun cas. Curé amovible. Irrégularité. Sollicitation *ad turpia* en confession. Dénonciation anonyme. Suspense temporaire *ex informata conscientia* pour sollicitation. Complice. Dénonciation. Crime occulte. Cas réservés. Col. 564.

Archiconfrérie de Notre-Dame de l'As.omption des Pères Rédemptoristes pour le soulagement des âmes du purgatoire. Ecueils. Gratuité. Col. 599.

Erreurs de Frohschammer. Col. 618.

Mélanges. Typica grecs. Chasuble gothique. Saint-Sacrement conservé hors de l'autel. Chanoines réguliers du Saint-Sauveur du Latran; privilége pour les indulgences de sainte Brigitte. Basiliens. Congrégations religieuses soumises à une supérieure générale; correction des constitutions. Profession de foi nécessaire pour la validité des grades universitaires. Col. 625.

LXII.e LIVRAISON.

Epistola gratulatoria de interrogatione complicum. Portugal. Dénonciation des complices. Secret de la confession. Fautes occultes. Bulles de Benoît XIV. Col. 641.

La Vénérable Anna-Maria Taigi. Relation du P. Philippe-Louis de S. Nicolas, carme, confesseur de la Vénérable. Relation de la princesse Barberini. Col. 673.

Réguliers élevés à l'épiscopat. Obligation d'observer les constitutions de leur Ordre. Bulle de Benoît XIII. Décision récente de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Pauvreté. Abstinence. Jeûnes de règle chez les franciscains. Col. 729.

Congrégations séculières. Ordination des sujets. Dimissoires. Titre d'ordination. Bulle *Speculatores* d'Innocent XII. Décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Col. 746.

Mélanges. Cas réservés; tous les péchés mortels *contra sextum*. Absolution des complices. Communication de priviléges. Simonie dans la permutation d'une paroisse. Défaut d'intention en un sousdiacre. Oratoriens; décret approuvant formellement le rétablissement de l'institut français; priviléges, chapitres généraux, ordination, direction des séminaires, des paroisses et des religieuses. Indult pour des sourds-muets. Indulgences. *De residentia*, du docteur Henry. Col. 752.

LXIIIe LIVRAISON.

Description du jansénisme. Habitans du pays. Sciences en honneur. Antiquité fabuleuse de la capitale. Prédestination. Sentimens suspects sur l'Eucharistie et la confession. Liturgie janséniste. Prédilection pour les religieuses. Ecoles; ce qu'on enseigne aux filles. Célibat. Ce qu'on fait pour tromper le peuple. Col. 769.

De la fréquente communion. Actes de la S. Congrégation du Concile en 1587 au sujet de la communion quotidienne; Lettre adressée à l'évêque de Brescia. Actes de la S. Congrégation sous Innocent XI. Abus en Espagne. Doctrine des pères et conclusions théologiques. Décret du 12 février 1679. Proposition de Molinos sur la préparation. Communion du vendredi saint. Col. 781.

Le Pétrole. Décision de la S. Congrégation des Rites du 9 juillet 1864. Emploi du gaz dans les églises. Col. 847.

Prêtres habitués. Domicile par rapport aux funérailles. Droits paroissiaux. Col. 860.

Séminaires. Double *députation* prescrite par le Concile de Trente pour l'administration. Coutume de deux siècles condamnée. Col. 865.

Lettres apostoliques *sub plumbo* érigeant le siége archiépiscopal de Barletta. Col. 877.

Mélanges. Association pour les âmes du purgatoire: abus condamnés par le Saint-Office. Confession des réguliers. Sandales des franciscains. Frères professant les voeux simples; prêtres exclus des principales charges. Joséphites belges. Col. 883.

LXIVe LIVRAISON.

Céphas repris par S. Paul est-il le même que S. Pierre prince des apôtres? Col. 897.

Bref de béatification, messe et office de la bienheureuse Marguerite-Marie Alacoque. Col. 934.

Documens relatifs au Chemin de la Croix. Col. 941.

Des Reliques. S. Maxentiol. Décret sur les fioles de sang considérées comme signe certain du martyre. Exhumation des corps des martyrs baptisés. Col. 647.

La question des messes sous les papes Urbain VIII et Innocent XII. Moyens pratiques pour s'assurer que les intentions des bienfaiteurs sont remplies. Col. 958.

LXVe LIVRAISON.

Notice sur le vénérable Gérard Majella, de la congrégation des Rédemptoristes. Col. 1041.

Encyclique du 8 décembre 1864. Jubilé. Catalogue de diverses erreurs. Bref apostolique concernant le jubilé. Col. 1059.

Des prières publiques. Quelle est l'autorité qui doit les prescrire? Décision de la S. Congrégation du Concile. Col. 1073.

Juridiction paroissiale sur les séminaires. Congrégations séculières. Séminaires dirigés par les réguliers. Bref de Benoît XIV pour les séminaires et les colléges des Jésuites au Brésil. Indult récent. Col. 1092.

Mariage nul pour cause de rapt et de pression sur la volonté, malgré quatre ans de cohabitation. Décision de la S. Congrégation du Concile. Col. 1108.

Mélanges. Indulgences. Aliénation des biens ecclésiastiques. Index. Secret de la confession. Capucins. Tertiaires. Réguliers. Vicaire capitulaire. Chartreusines. Insignes canoniaux. Ordre de S. Sylvestre. Col. 1117.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CINQUANTE-SEPTIÈME LIVRAISON.

DECRETA AUTHENTICA

SACRORUM RITUUM CONGREGATIONIS.

Regestum Decretorum et epistolarum S. Congregationis Rituum ab anno 1588 ad annum 1599, jussu Illmi ac Rmi Dni D. Marii Marefusci ejusdem S. Congregationis a Secretis, ex monumentis Archivii Vaticani compilatum — Anno 1751.

Cum ea, quae a Sacrorum Rituum Congregatione duodecim primis annis ab ejusdem institutionis exordio constituta fuerunt in ejus secretarii Regestis desiderarentur, ad hujusmodi jacturam, quantum licuit reparandam ex fasciculis scripturarum, quae in Vaticani Palatii archivio pene temporis diuturnitate corrosae delitescebant, Decreta, et Epistolae S. Congregationis excerpta, suoque ordine digesta, prout sequitur descripta sunt.

1. **Toletana. (1)**

Al Cardinale di Toledo. *Illmo, e Rmo Sig. mio Osseq.* — Sendo stati letti nella Congregazione dei Sacri Riti et Ceremonie due memoriali mandatili dalla Santità di Nostro Signore, l'uno della confraternita del SSmo Sagramento instituita nella chiesa parrocchiale di S. Giovanni della Terra di Bintrago di cotesta diocesi di Toledo, la quale dimanda la facoltà di portar processionalmente il Corpo di Christo fuori della parocchia nell'ottava della sua festa, l'altro della confraternita del SSmo Sacramento instituita nella chiesa parocchiale di S. Egidio di Guadalasarà Terra della stessa diocesi di Toledo, nel quale si ricerca la medesima facoltà per il lunedì fra l'ottava dell'istessa festa. Dopo essersi trattato al lungo del negozio, è parso a tutti di rimetterlo intieramente a V. S. Illma, la quale si tiene certo che con la sua molta pietà, e prudenza ci piglierà quella risoluzione, che sia per risultare in maggior servizio di Dio e divozione de' popoli. Il che in nome di tutti li sud. miei SS. Illmi le fò sapere con la presente, baciandole in fine di essa riverentemente le mani, e pregandole dal Sig. Dio compita felicità. Di Roma alli 11 giugno 1588. Di V. S. Illma. e Rma.

2. **Alecien.**

Concessionis facultatis recitandi officium Ordinis Cassinensis pro monialibus S. Joannis Alecii. Congregatio censuit memoratam facultatem concedendam esse.

Al Vicario di Lecce. *Illmo Signore* — Essendosi visto nella nostra Congregazione dei SS. Riti et cerimonie, un memoriale delle monache di S. Giovanni di cotesta città, le quali asserendo essere dell'ordine di S. Benedetto, desiderano aver licenza di dire l'officio del medesimo Ordine, che usa la Congregazione Cassinense, et non quello dell'ordine Celestino che da molti anni in qua hanno detto, è parso a questi miei Signori Illmi molto ragionevole la dimanda loro e però avendo risoluto che si conceda alle dette monache la suddetta licenza, ve ne dò avviso con la presente, acciocchè voi glie lo fate sapere ed esse se ne possano servire.

Dio vi guardi. Da Roma 9 Agosto 1588.

3. **Sanctissimi Nominis Jesu.**

Bmo Padre — Fu altre volte conceduto per Spagna alli fratelli detti della Mercede l'officio del SSmo Nome di Gesù, la cui festa si celebra alli 14 di gennaro. Li frati Gesuati che in Roma sono di S. Giovanni e Paolo, li quali da poco tempo in qua hanno cominciato a recitare l'officio dicendo prima solamente li pater nostri, fanno istanza che si conceda licenza alla loro Congregazione di dire quest'officio; essendo stato revisto di nuovo, è parso alla Congregazione che se gli possa concedere.

La città dell' Aquila ha fatto istanza, che se le conceda di poter dire l'officio di S. Massimo martire patrono di detta città, la cui festa celebrano alli 19 di ottobre, ed essendo stato visto, è parso similmente alla Congregazione che se le possa concedere.

Et perchè tanto li sopraddetti Gesuati, quanto questi Aquilani volevano poter recitare li sudetti officii con una sola fede della Congregazione senza spedirci alcun Breve Apostolico, non si è voluto in questo far altro senza intendere prima la volontà di Vostra Beatitudine il cui comandamento si obedirà puntualmente, sebbene a me pareria meglio, che se si spedisse Breve, et le bascio umilissimamente i SSmi Piedi.

Di Casa alli 6 di dicembre 1588.

4. **Martyrologii.**

Al Sig. Cristoforo Plantino. *Molto Illmo Signore.* — Avendo il capitolo della chiesa cathedrale di Cuenca fatto istanza, che nel Martirologio composto da Mgr. Cesare Baronio, che ora si ristampa costì, si facesse menzione anche alli 28 di gennaro della memoria di S. Giuliano che fu loro vescovo, perchè in quel giorno veramente morì, in che è concorsa anche l'intercessione di Mgr. Illmo Dezza, ed avendo già l'istesso autore accommodato il luogo, et formato le parole contenute nell'incluso foglio, per aggiungercele, è parso bene à tutti, che si dia questa ragionevole sodisfazione al sudetto capitolo,

(1) Coetera decreta Sacrorum Rituum Congregationis ab anno 1588 vide in collectione Gardellini tom. VI prioris editionis, et tom. I. nuperrimae, num. I. et seqq.

et però ella potrà far accommodare la stampa a questo modo; che per quel che tocca la spesa bisognerà per tale effetto, questi del capitolo manderanno il ricapito necessario et Dio la conservi. Da Roma al 1° di maggio 1589.

Foglio che si nomina nella di sopra lettera.

XXVIII januarii – ibi – Valerii episcopi, adde: « Conchae in Hispania Natalis S. Juliani episcopi, qui erogans in pauperes bona Ecclesiae, et opere manuum sibi victum quaerens, clarus miraculis quievit in pace, cujus celebrior solemnitas agitur nonis septembris. »

5. **Ragusina.**

All' Arcivescovo di Ragusa. *Illmo e Mto Rev. Signore come Fratello.* — Essendo stata letta e considerata nella nostra Congregazione dei SS. Riti la lettera scritta da V. S. nella quale avvisava aver trovata usanza in cotesta sua chiesa di portarsi a basciar l'evangelio al rettore della Republica dopo che l'ha basciato l'arcivescovo, è parso a questi miei Signori Illmi che se il d. rettore è capo della Republica, et in un certo modo rappresenta il corpo di essa, si può tollerare questa usanza, ch' è quanto m'occorre in risposta della sudetta sua lettera, ed il Sig. Dio la conservi. Da Roma li 16 febbraro 1590.

6. **Romana.**

Die jovis 31 januarii 1591. — Instante capitulo S. Laurentii in Lucina de Urbe ut visitantibus praedictam ecclesiam concederentur eaedem indulgentiae, quibus gaudet ecclesia S. Laurentii extra muros, tempore, quo porta urbis, qua itur ad hanc ecclesiam, reperitur clausa, sicut concessae fuerunt sub Gregorio XIII, Summo Pontifice, cum eadem porta, ob pestis suspicionem clausa esset.

Congregatio Illmorum DD. cardinalium super Sacris Ritibus ad memoriale Illmi D. card. Alexandrini nomine exhibitum, censuit ad augendam populi devotionem concedi posse, ut visitantes ecclesiam S. Laurentii in Lucina easdem consequantur indulgentias quas consequerentur si visitarent ecclesiam S. Laurentii extra muros cumulative tamen et per id temporis spatium, quo ipsae portae erunt clausae.

7. **Salmanticen.**

Abbas et cappellani regiae cappellae S. Marci urbis Salmanticae postulant ut sibi liceat in processionibus, aliisque actibus deferre crucem argenteam sine manica, uti consueverunt complures aliae Salmanticenses ecclesiae; contra vero ecclesiae cathedralis capitulum negat hanc facultatem praedictis cappellanis esse confirmandam. Visis igitur hinc inde rationibus Congregatio censuit delationem manicae neque tribuere jurisdictionem, aut praeeminentiam, neque adimere. Ritui vero non repugnare quominus regii cappellani sancti Marci Salamanticenses possint uti vel non uti dicta manica pro eorum arbitrio. Die 26 martii 1591.

8. **Lovanien.**

Confraternitas B. M. V. in Lovaniensi D. Petri ecclesia postulat ut liceat festum Recollectionis gaudiorum Deiparae Virginis prima dominica septembris celebrare et quaedam indulgentiae insuper concedantur. Et S. Rituum Congregatio ita rescribendum censuit: Festum idem celebret Universitas, sed sub officio communi B. M. V., et modo, quo festum Nivis in urbe celebratur. Die 22 septembris 1592.

9. **Ordin's Praemonstratensium.**

Ad petitionem procuratoris ordinis Praemonstratensium Congregatio Sacrorum Rituum censuit licere ejus ordinis Fratribus recitare divina officia secundum usum, et consuetudinem S. Romanae Ecclesiae, dummodo omnes omnium provinciarum abbates, et conventus conveniant. Die 23 martii 1593.

10. **Quiten.**

Rex Hispaniarum catholicus petit concedi ut in ecclesia hospitalis civitatis S. Francisci Quitoae in America meridionali asservetur SSmum et oleum infirmorum, et deputetur sacerdos pro administratione sacramentorum poenitentiae, Eucharistiae et extremae unctionis, nec non habeantur campanae minores, quam in ecclesia cathedrali, et mortuorum cadavera inibi tumulentur: et demum ut dictum hospitale fruatur iisdem indulgentiis quibus gaudet regium aulae hospitale. Et S. Congregatio rescribendum censuit: Possint Eucharistiam asservare dummodo decenter faciant; habeant sacerdotem approbandum ab ordinario, qui sacramenta poenitentiae, Eucharistiae et extremae unctionis praebeat. De indulgentiis, concedendae quidem esse videntur, sed prius specificentur. Die 11 maii 1593.

11. **Barbastren.**

Abbas et monachi monasterii S. Victoriani Nullius, seu Barbastren. dioecesis, asserunt praedictum monasterium utpote in deserto loco situm exponi noctu praecipue furum, maleque viventium invasionibus et propter redditum tenuitatem monachos alibi commorantes rhedis vectos ad horas canonicas inibi celebrandas ferri, non sine maximo periculo, noctis praecipue tempore, quo nebulones praedicti et in eos grassari et ecclesiam depraedari possunt; quapropter postulant sibi concedi matutina ibi sub noctem recitandi facultatem, et S. Cong. respondit: Extruant oratores sacellum privatum commodum, ubi matutinum hora consueta celebrari possit; tempus vero ad id ab Ecclesia praescriptum non alteretur. Die 20 julii 1593.

12. **Comen.**

Basilius Paravicinus institit SSmo ut dignaretur sibi concedere facultatem recitandi officii sub ritu romano, in civitate Comen in qua utpote subjecta patriarchatui Aquilejen obligaretur idem recitare sub ritu ejusdem patriarchalis, remissisque precibus ad hanc S. Congregationem rescribendum censuit: Potest facultas concedi oratori, ut privatim horas, et officia more romano recitet. Die 3 augusti 1593.

13. **Abulen.**

Congregatio Sacrorum Rituum censuit concedi posse canonicis et clero ecclesiae, et civitatis Abulen., ut eis liceat in festis SS. Martyrum Secundi, Vincentii, Sabinae et Christetae earumdem ecclesiae, et civitatis patronorum recitare suprascriptas lectiones secundi nocturni ex ipsorum martyrum historia desumptas et a S. C. accurate examinatas, et approbatas. Die 11 aprilis 1594.

14. **Regni Poloniae.**

Congregatio S. Rituum ad libellum serenissimi regis, et totius cleri Poloniae SSmi Domini Nostri jussu in eadem Congregatione examinatum, censuit concedi posse, ut S. Stanislai episcopi Cracovien et martyris nomen adscribatur in Kalendarium Romanum ad diem 7 maii cum semiduplicis nota, ejusque festus dies in regno quidem Poloniae per universum clerum saecularem et quorumvis ordinum regularem officio duplici, per caeteros vero in toto orbe terrarum semiduplici de communi unius martyris celebretur. Die 22 novembris 1594.

15. **Conchen.**

Decanus et capitulum cathedralis ecclesiae Conchen exposuerunt, regulares diversorum ordinum jus sibi arrogare velle incedendi in processionibus permixtim inter beneficiatos et curatos ejusdem civitatis; et Congregatio Sacrorum Rituum censuit regulares omnes tam civitatis quam dioecesis Conchen. in processionibus ante clerum saecularem distincte, ac separatim ab eadem clero, debito inter se ordine servato, sub suis crucibus incedere debere. Die 20 junii 1595.

16. **Japonen.**

Inter caetera quae in supplici libello ad instantiam episcopi Japonensis postulantur, quaesitum est etiam ut episcopus praefatus dispensare possit in impedimentis matrimonii disparitatis cultus, nec non consanguinitatis, et affinitatis, quando id expedire judicaverit, et Congregatio S. Rituum petitionibus pro regno Japoniae in suprascripto libello propositis mature consideratis atque perpensis, censuit facultatem dispensandi super omnibus ad certum tempus Sanctitati Suae benevisum concedi posse tum episcopo Japonensi, tum sacerdotibus So-

cietatis Jesu in illis partibus commorantibus, viris tamen probis et doctis, atque ab episcopo pro tempore existente vel a superiore ejusdem Societatis Jesu approbatis. Die 20 junii 1595.

17. **Neapolitana.**

Ad supplicem libellum monialium D. reginae civitatis Neapolitanae, censuerunt concedi posse ut ab ipsis celebrari possit officium duplex commemorationis S. Mariae Carmelitarum die 17 julii, officio desumpto ex festo S. Mariae ad Nives, quod habetur die 5 augusti in breviario Romano, mutatis tamen mutandis. Die 20 junii 1595.

18. **Ordinis S. Bernardi.**

Ad supplicem libellum monachorum S. Bernardi Congregationis Fulien. censuerunt concedendam esse translationem corporis S. Uralerici abbatis. De indulgentiis vero tum in die translationis tum in die festo ejusdem sancti, et de concessione indulgentiarum, et privilegiorum archiconfraternitatis S. Bernardi de Urbe, supplicandum esse SSmo.

Die 20 junii 1595.

19. **Regni Portugalliae.**

In causa praecedentiae fratrum Eremitarum S. Augustini et fratrum Praedicatorum in regno Portugalliae, censuerunt servandam esse concordiam alternativam alias editam a Sebastiano Portugalliae rege, ut in processionibus alii alios alternatim praecedant, dum interim in S. Congregatione hujusmodi causa examinetur, et delucidetur. Die 20 junii 1595.

20. **Toletana.**

Ad instantiam Hispaniarum regis catholici, et capituli Toletani petentium ut liceat sub ritu duplici celebrare festum S. Marci papae et martyris ne appareat in missis, et functionibus deformitas cum eodem die celebretur festus dies in honorem B. M. V. de Victoria.

Congregatio S. Rituum censuit non esse omittendum, aut aliqua ex parte immutandum officium S. Marci papae et confessoris quod ex breviarii et missalis Romani regulis, simplici ritu ab Ecclesia universali peragitur, sed curandum, ut hujusmodi officium in aliquo ejusdem ecclesiae sacello, ubi commode fieri poterit antea recitetur, cum interventu eorum canonicorum capitularium, et aliorum qui ex praescripto interesse debebunt. Vesperas autem primas et secundas ac missam B. M. De Victoria, quae una cum processione eodem die 7 octobris ex dotatione regia, prout in suprascripto libello asseritur, solemni ritu celebrantur, opportuno ac congruo tempore esse decantandas. Die 16 augusti 1595.

21. **Montis Regalis.**

A Monsig. Vescovo di Mondovi. *Illmo e Molto Rev. Signore come Fratello.* — Dopo aver scritto a V. S. la settimana passata quel che io pensavo fare delle lettere da lei ricevute con li raguagli di quei progressi miracolosi di cotesta sacra immagine della Madonna, m'è capitata l'altra sua dei 18, con la quale avvisa quanto era succeduto appresso. Ora io le fò sapere che delle cose da lei scritte diedi conto a Sua Santità, alla quale piacque, che se ne desse parte alla nostra Congregazione de' SS. Riti, siccome io feci martedì passato che furono li 26 di questo. In somma ha lodato la prudenza, e pietà, con che V. S. procede in negozio così importante, e fu anche particolarmente commendato il modo, che teneva nel consultar li successi per venir in maggior chiarezza d'ogni cosa. L'esortano poi questi miei Signori Illmi, a procurar tuttavia di formar accuratamente li processi delle cose, che seguono, ed a valersi delle consulte dei valenti teologi, canonisti, confessori, e medici. Io intanto ho avuto caro d'intendere per la sudetta sua ultima lettera che vadano cessando assai quelli strani accidenti, li quali davano grand' occasione di dubitare; et resto pregando Dio, che illumini V. S. e l'assista con la sua santa grazia per guidar il negozio al più sicuro porto, concedendole ogni altra contentezza. Roma 29 settembre 1595.

22. **Giennen.**

Parocchiani ecclesiae Sanctae Crucis Giennen civitatis postulant episcopo imperari per S. Rituum Congregationem ne ejusdem ecclesiae ministros adigat ad commodanda aliis paramenta sacra, quae iidem parochiani ob ecclesiae paupertatem suo aere et eleemosynis fieri curaverunt et S. Rituum Congregatio censuit respondendum:

Possunt supplicata concedi et mandetur episcopo etiam sub censuris, ut a talibus de caetero abstineat.

Die 16 januarii 1597.

23. **Frisingen.**

Ad petitionem serenissimi ducis Bavariae ut Leonardo abbati praeposito nuncupato monasterii Scheferlam ordinis Praemonstraten. Frisingen. dioecesis ejusque successoribus concedatur usus mitrae et baculi cum aliis insignibus in forma consueta. Congregatio S. Rituum censuit, concurrentibus requisitis in personam abbatis et monasterii, concedi posse quod petitur. Die 8 februarii 1597.

24. **Constantien.**

Ad petitionem Nicolai Martinel canonici cathedralis ecclesiae Constantien inferioris Normanniae in Gallia, ut liceat quatuor sanctorum Laterni, Scubillionis, Gaudi et Hellerii corpora quae inhonorata reperiuntur, et maris oceani alluvioni, piratarumque direptioni exposita in loco ejusdem dioecesis inculto transferre in eamdem cathedralem ecclesiam; Sac. Cong. respondendum censuit: Videtur concedendum. Die 9 martii 1597.

25. **Pro Iginio filio quondam Palestrinae.**

Iginius filius quondam Palestrinae exponit tractatum fuisse in S. Rituum Congregatione tempore Illmi Domini card. Gesualdi de approbandis quibusdam cantibus firmis ab eodem Palestrina reformatis, qui in Ecclesia cantantur ex Brevi Gregorii S. M. papae XIII. Qui cum in S. Congregatione pluries essent exhibiti, remanserunt apud eumdem Illmum Dnum Gesualdum. Nunc vero dictus orator postulat hujus veritatis fidem fieri per Rmum D. Stellam secretarium ejus temporis. Et S. Rituum Congregatio respondendum censuit: Secretarius Congregationis quam postulat fidem pro veritate faciat.

Die 28 martii 1597.

26. **Legionen.**

Canonici et dignitates Legionis in Hispania antiquissimo tempore asserunt suam cathedralem fundatam fuisse, multis sanctorum corporibus insignem, regni caput, presbyterorum numero abundantem cujus primus canonicus, praebendatusque est rex ipse, ideoque primum habet stallum in choro ipsaque cathedralis ab omnibus exempta S. Sedi Apostolicae immediate subjicitur. Quapropter petunt sibi concedi licentiam deferendi cappas violacei coloris superpelliceis impositas. Et S. Congregatio Rituum respondendum censuit: potest concedi quod petitur stante hujus ecclesiae tam insignis antiquitate, nobilitate, exemptione et apud S. Sedem circa divini cultus et christianae religionis, et fidei augmentum, et conservationem multipliciter commendandae. Die 28 martii 1597.

27. **Ordinis Praedicatorum.**

Praedicatores provinciae Hispanicae varias adduxerunt rationes contra Franciscanorum objectiones ad vindicandam stigmatum in corpore B. Catharinae Senensis impressionem. Et S. Congregatio rescripsit: Inspiciatur manus divae Catharinae de Senis, quae in monasterio monialium S. Dominici de Urbe in Monte Magnanapoli adservatur et informent Praedicatores. Die 28 martii 1597.

28. **Panormitana.**

Franciscus Cannarella Panormitanus sacerdos, et nobilis stante paupertate supplicat dispensari ab interveniendo processionibus, in quibus incedendum est cum cotta, et intorsticio. Et Sac. Rituum Congregatio rescribendum censuit. – *Nihil.* Die 28 martii 1597.

29. **Religionis Hierosolymitanae.**

Fr. Georgius Giampieri prior ecclesiae S. Joannis Hierosolymitani ordinarius in spiritualibus, praelatus et superior totius Religionis, habens in celebratione usum mitrae et baculi et caeterorum ornamentorum pontificalium, supplicat pro concessione cocchetti et S. Rituum Congregatio censuit respondendum: *Nihil*, ex quo fratres regulares et monachi, etiam facti episcopi, seu cardinales rocchetto uti non possunt. Die 28 martii 1597.

30. **Senen.**

Ad petitionem officialium et civitatis Senen, ut liceat recitare officium sub ritu duplici per totam ecclesiam de S. Catharina Senensi die 29 aprilis ejusdem sanctae festo, Sacrorum Rituum Congregatio rescribendum censuit: fiat commemoratio tantum sumpta de communi unius Virginis, videlicet, *Exaudi*, die quo cadit festum S. Catharinae Senen; officium vero, et reliqua ordini Praedicatorum, vel civitati Senen., aut aliis in honorem ejusdem Sanctae Catharinae a Sede Apost. concessa apud ipsos integra, inviolataque permaneant. Die 8 maii 1597.

31. **Vulturarien.**

Pro Oliverio Carafa abbate S. Bartholomaei in Galdo Vulturarien. dioecesis Sacra Rituum Congregatio respondendum censuit: Manuteneatur abbas S. Bartholomaei in Galdo in sua pacifica possessione, seu quasi praecedendi dominum loci, et alios officiales saeculares in delatione hastae pallii in processione in die SSmi Corporis Christi, ac proinde scribatur episcopus Vulturarien. ejusque vicario, et toti curiae, ut Congregationis decretum exequantur. Die 8 maii 1597.

32. **Bononien.**

Generalis minister Minorum Conventualium, in confraternitate S. Bernardini Bononiae instituit officium quindecim graduum Passionis D. N. J. C. et compassionis Bmae Virginis, in quo fit disciplina opus maximi exempli et devotionis, non sine magno piorum hominum concursu. Quapropter ejusdem confraternitatis sodales supplicant pro concessione indulgentiae plenariae pro omnibus dictum officium recitantibus, vel ejusdem recitationi interessentibus in oratorio vel ecclesia dictae confraternitatis, confessis, vel confitendi propositum habentibus. Et Sacrorum Rituum Congregatio rescribendum censuit: « Illustrissimus Baronius officium recognoscat, tum statuetur quod sit agendum ». Die 21 junii 1597.

33. **Novarien.**

Ad petitionem Joannis Albergantis rectoris ecclesiae parochialis S. Ambrosii Omeniae Novarien. dioecesis ut concedatur licentia benedicendi paramenta sacra, Congregatio Sacrorum Rituum respondendum censuit: « Adeat episcopum, cujus munus est benedicere, et consecrare. » Die 21 junii 1597.

34. **Recineten.**

Cum Recineten civitatis ecclesia cathedralis olim a S. M. Sixto PP. V suppressa, fuit restituta, placuit prioratibus pro tempore aquam ad lotionem manuum episcopo solemniter celebranti porrigere: at cum postea conarentur hunc morem abolere, occursum est Decreto S. Congregationis quae etiam Breve SSmi D. N. desuper expediri curavit. Recinetenses, ne viderentur id facere coacte nil attendentes Breve mox decreverunt veluti ex se ipsis dandam esse aquam ad manus, quod usque adhuc praestiterunt. Nunc vero recenter consilium inivere, in quo statuerunt formam, et modum quo eadem aqua sit praebenda, adjecto poenali, et infamiae decreto contra aliter facientes: qua propter episcopus Lauretan. et Recineten. ad S. C. pro remedio opportuno recursum habuit. Et eadem S. Congregatio rescribendum censuit.

Detestata est Congreg. Magistratus Recineten. temeritatem, quae decreto alias facto Brevique Apostolico non solum ausus est contraire, sed decernere praeterea ut illi parentes infamia notarentur, novosque ritus caeremoniarum pro eorum libito praescribere: ea propter serventur, et exequantur decreta per Congregationem alias lata, et Breve Apostolicum desuper expeditum. Die 21 junii 1597.

35. **Bononien.**

Metropolitanae Bononien. mansionarii asserunt Gregorium S. M. papam XIII ipsis concessisse facultatem deferendi habitum conformem beneficiatis Sancti Petri de Urbe. Quoniam vero Bononiae canonici tam aestate, quam hyeme utuntur cappa, iidem mansionarii brumali tantum tempore cappas deferunt: supplicant igitur ut iisdem liceat sicut canonici cappis etiam aestivo tempore uti. Et quia canonici aestate pro pellibus utuntur serico rubro, similiter et mansionarii cupiunt intus cappas subtegere camellotto rubro, vel ut melius Illmis Dominis videbitur. Et S. Congregatio Rituum rescribendum censuit: *Congregatio stat in alias decisis*. Die 18 julii 1597.

36. **Legionen.**

Episcopus et capitulum Legionen instant pro approbatione novi officii de S. Angelo Custode, cujus festum ibi celebratur die prima martii, quod sibi facere concessum esse autumant ex constitutione Gregorii f. me. papae XIII, in qua disponitur posse celebrari festum de iis sanctis, quorum corpora in aliqua ecclesia existunt, licet in Breviario Romano non sint descripti: Angeli autem Custodes etsi ibi corporaliter non adsint, adsunt tamen assistendo, et protegendo. Sacrorum Rituum Congregatio respondendum censuit: « Acquiescant gratiae jam concessae, eumque in posterum morem servent, quem hactenus in hac festivitate juxta S. M. Gregorii XIII litteras servaverunt. » Die 18 julii 1597.

37. **Lisbonen.**

Prior et beneficiati et parocchiani de Centuel Lisbonen. dioecesis asserunt initam fuisse concordiam inter ipsos et quamdam personam, quae construxerat cappellam, ut in ea asservaretur SSmum Sacramentum, quod prius in altari majore detinebatur, nuncque petunt ut non solum in dicta cappella sed etiam in altari majore liceat illud asservare. Et Sac. Rituum Congregatio respondendum censuit: *Nihil*. Die 18 julii 1597.

38. **Sabaudiae.**

Ad petitionem serenissimi ducis Sabaudiae, ut inseratur in novo officio et Kalendario officium sub ritu duplici cum lectionibus propriis de S. Mauritio martyre Ducatus Sabaudiae protectore, S. Rituum Congregatio respondendum censuit: Pietati ducum Sabaudiae, et illi populorum cumulate satisfiet, si in tota illa provincia dumtaxat S. Mauritii eorum patroni et sociorum festum duplici officio celebrabitur, quod fieri posse censet Congregatio. De lectionibus vero propriis quas petunt, nihil certi statui potest, nisi illis huc transmissis, atque a Congregatione prius approbatis. Die 18 julii 1597.

39. **Senen.**

Ad petitionem civitatis Senarum ut S. Catharina Senen. ponatur in Kalendario, deque ea celebretur officium duplex et missa die 11 maii et ad vitandas difficultates de Stigmatibus fiat de communi virginum. Congregatio stat in alias decisis. Die 18 julii 1597.

40. **Regien.**

Al Vescovo di Regio. — Vertendo lite lungo tempo fa, come sa V. S. tra canonici, e capitolo della chiesa collegiata di S. Prospero di cotesta città di Regio, contro l'abbate e monaci del monastero di San Pietro della Congregazione di Monte Cassino, intorno alle reliquie di S. Prospero e S. Venerio; sono state per parte de' canonici prodotte molte scritture, ma perchè i monaci dicono che dette scritture non fanno fede, non essendo stata compulsata *citata parte*: perciò essendo ricorsi i canonici a questa Congregazione de' SS. Riti di concorde volontà anche de' monaci, Questi miei Signori Illmi hanno risoluto che in nome della Congregazione si dia, come con questa si dà potestà a V. S. che giuridicamente faccia

compulsar tutte le scritture presentate e da presentarsi, così per l'una, come per l'altra, e la presente lettera servirà, e vogliono che abbia vigore, e sia compulsoria generale per tutti. Rimarrà perciò contenta V. S. di eseguir quanto prima quest'ordine, e mandar le scritture alla Congregazione chiuse e sugellate in forma come si conviene, acciò si possa dar fine al negozio. Con che la prego dal Signore ogni felicità come ella desidera. Roma 5 di settembre 1597.

41. **Auximana.**

Instante Illmo Dño cardinale Gallo pro concessione officii de Sancta Sperandia Virgine recitandi in monasterio ejusdem sanctae civitatis Cinguli Auximanae dioecesis, die dominica prima septembris. Sacra Rituum Congregatio censuit rescribendum: *Nihil*. Die 10 februarii 1598.

42. **Cusentina.**

Ad petitionem metropolitani Cusentini, ut concedatur officium de S. Francisco de Paula cum octava, prout concessum fuit ordini ejusdem Sancti pro civitate et dioecesi Cusentina. Sac. Rituum Congregatio respondendum censuit: *Recitetur officium romanum*. Die 10 februarii 1598.

43. **Mediolanen.**

Monasterium S. Marthae civitatis Mediolanen petit sibi concedi licentiam imprimendi, et recitandi novum officium de Sancta Martha et Sac. Rituum Cong. rescribendum censuit: Servent rubricas Breviarii Romani, ex quibus licet officium S. Marthae duplex celebrare, quod poterunt per octavam repetere cum prioribus tribus lectionibus de feria currenti. Novum vero officium concedere non est visum Congregationi aliquo modo ferendum, cum adsit officium proprium hujus sanctae in Breviario Romano. Die 10 februarii 1598.

44. **Neapolitana.**

Moniales S. Andreae Neapolitanae civitatis supplicant impertiri licentiam legendi tres lectiones secundi nocturni in festo S. Monicae die 4 augusti quae lectiones excerptae sunt de verbo ad verbum ex confessionibus Sancti Augustini, et alias tres lectiones 2 nocturni die 5 maii in Conversione S. Augustini extractas pariter ex ipsis confessionibus. Et Congregatio decrevit ut infra videlicet: Lectiones secundi nocturni officiorum S. Monicae et conversionis S. Augustini ex ejusdem Augustini libris excerptae per rñdas moniales S. Andreae Neapolitanas petitae visae sunt Congregationi nihil in se absurdum continere, et rei maxime convenire. Concedi igitur eas eisdem monialibus censuit, et laudavit Congregatio.

Die 10 februarii 1598.

45. **Regni Siciliae.**

Ad petitionem Andreae de Argumento procuratoris civitatis de Sciacca in regno Siciliae, ut concedatur imprimi, et recitari per totum dictum regnum officium S. Calogeri prout habetur in breviario et missali Gallicano: Sacrorum Rituum Congregatio respondendum censuit: *Concedantur tres lectiones secundi nocturni approbandae tamen a Congregatione*. Die 10 februarii 1598.

46. **Veneta.**

Pro parte Bernardi Sagredi procuratoris Sancti Marci Venetiarum supplicatum fuit ut nomen B. Gerardi Sagredi ordinis Sancti Benedicti in Kalendario Veneto describatur die 24 septembris. Et Sacrorum Rituum Congregatio censuit concedi posse. Die 10 februarii 1598.

47. **Brundusina.**

Pro Fabritio Resta protonotario. Potest protonotarius absque episcopi licentia uti privilegio sibi a Sede Apostolica concesso deferendi rocchettum. Cujus tamen usum modeste, et solemnibus diebus, ac locis ab iis retineri Congregatio desiderat. Die 10 februarii 1598.

48. **Societatis Jesuitarum.**

Non solet Ecclesia in sanctorum canonizationibus nisi provida cum maturitate, lente, tutoque procedere. Laudavit itaque Congregatio studium, ac pietatem patrum societatis Jesu, qui pro Ignatii fundatoris, ac parentis ipsorum canonizatione, sedulo diligenterque laborent, factamque ea super re instantiam non abs re fuisse judicavit, quippe id inter caetera ad canonizationem necessarium est ut plures, ac frequentes praecedant instantiae. Ut autem rite, ac recte, atque ex ordine progrediatur, quamvis Ignatii vita magnae sanctitatis potest existimari, nimis tamen propere nunc remissorias postulari, sine quibus via ordinaria poterunt coram episcopis vel metropolitanis, vel si id illi facere recusaverint, coram nuntio Apostolico testes super praetensa vitae sanctitate, et miraculis caeterisque necessariis examinare legitime, atque ita providebitur, ne testes instructi ante examen factum decedant; et ex hujusmodi processu informatio (ita in foliis) Sedi Apostolicae aperiendo, ad petitas remissorias, ut semper factum est, debito justoque tempore concedendas. Die 26 februarii 1598.

49. **Bracharen.**

Ad petitionem archiepiscopi Bracharen. ut remittatur obligatio recitandi extra chorum officium B. M. V., cui omnes qui Bracharensi breviario utuntur ex consuetudine sunt adstricti: Congregatio respondendum censuit: *Servetur consuetudo*. Die 7 aprilis 1598.

50. **In librum secundum decretorum.**

Decretorum Congregationis Sacror. Rituum
Liber secundus

A Jo: Paulo Mucantio presbytero Romano J. V. D. Sacrarum Caeremoniarum magistro, et ejusdem Congregationis secretario compilatus. In quo continentur omnia decreta in eadem S. Congregatione expedita et subscripta ab antiquiore cardinali in eadem Congregatione praefecto a die X mensis junii 1602, quo tempore idem Jo. Paulus secretarii munus subire caepit, usque ad totum et integrum annum 1610. Cum apostillis in margine, et indice causarum omnium expeditarum in principio, et repertorio omnium, et singularum rerum, et materiarum, quae in eo continentur in fine voluminis, ordine alphabetico ab eodem autore compilatis et conscriptis, ut facilius omnia quae in hoc volumine continentur reperiri valeant.

Paulo V. Pontif. Opt. Max.
Jo. Paulus Mucantius.
D. F.

Aequum est, Beatissime Pater, ut ejus officii, cujus sum titulo insignitus, primos labores, et studia referam grati animi debitique tributi ergo, innumeris in me a S. V. collatis beneficiis: inter quae, illud potissimum extat, quo suo peculiari Breve confirmatus fui a Secretis Congregationis SS. Rituum cui duodecim jam abhinc annis, Clemente VIII fr. Pontifice praecipiente, inservire caepi. Cum itaque ea omnia decreta collegerim quae a me extensa, expedita atque subscripta fuerunt a card. praefecto in eadem Congregatione pro tempore existente a die X junii salutis anno 1602 usque ad totum et integrum annum 1610 in hanc libri formam redigenda curavi. Utque facilius in eo causae decisae, expeditaeque, ac materiae, de quibus agitur reperiri valeant, Indicem in principio et repertorium in fine adjiciendum duxi. Quoniam vero decretorum ejusdem Congregationis per alios secretarios dimissorum nullam ordine, sed intercisam inveni memoriam, quantum per vires licuit, studui ex multis, ac multis schedulis, et adnotationibus, quae ad manus meas quoquo modo pervenerunt alium etiam librum eorum compilare, qui primus erit decretorum ejusdem Congregationis eumque Deo favente, cum altero quoque qui tertius ab anno 1611 inscribetur, quam citissime S. V. offerre conabor, una cum alio libro jam fere ad optatum finem perducto, omnes passim continente instantias, litteras, actus et declarationes habitas in eadem Congregatione in causa servae Dei Theresiae de Jesu Carmelitarum Discalceatorum fundatricis quam nuper S. V. merito quidem Beatarum Virginum albo adscribendam censuit. Duobus etiam aliis meorum Diariorum voluminibus acceden-

tibus, ut si fieri potest, solvam partem contracti aeris, cui, nescio, qua ratione possim ullo unquam tempore digne respondere, nedum me eo liberare. Atque interim offerentis animum, non minus respicere dignetur supplex exoro: sunt namque labores hi, partus, quos ingenii mei tenuitas, et paupertas, edere queat: si quos enim posset Sanctitati V. digniores producere, libentissime faceret. At illud tantisper in praesentiarum animum recreat, quod cum illius in terris Sanctitas vestra vices gerat, qui hominum tantum corda respicit, certus ipse sum, eamdem nunquam destituram a pastorali humanitate sua, in benigne excipiendo animo meo S. V. perpetuo inserviendi. Cui diuturnam a Deo vitam et felicitatem assidue postulo, rogoque, ut sicut hodie ad tam sublime fastigium consequendum ipse Deus S. V. auctor fuit, ita semper in futurum dux sit ad suam sanctam Ecclesiam in pace salubriter gubernandam.

Romae XVII Kalendas junii 1614.

In Librum secundum Decretorum Congregationis Sacrorum Rituum

Jo. Pauli Mucantii presbyteri Romani, Sacrarum Caeremoniarum Magistri et secretarii ejusdem Sacrae Congregationis

Praefatio ad Lectorem.

Cum majores mei Blasius Baronius de Cesena avus maternus, et Franciscus Mucantius frater major natu, in studiis caeremoniarum et in sacris ritibus extremam et meliorem vitae partem consumpserint, et alter a Leone Papa X fe: re: in officio caeremon. vocatus anno Domini 1518, et munere usque ad mortem per annos sex et viginti egregie functus fuerit, obiit enim die 14 decembris 1544 pontificatus fe: re: Pauli papae III anno X. Alter vero, nempe Franciscus Mucantius frater a Gregorio XIII fe: re: vocatus ab anno Domini 1573, usque ad annum 1592, et diem sextam octobris qua, ex hac ad aliam migravit vitam anno primo Pontif. fe: re: Clementis papae VIII in eodem officio, et studio suae vitae ultimos annos viginti laudabiliter insumpserit. Ego etiam qui ad sacras caeremonias in cappella pontificia exercendas, vivente adhuc Francisco fratre vocatus a fe: re: Gregorio papa XIV anno Domini 1591, admissus fui, eorum vestigiis inhaerens, legum studiis intermissis, in quibus per aliquot annos post doctoratus gradum susceptum versatus fui, totum me ad sacrorum rituum et caeremoniarum studium contuli. Et ea qua potui majori diligentia annotavi singula, quae meo tempore ad sacras caeremonias et ritus ecclesiasticos pertinentia evenerunt. Qua de causa bo: me: Rm̃us D. Alphonsus cardinalis Gesualdus Sacri Collegii Decanus, qui me hujusmodi studio inclinatum videbat, saepe me hortatus fuit ut curam gererem de rebus, quae in S. Rituum Congregatione fiebant, cui ipse tamquam antiquior ex cardinalibus in eadem Congregatione ascriptis praesidebat. Ego vero, licet ad singulas Congregationes, quae in palatio suae solitae residentiae fiebant semper vocatus fuerim, tamen, ne in aliorum messem falcem immittere viderer nunquam volui me in officio ad secretarium ejusdem Congregationis pertinente ingerere, prout ipse cardinalis mihi persuadebat, hujusmodi curam proprio ejusdem Congregationis tunc secretario R. P. D. Joanni Baptistae Stella relinquens, ac etiam D. Ruttilio Gallavino ejusdem cardinalis caudatario, qui fere singula, quae in dicta Congregatione tractabantur cum ipso Rm̃o D. card. Gesualdo conferebat. Absente vero dicto R. P. D. Stella secretario, ipse Rm̃us D. card. Gesualdus opere D. Alexandri Gratiani in hujusmodi officio secretarii utebatur. Cum vero ipse Rm̃us D. card. Gesualdus ab urbe abfuit, et Congregatio Sacrorum Rituum habita fuerit coram Rm̃o D. bo: me: Innico Avalos episcopo Portuense cardinali de Aragonia, ipse Rm̃us D. de Aragonia, attenta absentia praedicti R. P. D. Stella opera D. Octavii Martyrani, pro secretario dictae Congregationis uti voluit, sed post obitum ipsius Octavii et praedicti Rm̃i D. Card. de Aragonia, ipse D. Alexander Gratianus semper postea pro secretario ejusdem Congregationis inservivit, et tam ab ipso Rm̃o D. cardinali Gesualdo dum Romae fuit, quam ab aliis cardinalibus, qui eidem Congregationi absente Gesualdo praesidebant, pro secretario ejusdem Congregationis idem Gratianus vocatus fuit. Demum cum ipse Rm̃us D. cardinalis Gesualdus decanus Neapoli moraretur, et vellet uti opera ipsius Alexandri Gratiani, eumque vicarium suum generalem in ecclesia Neapolitana sibi commissa constituere, eum ab Urbe Neapolim revocavit. Et R. D. bo: me: cardinali Comensi episcopo Portuensi declarato post obitum cardinalis de Aragonia, qui praeerat Congregationi Sacrorum Rituum, scripsit, ut me in officio secretarii loco Gratiani substitueret, et admitteret, quod facto prius verbo cum fe: me: Clemente Papa VIII et de Suae Sanctitatis assensu, et expresso ordine et mandato, libentissime fecit, et me vocavit, mihique de mandato SS. D. N. Papae injunxit et mandavit ut pro secretario in eadem SS. Rituum Congregatione inservirem. Quod feci et hujusmodi officium exercere incepi die 10 mensis junii anno Domini 1602, et continuavi in eo semper huc usque licet mortuo cardinali Gesualdo, idem Alexander Gratianus tentaverit redire ad officium praedictum, quod neque Rm̃is DD. cardinalibus praepositis in eadem Congregatione, neque praedicto S. D. N. Clementi papae VIII placuit, qui voluerunt ut ego in eodem officio secretarii ministrarem et inservirem, prout feci. Et tunc dixit mihi praedictus Rm̃us D. bo: me: cardinalis Comensis ut non subscriberem amplius sub decretis et aliis Congregationis scripturis, pro secretario, ut faciebam et prout solitus erat etiam facere praedictus Gratianus, sed subscriberem secretarius, quia SSm̃us D. N. et Rm̃i DD. Cardinales praepositi in eadem Congregatione ita jubebant et me esse secretarium ejusdem Congregationis volebant. Quod etiam SS. D. Paulus papa V confirmavit non obstante instantia facta a supradicto R. P. D. Stella, qui post decem, vel duodecim annos ad Urbem reversus volebat ad hujusmodi officium secretarii Congregationis Sacrorum Rituum iterum admitti, quod Rm̃o D. cardinali Pinello episcopo Ostiensi S. Collegii decano effecto post obitum Rm̃i D. cardinalis Comensis, et ejusdem Congregationis praeposito non placuit, neque aliis Rm̃is D. cardinalibus in eadem Congregatione ascriptis, qui injunxerunt me continuare in eodem officio. Et idem SS. D. N. Paulus papa V sua benignitate per suas litteras particulares in forma Brevis expeditas inferius registratas, me in praedicto officio mea vita durante confirmavit. Ego vero ut muneri mihi imposito quantum in me est juxta ingenii mei tenuitatem satisfacerem, et tot favoribus et gratiis specialibus et a SSm̃o D. N. Pauli papa V, et ab Illm̃is, et Rm̃is DD. meis cardinalibus ejusdem Congregationis praepositis mihi factis, aliquo modo corresponderem (quod ab aliis qui hujusmodi officio secretarii functi sunt, factum fuisse non cognovi) procuravi omnia diligentissime annotare, quae ad Sacram hanc Rituum Congregationem pertinent: Et librum mihi paravi, in quo causae omnes in singulis Congregationibus propositae cum resolutionibus ipsius Congregationis annotatae sunt; fasciculos etiam distinctos et particulares fecit omnium memorialium et scripturarum propositarum in singula quaque Congregatione; librum epistolarum etiam confeci in quo registrarentur omnes et singulae litterae sive epistolae tam latino quam vulgari sermone ab eadem S. Congregatione decreta et relaxata. Et demum hunc librum quem secundum appello Decretorum Sacrae Congregationis Rituum compilavi et composui. In quo Decreta omnia, in eadem S. Cong. expedita et ab antiquiore cardinali ejusdem Congregationis praeposito subscripta, registrata sunt a die 10 junii 1602 cum in hujusmodi secretarii officio ministrare cepi, usque ad totum et integrum annum 1610. In quo etiam singulas Congregationes et quo die habitae sint et qui cardinales in eis interfuerint particulariter annotare volui. Et ut facilius causae in eis expeditae et materiae in hoc volumine contentae inveniri valeant, apostillas summarias in margine addidi et duplici indice auxi, altero

causarum in principio, altero materiarum in fine. Reliqua decreta expedita in eadem Congregatione ab anno 1611, et quae in futurum expedientur, in sequenti tertio volumine seu libro decretorum annotabo, quod Deo dante pariter compilabo, sicut etiam et singula decreta ejusdem Congregationis quae ad manus meas pervenerunt et prout melius ea colligere potui ex diversis cartulis et scripturis, sine ullo prorsus ordine mihi consignatis partim a D. Tiberio Putignano secretario praedicti bo: me: Rmi D. cardinalis Gesualdi, partim a D. Jo: Maria Cinotto secretario suprad. bo: me: Rmi D. cardinalis de Aragonia et partim a fratribus P. D. Alexandri Gratiani. Ex quibus ut melius potero decreta ejusdem Congregationis colligere procurabo et in primo praedicto libro, eo ordine quo melius licebit, si Domino placuerit describam, et annotabo, ut muneri mihi imposito quantum per me licuit, me satisfecisse omnes agnoscant. Quod si in aliqua parte defecero, pium et prudentem Lectorem admoneo, me hominem esse et humanae conditionis statum postulare, ut fere omnes in plurimis deficiamus; satis ei sit animum agnoscere, et me excusatum habere, si prout cuperem, desiderio omnium hujus facultatis Sacrorum Rituum studiosorum, et amatorum non satisfecero.

Litterae vero apostolicae per quas SSmus D. N. Paulus PP. V mea vita durante, me secretarium Sacrorum Rituum confirmavit, constituit et deputavit sunt tenoris sequentis:

Dilecto filio Joanni Paulo Mucantio Presbytero Romano et Coeremoniarum Magistro. – Paulus PP. V. – Dilecte fili salutem et Apost. benedictionem. Sperantes quod ea quae tibi commiserimus munera, pro tua probitate, fide et prudentia, juxta animi nostri sententiam rite, et recte administrabis et exercebis, prout ante hac administrasti, et exercuisti, tibi officium secretariatus Congregationis venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium Sacris Ritibus praepositorum quovis modo vacans, quod ut asseritur, a septem circiter annis a fe. re. Clemente papa VIII praedecessore nostro vivae vocis oraculo ad id deputatus exercuisti, cum omnibus illius honoribus, oneribus, privilegiis, immunitatibus, libertatibus, favoribus, gratiis et indultis, nec non salariis, provisionibus, commodis et emolumentis quibuscumque solitis, et consuetis et quibus tu et alii ante te, dictae Congregationis secretarii gaudere solebatis ad tui vitam Apostolica auctoritate, tenore praesentium conferimus et de illo etiam providemus, teque ipsius Congregationis secretarium quoad vixeris constituimus et deputamus. Decernentes te ad dictum secretariatus officium, ejusque liberum exercitium et alia praedicta recipiendum, et admittendum fore et esse, ac recipi et admitti debere. Mandantes propterea omnibus et singulis ad quos spectat, et in futurum spectabit, ut te ad idem officium ut supra admittant, et admitti faciant, nec non de omnibus et singulis honoribus, oneribus, privilegiis, immunitatibus, libertatibus, favoribus, gratiis et indultis, nec non emolumentis, salariis, provisionibus, et commodis hujusmodi, realiter et cum effectu debitis suis temporibus respondeant, et responderi faciant. Non obstantibus constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis ac juramentis confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis, statutis, consuetudinibus caeterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud S. Marcum sub Annulo Piscatoris die IX julii MDCIX Pontificatus nostri anno quinto.

S. Cobellutius.

Loco Sigilli ✠ Annuli Piscatoris.

Nomina vero Illmorum et Rmorum DD. cardinalium, qui in eadem S. Congregatione Rituum ad causas decidendas et terminandas, adscripti erant, et vivebant eo tempore quo ego Jo. Paulus Mucantius in eadem Congregatione secretarii officium exercere caepi et aliorum qui postea additi fuerunt usque ad finem, et per totum annum 1610 sequuntur ut infra etc.

Alphonsus episcopus Ostiensis, Sacri Collegii Decanus cardinalis Gesualdus absens Neapolim ad suum archiepiscopatum.

Ptolomeus Gallius episcopus Portuensis cardinalis Comensis praesens in Curia et praefectus Congregationis pro cardinali Gesualdo absente.

Alexander Medices episcopus Praenestinus cardinalis Florentinus praesens in Curia.

Franciscus tit. S. Petri ad Vincula Presbyter cardinalis de Giocosa absens in Gallia.

Augustinus Valerius Venetus tit. S. Marci presbyter card. Veronen. absens Verona.

Dominicus tit. S. Maria Transtiberim card. Pinellus praesens in Urbe.

Antonius Maria tit. S. Praxedis card. Gallus absens ad suum episcopatum Osimanum.

Ascanius tit. S. Pudentianae cardinalis Columna absens in Hispania.

Franciscus Maria tit. S. M. de Aracoeli cardinalis de Monte praesens in Urbe.

Federicus tit. S. Mariae Angelorum card. Borromeus absens ad suum archiepiscopatum Mediolanensem.

Antonius Facchenettus presbyter card. Sanctorum Quatuor Coronatorum praesens in Urbe.

Caesar tit. S. Nerei et Achillei presbyter cardinalis Baronius praesens in Urbe.

Silvius tit. S. Salvatoris in Lauro presbyter cardinalis Antonianus praesens in Urbe.

Odoardus S. Eustachii diaconus cardinalis Farnesius praesens in Urbe.

Andreas S. Angeli in foro Piscium diaconus cardinalis Perrettus praesens in Urbe.

Die 4 junii 1604 additi et adscripti in Congregatione SS. Rituum de mandato SSmi D. N. papae Clementis VIII fuerunt:

Sylvester Aldobrandinus diaconus cardinalis S. Caesarii praesens in Curia.

Carolus Emmanuel S. Nicolai in Carcere Tulliano diaconus card. Pius.

Die 29 julii 1604 de mandato ejusdem Clementis VIII additi et adscripti fuerunt in eadem Congregatione:

Seraphinus Olivarius tit. S. Salvatoris in Lauro presbyter cardinalis Seraphinus nuncupatus.

Hieronymus tit. S. Blasii de Annulo presbyter card. Pamphilius.

Die 8 januarii 1605 de mandato ejusdem Pontificis additus et adscriptus fuit in eadem Congregatione Sacrorum Rituum:

Joannes Baptista S. Mariae in Cosmedin diaconus cardinalis Detus.

Die 9 junii 1605, de mandato S. D. N. Pauli papae V additus et adscriptus fuit in eadem Congregatione Sacrorum Rituum:

Jacobus Davy tit. S. Agnetis presbyter cardinalis du Perron praesens in Urbe.

Die 12 decembris 1605, de mandato ejusdem S. D. N. Pauli V additus et adscriptus fuit inter card. Cong. SS. Rituum:

Robertus tit. S. Mariae in Via presbyter cardinali Bellarminus praesens in Urbe.

Die 8 seu nona januarii 1607 de mandato ejusdem S. D. N. additus et ascriptus fuit eadem S. Cong. SS. Rituum:

Ludovicus de Torres tit. S. Pancratii presbyter card. Montis Regalis praesens in urbe: venit prima vice ad Congregationem die 17 februarii 1607.

Anno Dni 1608 de mense decembris de mandato ejusdem SS. D. N. Pauli V additus et ascriptus fuit in eadem Congregatione:

Aloysius S. Agathae diaconus cardinalis Caponius praesens in urbe; venit prima vice ad Congregationem die 10 januarii 1609.

Die 16 julii 1609 de mandato ejusdem SSmi D. N. Pauli V additi et ascripti fuerunt in eadem Congregatione Sacrorum Rituum:

Joannes Garzia tit. SS. quatuor Coronatorum presbyter card. Millinus praesens in Urbe; venit prima vice ad Congregationem die 27 julii 1609.

Joannes Baptista tituli S. Sixti presbyter cardinalis Lenius; venit prima vice ad Congregationem die 27 julii 1609.

Anno Domini 1610 de mense januarii de mandato ejusdem S. D. N. Pauli papae V additus et connumeratus fuit inter cardinales ejusdem Congregationis Sacrorum Rituum Ferdinandus S. Mariae in Domnica diaconus cardinalis Gonzaga praesens tunc in Urbe; venit prima vice ad Congregationem die 27 mensis februarii 1610.

Sequuntur nomina aliorum Illmorum et Rmorum DD. Cardinalium qui additi et ascripti fuerunt in Congregatione Sacrorum Rituum post annum 1610.

Anno Domini 1611 de mense septembris de mandato SSmi D. N. Pauli papae V additi et connumerati fuerunt inter cardinales ejusdem Congregationis Sacrorum Rituum:

Petrus Paulus tit. SS. Nerei et Achillei presbyter cardinalis Crescentius Romanus.

Horatius tit. S Salvatoris in Lauro presbyter cardinalis Lancellotto Romanus; venerunt prima vice ad Congregationis 17 septembris 1611.

Anno a Nativitate Domini 1616 de mense januarii additi et connumerati fuerunt de mandato SSmi D. N. Pauli papae V inter cardinales Congregationis Sacrorum Rituum:

Tiberius tit. S. Priscae cardinalis Mutus Romanus.

Alexander S. Mariae in Cosmedin diaconus card. Ursinus Romanus; venerunt prima vice ad Congregationem die 30 januarii 1616.

Eodem anno a Nativitate Dni 1616 de mense maii additus et connumeratus fuit de mandato ejusdem SS. D. N. Pauli V:

Carolus S. Mariae in Domnica diaconus card. Medices florentinus; venit prima vice ad Congregationem die 28 maii 1616.

Eodem anno 1616 de mense octobris de mandato S. D. N. Pauli V additus et connumeratus fuit inter cardinales ejusdem Congregationis:

Matthaeus tit. S. Hieronymi Illyricorum presbyteri cardinalis Priolus venetus; venit prima vice ad Congregationem die 3 decembris 1616.

51. **Neapolitana. (1)**

Pro monialibus ecclesiae S. Andreae Neapol t. ordinis eremitarum S. Augustini exemptis a cura fratrum dicti ordinis et subditis ordinario petitum fuit aboleri officium proprium sanctorum dicti ordinis jam exhibitum, cum contineat multa minus firma, nec congrua cum Breviario Romano et aliud sibi concedi revisum et emendatum ab Illmo et Rmo D. card. Antoniano quod similiter exhibuerunt. Et visa subscriptione et approbatione supradicti Illmi et Rmi D. card. Antoniani Congregatio Sacror. Rituum censuit posse concedi, prout concessit. Die 10 junii 1602.

52. **Cameracen.**

Archiepiscopus Cameracensis petiit licentiam recitandi cum suis familiaribus Breviarium Romanum, quod antequam esset electus archiepiscopus semper recitare solitus fuit: non obstante usu alterius Breviarii ecclesiae Cameracensis. Congregatio Sacrorum Rituum censuit concedi posse extra chorum: immo archiepiscopum hortatur, ut suaviter persuadeat capitulo, et universae ecclesiae suae, ut rejecto Cameracensi Breviario Romanum acceptent, et introducant, et ita declaravit. Die 10 junii 1602.

1) Alia decreta S. Congregationis ab anno 1602 vide apud Gardellinium num. 1 et seqq. prioris editionis, num. vero 147 et seqq. nuperrimae editionis.

53. **Urbis. Sanctae Mariae Majoris.**

Pro capitulo et canonicis S. Mariae Majoris de Urbe contra cappellanos Toletanos noviter erectos in dicta ecclesia qui tamquam presbyteri sibi locum assignari petierunt supra clericos beneficiatos ejusdem ecclesiae: lectum fuit memoriale cum speciali rescripto SSmi D. N.: « Alla Congregatione de' Riti » che N. S. non vuole se ne facci altro. » Eadem S. Rituum Congregatio juxta mentem SSmi nihil in hac causa innovandum esse censuit, et cappellanos supradictos contentos esse debere loco sibi assignato a primaeva erectione declaravit. Die 8 julii 1602.

54. **Bononien.**

In causa precedentiae inter archiepiscopum et vicelegatum civitatis Bononien. facta relatione SSmo D. N. de omnibus in memoriali contentis, et de ejus ordine et voluntate, in Sacra Rituum Congregatione habita die 8 julii 1602, resolutum fuit, quod precedentia sit archiepiscopi in primis duobus casibus in memoriali expressis, quo vero ad 3um dictum fuit, ut ambae partes fugiant occasionem simul conveniendi. Et ut ita faciant tam archiepiscopo quam vicelegato scriptum fuit.

Casus vero in dicto memoriali expressi erant hujusmodi. 1. In processionibus Rogationum, Corporis Christi, Capitis S. Petronii et aliis processionibus quae occurrunt. 2. In solemnitatibus Paschatis Resurrectionis et Pentecostes et quotiescumque archiepiscopus et vicelegatus simul in ecclesia conveniunt, circa pacem distribuendam et thuris honorem exhibendum, et in sedendo ad missam et concionem. 3. Quando forte archiepiscopus in habitu suo ordinario cum rochetto et mozzetta per civitatem incedens, habens ante se crucem et populo manu benedicens, incederet in vicelegatum; cui eorum pars dignior danda esset.

55. **S. Agathae Gothorum.**

In causa vertente inter archidiaconum et decanum S. Agathae Gothorum audita relatione facta de meritis hujus causae per Illmum et Rmum D. Antonium card. SS. Quatuor; Congregatio SS. Rituum censuit ex noviter deductis decretum alias factum pro archidiacono revocandum esse prout revocavit: et decanum manutenendum esse in sua possessione exercendi omnes actus ordinis presbyteralis, prout manutenendum mandavit. Et judicem de consensu partium eligendum censuit coram quo una atque altera pars si voluerit intra tres menses, et testes repetere et jura sua producere possit. Die 8 julii 1602.

56. **Carmelitarum.**

Ad petitionem factam per procuratorem generalem ordinis Carmelitanorum, ut liceret ipsi ordini Breviarium suum jam emendatum tempore fe: re: Gregorii papae XIII ad instar Breviarii Romani iterum emendare, attento quod in eo nonnullae rubricae per incuriam praetermissae fuerunt, quibus deficientibus, et attenta prohibitione ejusdem Pontificis non possunt fratres praedicti ordinis officium recitare aliquorum Sanctorum suae religionis, qui non sunt in calendario, de quibus ante dictam emendationem recitare solebant, prout nunc etiam faciunt fratres Carmelitani reformati, qui Breviarium Romanum in totum acceptaverunt.

Sacra Rituum Congregatio respondit rubricas praetermissas per incuriam addi posse: sed debere prius fratres nomina Sanctorum de quibus officium facere intendunt, et eorum officia si propria habeant inspicienda tradere eidem S. Congregationi et pro ea Rmo D. card. Baronio. Vel si magis placet, acceptare in totum Breviarium Romanum, prout fecerunt fratres reformati ejusdem ordinis Carmelitani, et ita declaravit. Die 8 julii 1602.

57. **Nolana.**

Ad preces episcopi Nolani circa observantiam decretorum ad hac S. Congregatione Rituum emanatorum ad favorem vicarii contra decanum ejusdem civitatis Nolanae. Eadem S. Rituum Congregatio decrevit, mandavit et ordinavit decreta pre-

dicta omnino observanda esse, non obstante quacumque praetensa sententia, seu appellatione. Hoc tamen addito, quod si vicarius sit ejusdem ecclesiae Nolanae canonicus et voluerit tamquam canonicus in capitulo assistere, distributiones quotidianas lucrandi causa, tunc debere illum in stallo suo canonicali sedere et ita declaravit. Die 8 julii 1602.

58. **Valentinen.**

Pro archiepiscopo Valentino qui sumptibus suis collegium fundavit cum cappella sub invocatione SSmi Corporis Christi et cum servitio clericorum et presbyterorum qui ibi missas et divina officia celebrant, et ob summam ipsius archiepiscopi erga SS. Sacramentum devotionem et venerationem, petiit ut singulis quintis feriis in dicta cappella officium et missa de Sanctissimo Sacramento, singulis vero feriis sextis missa de plagis D. N. Jesu Christi et singulis sabbatis missa de B. Maria celebrari et recitari possit, non obstante quovis festo duplici occurrente. Et quod personae ad servitium dicti collegii destinatae recitando etiam private officium SSmi Corporis Christi dictis quintis feriis satisfaciant ac si officium currens Breviarii Romani recitarent.

Congregatio Sacrorum Rituum facto de praedictis omnibus verbo cum SS. D. N. et de ejus expresso ordine et mandato censuit concedi posse ut singulis quintis feriis non impeditis festis novem lectionem, officium et missa de SSmo Sacramento in supradicta cappella sub invocatione ejusdem SSmi Sacramenti dedicata celebretur. In reliquis vero servetur forma Missalis et Breviarii Romani et ita declaravit. Die 3 augusti 1602.

59. **Florentina.**

Ad preces porrectas pro abbate Angelorum civitatis Florentinae ut S. Congregatio licentiam concedere dignaretur fratri Mattheo de Pisa monaco ejusdem monasterii et sacristano, ut possit tangere calices, et vasa sacra et lavare corporalia et purificatoria in dicto monasterio pro servitio dictae sacristiae. Eadem S. Rituum Congregatio licentiam petitam pro dicto fratre Mattheo concedi posse censuit, prout concessit. Die 30 augusti 1602.

60. **Urbis.**

In eadem S. Rituum Congregatione approbata fuerunt omnia quae continentur in libello postea impresso, *de varietate et usu vestium SSmi D. N. Papae et RRm. DD. S. R. E. Cardinalium per totum annum etc.* et decretum fuit in fine libelli impressum hujusmodi sub tenore etc.

Facto verbo cum SSmo D. Nostro et de ejus ordine et voluntate ac ex decreto Congregationis Sacrorum Rituum sub die 30 augusti 1602 omnia supradicta approbata fuerunt et mandatum fuit ut ad publicam commoditatem imprimantur. *Alexand. Card. Florentinus.* Jo. Paulus Mucantius Sacrarum Caeremon. Mag. et pro S. Cong. SS. Rituum.

61. **Ariminen.**

Preces et orationes exhibitas in Sacra Rituum Congregatione pro parte societatis S. Hieronymi Ariminensis civitatis ab Illmo et Rme D. card. Antoniano recognitas, posse extra officium ob privatam dictae Societatis devotionem recitari, et separatas ab officio imprimi, eadem S. Rituum Congregatio declaravit. Die 28 septembris 1602.

62. **Veronen.**

Cum Illmus et Rmus D. cardinalis Veronensis pro bono pacis et quiete suae ecclesiae, ac totius civitatis a SSmo D. N. litteras in forma Brevis expeditas ex speciali gratia obtinuerit ut dum ipse vel ejus coadjutor et successores episcopi ecclesiae Veronensis ex suis aedibus ad ecclesiam cathedralem diebus solemnibus de more procedunt, canonici ejusdem ecclesiae episcopum immediate praecedere teneantur, magistratus vero et saeculares post episcopum immediate sequantur. Et canonici ejusdem ecclesiae sub praetextu novi Caeremonialis quod aliter disponat, praetendant ordinem praedictum alterare: quod maximum scandalum tam magistratui, quam universae civitati esset, petiit idem cardinalis a S. D. N. per suas litteras, ut gratia semel concessa non revocaretur, saltem ipso cardinali non audito. Et ideo SS. D. N. voluerit in praemissis sententiam S. Congregationis Rituum audire.

Eadem S. Congregatio fuit in voto, ut Breve obtentum servaretur, ne gratia ex justa, et rationabili causa concessa irrita et sine effectu remaneat, et ita sensit et declaravit. Die 28 septembris 1602.

63. **Mediolanen.**

Canonici ecclesiae collegiatae S. Thomae in terra amara civitatis Mediolanen, quae alias a bo. me. Carolo cardinali Borromeo in collegiatam erecta fuerat, cum statuta ab eodem cardinali morte praevento habere non potuerint, petierunt eis concedi statuta ad similitudinem aliarum ecclesiarum ejusdem civitatis Mediolanen, cum exemptionibus, et vacantia duorum mensium et facultate deferendi almutium prout habent et deferunt aliae praedictae ecclesiae collegiatae in eadem civitate. Sacra Rituum Congregatio statuta quaerenda esse ab Illmo D. cardinali archiepiscopo declaravit. Quo vero ad exemptionem et almutium, antequam concedantur, habendam esse informationem a vicario generali de solito aliarum ecclesiarum collegiatarum, et an deceat et conveniat easdem exemptiones et habitum instantibus concedere. Et ita declaravit. Die 28 septembris 1602.

64. **Elven.**

Pro parte episcopi, capituli, et cleri civitatis Elven in regno Portugalliae Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, quod licet in universo regno praedicto societas sive confraternitas Misericordiae in funeralibus soleat antecedere et praeesse ante omnes ordines religiosorum, et clerum saecularem: tamen in dicta civitate ex consuetudine, seu potius abusu tollendo, ultimum locum, etiam post clerum et canonicos ecclesiae cathedralis et post parochum defuncti, sibi usurpavit: quod cum non videatur rationi consentaneum, tam episcopus, quam canonici, et capitulum ecclesiae praedictae petierunt dictam consuetudinem, seu abusum moderari et reduci ad formam quae in universo regno servatur.

Eadem Sacra Rituum Congregatio antequam quicquam innovetur partem adversam audiendam esse declaravit. Die 28 septembris 1602.

65. **Tarraconen.**

Archiepiscopus Tarraconen, et prorex in principatu Cataloniae aliique episcopi, abbates et canonici omnium capitulorum dicti principatus in ultima synodo provinciali statuerunt, ut die septima januarii cujuslibet anni in toto principatu praedicto celebretur festum S. Raymundi sub ritu duplici et a populo colatur, et petierunt approbari dictum decretum. Sacra Rituum Congregatio censuit approbandum, si ita SSmo Domino Nostro placuerit, dummodo officium sit de communi confessorum non pontificum et ita declaravit die 23 novembris 1602. Sanctissimus vero Dominus Noster, audita sententia Congregationis per relationem sibi in consistorio factam a Rmo D. cardin. Comen die 4 decembris ejusdem anni, respondit non indigere approbatione, quia possunt recitare officium de communi confessorum non pontificum juxta stylum Ecclesiae.

66. **Andrien.**

Cum monachi congregationis Cassinensis ordinis S. Benedicti Andriae monasterium et ecclesiam Beatae Mariae habeant, cujus festum bis in anno celebrant, nempe in primo sabbato mensis junii, ob memoriam inventionis gloriosae et miraculosae Imaginis beatae Mariae Virginis, quae in dicta ecclesia veneratur, et ultima dominica augusti, quando ecclesia fuit dedicata seu consecrata. Et abbas, ac monachi praedicti obtinuerint a ministris regiis, ut in dictis festivitatibus possint convocare nundinas dummodo non fiant in tempore, quo alia nundina ante has instituta fieri soleat in locis convicinis. Et

quia dictis temporibus incidunt aliae nundinae convicinorum locorum, abbas et monachi praedicti petierunt ut sibi licentia concedatur transferendi festa praedicta quindecim dies post praedictos dies consuetos. Sacra Congregatio Rituum licentiam petitam concedi posse judicavit, cum festa praedicta sint privata illius loci tantum. Et ita declaravit. Die 23 novemb. 1602.

67. **Januen.**

Canonici diaconi et subdiaconi ecclesiae Januen asserentes non teneri ad ministrandum et inserviendum in divinis nisi quando archiepiscopus solemniter celebrat petierunt moderari decretum contra eos ab archiepiscopo factum ut teneantur cantare epistolam et evangelium, quotiescumque alius canonicus, vel dignitas celebrat archiepiscopo absente, vel non celebrante, maxime dum Senatus, seu magistratus ejusdem civitatis ad ecclesiam accedit in diebus Paschatis et Nativitatis Domini, et in die anniversario Unionis ob memoriam recuperationis libertatis, juxta formam litterarum Sacrae Congregationis Episcoporum quae causam ad hanc S. Congregationem Rituum remisit.

Eadem S. Rituum Congregatio censuit et declaravit servandum esse a canonicis diaconis, et subdiaconis id quod praedicta S. Congregatio Episcoporum per litteras suas declaravit, nempe: Ut quotiescumque Senatus, seu magistratus Januensis ad ecclesiam accedit, quod ter in anno supradictis diebus facere solet, tunc etiam non celebrante vel absente archiepiscopo, teneantur canonici diaconi et subdiaconi ministrare et inservire in missa illi dignitati, seu canonico, qui ea die celebrabit, cantando evangelium, et epistolam respective, non obstante quovis praetenso usu, seu consuetudine in contrarium, et ita censuit et declaravit. Die 23 novembris 1602.

68. **Cameracen.**

Guglielmus archiepiscopus Cameracensis qui antequam electus esset archiepiscopus breviarium usu romano recitare solebat, petiit sibi licere, dictum usum recitandi breviarium romanum continuare cum suis familiaribus, donec vixerit, et ipsi in sua familia perstiterint, non obstante usu alterius breviarii ecclesiae Cameracensis.

Sacra Congregatio Rituum, licentiam petitam censuit concedi posse dummodo extra chorum ipse archiepiscopus et sui familiares praedicti officium recitent. Et ita declaravit die 23 novembris 1602.

69. **Portugallien.**

Generalis congregationis reformatae monachorum ordinis S. Benedicti in regno Portugalliae et universa dictorum monachorum congregatio, cum fere omnia monasteria a regibus et principibus Portugalliae obtinuerint, etiam cum jurisdictione et dominio temporali, petierunt, ut festum s. Benedicti a subditis, et vassallis dictorum locorum et monasteriorum tamquam de praecepto servari mandetur.

S. Congregatio Rituum petitionem justam judicavit et gratiam petitam posse concedi censuit, prout etiam SSmus D. N. annuit et ita declaravit die 23 novembris 1602.

70. **Cochin.**

In civitate Cochin erecta fuit confraternitas sub invocatione beatae Mariae de Emparo, cujus diem festum celebrant vigesima prima mensis novembris maximo populi concursu: petierunt, ut dicta dies tamquam festiva colatur ab omnibus saltem in parochia, ubi ecclesia et confraternitas erecta est.

S. Rituum Congregatio censuit concedi posse ut petitur, et ita declaravit die 23 novembris 1602.

71. **Ratisbonen.**

Serenissimi duces Bavariae Guglielmus, et Maximilianus ad augendam cultus divini decorem et populorum devotionem magis excitandam, petierunt ut Achatio moderno abbati insignis monasterii Cella Dei nuncupati ordinis Cisterciensis S. Bernardi Ratisbonen. dioecesis in ducatu Bavariae, et caeteris abbatibus dicti monasterii pro tempore existentibus concedatur usus mitrae et baculi, cum facultatibus et privilegiis solitis et consuetis, quibus gaudent alii abbates mitrati dicti ordinis.

Sacra Rituum Congregatio intuitu, et precibus tantorum principum de republica christiana benemerentium, gratiam petitam concedendam esse censuit si SSmo D. N. placuerit et ita declaravit die 23 novembris 1602.

72. **Mediolanen.**

Provincialis ordinis servorum in Gallia Cisalpina Sacrae Rituum Congregationi exposuit denunciatum fuisse in visitatione conventus S. Bernardi plebis Incini Mediolanen. dioecesis fratrem Dionysium Bonfilium magistrum in theologia, et priorem dicti conventus, qui de anno 1601, sub die 23 augusti et per octo dies sequentes recitare fecit in choro officium beati Philippi ejusdem ordinis manuscriptum, et non approbatum, ob devotionem erga dictum beatum Philippum, cui officio alii fratres dicti monasterii interesse noluerunt, sed tantum interfuit ipse prior cum alio fratre, Josepho Garimberto vocato. Quare dictus provincialis petiit a S. Congregatione praedicta: an dictus prior meruerit poenam et quam?

Sacra Rituum Congregatio respondit mereri poenam, et privandum esse voce activa et passiva ad tempus, et ita declaravit die 23 novembris 1602.

73. **Canarien.**

Clerus, homines et habitatores civitatis et insulae Canarien. singulari devotione erga S. Gondislavum affecti, cujus imaginem ex Lusitania ad insulam Tanariffae translatam et ad ipsos etiam deductam venerantur et in civitate de Las Palmas ejusdem Canarien. dioecesis confraternitas sub invocatione dicti sancti erecta fuit, quem sanctum Gondislavum, ad periculum pestis evitandum advocatum sibi constituerunt, pro eorum devotione, petierunt sibi licentiam concedi celebrandi festum dicti sancti cum officio et missa, prout a sanctae memoriae Sixto V concessum fuit praedictis insulis Tanariffae.

Sacra Rituum Congregatio censuit concedi posse, et SSmus D. N. annuit ut concedatur eodem modo, prout a P. Sixto V fel. record. praedictis insulis Tanariffae concessum fuit, et ita declaravit die 23 novembris 1602.

74. **Corcyren.**

Officium supradictum S. Spiridionis cum ejus octava, et missa ex ordine S. Congregationis Rituum revisum et approbatum, nec non ab Illmis et Rmis DD. Caesare Baronio et Sylvio Antoniano S. R. E. et ejusdem Congregationis cardinalium subscriptum, eadem S. Rituum Congregatio approbavit, et SSmus D. N., audita Congregationis sententia, annuit ut etiamsi in kalendarium romanum sanctus praedictus relatus non sit, dictum officium cum octava et missa imprimi et in civitate Corcyren. et ejus dioecesi recitari libere, et licite possit et valeat, servatis in aliis rubricis breviarii, et missalis romani. Romae, in palatio Apostolico die 23 novembris 1602.

75. **Burgen.**

Officium de communi plurimorum martyrum cum lectionibus suprascriptis in secundo nocturno revisis, et approbatis a Sacra Rituum Congregatione nec non ab Illmo et Rmo D. card. Baronio subscriptis, pro ducentis martyribus apud Burgos in monasterio S. Petri de Cardegna sepultis, ut sub ritu duplici in civitate Burgen, et ejus dioecesi recitari libere, et licite possit et valeat, eadem S. Rituum Congregatio censuit et declaravit, et SSmus D. N. annuit, servatis tamen in omnibus rubricis breviarii romani. Die 23 novembris 1602.

76. **Compluten Toletanae dioecesis.**

Alias ad instantiam capituli collegiatae ecclesiae SS. Justi, et Pastoris, oppidi Complutensis Toletanae dioecesis in Sacra Rituum Congregatione expeditum fuit decretum hujusmodi sub tenore etc. Supradictum officium proprium SS. Justi et Pastoris martyrum collegiatae ecclesiae oppidi Complutensis Toletanae dioecesis patronorum, cum missa in diebus eorum natalis, et per octavas, ac translationis, etiam cum antiphonis et

hymnis propriis ex ordine Congregationis Sacrorum Rituum emendata et ab Illmo et Rmo D. card. Antoniano summa diligentia accuratissime revisa, et ab eodem ac ab Illmo et Rmo D. card. Baronio subscripta; eadem Congregatio approbavit, et censuit concedi posse, ut in dicto oppido ab universo clero tam saeculari, quam regulari eorum natalis, et translationis diebus, in dicta vero ecclesia collegiata etiam per octavas; in Toletana vero postridie eorumdem sanctorum festivitatis, juxta indultum f. re: Gregorii XIII. In aliis autem propriis ecclesiis in Hispaniarum regnis dictorum sanctorum titulo fundatis, vel fundandis, natali non autem translationis die, juxta rubricas missalis, et breviarii romani, etiamsi in kalendarium romanum relati non sint, publice celebrari et recitari valeant, prout SS. D. N. audita Congregationis sententia annuit die 23 martii 1602. signatum et subscriptum ut infra etc. Pt. card. Comen. Loco ✠ Sigilli. Alex. Gratianus pro-secret.

77. **Ulixbonen.**

Abbatissa monasterii oppidi Dalmester ordinis cisterciensis Ulixbonen dioecesis ac incolae, cives, et habitatores omnes dicti oppidi subditi in temporalibus et vassalli dicti monasterii, petierunt, ut in dicto oppido festum S. Bernardi tamquam de praecepto ab omnibus colatur et observetur.

Sacra Rituum Congregatio, attento omnium praedictorum consensu, et instantia, censuit concedi posse, et ita declaravit die 25 januarii 1603.

78. **De festo Purificationis B. Mariae et Coronationis Papae.**

Cum hoc anno 1603, festum Purificationis veniat in dominica Sexagesimae et festum coronationis S. D. N. Clementis papae VIII incidat in dominicam Quinquagesimae, propositum fuit in S. Rituum Congregatione: An missae quae in cappella dictis diebus celebrari solent, de dominica, vel de festo currente celebrandae sint?

Et eadem Sacra Congregatio censuit festum Purificationis Beatae Mariae celebrandum esse de festo cum commemoratione dominicae, et cardinales ob tempus Sexagesimae assistant cum vestibus, et cappis violaceis. Festum vero coronationis Papae celebretur solemniter de Cathedra juxta solitum absque commemoratione dominicae, et cardinales assistant cum vestibus et cappis rubeis, et ita Congregatio judicavit faciendum die 25 januarii 1603.

Sed SSmus D. N. aliter quoad festum suae coronationis faciendum judicavit, ut ego Jo. Paulus Mucantius latius in meis diariis annotavi. Pt. card. Comensis. J. P. Mucantius pro-secret.

79. **Alatrina.**

Ad preces episcopi Alatrini abusus moderare cupientis, qui in eadem civitate a civibus et incolis in celebrando diem festum S. Sixti primi papae et martyris eorum patroni et advocati inter festa Paschalia committuntur, Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Baronii, cui hujus causae cognitio alias commissa fuerat, et facto etiam de omnibus verbo cum S. D. N. et de ejus expresso ordine et voluntate decrevit ut infra:

Ut dies festus S. Sixti papae et martyris, quae in romano martyrologio ponitur sexta aprilis, eadem die solemni ritu, et non prophano agatur. Si vero dicta dies inciderit in majorem hebdomadam, vel sequentem, ut secundum rubricas breviarii romani sit transferenda, transferatur secundum easdem rubricas post dominicam in Albis, et (ut dictum est) ritu ecclesiastico tantum et absque choreis et saltationibus in locis publicis celebretur, et ita censuit et declaravit die 22 februarii 1603.

80. **Placentina.**

Officia supradicta S. Francae virginis, et S. Raymundi confessoris ex ordine S. Rituum Congregationis revisa et ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscripta, eadem S. Rituum Congregatio approbavit, et censuit, ut etiamsi in kalendarium romanum non sint relata imprimi possint et in civitate Placentina, et ejus dioecesi libere et licite recitari valeant, et ita declaravit die 15 martii 1603.

81. **Lauretana et Recineten.**

In controversia vertente inter capitulum et canonicos ecclesiae Recinatensis ex una et capitulum, et canonicos ecclesiae Lauretanae ex altera partibus super allegata et praetensa consuetudine, quod Lauretani teneantur obviam ire Recinatensibus usque ad portam civitatis eosque honorare dum ad eorum ecclesiam processionaliter accedunt in die Annunciationis B. Mariae vel in die Translationis ejusdem.

S. Rituum Congregatio auditis saepius juribus, et rationibus ambarum partium per eorum advocatos et procuratores allegatis et deductis, et demum in plena Congregatione audita relatione facta ab Illmo et Rmo D. cardinali de Monte de meritis hujus causae, et numero ac validitate testium examinatorum et de omnibus juribus et exceptionibus deductis et allegatis ab utraque parte decrevit, censuit, et declaravit, servandum esse prout servari mandavit decretum alias in hujusmodi causa factum ab eadem Sacra Congregatione, nempe, quod Lauretani teneantur servare antiquam consuetudinem, et cum toto capitulo processionaliter obviam ire Recinatensibus usque ad portam civitatis, dum in die Annunciationis Beatae Mariae, vel alio quatenus dicta dies esset impedita ad domum Sanctam Lauretanam ipsi etiam capitulariter, et processionaliter accedunt, eosque honorare ponendo eos ad dexteram prout hactenus consueverunt, imponens Lauretanis et quibuscumque aliis contrarium praetendentibus perpetuum silentium. Et ita censuit, declaravit, mandavit, et ordinavit omni meliori modo etc. Die 15 martii 1603.

82. **Senen.**

Officium supradictum SS. Martyrum Abundii et Abundantii cum octava ex ordine Congregationis SS. Rituum revisum et ad stylum monasticum juxta formam breviarii congregationis Cassinensium accommodatum, nec non ab Illmis et Rmis DD. Caesare Baronio, et Sylvio Antoniano S. R. E. et ejusdem Congregationis Rituum cardinalibus subscriptum

Eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a monialibus SS. praedictorum Abundii et Abundantii ejusdem ordinis Cassinensis in civitate Senen. commorantibus, libere et licite recitari valeat concessit, et etiam ut imprimi possit licentiam dedit. Die 15 martii 1603.

84. **Mediolanen.**

In causa vertente inter Jacobum Terzagum canonicum in archiepiscopali Mediolanen ecclesia praebendae doctoralis ex una, et Michaelem Bellinum ejusdem ecclesiae canonicum, et alios quoscumque praetendentes ex altera partibus, circa locum assignandum, seu jam assignatum dicto canonico Terzago juxta mentem bo: me: card. Borromei ejusdem praebendae doctoralis erectoris et fundatoris, et validitatem sententiae latae in hujusmodi causa per vicarium generalem ejusdem civitatis ad hoc specialiter deputatum ab Illmo et Rmo D. Federico cardinali Borromeo ejusdem civitatis archiepiscopo, et ejusdem causae judice deputato et delegato a S. Rituum Cong. nec non circa validitatem dictae sententiae; viso toto processu causae ex partibus transmisso et auditis saepius in voce et in scriptis procuratoribus, et advocatis utriusque partibus.

Eadem S. Rituum Congregatio censuit et declaravit servandam esse sententiam a praefato vicario in hujusmodi causa latam et executionem illius manutenendam et conservandam, prout illas omnino servari, et quatenus opus sit de novo exequi conservari et manuteneri mandavit, non obstantibus quibuscumque. Imponens perpetuum silentium dicto Michaeli Bellino canonico adversario et quibuscumque aliis contrarium quomodolibet praetendentibus. Et ita censuit, decrevit, mandavit, ordinavit et declaravit. Die 15 martii 1603.

85. **Forolivien.**

Abbas et monachi monasterii et ecclesiae S. Mercurialis or-

dinis seu congregationis Vallisumbrosae in Forolivio petierunt a S. Rituum Congregatione licentiam transferendi corpus ejusdem S. Mercurialis confessoris et dictae civitatis Forolivien. episcopi ab altare majori, ubi ad praesens est in sacellum noviter extructum in eadem ecclesia, ubi decentius venerabitur. Eadem S. Congregatio Rituum censuit concedi posse, dummodo nihil tangatur vel amoveatur de reliquiis dicti corporis, sed integrum, prout nunc est cum reverentia, honore, processione et debitis coeremoniis transferatur, et ita censuit, concessit, et declaravit. Die 12 aprilis 1603.

86. **Mediolanen Incinii.**

Pro parte fratris Dionysii Bonfilii ordinis servorum B. Mariae, qui ex decreto S. Congregationis voce activa et passiva privatus fuerat ex eo quia sine licentia recitaverat in conventu Incinii diocesis Mediolanensis ubi erat prior officium B. Philippi fratris ejusdem ordinis Servorum non approbatum, supplicatum fuit eidem S. Congregationi ut poenam praedictam praefato fratri Dionysio remittere dignaretur, cum bona fide praedictum officium recitaverit credens fuisse approbatum, ut ex fide fratris Theodori Ripa prioris conventus Mediolanensis ejusdem ordinis, docuit. Quare his et aliis rationibus in memoriali porrecto narratis mota, eadem Sacra Rituum Congregatio poenam praedictam eidem fratri Dionysio remittendam esse declaravit prout gratiose remisit. Die 12 aprilis 1603.

87. **Limana in Indiis.**

Cum in civitate Limana in Indiis de Peru collegium sub invocatione S. Martini episcopi Turonensis erectum sit, dicti collegii viri festum ejusdem sancti Martini celebrare cupientes, petierunt, ut in dicta civitate festum praedictum celebrare et officium de eo recitare libere, et licite possint.

S. Rituum Congregatio censuit concedi posse ut dictum festum S. Martini celebretur in dicta civitate Limana, prout sub duplici ritu a Christifidelibus celebratur Romae, et ita declaravit. Die 12 aprilis 1603.

88. **Terulen.**

In causa Terulen praecedentiae inter portionarios, vicarios, et alios ministros ecclesiae cathedralis ex una, et vicarios, rectores, portionarios et ministros parochialium ecclesiarum praedictae civitatis ex altera partibus, auditis juribus et rationibus hinc inde utraque parte informante deductis et allegatis.

S. Rituum Congregatio a decreto alias in hujusmodi causa facto recedendum non esse judicavit. Nempe quod vicarii licet ad nutum amovibiles, et portionarii, clerici, et reliqui omnes ministri ecclesiae cathedralis, tamquam de uno corpore praecedere debeant vicarios, seu rectores et portionarios etiam perpetuos et alios ministros ecclesiarum parochialium dictae civitatis, tam in processionibus et congregationibus, quam in omnibus aliis publicis actibus maxime cum per litteras Apostolicas in forma brevis expeditas hujusmodi decretum confirmatum fuerit, et SSmus D. N. commissionem parochialium ecclesiarum utraque parte informante in plena Signatura rejecerit, et bene Sacram Rituum Congregationem decrevisse affirmaverit. Et ideo Sacra Rituum Congregatio nihil innovandum esse judicavit, sed in decretis stetit. Die 12 aprilis 1603.

89. **Urbinaten.**

In quodam libello officiorum et capitulorum confraternitatis S. Crucis Urbinatensis civitatis circa finem extabat quaedam tabula reliquiarum confraternitatis praedictae. Quae cum de ordine S. Rituum Congregationis ab Illmo et Rmo D. card. Baronio revisa et emendata fuerit, Congregatio ordinavit, ut juxta dictam emendationem corrigatur, videlicet, cap. illud, de candela, qua angelus Domini illuminavit sepulchrum in die veneris sancti, omnino deleatur. Caput vero, in quo dicitur de lapide ubi spasmavit Beata Virgo Maria emendetur ut infra scilicet: « De lapide ubi mansit Beata Virgo Maria postquam flagellatus Jesus Christus. » Et caput, in quo dicitur: De terra ubi sparsum fuit lac etc., emendetur: « De terra ubi lactavit B. Virgo Maria filium suum Jesum Christum. » Et cum hac emendatione tabulam praedictam reliquiarum in futurum imprimendam esse eadem S. Rituum Congregatio mandavit et ordinavit die 12 aprilis 1603.

90. **Urbis S. Annae.**

Moniales S. Annae ordinis S. Benedicti de Urbe ex antiqua et immemorabili consuetudine singulis diebus sabbati officium Conceptionis B. M. Virginis recitare consuevisse asseruerunt, quando in dicta die sabbati juxta formam eorum monastici breviarii officium de feria assignabatur. Quam consuetudinem ad persuasionem eorum patris confessoris, id eis facere non licere asserentis sine licentia superiorum per multos annos intermiserunt. Sed timentes ne status earum, ob id tam in spiritualibus, quam in temporalibus deterioretur, iterum officium praedictum, ut supra singulis sabbatis recitare ceperunt; quod ut tuta conscientia facere possint, superiorum licentiam et auctoritatem imploraverunt, preces SSmo D. N. et Sacrae Rituum Congregationi super id porrigentes; quibus auditis, et habita informatione de supradicta immemorabili consuetudine, eadem S. Rituum Congregatio facta de praemissis omnibus relatione S. D. N. et de ejus assensu et voluntate, licentiam petitam recitandi officium Conceptionis B. Mariae singulis sabbatis ut supra, dictis monialibus S. Annae gratiose dedit et concessit die 19 aprilis 1603.

91. **Inter canonicos S. Petri et canonicos S. Laurentii in Damaso, et S. M. Transtyberim.**

In causa vertente inter capitulum S. Petri ex una, et capitula S. Mariae Transtyberim et S. Laurentii in Damaso ex altera partibus, de et super receptione duorum capitulorum proxime dictorum accedentium una cum toto Urbis clero ad ecclesiam S. Petri.

Sacra Rituum Congregatio omnibus hinc inde deductis mature perpensis, ac relatione etiam de omnibus facta SSmo D. N. deque ejus approbatione, et voluntate, censuit proxime dicta duo capitula, illorumque canonicos ecclesiam S. Petri ingredientes capitulum S. Petri illiusque canonicos detecto capite decenter salutare debere ac vicissim capitulum et canonicos S. Petri, praedicta duo capitula S. Mariae et S. Laurentii illorumque canonicos dum progrediuntur similiter detecto capite, et aliquantulum ab eorum sedibus assurgendo resalutare, et humaniter recipere; et hoc pro bono pacis, et ad evitanda scandala per modum provisionis, ac sine praejudicio jurium ambarum partium, quibus trium mensium terminus statuitur ad allegandum, deducendum, et probandum jura sua, ut controversia omnino diffiniri possit justitia mediante. Datum in palatio apostolico in monte Quirinali die sabbati 19 aprilis 1603.

Ptol. epis. Ostien card. Comens. — *J. P. Mucantius*, *pro-secret. Cong.*

92. **Firmana.**

Cum pro parte ecclesiae collegiatae S. Elpidii dioecesis Firmanae institum fuerit, ut eam ecclesiam insignem collegiatam esse Sacra Rituum Congregatio declararet, et per consequens praeferendam aliis ecclesiis collegiatis non insignibus ejusdem dioecesis juxta formam decreti dictae Congregationis sub die 23 maii 1602; eadem S. Rituum Congregatio nihil declarare voluit, sed negotium maturius considerandum et in alia congregatione referendum remisit ad Illmum et Rmum D. cardin. SS. Quatuor. Nec praejudicium aliquod inferri voluit per supradictum decretum aliis ecclesiis collegiatis Firmanae dioecesis, sed quamlibet in suo jure antiquitatis, et praecedentiae remanere voluit, donec aliter, re mature discussa, et partibus auditis declaretur et ita censuit et declaravit die 23 maii 1603.

93. **Mexicana.**

Moniales ordinis S. Hieronymi in conventu S. Laurentii civitatis Mexicanae, quae ordinario subditae sunt, et habitum S. Hieronymi gestant, regulam vero S. Augustini observant erga quem et omnes ejusdem ordinis sanctos, et sanctas maximam habent devotionem licentiam petierunt recitandi officium

omnium sanctorum et sanctarum dicti ordinis S. Augustini, prout recitant religiosi, et fratres ejusdem ordinis. S. Rituum Congregatio licentiam petitam concedi posse censuit, dummodo pro dictis sanctis, officium sub duplici ritu non recitent, nisi de illis de quibus in romana et universali ecclesia sub duplici ritu officium recitatur et ita censuit, et declaravit die 23 maii 1603.

94. **Uladislavien.**

Cum serenissimus Sigismundus Poloniae rex et per litteras suas, et per supplicem libellum apud S. D. N. Clementem VIII institerit ut Sanctitas Sua usum mitrae et baculi cum facultate conferendi quatuor ordines et benedicendi calices et sacra paramenta concedere dignaretur moderno abbati et successoribus suis in perpetuum monasterii Olviensis ordinis Cisterciensis in Prussia dioecesis Uladislavien; et Sanctitas Sua super hoc sententiam S. Rituum Congregationis habere prius voluerit; visis litteris et precibus praedictis et attentis causis et rationibus in eis deductis et narratis, videlicet, quod monasterium sit insigne, monachis piis et regulare institutum servantibus refertum et abundans, a sede episcopali valde distans, et inter haereticos servatum, charum tamen ipso regi et ipsius regis hospitium, quoties a Polono in Svaevum et a Svaevo in Polonum regnum redire eidem regi contigerit.

Sacra Rituum Congregatio respondit: Gratiam petitam concedi posse, si SSmo D. N. placuerit; et Sanctitas Sua, audita Congregationis sententia annuit. Die 23 maii 1603.

95. **Nolana.**

Monasterium collegii civitatis Nolanae, quod abbatissa et moniales ordinis canonicorum regularium S. Augustini incolunt, a quondam Raimundo Ursino Nolae comite aedificatum et dotatum fuisse, ea lege et instituto ut fratres minores observantes S. Francisci monialium praedictarum confessiones audirent, earumdemque curam haberent, et in vitam spiritualem instruerent, idque a Sede Apostolica confirmatum fuisse S. Rituum Congregationi narratum fuit. Et quia ipsae moniales semper ab earum institutione officium divinum recitaverunt prout dicti fratres minores observantes S. Francisci recitant, ut in posterum tuta conscientia continuare valeant, licet sub regula canonicorum regularium S. Augustini sint, instanter petierunt.

Quae quidem Sacra Rituum Congregatio, attentis narratis, et consuetudine, ac usu praedicto immemorabili, eisdem monialibus indulgendum esse censuit prout indulsit, ut sine conscientiae scrupulo usum praedictum continuare possint recitandi officium divinum prout recitant praedicti fratres minores observantes a quibus in spiritualibus gubernantur, dummodo non praetermittant recitare officium sanctorum et sanctarum quando occurrunt religionis canonicorum regularium S. August. quam ipsae moniales profitentur, et ita censuit et declaravit. Die 6 septembris 1603.

96. **Salamantina.**

Cum serenissimus Philippus III Hispaniarum rex catholicus, universae civitates et ecclesiae metropolitanae et catheles regni Castiliae et Leonis, multi principes, et proceres ejusdem regni tam ecclesiastici, quam saeculares, singula collegia, religiones, et universitates Salamantinae civitatis, ac universus ordo Eremitarum S. Augustini SSmo D. N. Clementi VIII, et precibus et litteris supplicaverint ut canonizationem Beati Joannis de Sancto Facundo praedicti ordinis Eremitarum prosequi dignaretur. Et interim licentiam concessam per litteras suae Sanctitatis in forma Brevis sub annulo piscatoris expeditis die 19 junii 1601 ut de dicto Beato Joanne in civitate Salamantina, in conventu et ecclesia S. Augustini, ubi ejus corpus quiescit, et magna cum devotione populi asservatur, officium, ac missam de communi unius confessoris non pontificis juxta rubricas breviarii, ac missalis romani die 12 junii singulis annis recitare valeant, dignaretur extendere per universam civitatem Salamantinam, quae ipsum Beatum Joannem sibi patronum et advocatum elegit, ac per locum S. Facundi patriam ipsius Beati, et universum regnum Castiliae, nec non per totam religionem fratrum Eremitarum ubique terrarum. Quod negotium cum per eumdem SS. D. N. examinandum ad S. Rituum Congregationem remissum et in ea diligenter examinatum fuerit, facta relatione de omnibus eidem SSmo Dno Nostro,

Eadem Sacra Rituum Congregatio de consensu et ordine SSmi D. N. Papae censuit concedendum prout concessit, ut gratia praedicta recitandi officium, non tamen duplex, ne Dominicae impediantur, extendatur per universam religionem fratrum Eremitarum S. Augustini, ut sicut licet nunc officium, et missam de dicto B. Joanne recitare in monasterio et ecclesia sancti Augustini civitatis Salamantinae per fratres ejusdem conventus, ita in posterum liceat omnibus fratribus dictae religionis ubique terrarum eodem modo officium et missam de dicto Beato Joanne recitare de communi unius confessoris non pontificis juxta rubricas missalis et breviarii romani. Et ita de ordine, consensu, et expressa voluntate ejusdem SSmi Domini Nostri Papae censuit, et declaravit die 6 septembris 1603.

97. **Pro exequiis Rmorum DD. Cardinalium.**

Cum per manus omnium Illmorum et Rmorum DD. cardinalium Congregationis SS. Rituum transmissum fuerit decretum factum et approbatum in consistorio secreto a SSmo D. N. Clemente papa VIII sub die 5 maii 1600, de celebrandis in cappella exequiis pro quolibet cardinali defuncto et aliis faciendis in funeribus et exequiis dictorum cardinalium defunctorum.

Sacra Rituum Congregatio mandavit et ordinavit, ut in futurum omnino dictum decretum servetur die 6 septembris 1603.

Cujus quidem decreti consistorialis tenor est ut sequitur videlicet:

Die 5 maii 1600 fuit consistorium in aula solita palatii apostolici apud Vaticanum in quo ante audientias solitas SSmus D. N. Clemens papa VIII, vocatis ad circulum ante se tribus cardinalibus capitibus ordinum, una cum camerario, videlicet, Illmis et Rmis DD. Gesualdo priore episcoporum, Florentino priore presbyterorum, et Sfortia priore diaconorum ac Aldobrandino camerario, cum illis tractavit de observandis in funeribus et exequiis Illmorum et Rmorum D. cardinalium defunctorum. Et in futurum mandavit fieri ut infra, scilicet:

Quod post mortem alicujus cardinalis quamprimum omnes cardinales viventes, pias pro anima defuncti ad Deum preces fundant. Cardinales nempe episcopi et presbyteri private pro ejus anima unam missam, et diaconi cardinales officium defunctorum pro eadem anima private similiter recitent.

Item quod aliqua die non impedita infra octavam obitus, seu post quamprimum licuerit, celebretur in cappella palatii solita, vel quando Papa habitat in palatio S. Marci, vel in Quirinali, apud S. Marcum, vel in alia ecclesia commoda missa solemnis exequialis per aliquem cardinalem, pro anima ejusdem cardinalis defuncti, cum interventu Sacri Collegii, et omnium praelatorum, et officialium, qui in cappellis ordinariis solent intervenire, prout statutum legitur in lib. caerimon. lib. 2. sect. 2. cap. de missa quae pro animabus imperatoris, cardinalium et regum noviter defunctorum in cappella dici consuevit.

Et haec omnia fiant tam pro cardinalibus decedentibus in curia, quam pro cardinalibus decendentibus extra curiam.

Quod relinquatur facultas et arbitrium haeredibus et executoribus cardinalis defuncti celebrandi in ecclesia ubi defunctus sepelitur, vel in alia ad eorum libitum, vel exequias novemdiales prout cavetur in lib. caeremon. lib. 1, sect. 15, cap. De morte et exequiis Rmorum cardinalium, vel si magis placuerit, una die tantum cum castro doloris, quatuor solitis absolutionibus, et interventu Sacri Collegii si ab haeredibus invitetur.

Quod vigiliae, nempe, vesperae et matutinae defunctorum cum laudibus, quae hactenus celebratae fuerunt in domo cardinalis defuncti in futurum non in domo, sed in aliqua ecclesia viciniori domui vel commodiori celebretur, ubi private portetur corpus cardinalis defuncti, et ibi indutum pontificalibus indumentis juxta solitum collocetur super lectum praealtum. Et in eadem ecclesia conveniant cardinales et ad vigilias praedictas more solito assistant.

Quibus finitis, si corpus non erit ibi sepeliendum, seu depositandum, vel nisi aliter defunctus testaverit, deducatur inde ad aliam ecclesiam, ubi sepeliendum erit cum pompa solita associatum a familia SSmi prout hactenus factum fuit.

Quod cardinales priores ordinum, si defunctus decedat sine testamento vel sine haeredibus, curent omnia praedicta exequi facere prout melius et decentius eis videbitur.

98. **S. Basilii.**

Supradicta officia sanctorum Graecorum sub ritu duplici et semiduplici, et cum octavis ubi assignantur, de mandato Sacrae Rituum Congregationis revisa primum ab Illmo et Rmo D. bo: me: Sylvio cardinali Antoniano et postea etiam subscripta ab Illmo et Rmo D. card. Baronio ad usum monachorum S. Basilii, eadem S. Rituum Congregatio approbavit, et ut a praedictis monachis dicti ordinis S. Basilii libere et licite recitari possint licentiam dedit, et concessit die 15 novembris 1603.

99. **Zamocen in Polonia.**

Pro parte Joannis Zamoyski magni cancellarii, et generalis in regno Poloniae exercitus ductoris quaedam indulgeri, et concedi decano ecclesiae Zamocen SSmo D. N. supplicatum fuit, quae cum a Sanctitate Sua Sacrae Rituum Congregationi examinanda remissa fuerint, eadem Sacra Rituum Congregatio circa primam petitionem de usu rocchetti censuit decano ecclesiae Zamocen qui, ut asseritur, ex indulto apostolico habet usum mitrae, et baculi, etiam rochetti usum concedi posse intra ecclesiam suam tantum. Circa secundam, de facultate benedicendi ornamenta Ecclesiae, paramenta, et indumenta, missalia, corporalia, calices, patenas, campanas, vasa etc. S. Congregatio censuit eidem decano concedi posse facultatem benedicendi illa tantum Ecclesiae ornamenta, seu missalia, paramenta, in quibus benedicendis seu consecrandis, sacrum chrisma, seu oleum sanctum non adhibetur. De reliquis petitionibus nihil concedendum censuit die 15 novembris 1603.

100. **Sanctae Luciae in Sicilia Nullius dioecesis.**

Pro parte R. D. Simeonis Rao ex Grimaldis Messanensis, utriusque signatura referendarii et in regno Siciliae regii majoris cappellani rectoris S. Luciae in plano Melatii abbatis nuncupati, SSmo D. N. expositum fuit dictam ecclesiam esse insignem, et habere sub se quasi dioecesim sex oppidorum, sive terrarum cum plena jurisdictione in spiritualibus et esse exemptam ac Nullius dioecesis, ejusque rectores abbates nuncupatos in generalibus parlamentis habere primam vocem et primum locum, atque praelationem post episcopos, supra quoscumque abbates, priores, et dignitates dicti regni. Quibus stantibus humiliter a S. Sua petiit pro se et successoribus suis in perpetuum usum mitrae, et baculi cum caeteris pontificalibus indumentis, quibus abbates benedicti uti solent, et cum facultate dandi solemnem benedictionem populo post missarum celebrationem, ac licentiam deferendi habitum violaceum cum rochetto, et mozzetta, ac etiam dum assistit divinis, cappam violaceam more episcoporum tam in dicta sua ecclesia S. Luciae, quam per totam ejus supradictam quasi dioecesim. Quae omnia cum per eumdem SSmum D. N. Sacrae Rituum Congregationi examinanda remissa fuerint,

Eadem Sacra Rituum Congregatio, attentis qualitatibus tam dictae ecclesiae, quam etiam personae quae nunc illam obtinet, censuit concedendum eidem R. D. Simeoni Rao moderno rectori abbati nuncupato pro sua persona tantum, usum mitrae et baculi, ac caeterorum pontificalium, prout abbates benedicti habere solent, cum facultate benedicendi populum post missarum solemnia et deferendi per totam suam praedictam quasi dioecesim habitum violaceum, cum rochetto, et mozzetta, ac etiam dum divinis assistit cappam pontificalem more episcoporum. Et SSmus D. N. audita Congregationis sententia annuit. Die 15 novembris 1603.

101. **Nucerina Paganorum.**

Cum episcopus Nucerae Paganorum in Sacra Rituum Congregatione institerit pro moderatione usus seu consuetudinis celebrandi missas in ecclesia, seu cappella confraternitatis SSmi Sacramenti oppidi Paganorum, quae est situata prope ecclesiam parochialem S. Felicis dicti oppidi, et faciendi solemnem processionem SSmi Sacramenti in Dominica infra octavam ejusdem festi etc. et negotium examinandum, et diligenter considerandum ab eadem S. C. remissum fuerit Illmo et Rmo D. card. Gallo; demum audita relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis et re mature inter patres discussa, eadem Sacra Rituum Congregatio nihil immutandum, seu innovandum esse judicavit, sed solitum et consuetum dictae confraternitatis, tam circa celebrationem missarum in eorum cappella summo mane, quam circa processionem faciendam in dominica infra octavam Corporis Christi observandum esse censuit juxta formam litterarum obtentarum ab Illmo et Rmo D. bo. me: cardinali Alexandrino sub die 9 januarii 1595. Voluit tamen eadem S. Congregatio ut in die Corporis Christi vel quando fit processio praedictae ecclesiae parochialis S. Felicis, teneantur tam dicti confratres, quam etiam omnes alii cives, seu incolae dicti oppidi processionem illam associare, et debito honore et reverentia prosequi et ita censuit, et declaravit. Die 15 novembris 1603.

102. **Beneventana.**

Cum in ecclesia Beneventana magister coeremoniarum qui etiam praebendatus ejusdem ecclesiae est, solitus sit habere ratione sui officii oblationes, quae fiunt Cruci a populo feria sexta in Parasceve, prout per multos annos praeteritos habuit, et novissime archipresbyter ejusdem ecclesiae ad se illas pertinere praetendat, tam de jure ut asserit, quam ex vi constitutionum capituli ecclesiae praedictae: quaesitum fuit a S. Rituum Congregatione cuinam dictae oblationes debeantur?

Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit solitum esse servandum et eum manutenendum in possessione, qui oblationes annis praeteritis habuit, et ita declaravit. Die 29 novembris 1603.

103. **Salamantina.**

Abbatissa, et moniales Sancti Spiritus ordinis S. Jacobi de Spata civitatis Salamantinae ob particularem devotionem erga SSmum Sacramentum, usum antiquum diu intermissum recitandi in choro officium S. Corporis Christi, secundum formam eorum antiqui ritualis renovare cupientes, a S. Rituum Congregatione petierunt licentiam recitandi dictum officium SSmi Sacramenti singulis quintis feriis non impeditis festo novem lectionum, et extra tempus adventus, quadragesimae, rogationum et quatuor temporum.

Sacra Rituum Congregatio respondit non esse relinquendum officium currentis feriae, seu festi simplicis. Quod si etiam officium SSmi Sacramenti ea die recitare voluerint, licentiam concessit; dummodo officium feriale praedictum vel festi simplicis saltem sine cantu in choro vel extra recitare non omittant. Et ita declaravit. Die 29 septembris 1603.

104. **S. Angeli in Monte Gargano.**

Supradictum officium cum octava pro festo Apparitionis, et Dedicationis S. Michaelis Archangeli de mandato S. Rituum Congregationis revisum et emendatum primum ab Illmo et Rmo D. bo. me. Silvio cardinali Antoniano, deinde etiam subscriptum ab Illmo et Rmo D. card. Baronio et ab eadem sacra Rituum Congregatione approbatum tam pro usu ecclesiae collegiatae S. Angeli in Monte Gargano, quam etiam pro usu aliarum qua-

rumcumque ecclesiarum dicto Beato Michaeli Archangelo dedicatarum, in quibus officium cum octava celebrari solitum sit, tam in Urbe quam extra, eadem sacra Rituum Congregatio approbavit et ut imprimi possit et in eisdem ecclesiis libere, et licite recitari licentiam dedit et concessit. Die 10 januarii 1604.

105. **Regien Mirandula.**

Ad petitiones porrectas pro parte principis et praepositi oppidi Mirandulae Regien dioecesis sacra Rituum Congregatio censuit praeposito praedicto ecclesiae Mirandulanae concedi posse usum mitrae et baculi, et aliorum indumentorum pontificalium in ecclesia tantum et in absentia episcopi, et facultatem benedicendi paramenta, missalia, et alia similia, in quibus non adhibetur oleum sanctum, vel sacrum chrisma, et sine ullo episcopi praejudicio; extra ecclesiam vero habitum violaceum prout in supplicatione; et SS. D. N. audita Congregationis sententia annuit dummodo haec omnia fiant de consensu episcopi et non aliter. Die 7 februarii 1604.

106. **Brixien Salodii.**

Communitas oppidi Salodii Brixien dioecesis per supplicationem SSmo D. N. porrectam petiit erigi in ecclesiam collegiatam insignem, eorum ecclesiam parochialem B. M. Virginis et alias prout in supplicatione ad S. Rituum Congregationem remissa.

Quae quidem Sacra Rituum Congregatio censuit petita in supplicatione concedi posse, dummodo episcopus consentiat, et numerus canonicorum augeatur, ita ut inter canonicos et dignitates sint saltem decem. Et facta relatione SSmo D. N. placuit dummodo numerus augeatur usque ad duodecim. Die 7 februarii 1604.

107. **Veliterna.**

In Congregatione Sacrorum Rituum habita die 21 februarii 1604 in palatio apostolico fuit proposita, et discussa causa controversiarum vertentium inter societatem SS. Sacramenti ex una, et societatem Confalonis ex altera partibus civitatis Veliternen.

Eadem S. Congregatio censuit, quod in generalibus processionibus per annum in civitate praefata solitis et in futurum quoquo modo faciendis, omnes confraternitates ejusdem civitatis, quae saccis uti solent, convenire et procedere debeant in loco solito juxta morem hactenus consuetum, ac prout in Urbe de anno jubilaei proximi praeterito processerunt, nihil innovando. Liceat tamen societati SSmi Sacramenti, quae digniorem locum obtinet et vexillum deferre non consuevit in generali processione SSmi Corporis Christi et in omnibus aliis in quibus SS. Sacramentum circumfertur, in illius honorem proprium vexillum gestare et elevare. Atque ita pronuncio et auctoritate praedictae Congregationis decerno, perpetuumque silentium partibus super praemissis impono. Ego Ptol. episcopus Ostiensis cardinalis Comensis.

108. **Compostellana. Sub Officio.**

Officium hoc Angeli Custodis cum missa alias in S. Rituum Congregatione diligenter examinatum, et ecclesiae Ulissiponensi, et ejus diocesi pro Angelo Regni custode concessum sub die 5 februarii 1590; de novo jussu ejusdem S. Congregationis visum et recognitum ab Illmo et Rmo D. card. Baronio et ab eadem S. Congregatione approbatum ut pro Angelo animae Custode in ecclesia Compostellana et ejus dioecesi libere et licite recitari possit licentiam concessit. Et insuper indulsit ut in tota dioecesi singulis annis die prima martii non impedita dominica, vel feria 4 cinerum vel festo duplici, recitari possit et celebrari. In ecclesia vero Compostellana, ob festum S. Rodisiundi olim Compostellanae ecclesiae antistitis, secunda die martii vel alia sequenti, ut supra non impedita celebretur, et ut imprimi possit licentiam concessit. Die 21 februarii 1604.

109. **Bituntina.**

In causa Bituntina juris sepulturae in Sacra Rituum Congregatione vertente inter capitulum et canonicos ecclesiae cathedralis ex una et Clericos Regulares ejusdem civitatis ex altera partibus, quae ab eadem Sacra Rituum Congregatione Illmo et Rmo D. cardinali de Monte commissa fuerat, coram eodem Illmo et Rmo D. cardinali ambae partes convenerunt, et ad evitandas lites, et pro majori quiete ambarum partium et totius civitatis Bituntinae ad infram concordiam devenerunt, nempe.

Quod si quis in ultima ejus voluntate voluerit, seu mandaverit post ejus mortem corpus suum sepeliri in ecclesia S. Nicolai dictorum Regularium clericorum, in arbitrio capituli, et canonicorum sit illud associare, vel non associare usque ad ecclesiam praedictam, sed si illud associent, non debeant dicti canonici et capitulum officium facere, sed associato corpore usque ad portam ecclesiae praedictae ad cathedralem redire.

Quod si capitulum et canonici praedicti nullo modo praedictum corpus defuncti ad ecclesiam praedictam Clericorum Regularium associare voluerint, possint illud associare una tantum Religio fratrum, seu Regularium, et una tantum societas, seu confraternitas Laicorum eligenda in testamento defuncti, vel haeredum ipsius arbitrio. Quae religio, et confraternitas, associato corpore ad praedictam ecclesiam Clericorum Regularium, redire debeant ad proprias ecclesias, reliquendo curam officium faciendi circa corpus defuncti in ecclesia praedictis Clericis Regularibus.

Quod quando capitulum, et canonici praedictae ecclesiae cathedralis corpus defuncti, ut supra associabunt, usque ad portam ecclesiae dictorum Clericorum Regularium, licet in ecclesiam non ingrediantur nec circa corpus officium faciant, teneantur dicti Clerici Regulares dare dictis canonicis et capitulo medietatem totius cerae, quae pro funere defuncti paratur, tam funalium, seu intorticiorum quae circa corpus defuncti deferuntur a domo defuncti usque ad ecclesiam praedictam, quam aliorum omnium funalium, et candelarum quae erunt in ecclesia praedictorum Clericorum Regularium, tam super altare quam circa corpus defuncti in die funeris, sicut solent dicti canonici et capitulum habere in omnibus aliis ecclesiis regularium ad quas defunctorum corpora associant et circa ea officium faciunt juxta ejusdem capituli et canonicorum immemorabilem consuetudinem, attento quod si in ecclesia dictorum regularium capitulum et canonici praedicti non ingredientur, nec officium facient per eos non stabit.

Et haec omnia concorditer, et pacifice ambae partes tam dictorum capituli et canonicorum, quam dictorum clericorum regularium acceptaverunt, citra tamen praejudicium quoad capitulum et canonicos, omnium jurium spectantium ipsi capitulo, et canonicis, quoad alias religiones, juxta constitutiones et immemorabilem consuetudinem ipsius capituli, et canonicorum, quibus non intelligatur aliquod praejudicium per hanc concordiam inferri super officiatura et jure sepulturae aliarum ecclesiarum regularium.

Quae quidem concordia ab Illmis et Rmis DD. cardinalibus in plena congregatione fuit approbata et ab eadem S. Congregatione mandatum, ut in posterum in perpetuum in dicta civitate Bituntina observetur, et ita censuit, et declaravit. Die 21 februarii 1604.

110. **Urbis Sub Hymno.**

Ut moniales S. Laurentii in Pane et perna de Urbe extra horas canonicas hymnum hunc in laudem S. Laurentii martyris de ordine S. Rituum Congregationis ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio visum, et emendatum ac ab eadem S. Congregatione approbatum in eorum ecclesia et monasterio decantare possint, eadem S. Rituum Congregatio concessit et declaravit. Die 21 februarii 1604.

111. **Portugallien.**

Monaci sancti Benedicti provinciae Portugalliae praesentaverunt breviarium reformatum ad usum breviarii romani cujus approbationem petierunt.

Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D.

cardinalis Baronii, cui hanc causam demandaverat, breviarium praedictum reformatum ad usum breviarii romani, exceptis iis quae ex praescripto regulae S. Benedicti monaci in recitatione breviarii servare debent, approbavit. Et ut a monachis ejusdem ordinis S. Benedicti congregationis reformatae in regno Portugalliae, libere, et licite recitari valeat licentiam concessit. Die 21 februarii 1604.

112. **Portugallien.**

Procurator generalis congregationis reformatae ordinis S. Benedicti in regno Portugalliae, petiit ut moniales ejusdem ordinis, in eodem regno, teneantur recitare breviarium reformatum in congregatione generali dicti regni, et a S. Rituum Congregatione approbatum. Eadem S. Rituum Congregatio censuit breviarium praedictum reformatum ad usum breviarii romani, et ab eadem S. Congregatione approbatum recitandum esse, tam a monachis, quam a monialibus ejusdem regulae et congregationis reformatae S. Benedicti in regno Portugalliae, etiam si moniales ordinariis loci subditae sint et ita observari praecepit, et mandavit. Die 20 martii 1604.

113. **Constantien.**

Viso supplici libello pro Gherardo abbate Augiae majoris prope Brigantum ordinis S. Benedicti Constantien dioecesis SSmo D. N. porrecto, et ad Congregationem Sacrorum Rituum remisso, cum abbas praedictus, ejusque antecessores, ut asseritur, usum baculi et annuli pontificalis semper habuerint, ex quo etiam mitrae usum, quae cum baculo concedi solet, eos habuisse intelligitur, licet ejusdem mitrae usum hodie praefatus abbas non retineat. Qui cum etiam a nuncio sedis apostolicae de religione commendatus fuerit, pro ejusdem abbatis et successorum suorum conscientiae securitate, ac dignitatis abbatialis majore extimatione, retinenda et conservanda in illis partibus, quia cum haereticis confinant.

Eadem S. Rituum Congregatio censuit eidem abbati, et successoribus suis in perpetuum usum mitrae, annuli et baculi pastoralis aliorumque pontificalium insignium concedi posse cum facultate populo in missa solemniter benedicendi, si ita SSmo D. N. placuerit. Et ita declaravit die 20 martii 1604.

114. **Caesaraugustana.**

In causa praeeminentiarum inter capitulum generale et ecclesiam parochialem loci de Daroca Caesaraugustanae dioecesis et capitulum ecclesiae collegiatae ejusdem loci, quae a S. Rituum Congregatione Illmo et Rmo D. cardinali de Monte commissa fuit sub die 15 novembris 1603; audita relatione ejusdem Illmi D. cardinalis de Monte, qui procuratores ambarum partium in voce et in scriptis, tam in jure, quam in facto audivit pluries sententiasque, seu lauda de anno 1378, et de anno 1573, et alias ab archiepiscopis Caesaraugustanis prolatas, promulgatas, et a partibus acceptatas, quae in judicatum transierunt, nec non testes examinatos, seu processus aliaque jura ab utraque parte producta, vidit; cum etiam liber coerimonialis non tollat immemorabilem consuetudinem; eadem Sacra Rituum Congregatio nihil innovandum esse, sed ut ambae partes jure suo utantur, censuit et declaravit. Die 10 aprilis 1604.

115. **Castellae et Legionis.**

In regno Castellae et Legionis nonnullos adesse protonotarios titulares sine praebenda vel alia ecclesiastica dignitate qui non modo dignitates, canonicos, et alios praebendatos sed etiam episcoporum officiales praecedere praetendunt, pro parte status ecclesiastici ejusdem regni S. D. N. narratum fuit, et supplicatum, ut Sacrae Rituum Congregationi mandaret ut locum decentem et convenientem dictis protonotariis assignaret. Et cum preces praedictae ab eodem S. D. N. eidem Sacrae Congregationi remissae fuerint, re inter patres mature discussa, et ad relationem etiam Illmi et Rmi D. cardinalis Pinelli cui hoc negotium examinandum ab eadem Congregatione remissum fuerat,

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit et declaravit protonotarios praedictos titulares, et non de collegio, nec de numero protonotariorum participantium, tam in sessionibus in dicta ecclesia, quam in processionibus debere cedere locum digniorem officialibus episcopi, dignitatibus et canonicis ecclesiarum cathedralium, prout in libro cerimoniali episcoporum declaratur. Et facta relatione S. D. N. de praedicta sententia, et decreto Congregationis Sanctitas sua, vivae vocis oraculo de quo fidem fecit Illmus et Rmus card. Comensis, decretum, et sententiam praedictae S. Congregationis approbavit et exequi mandavit. Die 30 aprilis 1604.

116. **Hispalen.**

Cum in Sacra Rituum Congregatione ad instantiam canonicorum contra portionarios ecclesiae Hispalen, quos non esse de capitulo, immo inferioris ordinis, et quasi beneficiatos, ipsi canonici asseruerunt; quaedam decreta subreptitio modo obtenta fuerint, alterum sub die prima junii 1601 et alterum sub die 5 julii 1603, ipsis portionariis non citatis, nec auditis, et tacita facti veritate, quae ad favorem portionariorum faciebat; nempe quod semper ab immemorabili tempore, aequales fere in omnibus cum ipsis canonicis reputati fuerint, eodem habitu induti incesserint, in aequali scamno seu stallo sederint, et duplici ictu thuribuli sicut ipsi canonici, semper thurificati fuerint, quam aequalitatem etiam declaravit Rota coram R. P. D. Cantuccio sub die 16 martii 1575; de qua declaratione seu decisione, ipsi canonici nullam in Sacra Rituum Congregatione mentionem fecerunt; imo etiam ipsis portionariis non citatis, nec auditis, vigore dictorum decretorum, litteras Apostolicas in forma Brevium, etiam subreptitio modo obtinuerunt, et alia decreta in partibus, ab ordinario, seu ab ipso et capitulo deputatis, sub praetextu observationis libri Caerimonialis, contra ipsos portionarios procuraverunt. De quibus, cum dicti portionarii se admodum gravati sensissent, ad SS. D. N. recursum habuerunt, eique commissionem signandam porrexerunt supplicantes, ut hujusmodi causas Sanctitas Sua in Rota terminandas et decidendas committere dignaretur R. P. D. Riva pro ponente; et cum Sanctitati Suae nihil rescribere placuisset, sed negotium eidem S. Rituum Congregationi remisisset sub die 27 januarii 1604; in eadem S. Rituum Congregatione utraque parte informante negotium propositum fuit et ab eadem S. Congregatione Illmo et Rmo D. card. de Monte commissum sub die 21 februarii 1604, ut partes audiret, et referet. Qui quidem Illmus et Rmus D. cardinalis de Monte, auditis saepius procuratoribus et advocatis ambarum partium in scriptis et in voce, in jure et in facto, demum in eadem S. Rituum Congregatione quae habita fuit in palatio apostolico die 30 aprilis 1604, facta relatione de omnibus praedictis et aliis deductis ab eodem Illmo et Rmo D. cardinali de Monte, et auditis votis, et sententiis omnium et singulorum Illmorum et Rmorum DD. cardinalium in ipsa Congregatione praesentium,

Eadem S. Rituum Congregatio censuit et declaravit supradictos portionarios manutenendos esse in eorum antiqua possessione sedendi, votandi, et thuris honorem, sicut et canonici recipiendi, et in omnibus praemissis, et aliis de quibus forsan vigore dictorum decretorum et litterarum apostolicarum praedictarum, seu sub praetextu observationis libri caerimonialis episcoporum spoliati fuerunt, restituendos esse et manutenendos in eorum antiqua possessione, seu quasi possessione omnium, et singulorum praemissorum, et decreta praedicta, et brevia apostolica, tamquam subreptitio modo obtenta suspendenda esse, donec super omnibus praemissis, seu aliis similibus controversiis inter ipsos portionarios, et canonicos vertentibus, partibus citatis, et auditis, quid servandum sit, maturius ab eadem S. Rituum Congregatione declaretur. Et ita censuit, declaravit, decrevit, et ordinavit et exequi mandavit supradicta die 30 aprilis 1604.

117. **Feriae.**

Ad preces porrectas SSmo D. N. nomine Ducis de Feria ab eodem S. D. N. ad Sacram Rituum Congregationem remissas, ut confratres societatis Corporis Christi erectae in ecclesia parrochiali oppidi de Zafra sub dominio Ducis Feriae ejus filii possint singulis quintis feriis celebrare festum SSmi Sacramenti cum processione et commemoratione ac indulgentiarum participatione prout fel. rec. Gregorius papa XIII Bernardino de Mendoza per litteras suas in forma Brevis expeditas sub die 3 martii 1560 concesserat.

Eadem S. Rituum Congregatio respondit: quoad celebrationem festi concedi posse, ut singulis quintis feriis processio fiat tantum per ecclesiam; sed officium et missa celebretur de feria, vel festo currenti, et in missa fiat commemoratio de SSmo Sacramento. Quo vero ad indulgentias ad eumdem SS. D. N. recurrendum esse, et ita censuit et declaravit die 30 aprilis 1604.

118. **Deputatio Protonotarii pro canonizatione sanctorum.**

Cum pro canonizatione sanctorum Dei ex praescripto, receptoque S. R. E. more celebranda, inter alia requisita, judiciarii processus, actaque diversa, pro tanta rei magnitudine, necessaria, et opportuna fieri debeant, quae per aliquem ex protonotariis apostolicis quorum proprium hoc munus erat, componi, annotari et authenticari deceat.

Ideirco Sacrorum Rituum Congregatio, apud quam hujusmodi causae tractantur, praehabito communi colloquio, ac tractatu, reque mature perpensa, ex collegio Protonotariorum apostolicorum de numero participantium R. P. D. Joannem Antonium Facchinettum, de cujus animi integritate, fide, devotione, solertia et pietate, plurimum in Domino confidit, ad tam grave seriumque in Dei Ecclesia negotium explicandum, ordinandum ac pro sui muneris exigentia dirigendum elegit, constituit, et deputavit cum honoribus, oneribusque solitis ac facultatibus opportunis. Romae in palatio apostolico in Monte Quirinali die 8 maii 1604.

119. **Letteren.**

Cum in parochiali ecclesia S. Michaelis archangeli oppidi Primontis Letteren. dioecesis orta fuerit controversia circa conservationem trium clavium reliquiarum spinarum, et sanguinis D. N. Jesu Christi quae in eadem ecclesia asservantur in quadam cappella et reliquiario ornato ejusdem ecclesiae, quarum clavium unam tenere praetendit procurator fabricae ejusdem ecclesiae, aliam universitas ejusdem terrae Primontis, et tertiam universitas terrae delle Franche. Et pro parte episcopi S. Rituum Congregationi supplicatum fuerit, ut declarare dignaretur, ad quem, seu quos dictarum clavium conservatio pertineat?

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit unam ex tribus clavibus praedictis conservandam esse ab episcopo, aliam a procuratore fabricae, tertiam a syndico universitatis terrae Primontis. Et ita declaravit die 8 maii 1604.

120. **Isolana de Forio.**

In causa vertente inter magistros et confratres societatis S. Mariae de Laureto loci de Forio Isolanae dioecesis et episcopum Isolanum circa facultatem retinendi, et conservandi SSmum Sacramentum in praedicta ecclesia, prout ex privilegiis a Sede Apostolica eisdem concessis per spatium annorum viginti hactenus retinuerunt, et decenter conservaverunt; ac processiones faciendas per dictos confratres, et alios confratres SSmi Rosarii in eadem ecclesia singulis mensibus; audita relatione Illmi et Rmi D. Cardinalis de Monte, cui haec causa commissa fuerat; S. Rituum Congregatio censuit et declaravit debere confratres praedictos debita cum reverentia et submissione ab episcopo Isolano eorum pastore SSmum Sacramentum petere, qui eis concedere debeat, ut juxta eorum consuetudinem et privilegia et pro servitio etiam hospitalis eidem ecclesia contigui, illud in eadem ecclesia, debita cum reverentia, et decentia conservare possint. Et processiones solitas facere singulis mensibus, et aliis festivitatibus solitis, dummodo servent formam libri caeremonialis episcoporum circa hastas baldacchini deferendi in processione supra SSmum Sacramentum. Quas processiones facere debeant eodem modo, et forma, prout fiunt in cathedrali ecclesia Isolana. Et ita statuit, decrevit, ordinavit. Die 19 junii 1604.

121. **Tullen.**

Abbatissa, collegiata et secularis ecclesia oppidi de Spinalo Tullen. dioecesis supplicationem in Dataria SSmi D. N. porrexerunt, in qua narrabant, quod cum dicta ecclesia sedi apostolicae immediate subjecta sit, et in ea ultra canonicos seculares sint canonissae viginti, totius praedictae ecclesiae collegiatae tam virorum, quam mulierum nomine, petierunt usum missalis et breviarii romani a Pio V fe. re. reformati, attento quod eorum breviaria et alii ecclesiastici libri erant manuscripti et mendis pleni; sed quia quinque vel sex ex dictis canonissis non consentiebant, nec ab usu antiquo recitandi officium in eorum ecclesia recedere volebant, supplicaverunt, ut non obstante renitentia et contradictione dictarum quinque vel sex canonissarum, eis concedatur licentia recitandi et celebrandi officium, et missas in eorum praedicta ecclesia, juxta formam missalis et breviarii romani, et cum a Dataria supplicatio remissa fuerit ad S. Rituum Congregationem, eadem Sacra Rituum Congregatio ita ut sequitur sub commissione seu supplicatione remissa rescribi mandavit videlicet:

Petita in hac supplicatione, attento consensu abbatissae, et omnium canonicorum, et canonissarum capitulum unitum constituentium, non obstante contradictione quinque, vel sex ex praedictis canonicis, seu canonissis, S. Rituum Congregatio censuit posse concedi. Et ita declaravit die 19 junii 1604.

122. **Barcinonen.**

Petita per priorem et fratres conventus S. Catharinae Barcinonensis civitatis ubi sepultum est corpus S. Raymundi confessoris, ut scilicet in die translationis dicti corporis fienda a loco ubi ad praesens requiescit, in novum et elegans sacellum, ad hunc effectum in eadem ecclesia fabricatum, liceat dictis priori, et fratribus pro majori totius ejusdem civitatis populi devotione et spirituali consolatione, caput integrum dicti corporis accipere, illudque decenter in argenteo tabernaculo includere, et in loco tuto conservare et quandoque ad pietatem augendam in processionibus deferre cum hac conditione, quod nullo unquam tempore a dicta ecclesia et monasterio distrahi, seu asportari possit, nec dictis priori et fratribus seu cuicumque aliae personae, liceat ex dicto corpore alias, licet minimas reliquiarum partes accipere.

S. Rituum Congregatio concedi posse censuit, dummodo caput sit ad praesens a corpore separatum. Quod si unitum corpori reperiatur, nullo modo separandum, sed integrum corpus cum capite transferendum esse censuit et declaravit. Die 19 junii 1604.

123. **Saonen.**

In causa Saonen. circa observationem decreti ultimo loco facti ad favorem capituli ejusdem ecclesiae cathedralis et ejus consuetudinis immemorabilis; audita instantia facta per D. Gasparem Spoturnum procuratorem dicti capituli pro distributionibus sibi assignandis a capitulo pro tempore, quo fuit Romae ad obtinendum decretum praedictum et expensis factis in dicta causa solvendis, tam a dicto capitulo, quam etiam a canonico Joanne Baptista Ferro tamquam instigatori contra observationem dicti decreti. Nec non audita instantia facta per D. Joannem Baptistam Bocciardum canonicum dictae ecclesiae, ut scilicet non obstante dicto decreto ultimo loco obtento, manuteneatur in sua possessione praecedendi canonicos praebendae diaconalis et subdiaconalis juxta formam decreti alias facti ad sui favorem sub die 11 aprilis 1601.

Sacra Rituum Congregatio declaravit et ordinavit decretum

ultimo loco factum sub die 10 januarii 1604 ad relationem Illmi et SSmi D. cardinalis de Giojosa omnino esse servandum et exequendum. Quo vero ad distributiones quotidianas, et expensas praetensas a canonico Gaspare Spoturno et praetensiones canonici Jo. Bap. Bocciardi, eadem S. Congregatio remisit negotium ad Illmum et Rmum D. card. de Monte ut audiat partes et referat et ita etc. die 17 julii 1604.

124. **Taurinen.**

Cum pro parte societatis S. Crucis in civitate Taurinen S. R. Congregationi expositum fuerit, quod cum alias inter ipsam et aliam societatem noviter erectam in eadem civitate sub titulo S. Rocchi, lis orta fuerit, de et super facultate erigendi dictam novam societatem, et super consuetudine confraternitatis praedictae S. Crucis deferendi in processione imaginem S. Rocchi, et per vicarium generalem dictae civitatis pronunciatum fuerit licere dictis confratribus S. Rocchi erigere dictam novam confraternitatem, cum conditione, quod processionem facerent, si voluissent in vigilia S. Rocchi, et abstinerent omnino ab incessu processionis in die ipsius sancti, qua die societatem sanctae Crucis manutenendam esse in sua possessione, seu quasi incedendi processionaliter, cum imagine S. Rocchi declaratum fuerit. Cui quidem sententiae, etiam a nuntio apostolico confirmatae, confratres dictae novae societatis S. Rocchi recusant parere, immo in spretum illius, processionem facere in ipsa die S. Rocchi attentaverunt. Quare dicti confratres S. Crucis ad Sacram Rituum Congregationem recursum habuerunt, petentes ut confratres dictae novae societatis S. Rocchi cogantur parere dictae sententiae, et ipsi confratres S. Crucis in sua possessione faciendi processionem cum imagine S. Rocchi in ipsa die festivitatis, juxta formam dictae sententiae manuteneantur, imponendo perpetuum silentium eidem confraternitati S. Rocchi.

Eadem S. Rituum Congregatio sententiam vicarii a nuntio Apostolico confirmatam, servandam, et confratres S. Rocchi debitis remediis ad illius observationem cogendos, et compellendos esse censuit et declaravit die 17 julii 1604.

125. **Surrentina.**

Fuit proposita, et lecta in Sacra Rituum Congregatione sequens inscriptio videlicet: « Sanctorum episcoporum Renati » et Valerii corpora, quae sub primario altare basilicae ve- » teris collocata fidelium antiqua traditio credidit, atque coluit, » inventa sine nomine sub eodem altare, nec alia ab illis exis- » timata, apostolica auctoritate in novam ecclesiam translata, » sub primario itidem altare sunt solemni ritu recondita a » monachis hujus monasterii congregationis Cassinensis anno » salutis. » Supradictam inscriptionem visam et lectam in plena Congregatione Sacrorum Rituum, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in ecclesia sanctorum Renati et Valerii apud civitatem Surrentinam affigi et inscribi libere, et licite possit, licentiam concessit. Die 21 augusti 1604.

126. **Saonen.**

In causa Saonen. circa observationem decreti alias a Sacra Rituum Congregatione facti sub die 10 januarii 1604, et distributiones, ac expensas solvendas canonico Gasparo Spoturno, et locum assignandum canonico Joanni Baptistae Bocciardo, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis de Monte; eadem S. Rituum Congregatio, attento consensu dicti Gasparis Spoturni, tam nomine proprio, quem procuratorio nomine aliorum duorum canonicorum interesse habentium, canonico Joanni Baptistae Bocciardo solo, locum quem ante decretum obtinuerat et per annos fere duos continuos retinuerat reservandum esse censuit et declaravit.

Dicto vero canonico Gaspari Spoturno, tamquam capituli procuratore et ab eodem capitulo ad urbem misso ad purgandum querelas adversus idem capitulum datas a canonico Joanne Baptista Ferro, et ad obtinendam in eadem Sacra Congregatione observationem immemorabilis consuetudinis dictae ecclesiae Saonen circa locum assignandum canonicis noviter admissis distributiones quotidianas sui canonicatus esse solvendas, eumque tamquam praesentem et horis divinis interessentem in ecclesia Saonen, usque ad praesentem diem per canonicos admittendum, nec non expensas per ipsum legitime factas in itinere et reditu de Saona ad Urbem et de Urbe ad Saonam prima vice quando praedictum decretum obtinuit, ab eodem capitulo eidem solvendas. Alias vero expensas ab eodem Spoturno hac ultima vice factas solvendas eidem esse a praedicto canonico Joanne Baptista Ferro qui non modo falsa a principio in Sacra Congregatione narravit contra capitulum, sed etiam postea decreti praedicti executionem calumniose impedire procuravit, eumdemque canonicum Spoturnum pro justitia obtinenda redire coegit. Et ne novae lites hac de causa oriantur, decretum praedictum factum sub die 10 januarii 1604 incipiendo ab admissione dicti Joannis Baptistae Ferri, in futurum omnino esse servandum censuit et declaravit: omnibus canonicis, et quibuscumque aliis contradicentibus, vel contra praedictum decretum venire conantibus perpetuum silentium imposuit, et imponit. Et ita in omnibus, et singulis praedictis, exequi, assignari, solvi et servari, eadem S. Rituum Congregatio praecepit, mandavit, et ordinavit omni meliori modo etc. Die 21 augusti 1604.

127. **Curien.**

Pro parte episcopi Curien. in partibus Rhetiorum S. Rituum Congregationi expositum fuit non posse ipsum in confectione, seu benedictione sacrorum oleorum, numerum praecisum presbyterorum, diaconorum, et aliorum ministrorum adhibere, qui praescribuntur in libro pontificali, cum civitas sua haereticis plena sit, et aliunde presbyteros et diaconos catholicos habere commode non possit. Quare petiit licentiam conficiendi, et benedicendi dicta sacra olea cum minori numero presbyterorum, diaconorum et aliorum ministrorum, eo qui praescribitur in dicto libro pontificali, vel saltem ut ei liceat olea sacra conservare per plures annos.

Eadem S. Rituum Congregatio, attentis narratis per episcopum, et habita etiam super praemissis informatione per litteras R. P. D. episcopi Veglen. nuntii apostolici in illis partibus, censuit gratiam petitam ab episcopo Curien. posse concedi, ut scilicet cum minori numero presbyterorum, diaconorum, et aliorum ministrorum quam praescribatur in pontificali olea sacra, et sancta conficere possit, dummodo exactam adhibeat diligentiam ut majorem numerum praedictorum presbyterorum, diaconorum et aliorum ministrorum habere procuret, quam fieri possit, et quantam liceat in omnibus se praedicto libro pontificali conformet, et ita declaravit. Die 21 augusti 1604.

128. **Carmelitanorum et Mercedis.**

In causa praecedentiae inter fratres carmelitanos, et fratres Beatae Mariae de Mercede, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis de Monte, qui etiam de hac causa prius fecerat verbum cum S. D. N., Sacra Rituum Congregatio censuit in omnibus locis fratres carmelitanos debere praecedere fratribus de Mercede, juxta dispositionem litterarum apostolicarum in forma brevis expeditarum sub die 15 novembris 1602 et mentem ejusdem SSmi D. N. Papae et ita declaravit die 21 augusti 1604.

129. **Hispalen.**

Civitas Hispalen. ob devotionem erga sanctos Dei Joannem Evangelistam, et Clementem pontificem et martyrem et ob gratias eorum intercessione obtentas, per litteras SSmo D. N. scriptas, et memoriale in Sacra Rituum Congregatione datum, petiit, ut die 6 maii in festo S. Joannis ante portam latinam, et die 23 novembris in festo S. Clementis, omnes artifices ab operibus abstineant, et festa praedicta tamquam de praecepto serventur, et custodiantur ab omnibus.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, nova festa de praecepto introducenda non esse censuit. Si tamen civitas, et populus

voluerit illa servare, servent, sed sine praecepto, et sine poena contra non servantes, et ita declaravit. Die 21 augusti 1604.

130. **Pro exequiis cardinalium.**

Fuit in S. Rituum Congregatione tractatum de exequiis RR. DD. cardinalium ; ut scilicet pro singulo cardinali defuncto, semel expensis collegii fiant exequiae in cappella, juxta decretum consistoriale a SSmo D. N. Clemente papa VIII, factum sub die 5 maii anno jubilae 1600, quod in hac parte numquam fuit exequutioni demandatum. Et ab omnibus Illmis et Rmis DD. cardinalibus in Congregatione praesentibus resolutum fuit, ut praedicta exequia ut supra semel in cappella palatii apostolici vel alibi juxta formam praedicti decreti consistorialis expensis collegii pro singulo cardinali defuncto fiant. Et ita eadem S. Rituum Congregatio censuit, declaravit et ordinavit. Die 21 augusti 1604.

131. **Brundusina Mesagna.**

Communitas, et cives universi terrae Mesagna Brundusinae dioecesis S. D. N. preces porrexerunt supplicantes, ut ob maximam devotionem, quam universus populus ejusdem terrae habet erga seraphicum sanctum Franciscum de Assisio, dignaretur eis concedere, ut festum illius tamquam de praecepto ab omnibus dictae terrae civibus, et incolis, coleretur, et servaretur. Et cum idem SSmus D. Noster negotium hoc ad Sacram Rituum Congregationem remiserit, eadem Rituum Congregatio censuit non esse prohibendum populo, si sponte voluerit, festum S. Francisci celebrare et servare. Sed eos, qui voluerint manibus, seu opere suo, dicta die victum sibi quaerere non esse prohibendos, nec sub aliqua vel minima poena cogendos, ut ab operibus abstineant, et ita declaravit. Die 21 augusti 1604.

132. **Neapolitana.**

Petita ad instantiam civitatis Neapolitanae, nempe quod in die translationis reliquiae beati Thoma de Aquino recitetur officium duplex per civitatem, et dioecesim Neapolitanam, Congregatio concedi posse censuit et declaravit. Die 21 augusti 1604.

133. **Majoricen.**

Cum R. P. D. Alphonsus Lassus archiepiscopus Calaritanus a regia catholica majestate praesentatus fuerit SSmo D. N. pro ecclesia Majoricen. eadem catholica majestas petiit a S. Sua ut idem praesentatus in ecclesia Majoricen. possit nomen archiepiscopi, et usum pallii, et crucis retinere. Et cum ab eodem SSmo D. N. memoriale ad S. Rituum Congregationem remissum fuerit, eadem S. Rituum Congregatio censuit, eidem archiepiscopo Calaritano, ad ecclesiam Majoricen. transferendo, concedendum esse, si ita SSmo D. N. placuerit, ut nomen, sive titulum tantum archiepiscopi in ecclesia Majoricen. retinere possit, sed non usum pallii, nec crucis. Et ita censuit etc. Die 16 octobris 1604.

134. **Anconitana, seu Urbis.**

Athanasius Savarus presbyter ritu graeco ordinatus a SSmo D. N. licentiam petiit ingrediendi religionem fratrum capucinorum et celebrandi missam ritu latino, et cum ex ejusdem SSmi D. N. Dataria hujusmodi supplicatio ad Sacram Rituum Congregationem remissa fuerit, eadem S. Rituum Congregatio censuit licentiam petitam a dicto Athanasio presbytero graeco, celebrandi ritu latino posse concedi post ingressum religionis et emissionem professionis et ita declaravit. Die 16 octobris 1604.

135. **Hispalen.**

Illmus et Rmus D. cardinalis de Monte proposuit causam inter canonicos et portionarios ecclesiae Hispalen. Et in primis disputatum fuit: an omnes portionarii ecclesiae Hispalensis, in hac lite, quam habent cum canonicis contribuere teneantur ad expensas, quae in hujusmodi lite fiunt, cum aliqui eorum id facere recusent. Et Sacra Congregatio inclinavit, ut omnes portionarii de communibus redditibus portionariorum pro rata contribuere teneantur. Deinde idem illmus de Monte proposuit dubium disputandum pro expeditione causae inter ipsos portionarios, et canonicos, et cum retulisset partes non esse concordes in dubio disputando Illmi et Rmi DD. cardinales ejusdem Sacrae Congregationis considerantes hujusmodi negotium tela judiciaria esse potius, quam manu regia terminandum, illud in Rota examinandum, et terminandum potius, quam in eadem Sacra Congregatione esse judicavit, et ideo ad Rotam remittendum esse censuit, et declaravit. Die 11 decembris 1604.

136. **Neapolitana.**

Petita ad instantiam deputatorum civitatis Neapolitanae nempe ut in die translationis reliquiae B. Thomae de Aquino, ab ecclesia S. Dominici, ad cappellam thesauri ecclesiae archiepiscopalis per eamdem civitatem, et dioecesim officium duplex in honorem ipsius Beati, quem in unum ex patronis ipsius civitatis elegerunt recitetur, Sacra Rituum Congregatio concedi posse censuit et declaravit die 21 augusti 1604. Et iterum ad instantiam eorumdem deputatorum, et ad omne dubium tollendum, eadem Sacra Rituum Congregatio declaravit supradictum decretum esse intelligendum ut singulis annis in die translationis reliquiae supradictae, per civitatem et dioecesim supradictas officium duplex de dicto beato Thoma de Aquino libere, et licite recitari possit, et valeat, dummodo alio festo duplici, vel die Dominico non sit impeditum ; quo casu in sequentem diem vel alium non impeditum transferendum, et recitandum esse censuit, et declaravit. Die 11 decembris 1604.

137. **Passavien, seu Bambergen.**

Cum Jo. Jacobus Genger decanus collegiatae ecclesiae beatae Mariae hospitale nuncupatae in Austria ad Anasum Passavien dioecesis omnesque ejusdem ecclesiae collegiatae canonici, nec non rmus D. episcopus Bambergen, in spiritualibus, et temporalibus loci Dominus SSmo D. N. supplicaverint, ut ad differentiam parrochialium, et ruralium ecclesiarum in Austria, quarum rectores ut plurimum decani appellantur, denominationem hujusmodi decanatus, in praepositurae titulum convertere dignaretur, ita ut ipse Joannes Jacobus, et successores sui in posterum, non amplius decani, sed praepositi denominentur et denominari debeant cum omnibus privilegiis, et immunitatibus, insigniisque quibus alii praepositi in provincia Austriae de jure, usu seu consuetudine fruuntur et potiuntur. Et a praefato SS. D. N. negotium examinandum, ad Sacram Rituum Congregationem remissum fuerit, eadem S. Rituum Congregatio attenta supplicatione dicti Rmi episcopi Bambergen, et ipsius decani meritis in reparanda ecclesia, restituendis canonicis, augendis redditibus, extirpandis haeresibus, et aliis de quibus in memoriali porrecto fit mentio, censuit gratiam petitam posse concedi et ita declaravit. Die 11 decembris 1604.

138. **Pistorien pro Beato Attone.**

Cum cives et populus Pistoriensis civitatis ac universa monachorum Vallis Umbrosae Congregatio SSmo D. N. supplicaverint, ut eis auctoritate apostolica liceret officium celebrare de beato Attone qui ejusdem congregationis Vallis Umbrosae octavus generalis et postea episcopus Pistoriensis fuit, tamquam de uno pontifice confessore, sicut jam per multa saecula in dicta congregatione Vallumbrosana celebrari solitum erat. Et a praedicto SSmo D. N. negotium examinandum ad Sacram Rituum Congregationem remissum fuerit, ubi pluries fuit discussum, ac diligenter examinatum, ac etiam specialiter commissum Illmo et Rmo D. cardinali Baronio ut omnia acta, et scripturas a dicta civitate Pistorien, et congregatione Vallis Umbrosae pro verificatione dictae eorum supplicationis producta, seu productas diligenter inspiceret, et examinaret, et in alia Congregatione referret. Et demum die 11 decembris 1604, audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Baronii, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi, si SSmo D. N. placuerit, ut in cathedrali ecclesia Pistorien, ubi corpus dicti B. Attonis adhuc integrum asservatur, et in universa monachorum Vallis Umbrosae congre-

gatione officium et missa de dicto beato Attone, tamquam de uno pontifice confessore, juxta rubricas breviarii et missalis romani recitari possit. Et SSmus D. N. die 15 decembris 1604 in consistorio secreto audita sententia Congregationis per relationem Illmorum et Rmorum DD. cardinalium Comen. et Baronii, annuit, et, ut ipsi Illmi et Rmi DD. cardinales retulerunt, concessit, ut in ecclesia, et dioecesi Pistorien ac in omnibus monasteriis et ecclesiis, tam monachorum quam monialium dictae congregationis Vallis Umbrosae ubicumque existentibus officium, et missa de dicto beato Attone tamquam de uno pontifice confessore, qui die 22 maii in Domino requievit, juxta regulas breviarii et missalis romani, libere et licite recitari possit, et valeat. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesens decretum per infrascriptum ejusdem Sacrae Rituum Congregationis secretarium extensum, manu nostra subscripsimus et solito nostro sigillo muniri jussimus. Hac die 15 decembris 1604. Pt. episcopus Ostien. card. Comens. Loco ✠ Sigilli. *J. P. Mucantius Secr. Cong.*

139. **Pistorien pro officio S. Zenonis.**

Officium supradictum S. Zenonis episcopi et martyris, et cathedralis Pistoriensis ecclesiae titularis ad instantiam et supplicationem canonicorum et capituli dictae ecclesiae, de ordine, et mandato Sacrae Congregationis Rituum diligenter revisum, et emendatum, ac ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscriptum, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit et ut in praedicta ecclesia cathedrali, et civitate Pistorien. libere, et licite recitari possit, ac etiam pro majori commoditate imprimi valeat licentiam concessit. Die 11 decembris 1604.

140. **Pampilonen. Pro officio Angeli Custodis.**

Officium supradictum Angeli Custodis ad instantiam episcopi Pampilonen de ordine, et mandato Sacrae Congregationis Rituum revisum, emendatum et ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscriptum, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in ecclesia, civitate, et dioecesi Pampilonen. libere, et licite recitari valeat licentiam concessit, ac etiam imprimendi facultatem dedit. Die 11 decembris 1604.

141. **Pampilonen. Pro officio S. Firmini.**

Officium supradictum S. Firmini episcopi et martyris, et ecclesiae Pampilonen patroni, ad instantiam et supplicationem episcopi ejusdem civitatis, de ordine Sacrae Congregationis Rituum revisum, et emendatum, ac ab Illmo et Rmo D. cardin. Baronio subscriptum,

Eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit et uti in ecclesia, civitate et dioecesi Pampilonen, libere et licite recitari possit licentiam concessit, et ut etiam imprimi valeat facultatem dedit. Die 11 decembris 1604.

142. **Callien. Pro officio S. Gerontii.**

Officium supradictum S. Gerontii episcopi et martyris, et civitatis Callien. patroni, ad instantiam cleri et communitatis ejusdem civitatis, de ordine, ac mandato Sacrae Congregationis Rituum revisum, emendatum, et ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscriptum; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit et ut in civitate, et dioecesi Callien libere, et licite recitari possit, licentiam concessit, et illud imprimendi facultatem dedit. Die 11 decembris 1604.

143. **Oscen. Pro officio S. Antonini.**

Officium supradictum S. Antonini martyris cum octava ad instantiam et supplicationem cleri et populi loci de Sarinenna Oscen. dioecesis, de mandato et ordine Sacrae Rituum Congregationis diligenter revisum, et emendatum, et ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscriptum, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut libere, et licite in dicto loco de Sarinenna recitari possit, et etiam pro majori commoditate imprimi, licentiam dedit, et concessit. Die 11 decembris 1604.

144. **Legionen.**

Pro officiis propriis sanctorum ejusdem ecclesiae.

Officia supradicta propria sanctorum ecclesiae Legionen, cum octavis et missis, ubi assignantur ad instantiam, et supplicationem capituli ejusdem ecclesiae Legionen, et pro dicto capitulo Jacobo Alvarez Quinonos canonico Oveten. instante, ex ordine, et de mandato Sacrae Congregationis Rituum diligenter revisa, et emendata, et ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscripta, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut imprimi possint, et in dicta ecclesia Legionen, ejusque dioecesi libere, et licite recitari, etiamsi in Kalendarium romanum omnia relata non sint, licentiam concessit. Die 11 decembris 1604.

145. **Nesvisien. Pro officio S. Euphemiae.**

Officium supradictum duplex cum octava pro festo S. Euphemiae virginis, et martyris, ad instantiam, et supplicationem Illmi D. Nicolai Christophori Radzivil Olicae et Nesvisiae Ducis, ex ordine Sacrae Rituum Congregationis revisum, emendatum, et ab Illmo et Rmo Dno cardinali Baronio subscriptum, eadem S. Rituum Congregatio approbavit et ut a monialibus S. Euphemiae ordinis S. Benedicti Nesvisii libere, et licite recitari, et etiam imprimi possit licentiam concessit. Die 11 decembris 1604.

146. **Urbis. Pro officio S. Theclae.**

Officium supradictum S. Theclae virginis et martyris cum octava ad instantiam, et supplicationem monialium S. Spiritus in Saxia de Urbe ordinis S. Augustini, quarum ecclesia eidem S. Theclae dedicata est, de mandato Sacrae Rituum Congregationis diligenter revisum et emendatum, ac etiam ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscriptum, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut libere et licite a praedictis monialibus S. Spiritus in Saxia, et in earum supradicta ecclesia recitari possit licentiam concessit, ac etiam pro majori dictarum monialium commoditate, ut imprimi valeat, facultatem dedit. Die 11 decembris 1604.

147. **Treveren.**

Cum Joannes Fredericus de Auwach modernus abbas monasterii Beatae Mariae in Sprinkersbach canonicorum regularium ordinis S. Augustini Treveren. dioecesis, qui a quingentis annis citra usum baculi habuit, sed mitra caruit, et loco mitrae boneto, seu bireto, quod vulgus cornutum vocat usus fuit, a SSmo D. N. loco dicti bireti, pro majore dicti monasterii dignitate, quod sub se multa alia nobilia monasteria habet, pro se suisque successoribus in perpetuum usum mitrae petierit; et SSmus D. N. negotium in Sacra Rituum Congregatio examinandum remiserit; eadem S. Rituum Congregatio attentis narratis, et quod etiam Rmus D. archiepiscopus Treveren. Princeps et Elector Imperii ordinarius suus non solum annuerit, et consenserit, sed etiam idem pro dicto abbate supplicaverit, maxime, cum usus baculi, et mitrae sint correlativa, et cui unum conceditur aliud etiam concedendum esse in consequentiam intelligatur, censuit dicto Joanni Frederico abbati, et successoribus suis in perpetuum usum mitrae loco boneti concedi posse, et ita declaravit. Die 8 januarii 1605.

148. **Montis Regalis.**

Pro officiis propriis sanctorum ejusdem ecclesiae.

Officia supradicta propria sanctorum ecclesiae Montis Regalis in regno Siciliae de mandato et ordine Sacrae Rituum Congregationis revisa et ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio subscripta, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in praedicta ecclesia, et dioecesi Montis Regalis, prout hic annotatur, libere et licite recitari valeant, licentiam concessit, ac etiam, ut pro majori commoditate imprimi valeant facultatem dedit. Die 8 januarii 1605.

149. **Svaeciae.**

Pro officiis propriis sanctorum regni Svaeciae.

Officia supradicta propria sanctorum patronorum regni Svaeciae ad instantiam, et supplicationem serenissimi Sigismondi Poloniae et Svaeciae regis et de ordine et mandato Sacrae Ri-

BASIL'S S... LIBRARY

tuum Congregationis ab Illustrissimo et Reverendissimo D. cardinali Baronio diligenter revisa, emendata, et subscripta; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit una cum scholiis ejusdem cardinalis Baronii, et ut in regno Svaeciae libere, et licite recitari ac etiam imprimi possint facultatem, et licentiam dedit. Die 8 januarii 1605.

150. **Colimbricen.**

Cum alias universitas, et incolae loci de Moronho, sub territorio villae de Coja Colimbricen. dioecesis Sacrae Rituum Congregationi supplicaverint pro licentia faciendi processionem Sanctissimi Corporis Christi in die festivitatis ejusdem in eorum praedicto loco, absque eo quod tenerentur amplius ire ad dictam villam Cojae, prout hactenus fecerant. Et super petitis eadem Sacra Congregatio sententiam episcopi Colimbricen audire voluerit. Visis litteris ejusdem episcopi, in quibus non solum asserit petitionem dictorum de Moronho esse veram et justam, sed etiam instat, ut illis gratia petita concedatur, tum quia homines dicti loci, qui a principio pauci erant, nec per se solos commode processionem Sanctissimi Sacramenti facere poterant, hodie adeo creverint, ut decenter illam celebrare possint, tum ob distantiam locorum praedictorum, quorum unus ab alio, per tria milliaria distat, et incommoditatem habitatorum dicti loci de Moronho qui causa eundi Cojam ad processionem plerumque sine missa remanebant in die solemnissimo Sanctissimi Corporis Christi.

Eadem Sacrorum Rituum Congregatio, attento consensu episcopi praedicti, qui in spiritualibus, et temporalibus amborum praefatorum locorum dominus est, gratiam petitam posse concedi censuit, et declaravit, prout concessit dictis habitatoribus, et incolis dicti loci de Moronho, ut in die festivitatis Sanctissimi Corporis Christi possint in eorum praefato loco cum decentia convenienti, et debito ritu processionem solemnem Sanctissimi Sacramenti facere absque eo ut amplius teneantur ire ad villam de Coja. Et ita censuit et declaravit ac concessit. Die 29 januarii 1605.

151. **Laudunen.**

Sub supplicatione data ab episcopo Laudunen et a Dataria Congregationi Sacrorum Rituum remissa, in qua episcopus petebat confirmari deputationem ab ipso factam in personam Nicolai presbyteri canonici et archidiaconi Lauden, ut possit benedicere paramenta et reconciliare ecclesias pollutas, ita rescriptum fuit videlicet:

Congregatio Sacrorum Rituum censuit posse confirmari in omnibus delegabilibus et in quibus non adhibeatur unctio sacrorum. Die 29 januarii 1605.

152. **Anicien.**

Laurentius Malescot presbyter canonicus Anicien. supplicavit sibi concedi, quod, quando ratione infirmitatis, aut itineris, aut alia quacumque de causa privatim extra chorum, cui adscriptus est, officium recitabit satisfaciat obligationi recitandi officii, si secundum usum romanae ecclesiae recitet, suae dioecesis usu relicto. Ac etiam possit tuta conscientia ritu romano missas celebrare, etiam illas ad quas ratione fundationis aut alias tenetur et illas saltem, quas submissa voce sine cantu celebraturus est etiam illis diebus, quibus officium recitaverit secundum usum suae dioecesis et quamvis officio missa non congruat.

Sacra Rituum Congregatio censuit concedendum, prout concessit ut extra chorum possit orator praedictus tuta conscientia officium more romano recitare, et missas etiam planas, et sine cantu eodem ritu romano celebrare. Et ita censuit, et declaravit. Die 29 januarii 1605.

153. **Urbis.**

Congregationes Sacrorum Rituum intermissae per aliquot dies et menses fuerunt ob infirmitatem, et mortem Pontificis. Nam, ut Altissimo placuit, SSmus D. N. Clemens papa VIII ex hac mortali ad sempiternam vitam migravit die 3 martii praesentis anni 1605 hora quinta noctis cum quadrante, et expeditis exequiis novemdialibus, et cantata de more missa de Spiritu Sancto omnes Reverendissimi DD. cardinales in Urbe praesentes, decima quarta ejusdem mensis martii die in conclave ingressi sunt, ubi Spiritus Sancti gratia die prima mensis aprilis ejusdem anni, unanimo consensu in Summum Pontificem elegerunt Reverendissimum D. Alexandrum Mediceum, tunc episcopum Praenestinum cardinalem Florentinum nuncupatum, unum ex praefectis in hac Sacra Congregatione Rituum, qui Leo XI vocatus, quem diu vivere sperabamus et optabamus, sed vix coronationis suae munere suscepto, et ecclesiae Lateranensis cum solemni equitatione possessione accepta, incidit in morbum, ex quo brevi decessit cum mensem integrum non regnasset. Obiit enim die 27 ejusdem mensis aprilis in palatio Quirinali feria quarta hora undecima cum dimidio. Et iterum expeditis novemdialibus exequiis, et missa de Spiritu Sancto cantata, Reverendissimi DD. cardinales in conclave in palatio Vaticano apud S. Petrum fabricato ingressi sunt die octava mensis maii ejusdem anno 1605. In quo post octo dies, vere Spiritu Sancto cooperante, Reverendissimi DD. cardinales in conclavi praesentes, viva voce vivisque suffragiis in Summum Pontificem elegerunt Reverendissimum D. Camillum tituli S. Chrysogoni Sanctae Romanae Ecclesiae presbyterum cardinalem Burghesium Romanum, qui Paulus V vocatus est post ejus ad Pontificatum assumptionem. Qui vivit et vivere diu speramus et optamus, ad nostram et Sanctae Romanae et Universalis Ecclesiae utilitatem. Amen.

Cardinales vero in Sacra Rituum Congregatione Praefecti hoc tempore viventes erant infrascripti, videlicet:

Comensis, episcopus Ostiensis, Sacri Collegii Decanus.
Pinellus, episcopus Tusculanus, mox Portuensis.
De Giocosa, episcopus Sabinensis.
Veronensis, presbyter tit. S. Marci, mox episcopus Praenestinus.
Gallus presbyter tituli S. Praxedis, mox episcopus Tusculanus.
Columna, tit. S. Pudentianae.
De Monte, tit. S. Mariae in Aracoeli.
Borromaeus, tit. S. Mariae Angelorum.
Antonius Facchinettus tit. SS. Quatuor Coronatorum.
Baronius, tit. Sanctorum Nerei et Achillei.
Seraphinus, tit. S. Salvatoris in Lauro.
Pamphilius, tit. S. Blasii de Anulo.
Farnesius, diaconus S. Eustachii.
Perretus, sancti Angeli in foro Piscium.
Detus, S. Mariae in Cosmedin.
Sylvester, S. Caesarii.
Pius, S. Nicolai in Carcere.

Additi postea a Sanctissimo D. N. Paulo papa V, videlicet:
Du Perron, presbyter tituli S. Agnetis.

Die 12 decembris 1605. Bellarminus, presbyter tit. S. Mariae in Via.

Die 2 januarii 1607. Montisregalis, presbyter tituli S. Pancratii.

Die 20 decembris 1608. Aloysius, S. Agathae, diaconus.

Die 18 julii 1608. Millinus, presbyter tit. Sanctor. Quatuor Coronatorum. Lenius, presbyter tituli S. Sixti.

Die 15 januarii 1610. Gonzaga, diaconus S. Mariae in Domnica.

Die 13 septembris 1611. Crescentius tituli Sanctorum Nerei et Achillei, presbyter. Lancellottus presbyter tituli S. Salvatoris in Lauro.

154. **Segobricen.**

Indultum petitum ab episcopo Segobricen profanandi caemeteria et reportandi ossa ad ecclesias, ad effectum ut novi christiani in sepeliendis mortuis extra civitatem non utantur ritibus Maumettanis, ut supplicatur, et latius continetur in sup-

plicatione remissa a Dataria, ad Sacram Rituum Congregationem.

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi. Die 16 junii 1605.

155. **Civitaten. et Utinen.**

Cum alias in Sacra Rituum Congregatione causa praecedentiae inter capitula et canonicos collegiatarum ecclesiarum civitatis Austriae Fori Julii, et Utinen. diu discussa, et tamdem juribus hinc inde deductis, et partibus saepius oretenus, et in scriptis, auditis, terminata fuerit ad favorem capituli Civitaten sub die 10 mensis februarii 1598; novissime Utinensis ecclesiae capitulum, et canonici, non obstante decreto praedicto in eorum ecclesia Utinen, in qua Aquilejien. patriarcha dioecesanam synodum indixit, praecedentiam dare dicto capitulo, et canonicis Civitaten recusare, et velle praecedere eis, nec teneri dictum decretum servare in eorum propria ecclesia Utinen, Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit.

Quae quidem Sacra Rituum Congregatio decretum praedictum ubique locorum intelligendum esse, et habere locum declaravit; et teneri capitulum et canonicos Utinensis ecclesiae ubique locorum praecedentiam dare capitulo et canonicis Civitatensis ecclesiae, etiam in eorum propria civitate et ecclesia Utinen. Et ita declaravit, et exequi mandavit. Die 16 julii 1605.

156. **Asten.**

Cum inter praepositum, et archipresbyterum cathedralis ecclesiae Asten. differentia vertatur, quis eorum assistere debeat ad librum episcopo celebranti, et super declaratione VII capituli libri primi caerimonialis episcoporum, et negotium in Sacra Rituum Congregatione propositum fuerit, sed non expeditum, cum interim partes quotidie episcopum super praemissis, turbare, et inquietare non cessent. Eadem Sacra Rituum Congregatio ad tollendas de medio hujusmodi contentiones et ad instantiam episcopi per modum provisionis, et donec causa totaliter decisa fuerit, partibus hinc inde auditis, ordinavit, ut ex dictis duobus nominatis, ille episcopo assistat, et in possessione suarum functionum manuteneatur qui per decennium praeteritum illas exercuit, et ita declaravit, ordinavit et servari mandavit. Die 16 julii 1605.

157. **Mediolanen.**

Pro archipresbytero, et canonicis ecclesiae collegiatae S. Thomae in terra amara Mediolani. Visa eorum instantia, et relatione R. D. Antonii Albergati vicarii generalis ejusdem civitatis et archiepiscopatus Mediolanen. de statu et qualitatibus dictae ecclesiae, quae archipresbyterum et tredecim canonicos habet, qui quotidie officium divinum, et horas canonicas in ea recitant, non sine magno populi concursu, quaeque insignis est non minus quam aliae ejusdem civitatis ecclesiae collegiatae. Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi archipresbytero usum cappae laneae violaceae, et rochetti, canonicis vero almutium, prout utuntur omnes alii praepositi, seu archipresbyteri et canonici aliarum ecclesiarum collegiatarum ejusdem civitatis. Exemptionem vero, seu vacantiam duorum mensium ab eodem archipresbytero, et canonicis petitam, prout habent aliae ejusdem civitatis ecclesiae collegiatae, a Sacra Concilii Congregatione quaerendam esse eadem Sacra Rituum Congregatio respondit. Die 16 julii 1605.

158. **Austriae.**

Sub officio Angeli Custodis cum octava, et missa.

Supradictum officium Angeli Custodis cum octava et missa ad instantiam serenissimi Ferdinandi ab Austria Archiducis in Sacra Rituum Congregatione praesentatum et diligenter ab illustrissimo et Reverendissimo D. Caesare cardinali Baronio, de ejusdem Sacrae Congregationis ordine revisum; et eo modo, quo suprascriptum est correctum, emendatum ac subscriptum, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut post festum Apparitionis Beati Michaelis Archangeli, videlicet die 10 maii, et per octavam sequentem singulis annis in provinciis Styriae, Carinthiae, et Carniolae, aliisque civitatibus, locis, et ecclesiis dicti serenissimi Archiducis dominio, et jurisdictioni subjectis, libere, et licite recitari, ac etiam ad majorem commoditatem imprimi possit et valeat, licentiam, et facultatem dedit et concessit. Die 16 julii 1605.

159. **Zamoren. Sub officiis propriis Sanctorum ejusdem ecclesiae Zamorensis.**

Officia supradicta sancti Ildephonsi, et ejus inventione, ac sancti Attiliani Zamoren. ecclesiae patronorum cum octavis, ad instantiam et supplicationem capituli et ecclesiae Zamoren, de ordine, et mandato Sacrae Congregationis Rituum revisa et emendata, ac ab Illmo et Reverendissimo D. cardinali Baronio subscripta; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in ecclesia, civitate et dioecesi Zamoren. libere, et licite recitari possint, ac etiam pro majori commoditate imprimi valeant licentiam et facultatem concessit. Die 16 julii 1605.

160. **Cameracen.**

Cum alias pro parte fratris Antonii de Gomincourt abbatis monasterii S. Andreae Castri Cameracesii ordinis sancti Benedicti, Cameracen. dioecesis Sanctissimo D. Nostro supplicatum fuerit, ut sibi et successoribus suis in perpetuum usum mitrae et baculi, et aliorum indumentorum pontificalium concedere dignaretur, et idem Sanctissimus D. N. negotium in Sacra Rituum Congregatione, examinandum remiserit. Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illustrissimi et Reverendissimi D. cardinalis du Perron, cui hoc specialiter mandatum fuerat stantibus dicti monasterii, et abbatis qualitatibus, censuit gratiam petitam posse concedi si Sanctissimo D. Nostro placuerit, et ita declaravit. Die 3 septembris 1605.

161. **Tarentina Criptaliarum.**

Sacra Rituum Congregatio ad supradicta dubia proposita pro parte cantoris et aliorum presbyterorum ecclesiae collegiatae terrae Criptaliarum Tarentinae dioecesis, audita relatione Illustrissimi et Reverendissimi D. cardinalis Pii, cui hoc negotium particulariter ab eadem Congregatione commissum fuerat sub die 21 augusti 1604, qui jura ambarum partium vidit, eorum procuratores pluries in voce et in scriptis audivit, respondit ut infra videlicet:

Ad primum ut juxta decretum bo: me: archiepiscopi Brancatii fiat matricula per archipresbyterum, et cantorem, et in eventum discordiae, vicarius generalis etiam interveniat, matriculam faciat, ex qua per ordinem eligantur, qui evangelium, et epistolam cantent, quando archipresbyter, dignitates, vel canonici solemniter celebrant, dummodo non eligantur canonici pro evangelio et epistola cantandis, nisi inter canonicos praebendae diaconales vel subdiaconales essent distinctae.

Ad secundum, ut archipresbyter missas solemnes celebret et celebrare nolente, vel impedito, nequaquam possit ad libitum suum alios eligere qui vices suas suppleant: sed missae celebrari debeant a prima dignitate, post archipresbyterum, et ea deficiente a secunda et deficientibus dignitatibus a primo canonico, et sic per ordinem successive a digniore, servata eorum praerogativa.

Ad tertium. Quod nec archipresbyter, nec alius quispiam ad ea quae pertinent ad chori regimen se intromittat, praeter cantorem, ad quem spectat, excepta tantum matricula, quae fiat cum interventu archipresbyteri, ut supra. Quo vero ad subcantorem servetur consuetudo.

Ad quartum. Quod servetur decretum praedicti archiepiscopi Brancatii, nec post sonum campanae inchoetur officium, nisi tertia horae parte elapsa.

Ad quintum. Circa electionem magistri coeremoniarum, vicarius cum consensu capituli provideat de persona quae melius videbitur expedire pro servitio ecclesiae.

Ad sextum. De missis cantandis in festivitatibus Nativitatis et Resurrectionis D. N. Jesu Christi, servetur consuetudo.

Quae quidem omnia eadem Sacra Rituum Congregatio ut

supra declaravit et in dicta ecclesia collegiata Criptaliarum servare praecepit et mandavit. Die 3 septembris 1605.

162. **Limana in Indiis.**

Moniales Incarnationis ordinis canonicorum regularium S. Augustini Limanae civitatis in Indiis, quae regulam, et professionem eremitarum sancti Augustini profitentur petierunt licentiam recitandi officium omnium Sanctorum dictae religionis eremitarum, prout dictae religionis fratres recitare solent ex privilegio eis a Sixto V, fel. record. concesso: Et cum hoc negotium a Sacra Rituum Congregatione examinandum remissum fuerit Illustrissimo et Reverendissimo Domino cardinali Pamphilio, cui etiam exemplaria impressa officiorum sanctorum, tam canonicorum regularium, quam eremitarum praesentata fuerunt. Idem Illustrissimus D. cardinalis eidem Sacrae Congregationi retulit sibi videri, ut dictis monialibus Incarnationis, cum sint ordinis canonicorum regularium S. Augustini officium proprium Sanctorum dicti ordinis canonicorum regularium, non ordinis eremitarum concedatur, prout a fe: re: Pio papa V dictis canonicis regularibus per litteras suas in forma brevis expeditas sub die 18 decembris 1570 concessum fuit.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione praedicti Illustrissimi et Reverendissimi D. cardinalis Pamphilii, eisdem monialibus, ut officia propria santorum religionis canonicorum regularium sancti Augustini, prout dictis canonicis regularibus a d. Pio V concessum fuit libere, et licite recitari possint et valeant indulsit, et licentiam concessit, et ita censuit et declaravit. Die 3 septembris 1605.

163. **Carmelitanorum discalceatorum.**

Missas suprascriptas proprias Sanctorum ordinis Carmelitanorum, ad instantiam fratrum ejusdem ordinis reformatorum, quos discalceatos vocant, qui breviarium romanum acceptaverunt, ad usum missalis romani reformatas, et Sacrae Rituum Congregationi praesentatas, de mandato ejusdem Sacrae Congregationis diligenter recognitas et subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali du Perron, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut praedictae missae a dictis fratribus carmelitanis reformatis libere et licite celebrari possint, ac etiam pro majore commoditate imprimi licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 3 septembris 1605.

164. **Carthusianorum. Nullius.**

Monachi Carthusiani sancti Stephani in Bosco Nullius dioecesis in Calabria, cum eorum ecclesia restauratione, et reparatione indigeret, praecipue autem altare majus, ubi est corpus sancti Bruni petierunt licentiam transferendi nonnullas alias dictae ecclesiae reliquias Sanctorum a tabernaculo antiquo nimia vetustate collapso, in novum eburneum ad hunc effectum decentius constructum.

Sacra Rituum Congregatio licentiam petitam posse concedi censuit et declaravit, dummodo translatio non fiat cum solemni processione extra ecclesiam, sed privatim intra ecclesiam et cum interventu episcopi Mileten., seu alterius vicinioris et sine aliqua diminutione dictarum reliquiarum, prout concessit. Die 24 septembris 1605.

165. **Eugubina.**

Cum serenissimus Urbini dux, et universa canonicorum regularium Lateranensium congregatio Sanctissimo D. N. Paulo Papae V, ob insignia miracula, et celebrem in universo orbe sanctitatem beati Ubaldi episcopi Eugubini, olim a Coelestino papa tertio in sanctorum numerum relati et ob speciales gratias a Deo meritis, et intercessione sua susceptas, supplicaverint ut festum dicti S. Ubaldi, quod celebratur die 16 maii ponatur in Kalendario romano, et de eo in universo orbe a clericis saecularibus et regularibus, qui officium divinum recitare tenentur, fiat commemoratio tamquam de festo simplici, prout antiquitus fieri solebat; et idem Sanctissimus D. N. negotium hoc ad Sacram Rituum Congregationem remiserit; eadem Sacra Congregatio censuit gratiam petitam posse concedi si Sanctitati Suae placuerit et ita declaravit die 24 septembris 1605.

Placuit autem Sanctitati Suae, ut ex litteris in forma brevis desuper expeditis sub annulo piscatoris die 26 octobris 1605 constat. Quarum quidem litterarum tenor est ut sequitur, videlicet:

PAULUS PAPA V.

Ad perpetuam rei memoriam. Ex injuncto nobis apostolici muneris debito ad ea libenter intendimus, per quae sanctorum veneratio, et Christi fidelium devotio augetur, cum praesertim pia virorum principum vota id exposcunt, ac alias in Domino conspicimus salubriter expedire. Piis igitur, ac devotis supplicationibus dilecti filii nobilis viri Francisci Mariae Urbini ducis et dilectorum filiorum abbatis generalis, et universae congregationis canonicorum regularium Lateranensium ordinis S. Augustini nominibus nobis humiliter porrectis inclinati, ac ex voto venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium super Sacris Ritibus, et coeremoniis deputatorum, ut Christi fidelium veneratio erga sanctum Ubaldum olim episcopum Eugubinum magis augeatur, quem ob insignia miracula, quae illius intercessione, ut pie creditur, omnipotens Deus operari dignatus est et in dies operari dignatur, maxime in liberandis a daemone obsessis; et ob celebrem in universo orbe illius vitae sanctitatem, fe: re: Coelestinus papa III, praedecessor noster in Sanctorum numerum retulit, et erga quem dictus Franciscus Maria Dux ob speciales gratias a Deo ipsius sancti Ubaldi meritis, et intercessione, ut similiter pie creditur susceptas, et eadem canonicorum regularium congregatio cujus ordinis institutum, et vivendi rationem ipse sanctus Ubaldus in canonica Portuensi apud Ravennam suscepit, singularem gerunt affectum, harum serie perpetuo statuimus, et ordinamus, ut ipsius sancti Ubaldi pontificis et confessoris dies festus in Kalendario romano ad diem decimum sextum mensis maii ascribatur, et de eodem sancto Ubaldo pontifice et confessore in universo orbe a clericis saecularibus, et regularibus quibuscumque, qui divinum officium recitare tenentur, eo die commemoratio, tamquam de festo simplici fieri debeat. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, caeterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud S. Marcum sub annulo piscatoris die 26 octobris 1605. Pontificatus Nostri anno primo. *M. Vestrius Barbianus.*

166. **Toletana. Ocanna.**

Cum alias in S. Rituum Congregatione pro parte confraternitatis Sanctissimae Trinitatis in ecclesia parochiali sancti Joannis oppidi de Ocanna Toletanae dioecesis fundatae petitum fuerit, ut in possessione deferendi cereum, seu intorticium accensum ante baldacchinum in processione solemni Sanctissimi Sacramenti manuteneretur, non obstante aliarum dicti oppidi confraternitatum contradictione. Et Sacra praedicta Rituum Congregatio scripserit Illustrissimo et Reverendissimo D. cardinali archiepiscopo Toletano cum copia memorialis, ut super praemissis, prout sibi melius videretur provideret. Et cum jam super praemissis providerit per suum decretum sub die quinta maii 1605, ut scilicet dicta confraternitas Sanctissimae Trinitatis in possessione praedicta deferendi cereum ut supra manuteneretur etc. Pro parte ejusdem confraternitatis, ab eadem Sacra Rituum Congregatione petitum fuit, ut approbari et confirmare dignaretur dictum decretum.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, visa copia decreti praedicti a praefato Illustrissimo et Reverendissimo cardinali archiepiscopo Toletano servatis servandis facti, illud approbavit, et confirmavit, ac exequi mandavit. Die 24 septembris 1605.

167. **Germaniae Eremitarum.**

Ad instantiam fratris Felicis Melensii vicarii generalis ordinis Eremitarum S. Augustini in Germania a Sacra Rituum Congregatione petita fuit licentia imprimendi de novo officia propria Sanctorum ejusdem ordinis Sancti Augustini, quorum

officiorum in illis partibus magnam habent penuriam. Et ob particularem devotionem totius provinciae praedictae, erga sanctum Guillielmum ejusdem ordinis, qui in illis partibus multa monasteria fundavit et reformavit supplicatum fuit ut de dicto sancto fratres ejusdem ordinis in tota provincia praedicta singulis mensibus die non impedita officium recitare possint sub ritu duplici.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, ut alias ad similem instantiam pro parte dicti fratris Felicis factam, ita nunc respondit, nempe: Licentiam imprimendi de novo officia propria Sanctorum ordinis sancti Augustini, concedendam esse prout concessit.

Quo vero ad recitationem officii de sancto Guillelmo singulis mensibus die non impedita satis esse dixit, si de dicto sancto celebretur officium cum octava in die ejus festivitatis, prout annotatur in praefatis officiis propriis sanctorum ordinis Eremitarum sancti Augustini. Et ita censuit et declaravit. Die 24 septembris 1605.

168. **Burgen.**

Abbatissa et moniales conventus sanctae Dorotheae ordinis canonicorum regularium sancti Augustini extra muros civitatis Burgen. ordinario subjectae Sacrae Rituum Congregationi exponi fecerunt, eas zelo devotionis ductas, a multis annis desiderasse celebrare sub ritu duplici, juxta rubricas breviarii romani officium Conversionis sancti Augustini die quinta maii, et officium sanctae Monicae die quarta ejusdem mensis. Nec non singulis feriis non impeditis festo novem lectionum, et extra tempus Adventus, et Quadragesimae, officium Sanctissimi Sacramenti; et licentiam dicta officia recitandi petierunt, nec non facultatem transferendi festum Corporis Christi in aliquem diem non impeditum post octavam ejusdem festi, quia ob processiones aliarum ecclesiarum, et locorum dictae civitatis, quae fiunt in die et per octavam dicti festi, non possunt ipsae dictam solemnitatem debita cum decentia celebrare.

Eadem Sacra Rituum Congregatio licentiam licite celebrandi officia Conversionis sancti Augustini, et sanctae Monicae, ut praemittitur, dictae abbatissae et monialibus concessit. In reliquis supra narratis, nihil concedendum esse censuit et ita declaravit. Die 24 septembris 1605.

169. **Brixien.**

Pro parte Joannis Baptistae Averoldi praepositi ecclesiae parochialis sancti Nazarii Brixiae, Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, solitum fuisse antiquitus per canonicos et presbyteros dictae ecclesiae recitari matutinum sequentis diei in sero post completorium; deinde illud cepisse recitare de mane. Quia vero in dicta ecclesia non sunt assignatae distributiones quotidianae pro canonicis assistentibus in choro ad horas canonicas, experientia compertum est ad matutini recitationem, paucos admodum canonicos, seu presbyteros venire, qui libentius sero accederent, et ideo ut matutinum cum majori decentia, et sacerdotum frequentia recitetur, idem praepositus petiit licentiam recitandi matutinum de sero post completorium, ut antiquitus fiebat.

Eadem Sacra Rituum Congregatio licentiam petitam posse concedi censuit, et declaravit prout concessit. Die 24 septembris 1605.

170. **Pacen.**

Abbatissa et moniales Sanctae Crucis ordinis S. Francisci in oppido Cafrae Pacen. dioecesis per supplicationem datam a Sanctissimo D. N. licentiam petierunt profanandi monasterium earum antiquum, extra dictum oppidum, ut latius prout in dicta supplicatione, qua a Dataria ad Sacram Rituum Congregationem remissa fuit; sub qua supplicatione eadem Sacra Rituum Congregatio ita rescripsit: ad episcopum Pacen hujusmodi licentiam profanandi monasterium remittendam esse; ut illam scilicet, si expedire judicabit concedat. et ita declaravit. Die 24 septembris 1605.

171. **Montis Albotti Senogallien dioecesis.**

Pro parte communitatis, et priorum oppidi Montis Albotti in Piceno Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, ipsos ejusdem Sacrae Congregationis auctoritate procurasse ut reliquiae corporis sancti Gaudentii collocarentur in splendido sacello in dicti Sancti honorem dedicato in ecclesia S. Francisci ordinis fratrum conventualium ejusdem oppidi, quod solemni ritu, et processione factum fuit. Et quia eadem communitas, et priores decreverunt ut singulis annis die 3 augusti fiat solemnis processio in honorem dicti S. Gaudentii per totum oppidum deferendo brachium ejusdem Sancti; orta fuit inter fratres praedictos conventuales, et parochos, ac presbyteros seculares dicti loci differentia, quisnam eorum dictum bracchium in processione deferre debeat, cum utrique tam fratres, quam presbyteri, ad ipsos pertinere contenderent: ad hujusmodi contentiones tollendas, et ut debita cum devotione, et pietate dicta processio, sine scandalo et cum quiete et totius oppidi satisfactione fiat, iidem priores eidem Sacrae Congregationi supplicaverunt, ut dignaretur declarare ad quos pertineat dictum brachium S. Gaudentii in processione portare.

Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit ad priorem fratrum conventualium ecclesiae S. Francisci, unde reliquia sumitur pertinere illam in processione deferre, qui solus cum suis ministris paratis in ultimo loco incedat, caeteri vero fratres conventus cum sua cruce praecedant ante clerum in loco debito juxta eorum consuetudinem, et presbyteri et clerus saecularis sequantur post fratres et regulares et immediate ante reliquiam incedant. Et ita faciendum esse censuit et declaravit. Die 24 septembris 1605.

172. **Giennen.**

In oppido, seu civitate de Ubeda Giennen. dioecesis ex antiquissima et immemorabili consuetudine, ut narratum est ecclesia collegiata sanctae Mariae tamquam prima solet signum dare pulsando campanas ad convocandum populum ad Divina Officia ante omnes alias dicti oppidi ecclesias, ita ut aliae ecclesiae ante ipsam collegiatam et matricem non possint, nec debeant campanas pulsare. Qua immemorabili consuetudine non obstante, modernus major cappellanus S. Salvatoris, et alii cappellani ecclesiae, seu cappellae praedictae S. Salvatoris, ultimo loco post omnes alias ecclesias in dicto oppido fundatae contra praedictam immemorabilem consuetudinem, et in spretum praefatae ecclesiae collegiatae et primariae, campanas ad convocandum clericos, et populum ad vesperas, missas, et horas canonicas arbitrio suo et hora incompetenti, et eis bene visa pulsare caeperunt. De quo cum canonici et capitulum ecclesiae praedictae collegiatae se gravatos sensissent, ad episcopum Giennen. eorum ordinarium recursum habuerunt; qui re mature discussa, et auditis juribus ambarum partium, servatis servandis, in visitatione, quam fecit in dicto oppido, seu civitate Ubedae, ordinavit, ut ecclesia praedicta collegiata S. Mariae, manu teneretur in possessione pulsandi campanas ante omnes alias dicti oppidi ecclesias, juxta antiquam, et immemorabilem eorum consuetudinem, et mandavit cappellanis dictae cappellae S. Salvatoris ut in posterum non audeant, nec praesumant pulsare campanas ante praedictam ecclesiam collegiatam primariam et dicti oppidi matricem. A quo decreto episcopi dicti cappellani S. Salvatoris, non sine calumnia appellaverunt, cum a decreto visitationis non detur appellatio, et recursum habuerunt ad archiepiscopum Toletanum. Quare pro parte capituli, et canonicorum dictae ecclesiae collegiatae, a Sacra Rituum Congregatione supplicatum fuit, ut dignaretur confirmare decretum episcopi in visitatione factum, et ipsam collegiatam in sua possessione manutenere pulsandi campanas ante omnes alias dicti oppidi ecclesias, et cum extinctione praedictae litis appellationis coram metropolitano Toletano pendentis. Eadem Sacra Rituum Congregatio consuetudinem immemorabilem dictae ecclesiae collegiatae pulsandi campanas ante

omnes alias ecclesias dicti oppidi Ubedae conservandam, et decretum ab episcopo Giennen. circa praemissa in visitatione factum servandum esse censuit et declaravit, appellatione praedicta, quae de jure prohibetur, et aliis quibuscumque non obstantibus, et ita ut in petitione praemittitur servari praecepit et mandavit. Die 24 septembris 1605.

173. **Giennen.**

Pro parte ecclesiae collegiatae et primariae in oppido de Ubeda, seu civitate Ubedae Giennen. dioecesis Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit cappellanum majorem, et alios cappellanos ecclesiae, seu cappellae S. Salvatoris, noviter post omnes alias ecclesias in dicto oppido erectae, contra antiquam dicti oppidi et ecclesiarum totius Hispaniae universalem consuetudinem, et contra regulas libri caerimonialis praetendere in processionibus generalibus habere locum inter canonicos et beneficiatos dictae ecclesiae collegiatae et cum illis incedere videlicet cappellanus major praedictus praetendit incedere immediate post dignitates, et ante omnes canonicos dictae ecclesiae collegiatae, alii vero cappellani minores ejusdem cappellae S. Salvatoris praetendunt incedere immediate post canonicos, priores et beneficiatos, et ante cappellanos ejusdem ecclesiae collegiatae, et aliarum omnium dicti oppidi ecclesiarum, quae fundatione antiquiores sunt ipsa cappella S. Salvatoris; ex quo, cum ordinis non modica perturbatio in dicto oppido, seu civitate Ubedae oriatur, praedictae dignitates, canonici, et capitulum ejusdem ecclesiae collegiatae petierunt declarari ab eadem Sacra Congregatione Rituum, quo loco dictus cappellanus major S. Salvatoris, et alii ejusdem cappellae cappellani majores in processionibus generalibus incedere debeant.

Eadem Sacra Rituum Congregatio consuetudinem dicti oppidi seu civitate Ubedae, quam conformem esse generali consuetudini omnium ecclesiarum Hispaniae narratum est, et est secundum regulas caerimonialis episcoporum lib. 2 cap. 32, servandam esse omnino censuit: Ut scilicet cappellanus major S. Salvatoris cum aliis suis cappellanis minoribus incedat in loco ei convenienti juxta tempus fundationis suae ecclesiae, seu cappellae; neque cappellani minores ejusdem cappellae S. Salvatoris ante cappellanos praedictae collegiatae, vel mixti cum eis incedere praesumant, sed in loco eis debito ut supra dictum est, cum suo cappellano majori. Ecclesiae vero collegiatae et omni ejus clero ordinatim, ultimus et dignior locus reservetur juxta regulas dicti libri coeremonialis, et ita censuit, declaravit, et servari mandavit. Die 24 septembris 1605.

174. **Perusina.**

Officia cum octavis propria sanctorum ecclesiae Perusinae ad instantiam R. P. D. Neapolionis Comituli episcopi ejusdem civitatis, ab Illustrissimo et Reverendissimo D. cardinali Baronio revisa et subscripta, Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in ecclesia et dioecesi praefata Perusina libere et licite recitari possint, et etiam ad majorem commoditatem imprimi valeant, licentiam, et facultatem dedit, et concessit. Die 12 novembris 1605.

175. **Ferrarien.**

Pro parte canonicorum et capituli ecclesiae Ferrarien. Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, ipsos a fe: re: Clemente papa VIII obtinuisse usum capparum, et in expeditione litterarum, praeter et contra ipsorum canonicorum consensum, intentionem et voluntatem, cappellanos etiam fuisse nominatos ob procuratoris, seu sollicitatoris incuriam; et quia dicti cappellani non sunt de capitulo, nec aliquid pro expeditione dictarum litterarum contribuerunt, nec ipsi quidem id petierunt, nec solitum sit in aliis ecclesiis quae usum capparum habent similibus cappellanis illas concedere, licet in litteris praedictis nominati sint, praedicti canonici petierunt declarari, non licere dictis cappellanis uti cappis.

Eadem Sacra Rituum Congregatio attentis narratis, et maxime quia contra solitum aliarum ecclesiarum, quibus a Sede Apostolica usus capparum concessus fuit, in litteris per errorem, et incuriam expedientium nominati fuerunt, judicavit dictos cappellanos non posse, nec debere uti cappis: non obstantibus praedictis litteris Apostolicis quas in hac parte reformandas censuit et declaravit. Die 12 novembris 1605.

176. **Praten Nullius.**

Sub supplicatione Sanctissimo D. N. porrecta, et a Dataria ad Sacram Rituum Congregationem remissa, in qua petebatur usus mitrae et baculi pastoralis pro praeposito insignis ecclesiae collegiatae terrae Prati Nullius dioecesis in provincia Florentina, et pro successoribus suis. Eadem Sacra Rituum Congregatio ita rescribi mandavit videlicet: attentis qualitatibus ecclesiae narratis in supplicatione, Congregatio Sacrorum Rituum censuit indultum petitum posse concedi et ita declaravit. Die 12 novembris 1605.

177. **Civitatis Angelorum in Indiis.**

Pro parte abbatissae et monialium sanctae Catharinae Senen. in civitate Angelorum novae Hispaniae in Indiis, Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, ipsas hactenus juxta suae religionis regulam matutinum media nocte recitare solitas fuisse. Quia tamen experientia compertum est, hac de causa multas ex ipsis monialibus in infirmitatem incidisse, cum in illis partibus dicta hora aer valde noxius sit, nec monasterium commodum habeant, et moniales pro majori parte senectute sint gravatae etc. Petierunt licentiam recitandi matutinum octava hora noctis, et ita adimpleri regulam sui ordinis, ac si illud media nocte recitarent.

Eadem Sacra Rituum Congregatio attentis narratis censuit gratiam petitam posse concedi, dummodo matutinum inchoetur hora octava post occasum solis, et ita declaravit die 12 novembris 1605.

178. **Urbinaten.**

Cum inter sacristam, et magistrum coeremoniarum ecclesiae Urbinaten orta fuerit differentia, ad quem eorum pertineat in diebus festivis vocare vicarium generalem hora debita, ut ad officia divina, et ecclesiam, si voluerit, accedat. Sacra Rituum Congregatio respondit, ad magistrum caeremoniarum, non autem ad sacristanum id pertinere, et ita declaravit. Die 26 novembris 1605.

179. **Tropien.**

Pro parte Dominici Mirabelli archipresbyteri civitatis Amanteae Tropien. dioecesis Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, vicarium foraneum illius loci praetendere in ipsius archipresbyteri praejudicium portare SS. Sacramentum in processionibus, et in choro primum locum et incensum, ac pacem ante ipsum archipresbyterum.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, ut aliter saepe in similibus, ita nunc declaravit vicario foraneo ratione officii sui vicariatus, nullam super archipresbyterum, vel alios presbyteros ipso antiquiores, et digniores, praeeminentiam in choro et publicis processionibus competere. Et ita in dicta civitate Amanteae servari praecepit, et ordinavit. Die 26 novemb. 1605.

180. **Eboricen.**

Congregatio Sacrorum Rituum visa supplicatione data pro parte officialis canonici ecclesiae Eboricen., in qua stante absentia episcopi, petebat licentiam reconciliandi ecclesias pollutas et benedicendi vasa et paramenta sacra ec. prout in dicta supplicatione remissa a Dataria. Et audita relatione de praemissis facta ab Illmo et Rmo D. cardinali du Perron, cui ab eadem Congregatione haec causa fuerat commissa, censuit gratiam petitam posse concedi stante absentia episcopi ordinarii et distantia aliorum episcoporum, cum facultate benedicendi vasa, in quibus non adhibeantur olea sacra. Et ita declaravit. Die 26 novembris 1605.

181. **Eugubina.**

Lectiones duas de vita S. Ubaldi episcopi Eugubini, cum oratione de communi unius episcopi confessoris, cujus diem festum

sub die 16 maii in kalendario romano ex sententia Sacrae Congregationis Rituum SS. D. N. Paulus papa V ponendum esse ordinavit, et statuit, ut de eo, tamquam de pontifice et confessore, in toto orbe a clericis secularibus et regularibus, qui divinum officium recitare tenentur commemoratio simplex fiat, ut latius ex litteris ejusdem SS. D. N. sub annulo piscatoris expeditis constat, ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio, de ordine ejusdem Sacrae Congregationis visas, lectas, correctas, et subscriptas. Eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in breviario inserantur, et imprimantur, et a singulis clericis saecularibus et regularibus, qui officium divinum recitare tenentur, recitentur in ejus festo die praedicta 16 maii, decrevit et ordinavit. Die 17 decembris 1605.

182. **Ferrarien.**

Causa et controversia, quae vertitur inter canonicos ecclesiae Ferrarien. ex una, et capellanos ejusdem ecclesiae ex altera partibus: An scilicet, dictis cappellanis usus capparum permittendus sit, prout eis per litteras apostolicas concessit Clemens papa VIII. fe. re. a Sacra Rituum Congregatione Illmo et Rmo D. cardinali Seraphino commissa fuit, ut audiat, et videat rationes, ac jura ambarum partium et in alia congregatione referat cum facultate interim immittendi dictos cappellanos in possessionem utendi cappis praedictis quatenus de jure, non obstante decreto ejusdem Congregationis alias facto, immittendos esse censeat. Et ita eadem Sacra Congregatio declaravit, commisit et ordinavit die 11 decembris 1605.

183. **Avenionen.**

Pro parte illmi et nobilis viri D. Francisci Brittonii civitatis Avenionensis ad Sanctissimum D. N. Paulum papa V, oratoris Sanctitati Suae supplicatum fuit, ut ei locum in cappella, prout alias alii ejusdem civitatis Avenionen. oratores tempore fe. re. Leonis papae X habuerunt, assignare facere dignaretur. Et cum ab eodem SSmo D. N. negotium hoc Sacrae Congregationi Rituum remissum fuerit eadem Sacra Congregatio censuit dicto oratori Avenionensi locum in cappella assignandum esse in banco in quo sedere solent oratores Bononien. et Ferrarien, et post omnes oratores, qui in dicto banco sedent, et sedere solent, ita ut quandocumque nunc et in futurum contigerit oratorem, seu oratores dictae civitatis Avenionen. in Urbe residere, seu morari, posse libere, et licite unum ex eis in dicto banco sedere, post omnes alios oratores qui ibi sedent, et sedere solent, et post eos omnes solitas praerogativas, et honores habere. Et Sanctissimus D. N. sententiam Congregationis approbavit et exequi mandavit.

Die 17 decembris 1605.

184. **Toletana.**

Nos Ptolomeus episcopus Ostiensis cardinalis Comensis, universis et singulis praesentes inspecturis indubitatam fidem facimus, qualiter dignitates et canonici ecclesiae Toletanae Sanctissimo Domino Nostro exponi fecerunt, quod licet in ecclesiis regnorum Hispaniae pro majori parte dignitates et canonici in ecclesia habitum distinctum, et differentem ab eo, quem deferunt portionarii et beneficiati, deferant, et deferre soleant, tamen in dicta ecclesia Toletana eodem prorsus habitu utuntur dignitates, et canonici, quo portionarii, et alii beneficiati ejusdem ecclesiae. Quod cum minime dignitati, et ordini ecclesiasticae hierarchiae convenire videtur, iidem dignitates, et canonici, Sanctitati Suae supplicare fecerunt, ut ad differentiam dictorum portionariorum, ipsis dignitatibus et canonicis habitum distinctum concedere dignaretur, idest hyeme cappae violaceae usum pellibus armellinis suffultae, aestate vero usum caputii violacei sericei, serico chermisino, quod rasum vocant suffulti. Et cum hoc negotium ab eodem SSmo D. N. Sacrae Rituum Congregationi examinandum remissum fuerit, eadem Sacra Rituum Congregatio, attenta qualitate ecclesiae Toletanae tam insignis, et attento usu multarum aliarum ecclesiarum, tam in Hispaniis, quam in Italia, et alibi, in quibus ecclesiis dignitates et canonici habitum distinctum et differentem deferunt, ab eo quem deferre solent portionarii, seu beneficiati, die 17 decembris inclinavit, ut dignitatibus, et canonicis ecclesiae Toletanae usus cappae violaceae concedi possit prout petierunt pro tempore hyemali, si Sanctissimo Domino Nostro placuerit, non autem usus mozzettae, seu caputii sericei pro tempore aestivo. Et cum haec Congregationis sententia eidem Sanctissimo Domino Nostro per Nos viva voce in consistorio habito die infrascripta 9 januarii relata fuerit; idem Sanctissimus Dominus Noster vivae vocis oraculo ordinavit, indulsit et concessit, ut dictis dignitatibus, et canonicis dictae ecclesiae tempore hyemali usus rochetti linei, et cappae laneae violaceae desuper pellibus armellinis suffultae concedatur; aestate vero iidem dignitates, et canonici utantur rocchetto, et superpellicio lineis prout in Urbe utuntur canonici basilicae principis Apostolorum, et aliarum ecclesiarum patriarchalium. Quem habitum deferre, seu praetendere portionarii et beneficiati dictae ecclesiae Toletanae minime possint, sed eumdem habitum retineant, et deferant, quem hactenus detulerunt. In quorum omnium, et singulorum fidem et testimonium, praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus, et sigillo nostro muniri fecimus. Datum Romae in aedibus nostrae solitae habitationis hac die 9 januarii 1606. Pt. cardinalis Comensis episcopus Ostiensis. *J. P. Mucantius Secret. Cong.*

185. **Massilien.**

Cum decanus ecclesiae Massilien. per supplicationem a Dataria ad Sacram Rituum Congregationem remissam petierit indultum benedicendi paramenta ecclesiastica, ornamenta, et vasa in quibus non adhibetur sacra unctio pro usu praedictae ecclesiae et aliarum illi subjectarum stante absentia episcopi; eadem Sacra Rituum Congregatio, absente episcopo per biennium, gratiam petitam posse concedi censuit et declaravit, et ita sub dicta supplicatione quae parti restituta fuit, rescripsit. Die 14 januarii 1606.

186. **Ferrarien.**

Cum alias sub die 12 novembris Sacra Rituum Congregatio ad instantiam canonicorum Ferrariensium, et attentis narratis a dictis canonicis, declaraverit cappellanis ejusdem ecclesiae non licere uti cappis etiam quod in litteris apostolicis a fe: re: Clemente papa VIII obtentis nominati fuerint, quas in ea parte reformandas esse censuit, et dicti cappellani sentientes se gravatos ad eamdem Congregationem recursum habuerint, et decretum subreptitio modo a canonicis obtentum fuisse, ipsis cappellanis non citatis, nec auditis affirmaverint, et pro illius revocatione institerint; et ab eadem Sacra Congregatione negotium hoc examinandum Illustrissimo et Reverendissimo Domino cardinali Seraphino remissum fuerit, coram quo procuratores ambarum partium pluries comparuerunt, et jura suorum principalium in voce et in scriptis exposuerunt, et deduxerunt; tandem audita relatione supradicti Illmi et Rmi D. cardinalis Seraphini, nec non votis omnium, et singulorum Illmorum et Rmorum DD. cardinalium praesentium, eadem Sacra Congregatio unanimi consensu et nemine prorsus discrepante litteras praedictas fe: re: Clementis papae VIII, in quibus usus capparum canonicis mansionariis et cappellanis cathedralis ecclesiae Ferrarien conceditur, cum distinctione, et variatione pellium, ut in eis plenius declaratur, omnino ad unguem, et sine ulla prorsus diminutione, seu reformatione servandas esse censuit, et declaravit. Et ita dicto decreto ut supra a canonicis obtento, et aliis quibuscumque non obstantibus, partibus perpetuum silentium circa praemissa imponens exequi mandavit. Die 28 januarii 1606.

187. **Tarraconen regni Aragoniae.**

Officia sancti Benedicti, et Translationis ejusdem cum octavis, et alia officia Sanctorum propria ordinis S. Benedicti, ad instantiam monachorum claustralium ejusdem ordinis provinciae

Tarraconen regni Aragoniae, qui breviarium romanum acceptaverunt, de ordine, et mandato Sacrae Congregationis Rituum revisa et secundum regulas ejusdem breviarii romani emendata ab Illmo et Rmo Domino cardinali Bellarmino, et ab eo subscripta; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a dictis monachis in dicta provincia Tarraconen, libere ac licite recitari possint, ac etiam imprimi valeant licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 28 januarii 1606.

188. **Corduben.**

Moniales ordinis S. Benedicti in monasterio Incarnationis civitatis Corduben in Hispaniis subdito capitulo ecclesiae cathedralis a multo tempore citra juxta constitutionem fe: re: Pii papae V super breviario solitas esse recitare in choro officium juxta formam breviarii romani Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit. Et quia adhuc breviarii romani usus generaliter non est introductus in omnibus monasteriis dicti ordinis S. Benedicti, pro earum conscientiae securitate et ad omnem scrupulum tollendum, dictae moniales petierunt ut recitando dictum officium juxta formam breviarii romani in choro, regulae suae S. Benedicti satisfacerent. Eadem Sacra Rituum Congregatio moniales laudavit, et eas satisfacere regulae suae declaravit recitando in choro officium juxta formam breviarii romani, ac si illud recitarent juxta formam regulae sancti Benedicti; nec super praemissis easdem moniales a quoquam molestari seu turbari posse censuit et declaravit. Die 25 februarii 1607.

189. **Trecen.**

Moniales ordinis S. Benedicti in monasterio S. Mariae in civitate Trecen. a multo tempore citra juxta constitutionem fe. re. Pii papa V, super breviario, solitas esse recitare in choro officium juxta formam breviarii romani Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit. Et quia adhuc dicti breviarii romani usus generaliter non est introductus in omnibus monasteriis dicti ordinis, pro earum conscientiae securitate et ad omnem scrupulum tollendum, dictae moniales petierunt, ut recitando dictum officium secundum formam breviarii romani in choro regulae suae S. Benedicti satisfaciant.

Eadem Sacra Rituum Congregatio moniales laudavit, et eas satisfacere regulae suae declaravit recitando in choro officium juxta formam breviarii romani, ac si illud recitassent secundum formam regulae S. Benedicti, nec super praemissis easdem moniales a quoquam molestari, seu turbari posse censuit et declaravit. Die 25 februarii 1606.

190. **Neapolitana.**

Cum alias Clemens papa VIII fe: re: Neapolitanae civitati indulserit, ut posset sub ritu et officio duplici solemnizari, et celebrari festum translationis S. Thomae de Aquino; quae translatio fuit facta die 20 januarii: et quia eo die cadit etiam festum S. Sebastiani; ne unum ab alio festo duplici impediatur, eadem civitas Neapolitana Sacrae Rituum Congregationi supplicavit pro licentia transferendi dictum festum translationis in diem praecedentem 19 ejusdem mensis januarii, quo die a dicta civitate Neapolitana idem S. Thomas in octavum ejusdem civitatis protectorem electus fuit.

Eadem Sacrorum Rituum Congregatio translationem hujusmodi festi, posse ut petitur concedi censuit et declaravit. Die 25 februarii 1606.

191. **Ceneten.**

Officium suprascriptum S. Titiani ecclesiae Ceneten. patroni sub ritu duplici recitandum in dicta ecclesia et dioecesi, in festo ejusdem, cum missa, prout hic annotatur, de mandato et ordine Sacrae Congregationis Rituum ab Illmo et Rmo D. cardinali Baronio revisum, emendatum, ac subscriptum; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in ecclesia, civitate et dioecesi Ceneten. libere, et licite recitari valeat, et ad majorem commoditatem etiam imprimi possit, licentiam, et facultatem dedit, et concessit. Die 25 februarii 1606.

192. **Pampilonen.**

Confirmationem statuti et concordiae petitam a clero parochialium ecclesiarum sancti Martini, et S. Mariae loci de veteri Castello Pampilonen. dioecesis, Sacra Rituum Congregatio, ut petitur confirmari posse declaravit, et ita rescripsit sub supplicatione a Dataria remissa. Die 25 februarii 1606.

193. **Illerden.**

Canonici ecclesiae Illerden. per supplicationem SSmo Domino Nostro porrectam, et ex Dataria ad Sacram Rituum Congregationem remissam petierunt sibi indulgeri, ut almutiis uti possent, et eadem Sacra Rituum Congregatio indultum petitum posse concedi censuit et declaravit, et ita sub dicta supplicatione rescripsit. Die 25 februarii 1606.

194. **Meten.**

Joannes Domant abbas monasterii S. Petri in Monte ordinis canonicorum regularium S. Augustini Meten. dioecesis, petiit pro se et successoribus suis facultatem utendi mitra et baculo et benedicendi calices, corporalia et paramenta ecclesiastica, prout in memoriali porrecto, sub quo, sic ut infra responsum fuit: Sacra Rituum Congregatio attenta qualitate loci, et aliis narratis in presenti memoriali censuit dicto abbati et successoribus posse concedi usum mitrae et baculi pastoralis tantum. Et ita declaravit die 25 februarii 1606.

195. **Terracinen Somnini.**

Cum in terra Somnini Terracinen. dioecesis tres essent ecclesiae parochiales, altera sancti Angeli archipresbyteratus, altera s. Petri, et tertia sancti Joannis abbatiae nuncupatae. Et novissime praedicta ecclesia S. Joannis in collegiatam auctoritate apostolica a fe: re: Clemente papa VIII erecta fuerit cum uno archipresbytero, et octo canonicis, et cum omnibus privilegiis, indultis, antelationibus et praerogativis, quibus gaudent aliae omnes collegiatae in Italia consistentes; duo curati, seu rectores praedictarum ecclesiarum S. Angeli et S. Petri, alter archipresbyter, alter abbas nuncupatus, in processionibus et omnibus aliis actibus publicis, dictae ecclesiae collegiatae praecedere praetendebant, ex eo quia antequam erecta esset in collegiatam, ei praecedebant. Et cum negotium in Sacra Rituum Congregatione propositum Illmo et Rmo D. cardinali Peretto commissum fuerit, coram quo ad instantiam dictae ecclesiae collegiatae S. Joannis, ambo dicti curati, seu rectores legitime citati fuerunt, et alter eorum non comparuit, alter vero nempe rector S. Petri abbas nuncupatus, sponte liti cessit. Audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, eadem Sacra Rituum Congregatio praecedentiam archipresbytero et canonicis ecclesiae collegiatae S. Joannis omnino dandam esse censuit, quae in omnibus processionibus aliisque actibus publicis super dictos duos curatos, seu rectores S. Angeli, et S. Petri alterum archipresbyterum, alterum abbatem nuncupatos, digniorem, ac potiorem locum habeat, et habere debeat et ita declaravit, et exequi mandavit. Die 25 februarii 1606.

196. **Urbis S. Mariae Majoris.**

Cum alias cappellani Toletani nuncupati in basilica S. Mariae Majoris de Urbe ex testamento bo: me: Rmi D. card. Toleti, et per litteras fe: re: Clementis VIII ad capituli et canonicorum ejusdem ecclesiae supplicationem expeditas conquererentur de loco sibi assignato et apud Sanctissimum Dominum Nostrum institerint, ut eis in dicta ecclesia in choro et alibi, ubi ex eorum institutione, una cum canonicis et beneficiatis ejusdem ecclesiae assistere tenentur, locus decens assignaretur; negotium hoc ex integro examinandum et terminandum idem SSmus Dominus Noster Sacrae Rituum Congregationi remisit. Visis itaque et auditis juribus, hinc inde, tam pro parte beneficiatorum et clericorum ejusdem ecclesiae, quam eorumdem cappellanorum deductis et allegatis, auditaque relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Sanctorum Quatuor cui haec causa ad referendum commissa fuerat; eadem Sacra

Rituum Congregatio censuit et declaravit, dictos cappellanos in praedicta ecclesia S. Mariae Majoris, in choro, processionibus, et alio quovis actu, clericis ejusdem basilicae omnino praeferri debere, usumque cappae ad instar beneficiatorum ejusdem basilicae, praedictis cappellanis concedendum esse, et ita approbante, et confirmante SSmo Domino Nostro decrevit, atque per capitulum, et canonicos ejusdem ecclesiae exequendum mandavit. Die 25 februarii 1606.

197. **Neritonen.**

Pro parte capituli et cleri civitatis Neritonen. Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit vicarium generalem ejusdem civitatis praetendere, ut omnes et singuli tam canonici, quam clerici in processione Sanctissimi Sacramenti suis expensis intorticia seu candelas sibi parent, quod sumptibus mensae episcopalis fieri debet, quae cum quartam partem funeralium non solum cathedralis, sed aliarum omnium ecclesiarum dictae civitatis habeat, ceram praedictam parare solet, et ideo petierunt non adstringi ultra solitum, et declarari an singuli canonici et clerici praedicti suis expensis intorticia, seu candelas pro dicta processione sibi parare teneantur. Sacra Congregatio Rituum a solito non esse recedendum et ceram in processione Sanctissimi Sacramenti deferendam, inde sumendam esse, unde hactenus sumpta fuit, nec canonicos, aut clericos ultra solitum in praemissis gravandos esse censuit, et declaravit. Die 4 martii 1606.

198. **Neritonen.**

In ecclesia Neritonen. singulis annis solitum est per canonicos, presbyteros et clericos ejusdem civitatis praestari obedientiam episcopo, seu vicario praesidenti in ecclesia cathedrali, in qua obedientia praestanda singuli presbyteri, et clerici vocari debent secundum ordinem, et gradum eorum promotionis. Anno vero proxime praeterito vicarius generalis ejusdem ecclesiae quosdam prius arbritrio suo vocavit, qui cum posteriores ordine essent, postea vocari debuissent, et ne id antianis praejudicium pareat, nonnulli ex dictis presbyteris et clericis quorum interest, in Sacra Rituum Congregatione institerunt solitum servari, et ordinari vicario, ut juxta consuetudinem illos vocari faciat, qui prius ordinati fuerunt.

Eadem Sacra Rituum Congregatio solitum servandum esse censuit, et illos prius vocandos esse, qui prius in ordine recepti fuerunt declaravit. Die 4 martii 1606.

199. **Neritonen.**

In ecclesia Neritonen. a viginti annis in circa erectum, et fabricatum fuisse chorum, et in eo inter alias in loco decenti sedem etiam pro vicario cum particulari inscriptione pro vicariis, fabricatam fuisse, in qua semper omnes vicarii praeteriti sederunt, sed modernum vicarium generalem particularem sedem sibi parari jussisse, et quasdam etiam praeeminentias quae soli episcopo conveniunt, voluisse, et canonicum sibi ministrum, ut ei pro magistro coeremoniarum inserviret, elegisse, Sacrae Rituum Congregationi pro parte capituli, et canonicorum ejusdem ecclesiae expositum fuit, et petitum, ut super praemissis providere dignaretur.

Eadem Sacra Congregatio, visis juribus productis circa praemissa, vicarium debere in dicta sede chorali cum particulari inscriptione pro vicariis assignata in futurum sedere declaravit, et abstinere se ab iis quae episcopo conveniunt. Nec convenire, ut ei ministret canonicus pro magistro coeremoniarum censuit et ita in praedicta ecclesia Neritonen. servari mandavit. Die 4 martii 1606.

200. **Militen Galati.**

Rector ecclesiae parochialis terrae Galati Militen dioecesis exposuit a multis annis citra in eadem terra a quadam confraternitate aliam ecclesiam sub invocatione B. Mariae aedificatam fuisse, in qua adest cappellanus ab eadem confraternitate provisus, qui suo arbitrio, etiam contradicente rectore supradicto, praetendit ad suum libitum processiones facere; quare idem rector petiit an id eidem cappellano liceat?

Sacra Rituum Congregatio respondit: cappellanum praedictum nullo modo sine expressa episcopi licentia in dicta terra processiones facere posse, et ita declaravit. Die 4 martii 1606.

201. **Hispalen.**

Sacra Rituum Congregatio viso memoriali a monialibus sancti Josephi ordinis carmelitani in civitate Hispalen. in quo petebant licentiam celebrandi officium cum octava de dicto S. Josepho et extensionem indulgentiarum ad totam octavam etc. attento titulo ecclesiae monasterii die 4 martii 1606 censuit, si Sanctissimo Domino Nostro placuerit, posse concedi dictis monialibus, ut celebrarent officium cum octava de S. Josepho. Quo vero ad extensionem indulgentiarum, juxta voluntatem Sanctissimi. Quibus per Illmum et Rmum D. cardinalem Comensem in consistorio secreto relatis eidem Sanctissimo Domino Nostro, Sanctitas Sua quoad recitationem officii S. Josephi cum octava sententiam Congregationis approbavit. Quo vero ad extensionem indulgentiarum, si non sint plenariae, illas extendi jussit per octavam; si vero sint plenariae, illas moderari voluit quoad dies octavae, ita ut non sint amplius, quam quinque, vel ad summum septem anni indulgentiarum pro quolibet die octavae, et ita ordinavit, et exequi mandavit. Die 6 martii 1606.

202. **Placentina in Hispania.**

In Congregatione Sacrorum Rituum habita die 4 mensis martii 1606, Illmus et Rmus D. cardinalis Comen. proposuit memoriale datum a fratre Bartholomeo de S. Augustino procuratore ordinis reformati S. Augustini in provincia Hispaniae; in quo petebat a sede apostolica confirmationem cujusdam instrumenti seu scripturae, ut latius in dicto memoriali etc. Et Congregatio audita propositione hujusmodi, inclinavit, scripturam praedictam sive instrumentum posse confirmari si SSmo D. N. placuisset, et idem Sanctissimus D. N. informatus de sensu, et mente Congregationis per relationem praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Comen. ei factam in consistorio secreto die 6 ejusdem mensis martii, scripturam praedictam confirmari jussit, dummodo declaretur in ea, quod non omnes fratres dicti monasterii della Viziosa nuncupati in dioecesi Placentina, teneantur simul orationem mentalem facere ante Sanctissimum Sacramentum quolibet die, aestate quindecim, hieme vero, duodecim horis continuis, sed unus vel duo eorum tantum per singulas horas continuas, et dummodo non sit expositum; ita ut ab omnibus videatur, prout fit quando in processionibus portatur, sed sit inclusum in tabernaculo, vel in alio loco, ubi solet perpetuo conservari, exceptis quibusdam solemnitatibus, in quibus solitum sit publice exponi Sanctissimum Sacramentum super altare, et cum dictis conditionibus, et declarationibus Sanctitas Sua scripturam seu instrumentum, de quibus mentio in dicto memoriali habetur confirmari mandavit. Die 6 martii 1606.

203. **Urbis. Subdiaconorum.**

Decanus subdiaconorum apostolicorum exposuit duos tantum subdiaconos ex eorum collegio esse in sacris: ob quod servitium pontificis non potest recte fieri et petiit super praemissis provideri. Item asseruit apud se adhuc habere, et retinere pallium, quod jam concessum fuerat serenissimo Alberto archiduci Austriae olim cardinali pro ecclesia Toletana, quod non fuit ei transmissum, nec dictus archidux potest eo amplius uti, cum dimiserit ecclesiam et cardinalatum, ac uxorem duxerit et ideo petiit quid de dicto pallio sit faciendum. Quae cum de ordine SSmi in Sacra Rituum Congregatione proposita fuerint die 4 martii 1606, eadem Sacra Congregatio censuit faciendum esse praeceptum subdiaconis apostolicis, ut infra duos menses, sub poena privationis fructuum et emolumentorum officii, ordinentur in sacris. Quo vero ad pallium, esse comburendum, et cineres in loco sacro ponendos. Et facta relatione de praemissis SSmo D. N. Sanctitas Sua in utroque casu sententiam Congregationis laudavit et approbavit. Die 6 martii 1606.

204. **Praten.**

Praepositus Praten, qui usum mitrae ex gratia obtinuit, petiit declarari, an sibi liceat, post benedictionem solemnem datam populo in fine missae, concedere sicut faciunt episcopi, indulgentias, et quas?

Congregatio respondit: *Non licere*, et ita declaravit die 4 martii 1606.

205. **Urbis. S. Petri.**

In causa vertente inter capitulum S. Petri ex una, et capitula S. Mariae Transtyberim, et S. Laurentii in Damaso, ex altera partibus de et super receptione dictorum duorum capitulorum in processione solita celebrari in die festo S. Marci capitulariter accedentium una cum toto Urbis clero ad ecclesiam S. Petri.

Sacra Rituum Congregatio, die 15 aprilis 1606 audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Farnesii, cui haec causa ab eadem Sacra Congregatione commissa fuerat, omnibusque rationibus hinc inde deductis mature perpensis et consideratis, de voto omnium et singulorum Illmorum et Rmorum DD. cardinalium in Congregatione praesentium, nemine eorum prorsus discrepante, decretum per modum provisionis alias in eadem causa ab eadem Congregatione factum sub die 19 aprilis 1603, tamquam decretum hujus causae decisivum in perpetuum servandum esse censuit, et declaravit, videlicet. Quod proxime dicta duo capitula S. Mariae Transtyberim et S. Laurentii in Damaso, illorumque canonici, ecclesiam S. Petri ingredientes capitulum S. Petri et canonicos illius, detecto capite decenter salutare debeant, ac vicissim capitulum et canonici S. Petri praedicta duo capitula S. Mariae et S. Laurentii, illorumque canonicos dum progrediuntur similiter detecto capite, et aliquantulum ab eorum sedibus assurgendo, resalutare, et humaniter, atque honorifice, prout ecclesiasticos decet viros recipere debeant. Hoc etiam addito, quod dicti canonici S. Mariae et S. Laurentii, transactis canonicis S. Petri debeant etiam detecto capite salutare beneficiatos et clericos ejusdem basilicae S. Petri, et ipsi beneficiati et clerici teneantur omnino assurgere et stantes detecto capite resalutare ipsos canonicos sanctae Mariae et S. Laurentii. Et de hujus Congregationis Sacrorum Rituum sententia, et opinione, facta relatione SSmo D. N. Paulo papae V in consistorio secreto per nos infrascriptum cardinalem Comensem hac die infrascripta, Sanctitas Sua sententiam Congregationis approbavit, laudavit, et omnino, ac ad unguem exequi mandavit, non obstantibus quibuscumque, sub poenis et censuris arbitrio Sacrae Congregationis imponendis. In quorum fidem praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri fecimus et manu nostra propria subscripsimus, nostrique soliti sigilli impressione muniri jussimus. Datum Romae in aedibus nostrae solitae habitationis die 17 aprilis 1606. *Pto. episcopus Ostien. Card. Comen. J. P. Mucantius Secret. Cong.*

206. **Cameracen.**

Sub memoriali a Joanne abbate monasterii S. Tolliani ordinis Praemonstraten Cameracen. dioecesis in quo petebat usum mitrae et baculi, cum facultate benedicendi paramenta pro servitio sui monasterii et aliarum ecclesiarum sibi subditarum etc.

Congregatio Sacrorum Rituum audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Bellarmini, et attentis dictorum abbatiae et abbatis qualitatibus, censuit gratiam petitam posse concedi et ita declaravit. Die 15 aprilis 1606.

207. **Perusina.**

Cum episcopus et cives Perusini Sanctissimo D. N. supplicaverint ut quando ostenditur annulus B. Mariae, eis concedatur aliqua indulgentia et idem Sanctissimus D. N. voluerit super hoc sententiam Congregationis audire; eadem Sacra Rituum Congregatio negative respondit, quia non est solitum in ostensione reliquiarum concedere indulgentias. Die 15 aprilis 1606.

208. **Urbis. S. Mariae Majoris.**

Cum canonici ecclesiae S. Mariae majoris de Urbe vigore decreti Sacrae Congregationis Rituum sub die 25 februarii 1606, habitum et locum cappellanis Toletanis in eadem ecclesia dedissent super clericos et immediate post beneficiatos ejusdem ecclesiae, ut per instrumentum possessionis, et assignationis loci praedicti cum habitu cappae ad instar beneficiatorum, dicti cappellani docuerunt, et postea iidem canonici alium et diversum locum eisdem cappellanis Toletanis assignare voluissent: beneficiati vero et clerici ejusdem ecclesiae de loco et habitu eisdem cappellanis assignatis conquesti sint, et asseruerint eorum jura et rationes non fuisse deductas, nec consideratas et propterea petierint super praemissis iterum audiri.

Eadem Sacra Rituum Congregatio dictos cappellanos Toletanos in possessione loci et habitus eisdem a canonicis assignati, et traditi sub die 25 martii 1606 et juxta formam decreti ejusdem Sacrae Congregationis sub die 25 februarii manutenendos esse declaravit. Dictos vero beneficiatos et clericos in eorum juribus audiendos esse ab Illmis et Rmis DD. cardinalibus Bellarmino et Seraphino, coram quibus omnia jura sua deducant, ut eorum relatione postea audita, in alia Congregatione quid faciendum sit maturius determinetur, et ita decrevit et ordinavit ac per vicarium ejusdem ecclesiae exequi mandavit. Die 9 maii 1606.

209. **Tirasonen.**

In ecclesia cathedrali Tirasonen celebratur ex voto festum S. Vincentii die 22 januarii sub duplici, licet alias ex kalendario romano sit semiduplex simul cum sancto Anastasio. Petitur vestris Illmis dominationibus, an celebrandum sit festum S. Anastasii sub duplici officio simul cum festo S. Vincentii, an vero debeat transferri, tamquam semiduplex, ad alium diem, quod in magnam gratiam a Vestris dominationibus Illmis capitulum dictae ecclesiae habebit. Quas Deus etc.

Sacra Rituum Congregatio respondit servandas esse rubricas breviarii et kalendarium romanum; nec votum factum contra formam rubricarum dicti breviarii valere declaravit. Die 9 maii 1606.

210. **Andrien.**

Decretum a Sacra Rituum Congregatione emanatum sub die 20 decembris 1601 tenoris sequentis videlicet: « Si archipresbyter, qui prima dignitas in ecclesia Andrien. existit et ad quem de jure, seu consuetudine dictae ecclesiae missas et divina officia certis diebus episcopo absente aut impedito celebrare spectat, praedictas missas, et officia divina celebrare noluerit, non posse pro libito in locum suum alium sibi benevisum canonicum, aut dignitatem substituere, sed in eo munere proximiorem dignitatem succedere; et deficientium vices ab aliis immediate succedentibus suppleri debere, prout in novo coeremoniali disponitur; pro cantore dictae ecclesiae Sacrorum Rituum Congregatio respondit die 20 decembris 1601. Ptol. card. Comen. » temere ab archidiacono, et a provicario ejusdem ecclesiae Andrien. per duos menses suspensum fuisse, eidem Sacrae Rituum Congregationi expositum est.

Quae quidem Sacra Congregatio stetit in decretis, et dictum provicarium animadversione dignum judicavit, ac decretum supradictum in ecclesia Andrien. omnino et absque ulla mora, seu retardatione servari mandavit. Die 9 maii 1606.

211. **Saonen.**

Cum episcopus Saonen. ad tollendas dissensiones quae inter canonicos oriebantur circa assistentiam ei faciendam, quando celebrat, vel missis, aut divinis officiis assistit sequens fecerit decretum juxta regulas libri coeremonialis, quod ab omnibus canonicis acceptatum fuit; ne ullo unquam tempore contra illud venire vel de illius validitate dubitari possit, tam episcopus quam canonici et capitulum ejusdem ecclesiae Saonen. ipsius decreti confirmationem a Sacra Rituum Congregatione petierunt. Cujus quidem decreti tenor talis est videlicet.

Nobis celebrantibus solemniter R. praepositus cum pluviali adsistat, et illo absente, vel impedito adsistat R. archipresbyter, cui deficienti succedat primus canonicus obtinens praebendam presbyteralem et sic successive.

Nobis autem episcopalibus paramentis non utentibus, assistat canonicus presbyter dignior post dignitates, cotta et almutia tantum indutus, et in illius defectum succedant per ordinem alii canonici praebendas presbyterales obtinentes. Quorum interesse declaramus assistendi episcopo, quando missam, seu vesperas non celebrat solemniter, sed illis interest tantum cappa indutus. Declarantes insuper ad presbyterum canonicum antiquiorem post dignitates spectare munus thurificandi episcopum, ac dandi pacis osculum non solum ipsi episcopo, sed etiam aliis de choro, juxta tamen coeremonialis regulas, quas in posterum omnino servari mandamus.

Diaconi vero assistentes nobis solemniter missam celebrantibus, vel cum illis interfuerimus tantum cappa induti, declaramus fore infrascriptos; et quoad ipsum assistendi actum servari sequentem ordinem et regulam.

Canonicus de Laurentii obtinens praebendam diaconalem sub titulo sancti Antonini adsistat cum id muneris sibi competat ratione suae praebendae, et quia in hac nostra cathedrali tantum adest unica praebenda diaconalis, canonicus Spoturnus obtinens praebendam subdiaconalem sub titulo sanctae Mariae de Ponte, cum sit primus subdiaconus assistat, altero vero eorum deficiente succedat alter subdiaconus et ipso etiam deficiente succedat presbyter canonicus ultimus, et sic per ascensum.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, viso praedicto decreto et attento consensu capituli, illud approbavit et in ecclesia Saonen. juxta formam concordiae exequi mandavit. Die 17 junii 1606.

212. **Calaguritana.**

Cum fuerit orta lis inter ecclesias parochiales oppidi de Logrono Calaguritanae dioecesis ex una, et ecclesiam collegiatam ejusdem oppidi ex altera partibus, super praeeminentiis thurificationis, et pacis et aliis praerogativis, et partes ad sedandas lites et expensas fecerint quamdam concordiam, et transactionem, illamque a SSmo D. N. approbari petierint et ex Dataria supplicatio ad Congregationem Sacrorum Rituum remissa fuerit, ut sententiam suam diceret, an dicta concordia esset confirmanda, nec ne; eadem Sacra Rituum Congregatio, visa supplicatione praedicta, confirmationem hujusmodi concordiae et transactionis posse concedi censuit, et declaravit. Die 17 julii 1606.

213. **Valentina.**

Alias pro parte confraternitatis B. Mariae Consolationis, et S. Joannis Baptistae nationis Januen. et Comen. civitatis Valentinae in Sacra Rituum Congregatione supplicatum fuit, ut, attenta antiquitate ipsius confraternitatis, non obstante concilii provincialis constitutione et ad evitandas contentiones, et dissentiones cum aliis confraternitatibus ejusdem civitatis quae processionem facere solent feria sexta in parasceve; eidem confraternitati B. Mariae et S. Joannis Baptistae licentia daretur exeundi et processionem faciendi feria quinta in Coena Domini hora debita, et post confraternitates Solitudinis et Trinitatis quae pariter eamdem ex privilegio apostolico processionem facere solent.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita super praemissis sententia et opinione archiepiscopi ejusdem civitatis Valentinae, et visis ejusdem archiepiscopi litteris, quibus indicat expedire, ut licentia petita dictae confraternitati concedatur, censuit licentiam exeundi et processionem faciendi feria quinta in Coena Domini hora debita, et post praedictas duas confraternitates Solitudinis et Trinitatis, dictae confraternitati S. Mariae Consolationis et S. Joannis Baptistae nationis Januen., et Comen. concedi posse, prout concessit, non obstante dicta constitutione synodali. Et ita declaravit. Die 17 julii 1606.

214. **Elboren.**

Officia propria sanctorum Elborensis ecclesiae ex antiquo ejusdem ecclesiae breviario deprompta, et ad usum breviarii romani accommodata Sanctissimo D. N. Paulo papa V approbanda oblata, in Sacra Rituum Congregatione de mandato ejusdem Sanctissimi D. N. examinata et ab Illmo et Rmo D. Caesare cardinali Baronio diligenter revisa, perlecta et subscripta; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut libere, et licite in civitate et dioecesi Elborensi ab omnibus clericis regularibus et saecularibus, et aliis quibuscumque utriusque sexus ecclesiasticis personis recitari, ac etiam pro majori commoditate imprimi possint licentiam, et facultatem dedit et concessit. Die 17 junii 1606.

215. **Seguntina.**

Cum alias in Sacra Rituum Congregatione sub die 20 martii 1604 ad instantiam portionariorum ecclesiae Seguntinae declaratum fuerit ostiarium, sive porticarium ejusdem ecclesiae cum sceptro debere incedere ante crucem juxta ecclesiae Toletanae consuetudinem, et non post subdiaconum portionarium portantem crucem, prout hactenus in dicta ecclesia Seguntina servatum fuerat. Et postea pro parte canonicorum, et capituli ejusdem ecclesiae eidem Sacrae Congregationi expositum fuerit litem pendere in Rota super praemissis inter capitulum et canonicos, quorum dictus ostiarius, seu porticarius minister est, et ipsos portionarios, qui nulla facta mentione de lite pendenti, nec procuratore capituli citato, qui in Urbe erat, dictum decretum subreptitio modo obtinuerunt. Et eadem Sacra Congregatio negotium hoc mature considerandum Illmo et Rmo D. cardinali Pamphilio commiserit:

Audita relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Pamphilii, omnia in pristinum statum reducenda esse declaravit, et dicti decreti subreptitio modo obtenti nullam habendam esse considerationem censuit, perinde ac si obtentum non fuisset: ac hujusmodi negotii decisionem ad eamdem Rotam, ubi pendebat remisit. Die 8 augusti 1606.

216. **Coelestinorum.**

Abbas generalis Coelestinorum ordinis S. Benedicti ex privilegio apostolico functiones omnes facere, et exercere posse quas caeteri omnes abbates exempti faciunt, et exercent, Sacrae Rituum Congregationi exposuit: nec non semper tam in Urbe, quam in omnibus aliis civitatibus, et ubique locorum ipsum abbatem, et praedecessores suos detulisse, et deferre habitum praelatorum regularium; hoc est caputium, sive mozzettam super mantellettum, et biretum quadratum more clericorum saecularium, ac pileum more praelatorum, et in ecclesiis, et monasteriis suo ordini subjectis, cappa, baculo, mitra et caeteris pontificalibus indumentis usum fuisse et uti. Et licet possessionem pacificam omnium praemissorum tam ipse, quam abbates praedecessores sui semper habuerint, et habeant, tamen accidit quandoque ut in quibusdam locis episcopi, vel eorum vicarii et officiales ipsum vel alios abbates praedecessores suos circa delationem habitus praedicti more praelatorum regularium perturbare et contra jus et aequitatem saltem verbis, non sine injuria inquietare tentaverint. Ne in futurum aliquis dictum abbatem generalem et successores suos in perpetuum super praemissis quoquomodo verbis, vel factis perturbare, inquietare, aut molestare praesumat, opportune provideri ab eadem Sacra Congregatione humiliter postulavit.

Quae quidem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Bellarmini, cui hoc negotium mature considerandum alias commiserat, stante antiqua possessione dicti abbatis et praedecessorum, habitum praedictum more praelatorum regularium deferendi, tam in Urbe, quam alibi ubique locorum, ipsum abbatem generalem congregationis Coelestinorum et successores suos in pacifica possessione omnium et singulorum praemissorum manutenendum et manutenendos esse censuit, et eos a quovis episcopo, vel ordinario locorum,

aut eorum vicariis et aliis quibuscumque personis super praemissis molestari, perturbari, vel inquietari non posse declaravit. Die 8 augusti 1606.

217. **Congregationis Fesulanae S. Hieronymi.**

Officia propria Sanctorum ordinis fratrum observantium mendicantium S. Hieronymi congregationis Fesulanae, cum octavis, ubi assignantur, de mandato et ordine Sacrae Congregationis Rituum revisa, emendata, et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Congregatio approbavit, et ut in dicta congregatione Fesulana S. Hieronymi libere et licite recitari possint, et pro majori commoditate etiam imprimi valeant licentiam, et facultatem dedit, et concessit. Die 8 augusti 1606.

218. **Asculana.**

Canonici et capitulum ecclesiae Asculanae Sacrae Rituum Congregationi exposuerunt quod praeter solitum, et non sine magno incommodo et periculo ab eorum episcopo coguntur accedere ad ecclesiam ad matutinum recitandum albescente die, cum prius per horam post ortum solis, et quandoque tardius illud recitare solerent.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, visis litteris episcopi et habita super praemissis informatione ordinavit, ut signum campanae pro coadunandis canonicis et clericis ad matutinum terminetur orto sole, et finito signo expectetur adhuc per quartam partem horae et tunc et non prius matutinum inchoetur. Et ita omnino per episcopum, et alios quoscumque ad quos spectat in civitate Asculana servari mandavit. Die 16 septembris 1606.

219. **Terulen.**

In causa Terulen. praecedentiae inter capitulum generale, et vicarios portionarios amovibiles ecclesiae cathedralis, quae a fe. re. Clemente papa VIII ad Sacram Rituum Congregationem remissa fuit, ut in ea, non obstantibus decretis ejusdem Sacrae Congregationis et litteris apostolicis desuper expeditis ad favorem dictorum vicariorum et portionariorum amovibilium ecclesiae cathedralis, iterum discuteretur, et examinaretur, prout diu de mandato ejusdem Sacrae Congregationis citatis et auditis procuratoribus ambarum partium discussa et examinata fuit coram Illmo et Rmo bo. me. D. cardinali Sanctorum Quatuor Coronatorum, apud quem fuerunt exhibita et producta jura ambarum partium et processus ex partibus vigore literarum compulsorialium et remissorialium ejusdem Sacrae Congregationis ad Urbem transmissi. Et post obitum praedicti cardinalis Sanctorum Quatuor, de mandato et ordine ejusdem Sacrae Congregationis eadem causa diu discussa et examinata fuit coram Illmo et Rmo D. cardinali Seraphino, coram quo processus praedicti et jura ambarum partium producta et transportata fuerunt et pluries procurator dictorum vicariorum et portionariorum amovibilium legitime citatus fuit, et ambae partes auditae fuerunt. Audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Seraphini, de sententia et voto omnium et singulorum Illmorum et Rmorum DD. cardinalium in Congregatione praesentium;

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, et declaravit in omnibus processionibus et anniversariis, diffusionibus nuncupatis, et aliis actibus in quibus solet intervenire capitulum generale et pro quibus, intervenientibus dantur distributiones ex dotatione et redditibus dicti capituli generalis, praecedentiam dandam esse vicariis et portionariis perpetuis ecclesiarum parochialium immediate post dignitates et canonicos ecclesiae cathedralis et supra ejusdem ecclesiae cathedralis vicarios et portionarios amovibiles, qui de corpore capituli generalis non sunt, nec locum, nec distributionem in dictis processionibus ex bonis dicti capituli generalis habere debent, juxta formam antiquae et inveteratae consuetudinis dictae civitatis, ac laudi promulgati ab ordinario de anno 1580. Et ita in perpetuum non obstantibus decreto ejusdem Sacrae Congregationis et litteris apostolicis desuper expeditis, et subreptitio modo ac tacita veritate ad favorem dictorum vicariorum, et portionariorum amovibilium ejusdem ecclesiae cathedralis obtentis, in dicta civitate Terulen. in omnibus supradictis processionibus, et anniversariis, et aliis actibus in quibus capitulum generale una cum dignitatibus et canonicis dictae ecclesiae cathedralis intervenire solet servandum esse statuit, et declaravit. Die 16 septembris 1606.

220. **Urbis. S. Mariae Majoris.**

Cum alias sub die 25 februarii proxime praeteriti visis et auditis juribus hinc inde productis tam ex parte beneficiatorum, et clericorum basilicae S. Mariae Majoris, quam ex parte cappellanorum Toletanorum ejusdem ecclesiae, et audita relatione bo. me. Illmi et Rmi D. cardinalis Sanctorum Quatuor Coronatorum coram quo diu negotium hoc examinatum fuit, Sacra Rituum Congregatio declaraverit dictos cappellanos in praedicta ecclesia Sanctae Mariae Majoris in choro et processionibus et alio quovis actu clericis ejusdem basilicae omnino praeferri debere, usumque cappae dictis cappellanis ad instar beneficiatorum ejusdem ecclesiae concedendum esse, et alias prout in dicto decreto, in plena congregatione firmato et stabilito, et a Sanctissimo Domino Nostro confirmato, plenius continetur; et sub die 25 martii ipsi cappellani Toletani juxta formam dicti decreti a canonicis ejusdem basilicae possessionem loci praedicti supra dictos clericos, et habitum cappae obtinuerint, et in eadem possessione eosdem cappellanos manutenendos esse eadem Sacra Congregatio declaraverit die 9 maii proxime praeteriti, reservata tamen beneficiatis et clericis praedictis, qui non fuisse auditos in eorum precibus allegaverunt, facultate dicendi, et allegandi quidquid voluerint coram Illmis et Rmis DD. cardinalibus Bellarmino, et Seraphino ab eadem Sacra Congregatione in hoc negotio deputatis. Audita semel, atque iterum relatione eorumdem duorum Illmorum et Rmorum DD. cardinalium, nec non votis, ac sententiis omnium, et singulorum DD. cardinalium in Congregatione praesentium.

Eadem Sacra Rituum Congregatio decretum supradictum factum sub die 25 februarii praesentis anni 1606 et de voto et sententia omnium et singulorum in eadem congregatione praesentium firmatum, et stabilitum et a Sanctissimo D. Nostro etiam approbatum, et confirmatum, servandum esse censuit et declaravit, non obstantibus quibuscumque allegatis, vel allegandis a dictis beneficiatis, et clericis ecclesiae praedictae S. Mariae Majoris, super quibus praemissis perpetuum silentium imponi jussit et imposuit. Et facta de novo relatione Sanctissimo D. Nostro de praedicta Congregationis sententia, ac de novo hoc Congregationis decreto, Sanctitas Sua illam, seu illud approbavit, laudavit, confirmavit, et exequi mandavit non obstantibus quibuscumque. Die 16 septembris 1606.

221. **Lamacen.**

Pro parte nonnullorum canonicorum et dignitatum cathedralis ecclesiae Lamacen. Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, nullum servari ordinem in iis quae capitulariter consultanda pro servitio totius capituli, et ecclesiae occurrunt; quia saepissime decanus cum aliquibus canonicis, et aliquando cum duobus, vel tribus tantum capitularibus extra domum capituli, et ubicumque illis magis placet, insciis et non vocatis caeteris canonicis, multa decernit ex iis quae communiter in capitulo et praesentibus omnibus capitularibus fieri solent et debent, et hoc non sine praejudicio et damno totius capituli, et ecclesiae supradictae, et contra ordines, et statuta ipsius capituli, ac etiam contra multa decreta facta ab episcopis in visitatione ipsius ecclesiae Lamacen. Et licet ipse decanus et alii praedicti pluries fuerint moniti ab episcopo ut debitum ordinem in rebus ad ecclesiam et capitulum pertinentibus decernendis servare debeant, et nihil nisi omnibus vocandis legitime vocatis et congregatis in loco capitulari sta-

tuere audeant, seu praesumant; tamen ab incepto inordinato modo desistere noluerunt. Et ideo opportune a Sede Apostolica et Sacra Rituum Congregatione provideri supplicatum fuit. Quibus auditis eadem Sacra Rituum Congregatio declaravit nullo modo licere praedictis decano, et aliis canonicis, caeteris capitularibus insciis, et non legitime vocatis, et congregatis in loco capitulari quicquam statuere, quod ad ecclesiae vel capituli commodum vel incommodum pertineat. Et propterea dictum decanum et alios quoscumque canonicos, seu dignitates praedictae attentantes per episcopum juris et facti remediis, etiam sub censuris, aliisque poenis arbitrio ipsius episcopi imponendis cogendos esse censuit, et ne aliquid simile in futurum statuere, decernere, seu declarare audeant, vel praesumant, nisi omnibus vocandis legitime vocatis et intimatis, ac in loco capitulari congregatis, et servatis statutis, consuetudinibus, et decretis visitationum in simili materia factis, declaravit. Et ut episcopus Lamacen. non solum ordinaria, sed apostolica etiam auctoritate id exequi valeat, eadem Sacra Congregatio auctoritatem et facultatem opportunam super praemissis eidem spiscopo dedit et concessit. Die 7 octobris 1606.

222. **Licien.**

Abbatissa, et moniales S. Joannis Evangelistae civitatis Licien. ob particularem devotionem erga sanctam Geltrudem petierunt licentiam recitandi officium et horas canonicas et celebrandi ejus festivitatem, quae incidit die 17 martii. Sacra Rituum Congregatio attento assensu episcopi et ad excitandam ac fovendam supplicantium devotionem, posse concedi censuit, prout concessit, dummodo celebretur in die non impedito juxta rubricas breviarii romani, ac de scientia et consensu episcopi et ita declaravit. Die 7 octobris 1606.

223. **Augusten.**

In causa inter episcopum ex una et archidiaconum et canonicos Augustae Praetoriae ex altera partibus, de tollendo, seu tolerando usu dandi benedictionem in missis defunctorum, et de celebranda commemoratione omnium defunctorum in propria die etiamsi venerit in dominica, et de celebrandis missis defunctorum in diebus dominicis et festivis.

Congregatio Sacrorum Rituum audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Columnae cui haec causa commissa fuerat, attenta et praesupposita immemorabili dictae ecclesiae Augustanae consuetudine, censuit nihil esse innovandum. Et ordinavit scribi episcopo ut ita servari faciat, et si habet aliquid in contrarium scribat, et respondeat allegatis ab archidiacono, et ita declaravit. Die 7 octobris 1606.

224. **Meten.**

Joannes Domant de Mariis abbas monasterii S. Petri de Monte Meten. dioecesis, cum ex gratia Sedis Apostolicae, et Sacrae Congregationis Rituum usum mitrae et baculi jam obtinuerit, supplicavit pro dictae gratiae ampliatione nempe, ut tam ipse quam ejus successores abbates futuri in dicto monasterio possint uti pontificalia indumenta, juxta solitum aliorum similium abbatum, et consuetudinem illius provinciae. Et attenta distantia episcopi, petiit etiam licentiam benedicendi vasa ecclesiastica et ornamenta sacerdotalia, pro servitio monasteriorum regulae S. Augustini sibi subditorum, nec non reconciliandi ecclesias et alia loca pia polluta. Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit gratiam petitam posse concedi, dummodo in benedictionibus sacra unctio non adhibeatur. Et ita declaravit. Die 18 novembris 1606.

225. **Rothomagen.**

Prior monasterii S. Petri de Gemeticis Rothomagensis dioecesis, simile indultum petiit benedicendi vasa et ornamenta ecclesiastica, et latius prout in supplicatione remissa a Dataria, sub qua Congregatio ita rescribi jussit: Congregatio Sacrorum Rituum censuit indultum posse concedi pro illis benedictionibus in quibus sacra unctio non adhibeatur. Et ita declaravit die 18 novembris 1606.

226. **Treveren.**

Abbas imperialis monasterii S. Maximi prope et extra muros civitatis Treveren. ordinis S. Benedicti, cum ecclesiam dicti monasterii a multis annis dirutam, et devastatam instaurari curaverit, petiit a Sacra Rituum Congregatione licentiam transferendi corpora sanctorum Baimi ducis Lotharingiae et Weomundi archiepiscoporum Treveren. a cripta in qua sub choro consistebant non multum decenter, in navem dictae ecclesiae restauratae cum solemni processione.

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit gratiam praedictam posse concedi, prout concessit. Die 16 decembris 1606.

227. **Orien. Celiae.**

Archipresbyter, et capitulum terrae Celiae Orien. dioecesis, narraverunt vicarium foraneum contra immemorabilem dictae ecclesiae consuetudinem eis prohibuisse, ne capitulum faciant sine ejus expressa licentia et interventu. Quibus in Sacra Rituum Congregationi propositis et auditis eadem Sacra Rituum Congregatio respondit, id minime vicario foraneo licere. Et mandavit scribi episcopo Orien, ut moneat vicarium, ne impediat capitulum, sed consuetudinem dictae ecclesiae servet et ita censuit, et declaravit, Die 16 decembris 1606.

228. **Boven.**

Episcopus Boven. qui suam ecclesiam ex graeco ad ritum latinum reduxit, ut dignitates, canonici, et curati suae cathedralis ecclesiae aliquo peculiari signo decorarentur, sicut habent aliae latinae cathedrales ecclesiae SSmo D. N. supplicavit, ut dignitatibus et canonicis usum caputii, seu mozzettae laneae, violacei coloris, curatis vero archipresbyteris nuncupatis, nigri coloris concedere dignaretur; et cum idem Sanctissimus D. N. negotium in Congregatione Sacrorum Rituum examinandum proponi jussisset; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit dictis dignitatibus et canonicis posse concedi almutium sine caputio violacei coloris, et dictis curatis archipresbyteris nuncupatis nigri coloris, et ita declaravit die 16 januarii 1607.

229. **Toletana.**

Cum decanus et capitulum ecclesiae Toletanae petierint confirmationem litterarum apostolicarum fe: re: Pauli papae IV circa admissionem in choro inter canonicos aliarum personarum, cum ampliatione, ut praeter personas in dictis litteris nominatas, possint admitti etiam filii et fratres magnorum Hispaniae et provinciales ordinum, ac cum archiepiscopo etiam ejus familiares, etc, prout latius explicabatur in supplicatione ad Sacram Rituum Congregationem a Dataria remissa sub qua supplicatione ita, ut sequitur responsum fuit, videlicet: Sacra Rituum Congregatio audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Columna, cui hoc negotium examinandum commissum fuerat, de voto et sententia omnium et singulorum DD. cardinalium in eadem Congregatione praesentium, confirmationem petitam cum omnibus ampliationibus et declarationibus in ea contentis, censuit concedi posse, et ita declaravit die 17 februarii 1607.

230. **Alatrina.**

Cum in cathedrali ecclesia civitatis Alatrinae corpus beati Sixti papae primi, et martyris, non sine miraculo acceptum, maxima populi devotione et concursu, summa pietate, et religione conservetur, et colatur, et in memoriam gratiae a Deo acceptae precibus, et intercessionibus ipsius Beati, soleant ab immemorabili tempore cives ejusdem loci celebrare solemnitatem, et commemorationem ipsius S. Sixti feria 4 immediate post Pascha Resurrectionis, cum missa, processionibus, choreis et universali totius civitatis et vicinorum locorum jubilatione et concursu: Quo die etiam fe: re: Gregorius papa XIII perpetuis futuris temporibus omnibus Christifidelibus dictam ecclesiam a primis vesperis, usque ad occasum solis visitantibus indulgentiam plenariam concessit. Licet alias in Sacra Rituum Congregatione concessum fuerit, ut festum praedicti Sancti

Sixti, juxta regulas breviarii romani celebraretur, sine choreis et saltationibus die 6 aprilis, prout in martyrologio romano annotatur. Tamen attentis miraculo, gratia obtenta, indulgentiae plenariae concessione et immemorabili dictae ecclesiae et civitatis consuetudine; eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Seraphini, cui hoc negotium fuerat commissum, et de voto ac sententia omnium et singulorum Illmorum et Rmorum DD. cardinalium in congregatione praesentium, censuit indulgendum, ut in dicta civitate Alatrina commemoratio ejusdem S. Sixti, juxta antiquam consuetudinem, tamquam de festo votivo celebretur feria IV immediate post Pascha, cum missa et processionibus, et cum solitis festis et saltationibus: Dummodo una tantum missa solemnis de ipso sancto celebretur cum commemoratione de feria IV Paschae. Et coeterae missae et officia, tam in cathedrali quam in aliis omnibus dictae civitatis ecclesiis, sint de ipsa feria quarta, et octava Paschae, et dummodo choreae et saltationes sint honestae et non fiant ante ecclesiam. Et Sanctissimus D. Noster Paulus Papa V audita Congregationis sententia annuit, ac indultum, et gratiam praedictam confirmavit. Die 17 februarii 1607.

231. **Urbis. Protonotariorum.**

Cum in Romana curia primum, et antiquissimum sit collegium protonotariorum apostolicorum de numero participantium, a S. Clemente papa I, ut creditur, institutum, in quo semper Illmi viri, et ex serenissimis Italiae principum familiis adscripti fuerunt, ac ex eo numero quamplurimi ad S. R. E. cardinalatus dignitatem promoti, nonnulli etiam summum pontificatum adepti sint. Qui etiam ante annos centum quinquaginta, episcopis praeferebantur: Ut tam insigne et antiquissimum collegium et qui in illo adscripti sunt dignoscerentur, precibus super hoc Sanctissimo D. N. Paulo papa V porrectis, et de ipsius Sanctissimi D. N. papae ordine in Sacra Rituum Congregatione propositis, et mature discussis, maxima cum ipsius collegii laude et honore, omnes Illmi et Rmi DD. cardinales in Congregatione praesentes, unanimi voto, et consensu (si ita eidem SSmo D. N. papae placuerit) in peculiare signum et praerogativam ipsorum DD. protonotariorum de collegio, et numero participantium, privative quoad omnes alios praelatos, et etiam privative quoad omnes et quoscumque alios protonotarios, qui de dicto collegio, et numero participantium non sunt censuit, videlicet, concedendum dictis protonotariis de collegio et numero participantium tantum, ut pileum nigrum cordulis violaceis circum ornatum et etiam serico violaceo suffultum, cum floccis, et ornamentis ejusdem coloris deferre possint, et valeant.

Et Sanctissimus D. N. Papa, audita Congregationis sententia annuit, et dictis protonotariis de collegio, et numero participantium, gratiam, signum et praerogativam praedictam concessit et indulsit. In quorum omnium et singulorum fidem praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri fecimus, manu nostra propria subscripsimus et solito nostro sigillo muniri jussimus. Die 17 februarii 1607.

232. **Passavien. Sub officiis.**

Suprascripta officia propria sanctorum ecclesiae et dioecesis Passavien. juxta regulas breviarii romani disposita ex ordine Congregationis Sacrorum Rituum revisa et ab Illmo et Rmo D. Caesare cardinali Baronio diligenter examinata, et subscripta, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in ecclesia, civitate, et dioecesi Passavien. libere, et licite recitari valeant, etiamsi in kalendarium romanum relata non sint, licentiam dedit, et concessit. Die 17 februarii 1607.

233. **Meten.**

Circa petitionem factam a Joanne Domant abbate, et a monacis abbatiae S. Petri de Monte Meten. dioecesis, ut relicto albo, eis in habitu colore nigro uti liceat, juxta formam regulae S. Augustini, quam profitentur, et litteras Adriani papae IV. Congregatio Sacrorum Rituum audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Bellarmini cui hoc negotium alias fuerat commissum, et visis litteris Illmi et Rmi D. cardinalis de Lotharingia, cui de ejusdem Sacrae Congregationis ordine pro informatione scriptum fuerat, et attento quod ex hujusmodi habitus mutatione nullum ordini Praemonstratensi praejudicium generatur ut ex vicarii generalis ejusdem ordinis Praemonstraten. fide constat, censuit gratiam et indultum petitum posse concedi, et ita declaravit. Die 17 mai 1607.

234. **Pacen.**

Cum alias in Sacra Rituum Congregatione ad instantiam episcopi Pacen. institum fuerit declarari non licere licentiato Petro Vanegas Dellano ordinis Jacobi de Spata vicario de Xerez Pacen dioecesis sub praetextu quod in eodem loco jurisdictionem in causis haberet, sibi jura episcopalia usurpare in dando benedictionem diacono inter missarum solemnia antequam cantet evangelium, et in benedicendo concionatori antequam pulpitum ad concionandum ascendat; et Sacra praedicta Rituum Congregatio mandaverit per litteras dictum vicarium moneri, ut qua ratione praedicta faceret in eadem Sacra Congregatione infra spatium trium mensium deduceret; fueritque monitus legitime, ut per fidem notarii publici constat: elapsoque termino praedicto trium mensium, et ultra, nihil pro parte dicti vicarii deductum seu allegatum fuerit; eadem Sacra Rituum Congregatio, omnibus de novo discussis ac consideratis, et cum ipse vicarius intra terminum sibi assignatum nihil deduxerit, neque aliquis ejus nomine comparuerit, declaravit dicto vicario de Xerez nullo modo competere, neque aliquo jure licere dare benedictionem diacono, antequam cantet evangelium inter missarum solemnia, nec minus benedicere concionatori antequam pulpitum ascendat, et ut in futuris a praedictis abstineat praecepit, et ordinavit. Die 17 martii 1607.

235. **Urbis.**

Collegium cursorum Sanctissimi D. N. Papae et romanae curiae, qui ex antiquissima consuetudine, et secundum romanae curiae stylum, dum coram Sanctissimo D. N. Papa et Illmis et Rmis DD. cardinalibus comparent, ac etiam in processionibus publicis, nec non in funeralibus cardinalium, et principum, dum eorum corpora ad sepulturam cum pompa funerali associant, solent vestes violaceas laneas et clavas argenteas deferre; conquesti fuerunt de mandatariis Illmi et Rmi D. Vicarii, qui quatuor tantum sunt, nec collegium constituunt, et paucis abhinc annis, non sine ipsorum cursorum praejudicio vestem superiorem longam coloris rosae siccae de camelotto, sive moniali deferant, et consequenter nobiliorem et pulchriorem illa, quam cursores praedicti deferre solent, et novissime etiam clavas, sive, ut vulgo dicitur matias fere totas argenteas, et procul dubio pulchriores illis, quas cursores deferunt, auctoritate propria deferre praesumpserunt, prout detulerunt in funerali facto pro Illmo et Rmo bo: me: D. cardinali Comensi; quod cum in grave praejudicium dictorum cursorum vertatur, qui officia ex titulo oneroso possident, ad SSmum D. N. et Sacram Congregationem Rituum recursum habuerunt, in qua cum hoc negotium propositum fuerit et mature discussum et examinatum, exhibitis, et visis clavibus sive matiis argenteis antiquis cursorum et clavis sive matiis de novo factis a dictis mandatariis.

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit non convenire dictis mandatariis usum dictarum clavarum, nec habitum coloris rosae siccae in publicis processionibus et funeralibus, et multo minus in illis in quibus cursores etiam intervenire solent. Posse tamen, si voluerint, dictas clavas de novo factas deferre in ecclesia Lateranensi, et in processionibus privatis tantum, quae intra illam ecclesiam, vel ejus circuitum fiunt. Vestes etiam dictorum mandatariorum reformandas esse censuit. Videlicet, ut in futurum non sint amplius coloris rosae siccae sed lionati obscuri, non ex camelotto, sed ex lana, quam sa-

jettam vocant. Et ita censuit et declaravit, et Sanctissimus D. N. audita Congregationis sententia, annuit et approbavit. Die 17 martii 1607.

236. **Vicen.**

Canonici ecclesiae collegiatae oppidi, seu civitatis Minoristae Vicen. dioecesis supplicationem dederunt Sanctissimo D. N. in qua petebant confirmationem statuti ut bidellus, seu massarius possit deferre clavam, seu matiam argenteam ante clerum, ut fit in aliis ecclesiis collegiatis regni Hispaniae, et cum negotium hoc a Dataria Sanctissimi ad Sacram Rituum Congregationem remissum fuerit, eadem Sacra Rituum Congregatio praedicti statuti confirmationem posse concedi et esse expediendam censuit et declaravit, et ita rescripsit sub praedicta supplicatione. Die 28 aprilis 1607.

237. **Pedana.**

Populus christianus, qui in oppido, seu terra Pedana nuncupata sita sub ditione et dominio Turcarum degit SSmo D. N. exposuit ex antiquissima dictae terrae consuetudine festivitatem sanctae Barbarae celebrari solere ad quam multi ex vicinis terris et oppidis concurrere solent, tam christiani, quam Turcae, quos omnes per tres dies continuos suis sumptibus dicti christiani oppidi Pedanae alere solent et ex necessitate debent. Et cum sint pauperes, et datiis, ac tributis a Turcis gravati, ne simile convivium facere cogantur, juxta eorum consuetudinem, tam Turcis quam christianis quando ducunt uxores, celebrationem fere omnium matrimoniorum, in illud tempus, quando celebrant festum Sanctae Barbarae reservare consueverunt, ut uno eodemque tempore duplici obligationi satisfaciant nec majori onere, quam ferre valent graventur. Quia vero festum praedictum sanctae Barbarae infra tempus adventus Domini occurrit, quo tempore matrimonium contrahere Sancta Ecclesia prohibuit, petierunt dicti oppidi Pedanae christiani populi pro suae conscientiae exoneratione licentiam celebrandi matrimonia dicto tempore, quo festum S. Barbarae celebrare solent. Et cum Sanctissimus D. N. negotium in Sacra Rituum Congregatione examinandum remiserit;

Eadem Sacra Rituum Congregatio attentis narratis, et paupertate dictorum christianorum dominio Turcarum subditorum, pro eorum conscientiae exoneratione et assicuratione, censuit gratiam petitam posse concedi. Die 28 aprilis 1607.

238. **Nolana.**

Nolanam ecclesiam ex antiquissimis totius regni Neapolitani speciosissimam, multis sanctorum reliquiis, sacro cimiterio, numeroso clero, copiosa dioecesi, et multis qualitatibus insignibus dotatam, et refertam esse, pro parte R. P. D. Fabritii Galli ejusdem ecclesiae episcopi Sanctissimo D. N. narratum est et petitum pro ejusdem ecclesiae Nolanae canonicis, et praebendatis usum cappae et rochetti ad instar canonicorum, et praebendatorum ecclesiae Aversanae eidem vicinae, et prout in Urbe canonici et beneficiati basilicae S. Petri deferre solent. Quod praeter dictas ecclesiae Nolanae qualitates, tanto magis concedendum videtur, quanto similis gratia, et praerogativa deferendi cappas concessa fuit in sua dioecesi ecclesiae collegiatae terrae seu oppidi Summae, cujus ecclesiae canonici, cum aliquando pro facienda synodo, vel alia de causa cum canonicis ecclesiae cathedralis conveniunt, indecens vi detur ut nobiliori habitu, et dignioribus insigniis ornati collegiatae ecclesiae canonici, et praebendati appareant quam canonici, et praebendati ecclesiae cathedralis. Et cum idem SSmus D. N. negotium hoc examinandum Sacrae Congregationi Rituum remiserit..

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit (si Sanctitati Suae ita placuerit) gratiam petitam posse concedi, et ita declaravit. Die 28 aprilis 1607.

239. **Leontina.**

Officium sanctorum martyrum Alphii, Phidalephi et Cyrini, cum missa de communi plurimorum martyrum tempore paschali, ac oratione et lectionibus secundi nocturni propriis, cum homilia in evangelio supra annotatis, de mandato, et ordine Sacrae Rituum Congregationis ab Illustrissimo et Rmo D. cardinali Bellarmino revisis et subscriptis, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate Leontina, et tota dioecesi Syracusana sub duplici, per universum vero Siciliae regnum sub semiduplici ritu libere, et licite recitari possit, et valeat lientiam dedit et concessit. Die 28 aprilis 1607

240. **Ostien. Corae.**

Dominicus episcopus Ostien, et Veliternen. Sacri Collegii Decanus S. R. E. cardinalis Pinellus nuncupatus. Cum in terra Corae nostrae dioecesis Ostien. orta fuerit controversia inter archipresbyterum, et canonicos ecclesiae collegiatae sanctae Mariae Pietatis, sive Plebis ex una, et rectorem sive curatum ecclesiae parochialis sanctae Catharinae ejusdem loci ex altera partibus, de et super praetensa consuetudine pro parte dicti rectoris allegata, quod archipresbyter, et canonici dictae ecclesiae collegiatae in die Purificationis beatae Mariae et in dominica palmarum teneantur accedere ad dictam ecclesiam parochialem S. Catharinae et ibi benedictionem, et distributionem candelarum, et palmarum facere, et deinde processionaliter redire ad dictam ecclesiam collegiatam, ubi dictus curatus S. Catharinae praetendit celebrare missam solemnem; quod licet alias quandoque archipresbyter dictae ecclesiae collegiatae moderni archipresbyteri praedecessor toleravit, ipse tamen modernus archipresbyter nullo modo permittere, seu tolerare voluit, et propterea in Sacra Rituum Congregatione petiit declarari dicto curato S. Catharinae non licere in dicta sua ecclesia parochiali benedictionem et distributionem candelarum, et palmarum facere, et multo minus invitis et contradicentibus archipresbytero et canonicis in eorum ecclesia collegiata missam solemnem celebrare. Et ad tollendas hujusmodi. et alias differentias, quae inter dictum, et alios curatos ejusdem loci cum archipresbytero, et canonicis dictae ecclesiae collegiatae oriri possent, dictus archipresbyter et canonici petierunt licentiam benedicendi candelas et palmas in sua ecclesia collegiata, prout est de jure et prout benedicuntur in singulis aliis ecclesiis tam saecularium, quam regularium dicti loci. Nec non declarari, praecedentiam dandam esse archipresbytero et canonicis dictae ecclesiae collegiatae supra omnes alios curatos, quando contigerit eos associare funus alicujus defuncti ad aliquam ecclesiam parochialem licet parochus in sua ecclesia parochiali officium circa defuncti corpus faciat. Et cum eadem Sacra Rituum Congregatio sub die 28 aprilis nobis tamquam episcopo et loci ordinario, hujusmodi differentias et controversias terminandas et decidendas remiserit;

Nos Dominicus episcopus Ostien. et Veliternen. cardinalis praedictus, tam nostra ordinaria, quam nobis super praemissis a praedicta Sacra Rituum Congregatione delegata auctoritate, ad tollendas omnes differentias, et controversias, quae in dicta nostrae dioecesis Ostien. terra Corae ortae sunt vel in futurum oriri poterunt: decernimus, et declaramus, non certo sub consuetudinis, vel quovis alio praetextu astringendos archipresbyterum et canonicos ecclesiae collegiatae sanctae Mariae Pietatis, sive Plebis, quae prima et dignior est ecclesia in dicta terra, ut ad inferiorem, et minus aptam, capacem et commodam ecclesiam parochialem sanctae Catharinae accedant pro facienda benedictione et distributione candelarum, et palmarum; sed tam dictis archipresbytero, et canonicis in sua ecclesia collegiata, quam aliis parochis et regularibus in suis parochialibus, et regularibus ecclesiis, licere dictas benedictiones et distributiones candelarum, et palmarum facere, juxta generalem fere totius christiani orbis consuetudinem. Et quando contigerit associare funus alicujus defuncti ad aliquam ecclesiam parochialem, in qua simul archipresbyter et canonici ecclesiae praedictae collegiatae cum parochis aliarum ecclesiarum dicti loci conveniant, praecedentiam dandam esse archipresbytero, et canonicis ecclesiae collegiatae, etiam supra pro-

prium parochum: cui tamen jus faciendi officium circa corpus defuncti in sua ecclesia parochiali reservatur. Et ita declaramus, decernimus, et ordinamus, ac in dicta terra Corae servari mandamus quibuscumque non obstantibus. Et in fidem praesentes per infrascriptum ejusdem Sacrae Congregationis Rituum Secretarium fieri fecimus et manu nostra subscripsimus, ac soliti nostri sigilli impressione muniri jussimus. Datum Romae in palatio nostræ solitæ residentiæ. Die 9 maii 1607.

241. **Austriae.**

Abbas, et praepositus ecclesiae S. Andreae ordinis Praemonstraten. in Austria petiit pro se et successoribus suis usum mitrae et baculi in perpetuum, cum aliis insignibus, et facultatibus similibus abbatibus benedictinis concedi solitis. Et cum hoc negotium semel atque iterum in Sacra Rituum Congregatione de ordine Sanctissimi D. N. propositum fuerit, tandem audita relatione, quam de dicti abbatis qualitatibus per suas litteras fecit Illmus et Rmus D. Franciscus cardinalis Diectricstein, in quibus asseruit dictum abbatem esse fidei catholicae zelantissimum, suam ecclesiam et monasterium reparasse, et restaurasse, habere sub sua jurisdictione quatuor populatas villas, et redditus ad hanc dignitatem congrue sustinendam sufficientes, et hoc honore dignissimum esse, eadem Sacra Rituum Congregatio sub die 19 maii censuit de praedicti abbatis qualitatibus eumdem Sanctissimum D. N. certiorandum esse. Et facta a nobis de supradictis omnibus relatione in consistorio secreto eidem SSmo D. N., Sanctitas Sua praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Diectricstein intuitu annuit, ut gratia petita concedatur praedicto abbati ejus tantum vita durante, et ita mandavit, voluit et ordinavit idem Sanctissimus D. Noster. Die 21 maii 1607.

242. **Barchinonen.**

Hieronymus Serra Arnau Burgensis loci de Mataro Barchinonen. dioecesis petiit licentiam transferendi ossa duorum suorum filiorum, unius filiae, et unius nepotis, quae in ecclesia S. Mariae in cappella SSmi Rosarii ejusdem loci sepulta sunt, ad ecclesiam et monasterium fratrum carmelitarum discalceatorum, ubi orator cappellam cum sepultura pro se, et suis haeredibus aedificavit.

Congregatio Sacrorum Rituum censuit gratiam petitam posse concedi cum licentia tamen rectoris ecclesiae sanctae Mariae, ubi ossa transferenda sepulta sunt, et ita declaravit, et sub supplicatione remissa a Dataria rescribi mandavit. Die 23 junii 1607.

243. **Tarraconen.**

Presbyteri, et clerici S. Petri oppidi de Reus Tarraconen. dioecesis, qui unam utriusque sexus societatem seu confraternitatem in honorem et sub titulo sanctae Susannae in dicta ecclesia institui curaverunt, petierunt indultum recitandi officium duplex in festo ejusdem S. Susannae, et latius prout in supplicatione.

Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi juxta regulas breviarii et ita declaravit, et sub dicta supplicatione remissa a Dataria respondit. Die 23 junii 1607.

244. **Posnanien.**

Abbas et monachi conventus S. Benedicti Cluniacen. Lubini commorantes in dioecesi Posnanien, qui praeter Sedem apostolicam et episcopum ordinarium loci, alium superiorem non recognoscunt; cum jam breviarium et libros antiquos juxta ritum regulae S. Benedicti consumpsissent nec similia invenire potuissent, a decennio, et ultra cum consensu et licentia ejusdem ordinarii, caeperunt recitare officium divinum juxta ritum, et regulas breviarii romani, in quo usu, ut tuta conscientia continuare possent, non obstante quod regulam S. Benedicti sint professi SSmo D. N. supplicaverunt. Et cum negotium hoc ab eodem Sanctissimo D. N. ad Sacram Rituum Congregationem remissum fuerit; eadem Sacrorum Rituum Congregatio, attento consensu et approbatione ordinarii, et aliis ut supra narratis, censuit gratiam petitam posse concedi, et ita declaravit. Die 23 junii 1607.

245. **Toletana.**

Abbas et capitulum ecclesiae collegiatae sanctorum Justi et Pastoris, ac totus populus oppidi de Alcala de Henares, alias Complutensis Toletanae dioecesis, ubi sanctus Felix martyr ordinis sancti Benedicti natus fuit, et cujus sancti etiam nonnullae reliquiae in eadem ecclesia magna cum devotione, et pietate, ob ejus memoriam conservantur, licet ejus corpus Cordubae sepultum sit, petierunt licentiam, in die ejus festivitatis, quae est 13 junii celebrandi et recitandi officium de communi unius martyris pro dicto S. Felice, sicut celebratur in dicta civitate et dioecesi Cordubensi, et ab universa religione sancti Benedicti.

Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi, ut in dicta ecclesia et a toto populo praedicto, possit in die supradictae festivitatis sancti Felicis recitari officium de communi unius martyris et ita declaravit. Die 23 junii 1607.

246. **Ferrarien.**

Cum ab immemorabili tempore in ecclesia Ferrarien. tres clericorum ordines distincti fuerint, alter canonicorum, qui superpelliceum et almutium ex pellibus dossi deferre solebant, alter mansionariorum, qui superpelliceum et almutium ex pellibus schirattoli portabant, alter cappellanorum, qui superpellicium tantum sine almutio deferebant: postquam ex concessione fe: re: Clementis papae VIII capitulum ejusdem ecclesiae Ferrarien. usum cappae obtinuit pro canonicis cum pellibus armellinis, et pro mansionariis et cappellanis cum pellibus dossi. Mansionarii, qui semper praecedentiam habuerunt super cappellanos et habitum distinctum ab eis detulerunt, gratiam praedictam tamquam eis praejudicialem, cum in habitu cappae aequales prorsus cappellanis facti essent, acceptare noluerunt. Unde episcopus Ferrariensis pro suae ecclesiae decore, ut debita habitus distinctio inter praedictos tres ordines, sicut in praeteritum servata fuit, sic etiam in futurum servaretur, ordinavit ut mansionarii ad cappellanorum differentiam hyeme cappas ex pellibus variis suffultas deferrent, quas canonici ex pellibus armellinis, et cappellani ex pellibus dossi juxta concessionem praedictam Clementis VIII fe: re: deferebant. Quia vero aestate adhuc nulla distinctio circa habitum inter cappellanos, et mansionarios remansit, cum ambo ordines praedicti superpellicium simplex deferant, Hercules Gavassinus clericus, et mansionarius suo, et caeterorum omnium ejusdem ecclesiae mansionariorum nomine, prout de mandato procurationis legitime docuit, a Sanctissimo D. N. et Sacra Rituum Congregatione petiit ut sicut hyeme data fuit distinctio habitus mansionariis et cappellanis, ita etiam aestate aliqua inter eos circa habitum appareat differentia.

Et cum haec mansionariorum petitio rationabilis eidem Sacrae Congregationi visa fuerit, cui idem Sanctissimus D. N. hoc negotium commiserat, decrevit et ordinavit, ut in futurum aestate liceat mansionariis deferre superpelliceum cum almutio ex pellibus schiriattoli, prout deferebant antequam capitulum usum cappae a Clemente VIII obtinuissent, cappellani vero aestate simplex superpelliceum absque almutio deferant, prout ante usum cappae, tam aestate quam hieme deferre solebant, ita ut omni tempore differentia habitus inter mansionarios, et cappellanos appareat et mansionariis semper debita et consueta praecedentia super cappellanos reservetur. Et ita eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, et declaravit, et ab episcopo, et canonicis, et aliis quibuscumque superioribus in civitate Ferrariensi servari mandavit. Die 23 junii 1607.

247. **Bituntina.**

Cum in Sacra Rituum Congregatione relatum fuerit capitulum et canonicos ecclesiae cathedralis civitatis Bituntinae vi abstulisse corpus bo: me: Mariae de Silos, quae vivens sibi sepulturam elegerat in ecclesia sancti Nicolai clericorum regularium ejusdem civitatis Bituntinae dum a fratribus S. Augustini portaretur ad sepeliendum in dicta ecclesia sancti Nicolai,

illudque non sine dictorum fratrum contumeliis et percussionibus violenter abstractum, detulisse ad eorum ecclesiam cathedralem, et ibi illud sepulturae tradidisse, contra formam concordiae stabilitae, confirmatae et approbatae ab eadem Sacra Congregatione circa jus sepulturae inter dictos canonicos et capitulum ex una et dictos clericos regulares theatinos nuncupatos in eadem civitate commemorantes ex altera partibus sub die 21 februarii 1604.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis de Monte, cui hoc negotium ab eadem Congregatione commissum fuerat, et visis litteris, ac informationibus transmissis super hoc facto a Rmo D. archiepiscopo Baren., audito etiam procuratore capituli et canonicorum, et omnibus juribus hinc inde deductis mature consideratis, censuit, et declaravit, corpus dictae Mariae de Silos, in ecclesia cathedrali, non sine violentia, et contra formam dictae concordiae sepultum, inde transferendum esse ad praefatam ecclesiam S. Nicolai dictorum clericorum regularium, et ibi juxta mentem dictae defunctae sepeliendum et ita omnino exequendum censuit, et declaravit, ac ordinavit. Die 21 julii 1607.

248. **Salisburgen.**

Antonius de Lodrone praepositus in metropolitana ecclesia Salisburgensi, qui usum mitrae, et baculi pastoralis habet a SSmo D. N. petiit licentiam, et facultatem benedicendi vasa, paramenta, et ornamenta ecclesiastica: Et cum in Sacra Rituum Congregatione negotium hoc de ordine ejusdem Sanctissimi propositum fuerit, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit gratiam petitam posse concedi pro illis benedictionibus tantum, in quibus sacrum chrisma, vel sacra unctio non adhibetur. Et ita declaravit die 21 julii 1607.

249. **Burgi S. Donnini.**

Officium S. Donnini martyris civitatis Burgi S. Donnini patroni duplex cum octava de mandato et ordine Sacrae Congregationis Rituum primo ab Illmo et Rmo D. bo: me: Caesare cardinali Baronio recognitum, et de ejus commissione a R. D. Francisco Bozio congregationis Oratorii presbytero revisum, et subscriptum, et deinde etiam de ejusdem Sacrae Congregationis Rituum mandato ab Illmo et Rmo D. Roberto cardinali Bellarmino recognitum, et subscriptum; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate, et tota dioecesi Burgi S. Donnini libere et licite recitari possit, et etiam ad majorem commoditatem imprimi valeat, licentiam et facultatem dedit, et concessit. Die 21 julii 1607.

250. **Terulen.**

Cum post longam discussionem causae in Sacra Rituum Congregatione inter capitulum generale, et vicarios et portionarios amovibiles ecclesiae cathedralis civitatis Terulen. primum coram bo: me: Illmo et Rmo D. cardinali Sanctorum Quatuor, et deinde coram Illmo et Rmo D. cardinali Seraphino, tandem utraque parte citata, audita, et informante sub die 16 septembri 1606 in eadem Sacra Congregatione resolutum fuerit, in omnibus processionibus, anniversariis diffusionibus nuncupatis, et in aliis actibus in quibus solet intervenire capitulum generale, et pro quibus interventibus dantur distributiones ex dotatione, et redditibus dicti capituli generalis, praecedentiam dandam esse vicariis et portionariis perpetuis ecclesiarum parochialium immediate post dignitates et canonicos ecclesiae cathedralis, supra ejusdem ecclesiae cathedralis vicarios et portionarios amovibiles qui de corpore capituli generalis non sunt, nec locum, nec distributiones in dictis processionibus ex bonis dicti capituli generalis habere debent, et latius, prout in dicto decreto, quod per litteras apostolicas in forma brevis expeditas a SSmo D. N. confirmatum fuit et ordinatum, ut inviolabiliter servaretur. Et nihilominus relatum sit in eadem Sacra Rituum Congregatione episcopum, canonicos, capitulum et clerum dictae ecclesiae cathedralis eidem decreto, et litteris apostolicis noluisse parere, sub praetextu, quod eorum jura non fuerint deducta, et audita, et quod dictum decretum et litterae apostolicae desuper expeditae indigeant declaratione.

Quare eadem Sacra Congregatio, audita super omnibus praemissis relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Seraphini, cui alias hoc negotium fuerat commissum et votis omnium et singulorum cardinalium in Congregatione praesentium decrevit et ordinavit, ut episcopus, canonici, et capitulum, ac clerus ecclesiae cathedralis Terulensis omnino pareant et obediant in omnibus et per omnia dicto decreto, et litteris apostolicis desuper expeditis. Post quorum paritionem si quod relevans habuerint audientur. Et ita censuit, decrevit, ordinavit, declaravit et exequi mandavit. Die 21 julii 1607.

251. **Austriae.**

Cum Sanctissimus D. N. Paulus papa V juxta mentem Sacrae Congregationis Rituum et ad instantiam Illmi et Rmi D. cardinalis Diectristein sub die 21 maii 1607 indulserit, ut abbas praepositus ecclesiae S. Andreae ordinis Praemonstratensis in Austria, mitra et baculo uti posset ipsius vita tantum durante: nec in supplicatione narratum fuerit, ipsum praepositum tamquam abbatem Lucensem jam benedictum, usum praedictum mitrae, et baculi pro sua persona habere: et gratiam non pro se tantum sed etiam pro successoribus suis petiisse; Illmus et Rmus D. cardinalis Diectristein iterum pro dicto praeposito S. Andreae in S. Rituum Congregatione institit, ut gratia praedicta, non personae tantum dicti praepositi, sed loco et successoribus suis in perpetuum concedatur.

Eadem Sacra Rituum Congregatio die 21 julii 1607, attentis narratis, et cum dictus praepositus ecclesiam restauraverit, redditus ejusdem recuperaverit, et recuperare adhuc non cesset, in gratiam ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Diectristein, et ut exemplum detur bonis catholicis in illis partibus recuperandi bona ecclesiae e manibus haereticorum, censuit gratiam petitam, dicto praeposito pro se et successoribus in perpetuum posse concedi, si Sanctissimo D. N. placuerit. Et Sanctissimus D. N. audita Congregationis sententia per nostram relationem eidem in consistorio secreto factam annuit, ut dicto praeposito, et suis successoribus in perpetuum gratia praedicta concedatur, et ita declaravit. Die 30 ejusdem mensis julii 1607.

252. **Oscen.**

In ecclesia cathedrali Oscen. solitum esse cantari matutinum media nocte SSmo D. N. narratum fuit; et cum ecclesia praedicta aliquantulum distet a corpore civitatis, et ob aeris intemperiem, raro admodum, et fere nunquam dicta hora canonicos ejusdem ecclesiae, ad cantandum matutinum, (ut deberent) accedere: unde fit ut a paucis beneficiatis, cum modica decentia et decoro matutinum cantetur, qui etiam dicta hora, ob aemulorum, seu inimicorum timorem, armati ad se tuendum accedunt. Quare non solum episcopus, canonici et capitulum, sed etiam catholica majestas per suas litteras eidem SSmo D. N. supplicaverunt, ut non obstante dicta consuetudine, horam praedictam mutare dignaretur, ita ut in futurum liceat canonicis, beneficiatis, et clericis dictae ecclesiae matutinum cantare occidente sole. Et cum Sanctissimus D. N. negotium hoc in Sacra Rituum Congregatione proponi et discuti mandaverit; eadem Sacra Rituum Congregatio, attentis narratis et instantia facta a rege catholico, episcopo, et universo capitulo, censuit mutandam esse horam matutini, non ad occasum, sed ad ortum solis, ut albescente die prima luce in futurum canonicis, capitulo et clero dictae ecclesiae cathedralis Oscen, matutinum primo, et deinde caeteras horas canonicas recitare, seu decantare liceat, et ita declaravit die 21 julii 1607.

Et Sanctissimus D. N. audita Congregationis opinione per nostram relationem Sanctitati Suae in consistorio secreto factam, ejusdem Congregationis sententiam laudavit, approbavit, et exequi mandavit. Die 30 ejusdem mensis julii 1607.

253. **Nullius provinciae Toletanae.**

Cum in regali monasterio S. Laurentii in Escuriali Nullius

dioecesis provinciae Toletanae Fratrum ordinis S. Hieronymi innumerae et insignes sanctorum martyrum, confessorum et virginum reliquiae conserventur, a glo: me: Philippo II Hispaniarum rege catholico et Philippo III ejus filio nunc feliciter regnante collectae, atque eidem monasterio et ecclesiae S. Laurentii donatae: de quibus singulis, quando eorum festa occurrunt, recitare dicti fratres vellent, prout juxta regulas breviarii deberent, non modo dominicas et ferias, sed omnes fere alias anni festivitates currentes absorberent, ita ut nunquam, aut raro dicti fratres officium de dominica aut de feria, vel de aliis sanctis in kalendario descriptis, recitare possent, sed de illis tantum, quorum reliquias insignes apud se habent; quare cupientes officium juxta kalendarium romanum recitare ne a tot festivitatibus impediantur, quot ipsi et corpora integra, et capita, et brachia et insignes sanctorum reliquias habent et ut debito etiam honore, et veneratione ipsi sancti, quorum reliquias possident non defraudentur: prior et fratres dicti monasterii a Sacra Rituum Congregatione petierunt, ut semel in anno, die non impedita eis liceat recitare officium duplex cum octava in honorem dictorum sanctorum, quorum reliquiae in dicta ecclesia et monasterio regali S. Laurentii conservantur.

Quae quidem Sacra Rituum Congregatio, attentis narratis, censuit gratiam petitam posse concedi, ut scilicet dicti fratres monasterii S. Laurentii in Escuriali possint singulis annis die non impedita officium duplex cum octava recitare de communi plurimorum martyrum in honorem sanctorum, quorum reliquias in dicta eorum ecclesia et monasterio custodiunt, conservant et venerantur. Et ita declaravit die 1 septembris 1607.

254. **Calaritana.**

In ecclesia S. Mariae Jesus Calaritanae civitatis corpus B. Salvatoris de Orta ordinis minorum magna cum populi devotione et veneratione quiescere et asservari Sacrae Rituum Congregationi pro parte archiepiscopi et promotoris curiae dictae civitatis narratum est: quod licet inclusum sit in capsa, et clavibus reseratum diligenter custodiatur, tamen ad instantiam nonnullorum nobilium dictae civitatis virorum, inde asportatur, et in privatorum domibus super corpora infirmorum ponitur. Unde fit quod corpus ipsum deturpetur, et manuum pedumque ejus ossa a diversis fidelibus indiscreta devotione furtim ablata sint. Quare archiepiscopus et promotor praedictus SSmo D. N. supplicaverunt, ut sub censuris et aliis poenis per litteras suas in forma brevis expediendas provideat, ne in futurum corpus praedictum a capsa in qua conservatur, quavis de causa, vel occasione amoveatur. Et cum negotium hoc a S. Sua Sacrae Rituum Congregationi remissum fuerit; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit gratiam petitam esse justam, et posse concedi; et ita declaravit. Die 1 septembris 1607.

255. **Mantuana.**

Cum clerici regulares Theatini nuncupati, instante Serenissima Margarita olim Ferrariae ducissa, in civitate Mantuana domum et ecclesiam S. Margaritae obtinuerint, quam ob aerem non sanum, et loci angustiam relinquere coacti sint, et aliam ecclesiam S. Mauritii nuncupatam, et domum capaciorem in salubriori aere in eadem civitate obtinuerint; cupientes etiam titulum S. Margaritae, ubi primam obtinuerunt in dicta civitate mansionem, retinere, petierunt a Sacra Rituum Congregatione licentiam celebrandi utrumque festum tamquam de patrono cum officio duplici, et octava, et retinendi titulum ambarum praedictarum ecclesiarum, nempe S. Mauritii, et sociorum, et S. Margaritae.

Eadem Congregatio Sacrorum Rituum censuit gratiam et licentiam petitam posse concedi et ita declaravit die 1 septembris 1607.

256. **Bituntina.**

Clerici regulares Theatini nuncupati in civitate Bituntina et ecclesia S. Nicolai commorantes, petierunt declarari a Sacra Rituum Congregatione concordiam seu transactionem factam circa jus sepulturae inter ipsos clericos regulares et capitulum ac canonicos ecclesiae cathedralis ejusdem civitatis ab eadem Sacra Congregatione approbatam, et confirmatam sub die 21 februarii 1604 firmam et stabilem, ac in suo robore remanere debere, non obstante excessu facto superioribus diebus a dicto capitulo, et canonicis ecclesiae cathedralis in auferendo vi, et sepeliendo corpore q. Mariae de Silos contra mentem et voluntatem defunctae, in eorum ecclesia cathedrali, cum ipsa defuncta vivens sepulturam sibi in dicta ecclesia S. Nicolai elegisset.

Quae quidem Sacra Rituum Congregatio, auditis partibus, et cum jam corpus praedictum q. Mariae de Silos, juxta ordinem ejusdem Sacrae Congregationis a capitulo et canonicis ecclesiae cathedralis dictis clericis regularibus restitutum fuerit, declaravit praedictam concordiam, seu translationem firmatam, et stabilitam inter praedictos clericos regulares, ac capitulum et canonicos ecclesiae cathedralis Bituntinae civitatis circa jus sepulturae, et jam approbatam, et confirmatam ab eadem Sacra Congregatione in omnibus, et per omnia firmam, stabilem et in suo robore remanere debere, quidquid huc usque ab utraque parte contra formam dictae concordiae attentatum, vel innovatum fuerit, et ita declaravit die 1 septembris 1607.

257. **Lausanen. Salodorum.**

Officia propria sanctorum collegiatae ecclesiae Castri Salodori in Helvetia Lausanen. dioecesis, qui breviarium romanum acceptaverunt, ab Illmo et Rmo D. Jacobo cardinali de Peronio, de mandato et ordine Sacrae Congregationis Rituum revisa emendata atque subscripta; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in dicto castro Salodori, atque Lausanensi, Constantiensi, et Basiliensi dioecesibus libere et licite recitari possint, atque imprimi licentiam concessit, et ita declaravit die 1 septembris 1607.

258. **Venetiarum.**

Officium proprium cum octava B. Justinae virginis, et martyris ad instantiam monialium S. Justinae Venetiarum de mandato et ordine Sacrae Congregationis Rituum ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino revisum, emendatum, atque subscriptum; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a dictis monialibus S. Justinae Venetiis libere, et licite recitari valeat, atque etiam imprimi possit, licentiam dedit et concessit. Die 1 septembris 1607.

259. **Segobricen.**

Officia sanctorum impressa, et a fe: re: Gregorio papa XIII approbata pro ecclesia et dioecesi Valentina, Sacra Rituum Congregatio ad petitionem episcopi, capituli, cleri et civitatis Segobricen, R. D. Joanne Baptista Torneo ejusdem ecclesiae thesaurario et legitimo procuratore in Urbe instante, concessit ut in dicta civitate, et dioecesi Segobricen. libere atque licite recitari possint, iisdem prorsus diebus, eodemque ordine, ac modo, quo in civitate praedicta Valentina recitantur, et ita declaravit. Die 17 novembris 1607.

260. **Syracusana.**

Archipresbyter et capitulum ecclesiae collegiatae S. Petri de Modica Syracusanae dioecesis petiit declarari ad sui favorem, praecedentiam sibi et suae ecclesiae collegiatae competere supra ecclesias parochiales, et servari decretum in hac causa pro eadem ecclesia collegiata factum sub die 20 decembris 1601 hujusmodi sub tenore videlicet: Cum ecclesiae collegiatae super alias simplices ecclesias praeeminentiam de jure deberi indubitatum sit, archipresbyterum et canonicos ecclesiae S. Petri in oppido, seu civitate Modicae Syracusanae dioecesis in collegiatam cum omnibus praeeminentiis et praerogativis aliarum similium collegiatarum erectae, rectorem, et presbyteros ecclesiae S. Georgii, quae tantum parochialis est praecedere, neque dictum rectorem a sinistris praefati archipresbyteri, sed cum suae ecclesiae presbyteris in processionibus et aliis actibus publicis incedere debere, non obstante quod ante erectionem mi-

tim incederent: et ita observandum esse, nisi aliud obstet censuit Sacrorum Rituum Congregatio die 20 decembris 1601.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, cum nihil aliud obstare quo minus supradictum decretum exequatur, deductum sit, ordinavit ut episcopus Syracusanus omnino illud servari faciat in dicto oppido seu civitate Modicae, et ita declaravit. Die 17 septembris 1607.

261. **Tarraconen.**

Officium S. Theclae virginis et martyris cum octava, jam approbatum a Sacra Rituum Congregatione pro monialibus Sancti Spiritus in Saxia de Urbe sub die 11 decembris 1604; etiam in civitate Tarraconensi, cujus ecclesia cathedralis eidem B. Theclae dicata est, cum octava recitari possit, ad instantiam archiepiscopi et capituli ejusdem ecclesiae Tarraconensis eadem Sacra Rituum Congregatio indulsit, et concessit. Per dioecesim vero ejusdem civitatis, ut in die tantum festivitatis ejusdem recitari possit sine octava declaravit. Die 17 novembris 1607.

262. **Carpen. Nullius.**

Archipresbyter ecclesiae collegiatae Carpen. Nullius dioecesis, exposuit consuevisse in dicta ecclesia, partim ex consuetudine, partim ratione vicinitatis Bononien., et Regien. civitatum recitare divinum officium sub ritu duplici nonnullorum sanctorum juxta notam assignatam: De quibus omnibus pro majori parte in breviario romano recitatur officium sub ritu simplici, et pro conscientiae exoneratione a Sacra Rituum Congregatione petiit declarari, an liceat in dicta consuetudine continuare recitandi officium dictorum Sanctorum sub ritu duplici, vel potius sub ritu simplici vel prout ordinatur in breviario romano, officium recitari debeat.

Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit a regulis et rubricis breviarii romani non esse recedendum, nec licere archipresbytero, seu aliis quibuscumque personis ecclesiasticis sub ritu duplici recitare officium sanctorum de quibus in breviario romano fit tantum officium sub ritu simplici, exceptis casibus in dictis rubricis expressis. Et ita declaravit. Die 19 januarii 1608.

263. **Ostien. Coraе.**

Dominicus episcopus Ostiensis et Velitern. sacri collegii decanus, S. R. E. cardinalis Pinellus. Cum alias archipresbyter collegiatae ecclesiae S. Mariae Pietatis, sive Plebis terrae Corae nostrae dioecesis Ostien. tacita veritate, ac nulla facta mentione de immemorabili et antiquissima dictae terrae consuetudine circa benedictionem, et distributionem candelarum, atque palmarum, quae semper facta fuit in ecclesia parochiali S. Catharinae ejusdem terrae, neque de possessione rectoris dictae ecclesiae parochialis, quam habet faciendi dictas benedictiones, et distributiones candelarum et palmarum in dicta sua ecclesia parochiali; neque de sententia, quod in dicta possessione manuteneatur, per eum a nostro vicario generali super praemissis contra ipsum archipresbyterum et canonicos praedictae ecclesiae collegiatae obtenta, neque de causa appellationis ad instantiam ipsius archipresbyteri nostro auditori generali per nos commissa, neque de litis pendentia in causa praedicta appellationis, nemine super praemissis interesse habente citato, seu vocato: comparuerit in Sacra Rituum Congregatione, ac supplicaverit sibi concedi facultatem et licentiam benedicendi candelas, et palmas in sua ecclesia collegiata prout, licet falso, benedici asseruit in aliis omnibus ecclesiis, tam saecularium quam regularium dictae terrae, ita ut amplius, nec ipse archipresbyter, neque canonici ejusdem ecclesiae collegiatae tenerentur accedere ad dictam ecclesiam parochialem pro dicta benedictione et distributione candelarum et palmarum, ac processione facienda, sub quovis praetextu consuetudinis, vel quod alias sic fuerit quandoque servatum. Et cum negotium hujusmodi cum aliis petitionibus factis ab eodem archipresbytero, circa praeeminentiam sibi reservandam in associando defunctos ad sepulturam, ab eadem Sacra Congregatione Rituum nobis tamquam loci ordinario et uni ex dictae Congregationis cardinalibus commissa fuerit: Nosque attendentes universalem fere omnium ecclesiarum consuetudinem esse, ut quilibet rector, seu curatus in sua ecclesia collegiata, vel parochiali faciat benedictionem, et distributionem candelarum et palmarum, sub die 9 maii 1607 proxime praeteriti, declaravimus non esse sub consuetudinis, vel quovis alio praetextu astrigendos archipresbyterum, et canonicos dictae ecclesiae collegiatae Sanctae Mariae Pietatis, sive Plebis, ut ad inferiorem ecclesiam parochialem S. Catharinae accederet pro facienda benedictione et distributione candelarum et palmarum, sed tam dictis archipresbytero et canonicis in sua ecclesia collegiata, quam aliis quibuscumque curatis sive rectoribus saecularibus et regularibus in suis parochialibus, seu regularibus ecclesiis licere dictas benedictiones et distributiones candelarum, et palmarum facere juxta generalem fere totius christiani orbis consuetudinem, ut latius prout in dicto decreto. Verum quia postea coram nobis R. D. Julius Gigliosius dictae ecclesiae S. Catharinae rector comparuit, ac citatis archipresbytero, et canonicis dictae ecclesiae collegiatae, de dicta immemorabili, et laudabili consuetudine dictae terrae coram legitime docuit, cum liber cerimonialis laudabiles et immemorabiles consuetudines non tollat, ut saepe Sacra Rituum Congregatio declaravit, visis juribus pro parte dicti rectoris S. Catharinae productis, ac pluries in voce et in scriptis auditis, cum ipse archipresbyter praedictam consuetudinem nobis negare non sit ausus et denique visis omnibus videndis, et super praemissis diligenter consideratis omnibus considerandis;

Nos Dominicus episcopus Ostiensis cardinalis praedictus, tam nostra ordinaria, quam nobis super praemissis ab eadem Sacra Rituum Congregatione delegata auctoritate decernimus, et declaramus circa benedictiones et distributiones candelarum et palmarum, ac processiones in die Purificationis et in Dominica Palmarum faciendas, servandam esse antiquam et immemorabilem dictae terrae consuetudinem, ut scilicet benedicantur, et distribuantur in dicta ecclesia parochiali sanctae Catharinae per rectorem dictae ecclesiae, et inde postea fiat processio ad ecclesiam collegiatam S. Mariae Pietatis, sive Plebis, juxta solitum, et consuetum dictae terrae et latius, pro ut in sententia super praemissis a praedicto nostro vicario generali lata sub die 7 aprilis 1607 quam omnino et inviolabiliter, omni et quacumque appellatione remota observari praecipimus, et mandamus, cum sequenti tamen declaratione, videlicet: quod postquam facta benedictione, et distributione candelarum, sive palmarum, processio pervenerit ad ecclesiam collegiatam S. Mariae Pietatis, sive Plebis, liceat archipresbytero, si voluerit, missam solemnem cantare et curatus praedictus S. Catharinae possit in eadem ecclesia collegiata, vel alibi suo arbitrio, missam sine cantu celebrare. Quod si archipresbyter praefatus missam solemnem cantare noluerit, illam juxta solitum cantet praefatus curatus S. Catharinae. Et ita dicimus, declaramus, pronunciamus, et ordinamus et in perpetuum observari mandamus omni et quacumque appellatione remota. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium, praesentes per infrascriptum ejusdem Sacrae Congregationis Rituum secretarium fieri fecimus, manu nostra propria subscripsimus, nostrique soliti sigilli appensione muniri fecimus. Datum Romae in palatio nostrae solitae residentiae die 23 januarii 1608. Dominicus Episcopus Ostiensis card. Pinellus. *J. P. Mucantius Secr. Cong.*

264. **Caesaraugustana.**

Moniales sanctae Agnetis ordinis Praedicatorum in civitate Caesaraugustana, in quarum ecclesia adest cappella dedicata S. Joachino petierunt licentiam celebrandi officium duplex de dicto sancto, prout faciunt in eadem civitate fratres ejusdem ordinis.

Congregatio Sacrorum Rituum, cum moniales praedictae sint ejusdem ordinis Sancti Dominici, censuit gratiam petitam posse concedi, ut possint recitare officium duplex de S. Joachino, eodem modo et forma qua illud recitant fratres ejusdem ordinis in eadem civitate, et ita declaravit. Die 9 februarii 1608.

265. **Bituntina.**

Congregatio Sacrorum Rituum, visis instantiis et petitionibus factis a canonicis ecclesiae Bituntinae circa declarationem nonnullorum dubiorum, pro intelligentia libri coerimonialis, cum iis etiam quae adversus praedictas petitiones et instantias deduxerunt ejusdem ecclesiae dignitates pro suis juribus tuendis, juxta laudabilem, et antiquam ejusdem ecclesiae consuetudinem. Et de praemissis omnibus audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Galli, cui hoc negotium ab eadem Sacra Congregatione commissum fuerat, et coram quo pluries ambae partes cum eorum procuratoribus et advocatis comparuerunt, et jura sua tam in voce quam etiam in scriptis deduxerunt, et allegaverunt, pro bono pacis, quietis, et concordiae ejusdem ecclesiae et ut Dei cultus servetur, et divina officia sine contentione prout decet, in eadem ecclesia, tam a dignitatibus, quam a canonicis celebrentur; censuit et declaravit, canonicos ejusdem ecclesiae Bituntinae, quorum canonicatibus diaconatus, et subdiaconatus ordines sunt annexi, teneri assistere, et inservire archidiacono, et caeteris praedictae ecclesiae dignitatibus et canonicis, cum in festivitatibus ex decreto synodi dioecesanae sibi assignatis, missam, et vesperas solemniter celebrant. Nec licere praedictis canonicis usurpare insignia serica violacea, quae hactenus, et semper in praeteritum dignitates tantum ejusdem ecclesiae deferre consueverunt, sed teneri deferre almutium pelliciae uniformem, et eos qui dissimilem temere assumpserunt, ad illum deponendum per ordinarium compellendos fore. De reliquis vero, quae in supplici libello per canonicos porrecto tamquam novo Caerimoniali adversantia frustra proponebantur, nihil innovandum judicavit, sed omnia juxta morem et ejusdem ecclesiae consuetudinem servanda esse censuit, declaravit, et ordinavit. Die 9 februarii 1608.

266. **Mileten Galatii.**

Rector et confraternitas ecclesiae S. Mariae de Valle in terra Galatii Mileten dioecesis petierunt declarari a Sacra Rituum Congregatione: An liceat confratribus et cappellanis dictae ecclesiae, facere solitas processiones B. Mariae, non tamen in tertia dominica, quando fit processio in ecclesia parochiali, et visitare in processione alias dictae terrae ecclesias. Et an liceat tempore quadragesimae et adventus praedicare in dicta ecclesia, dummodo concionator sit approbatus ab ordinario cui eleemosina datur ab ipsa confraternitate. Et an liceat in dicta ecclesia benedicere palmas, ignem et aquam sabbato sancto, et pulsare campanas antequam pulsentur in ecclesia parochiali sabbato sancto dum in missa d. Gloria in excelsis Deo ec.

Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit omnia supradicta licere, praeterquam pulsare campanas sabbato sancto antequam pulsentur in ecclesia parochiali, et ita declaravit. Die 9 februarii 1608.

267. **Poloniae.**

Officia propria sanctorum patronorum regni, seu provinciae Poloniae, a Stanislao Socolovio conscripta et in libello impressa, de mandato et ordine Sacrae Congregationis Rituum ab Illmo et Rmo D. Roberto cardinali Bellarmino recognita, eadem Sacra Rituum Congregatio cum sequenti censura approbavit, videlicet: Quod de sancta Margarita fiat officium simplex, prout in breviario romano, non decima tertia, sed vigesima die mensis julii. De sanctis vero eremitis seu martyribus Andrea et Benedicto et de sanctis quinque fratribus martyribus nihil fiat, donec constet de eorum canonizatione, vel approbatione Sedis Apostolicae, ut possint inter sanctos martyres, seu eremitas connumerari. Reliqua vero officia in libello praedicto impressa, ut in regno et provincia Poloniae libere et licite recitari possint et valeant, eadem Sacra Rituum Congregatio indulsit. Die 15 martii 1608.

268. **Passavien.**

Cum Sanctissimus D. N. alias concesserit, et indulserit Joanni Jacobo Gongero decano insignis collegiatae ecclesiae B. Mariae Hospitalis nuncupatae in Austria ad Anasum Passavien. dioecesis, ut ipse in posterum et successores sui, non amplius decani, sed praepositi, et decanatus hujusmodi non decanatus, sed praepositura nuncuparentur, atque ipse modernus praepositus ejusque successores omnibus, et singulis privilegiis et immunitatibus, ac insigniis, quibus alii praepositi in provincia Austriae de jure, usu et consuetudine utantur, potiuntur, et gaudent, pariformiter, et sine ulla prorsus differentia uti, potiri, et gaudere, libere et licite possint. Et cum reliqui omnes praepositi in Austria privilegio mitrae, et baculi utuntur, ne ulla possit unquam in posterum oriri difficultas, an sub dictis verbis generalibus concessum fuerit ipsi praeposito et successoribus usum mitrae et baculi, supplicavit a SSmo D. N. declarari per alias litteras in specie ut ipse praepositus, et successores praedicti dicto privilegio utendi mitra et baculo, sicut alii praepositi Austriae gaudere possint, et valeant. Et cum negotium hoc ab eodem SSmo D. N. remissum fuerit examinandum in Sacra Rituum Congregatione; eadem Sacra Congregatio censuit gratiam petitam esse justam, et posse concedi maxime attento consensu et instantia ordinarii, et ita declaravit. Die 15 martii 1608.

269. **Tullen, seu Nullius.**

Pro parte decani ecclesiae collegiatae S. Deodati nullius dioecesis in territorio Tullen. a Sede Apostolica immediate dependentis, Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, de expresso consensu, et licentia bo: me: Illmi et Rmi D. cardinalis de Lotharingia in illis partibus Sedis Apostolicae legati, in eadem ecclesia collegiata, relicto antiquo ritu et usu, receptum fuisse usum et ritum breviarii, et missalis romani, et ita semper, donec praedictus Illmus et Rmus D. cardinalis vixit in eadem ecclesia servatum, et continuatum fuisse: post cujus mortem nonnulli e dicto capitulo, non sine scandalo et totius cleri perturbatione, antiquum usum, et ritum breviarii et missalis dictae ecclesiae restituere conati sunt, relicto usu et ritu breviarii et missalis romani jam in dicta ecclesia acceptatis, et ut supra introductis. Quare dictus decanus petiit per Sacram Congregationem ordinari, ut omnes dictae ecclesiae dignitates, canonici, presbyteri et clerici debitis remediis cogantur servare usum et ritum breviarii et missalis romani jam introductum, et prout servatum fuit vivente praedicto Illmo et Rmo D. cardinali de Lotharingia.

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit usum et ritum praedictum servandum esse, R. P. D. episcopo Tullen committendum, ut debitis et opportunis remediis cogat et compellat contradictores obedire, ut praedictum usum et ritum breviarii et missalis romani in dicta collegiata S. Deodati introductum servent et continuent, et ita censuit, et declaravit. Die 15 martii 1608.

270. **Pistorien.**

Cum Bartholomaeus Zelonus coadjutor cum futura successione Nicolai Zeloni canonici in ecclesia cathedrali Pistorien. locum inter alios ejusdem ecclesiae canonicos in absentia coadjuti obtinuerit, et habeat, et nihilominus nonnulli rectores, priores, seu plebani ecclesiarum curatarum dictae civitatis in eorum ecclesiis, eidem coadjutori precedentiam dare recusent, quam sine contradictione concedunt caeteris omnibus canonicis dictae ecclesiae cathedralis, quando ad dictas ecclesias curatas ejusdem civitatis accedunt, petiit a Sacra Rituum Congregatione declarari, ut etiam sibi in absentia coadjuti praecedentia, tamquam canonico a dictis curatis prioribus, seu plebanis detur.

Eadem Sacra Congregatio coadjutorem in absentia coadjuti

tamquam verum et proprium canonicum censendum esse, et ideo ei praeeminentias convenire quae propriis canonicis conveniunt, et praecedere debere dictis curatis plebanis seu prioribus, tamquam verum et proprium canonicum in absentia coadjuti; et ita declaravit. Die 15 martii 1608.

271. **Nullius. Cruciferorum.**

Prior generalis ordinis cruciferorum, in Belgio, Francia, et Germania, qui octuaginta circiter conventus sub se habet, quorum religiosi, propter eorum ab episcopis distantiam non sine magna difficultate et incommodo ipsos episcopos pro benedicendis paramentis, et aliis rebus sacris adire possunt; petiit indultum benedicendi in dictis suis conventibus, et latius prout in supplicatione remissa a Dataria ad Sacram Rituum Congregationem sub qua supplicatione ita fuit rescriptum, videlicet:

Congregatio Sacrorum Rituum censuit posse expediri praesens indultum pro illis benedictionibus tantum, in quibus sacrum oleum, vel sancta unctio non adhibetur et ita declaravit. Die 15 martii 1608.

272. **Galliae.**

Cum serenissimus Henricus IV Galliae rex christianissimus, ob peculiarem devotionem erga sanctum Ludovicum ejus in regno praedecessorem cujus praeclaras et heroicas virtutes cum nomine haereditare sperat carissimum filium suum ejusdem regni Delphinum, SSmo D. N. supplicaverit ut dicti S. Ludovici regis natalis obitus anniversaria dies, tamquam festiva, et de praecepto in universo Galliae regno, ditione, loco, et dominio suo coleretur, et servaretur, ac per universum christianum orbem de eodem sancto Ludovico officium sub ritu duplici celebraretur, idemque SSmus D. N. negotium hoc examinandum ad Sacram Rituum Congregationem remiserit;

Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi, si ita Sanctitati Suae placuerit, ut in universo regno, ditione, dominio, et locis tantum majestati suae christianissimae subjectis festum dicti S. Ludovici regis tamquam de praecepto colatur, et de eodem officium sub ritu duplicis celebretur, et ita declaravit. Die 15 martii 1608.

273. **Abricen.**

Joannes Bailleul abbas monasterii Montis Monachi ordinis canonicorum regularium sancti Augustini Abricen. dioecesis, qui sub se habet multa ecclesiastica beneficia regularia, et secularia et plurimos subditos, inter quos adsunt viginti nobiles feudatarii, et cujus monasterii abbates solent bis in anno congregare synodum, et utuntur baculo, et annulo, non tamen mitra, petiit pro se et successoribus suis usum mitrae et baculi, et aliorum indumentorum pontificalium, cum potestate conferendi ordines minores suis subditis, et facultate benedicendi calices, patenas, vasa, paramenta etc. prout in supplicatione remissa a Dataria ad Sacram Rituum Congregationem, sub qua supplicatione ita fuit rescriptum.

Congregatio Sacrorum Rituum, attentis narratis, censuit gratiam petitam circa usum mitrae et aliorum indumentorum pontificalium, ac benedictionem paramentorum, et sacrorum vasorum, in quibus sacra unctio non adhibetur posse concedi, et ita declaravit. Die 19 aprilis 1608.

274. **Placentina.**

Officia pro civitate et dioecesi Placentina ad instantiam episcopi concessa et approbata a Sacra Rituum Congregationi sub diebus 23 martii 1602 et 15 martii 1603 de novo diligentius emendata cum nonnullis aliis ejusdem civitatis, et dioecesis propriis sanctorum officiis quae in primo concessis omissa fuerant ex ordine, et mandato ejusdem Sacrae Congregationes recognita emendata et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate et dioecesi Placentina libere et licite recitari possint, ac etiam pro majori commoditate imprimi valeant, licentiam dedit, et concessit. Die 19 aprilis 1608.

275. **Senogallien. Montis Bodij.**

Licet alias sub die 24 septembris 1605 a Sacra Rituum Congregatione declaratum fuerit, ad priorem fratrum conventualium S. Francisci terrae montis Bodij Senogallien. dioecesis pertinere deferre in processione reliquiam brachii S. Gaudentii, quod in eadem ecclesiae conservatur, ita tamen, ut ipse prior solus paratus in ultimo loco cum reliquia incederet, caeteri vero fratres ejusdem conventus antecederent clerum secularem etc. Tamen quia postea curati et clerus saecularis ejusdem terrae recursum habuerunt ad eamdem Sacram Congregationem et exposuerunt praedictam reliquiam fuisse in dicta ecclesia S. Francisci collocatam a famiglia de Bergaminis, quae haeredem instituit montem pietatis ejusdem terrae; et communitas quae curam montis praedicti sustinet, procuravit in eadem ecclesia aedificari cappellam, in qua decentius conservaretur dictum brachium S. Gaudentii, quod in processione defertur per dictam terram singulis annis die 3 augusti, juxta dictae terrae statutum, seu consuetudinem: et ideo cum reliquia praedicta non sit dictorum fratrum, sed potius communitatis, quae peculiarem et particularem curam dictae reliquiae habet, petierunt declarari ad curatum digniorem saecularem ejusdem terrae, non autem ad priorem regularem S. Francisci pertinere deferre in processione per dictum oppidum seu terram Montis Bodij dictam reliquiam; et cum negotium hujusmodi ab eadem Sacra Rituum Congregatione remissum fuerit Illmo et Rmo D. cardinali Peretto, et coram eo diutius examinatum, tandem audita relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, et visis litteris informativis episcopi Senogallien. super praemissis; eadem Sacra Rituum Congregatio, ad tollendas in futurum omnes lites et controversias, et ut processio cum reverentia et devotione debita fiat et sine scandalo, pro bono pacis et quietis dictae terrae et communitatis Montis Bodij, censuit, et declaravit, ut prior conventus S. Francisci, ubi reliquia conservatur, illam portet usque ad portam dictae ecclesiae et in porta illam consignet in manibus dignioris curati, sive presbyteri ejusdem terrae, qui in processione dictam reliquiam per oppidum deferat, et in reditu illam pariter consignet in manibus prioris dicti conventus S. Francisci in eadem porta ecclesiae; et ita censuit, et declaravit, et in dicta terra seu oppido Montis Bodij, quibuscumque non obstantibus servari mandavit. Die 19 aprilis 1608.

276. **Tullen.**

Cum monachi seu fratres conventus Sancti Uberti de Altreyo dioecesis Tullen. canonicorum regularium ordinis S. Augustini, qui vestibus albis in monasterio utuntur, et extra monasterium nigris prout tam in monasterio, quam extra monasterium in tota dioecesi Tullen., et provincia Lotharingiae omnes ejusdem ordinis fratres religiosi habitu nigro utuntur, petierint sibi indulgeri, ut tam in monasterio, quam extra nigris vestibus ad instar aliorum sui ordinis religiosorum in dicta provincia uti possint et debeant. Et negotium in Sacra Rituum Congregatione propositum fuerit, ac commissum Illmo et Rmo D. cardinali Columnae; eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione supradicti Illmi et Rmi D. cardinalis Columnae et visa fide Rmi D. episcopi Tullen. censuit posse dictis fratribus seu monacis conventus S. Uberti loci de Altreyo indulgeri, ut habitu nigro tam in monasterio quam extra, ad instar aliorum ejusdem ordinis religiosorum, utantur, et uti debeant. Et ita declaravit. Die 10 maii 1608.

277. **Praten. Nullius.**

Cum alias a SSmo D. N. Paulo V Philippo de Salviatis moderno praeposito Praten. Nullius dioecesis, et successoribus suis in perpetuum usus mitrae et baculi, et aliorum indumentorum pontificalium concessus fuerit, cum privilegiis, quae latius in litteris Apostolicis desuper expeditis continentur; idemque praepositus ad majorem suae dignitatis et ecclesiae honorem petierit dicta privilegia declarari, et in nonnullis

ampliari, et hujusmodi negotium in Sacra Rituum Congregatione propositum, commissum fuerit Illmo et Rmo D. cardinali Farnesio; eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione supradicti Illmi et Rmi D. cardinalis Farnesii, censuit dicto praeposito, pro se suisque successoribus posse concedi, ut tam in sua ecclesia collegiata, quam in aliis dictae terrae seu extra suae jurisdictionis ecclesiis, uti possit pontificalibus, et aliis privilegiis sibi jam concessis; et etiam in ecclesiis regularium, de consensu tamen ipsorum: ac sine eorum expresso consensu, dum in processionibus per dictorum regularium ecclesias ipsum paratum cum pluviali et mitra transire contigerit. Nec non ut in dictis ecclesiis possit dictus praepositus, quando non est paratus, uti cappa eodem modo, quo in Urbe utuntur canonici S. Petri, indulgendum censuit et declaravit. Die 10 maii 1608.

278. **Urbis**

Subrogatio protonotarii pro canonizationibus in locum defuncti.

Cum pro canonizatione sanctorum Dei ex praescripto, receptoque S. R. E. more celebranda, inter alia requisita judiciarii processus actaque, pro tanta rei magnitudine necessaria et opportuna fieri debeant quae per aliquem ex protonotariis apostolicis, quorum proprium hoc munus erat, componi, annotari, et authenticari deceat cumque R. P. D. Joannes Antonius Facchinettus bo: me: ex collegio protonotariorum apostolicorum ad hac specialiter a Sacra Rituum Congregatione deputatus, diem suum clauserit extremum;

Eadem Sacra Rituum Congregatio apud quam hujusmodi causae canonizationis sanctorum tractantur, praehabito communi colloquio ac tractatu, reque mature perpensa, ex eodem collegio protonotariorum apostolicorum de numero participantium R. P. D. Antonium Massam, de cujus animi integritate, fide, devotione, solertia, et pietate plurimum in Domino confidit, ad tam grave seriumque in Dei Ecclesia negotium explicandum, ordinandum, ac pro sui muneris exigentia dirigendum in locum supradicti R. P. D. Jo. Antonii Facchinetti proxime defuncti, elegit, constituit, et deputavit, cum honoribus solitis, ac facultatibus opportunis. Romae in palatio solitae residentiae Illmi, et Rmi D. cardinalis Pinelli, ubi Congregatio habita fuit. Die 10 maii 1608.

279. **Aquilejen.**

In causa praecedentiae inter capitulum, et canonicos ecclesiae Civitatis Austriae Forolivii ex una, ac capitulum et canonicos ecclesiae Utinen. Aquilejen. dioecesis, ex altera partibus, saepius et exactissime a multis annis utraque parte informante in Sacra Rituum Congregatione discussa et examinata. Cum prius in possessorio sub die ultima mensis septembris 1596; deinde in petitorio sub die 10 mensis februarii 1598 in eadem Sacra Congregatione omnibus hinc inde deductis, atque accuratissime consideratis, et partibus saepius oretenus, et in scriptis auditis, declaratum, et resolutum fuerit capitulum praedictum collegiatae ecclesiae Civitatis Austriae Forolivij anteferendum esse ubique locorum capitulo Utinen. Quod quidem decretum tam vivae vocis oraculo facto Illmo et Rmo D. bo. me. cardinali de Aragonia, quam etiam per speciale breve, perpetuum silentium capitulo et canonicis collegiatae ecclesiae Utinen. imponendo, confirmatum, et approbatum fuit a fe. re. Clemente papa VIII. Et deinde, cum capitulum et canonici Utinen. recursum habuissent ad eamdem Sacram Rituum Congregationem et ad omnem dubitandi rationem tollendam sub die 16 julii 1605 declaratum fuerit ad favorem dicti capituli Civitaten. teneri capitulum, et canonicos ecclesiae Utinen. dare praecedentiam dicto capitulo et canonicis Civitaten. ubique locorum, etiam in propria eorum civitate, et ecclesia Utinen, ut latius in decretis praedictis in eadem Sacra Congregatione expeditis continetur. Cum autem dictum capitulum et canonici Utinen. petierint postea et obtinuerint a SSmo D. N. Paulo divina providentia papa V iterum audiri, et causa ab eodem SSmo D. Nostro ad eamdem Sacram Congregationem remissa fuerit, et ab ea, sub die 12 novembris 1605, Illmo et Rmo D. cardinali Seraphino commissa, coram quo, ac in eadem Sacra Congregatione pluries, utraque parte informante jura diversa producta hinc inde, et allegata fuerunt, eademque causa saepius discussa atque examinata fuerit, audita tandem relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Seraphini, de voto omnium et singulorum Illmorum et Rmorum DD cardinalium in congregatione presentium; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit transumptum factum per Utinenses privilegiorum Caroli et Ottonis sustineri quantum ad formam, et juris solemnitatem: sed causae difficultatem ex eo pendere, an originalia ex quibus fuit exemplatum transumptum, sint talia, quae mereantur fidem. Eo quod multa pro parte Civitatis Austriae Forolivii contra ea deducantur, ex quibus videtur eorum fides valde reddi suspecta. Ideoque placeret, ut ipsa originalia exhiberentur hic Illmis DD. si fieri potest, sin minus disputetur super exceptionibus contra dicta privilegia allegatis: Et interim Civitatenses manuteneantur in ea possessione in qua hactenus se fuisse docuerunt juxta formam decretorum in hac causa factorum. Et ita Sacra Congregatio censuit ordinavit et exequi mandavit Die 10 maii 1608.

280. **Panormitana.**

Fratres reformati S. Augustini qui in civitate Panormitana et in aliis civitatibus regni Siciliae, novissime domicilium et conventum habuerunt, petierunt non disjungi nec separari a fratribus ejusdem ordinis in processionibus generalibus, licet fratres S. Francisci de Paula, et alii qui ante ipsos in dictis civitatibus locum habuerunt praetendant ipsis reformatis S. Augustini praecedere.

Congregatio Sacrorum Rituum respondit debere fratres reformatos S. Augustini, juxta morem romanum, ire sub cruce fratrum S. Augustini et ita declaravit. Die 10 maii 1608.

281. **Urbis.**

Ad instantiam haeredum bo: me: Jo: Antonii Facchinetti protonotarii ad acta canonizationum sanctorum adnotanda olim deputati, et ad instantiam R. P. D. Antonii Massa protonotarii subrogati in locum dicti Facchinetti defuncti propositum fuit in Sacra Congregatione Rituum, ad quem ex supradictis pertineant regalia solita dari dicto protonotario pro canonizatione B. Franciscae Romanae?

Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit deberi haeredibus dicti quondam Facchinetti protonotarii proxime defuncti qui omnes labores sustinuit, et tempore ejus obitus, jam omnia ad dictam canonizationem pertinentia in praefata Sacra Rituum Congregatione erant expedita. Et ita declaravit.

Die 14 junii 1608.

282. **Ulyssiponen.**

Officium de communi unius virginis et martyris cum lectionibus propriis recitandis in festo S. Engratiae et per ejus octavam, ad instantiam prioris, seu rectoris ecclesiae S. Engratiae virginis et martyris civitatis Ulyssiponen. in Sacra Rituum Congregatione praesentatis, et de mandato, et ordine ejusdem Sacrae Congregationis visis recognitis emendatis, et subscriptis ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino. Eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate praedicta et dioecesi Ulyssiponensi libere, et licite recitari possint et valeant licentiam et facultatem dedit, et concessit. Die 14 junii 1608.

283. **Meliten.**

In Congregatione Sacrorum Rituum quae habita fuit die 2 praesentis mensis augusti 1608 Illmus et Rmus D. cardinalis Pamphilius, de mandato Sanctissimi D. Nostri Papae, retulit memoriale sibi ab eodem SSmo D. N. remissum de contentionibus quae in civitate Meliten. inter balivos capitulares, seu priores, milites magnae crucis nuncupatos religionis hierosolymitanae quotidie, non sine scandalo, et dictae religionis per-

turbatione oriuntur, circa locum et praecedentiam inter ipsos balivos capitulares tam in processionibus, quam in publicis, et privatis sessionibus et conventibus inter eos, cum alii alios variis rationibus, seu praetensionibus, praecedere praetendant, et propterea quandoque ad publicos conventus venire recusent non sine dictae religionis detrimento. Cupereque SSmum D. N. audire Congregationis sententiam, nempe, qua parte, seu ratione dicti balivi capitulares, priores, seu milites magnae crucis in pace, et concordia sine ulla litis, seu praecedentiae contentione conservari possint.

Eadem vero Sacra Rituum Congregatio, audita relatione dicti Illmi et Rmi Domini cardinalis Pamphilii, censuit dictos milites magnae crucis balivos capitulares nuncupatos in pace et concordia optime conservari posse si inter ipsos nulla alia ratio praecedentiae attenderetur, nisi antianitatis receptionis habitus magnae crucis, ut ille scilicet balivus capitularis, caeteris, tam in publicis, quam in privatis sessionibus, et processionibus praeferatur, qui prius habitum magnae crucis susceperit, licet simplicem habitum religionis alius similis balivus capitularis ante ipsum suscepisset, exceptis tamen octo balivis conventualibus, et episcopo, ac priore ecclesiae Meliten, de quibus non controvertitur, et inter quos non est praecedentiae lis.

Praefatus vero SSmus D. N. audita supradicta Congregationis sententia per relationem ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Pamphilii, illam approbavit et laudavit, ac juxta eam de voto ejusdem Congregationis motum proprium seu litteras apostolicas expediri mandavit. Die 11 augusti 1608.

284. **Ordinis Praedicatorum in Hispania.**

Cum alias fe: re: Gregorius XIII concesserit universo ordini Praedicatorum in Hispania, ut in omnibus locis, civitatibus et terris dicti regni, in quibus esset monasterium, seu conventus dicti ordinis, de consensu, et licentia episcopi, seu ordinarii loci festum sancti Dominici ejusdem religionis fundatoris, quod die quinta augusti hactenus celebratum fuit de praecepto servaretur, novissime vero a fe: re: Clemente papa VIII in ultima breviarii reformatione festum praedictum S. Dominici, ad quartam diem augusti translatum sit. Quo die etiam in Hispania dictum festum celebrare cupiunt, ideo universus dictae provinciae ordo SSmo D. N. Paulo V preces porrexit, ut in eisdem locis Hispaniae in quibus monasterium habent, festum praedictum S. Dominici de praecepto serveretur die 4 augusti, prout per concessionem praedictam Gregorii XIII hactenus servatum fuit die quinta ejusdem mensis; et idem SSmus D. N. negotium in Sacra Rituum Congregatione examinandum remiserit. Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit privilegium concessum fratribus praedictis in Hispania a Gregorio XIII fe: re: pro celebratione festi S. Dominici in die quinta augusti, habere locum etiam in die quarta, quo die dictum festum a Clemente VIII fe: re: translatum fuit. Et ita declaravit die 11 augusti 1608.

285. **Tarvisina.**

In villa Zighieraga districtus Mostrae dioecesis Tarvisinae fuit aedificatum oratorium, sive cappella per Camillum Savionum J. U. D. Venetum, sub vocabulo S. Bernardi in ipsius terris, in quo aliquando missa celebratur. Ideo supplicatur Illmis et Rmis DD. meis, ut concedatur licentia et facultas, super uno capitello in eodem oratorio sive cappella, erecto, sive erigendo ut poni possit campanella, et pulsari, dum in ea missa celebratur, et prout alias talis licentia aliis concessa fuit a Nicolao Franco episcopo Tarvisino nuntio apostolico in dominio Venetorum cum potestate cardinalis legati de latere, sicut constat ex suis litteris patentibus, quarum exemplum cum praesenti memoriali datur. Quod ex gratia ab Illmis DD. VV. recipietur. Quos Deus benedictus exaltet et conservet ec.

Congregatio Sacrorum Rituum censuit gratiam petitam posse concedi, et ita declaravit. Die 27 septembris 1608.

286. **Civitaten.**

Pro parte episcopi Civitaten a Sacra Rituum Congregatione quaesitum fuit: An omnes dignitates, canonici, portionarii, et alii sacerdotes ecclesiae cathedralis, feria quinta in Coena Domini, debeant non celebrare, sed sacram communionem sumere de manu episcopi, vel alterius celebrantis, prout ordinatur in libro caeremoniali episcoporum, et prout in dicta ecclesia servabatur, licet postea per consuetudinem, seu potius dissuetudinem consueverint singuli presbyteri, dignitates, canonici, et mansionarii per se ipsos dicta die missas celebrare?

Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit servandam esse regulam praescriptam in libro caeremoniali, quae universalis ecclesiae consuetudini conformis est, ut scilicet feria quinta in Coena Domini in memoriam quod D. N. Jesus Christus manu sua propria omnes apostolos communicavit, omnes presbyteri tam dignitates, quam canonici, et mansionarii communionem sumant de manu episcopi vel alterius celebrantis et prout etiam antiquitus in dicta ecclesia Civitaten. servabatur. Et ita censuit, et declaravit. Die 27 septembris 1608.

287. **Maceraten.**

Episcopus Maceraten. Sacrae Rituum Congregationi per suas litteras narravit, quod cum ipse juxta formam sacri concilii Tridentini duos vicarios perpetuos in ecclesia cathedrali creaverit, qui prius in processionibus et funeribus cum essent simplices presbyteri solebant ire sub cruce ecclesiae collegiatae S. Salvatoris ejusdem civitatis, sub qua solent incedere caeteri similes presbyteri, quos Altaristas in dicta civitate vocant, sed postquam fuerunt creati vicarii perpetui, non amplius sub cruce ecclesiae collegiatae praedictae, sed sub cruce ecclesiae cathedralis in processionibus, et funeribus incedere ceperunt, quod aegre ferentes canonici ecclesiae collegiatae praedictae, recursum habuerunt ad Urbem, et obtinuerunt inhibitionem ab auditore camerae, ut dictos vicarios perpetuos cogeret incedere sub cruce ecclesiae collegiatae, prout incedebant antequam essent creati vicarii perpetui in dicta ecclesia cathedrali, et propterea episcopus petiit a praedicta Sacra Congregatione declarari sub qua cruce dicti vicarii perpetui adscripti servitio ecclesiae cathedralis incedere debeant?

Eadem Sacra Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Galli cui hoc negotium fuerat commissum, et mature consideratis omnibus considerandis, censuit, et declaravit dictos duos vicarios perpetuos, creatos in ecclesia cathedrali, licet sint altaristae, et solerent prius incedere sub cruce ecclesiae collegiatae, ac omnes alios similes presbyteros seu clericos assignatos ecclesiae cathedrali, debere incedere sub cruce ecclesiae cathedralis, cui inserviunt et non sub cruce ecclesiae collegiatae. Et propterea moderandam esse inhibitionem auditoris camerae, prout moderari mandavit, et perpetuum silentium super praemissis canonicis ecclesiae collegiatae S. Salvatoris imponendum esse, prout imposuit, et ita censuit, et declaravit, et exequi mandavit. Die 27 septembris 1608.

288. **Montis regalis.**

Exponit Franciscus Vivaldus sacrae theologiae doctor, civis, canonicus, et archipresbyter ecclesiae cathedralis Montis Regalis cum cura jurisdictionali immediate a S. Sede Apostolica dependente sibi competere munus primi assistentis celebrante episcopo, et eo non celebrante solemniter celebrandi loco ejusdem episcopi, idque virtute et vigore statutorum capituli dictae ecclesiae, de quorum observatione jurant canonici in eorum admissione. Sed quia Bartholomeus Grassus archidiaconus, tamquam prima dignitas dicti capituli, vult id munus primi assistentis exercere, idque virtute novi caerimonialis lib. I. cap. 7. ubi habetur hujusmodi officium ad primam dignitatem pertinere, supplicat dictus archipresbyter Sacram Rituum Congregationem quatenus dignetur declarare, dictum librum caerimonialem non derogare supradicto statuto laudabiliter introducto, et saepius etiam de novo jurato, habita ratione digni-

tatis, qualitatis, et jurisdictionis dicti archipresbyteri praesertim in his quae sunt ordinis: prout etiam saepius declaratum fuit, dictum caerimoniale non tollere laudabiles consuetudines, sed tantum abusus.

Eadem Sacra Rituum Congregatio ut alias in similibus, ita nunc censuit, et declaravit librum caerimoniale episcoporum non derogare laudabili, et immemorabili consuetudini, neque statuto laudabiliter introducto, et jurato, et ita ad supradictum memoriale respondit. Die 27 septembris 1608.

289. **Toletana.**

Alvarus Peres de Las Quentas laicus Toletanus, dedit supplicationem in Dataria SSmi, quae remissa fuit ad Sacram Rituum Congregationem, in qua petebat licentiam profanandi domos suas, in quibus ad certum tempus, idest donec monasterium sibi construxerunt in civitate Toletana, habitaverunt moniales carmelitanae discalceatae nuncupatae, nec posse cogi ad ponendam crucem in loco ubi moniales praedictae divina officia cantaverunt, et missas celebrari fecerunt, cum dicta loca non fuerint consecrata etc. prout in dicta supplicatione sub qua ita rescriptum fuit.

Veris existentibus narratis, Congregatio Sacrorum Rituum censuit gratiam petitam posse concedi. Et ita declaravit.

Die 27 septembris 1608.

290. **Caesaraugustana de Daroca.**

Canonici collegiatae ecclesiae B. Mariae Sanctorum Corporalium oppidi civitatis nuncupatae de Daroca Caesaraugustanae dioecesis petierunt indultum, ut duo cappellani existentes in cappella Annunciationis B. Mariae ejusdem ecclesiae, qui singuli habent in annuo redditu scuta ducenta monetae, possint deferre habitum per canonicos ejusdem ecclesiae collegiatae deferri solitum, et alias prout in supplicatione a Dataria remissa ad Sacram Rituum Congregationem, sub qua ita, ut sequitur, rescriptum fuit, videlicet:

Congregatio Sacrorum Rituum indultum petitum censuit posse concedi cum consensu episcopi Caesaraugustani, et ita declaravit die 27 septembris 1608.

291. **Oriolen.**

Cum fuerit facta quaedam transactio, et concordia, inter ecclesiam collegiatam S. Nicolai, et ecclesiam parochialem S. Mariae de Alicante, Oriolen. dioecesis cum auctoritate et decreto episcopi, idem episcopus, ac etiam Catholica Majestas pro quiete et bono pacis ambarum dictarum ecclesiarum, confirmationem dictae transactionis, et concordiae a Sede Apostolica petierunt. Cumque a Dataria supplicatio hujusmodi confirmationis remissa fuerit ad Sacram Rituum Congregationem, et ab eadem deputatus fuerit Illmus et Rmus D. cardinalis Pius ut negotium examinaret, tandem eadem Sacra Rituum Congregatio, audita semel atque iterum relatione supradicti Illmi et Rmi D. cardinalis Pii, cui haec causa commissa fuerat sub die prima septembris 1607 et sub die 19 januarii 1608, et diligenter examinatis omnibus quae in dicta supplicatione confirmationis concordiae seu transactionis continebantur, et maxime attenta instantia Catholicae Majestatis, et episcopi Oriolensis, qui pro bono pacis, et quietis ambarum ecclesiarum collegiatae, et parochialis eamdem petierunt confirmationem, stante ambarum partium consensu, censuit posse confirmari, et expediri. Et ita declaravit die 27 septembris 1608.

292. **Tullen seu Nullius.**

Pro parte decani ecclesiae collegiatae S. Deodati Tullen. seu Nullius dioecesis a Sede Apostolica immediate dependentis, Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit, de expresso consensu, et licentia Illmi et Rmi D. cardinalis de Lotharingia in illis partibus Sedis Apostolicae legati, in eadem ecclesia relicto antiquo usu et ritu, receptum fuisse usum, et ritum breviarii et missalis romani. Quia tamen plerique ex canonicis dictae ecclesiae, qui ritui et caeremoniis breviarii, et missalis antiqui multis jam annis assueverunt, quas caerimonias in totum dediscere, et missalis, ritualisque romani ritus et caerimonias discere, ingravescente praecipua jam in multis aetate, pauco tempore sine magna difficultate non poterant, ritus, et caerimonias missalis et ritualis romani statim ab initio servare non potuerunt. Quod animadvertens dictus modernus decanus paulatim eas introducere coepit, cui dum aliqui, et forsan major pars canonicorum reluctaretur, totum negotium ad Illmum et Rmum D. legatum deductum est. Qui vocatis vocandis, et comparente per suos ex gremio suo procuratores capitulo, partibus auditis, totoque negotio mature discusso, et capitulo acceptante, statuit et ordinavit, ut futuris exinde temporibus ex praescripto missalis, et ritualis romani officia divina in eadem ecclesia celebrarentur; paucis tamen ex antiquo usu caerimoniis longa jam consuetudine approbatis, et ritui romano minime contrariis toleratis et relictis. Quod in eadem ecclesia quamdiu vixit idem Illmus cardinalis observatum fuit, aut observari debuit. Eo vero postmodum universae carnis viam ingresso, aliqui et forsan major pars canonicorum, impellentibus tamen, et servantibus paucis, quas voluerunt caerimonias acceptaverunt, aliasque rejecerunt, sequentesque praecipue contra praescriptum missalis romani penitus respuerunt tamquam novas, indifferentes vel minime decentes, et quae nullam aedificationem populo adferre valeant, immo potius ei scandalum pariant.

Primo enim in missis privatis canonici praedictae ecclesiae missam celebraturi paramenta in sacristia parata recipere nolunt, sed ea in altari in quo celebrare debent a pueris inreverenter tractari et parari volunt: Nec ab ipsis ullus cereus defertur, nec accenditur ad elevationem sacramenti.

Secundo. In rubricis generalibus de praeparatione altaris praecipitur ut super altare nil omnino ponatur, quod ad missae sacrificium, vel ipsius altaris ornatum non pertineat; nihilominus praedicti canonici amicula pellicea, quae nos almutia vocamus super altare (dum solemniter celebrant) collocari volunt, cum ipsa nec ad missae sacrificium serviant, nec ad ornatum, sed potius ad inornatum esse videntur.

Tertio. Calicem super credentia in aliquibus tantum missis solemnibus ad eorum libitum etiam praeparari volunt, cum ex ipso missali in omnibus missis solemnibus super credentia maxima praeparari deceat, et id etiam commode fieri possit, nam alia etiam ad missam necessaria in ipsa praeparantur.

Quarto. In rubrica de qualitate paramentorum expresse habetur, ut diaconus et subdiaconus in missa solemni, processionibus et benedictionibus, quando sacerdoti ministrant, dalmatica, et tunicella utantur; contra in omnibus missis solemnibus, quae sunt de feria, dalmaticas et tunicellas deponunt diaconus, et subdiaconus, et ministrant induti alba, et manipulo et stola tantum.

Quinto. In diebus jejuniorum, adventus, et quadragesimae, ne diaconus et subdiaconus cum planetis plicatis ante pectus ministrent in missis solemnibus etiam introduxerunt, cum tamen constet, et in rubricis expresse habeatur, ut in cathedralibus, et praecipuis ecclesiis diaconus et subdiaconus praedictis diebus, planetis plicatis ante pectus utantur. Ipsaque ecclesia S. Deodati non solum sit una ex praecipuis, et insignis ecclesia, sed inter insignes maxime insignis; constat enim 24 canonicis, 12 vicariis; habet etiam summum praesbyterum, qui omnem jurisdictionem episcopalem exercet in omnes parochos suae dioecesis, celebrat etiam in pontificalibus omnibus diebus festis solemnibus.

Sexto. Quamplurimi etiam canonici osculum manuum, quod debet fieri a diacono et subdiacono, celebranti, omnino rejiciunt, et quasi detestantur, ita ut ipsis celebrantibus, si quis diaconus, vel subdiaconus accedat ad osculandam eorum manum, ipsi manum retrahant. Quod si contingat ipsos canonicos fungi officio diaconatus, vel subdiaconatus, celebrans eis praebens manum osculandam, ipsi faciem seorsum avertunt, ne osculentur.

Septimo. Recitato evangelio per diaconum in missis solemnibus, celebrantes ipsi canonici, antequam eis liber evangeliorum osculandus deferatur, et incensentur, symbolum intonant cum id omnino prohibeatur.

Octavo. Conceditur ex ritu de ordine standi, sedendi et genuflectendi, ut celebrans in missa solemni sedere possit dum Kyrieleison, Gloria in excelsis, et Symbolum cantatur. Contra ipsi statuerunt, ne ullus omnino celebrans sedeat.

Nono. In missis solemnibus incensari populum a thuriferario omnino prohibent, nec etiam ipsos acolythos, sive eos, qui vice acolythorum induti amictu, et alba ex consuetudine patria funguntur.

Decimo. Praeterea nolunt ipsum diaconum comitari ab acolytho pacem in choro ferentem.

Undecimo. In processionibus, quae singulis dominicis, et solemnibus diebus solemniter fiunt, ne thuriferarius praecedat neve subdiaconus inter duos acolythos candelabra cum cereis ferentes, crucem ferat, ipsi canonici interdixerunt.

Cum autem omnino necessarium sit, ut qui ritum, et usum breviarii et missalis romani acceptaverunt, iidem etiam caerimonias, et ritus officia divina celebrandi in praescripto missalis, et ritualis romani amplexentur; neque id inferiorum judicio relictum sit, ut pro cujusque sententia quas velint caerimonias, et ritus acceptent vel respuant, eventuraque sint in hac insigni ecclesia multa scandala, multaeque divini officii perturbationes, nisi quod et ab Illmo legato statutum et ordinatum, et a praedicto capitulo acceptatum fuit, observetur. Quare pro parte ejusdem decani supplicatur quatenus per Sacram Congregationem ordinetur, ut in posterum officia divina tam missae, quam vesperarum, et alia quaecumque in eadem ecclesia ad praescriptum missalis et ritualis romani, et juxta ordinationem praedicti Illmi Legati exacte ab omnibus dignitatibus, canonicis, vicariis, presbyteris et clericis quibuscumque et cum supradictis caerimoniis, in rubricis ritualis, missalis, et breviarii romani praescriptis celebrentur.

Eadem Sacra Rituum Congregatio de praemissis omnibus audita relatione Illmi, et Rmi D. cardinalis Bellarmini, cui hoc negotium commissum fuerat, censuit usum et ritum a bo: me: Carolo cardinali de Lotharingia legato apostolico statutum et ordinatum, et a decano et capitulo praedictae ecclesiae collegiatae S. Deodati acceptatum, servandum esse. Et R. P. D. episcopo Tullen. committendum, ut debitis et opportunis remediis cogat, et compellat contradictores obedire, et usum, ritum et caerimonias praedictos, seu praedictas breviarii et missalis romani in dicta ecclesia collegiata introductos, seu introductas servent, et continuent, et ab omnibus in dicta ecclesia collegiata servari, et continuari faciat. Et ita declaravit. Die 27 septembris 1608.

293. **Angeli Custodis.**

Officium hoc Angeli Custodis ad instantiam catholicae majestatis et aliorum plurimorum principum saecularium, et virorum ecclesiasticorum, de mandato SSmi D. N. Pauli papae V in Sacra Rituum Congregatione propositum, et de ejusdem Sacrae Congregationis ordine diligenter recognitum, emendatum, ac subscriptum ab Illmis et Rmis DD. Roberto tit. s. Mariae in Via, Bellarmino, et Ludovico de Torres tit. S. Pancratii Montis Regalis S. R. E. presbyteris cardinalibus.

Eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et si eidem SSmo D. N. placuerit, censuit posse concedi omnibus ecclesiis et viris ecclesiasticis, tam in regnis, et provinciis Hispaniarum, et Germaniae quam etiam omnibus aliis christiani orbis ecclesiis, tam ultra, quam citra montes. Ut scilicet festum Angeli Custodis celebretur, et hoc officium recitetur et libere, ac licite recitari possit ab omnibus utriusque sexus Christi fidelibus, qui illud recitare voluerint, prima die non impedita alio festo novem lectionum, post festum dedicationis S. Michaelis Archangeli. Et praefatus Sanctissimus D. N. Paulus papa V, audita Congregationis sententia, illam laudavit, officium praedictum approbavit, omnibusque utriusque sexus Christi fidelibus, qui illud recitare, ut supplicatur, voluerint concessit. In quorum omnium, et singulorum fidem, et testimonium, praesens decretum manu nostra propria subscripsimus, et soliti nostri sigilli jussimus impressione muniri.

Die 27 septembris 1608.

294. **Aquilejen. Nullius.**

Cum alias ad instantiam Marci de Cune praepositi Rudolsvelt in confinibus Germaniae Nullius dioecesis in provincia Aquilejen. Sanctissimo D. N. supplicatum fuerit, ut ipsi moderno praeposito, qui fidei catholicae zelantissimus in illis partibus existit, et plurimos infideles, et haereticos ad sincerae, et purae fidei observantiam reduxit, usum mitrae, et baculi, ac aliorum indumentorum pontificalium concedere dignaretur, et SSmus D. N. negotium hoc ad Sacram Rituum Congregationem examinandam remiserit; eadem Sacra Rituum Congregatio, visis litteris R. P. D. Francisci Aquilejen. patriarchae de ecclesiae praedictae et praepositi qualitatibus et meritis, ad majorem dictae ecclesiae et praepositi decorem, et fidei catholicae augumentum, si SSmo D. N. placuerit, censuit gratiam praedictam posse concedi, et ita declaravit. Die 6 decembris 1608.

295. **Nancien.**

Cum alias fe. re. Clemens papa VIII ad instantiam serenissimi ducis Lotharingiae in oppido Nancien. sui dominii unam ecclesiam primatialem erexerit, ac illius primati pro tempore existenti utendi mitra, et baculo pastorali, ac aliis indumentis, et paramentis pontificalibus facultatem, et authoritatem concesserit, prout latius in litteris apostolicis desuper expeditis continetur. Quia tamen dubitabatur, an in omnibus dicti oppidi ecclesiis et locis possit dictus primas privilegio sibi concesso uti; ad tollendas omnes dubitandi rationes petiit dictus primas declarationem, seu extensionem dictorum suorum privilegiorum, ut scilicet tam ipse modernus primas, quam successores ejus in perpetuum, non solum in dicta ecclesia primatiali, sed etiam in omnibus aliis ecclesiis oppidi Nancien. et totius dominii ducis de Lotharingia, maxime in praesentia ejusdem ducis, et principum de Lotharingia, et in processionibus, et aliis in actibus publicis possit uti mitra, et baculo, atque exercere alia pontificalia juxta formam sui privilegii. Et cum negotium hoc a SSmo D. N. remissum fuerit ad Sacram Rituum Congregationem, et ab eadem Sacra Congregatione commissum Illmo et Rmo D. cardinali Farnesio, coram quo tam pro parte primatis, quam etiam pro parte R. P. D. episcopi Tullen. fuit comparitum, et allegatum quicquid in hac causa utrique parti necessarium et opportunum visum fuit, tandem audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Farnesii; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, si Sanctissimo D. N. placuerit, dictum privilegium seu facultatem utendi mitra, et baculo, ac caeteris pontificalibus indumentis, habere locum non solum in dicta ecclesia primatiali, sed etiam in omnibus aliis oppidi Nancien., et in dominio ducis Lotharingiae consistentibus ecclesiis, in omnibus actibus et solemnitatibus quae fiunt in praesentia, seu intuitu ducis, vel principum de Lotharingia, et in omnibus processionibus ac aliis actibus publicis, dummodo non in praesentia episcopi, vel quatenus praesens fuerit, eo requisito, et de ejus licentia, et consensu, firmo remanente in caeteris omnibus dicto privilegio eidem primati, et ecclesiae suae concesso. Et ita censuit, et declaravit. Die 6 decembris 1608.

Addidit Illmus et Rmus D. cardinalis Pinellus, qui hoc decretum subscripsit manu sua propria hac verba videlicet:

Et haec omnia intelligantur sine praejudicio jurium episcopalium.

296. **Barchinonen. Super copia officiorum.**

Officia suprascripta propria sanctorum ecclesiae Barchinonen.,

una cum officio proprio cum octava B. Eulaliae, ejusdem ecclesiae Barchinonen. patronae et advocatae juxta antiquam, et immemorabilem dictae ecclesiae consuetudinem cum octava celebranda eo die, quo inciderit, etiamsi venerit in quadragesima, ut supra in praesenti libello annotatur, ac etiam cum officio Angeli Custodis a Sacra Rituum Congregatione sub die 27 septembris 1608 approbato. Ad instantiam R. P. D. Raphaelis episcopi ejusdem ecclesiae, in eadem Sacra Rituum Congregatione proposita, et de ejusdem Sacrae Congregationis ordine recognita, emendata et subscripta ab Illmo et Rmo D. Roberto tit. S. Mariae in Via S. R. E. presbytero cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate et dioecesi Barchinonen. libere et licite recitari possint, et pro majori commoditate etiam imprimi valeant licentiam et facultatem dedit, et concessit. Die 6 decembris 1608.

297. **Januen.**

Cum ad instantiam monialium S. Thomae civitatis Januen. in Sacra Rituum Congregatione praesentatum fuerit officium proprium ad regulas breviarii romani redactum recitandum in honorem beatae Limbaniae virginis, cujus corpus in eadem ecclesia conservatur; et eadem Sacra Rituum Congregatio officium praedictum cum reliquis scripturis praesentatis ad dictam B. Limbaniam spectantibus revidenda, et examinanda remiserit ad Illmum et Rmum D. cardinalem Bellarminum; audita relatione supradicti Illmi et Rmi D. cardinalis; eadem Sacra Rituum Congregatio tres tantum lectiones a praedicto Illmo et Rmo D. cardinali subscriptas de vita dictae B. Limbaniae approbavit, licentiamque concessit ut a dictis monialibus in festo dictae beatae Limbaniae, quod ab eis juxta antiquam et immemorabilem consuetudinem die 18 augusti celebratur, libere, et licite recitari possint, reliqua ex breviario de communi unius virginis sumenda esse ordinavit. Quo vero ad approbationem sanctitatis dictae B. Limbaniae, nihil ultra declarandum seu innovandum censuit. Die 6 decembris 1608.

298. **Breviarii Benedictini approbatio.**

Breviarium hoc Benedictinum ex romano restitutum et ad instantiam abbatis S. Galli ordinis S. Benedicti, caeterorumque abbatum ejusdem ordinis per Helvetiam, ac Svetiam, in Sacra Rituum Congregatione propositum, et de mandato Sanctissimi D. N. Papae et ejusdem Sacrae Congregationis diligenter examinatum, recognitum, ac subscriptum ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, licentiamque concessit dicto abbati S. Galli, caeterisque abbatibus ordinis S. Benedicti, eorumque monachis per Helvetiam, et Svetiam, ut eo libere, et licite uti possint, et valeant, cum conditione tamen, ut inter suffragia post commemorationem B. Mariae addatur commemoratio BB. Apostolorum Petri, et Pauli. Et facultatem etiam concessit ut ad majorem dictorum abbatum, et monachorum commoditatem imprimi possit. Et ita declaravit die 6 decembris 1608.

299. **Abbatiae S. Galli.**

Officia haec propria sanctorum abbatiae S. Galli ac aliarum abbatiarum S. Benedicti in Helvetia et Svetia in Sacra Rituum Congregatione proposita, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis diligenter examinata, recognita ac subscripta ab Illmo, et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et licentiam concessit ut in dictis abbatiis libere, et licite recitari possint, ac etiam pro majori commoditate imprimi valeant. Hac tamen conditione, quod de B. Gebhardo in abbatia S. Galli, et de B. Idda in abbatia Tischingensi, cum de eorum canonizatione non constet, nec habeantur in martyrologio, recitare abstineant, donec de eorum sanctitate legitime aliquid docuerint. Et ita declaravit. Die 6 decembris 1608.

300. **Ferrarien.**

Pro parte collegii mansionariorum ecclesiae cathedralis Ferrarien. Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit Laurentium Containum, noviter de praebenda mansionali per resignationem Petri Containi sui fratris provisum, praetendere inter ipsos mansionarios, tam in choro, quam in processionibus locum digniorem, sub eo praetextu, quod sui fratris praebendam obtinuerit qui erat ex antiquioribus mansionariis. Eadem Sacra Rituum Congregatio inanem hujusmodi praetentionem esse censuit; et debere dictum Laurentium Containum cedere locum digniorem omnibus aliis mansionariis ante ipsum provisis, declaravit. Die 10 januarii 1609.

301. **Phreunden.**

Cum Ludovicus Landtgravius a Leuctembergh in civitate nuncupatae Phreunda sub palatinatu superiori, monasterium franciscanorum una cum ecclesia in honorem B. Joannis Baptistae fundaverit, quae dedicata et consecrata fuit tempore quadragesimae in dominica *Laetare*, pro majore divini cultus honore petiit diem dedicationis transferri in secundam dominicam post Pascha resurrectionis Domini Nostri Jesu Christi..

Congregatio Sacrorum Rituum censuit gratiam petitam posse concedi, et ita declaravit. Die 10 januarii 1609.

302. **Maceraten.**

Cum alias sub die 27 septembris 1608 ad instantiam R. P. D. episcopi Maceraten, a Sacra Rituum Congregatione declaratum fuerit vicarios perpetuos creatos et erectos in ecclesia cathedrali Maceraten. non debere amplius incedere sub cruce ecclesiae collegiatae S. Salvatoris, sicut ante dictam erectionem, incedere cum aliis curatis solebant, sed sub cruce ecclesiae cathedralis, cui inserviunt, et canonici dictae ecclesiae S. Salvatoris non acquieverint dictae declarationi, aegre ferentes, quod dicti vicarii perpetui in publicis processionibus incedant sub cruce, et cum clero ecclesiae cathedralis et per consequens ipsis praecedant, petierunt dicti canonici, ecclesiae collegiatae, et institerunt hujusmodi negotium iterum in eadem Sacra Rituum Congregatione proponi, prout propositum fuit et commissum eidem Illmo et Rmo D. cardinali Gallo, cujus relatione audita, eadem Sacra Rituom Congregatio a praedicto decreto non esse recedendum censuit, cum praedicti vicarii non sint simplices curati sicut alii vicarii aliarum ecclesiarum parochialium, sed sint de corpore ecclesiae cathedralis, cui continuo inserviunt et perpetuo ascripti sunt, et ex redditibus, possessionibus, et proventibus dictae ecclesiae cathedralis mercedem, et annuos fructus percipiunt. Et ideo eos sub cruce ecclesiae cathedralis, tamquam ejusdem ecclesiae corporis membra incedere debere censuit, et ita quibuscumque ex adverso allegatis non obstantibus, declaravit, et in futurum servandum esse mandavit ac ordinavit. Die 21 martii 1609.

303. **Callien.**

Cum Realis de Realibus antiquus canonicus in ecclesia Callien. stallum, et locum haberet supra multos, et praecipue supra Federicum Bonclericum ejusdem ecclesiae canonicum; et novissime ad meliorem, et non pensione gravatum canonicatum obtinendum, primum dimiserit, et alium per obitum Pamphilii Lutii vacatum ab episcopo obtinuerit, sine tamen praejudicio sui primi stalli, quatenus sibi de jure competeret; et propterea institerit declarari: An ipse Realis tamquam antiquus in ecclesia Callien. canonicus, possit ad praedictum primum stallum supra praedictum Federicum Bonclericum redire?

Congregatio Sacrorum Rituum, visis litteris episcopi informativis, de praemissis, praedictum Realem, cum primum canonicatum dimiserit, et alium obtinuerit, locum ultimi canonicatus impetrati, et obtenti retinere debere censuit, et declaravit. Die 21 martii 1609.

304. **Terulen.**

Cum in cathedrali ecclesia Terulen. Joannes de Villaroya coadjutor cum futura successione Jacobi de la Huerta canonici ejusdem ecclesiae Terulen. deputatus fuerit, et ipso coadjuto vivente, assignata ei fuerit sedes a capitulo, et dum adhuc coadjutus viveret duo alii canonicatum ejusdem ecclesiae obti-

nuerint, qui vivente Jacobo de la Huerta coadjuto, semper in choro et ubique praecedentiam sine ulla contradictione Joanni de Villaroya coadjutori dederunt. Mortuo vero Jacobo de la Huerta coadjuto, Joannes de Villaroya, cessante coadjutoria, iterum possessionem sui canonicatus accepit: Et propterea dubitatum fuerit: An deberet praecedere dictos duos canonicos, quos dum esset coadjutor praecedebat, vel potius sedere in ultimo loco quasi novissime provisus?

Sacra Rituum Congregatio, inhaerendo declarationibus alias in simili casu factis, censuit dictum Joannem de Villaroya, cessante coadjutoria debere sedere in loco ultimo captae possessionis, quando vere effectus fuit canonicus, quia tempus ultimae captae possessionis, quando vero effectus fuit canonicus, non autem tempus captae possessionis dum esset coadjutor attendendum esse censuit, et declaravit. Die 21 martii 1609.

305. **Asten.**

Cum ecclesia parochialis, et saecularis S. Martini in civitate Asten. a nonnullis annis concessa fuerit clericis regularibus S. Pauli, alias Barnabitis nuncupatis cum sua cura, et omnibus annexis; praetendit curatus ecclesiae S. Mariae Novae ejusdem civitatis Asten., qui est ex canonicis regularibus Lateranensibus in publicis processionibus praecedere dictum curatum S. Martini, licet dum esset dicta ecclesia sub cura saecularium, dictus curatus S. Mariae cedere digniorem locum soleret, quia clerici saeculares semper regularibus praecedere solent, quod hodie non esse servandum dicti canonici regulares affirmabant, cum utraque ecclesia sit sub cura regularium, inter quos antiquiores, et praecipue canonici regulares Lateranenses praeferendi sunt, qua ratione credunt dictum curatum S. Martini, cum sit regularis, debere cedere in publicis processionibus locum digniorem dicto curato S. Mariae Novae.

Quae cum in Sacra Rituum Congregatione proposita fuerint, eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione de praemissis facta ab Illmo et Rmo D. cardinali Montis regalis, cui alias hanc causam commiserat, nihil de antiquo solito circa praecedentiam inter praedictos curatos innovandum esse censuit. Quia ratione ecclesiae parochialis, non autem ratione religionis curatum praeferendum esse judicavit, ut scilicet ille curatus, primum, secundum, vel tertium locum in processionibus obtineat, qui primam, secundam vel tertiam ecclesiam parochialem obtinuerit, nulla habita ratione an parochus sit religiosus, vel saecularis, et ita in publicis processionibus in dicta civitate inter curatos, seu parochos servandum esse censuit et declaravit. Die 21 martii 1609.

306. **Marsicen.**

Episcopus Marsicen. Sacrae Congregationi Rituum exposuit, fratres conventus S. Jacobi prope et extra muros civitatis Marsicae contra universalem ecclesiae consuetudinem praetendere sabbato sancto pulsare campanas, antequam pulsentur in cathedrali, quod an eis liceat declarari petiit.

Eadem Congregatio Sacrorum Rituum universalem totius ecclesiae consuetudinem servandam esse censuit, ut scilicet sabbato sancto in nulla ecclesia tam intus, quam extra civitatem campanae pulsentur, antequam pulsatae sint in ecclesia cathedrali, et ita in civitate Marsicen. a fratribus S. Jacobi, et in aliis omnibus ecclesiis et conventibus dictae civitatis servandum esse censuit, et declaravit. Die 21 martii 1609.

307. **Senogallien. Montis Bodij.**

Cum ad Urbem vocatus venerit guardianus monasterii S. Francisci terrae Montis Bodij Senogallien. dioecesis, qui suspensus fuit ab officio guardianatus sub praetextu quod non paruerit decretis hujus Sacrae Congregationis Rituum, et cum justas deduxerit excusationes, et causa fuerit commissa Illmo et Rmo D. cardinali de Monte; eadem Sacrorum Rituum Congregatio, audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis de Monte, censuit oratorem in suo officio guardianatus praedicti monasterii S. Francisci terrae Montis Bodij, et vocis activae et passivae quibus ex ordine ejusdem Sacrae Congregationis privatus fuit restituendum esse in integrum, prout restitui mandavit, et restituit ex gratia in omnibus et per omnia, prout erat ante privationem. Et ita declaravit. Die 21 martii 1609.

308. **Germaniae inferioris.**

Frater Henricus Sedulius ordinis minorum regularis observantiae provinciae inferioris Germaniae minister, Sacrae Rituum Congregationi exposuit, se deprehendisse in sua provincia non fieri commemorationes de titulari, seu patrono ecclesiae, ut praescribitur in rubrica breviarii, cum aliqui arbitrentur non teneri, eo quod loco illius commemorationis faciant unam de S. Francisco; propterea humiliter petiit declarari quid fieri debeat?

Eadem Congregatio Sacrorum Rituum censuit faciendas esse commemorationes de titulari, seu patrono ecclesiae juxta rubricas breviarii. Die 21 martii 1609.

309. **Mantuana.**

Cum in civitate Mantuana a serenissima ducissa Ferrariae fundatum, et dotatum fuerit monasterium S. Ursulae sanctimonialium, quae militant sub regula sancta Clarae et S. Francisci, supplicavit eadem serenissima ducissa, ut dictae moniales possint recitare officium Conceptionis B. Mariae virginis, prout concessum fuit fratribus minoribus observantibus S. Francisci; et ut omnibus sacerdotibus tam regularibus quam saecularibus licitum sit in dicta ecclesia S. Ursulae celebrare missas sanctorum, de quibus suo tempore fratres ejusdem ordinis celebrare solent.

Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi, ut dictae moniales tantum S. Ursulae quae militant sub regula S. Francisci, et S. Clarae possint recitare officium Conceptionis B. Mariae et aliorum sanctorum, de quibus fratres minores observantes ejusdem ordinis recitare solent et possunt. De reliquis vero nihil concedendum censuit. Et ita declaravit die 21 martii 1609.

310. **Valentina.**

Patriarcha archiepiscopus Valentinus SSmo D. N. exposuit, se in suo archiepiscopatu Valentiae seminarium, et ecclesiam a fundamentis erexisse, et non modicis annuis redditibus dotasse; et propterea cum jam ad magnam senectutem pervenerit, ob venerationem, quam habet erga beatum Ludovicum Bertrandum, quem et vivum summopere amavit, et post mortem, tamquam beatum Dei servum colit, et veneratur, cupere et optare, ut sicut ex indulto apostolico concessum est, ut in omnibus monasteriis et ecclesiis fratrum atque monialium ordinis Praedicatorum possint de dicto B. Ludovico Bertrando officium et missae celebrari in die ejus obitus, ita Sanctitas Sua dignaretur, sibi antequam moriatur indulgere, ut de eo in dicta sua ecclesia, et seminario a se fundato et dotato, possint bis in anno officium et missae celebrari. Et cum negotium hoc a Sanctitate Sua ad Sacram Rituum Congregationem remissum fuerit; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi dicto patriarchae archiepiscopo Valentino, ut semel tantum in anno, idest in die obitus dicti beati Ludovici Bertrandi, possint de eo officium, et missae in dicta ecclesia seminarii ab ipso archiepiscopo Valentino fundati recitari, et celebrari. Et ita censuit et declaravit. Die 21 martii 1609.

311. **Lauretana.**

In causa praecedentiae inter gubernatorem, et vicarium generalem civitatis Lauretanae, Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Capponi, cui haec causa commissa fuerat, praecedentiam dandam esse gubernatori, juxta dictae ecclesiae Lauretanae consuetudinem censuit, et declaravit. Die 9 maii 1609.

312. **Montis Virginis.**

Procurator generalis ordinis congregationis Montis Virginis SSmo D. N. preces porrexit, ut eorum abbas generalis, qui habet usum mitrae, et baculi, et jurisdictionem quasi episcopalem in omnibus locis, et terris sibi in spiritualibus, et tempo-

ralibus subjectis, possit etiam deferre mozzettam, sive bavarum latum, prout deferunt multi alii abbates aliarum religionum, licet habeant minorem ipso abbate generali Montis Virginis jurisdictionem. Quae preces cum de mandato ejusdem SSmi D. N. Papae in Sacra Rituum Congregatione propositae fuerint; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit dicto abbati generali congregationis Montis Virginis posse concedi usum dictae mozzettae seu bavari lati cum caputio et sine bireto, et in terris, et locis tantum suae jurisdictioni subjectis. Et ita declaravit. Die 9 maii 1609.

313. **Remen.**

Claudius Aubertus presbyter et archidiaconus, vicarius archiepiscopi Remensis petiit indultum benedicendi, seu reconciliandi ecclesias pollutas, et alias prout in supplicatione indulti remissa a Dataria sub qua ita fuit rescriptum: Congregatio Sacrorum Rituum censuit posse concedi indultum petitum pro ecclesiis tantum pollutis, quae prius consecratae non erant: pro ecclesiis vero quae antea fuerant consecratae, minime concedendum censuit. Et ita declaravit. Die 9 maii 1609.

314. **Meliten.**

Cum alias ad tollendas dissentiones, et controversias, quae inter milites magnae crucis, balivos conventuales, priores, et balivos capitulares religionis Hierosolymitanae circa praecedentiam oriebantur, in Sacra Rituum Congregatione sub die 11 augusti 1608 declaratum fuerit praecedentiam dandam esse militibus praedictis tantum ratione antiquitatis, seu antianitatis, ut ille scilicet miles caeteris praeferri deberet, qui prius habitum magnae crucis recepisset, et latius prout in dicto decreto, super quo etiam litterae apostolicae expeditae fuerunt.

Quia tamen in dicto decreto et litteris ordines plene et clare distincti non fuerunt, nec sufficienter declaratum fuit, quod praecedentia intelligatur inter milites magnae crucis pares in ordine, non autem inter milites diversi ordinis; sintque in dicta religione tres ordines distincti, qui omnes habent habitum magnae crucis. Et milites primi ordinis vocentur balivi conventuales, secundi ordinis milites vocentur priores, et tertii ordinis milites vocentur balivi capitulares. Et inter primi ordinis milites, qui sunt decem numero, videlicet episcopus Meliten, prior ecclesiae, et octo alii, qui sunt capita nationum, seu linguarum, nulla praecedentiae lis oriri possit, cum omnes loca propria, seu stalla assignata habeant juxta dignitatis seu linguae, aut nationis gradum. Et inter priores, qui sunt secundi ordinis milites magnae crucis, praecedentiae controversia vario praetextu saepe oriatur; et pariter inter balivos capitulares, qui sunt magnae crucis tertii ordinis milites similis controversia nascatur. Petitum fuit distinctius declarari, ut praecedentia intelligatur inter pares ordine, non autem inter unum militem magnae crucis unius ordinis, et alium militem magnae crucis alterius ordinis.

Quibus in Sacra Rituum Congregatione propositis, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit decretum supradictum, et litteras apostolicas desuper expeditas declarandas esse, ut praecedentia danda sit militi magnae crucis ejusdem ordinis, qui prius habitum magnae crucis in eodem ordine susceperit, non autem militi, qui in tertio et inferiori ordine magnam crucem susceperit: ita ut miles tertii ordinis licet antiquior sit milite secundi ordinis, ratione antiquitatis non praeferatur militi juniori secundi ordinis; sed praecedentia praedicta, ut miles qui suscepit prius magnam crucem praecedat militi, qui eamdem magnam crucem post eum suscepit, intelligatur inter pares ordine; videlicet inter priores et priores, et inter balivos capitulares, et balivos capitulares: Non autem inter balivos capitulares et priores. Et ita eadem Sacra Rituum Congregatio declarandum, et intelligendum esse supradictum decretum et litteras desuper expeditas censuit, et declaravit. Die 9 maii 1609.

315. **Lucerina.**

Cum alias sub die 14 junii 1608, ad instantiam dignitatum cathedralis ecclesiae Lucerae in Sacra Rituum Congregatione declaratum fuerit servandam esse antiquam et immemorabilem dictae ecclesiae consuetudinem in celebratione vesperarum, ut scilicet quando celebrat, sive cantat vesperas una ex dignitatibus dictae ecclesiae, ei assistant duo canonici, et duo mansionarii, quos abbates vulgariter vocant, et aliter prout in dicto decreto. Canonici vero ejusdem ecclesiae de dicto decreto se gravatos sentientes, exposuerint in libro Caeremoniali, quem dignitates ipsae acceptaverunt, aliter disponi. Et super praemissis eadem Sacra Congregatio episcopum audire voluerit; Tandem visis literis ejusdem episcopi, et audita de hujusmodi negotio relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Bellarmini, cui haec causa commissa fuerat; cum liber caeremonialis non tollat laudabiles et immemorabiles consuetudines; nec in casu proposito expresse loquatur de dignitatibus, sed tantum de canonico hebdomadario; et ipsae dignitates, licet aliquando cantaverint vesperas sine assistentia dictorum duorum canonicorum, tamen id cum protestatione fecerint, et sine praejudicio jurium suorum et praedictae immemorabilis consuetudinis;

Eadem Sacra Rituum Congregatio a praedicto decreto facto sub die 14 junii 1608 non esse recedendum censuit et declaravit. Die 9 maii 1609.

316. **Ruthenen.**

Archidiaconus majoris ecclesiae Ruthenen., stante episcopi absentia, et ob maximam ornamentorum et paramentorum ecclesiasticorum copiam, quae in dies est necessaria, pro dictae majoris et aliarum ejusdem civitatis ecclesiarum usu et necessitate, petiit sibi concedi, et indulgeri, ut quotiescumque contigerit, modernum et pro tempore existentem episcopum Ruthenen. vacare, omnia et singula vasa, et alia ornamenta et paramenta ecclesiastica ad divinum cultum pertinentia, in quibus tamen non requiratur unctio sacra, pro dictae majoris ecclesiae et quarumcumque aliarum, tam saecularium, quam regularium ecclesiarum dictae civitats, et dioecesis usu dumtaxat benedicere possit, et valeat.

Congregatio Sacrorum Rituum censuit indultum petitum ut supra stante episcopi absentia posse concedi ad annum, seu per annum tantum. Et ita declaravit. Die 9 maii 1609.

317. **Juvenacen.**

In causa inter archidiaconum, et archipresbyterum ecclesiae Juvenacen. circa celebrationem missarum absente, vel impedito episcopo, et distributionem earumdem missarum per annum, et delationem SSmi Sacramenti in processione in ejus festivitate, et per octavam absente episcopo etc. Visis litteris episcopi coadjutoris Juvenacen. et processu de mandato et ordine Sacrae Rituum Congregationis ab eo fabricato super praemissis, et ab Urbem transmisso. Et audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Montisregalis cui haec causa ab eadem Sacra Congregatione fuerat commissa: eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, et declaravit ad archipresbyterum pertinere praedictas functiones facere juxta ecclesiae Juvenacen. constitutiones, et antiquam, et immemorabilem dictae ecclesiae consuetudinem, et prout alias ab eadem Sacra Congregatione fuit declaratum, non obstante quod archidiaconus in eadem ecclesia primam obtineat dignitatem, et quod alias ab eadem Sacra Congregatione declaratum fuerit, ad primam dignitatem pertinere absente episcopo missam cantare, et alias similes functiones facere; et aliis quibuscumque non obstantibus; quia attentis constitutionibus, et consuetudine immemorabili praedictis, ita in ecclesia Juvenacensi in futurum servandum esse censuit, et servari mandavit. Die 9 maii 1609.

318. **Olomucen.**

Ignatius Norrohradski baro de Colobart praepositus collegiatae ecclesiae S. Petri de Brunna in Moravia petiit usum mitrae et baculi, prout in supplicatione remissa a Dataria, et cum haec causa fuerit commissa Illmo et Rmo D. cardinali Deto, ut de contentis in dicta supplicatione informationem

caperet, Congregatio Sacrorum Rituum ita rescribi jussit sub dicta supplicatione, videlicet: Congregatio Sacrorum Rituum, audita super praemissis relatione Illmi et Rmi D. cardinali Deti, cui commissum fuerat, ut de praemissis informationem caperet, et attentis narratis veris, et stante consensu ordinarii, censuit, gratiam petitam posse concedi. Et ita declaravit. Die 9 maii 1609.

319. **Sancti Severini.**

In causa proposita in Sacra Congregatione inter episcopum civitatis S. Severini et abbatem S. Laurentii in eadem civitate: An scilicet dictus abbas in sua ecclesia possit et debeat uti mitra praetiosa, et baldacchino, et quo habitu debeat dictus abbas in ecclesia incedere?

Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Montisregalis, cui haec causa commissa fuerat, censuit, et declaravit non convenire dicto abbati usum baldacchini et debere illum in ecclesia non habitu communi, et camerali, sed ordinario et suae praelaturae et dignitati convenienti incedere. Quo vero ad usum mitrae pretiosae remisit declarationem ad Rotam, ubi causa pendet. Et ita declaravit. Die 9 maii 1609.

320. **Treveren.**

Cum pro abbate monasterii Mediolacen. ordinis S. Benedicti Treveren. dioecesis dux Lotharingiae SSmo D. N. supplicaverit ut attenta antiquitate, et nobilitate dicti antiqui monasterii annis ab hinc nongentis a B. Lutuumo, Lotharingiae duce fundati, et attentis aliis rationibus in precibus eidem SSmo D. N. porrectis narratis, dignaretur concedere dicto abbati usum mitrae et baculi, et pontificalium indumentorum; quas preces cum idem SSmus D. N. ad Sacram Congregationem Rituum remiserit, eadem Sacra Rituum Congregatio ita sub dictis precibus rescribi jussit videlicet; attentis narratis in praesenti supplicatione et intuitu serenissimi ducis Lotharingiae, Congregatio Sacrorum Rituum censuit gratiam petitam posse concedi. Et ita declaravit. Die 20 junii 1609.

321. **Tlascalen. in Indiis.**

Cum major pars monialium monasterii S. Catharinae Senensis ordinis S. Dominici civitatis Angelorum Tlascalen. dioecesis in Indiis occidentalibus ob malam illius civitatis aeris temperiem, et delicatam monialium dicti monasterii (quae omnes filiae nobilium existunt) complexionem de ordinario infirmae existant, et valetudinariae, adeo quod dicta de causa matutinas media nocte decantari solitas, ex centum circiter monialibus, paucae admodum ecclesiam dicti monasterii recitandi causa adeant, sed quaelibet in sua cella praetextu valetudinis remaneat et inibi eas recitet, contra normam et regulam, ac disciplinae observantiam. Ideo pro parte ordinarii dictae civitatis sub cujus obedientia dictum monasterium existit, ac priorissae supplicatur humiliter S. V. quatenus pro remedio hujus inconvenientis matutinas praedictas media nocte recitari solitas, prima hora noctis, qua omnes tam valetudinariae, quam sanae illas celebrare poterunt, recitari posse et debere, licentiam et facultatem concedere, et indulgere dignetur non obstantibus constitutionibus, et ordinationibus apostolicis contrariis quibuscumque. Quod in maximam gratiam a S. V. reportabitur. Quibus in Sacra Rituum Congregatione propositis; eadem Sacra Rituum Congregatio attento consensu, et instantia ordinarii, et aliis narratis in praeinsertis precibus, censuit gratiam petitam posse concedi, ut prima hora noctis matutinum a monialibus cantetur, seu recitetur quibuscumque non obstantibus, et tanto magis, quia narratum fuit, in Indiis occidentalibus vigere consuetudinem, ut in omnibus cathedralibus ecclesiis eadem prima hora noctis matutinae decantentur. Et ita declaravit. Die 20 junii 1609.

322. **Carmelitarum Discalceatorum.**

Officia suprascripta propria Sanctorum ordinis Carmelitanorum ad instantiam fratrum ejusdem ordinis reformatorum, quos discalceatos vocant, qui breviarium romanum acceptaverunt, ad usum dicti breviarii reformata, et Sacrae Rituum Congregationi praesentata, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis diligenter recognita, et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a dictis fratribus carmelitanis reformatis discalceatis nuncupatis libere, et licite recitari, ac etiam pro majori commoditate imprimi possint licentiam, et facultatem dedit, et concessit. Die 20 junii 1609.

323 **Messanen. Tavormini.**

In Sacra Rituum Congregatione narratum et expositum fuit pro parte Antonii Ranerii, Simonis Loctarsi, et aliorum presbyterorum seniorum civitatis Tavormini Messanen. dioecesis, quemdam D. Vincentium Cipolla theologiae doctorem praetendere contra usum et generalem totius regni Siciliae consuetudinem, ratione sui doctoratus praecedentiam supra omnes alios presbyteros ipso antiquiores, et hac de causa sub praetextu sententiae favorabilis ab ipso in tribunali Monarchiae dicti regni obtentae, tentasse praecedere omnes presbyteros etiam ipso antiquiores in ecclesia dictae civitatis Tavormini. Et cum hoc negotium ab eadem Sacra Congregatione commissum fuerit Illmo et Rmo D. cardinali Pamphilio, et coram eo ventilatum; eadem Sacra Rituum Congregatio tandem audita relatione super praemissis ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Pamphilii, a decretis alias in simili causa factis non esse recedendum censuit. Nempe inanem esse et vanam praetensionem dicti Vincentii Cipollae, cum longe dignior sit ordo sacer presbyteratus, quam gradus doctoratus. Et ideo debere dictum Vincentium cedere locum digniorem in ecclesia Tavormini omnibus presbyteris antiquioribus, et ante ipsum ad sacrum presbyteratus ordinem ordinatis. Et ita declaravit, et in dicta civitate ac ecclesia Tavormini servari mandavit quibuscumque etc. Die 20 junii 1609.

324. **Cusentina.**

In causa inter archipresbyterum, et dignitates ac canonicos ecclesiae Cusentinae circa celebrationem vesperarum, idest ad quem spectet officium facere in secundis vesperis solemnitatum; cum ad instantiam canonicorum fuerint examinati testes super immemorabili consuetudine dictae ecclesiae, videlicet; quod subcantor vel hebdomadarius soleant facere officium in secundis vesperis, et non dignitates vel canonici, qui fecerunt officium in primis vesperis. Congregatio Sacrorum Rituum, audita relatione de praemissis facta ad Illmo et Rmo D. cardinali Peretto, cui causa haec commissa fuerat, censuit et judicavit consuetudinem praedictam fuisse probatam et esse servandam. Et ita declaravit. Die 27 julii 1609.

325. **Beati Caroli Borromei.**

Cum procuratores canonizationis B. Caroli Borromei institerint a Sacra Rituum Congregatione declarari, quo habitu et positura pingenda sit imago beati Caroli Borromei, in vexillis, et aliis locis pro ejus canonizatione; eadem Sacra Rituum Congregatio respondit, ejus imaginem pingendam esse stantem manibus junctis, oculis ad coelum elevatis, et in habitu cardinalis, idest cum rochetto, et mozzetta. Et ita declaravit. Die 27 julii 1609.

326. **Parisien.**

Cum abbas S. Mariae de Valle ordinis Cisterciensis, Parisien. dioecesis, pro se et successoribus suis usum mitrae et baculi petierit et alias prout in supplicatione remissa a Dataria ad Sacram Rituum Congregationem; eadem Congregatio Sacrorum Rituum, habita informatione de qualitatibus dictae abbatiae et abbatis supplicantis per litteras missivas Rmi D. Nuntii apostolici in Gallia. et visis informationibus ab eo transmissis, una cum consensu episcopi Parisien. censuit gratiam petitam posse concedi et ita declaravit. Die 27 julii 1609.

327. **Segobien. Sub officio S. Fructi.**

Officium hoc proprium cum octava, et missa S. Fructi con-

fessoris et ecclesiae Segobien. patroni, ad instantiam catholicae majestatis, et episcopi, capituli, et cleri ejusdem civitatis de mandato SSmi D. N. papae in Sacra Rituum Congregatione propositum, et ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, de ejusdem Sacrae Congregationis ordine diligenter recognitum et subscriptum, licet in eo, praeter lectiones, antiphonae, hymni, versiculi, responsoria et fere omnia propria sint, quae regulariter passim non conceduntur; tamen quia ex antiqua dictae ecclesiae Segobien. consuetudine ante reformationem breviarii a fe: re: Pio papa V factam, in dicta civitate, et dioecesi recitari consuevit, facto prius verbo de praemissis omnibus ab eodem Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino cum eodem SSmo D. N, et de suae Beatitudinis assensu, intuitu regis catholici et aliorum supradictorum id enixe supplicantium; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et concessit ut in civitate et dioecesi Segobien. et in omnibus ejusdem dioecesis ecclesiis a quibuscumque clericis tam regularibus, quam secularibus, absque ullo scrupulo libere, et licite recitari possit ac etiam pro majori commoditate imprimi valeat. Et ita declaravit. Die 27 julii 1609.

328. **Pamplionen.**

Pro parte archipresbyteri provinciae Guipuzcoae Pampilonen. dioecesis Sacrae Rituum Congregationi narratum fuit diu in Rota agitatam fuisse causam inter ipsum archipresbyterum, et rectores, ac clerum ejusdem provinciae super praecedentia, seu praeeminentiis, quas ipse archipresbyter intra parochiales ecclesias praedictorum rectorum praetendebat, et contra ipsum archipresbyterum latam fuisse sententiam etiam in Rota per duas alias conformes confirmatam. Sed quia ipse archipresbyter asseruit fecisse instantiam ante sententiae prolationem, ut haec causa ad eamdem Congregationem committeretur, tamquam ejusdem Congregationis propriam, quae tamen remissa non fuit, sed in Rota terminata, asserens etiam ex falsis praesuppositis fuisse contra ipsum pronunciatum, petiit ut parti adversae inhibeatur, ne audeat procedere ad executionem dictarum sententiarum, quousque causa praedicta fuerit in eadem Sacra Rituum Congregatione terminata. Quibus auditis, cum causa mature in Rota agitata fuerit, et per tres sententias conformes terminata; eadem Sacra Rituum Congregatio inhibitionem petitam ab arhipresbytero minime concedendam esse censuit. Et ita declaravit die 27 julii 1609.

329. **Anconitana.**

In Congregatione Sacrorum Rituum habita in palatio solitae residentiae Illmi D. cardinalis Pinelli die 24 augusti 1609, omnes Illmi et Rmi DD. cardinales in eadem Congregatione praesentes, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Galli in causa Anconitana inter capitulum ecclesiae cathedralis, et capitulum ecclesiae colleggiatae S. Mariae de Mercato ejusdem civitatis, circa delationem crucis, et visis juribus, et informationibus ambarum partium, eorumque procuratoribus tam in voce, quam in scriptis pluries auditis, unanimiter, et concorditer censuerunt et declaraverunt licere canonicis, praeposito, et capitulo dictae ecclesiae collegiatae deferre propriam crucem in omnibus processionibus, litaniis, et actis publicis, tam praesentibus, quam absentibus capitulo et canonicis ecclesiae cathedralis; dummodo dum simul incedunt, ultimum, et digniorem locum relinquant ipsi capitulo, et canonicis ecclesiae cathedralis. Et ita eadem Sacra Rituum Congregatio declaravit, et in civitate Anconitana in futurum, quibuscumque non obstantibus, servari mandavit, perpetuumque silentium super praemissis ambabus partibus imposuit. Supradicta die 24 augusti 1609.

330. **Cremonen.**

Ad instantiam Illmi et Rmi D. cardinalis S. Caeciliae episcopi Cremonen. a Sacra Rituum Congregatione quaesitum fuit: An abbates in eorum ecclesiis paramenta ecclesiastica in usum ecclesiarum saecularium sibi non subditarum benedicere possint? Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit: *Non posse*. et ita declaravit die 24 augusti 1609.

331. **Posnanien.**

Pro parte Stephani Charbiski abbatis Premeten. ordinis Cisterciensis Posnanien. dioecesis in Polonia SSmo D. N. supplicatum fuit, ut dicto abbati, et successoribus suis usum mitrae, et baculi concedere dignaretur. Et cum ab eodem SSmo D. N. negotium examinandum in Sacra Rituum Congregatione remissum fuerit, et ab eadem Sacra Congregatione commissum Illmo et Rmo D. cardinali Leno, ut de qualitatibus, redditibus, et aliis ad dictam abbatiam pertinentibus, se informaret, audita relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis, cum relatum fuerit dictum abbatem esse nobilem, et abbatiam habere in redditu annuo ultra summam scutorum quinquemillium, praeter mensam monachorum, qui ad minus viginti solent semper esse in dicto monasterio, cum etiam abbas sit dominus in temporalibus oppidi Premeten; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit gratiam petitam posse concedi. Et ita declaravit die 24 augusti 1609.

332. **Tifernaten.**

Dominicus episcopus Ostien. Sacri collegii decanus S. R. E. cardinalis Pinellus, Congregationis Sacrorum Rituum praepositus, universis, et singulis praesentes inspecturis, lecturis, et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum ad instantiam R. P. generalis, et totius ordinis Praedicatorum S. Dominici, Rmi D. episcopi, ac canonicorum cathedralis ecclesiae et magistratus, civium et incolarum civitatis Tifernaten, iteratis precibus apud SSmum D. N. Paulum papam V institum fuerit, ut dignaretur concedere, et indulgere, ut in honorem beatae Margaritae virginis tertiariae professae ordinis praedicti S. Dominici, quae anno Domini 1287 ex honestis parentibus orta in oppido Metulae Massae Trebariae Tifernaten. dioecesis, per annos tres, et triginta, quibus vixit, in virginitate semper permansit, et puritatem coluit, ac multis miraculis claruit tam in vita, quam post mortem. Et post ejus felicem in Domino obdormitionem, quae fuit die 13 aprilis anno Domini 1320 ejus corpus in ecclesia S. Dominici in eadem civitate Tifernaten. sepultum fuit, et adhuc post 300 fere annos, integrum, et incorruptum asservatur cum maxima populi ejusdem civitatis, et vicinorum locorum concursu et devotione, officium, et missa de communi unius virginis a fratribus dictae religionis tam in dicta civitate, ubi ejus corpus sepultum est, quam in universa Praedicatorum religione, libere, et licite recitari et celebrari possit et valeat. Et cum ab eodem SSmo D. N. Papa negotium hoc ad Sacram Rituum Congregationem, ut in ea examinaretur remissum fuerit et ab eadem Sacra Congregatione commissum Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino qui semel, atque iterum visis diligenter antiquis, et modernis scripturis, de vitae integritate, puritate fidei, et miraculis dictae beatae Margaritae, tam in vita, quam post ejus mortem, et continuata opinione sanctitatis, et miraculorum, usque in praesentem diem ejusdem beatae, tandem in eadem Sacra Rituum Congregatione habita die 24 augusti 1609 retulit, ex deductis satis constare de ipsius beatae Margaritae sanctitate et miraculis, et censere gratiam petitam posse concedi fratribus ejusdem religionis saltem in dicta Civitate Castelli, seu Tifernaten, ubi ejus venerabile corpus sepultum est. Et Illmi et Rmi DD. cardinales in eadem Congregatione praesentes ejusdem sententiae fuerunt, nempe posse concedi, si SSmo D. N. placuerit, ut in civitate tantum Tifernaten., et in ecclesia S. Dominici, ubi dictae beatae Margaritae corpus adhuc integrum, et intactum sepultum est, et magna totius popnli devotione, et concursu colitur, et in veneratione habetur, possit ejus festum in die felicis ejus obdormitionis in Domino cum officio, et missa de communi unius virginis in honorem ipsius beatae Margaritae celebrari. Et SSmus D. N. audita Congregationis sententia per nostram relationem hac infras-

cripta die Sanctitati Suae in consistorio secreto factam, annuit et concessit, ut in civitate tantum Tifernaten. et in ecclesia, ubi dictae beatae Margaritae corpus sepultum est, possit de ea tamquam de beata festum cum officio, et missa de communi unius virginis celebrari. In quorum omnium fidem et testimonium, praesentes per infrascriptum nostrae Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra subscripsimus, et nostri sigilli impressione muniri fecimus. Datum Romae in palatio nostrae solitae residentiae die 19 octobris 1609.

Addita fuerunt manu ipsius Illmi et Rmi D. cardinalis Pinelli infrascripta verba videlicet:

In ecclesia tantum fratrum, ubi ejus corpus asservatur, et in die obitus tantum.

333. **Tarentina Criptaliarum.**

In causa Tarentina Criptaliarum, quae ob absentiam Illmi et Rmi D. cardinalis Pii, coram quo pendebat a Sacra Rituum Congregatione commissa fuit Illmo et Rmo D. cardinali Peretto, auditis procuratoribus utriusque partis, et viso per eumdem Illmum et Rmum D. cardinalem Perettum processu ex partibus transmisso de ordine ejusdem Sacrae Congregationis ad instantiam archipresbyteri, ab archiepiscopo Tarentino facto, auditaque relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti in Congregatione hac infrascripta die facta, ac visis omnibus videndis et consideratis considerandis; eadem Sacra Rituum Congregatio a decreto alias in hac causa facto ad relationem supradicti Illmi et Rmi D. cardinalis Pii sub die 3 septembris 1605 non esse recedendum censuit. Cum hac tamen moderatione, et declaratione, ut scilicet archipresbytero jus suum distribuendi missas reservetur: sed illas omnino distribuere teneatur per ordinem, videlicet solemniores inter dignitates, et solemnes inter canonicos, ut nolente celebrare, vel impedito ipso archipresbytero, teneatur illas distribuere primae dignitati immediate sequenti post ipsum, et ea deficiente, vel impedita, secundae dignitati, et deficientibus dignitatibus, primo canonico, et sic per ordinem successive incipiendo a seniore, servata eorum praerogativa. Et ita censuit et declaravit ac in dicta terra Criptalia servari jussit, perpetuumque silentium super praemissis partibus imponi mandavit, et imposuit. Die 24 octobris 1609.

334. **Caesaraugustana.**

Pro parte decani, et capituli ecclesiae Caesaraugustanae SSmo D. N. expositum fuit per fe: re: Clementem VIII ecclesiam praedictam Caesaraugustanam, quae tunc regularis erat ad saecularem redactam fuisse, et concessum decano, dignitatibus et canonicis ac aliis qui pro tempore praebendas et canonicatus dictae ecclesiae obtinuerint, ut hyemali cappas nigras cum cappucciis pellibus armellinis intrinsecus suffultis et rocchettis manicas strictas habentibus, aestivo autem temporibus rocchetto simili, et almutia serico rubro in oris intrinsecus ornata, nec non superpellicia, seu cottas cum manicis oblongis deferre, et uti possent. Sed quia ex dictis praebendatis nonnulli hyemali tempore cappas nigras sericas, prout ante secularizationem, alii vero lanceas deferunt: cum indecens sit hujusmodi diversitas habitus inter eosdem canonicos, et praebendatos capitulares, et omnes cupiant deferre cappas laneas dummodo sint violacei coloris, supplicaverunt propterea, ut Sanctitas Sua eis indulgere dignaretur ut cappas laneas violaceas hyemali tempore ad instar canonicorum basilicae S. Petri de Urbe deferre possint. Et cum ab eodem SSmo D. N. negotium hoc in Sacra Rituum Congregatione examinandum remissum fuerit; et ab eadem Sacra Congregatione commissum Illmo et Rmo D. cardinali Peretto, eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, cum ecclesia Caesaraugustana sit metropolitana et insignis, censuit gratiam petitam posse concedi, ut dignitates et canonici uniformiter hyemali tempore cappas laneas violacei coloris cum pellibus de armellino, ad instar canonicorum basilicae principis apostolorum de Urbe deferre possint et valeant. Et ita declaravit die 24 octobris 1609.

335. **Flandriae Gandaven.**

Cum fe: re: Clemens papa VIII de voto et consilio S. R. E. cardinalium praepositorum in Congregatione Sacrorum Rituum per suas litteras in forma brevis sub annulo piscatoris expeditas die 27 novembris 1604 concesserit, et indulserit monialibus ordinis S. Francisci reformatis in Flandria in civitate Gandaven. commorantibus, in cujus monasterio sive ecclesia requiescit corpus beatae Colettae ejusdem ordinis professae, ut officium in honorem ejusdem beatae Colettae de communi unius virginis anniversario die ejus obitus singulis annis recitare, et eodem die missam in earum ecclesia in illius honorem pariter de communi unius virginis celebrari facere libere, et licite possent; easque recitando officium praedictum dicta die satisfacere obligationi recitandi divini officii. Et in provincia Flandriae multa alia ejusdem ordinis monasteria monialium reperiantur, quae eamdem licentiam, et facultatem recitandi officium dictae beatae Colettae summopere cupiunt; Sacrae Rituum Congregationi supplicaverunt, ut eis etiam eadem facultas concedatur, quae dictis monialibus in dicta civitate Gandaven. commorantibus a praedicto Clemente VIII concessa fuit. Et cum Rmus in Christo Pater archiepiscopus Rhodien. nuncius apostolicus in Flandria per suas litteras datas Bruxellis sub die 27 julii praesentis anni 1609 testimonium perhibuerit dictas moniales ordinis supradicti gratiam petitam mereri, cum in dictis monasteriis in provincia Flandriae summa cum pietate moniales ejusdem ordinis vivant, et regulam sui ordinis diligentissime servent, eadem Sacra Rituum Congregatio, si SSmo D. N. placuerit, censuit gratiam petitam posse extendi, ut in omnibus monasteriis monialium reformatarum ordinis S. Francisci in provincia Flandriae possit officium praedictum, et missa de dicta beata Coletta recitari, et celebrari, prout a Clemente VIII fe: re: monialibus ejusdem ordinis in civitate Gandaven. commorantibus concessum fuit. Et ita declaravit. Die 24 octobris 1609.

336. **Cefalonien.**

Canonici ecclesiae cathedralis Cefalonien. petierunt declarari: An stante usu quindecim annorum, quod magistratus civitatis thurificetur eodem tempore, quo thurificantur vicarius et canonici, cum dictus usus repugnet libro Caeremoniali, servandus sit nec ne? Congregatio Sacrorum Rituum respondit servandam esse formam libri Caeremonialis lib. primo c. 23 circa finem, ut scilicet magistratus civitatis thurificetur post canonicos. Et ita declaravit. Die 24 octobris 1609.

337. **Placentina.**

Lectiones suprascriptas de vita et gestis Sanctorum approbatorum pro civitate, et dioecesi Placentina de ordine, et mandato Sacrae Congregationis Rituum iterum recognitas, et subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate, et dioecesi Placentina juxta ritum et rubricas breviarii romani libere, et licite recitari valeant, licentiam dedit et concessit. Die 24 octobris 1609.

338. **Palentina.**

Priorissa et moniales ordinis canonicorum regularium S. Augustini in civitate Palentina, quae sub cura ordinarii vivunt, petierunt licentiam recitandi officia propria Sanctorum suae regulae et officium SSmi Sacramenti singulis quintis feriis, prout recitant religiosi omnes utriusque sexus sui ordinis, licet hactenus illa non recitaverint, quia de illis notitiam non habuerunt. Et cum super praemissis Sacra Rituum Congregatio voluerit habere informationem episcopi Palentini, visis litteris ejusdem cum sua relatione, quod dictae moniales profiteantur regulam praedictam canonicorum regularium S. Augustini, et sub cura ipsius episcopi vivant nunc in civitate Palentina, licet prius in monasterio extra civitatem vixerint in locis ru-

ralibus, et propterea notitiam dictorum officiorum non habuerint. Et cum dictarum monialium petitio sit pia, et justa, censere, et judicare illis esse indulgendum, et concedendum, ut officia propria Sanctorum suae regulae recitare possint et valeant. Eadem Sacra Rituum Congregatio concedendum censuit dictis monialibus in civitate Palentina, ut libere, et licite recitare possint, et valeant officia propria Sanctorum suae regulae, et singulis quintis feriis officium SSmi Sacramenti, prout recitant reliqui omnes utriusque sexus religiosi, et religiosae ejusdem ordinis de praesenti in istis temporibus. Et ita censuit, concessit, et declaravit. Die 28 novembris 1609.

339. **Tifernaten.**

Cum SSmus D. N. Paulus Papa V de voto et consilio S. R. E. cardinalium in Sacra Rituum Congregatione praepositorum concesserit, et indulserit, ut de beata Margarita Tifernaten. alias Civitatis Castelli tertiaria ordinis praedicatorum, cujus venerabile corpus in ecclesia fratrum ejusdem ordinis in dicta Civitate Castelli, magna cum populi devotione conservatur, et colitur, possit festum celebrari a fratribus ejusdem ordinis in die obitus tantum ejusdem beatae, et de ea dicta die recitari, et celebrari officium, et missa de communi unius virginis. Prior dicti conventus praesentavit in eadem Sacra Congregatione tres lectiones, ex vetustissimo libro vitae ejusdem beatae Margaritae, qui in conventu beatae Mariae super Minervam conservatur, extractas, quas lectiones ab eadem Sacra Rituum Congregatione recognitas, ac de mandato ejusdem Sacrae Congregationis revisas et subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in secundo nocturno in officio recitando in die obitus dictae beatae Margaritae libere, et licite recitari possint, et valeant a fratribus ejusdem ordinis, licentiam et facultatem dedit, et concessit, dummodo tam oratio, quam caetera omnia in officio, et missa pro dicta Beata in die ejus obitus celebranda, et recitanda ex breviario et missali de communi unius virginis sumantur. Et quia obitus dictae beatae Margaritae fuit die 13 mensis aprilis, quo tempore saepe, vel majoris hebdomadae, vel festorum paschalium officia occurrunt, ad omne dubium tollendum in tali casu, vel quando festum praedictum beatae Margaritae venerit in aliquo simili die impedito; eadem Sacra Rituum Congregatio declaravit, ut juxta rubricas et regulas breviarii dictum festum transferri possit in diem non impeditum, et in tali die translationis possit officium recitari, et festum celebrari, sicut concessum fuit pro die obitus tantum. Et ita in omnibus supradictis censuit, declaravit, et concessit. Die 28 novembris 1609.

340. **Conseranen.**

Officium hoc S. Licerii episcopi et patroni civitatis Conseranen. in Gallia, duplex cum octava, quod semper in ecclesia Conseranen. ab immemorabili tempore recitatum fuit juxta ritum breviarii S. Stephani Tolosae, in meliorem formam ad regulas breviarii romani juxta decretum sacri concilii Tridentini a moderno episcopo Conseranen. redactum, et Sacrae Rituum Congregationi praesentatum, ac de ejusdem Sacrae Congregationis ordine et mandato ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognitum, et subscriptum; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut juxta antiquissimam et immemorabilem ecclesiae Conseranen. consuetudinem in eadem civitate, et dioecesi libere, et licite recitari possit et valeat, licentiam dedit, et concessit cum facultate etiam illud imprimendi pro majori dictae ecclesiae Conseranen. commoditate. Et ita declaravit. Die 28 novembris 1609.

341. **Galliae.**

Cum ad instantiam serenissimi Galliae regis christianissimi SSmo D. N. supplicatum fuerit, ut dignaretur concedere, ut festum S. Ludovici regis et confessoris cum officio duplici et propriis lectionibus ubique terrarum celebraretur, atque ejus dies festus tamquam de praecepto in regno Galliae servaretur, et Sanctitas Sua negotium hoc ad Sacram Rituum Congregationem remiserit; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit concedendum ut in regno Galliae festum praedictum de praecepto servari, et in eodem regno officium sub ritu duplici de eo recitari possit et debeat. Et ita declaravit. Die 28 novembris 1609.

342. **Toletana.**

Cum ob memoriam navalis victoriae contra Turcas obtentae die 7 octobris anno Domini 1571 in ecclesia Toletana soleat singulis annis dicta dies 7 octobris ex dotatione glo: me: Philippi II solemniter celebrari, capitulum ecclesiae Toletanae a SSmo D. N. petiit licentiam celebrandi officium, quod dicta die occurrit de S. Marco papa, sub ritu duplici, cum commemoratione Sanctorum Sergii, et Bacchi, et commemoratione pro gratiarum actione in memoriam dictae navalis victoriae, in qua oratione loco verborum illorum, videlicet: *Pro collatis donis*, liceat eis dicere: *Pro obtenta hac die de Turcarum classe navali victoria*. Et cum SSmus D. N. negotium hoc ad Sacram Congregationem Rituum examinandum remiserit; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi capitulo, canonicis, et clero ecclesiae Toletanae, ut die 7 octobris officium dicti S. Marci papae celebrare possint, et valeant in dicta ecclesia sub ritu duplici, sed nihil in oratione pro gratiarum actione alterandum, seu mutandum esse censuit. Et ita declaravit. Die 28 novembris 1609.

343. **Ragusina.**

Hanc missam S. Simeonis ad instantiam monialium S. Simeonis civitatis Ragusinae in Sacra Rituum Congregatione recognoscendam praesentatam, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognitam, et subscriptam; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in dicta ecclesia monialium S. Simeonis in civitate Ragusina, juxta antiquam ejusdem ecclesiae et monasterii consuetudinem libere, et licite dici, et celebrari possit et valeat, licentiam, et facultatem dedit, et concessit. Die 28 novembris 1609.

344. **Cabalicen.**

Cum in civitate Cabalicen. in ecclesia S. Dominici ordinis Praedicatorum asseratur erectas et institutas fuisse confraternitates SSmi Sacramenti et Rosarii, quibus confraternitatibus de anno 1608 sub die 4 septembris marchionissa de Evigonet domina de Taliados, aureos trecentos donavit, ut ex eis annui census constituerentur in beneficium, et utilitatem dictarum confraternitatum, cum pacto expresso quod ipsa marchionissa, et sui haeredes et successores in perpetuum in processionibus a dictis confraternitatibus faciendis, primum locum tamquam priorissa seu priores habere debeant, incedendo post fratres et presbyteros et singulos alios praecedendo. Quod pactum confirmatum, et approbatum fuisse asseritur a procuratore provinciali ejusdem ordinis Praedicatorum sub die 30 septembris ejusdem anni. Et quia consules ejusdem civitatis Cabalicen. se opposuerunt, praetendentes primum locum in dicta processione prout ante dictam dotationem habebant, haeredes dictae marchionissae recursum habuerunt ad Rmum D. archiepiscopum Urbinaten. vicelegatum et gubernatorem totius Status Avinionen, petentes manuteneri in loco assignato dictae marchionissae juxta conventiones praedictas, qui eos remisit ad Urbem ad Sacram Rituum Congregationem, ut in ea hoc negotio mature examinato, quid circa praemissa in futurum servandum sit statuat, et decernat, et interim declaravit marchionissam praedictam, suosque haeredes frui et gaudere debere loco sibi assignato. Proposito vero hoc negotio in eadem Sacra Congregatione et ab eadem remisso ad Illmum et Rmum D. cardinalem Lenum, viso memoriali, et aliis deductis pro parte haeredum dictae marchionissae, auditis etiam postea rationibus deductis pro parte consulum dictae civitatis Cabalicen., et facta ab eodem Illmo et Rmo D. cardinali Leno de praemissis omni-

bus relatione in plena Congregatione; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit servandum esse pactum factum in dotatione dictarum confraternitatum, et dandum esse primum locum in processionibus haeredibus dictae marchionissae, sine tamen praejudicio consulum ejusdem civitatis, quibus nullo modo potuerunt praejudicare pacta et conventiones facta inter dictas confraternitates, seu fratres Dominicanos, et dictam marchionissam. Et ideo servato loco solito, et antiquo consulibus, post eos primum locum dandum esse haeredibus dictae marchionissae censuit, et declaravit. Ita ut si haeres fuerit masculus incedat immediate post consules, si vero fuerit foemina incedat immediate ante omnes mulieres ejusdem civitatis, quas in processione solere incedere asseruerunt post homines. Et ita declaravit et in futurum servari mandavit. Die 28 novembris 1609.

345. **Venetiarum.**

Officium S. Zachariae prophetae ad instantiam abbatissae et monialium monasterii S. Zachariae ordinis S. Benedicti Venetiarum in Sacra Rituum Congregatione praesentatum, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis diligenter recognitum ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, et a R. P. D. Alexandro Burgio Burgi S. Sepulcri episcopo et vicario ecclesiae Lateranen. de Urbe pariter de mandato ejusdem Sacrae Congregationis sub die 24 octobris 1609 collationatum cum officio de eodem S. Zacharia ab eadem Sacra Congregatione approbato pro ecclesia Lateranensi, ubi caput dicti S. Zachariae asservatur, ab eadem Sacra Congregatione approbato, et impresso dictis monialibus S. Zachariae Venetiarum fuerit a fe: re: Gregorio papa XIV per litteras suas sub annulo piscatoris expeditas, concessum die 2 augusti 1591.

Eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a dictis monialibus S. Zachariae Venetiarum ordinis S. Benedicti libere, et licite monastico more cum 12 lectionibus recitari possit et valeat, licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 12 decembris 1609.

346. **Urbis Ecclesiae Lateranensis.**

Officium S. Zachariae prophetae in Sacra Rituum Congregatione praesentatum, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis a R. P. N. Alexandro Burgio Burgi S. Sepulchri episcopo et vicario ecclesiae Lateranen. de Urbe collationato cum officio ab eadem Sacra Congregatione de eodem Sancto approbato pro monialibus sancti Zachariae ordinis S. Benedicti Venetiarum; eadem Sacra Rituum Congregatio pariter approbavit, et ut in ecclesia Lateranensi, ubi caput dicti S. Zachariae prophetae conservatur libere, et licite recitari possit et valeat more romano cum 9 lectionibus licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 12 decembris 1609.

347. **Senogallien. Montis Bodii.**

In causa controversiae inter fratres conventuales S. Francisci et clerum secularem oppidi Montis Bodii Senogallien. dioecesis circa jus deferendi in processione reliquiam brachii S. Gaudentii quae conservatur in eorum ecclesia a praedictis fratribus conventualibus S. Francisci. Congregatio Sacrorum Rituum, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, coram quo diu hac causa agitata et discussa fuit. Et mature examinatis omnibus rationibus, et juribus ambarum partium; cum reliquia nullius sit in bonis, nec super dicta reliquia brachii S. Gaudentii clerus saecularis possit jus praetendere, cum in dicta ecclesia S. Francisci a fratribus dicti ordinis conventualium conservetur et custodiatur, ad eos illam in processione deferre, spectare Congregatio judicavit, prout in simili occasione variis in locis servatur. Et ideo post relationem praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, auditis votis omnium et singulorum Illmorum DD. cardinalium in Congregatione praesentium; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, et declaravit in hac causa servandum esse primum decretum ab eadem Sacra Congregatione factum sub die 24 septembris 1605; nempe ad priorem fratrum conventualium S. Francisci, unde reliquia brachii S. Gaudentii sumitur spectare, et pertinere illam deferre in processione. Qui prior solus cum suis ministris paratis in ultimo loco incedat, caeteri vero fratres conventus, cum sua cruce praecedant ante clerum in loco debito juxta eorum consuetudinem, et presbyteri ac clerus saecularis sequantur post religiosos et fratres immediate ante reliquiam: Et ita servandum esse censuit et declaravit, quibuscumque non obstantibus, etiam si aliter ab eadem Sacra Congregatione declaratum fuerit ad favorem cleri saecularis sub die 19 aprilis 1608; quia sic, ut praemittitur convenire judicavit. Et ne diutius haec controversia duret, ambabus partibus praemissis perpetuum silentium imponendum esse ordinavit et imposuit. Et ita censuit, declaravit, atque in dicto oppido Montis Bodii servari mandavit. Die 23 januarii 1610.

348. **Tarantasien.**

Pro parte archiepiscopi Tarantasien. in Sacra Rituum Congregatione expositum fuit duas olim in eadem civitate fuisse ecclesias cathedrales, alteram vicinam et contiguam palatio archiepiscopali, in qua ut plurimum functiones episcopales exercebantur, officiatam a canonicis regularibus ordinis S. Augustini, inter quos erant tres dignitates, quarum, qui primam post pontificalem obtinebat, prior vocabatur et is non modo jurisdictionem super canonicos, sed stallum in choro diversum et separatum ab aliis habebat, et solebat pulvinum ante se habere. In alia cathedrali ecclesia aderant canonici saeculares cum unica tantum dignitate archidiaconatus. Quae quidem ecclesia regularis nuper auctoritate apostolica saecularizata fuit, et ex duabus cathedralibus unica tantum saecularis effecta, et cum eo tempore vacaret dignitas archidiaconatus, indultum fuit, ut prima dignitas remaneret, essetque ejus tantum vita durante, prior ecclesiae olim regularis, et eo vita functo haec prima dignitas nomen, vel archidiaconi, vel decani acciperet, prioris nomine, cum omni poenitus jurisdictione, quam habebat extincto, quae tota jurisdictio archiepiscopo reservata fuit. Cum autem stantibus praemissis de loco assignando in choro dicto priori disputaretur, et ipse praetenderet locum distinctum, ac separatum a stallis canonicorum cum pulvino, prout habebat ante saecularizationem, et reductionem dictarum duarum cathedralium ecclesiarum in unam, ad tollendas contentiones et dissentiones hac de causa ortas inter canonicos, et dignitates, praedictus archiepiscopus recursum habuit ad Sacram Rituum Congregationem ut dignaretur declarare, et decernere locum decentem et convenientem pro dicto priore, et cum ab eadem Sacra Congregatione negotium remissum fuerit Illmo et Rmo D. cardinali Leno, tandem audita ejus relatione, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit primum, et digniorem locum seu stallum in choro, et primam sedem post archiepiscopalem assignandam esse dicto priori, tamquam primae dignitati, non autem cum pulvino, nec locum, seu sedem separatam a choro. Et ita declaravit, et in archiepiscopali ecclesia Tarantasien. servari mandavit quibuscumque non obstantibus. Die 23 januarii 1610.

349. **Veronen.**

In causa praecedentiae in processionibus inter abbatem et monachos sanctorum Nazarii et Celsi congregationis Cassinen. ex una, et abbatem, et monachos monasterii Sanctae Mariae in Organo congregationis Olivetanae ex altera partibus in civitate Veronae commorantibus, in Sacra Rituum Congregatione proposita, et diu ventilata coram Illmo et Rmo D. cardinali Capponio, cui ab eadem Sacra Congregatione fuerat commissa, visis juribus ambarum partium, eorumque procuratoribus, et advocatis tam in voce, quam in scriptis pluries auditis, visoque processu ex Verona ab episcopo Veronen. ejusdem Sacrae Congregationis in hac causa delegato transmisso, et tandem audita relatione de praemissis omnibus facto in plena Congregatione a praedicto Illmo et Rmo D. cardinali Capponio, de voto, ac sententia omnium, et singulorum DD. cardinalium in Congregatione praesentium; eadem Sacra

Rituum Congregatio censuit et declaravit in omnibus processionibus, quae Veronae fiunt, in quibus praedicti abbates, et monachi Cassinenses, et Olivetani simul interveniunt praecedentiam dandam esse abbati et monachis Cassinensibus. Et ita in futurum servari mandavit, quibuscumque non obstantibus, perpetuumque silentium super praemissis ambabus partibus imponendum esse censuit, et imposuit. Die 23 januarii 1610.

350. **Portugallen.**

Cum fe: re: Clemens papa VIII canonicis congregationis S. Joannis Evangelistae in regno Portugalliae concesserit licentiam recitandi et celebrandi in eorum ecclesiis officium, et missam beati Laurentii Justiniani ejusdem congregationis fundatoris singulis quintis feriis alio festo non impeditis, et inter canonicos dubitatum fuerit, an in vigiliis quae occurrunt per annum in quintis feriis, et tempore adventus et quadragesimae liceat dictum officium recitare, et missam ut supra in quintis feriis celebrare. Et cum hoc dubium in Sacra Rituum Congregatione propositum fuerit, ab eadem Sacra Congregatione examinandum commissum Illmo et Rmo D. cardinali de Monte; eadem Sacra Congregatio, audita ejusdem Illmi, et Rmi D. cardinalis relatione, censuit et declaravit juxta rubricas breviarii non licere dictis canonicis recitare officium et celebrare missam de dicto beato Laurentio in vigiliis, quae occurrunt in quintis feriis per annum; nec in quintis feriis adventus, et quadragesimae, quatenus sub ritu simplici officium dicti beati Laurentii recitetur, secus si sub ritu duplici vel semiduplici recitaretur. Et ita declaravit. Die 30 januarii 1610.

351. **Tarentina. Criptaliarum.**

Congregatio Sacrorum Rituum a decreto alias facto in hac causa sub die 24 octobris 1609 non esse recedendum censuit. Et ad tollendam omnem dubitandi rationem, declaravit missas non semper uni et eidem dignitati vel canonico esse distribuendas, sed per ordinem successive, incipiendo a digniore et seniore, servata eorum praerogativa ut omnes per turnum honorentur. Quae vero missae intelligantur solemnes, et minus solemnes, standum esse declarationi alias ab eadem Congregatione factae ad instantiam archidiaconi Tarentini sub 10 januarii 1597. Cujus quidem declarationis tenor talis est, videlicet. Et ad scrupulos quoscumque tollendos declarat Congregatio missas per archidiaconum celebrandas esse in diebus jovis, et veneris sancti et sabbati sancti, Paschatis Resurrectionis, et festis S. Cataldi patroni ecclesiae, in die Pentecostes et Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi nocte et die ec. Et has esse solemniores missas Congregatio declaravit: quae successive per ordinem inter dignitates erunt distribuendae. Caeterae per annum occurrentes distribui poterunt inter canonicos successive et per ordinem, ut supra. Et ita eadem Sacra Congregatio declaravit, et in terra Criptaliarum Tarentinae dioecesis servari mandavit. Die 27 februarii 1610.

352. **Carnoten.**

Robertus Bouet presbyter Parisien. cathedralis ecclesiae Carnotensis decanus petiit facultatem benedicendi ornamenta, sive indumenta ecclesiastica, et alia altari deservientia, tam pro ecclesia cathedrali, quam pro aliis ecclesiis suae jurisdictionis, et pro tota dioecesi in absentia et de consensu episcopi, sive aliorum ordinariorum religionum exemptarum. Congregatio Sacrorum Rituum in absentia episcopi, et de ejus expressa licentia et consensu censuit posse concedi decano facultatem petitam benedicendi ornamenta, seu indumenta ecclesiastica pro altaribus, et ministris, in quibus tamen non adhibeatur sacra unctio per totam dioecesim Carnoten. Et ita declaravit die 3 aprilis 1610.

353. **Bledzevien. Posnanien. dioecesis.**

Cum alias Joannes Dluschi nobilis Polonus abbas Bledzevien. ordinis Cistercien. in dioecesi Posnanien. SSmo D. N. preces porrexerit ut ipsi, et successoribus suis in dicta abbatia, qui usum baculi habere consueverunt, etiam usum mitrae concedere dignaretur, cum facultate conferendi quatuor ordines minores monachis suis subditis, et benedicendi paramenta et ornamenta ecclesiastica pro usu dicti monasterii et SSmus D. N. ad Sacram Rituum Congregationem negotium hoc remiserit, ut in ea examinaretur; eadem Sacra Rituum Congregatio, audita super praemissis relatione Illmi et Rmi cardinali Pinelli cui hoc negotium particulariter commiserat, attentis qualitatibus abbatis et abbatiae praedictae, censuit gratiam petitam, si SSmo D. N. placuerit, posse concedi, cum ex testibus fide dignis constet abbatem esse idoneum, sufficientem, et nobilem, et abbatiam insignem cum sufficienti redditu tam pro abbate, quam pro monachis. Et eo magis, quia asseritur dictum abbatem habere usum baculi, cum mitra et baculus sint quodammodo correlativa. Et ita declaravit. Die 24 aprilis 1610.

354. **Lubianen.**

Cum R. P. episcopus Sarzanen. nuntius apostolicus apud serenissimum Ferdinandum archiducem Austriae Graeciae in Germania per suas litteras directas Illmo et Rmo D. cardinali Burghesio datas Graeciae sub die 8 martii 1610 significaverit dictum serenissimum archiducem cupere, ut praeposito cathedralis ecclesiae Lubianen. Sanctissimus D. N. concedere dignaretur usum mitrae et baculi, prout in Germania alii similes praepositi habere consueverunt; et de mandato ejusdem SSmi D. N. Papae negotium in Sacra Rituum Congregatione semel atque iterum propositum, et examinatum fuerit, cum ex litteris ejusdem nuntii constet non solum adesse consensum episcopi Lubianen. sed ipsum episcopum, una cum capitulo suae ecclesiae cathedralis id maxime cupere, et velle contribuere in expensis faciendis pro expeditione gratiae. Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit gratiam petitam posse concedi, si SSmo D. N. placuerit, et ita declaravit. Die 24 aprilis 1610.

355. **Abbatiae S. Galli in Helvetia.**

Cum alias ad instantiam abbatis S. Galli, et aliorum abbatum in Helvetia, et Svevia in Sacra Rituum Congregatione recognitum fuerit breviarium benedictinum a dictis abbatibus ad Urbem transmissum, et sub die 6 decembris 1608 ab eadem Sacra Congregatione approbatum, et concessum, ut in dictis abbatiis in Helvetia et Svevia libere, et licite recitari possit, ac etiam pro eorum majori commoditate imprimi valeat. Postea vero multi alii ejusdem religionis abbates, et monachi, cum dictum breviarium bene ordinatum reperierint, et approbatum esse a Sede Apostolica cognoverint, et facultatem, et licentiam eo utendi cupiant, idem abbas S. Galli SSmo D. N. supplicavit, ut licentia concessa pro abbate S. Galli et aliis abbatibus ordinis S. Benedicti in Helvetia et Svevia, extendatur ad omnes alios abbates, et monachos ejusdem ordinis S. Benedicti, qui eo breviario ut supra approbato uti voluerint, et cum de mandato SSmi D. N. negotium hoc iterum in Sacra Congregatione Rtuum propositum et examinatum fuerit, ac breviarium praedictum bonum esse, et bene ordinatum cognoverit; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi ut omnes abbates et monachi ejusdem ordinis S. Benedicti, qui eo uti, et illud recitare voluerint, libere, et licite, et absque aliquo scrupulo illud recitare possint, et valeant. Et ita declaravit die 24 aprilis 1610.

356. **Urbis S. Franciscae.**

Lectiones tantum recitandas in secundo nocturno in festo S. Franciscae Romanae, et addendas in breviario monachorum congregationis Montis Oliveti, ex bulla canonizationis ejusdem S. Franciscae Sanctissimi D. N. Pauli Papae V desumptas, emendatas, recognitas, et de ordine Sacrae Congregationis Rituum subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a dictis monachis Olivetanis, et monialibus Oblatis Turris Speculorum in die festo ejusdem beatae Franciscae libere et licite recitari valeant, licentiam, et facultatem dedit, et concessit. Die 24 aprilis 1610.

357. **Urbis S. Mariae in Via.**

Cum Rmus D. bo: me: Innocentius cardinalis de Rubeis in suo ultimo testamento sub quo decessit inter alia legata pia, omnia suae privatae cappellae paramenta et ornamenta, ac vasa sacra legaverit sacristiae S. Mariae in Via ejus parochia, in qua corpus ejus sepultum fuit, exceptis candelabris et cruce, quae legavit ecclesiae Camerinen, et duabus planetis, quas tradi jussit presbyteris Societatis Jesu. Et Joannes Filaretus ejusdem cardinalis dum vixit caudatarius, ex dicta cappella cardinalis defuncti praetendat unum paramentum omnium utensilium dictae cappellae, et propterea executionem dicti legati impediverit, prior et fratres dicti conventus ecclesiae S. Mariae in Via ad SSmum D. N. recursum habuerunt, ut Sanctitas Sua mandaret exequi mentem dicti testatoris, ita ut realiter, et cum effectu dictae sacristiae S. Mariae in Via omnia praedicta paramenta legata consignarentur. Et cum SSmus D. N. negotium hoc Sacrae Rituum Congregationi remiserit; eadem Sacra Rituum Congregatio declaravit ad dictum Joannem Filaretum caudatarium nihil ex dicta cappella pertinere, sed omnia ejusdem cappellae vasa, paramenta, et ornamenta, illis tantum exceptis, quae ecclesiae Camerinen. et patribus Jesuitis legavit, ad sacristiam S. Mariae in Via pertinere, eique juxta mentem testatoris consignanda esse censuit, et declaravit. Die 15 maii 1610.

358. **Panormitana. Ciminnae.**

Ad instantiam cleri et canonicorum terrae Ciminnae, Panormitanae dioecesis, Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit contentiones saepe inter eos esse, cum nonnulli doctoratus gradu insigniti in processionibus, congregationibus, et publicis actibus locum supra canonicos et presbyteros cleri habere praetendant, et propterea petierunt declarari, quomodo cum dictis graduatis agendum sit?

Eadem Sacra Rituum Congregatio, inhaerendo decretis alias in simili occasione factis, cum longe dignior sit ordo sacer presbyteratus, quam gradus doctoratus, in quacumque scientia, arte sive disciplina, nullam censuit habendam esse in processionibus, congregationibus, et actionibus publicis, dicti gradus, seu doctoratus rationem, sed illum debere praecedere inter canonicos et presbyteros, qui prius canonicatum, seu ordinem presbyteratus acceperit, sive sit graduatus sive non. Et ita in dicta Terra Ciminnae servandum esse censuit et declaravit. Die 15 maii 1610.

359. **Flandriae. Gandaven.**

Decretum factum pro monialibus reformatis ordinis S. Francisci, ut possent recitare officium de beata Coletta in omnibus monasteriis ejusdem ordinis in provincia Flandriae sub die 24 octobris 1609, non esse ad comitatum tantum Flandriae restringendum, sed juxta litteras archiepiscopi Rhodien. habere locum in omnibus provinciis Belgii ubi sunt monasteria ejusdem ordinis beatae Colettae; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit et declaravit die 15 maii 1610.

360. **Murbach. Nullius.**

Abbas Murbach. princeps imperii Nullius dioecesis Sedi Apostolicae immediatae subjectus SSmo D. N. supplicavit ut ei licentiam et facultatem concedere dignaretur benedicendi calices, corporalia, paramenta sacerdotalia, et alia similia pro dictae suae abbatiae servitio; et cum idem SSmus D. N. negotium ad Sacram Rituum Congregationem remiserit, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi dicto abbati facultatem benedicendi vasa, et paramenta hujusmodi, in quibus sacra unctio non adhibeatur. Et ita declaravit die 12 junii 1610.

361. **Cremonen.**

Cum Illmus et Rmus D. cardinalis S. Caeciliae episcopus Cremonen. decreverit, ac per edictum publicum ordinaverit, ut omnes parochi ac vicarii, et alii ad curam animarum deputati in civitate Cremonen, et in aliis terris et locis insignibus ejusdem dioecesis debeant mantellum latum cum manicis et caputium deferre prout ordinatur in conciliis provinciali Mediolanen. quarto et dioecesano facto sub bo: me: R. P. D. Spatiano ejusdem civitatis Cremonen. episcopo proxime defuncto: et dicti parochi et curati sentientes se a dicto decreto gravatos, recursum habuerint ad SSmum D. N. petentes non astringi ad deferendum novum habitum, cum ipsi semper in civitate Cremonen. habitum romanum, et prout in Romana curia presbyteri et clerici seculares utuntur, uti, et deferre consueverint; et idem SSmus D. N. negotium hoc ad Sacram Rituum Congregationem remiserit; eadem Sacra Rituum Congregatio, semel atque iterum discusso et examinato hujusmodi negotio, et visis, et auditis quae pro parte dictorum parochorum, et curatorum tam in scriptis, quam in voce allegata fuerunt, censuit debere omnino dictos parochos, curatos, vicarios, et reliquos animarum curam habentes parere decreto supradicto a Illmo et Rmo D. cardinali S. Caeciliae eorum ordinario facto, quibuscumque ex adverso allegatis non obstantibus. Et ita declaravit. Die 26 junii 1610.

362. **Caesaraugustana.**

Pro parte ecclesiae metropolitanae Caesaraugustanae Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit solitum esse in eadem ecclesia, et dioecesi Caesaraugustana singulis annis die 12 octobris celebrari festum Dedicationis ejusdem ecclesiae, quae S. Salvatori dedicata est, idque in dicta ecclesia metropolitana fieri cum magno apparatu, solemnitate et processione, omnesque ecclesias inferiores ejusdem civitatis et dioecesis in honorem ejusdem cathedralis privatim eamdem solemnitatem celebrare consuevisse. Cum autem in eadem civitate adsit ecclesia collegiata, et insignis, et forsan ab archiepiscopi jurisdictione exempta, et Sedi Apostolicae immediate subjecta, quae in praeteritum consuevit celebrare festivitatem praedictam Dedicationis in honorem cathedralis ad instar aliarum ecclesiarum ejusdem civitatis, et dioecesis: novissime, nomine proprio praetendit eamdem solemnitatem cum solemni apparatu et processione celebrare, eodem die, et eodem modo quibus celebratur in ipsa ecclesia metropolitana, et propterea, an id liceat declarari petiit.

Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit nequaquam licere collegiatae ecclesiae festum Dedicationis ipsius collegiatae vel metropolitanae ecclesiae, in propria ecclesia nomine proprio celebrare ritu solemni cum processione, et eodem modo, et die, quibus celebratur in ipsa ecclesia metropolitana, sed ad instar aliarum ecclesiarum civitatis, et dioecesis posse, et debere celebrare eamdem solemnitatem private, et prout in praeteritum facere consuevit, circa quod nihil innovandum esse de antiquo solito eadem Sacra Congregatio censuit, et declaravit. Die 26 junii 1610.

363. **Florentina.**

Moniales S. Mariae Angelorum in burgo Sanfriano Florentinae civitatis ordinis beatae Mariae Montis Carmeli, quae sub cura ordinarii vivunt, et non carmelitarum, sed romanum breviarium recitant, petierunt licentiam recitandi officia propria sanctorum suae religionis jam approbata a Sacra Rituum Congregatione, et concessa fratribus et monialibus reformatis discalceatis nuncupatis ejusdem religionis qui et quae pariter breviarium romanum recitant.

Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Gonzagae, cui haec causa alias commissa fuerat, attentis narratis, et quod dictae moniales S. Mariae Angelorum non recitant breviarium carmelitanum, sed romanum, censuit posse concedi, ut etiam ipsae recitare possint, et valeant officia propria sanctorum suae religionis concessa, et approbata pro fratribus et monialibus reformatis discalceatis nuncupatis, qui et quae pariter breviarium romanum recitant. Et ita censuit, et declaravit. Die 26 junii 1610.

364. **Posnanien. Bledzevien.**

Joannes Dluski abbas Bledzevien. ordinis Cisterciensis Posnanien. dioecesis in Polonia, qui habet usum mitrae et baculi,

petiit licentiam conferendi ordines minores in aliis sui ordinis abbatiis quae per ipsum visitantur, et benedicendi paramenta, non solum pro usu suae abbatiae et monasterii, sed etiam pro usu parochialium ecclesiarum quae sunt subditae suae abbatiae. Quibus de mandato SSmi D. N. in Sacra Rituum Congregatione propositis et examinatis, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit dicto abbati, si SSmo D. N. placuerit, concedi posse, ut paramenta et vestes ecclesiasticas pro servitio et usu ecclesiarum parochialium suae abbatiae subditarum tantum benedicere possit, et ita declaravit. Die 9 octobris 1610.

365. **Trojana.**

Auditis et consideratis omnibus, quae pro parte canonicorum ecclesiae Trojanae exposita fuerunt circa situationem chori et sedium tam pro episcopo, quam pro dignitatibus et canonicis in ecclesia cathedrali, ita ut convenienter, et secundum debitas regulas libri caeremonialis locentur, et disponantur; Sacra Rituum Congregatio hoc negotium ad Illmum et Rmum D. cardinalem Pinellum remisit, ut auditis partibus, et praesertim episcopo Trojano qui in Urbe tunc erat, quid decentius, et melius secundum debitas caeremonias in casu proposito convenire judicaverit decerneret et declararet. Quare per praedictum Illmum et Rmum D. cardinalem Pinellum iterum diligenter consideratis omnibus quae a canonicis praedictis ecclesiae Trojanae narrata fuerunt, et in voce etiam ipso episcopo Trojano audito, qui vera esse quae narrantur a canonicis in memoriali ab eis presentato affirmavit, cum juxta regulas libri caeremonialis lib. 1, cap. 13 de sedibus episcopi et legati etc. Quando altare adheret parieti, ut in ecclesia Trojana nunc adherere praesupponitur, sedes episcopi non in ingressu chori, ut nunc esse dicitur, sed in cornu evangelii a dextris apud altare locari debeat, idem Illmus et Rmus D. cardinalis Pinellus declaravit, decentius, convenientius, et commodius esse, tam pro episcopo, dignitatibus, et canonicis, quam etiam pro universo populo, qui ad ecclesiam ad divina officia audienda venerit, si altare in medio prope ingressum chori reducatur, et locetur, ita ut sacerdos in ea celebrans faciem ad populum vertat, et sedes episcopi apud parietem contra altare constituatur et locetur cum decenti ornamento. Et apud sedem episcopi hinc inde sedes, seu stalla pro dignitatibus convenienter ornata locentur et successive hinc inde aliae sedes, seu stalla pro aliis canonicis disponantur.

Et ita ut dictum est juxta declarationem praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Pinelli in praedicta ecclesia Trojana altare, et sedes episcopi, dignitatum, et canonicorum restituendas et locandas esse, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, et declaravit. Die 9 octobris 1610.

336. **Venetiarum. Pro officio S. Danielis.**

Lectiones pro octava S. Danielis de ordine et mandato Sacrae Congregationis Rituum recognitas, emendatas, et subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a monialibus monasterii S. Danielis Venetiis, in eorum officio in festo, et per octavam ejusdem S. Danielis libere et licite recitari possint, et valeant licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 9 octobris 1610.

367. **B. Caroli Borromei.**

Cum jam a SSmo D. N. resolutum et declaratum fuerit se velle solemnem canonizationem beati Caroli Borromei celebrare die prima novembris praesentis anni 1610, propositum fuit in Sacra Rituum Congregatione quaenam oratio dicenda sit in missa a Sanctitate Sua pro ipso beato Carolo, an propria, an vero de communi? Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, sumendam esse ex communi confessorum pontificum, illam videlicet, quae incipit: *Exaudi quaesumus Domine preces nostras quas in beati N. confessoris tui atque pontificis etc.* Quam orationem cum sua secreta, et postcommunione, cantabit pontifex post collectam, secretam, et post communionem respective de festo omnium sanctorum. Et ita declaravit. Die 9 octobris 1610.

368. **B. Caroli Borromei.**

Fuit etiam propositum, quonam die celebrandum esset festum ipsius B. Caroli. Nam cum ipse obdormiverit in Domino die tertia novembris hora tertia noctis, aliqui putabant ejus festum esse celebrandum dicta die 3 novembris. Contra vero alii asserebant celebrandum esse potius die 4 novembris, quia sic in civitate Mediolani semper hactenus factum esse asserebant, ubi singulis annis, non die tertia, sed die quarta ejus obitus commemorationem fecerunt. Quibus propositis coram Illmis et Rmis Dominis cardinalibus Congregationis Sacrorum Rituum, qui occasione consistorii secreti habiti die 25 mensis octobris 1610 feria secunda omnes in palatio Quirinali ubi consistorium factum fuit congregati erant, habito inter ipsos colloquio de hac re, decreverunt festum B. Caroli cardinalis Borromei proxime canonizandi celebrandum esse semper et ubique in futurum die quarta novembris, et ita declaraverunt supradicta die 25 mensis octobris 1610.

369. **Valentina.**

Dominicus episcopus Ostiensis sacri collegii decanus S. R. E. cardinalis Pinellus, universis et singulis praesentes inspecturis lecturis et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum ob excellentiam fidei, sanctitatem vitae, et miraculorum coruscationem piae me: fratris Ludovici Bertrandi Valentin. ordinis Praedicatorum et totius regni Valentiae populorum erga illum devotionem, venerationem et concursum ad ejus sepulchrum, instante serenissimo Philippo III Hispaniarum rege catholico, et regno Valentiae, ac universo Praedicatorum ordine SSmus D. N. Paulus papa V in Sacra nostra Rituum Congregatione examinari jusserit processus auctoritate apostolica rite, et recte confectos super vita, miraculis, et devotione populi erga dictum fratrem Ludovicum Bertrandum: nostraque de contentis in dictis processibus audita summaria relatione, ejusdem nostrae Congregationis sententiam approbaverit, confirmaverit, et laudaverit, ac concesserit, et indulserit, ut in posterum dictus fr. Ludovicus Beatus nuncupari possit, et valeat, deque eo tamquam de uno Beato confessore non pontifice in civitate, et regno Valentiae tantum ab omnibus fratribus et religiosis utriusque sexus ordinis Praedicatorum in eorum monasteriis et ecclesiis officium et missa de communi unius confessoris non pontificis secundum ritum et consuetudinem ejusdem ordinis libere, et licite recitari possit, et valeat, ut ex dictae nostrae Congregationis decretis, et ex nostris desuper expeditis litteris sub die 21 mensis aprilis 1608 latius continetur. Cum autem in dies magis, ac magis devotio populi christiani erga dictum beatum Ludovicum Bertrandum augeatur, non solum in civitate, et regno Valentiae, sed per totum etiam orbem in universa religione Dominicana, ac major quotidie fiat et crescat ex universa Hispania et remotis etiam provinciis concursus populi ad ejus sepulchrum, ob innumeras et magnas gratias, quae Deus fidelibus suis, ipsius Beati Ludovici meritis et intercessione concedere non dedignatur, idem serenissimus Flandriae princeps iteratis precibus apud eumdem Sanctissimum D. N. institerit ut dignaretur concedere, et indulgere, ut gratia concessa fratribus et religiosis utriusque sexus ordinis Praedicatorum in regno Valentiae tantum, ut de dicto beato Ludovico officium recitare possint et valeant, extendatur per universum ordinem Praedicatorum ubique terrarum, et concedatur, ut in regno Valentiae, non tantum Dominicani, sed etiam omnes alii presbyteri, et clerici saeculares et regulares et quicumque utriusque sexus viri et mulieres voluerint officium, ut supra de dicto Beato recitare et missam celebrare sive audire possint. Et cum hoc etiam, idem SSmus D. N. in eadem nostra Congregatione Rituum examinari jusserit, die 9 praesentis mensis octobris Illmi et Rmi DD. mei collegae una mecum congregati, visis ejusdem Philippi III Hispaniarum regis catholici

litteris et instantiis factis nomine totius regni Valentiae, et universae religionis Dominicanae, ac principum Flandriae, censuimus, si SSmo D. N. placuerit, ut gratia praedicta possit extendi per universam religionem Dominicanam in toto orbe terrarum, et posse concedi in civitate tantum Valentiae, ubi dicti beati Ludovici corpus requiescit, ut omnes utriusque sexus viri et mulieres et religiosi regulares et saeculares possint de dicto beato officium recitare et missam celebrare, vel audire.

Et facta per nos de praedicta nostrae Congregationis sententia relatione eidem SSmo D. N. in consistorio secreto hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, et sententiam Congregationis laudavit et approbavit, ac concessit et indulsit, ut de dicto beato Ludovico per universum orbem a fratribus et religiosis utriusque sexus ordinis Praedicatorum officium et missa recitari et celebrari possit et valeat: Et in civitate Valentiae etiam ab omnibus saecularibus et regularibus qui voluerint dictum officium, ut supra recitare, missam celebrare, sive audire, libere, et licite possint, et valeant.

In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus, nostrique soliti sigilli impressione muniri facimus. Romae in palatio nostrae solitae residentiae die 25 mensis octobris 1610 pontificatus vero ejusdem SSmi D. N. Pauli divina providentia papae V anno VI.

370. **Cusentina.**

Cum alias dignitates et canonici ecclesiae Cusentinae sentientes se gravatos ab eorum archiepiscopo ad celebrandum secundas vesperas in quibusdam solemnitatibus, et Dominicis per annum quas archiepiscopus juxta formam libri Caerimonialis per eosdem dignitates, et canonicos, qui primas vesperas cantaverant celebrari jusserat, licet ex antiqua dictae ecclesiae consuetudine dictae secundae vesperae non per eosdem dignitates, et canonicos qui primas cantaverant, sed per succentorem, vel hebdomadarium celebrari consueverint, petentes non gravari ultra solitam et immemorabilem dictae ecclesiae consuetudinem, quam probare intendebant. Et eadem Sacra Rituum Congregatio negotium remiserit ad Illmum et Rmum D. cardinalem Perettum, coram quo pro parte canonicorum processum de mandato ejusdem Sacrae Congregationis ab episcopo Marturano confectum praesentaverunt, ex quo praetendebant satis fuisse probatam immemorabilem consuetudinem non consuevisse secundas vesperas cantari ab eisdem dignitatibus et canonicis, qui primas cantaverant et idem Illmus D. cardinalis Perettus in congregatione facta sub die 27 julii 1609, retulisset constare, licet non plene de praetensa consuetudine ex dicto processu, et propterea, quia liber Caerimonialis non tollit consuetudinem immemorabilem, Congregatio judicaverit tunc, non esse dictos canonicos ultra eorum consuetudinem cogendos ad secundas vesperas celebrandum. Quia tamen in praemissis non fuerat archiepiscopus auditus, ad ipsius instantiam postea Congregatio mandavit supersederi in relaxatione dicti decreti ad favorem canonicorum, donec maturius auditis rationibus et juribus archiepiscopi, quid statuendum esset decerneretur. Et cum ad instantiam ejusdem archiepiscopi ab eadem Congregatione commissum fuerit examen eidem episcopo Marturano et causa ob absentiam ab Urbe Illmi D. cardinalis Peretti, commissa fuerit Illmo D. cardinali Capponio, coram quo praesentavit archiepiscopus processum praedictum formatum ad sui favorem una cum alio processu jam ab eodem episcopo Marturano ad favorem canonicorum confecto, tandem auditis partibus pluries, eorumque procuratoribus et advocatis in voce et in scriptis, tam in facto quam in jure, idem Illmus et Rmus D. cardinalis Capponius merita causae in plena Congregatione retulit.

Et eadem Sacra Rituum Congregatio, audita dicti Illmi et Rmi D. cardinalis Capponii relatione censuit, et declaravit praetensam et allegatam consuetudinem a canonicis non fuisse probatam, et ideo teneri juxta decretum concilii provincialis et ipsius archiepiscopi, atque juxta formam libri Caerimonialis, ad celebrandum, et cantandum etiam secundas vesperas in illis solemnitatibus, et dominicis per annum prout archiepiscopus ordinavit. Et ita censuit, et declaravit, ac in civitate et ecclesia Cusentina servari mandavit quibuscumque non obstantibus. Die 20 novembris 1610.

371. **Avenionen.**

Praepositus ecclesiae Avenionensis, qui primam post pontificalem in eadem ecclesia dignitatem obtinet, petiit manuteneri in sua antiqua et immemorabili possessione circa honorem thurificationis, qui dignitatibus, et canonicis exhiberi solet in solemnibus vesperis et missis, nempe ut ipse praepositus absente archiepiscopo triplici ductu thuribuli thurificetur, caeteri vero dignitates et canonici duplici ductu thuribuli, et cum negotium hoc a Sacra Rituum Congregatione commissa fuerit Illmo et Rmo D. cardinali Gonzaga, audita ejus relatione; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit dictum praepositum manutenendum esse in sua possessione, ut scilicet in absentia archiepiscopi triplici ductu thuribuli thurificetur, prout hactenus ab immemorabili tempore servatum est. Et ita censuit, et declaravit, ac in civitate Avenionen. servari mandavit. Die 20 novembris 1610.

372. **Caesaraugustana.**

Cum alias sub die 24 octobris 1609 a Sacra Rituum Congregatione declaratum fuerit posse concedi dignitatibus et canonicis ecclesiae Caesaraugustanae, qui prius cappas nigras hyemali tempore deferebant (sed alii laneas, alii sericeas) ut omnes uniformiter hyemali tempore cappas laneas violacei coloris deferre possint, et valeant; et a nonnullis dubitatum fuerit, an aestivo tempore liceat dictis dignitatibus et canonicis deferre almutia violacei coloris, cum de almutiis nulla fuerit in dicto decreto facta mentio, et prius ante dictam concessionem canonici, et dignitates nigra almutia deferre consueverint, pro hujusmodi dubii resolutione ad eamdem Sacram Rituum Congregationem recursum habuerunt.

Quae quidem Sacra Rituum Congregatio censuit colorem violaceum concessum dignitatibus, et canonicis in cappis hyemali tempore etiam in almutiis aestivo tempore esse concessum intelligi, et ad omne dubium tollendum concedendum declaravit. Die 20 novembris 1610.

373. **Ratisbonen.**

Officia propria sanctorum ecclesiae Ratisbonen. de mandato SSmi D. N. Papae in Sacra Rituum Congregatione examinata, visa ac recognita ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino et ab ipso subscripta, eadem Sacra Rituum Congregatio adprobavit una cum officio Angeli Custodis alias ab eadem Sacra Congregatione approbato sub die 27 mensis septembris 1608. Insuper viso etiam officio Coronae Domini transmisso ab eodem episcopo cum aliis supradictis officiis et examinato negotio in eadem Sacra Congregatione Rituum, hujusmodi officium approbavit. Sed cum alias sub die 8 januarii 1605 Congregatio approbaverit pro ecclesia Montis Regalis aliud officium Coronae Domini, ipsa Sacra Rituum Congregatio, si ita episcopo Ratisbonen. videbitur, concessit facultatem eligendi unum, vel alterum, prout magis sibi placuerit, cum facultate, et auctoritate, ut in ecclesiae et dioecesi Ratisbonen. libere et licite recitari possint, ac etiam, ut pro majori commoditate imprimi valeant licentiam, et facultatem dedit et concessit. Die 20 novembris 1610.

374. **Senen. et Suanen.**

Officium S. Gregorii papae VII de communi unius confessoris pontificis cum missa, orationibus, et lectionibus secundi nocturni propriis a Sacra Rituum Congregatione approbatum et concessum capitulo, et clero civitatis Salernitanae sub die 20 junii 1609, eadem Sacra Rituum Congregatio concessit etiam

capitulo et clero civitatis Senen., et capitulo et clero civitatis Suanen. ut in die festo praedicti S. Gregorii papae VII libere et licite recitari possit et valeat. Et ita declaravit. Die 20 novembris 1610.

375. **Messanen.**

Dominicus episcopus Ostien. sacri collegii decanus S. R. E. cardinalis Pinellus, Congregationis Sacrorum Rituum praepositus, universis et singulis praesentes inspecturis, lecturis, et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum olim tempore fe: re: Sixti papae V in ecclesia S. Joannis Baptistae civitatis Messanensis corpora SS. martyrum Placidi, Eutichii, Victorini et Flaviae, et multa etiam alia sanctorum martyrum dicti S. Placidi sociorum inventa fuerint, senatus populusque civitatis Messanen. ecclesiam magnificam et amplam a fundamentis aedificare coeperit et adhuc aedificet et illam ad decentem et designatam perfectionem redigat, ab anno proxime praeterito 1608 usque ad annum 1610 inclusive fundamenta anterioris partis dictae ecclesiae foderit et in fossione praedicta multa alia sanctorum martyrum corpora inventa fuerint in eodem plano prope aquam, vel supra, in quo olim corpora SS. Placidi et sociorum inventa sunt, quae etiam ex sociis dicti S. Placidi esse, vel ex monachis ejusdem ordinis certissimis argumentis comprobatur; idem senatus et civitas Messanensis ad Urbem destinavit R. P. Jacobum Cariddim sacerdotem societatis Jesu cum legitimis mandatis et opportunis documentis de nova dictorum SS. martyrum corporum inventione, et miraculis factis eorum meritis et intercessione, ut a SSmo Domino Nostro Paulo papa V approbationem obtineret cum declaratione, quod corpora etiam de novo inventa sint sanctorum martyrum, et tamquam talia possint ab omnibus Christifidelibus coli et honorari. Cumque SSmus D. Noster eumdem patrem Jacobum ad Sacram Rituum Congregationem remiserit, nobisque processum ab archiepiscopo Messanen. auctoritate ordinaria confectum super nova inventione dictorum SS. corporum, et super miraculis ab eisdem factis praesentaverit. Nos ut in hoc negotio, ea qua decet maturitate omnia fierent, Illmo et Rmo D. cardinali Gonzagae nostro in eodem Congregatione collegae commisimus, ut diligenter inspiceret, et consideraret processum praedictum auctoritate ordinaria confectum super inventione dictorum corporum. Qui mature et diligenter omnibus in eodem processu contentis, consideratis, tandem in plena Congregatione quae fuit habita in nostrae solitae residentiae palatio die 15 januarii anni praesentis 1611 in qua una nobiscum, praesentes fuerunt Illmi et Rmi domini cardinales Gallus, de Monte, Bellarminus, Millinus, Lenus, Farnesius, Perettus, Detus, S. Caesarei, ipse Gonzaga et Capponus, idem Illmus et Rmus D. cardinalis Gonzaga retulit et processum ab archiepiscopo Messanensi super inventione dictorum corporum esse legitimum, et juridice formatum, et ex eo legitime constare de dictorum sanctorum corporum inventione, et ex multis argumentis, praecipue autem ex miraculis in ipsorum sanctorum corporum inventione a Deo factis manifeste, et infallibiliter constare illa esse corpora sanctorum martyrum et pro talibus posse declarari judicavit, et cum omnes supradicti Illmi et Rmi D. Cardinales ejusdem fuissent sententiae decreverunt de praedictis omnibus SSmo D. N. faciendam esse relationem. Quod cum a nobis una cum praedicto Illmo et Rmo D. cardinali Gonzaga factum fuerit die 19 ejusdem praesentis mensis januarii in consistorio secreto, Sanctitas Sua sententiam Congregationis approbavit, et dicta corpora SSrum Martyrum novissime inventa, ut supra in civitate Messanensi, in fossione fundamentorum ecclesiae S. Joannis Baptistae, esse corpora sanctorum Martyrum declaravit, et tamquam talia, et pro talibus ab omnibus Christi fidelibus colenda, et veneranda esse censuit et declaravit. In quorum omnium, et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum nostrae praedictae Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra subscripsimus et nostri soliti sigilli impressione muniri fecimus. Romae in palatio nostrae solitae residentiae die 19 mensis januarii 1611.

376. **Nullius Terrae Pisciae.**

Pro parte prioris S. Stephani terrae Pisciae Nullius dioecesis Florentiae in Sacra Rituum Congregatione expositum fuit, quod cum ipse prior in insigni ecclesia collegiata S. Mariae majoris ejusdem terrae, locum inter dignitates habeat, et in solemnitatibus, officiis et processionibus supra omnes ejusdem ecclesiae canonicos, et immediate post archidiaconum stare, sedere et incedere soleat, licet de distributionibus quotidianis, quae inter canonicos et dignitates ejusdem ecclesiae distribui solent ipse prior non participet. Et cum ipse prior modo ex speciali gratia a SSmo D. N. Paulo Papa V protonotarius Apostolicus creatus sit, volens in habitu praelati et protonotarii juxta gratiam et privilegium sibi concessum in dicta terra Pisciae incedere, ad tollendas omnes dubitandi rationes et controversias, quae inter ipsum priorem et archidiaconum, vel alios ejusdem ecclesiae collegiatae dignitates et canonicos super hujusmodi praecedentia, quoquo modo exinde oriri possent, supplicavit declarari, ut ipsi priori in habitu praelati et protonotarii incedenti locus assignetur supra omnes dignitates ejusdem ecclesiae et etiam supra ipsum archidiaconum, praeposito tamen excepto qui est loci ordinarius, ut videtur convenire, tum ratione habitus protononarii, quo ipse prior utitur, ut alias in simili casu ab eadem Sacra Congregatione declaratum est, tum etiam quia nullas lucratur distributiones quotidianas, tum etiam et potissimum ita disponitur per quamdam constitutionem ejusdem ecclesiae factam tempore Leonis papae X, in qua declaratur omnino praecedentiam deberi protonotariis apostolicis, et aliis in habitu praelati incedentibus, si divinis cum dicto habitu praelati interesse voluerint sine participatione quotidianarum distributionum. Eadem Sacra Rituum Congregatio, attentis narratis, declaravit praecedentiam dandam esse praedicto priori S. Stephani supra omnes canonicos et dignitates, etiam supra archidiaconum quotiescumque in habitu protonotarii divinis in ecclesia praedicta collegiata S. Mariae Majoris, vel in processionibus publicis interesse voluerit, dummodo distributiones quotidianas non lucretur et primum locum relinquat praeposito ejusdem ecclesiae collegiatae, tamquam loci ordinario. Et ita censuit, et declaravit, et in dicta terra Pisciae et ecclesia collegiata S. Mariae Majoris servari mandavit, quibuscumque non obstantibus. Die 15 januarii 1611.

377. **Toletana.**

Officia suprascripta cum lectionibus secundi nocturni propriis sanctorum Holladii, Eulogii et Eugenii, qui fuerunt ecclesiae Toletanae archiepiscopi, et quorum imagines in ecclesia praedicta ex antiquissima, inveterata et immemorabili consuetudine tamquam sanctorum ejusdem ecclesiae archiepiscoporum semper veneratae sunt, et adhuc venerantur, de mandato et ordine Congregationis Sacrorum Rituum ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino semel atque iterum diligenter recognita, examinata et subscripta, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in ecclesia et dioecesi Toletana libere et licite in propriis diebus et solemnitatibus ipsorum Sanctorum recitari possint et valeant licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 15 januarii 1611.

378. **Congregationis S. Hieronymi in Italia.**

Dominicus episcopus Ostiensis sacri collegii decanus S. R. E. cardinalis Pinellus, Congregationis Sacrorum Rituum praepositus, universis et singulis praesentes inspecturis, lecturis et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum de mandato Sanctissimi Domini Nostri Papae in Sacra Rituum Congregane preces propositae fuerint, in quibus monachi observantes Congregationis S. Hieronymi de Italia petebant, ut eorum generali concederetur privilegium utendi mitra et baculo et

aliis indumentis pontificalibus in omnibus ecclesiis et monasteriis suae congregationis, sicut concessum est aliis religiosis et praecipue monachis aliarum duodecim congregationum, inter quas etiam congregatio S. Hieronymi connumeratur; eademque Sacra Rituum Congregatio die 26 februarii 1611 censuerit, si ita SSmo D. N. videbitur, gratiam petitam posse concedi generali tantum dictae congregationis S. Hieronymi saltem in loco suae residentiae Hospitaletto nuncupato, cum non desint exempla similem gratiam a diversis summis pontificibus non solum abbatibus, sed etiam generali Silvestrinorum, et multis prioribus triennalibus canonicorum regularium et praeposito ecclesiae collegiatae S. Mariae de Scala Mediolani fuisse concessam. Et facta de praedictis omnibus relatione SSmo D. N. in consistorio secreto hac infrascripta die, Sanctitas Sua annuit et indulsit, ut suprascripto generali ordinis monachorum observantium S. Hieronymi in praedicto loco et monasterio suae residentiae Hospitaletto nuncupato, usus mitrae et baculi et aliorum indumentorum pontificalium concedatur prout concessit in praedicto monasterio tantum. Quo vero ad facultatem conferendi ordines minores suis subditis, Sanctitas Sua remisit negotium examinandum in Congregatione Sacri Concilii. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praemissorum, praesentes per infrascriptum nostrae praesentae Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra subscripsimus et nostri soliti sigilli impressione muniri fecimus. Romae in palatio nostrae solitae residentiae. Die 14 martii 1611.

379. **Montis Regalis.**

Congregatio Sacrorum Rituum stetit in decretis, ut ratione doctoratus nulla inter canonicos et presbyteros detur praeeminentia, sed tantum ratione ordinis et antianitatis. Et ita declaravit et in terra Coniglionis dioecesis Montis Regalis regni Siciliae inter canonicos et presbyteros ecclesiae collegiatae ejusdem terrae servari mandavit. Die 19 martii 1611.

380. **Urbis. S. Mariae Majoris.**

Illmus et Rmus D. cardinalis Pinellus S. Mariae Majoris archipresbyter, ac Sacrae Congregationis Rituum praefectus, declaravit et declarat, mentem et intentionem dictae Congregationis fuisse et esse ut cappellani bo: me: Francisci cardinalis Toletani nuper in dicta ecclesia erecti stent, sedeant et resideant in loco et scamno, in quo alias clerici ejusdem basilicae stabant, sedebant, et residebant, vel residere debebant; et si quid in contrarium forsan fuit attentatum, id totum contra dictam mentem et intentionem fuisse et esse dixit et declaravit, et propterea dictis cappellanis praecepit et mandavit, quatenus sub poena suspensionis ipso facto incurrendae, et aliis poenis arbitrio suo inflingendis, stent, sedeant et resideant in loco et scamno, ut supra; et in choro nuper a SSmo D. N. Paulo V constructo non audeant nec praesumant accedere ad scamnum et parem locum beneficiatorum, sed stent, sedeant, et resideant in tertio scamno et loco sub eisdem poenis etc. Et ne de praemissis ignorant praesumatur, hoc idem decretum ad valvas sacristiae ejusdem basilicae affigi mandavit. Datum Romae die 30 maii 1611.

381. **Mutinen.**

Officia haec de vigilia et festo cum octava S. Geminiani episcopi et confessoris civitatis Mutinae patroni, ad instantiam episcopi ejusdem civitatis in Sacra Rituum Congregatione approbanda praesentata, et de ejusdem S. Congregationis ordine et mandato visa, primum a R. P. D. Joanne Baptista de Tufo episcopo Acerrarum, et deinde etiam recognita et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, audita ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis relatione; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit et concedenda esse censuit, juxta emendationem et correctionem ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Bellarmini; quod scilicet de vigilia S. Geminiani possit recitari et celebrari officium ac missa, ut hic annotatur quatenus de praecepto jejunetur. De festo vero et octava S. Geminiani exceptis lectionibus secundi et tertii nocturni omnia sumantur de Communi unius Confessoris Pontificis. Et ita censuit et declaravit, ac officia praedicta, ut supra correcta et emendata approbavit, et concessit, ut Mutinae et in ejus dioecesi libere et licite recitari possint et valeant. Die 25 junii 1611.

382. **Tarentina.**

Eadem Sacra Rituum Congregatio decretum pluries factum et repetitum, quod vicario foraneo nulla super digniores seu antiquiores dignitates canonicos seu presbyteros loci ratione sui vicariatus foranei praecedentia competat, tam in dicta terra Martinae Tarentinae dioecesis, quam ubique etiam et in quocumque alio loco servandum esse censuit, et declaravit. Die 25 junii 1611.

383. **Urbis. S. Mariae Majoris.**

Cum alias sub die 25 februarii 1606 declaratum fuerit a Sacra Rituum Congregatione cappellanis Toletanis in basilica S. Mariae Majoris erectis, locum assignandum esse super clericos ejusdem basilicae, eisque usum cappae ad instar beneficiatorum concedendum fore; prout inde concesserunt et cappas et locum praedictum immediate post beneficiatos et supra clericos praedictos obtinuerunt, ut constat ex instrumento assignandi dicti loci per acta Petri Antonii Cataloni curiae causarum Camerae Apostolicae notarii sub die 25 martii ejusdem anni 1606, in quo inter alia asseritur, quod cum tot personae non potuissent sedere in eodem bancho et situ, ut sedebant beneficiati, firma eorum possessione remanente, ut omnes aequaliter sederent, eisdem cappellanis locum separatum et scamnum assignatum fuisse existens ante ipsos beneficiatos, in quo quidem scamno postea semper sederunt, et nunquam in scamno beneficiatorum; et cum sub die 19 maii et 16 septembris ejusdem anni 1606 eadem Sacra Rituum Congregatio auditis juribus, et rationibus allegatis a clericis et beneficiatis praesentatis declaraverit dictos cappellanos Toletanos manutenendos esse in possessione loci, atque habitus sibi assignati, concesseritque ut supra. Cumque novissime occasione novi chori a SSmo D. N. Paulo papa V in eadem ecclesia constructi, dicti cappellani Toletani voluissent sedere in eodem scamno, in quo sedere debent beneficiati, Illmus et Rmus D. cardinalis Pinellus archiprebyter ejusdem basilicae et praedictae Congregationis Sacrorum Rituum praefectus, pro pace et quiete ejusdem ecclesiae, et ad tollendas contentiones inter ipsos cappellanos et beneficiatos hac de causa, ortas sub die 30 maii praesentis anni 1611 declaravit mentem Congregationis minime fuisse assignare locum dictis cappellanis Toletanis in bancho beneficiatorum, sed tantum in bancho clericorum, et supra ipsos, et non alias, aliter nec alio modo; cui declarationi cum ipsi cappellani non acquievissent, proposito hujusmodi negotio in Congregatione, maturiusque consideratis juribus et rationibus beneficiatorum, eadem Sacra Rituum Congregatio decretum praedictum factum a supradicto Illmo et Rmo D. cardinali Pinello ejusdem ecclesiae archipresbytero confirmavit, emologavit et approbavit, ac in omnibus et per omnia servari mandavit, mentemque Congregationis nunquam fuisse, nec esse declaravit assignare locum dictis cappellanis in eodem, et aequali bancho, seu stallo, in quo sedent beneficiati, sed tantum dictis cappellanis locum, et praecedentiam dandam esse supra clericos in eodem scamno, et stallo clericorum ejusdem ecclesiae; quidquid autem per canonicos ejusdem basilicae praeter, vel contra mentem praedictam ipsius Congregationis in assignando locum dictis cappellanis Toletanis alias factum, et attentatum fuerit, irritum et inane esse declaravit, possessionemque quamcumque per eosdem canonicos praedictis cappellanis quomodocumque vigore dicti decreti alias facti sub diebus 19 maii et 16 septembris 1606 traditam, assignatam contra, et praeter mentem dicti et praesentis decreti Sacrae Congregationis, eadem Sacra Congregatio annullavit, revocavit, ac pro annullata et revocata habere voluit et censuit, et ita praefatis et aliis qui-

buscumque non obstantibus in perpetuum servari mandavit, ac dictis cappellanis Toletanis super praemissis perpetuum silentium sub iisdem censuris, et poenis in dicto decreto Illmi et Rmi D. cardinalis Pinelli archipresbyteri expressis et contentis imposuit; et ne de praemissis ignorantia praesumatur, hoc idem decretum ad valvas sacristiae ejusdem basilicae affigi mandavit. Datum Romae die 25 junii 1611.

384. **Urbis. S. Mariae Majoris.**

Cum alias sub diebus 25 februarii, 9 maii, et 16 septembris 1606 a Sacra Rituum Congregatione declaratum fuerit cappellanis Toletanis in ecclesia S. Mariae Majoris de Urbe a bo: me: cardinali Toletano erectis et institutis, dandum esse locum tam in choro, quam in processionibus, et in quocumque alio actu supra clericos et immediate post beneficiatos ejusdem ecclesiae eisque usum cappae ad instar beneficiatorum concedendum esse, prout et usum cappae concessum, et locum eis assignatum fuisse constat supra clericos et immediate post beneficiatos ejusdem ecclesiae et in eodem banco. Et novissime occasione novi chori in eadem ecclesia a SSmo D. Nostro constructi, orta fuerit controversia inter beneficiatos et cappellanos Toletanos praedictos circa locum assignandum dictis cappellanis in dicto choro, nec non etiam inter clericos, qui dederunt commissionem in Signatura Sanctissimi, et eosdem cappellanos Toletanos, licet bo: me: Illmus et Rmus D. cardinalis Pinellus dictae basilicae S. Mariae Majoris archipresbyter, et ejusdem Congregationis Sacrorum Rituum praefectus sub diebus 30 maii, et 25 junii praesentis anni 1611 declaraverit mentem Congregationis non fuisse assignare locum dictis cappellanis Toletanis in eodem bancho, in quo sedent ipsi beneficiati, sed tantum eis praecedentiam dandam esse supra clericos. Nihilominus re maturius discussa, et facto verbo cum SSmo D. N. de praemissis omnibus, de consensu etiam, et voluntate Illmi, et Rmi D. cardinalis Nazareni ejusdem basilicae archipresbyteri, et audita relatione facta de praemissis omnibus in plena congregatione hac die infrascripta ab Illmo et Rmo D. cardinali De Monte de ordine SSmi D. N., eadem Sacra Rituum Congregatio a decretis factis in favorem dictorum cappellanorum Toletanorum non esse recedendum censuit, nempe quod tam in processionibus, quam in choro et in quocumque alio loco ipsi cappellani habeant praecedentiam supra clericos, immediate post beneficiatos ejusdem ecclesiae, et locum in eodem scamno, in quo sedent, vel sedere solent ipsi beneficiati immediate post ipsos vel apud ipsos beneficiatos obtineant et habeant, et habere et obtinere possint et debeant quibuscumque non obstantibus, perpetuum silentium super praemissis et aliis quibuscumque similibus praetensionibus tam beneficiatis, quam clericis ejusdem basilicae imponendo. Et ita de ordine SSmi D. N. Papae censuit et declaravit, et in dicta ecclesia S. Mariae Majoris servari mandavit. Die 17 septembris 1611.

385. **Asculana in Apulia.**

Cum archidiaconus, qui est prima dignitas in ecclesia cathedrali Asculana in Apulia ex gratia Sedis apostolicae protonotarius creatus fuerit, et in habitu praelati incedere in dicta ecclesia voluisset, contradicentibus episcopo et canonicis, recursum habuerit ad Sacram Rituum Congregationem, supplicans declarari sibi licere uti dicto habitu in choro inter canonicos in loco sibi debito, offerens se velle dimittere distributiones quotidianas; et negotium fuerit commissum Illmo et Rmo D. cardinali Peretto, visis juribus deductis, et allegatis tam pro parte dicti archidiaconi, quam episcopi et canonicorum, et audita relatione ejusdem Illmi et Rmi domini cardinalis Peretti; eadem Sacra Rituum Congregatio a decreto alias in simili causa facto, ad instantiam thesaurarii et magistri caeremoniarum ejusdem ecclesiae Asculanae sub die 6 martii 1610 non esse recedendum censuit, nempe debere ipsum archidiaconum in choro, et in assistentia episcopi, et in processionibus publicis, et in aliis omnibus actibus, et functionibus sibi tamquam archidiaconum competentibus incedere in habitu canonicali, vel alio sibi tamquam archidiacono competenti et non in habitu protonotarii. Extra vero chorum, processiones, functiones, et alios actus publicos, posse uti habitu protonotarii juxta formam sui privilegii. Et ita declaravit. Die 19 novembris 1611.

386. **Nullius Terrae Pisciae.**

Licet alias a Sacra Rituum Congregatione sub die 15 januarii 1611 ad instantiam prioris S. Stephani terrae Pisciae Nullius dioecesis, qui nuper ex speciali gratia a SSmo D. N. Paulo papa V protonotarius apostolicus est, declaratum fuerit posse ipsum in ecclesia collegiata S. Mariae Majoris, in qua locum supra omnes canonicos immediate post archidiaconum ejusdem ecclesiae obtinet, uti habitu protonotarii, et in choro et processionibus habere locum immediate post praepositum, et supra archidiaconum, et omnes alios canonicos, tum ratione habitus, tum quia nihil participat de distributionibus dictae ecclesiae collegiatae et latius prout in dicto decreto; tamen quia non modo archidiaconus cui praejudicium inferebatur, sed etiam praepositus, et caeteri omnes canonici dictae ecclesiae collegiatae contradixerunt, et se ex praedicto decreto gravatos fuisse asseruerunt, et ad eamdem Congregationem recursum habuerunt; Congregatio negotium examinandum coram Illmo et Rmo D. cardinali Lancellotto commisit, coram quo ambae partes jura sua et in scriptis, et in voce allegaverunt et deduxerunt; et tandem, audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Lancellotti, ac votis et sententiis omnium et singulorum Illmorum et Rmorum DD. cardinalium in eadem Congregatione praesentium; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit decretum praedictum factum ad favorem dicti prioris S. Stephani fore et esse moderandum, ita ut ipse prior in ecclesia collegiata S. Mariae Majoris, et in processionibus, et in aliis actibus publicis in quibus una cum capitulo dictae ecclesiae collegiatae intervenit, seu intervenire solet, debeat sedere, stare et incedere in loco sibi tamquam priori convenienti immediate post archidiaconum, et in habitu solito prout incedebat antequam esset protonotarius; extra vero dictam ecclesiam posse uti habitu protonotarii juxta formam sui privilegii; et ita censuit et declaravit, et in dicta Terra Pisciae servari mandavit. Hac die 19 novembris 1611.

387. **Letteren.**

Pro parte capituli cathedralis ecclesiae Letteren. in Sacra Rituum Congregatione expositum fuit, archipresbyterum terrae Gragnani ejusdem dioecesis praetendere sedem in dicta ecclesia cathedrali, quando ibi dictus archipresbyter accedit ad obedientiam episcopo praestandam, vel ut dioecesanae synodo assistat. Quod an conveniat idem capitulum declarari petiit. Et cum hujusmodi negotium ab eadem Sacra Congregatione Illmo et Rmo D. cardinali Farnesio commissum fuerit, et de ejusdem Sacrae Congregationis ordine episcopo Letteren. scriptum, ut archipresbyterum praedictum ad suas rationes deducendas monere faceret, visa responsione episcopi, et fide citationis factae dicto archipresbytero sub die 26 mensis maii 1611, qui nihil unquam ad suum favorem allegavit, neque deduxit, et tandem audita relatione praedicti Illmi et Rmi D. cardinalis Farnesii; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit dicto archipresbytero terrae Gragnani nullo modo convenire sedem neque in choro, neque in alio loco praesentibus canonicis ecclesiae cathedralis, qui ipsi archipresbytero procul dubio praecedere debent, et praecedunt, et non in sedibus sed in scamnis, seu banchis sedere solent, et sedent, tam in synodo dioecesana, quam in aliis quibuscumque ecclesiasticis actibus, et functionibus ecclesiasticis. Et ita declaravit. Die 14 januarii 1612.

388. **Ordinis Minorum S. Francisci Conventualium.**

Franciscus episcopus Ostien. sacri collegii decanus, S. R. E. cardinalis de Gioiosa, Congregationi Sacrorum Rituum praepo-

situs, universis, et singulis praesentes inspecturis salutem in Domino sempiternam. Cum SSmus D. N. Paulus papa V vivae vocis oraculo concesserit religiosis fratribus observantibus ordinis S. Francisci, ut singulis sabbatis non impeditis festo novem lectionum possint recitare officium Immaculatae Conceptionis Deiparae virginis Mariae; de quo quidem vivae vocis oraculo fidem fecit in scriptis Illmus et Rmus D. Pompeius cardinalis Arigonus ejusdem religionis protector sub die 21 januarii 1609; et deinde ad instantiam procuratoris generalis et totius ordinis fratrum minorum conventualium S. Francisci institum fuerit apud eumdem SSmum D. N. ut ipsi etiam conventuales comprehensi intelligantur in dicta concessione; et negotium in Sacra Ritum Congregatione propositum fuerit: eadem Sacra Rituum Congregatio die 14 januarii praesentis anni 1612 censuit, eamdem gratiam concessam fratribus Observantibus posse concedi fratribus Conventualibus ejusdem ordinis S. Francisci, si SSmo D. N. placuerit. Et facta per nos relatione de praedicto sensu Congregationis eidem SSmo D. N. Paulo papa V in consistorio secreto hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, et concessit, ut sicut fratres Observantes ordinis S. Francisci possunt libere et licite singulis sabbatis non impeditis festo novem lectionum recitare officium Conceptionis B. Mariae Virginis sub ritu semiduplici, ita etiam idem officium eodem modo et tempore recitare possint et valeant per totum orbem fratres Conventuales ejusdem ordinis S. Francisci. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum nostrae Congregationis Rituum secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus, et nostri soliti sigilli impressione muniri fecimus. Hac die 30 mensis januarii anno domini 1612; pontificatus vero ejusdem SSmi in Christo Patris et Domini nostri Pauli divina providentia papae V, anno septimo.

389. **Avenionen.**

In causa Avenionen. inter hebdomadarios, et beneficiatos ecclesiae Avenionensis circa assistentiam faciendam dignitati vel canonico celebranti, quae in Sacra Rituum Congregatione proposita, ab eadem Sacra Congregatione Illmo et Rmo D. cardinali Crescentio commissa fuit, visis hinc inde deductis a partibus, et consulto archiepiscopo, factaque relatione per eumdem Illmum et Rmum D. cardinalem Crescentium; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit dictos hebdomadarios juxta formam statutorum ecclesiae Avenionensis teneri dictam assistentiam facere dignitatibus et canonicis ejusdem ecclesiae celebrantibus, et ita declaravit, et in civitate et ecclesia Avenionensi in futurum servari mandavit, quibuscumque non obstantibus. Die 24 martii 1612.

390. **Firmana.**

Cum alias a Sacra Rituum Congregatione declaratum fuerit ecclesiam collegiatam insignem in synodo dioecesana, quamvis sit noviter erecta debere praecedere aliis ecclesiis collegiatis non insignibus licet antiquioribus in erectione; et pro parte et ad instantiam ecclesiarum collegiatarum Amandulae, et Montis Florae Firmanae dioecesis in eadem Sacra Congregatione institum fuerit declarari ecclesiam collegiatam S. Elpidii non esse insignem et tamquam noviter erectam non esse praeferendam in publicis processionibus et synodo dioecesana ipsis duabus ecclesiis collegiatis Amandulae et Montis Florae antiquioribus; et hujusmodi negotium ab eadem Sacra Congregatione remissum fuerit Illmo et Rmo D. cardinali Farnesio, coram quo ambae partes jura sua produxerunt, et tam in voce, quam in scriptis, in jure et in facto praedictum Illmum et Rmum D. cardinalem informaverunt; tandem audita relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Farnesii, eadem Sacra Rituum Congregatio declaravit, praedictam ecclesiam collegiatam S. Elpidii fuisse et esse ab ejus erectione insignem, et tamquam talem, licet postea erectam, in synodo dioecesana et aliis publicis processionibus in civitate Firmana faciendis, praecedere debere Amandulae et Montis Florae atque aliis quibuscumque ecclesiis collegiatis non insignibus, licet in erectione antiquioribus. Et ita censuit et declaravit, ac in civitate Firmana servari mandavit. Die 24 martii 1612.

391. **Nullius.**

Congregatio Sacrorum Rituum ratione stolae dandam esse praecedentiam archipresbytero respondit. Et ita declaravit. Die 24 martii 1612.

392. **Eugubina.**

In causa Eugubina inter curatum ecclesiae cathedralis, et curatum ecclesiae S. Petri monachorum Olivetanorum, viso decreto alias per modum provisionis facto a vicario generali episcopi Eugubini tenoris sequentis videlicet: « Die 30 junii 1611. In causa vertente inter curatorem cathedralis ecclesiae Eugubinae ex una, et curatorem ecclesiae S. Petri ejusdem civitatis ex altera, Illmus et admodum R. D. Septimus Barzius J. U. D. Illmi et Rmi D. episcopi Eugubini in spiritualibus et temporalibus vicarius generalis, circa functiones faciendas pro defunctis, per modum provisionis, et donec et quouscumque decisum fuerit a Sacra Congregatione mandat, quod de coetero factis functionibus solitis domi defuncti, proprius parochus redire debeat ad ejus domum, cum eo tamen, quod finitis functionibus habere et consequi debeat ejus quartam cerae juxta solitum, ad cujus ecclesiam fuerit delatum corpus, et hoc absque praejudicio jurium ambarum partium tam in petitorio, quam in possessorio. Et ita ec. omni meliori modo ec. Actum in ecclesia monialium cappuccinarum prope et extra civitatem Eugubii in Burgo Marmorei juxta sua latera ec. praesentibus ibidem R. P. Jo. Jacobo de Cloias, et R. P. Christophoro de Albertis Eugubinis testibus. » Sacra Rituum Congregatio dictum decretum per modum provisionis factum ut supra approbavit, et in civitate Eugubina servari mandavit, donec aliter declarandum seu in hac causa statuendum esse judicaverit. Et ita censuit, et declaravit. Die 12 maii 1612.

393. **Januen.**

Congregatio Sacrorum Rituum censuit praedictum canonicum poenitentiarium, cum obtinuerit locum post dignitates, et sua praebenda mutaverit statum, et effecta sit presbyteralis, ut non amplius dalmatica, ut canonici diaconi, sed planeta ut presbyteri, quando omnes canonici parantur sacris paramentis uti debeat. Et ita declaravit. Die 12 maii 1612.

394. **Terulen.**

Cum alias in causa Terulen. praecedentiae inter capitulum generale civitatis, et vicarios et portionarios nutuales ecclesiae cathedralis ejusdem civitatis a Sacra Rituum Congregatione factum fuerit decretum tenoris sequentis videlicet: In causa Terulen. praecedentiae inter capitulum generale et vicarios et portionarios etc. (Vide sub die 16 septembris 1606). Super quo decreto, et pro ejus executione etiam litterae apostolicae in forma brevis expeditae fuerunt, et nihilominus capitulum cathedralis ecclesiae praedictae et portionarii, seu vicarii nutuales ejusdem ecclesiae petierint super praemissis audiri in eadem Sacra Congregatione, nec obtinuerint nisi donec illos praedictis litteris apostolicis et suprascripto decreto paruisse constiterit, et post paritionem Brevis iterum audiri obtinuerint, et cum interim e vita decesserit praedictus bo: me: cardinalis Seraphinus, eadem Congregatio Sacrorum Rituum in ejus locum subrogavit Illmum et Rmum D. cardinalem De Monte, coram quo processus et scripturae omnes hujus causae praesentatae fuerunt, et ambarum partium procuratores pluries in voce et in scriptis auditi fuerunt; et tandem de infrascripto dubio disputando concordarunt, videlicet: An vicariis et portionariis nutualibus ecclesiae cathedralis competat jus praecedendi vicarios et portionarios ecclesiarum parochialium in processionibus generalibus quae fiunt de consuetudine s. romanae Ecclesiae ab ecclesia cathedrali in casu et ad effectum de quo agitur? Super quo dubio ambarum partium procuratores in voce et in scriptis tam in jure quam in facto coram prae-

dicto Illmo et Rmo D. cardinali De Monte auditi fuerunt; qui tandem in Congregatione habita in palatio suae solitae residentiae hac infrascripta die de meritis causae plenam fecit relationem; qua quidem relatione audita, eadem Sacra Rituum Congregatio, nemine discrepante, censuit non esse recedendum a suprascripta decisione facta sub die 16 septembris 1606 ad relationem bo: me: cardinalis Seraphini, illamque habere locum, et esse servandam etiam in casu de quo agitur. Et ita declaravit. Die 12 maii 1612.

395. **Toletana.**

Cum in processionibus, quae fiunt in ecclesia Toletana a tempore immemorabili, servatum fuerit, ut corrector civitatis, rectores, jurati, et coeteri officiales repraesentantes communitatem una cum reliquo populo laicali concomitentur processionem ipsam, eundo post clericos et canonicos caeterosque presbyteros ejusdem ecclesiae, et quando occurrit quod processio ipsa firmet cursum, et clerici stent orantes in aliquo loco, populus supradictus remaneat quoque firmus in suo loco retro ipsos clericos expectando finem orationum, quibus finitis sequatur concomitando processionem, sicuti et inhaerendo eidem consuetudini servatum fuit, quod dum processio transit per unam ex navibus ejusdem ecclesiae Toletanae vocatam antiquam, praelatus, presbyter et caeteri vestiti cum pluvialibus in capite illius secundae navis, ubi se volvit processio et laici juxta ordinem suum remaneant in prima navi antiqua, unde transivit processio expectantes cursum ejusdem per secundam praedictam navim, per quam successive comitantur postea ipsi juxta supradictum ordinem; a quo licet non debuissent recedere, nihilominus corrector, rectores, et jurati ejusdem civitatis a modico tempore citra, non sine scandalo et indecentia, certis vicibus tentarunt se volvere per aliam navim contiguam illi secundae navi per quam se volvit processio ita ut corrector et rectores constituerint aequale caput contiguum praelato, presbytero, et aliis indutis pluviali, et reliqui laici officiales constituerint alium aequalem cursum processionis in navi contigua, similem processioni ecclesiasticorum cum modica reverentia, non modo ipsorum clericorum, sed etiam sanctissimarum reliquiarum, quae deferuntur in dicta processione; et cum hujusmodi negotium propositum fuerit in Sacra Rituum Congregatione, et ab eadem Sacra Congregatione commissum Illmo et Rmo D. cardinali Millino, audita ejus relatione, et visis consiliis delineatis in papiro formae et ordinis dictae processionis, tam secundum antiquam consuetudinem, quam etiam secundum id quod a modico tempore citra attentatum est. Eadem Sacra Rituum Congregatio antiquam et immemorabilem consuetudinem et ritum tamquam ecclesiasticae caeremoniae magis conformem in processionibus praedictis servandum esse censuit, ita ut eodem modo et ordine, quo ambulant, se firment, et permaneant omnes tam clerici, quam laici in eodem loco suo sine aliqua divisione. Et ita declaravit. Die 12 maii 1612.

396. **Venetiarum.**

Cum jam sub die 12 decembris 1609 a Sacra Rituum Congregatione approbatum fuerit officium S. Zachariae pro D. Maria Isabella Quirina abbatissa et monialibus S. Zachariae Venetiis commorantibus, ut illud licite recitare possint in festivitate ejusdem sancti, et ad instantiam praedictae abbatissae petitum fuerit, ut eis liceat etiam dictum officium recitare in die Translationis Corporis ejusdem S. Zachariae; S. Congregatio indulsit, et concessit ut etiam in die translationis, quae est sexta septembris, dictum officium S. Zachariae recitari possit ab abbatissa et monialibus dicti monasterii S. Zachariae. Et ita declaravit. Die 12 maii 1612.

397. **Vercellen.**

Cum Jo: Albertus Burontius coadjutor deputatus in regimine canonicatus, et praebendae sacerdotalis, quos Philibertus Burontius obtinebat in ecclesia Vercellen. cum futura successione per cessum, vel decessum dicti Philiberti, possessionem legitimam a capitulo obtinuerit, tam dictae suae coadjutoriae quam canonicatus et praebendae praedictae ex tunc pro tempore quando veniret casus cessationis dictae coadjutoriae et regalia solita a canonicis tradi pro admissione solverit, et receptus fuerit in canonicum et fratrem etc. cum assignatione loci tantum durante coadjutoria inter canonicos presbyteros in ultimo loco, et post obitum dicti Philiberti, cessante coadjutoria dicta Jo: Albertus vere canonicus effectus in vim possessionis jam sibi uti coadjutori assignato, qui ultimus erat post omnes canonicos transtulit se ad aliam sedem sacerdotalem, sibi pariter assignatam pro tempore vacationis dictae coadjutoriae, et in ea continuavit uti canonicus per spatium fere unius anni in circa, interessendo divinis officiis, et in capitulo palam et publice omnibus consentientibus, et habitus fuit pro canonico ab omnibus absque contradictione. Verum adveniente tempore quo distributiones quotidianae inter canonicos distribui solent, orta fuit controversia super portione debita dicto Jo: Alberto, praetendentibus canonicis quod dictus Jo: Albertus illas consequi non possit, ex eo quod post mortem dicti Philiberti coadjuti novam possessionem sui canonicatus non fuerit adeptus, prout asserebant canonici ipsum teneri novam possessionem sui canonicatus accipere; et propterea eidem distributiones debitas denegaverunt; et cum hujusmodi negotium propositum fuerit in Sacra Rituum Congregatione, et ab eadem Sacra Congregatione commissum Illmo et Rmo D. cardinali Lancellotto; auditis procuratoribus ambarum partium in facto, et in jure tam in voce, quam in scriptis, et facta per eumdem Illmum et Rmum D. cardinalem relatione de hujus causae meritis in Congregatione, eadem Sacra Rituum Congregatio nemine discrepante censuit praedictum Jo: Albertum jam coadjutorem deputatum Philiberti Burontii et verum canonicum effectum post illius mortem, non indigere nova possessione, sed primam juridice acceptam sufficere, in qua etiam post mortem dicti sui coadjuti continuavit, et propterea tamquam vero canonico eidem deberi distributiones solitas distribui inter canonicos, et locum in choro sacerdotali canonico convenientem. Et ita censuit, et declaravit atque a canonicis Vercellen. ecclesiae servari mandavit quibuscumque non obstantibus. Die 12 maii 1612.

398. **Compostellana.**

Cum ecclesiae Compostellanae archiepiscopi, ut debita decentia et reverentia, sine confusione ac scandalo, officia divina in sacro S. Jacobi celeberrimo sacello, quo ex toto terrarum orbe peregrini conveniunt, celebrari possint, ordinaverint, ut dum ibi solemnes missae et officia divina celebrantur ob angustiam loci nequaquam mulieres in eo ingredi debeant, quamvis sint genere illustres, et magnorum virorum uxores, nec etiam pro quantumvis magnis et illustribus viribus Hispaniae tam laicis quam ecclesiasticis, in eo sedes seu scamna ponantur, seu locentur cum stratis, exceptis tantum gubernatore regni Galitiae una sede cum tapete, et duobus pulvinaribus ad pedes, et pro judicibus audientiae dicti regni, scamno tapete tantum cooperto sine pulvinaribus et sine alio strato ad pedes. Quae quidem omnia licet praesentibus archiepiscopis servata fuerint, nihilominus eis absentibus, vel sedis ejusdem ecclesiae vacationis tempore, canonici ipsius ecclesiae permiserunt, ut in eodem sacello, etiam mulieres, dum divina officia ibi celebrantur, ingrediantur, et nonnulli viri illustres praeter dictos gubernatorem et judices in sedibus pompose ornatis cum strato et magnificentia sedeant, non sine modica dicti sacri loci veneratione; quare Maximilianus ab Austria ejusdem ecclesiae Compostellanae modernus archiepiscopus supplicavit Sacrae Rituum Congregationi, ad quam haec et similia pro cultus divini et sanctorum veneratione moderari, et ordinare spectat, ut dignaretur mandare et praecipere canonicis ejusdem ecclesiae, ut eadem omnia servent, absentibus archiepiscopis, et tempore

sedis vacantis circa ingressum dicti sacelli, et sedes, seu strata in eo locanda ut supra, quae servantur praesentibus et viventibus ipsis archiepiscopis; et cum justam esse ejusdem archiepiscopi petitionem judicaverit, eadem Sacra Rituum Congregatio ordinavit et mandavit canonicis ejusdem ecclesiae, ut omnino circa ingressum in dicto sacello S. Jacobi, et sedes, seu strata ibi locanda, omnia supradicta servent, et servari faciant absentibus archiepiscopis, vel sedis vacationis tempore quae ipsis viventibus et praesentibus servari solent, et servantur. Et ita declaravit, et in futurum semper a canonicis dictae ecclesiae Compostellanae, vel aliis quibuscumque ministris sub poenis contrafacientibus arbitrio ejusdem Sacrae Congregationis infligendis servari in perpetuum mandavit. Die 7 julii 1612.

399. **Hydruntina.**

Ad instantiam nonnullorum canonicorum Hydruntinae ecclesiae in Sacra Rituum Congregatione expositum fuit abbatem Alexandrum Coluccium ejusdem ecclesiae pariter canonicum sub eo praetextu, quod archiepiscopi locumtenens sit, sedere in choro sine cotta in quadam sede cum pulvinari etiam in praesentia vicarii generalis, et licet non assistat cum cotta, et in loco suo inter alios canonicos, velle nihilominus distributiones quotidianas lucrari, quod an conveniat, vel liceat declarari petierunt. Eadem Sacra Rituum Congregatio id praedicto canonico, licet sit archiepiscopi locumtenens, minime licere censuit, sed illum debere cum cotta et habitu canonicali sedere in stallo suo in choro cum aliis canonicis, alias nullomodo lucrari posse distributiones quotidianas. Et ita declaravit. Die 7 julii 1612.

400. **Narnien.**

Franciscus Maria miseratione divina tit. S. Laurentii in Lucina S. R. E. presbyter cardinalis De Monte, Congregationis Sacrorum Rituum praefectus, universis et singulis praesentes inspecturis, lecturis, et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum in terra Otricoli Narnien. dioecesis inter ruinas antiquae civitatis Otriculanae prope Tiberis ripam, ubi antiqua ecclesia S. Victoris ejusdem civitatis aedificata fuerat, septem et quinquaginta corpora, quae Sanctorum martyrum esse judicata fuerunt, inventa fuerint cum sequenti inscriptione posita in parvo lapide in dicto sepulchro recondita videlicet: « Hic » requiescit Medicus martyr Christi cum pluribus etc. » Et cum episcopus Narniensis curaverit omnia praedicta diligenter perquiri, et annotari, et judicaverit praedicta omnia corpora inventa verisimiliter esse sanctorum Martyrum corpora, universitas dictae terrae Otricoli Sanctissimo D. N. supplicavit, ut dignaretur eis concedere, ut dicta corpora sicut supra inventa, et ab episcopo, et aliis personis ecclesiasticis piis atque eruditis recognita ex loco, in quo inventa fuerunt, in eorum ecclesiam transportari, et decenter collocari possint. Et cum idem SSmus D. N. negotium hoc in Sacra Rituum Congregatione examinari jusserit, et de ejusdem Sacrae Congregationis ordine processus ab episcopo ad Urbem transmissus de dictorum corporum inventione cum ejus relatione traditi fuerint Illmo, et Rmo D. cardinali Bellarmino, audita ejus relatione in plena Congregatione facta die 7 praesentis mensis julii de contentis in dicto processu, et relatione ad Urbem transmissis a praedicto episcopo Narnien. Eadem Sacra Rituum Congregatio judicavit ex dicto processu et relatione non satis constare omnia supradicta quinquaginta septem corpora esse vere corpora Sanctorum martyrum et pro talibus esse veneranda, excepto tantum corpore supradicti sancti Medici, quod vere corpus martyris esse et pro tali posse coli judicavit, coetera vero corpora praedicta esse in loco decenti et honesto collocanda et conservanda, sed adhuc non esse colenda tamquam sanctorum martyrum corpora, eadem Sacra Rituum Congregatio judicavit. Et facta per nos de suprascriptis omnibus relatione praedicto SSmo D. Paulo papae V in consistorio secreto hac infrascripta die, Sanctitas Sua sententiam Congregationis approbavit, et concessit, ut corpus S. Medici possit, tamquam S. martyris Christi corpus ab omnibus fidelibus coli, et honorari, et cum debito honore transferri ad ecclesiam cathedralem; caetera vero corpora praedicta non esse tamquam corpora Sanctorum martyrum colenda, sed ad partem ponenda in loco decenti et honesto, donec Altissimo placuerit demonstrare an vere sint sanctorum martyrum corpora. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum nostrae Congregationis Rituum secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus, et nostri soliti sigilli impressione muniri fecimus. Hac die 16 mensis julii 1612. Pontificatus vero ejusdem SSmi in Christo Patris et D. N. D. Pauli divina providentia papae V anno octavo.

401. **Ordinis Cappuccinorum.**

Franciscus Maria miseratione divina tit. S. Laurentii in Lucina S. R. E. presbyter cardinalis De Monte, Congregationi Sacrorum Rituum praepositus, universis et singulis praesentes inspecturis, lecturis, et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum SSmus D. N. Paulus papa V vivae vocis oraculo concesserit religiosis fratribus observantibus ordinis sancti Francisci, ut singulis sabbatis non impeditis festo novem lectionum possint recitare officium Immaculatae Conceptionis Deiparae Virginis Mariae; de quo quidem vivae vocis oraculo fidem fecit in scriptis Illmus et Rmus D. Pompejus cardinalis Arigonus ejusdem religionis protector sub die 21 januarii 1609, et deinde ad instantiam procuratoris generalis et totius ordinis fratrum minorum conventualium S. Francisci, eadem gratia a SSmo D. N. cum voto ejusdem Congregationis Sacrorum Rituum concessa fuerit fratribus conventualibus ejusdem ordinis S. Francisci, ut constat ex decreto ejusdem Sacrae Congregationis sub die 14 januarii praesentis anni 1612, et ex literis patentibus expeditis et subscriptis ab Illmo et Rmo D. Francisco episcopo Ostiensi cardinali de Giojosa sub die 30 ejusdem mensis januarii. Novissime vero cum fratres cappuccini, qui sub eadem regula S. Francisci militant, eamdem gratiam observantibus et conventualibus ejusdem ordinis concessam habere, et gaudere postulassent; proposito hujusmodi negotio in eadem Congregatione Sacrorum Rituum ab Illmo et Rmo D. cardinali Crescentio sub die 7 praesentis mensis julii; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse dictam gratiam concedi etiam praedictis fratribus cappuccinis ejusdem ordinis S. Francisci, si SSmo D. N. placuerit. Et facta per nos relatione de praedicto sensu Congregationis eidem SSmo D. N. Paulo papae V in consistorio secreto hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit et concessit, ut sicut fratres observantes, et fratres conventuales ordinis S. Francisci possunt libere et licite singulis sabbatis non impeditis festo 9 lectionum recitare officium Conceptionis B. M. V. sub ritu semiduplici, ita etiam idem officium eodem modo et tempore recitare possint et valeant per totum orbem fratres cappuccini ejusdem ordinis S. Francisci et moniales, quae eisdem fratribus cappuccinis subditae sunt. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum nostrae Congregationis Sacrorum Rituum secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus et nostri soliti sigilli impressione muniri fecimus. Hac die 16 mensis julii anno Domini 1612; pontificatus vero ejusdem in Christo Patris et D. N. D. Pauli divina providentia papae V anno octavo.

402. **Segobien.**

Congregatio Sacrorum Rituum omnia in pristinum statum reducenda esse censuit et declaravit, nempe ut canonici tantum holoserico, portionarii vero in cappis serico raso, seu leviori nigro uti debeant, ut a principio uti consueverunt, nec praedictis portionariis licuisse alterare primum statum, et aequiparare se canonicis, et propterea debere ipsos portionarios omnia in pristinum statum reducere, holosericum dimittere, et cappas raso, seu serico leviori ornatas deferre. Et ita ordi-

navit, et in ecclesia Segobien. servari mandavit, quibuscumque non obstantibus. Die 7 julii 1612.

403. **Syracusana.**

Saepe Sacra Rituum Congregatio declaravit nullam vicariis foraneis per dioeceses constitutis ratione sui vicariatus hujusmodi super alios presbyteros, canonicos, seu clericos competere praeeminentiam, praerogativam, seu digniorem locum in ecclesia, in choro, sive in processionibus, sed illos debere inter canonicos, seu presbyteros, vel clericos sui ordinis tam in ecclesia, quam in choro et processionibus, cum habitu convenienti, et in loco eis debito ratione antianitatis stare, sedere, vel incedere, in quo starent, sederent, vel incederent, si vicarii foranei non essent; quod etiam in civitate Leonina Syracusanae dioecesis, et ubique servandum esse censuit et declaravit. Die 7 julii 1612.

404. **Mileten.**

Officium supradictum S. Leonis Lucae abbatis, alias pro ecclesia Montis Regalis, in cujus dioecesi ortus est dictus S. Leo Lucas, approbatum sub die 8 januarii 1605, iterum de mandato Sacrae Congregationis Rituum recognitum et subscriptum ab Illustrissimo et Reverendissimo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et concessit, ut in oppido, seu civitate Montis-Leonis, Mileten. dioecesis, ubi sepultus jacet, et in tota dioecesi Mileten. libere et licite recitari possit et valeat. Et ita declaravit. Die 10 novembris 1612.

405. **Neapolitana.**

Cum abbatissa et moniales S. Mariae Reginae Coeli in civitate Neapolitana ordinis canonicorum regularium S. Augustini semel iterum et pluries in Sacra Rituum Congregatione institerint, ut eis concederetur licentia recitandi singulis annis decima quarta die mensis januarii officium Sanctissimi Nominis Jesu, prout recitant alii multi utriusque sexus religiosi, et in specie religiosi ordinis S. Francisci et Eremitarum S. Augustini; eadem Sacra Rituum Congregatio, attenta instantia pluries facta, et repetita, cum praedictae moniales militent sub regula canonicorum regularium S. Augustini, et ob maximam devotionem in earum ecclesia cappellam dicto SSmo Nomini Jesu dicatam erexerint, facto etiam verbo cum SSmo D. N. et de Suae Sanctitatis voluntate, et ordine, censuit esse indulgendum dictis monialibus, prout indulsit, ut in earum ecclesia et monasterio singulis annis dicta die 14 januarii officium SSmi Nominis Jesu licite recitare possint, et valeant, prout recitant praedicti religiosi S. Francisci et Eremitarum S. Augustini. Et ita declaravit. Die 10 novembris 1612.

406. **Ordinis Minorum S. Francisci.**

Cum alias sub die 20 januarii 1609 SSmus D. N. Paulus papa V concesserit religiosis fratribus observantibus ordinis S. Francisci, ut singulis sabbatis non impeditis festo novem lectionum possint recitare officium Immaculatae Conceptionis Deiparae Virginis Mariae, quae gratia cum etiam fratribus conventualibus sub die 14 januarii et fratribus cappuccinis sub die 7 julii 1612 de voto Congregationis Sacrorum Rituum ab eodem SSmo D. N. concessa fuerit, et eamdem gratiam non esse simpliciter intelligendam, sed indigere aliqua declaratione in eadem Sacra Rituum Congregatione ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino propositum fuerit, placuit eidem Sacrae Congregationi, ut ea gratia de officio Conceptionis in sabbato recitando declaretur esse intelligenda eo modo quo intelligitur rubrica de officio S. Mariae in Sabbato, idest, ut excipiantur sabbata occurrentia in adventu, quadragesima, quatuor temporibus, et vigiliis. Et facto de praedicta declaratione verbo cum SSmo D. N. placuit Sanctitati Suae Congregationis declaratio, ut dicta gratia praedictis religiosis concessa, intelligatur cum suprascripta moderatione. Et ita in futurum a praedictis fratribus observantibus, conventualibus, et cappuccinis ordinis S. Francisci officium Conceptionis Beatae Mariae in sabbato, eadem Sacra Rituum Congregatio recitandum esse censuit et declaravit. Die 10 novembris 1612.

407. **Senogallien.**

In causa Senogallien. Montis Bodii circa declarationem, ad quem seu quos spectat deferre in processione reliquiam brachii S. Gaudentii, quae conservatur in ecclesia fratrum conventualium S. Francisci in oppido Montis Bodii Senogallien. dioecesis, Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, et visis juribus, et rationibus deductis et allegatis, atque decretis in hac causa ab eadem Sacra Congregatione factis, a primo decreto in hac causa facto sub die 24 septembris 1605 et confirmato sub die 23 januarii 1610 non esse recedendum censuit; quod decretum in futurum in eodem oppido Montis Bodii, quibuscumque non obstantibus, servandum esse declaravit, et ordinavit. Die 10 novembris 1612.

408. **Taurinen.**

Canonici ecclesiae Taurinen. Sacrae Rituum Congregationi exponi fecerunt, adesse in eadem ecclesia nonnullos coadjutores, qui praecedere praetendunt canonicis post ipsos receptis et in choro et processionibus habere et obtinere eumdem locum quem habebant et obtinebant canonici coadjuti, et propterea petierunt declarari an dictis coadjutoribus competat dictus locus? Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione de hac causa facta ab Illmo et Rmo D. cardinali Lancellotto, censuit et declaravit non esse recedendum a decretis similibus in causa Colimbricen. expeditis sub die 16 septembris 1606 tenoris infrascripti videlicet: « Canonici et capitulum ecclesiae Colimbricensis etc. » Et ita etiam in ecclesia et civitate Taurinen. servandum esse declaravit. Die 10 novembris 1612.

409. **Veronen.**

Cum alias in controversia orta in civitate Veronen. circa praecedentiam in processionibus inter monachos Cassinenses, et Olivetanos, a Sacra Rituum Congregatione audita relatione Illmi et Rmi D. cardinali Capponii declaratum fuerit, praecedentiam dandam esse in omnibus processionibus monachis Cassinensibus in dicta civitate commorantibus, et alias prout in decreto desuper expedito sub die 23 januarii 1610. Et postea dubitatum fuerit, an dictum decretum haberet locum etiam in congregationibus, seu processionibus, quas vocant cleri intrinseci. Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita iterum relatione supradicti Illmi et Rmi D. cardinalis Capponii declaravit dictum decretum factum sub die 23 januarii 1610 non habere locum, quoad congregationem, seu processionem quam vocant cleri intrinseci, sed in ea praecedere debere Olivetanos, prout hactenus observatum fuit in dicta civitate Veronen. In reliquis autem omnibus praecedere debere Cassinenses juxta dictum decretum. Et ita censuit, et declaravit. Die 10 novembris 1612.

410. **Austriae.**

Cum soror Juliana archiducissa Austriae in civitate OEniponti fundaverit monasterium ordinis Servorum B. Mariae, quarum monialium cappellani cum non sint fratres ejusdem ordinis, sed presbyteri seculares, non possunt licite missas celebrare in ecclesia seu cappella dictarum monialium Sanctorum dicti ordinis Servorum quando occurrunt, et ideo dicta fundatrix et moniales ad Sacram Rituum Congregationem recursum habuerunt, ut dictis eorum cappellanis licentia concedatur, ut quando occurrit festum aliquorum Sanctorum dicti ordinis Servorum B. Mariae, de quibus ipsae moniales celebrant officium, possint missas de eisdem sanctis celebrare, ut missa officio sit conformis; non obstante, quod ipsi cappellani non sint professi ejusdem ordinis, seu regulae; eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione facta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, cui haec causa fuerat commissa, censuit gratiam petitam posse concedi. Et ita declaravit. Die 22 decembris 1612.

411 **Conchen.**

Officium hoc duplex cum octava et missa recitandum diebus natalis, et commemorationis S. Juliani episcopi et confessoris, et ecclesiae Conchen. patroni in Sacra Rituum Congregatione praesentatum, et propositum et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognitum et subscriptum; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate, et dioecesi Conchen. libere et licite recitari possit, et valeat, indulsit et concessit. Die 22 decembris 1612.

412. **Ordinis Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris.**

Officia haec propria et particularia recitanda in propriis solemnitatibus et festivitatibus Sanctorum canonicorum regularium Congregationis SSmi Salvatoris ordinis S. Augustini, jam a Sede Apostolica approbata, et iterum in Sacra Rituum Congregatione proposita, et de mandato et ordine ejusdem Sacrae Congregationis recognita, emendata, et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut a canonicis regularibus ejusdem congregationis SSmi Salvatoris ordinis S. Augustini recitari possint et debeant juxta rubricas in principio hujus positas concessit, et indulsit, cum facultate, ut eadem suprascripta officia pro majori totius ordinis praedicti commoditate imprimi possint et valeant. Et ita censuit, et declaravit. Die 22 decembris 1612.

413. **Bononien.**

Officium hoc cum octava et missa S. Ursulae et sociarum virginum et martyrum emendatum et correctum de ordine Sacrae Congregationis Rituum ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, et ab eo subscriptum; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, ita tamen, ut oratio, antiphonae, et omnia sint de communi, exceptis lectionibus, et concessit, ut sic emendatum et correctum a monialibus S. Ursulae in civitate Bononiae commorantibus libere et licite recitari possit, et etiam pro majori earum commoditate imprimi valeat. Et ita declaravit. Die 2 martii 1613.

414. **Almerien.**

Officium hoc S. Cleophae martyris cum octava, idest lectiones secundi et tertii nocturni cum reliquis de communi unius martyris in Congregatione Sacrorum Rituum praesentatum, et de mandato Sacrae Congregationis recognitum, emendatum, et subscriptum ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in omnibus ecclesiis tam secularibus quam regularibus civitatis de Vera Almerien. dioecesis libere et licite recitari possit et valeat, licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 13 julii 1613.

415. **Bruxellen.**

Franciscus miseratione divina tituli S. Laurentii in Lucina S. R. E. presbyter cardinalis De Monte, Congregationis Sacrae Rituum praepositus, universis, et singulis praesentes inspecturis, lecturis, et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum serenissimus Albertus archidux Austriae, Belgicarum provinciarum princeps, pia in S. Albertum episcopum et cardinalem dum viveret Leodiensis et gloriosum Christi martyrem, devotione ductus, ejus corpus ab ecclesia Rhemensi, in qua per 400 annos jacuit, ad ecclesiam carmelitarum discalceatorum in oppido Bruxellen. nuper a se aedificatam et dotatam cum solemni processione et concursu transferri procuraverit; et ad excitandam et augendam populi devotionem erga dictum S. Albertum vitae sanctitatis singularem, et multis miraculis clarum, de quo etiam fit mentio in martyrologio romano sub die 21 novembris; a SSmo D. N. idem archidux per suum in Urbe oratorem petierit, ut Sanctitas Sua dignaretur concedere ut in omnibus ecclesiis et monasteriis oppidi Bruxellen. in quo dictum corpus translatum est, de eo officium et missa solemniter recitari possit, tam in die martyrii, quam in die translationis ejus corporis, et in civitate Rhemensi in die martyrii tantum. Et proposito hujusmodi negotio de mandato SSmi D. N. Papae in Congregatione praedicta Sacrorum Rituum, quae habita fuit in palatio solitae nostrae residentiae die sabbati 13 mensis julii; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse indulgeri, si SSmo D. N. placuerit, ut quo die praedictus S. Albertus episcopus et cardinalis martyrio coronatus fuit, in omnibus ecclesiis oppidi Bruxellen., ac etiam in cathedrali ecclesia Rhemensi tantum, in qua ejus corpus 400 annis sepultum jacuit, de eo missa et officium juxta romani missalis et breviarii regulas, et rubricas celebrari possit, die vero quo ejus corpus in ecclesiam carmelitarum discalceatorum Bruxellen. translatum fuit, in ipsa tantum ecclesia de eodem missa et officium juxta easdem regulas et rubricas celebrari possit et valeat. Et facta de praemissis omnibus a nobis relatione eidem SSmo D. N. in consistorio secreto celebrato in palatio Montis Quirinalis hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, sententiam Congregationis approbavit, et concessit ut de dicto S. Alberto in omnibus ecclesiis, et monasteriis oppidi Bruxellen., officium et missa ut supra celebrari possit die 21 novembris juxta regulas et rubricas breviarii romani, in die vero translationis ejus in ecclesia tantum Carmelitarum, in qua ejus corpus translatum est, et in ecclesia Rhemensi, in qua per annos 400 sepultum jacuit in die martyrii tantum. Et ita declaravit, indulsit, et concessit. In quorum omnium, et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Hac die 15 mensis julii, pontificatus ejusdem SSmi in Christo Patris et D. N. D. Pauli papae V anno IX.

416. **Oriolen.**

Officia haec omnia et missae propria ecclesiae Oriolen. provinciae Valentinae descripta in presenti libello, et ad instantiam episcopi et capituli ejusdem ecclesiae et magistratus ejusdem civitatis Oriolen. in Sacra Rituum Congregatione praesentata, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis recognita, emendata, et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Congregatio Rituum juxta annotationes, et emendationes ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Bellarmini in margine libelli praedictorum officiorum Oriolen. sic emendata et correcta libere, et licite recitari possint et valeant, facultatem dedit, et concessit. Die 13 julii 1613.

417. **Senogallien.**

Cum diu controversa fuerit in Congregatione Sacrorum Rituum causa Senogallien. Montis Bodii inter fratres conventuales S. Francisci et presbyteros et clerum secularem ejusdem oppidi circa declarationem, ad quem, seu quos spectat portare, seu deferre in processione reliquiam brachii S. Gaudentii quae conservatur in dicta ecclesia S. Francisci. Et in eadem causa plura et diversa, ac varia decreta facta fuerint, quibus nunquam partes acquiescere voluerunt, et semper varias causas adduxerunt, et proposuerunt pro moderatione, et declaratione dictorum decretorum; eadem Sacra Rituum Congregatio, novissime audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, coram quo haec causa diu agitata fuit, pro bono pacis et quietis tam cleri secularis, quam regularis ejusdem loci, judicavit non convenire ut dicta reliquia bracchii S. Gaudentii amplius deferatur per dictum oppidum in processione, nec a fratribus S. Francisci, nec a presbyteris, seu clericis secularibus ejusdem loci, et ordinavit, ut in futurum nunquam amplius dicta reliquia in processione deferatur, nec amoveatur a suo loco, seu cappella, in qua conservatur, sub poenis arbitrio ejusdem Congregationis contrafacientibus imponendis. Et ita declaravit, ordinavit et in dicto oppido Montis Bodii, quibuscumque non obstantibus, servari mandavit. Die 13 julii 1613.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CINQUANTE-HUITIÈME LIVRAISON.

DECRETA AUTHENTICA

SACRORUM RITUUM CONGREGATIONIS.

418. **Hydruntina.**

In causa vertente inter archidiaconum Hydruntinum cui annexa est cantoria ex una, et magistrum chori, ac magistrum caeremoniarum ex altera partibus super multis functionibus ecclesiasticis, cum de consensu partium coram Illmo et Rmo D. cardinali Peretto, cui haec causa a Sacra Rituum Congregatione fuit commissa conventum fuerit, ut videretur in primis, ad quos ex suprascriptis spectat distributio lectionum, antiphonarum, prophetiarum, et observationis silentii in choro. Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione suprascripti Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, censuit et declaravit, distributionem lectionum, antiphonarum, prophetiarum praescriptarum spectare, ac pertinere ad dictum archidiaconum, stante praefata annexione cantoriae dignitati archidiaconali. Silentii vero observationem spectare ad magistrum chori, vel eo absente, vel deficiente ad magistrum coeremoniarum juxta dispositionem cap. V in libro primo coeremonialis episcoporum. Et ita censuit et declaravit, ac in ecclesia Hydruntina servari mandavit. Die 6 decembris 1613.

419. **Augustana.**

Cum praepositus S. Crucis in civitate Augustana attenta absentia episcopi petierit sibi concedi facultatem benedicendi paramenta, indumenta et vasa ecclesiastica pro servitio suae ecclesiae et conferendi ordines minores monachis suis; et negotium fuerit remissum ad S. Rituum Congregationem, et commissum Illmo, et Rmo D. cardinali Lancellotto, eadem S. Rituum Congregatio, audita relatione ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Lancellotti, censuit dicto praeposito posse concedi facultatem tantum benedicendi paramenta, ornamenta, et vasa ecclesiastica, in quibus non adhibeatur sacra unctio. Et ita declaravit. Die 12 aprilis 1614.

420. **Nucerina.**

Monach Sylvestrini, qui in terra Saxoferraten. Nucerinae dioecesis annis abhinc 350 duo monasteria habuerunt, et adhuc habent, ac ad publicas processiones in eadem terra accedere consueverunt, Sacrae Rituum Congregationi exposuerunt, monachos Camaldulenses, qui vix mensibus abhinc quatuor in eadem terra Saxoferraten. locum obtinuerunt praetendere eisdem Sylvestrinis in publicis processionibus praecedere, sub praetextu quod eorum religio antiquior sit religione Sylvestrina; quibus auditis eadem Sacra Congregatio, ut alias in similibus, ita nunc in casu proposito juxta mentem SSmi Domini nostri Papae declaravit servandam esse bullam fel. rec. Gregorii papae XIII in qua cavetur, quod illa religio aliis praecedat, quae prius in civitate seu loco, ubi resident, fundavit et habuit monasterium; et ita juxta praedictae bullae tenorem servandum esse in dicta terra Saxoferraten. censuit et declaravit. Die 19 maii 1614.

421. **Placentina.**

Antonius Maria episcopus Portuensis, S. R. E. cardinalis Gallus, Congregationis Sacrorum Rituum praepositus, universis et singulis praesentes inspecturis, lecturis et audituris salutem in Domino sempiternam. Cum in ecclesia S. Nicolai civitatis Netinae Syracusanae dioecesis conservetur corpus Beati Conradi confessoris, Placentini canonici et clerus ejusdem civitatis Placentinae aliquam reliquiam dicti beati Conradi eorum civis habere cupientes a Sede Apostolica petierint, ut dignaretur concedere licentiam canonicis dictae ecclesiae S. Nicolai Netinae civitatis, ut possint brachium ejusdem B. Conradi dare, et concedere canonicis et clero dictae civitatis Placentinae, et ipsi canonici et clerus Placentinae civitatis illud licite, et legitime recipere, et ad eorum civitatem Placentinam portare, et transferre. Proposito semel, atque iterum hujusmodi negotio in Sacra Rituum Congregatione ab Illmo, et Rmo D. cardinali Bellarmino, cui haec causa commissa fuerat, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi licentiam petitam dandi, et recipiendi dictum brachium B. Conradi, si SSmo D. N. placuerit, dummodo private, et sine solemnitate dictum brachium portetur usque ad civitatem Placentinam, et ecclesiam in qua locandum et conservandum erit. Et facta relatione de praemissis a praedicto Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino SSmo D. N. in consistorio secreto habito in palatio apostolico in Monte Quirinali die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, licentiam petitam concessit canonicis dictae ecclesiae Netinae dandi, et canonicis ac clero dictae ecclesiae Placentinae recipiendi dictum brachium B. Conradi, dummodo private, et sine solemnitate portetur usque ad civitatem Placentinam et ecclesiam in qua locandum erit, cum facultate illud publice exponendi in ecclesia venerationis causa in die ejus festo. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra subscripsimus, et nostri soliti sigilli impressione muniri fecimus. Romae in palatio nostrae solitae residentiae anno a Nativitate Domini 1614, die 16 mensis junii, pontificatus vero ejusdem SSmi in Christo Patris et D. N. D. Pauli divina providentia papae V anno X.

422. **Mediolanen.**

In causa Mediolanen. ritus Ambrosiani inter Illmum et Rmum D. cardinalem Borromeum archiepiscopum Mediolani

ex una, et monachos Cistercienses S. Ambrosii Mediolani ex altera partibus, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Farnesii, cui haec causa commissa fuerat, et visis juribus et allegationibus ambarum partium, non obstante resolutione alias in Sacra Rituum Congregatione facta sub die prima septembris 1612 ad relationem Illmi et Rmi D. cardinalis Crescentii, quod expectetur exitus causae pendentis in Rota inter monachos Cistercienses, et canonicos S. Ambrosii civitatis Mediolani; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit audiendum esse in eadem Sacra Congregatione Illmum et Rmum D. cardinalem Borromeum archiepiscopum Mediolani super proponendis circa ritum Ambrosianum, praedicto decreto, litis pendentia, exemptione, et aliis pro parte monachorum oppositis non obstantibus, ne proponenda in Sacra Congregatione circa observantiam dicti ritus Ambrosiani discuti et definiri debeant; expresse quoque eadem Congregatio declaravit ex decretis occasione ritus Ambrosiani faciendis, nullum praejudicium inferri juribus partium in Rota collitigantium, neque hinc aliquod argumentum quomodolibet praejudiciale assumi, vel elici posse. Et ita censuit, et declaravit. Die 5 julii 1614.

423. **Bergomen.**

Officia haec propria Sanctorum ecclesiae Bergomen. alias de mandato fel. rec. Sixti papae V recognita ab Illmis et Rmis DD. Antonio cardinali Carafa et Augustino Valerio cardinali Veronen. bo: me: et de mandato ejusdem fel. rec. Sixti papae V approbata pro episcopo et universo clero Bergomen. ecclesiae prout de vivae vocis oraculo praedicti Sixti papae V suprascripti Illmi et Rmi DD. cardinales Carafa et Veronensis attestati fuerunt per fidem manu et sigillo utriusque cardinalis subscriptam et munitam sub datum Romae 14 kal. julii 1587 cum additione propriarum lectionum SS. Firmi et Rustici a Sacra Rituum Congregatione approbatarum sub die 17 septembris 1611, a D. Joanne Baptista Puteo Bergomate agente capituli et civitatis praedictae in eadem Sacra Congregatione praesentata, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognita et subscripta; eadem Sacra Rituum Congregatio pari modo pro episcopo et universo clero Bergomen. approbavit et ut etiam imprimi possint facultatem dedit et concessit. Die 23 augusti 1614.

424. **Venusina.**

Canones conciliorum et universalem consuetudinem ecclesiae circa pulsationem campanarum sabbato sancto Sacra Rituum Congregatio servandam esse censuit, ut scilicet in nulla ecclesia seculari, vel regulari cujuscumque ordinis etiam Hierosolymitani sabbato sancto pulsentur campanae antequam pulsatae sint in ecclesia cathedrali. Et ita declaravit, ac etiam in civitate Venusina servari mandavit. Die 30 septembris 1614.

425. **Goana in Indiis Orientalibus.**

Archiepiscopus Bragen. Portugalliae prorex, qui etiam antea dum in Indiis orientalibus civitatis Goae archiepiscopus et prorex esset in illa civitate monasterium S. Monicae nuncupatum monialium ordinis S. Augustini fundavit, et instituit; cum dictae moniales maximam habuerint et habeant devotionem et venerationem erga SSmas virgines et martyres Africanas, de quibus fit mentio in martyrologio sub die 16 decembris, in quarum honorem etiam cappellam cum altari insigni erigi curaverunt, quas Sanctas virgines et martyres etiam tamquam earum particulares et peculiares advocatas habent et venerantur, ad instantiam earumdem monialium orientalium iteratis precibus a Sacra Rituum Congregatione petiit et flagitavit, ut iisdem monialibus S. Monicae civitatis Goae in Indiis Orientalibus dignaretur concedere, ut de dictis sanctis virginibus Africanis, officium duplex celebrare possint, et valeant in die ejus festivitatis de communi plurimarum virginum juxta formam et regulam breviarii romani: Eadem Sacra Rituum Congregatio, attenta instantia supradicta, et quod de dictis sanctis virginibus Africanis fit mentio ab auctoribus gravissimis, et etiam in martyrologio romano, cum etiam a dictis monialibus tamquam peculiares advocatae colantur, et in earum honorem in ecclesia ipsarum monialium cappellam et altare insigne erexerint censuit posse concedi dictis monialibus S. Monicae civitatis Goae in Indiis Orientalibus, ut in festo dictarum SS. virginum Africanarum die 16 decembris officium duplex de communi plurimarum virginum juxta formam et regulas breviarii romani libere et licite recitare possint et valeant. Et ita declaravit. Die 11 novembris 1614.

426. **Lamacen.**

Congregatio Sacrorum Rituum alias saepe declaravit, delationem SSmi Sacramenti in solemni ejusdem processione, et missas cantare, atque alias functiones facere, quae ad episcopum praesentem pertinerent, ipso absente, vel impedito ad primam dignitatem spectare, et ideo viso suprascripto memoriali decanum ecclesiae Lamacen, quae major et prima dignitas est in eadem ecclesia post pontificalem, manutenendum esse in prima sua antiqua et immemorabili possessione deferendi in processione solemni SSmi Corporis Christi SSmum Sacramentum, absente vel impedito episcopo et faciendi alias functiones, quae ad episcopum praesentem pertinerent, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit et declaravit quibuscumque non obstantibus. Die 11 novembris 1614.

427. **Turritana.**

In Congregatione Sacrorum Rituum de mandato SSmi D. N. Papae propositis iis, quae in praesenti memoriali continentur ad instantiam ecclesiae Turritanae, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit (si Sanctitati Suae placuerit) posse concedi breve petitum, ne quis sub poena excommunicationis, tangat, amoveat, accipiat, vel distrahat aliquid a sepulchris inventis in ecclesia sanctorum Gavini, Proti, et Januarii civitatis Turritanae, et si quis forsitan aliquid distraxerit, vel quomodo acceperit ex dictis sepulchris eadem restituere sub eadem poena teneatur; citra tamen approbationem dictorum sepulchrorum et reliquiarum inventarum, quod sint corpora et reliquiae Sanctorum, donec et quousque per Sanctam Sedem apostolicam circa hoc fuerit facta declaratio. Et facta relatione eidem SSmo D. N. per nos in consistorio secreto habito in palatio apostolico in Monte Quirinali hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, sententiam Congregationis approbavit, et breve petitum expediri mandavit. Die 11 novembris 1614.

428. **Urbis.**

Cum inter fratres Minimos ordinis S. Francisci de Paula commorantes in ecclesia et monasterio S. Andreae delle Fratte nuncupato, et fratres de Mercede, seu Redemptionis captivorum commorantes in ecclesia S. Adriani de Urbe in foro Bovario, orta fuerit contentio praecedentiae, dum dictae duae religiones ad processiones accedunt, praetendentes dicti fratres S. Adriani praecedere dictis fratribus Minimis S. Andreae delle Fratte licet sine controversia cedant eisdem fratribus Minimis commorantibus in monasterio SSmae Trinitatis in Monte Pincio, proposito hujusmodi negotio in Sacra Rituum Congregatione; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, praecedentiam dandam esse dictis fratribus Minimis conventus S. Andreae delle Fratte de Urbe, tam in funeralibus, quam in processionibus SSmi Sacramenti, et in omnibus locis, in quibus contingat simul accedere dictas duas religiones Minimorum S. Andreae delle Fratte, et Redemptionis captivorum, seu Mercedis S. Andriani de Urbe, cum monasterium dictorum Minimorum S. Andreae sit subordinatum et membrum monasterii ejusdem ordinis SSmae Trinitatis in Monte Pincio, ac etiam prius in Urbe institutum, et fundatum quam monasterium dictorum fratrum de Mercede S. Adriani. Et ita declaravit et servari mandavit. Die 11 novembris 1614.

429. **Pro Mysterio Passionis.**

Propositis de mandato SSmi in Congregatione Sacrorum Rituum iis quae in praesenti memoriali continentur ; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, si eidem SSmo D. N. placuerit, posse concedi aliquam indulgentiam arbitrio Suae Sanctitatis illis personis , quae in ecclesiis ubi oratur pro commemoratione Passionis D. N. Jesu Christi feria sexta interfuerint, et aliquo tempore oraverint, dum in dictis ecclesiis fiunt sermones, vel oratur ab hora sexta usque ad nonam. Et facta relatione de praemissis eidem SSmo D. Nostro in consistorio secreto habito in palatio apostolico in Monte Quirinali hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, sententiam Congregationis laudavit et approbavit, et litteras concessionis expediri mandavit. In quorum omnium fidem et testimonium praesentes manu propria subscripsimus, et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Die 17 novembris 1614.

430. **Bononien.**

Fratres conventus S. Martini ordinis Carmelitarum in civitate Bononien. SSmo D. N. supplices preces dederunt , ut eis concedere dignaretur licentiam celebrandi festum S. Thomae martyris ejusdem ordinis prima dominica post octavam Epiphaniae, quia licet dictus S. Thomas martyrium passus sit die 7 januarii infra octavam Epiphaniae, et apud Carmelitanos ejus festum celebretur 27 ejusdem mensis januarii, tamen cum ipse sanctus fuerit primus fundator, et institutor collegii theologorum in dicto conventu civitatis Bononiae, et sit protector et advocatus studii ejusdem conventus, et in ejus honorem in die suae festivitatis habeatur oratio, ac in cathedra sustineantur conclusiones, haec omnia cum majori populi frequentia et concursu fient , si festum ejus in dicta civitate celebretur die dominico, quam si die feriato colatur. Et cum idem SSmus D. N. preces praedictas ad Sacram Rituum Congregationem remiserit, eadem Sacra Rituum Congregatio, attentis narratis, censuit posse concedi, prout concessit, ut festum dicti S. Thomae martyris ordinis Carmelitarum dicti studii fundatoris in civitate Bononiae tantum celebretur prima dominica post octavam Epiphaniae. Et ita censuit, declaravit, ac Bononiae servari mandavit. Die 20 decembris 1614.

431. **Ferrarien.**

In causa Ferrarien. inter vicarium generalem Illmi et Rmi D. cardinalis Lenii episcopi Ferrarien. ex una , et archipresbyterum et capitulum ejusdem ecclesiae ex altera partibus, circa praecedentiam inter ipsum vicarium et archipresbyterum, et alias dignitates et canonicos ejusdem ecclesiae, proposito hujusmodi negotio in Sacra Rituum Congregatione, et consideratis juribus et rationibus hinc inde deductis praecipue autem consuetudine dictae ecclesiae et Coeremoniali romano cap. 13 ante finem , et cap. 23 in fine lib. 1. ac litteris bo: me: cardinalis Alexandrini sub die 23 augusti 1593 nec non transactione , sive declaratione anni 1595 , et audita relatione in hac causa facta ab Illmo et Rmo D. cardinali Lancellotto ; eadem Sacra Congregatio inhaerendo decretis alias in similibus causis factis, absente episcopo, sine ulla contradictione censuit, praecedentiam dandam esse vicario generali supra archipresbyterum et omnes alias dignitates et canonicos ejusdem ecclesiae tam in choro, quam in processionibus et in omnibus, neque in hoc casu quando episcopus abest, procedere aut suffragari capitulo allegatam consuetudinem, Coeremoniale, litteras cardinalis Alexandrini, et transactionem, sive declarationem praedictas, quidquid dicendum sit quando episcopus est praesens, super quo tamen nihil fuit firmatum. Et ita censuit et declaravit. Die 20 decembris 1614.

432. **Congregationis Olivetanae.**

Cum monachi Olivetanae congregationis qui sub regula S. Benedicti militant, ea qua decet humilitate, et reverentia acceptaverint breviarium monasticum nuper editum de ordine SSmi D. N. Papae pro usu omnium monachorum qui militant sub regula dicti S. Patris Benedicti , et in dicto breviario inter alia impressa sint officia Sanctorum fundatorum fere omnium congregationum, quae sub dicta regula S. Benedicti militant, congregationis vero Olivetanae fundatoris officium non adsit. Et ideo cum tota ipsa Olivetana Congregatio in particularem protectricem, advocatam, et patronam elegerit S. Franciscam Romanam , quae fuit Oblata religionis Olivetanae et fundatrix monasterii monialium Turris Speculorum de Urbe, SSmo D. N. preces porrexerunt, ut in kalendario et in dictis breviariis monasticis ac missalibus ejusdem ordinis de novo imprimendis, addatur missa et officium duplex cum propriis lectionibus jam approbatis de dicta S. Francisca, prout recitant ipsi monachi Olivetani. Et cum idem SSmus D. N. preces praedictas ad Sacram Rituum Congregationem remiserit; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi et concedendum esse, prout concessit dictis monachis Olivetanis, ut tam in dicto breviario monastico jam edito pro omnibus monachis, qui militant sub regula S. Benedicti, quam in missali et kalendario ejusdem jam impressis, vel de novo imprimendis addatur officium sub ritu duplici et missa cum propriis lectionibus de dicta sancta Francisca jam approbatis et prout recitant monachi praedicti Olivetani. Et ita censuit, et declaravit, ac servari mandavit. Die 24 januarii 1615.

433. **Narnien.**

Cum in oppido Capitonis Narnien. dioecesis inter alias duae institutae, et fundatae fuerint confraternitates, altera antiquissima a centum et ultra annis cum auctoritate generalis ordinis Praedicatorum ad quem spectat fundata sub titulo SSmi Nominis Dei, quae vestibus aut saccis albi coloris utebatur, et altera novissime ab annis hinc septem in circa in eodem oppido fundata, sub titulo SSmi Sacramenti, quae vestibus , seu saccis coloris rubri utitur; vicarius generalis episcopi Narnien. in visitatione quam fecit dicti oppidi Capitonis de anno 1611 sine legitima causa, et absque auctoritate dictas duas confraternitates et earum redditus, et proventus univit, et unam solam fecit confraternitatem, quae vocaretur SSmi Sacramenti, et Nominis Dei, et sorte extraxit colorem quo dicta confraternitas unita uti deberet in vestibus seu saccis, et color rubeus extractus est, quo colore, ut in futurum dicta confraternitas unita uti deberet dictus vicarius declaravit; de quo cum societas Nominis Dei se ultra modum gravatam sensisset, recursum habuit ad hanc Sacram Congregationem , et causa ab eadem Sacra Congregatione fuit commissa Illmo et Rmo D. cardinali de Monte sub die 11 mensis decembris 1613, coram quo tam pro parte ejusdem confraternitatis Nominis Dei, quam pro parte confraternitatis SSmi Sacramenti jura sua deduxerunt, et allegaverunt cum eorum advocatis, et procuratoribus in voce et in scriptis, tandem audita relatione de hac causa facta in plena Congregatione hac die infrascripta ab eodem Illmo et Rmo Dno cardinali de Monte; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit et declaravit unionem praedictam factam a vicario de dictis duabus confraternitatibus SSmi Nominis Dei et SSmi Sacramenti in terra Capitonis Narnien. dioecesis fuisse , fore et esse nullam, et ideo unamquamque ex praedictis duabus societatibus remanere in suo pristino jure, prout erant antequam unio praedicta fieret, ac si unio nunquam facta esset, quam unionem etiam quatenus opus sit, de novo annullavit, et nullam esse declaravit. Die 24 januarii 1615.

434. **Tarraconen.**

Propositis in Sacra Congregatione Rituum iis, quae in praeinserto memoriali continentur, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit et declaravit omnes monachos, et moniales qui, et quae militant sub regula S. Benedicti, posse et debere uti breviario Benedictino nuper de mandato SSmi D. N. Papae edito pro omnibus religiosis, qui militant sub regula S. Patris Benedicti, non obstante, quod aliqui ex eis in praeteritum usi fuerint romano, vel alio breviario. Et ita declaravit. Die 24 januarii 1615.

435. **Ordinis SSmae Trinitatis Redemptionis Captivorum.**

Cum fratres discalceati SSmae Trinitatis Redemptionis Captivorum reformati, qui ab eorum erectione et institutione habuerunt et obtinuerunt omnia et singula privilegia concessa fratribus ejusdem ordinis non reformatis petierint a Sacra Rituum Congregatione declarari: An et quibus temporibus liceat eis recitare officium SSmae Trinitatis et officium SSmi Sacramenti singulis hebdomadis, prout ex privilegio fel: rec. Clementis papae VIII dicta officia recitant fratres ejusdem religionis non reformati; eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Lancellotti, qui causam hanc proposuit pro Illmo et Rmo D. cardinali Lenio, cui fuerat commissa, respondit licere dictis fratribus reformatis recitare praedicta officia SSmae Trinitatis et SSmi Sacramenti eodem modo, et iisdem diebus et temporibus, quo et quibus fratres ejusdem ordinis non reformati ex privilegio fel: re: Clementis papae VIII illa recitant, et in omnibus, et per omnia circa recitationem dictorum officiorum se conformare cum dictis fratribus non reformatis. Et ita declaravit. Die 14 februarii 1615.

436. **Toletana.**

In causa canonizationis Servae Dei Mariae de Cabezza, quae fuit uxor B. Isidori agricolae de Madrid, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, Congregatio Sacrorum Rituum censuit, causam in tali statu esse, ut si SSmo D. N. placuerit, de more committi possit aliquibus Rotae auditoribus, ad effectum, ut ipsi auctoritate Sedis apostolicae forment processus pro dicta canonizatione. Et ita declaravit. Die 21 martii 1615.

437. **Agrigentina.**

Cum in oppido sive terra Nari Agrigentinae dioecesis novissime fratres ordinis Praedicatorum locum sive conventum obtinuerint, in qua terra longe ante eos conventum et locum habebant fratres conventuales ordinis S. Francisci et fratres ordinis S. Augustini ac fratres ordinis Carmelitani, et episcopus Agrigentinus ordinaverit, et mandaverit omnibus praedictis religiosis, ut in publicis processionibus praecedentiam darent dictis fratribus ordinis Praedicatorum qui novissime in dicta terra introducti fuerunt, sub praetextu cujusdam decreti olim sub die 3 augusti a Sacra Regularium Congregatione emanati in quo dicitur, ut inter fratres et regulares circa praecedentiam, idem servetur ubique quod servatur in Urbe. Quia tamen extra Urbis districtum SSmus D. N. Paulus papa V ordinavit, ut servetur bulla fel: re: Gregorii papae XIII in qua cavetur, ut inter regulares in publicis processionibus praecedentia detur antiquioribus in loco, dicti fratres Conventuales, Augustiniani, et Carmelitani in hoc recusaverunt obedire mandatis episcopi et noluerunt in eorum praejudicium dare praecedentiam fratribus ordinis Praedicatorum. Et propterea eorum ecclesiae et monasteria fuerunt a praedicto episcopo Agrigentino interdicta; sed habito recursu ad metropolitanum fuerunt ab eo in integrum restituti. Sed quia adhuc dictus episcopus Agrigentinus persistit in sua sententia, ut praecedentia detur fratribus ordinis Praedicatorum, praedicti Conventuales, Augustiniani et Carmelitani recursum habuerunt ad Sacram Rituum Congregationem, a qua petierunt declarari, ut circa praecedentiam inter regulares in dicta terra Nari servetur praedicta bulla fel: re: Gregorii XIII. Quibus auditis, eadem Sacra Rituum Congregatio, ut alias in similibus, ita nunc in casu proposito juxta mentem et ordinem SSmi D. N. Papae declaravit servandam esse praedictam bullam fel: rec: Gregorii XIII, in qua cavetur quod illa religio aliis praecedat, quae prius in civitate seu in loco in quo residet, fundavit, et habuit monasterium. Et ita etiam juxta praedictae bullae tenorem inter regulares in dicta terra, seu oppido Nari Agrigentinae dioecesis servandum esse censuit, et declaravit, ac quibuscumque non obstantibus servari mandavit. Die 4 aprilis 1615.

438. **Meliten.**

Congregatio Sacrorum Rituum inhaerendo decretis, alias in similibus causis saepe factis, missarum solemnium celebrationes, et alias functiones, quas praesens episcopus faceret, seu celebraret, episcopo absente, vel impedito ad eum, qui post episcopum primam dignitatem in ecclesia obtinet, quocumque nomine appelletur, dummodo sit in ordine sacerdotali constitutus pertinere censuit, et declaravit. Et in ecclesia Meliten. inter archidiaconum primam dignitatem et archipresbyterum servari mandavit. Die 4 aprilis 1615.

439. **Ordinis Beatae Mariae de Mercede.**

Cum ad instantiam generalis totius ordinis, seu religionis B. Mariae de Mercede in Sacra Rituum Congregatione praesentatus fuerit quidam libellus continens quaedam officia propria nonnullorum Sanctorum ex antiqua consuetudine recitari solita in dicta religione, una cum officio proprio Beatae Mariae de Mercede cujus festum celebrari solet a religiosis dicti ordinis in dominica proximiori kalendis augusti, nec non officia cum octavis propriis recitandis in omnibus festivitatibus B. Mariae per annum occurrentibus, et ab eadem Sacra Rituum Congregatione negotium hoc commissum fuerit Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, audita ejus relatione, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit et declaravit non esse concedenda neque approbanda pro dicta religione officia propria cum octavis contenta in dicto libello praesentato, neque officium proprium quod recitare cupiebant in festo B. Mariae de Mercede, sed debere ipsos fratres de Mercede, in omnibus et per omnia se conformare cum officio et breviario romano, quod jam acceptaverunt, et recitare solent, ac debent, posse tamen concedi dictis religiosis, ut in festo B. Mariae de Mercede, quod celebrare solent in dominica proximiori kalendis augusti, recitent aliquod officium B. Mariae ex approbatis in dicto breviario romano, et pro dicta eorum festivitate elegerint; et recitare cupiant officium quod recitatur in festo Dedicationis B. Mariae ad Nives, eadem Sacra Rituum Congregatio concedendum esse censuit et concessit universo ordini praedicto et fratribus religionis Beatae Mariae de Mercede Redemptionis Captivorum ut in eorum solemnitate quam celebrare solent in dominica proximiori kalendis augusti eis liceat recitare, et recitare possint officium B. Mariae juxta formam breviarii romani, et prout in dicto breviario continetur, et recitatur in dicto festo Dedicationis Beatae Mariae ad Nives. Et ita ut supra censuit, declaravit ac concessit dictis fratribus ordinis Beatae Mariae de Mercede. Die 4 aprilis 1615.

440. **Urbis et Orbis.**

Approbatio Missae S. Angeli Custodis.

Cum alias in Sacra Rituum Congregatio propositum, et de mandato etiam SSmi Dni N. Pauli papae V approbatum fuerit sub die 27 mensis septembris 1608 officium Angeli Custodis recitandum prima die non impedita ab aliquo festo novem lectionum post festum dedicationis S. Michaelis Archangeli ab omnibus utriusque sexus Christi fidelibus ecclesiasticis secularibus et regularibus illud recitare cupientibus: Nec missa propria in missali reperta sit de dicto Angelo Custode, quae a sacerdotibus, qui dictum officium recitant, celebrari possit, ut missa cum officio concordet; proposita in eadem Sacra Congregatione a nonnullis piis et religiosis viris missa suprascripta de eodem Angelo Custode et de mandato ejusdem Congregationis diligenter recognita, examinata, et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et, si eidem SSmo D. N. placuerit, censuit posse concedi, ut ab omnibus sacerdotibus regularibus et secularibus illam celebrare volentibus celebrari possit et valeat. Et idem SSmus D. Noster Paulus papa V audita Congregationis sententia, illam laudavit, missam praedictam approbavit, ita ut etiam in missali romano imprimi possit, et ut ab omnibus sacerdotibus regularibus et secularibus illam celebrare volentibus

libere et licite et absque aliquo scrupulo celebrari possit et valeat, licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 6 aprilis 1615.

441. **Cajetana.**

Moniales S. Catharinae ordinis Cisterciensis S. Bernardi in civitate Cajetana, quae relicto earum breviario cisterciensi antiquo, acceptaverunt et recitare coeperunt officium S. Benedicti novissime correctum et approbatum asseruerunt habere in earum ecclesia unam ex spinis Coronae D. N. Jesu Christi, et antiquitus dum recitabant officium cisterciense solitas esse undecima die mensis augusti recitare officium Coronae ejusdem Domini Nostri Jesu Christi, quod in earum cisterciensi breviario impressum et approbatum est. Ideo ob particularem devotionem quam habent erga dictam Coronam spineam petierunt licentiam recitandi officium praedictum juxta solitum die 11 augusti, ne inter eas diminuatur, sed potius augeatur devotio, quam habent erga dictam Coronam. Congregatio Sacrae Rituum, audita relatione de praemissis facta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino qui dixit moniales praedictas non velle relinquere seu omittere officium ordinarium, quod recitare tenentur dicta die 11 augusti, sed cumulative recitare utrumque, respondit posse illas ad libitum recitare officium praedictum Coronae ob devotionem, dummodo non omittant, seu praetermittant officium ordinarium, quod recitare tenentur dicta die 11 augusti juxta formam dicti breviarii S. Benedicti ab eis acceptatam. Et ita respondit et declaravit. Die 4 julii 1615.

442. **Cefaluden.**

Episcopus Cefaluden. petiit declarari a Sacra Rituum Congregatione, an ei liceat creare praefectum chori in ecclesia collegiata S. Stephani, non obstante quod ad praepositum primam dignitatem ejusdem ecclesiae chori cura pertinere soleat, attento quod chorus non recte gubernetur. Eadem Sacra Rituum Congregatio id minime episcopo sine expressa Sedis apostolicae licentia et consensu licere declaravit. Die 4 julii 1615.

443. **Fanen.**

Cum in oppido seu terra S. Constantii Fanen. dioecesis adsint multi presbyteri, qui etiam curam animarum exercent, et in publicis actibus et processionibus solent praecedere secundum antianitatem ordinis, ut scilicet, qui prius ordinatus est aliis praecedat; quidam Jo: Baptista Pastrovecchius presbyter novissime ordinatus, ex eo quod doctoratus gradum obtinuit, praetendit praecedere aliis presbyteris antianis et antiquioribus, et longissime ante ipsum ordinatis, et non obstante quod ab ordinario declaratum fuerit ipsum Pastrovecchium ratione doctoratus non debere praecedere antiquioribus presbyteris, non acquievit, et recursum habuit ad Rotam Maceraten. vexandi causa dictos presbyteros antiquiores dictae terrae S. Constantii super praecedentia, qui in Sacra Rituum Congregatione suprascripta omnia exposuerunt, et petierunt declarari juxta resolutiones alias in similibus causis factas, dicto Pastrovecchio ratione doctoratus nullam super eos competere praecedentiam; quae quidem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, cui haec causa commissa fuerat, a decretis alias saepe in similibus causis factis non esse recedendum censuit, nempe ratione doctoratus nullam competere praedicto Pastrovecchio praecedentiam, seu praeeminentiam super presbyteros antiquiores, et ante ipsum ordinatos, cum longe dignior sit ordo presbyteratus quam gradus doctoratus. Et ita omnino servandum esse in terra praedicta S. Constantii Fanen. dioecesis, quibuscumque non obstantibus censuit, et mandavit scribi Rotae Maceraten. ut in hac causa ulterius non procedat. Et ita censuit, declaravit, ordinavit, et servari mandavit. Die 4 julii 1615.

444. **Ipren.**

Lectiones suprascriptas et recitandas in officio S. Martini episcopi et confessoris, et ecclesiae Ipren. patroni pro secundo et tertio nocturno, et per totam octavam festi praedicti, una cum lectionibus recitandis in secundo et tertio nocturno festi S. Maximi pontificis et confessoris, ad instantiam moderni episcopi Ipren. in Sacra Rituum Congregatione praesentatas, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognitas, emendatas et subscriptas; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate et dioecesi Ipren. libere et licite recitari possint, et pro majori commoditate imprimi valeant licentiam et facultatem dedit et concessit. Die 4 julii 1615.

445. **Pennen.**

Archidiaconus ecclesiae Pennen. Sacrae Rituum Congregationi exposuit vicarium generalem ejusdem ecclesiae fecisse ei praeceptum sub poena unciarum auri 25 etc. ne audeat, vel praesumat aptare, ponere, nec aptari, aut apponi facere credentiam, seu mensam in cathedrali ecclesia Pennen., nec in alio quovis loco, tempore quo ipse archidiaconus celebrat missam solemnem, nec in dicta credentia seu mensa apponi facere calicem, patenam, candelabra, sottocoppe, luminaria etc. sed quia juxta rubricas missalis romani dicta mensa seu credentia non prohibetur, immo conceditur et permittitur in missis, quae solemniter decantantur petiit declarari: An licite vicarius dictam mensam seu credentiam prohibere potuerit? Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit rubricas missalis servandas esse, nec licere ordinario, seu vicario prohibere ea quae juxta dictas rubricas missalis conceduntur, dummodo juxta formam et modum in dictis rubricis praescriptum praeparentur, et ordinentur. Et ita declaravit, et in civitate Pennen. servari mandavit quibuscumque non obstantibus. Die 4 julii 1615.

446. **Urbis et Orbis. Approbatio officii et missae Sac. Stigmatum Sancti Francisci.**

Officium hoc, et missam Impressionis Sacrorum Stigmatum in corpore S. Francisci, ad instantiam R. P. D. fratris Antonii Atreso vicarii generalis totius ordinis S. Francisci observantium, et de mandato SSmi D. N. Pauli Papae V in Sacra Rituum Congregatione proposita et de ejusdem Sacrae Congregationis ordine recognita, et subscripta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et, si eidem SSmo D. N. placuerit, censuit posse concedi, ut omnes viri ecclesiastici tam regulares quam seculares, et etiam moniales in universo orbe qui et quae officium praedictum recitare voluerint, illud recitare possint et valeant die 17 mensis septembris quo die Beati Francisci Stigmatum festum celebratur, et omnes sacerdotes tam regulares, quam seculares, missam praedictam dicta die celebrare possint, et valeant. Et idem SSmus D. N. Paulus Papa V vivae vocis oraculo nobis facto sententiam Congregationis laudavit, et approbavit ac concessit ut praedicto die festo Stigmatum S. Francisci officium, et missa, ut supra ab omnibus christifidelibus illa recitare, et respective celebrare volentibus in universo orbe recitari et celebrari possit et valeat. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes manu nostra subscripsimus, et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Die 28 augusti 1615.

447. **Perusina.**

Circa formam et qualitatem sedium, quibus uti solent et debent tam episcopus, quam gubernator civitatis Perusinae, dum in ecclesia cathedrali simul audiunt concionem; Congregatio Sacrorum Rituum audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Galli, cui haec causa commissa fuerat, censuit, et declaravit posse episcopum uti sede renovata cum pallis aureis juxta formam antiquae sedis combustae factae jam a bo: me: cardinali Armelino ejusdem ecclesiae archidiacono. Et gubernatorem posse apud episcopum sedere in alia sede camerali arbitrio suo eligenda dummodo non sit major, nec pulchrior dicta sede, qua uti debet episcopus, et neutra sit coloris rubri. Et ita censuit, et declaravit. Die 3 octobris 1615.

448. **Imolen.**

Cum episcopus Imolen. latam habeat dioecesim, nec sine magno incommodo curati et rectores dioecesani possint semper quando opus est ad civitatem Imolen. se conferre pro benedicendis paramentis, et aliis necessariis rebus pro servitio et usu ecclesiarum, a Sacrorum Rituum Congregatione petiit declarari: An ipse episcopus possit hujusmodi benedictiones paramentorum delegare aliquibus suis vicariis foraneis protonotariis et in dignitate ecclesiastica per dioecesim constitutis; Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit posse episcopum in casu necessitatis delegare personis in dignitate ecclesiastica constitutis benedictionem paramentorum et aliarum rerum pro usu ecclesiarum, in quibus non sit adhibenda sacra unctio, vel oleum sanctum, vel sacrum chrisma, quae ab episcopis tantum sunt benedicenda, inungenda et consecranda. Et ita declaravit. Die 14 novembris 1615.

449. **Bergomen.**

Congregatio Sacrorum Rituum, audita de praemissis relatione facta ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, cui haec causa commissa fuerat, nihil innovandum esse censuit, nisi velint recitare officium S. Gratae de communi sanctarum virginum absque lectionibus propriis de historia, sed omnia prorsus sumere, et recitare de communi Sanctae Virginis. Et ita censuit, et declaravit. Die 19 decembris 1615.

450. **Camaldulen.**

Cum monachi Camaldulenses breviarium novissime emendatum et approbatum, et omnibus congregationibus monachorum, quae militant sub regula S. Benedicti concessum a SSmo D. N. receperint et acceptaverint, inter eosdem Camaldulenses ortum fuit dubium: An scilicet post hujusmodi breviarii receptionem et acceptationem teneantur ipsi camaldulenses, prout antea tenebantur ex constitutionibus sub poena peccati mortalis quotidie recitare officium parvum B. Mariae Virginis, cum ex indulto concesso a SSmo D. N. monachis, qui dictum breviarium benedictinum receperunt et acceptaverunt, aliqui ex dictis monachis camaldulensibus putaverint a dicta obligatione recitandi quotidie officium parvum Beatae Mariae Virginis sub poena peccati mortalis esse exemptos. Proposito hujusmodi dubio in Congregatione Sacrorum Rituum, et visis, et auditis rationibus hinc inde pro affirmativa, et negativa parte allegatis, et audita relatione Illmi et Rmi cardinalis Bellarmini, cui haec causa commissa fuerat; eadem Sacra Rituum Congregatio respondit ex constitutionibus suae regulae sub poena peccati mortalis teneri monachos Camaldulenses ad recitandum quotidie officium parvum B. Mariae Virginis, etiam post receptionem dicti breviarii Benedictini, prout tenebantur antequam dictum breviarium recepissent et acceptassent, et ita censuit et declaravit. Die 12 martii 1616.

451. **Virginum Halae.**

Lectiones suprascriptas recitandas in officio, et per octavam Visitationis B. Mariae Virginis a virginibus Halae congregatis in domo, seu monasterio apud templum ejusdem Visitationis B. Mariae dicatum, in Sacra Rituum Congregatione praesentatas et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis recognitas et subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, demptis tamen tribus lectionibus positis in secundo nocturno quarta die infra octavam quae tribuuntur Eusebio Emisseno, quarum loco alias tres lectiones ex auctoribus et sanctis approbatis ponendas esse censuit. Et ut a dictis virginibus apud dictum templum Visitationis B. Mariae Halae commorantibus libere et licite recitari possint, et valeant indulsit, et concessit, et ita declaravit. Die 12 martii 1616.

452. **Januen.**

Cum Illmus et Rmus Dominus cardinalis Spinula archiepiscopus Januen. a Sacra Rituum Congregatione petierit licentiam, ut ipse, et successores sui possint delegare et committere vicario generali, vel alicui ex dignitatibus ecclesiae cathedralis simplices benedictiones vestium, paramentorum, corporalium, et aliorum indumentorum pro celebrandis missis, et ornandis altaribus, et Congregatio praedicta sub die 12 praesentis mensis martii censuerit gratiam praedictam posse concedi si SSmo D. N. placuerit; facto per nos Sanctitati Suae de praemissis verbo in consistorio secreto, Sanctitas Sua annuit, et concessit praedicto Illmo et Rmo D. cardinali Spinulae archiepiscopo Januen. praedictam facultatem delegandi et committendi vicario suo, vel alicui ex dignitatibus suae ecclesiae cathedralis licentiam benedicendi vestes, paramenta, et indumenta sacerdotalia, et alia in quibus sacra unctio non adhibeatur ad sexennium. In quorum omnium, et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum nostrae Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra subscripsimus, et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Hac die 14 mensis martii 1616.

453. **Naxien.**

Archiepiscopus Naxiae, cujus ecclesia sub dominio Turcarum sita est, nec in eadem civitate et ecclesia adsit sacerdotum numerus sufficiens ad sacra olea conficienda juxta regulas libri pontificalis, petiit a SSmo D. N. licentiam conficiendi dicta sacra olea cum octo sacerdotibus tantum. Quibus de mandato ejusdem SSmi D. N. in Sacra Rituum Congregatione propositis, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit licentiam petitam posse concedi, quatenus major numerus sacerdotum in civitate, et ecclesia Naxien. non reperiatur, et dummodo archiepiscopus in conficiendis oleis sacris se in omnibus et per omnia, quantum licet, et fieri potest, se conformet cum dicto libro pontificali. Et ita declaravit. Die 12 mensis martii 1616.

454. **Patavina.**

Congregatio Sacrorum Rituum, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Lancellotti de contentis in praeinserto memoriali, respondit: Officium defunctorum in funeribus recitandum esse ad libitum, et juxta temporis opportunitatem et commoditatem, et ita declaravit. Die 12 martii 1616.

455. **Hydruntina.**

Cum alias sub die 15 martii 1614, ad favorem archidiaconi primae et unicae dignitatis in ecclesia Hydruntina, citatis et auditis procuratoribus canonicorum ejusdem ecclesiae declaratum fuerit ad ipsum spectare, absente vel impedito archiepiscopo, celebrare missas solemnes, benedicere, et distribuere candelas, palmas, cineres et alias similes functiones facere, quae ad archiepiscopum praesentem pertinerent, licet postea sub die 30 januarii 1616 eadem Sacra Rituum Congregatio declaraverit non habere locum dictum decretum, ubi adest immemorabilis consuetudo, quod dictae functiones fiant a canonico hebdomadario, non autem a prima dignitate; tamen quia canonici ecclesiae Hydruntinae dictam allegatam consuetudinem non probaverunt, nec probare curaverunt coram R. P. episcopo Neritonen., cui causa commissa fuerat; eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti de praemissis omnibus, censuit et declaravit supradictum decretum factum ad favorem archidiaconi ecclesiae Hydruntinae servandum esse, donec, et quousque legitime probetur allegata immemorabilis consuetudo, quod dictae functiones in ecclesia Hydruntina pertineant non ad primam dignitatem, sed ad canonicum hebdomadarium, et ita censuit, et declaravit, et in civitate Hydruntina, quibuscumque non obstantibus servari mandavit. Die 30 aprilis 1616.

756. **Ordinis Beatae Mariae de Mercede.**

Lectiones tres suprascriptas ex processibus et ex bulla canonizationis S. Raymundi de Pennafort fel. rec. Clementis papae VIII sub datum Romae tertio kalendas maii anno Domini 1601 desumptas, et in Sacra Rituum Congregatione praesentatas, et ab Illmo et Rmo Domino cardinali Bellarmino

recognitas et subscriptas, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit et ut a religiosis, et fratribus B. Mariae de Mercede Redemptionis captivorum et universo eorum ordine libere, et licite recitare possint, et valeant in secundo nocturno officii B. Mariae eis concesso sub die 4 aprilis anni praeteriti 1615 pro solemnitate ejusdem B. Mariae de Mercede, quam celebrare solent in dominica proximiori kalendis augusti, licentiam et facultatem dedit, et concessit. Die 30 aprilis 1616.

457. **Canonicorum Regularium Lateranensium.**

Procurator Canonicorum Regularium Lateranen. Sacrae Rituum Congregationi exposuit nonnullos episcopos cogere velle tam ipsos canonicos regulares Lateranenses, quam etiam monachos Cassinenses et Olivetanos, ut praeter eorum consuetudinem accedant ad processiones Rogationum, et ad alias processiones, ad quas juxta eorum privilegia, et declarationes factas in Congregationibus Sacri Concilii, Regularium, et Rituum neque dicti canonici Lateranenses, neque monachi praedicti accedere tenentur.

Congregatio Sacrorum Rituum decreta et resolutiones in supradictis Congregationibus factas, servandas esse censuit, et declaravit, ac servari mandavit. Die 30 julii 1616.

458. **Hortana.**

In causa Hortana praecedentiae inter Petrum Patricium, et Dominicum Monetam canonicos ecclesiae collegiatae terrae Canepinae Hortanae dioecesis; Congregatio Sacrorum Rituum, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti, cui haec causa commissa fuerat censuit, et declaravit dictum Dominicum Monetam licet obtinuerit canonicatum sub jure patronatus, institutum a quondam Horatio Tibicino esse verum et legitimum canonicum ejusdem ecclesiae, et debere praecedere tam dicto Petro Patricio, quam omnibus aliis canonicis ejusdem ecclesiae collegiatae qui post ipsum Dominicum Monetam in dicta ecclesia collegiata canonicatum obtinuerunt, et ita censuit, et declaravit et in dicta ecclesia collegiata terrae Canepinae servari mandavit. Die 30 julii 1616.

459. **Pro Martyrologio imprimendo.**

Cum Illmus et Rmus D. cardinalis Bellarminus in Sacra Rituum Congregatione proposuerit nonnullos impressores librorum cupere de novo martyrologium romanum imprimere, et in eo addere Sanctos illos, et Beatos, qui post ultimam editionem, seu impressionem dicti martyrologii fuerunt canonizati, seu declarati Beati. Eadem Sacra Rituum Congregatio juxta mentem et ordinem SSmi D. N. Papae respondit in martyrologio romano de novo imprimendo addendos esse sanctos illos tantum, qui fuerunt canonizati, non autem qui declarati fuerunt Beati post ultimam impressionem dicti martyrologii. Et ita censuit, et declaravit. Die 30 julii 1616.

460. **Pennen.**

Pro parte, et ad instantiam archidiaconi ecclesiae Pennen. a Sacra Rituum Congregatione quaesitum fuit, an episcopus potuerit concedere licentiam nonnullis archipresbyteris collegiatarum ecclesiarum suae dioecesis ut possint deferre almutia, sive caputia cum pellibus, prout utuntur archidiaconus et canonici ecclesiae cathedralis Pennen. Eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi D. cardinalis Muti, cui haec causa commissa fuerat, respondit episcopum non potuisse concedere hujusmodi licentiam, et ita debere archipresbyteros abstinere a delatione dictorum caputiorum, et illa deponere. Et ita censuit et declaravit. Die 30 julii 1616.

461. **Sorana.**

In causa circa modum praecedendi, et incedendi in publicis processionibus in terra Arpini Soranae dioecesis tam ab abbate et canonicis ecclesiae collegiatae S. Archangeli, quam etiam ab archipresbytero et clero Sanctae Mariae ejusdem loci et a clero aliarum ecclesiarum parochialium, sive collegiatarum ejusdem loci. Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi Domini cardinalis Sabelli, cui haec causa commissa fuerat, censuit et declaravit servandum esse in futurum decretum primum provisionis factum a R. P. D. Hieronymo Joannello episcopo Sorano sub die 23 mensis aprilis proxime praeteriti, in quo disponitur, quod clerus Sancti Archangeli, Sanctae Mariae, Sancti Andreae, et Sancti Viti terrae Arpini Soranae dioecesis in publicis processionibus incedat per ordinem quilibet sub propria sua cruce, et archipresbyter S. Mariae in ultimo loco incedat a sinistris abbatis Sancti Archangeli, et ita declaravit, et in dicta terra Arpini Soranae dioecesis servari mandavit. Die 30 mensis julii 1616.

462. **Abulen. Beatae Theresiae de Jesu.**

Cum alias SSmus D. N. Paulus papa V per suas litteras in forma brevis expeditas sub annulo Piscatoris die 24 aprilis 1614, praevio, ac diligenti examine tam a Sacra Rituum Congregatione quam ab auditoribus Rotae super validitate processuum, integritate, et puritate vitae ac miraculis B. Servae Dei Theresiae de Jesu ordinis carmelitarum discalceatorum fundatricis, de consilio, et sententia S. R. E. cardinalium ejusdem Congregationis Sacrorum Rituum indulserit, et concesserit, ut de dicta B. Virgine Theresia de Jesu in die depositionis ejusdem quinta mensis octobris singulis annis in omnibus monasteriis et ecclesiis dicti ordinis fratrum carmelitarum excalceatorum, ab omnibus ejusdem ordinis religiosis utriusque sexus, officium, et missa tamquam de una Beata Virgine; et in oppido Albae Salamantinae dioecesis in monasterio, et ecclesia, in qua corpus dictae B. Theresiae asservatur ab omnibus presbyteris, tam saecularibus, quam regularibus cujuscumque ordinis dicta die 5 mensis octobris in honorem ejusdem Beatae Theresiae recitari, et celebrari respective possit et valeat. Cumque etiam postea institum fuerit ad eumdem SSmum D. Nostrum, ut ad ulteriora in canonizatione ejusdem procedere dignaretur; commissa de more causa tribus auditoribus Rotae, Sacrato videlicet, Coccino, et Manzanedo, et ipsorum habita relatione, eamdem ad Sacram Rituum Congregationem idem SSmus D. N. transmisit una cum litteris et instantiis factis tam ab imperatore et rege catholico, quam ab universo regno Castellae et multis archiepiscopis, et episcopis ejusdem regni in quibus petebatur effectualiter procedi ad dictam canonizationem, et quatenus eam pro nunc facere Sanctitati Suae non videatur, ut saltem gratia jam concessa extenderetur per omnes ecclesias, seu monasteria fratrum, seu monialium carmelitarum discalceatorum non solum pro dictis fratribus, et monialibus discalceatis, sed etiam pro omnibus religiosis viris, et sacerdotibus cujuscumque ordinis, qui eadem die pro eorum devotione missam ibidem de dicta B. Theresia de Jesu celebrare voluerint, et in toto regno Castellae Veteris ubi dicta Theresia nata est, et educata, ac vivens omnium cum admiratione quamplurima monasteria fundavit ejusque corpus adhuc integrum maxima veneratione conservatur, in omnibus ecclesiis ab omnibus ecclesiasticis utriusque sexus respective officium, et missa de praedicta B. Virgine Theresia de Jesu in die tamen depositionis ejusdem celebrari et recitari libere et licite possit. Quibus auditis et relatis et mature consideratis in eadem Congregatione Rituum facta die 3 praesentis mensis septembris 1616, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit, si SSmo D. N. placuerit, gratiam petitam posse concedi in regno Castellae Veteris tantum; et facta in consistorio secreto per nos de praemissis omnibus relatione eidem SSmo D. N. hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, et sententiam Congregationis approbavit, et concessit, ut in toto regno Castellae Veteris, ubi nata est, vixit et decessit dicta B. Theresia et monasteria quamplurima fundavit, ejusque corpus adhuc integrum et incorruptum servatur et colitur, officium et missa de praedicta B. Theresia in die depositionis ejusdem quinta mensis octobris ab omnibus ecclesiasticis utriusque sexus respective in omnibus ecclesiis et dioecesibus dicti regni juxta rubricas missalis et breviarii romani, libere, et licite recitari, et celebrari possit, et valeat.

Super quibus omnibus de hac gratiae extensione litteras etiam in forma brevis expediri mandavit. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Sacrae Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra subscripsimus, ac nostri sigilli soliti impressione muniri fecimus. Hac die 5 septembris 1616.

463. **Lancianen.**

In causa Lancianen. circa praecedentiam quam praetendit primicerius ecclesiae cathedralis in propria ecclesia parochiali curati Sanctae Luciae sub eo praetextu quod alias dicta ecclesia parochialis fuerit annexa et unita primicerio ecclesiae cathedralis, quae cum postea fuerit a dicto primiceriatu disunita, et data proprio et particulari curato, ita ut primicerius nullum jus amplius habeat in dicta ecclesia parochiali, Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi et Rmi Domini cardinalis de Monte, cui haec causa commissa fuerat, et visa citatione legitime exequuta ad instantiam curati ecclesiae praedictae parochialis contra dictum primicerium, qui in termino sibi assignato non comparuit, nec quicquam ad favorem suum deductum fuerit, cum praedicta ecclesia parochialis disjuncta et disunita fuerit a cura praedicti primicerii, nec praecedentiam supra dictum curatum, nec ullum aliud jus habere in dicta ecclesia parochiali censuit, et declaravit. Die 3 septembris 1616.

464. **Monopolitana.**

Propositis in Sacra Rituum Congregatione, iis, quae in praeinserto memoriali continentur, ad primam dignitatem quocumque nomine nuncupetur pertinere praedictas functiones facere et absente episcopo celebrare, ut alias saepe in similibus declaravit, respondit dummodo non adsit consuetudo immemorabilis in contrarium, quod dictae functiones fiant ab alia dignitate, videlicet a canonico hebdomadario, et idem in casu proposito servandum esse censuit, et declaravit. Die 3 septembris 1616.

465. **Urbis et Orbis pro Officio S. Caroli.**

Cum alias sub die 6 mensis decembris 1613 in Sacra Rituum Congregatione resolutum et declaratum fuerit, ut festum et officium S. Caroli in universali Ecclesia celebrari possit ab omnibus sub ritu semiduplici, sed fiant omnia de communi, exceptis oratione, et lectionibus propriis secundi nocturni. Visis et diligenter consideratis et examinatis supradictis tribus lectionibus propriis recitandis in secundo nocturno una cum oratione propria pro officio S. Caroli, et ab Illmo, et Rmo D. cardinali Bellarmino, cui hoc negotium commissum fuerat, emendatis, approbatis et subscriptis; eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut libere, et licite ab omnibus, qui officium divinum recitare tenentur recitari possint, et valeant in festo S. Caroli concessit, cum officio de communi unius confessoris pontificis sub ritu semiduplici, et ut possint etiam imprimi in breviario et festum in kalendario apponi censuit, concessit et declaravit. Die 3 septembris 1616. Et SSmus D. N. Paulus papa V sententiam Congregationis laudavit, approbavit, et exequi mandavit. etc.

466. **Sutrina.**

Propositis in Congregatione Sacrorum Rituum iis, quae in suprascripto memoriali continentur, ad instantiam decani ecclesiae Sutrinae, eadem Sacra Rituum Congregatio nihil innovandum esse censuit circa locum decani, sed consuetudinem immemorabilem dictae ecclesiae hactenus in praeteritum servatam continuandam esse. Nec licere vicario, licet sit ejusdem ecclesiae archipresbyter, occupare locum dicti decani, et in eo apponere pulvinare, sed debere in choro sedere cum habitu canonicali, et in processionibus incedere in loco suo ordinario, prout sederet, et incederet si vicarius non esset, alias, ut in similibus saepe eadem Congregatio declaravit, archipresbyterum non posse lucrari distributiones quotidianas, et ita etiam in hoc casu servandum esse censuit, et in ecclesia Sutrina servari mandavit. Die prima octobris 1616.

467. **Mediolanen. Corbettae.**

Cum vicarius foraneus plebis, seu burgi Corbettae Mediolanensis dioecesis in ecclesia collegiata dicti burgi praecedentiam habere tentaverit super praepositum ipsius ecclesiae collegiatae, et omnes alios ipsius ecclesiae presbyteros, etiam ipso antiquiores et digniores, saltem illis diebus, in quibus menstruales congregationes in eodem burgo et plebe habentur non solum in ipsis congregationibus, sed etiam in officiis mortuorum, et missis privatis, et processionibus, quae in ecclesia ejusdem plebis ante congregationem a curatis ejusdem loci fieri consueverunt, sub eo praetextu, quod divina illa officia celebrentur contemplatione congregationum, quae paulo post haberi solent, in quibus juxta declarationem alias factam in Sacra Rituum Congregatione, sub die 20 decembris 1603 vicarius foraneus tamquam episcopi delegatus debet omnibus praecedere. Proposita hujusmodi controversia in Sacra Rituum Congregatione ad instantiam Ursini Spadae ejusdem plebis Corbettae praepositi, et audita relatione Illmi et Rmi Domini cardinalis Sabelli, cui haec causa commissa fuerat; eadem Sacra Rituum Congregatio a decretis alias in similibus causis factis non esse recedendum censuit, nempe, vicariis foraneis per dioeceses constitutis nullam praeeminentiam, aut praerogativam in sessionibus, processionibus, choro aut aliis functionibus ecclesiasticis, seu sacerdotalibus occasione hujusmodi officii competere supra alios ejusdem ecclesiae, seu loci dignitates, et presbyteros ipso vicario digniores et antiquiores, sed debere ipsum vicarium stare, sedere, et incedere in loco suae receptionis et dignitatis inter alios ejusdem ecclesiae presbyteros, et praebendatos, ac si vicarius non esset, exceptis congregationibus quae singulis mensibus de mandato episcopi fiunt, in quibus tamen vicarius foraneus tamquam episcopi delegatus aliis praecedere debet, sed non in ecclesia, nec in processionibus, quae fiunt ante congregationem et ita declaravit, et in dicta plebe Corbettae Mediolanen. dioecesis servari mandavit, quibuscumque non obstantibus. Die 3 decembris 1616.

468. **Urbis et Orbis pro Officio S. Caroli.**

Cum alias sub die 6 mensis decembris 1613 in Sacra Rituum Congregatione resolutum, et declaratum fuerit, ut festum et officium S. Caroli in universali ecclesia celebrari possit ab omnibus sub ritu semiduplici, sed fiant omnia de communi, exceptis oratione et lectionibus propriis secundi nocturni, visis et diligenter consideratis, et examinatis supradictis tribus lectionibus propriis recitandis in secundo nocturno, una cum oratione propria pro officio S. Caroli et ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, cui hoc negotium commissum fuerat emendatis, approbatis et subscriptis. Eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut libere, et licite ab omnibus, qui officium divinum recitare tenentur recitari possint in festo ejusdem S. Caroli concessit cum officio de communi unius confessoris sub ritu semiduplici. Et SSmus D. N. Paulus papa V sententiam Congregationis laudavit, approbavit, et ut ad libitum ab omnibus, ut supra recitari possint et valeant indulsit, et concessit. Die 3 decembris 1616.

469. **Nepesina.**

Pro parte episcopi Nepesini a Sacra Rituum Congregatione quaesitum fuit, an suus vicarius generalis, qui non est praelatus, sed in habitu suo ordinario cum subtana, et mantello nigro, absente episcopo, sedet in choro in primo loco supra omnes canonicos in vesperis, et missis, quae in ecclesia cathedrali celebrantur, absente episcopo triplici ductu thuribuli sit thurificandus vel potius duplici? Eadem Sacra Rituum Congregatio respondit vicarium praedictum, licet sedeat in choro supra canonicos absente episcopo, cum non sit praelatus, nec paratus, sed in habitu ordinario cum mantello, et subtana nigra assistat divinis, non triplici sed duplici ductu thuribuli thurificandum esse censuit, et declaravit. Die 14 januarii 1617.

470. **Torcellen. Sanctorum XV Auxiliatorum.**

Cum soror Margarita Moresina monialis in monasterio Sanctorum Angelorum terrae Murani Torcellen. dioecesis SSmo D. N. supplicaverit ut dignaretur ei concedere ut licite posset recitare pro sua devotione officium XV SS. Auxiliatorum a fratre Hieronymo Capalla compositum, et impressum Brixiae de anno 1613, Sanctitas Sua memoriale praedictum remisit ad Sacram Congregationem Rituum, quae Congregatio officii praedicti revisionem, et examinationem commisit Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, qui in dicta Congregatione, quae habita fuit die sabbati 14 mensis januarii 1617, retulit se vidisse officium praedictum sine auctoritate apostolica a dicto fratre Hieronymo Capalla compositum et impressum Brixiae, ac etiam asseruit esse impressam in missali fratrum ordinis Praedicatorum Sancti Dominici missam praedictorum XV sanctorum Auxiliatorum pariter sine auctoritate Sedis Apostolicae. Eadem Sacra Rituum Congregatio habita in palatio nostrae solitae residentiae die 14 januarii 1617, audita relatione praedicti Illmi et Rmi cardinalis Bellarmini, et sententia aliorum omnium et singulorum DD. cardinalium in eadem Congregatione praesentium, nemine discrepante, censuit, si SSmo D. Nostro placuerit, praedictum officium, et missam non esse ulterius permittenda, sed potius suspendenda. Et facta de praemissis relatione a nobis eidem SSmo D. N. in consistorio secreto hac die infrascripta, Sanctitas Sua sententiam Congregationis approbavit, et laudavit, et mandavit suspendi dictum officium, et missam praedictorum XV sanctorum Auxiliatorum nec amplius esse imprimenda, recitanda, seu permittenda censuit, mandavit, et ordinavit. In quorum omnium, et singulorum fidem, et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Romae hac die 14 januarii 1617.

471. **Constantien.**

Propositis iis quae in praeinserto memoriali continentur hac die infrascripta in Sacra Rituum Congregatione, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi et indulgeri dicto abbati monasterii Roten. Praemonstraten. ordinis, Constantien. dioecesis, ut possit benedicere paramenta ecclesiastica, vasa, imagines, altarium paramenta, et alia quaecumque necessaria, in quibus non adhibeatur oleum sacrum vel sacra unctio pro servitio tamen ecclesiarum et locorum, in quibus dictus abbas habet jurisdictionem et ita declaravit die 18 februarii 1617.

472. **Cremonen.**

Lectiones suprascriptas recitandas in officio de communi unius confessoris non pontificis in festo et per octavam S. Homoboni in civitate et dioecesi Cremonen., in Sacra Rituum Congregatione praesentatas, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis recognitas, emendatas et subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in civitate, et dioecesi Cremonen. ab omnibus qui officium divinum recitare tenentur, libere et licite recitari possint et valeant in dicto festo, et per octavam S. Homoboni licentiam et facultatem dedit, et concessit. Die 18 februarii 1617.

473. **Nullius Sanctae Luciae in Plano Melatii.**

Cum R. D. Antonius Franciscus Neapolitanus cappellanus regius J. U. D. et SSmi D. N. referendarius ad praesentationem catholicae majestatis provisus fuerit a Sanctitate sua de insigni cappellania majori perpetua, sive rectoria S. Luciae in Plano Melatii regni Siciliae abbatia nuncupata, quae exempta ab ordinario et immediate subjecta Sedi Apostolicae habet sub se quasi dioecesim sex oppidorum sive terrarum, in quibus exercet jurisdictionem spiritualem, ejusque rector abbas nuncupatus in generalibus parlamentis dicti regni habet primam vocem, et primum locum, atque praelationem post episcopos supra quoscumque abbates, priores, et dignitates dicti regni, quae rectoria, seu abbatia vacabat per obitum quondam R. D. Simonis Rao ex Grimaldis Messanensis, cui ex concessione apostolica fe. rec. Clementis papae VIII cum voto Congregationis Sacrorum Rituum, attentis qualitatibus tam dictae ecclesiae, quam etiam personae dicti quondam R. D. Simonis Rao, qui illam obtinebat pro sua persona tantum usum mitrae et baculi, ac caeterorum pontificalium indumentorum, prout abbates Benedictini habere solent, cum facultate benedicendi populum post missarum solemnia, et deferendi per totam suam praedictam quasi dioecesim habitum violaceum cum rocchetto, et mozzetta, ac etiam dum divinis assisteret cappam pontificalem more episcoporum concessit et indulsit per suas litteras apostolicas in forma brevis sub annulo piscatoris expeditas apud sanctum Petrum die 4 decembris 1603 sui pontificatus anno XII. Quibus stantibus, praedictus R. D. Antonius Franciscus modernus rector dictae ecclesiae S. Luciae abbas nuncupatus, cum omnes qualitates habeat circa personam suam quas habebat praedictus Simon Rao suus in dicta ecclesia abbatia nuncupata praedecessor, eidem SSmo D. N. supplicavit, ut sibi easdem gratias, facultates et indulta concedere dignaretur quae a praedicto fe: re: Clemente papa VIII praedicto suo praedecessori concessa fuerunt. Et cum SSmus D. N. negotium hoc in Sacra Rituum Congregatione examinari jusserit, eadem Sacra Rituum Congregatio habita in palatio nostrae solitae residentiae sub die 18 februarii 1617, attentis narratis et stantibus qualitatibus personae oratoris similibus qualitatibus personae sui praedicti praedecessoris in dicta rectoria S. Luciae abbatia nuncupata, censuit, si SSmo D. N. placuerit, posse concedi eidem R. D. Antonio Francisco Neapolitano J. U. D. et referendario, moderno rectori dictae ecclesiae Sanctae Luciae abbatiae nuncupatae pro persona sua tantum, omnes indultus, gratias, concessiones tam circa habitum quam circa praerogativas, praeeminentiam et praelationem quae a dicto fe: re: Clemente papa VIII suo praedicto praedecessori Simoni Rao concessa fuerunt. Et SSmus D. N. Paulus Papa V, audita sententia Congregationis, annuit, et eidem R. D. Antonio Francisco pro persona sua tantum concessit usum mitrae, et baculi, et aliorum indumentorum pontificalium, et non pontificalium cum omnibus praelationibus, antelationibus, et praerogativis, quae dicto Simoni Rao a fe: re: Clemente Papa VIII concessa fuerunt, et ita in consistorio secreto declaravit. Die 20 februarii 1617.

In quorum omnium, et singulorum fidem, et testimonium praesentes per infrascriptum nostrae Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus, hac supradicta die 20 februarii 1618.

474. **Ordinis Minorum Conventualium S. Francisci.**

Pro parte procuratoris generali Minorum Conventualium ordinis S. Francisci SSmo D. N. expositum fuit, quod cum multi religiosi diversorum ordinum soleant, alii semel in mense, alii vero semel in qualibet hebdomada celebrare officium proprium sancti fundatoris suae religionis, ut fratres Augustiniani semel in mense pro sancto Augustino eorum fundatore, fratres Praedicatores pro S. Dominico semel in hebdomada, et monachi sancti Benedicti pariter semel in hebdomada pro suo fundatore, ipsi vero pro S. Francisco suo fundatore non habeant similem licentiam, propterea supplicaverunt Sanctitati Suae, ut ipsis etiam Conventualibus religiosis Sancti Francisci similis gratia concedatur, ut saltem semel in mense prima die non impedita festo novem lectionum possint libere et licite recitare officium sancti Francisci sui fundatoris. Et proposito de mandato ejusdem SSmi Domini Nostri hujusmodi negotio in Congregatione Sacrorum Rituum, eadem Sacra Congregatio censuit posse concedi, si Smo D. N. placuerit, ut libere, et licite ipsi etiam fratres Conventuales possint recitare officium dicti sancti Francisci sui fundatoris semel in mense prima die non impedita alio festo

novem lectionum, prout ab ipsis recitatur in festo ejusdem sancti Francisci. Et facta relatione eidem Sanctissimo Domino Nostro de sensu Congregationis per nos in consistorio secreto hac die infrascripta, Sanctitas Sua sententiam Congregationis approbavit, et laudavit, ac concessit dictis fratribus Conventualibus religiosis sancti Francisci, ut libere, et licite semel in mense prima die non impedita festo novem lectionum possint recitare officium sancti Francisci prout recitatur in die ejus festivitatis. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Die 20 februarii 1617.

475. **Urbis. S. Laurentii in Damaso.**

Propositis iis, quae in praeinserto memoriali continentur in Sacra Rituum Congregatione hac infrascripta die, eadem Sacra Rituum Congregatio antiquam et laudabilem ecclesiae consuetudinem servandam esse respondit, ut scilicet beneficiati insignis ecclesiae collegiatae sancti Laurentii in Damaso de Urbe, in vesperis et missis, quae solemniter celebrantur in dicta ecclesia pro festo Conceptionis beatae Mariae Virginis, beneficiati ejusdem ecclesiae thurificentur immediate post canonicos et ante custodes seu guardianos societatis Sanctissimae Conceptionis. Et ita declaravit, et in ecclesia sancti Laurentii in Damaso in dicta solemnitate servari mandavit. Die 18 februarii 1617.

476. **Bononien.**

Clerici regulares congregationis S. Pauli cum in civitate Bononien. habeant ecclesiam dedicatam S. Andreae apostolo, a Sacra Rituum Congregatione petierunt licentiam recitandi officium cum octava de dicto sancto Andrea in dicta sua ecclesia Bononiae cum lectionibus et homiliis jam a Sacra Rituum Congregatione recognitis, et concessis clericis regularibus ecclesiae S. Andreae de Urbe et a fe: rec. Clemente papa VIII confirmatis et approbatis per suas literas in forma brevis expeditas sub annulo piscatoris Romae apud S. Petrum die 11 octobris 1600. Quae quidem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi, prout concessit dictis clericis regularibus Congregationis S. Pauli Bononiae commorantibus, ut in eorum ecclesia S. Andreae apostolo dicata libere et licite recitare possint, et valeant officium S. Andreae apostoli cum octava et lectionibus et homiliis, prout recitatur in Urbe a clericis regularibus Theatinis nuncupatis in eorum ecclesia S. Andreae de Valle. Et ita censuit. Die 18 martii 1614.

477. **Conchen.**

In causa Conchen. coeremoniarum inter episcopum Conchen. ex una, et decanum, et capitulum ejusdem ecclesiae ex altera partibus, quae jam pendebat in Rota, et a Rota de Sanctitatis Suae expresso ordine et mandato ad Sacram Rituum Congregationem remissa et ab eadem Sacra Rituum Congregatione commissa fuit Illmo et Rmo D. cardinali Lancellotto die 18 mensis februarii 1617. In eadem Congregatione quae habita fuit in palatio solitae residentiae Illmi et Rmi D. cardinali De Monte, visis et consideratis juribus, et rationibus ambarum partium, et audita relatione praedicti Illmi et Rmi Domini cardinalis Lancellotti, nec non votis et sententiis omnium et singulorum Illmorum DD. cardinalium in dicta Congregatione praesentium. Eadem Sacra Rituum Congregatio censuit et declaravit in ecclesia Conchen. tam circa situationem sedis episcopalis, quando episcopus solemniter celebrat, quam circa coeremonias servandas a decano, capitulo, et canonicis ejusdem ecclesiae servandum esse librum Coeremoniale episcoporum jussu fe: re: Clementis papae VIII editum, et impressum pro omnibus ecclesiis metropolitanis, cathedralibus, et collegiatis juxta constitutionem approbationis dicti libri ejusdem fel. record. Clementis papae VIII in principio ejusdem libri impressam; reservata tamen facultate decano, capitulo, et canonicis, probandi quidquid voluerint tam in curia, quam in partibus circa allegatam immemorabilem et laudabilem ejusdem ecclesiae consuetudinem, interim tamen, dum fient probationes, ejusdem Coeremonialis exequutionem et observantiam non esse retardandam.

Sed quia postea pro parte dictorum decani, capituli et canonicorum ejusdem ecclesiae Conchen. ad SSmum D. N. fuit habitus recursus, eadem Sanctitas Sua iterum eos in eadem Congregatione audiri mandavit, prout in exequutione istius mandati auditi fuerunt in alia Congregatione pariter habita in palatio solitae residentiae Illmi et Rmi D. cardinalis De Monte hac die infrascripta; in qua praesentes fuerunt cum ipso Illmo De Monte Illmi et Rmi DD. cardinales Bellarminus, Millinus, Crescentius, Lancellottus, Mutus, Sabellus, Priolus, Farnesius, Perettus, et Ursinus, in qua visis et auditis eisdem juribus iterum hinc inde tam pro parte episcopi Conchen., quam pro parte decani, capituli et canonicorum ejusdem ecclesiae deductis et aliis de novo tam in facto, quam in jure allegatis, ac etiam votis, et sententiis omnium et singulorum praedictorum DD. caredinalium in eadem Congregatione praesentium, nemine discrepante, eadem Sacra Rituum Congregatio a supradicto decreto facto sub die 18 februarii proxime praeteriti pro observatione libri Coeremonialis non esse recedendum, sed in eo persistendum censuit, et declaravit, et ita in civitate et ecclesia Conchen. a decano, capitulo, et canonicis ejusdem ecclesiae servari mandavit. Die 18 martii 1617.

478. **Malacitana.**

Propositis in Sacra Rituum Congregatione dubiis datis a dignitatibus ecclesiae Malacitanae, ut supra in praefato memoriali, et audita relatione Illmi et Rmi DD. cardinalis Muti, cui haec causa commissa fuerat; quoad primum, de modo procedendi in processionibus, eadem Sacra Rituum Congregatio respondit quod si habitus portionariorum, canonicorum, et dignitatum est uniformis et aequalis, portionarii debent praecedere bini, et bini, et si eorum numerus fuerit impar, antiquior, et dignior ex portionariis jungendus erit cum juniori canonico, et incedere debebit ad sinistram canonici; similiter si numerus canonicorum erit impar, antiquior et dignior canonicus jungendus erit cum ultimo et inferiori ex dignitatibus. Quod si etiam numerus dignitatum remanserit impar tres ultimi ex dignitatibus simul incedent in ultimo loco. Sed si habitus portionariorum erit distinctus, et diversus ab habitu canonicorum, et similiter si habitus canonicorum erit diversus et distinctus ab habitu dignitatum, debent incedere omnes cum suo collegio, et si numerus portionariorum erit impar, ultimi portionarii erunt tres; similiter si numerus canonicorum vel dignitatum erit impar, ultimi canonici vel ultimi ex dignitatibus erunt tres. Ad secundum vero, de pluvialibus respondit, quod si non aderunt dignitates qui possint indui pluvialibus, debent supplere antiquiores et digniores canonici loco dignitatum; et si non aderunt canonici qui possint deferre pluvialia, debent pro eis supplere non dignitates, sed antiquiores, et digniores portionarii, et nunquam, nisi in casu necessitatis dignitates tenentur supplere pro canonicis, neque canonici tenentur supplere pro portionariis, quia digniores pro inferioribus supplere non tenentur, sed inferiores pro dignitatibus. Et ita respondit et declaravit eadem Sacra Rituum Congregatio. Die 3 junii 1617.

479. **Augustana.**

Lectiones suprascriptas recitandas in officiis propriis Sanctorum Alexandri, Theodori, et aliorum Sanctorum monasterii ordinis Sancti Benedicti in civitate Octenburae provinciae Maguntinae Augustanae dioecesis ad instantiam abbatis monasterii sanctorum Alexandri, et Theodori martyrum in dicta civitate Octenburae in Sacra Rituum Congregatione praesentatas, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis visas, recognitas, emendatas, et subscriptas ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in dicto monasterio civitatis Octenburae ab abbate, et monachis dicti monasterii juxta formam et ritum bre-

viarii Benedictini nuper a SSmo D. N. approbati libere et licite recitari possint et valeant licentiam et facultatem dedit, et concessit. Die 15 julii 1617.

480. **Casalen.**

Propositis iis, quae in praeinserto memoriali continentur in Sacra Rituum Congregatione hac die infrascripta, eadem Sacra Rituum Congregatio respondit non esse recedendum a decretis alias in simili casu factis, praecipue in una Coimbricen. sub die 16 septembris 1606, in qua declaratur coadjutores non esse vere canonicos, nec pro talibus habendos esse, viventibus coadjutis, sed tantum post obitum coadjuti, et ideo viventibus coadjutis semper in ultimo loco sedere debent post omnes veros canonicos, quod etiam in ecclesia Casalen. servandum esse censuit et declaravit, non obstante allegato statuto ecclesiae, quod non potest habere locum in coadjutoribus, sed in veris canonicis tantum juxta consuetudinem allegatam et in eadem ecclesia Casalen. servatam, a qua cum sit conformis juri communi et decretis praedictis non esse recedendum respondit. Die 15 julii 1617.

481. **Praten.**

Cum alias sub die 18 martii 1617, in causa Praten. Imaginis Gloriosae Virginis declaratum fuerit, simplicem benedictionem novae ecclesiae, et oblationes factas occasione dictae Imaginis pertinere ad praepositum Praten. exemptum ab omni jurisdictione ordinariorum, cum locus ubi fabricatur nova ecclesia sit sub parochia et cura ipsius praepositi; et postea dubitatum fuerit, an praepositus possit absque alia ordinarii licentia celebrare, et celebrare facere in dicta nova ecclesia benedicta missas, et fabricae curam habere. Proposito hujusmodi dubio in Congregatione, eadem Sacra Rituum Congregatio respondit ex praedicta licentia benedicendi novam ecclesiam et habendi curam oblationum in consequentiam competere praeposito absque alia licentia curam fabricae et facultatem celebrandi, et celebrare faciendi a sacerdotibus approbatis missas in dicta nova ecclesia benedicta, et ita censuit, et declaravit, et ita in casu et dubiis propositis servari mandavit. Die 15 junii 1617.

482. **Vilnen.**

Cum Martinus Marcellus in Lithuania dux in civitate Vitenischi Murat sub dioecesi Vilnen. in suis bonis et suis sumptibus fundaverit, erexerit, et dotaverit monasterium fratrum ordinis beatorum martyrum de Poenitentia vocatorum, qui militant sub regula canonicorum regularium S. Augustini, et tam ipse dux, quam etiam episcopus Vilnen. et cancellarius Magni-ducatus Lithuaniae per suas literas SSmo Dno Nostro directas Sanctitati Suae supplicaverint, ut ad majorem decorem et honorem dicti monasterii dignaretur concedere praeposito dicti monasterii, et suis successoribus in futurum usum mitrae et baculi cum solitis indumentis pontificalibus, et privilegiis qui abbatibus benedictis concedi solent, cum facultate benedicendi paramenta, et ornamenta ecclesiae, imagines, cruces, et alias similes res pro servitio et usu dicti monasterii, et conferendi ordines minores fratribus ejusdem monasterii etc. Et SSmus D. N. negotium hoc ad Sacram Congregationem Rituum remiserit, eadem Sacra Rituum Congregatio, audita relatione Illmi, et Rmi Domini cardinalis Bellarmini, cui hoc negotium commiserat, stante fundatione dicti monasterii, ut supra, et instantiis factis maxime ab episcopo Vilnen., sub cujus dioecesi extat monasterium, censuit, si SSmo D. N. placuerit, posse concedi praeposito dicti monasterii usum mitrae et baculi, et caeterorum indumentorum pontificalium cum facultate benedicendi paramenta, ornamenta, cruces, imagines et alia similia pro usu dicti monasterii et ecclesiae, in quibus non adhibeatur sacra unctio. Et facta de praemissis omnibus relatione eidem SSmo D. N. in consistorio secreto per eumdem Illmum et Rmum D. cardinalem Bellarminum hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, sententiam Congregationis approbavit, et concessit praeposito, et successoribus suis dicti monasterii a dicto duce de civitate Vitenischi Murat in Lithuania in suis bonis, et suis sumptibus fundati et dotati, usum mitrae et baculi, et caeterorum indumentorum pontificalium, cum facultatibus solitis concedi abbatibus benedictis, et cum licentia et facultate benedicendi paramenta et ornamenta ecclesiastica, cruces, imagines et similia, in quibus non adhibeatur unctio sacra. In quorum omnium, et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Sacrae Congregationis secretarium fieri jussimus, manu nostra propria subscripsimus, et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Hac die 5 julii 1617.

483. **Bononien. Castri S. Joannis.**

Cum in ecclesia collegiata Castri S. Joannis extet statutum, quod in funeralibus et officiis defunctorum ad quae invitatur et quibus interest capitulum dictae ecclesiae collegiatae, praeposito tantum detur portio duplicata, et singulis canonicis portio simplex, et cum unus ex praedictis canonicis ab archiepiscopo vicarius foraneus in dicta terra Castri S. Joannis deputatus fuerit, etiam ipse ratione dicti vicariatus duplicem portionem praetendit, quae soli praeposito debetur. An id conveniat a Sacra Rituum Congregatione declarari petitum fuit. Eadem Sacra Rituum Congregatio non convenire respondit, et vicario foraneo, nullam praeeminentiam, seu praecedentiam ratione dicti vicariatus competere saepe declaravit, et ideo cum dictus vicarius terrae Castri S. Joannis sit ex numero canonicorum, et in funeralibus et officiis mortuorum non tamquam vicarius, sed tamquam canonicus interveniat, eidem non duplicatam, sed simplicem portionem, sicut caeteris canonicis dandam esse censuit, et declaravit. Die 7 octobris 1617.

484. **Venetiarum.**

Cum alias ad instantiam oratoris reipublicae Venetae sub die 4 junii in Sacra Rituum Congregatione petitum fuerit ut in dominio Venetorum libere et licite celebrari possit festum et officium B. Jacobi Salomonii ordinis S. Dominici, sicut ex concessione apostolica celebratur et recitatur ab eisdem fratribus S. Dominici in civitate Forolivien.; et eadem Sacra Rituum Congregatio tunc judicaverit posse concedi, si SSmo D. N. placuerit ut Venetiis tantum, ubi dictus Beatus Jacobus natus est, dictum festum celebraretur, et officium recitaretur; visis de mandato ejusdem SSmi D. N. Papae literis patentibus praedictae concessionis apostolicae factae pro fratribus Dominicanis in civitate Forolivien. a fel: recor: Clemente VII anno Domini 1527, et a fe: re: Julio III anno Domini 1554; et de omnibus iterum facta relatione eidem SSmo D. N. a nobis in consistorio secreto hac die infrascripta, Sanctitas Sua annuit, sententiam Congregationis approbavit, et concessit, ut Venetiis tantum, ubi natus est dictus Beatus Jacobus Salomonius ordinis S. Dominici, a fratribus et religiosis dicti ordinis Venetiis commorantibus libere et licite possit celebrari festum et recitari officium de communi unius confessoris non pontificis de dicto Beato Jacobo, sicut ab eisdem fratribus Dominicanis recitatur, et celebratur in dicta civitate Forolivien. In quorum omnium, et singulorum fidem et testimonium praesentes per infrascriptum ejusdem Congregationis Sacrorum Rituum secretarium fieri jussimus, manu nostra subscripsimus, et soliti nostri sigilli impressione muniri fecimus. Die 23 mensis octobris 1617, pontificatus ejusdem SSmi in Christo Patris, et Domini Nostri Pauli Papae V anno XIII.

485. **Januen.**

Circa exposita a magistro coeremoniarum cathedralis ecclesiae Januen. uno ex praesbyteris de massa ejusdem cathedralis, qui utuntur cappa ad instar beneficiatorum S. Petri de Urbe, ut sibi et magistris coeremoniarum pro tempore de dicta massa existentibus liceat dimittere habitum, seu cappam praedictam dum exercet seu exercuerit officium praedictum magistri coeremoniarum, absque eo quod incurrat in censuras in quas in-

curreret, si non deferret habitum praedictum, et latius prout in supplici libello porrecto in Congregatione Sacrorum Rituum; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit magistro praedicto coeremoniarum et successoribus pro tempore licere dimittere habitum praedictum, atque eos uti posse superpelliceo, seu cotta in actu tantum exercitationis sui officii, absque incursu in hujusmodi censuras. Atque ita decrevit. Die 9 decembris 1617.

486. **Puteolana Praeeminentiarum.**

Fuerunt in hac Sacra Rituum Congregatione discussae controversiae inter decanum ecclesiae Puteolanae, et cantorem ejusdem, ad quem scilicet ipsorum spectarent functiones episcopales, absente vel impedito episcopo. Et decanus quidem ut prima dignitas post pontificalem innitebatur dispositioni juris communis; cantor vero pro se adducebat consuetudinem. Haec causa primo fuerat commissa Illmo et Rmo D. cardinali Muto, et deinde propter ejus absentiam Illmo et Rmo D. cardinali Lancellotto, cui illam in plures inspectiones dividere placuit, videlicet an constaret decanum esse primam dignitatem; an ei de jure deberetur omnimoda praeeminentia; an functiones episcopales ad ipsum ut primam dignitatem pertinerent, absente vel impedito episcopo; an cantor facere posset ea quae sibi competunt in instrumento erectionis canonicatus privative quoad decanum; an cantori esset danda remissoria ad probandam consuetudinem faciendi dictas functiones episcopales, et an esset dandum mandatum de manutentione et cui? Eadem Sacra Rituum Congregatio, ejusdem Illmi et Rmi Dni cardinalis Lancellotti audita relatione, decrevit decanum esse primam dignitatem, eidemque deberi omnimodam praeeminentiam, ac propterea ad ipsum spectare omnes functiones episcopales tam absente quam impedito episcopo. Cantorem vero ea tantum facere posse, et illa quidem privative quoad decanum, quae ipsi competunt vigore instrumenti erectionis canonicatus. Quoad remissoriam cantori denegandam censuit, sicuti etiam utrique denegavit manutentionem, atque ita hujusmodi causae finem imponendum tam in possessorio, quam in petitorio decrevit. Die 9 decembris 1617.

487. **Alatrina.**

Functiones episcopales absente, vel impedito episcopo non ad vicarium generalem, sed ad dignitates si adsint, sin minus ad digniorem canonicum, et ad alios successive spectare Sacrorum Rituum Congregatio pluries censuit, ac propterea canonicos cathedralis Alatrinae in hujusmodi functionibus praeferendos esse vicario generali decrevit. Die 22 januarii 1618.

488. **Goana in Indiis.**

Congregatio Sacrorum Rituum officium proprium suprascriptum S. Catharinae virginis et martyris, civitatis Goanae in Indiis patronae ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognitum et subscriptum in die ejus festo et per octavam, publice, privatimque in metropolitana Goana, et ejus districtu libere, et licite recitari posse censuit. Die 22 januarii 1618.

489. **Januen.**

Fuit in hac Sacrorum Rituum Congregatione discussum, an Breve fe: re: Innocentii papae VIII comprehendat tam presbyteros, seu cappellanos cathedralis Januen. qui sunt de massa, an vero etiam alios cappellanos particularibus cappellaniis in eadem cathedrali inservientes. Eadem Sacrorum Rituum Congregatio, re mature considerata, censuit Breve praedictum juxta declarationem alias factam a bo: me: Illmo et Rmo Dno cardinali Spinulae, tunc archiepiscopo Januen. comprehendere solos presbyteros seu cappellanos de massa, non autem alios, atque ita decrevit. Die 22 januarii 1618.

490. **Turritana.**

Propositis in Congregatione Sacrorum Rituum iis, quae in praeinserto memoriali continentur, eadem Sacrorum Rituum Congregatio obediendum libro Coeremoniali in iis, quae ad coeremonias pertinent respondit. Quoad commemorationem vero S. Sebastiani, censuit non esse faciendam in officio divino, sed extra et ex ea tollenda illa verba *(magna est fides tua)* cum sancti in coelo non habeant fidem, sed visionem, atque ita decrevit. Die 22 januarii 1618.

491. **Capuana.**

Non posse inter missarum et divinorum officiorum celebrationem canonicos metropolitanae Capuanae occupare sedes decani et archidiaconi, si forte absint, sed unumquemque in suo stallo permanere debere Sacrorum Rituum Congregatio decrevit. Die 12 martii 1618.

492. **Congregationis Cassinensis.**

Cum alias Sacrorum Rituum Congregatio interdixerit abbatibus Congregationis Cassinen. ordinis S. Benedicti, quando solemniter celebrant, usum baldachini et quorumdam ministrorum, prout in decreto sub die 18 martii 1617 latius continetur. Et ab hoc decreto D. Honorius a Perusio procurator ejusdem congregationis se gravatum praetenderit, et allegaverit suam congregationem tunc fuisse indefensam, neque jura deducta, imo fuisse per suppositum, eosdem abbates contra solitum usum baldachini introduxisse, quod tamen minime verificabatur in facto, fuit ab eadem Sacra Congregatione mandatum, ut de novo audirentur, et causa ad hunc effectum commissa Illmo et Rmo D. cardinali Lancellotto, coram quo fuerunt exhibitae plures attestationes et testium depositiones, et tandem facta ab eo relatione, eadem Sacra Rituum Congregatio, causa diligenter discussa, declaravit in hac parte recedendum esse a praedicto decreto, ac censuit licere eisdem abbatibus, quando solemniter in eorum ecclesiis celebrant, uti baldachino coloris convenientis solemnitatibus, atque apparatu juxta eorum antiquissimam consuetudinem, ita tamen, ut modeste cum debita convenientia, sine pompa et auro, atque in tribus ad summum festivitatibus quolibet anno utantur, resecatis ac sublatis abusibus et excessibus, si qui in aliquo monasterio circa id introducti fuerint. Die 12 martii 1618.

493. **Ordinis Minorum de Observantia.**

Sacrorum Rituum Congregatio, fratris Antonii de Heso totius ordinis Minorum de observantia vicarii generalis piae annuens petitioni, censuit posse concedi prout concessit, ut sicut fratres minores Conventuales semel in mense prima die non impedita alio festo novem lectionum ex concessione hujus Sacrae Congregationis et SSmi D. N. recitant officium S. Francisci, ita illius loco et vice, a toto ordine Minorum de observantia prima die cujuslibet mensis pariter non impedita (quadragesimali, et dominici adventus tempore excepto) officium Sacrorum Stigmatum alias ab hac Sacra Congregatione sub die 28 augusti 1615 approbatum, libere et licite recitari possit, et ita declaravit. Die 12 julii 1618.

494. **Pragen. seu Chotiescovien.**

Cum petiisset a SSmo D. N. modernus praepositus monasterii sanctimonialium Chotiescovien. ordinis Praemonstraten. Pragensis dioecesis confirmationem privilegii a fel: re: Pio papa II praepositis praedictis concessi, utendi, videlicet mitra et baculo, sacra vasa et paramenta benedicendi, et moniales velandi, prout latius in ejusdem privilegio exemplari, seu transumpto continetur, cujus originale aliquorum dolo, et fraude, aut periisse, aut sumptum esse asseritur. Placuit SSmo D. N. antequam ad aliquam deveniret confirmationem Sacrorum Rituum Congregationis sententiam audire; quae ad hunc effectum causam hujusmodi Illmo et Rmo D. cardinali Sabello commisit, coram quo archiepiscopi Pragen. literae SSmo D. N. scriptae exhibitae fuerunt, in quibus affirmat praepositos praedictos adesse in pacifica possessione praedicta omnia faciendi, neminem contradicere, nec quemquam ab hominum memoria in praeteritum contradixisse, hoc idem antiquissimas mitras et pontificalia illius ecclesiae paramenta testari, hujusmodi privilegii authographum seu originale deperditum esse, neque alia modernum praepositum hanc confirmationem petendi necessitate cogi quam quod monumentum hoc piae suae sollici-

tudinis relinquere posteris cupiat. Quae quidem Sacrorum Rituum Congregatio ejusdem Illmi et Rmi D. cardinalis Sabelli audita relatione, accedente praesertim archiepiscopi Pragen. testimonio, cui plurimum censuit tribuendum, privilegium praedictum confirmari posse decrevit. Die 12 martii 1618.

495. **Sarzanen.**

Satis esse si aliqui ex canonicis episcopo praedicto sine cappa ad ecclesiam accedenti ad ejusdem ecclesiae ostium occurrant cui dignior aspersorium cum aqua benedicta ministrare debebit et abeuntem similiter usque ad ostium comitentur censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 12 martii 1618.

496. **Capuana.**

Servandam esse in metropolitana Capuana dispositionem libri Coeremonialis lib. 2. cap. tertio et sexto, ut canonicus paratus celebrans vesperas seu matutinum sedere debeat in primo stallo, hoc est ab una parte in stallo decani, ab altera in stallo archidiaconi, ita ut sedes archiepiscopi canonicalis ipso absente, remaneat vacua, quando ab ea parte sedere contingit celebrantem censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 31 martii 1618.

497. **Firmana.**

Canonicos, rectores, presbyteros, et clericos saeculares semper et ubique debere praecedere regulares, etiam si ex saecularium indulgentia, aut humanitate, aut alia forsan ex causa secus aliquando factum fuerit saepissime respondit Sacrorum Rituum Congregatio. Ac propterea inter rectores, et alios presbyteros saeculares terrae sanctae Victoriae Firmanae dioecesis, et monachos Cassinenses idem omnino servandum esse censuit. Parochum vero, seu illum, qui curam exercet animarum in ecclesia sanctae Victoriae ejusdem terrae indutum superpelliceo in publicis processionibus digniorem locum inter rectores, et presbyteros praedictos obtinere debere eadem Sacrorum Rituum Congregatio decrevit. Die 31 martii 1618.

498. **Polignanen.**

Solutis juribus ecclesiae parochialis, corpus defuncti recto tramite ad ecclesiam regularium, in qua sibi vivens sepulturam elegit, deferri debere, censuit Sacrorum Rituum Congregatio, Die 21 maii 1618.

499. **Cajetana.**

Congregatio Sacrorum Rituum, in controversia orta inter canonicos cathedralis Cajetanae et presbyteros SSmae Annuntiatae occasione processionis S. Erasmi illius civitatis patroni protectoris, ad dissentionum hujusmodi materiam imposterum submovendam, Illmo Lancellotto referente, censuit juxta concordiam in manibus suprascripti Illmi Ponentis ab utraque parte subscriptam, presbyteros et clericos SSmae Annuntiatae in praedicta processione sancti Erasmi incedere debere paratos binos cum tunicellis, planetis, et pluvialibus, et sacristam cum aliis cum superpelliceo, canonicos vero cathedralis cum habitu canonicali, hoc est cum superpelliceis et almutiis, et ita decrevit. Die 21 julii 1618.

500. **Canarien.**

Congregatio Sacrorum Rituum, viso ac diligenter perpenso suprascripto supplici libello pro parte decani, et capituli cathedralis Canarien. porrecto, censuit posse concedi, prout concessit, ut in die festo S. Fidei virginis et martyris officium sub ritu duplici de communi virginum et martyrum juxta rubricas breviarii romani libere et licite recitari valeat. Die 21 julii 1618.

501. **Firmana.**

Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo cardinali Lancellotto referente, censuit servandam esse antiquam consuetudinem, et licere sex ex minoribus Observantibus supradictis pluvialia induere, et ante sacras reliquias processionaliter delatas immediate incedere. Die 21 julii 1618.

502. **Litteren.**

Archipresbyterum supradictum non teneri ad praestandum jentaculum processionaliter accedentibus ad ecclesiam sanctae Mariae de Pino censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 21 julii 1618.

503. **Alexandrina.**

Functiones episcopales absente seu impedito episcopo, nec non assistentiam ipsi episcopo celebranti praestare ad archidiaconum primam dignitatem pertinere, cui vel nolenti, vel impedito, proximiorem dignitatem in illis obeundis succedere, et deficientium vices ab aliis immediate succedentibus suppleri debere juxta libri Coeremonialis dispositionem, Illmo Sabello referente, censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 18 augusti 1618.

504. **Valven.**

Officium suprascriptum pro die festo, et octava sancti Pelini martyris olim archiepiscopi Brundusini a fe: re: Gregorio papa XIII approbatum, atque ecclesiae, et dioecesi Brundusinae concessum Congregatio Sacrorum Rituum in ecclesia et dioecesi Valven. hoc idem in aliquibus paucis, quae magis dictae ecclesiae Valven. visa sunt convenire paululum immutatum, atque ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognitum ac subscriptum, in die ejus festo et per octavam et in die ejus Inventionis libere et licite recitari posse censuit. Die 18 augusti 1618.

505. **Vicentina.**

Coadjutores viventibus coadjutis non esse veros canonicos, ac propterea praecedentiam competere veris canonicis quamvis posterius provisis super ipsos coadjutores, prout alias pluries, ita nunc in casu proposito censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die sabbati 18 augusti 1618.

506. **Pampilonen. De Aspeytia.**

Congregatio Sacrorum Rituum censuit posse concedi, si SSmo D. N. placuerit, ut in parochiali praedicta loci de Aspeytia, intra cujus limites natus asseritur praedictus B. Ignatius Loyola in die ejus obdormitionis in Domino officium recitari, et missa celebrari de eo possit tamquam de confessore non pontifice juxta rubricas breviarii, et missalis romani. Et facto verbo per nos cum SSmo D. N. in consistorio secreto sub die prima octobris 1618, Sanctitas Sua annuit, et Sacrae Congregationis sententiam approbavit. Die 7 septembris 1618.

507. **Labacen.**

Congregatio Sacrorum Rituum, viso suprascripto supplici libello, ac perpenso tenore brevis censuit satis esse, si breve praedictum in persona praepositi antecessoris fuerit executioni mandatum, ac propterea modernus praepositus non teneri de manu episcopi cum consensu capituli denuo usum mitrae, et baculi recipere. Die 13 octobris 1618.

508. **Agathen.**

Congregatio Sacrorum Rituum ad sedandas controversias ortas inter societatem SSmae Conceptionis erectam in ecclesia SSmae Annunciationis terrae Argentii Agathen. dioecesis et aggregatam archiconfraternitati ejusdem Immaculatae Conceptionis institutae in ecclesia sancti Laurentii in Damaso de Urbe, et inter fratres sancti Augustini ejusdem terrae occasione celebrationis festi SSmae Conceptionis die 8 decembris; Illmo de Monte referente, censuit societatem praedictam teneri omnino dicta die 8 decembris celebrare festum SSmae Conceptionis juxta aggregationem et decretum in visitatione facta ab episcopo de anno 1596. Nec non fratres supradictos, qui in cappella Sanctae Mariae de Succursu sita in eorum ecclesia eamdem festivitatem eadem die ab antiquo tempore cum processione intra eorum ecclesiam et claustrum celebrare consueverunt, posse hujusmodi consuetudinem continuare. Die 29 novembris 1618.

509. **Galliae.**

Congregatio Sacrorum Rituum, matura adhibita consideratione, censuit concedendum si SSmo D. N. placuerit, ut in posterum de S. Ludovico rege Galliae in die ejus festo officium

sub ritu semiduplici juxta rubricas breviarii romani de communi confessorum non pontificum in universo orbe ab omnibus qui officium recitare tenentur publice privatimque recitari possit, et debeat. Et facto per nos verbo cum SSmo in consistorio secreto sub die tertia decembris 1618, Sanctitas Sua Sacrae Congregationis sententiam approbavit. Die 29 novembris 1618.

510. **Januen.**

Manutenendum esse archiepiscopum Januen. in quasi possessione cogendi abbatem Sancti Matthei, ut personaliter accedat ad publicas processiones in loco sibi alias assignato, nempe inter praepositos ecclesiarum sanctae Mariae de Vineis, et sancti Donati, Illmo Ursino referente, censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 29 novembris 1618.

511. **Urbis et Orbis. Monachorum.**

Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo de Monte referente, ad dissentiones et controversias, quae propter praecedentiam inter monachos interdum oriuntur dirimendas, censuit si SSmo D. N. placuerit, constitutionem fe: record. Gregorii papae XIII, quae incipit: *Exposcit pastoralis officii etc.* inter monachos etiam servandam, ad eosque extendendam esse. Et facto per nos verbo cum SSmo in consistorio secreto sub die tertia decembris 1618, Sanctitas Sua Congregationis sententiae inhaerendo, annuit, atque ita servari mandavit. Die 29 novembris 1618.

512. **Catanien. Terrae Aydonis.**

Congregatio Sacrorum Rituum, inhaerendo decretis alias in similibus factis, Illmo Lancellotto referente, nullam censuit inter presbyteros terrae Aydonis Catanien. dioecesis habendam esse rationem gradus doctoratus, cum longe dignior sit ordo sacer presbyteratus, quam gradus doctoratus, ac propterea inter presbyteros praedictos illos semper et ubique debere praecedere, qui prius sacrum presbyteratus ordinem fuerunt assequuti. Die 19 januarii 1619.

513. **Cefaluden.**

Congregatio Sacrorum Rituum inhaerendo decretis alias in similibus factis, Illmo Lancellotto referente, nullam censuit inter presbyteros civitatis Cefaluden. habendam esse rationem gradus doctoratus, cum longe dignior sit ordo sacer presbyteratus quam gradus doctoratus, ac propterea inter presbyteros praedictos illos semper, et ubique debere praecedere, qui prius sacrum presbyteratus ordinem fuerunt assequuti. Die 19 januarii 1619.

514. **Neapolitana.**

Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo Crescentio referente, inhaerendo decreto visitationis anno 1583 Cimiarcam metrotropolitanae Neapolitanae, dum cum hebdomadariis absque interventu canonicorum processionibus et exequiis, nec non anniversariorum missarum et divinorum officiorum celebrationibus interest, baculum ornatum in manibus in signum superioritatis et regiminis deferre posse censuit. Die 19 januarii 1619.

515. **Nucerina. Terrae Gualdi.**

Congregatio Sacrorum Rituum, inhaerendo decretis alias in similibus factis, Illmo Lancellotto referente, nullam censuit inter praesbyteros terrae Gualdi Nucerinae dioecesis habendam esse rationem gradus doctoratus, cum longe dignior sit ordo sacer presbyteratus, quam gradus doctoratus, ac propterea inter presbyteros praedictos illos semper, et ubique debere praecedere, qui prius sacrum presbyteratus ordinem fuerint assequuti. Die 19 januarii 1619.

516. **Ripana.**

In causa praecedentiae inter vicarium generalem episcopi Ripani et commissarium ejusdem civitatis, Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo Crescentio referente, inhaerendo decreto ab ipsa emanato sub die 28 maii 1616 praecedentiam semper et ubique tam absente, quam praesente episcopo competere vicario generali supra commissarium supradictum, neque communitatem ad probandam praetensam contrariam consuetudinem admitti debere censuit. Die 19 januarii 1619.

517. **Salisburgen.**

Festum sancti Ruperti patroni ecclesiae Salisburgen., quod quia celebratur 27 martii plerumque incidit in majorem hebdomadam vel octavam Paschatis, in diem secundam maii transferri, et celebrari posse cum sua octava, Illmo Bellarmino referente, censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 19 januarii 1619.

518. **Tarvisina.**

Congregatio Sacrorum Rituum, inhaerendo decretis alias in similibus factis, Illmo Sabello referente, censuit dignitates, et canonicos cathedralis Tarvisinae capitulariter teneri in eorum habitu canonicali associare episcopum ex suo palatio, hoc est ex aula seu camera ad id ab ipso episcopo destinata, ad ecclesiam cathedralem, eumque eodem modo reducere quotiescumque, vel ut divinis assistat, vel pontificaliter celebret, vel conciones audiat, vel alia de causa illuc cum cappa accedit; caeteris autem diebus, satis esse si aliqui ex canonicis, et dignitatibus, episcopo praedicto ad ecclesiam sine cappa accedenti, ad ejusdem ecclesiae ostium occurrant, et abeuntem similiter ad ostium comitentur, et ita decrevit. Die 19 januarii 1619.

519. **Cajetana.**

Congregatio Sacrorum Rituum inhaerendo decreto alias sub die 19 januarii proxime praeteriti in hac eadem causa facto, censuit licere majori sacristae ecclesiae SSmae Annunciatae civitatis Cajetanae juxta antiquam consuetudinem benedicere cineres, candelas, et palmas, illasque distribuere, etiam si missam non sit ipse celebraturus. Die 23 februarii 1619.

520. **Galliae.**

Congregatio Sacrorum Rituum lectiones suprascriptas secundi et tertii nocturni pro die festo S. Ludovici Regis Galliae de mandato ejusdem Sacrae Congregationis ab Illmo et Rmo D. cardinali Bellarmino recognitas et subscriptas approbavit, atque ab omnibus, qui officium divinum recitare tenentur, libere et licite recitari poss eet debere censuit. Die 23 februarii 1619.

521. **Lucerina.**

Moniales supradictas teneri ad recitationem officii reformati sancti Benedicti, Illmo cardinali Bellarmino referente, censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 23 martii 1619.

522. **Elnen.**

Coadjutores viventibus coadjutis non esse veros canonicos, nec pro talibus habendos, ac propterea praecedentiam competere veris canonicis, quamvis posterius provisis supra ipsos coadjutores (nisi aliud ex forma coadjutoriae, vel statuto, seu consuetudine ecclesiae legitime praescripta statuatur) censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 20 aprilis 1619.

523. **Galliae Suesson.**

Cum abbatissa, et moniales supradictae jam receperint breviarium sancti Benedicti nuper reformatum, teneri ad illius recitationem censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 13 julii 1619.

524. **Tirasonen.**

Praecedentiam competere portionariis parochialis ecclesiae B. Mariae oppidi de Cascante Tirasonen. dioecesis, quamvis de novo intrantibus, supra coadjutores, neque obstare allegatam immemorabilem consuetudinem aliarum ecclesiarum ejusdem dioecesis censuit Sacrorum Rituum Congregatio. Die 13 julii 1619.

525. **Viterbien.**

Congregatio Sacrorum Rituum censuit concedendum, prout concessit, ut moniales supradictae induere possint patientiam et velum arbitrio episcopi. Die 13 julii 1619.

526. **Urbis.**

Proposito in Congregatione Sacrorum Rituum suprascripto supplici libello, eadem Sacra Congregatio, de SSmi D. Nostri scientia et assensu, censuit, concedendum ut petitur, nempe ut in ecclesia SSmae Trinitatis supradicta, missae et divina

officia sub ritu duplici de S. Ludovico rege Galliae die ejus festo publice recitari possint. Die 19 augusti 1619.

527. **Neritonen.**

Stephanus Guerrierus novissime provisus de coadjutoria archidiaconatus Neritonen. quaesivit a Sacra Rituum Congregatione quo in loco debeat ipse sedere, absente archidiacono coadjuto; item an ad ipsum spectent functiones quas faceret idem archidiaconus, si praesens esset. Eadem S. Ritum Congregatio, Illmo cardinale Crescentio referente, censuit coadjutori competere locum seu stallum in quo sederet archidiaconus coadjutus si praesens esset, nec non ad eumdem coadjutorem spectare functiones quas obiret idem archidiaconus si adesset. Die 12 octobris 1619.

528. **Placentina.**

Cum canonici cathedralis Placentinae obtinuerint a SSmo D. N. indultum deferendi cappas violaceas, relictis almutiis, quas ante indultum deferebant, mansionarii, et praebendarii ejusdem cathedralis absque concessione apostolica, sed solum cum consensu eorum episcopi coeperint deferre almutias dimissas a canonicis praedictis. Fuit quaesitum an mansionariis et praebendariis praefatis almutias sic dimissas a canonicis cathedralis deferre liceret? Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo cardinali Crescentio referente, censuit non licere, atque ab illarum delatione mansionarios et praebendarios praedictos omnino abstinere debere. Die 16 januarii 1620.

529. **Tudertina. Terrae Massae.**

Congregatio Sacrorum Rituum censuit praecedentiam competere fratribus tertiariis supradictis supra minores observantes reformatos praefatos juxta constitutionem fel: record. Gregorii papae XIII quae incipit, *Exposcit pastoralis officii etc.* Die 16 januarii 1620.

530. **Ambianen. Caricampen.**

Abbas Caricampen. Ambianen. dioecesis monasterii ordinis Cistercien. SSmo supplicaverat pro obtinendo indulto usus mitrae, et baculi pro se et successoribus, et Sanctitas Sua ad Sacram Congregationem supplicationem transmisit, quae attento consensu episcopi ordinarii et antiquitate monasterii ultra 400 annos, nec non pinguibus proventibus, et numero 35 monachorum censuit indultum hujusmodi concedi posse. Die 21 martii 1620.

531. **Baren.**

Archiepiscopus Baren. exponit in ea civitate comparuisse marchionem de Spinazzola locumtenentem generalem in civitate, et quatuor provinciis a vicerege deputatum et desiderare sedem paratam in cathedrali, osculum textus evangeliorum, confessionem, et circulos canonicorum, quae licet in cathedrali ei denegata, a collegiatis, et regularibus idem obtinuerat. Instetit idcirco archiepiscopus prohiberi collegiatis, caeterisque ecclesiis etiam regularibus, ne hujusmodi obsequia locotenenti praedicto attribuant. Et Sacra Congregatio quod petebat archiepiscopus impleri mandavit. Die 21 martii 1620.

532. **Al Vicario di Bari.**

Molto Rndo Signore. — Essendo stato proposto in Congregazione de'Riti il memoriale dato per parte di monsignor arcivescovo a questi Illmi miei signori, sono parse strane, e di mal esempio le pretensioni del marchese di Spinazzola, e però approvando quanto gli è stato negato dalli canonici della catedrale hanno ordinato se le scriva, che in modo alcuno le cerimonie narrate convengono al sig. marchese e che in nome di questa Congregazione ordini sotto pena a suo arbitrio alla collegiata di S. Nicola, ed all'altra chiesa di regolari di detta città e diocesi che in ciò si osservi puntualmente il Cerimoniale, acciò venendo per l'avvenire casi simili sappiano in che modo dovranno governarsi. Che è quanto devo dirgli, e Nostro Signore Iddio la contenti. Di Roma li 20 aprile 1620. Al piacere di V. S. etc.

533. **Brixien.**

Civitas Brixien. ex quo de novo construi curasset arcam pro reponendis reliquiis SSmi Faustini et Jovitae, a Sacra Congregatione petierunt an magis expediret antiquam capsam intus novam reponere, vel ex antiqua reliquias extrahere, et in novam arcam collocare? Et Sacra Congregatio mandavit poni arcam veterem intus novam. Die 21 martii 1620.

534. **Congregationis Camaldulensium.**

Supplicarunt monachi Camaldulenses approbari officia propria Sanctorum eorum ordinis, nec non reliquiarum, quas in eorum ecclesiis asservant. Et Sacra Congregatio, referente Illmo D. cardinali Bellarmino, nihil eis concedendum censuit. Die 21 martii 1620.

535. **Polona.**

Literis nuncii et archiepiscopi Chiovien. circa praecedentiam inter ipsum et suffraganeum Vilnen. Item et de indulto concesso episcopo Vlodomirien. Archiepiscopo Chiovien. competere praecedentiam supra suffraganeum Vilnen. nulla habita ratione diversitatis ritus, quia Summus Pontifex est universalis pastor omnium patriarcharum, archiepiscoporum et episcoporum cujusvis ritus. Circa indultum etc. operae pretium est, ut transmittatur illius transumptum, ad hoc ut possint considerari illius verba. Ego de mandato SSmi respondi nuntio circa praedicta, prout in regestro. Die 21 martii 1620.

536. **Papien.**

Proposito in Congregatione Sacrorum Rituum suprascripto supplici libello pro canonicis regularibus Lateranensibus contra fratres eremitanos sancti Augustini civitatis Papiae porrecto; eadem Sacra Rituum Congregatio censuit tam a canonicis regularibus Lateranensibus, quam ab eremitis S. Augustini supradictis in choro S. Petri in Coelo Aureo nuncupato civitatis Papiae juxta veterem usum in hymno *Magne pater Augustine* dici et cantari debere: *tu de vita clericorum;* non autem: *Tu de vita monachorum;* neque licere eremitanis praefatis quicquam immutare. Die 21 martii 1620.

537. **Dubium.**

An in oratione *A cunctis* possit, et debeat prius fieri commemoratio, seu nominatio sanctorum Michaelis Archangeli et Joannis Baptistae ante SS. Apostolos Petrum et Paulum et praesertim in ecclesiis titularibus SS. Michaelis, et Joannis Baptistae? Ad Illmum Bellarminum. Die 21 martii 1621.

538. **Treviren.**

Abbas monasterii sancti Petri Montis ordinis S. Augustini canonicorum regularium Nullius dioecesis provinciae Treviren. qui habet usum mitrae, et baculi, nec non facultatem benedicendi sacram suppellectilem, in qua sacra unctio non adhibetur, SSmo supplicavit pro facultate benedicendi sacra vasa in quibus unctio adhibetur, et consecrandi ecclesias et altaria, quae suae subsunt jurisdictioni. At Sacra Congregatio censuit nihil ei concedendum fore. Die 21 martii 1620.

539. **Ulissiponen.**

Decreto synodali vetuerat archiepiscopus Ulissiponen. tabernariis, et tenderiis ejusdem civitatis venditionem panis, vini, carnis, piscis, et similium ad victum necessariorum diebus festis ante missam majorem et concionem. Quod decretum collector moderatus fuerat tamquam repugnans sacris canonibus, et decretis Sacri Concilii Tridentini. Sacra Congregatio ad instantiam tabernariorum et tenderiorum, referente Illmo D. cardinali Millino, jussit quod scriberetur collectori apostolico pro observantia moderationis. Die 21 martii 1620.

540. **Urbis.**

Die sabbati 4 aprilis 1620, fuit habita Congregatio Sacrorum Rituum in palatio solitae residentiae Illmi et Rmi Domini cardinalis de Monte, ex quo die 30 martii obiisset cardinalis Gallus. Fuit tamen dubitatum an ista Congregatio semper debeat fieri in domo cardinalis decani. Sed evanuit dubium. Nam quoniam Sixtus V fe: re: instituit hanc Congregationem, illius

caput fuit cardinalis Gesualdus qui tunc temporis erat solum episcopus Tusculanus, et propterea de mandato SSmi ego nomine Suae Sanctitatis accessi ad Illmum de Monte, atque illi significavi intentionem Sanctitatis Suae, ut Congregatio imposterum fieret in ipsius palatio, cum ipse esset antiquior cardinalis hujus Congregationis.

541. **Ariminen.**

Episcopus Ariminen. SSmo supplicavit pro obtinenda indulgentia plenaria pro mulieribus visitantibus SSmum Sacramentum die jovis, videlicet in ecclesia particulari, ad quam tantummodo mulieres accessurae erant, ut scandala evitentur. SSmus autem ad Sacram Congregationem episcopi supplicationem transmisit, quae respondit: *Episcopus provideat alio modo.* Die 4 aprilis 1620.

542. **Castellae.**

Fratres Dominicani provinciae Castellae supplicarunt pro obtinenda facultate celebrandi solemnia processionis SSmi Corporis Christi dominica post octavam ejusdem SSmi Sacramenti, et SSmus supplicem eorumdem fratrum libellum ad Sacram Congregationem transmisit, quae respondit: *Posse concedi pro alia die infra octavam.* Die 4 aprilis 1620.

543. **Lauden.**

Episcopus Laudensis, qui novissime accurate viderat et mendis expurgaverat lectiones officiorum sanctorum episcoporum et civium Laudensium, quae recitari consueverant in ejus ecclesia Laudensi, eas examinari et approbari postulavit, prout etiam aliqua simul dubia a Sacra Congregatione declarari petiit, et Sacra Congregatio a cardinali Bellarmino perpendenda prius demandavit.

Circa lectiones de vita S. Baccani Congregatio nihil censuit rescribendum.

Circa hymnum ejusdem sancti, nihil.

S. Danielis, nihil.

Circa alia quatuor festa sanctorum, nihil.

Circa dubia ad magistros coeremoniarum.

Circa biretum. Debere episcopum illud sibi per se extrahere a capite. Die 4 aprilis 1620.

544. **Lucensis.**

Abbas Olivetanus S. Pontiani Lucensis supplicavit supersederi in capienda resolutione circa jus ab eo praetensum benedicendi sacra vasa in quibus sacra unctio requiritur, asserens hoc etiam indulto apostolico ei et reliquis ejus ordinis abbatibus licitum. Et Sacra Congregatio jussit interim eum abstinere donec Illmo Millino ostenderit privilegium, et plene de indulto asserto docuerit. Die 4 aprilis 1620.

545. **Neritonen.**

Episcopus Neritonen. exhibuit Sacrae Congregationi officium cum octava S. Gregorii martyris archiepiscopi Armeniae patroni civitatis Neritonen., ut idem a Sacra Congregatione examinaretur et approbaretur; quod Sacra Congregatio a cardinali Bellarmino a die 10 decembris 1619 perpendi mandaverat, quove referente censuit lectiones proprias esse tollendas tamquam inverisimiles. Item hymnos, responsoria, et antiphonas proprias. Die 4 aprilis 1620.

546. **Sutrina.**

Quaesitum fuit pro parte capituli collegiatae Roncilionis, ex quo ibi praebendae canonicales non sunt distinctae in presbyterales etc. num quisque sacerdos diacono, et diaconus canonicus subdiacono canonico praeferendus. Et Sacra Congregatio prout in *Urbis S. Mariae Rotundae* 16 decembris 1606 respondit, praecedere debere sacerdotes diaconis, et diaconos subdiaconis, referente Illmo Muto, cui negotium commissum fuerat 16 januarii 1620. Die 4 aprilis 1620.

547. **Florentina.**

In causa vertente inter dominum praepositum parochialis ecclesiae Sancti Thomae Certaldi Florentinae dioecesis ex una, et fratres Augustinianos parochialis ecclesiae SS. Michaelis et Jacobi ejusdem Castri, ex altera, de et super praecedentia, et celebratione processionis in prima die festivitatis SSmi Corporis Christi, rebusque aliis in processu causae et causarum hujusmodi deductis. Sacra Congregatio Rituum, auditis saepe saepius partibus, et consideratis considerandis, Illmo Domino cardinale Ursino referente, decrevit, dictam ecclesiam Sancti Thomae praepositurarn nuncupatam esse principalem et superiorem in dicto Castro, et ad dictum Praepositum, sive ejus vicepraepositum spectare et pertinere spectasse et pertinuisse jus praecedendi in omnibus et quibuscumque actibus, et propterea fratres dictae ecclesiae SS. Michaelis et Jacobi debuisse et debere in omnibus recognoscere in majorem et superiorem dictum praepositum sive ejus vice-praepositum, eisque futuris temporibus debere realiter, et cum effectu exhibere et praestare omnia et singula obsequia, recognitiones, accessiones et pertinentias quascumque. Insuper ad D. praepositum, sive vice-praepositum spectare et pertinere, spectasse, et pertinuisse jus celebrandi processionem in prima die festivitatis SSmi Corporis Christi, et ob id dictum praepositum manutenendum fore, et esse in possessione celebrandi eam. Et ita observari et exequi mandavit. Die 27 junii 1620.

548. **Acernen.**

Congregatio Sacrorum Rituum, librum hunc qui inscribitur: *Missae sacrosanctae et coeremoniarum, quae in ejus celebratione fiunt compendiosa expositio authore R. P. D. fratre Joanne Seriano ex ordine regularis observantiae sancti Francisci episcopo Acernen.*, ab Illmo cardinale Cappono de mandato ejusdem Congregationis recognitum, imprimi posse censuit. Die 22 augusti 1620.

549. **Constantien.**

Congregatio Sacrorum Rituum abbati supradicto caeterisque pro tempore existentibus ejusdem monasterii abbatibus usum mitrae, et aliorum pontificalium insignium concedi posse censuit praesertim cum episcopi Constantien. accesserit consensus. Die 22 augusti 1620.

550. **Hildeshimen.**

Congregatio Sacrorum Rituum, attento consensu episcopi, decani et praepositi, nec non reliquorum tam cathedralis, quam collegiatarum ecclesiarum canonicorum, et totius cleri Hildeshimen. censuit non obstante contradictione unius ex canonicis cathedralis posse in ecclesia Hildeshimen. supradicta recipi, et recitari breviarium et missale romanum. Die 22 augusti 1620.

551. **Hispaniarum.**

Lectiones suprascriptas secundi, et tertii nocturni pro die festo et octava sanctarum reliquiarum, quae in regio D. Laurentii monasterio vulgo dell'Escurial nuncupato asservantur ab Illmo et Rmo Dno cardinali Bellarmino de mandato Sacrorum Rituum Congregationis recognitas et subscriptas, publice, privatimque in eodem monasterio recitari posse censuit eadem Sacrorum Rituum Congregatio. Die 22 augusti 1620.

552. **Ordinis Carmelitarum Calceatorum.**

Proposito in Congregatione Sacrorum Rituum supplici libello a SSmo D. N. ad eamdem Congregationem transmisso, in quo pro parte totius ordinis Carmelitarum calceatorum petebatur, ut gratia alias concessa sub die 24 aprilis 1614 Carmelitis discalceatis recitandi nempe officium et missam de B. Theresia de Jesu eorum fundatrice extenderetur ad universam religionem carmelitarum calceatorum, praesertim cum in illa professionem emiserit, devotionis spiritum hauserit, atque usque ad extremum vitae spiritum sub ejusdem generalis obedientia perseveraverit, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit posse concedi ut ad omnes utriusque sexus ejusdem ordinis Carmelitarum calceatorum religiosos gratia praedicta extendi valeat. Die 22 augusti 1620.

553. **Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris.**

Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo Dno cardinale Lancellotto referente, censuit si SSmo D. N. placuerit, cano-

nicos regulares SSmi Salvatoris, qui hucusque usi sunt bireto albo posse eodem modo in posterum uti nigro. Et facto per nos de praedictis verbo cum SSmo Dno nostro in consistorio secreto sub die 28 septembris 1620, Sanctitas Sua ejusdem Congregationis sententiam comprobavit. Die 26 septembris 1620.

554. **Caesaraugustana.**

Congregatio Sacrorum Rituum inhaerendo decretis alias in similibus factis, et praecipue in una *Coimbricen.* sub die 16 septembris 1606 censuit coadjutores in vim primae possessionis acceptae in vita coadjuti non debere praecedere in choro, capitulo, processionibus, aliisque publicis actibus veros canonicos, qui de novo ipsis coadjutoribus succedunt, sed durante vita coadjuti debere remanere in ultima sede post omnes canonicos sibi assignata tempore suae receptionis et ingressus, ac propterea praecedentiam competere veris canonicis supra Dominicum Calvo coadjutorem in ecclesia Caesaraugustana, eumque post mortem coadjuti debere habere novam possessionem, neque sufficere primam habitam vivente coadjuto etc. Die 26 septembris 1620.

555. **Derthonen.**

Congregatio Sacrorum Rituum inhaerendo decretis alias in similibus factis et praecipue in una Coimbricen. sub die 16 septembris 1606 censuit coadjutores in vim primae possessionis acceptae in vita coadjuti non debere praecedere in choro, capitulo, processionibus, aliisque publicis actibus veros canonicos, qui de novo ipsis coadjutoribus succedunt, sed durante vita coadjuti debere remanere in ultima sede post omnes canonicos sibi assignata tempore suae receptionis et ingressus, ac propterea praecedentiam competere Vincentio Alfrano canonico supra Sebastianum Caballum coadjutorem, eumque post mortem coadjuti debere habere novam possessionem, neque sufficere primam habitam vivente coadjuto. Die 26 septembris 1620.

556. **Mantuana.**

Congregatio Sacrorum Rituum annuente etiam SSmo D. N. censuit ut missa supradicta pro prole obtinenda libere, et licite in collegiata ecclesia S. Barbarae civitatis Mantuae pro serenissimo ejusdem civitatis duce celebrari possit. Die 26 septembris 1620.

557. **Praenestina.**

In causa Praenestina inter archidiaconum, et canonicos cathedralis Praenestinae, Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo D. cardinale Lancellotto referente, censuit ex noviter deductis esse recedendum a decreto sub die 13 julii 1619 ad favorem archidiaconi facto, ipsumque teneri ad exercendum onera cammerariatuum etc. Die 26 septembris 1620.

558. **Alben.**

Cum dies festus sanctae Liberatae in martyrologio ad diem 18 januarii adscribatur, Congregatio Sacrorum Rituum censuit non licere fratribus Dominicanis loci Calirani dioecesis Alben. illum celebrare die 15 februarii, sed juxta praescriptum martyrologii ab omnibus die 18 januarii celebrari debere; atque ita opportunis remediis etiam hujus decreti vigore servari mandet episcopus. Die 14 novembris 1620.

559. **Praemonstraten. Sancti Norberti.**

Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo D. cardinali Bellarmino referente, si SSmo D. N. placuerit, censuit de S. Norberto archiepiscopo Magdeburgensi ordinis Praemonstraten. fundatore in universo orbe ab omnibus qui officium divinum recitare tenentur, officium sub ritu semiduplici tamquam de confessore pontifice publice privatimque die sexto junii, quo ex hac vita migravit ad coelum recitari, nec non in breviario romano quando novum imprimetur reponi debere. Facto per nos verbo cum SSmo D. N. in consistorio secreto sub die 16 novembris 1620, Sanctitas Sua Sacrae Congregationis sententiam approbavit. Die 14 novembris 1620.

560. **Calaguritana.**

Congregatio Sacrorum Rituum, Illmo D. cardinali Muto referente, censuit decanum cathedralis ecclesiae Calaguritanae teneri ad assistendum episcopo pontificaliter celebranti, atque ad id opportunis remediis, ac etiam censuris ab episcopo compellendum esse. Die 12 decembris 1620.

561. **Civitatis Castellanae.**

Sacrorum Rituum Congregatio, Illmo D. cardinale Millino referente, censuit non prohiberi regulares habentes privilegia recipiendi corpora defunctorum in eorum sepulturis, quominus, juxta dispositionem juris communis possint in eis sepelire corpuscula parvulorum, quando in eorum ecclesiis adest sepulchrum majorum, vel concurrente consuetudine ab eorum patribus est electa sepultura in praedictis ecclesiis; curare autem debere eosdem regulares ut habeant coemeterium separatum pro sepulturis parvulorum. Die 12 decembris 1620.

562. **Monachorum Eremitarum S. Hieronymi Lombardiae.**

Officia suprascripta alias a Sacra Rituum Congregatione sub die 8 augusti 1606 concessa ordini fratrum observantium mendicantium S. Hieronymi congregationis Fesulanae, eadem Sacra Rituum Congregatio, Illmo Dno cardinali Bellarmino referente, ut etiam a Congregatione monachorum eremitarum S. Hieronymi Lombardiae publice privatimque recitari valeant indulgendum censuit. Die 12 decembris 1620.

563. **Poloniae. S. Casimiri.**

Congregatio Sacrorum Rituum, Poloniae rege enixe petente censuit, si SSmo D. N. placuerit, S. Casimirum regis Poloniae filium jam a fe: re: Leone papa X in sanctorum confessorum numerum relatum, in breviario romano, quando novum auctoritate Sedis apostolicae imprimetur, ritu semiduplici sub die 4 martii, quo obdormivit in Domino reponi debere. Facto per nos verbo cum SSmo D. N. in consistorio secreto die 3 martii 1621, Sanctitas Sua Sacrae Congregationis votum approbavit. Die 23 januarii 1621.

564. **Turritana.**

Proposito in Congregatione Sacrorum Rituum supradicto supplici libello, eadem Sacra Rituum Congregatio censuit modernum abbatem saecularem posse uti rocchetto loco superpellicei, in casibus, in quibus regularis jam utebatur superpelliceo. Die 23 januarii 1621.

565. **Matriti. B. Isidori Agricolae.**

Referente Illmo Muto, contra validitatem processus compulsorialis etc. Quia in proxime praeterita Congregatione D. Spada jam deputatus promotor fidei objecerat nullitatem acceptationis jurisdictionis, nec non deputationis notarii et cursoris, quae fuerant factae solum a duobus judicibus, cum juxta formam delegationis debuissent fieri a tribus: et haec difficultas fuerat rejecta ad hanc Congregationem, ideo re mature ac diligenter discussa, Sacra Congregatio censuit nullitatem objectam non obstare, et fuit dictum:

1. Non concernere exercitium jurisdictionis deputationem notarii et cursoris.

2. In communicatione non dari pro forma deputationem notarii.

3. Deputationem notarii esse quod leve, quod non debet vitiare.

4. Sufficere notarii deputationem tacitam, neque opus esse expressa, hic autem adest tacita ratificatio, cum usi sint judices eodem notario sic deputato.

5. Formam remissoriae respicere actus jurisdictionis, ut non sunt acceptatio jurisdictionis, et deputatio notarii et cursoris.

6. Non dici actum judiciarium ante citationem.

In summa fuit conclusum istum actum potuisse ratificari, prout fuit factum, et esse modici praejudicii, praesertim stante infirmitate episcopi Canarien. neque decuisse ut Illmus cardinalis archiepiscopus Toletanus accederet ad domum episcopi infirmi, sed sufficere, ut episcopus praedictus ratificaret

jam gesta ab aliis duobus judicibus delegatis, praesertim cum idem episcopus eodem die ratificaverit etc.

Fuerunt etiam formiter recognitae subscriptiones judicum, prout fuerat dictum in proxime praeterita Congregatione. Die 30 martii 1621.

566. **Tornacen.**

Congregatio Sacrorum Rituum ad supradicta ut sequitur censuit respondendum, nempe: ad primum, praecedentiam competere ministris episcopi. Ad secundum, teneri canonicos et alios mansionarios proprii antistitis mentionem facere. Die 30 martii 1621.

567. **Ulixbonen.**

In causa tabernariorum et tenderiorum civitatis Ulixbonen. Congregatio Sacrorum Rituum, inhaerendo moderationi constitutionis synodalis archiepiscopi Ulixbonen. a collectore Portugalliae de mandato ejusdem Congregationis emanatae, Illmo D. cardinali Millino referente, censuit, tabernarios et tenderios praefatos propter maximam populi frequentiam atque alienigenarum ex omnibus orbis partibus ad eam civitatem terra marique quotidie confluentium multitudinem, dominicis et aliis diebus festis etiam ante concionem et missae conventualis celebrationem omnia ad humanum victum necessaria vendere posse, dummodo missae et concionis praedictae tempore, officinas, et tabernas hujusmodi earumque fores velamine aliquo contegant. Die 30 martii 1621.

568. **Congregationis Cassinen.**

Proposito in Congregatione Sacrorum Rituum suprascripto supplici libello, eadem Sacra Congregatio vicariis supradictis, absentibus seu non interessentibus episcopis in ecclesiis monasteriorum Congregationis Cassinen. invitis monachis baldachinum erigere non licere censuit. Die 10 julii 1621.

569. **Poloniae.**

Congregatio Sacrorum Rituum orationem et lectiones secundi nocturni suprascriptas pro die festo sancti Casimiri ab Illmo, et Rmo Dno cardinale Bellarmino recognitas et subscriptas approbavit, atque in breviario romano, quando novum auctoritate Sedis apostolicae imprimetur, reponi debere censuit. Die 7 augusti 1621.

570. **Compostellana.**

Congregatio Sacrorum Rituum, archiepiscopo, capitulo et clero metropolitanae ecclesiae Compostellanae enixe petentibus, censuit concedendum, ut de S. Jacobo apostolo, cujus venerandum corpus in eadem Compostellana ecclesia quiescit, ac maxima peregrinorum ex omnibus orbis partibus illuc quotidie confluentium frequentia visitatur, qualibet secunda feria non impedita festo novem lectionum, ac quadragesimali, et Dominici adventus tempore ac vigiliis etiam exceptis, officium alias a fel: record. Sixto papa V sub die 1 februarii anni 1589 pro eadem ecclesia approbatum libere et licite in supradicta ecclesia Compostellana sub ritu semiduplici, sumendo lectiones primi nocturni de Scriptura occurrente, recitari, nec non etiam de eodem S. Jacobo in tota Hispania, cujus patronus existit, commemoratio quando juxta regulas breviarii romani aliae fiunt commemorationes, fieri possit et debeat. Die 4 septembris 1621.

571. **Gnesnen.**

Congregatio Sacrorum Rituum archiepiscopo suprascripto facultatem delegandi benedictiones paramentorum ecclesiasticorum et vasorum in quibus sacra unctio non adhibetur, indulgendam censuit. Die 4 septembris 1621.

572. **Ulixbonen. Tenderiorum.**

Facto iterum verbo in Congregatione Sacrorum Rituum sub die 4 septembris 1621 de hac eadem causa, nempe super extinctione litis etc. Eadem Sacra Congregatio censuit omnes et quascumque lites desuper huc usque motas extinguendas esse, ac perpetuum silentium imponendum, et alias prout in praeinserto memoriali petitur etc. Die 4 septembris 1621.

573. **Urbis.**

Fuerunt expedita infrascripta decreta etc. et primo fuit actum de consultoribus, quos alias Sacra Congregatio habuit, nempe tempore Illmi Gesualdi et aliorum, ad effectum revidendi officia etc. Et Sacra Congregatio dixit faciendum esse verbum cum SSmo etc. Et facto verbo cum SSmo per Illmum De Monte, SSmus dixit non habere opus Congregationem de consultoribus, sed quando erunt revidenda officia, vel similia etc. vel id agant Illmi cardinales, vel ipsi adhibeant hujusmodi consultores, et eos deligant arbitrio quique suo.

Item Illmus Millinus fecit verbum circa abusum introductum in ecclesiis Urbis canendi loco antiphonarum res non pertinentes ad festivitatem de qua agitur; et mihi dixit ut ego accederem ad suam Dominationem Illmam ad effectum transmittendi per manus Illmorum nonnullas adnotationes ab ipso factas. Die 13 novembris 1621.

574. **Galliae.**

Propositis in Congregatione Sacrorum Rituum his, quae in suprascripto supplici libello continentur, eadem Sacra Congregatio, Illmo cardinali Crescentio referente, censuit monialibus Carmelitis supradictis nullo modo licere officia de quibus supra, recitare, atque ab eorum recitatione, quousque doceant de concessione apostolica, abstinere omnino debere. Die 6 decembris 1621.

575. **Urbis. Referendariorum. et Auditoris confidentiarum.**

Discussa in Congregatione Sacrorum Rituum causa praecedentiae inter R. P. D. Caputum auditorem confidentiarum, et RR. PP. DD. utriusque signaturae referendarios, eadem Sacra Congregatio, Illmo cardinale Lenio referente, praecedentiam semper et ubique auditori confidentiarum competere censuit. Die 6 decembris 1621.

576. **Canonizationum.**

Haec Congregatio fuit facta de mandato SSmi D. N. ad exquirendam sententiam Congregationis, an expediat quinque simul canonizare, nempe B. Isidorum, B. Ignatium, B. Franciscum Xaverium, B. Theresiam, et B. Philippum Nerium; licet antequam inchoaretur Congregatio venerit P. Dominicus carmelita discalceatus, qui Pontificis nomine dixit, mentem Sanctitatis Suae esse, canonizare supradictos beatos simul uno eodemque die, ac propterea agendum esse in Congregatione solum circa modum. Sacra igitur Congregatio, si SSmus jam deliberavit istos quinque canonizare, melius esse illos canonizare simul uno eodemque die, quam parvum tempus interponere inter unum et alium, etiamsi tempus esset unius anni.

Circa modum, Sacra Congregatio censuit, de uno tantum agendum esse in quolibet consistorio, ita ut unicuique suum fiat consistorium separatim ab alio.

Item in die canonizationis unicuique sua dicatur oratio, ut fuit factum ab Adriano VI, qui eodem die canonizavit S. Bennonem et S. Antoninum, neque convenit ut quinque simul eadem oratione comprehendantur. Die 3 januarii 1622.

577. **Urbis.**

Cum debeat imprimi carta, in qua adnotari debent festa de praecepto, et festa de devotione, quae Romae celebrantur, fuit dubitatum, an festum S. Francisci deberet reponi inter festa de praecepto, an inter festa ex devotione, praesertim cum adsit Bulla Sixti IV, in qua mandatur servari tamquam festum de praecepto, licet bulla illa nunquam fuerit executioni demandata nisi a fel. record. Sixto V. Sacra igitur Congregatio, referente Illmo Millino, censuit, diem festum S. Francisci perpetuis futuris temporibus reponi debere inter festa de praecepto. Hac die 3 januarii 1622.

578. **Urbis.**

Illmus Millinus fecit verbum de prophanis cantibus tollendis ab ecclesiis, et mihi dedit nonnullas adnotationes manus-

ricptas, quas Sacra Congregatio censuit transmittendas esse per manus Illustrissimorum. Die 3 januarii 1622.

579. **Dubium.**

De festo SSmae Annunciationis qui hoc anno incidit in die Parasceves. Ad primum, *Negative*. Ad secundum servetur usus Ecclesiae universalis qui obtinet, ut eo die non administretur SSmum Eucharistiae Sacramentum nisi infirmis. Die 19 februarii 1622.

580. **Motulen. Massafrae.**

Referente Illmo Gozzadino pro capitulo. Quoad primum, paret sibi sedem baro extra presbyterium. Quoad secundum: thurificetur post omnes canonicos. Quoad tertium: post omnes canonicos paratos. Quoad quartum: absque magistro coeremoniarum. Ad quintum: non esse adhibendum organum, quando ingreditur ecclesiam. Ad sextum: quando cooperitur baro, cooperiantur et presbyteri. Die 19 februarii 1622.

581. **Octavarii Romani.**

Octavarii romani compilati a D. Bartholomaeo Gavanti circa impressionem: *posse imprimi seorsum a breviario*. Die 19 februarii 1622.

582. **Sanctae Fidei in Indiis.**

Pro archiepiscopo contra patres Jesuitas, referente Illmo Sacrato: «Posse patres Jesuitas benedicere paramenta et alia etc. in quibus non adhibetur sacra unctio pro servitio propriorum collegiorum. Pro servitio vero aliorum non licere, et ubi adhibetur sacra unctio, neque pro eorum, neque pro aliorum servitio licere etc. Die 19 februarii 1622.

583. **Romana, seu Urbis.**

Pro canonicis S. Petri quoad futuram canonizationem. Canonici tertiam partem habeant ejus summae, pro qua facient compositionem, et ea non facta, ratio habeatur minoris expensae, quae in canonizatione Sanctorum fieri solet. Die 5 martii 1622.

584. **Urbis.**

Processionis canonizationum futurarum 12 praesentis mensis. Cardinales tota die vestiant de rubro; inclinare Congregationem, ut pro unoquoque sancto fiat processio separata. Dubium fuit oretenus excitatum. Die 5 martii 1622.

585. **Officium parvum.**

Officium parvum S. Josephi, referente Illmo Gozzadino, non posse imprimi. Die 28 maii 1622.

586. **Hispalen.**

Pro officio S. Joachim referente Illmo Lenio. Consulantur theologi, an liceat illud concedere. Die 25 junii 1622.

587. **Ordinis Praedicatorum.**

De missa propria Sanctissimi Rosarii, referente Illmo Sacrato. Quoad regulares esse permittendam praeterquam quoad indulgentias nisi de iis doceatur. Quoad seculares nisi aliud appareat, non esse permittendam. Die 25 junii 1622.

588. **Regien. Mirandulae.**

Referente Illmo Valerio. Presbyteri si velint incedere in processionibus eligant sibi locum digniorem a lateribus juxta Coeremoniale, et deferant intorticia, sicut laici; postea vero in secundo loco pariter a lateribus incedant laici. Die 16 julii 1622.

589. **Toletana.**

Pro officio S. Isidori. Referente Illmo Sacrato, Sacra Congregatio approbat tantum secundas lectiones, caetera sumantur de communi confessorum non pontificum tam in officio quam in missa, et haec in tota dioecesi Toletana dumtaxat. Die 16 julii 1622.

590. **Hispalen.**

Referente Illmo Lenio, concedendum esse officium S. Joachim, si SSmo D. Nostro placuerit. Die 20 augusti 1622.

591. **Veneta.**

Sub memoriali pro licentia pingendi monialem Mariam Magdalenam de Pazzis. Videatur an alibi depicta reperiatur. Die 20 augusti 1622.

592. **Barchinonen.**

Subdiaconum induere debere tunicellam violaceam, prout in cappella S. Pontificis consuetum est. Die 17 septembris 1622.

593. **Bononien.**

Referente Illmo Vicario. Ritum non esse servandum recitandi litanias post elevationem in missis defunctorum. Die 17 septembris 1622.

594. **Lucana.**

Pro episcopo. Referente Illmo Sacrato. Non licere magistratibus sedem ponere in latere episcopi eo absente, neque celebrare festivitates extra dies solitos. Die 17 septembris 1622.

595. **Perusina.**

Referente Illmo Sacrato, magistratus in possessione condere statuta circa annulum B. M. V. esse manutenendos. Die 17 septembris 1622.

596. **Placentina.**

Procuratorum omnium Mendicantium. Manuteneri in possessione deferendi cruces cum hasta. Die 17 septembris 1622.

597. **Turritana.**

Pro beneficiatis. Archiepiscopo scribatur beneficiatos utrosque habitu distinguendos esse, non amovibilibus vero praecedentiam supra amovibiles competere. Die 17 septembris 1622.

598. **Germaniae.**

Sub memoriali. De pictura Crucifixi in Germania manibus non expansis, sed in altum fixis. Picturam hujusmodi non licere. Die 14 januarii 1623.

599. **Bononien.**

Litaniarum. Non constare de recitatione in ecclesia S. Mariae Majoris, atque interim repugnare decreta Sac. Congregationis. Die 11 februarii 1623.

600. **Ragusina.**

Referente Illmo Gozzadino. Circa primum, adest decretum 16 julii 1622. Ad secundum, canonici et alii assistentes adesse debent hora intimata in iis locis, ad quae episcopus accedit, itaut episcopus expectare non debeat, atque illi debita reverentia inservire neque ante eumdem recedere. Die 11 februarii 1623.

601. **Abulen.**

Sub memoriali. Pro clero. Concedenda esse petita, dummodo officium recitetur juxta rubricas missalis et breviarii romani. Quo vero ad festivitatem solemnizandam habeatur et populi consensus. Die 18 martii 1623.

602. **Decretum Generale.**

In hac Congregatione decretum fuit, ut in causis canonizationum, sive beatificationum literas remissoriales et compulsoriales in futurum decernendas, committendas esse tribus personis in dignitate ecclesiastica constitutis per Illmum ejusdem Congregationis praefectum in dictis literis nominandis, ita ut duo saltem ex illis intervenire debeant in processu supradicto; possit tamen per eumdem Illmum Dominum committi electio, et nominatio duarum dignitatum praedictarum in partibus alicui episcopo, seu Sedis Apostolicae nuntio, qui simul cum ipsis procedat, vel saltem duo interveniant. Item decrevit, et pro forma tradi voluit in eisdem literis, ut testes primo examinentur juxta interrogatoria per eumdem Illmum Dominum, seu ejusdem Congregationis secretarium ex officio danda, et in eisdem literis includenda, et deinde super articulis cum aliis clausulis et facultatibus solitis et consuetis eidem Illmo Domino bene visis, et in dictis literis specificandis. Quod decretum inseri in hoc regesto Sacra Congregatio mandavit. Die 18 martii 1623.

603. **Polona.**

Sub memoriali. S. Birgittae. Approbari lectiones et orationem ad hoc, ut in breviario romano inserantur. Die 8 aprilis 1623.

604. **Benedictiones.**

In hac Congregatione concessum est omnibus ejusdem Congregationis Illmis cardinalibus delegare propriis vicariis benedictionem rerum sacrarum, in quibus sacra unctio non adhibetur. Die 6 maii 1623.

605. **Protonotarii Titularis.**

Protonotarius titularis qui est prima, vel secunda dignitas. Sacra Congregatio stetit in decisis, ut in ecclesiasticis functionibus uti non possit habitu protonotarii. Oretenus fuit capta resolutio. Die 17 junii 1623.

606. **Terracinen.**

Sub memoriali. Pro terra Sermonetae. Archipresbytero non licere in functionibus ecclesiasticis uti habitu protonotarii. Item nec paramenta de altari sumere. Quoad decanum, si ipse est vicarius foraneus, nullam debet habere praecedentiam; si alia ratione praetendat cum archipresbytero incedere, audiatur. Die 17 junii 1623.

607. **Urbis.**

Die 8 julii 1623. Gregorius XV ab humanis excessit. Obiere interim tres Sacrae Congregationis cardinales, videlicet: Stephanus, cardinalis Pignatellus, augusti: Marcus Antonius cardinalis Gozzadinus, augusti, Franciscus cardinalis Sacratus, septembris.

Renunciato in Summum Pontificem Urbano VIII ante ipsius coronationem morbo ejusdem prorogatam, omnes Congregationes coeptae sunt haberi, atque ideo Sacra Rituum Congregatio initium resumpsit 23 septembris 1623.

608. **Coeremoniale.**

Coeremoniale patris Gavanti. Exhibeat caeremoniale antequam typis demandetur. Die 23 septembris 1623.

609. **Urbevetana.**

Sub memoriali. Pro ecclesia cathedrali. Concessum est ecclesiae cathedrali Urbevetanae, ut singulis quintis feriis festo novem lectionum non impeditis officium SSmi Corporis Christi in ea recitari possit. Die 23 septembris 1623.

610. **Urbis.**

Instante anno jubilaei, SSmus Dominus Noster Urbanus VIII consuluit Illmis PP. Sacrae Rituum Congregationis, an expediret potius orationem 40 horarum cum aliqua indulgentia pro felici pontificatus initio indicere, quam jubilaeum juxta consuetudinem praedecessorum. Sacra vero Congregatio re discussa censuit expedire, cujus decreti schedula cum omnibus Illmorum PP. subscriptionibus consignata fuit Rmo Vulpio, ut in Secretaria Brevium una cum literis apostolicis hac super re emanatis registraretur.

611. **Lauretana.**

Sub memoriali. Pro officio Translationis S. Cappellae. Informent latius. Die 27 novembris 1623.

612. **Urbis.**

Sub memoriali. De colore adhibendo in festo Stigmatum S. Francisci. Album esse adhibendum. Die 9 decembris 1623.

613. **Urbis.**

Die 13 martii 1624 Mathaeus cardinalis Priolus huic Sacrae Congregationi adscriptus ab humanis excessit.

Illmus vero cardinalis Alexander Estensis a SSmo D. N. fuit eidem Sacrae Congregationi adscriptus.

SSmus D. N. vivae vocis oraculo decrevit, ut deinceps literae quarumcumque Congregationum ab ipso etiam secretario Congregationis subscribantur, prout Illmus a Monte, facto cum SSmo verbo in consistorio secreto 11 martii praesentis anni 1624 mihi secretario retulit, ac servari in posterum mandavit.

614. **Spoletana.**

Sub memoriali. Nursiae. Referente Illmo de Torres, praecedentiam clero competere, ac servandam esse sententiam ultimo loco emanatam, ac prohibendos monachos, ne etiam sacris induti clerum praecedant. Die 16 martii 1624.

615. **Bisuntina.**

Sub memoriali. Pro priore et conventu de Mortare. Si habent breviarium monasticum approbatum, Nihil. Die 30 martii 1624.

616. **Urbis, seu Romana.**

Praecedentiae inter generalem Praedicatorum et S. Georgii in Alga, referente Illmo Madrutio: Pro generali S. Georgii. Die 30 martii 1624.

617. **Neapolitana.**

De officio proprio S. Januarii, referente Illmo de Torres, Sacra Congregatio censuit concedendas esse in hoc officio proprio orationem et antiphonas ad magnificat, et ad benedictus.

In primo nocturno. Lectiones de Sacra Scriptura huic sancto proportionatae.

In secundo nocturno. Lectiones de vita ejusdem sancti, ita ut totam seriem comprehendant; infra octavam vero, vel eaedem lectiones recitentur, vel si malint homiliae PP. de communi martyrum.

In tertio nocturno, lectiones in evangelio, quod eodem die S. Januarii in breviario recitatur, infra octavam vero homiliae PP. super eodem evangelio, quae semper varientur.

Quo vero ad translationem sociorum martyrum, qui eodem die S. Januarii occurrunt, servent rubricas. Die 20 aprilis 1624.

618. **Nucerina Paganorum.**

De delatione defunctorum sine luminibus. Sacra Congregatio respondit non licere, ac posse ab Ordinario super hoc provideri. Die 20 aprilis 1624.

619. **Urbis.**

Dubium, an in ecclesia S. Hieronymi de Charitate possit die lunae 27 hujus fieri commemoratio de S. Philippo: *Non posse*. Die 25 maii 1624.

620. **Lauden.**

Sub memoriali. Pro vicario contra capitulum. Suppedaneum vicario non licere, de aliis videatur in proxima. Die 24 augusti 1624.

621. **Coeremoniale.**

Coeremoniale patris Gavanti exhibeatur Illmo Millino. Die 28 septembris 1624.

622 **Ordinis Camaldulensium.**

Sub memoriali. De Corona Domini, referente Illmo de Torres: *Nihil*. Die 28 septembris 1624.

623. **Urbis.**

Sub memoriali. De officio anni sancti. *Nihil*. Die 28 septembris 1624.

624. **Decretum.**

SSmus Dominus Noster vivae vocis oraculo tam per Illmum cardinalem a Monte, quam per secretarium Sacrae Congregationis jussit, ut deinceps in causis servorum Dei post examinatos de mandato ejusdem SSmi processus auctoritate ordinaria, et decretas, ac expeditas remissoriales, ac etiam post receptionem processuum auctoritate apostolica confectorum, per decem annos hujusmodi causae sileant, neque ullo pacto ad examen eorumdem processuum ad effectum sive Beatificationis, sive Canonizationis quovis sub praetextu deveniri possit.

Quo vero firmius stabiliatur, Sanctitas Sua insuper jussit, ut si memoriale super hoc decretum Congregationi porrigatur cum rescripto Sanctitatis Suae, ut aliqua ex hujusmodi causis ad praedictos effectus examinetur, nullum sortiatur effectum, nisi in eodem rescripto specialis praedictae jussionis derogatio reperiatur. Quam Sanctitatis Suae voluntatem R. P. D. secretarius Sacrae Congregationis notam fecit. Die 28 septembris 1624.

625. **Urbis.**

In hac Congregatione habita de ordine SSmi tractatum fuit de transportatione portae sanctae quae adhuc loco satis angusto collocata fuit. Et Sacra Congregatio censuit transferri debere in locum portae eidem sanctae proximiorem, nempe in tertiam a latere sinistro. Die 9 novembris 1624.

626. **Urbis.**

Die veneris 6 decembris 1624 de ordine SSmi Dni Nostri habita fuit Congregatio Sacrorum Rituum in palatio Illmi a Monte, cui interfuerunt cardinales infrascripti videlicet: A Monte, Perettus, Madrutius, Millinus, Mutus, Sabellus, De-Torres, Pius, Boncompagnus; nec non R. P. D. Raggius protonotarius apostolicus, R. D. Paulus Alaleo, R. D. Carolus Antonius Vaccarius Magistri Coeremoniarum.

Habita fuit haec Congregatio de ordine SSmi D. N. ut ea quae de receptione serenissimi Poloniae ac Svetiae principis Illmi patres sentirent decernerent. Ea autem fuere.

Primum. Serenissimo principi in cappella pontificia interesse volenti assignandum esse locum post primum presbyterum cardinalem, qui locus a coeremoniali romano primogenitis regum destinatur.

Secundum. Expedire, ut serenissimus princeps omnino cappellae intersit.

Tertium. Debere Illmos Patres illum prius visitare. Principem e contra dum visitatur, cedere debere Illmis cardinalibus locum dexterum, obviare illis per duas stantias, comitari in discessu per totum appartamentum sibi in palatio assignatum.

Quartum. Eosdem cardinales dum ab eo visitantur, principi locum dexterum cedere debere, obviare usque ad scalas, comitari discedentem usque ad vehiculum.

Quintum. Cardinales qui forte serenissimo principi per Urbem occurrant, post moram salutationibus debitam, una cum principe discedant, Illmo cardinali decano excepto, qui non eodem tempore, sed in praeeminentiae signum prior discedere debet

Sextum. Vitetur quantum fieri potest in aliis locis serenissimi principis, et cardinalium occursus.

Septimum. De omnibus expediri debere decretum, in quo satius esset, si pro causa exprimatur serenissimum principem tamquam veri regis filium fuisse in omnibus habitum.

Octavum. Illmum de Torres si obviam principi iturus sit, curare debere ut haec omnia suaviter eidem innotescant, ac de omnibus, quae circa hoc cum eo sibi contigerint certiorare debere SSmum Dominum Nostrum.

627. **Dubium.**

An symbolum Divi Athanasii a stantibus recitari debeat? Laudabilem esse consuetudinem ut a stantibus recitetur. Die 23 decembris 1624.

628. **Urbis.**

Sub memoriali. Pro fratribus minimis S. Francisci de Paula. Non esse apponendam patriam in oratione. Die 23 decembris 1624.

629. **Urbis.**

Sacra Congregatio in causis canonizationum servorum Dei Pii Papae V, Juvenalis Ancinae episcopi Salutiarum, Hippolyti Galantini, et P. Camilli de Lellis deputavit in notarium ad conficiendos Romae processus Antonium Gerardum archivii notarium cum taxa per Sacram Congregationem declaranda, qui deinde solitum in manibus Illmi a Monte praestitit juramentum. Cui deputationi per binas vices Sanctissimus annuit vivae vocis oraculo eidem Illmo atque in posterum servari mandavit.

Cum vero praedictus notarius inservire nequiret, in ipsius locum subrogatus fuit Nicolaus Patin clericus Virdunen. dioecesis qui solitum in manibus Illmi Praefecti praestitit juramentum.

Instrumentum deputationis, et subrogationis in praedictis causis reperitur inter scripturas in causa Florentina servi Dei Hippolyti Galantini. Die 23 decembris 1624.

630. **Colonien.**

In hac Congregatione lectae fuerunt literae Rmi nuntii Coloniensis circa mutationem habitus canonicorum capituli Coloniensis, et Sacra Congregatio censuit expedire omnino mutationem. Interim vero scribendum nuntio, ut prudenter se pro temporis opportunitate gerat. Die 1 februarii 1625.

631. **Tolosana.**

Sub memoriali. Officii Domini Jesu. Instante Illmo cardinali de Valletta, Sacra Congregatio approbavit officium solemnitatis Domini Jesu cum octava Parisiis excusum, ut in dioecesi Tolosana libere ab omnibus recitari possit. Die prima februarii 1625.

632. **Colonien.**

Lectae fuerunt literae Rmi nuntii Colonien. 26 januarii et ita decretum. Habitus dimissionem necessariam esse, atque omnibus viribus, non tamen censuris procurandam. Nuncium requirere debere, ut rationes canonicorum literis consignentur, interimque si fieri potest, curetur saltem suspensio hujusmodi delationis, communicandumque cum serenissimo archiepiscopo. Addebat Illmus de Sabaudia caeteris assentientibus, posse illuc allegari P. Carolum Lotharingum episcopi Virdunen. fratrem e societate Jesu, de cujus probitate plurimum sibi posset SSmus D. N. polliceri. Die 1 martii 1625.

633. **Florentinae. Beati Andreae Corsini.**

Referente Illmo Pio. Constare de validitate processuum. Die 1 martii 1625.

Illmus Pius fidem fecit se oretenus in consistorio secreto impetrasse a SSmo D. N., ut si opus esset sanaretur nullitas quae videbatur resultare ex processu, eo quod testes non in loco sacro juxta formam remissoriae, sed in cubiculo archiepiscopi examinati fuerint. Die 1 martii 1625.

634. **Polona.**

Sub memoriali. Pro Paulo Piacerrski abbate Mogillae. Concedatur usus mitrae et baculi, benedictio autem paramentorum de consensu ordinarii. Die prima martii 1625.

635. **Romana.**

Sub memoriali. De oratione pro agonizantibus, referente Illmo Muto. Fiat mentio in memento missae. Componatur oratio inserenda in litaniis; quam si ex litaniis Christi fideles recitare velint, vel ejus loco *Pater Noster*, cum *Ave Maria* consequantur indulgentiam postea statuendam. De missa propria agatur in proxima. Die 7 junii 1625.

626, **Flandrien.**

Sub memoriali. De officio Nominis B. Mariae pro Infanta. Nihil. Die 27 junii 1625.

637. **Mexicana.**

Sub memoriali. Pro fratribus S. Francisci. Attentis narratis prohibendum esse fratribus Augustinianis in loco posterioribus ut Franciscanos in sua possessione non turbent, sed aliam diem eligant ad processiones faciendas. Idque eo remedio, quod SSmo D. N. videbitur. Die 27 junii 1625.

638. **Urbis.**

Sub memoriali. De officio quinque p'agarum. Oretenus ut recitent. Fuerunt admonitae oretenus oratrices. Die 2 augusti 1625.

639. **Geneven. Officii parvi.**

Sub memoriali. Pro monialibus Visitationis B. Mariae. Posse concedi per duodecim annos, absolutis septem jam concessis. Die 30 augusti 1625.

640. **Hispaniarum.**

Sub memoriali. Pro ordine S. Benedicti videatur Bulla Pauli V, an sit praeceptiva. Die 30 augusti 1625.

In hac causa scriptum fuit capitulo generali de ordine SSmi extra Congregationem, 15 martii 1625. Deinde vero causa proposita emanavit praesens decretum.

641. **Galliarum et Lotharingiae.**

Sub memoriali. Extensio de Beata Coleta. Concedatur. Die 13 septembris 1625.

642. **Regien.**

Sub memoriali. De impressione officiorum dictae ecclesiae; imprimantur Romae. Die 13 septembris 1625.

643. **Romana.**

Sub memoriali. De oratione pro Agonizantibus. Referente

Illmo Muto. Approbatur haec oratio: *Deus qui non vis mortem morientis, sed etc.* Die 13 septembris 1625.

644. **Rothomagen.**

Sub memoriali. Pro rectore parochialis. Concedatur dummodo consensus ordinarii accedat, et ecclesia non sit consecrata. Die 13 septembris 1625.

645. **Urbis.**

Sub memoriali. Pro archiconfraternitate Angeli Custodis. Concedatur, si SSmo videbitur. Die 13 septembris 1625.

SSmus annuit pro hoc anno jubilaei: in posterum vero jussit celebrari ultima dominica septembris, quae est festi Divi Michaelis proximior. Die 13 septembris 1625.

646. **Beneventana Capparum.**

Capitulum et canonici metropolitanae ecclesiae Beneventi habentes, ut exposuerunt privilegia ad instar S. Petri de Urbe supplicarunt licere sibi aestivo tempore loco superpellicei supra rochettum uti cappa subsuta serico rubro sine pellibus eorum arbitrio juxta declarationem hujus Sacrae Congregationis alias factam, de qua testatur bo: me: card. Ginettus ad suum Capuanum capitulum scribens die 7 julii 1608, quarum literarum simplex exemplum exhibuerunt. Et Sacra Congregatio respondit conforment se cum canonicis S. Petri de Urbe. Die 24 novembris 1625.

647. **Cracovien.**

Episcopus Cracoviensis supplicavit dari sibi facultatem ab hac Sacra Rituum Congregatione fabricandi processum tam super sanctitate vitae, et morum, quam super miraculis Cunegundae filiae regis Hungariae trecentis ab hinc annis, et ultra desponsatae Boleslao Pudico regi Poloniae, cum quo supra quadraginta annos vixit intacta Virgo permanens, toto tempore consumpto in orationibus, abstinentia, et eleemosynis; de cujus sanctitate, et miraculis plenae sunt historiae, et annales dicti regni; Sacra Congregatio, respondit, quod episcopus utatur jure suo, qui auctoritate propria et ordinaria potest dictum processum fabricare; si autem vult illum facere auctoritate apostolica, illam non concedi solere, nisi dato fumo, et sic fabricato per ordinem processu. Die 24 novembris 1625.

648. **Romariccomontis.**

Relata fuit petitio Catharinae a Lotharingia abbatissae monasterii S. Petri de Romariccomontis, quae cum aliis principibus insteterat pro beatificatione servi Dei Fr. Felicis de Cantalicio cappuccini; illa secuta, et evulgata cum facultate officium et missam de eo celebrandi, etiam in dicto oppido Romariccomontis cappuccinis tantum concessa prout in literis SSmi sub annulo Piscatoris die prima octobris proxime praeteriti, ex praedictis supplicavit sibi concedi ut etiam familiae, sacerdotibus et cappellanis ipsius oratricis liceret hoc primo anno dictum officium et missam in propriis ecclesiis recitare et celebrare. D. Rinuccinus, qui et ipse dictam supplicationem suprascriptae Catharinae habebat, proposuit; Et Sacra Congregatio concessit ipsa tamen interessente, ac suis tantummodo cappellanis. Die 24 novembris 1625.

649. **Tolosana.**

Sub memoriali. De missa SSmi Nominis Jesu. Referente Illmo Muto. Approbata fuit. Die 24 novembris 1625.

650. **Tridentina. Dubiorum.**

Joannes Paulus Cirlettus episcopus titularis in partibus infidelium petiit sibi ab Sacra Congregatione responderi ad duo dubia infrascripta, quorum primum est: An episcopus suffraganeus et canonicus in choro, et capitulo, ubi tamquam ultimus canonicus intervenit, et ultimo loco utrobique sedet, in habitu episcopali, an caeteris canonicis respective proprio, communi et ordinario adesse possit et debeat? Secundo stante consuetudine, vel etiam statuto in aliqua ecclesia cathedrali, quod quilibet canonicus teneatur per hebdomadam missam conventualem decantare, et quod inter canonicos adsit episcopus titularis non ejus loci suffraganeus, an quando ad ipsum pertinet dictam missam conventualem decantare, ex ordine possit, ac debeat eam in vestibus pontificalibus decantare, an vero adhibitis solum cruce pectorali et solemni benedictione, prout in privatis missis solent episcopi, vel potius sine praefatis vestibus cruce, annulo, et benedictione ad instar simplicis canonici et sacerdotis? Et Sacra Congregatio negotium remisit ad Illmum D. cardinalem Pium. Die 24 novembris 1625.

651. **Venetia Rubricarum Breviarii.**

Juncti Veneti mercatores librorum imprimentes modo breviaria diversarum formarum, in quibus apponere debent officium S. Hyacinthi sub die 16 augusti, quaesierunt a Sacra Congregatione responderi sibi, an et quomodo accommodandae, vel tollendae sint rubricae quaedam de praesenti existentes in breviario, nimirum ante dominicam tertiam augusti, et ante lectiones in octava S. Laurentii, nec non et ante lectiones S. Bernardi? Et Sacra Congregatio remisit hoc ad Illmum D. cardinalem S. Georgii. Die 24 novembris 1625.

652. **Cassinen. seu Hispaniarum.**

Editis alias breviario, et missali monasticis de mandato fel. rec. Pauli V reformatis pro omnibus sub regula S. Benedicti militantibus, praesidente ad hoc opus rec: me: cardinali Bellarmino, cum assistentia procuratorum generalium totius ordinis, eisque per monachos et capitulum generale dicti ordinis congregationis Hispaniae sive ut ajunt Vallisoletanae nedum receptis, sed etiam ut narratur per annum et ultra in multis monasteriis, in usu habitis; succedente postea novo generali qui sub praecepto, et censuris ordinaverat novum missale dimitti, et vetus continuari, res fuit de novo proposita in capitulo generali, et novus generalis pro sua opinione obtinuit a majori parte, a cujus capituli decreto cum aliqui appellassent, et recursum ad hanc Sacram Rituum Congregationem habuissent, ac multa deducendo pro definitione hujus rei instarent: Eadem Sacra Rituum Congregatio decrevit, et mandavit Breviarium, et missale praedicta a Paulo V edita omnino continuari debere ex quo semel acceptata. Die 3 januarii 1626.

653. **Nullius Guastallae.**

Cum canonici quidam abbatiae Guastallae quaerelanter exposuissent abbatem dictae abbatiae sub die ultima anni 1624 tempore vesperarum, amoto, quod erat in choro Kalendario Romano, quo capitulum dictae ecclesiae collegiatae utebatur mandasse affigi novum Kalendarium ab ipso abbate, absque capituli participatione, compositum, cum variis additionibus diversis a Kalendario Romano, quo semper usi sunt cum affixione edicti poenalis de observando dictum suum Kalendarium, omni alio postposito, Sacra Rituum Congregatio mandavit omnino pristinum Kalendarium reponi in locum suum per ipsum abbatem, et novum Kalendarium a se compositum ad hanc Sacram Congregationem transmitti. Cumque idem abbas Guastallae plura ab hac Sacra Rituum Congregatione petiisset, et inter caetera facultatem conferendi primam tonsuram et quatuor ordines minores, non solum subditis, sed etiam regularibus suae civitatis et dioecesis, quod Sacra Congregatio sub die 2 augusti 1625 respondit concedi posse quoad subditos tantum, quod decretum cum iterum discuti et examinari mandaverit SSmus ab hac eadem Sacra Congregatione cum voto tamen Sacrae Congregationis Concilii, et pro eodem instaretur denuo ab eodem abbate; Sacra Congregatio nihil aliud faciendum censuit. Die 3 januarii 1626.

654. **Hungariae et Boemiae.**

Retuli in primis archiepiscopum Pragensem nunc cardinalem omnesque status, et ordines catholicos regni Boemiae narrantes jam dudum assensu apostolico festivitates Sanctorum Adalberti episcopi Pragensis, et Wenceslai universum regnum sub duplici officio et octava celebrare, instanter per literas ad SSmum directas supplicasse ut dignaretur mandare dictos sanctos in Kalendario Romano describi, et per universum Orbem sub duplici ritu celebrari die, quae magis Suae Sanctitati pla-

cuerit; similiter status et ordines catholicos regni Hungariae in generalibus comitiis congregati apud SSmum per literas instetisse, ut dictus Sanctus Adalbertus qui primum episcopus Pragensis, deinde archiepiscopus Strigonien. fuit et regem Stephanum baptizavit, et in fide catholica instruxit, nec non dictus sanctus Stephanus rex, qui gentem Hungaricam ad Christi fidem convertit, quorum festa ab immemorabili per multa secula ante concilium Tridentinum celebrantur sub duplici et cum octava in Kalendario Romano describantur, et sub duplici ritu per universum Orbem celebrari mandet, prout etiam in favorem praedictorum adsunt ad Smum Caesareae majestatis literae efficacisssimae id ipsum postulantes; quibus omnibus ad Sacram Rituum Congregationem per eumdem Sanctissimum remissis, Sacra Congregatio pro nunc nihil agendum censuit. Die 31 januarii 1626.

655. **Nullius Guastallae.**

Quia in praecedenti Congregatione ad instantiam quorumdam canonicorum ecclesiae collegiatae Guastallae fuerat narratum, abbatem Guastallae amoto Kalendario Romano, quo dicta ecclesia utebatur, novum Kalendarium apposuisse diversum a Romano, ejusque observantiam praecepisse nonnullis canonicis repugnantibus, et Sacra Rituum Congregatio mandavit per dictum abbatem Kalendarium Romanum praedictum in suum locum reponi, et illum novum Kalendarium ad Sacram Congregationem transmitti, et post dictum decretum fuit inventus quidam Processus informativus per dictum abbatem contra praedictos canonicos repugnantes, et aliae quaedam scripturae ab eodem Abbate ad sui favorem ad dictam Congregationem transmissae, fuit necesse iterum facere verbum de praedicto negotio. Et Sacra Congregatio stetit in decretis, hoc est quod dictus abbas reponat et observet omnino dictum antiquum Kalendarium Romanum quo antea ecclesia collegiata utebatur. Die 31 januarii 1626.

656. **Oxomen.**

Pro capitulo et ecclesia cathedrali Oxomen. cupiente se conformare cum officio, missa, et ritibus breviarii, et Ecclesiae Romanae ad instar aliarum cathedralium Hispaniae, et petente hujus causae expeditionem, Sacra Congregatio negotium remisit ad Illmum D. cardinalem Lenium, ut in specie se informaret, an dictum capitulum esset seculare, vel regulare. Die 31 januarii 1626.

657. **Pistorien.**

In causa differentiae circa locum sedendi inter confratres confraternitatum presbyterorum secularium civitatis Pistorien., et quosdam canonicos, et praepositum confratres, suborta fuit quaestio, an expensae litis inter eos pendentis fieri debeant de massa communi dictorum confratrum; referente Illmo D. cardinali Muto, cui haec controversia jam a Sacra Congregatione fuerat remissa, Sacra Congregatio mandavit dubium propositum, videlicet: An expensae litis praedictae fieri debeant de massa communi, disputari stricte cum praesupposito, quod in congregatione dictorum confratrum, etiam canonicis praesentibus, et minime reclamantibus, fuerit deliberatum dictas expensas fieri de massa communi. Die 31 januarii 1626.

658. **Romana.**

Retuli etiam instantiam factam, et supplicatum SSmo, ut mandare dignaretur S. Ignatium fundatorem Soc. Jesu describi in Kalendario Romano, et quid de hac re mihi dixerit SSmus, qui dictam supplicationem ad hanc Sacram Rituum Congregationem remisit, quae Sacra Congregatio omnibus auditis respondit: Dilata. Die 31 januarii 1626.

659. **Segobien.**

Et ego retuli in primis praesentatum mihi fuisse his diebus processum vigore literarum remissorialium hujus Sacrae Congregationis fabricatum in partibus ad instantiam ducis Segobiae super praetensa per eum immemorabili in causa praeeminentiae, et coeremoniarum inter ipsum ducem, et capitulum, seu canonicos dictae civitatis in hac Sacra Congregatione introducta, et Illmo D. cardinali Boncompagno commissa, et facta apud me maxima instantia aperiendi dictum processum, et illum tradendi alteri cardinali loco dicti Illmi Boncompagni absentis, non expectata aliter Congregatione, et quod ego facere recusans, nactus aliam occasionem feci verbum cum Sanctissimo, qui non probans hanc celeritatem mihi tandem mandavit, ut dictum processum transmitterem ad Illmum D. cardinalem Mutum, et aliis Illmis DD. referrem, me id de mandato Suae Sanctitatis fecisse, prout feci, et dictum processum ad dictum Illmum D. Mutum detuli, qui illum me praesente aperuit una cum epistola introclusa ad dictum D. Boncompagnum directa, qui Illmus D. Mutus processum attulit in hac Sacra Congregatione, et quia testium depositiones erant hispanico idiomate descriptae, Sacra Congregatio deputavit in interpretem D. Arnoldum Matthaeium, ut praevio juramento de fideliter interpretando dictum processum de Hispanico in latinum sermonem converteret. Die 31 januarii 1626.

660. **Firmana.**

Dignitates et canonici Firmanae civitatis supplicarunt Sanctissimo concedi sibi facultatem deferendi berettinum in missa ob maximam illius ecclesiae frigiditatem, vel saltem dari facultatem archiepiscopo concedendi hanc licentiam, onerata ipsius conscientia, et libello supplici ad Sacram Rituum Congregationem a Sanctissimo remisso, eadem Sacra Congregatio nihil rescribendum censuit quia hoc spectat ad SSmum. Die 31 januarii 1626.

661. **Florentina.**

Fratres S. Marci ordinis Praedicatorum habentes altare privilegiatum pro tribus diebus petebant extendi, vel saltem quod sufficeret applicare valorem missarum currentium in illis diebus solemni festo occupatis; Et idem diversi religiosi regulares petebant, non obstante, quod in privilegio diceretur, quod missa deberet esse pro mortuis, et licet hujusmodi supplicationes essent a SSmo ad Sacram Congregationem remissae, tamen Sacra Congregatio nihil statuendum censuit. Die 31 januarii 1626.

662. **Geneven.**

Obtinuerunt moniales visitationis B. Virginis institutae a Francisco de Sales episcopo Genevae in terra Annesii suae dioecesis, facultatem ad certum tempus recitandi tantum officium Beatae Mariae, loco officii magni, et haec concessio tandem fuit prorogata novissime in perpetuum a Sacra Rituum Congregatione sub die 24 novembris 1625, quae placuit Sanctissimo, sed orta dubitatione an dicta concessio intelligeretur pro monasteriis hactenus erectis, an etiam pro erigendis in futurum, Sacra Rituum Congregatio declaravit intelligi debere concessionem in perpetuum, etiam pro monasteriis erigendis a Sede tamen apostolica approbatis. Die 31 januarii 1626.

663. **Lucerina in Apulia.**

Presbyteri de capitulo dictae ecclesiae Lucerinae petebant per Sacram Congregationem declarari, quod canonici dicantur, qui habent stallum in choro, et vocem in capitulo, et Sacra Congregatio respondit negative, non enim valet consequentia, habent vocem in capitulo, ergo sunt canonici. Die 31 januarii 1626.

664. **Neapolitana.**

Cum civitas Neapolitana post octo protectores, quorum statuae et reliquiae sunt in capella Thesauri ecclesiae cathedralis, elegisset pariter in protectorem B. Andream de Avellino clericum regularem, deinde etiam B. Jacobum de Marchia, ac novissime S. Patritiam, quaestio erat de praecedentia inter dictum B. Andream, et S. Patritiam. Et Sacra Congregatio respondit expectandum Illmum D. Boncompagnum electum archiepiscopum Neapolitanum, et interim mandavit supersederi. Die 31 januarii 1626.

665. **Neapolitana.**

Eadem civitas Neapolitana instabat pro officio et missa

B. Jacobi de Marchia, quem pariter, ut dictum est, in protectorem elegit; Et Sacra Congregatio remisit negotium ad Illmum D. cardinalem Lenium. Die 31 januarii 1626.

666. **Bobbien.**

Episcopus habens ecclesiam curatam in sua civitate ordinis Cassinensis petebat contra dictos Cassinenses declarari, quod ipse posset in illa ecclesia erigere baldachinum, cantare missam, assistere cantatae, cum suo clero, item praedicare, ministrare sacramenta, intimare publicas processiones ad dictam ecclesiam, et cogere etiam monachos ad eas, quando pro publica causa fiunt; Et Sacra Congregatio remisit hoc negotium ad Illmum et Rmum D. cardinalem S. Georgii. Die 14 februarii 1626.

667. **Ebroicen.**

Canonicis Poenitentiarius cathedralis Ebroicen. et vicarius generalis dicti episcopi petebat licentiam benedicendi ornamenta ecclesiastica et reconciliandi ecclesias pollutas. Et Sacra Congregatio respondit, quod servetur rituale. Die 14 februarii 1626.

668. **Mediolanen.**

In ecclesia confratrum S. Josephi missae celebrantur ritu ambrosiano, et tamen in illa ex legatis relictis sunt dicendae missae a fratribus minoribus observantiae S. Francisci, qui celebrant more Romano; unde confratres dictae societatis instabant concedi sibi licentiam in dicta eorum ecclesia celebrare faciendi missas more Romano per dictos Regulares; et cum obstaret promotor fiscalis ecclesiae Mediolanen. Sacra Congregatio remisit causam ad Sacram Congregationem Concilii. Die 14 februarii 1626.

669. **Montis Regalis.**

Jesuitae petebant licentiam recitandi officium Sanctissimi Sacramenti qualibet feria quinta non impedita, et officium SSmae Conceptionis, prout aliis concessum esse asserebant; et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 14 februarii 1626.

670. **Nullius Guastallae.**

Quia jam a Sacra Congregatione mandatum fuerat ut scriberetur abbati Guastallae, ut observaret Kalendarium Romanum, et agens dicti abbatis affirmaret, hoc jam factum ab ipso abbate, ex quo jam Kalendarium ab ipso factum pro anno 1625 expiraverat, ideo instabat supersederi in transmissione dictarum literarum, donec veniret ab ipso abbate responsum. Sacra Congregatio mandavit per dictum abbatem Kalendarium suum, si quod fecit, transmitti ad Sacram Congregationem, et interim ab eodem abbate servari rubricas breviarii Romani, sed quod haec oretenus dicerentur agenti suo. Die 14 februarii 1626.

671. **Parisien.**

Superior monasterii S. Genovefae canonicorum regularium ordinis S. Augustini petebat et ipse facultatem benedicendi ornamenta, et vasa ecclesiastica, tam dicti monasterii, quam prioratuum ab eo dependentium in dioecesi Parisien; et Sacra Congregatio respondit, quod melius informet. Die 14 februarii 1626.

672. **Parmen.**

Archidiaconus Parmensis, qui pariter est canonicus ejusdem ecclesiae ex dispensatione apostolica, sed uti archidiaconus non deberet participare de distributionibus, et uti canonicus deberet tamquam ultimus sedere in ultimo loco, unde obtinuit a capitulo gratiam sedendi in loco archidiaconatus, et gratiam participandi de distributionibus quotidianis, sed hoc pro majori parte, uno nimirum contradicente, cum quo orta lite coram Sacra Congregatione et ea remissa ad Illmum D. cardinalem Pium, eoque illam referente, Sacra Congregatio mandavit per eumdem Illmum Dominum extendi decretum, qui extendit ut infra. Cum in ecclesia cathedrali Parmen. archidiaconus nec distributiones in serviendo, nec vocem habeat in capitulo nisi ratione canonicatus archidiaconatui adnexi, et modernus archidiaconus gratiam obtinuerit a capitulo uno tantum contradicente, primo ut de distributionibus participet, licet non sedeat in sede canonicali, sed in sede archidiaconali. 2.° Ut in capitulo sedeat non in loco dicti canonicatus adnexi, sed in loco, in quo prius sedebat ratione canonicatus dimissi per consequutionem archidiaconatus, dubio exorto super validitate et executione dictarum gratiarum, eoque delato ad Sacram Congregationem, eadem Sacra Congregatio auditis partibus, ad relationem Illustrissimi D. cardinalis Pii, censuit archidiaconum gaudere posse prima gratia. Secundam vero utpote nulla rationabilitate suffultam executioni minime esse demandandam. Die 14 februarii 1626.

673. **Pistorien.**

Orta controversia circa modum sedendi et praecedendi inter canonicos ecclesiae cathedralis Pistorien. confratres societatum SSmae Trinitatis et S. Spiritus ex una, et sacerdotes etiam confratres earumdem societatum partibus ex altera, causa ad Illmum D. cardinalem Mutum remissa, data sunt tria dubia, super quibus partes plene informarunt et distincte. Primum. An expensae hujusmodi litis fieri deberent de massa communi, prout confratres praedicti, paucis tamen exceptis in congregatione quam asserebant legitime congregatam decreverunt? Secundum. An esset danda praecedentia canonicis confratribus quam pratendebant ob nonnullas rationes adductas et praecipuo in vim cujusdam decreti synodalis, quo cavebatur quod dignitates et canonici qui sunt ex aliqua confraternitate presbyterorum non incedant cum habitu canonicali nisi obtineant primum locum in suo consortio, tam in processionibus, quam in mortuariis, nec non in dictis societatibus resideant omnes tam officiales, quam alii secundum ordinem suarum dignitatum a parte quae respicit cornu evangelii et brachium dextrum Crucis super altare positae, dummodo non sint priores dictarum confraternitatem, quia tunc in primo loco eis debito sedere debent, et hoc maxime statutum, quia ita servatur in metropolitana? Tertium. An essent puniendi confratres, qui in congregatione proposuerunt, quod prior dictae societatis quem asserebant fecisse contra constitutiones esset juxta easdem constitutiones absentandus? Et facta per D. Illmum D. cardinalem Mutum relatione plenissima hujus causae et praefatorum dubiorum distincte; Sacra Rituum Congregatio exquisitis votis Illmorum Patrum ad praedicta dubia distincte pariter respondit. Ad primum. De propriis pecuniis concurrere volentium expensas esse faciendas. Ad secundum. Praecedentiam dandam esse juxta constitutiones confraternitatis non obstante decreto synodali, super quo tamen, si episcopus, vel canonici volunt aliud deducere, vel de novo audiri, audiantur. Ad tertium. Sacra Congregatio remisit causam ad D. episcopum. Die 14 februarii 1626.

674. **Vicen.**

Cum capitulum contra solitum introduceret, quod ministri ipsius capituli praecederent beneficiatos, qui recurrendo ad hanc Sacram Congregationem, obtinuerunt secundum ea quae proponebant, decretum in favorem; fecerunt citare partem, ut ea audita si vellet, Sacra Congregatio decerneret; producta citatione, cum nihil ex adverso deductum fuerit, Sacra Congregatio stetit in decretis, videlicet praecedentiam competere beneficiatis. Die 14 februarii 1626.

675. **Toletana.**

Catholica majestas petebat licentiam recitandi officium S. Maximae Virginis et martyris fundatricis monasterii Trebacensis ordinis S. Augustini in Africa prout a Clemente VIII concessum fuit civitati Golae. Et quia non habetur notitia praedictae sanctae Sacra Congregatio respondit melius informari. Die 14 februarii 1626.

676. **Toletana.**

Populus oppidi Matriti, petebat concedi officium S. Rocchi cum octava et missa recitandum in tota Hispania, et dictum

offirium exhibebat examinandum Sac. Congregationi quae respondit: *Lectum*. Die 14 februarii 1626.

677. **Viglevanen.**

In ecclesia S. Petri martyris ordinis Praedicatorum quiescit corpus servi Dei Matthaei de Mantua, quem colunt pro Beato et ideo civitas et officiales Viglevani petierunt a Sacra Congregatione licentiam recitandi officium et celebrandi missam in honorem dicti Beati non solum in die solemnitatis ipsius juxta indultum Sixti IV quod asserunt habere, sed in omni alio die, vel tempore, quo quis ex voto, vel ex devotione illud celebrare voluerit. Ex altera vero parte pervenerunt literae vicarii generalis negantis se in visitatione vidisse documentum aliquod Beatificationis, sed tantum fratres dictae ecclesiae respondisse, se in eorum libris hoc reperisse, et quod celebrant festum valde solemniter cum processione extra claustra, cum collecta peculiari dicti Beati in die dedicationis ecclesiae praedictae S. Petri martyris. Et quod habent caput argenteum supra centum, ut asserunt annos ab universitate fabricatum, unde petiit dictus vicarius quid agere debeat circa praedicta? Et Sacra Congregatio remisit negotium ad Illmum D. cardinalem Sabellium. Die 14 februarii 1626.

678. **Ebroicen.**

Vicarius generalis petierat facultatem benedicendi ornamenta et cetera ad usum divini cultus necessaria, nec non ecclesias pollutas benedicendi, seu reconciliandi; et Sacra Congregatio responderat, quod servaret rituale Romanum. Unde modo idem vicarius exposuit se jam habuisse a Sede apostolica per triennium facultatem in absentia episcopi, quod triennium cum sit elapsum, petiit ob continuam pene ipsius episcopi absentiam sibi dictam gratiam denuo ad tempus Sacrae Congregationi bene visum concedi. Et Sacra Congregatio respondit recurrendum esse ad SSmum a quo primum indultum narrat se alias obtinuisse. Die 28 februarii 1626.

679. **Galliarum.**

Moniales ordinis S. Benedicti congregationis S. Mauri in Gallia petierunt facultatem, sive indultum recitandi in omnibus monasteriis et locis dictae congregationis officium S. Benedicti trium lectionum qualibet tertia feria non impedita; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 28 februarii 1626.

680. **Neapolitana.**

Clerici regulares Theatini, stante adventu et praesentia Illmi D. cardinalis Boncompagni novi archiepiscopi Neapolitani, quem Sacra Congregatio expectandum censuerat, instituerunt pro definitione causae inter eos, et moniales S. Patritiae vertentis, de et super novo loco in cappella Thesauri ecclesiae Neapolitanae, quem dicti clerici pro reliquiis et statua B. Andreae Avellini tamquam noni protectoris a civitate Neapolitana electi, sibi deberi praetendebant, et moniales contra pro reliquiis et statua S. Patritiae monasterii ipsarum fundatricis undecimo loco ab eadem civitate in protectricem electae sibi arrogabant. Et licet procurator dictarum monialium, et similiter fratres minimi S. Francisci de Paula, qui pariter in protectorem dictae civitatis est electus, pro suo interesse differri causam peterent, tamen Sacra Congregatio in favorem dictorum Theatinorum, et B. Andreae Avellini respondit, et illi dictum nonum locum deberi declaravit. Die 28 februarii 1626.

681. **Vallisoletana.**

Moniales monasterii S. Crucis ordinis S. Jacobi Vallisoletanae civitatis petierunt a SSmo licentiam recitandi qualibet tertia feria non impedita officium S. Jacobi apostoli, qualibet feria quinta similiter non impedita officium SSmi Sacramenti, et qualibet feria sexta officium SSmae Crucis, nec non qualibet die sabbati recitandi loco officii gloriosissimae Virginis, officium SSmae Conceptionis eo modo et forma, quo et qua recitatur in religione S. Francisci et hujusmodi petitionibus a SSmo ad hanc Sacram Rituum Congregationem remissis, eadem Sacra Congregatio, referente Illmo D. cardinali de Torres, rejectis aliis concessit tantum licentiam quolibet die sabbati non impedito festo duplici, vel semiduplici, et qui non sit in adventu, quadragesima, quatuor temporibus, vel vigilia, loco officii Beatae Mariae virginis recitandi, ut petitur, officium SSmae Conceptionis. Illmus autem cardinalis de Torres mandavit extendi in hunc modum, videlicet. Sacra Rituum Congregatio impertita est licentiam monialibus Sanctae Crucis qualibet die sabbati non impedita festo duplici, vel semiduplici, aut aliqua vigilia et quatuor temporibus, nec non extra adventum et quadragesimam recitandi officium sanctissimae Conceptionis. Die 28 februarii 1626.

682. **Venetiarum.**

Junctae impressores Veneti instabant decerni missas apponendas in missali pro illis sanctis, qui sunt additi in breviario novo. Et Sacra Congregatio respondit recurrendum ad SSmum, et interim mandavit mihi, ut cognoscerem, an de dictis sanctis in breviario appositis adesset decretum hujus Sacrae Congregationis. Et cum mihi constitisset adesse decretum hujus Sacrae Congregationis de his quatuor sanctis in breviario appositis, nempe S. Norberto, S. Hyacintho, S. Eustachio et sociis, ac S. Birgitta vidua, alloquutus sum SSmum, qui mandavit de hac re agi in Congregatione, et ad ipsum referri. Die 28 februarii 1626.

683. **Urbis.**

Actum est iterum ex ordine SSmi de Sancto Ignatio in breviario describendo, et tandem decretum nihil agendum. Die 28 februarii 1626.

684. **Cracovien.**

Prior generalis fratrum ordinis S. Pauli eremitae petebat licentiam recitandi singulis sextis feriis non impeditis officium S. Stanislai sub ritu duplici in ecclesia, in qua dictus sanctus martyrio est affectus. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Item petebat extensionem facultatis obtentae celebrandi missam post meridiem ad mediam horam, quam alias Sacra Congregatio sub die 20 maii 1623 denegavit, sed modo Illmus D. de Torres assumpsit in se causam loquendi cum SSmo. Die 28 martii 1626.

685. **Congregationis Cassinen.**

Procurator generalis Cassinen. petiit confirmari officium S. Benedicti qualibet feria tertia recitandum, praeter adventum, quadragesimam etc. Quod etiam petierunt monachi reformati S. Benedicti Congregationis S. Mauri in Gallia. Et Sacra Congregatio respondit officium praedictum esse novum, et ideo comprehendi sub decreto SSmi de novis officiis non admittendis. Die 28 martii 1626.

686. **Firmana.**

Capitulum et canonici Firmani instituerunt iterum a Sacra Congregatione concedi facultatem archiepiscopo dandi licentiam retinendi berettinum in missa, stante quod alias Sacra Congregatio id concesserat, quae Sacra Congregatio nihilominus respondit fieri verbum cum SSmo. Die 28 martii 1626.

687. **Geneven.**

Servi Dei Francisci de Sales Episcopi Geneven.

Attuli in Congregatione sex processus informativos auctoritate ordinaria fabricatos super sanctitate et miraculis servi Dei Francisci de Sales episcopi Geneven. cum literis cardinalium, antistitum, et ecclesiasticorum virorum in comitiis generalibus cleri Galliae constitutorum nomine subscriptis. Item regis christianissimi et reginae matris ad SSmum directis enixe supplicantium pro cognitione dictorum processuum, et ulteriori processu in causa, ob magna merita, sanctitatem, et laudes dicti episcopi. Et Sacra Congregatio mandavit dictos processus converti in idioma latinum, vel vulgare juxta decretum in praecedenti Congregatione factum, quod Illmi Patres decretum de interpretatione processuum transmissorum facienda intelligunt et declarant esse generale et servandum in omni processu, et quod facta dicta conversione, restituantur processus secre-

tario ad effectum conferendi seu, ut dicitur collationandi. Et haec causa fuit commissa Illmo D. cardinali a Sabaudia, et repertum postea dictos processus jam fuisse in partibus traductos, et ita cum sua traductione transmissos. Die 28 martii 1626.

688. **Germaniae.**

Fridericus Davensbergh prior Congregationis Bursfeldensis ordinis S. Benedicti in Germania exposuit in illa Congregatione extare abbates quamplures omnes usum mitrae habentes, exceptis sex infrascriptis, videlicet, abbate S. Pantaleonis, S. Martini Coloniae, S. Heriberti in Tuitio, B. Nicolai in Bravveiler, S. Viti in Gladbach, S. Alexandri in Graffschafft, qui licet gaudeant pastorali, et aliis ornamentis pontificalibus, tamen mitra non utuntur, sed ejus loco deferunt quoddam capucium, quod beffam vocant, unde ad inducendam uniformitatem in Congregatione, quae semper Cassinensium privilegiorum particeps fuisse dicitur, etiam sex abbatibus usum mitrae concedi supplicavit. Et Sacra Rituum Congregatio censuit concedendum de consensu aliorum abbatum. Die 28 martii 1626.

689. **Hydruntina.**

Homerus Muscara clericus de Corliano Hydruntinae dioecesis exposuit se primam tonsuram suscepisse juxta ritum Romanae Ecclesiae, et postea unicam et virginem duxisse, qua retenta cupit more Grecorum suscipere tam majores quam minores ordines; unde supplicavit pro dispensatione. Et Sacra Congregatio remisit petitionem ad Sacram Congregationem S. Officii. Die 28 martii 1626.

690. **Ordinis Servorum Beatae Mariae Virginis.**

Procurator generalis ordinis Servorum exposuit tam in sua religione, quam in multis aliis locis Italiae receptum esse ritum quemdam seu modum orandi, et imponendi manus super infirmos, qui pro religiosis sui ordinis reperitur impressus Vicentiae de anno 1612 de quo supplicavit declarari, an debeant in posterum uti. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 28 martii 1626.

691. **Syracusana.**

Episcopus Syracusanus plura petiit a Sacra Congregatione, quae fuerunt remissa ad Illmum D. cardinalem de Torres. Et primo declarari validam concessionem ab ipso episcopo factam canonicis suae cathedralis tenendi pannum in eorum scamno extra stallum cum assistunt concionibus, ad quod Sacra Congregatio respondit: *Nihil declarandum*. Secundo. Petebat declarari ad ipsum episcopum spectare determinationem locorum et honorum tam in ecclesia sua cathedrali, quam in omnibus aliis ecclesiis suae dioecesis non autem ad quemquam alium secularem. Et Sacra Congregatio respondit ad episcopum spectare, sed sine scandalo. Tertio. Petiit declarari, quibus personis debeat permitti faldistorium, hoc est genuflexorium, et quomodo. Et Sacra Congregatio respondit: posse concedi, non tamen aequale episcopo. Die 28 martii 1626.

692. **Toletana.**

Capitulum et canonici metropolitanae ecclesiae Toletanae ad evitandos abusus pomparum et fastis nobilium ad dictam ecclesiam confluentium, qui sellas, strata, et pulvinaria praemittebant, decreverunt alias nemini licere in posterum suprascriptis commoditatibus, seu vanitatibus in dicta ecclesia uti, exceptis dumtaxat regalibus personis, et magistratibus; quod decretum fuit litteris Pii Papae V confirmatum sub anno 1571. Ex quo decreto cum effectum esset, ut nobiles retraxerint se a dicta ecclesia, tandem dictum capitulum et canonici ad revocandos nobiles decreverunt ampliare et extendere dictum decretum ad omnes titulatos, magistratus, et officiales, eorumque uxores, filios, et alios narratos in libello supplici ipsius capituli, quod cum per se facere nequirent, ex quo decretum illud erat auctoritate apostolica confirmatum ad Sacram Congregationem recursum habuerunt, quae respondit: *Nihil*. Die 28 martii 1626.

693. **Veneta.**

Iterum de missis in missali a Junctis imprimendo apponendis de illis sanctis, qui juxta decreta Sacrae Congregationis additi sunt in breviario ab eisdem nuper impresso, quod Sacra Congregatio remisit ad SSmum. Et Sanctitas Sua mandavit hoc tractari in ipsa Congregatione et Sanctitati Suae referri in consistorio; quod cum dictae Sacrae Congregationi retulissem, eadem Sacra Congregatio remisit hoc negotium ad Illmum D. cardinalem de Torres. Et hac occasione exposui Sacrae Congregationi mentem SSmi de non admittendis amplius novis officiis. Et de excommunicatione a Sanctitate Sua lata super his, quae tractantur in Congregatione ut referantur SSmo, quod SSmus declaravit intelligere tam de his, quae tractantur de ordine Sanctitatis Suae, quam de ordine ipsius Congregationis ut referantur SSmo ut supra. Die 28 martii 1626.

694. **Ulixbonen.**

In territorio de Santarem, ubi nuncupatur los Chavoes sub dioecesi Ulixbonen. adest ecclesia S. Mariae nuncupata Das Angustias magnae devotionis et populi concursus, in qua tamen inolevit hic abusus, quod a locantibus diebus festivis mulos, seu currus pro itinere faciendo ad dictam ecclesiam ab his qui pedestres ire non valent, tam ministri ecclesiastici, quam alii mulctam exigunt, et extorquent; quod cum indignum, et dictae ecclesiae etiam praejudiciale sit, supplicatum est nomine dictae ecclesiae prohiberi. Et Sacra Congregatio respondit, omnino prohibendum. Die 28 martii 1626.

695. **Urbis.**

Petierat procurator generalis capucinorum licentiam celebrandi officium et missam B. Felicis de Cantalicio in die obdormitionis ipsius, ita ut etiam extenderetur haec facultas ad omnes confluentes ad ecclesias ipsorum. Et Sacra Congregatio concessit tantum hanc licentiam confluentibus hic Romae ad ecclesiam ubi quiescit corpus dicti beati: modo vero instetit et supplicavit iterum pro omnibus confluentibus ad ecclesias ipsorum capucinorum, ex quo jam aliis id concessum erat. Et Sacra Congregatio respondit, de hoc agendum esse cum SSmo. Die 28 martii 1626.

696. **Urbis.**

Retuli ego, me exposuisse SSmo decretum Congregationis de officio et missa Beati Felicis in die obdormitionis suae celebrando ut supra, et quod SSmus approbaverat. Die 28 marti 1626.

697. **Urbis.**

Petitum fuit publicari decretum et concedi indulgentiam orantibus pro agonizantibus, in Memento et litaniis. Et Sacra Congregatio cupiens super hoc habere votum alicujus theologi, mandavit mihi secretario, ut de hoc alloquerer cum generali Societatis Jesu, item generali minorum Conventualium S. Francisci, nec non Rmo magistro fr. Nicolao Riccardo ordinis Praedicatorum ut feci. Die 28 martii 1626.

698. **Notarii S. Congregationis.**

Comparuit etiam in Sacra Congregatione Clearcus Buscus Rotae notarius ab ipsa S. Congregatione deputatus notarius ad formandos processus, et acta judiciaria, et illi consignata fuit ab eadem Sacra Congatione taxa et ordines ab ipso observandi, quam et quos in eadem plena Congregatione tactis sacrosanctis scripturis in manibus Illmi et Rmi D. cardinalis Peretti pro Illmo D. cardinali decano et praefecto valetudinario absente promisit et juravit ad unguem observare sub poena perjurii, privationis officii ipso facto incurrendae, restitutionis contra et ultra dictam taxam et ordines habitorum et acceptorum, et aliis poenis arbitrio ipsius Sacrae Congregationis, praesentibus DD. Mathaeo Moretto auditore, et Octavio Oliverio secretario familiaribus Illmi D. cardinalis a Monte praefecti. Tenor autem taxae est qui sequitur videlicet.

Tassa, et ordini per il notaro deputato dalla Congregazione de'Riti per l'esame dei testimoni, ed atti giudiziarj.

1. Che detto notaro non faccia registri se non degli atti

giudiziarj, che ne hanno bisogno, et non dell'esame de'testimoni, ne altro.

2. Che bisognando fare registri osservi ad unguem in essi, ed in ogni altra cosa, che farà la riforma della sa: me: di Paolo V, e particolarmente quel che dispone sotto il titolo de registris etc.

3. Che per ogni centinaro di fogli di registro benfatto, e secondo detta riforma, quando si abbia a fare non pigli più di quattro scudi.

4. Che li processi che vengono de partibus tanto fatti auctoritate ordinaria, quanto fatti auctoritate apostolica, non si debbano registrare per conto alcuno secondo la detta riforma, etiam che non passassero fogli 20, ma solo si possano rubricare, se non saranno rubricati, o non intieramente nel qual caso si possa solo rubricare quel che manca, e non altro.

5. Per la rubricatura di qualsisia cosa che ne abbia bisogno ridotto il processo a carte buone conforme alla detta riforma si paghi giulj dieci per cento, e tal rubricatura debba in sostanza contenere tutto quello che contiene il corpo della scrittura, e avendo il processo o altra scrittura rubricata de partibus non essendo interamente rubricata si paghi solamente quello, che manca, come si e detto.

6. Per ogni esame in qualsivoglia luogo se si finisce in una sessione, si paghi giulj tre, e se ci vuole più sessioni, sinche si finisca l'esame di detto testimonio, non possa il notaro pretendere più di giulj due per sessione.

7. Per il sommario, ovvero copia di qualsisia testimonio esaminato in qualsisia luogo, o in curia, o fuori, o in vigore di lettere remissoriali, o scrittura compulsatoria, non si paghi più di due giulj, e se la scrittura passa quattro fogli, quel di più per la scrittura si paghi a ragione del capitolo seguente.

8. Per la copia degli atti fatti in curia in forma di buon originale non si paghi più di bajocchi cinque e mezzo per foglio da tutte due le bande, e la facciata sia di linee trenta, e la linea di sillabe diciotto, ed essendo scritta in forma di registro si paghi a ragione di registro come sopra tassato.

9. Per il duplicato di qualsisia scrittura, o publica o privata con sottoscrizione e sigillo etc. o senza, non si debba pagare se non due terzi meno della prima.

10. Per l'auscultazione, o collazione de' testimoni ogni volta, che sia continuata di quattro ore avanti pranzo, e tre dopo pranzo, non si paghi più di uno scudo il giorno, e gli ajutanti siano deputati dalle parti, e volendo essere pagati, se li paghi quel tanto che tra di loro sarà convenuto, e per la fede dell'auscultazione di tutto il processo non si passi bajocchi dieci.

11. Tutti i registri, copie, scritture etc. si debbano fare in carta buona, e lettera intelligibile, e secondo la detta riforma, come si è detto, altrimenti il notaro sia tenuto farle copiare di nuovo senza altra spesa delle parti.

12. Che sia tenuto fare un manuale, dove si descrivano tutti gli atti, e citazioni, con le sue intitolazioni, quali resti sempre nell'officio, ne per questo si paghi cosa alcuna, e possa da tutti sempre essere veduto, e letto gratis, ed il notaro sia sempre obbligato a mostrarlo.

13. Che non si possa pretendere altro pagamento per qualsisia altra cosa, scrittura o fatiga, che non sia espressa nella presente tassa, ancorchè concorra l'istessa o maggior ragione.

14. Che si faccia stampare detta tassa ed ordini, ed il notaro debba tenerli publicamente appesi nell'officio affinchè ciascuno possa vedere il fatto suo.

E sentendosi alcuno gravato o vedendo non osservarsi detta tassa ricorra alla Sacra Congregazione, che vi piglierà debito rimedio. Die 28 martii 1626.

699. **Atrebaten.**

Evulgato rumore, quod imago quaedam Beatissimae Virginis depicta in pariete viridarii monialium tertiariarum terrae Bappali Atrebaten. dioecesis, sudasset, archiepiscopus illius dioecesis facta diligentia, parum, aut nihil inveniens claudi tabulis dictam Imaginem jussit, cujus jussioni procurator generalis minorum Observantium Flandriae, qui jurisdictionem in praedictas moniales praetendit se opponere cœpit; unde supplicat dictus archiepiscopus praecipi dicto procuratori, ut obediat archiepiscopi mandato, et moniales praedictae, nondum probato miraculo, non dent accessum ad populum, viridarium praedictum aperiendo contra Concilium et Sacros Canones; et Sacra Congregatio mandavit de hoc agi cum commissario generali dicti ordinis, cum quo egi, et curam in se suscepit providendi tam super hoc, quam super habitu beati Petri de Molleano, de quo supra. Die 4 aprilis 1626.

700. **Firmana.**

Retuli me alloquutum fuisse cum SSmo de facultate danda archiepiscopo Firmano concedendi canonicis Firmanis, ut possint dicere missam velato capite, idest ut dicitur cum berettino. Die 4 aprilis 1626. Sanctissimus annuit.

701. **Messanen.**

Abbas commendatarius Roccamadoris ordinis Cisterciensis Messanae dioecesis petiit breviarium et missale monasticum, quo utendi facultatem Cisterciensibus concessam esse credit; et Sacra Congregatio respondit, quod utatur jure suo. Die 4 aprilis 1626.

702. **Pacen.**

Prohibuit episcopus Pacen. usum quemdam introducendi ferocem taurum in ecclesia S. Marci in vigilia et festo ipsius, a quo decreto appellantes confratres, obtinuerunt ab A. C. inhibitionem; contra quam episcopus petit ipse inhibitionem, et causam ab A. C. revocari. De qua re cum alias tractatum esse dicerem, aliqui ex Illmis Patribus, mandarunt videri, an adsit super hoc aliquod decretum. Die 4 aprilis 1626.

703. **Pistorien.**

In causa vertente inter praepositum et canonicos cathedralis ecclesiae ex una, et alios presbyteros confratres quarumdam societatum SSmae Trinitatis et Spiritus Sancti civitatis Pistorien. ex altera, orto dubio, quorum expensis lis inter eos suborta, et in Sacra Congregatione pendens, esset sustinenda? Sacra Congregatio, referente Illmo Muto, cui causa erat commissa, decrevit, de propriis pecuniis, sive portionibus concurrere volentium dictas expensas esse faciendas; quas cum canonici de proprio hactenus fecerint, sed alii presbyteri de pecuniis societatum impenderint, ut narratum est, usque ad summam scutorum centum circiter, dicti canonici et dignitates petierunt declarari praedictum decretum et pecunias dictarum societatum per presbyteros impensas, ipsis societatibus restitui; et Sacra Congregatio declaravit sensum ipsius Congregationis fuisse, quod de propriis pecuniis, seu portionibus eorum, qui ad dictam litem sustinendam concurrere volunt, vel voluerunt, faciendae sint expensae, non autem de pecuniis societatum, et ideo pecunias dictarum societatum jam impensas esse illis restituendas. Die 4 aprilis 1626.

704. **Veneta. Caerimonialis.**

Junctae mercatores Veneti, qui alias de anno 1582 impresserunt Caerimoniale Romanum, cujus exemplaria hodie apud eos amplius non extant, petierunt licentiam illud iterum imprimendi, quaerentes an aliquid addendum, vel detrahendum esset, et re discussa Sacra Rituum Congregatio censuit imprimendum esse prout jacet, sed in tribus locis infrascriptis adnotandus in margine non usus illorum, videlicet; lib. 2. sect. prima cap. 20 ubi de compotatione dicta olim Potus in Aula, notetur in margine non esse in usu.

Item eodem lib. 2. sect. prima cap. 28 ubi de projectione candelarum, quae a Sanctissimo fiebat ad populum notetur in margine ut supra, eam non esse amplius in usu. Et imprimatur sine figuris, quia illae persaepe faciunt errare. Die 4 aprilis 1626.

705. **Urbis. Decretum generale.**

Cum relatum fuerit in processibus remissorialibus qui transmittuntur, vel perveniunt ad manus DD. Rotae Auditorum non servari decretum SSmi de illis clausis per decennium retinendis, fuit mihi a Sacra Congregatione injunctum, ut agerem cum Sanctissimo, et supplicarem, quod omnes remissoriales committerentur Sacrae Rituum Congregationi, quae dictum decretum observat; et quod Sanctitas Sua etiam Auditoribus Rotae mandare dignaretur dictos processus non aperiri juxta Sanctitatis Suae decretum. Et me de his postea cum SSmo agente, mandavit Sanctitas Sua decretum Auditoribus Rotae notificari, prout feci, et quoad commissiones remissoriales, respondit Sanctissimus, se non nisi Congregationi remisisse et remittere. Die 4 aprilis 1626.

706. **Urbis. Subscriptio Emi Praefecti.**

Dixi etiam me narrasse SSmo difficultatem, quam facit Rmus D. Vulpius in recipiendis decretis ab Illmo D. cardinali a Monte, qui propter manus imbecillitatem, admodum obscure, et confuse subscribit. Et Sanctissimus mandavit subscribi per antiquiorem, qui fuerit praesens in Congregatione. Die 4 aprilis 1626.

707. **Urbis.**

Hac occasione retuli quinque advertenda, et forte emendanda in Martyrologio oblata mihi a R. P. Jacobo Vulponio congregationis Oratorii; et Sacra Congregatio mandavit haec conferri cum generali Jesuitarum et Theatinorum, vel alio habente cognitionem, seu versato in hujusmodi re. Die 4 aprilis 1626.

708. **Aversana.**

Vertente lite inter oeconomum, et confratres SSmae Conceptionis alias erectae in ecclesia S. Mariae Magdalenae extra maenia civitatis Aversanae ex una, et custodem ac fratres ordinis Minorum Observantium ecclesiae praedictae S. Mariae Magdalenae dictae civitatis ex altera, de et super eo, quod cum dicta confraternitas construxerit intra maenia civitatis Aversae locum quemdam cum cappella vulgo nuncupata *Lo spogliatore*, ibique facere coeperint omnes functiones quas dicti confratres faciebant in cappella et ecclesia dictae S. Mariae Magdalenae; nec non translationem indulgentiarum in locum praedictum per litteras Sanctissimi in forma brevis expeditas obtinuerint; quod cum dicti fratres conventus S. Mariae Magdalenae praetenderint id illis facere non licuisse, neque licere, minusque discedere a dicta ecclesia S. Mariae Magdalenae, ubi confraternitas ab initio erecta fuit, eaque lite et controversia in hac Sacra Rituum Congregatione primo ad Illmum D. cardinalem Mutum, deinde ob ejus absentiam ad Illmum D. cardinalem S Georgii commissa, eoque utraque parte informante referente, Sacra Rituum Congregatio ad favorem dictae confraternitatis SSmae Conceptionis respondendo declaravit: Non posse dictos confratres cogi, seu compelli ad redeundum pro suis functionibus ad cappellam sitam in praedicta ecclesia S. Mariae Magdalenae, sed ipsis licere stare, continuare, vel ire quo volunt, ibique suas functiones libere exercere, non obstante dictorum fratrum contradictione, et dictae translationis indulgentiarum literis, seu brevi uti et gaudere libere posse. Die 24 aprilis 1626.

709. **Brixien. Thurificationis.**

Commissa causa thurificationis pro parte archipresbyteri Brixiensis contra mansionarios et cappellanos in Rota, et instantibus dictis mansionariis avocari a dicto tribunali Rotae tamquam causam pertinentem ad Sacram Rituum Congregationem privative etc. utraque parte informante, Sacra Congregatio fuit contenta, quod illam Rota cognosceret. Die 24 aprilis 1626.

710. **Faen.**

Comes Montis Veteris oratorium quoddam SSmi Sacramenti in suo Castro Montis Veteris existens erexit in abbatiam, quam etiam obtinuit conferri in personam filii sui, et modo petebat licentiam retinendi in ecclesia dictae abbatiae SSmum Sacramentum, stante maxime quod ecclesia curata est extra castrum praedictum et ad hoc exhibebat consensum plebani, quo non obstante Sacra Congregatio respondit: *Nihil iterum*. Die 24 aprilis 1626.

711. **Neapolitana.**

Sacra Rituum Congregatio concedendo civitati Neapolitanae officium et missam B. Jacobi de Marchia in die obdormitionis ipsius prout de aliis protectoribus jam erat concessum, mandavit reliquias dicti Beati reponi in cappella thesauri privatim absque ulla solemnitate, unde nomine ejusdem civitatis, et religionis minorum Observantium S. Francisci supplicatum fuit posse reliquias dicti Beati solemniter, et cum pompa deferri ad locum praedictum prout hactenus de aliis factum est; et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 24 aprilis 1626.

712. **Novellariae.**

Erexit Pius V sa. me. ecclesiam collegiatam S. Laurentii in terra Novellariae, in qua praeter octo canonicos, et sex beneficiatos instituit veluti seminarium quoddam sex adolescentium clericorum, e quibus canonici perpetuo assumantur, pro quorum cura et institutione deputavit magistrum chori. Cum nulla hactenus adsit consuetudo, beneficiati dictae ecclesiae supplicarunt declarari: An praecedere debeat beneficiatis in choro, et aliis functionibus cum praesupposito quod dictus chori magister ut plurimum est persona secularis. Et Sacra Congregatio mandavit citari partem. Die 24 aprilis 1626.

713. **Pacen. Tauri.**

Cum in praecedenti Congregatione exposuissem desiderium episcopi Pacen. qui tauri immissionem in ecclesia S. Marci prohibuerat, et ab A. C. fuerat inhibitus in vim appellationis, fuit mihi injunctum, ut viderem, an de hac re, de qua alias tractatum dicebatur adesset decretum aliquod. Retuli me reperisse Breve fe. re. Clementis VIII directum episcopo Civitaten. in quo dictus pontifex omnino prohibet ubique, et damnat dictam tauri immissionem, et eam funditus tollendam praecipit de consensu, et sententia hujus Sacrae Congregationis et episcopo Civitaten. committit, ut auctoritate apostolica, omnibus facti et juris remediis et censuris, de omni loco suae dioecesis hunc abusum tollat omni contradictione, inhibitione, et impedimento postposito et sublato; unde Sacra Congregatio mandavit agi cum SSmo, ut simile Breve concedatur episcopo Pacensi. Die 24 aprilis 1626.

714. **Passavien.**

Supervenerunt literae R. P. D. Carafae episcopi Aversani nuntii apud imperatorem Viennae commorantis datae 11 februarii proxime praeteriti ad favorem praepositi S. Pancratii Passavien. dioecesis usum mitrae et baculi postulantis, in quibus literis narratur dictum praepositum habere redditus sufficientes ad talem dignitatem sustinendam, eumque literarum studiis, et vitae probitate ornatum dignum judicari tali honore. Sacra Congregatio mandavit mihi, ut de hoc agerem cum Illmo Clesselio, qui est episcopus Viennae, a quo accepi dictum praepositum S. Pancratii esse veluti merum parochum sine numero clericorum in loco rurali. Die 24 aprilis 1626.

715. **Pistorien.**

Moniales S. Mariae de Angelis civitatis Pistorien. ordinis S. Benedicti utentes breviario romano, non monastico, supplicarunt Sanctissimo posse nihilominus recitare officia diversorum sanctorum et beatorum pro sua devotione, sumendo homilias, lectiones secundi nocturni et orationes ex breviario monastico, caetera vero ex breviario romano, et in sabbatis non impeditis recitare officium SSmae Annunciationis, quae est titulus proprius ipsius ecclesiae, et semel in mense die non impedito recitare officium S. Benedicti cum hymno proprio, et propriis responsoriis; et re ad hanc Sacram Congregationem remissa Sacra Congregatio respondit: *nihil*. Die 24 aprilis 1626.

716. **Urbis et Orbis.**

Illmus D. cardinalis Pius fecit verbum in Sacra Congrega-

tione de officio Nominis Mariae, de quo conclusum, ut Illmus D. cardinalis Madrutius faciat verbum cum SSmo. Die 24 aprilis 1626.

717. **Urbis.**

Exposui desiderium Hieremiae Guelphi impressoris cameralis conquerentis denuo se pati molestiam super officiis, quae imprimuntur approbatis a Sacra Congregatione, eique Magister Sacri Palatii negat imprimi debere sine sua subscriptione, alioquin suspensionem eorum minatur, et carcerem ministris, unde petiit provideri, et negotium fuit remissum ad Illmum Madrutium, qui de hac re ageret cum SSmo, ut sicut aliarum Congregationum, ita et hujus decreta, et approbata imprimi debeant sine difficultate, et sine subscriptione magistri Sacri Palatii. Die 24 aprilis 1626.

718. **Constantien. Provinciae Moguntinae.**

Abbas, et conventus monasterii S. Blasii in Heresnia Sylva dioecesis Constantien. petebat appendicem ad breviarium monasticum pro choro dicti sui monasterii; et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 2 maii 1626.

719. **Flandrien. Pro Infanta.**

Retulit Illmus D. cardinalis Madrutius se in consistorio fecisse verbum cum SSmo de officio gloriosi nominis Mariae, et Sanctitatem Suam annuisse ut dictum officium recitari possit privatim, non autem in choro in locis subjectis dominio, et ditioni Infantis Flandriae; missam vero similem celebrari permisit in ecclesiis dumtaxat B. Virgini dicatis in eisdem locis. Die 2 maii 1626.

720. **Leodien.**

Supplicatum fuit SSmo, ut advenientibus deputatis a clero Leodien. dignaretur praecipere, ut capitulum, et canonici dictae ecclesiae Leodien. teneantur observare in omnibus, et per omnia usum romanum tam in canendo et celebrando officia divina, quam in caeremoniis, et uti magistro caeremoniarum; et Sacra Congregatio mandavit scribi Nuntio Coloniae pro informatione cum voto et quod alloquatur episcopo. Die 2 maii 1626.

721. **Nullius Terrae Guastallae.**

Canonicus Pecorellus Terrae Guastallae transmittens kalendarium tam anni praesentis, quam proxime praecedentis editum per abbatem Guastallae, in quibus apparet ipsum abbatem occasione altarium, seu etiam reliquiarum existentium in illa dioecesi indixisse officium Sanctorum diversimode a breviario romano, supplicavit per literas discuti hanc causam, et definiri, an dicta kalendaria sint valida; et Sacra Congregatio hanc causam remisit ad Illmum D. cardinalem Millinum. Die 2 maii 1626.

722. **Passavien.**

Retuli quoque me loquutum cum Illmo D. cardinali Cleselio de praeposito S. Pancratii Passavien. dioecesis, qui dixit mihi dictum praepositum esse veluti parochum quemdam ruralem, unde quoad petitionem ipsius postulantis usum mitrae et baculi, Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 2 mai 1626.

723 **Tirasonen.**

Canonici S. Sepulchri civitatis Calatajud dioecesis Tirasonen. exponentes dictam ecclesiam S. Sepulchri esse regularem ordinis S. Augustini, habentem priorem et canonicos regulares, quorum tamen prioratus est solitus concedi in commendam, et quod modernus commendatarius comparuit in ecclesia cum manicis telae albae ad instar rocchetti contra usum et morem dictae ecclesiae regularis, nec non etiam suorum antecessorum commendatariorum, petierunt declarari dictum commendatarium teneri deponere dictas manicas; et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo ut non permittat introduci novitates. Die 2 maii 1626.

724. **Decretum Generale.**

Sanctissimus Dominus Noster audito quod domini Auditores Rotae non observabant decretum Sanctitatis Suae de retinendis clausis non examinandis per decennium processibus factis auctoritate apostolica super sanctitate alicujus servi Dei ad effectum beatificationis sive canonizationis, quod notatum reperitur in Sacra Rituum Congregatione habita die 28 septembris 1624, cujus decreti domini Auditores notitiam non habebant, mandavit dictae Congregationis secretario, ut dictum Sanctitatis Suae decretum illis denunciaret et notificaret, ad effectum, ut ipsi quoque illud observent, prout dictus secretarius die 6 ejusdem mensis executus est mandatum Sanctissimi denunciando praefatum decretum Rmo D. Coccino Rotae decano, cum interventu et Rmi D. Pirovani, eique exemplum dedit, et mentem SSmi de illo observando exposuit. Die 6 maii 1626.

725. **Casertana.**

Fuit a vicario Casertae transmissus processus ab eo fabricatus super miraculis, ut creditur factis a quadam imagine gloriosae Virginis depictae supra portam ecclesiae S. Augustini existen. in Casali Turris dictae civitatis Casertae ad Sacram Congregationem Episcoporum, quae dictum processum ad hanc Sacram Rituum Congregationem remisit; et Sacra Congregatio remisit ad Illmum D. cardinalem Sabellum. Die 16 maii 1626.

726. **Meten.**

Abbas, et conventus monasterii Justi montis ordinis Praemonstraten. Meten. dioecesis petiit in futurum posse celebrare, et decantare publice et privatim ubique breviarium, et missale romanum, ita quod a nemine molestari possit, et hoc in perpetuum concedi; et Sacra Congregatio concessit, dummodo etiam tota religio dictum breviarium et missale recipiat. Die 16 maii 1626.

727. **Nullius Guastallae.**

Conquesti fuerant aliqui ex canonicis ecclesiae collegiatae Nullius Guastallae eorum abbatem amoto romano edidisse kalendaria quaedam diversa in aliquibus a praefato romano, quorum duo transmissa sunt ad hanc Sacram Congregationem, videlicet unum editum pro anno proxime praeterito 1625, alterum pro anno praesenti. Quibus visis, referente Illmo D. cardinali Millino, cui erat commissum hoc negotium, Sacra Congregatio mandavit scribi abbati, ut servet breviarium romanum, ejusque rubricas et si velit edere kalendarium proprium diversum in aliquo a romano, illud prius quam imprimi faciat, ad hanc Sacram Congregationem transmittat, prout scriptum fuit. Die 16 maii 1626.

728. **Antuerpien.**

Moniales S. Margaritae dioecesis Antuerpien. supplicarunt Sanctissimo pro licentia recitandi novum officium Nominis Jesu, ex quo ecclesia ipsarum est dicto Nomini dicata, et re ad Sacram Congregationem remissa, Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 6 junii 1626.

729. **Brixien.**

Item retuli in causa Brixien. thurificationis in qua fuerat mihi injunctum, ut intelligerem mentem Sanctissimi, an esset a Rota avocanda, vel ne, et Sanctitatem Suam respondisse, quod ex quo Congregatio contenta fuit, quod Rota cognosceret, Sanctitatem quoque Suam ita esse contentam, cum hoc tamen, quod mansionarii, qui in propositione causae facta in Rota non informarunt, audiantur omnino si quid volunt deducere. Die 6 junii 1626.

730. **Argentina.**

Commendator, et conventus ordinis S. Joannis Hierosolymitani Argentinae dioecesis narrantes se privato ordinis sui breviario dimisso, romano uti, petebant licentiam pro majori tutelarium, ac titularium religionis veneratione commemorationes quasdam ad romani breviarii formulam et in libello supplici descriptas posse recitare; et Sacra Congregatio respondit illos uti debere breviario romano cum suis rubricis prout jacent. Die 6 junii 1626.

731. **Caesaraugustana.**

Moniales monasterii nuncupati de Trasonares ordinis Cisterciensis S. Benedicti Caesaraugustanae dioecesis narrantes se habere monasterium in deserto, ubi tempore hyemali propter extrema frigora, et glacies, quibus acerrime cruciantur, et pro-

bvitatem matutini, et horarum nocturnarum illius ordinis incidunt in varias et fere incurabiles infirmitates, supplicarunt concedi sibi licentiam recitandi officium juxta formam breviarii romani; et Sacra Rituum Congregatio praefatis de causis, quas justas judicavit, mota, sine difficultate concessit. Die 6 junii 1626.

732. **Tullen, seu Nullius.**

Claudia de Chusignis abbatissa ecclesiae S. Quirici loci de Spinallo in Lotharingia petebat a SSmo definiri controversiam, quam habet super habitu cum diaconissa ejusdem ecclesiae, et re ad Sacram Rituum Congregationem remissa, instabat pro commissione causae cum facultate concedendi remissoriales, quae fuit ab eadem Sacra Congregatione commissa Illmo Lenio cum facultate praedicta. Die 6 junii 1626.

733. **Assisien.**

Episcopus Assisien. exposuit in ecclesia sua cathedrali recitari officium S. Ruffini titularis dictae ecclesiae, idque ut praetenditur, ab immemorabili; dictumque officium cum kalendario sanctorum dictae ecclesiae et dioecesis fuisse impressum, in quo adsunt sancti ordinis Minorum, quorum licentiam clerus praetendit se habuisse per litteras quondam cardinalis Sarnani, facto verbo cum Pontifice illius temporis; sed quia modo emanavit decretum Sacrae Congregationis super Indicem librorum prohibitorum, quo suspenduntur et prohibentur officia impressa absque approbatione hujus Sacrae Rituum Congregationis, petiit an dictum officium recitari et retineri possit cum dicto kalendario; et Sacra Congregatio remisit ad Illmum D. cardinalem Pium. Die 20 junii 1626.

734. **Nuceriae Superioris.**

Œconomi ecclesiae Sanctissimi Sacramenti Nuceriae Superioris, et B. Mariae de Carmelo de Platea Paganorum ejusdem civitatis exponentes alias permissum fuisse dictis ecclesiis, licet non parochialibus asservari Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum, nuper a moderno episcopo fuisse in dioecesana synodo interdictum, supplicarunt pro licentia illud retinendi; et Sacra Congregatio laudavit, et approbavit dicti episcopi decretum. Die 20 junii 1626.

735. **Nullius Guastallae.**

Retuli litteras abbatis Guastallae respondentis Sacrae Congregationi, et offerentis se paratum obedire mandatis ipsius, sed quia cum eis transmisit notam sanctorum, quos in perpetuum cuperet ponere in kalendario suae ecclesiae ratione scilicet altarium, reliquiarum et votorum civitatis vel populi, quae rationes etiam erant indicatae in kalendariis ab ipso hactenus editis, et fuerunt a Sacra Congregatione judicatae frivolae et rejiciendae; ideo Sacra Congregatio respondit: *nihil*. Die 20 junii 1626.

736. **Ulixbonen.**

In dioecesi Ulixbonen. adest ecclesia antiqua et monasterium canonicorum regularium ordinis S. Augustini regni Portugalliae, cujus ecclesiae titularis fuit et est S. Vincentius martyr; cui postea intervenientibus regibus catholicis, additus est etiam titulus S. Sebastiani martyris, adeo quod in officio recitantur duae commemorationes; modo prior et regulares dicti monasterii supplicant de utroque titulari fieri simul unam tantum commemorationem tenoris sequentis, videlicet.

Antiphona. O beati Vincenti et Sebastiane martyres Christi, pro cujus amore saevissima poenarum genera constanter pertulistis intercedite pro nobis, ut semper in amore Christi roboremur.

℣. Orate pro nobis in conspectu Dei.

℟. Ut digni efficiamur promissionibus Christi.

Oratio.

Adesto Domine supplicationibus nostris, ut beatorum martyrum tuorum Vincentii et Sebastiani intercessione ab omnibus adversitatibus muniamur in corpore, et a pravis cogitationibus mundemur in mente. Per Dominum nostrum etc.

Et Sacra Rituum Congregatio approbavit. Die 20 junii 1626.

737. **Urbis.**

Frater Antonius de Sarnano conventualis S. Francisci composuit orationes quasdam praeparatorias ad missam singulis diebus applicatas, quas petebat approbari ut possent imprimi; et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 junii 1626.

738. **Urbis.**

Praesidens, et Oblatae Turris Speculorum petierunt singulis tertiis feriis non impeditis officio duplici vel semiduplici, nec non exceptis feriis quadragesimae, adventus et vigiliis, posse recitare officium S. Franciscae Romanae earum fundatricis sub duplici ritu; et Sacra Congregatio non negavit, dummodo recitent etiam officium ordinarium diei, et ad id omnino teneantur, et non aliter. Die 20 junii 1626.

739. **Urbis.**

Petitum fuit quo loco, et quo ordine in martyrologio noviter imprimendo sint reponendi Sancti ex decreto hujus Sacrae Congregationis addendi; et Sacra Rituum Congregatio respondit, servandum esse ordinem antiquum. Die 20 junii 1626.

740. **Bergomen.**

Cum dubitaretur an canonici coadjutores mortuo coadjuto debeant praecedere veros canonicos, qui interim ante mortem coadjuti fuerunt admissi, et essent exhibitae literae Sacrae Congregationis super hoc scriptae episcopo Bergomensi sub die 22 martii 1625, quae cum non viderentur admodum clarae, fuit dictum in praecedenti videri decretum tunc temporis a Sacra Congregatione factum. Quo modo viso et lecto, Sacra Congregatio mandavit scribi litteras clariores ejusdem sensus, nimirum quod dicti canonici ante coadjutores et mortuo coadjuto effecti veri canonici, debeant dare locum et praecedentiam illis canonicis, qui interim vivente adhuc coadjuto sunt admissi ut veri canonici, etiam quod dicti coadjutores sint annales, triennales vel decennales possessores, quia talis possessio suffragatur quando eis ad hoc ne novam possessionem capere teneantur, non autem ad hoc ut praefatis veris canonicis ante coadjutorum mortem provisis et admissis praecedere debeant. Die 4 julii 1626.

741. **Flandriae.**

Actum est primo de instantia facta a D. Infante Flandriae, cui jam concessit Sanctissimus, ut posset recitari privatim non autem in choro officium gloriosi Nominis Mariae in locis subjectis dominio et ditioni dictae Infantis; missam vero similem celebrandi dumtaxat in ecclesiis B. Virgini dicatis in eisdem locis, et modo fuit denuo apud Sanctissimum institum, ut dicta facultas concederetur eo modo et forma, qua Sixtus V concessit illam civitati et dioecesi Conchen. et Gregorius XV civitati et dioecesi Toletanae; et re ad Sacram Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio mandavit Illmo Peretto, ut de hoc ageret in primo proximo consistorio. Die 4 julii 1626.

742. **Indiarum, seu Flasclanen.**

Moniales SSmae Trinitatis loci dicti la Puebla de los Angeles in Indiis ordinis Conceptionis B. V. exponentes ob malam qualitatem loci, et aeris praecipue nocturni, pati gravissimas infirmitates eundo ad matutinum, supplicarunt pro licentia recitandi matutinum vespere diei praecedentis post salutationem angelicam. Nec non petierunt licentiam recitandi qualibet feria V non impedita officium Sanctissimi Sacramenti, et die sabbati officium Sanctissimae Conceptionis; et Sacra Congregatio quoad primum de matutino vespere recitando censuit scribendum episcopo quod constito sibi de veritate narratorum, concedat licentiam petitam arbitrio suo; quoad reliqua de officio Sanctissimi Sacramenti et Conceptionis respondit: *Nihil*. Die 4 julii 1626.

743. **Manilen.**

Alias archiepiscopus S. Fidei in Indiis occidentalibus narrans, quod patres societatis Jesu, et alii superiores ordinum SS. Dominici, Francisci, Augustini benedicunt corporalia, pallas et reliqua alia ornamenta ecclesiastica, nec non consecrant cali-

ces et aras non solum pro suis, sed etiam pro aliis ecclesiis inconsulto ipso archiepiscopo, et in sua dioecesi residente sub praetextu privilegii obtenti a Sacra Congregatione. Sacra eadem Congregatio audito procuratore generali dictae societatis Jesu, hujusmodi decretum, videlicet, posse praelatos et reliquos patres Jesuitas benedicere paramenta et alia ornamenta ecclesiastica in quibus non adhibetur sacra unctio pro servitio propriorum collegiorum tantum, pro aliorum vero servitio non posse; ea vero in quibus adhibetur sacra unctio, neque pro ipsorum neque pro aliorum servitio posse benedicere, vel consecrare, et ita decretum fuit die 19 februarii 1626. Et eadem Sacra Congregatio praedictum decretum etiam quoad religiosos SS. Dominici, Francisci et Augustini, ac B. Mariae de Mercede redemptionis captivorum extendi debere censuit, ac declaravit die 22 martii 1626; modo archiepiscopus Manilensis metropolitanus Insularum Philippinarum idem narrans, supplicavit responderi; et Sacra Cangregatio respondit, concedendum esse sibi idem decretum de quo supra. Die 4 julii 1626.

744. **Patavina.**

Excitato dubio: An canonici et dignitates ecclesiae Patavinae associantes per civitatem eorum episcopum cardinalem non collegialiter, aut cum habitu canonicali, sed ut vulgo dicitur, cum ferrajolo, non tantum ut singuli, sed etiam ut deputati ad inserviendum de assistentia ipsi episcopo cardinali ad aliqua munia episcopalia exercenda extra ecclesiam cathedralem debeant anteire, vel potius sequi ipsum episcopum cardinalem, sicut faciunt praelati romanae curiae.

Pro parte canonicorum et dignitatum praetendentium debere sequi, adducta fuerunt infrascripta.

1. Exemplum cardinalium in curia Romana, qui associantes Summum Pontificem privatim, et ut singuli non praecedunt, sed sequuntur Sanctitatem Suam.

Ad quod tamen fuit responsum non esse parem rationem, quia cardinales associant semper Summum Pontificem ut cardinales, et in habitu cardinalitio, non autem communi, et ut dicitur in *ferrajolo*.

2. Quia etiam quod episcopus sit cardinalis, tamen consideratur ut episcopus tantum, et ad hunc effectum cardinalitia dignitas non habetur in consideratione, nec debet alterare modum, qui servatur in associando episcopo non cardinali

Sed respondetur cardinalitiam dignitatem esse inseparabilem a persona propter quam multa fiunt et conceduntur, quae non fierent, neque concederentur simplici episcopo, ut patet ex Caeremoniali.

3. Quia capitulum Paduanum non solum est privilegiatum praesertim in causis criminalibus, in quibus episcopus contra canonicos non procedit, nisi cum duobus canonicis per capitulum deputatis juxta disposita per Sacrum Concilium Tridentinum, sed etiam quia habet jus conferendi canonicatus et alia beneficia cathedralis ecclesiae in quatuor mensibus.

Ad quod respondetur ista privilegia non facere ad propositum, et esse privilegia capituli non canonicorum, quod est diversum, quia aliud singuli, aliud universitas.

4. Quia incedentes cum episcopo cardinali ad effectum illi assistendi extra cathedralem, praetendunt in illo actu repraesentare totum capitulum, non autem incedere ut singulos.

Ad quod respondetur quod in illo actu assistendi tunc potest hoc fortasse admitti, sed eo finito, vel nondum inchoato considerantur ut meri curiales, prout videmur in curia romana in magistris coeremoniarum, subdiaconis, et acolythis papae, qui ante et post actum sui officii comparent, et incedunt, ut privati in habitu communi et *ferrajolo*.

5. Et ultimo, quia asserunt tres, vel quatuor antiquiores canonici se recordari quod de tempore quondam Illmi Federici Cornelii episcopi Patavini canonici et dignitates non anteibant, sed sequebantur.

Ad quod respondetur, quod ille erat actus voluntarius, et facultativus, qui nec consuetudinem, nec praescriptionem inducit, et est interruptus.

Quare praefatis mature discussis et consideratis, Sacra Rituum Congregatio, non obstante in contrarium adductis unanimiter censuit et declaravit, canonicos et dignitates ecclesiae praefatae Paduanae in casibus de quibus in praefato dubio anteire debere, non autem sequi eorum episcopum cardinalem, et ita servandum. Die 4 julii 1626.

745. **Status Ecclesiastici.**

Quaesitum fuit a quodam praelato gubernatore civitatis Status ecclesiastici, qui tempore episcopi cardinalis sedebat ad conciones loco aliquantulum distanti a dicto cardinali, et in sede aliquantulum inferiori, utrum modo, quo non adest amplius episcopus cardinalis debeat aequali loco sedere? Et Sacra Congregatio respondit, quod faciat, prout faciebant sui antecessores tempore quo episcopus non erat cardinalis. Die 4 julii 1626.

746. **Burgen.**

Cum capitulum et canonici Burgenses peterent ob amplitudinem dioecesis concedi licentiam decano capituli, vel eo legitime impedito proxime sequenti dignitati benedicendi vasa et ornamenta ecclesiastica, et alia faciendi, quae fuerunt denegata, excepto tantum praedicta facultate benedicendi ea, in quibus non requiritur sacra unctio, pro qua dictum fuit scribi archiepiscopo pro informatione, sed data supplicatione, in qua inter supplicantes exprimitur etiam ipse archiepiscopus, Sacra Congregatio concessit ipsi archiepiscopo facultatem praedictam benedictionem tantum delegandi ipsius archiepiscopi dumtaxat vita durante. Die 18 julii 1626.

747. **Firmana.**

Fuit alia contentio praecedentiae inter clerum secularem S. Victoriae dioecesis Firmanae et monachos Cassinenses ejusdem terrae, quae definita fuit per decretum hujus Sacra Congregationis cujus decreti vigore fuerunt obtentae literae in forma Brevis a SSmo; pro quibus moderandis monachi praedicti recurrerunt ad Signaturam Sanctissimi, supplicantes pro aperitione oris, et reductione dicti Brevis ad viam juris, et commissione dictae causae in Rota; et Sanctissimus nihil rescribendo dedit paginam commissionis Illmo de Torres, mandando, quod si ei, aut Sacrae Congregationi videbitur, audiantur, parito tamen prius dicto Brevi; qua relatione facta per dictum Illmum D. cardinalem, Sacra Congregatio, utpote bene de hac causa informata, stetit in alias decretis, absque alia audientia. Die 18 julii 1626

748. **Sesina.**

Franciscus Panes de Sesio doctor, ut asserit et legum et theologiae suppplicavit declarari: An doctores theologiae praecedere debeant alios doctores inferioris scientiae? Et Sacra Congregatio putavit nihil esse rescribendum. Die 18 julii 1626.

749. **Venetiarum.**

Junctae impressores Veneti instabant pro declarandis missis et rubricis in missali imprimendo apponendis pro sanctis novis appositis in breviario, et Illmus D. cardinalis Torres, cui jam negotium commissum fuerat, dedit notam missarum et rubricarum, quam Sacra Congregatio recepit, facto tamen verbo cum Sanctissimo per Illmum D. cardinalem Peretum in consistorio cum aliis negotiis peragendis cum SSmo. Die 18 julii 1626.

750. **Carnoten.**

Robertus Bouet decanus et canonicus ecclesiae Carnoten. petiit similem facultatem benedicendi ornamenta et paramenta ecclesiastica, et reconciliandi loca sacra polluta in absentia episcopi. Et Sacra Congregatio respondit idem quod supra videlicet, concedi licentiam benedicendi in quibus non adhibetur sacra unctio. Die 22 Augusti 1626.

751. **Decretum Generale.**

Item retuli literas D. Rinuccini archiepiscopi Firmani olim secretarii hujus Sacrae Congregationis quibus respondit tempore suo non evenisse casum committendi cognitionem et examen processuum remissorialium Auditoribus Rotae, sed hoc judicio

suo posse fieri uno de duobus modis, vel obtinendo novam commissionem a SSmo qua partes narrent apertos processus de mandato Sanctitatis Suae; pro cujus aperitionis effectu, et executione Sanctitas Sua dignetur mandare Sacrae Congregationi, ut revisionem dictorum processuum Rotae committat, vel quod magis placeret, in primis commissionibus, quae ante expeditionem litterarum remissorialium obtinentur, inseratur facultas a SSmo data Congregationi committendi Rotae revisionem processuum, qui fient et aperientur absque alia nova commissione. Et in hoc Sacra Congregatio mandavit servari modos suprascriptos. Die 22 augusti 1626.

752. **Dardanien. et Meten.**

Episcopus Dardanien. in partibus infidelium et suffraganeus ecclesiae Meten. petiit absolutionem ab excommunicatione, et consequenter dispensationem ab irregularitate, ex eo quod exercuit pontificalia in aliena dioecesi de licentia Ordinarii, cum tamen in suis bullis hoc sibi esset prohibitum, excepta tantum dicta ecclesia Metensi, et ideo petiit etiam indultum hoc faciendi etiam in futurum, quod cum ex narratis non appareat esse opus praedictis, quando facit de licentia ordinarii, Ideo Sacra Congregatio censuit nihil esse rescribendum, prout etiam anno praeterito ad similem ejusdem episcopi petitionem responsum fuit, non liquere, cur egeat absolutione. Die 22 augusti 1626.

753. **Flandriae.**

Retulit Illmus Perettus se egisse cum SSmo in consistorio juxta mandatum Sacrae Congregationis primo de officio Nominis Beatae Mariae, quod Infans Flandriae instabat posse recitari in locis suae ditionis modo, et forma, qua Sixtus V concessit ecclesiae Conchen. et Gregorius XV ecclesiae Toletanae; super quo conclusum fuit manere in suspenso de omnibus, attento quod SSmus super his intendit, adhibitis consultoribus, providere. Die 22 augusti 1626.

754. **Lucionen.**

Emericus episcopus Lucionen. petiit concedi decano suae ecclesiae indultum benedicendi omnia ornamenta ecclesiastica, et reconciliandi ecclesias, et alia loca sacra polluta. Et Sacra Congregatio concessit facultatem benedicendi dumtaxat paramenta sacra in quibus non requiritur sacra unctio. Die 22 augusti 1626.

755 **Regien.**

Consortium Regii supplicat astringi Malagucium ad dandum prototipum officiorum SS. Titularium Regii, ut possint dicta officia, quae usque ad certum numerum sunt Romae impressa, imprimi etiam Regii juxta decretum Sacrae Congreegationis. Et Sacra Congregatio mandavit praecipi dicto Malagucio, ut dictum prototipum restituat, qui ostendat se jam illud misisse per tabellarium ad dictum consortium Regii. Die 22 augusti 1626.

756. **Urbis.**

Hac ipsa die innotuit mors Illmi D. cardinalis Ursini de praesenti Brachiano commorantis nocte praecedenti sequuta, unius ex patribus hujus Sacrae Rituum Congregationis, cujus anima probitatis laude commendata requiescat in pace. Die 22 augusti 1626.

Die 27 hujus vitam cum morte commutavit Illmus D. cardinalis a Monte Sacri Collegii decanus, et Sacrae Rituum Congregationis praefectus: ejus anima videat gloriam Dei. Die 28 augusti 1626.

757. **Flandriae.**

Instetit iterum apud Sanctissimum infans Flandriae pro recognoscendo, et revidendo, et concedendo officio Nominis B. Mariae. Et Sacra Congregatio respondit expectandam esse deliberationem officiorum a SSmo deliberatam. Die 12 septembris 1626.

758. **Nullius Territorii Notarisci.**

Archiepiscopus Thebanus abbas S. Mariae de propenlano, suborta fama miraculorum quorumdam factorum ab imagine quadam B. V. existente in sylva suae abbatiae in territorio Notarisci, mandavit vicario suo inquiri de veritate: a quo examinatis nonnullis testibus, eorum dicta protulit, supplicans a Sacra Congregatione, ut si placet scribere alicui vicino, sumat uberiorem informationem, quia intendit ibi ecclesiam aedificare. Et Sacra Congregatio respondit, quod si ipse abbas habet ordinariam jurisdictionem, faciat ipse juxta concilium Tridentinum. Die 12 septembris 1626.

759. **Tolosana.**

Superior generalis et omnes clerici congregationis Oratorii D. N. Jesu Christi, qui alias obtinuerunt licentiam recitandi officium ab illa congregatione compositum de Nomine Jesu per totam dioecesim Tolosanam, institerunt denuo pro licentia illud recitandi in omnibus dictae congregationis ecclesiis, oratoriis etc. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*, et declaravit, quatenus dictae Congregationi concesserit licentiam recitandi dictum officium in civitate et dioecesi Tolosana, non propterea illos exemisse ab obligatione recitandi officium ordinarium illius diei, prout saepissime hoc decrevit, et declaravit. Die 12 septembris 1626.

760. **Veneta. Impressionis Caeremonialis.**

Fuit concessum Junctis impressoribus Venetis, ut possent denuo imprimere Caeremoniale Romanum prout jacet, addito tantum in margine non esse in usu tria ibi descripta, videlicet: Potum in aula, projectionem candelarum et palmarum, quae olim populo fiebat a Sanctissimo; modo repertis in dicto libro variis erroribus, quaesitum fuit, an essent emendandi? Et Sacra Congregatio respondit: Errores impressionis aut grammaticae dumtaxat emendandos esse; in reliquis nihil agendum, nisi prout jacet. Die 12 septembris 1626.

761. **Urbis.**

Congregatio Quinque Plagarum erecta in ecclesia S. Philippi Nerii petiit licentiam in scriptis recitandi officium Quinque Plagarum, prout alias oretenus fuerat sibi concessum. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 12 septembris 1626.

762. **Flandriae.**

Infanta Flandriae instans iterum pro officio nominis Mariae, supplicavit Congregationem a Sanctissimo destinatam super his officiis et similibus rebus inchoari, et dirigi cum revisione dicti officii. Et Sacra Congregatio respondit, expectandos consultores a Sanctissimo declarandos. Die 7 novembris 1626.

763. **Ordinis Sanctissimae Trinitatis.**

Retuli me alloquutum cum Sanctissimo de processu in Hispaniis formato super vita, longo martyrio et miraculis quondam fratris Bernardi de Morroy cum duobus sociis et ad Urbem transmisso: qui Sanctissimus dixit se nihil praecipere, sed quod Sacra Congregatio videret, an illum judicaret recipiendum nec ne. Et Sacra Congregatio illum remisit ad Illmum D. cardinalem Pium: quo vero ad imagines dictorum religiosorum, de quibus in dicto processu reperi datam licentiam illas appendendi cum votis, et tabellis, et aliis rebus oblatis, dixi me jam Nuncio scripsisse de mandato SSmi, ut illa omnia tolli faceret juxta decretum Sanctitatis Suae anno praecedenti editum. Die 7 novembris 1626.

764. **Ripolen.**

Abbas Ripolen. ordinis S. Benedicti narravit monachos Benedictinos acceptato novo breviario monastico, seu etiam romano intermisisse veterem consuetudinem recitandi quotidie officium B. Mariae, et defunctorum. Unde supplicavit declarari eos omnino ad hanc recitationem teneri. Et Sacra Congregatio respondit teneri. Die 7 novembris 1626.

765. **Abellinen.**

Episcopus Abellinen. asserens se requisitum a principe Avellini, qui habet uxorem praegnantem, ut sequuto partu velit prolem in domo ejusdem principis baptizare, petiit licentiam id faciendi quatenus Sacrae Congregationi ita videatur. Et Sacra Congregatio id remisit arbitrio episcopi. Die 21 novembris 1626.

766. **Constantien.**

Abbas monasterii S. Blasii ordinis S. Benedicti petiit a Sacra Congregatione plura. Et primo appendicem quandam ad bre-

viarium monasticum pro officio quorumdam sanctorum alias ab eadem Sacra Congregatione rejectam. Item facultatem benedicendi et consecrandi ecclesias et altaria, sive stabilia, sive portatilia, stante distantia ordinarii, et itinere difficillimo ac periculoso; nec non facultatem celebrandi semel in anno festum Sanctorum quorum reliquiae sunt in dicto monasterio; nec non facultatem concedendi indulgentiam quadraginta dierum, quando dictus abbas celebrat pontificaliter, vel vesperas cantat; et praedicti abbatis petitioni accesserunt litterae episcopi Campanae nuncii Lucernae apud Helvetios; et Sacra Congregatio quoad dictam appendicem breviarii jam rejectam respondit iterum nihil; quo vero ad reliqua de facultate benedicendi et consecrandi, concessit tantum licentiam benedicendi; quo vero ad indulgentias, dixit adeundum Sanctissimum. Die 21 novembris 1626.

767. **Tarraconen.**

Magister caeremoniarum ecclesiae Tarraconen. petiit declarari, an illa interrogatio, de qua in pontificali posita in consecrationibus, videlicet, *scitis eum esse dignum*, sit omittenda, quando quidem in romana curia omittitur in consecrationibus episcoporum; Et Sacra Congregatio respondit, servandum esse pontificale, et ita fieri mandavit. Die 21 novembis 1626.

768. **Avellinen.**

Episcopus Avellinus rogatus a principe illius civitatis, ut prolem quam expectabat ab uxore praegnante vellet domi baptizare, consulerat hanc Sacram Congregationem a qua non expectato responso deliberavit complacere principi, ut auditum a suo agente. Quare Sacra Congregatio non laudans hoc factum, mandavit scribi episcopo, quod debebat expectare responsum. Die 12 decembris 1626.

769. **Abusus Reformandi.**

Propositi sunt SSmo duo abusus reformandi quorum primus est, quod in multis locis sola auctoritate episcopi fit officium novem lectionum pro omnibus sanctis quorum adest vel ecclesia vel insignis reliquia in civitate, quod asseritur introductum ad effugiendum onus recitandi officium parvum B. Mariae. Secundus abusus est quod omittitur missa feriae in locis ubi esset canenda. Quibus abusibus cum Sacra Congregatio intelligeret esse providendum, sed cogitandum quomodo, respondit mittendos esse per manus, ut possit deliberari quomodo providendum. Die 12 decembris 1626.

770. **Asculana.**

Civitas Asculi, et communitas Montis Granari cum generali capucinorum petebant judices remissoriales deputari in civitate Firmana, archiepiscopum, archidiaconum, et priorem; in civitate Therami, episcopum, archidiaconum, et vicarium. Et Sacra Congregatio dixit eligendum, aut episcopum, aut vicarium, non autem utrumque simul. Die 12 decembris 1626.

771. **Nullius Guastallae.**

Abbas Guastallae transmisso ad Sacram Congregationem calendario anni proximi, quod concordat cum romano, supplicavit sibi concedi, ut perpetuis futuris temporibus liceret sibi, et suo clero die 16 maii recitare officium duplex B. Mariae propter festum B. Mariae de Castroveteri; Et princeps Guastallae tamquam nepos ex sorore S. Caroli petiit posse festum dicti sancti celebrare sub ritu duplici, itemque officium B. Aloysii Gonzagae, uti de ipsius familia posse reponi in calendario, et ad omnia praedicta Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 12 decembris 1626.

772. **Ostunen.**

Cum esset aliqua differentia inter decreta Sacrae Congregationis super dubiis vertentibus inter episcopum et archidiaconum Ostunen. et literas scriptas anno praeterito a D. Rinuccino tunc secretario hujus Congregationis, et episcopus instaret declarari quibus standum; Sacra Congregatio respondit, attendenda esse decreta, non autem litteras. Die 12 decembris 1626.

773. **Neapolitana.**

Fuit notificatum Sacrae Congregationi in ordinario civitatis Neapolitanae impressum esse ab hac Sacra Congregatione fuisse alias declaratum quod in omnibus missis votivis B. Mariae etiam extra diem sabbati celebrandis, dicendum esse hymnum *gloria in excelsis Deo*, quod alienum omnino a veritate. Item in illo calendario apponi multa festa aliena a calendario romano, et inducta pro simplici translatione reliquiarum, etiam beatorum; et Sacra Congregatio mandavit mihi, ut de hoc certiorem Illmum D. cardinalem Boncompagnum archiepiscopum Neapolitanum. Die 16 januarii 1627.

774. **Oritana. Sepulturae Casalis novi.**

In terra Casalis Novi dioecesis Oritanae adest monasterium monialium S. Benedicti, in quo decessit puella quaedam ibi existens ad educationem, et elegit sepulturam dictarum monialium; cujus cadaver cum praetenderet capitulum collegiatae dictae terrae, fuit depositum, et funeralia similiter deposita, et recursum ad hanc Sacram Congregationem quae respondit sepeliendum esse dictum cadaver in sepultura monialium electa, modo quarta funeris et emolumenta debita suae parochiae persolvantur. Die 6 februarii 1627.

775. **Ebroicen.**

Vicarius generalis ecclesiae Ebroicen ob continuam absentiam episcopi obtinuit superioribus annis indultum a fe: re: Paulo V benedicendi vasa, vestimenta et ornamenta ecclesiastica, et reconciliandi ecclesias pollutas in absentia episcopi ad triennium; quo jam finito, petiit modo aliud simile indultum ad decennium, et re ad hanc S. Congregationem remissa, respondit concedendum ad aliud triennium. Die 6 februarii 1627.

776. **Spoletana.**

Fratres Capuccini narrantes se habere in terra Leonissae monasterium a multis annis et carmelitanos, qui habent dumtaxat domum quandam absque clausura in villa Collabucciae, praetendere praecedentiam in processionibus; a qua cum fuerit exclusi a vicario foraneo illius loci, supplicarunt provideri in futurum ne scandala oriantur. Et Sacra Congregatio approbavit decretum dicti vicarii, et mandavit servari constitutionem Gregorii XIII. Die 6 februarii 1627.

777. **Bononien.**

Societas S. Josephi civitatis Bononiae supplicavit approbari hymnum in honorem S. Josephi ad ipsius instantiam impressum cum antiphona, et oratione, et concedi licentiam illum canendi, et recitandi in festo dicti Sancti; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 6 februarii 1627.

778. **Novarien.**

Curati civitatis Novarien. conqueruntur de societate montis pietatis illius loci, quae praetextu aggregationis obtentae ab archiconfraternitate S. Joannis decollati de Urbe, mittit cappellanum suum ad administrandum sacramenta damnatis ad mortem et eorum cadavera asportanda ad sepulturam, et Sacra Congregatio respondit quod si aggregatio non est juxta praescriptam formam et tenorem constitutionis Clementis VIII desuper emanatae, non attendatur. Die 6 februarii 1627.

779. **Januen.**

Respublica postulavit a Sanctissimo orationem peculiarem in missis quotidianis in toto suo dominio, nec non appendicem ad orationem currentem in festis duplicibus, item orationem peculiarem in die Parasceve, et in sabbato sancto in *Exultet angelica tuba*, allegans exemplum quoddam Reipublicae Lucen. et re ad S. Congregationem a Sanctissimo remissa, Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 februarii 1627.

780. **Praemonstraten. Lottaringiae.**

Abbas et monachi ordinis Praemonstratensis Lotharingiae petierunt usum breviarii et missalis romani, et Sacra Congregatio respondit concedendum, si tota religio suscipiat. Die 13 martii 1627.

781. **Urbis. S. Eustachii.**

R. D. Vittorius Seranus perpetuus vicarius collegiatae ecclesiae S. Eustachii, cui in coadjutorem a capitulo datus fuit D. Bernardus Burlus et certa mercede ad nutum capituli amovibilis; cumque dictus coadjutor ausus fuerit exercere, et administrare sacramenta in praesentia ipsius vicarii nolentis et renuentis; nec non intendat sibi retinere emolumenta et obventiones ipsi vicario debitas quotiescumque ipse actum aliquem curae exerceat in absentia dicti vicarii, supplicavit ad tollendas contentiones definiri per hanc Sacram Rituum Congregationem infrascripta. Primo. An coadjutor praedictus possit exercere, et administrare sacramenta dicto vicario perpetuo praesente, et per se ipsum exercere volente? Secundo. An dicto vicario impedito, vel permittente exercitium alicujus actus dicto coadjutori possit dictus coadjutor emolumenta et obventiones dicto vicario quoquo modo debitas sibi retinere, vel potius illa teneatur vicario praedicto consignare? Et audito dicto D. Bernardo coadjutore, referente Illmo D. cardinali de Torres, cui causa erat commissa, Sacra Rituum Congregatio decrevit dicto vicario perpetuo exercere volente actus curae, ipsum coadjutorem abstinere debere. Quo vero ad secundum, emolumenta et obventiones praedictas spectare et pertinere ad ipsum vicarium perpetuum eique omnino consignandas esse. Die 12 martii 1627.

782. **Colonien. Habitus.**

Sacra Rituum Congregatio censuit, et decrevit canonicorum ejusdem capituli habitum uniformem, nullo personarum habito discrimine, eumdem decentem, et clericis convenientem esse debere, absque ullo colore luxus et splendore, juxta praescriptum Sacrorum Canonum. Die 13 martii 1627.

783. **Lothoringiae.**

Abbates omnes, et monachi ordinis Praemonstraten. ducatus Lotharingiae petierunt breviarium et missale romanum, et fuit responsum dummodo id tota religio petat; et facta nunc nova instantia, Sacra Congregatio stetit in decretis. Die 27 martii 1627.

784. **Trecen.**

Moniales Sanctae Mariae viventes sub regula S. Benedicti dioecesis Trecen. petierunt facultatem celebrandi festum S. Benedicti die undecima julii prout ante receptionem breviarii romani facere consueverant; et re a Dataria ad Sacram Congregationem remissa, responsum fuit: *Nihil*. Die 27 martii 1627.

785. **Lemovicen.**

Adeodatus Bellice presbyter dioecesis Lemovicen. habens abscissas aures, et testiculos absque tamen, ut exposuit, criminis labe, sed tantum hominum saevitia, et crudelitate, prout litteras exhibuit vicarii testimoniales, petiit admitti ad exercitium ordinum et beneficia, ex quo aurium defectus capillis tegi potest, et re a Dataria ad Sacram Congregationem remissa, Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 27 martii 1627.

786. **Nullius Eduen.**

Abbas ecclesiae de Vezellai Nullius dioecesis nulli episcopo subjectae in dioecesi Eduensi consistens, petiit indultum benedicendi ornamenta et paramenta ecclesiastica et conferendi sacramentum confirmationis, nec non quatuor ordines minores ob magnum numerum populi subjecti, narrans praedecessores suos ab immemorabili dictos ordines et chrisma contulisse, ut re a Dataria remissa, Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 27 martii 1627.

787. **Cataniae Civitatis Plateae.**

Monachi Cassinenses qui extra civitatem Plateae habitabant, caeperunt habitare in civitate, et facta sibi a mendicantibus controversia super praecedentia sub praetextu Brevis Gregorii XIII, recurrerunt ad hanc Sacram Congregationem, quae citatis dictis mendicantibus pro ipsis Cassinensibus respondit, eos in dicto brevi non comprehendi. Die 24 aprilis 1627.

788. **Recineten.**

Frater Gabriel Recineten. capuccinus petiit licentiam recitandi pro sua devotione officium Passionis Domini Nostri ex oraculis prophetarum compositum, et de anno 1621 per Plantinum impressum, et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 24 aprilis 1627.

789. **Claramontana, seu Bessae.**

Sacerdotes saeculares tertii ordinis S. Francisci simul congregati in civitate Bessae Claramontanae dioecesis supplicarunt declarari: An possint recitare officium divinum juxta ritum ordinis S. Francisci non obstante quod in dicta dioecesi recitetur aliud officium; et quatenus non possint, supplicarunt pro licentia, et Sacra Congregatio concessit, dummodo recitent nihilominus, et non omittant officium ordinarium, et non aliter. Die 24 aprilis 1627.

790. **Urbis.**

In causa vertente inter beneficiatos ecclesiae Lateranensis ex una, et cappellanos beneficiatos ejusdem ecclesiae ex altera de et super loco sedendi in choro et aliis, referente Illmo D. cardinali Muto, cui causa erat commissa; Sacra Rituum Congregatio censuit, et decrevit cappellanos praedictos sedere debere immediate post beneficiatos in eodem scamno, seu, ut vulgo dicitur, banco, et ita servari mandavit. Die 24 aprilis 1627.

791. **Urbis. S. Augustini.**

Expositum fuit edita fuisse et impressa a generali ordinis S. Augustini officia quaedam, orationes, et responsoria non approbata et continentia res falsas. Et Sacra Congregatio mandavit exquiri a dicto generali, quo jure haec ediderit et imprimi fecerit. Die 20 maii 1627.

792. **Urbis.**

Retuli me alloquutum cum R. D. Vulpio, ut mihi fuerat injunctum pro relationibus consistorialibus factis ab Illmis cardinalibus, quas impressor cameralis praetendit privative quoad alios posse imprimere, quod hactenus non fuit ita observatum; de quo D. Vulpius respondit se locuturum cum Sanctissimo, et retuli etiam oblationem factam ab ipso impressore camerali, qui veniente casu dixit se semper circa pretium obtemperaturum Sacrae Rituum Congregationi. Die 12 junii 1627.

793. **Urbis S. Augustini.**

Retuli pariter me loquutum cum patre generali Augustinianorum, ut pariter mihi injunctum fuerat ad effectum exquirendi ab eo, quo jure imprimi fecerat breviarium augustinianum cum novis additionibus orationum, et responsoriis non approbatis ab hac Sacra Congregatione, et cum rebus etiam falsis, ut expositum fuerat Sacrae Congregationi; et quod generalis se tam in voce quam in scriptis excusavit, dicendo se dedisse dumtaxat licentiam imprimendi denuo breviarium, quo indigebant, non autem habuisse notitiam harum additionum quae ipso inscio adjectae sunt. Et Sacra Congregatio mandavit exhiberi breviarium impressum, et remisit ad Illmum D. cardinalem Mutum, qui videat et referat. Die 12 junii 1627.

794. **Posnanien.**

Abbas monasterii Obien. ordinis Cisterciensis dioecesis Posnanien. petiit usum mitrae et baculi, pro quo institum fuit apud Sanctissimum etiam nomine regis Poloniae, et habitae litterae nuncii apud dictum regem cui pro informatione scriptum fuerat et referente Illmo D. cardinali de Torres fuit dictum posse concedi. Die 3 julii 1627.

795. **Urbis.**

Retuli me cum Sanctissimo alloquutum de decretis in S. Congregatione factis contra quosdam abusus, quae decreta Sanctissimus approbavit et dixit imprimenda, et mandavit in breviariis de novo imprimendis apponi, sed quia ea cursim vidit, mandavit iterum de eis fieri cum Sanctitate Sua verbum in consistorio secreto: quod, se facturum assumpsit Illmus D. cardinalis Perettus; quo facto in consistorio secreto die 29 ju-

lii 1627, Sanctissimus mandavit videri a consultoribus. Die 17 julii 1627.

796. **Tascalen.**

Moniales S. Hieronymi civitatis nuncupatae de la Puebla dioecesis Tascalen. in Indiis in regno Mexicano exponentes regionem illam excessivo frigori suppositam et monasterium male situatum, valetudinique adversum, ideoque eas facile infirmari et nocte algere; unde petierunt facultatem recitandi horas matutinas in prima nocte, aut post mediam horam ante salutationem angelicam, et S. Congregatio, constito de veritate narratorum, concessit in prima nocte arbitrio episcopi. Die 17 junii 1627.

797. **Hiberniae.**

Procurator ordinis Praedicatorum provinciae Hiberniae supplicavit litteras Clementis VIII super praecedentia Praedicatorum in regno Aragoniae, Valentiae, et Cataloniae editum de anno 1592 extendi ad provinciam Hiberniae; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 17 junii 1627.

798. **Mediolanen.**

Carolus Coïves petiit licentiam celebrare faciendi missam more romano in ecclesia Arcagnani Mediolanen. dioecesis, non obstante edicto ordinarii, et re ad Sacram Congregationem remissa, respondit: *Nihil*. Die 17 julii 1627.

799. **Urbis.**

Instante Clearco Busco notario deputato Congregationis Sacrorum Rituum, Congregatio mandavit addi taxae jam factae quod dictus notarius in remissorialibus per eum dandis in aliis causis, quam canonizationis accipere possit medietatem ejus, quod in Rota solvitur. Die 17 julii 1627.

800. **Hispaniarum.**

Procurator generalis congregationis S. Benedicti in Hispaniis petiit differri executionem decreti de recipiendo missali monastico romano donec de illo provideantur, quo de praesenti carent, et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 7 augusti 1627.

801. **Brictinorien.**

Episcopus Brictinorien. quaesivit an regulares possint exponere SSmum Sacramentum sine ejus licentia, et Sacra Congregatio censuit mittendum per manus, ut maturius deliberetur. Die 7 augusti 1627.

802. **Eremitarum S. Augustini.**

Institum fuit emendari breviarium novissime editum jussu generalis ordinis S. Augustini, in quo detecta fuerunt aliqua nova et erronea, et res fuit remissa ad Illmum D. cardinalem Mutum, cui fuit consignatum dictum breviarium cum folio animadversionum. Die 7 augusti 1627.

803. **Neapolitana.**

Moniales S. Marcellini quae petierunt licentiam qualibet quinta feria non impedita officium SSmi Sacramenti recitandi, et fuerunt rejectae denuo supplicarunt addendo, se non propterea velle eximi ab onere officii currentis; Et Sacra Congregatio respondit non indigere licentia si privatim, et extra chorum. Die 7 augusti 1627.

804. **Colimbren.**

Moniales S. Mariae de Semide, quae solebant recitare officium juxta breviarium Cisterciense, acceperunt anno praeterito, suadente episcopo, breviarium romanum, modo velle licentiam recipiendi breviarium monasticum a Paulo V editum, et S. Congregatio respondit, agendum cum episcopo. Die 7 augusti 1627.

805. **Cassinensium Hispaniarum.**

Egit pariter idem Illmus D. cardinalis Perretus de causa congregationis Cassinensium Hispaniarum, quorum aliqui non facile condescendunt in recipiendo missali monastico a Paulo V reformato, super quo adest breve Sanctissimi approbantis decretum in Sacra Congregatione factum super illo recipiendo, et Sacra Rituum Congregatio mandavit scribi Nuncio Hispaniarum ut faciat omnino observari dictum breve, sive motum proprium Sanctissimi; et dictus Illmus D. cardinalis Perrettus referat Sanctitati Suae hanc Sacrae Rituum Congregationis sententiam, et deliberationem. Die 25 septembris 1627.

806. **Urbis.**

Conquerentibus canonicis et capitulo basilicae sanctae Mariae Majoris de Urbe quod in deferendis ad eorum ecclesiam defunctis, parochi dictorum defunctorum praetendunt praecedere his qui a dicta basilica vel capitulo ad defunctum cum stola recipiendum et deducendum transmittuntur; et Sacra Rituum Congregatio, referente Illmo D. cardinali Mellino, cui causa erat commissa, decrevit dictos ministros patriarchalium ecclesiarum cum stola praeferri et praecedere proprio parocho debere. Die 25 septembris 1627.

807. **Urbis.**

Impressor Cameralis stante quod martyrologia jam impressa sunt consumpta cupit illa de novo imprimere, sed monitus a viris eruditis de aliquibus erroribus circa veritatem historiae, obtulit illos Sacrae Rituum Congregationi examinandos, et decidendos, ut tutius, et fidelius imprimi valeant, et Sacra Congregatio illos remisit ad Illmum D. cardinalem de Torres. Die 11 decembris 1627.

808. **Conchen.**

Episcopus, ecclesia, et clerus civitatis Conchen. narrantes in synodo 1602 habito ordinarium mandasse festum Angeli Custodis celebrari die prima martii, prout celebratur in civitate Toletana, et per totam fere Hispaniam, sed post decretum Pauli V praecipientis dictum festum Angeli Custodis celebrari die prima octobris, ita servatum esse in civitate Conchen. in qua die cum concurrat festum Dedicationis ecclesiae Conchen. cum sua octava, supplicarunt pro licentia celebrandi dictum festum Angeli Custodis prima die martii prout antea celebrabatur. Et S. Congregatio respondit: *Nihil*. Die 11 decembris 1627.

809. **Urbis.**

Franciscus Bartolonus parochus S. Mariae in Monterone conquestus est de fratribus carmelitanis discalceatis B. Mariae de Scala quod sibi parocho denegaverint consignare intorticia 24 existentia circa cadaver cardinalis Rivarolae, sui parochiani, dum fuerunt decantatae matutinae cum laudibus defunctorum ab Illmis DD. cardinalibus; quae cum spectant ad ipsum uti parochum supplicavit mandari sibi consignari; Et Sacra Congregatio inclinavit pro parocho et mandavit secretario, ut sensum Sacrae Congregationis significet Illmo D. cardinali Mellino. Die 11 decembris 1627.

810. **Urbis.**

Fuit quaesitum quem titulum competere proprio episcopo in sua dioecesi si detur titulus praelati et Rmi vicario generali, qui sit protonotarius; Et S. Congregatio rejecit petitionem. Die 11 decembris 1627.

811. **Urbis.**

Procurator canonizationis cardinalis Bellarmini narrans plurimum condicta die pro examine faciendo, et conductis testibus et notario in locum destinatum, non comparere nisi unum judicem ex delegatis et propterea non posse deveniri ad examen dictorum testium, supplicavit concedi ut in casu dicti impedimenti processus possit fabricari etiam coram uno judice comparente. Et S. Congregatio respondit: *Nihil*. Die 11 decembris 1627.

812. **Asculana.**

Abbas, et monachi Olivetani civitatis Asculi exposuerunt se coactos fuisse januas ecclesiae claudere in delatione cadaveris quondam Ricci Lenti sepeliendi in eorum ecclesia, ne ingrederetur parochus ipsius defuncti cum stola in eorum ecclesiam, et cadaver positum in coemeterio ipsorum, e quo presbyteri saeculares extrahentes illud asportarunt in ecclesiam cathedralem; quod cum sit contra mentem testatoris, supplicarunt mandari cadaver restitui, et prohiberi, ne presbyteri cum stola

ingrediantur ecclesias regularium juxta concordiam inter parochos initam. Et Sacra Congregatio mandavit restitui cadaver, sed sine emolumentis funeralibus in poenam clausae januae ecclesiae, quo vero ad prohibitionem: *Nihil*. Die 11 decembris 1627.

813. **Siguntina.**

Capitulum, et presbyteri terrae Molinae Siguntinae dioecesis supplicarunt Sanctissimo pro confirmatione indulti jam obtenti a Leone X, cantandi quolibet anno missam solemnem in nocte praecedente festum SSmae Conceptionis statim post decantatas laudes matutini; et supplicatione per Datariam ad hanc Sacram Congregationem remissa, Sacra Congregatio respondit: *lectum*. Die 11 decembris 1627.

814. **Toletana. Oppidi Matriti.**

Didacus Zunica nomine totius populi oppidi Matriti supplicavit pro licentia recitandi officium de communi in honorem sancti Rocchi, stante maxima illius populi devotione erga dictum sanctum, et Sacra Congregatio respondit: *lectum*. Die 11 decembris 1627.

815. **Molfetana.**

Archidiaconus civitatis Molfetanae instetit declarari canonicos absentes non posse lucrari distributiones, licet sint occupati in servitio episcopi aut vicarii, nec non prohiberi eidem vicario, ne campanam pulsari faciat in reditu ipsius in civitatem, prout hactenus pulsare fecit. Et Sacra Congregatio quoad distributiones, remisit ad Congregationem S. Concilii, quo vero ad pulsationem campanae mandavit abstineri. Die 11 decembris 1627.

816. **Limana in Indiis.**

Archiepiscopus Limanus plura petiit a Sacra Congregatione definiri, quae fuerunt in Congregatione antecedenti resoluta, solum remansit in suspenso videre, an esset danda licentia decano et eo impedito vel absente, alteri dignitati proxime succedenti, benedicendi, reconciliandi ecclesias pollutas; pro cujus resolutione instat instantissime attenta distantia illarum partium, et difficili occasione transmittendi illuc decretum seu resolutionem hujus Sacrae Congregationis; quae respondit concedi per decennium facto verbo cum Sanctissimo. Sanctissimus annuit. Die 11 decembris 1627.

817. **Remen.**

Abbas monasterii S. Dionysii ordinis canonicorum regularium Remen. dioecesis alias supplicavit Sanctissimo pro facultate pro se et successoribus utendi mitra, et baculo aliisve pontificalibus insigniis cum testimonio ordinarii, et supplicatione per Datariam remissa ad hanc Sacram Congregationem, quae respondit docendum de redditibus monasterii; modo exhibuit aliud testimonium proprii ordinarii in quo inter alia legitur adesse in illo monasterio supra quinquaginta religiosos, doctrina et bonis moribus apprime imbutos, qui ex redditibus dicti monasterii vivunt et vestiuntur, ut propterea abbatem, et successores pro tempore tali gratia dignos judicet. Et Sacra Congregatio censuit concedendum. Die 11 decembris 1627.

818. **Anconitana.**

Confraternitates Sanctissimi Sacramenti et Rosarii terrae Syroli Anconitanae dioecesis exponentes ab immemorabili semper retinuisse in eorum ecclesiis Sanctissimum Sacramentum, novissime ab ordinario in synodo ordinatum fuisse, non nisi ecclesias parochiales illud retinere posse, supplicarunt pro licentia illud retinendi, non obstante decreto synodali; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 11 decembris 1627.

819. **Aversana.**

In causa vertente, et diu agitata in hoc sacro tribunali inter canonicos diaconos cathedralis ecclesiae Aversanae ex una, et beneficiatos ejusdem ecclesiae partibus ex altera, de et super functionibus inter ipsos fiendis, Sacra Rituum Congregatio, sub die 26 aprilis 1625, tabellam de partium consensu circa dictas functiones formatam, in ecclesia Aversana servari mandavit. Cui tabellae cum dicti beneficiati non acquiescerent, impugnantes illam non esse factam partibus consentientibus, petierunt iterum audiri. Et re mature discussa sub die 2 augusti 1625, eadem Sacra Congregatio stetit in decretis, praecipiendo vicario illius ecclesiae, ut cogeret ambas partes ad observantiam dictae tabellae, cui decreto cum beneficiati non acquiescerent, canonici recursum habuerunt ad hanc S. Rituum Congregationem, supplicantes imponi perpetuum silentium dictis beneficiatis, et mandari observari decreta etiam sub poenis. Et Sacra Congregatio inhaerendo decretis jam factis, perpetuum silentium imposuit et mandavit vicario ecclesiae Aversanae ut etiam per subtractionem fructuum compellat beneficiatos ad obedientiam decretorum, et tabellam jam transmissam, et juxta illius formam in ecclesia Aversana servari faciat omnino. Die 11 decembris 1627.

820. **Urbis.**

Die sabbati 15 januarii 1628. Fuit Congregatio Sacrorum Rituum hora 15 in palatio Illmi D. cardinalis Peretti propter impedimentum podagrae Illmo D. cardinali Deto subortum, in qua interfuere Illmi DD. cardinales videlicet, Perettus, Pius, Sabellus, Torres, Caetanus, S. Clementis et S. Georgii nec non R. P. D. Sanctissimi D. N. Sacrista. R. D. Carolus Antonius Vaccarius, et R. D. Gaspar Servantius magistri Caeremoniarum.

Haec Congregatio fuit habita tantum pro causis et processibus beatificationum et canonizationum, et fuit prima ex tribus, quae per annum fieri debent juxta decretum SSmi tenoris sequentis, videlicet; Sacra Rituum Congregatio edidit, et describi mandavit decretum SSmi in Consistorio significatum.

Sanctissimus Dominus noster expresse mandavit non agi amplius in Sacra Rituum Congregatione de processu cujusquam super praetensa sanctitate aut etiam martyrio ad effectum canonizationis seu beatificationis, nisi lapsis quinquaginta annis ab obitu illius. Quin etiam lapsis quinquaginta annis de similibus processibus tam factis quam faciendis agi vetuit nisi habita prius, et expresse obtenta a Sanctitate Sua vel ejus successoribus licentia.

Verum ne pereant hujus dilationis occasione probationes, permisit SSmus singulos Illmos cardinales non habita ratione dictorum quinquaginta annorum posse in qualibet trium Congregationum ad id destinatarum, proponere unam causam, vel processum, sive tantum ordinaria fabricatum ad effectum deliberandi, an debeant concedi litterae remissoriales in forma, sive etiam auctoritate apostolica factum, ad effectum cognoscendi an legitime servatisque servandis factus sit.

Quibus duobus articulis definitis nimirum vel concedendi remissoriales, vel declarandi processus auctoritate apostolica rite factos nullaque nullitatis sanatione, vel testium repetitione indigere, Sanctitas Sua de his ulterius agi expresse prohibuit, nec de sancti vita, miraculis, et aliis ad beatificationem, vel canonizationem requisitis tractari voluit, nisi elapsis quinquaginta annis, et obtenta licentia, seu beneplacito Sanctissimi vel successorum ut supra.

Declaravit praeterea idem Sanctissimus sub praedicta lege 50 annorum comprehendi causas jam propositas Nicolai Factoris et Juliani de sancto Augustino. Die 20 novembris 1627.

Quod decretum cum Illmis DD. videatur nimis praejudiciale maxime processibus auctoritate ordinaria factis cum possint perire probationes dum expectatur tempus praefixum ad illos referendos, idem Illmi Patres mandarunt mihi secretario, ut de hoc agerem cum Sanctissimo.

Die sabbati 29 januarii 1628. Retuli me alloquutum cum SSmo prout mihi fuerat injunctum de processibus auctoritate ordinaria factis, et Sanctitatem Suam annuisse Illmos Dominos posse in qualibet trium congregationum ad id destinatarum proponere quosnas processus voluerint auctoritate ordinaria factos.

Nec non eamdem Sanctitatem Suam remisisse arbitrio hujus Sacrae Congregationis difficultatem per me excitatam circa va-

liditatem processuum remissorialium, nempe vel quod de illa cognoscatur in Sacra Rituum Congregatione, vel de mandato ejusdem Congregationis videatur in Rota, cum hoc quod semel cognito, et declarato in Rota, vel in Sacra Congregatione constare de validitate dictorum processuum remissorialium, de ea amplius, nec in Rota nec in ipsa Sacra Congregatione dubitetur, vel discutiatur. Et Sacra Rituum Congregatio mandavit de dicta validitate cognosci in Rota; in reliquis firmo manente decreto Sanctitatis Suae, prout in antecedenti proxima congregatione.

821. **Neapolitana.**

Vicini et possessores bonorum Burgi delle Vergini nuncupati Neapolitanae dioecesis narrantes, se longe distare ab ecclesiis, ob idque saepe sacrificio missae diebus festivis privari, supplicarunt pro licentia audiendi missam, et praecepto ecclesiae satisfaciendi interessendo missae quae celebratur a fratribus vulgo dictis *fate ben fratelli* in eorum cappella sita in loco dicto *La montagnola* pro servitio tantum non bene valentium et ibi inservientium; Et Sacra Congregatio remisit ad congregationem oratoriorum. Die 29 januarii 1628.

822. **Cluniacen.**

Abbas generalis totius ordinis Cluniacen. exponens monachos sui ordinis ob penuriam breviariorum ad usum et ritum ordinis Cluniacen. diversis breviariis et diversorum officiorum libris uti, supplicavit Sanctissimo pro licentia imprimendi breviarium monasticum Benedictinum a Paulo V editum, et reformatum, retenta tamen prisca inscriptione breviarii et missalis Cluniacen., una cum calendario sanctorum, et beatorum patronorum in monasteriis praefati ordinis et regno Franciae specialiter veneratorum, cum indulto etiam consequendi indulgentias et dispensationes concessas utentibus breviario romano, et supplicatione ad hanc Sacram Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio remisit ad Illmum Torres. Die 29 januarii 1628.

823. **Cassinensium.**

Procurator generalis Cassinensium exposuit a sexcentis annis et supra qualibet feria tertia non impedita novem lectionibus, et extra adventum, quadragesimam, vigilias, quatuor tempora, et ferias privilegiatas a monachis S. Benedicti recitari officium dicti sancti cum tribus lectionibus, de vita ipsius. Verum a nonnullis annis monachi sui ordinis cupientes se conformari cum breviario romano ex dictis tribus lectionibus S. Benedicti, duas de scriptura elegerunt, prout in officio impresso, quod exhibuerunt supplicantes pro illius confirmatione et S. Congregatio remisit ad Illmum Cajetanum. Die 29 januarii 1628.

824. **Urbis.**

Franciscus Bertolonus parochus S. Mariae in Monterone supplicavit mandari sibi consignari omnia intortitia reperta penes cadaver quondam cardinalis Rivarolae sui parochiani in ecclesiam fratrum carmelitarum discalceatorum S. Mariae de Scala nuncupatae asportatum, pro decantandis matutinis defunctorum a S. Collegio Illmorum DD. cardinalium juxta decretum alias ad sui favorem factum sub die 11 decembris 1627. Et Sacra Congregatio mandavit omnia intortitia sibi consignari. Die 29 januarii 1628.

825. **Pistorien.**

Episcopus Pistorien. transmisso ad hanc Sacram Congregationem processu quoddam ab ipso fabricato ad instantiam fratrum carmelitarum terrae Prati super depositionem quorumdam attestantium vidisse duas lacrymas recentes una post aliam in oculo sinistro Crucifixi deponi de altare ad effectum illum ducendi processionaliter, et ambas lacrymas illico evanuisse, petiit responderi quid circa hoc agendum ? Et Sacra Congregatio respondit quod episcopus auctoritate hujus Sacrae Congregationis dictum crucifixum reponi faciat ad locum suum. Die 26 februarii 1628.

826. **Arianen.**

Moniales Sanctissimi Salvatoris ordinis S. Benedicti civitatis Arianen. exponentes se juxta decretum hujus Sacrae Congregationis editum 24 januarii 1615 recepisse breviarium monasticum benedictinum a Paulo V reformatum; tempore tamen quondam cardinalis Ridolphi coactas fuisse illud dimittere, et recitare officium juxta breviarium romanum; quod non convenire nec potuisse facere, cum praetendat modernus episcopus, supplicarunt declarari quodnam officium recitare debeant. Et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo pro informatione. Die 26 februarii 1628.

827. **Neapolitana.**

Fr. Basilius vicarius Monarbini S. Mariae Novae Neapolis, ordinis minorum conventualium instetit, mandari deleri a foliis impressis cum effigiebus beatorum 23 martyrum Japonensium, verbum illud *riformati* quod non legitur nec in breve SSmi nec in decreto hujus Sacrae Congregationis, et Sacra Congregatio respondit, inspicienda esse acta, ad effectum videndi, an dicti martyres sint vere reformati. Die 27 martii 1628.

828. **Sutrina.**

Canonici collegiatae ecclesiae S. Joannis terrae Caprarivae Sutrinae dioecesis petierunt definiri, an canonicus noviter provisus qui sit graduatus, possit praecedere antiquiores non graduatos et Sacra Congregatio respondit, nullam habendam esse rationem gradus doctoratus, sed praecedentiam deberi juxta antianitatem receptionis. Die 27 martii 1628.

829. **Hispaniarum.**

Patriarcha Antiochenus, nuncius Sanctissimi apud regem Hispaniarum, litteris significavit, se notificasse generali congregationis ordinis S. Benedicti, et comiti Lemos mentem Sanctitatis Suae et hujus Sacrae Congregationis esse, quod recipiatur omnino in tota congregatione et ordine S. Benedicti breviarium et missale monasticum reformatum, pro militantibus sub regula sancti Benedicti, et ambos esse professos obedire menti S. Sedis Apostolicae. Die 27 martii 1628.

830. **Savonen.**

Episcopus Savonensis nomine monialium SSmae Conceptionis suae dioecesis supplicavit pro licentia singulis sabatis non impeditis, recitandi officium SSmae Conceptionis, et Sacra Congregatio concessit dummodo non omittatur officium diei currentis, et officium quod petitur, recitetur extra chorum. Die 27 martii 1628.

831. **Arianen.**

Episcopus Arianen. litteris suis respondit, moniales Sanctissimi Salvatoris civitatis Arianen. fuisse institutas a bo: me: episcopo Ferrera sub regula santi Benedicti, et ab erectione recepisse breviarium monasticum benedictinum; quibus postea supplicantibus pro receptione breviarii romani apud quondam cardinalem Ridolphum, fuisse ab eodem cardinali concessum breviarium romanum, de cujus concessionis validitate ipse nunc dubitans petiit confirmationem a Sacra Congregatione, attento maxime quod moniales praedictae sunt pauperes etiam compararent sibi breviaria romana. Et Sacra Congregatio concessit ut cum breviario romano satisfaciant obligationi suae regulae. Die 27 martii 1628.

832. **Poloniae.**

Nuntius Sanctissimi apud regem Poloniae respondens litteris sibi a Sacra Congregatione missis, dicit, regem Poloniae, licet a principio aegre tulisset, gratiam paulo ante sibi a Sede Apostolica concessam, quod festum S. Brigittae poneretur in breviario die 7 octobris in qua cadit festum S. Marci papae, modo in dubium revocari, tamen quia Sanctitas Sua permittit dictum festum S. Brigittae in regnis Poloniae et Svetiae celebrari dicta die 7 acquievisse resolutioni hujus Sacrae Congregationis.

833. **Constantinopolitana.**

Orta differentia inter vicarium patriarchalem Constantinopolitanum et fratres Dominicanos super interpretatione verborum

decreti, alias ab hac Sacra Congregatione emanati sub die 16 maii 1623, videlicet, vicario patriarchali in omnibus actibus in quibus uti vicarius intervenit, praecedentiam supra omnes regulares competere; an illa verba *in quibus uti vicarius intervenit*, stent limitative vel specificative? Sacra Congregatio de propaganda fide petiit ab hac Sacra Congregatione declarationem dictorum verborum; quae respondit sensum Congregationis esse ut semper vicarius praecedentiam habeat supra regulares. Die 27 martii 1628.

834. **Constantinopolitana.**

Eadem Sacra Congregatio de propaganda fide petiit declarari cuinam debeatur praecedentia in districtu patriarcali, quando insimul conveniunt archiepiscopus Edissenus titularis suffraganeus patriarchae Constantinopolitani, et archiepiscopus Smirnensis cum residens in dicta provincia Constantinopolitana et primo promotus, et Sacra Rituum Congregatio inclinavit praecedentiam deberi prius promoto prout idem alias in una *Segobricen.* 21 maii 1609 declaravit, nempe inter episcopos nullam aliam rationem habendam, quam temporis suae promotionis ad episcopatum. Verum quia super hoc auditur Sacram Congregationem Concilii et ipsam declarasse, fuit dictum quod videatur dicta resolutio Congregationis Concilii et transmittatur. Die 27 martii 1628.

835. **Carmelitarum Discalceatorum.**

Exhibita propria officia sanctorum aliorumque ordinis carmelitarum pro fratribus discalceatis ejusdem ordinis, alias a Sacra Rituum Congregatione approbata eadem Sacra Congregatio, referente Illmo Torres, illa de novo in hunc qui sequitur modum approbavit. Officia suprascripta propria sanctorum ordinis reformatorum, quos discalceatos vocant, qui breviarium romanum acceptarunt ad usum dicti breviarii romani reformata, ab Illmo et Rmo cardinali de Torres recognita et subscripta, et quorum aliqua alias sub die 20 junii 1609 ab Illmo et Rmo cardinali Bellarmino de mandato Sacrae Rituum Congregationis revisa, et approbata fuerunt, eadem Sacra Congregatio ut ab universo Carmelitanorum ordine libere et licite recitari, ac etiam pro majori commoditate imprimi possint, licentiam, et facultatem dedit et concessit. Die 12 junii 1628.

836. **Avenionen.**

Capitulum et monachi Coelestini civitatis Avenionen. petierunt licentiam recitandi officium in honorem B. Petri de Luxemburg die 5 julii quolibet anno, et Sacra Congregatio referente Illmo Caetano concessit de communi in die festivitatis ipsius. Die 12 junii 1628.

837. **Parisien.**

Moniales sanctae Mariae Portus Realis ordinis Cistercien. dioecesis Parisien. petierunt se posse conformare cum breviario romano. Et Sacra Congregatio respondit, servari officium benedictinum reformatum a Paulo V pro omnibus qui et quae militant sub regula S. Benedicti, prout declaravit haec Sacra Congregatio sub die 24 januarii 1615. Die 12 junii 1628.

838. **Neapolitana.**

Moniales S. Patritiae civitatis Neapolitanae supplicarunt posse semel in hebdomada recitare officium SSmi Sacramenti loco officii currentis, et Sacra Congregatio respondit, concedi, dummodo recitetur officium diei currentis et officium quod petitur ex devotione recitetur extra chorum. Die 12 junii 1628.

839. **Florentina.**

Archiepiscopus Florentinus conquestus est de abbate Caelestinorum, quod contra praeceptum alias sibi factum ausus fuerit erigere baldachinum cum magno apparatu argentorum. Et Sacra Congregatio mandavit scribi nuntio apostolico, qui suspendat dictum abbatem ab officio, non restituendum nisi de expresso ordine hujus Sacrae Congregationis. Die 12 junii 1628.

840. **Urbis.**

Confratres oratorii seu congregationis Quinque Plagarum, qui alias asserunt obtinuisse ab hac Sacra Congregatione oretenus facultatem recitandi officium Quinque Plagarum, ut creditur, a S. Bonaventura compositum, et modo prohibiti a S. Visitatione Apostolica illud absque expressa licentia hujus Sacrae Congregationis recitare, supplicarunt pro licentia hujus Congregationis, quae respondit: *Nihil.* Die 12 junii 1628.

841. **Ipren.**

Lectis litteris vicarii capitularis sede vacante respondentis huic Sacrae Congregationi super petitionem mitrae et baculi pro abbate, et successoribus S. Nicolai oppidi N. Ordinis Praemonstratensis judicantis dictum abbatem dignum tali indulto, Sacra Congregatio concessit per quinquennium.

842. **Toletana. Matriti.**

Moniales Sanctissimae Conceptionis oppidi Matriti supplicarunt pro licentia recitandi officium sanctorum illius ordinis, et Sacra Congregatio concessit, dummodo non omittatur officium diei currentis, et officia pro devotione recitentur extra chorum. Die 12 junii 1628.

843. **Cameracen.**

Abbas sancti Joannis ordinis canonicorum regularium S. Augustini oppidi Valentinen. Cameracen. dioecesis, supplicavit pro usu mitrae et baculi pro se, et successoribus stante consensu ordinariorum. Et Sacra Congregatio respondit, docto de requisitis posse concedi. Die 12 junii 1628.

844. **Pistorien.**

Contendentibus inter se confratribus societatum SSmae Trinitatis et Spiritus Sancti civitatis Pistorien. videlicet canonicis cathedralis ejusdem civitatis ex una et aliis presbyteris non canonicis partibus ex altera super delatione habitus canonicalis, et praecedentia in dictis societatibus servanda; Sacra Rituum Congregatio, referente Illmo de Torres censuit, canonicos juxta eorum antiquam consuetudinem uti debere in dictis societatibus habitu canonicali, eosdemque canonicos, sive sint priores, ac etiam si sint duo priores ejusdem societatis eodem tempore, sive sint officiales, vel unus vel plures, sive nullus eorum habeat officium, omnes simul residere semper debere in primis locis ad servitium chori, atque inter eos officiales praecedere aliis officium non habentibus, non obstante majori dignitate, aut priore receptione in canonicum; presbyteros vero non canonicos, priores, etiam si duo ex eis priores unius societatis parimodo sint, sedere e contra debere ad dexteram chori: coadjutores autem canonicorum nulla in dictis societatibus praerogativa canonicorum gaudere posse. In reliquis nihil omnino immutari voluit et ita servari mandavit, facto verbo cum Sanctissimo. Die 12 junii 1628.

845. **S. Marci.**

Dignitates et canonici cathedralis ecclesiae S. Marci. conquerentes de eorum archipresbytero, quod uti protonotarius velit interesse in choro, et actibus capitularibus in habitu praelatitio, supplicarunt coerceri. Et Sacra Congregatio respondit non posse interesse in choro, neque in actibus capitularibus cum habitu praelatitio, prout declaratum fuit alias in *Asculana*, in Apulia 19 novembris 1625. Die 12 junii 1628.

846. **Molfetana.**

Vicarius Molfettae asserens se habere praecedentiam supra canonicos, etiam quod sit cum cotta tamquam unus de canonicis, nec non absente episcopo deosculari textum evangelii, supplicavit declarari dictas praerogativas sibi competere, prout hactenus habuit et ab immemorabili habuerunt vicarii pro tempore absque ulla contradictione, et Sacra Congregatio respondit anas esse praetentiones vicarii Molfettae, et nihil ex supradictis ei competere. Die 12 junii 1628.

847. **Meten.**

Nicolaus Mandarus canonicus terrae Martal, Meten. dioecesis et pro duce Lotharingiae cappellanus in Castro Sellino, nec non perpetuus beneficiatus ecclesiae parochialis Boiani Tullen. dioecesis supplicavit pro indulto benedicendi ornamenta et paramenta tam suae ecclesiae quam vicinorum. Et Sacra

Congregatio concessit, habito consensu ordinariorum. Die 12 julii 1628.

848. **Tordonen.**

Alexander Grossus protonotarius ex privilegio petiit an sibi liceat in presbyterio ecclesiae Pontis Coronae Tordonen. dioecesis in qua non est collegium, neque capitulum, nec ipse habet aliquod beneficium interesse cum habitu praelatitio, et assignari eidem locum in processionibus. Et Sacra Congregatio respondit in casu proposito, et stantibus narratis, posse intervenire in presbyterio cum habitu praelatitio et in processionibus incedere debere post Sanctissimum Sacramentum vel post celebrantem. Die 12 junii 1628.

849. **Januen.**

Patriarcha Marinus archiepiscopus Januen. viso decreto hujus Sacrae Congregationis contra abusus emanato, litteris suis exposuit, se aegre ferre prohibitionem apponendi in calendariis propriis officia sanctorum particularium alicujus loci, praetendens id esse contra sacros canones. Et Sacra Congregatio mandavit scribi eidem archiepiscopo, ut transmittat calendarium Januense, cum nota, quare non concordet cum calendario romano, et interim servari decretum contra abusus. Die 12 junii 1628.

850. **Verulana.**

Priores Terrae Cipriani Verulanae dioecesis conquesti sunt de rectore illius ecclesiae recusante apponi in ecclesia scamnum de ordine consilii comparatum pro magistratu et officialibus accedentibus ad ecclesiam in diebus solemnibus, loco sedium, quae prius apponebantur pro officialibus. Et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo, quod faciat assignare locum in ecclesia pro dicto scamno. Die 12 junii 1628.

851. **Gratianopolitana.**

Parochus S. Crucis loci de Theis Gratianopolitanae dioecesis, stante magnitudine circuitus suae parochiae per milliare in circa, nec non tenuitate fructuum assumere alium in coadjutore non valens unica missa satisfacere omnibus parochianis, supplicavit pro licentia celebrandi bis in die, dummodo sit jejunus a purificatione. Et Sacra Congregatio respondit: Petendum a Sanctissimo. Die 12 junii 1628.

852. **Parisien.**

Moniales S. Francisci, alias nuncupatae *Ave Maria* civitatis Parisien. supplicarunt pro licentia recitandi officium B. Colletae in die ejus obitus, prout concessit Clemens VIII monialibus Gandaven. et Paulus V monasteriis reformatis ejusdem ordinis provinciae Flandrae, cupientes etiam cum hoc officio eximi ab officio currenti; et Sacra Congregatio respondit: *Nihil.* Die 12 junii 1628.

853. **Urbis.**

Vicarius et procurator generalis ordinis S. Dominici nomine totius religionis, accedente etiam commendatione Illmi Borgiae, supplicavit praecipi festum S. Catharinae Senen. reponi in breviario romano die ultima aprilis, sub ritu duplici vel semiduplici, prout melius videbitur Sacrae Rituum Congregationi, quae censuit concedendum, facto verbo cum Sanctissimo. Die 12 junii 1628.

854. **Urbis.**

Mattheus Moncillus sacerdos professus et consultor generalis congregationis ministrantium infirmis, editum a se libellum pro morientibus et agonizantibus petiit revideri, approbari, et posse imprimi, et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem Indicis. Die 12 julii 1628.

855. **Messanen.**

Archiepiscopus Messanen. narrans se notificasse per actuarium curiae archiepiscopalis decretum ab hac Sacra Congregatione factum Priori S. Joannis Baptistae ordinis Hierosolymitani, nempe quod ipse intendebat dirigere processionem, et erigere baldachinum in dicta ecclesia S. Joannis Baptistae quantumvis exempta, ex quo est intra fines suae dioecesis, et priorem respondisse, se hoc non permissurum sine expressa licentia superiorum sui ordinis, stante maxime quod decretum hujus Sacrae Congregationis non est exequtoriatum per ministros regios, petiit provideri, et Sacra Congregatio mandavit D. secretario ut de hoc ageret cum Sanctissimo. Die 28 augusti 1628.

856. **Casertana.**

Episcopus Casertanus praecepit confessariis suae dioecesis ne in posterum confessiones audiant, nisi cum superpelliceo et stola, et ut hoc decretum suum sortiatur effectum, petiit ab hac Sacra Congregatione auctoritatem astringendi etiam regulares saltem cum stola. Et Sacra Congregatio respondit posse episcopum id facere auctoritate hujus Congregationis. Die 28 augusti 1628.

857. **Urbis.**

Cum Sacra haec Rituum Congregatio remiserit petitionem consiliarii generalis ministrantium infirmis ad S. Congregationem Indicis quae de novo remisit libellum ad hanc Sacram Congregationem. Eadem Sacra Congregatio remisit hoc negotium Illmo Millino. Die 28 augusti 1628.

858. **Novarien.**

Quaesitum fuit a Sacra Rituum Congregatione declarari, an liceat in processionibus publicis canonicis regularibus Lateranensibus uti rochetto cum superpelliceo? Et Sacra Congregatio respondit: *Licere.* Die 28 augusti 1628.

859. **Carmelitanorum.**

Illmus cardinalis Torres exhibuit in hac Sacra Congregatione lectiones proprias cum missa S. Petri Thomae ordinis Carmelitanorum revisas et recognitas de ordine hujus Sacrae Congregationis, quae illas approbavit et concessit, ut pro majori commoditate dictorum carmelitanorum, tam calceatorum, quam discalceatorum imprimi possint. Die 28 augusti 1628.

860. **Galliarum.**

Moniales S. Mariae Regalis de Lilio Senonen. B. Mariae de Tar Lingonen., S. Albini Rothomagen., B. Mariae Portus Realis extra muros Parisien., Moniales de Bussieres Bituricen., S. Caroli Maurianen., de Rumillis Gebennen, S. Ceciliae Gratianopolitanae, de la Roche Gebennen. et S. Bernardi pariter Gebennen., omnes ordinis Cisterciensis supplicarunt posse eximi ab obligatione recitandi officium monasticum, et concedi sibi facultatem recipiendi breviarium romanum et Sacra Congregatio annuente Sanctissimo, concessit ut omnes supradictae moniales dimisso breviario monastico, quo in praeteritum usae sunt, possint in futurum libere, et licite recipere breviarium romanum cum suis caeremoniis. Die 30 septembris 1628.

861. **S. Agathae.**

Episcopus S. Agathae certioravit hanc Sacram Rituum Congregationem de excessu quodam, qui accidit in sua cathedrali, celebrante sacerdote, qui propter annorum multorum numerum, et strepitum puerorum prope altare, oblitus de elevatione Sanctissimi Sacramenti et Sanguinis, et forsan etiam de consecratione sequuta, denuo elevavit Corpus et Sanguinem, et quod Deus avertat, iterato etiam consecravit, quod tamen ipse sacerdos haec patrasse non affirmat. Et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo, qui vocari faciat dictum sacerdotem, illumque accerrime corrigat et suggerat illi dictum scripturae, maledictus homo qui fecerit opus Dei negligenter, et ipse episcopus curet removere ab ecclesia sua indecentiam, strepitus, et rumores, ne distrahantur celebrantes et orantes, quum domus Dei domus orationis sit. Die 30 septembris 1628.

862. **Calaritana.**

Pro parte cathedralis Calaritanae petitum fuit declarari, an liceat archiepiscopo moderno regulari uti vestibus sericis violaceis cum cappa pariter violacea contexta serico rubeo, et pelle, vulgo detta di lupo cimiero. Item an dictus archiepiscopus licite posuerit publicare et imprimere litanias cum sanctis novis, et quod magis est, non positis in calendario romano. Et Sacra

Congregatio mandavit scribi archiepiscopo, ut doceat quo titulo quave auctoritate haec sibi circa vestes arroget. Quo vero ad litanias, mandavit illas removeri, et lacerari, et quod utantur litaniis approbatis ab Ecclesia, et positis in breviario. Die 30 septembris 1628.

863. **Eugubina.**

Monachi Olivetani congregationis Eugubinae supplicarunt definiri, an liceat canonicis cathedralis ecclesiae Eugubinae administrare sacramenta presbyteris in eorum parochia degentibus, absque eorum expressa licentia. Item an dicti canonici possint jure praetendere quartam funeralium pro decedentibus in ipsorum monachorum parochia in praejudicium ipsorum oratorum. Et Sacra Congregatio respondit: Negative in omnibus contra canonicos. Die 30 septembris 1628.

864. **Asculana.**

Idem monachi Olivetani civitatis Asculi supplicarunt responderi, licere eorum parocho deferre stolam per parochiam defuncti sepeliendi in ipsorum ecclesia; et Sacra Congregatio respondit: *licere*. Die 30 septembris 1628.

865. **Japponen.**

Episcopus Japponen, senatus populusque Goae cum episcopo Melucen. supplicarunt praecipi festum S. Francisci Xaverii debere celebrari de praecepto et cum octava, tam per regulares, quam saeculares dictorum regnorum. Et Sacra Congregatio respondit, quod utantur jure suo. Die 30 septembris 1628.

866. **Comen.**

Canonicus Odescalcus cum aliis quatuor cathedralis Comen. adhaerentibus supplicarunt praecise mandari capitulo et fabriceriis, ut altare majus cathedralis reducant in formam praescriptam in Caeremoniali episcoporum, stante quod episcopus negligit ordines et mandata hujus Sacrae Congregationis. Quae mandavit scribi Illmo Borromeo, ut accersito de ordine Sacrae Congregationis coram ipso dicto episcopo Comensi, agat secum cum aliqua acrimonia ob non paritionem mandatis hujus Sacrae Congregationis. Die 30 septembris 1628.

867. **Derthusen.**

Quaesitum fuit, an licita sit consuetudo introducta in ecclesia Derthusen. celebrandi duas missas in die commemorationis omnium defunctorum per quemlibet sacerdotem exceptis canonicis, et dignitatibus dictae cathedralis; et Sacra Congregatio respondit, prius docendum esse de allegata consuetudine, et postea respondebitur. Die 30 septembris 1628.

868. **Galliarum.**

Moniales Carmelitanae discalceatae Galliarum et Flandriae supplicarunt pro licentia imprimendi vitam venerabilis Annae de Jesu ipsarum fundatricis. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 30 septembris 1628.

869. **Urbis.**

Sacra Rituum Congregatio approbavit lectiones proprias pro die festo Sanctae Bibianae virginis et martyris ab Illmo cardinali S. Clementis revisas et recognitas, et mandavit reponi in breviario romano sub ritu semiduplici. Die 20 novembris 1628.

870. **Urbis.**

In hac Congregatione fuit actum juxta mentem Sanctissimi de aliqua recognitione danda D. Sacristae, aliisque consultoribus hujus Sacrorum Rituum Congregationis in actu canonizationum. Et Sacra Congregatio assignavit D. Sacristae ducatos auri in auro quinquaginta, coeteris vero consultoribus ducatos pariter auri in auro vigintiquinque pro quolibet. Die 20 novembris 1628.

871. **Hispalen.**

Confratres sanctae Mariae Pietatis loci Ezyae Hispalen. dioecesis ad evitandos tumultus, qui contingunt in processionibus de nocte feriae V in Coena Domini circa praecedentiam inter alias confraternitates, supplicarunt posse facere solitam processionem non de nocte, ut ante, sed post meridiem illius diei; Et Sacra Congregatio concessit. Die 20 novembris 1628.

872. **Decretum super Immemorabili.**

Sacra Rituum Congregatio, annuente Sanctissimo D. N. decrevit immemorabilem probatam super cultu, et veneratione alicujus sancti non canonizati, nec beatificati, non suffragare ad effectum, quod de illo possit concedi missa, vel officium, sed in specie, et in illo loco esse probandam immemorabilem, quoad cultum cum missa et officio, et ita in posterum servari mandavit. Die 20 novembris 1628.

873. **Bohemiae.**

Comes Martinez in Bohemia supplicavit pro licentia recitandi officium, et missam celebrandi in toto ejus dominio in honorem B. Aloysii Gonzagae ex quo uxor ejus est de familia dicti Beati, et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 novembris 1628.

874. **Neocastren.**

Prior et fratres carmelitani S. Blasii Neocastren. dioecesis, supplicarunt pro licentia celebrandi missam 15 auxiliatorum, stante quod in eorum ecclesia adest capella sub invocatione dictorum 15 auxiliatorum. Et Sacra Congregatio mandavit celebrari missam plurium martyrum loco missae petitae. Die 20 novembris 1628.

875. **Urbis.**

Procurator generalis carmelitanorum instetit concedi posse addi in litaniis B. Virginis: *Mater, et decor carmeli, et regina carmelitarum*, et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 novembris 1628.

876. **Gratianopolitana.**

Rector et parochiani S. Apri Gratianopolitanae dioecesis supplicarunt posse transferri festum dicti sancti olim rectoris et patroni loci cadens die 4 decembris ad diem 6 augusti, quo cadit festum Transfigurationis Domini. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 novembris 1628.

877. **Viterbien.**

Auditis officialibus civitatis Viterbien. super resolutione alias facta contra ipsos, nempe juxta solitum teneri ad accedendum in cathedrali quibusdam certis festivitatibus, praetendentibus ipsis dicta verba, juxta solitum intelligi debere, quod ipsi etiam exciperentur juxta solitum circa thurificationem, et alias praeeminentias; Sacra Rituum Congregatio stetit in decretis, et declaravit dicta verba, *juxta solitum* intelligi debere, ut ipse magistratus, et officiales accedere teneantur eo modo et tempore, quo prius accesserunt. Die 9 decembris 1628.

878. **Urbis.**

D. Bartholomeus Gavantus barnabita unus ex consultoribus hujus Sacrorum Rituum Congregationis intendens aliquid addere suis commentariis de novo imprimendis, ex quo impressa sunt jam consumpta, supplicavit committi, et mandari alicui ex Illmis DD. de novo revideri. Et Sacra Congregatio commisit hoc negotium Illmo Muto. Die 9 decembris 1628.

879. **Urbis seu Messanen.**

Generalis P. D. Jesuitarum supplicavit praecipi archiepiscopo Messanen. recusanti exponere effigiem trium martyrum dictae societatis in Jappone pro Christi fide passorum, non obstante brevi S. D. N. super hoc desuper expedito. Et Sacra Congregatio mandavit scribi archiepiscopo Messanen. cum aliqua admiratione. Die 9 decembris 1628.

880. **Anconitana.**

Illmus Caetanus retulit instantiam civitatis Anconitanae circa translationem corporis quondam Antonii Fatati ejusdem civitatis alias episcopi, et a populo ejusdem civitatis habiti, et tenti pro beato in altare de novo erectum, in quo sunt reconditae reliquiae sanctorum ecclesiae cathedralis; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 decembris 1628.

881. **Frisingen.**

Episcopus Frisingen. instetit pro extensione usus mitrae, et baculi aliorumque pontificalium concessi praeposito monasterii Inderstof ordinis S. Augustini canonicorum regularium ejus

vita durante ad praepositos successores, stante quod monasterium habet requisita, et adest etiam relatio Nuntii apostolici pro petitis. Et Sacra Congregatio concessit. Die 20 decembris 1628.

882. **Neapolitana.**

Congregatio nobilitatis Neapolitanae sub invocatione B. Virginis erecta, petiit approbari peculiare officium in honorem ipsius Virginis recitandum tribus ultimis diebus hebdomadae majoris, nec non posse imprimi; et S. Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 decembris 1628.

883. **Fesulana.**

Procurator generalis ordinis sancti Hieronymi Fesulanae civitatis, petiit licentiam celebrandi missam de Rosario in ecclesiis et cappellis sui ordinis Sacratissimo Rosario dedicatis. Et Sacra Congregatio mandavit celebrari missam de B. Virgine loco missae Rosarii. Item supplicavit posse dici *Gloria in excelsis* in missis B. Virginis etiam extra diem sabbati, et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 decembris 1628.

884. **Urbis.**

Generalis religionis Joannis de Deo supplicavit assignari sibi locum inter alios generales ordinum in cappella pontificia, attento quod ipso absente, procurator generalis dicti ordinis interfuit cum aliis procuratoribus. Et Sacra Congregatio mandavit fieri verbum cum magistro caeremoniarum. Die 20 decembris 1628.

885. **Urbis.**

Joannes Bernardinus Martigianus superintendens deputatus orationum 40 horarum, pro majori dictae curae praeeminentia, petiit sibi concedi posse uti subtana et cingulo violaceo una cum suo coadjutore, stante maxime, quod est cappellanus Rev. Camerae Apostolicae. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 20 decembris 1628.

886. **Orien.**

Capitulum et canonici terrae Latiani Orien. dioecesis, asserentes pro eorum ecclesia adesse onera celebrandi missas Rosarii relicta a testatoribus, et novissime prohibitam fuisse dictam missam rosarii presbyteris secularibus, aliisque regularibus, praeter fratres dominicanos, supplicarunt responderi quid in hoc casu servandum sit, ut testatorum voluntates adimpleantur? Et Sacra Congregatio juxta mentem Sanctissimi mandavit celebrari aliam missam de B. Virgine, loco missae Rosarii. Die 20 decembris 1628.

887. **Ravennaten.**

Sanctissimus Dominus Noster ad instantiam Illmi cardinalis Capponii archiepiscopi Ravennaten. indulsit, ut non obstante decreto contra abusus edito, in tota provincia Ravennaten, fieri possit officium de duodecim sanctis episcopis Ravennatensibus, Columbinis nuncupatis. Die 20 decembris 1628.

888. **Polocen, et Ruthen.**

In causa servi Dei Josaphat archiepiscopi Plocen. et Ruthen. martyrium pro Christi fide ab haereticis passi, S. D. N. mandavit aperiri processus auctoritate Apostolica fabricatos et ad ulteriora in qualibet congregatione procedi, non obstante decreto, quod non possit agi de canonizatione cujusquam, nec etiam martyris, nisi sint lapsi anni quinquaginta a die obitus, vel martyrii passi, attento quod ultra instantiam et enixam supplicationem regis, antistitum procerumque omnium regni Poloniae, fuit hic servus Dei archiepiscopus in Graecia, univit ecclesiam graecam cum latina, et pro Christi fide passus est, quae omnia Sanctitas Sua mandavit annotare, ut dignoscantur causae quibus mota fuit ad id faciendum et ne trahatur in exemplum. Die 27 januarii 1629.

889. **Savonen.**

Julius de Rovere uti patronus cujusdam cappellae sitae in cathedrali Savonen. cum onere celebrandi duas missas de requiem cum cantu figurato, exposuit, dictas missas fuisse celebratas usque in praesentem diem, adhibito etiam organo, ut moris est in dicta cathedrali in missis mortuorum, modo prohibitum fuisse in dictis missis de requiem ab episcopo sonum organi, petens mandari episcopo, nihil circa hoc innovari sed continuari solitum; Et Sacra Congregatio remisit ad archiepiscopum Januensem. Die 27 januarii 1629.

890. **Illerden.**

Canonici collegiatae ecclesiae S. Mariae de Tormansi Illerden. dioecesis, recitantes horas matutinas post mediam noctem supplicarunt posse illas recitare vespere de sero, aut in aurora, prout recitantur et observatur in omnibus aliis ecclesiis illius dioecesis; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 10 februarii 1629.

891. **Urbis.**

Ducissa Fiani degens in terra Gesualdi petiit licentiam retinendi in suo palatio SSmum Eucharistiae Sacramentum stante quod pro nimio frigore et imbribus hiemalibus non nisi difficulter potest accedere ad parochialem, allegans super hoc consensum episcopi Avellini, intra cujus fines terra posita est, nec non consensum curati terrae. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 10 februarii 1629.

892. **Monachorum Vallis Umbrosae.**

Monachi Vallis Umbrosae, qui receperunt breviarium romanum dimisso antiquo monastico, quo prius utebantur, supplicarunt pro licentia recitandi etiam officia SS. Gualberti cum ejus translatione, S. Benedicti, et qualibet feria de S. Gualberto, prout recitabant ante bullam Pii V; Et Sacra Congregatio respondit: Quod utantur jure suo. Die 10 februarii 1629.

893. **Spoletana.**

Episcopus Spoletanus petiit concedi licentiam suis vicariis foraneis sive prioribus collegiatarum Nursiae, Cassiae, Vissi, Cerrati, Leonissae, Ispelli, Trevii, Bevaniae, et Montis Falci, benedicendi paramenta, et vestes sacras, in quibus non adhibetur sacra unctio; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 10 februarii 1629.

894. **Neapolitana.**

Abbatissa, et moniales conservatorii S. Margaritae et S. Bernardi civitatis Neapolitanae narrantes, se ex institutione teneri facere orationem mentalem ante SSmum Sacramentum, petierunt licentiam illud retinendi in earum ecclesiis; ex quo habent tabernacula apta ad illud recondendum; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 10 februarii 1629.

895. **Spoletana.**

Episcopus Spoletanus exhibita formula quadam per ipsum composita pro benedicendis locis et pratis ad instar benedictionis papalis, et prout conceditur in curia, supplicavit revideri et approbari, ad effectum illam imprimendi. Et Sacra Congregatio, sumpto aequivoco campanarum, loco pratorum respondit: Servari pontificale. Die 10 februarii 1629.

896. **Platen.**

Capitulum Platense in Peru conquestum est de archiepiscopo degente longe ab ecclesia per quadringentos passus, et praetendente toties quoties ipse voluerit accedere ad cathedralem, excipi a capitulo, et canonicis in habitu canonicali a sua habitatione; aegre ferentes non solum iter multum distans ab ecclesia, sed etiam quod horae canonicae non posssunt decantari tempore congruo, supplicarunt per hanc Sacram Congregationem declarari, illos non teneri, stante tam considerabili distantia, vel saltem non nisi in certis quibusdam solemnioribus festivitatibus, declarandis per hanc Sacram Congregationem, quae mandavit intimari parti. Die 10 februarii 1629.

897. **S. Marini.**

Respublica S. Marini supplicavit emendari martyrologium in quo asseritur rempublicam oratricem esse sub dioecesi Ariminen. quod non subsistit; et corpus dicti sancti quiescere in civitate Papien. quod est falsum. Item petiit licentiam celebrandi festum Inventionis Corporis dicti sancti die 4 maii, et mandari poni in martyrologio. Tertio instetit pro officio pro-

prio cum lectionibus pariter propriis dicti sancti, attento quod praedictum officium est antiquissimum, seu assignari aliud novum officium proprium juxta rubricas breviarii romani. Et Sacra Congregatio remisit ad Illmum Torres. Die 10 februarii 1629.

898. **Urbis.**

Clearcus Buscus deputatus notarius hujus Sacrae Congregationis et ad acta canonizationum supplicavit assignari sibi aliquod emolumentum in actu cujusque canonizationis. Et Sacra Congregatio assignavit scutos aureos duodecim. Die 10 februarii 1629.

899. **Dubium circa Indulgentias Missae Rosarii.**

Petiit Joannes quidam Martinus: An in missis B. Virginis quae dicuntur juxta mentem Sanctissimi loco missae Rosarii quis consequatur easdemmet indulgentias positas in missis Rosarii ? Et Sacra Congregatio remisit ad Congregationem Indulgentiarum. Die 10 februarii 1629.

900. **Florentina.**

Priorissa et moniales S. Crucis civitatis Florentiae petierunt licentiam imprimendi vitam sororis Dominicae a Paradiso fundatricis earum monasterii; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 10 februarii 1629.

901. **Vicariorum Foraneorum.**

Sacra Rituum Congregatio ad tollendas controversias, quae quotidie oriuntur tam in ecclesiis, quam extra, circa praecedentiam et alias praerogativas inter canonicos ecclesiarum, et alios sacerdotes cum vicariis foraneis, inhaerendo decretis millies alias in similibus factis censuit, vicariis foraneis per dioeceses constitutis nullam prorsus praeeminentiam, aut praerogativam in sessionibus, processionibus, choro, aut quibuscumque aliis functionibus sacerdotalibus in ecclesiis, aut extra ratione dicti officii vicariatus competere, sed inter eos servandam esse antianitatem ordinis, et ita in posterum ubique locorum servari mandavit, non obstante quacumque contraria consuetudine, prout alias idem declaravit in Salernitana, diei 27 martii 1628. Die 10 februarii 1629.

902. **Urbis.**

Retuli in Sacra Congregatione Sanctissimum mihi consignasse librum Hymnorum qui de mandato Sanctitatis Suae fuerunt revisi et emendati ad effectum, ut discutiantur, et revideantur et approbentur in Sacra Congregatione, electo aliquo ex cardinalibus dictae Congregationis cum interventu DD. Rinuccini archiepiscopi Firmani, Querenghi, Aleandri, patris Petrucci Jesuitae et abbatis Hilarionis ordinis Cisterciensis, et postea referendos in eadem Sacra Congregatione. Et Sacra Congregatione elegit Illmum cardinalem Millinum coram quo fieri debeant Congregationes super ista revisione. Die 10 februarii 1629.

903. **Compostellana.**

Cum capitulum ecclesiae Compostellanae aegre ferret decretum hujus Sacrae Rituum Congregationis et Breve Sanctissimi desuper expeditum super patronatu sanctae Theresiae disponens ad hujusmodi patronatum concurrere debere etiam clerum secularem et regularem, prout de aliis protectoribus fieri solet, transmisit duos ex canonicis, qui instarent apud SSmum pro revocatione supradicti brevis, tamquam subreptitie obtenti, allegantes talem patronatum esse praejudicialem patronatui S. Jacobi, electionem non esse legitime factam a non habentibus sufficiens et speciale mandatum et clerum in tali electione non fuisse vocatum. Et placuit SSmo committere hoc negotium Illmo Caetano uni ex praefectis Sacrae Rituum Congregationis, qui cum interventu DD. Vulpii, Datarii, Maraldi, Fagnani, Paulutii et Roccabelli Romani, videat quid juris circa talem electionem patronatus S. Theresiae.

Die 2 decembris 1628. Coram Illmo et Rmo D. cardinali Caetani in ejus palatio fuit Congregatio super praetenso negotio particulari demandata a Sanctissimo in qua interfuerunt, Datarius, Muratores, Fagnanus, Paulutius, Benignus, Roccabella et Tegrimius secretarius cum voto, in qua Illmus et Rmus D. cardinalis praefatus proposuit dubium, an breve Sanctissimi D. N. Urbani papae VIII super confirmatione electionis sanctae matris Theresiae in patronam praecipuam regnorum Castellae et Legionis suffragetur, et fuit resolutum prout in sequenti decreto.

Compostellana. Cum pro parte cleri Coronae Castellae et Legionis, et praecipue archiepiscopi et capituli ecclesiae Compostellanae, eorum nomine instantibus procuratoribus in publico mandati instrumento deputatis, doctoribus scilicet D. Francisco de Villafani, et D. Petro de Astorga de Castillo, praedicti capituli canonicis, Sanctissimo fuerit supplicatum pro declaratione: An suffragetur Breve Sanctitatis Suae datum apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die 22 julii 1627 super confirmatione electionis S. Matris Theresiae in patronam praecipuam regnorum dictae Coronae Castellae et Legionis, Sanctitas Sua remisit negotium discutiendum certae congregationi praelatorum, habendae coram Illmo D. cardinali Caetano. Quae congregatio pluries auditis partibus et re mature perpensa, die 2 decembris 1628 coadunata in palatio praedicti Illmi cardinalis fuit in voto praedictum Breve minime suffragari. Videri tamen, si Sanctissimo placuerit, quando rex Hispaniarum supplicaverit, non incongruum fore tunc concedendam novam patrocinii gratiam singulis civitatibus et dioecesibus dumtaxat quarum episcopus, clerus et populus conjunctim praedictam S. Theresiam in patronam habendam elegerint, et a Sanctitate Sua deputari consenserint. Cujus voti facta per Illmum et Rmum cardinalem praedictum relatione Sanctitati Suae, Sanctissimus annuit et ad instantiam petentium mandavit expediri litteras apostolicas in forma Brevis. Die 10 februarii 1629.

904. **Senen.**

Idem Illmus Mutus attulit in Sacra Congregatione officium proprium S. Catharinae Senen. Et Sacra Congregatio mandavit de hoc agi alias, prout quod sit de familia Burghesia. Die 17 martii 1629.

905. **Urbis.**

Illmus cardinalis Mellinus attulit in Sacra Rituum Congregatione librum hymnorum, quos juxta ordinem ejusdem Congregationis retulit fuisse in quatuor congregationibus ad id specialiter habitis cum interventu DD. Rinuccini archiepiscopi Firmani, Querenghi, Aleandri, Patris Petruccii Jesuitae, et Abbatis Hilarionis ordinis Cisterciensis revisos, et recognitos. Et Sacra Congregatio illos admisit et approbavit et mandavit imprimi seorsum a breviario cum prohibitione, ne bibliopolae audeant illos inserere nec apponere in breviario nisi de expressa licentia hujus Congregationis sub poenis arbitrio ipsius. Die 17 martii 1629.

906. **Hieracen.**

Protospatarus syndicus, electi et homines Castri Veteris Hieracen. dioecesis, exhibentes officium quoddam peculiare compositum in memoriam victoriae reportatae contra Turcas anno 1594 supplicarunt illud approbari. Et S. Congregatio respondit: *Nihil*. Die 17 martii 1629.

907. **Florentina.**

Eodem Illmo Pio referente probationes factas per monachos Vallisumbrosae super usu umbraculi in ecclesiis Sanctissimae Trinitatis et S. Pancratii, quando in eis celebrant abbates dictae congregationis; Sacra Congregatio respondit, licere abbatibus in dictis duabus ecclesiis solemniter celebrantibus, uti baldachino modo, et forma praescripta pro Cassinensibus. Die 31 martii 1629.

908. **Urbis.**

Institum fuit apud hanc Sacram Congregationem praecipi de praecepto diem festum S. Joachimi patris gloriosissimae Virginis ad instar festi sanctae Annae matris, et S. Josephi sponsi ejusdem Sanctissimae Virginis. Et Sacra Congregatio respondit: Petendum hoc a Sanctissimo. Die 31 martii 1629.

909. **Antiochiae.**

Agens patriarchae Antiocheni et nomine etiam nationis Maronitarum instetit non audiri archiepiscopum Essonitam praetendentem celebrare ritu latino, et chaldeo ad sui libitum, attento quod est contra bullam Pii V et sacros canones; Et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem Inquisitionis. Die 31 martii 1629.

910 **Cusentina.**

Archipresbyter terrae Fuscaldi Cusentinae dioecesis instetit prohiberi regularibus ejusdem terrae, ne in festivitatibus Natalis Domini, Paschatis, aliisque de praecepto audeant celebrare missam ante conventualem parochialem, allegans sibi hoc modo plurimum praejudicare circa solitas oblationes, quae debentur parochiae; Et S. Congregatio respondit: *Nihil*. Die 31 martii 1629.

911. **Venetiarum.**

Fratres conventuales S. Francisci civitatis Venetiarum asserentes se habere reliquiam pretiosissimi Sanguinis D. N. supplicarunt pro licentia recitandi officium et missam peculiarem compositam per P. Andream Bernam; Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 31 martii 1629.

912. **Nullius, seu Veneten. Dioecesis.**

Joannes Piet officialis, et administrator in spiritualibus insulae Billae Nullius, seu Veneten. dioecesis petiit durante sua administratione, posse concedere hominibus de insula litteras monitoriales et dimissoriales, nec non benedicere paramenta, et vasa sacra: Et Sacra Congregatio remisit ad Illmum S. Georgii. Die 31 martii 1629.

913. **Florentina. Congregationis Vallisumbrosae.**

Cum alias Sacra Rituum Congregatio ad instantiam archiepiscopi Florentini prohibuerit monachis Vallisumbrosae Florentiae degentibus ne abbates dictae Congregationis in ecclesiis SSmi Trinitatis et sancti Pancratii intra fines suae dioecesiis existentibus, quando solemniter celebrant, baldachino uti auderent, Rev. P. D. Ignatius Guiduccius procurator generalis totius congregationis Vallisumbrosae nomine dictorum abbatum, supplicavit revocari dictum decretum, deducens super usu dicti baldacchini in dictis duabus ecclesiis, antiquam consuetudinem illo semper utendi. Et Sacra Congregatio (referente Illmo Pio) cui haec causa commissa fuerat, citato, et audito saepius agente et procuratore dicti archiepiscopi, re mature discussa, censuit licere abbatibus SSmae Trinitatis et S. Pancratii solemniter celebrantibus, in tribus tantum anni festivitatibus, uti baldachino, sine auro tamen et pompa, nec non assistentia unius presbyteri et duorum diaconorum, ac aliorum sex ad summum monachorum; qui quidem sex monachi, duo ex ipsis sint parati cum pluvialibus, duo cum planetis et duo cum tunicellis coloris tempori convenientis, ultra diaconum et subdiaconum, qui in missa cantaturi sunt evangelium et epistolam, ita ut iidem abbates nullo modo teneant sedem abbatialem fixam et permanentem prope altare, ut sedes episcopalis retineri consuevit, sed eorum sedes retineantur in ecclesia, iis tantummodo diebus, quibus solemniter, ut supra celebratur, et dicti sex monachi sic parati non in sedibus choralibus, sed super scabellis sedeant in situ congruo juxta ecclesiarum convenientem situm, tunc appositis, panno laneo coopertis et alias prout in decreto facto pro Cassinensibus 29 januarii 1629 quod inviolabiliter et ad unguem a dictis abbatibus servari mandavit. Die 31 martii 1629.

914. **Brundusina.**

Capitulum Brundusinum asserens se habere linguam S. Hieronymi supplicavit celebrare festum illius cum octava, festum Translationis ipsius die 9 maii, et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 11 junii 1629.

915. **Cameracen.**

Abbas S. Joannis ordinis Canonicorum Regularium S. Augustini loci Vallenceien. Cameracen. dioecesis, exhibito consensu ordinarii, et relatione Nuntii apostolici petiit a SSmo indultum utendi mitra, et baculo, aliisque pontificalibus, et supplicatione a Dataria ad hanc Sacram Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio censuit concedendum. Die 11 junii 1629.

916. **Galliarum.**

Regina christianissima instetit concedi universo ordini Sancti Francisci utriusque sexus posse celebrare festum die 6 martii B. Collettae, nec non idem permitti cappellae noviter extructae per ducem Ghisii, ubi dicta Beata per quatuor annos mansit reclusa. Et Sacra Rituum Congregatio quoad universum ordinem S. Francisci respondit, *Nihil*; quo vero ad moniales dumtaxat S. Clarae ejusdem ordinis alias dell'*Ave Maria* nuncupatas civitatis Parisien, posse concedi, si SSmo placuerit, quolibet anno die 6 martii officium et missam de communi unius virginis in honorem dictae Collettae. Sanctissimus annuit. Die 11 junii 1629.

917. **Suessana.**

Joseph de Sesse supplicavit mandari celebrari festum transitus S. Josephi cum octava die 20 julii. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 11 junii 1629.

918. **Senen.**

Cum alias sub die 17 martii 1629 Sacrorum Rituum Congregatio distulisset resolutionem quoad officium proprium sanctae Catharinae Senensis, et an in lectionibus esset apponendum, quod sit de familia Burghesia in sequentem Congregationem, fuit in hac Congregatione, referente eodem Illmo cardinali Muto, resolutum quod in lectionibus possit apponi esse de familia Burghesia; quo vero ad tenorem lectionum fuit resolutum, quod sint conficiendae juxta historiam narratam a Sancto Antonino, facto tamen verbo cum SSmo de iis omnibus, qui Sanctissimus annuit quoad utrumque dummodo non fiat aliqua mentio de stigmatibus. Die 11 junii 1629.

919. **Augustana.**

Expositum fuit S. Rituum Congregationi in ecclesia Augustana reperiri breviarium quoddam cum approbatione hujus Sacrae Congregationis in quo narratur historia S. Grati primi Augustanae ecclesiae episcopi, erroribus et mendis plenum. Et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo quod transmittat breviarium una cum erroribus et allegatam approbationem hujus Congregationis. Die 30 junii 1629.

920. **Comen.**

Canonicus Odescalcus, et alii adhaerentes cathedralis Comen. exponentes Sacrae Rituum Congregationi tabernaculum super altare majori positum fuisse taliter accommodatum ut celebrans solemniter in eo non possit, ut par esset, inspici ab assistentibus in choro, supplicarunt mandari accommodari, prout disponitur in Caeremoniali. Et Sacra Congregatio, referente Illmo Caetano mandavit tabernaculum ita elevari, ut ab omnibus assistentibus in choro inspici possit. Die 30 junii 1629.

921. **Cameracen.**

Philippus Dognyes prior monasterii S. Salvi ordinis S. Benedicti prope Vallenceien. Cameracen dioecesis supplicavit SSmo pro Indulto denominandi prioratum, abbatiam et pro usu pontificalium pro se et successoribus, stante quod monasterium est insigne, dives, sufficienti canonicorum numero refertum, exhibens etiam consensum ordinarii, et attestationem ad ejus favorem Nuntii apostolici; et supplicatione ad S. Congregationem per Datariam remissa, eadem Sacra Congregatio censuit concedendum. Die 30 junii 1629.

922. **S. Marini.**

Respublica S. Marini supplicavit mandari emendari martyrologium in ea parte in qua asseritur, rempublicam oratricem esse sub dioecesi Ariminen, quod non subsistit, et corpus d. sancti quiescere in civitate Papien. quod est falsum.

Secundo petiit licentiam celebrandi festum Inventionis corporis dicti sancti die 4 maii et mandari poni in martyrologio.

Tertio instetit pro officio proprio una cum lectionibus pariter propriis dicti sancti, attento quod praedictum officium est antiquissimum; seu assignari aliud novum officium juxta rubricas breviarii.

Et Sacra Rituum Congregatio, referente Illmo de Torres, ad primum respondit, martyrologium corrigendum quando novum edetur. Ad secundum respondit, *Negative*. Ad tertium respondit: *Concedendum, sed prius revidendum officium*. Die 30 junii 1629.

923. **Tordonen.**

Canonici cathedralis Tordonen. conquesti sunt de coadjutore quodam praetendente praecedentiam supra illos canonicos, qui post coadjutoriam, possessionem canonicatuum adepti sunt. Et Sacra Congregatio respondit, coadjutorem canonicum non esse vere canonicum, sed fictum, ideoque durante coadjutoria semper aliis praecedentiam dare debere et ita in cathedrali Tordonen. servari mandavit. Die 30 junii 1629.

924. **Andrien.**

Canonici, et dignitates cathedralis Andrien. exponentes episcopum parvi facere decretum ad eorum favorem obtentum, nempe non teneri assistentiam facere episcopo private celebranti, supplicarunt provideri. Et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo quod obediat. Die 18 augusti 1629.

925. **Arianen.**

Moniales S. Salvatoris civitatis Arianen. ordinis S. Benedicti supplicarunt pro reassumptione breviarii monastici. Et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 18 augusti 1629.

926. **Burgundiae.**

Decanus capituli, et cappellae collegiatae ducum Burgundiae asserens habere indultum Martini II benedicendi paramenta et vasa sacra, supplicavit confirmari. Et Sacra Congregatio, referente Illmo Torres, respondit posse concedi benedictionem tantum paramentorum ecclesiasticorum in quibus non adhibetur sacra unctio, arbitrio episcopi. Die 18 augusti 1629.

927. **Hiberniae.**

Fratres dominicani insulae Hiberniae institerunt prohiberi Jesuitis ejusdem insulae ne in prima dominica cujuslibet mensis audeant facere congregationes, attento quod fideles distrahuntur ab instituto Rosarii, et sunt antiquiores in ordine, et in loco. Et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem de propaganda fide. Die 18 augusti 1629.

928. **Maclovien.**

Vicarius generalis episcopi Maclovien. supplicavit prorogari sibi licentiam jam obtentam et expiratam benedicendi paramenta ecclesiastica. Et Sacra Congregatio concessit pro certo tempore. Die 18 augusti 1629.

929. **Maclovien.**

Rector parochialis terrae Dinani Maclovien. dioecesis petiit licentiam benedicendi paramenta ecclesiastica stante quod parochia longissime distat a civitate et per mare est iter faciendum. Et Sacra Congregatio concessit pro tribus annis praevio consensu episcopi. Die 18 augusti 1629.

930. **Remen.**

Arrigus abbas monasterii S. Dionisii Remen. dioecesis, asserens se habere indultum pro se, et successoribus utendi mitra, et baculo, supplicavit pro licentia pariter pro se et successoribus benedicendi cruces, imagines et paramenta ecclesiastica. Et Sacra Congregatio concessit, dummodo non adhibeatur sacra unctio. Die 18 augusti 1629.

931. **Salutiarum.**

Episcopus Salutiarum asserens se praesentasse in capitulo canonicis suae cathedralis decretum per ipsum obtentum circa associationem, et reassociationem quotiescumque ad ecclesiam cum cappa accedit, exposuit canonicos recusare obedire sub praetextu, quod habeant consuetudinem non associandi. Et Sacra Congregatio respondit canonicos teneri, et obligatos esse non obstante contraria consuetudine. Die 18 augusti 1629.

932. **Venetiarum.**

Impressores Venetiarum cupientes imprimere de novo missalia supplicarunt pro licentia inserendi missas sanctorum de novo in calendario appositorum, nempe sanctae Catherinae Senen, S. Norberti, S. Hyacinti. S. Eustachii, S. Birgittae et S. Bibianae, et Sacra Congregatio respondit, quod expectent. Die 18 augusti 1629.

933. **Urbis seu Japponen.**

Generalis societatis Jesu supplicavit concedi religioni suae, posse confluentes ad ecclesias Jesuitarum pro die V februarii, quo tres e societate Jesu in Jappone pro Christi fide passi sunt, se conformare cum missa dictorum trium martyrum. Et Sacra Congregatio concessit, facto verbo cum Sanctissimo. Sanctissimus annuit. Die 22 septembris 1629.

934. **Matriti.**

Nomine populi et oppidi Matriti supplicavit D. Didacus de Zuniga extendi officium et missam jam concessam pro die festo S. Rocchi ecclesiis in ejus honorem dicatis, etiam ad eremitoria pariter ipsius nomine erecta. Et Sacra Congregatio censuit concedendum die 26 novembris 1629 facto verbo cum Sanctissimo. Et Sanctissimus annuit declarando decretum jam emanatum intelligi debere, ut possit fieri festum cum officio et missa de communi confessorum non pontificum in ecclesiis dumtaxat et eremitoriis habentibus requisita ecclesiarum in honorem S. Rocchi dicatis, juxta rubricas breviarii romani, non autem quod ultra ecclesias et eremitoria, ut supra idem fieri liceat per loca et civitates, ubi adsunt ecclesiae, vel eremitoria et ita servari mandavit. Die 26 novembris 1629.

935. **Galliarum.**

Cum Sacra Rituum Congregatio alias sub die 27 novembris 1604 concesserit monialibus reformatis ordinis S. Francisci de observantia civitatis Gandaven. celebrare festum cum officio et missa de communi unius virginis de beata Colletta, et postea per eamdem Sacram Congregationem, eadem facultas extensa ad omnia monasteria monialium ejusdem ordinis S. Francisci de observantia in provincia Flandriae, nec non in omnibus provinciis Belgii sub die 24 octobris 1609, et 15 maii 1610. Et quod cum dicto officio de beata Colletta satisfaciant obligationi recitandi officium diei currentis. Hinc nomine Mariae christianissimae reginae Galliarum viduae, fuit supplicatum eamdem gratiam extendi ad omnia monasteria utriusque sexus ordinis S. Francisci minorum de observantia pro regnis Galliarum. Et Sacra Congregatio censuit concedendum, facto verbo cum Sanctissimo. Sanctissimus annuit. Die 26 november 1629.

936. **Electionis Patronorum.**

Cum Sanctissimus D. N. ad obviandum multiplicitati patronorum per civitates et loca, quorum occasione plura officia de feria per annum praetermittuntur contra mentem et bullam fel. record. Pii V mandasset super electione patronorum praescribi per hanc Sacram Congregationem formam imposterum observandam eaque per secretarium cum pluribus requisitis formata, et inter alia quod festum patroni principalis indicatur de praecepto per episcopum cum consensu cleri et populi, visum fuit aliquibus Illmis DD. festa de praecepto per civitates et dioeceses indici posse per episcopos tantum absque alio consensu ex dispositione Sacri Concilii Tridentini de reformatione sess. 25 cap. 12 per haec praecisa verba: « Dies » festi, quos in dioecesi sua servandos idem episcopus praece- » perit, ab exemptis omnibus et regularibus serventur. »

Ideoque mandarunt mihi moderno secretario iidem Illmi Patres, ut super hoc exquirerem sensum et decisionem Sacrae Congregationis Concilii Tridentini, pro cujus executione transmisi domino Pauluccio secretario, dubium discutiendum tenoris videlicet: An stante dispositione Sacri Concilii Tridentini de reformatione sess. 25 cap. 12, festa de praecepto possint

per episcopos tantum absque consensu cleri et populi indici. Die 26 novembris 1629.

937. **Pragen.**

Cum Sacra Rituum Congregatio sub die 31 martii 1618, annuente Summo Pontifice, concesserit posse fieri festum cum officio et missa de confessore non pontifice juxta rubricas breviarii et missalis romani de beato Aloysio Gonzaga in omnibus locis et ecclesiis, quae sunt sub ditionibus principum, et dominorum ex familia Gonzaga in Italia, D. Joanna Gonzaga comitissa loci de Martinez supplicavit pro eodem officio, et missa, attento quod praedictus beatus Aloysius dum in humanis fuit, erat patruus dictae oratricis, et Sacra Rituum Congregatio annuente Sanctissimo concessit in una tantum ecclesia ab oratrice eligenda, et ipsa praesente. Die 26 novembris 1629.

938. **Urbis.**

Quia in antecedenti congregatione fuerat mihi injunctum ut exquirerem mentem Sanctissimi circa difficultatem subortam inter Illmos Patres, super miraculis discutiendis in casu, quo condicta Congregatione pro causis beatificationum, non suppetat tempus pro examinandis omnibus miraculis cujusque processus servorum Dei.

Retuli me alloquutum cum Sanctissimo annuente quod si in Congregatione ad beatificationes destinata, non potuerit expediri in dicta Congregatione cognitio et examinatio miraculorum alicujus processus servorum Dei, liceat in sequentibus Congregationibus ordinariis illa discutere et expedire, non obstante decreto Sanctitatis suae prohibente non posse agi de beatificationibus, nisi in tribus per annum Congregationibus ad id destinatis; in reliquis firmo remanente decreto Sanctitatis Suae. Die 10 decembris 1629.

939. **Croatiae.**

Praepositus Croatiae petiit declarari, an ipse habens usum mitrae et baculi debeat benedici et consecrari. Et Sacra Congregatio respondit, non debere consecrari. Die 10 decembris 1629.

940. **Messanen.**

Senatus Messanen. narrans S. Albertum fuisse receptum in protectorem civitatis, petiit celebrari illius festum de praecepto per civitatem et dioecesim, et prout celebratur a fratribus carmelitanis. Et Sacra Congregatio respondit: expectandum decretum hujus Sacrae Congregationis quamprimum edendum pro patronis. Die 10 decembris 1629.

941. **Poloniae.**

Supplicatum fuit nomine regni Poloniae posse transferri festum S. Hyacinti in alium diem, quo praescribitur in breviario romano, stante quod in illis partibus propter messem imminentem de tempore 16 augusti populus non potest, ut par est, celebrare festum die praescripto in calendario romano; et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 10 decembris 1629.

942. **Sagien.**

Fr. Joannes Poliren. Gallus professus ordinis S. Benedicti degens in curia, et extra monasterium supplicavit concedi sibi, ut relicto breviario et missali monastico, recitare possit officium et missam celebrare cum missali et breviario romano; et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 10 decemb. 1629.

943. **Senen.**

Jesuati patres S. Hieronymi civitatis Senen. asserentes habere in eorum ecclesie altare sub titulo S. Catharinae Senensis cum privilegio pro defunctis ad quatuor tantum missas restricto, supplicarunt posse gaudere eodem privilegio cum quatuor missis. Et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem Indulgentiarum. Die 10 decembris 1629.

944. **Bergomen.**

Exhibito in Sacra Rituum Congregatione calendario pro anno proximo futuro pro ecclesia Bergomen., eoque consignato per S. Congregationem R. D. Bartholomeo Gavanti consultori hujus Sacrae Congregationis ad effectum illud revidendi, et corrigendi, si opus erit, fuit institum per clerum ejusdem cathedralis mandari episcopo, ut supersedeat in imprimendo, donec corrigatur, et Sacra Congregatio mandavit expectari, ut corrigatur, et correctus iterum proponatur. Die 22 decembris 1629.

945. **Pistorien.**

Moniales S. Mercurialis civitatis Pistorien. ordinis S. Benedicti supplicarunt pro licentia celebrandi festa sanctorum ordinis. Et Sacra Congregatio respondit, si moniales praedictae utuntur breviario monastico reformato, licentia non indigere; si vero recitant officium cum breviario romano, *Nihil*. Die 22 decembris 1629.

946. **Urbis.**

Cum in causa canonizationis Servi Dei fr. Petri Regalati ordinis regularis observantiae S. Francisci, notarius causae in examinando testem in partibus super quodam miraculo omiserit interrogare, an ipse testis fuerit confessus et communicatus, et cujus qualitatis et exercitii juxta formam in remissorialibus auctoritate apostolica praescriptam: dubitarunt Rmi DD. de Rota super illius depositione; propterea supplicavit procurator generalis ejusdem ordinis pro licentia testem repetendi hodie hic in urbe commorantem. Et S Congregatio stante quod defectus narratus fuit ex parte notarii, commisit dictis DD. Rotae Auditoribus dicti testis repetitionem. Die 22 decembris 1629.

947. **Urbis.**

Illmi Patres mandarunt mihi secretario, ut notificem promotori fidei sensum hujus S. Congregationis esse ad hoc, ut causae canonizationum seu beatificationum in posterum melius, et maturius discutiantur, ipsum debere in scriptis proponere difficultates eorum, quae continentur in quolibet processu servorum Dei. Die 19 januarii 1630.

Mandarunt insuper iidem Illmi DD. in posterum dari Summarium cujuslibet processus qui discutitur pro obtinenda beatificatione alicujus RR. DD. Protonotario participanti et sacristae huic Sacrae Congregationi assistentibus. Die 19 januarii 1630.

948. **Urbis.**

Sacra Rituum Congregatio ad tollendum abusum intimandi consistoria, cappellas et similia, illmis DD. cardinalibus per vias et alia loca, prohibuit in posterum intimationes pro consistoriis, cappellis, congregationibus et omnibus aliis functionibus per cursores fieri alibi, quam in propriis eorumdem illmorum DD. cardinalium habitationibus, sub poena contravenienti amissionis fructuum officii per mensem, applicandorum monasterio convertitarum Urbis, et mandavit hujusmodi decretum notificari per Illmum hujus Sacrae Congregationis secretarium magistro cursorum. Die 19 januarii 1630.

949. **Florentina.**

Illmo cardinali Caesarino referente fuit dubitatum; an in decretis emanatis de ordine Sanctissimi de anno 1624 et 1627 circa tempora requisita pro beatificatione sanctorum comprehendatur causa servi Dei Hippolyti Galantini introducta in Sacra Congregatione auctoritate apostolica satis ante publicationem dictorum decretorum, et Illmi Patres dixerunt exquirendam esse per me secretarium voluntatem Sanctitatis Suae. Die 23 januarii 1630, de mandato hujus S. Congregationis facto verbo cum Sanctissimo super dubio excitato ab informante in causa beatificationis servi Dei Hyppoliti Galantini, an videlicet praedicta causa comprehendatur sub decretis de ordine Sanctitatis Suae formatis altero sub die 28 septembris 1624, altero vero sub die 20 novembris 1627, attento quod ambo emanarunt post jam introductam causam in Sacra Congregatione et post expeditas litteras remissoriales et compulsoriales: SSmus declaravit suae intentionis fuisse et esse utrumque decretum extendi ad praeterita, ideoque in illis includi etiam expectantes perfectionem suam et complementum a facto futuro finalis determinationis; quod mihi secretario

jussit ut deducerem ad notitiam Illmorum Patrum, nec non adnotari, prout feci in praesenti libro deliberationum hujus Sacrae Congregationis.

950. **Perusina.**

Moniales S. Juliani ordinis Cisterciensis civitatis Perusinae obligatae in diebus ferialibus et sanctis simplicibus ultra officium diei currentis, recitare etiam in choro officium B. Virginis, septem psalmos poenitentiales et graduales, nec non etiam duodecim psalteria quolibet anno, supplicarunt eximi a tanta multiplicitate orationum vocalium, et commutari in orationem mentalem, vel in lectionem librorum spiritualium, et Sacra Congregatio mandavit de hoc agi cum Sanctissimo. Die 16 februarii 1630.

951. **Senen.**

Lectiones pro officio sanctae Catharinae virginis Senen. de ordine S. D. N. Urbani VIII sub ritu semiduplici die ultima aprilis ab omnibus recitandae, et ab eodem Sanctissimo revisae et recognitae fuerunt per hanc Sacram Congregationem approbatae tenoris infrascripti videlicet:

Lectio IV. Catharina virgo Senen. ex Benincasia, una cum Burghesia familia ex eodem stipite. proveniente, piis orta parentibus etc. Die 16 februarii 1630.

952. **Saonen.**

Agens pro episcopo Saonen. supplicavit capi provisionem super processione proxime fienda de mense martii in civitate Saonen. stante quod reperiuntur diversa decreta et litterae hujus Sacrae Congregationis super hoc emanatae; et Illmo S. Georgii referente, S. Congregatio mandavit in processione fienda de mense martii proxime venturi servari decreta non obstantibus litteris sine praejudicio jurium ambarum partium, quibus assignavit terminum duorum mensium ad probandum incumbentiam. Die 16 februarii 1630.

953. **Turritana.**

Illmo de Torres referente instantiam vicarii generalis Turritani super praecedentia inter ipsum et alias dignitates in executione litterarum apostolicarum nominatas, Sacra Rituum Congregatio respondit, vicarium generalem in actis esse prius describendum, eique praecedentiam deberi tam absente, quam praesente episcopo. Die 16 februarii 1630.

954. **Poloniae.**

Illmus D. cardinalis Sanctae Crucis olim nuntius Sanctissimi apud regem Poloniae litteris suis ad Sacram Congregationem de Propaganda fide directis exposuit controversiam saepe oriri inter suffraganeos episcoporum latinorum et episcopos graecos circa praecedentiam inter ipsos, cupiens resolvi quid agendum in casu contingenti. Et litteris Nuntii de ordine Sacrae Congregationis de propaganda fide ad hanc Sacram Congregationem transmissis; eadem Sacra Rituum Congregatio mandavit scribi Nuntio apostolico prout alias fuit resolutum in hac Sacra Congregatione circa hanc materiam, nempe, inter episcopos nullam aliam rationem habendam quam temporis, seu promotionis ad episcopatum. Die 16 februarii 1630.

955. **Perusina.**

Facto verbo per me secretarium de instantia monialium S. Juliani ordinis Cisterciensis civitatis Perusinae petentium eximi a multiplicitate orationum vocalium, Sanctissimus annuit, firma remanente obligatione recitandi psalterium pro qualibet moniali defuncta, posse a Sacra Rituum Congregatione dispensari oratrices super aliqua parte orationum vocalium, easque commutare in lectionem librorum spiritualium faciendam alta, et intelligibili voce ab una ex dictis monialibus in loco, ubi aliae conveniunt pro exercendis publicis laboreriis. Die 16 februarii 1630.

956. **Neapolitana.**

Cum fuerit supplicatum Sanctissimo, nomine RR. PP. clericorum regularium Theatinorum, quod dignaretur Sanctitas Sua eis concedere gratiam, ut in martyrologio novo romano imprimendo per impressorem cameralem, apponeretur sub die septima augusti beatus Cajetanus Thienaeus eorumdem religionis fundator, facto per me secretarium verbo cum Sanctitate Sua die 20 februarii 1630, Sanctissimus Dominus Noster annuit, ac jussit mihi quod juxta ejus voluntatem, concessam eis hujusmodi facultatem executioni demandandam curarem, prout feci.

957. **Nicien.**

Cum episcopus Nicien. invenerit in sua cathedrali partem canonicorum induere habitum saecularium, puta rochettum cum cappa, alios autem tamquam regulares uti fascia linea alba cum superpelliceo tantum; ad evitandam hujusmodi deformitatem in sua ecclesia, institit apud hanc Sacram Congregationem declarari canonicos suos induere debere habitum uniformem; et Sacra Congregatio, referente Illmo Virili, justis de causis animum Illmorum Patrum moventibus respondit, omnes canonicos cathedralis Nicien. uniformiter debere uti cappa et rochetto. Die 2 martii 1630.

958. **Processus Servorum Dei.**

Sacra Rituum Congregatio mandavit processus auctoritate apostolica super sanctitate et miraculis servorum Dei fabricatos, et in eadem Sacra Congregatione praesentatos, sigillatos, et clausos consignari per R. P. D. Sacrae Rituum Congregationis secretarium notario ejusdem Sacrae Congregationis deferendos ad R. P. D. protonotarium deputatum ad acta canonizationum, per quem aperiantur. Die 2 martii 1630.

959. **Perusina.**

Moniales S. Juliani ordinis Cistersiensis civitatis Perusinae obligatae in diebus ferialibus, et festis simplicibus ultra officium diei currentis recitare etiam in choro officium B. Virginis, septem psalmos poenitentiales, graduales, duodecim psalteria quolibet anno et unum psalterium pro qualibet moniali defuncta supplicarunt eximi a tanta multiplicitate orationum vocalium, et commutari in orationem mentalem, vel in lectionem librorum spiritualium. Et Sacra Congregatio mandavit de hoc agi cum Sanctissimo. Sanctissimus annuit, firma remanente obligatione recitandi psalterium pro qualibet moniali defuncta, posse a Sacra Rituum Congregatione dispensari oratrices super aliqua parte orationum vocalium easque commutare in lectionem librorum spiritualium faciendam alta et intelligibili voce ab una ex dictis monialibus in loco ubi aliae conveniunt pro exercendis publicis laboreriis. Die 16 februarii 1630.

Et Sacra Rituum Congregatio, stante facultate sibi a Sanctissimo ut supra attributa, remisit ad Illmum cardinalem de Torres episcopum Perusinum, qui pro sua prudentia commutet partem aliquam orationum vocalium in aliud opus pium juxta mentem Sanctitatis Suae. Die 2 martii 1630.

960. **Saonen.**

Supplicavit iterum Thomas Guarnerius prior confraternitatis S. Dominici civitatis Saonen. cum commendatione D. Ciampoli pro licentia deferendi processionaliter Sanctissimum Sacramentum in aurora Paschatis resurrectionis D. N.. Et Sacra Congregatio iterum respondit: *Nihil.* Die 2 martii 1630.

961. **Martyrologii imprimendi.**

Praesens martyrologium iterum diligenter recognitum, auctum et emendatum, Sacra Rituum Congregatio de ordine S. D. N. Urbani papae VIII imprimi mandavit per Andream Brugiottum impressorem cameralem vaticanum, et vetuit ab aliis ubique locorum deinceps imprimi, nisi ad instar hujus Romae impressi, nihil omnino addito, dempto, vel mutato. Die 23 martii 1630.

962. **Cameracen.**

Quia in penultima congregatione fuit concessus usus mitrae et baculi durante tantum vita moderni abbatis S. Augustini loci Cantiprati Cameracen. dioecesis ordinis canonicorum regularium S. Augustini, fuit institum concedi etiam pro successoribus, prout concessum est aliis abbatibus ejusdem ordinis;

et Sacra Congregatio, referente Illmo Virili, censuit concedendum etiam pro successoribus. Die 23 martii 1630.

963. **Novarum Hispaniarum.**

Petrus Suarez de Venia sacerdos ob devotionem quam dicit se gerere erga patres Jesuitas supplicavit pro licentia recitandi officia, prout recitant Jesuitae et haec loco officii, ad quod tenetur ex obligatione; et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 23 martii 1630.

964. **Perusina.**

Laurentius . . . Perusinus fingens se ignorare alias millies ab hac Sacra Congregatione rejectum a petitione recitandi cum tota sua familia officium impressum S. Josephi improbatum in specie a Sacra Congregatione super Indice, tentavit denuo super eadem petitione, et Sacra Congregatio iterum rejecit. Die 23 martii 1630.

965. **Senen.**

Moniales omnium sanctorum civitatis Senen. ordinis Sancti Benedicti recitantes officium juxta rubricas breviarii romani supplicarunt pro licentia recitandi lectiones proprias in die festo S. Benedicti juxta breviarium monasticum. Et Sacra Congregatio respondit dictas moniales in totum uti debere breviario romano. Die 23 martii 1630.

966. **Asculana.**

Stante contumacia episcopi Asculani in respondendo litteris sibi de ordine Sacrae hujus Congregationis transmissis circa ordinarium proprium pro dioecesi Asculana, Sacra Rituum Congregatio, attentis narratis mandavit clerum et presbyteros terrae Amatricis, qui sibi jam compararunt calendarium seu ordinarium romanum pro recitando divino officio uti calendario, seu ordinario romano: nec posse cogi ab episcopo ad emendum particulare ordinarium editum de mandato episcopi pro dioecesi Asculana. Die 20 aprilis 1630.

967. **Placentina.**

Institum fuit concedi celebrari posse in ecclesia parrochiali S. Martini terrae Monterisii Placentinae dioecesis missam B. Catharinae de Bononia in die ejus festo, stante quod inter alias reliquias reperitur vestis dictae Beatae, et Sacra Congregatio respondit obstare decreta. Die 20 aprilis 1630.

998. **Urbis.**

Die 27 ejusdem mensis maii 1630. Facta per me relatione Sanctissimo super supplici libello praesentato Sanctitati Suae ab agente in causa servi Dei fratris Marcolini ordinis Praedicatorum, et hinc sumpta occasione exponendi Sanctitati Suae quod in tribus congregationibus destinatis quolibet anno pro beatificatione sanctorum, respectu diligentissimae discussionis et examinationis quae fiunt super unoquoque processu circa validitatem, virtutes et miracula servorum Dei, non superest tempus Illmis Patribus referendi processus pro concedendis litteris remissorialibus et compulsorialibus, et stante quod istae probationes de jure non possunt, nec debent angustari neque loco, neque tempori dignaretur Sanctitas Sua concedere, quod etiam in aliis congregationibus possit agi de similibus. Sanctissimus annuit post quamlibet ex dictis tribus congregationibus ad beatificationes ut supra destinatis, posse in prima, deinde immediate subsequenti congregatione per Illmos Patres proponi processus, ad effectum concedendi remissorias, committendi causas et aperiendi processus dumtaxat, firmis in reliquis remanentibus decretis de ordine Sanctitatis Suae hucusque emanatis.

969. **Urbis Fratrum Servorum**

R. P. D. secretarius S. Rituum Congregationis ex officio deducens ad notitiam Illmorum PP. fratres Servitas propria auctoritate imprimi fecisse officia propria ordinaria fratrum servorum, et in eis inserta nonnulla officia non revisa, nec recognita, ut par est, per hanc Sacram Congregationem. Eadem Sacra Congregatio respondit rem esse mali exempli, et non permittendam, ideoque commissa Illmo Ginetto. Die 8 junii 1630.

370. **Cracovien.**

Fratres Eremitae S. Augustini civitatis Cracovien. cupientes transferre corpus servi Dei Isaiae sacerdotis ejusdem ordinis defuncti ducentis ab hinc annis et habiti pro sancto, supplicarunt pro licentia illud transferendi in locum decentiorem; et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 8 junii 1630.

971. **Galliarum.**

Christianissima regina Franciae supplicavit extendi gratiam olim concessam monasteriis utriusque sexus Galliarum ordinis S. Francisci de observantia celebrandi scilicet festum cum officio, et missa in die obitus B. Collettae ad universum ordinem S. Francisci. Et Sacra Congregatio censuit concedendum facto verbo cum Sanctissimo, qui Sanctissimus annuit pro regnis tantum Galliarum. Die 8 junii 1630.

972. **Strigonien.**

Illmus cardinalis Strigonien. exponens decrevisse per suam dioecesim recipere breviarium romanum cum missali, dummodo concedatur sibi licentia recitandi officia et celebrandi festa sanctorum titularium, prout in notula transmissa ad effectum ut revideantur et approbentur per hanc Sacram Congregationem, supplicavit ea sic revisa, et approbata permitti inseri separatim in fine breviarii romani, quo uti intendit juxta rubricas patronorum et titularium, et Sacra Congregatio concessit facto verbo cum Sanctissimo. Sanctissimus annuit et mandavit benigne responderi et laudari pietatem et zelum circa ritum romanum. Die 8 junii 1630.

973. **Squillacen.**

Archipresbyter, et canonici civitatis Stili Squillacen. dioecesis conquesti sunt de episcopo loci, quod in dioecesana synodo concesserit mozzettas curatis, prout deferunt canonici cathedralis, supplicantes declarari episcopum non potuisse nec posse, mozzettam, neque aliud signum propria auctoritate concedere, cum hoc spectet tantum ad sedem apostolicam et prout alias millies haec Sacra Rituum Congregatio declaravit; et Sacra Congregatio commisit Illmo Ginetto. Die 8 junii 1630.

974. **Urbis.**

Stante difficultate signandi expeditiones propter absentiam, et saepe saepius ob impedimentum chiragrae qua Emus Detus angitur, ad relationem Emi cardinalis Caetani, Sacra Congregatio mandavit expeditiones in posterum signandas, in casibus supra narratis signari debere per Emum ex DD. antiquiorem praesentem in curia, cum sigillo tamen Eminentissimi Deti. Die 22 junii 1630.

975. **Baren.**

Emo Virili referente officia propria exhibita pro ecclesia Baren. more Parisiensi, pro translatione, depositione S. Nicolai et Coronae Spinarum Domini, Sacra Congregatio pluribus de causis mota respondit non esse admittenda. Die 22 junii 1630.

976. **Saonen.**

Petitum fuit pro parte episcopi Saonen. tacito nomine, an episcopus possit dare licentiam deferendi SSmum Sacramentum processionaliter quocumque tempore sibi bene viso, per suam dioecesim, an vero indigeat auctoritate apostolica et S. Congregatio respondit: *Lectum*. Die 22 junii 1630.

977. **Augustana.**

Emo Capponio referente petitionem episcopi Augustani, cum commendatione etiam sacrae Caesareae majestatis, quod apponantur in breviario romano noviter imprimendo officia S. Henrici imperatoris, et Udarici episcopi natione Germanorum, eo maxime, quia asserit episcopus Augustanus, in breviario non adesse sanctos, natione Germanos, et Sacra Congregatio censuit concedendum, si Sanctissimo placuerit. Die 20 julii 1630.

978. **Urbis Fratrum Servorum.**

Circa officia propria fratrum Servorum inter quae fuerunt additae nonnullae lectiones propria auctoritate per procura-

torem generalem ordinis, non revisae, nec approbatae ab hac Sacra Congregatione, et cum inscriptione quod officia sunt approbata a Sede Apostolica; Emo Ginetto referente, Sacra Congregatio mandavit procuratorem suspendi ab officio procuratoris, nec non et ipsa officia, donec revideantur. Die 20 julii 1630.

979. **Asculana.**

Lectis litteris responsivis Sacrae Rituum Congregationi directis episcopi civitatis Asculi super calendario, seu ordinario de mandato ipsius pro sua dioecesi impresso, Sacra Rituum Congregatio censuit, clericos, qui sibi jam comparaverint ordinarium romanum, non posse cogi ab episcopo ad emendum ordinarium pro dioecesi factum; quo vero ad eos qui sunt sine ordinario, episcopus utatur jure suo, dummodo dioecesani non graventur in pretio. Die 20 julii 1630.

980. **Brixien.**

Virgines Ursulinae civitatis Brixien. aedificato per ipsas novo monasterio cum trecentis monialibus, supplicarunt pro licentia exponendi, et conservandi S. Eucharistiae Sacramentum; et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 20 julii 1630,

981. **Cajacen.**

Æconomi ecclesiae SSmae Annuntiationis civitatis Cajacen. exponentes supra 45 annos in earum ecclesia asservari SS. Eucharistiae Sacramentum cum omni decentia requisita ad effectum illud ministrandi infirmis hospitalis in dicta ecclesia erecti, et modo prohiberi ab episcopo, supplicarunt pro licentia illud retinendi, et Sacra Congregatio mandavit audiri episcopum. Die 20 julii 1630.

982. **Urbis.**

Frater Nicolaus de Cremona procurator generalis ordinis Servorum suspensus ab officio de mandato hujus Sacrae Rituum Congregationis ob appositionem quarumdam lectionum in breviario ordinis Servorum, non revisarum, nec approbatarum ab hac Sacra Rituum Congregatione, et cum inscriptione quod officia essent approbata, supplicavit restitui et reintegrari ad officium suum. Et Sacra Congregatio benigne agens oratorem reintegravit ad hujusmodi officium, et mandavit officia revideri ab Emo Virili. Die 24 augusti 1630.

983. **Maceraten.**

Petiit vicarius generalis Maceraten. declarari, an ipse uti vicarius possit et debeat cum canonicis cathedralis facere circulum ante episcopum ad hymnum angelicum, Credo et Sanctus. Et Sacra Congregatio respondit, dignitates, et canonicos tantum debere facere circulum ante episcopum et non alios. Die 28 septembris 1630.

984. **Panormitana.**

Confratres congregationis agonizantium civitatis Panormitanae asserentes alias hanc Sacram Congregationem concessisse posse fieri mentionem in canone pro agonizantibus, supplicarunt pro duplicato, et Sacra Congregatio respondit, non licere facere mentionem in canone pro agonizantibus. Die 28 septembris 1630.

985. **Treveren.**

Franciscus Bretius curatus parochialis ecclesiae loci de Balhera Treveren. dioecesis asserens in sua parochia adesse etiam alium locum de Laxi nuncupatum, distantem a parochiali per milliare, ob idque homines illius non posse convenire in tempore pro audienda missa, et pro suscipiendis sacramentis ecclesiae, hiemali praecipue tempore, in diebus dominicis et festivis, supplicavit pro licentia celebrandi bis in die, et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem Concilii. Die 28 septembris 1630.

986. **Urbis.**

Infrascriptam orationem de ordine et mandato Sanctissimi Domini Nostri Domini Urbani papae VIII ab eminentissimis DD. cardinalibus hujus Sacrae Congregationis recognitam, et approbatam, eadem Sacra Congregatio juxta mentem Sanctitatis Suae imprimi decrevit et facultatem concessit.

Oratio. Imploret clementissime Domine nostris opportunam necessitatibus opem devote a nobis prolata meditatio, quam sanctus olim Joannes Chrysostomus in hac basilica conditus, te cum beatissimis apostolis Petro, et Paulo repraesentavit sic colloquentem: circumdate hanc novam Sion, et circumvallate eam; hoc est custodite, munite, precibus firmate, ut quando irascor in tempore, et orbem terrae concutio, aspiciens sepulcrum vestrum nunquam desiturum, et quae libenter propter me geritis stigmata, iram misericordia vincam; et ob hanc praecipuam vestram intercessionem; etenim quando sacerdotium, et regnum video lacrymari, statim quasi compatiens ad commiserationem flector, et illius meae vocis reminiscor: protegam Urbem hanc propter David servum meum. Fiat. Fiat. Amen. Amen. Die 28 septembris 1630.

987. **Alcala de Henares.**

Religiosi ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum de Alcala de Henares exponentes, religiosos studentes in eadem religione, ad hoc ut remoti ab omni strepitu hominum et civitatis, sacrae theologiae et sacrarum scripturarum lectionibus liberius vacare possint, morari extra ipsam civitatem in loco ab ambitu distante per tria milliaria S. Joannis de Vitu nuncupato, ibique habere habitationem undique muris circumdatam cum cappella satis decenter ornata, in qua supplicarunt pro licentia retinendi et asservandi Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum pro studentibus religiosis ibi viventibus; et Sacra Congregatio concessit, arbitrio episcopi. Die 16 novembris 1630.

988. **Urbis.**

Procuratores canonizationum servorum Dei supplicarunt declarari, quomodo referre debeant Auditores Rotae cognitionem per ipsos factam circa validitatem processuum ab hac Sacra Congregatione ad hunc praesertim effectum eis transmissorum, ne post plenitudinem temporis quinquaginta annorum a Sanctissimo praefixam, iterum eos super eadem validitate revideri contingat, et detecto aliquo defectu, stante diuturnitate temporis reparari non possit, cum in registro hujus Sacrae Congregationis reperiatur decretum per R. P. D. de Fulviis olim secretarium extensum, quod cognito semel super validitate processuum per Sacrae Rotae auditores, de illorum validitate amplius disputari non liceat. Et Sacra Congregatio mandavit corrigi dictum decretum tamquam extortum per dictum R. P. D. de Fulviis tunc temporis secretarium, facto verbo cum SSmo. Die 16 novembris 1630.

989. **SSmae Eucharistiae.**

S. D. N. sub die 25 novembris 1630. jussit mihi secretario ut deducam ad notitiam Emorum Patrum ejus voluntatem, quae est, quod nomine Congregationis litteris per me moneantur generales, seu quicumque alii superiores quarumcumque religionum, quod in futurum magis decorari omnino faciant luminibus, paramentis, aliisque ornamentis altare, in quo asservatur Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum, quam alia, in quibus conduntur corpora, reliquiae, aut imagines sanctorum. Et Emi DD. mandarunt mihi secretario, ut exequar mandatum Sanctitatis Suae. Die 7 decembris 1630.

990. **Brixien.**

Virgines Ursulinae civitatis Brixien. millies rejectae, recitantes eamdem palinodiam exposuerunt earum propriis sumptibus amplam et sumptuosam ecclesiam fabricasse et ex institutione ordinis teneri semel in mense Sanctissimam Eucharistiam sumere, petentes licentiam asservandi in dicta earum ecclesia Sanctissimum Eucharistiae sacramentum, stante quod habent consensum ordinarii et parochi, intra cujus fines sita est dicta earum ecclesia; Et Sacra Congregatio prout millies alias respondit: *Lectum*. Die 7 decembris 1630.

991. **Urbis.**

Cum fuerit supplicatum per procuratores causarum beatifi-

cationum servorum Dei quod Sacra haec Congregatio declararet, quomodo debeant Rotae Auditores referre eidem Congregationi validitatem processuum beatificandorum, quibus obstat decretum quinquaginta annorum, ad effectum, ut semel cognito de dicta validitate, amplius de ea non dubitetur neque discutiatur, prout disponitur in decreto per R. P. D. de Fulviis sub die 29 januarii 1628 tunc temporis secretarium: Sacra Rituum Congregatio respondit, non fuisse neque esse suae intentionis quando in executionem decreti Sanctitatis Suae mandavit de validitate debere cognosci in Rota, a se abdicare facultatem iterum de ea cognoscendi, ad hoc ut melius et perfectius dispiciatur. Ideoque Eminentissimi Patres mandarunt mihi secretario, quod de praedictis verbum facerem cum Sanctissimo, et si Sanctitati Suae placuerit, in hac parte corrigerem seu declararem primum decretum: Et Sanctitas Sua annuit, et declaravit, nunquam voluisse privare Sacram Congregationem facultate cognoscendi super validitate processuum, sed solum decernere dictam cognitionem fieri debere non expectatis quinquaginta annis, ne probationes pereant, non obstante decreto in contrarium facienti. Die 7 decembris 1630.

992. **Lucana.**

Vicarius generalis cathedralis Lucanae exclusus alias ad probandam praetensam per ipsum immemorabilem praecedendi canonicos et dignitates etiam incedentes cum sacris vestibus, proposuit modo pro obtinenda eadem remissoria jam petita tres articulos, ad effectum illam facilius impetrandi, non se astringens ad actum tantum, quando canonicos, et dignitates sunt induti sacris vestibus, sed etiam indistincte probandi. 1. Ab immemorabili habuisse semper praecedentiam supra omnes de capitulo. 2. Etiam quando incedunt parati cum paramentis sacris. 3. Maxime absente episcopo. Ex adverso capitulo replicante remissoriam petitam esse denegandam ex eo quia, quoad primum articulum, nulla est altercatio, nulla contentio, nulla controversia; et agens pro capitulo non impugnat, cum adsint super hoc plures hujus Sacrae Congregationis resolutiones: Quo vero ad alios duos, cum in effectu sit unus et idem articulus, non deberi remissoriam concedi, tamquam impertinentiam exhorbitantem, et irrationabilem, juxta alias per hanc Sacram Congregationem in his terminis resoluta, utraque parte acerrime informante. Sacra Rituum Congregatio ad relationem Emi Virilis re mature discussa, respondit, remissoriam per vicarium petitam non esse concedendam. Die 7 decembris 1630.

993. **Beatificationum et Canonizationum.**

Fuerunt per me secretarium de mandato Sanctissimi lectae ordinationes in posterum servandae in causis Beatificationum, et Canonizationum servorum Dei: Nec non epistola circularis transmittenda nomine hujus Sacrae Rituum Congregationis ad ordinarios locorum, quae omnia ab Emis Patribus fuerunt summopere laudata, et ordinatum, quod in registro Congregationis apponantur: Et mandatum mihi secretario, ut nomine ipsius Congregationis agam humillime gratias Sanctitati Suae pro honore sibi collato, praesertim declarando velle in posterum haberi coram Sanctitate Sua tres congregationes in anno pro causis Beatificationum et Canonizationum, januario scilicet, maio et septembri.

Deinde iidem Emi Patres post longam discussionem circa modum tenendum in referendis processibus coram Sanctissimo in dictis tribus congregationibus fuit resolutum, quod salvis semper contentis in praefatis ordinationibus, quae in calce hujus Congregationis transcribentur, et registratae erunt, de caetero propositiones causarum incipiantur ab antiquioribus EE. DD. cardinalibus ordine successivo per turnum.

Et quod in unaquaque congregatione referantur tres sive ad summum quatuor tantum causae quae per secretarium notificari debeant Emis et Rmis DD. cardinalibus saltem per quindecim dies ante congregationem.

In reliquis vero circa modum procedendi in relatione dictarum causarum servetur solitum hucusque observatum, dummodo non contradicat supradictis ordinationibus et secretarius exquirat voluntatem Sanctissimi super contentis in praesenti decreto. Die 18 januarii 1631.

994. **Ebroicen.**

Supplicatum fuit Sanctissimo pro licentia in personam decani cathedralis Ebroicen. et episcopi vicarii generalis benedicendi paramenta et ornamenta ecclesiastica, nec non patenas et alia vasa ad divinum cultum necessaria, stante absentia episcopi a sua dioecesi. Et Sacra Rituum Congregatio concessit durante absentia episcopi pro illis tantum rebus in quibus sacra unctio non requiritur. Praesente vero episcopo, non nisi de ipsius consensu, ut supra. Die 18 januarii 1631.

995. **Urbis.**

Ordinationes aliquot de mandato Sanctissimi D. N. Urbani papae VIII in S. Rituum Congregatione per me Tegrimium episcopum Assisien. publicatae atque in posterum ab eadem Congregatione servandae.

1. In processibus beatificandorum et canonizandorum, qui fieri semper debent auctoritate apostolica, serventur omnino disposita in caeremoniali, seu rituali romano sub Leone X impresso et tradita per Hostiensem in cap. 1. de rel. et Ven. sanct. neque aliqua in parte immutentur sive alterentur.

2. Scribatur nomine Sacrae Rituum Congregationis epistola circularis omnibus patriarchis, archiepiscopis, episcopis, aliisque locorum ordinariis tam citra quam ultra montes, in qua moneantur, quod antequam capere faciant quascumque informationes ad instantiam principum, religionum, populorumque aut aliorum quorumcumque super fama sanctitatis, virtutibus, et miraculis alicujus servi Dei praemortui, certiorem prius faciant Summum Pontificem de petitione, ac instantia eis facta, a quo examinato negotio expectent omnino responsum, et licentiam inquirendi, nisi tamen aliter urgens et inevitabilis necessitas postulet in aliquo particulari casu, ne pereant probationes. Moneantur insuper in eadem epistola, quod si quos habent processus hucusque sive inceptos, sive totaliter completos de hac materia, transmittant quanto citius ad Urbem in statu et terminis, in quibus reperiuntur, eosque consignari faciant in manibus secretarii ejusdem Congregationis. Nec non mandent apponi dictam epistolam apud acta eorum et cujuslibet eorum curiae, et in archiviis capitularibus, ut de illa futuris temporibus habeatur semper plena scientia et indubitata notitia.

3. In quacumque ex tribus commissionibus, quae requiruntur antequam deveniatur ad terminationem causae, supplicatio signari semper debeat manu Sanctitatis Suae.

4. Tres congregationes videlicet de mensibus januarii, maii et septembris, destinatae pro referendis causis beatificandorum, seu canonizandorum fieri debeant in posterum coram Sanctissimo, in quibus antiquiores tres Rotae Auditores, et promotor fidei interesse debeant, quando proponentur causae, quarum Auditores praedicti relationes fecerint, et promotor fidei citatus illis se opposuerit, recedendo tamen a dictis congregationibus, quando per cardinales erunt propalanda vota super unaquaque causa.

5. Iidem Rotae Auditores, quibus consuevit committi processus faciant relationem de his quae in dictis processibus continentur, non tamen proferant eorum vota consultiva nisi in Congregatione coram Sanctitate Sua.

6. Decreta super hac materia extendenda per secretarium Congregationis concipiantur semper nomine ejusdem Congregationes per verbum videtur, censuit, et similia, reservata in unoquoque negotio suprema determinatione (extra congregationem) Sanctitati Suae.

7. Sedis apostolicae legati et nuntii ubique degentes non permittant in eorum curiis capi informationes et inchoari processus super fama sanctitatis, virtutibus et miraculis cujuscum-

que nisi per Sacram Rituum Congregationem fuerit illis demandatum vigore litterarum remissorialium.

8. Declamationes de rebus prophanis et plerumque de atrocioribus criminibus confectis, et imaginariis, quae fieri solent in consistorio publico ab aulae consistorialis advocatis quando legati Sedis apostolicae in eorum reditu ad Urbem excipiuntur eodem consistorio, vel quando per Summum Pontificem traduntur pilei cardinalitii novis cardinalibus creatis, vel admittuntur legati principum ad praestandam obedientiam Sedi apostolicae abrogentur omnino, et earum loco subrogentur propositiones causarum servorum Dei, qui fama sanctitatis conspicui, mereantur adscribi in numero sanctorum, sive beatorum, pro quibus poterunt instare apud Summum Pontificem advocati, petendo committi, prosequi, vel expediri respective causas arbitrio Sanctitatis Suae.

9. Consultores Sacrae Rituum Congregationis debeant in qualibet ex tribus congregationibus habendis, ut dictum est supra, coram Sanctissimo, adesse prae foribus aulae pontificiae, ubi celebrabitur congregatio, ut si Sanctitati Suae placuerit illos audire super aliqua difficultate, possint praesto esse.

Epistola circularis.

Perillris et Rme Domine. Cum quotidie magis notum fiat, quanta maturitate cognitionis incipere, ac prosequi deceat eorum causas, qui diem ultimum obiere non sine aliqua populis relicta opinione sanctitatis, et quam accurate fideliterque in re tanta adhiberi testes, et in examen vocari conveniat, Sanctissimus Dominus Noster sequutus auctoritatem sacrorum canonum, romanique ritualis constitutiones, injunxit Sacrae Rituum Congregationi, ut Amplitudinem tuam certiorem peculiari hac epistola faciat ut in posterum, priusquam processus hujusmodi inchoari jubeat, Sanctissimum Dominum Nostrum praemoneat de iis quae super postulatis occurrent, expectetque ab eadem Sacra Congregatione quid Sanctitas Sua (examinato negotio) fieri censuerit, nisi tamen in aliquo particulari casu necessitas inevitabilis urgeat, ne probationes perirent, super quo conscientiam tuam idem Sanctissimus vult esse oneratam; praeterea processus solita tua auctoritate confectos usque ad eum diem, quo redditae hae tibi litterae fuerint de vita, virtutibus, ac miraculis cujuslibet servi Dei cum aliqua sanctitatis fama defuncti, quamprimum Romam mittendos, tradendosque cures secretario ejusdem Congregationis, ex qua quid super his decernere, ac jubere placuerit expectabis. Atque ut hae litterae nulla in posterum oblivione deleantur, sed semper in recordatione vigeant et tua, et successorum deinceps tuorum, dabit operam Amplitudo tua ut illae quanto citius in tabula descriptae et tam in curia tua patriarchali quam in archiviis capitularibus praefixae, aut appensae ad perpetuam rei memoriam asserventur. Vale. Datum Romae die 18 januarii 1631. Amplitudinis tuae uti frater, C. episcopus Portuen. card. Pius. T. Tegrimius ep. Assisien. *Secretarius.*

996. **Urbis.**

In praesenti Congregatione, ante causarum propositiones Sanctitas Sua mandavit mihi secretario ut idem juramentum, quod praestatur in Congregatione Supremae et universalis Inquisitionis sub poena excommunicationis latae sententiae Sanctissimo reservatae deferam ego tam Emis cardinalibus et duobus familiaribus, ab unoquoque eorum deputandis, quam Rotae Auditoribus, et uni pro quolibet, eorum arbitrio eligendo pro videndis et transcribendis scripturis necessariis, et opportunis. Item, et protonotario participanti assistenti, promotori fidei, et consultoribus ejusdem Congregationis de non revelandis his, quae in posterum tractabuntur in hac Sacra Congregatione et in aliis, quae coram Sanctitate Sua congregabuntur, declarando quod hoc juramentum afficiat et omnes et singulos praenominatos super his quae agentur in presenti Congregatione, licet nondum fuerit per ipsos praestitum. A qua excommunicatione Sanctissimus ore proprio declaravit nulli competere facultatem absolvendi, neque etiam majori poenitentiario, sed Sanctitati Suae, et successoribus dumtaxat. Sub quo juramento, et poena voluit etiam comprehendi omnes supranominatos, qui receptis litteris commendatitiis, supplicibus libellis, aut aliis similibus officiis oretenus super causis beatificandorum, et canonizandorum, ea non revelaverint secretario Congregationis ad effectum deducendi ad notitiam Sanctitatis Suae.

Fuit deinde per eamdem Sanctitatem expresse prohibita quaecumque impressio relationum Auditorum Rotae, informationum in facto et in jure, ac aliarum quarumcumque scripturarum tractantium de causis beatificationis et canonizationis nondum terminatis.

Quibus decretis, ut supra, formatis, Emus et Rmus D. cardinalis Pius, qui debebat proponere causam Toletanam Servi Dei fratris Francisci a Puero Jesu carmelitae discalceati, cum intellexisset a me secretario mentem Sanctitatis Suae esse ut in relationibus etiam causarum pro obtinendis literis remissorialibus, debeat citari promotor fidei, quod factum antea nunquam fuerat, distulit ejus propositionem, cui Sanctissimus declaravit esse concedendum in prima proxima congregatione habenda coram Sanctitate Sua primum locum ad referendam praedictam causam. Die 31 januarii 1631.

997. **Remen.**

Prior et monachi S. Benedicti Remen. dioecesis exponentes eorum monasterium longe distare a residentia ordinarii, et ut plurimum ordinarios non esse sacris initiatos, et ob id egere suam ecclesiam paramentis ecclesiasticis ad divina peragenda, supplicarunt pro licentia benedicendi paramenta, et ornamenta ecclesiastica, nec non ecclesias et coemeteria polluta. Et Sacra Congregatio attentis narratis concessit pro his tantum rebus, in quibus non requiritur sacra unctio. Quo vero ad ecclesias pollutas non consecratas, aqua per episcopum benedicta; ecclesias vero consecratas, non posse nisi per episcopum reconciliari. Die 22 martii 1631.

998. **Religionis S. Francisci.**

Cum procurator generalis fratrum minorum Conventualium S. Francisci, sex ab hinc annis aegre ferret ministrum generalem de Observantia in praeteritum usum fuisse, et in praesentiarum uti titulo et sigillo cum inscriptione ministri generalis totius ordinis fratrum minorum, recursum habuit ad Sanctissimum, supplicans mandari reformari hujusmodi titulum, tamquam non legitime dicto ministro generali de Observantia competentem; et supplicatione per Sanctissimum ad hanc Sacram Rituum Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio discussionem hujus negotii, ad referendum usque de anno 1625, commisit Emo et Rmo D. cardinali Muto, coram quo firmato dubio, de consensu ambarum partium: An titulus ministri generalis totius ordinis fratrum minorum, quo insignitur minister generalis Observantium sit reformandus, utraque parte saepe saepius in facto et jure desuper informante et audita, ad relationem ejusdem Emi cardinalis Muti, causa acerrime discussa in plena congregatione, Sacra Rituum Congregatio respondit: Nihil innovandum et ministrum generalem de Observantia legitime usum fuisse et uti posse titulo et sigillo cum inscriptione ministri generalis totius ordinis fratrum minorum, et ita servari mandavit. Die 22 martii 1631.

999. **Religionis S. Francisci.**

Religio minorum Conventualium conquesta est apud Sanctissimum de decreto ab hac Sacra Rituum Congregatione emanato ad favorem ministri generalis de Observantia S. Francisci circa usum tituli et sigilli ministri generalis totius ordinis fratrum minorum, supplicans tamquam non audita in suis juribus audiri in signatura gratiae, et mandari Illmo Datario, qui concedat ad hoc supersessoriam necessariam. Ex adverso autem frater Alphonsus de Prato procurator generalis minorum Observantium adiens et ipse cum supplici libello eumdem Sanctis-

simum, supplicavit, quod stante jure suae religionis quaesito tam ex bullis pontificiis, quam etiam ex novissimo decreto, parte adversa super usu dicti tituli et sigilli per quinquennium, et ultra saepius audita et replicante, nemine ex EE. Patribus contradicente ad sui favorem edito, et etiam impresso, Sanctitas Sua dignaretur huic negotio perpetuum silentium, ut par est imponere. Et utraque supplicatione per Sanctissimum ad hanc Sacram Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio unanimi EE. Patrum consensu, censuit ex hactenus deductis non esse locum novae audientiae, et mandavit secretarium alloqui cum SSmo juxta mentem. Die 12 aprilis 1631.

1000. **Urbis.**

In hac Congregatione de ordine Sanctissimi convocata, fuerunt lectae considerationes habitae in particulari congregatione sex Emorum cardinalium a Sanctitate Sua deputatorum super beatificatione et canonizatione sanctorum, prius per me secretarium missae per manus Emorum Patrum ejusdem congregationis qui non interfuerunt in particulari congregatione. Et excitatis nonnullis dubitationibus, eisdemque resolutis, fuit ultimo loco dictum quod si Sanctissimo placuerit, ponentes Eminentissimi tam in congregationibus habendis coram Sanctitate Sua, quam in aliis debere proponere causas sibi per ordinem tangentes, antequam admittantur in congregationibus particularibus RR. PP. DD. Rotae Auditores, aliique consultores. Et die sequenti facta per me secretarium relatione SSmo hujus considerationis, Sanctitas Sua annuit et adnotari mandavit. Die 12 maii 1631.

1001. **Decretum.**

Die 27 maii 1631, SSmus D. N. Urbanus papa VIII decrevit, ut quando Sanctitas Sua propter alias urgentes occupationes non poterit vacare alicui ex tribus congregationibus Sacrorum Rituum habendis coram Sanctitate Sua de mensibus januarii, maii et septembris, prout fuit alias de mandato ejusdem Sanctitatis Suae determinatum, causae servorum Dei possint et debeant proponi coram se in mense immediate sequenti, et in die a Sanctitate Sua deputanda, declarans suae voluntatis omnino esse, ut quolibet anno tres convocentur congregationes pro discutiendis causis beatificandorum, et canonizandorum, non obstantibus etc. Et mandavit praesens decretum apponi per me secretarium apud acta dictae Congregationis prout feci praedictis die, mense et anno. T. Tegrimius episcop. Assisien. secretarius.

Fuit etiam decretum promotorem fidei debere concordare cum EE. DD. cardinalibus ponentibus factum uniuscujusque causae, praesentandum per me secretarium Summo Pontifici, antequam praefatae causae proponantur in congregationibus habendis coram Sanctitate Sua. Die 12 maii 1631.

1002. **Considerationes habitae in congregatione sex Eminentissimorum DD. cardinalium a Sanctissimo deputatorum super Canonizatione et Beatificatione servorum Dei.**

Quoniam in causis canonizationum et beatificationum servorum Dei non solum procedi debet cum maxima maturitate, verum etiam obviam iri multis abusibus, qui forsan irrepere possent, fuit in primis conclusum, ut si SSmo placuerit, imprimatur decretum inserendum tam in epistola particulari, mittenda nuntiis apostolicis ubique degentibus, quam in epistola circulari scribenda patriarchis, archiepiscopis, et episcopis, ultra et citra montes, cujus decreti et epistolarum tenores sunt, ut infra, videlicet:

Decretum Sacrae Rituum Congregationis servandum in recipiendis informationibus in causis Beatificationum et Canonizationum servorum Dei.

Cum in tota Ecclesiae gubernatione nihil majus, nihil sit augustius beatificatione et canonizatione sanctorum, utpote homines jam demortuos, etiam cum fama sanctitatis, aut miraculorum declarare pro sanctis, eosque uti tales colendos et venerandos decernere. Sacra Rituum Congregatio, ut res haec plane amplissima, atque gravissima rite sancteque conficiatur, prohibet omnibus, et singulis personis ecclesiasticis, tam saecularibus, quam regularibus, etiam S. Joannis Hierosolymitani, Societatis Jesu, vel aliorum quamtumvis speciali nota dignorum, ne audeant ipsi per se, aut per alios capere informationes super sanctitate aut miraculis alicujus defuncti neque ullo modo exquirere, aut obtinere ad hunc defectum extrajudiciales testificationes, aut subscriptiones sub poenis arbitrio S. Congregationis infligendis. Quod si superiori, sacristae, seu alteri officiali illius ecclesiae, in qua requiescit corpus ipsiusmet defuncti, vel alterius etiam ecclesiae fuerint revelata aliqua miracula seu prophetiae dona, possint ea recipere sub sigillo secreti ab ipsis tantum relatoribus in quorum gratiam contigisse narrabitur. Teneantur tamen quamprimum commode poterunt, eadem deferre vel obsignata transmittere episcopo loci, cum expressa declaratione quod revelationes sic ut supra receptae, non faciant aliquem probationis gradum, etiam cujusvis longissimi temporis cursu. Quod decretum cum fuerit ad notitiam S. D. N. Urbani papae VIII deductum, Sanctitas Sua illud approbavit, ac imprimi, et ubique publicari mandavit. Die . . .

Epistola particularis pro Nuntiis Apostolicis.

Admodum Illris et Rme Domine. Cum Sacra Rituum Congregatio matura habita consideratione judicaverit si pontificii per Europam Nuntii se se ingerant in excipiendis inquisitionibus de integritate vitae, virtutibus, atque miraculis viri cujuspiam cum aliqua sanctitatis fama defuncti, facile futurum, ut progressione temporis, praesumpta palam opinione, videantur hujusmodi acta tamquam habere pondus apostolicae auctoritatis: ideo Sacra eadem Congregatio, re prius ad Sanctissimum relata censuit Dominationi Tuae in memoriam revocandum, ne ullius omnino hominum rogatu, impulsuve ducatur in posterum, ut apud tuum tribunal, et ab aliis tua auctoritate suffultis de hujus generis rebus agi, atque inquiri permittat, nisi eadem Congregatio per litteras remissoriales et compulsoriales aut quavis alia ratione per te ipsum fieri debere specialiter significet, et ne aliquis in tam gravi negotio subrepat abusus, jussit eadem Congregatio Amplitudinem tuam hac epistola fieri certiorem de his, quae continentur in adjuncto decreto, ut curet ab omnibus observari. Sacrae igitur Congregationis sensum libenter sequetur Dominatio Tua, quam interim Deus incolumem prosperamque conservet. Datum Romae etc.

Epistola circularis pro patriarchis, archiepiscopis et episcopis.

Admodum Illme et Rme Domine. Cum quotidie magis notum fiat, quanta sinceritate mentis et maturitate cognitionis incipere, et prosequi deceat eorum causas, qui diem ultimum obiere non sine aliqua populis relicta opinione sanctitatis, et quam accurate, fideliterque in re tanti momenti adhiberi testes, et in examen vocari conveniat, Sacra Rituum Congregatio, facto prius verbo cum Sanctissimo, ne aliquis subrepat abusus, jussit Amplitudinem tuam hac peculiari epistola fieri certiorem de his, quae in adjuncto decreto continentur, nempe, ut curet, ne imposterum ulla ex parte adversus illud a quopiam in tua dioecesi aliquid committatur, sed ab omnibus omnino inviolabiliter observetur: Et quando apud Amplitudinem tuam ab aliquo petitum fuerit, ut velit inquirere in sanctitatem vitae, et miracula alicujus, qui cum praedicta fama obiisse dicatur, quoniam nimia plerumque proclivitas atque celeritas occasionem errori praebet, non prius generaliter super vitae sanctitate inquiri permittat, quam particulariter de alicujus virtutis eminenti gradu, aut peculiari aliquo miraculo praecedat famae comprobatio, prout prudentiae Tuae magis expedire videbitur: quod per te ipsum exequi Sacra Congregatio summopere exoptat; sed si ob invaletudinem, sive ob legitimum aliud, et grave impedimentum id conficere non valebis, super quo conscientiam tuam onerat Congregatio, poterit Amplitudo

Tua delegare vicarium tuum generalem, vel alium in dignitate ecclesiastica constitutum; qui delegatus, sive ille sit vicarius sive cujuscumque dignitatis, cum aliis duobus ad minus doctis viris altero scilicet magistro in theologia, altero vero graduato, vel licentiato in jure canonico, rem totam ita peragere debeant, ut omnes sua nomina subnotent post subscriptionem cujusque testis, antequam discedant a loco ipsius examinis. Curabit insuper Amplitudo Tua, ut testes omnes quaecumque habent explanate, et per extensum deponant, nec se referant ad attestationes redditas, neque eis recitentur, quae alias ipsi deposuerunt. Postquam vero fuerint per Amplitudinem tuam vel per alios a te ex causis supra narratis subrogatos acta completa, secreto retineantur, praestito etiam juramento a notariis et testibus, se nemini promulgaturos, quicquid ipsi scripserint et respective deposuerint, vel de aliquibus interrogati fuerint. De his autem actis per te, aut jussu tuo confectis, certiorem statim reddere debebit Amplitudo tua Summum Pontificem eaque, quanto citius poterit, authentice transcripta, ac sigillo obsignata ad Sacram Rituum Congregationem transmittere. Originalia vero eodem modo consignata, et in capsa clausa pluribus clavibus quae diversis ad arbitrium tuum custodienda tradantur, in archivio patriarchali conserventur. Notum tamen sit Amplitudini tuae, neque per hanc epistolam, neque per aliquid in ea propositum, voluisse Summum Pontificem, neque Sacram Rituum Congregationem tribuere, aut augere jurisdictionem, seu facultatem, quae alias episcopis competere posset. Atque ut hae litterae nulla in posterum oblivione deleantur, sed semper in recordatione vigeant, et tua et tuorum deinceps successorum dabit operam Amplitudo tua, ut illae quanto citius tam in curia tua patriarchali, quam in archivio capitulari ad perpetuam rei memoriam asserventur. Datum Romae etc.

Modus inchoandi processus in causis beatificationum et canonizationum.

In primis igitur animadvertendum est quod Summus Pontifex non consuevit moveri ad faciendam alicujus sancti canonizationem, nisi prius reges, principes, et aliae personae authenticae, et honestae, non semel, sed pluries et instanter supplicaverint Sanctitati Suae, et tunc etiam non statim, sed potius expectare quod diu pulsetur, et famam attendere, an miracula crebrescant, et continuentur. Quod si perdurabunt et miracula, et supplicantium instantiae, praesertim spontaneae, Summus Pontifex mandat discuti negotium a venerabilibus fratribus Sacris Ritibus praepositis in peculiari congregatione ad hunc effectum habenda per quindecim dies antecedentes Congregationem coram Sanctitate Sua tenendam pro causis beatificationum et canonizationum, ut infra etiam dicetur. Quod si censuerint locum esse probationibus recipiendis, facta in dicta Congregatione Sanctitati Suae relatione, remittit causam, si ei videbitur, eisdem venerabilibus fratribus per commissionem manu Sanctitatis Suae signatam; qui ea recepta adhibitis aliquibus episcopis patriae, viciniae seu provinciae illius, qui petitur canonizari, inquirunt de fama et devotione populi, de miraculis et aliis denunciandis in genere, non in specie, juxta infrascriptam formam commissionis omnino de cetero servandam, videlicet:

Formula commissionis in genere.

Bme Pater. Cum fama sanctitatis et miraculorum Servi Dei N. N. ita celebris sit in diversis partibus, et in dies magis, atque magis crebrescat, ut N. N. rex, et nonnulli alii principes tam ecclesiastici, quam saeculares saepe saepius, et enixe institerint apud Sanctitatem Vestram, ut pro illius beatificatione et canonizatione processus auctoritate apostolica confici juberet, juxta Sacrorum Canonum decreta, et ritum sanctae Romanae Ecclesiae, ideo iidem N. N. et alii, ac pro eis N. N. procurator humiliter supplicant Sanctitati Vestrae, quatenus dignetur Sacrae Rituum Congregationi plenam et liberam facultatem impartiri, ut aliquibus episcopis illius provinciae committere valeat, ut per se ipsos inquirant de fama et devotione populi, de miraculis, et aliis denunciandis ejusdem N. N. et de his in genere et non in specie et quoad famam tantum atque ad hunc effectum, si ei videbitur, aliquos articulos ad eosdem episcopos transmittat, super quibus et super interrogatoriis dandis debeant per ipsosmet, et non per alios, testes examinari cum interventu subpromotoris fidei, per promotorem in curia nominandi, et cum potestate citandi, et inhibendi, etiam sub censuris etc. et etiam per edictum etc. contradictores etc. et aliis facultatibus opportunis. Quibus peractis ea quae invenerint fideliter rescribant, et examen hujusmodi ad eamdem Congregationem sub sigillo clausum per fidelem nuntium transmittant, cum ipsorum litteris in quibus significent, non solum an eis videatur, quod praefatis testibus et eorum depositionibus sit danda fides, sed etiam expresse perscribant, an imperterriti et constanter, an rubore palloreve aliquo sufficienti, an ullo denique externo alio indicio minus sincere et fideliter testimonium dixerint, et quod super veritate eorumdem sit in specie committenda inquisitio. Quo examine recepto et per eamdem Sacram Congregationem discusso, et facta relatione Sanctitati Vestrae, statuere possit et valeat, an ad ulteriora sit procedendum: Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, stylo palatii caeterisque contrariis quibuscumque, statutisque pro plene et sufficienter expressis habendis.

Articuli, et interrogatoria inserenda in litteris remissorialibus transmittendis in partibus pro inquisitione generali tantum.

Positiones et articulos infrascriptos dat, exhibet, et producit procurator et eo nomine N. N. regis, et N. N. ad docendum de fama et devotione populi et de miraculis et aliis denunciandis et super his in genere et non in specie, et quoad famam tantum servi Dei N. N. et ad omnem alium bonum finem et effectum, petens illos ad probandum admitti litterasque desuper opportunas pro examinandis testibus ad civitates, seu loca N. N. et N. N. et ubi opus fuerit concedi non se adstringens ad onus superfluae probationis, de quo expresse protestatur, non solum praemisso, sed etiam omni alio meliori modo etc. salvo etc.

In primis igitur repetit omnes et singulos processus, instrumenta, jura etc. in quantum tamen, et non aliter etc. de quo etc. quibus credit satis abunde constare non solum de fama, devotione populi, de miraculis et aliis denunciandis in genere et quoad famam tantum sed etiam in specie praedicti Servi Dei N. N. et his salvis, ponit, et quatenus opus sit probare vult, et intendit.

Hic inserendi sunt articuli continentes locum ubi natus sit Servus Dei, tempus, et patria, vita, et mors ejusdem.

Item quod dictus servus Dei semper vixit cum fama sanctitatis, quae continuavit etiam post mortem, et numquam diminuta fuit, sed potius aucta, non solum in locis ubi vixit et mortuus est, sed etiam in aliis vicinis et remotis, et quod istud fuit et est publicum et notorium, ac fuit et est publica vox et fama.

Item quod ejus corpus sepultum fuit in loco N. N. et ecclesia N. et semper, ac continuo fuit ad illud venerandum magnus concursus populi, et aliorum exterorum ad illud confluentium propter famam, et opinionem sanctitatis illius et quod hoc fuit et est publicum et notorium, ac fuit et est publica vox et fama.

Item quod in locis ubi vixit, et mortuus fuit, ac etiam in aliis, semper dictus servus Dei fuit in magna veneratione, et erga illum fuit magna devotio, non solum illorum qui in dictis locis habitabant, sed etiam aliorum exterorum, et quod

istud fuit, et est publicum et notorium, ac fuit et est publica vox et fama.

Item quod fecit multa et magna miracula, non solum in vita, sed etiam post mortem, sanando infirmos, praedicendo futura, et alia operando quae naturaliter minime fieri poterant, et quod istud fuit et est publicum et notorium, ac fuit et est publica vox et fama.

Item quod de praefatis omnibus non solum in dictis locis ubi vixit, et mortuus fuit, sed etiam in aliis propinquis ac remotis, et ubique locorum fuit semper, et nunc est etiam publica vox et fama ac communis reputatio, quae semper inconcussa et constans fuit, ita ut nunquam aliquid fuerit dictum, vel auditum aut factum in contrarium.

Sequuntur interrogatoria pro inquisitione in genere tantum.

Antonius Cerrus Sacrae Consistorialis Aulae, et Fisci, et Camerae apostolicae advocatus in omnibus causis beatificationum et canonizationum sanctorum a SSmo D. N. per eius breve datum in Urbe sub die etc. specialiter deputatus petit, et instat testes producendos, et examinandos in causa beatificationis et canonizationis Servi Dei N. N. tam in Urbe quam extra, et ubique locorum pro parte, et ad instantiam admodum R. P. fratris N. N. ordinis N. hujus causae procuratoris et ejus substitutorum, ac denique super articulis in hac causa datis, antequam super hujusmodi articulis examinentur praemisso juramento, tactis respective etc. et cum assistentia, et interventu subpromotoris fidei per eum nominati super infrascriptis interrogatoriis diligenter, fideliter et separatim interrogari.

1. In primis serio moneatur quilibet testis quantumvis nobilis, et quacumque dignitate praeditus de gravitate perjurii, praesertim in causis gravissimis, prout sunt istae canonizationum sanctorum.

2. Deinde interrogetur quilibet testis, ut supra de nomine, cognomine, patria, aetate, parentibus, exercitio, seu professione, divitiis vel paupertate, et aliis circumstantiis ad ejus personam et conditionem spectantibus.

3. An sit confessus peccata sua, et sacramentum Eucharistiae sumpserit, in qua ecclesia, a quo sacerdote, quibus praesentibus, et de quo mense et anno ultima vice id fecerit.

4. Ulterius an fuerit unquam inquisitus accusatus vel processatus de aliquo crimine, et quo, coram quo judice, de quo anno et an semel, vel pluries, et an sequta sit absolutio, vel condemnatio seu abolitio.

5. Similiter an ob aliquam causam fuerit aliquando excommunicatus et quoties, ac ex qua causa et an fuerit absolutus, vel adhuc in eadem excommunicatione permaneat.

6. Rursus an fuerit ab aliquo instructus, quomodo deponere debeat, et a quo, et quo loco, de quo tempore, et quibus verbis.

7. Amplius, an sciat in qua provincia et dioecesi sit civitas N., si dixerit scire, illam exprimat, et dicat, an unquam accesserit ad talem civitatem, seu locum, et ob quam causam.

8. Insuper an cognoverit, vel audiverit nominare N. N. si responderit illum cognovisse, dicat quomodo, et qua occasione, in quo loco et loco loci, de quo tempore, et an fuerit ipsum unquam alloquutus, ac quoties et de quibus rebus, vel negotiis et quibus praesentibus: si vero dixerit illum audivisse nominare, dicat a quo seu quibus, qua occasione, et ad quem finem et effectum, et quoties id contigerit.

9. Praeterea interrogetur an sciat in quo loco et loco loci dictus N. N. vitam suam egerit, et quae fama et reputatio fuerit de ejus vita et sanctitate in dicto loco, et an eadem fama, et reputatio fuerit etiam in aliis locis, et quibus, et an fuerit continua vel interpolata, et quantum tempus duraverit, et an fuerit communis reputatio omnium de illo loco, vel aliquorum tantum; et an idem testis idem reputaverit et tam ipse, quam alii unquam secus senserint, aut aliter alios sentire audiverit.

10. Interrogetur quoque, an sciat in quo loco, et loco loci, et quo tempore et ex qua infirmitate dictus N. N. obierit et an sciat, ubi sit sepultum corpus ejus, et an unquam ipse accesserit ad ejus sepulchrum, et audiverit alios ad illud accedere, et an semel aut aliquoties tantum vel frequenter et saepius et an fama foret, quod talis accessus fieret, quia reputaretur pro sancto et intercedere posset pro ipso, et pro aliis; et dicat a quibus et quoties audiverit, et an audiverit quod diminutus fuerit concursus, vel potius auctus et quotidie augeatur ab eo tempore quo incepit.

11. Interrogari debebit, an audiverit, quod populus habeat devotionem erga dictum N. N. Si dixerit quod sic, dicat qui populus fierit, et an pars tantum vel major pars, aut totus populus, et an populus unius tantum loci vel plurium, et qui, et in quibus audiverit consistere eorum devotionem, a quo tempore dicatur incepisse et an ab illo tempore audiverit, quod diminuta, vel potius aucta fuerit, et quotidie augeatur.

12. Interrogetur an dici audiverit quod dictus N. fuerit exactus observator mandatorum Dei et Ecclesiae, salutis animarum et Dei gloriae zelator, amator virtutum et laudabilis vitae; et si dixerit audivisse, interrogetur a quibus, quoties, et quibus in locis audiverit.

13. Interrogetur an ipse sciat, quid sit miraculum et explicet quid sit, et an audiverit, quod dictus N. quandoque fecerit miracula in vita, vel in morte, et a quibus, in quo loco et loco loci audiverit, et an fuerit communis reputatio et fama, quod dictus N. miracula fecerit, vel aliquorum tantum, et an alii reputarent contrarium, quod miracula non fecerit et quod illa quae pro miraculis reputabantur, processerint ex medicamentis adhibitis vel alia causa naturali.

14. Ultimo interrogetur generaliter circa famam, an sciat quid sit fama et an illa viguerit solum in aliqua parte populi, an vero in majori. An orta sit ex probabilibus causis, vel potius fuerit vanus rumor populi. An habuerit originem a personis nimis affectis, vel suspectis, et interessatis, puta conjunctis, vel affinibus, amicis intrinsecis, religiosis ejusdem ordinis, vel aliis quibuscumque, qui ratione ecclesiae in qua corpus reperitur vel ob aliam aliquam causam aliquid interesse saltem affectionis habere possint. An personae a quibus fama orta est, essent personae graves et fide dignae; an potius leves et ordinariae, puta mulieres, rustici, et alii idiotae, vel ignari. An hujusmodi fama fuerit constans, et perpetua, quae semper duraverit, vel brevi et per modicum tempus et cito evanuerit. An contra hujusmodi famam fuerit unquam aliquid dictum, factum, vel auditum in contrarium; denique an hujusmodi fama viguerit non solum in loco, ubi dictus N. vixit, vel mortuus fuit, sed etiam in aliis locis et quibus; vel potius in aliis locis, non autem in eo, in quo vixit, vel mortuus est, vel e contra fuerit in loco tantum, in quo vixit vel mortuus fuit, non autem in aliis locis, et unde hoc processerit, quod fama non fuerit in omnibus locis et maxime in eo in quo vixit vel mortuus fuit.

In hac prima remissoria super inquisitione generali fieri solet magnum fundamentum, et merito, quia si non probetur fama sanctitatis in loco praesertim, ubi mortuus fuit ille pro quo instatur, non debet expediri remissoria super inquisitione speciali, et propterea nunquam debet omitti haec inquisitio. Et est advertendum, quod non prius conceditur commissio inquisitionis specialis, quam sit absoluta omnino inquisitio in genere, super qua si episcopi deputati rescripserint Sacrae Rituum Congregationi talia, per quae videatur quod inquisitio committi debeat in specie super veritate eorumdem, tunc proponi debet negotium primo in supra narrata Congregatione particulari per quindecim dies antecedentes Congregationem habendam coram Sanctissimo, et deinde in eadem et coram Sanctitate Sua ad effectum ut Summus Pontifex, requisitis consiliis praefatorum venerabilium fratrum possit extra Congregationem definire utrum inquisitio specialis sit committenda.

vel non. Quod si committenda videbitur, iterum erit scribendum eisdem episcopis, vel aliis, prout magis expediens judicabitur, quod veritatem inquirant, 1. de fama, 2. de vita, 2. de miraculis exacte, diligenter, fideliter, et prudenter secundum articulos transmittendos, et interrogatoria inserenda in litteris remissorialibus mittendis clausis, et obsignatis episcopis deputatis, qui processum conficere debent citato subpromotore fidei nominando a promotore generali in curia, ut dispositum est supra in commissione generali, et clarius continetur in infrascripta forma commissionis specialis omnino servanda.

Formula commissionis super speciali inquisitione.

Bme Pater. Cum in causa beatificationis servi Dei N. N. fuerit alias per Sanctitatem Vestram seu per N. N. Sanctitatis Vestrae praedecessorem signata commissio directa Sacrae Rituum Congregationi, in qua exposito quod cum fama sanctitatis et miraculorum servi Dei N. N. ita celebris esset in diversis partibus, et in dies magis, ac magis crebresceret ut N. N. et nonnulli alii principes tam ecclesiastici, quam saeculares, saepe saepius et enixe institerint apud Sanctitatem Vestram ut pro illius beatificatione et canonizatione processus authoritate apostolica confici juberet, juxta sacrorum canonum decreta, et ritum S. R. E. et ideo iidem N. N. et N. N. et alii ac pro eis N. N. procurator humiliter supplicaverint Sanctitati Vestrae quatenus dignaretur Sacrae Rituum Congregationi injungere, et mandare, quatenus eisdem episcopis N. N. et N. N. vel aliis episcopis sibi bene visis, praeviis ejus litteris remissorialibus, et compulsorialibus, citato fidei promotore decernendis et relaxandis, committere velit, ut veritatem super dicti servi Dei N. fama et devotione populi, vitae sanctitate, puritate fidei, et aliis virtutibus et miraculis, ac ceteris a sacris canonibus, requisitis exacte, fideliter, ac prudenter secundum articulos illis transmittendos, una cum interrogatoriis in curia dandis, ac jura et monumenta coram ipsis exhibenda, in specie inquirant, cum interventu subpromotoris fidei per dictum fidei promotorem nominandi, ac quidquid per inquisitionem specialem hujusmodi invenerint, suis sigillis inclusum caute cum eorumdem litteris, in quibus significent, an eis videatur quod praefatis testibus et juribus sit danda fides, et quod iidem testes, fideliter et sincere testimonium dixerint, ad eamdem Congregationem transmittant, cum facultate super eadem inquisitione, si opus fuerit, testes in curia examinandi super eisdem vel aliis articulis et interrogatoriis, ac jura et monumenta recipiendi, cum interventu ejusdem fidei promotoris, vel ejus subpromotoris et sub censuris et poenis ecclesiasticis procedendi, contradictores quoscumque ac ejusdem Congregationis mandatis non parentes, per easdem censuras cogendi, invocato etiam si opus fuerit, auxilio brachii saecularis; aliaque omnia et singula in praemissis, et circa ea quomodolibet necessaria et opportuna faciendi, gerendi, et exequendi: Quibus omnibus peractis et examinatis, eadem Congregatio Sanctitati Vestrae referat, an talia sint per quae ad beatificationem et canonizationem dicti servi Dei N. N. juxta sacrorum canonum decreta, et ritum S. R. E. deveniri possit: Non obstantibus regulis cancellariae, constitutionibus, et ordinationibus apostolicis, et aliis in universalibus et synodalibus conciliis editis, caeterisque contrariis quibuscumque, statutis etc. pro plene, et sufficienter expressis habendis.

Hic non ponitur formula positionum in commissione speciali; quia in qualibet causa debent exhiberi a procuratore positiones, super quibus promotor fidei debet formare interrogatoria inserenda cum eisdem positionibus in litteris remissorialibus transmittendis in partibus ut dictum est supra in commissione generali.

Postquam vero per episcopos commissarios fuerit remissum ad Sacram Rituum Congregationem et ad secretarium ejusdem consignatum sub sigillis suis clausum quicquid ipsi invenerint in inquisitione speciali, si processus fuerint servi aut ancillae Dei, qui infra quinquaginta annos obierint, praevia SSmi commissione, transmitti debent ad Rotam ad finem videndi tantum de illorum validitate; quo cognito, et facta SSmo relatione in altera ex tribus congregationibus coram Sanctitate Sua habendis, et declarato per dictam Sacram Congregationem constare de eorumdem validitate, iterum dicti processus, si Sanctissimo placuerit, per eumdem secretarium claudantur, et obsignentur sigillo Congregationis, non aperiendi, donec veniat plenitudo temporis dictorum quinquaginta annorum; quo non completo, nullo modo de eis agi possit. Si vero dicti processus fuerint alicujus servi, vel ancillae Dei, qui supra quinquaginta annos decesserint, cognito prius in Congregatione Rituum, habenda coram Sanctitate Sua pro causis beatificationum, et canonizationum tenenda, an sint in statu, quo possint ad Rotam transmitti, tunc praevia ejusdem SSmi commissione transmittantur ad Rotam, ad effectum cognoscendi de validitate, de virtutibus et de miraculis, atque de eisdem faciendi relationem Summo Pontifici extra congregationem, sine tamen aperitione votorum suorum, quae reservari debent aperienda in Congregatione coram Sanctitate Sua habenda, prout dispositum fuit in una ex ordinationibus per SSmum ad eamdem Congregationem transmissis, cujus tenor est, ut infra videlicet:

Sub numero 5. Iidem Rotae Auditores, quibus consuevit committi processus, faciant relationem de his, quae in dictis processibus continentur, non tamen proferant eorum vota consultiva, nisi in Congregatione coram Sanctitate Sua.

Forma commissionis ad Rotam processuum infra 50 annos.

Bme Pater. Cum advenerint processus authoritate apostolica fabricati, clausi et sigillati super sanctitate, virtutibus et miraculis servi Dei N. N. nec possint aperiri, aut recognosci, cum obstet decretum Sanctitatis Vestrae, ex quo dictus servus Dei obiit infra quinquaginta annos, possitque contingere, quod reperiatur aliquis defectus circa validitatem qui ad praesens reparari valeat, et dilatione temporis reddi insanabilis, defectu testium, aliarumve probationum; devoti Sanctitatis Suae Oratores N. N. nec non religio tota N. N. et pro ea illius procurator supplicant humiliter, quatenus dignetur committere et mandare Sacrae Rituum Congregationi, ut dictos processus faciat aperiri, recognosci et discuti in Rota per tres antiquiores Auditores, ad effectum videndi et referendi de illorum validitate tantum, reservato postea videre de virtutibus, miraculis, et aliis ad canonizationem necessariis suis loco et tempore quandocumque S. Vestrae placuerit. Non obstante etc. Et facta Sanctitati Vestrae et Sacrae Rituum Congregationi per eosdem Auditores plena relatione et cognito super eodem articulo validitatis coram Sanctitate Vestra, Sacra eadem Congregatio mandet illos recludi et obsignari, juxta ordinationes per Sanctitatem Vestram editas. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Formula commissionis ad Rotam processuum supra quinquaginta annos.

Bme Pater. Cum fabricati reperiantur processus authoritate apostolica, et praesentati clausi, et sigillati Sacrae Rituum Congregationi super sanctitate, virtutibus, et miraculis servi Dei N., in plena Congregatione particulari per quindecim dies antecedentes Congregationem coram Sanctitate Vestra pro causis beatificationum et canonizationum tenendam, per speciale decretum Rmi DD. cardinales Sacris Ritibus praepositi censuerint, causam ejusdem servi Dei N., esse in statu, quod si Sanctitati Vestrae placuerit possit transmitti ad Rotam ad effectum procedendi ad ulteriora in causa canonizationis juxta ordinationes per S. V. super his editas, cum obierit dictus servus Dei N. supra quinquaginta annos, devoti Sanctitatis Vestrae oratores N. N. et N. et tota religio N. mediante ejus procuratore humiliter supplicant, quatenus Sanctitas Vestra digne-

tur committere, et mandare eidem Congregationi ut dictos processus transmittat ad Rotam, ad effectum videndi de validitate, de virtutibus, de miraculis, aliisque necessariis ad canonizationem sanctorum, juxta ordinationes ei praescriptas, et faciendi postea relationem Sanctitati Vestrae, et praedictae Congregationi, ut si juxta sacrorum Canonum constitutiones, causa dicti servi Dei fuerit in statu deveniendi ad beatificationem, possit eadem Congregatio, annuente Sanctitate Vestra, relaxare decretum pro dicti servi Dei beatificatione, seu canonizatione: Non obstantibus ec. Facta demum relatione per eosdem Rotae Auditores Sanctissimo et Sacrae Rituum Congregationi, Sanctitas Sua exquirat vota venerabilium fratrum ejusdem Congregationis, an scilicet videantur probata talia, scilicet validitas processuum, virtutes, miracula, et martyrium, propter quae sit beatificatio, vel canonizatio non immerito decernenda. Quod si Summo Pontifici videbitur, esse faciendam canonizationem, ad illam procedet eo modo et forma, prout continetur in Rituali Romano. Contrariis non obstantibus quibuscumque etc.

Sequuntur modo aliqua notatu digna, et advertenda in praesenti materia canonizationum.

In processibus fabricandis, illud maxime, et praecipue observandum est ut videatur exitus vitae illius, qui petitur canonizari, quoniam cum, ut dici solet exitus acta probet, si finis vitae sit illustris et sanctimonia plenus, et publica praesertim testificatione notatus, argumentum erit, quod actiones ante actae potuerunt esse sanctae, et ideo in informatione articulorum videndum est, qualis fuerit vitae exitus, et qualibus circumstantiis sanctitatis sit munitus, nam in hoc articulo magnum causae pondus consistit.

Magnopere etiam considerari debet, antequam ad aliquos actus deveniatur, ut exploretur in loco, ubi mortuus fuit, vel requiescit ille, pro quo petitur canonizatio, si ad praesens fuerit, ac vigeat communis reputatio et fama sanctitatis, et unde ortum habuerit. An sponte homines ad venerationem, an vero arte et diligentia humana procuretur id exhiberi, quod non procuratus, non exhiberetur.

Praeterea illud etiam diligentissime indagandum est, an ille vel illa, pro cujus canonizatione instatur, scripserit aliquos libros, tractatus vel opuscula, aut meditationes, vel quid simile; nam si scripsisse constiterit, non prius est ad aliquem actum specialis inquisitionis deveniendum, quam tales libri, et tractatus examinentur, utrum contineant errores contra fidem, vel bonos mores, vel doctrinam aliquam novam, et peregrinam, atque a communi Ecclesiae sensu, et consuetudine alienam. Si enim aliquid hujusmodi deprehenditur non est ulterius progrediendum, et ad effectum abstinendi non est necessarium disputare subtilius, an haec, vel illa propositio defendi possit, nam sufficit quilibet odor, vel suspicio periculi.

Est etiam observandum, ut in executione utriusque remissoriae generalis scilicet, et specialis, juramentum praestetur a testibus et examen fiat in ecclesiis Deo dicatis, quoniam similes pii actus in similibus locis sacris, et piis fieri debent.

Nec praetereundum est, quod in commissionibus Summi Pontificis Sacrae Rituum Congregationi directis, apponi debet clausula, quod quando erunt conficiendi processus, et examinandi testes in curia, tam super generali, quam super speciali commissione, eadem Sacra Congregatio subdelegare debeat S. D. N. Papae cardinalem vicarium, qui per se, seu ipso impedito, per alios episcopos tantum ab eo deputandos, capiat informationes necessarias.

Postremo ad hoc, ut in tribus Congregationibus habendis coram Summo Pontifice, ordinate, dilucide et breviter procedatur, in posterum saltem per quindecim dies antecedentes dictas congregationes, coadunari debeat altera Rituum Congregatio, vel plures, si opus fuerit, in palatio antiquioris D. cardinalis tunc temporis in Urbe praesentis, in qua Emi DD. cardinales ponentes illarum quatuor causarum, quae coram Sanctitate Sua erunt ab eisdem referendae, concordato prius facto cum promotore fidei, et illo transmisso Emis et Rmis DD. cardinalibus, RR. PP. DD. Auditoribus Rotae et consultoribus Sacrae Congregationis, proponant easdem causas, et factis per praedictos Emos Patres propositionibus, admittantur in Congregatione dicti Rotae Auditores et consultores, qui votis eorum consultivis super praedictis causis patefactis, recedent a Congregatione ad hoc, ut Emi Patres possint liberius inter se tractare super merito dictarum causarum. Quod etiam servari debeat in congregationibus tenendis coram Sanctissimo.

In reliquis servari debent ordinationes, decreta et constitutiones Sacrae Rituum Congregationis appositae et registratae in libris ejusdem Congregationis dummodo his decretis non adversentur etc. Die 27 maii 1631.

1003. **Burdigalen.**

Parochus loci de Puxade, nec non beneficiatus cujusdam cappellae extra suam parochiam, narrans adesse in loco penuriam sacerdotum, supplicarunt Sanctissimo pro licentia celebrandi bis in dominica cujuslibet mensis et supplicatione per Datariam ad hanc Sacram Congregationem remissa eadem Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem Concilii Tridentini. Die 5 julii 1631.

1004. **Bituricen.**

Mattheus Farget rector parochialis S. Gemmae Bituricen. dioecesis, asserens se ratione alterius beneficii teneri quolibet die Dominico nec non singulis festivitatibus B. Virginis in ecclesia ubi adest dictum beneficium missam celebrare, et ob penuriam sacerdotum, non reperiri, qui pro ipso suppleat, supplicavit pro licentia celebrandi bis in diebus narratis, et supplicatione per Datariam ad hanc Sacram Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo pro informatione. Die 5 julii 1631.

1005. **Monopolitana.**

Petitum fuit declarari, an coadjutor dignitatis, dum est in exercitio coadjutoriae in choro et superveniente coadjuto celebraturo privatam missam in eadem ecclesia pro sua devotione, possit a canonicis removeri, sub praetextu quod non possit coadjutor coadjuvare praesente coadjuto; et Sacra Congregatio respondit, coadjutorem in casu proposito non posse removeri, sed inservire debere pro coadjuto et frui eisdem praerogativis, ac si coadjutus abesset. Die 5 julii 1631.

1006. **Malleacen.**

Joannes Piet officialis Malleacen. exponens se praeesse quatuor ecclesiis parochialibus existentibus in insula in mari Oceano, et ob id non esse tutum accessum adeundi ordinarium, circumscripta etiam distantia loci, supplicavit pro licentia benedicendi vestes et paramenta ecclesiastica, stante consensu vicarii; et Sacra Congregatio, attentis narratis concessit. Die 5 julii 1631.

1007. **Religionis Augustinianae.**

Generalis totius ordinis eremitarum S. Augustini visitaturus suam religionem, sub qua comprehenduntur provinciae et omnes congregationes tam reformatorum, quam discalceatorum deferentium habitum S. Augustini, ad evitandas novitates, et pro bono pacis, supplicavit per hanc Sacram Rituum Congregationem declarari, ipsum in actu visitationis debere recipi in omnibus provinciis, et congregationibus militantibus sub regula S. Augustini tam citra, quam ultra montes et ubique locorum cum ritu et caeremoniis praescriptis in pontificali; et Sacra Congregatio respondit generalem in actu visitationis debere recipi ab omnibus militantibus sub regula S. Augustini, tam citra, quam ultra montes, cum ritu et caeremoniis juxta praescriptum in pontificali, et ita ubique locorum servari mandavit. Die 5 julii 1631.

1008. **Salernitana.**

Claudius Ursus sacerdos Salernitanus exposuit, se dum quaedam die celebraret, incipiendo in fine missae ut moris est, evangelium S. Joannis, superveniente ex abrupto cardinali S. Severinae olim archiepiscopo Salernitano, ante oculos celebrantis, tanto timore perterritum et correptum fuisse, ut nunquam ex illa hora potuerit in missa proferre dictum evangelium S. Joannis, sed loco ipsius quotidie in fine missae recitasse aliud evangelium sibi benevisum; supplicans ignosci ob temeritatem incursam, et dispensari posthac ad commutandum dictum evangelium S. Joannis in aliud arbitrio hujus Sacrae Congregationis, quae mandavit scribi Emo Sabello archiepiscopo Salernitano, ut oratorem suspendat a celebratione missarum, donec potuerit proferre evangelium S. Joannis. Die 5 julii 1631.

1009. **Hungariae.**

Emo Caetano referente officia propria, nec non missas pro regno Hungariae, Sacra Rituum Congregatio approbavit, et mandavit expediri decretum, quod fuit tenoris videlicet: Supradicta officia propria nec non missas pro regno Hungariae ab Emo et Rmo D. cardinali Pasmanii ad Sacram Rituum Congregationem transmissa et ab Emis et Rmis DD. cardinalibus Caetano, Pamphilio et Caesarino recognita, et emendata, eadem Sacra Rituum Congregatio approbavit, et ut in regno Hungariae licite recitari, et celebrari possint, concessit. Die 22 novembris 1631.

1010. **Constantien.**

Moniales benedictinae Villae Ledofs. Constantien. dioecesis carentes divino sacrificio missae ob penuriam sacerdotum, supplicarunt concedi curato loci celebrare duas missas quatuor diebus cujuscumque hebdomadae, et Sacra Congregatio mandavit scribi nuncio apostolico sive episcopo pro informatione. Die 22 novembris 1631.

1011. **Carmelitarum.**

Vicarius generalis apostolicus suffectus in locum generalis demortui petiit declarari an sibi debeatur praecedentia in cappella pontificia et alibi in concursu vicarii apostolici ordinis Praedicatorum, vivente suo generali, et Sacra Congregatio respondit: Praelationem et praecedentiam in cappella pontificia, et ubique deberi vicario apostolico ordinis Carmelitarum, supra vicarium apostolicum ordinis Praedicatorum in casu proposito. Die 22 novembre 1631.

1012. **Mechlinen.**

Dux Veraque ex magnis Hispaniarum asserens ex indulto apostolico retinere in suo palatio in Flandria cappellam pro celebratione missarum et ipsum negotiorum mole pro servitio Majestatis Catholicae pressum, multoties sacrificio missae privari, supplicavit Sanctissimo pro licentia celebrandi in dicta cappella per horam ante auroram et per horam post meridiem; et supplicatione ad hanc Sacram Congregationem remissa, Sacra Congregatio censuit concedendum per horam ante auroram, et per mediam horam post meridiem. Die 22 novembris 1631.

1013. **Religionis S. Basilii.**

Pro parte congregationis S. Basilii narratum fuit nunquam apud monachos, nec in ipsa congregatione fuisse usitatum titulum magistri, et modo occasione muneris docendi linguam graecam in collegio graeco, aliquos ex ipsis monachis sibi arrogasse titulum magistri, et cum hoc titulo praetendere praecedentiam supra antiquiores monachos in congregatione, et supplicatum mandari removeri hujusmodi titulos, et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem super regulares, cum hoc quod sensus hujus Sacrae Rituum Congregationis est, quod removeantur omnino dicti tituli in hac congregatione S. Basilii. Die 22 novembris 1631.

1014. **Urbis.**

Rmus D. Tegrimius episcopus Assisien. hujus Sacrae Rituum Congregationis secretarius exposuit ad aures ejus pervenisse plures regularium religiones ad eorum libitum propria authoritate composuisse caeremonialia et ritualia, de directo contraria Caeremoniali episcoporum et Rituali Romano, eosque ausos etiam imprimi facere absque ulla licentia hujus Sacrae Congregationis, proponente hoc modo viam aperiri aliis regularibus idem faciendi; et Sacra Congregatio mandavit sub censuris notificari omnibus religionum superioribus, ut quamprimum exhibeant propria caeremonialia et ritualia in hac Sacra Congregatione revidenda ab Emo Spinula ad effectum referendi in plena Congregatione. Die 22 novembris 1631.

1015. **Lugdunen.**

Claudius Brangier rector parochialis S. Juliani Lugdunensis dioecesis asserens se teneri celebrari facere duas missas qualibet die in sua parochia nec non et aliam missam quotidianam in altera ecclesia parochiali unita, nec posse propter tenues redditus supradictis oneribus satisfacere, supplicavit pro licentia celebrandi bis in die et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem S. Officii. Die 6 decembris 1631.

1016. **Treviren.**

Capitulum, praepositus, et canonici cathedralis Treviren. narrantes in eorum ecclesia asservari tunicam inconsutilem Domini Nostri Salvatoris integram, prout erat de tempore S. Helenae conquesti sunt de archiepiscopo loci, quod ad instantiam cujusdam cappuccini Hiberni, donaverit Infantae Flandriae frustum quoddam tunicae lana et lino contextae, cum assertione, quod sit pars illius, quae asservatur in ipsorum ecclesia; quae cum videatur hodie etiam integra, et illaesa, nullaque ex parte mutilata, supplicarunt capi informationem super hoc, ad effectum declarandi, partem traditam ab archiepiscopo Infantae, non esse de tunica inconsutili. Et Sacra Congregatio mandavit scribi nuncio pro informatione. Die 6 decembris 1631.

1017. **Urbis.**

Die 30 januaarii 1632. Sanctissimus D. Noster Urbanus papa VIII inhaerendo constitutionibus et ordinationibus jam factis de mandato Sanctitatis Suae in Sacra Rituum Congregatione pro habenda certiori veritate virtutum sanctitatis vitae et miraculorum servorum Dei pro quorum canonizatione instatur, decrevit, non debere in futurum procedi ad canonizationem alicujus, qui aliquali veneratione sit decoratus, vel quovis modo declaratus beatus, nisi prius in eadem Sacra Rituum Congregatione coram Sanctissimo fuerit iterum per D. cardinalem in ordine Ponentem facta plena et distincta relatio non modo eorum, quae in processibus et in aliis scripturis continentur, et quae illi per summos pontifices, intuitu ipsius venerationis elargita fuerunt, verum etiam eorum quae supervenerunt post concessam eidem venerationem, de quibus constare debebit prout in dictis ordinationibus et constitutionibus superius enarratis continetur, ad hoc, ut ex praefatis omnibus possit deliberare Summus Pontifex an sit procedendum ad ejusdem beati canonizationem.

1018. **Caeremonialium Regularium.**

Distribui ego secretarius inter Emos PP. caeremonialia, officia, et ritualia propria uniuscujusque religionis usque in praesens mihi consignata et per eosdem Emos Patres dictum, non esse prius examinanda quam fuerit revisum, emendatum et approbatum Caeremoniale episcoporum, ideoque mandatum mihi, ut de hoc faciam verbum cum Sanctissimo pro exquirenda mente Sanctitatis Suae. Die 12 martii 1632.

1019. **Montis Politiani.**

Emo Pamphilio referente petitionem episcopi Montis Politiani, an tolerare debeat usum novum introductum deferendi crucem cum catenula sub invocatione Sclavorum B. Virginis; Sacra Congregatio censuit rescribendum episcopo, qui provideat pro sua prudentia. Die 12 martii 1632.

1020. **Caeremoniale Episcoporum.**

In hac congregatione ego Tegrimus Tegrimius episcopus Assi-

sien. hujus Sacrae Rituum Congregationis secretarius retuli voluntatem Sanctissimi esse quod perficiatur in primis correctio missalis Romani jam coepta et postmodum deveniatur ad revisionem et correctionem Caeremonialis episcoporum. Die 3 aprilis 1632.

1021. **Parisien.**

Praepositus generalis congregationis Oratorii Jesu Christi Domini Nostri civitatis Parisiensis, supplicavit concedi sibi, et successoribus praepositis benedictionem paramentorum et aliorum suppellectilium ecclesiasticorum in quibus non adhibetur sacra unctio; idemque concedi etiam superioribus cujuscumque domus dictae congregationis; et Sacra Congregatio annuit, et mandavit ordinarios locorum delegare benedictionem petitam praeposito, successoribus et superioribus locorum in quibus adsunt domus seu oratoria praedictae congregationis, pro usu tantum propriarum domorum seu oratoriorum. Die 3 aprilis 1632.

1022. **Veronen.**

Archipresbyter loci Brentenici Veronen. dioecesis exponens ex eleemosynis parochianorum suorum providisse ecclesiam suam de diversis paramentis, nempe pluvialibus, planetis, tobaleis, et similibus ad divinum cultum necessariis, supplicavit impertiri sibi licentiam dicta paramenta benedicendi, in quibus non adhibetur sacra unctio, stante quod ecclesia sua parochialis distat a cathedrali per quadraginta milliaria. Et Sacra Congregatio attentis narratis concessit. Die 3 aprilis 1632.

1023. **Urbis.**

Moniales capucinae cupientes se in omnibus, et per omnia conformare circa recitationem officiorum et celebrationem missarum cum regularibus capucinis supplicarunt pro licentia celebrandi festum B. Felicis de Cantalicio laici capucini cum officio et missis ad instar ipsorum capucinorum, et Sacra Congregatio concessit juxta rubricas. Die 3 aprilis 1632.

1024. **Scripturarum Sacrae Rituum Congregationis.**

In hac Congregatione ego Tegrimus Tegrimius una cum R. P. D. Rospiglioso exposui mentem SSmi esse, quod pro custodiendis et asservandis scripturis hujus Sacrae Rituum Congregationis, assignetur in palatio Vaticano archivium speciale. Et ne praefatae scripturae circumferantur per manus diversorum notariorum, eligi debeat per hanc Sacram Congregationem unus ex notariis curiae Emi Ginetti Vicarii Papae. Qui notarius in scripturis conficiendis, et petentibus consignandis antequam admittatur ad officium notariatus hujusmodi, debeat prius in plena Congregatione jurare de observando taxam alias per hanc Congregationem decretam. Verum quia multi ex Emis Patribus aberant a congregatione, electio et nominatio notarii fuit dilata ad primam Congregationem. Die 30 aprilis 1632.

1025. **Bergomen.**

Moniales S. Gratae civitatis Bergomen. exponentes multas ex ipsis contagio periisse, nec posse ob penuriam superviventium suppleri onera monasterii, quae non nisi per moniales velatas ex institutione obiri debent, supplicarunt provideri. Et Sacra Congregatio mandavit, munia monasterii peragi debere per moniales, quae remanserunt, etiam quod non sint velatae, dummodo sint professae. Die 30 aprilis 1632.

1026. **Lotharingiae.**

Nomine Emi cardinalis de Lotharingia supplicatum fuit concedi licentiam congregationi strictae observantiae S. Benedicti, recitandi qualibet feria secunda non impedita novem lectionibus, officium Sanctissimi Sacramenti, et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 30 aprilis 1632.

1027. **Advocatorum Consistorialium.**

In hac Congregatione ego Julius Rospigliosius secretarius retuli, D. Cerrum promotorem fidei exposuisse Sanctissimo convenire, ut instantiae quae in posterum fient in publicis consistoriis super propositionibus causarum servorum Dei, non recipiantur, nisi praevia supplicatione uniuscujusque causae introducendae, porrigenda in publico consistorio per advocatos consistoriales: eum in finem ut hujusmodi causae majus robur accipiant et firmitatem. Quod si contingat, instantias praedictas frequentiores fieri, quam publica consistoria, poterit Sanctitas Sua praevio memoriali praecipere huic Sacrae Rituum Congregationi ut procedat ad ulteriora in tali causa, non obstantibus instantiis supra narratis. Sacra Congregatio respondit in hoc nihil videri innovandum. Die 25 maii 1632.

1028. **Praelatorum. Usus Pallii.**

Exhibui ego ipse secretarius decretum de mandato Sanctissimi editum ad repellendos abusus introductos per praelatos graecos utendi pallio extra proprias diocceses ad libitum ipsorum. Et Sacra Congregatio censuit nihil innovandum per rationes exponendas per me secretarium Sanctitati Suae. Die 25 maii 1632.

1029. **Cracovien.**

Moniales Stai, Cracovien. dioecesis, asserentes uti breviario monastico benedictino, supplicarunt pro licentia recitandi qualibet feria 4 non impedita novem lectionibus officium S. Benedicti, et Sacra Congregatio respondit: *lectum*. Die 25 maii 1632.

1029. **Urbis.**

Orto inter Emos Patres scrupulo, an inter negotia, quae tractantur in Congregationibus ordinariis, si contingat etiam incidenter agi de rebus ad canonizationes Servorum Dei pertinentibus, magistri caeremoniarum, qui intersunt, eo casu ex aula egredi debeant, quod ipsi magistri caeremoniarum aegre ferre demonstrantes mandatum fuit mihi secretario, ut exequirerem super hoc mentem Sanctissimi, prout feci, et mens Sanctissimi fuit, ut magistri caeremoniarum praestarent juramentum de non revelando prout alii officiales Sacrae Rituum Congregationis praestiterunt. Qui magistri caeremoniarum sequendo mentem Sanctissimi juramentum juxta formam praescriptam pro officialibus, in manibus mei secretarii praestiterunt. Die 21 junii 1632.

1030. **Lusitana.**

Referente Emo Pamphilio instantiam regis catholici, circa officium proprium recitandum in honorem S. Antonii de Padua in toto regno Lusitaniae, prout recitari asserebatur in civitate Patavina, et reperto, quod in civitate Patavii non recitatur officium proprium de dicto Sancto; Agens ejusdem regni supplicavit approbari officium proprium recenter compositum, quod exhibuit. Et Sacra Congregatio non inclinavit, eum in finem, ne multiplicentur hujusmodi propria officia, sed concedendum potius censuit recitari, quod de proprio recitatur a fratribus ordinis S. Francisci, facto verbo cum Sanctissimo, et constito quod officium, quod recitatur a fratribus sit approbatum ab hac Sacra Congregatione. Die 21 junii 1632.

1031. **Conchen.**

Circa dubium, an Spinae D. N. Jesu Christi comprehendantur inter reliquias insignes, ad relationem Emi Spinulae, Sacra Rituum Congregatio censuit esse reliquiam insignem et dignam speciali nota et veneratione, facto verbo cum Sanctissimo. Qui SSmus approbavit constito, quod Spinae sint de Corona Domini nostri. Die 21 junii 1632.

1032. **Cisterciensium.**

Procurator generalis Fulien. nomine sui ordinis Cistercien. narrans breviarium ordinis esse de novo reformatum, et correctum supplicavit committi illius revisionem Rmo Nuncio apud regem christianissimum degenti, cum facultate illud approbandi et confirmandi auctoritate apostolica. Et Sacra Congregatio mandavit transmitti breviarium ad Urbem, docto etiam, an tota religio hoc petat. Die 21 junii 1632.

1033. **Isernien.**

Dignitates cathedralis Isernien. supplicarunt declarari, an ipsis dignitatibus vel aliqua ipsarum superveniente inchoato jam officio, assistentes episcopo pro ipsis, teneantur cedere

locum assistentiae, et Sacra Congregatio respondit: *Teneri*. Die 21 junii 1632.

1034. **Licien.**

Cantor cathedralis Licien. aegre ferens nonnullos ex canonicis recusare subire munia canonicalia ordinaria sub praetextu privilegii gradus doctoratus, supplicavit provideri: Et Sacra Congregatio respondit: Gradum doctoratus in quavis scientia, non eximere ab oneribus canonicalibus obeundis, sed munia canonicalia per ipsos graduatos peragi debere ac si non essent graduati. Die 21 junii 1632.

1035. **Licien.**

Expositum fuit in cathedrali Licien. benedictionem aquae sanctae fieri in ipso die Epiphaniae prout servatur in ecclesiis Graecorum. Item non servari dispositionem Caeremonialis circa assistentiam fiendam episcopo, et alia disposita pro missis et vesperis solemnibus, et supplicatum mandari servari in omnibus Caeremoniale episcoporum. Et Sacra Congregatio, quoad benedictionem aquae sanctae mandavit servari rituale romanum: Quo vero ad assistentiam episcopo ad missas et vesperas, mandavit servari ad unguem dispositionem Caeremonialis episcoporum. Die 21 junii 1632.

1036. **Assisien.**

Minores observantes Beatae Mariae Angelorum ordinis S. Francisci civitatis Assisien. conquesti sunt de fratribus conventualibus terrae Bastiae Assisien. dioecesis denegantibus oratoribus digniorem locum, quando vocantur ad funus in dicta terra, cum cadaver tumulari debet in ecclesia ipsorum conventualium contra dispositionem bullae Leonis X assignantem minoribus Observantibus digniorem locum in processionibus, et aliis actibus supra Conventuales, nec non usum contrarium in civitate Assisien. et ubique locorum, supplicantes provideri. Et Sacra Rituum Congregatio respondit, digniorem locum in processionibus, et aliis actibus semper deberi minoribus Observantibus supra Conventuales et multo magis in funere quando cadavera mortuorum tumulantur in ecclesia ipsorum Conventualium, et ita omnino servari mandavit. Die 21 junii 1632.

1037. **Giennen.**

Emus et Rmus D. cardinalis Sandoval episcopus Giennen. ob amplitudinem suae dioecesis, supplicavit concedi gubernatori et visitatori generali, a se deputatis pro sua dioecesi, benedictionem paramentorum ecclesiasticorum, aliorumve suppellectilium ad divinum cultum necessariorum in quibus non intervenit sacra unctio. Et Sacra Congregatio concessit. Die 17 julii 1632.

1038. **Religionis discalceatorum SSmae Trinitatis.**

Cum ordo religiosorum SSmae Trinitatis redemptionis captivorum asseritur fundatus, et institutus nutu Dei ab Innocentio papa III in die S. Agnetis secundo et ob id totam religionem SSmae Trinitatis dictam Sanctam Agnetem in patronam elegisse; cumque etiam ex antiquo ordinis instituto in diebus SSmae Trinitatis, S. Catharinae, feriae quartae cinerum, et feriae Sanctae Coenae Domini, benedictio generalis, seu indulgentiarum communicatio fieri soleat, juxta formam ab hac Sacra Congregatione approbatam; frater Joannes de Annuntiatione discalceatorum ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum procurator generalis supplicavit concedi toti ordini praedictam benedictionem, seu indulgentiarum communicationem etiam in die S. Agnetis secundo ejusdem ordinis patronae. Et Sacra Rituum Congregatio concessit, dummodo non immutetur formula benedictionis jam per hanc Sacram Congregationem approbata. Die 17 julii 1632.

1039. **Salernitana.**

Universitas loci, Aquaspartae nuncupati Salernitanae dioecesis, narrans solitum esse in dicto loco qualibet die dominica post celebratam primam missam, per duas horas, nundinas fieri, et modo vexari a vicariis foraneis, dictas nundinas prohibentibus, supplicavit posse continuari. Et Sacra Congregatio mandavit oretenus significari auditori Emi Sabelli, posse tolerari quod petitur. Die 17 julii 1632.

1040. **Tranen.**

Clerus et capitulum collegiatae ecclesiae SSmi Sepulchri Terrae Barlettae, Tranen. dioecesis asserentes in eorum ecclesia asservari fustum SSmae Crucis, supplicarunt pro licentia recitandi officium Crucis qualibet feria sexta non impedita novem lectionibus; et Sacra Congregatio censuit concedendum dummodo non omittatur officium diei currentis. Die 17 julii 1632.

1041. **Urbis.**

Clerici regulares religionis Matris Dei exponentes eorum ecclesiam esse sub invocatione B. Mariae in porticu nuncupatae et ejus festum celebrari die 17 julii magno hominum concursu, officium vero diei festi hucusque recitatum pro libito voluntatis, cupientes modo se conformare cum sensu hujus Sacrae Congregationis supplicarunt praescribi officium recitandum in festo eorum ecclesiae titularis: Et Sacra Congregatio respondit, officium esse recitandum, prout recitatur in festo B. Mariae ad Nives, exceptis tamen lectionibus secundi nocturni, quae sumi debent ex nocturno secundo officii nativitatis Sanctae Mariae de sermone S. Bernardi, incipien. *Novum fecit Dominus*. Die 17 julii 1632.

1042. **Lucana. Bireti.**

Cum episcopus Lucanus praetenderet per dignitates, seu canonicos sibi assistentes, quando cum cappa et bireto divinis assistit, caput tegere, et detegere debere, juxta solitum, et consuetum; dignitates vero et canonici praetendant non teneri juxta alias resoluta, etiam in casu quod adsit consuetudo tegendi et detegendi, vicarius generalis cathedralis Lucanae contra primicerium renuentem hoc obsequium proprio episcopo, devenit ad censuras, et primicerius recursum habens ad hanc Sacram Rituum Congregationem, duo petiit definiri. Primum, an dignitates seu canonici assistentes episcopo cum cappa et bireto divinis interessenti, teneantur biretum ponere et deponere? Secundum. An excommunicatio contra primicerium promulgata sustineatur? Et Sacra Congregatio ad relationem Emi Virilis remisit Emo Pio, qui respondeat, circa obsequium bireti, juxta mentem Sacra Congregationis; quo vero ad excommunicationem, mandavit fieri verbum cum Sanctissimo et primicerium per procuratorem petere absolutionem ab episcopo, ad cautelam. Die 31 julii 1632.

1043. **Capucinorum.**

Provincialis Capucinorum S. Nicolai provinciae Baren. supplicavit declarari, an solitum plurium annorum celebrandi festum cum officio dicti S. Nicolai cum octava per totam provinciam, possit tuta conscientia continuari, stante decreto contro abusus. Et Sacra Congregatio ad relationem Emi Caesarini, respondit: *Negative*. Die 31 julii 1632.

1044. **Capucinorum.**

Provincialis Capucinorum provinciae S. Angeli narrans festum apparitionis, et dedicationis S. Michaelis per suos capucinos in tota provincia fuisse semper celebratum cum octava, et modo dubitari, an licite cum octava per totam provinciam celebrari possit supplicavit responderi, quid servandum? Et Sacra Congregatio ad relationem Emi Caesarini respondit: *Servandum esse decretum contra abusus*. Die 31 julii 1632.

1045. **Oscen.**

Cum apud citeriorem Hispaniam in altaribus una cum stipite juxta solemniorem ritum consecratis, nonnunquam quidem a tergo uno, aut altero submoto lapide, reliquiarum capsula forti nisu, ex altaris sepulchro extracta credatur, eisdem reliquiis hactenus illuc minime restitutis; interdum quoque altaris mensa, seu tabula, quae signum est sepulchri, suo loco mota, sine lapidum intersecta, quo altare ipsum altius elevetur, iterum eadem tabula superposita: Quandoque etiam altare penitus destructum, ut in commodiori loco denuo constitueretur, nec non

et sepulchri signum in ipsa existens altaris mensa inde amotum ad effectum forsan, quod subtus lateret curiosius inquirendi; quaesitum fuit, an praedicta altaria ex supra narratis nova consecratione indigeant, et Sacra Congregatio ad relationem Emi Caesarini respondit, in omnibus casibus indigere nova consecratione Die 31 julii 1631.

1046. **Hispaniarum.**

Procurator generalis ordinis S. Benedicti congregationis Hispaniae exhibens quasdam preces cum oratione propria recitanda post vesperas, et laudes ad implorandum bonum regimen generalis congregationis, supplicavit approbari, et Sacra Congregatio rejecit. Die 21 augusti 1632.

1047. **Limana in Indiis.**

Cum archiepiscopus Limanus in Indiis, ab hac Sacra Congregatione alias obtinuerit declarari, Jesuitas, Dominicanos, Franciscanos, et Carmelitas habentes indultum benedicendi paramenta ecclesiastica, non posse uti eodem indulto, nisi pro usu propriorum monasteriorum, et in quibus non requiritur sacra unctio; et modo introducti fuerint in sua dioecesi plures alii religiosi diversarum religionum non expressarum in dicta declaratione habentium idem privilegium, supplicavit iterum declarari, in supradicto decreto comprehendi omnes alios religiosos aliarum religionum, qui sunt, vel futuri erunt in sua jurisdictione. Et Sacra Congregatio respondit sub supradicto decreto alias emanato, comprehendi omnes alios regulares aliarum religionum, licet non sint expressi in decreto jam emanato. Die 21 augusti 1632.

1048. **Poloniae.**

Stante instantia amborum procuratorum generalium ordinis Carmelitarum, calceatorum scilicet, et discalceatorum transferendi festum S. Theresiae cum officio et missis per regulares ordinis Carmelitarum in omnibus regnis Poloniae in diem 16 octobris, attento quod in die 15 ejusdem mensis praescripto a Sede apostolica pro dictis regularibus, concurrit etiam festum S. Edvigis reginae patronae regnorum Poloniae. Et Sacra Congregatio, attentis narratis concessit. Die 21 augusti 1632.

1049. **Ulixbonen.**

Populus Thomanen. nullius provinciae Ulixbonen. supplicavit ob devotionem quam gerit erga S. Josephum praecipi servari in loco festum S. Josephi de praecepto; et Sacra Rituum Congregatio respondit, festum S. Josephi sponsi Bmae Virginis genitricis Dei Mariae ex praescripto Sedis apostolicae, in toto orbe celebrari debere de praecepto, et eo die Christifideles ab omni opere servili omnino abstinere teneri. Die 21 augusti 1632.

1050. **Vallisoletana.**

Generalis abbas, et monachi congregationis Vallisoletanae S. Benedicti Hispaniarum narrantes acceptasse breviarium et missale monasticum reformatum per fel: record. Paulum V pro omnibus militantibus sub regula S. Benedicti, supplicarunt declarari, an abbates et monachi supradicti teneantur observare caeremonias praescriptas in missali sic reformato tam intra eorum proprias ecclesias quam extra in omnibus aliis ecclesiis, in quibus celebrari contingat. Sacra Congregatio commisit Emi Spinulae. Die 21 augusti 1632.

1051. **Urbis.**

Ego secretarius antequam discuterentur causae servorum Dei, proposui infrascripta, videlicet.

Primo exposui instantiam agentium pro causis beatificationum supplicantium responderi, quid agendum quando Emi DD. ponentes causarum sunt absentes a curia, pro interponendis decretis necessariis in causis hujusmodi. Et Sacra Congregatio mandavit in posterum, decreta in causis canonizationum, nec non in quibuscumque aliis causis necessaria, interponi debere quando Emi ponentes sunt absentes, per Emum D. card. Praefectum pro tempore hujus Sacrae Congregationis. Die 18 septembris 1632.

1052. **Lusitana.**

Emo Pamphilio referente instantiam agentis Lusitaniae circa approbationem officii proprii pro die festo S. Antonii de Padua recitandi in toto regno Lusitano; Sacra Congregatio respondit officium recitari debere de communi cum octava prout recitatur in civitate Patavina, in qua requiescit corpus dicti Sancti. Die 18 septembris 1632.

1053. **S. Severini.**

Cum circa controversiam, occasione funeralium inter capitulum cathedralis sancti Severini et clerum S. Laurentii ejusdem civitatis decretum emanaverit provisionale per hanc Sacram Rituum Congregationem de anno praeterito, quod in funeralibus, in quibus intervenit capitulum S. Laurentii, abstineat capitulum cathedralis, et e contra, quando intervenit capitulum cathedralis, non interveniat capitulum S. Laurentii, R. P. D. Carlus abbas, capitulum et clerus S. Laurentii conquesti sunt de capitulo cathedralis renuente obedire supradicto decreto, supplicantes mandari exequi decretum emanatum. Et Sacra Rituum Congregatio respondit decretum editum in hac causa per modum provisionis omnino esse servandum, et ita per ordinarium loci procurari debere, ut exequutioni demandetur. Die 18 septembris 1632.

1054. **Senarum.**

Dubitatum fuit, an licita sit consuetudo immemorabilis quae viget in ecclesia monialium S. Mariae Angelorum civitatis Senarum recitandi officium cum octava in die festo S. Galgani, cum reperiatur in earum ecclesia caput dicti Sancti. Item an dictae moniales utentes breviario romano possint ad libitum recitare officia sanctorum impressa post breviarium, cum in dictis officiis adnotetur, ad libitum cleri romani. Et Sacra Congregatio ad primum distulit pro nunc dare responsum; quo vero ad secundum, respondit omnes qui utuntur breviario romano, posse ad libitum recitare officia sanctorum impressa post breviarium, facto verbo cum SSmo, qui approbavit. Die 18 septembris 1632.

1055. **Tullen.**

Supplicatum fuit Sanctissimo ad instantiam Emi et Rmi D. cardinalis a Lotharingia nec non Emi et Rmi D. card. Barberini concedi congregationi strictae observantiae regulae S. Benedicti, Tullen. dioecesis, posse in ecclesiis monasteriorum ejusdem congregationis fundatorum a Serenissima Catharina a Lotharingia celebrari officium SSmi Sacramenti qualibet feria quinta; et supplicatione per SSmum ad hanc Sacram Rituum Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio censuit concedendum, dummodo non sit impedita festo novem lectionum, et exceptis feriis quintis occurrentibus in adventu, quadragesima, et vigiliis, si SSmo placuerit. SSmus annuit. Die 18 septembris 1632.

1056. **Meliten.**

Eodem Emo referente festa de praecepto, quae servantur in insula Meliten. ab episcopo in synodo edicta et quae populus ab inopiam vivendi servare non potest, Sacra Congregatio respondit, festa omnia de praecepto ab episcopo indicta viginti abhinc annis, esse removenda, praeter festum Conceptionis B. Mariae Virginis, S. Joannis Baptae et aliorum patronorum, in quibus eadem Sacra Congregatio servari decreta mandavit. Die 29 novembris 1632.

1057. **Conversana.**

Syndacus et electi civitatis Conversanae exponentes celebrari festum S. Honufrii cum officio et missis post decretum contra abusus intermissis, supplicarunt pro licentia continuandi. Et Sacra Congregatio respondit: Si dictum festum ante Bullam Pii V celebrabatur in loco cum officio et missis, posse continuari; si vero introductum est post bullam, nullo modo permittendum. Die 29 novembris 1632.

1058. **Mediolanen.**

Inservientes ecclesiae non parochiali S. Mariae apud S. Cel-

sum Mediolani turbati a parochis defunctorum, qui in dicta ecclesia sepulturam elegerunt, praetendentibus ad ipsos parochos pertinere officium facere super cadaveribus, quotiescumque defunctus obiit in aliqua ipsorum ecclesia parochiali, supplicarunt pro bono pacis et ad evitanda scandala declarari, hoc eis non licere extra proprias parochias, juxta alias resoluta. Et Sacra Congregatio, ad relationem Emi S. Georgii, inhaerendo decretis alias in similibus factis, respondit, excepto proprio parocho intra cujus limites ecclesia S. Mariae apud S. Celsum existit, aliis parochis in supra dicta ecclesia non licere officium facere aut alia munera funeralia exercere super cadaveribus, quae ibi tumulari debent, et ita in proposito casu servari mandavit. Die 29 novembris. 1632.

1059. **Picena.**

Provincia Marchiae, accedente etiam commendatione Emi cardinalis Romae episcopi Lauretani, nec non supplicatione archiepiscopi Firmani supplicavit pro licentia celebrandi festum Translationis sanctae Domus, cum officio, et missis ad instar recitatur in ipsa Domo Lauretana. Et Sacra Congregatio censuit concedendum, si Sanctissimo placuerit. Sanctissimus annuit. Die 27 novembris 1632.

1060. **Redemptionis Captivorum.**

Cum Sacra haec Rituum Congregatio sub die 19 novembris 1622 declaraverit indultum alias concessum per fel. record. Clementem VIII fratribus ordinis SSmae Trinitatis, redemptionis captivorum recitandi officium hebdomadis duobus diebus, uno scilicet officium de SSma Trinitate, altero de Sanctissimo Sacramento, esse intelligendum sub ritu semiduplici, et hac declaratione non obstante multos regulares discalceatos hujus ordinis recitare supradicta officia non absque magna varietate; frater Joannes de Annunciatione procurator generalis fratrum discalceatorum ordinis Sanctissimae Trinitatis redemptionis captivorum ad evitandam hujusmodi varietatem supplicavit de novo praecipi, sub quo ritu in tota religione sui ordinis praedicta officia recitari debeant. Et Sacra Congregatio ad relationem Emi cardinalis Virilis, respondit, officia praedicta recitari debere sub ritu semiduplici et dummodo dicti duo dies non sint impediti officio novem lectionum proprio aut translato et ita in tota religione supradicta omnino in posterum servari mandavit. Die 29 novembris 1632.

1061. **Senarum.**

Mulieres congregationis S. Nicolai in Saxo, *l'ospedale di madama Agnese di Siena*, vulgo nuncupatae supplicarunt pro licentia asservandi in earum ecclesia SSmum Eucharistiae Sacramentum, accedente etiam commendatione et voto archiepiscopi Senarum pro concessione, et Sacra Rituum Congregatio remisit ad archiepiscopum Senarum, ut si ei videatur, concedat. Die 29 novembris 1632.

1062. **Syriae.**

Attenta fide decreti emanati in Sacra Congregatione de Propaganda Fide sub die 24 septembris 1632 coram Sanctissimo quod idem Sanctissimus inclinat pro facultate concedendi D. Gaspari de Ecclesia responsali S. Congregationis de Prapaganda Fide in Aleppo Syriae ejusdem congregationis benemerito, ut eidem liceat per aliquem ex fratribus minoribus Observantiae celebrari facere pro sua devotione in ecclesia Nazarena, festis majoribus exceptis, missam quotidianam de SSma Annunciatione, Sacra Congregatio censuit concedendum ex gratia speciali, durante vita supplicantis. Die 29 novembris 1632.

1063. **Tarraconen.**

Emo Verospio referente litteras responsivas archiepiscopi Tarraconen. circa statum cantorum laicorum praecedentiam habentium supra mansionarios et beneficiatos sacerdotes, Sacra Congregatio mandavit iterum scribi eidem archiepiscopo, tenoris videlicet: Lectis litteris Amplitudinis tuae circa statum cantorum metropolitanae ecclesiae Tarraconen. Emi Patres sacris ritibus praepositi, diligentiam tuam in recipiendis informationibus summopere commendantes, haec ulterius, ab Amplitudine tua exquirenda censuere, nimirum. 1. A quo tempore introductum sit, cantores conductitios, eosque laicos, et multos ex eis etiam conjugatos habere praecedentiam et digniorem locum supra commensales et beneficiatos titulares, sacris ordinibus insignitos, contra sacrorum canonum decreta, quod laici non praeferantur clericis. 2. Quid servetur in aliis hujus provinc ae cathedralibus. 3. Quid Amplitudo tua circa praemissa sentiat, adducens rationem, qua movetur ad ita tenendum, cum in finem ut receptis informationibus de consuetudine aliarum provinciae ecclesiarum et voto Amplitudinis Tuae, Emi Patres mature, ut par est, in hoc negotio quid servandum posthac sit, deliberare valeant. Die 29 novembris 1632.

1064. **Venetiarum.**

Emus cardinalis Cornelius, patriarcha Venetiarum supplicavit SSmo pro licentia celebrandi nonnulla festa Sanctorum per suam civitatem et dioecesim, juxta ritum duplicem, vel semiduplicem introductum et observatum ab antiquissimo tempore, ante bullam Pii V; nec non celebrandi sub ritu duplici alia etiam festa Sanctorum, videlicet patronorum, vel illorum quorum reliquiae insignes asservantur in ecclesiis supradictae dioecesis, etiam quod sint introducta post bullam Pii V. Et supplicatione per Sanctissimum ad hanc Sacram Rituum Congregationem remissa, eadem S. Congregatio sic respondendum esse censuit: Festa Sanctorum, quae per civitatem, et dioecesim Venetiarum celebrabantur cum ritu duplici vel semiduplici ante bullam Pii V, non comprehendi sub decreto contra abusus edito; festa vero Sanctorum quorum reliquiae insignes asservantur in ecclesiis supradictae dioecesis, vel patronorum etiam quod sint post bullam Pii V esse celebranda sub ritu duplici juxta rubricas. Die 29 novembris 1632.

1065. **Angren.**

Idem agens pro episcopo Angren. in eadem Sacra Congregatione Concilii supplicavit praecipi in loco festum S. Josephi servari de praecepto et supplicatione ad hanc Sacram Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio respondit festum S. Josephi non solum in loco praedicto, sed et in toto orbe esse celebrandum de praecepto, et eo die ab omni opere servili abstinendum. Die 15 decembris 1632.

1066. **Florentina.**

Moniales S. Agathae civitatis Florentinae ordinis Cisterciensis, supplicarunt pro licentia recitandi officia sanctorum ordinis Cisterciensis et S. Benedicti. Et Sacra Congregatio concessit pro sanctis ordinis dumtaxat Cistercien. 2. Petierunt posse recitare officia sub ritu duplici aliquorum sanctorum ob redditus provenientes ex illorum ecclesiis. Et Sacra Congregatio respondit: *Negative*. Die 15 decembris 1632.

1067. **Germaniae.**

Nomine episcoporum Germaniae supplicatum fuit prohiberi patribus Jesuitis praedicare vel concionem habere in ecclesiis cum superpelliceo cum manicis strictis, ad instar rochetti, quod proprium est praelatorum ordinariorum. Et Sacra Congregatio mandavit exhiberi mandatum sufficiens ad hoc petendum. Die 15 decembris 1692.

1068. **Messanen.**

Archipresbyter terrae Francavillae Messanen. dioecesis, exposuit plures abusus introductos per baronem, seu vicecomitem in ecclesia circa ritus ecclesiasticos, et signanter, praetendere in ecclesia stare sub baldachino una cum uxore et filiis. 2. In principio missae cantatae velle sacerdotem, cotta, et stola indutum accedere debere ad locum in quo residet baro pro confessione cum ipso facienda. 3. Cantato evangelio, per diaconum ipsum deferri textum evangelii osculandum per ipsum baronem, uxorem, et filios, nec non habere pacem cum patena consecrata. 4. Prohibere, mulieres cujusque gradus existant, posse tenere in ecclesia scamna, aut sedes pro sedere, supplicans circa praemissa provideri. Et Sacra Congregatio

mandavit ordinarium Messanen. omnino observare facere Caeremoniale et doceat de paritione, et exequtione. Die 15 decembris 1632.

1069. **Passavien.**

Abbas monasterii Hilaricen. ordinis Cistercien. Passavien. dioecesis, asserens se insignitum mitra et baculo, et stante quod in loco ob incursum infidelium, plures ecclesiae et altaria fuerunt profanata et polluta, et ob id cultum divinum non posse exerceri prout nec commode haberi copiam ordinariorum pro illis reconciliandis, supplicavit concedi sibi facultatem illa reconciliandi, et benedicendi vestes sacras. Et Sacra Congregatio, attentis narratis, respondit: si ecclesiae et altaria polluta non erant consecrata, posse per oratorem reconciliari, durante triennio; si autem erant consecrata, non posse nisi per episcopum reconciliari; quo vero ad vestes et paramenta ecclesie concessit per triennium, dummodo non adhibeatur sacra unctio. Die 15 decembris 1632.

1070. **Regien.**

Moniales S. Mariae de Victoria civitatis Regien. ob devotionem quam gerunt erga S. Barbaram, supplicarunt pro licentia celebrandi ejus festum cum missis, et officio sub ritu duplici, et Sacra Congregatio respondit: *Ob devotionem non posse alterari rubricas*. Die 15 decembris 1632.

1071. **Remen.**

Decanus S. Simphoriani Remen. dioecesis allegans distantiam suae ecclesiae a residentia ordinarii, supplicavit pro licentia benedicendi paramenta ecclesiastica, et reconciliandi ecclesias pollutas. Et Sacra Congregatio quoad paramenta ecclesiastica concessit pro usu suarum ecclesiarum, et quoad ecclesias pollutas pariter sibi subjectas, concessit, dummodo non sint consecratae, et semper de consensu ordinarii. Die 15 decembris 1632.

1072. **Salernitana.**

Prior et fratres conventus S. Augustini terrae Solofrae, Salernitanae dioecesis, supplicarunt manuteneri priorem ordinis in possessione praecedendi clerum saecularem, prout ab immemorabili observatum est, ac etiam per arbitros ex parte cleri saecularis electos arbitratum; et Sacra Congregatio commisit Emo Ginetto. Die 15 decembris 1632.

1073. **Cremonen.**

Orta controversia inter civitatem Cremonae et capitulum et canonicos cathedralis ejusdem civitatis circa candelas apponendas in altari, in castro doloris, et distribuendas funeri interessentibus bo: me: cardinalis Vidoni, praetendentem civitatem in signum majoris maestitiae, apponi debere candelas ex cera communi crocea, prout jam expendisse asseruit: canonicos vero praetendentes juxta solitum adhibendas candelas cerae albae elaboratae, institum fuit pro parte civitatis declarari quid in casu proposito servandum. Et Sacra Congregatio mandavit scribi Emo episcopo Cremonae, ut faciat in exequiis cardinalis Vidoni apponi, et distribui candelas ex cera crocea, juxta usum civitatis de proprio expendentis, non obstante contradictione capituli et canonicorum praetendentium ceram albam elaboratam. Qui si in posterum contrarium servari debere allegant, deducant eorum jura in hac Sacra Congregatione, quae juribus perpensis, respondebit, quid servandum. Die 15 decembris 1632.

1074. **Hispaniarum.**

Supplicarunt Sanctissimo comitissa de Monterey vice regina regni Neapolitani, marchio Castri Rodrighi apud Sedem apostolicam regis catholici orator, Rev. P. fr. Augustinus de Castro monachus benedictinus, olim comes de Lemos, instante etiam R. P. D. fr. Antonio Reyne generali Congregationis Portugalliae, praecipi de praecepto diem festum S. Benedicti in omnibus locis in quibus existunt ecclesiae ordinis S. Benedicti congregationum Hispaniarum. Et supplicatione per Sanctissimum ad hanc Sacram Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio censuit posse concedi, ut dies festus S. Benedicti celebretur de praecepto in omnibus locis in quibus ad praesens reperiuntur ecclesiae ordinis S. Benedicti congregationum Hispaniarum, si Sanctissimo placuerit. Sanctissimus annuit. Die 15 decembris 1632.

1075. **Indumentorum Sacerdotalium.**

In hac Congregatione Emi PP. remiserunt in arbitrium R. P. D. secretarii respondendi in posterum petentibus benedictionem paramentorum sacerdotalium pro divino cultu, dummodo pro rebus in quibus intervenit sacra unctio, non concedatur nisi episcopis; in aliis vero, in quibus sacra unctio non adhibetur, deputetur persona in dignitate ecclesiastica constituta. Die 15 januarii 1633.

1076. **Nullius.**

Petitum fuit declarari, an sacerdos beneficiatus in ecclesia sui beneficii praecedentiam habere debeat supra sacerdotes cappellanos antiquiores in ordine sacerdotali, licet non beneficiatos in eadem ecclesia. Et S. C. censuit sacerdotem beneficiatum in casu proposito praecedentiam habere debere supra non beneficiatos in eadem ecclesia. Die 15 januarii 1633.

1077. **Sabaudiae.**

Cum in ecclesia monialium S. Gregorii Armeni episcopi et martyris civitatis Neapolitanae asservetur caput cum catenis et virgis quibus vinctus et flagellatus fuit dictus S. Gregorius, et in dicta ecclesia recitetur officium proprium sub ritu duplici approbatum alias ab hac Sacra Congregatione pro civitate Neritonen., serenissima ducissa Sabaudiae supplicavit Sanctissimo pro extensione ejusdem officii per totam civitatem Neapolitanam et civitatem Taurinen. Et supplicatione per Sanctissimum ad hanc Sacram Congregationem remissa, eadem Congregatio in gratiam serenissimae ducissae de Sabaudia censuit concedendum, etiam per totam civitatem Neapolitanam ad libitum. Die 15 januarii 1633.

1078. **Aquileien.**

Capitulum collegiatae ecclesiae *Cividal del friuli*, vulgo nuncupatae, Aquileien. dioecesis asserens ab immemorabili recitari in dicta collegiata officia aliquorum sanctorum juxta notulam exhibitam diverso ritu, quo describitur in calendario romano, supplicavit pro licentia continuandi, prout hactenus recitavit. Et Sacra Rituum Congregatio respondit: Si ante bullam Pii V praedicta officia recitabantur, ut narratur, posse continuari: si post bullam Pii V, nequaquam. Die 15 januarii 1633.

1079. **Canonicorum Regularium Lateranensium.**

Referente Emo cardinali Caesarino petitionem R. P. D. Marci Antonii Gentilis de Bononia monasterii S. Mariae de Pace et totius congregationis canonicorum Lateranensium procuratoris generalis, circa usum baldacchini pro praelatis suae Congregationis habentibus usum mitrae et baculi, quando solemniter celebrant in eorum ecclesiis, Sacra Congregatio censuit licere omnibus praelatis congregationis canonicorum regularium Lateranensium habentibus usum mitrae et baculi, quando solemniter celebrant in eorum propriis ecclesiis, uti pontificalibus cum baldacchino et numero ministrorum assistentium et inservientium, modo, et forma praescriptis Cassinensibus, et aliis. Die 15 januarii 1633.

1080. **Lugdunen.**

Officiales societatis S. Josephi, S. Joachini, et S. Annae, supplicarunt pro licentia celebrandi festum Desponsationis Gloriosissimae Virginis cum officio et missis. Et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 15 januarii 1633.

1081. **Nullius.**

Petitum fuit declarari, an sacerdos beneficiatus in ecclesia beneficii praecedere debeat cappellanos antiquiores in sacerdotio? Et Sacra Congregatio censuit, in casu proposito praecedentiam deberi sacerdoti beneficiato in ecclesia propria beneficii supra alios sacerdotes, licet antiquiores in ordine. Die 15 januarii 1633.

1082. **Turritana.**

Fratres Servitae in Sardinia, Turritanae dioecesis narrarunt multoties evenire Christifideles adscriptos in societatem B. Virginis, et S. Francisci post mortem mandare tumulari eorum cadavera cum utroque habitu, et B. Virginis et S. Francisci et discrepari in facti contingentia, quem habitum prius ponendum super cadavere, supplicantes definiri, quid servandum. Et Sacra Congregatio remisit ad ordinarium pro sua prudentia. Die 15 januarii 1633.

1083. **Taurinen.**

Stante amplitudine dioecesis Taurinen. ordinarius loci supplicavit pro licentia delegandi benedictionem indumentorum sacrorum pro divino cultu. Et Sacra Congregatio concessit in personam vicarii generalis pro illis tantum rebus, in quibus sacra unctio non adhibetur. Die 15 januarii 1633.

1084. **Trojanen.**

Clerus et civitas Foggiae, Trojanen. dioecesis narrantes recepisse de recenti in protectores SS. martyres Abdon et Sennen ultra S. Peregrinum, et Guglielmum prius receptos, et ulterius occasione terraemotus montis Vesuvii, vovisse recipere etiam in patronum B. Jacobum de Marchia, supplicarunt pro licentia celebrandi ejus festum cum octava. Et Sacra Congregatio quoad SS. Abdon et Sennen, si sunt recepti post decretum emanatum de patronis eligendis, prius docendum esse de tali electione ad effectum videndi an sit rite et recte facta praedicta electio; si vero est facta ante decretum posse celebrari sub ritu duplici, sed sine octava. Quo vero ad electionem B. Jacobi de Marchia, respondit, *Nihil*, cum non possint recipi in patronos, nisi tantum qui sunt solemniter per Sedem apostolicam canonizati. Die 15 januarii 1633.

1085. **Limana in Indiis.**

Circa dubium porrectum pro parte archiepiscopi Limani: An essent prohibendi regulares et seculares celebrare missae sacrificium in navibus, tam dum navigant, quam dum non navigant, Sacra Congregatio, ad relationem Emi Spinulae respondit: *Esse prohibendos.*
Die 12 februarii 1633.

1086. **Redonen.**

Curatus, et universitas Castellini, Redonen. dioecesis asserentes ecclesiam esse pollutam diffusione sanguinis, nec esse consecratam, supplicarunt pro licentia illam reconciliandi, et Sacra Congregatio concessit. Die 12 februarii 1633.

1087. **Aversana.**

Narratum fuit in ecclesiis non parochialibus Sanctissimae Annunciationis, et Sanctae Sophiae terrae Juliani, Aversanae dioecesis asservari ex indulto apostolico pro commoditate et necessitate infirmorum in hospitalibus praedictarum ecclesiarum existentium SSmae Eucharistiae Sacramentum, et supplicatum declarari: An liceat in feria V Coenae Domini, in praedictis ecclesiis reponi Sanctissimum Sacramentum in sepulchro. Et Sacra Congregatio respondit: *Servandum esse solitum.* Die 5 martii 1633.

1088. **Asculana.**

Abbas Dionysius Capponus Curatus Asculanae dioecesis reumate laborans supplicavit pro licentia deferendi Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum cum pileolo, quotiescumque illud deferre contigerit ad infirmos per modum Viatici, et Sacra Congregatio censuit concedendum in itinere dumtaxat, extra oppidum. Die 5 martii 1633.

1089. **Firmana.**

Manilius Calixtus de Monte Georgio, Firmanae dioecesis supplicavit concedi archiepiscopo licentiam delegandi guardianum capucinorum ejusdem loci, qui possit benedicere imaginem quamdam SSmae Annunciationis positam in cappella S. Mariae de Fonte, a qua non potest amoveri. Et S. C. concessit. Die 5 martii 1633.

1090. **Hispaniarum.**

Cum S. Petrus martyr ordinis Praedicatorum a pueritia acerrimus defensor extiterit orthodoxae fidei, quam etiam moriens cum symbolo, coram ipsis haereticis, qui eum interfecerunt, professus est, et ob id magnam devotionem erga dictum sanctum martyrem gerere omnia regna Hispaniarum glorientur, ad hoc ut dies festus praedicti martyris majori veneratione celebrari queat; rex Hispaniarum et ejus nomine, apud Sedem apostolicam orator enixe supplicavit Sanctissimo, concedi, ut omnes ministri, et officiales ecclesiastici sancti officii inquisitionis, regnorum Hispaniarum, dictum diem festum praedicti Sancti cum officio sub ritu duplici, et missis cum Credo celebrare possint et valeant; et supplicatione per Sanctissimum ad hanc Sacram Rituum Congregationem remissa, eadem Sacra Congregatio censuit concedendum si Sanctissimo placuerit. Sanctissimus annuit. Die 5 martii 1633.

1091. **Hispaniarum.**

Natio Hispaniarum asserens in omnibus ecclesiis, magnam partem earum celebrare festum translationis corporis S. Jacobi supplicavit praecipi in dictis ecclesiis, in quibus celebratur festum praedictae translationis, recitari debere orationem propriam impressam in eorum missali, nec non praedictam orationem imprimi debere in missalibus de novo imprimendis. Et Sacra Congregatio veris existentibus narratis, petita concessit. Die 5 martii 1633.

1092. **Mediolanen.**

Moniales Humiliatae civitatis Mediolanen. exponentes reperiri in eadem civitate quatuor monasteria ejusdem ordinis et quodlibet monasterium divina officia recitare difformiter, supplicarunt praecipi, ut dimisso antiquo ritu recipiant breviarium romanum. Et S. Congregatio censuit concedendum, pro iis monasteriis, quae eo uti voluerint. Die. 5 martii 1633.

1093. **Melphiten.**

Archipresbyter cathedralis Melphiten. conquestus est de vicario loci, qui praecepit festum S. Marcelli celebrari solitum sub ritu semiduplici juxta praescriptum calendarii romani celebrandum esse, prout fuit celebratum anno praesenti sub ritu duplici; instans mandari servari rubricas. Et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo, qui referat, qua auctoritate vicarius suus non servet rubricas breviarii romani. Die 5 martii 1633.

1094. **Societatis Jesu.**

Exhibitum fuit quoddam folium in quo est impressa oratio pro missa Beatorum trium martyrum societatis Jesu, Pauli, Joannis, et Jacobi, cum titulo et denominatione Sanctorum, qui titulus non competit nisi solemniter canonizatis. Et Sacra Congregatio respondit, non esse nominandos cum titulo Sanctorum, et ideo mandavit provideri. Die 5 martii 1633.

1095. **Lusitaniae.**

Cum Sacra Rituum Congregatio approbaverit pro regno Lusitanae officium proprium pro festo S. Elisabeth et postmodum S. D. N. Urbanus VIII indulserit, ut praedictum officium posset libere et licite ab omnibus, qui ad horas canonicas tenentur recitari; agens regni Lusitaniae supplicavit mandari inseri in fine breviarii romani, quando de novo imprimetur: quod cum SSmus annuerit usque de anno proxime praeterito, eadem Sacra Congregatio sequendo mentem Sanctitatis Suae declaravit, praedictum officium proprium ut supra approbatum pro festo S. Elisabeth, inseri debere in fine breviarii romani, de novo imprimendi, et ita in posterum servari mandavit, ad relationem Emi et Rmi D. cardinalis Pamphilii, cui hoc negotium demandatum erat. Die 9 aprilis 1633.

1096. **Pistorien.**

Moniales tertiariae Pistorien. dioecesis degentes prius sub cura regularium ordinis S. Francisci, et modo suppositae jurisdictioni Ordinarii, supplicarunt declarari licere ipsis retinere eadem privilegia, quibus gaudebant dum erant suppositae gu-

bernio dictorum regularium. Et Sacra Congregatio respondit, privilegia concessa monialibus causa ordinis S. Francisci non fuisse in casu proposito sublata. Die 9 aprilis 1633.

1097. **Taurinen.**

Conquerentibus fratribus Servitis loci Summae Ripae Taurinen. dioecesis solitis in die Conceptionis B. Mariae Virginis facere solemnem processionem in honorem ejusdem Gloriosissimae Virginis, de nonnullis aliis ejusdem loci praetendentibus facere similem processionem eodem die; Sacra Congregatio respondit, nullo modo esse permittendas duas processiones eodem die, in eodem loco et ideo in casu proposito fratres Servitas esse omnino manutenendos in eorum solita processione, et non licere aliis eodem die facere similem processionem. Die 9 aprilis 1633.

1098. **Moguntina.**

Referente Emo Virili officia propria exhibita pro parte abbatis et conventus monasterii SS. Petri, et Marcellini Saligestadii ordinis S. Benedicti Moguntinae dioecesis, Sacra Congregatio censuit officia petita non esse concedenda de proprio, sed recitanda de communi juxta rubricas Breviarii monastici a fel. record. Paulo V reformati. Quo vero ad officia Sanctorum de quibus asserit habere reliquias insignes, si sunt tales, prout praescribitur in decreto emanato de anno 1628 contra abusus, mandavit servari praedictum decretum. De translatione autem SS. Petri et Marcellini, censuit eadem Sacra Congregatio, recitari debere de communi, sub ritu semiduplici; et si transferri contingat, recitandum prima die non impedita alio festo simili semiduplici juxta rubricas breviarii romani. Die 9 aprilis 1633.

1099. **Carmelitarum.**

Referente Emo Caesarino petitionem Carmelitarum circa officia propria et desiderium conformandi se cum breviario romano, Sacra Congregatio respondit, quod officia praedicta corrigantur etiam pro fratribus discalceatis, et emendatio fuit demandata Emis Rmis Muto, Pamphilio, Virili et Caesarino. Quo vero ad antiphonam *Regina coeli*, ante evangelium S. Joannis, eadem Sacra Congregatio mandavit servari solitum. Die 22 aprilis 1633.

1100. **Cariati.**

Referente Emo Verospio petitionem principis Cariati circa baldachinum retinendum in cathedrali, quando ipse princeps assistit divinis: Sacra Congregatio respondit, non licere, sed esse removendum prout omnino removeri mandavit. Die 18 junii 1633.

1101. **Incerti loci.**

Emo Caesarino referente orationes quasdam recitandas post salutationem angelicam de sero, in media nocte et in aurora, Sacra Congregatio illas rejecit. Die 18 junii 1633.

1102. **Casertana.**

Supplicavit episcopus Casertanus declarari, an sit permittendum baldachinum in ecclesia principi Casertae, nec non Duci Magdaloni locorum dominis suae dioecesis. Et Sacra Congregatio respondit, non permittendum, et servandum esse decretum jam factum pro principe Cariati. Die 9 julii 1633.

1103. **Hydruntina.**

Conquesta fuit universitas terrae S. Petri in Calatina de regularibus reformatis S. Francisci quod non obstante mamilla S. Agathae, quae asservatur in eorum ecclesia, in die ejus festo neglexerint officium facere de dicta sancta, eo quia eo die cadat etiam festum 23 beatorum martyrum Japponensium ejusdem ordinis, supplicans provideri; et S. Congregatio respondit: *In casu proposito officium fieri debere de S. Agatha.* Die 9 julii 1633.

1100. **Hispaniarum.**

Petitio quod monachi Benedictini congregationis Hispaniarum cogantur juxta alias resoluta recipere missale monasticum reformatum de mandato sa: me: Pauli V fuit commissa Emo Pamphilio. Die 9 julii 1633.

1105. **Licien.**

Exhibito processu praesentato circa imaginem quamdam B. Virginis depictam in muro existenti in conventu fratrum minorum terrae Acajae Licien. dioecesis, ex qua imagine fertur emanasse oleum, Sacra Congregatio mandavit dictam imaginem cooperiri, ita ut nullo modo pateat accessus. Die 9 julii 1633.

1196. **Ragusina.**

Archiepiscopus Ragusinus conquestus est de Nicolao Saracca protonotorio de numero non participantium, quod absque ulla exhibitione sui Brevis ausus sit pluries per civitatem incedere cum habitu praelatitio, et in ecclesiis missas celebraverit cum duobus assistentibus, et rocchetto discooperto, supplicans declarari, an haec liceant; et Sacra Congregatio respondit: *Indultum protonotariatus esse exhibendum, alias quod archiepiscopus utatur jure suo.* Die 9 julii 1633.

1107. **Congregationis S. Officii.**

In hac Congregatione fuit actum de decreto noviter imprimendo emanato a Congregatione S. Officii, quod SSmus mandavit discuti in hac Sacra Congregatione, prout examinatum fuit in hac peculiari congregatione et mandatum adnotari in regestro hujus Sacrae Congregationis tenoris videlicet.

Cum Congregatio S. Officii usque de anno 1625 de mandato Sanctissimi praeceperit amoveri tabellas affixas, et affigendas ad sepulchra eorum qui cum aliqua sanctitatis opinione decesserunt; et pro majori hujus decreti observantia, eadem Congregatio S. Officii censuerit in Sacra Rituum Congregatione non esse procedendum in causis servorum Dei, nisi prius constiterit, edita in supradictis decretis fuisse ad unguem observata. Cumque in eodem decreto exprimatur, non comprehendi eos, qui per longissimum tempus pro talibus habiti sunt. Sacra haec Rituum Congregatio dubitavit, quodnam tempus intelligatur longissimum ideoque fuit dictum, quod videatur, an super hoc adsit aliqua peculiaris declaratio S. Officii et adnotetur in ipso decreto S. Officii imprimendo.

2. Dictum fuit, an occurrente aliqua difficultate super interpretatione hujus decreti S. Officii possint ordinarii locorum per se ipsos arbitrari, vel potius expectare responsum a Sede apostolica, et Sacra Congregatio censuit expectandum responsum a Sede apostolica.

3. Eadem Sacra Congregatio censuit esse delenda verba illa in hoc secundo decreto S. Officii imprimendo videlicet, quod processus servorum Dei per hanc S. Congregationem non recipiantur, exponendum quod sine praevia illa attestatione etc. non aperiantur. Et quod in calce secundi decreti editi de anno 1625 apponatur tantum dispositiva hujus secundi decreti, omissa longa serie narrativae in hoc secundo decreto appositae et quod imprimatur.

Ultimo, quia S. D. N. peculiari affectu prosequitur collegium DD. protonotariorum de numero participantium, eadem Sanctitas Sua mandavit in hac Sacra Congregatione discuti quanam praerogativa praedictum collegium decorari possit. Et Sacra Congregatio censuit, in processibus fabricandis super martyrio alicujus Servi Dei, et praecipue in examinandis testibus hic in curia, omnino intervenire debere in examine R. P. D. protonotarius pro tempore hujus Sacrae Congregationis, et examen ipsum debere esse subscriptum ab ipsomet protonotario, alias examen nullam fidem faciat, et notarium recipientem examen hujusmodi uti subordinatum ab ipsomet protonotario habendum, et reputandum esse.

Fuit etiam actum de aliqua mercede assignanda substituto promotoris fidei, et Sacra Congregatio censuit assignari debere stipendium ducatorum decem pro quolibet processu instruendo in hac Sacra Congregatione.

Et facto verbo cum Sanctissimo per R. P. D. Secretarium de supradictis omnibus, Sanctitas Sua annuit et approbavit. Die 13 augusti 1633.

1108. **Ambianen.**

Henricus a Lotharingia archiepiscopus Remen. exponens ob peculiarem devotionem, quam gerit erga B. Colettam, fecisse construi cappellam in terra Corbiae, sub invocatione ejusdem Beatae in loco praecise, ubi erat domus paterna, quam dum in humanis fuit, dicta Beata inhabitabat, supplicavit pro licentia celebrandi ejus festum cum officio et missis de communi, pro omnibus ejusdem loci. Et Sacra Congregatio censuit concedendum, si Sanctissimo placuerit. Sanctissimus annuit. Die 13 augusti 1633.

1109. **Albien.**

Vicarius generalis Albien. supplicavit pro licentia benedicendi paramenta ecclesiae aliave pro divino cultu necessaria. Et Sacra Congregatio concessit pro illis tantum rebus, in quibus sacra unctio non adhibetur. Die 13 augusti 1633.

1110. **Ambianen.**

Emus cardinalis Bentivolus asserens suam abbatiam sancti Uralarici indigere indumentis sacris, et aliis pro divino cultu necessariis, supplicavit concedi priori pro tempore licentiam benedicendi supradicta. Et Sacra Congregatio concessit in forma. Die 27 augusti 1633.

1111. **Montis Falisci.**

Supplicavit episcopus Montis Falisci declarari, an cogere debeat renuentes servare festum S. Annae de praecepto, juxta praescriptum Sedis apostolicae. Et Sacra Congregatio respondit: *Affirmative*. Die 27 augusti 1633.

1112. **Perusina.**

Referente Emo Pamphilio petitionem civitatis Perusinae quae elegit in patronum S. Franciscum Xaverium, Sacra Congregatio respondit quod ad electionem sanctorum in patronos requiritur, quod congregetur totum consilium generale civitatis, vel saltem quod quadraginta deputati habeant mandatum speciale ad hunc effectum a propriis universitatibus. Die 27 augusti 1633.

1113. **Brugen.**

Capitulum, et canonici ecclesiae Brugen. asserentes in dioecesi, et tota provincia de consuetudine non servari jejunium indictum ab Ecclesia Romana in vigiliis S. Matthiae, S. Jacobi, et S. Bartholomaei, et in pluribus ecclesiis dioecesis, praedictas vigilias celebrari diversimode cum officio, et missa, cum precibus, et sine precibus, supplicarunt responderi quid servandum, ad hoc ut uniformitas in recitandis officiis observetur. Et Sacra Congregatio, quoad recitationem officii mandavit servari omnino rubricas breviarii et missalis romani. Die 19 novembris 1633.

1114. **Lucana.**

Habita notitia in S. Rituum Congregatione, quod episcopus Lucanus non obstante decreto, quod per se ipsum deponi, et imponi debeat biretum in capite, quando divinis cum cappa assistit, faciat nihilominus sibi per unum ex cappellanis, caput tegere et detegere. Sacra Congregatio mandavit intimari decretum jam factum praedicto episcopo. Die 19 novembris 1633.

1115. **Lauden.**

Conquerente episcopo Lauden. de abbatibus regularibus suae dioecesis benedicentibus indumenta sacerdotalia, et quod plus est consecrantibus calices, et similia, in quibus sacra unctio adhibetur pro usu ecclesiarum ipsis non subjectarum, supplicavit declarari, an liceat stante consuetudine per eos introducta? Et Sacra Congregatio respondit, non licere non obstante contraria consuetudine, quae potius, abusus et corruptela dici debet, quam consuetudo. Die 19 novembris 1633.

1116. **Picena.**

Regulares omnes provinciae Marchiae cupientes se conformare cum clero saeculari circa festum Translationis domus Lauretanae in recitando divino officio illo die, Sacra Congregatio concessit praedictam diem celebrari posse per regulares provinciae Marchiae cum officio, et missa, eodem modo, quo fuit concessum saecularibus, facto verbo cum Sanctissimo. Die 19 novembris 1633.

1117. **Vallisoletana.**

Congregatio Vallisoletana ordinis S. Benedicti Hispaniarum solita ab immemorabili tempore post recitatam primam canere quotidie missam votivam de B. Virgine, supplicavit pro licentia continuandi. Et Sacra Congregatio concessit, exceptis solemnibus festivitatibus D. N. J. C. Die 19 novembris 1633.

1118. **Hortana.**

Duo petiit capitulum cathedralis Hortanae definiri. 1. Eximi a pensu cantandi missam conventualem celebrando missam planam, prout hactenus servatum fuit, ob penuriam cappellanorum. 2. Eximi etiam hebdomadarium ab usu pluvialis in vesperis decantandis, non obstante decreto episcopi, quod primae vesperae celebrentur per hebdomadarium cum pluviali. Et Sacra Congregatio quoad primum remisit ad ordinarium pro sua prudentia, dummodo missa plana celebretur cum assistentia canonicorum aliorumque de capitulo; ad secundum respondit, servandum esse decretum episcopi. Die 17 decembris 1633.

1119. **Salisburgen.**

Regulares mendicantes in Gratz Salisburgen. dioecesis conquesti sunt de confraternitatibus laicorum, et congregationum PP. Jesuitarum arrogantibus sibi praecedentiam supra regulares in processionibus contra dispositionem Caeremonialis, supplicantes coerceri. Et Sacra Congregatio respondit, servandam esse dispositionem Caeremonialis lib. 2 cap. 33 de processione Sanctissimi Sacramenti, ut scilicet confraternitates, et congregationes laicorum praecedant in processionibus, post quos sequantur regulares omnes, et ita servari mandavit. Die 17 decembris 1633.

1120. **Poloniae.**

Episcopi regni Poloniae supplicarunt pro licentia transferendi festa occurrentia in mensibus julii, augusti, et septembris exceptis tamen festis Visitationis et Assumptionis beatae Virginis, nec non festis Apostolorum, in dies dominicos mensium octobris, et novembris ob messes recollectas, et temporis injuriae expositas, cum operarii in illis partibus diebus festivis, omnino ab operibus abstinere intendant. Et Sacra Congregatio remisit ad eosdem episcopos, qui imminente necessitate dispensare possint, ut non obstantibus diebus festivis, operarii tuta conscientia operari valeant. Die 23 januarii 1634.

1121. **Camerinen.**

Cum curatus terrae Apiri, sit etiam protonotarius de non numero participantium, supplicavit definiri, quomodo incedere debeat in processionibus. Et Sacra Congregatio respondit, uti parochum incedere debere. Die 6 martii 1634.

1122. **Lucana.**

Petitum fuit pro parte capituli Lucani, committi alicui qui episcopo loci notum faciat decretum hujus Sacrae Congregationis de amovendo per se ipsum et non per alios biretum, quando assistit cum cappa. Et Sacra Rituum Congregatio petita concessit, et mandavit, quod episcopus obediat. Die 6 martii 1634.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

CINQUANTE-NEUVIÈME LIVRAISON.

DECRETA AUTHENTICA

SACRORUM RITUUM CONGREGATIONIS.

1123. **Parisien.**

Monasterium S. Genovefae exhibens officium proprium dictae Sanctae supplicavit revideri et approbari praedictum officium. Et Sacra Congregatio commisit Emo Burghesio. Die 6 martii 1634.

1124. **Urbis.**

Notarius Congregationis supplicavit cogi notarios Rotae retinentes diversos processus servorum Dei, attento quod ex novis ordinationibus super canonizationibus sanctorum hujusmodi causae non nisi per acta notarii hujus Sacrae Congregationis agitari possunt. Et Sacra Congregatio mandavit cogi notarios Rotae ad reportandum processus omnes quos habent super canonizationibus servorum Dei et imposterum abstinere debere. Die 6 martii 1634.

1125. **Farensis.**

Emo Oregio referente petitionem Emi cardinalis Francisci Barberini, an esset amovenda inscriptio quaedam antiqua, posita super ostium collegiatae ecclesiae S. Antonini, in hac forma videlicet: *Antonino Deo suo tutelari, Farenses posuerunt*. Et Sacra Congregatio censuit removendam, quia redolet gentilitatem. Die 6 martii 1634.

1126. **Ordinis Montis Coronae.**

Eodem Emo Muto referente Caeremoniale pro Camaldulensibus S. Romualdi per Eminentiam Suam correctum, de mandato Sacrae Congregationis, eadem Sacra Congregatio approbavit. Die 1 aprilis 1634.

1127. **Urbis.**

Pro Emo Burghesio absente, referente Emo Caesarino petitionem generalis S. Dominici circa praecedentiam in cappella pontificia supra generalem S. Georgii in Alga, Sacra Congregatio respondit ad generalem S. Dominici spectare praecedentiam supra generalem S. Georgii in cappella pontificia, et ab ipso generali S. Georgii non posse molestari generalem S. Dominici in sua quasi possessione praecedendi. Die 1 aprilis 1634.

1128. **Asculana.**

Curati terrae Arquati conquesti sunt de regularibus franciscanis dictae terrae, quod audeant cum stola et cotta benedicere domos in hebdomada sancta per limites alterius parochiae, supplicantes coerceri. Et Sacra Congregatio remisit ad ordinarium, qui prohibeat, si regulares praedicti antiquitus hoc non consueverunt; alias informet. Die 1 aprilis 1634.

1129. **Congregationis Cassinensium.**

Congregatio Cassinensium asserens ab immemorabili tempore semper recitasse officium S. Benedicti, qualibet feria tertia non impedita officio novem lectionum, et uti filiam obedientiae intermisisse, stante decreto contra abusus edito de anno 1628, supplicavit pro licentia continuandi, et Sacra Congregatio concessit exceptis vigiliis, quadragesima, et adventu. Die 1 aprilis 1634.

1130. **Valentina.**

Michael Bursa coadjutor dignitatis in cathedrali Valentina habens annexum etiam canonicatum, supplicavit declarari: An absente suo coadjuto dignitate, sedere debeat in loco sui coadjuti, uti dignitatis, an vero post omnes canonicos, uti etiam canonici? Et Sacra Congregatio respondit, sedere debere in eodem stallo dignitatis, in quo sederet coadjutus si praesens esset. Die 1 aprilis 1634.

1131. **Cefaluden.**

Supplicatum fuit praecipi diem festum S. Clarae de praecepto, pro civitate, et dioecesi Cefaluden. Et Sacra Congregatio respondit, nova festa de praecepto non esse introducenda. Die 29 aprilis 1634.

1132. **Namurcen.**

Episcopus Namurcen. supplicavit approbari officia propria suae dioecesis. Et Sacra Congregatio mandavit servari rubricas. Die 29 aprilis 1634.

1133. **Senogallien.**

Petitum fuit declarari, an liceat in collegiata, in qua non adest fons baptismalis adhibere easdem solemnitates, et caeremonias pro benedictione fontis quae adhiberentur, si vere adesset fons baptismalis, et Sacra Congregatio respondit: *Non licere et esse abstinendum*. Die 29 aprilis 1634.

1134. **Siciliae.**

Emo Caesarino referente lectionem quamdam propriam de S. Philippo Argereone pro regno Siciliae, Sacra Congregatio approbavit. Die 5 junii 1634.

1135. **Quiten. in Indiis.**

Moniales Conceptionis civitatis Quiten. in Indiis turbatae ab ordinario loci circa festivitatem titularis earum ecclesiae supplicarunt mandari non molestari, et Sacra Congregatio respondit, non posse impediri ab ordinario. Die 5 junii 1634.

1136. **Salernitana.**

Emo Oregio referente petita cleri Salernitani circa missam S. Matthaei quae singulis diebus celebratur in choro, Sacra Congregatio declaravit praedictam missam esse votivam ideoque servandam rubricam de missa votiva. Die 15 julii 1634.

1137. **Tarantina.**

Emio Caesarino referente dubium expositum circa missas votivas ex obligatione celebrandas, occurrente festo duplici, Sacra Congregatio censuit cantandam utramque missam, unam de die et alteram votivam, dummodo festum duplex occurrens non sit de praecepto. Die 15 julii 1634.

1138. **Angliae.**

Procurator Congregationis Angliae ordinis S. Benedicti supplicavit pro licentia recitandi officium S. Benedicti nuper concessum Congregationi Cassinensi qualibet feria tertia non impedita. Et Sacra Congregatio concessit in forma. Die 15 julii 1634.

1139. **Bituricen.**

Monialibus vulgo appellatis de Saisert, petentibus recitationem officii S. Sacramenti, qualibet feria V non impedita, Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 15 julii 1634.

1140. **Caputaquen.**

Monachi Coelestini afferentes transactionem quandam initam de anno 1576 cum clero saeculari, circa modum incedendi in processionibus, nempe quilibet ex monachis cum uno ex clero saeculari, supplicarunt mandari servari praedictam transactionem. Et Sacra Congregatio respondit affirmative. Die 15 julii 1634.

1141. **Helvetiae.**

Procurator Congregationis Helvetiae ordinis S. Benedicti supplicavit pro licentia recitandi officium S. Benedicti qualibet feria tertia non impedita, et Sacra Congregatio concessit in forma. Die 15 julii 1634.

1142. **Indiarum.**

Officiales societatis S. Josephi Indiarum, ne terreantur fulgure, supplicarunt pro licentia benedicendi palmas, olivas, et pannellos in die festo S. Josephi. Et Sacra Congregatio concessit cum benedictione de qua in Rituali, non autem cum benedictione particulari, quae fit in dominica Palmarum. Die 15 julii 1634.

1143. **Procuratores Ordinum**

Procuratores generales ordinum exposuerunt decretum jam emanatum de anno 1628, quod regulares non possint facere processiones nisi intra claustra monasteriorum, non posse ob diversas causas allegatas in libello supplici ad unguem servari, supplicantes moderari, et Sacra Congregatio respondit, dictum decretum omnino esse servandum. Die 15 julii 1634.

1144. **Placentina Hispaniarum.**

Supplicavit capitulum cathedralis commutari horam recitandi vesperas aestivo tempore ob immensos calores, qui retrahebant fideles ad interessendum circa horam nonam. Et Sacra Congregatio habita relatione proprii ordinarii qui inclinabat, concessit. Die 15 julii 1634.

1145. **Viennen.**

Supplicatum fuit pro parte loci, de Langon, confirmari concessionem ab ordinario factam, circa celebrationem duarum missarum quolibet die festo de praecepto, attenta distantia loci, et penuria sacerdotum. Et Sacra Congregatio mandavit, servari rubricas. Die 15 julii 1634.

1146. **Neapolitana.**

Institit Emus Boncompagnus approbari secundas lectiones continentes integram historiam pro officio S. Gregorii Armeni et S. Congregatio, ad relationem Emi de Torres, censuit corrigendum officium proprium, quod ad praesens recitatur a monialibus civitatis Neapolitanae et a civitate Neritonen. ut fiat uniforme pro omnibus illud recitantibus, et interim, tam a supradictis monialibus, quam a civitate Neritonen. nihil innovandum; sed quod gaudeant impetratis. Quo vero ad officium sanctorum episcoporum, et civium civitatis Neapolitanae, dummodo sint canonizati, recitent de communi. De SS. Martyribus, qui non fuerunt cives in dioecesi, *Nihil*. Die 29 julii 1634.

1147. **Indiarum.**

Moniales Conceptionis civitatis Angelorum recitantes matutinas horas in media nocte, et ob id causari multas infirmitates monialibus media nocte surgentibus, supplicarunt dispensari in aliud tempus. Et Sacra Congregatio censuit concedendum arbitrio ordinarii. Die 29 julii 1634.

1148. **Oriolen.**

Supplicavit episcopus pro licentia asservandi sanctissimum sacramentum in quadam ecclesia ab ipso renovata existente in quadam terra suae dioecesis, et in qua ipse episcopus per menses duos anni immoratur. Et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo pro pinguiori informatione. Die 29 julii 1634.

1149. **Atrebaten.**

Supplicatum fuit concedi facultatem decano cathedralis benedicendi paramenta ecclesiae. Et Sacra Congregatio concessit in forma de licentia ordinarii. Die 19 augusti 1634.

1150. **Neapolitana.**

Circa officium proprium S. Gregorii Armeni correctum et emendatum pro monialibus et clero Neapolitano, nec non pro civitate Neritonen. Sacra Congregatio approbavit, et concessit respective ad relationem Emi de Torres. Die 16 septembris 1634.

1151. **Germaniae.**

Congregatio Burfelden. ordinis S. Benedicti per Germaniam supplicavit concedi tam monachis quam monialibus dicti ordinis inferioris et superioris Germaniae, licentiam recitandi officium S. Benedicti, ad instar Cassinensium. Et Sacra Congregatio concessit dummodo sint soliti uti breviario monastico reformato per fel. record. Paulum V. Die 16 septembris 1634.

1152. **Benedictionis agrorum.**

Actum fuit de formula benedictionis agrorum transmissa per manus Emorum cardinalium hujus Sacrae Rituum Congregationis; quae formula cum non plene satisfaceret, fuit illius correctio commissa R. P. D. Secretario juxta mentem ipsius Sacrae Congregationis. Die 9 decembris 1634.

1153. **Helvetiarum.**

Quaesitum fuit, an Nuncius S. D. N. apud Helvetios possit concedere facultatem vicariis generalibus episcoporum, visitandi dioeceses, benedicendi vestes sacras, campanas, et reconciliare coemeteria polluta: Et Sacra Congregatio respondit: Non posse, nisi hoc in specie habeat in suis facultatibus; sed recurrendum esse semper, et quandocumque ad hanc Sacram Rituum Congregationem. Die 9 decembris 1634.

1154. **Senogallien.**

Vicarius generalis Senogallien. exposuit litteris suis invenisse in visitatione dioecesis plures abusus, quos prohibuit, et signanter in loco, Belvedere nuncupato, prohibuisse deferri statuam ligneam S. Sebastiani, quae deferebatur per unum ex canonicis cum duobus assistentibus hinc inde tunicella indutis, et ejus loco deferri mandasse imaginem ejusdem Sancti depictam in decente vexillo. Quod cum aegre ferant canonici collegiatae ejusdem loci, supplicavit responderi, quid circa praemissa servandum? et Sacra Congregatio respondit, statuam praedictam posse poni super altare in die ejus festo, in processione autem esse deferendum vexillum cum imagine ipsius Sancti. Die 9 decembris 1634.

1155. **Trojanen.**

Universitas terrae Fayti supplicavit pro licentia in diebus festivis vindemiandi et messes colligendi, ne pereant ob tempestates in loco ex abrupto multoties supervenientes; nec non et panem coquendi in dictis diebus festivis de praecepto. Et Sacra Congregatio quoad vindemias et messes censuit concedendum, cum hoc, quod licentia sive generalis sive particularis concedatur gratis, et quod prius missa audiatur. Die 9 decembris 1634.

1156. **Brundusina.**

Dubio exposito, an canonici cogi possint ab ordinario, ut

e proprio scamno discedant, et recedant ad lectorale in medio chori existens pro intonandis antiphonis; Sacra Congregatio respondit: *Non posse, nec debere cogi*. Die 23 decembris 1634.

1157. **Gandaven.**

Fuit per abbatem monasterii S. Petri, ordinis S. Benedicti petitum approbari receptionem breviarii monastici reformati per fel. recor. Paulum V pro omnibus militantibus sub regula S. Benedicti: et Sacra Congregatio quatenus opus sit, concessit et approbavit. Die 23 decembris 1634.

1158. **Telesin.**

Camillus, et Alcestes canonici in collegiata ecclesia S. Martini terrae Corati asserentes se octuagenarios, supplicarunt pro licentia inserviendi per substitutos in hebdomada ipsis tangente. Et Sacra Congregatio attentis narratis, concessit dummodo substituendi sint pariter canonici. Die 23 decembris 1634.

1159. **Januen.**

Emo Caesarino iterum referente statum causae circa censuras et irregularitatem, quas praetendunt canonici incursas per portionarios, seu cappellanos cathedralis Januen., ob non paritionem decreto per archiepiscopum emanato per modum provisionis; Sacra Congregatio respondit quod cappellani praedicti pareant decreto et obtineant absolutionem a censuris ab archiepiscopo. Quo vero ad irregularitatem, eadem Sacra Congregatio censuit, cappellanos non incurrisse in irregularitatem, seu saltem excusandos esse, quia celebrarunt in sua appellatione, confisi authoritate textus in cap. *Solet*, juncta gloss. excommunicat. de sent. excommunicat. in 6. caeterum de bono jure cappellanorum videatur. Die 20 januarii 1635.

1160. **Bisuntina.**

Dominus castri de Egremont de Ferriere exponens de suo proprio constructam fuisse cappellam ample ornatam prope castrum pro celebratione missarum et ordinarium loci ob senectutem, et canitiem non posse accedere ad illam benedicendam, supplicavit subrogari alium viciniorem. Et Sacra Congregatio respondit, benedictionem hujusmodi petitam posse fieri per quemlibet simplicem sacerdotem de licentia tamen proprii ordinarii. Die 20 januarii 1635.

1161. **Carmelitarum.**

Generali ordinis Carmelitarum petenti licentiam recipiendi breviarium romanum donec revideantur officia propria pro sua religione, fuit responsum, quod providebitur. Die 3 martii 1635.

1162. **Camaldulensium.**

Major Eremitarum Camaldulensium supplicavit permitti, quod rituale jam impressum cum titulo Ritualis Camaldulensium Montis Coronae, de novo imprimendum, imprimatur cum titulo congregationis Camaldulensium; et Sacra Congregatio ad relationem Emi Caesarini, censuit concedendum. Die 3 martii 1635.

1163. **Germaniae.**

Caesarea majestas supplicavit SSmo pro extensione gratiae jam concessae ut de Beato Alberto Magno in Ratisbona, Colonia, et Lanvigen. recitari possit officium et missa celebrari, ad omnes religiosos ordinis Praedicatorum per totam Germaniam, et Sacra Congregatio censuit concedendum, si SSmo placuerit. SSmus annuit. Die 3 martii 1635.

1164. **Tornacen.**

Supplicavit episcopus Tornacen. pro licentia celebrandi festum S. Maximiliani suae cathedralis protectoris cum officio, prout celebratur per dioecesim Passavien. Et Sacra Congregatio respondit docendum prius de approbatione officii per dioecesim Passavien. Die 3 martii 1635.

1165. **Verulana.**

Eodem Emo Caesarino referente causam controversiae inter vicecuratum capituli collegiatae ecclesiae S. Erasmi Verulanae dioecesis, et canonicos ejusdem collegiatae, circa praecedentiam in associandis cadaveribus, quando interveniunt canonici capitulariter; Sacra Congregatio respondit, praecedentiam deberi vicecurato supra capitulum, ratione stolae. Die 3 martii 1635.

1166. **Consistorii Publici.**

Die 17 aprilis 1635 fuit consistorium publicum in Monte Quirinali pro tradendo pileo rubeo Emo cardinali de Richelieu Gallo, archiepiscopo Lugdunensi. In eo orationem habuit de more ex advocatis consistorialibus, advocatus de Monte Casino Ferrariensis, super sanctitate vitae quondam cardinalis Ximenes instans pro remissorialibus authoritate apostolica obtinendis. Et Sanctissimus rescripsit, ad Sacram Rituum Congregationem quae audiat et referat.

1167. **Civitatis Angelorum.**

Enixe supplicarunt civitas, et incolae Angelorum regni novi Hispaniarum nec non magistratus et clerus pro licentia celebrandi festum S. Clarae tamquam de praecepto. Et Sacra Congregatio censuit concedendum, accedente consensu ordinarii. Die 21 aprilis 1635.

1168. **Bruxellen.**

Archidiaconus de Arras exposuit fuisse alias per hanc Sacram Congregationem declaratum, nullo modo licere concionem habere capite cooperto, quando est expositum Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum, et nihilominus regulares illarum partium, reposito Sacramento in tabernaculo habere concionem capite cooperto, supplicans declarari, an conveniat? Et Sacra Congregatio respondit: *Convenire, et esse laudabile*. Die 21 aprilis 1635.

1169. **Calaritana.**

Narratum fuit archiepiscopum Calaritanum non obedire litteris hujus Sacrae Congregationis circa delationem cappae pontificalis, ideoque petitum provideri. Et Sacra Congregatio mandavit iterum rescribi, et quod litterae consignentur personaliter et detur fides consignationis. Die 21 aprilis 1635.

1170. **Formula benedictionis agrorum.**

Fuit approbata formula benedictionis agrorum per me secretarium revisa de ordine hujus Sacrae Congregationis, et concessum quod possit imprimi, facto verbo cum Sanctissimo. Die 21 aprilis 1635.

1171. **Pisauren.**

Supplicavit Franciscus Sperandius prohiberi confratribus societatum, ne audeant benedici facere candelas et similia in eorum oratoriis existentibus intra limites suae paroeciae. Et Sacra Congregatio respondit: *Non posse prohiberi*. Die 21 aprilis 1635.

1172. **Tullen.**

Supplicavit sacrista ecclesiae Tullen. concedi sibi facultatem benedicendi paramenta sacerdotalia, et Sacra Congregatio concessit in forma. Die 26 maii 1635.

1173. **Lugdunen.**

Moniales Visitationis B. Mariae civitatis Lugdunen. exponentes earum ecclesiam esse sub titulo Conceptionis B. M. Virginis, diemque consecrationis ipsius ecclesiae cadere eadem die qua cadit festum Conceptionis, nec posse ob id de utroque eadem die festum celebrari, supplicarunt destinari aliam diem pro anniversario ipsius consecrationis. Et Sacra Congregatio censuit diem consecrationis in casu proposito debere agi prima die post festum Conceptionis, juxta rubricas. Die 21 julii 1635.

1174. **Antuerpien.**

Conventus coenobii Vallis S. Margaritae ordinis S. Benedicti asserens dimisso breviario monastico, uti de praesenti breviario romano, supplicavit pro licentia celebrandi festum SSmi Nominis Jesu, prout celebrabat, antequam reciperet breviarium romanum. Et Sacra Congregatio respondit: *Negative*. Die 21 julii 1635.

1175. **Balneoregien.**

Archidiaconus Balneoregien. supplicavit responderi: An vicarius capitularis sede vacante, qui sit de gremio capituli possit in choro, et processionibus cum habitu canonicali praecedentiam praetendere supra antiquiores de capitulo et lucrari

distributiones ? Et Sacra Rituum Congregatio respondit: *Negative juxta alia resoluta.* Die 11 augusti 1635.

1176. **Sacrae Congregationis de Propaganda fide.**

Remissa per Sanctissimum ad hanc Sacram Rituum Congregationem petitione P. Petri Avitabilis Theatini praefecti missionis Georgiae, circa festum Christianae Ancillae quae, ut asseritur, Georgianos ad Christi fidem convertit, celebrandum de mense januarii, quod juxta praescriptum in martyrologio romano celebratur die 15 decembris. Eadem Sacra Congregatio, viso decreto super hoc emanato per Sacram Congregationem de Propaganda fide, in quo exprimitur quod SSmus praedictae petitioni annuit, sequendo mentem SSmi petita concessit, et ita in posterum servari mandavit, juxta rubricas breviarii romani. Die 11 augusti 1635.

1177. **Parisien.**

Fuit concessa facultas benedicendi indumenta sacra priori S. Victoris, ordinis canonicorum regularium S. Augustini, in forma. Die 15 septembris 1635.

1178. **Agrigentina.**

Eodem Emo Pamphilio referente petitionem civitatis Agrigentinae circa electionem factam de S. Honufrio protectore, Sacra Congregatio respondit servandum esse decretum de electione patronorum, quoad omnia et praesertim quoad vota secreta. Die 24 novembris 1635.

1179. **Thelesina.**

Emo Caesarino referente immemorabilem allegatam per regulares Conventuales S. Francisci non conveniendi scilicet in ecclesia collegiata sancti Martini pro associandis cadaveribus, quando vocantur ad funus, sed recto tramite accedendi cum eorum cruce ad domum defuncti, Sacra Congregatio respondit: Fuisse formiter probatam allegatam per regulares immemorabilem, et ita in posterum servari mandavit. Die 24 novembris 1635.

1180. **Civitatis Castelli.**

Patres Oratorii S. Philippi Nerii supplicarunt concedi licentiam laicis destinatis ad servitium sacristiae, tangendi vasa sacra, et S. Congregatio remisit ad ordinarium qui concedat licentiam pro tempore quo inservient. Die 24 novembris 1635.

1181. **Colonien.**

Circa petitionem canonicorum principum ecclesiae Colonien. super diversitate habitus canonicalis ad differentiam canonicorum inferiorum ejusdem capituli, Sacra Congregatio mandavit inspici, et servari decretum alias in hac causa emanatum. Die 24 novembris 1635.

1182. **Colonien.**

Petitio abbatis monasterii ordinis Cistercien. in Veteri Monte circa usum mitrae, et baculi, aliorumque pontificalium, fuit rejecta. Die 24 novembris 1635.

1183. **Callien.**

Instantiae rectoris ecclesiae Callien. an in quadragesima et adventu possit omitti missa de feria, quando in ea cadit festum alicujus sancti, Sacra Congregatio respondit nullo modo posse in casu proposito omitti missam conventualem de feria, non obstante contraria consuetudine. Die 24 novembris 1635.

1184. **Hispalen.**

Fiscalis ecclesiae Hispalen. supplicavit declarari, an consuetudo quae viget in cathedrali, quod absente vel impedito archiepiscopo, lotio pedum in feria quinta Coenae Domini, omittitur, sit servanda et dato quod sit servanda, an hoc casu eaedem caeremoniae debeantur celebranti solemniter eo die, ac si celebraret archiepiscopus ? Et Sacra Congregatio respondit lotionem pedum in casu proposito non esse omittendam, modum vero cum caeremonia, remittendum totaliter Emo archiepiscopo pro sua prudentia. Die 24 novembris 1635.

1185. **Placentina, seu Compostellana.**

Communitas civitatis Truxilli supplicavit ob peculiarem devotionem quam gerit erga S. Josephum, pro licentia celebrandi festum in loco tamquam de praecepto. Et Sacra Congregatio respondit, festum S. Josephi celebrari debere in toto orbe de praecepto, et uti tale in loco et aliis celebrari mandavit. Die 24 novembris 1635.

1186. **Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris.**

Eodem Emo Antonio Barberino referente instantiam canonicorum regularium SSmi Salvatoris circa titulum abbatis pro omnibus superioribus dictae congregationis, non obstante, quod hactenus appellati fuerint praepositi, et his similibus; Sacra Congregatio censuit, concedendum quod in posterum superiores omnes praedictae congregationis nuncupentur abbates. Die 15 decembris 1635.

1187. **Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris.**

Eodem Emo referente petitionem eorumdem canonicorum regularium SSmi Salvatoris, circa usum baldacchini in eorum ecclesiis exemptis quando pontificaliter celebrant juxta eorum antiquam consuetudinem, Sacra Congregatio censuit concedendum modo, et forma alias concessa et praescripta pro canonicis regularibus Lateranensibus. Die 15 decembris 1635.

1188. **Cornetana.**

Moniales civitatis Cornetanae prohibitae ab ordinario loci dealbare propria corporalia et purificatoria, supplicarunt pro licentia continuandi ea dealbare prout hactenus fecerunt, et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo pro informatione, cur prohibuerit. Die 15 decembris 1635.

1189. **Cassanen.**

Cappuccini oppidi Morani supplicarunt declarari eos non teneri nec comprehendi sub bulla seu brevi Gregorii XIII prohibente saeculares sacerdotes, ac etiam regulares dicti oppidi in die solemnitatis Corporis Christi celebrare missas, nisi peracta processione et cantata missa solemni, ex quo oratores de tempore emanati brevis non erant in loco. Et S. Congregatio, annuente Sanctissimo, censuit cappuccinos non esse comprehensos in brevi Gregorii XIII; ideoque posse in eorum ecclesia libere celebrare eo die missas, dummodo terminentur tempore et hora qua iidem cappuccini interesse debent cum aliis regularibus processioni solemnitatis Corporis Christi. Die 15 decembris 1635.

1190. **Collegii Protonotariorum de numero participantium.**

Instetit collegium protonotariorum de numero participantium prohiberi Claudio Bernae, deferre pileum cum cordulis et floccis violaceis, cum sit hoc concessum privative quoad omnes alios in signum praeeminentiae collegio DD. protonotariorum de numero participantium. Et Sacra Congregatio annuit, et mandavit scribi Nuncio apostolico Neapoli degenti, nec non episcopo Sanctae Agathae Gothorum, ut faciant omnino abstinere praedictum Claudium a delatione supradicta. Die 12 januarii 1636.

1191. **Cornetana.**

Receptis litteris responsivis episcopi Cornetani, circa petitionem monialium, quae fuerunt prohibitae ab episcopo, ne dealbarent purificatoria pro servitio earum ecclesiae; Sacra Congregatio concessit dealbationem petitam non solum pro servitio earum ecclesiae, sed etiam totius civitatis, dummodo purificatoria prius abluantur per aliquem sacerdotem et ablutio reponatur in sacrario. Die 12 januarii 1636.

1192. **Vallisoletana.**

Circa petitionem Emi cardinalis Sandoval pro recitando officio B. Francisci Borgiae per moniales monasterii, in quo degunt quatuor moniales ex familia ejusdem Beati; Sacra Congregatio censuit posse concedi quod moniales praedicti monasterii celebrare valeant festum B. Francisci Borgiae in die festo ipsius cum officio et missis sub ritu semiduplici de communi unius Confess. non Pontific. juxta rubricas breviarii romani, et quod cum praedicto officio satisfaciant obligationi recitandi officium diei currentis, si SSmo placuerit. SSmus annuit. Die 12 januarii 1636.

1193. **Lunen. Sarzanen.**

Sacra Congregatio respondit constitutiones synodales dantes praecedentiam vicariis foraneis supra sacerdotes antiquiores in ordine, non esse attendendas. Die 16 februarii 1636.

1194. **Egitanien.**

Monialibus civitatis Egitanien. petentibus posse qualibet feria sexta recitare officium Plagarum, Sacra Congregatio respondit concedendum dummodo non omittatur officium diei currentis, et officium Plagarum recitatur privatim extra chorum. Die 1 martii 1636.

1195. **Germaniae.**

Monachi ordinis S. Benedicti Germaniae supplicarunt pro licentia recitandi qualibet feria tertia non impedita officium S. Benedicti prout recitant monachi Cassinenses. Et Sacra Congregatio concessit excepta quadragesima, adventu, et vigiliis. Die 1 martii 1636.

1196. **S. Genovefae.**

Sacra Rituum Congregatio remisit officium proprium S. Genovefae ad Emos DD. Pamphilium, Riccium et Burghesium. Die 12 aprilis 1636.

1197. **Nullius, seu Parisien.**

Instantia abbatissae, et monialium S. Mariae Campi Longi ordinis S. Clarae circa recitationem officii in honorem S. Elisabethae sororis quondam S. Ludovici Galliarum regis, fuit remissa ad R. P. D. Secretarium cum D. Assessore S. Officii. Die 12 aprilis 1636.

1198. **Lucana.**

Emo Burghesio referente causam Lucanam assistentiae, a quo fieri debeat assistentia episcopo, quando velatur aliqua monialis, Sacra Congregatio mandavit videri, an in actu consecrationis monialium debeat necessario episcopus vocare archipresbyterum, aut vero alium sibi bene visum et an concordia inita inter archidiaconum et archipresbyterum liget episcopum, et obstet caeremoniale. Die 24 maii 1636.

1199. **Asculana.**

Recusantibus praeter solitum curatis civitatis Asculanae, quando assistunt in choro cum canonicis assurgere, eisdem canonicis antiphonas praeintonantibus et thurificationem recipientibus, Sacra Congregatio respondit, teneri curatos in casu proposito assurgere, et ita juxta solitum servari mandavit. Die 24 maii 1636.

1200. **Civitatis Castelli.**

Clerus saecularis Civitatis Castelli petiit declarari, an recitando officia S. Bernardini, Beatae Mariae de Carmelo et S. Alberti juxta votum populi, cum approbatione ordinarii, satisfaciat obligationi officii currentis; et Sacra Congregatio respondit: *Negative*. Quo vero ad officium B. Mariae de Carmelo, nullo modo recitandum, sed prohibendum, prout jam reperitur prohibitum in decreto contra abusus de anno 1628 editum et impressum. Die 21 junii 1636.

1201. **Catacen.**

Petitioni capituli cathedralis Catacen, an liceat aliquibus ex canonicis deferre habitum difformem ab aliis, Sacra Congregatio juxta alias resoluta in Colonien. respondit, habitum canonicorum esse debere uniformem juxta sacrorum canonum decreta. Die 21 junii 1636.

1202. **Urbis.**

Commissarius generalis in curia minorum Observantium S. Francisci petiit definiri, an curati aliique clerici saeculares occasione funeralium possint in ecclesiis regularium sui ordinis officium facere super cadaveribus quae tumulantur in dictis ecclesiis, aut quidquam aliud exercere sine expressa licentia guardiani ecclesiarum praedicti ordinis; et Sacra Congregatio in omnibus respondit: *Negative*, videlicet, *Non posse*. Die 21 junii 1636.

1203. **Lucana.**

Eodem Emo Sacchetto referente dubium circa benedictionem abbatum monachorum ordinis cisterciensium, Sacra Congregatio stetit in decretis, nempe episcopum esse audiendum cum agatur de praejudicio ipsius, qui cum sit in possessione benedicendi, illis qui creantur abbates, per communicationem privilegiorum, non censetur concessa facultas utendi jurisdictione, antequam recipiant benedictionem. Die 19 julii 1636.

1204. **Barchinonen.**

Emo Pamphilio referente petitionem episcopi Barchinonen, Sacra Congregatio respondit nec processiones faciendas, nec expositionem reliquiarum permittendam sine expressa licentia ordinarii. Die 19 julii 1636.

1205. **Cassanen.**

Petitum fuit declarari quid servandum in concursu tituli cathedralis cum alio titulo alterius ecclesiae ejusdem civitatis? Et Sacra Congregatio respondit festum agi debere in casu proposito de titulo propriae ecclesiae. Die 16 augusti 1636.

1206. **Lucana.**

Emo Pio referente petitionem Andreae Cerri plebani terrae Camajoris circa missas solemnes, vesperas decantandas aliaque munia in propria ecclesia exercenda, non obstante contraria ordinatione episcopi: Sacra Congregatio respondit, ad plebanum spectare omnia munia in sua ecclesia exercere, et ita servari debere, prout servari mandavit quibuscumque non obstantibus. Die 16 augusti 1636.

1207. **Neocastren.**

Archipresbyter terrae Maidae uti prima dignitas supplicavit declarari, deberi sibi praecedentiam in associandis cadaveribus super omnes alios parochos etiam stolas deferentes juxta consuetudinem, et Sacra Congregatio respondit, deferenti stolam deberi praecedentiam. Die 16 augusti 1636.

1208. **Parisien.**

Prior monasterii S. Victoris supplicavit pro licentia benedicendi paramenta ecclesiastica, et alia pro divino cultu necessaria, et Sacra Congregatio concessit in forma. Die 16 augusti 1636.

1209. **Sorana.**

Camillus Baronius conquestus est de episcopo loci, quod eum pignorari fecerit ex quo non accessit ad processiones publicas, cum ipse non possideat beneficium aliquod nec in civitate, nec in ejus dioecesi, sed tantum abbatiam quandam in Canosa, quae est Nullius, supplicans mandari sibi restitui pignora. Et Sacra Congregatio mandavit pignora restitui. Die 16 augusti 1636.

1210. **Tarantina.**

Canonici cathedralis Tarantinae conquesti sunt de regularibus Dominicanis deferentibus in processionibus crucem cum crucifixo, versa facie ad instar archiepiscoporum, supplicantes coerceri. Et Sacra Congregatio mandavit quod dicti regulares gestent crucem respicientem populum. Die 16 augusti 1636.

1211. **Venetiarum.**

Regulares S. Augustini Montis Varani supplicarunt pro licentia deferendi processionaliter lignum S. Crucis, quotiescumque fuerint requisiti ex parte populi pro pluvia, seu serenitate impetranda; Et Sacra Congregatio censuit concedendum arbitrio Emi patriarchae etc. Die 16 augusti 1636.

1212. **Materanen.**

Emo Sacchetti referente causam, circa sacram unctionem et sepulturam datam cuidam vulnerato, et defuncto in monasterio Conventualium S. Francisci invito proprio parocho, S. Congregatio respondit: Non licuisse fratribus praedictis extremam unctionem, neque sepulturam dare supradicto defuncto in propria ecclesia, cum non fuerit in ea electa sepultura, et guardianum suspendendum ab officio arbitrio Sacrae Congregationis; quo vero ad emolumenta funeralia, eadem Sacra Congregatio mandavit restitui portionem proprio parocho. Die 6 septembris 1636.

1213. **Bituricen.**

Monialibus Annunciationis B. Virginis civitatis Bituricen. petentibus licentiam celebrandi festum S. Agathae sub ritu duplici, ex quo asserunt habere reliquiam insignem dictae sanctae, Sacra Congregatio respondit, quod si reliquia est insignis juxta declarationem factam in decreto contra abusus, celebrent; sin minus, abstineant. Die 6 septembris 1636.

1214. **Maceraten.**

Moniales S. Clarae petierunt definiri, an praecedentia debeatur moniali prius receptae, licet professionem non emiserit, an vero posteriori loco receptae, sed cum professionis emissione. Et Sacra Congregatio respondit praecedentiam competere ei, quae prius emisit professionem, facto verbo cum R.P.D. secretario Sacrae Congregationis supra regulares. Die 6 septembris 1636.

1215. **Arboren.**

Episcopus Arboren. exposuit abusum repertum in sua dioecesi, videlicet, quod barones suae dioecesis praetendunt violenter deosculari textum evangelii etiam ante sacerdotem celebrantem, supplicans responderi quid servandum? Et Sacra Congregatio respondit, nullo modo permittendum et barones abstinere, alias opportunis remediis coercendos. Die 22 novembris 1636.

1216. **Germaniae et Poloniae.**

Fuit concessum officium proprium S. Benedicti pro qualibet feria tertia non impedita, congregationi S. Benedicti totius Germaniae et Poloniae in forma. Die 22 novembris 1636.

1217. **Interamnen.**

Petitum fuit responderit, an liceat diacono et subdiacono inservientibus in celebratione missarum, assistere cum pileolo? Et Sacra Congregatio respondit, nullo modo licere, neque permittendum. Die 22 novembris 1636.

1218. **Monopolitana.**

Duo petierunt definiri canonici cathedralis.

1. An rectores ecclesiarum accedentes ad cathedralem, ut assistant divinis, sedere debeant in sedibus canonicorum, ut praetendunt rectores, an vero in scamnis inferioribus post omnes de choro? Et Sacra Congregatio respondit, sedere debere in scamnis inferioribus post omnes de choro.

2. An rectores praedicti cum eorum presbyteris in processionibus et funeralibus incedentes sub cruce cathedralis, ante omnes de capitulo et ejus ministros incedere debeant? Et Sacra Congregatio respondit incedere debere ante omnes de capitulo, ac etiam ejus ministros. Die 22 novembris 1636.

1219. **Toletana.**

Priorissa, et moniales regii monasterii Incarnationis oppidi Matriti, supplicarunt declarari, ipsas gaudere omnibus privilegiis concessis ordini S. Augustini, sub cujus regula vivunt et militant, non obstante quod non gubernentur a fratribus praedicti ordinis. Et Sacra Congregatio respondit: *Gaudere*. Die 22 novembris 1636.

1220. **Baren.**

Praetendente vicario generali deberi sibi assistentiam canonicorum quando ipse vicarius pro libito suae voluntatis celebrat solemniter in aliqua ecclesia suae dioecesis; Et Sacra Congregatio respondit, nullo modo deberi assistentiam canonicorum. Die 20 decembris 1636.

1221. **Montis Falisci.**

Moniales S. Petri Montis Falisci supplicarunt pro licentia dealbandi purificatoria pro usu ecclesiarum civitatis et dioecesis. Et Sacra Congregatio concessit in forma. Die 20 decembris 1636.

1222. **Cathalaunen.**

Jo. Corublen canonicus ecclesiae collegiatae Beatae Mariae supplicavit SSmo pro indulto benedicendi cruces, campanas, altaria, et alia ornamenta quaecumque ad divinum cultum necessaria, nec non reconciliandi ecclesias pollutas; et supplicatione per Datariam ad hanc Sacram Rituum Congregationem remissa; eadem Sacra Congregatio respondit concedendum in forma, si SSmo placuerit. Die 11 maii 1638.

1223. **Ordinis Camaldulensium.**

Generalis Carmelitarum, asserens fuisse sibi ab Emo cardinali sancti Honufrii demandatam curam revidendi constitutionem monachorum Eremitarum Montis Coronae, et invenisse quod in recitatione officii B. Virginis, recitabant psalmum, *Beati immaculati in via*, loco psalmi, *Ad Dominum cum tribularer clamavi*, juxta praescripta in breviario monastico benedictino de mandato sa. me. Pauli papae V reformato, supplicavi definiri, an praedicti monachi teneantur se in omnibus et per omnia conformare cum dicto breviario benedictino monastico reformato, quo iidem monachi Montis Coronae hodie utuntur? Et Sacra Congregatio respondit monachos praedictos teneri et obligatos esse in omnibus et per omnia se conformare cum praedicto breviario monastico benedictino reformato per eos recepto. Die 11 maii 1638.

N. B. Haec decisio fuit revocata die 16 aprilis 1639.

1224. **Pennen.**

Capitulum cathedralis tria petiit definiri. 1. An vicarius generalis tam in incedendo quam in sedendo praecedentiam habere debeat supra canonicos paratos sacris vestibus? Et Sacra Congregatio respondit: *Negative*. 2. An processiones fieri solitae in die festo S. Blasii protectoris civitatis incipere debeant ab ecclesia ejusdem S. Blasii, an vero ab ecclesia cathedrali? Et Sacra Congregatio respondit: *Servandum esse solitum*. 3. An concio, quae habetur tempore quadragesimae in ecclesia cathedrali, haberi etiam debeat in ecclesia dicata in honorem patroni civitatis quando ejus festum occurrit in aliqua dominica quadragesimae? et Sacra Congregatio mandavit scribi episcopo pro informatione cum voto. Die 11 maii 1638.

1225. **Romana.**

Frater Antonius Tumba Fanen. ordinis minorum Observantium conquestus est de impressore Tamantino qui imprimi fecit calendarium perpetuum ab ipso oratore compositum absque nomine auctoris et absque decreto hujus Sacrae Congregationis, supplicans suspendi omnia calendaria per Tamantinum impressa, maxime quia omisit quasdam tabellas generales sine quibus praedictum calendarium non potest dici perpetuum. Et Sacra Congregatio respondit: *Dilata*. Die 11 maii 1638.

1226. **Messanen.**

Abbas et monachi S. Placidi Cassinenses, asserentes asservari in ipsorum ecclesia partem fasciae, qua cinctus fuit Jesus Christus D. N. supplicarunt pro licentia celebrandi festum cum officio proprio in honorem tantae reliquiae quolibet anno dominica prima post Epiphaniam; et Sacra Congregatio respondit: *Nihil*. Die 12 junii 1638.

1227. **Neapolitana.**

Capitulum et canonici cathedralis Neapolitanae conquesti sunt de regularibus Barnabitis, arrogantibus sibi in celebratione missarum et functionibus ecclesiasticis, usum rocchetti supplicantes coerceri. Et Sacra Congregatio respondit: *Coercendos esse*. Die 12 junii 1638.

1228. **Redemptionis Captivorum.**

Officia propria festorum totius ordinis SSmae Trinitatis Redemptionis captivorum instante fratre Joanne de Annunciatione in romana curia procuratore generali fuerunt approbata et concessa, prout in libello in secretaria existente. Die 12 julii 1638.

1229. **Urbis.**

Frater Antonius Tumba ordinis minorum Observantium S. Francisci conquestus est de Tamantino bibliopola, quod imprimi fecerit ordinarium perpetuum pro recitatione divinorum officiorum per ipsum Tumbam compositum, et alias approbatum ab hac Sacra Rituum Congregatione tacito nomine authoris, neglecto decreto Congregationis circa approbationem et quod magis urget, deletis aliquibus tabulis generalibus,

sine quibus praedictum ordinarium non meretur nuncupari ordinarium perpetuum; supplicans suspendi praedictum ordinarium per Tamantinum, sic ut supra, perperam impressum. E converso autem idem Tamantinus supplicavit nihil innovari circa suum ordinarium per ipsum impressum, cum super illo habuerit licentiam a Rmo P. Magistro Sacri Palatii Apostolici. Et Sacra Congregatio remisit ad Sacram Congregationem super Indice librorum prohibitorum ut ambos libros prohibeat. Die 10 julii 1638.

1230. **Urbaniae.**

Emo Caesarino referente dubia quatuor exhibita ab ordinario Urbaniae, prout in libello supplici, Sacra Congregatio respondit, ad primum: *Laicos debere extra ecclesiam deferre hastas baldacchini juxta Caeremoniale episcoporum.* Ad secundum: *Servari debere dispositionem ejusdem Caeremonialis.* Ad tertium: *Decreta alias edita per hanc Sacram Congregationem in his terminis servari omnino debere in civitate et dioecesi Urbaniae.* Ad ultimum, remittendum esse ad ordinarium pro sua prudentia. Die 24 julii 1638.

1231. **Senogallien.**

In causa asservationis Sanctissimi Sacramenti extra parochialem per confratres societatis SSmi Sacramenti civitatis Senogallien. stante immemorabili allegata, Sacra Congregatio mandavit recipi probationes formiter super dicta immemorabili per vicarium generalem, ad effectum illas postea transmittendi ad hanc Sacram Congregationem, sed interim confratres abstineant omnino a praedicta asservatione. Die 24 julii 1638.

1232. **Polacen.**

Sacra Rituum Congregatio attentis narratis per episcopum Samogiziae ut in libello supplici, censuit ex speciali gratia si Sanctissimo placuerit posse concedi ut de S. Josepho ab Arimathia, recitetur officium et missa celebretur de communi confessoris non pontificis sub eodem ritu quo celebratur in basilica principis apostolorum. Sanctissimus annuit. Die 4 septembris 1638.

1233. **Urbis.**

Supplicatio quaedam exhibita pro licentia apponendi in fine vitae S. Procopii de proximo imprimendae de mandato Magistri Sacri Palatii quamdam crucem cum aliquibus verbis hebraicis, ad collum deferendam, fuit remissa ad Sanctam Inquisitionem. Die 4 septembris 1638.

1234. **Urbis.**

Fuit dubitatum quomodo se gerere debeat sacerdos celebraturus, dum transit ante altare, in quo sit publice expositum Sanctissimum Sacramentum, an post factam genuflectionem detecto capite, surgens debeat caput tegere donec ad altare pervenerit, an vero detecto capite iter prosequi ob reverentiam tanti Sacramenti, sic publice expositi, cum rubrica missalis romani non videatur loqui de hac praecisa adoratione in casu de quo agitur? Et Sacra Congregatio respondit servandas esse rubricas missalis romani, quae videntur innuere quod post factam adorationem genibus flexis, detecto capite, surgens caput operiat. Die 4 septembris 1638.

1235. **Urbis.**

Orta differentia inter priorem et fratres hospitalis S. Joannis Calabitae, et parochum S. Benedicti in clausura, circa cadaver et intortitia apposita cadaveri cujusdam parocchiani defuncti in hospitali supradictorum fratrum; Sacra Congregatio ad relationem Emi et Rmi D. cardinalis Verospii censuit, parochum S. Benedicti in clausura contentum esse debere ratione sepulturae de receptis ab haeredibus supradicti defuncti in hospitali sancti Joannis Calabitae, et in ejus ecclesia sepulti, nihilque parochum ulterius praetendere posse super intortitiis appositis circa cadaver, et perpetuum silentium imposuit. Die 24 septembris 1638.

1236. **Congregationis Fuliensium.**

Procurator generalis Congregationis Fulien. supplicavit responderi, an decretum Sanctissimi prohibitivum de non celebrando festo sancti Rochi nisi in ecclesiis ejus nomini dicatis habeat locum etiam in locis ultra montes, in quibus vigebat, et etiam hodie viget, contraria consuetudo? Et Sacra Congregatio mandavit inspici decretum, et secundum illius formam mandavit responderi. Die 27 novembris 1638.

1237. **Minorum Observantium.**

Sacra Rituum Congregatio, juxta alias resoluta respondit, officium super cadaveribus in ecclesiis regularium spectare et pertinere ad ipsos regulares, non autem ad curatos defunctorum, non obstante contraria consuetudine. Die 27 novembris 1638.

1238. **Melevitana.**

Pia petitione magni magistri Hierosolymitane religionis, nec non episcopi et cleri Melevitani apud SSmum D. N. Urbanum VIII iteratis precibus porrecta, et de mandato Sanctitatis Suae in Sacra Rituum Congregatione revisa et recognita infrascripta quarta lectione propria pro officio Sancti Publii primi episcopi civitatis Melevitanae; eadem Sacra Congregatio unanimi Emorum Patrum consensu, ad relationem Emi et Rmi cardinalis Caesarini, illam approbavit et ut in die festo ipsius in civitate, et dioecesi libere et licite ab omnibus recitari queat, concessit juxta rubricas breviarii romani, ac etiam pro majori recitantium commoditate imprimi posse. Die 9 decembris 1638.

1239. **Germaniae.**

Sanctissimus D. N. Urbanus Papa VIII supplicationibus cesareæ majestatis per ejus apud Sanctitatem suam oratorem extraordinarium ducem Cromaviae principem ab Erchemburgh eidem SSmo humiliter porrectis, benigne annuens, re prius in Sacra Rituum Congregatione communicata, concessit, et indulsit, ut in tota Germania ab omnibus Christi fidelibus utriusque sexus, tam saecularibus, quam regularibus in die festo S. Vuolfangi episcopi Ratisbonen. de eo ad libitum recitari possit officium sub ritu duplici, de communi confessoris pontificis, juxta rubricas breviarii romani. Die 29 decembris 1638.

1240. **Brundusina.**

Sacra Rituum Congregatio juxta alterius resoluta, dignitatibus petentibus responderi quid servandum, quando vesperae celebrantur per aliquem ex dignitatibus, seu canonicum, circa assistentiam, prout etiam quando solemniter praedictae dignitates, seu canonici missas celebrant, respondit in celebratione missae solemnis, inservire debere pro diacono et subdiacono canonicos, et non alios inferiores; officium vero facientibus ad vesperas non canonicos, cum pluvialibus assistere debere, sed alios sacerdotes inferiores de gremio capituli. Die 22 januarii 1639.

1241. **Oveten.**

Episcopus, capitulum, civitas, dioecesis et principatus Oveten. asserentes plura loca dioecesis, rite et recte recepisse in patronam sanctam Eucharistiam supplicarunt approbari electionem hujusmodi et de ea concedi officium in omnibus locis, quae eam acceptarunt tamquam de patrona, cum commemoratione ipsius in illis diebus in quibus praecipitur ab Ecclesia fieri suffragia. Et Sacra Congregatio ad relationem Emi Pamphilii, approbavit electionem et de ea in omnibus supradictis locis, quae eam acceptarunt, concessit officium et missas, cum commemoratione quando fiunt suffragia, juxta rubricas. Die 19 februarii 1639.

1242. **Turritana.**

Decanus cathedralis Turritanae, qui ut obtemperaret decreto hujus Sacrae Congregationis, quae mandaverat, ne daret praecedentiam vicario generali, qui est de gremio capituli, quando assistit cum habitu canonicali absentabat se, quando interveniebat vicarius, qui propterea punctare fecerat oratorem tamquam absentem, supplicavit reintegrari ad distributiones ei denegatas. Et Sacra Congregatio, attentis narratis mandavit

restitui distributiones, et praecepit vicario, qui omnino obtemperet decretis hujus Sacrae Congregationis. Die 26 martii 1639.

1243. **Urbis.**

In hac Congregatione fuit actum de literis episcopis Theanen. directis Emo Barberino, in quibus exponebat ministros vice-regis de facto ausos esse amovere a cathedrali sedem episcopalem, ac etiam baldachinum desuper appositum, quod factum adscribens ipse episcopus ministris sine ulla ipsius vice-regis participatione, rogasse principem Bisignani ut ipsius nomine conquereretur de tanta temeritate ministrorum cum vice-rege, qui respondit habere in mandatis a suo rege, ut adveniente vice-rege in ecclesiis civitatum, et locorum majestati Suae in temporalibus subjectis, ne permitteret episcopis baldachinum in propriis ecclesiis; supplicans enixe episcopus definiri, quomodo se gerere debeat, casu eveniente: et re mature discussa itum fuit in sententiam, ut rescribatur episcopo tenoris infrascripti, videlicet:

Illmo e molto Rev. monsignore come fratello. Essendo stato rappresentato in questa Sacra Congregazione dei Riti quel che V. S. scrive sopra la sede vescovile e baldacchino della sua chiesa cattedrale in occasione della sua venuta del signor vice re in cotesta città, la medesima Sacra Congregazione è stata di senso, che nella chiesa cattedrale si deve sempre tenere la sede vescovile, e sopra essa il baldacchino, ne deve moversi per la venuta, o presenza dei principi quanto si voglia grandi ed eccelsi, conforme la disposizione del Ceremoniale dei vescovi ed uso, sempre inviolabilmente osservato. In questa conformità V, S. dovrà eseguire, e saranno le sue parti di far conoscere il suo zelo in non permettere cosa pregiudiziale alla ragione, e decoro della sua chiesa, come anche sarà effetto di sua prudenza ed avvedimento in usare prevenzioni e modi che tutta succeda senza rompimento, o altro inconveniente come si crede succederà tanto più facilmente a V. S. sapendosi la molta pietà del signor vice re. Dio la contenti.

Cercherà V. S. con ogni destrezza rimediare che non s'abbia da venire ad eccesso di rimuovere la sedia vescovile e baldacchino, ma quando non si possa rimediare in altra maniera proceda alle censure contro chi l'amoverà con interdire la chiesa come offesa per violenze. Die 9 aprilis 1639.

1244. **Eremitarum Camaldulensium.**

Referente Emo Pallotto instantiam procuratoris Eremitarum Camaldulensium, circa psalmum recitandum ad primam in officio parvo B. Virginis: Sacra Congregatio censuit eremitas Camaldulenses teneri prosequi recitationem divinorum officiorum in omnibus, et per omnia juxta eorum veterem consuetudinem conformem constitutionibus religionis impressis Venetiis de anno 1595 per Mattheum Valentinum impressorem, prout disponit breve S. D. N. Urbani VIII sub die 16 aprilis 1635, non obstante acceptatione breviarii monastici benedictini reformati et decreto hujus Sacrae Congregationis edito die 11 maii 1638, attento quod praedictum breve S. D. N. tunc non fuit exhibitum, et ita declaravit servandum prout omnino servari mandavit. Die 16 aprilis 1639.

1245. **Brundusina.**

Sacra Rituum Congregatio ad relationem Eminentissimi Caesarini, respondit decretum jam emanatum sub die 10 decembris proxime praeteriti ad favorem archidiaconi, circa pulvinar cum tapete non habere locum praesente episcopo. Die 16 aprilis 1639.

1246. **Papien.**

Quaesitum fuit an coadjutor mortuo coadjuto, retinere possit eumdem locum in choro, quem habebat coadjutus? Et Sacra Congregatio juxta alias resoluta respondit: Coadjutorem mortuo coadjuto, ultimum locum inter canonicos habere debere, nec ei suffragari in hoc possessionem captam tempore coadjutoriae. Die 16 aprilis 1639.

1247. **Mutinen.**

Petentibus monialibus sancti Pauli Mutinen. licentiam faciendi officium duplex cum octava nominatim de S. Clementina ex sociabus S. Ursulae ratione capitis quod in earum ecclesia asservatur, et officium de uno ex martyribus legionis Thebeae similiter ratione reliquiae insignis in die translationis hujusmodi reliquiae. Sacra Rituum Congregatio respondit: Attentis reliquiis insignibus licere dictis monialibus facere officium duplex sine octava juxta rubricas breviarii romani in ipsis festis diebus SS. Ursulae, et Sociarum Virginum et martyrum; nec non illius martyris legionis Thebeae, et nihil ultra concedendum. Die 18 junii 1639.

1248. **Turritana.**

Decanus et canonici cathedralis Turritanae exponentes obtinuisse ab hac Sacra Rituum Congregatione plura decreta ad ipsorum favorem contra vicarium generalem eaque cupientes firmari auctoritate apostolica supplicarunt dicta decreta redigi sub unica tantum subscriptione et approbatione ad effectum effugiendi impensas pro quolibet decreto in secretaria brevium. Et Sacra Rituum Congregatio concessit. Die 2 julii 1639.

1249. **Bavariae.**

Eminentissimo Pallotta referente instantiam residentis pro serenissimo duce Bavariae, circa quaedam festa celebranda de praecepto in locis suae jurisdictionis, Sacra Congregatio mandavit scribi Nuntio quod festa S. Josephi, Inventionis Crucis, Sanctae Annae, S. Francisci, et S. Silvestri faciat servare, uti de praecepto indicta a Sede Apostolica, et signanter in locis jurisdictioni serenissimi Bavariae subjectis. Die 20 augusti 1639.

1250. **Maclovien.**

Fuit concessa facultas benedicendi in forma paramenta ecclesiae Egidio Errambourg rectori ecclesiae Montauban. Quo vero ad reconciliationem ecclesiae pollutae, non nisi pro ecclesiis dumtaxat benedictis, non autem consecratis. Die 20 augusti 1639.

1251. **Patavina.**

Monialibus S. Benedicti civitatis Patavinae supplicantibus pro licentia utendi forma absolutionis in articulo mortis prout praescribitur in rituali monastico, Sacra Congregatio respondit quod utantur juxta rituale romanum. Die 10 decembris 1639.

1252. **Albanen.**

Monachi Vallisumbrosae Riciae supplicarunt declarari, licere emere et vendere in diebus festivis comestibilia, et vestiaria, absque incursu poenarum. Et Sacra Congregatio mandavit significari oretenus agenti Eminentissimi Borgiae, ut permittantur supradicta post missas Die 14 januarii 1640.

1253. **Jesuitarum.**

Emo Cesarino proponente petitionem Jesuitarum, circa impressionem de novo faciendam cathalogi scriptorum, Sacra Congregatio respondit, obstare decretum Sanctae Inquisitionis, et ideo mandavit de hoc fieri verbum cum SSmo, qui SSmus mandavit, revideri tam impressum quam imprimendum per RR. PP. DD. Ruspigliosum, assessorem sancti Officii et secretarium hujus Sacrae Rituum Congregationis. Die 4 februarii 1640.

1254. **Sanctae Clarae.**

S. D. N. Urbanus VIII benigne inclinatus enixis supplicationibus capituli generalis fratrum minorum nuperrime in Urbe celebrati in conventu S. Mariae de Aracoeli, eximia pietate Emi et Rmi cardinalis Barberini totius ejusdem ordinis protectoris instantissime repetitis pro indicendo omnibus Christi fidelibus officio sanctae Clarae sub ritu duplici in die ejus festo, supplicationem de more examinandam ad Sacram Rituum Congregationem remisit, ibique mature discussa, eadem Sacra Congregatio censuit, si SSmo placuerit, posse concedi ut in die festo dictae S. Clarae liceat omnibus Christifidelibus, tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus ad libitum recitare officium dictae sanctae sub ritu duplici cum oratione et quarta lectione propria insertis in breviario romano, et reliquis aliis de communi virginum juxta rubricas dicti breviarii, et pro majori recitantium

commoditate imprimendi licentiam elargiri. Et de praemissis facta per me secretarium relatione SSmo, Sanctitas Sua sententiam Sacrae Congregationis laudavit, et approbavit. Die 4 februarii 1640.

1255. **Panormitana.**

Referente Emo Caetano petitionem civitatis et cleri Panormitani circa approbationem electionis factae in patronam de B. Virgine sub invocatione *S. Mariae Agonizantium*, Emi Patres unanimiter responderunt negative. Die 10 martii 1640.

1256. **Ragusina.**

Confraternitas sacerdotum S. Petri in Cathedra supplicarunt non consignari decretum jam editum ad favorem capituli metropolitani, attento quod oratores intendunt et instant audiri super eisdem. Et Sacra Congregatio mandavit quod in posterum secretarius hujus Sacrae Congregationis consignet decreta statim atque sunt promulgata a Sacra Congregatione. Et ideo in casu proposito praecepit consignari prius decretum, et postea partem audiri. Die 10 martii 1640.

1257. **Albinganen.**

Sacra Rituum Congregatio respondit, concessa facultate per parochos confraternitatibus laicorum faciendi processiones per limites eorum parochiae, parochos abstinere debere a dictis processionibus, nec eorum cruces esse deferendas. Die 28 aprilis 1640.

1258. **Venetiarum.**

Antonius Pinellus bibliopola Venetiarum supplicavit Sacrae Rituum Congregationi pro licentia imprimendi libellum continentem missas totius anni ad instar illarum quae sunt impressae in libellis officii hebdomadae sanctae. Et Sacra Rituum Congregatio dictum libellum ejusdem jussu recognitum et emendatum, censuit posse concedi ut ubique imprimatur, si SSmo videbitur. Et relatione facta per me secretarium infrascriptum eidem SSmo, Sanctitas Sua annuit. Die 21 augusti 1640.

1259. **Massilien.**

Communitas, et homines terrae Sciottae asserentes habere ecclesiam intra terram sub invocatione B. Mariae Virginis, supplicarunt pro licentia celebrare diem Praesentationis ejusdem B. Virginis tamquam festum titulare; et Sacra Congregatio concessit. Die 6 octobris 1640.

1260. **Xantonen.**

Abbatissa et moniales Sanctae Mariae recitantes officium cum breviario romano supplicarunt pro licentia celebrandi festa Sanctorum ordinis. Et Sacra Congregatio concessit juxta rubricas breviarii romani. Die 6 octobris 1640.

1261. **Redemptionis Captivorum.**

Officium proprium de Nomine B. Virginis Mariae nuncupatum, Sacra Rituum Congregatio ad relationem Emi et Rmi D. cardinalis Caesarini instante fratre Joanne de Annunciatione in Romana curia procuratore generali fratrum discalceatorum ordinis SSmae Trinitatis Redemptionis captivorum congregationis Hispaniarum approbavit, prout in libello in secretaria existente. Die 17 novembris 1640.

1262. **Hispaniarum.**

Religiosi discalceati ordinis SSmae Trinitatis Redemptionis captivorum conventus militiae de Calatrava utentes breviario benedictino reformato, supplicarunt eximi a pensu dicti breviarii, attento quod acceptarunt breviarium romanum. Et Sacra Congregatio censuit concedendum si SSmo placuerit. SSmus annuit. Die 15 decembris 1640.

1263. **Regni Aragoniæ.**

Clerus regni Aragoniae asserens de mandato episcopi usque ab anno 1631 fuisse celebratum festum Sancti Ignatii fundatoris societatis Jesu sub ritu duplici, supplicavit declarari, an episcopus hoc praecipere potuerit et an clerus hoc casu parere teneatur? Et Sacra Congregatio respondit episcopum hoc non potuisse praecipere, et clerum non teneri ad pensum illius officii. Die 15 decembris 1640.

1264. **Aversana.**

Emo Sacchetto referente petitionem episcopi Aversani circa renitentiam quam ostendunt monachi Cassinenses S. Laurentii in accedendo ad processiones quae solent fieri in die festo patroni civitatis prout hactenus accesserunt; Sacra Congregatio respondit monachos Cassinenses monasterii S. Laurentii teneri omnino accedere ad processionem de qua agitur, quibuscumque non obstantibus. Die 12 januarii 1641.

1215. **Taurinen.**

Cum in causa alias introducta in Sacra Rituum Congregatione inter cantorem, et litis consortes ecclesiae Taurinen. canonicos ex una et capitulum ejusdem ecclesiae ex altera partibus super mutatione habitus canonicalis de licentia archiepiscopi facta tempore aestivo, eadem Sacra Congregatio sub die 23 decembris 1634 responderit ex tunc deductis licere canonicis aestivo tempore uti cappa complicata juxta declarationem archiepiscopi. Hujusmodi vero resolutioni dictae Sacrae Congregationis non acquiescentibus supracitatis cantore et litis consortibus, causa per Emum D. cardinalem Caesarinum ex nova commissione SSmi iterum proposita, et mature examinatis quae deducta fuerunt, et specialiter perpensis verbis indulti Sedis Apostolicae alias obtenti super concessione habitus canonicorum dictae ecclesiae; eadem Sacra Congregatio censuit non licuisse archiepiscopo Taurinen. alterare indultum apostolicum pro cujus interpretatione SSmum adiri mandavit. Die 2 martii 1641.

1266. **Xantonen.**

Moniales beatae Mariae Xantonen, narrantes se usque de anno 1640 juxta decretum hujus Sacrae Congregationis 6 octobris editum dimisso breviario monastico benedictino reformato recepisse breviarium romanum, et modo dubitare an hoc legitime ipsae potuerint facere, stante decreto ejusdem Sacrae Congregationis 24 januarii 1615, quo praecipitur militantes sub regula Sancti Benedicti, teneri et obligatos esse uti breviario benedictino reformato, etiamsi per antea usi fuissent breviario romano, supplicarunt denuo pro licentia utendi breviario romano, et celebrandi festa sanctorum ordinis juxta rubricas breviarii romani. Et Sacra Congregatio respondit, licite potuisse de licentia hujus Sacrae Congregationis recipere breviarium romanum de anno 1640, non obstante decreto ejusdem Sacrae Congregationis de anno 1615, et ob id licere eisdem monialibus in posterum, uti breviario romano, ac de sanctis ipsarum ordinis recitare officium juxta rubricas dicti breviarii romani. Die 2 martii 1641.

1267. **Nanneten.**

Eodem Emo Pallotto referente petitionem Petri Gauctier circa licentiam benedicendi indumenta sacerdotalia sine consensu ordinarii; Sacra Congregatio respondit, nonnisi de consensu episcopi. Die 20 aprilis 1641.

1268. **Cassanen.**

Ad relationem Emi Pamphilii circa controversiam inter ecclesiam sanctae Mariae de Gambio, et ecclesiam sancti Leonis, Sacra Congregatio censuit campanas in sabbato sancto non esse prius pulsandas quam post duas horas post ortum solis. Die 11 maii 1641.

1269. **Neapolitana.**

Abbatissa et moniales monasterii sanctae Patritiae civitatis Neapolitanae non acquiescentes resolutioni a Sacra Rituum Congregatione emanatae sub die 28 februarii 1626, immo illam impugnantes, praetendentes reliquiis et statuae S. Patritiae deberi nonum locum in cappella thesauri et praecedentiam tam in processionibus et aliis actibus, quam ubicumque in concursu cum reliquiis et statua B. Andreae Avellini, supplicarunt SSmo denuo audiri, et supplicatione de more transmissa ad dictam Sacram Congregationem, eadem Sacra Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo D. cardinali Pamphilio, partibus pluries in facto et juribus auditis, censuit, si SSmo

placuerit, dictum nonum locum in praedicta cappella thesauri deberi reliquiis, et statuae dictae sanctae Patritiae, easdemque tam in processionibus quam in aliis quibuscumque actibus publicis in quibus reliquias et statuam B. Andreae collocari, exponi, vel deferri permissum sit, praeferendas esse non obstante supradicto decreto, prout praeferri mandavit. Et facta de his per me secretarium relatione SSmo, Sanctitas Sua annuit. Die 8 junii 1641.

1270. **Panormitana.**

Emo de Torres referente instantiam senatus Panormitani circa assertionem repertam in quodam liberculo impresso Florentiae, inscripto: *Compendio della vita e miracoli del B. Andrea Avellino*, nempe civitatem Panormitanam fuisse ope B. Andreae peste liberatam, Sacra Congregatio respondit prout in decreto novissime edito, et impresso, tenoris infrascripti. Exposito Sacrae Rituum Congregationi per supplicem libellum porrectum nomine senatus, populique Panormitani, civitatem Panormitanam lue in ea miserrime grassante, opem B. Andreae Avellini clericorum regularium suppliciter implorasse, ac ejus intercessione liberationem obtinuisse, et propterea senatum, populumque Panormitanum illum solemni voto inter protectores Panormi declarasse et pro gratia recitandi officium et celebrandi missam uti de patrono, humiliter SSmo supplicatum fuit, causaque de mandato SSmi in Sacra Rituum Congregatione discussa; Eadem Sacra Rituum Congregatio petita concessit sub die 2 augusti 1625, cui resolutioni SSmus assensit. Verum quia praefata assertio, quod scilicet civitas praedicta fuerit liberata intercessione dicti B. Andreae erat prorsus erronea, nec vere a senatu populoque Panormitano emanata, ideo decretum, tamquam subreptitie obtentum, impugnatum fuit, et aliud praesentatum sub eadem data, deleta dicta assertione, quod executioni demandatum fuit. Nihilominus cum primum decretum, cum dicta assertione impressum reperiatur, et in dies in historiis recenseatur, et etiam per easdem confirmetur dictam civitatem liberatam fuisse dicti Beati intercessione, prout signanter narratur in liberculo quodam impresso Florentiae de anno 1627, inscripto vulgari sermone: *Compendio della vita e miracoli del B. Andrea Avellino chierico regolare*, fol. 157 et fol. 158. Ideo ne tractu temporis dicta assertio erronea pro veritate habeatur, supplicatum fuit pro parte Emi et Rmi D. archiepiscopi et dicti senatus populique Panormitani, declarari dictam assertionem erroneam, et subreptitie extortam, proinde nullius roboris et momenti, et uti talem non attendendam; omniaque exinde emanata cum dicta assertione esse erronea, nulla, invalida, et de praedicto liberculo, pagina 156 et pag. 158, esse praefatam assertionem omnino delendam. Cui justae petitioni Sacra Rituum Congregatio, proponente Emo et Rmo D. cardinali de Torres, adhaerens, petita concessit, et mandavit dictam assertionem ubique aboleri, et cassari. Et remisit Sacrae Congregationi Indicis librorum, ut liberculum praefatum suspendi placeat, donec et quousque dicta assertio fuerit deleta et cassata; et de supradictis facto per me secretarium infrascriptum verbo cum SSmo, SSmus annuit. Die 5 julii 1641.

1271. **Isernien.**

Sacra Rituum Congregatio respondit functiones omnes in ecclesia monialium sanctae Mariae ordinis sancti Benedicti spectare et pertinere ad proprium cappellanum, seu confessarium monialium privative quoad capitulum cathedralis et alios quoscumque, quibuscumque non obstantibus. Die 6 julii 1641.

1272. **Smirnen.**

Episcopus Smirnen. supplicavit responderi, cuinam debeatur praecedentia, an prius ordinato sacerdoti, an vero alteri post paucos dies pariter ad sacerdotium promoto benemerenti de ecclesia sua, licet prius promotus ad aemulationem potius se promoveri fecerit. Et Sacra Congregatio respondit precedentiam deberi prius ordinato ad sacerdotium. Die 6 julii 1641.

1273. **Sanctae Catharinae Senen.**

Presentata alias per R. P. D. promotorem fidei commissione manu Sanctissimi signata directa huic Sacrae Congregationi super revisione breviarii romani, fuit commissum negotium Emo Cajetano, una cum consultoribus qui superstites sunt in ultima revisione, videlicet, RR. PP. DD. Lanuccio, abbate Hilarione, fratre Luca Wadingo, et Terentio Alciato, qui omnes vocati in hac Congregatione interfuerunt, excepto P. Hilarione podagra detento, et per me moniti pro proxima futura Congregatione ad effectum revidendi lectiones sanctae Catharinae Senensis, ex eo quia ab aliquibus revocatur in dubium, an ipsa sit de familia Benincasia, ex progenie Burghesia, prout etiam an fuerit decorata stigmatibus et quod profecta fuerit in Avenionem. Ideo de ordine SSmi fuit injunctum huic Sacrae Congregationi de perquirenda rei veritate; quae sequendo mentem SSmi censuit scribendum esse archiepiscopo Senarum, ut super praedictis qualitatibus, quidquid habet fideliter significet. Facto verbo de praemissis cum Sanctissimo, Sanctissimus annuit et mandavit mihi secretario ut notificarem Emo Burghesio quod deducat jura sua pro prima proxima Congregatione ad effectum capiendi circa praemissa resolutionem. Die 3 augusti 1641.

1274. **Urbis Deputationis Notarii.**

Cum per mortem Valentini de Valentinis olim unius ex notariis tribunalis Emi et Rmi D. cardinalis Vicarii, et notarii ad acta Sacrae Rituum Congregationis electi; eadem Sacra Rituum Congregatio, stante minori aetate Joannis Garziae ejus filii, deputasset per modum provisionis Serenum in officio ipsius Valentini substitutum, reservatis emolumentis ad favorem ejusdem Joannis Garziae; hodie vero ob recessum praedicti Sereni a dicto officio, Sacra Rituum Congregatio elegit, constituit, ac deputavit per quinquennium in notarium ad acta ipsius Congregationis Joannem Baptistam Marum presbyterum romanum I. U. D. et notarium auctoritate apostolica creatum cum omnibus oneribus, honoribus, et emolumentis ad dictum officium spectantibus, mandando tam dicto Joanni Garziae, quam Sereno, ut omnes et singulas scripturas et acta dicti notariatus Sacrae Congregationis praedicto Joanni Baptistae tradant, et consignent; et eidem Joanni Baptistae ut inserviat per se ipsum et nullo modo per substitutum; et in emolumentis percipiendis servet omnino taxam ab eadem Sacra Congregatione usque de anno 1625 praescriptam, scripturasque omnes diligenter, fideliterque ponat et custodiat in archivio Sacrae Congregationis ad nutum ejusdem Sacrae Congregationis consignandas tam durante dicto quinquennio, quam eo elapso, cui ipsa mandabit. De quibus omnibus supradictis fideliter adimplendis, in manibus secretarii hujus Sacrae Congregationis juramentum pariter praestet; et de praemissis per me secretarium facta relatione SSmo, SSmus annuit. Die 3 augusti 1641.

1275. **Sanctae Catharinae Senensis.**

Emus Cajetanus retulit causam circa lectiones sanctae Catharinae Senensis, in quibus asseritur fuisse ex familia Benincasia, una cum familia Burghesia ex eodem stipite proveniente, et exquisitis votis consultorum, R. P. D. Lanuccius fuit in voto esse delendum de lectionibus quod sit de familia Burghesia. Abbas Hilarion pro dilatione per aliquod tempus, intra quod si non fuerit verificatum esse de familia Burghesia, deleatur. Frater Lucas Wadingus in eodem voto abbatis Hilarionis; P. Terentius Alciatus pro dilatione simpliciter. R. P. D. Cerrus, quod si Emus Burghesius fecerit instantiam pro dilatione, concedatur, eo quia expectat a Senis scripturas. Emi vero omnes censuerunt differendam esse resolutionem usque ad primam Congregationem, et interim notificari Emo Burghesio, ut sua jura deducat. Quibus peractis, Cerrus et alii omnes consultores fuerunt dimissi, et postea actum de sequentibus. Die 7 septembris 1641.

1276. **Calaritana.**

Emo Sacchetto referente controversiam circa processionem sanctae Barbarae inter regulares Augustinianos, et Bombarderios civitatis Calaritanae, Sacra Congregatio censuit processionem sanctae Barbarae in casu proposito spectare ad Bombarderios privative quoad fratres Augustinianos, et ita omnino servari mandavit. Die 7 septembris 1641.

1277. **Salernitana.**

Homines familiae pastorum supplicarunt responderi, an possint prohiberi per parochum, quod non celebrentur missae in quadam ipsorum ecclesia intra fines parocchiae existente, in qua semper de licentia ordinarii fuit celebratum. Et Sacra Congregatio respondit: *Non posse prohiberi*. Die 7 septembris 1641.

1278. **Sanctae Catharinae Senensis.**

Fuit actum ad relationem Emi Cajetani de lectionibus sanctae Catharinae Senensis juxta ordinem in antecedenti Congregatione datum, et propterea fuerunt ad hoc specialiter vocati RR. PP. DD. Lanuccius, Lucas Wadingus, Terentius Alciatus, et abbas Hilarion de ordine Sanctissimi; ex quo sunt ii, qui supersunt ex illis qui interfuerunt revisioni et correctioni ultimae breviarii romani, et exquisitis singulorum votis omnes unanimes fuerunt pro correctione lectionum S. Catharinae Senensis in ea parte in qua dicitur, *ex Benincasia una cum Burghesia familia ex eodem stipite proveniente*. Et licet abbas Hilarion podagra detentus non potuerit intervenire, transmisit nihilominus votum suum, quod fuit uniforme cum aliis supradictis.

Post haec fuerunt exquisita vota singulorum Emorum, qui fere omnes fuerunt in voto pro correctione, ea ratione moti quia similes genealogiae in lectionibus poni non solent, nisi certissimae; et multo magis hic ubi nulla existit probatio, quae ex diligentiis adhibitis et reiteratis haberi non potuit, et fuerunt deductae plures inverisimilitudines potentissimae. Et proinde unanimi voto fuit dictum lectiones esse corrigendas, et ex iis esse delenda haec verba, *ex Benincasia una cum Burghesia familia ex eodem stipite proveniente*, et ordinatum fuit ut in futuris breviarii impressionibus non apponantur. Facto verbo cum SSmo, SSmus annuit, ut latius in decreto impresso. Die 28 septembris 1641.

1279 **S. Catharinae Senensis.**

In vim commissionis SSmi manu signatae, et pro causis ibi expressis fuerunt vocati R. P. D. Lanuccius, et P. Terentius Alciatus, et ad relationem Emi Cajetani Sacra Congregatio declaravit erroneas subreptitie, et obreptitie editas quascumque confirmationes, et decreta super verificatione familiae sanctae Catharinae Senensis, sive sint edita sub nomine Sanctissimi, sive hujus Sacrae Congregationis prout latius in decreto hic inferius adnotato, videlicet.

Sacra Rituum Congregatio diligenter examinatis lectionibus Sanctae Catharinae Senensis, dum nullo modo constaret sibi illam fuisse ex familia Benincasia proveniente ab eodem stipite cum Burghesia, mandavit dicta verba in lectionibus cassari. Verum quia apparebant decreta et confirmationes SSmi ac ejusdem Sacrae Congregationis praedictas lectiones approbantes, relatum fuit ad SSmum, qui declaravit se nunquam perscrutatum ex qua familia dicta Sancta processerit, nullamque de ejus familia relationem habuisse. Et pervolutis actis et scripturis in dicta Sacra Congregatione exhibitis dum praedictae lectiones examinatae fuerunt, et nullis circa familiam inventis documentis eadem Sacra Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo D. cardinali Cajetano, censuit decreta et confirmationes quascumque tam sub nomine SSmi quam dictae Sacrae Congregationis promulgatas, in quibus asseritur Sancta Catharina Senensis ex Benincasia una cum Burghesia familia ex eodem stipite proveniente progenita, fuisse et esse erroneas, subreptitie et obreptitie editas, prout erroneas, subreptitie et obreptitie editas declaravit, si SSmo videbitur. Et facta per me secretarium relatione SSmo, Sanctitas Sua laudavit et approbavit sententiam Sacrae Congregationis, et mandavit desuper expedire breve. Die 11 novembris 1641.

1280. **Religionis Franciscanae.**

Obtento alias a fel. record. Paulo papa V vivae vocis oraculo per cardinalem Arigonum bo. me. franciscanae religionis protectorem, ut religio franciscana singulis sabbatis non impeditis festo novem lectionum licite recitari posset officium Conceptionis Beatae Virginis et missa, quae incipit *Sicut Lilium* etc. sub ritu semiduplici, prout ab illo concessionis tempore usque in presens recitatum est, omisso feriali officio. Sed revocatis postea per SSmum Dominum Nostrum Urbanum papam VIII vivae vocis oraculis, eadem religio supplicavit SSmo pro licentia continuandi non obstante suprascripta revocatione. Et supplicatione per Sanctitatem Suam ad Sacram Rituum Congregationem remissa, Sacra Congregatio censuit si SSmo videbitur posse continuari non obstante praedicta revocatione, exceptis tamen sabbatis quatuor temporum, vigiliarum, adventus, et quadragesimae in quibus officium de feria non omitti mandavit, et SSmus annuit. Die 11 novembris 1641.

1281. **Messanen.**

Archiepiscopus Messanen. asserens in visitatione reperisse in quadam ecclesia parochiali suae dioecesis ab immemorabili observatum reponi Sanctissimum Sacramentum juxta communem usum ecclesiae romanae; idemque servari in quadam ecclesia monialium ejusdem dioecesis, et feria sexta parascevae, rectorem parochialis una cum clero loci coopertum velo nigro accedere ad ecclesiam praedictam monialium, indeque sumpta hostia conservata reverti ad ecclesiam parochialem, in qua suis loco, et tempore sumit ambas hostias, quod cum videatur ipsi archiepiscopo indecens et non conveniens, consuluit hanc Sacram Congregationem an hoc permitti debeat stante quod moniales praedictae instant servari solitum, confirmatum, ut moniales dixerunt, per litteras cardinalis Mercurii archiepiscopi Messanen. Et Sacra Congregatio censuit transmittendas esse literas cardinali Mercurii ad effectum illas inspiciendi. Die 11 novembris 1641.

1282. **Maceraten.**

Canonici cathedralis Maceraten. deferentes ex indulto apostolico cappas ad instar canonicorum S. Petri de Urbe, supplicarunt responderi an eis liceat aestivo tempore, pro rocchetto et cotta, uti cappa sine pellibus. Et Sacra Congregatio respondit, non licere sine expressa licentia Sedis Apostolicae. Die 11 novembris 1641.

1283. **Cataeen.**

In causa Catacen. processionis generalis SSmi Sacramenti inter parochum sancti Silvestri, et archipresbyterum sanctae Barbarae terrae Tabernae praedictae dioecesis, referente Emo Pallotto, utraque parte informante, Sacra Rituum Congregatio censuit dictam processionem post celebratam missam in ecclesia parochiali S. Silvestri, inchoandam esse in eadem ecclesia parochiali sanctae Barbarae; Sanctissimum vero Sacramentum deferendum esse per archipresbyterum, seu curatum pro tempore dictae ecclesiae sanctae Barbarae; ejusdemque ecclesiae baldachinum, quatenus decens et congruum fuerit, adhibendum esse. Die 6 julii 1641. Et cum deinde supplicatum fuerit declarari qua hora inchoanda sit dicta processio, et quot lumina sint apponenda in altari praedictae ecclesiae S. Silvestri, ubi celebratur missa et desumitur Sanctissimum Sacramentum; eadem Sacra Rituum Congregatio respondit processionem esse inchoandam hora competenti et apponendum in altari numerum decentem luminum, quorum multiplicitas prohiberi non possit, et ita in dicta terra Tabernae servari mandavit. Die 11 novembris 1641.

1284. **Londinen.**

Sacra Rituum Congregatio habita notitia nuper de anno 1641 pro catholica fide Londini interfectos fuisse Gulielmum Wardum

sacerdotem saecularem, et Eduardum Barlo ex ordine S. Benedicti, mandavit scribi, prout infra, archiepiscopis Dublinen. et Cameracen. nec non episcopis Audomaren., et Ipren. tamquam vicinis, excitando eorum ordinariam jurisdictionem, non autem auctoritate Sedis Apostolicae, vel ejusdem Sacrae Congregationis ut de morte et causa mortis praedictorum caperent informationem.

Admodum Illmis et Rme D. uti frater. Fertur Londini passos pro fide Gulielmum Wardum sacerdotem secularem, et Eduardum Barlò ex ordine S. Benedicti, idque validis justisque probationibus verificari decet in universalis Ecclesiae Romanae gloriam, et honorem; et quia locus ille caret praesule, tuum erit pluribus justificationibus veritatem prodere, quod summopere exoptatur ea, quae tua propria est, sedulitate et diligentia. Sciat tamen Dominatio tua hoc munus nullo modo tibi a Sacra Rituum Congregatione delatum, sed tuae jurisdictionis, et ordinariae auctoritatis peculiare esse. Amplitudini tuae veram precamur felicitatem. Romae etc. Die 11 novembris 1641.

1285. **SSmi Corporis Christi.**

Pariter actum fuit de lectione quinta in feria sexta Corporis Christi in qua dicitur ab eo tempore fuisse coeptum frequentari hoc sacramentum propter miraculum in dicta lectione expressum, cum verius sit frequentationem tanti sacramenti fuisse coeptam in Coena Domini Nostri Jesu Christi; sed fuit dilata resolutio. Die 7 decembris 1641.

1286. **Provinciae Russiae.**

Frater Felicianus Retenus ordinis sancti Dominici petiit declarari, an delato cadavere ad ecclesias regularium, debeat requiri consensus parochi ad effectum illud tumulandi. Et Sacra Congregatio respondit in casu proposito, concordato parocho posse per regulares cadaver sepulturae tradi absque alio parochi consensu. Die 7 decembris 1641.

1287. **Terracinen.**

Regulares sancti Augustini Rocchae Gurgae asserentes eorum ecclesiam jam consecratam de praesenti reperiri pollutam occasione homicidii in ea commissi, supplicarunt concedi licentiam abbati Camaldulensi illam reconciliandi, stante quod episcopus Terracinen. non bene valet, nec potest se ad locum conferre. Et Sacra Congregatio respondit ecclesiam consecratam non posse nisi per episcopum reconciliari; et ideo committendum esse reconciliationem petitam uni ex episcopis vicinioribus de licentia ordinarii. Die 7 decembris 1641.

1288. **Senarum.**

Procuratores generales ordinum mendicantium supplicarunt declarari ad ipsos spectare in ecclesiis propriis officium facere super cadaveribus, non autem ad curatos, non obstante quacumque contraria consuetudine. Et Sacra Congregatio respondit officium facere supra cadaveribus in ecclesiis regularium spectare ad ipsos regulares non obstante contraria consuetudine. Die 7 decembris 1641.

1289. **Licien.**

Referente Emo Pamphilio controversiam inter dignitates et canonicos ex una, et archidiaconum ex altera cathedralis Licien. circa functiones solemnes exercendas pro episcopo absente vel impedito, Sacra Rituum Congregatio attentis deductis et probatis, partibus in facto et in jure auditis, censuit in proposito casu functiones solemnes episcopales, episcopo absente, vel impedito peragi debere per dignitatem vel canonicum, per turnum hebdomadarium, non obstante decreto jam emanato ad favorem archidiaconi. Et ita in ecclesia Licien. in futurum servari debere mandavit. Die 8 februarii 1642.

1290. **Neapolitana.**

Conquerentibus Clericis Regularibus Theatinis nuncupatis quod moniales sanctae Patritiae civitatis Neapolitanae in exequendo decreto Sacrae Rituum Congregationis facto sub die 8 junii 1641, illius fines excesserint in scribendo sub dictae sanctae Patritiae statua, collocata in cappella thesauri inter patronos dictae civitatis, et imprimendo sub illius imagine impressa haec verba: *Sancta Patritia virgo nona patrona;* cum praetendatur illam electam fuisse undecimo loco in patronam civitatis. Sacra Rituum Congregatio, referente Emo Pamphilio, declaravit, in decreto praedicto non decrevisse Sanctam Patritiam esse nonam patronam, sed decrevisse reliquiis et statuae Sanctae Patritiae deberi nonum locum in dicta cappella thesauri, easdemque tam in processionibus, quam in aliis quibuscumque actibus publicis, in quibus reliquias, et statuam B. Andreae poni vel deferri permissum sit, praeferendas esse, ut plenius in decreto continetur ad quod relatio habeatur, et sic vigore dicti decreti non potuisse nec posse dictam S. Patritiam appellari, inscribi et imprimi nonam patronam. Die 8 februarii 1642.

1291. **Aquilana.**

Sacra Rituum Congregatio juxta alias resoluta respondit non posse prohiberi extra ecclesiam parochialem, celebrationem missarum ante missam parochialem, et ita in casu proposito servari mandavit. Die 22 martii 1642.

1292. **Londini.**

Sacra Rituum Congregatio habita notitia nuper de anno 1642 pro fide catholica interfectos fuisse Londini Riccardum Rainaldum sacerdotem saecularem et P. Albanum Rhò ex ordine S. Benedicti, mandavit scribi archiepiscopo Dublinen. et episcopis Ipren. et Audomaren. prout fuit scriptum occasione mortis Gulielmi Nardi, et Eduardi Barlo fol. 281 mutatis mutandis. Die 22 martii 1642.

1293. **Calaritana.**

Cum in causa Calaritana processionis S. Barbarae inter fratres S. Augustini, et confraternitatem Bombarderiorum contra decretum Sacrae Congregationis factum ad favorem dictae confraternitatis die 7 septembris 1641 de facienda dicta processione privative quoad fratres praedictos, peteretur pro parte eorumdem fratrum remissoria ad probandam consuetudinem ad ipsorum favorem, et absolutio pro fratre Gabriele Truxillo a censuris, ob recursum ad judices laicos in hac causa; eadem Sacra Rituum Congregatio, referente Emo D. cardinali Sacchetto, censuit, remissoriam petitam concedendam esse, firma remanente observantia decreti jam facti. Quo vero ad absolutionem, posse concedi, si SSmo videbitur et SSmus annuit. Die 14 aprilis 1642.

1294. **Mazzarien.**

Sacra Rituum Congregatio censuit protonotarios apostolicos extra numerum creatos, teneri ostendere episcopo loci titulum suae creationis ante assumptionem habitus protonotarii. Die 14 aprilis 1642.

1295. **Narnien.**

Reclamante Petro Antonio Marescotto sacerdote terrae Calvi Narnien. dioecesis contra prohibitionem sibi factam de mandato ordinarii. 1. Celebrandi in aliis ecclesiis, antequam sint celebratae missae in parochialibus loci. 2. Benedicendi comestibilia, mulieres post partum, et domos in sabbato sancto. Sacra Rituum Congregatio. Ad 1. Juxta alias respondit, non posse prohiberi sacerdotes celebrare in aliis ecclesiis, antequam celebrata sit missa in parochiali. Ad 2. Posse sacerdotem facere de licentia parochi benedictiones nec ordinarium eas posse prohibere. Die 14 aprilis 1642.

1296. **Urbis.**

Cum varietas, et multiplicitas decretorum factorum in Sacra Rituum Congregatione super modo procedendi in causis beatificationum, et canonizationum servorum Dei inducerent ambiguitatem, et obscuritatem, ita ut declaratione, explicatione, et conciliatione indigere viderentur SSmus D.N. mandavit ea omnia in Congregatione particulari diligenter examinari cum facultate declarandi, conciliandi, et alia quaecumque ad dictam materiam eidem Congregationi benevisa disponendi, et mandandi.

Et ad supradictum effectum pro dicta Congregatione particulari idem Sanctissimus elegit Emos et Rmos DD. cardinales Sacchettum, Pamphilium, Roccium, et Caesarinum nec non RR. PP. DD. magistrum S. Palatii nunc cardinalem S. Clementis nuncupatum, Sacristam Sanctitatis Suae, et assessorem S. Officii, quos praelatos etiam in consultores deputavit pro omnibus aliis rebus, quae in materia processuum dictarum causarum solent occurrere in Sacra Rituum Congregatione. Ac etiam R. P. D. Cerrum Fidei promotorem et me Julium Cincium Sacrae Rituum Congregationis secretarium.

Habitis igitur super praedictis pluribus Congregationibus in palatio Emi, et Rmi Domini cardinalis Sacchetti a die 3 decembris 1640 semel in hebdomada die jovis post meridiem non impedito, et mature, accurateque omnibus discussis unanimi voto infrascripta decreta emanarunt sub die 12 martii 1642 reservato beneplacito SSmi, quod ex relatione per me secretarium facta, praesente etiam eodem R. P. D. Cerro, accessit ut latius in infrascriptis decretis.

N. B. Decreta habentur apud Benedictum XIV, de beatific. et canoniz. SS. tom. 1. Append.

1297. **Aquilana.**

Episcopus Aquilanus consuluit Sacram Congregationem pro declaratione: An dies festi S. Marci, Silvestri, Martini, Francisci et Sanctorum Innocentium servandi sint uti de praecepto, et quid in illa dioecesi, in qua ab immemorabili tempore ex devotione tantum servantur, praeterquam S. Francisci, qui ab aliquot annis in desuetudinem abiit. Et Sacra Congregatio stante decreto antiquo ejusdem, quod nova festa de praecepto non sint introducenda, et reformatione festorum quae modo jussu S. D. N. Urbani VIII agitatur, nihil censuit hac in re declarandum, sed indicandum episcopo oratori, catalogum festorum, ubique observandorum ex praecepto S. R. Ecclesiae Romae anno 1634 editum, in quo praedicta festa sunt expressa inter observanda ubique ex praecepto ut juxta illius formam procedere possit, quousque aliter fuerit ab Apostolica Sede statutum.

Sed relatione per me facta SSmo D. N., Sanctitas Sua declaravit catalogum praedictum uti editum auctoritate Rmi Vicesgerentis non afficere nisi dioecesim romanam, et mandavit moderno Vicesgerenti, ut mihi secretario communicaret quidquid in congregatione particulari super reformatione festorum factum fuerat, ut per Sacram Congregationem Rituum examinaretur et publicaretur. Die 10 maii 1642.

1298. **Namurcen.**

Moniales Dominae nostrae de Pace ordinis S. Benedicti, quae a tempore fundationis nunquam usae sunt alio breviario, quam romano petierunt declarari utrum debeant, vel possint eo relicto assumere breviarium benedictinum? Et Sacra Congregatio respondit usum et ritum breviarii romani per oratrices retinendum et servandum esse. Die 10 maii 1642.

1299. **Justinopolitana.**

Quaesivit episcopus utrum ipse posset permittere usum almutiae, seu zanfardae archipresbytero, et canonicis respective collegiatae de Pirano, non obstante quod canonici cathedralis illis uterentur. Et Sacra Congregatio respondit non posse, sed adeundum SSmum. Die 10 maii 1642.

1300. **Ortonen.**

Episcopus Ortonensis ordinis minorum conventualium S. Francisci supplicavit pro facultate recitandi officium et missas sanctorum sui ordinis, nec non S. Francisci semel in mense, officium SSmi Corporis Christi qualibet feria quinta, et officium Sanctissimae Conceptionis singulis sabbatis non impeditis. Et Sacra Congregatio respondit, recitanda esse officia, et celebrandas missas suae dioecesis juxta rubricas breviarii et missalis romani; si vero praeter illa voluerit privatim recitare officia et celebrare missas sanctorum sui ordinis, sibi non prohiberi. Die 10 maii 1642.

1301. **Tertii ordinis S. Francisci.**

Frater Felix Gallus tertii ordinis S. Francisci, qui alias ante editam infrascriptam constitutionem promotus fuit ad gradum doctoratus sacrorum canonum servatis servandis, quaesivit: an pro tali sit habendus in praerogativis dicti gradus etiam post editam ejusmodi constitutionem, cujus tenor est. « Chi avrà finito il corso di quattro anni di teologia, difeso due volte, e presentato con la patente del padre Generale, sarà fatto maestro in qualche università, precederà immediatamente tutti quelli, che non saranno maestri anziani a lui, e precederà tutti li padri semplici, quando non siano, o definitori attuali, o siano stati provinciali, o abbiano acquistato un convento alla religione, ma quelli, che si dottoreranno per grazia, o privilegio, e che non avranno fatto queste azioni publiche non vogliono che godino le preeminenze suddette. » Et Sacra Congregatio, proponente Emo Cardinali Montalto, censuit constitutionem praedictam non afficere promotos ad gradum doctoratus ante ejusdem constitutionis editionem. Die 10 maii 1642.

1302. **Savonen.**

Ad preces episcopi Savonensis a Sacra Congregatione Concilii remissas, quaesitum fuit. 1. An permittendum sit regularibus, ut in missa mediae noctis Nativitatis Domini possint communicare mulieres, confessiones earum audire, et conciones habere; an potius sit prohibendum? et Sacra Congregatio quamvis existimaverit id periculosum pro scandalis contingentibus, nihilhominus cum sacramenta hujusmodi possint de sui natura quolibet tempore ministrari, nihil censuit declarandum, sed remittendum ad Sacram Congregationem Regularium, quae scandalis pro contingentia casuum occurrat. 2. An eisdem regularibus permittendum sit secundam et tertiam missam in ipsa nocte celebrare? Et Sacra Congregatio respondit, ut infra sub die 31 maii 1642. Die 10 maii 1642.

1303. **Vencien. in Gallia.**

Vicarius capitularis sede vacante petiit indultum benedicendi ecclesiasticam suppellectilem. Et Sacra Congregatio annuit durante sede vacante, et pro iis rebus tantum, in quibus sacra unctio non adhibetur. Die 10 maii 1642.

1304. **Fesulana.**

Capitulum ecclesiae cathedralis, cui hactenus superpellicei et violacei caputii usum habenti, episcopus inconsulta Sancta Sede rochettum pro canonicis, et mantelletum pro praeposito concesserat, cum dispensatione nihilominus percipiendi quotidianas distributiones, conscientiae stimulis ductum, Sacram Congregationem de hoc monuit, supplicans sibi praescribi quid agendum. Et Sacra Congregatio mandavit acriter reprehendi episcopum quod concesserit ea quae sunt soli Pontifici reservata, et habitum praedictum noviter introductum deponi, quod et statim exequutum fuit prout in regesto litterarum. Die 31 maii 1642.

1305. **Fanen.**

Joannes Bozolanus supplicavit pro facultate solemnizandi festum de sponsalitiis B. Mariae cum missa propria juxta antiquum missale, in quo dicta missa habetur de proprio ad altare ab ipso erectum in ecclesia parochiali, et cum idem festum cadens die 25 novembris impediatur ab illo S. Catharinae, illud transferendi in sequentem, et Sacra Congregatio abnuit. Die 31 maii 1642.

1306. **Parisien.**

Orator regis christianissimi petiit ad supplicationem parochi, et parochianorum ecclesiae quinque plagarum dictae civitatis pro approbatione officii particularis quinque plagarum, sed cum ex decreto Sanctissimi D. N. Urbani VIII 28 martii 1626 nova officia non sint admittenda, et officium praedictum fuerit denegatum congregationi quinque plagarum Urbis sub die 12 septembris 1626, et alia suppetant officia aequipollentia, uti de Passione, de Cruce, et similia; Sacra Congregatio, inhaerendo decretis antiquis de novis officiis non admittendis,

censuit, gratiam petitam alias Congregationi quinque plagarum de Urbe denegatam, oratoribus nullatenus esse concedendam. Quam Sacrae Congregationis sententiam die 20 julii S. D. Noster approbavit, sed inclinavit postea, ut enunciatis omnibus rationibus praedictis arbitrio Nuncii apostolici Parisiensis remittatur, prout in regestro litterarum sub die 5 martii 1644. Die 31 maii 1642.

1307. **Savonen.**

Propositum fuit dubium episcopi Savonensis in praecedenti Congregatione dilatum: An permittendum sit regularibus, ut possint in nocte Nativitatis Domini primam, et secundam, et tertiam missam celebrare? Et S.Congregatio inhaerendo decretis in hoc alias editis, respondit: Non expedire, ut a regularibus hujusmodi ritus introducatur tanquam rubricis missalis, et inveteratae Ecclesiae consuetudini contrarius, ideoque illum in casu proposito non esse permittendum. Die 31 maii 1642.

1308. **Caesaraugustana.**

Archiepiscopus sollicitatus a civitate ad contrahendum numerum excessivum festorum, eo quod illorum observantia ob multiplicationem vilescat, atque depereat, dum plerique missae non intersunt, et non vacant a laboribus, supplicavit pro facultate eadem festa, quarum exhibuit cathalogum, vel contrahendi, vel transferendi. Et Sacra Congregatio respondit expectandam esse constitutionem generalem a SSmo D. N. super hoc edendam, qua sub examine Sacrae Congregationis versatur. Die 28 junii 1642.

1309. **Galliarum.**

Sacerdotes inservientes monialibus tertii ordinis S. Francisci per Galliam constitutis, quae utuntur breviario romano et subsunt episcopis, supplicarunt pro facultate recitandi non solum missas, sed etiam officia sanctorum particularium dicti ordinis pro tempore, quo illis inserviunt, et sic obligationi horarum canonicarum illis diebus satisfaciendi. Et Sacra Congregatio benigne impertita est oratoribus facultatem celebrandi missas tantum sanctorum particularium ordinis S.Francisci quae a Sede Apostolica monialibus ejusdem ordinis permittuntur durante tempore, quo ipsi ecclesiarum servitio erunt deputati, ita tamen, ut in diebus propriis dictorum sanctorum tantum et juxta rubricas breviarii ac missalis romani celebrentur. Die 28 junii 1642.

1310. **Galliarum.**

Fratres Recollecti S.Francisci supplicarunt pro facultate recitandi officia sanctorum et sanctarum, quae fiunt a secundo et tertio ordine S. Francisci, nec non S. Clarae Bononien, et B. Clarae de Monte Falco, qui sunt descripti in martyrologio romano et pertinent ad primum vel tertium ordinem S. Francisci. Et Sacra Congregatio abnuit. Die 28 junii 1642.

1311. **Lauden.**

Parochus sanctorum Naboris et Felicis intra cujus limites de consensu antecessorum erecta fuit ecclesia SS. Gervasii et Protasii, praetendens sacra in die festo eorumdem sanctorum in dicta ecclesia Sanctorum Gervasii et Protasii celebrare, supplicavit declarari an ad ipsum, vel ad rectorem dictae ecclesiae id spectet? Et Sacra Congregatio, proponente Emo et Rmo D. cardinali S. Caeciliae, respondit, attento consensu parochi in fundatione dictae ecclesiae SS. Gervasii et Protasii non licere ipsi parocho ecclesiasticas functiones praedictas in eadem exercere. Die 28 junii 1642.

1312. **Mediolanen.**

Societas agonizantium petiit approbationem orationis propriae recitandae in ejus ecclesia post litanias B. Mariae; et Sacra Congregatio abnuit. Die 28 junii 1642.

1313. **Nullius Provinciae Baren.**

Clerus ecclesiae collegiatae de Altamura petiit facultatem signandi populum per duos dies in hebdomada manna erumpente e corpore S. Nicolai. Et Sacra Congregatio ob suspicionem avaritiae et quaestus abnuit. Die 28 junii 1642.

1314. **Ugentina.**

Episcopus, qui alias ob contumacem baldachini erectionem in ecclesia matrice dicti oppidi principem Prepicii excommunicavit, reservata Summo Pontifici absolutione, nunc parito judicio ecclesiae per dictum principem supplicavit pro facultate illum absolvendi. Et Sacra Congregatio censuit, constito de satisfactione, si S. D. N. placuerit, gratiam esse concedendam. Et SSmus annuit, prout latius in regesto litterarum. Die 28 junii 1642.

1315. **Fulginaten.**

Capitulum ecclesiae cathedralis, cui nuper praesentatum fuit monitorium Auditoris Camerae ad instantiam fratrum S. Dominici pro observatione praetensae consuetudinis transeundi in processionibus publicis per ecclesiam dictorum fratrum, supplicavit declarari idem monitorium non afficere quominus capitulum, et clerus secularis in hoc sua libertate utantur. Et Sacra Congregatio juxta alias decreta respondit, ad episcopum cum capituli consilio pertinere publicas processiones indicere, et praescribere quo et qua sint dirigendae, et deducendae contraria consuetudine non obstante. Die 19 julii 1642.

1316. **Hungariae.**

Ordo S. Dominici regni Hungariae petiit sibi permitti continuationem recitationis officii servae Dei Margaritae reginae, beatae nuncupatae monialis ejusdem ordinis, quod ab antiquissimo tempore, usque ad annum 1615 quo catholici e regno exulare coacti sunt, consueverunt celebrare, quamvis putarent id sibi licere ex rubricis breviarii concedentibus celebrari officia, quae apud quasdam ecclesias ab antiquo tempore consueverunt solemniter celebrari. Et Sacra Congregatio cum ageretur de Beata non canonizata et de usu antiquissimo noluit dictam recitationem nec approbare nec reprobare. Die 19 julii 1642.

1317. **Notarii Sacrae Congregationis.**

Propositum fuit per me secretarium quod etiamsi usque de anno 1626 per Sacram Congregationem certa forma, et taxa praefinita fuerit observanda notario pro tempore deputato, cum mandato ut imprimeretur et affigeretur, nihilominus nunquam fuerit exequutioni demandatum, ideoque officium notarii magna egere reformatione, et eam necessariam esse agnoscens, Sacra Congregatio deputavit Emum D. cardinalem Sacchettum antiquiorem praesentem, qui una cum R. P. D. protonotario et fidei promotore juxta ejusdem secretarii directionem reformationi officii notariatus incumbat, et a SSmo necessariam, si opus est facultatem impetret, etiam manu regia procedendi, quam SSmus benigne, ut infra, impartitus est. Die 19 julii 1642.

1318. **Pragen.**

Officiis, et missis propriis ecclesiae Pragensis approbatis, quorum exemplum extat in archivio Vaticano, a Sacra Congregatione hoc decretum appositum fuit. Sacra Rituum Congregatio, officia et missas proprias sanctorum Pragensis ecclesiae ab Emo et Rmo D. Ernesto tit. S. Mariae in Thermis S. R. E. D. cardinali de Harrach nuncupato archiepiscopo Pragensi propositas, et de mandato ejusdem Sacrae Congregationis ab Emis et Rmis DD. Julio, tit. S. Susannae, Sacchetto, Joanne Baptista tit. S. Eusebii Pamphilio, nec non bo: me: Aloysio tit. S. Pudentianae Caetano, presbyteris cardinalibus examinatas, atque recognitas approbavit, et per universam ecclesiam Pragensem, quam quondam iidem, inclitis meritis et glorioso sanguine illustrarunt, libere, et licite recitari posse concessit, atque etiam imprimi ad majorem Dei, et Bohemicae nationis gloriam permisit. Die 19 julii 1642.

1319. **Remen.**

Abbatissa S. Petri Remen. ad intercessionem serenissimae ducissae de Guisa praesentis in Urbe, petiit officium sanctorum Bonae et Dodae primarum ejusdem monasterii abbatissarum, olim, ut asserunt, canonizatarum, et in martyrologio descriptarum, quod ex apostolica concessione, ut pariter asseritur, in

die festo earumdem ibidem recitatur, ad singulas secundas ferias extendi, attento quod ipsarum corpora in eadem ecclesia requiescant. Et Sacra Congregatio abnuit. Die 19 julii 1642.

1320. **Reformationis festorum.**

Proposita fuit de ordine Sanctissimi, et examinata bulla a congregatione particulari praelatorum compilata super reformatione festorum tenoris sequentis.

Ad perpetuam rei memoriam. — Quanta malignatus sit inimicus in sancto quotidie dolentes experimur, dum iniqua sua molimina divinis operibus intexere, et quae ad animarum salutem pie sunt instituta, in earum perniciem impie studet immutare. Festorum solemnitates dominicis legibus et ecclesiasticis ideo sunt indictae praeceptis, ut a servilibus feriantes pietati fideles incumbant, et a forensi strepitu declinantes, tranquillius negocium agant animarum. Sed multorum incalescente devotione adeo multiplicati sunt dies festivi, ut aliorum frigescente pietate haberi coeperint contemptui, et quae feriationi deputata sunt spiritus, corpus oneri esse sentiantur. Unde passim absque delectu tam recentes, quam vetusti feriarum dies prorsus negliguntur, tum quia partim assiduitate viluerunt, tum quia pauperes sibi valde dispendiosos esse conqueruntur. Ita porro fit, ut quae ad divinum cultum, et animarum salutem sunt primitus instituta, temporis decursu inimicus homo corruperit in magnam Dei offensionem et gravem animarum jacturum. His itaque malis ex apostolici muneris debito, Nos obviare volentes, utque divino cultui majori reverentia fideles intendant, et dies festivos religiosius observent, atque aliquid detur necessitati egenorum, et pauperes artifices facilius habeant unde penuriosam alant familiam, motu proprio, et ex certa scientia, nec non de apostolicae potestatis plenitudine, nonnullorum praedecessorum nostrorum, et conciliorum vestigiis inhaerentes, festorum numerum duximus contrahendum, eosque dumtaxat dies sacris feriis deputandos, quos veneranda sacravit antiquitas, universalis Ecclesiae probavit consuetudo, et omnium gentium unanimis coluit reverentia. Habito proinde doctorum et piorum virorum, quos ad haec specialiter deputavimus maturo consilio, hac nostra perpetuo valitura constitutione infrascriptos tantum dies, nempe, Dominicarum totius anni, Nativitatis D. N. Jesu Christi, Circumcisionis, Epiphaniae, Resurrectionis cum duabus sequentibus feriis, Ascensionis, Corporis Christi, Pentecostes cum duabus sequentibus feriis, nec non Purificationis, Annunciationis, Assumptionis, et Nativitatis B. Mariae Virginis. Item Nativitatis S. Joannis Baptistae, Natalium Sanctorum Petri et Pauli, S. Andreae, S. Jacobi, S. Joannis, S. Thomae, Sanctorum Philippi et Jacobi, S. Bartholomaei, S. Matthaei, Sanctorum Simonis et Judae, et S. Matthiae Christi Domini Apostolorum, S. Stephani protomartyris, S. Laurentii martyris, Dedicationis S. Michaelis, et Commemorationis omnium Sanctorum, atque etiam unius principalioris patroni in quocumque regno sive provincia, ac alterius in quacumque civitate, oppido vel terra, ubi hos patronos haberi aut coli contigerit, sub praecepto omnibus Christifidelibus in toto terrarum orbe constitutis festive observari praecipimus et mandamus. Ad reliquorum vero, quos hactenus sive in universa Ecclesia, sive in quavis natione, aut regno, provincia, dioecesi, aut loco, quomodocumque, sive ex praecepto, sive ex consuetudine, sive ex devotione Christifideles tamquam festivos celebrabant, dierum observantiam minime teneri, aut a locorum ordinariis ad eorumdem observantiam constringi posse, auctoritate apostolica praesentium tenore perpetuo decernimus, et declaramus. Volumus autem, et ordinamus, ut in iis diebus quos pro festivis haec usque observabant, omnes, si commode possint, super quo illorum tantum conscientias oneramus, intersint missae sacrificio praeter pauperes, et colonos, qui ad pensum diurnum conducuntur, vel qui aliunde non habent unde pauperem vitam transigant, aut familiam substentent. Ne vero dies festivos, quos adeo justis de causis contrahimus a locorum ordinariis nimia eorumdem facilitate aut populorum importunitate deinceps multiplicari contingat, omnem potestatem, festa quaecumque sub praecepto indicendi Nobis, et Apostolicae Sedi in posterum reservamus. Porro si in aliquo ex supra nominatis diebus oporteat facultatem concedere alia servilia opera, praeter ea quae usu sunt introducta, et quae ad victum dictim sunt necessaria, exercendi, sub interminatione gravis poenae nostro successorumque nostrorum arbitrio infligendae gratis, libere et absque ullo pretio praecipimus concedi. Non intendimus autem per hanc nostram constitutionem dies feriatos in aliquo immutare circa actus, modos, aut formas judicialiter agendi, quos ad hanc effectum tantum relinquimus in iis statu, et terminis, in quibus erant ante editam praesentem constitutionem. Mandantes propterea in virtute sanctae obedientiae et sub indignationis etc.

Et S. Congregatio deputavit tres ex Eminentissimis cardinalibus antiquioribus, videlicet, Sacchettum, S. Caeciliae, et Pamphilium, qui SSmo D. N. in consistorio secreto sententiam Sacrae Congregationis aperiant.

Visum est enim eidem Sacrae Congregationi non expedire ut bulla aliqua edatur circa hanc materiam tamquam antiquissimam, et ad exequendum difficilem, et omnia personarum genera respicientem; sed si SSmo placeat omnino ad dictam editionem devenire, quatuor considerata sunt corrigenda.

1. Non esse adimendam episcopis facultatem nova festa indicendi, utpote quam ipsis S. Concilium Tridentinum praeservavit.

2. Non esse imponendum onus et obligationem de praecepto ad audiendam missam in illis festis, quae declarantur esse ex devotione, et non de praecepto.

3. Non esse auferenda festa in corpore juris clausa, scilicet, Sanctissimae Trinitatis, Inventionis S. Crucis, Sanctorum Innocentium, et S. Silvestri.

4. De patronis exprimendum esse antiquiorem, quando omnes sunt principales.

Praeterea considerarunt loco verbi, *Commemorationis omnium sanctorum*, ponendum esse, *Solemnitatis omnium sanctorum;* specificandum esse festum sanctissimae Trinitatis etiamsi cadat sub Dominicis, et post illam ponendum esse immediate Corpus Domini juxta ordinem breviarii romani; et quod de festis ex voto nihil decernatur, sed relinquatur in dispositione juris communis.

Sed cum SSmus D. N. inclinaret, ut aliqua omnino ratione iniretur abusibus, qui in hoc irrepserunt, et per me secretarium Sacrae Congregationi propositae fuerint plures instantiae episcoporum per Germaniam, Galliam, Hispaniam et Italiam constitutorum, qui certam aliquam legem super observatione festorum exposcebant, in eo conventum est, ut declaratio aliqua generalis edatur, qua populo christiano certo constet quaenam festa sint de praecepto, et quae ex devotione, injungendo quoad prima observantiam, quo vero ad secunda relinquendo fidelibus liberum arbitrium absque aliqua obligatione, ita ut hujusmodi declaratione per modum bullae generalis edita, juxta illam possint episcopi in singulis dioecesibus procedere, sive sequendo illam in toto, sive in parte, prout consuetudo regionis, et pauperum exigentia, et privatae cujuscumque rationes tulerint. Die 19 julii 1642.

1321. **Urbis. Cappellae Pontificiae.**

Quaesitum fuit per memoriale a SSmo remissum: Utrum subdiaconis apostolicis in cappella pontificia ministrantibus tam praesentibus quam futuris, qui in sacris non sunt constituti, liceat deferre tunicellam extra ministerium missae, posito quod in dicto collegio aliqui tolerentur in sacro ordine non constituti? Et Sacra Congregatio animadvertens praesentibus esse jus quaesitum, utpote quibus in provisione subdiaconatus non fuit appositum decretum de suscipiendis ordinibus, et non repugnare ut tunicella deferatur a non habente ordinem, ut et

servantur in cardinalibus principibus, quorum aliqui sine ordine ministrantes post cardinalatum matrimonium contraxerunt, attenta etiam consuetudine aliqualiter tolerata saltem ad effectum quaerendi jus illis qui hujusmodi officia titulo oneroso acquisiverunt; proponente Emo D. cardinali Caesarino, censuit, in casu proposito subdiaconis praesentibus non posse prohiberi delationem tunicellae, dempto tamen manipulo, sed supplicandum SSmo D. N. ut si Sanctitati Suae placuerit, mandet deinceps dicta officia non conferri nisi cum decreto de se promovendo ad sacrum subdiaconatus ordinem intra certa tempora. Die 19 julii 1642.

1322. **Urbanien.**

Alias emanato decreto Emi et Rmi D. cardinalis Barberini tamquam legati status Urbini, quod processioni Sanctissimi Corporis Christi magistratus Urbaniae omnino interveniat, hastasque baldachini extra portam cathedralis sumat, et postquam eas dimiserit, antecedat cum intortitiis in manibus, in loco per Caeremoniale assignato, et Rmus episcopus contra obedientes ad poenas et censuras arbitrarias et comminatas procedat. Cum postea dictus magistratus Urbaniae huic S. Congregationi exposuisset aliter ante hac solitum fuisse. Et Sacra Congregatio sub die 19 julii 1642, proponente Emo D. cardinali Montalto mandasset pro tunc servari solitum, episcopus vero deinde docuerit de nullo solito constare propter recentem illius sedis erectionem, et ultimum statum post erectionem episcopatus fuisse, prout supra expressum est. Sacra Congregatio eodem Emo D. cardinali Montalto proponente, mandavit, servari decretum Emi D. cardinalis Barberini Legati tamquam Caeremoniali apprime consentaneum. Die 16 augusti 1642.

1323. **Baren.**

Communitas Acquavivae supplicavit pro translatione vigiliae S. Matthaei in diem praecedentem, eo quod ipsa die vigiliae cadat festum S. Eustachii patroni; et Sacra Congregatio censuit non esse concedendum, quia non subest causa; nam licet id fuerit concessum a SSmo per breve sub datum 24 septembris 1638 pro vigilia S. Joannis Baptistae contingente in die Corporis Christi, nihilominus id fuit factum ex quo solemnitas Corporis Christi est festivitas universalis et ex principalibus anni, quo jure non debent omnes censeri; jussit tamen nihil responderi, nec aliquod desuper edi decretum. Die 16 augusti 1642.

1324. **Lingonen.**

Collegiata insignis et regia Divionensis in Burgundia ob peculiare et extraordinarium miraculum SSmi Corporis Christi per hostiam sanguine conspersam quae ibidem jugiter veneratur, supplicavit pro indulto celebrandi officium de Sanctissimo Sacramento qualibet feria quinta non impedita. Et Sacra Congregatio abnuit, eo quod asseratur denegatum in hismet terminis ecclesiae cathedrali Urbevetanae, ubi simile miraculum solemnius apparet, ex quo causa institutionis ipsiusmet solemnitatis Corporis Christi emanavit. Die 16 augusti 1642.

1325. **Reformationis festorum.**

Post relationem SSmo factam in consistorio secreto a tribus antiquioribus per Sacram Congregationem deputatis de sententia ejusdem Sacrae Congregationis circa constitutionem edendam super reformatione festorum, res iterum fuit proposita, et aliquibus ex Emis Patribus eidem editioni repugnantibus, in eo conventum est, ut si omnino SSmo placuerit illam edi, tria de proposita alias formula corrigantur.

1. Quod non adimatur episcopis facultas indicendi festa de praecepto utpote quam sacri canones, et novissime Sacrum Concilium Tridentinum illis praeservavit, sed solum per modum admonitionis coerceantur, ne nova festa de praecepto inconsulta Sede Apostolica indicant.

2. Quod festis de praecepto servandis addantur tria, videlicet, Inventionis S. Crucis propter specialem adorationem, nec non Sanctorum Innocentium, et S. Silvestri, eo quia sint in corpore juris clausa, in cap. *Conquestus*, de feriis. Aliqui proposuerunt etiam de S. Martino, sed non placuit majori parti; et aliqui de Sanctis Joseph et Anna ob praestantiorem illorum qualitatem, et ob recentissimas constitutiones sa: me: Gregorii XV super illorum observantia de praecepto, quod relictum fuit arbitrio S. D. Nostri.

3. Quod in festis quae remanebunt non de praecepto, liberum arbitrium omnibus relinquatur, nec addatur obligatio audiendi missam sub peccato mortali, et praeterea praeponatur novum exordium cum causis impulsivis gravioribus ad comprobandam mentem Sanctitatis Suae, et sic de mandato ejusdem Sacrae Congregationis fuit per me secretarium, mutato titulo *reformationis*, in *observationis* compilata alia formula ad mentem ejusdem, tenoris sequentis, proponenda SSmo D. N. et ab eodem approbanda.

Formula constitutionis edendae super observatione festorum ad mentem Sacrae Congregationis Rituum correcta a Secretario.

Urbanus Papa VIII. Ad perpetuam rei memoriam. Universa per orbem novit Ecclesia ad Romani Pontificis supremam pertinere sollicitudinem dominicum gregem, ita ad aeternam salutem dirigere et apostolica sic explicare praecepta, ut fidelibus in viam mandatorum currentibus peccandi materia quantum fieri potest, subtrahatur, quatenus jugum Domini suave sentientes, promissum sibi a constitutione mundi regnum facilius consequantur. Plurium siquidem Ven: fratrum nostrorum archiepiscoporum, et episcoporum per varias regiones contitutorum relatio ad nos pervenit, festorum multitudinem per singulas eorum dioeceses, atque provincias adeo crevisse, devotione, atque consuetudine nova in dies introducente, ut jam incertum sit, quaenam ex praecepto, quaeve ex libera cujusque voluntate sint servanda, recentioribus antiquiorum cultum detrahentibus, et pietatis fervore ob nimiam eorumdem numerositatem tepescente, quinimo, et clamor pauperum frequens ascendit ad Nos eamdem multitudinem ob quotidiani victus laboribus suis comparandi necessitatem sibi valde dispendiosam conquerentium, et tanta denique constat malignatum inimicum in sancto, ut ipsa multitudine non ad aedificationem, et ad laudandum in ecclesiis Deum, sed ad vitiosa damnanda vanitatis otia saepe saepius populi abutantur, rerum magistra experientia docente magno cum animi nostri moerore didicerimus, ita ut quae ad glorificandum divinum nomen sunt primitus instituta, temporis decursu inimicus homo corruperit et in magnum illius offensionem, gravemque jacturam converterit animarum. Quamobrem dicti Venerabiles fratres archiepiscopi et episcopi Nobis fecerunt humiliter supplicari, ut tantis incommodis rationem aliquam de apostolicae potestatis plenitudine congruam iniremus. Nos itaque volentes his malis ex debito pastoralis officii occurrere, et sanctificationis festorum certum deinceps firmare praeceptum, antiquam Ecclesiae consuetudinem sectantes, habitis prius frequentibus doctorum et piorum virorum, quos ad haec specialiter deputavimus consultationibus, ut rei videtur gravitas postulare, hac perpetuo valitura constitutione, audito etiam desuper voto Ven. fratrum nostrorum Sanctae Romanae Ecclesiae cardinalium sacris ritibus praepositorum decernimus, et declaramus infrascriptos dumtaxat dies pro festis ex praecepto colendos esse, quos nempe veneranda sacravit antiquitas, universalis Ecclesiae probavit consuetudo et omnium gentium unanimis semper venerata est reverentia: Dominicos scilicet dies totius anni, Nativitatis D. N. Jesu Christi, Circumcisionis, Epiphaniae, Resurrectionis D. N. cum duabus sequentibus feriis, Ascensionis, Pentecostes cum duabus pariter sequentibus feriis, Corporis Christi, et Inventionis S. Crucis, nec non Purificationis, Annunciationis, Assumptionis, et Nativitatis Deiparae Virginis, et Dedicationis S. Michaelis Archangeli, praeterea Nativitatis S. Joannis Baptistae, nec non Natalitia sanctorum Petri et Pauli, S. Andreae, S. Jacobi, S. Joannis, S. Tho-

mae, Sanctorum Philippi et Jacobi, S. Bartholomaei, S. Matthei, Sanctorum Simonis et Judae et S. Matthiae Christi Domini Apostolorum et S. Stephani protomartyris, Sanctorum Innocentium, S. Laurentii martyris, S. Silvestri papae et confessoris, et solemnitatis omnium sanctorum, atque unius ex principalioribus patronis in quocumque regno, sive provincia, ac alterius pariter principalioris in quacumque civitate, oppido, vel pago, ubi hos patronos haberi, et venerari contigerit. Ad reliquorum vero dierum observantiam, quos hactenus sive in universa Ecclesia, sive in quavis natione, aut loco quomodocumque, sive ex praecepto, sive ex devotione, sive ex consuetudine Christifideles tamquam festivos celebrarunt, nequaquam ex praecepto teneri, et propterea ad eos tamquam de praecepto observandos nequaquam esse adstringendos, sed liberum unicuique relinqui servilibus vacare operibus auctoritate apostolica tenore praesentium perpetuo decernimus et declaramus.

Ne vero eosdem dies festos, quos adeo justis de causis de praecepto non esse declaravimus, a locorum ordinariis aliquorum facilitate, aut populorum importunitate deinceps iterum multiplicari contingat, eosdem ordinarios in Domino monemus, ut ad ecclesiasticam ubique servandam aequalitatem huic nostrae constitutioni sese ubique terrarum conformare eatenus studeant, ut nulla futuris temporibus festa de praecepto sibi indicenda proponant, Apostolica Sede inconsulta. Ut vero ea, quae superius expressa sunt ferventiori qua decet veneratione, ac devotione colantur, antiquas poenas contra eos ordinarios innovamus, qui in concedendis licentiis laborandi diebus festis modum excesserint a sacris canonibus praefinitum sub interminatione eisdem gravioris poenae Nostro, successorumque Nostrorum arbitrio infligendae, si aliter quam gratis, libere, et sine ullo prorsus pretio aut pacto licentias hujusmodi concedere praesumpserint. Non intendimus tamen per hanc nostram constitutionem dies feriatos circa judicialia in aliquo immutare, quos ad hunc effectum relinquimus in iisdem statu et terminis, in quibus erant ante illius promulgationem. Mandantes propterea etc. non obstantibus etc. Datum etc.

1326. **Sacrae Congregationis de Propaganda Fide.**

Sacra Congregatio de Propaganda Fide petiit per Sacram Congregationem approbari et mandari imprimi quatuor orationes pro missis defunctorum in anniversariis cardinalium et benefactorum dictae Congregationis celebrandis, in quibus adduntur haec verba: *Famulorum tuorum S. R. Ecclesiae cardinalium et aliorum benefactorum*, eo quod in missali non reperiatur aliqua oratio, quae unica comprehendat utrosque tam cardinales quam benefactores. Et Sacra Congregatio orationes praemissas examinavit, et si SSmo D. Nostro placuerit, approbandas et imprimendas esse censuit. Die 16 augusti 1642.

1327. **De Constitutione pro Observantia festorum.**

Die 10 septembris 1642. Habita fuit Congregatio particularis in palatio Emi, et Rmi D. cardinalis Sacchetti hora 20 cum interventu Emorum cardinalium S. Caeciliae, et Pamphilii in qua examinata fuit bulla edenda a SSmo D. Nostro super observatione festorum reformata ad mentem Sacrae Congregationis Rituum, et resolutio remissa ad proximam congregationem plenam.

1328. **Notariatus.**

Eadem die habita fuit visitatio officii notariatus Sacrae Congregationis, quod in praesens gerit D. Julius Marus cum interventu R. P. D. Protonotarii et D. Promotoris fidei, in qua tradita et publicata est tabella continens ordines et taxam ab ipso servandam, tam in causis canonizationum Sanctorum, quam in causis Sacrorum Rituum de ordine Sacrae Congregationis impressa et per ipsum affigenda tenoris ut infra.

Insuper mandatum, ut producantur singulae citationes, quod idem notarius adsit prae foribus, quando habentur congregationes causarum sanctorum, quod reassumantur causae pertinentes ad Sacram Congregationem quae pendent coram A. C. vel aliis judicibus, ut factum fuit in una *Asten. funeralium* et aliis, et tandem per me consignata sunt eidem notario Julio Maro omnia documenta et scripturae Sacrae Congregationis recuperatae a D. Sereno de Serenis ejus antecessore in officio et repositae in archivio Vaticano Sacrae Congregationis aliaeque conquisitae, quae passim per multa loca Urbis dispersae latitabant.

1329. **De festorum observatione.**

Hac eadem die (13 septembris 1642) antequam congregarentur DD. Consultores recitata fuit formula constitutionis edendae super observatione festorum in praecedente Congregatione particulari reformata. Et Sacra Congregatio aliquibus demptis unanimiter approbavit et mandavit mitti per manus pro finali expeditione et concordata fuit ut infra in impressione. Tum pro opportunitate proposita fuit coram SSmo pro expeditione publicanda. Et deinde correcta constitutio praedicta et recognita, me legente, a SSmo D. N. et ejus jussu tradita fuit Rmo Datario cum decreto Sacrae Congregationis pro expeditione Minutae et Bullae sub plumbo, quae deinde in archivio castri S. Angeli fuit collocata.

1330. **De Martyrio.**

Disputatum fuit in genere pro causis martyrum quae solent in Sacra Congregatione examinari, utrum pro declarando martyre a Sede Apostolica requirenda sint miracula, et aliqui scilicet P. Lucas, P. Alciatus, licet hic ambigue, Rmi Albicius, Ghislerius, Dunozet, et Homodeus fuerunt in voto, quod non sint requirenda, ex eo quod martyrium ad instar baptismi operetur in instanti remissionem peccatorum, et conferat gratiam, et ex eo quod innumerabiles martyres colantur in Ecclesia, de quorum miraculis non constat, nec Ecclesia de illis mentionem facit. Alii fuerunt in voto, quod requirantur, scilicet Rmus Oregius, Sacrista, magister Sacri Palatii. episcopus civitatis Plebis, promotor fidei, si non constet de actu interno, et ego, ex eo quod ad consummandum martyrium requiratur voluntas probata patiendi pro fide, vel justitia, et permansio in charitate usque in finem, quae veritas cum resideat in corde, cujus tantum Deus scrutator est et pendeat ab actu interno finali, non potest probari, nisi per signum a Deo, quod est miraculum, sive mirabile; sed videbantur concordari istae opiniones ex suppositione, quod nimirum dato vero martyrio, miracula non sint necessaria; ad hoc vero, ut in individuo hoc et hoc martyrium probetur verum, miracula requirenda esse. Die 13 septembris 1642.

1331. **Salernitana.**

Quaesitum fuit, an protonotarius si sit prima dignitas possit in choro deferre rocchettum cum mantelletto, si vero non sit prima dignitas sedere debeat in suo stallo cum habitu canonicali. Et Sacra Congregatio respondit posse ad libitum deferre rocchettum cum mantelletto, sed dum hujusmodi habitum gestat, de distributionibus quotidianis non participare. Ad secundum, sedere debere in suo stallo cum habitu canonicali. Die 13 septembris 1642.

1332. **Urbis.**

Fratres carmelitani discalceati Beatae Mariae de Victoria petierunt facultatem, ut in eorum ecclesia ab omnibus celebrari possit missa solemnis B. Mariae sub ritu duplici die octava solemnitatis omnium sanctorum, quo cadit anniversaria memoria victoriae Pragensis ejus miraculosae Imaginis intercessione obtentae. Et Sacra Congregatio, attentis narratis, censuit gratiam petitam oratoribus esse concedendam post tamen missam conventualem, vel illam, quae forsan vice conventualis ex regulis eorum a Sede apostolica approbatis consuevit celebrari, dummodo in reliquis serventur rubricae missalis et breviarii romani. Die 13 septembris 1642.

1333. **De appellationibus non admittendis in causis Sacrae Congregationis.**

Die 27 novembris 1642, proposita, me secretario praesente, in Signatura Justitiae per R. P. D. Pirovanum causa *Balneoregien. Almutiarum*, in qua archidiaconus et canonici petebant committi causam appellationis ab executorialibus relaxatis a R. P. D. A. C. Cabaletto pro observantia decreti S. Congregationis sub die 31 maii 1642 emanati contra praedictos archidiaconum et canonicos, et multis adnitentibus admittendam esse appellationem, eadem, post diuturnam disputationem quod A. C. in hac parte sit merus executor, et partes judicis non assumat, nec assumere possit, nihil rescribi mandavit, sed remittendam censuit ad Sacram Congregationem; quod, ut prosequentibus casibus exemplo sit pariter, et stylo, hic adnotatum volui. Die 22 novembris 1642.

1334. **Dubium.**

Quaesitum fuit: An sustineatur pactum a diacono prius ordinato initum cum aliis diaconis posterius ordinatis, ut quamvis isti diaconi prius ad presbyteratum ascendant, praecedentia nihilominus ipsi debeatur, ubi primum et ipse ad presbyteratum fuerit promotus. Et Sacra Congregatio, proponente Emo et Rmo D. cardinali Caesarino, respondit in casu proposito pactum hujusmodi sustineri. Die 17 decembris 1642.

1335. **Venetiarum.**

Canonici regulares S. Spiritus militantes sub regula S. Augustini petierunt confirmari decretum in eorum capitulo generali factum, mutandi biretum album quo hactenus usi sunt, in nigrum, ut alias Sacra Congregatio concessit canonicis S. Salvatoris sub die 26 septembris 1620. Et Sacra Congregatio censuit quidem posse concedi, sed respondit agendum esse cum SSmo. Die vero 10 januarii 1643 SSmus annuit.

1336. **Neapolitana.**

Supplicatum fuit a gubernatoribus Montis Scribarum pro facultate asservandi Eucharistiam in conservatorio virginum alias auctoritate ordinaria erecto ubi sacramenta a proprio capellano administrari consueverunt. Et Sacra Congregatio abnuit. Die 24 januarii 1643.

1337. **Nanneten.**

Concessum fuit indultum benedicendi in forma Guidoni Moriceau priori S. Martini de Corcet pro sua ecclesia, et ad triennium tantum, de consensu ordinarii, attenta sedis episcopalis distantia. Die 24 januarii 1642.

1338. **S. Severini.**

In causa vertente in Sacra Rituum Congregatione inter civitatem S. Severini, et Jacobum Laurum super assertionibus contentis in libro Romae nuper edito sub nomine dicti Jacobi Lauri inscripto, *Istoria e pianta della Città di Terni*. Quod sanctus Illuminatus fuerit Interamnen. et ex familia de Castellis, et quod illius corpus requiescat in ecclesia S. Francisci minorum Conventualium dictae civitatis S. Severini. Die 24 januarii 1643, referente Emo et Rmo D. cardinali Palotto, parte citata, eadem S. Congregatio censuit, assertiones praedictas non esse tolerandas, et pro opportuna provisione rem esse remittendam, prout remisit ad Sacram Congregationem Indicis librorum prohibitorum. Die 24 januarii 1643.

1339. **Cameracen.**

Abbas Setiensis ordinis S. Benedicti, cum monachos repugnantes experiatur acceptationi breviarii monastici a sa. me. Paulo V reformati, nec non missalis et coeremonialis eidem breviario conformium, quae ipse introducere conatus est, supplicavit per Sacram Congregationem declarari eorum observantiam, retento tamen veteri usu regulae approbatae a Paulo III recitandi privatim horas B. Mariae Virginis extra chorum, nec non quadragesimali tempore unum ex septem psalmis pœnitentialibus. Et cum nulla ex eadem regula determinata sit hora ad meditationem, ad quam ex vi illius obligantur, supplicavit pariter sibi concedi facultatem dictam horam determinandi. Et Sacra Congregatio censuit monachos praedictos ad acceptationem et recitationem respective, atque observationem breviarii Benedictini a S. M. Paulo V reformati, nec non missalis, ac coeremonialis eidem breviario conformium teneri, ad instar caeterorum militantium sub regula S. Benedicti, et propter hoc non eximi ab antiqua consuetudine recitandi officium B. Mariae et psalmos poenitentiales ad formam regulae dicti ordinis.

Quo vero ad determinationem horae meditationis a regula non expressae remisit illam arbitrio, et discretioni ejusdem abbatis. Die 21 februarii 1643.

1340. **Romana.**

Supplicavit soror Innocentia Barberina SSmi D. N. Urbani VIII secundum carnem neptis, priorissa monasterii carmelitanarum discalceatarum Incarnationis Verbi Dei pro concessione et approbatione officii proprii B. Mariae Magdalenae de Pazzis ejusdem ordinis reformatricis, et re ad Sanctissimum remissa, stante prohibitione Sanctitatis Suae de non concedendis officiis propriis de Beatis non canonizatis, SSmus, audita die 14 septembris 1642 relatione per me secretarium facta de dicta prohibitione, et de exemplo similis gratiae post dictam prohibitionem a Sanctitate Sua facta fratribus ordinis Servorum de officio Beati Philippi Benitii et aliorum Beatorum dicti ordinis, benigne inclinavit pro monasterio Urbis tantum, ita tamen, ut in exemplum non trahatur, cum agatur de Beata ab ipso beatificata, et cive sua, et concedatur monasterio fundato a duobus ipsius ex fratre neptibus, et dummodo non extendatur ad monasterium Florentinum vel aliud ejusdem ordinis. Ideoque remissum fuit examinandum RR. DD. consultoribus P. Hilarioni abbati Cisterciensi, fratri Luca Wadingo ordinis S. Francisci, et P. Terentio Alciato Societatis Jesu, quibus auditis Sacra Congregatio deputavit pro revisione Emos et Rmos DD. cardinales Sacchettum, et Pamphilium. Die 21 februarii 1643.

1341. **Hispalen.**

Beneficiati civitatis Hispalensis, qui consueverunt in aliquibus ecclesiis ad quaedam munia peragenda congregari, elegerunt unum ex illis pro beneficiato majore, qui propterea usurpat sibi titulum abbatis, et osculum manus in offertorio a collegis exigit. Petitum fuit declarari an praedicta ipsi liceant? Et Sacra Congregatio respondit, praedicta in casu proposito non licere. Die 14 martii 1643.

1342. **Jacen. et Callien.**

Episcopus Jacensis, ordinis S. Benedicti, et episcopus Calliensis ordinis S. Francisci minorum observantium supplicarunt pro facultate recitandi officia sanctorum particularium eorum ordinis, privatim tamen, et extra ecclesiam. Et Sacra Congregatio censuit, si SSmo D. N. placuerit, concedi posse oratoribus facultatem petitam dummodo privatim tantum, et juxta rubricas breviarii romani recitentur; et relatione SSmo facta, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 14 martii 1643.

1343. **Messanen.**

Quaesivit archiepiscopus, an in orationibus quadraginta horarum permittere debeat, ut noctis tempore a publica expositione cessetur, et Sanctissimum Sacramentum in custodia deponatur. Et Sacra Congregatio ejus sententiae fuit, ut oratio de rigore debeat esse continua, et non interpolata, sed ad evitanda scandala tolerandum esse, ut de nocte cessetur ab illa, et claudantur ecclesiae et ita archiepiscopo significari jussit, nullumque desuper edi decretum. Die 14 martii 1643.

1344. **Ordinis S. Benedicti.**

Posita reformatione breviarii monastici sub sa. me. Paulo V facta et decreto hujus Sacrae Congregationis de anno 1615 edito, quod omnes militantes sub regula S. Benedicti uti possint, et debeant breviario Benedictino reformato, non obstante, quod aliqui exempti in praeteritum usi fuerint romano, vel alio breviario, et posita praxi ejusdem Sacrae Congregationis ab eo tempore citra observata, promovendi propagationem bre-

viarii romani suadendo, et laudando benedictinis usum ejusdem in illis monasteriis, in quibus ab antiquo tempore fuerat introductus sive a tota communitate, sive saltem a majori parte introduci petebatur, et posita difficultate introducendi usum Benedictini in monasteriis monialium, quae ab initio, vel saltem a longo tempore consueverunt habere romanum. Quaesitum fuit pro parte religiosorum utriusque sexus ejusdem ordinis, quonam ex duobus praedictis breviariis uti teneantur, ut praecepto satisfaciant? Et Sacra Congregatio primo loco rem ad SSmum remisit, cui relatione per me secretarium facta, cum rationibus hinc inde allatis, Sanctitas Sua remissive ad Sacram Congregationem inclinavit, ut totus ordo Benedictinus uniformiter Benedictinum reformatum amplecteretur. Re autem iterum in Congregatione examinata, Sacra Congregatio, quominus innovationibus locus daretur, censuit, hanc incundam esse rationem, scilicet: Aut enim agitur de monasteriis, quae Romanum semel admiserunt, et eo uti consueverunt, et continuent cum romano. Aut de monasteriis, quae Benedictino reformato utuntur, et pariter continuent cum Benedictino, aut de monasteriis quae de Benedictino transire volunt ad Romanum, et tunc fiat voluntas majoris partis; omnes vero non alium breviarium admittant, nisi vel Romanum vel Benedictinum. De monasteriis vero monialium singula continuent in uso alterutrius ex hisce duobus breviariis, quo hactenus uti consueverunt, ne propter hoc communicandi monachis aditus aperiatur. Nullum tamen desuper decretum generale edendum, sed casibus particularibus juxta pradictam formulam respondendum. Die 14 martii 1643.

1345. **S. Franciscae Romanae.**

Occasione festivitatis, et officii S. Franciscae Romanae ex indulto SSmi D. N. Urbani VIII celebrari permissorum in Urbe die 9 martii ad libitum, cum coincidat eadem die festum sanctorum quadraginta martyrum, et propterea magna inter ecclesias Urbis discrepantia oriatur circa ordinem celebrandi hujusmodi officia, propositum fuit quid agendum esset, ut pro annis venturis corrigi posset ordo officii. Et quidem, licet de rigore rubricarum generalium officium S. Franciscae videatur transferendum, nihilominus attenta rubrica propria, quod die 9 martii ad libitum recitari possit, Sacra Rituum Congregatio inter se divisa fuit. Sachettus enim, S. Caeciliae, Franciottus, et Pamphilius fuerunt in voto transferendum esse officium quadraginta martyrum; Brancacius et Ginettus, rubricam particularem intelligendam esse ad formam rubricarum generalium; Sabellus, rubricam particularem intelligendam esse die 9 non impedita, et Bragadinus pro translatione S. Franciscae; tandem unanimiter jussit haec omnia ad SSmum referri pro determinatione. Et relatione in consistorio facta, SSmus mandavit fieri alterutro modo ad libitum cujuscumque. Die 14 martii 1643.

1346. **Germaniae, Ordinis S. Benedicti, Congregationis Bursfeldensis.**

Abbas Selgenstadiensis praesidens Congregationis Bursfeldensis ordinis S. Benedicti exposuit eamdem Congregationem in pluribus capitulis pro majori parte decrevisse acceptationem breviarii monastici Benedictini a sa. me. Paulo V ad formam ritus romani reformati, ut consonantia inter eos etiam in divinis officiis introduceretur, supplicans propterea apostolicae firmitatis robur, et imperium adjici ejusmodi acceptationi; nec non capitulo generali ejusdem Congregationis permitti ordinationem caeremoniarum monasticarum ad formam Caeremonialis romani, et insuper statuendi, ut officium parvum quotidianum Beatae Mariae, ac officium defunctorum salubriter secundum timorem Dei et regulam dicti ordinis ordinetur. Et Sacra Congregatio juxta alias decreta, censuit congregationem Bursfeldensem ordinis S. Benedicti, ut et omnes alios militantes sub regula S. patris Benedicti posse et debere uti breviario Benedictino a sa. me. Paulo V. reformato, non obstante quod in praeteritum usi fuerint alio breviario; ideoque decretum capituli congregationis praedictae de acceptando dicto breviario Benedictino reformato, nec non de conformando se in caeremoniis Caeremoniali romano summopere laudavit, et approbavit; occasione autem dictae acceptationis ad antiquam consuetudinem recitandi quotidie officium Beatae Mariae et Defunctorum juxta formam regulae dicti ordinis nihilominus teneri declaravit. Die 18 aprilis 1643.

1347. **Justinopolitana.**

Quaesivit episcopus utrum permittere debeat canonicis ecclesiae collegiatae de Pirano usum deferendi almutiam, seu xanfardam ex concessione antiquorum episcoporum obtentam ad instar canonicorum cathedralis, non tamen in eorum praesentia. Et Sacra Congregatio respondit neutro modo licuisse, aut licere canonicis praedictis novum habitum assumere sine expressa licentia Sedis apostolicae. Die 18 aprilis 1643.

1348. **Sardicen in Bulgaria.**

Episcopus Sardicensis Sophiae nuncupatus in Bulgaria, supplicavit, ut certa dies statueretur pro celebrando anniversario dedicationis ecclesiae S. Mariae Assumptae in oppido Khiprovatii, cum de dedicatione praedicta quidem constet, incerta vero sit dies. Et Sacra Congregatio impartita est eidem episcopo oratori facultatem statuendi certam diem ad celebrandum anniversarium officium dedicationis ecclesiae praedictae, servata in reliquis forma rubricarum breviarii et missalis romani, ita tamen ut hujusmodi dies semel electa amplius quocumque tempore immutari non possit. Die 16 maii 1643.

1349. **Ferrarien.**

Emus D. cardinalis Macchiavellus episcopus Ferrariensis quaesivit: An ipso ex causa devotionis, non autem assistendi accedente ad ecclesias monachorum habentium usum baldachini dum abbas in choro et cum mitra divinis assistit, teneatur idem abbas deponere mitram, et descendens de throno constituere se a cornu epistolae? Et Sacra Congregatio respondit eo casu non teneri, nisi pro opportunitate caput inclinare, sed non esse edendam declarationem, et ipsum cardinalem a similibus casibus abstinere debere. Die 13 junii 1643.

1350. **Gerunden.**

Prior S. Mariae de Bisuldino quaesivit utrum liceat in ecclesia S. Vincentii martyris, dum celebratur officium de eo tamquam de titulari, exponere reliquias alterius sancti Vincentii presbyteri? Et utrum reliquiae dum processionaliter deferuntur, licite per acolythum in via thurificentur? Et Sacra Congregatio respondit, ad primum non esse permittendum nisi apposita reliquiis tabella, in qua populus admoneatur, quod sunt unius Sancti diversi ab illo cujus solemnitas celebratur. Ad secundum, servandum esse Caeremoniale in quo thurificatio per vias exprimitur tantum de SSmo Sacramento, sed in hoc mandavit non edi decretum. Die 13 junii 1643.

1351. **Lucana.**

Canonici Lateranenses S. Frigidiani habentes ecclesiae suae unitas alias ecclesias curatas sub invocatione sanctorum quorum officia non sunt in breviario romano, supplicarunt declarari: an in ecclesia principali S. Frigidiani recitari possint officia sanctorum praedictarum ecclesiarum sub ritu semiduplici, et Sacra Congregatio inhaerendo decretis alias editis sub die 28 octobris 1628 censuit non posse recitari. Die 13 junii 1643.

1352. **Constantinopolitana.**

Cum kalendarium Constantinopolitanum contineat sanctos non solum dioecesis Constantinopolitanae, sed plerosque etiam totius patriarchatus, metropolitanarum, et praesertim Calcedoniae, Niceae, Heracleae et Nicomediae, contingit non solum multifariam rubricas breviarii romani transgredi, sed etiam multa infra annum officia incelebrata praeteriri; quapropter supplicatum fuit pro determinatione sanctorum in dicto kalendario describendorum, et pro declaratione ritus, sub quo debent

hujusmodi officia celebrari. Et Sacra Congregatio, proponente Emo et Rmo D. cardinale Caesarino, censuit in kalendario praedicto non esse comprehendendos nisi sanctos, qui ecclesiae Constantinopolitanae a martyrologio romano seu martyrologio graeco adscribuntur. Circa ritum vero celebrandorum officiorum de eisdem, servandas esse rubricas breviarii romani, et decreta ejusdem Sacrae Congregationis eidem breviario apposita. Die 8 augusti 1643.

1353. **Constantinopolitana.**

Commissarius generalis Terrae Sanctae ordinis minorum observantium, attenta consuetudine antiqua illarum partium in festivitatibus quorumdam sanctorum celebrandi missas super eorum sepulchra, supplicavit concedi, ut liceat in festivitatibus sanctorum Josephi, Annae, Joachimi, Simeonis, et Paulae Romanae, eorumdem missas dici cum Credo. Et Sacra Congregatio, proponente Emo et Rmo Domino cardinali Caesarino, censuit gratiam petitam esse concedendam. Die 8 augusti 1643.

1354. **Ordinis S. Benedicti Congregationis Olivetanae.**

Congregatio Olivetana, quae sub regula S. Patris Benedicti militat, ac breviario monastico per sa. me. Paulum papam V reformato utitur, et ex indulto fel. rec. Pii papae II omnibus privilegiis per Sedem apostolicam Congregationi Cassinensi alias S. Justinae de Padua ejusdem ordinis concessis gaudet, humiliter exposuit, Congregationem Cassinensem praedictam sub die 1 aprilis 1634 facultatem obtinuisse, officium ejusdem S. Patris Benedicti singulis feriis tertiis officio duodecim lectionum non impeditis recitandi, supplicans id sibi, etiam praemissorum obtentu, concedi. Quibus supplicationibus benigne annuens S. Rituum Congregatio gratiam petitam oratoribus impartita est, exceptis vigiliis, adventu, et quadragesima et quatuor temporibus. Die 8 augusti 1643.

1355. **Signina. Reliquiae.**

Propositus fuit iterum per Emum D. cardinalem Brancacium processus in causa declarationis identitatis capitis S. Brunonis, de quo in praecedenti Congregatione et pro affirmativa steterunt Roccius, Brancacius, Montaltus, et Sacchettus; pro negativa vero Pamphilius, Franciottus, Bragadinus, Caesarinus, et Ginettus. Omnes vero in hoc consenserunt, ut oretenus insinuetur episcopo, quod ille posset juxta formam concilii Tridentini procedere ad exhibitionem cultus eidem reliquiae, quamvis alias S. Congregatio et Sedes apostolica manum apposuerit, quia non videntur probationes tam clarae, ut pondus approbationis apostolicae mereatur. Die 8 augusti 1643.

1356. **Pistorien. Praecedentiae.**

Referente Emo et Rmo D. cardinali Caesarino, iterum proposita fuit causa inter abbatem et monachos S. Michaelis congregationis Vallis Umbrosae, et abbatem S. Bartholomaei ordinis canonicorum Lateranensium: An scilicet eidem abbati Lateranensi praecedentia debeatur quando incedit cum mozzetta? Alias enim proposita sub die 19 julii 1642 non fuit decisa ob discrepantiam Emorum Patrum; hodie vero unanimes praeter Facchinettum steterunt pro abbate canonicorum Lateranensium ea potissimum ratione, quod in sententia Pii IV constitutione... praecedentia istis super monachos adjudicetur, quatenus in linea veste incedant, scilicet dimissa superiori veste, cappa, seu pallio; cum enim post genus devenerit ad expressionem speciei, et in hac non comprehendat mozzettam, non debet censeri exclusa. Secundo. Quod cum canonici Lateranenses habeant ex constitutione praedicta duplicem naturam cleri saecularis et regularis, habitus vero mozzettae conveniat utrique clero, licet diversimode, non est ipsis magis imputanda in regularitatem, quam in saecularitatem. Nec obstat decretum hujus Sacrae Congregationis in *Vercellen.* annis 1617 et 1621 quod abbas Biellae licite deferat mozzettam coram episcopo, quia etiamsi sit nota saecularitatis, non implicat, ut deferri possit coram episcopis concurrente privilegio apostolico quod habent Lateranenses, ut et plura capitula canonicorum habent deferendi illam coram episcopis. Et Sacra Congregatio stetit pro abbate Lateranensi, edito decreto tenoris sequentis.

In causa praecedentiae inter abbatem et monachos S. Michaelis congregationis Vallis Umbrosae ex una, et abbatem et canonicos Lateranenses S. Bartholomaei civitatis Pistoriensis ex altera, auditis semel atque iterum partibus, et rationibus hinc inde deductis, S. Rituum Congregatio, proponente Emo et Rmo Domino cardinali Caesarino, censuit praecedentiam deberi abbati S. Bartholomaei congregationis Lateranensis, etiam cum mozzetta incedenti. Die 26 septembris 1643.

1357. **Lusitana seu Nullius.**

In regno quodam, cappellanus regiae cappellae, qui solet esse episcopus, habet ex indultis pontificiis potestatem exercendi in eadem cappella, et palatio regio functiones parochiales et etiam episcopales, cum aliis privilegiis apostolicis; et quia in dictis indultis nihil disponitur de praecedentia illius, nec de habitu, quaeritur: 1. An praecedentia sibi debeatur super alios episcopos simul cum illo in eadem cappella sedentes. 2. An liceat ipsi intra eamdem, totumque palatium regium rocchettum discoopertum et cappam respective deferre, posito semper, quod ipse sit extra propriam dioecesim. Et Sacra Congregatio in casu proposito respondit. Ad 1. Praecedentiam non aliter deberi, quam juxta ordinem suae promotionis. Ad 2. Neutrum licere. Die 22 novembris 1643.

1358. **Nuscana.**

Sodalitas SSmi Sacramenti in ecclesia parochiali oppidi de Bagnolo supplicavit sibi decerni praecedentiam super alias sodalitates in processione Sanctissimi Corporis Christi, eo quod ipsa festum celebret, vel sumptum conferat. Et Sacra Congregatio decretis alias editis inhaerendo respondit, praecedentiam in processione Sanctissimi Corporis Christi pro illa die spectare ad sodalitatem Sanctissimi Sacramenti, dummodo et ipsa accedat ad alias processiones tam publicas quam privatas, et in eis cedat digniorem locum antiquioribus juxta praescriptum constitutionis sa. me. Gregorii papae XIII; quod si alterutrum praemissorum non fecerit, praecedentiam etiam proprio die festo dictae solemnitatis sibi nequaquam dandam esse declaravit. Die 22 novembris 1643.

1359. **Pisauren.**

Quaesivit episcopus Pisaurensis, cui competat praecedentia inter ipsum, et vicelegatum, tam in ecclesia quam extra, et tam praesente, quam absente legato? Et Sacra Congregatio mandavit oretenus eidem insinuari, quod servet, quod alias mandatum fuit in *Bononien.* 8 julii 1602, scilicet archiepiscopo deberi praecedentiam in functionibus ecclesiasticis; extra vero illas, archiepiscopo in mozzetta et rocchetto incedente, debere invicem se evitare. Die 22 novembris 1643.

1360. **Pisauren.**

Episcopus quaesivit: An unus, vel duo canonici ecclesiae cathedralis teneantur assistere et inservire episcopo privatim celebranti in eadem ecclesia cathedrali? Et Sacra Congregatio respondit in casu proposito teneri. Die 22 novembris 1643.

1361. **Pontificalis Romani.**

Feria sexta 27 novembris 1643 hora 20 habita fuit Congregatio extraordinaria super correctione Pontificalis, ex pluribus congregationibus quae super reformatione Sacrorum librorum a multo tempore alternis hebdomadis haberi consueverunt in palatio apostolico, in aedibus Emi et Rmi Domini cardinalis Poli, in qua interfuerunt Emi et Rmi Domini cardinalis Polus et Falconerius, Facchinetto absente; et RR. DD. episcopus Sidoniensis, Magister Sacri Palatii, Vices Gerente et Lanuvio absentibus, Rospigliosus, Cincius, Paulutius Secretarius, Frater Lucas Wadingus, P. Terentius Alciatus; nec non sex theologi ordinum specialiter deputati a SSmo videlicet, P. Candidus vicarius generalis ordinis Praedicatorum, procurator generalis

ordinis S. Augustini, procurator generalis ordinis Carmelitarum, P. Diana clericus regularis, P. Ubaldinus Congregationis Somaschae, et P. Joannes de Lugo Societatis Jesu, mox S. R. E. cardinalis.

In qua disputatum fuit sequens dubium:

In Pontificali romano habetur, quod quando consecratur electus in episcopum, consecrans interrogat consecrandum his verbis: *Vis B. Petro apostolo, cui a Deo data est potestas ligandi, ac solvendi, ejusque vicario D. N. Papae N. suisque successoribus romanis Pontificibus, fidem, subjectionem etc. per omnia exhibere.* ℟. *Volo.*

Quaeritur: An Pontifex pro tempore sedens recte, aut proprie dicatur *vicarius B. Petri apostoli*, et utrum in nova recognitione Pontificalis quae nunc de mandato S. D. N. fit, debeat aliqua circa haec adhiberi correctio?

Pater de Lugo fuit in voto, quod non debeat deleri vox, *vicario*, et ad summum addi successori, sed magis inclinavit, ut nihil addatur.

Pater Ubaldinus, quod non dicatur proprie vicarius Petri, posse loco *vicarii*, poni, *successor*. Utrum expediat, relinqui providentiae SSmi.

Pater Diana: Non corrigendum, quia relinquitur in concilio Ephesino, et apud SS. Patres; posse addi, *successor*, ob falsum dogma pseudo archiepiscopi Spalatensis, sed magis stare, ut non corrigatur.

Procurator generalis carmelitarum: Quod dicitur proprie *vicarius Petri;* quod non debet corrigi propter objecta haereticorum, et addi posse *successori*.

Procurator generalis S. Augustini: Quod omnino corrigatur inhaerendo praxi Ecclesiae, quae symbolum fidei Nicenae, saepius ob subortas novas haereses declaravit.

Pater Candidus, quod proprie dicitur vicarius Petri, quod nihil addatur ex S. Thoma 2 secundae, quaest. 96. art. 2. quod leges ecclesiasticae non sunt mutandae nisi ex urgentissima causa.

Pater Terentius Alciatus repetiit luculentissimum votum suum, quod non corrigatur.

Frater Lucas Wadingus repetiit contrarium votum uberrimum suum quod corrigatur.

Episcopus Sidoniensis disertis verbis, et rationibus fuit in voto quod non corrigatur, et praesertim quia exigitur qualitas vicarii Petri in Pontifice ad distinctionem aliorum episcoporum qui successerunt Apostolis in genere, et non in specie, adductis plusquam centum exemplis.

Magister S. Palatii in eodem.

Lanuvius alias in eodem.

Rospigliosus quod corrigatur.

Cincius in eodem.

Paulutius, quod non corrigatur eo quod rationes pro non correctione praeponderant iis quae militant pro correctione, et ex concordantia opinionum, quae resultat ex contextu, quia vox, vicarius, potest referri Deo, et non Petro ex regula, quod relatio fit ad proximiora, et ad propriora.

Cardinalis Falconerius in eodem.

Cardinalis Fachinettus in eodem.

Cardinalis Polus, quod corrigatur, prout latius in votis scriptis, et subscriptis, quae fuerunt ad perpetuam rei memoriam in archivio vaticano Sacræ Congregationis Rituum collocata, et juxta opinionem eorum qui stabant pro non correctione, cui Sanctissimus D. N. ex clementia sua deferre dignatus est, prodiit novum Pontificale romanum absque correctione praedicta emendatum. Die 22 novembris 1643.

1362. **Grassen.**

Episcopus conquestus est de suis canonicis, quod in casibus in quibus duae missae ex rubricis sunt celebrandae ipsi non utramque solemniter, sed illam tantum de feria solemnem, aliam vero non solemnem celebrare contendunt supplicans pro declaratione. Et Sacra Congregatio mandavit servari rubricas missalis romani. Die 19 decembris 1643.

1363. **Grassen.**

In ecclesia Grassen. olim consueverat singulis tertiis dominicis mensis celebrari missa votiva de Sacramento, et per illam canonici relinquebant conventualem; episcopus vero monitus ab hac Sacra Congregatione mandavit deinceps conventualem non omitti, sed nihilominus ad servandam antiquam consuetudinem statuit, ut post illam alia de Sacramento celebretur, ad faciliorem observantiam certa parte quotidianarum distributionum eidem missae de Sacramento attributa. Sed cum canonici hoc tamquam novum onus respuerent, quia praedicta missa nec habetur ex rubricis, nec ex fundatione, episcopus supplicavit declarari quid juris? Et S. Congregatio mandavit scribi eidem episcopo ut conventuali omnino celebrata, circa alteram canonicos ad deducenda jura sua citet, suspensa interim assignatione distributionum facta eidem. Die 19 decembris 1643.

1364. **Patavina.**

Soror Sigismunda de Orsatis professa in monasterio S. Stephani ordinis S. Benedicti, obtinuit a Nuncio apostolico dispensationem, ut velari et consecrari posset non obstante defectu trium annorum. Ex quo orta quaestione praecedentiae inter ipsam et anteriores in professione, ad eas sedandas abbatissa petit declarari quid juris? Et Sacra Congregatio respondit dispensationem praedictam sine praejudicio tertii esse intelligendam. Die 19 decembris 1643.

1365. **Albinganen.**

Ex coemeteriis Sardiniae, praevio consensu et approbatione episcopi dioecesani, translatae fuerunt reliquiae Sanctorum in dioecesim Albinganensem; quaesivit episcopus: An in eadem translatione requiratur licentia Sedis apostolicae? et quatenus requiratur, supplicavit sibi concedi pro decernenda illis publica veneratione. Et Sacra Congregatio animadvertens licentiam Sedis apostolicae requiri, cum reliquiae praedictae perpetuae traditae sint sepulturae, respondit ad illam obtinendam docendum prius esse de existentia hujusmodi reliquiarum. Die 23 januarii 1644.

1366. **Albinganen.**

Quaesivit episcopus: An protonotariis in ecclesiis in quibus sunt parochi, vel canonici, aut beneficiati liceat uti rochetto dum divinis assistunt? Et Sacra Congregatio respondit, quoad parochos non licere in functionibus parochialibus; quo vero ad canonicos et beneficiatos pariter non licere si voluerint fructos suos facere et quotidianas lucrari distributiones. Die 23 januarii 1644.

1367. **Cassanen.**

Clerus parochialis S. Nicolai de Scalea supplicavit declarari: Utrum episcopo liceat diminuere reliquias ejusdem ecclesiae ad effectum donandi exteris sine consensu rectoris et cleri? et quatenus non possit, eidem episcopo id prohiberi. Et Sacra Congregatio mandavit omnino prohiberi. Die 23 januarii 1644.

1368. **Suessionen.**

Abbatissa et moniales de Longo Prato ordinis S. Benedicti Fontevraldensis, supplicarunt pro facultate celebrandi in earum monasterio officium S. Leocadiae virginis et martyris Toletanae, de communi, tam in die natalitio per martyrologium assignato, quam per octavam, eo quod integrum ejus corpus ibidem asservetur. Et Sacra Congregatio, veris existentibus narratis, gratiam petitam oratricibus benigne impertita est pro earum ecclesia tantum, servatis de coetero rubricis breviarii et missalis romani, seu benedictini ab apostolica Sede approbati. Die 23 januarii 1644.

1369. **Salamantina.**

Moniales S. Spiritus ordinis S. Jacobi supplicarunt sibi concedi, ut possint qualibet hebdomada in die non impedita re-

citare officium S. Jacobi Hispaniarum patroni. Et S. Congregatio gratiam petitam oratricibus benigne impertita est, si velint post expletum officium occurrens, et privatim sine cantu illud recitare. Die 23 januarii 1644.

1370. **Xantonen.**

Abbatissa, et moniales S. Benedicti civitatis Xantonen. supplicarunt pro facultate recitandi officium Corporis Christi juxta ritum breviarii romani illis quatuor diebus singulis annis, quibus ex antiquissima consuetudine SSmum Eucharistiae Sacramentum quater in anno in ecclesia monasterii praedicti publice adorandum exponitur. Et Sacra Congregatio oratricum supplicationibus benigne annuens, et citra approbationem dictae consuetudinis, eis benigne indulsit, ut quater in anno officium praedictum SSmi Corporis Christi juxta ritum breviarii romani recitare possint post expletum officium occurrens, dummodo illud privatim et sine cantu recitent. Die 23 januarii 1644.

1371. **Hierosolymitana.**

Clerus Hierosolymitanus supplicavit pro concessione, ut quilibet sacerdos possit infra annum celebrare missam sicut in die Resurrectionis D. N. supra Sanctum Sepulcrum ejusdem. Item missam Nativitatis Domini in Praesepe de Bethleem, nec non missam sicut in die Assumptionis B. Mariae Virginis supra ejus monumentum in Valle Josaphat. Et Sacra Congregatio auctoritate sibi tributa, gratiam petitam oratoribus benigne impertita est, exceptis tamen solemnioribus duplicibus primae classis, et tota majore hebdomada. Die 5 martii 1644.

1372. **Neapolitana.**

Moniales S. Conceptionis supplicarunt pro facultate imprimendi historiam vitae et miraculorum Ven. Sororis Ursulae Benincasiae fundatricis earum ordinis, servata forma decretorum quoad protestationes praemittendas in principio, et fine libri. Et Sacra Congregatio mandavit servari prius decreta S. Inquisitionis tam quoad praeviam recognitionem et approbationem ordinarii, quam quoad remissionem negocii instructi ad Sedem apostolicam. Die 5 martii 1644.

1373. **Distributionis Agnus Dei.**

Occasione consecrationis sacrarum cerarum seu Agnus Dei singulis septenniis a Summis Pontificibus fieri solitae. Cum hac ratione contingeret hoc anno et SSmus D. N. ob adversam valetudinem non possit praesens interesse distributioni illorum quae post consecrationem fieri solet in cappella pontificia sabbato in albis, dubitatum fuit: An quandoquidem Caeremoniale romanum nihil disponit de hac caeremonia Papa absente, deberent Emi et Rmi D. cardinales intervenire cum paramentis sacris, an vero in cappis, et omnes unanimi consensu fuerunt in voto, quod debeant intervenire in paramentis sacris, primo, quia cum Caeremoniale hoc disponat Papa praesente, idem intelligi debet etiam absente; secundo, quia id observatur et statuitur in distributione candelarum, atque palmarum, quod tanto magis faciendum videtur ubi agitur de materia sacramentali, ut sunt Agnus Dei, qui conficiuntur cum chrismate. Die 31 martii 1644.

1374. **Calaritana.**

Canonici ecclesiae cathedralis habentes indultum apostolicum utendi cappis, cum laborent inopia pellis armellinae, supplicarunt sibi permitti ut loco illius adhibere possint sericum album, et Sacra Congregatio abnuit. Die 16 aprilis 1644.

1375. **Nucerina.**

Orta controversia praecedentiae inter vicarium amovibilem, seu rectorem ecclesiae S. Christophori unitae abbatiae Defitoia, et alium sacerdotem aetate et promotione antiquiorem, cura tamen et dignitate carentem, quaesitum fuit, cui de jure debeatur? Et Sacra Congregatio respondit in casu proposito deberi vicario amovibili. Die 16 aprilis 1644.

1376. **Sipontina.**

Cum in ecclesia S. Michaelis Archangeli in Monte Gargano consueverint ex omnibus partibus confluere peregrini sacerdotes tam saeculares quam regulares, supplicavit capitulum praedictae ecclesiae concedi peregrinis praedictis ut missam de S. Michaele Archangelo quolibet anni tempore intra ecclesiam praedictam celebrare possint. Et S. Congregatio attentis narratis gratiam petitam benigne impertita est pro peregrinis tantum, et exceptis festis solemnioribus et duplicibus primae classis, nec non tota majore hebdomada. Die 16 aprilis 1644.

1377. **Urbis.**

Quaesitum fuit: An Rmo D. Vicesgerenti in Urbe et aliis ordinariis in propriis jurisdictionibus liceat committere sacerdotibus benedictionem sacrae suppellectilis in qua sacra unctio non requiritur? Et S. Congregatio, licet alias sequuta fuerit opinionem quod non possit delegari, non quidem ex sacrorum Canonum repugnantia, sed ex quadam Ecclesiae consuetudine, et praxi curiae, nihilominus quoad Vicesgerentem, oretenus permisit. Die 16 aprilis 1644.

1378. **Beneventana.**

Quaesivit archiepiscopus Beneventanus: An canonici ecclesiae suae, qui habent indultum apostolicum utendi cappis et rocchetto ad instar canonicorum basilicae Lateranensis et Vaticanae, possint in aestate loco cottae supra rochettum deferre cappas sine armellino subsutas serico rubro juxta formam literarum bo. me. cardinalis Caetani alias datis ad suum capitulum Capuanum sub die 7 julii 1623 quarum exemplar exhibuerunt, sed non authenticum, nec probans dictas literas nomine publico fuisse conscriptas. Et Sacra Congregatio inhaerendo responso alias sub die 24 novembris 1625 huicmet petitioni dato rescripsit, quod conforment se cum canonicis ecclesiae Lateranensis et Vaticanae de Urbe. Die 14 maii 1644.

1379. **Lugdunen.**

Marchio de S. Chaumont orator extraordinarius regis christianissimi apud SSmum D. N. supplicavit declarari, quod canonici ecclesiae collegiatae dicti loci in processionibus aliisque functionibus tam publicis quam privatis collegialiter incedentes, praecedere debeant parochis dicti loci. Et Sacra Congregatio censuit, secundum ea quae proponuntur, canonicos ecclesiae collegiatae in publicis processionibus praeferendos esse parochis, et presbyteris parochialium, et ideo auctoritate sibi tributa commisit vicario Lugdunensi ut ita in loco praedicto servari faciat sub poenis ejus arbitrio infligendis. Die 14 maii 1644.

1380. **Austriae.**

Abbas Gottwicensis ordinis S. Benedicti in Austria volens ad promovendam devotionem S. Simeonis consanguinei Christi, primi post Jacobum fratrem Domini Hierosolymorum episcopi, et dum centum viginti annorum esset crucifixi, cappellam in ejus honorem in ecclesia praedicta, nec non confraternitatem senum ad solatium senectutis erigere supplicavit, ut in dicta ecclesia monasterii sui tantum in die natalis ejusdem sancti celebrari possit officium ipsius sub ritu duplici. Et Sacra Congregatio censuit, si SSmo D. N. placuerit, gratiam petitam oratori de Ecclesia Catholica scriptis suis benemerito esse concedendam pro ecclesia monasterii sui tantum, dummodo tamen in ea cappellam et confraternitatem, ut praemittitur, erigat. Die 4 junii 1644.

1381. **Januen.**

Moniales S. Sebastiani, cum habeant pro patrono dictum Sanctum Sebastianum, et per totam octavam illius occurrant officia novem lectionum partim kalendarii romani, partim dioecesani, supplicarunt pro facultate transferendi unum illorum ad hoc, ut saltem una dies infra octavam celebretur, et Sacra Congregatio abnuit. Die 4 junii 1644.

1382. **Maceraten.**

Confraternitas SS. Trinitatis habens propriam ecclesiam seu oratorium sub pavimento ecclesiae cathedralis, fecit in eodem oratorio habente introitum a via publica missam contra

jussum episcopi sabatho sancto celebrare ; quaesivit idem episcopus : An praedictae confraternitati id licuerit, et pro ejus punitione. Et Sacra Congregatio respondit : Non licuisse, et episcopi esse in illam animadvertere. Die 4 junii 1644.

1383. **Obitus Urbani Papae VIII.**

Die veneris 29 julii 1644 Summus Pontifex Urbanus papa VIII animam Deo reddidit, insignium virtutum, ac magni animi princeps, et de Sacra Rituum Congregatione optime meritus, quia et illam inter caeteras praerogativis singularibus decoravit, et sacrorum Rituum peritissimus, ac studiosissimus, eorum cultum, ac venerationem mirum in modum exaltavit, et propagavit, ac secretarios in ea laborantes assignato publico in Vaticanis archivio , alternis hebdomadis peculiari apud se audientia, nec non loco in publicis consistoriis, in quibus, et de causis Sacrae Congregationis tantum, rejectis prophanis , publice agi voluit, eos quoque singulis fere trienniis ad altiores dignitates evexit, ita ut sub ejus pontificatu septem successive supremis dignitatibus affecti fuerint , videlicet Joannes Baptista Rinuccinus Florentinus archiepiscopus Firmanus, Julius Benignus archiepiscopus Thessalonicensis, Fulvius de Fulviis, Benignus romanus U. S. Ref., Tegrimus de Tegrimis Lucensis episcopus Assisiensis, et patriarcha Hierosolymitanus ; Julius Ruspiliosus Pistoricensis archiepiscopus Tarsensis, et nuncius apud regem catholicum; Caesar Fachenettus Bononiensis archiepiscopus Damiatensis, et pariter nuncius apud catholicum regem et mox S. R. E. presbyter cardinalis, et Julius Cencius romanus Emi et Rmi Dni Cardinalis vicarii locum tenens; ita ut merito ejus mortem deplorare vehementer debeant omnes ii , qui in hoc ministerio Apostolicae Sedi operam navasse noscuntur, et ego plus caeteris, cui canonicatu sacrosanctae Lateranensis ecclesiae universi orbis primatis, intra biennium decorato et ad altiora ex mere illius clementia designato, tantum parentem, et principem in medio cursus mors praeripuit immortalitate donandum.

Die 14 septembris, Exaltationi S. Crucis sacro, creatus est Summus Pontifex Emus et Rmus D. Cardinalis Pamphilius , qui S. Congregationis Cardinalis inter antiquiores et sapientiores, et vocatus est Innocentius X; qui statim mihi ad ejus pedes accedenti, mandavit continuari in munere secretariatus, et dixit, suae mentis esse, ut servarentur omnia decreta a s. mem. Urbano papa VIII edita, et sancita , et deinceps non per secretarium, sed per cardinalem praefectum, vel eo impedito per cardinalem in ordine priorem fieri relationem Suae Sanctitati de causis et casibus contingentibus. Deus O. M. vitam et gloriam ipsi ad incrementum fidei, et apostolicae Sedis ornamentum clementissime largiatur.

1384. **Hispaniarum.**

Occasione constitutionis sa. me. Urbani VIII de observatione festorum, quae incipit *Universa*, cum in ea non ponatur inter festa de praecepto festum Conceptionis Deiparae Virginis, et tollantur contrariae consuetudines, rex catholicus, et ejus nomine comes de Servola apud S. D. N., et S. Apostolicam Sedem orator petiit , in dominiis majestatis suae , aut de praecepto indici, aut ad antiquam eorum consuetudinem et possessionem, vel quasi, illud celebrandi restitui. Et Sacra Congregatio dixit: scilicet, Capponius, S. Caeciliae, et Ginettus: Adimatur impedimentum episcopis indicendi dictum festum. Cornelius in eodem. Sachettus, quoad demandandam observantiam de praecepto negative, sed relinquendam episcopis consuetudinem in Hispania vigentem respectu hujus festi tantum. Roccius , quod ab episcopis declaretur , quod non prohibebatur celebrari prius. Palottus , non expedire quod indicatur propter exemplum, nec tacite, nec expresse, sed dissimuletur. Brancatius, Montaltus, Polus, Fachinettus, Medices, Columna , Rondaninus , et Crescentius, declarandum habere locum consuetudinem, ac si constitutio praedicta non emanasset. Franciottus negative quoad praeceptum, sed juxta secundum membrum instantiae. Columna, removeatur obstaculum constitutionis respectu loci. Et relatione facta per cardinalem Mediceum impedito Crescentio Praefecto, S. D. N. restrinxit ad sola regna Hispaniarum, et sic fuit publicatum decretum sub petitione praedicti tenoris, ut sequitur.

Die 29 octobris 1644.

Sacra Rituum Congregatio censuit, si S. D. N. placuerit, quoad festum Conceptionis Deiparae Virginis in regnis Hispaniarum tantum removendum esse obstaculum Constitutionis S. M. Urbani papae VIII de observatione festorum quae incipit, *Universa*, quam Sacrae Congregationis sententiam sibi relatam S. D. N. Innocentius papa X laudavit et approbavit. Die 29 octobris 1644.

1385. **Ordinis Carmelitarum Discalceatorum.**

Ordo Carmelitarum discalceatorum per preces a Sanctissimo simpliciter remissas supplicavit ut officium S. Theresiae ejus fundatricis quod nunc est sub ritu semiduplici ad libitum , apponatur in breviario romano sub ritu duplici. Et Sacra Congregatio censuit si SSmo D. N. placuerit apponendum esse in breviario romano sub ritu semiduplici. Et decretum desuper editum fuit tenoris, ut sequitur.

Precibus ordinis Carmelitarum discalceatorum de officio S. Theresiae virginis ordinis praedicti fundatricis in kalendario et breviario romano apostolica auctoritate apponendo a S. D. N. Innocentio papa X ad supplicationem supradictorum christianae reipublicae principum Sacrae Rituum Congregationi remissis; die 29 octobris 1644, Sacra Rituum Congregatio , referente Emo et Rmo Domino Aloysio tituli S. Laurentii in Lucina priore presbyterorum S. R. E. card. Capponio nuncupato, censuit, si S. D. N. placuerit, officium praedictum de communi virginum praeter lectiones secundi nocturni , hymnos et orationes proprias dudum approbatas, quod alias sub die 25 augusti 1636 omnibus Christi fidelibus ad libitum sub ritu semiduplici recitare permissum fuit , in kalendario, et breviario romano sub ritu pariter semiduplici esse apponendum ab omnibus deinceps qui ad horas canonicas tenentur, die 15 octobris juxta ejusdem breviarii rubricas ex praecepto recitandum ; quam S. Congregationis sententiam sibi relatam Sanctitas Sua laudavit, et approbavit, et sic ut praemittitur servari mandavit. Die 29 octobris 1644.

1386. **Societatis Jesu.**

Societas Jesu per preces a SSmo remissas supplicavit ut officium S. Ignatii fundatoris sui in breviario romano sub ritu duplici adscriberetur; et S. Congregatio, scilicet, Capponius, Sachettus, Ginettus, Roccius, Fachinettus, Medices, et Rondaninus censuit apponendum in breviario sub ritu semiduplici si S. D. Nostro placuerit. Cornelius, negative, sed quod adhaerebit majori parti. S. Caeciliae et Columna, gradatim procedendum, ut prius detur semiduplex, et ad libitum. Palottus, et Brancacius, examinetur. Montaltus, Sedem Apostolicam fuisse difficilem in concedendis duplicibus, pro feriis non tollendis, ita ut unum concilium reformaverit duplicia, ideo examinentur prius lectiones. Polus, negative, ne breviarium renovetur. Unanimiter vero editum decretum tenoris, ut sequitur.

Supplicationibus presbyterorum Societatis Jesu Sedi Apostolicae a pluribus annis etiam per supremos reipublicae christianae principes humiliter porrectis de officio S. Ignatii Confessoris fundatoris ejusdem Societatis in kalendario et breviario romano praedicta auctoritate apponendo a SSmo D. N. Innocentio papa X ad examen S. Rituum Congregationis remissis , die 29 octobris 1644, referente Emo et Rmo Dno Aloysio titulo S. Laurentii in Lucina priore presbyterorum S. R. E. cardinale Capponio nuncupato , censuit , si SSmo D. N. placuerit, officium praedictum de communi confessoris

non pontificis praeter lectiones secundi nocturni et orationem proprias a se approbandas in kalendario, et breviario romano sub ritu semiduplici esse apponendum ab omnibus Christi fidelibus, qui ad horas canonicas tenentur die 31 julii juxta ejusdem breviarii rubricas ex praecepto recitandum; quam Sacrae Congregationis sententiam sibi relatam Sanctitas Sua laudavit, et approbavit, et sic ut praemittitur fieri mandavit. Die 29 octobris 1644.

1387. **Viennen. Provinciae Salisburgen.**

Episcopus Viennensis in Austria exhibuit officia propria ecclesiae suae, petens examinari et approbari. Et Sacra Congregatio commisit Emis et Rmis D. cardinali Capponio, atque Cornelio. Die 29 octobris 1644.

1388. **Vicoequen.**

Episcopus Vicoequensis exposuit, se esse in antiqua possessione exigendi certam pecuniam ab illis, qui diebus festivis sericum conficiunt, et certos ad hoc exactores esse deputatos, sed cum in constitutione de observatione festorum prohibeatur quominus aliquid ratione licentiae laborandi diebus festis ab episcopis exigatur, supplicavit declarari, an casus praedictus in dicta constitutione comprehendatur? Et Sacra Congregatio respondit comprehendi, et remisit ad Sacram Congregationem Regularium. Die 29 octobris 1644.

1389. **Xantonen.**

Francisca de Foix abbatissa et moniales monasterii ordinis S. Benedicti civitatis Xantonensis, quae ex nobilioribus familiis Galliae existunt, alias sub die 23 januarii 1644 postularunt, ut quater in anno, quo ab immemorabili tempore consueverunt SSmae Eucharistiae Sacramentum publice exponere, sibi liceret officium de eodem Sacramento recitare, et obtinuerunt id sibi permitti dummodo post expletum officium occurrens, privatim, et sine cantu recitarent. Supplicant iterum pro gratia praedicta, intercedente Excellentissimo Domino Marchione de Saint Chaumont oratore regis christianissimi. Et Sacra Congregatio censuit, attentis narratis, gratiam petitam oratricibus esse concedendam. Die 29 octobris 1644.

1390. **Licien.**

Ritus est, et antiqua consuetudo in ecclesia Liciensi, ut abbatissis temporalibus ordinum etiam mendicantium quoties ad id munus eliguntur, benedictio ab episcopo ad crates clausurae juxta formam in Pontificali romano expressam post electionem impendatur; sed cum benedictio in Pontificali contenta sit pro perpetuis, et non pro temporalibus, episcopus supplicat responderi, num consuetudo hujusmodi toleranda sit? Et Sacra Congregatio mandavit oretenus insinuari episcopo, quod si scandalum timeatur, potest consuetudo praedicta tolerari. Die 26 novembris 1644.

1391. **Lugdunen.**

Posito statuto ordinis Minimorum, quod prima vacante dominica julii anniversarium dedicationis omnium ecclesiarum ordinis praedicti celebretur, quaesitum fuit: 1. An intelligatur de prima dominica secundum ordinem ecclesiasticum, an vero secundum computationem communem? 2. An dies aliqua infra octavam sanctorum apostolorum in dominicam cadens censeatur vacans in ordine ad celebrationem dicti anniversarii? Et Sacra Congregatio respondit. Ad 1. Intelligendum esse de prima dominica, secundum ordinem ecclesiasticum. Ad 2. Dominicam infra octavam sanctorum apostolorum Petri et Pauli, ad effectum de quo agitur, censeri vacantem. Die 26 novembris 1644.

1392. **Ravennaten.**

Orta non ita pridem controversia praecedentiae inter capitulum, et magistratum sapientum civitatis Ravennae, eorumque singulares personas, eaque discussa, et examinata per congregationem particularem a SSmo D. N. deputatam cum interventu EE. DD. cardinalium Caetani, Sacbetti, et Pamphilii, nec non RR. DD. Maraldi, Cerri, Contelori, et Cencii secretarii Sacrae Congregationis Rituum.

Emanavit desuper ex sententia ejusdem Congregationis Breve tenoris sequentis videlicet. Quod quandocumque in ecclesiis vel alibi archidiaconus, praepositus et capitulum simul esse contigerit, debeatur eidem archidiacono, praeposito et capitulo praecedentia supra dictum magistratum; ubi vero concurrant corpus magistratus, et archidiaconus, vel praepositus, aut canonici uti singuli, praecedentia debeatur eidem magistratui, et ubi personae magistratus interfuerint uti singulae quamvis in habitu, et cum servis magistratus, debeatur praecedentia archidiacono, praeposito et canonicis pariter uti singulis sive stantibus, sive incedentibus, sive sedentibus. Sed cum super exequutione hujusmodi Brevis difficultates multae subortae fuissent, ad sedanda scandala erumpentia, Emus et Rmus D. cardinalis Capponius archiepiscopus ibidem tunc praesens, vocatis coram se partibus, ita ut sequitur, de consensu utriusque, quaestionem diremit, videlicet.

1. Quod capitulum ecclesiae metropolitanae in corpore praecedere debeat magistratui in corpore cum insigniis incedenti, tam in ecclesia, quam extra.

2. Quod archidiaconus, praepositus, et canonici uti singuli praecedentiam cedant magistratui collegialiter incedenti.

3. Quod si contigerit caput magistratus, et alios sapientes per civitatem incedere, non quidem collegialiter, sed uti singuli, sine insigniis tamen magistratus, et sic invicem obviare, tunc ille praecedentiam, sive ut vulgo dicitur (il muro) retineat qui dexteram obtinet.

4. Quod iidem sapientes magistratus, uti singuli cum insigniis praecedant canonicis, uti singulis.

5. Quod canonici uti singuli praecedant sapientibus uti singulis, quamvis cum famulo publico, sine tamen insigniis, incedentibus.

Quae quidem articula sic conclusa, eadem Congregatio examinavit, et attentis narratis ab Emo et Rmo cardinali Capponio archiepiscopo, approbari posse censuit, si SSmo D. N. placuerit. Et facta per me secretarium infrascriptum praemissorum relatione SSmo, Sanctitas sua sententiam dictae Congregationis approbavit, et juxta illam Breve expediri mandavit. Hac die 24 septembris 1642.

1393. **Mediolanen.**

Populus de Verdugo pro devotione quam gerit erga ecclesiam parochialem de praesenti dirutam, supplicat ut pro ejusdem constructione operam impendere diebus festis gratis sibi liceat. Et Sacra Rituum Congregatio gratiam petitam concessit arbitrio Emi Ordinarii. Die 29 aprilis 1645.

1394. **Canonizationum.**

Cum non reperiatur specialiter dispositum circa observantiam infrascriptorum dubiorum, Emi PP. Sacrae Congregationi Rituum praepositi, cupientes causas beatificationum et canonizationum sanctorum, ea quae par est circumspectione coram SSmo tractari, ideo in Congregatione habita sub die 27 maii 1645, quae fuit praeparatoria alterius Congregationis habendae coram SSmo, ut maturius procedatur, infrascripta dubia proposuerunt discutienda.

1. An Promotor Fidei sit citandus ad dicendam causam quare commissio generalis signari non debeat.

2. Quo tempore instantiae sint producendae in actis, an ante signatam commissionem generalem, vel postea.

3. Per quem sit scribendum rescriptum a SSmo signandum per verbum *Placet*, in calce commissionis.

4. An in jam beatificatis a Sancta Sede requiratur processus super non cultu, vel super casu exceptuato, vel potius satis sit producere Breve beatificationis.

Et quoad primum fuerunt in voto amplectendam esse affirmativam sententiam.

Ad 2. Instantias dandas esse in manibus domini secretarii ante commissionem, et postea in actis.

Ad 3. Responderunt esse scribendum per SSmum rescriptum per verbum, *Placet*, in medio commissionis.

Ad ultimum, in jam beatificatis a Sancta Sede non requiri processum super casu excepto, sed signata commissione et productis instantiis satis esse producere Breve beatificationis, et postea decretum S. Congregationis extendere.

Quae omnia supradicta decreta Rituum Congregatio servari mandavit, si SSmo placuerit. Die 27 maii 1645.

1395. **Nicien.**

Expositum fuit S. Rituum Congregationi quod ecclesia cathedralis Nicien. habet novem canonicos non distinctos in sacerdotes, diaconos, et subdiaconos, sed omnes ex consuetudine celebrantes; et ex novem canonicis praefatis, sex sunt dignitates, quarum singulis conjunctus est canonicatus, et praebenda, et quarum quaelibet in omnibus functionibus chori et actibus capitularibus habet suum de per se perpetuum determinatum et fixum locum, nullo habito respectu antiquioris servitii, etiam si sint de novo provisi. Reliqui vero tres canonici simplices sunt, et illorum unus est supranumerarius, qui ultimum obtinet locum immutabilem, nec unquam optare potest. Alii vero duo sunt ordinarii, inter quos servatur ordo antianitatis. Quarta ex praedictis dignitatibus provisus fuit nuper coadjutor cum futura successione. Et quia orta est dubitatio super loco ei dando, propterea fuit quaesitum a S. Rituum Congregatione responderi ad infrascriptum dubium, videlicet: Stantibus praemissis, an coadjutori hujusmodi vivente coadjuto, assignandus sit locus fixus, quem dignitas ipsa habet; an vero in ultima dignitatum sede, vel post dictos simplices canonicos, vel denique post ipsum supranumerarium? Et S. Rituum Congregatio juxta alias resoluta 1 aprilis 1634 respondit, coadjutorem praefatae dignitatis etiam habentem annexum canonicatum absente suo coadjuto, sedere debere in eodem stallo dignitatis quo sederet coadjutus si praesens esset. Die 21 julii 1645.

1396. **Firmana.**

Cum ecclesia S. Zenonis ob delictum in ea perpetratum reperiretur polluta, fuit S. Rituum Congregationi supplicatum, quatenus facultatem concedere dignaretur archidiacono illam reconciliandi, et Sacra Rituum Congregatio respondit esse adeundum viciniorem episcopum. Die 26 augusti 1645.

1397. **Bergomen.**

Incolae de Coscio supplicarunt S. Rituum Congregationi, quatenus declarare dignaretur licere celebrare missam in ecclesia B. Virginis in diebus festis antequam celebrata sit in parochia. Et S. eadem Congregatio respondit non posse per parochum prohiberi celebrationem missae in alienis ecclesiis antequam celebrata sit in parochia. Die 26 augusti 1645.

1398. **Aretin.**

Consulta Sacra Congregatione, an episcopo Aretino divinis cum cappa interessenti teneantur ponere, et deponere biretum dignitates et canonici assistentes? Eadem Sacra Rituum Congregatio juxta antiqua et novissima decreta, respondit, biretum ordinariis locorum divinis cum cappa interessentibus non per dignitates, aut canonicos assistentes, sed per se ipsos poni et deponi debere. Et ita in cathedrali Aretina servari etiam mandavit. Die 13 januarii 1646.

1399. **Ripana.**

Archipresbyter prima dignitas ecclesiae cathedralis asserens se reperiri in possessione faciendi functiones solemnes absente vel impedito episcopo, supplicavit S. Rituum Congregationi quatenus manutentionem decernere dignaretur. Emi Patres eidem S. Rituum Congregationi praepositi, inhaerendo decretis alias factis, responderunt, functiones solemnes absente vel impedito episcopo, spectare ad primam dignitatem, neque posse episcopum alteri delegare, et ita in dicta cathedrali servari mandavit. Die 13 januarii 1646.

1400. **Hieracen.**

Praetendentibus omnibus canonicis, et dignitatibus praefatae ecclesiae quando episcopus solemniter celebrat deferre pluviale in vim praetensae immemorabilis consuetudinis, fuit consulta iterum S. Rituum Congregatio. 1. An sit servanda in hoc casu hujusmodi consuetudo, vel potius Caeremoniale episcoporum.

2. Fuit quaesitum, an canonici praefati non habentes praebendam distinctam in diaconalem, et subdiaconalem, sed omnes existentes sacerdotales, debeant juniores induere in functionibus dalmaticam et tunicellam.

Eadem Sacra Rituum Congregatio. Ad 1. Respondit, servandum esse Caeremoniale lib. I. cap. 15, hujusmodi praetensa immemorabili non obstante. Ad 2. Omnes teneri in functionibus solemnioribus induere planeta. Die 11 augusti 1646.

1401. **Maclovien.**

Festum S. Ivonis, cujus corpus asservari dicitur in Gallica Britanniae provincia, a canonicis cathedralis die 15 augusti, a fratribus vero observantiae S. Francisci die 29 ejusdem celebratur. Cupientes modo fratres praefati in hujusmodi celebritate festi, sequi cathedralis ritum humiliter supplicarunt S. Congregationi, quatenus facultatem sibi concedere dignaretur celebrandi hujusmodi festum eadem die qua celebratur in cathedrali. Emi PP. S. Rituum Congregationi praepositi benigne indulserunt hujusmodi petitioni, dummodo dies festi amplius non varietur. Die 11 augusti 1646.

1402. **Viennen.**

Cum Emi et Rmi D. PP. Sacrorum Rituum negociis praepositi usque sub die 8 mensis aprilis 1628 in S. Congregatione decreverint non posse episcopos absque Sanctae Sedis Apostolicae licentia quicquam novi in publicis sacrisque precibus statuere, ac ordinare de sanctorum romano breviario non insertorum veneratione, ac laudum eorum celebratione, episcopus autem Viennensis ob divini cultus incrementum judicans plurimum conducere si officia sanctorum propriorum calendarii suae Viennensis ecclesiae ac dioecesis secundum normam atque rubricas breviarii romani reducerentur ac eorum lectiones approbarentur; de hac tota re preces in praefata S. Congregatione porrexit Emis Patribus, qui infrascripta officia, et lectiones mature examinarunt, etiam voto adhibito consultorum dictae S. Congregationis, atque ad relationem Emorum DD. S. R. Ecclesiae cardinalium Cornelii et Franciotti approbaverunt, ac pro usu dictae Viennensis dioecesis confirmarunt. Hac die 13 septembris 1646.

1403. **Buscoducen.**

Moniales tertii ordinis S. Francisci civitatis Buscoducensis, alias humiliter S. Rituum Congregationi exposuerunt sese ab ipsa institutione et fundatione, loco officii ordinarii diebus ferialibus recitasse numerum quemdam orationum dominicalium; festivis vero diebus officium Beatæ Mariæ Virginis, idiomate vulgari compositum; sed cum postea 3 idus novembris 1641 ab eadem Congregatione fuerit sibi concessa facultas recitandi per annum officium parvum latinum B. Virginis, quod recitare continuarunt usque ad praesens; ut in posterum idem officium parvum loco officii currentis recitari sibi liceat S. Rituum Congregationi supplicaverunt, quae die 12 januarii 1647 annuit.

1404. **Urbis.**

Sanctorum qui cum Christo gaudent in coelis memoriam in terris ad Dei gloriam, et fidelium aedificationem propagari SSmus D. N. summopere intentus, de voto S. Rituum Congregationis coram Sanctitate sua habitae, mandavit ut officium S. Franciscae Romanae quod fe. recor. Urbanus VIII in die illius festo ad libitum sub ritu semiduplici recitare possit, permisit, in posterum ab omnibus Christi fidelibus ubique existentibus eadem die sub ritu duplici cum lectionibus propriis

secundi nocturni jam concessis ab hac Rituum Congregatione et propria oratione recitetur. Die 26 febrarii 1647.

1405. **Vercellen.**

Civitas Vercellen. aegre ferens decretum per episcopum in diœcesano calendario appositum, ut parochi festum S. Benedicti de præcepto in civitate edicant, recursum habuit ad S. Congregationem ut hujusmodi decretum revocare mandaret. Emi Sacrorum Rituum negociis praepositi animadvertentes locorum ordinariis per decretum sub die 8 aprilis 1628 ab eadem S. Rituum Congregatione emanatum indictum fuisse, ne quicquam novi calendariis etiam propriis de sanctorum celebritate et observatione festorum statuant absque Sedis Apostolicae licentia, et festum S. Benedicti in Constitutione Urbani papae VIII fel. rec. inter ea de praecepto non recenseri, prædictum decretum super observatione festi S. Benedicti uti de praecepto ab ordinario editum, revocandum fore, et esse et pro revocato haberi mandavit. Die 6 aprilis 1647.

1406. **Barchinonen.**

Expedito breve per Petrum Joannem Atxer de capienda possessione nomine Camerae de canonicatu pœnitentiario sibi per Sedem Apostolicam collato, captaque sub die 16 octobris 1643 illius possessione per commissarium Camerae qui litteris expeditis sub die 6 maii 1644 illam cessit dicto Atxer cui sub diebus 20 decembris 1644 et 11 maii 1646, capitulo contradicente cum esset datum mandatum de manutenendo, cujus executionem, cum postea capitulum paratum se obtulerit non retardare; consulta S. Rituum Congregatio a quo die incipiat illius antianitas ad effectum loci, sessionis, praecedentiae, turni, aliarumque praerogativarum ex antianitate provenientium. Eadem S. Rituum Congregatio respondit ad supradictos et alios quoscumque actus incipere antianitatem dicto canonico Atxer debitam a die possessionis nomine Camerae apostolicae captae, ita ut illis omnibus potiri debeat ante canonicos receptos post dictam diem 16 octobris 1643. Et ita servari mandavit, die 13 maii 1647.

1407. **Montis Regalis.**

Cum S. Rituum Congregatio per litteras episcopi Montis Regalis acceperit ecclesiam puellarum orphanarum de Cuneo istius dioecesis esse omnibus qualitatibus ad asservandum SSmum Eucharistiae Sacramentum requisitis optime praeditam, decenter ornatam et instructam; Emi PP. S. Rituum Congregationi praepositi gratiam per dictas puellas petitam asservandi SSmum Eucharistiae Sacramentum in praefata earum ecclesia arbitrio ordinarii concedendam existimarunt. Die 18 maii 1647.

1408. **S. Jacobi de Cubas.**

Consulta Sacra Rituum Congregatione, an Martinus de Celaya a S. D. N. electus et confirmatus episcopus S. Jacobi de Cubas in Indiis, non tamen consecratus, cui idem Summus Pontifex admisit cessionem praefatae ecclesiae, pro qua litteras apostolicas non expediverat, et illum postea ad praesentationem regis catholici, providit de scolastica ecclesia Salamantina, possit vel teneatur incedere in habitu episcopali? Eadem S. Rituum Congregatio respondit, delationem habitus episcopalis non esse prohibendam. Die 1 junii 1647.

1409. **Viennen.**

Preces episcopi Viennen. S. Rituum Congregationi humiliter porrectas, ut officium et missam sub ritu duplici Divisionis Sanctorum Apostolorum in calendario diœcesano apponi permitteretur, Rmi PP. eidem S. Congregationi praepositi libenter exceperunt, et ad relationem Emi et Rmi D. cardinalis Franciotti, etiam de voto consultorum, suprascriptam missam et lectiones revisas, et mature examinatas confirmaverunt, et ad augendam fidelium devotionem calendario diœcesano sub ritu duplici addere permiserunt. Die 13 julii 1647.

1410. **Lunen. Sarzanen.**

Elapso termino unius mensis de ordine S. Rituum Congregationis praefixo rectori de Lerice ad deducenda jura sua super assistentia divinis in ecclesia S. Michaelis de Trebbiano non praestanda certis anni diebus, vigore decreti hujus S. Congregationis subreptitie et obreptitie extorti sub die 13 martii 1638, plebanus dictae ecclesiae S. Michaelis pro revocatione hujusmodi decreti humiliter instetit. Et S. Rituum Congregatio, proponente Emo Estensi, praefatum decretum ad favorem rectoris de Lericae, die supradicta emanatum revocavit. Die 13 julii 1647.

1411. **Vicentina.**

Moniales ecclesiae Corporis Domini exponentes habere in propria ecclesia duo sanctorum corpora, quibus ab Emo Urbis Vicario fuit impositum nomen *Gordiani*, et *Justini*, supplicarunt pro facultate recitandi de eis officium sub rito duplici. Et S. Rituum Congregatio praedictis oratricibus concessit facultatem recitandi officium de communi sub ritu duplici in die ab ordinario perpetuo deputanda, dummodo praefatae reliquiae sint insignes, et legitime approbatae. Die 3 augusti 1647.

1412. **Vigilien.**

Cum a pluribus retro annis diversae ortae essent differentiae inter capitulum, et canonicos cathedralis ecclesiae Vigilien. et priores et canonicos trium ecclesiarum collegiatarum dictae civitatis partibus ex altera, ac etiam in hujusmodi causis emanaverint aliqua decreta et sententiae, prout ex processu exhibito S. Congregationi apparet. Cumque sit quod modernus episcopus Vigilien. pro sedandis hujusmodi differentiis procuraverit, ut partes omnia remitterent decidenda in S. Rituum Congregatione, prout fuit factum per compromissum sub die 7 aprilis 1646, quod pariter exhibitum fuit S. Congregationi.

Proposita causa per Emum D. cardinalem Franciottum, et auditis partibus hinc inde, S. Congregatio censuit priores collegiatarum in diebus, in quibus de more accedunt ad cathedralem ecclesiam ad effectum interessendi celebrationi officiorum divinorum, debere habere locum in choro post dignitates, ante tamen canonicos cathedralis, et consequenter eadem praeeminentia debere gaudere in thurificatione, pace et praeintonandis antiphonis; quo vero ad alias differentias partes informent et deducant jura sua. Die 3 augusti 1647.

1413. **Mediolanen.**

Remissis ad S. Rituum Congregationem precibus SSmo D. N. Innocentio X humiliter porrectis, quibus Joannes Paulus Rhò leges perpetuae capellaniae in parochiali ecclesia S. Marcellini civitatis Mediolanen. erectae nimium militantis Ecclesiae ritibus adversari exponebat. Cum ob easdem ipse uti modernus capellanus sacris vestibus indutus immediate ante altare et missae initium B. Mariae Virginis litanias recitare teneatur, atque ideo supplex ab hujusmodi onere absolvi deprecabatur. Et S. Rituum Congregatio praefato Paulo Rhò sacris vestibus induto immediate ante missae initium in sacrario B. Mariae Virginis litanias recitare tuta conscientia, loco praefatae obligationis concedi posse censuit, quam sententiam Sanctitas Sua approbavit. Die 28 novembris 1647.

1414. **Pisauren.**

Episcopus Pisauren. supplex instetit pro declaratione: An clerus tam saecularis quam regularis, et confraternitates illius civitatis occasione processionis SSmi Sacramenti, rogationum et aliarum, quae publicam ob causam fieri contigerit, in earum fine ad ecclesiam cathedralem omnes convenire, ibique precibus, orationibus, et benedictioni assistere teneantur. Et S. Rituum Congregatio respondit non teneri. Die 7 martii 1648.

1415. **Urbis.**

Vitam Patris Leonardi Lessii societatis Jesu de ordine S. Rituum Congregationis mature revisam, et recognitam, eadem S. Rituum Congregatio, referente Emo Dno cardinale Sacchetto, imprimi prohibuit. Et in archivio ejus S. Rituum Congregationis diligenter custodiri mandavit. Die 3 julii 1648.

1416. **Granaten.**

Archiepiscopo Granaten. Illme et Rme Domino. Sacrae Rituum

Congregationi perlatum fuit, quod in ista civitate et diœcesi Granaten. fidelium cadavera lecticis quadrigisque saepius inclusa post solis occasum clam, et sine funerali pompa ad ecclesias deferri, ibique eadem a clero tam saeculari quam regulari recipi permittatur. Eadem igitur S. Congregatio, licet id sibi persuadere nequeat, Summorum Pontificum et sacrorum canonum constitutiones ac quicquid praescribitur in rituali romano, quae omnia hujusmodi abusui adversantur debitae (si opus sit) executioni demandari Amplitudinæ tuae Illmæ injungit. Ita ergo Amplitudo tua Illma paterna, et pastorali charitate exequetur, cui ego a Deo diuturnam expostulo felicitatem. Romae 11 novembris 1648.

1417. **Carnoten.**

Abbatissa et moniales de Leau cum breviaria omnia monasterii Cisterciensis vetustate absumpta sint, nec absque magnis sumptibus typis iterum demandari possint, supplicarunt pro facultate assumendi breviarium romanum loco breviarii ejusdem monasterii. Et S. Rituum Congregatio facultatem concessit. Die 21 novembris 1648.

1418. **Puteolana.**

Cum episcopus Puteolanus, et canonici cathedralis petiissent facultatem celebrandi festum S. Onesimi archiepiscopi Ephesini, et martyris, ac discipuli S. Pauli Apostoli, ejusque officium recitandi cum propriis lectionibus, exponentes eumdem sanctum ibi verbum Dei annunciasse, et carceribus mancipatum multa tormenta fuisse perpessum; S. Rituum Congregatio, referente Emo cardinali Franciotto, praedictas lectiones jam revisas censuit approbandas esse. Die 21 novembris 1648.

1419. **Urbis.**

Generalis Carmelitarum supplicavit declarari, an religiosi dicti ordinis, qui utuntur proprio breviario debeant recitare officia SS. Casimiri et Hyacinthi confessorum, Gregorii Thaumaturgi episcopi et confessoris, ac dedicationis basilicae Apostolorum Petri et Pauli jam inserta in breviario romano. Et S. Rituum Congregatio respondit eos ad dicta officia teneri. Die 21 novembris 1648.

1420. **Bisuntina.**

Communitas et homines de Mortau petierunt praeter festum B. Virginis Assumptae jam in patronam electae, sibi licere etiam festum S. Geltrudis celebrare die 14 martii juxta antiquam eorum consuetudinem ob magnam erga dictam sanctam pietatem. Sed S. Rituum Congregatio mandavit servari rubricas, et decretum Urbani VIII super observatione festorum incipiens, *Universa*. Die 21 novembris 1648.

1421. **Nuscana.**

Petentibus oeconomis capellae SS. Rosarii in ecclesia fratrum Praedicatorum terrae Balneoli facultatem deferendi statuam B. Virginis in processione, quam fratres Dominicani in secunda dominica cujuslibet mensis peragere consuescunt; S. Rituum Congregatio censuit id licere loco, et tempore ab Ordinario designandis, quatenus statua sit composita ad formam decretorum. Die 12 decembris 1648.

1422. **Hispana.**

Fratres Praemonstratenses reformati Hispaniarum nuper in usum adhibito breviario romano humiliter Congregationi Sacris Ritibus praepositae supplicarunt, sibi concedi ut tam officia festorum proprii ordinis a quatuor centum, et supra annis recitari consueta juxta libellum impressum cum lectionibus ex octavario desumptis, quam S. Norberti, et Translationis S. Augustini recitare possint. Et Emi PP. id benigne indulserunt, servato tamen praescripto ejusdem breviarii romani. Die 24 aprilis 1649.

1423. **Decretum Generale.**

SSmus Dominus Noster in Congregatione coram Sanctitate Sua habita die 13 julii 1649 decrevit, per Congregationem ordinariam Sacris Ritibus praepositam posse aperiri processus Servorum Dei cum aliqua sanctitatis, aut martyrii fama vel opinione defunctorum auctoritate ordinaria confectos, eidemque Sacrae Congregationi exhibitos ad effectum videndi contenta in illis. Et postea referendi Sanctitati Suae utrum locus sit interpositioni auctoritatis Sedis apostolicae signando commissiones. Die 13 julii 1649.

1424. **Salisburgen.**

Archiepiscopo Salisburgensi petenti per Congregationem Sacris Ritibus praepositam declarari, an sibi liceat impertiri facultatem consecrandi campanas abbatibus ordinis S. Benedicti ejusdem dioecesis non habentibus indultum a S. Sede Apostolica, Emi PP. *negative* responderunt. Die 24 julii 1649.

1425. **Urbis.**

Cum SSmus D. N. die 26 februarii in Congregatione coram Sanctitate Sua habita decreverit, ut officium S. Franciscae Romanae, quod fel. record. Urbanus VIII in die illius festo ad libitum sub ritu semiduplici recitari permisit, in posterum ab omnibus Christi fidelibus ubique existentibus sub ritu duplici cum lectionibus propriis secundi nocturni, et propria oratione recitetur; Congregationi Sacrorum Rituum praepositae supplicatum fuit, ut declarare dignaretur, an ex eo, quod nona martii festum ejusdem sanctae coincidat cum festo sanctorum quadraginta martyrum, quod sub ritu semiduplici, celebratur, in nova breviarii impressione sit transferendus dies festus S. Franciscae, vel potius sanctorum quadraginta martyrum. Et Emi PP. responderunt officium sanctorum martyrum esse transferendum ad diem decimum martii. Et sic apponendum in breviario romano. Die 21 augusti 1649.

1426. **Urbis.**

Religiosi Matris Dei Sanctae Mariae in Campitello, asserentes in eorum ecclesia corpus S. Vincentiae V. et M. a coemeterio Calepodii effossum, et ab Emo D. cardinali Vicario ipsis elargitum honorifice asservari, humiliter institerunt Congregationi Sacris Ritibus praepositae ipsis concedi facultatem missam et officium de communi recitandi die 22 decembris, cum haec Sancta non sit apposita in martyrologio. Et eadem Sacra Congregatio remisit Emo D. cardinali Vicario, qui pro suo arbitrio concedat dictam facultatem recitandi missam, et officium de communi, non tamen tempore Adventus et quadragesimae. Die 21 augusti 1649.

1427. **Rossanen.**

Provincialis ordinis minorum S. Francisci strictioris observantiae provinciae Calabriae exposuit Congregationi Sacris Ritibus praepositae bo. me. Petrum Antonium Spinellum tunc archiepiscopum Rossanen. sub die 7 octobris 1645 etiam de mandato ejusdem S. Congregationis sua diffinitiva sententia privasse privatumque declarasse fratrem Danielem a Cutro dicti ordinis ad quinquennium voce activa et passiva in electionibus capituli, et congregationis, ac munere guardiani conventus sanctae Mariae terrae Coriolani, quo eo tempore fungebatur, ob plures abusus contra Caeremoniale episcoporum ab ipso inductos; qui deinde ad se confovendum in contumacia, ac inobedientia extorsit quamdam inhibitionem e tribunali A. C. quae tamen modo fuit revocata. Verum quia huic sententiae nunquam paruit, cum non discesserit ex eo conventu, nec ab officiis religionis se abstinuerit, supplicat idem provincialis opportune provideri. Et Emi PP., referente Emo D. cardinali Franciotto, eamdem sententiam, non obstante quacumque inhibitione obtenta vel obtinenda, in omnibus omnino observari mandarunt. Die 27 novembris 1649.

1428. **Ambianen.**

Abbatissa et moniales monasterii Paracliti Cisterciensis ordinis humiliter supplicarunt Congregationi Sacris Ritibus præpositae, ut eis licentiam impartiret commutandi breviarium proprii ordinis cum breviario romano. Et Emi PP. benigne eis hujusmodi facultatem concesserunt. Die 4 decembris 1649.

1429. **Constantien.**

Thomas Suab abbas electus monasterii Salem ordinis Cisterciensis, Congregationi Sacris Ritibus praepositae supplicavit

declarari, an ex eo, quod ipse habuerit facultatem a generali ipsius ordinis pro sui benedictione juxta morem cum suis antecessoribus servatum, ipsam benedictionem recipere possit, non adhuc soluto, quod pro bullarum solutione taxatum fuit in Dataria SSmi D. N. Et Emi PP. negative responderunt. Die 18 decembris 1649.

1430. **Eystetten.**

Episcopus Eystetten. princeps sacri imperii Congregationi Sacris Ritibus praepositae supplicavit ob amplitudinem ejus dioecesis sibi concedi, ut delegare possit facultatem benedicendi campanas alicui praelato, vel abbati infulato. Et Emi PP. benigne indulserunt ad quinquennium. Die 19 martii 1650.

1431. **Hispana.**

Fratres Praemonstratenses reformati Hispaniarum, Congregationi Sacris Ritibus praepositae supplicarunt, ut dignaretur facultatem sibi concedere recitandi officia D. Augustini, et Norberti ad formam proprii breviarii monastici. Et Emi PP. referente Emo D. cardinali Franciotto mandarunt, officium S. Augustini recitari in totum ad formam breviarii romani; officii vero S. Norberti lectiones secundi nocturni conformari ad breviarium romanum. Et in reliquis juxta breviarium monasticum. Die 19 martii 1650.

1432. **Cassanen.**

Clerus et universitas Altomontis, ob summum pietatis studium, quo S. Angelum Custodem prosequuntur, et quem communibus suffragiis servatis servandis in principaliorem advocatum et patronum elegerunt, Congregationi Sacris Ritibus praepositae supplicarunt ut hujusmodi decretum confirmare dignaretur. Et Emi PP. agnoscentes praedictam electionem cum omnibus requisitis in decreto hujus S. Congregationis edito sub die 23 martii 1630, factam fuisse, nec non tendere ad omnipotentis Dei laudem, divinique cultus augmentum, Emo D. cardinali Ludovisio referente, illam approbarunt, et confirmarunt. Et S. Angelo Custodi sic, ut praefertur, in patronum electo praerogativas patronis competentes decreverunt juxta rubricas breviarii, et missalis romani, et ad formam constitutionis fel. record. Urbani VIII super observatione festorum, dummodo tamen celebretur festum die quo illud celebrat Ecclesia. Die 7 maii 1650.

1433. **Lauden.**

Praepositus terrae Codonaei Congregationi Sacris Ritibus praepositae supplicavit, ut declarare dignaretur, an ipsi usum pontificalium habenti erigi possit baldacchinum, quando solemniter celebrat? Et Emi PP. negative responderunt. Die 9 julii 1650.

1434. **Corduben.**

Episcopus, clerus, et civitas Corduben. ob magnum pietatis studium, quo tercentis abhinc annis Archangelum Raphaelem prosecuti sunt, humiliter petierunt a Congregatione Sacris Ritibus praeposita, ut facultatem sibi elargiretur per totam dioecesim celebrandi diem festum ejusdem Archangeli Raphaelis sub die 7 maii cum proprio officio, et missa sub ritu duplici, quam fel. rec. Sixtus papa V religiosis ordinis B. V. Mariae de Mercede Redemptionis captivorum jam concessit. Et Emi PP. praedicto officio et missa denuo diligenter revisis, ac referente Emo D. cardinali Columna, ut officium et missa praedicta recitari possit in eadem civitate et dioecesi benigne licentiam impartierunt. Sub lectionibus praedicti officii, et missae:

Missam et officium descripta in praesenti libello de Archangelo Raphaele a Sede apostolica jam approbata pro fratribus ordinis Deiparae Virginis de Mercede Redemptionis captivorum, supplicantibus episcopo, clero et civitate Corduben. pro summo pietatis studio, quo eumdem Archangelum Raphaelem tercentum abhinc annis prosequuti sunt, Congregatio Sacris Ritibus praeposita benigne elargita fuit, posse recitari die 7 maii sub ritu duplici tam in civitate, quam dioecesi. Corduben. cum facultate, ut eadem missa, et officium pro majori commoditate imprimi possit et valeat. Die 10 septembris 1650.

1435. **Rossanen.**

Fr. Daniel a Cutro ordinis minorum S. Francisci strictioris Observantiae, Congregationi Sacris Ritibus praepositae suppliciter exposuit, se elapsis mensibus ab ejus superioribus de ordine ejusdem S. Congregationis voce activa et passiva ad religionis munera obeunda, ac diffinitoratus honore fuisse privatum ex quo praeteritis annis, dum reginae catholicae tunc defunctae justa persolverentur in ecclesia ipsorum regularium Deiparae Virgini Constantinopolitanae dicata in oppido Corigliani, baroni baldachinum erigi permisisset. Verum cum ex quatuor testibus examinatis citato et intimato ordinis procuratore generali constiterit S. Congregationi nullam in eo adfuisse culpam, ac Baronem praedictum ipsa die in ecclesiam non fuisse ingressum nec sedere sub baldacchino, ubi pendebant insignia regis catholici tentasse, Emi PP. censuerunt, Emo D. cardinali Rondanino referente, Fr. Danielem tamquam innocentem non potuisse, nec posse ex praedicta causa molestari, et ideo ad honores et praerogativas religionis, etiam diffinitoriatus reintegrandum esse. Die 10 septembris 1650.

1436. **Urbis.**

Orta pluries controversia inter beneficiatos ecclesiae S. Laurentii in Damaso, diaconos, subdiaconos, et clericos ex una, et presbyteros ex altera circa munia celebrandi missas et canendi evangelia et epistolas, nonnulla decreta eorum constitutionibus conformia a superioribus ejusdem ecclesiae emanarunt, quibus praescribitur absentium vices per praesentes ejusdem ordinis et hebdomadae supplendas esse, ideoque absente subdiacono presbytero, alius presbyter, diacono alius diaconus, et subdiacono subdiaconus subrogetur. Si vero nullus adfuerit illius ministerii cujus hebdomadarius abest, ultimus beneficiatus presbyter in ejus locum succedat. Cum autem haec decreta debitam executionem non habuerint, iidem presbyteri eo casu hujusmodi munia indistincte ad se spectare contendant, ipsi diaconi, subdiaconi et clerici pro opportuna provisione supplicarunt humiliter Congregationi Sacris Ritibus praepositae, quae mature examinatis litteris sa. me. Gregorii XIII super fundatione illorum beneficiorum, praedictis constitutionibus et decretis, referente Emo D. cardinali Vidman, parte citata et intimata, mandavit easdem constitutiones, et decreta omnino servari, adeo ut quisque absentis vices in suo ordine suppleat. Die 10 septembris 1650.

1437. **Decretum pro aperitione processuum.**

Cum SSmus D. N. in Congregatione habita coram Sanctitate Sua die 13 julii 1649 decreverit per Congregationem Sacris Ritibus praepositam posse aperiri processus Servorum Dei cum aliqua sanctitatis, aut martyrii fama, vel opinione defunctorum auctoritate ordinaria confectos, eidemque S. Congregationi exhibitos, ad effectum videndi contenta in illis et referendi Sanctitati Suae, utrum locus sit interpositioni auctoritatis Sedis apostolicae signando commissiones requisitas. Emi PP. censuerunt hujusmodi aperitiones esse faciendas coram Emo D. cardinali Praefecto, citato R. P. D. Fidei Promotore et servata forma in decretis super hoc emanatis, ac deinde aliquis ex Emis PP. a S. Congregatione deputandus visis processibus illius servi Dei, quos aperiri contigerit, referat in eadem S. Congregatione omnia et singula contenta in illis, ut inde statui valeat, quid Sanctitati Suae referendum sit, ut supra. Die 3 decembris 1650.

1438. **Rothomagen.**

Cum festum S. Quintini martyris principalis patroni oppidi, seu loci de Neucourt, ab illius incolis, aliisque finitimis magno pietatis studio, ac populorum frequentia in vigilia Omnium Sanctorum celebretur, et proinde jejunii observatio difficilis reddi videatur, ab iisdem humiliter Congregationi Sacris Ritibus praepositae supplicatum fuit, ut sibi concedere dignaretur facultatem, vigiliam Omnium sanctorum in praecedenti die an-

ticipandi. Et Emis PP. visum fuit id posse concedi, si SSmo D. N. placuerit. De qua S. Congregationis sententia habita ab Emo D. cardinali Capponio praefecto relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 27 februarii 1651.

1439. **Aprutina, seu Sulmonen.**

B. Joannis a Capistrano ordinis minorum.

Supplicatum fuit Congregationi S. Ritibus praepositae per procuratorem causae B. Joannis a Capistrano ordinis minorum de Observantia ad formam decretorum fel. record. Urbani VIII infrascripta opera ab eodem Beato composita, tam manuscripta, quam impressa examinari, nempe:

Repetitiones in rubricam et omnia capita tituli decretalium *de vita, et honestate clericorum.*

Item in rubricam et omnia capita tituli *de cohabitatione clericorum, et mulierum.*

Item in rubricam et omnia capita tit. *De clericis conjugatis.*

Item in rubricam. *De clericis non residentibus.*

Item in c. *Non sicut*, eodem titulo.

Item in c. *Ex gestis*, eodem titulo.

Item in c. *Relatum*, eodem titulo.

Item in c. *Fraternitati*, eodem titulo.

Item in c. *Presbyter*, de poenit. et remiss.

Quae omnes repetitiones reperiuntur impressae post lecturas Abbatis antiqui.

Item tractatum de matrimonio qui incipit: *Sacramentum hoc magnum*, pariter impressum post dictas lecturas Abbatis antiqui.

Item repetitiones in rubr. de poenit. et remiss.

Item in c. *Manifeste*, eodem titulo, quae duae repetitiones sunt impressae in 4 tomo Repetit. canonic.

Item tractatum contra Berbegallum, qui reperitur impressus in 6 tomo dictarum Repetit. canonicarum, sub tit. *De verb. signif.*

Item, *De potestate Papae et concilii*, impressus in tract. divers. tom. 13 p. prima.

Item de excomm. impressus in 14 tomo suprad. tract.

Item, *De canone poenitentiali*, impressus in supradicto tomo 14 tract. divers.

Item Opusculum conscientiae impress. in tomo primo suprad. tractatuum.

Item, De quodam matrimonio per modum consilii, impress. in tract. divers. tom. 9.

Item, *De judicio universali, et de bello spirituali*, impressus de per se, et habetur in bibliotheca S. Augustini.

Item, *Speculum clericorum*, seu sermo habitus ad clerum in Tridentina Synodo dioecesano, impressus post librum de auctoritate Papae et concilii.

Item, *Defensorium tertii ordinis*, impressus post eumdem librum de auctoritate Papae, et oncilii.

Item infrascripta, quae manuscripta habentur.

De Religione. — De Sanguine Christi. — De modo et forma cujusdam testamenti. — De excomunicationibus ipso jure illatis. — De usu cujuscumque ornatus. — De usuris et contractibus. — De blasphemia et perjurio. — De Confessione facienda proprio sacerdoti. — De censuris. — De cupiditate, et avaritia. — Commentarium in religionem Minorum. — Tractatum, contra Rochezanam, et Theutonicum haereticos Hussitanos. — Interrogatorium. — Compendium resolutionum super totum corpus decretalium. — De poenitentia. — Sermones duo ad studentes.

Et Emi PP., citato R. P. D. fidei promotore, Emum D. cardinalem Pallottum deputarunt cum facultate ex consultoribus hujus S. Congregationis in revisores eligendi pro dictorum operum examine. Die 11 februarii 1651.

1440. **Brugen.**

Cum pro parte decani, capituli, et canonicorum saecularis et collegiatae ecclesiae S. Salvatoris Brugensis, Congregationi S. Ritibus praepositae expositum fuerit, quamplures laicos etiam infimae conditionis, ac foeminas in ecclesiasticis functionibus loca decani, pastorum, et canonicorum in choro dictae ecclesiae saepius occupare consuevisse; et ad evitanda scandala, quae ob id in maximum divini cultus detrimentum, et ecclesiastici ordinis praejudicium oriebantur, de anno 1647, 9 decembris capitulariter congregatos decrevisse, ut deinceps omnes, et singuli ejusdem ecclesiae decanus, canonici, et rectores tunc, et pro tempore existentes in choro ipsius ecclesiae ad instar decanorum, et canonicorum cathedralis, ac saecularis, et collegiatae Deiparae Virginis ipsius civitatis Brugen. stare et sedere deberent. Propterea humiliter supplicarunt, ut hujusmodi decretum pro majori dictae ecclesiae decore, ac celebrantium commoditate S. Congregationis patrocinio communiretur. Et Emi PP. attendentes decretum praedictum sacris canonibus ac Caeremoniali episcoporum esse conforme, illud approbarunt, servari, ac exequi mandarunt. Die 28 martii 1651.

1441. **Salernitana.**

Ignatius Rocchus metropolitanae ecclesiae archidiaconus, ob quamdam in ejus capite infirmitatem humiliter Congregationi S. Ritibus praepositae supplicavit, ut sibi concedere dignaretur facultatem celebrandi missam cum pileolo. Et Emi PP. id benigne concesserunt ad tres menses, et usque ad canonem. Die 28 martii 1651.

1442. **Biterren.**

Referente Emo D. Vidman, lectiones, et officium Biterren. Emi PP. nihil concedere voluerunt. Die 28 martii 1651.

1443. **Urbis.**

Canonici collegiatae SS. Celsi et Juliani supplicarunt Congregationi Sacris Ritibus praepositae, ut dignaretur declarare, quinam locus assignari debeat Stephano Pusterlae archipresbytero ejusdem ecclesiae, et an supra canonicum hebdomarium ei competat praecedentia in choro? Et Emi PP. primum locum a parte chori canonico hebdomadario, archipresbytero vero alterum contra hebdomadarium competere responderunt. Die 29 aprilis 1651.

1444. **Syracusana.**

Magistratus et populus Caltagironae supplicarunt Congregationi S. Ritibus praepositae pro facultate, ut in ultima dominica augusti, in qua in loco campestri ejusdem civitatis prope ecclesiam, seu oratorium S. Catharinae virginis et martyris emporium fieri solet, unica missa votiva solemnis de praedicta sancta, quae ibidem magno pietatis studio colitur, celebrari valeat. Emi PP. autem responderunt eos hujusmodi facultate non indigere. Die 20 maii 1651.

1445. **Augustodunen.**

Fratres ordinis Minimorum S. Francisci de Paula conventus Molinen. ubi corpus S. Euphemiae martyris romanae magna veneratione asservatur, cujus intercessione in dies plurimas gratias elargiri dignatur, supplicarunt humiliter Congregationi S. Ritibus praepositae, ut praescriberet ultimam dominicam augusti, vel ultimam diem ejusdem mensis pro celebrando festo ipsius Sanctae, cum in martyrologio nullus dies assignetur. Et Emi PP. id benigne concesserunt pro ultima die augusti. Die 15 julii 1651.

1446. **Carthaginen.**

Super instantia facta a civitate Carthaginen. in Hispania pro facultate celebrandi de praecepto festum S. Antonii de Padua ob votum factum a civitate pro liberatione a contagio, Congregatio S. Ritibus praeposita abnuit, ne aperiatur via ad similes concessiones, et facto verbo cum SSmo D. N. per Emum D. cardinalem Cornelium die 17 ejusdem, Sanctitas Sua approbavit hujusmodi instantiam fuisse rejectam. Die 15 julii 1651.

1447. **Gravinen.**

Leonardus Antonius Grassus pauper sacerdos Gravinae dioecesis, Congregationi S. Ritibus praepositae exposuit, se abbati Benedictino inservire in recitatione divini officii; quod cum

non concordet cum breviario romano, quotidie duo officia recitare cogitur; supplicat propterea secum dispensari, ut recitatione officii divini juxta breviarium ejusdem ordinis, suae obligationi satisfacere valeat. Et Emi PP. in hac petitione ei benigne indulserunt, donec in praedicto servitio perstiterit. Die 19 augusti 1651.

1448. **Romana, scribendi depositiones testium idiomate, quo proferuntur.**

Audito per SSmum D. N. quod in processu B. Felicis a Cantalicio capuccini peracto coram Vicario Urbis, et relato in Congregatione S. Ritibus praeposita habita hac dicta die coram Sanctitate Sua, depositiones testium etiam illiteratorum fuerant exceptae, ac scriptae ad dictamen subpromotoris fidei latino sermone, quodve ita etiam in aliis processibus factis in curia dicebatur observatum fuisse, improbando hujusmodi abusum, de consilio Emorum PP. Sacrae Congregationi praepositorum decrevit, ac jussit, quod deinceps depositiones testium examinandorum in causis beatificationum et canonizationum recipiantur ac scribantur eodemmet sermone ac idiomate, quibus proferuntur ab ipsis testibus, ut ex verbis ab eisdem prolatis sincere ac integre haberi ac ponderari possit verus et germanus sensus uniuscujusque ipsorum deponentium; eorumque dicta non amplius a subpromotore fidei, sed ab ipsis judicibus pro tali examine a S. Congregatione deputatis seu deputandis fore et esse dictanda. Die 6 februarii 1652.

1449. **Urbis. S. Caroli Borromaei.**

SSmus D. N. ad supplicationem Sacri Emorum et Rmorum cardinalium Collegii in Congregatione habita coram Sanctitate Sua hac dicta die mandavit, ut officium S. Caroli Borromaei S. R. E. presbyteri cardinalis et archiepiscopi Mediolanen. de communi confessoris pontificis, quod fel. rec. Paulus V 4 novembris in die illius festo ad libitum sub ritu semiduplici recitari posse permisit, in posterum ab omnibus christifidelibus, qui ad horas canonicas tenentur, sub eodem ritu juxta rubricas breviarii romani ex praecepto recitetur, ac in eodem breviario apponatur. Die 6 februarii 1652.

1450. **Mechlinen.**

Visum fuit Congregationi S. Ritibus praepositae posse concedi Winando de la Bargelle abbati monasteri S. Geltrudis oppidi Lovaniensis ordinis canonicorum regularium S. Augustini Mechlinen. dioecesis usum mitrae et baculi pastoralis aliorumque pontificalium ex vi fundationis jurisdictionem temporalem exercenti, et in comitiis generalibus Belgii inter alios praelatos sessionem habenti, illiusque abbatia est una ex maxime splendidis, et insignibus totius Germaniae inferioris, caeterisque pro tempore existentibus ejusdem monasterii abbatibus, praesertim cum jam abbatis S. Anastasiae, internuncii, et episcopi accesserit consensus. Si SSmo D. N. placuerit. Die 2 martii 1652.

1451. **Decretum generale.**

Cum in decretis SSmae Inquisitionis super non cultu editis, fel. rec. Urbanus VIII prohibuerit Servis Dei cum aliqua sanctitatis aut martyrii fama, vel opinione defunctis, quidquam cultus, aut quamcumque venerationem praeseferens, et indicans in oratoriis aut locis publicis, seu privatis, in quibuscumque ecclesiis apponi, antequam ab apostolica Sede canonizentur, aut Beati declarentur, et appositum amoveri mandaverit, exceptis iis, qui aut per communem Ecclesiae consensum, vel immemorabilem temporis cursum, aut per patrum, virorumque sanctorum scripta, vel longissimi temporis scientia, aut tolerantia Sedis apostolicae vel ordinarii coluntur. Et longissimum tempus, illiusque immemorabilem cursum, de quo in praedictis decretis intelligendum esse declaraverit tempus centum annorum metam excedens. Et multoties dubitari contingat, an pro complenda hujusmodi centenaria sint attendenda gesta post eadem decreta. Hoc articulo in Congregatione S. Ritibus praeposita examinato, Emi PP. censuerunt non esse attendenda. Die 22 martii 1652.

1452. **Januen.**

Plures ortae fuerunt controversiae inter capitulum et canonicos metropolitanae ecclesiae Januensis, et capellanos de massa ejusdem ecclesiae, super obedientia praestanda in choro, capitulo, et canonicis, in iis quae concernunt servitium ecclesiae, super usu nominis collegii, et super aliis praerogativis per eosdem cappellanos praetensis. Et causa pro parte capituli, et canonicorum deducta in Congregatione S. Ritibus praeposita, Emi PP. capellanis saepius citatis, et post multas dilationes concessas eorum jura deducere renuentibus, referente Emo D. cardinali Sacchetto, decreverunt, nisi ad primam Sacram Congregationem iidem capellani aliquid relevans deduxerint, ipsis non licere uti denominatione collegii, nec usu campanulae ad ipsorum convocationem, et in his, quae servitium ecclesiae concernunt subjectos esse capitulo et canonicis. Die 22 martii 1652.

1453. **Reformatio Caeremonialis Episcoporum.**

Cum in Caeremoniali episcoporum auctoritate fel. rec. Clementis VIII recognito, plures successu temporis errores, et mendae vel diuturnitatis, vel typographorum injuria irrepsissent, ac proinde iterata recognitione indigere compertum fuerit, SSmus D. N. pro ejus consueta pastorali sollicitudine nonnullis Emis cardin. Rmis DD. aliisque piis, eruditis, sacrorumque rituum ac caeremoniarum apprime peritis viris illud revideri, ac emendari mandavit. Habitae proinde fuerunt, dum ego Secretariatus ejusdem Sacrae Congregationis munus gererem, vigintiquinque Congregationes, partim in palatio Emi et Rmi D. cardin. Romae, et partim in palatio Emi et Rmi D. cardinalis Franciotti, in quibus interfuerunt Emi et Rmi D. cardinales Roma, Franciottus, Montaltus, Alterius, De Lugo. RR. DD. Sacrista SSmi D. N. Lanuvius, Circius, Carolus Pauluccius, et ego Hieronymus Bomcompagnus. RR. PP. Hilarion abbas S. Crucis in Hierusalem, P. Terentius Alciatus Soc. Jesu, P. Vincentius Riccardus Theatinus. DD. Magistri caeremoniarum, Dominicus Bellus, Franciscus Maria Phaebeus.

Quo bene recognito et emendato, etiam quoad figuras in eo existentes in principio anni 1652 fuit typis editum.

1454. **Monopolitana.**

Joseph Morandus qui nomine Camerae coepit possessionem canonicatus cathedralis Monopolitanae sub die 19 julii 1651 consuluit S. Rituum Congregationi pro declaratione, an sibi competat praecedentia supra Jo. Franciscum Sforzam, et Caesarem Palmerium, qui provisi de duobus aliis canonicatibus coeperunt possessionem post dictam diem 19 julii. Et Emi Patres responderunt illi competere antianitatem, inhaerendo alias decretis a S. Congregatione, quae sub die 19 maii 1647 *in una Barchinonen.* censuit, canonico de Atzer antianitatem ad omnes actus incipere a die captae possessionis nomine Camerae apostolicae vigore brevis, ita ut illis omnibus potiri debeat ante canonicos receptos post diem suae possessionis. Die 20 aprilis 1652.

1455. **Laudunen.**

Supplicantibus abbatissa et monialibus monasterii Savari ordinis Cisterciensis pro licentia assumendi breviarium romanum, ob difficultatem reperiendi monasticum earum ordinis, S. Rituum Congregatio licentiam petitam concessit, cum prohibitione tamen reassumendi imposterum breviarium monasticum. Die 11 maii 1652.

1456. **Montis Casini.**

Pro approbatione hymni, et orationum recitandi ad sepulchrum SS. Benedicti et Scholasticae horis vespertinis: *Lectum.* Die 3 augusti 1652.

1457. **Poloniae.**

Emo Caesarino proponente officium proprium revisum et emendatum de mandato hujus Sacrae Congregationis per Emos. et

Rmos DD. PP. Mutum et Caesarinum recitandum in regno Poloniae die 10 octobris singulis annis in memoriam victoriae reportatae a fidelibus contra Turcas, Sacra Congregatio confirmavit die 21 januarii 1634. S. Congregatio ad supplicationem abbatis et monachorum S. Crucis Montis Calvi Cracovien. dioecesis ordinis S. Benedicti idem officium juxta ritum monasticum reformatum et a S. Congregatione, referente Emo D. cardinali Franciotto, recognitum et approbatum, iisdem abbati, et monachis celebrandum concessit, servata in reliquis forma supradicti decreti. Die 24 augusti 1652.

1458. **Urbis.**

Cum Emus D. cardinalis Cornelius fecerit relationem SSmo super duobus decretis generalibus circa ritus regularium et octavas beatorum, et formulam illorum ipsi SSmo exhibuerit praefata die 4 novembris, Sanctitas Sua commisit oretenus mihi secretario in praesenti registro S. Congregationis adnotare, quod Sua Sanctitas die externa, tertia scilicet novembris, mandavit praeposito generali societatis Jesu, ut in posterum curet suos regulares conformari ritibus Ecclesiae Romanae, praesertim in celebratione missarum et vesperarum quae in eorum ecclesiis cantantur, et quod interim S. Congregatio praefata duo decreta formiter extendat, et ante publicationem referat, prout de decreto super indultis beatorum denuo fecit relationem die 16 decembris 1652 Emus D. cardinalis Cornelius praefectus. Et Sanctitas Sua approbavit, ut supra, in Congregatione habita die 5 octobris proximi praeteriti. Die 4 novembris 1652.

1459. **De officio proprio S. Philippi.**

Cum SSmus D. N. Sacrorum Rituum Congregationi remiserit supplicem libellum a PP. congregationis Oratorii de Urbe Sanctitati Suae humiliter porrectum pro appositione officii S. Philippi Nerii praedictae congregationis fundatoris in breviario et kalendario romano, eadem S. Congregatio, hac die 23 novembris 1652 censuit, si SSmo D. N. placuerit, officium hujusmodi quod antea fel. rec. Urbanus VIII die 26 maii sub ritu semiduplici ad libitum recitari permiserat, sub eodem ritu kalendario et breviario romano apponi, et ab omnibus deinceps, qui ad horas canonicas tenentur, juxta rubricas ejusdem breviarii, ex praecepto recitari; quod quidem decretum, facta relatione per Emum D. cardinalem Cornelium episcopum Albanen. die 16 decembris 1652, Sanctitas Sua approbavit, et sicut praemittitur, observari mandavit. Die 23 novembris 1652.

1460. **Urbis.**

Cum de ordine S. Congregationis quaesitum fuerit quibusnam de causis a monialibus monasterii S. Dominici de Urbe ad Balnea Pauli, vulgo *Monte Magnanapoli* celebretur festum S. Dominici die 4 augusti et a monialibus S. Catharinae de Senis pariter de Urbe festum ejusdem sanctæ dominica prima post festum Sanctae Crucis, pro parte magistri generalis ordinis Praedicatorum expositum fuit, quod festum S. Dominici confessoris fundatoris ordinis Praedicatorum, qui obiit anno 1221 die 6 mensis augusti impedito festo Transfigurationis Domini Nostri celebrabatur die 5 ejusdem mensis, qua relatus est inter sanctos jussu Gregorii IX anno 1234. Jussu vero Pauli IV celebratur die 4 praedicti mensis ob festum B. Virginis ad Nives. Ex Bartholomeo Gavanto in Thesauro Sacrorum Rituum sect. 7. cap. X. Quare moniales dicti monasterii ad Balnea Pauli quae ante Gregorium XIII erant in monasterio apud S. Sixtum via Ardeatina ab eodem S. Dominico fundato, et fratres conventus S. Dominici de Bononia, in quo sacrum ipsius corpus requiescit, non interrupta consuetudine, ex concessione apostolica illud celebrant die 5 mensis augusti. Item expositum fuit quod festum S. Catharinae virginis de Senis, quae obiit die 29 aprilis S. Petro martyri dicata jussu Pii II in bulla canonizationis ejusdem incipien. *Misericordias Domini* sub datum Romae apud S. Petrum anno Incarnationis Domini 1461 tertio Kalendas maii, Pontificatus anno 3 (ex Bullar. tom. 1. Bulla 6.) celebratur Dominica prima mensis maii et quia quandoque a festo SS. Apostolorum Philippi et Jacobi, et S. Crucis impeditur praedicta dominica, fuit postea jussum ut festum praedictum celebraretur dominica prima post festum S. Crucis. Et sic quandoque celebratur dominica prima, quandoque secunda, quam consuetudinem retinuerunt moniales S. Catharinae de Senis de Urbe, quae sunt descendentes ab eadem Sancta quando religio S. Dominici, ut se toti Ecclesiae conformaret festum celebrare incepit die 30 aprilis. Quibus attentis, S. Rituum Congregatio censuit translationem tam festi S. Dominici quam S. Catharinae praefatis monialibus posse permitti, si SSmo D. N. placuerit, et facta relatione die 2 decembris 1652 per Emum D. cardinalem Sacchettum, SSmus annuit quod nihil innovaretur, et solitum maneret. Die 23 novembris 1652.

1461. **Ambianen, seu Alterius.**

Ad instantiam abbatissae, et monialium Paracliti vulgo nuncupatarum ordinis S. Bernardi supplicatum fuit, pro licentia utendi breviario ordinis S. Benedicti, cum non reperiantur breviaria sui ordinis. Et Sacra Congregatio censuit eas posse uti breviario romano, nisi habeant proprium. Die 12 decembris 1652.

1462. **Urbis.**

Quoniam in decretis hujus S. Congregationis editis sub Urbano papa VIII fel. rec. non reperitur facta aliqua expressa mentio de facultate secretarii in dando solitum juramentum de servando secreto duobus suis familiaribus, et cum illis communicando. Ideo per me quaesitum fuit in Congregatione habita hac die 18 januarii ab Emis PP. declarari, quid etiam in posterum sit observandum; et iidem Emi PP. interpretando dicta decreta desuper emanata, declararunt, secretarium habere facultatem dandi praedictum juramentum duobus familiaribus, et cum illis communicandi ut facere solent ipsi Emi DD. cardinales et alii qui habent dictam facultatem. Et facta per me secretarium relatione de praedictis SSmo D. N. die 31 januarii ejusdem, Sanctitas Sua dixit quod in prima proxima Congregatione habenda coram eadem Sanctitate Sua providebit prout melius sibi videbitur expedire. Et interim indulsit mihi, ut possim praedictum juramentum et secretum conferre uni tantum ex meis familiaribus.

1463. **Decretum.**

S. Rituum Congregatio ad obviandum quibuscumque praejudiciis quae oriri possint ex illius decretis sine scientia illorum de quorum interesse agitur, decrevit in posterum non recipi neque admitti memorialia nisi prius docto per illa porrigentes de legitimo mandato procurae, saltem per epistolam, reservata tamen facultate Emo et Rmo D. cardinali Praefecto ejusdem S. Congregationis admittendi ex causa memorialia etiam sine mandato. Die 8 februarii 1653.

1464. **Romana.**

A magistris coeremoniarum hac die expositum fuit, eos regularium superiores, qui non habent usum Pallii pro suo habitu non posse illud deferre in capella pontificia, et praecipue generalem ordinis minorum Conventualium, et procuratorem generalem ordinis minorum Observantium. Et facta relatione SSmo D. N. per Emum cardinalem praefectum die 17 martii ejusdem anni 1653, Sanctitas sua annuit quod S. Congregatio super hoc, et aliis abusibus ejusdem capellae provideat prout de jure. Die 17 martii 1653.

1465. **Baren.**

S. Rituum Congregatio, ad supplicationem principis Cellamaris censuit eidem principi in ecclesiis locorum suae jurisdictionis permittendam esse sedem cum genuflexorio et tapete extra presbyterium, et eidem dandam esse pacem cum instrumento et thurificationem duobus ictibus tantum. Die 22 martii 1653.

1466. **Lucana.**

Post emanatum decretum S. Rituum Congregationis die 23 septembris 1651 super diversis controversiis inter canonicos et capellanos collegiatae ecclesiae Camajoris Lucane diœcesis,

habito novo recursu ad eamdem S. Congregationem pro parte ipsorum Canonicorum. I. Super puncto pertinentiae cantandi Passionem in majori hebdomada. II. Super delatione sacrarum reliquiarum in processione. III. Pro declaratione quae sint festa solemnia, in quibus ex praedicto decreto officium hebdomadarii ad canonicos spectare decernitur. Eadem S. Rituum Congregatio, proponente Emo D. cardinali Sacchetto, censuit quoad cantum Passionis standum esse in decretis pro observatione Caeremonialis. Quoad II. Reliquiarum delationem in casu in quo requirantur quatuor unitim, spectare ad canonicos non paratos. Quoad III. Solemnia festa ad dictum effectum censuit intelligi debere omnia enumerata per Cæremoniale episcoporum in cap. *de pallio et ejus usu*, et ita in dicta ecclesia, et casibus praedictis servari mandavit. Die 22 martii 1653.

1467. **Decretum.**

Instantibus SSmi D. N. Caeremoniarum magistris die 8 februarii proximi pro declaratione, quod usus pallii seu mantelli ad pluviam arcendam non competens generalibus et procuratoribus generalibus ordinum minorum Observantiae, et Conventualium sancti Francisci ex eorumdem ordinum regula et institutis, sin in aliis locis dedecet multo minus permitti debet in capella pontificia ubi locum habent, et quandoque, cum tali mantello interfuerunt. S. Rituum Congregatio, facta prius de hoc relatione SSmo die 17 maii 1653 per Emum et Rmum D. cardinalem Cornelium Congregationis praefectum, et, Sanctitate Sua approbante censuit hujusmodi pallii et mantelli usum in capella pontificia prohibendum esse. Et ita ab eisdem caeremoniarum magistris executioni mandari jussit. Die 10 maii 1653.

1468. **Ravennaten.**

Cum alias sub die 13 julii 1652 in causa vertente inter capitulum, et canonicos ecclesiae metropolitanæ ex una et monachos Camaldulenses partibus ex altera super translatione corporis S. Apollinaris de mandato Sacrae Rituum Congregationis fuerit translatum corpus ejusdem sancti ab ecclesia monachorum ad metropolitanam obtenta prius a vicario et capitularibus quietantia, et promissione fideliter custodiendi idem corpus, ut postmodum ad praescriptum ejusdem S. Congregationis, ubi collocari deceat deliberari posset. Eadem S. Congregatio, referente Emo D. cardinali Sacchetto censuit, et declaravit, partibus auditis, corpus seu reliquias præfati S. Apollinaris reportari debere ad ecclesiam Classensem eorumdem monachorum, facta tamen obligatione per ipsos monachos de reaptando dictam ecclesiam, et cultum decentem praestando. Die 10 maii 1652.

1469. **Treven.**

Visa per D. Promotorem Fidei supplicatione remissa a SSmo cum ordine referendi Sanctitati suae ad instantiam capituli ecclesiae sancti Urbani pro licentia celebrandi festum B. Urbani IV die sui obitus 4 octobris. S. Rituum Congregatio censuit nihil rescribendum. Et facta relatione SSmo per Emum D. cardinalem Sacchettum, Sanctitas Sua respondit negative. Die 24 maii 1652.

1470. **Decretum.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo alias decretis sub die 22 martii proximi, censuit usum pallii, seu mantellum prohibendum esse omnibus regularibus in capella pontificia, qui ex eorumdem ordinum regula et instituto eo uti non possunt, sed ad pluviam arcendam tantum quandoque uti solent. Die 5 julii 1653. Et facta relatione SSmo D. N. die 21 julii ejusdem, per Emum et Rmum D. cardinalem Sacchettum, Sanctitas Sua approbavit, et ita a magistris caeremoniarum exequi mandavit.

1471. **Romana.**

Ad instantiam Confraternitatis S. Josephi in ecclesia sanctae Mariae Rotundae supplicatum fuit approbari officium proprium transitus sancti Josephi pro die 20 julii. *Lectum.* Die 9 augusti 1653.

1472. **Sipontina.**

Cum S. Rituum Congregatio litteris datis 20 februarii 1649 mandaverit vicario capitulari Sipontino, ut constito ei quod dignitates ecclesiae collegiatae S. Angeli Montis Gargani propria auctoritate assumpserint mitram, id omnino prohiberet, vicarius prohibuit; et, cum denuo dignitates illas assumpserint, excommunicatas declaravit. Verum quia adhuc non abstinuerint ab illarum usu, nec a divinis, idem vicarius supplicat pro opportuno rimedio. Et S. Rituum Congregatio mandavit rescribi episcopo Trojano pro executione litterarum S. Congregationis circa delationem mitrarum, et pro progressu ad ulteriora contra inobedientes, etiam cum appositione interdicti, et personarum carceratione, si ita illi videbitur expedire. Et de omnibus fuit etiam certioratus idem vicarius, prout latius in regestro litterarum. Die 9 augusti 1653.

1473. **Mediolanen.**

Cum ad notitiam SSmi D. N. pervenerit quod Senatus Mediolani per litteras circulares datas sub die 20 junii 1652, et gubernator ejusdem status per edictum publicum die 30 junii ejusdem anni mandaverint observari diem festum S. Dominici die 4 mensis augusti cujuslibet anni in toto illo statu, praecipientes ut populi, et subditi illius status abstineant ab operibus servilibus, et artifices, tabernas et apothecas clausas teneant, prout servatur coeteris diebus festis ex praecepto, et ulterius in edicto exprimatur festivitatem esse celebrandam cum omni devotione ac pietate christiana; Sanctitas sua, considerans quam perniciosum id esse possit, cum principes laici, quos in rebus Ecclesiae obsequendi potius manet necessitas, quam authoritas imperandi, non habeant facultatem indicendi dies festos in honorem sanctorum, mandavit praedictas litteras, et edictum discutienda in S. Rituum Congregatione; quae die sabbati 20 hujus mensis septembris 1653, auditis prius votis consultorum, ac re mature discussa, declaravit praefatas literas et edictum emanata auctoritate laicali super observatione praedictae festivitatis Sancti Dominici esse omnino nulla, nec aliquo modo servanda. Hac eadem die 20 septembris 1653.

Postea emanavit breve SSmi D. N. tenoris infrascripti.

1474. **Innocentius papa X.**
ad futuram rei memoriam.

Cum nuper ad notitiam nostram non sine gravi animi nostri moerore pervenerit, quod dilecti filii senatus Mediolani per litteras circulares datas die 20 junii proxime praeteriti, et dilectus filius nobilis vir modernus gubernator status Mediolani per edictum publicatum die ejusdem junii mandaverint observari diem festum S. Dominici die 4 mensis augusti cujuslibet anni in toto illo statu, praecipientes, ut populi et subditi illius status abstineant ab operibus servilibus, et artifices tabernas, et apothecas clausas teneant, prout servatur coeteris diebus festis ex praecepto, et ulterius in edicto praedicto exprimatur festivitatem esse celebrandam cum omni devotione et pietate christiana, Nos quibus universalis Ecclesiae regimen a Domino commissum est, considerantes, quam perniciosum authoritati Ecclesiae id esse possit, cum principes laici, quos in rebus Ecclesiae obsequendi potius manet necessitas, quam authoritas imperandi, non habeant facultatem indicendi dies festos in honorem sanctorum; de venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium Sacris Ritibus praepositorum quibus hoc negotium discutiendum commisimus consilio, praedictas litteras, ac edictum emanatum auctoritate laicali super observatione praedictae festivitatis S. Dominici fuisse, et esse omnino nulla, nulliusque roboris et momenti, nec aliquo modo servanda apostolica auctoritate tenore praesentium declaramus, sicque, et non aliter in praemissis per quoscumque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, ac ejusdem S. R. Ecclesiae etiam de Latere legatos, et quosvis alios quacumque authoritate

fulgentes; sublata eis, et eorum cuilibet, quavis aliter judicandi, et interpretandi facultate, et authoritate, judicari et definiri debere ac irritum, et inane, si secus super his a quoquam quavis authoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari decernimus; in contrarium facientibus, non obstantibus quibuscumque. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die 6 octobris 1653 Pontificatus nostri anno X. *S. Gualterius.*

1475. **Bisuntina.**

S. Rituum Congregatio concessit licentiam benedicendi ecclesiasticam supellectilem in qua non adhibetur sacra unctio Claudio Blondeau protonotario apostolico ad triennium de consensu ordinarii. Die 6 decembris 1653.

1476. **Leodien.**

Remissa per Datariam supplicatione ad instantiam abbatis monasterii Vallis Dei ordinis Cisterciensis pro indulto usus mitrae de consensu ordinarii. Sacra Rituum Congregatio censuit supplicationem posse signari, si SSmo D. N. placuerit. Die 6 decembris 1653.

1477. **Urbis.**

Cum alias die 31 januarii 1653 SSmus concesserit mihi secretario facultatem dandi solitum juramentum de servando secreto uni ex meis familiaribus, usque ad primam Congregationem habendam coram Sanctitate Sua, quia in decretis ab Urbano VIII in SSma Inquisitione editis nulla fit mentio de hujusmodi facultate pro secretario. Ideo in hac S. Congregatione impartitus fuit licentiam ut secretarius ejusdem Sacrae Congregationis possit deputare duos ex suis familiaribus qui praestent dictum juramentum de servando secreto juxta formam decretorum. Die 19 januarii 1654.

1478. **Parisien.**

Petentibus abbatissa et monialibus monasterii de Maubuisson Parisiensis dioecesis ordinis Cisterciensis licentiam relinquendi breviarium Cisterciense quo hactenus usae sunt, et assumendi breviarium romanum cum facultate retinendi officia Sanctorum ordinis, S. Rituum Congregatio concessit, dummodo officia Sanctorum ordinis recitentur cum breviario romano, et juxta illius rubricas. Die 28 martii 1654.

1479. **Coronae Spineae.**

Facta instantia apud S. Rituum Congregationem nomine capituli et cleri ecclesiae Siguntinae pro licentia celebrandi officium cum missa de Corona Spinea D. N. Jesu Christi, alias, ut exponitur, revisum, et approbatum ab eadem S. Congregatione pro ecclesia Montis Regalis; eodemque iterum reviso de ordine S. Congregationis per Emum D. cardinalem Sacchettum, et facta relatione, per Sacram Congregationem de novo, quatenus opus esset, approbato, attenta reliquia insigni de dicta Corona in eadem ecclesia Seguntina asservata, ipsa S. Rituum Congregatio, dummodo constet esse spinam Coronae Domini, petitam licentiam, tam supradictum officium recitandi, quam missam celebrandi in dicta ecclesia die 4 maii sub ritu duplici, ac cum facultate idem imprimendi concessit. Die 28 martii 1654.

1480. **Viennae Allobrogum.**

Moniales Romans ordinis Cisterciensis, pro declaratione ipsas non teneri recitare in choro qualibet die officium B. Virnis et psalterium duodecim vicibus in anno: *Lectum.* Die 28 martii 1654.

1481. **Parisien.**

Procurator generalis ordinis Cisterciensis pro revocatione decreti concedentis facultatem abbatissae et monialibus de Maubuisson ejusdem ordinis mutandi breviarium benedictinum in romanum: *Exhibeatur mandatum procurae pro monialibus.* Die 2 maii 1654.

1482. **Toletana.**

SSmus D. N. remisit S. Rituum Congregationi supplicem libellum Sanctitati Suae porrectum ad instantiam Serenissimi Regis Catholici Hispaniarum, in quo ei supplicatum fuerat, quatenus dignaretur concedere indulgentiam pro altari SSmi Crucifixi sito in regia capella, seu ecclesia monachorum S. Hieronymi in Escuriali, *Pantheon* nuncupata, in qua reposita sunt cadavera rec. me. caesareae majestatis Caroli V et aliarum regiarum personarum ejusdem catholicae Coronae Hispaniarum; ita ut per unumquodque missae sacrificium in dicto altari celebrandum a quocumque sacerdote etiamsi de Dominica, vel alio festo simplici, vel semiduplici, vel etiam duplici fieri contingat, dum tamen applicetur pro animabus regiarum personarum quae tam in dicta regia capella, quam alibi tumulatae fuerint, una ex illis per modum suffragii liberaretur a poenis purgatorii. Et S. Rituum Congregatio censuit, si SSmo D. placuerit, gratiam petitam posse concedi. Die 2 maii 1654.

1483. **Maceraten.**

Vicarius foraneus Montis Milonis supplicavit mandari episcopo, ut prohibeat sacerdotibus, ne faciant profundam reverentiam magistratui post missam, contra rubricas: *Oretenus episcopo in curia: Non licere.* Die 20 junii 1654.

1484. **Tranen.**

Capitulum, et clerus Corati declarari. 1. An sacerdotes, et clerici canentes lectiones, antiphonas, et alia in choro, teneantur deosculare manus archipresbyteri, vel primicerii? 2. An ad adorationem Crucis die veneris sancti teneantur accedere pedibus discalceatis? « Oretenus non teneri, et auferri poenas appositas ab archiepiscopo. » Die 20 junii 1654.

1485. **Burgi S. Sepulcri.**

Stante altercatione in terra Monterchii dioecesis S. Sepulchri super delatione simulacri S. Antonii de Padua in processione respectu habitus capuccinorum, cum quo efficiendus est; S. Rituum Congregatio, ad quam negocium deductum est, respondit habitum hujusmodi non esse vetitum in casu de quo agitur, et ideo permittendum arbitrio episcopi. Die 18 julii 1654.

1486. **Valentina.**

Stantibus frequentibus controversiis super praecedentia inter fratres strictioris Observantiae S. Francisci cum aliis regularibus, et praecipue cum Eremitanis S. Augustini per loca regni Valentiae, ubi sunt fratres de familia Observantium S. Francisci antiquiores aliis praedictis regularibus, sed ibidem dicti fratres strictioris Observantiae sunt posteriores, et quod isti ex constitutione 92 Clementis VIII fel. rec. praetendunt gaudere praecedentiis competentibus dictis fratribus de familia, habito recursu ad S. Rituum Congregationem, ad evitanda dissidia et removendas occasiones scandalorum, eadem S. Rituum Congregatio censuit, et declaravit, servandam esse constitutionem Gregorii XIII de materia disponentem. Die 18 julii 1654.

1487. **Regis Romanorum.**

In congregatione habita in palatio Cancellariae Apostolicae die 11 augusti, proposito per me secretarium Sacrorum Rituum de mandato SSmi, dubio: An de obitu Ferdinandi IV Romanorum regis nuper defuncti ab eodem SSmo in consistorio secreto fratres certiorari debeant et mox in capella missa exequialis concinenda fuerit, addito etiam sermone in laudem defuncti? unanimiter omnes in affirmativa descenderunt; quoad fratres, videlicet, a Sanctitate Sua in consistorio secreto de obitu praedicti regis praemonendos, et missam a cardinale presbytero pro ejusdem anima celebrandam.

Quo vero ad sermonem in laudem peragendum, omnes in affirmativam similiter convenere, exceptis tamen cardinalibus Barberino et Chisio, quorum primus sermonem hujusmodi habendum, modo si apud Sanctitatem Vestram Protector Germaniae pro illo supplex institerit; alter nullo pacto peragendum asseruit.

Infrascriptis autem motivis et rationibus sese adductos ad praedictam sententiam amplectendam, singuli fassi sunt videlicet:

Spada, qui primus omnium sensum aperuit.

Prae allegatis a secretario exemplis, etiam in quibusdam cardinalis de Ossat epistolis invenisse pro anima Hispaniarum regis Philippi II, Ferrariae jussu Clementis VIII fuisse celebratas exequias cum sermone in laudem per episcopum Burgi S. Sepulchri pluviali, et mitra redimitum peracto.

Licet vero per similem ejusdem cardinalis epistolam constet apud eumdem Clementem institum pro aliqua gratiarum actione in ortu primogeniti regis Galliarum persolvenda, idque denegatum fuisse, et Galliarum regem, imperatore superstite, se Romanorum regem minime digniorem agnosci, tamen posse in consistorio fratres a Pontifice praemoneri de obitu defuncti regis Romanorum ac pro ejus anima in capella missam solemnem celebrari affirmavit, et quidem omnino cum sermone in laudem, qui pro Hispaniarum regibus habitus recensetur.

Sacchettus. E quodam codice manuscripto percepisse dixit sub Leone X exequias pro Hungariae rege permultis coram cardinalibus celebratas, et nunquam dubitatum fuisse, an pro electo imperatore adhuc imperii diademate non insignito exequiae persolvi debeant, sed novendiales pro jam coronato fieri consuevisse; ob idque pro Maximiliano primo imperatore non coronato semel tantum a cardinali Columna sacrum in capella confectum esse; idque similiter pro Ferdinando IV nuper defuncto peragendum dixit. Et licet eo tempore sermones in laudem defunctorum haberi indecorum putaretur, postmodum tamen in capella contrariam inductam consuetudinem pro rege Romanorum defuncto etiam retinendam asseruit.

Ginettus. Cum primus in ordine regum rex Romanorum recenseatur et pro regibus Poloniae fratres certiores fieri, et missam in capella cantari hactenus consueverit, isthaec Romanorum regi denegari non posse.

Pallottus. Sibi quidem adversum videri, quod nondum de hujusmodi obitu per litteras ab ipsomet defuncti genitore Pontifici scriptas habito nuncio, ad praedictos actus, praemonendi videlicet de eo fratres et celebrandi exequias deveniatur. Verum, si in hujusmodi difficultas nulla habeatur, posse quidem de praedicto obitu fratres certiores reddi, missam celebrari et sermonem fieri affirmavit. Ex quo praesertim, pro inferioribus regibus eadem peracta testentur et domus Austriaca ab Apostolica Sede ob praecipua in eamdem merita isthaec pietatis documenta jure exigat.

Chisius. Ex eo quod in electione Romanorum regis Summus Pontifex in consistorio secreto conceptam animo laetitiam oratione fratribus explicet, ac Deo gratias acturus missarum solemniis assistat, in obitu consonum videri, ut fratribus moestitiam aperiat, suffragiis mox animam ejusdem praemuniat, eo magis quod isthaec pro inferioribus etiam regibus a Summo Pontifice pietatis ergo fieri consueverint. Sermones tamen a Caeremoniali romano vetitos, fortassis haud prorsus incongruum, si pro regibus, qui diu gloriose vixerint ad eorumdem gesta memoriae hominum repetenda peragantur; et secus pro rege, cui mors immatura gloriam fortassis ab eo adipiscendam abstulerit, cujusque gesta enarranda deficiunt.

Ottobonus. Propositum dubium in tres partes divisit, quasque divisim discussit, et singulis affirmative respondit. Inquit I. Ex eo quod versemur in casu singulari, de quo exemplum non reperitur, id quidem, quod magis rationi consentaneum videtur peragendum esse, idque sibi ad praenominatorum patrum sententiam amplectendam probandamque quod praecipue cardinalis Chisius asseruerat rationi consonum videri, ut videlicet ea, quae in electione ad explicandam laetitiam peragi consueverunt, in obitu ad moestitiam declarandam repetantur, tum praesertim, quod authores omnes qui de sacris ritibus conscripserunt, mortuorum suffragia nullo pacto praetermittenda asserant, quaeque a romano Pontifice praecipue pro primogenito Ecclesiae, praetermitti non debent.

Humanas vero laudes minime nuncupandas addidit quae defunctis attribuuntur, sed eas spirituales potius asserendas esse, ob idque non humanis laudibus audiendis Romanum Pontificem in ecclesia consistere, si idem defunctorum laudibus in ea audiendis intersit affirmandum, defunctorumque Caesarum numismata in effossione fundamentorum palatii Lateranensis sub Sixto V reperta, ab eodem Pontifice indulgentiis ditata ipsaque mox imperatori et regibus elargita. Hisque testatum quam in Caesares in eorumque memoriam Pontificis animum pium ac propensum esse deceat; ob idque sermonem omnino peragendum asseruit.

Albicius. Affirmative quoad omnia, ex eo praecipue, quod in actis consistorialibus cardinalis S. Severinae invenisse, de electione Rodulphi fratres in consistorio secreto a Gregorio XIII admonitos fuisse, et missam in capella celebrari firmatum esse. Quare, ut initia fini respondeant, idem in obitu repetendum asseruit, et reges magni quidem existimare hujusmodi apostolicae Sedis ostensiones, ut ex epistolis cardinalis de Ossat legitur, Gallos plurimum conquestos esse, quod pro Henrico rege, licet e fidelium communione ejecto, Sixtus V exequias celebrari omisisset. Hisque cardinalis Spada adjecit, imo Sixtum praedictum pro anima fratris Jacobini, qui regem Henricum occiderat, preces in ecclesia effudisse. Post quae cardinalis Albicius sermonem prosecutus, in praedictis actis consistorialibus etiam invenisse dixit, semper in exequiis regum sermones in laudem habendos esse, ob idque in casu praesenti idem servandum fore.

Barberinus, qui ultimus omnium sententiam dixit, utique pro defuncto rege fratres a Summo Pontifice praemoneri, et missam in capella celebrari posse affirmavit, praesertim ex eo, quod pro inferioribus regibus eadem peragi consueverint; id non tamen ex debito, sed ex benignitate Summi Pontificis expetendum, cum princeps coeteris principibus praeeminens, nullius sub lege vivat, et quicquid agit, libere semper agat.

Quoad sermonem tamen, nisi supplex pro illo Germaniae protector institerit, negative; sin autem, posse indulgeri.

Et facta die 13 ejusdem relatione per Emum D. cardinalem Franciscum Barberinum, SSmus idem, Patrum sententiam approbavit, et in proximo consistorio se fratres praemoniturum, et capellae mox interfuturum dixit. Sermonem vero in laudem defuncti simul indulgendum, si pro illo cardinalis Protector institerit.

BEATISSIME PATER. — Primus post imperii Germanici novissimum schisma, ab electione scilicet Caroli IV, adhuc ipso imperatore vivente, electus in regem Romanorum legitur Maximilianus primus, Friderici tertii imperatoris filius, die videlicet 16 februarii 1486, qui mox in imperio post patris obitum successit die 19 septembris 1493, diemque clausit extremum 13 januarii 1519.

Secundus Romanorum rex renunciatus mense januarii 1531 Ferdinandus primus, cui Carolus germanus frater imperium dimisit a die 13 martii 1558.

Tertius rex Romanorum Maximilianus II, Ferdinandi filius, designatus die 21 decembris 1562, quique imperii curam suscepit a die obitus Ferdinandi I, 25 videlicet augusti 1564.

Quartus, adhuc vivente imperatore electo, rex Romanorum inauguratur Rodulphus Austriacus mense novembris 1575, qui mox imperare coepit a mense octobris 1576, post mortem videlicet Maximiliani imperatoris electi, quique obiit die 19 januarii 1612 nondum Romanorum regis electione secuta.

Quintus rex Romanorum eligitur, adhuc Ferdinando II superstite, Ferdinandus III imperator electus ad praesens, die videlicet 22 decembris 1636.

Sextus tandem in regem Romanorum electus est Ferdinandus IV, die scilicet 31 maii 1653, qui primus e Romanorum regibus, ante susceptum imperium, patre adhuc superstite, diem clausit extremum.

Quaeque ut clarius pateant, integram a praefato imperii schismate imperatorum, regumque Romanorum seriem brevi mox referam.

Carolus IV imperator creatur in schismate contra Ludovicum Bavarum die 19 aprilis 1346. Coronatur Romae a Petro episcopo Ostiensi et Aegidio tit. S. Clementis cardinalibus, Innocentii VI Summi Pontificis legatis die 5 aprilis 1355. Moritur die 24 februarii 1379.

Venceslaus in ejus locum sufficitur eodem anno 1379 eique ob ejus inertiam a Germaniae proceribus imperium abrogatum anno 1400. Interim Fridericus IV rex Romanorum designandus, moritur.

Albertus ideo rex Romanorum subinde creatur di 10 septembris anno 1400, diemque clausit extremum die 1 junii 1410.

Jodocus rex Romanorum renunciatur die 20 septembris eodem anno 1410, et sequenti moritur, die 20 martii. Nondum vero eodem mense elapso, Sigismundus imperator rex Romanorum eligitur, quique coronatur Romae ab Eugenio IV die 18 maii 1432 et moritur die 9 decembris 1437.

Albertus junior rex Romanorum creatur die 1 januarii subsequentis anni 1438, et moritur post annum, die 27 octobris 1439.

Federicus III Austriacus imperator rex Romanorum eligitur die 1 januarii 1440; Romae coronatur a Nicolao V die 17 martii 1451 et moritur quinquagesimo anno 8 imperii die scilicet 19 augusti 1493.

Quo adhuc inter vivos degente, rex Romanorum renunciatur Maximilianus primus ejus filius die 17 februarii 1486; liberam Imperii administrationem a patre obtinet, anno 1492, et moritur die 13 januarii 1519.

Carolus V imperator rex Romanorum eligitur die 10 junii 1519, imperiali diademate insignitus Bononiae a Clemente VII die 24 februarii 1530, seseque imperio abdicat die 13 martii 1558, ac diem claudit extremum eodem anno die 21 septembris. Quo superstite

Rex Romanorum eligitur Ferdinandus primus ejus germanus frater, initio scilicet anni 1531; demissum imperium a fratre suscipit die, qua praefertur 13 martii 1558 et moritur die 25 julii 1564; eodemque vivente

Rex Romanorum pronunciatur die 25 novembris 1562 Maximilianus II, qui cum genitore imperat annum unum menses 8, et moritur mense decembris anno 1576; quo etiam superstite

Rex Romanorum inauguratur Rodulphus Austriacus mense novembris 1575, qui moritur 19 januarii 1612.

Matthias Rodulpho fratri sufficitur mense junii 1612, et moritur die 29 martii anno 1619, ejusque loco ponitur

Ferdinandus II mense augusti, et anno 1619, et moritur die 15 februarii 1637.

Imperante vero eodem Ferdinando II in regem Romanorum eligitur Ferdinandus III adhuc superstes imperator electus die scilicet 22 decembris 1636.

Tandemque rex Romanorum renunciatur Ferdinandus IV die 31 maii 1653, quem ante susceptum imperium singulari quidem exemplo obiisse fertur.

Ex his autem clare percipitur modo versari in casu singulari, ac minime quicquid antea de hac re saltem semel firmatum, nunc servari oporteat, reperiri posse, quod idcirco a Sanctitate Vestra statuendum, et mihi mox injungendum majori, qua possim humilitate exopto. Satis insuper officii partes, ac ministerium interim expleturus modo si ex integra Beatitudinis Vestrae rerum omnium notitia et memoria species ipsa ressuscitare dignetur supplex exorem; tripliciter videlicet Romanorum regem sumi et considerari posse; veluti Bohemiae et Hungariae regem, vel uti Romanorum regem electum, non tamen libera imperii administratione gaudentem. Vel ipsam imperii administrationem libere exercentem. Quo casu, sicut a regibus Galliarum et Hispaniarum eidem Romanorum regi in omnibus praelatio non controvertitur, ita quidquid iisdem regibus ab apostolica Sede honoris et benignitatis tribui consuevit, Romanorum regi liberam imperii administrationem obtinenti minime denegari posse videtur.

Vel tantum sumi pro rege Bohemiae et Hungariae pro quo postremis temporibus peractae haud inveniuntur exequiae, sicuti neque regibus neapolitanis. Et si antiquitus pro iisdem fieri mos fuerit; et neque pro defuncto rege fortassis peragendae forent, tametsi pro Poloniae regibus moderno tempore ceptum sit exequias hujusmodi in capella celebrari, sub Gregorio scilicet XIII.

At Ferdinandus nuper defunctus considerari debet rex Bohemiae et Hungariae cum accessione dignitatis regis Romanorum, cui si sine libera imperii administratione, Galliarum, et Hispaniarum reges dextram deferre renuunt, tamen ipsis eum aequari prorsus non haesitant, ideoque id omne, quod ab Apostolica Sede iisdem benignitatis ergo praestari solet, utique eidem Romanorum regi praestandum facile existimarem. Sanctitatis vestrae, Umus et Addimus servus. *Franciscus Maria Phoebeus.* Die 11 augusti 1654.

1488. **Parisien.**

Abbatissa monasterii de Maubuisson Parisien. dioecesis supplicavit S. Rituum Congregationi pro facultate assumendi breviarium romanum, omisso breviario benedictino. Sacra tamen Congregatio, ex quo ejus tantum nomine de hac re preces et mandatum procurae transmiserit, ad petitionem rescribi mandavit: *Lectum.* Die 22 augusti 1654.

1489. **Tarentina.**

Capitulum, et clerus terrae Martinae Tarentinae dioecesis S. Rituum Congregationi exposuerunt, fratres ordinis Praedicatorum olim intra ecclesiam, et ambitum conventus processionem SSmi Corporis Christi dominica infra octavam ejusdem solemnitatis ducere consuetos, et mox extrinsecus conventum, et ecclesiam circuire solitos, ab anno autem 1652 eam per vicos, plateas, et publica terrae ejusdem loca, ducere inchoasse: ob idque suppliciter postularunt eosdem Patres intra antiquos limites ab eis semel electos reduci. Sacra tamen Congregatio utrisque partibus auditis, mandavit, servari bullam fel. rec. Clementis papae VIII, qua iisdem patribus hujusmodi processiones etiam per vicos et plateas cujuslibet loci facultas ducendi tribuitur. Die 22 augusti 1654.

1490. **Veneta.**

Moniales de Cruce de Zutca Venetiarum pro officio duplici Sanctorum Cosmae et Damiani, quod eas sub eodem ritu singulis annis in eorumdem festo recitare vovisse exposuerunt: et pro permutatione dedicationis earum ecclesiae ad aliam diem. Sacra Rituum Congregatio ad primum respondit, eas moniales quae voverunt, teneri ad recitationem ejusdem officii duplicis, non omisso officio currentis diei. Ad secundum vero nihil rescribendum censuit. Die 22 augusti 1654.

1491. **Antverpien.**

Transmisso ad Sacram Congregationem per secretarium Brevium SSmi supplici libello nomine fratris Marii Ambrosii episcopi Antverpien. pro voto Congregationis ejusdem, an scilicet videretur expediendum Breve apostolicum, quo eidem episcopo fratri ordinis Praedicatorum indulgeretur recitatio, seu usus breviarii suae religionis. Sacra Congregatio respondit sibi videri non concedendum. Die 19 septembris 1654.

1492. **Ebroicen.**

Transmisso ad S. Congregationem a secretario Brevium supplici libello capituli cathedralis ecclesiae Ebroicen. Sanctitati suae porrecto, quo instabatur pro facultate peragendi orationem quadraginta horarum nullatenus non interpolatarum, sed ut nocturno tempore sacramentum reponi posset, et in mane, sacramento iterum exposito, orationem prosequi. Sacra Congregatio respondit sibi petitam gratiam denegandam videri. Die 19 septembris 1654.

1493. **Ravennaten.**

Alias sub die 10 maii 1653 S. Rituum Congregatio ecclesiae

Classensi extra moenia civitatis Ravennaten. existenti, corpus et reliquias S. Apollinaris adjudicavit, quaeque ibidem a cathedrali ecclesia ad eamdem ecclesiam reduci jussit, facta tamen a monachis Camaldulensibus obligatione de reaptando ecclesiam, et cultum decentem iisdem sacris ossibus praestando. Ideo ne futuris temporibus a quoquam dubitari contingat, num integre per monachos praedictos hujusmodi obligationis partes impletae fuerint, quo ipsae ulterius protrahantur, eadem Congregatio mox dimetiri, ac declarari peropportunum existimavit, quod videlicet, monachi, praedictum templum ipsum a summo vertice diligenter expurgatum dealbent, vitreasque arcendis avibus fenestras reparent; idque, quoties necessitas exigat, haud morose repetant; arcam, corpus, seu reliquias S. Apollinaris continentem, eodem subterraneo in loco, ubi nunc eadem sita est, et cui ara maxima imminet, ita collocari faciant, ut ecclesiam ingredientibus conspicua intra crates ferreas objiciatur: ad eamdem vero sacram aram caeco illo, ac subterraneo tramite numquam aditus pateat, nisi diebus tantum solemnibus, ac luce minime dubia. Tum vero, semel saltem quotidie, sacrificium offerant, ac in festo sancti Apollinaris, qualibet prima dominica cujusque mensis, et singulis sextis feriis martii praemissa privata missam solemnem ibidem celebrent, quae tamen ultra alia onera in eadem ecclesia praestare debita, si quae adsint, omnino sub poenis in praedicta obligatione contentis, per eosdem monachos impleri, S. eadem Congregatio mandavit. Die 19 septembris 1654.

1494. **Antverpien.**

Sacra Rituum Congregatio monialibus S. Annae loci Tamisii Antverpien. dioecesis, quae utuntur breviario romano, officia propria sanctorum regulae approbata, vel alias ordini Praedicatorum Sancti Dominici ab Apostolica Sede concessa e communibus sumendi, et juxta rubricas praedicti breviarii romani, recitandi facultatem indulsit. Die 14 novembris 1654.

1495. **Pictavien.**

Abraham Ribier, eleemosynarius regis Galliarum, abbas commendatarius ecclesiae et monasterii S. Laut de Tonartio ordinis canonicorum regularium S. Augustini, absque ulla regulae ejusdem professionis emissione SSmo supplicavit, pro usu pontificalium ad instar abbatum regularium ejusdem ecclesiae, ejus tamen vita durante. Sed cum Sanctitas Sua supplicationem praedictam de more ad S. Congregationem transmissiset, ut ab ea, an hujusmodi gratia concedenda videretur, audiret, S. eadem Congregatio censuit gratiam petitam minime concedendam esse. Die 14 novembris 1654.

1496. **Elboren.**

Monialibus S. Joannis Baptistae ordinis S. Francisci in oppido de Estretnorum Elboren. dioecesis petentibus facultatem recitandi semel in mense, die non impedita, officium Nativitatis seu Decollationis S. Joannis Baptistae earum ecclesiae titularis, et monasterii protectoris, S. Rituum Congregatio gratiam petitam ea conditione indulsit, ne tamen oratrices omittant officium currentis diei. Die 19 decembris 1654.

1497. **Isernien.**

Petiit Isernien. ecclesiae clerus declarari: An absque peccati labe officium sub ritu duplici intuitu unius dentis S. Apolloniae, qui in cathedrali asservatur, hactenus recitari consuetum, imposterum recitare possit? Et S. Rituum Congregatio respondit, id tantum a capitulo et clero cathedralis, in qua ipse asservatur dens, fieri potuisse, ac imposterum licite, et secundum breviarii rubricas sub eodem ritu peragi posse, prout ibidem fieri peragique, quatenus opus sit, libenter indulsit. Die 19 decembris 1654.

1498. **Oppidana.**

Canonici civitatis Terrae Novae instituerunt, quod ipsis indulgeretur facultas recitandi matutinas horas et laudes festivitatum primae classis et octavae Corporis Christi sero praecedentis diei, ob prolixitatem solemnium, et aeris intemperiem. At S. Congregatio negative, respondit. Die 19 decembris 1654.

1499. **Ordinis Cassinensis.**

Monachis congregationis Cassinensis et monialibus, quae sub eadem regula S. Benedicti militant, parentque congregationi Cassinensium praedictae, S. Rituum Congregatio indulsit, ut quotannis die 17 martii officium S. Geltrudis de communi virginum sub ritu duplici ad libitum recitare valeant. Die 19 decembris 1654.

1500. **Turonen.**

Dignitates et canonici S. Martini Turonen. ab ordinarii jurisdictione exempti, et immediate apostolicae Sedi subjecti, institerunt apud SSmum pro facultate perpetua delegandi alicui ex eorum numero benedicendi sacram supellectilem, et reconciliandi ecclesias. At Sanctitas Sua supplicationem transmisit ad S. Rituum Congregationem, an ab ea signanda videatur, audire desiderans. Sacra vero Congregatio episcopum Turonensem antea audiendum censuit. Die 19 decembris 1654.

1501. **Mutinen.**

Rector et administratores ecclesiae S. Georgii civitatis Mutinen. petierunt facultatem celebrandi missam in praefata ecclesia ratione concursus populi, per horam post meridiem, et S. Rituum Congregatio mandavit mihi secretario, quod oretenus eos praemonerem, absque ulla licentia licere per dimidium horae post meridiem, scilicet circa meridiem id intelligi posse. Die 8 maii 1655.

1502. **Gravinen.**

Institerunt moniales S. Sophiae civitatis Gravinae ipsis indulgeri, ut semel in mense die non impedita festo novem lectionum officium S. Clarae recitare possent, nec non eorum capellanis presbyteris saecularibus tribueretur facultas celebrandi missas sanctorum ipsarum ordinis. Emi autem PP. Sacrorum Rituum Congregationi praepositi primae petitioni ea conditione annuerunt, quod eaedem moniales non omittant officium currentis diei. Alteri vero petitioni prorsus favorabiliter inclinati capellanis praedictis missas sanctorum ordinis oratricum juxta tamen rubricas et ad formam missalis romani, ac in ipsarum ecclesia tantum celebrandi facultatem tribuerunt. Die 29 maii 1655.

1503. **Hierosolymitana.**

Instante commissario et procuratore SSmi Sepulchri, fratre scilicet Francisco Ripol ordinis minorum Observantium S. Francisci, S. Rituum Congregatio declaravit, in missis alias indultis sub die 5 martii 1644, Nativitatis videlicet Domini Nostri Jesu Christi ad Praesepe Domini, Resurrectionis supra SSmum Christi sepulchrum, et Assumptionis B. M. V. in Valle Josaphat, sicut in die, dicendum esse hymnum angelicum, Gloria in excelsis, et symbolum Apostolicum. Die 29 maii 1655.

1504. **Mantuana.**

Camillus Scutelarius canonicus cathedralis ecclesiae Mantuanae a S. Rituum Congregatione postulavit, an ipsi potuerit episcopus reservare locum receptionis primi canonicatus postquam idem ad alium canonicatum praebendae theologalis translatus, novam de eo possessionem adeptus fuit. Sacra autem Congregatio, prout alias in similibus, negative respondit, et oratori locum ultimae receptionis tantum competere declaravit. Die 29 maii 1655.

1505. **Jesuitarum.**

Societas Jesu SSmo supplicavit, ut dignaretur assensum praestare decreto Sacrae Congregationis habitae die 13 martii 1653, concessionis, videlicet, celebrandi solemniter, ut in die propria, festum Sancti Ignatii Loyolae dominica infra octavam ejusdem in ecclesia novissime extructa sub invocatione sancti praefati, quali decreto sa. me. Innocentius X assentire renuit: SSmus autem mihi ad Sanctitatem Suam adscito, jussit, quod expedirem decretum praedictum illudque transmitterem ad R. P. Generalem cum assensu Sanctitatis Suae. Statim idcirco decre-

tum publicavi, et transmisi ad Generalem. Hodie autem de praedictis omnibus cardinales in S. Congregatione certiores reddidi. Decretum vero, quod praemittitur, habetur supra, post decreta S. Congregationis habitae die 29 maii 1655.

1506. **Civitatis Castelli.**

Presbyteri de Appecchio exposuerunt ipsis injunctum fuisse a comite Octaviano Ubaldino domino in temporalibus, ut dextram cedant ejus commissario simplici notario. Et S. Congregatio jussit ad ordinarium dirigi litteras, quibus ordinarius idem moneatur, ut consulat indemnitati sacerdotalis dignitatis. Die 19 junii 1655.

1507. **Claramonten.**

Fratres Minimi conventus Claramonten. S. Rituum Congregationi supplicaverunt, ipsis facultatem attribui, ut possint quotannis die 31 augusti recitare officium duplex in octava S. Vincentii martyris, intuitu corporis ejusdem sancti, quod asservatur in eorum ecclesia. At Emi PP. eidem Congregationi praepositi petitioni praefatae tantum intra limites decretorum generalium annuerunt; quod, scilicet, praevia corporis approbatione ab Ordinario facienda, die tantum martyrii, vel translationis, aut his etiam incertis, alia arbitrio ejusdem Ordinarii statuenda, fratres oratores possint officium sub ritu duplici e communi unius martyris assumendum recitare. Die 19 junii 1655.

1508. **Gratianopolitana.**

S. Rituum Congregatio precibus monialium de Tullins ordinis Cisterciensis Gratianopolitanae diœcesis inclinata, iisdem facultatem attribuit retinendi usum breviarii romani, nec non recitandi officia propria sanctorum ipsarum ordinis, ad formam tamen et secundum rubricas breviarii romani. Die 19 junii 1655.

1509. **Lugdunen.**

Fratribus Minimis conventus Lugdunensis Sacra Rituum Congregatio intuitu corporis S. Eugeniae virginis et martyris, quod in eorum ecclesia asservari affirmarunt, praevia tamen ejusdem corporis approbatione ab ordinario facienda, recitare posse concessit officium duplex e communi virginum et martyrum desumendum, die martyrii, vel translationis, aut his etiam incertis alia die ab ordinario statuenda. Die 19 junii 1655.

1510. **Lugdunen.**

Fratres Minimi conventus S. Stephani Lugdunensis diœcesis, S. Rituum Congregationi supplicarunt ipsis indulgeri, ut possent quotannis die 31 augusti, recitare officium duplex cum octava S. Stephani martyris intuitu corporis ejusdem sancti, quod asseruerunt asservari in eorum ecclesia. At Emi PP. eidem Congregationi praepositi petitioni praefatae ea moderatione annuerunt, quod, scilicet, praevia ejusdem sancti corporis approbatione ab Ordinario facienda, die tamen martyrii, vel translationis, hisque etiam incertis, alia die arbitrio ordinarii statuenda, fratres oratores possint officium sub ritu duplici e communi unius martyris assumendum, ad formam decretorum S. Congregationis recitare. Die 19 junii 1656.

1511. **Montis Regalis provinciae Taurinen.**

Petente a S. Congregatione archipresbytero Bennano diœcesis Montis Regalis provinciae Taurinen. declarari dubium, an ipse teneatur ministrare sacerdotibus ad ejus ecclesiam confluentibus, vel alias intra limites ejus parochiae commorantibus, ceram, hostiam, vinum et paramenta pro missis celebrandis. Sacra Congregatio jussit ad ordinarium dirigi litteras, ut moneat, sed non cogat oratorem ad hujusmodi ministranda. Die 19 junii 1655.

1512. **Ordinis Camaldulensium.**

Congregatio Eremitarum Camaldulensium provinciae Etruriae, S. Rituum Congregationi supplicarunt pro uniformitate inter ipsos oratores et Eremitas Camaldulenses Montis Coronae, etiam in recitatione officii B. M. Virginis retinenda, mandari, ut ab omnibus ejusdem ordinis Camaldulensium in hujusmodi officio serventur rubricae breviarii monastici, tam circa psalmos quam dies, non obstante qualibet in contrarium consuetudine. S. Congregatio inconcusse tum ab Eremitis Camaldulensibus, provinciae Etruriae oratoribus, tum etiam ab Eremitis Montis Coronae servari jussit. Die 19 junii 1655.

1513. **Toletana.**

Emus, et Rmus Costagutus retulit hactenus gesta in causa servi Dei Francisci de Cisneros S. R. E. cardinalis Ximenes archiepiscopi Toletani, ad effectum obtinendi commissionem generalem. Relatio autem fuit hujusmodi tenoris.

A Gloria di Dio — Fra Francesco Ximenes de Cisneros minore osservante nacque, come si crede nell'anno 1440 incirca, poichè si dice, morisse di età 80 anni del 1517. Questo servo di Dio in secolo chiamato Gonsalvo, nacque di legittimo matrimonio dal quondan Alfonso Ximenes de Cisneros, e quondam Marina della Torre nella terra di Torre Laguna diocesi di Toleto, di sangue nobile, netti d'ogni macchia. Fu da questi suoi genitori istrutto nelli buoni costumi, mandato a studiare in Salamanca, dove studiò legge civile e canonica, e teologia. Desiderando ajutare detti suoi genitori, s'inviò verso questa città di Roma, per impetrare qualche beneficio. Per viaggio fu spogliato dai ladri e stando in questo travaglio con pazienza, gli sopraggiunse un tal Brunetto suo amico, che l'aveva conosciuto in Salamanca, e da questo fu soccorso di quanto gli bisognava insino a Roma, dove trattenendosi a fare l'avvocato, gli venne nuova della morte del padre, onde volendo ritornare a soccorrere sua madre, procurò appresso il Papa, ed impetrò una espettativa pro primo beneficio vacaturo, ed in vigore delle bolle, ritornato in quelle parti, prese il possesso dell'arcipretato di Vieda. Il che saputo da monsignor Cerillo arcivescovo allora di Toleto, lo fece carcerare e lo fece stare nelle più facinorose carceri di quei luoghi, dove dimorò per spazio di sei anni incirca con somma pazienza, leggendo sempre la Sacra Scrittura. Dopo scarcerato, fu fatto vicario generale del vescovo Sigontino, e da altri personaggi furono raccomandati altri governi per la buona fama, che si sentiva di lui. Essendole morta la madre, volendo servire a Dio, andò a prendere l'abito di S. Francesco, a S. Maria delli Re, dove fece il suo noviziato con ammirabile edificazione di tutti, con discipline e digiuni. Fatta la professione, cercò sempre luoghi più aspri, ed avuta l'obbedienza per Castaneto, si ritirò, e fece la vita sua in una capanella, mangiando erbe cotte, e dormendo in terra, dove fu visto in estasi ed in ratti celesti. Essendo fatto guardiano di S. Maria di Saliedo, governò i frati con grande umiltà, facendo i servizi vili ed essendo il primo andare in coro, e l'ultimo ad uscirne. Mancando alla regina Elisabetta il confessore, gli fu anteposto dal cardinale de Mendozza arcivescovo di Toleto questo servo di Dio, il quale fatto chiamare dalla regina, dopo qualche discorso lo elesse per suo confessore, ed esso accettò la carica con condizione, che non voleva stare in corte, ma voleva ritornarsene al suo convento. Essendo poi stato fatto provinciale, benchè assente, accettò questa carica, credendo con questa liberarsi dall'altra d'essere confessore della regina. Visitò tutta la provincia di Castella, benchè più grande allora d'adesso, tutta a piedi con il compagno, ed un asinello, che l'ajutava a portare le scritture e li mantelli, domandando ostiatim l'elemosina per vivere. Arrivato al porto di Gibilterra, ebbe desiderio di passare in Africa, per fare acquisto dell'anime, e patire il martirio, ma essendoli dissuaso da una persona di santa vita, che stava in quelle parti, accennandoli che altre cose le aspettavano a Toleto. Ritornato, ed avendo trovato nella visita molti disordini tra li frati, e molti abusi, per la vita di quelli relassata, tentò riformarli. E benchè in questo avesse molti travagli e persecuzioni, e dalli principali ministri della religione appresso quelle Maestà

Cattoliche, nondimeno con la sua pazienza ed umiltà, con l'assistenza di dette Maestà operò e fece la riforma. Essendo poi vacato l'arcivescovato di Toleto, fu dalle medesime Maestà presentato e nominato al Papa il detto servo di Dio, senza ch'esso ne sapesse cosa alcuna. Ed essendo venute una mattina le bolle, mentre era esso con la regina, detta regina gli disse: « Leggete un poco queste bolle, che vengono a voi, » ed esso leggendo le prime parole che dicevano: *Venerabili fratri Francisco Ximenes* etc. le pose con modestia sopra la falda delle vesti della regina, ed incontinente se ne fuggì al convento lontano qualche miglio. Mandò la regina uno dei suoi cavalieri a pregarlo, che l'accettasse, e non avendo potuto questo ottenerlo, fu necessario che detta regina scrivesse a Roma, e li facesse venire il Breve dell'obbedienza del Papa; siccome essendo poi venuto, l'accettò con condizione, che lo voleva libero senza pensione e peso alcuno. Successivamente presone il possesso, assegnò la metà dell'entrate per li poveri, e l'altra metà, spese in fare erigere collegii, università, monasterii, ospedali, ed in altre opere pie in diversi luoghi, cioè in Toleto, in Alcalà, Compluto, Torre di Laguna sua patria, Orano ed in altri luoghi. E vivendo nel suo palazzo, come se fosse vissuto in un convento, teneva seco otto, o dieci frati, con li quali conviveva poveramente, conforme alla regola, recitava con essi l'officio divino e facendo continue penitenze. Hebbe un Breve del Papa, che trattasse meglio la sua persona, che dormisse in letto con lenzuoli e mangiasse carne, ed altri cibi per sostentarsi. E benchè facesse un letto civile, ci teneva poi il suo solito con la caniola sotto. Sentendo il servo di Dio la perdita, che si faceva giornalmente delle anime, ed abitatori delle città di Orano, dalla quale venivano rubati dall'arabi, e mori convicini, si dispose a fare del proprio un esercito, e con quello andò alla volta di quella città, ed arrivato alla piazza di Mazaiquiun, fu accompagnato da una croce, che apparse in aria, simile a quella, che portava della sua chiesa, ed attaccata la zuffa con li nemici, ottenne dal cielo fermare il sole per quattr'ore, ad effetto che non venisse il soccorso ai nemici che in gran numero dovevano venire per la mattina seguente, avendo avuto in suo ajuto migliaia di corvi che cavano gli occhi all'inimici. Avuta la vittoria, ed essendo andati alcuni del suo esercito a darli la nuova, lo ritrovarono in terra genuflesso, bagnato di sudore, non solo i suoi panni, ma la terra, dove stava; ai quali rispose, che aveva ciò saputo. Non volse per allora ritornare a Toleto, per non sentire la gloria di detta vittoria. Partendo da questa città, ci lasciò un governatore, ed il popolo, se li raccomandò ne avesse protezione. Andò dopo a Granata nuovamente acquistata da quelle Maestà cattoliche a predicare a quei popoli la parola di Dio per il zelo, ch'aveva di quelle anime, ed ivi con la sua famiglia a proprie spese, faceva acquisto tale, e tanto, che non poteva resistere a dare il battesimo, avendo battezzato in un giorno più di quattromila. Ed essendo suborta ivi ribellione, gli fù assediata la casa e la famiglia dove corse gran pericolo della vita. Sedate poi le cose, fece raccolta di tutti i libri dell'Alcorano, che erano in grandissima quantità, come si dice di venticinque mila, con bellissimi ornamenti d'oro e d'argento, gli fece tutti indifferentemente abbrugiare nella publica piazza, e fece a sue spese stampare molti altri libri spirituali, quali fece distribuire; avendo anche fatto diversi regali di gran valore a molti di quella gente. Ritornato a Toleto, Alcalà, Compluto, Torre di Laguna ed altri luoghi, fece quello in diversi luoghi chiamati depositi, o granari, porre per conservarlo in tempo di carestia, che prevedeva, siccome successe. Fù governatore di quelli regni, ed avendo scritto al re Ferdinando che si ritrovava in Napoli, che venisse a governar questi suoi regni, detto re gl'impetrò la dignità cardinalizia contro sua voglia perchè abborriva gli onori e le dignità.

Ritrovandosi nella villa di Bona, sopragiuntali la febbre; previdde la sua morte, ed avanti morisse che fu dell'anno 1517, palesò, e disse alli circostanti che non aveva tolto dell'entrate della chiesa un reale per servizio dei suoi parenti. Fù portato a sepellire in Alcalà con gran concorso e devozione de' popoli convicini, con fama di santità, la quale fino al presente si conserva.

Questo Servo di Dio fu necessario, ed utile alla Chiesa ed a quelli regni.

Primo come si è detto, avendo fatta la riforma della sua religione in quelle parti molto rilasciata.

Secondo, avendo il zelo e carità dell'acquisto dell'anime, mise in pericolo la propria vita in avere seminata la fede e dato il battesimo a tante anime nel regno di Granata con avere ridotto migliaro di persone alla santa fede.

Essendo andato alla città di Orano per il medesimo zelo e carità delle anime dei fedeli che erano rubate dalli nemici Arabi e Turchi, e fattane acquisto miracoloso con pericolo della propria vita.

Prevedendo la carestia, come si è detto, fece alli sopranominati luoghi, depositi e granari, dove fece porre gran quantità di grani; fece anche diversi collegii ed università nelli luoghi sudetti, dove ne sono riusciti e riescono molti uomini dotti in lettere ed in santità, in particolare il Beato Tommaso de Villanuova, che fu arcivescovo di Valenza. Fece corregere ed emendare la bibbia Complutense che era confusa, con diverse lingue e caratteri, avendo fatti venire molti uomini dotti a sue spese per questo effetto.

Fece miracoli in vita. Ritrovandosi in campagna con il compagno senza avere da rifrescar le proprie persone, del che stando detto compagno con malinconia, lo confortò, dicendo, che confidasse in Dio che provvedeva a tutte le creature, e da lì a poco viddero un pane bianchissimo, col quale si rifrescarono.

Due altri miracoli in vita ed in morte, cioè in vita nell'acquisto d'Orano, con avere impetrato, si fermasse il sole per quattr' ore, accompagnato da una croce in aria, ebbe l'ajuto dei corvi, seppe la vittoria, prima che gli fosse portata la nuova. Essendo attaccato l'incendio in Vagliadolid, smorsò col segno della santa Croce, impetrò la pioggia per la villa d'Ombrale dove non aveva piovuto per molto tempo.

Dopo la morte è stato veduto più volte il servo di Dio sopra le muraglie di Orano in ajuto delli cittadini, che assediati dalli nimici, l'invocavano, ed altre volte non avendo da vivere, l'arrivò un vascello di grano, che era impossibile altro, che miracolosamente venisse in quella città. Ad un religioso, che doveva fare un sermone la mattina, ritrovandosi gravato di febre si raccomandò al servo di Dio, ottenne la sanità e predicò quella mattina. Di questi miracoli dopo la morte ne depongono alcuni testimonj de visu, et de facto proprio, ed alcuni de auditu ab illis, qui miracula viderunt. Di quelli poi operati in vita ne depongono un numero grande di testimonj di publica voce e fama, e per tradizione, e per relazione d'istorie essendo da tutti tenuto e reputato sempre per santo con quanta publica voce e fama, quale dura fino al presente.

Die 19 junii 1655.

1514. **Barchinonen.**

Alias 10 maii 1653 S. Rituum Congregatio censuit, si Summo Pontifici videretur, apponi posse in martyrologio romano sub diebus 25 decembris et 31 augusti nomina respective SS. Petri Nolaschi, et Raymundi Nonnati. Verum renuente sa. me. Innocentio X, decretum minime publicatum fuit. At cum procurator generalis ordinis redemptionis captivorum SSmo Dño Alexandro VII supplicasset, ut dignaretur eidem decreto assensum praebere, Sanctitas Sua ad me transmisit supplicem libellum ab ipso oratore porrectum cum rescripto: *A Mon-*

signor Febei segretario. Ipse autem ab eodem SSmo die 5 junii 1655 assensum obtinui, et facultatem expediendi insuper decretum, ea tamen conditione, quod cum primum Sanctitas Sua decreverit alios sanctos in martyrologium referri, idem decretum executioni demandarem, quodque decretum habetur supra in registro post diem 29 maii 1655. Hodie vero in S. Congregatione initio Patres certiores reddidi de assensu SSmi, expeditione decreti, et mente Sanctitatis Suae quoad executionem. Die 19 junii 1655.

1515. **Lusitana.**

Procurator fratrum Carmelitarum regni Lusitaniae S. Rituum Congregationi supplicavit fratribus Carmelitis civitatis Ulyssiponen., benigne indulgeri ut prima die non impedita post octavam Resurrectionis in capella eorum bibliothecae, possent officium B. M. Virginis sub ritu duplici solemniter recitare. Quod S. eadem Congregatio, ea conditione concessit, ne ob id oratores omittant eadem die recitationem officii currentis in eorum ecclesia, ipsaque nullatenus debito fraudetur obsequio. Die 10 julii 1655.

1516. **Ulyssiponen.**

Abbatissa et moniales S. Dionisii d'Odevellas Ulyssiponen. dioecesis institerunt injungi vicario generali congregationis S. Benedicti Lusitaniae, sub cujus regula militant, ut sinat eas continuare recitationem SSmi Rosarii, et nequaquam cogat loco devotionis praedictae, ad assumendum devotionem, B. M. Virginis vulgo *d'Estieves*. Sacra vero Congregatio jussit memoriali apponi: *Lectum*. Die 10 julii 1655.

1517. **Urbis.**

Fratres tertii ordinis S. Francisci conventus SS. Cosmae et Damiani S. Rituum Congregationi supplicarunt, ut sineret exequi decretum ad eorum favorem super jure praecedendi in processionibus juxta disposita per constitutionem Gregorii XIII a D. Vicesgerente emanatum. Et S. Congregatio rescribi jussit Emo D. cardinali Vicario pro executione decreti D. Vicesgerentis. Die 10 julii 1655.

1518. **Congregationis PP. Theatinorum.**

Patres Theatini exposuerunt eos in religionis patronam elegisse B. Mariam Virginem, sub invocatione Purificationis, et supplicarunt, eamdem erectionem approbari, et ipsis concedi, ut ejusdem festum die 2 februarii tamquam de patrona et protectrice, celebrare valeant. Sacra autem Congregatio respondit a decretis et constitutione Urbani VIII hujusmodi Patronorum religionis electiones nullatenus admitti. Die 7 augusti 1655.

1519. **Comen.**

Moniales S. Catharinae Lugnani Comen. diœcesis exposuerunt auctoritate ordinarii ipsis indultum officium SSmi Sacramenti, qualibet feria quinta non impedita, ejusque recitationem imposterum tutiori conscientia continuare posse postularunt. At S. Congregatio jussit ut omnino eaedem moniales a praedicta recitatione abstineant. Die 7 augusti 1655.

1520. **Januen.**

Abbas S. Matthaei Januae presbyter saecularis, qui ex privilegio apostolico utitur mitra et baculo, aliisque insigniis episcopalibus et indultis, quae patent ex bullario Pii V, a S. Congregatione declarari petiit ipsi adjudicari usum baldacchini, cappae magnae et galeri praelatitii competere. Sacra vero Congregatio praedictis eumdem oratorem uti posse non dubitavit, sed in scriptis idem firmare renuit ob idque jussit, oretenus a secretario juxta mentem responderi. Die 7 augusti 1655.

1521. **Ordinis Camaldulensium.**

In causa Eremitarum Camaldulensium quoad uniformitatem in recitatione officii B. M. Virginis retinenda die 19 junii 1655 a S. Congregatione decretum emanavit, quod ipsi procuratori generali ordinis consignaveram quodque Emus cardinalis Capponius ejusdem causae relator mihi restitui curavit, meque per D. Castracaneum ejus auditorem admonitum fecit, ut ex illi aliqua aequivoca, et errata expungerem, scilicet non utique ad instantiam Eremitarum provinciae Etruriae, sed Majoris ministri congregationis totius a S. Congregatione idem decretum editum, et evulgatum extitisse; sicuti ex ipsa supplicis libelli S. Congregationi porrecti lectione clare percepi; ideoque, aliud decretum tenoris, ut sequitur, de mandato praedicti Emi cardinalis relatoris, concessi, et praefato procuratori generali ordinis attribui.

Major minister congregationis Eremitarum Camaldulensium S. Rituum Congregationi supplicavit pro uniformitate in toto ordine etiam in recitatione officii B. M. Virginis retinenda, mandari, ut ab omnibus ejusdem ordinis Eremitis et Montis Coronae, et provinciae Etruriae in recitatione officii praedicti tam circa psalmos, quam dies serventur rubricae breviarii monastici quod Emi Patres S. Rituum Congregationi praepositi ab omnibus praedictis inconcusse servari mandarunt, non obstante qualibet in contrarium inducta consuetudine. Die 7 augusti 1655.

1522. **Ravennaten.**

Exposuerunt capitulum et canonici cathedralis Ravennaten. novissime a monachis Classensibus absque ipsorum oratorum scientia et consensu, corpus S. Apollinaris martyris ex antiquo sepulchro ad aliud translatum fuisse. Ob id Emi PP. Sacrorum Rituum Congregationi praepositi, ne posthac ab ipsis monachis quicquam circa corpus praedictum innovari contingat, nisi cum assensu, scientia, et praesentia archiepiscopi et capituli, jusserunt, sub tribus clavibus idem corpus detineri, quarum una ab archiepiscopo, altera a capitulo, et tertia a monachis asserventur; in quorum praedictorum omnium implementum S. eadem Congregatio stricte praecipit, et ne quid iidem in futurum innovent circa corpus praedictum, absque praedictorum scientia, assensu et praesentia, inhibet. Die 7 augusti 1655. Facta autem SSmo Domino de praedictis relatione, Sanctitas Sua approbavit, eaque exequi jussit. Die 13 ejusdem mensis augusti eodem anno 1655.

1523. **Ulyssiponen.**

Moniales monasterii de Odevellas Ulyssiponen. dioecesis supplicarunt declarari: An ipsae teneantur parere generali S. Bernardi earum superiori, qui eis praecipit ut dimissa recitatione officii SSmi Rosarii B. M. Virginis, assumant recitationem officii Rosarii nuncupati d' Estieves. Et S. Congregatio jussit fieri verbum cum generali. Die 7 augusti 1655.

1524. **Urbis.**

Nationales regni Sardiniae Romae degentes S. Rituum Congregationi supplicarunt ipsis facultatem attribui celebrandi in eorum ecclesia officium et missam S. Constantini magni. At S. Congregatio nihil concedendum respondit. Die 7 augusti 1655.

1525. **Galliarum.**

Confratres et sorores confraternitatis Infantiae Jesu ab Emis PP. Sacrorum Rituum Congregationi praepositis postularunt approbari missam propriam Infantiae Jesu. At non nisi per verbum, *Lectum*, oratoribus responderi iidem Patres jusserunt. Die 28 augusti 1655.

1526. **Decretum generale.**

Cum in litteris remissorialibus hactenus expeditis per S. Rituum Congregationem ad conficiendos processus in causis Beatificationum et Canonizationum non consueverit praefigi certus terminus, et in discutiendo validitatis articulo, saepius dubitatum fuerit utrum terminus legalis praescriptus de jure (in 1. C. et final. C. *de dilatione*, et in c. Juduvae 4. §. *spatium* 3 q. 3.) attendendus sit in hujusmodi causis, SSmus D. N. Alexander divina dispositione papa VII, ad tollendas hujusmodi haesitationes, consulendumque abusibus, qui in causis tam arduis quomodolibet irrepere possent ex dilatione et procrastinatione executionis dictarum remissorialium; in Congregatione habita die 2 octobris 1655, re etiam cum Emis Cardinalibus ejusdem Congregationis communicata et mature per-

pensa statuit et decrevit in litteris remissorialibus imposterum expediendis certum terminum a die concessionis earumdem litterarum omnino computandum assignari, ac exprimi debere; quo elapso, et non obtenta illius prorogatione, seu concessione novi termini, processus tam inchoati, quam inchoandi ex defectu jurisdictionis nullius roboris ac momenti existant, nec ullum probationis gradum constituant, sed penitus irriti et inanes sint. Ut autem deinceps nullus dubitationi locus relinquatur, dictumque decretum inviolabiliter observetur, illud novissimis decretis jussu fel. rec. Urbani VIII editis, adjici mandavit. Die 2 octobris 1655.

1527. **Hispaniarum.**

Clerus Hispaniarum S. Rituum Congregationi exponi curavit, non sine Christi fidelium scandalo in regnis Hispaniarum, diversam in administrandis sacramentis Caeremoniarum praxim adhiberi, quippe rituali romano, jussu sa. me. Pauli papae V novissime edito, non omnes ecclesiarum rectores utantur. Sacra igitur Congregatio ad nuncium Hispaniarum dirigi litteras imperavit, quibus vigili ejus curae commendetur, ut rituale praedictum ab omnibus recipiatur et observetur. Die 9 octobris 1655.

1528. **Hispaniarum.**

Nuncio Hispaniarum. — Perillis et Rme Domine, uti frater. Emis PP. Sacrorum Rituum Congregationi praepositis renunciatum est, diversam in Hispaniarum regnis administrandorum sacramentorum praxim servari, ex eo quod non omnes ecclesiarum rectores observantiam moderni ritualis romani a sa. me. Paulo V editi adhuc assumpserint; idque praesertim cum tam religiosarum gentium scandalosa admiratione accidere, ut quandoque in eadem ecclesia in eodemque sacramento administrando, ex rectoribus quis ritualis antiqui, alter ritualis moderni caeremonias adhibeat. Sacra autem Congregatio, praecipua probataque Hispani cleri erga S. Sedis Apostolicae romanaeque Ecclesiae ordinationes, in religione plurimum confisa, id quidem tantummodo ad uniformitatem ritus in re tam gravi isthic inducendam pernecesse putavit, ut Amplitudo Tua sedule curet ne moderni ritualis codicibus bibliopolae careant, ac in Domino singulos rectores admoneat, ne ritus ab Apostolica Sede novissime probatos, debita veneratione fraudari consentiant, imo ea singulari devotione, qua coeteras Romanae Ecclesiae sanctiones iidem venerantur, hasce ritualis caeremonias amplectantur, et postea indiscriminatim, et inconcusse retineant. Dum ego amplitudini tuae salutem plurimam dico. Romae die 9 octobris 1655.

1529. **Carthaginen.**

Capitulum et clerus cathedralis Carthaginen. ipsis indulgeri postularunt, ut ob aeris intemperiem, matutinas, media nocte cantari consuetas, posthac mane more romano cantare possent. Verum Sacra Congregatio per verbum, *lectum*, responderi mandavit. Die 27 novembris 1655.

1530. **Hispaniarum.**

Hispaniarum regis Orator SSmo supplicem libellum praesentavit, quo Sanctitati Suae supplicavit, ut in regnis et ditionibus catholici regis festum Sponsalitii B. M. Virginis, cum missa et officio propriis celebrari posse indulgere dignaretur. Cumque SSmus libellum praedictum ad Congregationem transmississet, censuit ipsa, nihil concedendum esse et verbo, *lectum*, tantummodo respondendum fore. Die 27 novembris 1655.

1531. **Imolen.**

Emi Patres S. Rituum Congregationi praepositi, zizaniorum semina, quae inimicus superseminare numquam desistit, e Christi agro eradicare solliciti, ut ecclesiasticae personae in charitate Christi conjunctae, soli Deo famulentur, et populis nequaquam in scandalo, sed in aedificationem praesint, utriusque partis juribus auditis et mature discussis, decreverunt posthac in processionibus, funeralibus, coeterisque similibus actibus presbyteros Communiae S. Mariae Terrae Lugi Imolen. dioecesis, seu sancti Hilarii immediate post presbyteros Communiae S. Jacobi ejusdem loci, sub propria eorum cruce et nequaquam promiscue, ut hactenus, incedere debere, et ita digniori semper loco potiri et presbyteris S. Jacobi, quibuscumque non obstantibus, praeferendos esse. Die 27 novembris 1655.

1532. **Panormitana.**

Archiepiscopus Panormitanus exposuit, pluries admonuisse abbatem S. Luciae de Plano, ut a delatione habitus mantelletti et mozzettae abstineret, verum numquam praedictum paruisse; et S. Rituum Congregationi supplicavit, ut ipsi facultatem tribueret cogendi abbatem praedictum ad abstinendum a praedictorum indumentorum delatione, etiam auctoritate Congregationis. Sacra autem Congregatio id quidem per archiepiscopum impleri posse concessit, qui nisi doceat Abbas de particulari et speciali indulto Sedis Apostolicae, contra illum, etiam censuris auctoritate Congregationis procedat. Die 27 novembris 1655.

1533. **Urbis.**

Emis PP. Sacrorum Rituum Congregationi praepositis ipse secretarius retuli de mandato SSmi D. N. Alexandri divina dispositione papae VII, qualiter Sanctitas Sua die 16 novembris indumentum magni mantelli nigri advocatis consistorialis aulae, eorumque successoribus in perpetuum, privative posthac quoad quoscumque alios, etiam Romanae Curiae advocatos, indulserat. Idque ut inviolabiliter servaretur, Sacrae Congregationis curae demandaverat, et in ejusdem acta referri jusserat, prout Patres exequi et impleri mandarunt. Die 27 ejusdem mensis novembris 1655.

Successive Emis PP. significavi quod SSmus idem mihi die praedicta 16 novembris injunxerat, ut in S. Congregatione referrem, qualiter Sanctitas Sua RR. PP. DD. auditoribus Rotae nec non RR. PP. DD. Camerae apostolicae clericis praesidentibus in solemnioribus equitatibus indulserat habitum magni mantelli, et caputii violacei coloris, nec non mulas pontificaliter ornatas, et pileum pontificalem, Auditoribus scilicet serico violaceo intrinsecus obductum, clericis vero serico nigro tantum ornatum, ac insuper iisdem Dominis Camerae Apostolicae clericis praesidentibus usum Rocchetti semper et ubique locorum concesserat, ea tamen conditione, et cum expressa declaratione, quod ipsi clerici praesidentes uti universi, et singuli Dominis Auditoribus Rotae, quibus subdiaconatuum apostolicorum officia nuper eadem Sanctitas per perpetuam unionem indulserat, tam universis quam singulis, in omnibus stationibus, sessionibus, equitatibus, processionibus, aliisque quocumque nomine nuncupatis congressibus, ac coeteris quibuscumque actibus, tum privatis cum publicis, tam in capella, quia extra, tum in Urbe, cum extra Urbem, ubique locorum absque ulla contradictione, digniorem locum dimittant, ac dexteram attribuant. Magister vero Sacri Apostolici Palatii posthac, non quidem post primum S. Rotae Auditorem, sed super omnes et singulos Camerae Apostolicae clericos praesidentes praedictos immediate post omnes S. Rotae Auditores locum retineat, non obstantibus quacumque contraria consuedine vel quasi possessione, et biscentenaria vel alias immemorabili. Idque ut inviolabiliter servaretur, S. Congregationis curae SSmus idem demandaverat, et in ejusdem Congregationis acta referri jusserat, prout PP. Emi a me impleri et exequi imperarunt. Die 27 ejusdem mensis novembris 1655. Tandemque addidi ut in acta Sacrae Congregationis referrem SSmus imperasset, qualiter Sanctitas Sua Votantibus Signaturae justitiae usum rocchetti, etiam in signaturis quae coram Praefecto dietim habentur indulserat. Die 27 novembris 1655.

1534. **Cassanen.**

Franciscus Frascinus archipresbyter graecus in ecclesia S. Petri Cassanen. dioecesis supplicavit ipsi facultatem attri-

bui ut antiquo Breviario per Clemente VIII reformato in recitatione divinorum officiorum in ejus ecclesia uti posset. Et S. Congregatio respondit: Nihil circa petitionem hujusmodi rescribendum fore. Die 29 januarii 1656.

1535. **Neapolitana.**

Instetit civitas Neapolitana declarari: Num patronatus primatus ad S. Januarium episcopum et martyrem, an ad Sanctum Dominicum confessorem spectaret? Et S. Congregatio ad S. Januarium antiquiorem patronum, primatum hujusmodi pertinere respondit. Die 29 januarii 1656.

1536. **Ragusina.**

Archiepiscopus Ragusinus petiit, an ab ipso permittendum ut confratres in eorum oratoriis duo thuribula adhibeant in functionibus, quorum altero ad thurificandos canonicos cathedralis divinis ipsis interessentes, uno autem pro thurificandis custodibus confraternitatum earumdem, eodem tempore utantur. Et S. Congregatio jussit agenti archiepiscopi oratoris, oretenus dici, ne quid innovetur. Die 29 januarii 1656.

1537. **Urbis.**

SSmus Dominus die 30 januarii praedicta jussit ut imposterum ad deferendum baldacchinum supra Sanctitatem Suam, et et summos pro tempore Pontifices, loco militum S. Petri vocentur octo Referendarii Signaturae justitiae antiquiores post duodecim Votantes. Idque significarem Emo D. cardinali Sacchetto Praefecto Signaturae justitiae, et S. Congregationis Rituum, qui Referendarios ad se vocaret, eisque gratiam a Sanctitate Sua ipsis impartitam nunciaret Die vero et in supplicatione Corporis Christi, ne prorsus excludantur milites S. Petri ab hujusmodi baldacchini delationis praerogativa, SSmus addidit ut a Referendariis praedictis baldacchinum deferri curarem tantummodo usque ad portam majorem palatii; et inde ad ecclesiam S. Catharinae, a militibus S. Petri; et omnia haec in acta S. Congregationis referrem, ne praedictam concessionis, et jussionis memoriam quandoque deperdi contingat.

Statim ipse mandatum implevi, et die 2 februarii executioni demandatum fuit. Referendarii enim rocchettis sub mantellettis induti, ab Emo Sacchetto admoniti, accesserunt ad capellam, et baldacchinum supra Pontificem in processione cereorum detulerunt.

1538. **Beatificationum.**

Die 24 februarii 1656 hora 21, Domini cardinales Sacchettus, Brancacius, Capponius, et Franciottus a SSmo specialiter deputati una cum Fidei Promotore, et Secretario Congregationis S. Rituum in aedibus praefati cardinalis Brancacii censuerunt circa dubium aequipollentiae in discutiendis processibus fabricatis ante decreta SSmae Inquisitionis (admisso per promotorem, quod idem dubium prae terminis ordinariis ad concernentia probatoria restingendum fore videretur), priora verba: *Idem observandum etc.* quae habentur pag. 55, describenda esse post finem § *Particularis processus* etc. quod habetur pag. 21. Reliqua vero verba, *Et videndum etc.*, quae habentur praedicta pag. 55, declaranda et immutanda ut dicant: « Et fidei promotorem in dubio aequipollentiae se restringere ad duo tantum interrogatoria, nempe 13 et 14, super descriptione miraculi et famae, nisi tantum sufficiens videretur, quod praedicta discutiantur et desiderentur in articulo relevantiae. »

Insuper a SSmo expetendum jusserunt, an Sanctitati Suae placeret, decreta clarius et ordinatius exarari.

Eodem sero absoluta Congregatione palatium apostolicum petii, et SSmo praedicta retuli, qui ea approbavit, et imposterum servari jussit; quodque pro minori partium dispendio, praedictamet in articulo relevante tantummodo, discutiantur, mandavit. At satis esse addidit, isthaec in acta Congregationis referrem, et dominis cardinalibus ac fidei promotori patefacerem.

1539. **Herden.**

Priorissa et moniales monasterii *de Nuestra Senora la real* vulgo nuncupati de Algarbio ordinis S. Joannis Hierosolymitani S. Rituum Congregationi supplicarunt, ipsis facultatem tribuere dignaretur ut qualibet feria II officium S. Joannis Baptistae, qualibet feria V similiter non impedita officium SSmi Sacramenti, et quolibet sabbato simile officium SSmae Conceptionis recitare possent. Quod S. Congregatio indulgendum censuit, celebratis prius officiis currentis diei. Die 10 junii 1656.

1540. **Leodien.**

Nuncius apostolicus Leodien. litteris Sacrae Congregationis respondit priorissae monasterii S. Victoris ordinis S. Benedicti Leodien. nullam impartiendam gratiam ab Apostolica Sede, nisi ejus moniales clausuram ad praescriptum S. Concilii Tridentini admittant, et in futurum servent; ideoque S. Congregatio jussit, nuncio facultatem transmitti, ut denominationem abbatissae eidem priorissae perpetuo auctoritate Congregationis attribuat, quandoquidem ipsae moniales perpetuae clausurae legibus sese subjecerint. Die 10 junii 1656.

1541. **Policastren.**

Paulus Miglianus presbyter Policastren. provisus de beneficio in Graecia, supplicavit ut missa graeco ritu celebrare posset, ei facultas tribueretur suscipiendi ordines ab antistite graeco. Sacra autem Congregatio a Congregatione SSmae Inquisitionis rem hujusmodi expetendam respondit, sed nullatenus concedendum videri, cum ordo reiterari nequeat. Die 10 junii 1656.

1542. **Sistarien.**

Joanni Ludovico Castagni canonico Ecclesiae Sistarien. in Gallia petenti approbationem officii proprii ab eo editi, *Gloriae Dei*, S. Congregatio minime annuendum censuit. Die 10 junii 1656.

1543. **Tolosana.**

Supplicarunt Emis PP. Sacrae Rituum Congregationi praepositis fratres conventus S. Francisci de Observantia loci Montis Giscardi Tolosanae dioecesis, ipsis indulgeri, ut possent processionem cordae S. Francisci ad dominicam IV cujusque mensis transferre, quod S. eadem Congregatio die 10 junii 1656 indulgendum censuit, modo si SSmo Dno placuisset indulgentias ad eamdem diem transferre. Facta autem eidem SSmo de hujusmodi relatione, Sanctitas Sua annuit die 12 ejusdem mensis eodemque anno 1656.

1544. **Galliarum.**

Nuncio apostolico. — Perillis et Rme Domine uti frater. A tuis litteris accepit Rituum Congregatio, regulares hactenus haesitasse, num ipsis officia sanctorum kalendarii Parisiensis, una et officia propria sanctorum ordinis recitare liceret. Ob id Emi PP. eidem Congregationi praepositi Amplitudini tuae significandum duxerunt, officia patroni principalis, ac titularis ecclesiae cathedralis, nec non protectoris civitatis a regularibus recitari debere. Caetera autem officia sanctorum kalendarii proprii quorumcumque locorum eis nullatenus permisssum publice in eorum ecclesiis peragere, sed vel privatim non omisso officio alias currenti licitum tantummodo recitare. Et diu felix, incolumisque vivas. Romae die 10 junii 1656.

1545. **Congregationis Oratorii Jesu Christi Domini Nostri.**

Sacra Rituum Congregatio piis presbyterorum Oratorii Jesu Christi D. N. votis benigne annuens, tum ipsis, cum futuris in perpetuum ejusdem instituti viris ubique locorum existentibus, coeterisque omnibus in eorum instituti Domibus cohabitantibus quotannis, tamquam de patronis die 28 mensis januarii festum solemnitatis Domini Jesu et die 17 septembris festum solemnitatis gloriosissimae Virginis cum octavis recolendi, nec non missas, et officia olim a S. eadem Congregatione, vel alias ab Apostolica Sede approbata celebrandi recitandique facultatem attribuit. Die 15 novembris 1656.

1546. **Assisien.**

Antistes et clerus Assinates, qua par est in Sanctum Franciscum confessorem concivem religiosa animi inclinatione propensi, Deoque sese prae coeteris obstrictos cogitantes, pro-

fitentesque, qui eumdem sanctum tali gratia ditasset, ut patriae decus, et catholicae Ecclesiae ornamentum evaserit, earum cogitationum reliquiis divinae majestati in honorem S. Francisci, cum diem festum agere in animum induxissent, quarta octobris inter Deo Sacras recensendi, populisque ex praecepto Ecclesiae in eorum civitate servanda, indicendi facultatem humiliter a SSmo petierunt. Quorum supplicem libellum Sanctitas Sua ad S. Rituum Congregationem transmisit; quaeque in civitate et districtu Assisien. festum praedictum in honorem S. Francisci die 4 octobris intuitu corporis quod ibidem magna veneratione colitur confluentiae fidelium advenarum, ex quo insuper Sanctus idem eorum fuerit concivis, ejusque festum novissime ab universali Ecclesia ex praecepto servaretur, si SSmo placuisset, oratoribus concedi posse respondit. Die 15 novembris 1656. De praedictis autem facta eidem SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit et moderno, nec non futuris in perpetuum ejusdem civitatis episcopis facultatem attribuit, indicendi in civitate et districtu Assisien. festum praedictum universis et singulis utriusque sexus etiam regularibus christifidelibus ex praecepto Ecclesiae servandum quosque hortari meminerint, ut a cujusvis generis operibus vacent, non ut otio torpentes, vanitatibus vitiisque innitantur, sed Deo laudibus repetendis incumbant, laboremque manuum pia mentis agitatione compensent, ac die festivitati praevia jejunent. Die 20 decembris 1656.

1547. **Senen.**

Praecipua divini cultus augendi et perpetuae concordiae praesertim inter ecclesiasticos viros, ac laicos firmandae sollicitudo, ut semotis dissentionum scandalis, Christifideles in vinculo dilectionis, Domino famulentur, SSmum impulit, nedum ad probationes consuetudinis olim in metropolitana Senarum inductae, alias a S. Rituum Congregatione anno 1598 admissas, et sexaginta prope mox annorum lapsu observantia roboratas, validas, plenasque declarandas, nempe ut capitaneus populi, et prior consistorii, in receptione candelarum et palmarum, vicario, dignitatibus, et canonicis praeferantur. Verum SSmus idem futuris perpetuis temporibus inviolabiliter una simul retineri, servarique jussit, rationem, seu regulam associandi, deducendique principem gubernatorem, novissime tandem litteris provisionalibus S. Rituum Congregationis ad archiepiscopum directis, datisque die 20 decembris praeteriti anni 1656, iisdem capitulo et magistratui injunctam; quod scilicet, canonici principi per ecclesiam incedenti, unius passus inter eos, ac principem ipsum interposita distantia praeeant; capitaneus vero populi et prior consistorii praefati pari intercedente distantia principem subsequantur. Super quibus omnibus Sanctitas Sua perpetuum silentium imposuit, et ne posthac similes vel quasvis alias contentiones, inter praedictos oriri contingat, addidit, ut quae praedictorum pars praesenti decreto contraierit, vel antiquas, etsi usu aliquando receptas, de praesenti tamen minime retentas vel servatas, aut novas agendi procedendique in ecclesia praxim, consuetudinem, vel regulas quascumque, non petita prius ab Apostolica Sede super iisdem declaratione inducere praesumpserit, vel declaratione praedicta non obtenta, aliquid de facto attentaverit, si laici, a suis juribus cadant; ecclesiastici vero, qui authores extiterint, poenae suspensionis a Divinis arbitrio S. Congregationis subjaceant. Hujusmodi autem decretum in acta S. Congregationis Sanctitas Sua referri mandavit. Die 21 februarii 1657.

1548. **Oriolen.**

Capitulum et clerus collegiatae ecclesiae S. Nicolai Alicantis Oriolen. dioecesis S. Congregationi supplicarunt eis indulgeri, ut assistentiam presbyteri pluviali induti in missarum solemniis adhibere possent; et S. Congregatio negative respondit. Die 10 martii 1657.

1549. **Pampilonen.**

In causa Pampilonen. patronatus sanctorum Firmini mart. et Francisci Xaverii confessoris, S. Rituum Congregatio die 10 martii 1657 ad relationem Emi Dni cardinalis Sacchetti, censuit, si SSmo videretur expedire, ut Sanctitas Sua motu proprio per litteras in forma Brevis nulla de praesenti S. Congregationis sensu habita mentione, utrique clero saeculari et regulari, nec non universitatibus, et populo Pampilonen. totiusque regni Navarrae injungat, quotannis ex praecepto Ecclesiae celebrari festa sanctorum Firmini martyris et Francisci Xaverii confessoris, eorumdem sanctorum officia et missas cum octavis aeque in posterum recitari, et celebrari. Et facta eidem SSmo praedictorum relatione per Emum D. cardinalem Sacchettum, Sanctitas Sua sensum S. Congregationis commendavit. Die 10 martii 1657.

1550. **Divionen.**

Decano et capitulo, nec non universo clero regiae collegialis ecclesiae Divionen. petentibus facultatem recitandi qualibet feria V non impedita festo novem lectionum, officium SSmi Sacramenti intuitu hostiae miraculosae, quam iidem in ecclesia asservant, S. Congregatio respondit: *Lectum*. Die 9 junii 1657.

1551. **Hispaniarum.**

Aloysius Fernandez de Corduba S. Congregationi supplicavit, ei facultatem tribueret faciendi commemorationem SSmi Sacramenti in singulis missis etiam solemnioribus diebus per eum celebrandis, nec excepta majori hebdomada. Et S. Congregatio respondit servari rubricas. Die 9 julii 1657.

1552. **Stronconen.**

Guardiano et fratribus Sancti Francisci loci Stronconi minoribus Observantibus petentibus facultatem transferendi festum dedicationis ecclesiae quod occurrit ipsa die Sancti Francisci eorum institutoris post octavam ejusdem Sancti; S. Congregatio respondit festum dedicationis praeferendum esse patrono, et ideo ab oratoribus die, qua cadit, celebrandum esse festum dedicationis ecclesiae, et die sequenti juxta rubricarum dispositionem officium Sancti Francisci translatum recitandum fore. Die 9 junii 1657.

1553. **Urbis.**

Abbatissa et moniales Sanctae Susannae Urbis Sac. Rituum Congregationi supplicarunt, eis facultatem tribueret recitandi officia quaecumque Sanctorum earum ordinis, nec non aliorum Sanctorum ab ipsis hactenus recitari consueta. Sacra autem Congregatio piis oratricum precibus benigne inclinata, etiamsi breviario romano eaedem utantur, officia quaecumque ab Apostolica Sede approbata, et ordini cisterciensi concessa, recitandi facultatem attribuit. Verum officia aliorum sanctorum hactenus ab ipsis recitari consueta, eis tamen ab Apostolica Sede peculiariter minime concessa, omnino vetuit, et vel sub ritu a kalendario romano praescripto ea recitari, vel nisi in kalendario recenseantur prorsus omitti mandavit, sub poenis in constitutione Pii V contentis aliisque arbitrio Congregationis. Die 9 junii 1657.

1554. **Carpenctoraten.**

Instetit, dum in humanis agebat bo. me. cardinalis Bichius episcopus Carpenctoraten. officium proprium in honorem S. Clavi, qui in cathedrali asservatur, hactenus recitari solitum, approbaretur, eodemque cardinale e vivis erepto, ad relationem Emi D. cardinalis Sacchetti, officium praedictum nullatenus approbandum esse S. Rituum Congregatio censuit. Die 30 junii 1657.

1555. **Mileten.**

Episcopus Mileten. exposuit, vetito, ne simulacrum B. Gaetani in rectorali ecclesia quinque Frondium publicae venerationi super altare exponeretur, et ne missae vel officium ejusdem Beati ibidem celebrarentur, rectorem praedictae ecclesiae, suadentibus marchione domino loci et germano ejusdem marchionis, simulacrum B. Gaetani in platea collocasse, et vesperarum solemnia ibidem in festo ejusdem Beati peregisse; quare citatis praedictis ad dicendum cur sese non crederent incidisse in excommunicationem, marchionem ejusque fratrem compa-

ruisse, et humiliter absolutionem postulasse. Rectorem vero ecclesiae, nequaquam sese episcopo Oratori praesentasse, neque ab excommunicatione absolvi petiisse. Ideo S. Rituum Congregatio jussit marchionem et fratrem salutari poenitentia iis injuncta, absolvi; rectorem vero ecclesiae a divinis arbitrio episcopi suspendi, aliisque poenis nisi paruerit et resipuerit coerceri. Die 30 junii 1657.

1556. **Barchinonen.**

SSmus Dominus anno 1655 die 19 mensis junii approbavit, quorum nomina sanctorum Petri Nolasci ordinis B. M. de Mercede, redemptionis captivorum fundatoris, et Raymundi Nonnati S. R. E. cardinalis, ejusdem ordinis professoris, confessoris in martyrologio romano apponi posse Sacra eadem Congregatio censuerat, ea scilicet sub verborum structura, ab ipsis Emis Patribus eidem Congregationi praepositis mox approbanda. Quare ad relationem Emi D. cardinalis Brancacii re pluries discussa, tandem Patres convenerunt, ut nomen S. Petri Nolasci sub his verbis octavo kal. januarii post S. Anastasiam, scilicet, post verbum celebrarunt, recenseatur: « Barchinonae in Hispania natalis S. Petri Nolasci confessoris « ordinis B. M. de Mercede redemptionis captivorum fundatoris, « virtutibus, et miraculis clari. » Et pridie kal. septembris de S. Raymundo Nonnato S. R. E. cardinale in ipso martyrologio, infrascripta initio lectionis addantur: « Cardonae in Hispania S. Raymundi Nonnati cardinalis et confessoris, ordinis « B. M. de Mercede redemptionis captivorum, vitae sanctitate, et miraculis clari. » Die 4 augusti 1657. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, tributa insuper impressoribus facultate martyrologiis deinceps imprimendis addendi praedicta sanctorum nomina, sub praesenti tamen forma, nec unico verbo adjecto, sublato, vel immutato. Die 7 ejusdem eodemque anno 1657.

1557. **Dubium.**

Institum fuit declarare dignarentur Patres Emi: An attenta immemorabili, praepositus alicujus ecclesiae tuta conscientia possit inter missarum solemnia uti baculo et annulo, nec non pontificali more populo benedicere? Et S. Congregatio respondit: Non posse, nisi constito sibi de speciali Sedis Apostolicae indulto. Die 4 augusti 1657.

1558. **Januen.**

Iteratis reipublicae Januensis precibus benigne inclinati Emi Patres S. Rituum Congregationi praepositi, die 4 augusti 1657 universo clero totius dominii ejusdem reipublicae oratricis facultatem attribuit celebrandi festum decollationis S. Joannis Baptistae Christi praecursoris civitatis Januen. et dominii praefati protectoris cum octava. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 7 ejusdem eodem anno 1657.

1559. **Lauden.**

Orta controversia circa praecedentiam in cathedrali Lauden. inter Carolum Fagiolum olim juniorem coadjutorem canonici, sed mox vita functo coadjuto, canonicum ex una, et Carolum Cipellum seniorem coadjutorem, sed adhuc superstite coadjuto nullatenus in canonicatu successorem partibus ex altera, S. Ritum Congregatio, licet in litteris apostolicis adesset clausula favore Cipelli etc. quod etiam coadjutor censendus esset vere, et non ficte canonicus tamen censuit praecedentiam deberi canonico Fagiolo supra Cipellum coadjutorem. Die 4 augusti 1657.

1560. **Orbis. Approbationis lectionum et orationis in officio S. Bernardini.**

Orationem et lectiones praedictas Emi PP. Sacrae Rituum Congregationi praepositi die 4 augusti 1657 approbarunt, easque imprimi, et in breviario romano deinceps apponi mandarunt, ut die 20 maii a clero tum saeculari, cum regulari in officio S. Bernardini Senensis confessoris quotannis in universo orbe sub ritu semiduplici eaedem recitentur. Ita SSmo D. N. Alexandro divina dispositione papa VII annuente. Die 4 augusti 1657.

1561. **Claramontensis.**

Monialibus S. Bernardi civitatis Claramontensis expetentibus facultatem celebrandi festum tituli earum oratorii, quo ecclesiae loco, adhuc non perfectae eadem utuntur, cum officio per octavam; S. Rituum Congregatio nedum posse concessit, sed ipsas ad hujusmodi celebritatem teneri declaravit. Die 15 septembris 1657.

1562. **Colimbricen.**

Monialibus Jesu oppidi Aveyri Colimbricen. dioecesis S. Rituum Congregatio concessit facultatem recitandi officium duplex ex devotione S. Joannis Baptistae die 13 januarii, modo tamen solemniori cantu prius recitent officium de festo currenti juxta ordinationem et statuta regulae. Die 15 septembis 1657.

1563. **Sipontina.**

Capitulum Sipontinae metropolitanae Emis Patribus Sacrae Rituum Congregationi praepositis exponi curavit a dignitatibus et canonicis Garganicis hactenus propria auctoritate mitrarum usum assumptum fuisse. S. autem Congregatio (nisi dignitates et canonici praedicti docuerint de privilegio apostolico, quod si aderit, statim archiepiscopus ad eamdem Congregationem transmittat) ut archiepiscopus idem ordinarius usum praedictorum insignium dignitatibus et canonicis Garganicis, etiam sub excommunicationis poena aliisque sui arbitrio prohibeat, injungit. Die 15 septembris 1657.

1564. **Urbis.**

Sacerdotes ecclesiae S. Ludovici nationis gallicanae Urbis a S. Rituum Congregatione declarari postularunt: An festum S. Bartholomaei apostoli quod ab ipsis quotannis transfertur ob festum S. Ludovici titularis, quod celebrant die 25 augusti, possint semper celebrare die 26 ejusdem mensis, licet fuerit Dominica? Et S. Congregatio festum S. Bartholomaei apostoli, ab ipsis oratoribus semper haberi in ratione translati; ideoque ad primam diem non impeditam transferendum esse respondit. Die 15 septembris 1657.

1565. **Urbis.**

Sacra Rituum Congregatio piis patrum Jesuitarum votis libenter annuens, declaravit, ipsos oratores potuisse et posse quotannis festum cum officio et missa S. Ludovici regis Galliarum intuitu insignis reliquiae, quae in ecclesia Jesu asservatur, ibidem die 26 mensis augusti etiam dominica sub ritu duplici celebrare. Die 15 septembris 1657.

1566. **Mediolanen. Apparatus.**

Rursus referente Emo Dno cardinale Franciotto, S. Rituum Congregatio in causa Mediolanen. Apparatus, vertente inter capitulum, et canonicos seculares ex una, et abbatem ac monachos Cisterciensis collegiatae ecclesiae S. Ambrosii, ex altera, partibus, utrisque auditis, declaravit, firma manente concordia, decretum die 24 martii 1657 emanatum, quod scilicet canonici teneantur praestare quolibet die pallium et conopaeum altaris majoris et tabernaculi SSmi Sacramenti coloris conformis sacris indumentis monachorum missas et vesperas decantantium, omnino servandum esse. Die 15 septembris 1657. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, et robur omne, quod ex defectu facultatis interpretandi etc. concordiam confirmatam a sa. me. Urbano VIII cum clausula *Sublata etc. etiam interpretandi etc.*, desuper desiderari posset, praesenti decreto adjecit, quodque inviolabiliter servari praecepit die 19 septembris 1657.

1567. **Papien.**

Cum plurimum referat, contentiones quae inter pastores et oves vix pullulare noscuntur, radicitus evelli, praesertim ne diu de pastoris animo aliqua mordeat gregem sinistra suspicio, SSmus Dominus noster in causa vertente inter episcopum, et abbates ac decuriones Papienses, concertationum, ac judicii strepitu sublato, et ne redivivis conatibus tametsi compressas, rursus eas excitari contingat, perpetuo desuper silentio im-

posito, eorumdem abbatum et decurionum sedilia in cathedrali ecclesia, solito. et antiquo loco reaptari. At situm, quem illa hactenus occupabant, a presbyterio scamnulis, seu cancellulis altitudinis quatuor palmorum circiter, ligneis interim interponendis, ac infra annum marmoreis ibidem extruendis dividi imperavit. quique in medio convexi laicis nec pollicem antiqui sedilium situs abripiant, sed late dilati sufficientem locum sacra facientibus praestent: ut dilucidius ex annexa templi delineatione patebit. De quorum implemento episcopus, et abbates, ac decuriones S. Rituum Congregationem illico certiorem reddant, in cujus acta praesens decretum Sanctitas Sua referri mandavit. Die 9 novembris 1657.

1568. **Ambianen.**

Fratres S. Francisci de Paula conventus Ambianen. S. Rituum Congregationi supplicarunt, eis facultatem impertiri, recitandi officia sub ritu duplici S. Juliani martyris, S. Luciae virginis et martyris nec non S. Octaviani martyris diebus translationis eorumdem corporum, quae in ipsorum oratorum ecclesia asservantur, ex quo dies martyrii ignoretur. At S. Congregatio, attento quod de martyribus praedictis nulla habetur mentio in martyrologio, juxta alias decreta nihil oratoribus concedendum duxerunt. Die 17 novembris 1657.

1569. **Breviarii Romani.**

Procurator generalis congregationis Barnabitarum S. Congregationem admonuit, praesertim in Galliis a regiis ministris audivisse, damnari exordium orationis S. Henrici imperatoris, uti regiae quidem conditioni injuriosum: ac potius maximae peccatricis ut S. Mariae Aegyptiacae deinde ad Deum conversae quam imperatoris, ac regis qui sanctam vitam semper duxit orationi aptandum. At S. Congregatio non sine ratione, hoc ab Ecclesia decantatum respondit, ut principum aures haec veritas percutiat, quam difficile sit illis in vitam aeternam ingredi, qui vitam mortalem tot inter saeculi curas ducunt, adeo ut Ecclesia merito decantet: *Deus qui a gloria tua nullam conditionem excludis;* et ideo nil in ea, censura dignum contineri putavit. Die 17 novembris 1657.

1570. **Narbonen.**

Rector et parochiani ecclesiae S. Mariae de Ovilibus oppidi de Portel Narbonen. dioecesis S. Congregationi supplicarunt pro obtinenda facultate transferendi festum dedicationis eorum ecclesiae ad proximiorem dominicam, ut cum majori populi concursu et devotione, eadem solemnitas peragi possit. Et S. Congregatione, nihil oratoribus concedendum esse respondit. Die 17 novembris 1657.

1571. **Burdigalen.**

Monachi monasterii S. Salvatoris de Baia ordinis S. Benedicti Burdigalen. dioecesis S. Congregationi supplicarunt, eis in functionibus ecclesiasticis usum superpellicei indulgeri. At S. Congregatio jussit ab oratoribus servari regulae ordinationes. Die 17 novembris 1657.

1572. **Florentina.**

Abbatissae et monialibus S. Petri majoris Florentiae expetentibus facultatem attribui earum capellanis decantandi horam tertiam ante missas solemnes et vesperas, nec non missas sanctorum earum ordinis, S. Congregatio, ex quo ecclesia oratricum sit parochialis, a presbyteris omnino kalendarium romanum impleri mandarunt, et nihil oratricibus ipsis indulgeri posse censuerunt. Die 17 novembris 1657.

1573. **Senonen.**

Abbatissa et moniales monasterii S. Catharinae prope et extra muros oppidi de Provino Senonen. dioecesis eis indulgeri petierunt recitationem officii duplicis S. Maxemii cardinalis et episcopi Novarien. cujus corpus in earum ecclesia quiescit. Et S. Congregatio ab ordinario informationes desiderari mandavit, nedum super sanctitate ejusdem cardinalis, verum super identitate corporis, et translatione, seu repositione ejusdem in ecclesia monialium oratricum. Die 17 novembris 1657.

1574. **Urbis et Orbis.**

Instantibus caeremoniarum magistris SSmi, Sacra Rituum Congregatio jussit Emo Vicario curam demandari ne regulares utantur, loco superpellicei, rocchetto cum manicis angustis. Die 17 novembris 1657.

1575. **Capellae Pontificiae.**

Emis Patribus exposui a pontificatu Clementis VIII abusum in capella pontificia inductum, ut scilicet primus cardinalis diaconus assistens dominica prima adventus in capella Paulina e manibus Papae custodiam SSmi Sacramenti accipiat sine orario. Sacra igitur Congregatio jussit, ut in posterum caeremoniarum magistri statim ac Pontifex pervenerit ad locum, in quo sacramentum dimittit in manibus cardinalis diaconi ejusdem humeris aptent stolam violaceam diaconali more, et ita hujusmodi abusum ex apostolicarum caeremoniarum praxi omnino revocari mandavit. Die 1 decembris 1657.

1576. **Leodien.**

SSmo supplicavit Emus Dominus cardinalis de Hassia ut dignaretur officium, et missam Patris Aeterni approbare, eaque respective recitandi et celebrandi capitulo Leodien. facultatem tribuere. At Sanctitas Sua supplicem ejusdem libellum transmisit ad S. Rituum Congregationem, quae censuit petitis nullatenus annuendum esse. Die 1 decembris 1657.

1577. **Sipontina.**

Visis ac mature perpensis juribus capituli collegiatae Garganicae super usu mitrarum ab archiepiscopo Sipontino ad S. Rituum Congregationem de mandato transmissis, et ab Emo D. cardinale Franciotto relatis, S. eadem Congregatio censuit bullam Bonifacii IX, nec non sententiam archiepiscopi Antonii Marcelli dignitatibus, et canonicis collegiatae praedictae nullatenus suffragari; ideoque mitrarum usum eis interdixit; ac sub poenis ejusdem S. Congregationis arbitrio prohibet; jura tamen, quae praeter deducta eisdem obvenerint, S. Congregationi exhibeant, ac interim a praedictarum usu omnino sub iisdem poenis abstineant. Die 1 decembris 1657.

1578. **Urbis.**

Presbyteri S. Ludovici ecclesiae nationis Gallicanae exposuerunt, ab officialibus laicis ejusdem ecclesiae tribui hactenus consuevisse presbytero celebranti candelam die Purificationis B. M. Virginis, et palmam dominica Palmarum nec non thus accipi ante presbyteros superpelliceis amictos, missarum et vesperarum solemniis assistentes, abusum hujusmodi omnino amoveri postulantes. Et S. Congregatio jussit, praelatum nationis nomine S. ejusdem Congregationis oretenus admoneam, ut officiales praedicti in posterum a praenarratis prorsus abstineant. Die 1 decembris 1657.

1579. **Urbis.**

Emus D. cardinalis Franciottus retulit varia cantica in ecclesiis sub notis canenda quae S. Congregatio approbavit, et cantari posse concessit. Die 1 decembris 1657.

1580. **Alexandrina.**

Carolus Via abbas ecclesiae S. Petri Alexandrinae civitatis S. Congregationi supplicavit, declarare dignaretur: An indultum apostolicum usus mitrae et baculi extendatur ad usum baldacchini in celebratione missae pontificalis; et quatenus non extendatur, ei ex gratia usum hujusmodi baldacchini, nec non delationem mozzettae in processionibus indulgeat. Et Sacra Congregatio respondit, nullatenus extendi privilegium ad non expressa, praesertim in casu quo observantia in dies subsecuta, interpretativa literarum apostolicarum, quatenus hujusmodi interpretatio admitti posse videretur, secus firmavit, ideoque oratorem Datariam adire censuit pro nova gratia obtinenda. Die 26 januarii 1658.

1581. **Ambianen.**

Fratres conventus Ambianen. ordinis Minimorum S. Fran-

cisci de Paula S. Congregationi supplicarunt, eis facultatem attribui recitandi officium sub ritu duplici et celebrandi missam sancti Octaviani martyris cujus corpus in eorum ecclesia asservari asseruerunt. Et S. Congregatio jussit responderi, obstare decreta, ex quo de eodem Sancto nulla habeatur mentio in martyrologio romano. Die 26 januarii 1658.

1582. **Asculana.**

Oratio, et lectiones propriae recitandae in officio S. Emigdii episcopi Asculani et mart.

Lectiones et orationes praedictas in officio S. Emigdii episcopi et martyris, ab utriusque sexus Christi fidelibus, tum secularibus, cum regularibus civitatis, totius comitatus et dioecesis Asculi, nec non oppidi Nereti die martyrii et translationis ejusdem sancti recitandas Sacra Congregatio approbavit et imprimi posse concessit. Die 26 januarii 1658.

1583. **Calabriae.**

Sacerdotes Graeci incolae civitatum Rossanen. et Cassanen. provinciae Calabriae S. Congregationi supplicarunt, eis facultatem attribui recitandi etiam in choro officium compilatum et breviarii formae traditum jussu Clementis VIII ad usum Graecorum iter habentium, vel alias ob legitimum impedimentum a choro absentium; idque intuitu deficientiae codicum magni breviarii, proventuum ecclesiasticorum ad praedictos codices noviter emendos, nec non numeri eorumdem presbyterorum modo non sufficientium ad chorum constituendum. Et Sacra Congregatio jussit responderi: *Lectum*. Die 26 januarii 1658.

1584. **Marianen.**

Episcopus Marianen. in Insula Corsicae olim exposuit, senatum reipublicae Januen. ei supplicasse ut locum assignaret vicario, et cancellario commissarii in presbyterio penes eumdem commissarium. Et Sacra Congregatio respondit servari canones eidem episcopo injungi. Die 26 januarii 1658.

1585. **Mediolanen.**

Instantibus priore et fratribus societatis SSmi Rosarii in ecclesia S. Damiani Mediolanen. Sacra Rituum Congregatio declaravit, societatem ipsam nullatenus extinctam ob transitum quem ecclesia fecit a monachis Basilianis ad fratres Augustinianos discalceatos, sed integre in suo robore permanere, ac si ecclesia praedicta statum non permutasset. Die 26 januarii 1658.

1586. **Guastallae.**

Sacra Rituum Congregatio, ad evitandas dissentiones, quae Guastallae oriri possent in celebratione festi S. Francisci confessoris in loci patronum electi, infrascripta capitula a partibus firmata in decreto includi mandavit videlicet:

Capitoli da osservarsi in Guastalla nel giorno di S. Francesco.

Che l' abbate possa cantare pontificalmente nella chiesa di detti padri minori osservanti la messa, e vespero solenne il giorno della festa di S. Francesco, con la sua sedia, come fa nella sua propria chiesa. E quando l'abbate non vada, ovvero non voglia cantare la detta messa, e vespero solenne, lo facciano graduatamente e successivamente le dignità e canonico più anziano.

Che quando l'abbate non canterà, possa però far capella per la sudetta festa, in detta chiesa, ed assistervi con li canonici, e sua sedia, dando la benedizione nella forma, che fà in sua chiesa matrice, quando fà capella.

Che l'abbate mandi, e faccia aggiustare con i soliti ornamenti la sua sedia in quel luogo, che stimerà più di proposito in detta chiesa, e che per li canonici si mandino i banchi, o scannelli d'appoggio per la detta capella; in caso però che non vi siano della chiesa o convento, che se vi fossero debbano i frati concederli cortesemente. Il rimanente poi del clero sia ammesso nel coro nelli luoghi più degni. Che il detto clero ogni volta che anderà alla detta chiesa di S. Francesco a fare le dette funzioni, vi vada processionalmente con la croce sino al coro. E che il P. guardiano, e suoi frati debbano andare alla porta della chiesa a ricevere l'abbate per la benedizione dell'acqua santa, e quando partirà, l'accompagnino alla detta porta.

Che la processione da farsi finito il vespero solenne portandosi la statua del santo, l'arciprete, o altra dignità, o canonico sia quello, che debba essere apparato in detta processione col diacono, e subdiacono similmente apparati, e che questi cantino li tre evangeli, come facevano i frati in detta processione, avanti che il detto santo fosse dichiarato capo e patrone di tutta quella giurisdizione. E che alla detta processione vi vada processionalmente il clero col suo abbate.

Che cadendo la festa di S. Francesco ogni venti anni in circa nella prima domenica di ottobre, nel qual giorno è la solennità del SSmo Rosario, che si celebra nella chiesa matrice, facendosi il dopo pranzo, come si stila per tutto, la processione, ed essendovi la mattina quella del SSmo Sacramento, si debbano trasportare le dette funzioni da farsi dall' abbate e suo clero nella sudetta chiesa di detti padri all'altra domenica, giorno dell'ottava del medesimo S. Francesco.

Emi Patres S. Rituum Congregationi praepositi electionem S. Francisci Assisiensis confessoris habitam a clero, et universitate Guastallae nullius dioecesis de assensu abbatis ordinarii in patronum principalem loci approbarunt, et confirmarunt ejusque festum die quarta octobris de praecepto ecclesiae indici et officii recitationem cum octava utrique clero injungi posse concesserunt, cum expressa declaratione iisque legibus tantum, ut festum praedictum in ecclesia fratrum ejusdem ordinis Guastallae de more celebretur, et missarum et vesperarum solemnia per abbatem, aliam dignitatem, vel seniorem canonicum praesentem, tum praesente, cum absente abbate peragantur, nec non reliqua omnia et singula in suprascriptis capitulis contenta, in quae partes de mandato S. Congregationis amicabiliter convenerunt, quaeque S. eadem Congregatio confirmavit, et in registro decretorum referri jussit, illibate serventur, et quam exacte impleantur. Die 16 februarii 1658.

1587. **Decretum generale.**

SSmus Dominus Noster, in Congregatione Sacrorum Rituum habita die 19 februarii 1658, novissimis decretis editis jussu fe. me. Urbani VIII super causis beatificationum et canonizationum sequentem declarationem addi mandavit.

Ne per commissiones introductionis, vel reassumptionis, seu ulterioris progressus causarum, tum signatas, cum signandas ullum beatitatis, vel sanctitatis, aut indultae venerationis, et cultus argumentum vel minimum desumi, nec aliud quandocumque jus quantumvis modici, aut fere ullius momenti in eisdem causis quaesitum dici vel praetendi possit; sed ipsae commissiones praeter finem et effectum obtinendi remissoriales et compulsoriales, tam in genere quam in specie, gratia probandi articulata, et alia in eisdem decretis contenta et expressa, seu alioqui necessaria de jure, ad praescriptum tamen eorumdem decretorum peragendi dumtaxat. In reliquis effectu et viribus quibusvis careant, ac destitutae penitus censeantur, nullamque propterea in ordine ad beatificationem et canonizationem, probationis vim et gradum constituant.

Insuper SSmus idem decrevit et mandavit, quod nisi post sex menses a die habitae notitiae praesentis decreti quoad commissiones huc usque signatas: quo vero ad signandas in posterum, a die habitae notitiae signaturae earumdem commissionum, a sepulchro, reliquiis, simulacris et imaginibus servorum Dei, beatificationis tamen vel canonizationis honore adhuc a Sede Apostolica non insignitorum, aut in aliquo, ex casibus exceptis ab eisdem decretis minime versantium, tabellae votivae, lampades, et alia lumina caeteraque omnia et singula publicam venerationem et cultum quomodolibet et qualitercumque directe vel indirecte praeseferentia et indicantia, ad praescriptum decretorum SSmae Inquisitionis illico de facto amoveantur, vel

amoveri ac tolli non procurentur, ac nisi de praedictarum implemento doctum fuerit per processum particularem legitime conficiendum, statim lapso dicto semestri seu alias intra terminum a S. Rituum Congregatione praefigendum, hujusmodi commissiones perinde ac si eaedem non emanassent, omnimodis viribus et effectu similiter careant. Die 19 februarii 1658.

1588. **Cervien.**

Ad instantiam episcopi Cervien. S. Rituum Congregatio declaravit vicario generali, semper et ubique praecedentiam competere supra gubernatorem, seu commissarium non praelatum. Die 16 martii 1658.

1589. **Galliarum.**

Moniales S. Benedicti Lavallensis in Galliis S. Rituum Congregationi supplicarunt pro obtinenda facultate recitandi officium Conceptionis cum octava ob magnum populi concursum ad earum ecclesiam in hujusmodi festo, et per octavam Conceptionis B. M. V. Et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 16 martii 1658.

1590. **Rothomagen.**

Moniales reformatae S. Catharinae Senen. tertii ordinis S. Dominici dioecesis Rothomagen. Sacrae Congregationi supplicarunt pro obtinenda facultate recitandi officium S. Catharinae Senensis patronae qualibet feria IV non impedita, officium Visitationis B. M. Virginis cum octava, nec non officium Archangeli Gabrielis, decem millium crucifixorum, S. Margaritae, S. Ursulae, et S. Barbarae sub ritu duplici, indulta olim fratribus Dominicanis sub quorum cura eaedem oratrices degunt. Et S. Congregatio respondit: *Lectum*. Die 16 martii 1658.

1591. **Tranen.**

Vicarius generalis archiepiscopi Tranen. exposuit in ecclesiis monialium civitatis Baruli quam frequenter Augustissimum Sacramentum exponi hactenus consuevisse, et quidem ea aemulatione ad ornatum ecclesiarum ipsas incumbere, ut ob id grave etiam incommodum patiantur, nec non in egestatem sese adduxerint. Et cum eisdem prohibuerit hujusmodi tam frequentes expositiones, manentes praesertim sub cura regularium exemptorum a jurisdictione ordinarii, parere negligunt. Idcirco S. Congregationi supplicavit, dignaretur ipsius oratoris praeceptum auctoritate apostolica munire, ne eaedem a paritione possint sese subducere. Et S. Congregatio quamvis prudentiam oratoris commendaret, et quidem omnino monialibus injungendum putaret, ut clausis tantum januis orationibus quarto horarum eaedem vacent, tamen a S. Congregatione episcop. et regularium id exoptandum esse respondit. Die 16 martii 1658.

1592. **Urbis.**

Cum praeteritis diebus a curia discessisset procurator generalis ordinis S. Francisci de Observantia Hispanias petiturus, ut inibi in capitulo generali suae administrationis rationem reddat, idemque mox uti procurator ordinis ad futuram usque novi procuratoris deputationem interesse et vocem in electione generalis ministri ordinis tradere possit, ab Emo D. cardinale protectore per litteras ejus patentes ad negocia in curia romana gerenda deputatus fuit procurator generalis Pr. fr. Joannes Heslenam de Hibernia. Orta est igitur controversia inter ipsum et procuratorem generalem ordinis Conventualium, unoquoque eorum censente, in pontificiis functionibus privative quoad alium sibi locum competere. Et manutenso per caeremoniarum magistros in capella procuratore ordinis Conventualium, super quo nulla dari poterat ratio dubitandi, an esset verus, et primarius procurator generalis ordinis. Sacra Rituum Congregatio, utrisque auditis, censuit adhuc manutenendum esse procuratorem Conventualium in quasi possessione accedendi ad capellam, in eaque functionibus pontificiis inserviendi, ex quo praefatus procurator minorum de Observantia non sit primarius procurator ordinis, qualis est procurator ab Urbe profectus. Et ita caeremoniarum magistros exequi mandavit. Die 16 martii 1658.

1593. **Florentina.**

Petitionem monialium S. Mariae de Disciplina in suburbio civitatis Florentiae, recitandi scilicet officia kalendarii Florentini tametsi utantur breviario monastico, Sacra Rituum Congregatio rejecit. Die 6 aprilis 1658.

1594. **Galliarum.**

Monachi et moniales ordinis Fontis Ebraldi in Gallia declarari petierunt: An possent tuta conscientia recitare officia et missas respective celebrare de Sanctis sine Sedis Apostolicae peculiari indulto, vel a decretis generalibus S. Rituum Congregationis nullatenus concessa, addita eorum breviario de mandato abbatissae, cujus jurisdictioni iidem subsunt; et an praxim caeremoniarum romano caeremoniali contrariam in eorum ecclesia inducere? Et Sacra Congregatio respondit, non licuisse, nec licitum abbatissae, monialibus, et monachis, praeter officia expressa in breviario, vel alias a decretis et Sede Apostolica indulta vel quantumvis approbata, sed ipsis nullatenus concessa recitare, et respective celebrare, prout neque novos ritus adhibere sub poenis in constitutionibus Pii V, Clementis VIII, et Urbani VIII contentis. Die 6 aprilis 1658.

1595. **Guastallae.**

Abbas collegiatae Guastallae nullius dioecesis S. Congregationi supplicavit ei facultatem impartiri dignaretur compellendi canonicos ad se sacris vestibus induendos, dum ipse pontificaliter divina peragit. Et S. Congregatio respondit oratori non licuisse, nec licere uti ministris, et assistentibus sacris vestibus indutis, nisi ad limites decretorum S. Congregationis. Die 6 aprilis 1658.

1596. **Materanen.**

Capitulum, et clerus SS. Petri et Pauli loci Pisticii Materanen. dioecesis S. Rituum Congregationi supplicarunt eis benigne indulgeri, ut officium SS. Martyrum, quorum reliquiae in eorum ecclesia ab anno 1654 asservantur, hactenus sub duplici majori tantum recitari solitum, in posterum cum octava recitare possint. Et S. Congregatio respondit, nec licuisse, nec licitum oratoribus recitare officium intuitu reliquiarum de Sanctis, qui non recensentur in martyrologio romano. Die 6 aprilis 1658.

1597. **Parisien.**

Presbyteris congregationis Oratorii a bo. me. cardinale Berullio institutae petentibus: An ipsis licitum fuit partem corporis cardinalis praedicti devotis viris alibi in ecclesiis humo tradendum tribuere? Sacra Rituum Congregatio respondit: *Non licere*. Die 6 aprilis 1658.

1598. **S. Deodati.**

S. Rituum Congregatio officiorum praedictorum olim approbatorum concessionem ad capitulum, et clerum collegiatae ecclesiae S. Deodati nullius dioecesis provinciae Treverensis extendit. Reliqua vero officia diligenter examinata approbavit, et praedictis capitulo, et clero recitari posse pariter indulsit, eaque ad usum ejusdem collegiatae ecclesiae imprimendi facultatem attribuit. Die 6 aprilis 1658.

1599. **Fundana.**

Exposuerunt capitulum et canonici cathedralis ecclesiae civitatis Fundanae, alias sub die 6 aprilis proxime praeteriti a S. Rituum Congregatione episcopo Fundano fuisse injunctum, ne ejus vicarius generalis canonicis sacris vestibus indutis praecedere praesumeret; at eumdem vicarium in carceres diaconum intrudi imperasse, ex quo fuisset protestatus, nullum praejudicium capitulo illatum censeri, si ipse, ad evitandas poenas, quas ei episcopus fuerat comminatus, vicarium ante canonicos sacris vestibus amictos thurificaret; supplicarunt propterea, ut S. Congregatio quicquid hac in re juri magis consonum putaret, imperaret. Et Emi Patres ordinario injungi jusserunt, ut in pristinum restituat canonicum, et se magis religiosum ostendat erga S. Congregationis imperata, et sacros probatos ritus. Die 8 junii 1658.

1600. **Messanen.**

Relato per me responso habito ab archiepiscopo Messanen. litteris S. Congregationis super officio proprio B. M. de littera a senatu et populo Messanen. expetito; Emi Patres jusserunt de hoc fieri verbum cum assessore SSmae Inquisitionis. Die 8 junii 1658.

1601. **Ordinum de Observantia, Conventualium et Capucinorum.**

Procuratores generales ordinum S. Francisci de Observantia, Conventualium et Capucinorum, S. Rituum Congregationi exposuerunt novissime fratres tertiarios congregationis Galliae imaginem S. Francisci confessoris pingere et sculpere inchoasse habitu, quem ipsi tertiarii gerunt, indutam. Quare humiliter supplicarunt iisdem hujusmodi abusum prohiberi. Et S. eadem Congregatio jussit, ut ordinarii in eosdem fratres tertiarios constitutionem sa. me. Urbani VIII, quae incipit: *Sacrosancta Tridentina Synodus*, sub datum Romae apud S. Petrum die 15 martii 1642, omnino exequantur. Die 8 junii 1658.

1602. **Bracharen.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit priorissae et monialibus S. Clarae Villae Condè Bracharen. dioecesis recitandi privatim officium stigmatum S. Francisci tempore quadragesimae, et adventus, non omisso tamen currenti, et quidem horis canonicis vel alias consuetis, ac solemniori ritu, recitando. Die 13 julii 1658.

1603. **Collegii Germanici.**

Sacra Rituum Congregatio piis collegii Germanici et Hungarici Urbis precibus benigne inclinata, eidem facultatem attribuit quotannis recolendi festum S. Ignatii Loyolae confessoris ejusque collegii fundatoris cum officio etiam per octiduum. Die 13 julii 1658.

1604. **Galliarum.**

Fratres Capucini regni Galliarum declarari supplicarunt: An stante quod finis constitutionis Urbanae injungendo tum saecularibus, cum regularibus recitationem hymnorum novorum fuerit inducendi uniformitatem in Ecclesia, et adhuc clerus Galliarum recitet hymnos antiquos, ipsi oratores possint, vel debeant respectu uniformitatis cum reliquo clero recitare hymnos modernos? Et S. Congregatio declaravit oratores debere recitare hymnos novos. Etenim ab illis, qui contra dispositionem constitutionis adhuc recitant antiquos, inducitur difformitas contra finem ejusdem constitutionis. Die 13 julii 1658.

1605. **Germaniae.**

Ex Germania allatum est, ac S. Rituum Congregationi propositum dubium: An stante quod ob nimiam aeris intemperiem, et ad evitandos haereticorum insultus, orationes 40 horarum interpolate, ut litterae apostolicae praecipiunt, haberi nequeant, sed necesse sit noctu SSmum Sacramentum reponere, indulgentias attamen consequantur illi, qui hujusmodi omnibus vacant. Sacra Congregatio jussit ad SSmum deferrem, potissimam judicii causam superius allegatam, ad hoc ut Sanctitas Sua indulgeat aliquid, et relaxet in illis partibus praxim Ecclesiae. His autem Sanctitati Sua sequenti die relatis, SSmus jussit expectari preces alicujus magni ecclesiastici et tunc fortassis aliquid indulgebit. Die 13 julii 1658.

1606. **Notarii S. Congregationis.**

Conquestus est procurator Migetius de notario Congregationis, quod intendat pinguius emolumentum exigere, quo ipsi a taxa assignatum pateat, expetens, ut declaretur taxa, ne notarius plus debito in posterum exigat. Emi autem Patres jusserunt hujusmodi provinciam dimitti Emo cardinali Praefecto, qui taxam declaret, et quicquid opportunum et justum crediderit notario augere, vel demere, possit pro arbitrio praecipere, habito tamen verbo cum SSmo. Die 13 julii 1658. Praedictis autem SSmo relatis, Sanctitas Sua jussit nedum taxam notarii declarari, verum etiam eamdem taxam ad emolumenta debita advocatis, et procuratoribus causarum beatificationis et canonizationis extendi mandavit, et mature deliberari, ac statui in congregatione particulari habenda coram cardinale Praefecto, praesentibus cardinalibus Brancaccio, Franciotto et Costaguto, adhibitis duobus antiquioribus curialibus scilicet, Laurentio Ricciardo, et Mauritio Giribaldo, nec non tribus notariis ex diversis tribunalibus, videlicet Archangelo Baronio notario Rotae, Thoma Paulutio notario A. C. et Antonio Francisco Maria Simo notario Emi Vicarii. Die 14 ejusdem mensis, eodemque anno 1658.

1607. **Ordinum de Observantia, Conventualium et Capucinorum.**

Instantibus procuratoribus generalibus ordinum de Observantia, Conventualium et Capucinorum, S. Rituum Congregatio censuit, imagines S. Francisci confessoris impressas, sculptas, aut depictas a fratribus tertiariis congregationis Galliae habitu quem ipsi tertiarii gerunt, indutas omnino suspendendas et abolendas esse, injungendumque dictis fratribus tertiariis, ne sub poenis arbitrio hujus S. Congregationis talia amplius audeant peragere, et ita omnino servari mandavit. Die 13 julii 1658.

1608. **Parisien.**

Monialibus capucinis de Passione nuncupatis enixe instantibus ut S. Rituum Congregatio eis facultatem tribuere dignaretur publice recitandi qualibet prima feria sexta quadragesimae, officium quinque plagarum D. N. Jesu Christi, eadem S. Congregatio apostolico Nuncio Galliarum, qui hujusmodi instantiam suis studiosissimis litteris commendaverat, rescribendum esse censuit, quod ejus arbitrio dimitteretur officii praedicti recitationem citra tamen ejus approbationem, et fortassis ad tempus, et non in perpetuum monialibus praedictis indulgere posse. Die 13 julii 1658.

1609. **Toletana.**

Ad preces majestatis catholicae Emi Patres S. Rituum Congregationi praepositi capitulo, et clero metropolitanae ecclesiae Toletanae indulgeri posse censuerunt, ut quotannis die 6 septembris ad recolendam memoriam insignis victoriae contra hostes catholicae religionis prope Norlingam a fe. re. Ferdinando cardinale Infante Hispaniarum Deo adjutore reportatae, ac in executionem piae mentis ejusdem cardinalis recitent officium Beatissimae Virginis sub ritu duplici; nec non celebrent missam, cum Gloria et Credo, desumenda, scilicet, ex festo Dedicationis ad Nives, exceptis lectionibus secundi nocturni quae sumantur ex octava Nativitatis B. Mariae Virginis, incipien. *Hilarem video etc.* Die 13 julii 1658. Praedictis autem SSmo relatis, Sanctitas Sua annuit, et praedictum officium cum missa solemniter recitando, mentem cardinalis testatoris impleri posse concessit. Die 14 ejusdem mensis julii eodemque anno 1658.

1610. **Urbis.**

Rursus fratres SSmae Trinitatis in Monte Pincio, S. Rituum Congregationi supplicarunt, ut eis facultatem tribuere dignaretur recitandi officium assertae S. Reginae, ex quo ejus corpus asservent, quamvis de ea nulla habeatur mentio in martyrologio romano. Et Sacra Congregatio rursus respondit: *Nihil.* Die 13 julii 1658.

1611. **Notarii S. Congregationis.**

Cum juxta decretum SSmi D. N. editum die 14 proxime praeteriti mensis julii pluries habita sit Congregatio particularis in aedibus Emi Sacchetti pro stabilienda taxa, non solum quoad emolumenta notario S. Congregationis, verum etiam quoad emolumenta debita advocatis et procuratoribus causarum beatificationis et canonizationis; eadem Congregatio, re mature discussa, infrascriptas taxas inconcusse tam a notariis, quam ab advocatis et procuratoribus in posterum servari mandavit.

Ordini e Tassa, Da osservarsi dalli curiali che patrocinano e sollecitano le cause de Beatificazioni e Canonizazioni, ed altre controverse nella Congregazione dei Sacri Riti.

Si ordina, che non facciano copie originali, se non dell'infor-

mazioni tanto in facto come in jure, e queste sieno a ragione della tassa, cioè di linee 24 e la linea di sillabe 16 per ciascuna facciata, e li si paghi bajocchi quindici il foglio di due facciate.

2. Delli sommari, ristretti, memoriali, e qualunque altra scrittura, tanto la prima copia originale, quant'ogni altra, si paghi a ragione di quattro bajocchi il foglio di due facciate, ciascuna di linee 24 e sedici sillabe per linea. Ma trovando le parti maggior vantaggio in far copiare ad altri, li curiali siano tenuti a consegnare prontamente alle medesime la copia originale similmente alla ragione sudetta di bajocchi quattro per foglio come sopra.

3. Per il sommario, o ristretto del processo gli si diano al più scudi quattro per ogni centinajo di fogli d'esso processo ridotti alla ragione di facciate, linee, e sillabe, come sopra.

4. Li sommari si facciano ristretti alla cosa che si controverte, ed alla sola sostanza di quella, con arbitrio però di poter addurre più di tre deposizioni di testimonii totalmente conformi nel detto, ciò si reputi necessario; altrimenti sopra al sudetto numero si debbano solamente indicare juxta tale interrogatorium, vel super tali articulo in Processo fol. tali.

5. Per qualsivoglia memoriale di semplice instanza per introduzione, reassunzione, e prosecuzione di cause, concessione, o prorogazione di termine, spedizioni di lettere remissoriali, o compulsoriali, deputationi, o surrogazioni de giudici, per dubbio da sottoscriversi, relazioni da farsi dei processi, commissioni, o altro per l'aperizione dei processi, e simili, benchè qualcuno riesca molto prolisso e contenga il ristretto dei meriti, o stato della causa, compensandosi con gli altri più brevi, tanto diretti alla Santità di Nostro Signore, quanto alla Sacra Congregazione, se le parti vorranno in ciò valersi dei procuratori ed avvocati, che patrocinano le cause, non gli paghino più di giulj dodici per ciascuno. E per la prima copia originale si dia a ragione della tassa al num. 2.

6. Per le informazioni in scritto ordinarie, tanto in facto, come in jure, non gli si paghi più di tre scudi di moneta per ciascuna. Ma per quelle che si faranno sopra la validità, e legittimo esame dei testimoni e rilevanza d'essi, si intorno alla santità, e virtù, come alli miracoli se gli paghi a ragione del processo, del quale avranno cavato tali informazioni, cioè sino alla somma di cento fogli di processo ragguagliati alla tassa sud. di facciate, linee, sillabe, come al num. 2. scudi tre di moneta, e sopra a cento fogli quindici giulj per ciascuno centinaio, purchè in tutto non passino scudi quindici di moneta per informazione, ed attesa solamente quella parte del processo, la quale percuote la cosa che si deve discutere, e s'intende di provare con tale informazione, in caso che la discussione dei sudetti dubj, o articoli, per commandamento della Sacra Congregazione si dividessero. E ciò s'intenda dell'informazioni in fatto, ma per l'informazioni in jure non si dia più di scudi tre moneta, tuttavolta che il fatto non ecceda scudi tre di moneta, nel qual caso si dia per l'informazione in jure la metà di quel di più che sarà stato dato al procuratore per il fatto, o quando il fatto giunga alla mercede di scudi quindici moneta, in quel caso per l'informazione in jure si diano scudi dieci di moneta.

7. Per la minuta di qualsivoglia commissione non si paghi più di giulj quindici, e per le due copie da darsi al sig. cardinale Ponente, al secretario in forma signandi, si paghi a ragione della tassa al num. 2.

8. Per l'accesso al sig. cardinal Ponente, ed al promotore, altre diligenze, e minuta, o copia originale del fatto concordato in tutto non si paghi più di giulj dodici.

9. Per la congregazione prima preparatoria, nella quale si stabilisce quali cause debbano proporsi nella congregazione avanti Sua Santità, si trasmettano i memoriali all'Emi signori cardinali, protonotario, secretario, e promotore senza altra informazione in scritto, o in voce.

10. Per la congregazione preparatoria, e per l'informazione avanti Sua Santità s'informi una sol volta, e per detta informazione vocale di tutti li signori cardinali, protonotario, secretario, promotore, e consultori, non si dia più di scudi dodici moneta, ed altrettanti all'avvocato.

11. Per l'informazione in voce di Nostro Signore, e dall'auditore di Sua Santità, si dia al procuratore scudi tre di moneta, ed altrettanti all'avvocato, se informerà anche esso.

12. Per le citazioni, intimazioni etc. facendosi dal procuratore, o sollecitatore, non si paghi cosa alcuna, e per l'esecuzione di esse si paghi a ragione della tassa dei cursori.

13. Le copie dell'opposizioni del promotore, eccetto la prima originale si facciano fare dalle parti, le quali fatte che saranno, dovranno portarle al promotore, che sigillate le darà alle medesime parti per distribuirle alli signori cardinali, protonotario, secretario e consultori.

14. Per qualsivoglia fatica, o scrittura non espresse di sopra, s'attenda l'arbitrio delli signori cardinali, prefetto della Sacra Congregazione, o ponente della causa, ne possano i curiali arbitrare da se medesimi.

15. E li sudetti ordini si debbano registrare nei registri della Sacra Congregazione, e si debbano puntualmente osservare sotto pena di perpetua privazione del patrocinio, e sollecitazione delle cause vertenti nella detta Congregazione, ed altre ancora ad arbitrio della medesima Congregazione. Dato in Roma li 19 agosto 1658.

Ordini, e Tassa — da osservarsi dal notaro della Sacra Congregazione dei Riti, tanto nelle cause di beatificazioni e canonizazioni, quanto respettivamente in quelle dei Sacri Riti.

1. Si ordina, che il notaro non faccia registri se non degli atti giudiziarj, e non dell'esame de' testimoni, o altro, e quelli siano senza estensione de' termini, o ripetizioni di titoli, eccetto che nel primo atto.

2. Che bisognando far registro, osservi ad unguem in essi la riforma della sa. me. di Paolo V sotto il titolo di registri.

3. Che per centinaio di fogli di registro ben fatto, e secondo la riforma, quando si abbia da fare, non pigli più di scudi quattro moneta.

4. L' instanze dei principi, religioni, università ed altri, nelle cause di beatifiazioni e canonizazioni, dal secretario si consegnino al notaro, il quale le registri negli atti, non altrimenti per extensum, ma indicando solamente il nome del principe, o altri che fa l' instanza, e la data della lettera, cioè pro introductione causae instant talis rex suis litteris datis die tali etc. et talis rex etc. Ed in altra separata, o susseguente carta, dopo gli atti fatti per l' introduzione della causa scriva: Pro causae prosecutione ad effectum obtinendi litteras remissoriales in genere instant N, rex etc. e gl' originali si conservino nell'archivio, ne se ne dia l'estratto de verbo ad verbum, ma ogni volta che sarà richiesto il notaro, ne dovrà dare un ristretto da cavarsi dal detto registro, o manuale, come sopra, e per esse copie si paghi a ragione di copia, come si dirà al seguente num. 5. E per la fede infine di esse si diano due giulj per ciascuna copia, delle quali una si darà all' Emo sig. cardinale ponente, e l'altra al secretario, ed altra al promotore.

5. Per la copia degli atti fatti in curia, o fuori di essa in forma di buon originale, non si paghi più di bajocchi sette, e mezzo per foglio da tutte due le bande, e la facciata sia di linee ventiquattro, e la linea di sillabe sedici, ed essendo scritta in forma di registro si paghi a ragione di registro come sopra.

6. Per la copia publica o sommario de' testimoni di qualsivoglia processo tanto fatto auctoritate ordinaria, quanto apostolica, si paghino al notaro dieci bajocchi per foglio solamente senza alcun altro emolumento o mercede. Ed il foglio sia di facciate linee e sillabe come al suddetto num. 5. E ciò s' in-

tenda per quelli fogli che contengono le deposizioni de' testimoni, e non altro, ma quando dalle parti si voglia quel più che oltre le sudette deposizioni contiene il processo, non si paghi più di sette bajocchi e mezzo per foglio, come sopra al numero 5.

7. Tutti li registri, copie, e scritture si debbano fare in carta buona a lettera intelligibile, e secondo la riforma ed ordini sopradetti, altrimenti il notaro sia tenuto farle copiar di nuovo senza altra spesa.

8. Che li processi che vengano de partibus tanto fatti auctoritate ordinaria quanto auctoritate apostolica non si registrino per conto alcuno, secondo la detta riforma, ancorchè non passassero venti fogli, ma solo si possono rubricare se non saranno rubricati, o non intieramente, nel qual caso si possa solo rubricare quello che manca, e non altro.

9. Per la rubricazione di qualsivoglia cosa, che n'abbia bisogno, ridotto il processo a carte buone, conforme alla detta riforma si paghino giulj dieci per cento, e tale rubricazione debba in sostanza contenere tutto quello che contiene il corpo della scrittura, e venendo processo, o altra scrittura rubricata de partibus non essendo interamente rubricata si paghi solamente quello che manca, come si è detto.

10. Per l'ascoltazione, o collazione de' processi o testimonj ogni volta, che sia continuata a ragione di sei ore il giorno, non si pagi al notaro più di uno scudo il giorno e gl'aiutanti siano deputati dalle parti dalle quali se gli paghi quel tanto che sarà convenuto. E per la fede dell'ascoltazione di tutto il processo, si paghino giulj cinque per la prima copia solamente, e per l'altre se si facessero bajocchi venticinque per ciascuna.

11. Per le compulsorie si paghino giulj dodici, conforme prescrive la riforma sudetta di Paolo quinto al Tribunale dell' A. C.

12. Per le remissorie in genere anco super non cultu, super casu excepto, o altro in osservanza ed esecuzione dei decreti della SSma Inquisizione, non si paghi più di scudi sei; per quelle in specie scudi dieci in tutto compresavi la scrittura, ed ogni altra cosa spettante alle medesime spedizioni. Ne per la scrittura degl' Interrogatorii, che si mandano chiusi prenda il notaro mercede alcuna, ma per gli articoli, l'eccessività della scrittura sopra a quindici fogli se gli paghi a ragione di bajocchi sette e mezzo il foglio, come al num. 5.

13. Per compulsa di qualsivoglia scrittura fuori di officio, per l'accesso, e sessione di tre ore, non possa pigliar più di otto giulj. Per la fede in fine del processo compulsato cinque giulj, e per la scrittura a ragione di baiocchi sette e mezzo per foglio come al num. 5. Dentro all'offizio, per ciascuna sessione di tre ore, giulj cinque, per la fede e scrittura come sopra.

14. Dovendosi compulsare libri stampati, dandosi dalle parti un sunto, sia tenuto il notaro inserirlo in fine del processo senza farne copia o registro di sorte veruna.

15. Per ogni esame nell'officio, se finisce in una sessione si paghino giulj tre; se ci vogliono più sessioni sinchè si finisca l'esame di detto testimonio, non possa il notaro pretendere più di giulj due per sessione, o fuori dell'officio il doppio.

16. Per le surrogazioni de' giudici o nuovi termini nelle cause di beatificazioni e canonizationi, non se gli paghi più di quindici giulii in tutto. E per ciascuna spedizione di lettere remissoriali, compulsoriali, proroghe di termini, e surrogazioni de' giudici da farsi solamente per comandamento dell' Emi signori cardinali, prefetto della Sacra Congregazione, o ponente nelle cause controverse, non si paghi più di quello che prescrive la riforma sudetta al tribunale dell' A. C.

17. Per qualsivoglia citazione semplice da spedirsi solamente, come sopra, e da eseguirsi fuori di Roma, non si paghi più di giulii tre. E per quelle che si spediscono con l'inibizione in virtù delle commissioni, giulj dieci.

18. Per il duplicato di qualsivoglia scrittura publica, o privata con sottoscrizione, sigillo etc. o senza, non si debba pagare più di cinque bajocchi per foglio, eccettuate però le copie de' testimoni, per le quali si debba al notaro a ragione di sette bajocchi e mezzo per foglio, come al num. 5.

19. Occorrendo dar altra scrittura, o far altre fatiche non espresse nella presente tassa, l'emolumento si stabilisca dall'Emo sig. cardinale Prefetto, ne possa il notaro prendere alcun altro emolumento, ancorchè concorre la medesima, o maggior ragione delle mercedi espresse.

20. Che nelli processi di beatificazione e canonizazione si osservi puntualmente per le commissioni, remissorie, compulsorie, articoli, interogatorii, ed altro la forma prescritta nelli decreti, e norma di fare nelli processi publicati d'ordine della sa. me. d'Urbano VIII. l'anno 1642.

21. Che si facciano due manuali, cioè, uno degli atti delle cause di beatificazioni, e canonizazioni, e l'altro degli atti nelle cause controverse, nelle quali si registrano tutte le comparse, proteste, citazioni, intimazioni, con le sue intitolazioni, quali restino sempre nell'officio, ne per questi si paghi cosa alcuna, e possano sempre da tutti essere veduti e letti gratis, ed il notaro sia sempre obligato a mostrarli.

22. Non possa il notaro estrarre fuori dell'officio li processi originali, o qualsivoglia altra scrittura prodotta, ma debba darne copia publica, o semplice, secondo che le parti richiederanno.

23. Per la restituzione di qualsivoglia scrittura prodotta dimissa copia si diano tre giuli, e debba il notaro far buoni due fogli, e dalli due in su se gli paghi a ragione di bajocchi sette e mezzo come sopra il num. 5. Ma se si restituiscono in una volta più scritture prodotte in un solo atto, si debbano solamente tre giulii e di più l'eccessività delle copie come sopra.

24. Che volendo le parti veder processi o qualsivoglia altra scrittura originale dentro l'officio, sia tenuto il notaro lasciarli vedere senza mercede alcuna.

25. Sappiano le parti che nella segreteria della Sacra Congregazione tutto si spedisce gratis, ne perciò debbano al notaro per sigillo, scrittura, sottoscrizione, o qualunque altra cosa che si faccia in segreteria emolumento o mercede alcuna.

26. Che si facciano stampare li presenti ordini, e tassa, ed il notaro debba tenerli publicamente affissi nell'officio, affinchè a ciascuno possano apparire. Ed il tutto sia obligato ad osservare tanto nelle cause di beatificazioni e canonizazioni, quanto respettivamente in quelle dei Sacri Riti, sotto le pene contenute nel giuramento, oltre l'altre pene pecuniarie, ed anco corporali ad arbitrio della medesima Sacra Congregatione, alla quale si dà facoltà di ricorrere ad ogn'uno, che si sentisse gravato, e vedesse non osservarsi quanto è espresso di sopra, perchè vi si prenderà la esibita provisione.

Dato in Roma li 9 agosto 1658.

1612. **Bisuntina.**

Capitulum, et ecclesia Sedonis Salverii Bisuntinae diœcesis a S. Rituum Congregatione decerni supplicavit, ut in martyrologio romano in posterum apponatur S. Desideratus episcopus Bisuntinus, in Gallia celebris, et descriptus in martyrologio Galliarum, ac a Gallis in summa veneratione habitus. Et Emi Patres in impressione novi martyrologii fieri verbum in Sacra Congregatione jusserunt. Die 7 septembris 1658.

1613. **Cassanen.**

Archipresbyter Fraxineti Cassanen. dioecesis S. Rituum Congregationi supplicavit, ut sibi facultatem tribuere dignaretur posse adhibere in missa graeca prout hactenus consuevit casulam latinam, quam ipsi vicarius generalis prohibuit. Et Emi Domini constitutionem Pii V servandam esse mandaverunt. Die 7 septembris 1658.

1614. **Parisien.**

Sacra Rituum Congregatio precibus capucinorum Parisien. benigne inclinata, iis facultatem attribuit celebrandi quotannis die 9 julii ratione concursus populi missam solemnem, et recitandi officium Conceptionis B. M. V. in capella, in quam imago praedictae B. Virginis eadem die translata est, non omissis tamen missa conventuali, nec non officio currenti, et quidem solemniori ritu, et consuetis canonicis horis celebrandis. Die 7 septembris 1658.

1615. **Caesaraugustana.**

S. Rituum Congregatio facultatem attribuit clero ecclesiae majoris S. Mariae vulgo nuncupatae de Pilar Caesaraugustanae civitatis, recitandi officium de SS. Crispino et Crispiniano licet eorumdem sanctorum insignes reliquiae maneant non penes clerum, sed sub dominio societatis, quae sub invocatione praedictorum sanctorum in ipsa ecclesia reperitur erecta, modo tamen in ecclesia eaedem reliquiae serventur, et de identitate earumdem ordinarius nullatenus haesitet. Die 28 septembris 1658.

1616. **Pictavien.**

Frater Guillelmus Troulliet ordinis S. Francisci de Observantia exposuit, se vovisse in futurum recitare officium de S. Emerentiana sub ritu duplici; petiit propterea a S. Rituum Congregatione hujusmodi facultatem, ut praedictum votum possit adimplere. Et Emi Dni jusserunt responderi: *Lectum*. Die 28 septembris 1658.

1617. **Vivarien.**

Servorum Dei Jacobi Salesii et Guillelmi Saltamochii e Societate Jesu.

Institit postulator in causa declarationis martyrii servorum Dei Jacobi Salesii et Guillelmi Saltamochii e Societate Jesu signari commissionem, quam retulit Emus D. cardinalis Azzolinus super introductione causae. Et SSmus jussit oretenus postulatorem admonerem, ut auctoritate ordinaria rite fabricatum vel fabricandum processum exhiberet, cum alias ex processu per laicos confecto et a depositionibus testium turmatim per episcopum acceptis nunquam Sedes apostolica post novissima decreta fumum etc. sumere consueverit. Die 20 novembris 1658.

1618. **Decretum generale.**

Cum hactenus in causis beatificationum et canonizationum semel articulata novis probationibus coadjuvari posse Sacrorum Rituum Congregatio indulgere quandoque consueverit, verum in re tam gravi indulgentiae quaelibet effugiendae videantur, ut quae in humanis est sinceram veritatem indagandi, ac praelibandi facultas, Sacramet Congregatio eam facilius ac pro viribus assequatur; SSmus D. N. vetuit posthac quibusvis sub praetextu, vel urgenti, ac rationabili causa, remissoriales quascumque, vel compulsoriales litteras ad coadjuvandas probationes decerni, et relaxari, vel sumendi in Urbe similes probationes Emo D. cardinali pro tempore vicario facultatem attribui. Ita ut si primo articulata concludenter tunc non probari contigerit, jam nulla sit spes, et omni sit praeclusus aditus eamet novis probationibus coadjuvandi. Hujusmodi autem decretum inter novissima decreta referri, et inconcusse servari mandavit. Die 29 novembris 1658.

1619. **Colonien.**

Sacra Rituum Congregatio ad instantiam patrum Societatis Jesu oppidi Dusseldorfiensis Colonien. dioecesis, prout alias in similibus declaravit absolutionis officium super defunctorum cadaveribus, quae humanda deferuntur ad ecclesias regularium, ad regulares ipsos privative quoad parochos spectare. Et ita in loco praedicto servari mandavit. Die 7 decembris 1658.

1620. **Albanen.**

Exposuit confraternitas SSmi Sacramenti in civitate Albanensi erecta, contradicente capitulo cathedralis a SSmo tandem obtinuisse, ut in ejus oratorio per ordinarium approbato missa celebrari valeat. Verum sibi nunc a capitulo controverti celebrationem plurium missarum, nec non solemnis sacrificii die solemnitatis sancti titularis sub cujus invocatione erectum est oratorium. Quamobrem supplicavit S. Congregationi ut eadem declarare dignaretur, et plurium missarum quotidianarum et solemnis in festo titularis celebrationem in eodem oratorio licuisse et licere. Sacra Congregatio respondit: *Negative*, scilicet nil ex petitis licere nisi de licentia capituli cathedralis intra cujus parochiae limites situm est oratorium. Die 15 februarii 1659.

1621. **Florentina.**

Expositum est S. Rituum Congregationi in conventu S. Luciae de Castro, prope et extra moenia civitatis Florentiae fratrum reformatorum S. Francisci, contra ordinis constitutiones ad sacrarii custodiam laicum a superioribus fuisse deputatum. Et S. Congregatio mandavit de hoc fieri verbum cum procuratore generali ordinis. Die 15 februarii 1659.

1622. **Neapolitana.**

Moniales S. Clarae Neapolis supplicarunt eas eximi ab onere recitandi officium occurrens dominica secunda maii, in qua earum devotione officium B. M. Virginis privatim penes altare intra claustra erectum recitari iisdem a S. Congregatione indultum est. Et Emi DD. responderi mandarunt: *Lectum*. Die 15 februarii 1659.

1623. **Baren.**

Institit Franciscus Polidorus rector parochialis ecclesiae in civitate Barensi, ut sibi ob malam valetudinem impartiretur usus pileoli, dum SSmum Viaticum infirmis ministrandum defert. Et Emi patres Sacris Ritibus praepositi hujusmodi usum oratori durante causa infirmitatis licitum declararunt, idque oretenus oratori innuendum duxerunt. Die 29 martii 1659.

1624. **Praenestina.**

Franciscus Silerius ultimus canonicus cathedralis Praenestinae a S. Rituum Congregatione sibi facultatem indulgere postulavit epistolam canendi absque manipulo, ex quo sacro subdiaconatus ordine non sit insignitus, et S. Congregatio respondit hujusmodi facultatem ab Emo ordinario expetendam esse, qui potest in casu necessitatis cum oratore dispensare. Die 29 martii 1659.

1625. **Aversana.**

Franciscus de Turre sibi a S. Rituum Congregatione facultatem tribui postulavit solemniter missam celebrandi die festo sancti titularis capellae sui beneficii sitae in parochiali ecclesia S Joannis Baptistae loci Savignani, nec non anniversarium ejusdem capellae fundatoris. Et S. Congregatio responderi mandavit de licentia tantum, et cum assensu parochi posse hujusmodi oratorem peragere. Die 24 maii 1659.

1626. **Brixien.**

Emus Ottobonus episcopus Brixien. S. Rituum Congregationi exposuit ipsum in executionem constitutionis sa. me. Urbani VIII praecepisse recitationem modernorum hymnorum, sed ipsius praeceptis parere renuisse patres Benedictinos, Dominicanos et Carmelitas congregationis Mantuae sub praetextu quod habeant propria breviaria ab Apostolica Sede approbata, ac post praedictam constitutionem Urbanam cum hymnis antiquis impressa. Et S. eadem Congregatio mandavit ut praefata breviaria exhibeantur et interim Emus idem suspendat exequutionem, donec a S. Congregatione aliter fecerit decretum. Die 24 maii 1659.

1627. **Divionen.**

Capitulum Divionen. alias S. Rituum Congregationi supplicavit pro facultate recitandi officium duplex SSmi Sacramenti qualibet feria V non impedita intuitu miraculosae hostiae ab Eugenio IV ad ducem Burgundiae transmissae. Et Sacra eadem Congregatio R. P. D. fidei promotoris oppositiones audiri mandavit. Institit mox idem capitulum, ut sibi eaedem oppo-

sitiones communicarentur. Ac Emi DD. rescribi mandarunt: *Dilata*. Die 24 maii 1659.

1628. **Dubium.**

Petitum fuit a S. Rituum Congregatione declarari: An abbas saecularis habens privilegium usus pontificalium possit iisdem uti absque eo quod ab antistite de more fuerit benedictus? Et Emi DD. responderi mandarunt; « Non licere, nisi ab Apostolica Sede hoc expresse eidem fuerit indultum. » Die 24 maii 1659.

1629. **Ordinis Benedictinorum.**

Hymnos proprios breviarii Benedictini S. Congregatio mandavit per Emum D. cardinalem Franciottum mature examinari ad effectum referendi. Die 24 maii 1659.

1630. **Africana.**

Confratres S. Crucis civitatis Ceutae in Africa S. Congregationi exposuerunt, hactenus consuevisse celebrare magna cum solemnitate in eorum ecclesia festum recuperationis SSmi Crucifixi e manibus infidelium, ac propterea supplicarunt hujusmodi festum de praecepto ibidem indici posse. Et S. Congregatio respondit, obstare constitutionem sa. me. Urbani VIII. Die 19 julii 1659.

1631. **Amalphitana.**

Archiepiscopus Amalphitanus S. Congregationi supplicavit, ut ratione maximi concursus populi intuitu corporis S. Andreae apostoli in cathedrali Amalphitana conditi, etiam in dominica prima adventus, occurrente ejusdem festo, possit ibidem celebrari missa solemnis de eodem sancto, quamvis rubricae disponant hujusmodi missas ratione concursus nullatenus die praedicta celebrandas esse. Et S. Congregatio nihil concedendum videri censuit. Adivit deinde archiepiscopus orator SSmum, cui placuit per litteras in forma brevis hujusmodi gratiam concedere intuitu narratarum rationum, quae in exemplum nullatenus trahi possunt, nempe sit impossibile, ut concurrant in similibus puta maximi concursus populi, corporis Apostoli primo a Christo vocati. Die 19 julii 1659.

1632. **Brasilien. S. Salvatoris.**

Civitas S. Salvatoris in Brasilia S. Congregationi supplicavit indici de praecepto inibi servandam festivitatem S. Mariae Septem Gaudiorum feria secunda post dominicam in albis celebrari consuetam. Et S. Congregatio respondit, obstare constitutionem Urbanam. Die 19 julii 1659.

1633. **Indiarum.**

Piis Peruani cleri insularum nempe, ac terrae firmae Indiarum regi catholico subjectarum precibus benigne inclinata S. Rituum Congregatio censuit gratiam declarationis petitam a SSmo litteris in forma brevis fore indulgendam, videlicet, ut omnia, ac singula officia, missae, nec non reliquae divinae preces regnis Hispaniarum hactenus indulta, vel in futurum concedenda, indulta pariter et concessa extitisse, et esse censeantur universo clero insularum ac terrae firmae Indiarum praelibato regi catholico subjectarum. Die 19 julii 1659. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua jussit expediri litteras sub annulo piscatoris die 20 ejusdem mensis julii eodemque anno 1659.

1634. **Notarii Sacrae Congregationis.**

Absoluta Congregatione Sacrorum Rituum, in eadem camera palatii Quirinalis convenerunt simul Emi D. Sacchettus, Brancaccius, Franciottus, et Costagutus praeterito anno ad reformandam taxam notarii Congregationis a SSmo specialiter deputati, cum R. P. D. fidei promotore, et proposito per me dubio: An de processibus causarum controversarum copiam partibus traderem, an vero originalia accommodarem, soluta tantum mercede rubricaturae, prout servatur a notariis A. C. et S. Rotae? Emi Domini unanimes in sententia fuere, quod originalia processuum in causis controversis debeant a notario partibus accommodari, soluta sibi mercede rubricaturae, et ita servari mandarunt. Die 19 julii 1659.

1635. **Asculana.**

Emus D. card. Gabriellus rursus S. Rituum Congregationi supplicavit, ut lectiones, et orationem proprias S. Emygdii mart. antiphonas, hymnos, et versiculos proprios novissime emendatos approbare dignaretur. Et Emi PP. eidem Congregationi praepositi, ne plurimis similem gratiam petentibus, eam obtinendi spes, vel minima augeatur, connivendum solummodo censuere ut Emus Gabriellus ob eam causam, quod praefati hymni fuerunt subrogati loco antiquorum, quos olim recitari consueverat, praedictos hymnos, antiphonas, et versiculos cum oratione, et lectionibus propriis typis edi jubeat ad usum ecclesiae et dioecesis Asculanae decreto Sacrae Congregationis nullatenus approbandos, sed sub officio imprimendo decretum editum die 26 junii 1656, in quo lectionum tantum approbatio continetur apponi mandarunt tenoris, uti in fine ejusdem officii etc.

Orationem et lectiones praedictas in officio S. Emygdii episcopi et martyris ab utriusque sexus Christifidelibus tum saecularibus, civitatis, totius comitatus, et dioecesis Asculi, nec non oppidi Nereti, die martyrii, et translationis ejusdem Sancti recitandas, Sacra Rituum Congregatio, ad preces Emi D. cardinalis Gabriellii episcopi Asculani, et capituli ecclesiae cathedralis ejusdem civitatis approbavit, ac imprimi posse concesit. Die 2 augusti 1659.

1636. **Urbis.**

Fratres Carmelitae discalceati ecclesiae S. Mariae de Victoria nuncupatae, cum S. Rituum Congregationi supplicassent, dignaretur eis facultatem tribuere recitandi in ecclesia praedicta officium de B. M. Virgine die partae a catholicis insignis victoriae contra haereticos prope Pragam, octava scilicet die mensis novembris, qua missam solemnem de B. Maria inibi celebrare Sacra eadem Congregatio die 13 septembris 1642 eis indulserat, subinde vero iidem accepissent, S. Congregationem petitis nequaquam annuisse, SSmum adivere, praedictam gratiam enixe ac humiliter exposcentes, et Sanctitas Sua, praesertim attendens quod antiquus ejusdem ecclesiae titulus, nempe S. Pauli penitus nunc ab hominibus ignoretur, ac si nova ecclesia sub invocatione B. Mariae Virginis de Victoria fuisset extructa, sub ipsum structurae initium, ita nuncupari coeptum fuerit, prout deinceps non absimili nuncupatione eamdem nominari debere, suadet firmata jam in adolescentulis traditio; et oratorum precibus propterea benigne inclinata, ex apostolica benignitate indulsit, ut quotannis praedicta die 8 novembris, etiam si venerit in dominica, in ecclesia praedicta officium secundae class. recitetur, ac missa solemnis celebretur de B. Maria Virgine, cum commemoratione octavae omnium sanctorum, et dominicae, si inciderit in dominica; missa autem et officium sumantur e festo S. Mariae ad Nives, sed loco lectionum secundi nocturni, recitentur quae habentur in octava nativitatis B. Mariae Virginis a sermonibus S. Cyrilli Alexandrini, incipientibus *Hilarem;* praefataeque concessionis decretum Sanctitas Sua in forma expediri, et in acta Sacrae Congregationis referri jussit. Die 14 septembris 1659.

1637. **Mediolanen.**

Ad relationem Emi D. cardinalis Brancaccii in Congregatione S. Rituum ordinaria habita coram SSmo, Sanctitas Sua, auditis fratrum sententiis, et partis utriusque capituli scilicet canonicorum saecularium, nec non monachorum Cisterciensium juribus mature perpensis declaravit, decrevitque licere monachis uti rito proprio Ambrosiano monastico in ecclesia S. Ambrosii Mediolani. Die 27 septembris 1659.

1638. **Mediolanen.**

Retulit Emus D. cardinalis Franciottus in Congregatione S. Rituum habita coram SSmo causam juris ducendi processionem SSmi Rosarii extra ambitum ecclesiae, et monasterii fratrum Praedicatorum S. Eustorgii Mediolani, et opponente, ac resistente praeposito S. Laurentii majoris ejusdem civitatis,

Sanctitas Sua jussit servare decreta synodalia Mediolani ab Apostolica Sede confirmata. Die 27 septembris 1659.

1639. **Ordinis Capucinorum.**

In Congregatione S. Rituum ordinaria habita coram SSmo ad relationem Emi D. cardinalis Rospigliosii, Sanctitas Sua mandavit ex imagine S. Antonii de Padua Veronae impressa cum habitu capucinorum deleri disticon et dedicatoriam reduci ad formam decreti Congregationis Indicis, nempe, ubi dicitur: *la vera forma*, dici, *la più vera forma*. Praeterea circumscripto decreto a Sacra Congregatione favore tertiariorum congregationis Galliarum emanato die 2 augusti praesentis anni, servari constitutionem sa. me. Urbani VIII, et decreta edita 8 junii et 13 julii proxime praeterito anno 1658 debitae executioni demandari. Die 27 septembris 1659.

1640. **Sacristiae Basilicae S. Petri.**

SSmus D. N. Alexander divina providentia papa VII, prout summum, cum dignitate, tum pietate pontificem decet, ob singularem suam decoris domus dilectionem, prae coeteris sollicitus, ut basilica vaticana, quo par est tantae molis sacrae etiam supellectilis nitore resplendeat, sacristiae ejusdem basilicae sacras vestes, et sane ornatissimas in canonizatione S. Thomae de Villanova adhibitas praecipua sua munificentia, et in basilicam ipsam vaticanam religione elargitus fuit, volensque praeterea in futurum sacristiae ejusdem indigentiis identidem religiose consuiere, mandavit, ne in posterum secretarius pro tempore Congregationis S. Rituum decreta beatificationum et canonizationum, quae ab ipsa Congregatione in fine causarum edicuntur, in acta Sacrae Congregationis referat, neque evulget aut sub quovis praetextu procuratoribus et postulatoribus causarum, vel aliis quibuscumque consignet, nisi docto se sacristis majoribus praefatae basilicae consignasse sacram supellectilem veri valoris aureorum mille pro canonizando, quingentorum vero similium pro beatificando, nempe in tot planetis, stolis, manipulis, ac bursis corporalium, vel albis et amictibus ad usum missarum privatarum, quae dictim in dicta basilica celebrantur, aut in tot palliis et altarium linteaminibus pariter ad similem usum adhibendis. Et praedictis quidem arbitrio sacristarum majorum praestandis, quorum proinde curae Sanctitas Sua demandavit quae magis pro tempore ecclesiae servitium exiget procuratoribus causarum indicare. Secretarium vero S. Congregationis et sacristas praedictos admoneri, et quod eadem festine impleantur invigilare. Ne autem hujusmodi decretis ignorantia praesumi possit, idem in acta S. Congregationis referri jussit, prout chirographum seu verius supplicem libellum manu Sanctitatis Suae firmatum ibidem inseri voluit. Die 27 septembris 1659.

1641. **Salamantina.**

In Congregatione S. Rituum ordinaria habita coram SSmo, Emus D. cardinalis Azzolinus retulit controversiam monachorum S. Basilii, et S. Benedicti Hispaniarum super usu cucullae amplae talaris, quam floccum nuncupant. Et juribus utriusque partis hinc inde, nec non voto Sacrae Rotae auditis, ac mature perpensis, Sanctitas Sua censuit, decrevitque licuisse, ac licere monachis S. Basilii deferre cucullam amplam, talarem, manicatam, quam floccum vocant, ac proinde manutenendos esse in ejusdem usu. Die 27 septembris 1659.

1642. **Bellunen.**

Piis Bellunen. episcopi precibus benigne inclinata S. Rituum Congregatio indultum olim ecclesiae Brixien, de anno 1604 officii proprii, et approbati SS. Ingenuini et Albuini confessorum pontificum intuitu reliquiarum, quae in cathedralis Bellunen. asservantur, ad eamdem Bellunen. cathedralem extendit, mutatis tamen nominibus SS. Ingenuini et Albuini, in Genuini et Albini, ut nominibus eorumdem sanctorum ex martyrologio recensendis, in officio, et missa recolenda prorsus ipsa respondeant. Die 20 decembris 1659.

1643. **Mediolanen.**

Capitulum, et canonici S. Laurentii Majoris civitatis Mediolanen. S. Congregationi exposuerunt, fratres Dominicanos ecclesiae et conventus S. Eustorgii, armata manu contra dispositionem decreti novissime in Congregatione S. Rituum coram SSmo habita, emanati, processionem SSmi Rosarii sine parochi licentia dominica prima octobris extra ambitum duxisse. Ac propterea supplicarunt in eos acriter animadverti, ne deinceps similia vel majora oriantur scandala, ac decreta S. Congregationis sperni impune permittatur. S. autem Congregatio jussit exhibere fidem authenticam praesentationis decreti, ut inde pateat spretum ejusdem, et fratres minime valeant se excusare. Die 20 decembris 1659.

1644. **Ordinis S. Benedicti Congregationum Sveviae, Helvetiae et Angliae.**

Monachi Benedictini congregationum Sveviae, Helvetiae, et Angliae apud S. Rituum Congregationem supplici eorum libello enixe institerunt, ipsis facultatem attribui evehendi ritum in officio S. Gregorii Anglorum apostoli, et S. Scolasticae sororis S. Benedicti a duplici majori ad duplex secundœ classis. Et S. Congregatio petitis benigne annuit. Die 20 decembris 1659.

1645. **Calaguritana.**

Episcopus Calaguritanus monachus Benedictinus S. Congregationi supplicavit, dignaretur sibi facultatem impartiri recitandi qualibet feria tertia non impedita officio novem lectionum officium S. Benedicti sub ritu duplici, prout indultum est ordini Benedictino. Et S. Congregatio petita concessit, non omisso tamen officio currente, quod nempe recitatur in choro suae cathedralis. Die 24 januarii 1660.

1646. **Limana.**

Sacrorum Rituum Congregatio precibus archiepiscopi Limani benigne inclinata, facultatem indulsit dignitatibus tum praesentibus, tum futuris metropolitanae ecclesiae Limanae benedicendi sacram suppellectilem, in qua sacra unctio non adhibetur; nec non reconciliandi ecclesias pollutas (eas tamen quae fuerint ab episcopis consecratae, cum aqua tantum ab aliquo antistite benedicta) ea scilicet lege, ut semel quoad singulas dignitates assentiat archiepiscopus pro tempore, vel quatenus idem eumdem assensum subinde non revocet. Eo autem nullatenus revocato, et semel, ut praefertur praestito, valeant dignitates tum sede plena, tum vacante, uti tradita facultate praedicta ad viginti annos decurrendos a die dati praesentis decreti. Die 24 januarii 1660.

1647. **Neapolitana.**

Fratres reformati minoris Observantiae ecclesiae ac monasterii sanctae Crucis civitatis Neapolitanae enixe postularunt approbari preces ad celebrationem novemdialem praeambulam Nativitati Bmae Virginis compilatas. Et S. Congregatio jussit hujusmodi approbationem differri, sed verius memoriae gratia in supplici libello apponi responsum simpliciter negativum. Die 24 januarii 1660.

1648. **Congregationis Cisterciensium.**

Abbas Hilarion Roncatus monachus Cisterciensis, et Sacrae Congregationis consultor meritissimus, et satis numquam laudandus Sacraemet Congregationi exposuit elapsis annis typis editum breviarium Cisterciense Parisiis vulgatum fuisse jussu abbatis generalis, ea lege, ne post decennium quis monachus posset uti alio breviario quam praedicto. Verum, quia ab antiquo breviario plurimum differt, praesertim in officiis B. Virginis ac defunctorum; monachorum ac propriae conscientiae consulendum duxit, veritus, ne mutilatio hujusmodi satisfactioni recitationis plurimum adversetur, ac propterea supplicavit dignaretur Sacra Congregatio utrumque breviarium examinandum committi alteri ex consultoribus, gratia referendi in ipsa Congregatione; quae jussit examen committi Emo D. cardinali Franciotto, ut adhibito P. Augustino Tartaglia, nec non audito

P. abbate Hilarione, animadversiones referat in S. Congregatione. Die 24 januarii 1660.

1649. **Congregationis Camalduiensium.**

Congregatio monachorum Camaldulensium S. Congregationi iteratis precibus supplicavit, dignaretur lectiones proprias, et officia sanctorum Dominici Loricati, et B. Parisii monachorum approbare, eique recitanda indulgere. At Emi Patres, ad relationem cardinalis Columnae, petitis, *lectum* respondere jusserunt, ea praesertim ducti ratione, quod hactenus iidem monachi propriis tantum lectionibus ex sanctis patribus desumptis in breviario monastico usi fuerint. Die 24 februarii 1660.

1650. **Neapolitana.**

Collegium hebdomadariorum ecclesiae Neapolitanae iterato S. Congregationi supplicavit committi Nuncio apostolico, ut sumat probationes super abusu inducto per modernum cimiliarcham deferendi ferulam extra processiones, et in choro, dum anniversaria aliaque divina per ipsos hebdomadarios absente capitulo persolvuntur. Et Sacra Congregatio jussit responderi: *Lectum*. Die 24 februarii 1660.

1651. **Treveren.**

Capitulum insignis collegiatae sancti Deodati nullius dioecesis provinciae Treveren. S. Congregationi exposuit novissime statuisse recitare officium sanctorum Gaudentii, Lucillae, et anonymi, quorum insignes reliquiae in ecclesia collegiata asservantur, expetentes, an rite magis ageretur, si de singulis proprium officium recitaretur? Et S. Congregatio respondit non licuisse quicquam in ea re inconsulta Apostolica Sede statuere, neque licere officium praedictum recitare. Die 24 februarii 1660.

1652. **Firmana.**

Emus D. cardinalis Gualterius archiepiscopus Firmanus instetit declarari, an abbatibus aliisque praelatis episcopo inferioribus nolentibus pontificaliter celebrare, competat jus erigendi baldachinum et insignia pontificalia in ecclesia exponendi diebus ipsis, in quibus alias pontificalibus uti consueverunt? Et S. Congregatio respondit, celebrantibus tantummodo hujusmodi competere. Die 28 februarii 1660.

1653. **Syracusana.**

Capitulum et clerus matricis ecclesiae sancti Georgii civitatis Modicae Syracusanae dioecesis S. Rituum Congregationi supplicarunt, debitae executioni demandari praeciperet decreta ipsius S. Congregationis, ac praesertim edita die 7 septembris 1636 super praecedentia ac coeteris praerogativis ad eamdem matricem ecclesiam spectantibus supra ecclesias omnes, et clerum universum, ac signanter supra capitulum et clerum collegiatae ecclesiae sancti Petri ejusdem civitatis. Et S. eadem Congregatio dolenter ferens, quod praedicti capitulares et praebendati reliqui praefatae collegiatae sancti Petri adhuc temere ejus decreta contemnant, hoc praesenti decreto mandat episcopo loci ordinario, ut acriter in eos animadvertens, ad paritionem omnimodam censuris aliisque poenis sibi benevisis illos auctoritate etiam S. Congregationis compellat, neque eos inconsulta S. eadem Congregatione subinde absolvat. Praeterea, ne lateat eorumdem contumacia, vel pateat poenarum inflictio, idem episcopus de paritione aut de animadversione, et punitione Congregationem ipsam certiorem reddat, ut tandem sublatis scandalis, ea qua decet ecclesiasticos viros humilitate et fraterna invicem charitate Deo laudis sacrificium offerant; pastoris vero sollicitudo neque in minimo redargui possit. Die 28 februarii 1660.

1654. **Virdunen.**

Moniales Congregationis S. Mariae ordinis S. Augustini oppidi S. Michaelis Virdunen. dioecesis in Lotharingia, S. Congregationi supplicarunt, ex quo gaudeant invocatione Bmae Virginis, ut singula officia per annum recitare contingentia de B. Virgine cum octava recitare valeant. Et S. Congregatio respondit: *Lectum*. Die 28 februarii 1660.

1655. **Baren.**

Institum fuit a S. Rituum Congregatione declarari, an in sessionibus dioecesanae synodi, quae fiunt in cathedrali ecclesia Baren., archipresbyter et canonicus procurator collegiatae ecclesiae nomine possint assistere, prout hactenus consueverunt, cum almutiis ejusdem collegiatae insignis, non obstante quod capitulum et canonici cathedralis ecclesiae praetendant eorumdem delationem ad ipsos privative in hujusmodi actibus spectare. Et S. eadem Congregatio, attenta relatione Rmi archiepiscopi, declaravit archipresbytero et canonico praedictis competere in synodo insignia collegiatae ecclesiae quam ipsi repraesentant. Die 20 martii 1660.

1656. **Pisauren.**

Iterum relata per Emum et Rmum D. cardinalem Franciottum controversia inter parochos urbanos et forenses civitatis et districtus Pisauri ex una, et capellanos ecclesiae cathedralis, qui nullam choro praestant assistentiam partibus ex altera; S. Rituum Congregatio parochis supra capellanos praedictos in processionibus praecedentiam deberi declaravit. Die 20 martii 1660.

1657. **Neapolitana.**

Die 25 martii 1660 in mansionibus Turris Borgiae palatii Pontificum Vaticani, de mandato SSmi, Emus D. cardinalis Chisius congregatis Emis cardinalibus Congregationis S. Rituum exposuit, ab Eccmo comite de Pignoranda prorege neapolitano pie desiderari, ut aliqua via provideatur, ne scandala Neapoli oriantur, si reliquias beatorum Jacobi de Marchia, et Andreae de Avellino civitatis protectorum Emus archiepiscopus in executionem novissimi decreti prohibeat exponi una cum reliquiis aliorum protectorum. Et Emi Dni censuerunt, si SSmo Dno Nostro visum fuerit, declarandum decretum novissime emanatum quoad expositionem et delationem reliquiarum non comprehendere beatos illos, quorum electioni in patronos locorum Apostolicae Sedis accessit auctoritas. Hisque SSmo relatis, Sanctitas Sua, nedum sensum hujusmodi approbavit, sed jussit statim litteris S. Congregationis Emo archiepiscopo significari, ne quid e praeterita consuetudine circa expositionem et delationem reliquiarum hujusmodi innovari sinat. Die, mense et anno quibus supra.

1658. **Congregationis Cisterciensium.**

Emo D. Franciotto referente causam controversiarum inter provincias Galliarum et provincias Italiae congregationis Cisterciensium circa usum breviarii Cisterciensis, S. Congregatio jussit ad proximam congregatione differri, tunc omnino terminandam. Die 17 aprilis 1660.

1659. **Januen.**

Emus cardinalis Duratius archiepiscopus Januensis S. Congregationi supplicavit, dignaretur facultatem tribuere expurgandi a septima lectione diei septimi infra octavam Decollationis S. Joannis Baptistae sumpta ex homilia Bedae presbyteri verba illa: *Nunc ibidem in ecclesia, quae nominis ipsius est honore consecrata servantur;* vel immutari verbum *nunc*, in *tunc*, et verbum *servantur*, in *servabantur*, ne plurimi decipiantur intelligentes adhuc eadem ossa Alexandriae servari. Et S. Congregatio quoad secundam partem petitionis abnuit, si quidem textum Bedae nullo pacto alterandum censuit, sed benigne indulsit, ut septima lectio praedicta terminari possit a praecedentibus, omissis verbis, *nunc*, et sequentibus. Die 17 aprilis 1660.

1660. **Ordinis S. Antonii Viennen.**

Retulit Emus D. cardinalis Sacchettus animadversiones factas circa officia propria ordinis S. Antonii Viennen. Et S. Congregatio jussit quoad historiam translationis corporis S. Antonii audiri D. Holstenium. Die 17 aprilis 1660.

1661. **Tropien.**

Congregatio S. Concilii transmisit particulam status ecclesiae Tropien. qua episcopus SSmum certiorem facit, se in synodo

in protectorem cleri proposuisse S. Philippum Nerium, et Sanctitati Suae supplicat, dignetur hujusmodi electionem approbare. Congregatio autem Sacrorum Rituum censuit nullatenus videri approbandam, eo quod constitutio Urbana hujusmodi protectores nullatenus admittat. Die 17 aprilis 1660.

1662. **Arianen.**

In causa thurificationis inter capitulum cathedralis, et clerum Arianen. civitatis, S. Rituum Congregatio, acceptis ab episcopo juribus utriusque partis, mandavit servari decretum ejusdem ordinarii, nempe juxta consuetudinem hactenus servatam thurificandos esse diaconum, et subdiaconum de clero civitatis non canonicos unico tantum ductu. Die 12 julii 1660.

1663. **Beneventana.**

Decius Simonetta, et canonici reliqui collegiatae ecclesiae Terrae montis Fuscoli Beneventanae dioecesis S. Rituum Congregationi supplicarunt declarare dignaretur: An casu quod primo praesentatus a patronis laicis ad canonicatum fuerit impeditus a contagione, ne accesserit ad capiendam possessionem suae praebendae, qui medio tempore praesentatus ad similem canonicatum ejusdem ecclesiae si ante praedictum possessionem beneficii adierit, sit primo praesentato praeferendus. Et S. Congregatio respondit affirmative, si quidem semper attendenda sit anterioritas possessionis in casu praesenti. Die 12 junii 1660.

1664. **Florentina.**

Cum alias ad preces Emi et Rmi D. cardinalis Caroli Medici episcopi Ostiensis decani sacri collegii, protectoris congregationis Vallis Umbrosae, SSmus D. Noster annuisset, ut in universa ditione serenissimi Magni Ducis Hetruriae tum a saecularibus, tum a regularibus utriusque sexus quotannis die 12 julii festo S. Joannis Gualberti praefatae Congregationis Institutoris recitari possit officium ejusdem Sancti sub ritu semiduplici, novissime vero supplicatum sit, ut officium, universim in ditione praefata recitandum, et missa celebranda decernerentur: S. Rituum Congregatio officium et missam de communi abbatum cum lectionibus secundi nocturni olim ad monachorum usum approbatis, nec non evangelio: *Audistis quia dictum est: Diliges proximum tuum*, et homilia S. Hieronymi presbyteri, indulsit, ac imprimi posse concessit. Die 12 junii 1660.

1665. **Isernien.**

S. Rituum Congregatio, quamvis episcopus Isernien. absolvisset canonicum Josephum Moscarellum a censuris et desiderasset etiam a S. Congregatione eumdem absolvi a patrato crimine spretae dignitatis episcopalis et legum caeremonialium violationis, ad eumdem ordinarium literas dirigi mandavit, quibus episcopus admoneatur non potuisse procedere ad absolutionem, postquam S. Congregatio manus apposuerat; et idcirco adhuc excommunicationis laqueo innodatum reperiri canonicum praefatum, quem etsi ob tempus aestivum per Rmum Nuntium nullatenus cogi ad accessum in Urbem in praeterita Congregatione jussisset, tamen transacto hujusmodi tempore datoque tuto accessu, statim a Rmo Nuncio compelli ad se praesentandum sub poena privationis. Die 12 junii 1660.

1666. **Ordinis S. Antonii Viennen.**

Lectio IV. Ex historia Anconitana. — Lothario secundo imperante, cum dira sacri ignis lues passim per occidentales regiones grassaretur, nec arte medica, ullove humano auxilio extingui posset, suorum Dominus miseratus languores, quem bonum olim medicum Aegypto dederat, ejusdem SSmi patris reliquias, ut occiduis etiam partibus mederetur, ab orientalibus oris in Viennensem provinciam transferri voluit. Cum enim eo tempore comes Jocellinus Viennensis, vir pietate et militia clarus, Hierosolymam persolvendi voti causa cum multis nobilibus et contribulibus adiisset, cumque voto peracto regiones illas peragraret, sollicite exquisivit, quo in loco reliquiae B. Antonii extarent: sive divinitus, ut fertur, admonitus, sive pia devotione erga S. patrem Antonium affectus, quod paulo ante ipsius implorato auxilio a lethali morbo convaluisset, intellexitque Constantinopolim jam pridem translatas ibidem asservari.

Lectio V. Eo igitur properandi assiduus, tametsi propter hostium agmina aditus intercluderetur, divina tamen gratia ac B. Antonii patrocinio fretus, omnem itineris difficultatem superavit, et Constantinopolim cum universo comitatu incolumis pervenit. Quos imperator ob gentis nobilitatem honorifice suscepit. Certior interea factus Jocellinus B. Antonii reliquias quarum gratia arduum hoc iter arripuerat, in quadam ecclesia pene deserta minus decenter ob ministrorum inopiam et parvitatem asservari, imperatorem supplex adiit et petiit, ut eas in Viennensem Galliae provinciam comitantibus illius ecclesiae ministris deferre sibi liceret; quod facile impetravit, divina sibi tanti muneris obtinendi suffragante gratia.

Lectio VI. Laetus igitur votique compos, sacro donatus munere prospera usus navigatione in patriam remeavit. Dumque tanti thesauri deponendi locum et veneratione, et majestate decorum perquireret, nullas interea absque sacris reliquiis aggrediebatur expeditiones, quae ipsi semper ob Beati Antonii merita prospere succedebant. Pace vero cum finitimis et exteris tandem bello parta, ad templum construendum in tanti nominis honorem, et sacrarum reliquiarum depositionem, curam animumque adjecit. Locus autem idoneus visus est oppidum tunc Sancti Desiderii, *Mota* vocitatum ubi prima illius augusti templi S. Antonii Viennensis, quod hodie cernitur, jacta fuere fundamenta, cum antea esset tantum aedicula B. Mariae dicata. Ex quo et primarium illud templum et oppidum S. Desiderii Mota, mutato nomine, S. Antonii sortita sunt vocabula. Unde Antonianus ordo ab iis coeptum primordiis ad summam Dei omnipotentis gloriam, pauperumque sacro igne laborantium per orbem universum fausta propagatione emersit.

Decretum. — Ad preces fratris Joannis Simonetti vicarii generalis ordinis S. Antonii Viennen. sub regula S. Augustini, supradictas lectiones et orationes proprias in officiis sanctorum praefati ordinis, referente Emo et Rmo D. cardinale Sacchetto, recognitas, S. Rituum Congregatio approbavit, et a canonicis regularibus ejusdem ordinis recitari concessit, nempe S. Theodori confess. die 10 februarii, S. Macharii abbatis die 17 februarii, S. Pauli simplicis confess. die 8 martii, S. Serapionis episcopi die 22 martii, S. Sannatae martyris die 12 octobris sub ritu duplici minori, Translationis S. Antonii abbatis die 16 octobris sub ritu duplici primae classis cum octava, et S. Hilarionis abbatis die 21 octobris sub ritu duplici minori. Praeterea indulsit S. eadem Congregatio, ut possint praedicti recitare officia Translationis secundae S. Augustini die 28 februarii, S. Monicae viduae matris S. Augustini die 4 maii, Conversionis S. Augustini die 5 maii, S. Possidii episcopi die 17 maii, S. Alipii episcopi die 23 augusti: vigiliae festi S. Augustini die 27 augusti sub duplici minori. Nec non singulis mensibus prima die non impedita festo novem lectionum, officium commemorationis S. Augustini sub ritu semiduplici. Et ad majorem eorumdem canonicorum commoditatem praesens decretum cum praedictis officiis imprimi posse concessit Die 12 junii 1660.

1667. **Piscien.**

Praepositus Piscien. a S. Rituum Congregatione declarari institit, an sibi competeret sedes fixa et permanens in sua ecclesia collegiata, et videatur comprehensus in decreto edito super usu pontificalium. Et S. Congregatio perpensis juribus ab eo deductis, ac presertim literis erectionis collegiatae ecclesiae sa. me. Leonis X, censuit, praeposito Piscien. non competere sedem fixam et permanentem, eaque uti tantum diebus sibi permissis cum duobus gradibus, et ad formam decreti praedicti. Die 12 junii 1660.

1668. **Thelesina.**

Ad aures Emorum PP. Sacrorum Rituum Congregationis

pervenit, capitulum et canonicos cathedralis Thelesinae Cerreti residentes ausos esse assumere mozzettas violaceas vice almutiarum hactenus a suis antecessoribus delatarum, et novissime modernis dignitatibus et canonicis a S. Congregatione indultarum, quamobrem S. Congregatio censuit admonendum esse ordinarium, qui contra formam decreti permiserit excessum indulti, eique injungendum, ut statim mandet canonicos abstineri a delatione mozzettarum et nonnisi almutias ex panno violaceo pellibus dossinis, seu armellinis naro suffultas deferre sinat. Et de hujusmodi implemento statim publicum documentum S. Congregationi transmittat. Die 12 junii 1660.

1669. **Toletana.**

S. Rituum Congregatio rectoris et collegialium majorum collegii S. Ildefonsi, aliorumque collegialium universitatis studii generalis oppidi Complutensis Toletanae dioeceseos in Sanctum Thomam de Villanova archiepiscopum Valentinum piis votis benigne inclinata, quod praesertim in collegio praedicto S. Ildephonsi major collegialis adipiscendis facultatibus iisdemque mox gradu decoratus interpretandis, ac edisserendis operam navasset, ejusque costa cum parte carnis ibidem, ut asseritur asservaretur (quibus causis permotus sa. me. Innocentius X eidem universitati indulsit, ut inibi posset de eodem Sancto tunc beatitatis tantam titulo insignito officium recitari, ac missam pariter celebrari) ut posthac universitatis et collegiorum eorumdem incolae tam saeculares, quam regulares tanti coalumni memoriam, quo solemnius recolent, eo impensius imitentur; quotannis de eodem nuper inter sanctos relato eis officium duplex primae classis cum octava: reliquo autem oppidi ejusdem clero pariter saeculari, et regulari duplex majus sine octava recitandi facultatem censuit esse tribuendam. Die 12 junii 1660.

1670. **Congregationis Cisterciensis.**

Monachi Cistercienses Itali a Congregatione Sacrorum Rituum supplices declarari petierunt, an tuta conscientia assumere, et adhibere possent Breviarium Cisterciense juxta romanum novissime editum, et praecepto abbatis generalis ab universa congregatione recitari injunctum, tametsi admodum ab antiquo Breviario discrepet. Et S. Congregatio, audito et informante fratre Joanne Malgoires vicario et procuratore generali, ad relationem Emi D. cardinalis Franciotti decrevit, et mandavit, ut sublato praecepto novissimi Breviarii recitandi, et suspenso breviario eodem, novum breviarium coram Emis Dominis cardinalibus Franciotto et Estense condatur, ab eisdemque diligenter examinetur ad effectum referendi in Sacra Congregatione. Interim vero, et quidem post lapsum termini novem mensium a jure concessi, monachi adhibeant breviarium, quo hactenus ante editionem novissimi utebantur, vel monasticum a Paulo V approbatum usque ad novi breviarii, a S. Congregatione approbandi, evulgationem. Die 24 julii 1660.

1671. **Monopolitana.**

Episcopus Monopolitanus a S. Rituum Congregatione postulavit, an se SSmum Sacramentum in processione Corporis Christi deferente, vicario generali cum magistratu civitatis incedere liceat, eique præferendus esse videatur? Et S. Congregatio censuit vicarium a similibus functionibus abesse et abstinere debere ad evitandas contentiones. Die 24 julii 1660.

1672. **Pientina.**

Vicarius apostolicus Pientinae ecclesiae S. Congregationi exposuit quod regulares capucini occasione solemnitatum quas peragunt intra septa monasterii, nempe lavationis pedum apostolorum feria V in Coena Domini, et hujusmodi, sinunt mulieres ad ea invisenda admittere, quae mox ob incursum in excommunicationem ad ipsum oratorem pro obtinenda absolutione contendunt. Supplicavit propterea prohiberi ne sub excommunicatione ipso facto incurrenda cujuscumque conditionis mulieres admittant. Et S. Congregatio mandavit, ut procuratori ordinis stricte injungatur, quod omnino praecipiat sub gravibus poenis etiam temporalibus, ut ostium custodiant, ita ut in posterum sub quovis praetextu mulieres in claustra non introducant, vel introduci sinant. Die 24 julii 1660.

1673. **Remen.**

Prior et fratres sancti Augustini civitatis Catalaunensis provinciae Remensis S. Rituum Congregationi supplicarunt, iis facultatem attribui, ut festum S. Thomae de Villanova ad dominicam immediate sequentem cum processione post missam de eodem Sancto decantandam transferre valeant. Et S. Congregatio processionem transferri dimisit arbitrio ordinarii, quoad missam vero nihil penitus indulgendum fore censuit. Die 24 julii 1660.

1674. **Thelesina.**

Canonici Thelesinae cathedralis Congregationi Sacrorum Rituum exposuerunt, mozzettas novissime ab eis assumptas prorsus conformari mozzettis, quibus utuntur canonici Isernienses et Boianenses, prout vicarius generalis, ex quo ignoraretur antiqua forma canonicalium insignium per ipsos oratores assumi praeceperat; audito demum episcopo, qui praeterea tenuitatem praebendarum canonicalium adjecit, qua canonicis redditur difficile, ut sibi provideant de almutiis pelliceatis; S. Congregatio in decretis persistendum esse censuit, et prohiberi oratoribus usum mozzettarum, ita ut nisi possint almutias emere, insigniis potius careant, quam non concessa audeant retinere. Die 24 julii 1660.

1675. **Tranen.**

Capitulum, et clerus Baruli Tranen. dioecesis S. Rituum Congregationi exposuerunt, cogi ab ordinario sub poena excommunicationis ipso facto incurrenda, reservatae sibi absolutionis, ad immutandam horam matutinarum recitandarum contra dispositionem constitutionum ecclesiae, et ad silentium omnimode servandum tum in choro, tum in sacristia. Quamobrem supplicarunt hujusmodi poenam moderari, et in observantia constitutionum reintegrari. Et S. Congregatio censuit, praevia suspensione censurarum, episcopum audiri; verius tamen oretenus procuratori episcopi aperiri, ut omnino revocet censuras, et mitius agat quoad silentium; quoad matutinas mandet servari constitutiones ecclesiae, quatenus ritui non adversas. Die 24 julii 1660.

1676. **Vratislavien.**

Joannes Alcuderode custos et canonicus Vratislavien. attenta decrepita aetate supplicavit secum benigne agi, ut possit ex altari sacras vestes assumere. Et S. Congregatio jussit ad aures procuratoris significari, ut attenta impotentia progrediendi, ex abaco ad latus altaris vestes sacras assumat. Die 24 julii 1660.

1577. **Officii S. Alexii.**

Cum, ut expositum fuit, sa. me. Urbanus VIII decreverit Romae de praecepto recitandum esse, et extra Urbem ad libitum recitari posse indulserit officium S. Alexii confessoris sub ritu semiduplici, novum sit tamen, quod praeceptum in similibus Romae injunctum non obliget universalem Ecclesiam, S. Rituum Congregatio, die 24 julii 1660, censuit SSmo supplicandum, ut vel extenderet praeceptum ad universum christianum orbem, vel etiam Romae ad libitum officium hujusmodi recitari praeciperet. Allatis autem ad Sanctissimum Sacrae Congregationis precibus, Sanctitas Sua tum Romae cum alibi officium S. Alexii ad libitum recitari mandavit. Die 3 augusti 1660.

1678. **Ariminen.**

Octavianus Battaglinus praepositus Ariminen. cathedralis S. Congregationi supplicavit declarare dignaretur, an ipso oratore invito, ad quem de jure spectat, uti primam dignitatem supplere vices episcopi, possit visitator episcopus visitans dioecesim nomine ordinarii in solemnitatibus, ac praesertim in delatione SSmi Sacramenti die SSmi Corporis Christi. Et S. Congregatio respondit episcopo visitatori hujusmodi non competere. Die 17 augusti 1660.

1679. **Assisien.**

Fratre Claudio Levol minorum Observantiae caenobii Assisien. supplicante, S. Rituum Congregatio declaravit, dispositionem decretorum Pampilonen. prima septembris 1605 et 20 junii 1626 non extendi ad festa devotionis, sed comprehendere festa tantum, quae ex praecepto Ecclesiae servantur. Die 11 septembis 1660.

1680. **Augustana.**

Modernus praepositus monasterii S. Crucis Augustanae provinciae Moguntinae ordinis canonicorum regularium S. Augustini S. Rituum Congregationi supplicavit, facultatem ei impartiri dignaretur recitandi officia sanctorum ordinis S. Augustini. Et S. Congregatio respondit oratori hujusmodi officia licuisse et licere recitare, modo sint regulares ejusdem ordinis. Die 11 septembris 1660.

1681. **Caesenaten.**

Episcopus Caesenaten. Sacrae Congregationi supplicavit, ei praecipere dignaretur, quid circa executionem decreti emanati super usu pontificalium praelatis episcopo inferioribus concessorum, per ipsum impleri placeat, cum abbates regulares jactent se a SSmo moderationem decreti ejusdem expetitam sperare. Et S. Congregatio jussit, ut episcopus executioni mandet decretum, elapso termino sex mensium a die publicationis ejusdem. Et quoad Cassinenses, juxta declarationem factam de mense augusto proxime praeterito, quam proinde typis imprimi mandavit. Die 11 septembris 1660.

1682. **Lucana.**

Joanni Paulo Gigli decano S. Michaelis civitatis Lucanae petenti, an indultum Leonis X sibi suisque successoribus suffragari videatur, quin per decretum novissime emanatum super usu pontificalium abstineri debeat ab usu mitrae cum gemmis et baculi sine velo albo appenso, prout hactenus a fundatione suae dignitatis in vim praefati indulti ea adhibere sui praedecessores consueverunt. Sacra Rituum Congregatio responderi mandavit, mitram sibi, suisque successoribus competere parvis margaritis ornatam, ad praescriptum capituli, *Ut apostolicae*, de privileg. in 6. et Caeremonialis episcop. cap. 17. lib. 1. Quo vero ad Baculum, in hoc casu non comprehendi in decreto novissimo. Die 11 septembris 1660.

1683. **Ratisbonen.**

Emus Dominis cardinalis de Schwarzenberg episcopus Ratisbonen. S. Congregationi supplicavit, injungere dignaretur fratribus Carmelitis discalceatis in sua dioecesi commorantibus, ne superpellicea cum manicis angustis, vel rocchetta adhibeant, seu a clericis missam inservientibus adhiberi faciant, vel aliquo modo permittant, ne pariter per capellanos suos presbyteros saeculares missas ipsis fratribus indultas celebrare sinant. Et S. Congregatio jussit oretenus praedicta generali ordinis prohiberi. Die 11 septembris 1660.

1684. **Spoletana.**

Ad instantiam Andreae Ancajani prioris collegiatae ecclesiae S. Petri Spoletanae civitatis, S. Rituum Congregatio decrevit, compellendos esse canonicos collegiatae praedictae ad praestandam assistentiam diaconalem, et subdiaconalem ipsi priori solemniter statutis diebus missarum solemnia peragenti, nec non licere eidem priori uti protonotario apostolico adhibere habitum praelatitium in choro, et propterea quotiescumque tali habitu indutus choro interfuerit facere fructus suos et distributiones lucrari. Die 11 septembris 1660.

1685. **Toletana.**

Instantibus priorissa et monialibus regalis monasterii SSmae Incarnationis Matriti Toletanae dioecesis, S. Rituum Congregatio declaravit, capellanos ecclesiae earumdem monialium canentes vesperas et celebrantes missas sanctorum ordinis vel alias de quibus indultum est ipsis oratricibus officium recitare, satisfacere praecepto recitationis recitantes officia praedicta juxta tamen rubricas breviarii romani. Die 11 septembris 1660.

1686. **Benedictiones S. Suppellectilis.**

Cum decreto super usu Pontificalium praelatis episcopo inferioribus concessorum sancitum sit § 19: « Abbates pro ser« vitio alienae ecclesiae campanas et calices benedicere non posse, » Emus D. Card. Ottobonus episcopus Brixiensis S. Rituum Congregationi exposuit sibi majoribus suae ecclesiae negotiis praepedito, difficillimum reddi ob dioecesis amplitudinem campanas et calices, prout necessitas expostulat, consecrare; supplicavit propterea de aliquo opportuno remedio provideri. Et eadem Congregatio, re mature discussa, censuit, episcopis posse tribui facultatem hujusmodi consecrationem delegandi abbatibus tantum quibus eadem benedictio pro servitio suarum ecclesiarum alias ab Apostolica Sede indulta est. Et idcirco infrascriptum decretum in similibus expediri mandavit. Die 20 novembris 1660.

1687. **Brixien.**

Sacra Rituum Congregatio ad triennium facultatem attribuit Emo et Rmo Domino cardinali Ottobono episcopo Brixien. delegandi consecrationem calicum et campanarum abbatibus tantum in sua dioecesi existentibus quibus tamen alias a Sede Apostolica indultum sit hujusmodi consecrationes pro servitio suarum ecclesiarum peragere.

N. B. Adverte tamen quod postea Sacra Congregatio hujusmodi decretum in acta redigi noluit, et pluries similibus episcoporum petitionibus respondit, Lectum. Die 20 novembris 1660.

1688. **Mediolanen.**

Archiepiscopus Mediolanensis S. Rituum Congregationi exposuit Mediolani abusum induci novissime coeptum a patribus Theatinis et Carmelitis congregationis Mantuae in festis Beati Cajetani et S. Alberti praestandi confluentibus nobilibus nive refrigeratas potiones, et comestibilia patinis imposita circumferendi per ecclesias non sine gravi scandalo; propterea supplicavit opportunum desuper remedium afferri. Et S. Congregatio jussit admoneri procuratores ordinum, et facultatem attribui archiepiscopo, ut quatenus non paruerint, auctoritate S. Congregationis in eos animadvertat. Die 20 novembris 1660.

1689. **Senogallien.**

Ad instantiam Dominici Romagnoli archipresbyteri cathedralis Senogallien. Congregatio Sacrorum Rituum censuit, episcopo injungendum fore, ut mandet Sacras Imagines tempore quo divina in cathedrali peraguntur, nec non diebus festivis discoopertas retineri. Quo vero ad missam SSmi Sacramenti, servari decretum novissime emanatum, et cogi confratres ad consueta praestanda; At si quid relevans in contrarium ei deductum fuerit, ad Sacram Congregationem transmittat. Die 20 novembris 1660.

1690. **Sorana.**

Episcopus Soranus declarari supplicavit quinam locus competat clericis seminarii in processionibus in quibus unica Crux cathedralis adhibetur; quinam, quando unusquisque saecularium capitulorum, et regularium coetus sub propria cruce incedit. Et quid tandem servandum, si consuetudo loci se habeat, ut clerici praedicti semper incedant ante primam, vel unicam crucem. Et S. Congregatio respondit servari solitum, et nihil innovari. Die 20 novembris 1660.

1691. **Syracusana.**

Dignitates, canonici, et procuratores collegiatae ecclesiae S. Georgii Motucae Syracusanae dioecesis S. Congregationi supplicarunt eis concedi, ut possint processionaliter circumferre corpus S. Hippolyti martyris sub baldacchino, et cum interventu totius cleri saecularis et regularis, nec non confraternitatum laicorum, ut hactenus de licentia episcopi peregerunt, quod tamen modo ipsis limitate indultum est ab ordinario, nempe cum interventu cleri ecclesiae oratorum, et intra limites eorum parochiae tantum. Et S. Congregatio jussit, ut pareant ordinario, et abstineant a delatione baldacchini. Die 20 novembris 1660.

1692. **Claramonten.**

Josephus Imarigeon rector ecclesiae parochialis Dambert Claramonten. dioecesis ob visus debilitatem, cum non possit perfecte legere, supplicavit ipsi facultatem impartiri dignaretur adhibendi assistentem, qui legendo ejus defectui suppleat in missa, sibique liceat repetendo missae sacrum peragere. Et Sacra Congregatio respondit: *Lectum*. Die 18 decembris 1660.

1693. **Congregationis Vallisumbrosanae.**

Monachi Vallisumbrosae qui obtinuerunt elapsis mensibus approbationem officii cum propriis lectionibus S. Joannis Gualberti recitandi etiam a clero saeculari in tota ditione magni ducis Hetruriae, praeterea supplicarunt concedi, ut posset initio quartae lectionis addi cognomen familiae ex qua ortus est S. Joannes Gualbertus nempe, ex familia de Bisdominis. At S. Congregatio nihil concedendum esse duxit. Die 18 decembris 1660.

1694. **Galliarum.**

Congregatio Clericorum Doctrinae Christianae in Regnis Galliarum, S. Congregationi supplicavit simile indultum die 13 aprilis 1632 concessum superioribus Congregationis presbyterorum Oratorii Jesu in eodem regno, benedicendi sacram supellectilem in qua tamen sacra unctio non adhibetur pro servitio suorum oratoriorum. Et S. Congregatio nihil concedendum fore censuit. Die 18 decembris 1660.

1695. **Algaren.**

Episcopus Algarensis in Sardinia SSmo supplicavit sibi facultatem impartiri dignaretur compellendi regulares ad observationem decreti ab Emo cardinali Vicario Urbis super emolumentis funeralibus emanato die 27 augusti 1629, quod orator ipse, ad tollenda scandala et controversias inter parochos et regulares, in sua dioecesi servari praecepit. SSmus autem ad S. Congregationem supplicem ejusdem episcopi libellum transmisit, quae, ex quo licet de jure quarta tantum debeatur parocho defuncti, cujus cadaver in aliena etiam regulari ecclesia sepelitur, loci tamen consuetudo servanda sit, censuit audiendos esse, et propterea citari debere regulares, et controversiam committi referendam Emo Dno cardinali Franciotto. Die 15 januarii 1661.

1696. **Augustana.**

Episcopus Adramistenus suffraganeus Augustanus S. Rituum Congregationi supplicavit, declarare dignaretur, an attenta declaratione extensionis officiorum sanctorum ordinis S. Augustini obtenta a S. eadem Congregatione, praeposito et monachis monasterii S. Crucis Augustae episcopo subjectis, liceat recitare officia a sa. mem. Pio V congregationi canonicorum regularium Lateranensium indulta. Et S. Congregatio respondit: Si ex congregatione canonicorum Lateranensium oratores fuerint licere ipsis etiam quae peculiari eorumdem congregationi Lateranensi indulta sunt officia recitare; verum nisi fuerint ex praedicta congregatione, ea tantum quae universo ordini, nempe fratribus S. Augustini, et non quae particularibus congregationibus et monasteriis indulta sunt, licere pariter recitare. Die 15 januarii 1661.

1697. **Congregationis S. Benedicti Hispaniarum.**

Retulit Emus D. cardinalis Azzolinus litteras Nuncii apostolici Hispaniarum, quibus S. Congregationem certiorem fecerat, tentasse monachos Benedictinos congregationis Hispaniarum novum breviarium typis mandare, diversum a breviario approbato a sa. me. Paulo V, et a S. Rituum Congregatione toti ordini ad recitandum tradito. Sacra autem Congregatio mandavit responderi Nuncio Hispaniarum, ut mandet omnimodam observationem decreti S. Congregationis emanati die 24 januarii 1615 et novi breviarii impressionem omnino prohibeat. Die 15 januarii 1661.

1698. **Ordinis S. Benedicti.**

Procurator generalis Cassinensium S. Congregationi supplicavit, dignaretur approbare quotidianas commemorationes S. Benedicti et Scholasticae in toto ordine haberi solitas; et S. Congregatio jussit eas examinandas committi Emo Franciotto in S. Congregatione mox referendas. Die 15 januarii 1661.

1699. **Aversana.**

Fratres ordinis Conventualium conventus S. Antonii Aversanae civitatis S. Congregationi supplicarunt, dignaretur vetare fratribus Observantiae celebrationem solemnem festi S. Antonii, quam a tribus praeteritis annis inchoarunt, in magnam diminutionem concursus populi ad ecclesiam ipsorum Oratorum, in qua tantum hactenus celebrari consueverat. Et S. Congregatio nihil eisdem respondendum duxit. Die 12 Martii 1661.

1700. **Breviarii Romani.**

Ad aures Emorum Patrum attuli quosdam errores in breviarium romanum regiae Galliarum typographiae irreptos, de quibus S. Congregatio mandavit meis litteris admoneri Nuncium apostolicum, ut suaviter cum typographo regio curet in nova impressione emendari. Die 12 martii 1661.

1701. **Congregationis Cisterciensis.**

Petentibus monachis quibusdam timoratae conscientiae congregationis Cisterciensis provideri circa impressionem breviarii congregationis ne tandem careant facultate recitandi horas canonicas; Sacra Congregatio mandavit per patres Bonam abbatem S. Bernardi, et procuratorem generalem Cistercii Gallum coram Emis Dominis cardinalibus Franciotto et Estensi mendis expurgari, et ad ritum romanum reduci breviarium novissime suspensum. Die 12 martii 1661.

1702. **Corsicensis.**

S. Rituum Congregatio mandavit per episcopum Marianen. in insula Corsicae injungi, ut imago S. Catharinae Senensis picta in fronte domus Joannis Bauheri jurisconsulti civitatis Bastiae reducatur ad formam historiae in lectionibus breviarii romani expressae, nempe ut stigmatum vulnera non cruenta et effossa, sed splendida, et ad instar radiorum appareant. Die 12 martii 1661.

1703. **Veneta.**

S. Rituum Congregatio ad preces serenissimae Reipublicae Venetiarum indulsit, ut quotannis dominica tertia julii in ecclesia SSmi Redemptoris Capucinorum Venetiis camet officii et missarum solemnia peragi possint, quae universalis Ecclesia in festo Exaltationis SSmae Crucis die 14 septembris recitare, ac respective celebrare consuevit, omisso tantum in oratione verbo, *Exaltationis*. Die 12 martii 1661.

1704. **Urbis.**

Sacerdos deputatus a vicario ad conficiendum turnum orationis quadraginta horarum in Urbe petiit, an feria sexta parasceve sit prosequenda hujusmodi oratio cum expositione SSmi, an vero abstinendum? Et S. Congregatio mandavit omnino cessandum a mane feriae V usque ad mane sabbati sancti. Die 12 martii 1661.

1705. **Decretum.**

De imprimendis in posterum summariis, et informationibus juris et facti in causis beatificationum et canonizationum.

Cum cautum reperiatur novissimis decretis servandis in causis beatificationum, et canonizationum, ne quaevis scripturae ad eas spectantes ante earumdem causarum terminationem imprimi possint, experientia autem compertum sit, ultra grave dispendium scripturas praedictas mendis innumeris conspersas rescribi in grave incommodum legentium, praeterea ad notitiam plurimorum nempe Amanuensium eas adduci. Emi Patres S. Rituum Congregationis, cui hujusmodi negotium perpendendum a SSmo demandatum fuerat, decreverunt, si Sanctitati Suae placuerit, posthac scripturas praedictas typis imprimi debere pro ea quantitate, quae satis sit numero cardinalium et consultorum S. Congregationis; et impressas ab ipso bibliopola ad secretarium Sacraemet Congregationis afferri subscribendas, et sigillo cardinalis Praefecti obsignandas; si quae vero impressae praeter subscriptas et sigillatas aliquando re-

periantur, bibliopola poenam exolvat quingentorum aureorum Camerae Apostolicae applicandorum. Die 9 aprilis 1661. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua approbavit, et decretum extendi mandavit, prout factum fuit die 19 julii praesentis anni.

1706. **Asten.**

Jo. Petrus Niellus prior parochialis ecclesiae S. Pauli, et Caesar Baptista Geraita praepositus parochialis ecclesiae S. Sylvestri Asten. Sacrae Rituum Congregationi exposuerunt, ibi semel in anno consuevisse cum scholis doctrinae christianae sub puerorum cruce die SSmae Trinitatis ab ecclesia collegiata ad cathedralem pergere: post pueros vero incedere episcopum, quem obsequii causa sequuntur canonici et rectores ecclesiarum induti vestibus et palliis communibus. Novissime tamen episcopum praecepisse ut canonici et rectores ante ipsum et post pueros bini incedant. Supplicarunt proinde injungi episcopo, ne quid innovare velit. Et Sacra Congregatio mandavit ad episcopum dirigi litteras quibus idem admoneatur, ne quid innovare velit, sed solitum servari permittat. Die 9 aprilis 1661.

1707. **Calenen.**

Episcopus Calenen. coecus S. Congregationi supplicavit, cum eo dispensare dignaretur, ut privatim in suo cubiculo possit sacramentum confirmationis administrare, ne pauperes personae ad evitandum dispendium, et incommodum adeundi viciniores antistites, sine talis sacramenti adjumento ex hac vita migrarent. At S. Congregatio, ne sacramenti dignitas violetur, mandavit responderi: *Lectum*. Die 9 aprilis 1661.

1708. **Massilien.**

Monachi monasterii S. Victoris prope et extra muros civitatis Massiliae S. Rituum Congregationi supplicarunt, ut ad augendam fidelium, ac praecipue nautarum devotionem ac pietatem, quam in divum Rocchum prosequuntur, festum ejusdem S. Rocchi cum officio et missa solemniter ibi recolere possint. Et S. eadem Congregatio responderi mandavit, obstare decreta. Die 9 aprilis 1661.

1709. **Neapolitana.**

Patres S. Severi civitatis Neapolis ordinis Praedicatorum exponentes octoginta abhinc annis officium parvum SSmi Nominis Dei pluries typis editum recitasse absque eo quod constet de ejusdem approbatione, S. Rituum Congregationi supplicarunt, ut ad eorum conscientias exonerandas officium praedictum approbare dignaretur. Et S. eadem Congregatio responderi mandavit, non licuisse, nec licere hujusmodi officium recitare. Die 9 aprilis 1661.

1710. **Ordinis S. Benedicti.**

Supplicavit procurator generalis S. Benedicti, ut S. Rituum Congregatio approbare dignaretur commemorationem sancti Benedicti dietim hactenus a monachis ejusdem ordinis recitatam. Et S. eadem Congregatio oretenus eidem procuratori per secretarium, nunciari mandavit, hujusmodi recitationem extra officium licere. Die 9 aprilis 1661.

1711. **Ordinis Canonicorum SSmi Sepulchri Hierosolymitani.**

Procurator generalis canonicorum SSmi Sepulchri Hierosolymitani Sacrae Rituum Congregationi exposuit, Franciscum Carolum Hontlavigig assertum canonicorum SSmi Sepulchri in regno Bohemiae generalem, statutorum, et privilegiorum suae religionis immemorem, praeterito anno a S. Congregatione usum rocchetti et mantelletti sibi suisque canonicis indulgeri postulasse. Propterea supplicavit declarare dignaretur, a praeposito seu superiore generali archicoenobii Micchovien. matricis monasteriorum in Europa existentium, in vim privilegiorum competere facultatem concedendi tradendique fratribus ejusdem ordinis praefatum habitum rocchetti et mantelletti. Et S. Congregatio, ad relationem Emi Dni cardinalis Franciotti, censuit non deesse superiori praedicto auctoritatem apostolicam, qua sibi liceat praefatum habitum suis fratribus tradere. Die 9 aprilis 1661.

1712. **Sagien.**

Monialibus monasterii Urbanistarum ordinis Sancti Francisci oppidi de Mortagne Sagien. dioecesis petentibus facultatem recitandi officium Plagarum prima feria sexta quadragesimae, Coronae Domini prima die septembris, et SSmi Rosarii prima dominica octobris, Sacra Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 9 aprilis 1661.

1713. **Senogallien.**

Sacra Rituum Congregatio habita relatione episcopi Senogallien. rescribi mandavit, ut idem curet, tempore saltem quo divina peraguntur, et diebus festivis, sacras imagines circa aram maximam suae cathedralis discoopertas teneri. Quo vero ad missam SSmi Sacramenti tertia dominica cujuslibet mensis post nonam canendam, attenta immemorabili consuetudine hucusque servata, conniveri posse modo non omittatur cantus missae conventualis post tertiam. Die 9 aprilis 1661.

1714. **Congregationis Vallis Umbrosae.**

Iterum supplicatum fuit S. Rituum Congregationi, ut in lectionibus S. Joannis Gualberti adderetur ipsum fuisse a familia de Bisdominis. Et Sacra Congregatio iterum negative respondit. Die 2 julii 1661.

1715. **Neapolitana.**

Cum alias per Summos Pontifices, et praecipue litteris fel. re. Gregorii XV indultum fuerit, ut corrector seu visitator primarii hospitalis Incurabilium civitatis Neapolitanae in dicto hospitali, nec non ei subjectis ecclesiis et capellis, ac in processionibus, aliisque actibus, et caeremoniis publicis et privatis, mitra et baculo pastoralibus, nec non chirothecis, anulo, sandalis, mantello, sive mozzetta, pileo, rocchetto, habitu, coloribus, caeterisque insigniis pontificialibus uti, illaque induere, deferre, et gestare, ac etiam missas et alia divina officia pontificaliter more episcoporum celebrare possit; propterea Carolus de Angelis modernus corrector, seu visitator ejusdem hospitalis declarari postulavit ipsum non comprehendi in decreto novissime emanato super usu pontificalium, etc. Et Sacra Rituum Congregatio censuit oratorem praedictum uti posse expressis in indultis ad formam decretorum, et declarationum S. Congregationis, sed sedem fixam cum baldachino ipsi non competere. Die 2 julii 1661.

1716. **Neapolitana.**

In festo S. Mariae Aegytiacae. Omnia de communi nec virg. nec martyr. praeter lectiones secundi nocturni, quae dicuntur ut infra.

Oratio. Clementissime Deus, qui omnipotentiam tuam parcendo maxime, et miserando manifestas, multiplica super nos misericordiam tuam, ut intercedente B. Maria Aegytiaca, quos delictorum catena constringit, miseratio tuae pietatis clementer absolvat. Per Dominum etc.

Lectio IV. Maria Aegyptiaca in ipso juventutis flore parentum disciplinam, et affectum contemnens, aetatis anno duodecimo in Alexandriae urbem clanculum profugit; annis septemdecim illic impudice transactis, videns Lybiorum, et Aegyptiorum plurimos in festo Exaltationis Christi Crucem veneraturos Jerosolymam conscendere, cum eisdem profecta, neque in itinere, neque in sancta civitate quidquam suae intemperantiae remisit. Ubi vero sub illius festivitatis diem cum reliquis peregrinis ecclesiam ingredi saepe pertentaret, divina virtute semper repulsa, coepit cogitare unde tam libero aliorum ingressu sibi toties negaretur introitus.

Lectio V. Itaque in atrio templi divinitus edocta propter peccatorum sordes se ab aspectu S. Crucis arceri, corde compuncta, B. M. Virginis cujus imaginem ibidem conspexit, suffragia suspiriis et lacrymis imploravit, firmiter promittens anteactae vitae poenitentiam. Hac melioris vitae data sponsione intra templum recipitur, sacrosanctum Crucis signum

adorat, et divina prospicit arcana per quae docetur, quanta sit pietas Dei erga poenitentes. In atrium regressa eamdem Dei Genitricem rogans ut poenitentiae modum et locum praescribat, vocem audit suadentis, ut Jordanis flumen pertranseat; itineri extemplo accincta, tres nummos a quodam pertranseunte accepit, quibus totidem panes comparavit.

Lectio VI. Sanctissimis sacramentis in ecclesia S. Joannis Baptistae ad ripam fluminis munita, sumpto panis dimidio in vastam solitudinem trans Jordanem se recepit, ubi reliquo pane crudisque herbis annis quadraginta septem sub intenso solis ardore, et hyemis inclementia, absque ullo corporis tegumento victitavit; mirum, quot daemoniorum insidias, et animi perturbationes invicta sustinuit; visa tandem a Zozima abbate viro sanctissimo per eamdem solitudinem aberrante, curavit ei omnem vitae suae rationem enarrare. Mirabili tunc consolatione repleta, mortis praescia ad ejus monasterium ambulans super aquas Jordanis accessit, ubi sacrosanctis refecta sacramentis, in solitudinem regressa, sancto fine quievit. Illius corpus ministerio leonis terram effodientis Zozimas sepelivit, ejusque vitam et mortem omnibus propalavit, quas sanctus Sophronius patriarcha Jerosolymitanus graviter conscripsit.

Sacrorum Rituum Congregatio piis civitatis Neapolitanae precibus benigne inclinata, censuit, si SSmo visum fuerit, indulgeri posse ut in ea civitate omnes utriusque sexus Christifideles tum saeculares, tum regulares ad libitum festum S. Mariae Aegyptiacae quotannis ritu semiduplici celebrare possint cum officio praedicto alias a S. Congregatione die 17 novembris 1646 pro monialibus reformatis S. Mariae Aegyptiacae ejusdem civitatis approbato, nec non respective cum missa pariter de comm. nec virg. nec martyr. cum prima oratione. Praedicta die 2 julii 1661.

Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, die 7 ejusdem mensis julii eodemque anno 1661.

1717. **Ordinis Cisterciensis.**

Sacra Rituum Congregatio declaravit, monachos Cistercienses comprehendi in decreto edito die 24 januarii 1615 impresso in breviario monastico approbato a sa. me. Paulo V; ideoque intra annum eos debere assumere praefatum breviarium monasticum cum missali, eoque tam in choro quam extra chorum teneri in futurum uti, quamvis hactenus proprio breviario usi fuerint: alias non satisfacere praecepto recitationis officii, salva insuper manente antiquissima ipsius ordinis consuetudine recitandi quotidie officium parvum B. Mariae semper Virginis, nec non officium defunctorum diebus illis, quibus hactenus recitare consueverunt, forma tamen et ritu in ipso breviario monastico praescriptis. Retento praeterea officio proprio cum octava de S. Bernardo nec non officiis sanctorum ordinis e communi tamen breviarii praedicti desumendis, quae ex antiqua, et probata ordinis consuetudine hactenus recitarunt. At quia procurator generalis novam audientiam postulavit, placuit Emo Praefecto illam benigne concedere, et interim decretum non evulgari. Die 2 julii 1661.

1718. **Parisien.**

Nomine generalis et presbyterorum congregationis Oratorii D. N. Jesu Christi a sa. me. card. Berullo institutae supplicatum fuit pro approbatione quorumdam officiorum propriorum, quae idem cardinalis ediderat in vim facultatis sibi traditae a fel. rec. Paulo V, reservata tamen approbatione a S. Sede obtinenda. Et Emi PP. responderi mandarunt: *Nihil.* Die 2 julii 1661.

1719. **Ragusina.**

Nomine reipublicae Ragusinae SSmo institum fuit, ut non obstante decreto novissime edito super usu pontificalium benigne indulgere dignaretur, quod in missis, vesperis et processionibus quae in metropolitana ecclesia diebus Purificationis B. M. Virginis, S. Blasii patroni, et in funeribus archiepiscopi, et principis ejusdem civitatis celebrari solent, abbates ordinis S. Benedicti, qui inibi reperiuntur, pontificalibus insigniis ornati, prout hactenus consueverunt, assistant, cum hoc in magnum majestatis et decoris divini cultus augmentum cedat. Et supplici hoc libello per Sanctitatem Suam ad Rituum Congregationem transmisso, Emi Patres eidem Congregationi praepositi, ne plurimis similem gratiam petentibus eam obtinendi spes, vel minima augeatur, vel haec in exemplum trahi praesumatur, connivendum solummodo censuere, ut abbates praedicti usum pontificalium habentes, solemniis praefatis pontificaliter ornati interesse possint. Idque oretenus tantum agenti Rmi archiepiscopi significandum, et in regestris S. Congregationis annotandum; decretum autem in authentica forma tradi prohibuere. Die 2 julii 1661.

1720. **Surrentina.**

Archiepiscopus Surrentinus a S. Rituum Congregatione declarari institit, an in functionibus ecclesiasticis, praesertim praesente episcopo, liceat laicis sedes camerales adhibere, cum in ecclesia missarum solemniis caeterisque divinis officiis intersunt. Et S. eadem Congregatio hujusmodi nullatenus licere declaravit. Die 2 julii 1661.

1721. **Venusina.**

Conquesta est civitas Venusina modernum episcopum quatuor lampades ex sex quae continue ardere solent in cathedrali ecclesia ante imaginem B. Mariae de Litera nuncupatae, amoveri praecepisse. Supplicavit propterea, ut S. Rituum Congregatio soliti observationem injungere dignaretur. Et Emi Patres eidem Congregationi praepositi ordinario scribi mandarunt, ut solitum hujusmodi cultum praestari sinat, ne populi pietas in Bmam Virginem decrescat, longeque majorem pro suis viribus et zelo erga augustissimum Sacramentum exhiberi studeat. Die 2 julii 1661.

1722. **Vicen.**

Episcopus Vicen. S. Rituum Congregationi exposuit in ecclesia clericorum regularium Theatinorum illius civitatis nonnulla subsidia dotalia quotannis distribui, et post absolutam missam et eodemmet sacerdote sacris induto, ac super eodem altari, in calicem sortes ac nomina puellarum mitti, ac ab illo extrahi solere. Insuper in celebratione festi B. Cajetani super altare, in quo SSmum Eucharistiae sacramentum ministratur, cervae simulacrum in duorum oculorum, quandoque oris, ac barbae motum non sine adstantium risu, et scandalo fuisse expositum. Et S. Congregatio cum procuratore generali ordinis de hoc agi mandavit, qui hujusmodi omnino curet aboleri. Die 2 julii 1661.

1723. **Decretum.**

Super concessione facultatis imprimendi quascumque scripturas pertinentes ad causas beatificationum et canonizationum.

Quamvis fel. rec. Urbanus VIII decreto edito die 31 januarii 1631 moxque relato, et impresso inter novissima decreta die 12 martii 1642 pag. 61 in causis beatificationum, et canonizationum expresse prohibuerit relationes auditorum Rotae, informationes in facto et jure, et alias quascumque scripturas tractantes de causis beatificationum et canonizationum imprimi ante earumdem causarum terminationem. Cum autem experientia fuerit deinceps compertum in illis exemplandis per Amanuenses, ob eorum imperitiam vel incuriam, ut plurimum multa errata irrepere, quae verum illarum sensum immutant, et postulatores cogi graves impensas subire, quae maxima ex parte minuerentur, si eisdem liceret illas typis mandare. Ideo SSmus D. N. Alexander divina providentia papa VII, utrique malo provida sollicitudine consulere volens, de consilio S. R. E. cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum, in qua hujusmodi negotium discuti mandaverat; habito die 9 aprilis praesentis anni 1661, motu proprio, et ex certa scientia, suo speciali decreto indulsit et mandavit, ut in posterum informationes tam in facto quam in jure, summaria, memorialia, oppositiones R. P. D. Fidei promotoris, responsiones, repli-

cationes, atque omnes et quaecumque aliae scripturae quomodolibet pertinentes ad causas beatificationum et canonizationum imprimi, et typis mandari possint et valeant, non obstantibus praefatis decretis, quibus in hac parte dumtaxat Sanctitas Sua specialiter et expresse derogavit, et derogatum esse voluit.

Ut vero praesens decretum suum integrum, et plenum effectum sortiatur, eadem Sanctitas Sua licentiam et facultatem hujusmodi impressionis concessit impressori, seu typographo camerali pro tempore. Cumque in literis fel. rec. Sixti papae V datis Romae apud S. Petrum kal. februarii anno 1589 pontificatus quarto, super erectione officii impressoriae cameralis in Urbe, eidem inter alia concedentis privative quoad omnes alios facultatem imprimendi litium informationes, non fuerit statutum justum pretium, quod dictus impressor legitime petere ac exigere valeat a partibus imprimere volentibus dictas informationes, ac praeterea scripturae hujusmodi ad causas beatificationum et canonizationum pertinentes, non potuerint comprehendi in instrumento affictus novissime facti cum typographo moderno, ex quo tunc et hucusque vetitum esset illas typis mandari. Ideo SSmus pro minori partium dispendio, ac sumptus aequitate constituenda congruam taxationem in certa summa, cujus limites nullatenus transgredi possint pro dictis informationibus aliisque scripturis ad causas beatificationum et canonizationum pertinentibus dumtaxat, statuere ac praescribere volens, expresse declaravit, et mandavit, ut ad summum solvantur julii quindecim obulorum decem in singulos pro quolibet folio cum apostillis, et juliorum quatuordecim sine apostillis, omnibus, et singulis ipsius impressoris sumptibus et impensis, etiam quoad correctionem, papyrum et alia quaecumque, imprimendo tamen ut infra, videlicet.

Ut folium contineat quatuor paginas, quaelibet autem pagina seu facies dicti folii debeat continere lineas quinquaginta quatuor, et quaelibet linea litteras sexaginta quinque circiter, additis praeterea apostillis opportunis in imagine; carta vero sit alba, quae vulgo dicitur *francese da scrivere*, melioris conditionis, quae possit inveniri, et character Sylvius cum suo cursivo simili, in apostillis tamen longe minor.

Insuper sexaginta tantummodo exemplaria imprimantur, nisi plura desiderentur a secretario dictae Congregationis Sacrorum Rituum, quo casu pro exemplaribus quae supra praedictum numerum imprimentur, solvantur julii tres dumtaxat pro unoquoque folio aliorum quinquaginta exemplarium, integro pariter impressoris sumptu, ut supra, et sic respective ad majorem seu minorem quantitatem.

Omnia vero et singula exemplaria impressa consignentur eidem secretario ab eoque subscribantur et sigillo ejusdem S. Congregationis muniantur praesente impressore: Si vero penes impressorem, vel alios quoscumque quavis dignitate, praeeminentia, vel auctoritate etiam speciali ac individua expressione dignos praeter subscripta et sigillata, ut supra, aliquod aliud exemplar reperiri contigerit, talis impressor, et alius quicumque luat poenam aureorum quingentorum pro quolibet exemplari, ex nunc ipso jure Camerae Apostolicae applicandorum.

Neque praedicta quomodo imprimantur, nisi prius revisa et subscripta fuerint per fidei subpromotorem, cui postulatores seu agentes causarum pro honorario revisionis hujusmodi solvere teneantur carolenum unum ad rationem cujuslibet folii impressi absque eo quod opus sit alia revisione, licentia, aut approbatione etiam vicesgerentis, cardinalis vicarii in Urbe, ac magistri sacri palatii apostolici, exceptis tamen oppositionibus, responsionibus, replicationibus, aliisque scripturis ipsiusmet promotoris fidei, in quibus sola ejus subscriptio sufficiat.

Pro correctione vero impressionis ab iisdem causarum postulatoribus seu earum agentibus, duo caroleni pro quolibet folio persolvantur correctoribus ab iisdem deputandis, qui deducendi erunt a summa praedicta juliorum quindecim vel quatuordecim, nisi correctio ipsimet impressori demandetur ab iisdem postulatoribus seu causarum agentibus. Quod si impressor, seu typographus Cameralis pro tempore onus imprimendi informationes ac scripturas praedictas pertinentes ad causas beatificationum et canonizationum subire noluerit pro pretio, ut supra per Sanctitatem Suam statuto et taxato, aliisque conditionibus, modis, limitationibus, ac declarationibus superius expressis, tunc Sanctitas Sua simili motu proprio, et ex certa scientia specialiter, et expresse quatenus opus sit, derogando praefatis litteris Sixti papae V super erectione dicti officii impressoriae Cameralis in Urbe aliisque forsan constitutionibus et ordinationibus, seu litteris apostolicis, aut alias quomodocumque et qualitercumque in favorem dicti officii impressoriae Cameralis emanatis, quarum tenores pro plene ac sufficienter expressis haberi voluit, perinde ac si literaliter, ac de verbo ad verbum in praesenti decreto essent insertae, facultatem ac licentiam hujusmodi imprimendi dictas informationes ceterasque omnes et singulas scripturas ad causas beatificationum et canonizationum quomodolibet pertinentes, concessit omnibus et singulis impressoribus, seu typographis Urbis pro eodem pretio taxato, ut supra, minorique etiam si reperiatur, aliisque conditionibus, modis, limitationibus, ac declarationibus superius expressis.

Ne autem in executione praesentis decreti aliqua mora, dilatio, aut impedimentum suboriri queat, Sanctitas Sua mandavit typographo Camerali, ut post triduum a notificatione praesentis decreti per secretarium S. Congregationis facienda, declarare teneatur ac debeat eidem secretario, an supradictum onus impressionis modo, quo supra, subire velit, alioquin ipso impressore Camerali intra dictum terminum non acceptante, vel eidem secretario non declarante voluntatem suam, ex tunc libera licitaque sit hujusmodi impressio omnibus et singulis impressoribus et typographis Urbis, ut supra, cum clausula sublata, et decreto irritanti, et non obstantibus supradicta Sixti V, nec non altera Pii IV de registrandis et cunctis quomodolibet concernentibus interesse camerae, et quibuscumque aliis constitutionibus ac litteris apostolicis, nec non regulis Cancellariae a Sanctitate Sua editis, etiam de jure quaesito non tollendo, caeterisque omnibus in contrariam facientibus. Expresse quoque declaravit Sanctitas Sua, quod tales informationes, summaria, et aliae quaecumque scripturae tractantes de causis beatificationum et canonizationum quantumvis impressae, revisae, subscriptae, et sigillatae ut supra nullum prorsus probationis gradum faciant in ordine ad beatificationem et canonizationem, sed eam tantumodo fidem mereantur, quam alias haberent, ut simplices copiae absque tali impressione, revisione, subscriptione, et obligatione praedictis.

Ac ita Sanctitas Sua decrevit, declaravit, jussit, voluit, derogavit, et inviolabiliter observari mandavit, respective addito quod praesens decretum ad perpetuam rei memoriam in codices Congregationis Sacrorum Rituum referatur, ac de more subscriptum et obsignatum in authentica forma tradatur, et exhibeatur in actis ejusdem S. Congregationis; utque illud ac omnia et singula in eo contenta ad omnium etiam, quorum specialiter interest, intererit, seu interesse poterit, notitiam, ac certam scientiam deducantur; et ne aliquis de illius ignorantia excipere possit, voluit pariter, ac jussit illud imprimi ac typis mandari. Die 19 julii 1661.

1724. **Decretum.**

Super prohibitione imprimendi extra Urbem quascumque scripturas pertinentes ad causas beatificationum et canonizationum.

Cum SSmus D. Noster speciali decreto edito die 19 praesentis mensis julii pro minori dispendio expensarum, quae fiunt in transcribendis, et explanandis informationibus aliisque scripturis ad causas beatificationum et canonizationum pertinentibus, aliisque de causis animum Sanctitatis Suae moventibus, typo-

grapho Camerali, seu aliis impressoribus Urbis dumtaxat, facultatem ac licentiam concesserit imprimendi ac typis mandandi informationes, summaria, atque omnes et quascumque scripturas pertinentes ad dictas causas beatificationum et canonizationum, non obstantibus decretis jussu fel. rec. Urbani VIII anno 1642 super modo procedendi in eisdem causis editis pag. 61 sub § *relationes*, quibus in hac parte dumtaxat Sanctitas Sua derogavit, ac derogatum esse voluit; nihilominus eadem Sanctitas Sua extra Urbem expresse inhibuit omnibus et singulis impressoribus, seu typographis ubivis locorum praedictas informationes omnesque alias scripturas pertinentes ad causas beatificationum et canonizationum imprimi sub quovis praetextu, causa, et quaesito colore, et cum quavis auctoritate, licentia, et approbatione, et si quae ausu temerario contra praesentis decreti tenorem extra Urbem impressa fuerint, omni prorsus fide carere voluit, et declaravit. Mandans propterea ac distincte praecipiens universis, et singulis haereticae pravitatis inquisitoribus, patriarchis, archiepiscopis, episcopis, aliisque locorum ordinariis, ut in sua quisque dioecesi, vel provincia sedulo pervigilent, ne quicpiam contra superius disposita fiat, seu attentetur, et pro omnimodo praesentis decreti implemento illud in locis consuetis de more publicari curent sub eisdem censuris, et poenis contra transgressores, infligendis, quae tam in decretis anno 1625 jussu fel. rec. Urbani VIII, in Congregatione SSmae Inquisitionis editis super non cultu, quam in subsequentibus ejusdem literis in forma brevis sub datum 5 julii 1634 confirmatoriis, et declaratoriis praecedentium decretorum SSmi Inquisitionis contra imprimentes libros continentes gesta, revelationes, et miracula defunctorum cum fama, seu opinione sanctitatis sine recognitione et approbatione ordinariorum juxta formam ibi expressam continentur quorum tenores Sanctitas Sua ad hujusmodi effectum in praesenti Decreto pro plene et sufficienter expressis haberi voluit.

Ac ita Sanctitas Sua decrevit, declaravit, jussit, voluit, et inviolabiliter observari mandavit, respective addito, quod praesens decretum ad perpetuam rei memoriam in codices Congregationis S. Rituum referatur, ac de more subscriptum et obsignatum in authentica forma tradatur, et exhibeatur in actis ejusdem S. Congregationis, utque illud, ac omnia, et singula in eo contenta ad omnium etiam, quorum specialiter interesset, intererit, seu interesse poterit, notitiam, ac certam scientiam deducantur, et ne aliquis de illius ignorantia excipere possit, voluit pariter, ac jussit illud imprimi, ac typis mandari, et per aliquem ex cursoribus Sanctitatis Suae ad ecclesiae Lateranensis et basilicae Principis Apostolorum de Urbe, nec non Cancellariae apostolicae valvas et in Acie Campi Florae affigi et publicari, quodque hujusmodi decretum sic publicatum et affixum statim a die publicationis illius, omnes, et singulos quos concernit, afficiat et arctet in Urbe, extra Urbem vero infra duos menses a dicta publicatione, perinde ac si unicuique sigillatim personaliter intimatum, et notificatum fuisset: contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 23 julii 1661.

1725. **Leodien.**

Monialibus Angelorum Leodien. civitatis petentibus facultem recitandi officium SSmi Sacramenti qualibet feria quinta non impedita festo novem lectionum, S. Congregatio respondendum censuit: *Lectum*. Die 23 julii 1661.

1726. **Ordinis Cisterciensis.**

S. Rituum Congregatio die 2 currentis mensis julii declaravit monachos Cisterciences comprehendi in decreto edito 24 januarii 1615 impresso in breviario monastico approbato a sa. me. Paulo V. ideoque intra annum eos debere assumere praefatum breviarium monasticum cum missali, eoque tam in choro, quam extra chorum teneri in futurum uti, quamvis hactenus proprio breviario usi fuerint: alias non satisfacere praecepto recitationis officii, salva insuper manente antiquissima ipsius Ordinis consuetudine recitandi quotidie officium parvum B. Mariae semper Virginis, nec non officium defunctorum diebus illis, quibus hactenus recitare consueverunt, forma tamen, et ritu in ipso breviario monastico praescriptis. Retentis praeterea officio proprio cum octava S. Bernardi, nec non officiis sanctorum Ordinis e communi tamen breviarii praedicti desumendis, quae ex antiqua et probata ejusdem ordinis consuetudine hactenus recitarunt. Verum quia procurator generalis ordinis adhuc audiri desuper supplicavit, placuit Emo et Rmo D. cardinali praefecto novissime per eum deducendis benignas aures praeberi. His itaque deductis ac mature perpensis, Sacra eadem Congregatio censuit standum esse in decretis, iterumque declaravit monachos Cisterciences comprehendi in praedicto decreto edito anno 1615, et ideo debere uti breviario monastico approbato a sa. me. Paulo V; alias non satisfacere praecepto de recitando officio. Die 23 julii 1661.

1727. **Bavariae.**

Transmisit SSmus D. N. ad Congregationem Sacrorum Rituum supplicem libellum Serenissimae Ducissae Bavariae, quo eadem poscebat facultatem erigendi altaria, et extruendi cappellas Beato Cajetano Thienneo in civitate Monachii ob praecipuam quam profitetur erga eumdem Beatum religionem. Et S. Congregatio censuit, si ita Sanctitati Suae visum fuerit, posse per litteras in forma Brevis praefatae Serenissimae Ducissae indulgeri, ut possit in aliqua ex ecclesiis civitatis sibi magis benevisa sub invocatione Beati Cajetani unicam capellam erigere, ibidemque publice venerationi etiam super altare exponi imaginem ejusdem Beati, et praevia episcopi approbatione missam celebrari etiam de eodem Beato. Non obstantibus decreto novissime emanato, caeterisque contrariis quibuscumque. Facta autem de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, ac literas desuper expediri mandavit. Die 8 ejusdem mensis eodemque anno 1661.

1728. **Feretrana.**

Ad instantiam Stephani Vanucci, et praevia informatione Ordinarii, S. Rituum Congregatio declaravit in publico oratorio, seu ecclesia S. Stephani protomartyris extra oppidum Seclani Feretranae dioecesis constructo, utpote habente omnia requisita ad ecclesiam, vel saltem ad publicum oratorium constituendum, posse sacrum fieri, etiam contradicente parocho diebus solemnioribus anni, quorum exceptio tantummodo locum obtinet in oratoriis privatis, praesertim vero ad casum de quo agitur, nempe, in ecclesia sive publico oratorio de licentia episcopi et de assensu parochi erecto, nec non dotato annuo redditu scutorum centum triginta trium in sorte, villicis circum habitantibus admodum salutari et opportuno nullatenus extenditur. Die 3 septembris 1661.

1729. **Neapolitana.**

Franciscus Capicelatro marchio Luciti S. Rituum Congregationi supplicavit, declarare dignaretur, quinam locus et quae ei competant praerogativae, dum idem divinis interest in ecclesiis locorum sibi in temporalibus subjectorum. Et Sacra Congregatio respondit, oratori competere sedem cameralem a parte sinistra collocandam extra presbyterium, vel scamnum serico obductum super tapete sine gradu suppedaneo, et absque baldacchino, eumque thurificandum esse post celebrantem et capitulum quatenus adsit, sin minus post digniorem de clero duplici ductu, eodemque loco pacem ei administrandam fore. Die 3 septembris 1661.

1730. **Civitatis Castelli.**

Episcopus Civitatis Castelli ad quem transmissae fuerunt litterae S. Congregationis pro habenda veritate super praetensa magistratus civitatis intorticiorum delatione per famulos in processionibus SSmi Sacramenti, respondit, semel in quadam processione extra cathedralem, eoque absente gubernatorem civitatis per familiarem ante se deferri fecisse intorticium, quod videntes priores magistratus, qui parem cum gubernatore praeemi-

minentiam affectant, statim intorticia famulis deferenda dimiserunt: vereri autem se, ne idem in supplicatione SSmi Corporis Christi coram ipso episcopo quandoque inducere pertentent, propterea supplicavit opportune provideri. Et Sacra Congregatio mandavit ad gubernatorem dirigi literas, quibus eidem injungatur, ut ob reverentiam tanti sacramenti abstineat a delatione per famulum supradicta, et suis manibus obsequium hujusmodi nunquam satis exhibendum impleat in posterum. Die 1 octobris 1661.

1731. **Notarii Sacrae Congregationis.**

Sacra Rituum Congregatio, ut causae beatificationum, canonizationum, nec non declarationis martyrii minori quo possit dispendio instruantur, decrevit, ut pro regestro actorum ultra mercedem scutorum quatuor pro unoquoque foliorum centenario ad praescriptum taxae, nihil vel obulum etiam a sponte dantibus notarius percipiat, neque ratione collationaturae, rubricaturae, vel alio quovis pretextu praestiti laboris seu diligentiae tum per ipsum, tum per juvenes officii. In fine autem §§. tertii, et duodecimi in taxa typis impressa die 9 augusti 1658 addatur ne pro quovis duplicato, etiam literarum remissorialium, notarius ultra medietatem mercedis decretae pro prima copia, seu primo originali cujusvis scripturae, quid, ut supra, percipiat, si in publica forma petatur, ultra mercedem praedictam quinque julios tantum pro unaquaque scriptura exigat, et non plus, alias subjaceat poenis expressis in taxa, ut supra, edita die 1 octobris 1661. Et facta de praedictis SSmo relatione Sanctitas Sua annuit atque in nova taxae impressione omnia addi imperavit. Die 10 ejusdem mensis octobris eodemque anno 1661. Praeterea cum Sanctitas Sua intenderet officium notariatus S. Congregationis unire officiis notariorum Sacrae Rotae, nomine S. Congregationis Sanctitatem Suam rogavi dignaretur electionem et liberam remotionem notarii ex numero notariorum Rotae faciendam dimittere arbitrio S. Congregationis. Et Sanctitas Sua ita se mandaturum thesaurario benigne promisit, ac se nunquam in contrarium intendisse declaravit.

1732. **Nullius Terrae Cerignolae.**

Institit archipresbyter Cerignolae a S. Rituum Congregatione declarari sibi uti loci ordinario J. U. D. ac protonotario apostolico in missae celebratione competere usum anuli. Et S. Congregatio negative respondit. Die 1 octobris 1661.

1733. **Ordinis Carmelitarum.**

Generalis ordinis Carmelitarum S. Rituum Congregationi supplicavit, facultatem tribuere dignaretur in missali et breviario ejusdem ordinis ex decreto capituli generalis denuo imprimendo officia de communi sanctorum tempore paschali ordinari posse ad instar breviarii et missalis romani, secundum tamen ritum missalis et breviarii ordinis Carmelitarum, ita ut officia, et missae pro uno martyre, pontifice, sive non pontifice, et pro uno confessore pontifice, vel non pontifice, aut de uno doctore, vel abbate distinguantur a missis, et officiis pro pluribus martyribus, et confessoribus praedictis. Et S. eadem Congregatio petitis benigne annuendum censuit, si ita SSmo visum fuerit. Die 1 octobris 1661. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 10 ejusdem mensis octobris eodemque anno 1661.

1734. **Congregationis Reformatae S. Bernardi Ordinis Cisterciensis.**

Priores S. Pudentianae et S. Bernardi de Urbe Sacrae Rituum Congregationi exposuerunt se cogi sub praecepto sanctae obedientiae a Patre Bona eorum abbate generali ad recitationem breviarii monastici ante lapum termini unius anni a S. Congregatione eis indulti, propterea declarari supplicarunt, an dictus Generalis possit eos compellere, ac proinde obedire teneantur? Sacra Congregatio respondit potuisse, et posse Generalem compellere praeceptis et poenis pro arbitrio suo tam ipsos, quam alios suae congregationis superiores, et monachos, etiam ante lapsum termini praedicti, ad breviarium et missale monasticum adhibendum in officii divini, et missae celebratione, ac omnes teneri ejus praecepto parere. Praeterea cum renunciatum fuisset ab aliquibus monachis dubitari, an cum usu missalis monastici a sa. me. Paolo V approbati possint in missae celebratione antiquos ritus et caeremonias ordinis cisterciensis retinere; Sacra Congregatio declaravit eosdem monachos debere omnino praefato missali deinceps uti, et missam tam solemnem quam privatam celebrare cum ritibus, et caeremoniis in eodem missali praescriptis. Facta autem de praedictis SSmo D. Nostro relatione, Sanctitas Sua annuit, et ita observari praecepit, non obstantibus ejusdem congregationis S. Bernardi constitutionibus, et aliis contrariis quibuscumque. Die 3 decembris 1661.

1735. **Vigiliarum.**

Procurator generalis ordinis S. Augustini exposuit, molestari fratres sui ordinis conventus Vigiliarum a Vincentio Milatio pro restitutione sacrae supellectilis capellae ab ipso olim erectae in eorumdem ecclesia B. Cajetano Thienneo, cujus imago vigore decreti S. Rituum Congregationis super cultu beatis adhuc non canonizatis praestando sublata est. Et Sacra eadem Congregatio respondit, semel dicata Deo amplius repeti non posse. Et si velit praefatus Vincentius supellectilem praedictam in usum ejusdem altaris cedere, in ea imaginem sancti, qui cultu universali coli possit, erigere studeat. Die 3 decembris 1661.

1736. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi D. cardinalis Franciotti, declaravit capellanis de Angelis nuper erectis ad instar capellanorum Toletanorum deberi praecedentiam supra clericos beneficiatos ejusdem basilicae S. Mariae Majoris de Urbe. Et ita servari mandavit. Die 3 decembris 1661.

1737. **Galliarum.**

S. Rituum Congregatio piis ac iteratis supplicationibus monialium Capucinarum Parisiensis, Massilianensis, Ambianensis, et Turonensis civitatum inclinata, facultatem indulsit, ut eaedem quolibet mense prima die non impedita festo novem lectionum, officium S. Clarae sub ritu semiduplici recitare possint. Die 21 januarii 1662.

1738. **Turonen.**

Instantibus capitulo, et canonicis collegiatae ecclesiae S. Martini Turonen. pro facultate celebrandi sub ritu duplici de translatione S. Victorini martyris, cujus corpus a SSmo novissime donatum episcopo Eliopolitano in eadem ecclesia asservatur, Sacra Rituum Congregatio respondit obstare decreta, quia non est de expressis in martyrologio romano. Die 21 januarii 1662.

1739. **Baren.**

Supplicatum fuit S. Rituum Congregationi, ut facultatem tribuere dignaretur imprimendi, et recitandi officium parvum S. Nicolai de Bario in cathedrali ecclesia ejusdem civitatis recitari consuetum. Et S. Congregatio archiepiscopo nunciari mandavit S. Congregationem non credere, quod idem officium in sua ecclesia recitari sinat. Die 4 martii 1662.

1740. **Beneventana.**

Archidiaconus Beneventanus obtenta, ut asserit, a Congregatione supra negociis episcoporum, et regularium exemptione ab archiepiscopi jurisdictione, usquedum imponatur finis controversiis inter ipsos excitatis, supplicavit S. Rituum Congregationi eximi ab assistentia presbyterali eidem archiepiscopo praestanda, eadem lite durante ad tollenda scandala quaecumque, quae oriri possent. Et S. Congregatio negative respondit. Die 4 martii 1662.

1741. **Bisuntina.**

Ad dubia proposita per sacerdotes dioecesis Bisuntinae, S. Congregatio responderi distulit, usquedum exhibeatur breviarium et kalendarium Bisuntinum. Die 4 martii 1662.

1742. **Pontificalis Romani.**

Cum Philippus de Rubeis bibliopola Pontificale romanum novissime typis mandasset prorsus conforme exemplari Andreae Brogiotti typographi olim cameralis, additis praeterea antiquis imaginibus nequaquam ad rubricarum praescriptum castigatis; quamobrem Joannes Casonus alter bibliopola, penes quem plurima exemplaria Brogiotti extant, S. Rituum Congregationi supplicavit, dignaretur publicationem moderni pontificalis interdicere, ex quo non fuerit in ejus impressione servata forma literarum sa. me. Urbani VIII, nempe, imagines mendis expurgatae non fuerint juxta correctionem tunc a particulari Congregatione peractam. At S. Congregatio censuit Casonum non esse legitimum contradictorem, praeterea ex quo emendatio praedicta non fuit publicata, ejusque ignorantia allegari possit, pontificale hujusmodi nunc demum impressum bona fide vel nulla lege prohibente potuisse typis imprimi declaravit. Vetuit tamen in posterum sine diligenti castigatione cum figuris imprimi, et in jam impresso mandavit, quod tum in fine codicis addatur pagina errorum, qui in singulis imaginibus continentur; et ex prima pagina titulum libri referente, expungantur verba addictionis figurarum, nec non praefationes, et alia sine notis, quae in plurali dicenda sunt in consecratione episcopi, et in singulari in ordinationibus. Die 4 martii 1662.

1743. **Syracusana.**

Procuratores ecclesiae parochialis S. Mariae *la Catena* Motruae Syracusanae dioecesis, S. Rituum Congregationi supplicarunt ipsis facultatem impartiri dignaretur, ut possent de more extra ecclesiam ducere processionem SSmi Sacramenti singulis feriis quintis per annum occurrentibus. Et S. Congregatio respondit a deumdum esse Ordinarium, ab eoque obtinendam esse hujusmodi facultatem, quae tamen gratis dari debet, neque permitti ab episcopo, ut vel obulum pro illa persolvatur. Die 1 aprilis 1662.

1744. **Congregationis Reformatae S. Bernardi.**

Cum hactenus pro terminatione officii proprii Cisterciences monachi Congregationis reformatae Sancti Bernardi recitare consueverint singulis quibuscumque anni diebus antiphonam, *Salve Regina:* iisdem vero monachis, et monialibus ejusdem Congregationis nec non confluentibus fidelibus utriusque sexus recitationi praefatae antiphonae praesentibus sa. me. Paulus V concesserit indulgentiam tercentorum dierum; novissime autem congregatio oratrix apostolicis mandatis obsequentissima assumpserit breviarium monasticum a praelibato Paulo V approbatum, cujus rubricae ac ritus exigunt, ut antiphonae pro officii terminatione pro qualitate temporis varientur, SSmo supplicavit, ut indulgentiam praedictam concessam pro antiphona *Salve Regina*, dignaretur extendere ad alias antiphonas, *Alma Redemptoris mater*, *Ave Regina Coelorum*, et *Regina Coeli*, quas pro temporis diversitate cantare contigerit pro terminatione officii. Et Sanctitas Sua supplicem libellum ad S. Congregationem transmisit, quae censuit petitis annuendum fore. Die 3 junii 1662. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, indulgentias tercentorum dierum ad praenarratas antiphonas extendit et quatenus opus sit, de novo concessit. Die 10 ejusdem mensis junii eodemque anno 1662.

1745. **Ordinis Cisterciensis.**

Institit procurator ordinis Cisterciensis generalis, ut ad evitandam difficultatem, quae ob magnum dispendium in dies insurgit in executione decreti S. Rituum Congregationis, quo injunctum est ut ejusdem ordinis regulares assumant breviarium monasticum, S. eadem Congregatio benigne indulgere dignaretur retentionem librorum choralium usque ad capitulum generale in quo possit deliberari super provisione novorum codicum. Et Emi Patres, firmo remanente decreto, quod assumant breviarium monasticum, et interim libri chorales corrigantur in his quae repugnant praedicto breviario monastico, petitis annuendum censuerunt, si SSmo visum fuerit. Die 3 junii 1662.

1746. **Remen.**

Petentibus confratribus societatis Agonizantium oppidi Rheteliensis Rhemensis dioecesis facultatem transferendi festum Angeli Custodis ad primam feriam V mensis octobris, ex quo pro ea die a SSmo indulgentiam plenariam perpetuam obtinuerunt; S. Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 3 junii 1662.

1747. **Vicen.**

Monachi monasterii B. Mariae Rivipulli ordinis S. Benedicti provinciae Tarraconen. Vicen. dioecesis a S. Rituum Congregatione declarari institerunt, an monachi nominati abbates alterius monasterii per regem catholicum antequam litteras expedierint et possessionem adepti fuerint, praeferendi videantur monachis antiquioris professionis, et locum sibi usurpare possint immediate post abbates monasterii. Et S. Congregatio negative respondit, nempe monachos praedictos in casu proposito, sedere debere suo loco in ordine suae professionis. Die 3 junii 1662.

1748. **Ebrodunen.**

Monialibus S. Salvatoris dioecesis Ebrodunensis petentibus facultatem attribui recitandi officium SSmi Sacramenti qualibet feria V non impedita festo novem lectionum; S. Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 8 julii 1662.

1749. **Ordinis Cisterciensis.**

Delato ad SSmum Dominum Nostrum sensu S. Congregationis, super petitione procuratoris generalis ordinis Cisterciensis, nempe ut Sacra eadem Congregatio dignaretur indulgere manutentionem librorum choralium usque ad capitulum generale in quo posset deliberari super provisione novorum codicum, Sanctitas Sua abnuit desuper praedicta petitione quicquid remittere ex injunctis in decreto edito die 23 julii 1661. Sacra igitur Congregatio juxta mentem SSmi stetit in decretis, et universum ordinem Cisterciensem juxta praefatum decretum teneri assumere breviarium monasticum a sa. me. Paulo V approbatum, idemque tam in choro quam extra chorum recitare, alias praecepto recitationis officii minime satisfacere post lapsum temporis in eodem decreto expressum. Die 8 julii 1662.

1750. **Congregationis Fulensis.**

S. Rituum Congregatio piis supplicationibus Patris Joannis Bonae abbatis generalis monachorum reformatorum S. Bernardi benigne inclinata, officium praedictum SSmae Sindonis alias a sa. me Sixto V et Clemente VIII approbatum, et die quarta maii ejus festo ecclesiis Sabaudiae, Pedemontis recitari concessum, nunc vero ritui monastico, additis tantum tribus responsoriis, accommodatum, eadem die in omnibus monasteriis Congregationis praedictae in Sabaudia et Pedemontio existentibus recitare atque ad eorumdem usum imprimi posse concessit. Die 5 augusti 1662.

1751. **Neapolitana.**

Iterum supplicatum fuit S. Rituum Congregationi facultatem attribui, posse in ecclesia S. Catharinae civitatis Neapolis celebrari officium assertorum 240 martyrum Hidrunti in odium fidei trucidatorum, et de eorumdem martyrio mandari desumi probationes ab archiepiscopo Hidruntino, ut cultus iisdem praestetur auctoritate Sacrae Congregationis, quae respondit de hoc agi cum R. P. D. fidei promotore. Die 5 augusti 1662.

1752. **Parisien.**

Petentibus canonicis regularibus ordinis S. Augustini Congregationis Galliae in conventu S. Catharinae facultatem recitandi officium S. Catharinae semel in mense, S. Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 5 augusti 1662.

1753. **Decretum generale in causis Canonizationis.**

Ne posthac in fabricatione processuum compulsorialium ex eo nullitates contingant, quod in decreto concessionis remissorialium et compulsorialium plerumque consueverit exprimi

solummodo remissoria, eam tamen in ipsis remissorialibus secretarii pro tempore interdum ad compulsorialium litterarum concessionem extenderint, vel ac si facultas conficiendi processus remissoriales comprehenderet etiam facultatem compulsandi, judices ipsi remissoriales deputati ad utriusque processus confectionem devenerint; Sacra Congregatio censuit, ut in posterum secretarius pro tempore in decretis hujusmodi concessionum debeat utramque facultatem exprimere, idque possit, quamvis rescriptum Congregationis remissoriam tantum contineat. Hoc pariter quoad decreta jam edita, sed nondum executioni demandata intelligendum esse. Quo vero ad processus jam fabricatos, singulis vicibus SSmo supplicandum fore pro sanatione defectuum, et nullitatis hujusmodi.

Praeterea cum ubi numerus episcoporum sufficiens ad confectionem eorumdem processuum haberi nequit, S. Congregatio uno tantum episcopo cum tribus vel quatuor dignitatibus eas tantum tunc temporis possidentium, nomina nullatenus imo nec ipsarum dignitatum notas exprimendo, remissorias interdum dirigere consueverit, praesertim si litterae sint executioni demandandae remotioribus mundi partibus, ne si alias expressae diem claudant extremum, antequam illuc perveniant litterae, eaedem executioni demandentur, atque in grave partium, et causarum discrimen anni labantur antequam preces ad Urbem adveniant, aut responsiones redeant super deputatione seu subrogatione aliorum judicum obtinenda, vel obtenta, proinde dubitari contingat, quaenam dignitates in hujusmodi casibus censeantur deputatae. S. Congregatio censuit eo casu per episcopum judicem deputatum designandos esse ex numero dignitatum, quos in sacra theologia et sacris canonibus peritiores in Domino judicaverit, alterum nempe in sacra theologia licentiatum, alios in jure canonico graduatos. Si tandem in rescripto, seu decreto earumdem remissorialium vel compulsorialium, aut in ipsis iisdem litteris facultas eas exequendi pro civitate tantum tradita recenseatur, nulla facta mentione de dioecesi, hujusmodi tamen facultas etiam in dioecesi extensa censeatur. Die 5 augusti 1662.

Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit die 8 ejusdem mensis augusti eodemque anno 1662.

1754. **Ordinis Carmelitarum.**

Institum fuit a S. Rituum Congregatione injungi, ut in ecclesiis ordinis Carmelitarum excalceatorum juxta universalis Ecclesiae consuetudinem sonitus *Ave Maria* de sero, et pro defunctis non omittatur. Et S. Congregatio de hoc agi mandavit cum procuratore ordinis. Die 19 augusti 1662.

1755. **Religionis ministrantium infirmis.**

Expositum est S. Rituum Congregationi, laicos religionis ministrantium infirmis praesumere sibi praecedentiam deberi a clericis ejusdem religionis professione posterioribus in omnibus et quibuscumque actibus, tam publicis, quam privatis. Propterea supplicatum fuit declarari, quaenam regula inter ipsos super jure praecedendi servanda sit. Et S. Congregatio tollendis dissensionibus praesertim inter ecclesiasticas personas addicta, ac ne ob praefatas contentiones et lites, mutuae inter eos charitatis ardor frigescat, sed omnes in ejusdem charitatis vinculo et in humilitatis spiritu juxta suam vocationem Deo famulentur, declaravit clericos praedictos in quibusvis actibus et functionibus tam publicis, quam privatis laicis praefatis, etiam antiquioris professionis praeferendos esse. Die 19 augusti 1662.

1756. **Cajacen.**

Relata per Emum et Rmum D. cardinalem Franciottum controversiarum causam inter episcopum et locumtenentem marchionis civitatis super retentione sedis in cathedrali ecclesia pro audiendis concionibus; S. Congregatio, visis et perpensis juribus hinc inde deductis, censuit locumtenenti marchionis non competere jus retinendi sedem praedictam. Die 20 novembris 1662.

1757. **Cassanen.**

Presbyteri graeci civitatis Cassanen. supplicarunt, Rituum Congregatio concedere dignaretur, ut assumere possint breviarium Clementis VIII cum ob eorum inopiam emere non possint breviaria longa. Et S. Congregatio respondit: *Lectum*. Die 20 novembris 1662.

1758. **Dubium.**

Petitum fuit a S. Rituum Congregatione declarari an coadjutori praepositi regularis liceat uti insignibus coadjuti. Et S. Congregatio respondit: « Non licere, nisi id expressum sit in litteris coadjutoriae. » Die 20 novembris 1662.

1759. **Ordinis Cisterciensis.**

Preces recitandi officia et celebrandi missas sub ritu Cisterciensi antiquo a quodam monacho porrectas, eo sub praetextu quod naturale linguae impedimentum patiatur, S. Rituum Congregatio iterum rejiciendas esse censuit. Die 20 novembris 1662.

1760. **Sarzanen.**

Iterum, atque iterum relatis in Congregatione Sacrorum Rituum juribus quibus episcopus Sarzanen. se ductum asseruit ad stabiliendam inter canonicos suae cathedralis distinctionem praebendarum, S. eadem Congregatio censuit omnino persistendum esse in decretis, nempe, quod in posterum praebendae canonicales indiscriminatim omnes nuncupentur presbyterales prout ex obligatione exigunt singulae ordinem sacerdotalem; ac proinde in provisionibus, tum per Datariam apostolicam, tum per episcopum faciendis pariter singulae exprimantur presbyterales. Nulla autem etiam inter praesentes canonicos praecedendi ratio habeatur, quam quod illa quae antiquiori possessioni canonicatus obnoxia est; utque praesens decretum suo gaudeat implemento in primis quibuscumque vacationibus, episcopus nedum in suis provisionibus singulas canonicatuum praebendas exprimat presbyterales, sed Datariam de praesenti decreto admoneat, ne secus in provisionibus apostolicis peragatur. Die 20 novembris 1662. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, et ad quos spectat et spectabit pro tempore excutioni debitae haec demandari praecepit, eadem die 20 novembris 1662.

1761. **Aquitaniae.**

Episcopus et capitulum ecclesiae Sarlatensis in Aquitania S. Rituum Congregationi supplicarunt, ipsis facultatem concedi recitandi officium S. Petri Thomae martyris ordinum Carmelitarum iisdem Carmelitis concessum. Et S. Congregatio respondit: *Lectum*. Die 23 decembris 1662.

1762. **Cassinen.**

Remisso S. Rituum Congregationi per SSmum supplici libello sibi per procuratorem generalem Cassinensem porrecto, pro licentia celebrandi festum S. Benedicti cum octava in ecclesia cathedrali Montis Casini, non obstante tempore quadragesimali: *Lectum*. Die 17 februarii 1663.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTIÈME LIVRAISON.

LA VÉNÉRABLE ANNA-MARIA TAIGI.

La notice que nous avons publiée l'an dernier (54e livraison des *Analecta*) ayant excité au plus haut degré l'intérêt de nos lecteurs, et la plupart nous ayant demandé de plus amples renseignements sur la vie et les vertus de la sainte femme que Dieu gratifia de dons aussi surprenans, nous croyons devoir accéder à ce désir, en publiant des extraits de l'enquête juridique qui a servi de base pour l'introduction de la cause de béatification.

Cette enquête renferme la déposition de 21 témoins qui connurent personnellement la vénérable servante de Dieu. Après un père Trinitaire, qui fut son confesseur quelque temps, et occupe le premier rang, on remarque, au second, Dominique Taïgi, mari d'Anna-Maria, qui la connut pendant les 57 ans de leur cohabitation conjugale; Dominique avait 91 ans à l'époque où il comparut en qualité de témoin. Deux filles de la vénérable Anna-Maria, Sophie et Marie, sont aussi parmi les témoins, ainsi que sa belle-fille et sa petite-fille. Les autres témoins sont des amis intimes; nous remarquons particulièrement le cardinal Recanati, Mgr. Modesto Contratto, évêque d'Aqui, la marquise Bandini, lord Clifford, et plusieurs autres.

En dehors des 21 témoins interrogés personnellement lors de l'enquête, plusieurs personnages qui connurent de près la vénérable Anna-Maria, écrivirent ce qu'ils savaient de sa vie et de ses vertus, par la crainte d'être eux-mêmes surpris par la mort avant l'ouverture de l'enquête. C'est ainsi que l'on possède une longue et précieuse relation rédigée par le cardinal Pedicini, vice-chancelier de la sainte Eglise romaine et préfet de la S. Congrégation de la Propagande; il connut la vénérable Anna-Maria plus de 30 ans, et il avait l'habitude d'aller la voir presque tous les jours, jusqu'à l'époque de sa promotion à la pourpre. Le P. Philippe-Louis de S. Nicolas, carme déchaussé, qui fut confesseur de la vénérable servante de Dieu plus de 30 ans, jusqu'à sa mort, a laissé une relation par écrit. On a aussi celle du marquis Charles Bandini, et une autre de Luigi Antonini. Ces quatre relations extrajudiciaires ont été insérées dans le procès. Celle du cardinal Pedicini est la plus importante; elle occupe près de 1000 pages, presque le tiers du procès.

Quelques renseignements biographiques ne nous semblent pas hors de propos. Carlo-Maria Pedicini, né à Bénévent, en 1760, de la noble famille des marquis de ce nom, fit ses études à Rome, fut agrégé à la prélature et remplit différentes fonctions au service du Saint-Siége. Pie VII le nomma coadjuteur de Mgr. Quaratotti, secrétaire de la Propagande; lorsque ce dernier fut créé cardinal, en 1816, Mgr. Pedicini devint secrétaire effectif. Pie VII lui conféra le cardinalat le 10 mars 1823. Préfet de la S. Congrégation de l'Immunité sous Léon XII, secrétaire des mémoriaux et préfet de la S. Congrégation des Rites sous Pie VIII, il fut nommé par Grégoire XVI, vice-chancelier de la sainte Eglise romaine et préfet de la Propagande. Il mourut 6 ans après la vénérable Anna-Maria, le 19 novembre 1843. Son épitaphe, dans l'église de S. Laurent in Damaso, loue avec raison sa piété, son intégrité, sa charité, et l'ordre qu'il apportait à toutes ses actions.

C'est surtout à l'époque où il était secrétaire de la Propagande qu'il fréquenta la vénérable Anna-Maria Taïgi. Le confesseur de celle-ci ne pouvant la voir aussi souvent qu'il l'aurait fallu, lui ordonna au nom de l'obéissance de tout manifester à Mgr. Pedicini. Un prêtre de Macerata désigné par le vénérable Mgr. Strambi, remplit ensuite le même office auprès d'Anna-Maria pendant les 22 dernières années de sa vie.

Mgr. Pedicini prenait note de tout ce qui méritait d'être remarqué. C'est ainsi qu'il eut à sa disposition tous les matériaux désirables pour écrire une relation véridique et complète, dans laquelle il parle longuement des vertus intérieures et des dons surnaturels qui ne pouvaient être connus autrement. Nous publions de longs extraits de cette relation, en faisant observer que ce qui concerne le mystérieux Soleil a été reproduit dans notre 54e livraison.

La déposition de Dominique Taïgi, mari d'Anna-Maria, présente un intérêt particulier par le caractère de simplicité qu'on y découvre et par les précieux détails qu'elle nous donne sur les vertus domestiques de la vénérable servante de Dieu. Dominique ne se douta jamais des dons surnaturels de sa femme; il n'eut jamais connaissance du mystérieux Soleil. Après la mort de sa vertueuse compagne et seulement alors, il apprit qu'elle était une Sainte, dans toute la rigueur du mot. Nous publions les passages les plus saillants de cette déposition juridique, qui occupe environ 70 pages du procès.

Au sujet du mystérieux Soleil, nous pourrions extraire du procès de nouveaux faits, propres à montrer la certitude des lumières surnaturelles que la vénérable Anna-Maria recevait par ce moyen. Nous jugeons plus utile d'étudier la nature de ce don unique et sans exemple jusqu'ici dans l'histoire hagiographique. Ces réflexions sont puisées dans les mémoires apologétiques des postulateurs; on les trouvera plus loin, §.III.

I.

RELATION DU CARDINAL PEDICINI.

(Extraits).

Le premier fondement de la foi est la ferme croyance à l'existence de Dieu unique dans la Trinité des personnes divines, avec ses attributs, ce Dieu qui voit tout, remplit tout, est présent à tout. La foi vive et continuelle à la présence de Dieu produit la vie sainte en celui qui met en pratique cette vérité. Elle sanctifia Abraham, à qui le Seigneur imposa cet exercice: *Ambula coram me et esto perfectus.* Que dirai-je de la servante de Dieu Anna-Maria Taïgi? Non seulement la bonté divine imprima cette maxime dans son esprit et dans son cœur dès le commencement de son appel spécial à la vie parfaite, mais, par un trait tout particulier de son amour, Dieu lui fit un don bien extraordinaire, celui d'un *Soleil divin*, qu'elle avait toujours devant les yeux, partout où elle allait; elle le conserva jusqu'à sa mort, pendant 47 ans environ. Or, ce Soleil, qui s'offrait partout à ses regards, lui imposait la douce nécessité d'avoir toujours dans son cœur et devant ses yeux Dieu présent.

Il était présent, en effet, dans toutes ses actions, même les plus simples et les plus indifférentes. C'était là, et ce fut toujours son étoile polaire sur la mer agitée de ce monde, au milieu des tempêtes de tout genre; ce fut toujours sa lumière dans cette vallée d'exil couverte d'épaisses ténèbres; ce fut son guide dans la voie crucifiante de ses années de douleurs et de souffrances.

La vie pénitente et misérable qu'elle embrassa devant le monde à la fleur des ans et qu'elle retint jusqu'à la mort, est la preuve indubitable de la foi vive et héroïque qui animait son cœur. Non seulement Anna-Maria se priva des plaisirs les plus innocents, mai elle s'imposa une foule de pratiques mortifiantes pour la nature. Le Crucifix était son modèle, tout son désir était de lui plaire; c'était là l'objet de ses prières, de ses plus ardents désirs. Elle entreprit plusieurs fois des exercices de pénitence afin d'obtenir la grâce de connaître ce qu'elle pourrait faire pour témoigner sa gratitude envers Dieu à cause du don de la foi qu'il avait daigné lui accorder.

Outre les adorations qu'elle rendait à Dieu le matin, le soir, et aux autres moments de la journée où elle pouvait se soustraire aux occupations domestiques, elle l'eut toujours présent à ses yeux dans toutes ses actions, soit à cause du Soleil mystérieux dont j'ai parlé, soit à cause de la voix divine qui la dirigeait continuellement dans les moindres actions, de la manière la plus surprenante et la plus extraordinaire. On peut conjecturer par là quels furent les progrès de sa foi, qui était de plus en plus stimulée par les excitations dont je viens de parler, et par la direction de l'Esprit-Saint.

Ex abundantia cordis os loquitur. Anna-Maria Taïgi avait le talent de mêler les maximes de la foi aux sujets de conversation les plus ordinaires, sans la moindre affectation, et si naturellement que l'on voyait que cela procédait des sentiments intimes de son cœur. S'il fallait parler de choses temporelles afin de consoler les autres, comme l'homme qui cherche des trésors au fond de la mer doit relever la tête sur l'eau pour respirer l'air vital, ainsi Anna-Maria sentait le besoin de s'élever de temps en temps au dessus des intérêts de ce monde afin de respirer l'air vivifiant. Elle élevait son esprit et son cœur au ciel et aux vérités de la foi qui étaient sa vie. *Justus ex fide vivit.*

Le monde entier était un livre unique dans lequel elle lisait en divers caractères Dieu en tout, et pour tout; les objets multiples de la nature élevaient continuellement son esprit et son cœur à Dieu. L'exercice de la présence de Dieu fut la source de grâces extraordinaires, comme je le dirai en parlant des dons surnaturels. Le spectacle du ciel, la vue d'une fleur, le chant d'un oiseau, une plante, un petit insecte, un léger mouvement, un souffle, tout, en un mot, la ravissait en Dieu pendant des heures entières; le corps semblait mort et demeurait insensible aux plus forts mouvements, et l'âme vivait délicieusement en Dieu, et goûtait par anticipation la vie céleste qui est la récompense réservée à la foi du juste. *Justus ex fide vivit.*

Anna-Maria honorait et vénérait particulièrement le mystère de la Très-Sainte Trinité, et rendait des hommages particuliers à chacune des Personnes divines. Elle offrait au Père céleste le Précieux Sang de son divin Fils en remerciments de la création et de ses autres bienfaits. Elle l'offrait surtout pour la conversion des pécheurs et la propagation de la sainte foi catholique apostolique. Elle suppliait le Divin Fils, par le lait dont la Vierge sa Mère le nourrit, et par ses travaux et ses souffrances, de dissiper les ténèbres au milieu desquelles vivent les hérétiques, les juifs et les infidèles, et de se faire connaître promptement. Elle ajoutait des neuvaines à ses prières journalières au Saint-Esprit afin qu'il renouvelât la terre par ses lumières et accordât son saint amour à tous ceux qui marchent dans les ténèbres du péché. Elle le conjurait d'allumer les flammes de son feu céleste dans tous les cœurs, particulièrement dans les ministres de son Eglise.

Dès les premiers temps de sa conversion elle se fit recevoir tertiaire déchaussée de l'ordre de la Très-Sainte Trinité. Elle accomplit exactement les exercices de la confrérie, et tâchait de propager cette dévotion. En visitant l'église des Trinitaires aux quatre fontaines, elle priait particulièrement pour les esclaves chrétiens qui gémissaient sous le joug des infidèles; elle obtint plusieurs fois leur délivrance par la ferveur de ses prières, ainsi qu'on le verra dans l'article des dons surnaturels. Elle joignait à la prière des pénitences particulières en dehors de celles d'usage, des macérations spirituelles et corporelles, la visite des sept basiliques, des jeûnes prolongés, des pélerinages nu-pieds au Saint Crucifix de S. Paul hors les murs; j'en ai été le témoin oculaire bien des fois en compagnie de son confesseur. Dans les premières années il lui arrivait souvent d'écrire des lettres; elle les commençait par le nom de la Trinité: *Louée soit la Très-Sainte Trinité* etc. Si elle visitait les malades on lui demandait de faire le signe de la Croix sur eux, ou de leur faire toucher la Madone qu'elle portait sur son cœur; en pareil cas, elle ne manquait pas d'invoquer avec respect la Très Sainte Trinité pour obtenir par les mérites de la Vierge la grâce qu'on désirait; l'ardeur de sa foi obtint un grand nombre de guérisons surprenantes dont je pris note à l'époque où elles avaient lieu; j'en mentionnerai quelques-unes en parlant des dons surnaturels. Elle agissait de même à l'égard des affaires les plus difficiles qu'on lui recommandait.

De la foi vive dont Anna-Maria était animée venait la confiance qui la portait à recourir au céleste Epoux avec un élan et une ardeur qui obtenaient tout ce qu'elle demandait. Dieu était ponr elle le Père le plus aimant, le plus généreux bienfaiteur, le plus fidèle ami, le plus précieux trésor et son unique tout. Elle exhortait ses amis à placer toute leur confiance en Dieu pour les affaires les plus difficiles de l'ordre spirituel et temporel. Aussi ne goutait-elle pas les gens pusillanimes et timides; voulant au contraire que l'on servît Dieu fidèlement et avec toute l'énergie de l'âme, mais en même temps avec amour et avec une parfaite confiance en sa grande bonté et en sa miséricorde. Elle recommandait de ne pas se laisser abattre par un esprit de crainte, qui, porté trop loin, fait tomber quelquefois dans le découragement et dont le démon sait profiter

pour hérisser de difficultés de plus en plus inextricables le chemin de la vertu et le service d'un Dieu si bon, si plein d'amour et de bonté envers ses créatures. Le Seigneur se plaisait à récompenser visiblement cette confiance filiale. Il arriva plusieurs fois que lorsque Anna-Maria sentait l'inspiration de faire la visite des sept basiliques sans pouvoir disposer d'un sou pour la petite dépense qu'il fallait pour la compagnie, elle recourait à Dieu en le suppliant d'y pourvoir; or avant la fin de la journée, quelqu'un apportait à l'improviste tout ce qu'il fallait. Elle obtint par cette confiance filiale des guérisons signalées et vraiment miraculeuses. Par le même moyen elle obtint presque toujours ce qu'elle demandait, sans se laisser abattre par les obstacles qui s'élevaient ou par le retard que Dieu mettait à exaucer ses vœux. Si, après avoir prié et fait tout ce qui dépendait d'elle afin d'obtenir pour le prochain les grâces qu'elle sollicitait, elle n'y parvenait pas (chose fort rare, car elle était presque toujours exaucée,) loin de se troubler elle adorait les desseins de Dieu et s'humiliait devant lui et devant les hommes, en étant bien persuadée que Dieu dispose tout pour notre bien, lorsque nous recourons à lui par la prière.

Méditant souvent les souffrances de Jésus-Christ, elle imitait ses exemples. Les neuf jours avant Noël étaient un temps de plus grand recueillement et de dévotion, pour se préparer à recevoir le Saint Enfant dans son cœur. Comme elle se levait de grand matin pour assister à la neuvaine dans l'église de S. Barthélemy à la place Colonna, Dieu la récompensait de la ferveur qui la portait à ne tenir aucun compte du froid et des autres incommodités, en lui accordant d'ordinaire des grâces spéciales pendant ces neuf jours. Ce fut l'occupation continuelle de sa vie de contempler les souffrances inénarrables de notre cher et bon Jésus; à son exemple et afin de lui ressembler en souffrant, elle tachait de crucifier sa chair et son esprit tout entier par amour pour lui. Elle s'imposa des mortifications, des jeûnes, des disciplines et d'autres macérations, toujours avec la permission de son confesseur de qui elle dépendait en tout; elle avait l'usage de les redoubler le vendredi. Son plus grand désir était celui d'être méprisée pour l'amour de Dieu, et de boire avec lui le calice de sa Passion. Dieu témoigna combien ce désir lui était agréable en l'exauçant en toutes ses parties, et en soumettant son humble servante aux dénigrements, aux calomnies, aux mépris, aux persécutions de tout genre et à des souffrances qui l'accablèrent jusqu'au dernier jour de sa vie mortelle. Les maladies corporelles augmentèrent au point de l'empêcher de sortir pendant les dernières années. Elle souffrait continuellement de violents maux de tête, qui augmentaient le vendredi surtout pendant les heures d'agonie du Sauveur et la forçaient de se mettre au lit; si elle s'en abstenait pour ne pas négliger ses occupations domestiques, l'excessive douleur arrachait de ses yeux d'abondantes larmes. Malgré ces infirmités habituelles, elle ne quittait nullement ses exercices de piété et son travail du ménage.

Pour méditer la Passion de Notre-Seigneur elle recherchait les endroits solitaires, le chemin de Croix, le cimetière du Saint-Esprit, et bien souvent le Saint-Crucifix de S. Paul hors les murs, surtout le vendredi. Elle marchait nu-pieds, restait plusieurs heures sans parler, et absorbée dans la considération des mystères douloureux. Quoique accablée par mille croix, par la misère, la maladie et des tribulations de tout genre, dès qu'elle s'apercevait ou apprenait que ceux qui l'avaient dénigrée ou injuriée étaient punis par Dieu, elle oubliait ses propres besoins et ceux de sa famille, et entreprenait les pélerinages dont je viens de parler et d'autres pénitences, dans le seul et unique but d'obtenir le pardon et la grâce pour ses persécuteurs, à l'exemple de Jésus qui offrit ses souffrances à son Père céleste pour ses persécuteurs et pria pour eux sur la croix: *Pater ignosce illis*. Ces actes de vertu étaient d'autant plus méritoires que la Servante de Dieu était naturellement portée au ressentiment par la vivacité de son caractère.

Anna-Maria prononçait avec le plus profond respect les noms de Jésus, de Marie et des Saints. Le nom de Jésus et celui de Marie étaient les jaculatoires usitées dans la famille au lever du matin et lorsqu'on rentrait au logis. Si en sortant elle entendait blasphémer, on la voyait aussitôt frémir et se troubler par la grande peine qu'elle ressentait, et lorsque c'étaient des gens audacieux ou pris de vin qu'elle ne pouvait admonester, elle tâchait d'offrir une réparation au Seigneur par les jaculatoires les plus expressives et les plus ferventes. Elle ne pouvait souffrir les images de piété dans les mains des enfants, parce qu'ils s'en servent pour jouer.

Dans ses prières elle mentionnait continuellement le Pape, les cardinaux, les évêques, les prélats, les religieux et religieuses, tous les prêtres et particulièrement les curés et son confesseur. Le respect qu'elle avait dans son cœur pour les ministres de Dieu, elle le témoignait publiquement en baisant la main des prêtres de sa connaissance qu'elle rencontrait, et bien souvent ces ecclésiastiques étaient ses fils spirituels. Si des prêtres entraient dans sa maison, elle se levait, allait au devant et leur offrait la première place, en les traitant avec les plus grands égards, quoique souvent elle fût occupée avec des personnes que le monde estime supérieurs aux prêtres par la fortune et les titres.

Elle était très active dans l'accomplissement de ses devoirs de mère. J'allais la voir tous les jours pendant bien des années, et je la trouvais toujours occupée de son ménage. Dans les dernières années, la maladie la forçait assez souvent de garder le lit, où elle travaillait à rapiécer le linge; mais auparavant, comme je viens de dire, elle ne demeurait jamais oisive. Le dimanche, pourtant, elle se contentait de mettre le ménage en ordre et consacrait toute la journée aux exercices de piété, en se faisant lire des livres spirituels ou des vies de saints, ou en assistant à plusieurs messes. Après le diner, elle allait au sermon avec ses deux filles, au chapelet et à la bénédiction, ordinairement à l'église de Sainte Marie de la Minerve. Le soir, on récitait en famille les prières d'usage et le chapelet. A l'église on la voyait demeurer immobile comme une statue, tant était grand le recueillement qui l'absorbait en Dieu dans l'extase de l'amour céleste.

A l'époque des persécutions exercées contre Pie VII, Anna-Maria entreprit des prières et des pénitences extraordinaires. Je l'accompagnai bien des fois au Crucifix de S. Paul hors les murs. Au pied des autels, ou dans le silence de la nuit et dans l'obscurité de sa petite cellule, elle conjurait le Seigneur de protéger la navicelle de l' Eglise contre la violence des flots soulevés par l'impiété. Elle pouvait dire en vérité: *zelus domus tuae comedit me*. La douleur qu'elle ressentait de la perte de tant d'âmes qui ne connaissent pas le vrai Dieu la faisait mourir. Elle recourait à Dieu par la médiation de la Ste Vierge et par l'intercession de tous les Saints, en union avec tous les élus de la terre. Dans un ravissement extatique, la Ste Vierge lui dicta une prière qui commence: *Genuflesso etc.* Je la présentai moi-même à Pie VII, qui daigna y attacher des indulgences par un rescrit: *Ex Audientia Sanctissimi die sexta martii 1809*. Ayant été imprimée chez Lazzarini, cette prière se répandit partout. On y prie la bonté de Dieu par les mérites de la Sainte Vierge, particulièrement pour la propagation de la foi. Le zèle qu'eut cette sainte femme pendant toute sa vie pour la gloire de Dieu et afin qu'il fût connu et aimé par tous les hommes, est vraiment inexplicable.

Son amour pour la Sainte Vierge, constant et profond, la portait à recourir à sa protection dans les tribulations, les

besoins, les souffrances et les maladies. La Reine du ciel et de la terre, agréant cette confiance filiale, lui donna bien des fois des marques signalées de prédilection, en la consolant, en la soulageant, en l'avertissant, en la prévenant de bien des choses, quelquefois par les plus tendres et les plus affectueuses allocutions.

Anna-Maria reçut aussi des instructions et des allocutions célestes de la part des saints apôtres. Elle vénérait profondément en S. Pierre et en S. Paul les promulgateurs de la sainte foi dans cette ville de Rome ; les martyrs et les confesseurs, les saintes vierges et les saints patrons, avaient part à sa dévotion. Son ange gardien la guidait et l'aidait continuellement d'une manière surnaturelle et sensible dans le chemin de la vertu, même dans le réglement de son petit ménage, en lui apprenant à faire certaines choses et à bien gouverner sa famille. Tous les anges et surtout S. Michel, S. Raphael et S. Gabriel étaient l'objet de sa dévotion spéciale.

Je ne saurais exprimer les transports de son amour envers le Sacrement de l'Eucharistie. Elle communiait tous les jours, par l'ordre de son confesseur, et conserva cette pratique depuis les premiers temps de sa conversion jusqu'au dernier jour de sa vie. Il me serait impossible de dire le nombre des extases et des ravissements d'amour divin qu'elle éprouvait presque toujours à la communion. Le ravissement, dès qu'elle avait communié était aussi commun pour elle que la prière vocale pour nous ; ordinairement elle était instruite et consolée par la voix divine, dont les premiers accents produisaient une extase qui la rendait immobile pendant très longtemps. Plusieurs fois, après lui avoir donné la communion, je devais transmettre tacitement de l'autel l'ordre de réprimer les mouvements du cœur qui éclatait en ardents soupirs, surtout dans les églises petites et fréquentées (comme celle de la place Colonna), afin de ne pas se faire remarquer. Il lui en coûtait beaucoup de réprimer cette ardeur; je voyais son visage ruisseler de sueur, même pendant l'hiver. Le plus souvent, Dieu, exauçant son désir, lui donnait la force de se faire violence afin d'éviter la singularité ; alors elle tombait après la communion dans un paisible et suave évanouissement, et demeurait immobile très longtemps sans s'apercevoir de ce qui se passait autour d'elle; si l'extase commençait avant la communion, elle rentrait en elle-même dès que le prêtre s'approchait avec la sainte hostie ; elle recevait dévotement le Saint-Sacrement, et rentrait aussitôt dans sa douce contemplation.

Dans les églises désertes et lointaines, comme Sainte Marie de la Victoire et surtout à S. Paul hors les murs, à l'autel du Saint-Crucifix, où je disais la messe pour elle, je n'arrêtais pas sa ferveur. Je l'ai vue bien des fois tomber après la communion, comme si elle eût été foudroyée, et demeurer longtemps dans cette position, dans les douces expansions de l'amour divin. Quiconque s'approchait d'elle en pareille occasion ressentait une impression de tranquillité céleste. Quelquefois on éprouvait dans le cœur un profond sentiment d'amour de Dieu accompagné d'humilité et de componction. Quelquefois on sentait un parfum céleste. Les mêmes phénomènes se produisaient pendant les visites au Saint Sacrement exposé selon le rit des quarante heures, aux prières du matin et du soir; quelquefois au milieu des occupations domestiques, elle était forcée de s'asseoir pour ne pas succomber aux blessures de l'amour.

Durant les dernières années de sa vie elle continua d'entendre les célestes allocutions, mais elle ne sentait plus ces douces expansions du cœur, parce que Dieu voulut l'éprouver par des peines d'esprit qui la placèrent dans un état d'autant plus méritoire qu'il était plus douloureux ; elle me disait alors qu'elle se voyait dans un coin de l'enfer. En cet état elle ne quitta aucun de ses exercices de piété, malgré les efforts qu'elle devait faire pour demeurer immobile et assidue à l'oraison. Auparavant, après la communion elle s'arrachait aux allocutions divines afin de vaquer à ses devoirs et pour ne pas s'attacher aux délices célestes (chose que Dieu agréait pleinement) ; mais dans l'état de désolation elle se montra fidèle plus que jamais à se faire violence pour prolonger ses prières et ses dévotions suivant les pieuses habitudes qu'elle avait contractées. Aussi conserva-t-elle au milieu des souffrances d'esprit et de corps la tranquillité invariable dont Dieu l'avait gratifiée et qui la soutint dans des tribulations de tout genre jusqu'à la mort.

Animée d'une foi vive, à peine entrée dans une église elle se mettait à prier à genoux ; on aurait dit une statue ; elle demeurait fort longtemps dans cette position, quoique, de son propre aveu, elle se trouvât dans un grand tourment, à cause de la violence qu'elle devait se faire pour réprimer l'impétuosité intérieure des tentations de tout genre.

Dieu permit qu'elle fût violemment tentée, surtout sur la foi, parce qu'étant appelée à une vie extraordinaire et parfaite, il fallait qu'elle fût purifiée par ces tentations, qui durèrent pendant plusieurs années. Elle eut de violents assauts de la part du démon et du côté des hommes, parce qu'étant souvent chargée de ramener *ad bonam frugem* des personnes de toute condition, celles-ci, par instigation diabolique, vomissaient le poison de leurs maximes de la manière la plus insinuante.

L'ennemi de tout bien voyant qu'il ne gagnait rien par les assauts contre la foi, prit bien souvent la forme d'un vénérable religieux, afin d'exhorter Anna-Maria à abandonner son genre de vie ; il suggérait des maximes entièrement contraires à la foi avec des sophismes subtils et inextricables. Il l'attaquait sur la pureté, sur l'éternité, sur le Saint-Sacrement, sur tous les principaux mystères. Je l'ai vue pleurer à cause de la violence des assauts, par crainte de succomber ; les vrais serviteurs de Dieu craignent toujours ; mais, en recourant à la Sainte-Vierge, à ses saints patrons, surtout à S. Michel, tantôt en méprisant la tentation, tantôt en recourant à l'eau bénite, tantôt par de ferventes jaculatoires, elle déjoua constamment la malice de l'ennemi par de glorieuses victoires.

J'ai eu le bonheur de connaître et de fréquenter Anna-Maria pendant plus de trente ans, jusqu'à la fin de ses jours. Non seulement j'ai admiré sa conduite extérieure, mais j'ai été aussi en mesure de connaître son intérieur, parce que son confesseur lui avait ordonné par obéissance de me découvrir toute chose, afin que j'en prisse note pour la gloire de Dieu.

Anna-Maria pratiqua si parfaitement le détachement des biens de la terre et de tous les intérêts de cette vie, que l'on peut dire avec raison qu'elle mérite sous ce rapport les plus grands éloges et une admiration sans réserve. C'est déjà beaucoup d'avoir le cœur détaché des choses de ce monde, selon le conseil de S. Paul et de s'en servir sans s'y affectionner: *Utentes tamquam non utentes, praeterit enim figura hujus mundi;* mais lorsqu'au milieu de la pénurie et de la misère, sous le poids de besoins urgents pour soi-même et toute une famille, besoins que l'on pourrait satisfaire abondamment, l'on refuse les biens temporels, malgré une continuelle tentation, on les méprise volontairement, on s'abstient de se les procurer et de s'en servir, on réprime jusqu'au désir de les avoir, c'est vraiment montrer la vertu la plus parfaite, l'héroïsme le plus signalé, c'est faire le sacrifice le plus méritoire, c'est s'imposer le martyre d'esprit le plus douloureux. Telle fut toujours la règle de conduite d'Anna-Maria; sa fidélité à n'en jamais dévier mérita plusieurs fois les éloges de la Reine des âmes humbles.

Marie-Louise duchesse de Lucques voulait avoir Anna-Maria près d'elle ; sachant fort bien qu'elle ne consentirait

jamais à se séparer de sa famille, elle lui fit l'offre obligeante d'employer Dominique dans son palais avec un bon traitement; il n'avait que six écus par mois dans la maison Chigi. Anna-Maria remercia poliment la Duchesse et ne voulut pas sortir de sa position; l'on vit par là son détachement des biens et des honneurs de ce monde, ainsi que la prudence qui la portait à vouloir rester libre pour servir le Seigneur. Environ un an avant sa mort, je savais qu'elle était très gênée; je lui fis offrir un appartement près du mien, qui était assez grand; assurément elle pouvait compter de recevoir d'autres secours que le logement; elle me remercia de la manière la plus courtoise.

Anna-Maria ne refusa jamais des conseils à personne, elle s' y prêtait avec l'amabilité et la patience qui sont les caractères de la vraie charité.

En allant visiter les malades, elle leur rappelait les fins de l' homme et les mystères de la foi; elle enseignait ces vérités avec patience et amour aux gens ignorants qu'elle trouvait dans les hôpitaux. Elle allait fort souvent à l'hôpital de S. Jacques des Incurables. Quiconque la consultait sur des questions spirituelles, apprenait le chemin droit et parfait des vertus et la manière la plus facile de s'y avancer, suivant la condition de chacun.

Elle avait un don particulier pour consoler les affligés. S'il s'agissait de choses spirituelles, pour lesquelles ses dons et ses lumières la rendaient une excellente maitresse, quiconque recourait à elle était sûr de se retirer pleinement consolé. Par rapport aux choses temporelles, elle ne se contentait pas de montrer une compassion stérile et de donner des consolations dépourvues d'effet ; mais elle employait volontiers ses relations pour aider le prochain, quoiqu'elle fût si délicate à en user lorsqu'il s'agissait d'elle-même. Elle priait pour le soulagement des affligés. Si c'étaient des gens accablés par la misère et qu'elle n'eût pas le moyen de les secourir, elle surmontait la honte et demandait l'aumône. Elle s'est adressée plusieurs fois à moi dans ce but, et je me suis empressé de lui faire plaisir. En somme, pour une affaire ou pour une autre, qu'il s'agît de procès, de maladies, de misères, de malheurs domestiques et de tribulations, tous ceux qui s'adressaient à elle, ne la quittaient pas sans être consolés.

Combien de malades ne guérit-elle pas! Beaucoup le furent miraculeusement, comme je dirai plus loin. Que d'inimitiés elle apaisa ! Que de gens réduits au désespoir elle retira du bord de l'abîme ! Ses paroles avaient une grande puissance, à cause du don surnaturel dont le Seigneur l'avait douée et par la vertu des grâces célestes qu'elle possédait, mais surtout par l'effet des prières et des pénitences qu'elle s'imposait avec la plus ardente charité.

Pour secourir les pauvres elle retirait le pain de sa bouche; afin que ses aumônes ne fussent pas à charge à la famille, elle travaillait plusieurs heures de la nuit, de manière à gagner quelques petites ressources dont elle disposait pour eux ; elle agit ainsi jusqu'à l'époque de ses grandes maladies. En allant à l'hôpital, elle portait toujours quelques biscuits, ou du bon vin pour les convalescents. Elle se fit accompagner plusieurs fois par ses filles pour leur enseigner la commisération chrétienne par l'exemple, tout en inculquant les saintes maximes de la religion.

Lorsqu'elle rencontrait quelque femme pauvre dont les habits étaient déchirés, surtout dans l'hiver, elle la conduisait chez elle, la faisait manger le mieux qu'elle pouvait, et l' habillait proprement, en lui donnant des chemises et tout ce qu'il fallait, sans témoigner la moindre répugnance; cette sainte femme portait une âme virile. Voyant la personne de Jésus-Christ dans son prochain et surtout dans les pauvres, elle les traitait avec la charité et les égards qu'elle aurait eus envers son céleste Epoux; en lui et pour lui elle aimait toutes les créatures d'une manière éminente et bien supérieure à la loi de nature.

Une femme de la maison Albani ne pouvant se résoudre à laisser faire une opération au sein, son confesseur se rendit chez Anna-Maria et demanda un remède ; elle donna de l'huile de la lampe de sa Madone, en recommandant l'esprit de foi. L'huile fut appliquée sur l'organe malade; la tumeur s'ouvrit pendant la nuit, sans causer aucune douleur à la malade, qui fut parfaitement guérie et ne rechuta jamais. Elle voulut connaître Anna-Maria, et s'engagea à fournir toujours l'huile de la Madone. Dans la suite elle manqua à sa promesse, Dieu punit son avarice par diverses tribulations et par des maladies très dispendieuses.

La Mère Doria, religieuse à S. Dominique et Sixte, fut attaquée d'un commencement de cancer à la poitrine; elle fit appeler la servante de Dieu et lui dit en secret: « Vous devez penser à me guérir, car je ne veux me laisser examiner par aucun médecin, et personne ne doit avoir connaissance de mon mal. » La chose était assez sérieuse, car la plaie commençait à se former. Anna-Maria répondit : « Ma mère, vous vous adressez bien mal ! Vous m'effrayez par de semblables paroles! Ne savez-vous pas que je suis une pauvre pécheresse ? » La religieuse répliqua : « C'est inutile, vous devez y penser, parce que c'est l'inspiration que je sens. » Anna-Maria lui fit faire le signe de la croix avec l'huile de sa Madone, et le cancer disparut miraculeusement, sans que personne en eût jamais connaissance.

On devait faire l'opération d'un cancer au sein à une religieuse du Bambin Gesù. Anna-Maria, aux prières de laquelle on la recommanda, fit répondre: « Si la religieuse a beaucoup de foi, l'opération n'aura pas lieu, mais il faut de la confiance.» La religieuse en avait fort peu; son confesseur l'exhorta vivement à ce sujet. Elle appliqua l'huile de la Madone qu'Anna-Maria avait envoyée; la nuit suivante, elle se trouva guérie instantanément au grand étonnement de toutes les religieuses.

Anna-Maria allant un jour chez son confesseur, fut surprise par la pluie et entra dans une maison de connaissance pour demander un parapluie. La maîtresse de la maison, avant de le donner, lui dit: « Nous avons ici une personne qui va mourir. » En effet, la malade était à toute extrémité et n'avait plus qu'à rendre le dernier soupir; l'étole était sur le lit. Anna-Maria mit la main sur la tête de la malade, fit le signe de la Croix en invoquant la Sainte Trinité, et dit: « Soyez tranquilles, la grâce est accordée. » Quelques heures s'étant écoulées, la malade parla, put manger et se trouva parfaitement guérie.

Ces quelques faits suffiront comme preuve du pouvoir communiqué à Anna-Maria pour la guérison des malades. J'en laisse plusieurs centaines dont je pris note, et plusieurs milliers qui n'ont pas été écrits, et qui eurent lieu surtout les premières années. Elle allait d'un côté et d'autre par l'ordre de son confesseur.

Anna-Maria eut le don des larmes, qui était naturel pour elle à cause de son cœur sensible et aimant. Elle était si pénétrée de compassion pour toute personne qu'elle recommandait à Dieu dans ses prières, que son cœur se fondait en gémissements. Dès qu'elle pensait aux Douleurs de la Vierge, ou à la Passion du Sauveur, son cœur battait et ses yeux se baignaient de larmes. Aux premiers accents des allocutions célestes dont elle était gratifiée fréquemment, tant à l'église que dans sa maison, mais surtout à la communion, qu'elle faisait chaque jour au milieu des sanglots et des larmes d'un ardent amour; ordinairement elle perdait l'usage des sens et demeurait en extase pendant longtemps, comme si elle eût été morte. Son cœur était de cire pour son Dieu, et pour le prochain; ses yeux répandaient les larmes les plus affectueuses.

Elle eut le don de l'odorat pour discerner les âmes pures et celles qui étaient en état de péché. Elle savait où était le Saint Sacrement dans une église; l'attrait du cœur le lui indiquait.

Elle eut dans la bouche le don de connaître et de goûter les espèces sacramentelles en communiant; à ce don correspondait celui de l'impétuosité de l'amour; les personnes voisines entendaient un brisement de côtes et un bruit comme si elles se fussent rompues en mille morceaux.

Elle eut le don de communiquer les célestes effets qu'elle éprouvait après la communion; on sentait, tantôt un délicieux parfum du paradis, tantôt un profond repos, quelquefois une ardente et suave flamme d'amour, et d'autres effets, suivant ce qu'elle éprouvait elle-même en ce moment.

Elle eut le don de la pénétration des cœurs et des consciences de la manière la plus ferme et la plus certaine; elle manifestait à tous ceux qui se présentaient leurs péchés et leurs plus secrètes pensées.

Dans l'église de S. Ignace, à l'époque où la servante de Dieu était sous la direction de M. l'abbé Salvatori, un prêtre qui la regardait comme une hypocrite, eut l'audace de la faire communier avec une hostie qui n'avait pas été consacrée. S'en étant aperçue par un don particulier qu'elle avait, et avertie d'ailleurs par la voix céleste, elle le dit à son confesseur, qui en parla à ce prêtre; celui-ci avoua le fait, et le confesseur l'annonça à sa pénitente, en lui prescrivant de recommander particulièrement cet ecclésiastique au Seigneur.

Elle eut le don des apparitions célestes, en dehors de ce qu'elle voyait continuellement dans le mystérieux Soleil. Je me contente d'en rapporter deux des plus signalées. L'une remonte aux premiers temps de sa conversion et eut lieu dans sa petite maison de la ruelle Sdrucciolo près le palais Chigi. Anna-Maria tomba gravement malade; l'on craignait pour sa vie. Vers l'aube, Jésus *Nazareno* se montra avec un air affectueux et familier, portant sa tunique violette, et son grand manteau bleu, avec lequel il couvrit tout le lit d'Anna-Maria; sa grâce et sa beauté étaient merveilleuses, ainsi qu'elle me le décrivit plusieurs fois. Ayant pris sa main, il eut un long entretien avec elle; ce fut alors qu'il la déclara son épouse, et lui communiqua le don de guérir les malades par le contact de la main qu'il retint longtemps serrée dans la sienne; il la guérit instantanément de tout mal. Lorsqu'il la quitta, elle éprouva un si grand déplaisir qu'elle ne put s'empêcher de jeter un grand cri, qui éveilla tous les gens de la maison; ils coururent à elle, en craignant qu'il ne fût survenu quelque grave accident; elle fit valoir de bonnes raisons pour expliquer sa frayeur, et ajouta qu'on pouvait être tranquille et qu'elle était guérie; en effet, elle se leva le même jour.

Anna-Maria me raconta plusieurs fois cet événement. Une autre apparition eut lieu lorsqu'elle priait devant le petit autel de sa chambre. Dans la nuit du 21 mars 1812 la sainte femme priait pour les maux du monde, et surtout pour ceux de l'Eglise; elle vit apparaître dans les airs un globe semblable à la terre, entièrement entouré de flammes qui menaçaient de le consumer; d'un côté était Jésus Crucifié répandant un torrent de sang, à ses pieds la Sainte Vierge qui, ayant déposé son manteau à terre, priait instamment le Sauveur d'arrêter le fléau dont le monde était menacé, par le mérite de son sang, qu'elle offrait pour les pécheurs. Anna-Maria s'unit à cette prière, et la vision disparut quelque temps après. Le confesseur voulut que M. Luigi Antonini fît un dessin de la vision; il le conserve encore aujourd'hui.

Dans les allocutions célestes, qui étaient très fréquentes, elle recevait des avis, des instructions et des règles de conduite, mais elle ne s'y fiait pas, et elle aurait voulu par humilité qu'on n'en prît pas note, si l'obéissance ne l'y eût obligée; elle dépendait de son confesseur *ad nutum* en toute chose.

De tous les dons célestes dont elle fut gratifiée, le plus singulier, le plus surprenant, le don unique et sans exemple ce fut le Soleil céleste, grand comme le Soleil naturel qui éclaire la terre; elle l'avait continuellement devant les yeux.

Anna-Maria reçut un don spécial pour les guérisons spirituelles. Le pécheur le plus obstiné, pourvu qu'il se présentât sincèrement pouvait être assuré que la Servante de Dieu briserait les chaînes du démon et obtiendrait le pardon de la divine miséricorde. Nul terrible lien des sectes les plus occultes ne résistait à la puissance que Dieu avait donnée à sa bien-aimée. L'homme esclave des habitudes vicieuses les plus invétérées, se sentait ébranlé par la grâce divine, à la présence de cette sainte femme, et retrouvait la vie spirituelle, quoique d'ailleurs la conversion de ces pécheurs soit bien difficile. A combien d'ecclésiastiques ne rompit-elle pas de prime abord les chaînes qui les rendaient esclaves du démon, en sorte qu'ils embrassèrent une conduite exemplaire? D'autres étaient esclaves de relations scandaleuses et invétérées; dès un premier entretien sur des choses indifférentes, un simple regard expressif d'Anna-Maria pénétrait leur cœur, comme une flèche qui les renversait, et en faisait des victimes de la contrition et des trophées des miséricordes divines!

Comme le soleil dissipe les ténèbres, ainsi les pécheurs qui se mirent en rapport avec elle, eurent l'âme éclairée par un seul de ses regards, et le cœur converti par la grâce; les loups se changèrent en doux agneaux du troupeau de Jésus. Plusieurs qui avaient lassé la sollicitude des plus zélés ministres du Seigneur, je dirai presque la miséricorde divine, des gens, en un mot, des plus obstinés qui avaient croupi dans les vices, furent vaincus et formèrent les glorieux trophées d'Anna-Maria en Jésus-Christ. En parlant à leur cœur par un seul regard, elle ouvrait la brèche de la forteresse diabolique; elle les encourageait avec la plus héroïque charité; après leur avoir manifesté leurs fautes, elle offrait d'en faire pénitence pour eux et les exhortait avec le plus grand zèle à ne pas rendre la miséricorde de Dieu inutile.

Une jeune dame de bonne famille se présenta effrayée, et dit en pleurant: « Je viens à vous, et je veux que vous m'obteniez la grâce etc. » et elle continua de pleurer. Anna-Maria l'accueillit affectueusement; à l'aide des lumières surnaturelles, elle lui fit connaître le déplorable état de sa conscience, l'exhorta à mettre sa confiance en Dieu et à faire une bonne confession accompagnée de la ferme résolution de changer sincèrement de conduite, en lui promettant de l'aider par ses faibles prières. Cette dame se confessa, selon sa promesse, et fut ensuite exaucée pour ce qu'elle désirait. Anna-Maria fit les plus ferventes prières, surtout pour la conversion de cette dame, et mérita par sa confiance de recevoir l'assurance de la céleste voix, que la grâce serait accordée. La suite montra la sincérité de la conversion; l'individu avec lequel elle avait des relations coupables se convertit aussi.

Une autre dame de bonne famille se présenta à la servante de Dieu, qui, la voyant pour la première fois, lui découvrit tout son interieur, tout ce qu'elle avait fait et comment elle vivait etc. Fort étonnée de ces révélations inattendues, la jeune dame dit qu'elle voulait faire une bonne confession, et commença dès lors à fréquenter Anna-Maria, à cause de la profonde estime que lui inspiraient ses vertus et ses lumières. Elle se donna fermement à Dieu, et voulut même être marraine de confirmation d'une fille de sa bienfaitrice spirituelle. Son mari perdit un emploi supérieur qu'il avait dans l'administration pontificale et refusa de servir le gouvernement français, suivant les instructions de Pie VII, qui était, à cette époque, déporté en France, La dame craignait d'être réduite à la misère. Anna-Maria lui dit: « Soyez sans crainte; votre mari a perdu son emploi pour remplir un devoir de con-

science; Dieu lui accordera le nécessaire. » En effet, le mari obtint, sans se compromettre, des fonctions qui lui apportèrent une aisance égale et peut-être supérieure à celle dont il jouissait auparavant, tandis que beaucoup d'autres luttaient contre la misère.

La conversion d'un pécheur ne coûtait rien moins à la servante de Dieu que des maladies mortelles, des insultes, des calomnies, de terribles persécutions que suscitait la rage des démons. Ils l'effrayaient de tout leur pouvoir pendant la nuit; ils essayaient même de lui ôter la vie, parce qu'ils voyaient que tous ceux qui tombaient dans ses mains étaient perdus pour eux. Etant seule pendant la nuit, (car son mari retenu dans la maison Chigi ne rentrait d'ordinaire que vers le jour), elle vit bien des fois sa chambre remplie d'horribles démons, qui tenaient conseil, et disaient tout haut qu'il fallait en finir, et l'étrangler; et ils se précipitaient sur elle, les uns la saisissant par le cou, d'autres l'écrasant, et d'autres la faisant souffrir autrement. La justice divine permettait ces luttes et ces souffrances, pour se payer sur elle de la conversion des pécheurs, ainsi que le céleste Epoux le dit plus d'une fois. Quoiqu'elle prévît ces terribles conséquences, elle ne rejeta jamais personne; sa patience et son zèle pour la gloire de Dieu et le salut des âmes la portèrent à renouveler le sacrifice de son douloureux martyre, sans redouter les assauts de l'enfer.

La vertu d'espérance brilla éminemment et sous toutes ses faces en notre héroïne, malgré les obstacles très sérieux qu'elle eut à surmonter. Son espérance de parvenir à la gloire éternelle se fondait uniquement sur Dieu et sur les mérites de Jésus-Christ. Quoique Anna-Maria prît tous les moyens d'arriver au ciel, elle s'appuyait uniquement sur les mérites du sang très précieux de Jésus-Christ, et sur l'intercession de la Ste Vierge et des Saints. Elle recourait à ces secours pour pouvoir faire le bien, et ne comptait que sur eux, sachant fort bien que l'homme par lui-même et sans la grâce ne peut faire que le mal, et qu'il est incapable de concevoir la plus petite pensée de bien. Elle attribuait uniquement aux médiations susdites les grâces qu'elle obtenait; elle se reconnaissait, en toute occasion, indigne de ces grâces, et comme ne méritant pas que la terre la portât, ainsi qu'elle le disait bien souvent. Elle avait des sentiments si bas d'elle-même, qu'elle priait Dieu continuellement de la garder; de lui accorder la persévérance au milieu des souffrances, car elle craignait de ne les pouvoir pas supporter; en même temps elle espérait tout, en se confiant aux mérites de Jésus-Christ et au secours de la Ste Vierge, des Anges et des Saints. Son espérance fondée sur de tels principes était si ferme, qu'en priant pour les besoins de l'Eglise ou de l'Etat et des particuliers, elle ne se rebutait pas des obstacles; elle ne renonçait jamais aux choses les plus difficiles et ne perdait pas courage. Elle portait si loin cette vertu en la réglant toutefois d'après la prudence, qu'elle y animait les autres avec une énergie incroyable surtout les pécheurs; après les avoir secoués et leur avoir fait connaître leur déplorable état, elle les exhortait à se confier en Dieu.

Toutes ses espérances étaient tournées vers le ciel qu'elle voulait gagner à tout prix. Elle méprisa toujours les biens de ce monde, et refusa constamment les secours que lui offraient les personnes qu'elle avait guéries, quoiqu'elle se trouvât souvent dans un extrême besoin. C'est dans ce but qu'elle embrassa un genre de vie pénitent et laborieux, et qu'elle souffrit en silence les persécutions, les calomnies, les dénigrements, les mépris. Le monde entier fut crucifié pour elle, et elle fut crucifiée au monde, en aimant à se tenir bas au lieu de s'élever, et en s'attachant à la pauvreté. Sa patience dans ses longues et douloureuses maladies fit bien connaître l'héroïsme de son espérance. Aurait-elle pu supporter le martyre qui remplit sa vie toute entière si elle n'eût été fortement appuyée parmi tant d'orages sur l'ancre de la sainte espérance?

Comme la servante de Dieu alimentait chaque jour davantage l'espérance envers le Seigneur, cette vertu était et fut toujours le soutien dont elle fit usage sur la mer orageuse de ce siècle afin de surmonter toutes les tempêtes dont elle fut agitée. L'espérance fut aussi son unique consolation sur le sable stérile où elle se trouva jetée plusieurs fois par la tempête. C'est ainsi que dans la misère où elle était plongée, et chargée d'une nombreuse famille dont elle était l'unique ressource, elle l'a toujours nourrie, et a pu subvenir à ses besoins, par des miracles de chaque jour, pour ainsi parler, en mettant toute son espérance en la divine Providence. Son céleste guide, qui voulait précisément lui faire pratiquer des vertus héroïques et de plus en plus parfaites, ne lui envoya jamais des ressources abondantes; il voulut, au contraire, qu'elle vécût au jour le jour comme les oiseaux, ainsi qu'elle le disait. Une autre preuve de sa confiance en Dieu, ce sont les traits de providence dont elle fut souvent l'objet, contre toute prévision, lorsque des personnes qui demeuraient loin et la connaissaient fort peu, lui envoyaient des secours qu'elle n'avait nullement demandés. J'ai senti plusieurs fois dans mon cœur l'inspiration de secourir son indigence sans qu'elle m'en fit la demande, et en allant chez elle dans ce but, je trouvais la réalité du fait.

L'espérance dégénérerait en imprudence et en témérité si l'on prétendait la pratiquer en dehors des règles qui doivent la régir sans employer les moyens nécessaires et utiles. De là vient que la servante de Dieu, remplie de sagesse dans ses actes intérieurs et extérieurs, guidée en tout et pour tout par son Epoux céleste, elle qui prit tous les moyens possibles pour l'espérance efficace de l'acquisition des biens éternels, ne négligea pas les moyens qu'il fallait employer dans sa condition, pour soutenir sa famille. Si, d'une part, elle refusait les généreuses offres de personnes qui voulaient la connaître ou avaient reçu des grâces signalées par elle, d'autre part elle travaillait pour gagner le pain de ses enfants, sans attendre que Dieu fît toujours des miracles; car on doit ne compter sur les miracles que lorsqu'on a employé tous les moyens humains.

Dieu lui avait donné un talent suffisant et une grande habileté. A l'époque du gouvernement français, son mari étant sans emploi, elle s'industria de toute manière pour entretenir et nourrir sa nombreuse et pauvre famille. Elle apprit à faire des souliers de femmes selon la mode du temps, avec des semelles tricotées. Elle apprit aussi à faire les corsets. Elle travaillait continuellement, et afin de pouvoir remplir ses pratiques de piété pendant le jour, elle se privait de sommeil. C'est ainsi qu'elle soutint sa famille pendant longtemps. Pour les maladies et les autres besoins extraordinaires auxquels son travail ne pouvait subvenir elle recourait à Dieu avec une vive confiance, et Dieu l'aidait, parce qu'elle avait fait tout ce qui dépendait d'elle. Pendant ses douloureuses maladies, elle ne demeurait pas oisive, même dans son lit, et jamais elle ne fit manquer la moindre chose à sa famille, qui était pourtant nombreuse et bien pauvre.

Combien de fois n'arriva-t-il pas que l'on commençait la visite des sept basiliques avec un temps pluvieux qui n'annonçait rien de bon. Or, Anna-Maria se confiant en Dieu, qui est maître des éléments, ne se décourageait pas, et d'ordinaire l'on avait une belle journée. Sa ferme confiance dissipait les nuages et les orages et ramenait la sérénité. Plusieurs fois, soit au retour, soit au milieu du pélerinage et dans mille autres circonstances on vit clairement la bonté de Dieu pour son humble servante, qui espérait en lui pour toute chose. La pluie survint quelquefois, mais il est inouï que quelqu'un de la société en ait souffert dans sa santé; l'espé-

rance d'Anna-Maria sur ce point ne fut jamais déçue. Elle s'efforçait de faire pratiquer cette belle vertu, en exhortant tous ceux qu'elle voyait à ne point mettre leur confiance dans les hommes, qui tournent à tout vent, comme les girouettes, mais à toujours espérer toute chose de Dieu, qui est stable dans ses promesses.

Combien de fois n'entreprit-elle pas des pénitences corporelles que des obstacles auraient dû faire ensuite abandonner ou diminuer; mais, dans sa grande confiance en Dieu, elle s'engageait dans les entreprises les plus épineuses, sans s'arrêter aux obstacles qui s'élevaient, ou qui pouvaient surgir; Dieu vint mille fois à son secours d'une manière surprenante et vraiment prodigieuse, pour montrer que cette confiance filiale lui était agréable. Bien des fois, après avoir commencé des jeûnes rigoureux et d'autres pénitences, elle était prise de mal d'estomac, de fièvre, d'un violent mal de tête; or elle n'en continuait pas moins ses exercices, sans se décourager ni se relâcher. L'obéissance seule pouvait l'arrêter, ou bien encore, lorsqu'elle était enceinte, car il ne faut pas tenter Dieu en prétendant exiger des miracles. Hors ces cas exceptionnels, la maladie n'avait pas le pouvoir d'interrompre ses jeûnes et ses pénitences, et Dieu, après avoir éprouvé sa constance, récompensait sa ferme confiance en lui accordant à l'improviste sa guérison.

A ses fils spirituels et à ceux qui demandaient des conseils, elle recommandait l'emploi de tous les moyens spirituels et temporels que suggérait la prudence pour obtenir la grâce qu'ils désiraient, mais qu'en prenant ces moyens, ils eussent toujours en vue Dieu, en qui ils devaient placer fermement toutes leurs espérances.

Elle tâchait d'exciter cette espérance en conseillant l'assiduité à la prière et les jaculatoires au milieu des occupations, ainsi qu'elle le pratiquait elle-même, car elle disait fréquemment: « Jésus mon espérance, ayez pitié de moi. - Mère « de l'espérance, priez Jésus pour moi. »

Par l'ardeur de l'amour divin elle s'immola pendant tout le cours de sa vie, en renonçant jusqu'aux divertissements les plus innocents, aux richesses qu'elle pouvait se procurer, aux honneurs et à sa propre vie; contente de vivre dans l'obscurité et la misère, tout en étant chargée d'une nombreuse famille, ce qui est vraiment en opposition avec la nature humaine. L'ardent amour de Dieu lui fit entreprendre la vie pénitente qu'elle conserva malgré ses maladies. Il lui fit supporter avec résignation par amour du céleste Epoux les calomnies, les mépris, les contradictions, les duretés, en sorte qu'elle priait et offrait sa propre vie pour ses persécuteurs. Sans la flamme de la plus ardente charité elle n'aurait pu supporter le long martyre qui remplit sa vie. Elle considérait ces souffrances comme étant sans valeur, comparativement à l'amour que Dieu lui témoignait par ses grâces et ses dons. Elle en était si reconnaissante, qu'elle en versait des larmes, surtout aux premiers temps de sa conversion, en suppliant le Seigneur de daigner lui enseigner ce qu'elle pouvait faire pour lui être agréable.

Elle récitait ordinairement les actes de charité envers Dieu avec sa famille dans sa petite chapelle. En outre, elle répétait cet exercice dans les prières vocales qu'elle faisait aux moments libres qu'elle pouvait se ménager. Dans la journée elle entretenait cette flamme céleste par des jaculatoires et des aspirations à Dieu. Dans les premiers temps, pendant plusieurs années, loin d'avoir besoin d'entretenir le feu, elle devait au contraire, contenir l'impétuosité de son cœur, et se distraire de toutes ses forces pour pouvoir travailler. Alors s'engageait un combat d'amour avec son céleste Epoux; obligée de remplir ses devoirs de mère envers une famille dont elle était l'unique soutien, elle faisait tout son possible pour fuir les extases, les ravissements, les évanouissements continuels qui lui faisaient perdre l'usage des sens pendant plusieurs heures. Mais, comme il n'est pas facile de comprimer un grand feu, Anna-Maria ne pouvait se soustraire à l'action divine dans son âme, quelque artifice qu'elle employât, même dans ses occupations domestiques. C'était vraiment merveilleux de la trouver en extase, le balai à la main, en diverses positions. Quelquefois à table, elle restait immobile comme une statue, sans remuer les yeux et plongée dans un profond assoupissement. Son mari croyant qu'elle dormait, la secouait avec force, sans qu'elle donnât signe de vie; quelque temps après, elle se levait toute contente et joyeuse; Dominique lui faisait des reproches, en disant qu'il ne fallait pas dormir à table; quelquefois persuadé qu'elle se trouvait mal, il la pressait de prendre des infusions calmantes. Afin de ne pas causer du dérangement et de la surprise dans la famille, elle se distrayait par tous les moyens possibles, mais comment y parvenir!

Les amans mondains lisent le nom de leur idole partout; l'objet aimé se présente continuellement à l'esprit et au cœur à chaque instant et en tout lieu; comment la servante de Dieu aurait-elle pu se séparer de l'Amour qu'elle avait gravé profondément dans son cœur et qu'elle lisait dans tous les êtres de l'univers; ces êtres étaient pour elle autant de bouches de feu qui l'embrasaient de plus en plus, autant de langues éloquentes qui parlaient de la bonté de Dieu?

Aussi le plus léger mouvement de l'air, le chant d'un oiseau, la vue d'un insecte suffisaient pour la jeter subitement en extase. Il était dangereux de la laisser sortir seule; ordinairement elle était accompagnée; un son, un chant produisait un évanouissement subit d'amour divin, elle devait s'appuyer sur sa compagne et se hâter d'entrer dans l'église la plus voisine. Ces extases avaient lieu très souvent pendant la prière du soir qu'on faisait en famille. Son mari, homme grossier qui n'avait pas la moindre idée de ces dons célestes, lui reprochait d'avoir dormi pendant la prière. Quelquefois elle demeurait absorbée, même après que la prière était achevée, et s'il y avait là quelqu'un qui connût l'état réel d'Anna-Maria, par exemple, le prêtre qui fut placé dans la maison par Mgr Strambi, il occupait l'attention du mari par des discours de son goût, jusqu'à ce que la servante de Dieu sortît spontanément de son recueillement.

En allant la voir le matin, comme je fis pendant bien des années il m'est arrivé bien souvent de la trouver en extase et j'étais obligé d'attendre patiemment qu'elle revînt à elle-même. Le ravissement la saisissait quelquefois au milieu de la conversation; je devais attendre de nouveau.

Telle était la flamme de l'amour divin dont elle était embrasée que tous ses efforts pour s'en distraire devenaient impuissants. Elle s'en plaignait amoureusement et avec une sainte confiance à son Epoux céleste, en lui disant de la laisser en paix, qu'elle avait à faire, qu'elle était une pauvre mère de famille; en détournant l'œil d'un objet qui la ravissait, elle entendait le chant d'un oiseau qui la transportait en extase; si elle voulait se distraire en levant les yeux, elle retrouvait le Soleil mystérieux et ne pouvant plus résister à l'Amour divin qui venait l'assaillir de tous côtés, elle était renversée comme une victime percée par la flèche de la charité.

Voici un fait particulier dont je pris note sur le champ. Ayant communié dans l'église de la Madonne *della Pietà*, à S. Barthélemy des Bergamaschi sur la place Colonna, elle fut surprise par la flamme céleste de l'amour aussitôt après avoir reçu la sainte hostie, et tomba évanouie entièrement privée de l'usage des sens comme si elle eût été morte. Une foule de personnes qui se trouvaient là virent la chose. Cela remplit Anna-Marie de confusion; elle se plaignit doucement à son Epoux céleste, et elle s'entendit répondre: « Tu devras

souffrir ces peines tant d'autres fois. » En effet, elle était obligée d'aller communier tantôt dans une église et tantôt dans une autre, en choisissant les plus solitaires pour ne pas se faire remarquer.

La crainte accompagne naturellement l'amour. Plus l'amour est grand, plus on craint, parce qu'on redoute de perdre un trésor de grand prix. Anna-Maria tremblait à la seule idée du péché, je ne dis pas du péché mortel, mais aussi d'une faute légère, et comme tout son désir était de faire tout ce qui pouvait plaire à Dieu, elle craignait davantage de lui causer le plus petit déplaisir. Lorsqu'elle pensait aux premières années, pendant lesquelles son intention était plutôt de plaire au monde qu'à Dieu, elle s'armait d'une sainte indignation contre elle-même et se flagellait rudement, en demandant pardon et miséricorde à chaudes larmes, et en se reconnaissant indigne, non seulement de ses dons surnaturels, mais même de voir portée par la terre une créature qui ne méritait que l'enfer. De là les pénitences, les cilices, les disciplines, les jeûnes qu'elle faisait avec une ferveur incomparable et avec une impulsion particulière; elle frappait son visage contre la terre en implorant miséricorde, jusqu'à ce que le sang sortît de sa bouche.

La peine qu'elle ressentait en voyant Dieu offensé par l'ingratitude des hommes est inexprimable; cette peine était supérieure à celle de toute autre âme élue, parce qu'elle voyait dans son mystérieux Soleil non seulement le bien, mais encore tout le mal qui se faisait chaque jour dans le monde. Ses pénitences, ses prières et ses désirs étaient appliqués en expiation de ces fautes; en outre, elle se proposait d'obtenir que Dieu fût connu, aimé et honoré de toutes les créatures; c'est pourquoi sa grande joie était d'apprendre la conversion des pécheurs, l'exaltation et les progrès de la sainte Eglise catholique; elle annonçait avec un saint enthousiasme ce que Dieu lui avait révélé, le triomphe de l'Eglise, la conversion des hérétiques et des gentils, et que le Seigneur se ferait connaître d'une manière prodigieuse et serait ensuite adoré et servi excellemment par les nouveaux chrétiens. Animée de ce zèle, elle fit ce qu'elle put dans sa condition, par l'exemple et les exhortations, pour faire aimer et respecter Dieu, et animer quiconque se mettait en rapport avec elle à la connaissance de Dieu et à l'adoration de son saint Nom. On ne saurait ne pas l'aimer lorsqu'on le connait.

Pour donner une idée du zèle d'Anna-Maria pour la gloire divine et de la correspondance amoureuse de son céleste Epoux, je vais rapporter un fait entre cent autres du même genre.

Un jour elle priait, en versant un torrent de larmes, et en offrant ses actes et ses souffrances, afin que les pécheurs se convertissent, que le péché fût détruit et que Dieu fût connu et aimé; Dieu lui manifesta les horribles péchés de personnes de toute condition, et combien il était offensé. A cette vue, l'Ame ressentit une profonde douleur, et dit en soupirant: « Bien-Aimé, comment remédier à un si grand désastre? » Il lui fut aussitôt répondu en ces termes: « Ma fille, mon épouse, mon Père et Moi apporterons remède à tout, car après un châtiment etc., ceux etc. qui survivront devront se comporter ainsi etc. » Et elle vit d'innombrables conversions d'hérétiques qui doivent rentrer dans le sein de l'Eglise; elle vit aussi la conduite édifiante qu'ils tiendraient, ainsi que celle des autres catholiques.

Au milieu de tous ces dons célestes et des jouissances qu'ils apportaient à son âme, elle eut toujours en vue le contentement de son céleste Epoux, plutôt que la consolation de son cœur; loin de s'abandonner aux délices spirituelles qui inondaient son âme avec plus de profusion lorsqu'elle avait souffert et passé quelques jours dans la sécheresse, elle s'arrachait à ce goût sensible autant que possible, en faisant d'amoureuses excuses à son Dieu.

La force de l'amour divin la rendait victorieuse des instincts de la nature; car elle pratiquait la mortification, non seulement par rapport aux consolations spirituelles, comme je viens de le dire, mais aussi pour tous les sens. Elle disait assez souvent qu'elle naviguait toujours contre le cours de l'eau. Après avoir fait des jeûnes très rigoureux, au lieu de satisfaire le besoin avec avidité comme l'instinct naturel s'y serait porté, elle s'arrêtait, après avoir pris les premières cueillerées et parlait d'une chose et d'autre; et si on lui disait de manger, elle répondait en souriant qu'elle aimait mieux laisser refroidir. Elle passait quelquefois des semaines entières sans boire; or, le tourment était grand et l'avidité semblait irrésistible; néanmoins, elle s'arrêtait après avoir pris les premières gouttes, et se mettait à découper et à servir chacun des enfants; son mari, qui ne se doutait de rien, la reprit plus d'une fois en disant: « Pourquoi ne bois-tu pas? Tu as commencé de boire et puis tu t'arrêtes à moitié chemin? » Et elle obéissait volontiers et avec joie.

Anna-Maria fit plusieurs fois l'offrande des consolations spirituelles à son céleste Epoux, et y renonça généreusement afin de diminuer les maux du monde et de l'Eglise, en acceptant toutes sortes de souffrances. Voyant que son sacrifice n'était pas agréé, elle tâcha d'y suppléer par les pénitences dites plus haut.

Dieu exauçant enfin son ardent désir, agréa les offrandes de son cœur généreux. Après plusieurs années, les consolations célestes disparurent comme un éclair et laissèrent à leur place la sécheresse, la peine, le travail. Aux larmes de la componction succéda l'aridité la plus désolante; aux joies célestes succéda le tourment; à la suavité, la tristesse; à la douce dévotion, l'ennui le plus accablant. Son âme passa rapidement des splendeurs aux ténèbres de la nuit; du cabinet céleste, de la plus brillante cour, elle fut précipitée dans la plus obscure prison. Elle fut expulsée de jardins délicieux et jetée sur le sable le plus stérile et le plus désert. Il est vrai que Dieu ne la priva pas des autres dons célestes, mais ils ne servirent qu'à augmenter son martyre, de même qu'ils accrurent ses mérites, parce que la connaissance des perfections de l'objet de son amour augmentait sa douleur d'en être privée et sa crainte de le perdre. Dieu permit aux démons de la tourmenter, soit visiblement, soit par les tentations de tout genre. Il permit aux créatures de la persécuter par des calomnies, des injures et des outrages. Les personnes de sa famille exercèrent sa patience par la contrariété des caractères et par des querelles que la bonne mère s'efforçait de calmer. Les maladies l'accablèrent sans relâche. Ajoutons que l'indigence et le misère furent plus grandes que précédemment. Elle vécut de longues années avec ce cortége de tribulations et de souffrances, sauf quelques rares moments où il plut au Seigneur de lui donner quelques éclairs des consolations divines, sans lesquels elle n'aurait pu supporter la lutte. Les souffrances augmentèrent continuellement, jusqu'au dernier jour de sa vie mortelle; elle rendit le dernier soupir dans la désolation, et Dieu voulut qu'elle suivît jusqu'à la fin la voie des souffrances et de l'abandon désolant par laquelle le Sauveur avait passé.

Les eaux abondantes des tribulations de tout genre qui fondirent sur sa tête ne purent jamais éteindre le feu de la charité dans son cœur.

Qui pourrait décrire les nuits terribles qu'elle passait seule dans sa petite chambre? Elle ne trouvait dans la prière que la plus désolante sécheresse; quoique tournée vers le ciel pendant bien des heures, soupirant pour son bien-aimé, elle le cherchait de tout côté et l'appelait en tout lieu, afin qu'il consolât son cœur et en remplît le vide; mais le ciel était de bronze pour elle. Les pleurs auraient pu adoucir son douloureux exil; les larmes lui étaient refusées, elle devait se résigner à la volonté divine en buvant à petits traits le calice

des plus acerbes amertumes, sans aucun adoucissement et aucun secours!

Comment compter les assauts des esprits infernaux qui la tentaient sous les formes les plus séduisantes et par les suggestions les plus humiliantes; effrayée de ces tentations, elle y opposait le bouclier de la patience et de la prière, quoiqu'elle le fit sans componction, et en formulant avec difficulté la prière au fond de son cœur, où elle s'humiliait devant Dieu. Les démons se voyant déçus se tournèrent contre son corps, tantôt en la saisissant au cou, tantôt en l'accablant par des coups douloureux et épouvantables.

Comment raconter les douloureuses exclamations qu'elle faisait à son Dieu, qu'elle désirait toujours plus ardemment posséder. Il lui semblait que toute créature lui disait: *Ubi est Deus tuus?* Son cœur ne pouvant trouver la satisfaction qu'il désirait, les démons y excitaient une colère et une haine contre Dieu lui-même, dont elle ne pouvait réprimer l'assaut que par des peines mortelles. Ces continuelles violences de tout genre engendrèrent de cruelles maladies et notamment une hernie ombilicale.

Il est vrai que son céleste Epoux l'aidait de temps en temps, et la voix de Dieu l'encourageait un moment, afin qu'elle pût continuer sa marche sur la douloureuse voie du Golgotha; mais ces consolations célestes qui disparaissaient comme l'éclair, augmentaient le désir de son cœur de posséder continuellement son bien. Une bouchée de pain jetée à un chien affamé aiguise la faim au lieu de l'apaiser, et l'excite sans la satisfaire; d'ailleurs, on ne saurait comparer à l'instinct naturel la faim dévorante qu'une âme blessée de l'amour divin éprouve pour son Dieu.

Elle avait continuellement des allocutions célestes, il est vrai, surtout en communiant; mais au lieu des jouissances spirituelles qu'elle y goûtait jadis, le ravissement la transportait aux contemplations les plus douloureuses par lesquelles Dieu lui découvrait les maux du monde, les fléaux préparés, les péchés des peuples, ceux des ecclésiastiques etc. C'est pourquoi les allocutions et les ravissements n'apportaient aucun soulagement à son cœur; au contraire, la charité la portait à prier de nouveau le Seigneur de suspendre sa colère et ses justes vengeances, et à faire des offrandes réitérées d'elle-même; Dieu acceptant l'offre, vengeait sur elle les droits de sa justice.

Dans ses désolations, Anna-Maria fut toujours constante, inébranlable à employer le temps fixé pour la préparation à la communion et pour l'action de grâces. Auparavant elle demeurait immobile parce que les consolations divines inondaient son âme; dans ses épreuves, elle s'efforçait de rester ferme et intrépide dans son martyre intérieur. L'humanité souffrait beaucoup; d'ailleurs les démons faisaient tous leurs efforts pour la distraire et la faire souffrir; sans s'arrêter aux peines d'esprit ni aux souffrances corporelles, elle demeurait immobile comme une statue en présence de son Dieu, toutes les fois qu'elle allait à l'église pour communier ou pour visiter le Saint-Sacrement, ainsi que dans ses prières domestiques. Après des heures entières d'immobilité, elle était toute baignée d'une pénible sueur. Elle persévéra constamment dans cette fidélité à ses exercices.

Dans l'ouvrage mystique que le céleste ouvrier forma dans le cœur de sa servante, la perle de la charité brilla d'un éclat particulier; l'on peut dire que ce fut sa principale vertu caractéristique, quoiqu'elle eût les autres au degré héroïque. Cette pierre brillante et de grand prix, que l'auteur des célestes dons scella dans son cœur avec une merveilleuse industrie, ne jeta pas seulement son radieux éclat dans l'intérieur d'une famille et dans cette ville de Rome; elle brilla aussi dans le monde entier, par l'influence du mystérieux Soleil, dans lequel Anna-Maria voyait le monde entier. Les nations les plus reculées avaient part à son ardente charité.

Pendant qu'elle priait pour l'Italie et d'autres pays, elle voyait les prisonniers au fond de leurs cachots, les marins exposés au naufrage, les esclaves gémissant sous le joug des barbares; en un mot, elle connaissait les besoins spirituels et temporels de tous les hommes. Son âme fut toujours en mouvement, en prière et en offrandes à son céleste Epoux pour le salut de tous; l'on peut dire que sa vie fut un laborieux apostolat, qu'elle exerça dans le monde entier, d'une manière aussi surprenante que nouvelle et secrète. Comme le salut éternel est le plus grand bien que l'on puisse obtenir pour le prochain, ce fut toujours le but de l'intérêt qu'elle portait à tant de peuples qui vivent dans l'ignorance du vrai Dieu. En voyant les superstitions idolâtriques, elle priait ardemment Dieu de se faire connaître: *Ostende faciem tuam et salvi erunt*; elle le conjurait d'une manière simple et affectueuse de se faire connaître par sa grâce pour le vrai Dieu, et de leur donner la force d'abandonner leurs anciennes erreurs. Elle pria continuellement pour le salut des pécheurs qui, en abusant de la grâce divine, étaient chargés des chaines diaboliques de sectes infernales; en voyant leurs assemblées secrètes et leurs réunions obscènes dans les parties les plus reculées du monde, ainsi que leurs plans sanguinaires contre les gens de bien, elle s'animait à de ferventes prières et de généreuses offrandes à son céleste Epoux, afin qu'il ne permît pas l'accomplissement de leurs desseins impies. Que n'obtint-elle pas en ce genre, surtout pour l'Italie et tout particulièrement pour Rome? Dieu déjoua les projets des sectaires par son souffle tout-puissant, et coupa de sa main la trame ténébreuse lorsqu'elle était entièrement achevée; mais il exerçait ensuite les droits de sa justice sur sa bien-aimée Anna-Maria, en redoublant ses souffrances, en proportion des grâces qu'elle obtenait et dont elle recevait l'assurance de la bouche de son céleste Epoux, après qu'elle avait fait ses offres généreuses.

La charité lui inspirait le plus vif intérêt pour l'Eglise, pour les Souverains Pontifes Romains ses chefs, pour les cardinaux, les évêques et tous les ecclésiastiques tant séculiers que réguliers.

Elle priait sans cesse et tout particulièrement pour la tranquillité de l'Etat ecclésiastique; pour les diverses conditions, pauvres, riches, nobles, roturiers, malades, prisonniers, condamnés à mort, fous, galériens, moribonds, persécuteurs, âmes du purgatoire; aux prières persévérantes se joignaient les jeûnes, les macérations et les offres généreuses dont j'ai parlé.

A l'époque où Pie VII fut déporté en France, que de larmes, que de prières à son céleste Epoux, que de pénitences! Combien de fois elle alla au Saint Crucifix de S. Paul hors les murs! Combien d'autres macérations corporelles ne pratiqua-t-elle pas pour apaiser la colère de Dieu et obtenir qu'il rendît la tranquillité à l'Eglise et le Pontife romain à son siége. Par la persévérance de ses œuvres animées de la plus ardente charité elle mérita d'être assurée par la voix du céleste Epoux du jour du retour de son Vicaire à Rome, et de la première messe pontificale qu'il célébrerait à S. Pierre; cette révélation eut lieu plusieurs années avant le retour du Pape, et se vérifia en tout point.

Les prêtres déportés furent particulièrement l'objet de sa sollicitude. Elle demandait que les armes des impies fussent abattues et dispersées par la puissance du bras de Dieu, et que lorsque le Chef de l'Eglise serait rétabli à Rome, les cardinaux, les évêques et les autres ecclésiastiques fussent remplis de l'Esprit de Dieu, et que les religieux et les religieuses rétablis répandissent la bonne odeur de leur régularité exemplaire. Tous les ecclésiastiques avaient la première place dans son cœur, parce qu'outre les caractères de la charité commune, elle reconnaissait en eux les ministres du Dieu vivant, les oints du Seigneur, la portion choisie de l'Eglise.

Pie VII étant tombé malade, Anna-Maria vit, en priant pour

lui, que le mal était sans remède et que le Pape s'acheminait rapidement vers l'éternité. Elle fut cause qu'on s'empressa de lui donner les derniers sacrements, car elle fit prévenir quelqu'un de l'entourage du Pape ; autrement on courait le risque de ne pas arriver à temps.

Pendant la vacance du siége pontifical et durant les conclaves Anna-Maria redoublait ses prières et offrandes pour qu'il plût à Dieu de donner à l'Eglise un Pasteur qui sût la gouverner et la défendre.

Lors de la dernière maladie de Léon XII, de sainte mémoire, Anna-Maria reçut de grand matin l'ordre du céleste Epoux de prier pour son passage à l'éternité ; elle entendit ces paroles: « Lève-toi et prie pour mon Vicaire, qui est sur « le point d'être appelé à rendre ses comptes à mon tribu- « nal. » Elle se leva ausistôt, pria, et l'on apprit la mort du Pape le lendemain.

Elle pria aussi pour l'heureux trépas de Pie VIII, de sainte mémoire; elle vit sa mort imminente, lorsque les médecins le croyaient mieux et annonçaient qu'il pouvait vivre encore.

Après l'élection de Grégoire XVI la révolution éclata dans l'Etat pontifical. Anna-Maria vit les plans sanguinaires des sociétés secrètes, surtout contre les ministres du sanctuaire; on ne saurait dire combien de larmes, de prières, d'exclamations, de pénitences elle adressa à Dieu avec toute l'énergie de son âme. Dieu qui aimait particulièrement cette créature, ne sut pas refuser une grâce demandée avec tant de confiance et de zèle; mais, pour accroître ses mérites, il lui révélait que la justice divine se satisferait sur elle-même pour tant de péchés qui se commettaient et se commettent dans cette ville ; elle se résigna à la volonté divine, pourvu que l'Eglise et l'Etat pontifical fussent préservés de si grands maux ; en effet, il lui en coûta de terribles souffrances d'esprit et de corps, ainsi qu'une longue maladie, outre le cortége ordinaire des chagrins de famille et des autres tribulations.

Tout homme qui avait le bonheur de la connaître et de la consulter, ne fût-ce qu'une seule fois, reconnaissait bientôt la sagesse et la pureté des lumières dont elle était douée. La valeur de ses conseils fut reconnue par des souverains, des cardinaux, des prélats, des évêques, des prêtres, des religieux, des princes, des ministres d'Etat. L'employé civil, le bourgeois, le marchand, l'artisan, le paysan, la pauvre femme et l'indigent recouraient à ses conseils. Elle ne traitait avec les grands qu'indirectement et par une tierce personne de confiance qui portait les réponses, pour demeurer dans l'obscurité. Les réponses étaient si bien en rapport avec les circonstances, que c'était merveille de voir qu'une femme sans instruction pût connaître les plus importantes affaires d'Etat sous tous leurs aspects, de manière à déjouer la politique compliquée et fallacieuse de notre siècle. Elle connaissait intimement les relations de toutes les classes, les emplois et les rouages de l'organisation sociale, politique et religieuse, tout ce qui forme en un mot la chaine morale de la société. En ce qui me concerne, je puis attester, à la gloire de Dieu, que j'ai reconnu la sagesse des conseils de cette sainte femme pour ma famille et mes affaires particulières.

Dans les choses spirituelles, elle était maitresse consommée; néanmoins, elle avait toujours en vue la volonté de Dieu et son bon plaisir en toute chose. Le premier conseil qu'elle donnait, même lorsqu'il s'agissait de choses indifférentes, était de recourir immédiatement à Dieu par la prière, parce que les bons effets de nos actes dépendent de lui, en tant que moteur universel de tous les êtres, de tous les esprits et de tous les cœurs.

L'intention unique de plaire à Dieu en toute chose montre la rectitude de son jugement; elle prit, pour obtenir ce but, les moyens les plus efficaces et les pratiques les plus solides. Obligée de concilier ses exercices de piété avec ses devoirs de femme mariée et de mère, elle sut faire toute chose avec ordre et avec paix, et c'est en quoi elle se montrait fidèle. Elle dormait peu ; l'été, au lieu de se reposer après dîner, elle s'occupait de choses spirituelles. Elle se levait de grand matin pour se préparer à la communion, réglait toute chose avant de sortir, en laissant des instructions à sa vieille mère pour tout ce qui pouvait se présenter ; elle se hâtait d'aller à l'église, et de rentrer dès qu'elle avait achevé l'action de grâces. Lorsque quelqu'un de la famille était malade, surtout si c'était son mari ou sa mère, elle se privait de la messe et de la communion, et se contentait de se recueillir, dans les moments libres, faisant par là le sacrifice du renoncement à sa volonté, afin de s'adapter en tout et pour tout aux circonstances et aux humeurs des gens de la maison et de ne leur donner aucune occasion de fâcherie. Dieu agréait pleinement ces sacrifices, et le lui dit dans plusieurs allocutions. Elle fut très attentive et très prudente afin de conserver constamment la paix domestique sous tous les rapports.

Elle prenait tous les moyens d'éviter le mal et jusqu'à l'ombre la plus légère de scandale, tant pour elle-même que pour les autres. Dans sa pauvre et petite maison régnait partout l'ordre, la propreté et la vigilance. Les garçons étaient séparés des filles; en outre, chaque lit était entouré de rideaux; le sien était dans une chambre séparée. Elle tenait les yeux baissés sans affectation lorsqu'elle conversait avec des hommes et l'on aurait cru traiter avec une fille au lieu d'une femme mariée. Cette modestie la suivait au milieu des occupations du ménage.

Elle fut prudente dans les pénitences, car elle faisait celles qui mortifient le corps sans ruiner la santé; elle renonça par le conseil de son confesseur à des macérations qu'elle pratiqua quelque temps dans la première ferveur de sa conversion, parce qu'elles pouvaient détruire sa santé. C'est pourquoi elle recommandait à ses enfants spirituels de se soumettre entièrement à leur confesseur pour les pénitences, parce qu'il peut arriver, et il arrive bien souvent que le démon fait entreprendre des pénitences extravagantes afin de fatiguer les âmes et de les rendre impotentes pour le service de Dieu. Elle aimait que ses enfants spirituels prissent de saintes résolutions sans s'engager trop facilement par des vœux, parce qu'ensuite on ne peut pas les observer et l'on a des peines de conscience.

Lorsque ses garçons atteignirent un certain âge, elle voulut qu'ils apprissent un métier, afin qu'ils ne fussent pas un jour à charge à la société. Elle n'approuvait pas le système de notre siècle, où tout le monde veut s'élever au dessus de sa condition et dirige l'éducation des enfants en vue des emplois civils; or, ils ne trouvent pas d'emploi, et demeurent oisifs.

Lorsqu'elle refusa poliment les offres de la duchesse de Lucques, ce fut d'abord pour ne pas exciter la jalousie des autres employés du palais; secondement, pour ne pas s'élever avec sa famille, et surtout pour conserver la liberté de servir Dieu et de peur de contracter des obligations avec les grands du siècle et de s'exposer au péril de trahir ou de dissimuler la vérité, qui ne plait pas toujours. Elle refusa aussi de faire connaissance de personnes distinguées qui l'auraient aidée à améliorer sa condition; elle refusa des pensions fixes qu'on lui offrait pour elle-même et pour sa pauvre famille.

Son logement devint trop petit pour sa nombreuse famille; malgré cela, il fallut l'ordre formel de son confesseur pour la décider à en prendre un autre. Son confesseur l'obligea aussi de changer de logement lorsque sa fille, devenue veuve, rentra dans la famille avec ses enfants. Anna-Maria aimait beaucoup la propreté dans son petit mobilier, d'ailleurs fort simple.

Quoique connaissant surnaturellement la nature des mala-

dies, elle avait la prudence d'appeler le médecin et d'obéir à ses prescriptions; cette soumission plaisait à Dieu.

Elle n'avait pas besoin de prendre conseil pour répondre aux consultations. Néanmoins elle demandait du temps, surtout lorsque l'affaire était importante, afin de prier Dieu, et de consulter son confesseur, dont elle suivait aveuglément l'avis, lors même que cet avis était en opposition avec ses lumières.

Sa famille ne connaissait aucune des récréations si communes dans la population romaine à certaines époques de l'année. Lorsque son mari témoignait le désir d'aller voir quelque divertissement bien simple avec les enfants et voulait qu'elle fût de la partie, si elle pouvait l'en dissuader aimablement, elle restait à la maison; sinon, elle consentait joyeusement à le suivre, avec tous les enfants. C'est un sacrifice de sa volonté qu'elle faisait à Dieu.

C'est une marque bien frappante de son héroïque prudence que d'avoir su se tenir cachée dans sa position, dans le but de ne pas faire naufrage au milieu des écueils de tout genre que l'on rencontre à une époque comme la nôtre où tout le monde *positus est in maligno*: d'autre part, elle fut toujours animée d'un grand zèle pour opérer tout le bien possible public et privé.

Il fallait assurément une habileté surnaturelle pour faire luire la lumière au milieu des ténèbres sans en indiquer le foyer.

Quelle profonde humilité! quel détachement! quelle prudence héroïque ne fallut-il pas pour se tenir dans l'ombre pendant qu'elle donnait de toute part les conseils que demandaient des souverains, des ecclésiastiques, des princes, et des personnes de toute condition. Elle ne se départit de cette règle que devant la nécessité bien constatée. Elle subvenait à tout, grâce à une merveilleuse distribution de son temps.

Quoique la servante de Dieu fît tout son possible pour s'éclipser et se cacher, la splendeur des lumières et des dons surnaturels dont elle faisait usage pour la gloire de Dieu et l'utilité du prochain ne le permettait pas toujours. Elle recommandait instamment le silence aux personnes qui recevaient des grâces extraordinaires par elle, et, par un saint artifice, elle tâchait de leur faire croire qu'elle était une des plus misérables créatures de ce monde; néanmoins, comme l'on est naturellement porté à indiquer à d'autres le remède par lequel on a été guéri soi-même, la réputation d'Anna-Maria alla si loin, surtout les premiers temps, qu'elle était continuellement assiégée, chez elle et dans les églises, par des personnes de toute condition qui recouraient à elle.

Sa pauvre et petite maison au fond d'une ruelle, était fréquentée par des personnes de condition, qui foulaient aux pieds le respect humain pour avoir l'avantage de consulter une âme aussi privilégiée. Des prélats qui furent ensuite élevés au cardinalat, des princes, des dames distinguées s'y montraient fréquemment. Le cardinal Ercolani, le cardinal Riganti, le cardinal Cesari, Monseigneur Mastai et d'autres la connurent. Des évêques étrangers arrivant à Rome la consultaient sur les plus importantes affaires de leur diocèse; entre autres, Monseigneur Strambi, qui recommandait à ses prières les choses importantes et attendait sa réponse avant d'agir.

Le Pape Pie VII de sainte mémoire me demandait des nouvelles d'Anna-Maria toutes les fois que je me rendais à l'audience; il me chargeait de lui porter sa bénédiction, en recommandant de prier.

Léon XII conçut aussi une grande estime de la servante de Dieu par ce que lui en dit Mgr Strambi. Mgr Menocchio, le fr. Felice de Montefiascone, capucin, et une foule d'autres personnages morts en odeur de sainteté eurent des relations suivies avec Anna-Maria, à cause de la haute considération qu'ils avaient pour elle.

Dieu permit que son humble servante fût déchirée par les calomnies de quelques persécuteurs acharnés; mais loin de nuire à sa réputation, elles ne firent que l'augmenter, en faisant briller sa vertu d'un plus vif éclat.

L'obéissance seule avait le pouvoir de la faire sortir des extases; c'est en vain qu'on s'efforçait de la secouer de toute manière, elle ne sentait rien; mais elle reprenait l'usage de ses sens dès que son confesseur ou un autre prêtre le lui prescrivait mentalement. Quoique le commandement ne vînt pas de la part de son confesseur, elle en sentait la force.

Avec les lumières qu'elle avait et avec les relations et les moyens dont elle disposait, elle aurait pu se rendre illustre dans les voies de Dieu en établissant quelque œuvre pie; mais elle en était très éloignée par opposition aux choses nouvelles; elle craignait extrêmement l'amour propre. En plusieurs occasions elle conseilla à certaines personnes qui la consultaient, de rétablir les belles œuvres qui existent à Rome, en si grand nombre, au lieu d'en créer de nouvelles. Par là, disait-elle, on fait du bien, et l'on se moque du démon, qui n'a pas le moyen de s'y introduire par l'amour-propre, l'ambition et la gloire de propager le nom d'une institution nouvelle.

Elle ne se servit de ses dons surnaturels que pour la gloire de Dieu et l'utilité du prochain, en écartant toute vue d'intérêt temporel. Elle n'en usait qu'avec circonspection, pour ce qui la concernait, parce qu'elle se considérait comme une pure et indigne dépositaire.

Elle opérait souvent des guérisons miraculeuses, en visitant les malades. Si on voulait la remercier, elle se troublait, et répondait aussitôt qu'il fallait remercier la bonté divine qui avait daigné faire cette grâce par l'intercession de la sainte Vierge, ou de tel saint; car, disait-elle, tout bien spirituel et temporel vient de Dieu, au lieu que la créature n'a que l'héritage de la misère et des maux causés par le péché. C'est pourquoi elle tremblait toujours pour elle-même, et priait son céleste Epoux par de continuelles larmes et de continuels soupirs de la soutenir dans ses combats; dans ce but elle se mortifiait, elle fuyait toutes les occasions d'offenser Dieu, parce qu'elle était intimement persuadée de sa faiblesse, de son néant et de sa misère.

Lorsqu'elle s'apercevait d'avoir commis quelque faute, même involontairement, elle n'en accusait pas les créatures, ou le démon, comme font certaines personnes pour s'excuser; mais elle s'animait d'une sainte indignation contre elle-même, en disant qu'elle était une orgueilleuse, une sotte, qui n'était bonne à rien qu'à faire le mal; elle mortifiait ses sens et son corps par des pénitences; elle s'estimait, au fond du cœur, la plus misérable et la plus méprisable des créatures.

Un autre effet de son humilité était le respect avec lequel elle traitait tout le monde, sans affectation, surtout les prêtres et les personnes élevées en dignité; elle voyait en eux l'ordre providentiel et s'humiliait avec la soumission à laquelle ils ont droit. Dans les pauvres elle voyait les bien-aimés de Jésus-Christ, et se montrait plus que jamais respectueuse et affectueuse.

Sans un grand fond d'humilité extraordinaire, Anna-Maria n'aurait pas exercé continuellement cette résignation tranquille et inébranlable aux volontés divines dans les occasions les plus douloureuses, ainsi que je l'ai dit. Sans un grand fond d'humilité extraordinaire elle n'aurait pas pu arriver à la parfaite obéissance qu'elle pratiqua constamment et de la manière la plus héroïque, soit envers son confesseur, soit envers son mari malgré son caractère extravagant, et généralement envers toutes les personnes de sa maison, en ce qui regardait sa santé. Elle renonçait à son jugement en toute chose malgré les lumières surnaturelles dont elle était douée.

Dans les premiers temps de sa conversion, une foule de personnes la recherchaient pour demander conseil, se recom-

mander à ses prières, ou la conduire auprès des malades; ce concours la poursuivait jusques dans les églises. C'était un tourment pour elle de se voir estimée et recherchée. Elle s'en plaignait à Dieu, en lui disant avec une simplicité confiante qu'elle voyait bien qu'il ne l'aimait pas; sinon, il devait la faire marcher par la voie du mépris qu'il avait suivie; que voyant la sienne diverse, elle craignait une ruse du démon pour la perdre. Enfin, grâce à Dieu, elle parvint peu à peu à se retirer, elle s'éclipsa et se cacha aux yeux du monde autant qu'elle le put; le Seigneur exauça tous ses vœux.

Marie-Louise fille du roi d'Espagne, reine d'Etrurie et ensuite duchesse de Lucques, avait une estime et une vénération particulière pour Anna-Maria; lorsqu'elle la rencontrait dans les rues de Rome, fût-elle accompagnée de sa cour, elle lui faisait des baise-mains et des saluts avec les manières les plus familières et les plus cordiales. Anna-Maria tâchait d'éviter ce grand honneur; lorsqu'elle pouvait voir de loin l'équipage de la duchesse, elle se cachait sous une porte cochère pour laisser passer le cortége.

Elle n'en faisait pas autant pour éviter le mépris; mais elle faisait tout ce qu'elle pouvait afin que les personnes qui l'accompagnaient à l'église ou dans la rue ne s'en aperçussent pas et que ceux qui l'insultaient ne fussent pas réprimandés. Elle supporta pendant toute sa vie des calomnies, des outrages, des insultes par amour de Dieu avec une merveilleuse patience, une résignation, une tranquillité d'esprit, une affection généreuse pour des persécuteurs obstinés qui l'attaquèrent sur tous les points; assurément, sans un fond de profonde humilité elle n'aurait pu arriver à un degré de perfection aussi élevé; mais il lui en coûta beaucoup, à cause de son caractère naturellement vif et fougueux.

C'est par humilité qu'elle se mettait toujours après tous les autres, pour la nourriture, les vêtements et généralement tout ce qui servait à son usage.

Elle se gardait de faire parade des abondantes lumières qu'elle recevait de Dieu. Loin de là, forcée par l'obéissance de manifester les dons célestes, elle ne disait jamais: « Le Seigneur m'a parlé, la Sainte Vierge m'a dit telle chose; » mais elle employait cette tournure: « En priant Dieu, en « priant la Sainte Vierge, tel Saint, j'ai entendu ceci et cela. »

En somme, elle était humble de cœur, humble dans les manières, humble et simple dans l'habillement, humble en parlant; en toute chose elle se tenait aussi bas que possible, et ce don de profonde humilité fut une grâce particulière.

Sa plus grande pénitence fut la contradiction perpétuelle de sa volonté en tout et pour tout, autant qu'elle le pouvait.

A l'égard des personnes pour lesquelles elle ressentait de ces sympathies parfaitement innocentes qui n'ont pas d'autre mobile que la gloire de Dieu, elle modérait sa satisfaction par une grande réserve. S'il s'agissait, au contraire, des gens pour lesquels elle ressentait de la répugnance, ou qui l'avaient censurée et offensée de quelque manière, elle les traitait avec cordialité et affection, dans les limites de la modestie et de la prudence. C'est ainsi qu'elle savait tempérer l'amour propre, le mortifier et le soumettre à la raison; ce qui est l'apogée de la perfection et une pénitence méritoire du genre le plus recherché.

Anna-Maria mangeait peu; elle n'aurait pas pu continuer de la sorte sans un secours spécial de Dieu, surtout dans la vie laborieuse que réclamaient ses devoirs de mère. Son déjeûner au retour de l'église consistait d'ordinaire en une tasse de café et une croute de pain. A diner, elle ne prenait que quelques cueillerées de soupe, le plus souvent debout en servant les autres; c'était un saint artifice pour ne pas faire remarquer qu'elle mangeait fort peu; elle prenait ensuite un petit morceau de bouilli, et rien autre. Dans ses jeûnes, elle se contentait de la soupe. Son mari qui servait à table dans la famille Chigi, apportait quelquefois les restes; Anna-Maria se réservait quelque mauvais morceau de bouilli qui remontait à plusieurs jours, et en petite quantité, afin de mortifier la gourmandise. Comme elle aimait naturellement les douceurs, son mari lui donnait quelque pâtisserie surfine, ou autre chose de ce genre; elle savait s'adapter à tout, et agir avec une sainte indifférence et sans affectation; c'est pourquoi elle remerciait, recevait le don avec plaisir, et en goûtait un morceau; puis, elle s'arrêtait, parlait d'autre chose, et laissait la pâtisserie sur la table ou ailleurs, pour la donner plus tard à quelqu'un de la maison. C'était là une mortification recherchée, car c'était exciter le goût sans le satisfaire, en rendant la mortification plus sensible que si elle n'eût rien goûté. Plusieurs fois, en visitant les sept basiliques où je l'accompagnais, ainsi que son confesseur, celui-ci, distribuant les portions du déjeûner, lui disait: « Mangez tout. » Elle souriait et obéissait sans réplique; car l'obéissance était une vertu qui flottait au dessus de toutes les autres, de même que l'huile s'élève sur tous les liquides.

Sa collation du soir était un peu de salade et un morceau de pain. Elle faisait un usage très modéré du pain au diner, pour ne pas dire qu'elle en prenait très peu.

Avec son tempérament extrêmement vif et chaud, elle sentait continuellement le besoin de boire; afin de se mortifier, elle ne buvait qu'aux repas, toujours avec modération; lorsque le moment tant désiré par la nature arrivait, elle prenait le verre, et après quelques goutes qui réveillaient la soif, elle s'arrêtait pour servir les enfants. C'est ainsi qu'elle brisait la nature par la quantité ou la qualité de la boisson, ou en différant le moment de la prendre.

La maladie dont elle mourut la retint au lit pendant sept mois et quelques jours. Malgré les cruelles souffrances qu'elle endurait, et malgré la peine de laisser sa nombreuse famille sans ressources et abandonnée à la charité d'autrui, elle conserva la plus invariable résignation à la volonté divine dans une parfaite tranquillité d'esprit. Elle parlait de sa mort prochaine comme d'un voyage qu'il s'agirait d'entreprendre ici-bas. Elle réglait de son lit tout l'ordre de sa famille, jusqu'aux trois derniers jours de sa vie. Alors elle annonça clairement le moment de son trépas. Elle reçut tous les sacrements. Après avoir purifié son âme, Dieu voulut purifier aussi son corps par les souffrances les plus aigues; elle les supporta avec une patience invincible, quoique l'humanité en sentît toute la douleur. Elle rendit le dernier soupir le 9 juin 1837.

Le prêtre qui habitait sa maison depuis plus de 20 ans, avait pour toute ressource quatre écus pour soutenir cette pauvre famille pendant tout le mois. Néanmoins, se confiant à la Providence, il ordonna des funérailles convenables, une caisse de plomb, un demi-buste en cire, un acte notarié et d'autres dépenses qui pouvaient exiger 200 écus. Il me pria de lui prêter une cinquantaine d'écus pour les choses urgentes; je répondis que je les enverrais le lendemain par mon *maestro di casa*; mais je sentis au cœur une si vive impulsion, qu'avant de dire la sainte messe, je dus appeler mon *maestro di casa* et le charger de porter immédiatement les cinquante écus; et je les donnai de grand cœur, par gratitude pour la mémoire de cette sainte femme à laquelle j'avais tant d'obligations. Je ne connaissais pas alors la misère extrême de cette famille et de l'ecclésiastique susdit. Bientôt des personnes de Milan et de Turin qui ne connaissaient Anna-Maria que de réputation, envoyèrent tout l'argent nécessaire.

Dans la soirée du samedi 10 juin le corps fut transporté à la paroisse, où il demeura exposé, quoique couvert à cause du choléra, le dimanche 11. Le soir on le transporta dans une caisse scellée par M. l'avocat Rosatini à S. Laurent hors les murs; le curé avec la croix, d'autres prêtres en voiture, entre autres l'ecclésiastique commensal de la famille suivirent

le corps, *more nobilium*. Le corps fut déposé dans un sépulcre séparé, sur lequel on plaça cette inscription: « D. O. M. « Anna Maria Antonia Gesualda Taigi — Nata Giannetti in « Siena — Il 30 maggio 1769 — Morta in Roma il 9 giu- « gno 1837 — Terziaria scalza — Dell'Ordine della SSma « Trinità. »

La mort de cette vertueuse femme excita le regret de tous les gens de bien, qui la regardèrent comme l'annonce de quelque fléau; car Dieu a coutume de retirer de ce monde les âmes qu'il aime avec prédilection, lorsqu'il veut appesantir son bras. En effet, le choléra éclata un mois après.

Tout le monde parlait de cette mort avec regret. Le cardinal vicaire accorda l'autorisation de recueillir tous les renseignements propres à conserver le souvenir des vertus et des grâces extraordinaires dont cette sainte femme fut gratifiée.

II.

DÉPOSITION DE DOMINIQUE TAIGI.

(Extraits.)

Je sais à n'en pas douter que la servante de Dieu est née à Sienne, mais j'ignore l'époque de sa naissance, car elle émigra fort jeune de Sienne à Rome. Son père se nommait Luigi Giannetti, et sa mère, Maria; ils habitaient à la rue des *Vergini*, et leur fille demeurait avec eux. Le père faisait le domestique; la mère était aussi femme de service; après le mariage de la servante de Dieu, je la pris chez moi. Ils étaient bons chrétiens et ils sont morts en bons chréteins, Maria dans mon logement, et Luigi à l'hôpital des hommes à S. Jean. Ils donnèrent, j'en suis certain, une excellente éducation à la servante de Dieu, et ils lui firent administrer les saints sacremens en temps et lieu; mais je ne sais pas précisément l'époque et le lieu où elle fut baptisée et confirmée. Je sais de science certaine que ses parents la conduisaient à l'église pour entendre la messe de très grand matin. Elle passa son enfance et son adolescence auprès de ses parents; elle se confessait fréquemment, je le suppose. On lui apprit à dévider la soie.

Lorsque je voulus me marier, je pris des informations sur la servante de Dieu et sa famille; les renseignements ayant été excellents, je me décidai à l'épouser. Elle avait environ dix-huit ans. Elle servait une certaine dame Maria; comme je portais le diner chaque jour à cette dame, qui habitait le palais Maccarani, je conclus le mariage en un mois. Je la demandai tant à sa mère qu'à son père, qui servait dans la maison de cette dame Maria, après avoir eu l'assurance de la jeune fille qu'elle m'épouserait. Je sais qu'elle pria Dieu afin de connaître sa volonté, je le fis aussi de mon côté. Je me souviens encore qu'elle était habillée décemment et convenablement. Le mariage se fit dans l'église paroissiale de S. Marcel, dans l'octave de l'Epiphanie.

Sept enfants sont nés de notre mariage, quatre garçons et trois filles: Camillo, Alessandro, Luigi et Pietro, Maria, Sofia, et Margherita. Camillo est mort à 42 ans, Alessandro à 35, Luigi à l'âge d'un an et demi, et Pietro à 25 mois; il n'y a donc que les deux plus jeunes filles qui soient encore en vie, Maria, et Sofia, qui demeurent avec moi. Maria est nubile, et Sofia est veuve de feu Paolo Micali de Mantoue, maître de chambre de l'Eme cardinal Barberini. Tous ces enfants ont été allaités par la servante de Dieu, et elle eut soin de les faire baptiser à peine nés, et confirmer en temps opportun. Elle leur enseigna elle-même le catéchisme, ainsi qu'à lire et à écrire. Le matin et le soir ils assistaient à la prière en commun.

La servante de Dieu croyait fermement tout ce que croit tout bon catholique, ce que l'Eglise enseigne. Dans les prières que nous faisions en commun, elle récitait les actes de foi, espérance et charité; sa foi était si vive, qu'on eût dit qu'elle parlait à Dieu et à la sainte Vierge comme s'ils eussent été présents.

Elle était très dévote aux saints mystères, et particulièrement à celui de la Très Sainte Trinité. C'est pourquoi elle me demanda la permission de prendre l'habit de tertiaire déchaussée de cet ordre; je consentis volontiers. Le P. Ferdinando de S. Carlino aux Quatre Fontaines la reçut, avec le pacte qu'elle devrait remplir ses devoirs de femme et de mère, parce qu'une femme qui est mariée n'est plus maîtresse d'elle-même, ni l'homme non plus. Telles furent nos conventions; elle les observa toujours avec une prompte obéissance et une entière fidélité.

Elle avait une grande dévotion envers la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ; elle lisait fréquemment ou se faisait lire des livres qui en traitaient. Elle faisait souvent le Chemin de la Croix; et j'ai observé qu'elle se mortifiait sur la nourriture, le vendredi plus que les autres jours, elle qui d'habitude mangeait autant qu'une sauterelle; elle faisait de même le samedi, parce qu'elle était très dévote à la Madone, dont elle récitait le rosaire le soir en famille devant le petit autel; et elle y ajoutait une foule d'autres prières aux saints protecteurs. Bref, dès qu'elle avait un moment, elle l'employait à la prière, au lieu de se reposer, comme l'on faisait en famille, surtout l'été, après le diner. Elle était toujours en prière lorsqu'elle avait achevé les occupations du ménage, qu'elle faisait avec la plus grande exactitude, et elle travaillait fort bien. Bref, c'était une femme incomparable pour toutes ses bonnes qualités. Bien des fois, en rentrant fort tard de la maison Chigi, c'est à dire vers le jour, je la trouvais en prière devant la Madone.

Sa dévotion au Saint Sacrement était aussi fort grande. Elle entendait la sainte messe tous les jours, et je sais indubitablement qu'elle communiait tous les jours, quoique je ne pusse pas la voir; mais les jours de fête, en allant à l'église avec elle, je la voyais communier et je la laissais à l'église. Plusieurs fois les jours de fête, lorsque j'avais un peu de liberté, nous allions ensemble à la sainte bénédiction et au saint Rosaire à la Minerve, avec la famille; le soir, nous allions bien des fois aux Quarante-heures où le saint Sacrement était exposé. C'étaient là nos divertissements. Elle avait aussi de la dévotion pour les anges, particulièrement pour le saint ange gardien, auquel elle faisait des prières matin et soir. Le Saint Cœur de Jésus, les saints apôtres, S. Joseph, S. François et d'autres; bref, elle avait une infinité de saints protecteurs et de saintes protectrices qu'elle invoquait, après avoir dit le rosaire en commun. Elle priait pour le Saint-Père, pour les cardinaux, pour tous les prêtres, pour les bienfaiteurs, pour la conversion des pécheurs, pour la conversion des hérétiques, pour les malades, pour l'exaltation de la sainte mère l'Eglise, pour tout le monde, pour les vivants et les morts, et même pour les mauvaises langues; toutes ces prières se faisaient le soir en commun, et cela me semblait un paradis.

Elle était dévote aux saintes âmes du purgatoire et elle allait prier pour elles dans les cimetières.

Elle remerciait continuellement Dieu de ses bienfaits, particulièrement de l'avoir fait naître dans le sein de l'Eglise, et elle apprenait aux enfants à avoir de la gratitude envers Dieu pour un si grand bienfait.

Les ministres de Dieu étaient l'objet de son plus profond respect. Malheur si l'on critiquait un prêtre, ou si quelqu'un parlait de notre Saint-Père avec peu de respect; elle réprimandait, en donnant pour raison que le Pape est Vicaire de Jésus-Christ et que les prêtres sont ses ministres. Lors-

qu'un prêtre venait chez nous, j'ai remarqué qu'elle se levait et baisait sa main, et la faisait baiser par les fils et les filles. Elle faisait de même en rencontrant dans la rue quelque prêtre connu, car elle baisait publiquement sa main avec le plus grand respect.

Bref, elle fut toujours attachée aux maximes de la sainte foi catholique, apostolique romaine d'une manière toute particulière, et elle l'a toujours témoigné par les faits; car sa principale préoccupation a toujours été de rechercher la gloire de Dieu; elle parlait souvent de lui, et de la Madone, devant l'image de laquelle brûlait continuellement une lampe. On lisait la vie des Saints, tantôt l'un et tantôt l'autre, le soir avant le souper, ou aussitôt après; cette lecture servait de récréation.

Elle avait un très grand respect pour le saint Nom de Jésus et de Marie, et de tous les Saints. En les entendant nommer en vain, elle réprimandait, ou témoignait du déplaisir; si par malheur quelqu'un blasphémait le nom de Dieu ou les Saints, elle frémissait et témoignait la plus grande peine. Elle établit l'usage de dire en entrant à la maison: *Sia lodato Gesù e Maria*; c'était aussi le bonjour qu'elle donnait le matin, en baissant la tête avec le plus grand respect.

La servante de Dieu prit tous les moyens de bien instruire ses fils et ses filles pour la première confession, et pour la première communion. Elle envoya une des filles faire une retraite chez les religieuses du Divin Amour avant la première communion; l'autre fut envoyée au Bambin Gesù. Les garçons furent instruits par leur mère, et firent la première communion à la paroisse. Grâce à la vigilance de la servante de Dieu, tous les enfants, garçons et filles, ont eu une conduite régulière et chrétienne; les filles fréquentaient les sacrements une fois par semaine, les garçons, deux ou trois fois par mois. Elle veilla aussi à leur procurer le moyen de gagner leur vie; l'un apprit le métier de chapelier, l'autre entra au service de Mgr Mastaï, auditeur de la Chambre apostolique.

A l'époque du mariage de Sofia avec le sieur Micali, afin d'avoir temps de tout conclure et afin que les époux pussent se connaître, la servante de Dieu permit que le dit Micali fréquentât la maison, environ deux mois avant la célébration du mariage, et qu'il parlât à Sofia, toujours en sa présence. Nul autre jeune homme ne fréquenta la maison en vue d'épouser nos filles. Lorsque les deux garçons voulurent se marier, la servante de Dieu prit des informations sur les jeunes personnes qu'ils voulaient épouser; les renseignements ayant été favorables, elle donna son consentement, et moi aussi; la fête consista simplement en un repas de famille.

Une foule de personnes de distinction venaient chez moi pour la voir; des nobles, des prélats, et autres. Je lui disais: « Pourquoi ne songes-tu pas à dire telle chose à un tel, et « telle autre chose pour la famille. » Elle me répondait sur le champ: « Oh! mettons notre confiance en Dieu, espérons « en Dieu, » et autres expressions semblables qui me fermaient la bouche. Et pourtant sa foi, sa confiance en Dieu était si grande, que nous n'avons jamais manqué de rien, même aux époques les plus critiques, Dieu en soit mille fois béni! Il est vrai toutefois que tout en priant Dieu elle ne demeurait pas oisive; Dieu nous dit: « Aide-toi et je t'ai- « derai. » Elle n'attendait donc pas que la corbeille arrivât du ciel sans rien faire etc. Elle joignait le travail à la prière, afin de ne pas tenter Dieu en prétendant exiger qu'il fasse des miracles. Lorsqu'elle se voyait dans une nécessité réelle, alors elle s'adressait à Dieu avec une confiance d'autant plus grande, et le Seigneur la secourait si bien que ce fut un continuel miracle de soutenir une si nombreuse famille sans la jamais faire manquer de rien. Inutile de dire que sa foi et son espérance étaient pour obtenir le paradis; les discours qu'elle tenait avec moi et avec toutes les personnes de la maison, faisaient bien voir qu'elle était éprise d'amour pour le Ciel, sans se préoccuper des choses de cette terre. Elle aurait pu s'enrichir passablement si elle eût recherché les biens de ce monde; mais elle était contente de travailler pour soutenir la famille le mieux possible, et ne s'inquiétait nullement de tirer parti des personnes qui la fréquentaient. L'amitié que lui portait la défunte reine d'Etrurie aurait suffi pour nous retirer de la misère.

Elle était très résignée aux dispositions divines. Dans les occasions les plus douloureuses elle ne se tourmentait pas et n'éclatait pas en gémissements et en sanglots, comme font d'ordinaire tant d'autres femmes; elle gardait le silence, et se contentait de dire: « Que la volonté de Dieu soit faite. » En outre, elle m'animait, et m'encourageait à souffrir par amour de Dieu. Si c'étaient des choses qui la concernaient, elle demeurait dans le silence et la prière; combien de croix cette âme bénie n'a-t-elle pas eues! Je me souviens de la circonstance où mon fils Camillo, aujourd'hui défunt, fut pris par la conscription des français; on l'enleva par un moyen frauduleux; ma pauvre femme demeura longtemps sans pouvoir parler. Sa douleur fut assurément bien grande, elle la sentit vivement; néanmoins, elle demeura silencieuse et résignée, sans se plaindre de personne, ni de celui que nous avions de bonnes raisons de croire la cause de cette fraude, et qu'elle rencontra plusieurs fois; elle m'encourageait en me faisant espérer que Camillo retournerait; en effet, il retourna par miracle. Ainsi encore, lorsque mon fils Alessandro fut mis en prison pour une bagatelle, ma pauvre femme en fut affligée, c'est vrai; mais elle resta en paix et pria en silence. De même, lorsque nous perdîmes les enfants, qu'elle aimait beaucoup; elle les habilla de ses mains, comme elle avait fait pour sa vieille mère et pour son père défunt.

Elle montrait une parfaite résignation dans les maladies et dans ses indispositions continuelles. Loin d'être à charge, elle consolait tout le monde, elle était toujours gaie et affable; pourtant elle avait une foule d'infirmités; cela ne l'empêchait pas de mettre la main à l'œuvre, elle s'occupait de tout, et avait des mains d'or. Pour moi, je ne pensais à rien, elle me faisait des pantalons, des redingotes. Bref, je suis vieux, mais si j'étais jeune et que je voulusse parcourir le monde entier pour trouver une femme semblable, il serait impossible de la rencontrer. J'ai perdu un grand trésor.

Quoiqu'elle s'efforcât de faire du bien à tout le monde, il y eut de mauvaises langues qui ne la laissaient pas en repos, soit par jalousie de voir tant de personnes de distinction à la maison, soit par suggestion du démon. Je me souviens, entre autres, qu'une mauvaise femme eut l'audace de la calomnier sur l'article de l'honneur; je fis incarcérer cette malheureuse, mais ma femme en eut de la peine et fit tout ce qu'elle put pour la faire sortir de prison; or, cette créature recommença de plus belle. Si je m'apercevais que quelqu'un la molestât, on le payait cher, mais je ne pouvais la suivre partout, à cause de mes occupations dans la maison Chigi. Voyant ensuite que la servante de Dieu était peinée lorsque je prenais part à ces choses, je finis par lui dire: « Fais un « peu ce que tu veux et comme tu veux; si tu aimes que « les gens te lancent des pierres et si tu veux encore les leur « donner, tu es libre. »

Je me souviens d'une autre chose relativement à l'espérance en Dieu dans les choses temporelles. Elle ne s'inquiétait jamais dans les moments les plus critiques, ainsi que je l'ai dit. En outre, il me semblait qu'elle obtenait un miracle continuel en subvenant à tous les besoins d'une famille aussi nombreuse; que pouvais-je faire avec mon traitement de six écus par mois, si je n'avais pas eu la servante de Dieu? Je lui avais remis tout le soin de la maison, je la laissais faire et aller où elle voulait, parce que je remarquais que lorqu'elle avait

pratiqué quelque dévotion, la Providence nous venait. Elle allait donc au Saint-Crucifix de S. Paul, ou à celui de S. Pierre in Carcere, ou à Sainte Cécile.

Au sujet de la charité envers Dieu, je puis dire que la servante de Dieu exerça cette vertu d'une manière éminente. Outre les actes de piété dont j'ai parlé plus haut, elle recherchait, non les louanges, mais le mépris, par amour de Dieu. Elle était éloignée de tous les divertissements du monde, même les plus licites. Elle se mortifiait en tout, elle était complaisante et patiente avec tout le monde. Sans un grand amour de Dieu elle n'aurait pu supporter si longtemps les tribulations et les persécutions, ni aimer ses persécuteurs et leur faire du bien. Il est vrai que je ne pouvais voir le fond de son cœur; Dieu seul le voit, et le confesseur qui dirige l'âme peut le connaître; mais, ordinairement on ne peut faire à moins que de montrer par les faits ce qu'on a dans le cœur.

Environ un an après notre mariage, à la fleur de sa jeunesse, elle quitta par amour de Dieu tous les ornements qu'elle portait, les anneaux, pendants d'oreille, colliers etc; et adopta le costume le plus commun qu'elle put; avant de le faire, elle m'en demanda la permission; je l'accordai de grand cœur, parce que je la voyais entièrement adonnée à la piété.

Par amour de Dieu elle se constituait la servante de tous. Elle aurait pu se faire servir, attendu que je lui ai presque toujours tenu une domestique; mais elle mettait la main à tout pour servir les autres; à table elle était debout presque toujours, pour servir les autres, et elle mangeait fort peu.

Elle parlait de Dieu et des choses saintes sans devenir ennuyeuse, comme le sont certaines dévotes qui veulent parler toujours d'elles-mêmes et de leur piété, afin de faire parade de leur dévotion. Elle s'adaptait à tous les discours honnêtes, indifférents, et elle riait des plaisanteries que l'on disait quelquefois à table; mais elle était si prudente, qu'elle savait faire tourner insensiblement la conversation aux choses de Dieu, et nous étions pris sans nous en apercevoir.

Je puis attester qu'elle s'est toujours efforcée de gagner des âmes à Dieu. Je voyais que ma pauvre et petite maison, surtout les premiers temps, était toujours remplie de personnes de toute condition, et je sais que ces personnes venaient pour demander des conseils ou des prières. Je m'abstenais pourtant de la questionner sur le motif qui les attirait, ou sur ce qu'elle leur disait. Je sais d'ailleurs que tout son zèle était de les gagner à Dieu, et j'en ai vu plus d'un dont la tête fumait vraiment et qu'elle gagna par sa bonté. Elle tâchait aussi de rétablir la paix dans les familles, avec un talent tout particulier. Elle était toujours désireuse du bien du prochain, qu'elle aimait tendrement. Je me souviens aussi que lorsqu'il devait y avoir quelque exécution à Rome et que le condamné ne voulait pas se convertir, elle était bouleversée, et j'ai remarqué qu'en pareille circonstance elle était plus malade que de coutume; quelquefois elle dut se mettre au lit à cause de l'excès du mal de tête qu'elle souffrait continuellement.

Lorsque la servante de Dieu était appelée chez les malades, elle s'y rendait sur le champ, quel temps qu'il fît. Je lui avais donné pleine permission à cet égard. Je me souviens que, les premières années, elle ne pouvait prendre un morceau de pain en repos, parce qu'on la demandait de côté et d'autre; elle allait partout, car elle était très active. Vers la fin de sa vie, les maladies qui l'accablèrent, ne lui permirent pas de continuer ainsi; elle se traînait pourtant, autant que ses forces le permettaient, sans faire distinction de personnes; au contraire, les pauvres étaient les préférés. Sa grande peine était de ne pouvoir secourir les misères d'autrui comme elle l'aurait voulu; afin de pouvoir soigner les malheureux sans faire tort à la famille, elle travaillait la nuit, aux époques les plus critiques, afin de gagner quelque chose de plus, et de donner quelque secours avec ma permission, et Dieu bénissait notre famille en accordant le nécessaire par un miracle presque continuel. En voyant cela je lui accordai pleine liberté de faire tout ce à quoi elle se sentirait inspirée. Elle allait visiter les hôpitaux notamment celui de S. Jacques, en y conduisant ses filles pour leur apprendre à secourir le prochain. Une foule de gens affligés recouraient à ses services, elle les consolait avec patience et charité, et les aidait le mieux qu'elle pouvait. Il m'est arrivé plusieurs fois en rentrant pour me changer de trouver la maison remplie; aussitôt elle laissait tout le monde, quelque fût le seigneur ou le prélat qui se trouvait là et elle s'empressait d'accourir pour m'essuyer et me servir avec affabilité et contentement; l'on voyait qu'elle le faisait de tout son cœur, jusqu'à vouloir arranger les cordons de mes souliers. Bref, elle était ma consolation et celle de tout le monde. Elle savait aussi avertir charitablement, et je lui dois de m'être corrigé de quelques défauts; elle donnait ces avertissements avec une affabilité et une charité incomparables. J'ai parlé plus haut de sa charité envers ses persécuteurs. Lorsque nous habitions au Corso, une voisine exerça la patience de ma pauvre femme pendant plusieurs années; c'était une folle ou une possédée, car elle proférait des calomnies qu'il était impossible d'inventer naturellement. Ma pauvre femme ne faisait pas attention à ses insultes, la saluait poliment en la rencontrant dans l'escalier, et lui faisait des présents; tout était inutile, car la méchante femme recommençait de plus belle. C'était une lingère, morte présentement. Anna-Maria n'aimait pas à entendre parler des autres, et tâchait d'excuser tout le monde avec le manteau de la charité. Elle traitait les filles de service comme des sœurs; outre le traitement mensuel, qu'elle payait ponctuellement, elle leur donnait des étrennes pour tous les travaux extraordinaires; ces filles témoignaient peu de gratitude, néanmoins elle passait sur tout par esprit de charité, elle les instruisait de la religion et les conduisait assez souvent avec elle à la messe les jours de fêtes.

Au sujet de la sanctification des fêtes, ma femme montrait une exactitude incomparable. Les jours ouvrables, elle travaillait, lavait, et faisait tout le ménage avec une activité qui aurait pu fatiguer quatre personnes; mais les jours de fêtes, elle les employait à prier, à se faire lire des livres de piété. Elle entendait plusieurs messes; au retour des enfants du catéchisme de la paroisse, elle les conduisait dans les églises, le plus souvent à la Minerve, pour assister au sermon, au rosaire et à la bénédiction. Le soir on lisait la vie d'un saint, et l'on récitait en commun le rosaire. Dans le cours de la journée elle ne faisait que le strict nécessaire, c'est à dire, les lits et la cuisine; elle veillait à ce que les fêtes fussent sanctifiées par tous les membres de la famille.

Par rapport au respect envers le père et la mère, je dépose que ma femme eut pour eux tout le respect et toute l'affection possibles. Son père qui avait été jeté de l'aisance dans une grande misère, venait souvent chez la servante de Dieu pour avoir des secours; avec ma permission, elle lui donnait à manger quelqu'une des choses qu'il aimait, et même quelques sous pour acheter ce qui lui plaisait; par fierté de caractère, il se montrait peu reconnaissant de ces soins. Dans les dernières années de sa vie, il fut atteint d'une affreuse lèpre, et la servante de Dieu le lavait, le peignait avec la plus grande patience, et lui fit tout le bien qu'elle put; lorsqu'il tomba gravement malade, elle l'assista aussi bien qu'elle put, elle lui fit administrer les sacrements, et, après sa mort, elle fit dire des messes et des chapelets en commun pour le salut de son âme. Elle remplit les mêmes devoirs envers sa mère, que je pris dans la maison, et dont le caractère bizarre exerça longtemps la patience de ma pauvre femme. Il semble que Dieu lui avait donné des parents ainsi faits afin de mettre sa patience à l'épreuve. Elle assista sa mère pendant bien

des années avec un respect et une affection incomparables. Elle lui donnait les choses les plus délicates qu'elle pouvait avoir, lui témoignait de la compassion, l'encourageait, et faisait tout, en un mot, pour la contenter. Voyant que cette vieille femme aimait à avoir un peu d'argent à sa disposition, Anna-Maria n'oubliait pas de la contenter, quoiqu'elle ne manquât de rien. Enfin, lorsqu'elle tomba malade, ma femme s'empressa de lui faire administrer les sacrements, ce qui était une de ses premières pensées en cas de maladie; après sa mort, elle voulut garder le corps, et remplir les mêmes devoirs de charité qu'envers son père.

En ce qui concerne le cinquième commandement, la servante de Dieu n'a offensé personne, dans le corps, même avec la langue. Elle châtiait les enfants avec modération, en sorte qu'ils sont tous sains et saufs, grâce à Dieu; elle voyait avec peine que des parents s'emportassent jusqu'à frapper leurs enfants à la tête, et elle tâchait de l'empêcher, supposé que la prudence permît de s'interposer. J'ai remarqué que pendant ses grossesses elle mangeait davantage, qu'elle s'abstenait des jeûnes et des fatigues excessives, en prenant toutes les précautions que réclamait l'enfant qu'elle portait; aussi n'a-t-elle jamais avorté ni éprouvé d'accident.

Par rapport au sixième commandement, je dis qu'il ne faut pas en parler, parce que ma femme a été si exacte et si fidèle qu'elle a observé inviolablement l'union matrimoniale. Elle gardait ses sens, surtout ses yeux, en sorte que malgré sa vivacité, elle ne connaissait que moi son mari; elle n'allait jamais à la promenade avec personne. Sa grande délicatesse a fait qu'il n'y a jamais eu de différend chez nous. Je puis attester en toute vérité que depuis notre mariage, il n'arriva pas une seule et unique fois qu'elle me demandât le devoir conjugal, comme aussi elle ne s'y refusa jamais, lorsque je le demandai. Je n'ai jamais remarqué le moindre acte dissolu et immodeste, elle ne se permit jamais des caresses, des baisers, etc. Au milieu des plus rudes travaux du ménage, elle était vêtue aussi modestement que si elle eût dû se montrer en public. Dans les dernières années, voyant ses grandes infirmités, je la laissai en paix et me séparai de lit. Dans ses souffrances elle se maintint si modeste et si circonspecte qu'elle semblait une religieuse.

Ma maison était fréquentée par toute sorte de personnes, et je pouvais parfaitement fermer les yeux, parce que je savais ce qu'était ma femme, comment elle pensait et agissait.

Sur le septième commandement. Elle l'observait très exactement; non seulement elle payait ce qu'elle devait, mais je me souviens que si dans les dépenses journalières elle remarquait l'erreur de quelque sou dans ses comptes avec Luigi Antonini, elle faisait rendre ce sou, avant même de dejeûner. A l'époque où elle faisait des corsets pour les religieuses de S. Dominique et Sixte, elle restituait jusqu'à un morceau de fil qui était resté. Elle ne contractait pas de dettes, parce qu'elle lançait ses pas suivant la jambe; mais si elle était contrainte de faire quelque dette de peu d'importance, elle en avertissait le marchand avant d'acheter, et s'empressait de payer sans attendre la visite du créancier.

Je n'ai jamais découvert le plus léger mensonge sur ses lèvres, ni la plus petite ruse; elle réprimandait avec force les gens de service à ce sujet, et à plus forte raison les enfants.

Passant à la vertu de prudence, je dépose, comme j'ai dit plus haut, que la servante de Dieu faisait tout par amour de Dieu et recourait à lui dans toutes ses actions, à plus forte raison lorsqu'il s'agissait de choses extraordinaires; elle faisait de temps en temps des jaculatoires dans ses occupations. N'ayant jamais trompé personne, elle avait aussi la prudence de ne pas se laisser tromper. Elle a su par sa merveilleuse prudence faire régner toujours une paix céleste dans la famille, quoique nous fussions nombreux et avec des caractères bien différents, surtout lorsque Camillo mon fils ainé demeurait avec nous, les premiers temps de son mariage, car bientôt il alla habiter le logement que lui donna Mgr Mastaï son maître. La belle-fille était d'une humeur assez difficile avec tout le monde parce qu'elle voulait commander en maîtresse; mais la servante de Dieu savait si bien contenir tout le monde dans les limites voulues, et avec tant d'affabilité, que tout ce que je pourrais dire serait peu de chose. Je ne sais pas m'expliquer; ses manières produisaient un charme qui obligeait irrésistiblement de la contenter, toujours pour le bien de la sainte paix et de la famille. Je la laissais gouverner, parce que je voyais qu'elle s'en acquittait parfaitement. Voyant quelqu'un inquiet, elle ne disait rien, pour attendre qu'on se fût calmé; puis, elle faisait tout doucement réfléchir, et donnait de bons avis d'humilité et de patience. Ces petites altercations étaient rares, parce que ma femme était si prudente, que dès qu'elle s'apercevait de quelque léger différend entre l'un ou l'autre, sa vieille mère ou sa belle-fille, elle s'empressait d'étouffer la querelle avec une bonté qui cimentait encore plus la paix et l'harmonie. Il m'arrivait assez souvent de rentrer fatigué, triste et de mauvaise humeur; elle avait le talent de me tranquilliser par son affabilité. Bref, elle savait fort bien se taire et encore mieux parler au besoin. Les dépenses étaient bien réglées, selon le besoin; elle ne faisait jamais rien manquer, mais en même temps elle usait de frugalité pour ne pas donner de mauvaises habitudes.

Quoique je lui eusse donné pleine liberté, elle voulait avoir mon avis avant de faire quelque chose extraordinaire. Si quelqu'un de la famille tombait malade, elle prodiguait les soins, en laissant, au besoin, la messe et les dévotions.

Je me souviens qu'à l'époque de la république romaine, c'est à dire lorsque les Français vinrent à Rome, une épouvantable disette se fit sentir; je perdis mon salaire mensuel parce que la famille Chigi habitait Paris.

Ma pauvre femme, pleine de courage et de force, m'encourageait à la confiance en Dieu. Pour nourrir notre nombreuse famille, elle apprit à faire les souliers de femmes, ainsi que les corsets, et elle travaillait nuit et jour. Le Seigneur bénit son travail de manière à fournir le moyen de donner du pain à la famille, et de secourir une foule de pauvres qui recouraient à sa charité. Il est vrai que les ouvrages n'auraient pu subvenir à de si grands besoins; toutefois ils établirent des relations avec quelques religieuses de S. Dominique et Sixte; comme la reine d'Etrurie était dans leur maison, sa majesté connut alors la servante de Dieu.

Je me souviens aussi qu'à la même époque de la république romaine, le blé disparut, et Rome se trouva dépourvue de pain en un moment; il fallait faire queue au milieu de la foule chez les boulangers; ma pauvre femme, qui était si délicate, restait courageusement des jours entiers au froid et au vent, pour ne pas faire souffrir la famille.

Néanmoins, elle était ennemie des excès de la force; je veux dire par là que je ne me suis jamais aperçu qu'elle se laissât transporter par la présomption, l'ambition et la vaine gloire . . . Elle joignait la patience à l'humilité, et je puis dire que sa vie entière a été un continuel et très douloureux exercice de patience.

Elle était soumise à son confesseur pour les pénitences extérieures; seulement après sa mort, on a trouvé des instruments de pénitence.

Je crois que la servante de Dieu fut gratifiée de plusieurs dons surnaturels. Quant aux extases, je n'ai guère pu m'en apercevoir. Je me souviens pourtant que le soir en récitant le rosaire, il arriva plusieurs fois qu'elle ne répondait pas, etc. De même à table il arriva plusieurs fois qu'elle demeurait abstraite, tantôt la fourchette à la main, tantôt immo-

bile pendant quelque temps ; je l'appelais, et elle reprenait ses fonctions en souriant.

Je me souviens que Peppina, fille de Sofia, se fit mal à un œil ; les chirurgiens dirent que la pupille était déchirée et désespéraient de la guérison, à cause de l'inflammation qui devait nécessairement s'y trouver, avec danger de perdre l'autre œil. La servante de Dieu fit le signe de la croix avec l'huile de sainte Philomène, mit la main sur la tête de l'enfant, et l'envoya au lit. Peppina dormit très bien, sans ressentir de douleur, et le lendemain matin, l'œil était si parfaitement guéri, qu'elle put aller à l' école des Maestre Pie du Jésus; le chirurgien ne pouvait pas le croire, et voulut faire plusieurs expériences pour s'assurer si elle voyait. Cette guérison miraculeuse, qui fut radicale, eut lieu pendant l'hiver, lorsque la rigueur de la saison aurait dû la rendre plus difficile. Je me souviens aussi que dans une matinée d'hiver je fus surpris d'un grand malaise dans l'église de S. Marcel; à peine de retour à la maison, je perdis connaissance, et l'on me dit ensuite que cela avait été (Dieu nous en préserve!) une convulsion apoplectique, pour ne pas dire une attaque. En reprenant connaissance, sans me souvenir de rien, je trouvai près de mon lit le curé et ma femme, qui tenait sa main sur mon front, et priait la Sainte Vierge pour moi. Ce fut un vrai miracle de pouvoir triompher du mal, sans aucune lésion, particulièrement à la tête, et je n'ai aucun doute que la servante de Dieu ne m'ait obtenu cette guérison prodigieuse et instantanée. Je sus que le curé ne sentant plus le pouls, m'avait donné l'absolution.

La servante de Dieu ma femme est morte à Rome dans la maison en face l' église de sainte Maria in Via lata le 9 juin 1837.

La maladie dura environ un an. Elle la souffrit avec patience. Elle demanda les sacrements de l' Eglise, et je pressai le curé de les administrer. Je me trouvais dans la chambre voisine, et je l'entendais réciter les prières avec le prêtre. Ceux qui l'assistèrent me dirent qu'elle mourut tranquille.

La mort ne fut pas connue sur le champ, parce qu'on craignait beaucoup le choléra, et tous les morts étaient encaissés; mais on l'apprit ensuite dans la ville, et bien des personnes qui l'avaient connue m'arrêtaient pour demander des détails sur sa mort. Les uns parlaient des dons particuliers qu'elle avait reçus de Dieu, d'autres disaient qu'ils avaient reçu des grâces par elle; tout le monde en disait du bien et en faisait des éloges, et la regardait comme comblée de mérites, de vertus; plusieurs allèrent visiter son tombeau au cimetière de S. Laurent, malgré l'épidémie qui régnait. Pour moi, je l'ai toujours estimée, et je dis que le Seigneur m'a ôté cette bonne Servante, parce que je n'étais pas digne de la posséder: je dis que je l'ai toujours estimée comme une âme de grande vertu, mais je ne connaissais et ne soupçonnais pas une foule de choses que j'ai apprises par l'un et par l'autre après sa mort; je crois que le Seigneur l'a mise dans le paradis aussitôt après sa mort pour sa grande bonté et ses éminentes vertus, et j'espère qu'elle prie pour moi et pour toute la famille.

III.

LE SOLEIL.

Dieu, dont les desseins providentiels sont impénétrables, opère de merveilleuses choses dans les âmes qui sont l'objet de ses prédilections, et leur accorde les dons surnaturels que réclame la mission spéciale qu'il leur confie.

C'est ainsi qu'il a gratifié la vénérable Anna-Maria Taïgi du Soleil mystérieux dont nous avons parlé; don surnaturel, inconnu jusqu'alors et nouveau quant au mode, quoiqu'il ne soit pas entièrement sans exemple pour le fond et la substance. Cette grâce *gratis data*, sans être *habituelle*, dans le sens théologique, fut pourtant permanente et subsista pendant 47 ans, quoiqu'il soit vrai de dire que l'exercice n'en était pas continuel.

Animée d'un zèle extraordinaire pour le salut des âmes et la conversion des pécheurs, la vénérable Anna-Maria s'offrit à Dieu sans réserve, afin de les aider, en obtenant des grâces par la prière, par des souffrances et des macérations corporelles. Pour alimenter ce généreux esprit de sacrifice, il fallait un moyen de connaître les besoins des âmes, des pécheurs, des peuples entiers, les embûches diaboliques, les machinations des ennemis de l'Eglise; et comme elle fit son oblation et son sacrifice pour tout le temps de sa vie, il était convenable que le moyen surnaturel destiné à l'alimenter fût durable et permanent.

C'est sans doute la raison pour laquelle Dieu lui donna le brillant et mystérieux Soleil dans lequel elle voyait l'état des consciences, les superstitions idolâtriques, les guerres, les révolutions, les accidents qui arrivaient en diverses parties du monde, les desseins des gouvernements, les machinations des sociétés secrètes, les piéges tendus par les démons, et les fléaux que Dieu avait préparés, en punition des prévarications qui se commettent dans toutes les classes de la société. Cette révélation fréquente, presque continuelle des maux spirituels et temporels excitait Anna-Maria à la ferveur et à la plus ardente charité.

Dès le retour de Pie VII, elle vit dans cette mystérieuse lumière les plans des sociétés secrètes contre Rome, et particulièrement contre le haut clergé. Elle se rendit bien des fois à S. Paul pour épancher son cœur devant Dieu, en acceptant toutes les souffrances qu'il voudrait lui infliger. Dieu promit à son humble servante de rompre constamment les trames des sectaires, pourvu qu'elle fût disposée à tout souffrir en esprit d'expiation et pour obtenir le pardon. On vit l'accomplissement de cette promesse pendant toute la vie de la Vénérable.

A peine sortit-elle de la maladie mortelle dont elle fut accablée en cette occasion, Dieu lui révéla dans le mystérieux Soleil, de nouveaux plans, plus terribles que les précédents et qui étaient sur le point d'éclater. Elle s'offrit de nouveau à Dieu, qui de son côté, remplit sa promesse. Les sociétés secrètes ne se lassèrent jamais de conspirer sous Léon XII, Pie VIII et Grégoire XVI. Or, le Seigneur, agréant pleinement la générosité et l'esprit d'immolation de son humble servante, déjoua constamment les conspirations des impies, qui avaient déjà fixé l'heure et le moment. Plus d'une fois, une pluie battante, l'arrestation des chefs firent avorter les projets.

Un des premiers cardinaux avait résolu de faire sa promenade du soir dans un certain endroit de Rome. Anna-Maria voyant dans le Soleil le piége que les sectaires avaient préparé, chargea aussitôt le prêtre confident d'aller avertir ce digne prince de l'Eglise « de ne pas aller à tel endroit pour » sa promenade, comme il l'avait résolu en lui-même, mais de » prendre une autre route. » Cette communication surprit vivement le cardinal, qui n'avait manifesté à personne son intention.

Le Soleil mystérieux étant constaté par des milliers de faits dont les principaux se trouvent dans les dépositions des témoins entendus au procès juridique, il s'agit maintenant d'en expliquer la nature, en observant, au préalable, que les vertus éminentes d'Anna-Maria, et surtout l'humilité et l'obéissance indiquent déjà l'origine divine de ce don; car on connaît l'arbre par les fruits, dit l'Evangile. Les innombrables conversions obtenues par suite des lumières surnaturelles du Soleil, témoignent clairement que l'Esprit mauvais n'y avait aucune part.

Quoique nouveau par la forme et le mode, le don surnaturel du mystérieux Soleil n'est pas sans exemple, pour le fond de la chose. Nous en avons un exemple en sainte Françoise romaine, qui eut, pendant 27 ans, la vision permanente d'un ange, dont l'office était à peu près le même que celui du Soleil auprès de la vénérable Anna-Maria. Sainte Françoise avait 29 ans, et se trouvait engagée dans le mariage lorsque l'Archange apparut pour la première fois. Il fut remplacé par un esprit d'un ordre supérieur aux Archanges, c'est à dire, par une des *Puissances*, à l'époque où la sainte veuve entra au couvent; la vision permanente de cet ange, que le bréviaire romain atteste, exerça une merveilleuse influence sur la sanctification de Françoise, en même temps qu'elle fut la source de précieuses grâces pour le prochain. La présence d'un Esprit si pur et si brillant produisait un profond sentiment d'humilité dans l'âme qui voyait clairement sa bassesse et son indignité. Si Françoise commettait une faute légère, involontaire, l'ange disparaissait, et ne se montrait de nouveau qu'après qu'elle avait reconnu sa faute et en avait demandé pardon à Dieu. Elle voyait par le secours de l'ange, les choses voisines et les choses éloignées, présentes ou futures, l'intérieur des personnes avec une certitude qui faisait croire qu'elle lisait dans les cœurs. Le Soleil donnait les mêmes lumières à Anna-Maria; elle exerçait par ce moyen un controle continuel sur ses dispositions et sa conduite; elle y voyait ses défauts involontaires; car des ombres s'y montraient, la servante de Dieu s'humiliait en demandant pardon, et le Soleil reprenait aussitôt tout son éclat.

La mission providentielle d'Anna-Maria offre beaucoup d'analogie avec l'influence qu'exercèrent jadis sainte Rose de Viterbe, sainte Catherine de Sienne, sainte Marguerite de Cortone, et d'autres qui furent des instruments de conversion et de salut pour un grand nombre de personnes. Que de traits de ressemblance entre l'appel de sainte Catherine de Sienne et la vocation de notre vénérable Anna-Maria! Dieu dit à Catherine: « Il faut que tu remplisses toute justice, et tu le feras lorsque je te rendrai, par ma grâce, utile et pleine de fruits, non seulement pour toi-même, mais aussi pour le prochain..... Je t'enverrai, quoique tu sois sans connaissances et sans instruction, pour confondre la témérité et l'orgueil des sages du monde. » — Catherine s'humilie: « Comment sera-t-il possible qu'une femme vile et faible comme moi, puisse être utile au salut des âmes? » — Dieu répond: « Ne crains pas que je t'abandonne jamais; bien au contraire, je serai toujours avec toi en tout ce que tu devras faire. » — Le jour où Anna-Maria prit l'habit de tertiaire Trinitaire, N. S. lui dit, dans l'extase: « Ma fille bien-aimée, je te destine en ce jour à aller dans le monde pour convertir des âmes et consoler des personnes de toute condition.... et tu auras à lutter avec une foule de créatures faibles et recouvertes de bien des passions. » — Anna-Maria revenant à elle-même, dit avec des gémissements et des larmes: « O mon Dieu! qui choisissez-vous pour cette œuvre? Je suis une misérable créature, qui n'est pas digne de fouler la terre. » — N. S. l'encourage en disant: « Ma fille bien-aimée, je le veux ainsi; et tu es conduite par la main comme un agneau. »

Anna-Maria n'étant pas libre de ses démarches, comme l'avaient été sainte Catherine de Sienne, sainte Rose de Viterbe et tant d'autres, elle n'aurait pu remplir que très incomplétement sa mission, si Dieu ne lui eût donné un moyen surnaturel pour connaître les besoins des âmes. Voilà sans doute pourquoi le mystérieux Soleil lui révélant continuellement l'état des consciences et les péchés qui offensent Dieu sur la terre, l'excitait à la prière, à l'expiation, à ces généreuses offres d'elle-même qui se traduisaient par le martyre des souffrances de tout genre.

L'habitude étant une qualité inhérente à l'âme, il n'y a que la foi éminente, la science, le don des langues, la sagesse et les autres dons de ce genre qui puissent être *habituels*, dans le sens théologique du mot. Sylvius se demande: « Utrum gratiae gratis datae sint habituales an actuales? Et il répond fort bien: « Quasdam esse habituales, eas scilicet quae per» manenter insunt, sapientia, scientia, fides (excellens nimirum) » donum linguarum, donum interpretandi sermones: aliae vero » sunt actuales, hoc est consistentes in actu, in actuali scili» cet Dei motione, quae simul cum tali gratiarum exercitio fini» tur et transit, ut sunt opera virtutum seu miraculorum, gratia » sanationum, prophetia, discretio spirituum (1. 2. quæst. 171. art. 1). Le biographe de S. Vincent Ferrier, Teoli observe avec raison: « Le saint eut le don des miracles d'une manière si merveilleuse, que, quoique ce ne fût pas une habitude, attendu que Dieu ne communique pas aux Saints le pouvoir de faire des miracles comme habitude, toutefois le Saint les opérait si fréquemment et si librement, qu'un esprit peu au fait des principes théologiques, pourrait juger que le don était habituel. De même que nous faisons usage des habitudes à notre gré, ainsi le Saint fixait l'heure et le moment, et faisait sonner la cloche pour assembler les personnes qui désiraient des miracles; et lorsque ses supérieurs lui défendirent d'en opérer, il délégua à d'autres le pouvoir de les faire. » On rapporte que S. François de Paule opéra près de 300 guérisons miraculeuses en quelques jours. Il peut donc arriver que l'exercice soit très fréquent, quoique le don ne soit pas *habituel*.

Le mystérieux Soleil, objet extérieur et indépendant de l'action de l'âme, passive par rapport à lui, provoquait une vision actuelle, qui exigeait une vertu surnaturelle dans les yeux d'Anna-Maria; cette vertu extérieure devait être renouvelée chaque fois. Toute cela diffère essentiellement de l'habitude inhérente à l'âme et qui n'a nul besoin de l'objet extérieur pour remplir son acte. Puisque la vision corporelle du Soleil était actuelle, à plus forte raison les lumières surnaturelles qui en provenaient ne constituaient pas un don habituel, fondé sur un principe intérieur et inhérent à l'âme. Donc il n'y avait pas l'*habitude*, dans le sens théologique.

Anna-Maria, usant d'une grande circonspection pour porter ses yeux sur le Soleil, ne le faisait que pour la gloire de Dieu, ou en vue du bien spirituel des âmes, ou par obéissance, et d'après une impulsion divine qui pénétrait jusqu'à la moelle des os. Elle avoue que, purement passive, elle ne voyait que ce que Dieu voulait lui manifester. Il se présentait quelquefois des choses qu'elle ne cherchait pas et ne pouvait rechercher, d'autres qu'elle ne comprenait pas et dont elle s'abstenait de demander l'explication. Or, tout cela montre que le don ne dérivait nullement d'un principe intérieur, qui en eût mis l'exercice à la disposition de la volonté. Anna-Maria pouvait-elle évoquer à son gré une infinité de choses qu'elle ne connaissait pas! Par exemple, les inondations de l'Amérique, les tremblements de terre en Chine, les cérémonies des païens, la révolution de 1830, la guerre de Pologne, et une foule d'autres qui regardaient le présent ou l'avenir? Des figures allégoriques se montraient quelquefois; c'étaient des pierres précieuses, des colliers d'or, des couronnes enrichies de diamants, des ruines, une pluie de sang, des balles, des boulets, des bombes incendiaires, et autres. Dieu ne donnait pas toujours l'explication de ces signes.

Dieu remplit l'univers entier. Néanmoins il a quelquefois placé spécialement sa demeure dans certains lieux. Par exemple, l'arche d'alliance, la mystérieure nuée du temple, le buisson ardent, les tonnerres et les éclairs pendant qu'il donna la loi à Moïse sur le Sinaï; dans la loi nouvelle, il s'est manifesté spécialement aux âmes qu'il a aimées avec prédilection. Il est donc permis de croire que Dieu résidait d'une manière spéciale dans le mystérieux Soleil de la vénérable Anna-Maria. S'il n'y eût eu qu'une lumière naturelle, ou un signe al-

légorique, comment eût-elle pu connaître par un coup-d'œil tant de choses diverses, et acquérir de si vives lumières surnaturelles qui dévoilaient le secret du cœur de l'homme? D'ailleurs, cela est conforme à ce que Dieu lui révéla plusieurs fois, afin de l'encourager à souffrir patiemment, c'est à dire, « qu'il avait fait pour elle une chose qu'il n'avait faite pour personne » en lui accordant un don que nul autre n'avait eu; qu'il lui avait confié ses secrets; qu'il l'avait introduite dans son cabinet, dans son tabernacle. Il semble donc que dans le soleil était la présence spéciale du Seigneur, selon ce que nous lisons dans l'Ecriture: *In Sole tabernaculum suum.*

Si l'on veut que le mystérieux Soleil ne fût pas autre chose qu'une lumière naturelle, quoique extraordinaire, sous la forme symbolique qui a été décrite plus haut, il faut admettre de toute nécessité que la Vénérable Anna-Maria était éclairée d'un rayon de la divine Sagesse toutes les fois qu'elle recevait l'impulsion intérieure de porter les yeux sur le disque solaire; car autrement elle n'aurait pu y puiser tant de lumières supérieures à l'intelligence humaine, et pénétrer les plus secrètes pensées des cœurs, qui ne peuvent être connues que par un rayon de la lumière divine. Sans l'action de Dieu, Anna-Maria aurait vu la lumière naturelle sous la forme solaire, et rien de plus.

Quelle que soit l'explication que l'on veuille embrasser par rapport à la mystérieuse lumière du Soleil, un fait certain est qu'Anna-Maria, toutes les fois qu'elle y portait son regard, apprenait des choses entièrement supérieures à l'intelligence humaine.

Le don était permanent, quoique l'usage n'en fût pas continuel. Nous disons *permanent*, et non *habituel*, pour les raisons dites plus haut. Les Bienheureux possèdent dans le ciel le don de la vision béatifique en Dieu d'une manière continuelle et sans interruption. Cet exercice continuel n'est pas possible ici-bas; néanmoins, le don est permanent, en ce que l'on possède constamment le pouvoir d'en user conformément au but pour lequel Dieu l'accorde, suivant le besoin, et d'après les impulsions de la grâce divine. Les apôtres reçurent des dons spéciaux, surtout après la venue du Saint Esprit; les effets de ces dons ne furent pas permanents, l'application n'en fut pas continuelle; cependant la possession des dons était permanente, et les apôtres conservèrent sans interruption le pouvoir d'en faire usage pour la gloire de Dieu. Certains dons ont des effets permanents; ainsi, les stygmates de S. François, les palpitations du cœur de S. Philippe.

Dieu accorda à son peuple pendant les quarante ans de sa demeure dans le désert une nuée qui le couvrait des chaleurs du jour et une colonne de feu qui guidait sa marche pendant la nuit, afin qu'il arrivât heureusement jusqu'à la terre promise. Ces deux signes se succédaient sans interruption; malgré l'ingratitude du peuple, le don ne fut pas retiré. Dans la loi nouvelle, sous l'empire de laquelle Dieu répand ses bienfaits avec une plus grande profusion, il n'est pas vraisemblable qu'il n'ait voulu accorder que transitoirement un don concédé pour aider une âme privilégiée dans la voie spirituelle, et contribuer au salut d'une foule d'autres. Anna-Maria a dit plusieurs fois à son confesseur, au cardinal Pedicini et au prêtre son confident, « qu'elle possédait le don du Soleil d'une » manière stable, et continuellement, et qu'elle l'avait toujours « devant les yeux, partout où elle allait, jour et nuit. » Il est difficile de croire que le signe mystérieux disparaissait lorsque la servante de Dieu n'en faisait pas usage, et qu'il reparaissait lorsqu'elle y recourait par impulsion divine. Sans doute, l'exercice n'en fut pas continuel, les effets n'en étaient pas permanents et sans interruption; nous savons pourtant qu'elle prit l'engagement de prier pour le monde entier, pour la conversion des pécheurs, et particulièrement pour l'Eglise persécutée par ses enfants dénaturés, pour une foule de choses particulières qui se présentaient chaque jour, pour les besoins spirituels et temporels des personnes qui recouraient continuellement à la servante de Dieu. Or, le mystérieux Soleil fut pour elle un aiguillon continuel, et un exercice de charité, jour et nuit, pendant toute sa vie. Si Dieu l'eût retiré, il aurait dû le rendre presque aussitôt, parce qu'elle s'en servait presque continuellement, excepté le temps d'ailleurs très court du sommeil. Au surplus, tous les arguments que l'on peut faire valoir doivent céder la place à la réalité des faits constatés au procès, et qui prouvent évidemment que le mystérieux Soleil demeura constamment devant les yeux d'Anna-Maria tout le temps de sa vie.

Dieu donna à Moïse le don extraordinaire des miracles, don attaché à une *verge*, comme un moyen nécessaire pour accomplir sa mission, qui consistait à délivrer le peuple de la servitude de l'Egypte. Le même Dieu a voulu donner à la vénérable Anna-Maria Taïgi le don extraordinaire de la connaissance de choses surnaturelles par le moyen d'une mystérieuse lumière où elle voyait les besoins spirituels d'une foule d'âmes qu'elle était appelée à aider à sortir de la servitude spirituelle. Le don de Moïse ayant été permanent comme la mission de ce grand législateur, pourquoi celui d'Anna-Maria ne l'aurait-il pas été? Le premier était attaché à une verge matérielle, le second émanant d'une lumière extraordinaire et céleste, faisait jaillir des cœurs endurcis par le péché, des eaux abondantes de vie éternelle. Une autre raison de la permanence du don est que Dieu l'accorda principalement pour la sanctification personnelle de la vénérable Anna-Maria, afin d'exciter l'exercice de toutes les vertus, et de manifester les plus légères fautes.

Voici quelques faits qui ne se trouvent pas dans notre précédente notice.

Dans les premiers temps où Anna-Maria vit paraître le mystérieux Soleil, elle en parla au confesseur auquel elle s'adressait alors; celui-ci lui ordonna de prier Dieu de retirer de tels dons, et de se communiquer aux vierges des monastères, et non à une pauvre femme mariée. La servante du Seigneur obéit; mais elle apporta una réponse peu satisfaisante pour le confesseur; car il fut répondu « que Dieu était libre de faire ce qu'il voulait, et que personne ne devait avoir l'audace de pénétrer ses secrets; et que le confesseur devait se borner à faire son devoir, et rien de plus. »

Dans une autre circonstance, Dieu dit à Anna-Maria: « Tu rencontreras une foule d'âmes fausses et perfides; elles te tourneront en dérision, se moqueront de toi, te mépriseront, et murmureront contre toi; mais tu le souffriras par amour pour moi; et je te promets comme Dieu tout puissant, qu'ils m'en rendront compte, et, serait-ce mon vicaire lui-même, je les punirai en ce monde et en l'autre. Tous ceux, au contraire, qui te traiteront avec charité et te donneront des marques d'affection, seront consolés en ce monde et en l'autre, quand bien même ce serait le plus grand pécheur. » (Process. fol. 889). En effet, Dieu punit sévèrement quiconque témoignait le plus léger mépris pour Anna-Maria, ou concevait une simple pensée défavorable à son égard. Ses persécuteurs reçurent des châtiments exemplaires. Un grand nombre de faits viennent à l'appui de cette assertion. (Proc. fol. 888 et seqq.)

Le fils d'un négociant de Rome ayant été frappé d'une maladie très dangereuse, ses deux tantes vinrent le recommander aux prières de la vénérable Anna-Maria. Elle se recueillit un instant, jeta un coup-d'œil sur le mystérieux Soleil, et leur dit: « Soyez sans crainte cette fois, mais » n'oubliez pas que dans cinq ans, le jeune homme fera une » chute de cheval et sera transporté à sa maison à moitié » mort et ne pouvant plus parler. Invoquez aussitôt Jésus » Nazareno avec foi; il reprendra l'usage de la parole; faites-

» le confesser aussitôt et faites-lui administrer les sacrements; » il mourra peu après; car sa maladie d'entrailles est une de » celles pour lesquelles il n'y a pas de remède. » Une des tantes mourut, mais l'autre ne perdit pas de vue l'avertissement. La prédiction de la Vénérable s'accomplit en tous points. Dès que le jeune homme fut porté chez lui après sa chute de cheval, sa tante invoqua Jésus Nazareno; le malade ayant repris la parole, se confessa, reçut le viatique et l'extrême-onction et passa à l'éternité. L'autopsie du cadavre manifesta la maladie d'entrailles que la Vénérable Anna-Maria avait annoncée. (Proc. fol. 325).

Nous avons parlé d'une dame Irlandaise que la Vénérable Anna-Maria fit avertir de certaines choses tout à fait secrètes. Cette dame allait sortir et était richement habillée. Tel fut son étonnement de cette manifestation des pensées les plus secrètes de son cœur, qu'elle se jeta aux pieds de l'ecclésiastique, en disant: « Vous êtes un Saint! » — « Vous vous trompez, Madame, reprit le confident d'Anna-Maria. Mon rôle se borne à vous dire tout cela de la part d'une servante de Dieu qui ne veut pas être connue. » Nous lisons dans des notes manuscrites, que l'avertissement consista à mettre cette dame en garde contre des soupçons qu'elle avait dans son esprit, et contre une tentation qui la portait à mal juger du prochain, et qu'elle devait renvoyer, au lieu d'en nourrir son esprit.

Le diplomate qui fut si émerveillé des communications que lui fit Anna-Maria, était, d'après ces notes manuscrites, un ambassadeur français à Turin, qui passant à Rome, voulut connaître Anna-Maria. Il fit l'aveu à la personne qui le présenta, que la Servante de Dieu lui exposa tous les événements de sa vie depuis sa jeunesse jusqu'aux plus intimes pensées. Il entreprit le chapitre de la politique, et la sainte femme, ayant jeté un coup-d'œil sur le mystérieux Soleil, s'anima, et fit le tableau de la politique de tous les gouvernements de l'Europe, de leurs faux principes et des conséquences qu'ils devaient nécessairement produire. Elle s'exprima avec beaucoup de force; car lorsqu'elle parlait sous l'impression de la mystérieuse lumière on eût dit que ce n'était plus la même personne. Le comte sortit tout stupéfait, et répétait continuellement. « Quelle merveille! Cette femme semble tenir le monde dans sa main, comme je tiens cette tabatière (et il montrait la sienne). Nous, vieux diplomates, ne savons rien, comparativement à cette femme. Quelle merveille! » Il n'en revenait pas, et il confessa à la personne qui le présenta à Anna-Maria, que tout ce qu'elle lui dit des choses les plus secrètes de sa vie et de ses plus intimes pensées était parfaitement vrai. (Proc. fol. 312).

Anna-Maria vit dans le mystérieux Soleil l'élection de tous les Papes depuis Pie VII. Elle prédit leurs actes et les événements qui devaient avoir lieu sous leur pontificat longtemps auparavant que ces évènements ne s'accomplissent. (Proc. fol. 342).

Nous avons parlé des persécutions que la vénérable servante de Dieu supporta de la part des malins esprits, qui, non contents de la tourmenter eux-mêmes, excitaient les créatures à toute sorte de vexations. Voici un fait qui se passa dans l'église S. Barthélemy sur la place Colonna, où la Vénérable Anna-Maria allait ordinairement assister à la messe et communier. Un Monsieur bien mis et d'un âge avancé, se plaçait à côté d'elle dès qu'il la voyait s'approcher de la balustrade pour communier et il arrachait violemment et avec fureur la nappe de communion de ses mains. Anna-Maria gardait le silence, sans se troubler, et attendait patiemment de pouvoir communier à une autre messe. Le démon voyant que la patience de la sainte femme résistait à cette épreuve, excita le prêtre qui disait ordinairement la messe à cette heure là, à passer Anna-Maria sans lui donner la communion publiquement, quoiqu'il communiât tout le monde. Qui sait ce qu'il pensait à son égard! Cet exercice de patience dura quelque temps, sans que le prêtre, son confident, qui l'accompagnait, le remarquât. Il s'en aperçoit enfin, et, dans sa vivacité, il laisse la sainte femme dans l'église, et aborde le Monsieur à la porte. On peut deviner ce qu'il dit, et les menaces par lesquelles il effraya cet homme, qui, tout confus, fit des excuses, dans la persuasion que c'était la sœur de l'ecclésiastique. Celui-ci se rendit à la sacristie, prit le prêtre en particulier et lui demanda compte du refus public de la communion, en menaçant d'informer les supérieurs. Le prêtre surpris de voir un ecclésiastique parfaitement connu à Rome s'intéresser à la pauvre femme, fit également des excuses, et depuis lors, ni l'un ni l'autre n'osa molester Anna-Maria. Il croyait avoir causé un grand plaisir à la servante de Dieu en la délivrant d'une semblable persécution. Ce fut tout le contraire. Au sortir de l'église, elle témoigna une grande tristesse, comme si elle eût perdu un trésor! « Qu'avez-vous fait? Qu'avez-vous fait? » — Impatienté par tout ce qui venait d'arriver, le prêtre répondit vivement: « Si vous prenez plaisir à être insultée, c'est bien, souffrez-le pour l'amour de Dieu; mais je ne dois pas le permettre lorsque je m'en aperçois. Suivez votre voie, je dois suivre la mienne, nous ne pouvons pas marcher d'accord sur ce point. »

Anna-Maria faisait usage de son mystérieux Soleil avec la plus grande circonspection. Si on la consultait sur quelque maladie, elle renvoyait au médecin; supposé que celui-ci devinât juste, elle gardait le silence; si elle voyait que le médecin se trompait, elle disait au malade: « Mon fils, vous pouvez essayer tel remède, car votre mal vient de telle chose; et les remèdes sont ceux-ci etc. » C'est ainsi qu'elle agissait avec ses amis intimes. Un autre venait se plaindre d'avoir perdu un clé ou sa tabatière: Anna-Maria disait gaiment: « Cherchez-la; est-ce que Dieu est obligé de protéger aussi les étourdis? » Lorsque toutes les recherches restaient inutiles, elle disait en souriant: « Allez à tel endroit, c'est là que vous l'avez laissée; ou bien, telle personne l'a trouvée, faites-vous la rendre; mais soyez plus attentif à ce que vous faites. » — Un individu est tourmenté par le doute que son père ait laissé en mourant une caisse d'argent à une tierce personne pour la remettre à son fils aîné, ou qu'il l'ait cachée quelque part. Il consulte Anna-Maria, qui, grâce au mystérieux Soleil, répond: « Ne pensez pas à cet argent. D'abord la somme n'était pas aussi considérable que vous croyez, puisqu'elle n'était que de tant en or, et de tant en argent. Quelque temps avant la maladie de votre père, quelques-uns de ses domestiques se concertèrent pour voler l'argent: ils sont morts et ils en subissent la peine dans l'autre vie. N'y pensez plus, toute recherche est inutile. » — Un de ses fils spirituels, homme aux prises avec la misère, vient supplier sa bonne mère de chercher dans le mystérieux Soleil les numéros qui sortiront à la première extraction de la loterie, afin d'en prendre trois, et de se délivrer par là de toute tribulation. Avant de regarder le Soleil pour une semblable chose, Anna-Maria veut prier Dieu, pour savoir s'il le permet et elle entend cette réponse: « Ne sois pas curieuse de regarder le miroir dans le but de prendre des billets; ce n'est pas la voie. » Vers le soir, en regardant le Soleil pour autre chose, elle donna à plusieurs reprises, des numéros, sans indiquer la place qu'ils devaient avoir. (Proc. fol. 1019.)

A l'époque où la Vénérable Anna-Maria se confessait à un Trinitaire, il reçut une lettre de son frère, qui résidait à la cour de Madrid, et qui, en annonçant la grossesse de sa femme, témoigna un très grand désir d'avoir un garçon. Le confesseur recommanda de prier pour cela. La sainte femme jeta un coup-d'œil sur le mystérieux Soleil, et son regard pénétra aussitôt dans le sein de la dame enceinte; elle répondit en souriant: « Comment faire, puisqu'elle est déjà

enceinte d'une fille? » Le confesseur s'attrista, il savait que les indications du Soleil ne trompaient pas. Alors Anna-Maria lui dit : « Ne vous affligez pas ; je prierai la bonté divine de le faire devenir garçon avant de naître. » En effet l'enfant vint au monde avec un signe très marqué du changement qui s'était opéré dans la nature ; le confesseur l'apprit par une lettre de son frère (Proc. fol. 987).

Dès le principe, Dieu donna l'assurance à son humble servante que le mystérieux Soleil ne serait jamais sujet à aucune illusion; cette promesse fut réitérée plusieurs fois. Le prêtre confident qui par l'ordre du confesseur d'Anna-Maria, a pris note d'un grand nombre de faits pendant vingt ans et plus, a attesté qu'il n'y eut jamais la moindre erreur, ni aucun doute, et aucune incertitude.

Anna-Maria parlait souvent au prêtre son confident de la persécution que l'Eglise devait traverser, et de la malheureuse époque où l'on verrait une foule de gens que l'on croyait estimables se démasquer. Elle demanda quelquefois à Dieu quels seraient ceux qui résisteraient à cette terrible épreuve? « Ceux, fut-il répondu, auxquels j'accorderai l'esprit d'humilité. » — C'est pourquoi, Anna-Maria établit dans sa famille, l'usage de réciter, après le rosaire du soir, 3 *Pater*, *Ave* et *Gloria* à la Sainte Trinité, pour obtenir qu'elle daignât, par sa miséricorde et sa bonté infinie, mitiger le fléau manifesté à plusieurs reprises dans le mystérieux Soleil. Il plut à Dieu de lui révéler aussi, que l'Eglise, après avoir traversé plusieurs douloureuses épreuves, remporterait un triomphe si éclatant, que les hommes en seraient stupéfaits, et que des nations entières retourneraient à l'unité de l'Eglise romaine, et que la terre changerait de face.

Les Bienheureux dans le ciel ont la vision intuitive de l'essence divine, par la lumière de la gloire, en laquelle ils voient aussi les créatures, comme objet secondaire de leur connaissance. L'homme en cette vie ne peut voir l'essence divine que par la mort, ou dans un ravissement qui fait perdre l'usage des sens, comme l'indique l'apôtre S. Paul: *Nescio an in corpore vel extra corpus, Deus scit*. On lit dans S. Grégoire que S. Benoît vit le monde entier par un seul rayon du soleil, dans lequel il vit en même temps les anges montant au ciel dans un immense globe de feu. Ce fait est précieux en ce qu'il explique davantage le Soleil de la Vénérable Anna-Maria.

Les notes manuscrites qui nous ont été communiquées, renferment une curieuse observation, par laquelle nous finissons.

On peut croire que de même que Dieu donna les stygmates à S. Francois, afin de réveiller le monde, *frigescente mundo*, ainsi de nos jours, où la science moderne se glorifie de tant d'inventions nouvelles, au premier rang desquelles apparaissent la vapeur et le télégraphe, Dieu voulant confondre l'orgueil d'un siècle qui se dit éclairé, malgré les ténèbres accumulées par les maximes impies et par l'abus des bienfaits providentiels, Dieu, disons-nous, a voulu donner à son humble servante, dans la mystérieuse lumière du Soleil, une espèce de télégraphe céleste, dans lequel une pauvre femme dépourvue de toute instruction a pu apprendre par un simple regard les choses les plus lointaines, ainsi que les faits immédiats du mouvement politique, en annoncer les suites, et dévoiler les plus secrètes pensées des hommes. C'est ainsi que Dieu manifeste sa toute-puissance et qu'il confond la sagesse humaine : *Infirma mundi elegit Deus, ut confundat fortia*. Du reste, quelque soit le motif pour lequel Dieu accorde des dons surnaturels à un de ses serviteurs plutôt qu'à un autre, l'homme ne saurait l'approfondir, et il ne peut que répéter le mot de S. Paul: « O altitudo divitiarum sapientiae » et scientiae Dei! Quam incomprehensibilia sunt judicia ejus » et investigabiles viae ejus. »

DU BRÉVIAIRE MONASTIQUE.

I. En quoi consiste le Rite Monastique.

1. Les moines, dont le genre de vie diffère de celui des clercs, devaient différer aussi sous le rapport de la célébration de l'office divin. Le patriarche des moines d'Occident, qui, dit-on, chanta distinctement dans le sein de sa mère, ainsi que sainte Scolastique, comme pour annoncer le zèle de son Ordre pour l'office divin, saint Benoît, institua le rite monastique, qui obtint l'approbation formelle du pape S. Grégoire le Grand et devint le patrimoine de presque toutes les Congrégations de moines. Rupert, Beleth, Honorius, Durandus et les autres représentants de la grande école liturgique se plaisent à expliquer le sens mystérieux et symbolique de l'office monastique. On peut consulter aussi le supplément d'Amalarius que Mabillon a publié dans ses *Analecta Vetera*, p. 98.

2. Ce n'est pas assurément par le missel que le rite des moines se distingue de la liturgie des clercs. Toutes les églises d'Occident, excepté Milan, ont depuis longtemps la messe romaine. Le rit et l'ordre de la messe sont partout les mêmes chez les réguliers, comme chez les séculiers. C'est de part et d'autre, le même canon, la même disposition, confession, introït, collectes, épître, graduel, verset, trait, évangile, symbole, offertoire, préface, canon, communion, action de grâces, et conclusion. Si l'on remarque parfois des variétés dans les anciennes liturgies, elles n'offrent pas assez d'importance pour constituer un rite particulier; tantôt c'est le psaume qui est omis avant la confession ; tantôt c'est la confession qui est plus courte; quelquefois l'on n'a qu'un seul offertoire pour le pain et pour le vin ; ailleurs les épîtres et les évangiles ne sont pas entièrement les mêmes que dans le Romain; mais répétons-le, ces variétés accidentelles ne formaient pas une diversité capable de constituer un rite particulier, en dehors de la messe romaine.

3. C'est par conséquent l'office, qui présente les particularités du rite monastique. Voyons ce que prescrit la règle de S. Benoît par rapport au psautier. Elle le distribue pour tous les jours de la semaine. Il y a douze psaumes pour le nocturne, et l'on y ajoute trois cantiques de l'Ancien Testament les dimanches et fêtes. Une particularité digne de remarque est que le dimanche, au lieu de commencer par le psaume 1er, comme le bréviaire romain, l'on commence avec le 20e psaume, et l'on continue de réciter les suivants pendant toute la semaine, jusqu'au psaume 106, excepté quelques-uns, qui sont omis. Les 19 premiers psaumes sont réservés aux petites heures pendant la semaine. Les Laudes commencent toujours par le psaume 66, *Deus misereatur*, sans antienne, suivies de *Miserere*, avec antienne; puis, deux autres psaumes, qui changent tous les jours; un cantique, et enfin, *Laudate Dominum de coelis*. — Les petites heures du dimanche se composent du psaume 118 divisé un peu diversement du bréviaire romain. Dans la semaine l'on a trois psaumes qui varient, du 1er au 19e ; quelques-uns sont omis et d'autres sont divisés. — A vêpres l'on a 4 psaumes, à partir du 109e. Complies ne renferme ni le psaume, *In te Domine speravi*, ni le cantique de Siméon. D'ailleurs, l'antienne finale à la Vierge se trouve comme dans le rite romain. Une autre différence est que l'on récite *Pater*, *Ave*, *Credo*, au commencement de chacune des heures de l'office.

4. Les fêtes ont trois nocturnes, comme le Romain, mais il y a quatre leçons au lieu de trois, ce qui fait, au total, douze leçons au lieu de neuf. Les fêtes de douze leçons occupent donc une place importante dans le rite monastique. Les deux premiers nocturnes ont chacun six psaumes; le

troisième nocturne se compose de trois cantiques de l'Ancien Testament, et de quatre leçons sur l'Evangile. Après le 12e répons, l'on chante *Te Deum*, et l'abbé lit l'Evangile. Les laudes sont presque les mêmes que dans le Romain, si ce n'est qu'elles commencent toujours par le psaume, *Deus misereatur nostri*. Après *Benedictus* et *Magnificat*, l'on a *Kyrie eleison*, et l'oraison dominicale à haute voix. Telles sont les variétés constitutives de l'office monastique.

II. Bréviaire des Chartreux.

5. Quoique les Chartreux ne suivent pas la règle de S. Benoît, ils embrassèrent le rite Bénédictin en ce qui concerne l'office divin. C'est ce qu'expriment les constitutions du troisième général de l'Ordre, rédigées vers l'année 1128, et connues sous le nom de *Consuetudines Guigonis*: « A di« gniori parte, officio videlicet divino sumentes exordium, in « quo ceteris monachis multum, maxime in psalmodia regulari « concordes inveniamur etc. » Ces religieux voulurent donc embrasser la psalmodie régulière, c'est à dire, adopter la division du psautier pour les divers jours de la semaine, laquelle était usitée dans les monastères, au lieu de se conformer aux rites des chanoines et des clercs séculiers. Le Masson, *Annales Cartusianorum*, p. 33. dit fort bien: « In « componendo divino officio Cartusiano, Ritus quidem Monas« ticus in duodecim psalmis, tribus canticis, et duodecim « lectionibus, et aliis similibus assumptus est, sed non pauca « ei adjuncta fuerunt etc. »

6. Les particularités de l'office des Chartreux sont, entre autres, les suivantes. Avant matines, on dit trois fois *Pater Ave*. La dernière antienne du nocturne étant récitée, on dit *Pater*, *Ave* et l'absolution. Après *Benedictus*, l'on a neuf fois *Kyrie eleison* et d'autres prières. Le symbole de S. Athanase se dit à prime tous les jours. La collecte est suivie de, *Benedicamus Domino*, et rien autre. Voici les rites particuliers de la messe. Le prêtre s'habille à l'autel, du côté de l'évangile. Il laisse tomber l'étole comme les évêques, au lieu de la croiser sur la poitrine. A l'introït il fait le signe de la croix, sans dire à haute voix: *In nomine Patris etc.* Au lieu de l'antienne: *Introibo ad Altare Dei*, et du psaume: *Judica me Deus*, le prêtre dit: *Pone Domine custodiam ori meo, et ostium circumstantiae labiis meis*. Le mot, *Dominus*, étant prononcé vers l'autel, le prêtre se tourne vers le peuple pour dire: *vobiscum*. A la fin, la bénédiction du peuple et l'évangile de S. Jean manquent. Notons enfin, que le corporal est plus grand que dans le rite romain.

7. Le petit office de la sainte Vierge fut en usage chez les Chartreux dès le principe, par suite, dit-on, d'une révélation de l'apôtre S. Pierre, qui leur promit la stabilité de l'Ordre dans le désert de la Grande-Chartreuse, pourvu qu'ils fussent fidèles à réciter chaque jour le petit office: « Perplexi estis, fratres, utrum hoc in loco permanere, vel ex eo excedere debeatis. Sed ego dico vobis verbis omnipotentis Dei, beatissimam Dei genitricem Virginem perpetuo vos in hoc deserto conservaturam, si in ejus honorem quotidie legere velitis preces ejus horarias. » La prédiction est justifiée par neuf siècles d'expérience. On sait que le petit office de la sainte Vierge fut une création de S. Pierre Damien, qui en introduisit l'usage parmi ses ermites. Le pape Urbain II, au concile de Clermont, ordonna, pour le succès de la première croisade, « ut horae de beata Maria dicantur, et ejus officium diebus « sabbatorum solemniter celebretur. » Cluny adopta le petit office; les religieux le récitaient à l'infirmerie. Il est très vraisemblable que les Cisterciens embrassèrent cette pratique dès l'origine; il paraît qu'ils récitaient d'abord le petit office en particulier; ce ne fut que longtemps après la mort de S. Bernard, que le chapitre général ordonna de le réciter au chœur. Les Prémontrés embrassèrent pareillement l'office quotidien de la sainte Vierge, ainsi que nous le dirons.

8. Le premier chapitre général des Chartreux, en 1141, rendit sept décrets, dont le premier ordonne la parfaite uniformité de toutes les maisons en ce qui concerne la récitation de l'office. Les autres décrets défendent de placer une maison de l'Ordre sous un autre institut; d'incorporer une nouvelle maison à l'Ordre sans l'agrément du chapitre général; ou d'ajouter et retrancher quoi que ce soit dans les statuts sans son approbation. A ce propos, Tromby, historien des Chartreux, se livre à une intéressante digression concernant l'utilité des chapitres généraux. Si nous laissons de côté les sauvages, dit-il, toutes les nations civilisées se glorifient d'avoir des comices. On lit dans Sénèque, lib. 2, *de Ira*, c. 31: « Sed quia singula servari totius interest, dum ad coetum redacti sumus, et salva esse societas, nisi custodia partium, non potest; ea quae ad hunc finem ducunt media, veris, fidelibusque consiliis, certis judiciis, et justis sententiis proponunt, decernunt, definiunt. » — Notre-Seigneur assembla ses disciples. Les apôtres célébrèrent plusieurs conciles; l'Eglise des premiers siècles en offre aussi bien des exemples. Pour ne parler que des moines nous savons que les Pères du désert, outre leurs fréquentes conférences ascétiques, avaient un chapitre général, *congregatio annua*, à laquelle assistaient les chefs des monastères et qui avait lieu au mois d'août. En effet, la règle de S. Pacôme parle de cette réunion annuelle (c. 27). Dans la lettre *ad universa monasteria*, nous lisons ce qui suit: « Ut congregentur omnes monasteriorum principes, et domorum praepositi in monasterium, quod vocatur Baum vicesimo die mensis, qui apud Ægyptios appellatur Mesore, ut rite omnium peccatorum atque operum remissio compleatur. » Saint Jérôme, préface de la règle de S. Pacôme, fait connaître les attributions de ce chapitre général: « Mense, cui vocabulum est Mesore, idest Augusto, instar jubilaei remissionis dies exercentur, et peccata omnibus dimittuntur, reconcilianturque sibi, qui aliquam habent simultatem, et disponuntur monasteriorum capita, dispensatores, praepositi, ministri, prout necessitas postularit. » — L'Occident n'offre rien de semblable pendant les huit premiers siècles; les monastères Bénédictins, indépendants et se gouvernant à part, sans reconnaître de centre, avaient leur chapitre conventuel, qui participait à la majesté d'une assemblée générale, grâce au grand nombre de moines que renfermait alors chaque maison. Au VIIIe siècle, sous Pépin, les abbés Bénédictins intervinrent aux assemblées des évêques. Sous Charlemagne, ils commencèrent à former une *chambre* distincte, dans le sein de ces assemblées mixtes; c'est ainsi qu'en 817, au concile d'Aix-la Chapelle, réunis en chambre particulière, ils firent d'excellens réglements, *Capitula*; de là vint le nom de chapitre, qui fut adopté pour désigner les assemblées générales des moines. Nous remarquons, peu de temps après, les premiers linéaments du chapitre général au Mont-Cassin, dont l'abbé convoquait chaque année ses prieurs dans une assemblée générale, où l'on traitait de la discipline et du placement des sujets. Ce n'était pas l'assemblée de plusieurs abbés, attendu que celui du Mont-Cassin était le seul, et qu'il réunissait les prévôts dépendants de son abbaye, et les moines des environs. Le chapitre ne durait que deux jours, 31 août et 1er septembre; le premier jour était réservé aux conférences spirituelles; le second jour, l'abbé prescrivait le placement des sujets. On peut consulter Martène (préface du tome IV, *Thesaurus anecdotorum)*, qui s'exprime en ces termes: « Ut pridie calendas septembris conventus ad hunc locum, scilicet Cassinum, fieret cum praepositis suis universorum hujus coenobii in circuitu monachorum, docendi ab abbate quid facere, quidve cavere, quidve corrigere, seu qualiter sub Dei praesentia,

et timore cum regulari observatione vivere debeant. Sequenti vero die ordinabantur, et describebantur, atque destinabantur in obedientias. » En réalité, tous ces prieurs et ces moines, profès du Mont-Cassin, formaient une seule et même communauté; et l'assemblée annuelle n'était, au fond, qu'un chapitre conventuel; ce n'est pas encore le chapitre général qui se compose des abbés de plusieurs monastères érigés en titre. Martène assure que l'assemblée annuelle existait dans le monastère Majeur près de Tours. Cluny connut les chapitres généraux plus tard, lorsqu'il fut entraîné à son tour par le mouvement que les Cisterciens imprimèrent; les actes de Pierre-le-Vénérable ne contiennent pas la moindre mention, pas le moindre mot de la congrégation générale.

9. La gloire de la création des chapitres généraux revient donc à Citeaux, qui renouvela la face de l'état monastique, grâce à cette puissante institution. Il est assez intéressant de faire observer que la fête de Saint Bernard, en qui se personnifie Citeaux, est célébrée dans l'Eglise universelle le 20 août, c'est-à-dire, le jour où les moines de la Thébaïde avaient l'usage de célébrer leur chapitre annuel. La *Charta Charitatis*, écrite en 1119 par S. Etienne abbé de Citeaux, prescrit le chapitre général annuel, sous peine de déposition, pour les abbés qui ne s'y rendraient pas. A une époque où les communications étaient si difficiles, n'est-ce pas une discipline bien remarquable, que celle qui oblige les abbés répandus dans toute l'Europe et au delà des mers, à se rendre à Citeaux tous les ans, pour traiter de la discipline et nommer des visiteurs, sous peine de déposition! Prémontré, appliquant à l'ordre des chanoines réguliers les grandes institutions par lesquelles Citeaux avait relevé l'état monastique, prescrivit, à son exemple, le chapitre général annuel; en peu de temps, Prémontré eut 1800 abbayes. Le mouvement gagna bientôt les autres congrégations religieuses, moines noirs et chanoines réguliers.

10. Dès le douzième siècle, par conséquent longtemps avant le décret d'Innocent III, les moines *nigri* s'organisèrent en chapitres généraux. Les abbés de la province de Reims obtinrent à cet égard la permission d'Innocent II: « Placet equidem Nobis, et hoc ipsum apostolica auctoritate firmamus, quod videlicet singulis annis in uno monasteriorum vestrorum celebrare conventum communiter decrevistis (Martène *Thes. Anecd.* tom. I. p. 389). On a une lettre de S. Bernard aux abbés réunis à Soissons, et une lettre de ces abbés à Alexandre III (*Ibid.* p. 461). En 1148, la congrégation Calisiensis, en Dauphiné, dressa une charte d'union d'après le modèle de Citeaux, en adoptant, entre autres points, le chapitre annuel. On remarque la même discipline dans l'institut *Vallis-caulium*, dont le principal monastère existait dans le diocèse de Langres, vers la fin du XIIe siècle; il dériva des Chartreux, avec quelques observances Cisterciennes. Tromby a publié les anciennes constitutions de cet ordre, ainsi que quelques décrets des chapitres généraux (Tome IV, p. 226). Nous y remarquons l'entière uniformité liturgique. « Missale, epistolare, textus, collectarium, graduale, antiphonarium, regula, hymnarium, psalterium, lectionarium, calendarium ubicumque uniformiter habeatur. » Toutes les églises de l'Ordre était dédiées à la sainte Vierge et à S. Jean-Baptiste; les Cisterciens les dédiaient à la sainte-Vierge seule. Le chapitre général se tenait au commencement de mai, à l'Invention de la Croix et il durait trois jours. Dans le IVe concile de Latran, en 1215, Innocent III publia un canon ordonnant un chapitre triennal des moines, en chaque province ou royaume, et canonisa ainsi cette belle institution; le canon se trouve dans les Décrétales de Grégoire IX. Honorius III, successeur d'Innocent, confirma son décret, en accordant, en outre, le pouvoir de contraindre les abbés d'assister aux chapitres. Dans une bulle pour la réforme de Cluny, Grégoire IX prescrivit l'assemblée annuelle des abbés et des prieurs tant conventuels que mineurs, en enjoignant d'appeler trois prieurs des chartreux, pour apprendre la manière de célébrer les chapitres. La bulle de Grégoire IX fut confirmée par Nicolas III. Le concile de Cologne de 1260, et celui de Salzbourg, de 1272, ordonnèrent aux moines *nigri*, la célébration des chapitres généraux. Enfin Benoît XII, par la célèbre constitution relative à la réforme des moines *nigri*, renouvela les statuts concernant les chapitres triennaux dans chaque province, en prescrivant, en outre, que les prieurs dépendants d'un monastère principal devraient se réunir tous les ans.

11. Pénétré de l'importance des chapitres généraux, le Saint-Siége prit tous les moyens de les établir parmi les chanoines réguliers qui militaient sous la règle de S. Augustin, en dehors des Prémontrés. C'est pourquoi la bulle de Benoît XII, *Ad decorem Ecclesiae sponsae Dei*, en ordonna la célébration tous les trois ou quatre ans, et dressa la circonscription des provinces, non seulement dans toute l'Europe, mais encore dans les églises latines de l'Orient. Nous citons avec plaisir la bulle pontificale, qui constate la prospérité des institutions religieuses.

« Ut autem in provinciis, in quibus dicta capitula fuerint celebranda, distincta limitatio habeatur, nec de ipsis in posterum haesitetur, quamlibet provinciam quoad hujusmodi provincialia tenenda, et celebranda capitula, prout sequitur limitamus. Imprimis urbs Romana cum episcopatibus nobis immediate subjectis in nostra speciali provincia, cum toto regno Siciliae, pro una provincia computetur. Provincia Thebana, Cretensis, Atheniensis, Patracensis, Corinthiensis et Neopathensis, cum toto patriarchatu Constantinopolitano pro una. Regnum Cypri pro una. Regnum Corsiae et Sardiniae pro una. Provincia Pisana, Januensis, Mediolanensis et Ravennas cum episcopatibus Placentino, Ferrariensi, et Ariminensi pro una. Patriarchatus Aquileiensis et Gradensis, cum provinciis Iadrensi, Spalatensi, Ragusina, Antibarensi pro una. Provinciae Strigonensis, Colocensis et Gneznensis cum episcopatu Caminensi pro una. Rigensis pro una. Salseburgensis, Magdeburgensis et Bremensis pro una. Coloniensis, Moguntinensis, Trevirensis cum episcopatu Bambergensi pro una. Ebredunensis, Viennensis, Agdensis, Arelatensis pro una. Lugdunensis, Tarantasiensis et Bisuntina pro una. Rhemensis et Senonensis pro una. Rotomagensis et Turonensis pro una. Burdegalensis et Bituricensis, cum episcopatu Aniciensi pro una. Narbonensis, Tholosana, et Auxitana pro una. Tarraconensis et Caesaraugustana cum episcopatu Majoricensi pro una. Toletana, Hispalensis, Compostellana et Bracarensis pro una. Cantuariensis et Eboracensis pro una. Tota Hybernia pro una. Regnum Scotiae pro una. Regnum Daciae, Norvegiae et Suetiae pro una provincia deputantur. Si qui vero episcopatus vel monasteria, aut loca alia dictae religionis existant, quae in aliqua dictarum provinciarum minime includantur, quoad dicta capitula provincialia intelligantur esse de illa provincia cui viciniora existere dignoscuntur. »

12. Avec les éclairaissements que nous venons de donner, on s'explique parfaitement que les Chartreux aient été amenés à leur tour, à célébrer des chapitres généraux, quoiqu'ils ne l'eussent pas fait pendant soixante ans, depuis leur fondation. Les prieurs le demandaient instamment; S. Antelme, prieur général, finit par y consentir, et le premier chapitre eut lieu en 1141, comme nous l'avons dit. En 1167, l'on décida que le chapitre général se tiendrait tous les ans; les statuts renferment la défense expresse pour les Chartreux de monter à cheval, excepté pour se rendre au chapitre général. Les Chartreux, qui n'ont jamais eu besoin de réforme, observèrent pendant bien des siècles l'usage de convoquer le chapitre général tous les ans après Pâques. Au commencement du siècle dernier, cette discipline était pleinement en

vigueur ; Martène en fait foi (loc. cit.), en ces termes : « Cartusienses, et nonnullae adhuc monasticae congregationes singulis annis conveniunt. »

13. La conservation de l'uniformité en liturgie fut l'un des principaux bienfaits qu'apporta la célébration régulière des chapitres généraux. Afin de se rendre compte de l'importance que les congrégations monastiques attachèrent à cette parfaite uniformité, surtout à partir du douzième siècle, il est nécessaire d'exposer l'état de la discipline en matière de liturgie, antérieurement au concile de Trente et aux célèbres bulles de S. Pie V. Or, les divergences ne pouvaient se produire que sur des points accessoires. Le psautier était partout le même ; les monastères faisaient usage de la division monastique introduite par S. Benoît, tandis que les cathédrales, les chanoines séculiers et réguliers et généralement les clercs se conformaient au rite romain ; cela est si vrai, que les Chartreux eux-mêmes, qui n'embrassèrent pas la règle de S. Benoît, se conformèrent à ses prescriptions en ce qui concerne l'Office divin. Il n'y a pas d'exemple qu'une cathédrale, ou un monastère ait jamais essayé d'inventer une nouvelle disposition des nocturnes et une distribution du psautier, en dehors des traditions. Il faut en dire autant du *Proprium de tempore* et du commun des saints. C'est donc par rapport aux offices particuliers et dans le calendrier que l'uniformité pouvait être altérée. Il y avait sans doute, comme aujourd'hui, le calendrier universel et partout obligatoire, qui comprenait les offices prescrits par le Saint-Siége. Une parfaite uniformité régnait à cet égard, ainsi que nous le démontrerons plus loin ; lorsque le Saint-Siége prescrivait un nouvel office, le chapitre général de chaque congrégation s'empressait d'obéir à la loi, sous peine de recevoir les ordres formels et directs dont les Annales ecclésiastiques renferment plusieurs exemples. Dans la discipline actuelle tout ce qui n'est pas commandé, est prohibé. Il en était autrement avant l'époque de S. Pie V. Les offices commandés par les décrets généraux du Saint-Siége étaient récités en tout lieu. Hors de ce calendrier universel, il y avait les offices particuliers que les Ordinaires des lieux pouvaient inscrire librement dans leurs calendriers. Là était le danger pour l'uniformité ; c'est aussi là que les instituts religieux voulurent appliquer le remède, en réservant au chapitre général le pouvoir d'autoriser les nouveaux offices. C'est ce que firent notamment les Chartreux par un statut qui défendit l'introduction des nouveaux offices sans l'agrément du chapitre général; mais, répétons-le, cette disposition ne pouvait concerner les offices que le Saint-Siége prescrit à l'Eglise universelle par les décrets généraux qui ordonnent aux clercs séculiers et aux réguliers de les réciter, sous peine de ne pas remplir l'obligation.

14. En effet, nous voyons que les Chartreux, comme d'ailleurs les autres corporations monastiques et régulières, s'empressèrent d'adopter les offices du calendrier universel, lorsque le Saint-Siége les inscrivit en vertu de décrets universellement obligatoires. Pour le montrer, nous n'avons pas besoin de rechercher laborieusement les actes des chapitres généraux et les anciens bréviaires et missels manuscrits de l'Ordre. Deux éditions imprimées suffisent comme preuve de notre assertion. En effet, l'édition du bréviaire de 1586 et celle de 1643 contiennent tous les saints du calendrier de S. Pie V, ainsi que les nouveaux offices que le Saint-Siége prescrivit, jusqu'à cette dernière époque. D'où il suit que le calendrier de l'Ordre a été en harmonie avec les décrets généraux du Saint-Siége, au moins jusqu'à 1643, pour ne rien dire de l'époque subséquente.

15. Conservateurs vigilants de leur ancienne liturgie, comme des autres traditions de leur institut, les Chartreux furent compris dans l'exception des deux cents ans que S. Pie V avait admise, et purent conserver par conséquent leurs anciens rites. Néanmoins, la perfection de l'œuvre accomplie par le Pontife leur fit sentir la nécessité de réviser diligemment leur bréviaire et leur missel, afin de faire disparaître une foule de choses apocryphes et invraisemblables. Le décret du prieur général qui se trouve en tête de l'édition de 1586 confesse la nécessité des changements ; voici cette pièce.

« Frater Bernardus, humilis prior domus majoris Cartusiae, » totiusque ordinis Cartusiensis generalis minister, universis » et singulis prioribus, officialibus, religiosis, et aliis personis » nostri ordinis, sempiternam in Domino salutem.

» Mirari nemo debet, quod nos novissimi post primos patres » doctrina et virtute insignes, aliquid in divino Officio cor- » rigere, demere, addere, et mutare ausi sumus. Cum ex » sacrae et generalis synodi Tridentinae decreto beatissimus » pater Pius V tam in officio canonico, quam in officio glo- » riosae Virginis Mariae matris Dei plurima jusserit emendari, » nonnulla etiam amputari, et cum melioribus commutari. » Sanctissimus quoque et bonae memoriae Gregorius XIII ca- » lendarium vetus omnino sustulerit et aboleverit, atque Mar- » tyrologium novum antiquiore multo auctius ac locupletius » edi curaverit. Decretum insuper, jusque pontificium, pluri- » bus additis constitutionibus, auctius evulgarit. Sed et ad » instar ejusmodi correctionis, et renovationis, Patres omnium » fere sacrorum ordinum et probatissimarum religionum quae » sua varietate jucundissima, Ecclesiam Dei circumdant, atque » eam tum doctrina, tum virtutibus, tum etiam assiduis ora- » tionibus illustrant, et tuentur : missalia et breviaria sua mul- » tis supervacaneis et appositiiis missis, officiis et historiis, » seu sanctorum gestis apocryphis et minus verisimilibus de- » pravata, candori piam et sinceram religionem decenti, res- » tituerunt : ac omnium suorum alumnorum in gratiam, pu- » blice edi curaverunt. Quorum exempla et nos non leviter » et inconsiderate sequuti, juxta demandatam nobis a generali » capitulo provinciam, libros ordinis nostri antiquos revolvi- » mus : quos profecto nusquam credidissemus tot scatere mendis » et erroribus, nisi rem propius ipsimet inspexissemus. Quae » tamen vitia non censemus Patribus nostris, sed temporum » potius ruditati, atque longinquitati imputanda : cum omnia » haec caduca, et fluxa in eodem statu permanere non pos- » sint. Quamobrem juxta sacros canones, et probatissimorum » doctorum sententiam, errores et vitia quaecumque potuimus » deprehendere, correximus. Et ut fructus laboris nostri aliis » quoque domibus et personis ordinis nostri communis esset, » sermones, homilias, et alias lectiones emendatissimas (ty- » pographiae erroribus, qui subterfugere etiam lynceos valent » oculos, paucis exceptis) atque absolutissimas praelo com- » misimus. Nunc demum en missalia et breviaria itidem ab » omni labe errorum repurgata in lucem damus. Libros cae- » teros ordinis (si qui supersunt) vita comite emittere spe- » rantes, ad divinae majestatis laudem, honorem, et gloriam : » cujus lege cautum est ne animalia maculis conspersa seu » vitio aliquo foedata in sacrificium offerantur. Et haec quidem » omnia (uti coetera nostra) sub beneplacito et censura sanc- » tisssimi Domini nostri Sixti Papae quinti et sanctae Sedis » Apostolicae, cujus divinam in terris et in cœlis ratam au- » thoritatem profitemur. Cartusiae prima decembris anno sa- » lutis reparatae MDLXXXVI. — B. prior Cartusiae. — » Sixte V approuva le bréviaire par un bref. »

Le calendier porte l'approbation du chapitre général de 1586. Il renferme 142 fêtes, dont plusieurs de rite simple, et quelques-unes spéciales aux Chartreux. Dans le bréviaire de 1643, on trouve, en outre, S. Bonaventure, 14 juillet. S. Louis roi de France, 25 août. S. Janvier, 19 septembre. S. Placide et ses compagnons, 5 octobre. S. Diego, 12 novembre, le 13 étant pris par S. Bretius. Les fêtes de chapitre et de douze leçons sont transférées selon l'usage. Le psautier est disposé comme dans le bréviaire monastique. Le *Proprium de tem-*

pore se rapproche de très près du romain; lorsqu'il s'en écarte, ce n'est pas en mieux. Dans le propre des saints, jamais de leçons propres, historiques, à moins qu'on n'ait quelque homélie qui raconte des traits de la vie; par exemple, S. Grégoire, pour la vie de S. Benoît, S. Ambroise pour S. Agnès. Les leçons du 1er nocturne sont prises dans les homélies des pères. S. Augustin a des leçons propres; S. Bruno ne les a pas. Dans le commun des saints mêmes hymnes que le romain, très souvent les mêmes antiennes.

Il semble donc qu'au moins jusqu'à 1643, les Chartreux eurent tous les offices prescrits universellement à toute l'Eglise. S. Bonaventure et S. Diégo, qui ne sont pas dans le bréviaire de 1586, furent prescrits par Sixte V; on les trouve dans celui de 1643.

Au sujet de l'office de la Sainte Vierge et de l'obligation de le réciter, Tromby (tom. 5, p. 231) cite une lettre du général de l'Ordre, du 28 août 1756, qui en fait une chose de pure dévotion. Voici cette lettre.

« Venerabilis in Christo Pater. Cum pro elucidandis aliquot dubiis ad nos confidenter litteris vestris confugiatis, petentes quae sit nostra de his sententia, de vestra erga hanc matrem Cartusiam ac meos antecessores laetus veneratione, libenter respondeo. Quidquid sentiat Nat. Alexander qui pauciores in hac parte sectatores habet, quam contradictores, maxime quoad eos, qui sicut nos officium parvum B. Mariae in choro nunquam recitant, Ordo noster in hac semper fuit sententia, nos ad illud non teneri nisi ex devotione, quam ab initio habuerunt Patres nostri, et ad quam nullatenus intenderunt se astringere sub mortali, sed ad tamquam meram observantiam regularem, quae ideo comprehenditur inter eas de quibus loquitur citata a vobis ordinatio anni 1670. Verumtamen cum valde difficile sit officium illud absque contemptu posse omitti, vix credibile est, quod absque mortali omittatur. Insuper observandum est me numquam quemquam dispensasse a recitatione officii B.V. Mariae. Revera (Deo sint laudes) nemo hanc a me requirit dispensationem, quam non concederem. »

III. Bréviaire de Cîteaux.

16. La translation des religieux d'un monastère à l'autre exigeait la parfaite uniformité d'observances, et surtout celle des rites sacrés. Les anciens Bénédictins qui professaient la stabilité de lieu et ne quittaient jamais le monastère de leur profession, purent se contenter de l'unité de règle, sans aspirer à une entière uniformité dans les usages, qui variaient, en effet, selon les maisons. Cluny établit comme un des points fondamentaux de sa réforme, non seulement la même règle, mais encore les mêmes usages dans toutes les maisons de l'institut. Cîteaux alla plus loin dans cette voie, et voulut que ses moines pussent être transférés en diverses maisons selon les besoins; c'est du moins le motif qui est allégué dans le titre fondamental, *Charta charitatis*, pour recommander l'uniformité. De là cette constante sollicitude des chapitres généraux pour la conservation de l'unité disciplinaire et liturgique. Loin de laisser au gré des abbés et des chapitres conventuels la liberté d'adopter des offices particuliers, il fut réglé que la permission du chapitre général serait nécessaire. Cette disposition concernait les offices facultatifs, et nullement ceux qui étaient obligatoires en vertu d'une loi pontificale. Les chapitres généraux de Cîteaux ne s'arrogèrent pas le pouvoir de prendre ou de rejeter, à leur gré, les offices que le Saint-Siége prescrivit dans toute l'Eglise. Cela est si vrai que lorsqu'ils mirent quelque retard à adopter ces offices, les Papes leur enjoignirent de se conformer à la loi commune, ainsi qu'on le verra plus loin. Les Annales de Cîteaux et les actes des chapitres généraux attestent que ces vénérables Pères ne se considéraient nullement comme exempts des décrets généraux du Saint-Siége; lorsque, par négligence, ou par tout autre motif, ils n'apportèrent pas à s'y conformer tout l'empressement qu'il fallait, la voix pontificale se fit entendre afin de les remettre dans le bon chemin. Donnons les preuves de nos assertions.

17. Dès le chapitre 1er, la *Charta Charitatis* ordonne l'uniformité du chant et des livres liturgiques, en donnant pour raison que les moines des autres couvents sont reçus dans le cloître de Cîteaux. « Et quia omnes monachos ipsorum » ad nos venientes in claustro nostro recipimus, et ipsi simi- » liter nostros in claustris suis, ideo nobis opportunum vide- » tur, et etiam volumus, ut mores, et cantum, et libros omnes, » ad omnes horas diurnas et nocturnas, et omnes missas ne- » cessarios, secundum formam morum et librorum novi mo- » nasterii possideant, quatenus in actibus nostris nulla sit dis- » cordia. »

18. Dans le *Nomasticon Cisterciense*, p. 245, se trouvent les *Instituta Capituli Generalis*, qui comprennent les actes des chapitres généraux depuis l'origine jusqu'à 1134; on attribue cette collection à S. Raynaud, 4e abbé de Cîteaux. Les chap. 2 et 3 recommandent la plus parfaite uniformité des livres liturgiques, tant de ceux qui servent pour l'office que des missels et des autres livres nécessaires pour la messe.

« Cap. II. Ut autem inter abbatias, unitas indissolubilis per- » petuo perseveret, stabilitum est, primo quidem, ut ab omni- » bus regula beati Benedicti uno modo intelligatur, uno modo » teneatur; dehinc ut iidem libri quantum duntaxat ad divi- » num officium pertinet; idem victus, idem vestitus, iidem » denique per omnia mores inveniantur.

« Cap. III. Missale, epistolare, textus, collectarium, gra- » duale, antiphonarium, regula, hymnarium, psalterium, lec- » tionarium, calendarium, ubique uniformiter habeantur. »

19. Le pape Eugène III, en 1152, rend la bulle *Sacrosancta Romana Ecclesia*, qui confirme la Charte de Charité, et particulièrement l'article qui exige l'unité liturgique dans toutes les églises de l'ordre cistercien: « Easdemque pariter observantias, eumdem cantum, eosdem libros, qui ad officium ecclesiasticum pertinent, per universas ecclesias vestri Ordinis teneatis. » (Henriquez, *Privilegia Cisterciensium*, p. 53).

20. Le fond de la liturgie Cistercienne était romain, en sorte que les dispositions particulières n'existaient vraiment que pour des rites accessoires. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup-d'œil sur le recueil intitulé: *Usus antiquiores Ordinis Cisterciensis* (*Nomasticon*, p. 85 et seqq.) Ce livre est antérieur à 1134, attendu que les *Instituta* de S. Raynaud dont nous venons de parler, le désignent parmi ceux que tous les monastères doivent posséder. Or, l'on y retrouve les rubriques romaines, telles que nous les possédons aujourd'hui, ce qui prouve à la fois qu'elles existaient dès le douzième siècle, et que Cîteaux avait mis le plus religieux empressement à s'y conformer. Ainsi on lit le prophète Isaïe pendant l'Avent; la commémoraison de la férie passe avant celle du saint de rite simple. Les quatre-temps comparaissent la troisième semaine de l'Avent; les évangiles et les homélies sont les mêmes qu'aujourd'hui. La fête de l'apôtre S. Thomas est inscrite au calendrier le 21 décembre; l'antienne, *Nolite timere*, doit toujours se dire le cinquième jour avant Noël, quand bien même ce serait le dimanche — La messe de la veille de Noël est célébrée comme le dimanche, après prime, avec une seule et unique oraison — Les trois messes de Noël sont absolument comme aujourd'hui; les religieux communient, non à la messe de minuit, mais à celle de l'aurore. S. Etienne, S. Jean, les Innocents ont leurs oraisons et leurs octaves comme notre bréviaire romain. Le dimanche après Noël, on a la messe: *Dum medium silentium etc.* Nous devons remarquer le rit solennel que Cîteaux décerne à la fête de S. Sylvestre, comme nous le faisons: « Festivitas sancti Sylvestri

tam in nocte quam in die plenarie agatur. » La messe est: *Sacerdotes tui, Domine* — Si nous voulions poursuivre la comparaison entre la liturgie romaine et les rites de Cîteaux, nous aurions bien des choses à signaler. Ainsi, l'office de l'Epiphanie, la Septuagésime, où commencent les leçons de la Genèse; la bénédiction des cendres *in capite jejunii*; la quinzaine de la Passion, pendant laquelle on ne dit pas *Gloria Patri* à l'introït. La défense de célébrer les messes basses le jeudi saint mérite d'arrêter notre attention; les religieux doivent communier au grand autel: « Omnes tam conversi quam caeteri ad magnum altare communicent. Diaconus autem tot hostias consecrandas apponat, ut et ipsa die fratribus omnibus sacra communio sufficiat, et tam pro officio sequentis diei, quam pro infirmis pars sacrae communionis reservari possit . . . Qui cantat missam, partem sacrae communionis in crastinum servandam in vasculo ante notato honorifice recondat . . . Et sciendum quod hac die, privata missa non sit ab aliquo cantanda, nisi pro conversis communicandis, ubi multitudo exegerit; et ipsa missa de die sit. Missa autem de sancta Maria, ad quam nullus hac die communicat, et quotidiana pro defunctis cantabitur. » Cette dernière disposition n'est pas en harmonie avec les rubriques romaines. — Le *mandatum* du jeudi saint renferme autant de pauvres qu'il y a de religieux dans le monastère. L'office du vendredi saint, leçons sans titre, deux oraisons, prières solennelles pour tous les hommes, adoration de la Croix, rubriques de la messe des présanctifiés; tout est comme dans le romain. Le samedi saint, bénédiction du feu et du cierge pascal, leçons, litanies, messe sans *Agnus Dei*; c'est partout le rite romain. N'omettons pas une remarque concernant le samedi saint: « In hac die nulla privata missa ab aliquo est dicenda. » — Les leçons de l'Ecriture sainte sont désignées, comme nous les avons aujourd'hui. Ainsi, le livre des Rois jusqu'au premier dimanche d'août. Pendant le mois d'août, les Proverbes, l'Ecclésiaste, le Cantique des Cantiques, la Sagesse et l'Ecclésiastique. En septembre, Job, Tobie, Judith, Esther, Esdras. Octobre, les Machabées. Novembre, Ezéchiel. Il est pourtant vrai de dire que la longueur des leçons n'était pas fixée comme aujourd'hui. — Si nous consultons le calendrier primitif de Cîteaux, nous retrouvons les fêtes prescrites universellement à l'époque dont il s'agit. La fête de S. Pierre est avec octave, ainsi que S. Laurent. On fait, en outre, la commémoraison de S. Paul. On a aussi les saints martyrs Jean et Paul, S. Léon II, etc. — L'office des morts ne se dit pas les jours de fêtes de 12 leçons.

21. Après avoir constaté l'identité des rites Cisterciens et de la liturgie romaine, on se demande en quoi consistent les différences, en dehors du psautier monastique que prescrit la Règle de S. Benoît. Les voici. Avant les leçons des nocturnes, on n'a pas l'oraison dominicale ni l'absolution. Le *confiteor* et les prières ne se disent ni à prime, ni à complies. Le répons qui suit le capitule, n'a pas de *Gloria Patri*. Une seule et unique leçon, les jours fériaux. Les hymnes pris constamment dans la liturgie ambroisienne, varient à prime et à complies, suivant les saisons. Les psaumes de la férie sont toujours récités à vêpres, parce que la Règle de S. Benoît semble n'autoriser le changement de psaumes que pour matines. Chacune des heures a sa collecte particulière. On fait simplement mémoire à vêpres et à laudes des fêtes qui ne sont pas de douze leçons. Laudes n'a qu'une seule et unique antienne. On fait mémoire de la Sainte Vierge et de l'Incarnation à toutes les heures. Le *Salve regina* est chanté solennellement tous les jours après complies, sans distinction de temps. Les fêtes de 12 leçons forment trois classes: Celles où l'abbé fait un sermon aux religieux; celles qui ont deux messes conventuelles, après prime et après tierce; celles d'une seule messe. Enfin, le rite cistercien ne double jamais les antiennes. — Ces détails sont nécessaires pour l'intelligence des choses rapportées plus loin.

IV. Calendrier Cistercien.

22. Saint Henri ayant été canonisé par Eugène III, en 1150, sa fête fut aussitôt prescrite dans l'Ordre cistercien. La fête de S. Bernard fut ordonnée par le chapitre général de 1165, l'année qui suivit sa canonisation par Alexandre III. Le chapitre de 1200 ordonna de faire mémoire de S. Bernard dans le petit office de la Sainte Vierge. En 1192, le Pape enjoignit au chapitre général de transférer la fête de S. Pierre de Tarantaise (Manriquez, *Annales Cisterciensium*, ann. 1192, c. 5, n. 4).

23. L'office de la Sainte-Vierge avait toujours été récité en particulier. Le chapitre général de 1194 ordonna de le réciter à l'infirmerie, ainsi que cela se pratiquait chez les religieux de Cluny. Voici son décret: « Horae Sanctae Mariae dicantur omni tempore in infirmitorio, exceptis festivitatibus B. Mariae, et octavis Assumptionis ejus, et die Natalis ejus Filii Domini nostri, et Pascha, et Pentecostes. Et qui voluerit extra terminos, praeterquam in conventu. » Alors commença l'office à deux chœurs dans la chapelle de l'infirmerie. Hors des termes, on pouvait le dire en particulier. Un statut rendu pour Cluny sous le vénérable Pierre Maurice avait prescrit la même chose: « Ut sicut ex consuetudine aliae Horae Sanctae Virginis Matris Domini in ecclesia infirmorum, quae in honore ipsius consecrata est, quotidie decantantur, et ejusdem ibi completorium cantaretur, et in omnibus Horis ante psalmos praemitteretur versus: Memento salutis author, cum gloria sua. Causa instituti hujus fuit honor Matri Domini super omnem creaturam singulariter exhibendus; et ut, quia ejus Horae in conventu publico propter fratrum numerositatem, et officiorum multiplicitatem brevitate temporis prohibente, cantari non poterant, saltem in capella ipsius, a paucioribus ex integro cantarentur. » A Cîteaux tous les religieux récitaient l'office de la Vierge, soit à l'infirmerie, soit en particulier (Manrique tom. 3, p. 285).

24. Innocent III composa l'oraison, la secrète et la postcommunion de la messe de S. Bernard, en n'hésitant pas à lui décerner le titre de docteur. La lettre où se trouvent les trois oraisons est conservée dans le registre d'Innocent III; une copie authentique en fut prise sous le pontificat de Clément VIII. Henriquez l'a publiée (*Privilegia*, p. 365). Voici cette intéressante lettre, qui fut adressée: *I. quondam Lugdunensi archiepiscopo.*

« Negare noluimus quod petere voluisti, cum ex eo tam nobis quam tibi fructus aeternae retributionis accrescat. Petisti namque rogatus a fratribus, ut ad honorem beati Bernardi primi Claravallensis abbatis, quem Apostolica Sedes sanctorum adscripserat catalogo venerandum, Nos ipsi collectam et alias orationes ore proprio dictaremus, cum propter auctoritatem dictantis, tum propter stylum dictaminis, cum majore devotione dicendas. Et ecce sicut potuimus, ad instantiam dilecti filii fratris Rainaldi petitionem tuam curavimus exaudire. Perfice quaesumus Domine, pium in nobis religionis effectum, et ad obtinendam tuae gratiae largitatem, beatus Bernardus abbas et doctor egregius, suis apud te semper pro nobis meritis et precibus intercedat. Per Dominum. Grata tibi sit, Deus, hujus oblatio sacramenti, quod in memoriam dominicae passionis tuae offerimus majestati. Per Dominum etc. Suum in nobis, omnipotens Deus, cibus, quem sumpsimus, operetur effectum, ut incorporet nos sibi ejus edentes qui tecum etc. Datum Laterani VI idus junii. (Henriquez, *Privilegia*, p. 365).

25. Le chapitre général de 1215 ordonna l'office de 12 leçons pour sainte Catherine, vierge et martyre (Manrique, tom. 4,

p. 73). Saint Guillaume de Bourges ayant été canonisé par Honorius III, en 1218, le chapitre général célébré à Citeaux la même année, prescrit de faire sa fête avec deux messes, comme S. Nicolas (*Ibid.* p. 99). Le chapitre de 1220 permit aux abbés d'Angleterre de faire la fête de S. Sigismond avec l'office des martyrs. (*Ibid.* p. 187). Par une bulle du mois de janvier 1222, Honorius III confirma le culte de S. Robert, premier abbé de Citeaux; le chapitre général de la même année décréta: « Ut de sancto Roberto primo Cistercii abbate » fiat festum quinto decimo kalendas maji, cum duodecim » lectionibus, sicut de beato Hieronymo, et una missa, sicut » de beato Benedicto. (tom. 4, p. 239). » En outre, il permit aux abbés d'Ecosse de faire l'office de sainte Brigitte (*Ibid.*) En 1235, Grégoire IX canonise sainte Elisabeth de Hongrie, et prescrit à tous les évêques, abbés, prieurs et autres recteurs des églises de célébrer sa fête: « Districte praecipiendo mandantes, quatenus decimotertio kalendas decembris, festum ejusdem celebretis, et faciatis solemniter celebrari.... Le chapitre général de Citeaux tenu la même année 1235, prescrivit la fête de S. Elisabeth. C'est le seul décret que fit le chapitre: « Decimo tertio kalendas decembris fiat commemoratio de sancta Elisabeth per universum ordinem. » (*Ibid.* p. 514). Le chapitre général de 1236 ordonne la fête de S. François d'Assise, canonisé peu de temps auparavant (*Ibid.* p. 536).

26. En canonisant saint Dominique et saint Pierre Martyr, le Pape ordonna de célébrer leur fête en tout lieu. Les Cisterciens ne croyant pas y être obligés par la raison qu'ils n'avaient pas reçu d'ordre spécial, Alexandre IV les détrompa, en leur faisant savoir que le décret apostolique les comprenait comme tous les autres, quoiqu'ils ne fussent pas spécialement nommés. En effet, le privilége de n'être compris dans les décrets du Saint-Siége que lorsqu'on y est nommé expressément, ne regarde pas les choses liturgiques. La lettre d'Alexandre IV a été publiée par Martène, tom. I, *Thesaurus Anecdotorum*, col. 1063; elle est de 1255. Voici ce document.

« Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio abbati Cistercii, ac generali capitulo Cisterciensis ordinis, salutem et Apostolicam benedictionem. — Licet apostolica sedes per justum et meritorium judicium beatum Dominicum confessorem institutorem ordinis Fratrum Praedicatorum, et beatum Petrum martyrem ejusdem ordinis catalogo adscribens sanctorum per universos mandaverit eorum festa solemniter celebrari; vos tamen occasionem sumentes ex eo quod id vobis specialiter non extitit demandatum, sanctorum ipsorum festa solemnitate debita, ut dicitur, minime celebratis: hinc est quod universitatem vestram rogamus, monemus, et hortamur attente per apostolica vobis scripta mandantes quatenus attendentes quod sanctorum meritis inclyta gaudia illi proculdubio assequuntur qui eum venerantur in ipsis quorum gloria ipse est et retributio meritorum, per universum ordinem vestrum praedictorum sanctorum festivitates celebrari solemniter faciatis, juxta quod per sedem eamdem pie noscitur ordinatum. Datum Anagniae XII cal. augusti pontificatus nostri anno primo. »

27. Le chapitre général obéit, et nous trouvons la fête de saint Dominique et celle de saint Pierre Martyr mentionnées dans les actes postérieurs. Les décrets du Saint-Siége n'ont nul besoin d'être acceptés pour obliger; le sentiment opposé conduirait à l'insubordination et à l'anarchie. Il est faux que les Papes aient consenti à ce que leurs décrets généraux en matière de liturgie ne fussent obligatoires par rapport à l'ordre de Citeaux que lorsque le chapitre général les aurait acceptés et promulgués; la lettre d'Alexandre IV n'est pas la seule preuve que nous soyons en mesure d'apporter à l'appui de cette importante conclusion; nous avons aussi la pratique constante, à partir des premiers temps de l'Ordre cistercien, jusqu'au milieu du XVIIe siècle; car nous voyons que les chapitres généraux prescrivirent successivement les offices que le Saint-Siége inséra au calendrier universel de la sainte Eglise. D'où il suit évidemment que la défense d'introduire de nouvelles fêtes sans l'autorisation du chapitre général, cette défense, que l'on remarque fréquemment dans les actes, ne peut regarder que les offices facultatifs.

28. On remarque dans le *Nomasticon Cisterciense* (p. 273 et seqq.) une collection de décrets remaniée à diverses époques et définitivement rédigée en 1256. Elle porte le titre: *Institutiones capituli generalis*, et elle est divisée en *distinctions*; la IIIe concerne l'office divin. Nous remarquons d'abord la défense de faire des commémoraisons de saints, c'est à dire des offices de rite simple, à moins que le chapitre général ne les concède: « Commemorationes sanctorum non » fiant praeter consuetudinem Ordinis, nisi per capitulum ge- » nerale concedatur. (Cap. 18). » Cela n'a aucun rapport avec les offices des Saints que le Saint-Siége prescrit à l'Eglise universelle par ses décrets généraux; il n'a pas coutume de les prescrire sous forme de simple mémoire. Le chap. 32 des *Institutiones* est ainsi conçu: « Inhibetur ne petitiones de » cœtero fiant de festo faciendo alicujus sancti, nisi de li- » centia et consensu Domni Cisterciensis, et definitorum. » Ici encore, nous disons que cette disposition concerne les offices facultatifs, et non ceux qui deviennent obligatoires en vertu de quelque décret apostolique, car ces derniers n'ont pas besoin que l'on demande l'autorisation de les célébrer; d'ailleurs, ne serait-ce pas une hardiesse inexcusable d'exiger le consentement de l'abbé et de ses définiteurs afin d'obtenir l'autorisation de présenter une requête au chapitre pour remplir un devoir? Du reste, les *Institutiones* prescrivent plusieurs commémoraisons, entre autres S. François d'Assise, que nous verrons bientôt au rang des fêtes de 12 leçons. Saint Dominique et Saint Pierre martyr ne sont pas compris dans la liste, parce que vraisemblablement la lettre d'Alexandre IV parvint à Citeaux lorsque les *Institutiones* étaient achevées; nous trouverons bientôt ces deux fêtes. Nous citons avec plaisir le chap. 28, ainsi conçu: « Festum sanctae Trinitatis cum » tribus lampadibus semper fiat, et abbas celebret solemniter » in conventu, sed sermonem in capitulo propter difficultatem » materiae fieri non oportet. »

29. Les communions de règle pour les convers n'étaient pas nombreuses à Citeaux; les statuts en fixent sept dans le cours de l'année, en accordant à l'abbé le pouvoir de les diminuer pour des motifs certains. Cap. IX. « Septies com- » municabunt in anno conversi, nisi quem crebrius aut rarius » certa de causa abbas accedere judicaverit; videlicet in Na- » tivitate Domini, Purificatione beatae Mariae, in Coena Do- » mini, in Pascha, Pentecoste, in Nativitate Beatae Mariae » et in solemnitate omnium Sanctorum. » Les fêtes chômées par les convers ne présentent pas un chiffre trop élevé, car il y en a à peine 28 par an, sans compter le dimanche; les fêtes de la Sainte Vierge et celles des apôtres sont au premier rang. « Distinct. XIV, cap. V. De festis in quibus non » laborant conversi. In his solemnitatibus non laborant con- » versi. In die Natalis Domini et tribus sequentibus, in Cir- » cumcisione, in Epiphania, in Parasceve, in die Paschae, » et secunda feria, in Ascensione, in Pentecoste, et secunda » feria. In solemnitatibus beatae Mariae, Philippi, et Jacobi, in » nativitate sancti Joannis Baptistae, in festis Apostolorum Petri » et Pauli, Jacobi, Laurentii, Bartholomaei, Matthaei, Michaelis, » Simonis et Judae, Omnium Sanctorum, Martini episcopi, An- » dreae apostoli, Thomae apostoli, et in dedicatione Ecclesiae. »

30. Boniface VIII ordonna de célébrer avec l'office du rite double les fêtes des douze apôtres et celles des quatre grands docteurs de l'Eglise, S. Grégoire, S. Augustin, S. Ambroise

et S. Jérôme ; la bulle, *Gloriosus Deus in sanctis suis*, ayant été insérée dans la Sexte des Décrétales, le Pontife ne pouvait témoigner plus expressément que cette obligation comprenait tout le monde. Cîteaux décernait déjà un culte solennel aux apôtres, attendu que leurs fêtes étaient chômées, ainsi que nous l'avons dit plus haut ; il s'empressa d'ordonner l'office solennel pour les quatre docteurs. En outre, S. Dominique et S. Pierre Martyr furent rangés parmi les fêtes de 12 leçons, comme Alexandre IV l'avait prescrit. En effet, le *Nomasticon Cisterciense* renferme une collection de plusieurs actes et décrets qui fut rédigée vers les dernières années du XIIIe siècle, pour ne pas dire, au commencement du siècle suivant ; car elle mentionne la fête de S. Louis roi de France, canonisé, comme on sait, par Boniface VIII. Cette collection intitulée: *Antiquae Definitiones ordinis Cisterciensis*, est divisée, comme les précédentes, en *distinctions*, dont la Ve traite de l'office divin. Voici la disposition qui prescrit l'office solennel des quatre Docteurs, et celui de S. Dominique et de S. Pierre Martyr : « Festa vero sanctorum Roberti abbatis, Eligii episcopi, S. Lupi, undecim millium Virginum, Gregorii, Augustini, Ambrosii, Hieronymi, Edmundi, Petri, Guillelmi, Spineae Coronae, Ludovici in crastino S. Bartholomaei, et Catherinae, cum responsorio in vesperis *Audi filia* cum duabus missis ; nec non festa sanctorum Dominici confessoris, Francisci, Juliani episcopi, Petri Martyris, translationis S. Benedicti cum una missa celebrentur, atque pronuntientur prout in kalendario, martyrologio, graduali, responsorio, missali et libris ecclesiasticis est notatum et hactenus observatum. (*Nomasticon*, p. 481 et seqq.) A l'égard des offices facultatifs, de ceux qui ne sont pas obligatoires en vertu des décrets du Saint-Siége les *Definitiones* renouvellent l'ancien statut qui défend de les célébrer sans l'autorisation du chapitre général, et défend même de lui présenter des requêtes et des lettres pour lesquelles on n'aurait pas obtenu, au préalable, l'agrément de l'abbé général de Cîteaux et de ses définiteurs. Cette disposition tout à fait légitime était de nature à conserver l'uniformité ; il serait absurde d'y voir un attentat contre le pouvoir suprême du Saint-Siége par rapport à son droit de prescrire de nouveaux Offices, comme si les Papes eussent abdiqué leur autorité en faveur du chapitre général ! « Commemorationes novae Sanctorum, vel festa non fiant, nisi de consensu capituli generalis . . . Pro commemoratione alicujus sancti vel festo faciendo, nullus preces vel literas ad Capitulum afferre praesumat, nisi prius petita et obtenta licentia Domni Cisterciensis et Definitorum. . . (*Ibid.*) » Les *Definitiones* renferment une autre disposition qui rend hommage à l'autorité du Pape sur les choses liturgiques : « Cap. 5. Ad omnes missas tam conventuales quam privatas propter reverentiam Domini Salvatoris nostri, quoties nomen Jesu benedictum in saecula nominatur, omnes humiliter et devote supplicare debemus, prout Dominus Papa Gregorius constituit in concilio generali. » Cela désigne le bienheureux Grégoire X.

31. Clément V institua la fête du Saint-Sacrement par la constitution, *Si Dominum in sanctis ejus*, qu'il promulgua dans le concile général de Vienne, et qui se trouve parmi les Clémentines. Jean XXII canonisa S. Thomas d'Aquin. Les *Novellae definitiones*, qui comprennent les décrets des chapitres généraux depuis 1316 jusqu'à 1350, prescrivent la fête du Saint-Sacrement avec le rite de première classe, c'est à dire, avec deux messes et avec sermon au chapitre, en ordonnant aussi un chant uniforme. La fête de S. Thomas d'Aquin, au 7 mars, est prescrite, avec office de 12 leçons. « Dist. V. c. IV. Ordinatur quod fiat festum de Corpore Christi cum sermone in capitulo, cum duabus missis et propria historia, feria quinta post octavam Pentecostes: et eadem die conversi in laboribus minime occupentur. Officium vero de Corpore Christi per capitulum ordinatum, rejectis aliis Officiis, uniformiter decantetur per Ordinem universum etc. De beato Thoma de Aquino septima die mensis martii fiat festum cum duodecim lectionibus, sicut de beato Dominico per Ordinem universum. Item quod fiat commemoratio de beato Hugone primo abbate Cluniacensi, tam in laudibus quam in vesperis tertio kalendas maii, scilicet *Iste cognovit* et *Collaudabunt*, et prima missa de ipso cantetur die sancti Roberti sicut de beato Antonio per universum ordinem. (*Nomasticon*, p. 615). »

32. Des maisons réformées établies en Espagne, au XVe siècle, prirent le nom *d'Observance de Castille*. Par une bulle de 1437, Eugène IV autorisa les abbés à dispenser les religieux du petit office de la sainte Vierge, c'est à dire, que ceux qui n'assisteraient pas au chœur, ou seraient hors du couvent, pourraient réciter l'office entier après complies. Il permit aussi au réformateur de réduire les messes conventuelles à une seule. L'usage de célébrer chaque jour une messe de la Vierge, une messe de morts, une autre, dite *matutinalis*, outre la conventuelle ordinaire, cet usage, disons-nous, étant très ancien à Cîteaux, la concession d' Eugène IV mérite une attention particulière, et constate d'ailleurs le pouvoir du Saint-Siége sur les rites de cet Ordre :

« Abbas reformator possit ordinare cum consilio seniorum, quas horas, et quibus diebus monachi dicant officium cum cantu vel sine cantu in choro in quolibet monasterio observantiae . . . Item, quod capitulum provinciale possit ordinare, quomodo dicant officium conversi et monachi qui non sunt in sacris, cum de utrisque nihil in dicta regula exprimatur . . . Comperto quod ab antiquo in dicto Ordine fuerit institutum, quod praeter missam de sancta Maria, et missam defunctorum, quae sunt jugiter celebrandae, in nonnullis festivitatibus, quae secundum cursum dicti Ordinis duas missas conventuales habere videntur, etiam matutinalis missa est conventualiter celebranda ; Nos tanti rigoris onus deponere cupientes, volentesque quod monachi voluntarie sacrificent omnipotenti Deo sacrificium laudis, disponimus praedicta auctoritate quod de cœtero in dictis monasteriis observantiae ex necessitate, unica tantum missa conventualis cum nota vel sine nota jugiter celebretur: sed in quadragesima, et quatuor temporibus, et vigiliis teneatur usus ordinis, si commode fieri potest. De praedicta autem missa de beata Virgine, et de missa defunctorum quotidianis, et de missa matutinali ab antiquo per Ordinem institutis relinquimus voluntati et dispositioni abbatis reformatoris cum consilio seniorum, qui faciat libere secundum quod sibi videbitur, attento numero sacerdotum, et possibilitate celebrantium, et quod divina officia non fiant quasi ex servili necessitate » (Henriquez, *Privilegia Ordinis Cisterciensis*, p. 272). Du reste, les Papes recommandaient, à l'occasion, l'observation fidèle des rites Cisterciens. Dans la bulle de Sixte IV, *Cura nostra*, de 1475, nous remarquons l'injonction suivante: « Sollicite ac debite in eisdem monasteriis et locis, ut praefertur, commendatis divinum officium, tam in horis canonicis quam beatae Mariae Virginis et defunctorum, morose, devote, et integre, ejusdem Ordinis caeremoniis servatis, competentibus, et debitis horis persolvere » (*Ibid.* p. 151.)

33. Lorsque S. Pie V, publiant le bréviaire réformé, déclara qu'il ne l'imposait pas aux églises qui étaient en possession d'une liturgie remontant tout au moins à deux cents ans, Cîteaux se trouvant dans ce cas exceptionnel, put garder et garda, en effet, ses rites particuliers; mais il ne se regarda pas comme dispensé pour cela d'obéir aux décrets du Saint-Siége qui prescrivirent de nouveaux offices *Urbi et Orbi;* l'observation de ces décrets généraux ne pouvait-elle pas se concilier avec la conservation des anciennes rubriques? Il est

important d'établir, que d'une part, le Saint-Siége a constamment maintenu, depuis S. Pie V comme auparavant, l'autorité du calendrier universel qu'il prescrit à tous les séculiers et aux réguliers; et que, d'autre part, les diverses branches de Cîteaux se firent un devoir d'obtempérer aux décrets généraux, au moins pendant longtemps.

34. Les Cisterciens réformés de France, que l'on désigna sous le nom de *Feuillans*, célébrèrent un chapitre général à Rome en 1595, lequel approuva les constitutions particulières de la congrégation. Elles furent confirmées par Clément VIII et imprimées à Rome la même année. On y lit expressément que les Feuillans conserveront l'ancien rite de l'Ordre, mais que néanmoins, ils célébreront les fêtes ordonnées par Sixte V, et généralement toutes celles que le Saint-Siége pourra prescrire à l'avenir. On ne peut désirer une disposition plus formelle pour constater l'obligation d'obéir aux decrets généraux qui prescrivent de nouveaux offices. « Cap. 14. Supe» rioribus quibusque monasteriorum curae sit, ut dies festi a » fel. rec. Sixto V indicti celebrentur. Quod ne oblivione » praetermittatur, notentur ii dies in breviariis et missalibus. » Idemque fiat de aliis festis a Sede Apostolica in posterum » indicendis. » « Cap. 15. Ne discrepemus a S. Romana Ec» clesia, in posterum Alleluia usque ad septuagesimam tantum » canatur. » « Cap. 16. In triplici officio decantando, hoc » est, regulae, Beatissimae Virginis et Defunctorum, nusquam » discedatur a praescripto breviarii nostri ordinis. »

35. Nous n'examinons pas en ce moment si les Cisterciens auraient dû adopter le bréviaire monastique de Paul V à l'époque où il fut promulgué, et s'ils étaient compris dans le décret de la S. Congrégation des Rites du 24 janvier 1615 qui le déclara obligatoire pour tous les moines qui ont la règle de S. Benoît; cette question sera traitée plus loin. L'Observance de Castille prit immédiatement le bréviaire de Paul V. Nous dirons plus loin si les Feuillans de France et d'Italie conservèrent leurs anciens rites sans altération, de manière à garder intact le privilége que S. Pie V accorda en faveur des offices usités depuis au moins deux cents ans. Il nous suffit de voir pour le moment si ces religieux se crurent obligés de faire les nouvelles fêtes que le Saint-Siége avait prescrites par décret universel. Or, le chapitre général célébré par les Feuillans à Pinerol en 1620, ordonne d'insérer au calendrier les fêtes prescrites par Sixte V, et quelques autres qui étaient d'obligation: « In kalendario addenda sunt » festa a Sixto V indicta. Insuper festum Transfigurationis » Domini nostri, Sanctae Mariae ad Nives, S. Joseph, S. Ba» silii, S. Mauri, S. Placidi, Sanctae Scolasticae et Angeli » custodis etc. Ne discrepemus a communi Ecclesiae usu, no» tentur in nostro kalendario festa SS. Dominici, Ambrosii, » et Barbarae, et si quae sunt alia iisdem diebus quibus » habentur in Romano, atque Monastico. » Le chapitre général ne pouvait reconnaître plus formellement l'obligation de faire les fêtes observées communément dans l'Eglise, non seulement en ce qui concerne la récitation de ces offices, mais encore par rapport aux jours où ils doivent être inscrits au calendrier.

36. En 1639, le procureur général des Feuillans à Rome consulta la S. Congrégation des Rites, pour savoir si ces religieux étaient tenus de réciter les offices des Saints que le Saint-Siége a insérés au calendrier romain postérieurement à l'acceptation du bréviaire bénédictin. Urbain VIII fit répondre: *Teneri*. Il n'est donc pas nécessaire que le Saint-Siége adresse un commandement particulier aux Cisterciens, ni même qu'il mentionne expressément les religieux qui ont le bréviaire monastique; l'insertion d'un office au calendrier romain et universel suffit pour que cet office oblige tout le monde. Gardellini a rapporté la décision du 2 juillet 1639, sous le titre: *Congregationis Tullen.*; ce qui la rend inintelligible; le registre authentique de la S. Congrégation porte clairement: *Congregationis Fulien.* Il n'a jamais existé de congrégation cistercienne de Toul. La consultation est rédigée en des termes obscurs et qui pourraient faire croire que les Feuillans avaient pris le bréviaire monastique de Paul V, lorsqu'il est certain, au contraire, qu'ils avaient réformé eux-mêmes dans les chapitres généraux leur bréviaire cistercien et leurs offices; c'est ce qu'ils entendaient par ce *breviarium benedictinum reformatum* dont parle la consultation de 1639; ils l'avaient accepté dans le chapitre général de 1620, sans adopter le bréviaire de Paul V, qu'ils s'efforcèrent pourtant de combiner avec l'ancien rite de l'Ordre, comme on le verra plus loin. Voici textuellement la consultation de 1639, intitulée: *Congregationis Fulien.*, et la décision d'Urbain VIII.

» Procurator generalis congregationis Fulien. Ordinis Cister» cien. supplicavit responderi: An sua congregatio utens bre» viario Benedictino reformato, teneatur recitare officia illo» rum Sanctorum, qui fuerunt inserti de mandato Sedis Apos» tolicae in calendario romano post acceptationem praedicti » breviarii Benedictini reformati? Et S. C. mandavit fieri de » hoc verbum cum Sanctissimo. Qui Sanctissimus respondit: » *Teneri*. Die 2 julii 1639. »

Urbain VIII décida par conséquent la question, en faisant savoir aux Feuillans, que nonobstant leurs priviléges, les Cisterciens doivent, *tenentur*, réciter les offices que le Saint-Siége insère dans le calendrier romain. Un décret du même jour consacre cette maxime, savoir, que les décrets généraux doivent être observés partout, et dans le monde entier, par conséquent chez les Cisterciens comme ailleurs.

» Idem procurator generalis (Cisterciensium congregationis » Fuliensis) petiit definiri: An decretum generale emanatum, » in quibus locis liceat celebrare festum S. Rochi, afficiat, » et comprehendat loca ultra montes, in quibus adest con» suetudo celebrandi festum dicti Sancti, etiam quod in iis » locis deficiant requisita praescripta in dicto decreto gene» rali? Et S. Congregatio respondit: Supradictum decretum » uti generale servandum esse ubique, et in toto orbe, prout » servari mandavit. Die 2 julii 1639 (Gard. num. 1165.1166).

37. En se séparant des Feuillans afin de former une congrégation distincte, les Bernardins d'Italie ne prirent pas le Bréviaire de Paul V; ils voulurent, au contraire, conserver l'ancien rite, et ils y tenaient. Les constitutions de 1641 défendent aux religieux de faire usage du missel romain, sous peine d'abstinence au pain et à l'eau en plein réfectoire, et de suspense pour les abbés qui permettraient de quitter le rite de l'Ordre. Elles exceptent les églises paroissiales qui sont séparées des monastères. D'ailleurs, elles recommandent la conformité au rite commun de l'Eglise romaine, qui est mère et maîtresse des autres. Voici les articles des constitutions qui prouvent ce que nous venons de dire, tant il est vrai que ni les Feuillans ni les Bernardins d'Italie n'avaient encore pris le Bréviaire de Paul V.

» C. 109. In ecclesiis monachorum nostri ordinis nullus » sacerdotum nostrorum utatur missali romano, sub poena pro » singula vice comedendi panem et aquam humi in refecto» rio. Mandant autem abbatibus sub poena suspensionis ab » officio per tres menses, ne id permittant. Excipiunt tamen » ecclesias a monasteriis separatas, in quibus ad curam ani» marum, seu alia beneficia resident sacerdotes nostrae con» gregationis. »

» Art. 37. Praecipitur omnibus praelatis, ac monachis con» gregationis, ut nulla quavis occasione praeterquam aegritu» dinis omittant quotidie totum officium celebrare in choro, » modo, et forma in institutis Ordinis contentis, et con» suetis. »

» C. 39. Angelorum canticum, et symbolum dicatur in mis» sis omnibus diebus, quibus Ordo noster illa dicere consue-

» vit, et iis praeterea, quibus Romana Ecclesia omnium ec-
» clesiarum magistra ea dicere solet. »

38. Le chapitre général de 1667, révisant les constitutions des Bernardins d'Italie, reconnut de nouveau l'obligation de faire les fêtes prescrites par le Saint-Siége: « Superioribus
» quibuscumque monasteriorum curae sit, ut dies festi indicti,
» et a S. Sede Apostolica in posterum indicendi celebrentur (Cap. 14). Inutile de parler des temps postérieurs; les Cisterciens de la congrégation d'Italie ayant pris le Bréviaire de pris Paul V, ont fidèlement toutes les fêtes qu'il a plu au Saint-Siége d'insérer au calendrier universel depuis le XVIIe siècle jusqu'à nos jours.

39. Ainsi, l'Observance de Castille, les Feuillans français, les Bernardins d'Italie se mirent en règle par rapport aux offices obligatoires. Voyons si l'abbé de Citeaux et les monasteres qui relevaient de son chapitre respectèrent les décrets généraux. En 1613, Nicolas Boucherat, abbé de Citeaux, accorda un privilége à Sébastien Cramoisy, libraire de Paris, pour imprimer les offices et les autres livres liturgiques de l'Ordre. Le missel parut en 1617. Si l'on examine attentivement le calendrier, on trouve que c'est le même que le romain. Quelques fêtes manquent, il est vrai; par exemple, la Chaire de S. Pierre à Rome et saint Léon; mais il y a lieu de croire que c'est l'effet d'une erreur, car on les retrouve dans les éditions subséquentes. Nous passons sous silence les changements arbitraires que l'on fit subir au rite cistercien, parce que nous voulons ne traiter ici que du calendrier. En 1656, Claude Vaussin, abbé de Citeaux publia un nouveau Bréviaire, qui renferme tous les offices du calendriez romain, excepté trois: 1. Sainte Catherine de Sienne, fête commandée par une bulle de Pie II de 1461. 2. Saint Nicolas de Tolentino, office prescrit par le bref de Sixte V, *Sancta Romana Ecclesia*, de 1585, qui oblige tous les ecclésiastiques séculiers et les réguliers de tout ordre. 3. Saint Ubald, dont la fête fut prescrite par le bref de Paul V, *Ex injuncto*, du 26 octobre 1605.

40. La S. Congrégation des Rites a confirmé maintes fois la discipline d'après laquelle les réguliers sans exception, par conséquent les Cisterciens comme les autres doivent, d'une part, adopter les offices que prescrivent les décrets généraux du Saint-Siége; et que, d'autre part, depuis la bulle de S. Pie V, ils ne peuvent prendre aucun office particulier sans la permission du Saint-Siége. En un mot, dans la discipline moderne, tout office non commandé est prohibé, au lieu qu'avant S. Pie V, les Ordinaires de lieux avaient le pouvoir d'adopter les offices particuliers sans recourir au Pape. Voilà la différence entre l'ancien et le nouveau droit en matière de calendrier liturgique.

41. En 1628, le 8 avril, la S. Congrégation des Rites fit connaître expressément que les Ordinaires, tant séculiers que réguliers n'avaient pu et ne pouvaient ajouter à leurs calendriers que les offices des saints que permettent les rubriques, sauf la permission du Saint-Siége. Le décret se lit dans Gardellini, num. 740 de la dernière édition : « Non potuisse
» nec posse locorum Ordinarios tam saeculares, quam regu-
» lares addere calendariis etiam propriis sanctorum officia, nisi
» ea dumtaxat, quae breviarii romani rubricis, vel S. R. C.
» vel Sedis Apostolicae licentia conceduntur . . . Quae omnia
» decrevit, statuit, et mandavit sub pœnis contentis in bullis
» Pii V initio breviarii et missalis positis, quod scilicet non
» satisfaciant muneri recitandi divini officii ; quo vero ad uten-
» tes supradictis missis, sub aliis pœnis contentis in Indice
» librorum prohibitorum ex decreto concilii Tridentini edito. »

42. Le 28 octobre de la même année, la S. Congrégation rendit un autre décret, portant que la défense d'ajouter des offices aux calendriers sans la permission du Saint-Siége comprend les bréviaires tolérés, qui ont précédé d'au moins deux cents ans la bulle de S. Pie V. « Decretum contra abusus
» comprehendit etiam breviaria tolerata a Pio V excedentia
» biscentum annos, hoc modo videlicet, ut non possit eis addi
» aliquod festum Sanctorum, nec minus ratione reliquiarum,
» nisi modo, et forma contenta in decreto, et consulta Sede
» apostolica » (*Ibid.* num. 772).

43. Deux ans après ce décret, la S. Congrégation reconnut le besoin de confirmer ces dispositions par un décret général, *Urbis et Orbis*, avec l'approbation expresse du pape Urbain VIII. Elle voulut que son décret demeurât affiché dans les sacristies des églises séculières et régulières, afin qu'on ne pût prétexter l'ignorance. Voici l'article Ier, qui concerne particulièrement notre sujet « Non potuisse, nec posse loco-
» rum Ordinarios tam saeculares, quam regulares addere ca-
» lendariis, etiam propriis, sanctorum officia, nisi ea dumta-
» xat quae breviarii romani rubricis, vel S. R. C. seu Sedis
» Apostolicae licentia conceduntur : neque propria auctoritate
» quovis praetextu mutare ritum, qui habetur in calendario
» romano, in rubricis breviarii, in altiorem ritum, neque ex-
» tendere concessa officia de loco ad locum etc. Die 13 ja-
» nuarii 1631. » Ces décrets ont été insérés dans tous les bréviaires.

44. Un décret du 5 octobre 1652 porte : « Regulares cu-
» juscumque ordinis, et instituti, etiam societatis Jesu teneri
» in missis solemnibus adhibere diaconum, et subdiaconum,
» et in vesperis sacerdotem pluviali indutum, ac in reliquis
» omnibus praefatos teneri exacte observare Rituale, Cœre-
» moniale, et Rubricas Missalis Romani. » (num. 1653)

45. En 1656, l'année même où Vaussin publia son bréviaire, le nonce de Paris consulte la S. Congrégation des Rites, qui répond que les réguliers ne peuvent pas adopter le calendrier diocésain, sauf le titulaire de la cathédrale et le protecteur de la ville où ils sont.

« Nuntius apostolicus apud Galliarum regem Emos Patres
» rogavit, ut dignarentur pro quiete conscientiae aliquorum
» regularium decernere, num regulares possent ultra officia
» propria Sanctorum Ordinis recitare etiam officia propria,
» quae habentur in calendario diœcesano? Et S. C. jussit ad
» eumdem nuntium dirigi literas, quibus ei significetur, non
» posse regulares uti calendario diœcesano, sed tantum teneri
» ad recitationem officii proprii Sanctorum patroni principalis,
» scilicet Titularis ecclesiae cathedralis, et protectoris civitatis.
» Die 10 junii 1656. » (*Ibid.* num. 1805)

46. Regulares non tenentur ad plures missas cantandas, quia non sunt ecclesiae collegiatae, sed appellantur proprie conventuales ab Innocentio IV in bulla ejusdem 7 Bullarii, et in Clementina I de celebr. missarum distinguuntur ecclesiae regulares a cathedralibus et collegiatis, quibus postremis dumtaxat imponitur onus de duabus missis istis. Gavant. part. 3. tit. 11. num. 12. (Gard. 2362. ann. 1666)

47. Dans une affaire de Prague de 1674, la S. Congrégation des Rites recommande d'observer la bulle de S. Pie V sur le bréviaire ; et que les églises qui sont dans le cas excepté doivent garder tout leur ancien bréviaire, ou prendre tout le nouveau: « Aut totum antiquum, aut totum novum. » On chantait les antiennes d'après l'ancien, et les psaumes d'après le nouveau bréviaire ; les hymnes suivant l'ancien, l'oraison et le reste d'après le nouveau. La S. C. décida qu'on devait garder tout l'ancien bréviaire sans innovation, ou prendre tout le nouveau sans y rien changer. (num. 2682).

48. En 1675, l'archevêque de Compostelle consulte relativement à quelques fêtes qu'on fait dans le diocèse avec un rit supérieur à celui du bréviaire romain ; la coutume est ancienne, immémoriale. La S. C. renvoie à la bulle de S. Pie V : « Servetur bulla Pii V impressa in breviario. » La coutume doit avoir deux cents ans d'antériorité sur la bulle de S. Pie V.

49. Il est si bien dans l'ordre que les réguliers ne prennent pas d'offices particuliers sans l'assentiment de leur chapitre général, que la S. Congrégation des Rites en a fait une règle inviolable. En effet, le décret général du 17 juin 1679, prescrit, art 1er: « Petitiones regularium de lectionibus pro» priis non admittantur, nisi fuerint specialiter decretae ab » eorum capitulo generali, et de hoc fides authentica exhi» beatur » (num. 2895)

50. Le vénérable Innocent XI, par le bref, *Militantis Ecclesiae*, du 6 février 1686, approuva en forme spécifique les constitutions des Bénédictins de Bavière. On remarque dans ces constitutions l'injonction d'observer le Bréviaire monastique de Paul V, et de faire les nouvelles fêtes que le Saint-Siége prescrit comme de précepte. On y trouve aussi une intéressante disposition au sujet du petit office de la sainte-Vierge et de l'office des morts.

« Horae canonicae secundum Breviarium Benedictino-Mo» nasticum, auctoritate Pauli V editum, et ab Urbano VIII » ad correctionem Breviarii romani recognitum: Missae vero, » aliaque in hebdomada sancta, vel alias consueta officia, et » caeremoniae secundum formam romanam, et calendarium » diœcesanum peragantur.

» Festa nova ex praecepto Summorum Pontificum ordinata » observentur et celebrentur in omnibus monasteriis nostrae » Congregationis.

» Officia minora B. Virginis et Defunctorum, item psalmi » graduales, et pœnitentiales, sicut etiam litaniae in choro di» cendae sunt, quando, et quoties in rubricis breviarii no» tatur, et ordinatur. Ipsum verum officium beatissimae Vir» ginis, seu cursus Marianus, quando non dicitur, secundum » laudabilem consuetudinem, cessante impedimento, quotidie » ab omnibus privatim vel saltem a fratribus junioribus com» muniter, secundum ordinem abbatis in capitulo, aliove loco » idoneo recitetur. (Bull. Rom. tom. 8, p. 375)

51. En 1687, un décret de la S. Congrégation des Rites accorda aux religieux et religieuses qui militent sous la règle de S. Benoit le privilége de faire l'octave de sa fête pendant le carême, et celui de réciter l'office votif le mardi de chaque semaine, et l'office votif de sainte Scolastique une fois par mois, excepté l'avent, le carême et les quatre-temps. Cet indult qui regarde toutes les congrégations bénédictines sans exception, par conséquent les Cisterciens comme les autres, donna lieu à plusieurs questions qui furent décidées par un décret du 10 juin 1690. Nous remarquons surtout les trois dernières questions.

« I. An festa de praecepto a S. R. C. hactenus approbata, » aut in posterum pro omnibus Christifidelibus ad horas ca» nonicas recitandas approbanda, teneantur Benedictini suis » breviariis adjungere, et illa de praecepto recitare?

» 2. An alia festa, et officia ad libitum concessa a S. C. » possint Benedictini etiam recitare?

» 3. An in festo omnium sanctorum monachorum ordinis » S. Benedicti, possit dici responsorium: Haec est vera fra» ternitas; aut debeat, vel possit dici aliquod responsorium » diei de communi Virginum?

La S. Congrégation répondit. « Ad 1. Teneri. Ad 2. Si » sunt concessa pro universali Ecclesia, posse. Ad 3. In of» ficiis sanctorum nihil addendum, aut immutandum, nisi de » Apostolica auctoritate indultum fuerit (Gardellini, n. 3222).

52. Les bénédictins de Bohème avaient élevé le rit de quelques fêtes; le président et le chapitre général croyaient avoir ce pouvoir. La S. Congrégation des Rites les détrompa à cet égard, en leur ordonnant d'observer le décret du 8 avril 1628, ainsi que les constitutions de S. Pie V, de Clément VIII et d'Urbain VIII. Le décret du 8 avril 1628 est celui qui déclare que les Ordinaires, les réguliers compris, ont perdu, en vertu des bulles de S. Pie V, le pouvoir d'ajouter de nouvelles fêtes à leurs calendriers, et celui d'élever le rit des fêtes. La décision relative aux Bénédictins de Bohème est du 30 août 1692. Elle est conçue en ces termes.

» Congregationis Benedictinae. Expositum fuit S. Rituum » Congregationi officia sanctorum in regno Bohemiae in Congre» gatione Benedictina, inconsulta Sede Apostolica, elevata esse » ad ritum altiorem eo, qui est praescriptus in calendario ro» mano, aut in concessionibus a S. Sede factis, et alia reci» tari de quibusdam, de quorum canonizatione non constat. » Idcirco quaesitum fuit: 1. An valide id fieri possit? 2. An » monasteria teneantur ista colere, et publico cultu in eccle» sia tam in choro, quam in missa? 3. An in futurum tales » ritus servandi sint a monachis, qui a praeside congregationis » instituuntur? 4. An jus habeat provinciale capitulum hoc sta» tuendi? Et S. Congregatio respondit: Negative in omnibus, et » omnino servandum esse decretum editum die 8 aprilis 1628, » et constitutiones Pii V, Clementis VIII, et Urbani VIII » in initio breviarii, et missalis romani impressas. Die 30 au» gusti 1692 (num. 3287).

53. En 1736, longue consultation des bénédictins d'Einsidlen sur le bréviaire monastique, les offices votifs, les translations, les hymnes, antiennes, psaumes, versets, bénédictions, versets, leçons, répons, oraisons et les autres parties. Une infinité de difficultés sont prévues et réglées par des dispositions formelles. On y confirme la règle qui veut que les offices prescrits par les décrets généraux soient obligatoires pour tous les réguliers. « An festum B. M. V. de Monte Carmelo ejusdem offi» cium celebrandum sit ab omnibus de praecepto. 2. An omnes » teneantur celebrare festum B. M. V. de Monte Carmelo die » fixo 16 julii? R. Affirmative, et servetur decretum 24 septem» bris 1726. » Die 23 julii 1736 (num. 4044).

54. Les chapitres généraux des Ordres religieux n'ont pas le pouvoir de désigner le jour de la célébration des offices. C'est ce qui résulte de la décision qui fut rendue le 22 avril 1780, pour les moines de S. Paul premier ermite, de la congrégation de Portugal. Le chapitre général avait désigné le premier septembre pour la dédicace des églises de cette congrégation; consultée par le supérieur général, la S. Congrégation dit que le chapitre n'avait pas ce pouvoir; elle permit pourtant de dire l'office et la messe, supposé qu'il constât de la consécration de l'église du monastère primaire de l'institut (num. 4397).

55. Les Bénédictins de la congrégation de Valladolid avaient l'usage immémorial de réciter l'office de la dédicace de leurs églises, quoiqu'on sût indubitablement que ces églises n'avaient jamais été consacrées. La S. Congrégation répondit que cela ne se pouvait pas; mais elle accorda le privilége de faire la dédicace de l'église du chef-lieu de cette congrégation. Quant aux églises dont la consécration était douteuse, il fut dit de ne rien innover, vu la coutume immémoriale, 22 avril 1780 (Gardell. num. 4396).

56. En 1807, l'évêque de Cordoue, Pierre-Antoine de Tréville, consulta pour savoir si les Cisterciennes de son diocèse devaient garder comme chômées la fête de S. Benoît et celle de S. Bernard. La S. Congrégation répondit de s'en tenir aux constitutions de l'Ordre. Ces religieuses avaient pris le bréviaire romain, au lieu du bréviaire monastique, et l'on avait réduit au rit romain les offices de l'Ordre. (Gard. num. 4506).

57. En 1832, la S. Congrégation confirme la règle d'après laquelle le chapitre général d'un ordre religieux n'a pas le pouvoir de désigner un jour pour faire l'office de la dédicace. Cette décision est d'autant plus digne de remarque, que l'acte du chapitre général remontait à 1591, peu de temps après la bulle de S. Pie V. Malgré deux siècles et demi de possession, la S. Congrégation considéra l'acte du chapitre général comme insoutenable, et refusa l'indult, par la raison que la

consécration de l'église en question était fort incertaine; la décision concerne les hiéronymites d'Espagne (num. 4688).

58. Il résulte de tout ce qui précède que la prétention de ne pas réciter les offices prescrits par les décrets du Saint-Siége, à moins qu'ils n'aient été acceptés et ordonnés par le chapitre général de Citeaux, est vraiment insoutenable en droit comme en fait. Les Papes déclarent qu'ils entendent obliger tout le monde et ils ne font d'exception pour personne. On ne trouve nulle part le privilége pour les Cisterciens de n'être pas compris dans les décrets généraux concernant la liturgie et les offices divins toutes les fois que ces religieux ne sont pas expressément nommés. La réclamation du pape Alexandre IV au sujet de la fête de S. Dominique et de S. Pierre Martyr constate que si les Cisterciens eurent jadis le privilége de n'être pas compris dans les décrets du Saint-Siége excepté le cas où ils seraient nommément désignés, cela ne devait pas s'entendre de la liturgie, régie par des dispositions spéciales. En fait, depuis le XIIe siècle jusqu'au milieu du XVIIe, les Cisterciens se conformèrent aux décrets généraux, en inscrivant au calendrier les fêtes et les offices que le Saint-Siége prescrivit, de sorte que le bréviaire de Vaussin lui-même, quoiqu'il fût, d'ailleurs, en opposition avec les constitutions apostoliques sous d'autres rapports, conserva presque toutes les fêtes du calendrier romain. Innocent X, par le Bref, *Exponi nobis*, du 16 juin 1653, confirma les priviléges de Citeaux, « dummodo in usu, et » licita sint, et honesta, et non sint revocata, neque sub ali- » quibus revocationibus comprehensa, sacrisque canonibus, et » concilii Tridentini decretis, ac constitutionibus apostolicis, » regularibusque dicti Ordinis institutis non adversentur. » Par le bref *In Apostolicae*, du 18 juin 1729, Benoit XIII confirma de nouveau les priviléges des Cisterciens, « quatenus » tamen non fuerint revocata, aut sub aliqua revocatione com- » prehensa. » (Bull. rom. tom. 12. pag. 347). Enfin, la décision de la S. Congrégation des Rites pour les Feuillans, en date du 2 juillet 1639, montre clairement que les Cisterciens sont compris dans les décrets généraux, et qu'ils doivent faire les fêtes prescrites comme les autres réguliers y sont obligés.

59. Le chapitre général de Citeaux de 1771 fit un décret ainsi conçu: « Praeter diocceseos, et sanctorum festa Brevia- » rio nostro inserta, nova alia in Ordinis nostri monasteriis » non celebrentur, sine expresso domni nostri generalis vel » capituli generalis consensu. » Afin de mettre ce décret en harmonie avec les constitutions apostoliques et avec les traditions de l'Ordre, il faut l'interpréter bénignement; loin de prétendre que les nouvelles fêtes doivent être regardées comme non avenues tant que le chapitre général ne les ordonne pas, lors même que le Saint-Siége les commande, il faut croire que le chapitre général a voulu parler des offices facultatifs, et que, dans le but de conserver l'uniformité qui fut une des principales conquêtes et des gloires de la réforme cistercienne, il défend simplement aux monastères de demander des offices particuliers au Pape sans l'agrément de l'abbé de Citeaux, ou celui du chapitre lui-même. Toute autre interprétation serait téméraire, pour un statut promulgué deux siècles après la bulle de S. Pie V, et en présence de mille décrets par lesquels le Saint-Siége a fait connaître, dans le cours de ces deux siècles, que le droit liturgique lui est entièrement réservé, et que les Ordinaires séculiers et réguliers ont perdu le pouvoir d'inscrire des fêtes au calendrier de leurs églises et de les faire célébrer, parce qu'ils doivent s'en tenir à celles que le Saint-Siége prescrit, ou permet. Là où le statut parle des fêtes diocésaines, il semble qu'il entend le titulaire de la cathédrale et le patron local; tout autre sens serait en opposition avec les décrets. Remarquons enfin que les anciens documents de Citeaux ne donnèrent jamais à l'abbé général le moindre pouvoir relativement aux offices et à la liturgie; car le pouvoir d'autoriser les offices facultatifs fut constamment réservé au chapitre général. L'abbé de Citeaux ne commença d'intervenir directement que longtemps après S. Pie V, à l'occasion des modifications qui changèrent la face de l'ancienne liturgie.

V. L'ancien rite de Citeaux devant la bulle de S. Pie V.

60. Jusqu'ici nous avons parlé du calendrier et de l'obligation de faire les fêtes prescrites par le Saint-Siége. Nous devons aborder maintenant une autre question, celle des rites contenus dans les rubriques du bréviaire et du missel cistercien, et constamment observés depuis l'origine. Nous avons dit en quoi consistait ce rit particulier de Citeaux. Il est certain que l'exception des deux cents ans exprimée dans la constitution de S. Pie V, autorisa les Cisterciens à conserver leurs anciens rites, à la condition de les garder intacts et sans changement; car il est évident que des rites remaniés et réformés postérieurement à ladite bulle n'auraient pu alléguer deux siècles de possession. Loin de porter atteinte aux vénérables rites de Citeaux, S. Pie V recommanda, à plusieurs reprises, de les garder fidèlement. Dans la bulle relative au Bréviaire romain, il avait accordé 100 jours d'indulgence pour la récitation du petit office de la Sainte Vierge, et 50 pour l'office des morts et les psaumes de la pénitence; il étendit ces indulgences aux Cisterciens qui récitaient ces offices selon leur rite particulier, comme on le voit dans le bref, *Intra cordis nostri*, de 1568, que rapporte Henriquez: « Ultra septem « horas canonicas officii Dominici secundum formam dicti « Ordinis Cisterciensis, eo ferventius ac majori cum devotione » et fructu beatae Mariae Virginis et defunctorum officia, ac » septem psalmos poenitentiales hujusmodi juxta ordinis insti- » tutum, seu consuetudinem hujusmodi recitent, quo ex hoc » coelestis dono gratiae conspexerint se uberius refectos. » (Henriquez, *Privilegia Cisterciensium*, p. 335.) Le bref, *Ex innumeris curis*, de 1570, pour le rétablissement de la discipline dans les monastères donnés en commende, prescrit de célébrer l'office divin au choeur selon le rite cistercien: « Missae sacrificium et alia omnia officia, diurna et nocturna, » quotidie in choro psallendo, juxta ritum dicti ordinis sine » intermissione celebrentur. (*Ibid.* p. 219).» Comme la bulle de S. Pie V sur le bréviaire romain supprime l'obligation de réciter le petit office de la sainte Vierge, quelques religieux de l'Observance de Castille crurent n'être pas tenus de le réciter en particulier lorsqu'ils ne pourraient pas assister au choeur; le chapitre général décida autrement, et fit un commandement formel. Ce fait est attesté par Manrique, tome IV de ses Annales, p. 633 : « Cum quidam monachi externis » occupati ut ab officio beatae Mariae Virginis quotidie re- » citando eximerentur Romanum officium extra chorum reci- » tarent; quod ii sibi licere per Bullam Pii V persuaderentur: » declaratum est nihilominus ligari ad Mariani pensi recita- » tionem. Praeceptumque virtute sanctae obedientiae omnibus » et singulis congregationis monachis, ne quis illud omittat » sub eo titulo. » Cependant le chapitre général de 1572, sous l'influence du P. Gusman supérieur général, porta atteinte à ce même office, en abrégeant les petites heures, en prescrivant de l'omettre les jours de fêtes de la sainte Vierge. On accorda pleine et entière dispense aux professeurs, aux prédicateurs, au supérieur et à son secrétaire. Ecoutons Manrique, au sujet de ces regrettables innovations « In die- » bus festis beatae Virginis, in quibus horae quas majores » vocant de ipsa dicuntur, officium parvum ejus cessare jussit. » Minores ejusdem officii horae, tertia, sexta, et nona, quibus » diebus recitandae relinquebantur, diminutae non nihil: et » pro psalmis longioribus consuetis, breviores ex Romano

» substituti, qui dici hactenus Dominicis diebus, atque feriis » secundis consuevissent. Demum in ejusdem officii recitatione » plenarie dispensavit cum impeditis, lectoribus, concionato- » ribus, reformatore ipso, et ejus secretario etc. (p. 543). Gusman mourut subitement, et la foudre consuma sa stalle. Ce fait fut interprété comme une punition du ciel; aussi le chapitre général de 1578 s'empressa-t-il de rétablir le petit office selon l'ancienne pratique, dans la confiance que tout irait bien dans l'institut, du moment que la juste indignation de la Vierge serait apaisée. Manrique dit fort bien à ce sujet: « Primum omnium decernunt, atque constituunt, ut Virginis » officium horaeque, ad pristinum decorem, et morem primæ- » vum restituerentur. . . . sibi pacata Maria Virgine, reliqua » ipsius curae commissa esse, et prospere cessura non dubi- » tarunt (p. 648).

61. Cependant, les moines des divers instituts sentirent l'infériorité de leur bréviaire vis à vis de l'œuvre de S. Pie V, en laquelle brillait le respect de l'antiquité joint à une critique vraiment intelligente. Les uns adoptèrent le bréviaire romain; S. Pie V ne l'avait pas publié seulement pour l'usage des églises séculières; car la bulle *Quod a nobis* désigna nommément les abbayes, les monastères, les ordres religieux et les prélats réguliers parmi ceux qui devraient adopter le nouveau bréviaire; de là vint que plusieurs congrégations qui avaient le bréviaire monastique depuis tout au moins deux siècles et auraient pu, à la rigueur, le conserver, le quittèrent de leur plein gré pour le bréviaire romain de S. Pie V. D'autres congrégations ne pouvant souffrir les choses apocryphes et invraisemblables qui surabondaient dans leurs offices en les comparant au bréviaire de S. Pie V, entreprirent de les corriger; mais elles prirent soin de se munir de la permission du Saint-Siége, pour ne pas s'exposer à perdre le privilége des deux cents ans de possession. Enfin, d'autres, oubliant que des offices changés ou réformés ne constituaient plus une liturgie antérieure de deux siècles à la bulle de S. Pie V, opérèrent des corrections assez importantes dans les bréviaires et les missels sans obtenir ni même demander l'approbation du Saint-Siége.

62. Nous avons rapporté plus haut (num. 14) le décret que rendit le général des Chartreux en 1586, en publiant son bréviaire et son missel réformés. « Nous n'eussions jamais cru, dit-il, que nos livres liturgiques renfermassent un si grand nombre de fautes et d'erreurs, si nous ne nous en étions assurés nous-mêmes. » Il ajoute que les bréviaires et les missels de presque tous les Ordres religieux étaient altérés par une foule de messes et d'offices inutiles et controuvés, et par des légendes apocryphes et invraisemblables. Du reste, le général soumit son œuvre au bon plaisir et à la correction du pape (Sixte V), en ces termes: « Et haec quidem omnia » (uti caetera nostra) sub beneplacito et censura sanctissimi » Domini nostri Sixti papae quinti et Sanctae Sedis Aposto- » licae, cujus divinam in terris et in coelis ratam auctoritatem » profitemur. » Sixte V approuva *in forma communi* le Bréviaire des Chartreux par un bref du 17 mars 1587, qui atteste que les examinateurs pontificaux n'y remarquèrent aucune disposition contraire aux institutions de la sainte Eglise romaine, ni aux décrets du concile de Trente, et aux saints canons. Ce bref de Sixte V étant peu connu, nous croyons devoir l'insérer dans notre recueil; il est adresssé au prieur-général de la Grande-Chartreuse, et scellé de l'anneau du pêcheur; ce n'est pas une bulle. « Sixtus PP. V. Ad perpe- » tuam rei memoriam. Dilecte fili, salutem et apostolicam be- » nedictionem. Ordinis istius Cartusiensis Breviarium, quod » a te, capituloque generali nuper emendatum esse nobis si- » gnificasti, a dilectis filiis nostris Antonio, tituli sanctorum » Joannis et Pauli Carafa, et Vincentio, tituli sanctae Mariae » in via Montis Regalis sanctae Romanae Ecclesiae cardina- » libus nuncupatis, et aliis doctis, ac peritis viris, quos de- » legimus, studiose diligenterque recognoscendum curavimus. » Iis omnibus, et singulis illius partibus, ex quibus totum ca- » nonicarum horarum officium divinum constat, bene perspe- » ctis, recteque recognitis, demum nobis retulerunt, nihil in » eo videri, neque esse, quod ejusdem sanctae Ecclesiae ca- » tholicae romanae institutis, Tridentinae Synodi oecumenicae » decretis, et sacris canonibus repugnet. Quamobrem illud ita » et correctum, et recognitum, nos Apostolica auctoritate ap- » probamus, confirmamus, roboramus, ratum fixumque habemus. » Et quoniam cupimus, tuis precibus adducti, quamprimum » fieri potest illius usum introduci, idcirco tibi hoc conces- » sum, et indultum esse volumus, ut tum litterarum harum, » quam aliorum privilegiorum, et indultorum, quae alias isti » Ordini a Sede Apostolica concessa sunt, virtute sic emen- » datum, correctumque idipsum Breviarium imprimere, impres- » sum evulgare atque in universo Ordine, ejusque ecclesiis, » domibus, et locis quibuscumque ad usum et consuetudinem » introducere, libere et licite, sine ullo conscientiae scrupu- » lo possis: ita ut omnes, et singuli Ordinis superiores, fra- » tres, religiosi et caeteri quicumque sint utriusque sexus, » quorum interest, ad ejusdem Breviarii praescriptum ac ri- » tum psallant, divinas laudes dicant, canonicarumque hora- » rum officium praestent. Non obstantibus praemissis, aliisque » apostolicis, ac in provincialibus et synodalibus conciliis edi- » tis specialibus et generalibus constitutionibus, et ordinatio- » nibus, nec non dicti Ordinis, illiusque domorum et locorum » quorumcumque etiam juramento, confirmatione apostolica vel » quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus cae- » terisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud sanctum » Petrum sub annulo piscatoris die XVII martii MDLXXXVII » pontificatus nostri anno secundo — Thom. Gualterius. »

Ce bref concerne uniquement le bréviaire, sans mentionner le calendrier, qui se trouvait d'ailleurs en harmonie avec celui de S. Pie V, ainsi que nous l'avons montré plus haut. Si la confirmation eût été donnée *in forma specifica*, nulle Congrégation de cardinaux n'eût été autorisée à examiner désormais la liturgie des Chartreux. En 1687, la S. Congrégation des Rites, tout en décidant que ces religieux pouvaient garder licitement leur bréviaire et leur missel, prescrivit, néanmoins, des corrections, dont elle confia le soin au cardinal Colloredo, *ponens* de l'affaire. Le cardinal rendit un décret prescrivant plusieurs corrections qui regardent presque toutes le texte de l'Ecriture sainte, afin de le mettre en harmonie avec la Vulgate. Il n'entre pas dans notre plan de donner la liste des corrections prescrites par rapport au missel et au bréviaire; mais on lira avec plaisir le décret du cardinal Colloredo. « Cum Sacra Rituum Congregatio, sub » die 14 junii 1687 me referente decreverit licere patribus » Cartusianis uti missali et breviario quibus utuntur, ac etiam » sacris Bibliis quae sunt eadem ac Vulgata S. Romanae Ec- » clesiae, caetera vero quae majori indigebant discussione ad » mentem mei, tamquam ponentis dimiserit; adhibita diutur- » na diligentia declaro, quod mens est, ut retentis caeteris, » quae venerandae innituntur antiquitati ac conformia etiam » prisco Ecclesiae romanae usui perspexi, cum nova fiet edi- » tio Breviarii anno 1643 et Missalis anno 1679 impressorum, » corrigantur infrascripti loci in hunc qui sequitur modum. » Praeterea, ut omnes imposterum novitati obstruatur aditus, » mens est, sic omnes praefatorum Breviarii Missalisque ru- » bricas ac in eis citata statuta seu Ordinarium Cartusiense » ab omnibus Cartusianis observari debere, ut nec in majori » ecclesia Cartusiae romanae, nec in quibuslibet aliis Ordinis » ecclesiis aut sacellis ad eos pertinentibus ulli unquam eo- » rum licitum sit sine generalis capituli consensu quidquam- » in officiis divinis, maxime vero in Missae ritu et celebra- » tione omittere, addere, immutare, vel peragere, contra aut

» praeter praefatas rubricas, Ordinarium, et statuta; sed in » iis tantummodo ecclesiis liceat quae de Ordine Cartusiano » non sunt, juxta num. 16. cap. 32 dicti Ordinarii, seu pri» mae partis statutorum. In quorum omnium fidem hac die » 9 novembris 1687. » Cette dernière disposition signifie simplement que les églises des Chartreux doivent garder le rite de l'Ordre, et s'abstenir du romain: il n'est pas possible que le cardinal Colloredo ait entendu donner la liberté d'opérer arbitrairement des additions et des suppressions dans les rubriques. En ce qui concerne le bréviaire, sans parler des corrections prescrites par rapport aux leçons d'Ecriture sainte afin de les mettre en harmonie avec la Vulgate, nous remarquons une disposition concernant les offices facultatifs, ainsi conçue: « Quaedam etiam festa solemniter coli possunt, vel » in quibusdam provinciis, vel in peculiaribus domibus pro » devotione, si fuerint jam a sancta Romana Ecclesia appro» bata, et si talis consuetudo in usu erit, servata tamen » hujus Breviarii forma, et si a capitulo generali, vel a Re» verendo Patre Priore Cartusiæ probata, rata, et confirmata » fuerit, etiam cum officiis privatis pariter approbatis. » Cela désigne évidemment les offices particuliers des provinces et des monastères, et non ceux qui seraient communs à l'Ordre entier, encore moins ceux que le Saint-Siége prescrit par décret général obligeant à la fois les ecclésiastiques séculiers et réguliers. La rubrique sanctionnée par le cardinal Colloredo établit un rigueur spéciale, dans le but d'écarter les offices particuliers; car elle n'exige pas seulement que ces offices soient approuvés par le Saint-Siége, mais il faut aussi que l'usage de les réciter existe déjà, ce qui écarte les innovations, et que cet usage soit approuvé, ratifié et confirmé par le chapitre général ou par le prieur de la Grande-Chartreuse. Il n'est pas question, répétons-le, des offices commandés par le Saint-Siége dans les décrets généraux *Urbis et Orbis*. Du reste, le cardinal Colloredo ne dit pas mot du calendrier.

Loin de se contenter de la confirmation commune que donnaient le bref de Sixte V et le décret du cardinal Colloredo, les Chartreux témoignèrent le désir d'avoir la confirmation *in forma specifica*, moyennant l'insertion de leur *Ordinarium* dans des lettres apostoliques. Le chapitre général de 1672 avait ordonné un nouveau recueil des statuts; ils furent divisés en trois parties, dont la première contenait l'*Ordinarium*, c'est-à-dire, le rit de l'office et de la messe; et l'on demanda au Saint-Siége la confirmation de ces statuts divisés en trois parties. Si cette confirmation eût été accordée et si les trois parties eussent été insérées dans le corps du bref, il faudrait reconnaître sans le moindre doute, que le Saint-Siége a confirmé *in forma specifica*, les rites particuliers des Chartreux. Or, que voyons-nous dans le bref du vénérable Innocent XI, qui commence: *Injunctum nobis*, en date du 27 mars 1688? Ce bref est rapporté dans le Bullaire romain, tome 8, page 451. Innocent XI approuve la seconde et la troisième partie des statuts, qui sont insérées textuellement dans le bref, au lieu que la première partie n'y comparaît que par son titre: *Pars prima sub Ordinarii nomine separatim impressa;* et pour expliquer la suppression de cette première partie, l'on donne pour raison que le chapitre général a prescrit de l'imprimer séparément, afin que les religieux pussent l'avoir commodément sous la main, pour la consulter au besoin: « Ut monachi omnes facilius possent eam » diligenter, et cum judicio, quoties opus fuerit, legere, et » consulere: quatenus divinum officium ab omnibus uno ritu, » et cum eisdem caeremoniis persolvatur. » Cela n'empêchait pas Innocent XI de faire transcrire l'*Ordinarium* dans son bref s'il eût voulu le revêtir de la confirmation spécifique qu'il accorda pour les autres parties des statuts. Comme la bulle de S. Pie V et une foule d'actes subséquents défendent tout changement dans les liturgies munies du privilége exceptionnel des deux cents ans, il n'est pas possible d'admettre que le vénérable Innocent XI ait voulu concéder au chapitre général des Chartreux le pouvoir de modifier les rites de l'Ordre; il faut donc interpréter d'après ce principe supérieur, une disposition qui se trouve dans la seconde partie des statuts et défend au général et à tous les autres religieux d'opérer des changements à l'office et aux autres usages exprimés dans les statuts, sauf l'agrément du chapitre général: « Statutum, firmiterque sancitum est, ut divinum Ecclesiae » officium per omnes domos uno ritu, et cum eisdem caere» monii celebretur, sicut in Ordinario, Breviariis et Mis» salibus continetur. Neque R. Patri, neque coeteris quibus» libet, de his omnibus, quae ad divinum officium pertinent, » vel caeteras quaslibet consuetudines in statutis expressas, » sine capituli generalis consilio, demere aliquid, vel addere, » seu alteratione aliqua, occasione qualibet, liceat immutare. » (Pars 2, cap. I. num. 7). Que servirait la confirmation spécifique, si l'on pouvait modifier, sans l'agrément du Saint-Siége, les statuts confirmés de la sorte? Donc, par rapport à la seconde et à la troisième partie que confirme *specifice* le bref du vénérable Innocent XI, il faut entendre que nulle modification ne peut être autorisée que par le Saint-Siége, après l'avis du chapitre général, et c'est le seul légitime et raisonnable sens de la disposition précitée; en ce qui concerne la liturgie, qui n'est pas comprise dans la confirmation spécifique, la bulle de S. Pie V et les décrets généraux parlent clairement. - Nous pensons en avoir dit assez sur cette question, et nous passons aux autres congrégations monastiques.

63. Les Bénédictins du Mont-Cassin firent imprimer leur bréviaire à Venise en 1585; le chapitre général de 1584 l'avait réformé et le pape Grégoire XIII l'approuva, ainsi que l'atteste le frontispice du livre: « Breviarium Monasticum, » secundum ritum Monachorum Ordinis S. Benedicti Congr. » Casinensis, ex decreto capituli generalis 1584 reformatum, » et per S. D. N. D. Gregorium XIII Pont. Max. confirma» tum. Venetiis apud Juntas anno 1585. Cum licentia et pri» vilegio ejusdem Summi Pontificis. » On ne peut élever de doute sur la légitimité de ce bréviaire, dans lequel on s'efforça, d'ailleurs, de se rapprocher du romain. Le commun des saints était le même de part et d'autre; les leçons de l'Ecriture, les antiennes, les hymnes, tout le fond, en un mot, était romain, sauf le psautier monastique. Par malheur, l'œuvre n'était pas irréprochable sous tous les rapports. Les rubriques générales étaient insuffisantes. On laissa des homélies d'Origène et de Raban-Maur; beaucoup d'autres ne valaient pas celles de S. Pie V. Par une singulière confusion entre S. Jean Chrysostôme et S. Jean Evangéliste, on laissa dans l'office de ce dernier une antienne ainsi conçue » Occurrit beato Joanni ab exilio revertenti omnis populus » virorum, ac mulierum clamantium, et dicentium: Benedictus, » qui venit in nomine Domini. » Voici une autre antienne de l'office de S. Jean Evangéliste: « Apparuit charo suo » Joanni Dominus Jesus Christus cum discipulis suis, et ait » illi: Veni dilecte ad me, quia tempus est, ut epuleris in » convivio meo cum fratribus tuis. » L'office de S. Etienne a des antithèses de mauvais goût et qui sont déplacées, surtout dans les antiennes « Tu principatum tenes in choro » martyrum, similis angelo, qui pro te lapidantibus Deum de» precatus es — Praesepis augustia Christum portavit infan» tem: immensitas caeli Stephanum triumphantem suscepit. » Le bréviaire de 1585 peut servir de terme de comparaison pour apprécier l'immense supériorité de celui de Paul V.

64. La difficulté de corriger parfaitement les anciens bréviaires et les missels et de les amener à l'état de perfection que l'on admirait dans l'œuvre de S. Pie V, détermina plusieurs congrégations monastiques à quitter leurs rites particuliers pour le romain. Les bénédictins de la Congrégation de

Valladolid, et notamment ceux du célèbre monastère de Monserrat prirent le missel romain plusieurs années avant le bref de Paul V, en abandonnant de leur plein gré le rit particulier qu'ils avaient suivi jusqu'alors. Il y eut à ce sujet un décret du chapitre général. Néanmoins, le président adressa un commandement formel aux moines de Monserrat pour interdire l'usage du missel romain jusqu'à ce que l'on fît imprimer un missel qui aurait les saints de l'Ordre. Les moines recoururent à la S. Congrégation des Rites, qui les tranquillisa, en répondant qu'ils pouvaient fort bien continuer de faire usage du missel romain. La S. Congrégation ordonna au président de faire observer le décret du chapitre général dans tous les monastères de son institut. Le décret est dans Gardellini, num. 375 de la dernière édition. Plusieurs congrégations suivirent cet exemple. Un grand nombre de religieuses Bénédictines, Cisterciennes et Dominicaines prirent le Bréviaire romain, qu'elles trouvaient plus commode et moins compliqué que l'office particulier de leur Ordre.

65. De nouvelles tentatives furent faites pour perfectionner le Bréviaire monastique de manière à le rendre vraiment digne de prendre place auprès de l'œuvre de S. Pie V. En 1604, les Bénédictins de la province de Portugal présentèrent au Saint-Siége le Bréviaire monastique réformé d'après le romain; le cardinal Baronius l'examina, et la S. Congrégation des Rites l'approuva pour les religieux et les religieuses de la province susdite. Le décret d'approbation se trouve dans notre 57e livraison (n. 111 et 112. col. 30 et 31). Ce n'était pas encore le Bréviaire monastique dans toute sa perfection. Un nouveau travail fut entrepris par les Bénédictins d'Helvétie et de Souabe; le cardinal Bellarmin l'examina avec le plus grand soin, et, d'après la relation qu'il en fit à la S. Congrégation des Rites, elle l'approuva et en permit l'usage aux Bénédictins des pays susnommés, le 6 décembre 1608. (*Ibid.* num. 298). La supériorité de ce nouveau Bréviaire sur tous les précédents fit que les autres Bénédictins demandèrent bientôt la permission de l'adopter; et la S. Congrégation des Rites, ayant examiné de nouveau l'affaire par l'ordre du Pape, et ayant reconnu le Bréviaire *bonum et bene ordinatum*, l'autorisa pour tous les religieux de S. Benoît qui voudraient en faire usage (Décret du 24 avril 1610. *Ibid.* num. 355). Le 1er octobre 1612, Paul V publia le bref, *Ex injuncti Nobis*, qui approuva le Bréviaire monastique sous les formes les plus solennelles. La plupart des congrégations Bénédictines, celle du Mont-Cassin, les Camaldules, les Olivétains, les congrégations réformées de France et d'autres qu'il serait trop long de nommer, s'empressèrent de prendre le Bréviaire de Paul V. Enfin, la S. Congrégation des Rites, par décret du 24 janvier 1615, le déclara obligatoire pour tous les religieux et toutes les religieuses qui professent la règle de S. Benoît. Quoique ce décret se trouve dans notre 58e livraison (num. 434), nous croyons utile de le citer de nouveau, à cause de son importance spéciale dans la question qui nous occupe par rapport aux Cisterciens:

» Propositis in Sacra Congregatione Rituum iis, quae in prae» inserto memoriali continentur, eadem Sacra Rituum Congre» gatio censuit et declaravit omnes monachos, et moniales » qui, et quae militant sub regula S. Benedicti, posse et de» bere uti breviario Benedictino nuper de mandato SSmi D. » N. Papae edito pro omnibus religiosis, qui militant sub re» gula S. Patris Benedicti, non obstante, quod aliqui ex eis » in praeteritum usi fuerint romano, vel alio breviario. Et ita » declaravit. Die 24 januarii 1615. » Néanmoins le Saint-Siége permit facilement aux religieuses de faire usage du Bréviaire de S. Pie V, et nous trouvons quelques indults de même nature en faveur des monastères d'hommes, ainsi qu'on a pu le voir dans le recueil des Décrets qui occupent nos livraisons précédentes. Le Saint-Siége déclara, à plusieurs reprises, que le Bréviaire de Paul V était d'obligation pour tous les religieux qui suivent la règle de S. Benoît. Ainsi, Urbain VIII, par le bref, *In cathedra*, du 7 mai 1626, prescrivit aux Bénédictins de la congrégation d'Espagne l'adoption de ce Bréviaire, avec défense de reprendre leur ancien rite, auquel le chapitre général avait renoncé. Quoique le bref soit un peu long, nous croyons utile de le citer: « Cum itaque, » sicut accepimus, editis alias Breviario, et Missali Monasticis » de mandato fel. rec. Pauli PP. V, praedecessoris nostri re» formatis pro omnibus monachis sub regula S. Benedicti mi» litantibus, praesidente ad hoc opus bon. mem. Roberto S. » R. E. cardinali Bellarmino nuncupato, cum assistentia etiam » dilectorum filiorum procuratorum generalium totius ordinis » S. Benedicti hujusmodi, eisque per monachos, et capitu» lum generale dicti Ordinis congregationis Hispaniarum non » solum receptis, sed etiam ultra annum in multis monasteriis » in usu habitis; succedente novo abbate generali, qui no» vum missale hujusmodi dimitti, et vetus continuari sub prae» cepto, et censuris ordinaverat; res in capitulo generali di» cti ordinis de novo proposita fuerit: et licet novus abbas » hujusmodi pro sua opinione a majori parte capituli obtinue» rit, nihilominus ab ejusdem capitali decreto aliqui appella» verint, habitoque ad venerabiles fratres nostros S. R. E. » cardinales sacris ritibus praepositos recursu, ac multa de» ducendo pro hujusce rei definitione insteterint. Nos pro » nostri pastoralis officii debito omnem in praemissis discor» diarum materiam e medio submovere, pacique, et quieti mo» nachorum praedictorum, quantum cum Domino possumus, » consulere volentes, de eorumdem cardinalium consilio, motu » proprio, et ex certa scientia et matura deliberatione nostris, » Breviarium et Missale praedicta de mandato Pauli praede» cessoris hujusmodi, ut praefertur, edita, ex quo semel ab » initio acceptata sunt, de caetero perpetuis futuris tempori» bus omnino continuari, atque ita ab omnibus, et singulis » Monachis praedictis inviolabiliter observari . . . Mandan» tes propterea in virtute sanctae obedientiae, ut sub priva» tionis vocis activae et passivae, nec non officiorum per eos » obtentorum, inhabilitatis ad illa, et alia imposterum obti» nenda, aliisque arbitrio nostro paenis, dilectis filiis Generali, » ac aliis prioribus, abbatibus, praesidentibus, caeterisque or» dinis, et congregationis superioribus, quocumque nomine nun» cupatis, quatenus in omnibus, et singulis utriusque sexus » monasteriis, conventibus, domibus, prioratibus, hospitiis, » ecclesiis, hospitalibus, grangiis caeterisque locis regularibus » eorumdem ordinis et congregationis, quantumvis exemptis, » et privilegiatis, breviarium et missale, sicut praefertur, edita, » veteribus, quibus antea utebantur, omnino postpositis, reci» piant, ac recipi, et admitti, eisque deinceps ad publice, pri» vatimque in choro, et extra precandum, psallendum, ac mis» sas, horasque canonicas celebran. et recitan. in omnibus et » per omnia uti cum effectu curent, et faciant; contradictores » quoslibet, ac in praemissis non parentes, per censuras, et » poenas ecclesiasticas, aliaque opportuna juris, et facti re» media appellatione postposita compescendo, invocato etiam » ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii saecularis.» En approuvant la congrégation des Bénédictins de Bursfeld, en Allemagne, par le bref *Exponi nobis*, du 17 juin 1643, Urbain VIII voulut faire connaître de nouveau que tous les religieux qui ont la règle de S. Benoît, sont tenus de prendre le Bréviaire monastique de Paul V, même ceux qui auraient eu précédemment un autre Bréviaire; ce qui confirme le décret de la S. Congrégation des Rites du 24 janvier 1615 et supplée pleinement à ce qui pouvait lui manquer du côté de la promulgation et de la solennité: « Nos igitur..... de venerabi» lium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium sacris ritibus » praepositorum consilio, congregationem Bursfeldensem dicti » ordinis S. Benedicti, ut et omnes alias militantes sub regula

» S. Benedicti, posse et debere uti breviario Benedictino ab » eodem Paulo V praedecessore nostro reformato, nonobstante » quod in praeteritum usi fuerint alio breviario, apostolica » auctoritate tenore praesentium declaramus; decretumque » capitulorum dictae congregationis Bursfeldensis de acceptando » dicto breviario Benedictino reformato, nec non de confor- » mando se in caeremoniis caeremoniali romano, laudamus » et approbamus. » Urbain VIII réserva, néanmoins, l'usage où l'on était, dans la congrégation susdite, de réciter chaque jour le petit office de la Sainte Vierge et l'office des morts; on lit dans le Bref, immédiatement après le passage cité plus haut: « Occasione autem dictae acceptationis ad antiquam » consuetudinem recitandi quotidie officium Beatae Mariae et » defunctorum juxta normam regulae dicti ordinis monachos » dictae Congregationis nihilominus teneri etiam declaramus. » Nous croyons inutile d'insister; on a pu remarquer dans notre recueil de décrets la fermeté de la S. Congrégation des Rites pour l'introduction du Bréviaire monastique dans tous les monastères de Bénédictins *nigri*. Les Camaldules, les Olivétains, les Sylvestrins et les autres branches de la grande famille de S. Benoît s'empressèrent aussi de l'adopter.

66. On se demande si le décret du 24 janvier 1615 comprenait les Cisterciens? La S. Congrégation des Rites décida, 46 ans plus tard, qu'ils étaient compris dans ce décret, qui n'excepte personne. L'Observance de Castille prit le bréviaire de Paul V, et consulta Grégoire XV au sujet de l'office quotidien de la Sainte-Vierge. Les Feuillans de France et d'Italie, et les monastères soumis immédiatement au chapitre général de Citeaux, qui crurent n'être pas obligés de prendre le nouveau bréviaire, firent de continuels changements dans leurs anciens rites, au lieu de les conserver intacts, comme ils auraient dû, pour ne pas encourir la déchéance de leur privilége. Ils firent ces changemente sous le prétexte de se rapprocher du romain. L'éditeur du *Nomasticon Cisterciense*, après avoir rapporté *Usus antiquiores Ordinis*, dont nous avons parlé plus haut et qui sont l'expression la plus pure de ce vénérable rite, termine, en soupirant, par une note ainsi conçue: » Nota has fere omnes caeremonias inolevisse » et in earum locum Ecclesiae Romanae ritus a capitulis ge- » neralibus ordinis suffectos esse. Nimirum a capitulis gene- » ralibus annorum 1618 et 1628 et subsequentibus. » La vérité est que les chapitres généraux composèrent une nouvelle liturgie qui ne fut ni la cistercienne ni la romaine.

67. L'Observance de Castille s'empressa d'adopter le bréviaire de Paul V; comme ses rubriques exemptent du petit office de la sainte Vierge ceux qui n'assistent pas au chœur, on se demanda si les Cisterciens continuaient d'être obligés de le réciter, en vertu de l'ancien usage de l'Ordre. Le procureur général consulta Grégoire XV, qui écrivit un bref en date du 18 octobre 1622, pour faire savoir que les Cisterciens sont tenus de réciter l'office de la Sainte Vierge, en toute hypothèse, soit qu'ils aient le bréviaire romain, soit qu'ils adoptent celui de Paul V. Manrique raconte la controverse et cite en partie le bref pontifical. « Cum Breviarium » monasticum prodiisset, pro omnibus, singulisque Congrega- » tionibus, quae Beatum Patrem Benedictum magistrum habent, » nec deessent, qui opinarentur, Monachos Cistercienses, eo » admisso, ab officio Deiparae immunes, solis canonicis horis » satisfacere; Gregorius XV, quaesitus, declaravit: Quod Ordi- » nis praedicti religiosi, sive utantur Breviario Romano, sive » monastico Benedictino, jussu felicis recordationis Pauli V » praedecessoris nostri reformato, ab obligatione, quam habent » ex antiquissima ipsius congregationis consuetudine, reci- » tandi quotidie officium parvum Beatae Mariae semper Vir- » ginis, ac diebus ferialibus officium defunctorum, nequa- » quam liberi censeantur etc. Datum Romae, apud sanctam » Mariam majorem, sub annulo Piscatoris, die decima octa- » va octobris 1622. » (Extat in arch. S. Mariae de Palazuelos).

68. Pendant dix ans et davantage, les Feuillans ne s'occupèrent dans leur chapitre général que de changer leurs anciens rites, sous prétexte de les réformer Le chapitre tenu à Pinerol en 1611, adopta tout l'office romain des trois derniers jours de la semaine sainte, en abandonnant par conséquent l'ancien office de l'Ordre. Voici le décret textuel, qui fut confirmé par le chapitre de 1614: « Propositum fuit utrum » totum officium trium postremorum dierum hebdomadae sanc- » tae, usque ad vesperas Paschae exclusive decantandum sit » secundum morem Romanum, ex libello ad hoc impresso et » servatis caeremoniis in eo contentis, et datis suffragiis con- » clusum est affirmative. » Le Bréviaire de Paul V ayant été publié solennellement en 1612, le chapitre général des Feuillans de 1614 examina s'il y avait lieu de l'adopter; or, la décision fut négative, par la raison que la congrégation devait se conformer au reste de l'Ordre, et attendre que l'Ordre adoptât ce bréviaire; par une inconséquence singulière, les Feuillans ordonnèrent par le même décret de corriger leur bréviaire, de sorte qu'ils y firent de continuels changemens, comme nous allons le dire, sans doute afin de conserver l'uniformité avec Citeaux, qui, de son côté, ne fit que varier et changer les rubriques et les rites du bréviaire et du missel pendant cinquante ans. Voici le décret des Feuillans de 1614, qui exprime le refus de prendre le bréviaire de Paul V: « Pro- » positum est de Breviario novo, quod vocant Monasticum, an » sit a congregatione recipiendum, et decretum est, quod con- » gregatio nostra cum sit Ordinis Cisterciensis, debeat uni- » versitati totius Ordinis se conformare, praedictumque Bre- » viarium recipiet, quoties ab Ordine admittatur: et interim » superior generalis, et provincialis Franciae quantum pote- » runt procurent emendanda nonnulla, quae in Breviario or- » dinis nostri dissona reperiuntur. » L'affaire fut reprise dans le chapitre général de 1617, qui nomma trois commissaires pour la réforme du bréviaire cistercien; ils présentèrent leurs mémoires avant la clôture de l'assemblée, mais le temps manqua, et la gloire de conclure cette importante affaire fut réservée au chapitre général de 1620. Dès la septième session, le président et les définiteurs désignèrent cinq commissaires » ad Breviarium nostrum expurgandum et usui nostro coa- » ptandum. » A la 18e session, l'œuvre était achevée, et le chapitre général adopta le nouveau bréviaire: » Propositum » est utrum correctio Breviarii de qua jam antea duobus prae- » cedentibus capitulis generalibus actum fuit, et quae in prae- » senti capitulo a patribus ad id deputatis diligentius est in- » vestigata una cum Missali, dicto Breviario coaptato, reci- » pienda sit nec ne. Et datis suffragiis conclusum est affir- » mative. » Une chose singulière est que le même chapitre décida de prendre les cérémonies romaines pour la messe; il renonça par conséquent au rite particulier de Citeaux et créa une anomalie consistant à vouloir allier le missel romain avec un bréviaire qui différait de celui de Paul V sous bien des rapports: « Deinde propositum fuit utrum sumendae sint » caeremoniae in augustissimo Missae sacrificio secundum usum » Romanum nec ne. Et conclusum est affirmative. Nihilomi- » nus tamen quoad usum dictarum caeremoniarum, expectan- » dum erit usque ad impressionem novi Breviarii. » Comme les monastères relevant immédiatement de Citeaux avaient, dès 1605, modifié considérablement les rubriques du missel, les Feuillans se séparaient d'eux plus profondément en adoptant les cérémonies romaines pour la messe; mais en ce cas, que devenait cette uniformité que l'on avait alléguée en 1614 pour refuser la liturgie de Paul V? N'eût-il pas mieux valu adopter le bréviaire approuvé par ce Pape, puisqu'on voulait renoncer à l'ancien rite de l'Ordre pour prendre les cérémonies romaines?

69. Il importe de connaître les corrections que le chapitre des Feuillans de 1620 opéra dans le bréviaire cistercien afin de constater que les changements furent accomplis sur une vaste échelle. Les réformateurs respectèrent le calendrier, ainsi que nous l'avons déjà fait observer plus haut. Les larges emprunts qu'ils firent au bréviaire de Paul V est un bel hommage qu'ils rendirent à son évidente supériorité sur tout ce qu'on avait eu jusque-là. Ils reconnurent que les anciens offices de l'Ordre renfermaient des choses apocryphes, et d'autres choses qui étaient peu conformes à la décence.

« Correctiones Breviarii a capitulo generali (anni 1620) » ordinatae.

» Quaedam, quae in nostro Cisterciensi Breviario pro usu nostrae Congregationis B. Mariae Fuliensis censuimus observanda.

» In kalendario addenda sunt festa a Sixto V indicta. » Insuper festum Transfigurationis Domini Nostri, Sanctae » Mariae ad Nives, S. Joseph, S. Basilii, S. Mauri, S. Placidi, » Sanctae Scolasticae, et Angeli custodis. Itemque festum omnium Sanctorum Ordinis, quorum omnium officia ex breviario monastico sumenda sunt.

» Item fiat commemoratio S. Stephani Abbatis, et S. Lutgardis, die quo occurrerint.

« Quaecumque propria sunt, ut hymni, cantici, itemque » commemorationes et collectae propriae suis propriis locis » apponenda sunt pro majori commoditate.

» Dominicarum, et Evangeliorum idem sit ordo, qui communis est Romano, atque monastico.

» A quibus mutuandae sunt rubricae pro invitatorio dominicarum post Epiphaniam, Septuagesimae, Passionis, et Ramis » Palmarum, et responsoriis tempore Passionis: ab eisdem etiam » mutuanda sunt cantica propria in dominicis Adventus, et » Quadragesimae, ac festo Corporis Christi.

» Hymni etiam, qui in Monastico habentur proprii seu de » communi, nostris sunt adjungendi, et omnium conclusio varianda, prout officio congruit.

» Collectae item Sanctorum, quae in eodem sunt propriae, » loco communium, in nostro sunt assumendae, et ea quae » est S. Stanislai S. Lamberto communicanda.

» Dies trigesima decembris congruentius celebrabitur secundum praedictum Breviarium. Praestat enim in officio propriam homiliam legere, et missam conventualem propriam » celebrare, quam jam dicta repetere.

» De festis occurrentibus per octavas Paschae, et Pentecostes nullum debet fieri officium.

» Capitulum, *Regi autem*, debet dici in omnibus octavis, » de quibus fit officium, prout jam diffinitum est a capitulo » Cisterciensi.

» Quoniam nostri Breviarii lectiones aliae sunt ultra modum » breves, aliae apocryphae, quaedam saepius repetitae, quaedam » etiam pudori parum convenientes, satius erit eas omnes ex » breviario monastico desumere; sic namque non solum provisum erit hujusmodi inconvenientibus, verum etiam plurimum decoris, et gratiae officio divino collatum propter homilias quadragesimae, Sanctorum vitas, et sacrae Scripturae » expositiones.

» In festo tamen S. Patris nostri Bernardi lectiones primi » nocturni eaedem sint, quas habet praedictum Breviarium in » festo S. Benedicti.

» Festis diebus ad vesperas proprios, et illis convenientes » psalmos assumere decet ad conformitatem Ecclesiae universalem, et regula S. Benedicti praescriptum cap. 14 ut sentit, sancitque saepe dictum Breviarium monasticum.

» In festo S. Marci ad invitatorium tria tantum Alleluia sunt » dicenda.

» In officiis S. Pauli, et S. Laurentii antiphonae, ut in » aliis sunt dicendae resectis versiculis, qui solent praemitti, » quod nec in Romano, sive monastico unquam fit.

» In officio S. Annae antiphonae et responsoria, eo quod » ex quadam historia apocrypha assumantur, ex monastico sunt » petenda.

» Ob eamdemque causam in officio S. Ursulae rejicienda » sunt responsoria primi et secundi nocturni, et alia dicenda » de communi.

» Officium utriusque Crucis totum fit de ea, et solum commemoratio de SS. Martyribus.

» Quia clausula, et famulos tuos, in plerisque collectis facit » tautologiam, rectius omittetur in omnibus, et loco illius officio finito dicetur ut habet Monasticum. ℣. Divinum auxilium maneat semper nobiscum ℟. et cum fratribus nostris » absentibus. Amen.

» Commemoratio quoque, Spiritus Sanctus in te descendet, » quia habet verba illa, Dominicae Conceptionis gaudia, quae » minus congruunt officio quibusdam anni temporibus, v. g. » Passionis, cum alia est mutanda, ut ejus loco dicatur a Purificatione ad Adventum, *Ave Regina coelorum*, ita tamen, » ut post, *Salve Regina* completorii, nulla dicatur alia commemoratio.

» Ne discrepemus a communi Ecclesiae usu, notentur in » nostro kalendario festa SS. Dominici, Ambrosii, et Barbarae, et si quae sunt alia iisdem diebus quibus habentur in » Romano, atque monastico.

» Eaque ratione quaecumque nostrum breviarium cum eisdem habet communia, sint plane illis conformia, servatis » tamen flexis ubique.

» Hymni vero S. Joannis Evangelistae, S. Agathae, S. » Laurentii, et S. Andreae, emendandi sunt, secundum exemplar correctionis quod exhibetur. »

70. Ces corrections, que nous prenons dans les procès-verbaux manuscrits du chapitre général des Feuillans célébré à Pinerol en 1620, témoignent partout de la grande supériorité de l'œuvre de Paul V. Il était naturel que les religieux voulussent adopter purement et simplement ce bréviaire. La proposition en fut faite au chapitre général de 1622; par malheur, elle ne fut pas adoptée, et près de 40 ans devaient s'écouler avant le triomphe de cette grande cause. Voici ce qu'on lit dans le procès-verbal du chapitre de 1622, 5e session: « Propositum est an recipi debeat Breviarium monasticum, cum obligatione recitandi in choro et extra chorum » officium B. M. et defunctorum, sicut in eodem breviario et » eodem modo constitutum est, et conclusum est negative. » Aucun motif ne fut allégué; on ne parla plus de la nécessité de conserver l'uniformité avec le reste de l'Ordre, comme en 1614. Dans la 7e session, l'on décida que l'office des morts devrait être dit de la même manière et à la même heure depuis la Toussaint jusqu'à Pâques; 10e session, que la fête de S. Charles serait célébrée solennellement comme fête de sermon dans le monastère de Florence; voilà tout. Du reste, les Feuillans d'Italie et de France conservèrent leur bréviaire fort peu de temps; car le chapitre de Citeaux leur ordonna de prendre le bréviaire remanié par Claude Vaussin en 1656; l'on déféra la question au Saint-Siége, et le cardinal Bona porta les derniers coups, ainsi que nous le dirons plus loin.

71. L'uniformité liturgique, l'une des gloires essentielles de Citeaux pendant tant de siècles, et que tous les instituts fondés après lui avaient embrassée comme une précieuse conquête et un élément de force, l'uniformité, disons-nous, se perdait de plus en plus. C'était la déplorable conséquence de la faute que l'on commit en refusant le bréviaire de Paul V. Tandis que les Espagnols avaient le bon esprit de le prendre, tandis que les Feuillans remaniaient leurs offices et tentaient d'allier l'ancien rite avec le romain, le chapitre de Citeaux faisait subir de continuels changements au bréviaire et au missel. Nous avons cité la note par laquelle l'éditeur du *Nomasticon* constatait avec douleur que l'ancien rite avait reçu de pro-

fondes blessures de la part des chapitres généraux, à partir de 1618. Déjà le missel de 1617 avait introduit de nombreuses innovations. L'abbé général donnait des permissions particulières de célébrer la messe selon le rite romain, ce qui devait naturellement augmenter la confusion. En effet, le missel de 1617 renferme l'avertissement suivant, en tête des rubriques: « Ritus celebrandi missam secundum usum sanctae Romanae » Ecclesiae in gratiam illorum religiosorum Ordinis nostri Cis- » terciensis hic inserti, quibus eorumdem utendorum a Re- » verendissimo D. nostro generali Cisterciensi, aut capitulo » ejusdem Ordinis facta fuerit potestas. » Il y avait un très grand nombre de messes votives. Les couleurs autorisées étaient: bleu, violet, hyacinthe, jaune, blanc, or, rouge, pourpre, vert céleste, noir, cendré; onze en tout, au lieu des cinq que permet la sainte Eglise romaine. Outre les docteurs de l'Eglise, l'on honorait les docteurs des ordres religieux; S. Benoît, S. Dominique, S. François d'Assise, S. François de Paule étaient honorés comme docteurs; S. Bernard l'était pareillement, deux siècles avant que le Saint-Siège, à qui cela est réservé par toute la tradition, lui décernât ce titre. Voici d'autres anomalies. Les 12 leçons traditionnelles du samedi saint étaient remplacées par quatre. Les rubriques de l'Ordre étant visiblement insuffisantes, on avait fait de larges saignées au missel de S. Pie V; c'est pourquoi le missel de 1617 contient un recueil d'observations sous ce titre: « Accidentia missae, sive de defectibus qui pos- » sunt accidere in missa, vel circa ea, quae ad missam deside- » rantur: cum opportunis remediis e Romano partim petitis. »

72. Voilà l'état des choses en 1617. Le chapitre général de 1618 ordonna de célébrer la messe selon le rite romain; c'est du moins ce qu'affirme l'abbé de Cîteaux, Jean Petit, dans la préface du Rituel. Cela ne fit, ajoute-t-il, qu'augmenter la confusion; car les uns ne tinrent plus compte des rites de l'Ordre, parce qu'ils pensèrent qu'on ne pouvait mettre le vin vieux dans les tonneaux neufs; d'autres, au contraire, voulaient conserver à tout prix les anciens rites. En un mot, personne ne goûtait la nouvelle liturgie. Le témoignage de l'abbé général est trop précieux pour que nous puissions nous dispenser de le rapporter textuellement; voici ce qu'on lit dans la préface, c'est à dire, dans l'édit abbatial qui est en tête du Rituel cistercien: « Jussi sunt sacerdotes nostri in ca- » pitulo anni 1618 rem divinam facere Ritu Romano; ac pro- » cedente tempore, Missale et Breviarium nostrum ad Ordinem » et Rubricas Romanas fuerunt accommodatae. Inde varietas et » confusio non parva in monasteriis. Quidam enim aut igno- » rantes, aut non attendentes mentem capituli quo cautum » est, maxime anno 1623, ne in cœteris rebus quae ad di- » vinum officium vel monasticam disciplinam pertinent, aliquid » novi induceretur, omnes ritus nostros negligendos esse ar- » bitrati sunt. Veriti nempe, ne si vinum vetus in utres novos » immissum fuerit vasa frangat, omnia nova facere conati » sunt; et ordinem nostrum antiquissimum, toto Orbe cele- » berrimum, ac caeteris quondam in exemplum propositum ad » consuetudines recentiores et statui minime consentaneas trans- » ferre. Alii contra, non audentes transgredi terminos anti- » quos, religioni duxerunt ab iis vel latum (quod aiunt) un- » guem discedere. Atque utinam id retineri hodieque posset! »

73. Vaussin, abbé général, porta le dernier coup par son bréviaire publié en 1656, et par son missel, qui le fut l'année suivante. La nécessité de se rapprocher du romain fut, comme toujours, le prétexte que l'on prit pour excuser ces continuels remaniements et ces innovations. Le bréviaire de Paul V n'est pas nommé; mais on parle volontiers de la constitution de S. Pie V. On voulut garder l'antiphonaire et le graduel cisterciens; ce qui jeta le désordre dans le bréviaire et le missel. En tout le reste, rubriques générales et particulières, Propre du temps, ordinaire de la messe, on se rapprocha, autant que possible, du rite romain, dont la perfection n'était contestée par personne. En tête du missel de Claude Vaussin, publié en 1657, comme nous l'avons dit, on trouve le *Monitum* suivant, qui est intéressant au point de vue de l'histoire: « Ex quo Breviarium Cisterciense ad » Romanum accessit, operae pretium fuit etiam Missale veteri » forma exui, ut juxta constitutionem Pii quinti sacra litur- » gia ab officio chori minime dissentiret. Jampridem sanxit » capitulum generale anno Domini 1618 celebratum, sicut » duo alia sequentia, ut sacrum fieret in Ordine cum ritibus » et caeremoniis Romanis; hincque orta est necessitas immu- » tandi nonnulla ex primaevo usu. Nam antea vix erat in » paramentis colorum delectus, ex altari ornamenta sumeban- » tur, psalmus *Judica* omittebatur, hymnus *Gloria in excelsis* » in missis votivis redundabat, in festorum octavis symbolum » desiderabatur, thus quisque ad libitum adolebat: aliaque multa » inordinate fiebant, quae rubricae romanae ad methodum cer- » tam et canonicam reduxerunt. Verum illud decretum non » potuit hactenus omnes antiquitatis nævos abstergere; et ideo » ultimum capitulum generale anno Domini 1651 coactum, » statuit ut per viros peritos iterum Missale cum cœteris ec- » clesiasticis libris repurgaretur, quod sane pro viribus ten- » tarunt. Sed quemadmodum antiphonalium reservatio non » mediocriter obstitit ne breviarium recens editum Romano » exemplari (salva Regulae forma) usque ad ultimos apices » redderetur simile; sic exceptio gradualium impedit quominus » nova haec Missalis editio Romanam prorsus imitetur. Nihi- » lominus correctione accuratiori, forma praestantiori et Ro- » mano longe viciniori nunc prodit: auctum nonnullis festis, » quae in novo calendario exponuntur: Rubricis et ritibus tam » communibus quam specialibus ab universali Ecclesia recep- » tis; serie missarum dominicalium cum epistolis et evange- » liis a Pentecoste ad Adventum archetypo romano conformi: » multiplici *Kyrie eleison*, hymno, *Gloria in excelsis*, tri- » sagio, praefatione, *Agnus Dei*, *Ite missa est*, vel *Benedi-* » *camus Domino*, juxta festorum discretionem et ordinationem » sub modulis gregorianis ad taedium toties repetiti ejusdem » tenoris sublevandum, integro communi sanctorum, missis » quibusdam votivis, et quatuor solemnioribus Ecclesiae prosis » (si libeat) privatim dicendis, variis benedictionibus, aliisque » observationibus, ubi necessitas id postulat, sparsim expres- » sis. Eo igitur opere nostro libentius utere, pie lector, quo » solum ad majus divini cultus incrementum jubente supe- » riorum authoritate fuit a nobis susceptum. »

74. Il faut en convenir, les Cisterciens perdirent cent fois le droit de conserver leur rite particulier. Que l'on conteste qu'ils fussent compris dans le décret du 24 janvier 1615 qui imposa le bréviaire de Paul V à tous les moines profès de la règle de S. Benoît, peu importe; il n'est pas moins certain que par les changements qu'ils firent continuellement dans le bréviaire et le missel, ils encoururent la déchéance de tous les droits qu'ils pouvaient prétendre.

75. Le bréviaire de Vaussin fut déféré à la S. Congrégation des Rites par le célèbre P. Hilarion Roncati, qui remplissait près d'elle les fonctions de consulteur avec la plus grande distinction. Comme Vaussin avait prétendu imposer son bréviaire à l'Ordre tout entier, les Cisterciens d'Italie voulurent naturellement consulter le Saint-Siège pour s'assurer s'ils étaient réellement tenus de prendre un bréviaire si différent de l'ancien, et s'ils rempliraient l'obligation de l'office en le récitant. La S. Congrégation commença par confier l'examen du bréviaire au cardinal Franciotto, avec ordre de lui en référer. Voici le décret qui se trouve dans les registres authentiques de la S. Congrégation, en date du 24 janvier 1660; décret omis par Gardellini, qui passe aussi sous silence tous les autres décrets concernant cette importante affaire.

« *Congregationis Cisterciensium.* Abbas Hilarion Ron-

» catus monachus Cisterciensis, et Sacrae Congregationis con-
» sultor meritissimus, et satis nunquam laudandus Sacraemet
» Congregationi exposuit elapsis annis typis editum breviarium Cisterciense Parisiis vulgatum fuisse jussu abbatis generalis, ea lege, ne post decennium quis monachus posset uti alio breviario quam praedicto. Verum, quia ab antiquo breviario plurimum differt, praesertim in officiis B. Virginis ac defunctorum; monachorum ac propriae conscientiae consulendum duxit, veritus, ne mutilatio hujusmodi satisfactioni recitationis plurimum adversetur, ac propterea supplicavit dignaretur Sacra Congregatio utrumque breviarium examinandum committi alteri ex consultoribus, gratia referendi in ipsa Congregatione; quae jussit examen committi Emo D. cardinali Franciotto; ut adhibito P. Augustino Tartaglia, nec non audito P. abbate Hilarione, animadversiones referat in S. Congregatione. Die 24 januarii 1660.»

76. Il s'agissait réellement du bréviaire imprimé à Paris, par l'ordre de l'abbé général de Citeaux et imposé à tout l'institut cistercien. Il importe de le constater, afin qu'on ne croie pas que le bréviaire déféré au Saint-Siége n'était autre que celui des Feuillans de France ou d'Italie. Ces derniers avaient essayé d'obtenir l'approbation de leur bréviaire. N'espérant pas que la S. Congrégation consentît à approuver directement une compilation de ce genre, ils avaient demandé que le nonce de Paris fût autorisé à l'approuver par autorité apostolique. La S. Congrégation évita le piége, et donna l'ordre de transmettre le bréviaire à Rome. Les Feuillans n'insistèrent pas. Ceci s'était passé en 1632. Voici le décret, en date du 21 juin.

« *Cisterciensium.* Procurator generalis Fulien. nomine sui ordinis Cistercien. narrans breviarium ordinis esse de novo reformatum, et correctum supplicavit committi illius revisionem Rmo Nuncio apud regem christianissimum degenti, cum facultate illud approbandi et confirmandi auctoritate apostolica. Et Sacra Congregatio mandavit transmitti breviarium ad Urbem, docto etiam, an tota religio hoc petat. Die 21 junii 1632.» Sept ans plus tard, les Feuillans consultèrent pour savoir s'ils étaient tenus d'adopter les nouveaux offices que prescrit le Saint-Siége par ses décrets généraux, et la S. Congrégation leur fit savoir qu'ils étaient vraiment tenus de réciter ces offices, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

77. L'examen du bréviaire de Vaussin demanda plusieurs mois. Le cardinal Franciotto en fit relation dans la congrégation du 17 avril 1660; la décision fut remise à la réunion subséquente, vraisemblablement parce qu'on voulut entendre le procureur-général de Citeaux près le Saint-Siége.

« *Congregationis Cisterciensium.* — Emo D. Franciotto referente causam controversiarum inter provincias Galliarum et provincias Italiae congregationis Cisterciensium circa usum breviarii Cisterciensis, S. Congregatio jussit ad proximam congregationem differri, tunc omnino terminandam. Die 17 aprilis 1660.

78. On ne fut pas en mesure de décider l'affaire dans la congrégation du 12 juin, sans que nous sachions si le procureur général mit du retard à présenter ses observations. Quoiqu'il en soit des causes de ce délai, la S. Congrégation des Rites examina la question avec toute la maturité voulue; après avoir pris connaissance des raisons que le procureur-général de Citeaux fit valoir tant de vive voix que par écrit, elle révoqua le précepte qui imposait l'obligation de réciter le bréviaire de Vaussin. Voici le décret: « *Congregationis Cisterciensis.* Monachi Cistercienses Itali a Congregatione Sacrorum Rituum supplices declarari petierunt, an tuta conscientia assumere, et adhibere possent Breviarium Cisterciense juxta romanum novissime editum, et praecepto abbatis generalis ab universa congregatione recitari injunctum, tametsi admodum ab antiquo Breviario discrepet. Et S. Congregatio, audito et informante fratre Joanne Malgoires vicario et procuratore generali, ad relationem Emi D. cardinalis Franciotti decrevit, et mandavit, ut sublato praecepto novissimi Breviarii recitandi, et suspenso breviario eodem, novum breviarium coram Emis Dominis cardinalibus Franciotto et Estense condatur, ab eisdemque diligenter examinetur ad effectum referendi in Sacra Congregatione. Interim vero, et quidem post lapsum termini novem mensium a jure concessi, monachi adhibeant breviarium, quo hactenus ante editionem novissimi utebantur, vel monasticum a Paulo V approbatum usque ad novi breviarii, a S. Congregatione approbandi, evulgationem. Die 24 julii 1660.» La S. Congrégation espéra-t-elle vraiment que l'on parviendrait à rédiger un bréviaire cistercien, distinct de celui de Paul V, et qui pourrait mériter l'approbation du Saint-Siége? Nous en doutons. Elle suspend le bréviaire de Vaussin, et défend par conséquent de s'en servir. Elle accorde neuf mois de délai pour prendre le bréviaire dont les religieux faisaient usage avant Vaussin, ou celui de Paul V. Il est naturel de croire que la S. Congrégation voulut préparer les voies à l'introduction du bréviaire de Paul V. On ne pouvait guère espérer mieux faire. D'ailleurs, les Cisterciens n'avaient-ils pas détruit de leurs propres mains leurs anciens et vénérables rites? Ces religieux étant une des branches de la grande famille de S. Benoît, quelle raison d'admettre pour eux une exemption refusée aux Camaldules, aux Olivétains et autres Bénédictins blancs? Les Cisterciens d'Espagne, de Portugal et de Sicile avaient déjà le bréviaire de Paul V; l'adoption de ce bréviaire était le seul moyen de rétablir l'uniformité dans l'Ordre entier. Ces considérations nous portent à croire que si la S. Congrégation n'écarta pas de prime abord tout essai relatif à la rédaction d'un nouveau bréviaire cistercien, elle compta médiocrement sur la réussite, puisqu'elle recommanda le bréviaire de Paul V, dont l'introduction devait naturellement former un nouvel obstacle au futur bréviaire.

79. Les mois s'écoulaient, le nouveau bréviaire ne paraissait pas; des religieux de conscience timorée craignant de ne plus savoir comment s'y prendre pour réciter l'office, portèrent plainte. La S. Congrégation des Rites chargea le P. Bona abbé de S. Bernard à Rome et le procureur général français de corriger le bréviaire pardevant les cardinaux Franciotto et d'Este. Il n'est plus question de rédiger un nouveau bréviaire; il paraît donc que l'on y avait renoncé; il ne s'agit plus que de corriger le bréviaire frappé de suspense, et de tâcher de le ramener au rite romain. C'est la première fois que l'on voit comparaître le célèbre Bona, qui, peu de mois après, prit une part si énergique à l'adoption du bréviaire de Paul V dans la congrégation d'Italie. Voici le décret du 16 mars 1661.

« *Congregationis Cisterciensium.* Petentibus monachis quibusdam timoratae conscientiae congregationis Cisterciensis provideri circa impressionem breviarii congregationis ne tandem careant facultate recitandi horas canonicas; Sacra Congregatio mandavit per patres Bonam abbatem S. Bernardi, et procuratorem generalem Cistercii Gallum coram Emis Dominis cardinalibus Franciotto et Estensi mendis expurgari, et ad ritum romanum reduci breviarium novissime suspensum. Die 12 martii 1661.»

80. Quatre mois d'études montrèrent l'impossibilité de corriger le bréviaire de Vaussin; le procureur général français qui prit part aux discussions engagées dans ce but pardevant les cardinaux Franciotto et d'Este, dut se convaincre, comme les autres, que l'on ne pouvait pas le ramener au rite romain. Il fallut renoncer à le corriger, de même que l'on avait abandonné la pensée de composer un nouveau bréviaire cistercien. C'est pourquoi la S. Congrégation des Rites déclara, le 2 juillet 1661, que les Cisterciens étaient compris dans

le décret du 24 janvier 1615 concernant le bréviaire monastique approuvé par Paul V; qu'ils devaient par conséquent prendre ce bréviaire, ainsi que le missel, dans le délai d'un an, sous peine de ne pas remplir l'obligation de l'office. Néanmoins, la S. Congrégation ne voulut pas abolir l'ancien usage de Citeaux pour la récitation quotidienne de l'office de la sainte Vierge; elle permit expressément de conserver cet usage, quoique les rubriques du bréviaire monastique n'autorisent le petit office, au chœur, que les jours où l'on n'a pas de fête de 12 leçons. Elle permit aussi de suivre l'ancienne coutume de l'Ordre par rapport à l'office des morts. Enfin, elle autorisa l'office propre de S. Bernard avec octave, et généralement les offices des saints de l'Ordre établis par l'ancien et constant usage.

« *Ordinis Cisterciensis.* Sacra Rituum Congregatio declaravit, monachos Cistercienses comprehendi in decreto edito die 24 januarii 1615 impresso in breviario monastico approbato a sa. me. Paulo V; ideoque intra annum eos debere assumere praefatum breviarium monasticum cum missali eoque tam in choro quam extra chorum teneri in futurum uti, quamvis hactenus proprio breviario usi fuerint: alias non satisfacere praecepto recitationis officii, salva insuper manente antiquissima ipsius ordinis consuetudine recitandi quotidie officium parvum B. Mariae semper Virginis, nec non officium defunctorum diebus illis, quibus hactenus recitare consueverunt, forma tamen et ritu in ipso breviario monastico praescriptis. Retento praeterea officio proprio cum octava de S. Bernardo nec non officiis sanctorum ordinis e communi tamen breviarii praedicti desumendis, quae ex antiqua, et probata ordinis consuetudine hactenus recitarunt. At quia procurator generalis novam audientiam postulavit, placuit Emo Praefecto illam benigne concedere, et interim decretum non evulgari. Die 2 julii 1661. »

81. Les derniers mots de ce décret montrent que le procureur général des Cisterciens français à Rome prit part à l'affaire. Il avait assisté aux séances devant les deux cardinaux commissaires; le décret du 2 juillet lui fut communiqué, et il demanda d'être entendu de nouveau. Le cardinal préfet de la S. Congrégation consentit, et défendit, en attendant, de publier le décret. Le procureur général présenta ses raisons; la S. Congrégation les examina avec maturité, et, confirmant sa première décision, déclara de nouveau, que les Cisterciens sont compris dans le décret de 1615, et qu'ils doivent par conséquent faire usage du bréviaire monastique approuvé par Paul V; autrement ils ne remplissent pas le précepte de la récitation de l'office.

« *Ordinis Cisterciensis.* S. Rituum Congregatio die 2 currentis mensis julii declaravit monachos Cistercienses comprehendi in decreto edito 24 januarii 1615 impresso in breviario monastico approbato a sa. me. Paulo V, ideoque intra annum eos debere assumere praefatum breviarium monasticum cum missali, eoque tam in choro, quam extra chorum teneri in futurum uti, quamvis hactenus proprio breviario usi fuerint; alias non satisfacere praecepto recitationis officii, salva insuper manente antiquissima ipsius Ordinis consuetudine recitandi quotidie officium parvum B. Mariae semper Virginis, nec non officium defunctorum diebus illis, quibus hactenus recitare consueverunt, forma tamen, et ritu in ipso breviario monastico praescriptis. Retentis praeterea officio proprio cum octava S. Bernardi, nec non officiis sanctorum Ordinis e communi tamen breviarii praedicti desumendis, quae ex antiqua et probata ejusdem ordinis consuetudine hactenus recitarunt. Verum quia procurator generalis ordinis adhuc audiri desuper supplicavit, placuit Emo et Rmo D. cardinali praefecto novissime per eum deducendis benignas aures praeberi. His itaque deductis ac mature perpensis, Sacra eadem Congregatio censuit standum esse in decretis iterumque declaravit monachos Cistercienses comprehendi in praedicto decreto edito anno 1615, et ideo debere uti breviario monastico approbato a sa. me. Paulo V; alias non satisfacere praecepto recitando officio. Die 23 julii 1661. »

82. La S. Congrégation avait accordé un an aux Cisterciens pour adopter le bréviaire de Paul V; terme de rigueur à l'expiration duquel ils ne rempliraient pas l'obligation de l'office en récitant un autre bréviaire. Le P. Bona, plus tard cardinal, et, à l'époque dont nous parlons, général des Cisterciens d'Italie, sans attendre l'expiration du délai, ordonna à ses religieux, par commandement de sainte obéissance, de réciter le bréviaire monastique. Pouvait-il faire un semblable précepte? La S. Congrégation déclara qu'il le pouvait. En outre, quelques religieux mettaient en doute s'ils ne pourraient pas conserver les anciens rites et les cérémonies de l'Ordre avec le missel monastique approuvé par Paul V; or la S. Congrégation déclara qu'ils devraient se servir désormais du missel monastique et célébrer la messe tant solennelle que privée, d'après les rites et les cérémonies de ce même missel. Alexandre VII confirma la décision, en dérogeant à toute chose contraire, 3 décembre 1661. — Gardellini, qui passe sous silence tous les décrets cités plus haut et tous ceux que nous rapportons plus loin a inséré dans son recueil la décision du 3 décembre 1661 avec une erreur qui fait mettre en doute si le P. abbé Bona au zèle duquel on fut redevable de l'adoption du bréviaire monastique dans la congrégation cistercienne d'Italie fut vraiment le savant auteur du traité *De divina psalmodia*, et autres ouvrages, dont le talent et les vertus furent récompensés par le cardinalat. Au lieu des mots: *Patre Bona*, Gardellini a imprimé: *Petro Bona*. Or, l'on sait que *Joannes* était le prénom de Bona, qui avant sa promotion au cardinalat, était connu par son nom de religion: *Joannes a Sancta Catharina*. Il est donc certain que Bona, à qui la science liturgique est si redevable, le modeste religieux qui entretenait des relations scientifiques et littéraires avec d'Achery, Mabillon, Christianus Lupus, Noris et autres savants personnages de l'Europe, fut l'âme de l'affaire concernant le bréviaire cistercien et en accéléra la conclusion par l'énergie de ses résolutions.

» *Congregationis Reformatae S. Bernardi Ordinis Cisterciensis.* — Priores S. Pudentianae et S. Bernardi de Urbe Sacrae Rituum Congregationi exposuerunt se cogi sub praecepto sanctae obedientiae a Patre Bona eorum abbate generali ad recitationem breviarii monastici ante lapsum termini unius anni a S. Congregatione eis indulti; propterea declarari supplicarunt, an dictus Generalis possit eos compellere, ac proinde obedire teneantur? Sacra Congregatio respondit potuisse, et posse Generalem compellere praeceptis et pœnis pro arbitrio suo tam ipsos, quam alios suae congregationis superiores, et monachos, etiam ante lapsum termini praedicti, ad breviarium et missale monasticum adhibendum in officii divini, et missae celebratione, ac omnes teneri ejus praecepto parere. Praeterea cum renunciatum fuisset ab aliquibus monachis dubitari, an cum usu missalis monastici a sa. me. Paulo V approbati possint in missae celebratione antiquos ritus et caeremonias ordinis cisterciensis retinere; Sacra Congregatio declaravit eosdem monachos debere omnino praefato missali deinceps uti, et missam tam solemnem quam privatam celebrare cum ritibus, et caeremoniis in eodem missali praescriptis. Facta autem de praedictis SSmo D. Nostro relatione, Sanctitas Sua annuit, et ita observari praecepit, non obstantibus ejusdem congregationis S. Bernardi constitutionibus, et aliis contrariis quibuscumque. Die 3 decembris 1661. »

83. Une des particularités de l'ancien office de Citeaux, c'était l'antienne *Salve regina*, que l'on chantait solennelle-

ment tous les jours à complies, pendant tout le cours de l'année, au lieu que le bréviaire de S. Pie V, imité sur ce point par le bréviaire monastique de Paul V, prescrit diverses antiennes, suivant les époques ; *Alma redemptoris mater*, depuis l'Avent jusqu'à la Purification ; *Ave regina coelorum*, jusqu'au mercredi saint ; *Regina coeli*, de Pâques à la Trinité etc. Paul V accorda des indulgences à tous ceux qui assistaient au *Salve regina* des Cisterciens. En prenant le bréviaire monastique, les Cisterciens durent renoncer au *Salve regina* quotidien ; mais ils désirèrent conserver les indulgences. Alexandre VII étendit les indulgences aux antiennes que l'on récite successivement selon l'ordre du Bréviaire monastique, à la fin de complies. Voici le décret qui atteste cette concession pontificale.

» *Congregationis Reformatae S. Bernardi.* Cum hactenus » pro terminatione officii proprii Cisterciens monachi Con- » gregationis reformatae Sancti Bernardi recitare consueverint » singulis quibuscumque anni diebus antiphonam, *Salve Re-* » *gina*: iisdem vero monachis, et monialibus ejusdem Con- » gregationis, nec non confluentibus fidelibus utriusque sexus » recitationi praefatae antiphonae praesentibus sa. me. Paulus V » concesserit indulgentiam tercentum dierum ; novissime au- » tem congregatio oratrix apostolicis mandatis obsequentissima » assumpserit breviarium monasticum a praelibato Paulo V ap- » probatum, cujus rubricae ac ritus exigunt, ut antiphonae pro » officii terminatione pro qualitate temporis varientur, SSmo » supplicavit, ut indulgentiam praedictam concessam pro an- » tiphona *Salve Regina*, dignaretur extendere ad alias anti- » phonas, *Alma Redemptoris mater*, *Ave Regina Coelorum*, » et *Regina Coeli*, quas pro temporis diversitate cantare con- » tigerit pro terminatione officii. Et Sanctitas Sua supplicem » libellum ad S. Congregationem transmisit, quae censuit pe- » titis annuendum fore. Die 3 junii 1662. Et facta de prae- » dictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit, indulgentias » tercentum dierum ad praenarratas antiphonas extendit et » quatenus opus sit, de novo concessit. Die 10 ejusdem mensis » junii eodemque anno 1662. »

84. L'introduction du bréviaire monastique parmi les Cisterciens d'Italie est attesté par un auteur non suspect, Charles-Joseph Morozzo, provincial de la province du Piémont, qui semble exprimer un regret au sujet des anciens rites. Dans le livre intitulé: *Cistercii reflorescentis chronologica historia*, imprimé à Turin en 1690, Morozzo s'exprime en ces termes, p. 21: « Jam vero quod ad varios ritus, et caeremonias spec- » tat, maxime vero ad Opus Dei, non aliis voluere consue- » tudinibus peragi, quam peculiaribus et antiquissimis Ordinis » Cisterciensis. Verum cum Sacer Purpuratorum Patrum Coetus » declarasset Congregationes sancti Bernardi omnes teneri ad » recitationem Breviarii pro omnibus sub Regula Divi Bene- » dicti militantibus a Paulo V approbati, Itali die sabbati prae- » cedentis dominicam secundam adventus anni 1661 uti cae- » pere in sacri quidem celebratione Missali Romano, in Chori » vero Psalmodia praelibato Breviario Benedictino. Provin- » ciae Galliae, ab Italis jam sejunctae, Breviarium adhibent » Romano, quantum fieri potuit, accommodatum. »

85. Pendant que les Bernardins d'Italie obéirent avec un empressement si digne d'éloges à la décision du Saint-Siége, quelle fut la conduite des Cisterciens français vis à vis du décret du 23 juillet 1661? Ils témoignèrent la sincère intention d'obéir au décret et se mirent en mesure de l'exécuter. Seulement, à cause des frais considérables qu'exigeait l'achat de nouveaux livres de chœur, ils firent demander à la S. Congrégation des Rites par leur procureur général la permission de conserver les anciens livres jusqu'à l'époque du premier chapitre général qui pourrait prendre des mesures pour avoir de nouveaux livres. La S. Congrégation pensa que, sans déroger au décret du 23 juillet 1661, qui imposait l'obligation de prendre le bréviaire monastique et de corriger les livres de chœur dans les choses qui n'étaient pas conformes à ce bréviaire, l'on pouvait accueillir la demande susdite. Mais Alexandre VII refusa d'accorder la moindre chose contrairement au décret du 23 juillet.

« *Ordinis Cisterciensis.* — Institit procurator ordinis Cis- » terciensis generalis, ut ad evitandam difficultatem, quae ob » magnum dispendium in die insurgit in executione decreti » S. Rituum Congregationis, quo injunctum est ut ejusdem » ordinis regulares assumant breviarium monasticum, S. eadem » Congregatio benigne indulgere dignaretur retentionem libro- » rum choralium usque ad capitulum generale in quo possit » deliberari super provisione novorum codicum. Et Emi Pa- » tres, firmo remanente decreto, quod assumant breviarium » monasticum, et interim libri chorales corrigantur in his quae » repugnant praedicto breviario monastico, petitis annuendum » censuerunt, si SSmo visum fuerit. Die 3 junii 1662. »

86. Alexandre VII refusa d'autoriser la conservation des anciens livres de chœur que l'on demandait provisoirement et jusqu'à la convocation du premier chapitre général. En effet, une semblable permission aurait fait obstacle à l'introduction du bréviaire et du missel monastique dans les offices du chœur, et par là même, on n'aurait pu l'exiger dans la récitation privée. Le délai d'un an fixé par le décret du 23 juillet 1661 était sur le point d'expirer ; il importait de ne déroger en rien à une décision aussi sérieuse. Du reste, les Cisterciens ne fixaient pas l'époque de leur chapitre; ils ne prenaient pas l'engagement de prescrire des dispositions vraiment efficaces pour se procurer des livres de chœur ; l'on pouvait donc soupçonner sans témérité qu'ils voulaient simplement gagner du temps. C'est pourquoi Alexandre VII se refusa à toute concession, et la S. Congrégation des Rites, obtempérant à l'intention du Pape, déclara pour la troisième fois que l'Ordre de Citeaux tout entier était tenu de prendre le bréviaire monastique de Paul V, sous peine de ne pas remplir l'obligation de l'office divin.

« *Ordinis Cisterciensis.* — Delato ad Sanctissimum Dominum » Nostrum sensu S. Congregationis, super petitione procura- » toris generalis ordinis Cisterciencis, nempe ut Sacra eadem » Congregatio dignaretur indulgere manutentionem librorum » choralium usque ad capitulum generale in quo posset de- » liberari super provisione novorum codicum, Sanctitas Sua » abnuit desuper praedicta petitione quicquid remittere ex in- » junctis in decreto edito die 23 julii 1661. Sacra igitur Con- » gregatio juxta mentem SSmi stetit in decretis, et universum » ordinem Cisterciensem juxta praefatum decretum teneri as- » sumere breviarium monasticum a sa. me. Paulo V appro- » batum, idemque tam in choro quam extra chorum recitare, » alias praecepto recitationis officii minime satisfacere post » lapsum temporis in eodem decreto expressum. Die 8 ju- » lii 1662. »

87. On porta la rigueur jusqu'à refuser des indults particuliers demandés pour conserver l'ancien bréviaire et l'ancien missel de Citeaux en faveur de quelques religieux qui semblaient avoir des raisons spéciales pour obtenir dispense des nouvelles dispositions.

« *Ordinis Cisterciensis.* — Preces recitandi officia et ce- » lebrandi missas sub ritu Cisterciensi antiquo a quodam mo- » nacho porrectas, eo sub praetextu quod naturale linguae » impedimentum patiatur, S. Rituum Congregatio iterum reji- » ciendas esse censuit. Die 20 novembris 1662. »

88. Il est bon de remarquer la part que le Pape Alexandre VII prit à la décision. La S. Congrégation des Rites dut nécessairement lui soumettre tous ses décrets, car il y a pour elle une défense spéciale de les expédier sans l'agrément du Pontife, et tout le monde doit s'y soumettre comme s'ils émanaient du Pape directement, quoiqu'ils ne fassent pas mention expresse de la confirmation dont il daigne les revêtir. Les

autres Congrégations ont été autorisées à expédier certaines choses de médiocre importance sans les référer au Pape; il en est autrement pour les rites; nous avons publié l'ordre pontifical qui prescrit aux cardinaux et au secrétaire de la S. Congrégation des Rites, sous des peines très sévères, de soumettre tous les décrets à la sanction du Pape. Il est donc certain qu'Alexandre VII approuva toutes les décisions qui furent rendues au sujet du bréviaire Cistercien. En outre, il intervint d'une manière directe trois fois, et la dernière décision fut entièrement son œuvre. Dans le décret du 3 décembre 1661, qui ratifia l'ordre intimé par Bona aux religieux de sa congrégation afin qu'ils eussent à prendre sans délai le bréviaire de Paul V, et qui ordonna d'abandonner entièrement l'ancien rite, il est dit en termes formels « que le pape Alexandre VII confirma la décision et ordonna de s'y conformer, nonobstant les constitutions de l'ordre et toutes autres choses contraires (Voyez ci-dessus, n. 82). En quittant l'ancien bréviaire, les Cisterciens d'Italie durent renoncer par là même au *Salve regina* quotidien de complies, parce que le bréviaire de Paul V, d'accord avec le romain, varie l'antienne finale de complies suivant les divers temps de l'année; or, Alexandre VII, voulant conserver les indulgences accordées par Paul V pour la récitation quotidienne du *Salve regina* à complies et pour l'assistance à cette cérémonie qui se faisait avec solennité, étendit les indulgences aux diverses antiennes que l'on récite pendant l'année (Voir plus haut, n. 83). Enfin, la troisième intervention directe consiste en ce que le coup définitif fut porté à l'ancienne liturgie de Citeaux par Alexandre VII; car la S. Congrégation des Rites avait été d'avis que l'on pouvait autoriser les Cisterciens à garder les anciens livres de chœur jusqu'au futur chapitre général; or, Alexandre VII s'opposa formellement à toute concession, et fit intimer l'ordre de prendre le bréviaire de Paul V sans le moindre délai, sous peine de ne pas remplir l'obligation de l'office (Voyez ci-dessus, n. 86).

89. Qui croira, après cela, que le même Pape ait approuvé le bréviaire de Vaussin, et qu'après avoir donné l'ordre de le quitter sous peine de ne pas remplir l'obligation de l'office, il l'ait ensuite imposé dans tous les monastères de Citeaux? C'est pourtant ce qu'on a prétendu, et voici sur quoi l'on s'est appuyé. Alexandre VII publia le bref, *In suprema*, du 19 avril 1666, pour la réforme générale de Citeaux. Les décrets sont rédigés sous forme de glose sur les articles de la règle de S. Benoît. Or, sur le chapitre 8e jusqu'au 20e de cette règle, qui traitent du psautier monastique et des rites traditionnels de l'institut Bénédictin, l'on remarque, dans le bref d'Alexandre VII, la disposition suivante, que l'on s'est plu à considérer comme l'approbation de l'œuvre de Vaussin: « Forma ista exactissime observetur, et materia ab Ecclesiae » romanae usu ad Dei gloriam et proximi aedificationem su- » matur, prout hactenus consuevit ecclesia Cisterciensis, cui » tamquam matri, omnes aliae ecclesiae dicti Ordinis, ex » charta charitatis Eugenii III et Pii V definitionibus et » praeceptis conformari tenentur: Ut autem haec uniformitas » in divino officio persolvendo teneatur in omnibus ordinis » monasteriis, iisdem ritibus, et cantu et libris omnibus ad » diurnas et nocturnas horas et missas necessariis, secundum » praedictam formam cisterciensis monasterii omnes utantur. » On remarque (art. 18) une disposition qui consacre de nouveau l'uniformité pleine et entière, suivant les usages de l'Ordre: « Horis canonicis, officio beatae Virginis, et Defunc- » torum juxta usus, et consuetudines laudabiles hujus ordinis « in choro recitandis, et decantandis omnes, et singuli cum » cucullis intersint, et horas canonicas cum cantu gregoriano » juxta regulam persolvant (Bull. rom. tom. 6. part. 6. p. 120). » Ce n'est pas tout. Par le bref, *Ecclesiae catholicae*, du 26 janvier 1669, Clément IX confirma les décrets du chapitre général de Citeaux, dont un prescrit de nouveau l'uniformité en liturgie, et défend de faire le moindre changement dans le nouveau bréviaire, que tous les profès de l'ordre doivent, au contraire, réciter dans son intégrité: « Ut in divino officio » persolvendo in omnibus ordinis monasteriis hoc vinculum » uniformitatis teneatur, capitulum generale statuit atque de- » crevit, nullam de coetero in novo Breviario faciendam esse » mutationem, sed ipsius ordinationi standum esse ex integro » ab omnibus ordinis professoribus. » Ne semble-t-il pas que cela désigne le bréviaire de Vaussin, à l'égard duquel les Papes ont cru devoir user d'une sage tolérance?

90. La solution de cette difficulté n'exige pas de grands efforts d'esprit. 1. Il existe des décisions de la S. Congrégation des Rites postérieures au bref d'Alexandre VII et à celui de Clément IX, et par lesquelles on déclare de nouveau que les Cisterciens sont tenus de réciter le bréviaire de Paul V, suivant le décret du 23 juillet 1661, sans faire de distinction entre les religieux d'Italie et ceux des autres pays. 2. Si Alexandre VII et Clément IX approuvèrent vraiment le bréviaire de Vaussin et prescrivirent de le prendre dans l'Ordre entier, les Cisterciens de la congrégation d'Italie l'auraient adopté, pour conserver l'uniformité tant recommandée par les deux brefs; or, il est certain qu'ils continuèrent de réciter le bréviaire de Paul V, sans croire le moins du monde qu'ils fussent obligés d'en avoir un autre. 3. L'œuvre de Vaussin condamnée en 1661, ayant été remplacée légalement par le bréviaire de Paul V, que le Saint-Siége déclara obligatoire dans l'Ordre entier, et que les Cisterciens français promirent d'adopter lorsqu'ils se contentèrent d'implorer un sursis jusqu'au premier chapitre général, délai qui fut refusé par Alexandre VII, le nouveau bréviaire dont parle le bref de Clément IX ne peut être que celui de Paul V, non celui de Vaussin. 4. Pour quiconque connaît le style des actes pontificaux et la pratique que l'on suit à Rome dans l'expédition des affaires, il n'est pas possible d'admettre un instant que le Saint-Siége ait eu la pensée d'annuller et de révoquer les décrets de 1661 et 1662 sans les mentionner, et d'approuver un bréviaire tout entier, qu'il avait rejeté peu de temps auparavant et dont il avait défendu de faire usage sous peine de ne pas remplir l'obligation de l'office, de l'approuver, disons-nous, en des termes obscurs, équivoques et qui comportent un tout autre sens. 5. La disposition: *Forma ista etc.*, commentant les chapitres de la règle de S. Benoît qui traitent du psautier monastique et des autres rites particuliers des moines, s'applique naturellement au Bréviaire de Paul V qui a conservé ces rites traditionnels; elle signifie simplement que les monastères Cisterciens doivent garder le rite monastique et s'abstenir de prendre le bréviaire romain des clercs séculiers, sauf indult du Saint-Siége. 6. Les expressions: *Materia sumatur ab usu Ecclesiae romanae*, se vérifient parfaitement dans le bréviaire de Paul V, dont les matériaux ont été fournis par celui de S. Pie V; elles ne peuvent s'appliquer à l'œuvre de Vaussin, qui renferme une foule d'innovations et de lambeaux de l'ancien rite, entièrement en dehors des matériaux romains. 7. Comme le décret de 1661 qui prescrivit le bréviaire de Paul V à l'Ordre tout entier, préserva expressément le petit office de la sainte Vierge et l'office des morts suivant l'ancien usage de Citeaux, c'est ce qu'on peut entendre par l'art. 18 du bref d'Alexandre VII, qui parle des *consuetudines laudabiles* auxquelles tous les religieux doivent se conformer. 8. Enfin, l'uniformité tant recommandée par les deux brefs, est la preuve que les Pontifes entendaient parler du bréviaire de Paul V; car elle ne pouvait être obtenue que par ce moyen; il serait absurde de supposer que le Saint-Siége voulut forcer les Cisterciens d'Espagne et d'Italie à quitter le bréviaire de Paul V que ceux-là avaient depuis 50 ans; ceux-ci depuis 7. Le fait est que les

uns et les autres le conservèrent, au lieu de prendre la liturgie de Vaussin, comme ils l'auraient dû, si les deux brefs avaient le sens qu'on prétend. 9. En supposant le bréviaire de Paul V, la recommandation d'employer partout les mêmes rites, le même chant, les mêmes livres s'explique naturellement. L'ancienne tradition de l'Ordre, et les prescriptions fondamentales de la Charte de Charité relativement à l'uniformité, trouvent parfaitement leur application dans le calendrier et les offices particuliers. On comprend que le Saint-Siége ait voulu consacrer par rapport à Citeaux la règle que le décret général de 1679 prescrivit bientôt à tous les réguliers, à savoir, que les demandes d'offices propres devraient être approuvées par les chapitres généraux: « Petitiones regu- » larium de lectionibus propriis non admittantur (a S. Congre- » gatione), nisi fuerint specialiter decretae ab eorum capitulo » generali, et de hoc fides authentica exhibeatur. » (Voir plus haut, num. 49). Alexandre VII et Clément IX ne veulent pas dire autre chose, à moins qu'on ne leur prête les absurdités signalées plus haut. 10. Un an après le bref d'Alexandre VII, les Cisterciens d'Italie révisèrent leurs constitutions dans le chapitre général de 1667. Or, loin de recevoir le bréviaire de Vaussin, comme ils y auraient été obligés dans l'hypothèse que nous combattons, ils mentionnent le décret de la S. Congrégation des Rites du 23 juillet 1661 qui impose le bréviaire de Paul V sous peine de ne pas remplir l'obligation de l'office; ils nomment ce bréviaire monastique au moins trois fois, en ordonnant de s'y conformer. Voilà comment Alexandre VII approuva l'œuvre de Vaussin! Voici trois articles des constitutions de 1667: « Cap. 15. Alleluia, ne a S. Romana Ec- » clesia discrepemus, eo tempore, et iis locis dumtaxat dicatur, » quibus in Breviario, et Missali Monastico dici praecipitur. » Cap. 16. In triplici officio decantando, hoc est, Regulae, » Beatissimae Virginis et Defunctorum, forma, et ritus in Bre- » viario Monastico Pauli V sanctae memoriae praescripti, et » servato decreto Sacrae Congregationis Rituum sub die 23 » julii 1661 emanato, omnino observentur. Cap. 19. Ad » divini cujusque officii celebrationem, ne qua ex parte claudi- » cetur juxta praescriptum Breviarii monastici, et Ritualis rite » dirigendam, eligatur praefectus caeremoniarum. » Le Cérémonial Cistercien fut publié par le supérieur de la Congrégation d'Italie, Lucas a S. Carolo, le 25 mars 1668, sous le titre de *Rituel;* comme Paul V a employé ce mot pour le livre qui renferme l'administration des sacrements, il semble qu'on aurait mieux fait de prendre le titre de *Cérémonial.* Quoiqu'il en soit, le Rituel Cistercien de 1668 atteste l'abolition des anciens rites de l'Ordre: « Priscis siquidem obser- » vationibus, ea occasione, quae singulis vestrum nota est, » antiquatis, et corruente cum illis antiquo ordinis Rituali, » ut uniformis illi novus succederet usus, novum cudendum » esse Rituale, Missali, ac Breviario Monasticis accommoda- » tum, ratio dictabat. » Le supérieur, consultant les Cérémoniaux des autres réguliers, leur emprunta les cérémonies romaines et celles que le Saint-Siége avait approuvées pour les instituts monastiques en particulier, et il ne conserva des anciens usages de Citeaux que les choses *quae ad domesticam disciplinam pertinere visa sunt.* En outre, le Rituel reconnaît la discipline qui réserve au Saint-Siége la concession des offices particuliers: « Officia omnibus recitantibus non » concessa, sed alicui ordini tantum, aut singulariter aliqui- » bus ecclesiis, ad nostras ecclesias, et ad nos extendere, » nisi de Sacrae Congregationis licentia non licebit, sed ne- » que poterit mutari ritus, vel in altiorem, vel in minus di- » gnum (Lib. 3. cap. 15). » L'office de la Vierge doit être dit tous les jours, tout au moins en particulier; on ne le dit pas au chœur les jours de fêtes de la Vierge, pendant les octaves de l'Assomption, de la Nativité et de la Conception; depuis les premières vêpres de Noël jusqu'à la veille de l'Epiphanie; les trois jours avant Pâques. S'il y a une fête double pendant les octaves susdites, on récite au chœur l'office de la Vierge aux deux vêpres. L'office des morts est omis les jours de douze leçons et les semidoubles (*ibid.* lib. I. c. 23). Voilà l'état des choses chez les Cisterciens d'Italie deux ans après le bref d'Alexandre VII. Qui voudra croire que ce Pape approuva vraiment le bréviaire de Vaussin et le prescrivit à tous les religieux de l'Ordre! Car ce serait le sens des paroles du bref, si on devait les entendre de Vaussin et de son œuvre.

91. A notre avis, les dix arguments que nous venons de produire renversent l'assertion qui baserait la légitimité des livres liturgiques de Vaussin sur les brefs des papes Alexandre VII et Clément IX. Chacun des arguments pris en particulier est concluant; considérés dans leur ensemble ils nous paraissent sans réplique, surtout si l'on réfléchit que longtemps après la promulgation de ces brefs, la S. Congrégation des Rites, conservant l'autorité de la décision contenue dans les mémorables décrets de 1661 et 1662, a déclaré plusieurs fois que les Cisterciens, sans exception, étaient tenus d'embrasser le bréviaire de Paul V. Nous devons produire ces décisions.

92. Sept ans après le bref d'Alexandre VII, et quatre ans après celui de Clément IX où l'on a cru trouver l'approbation du bréviaire de Vaussin, la S. Congrégation des Rites, se fondant sur le décret du 23 juillet 1661 qui imposa le bréviaire de Paul V aux Cisterciens, approuva les leçons propres des Saints de l'Ordre, révisées par le cardinal Bona. Voici ce décret, inédit jusqu'à ce jour.

« *Ordinis Cisterciensis.* — Sacra Rituum Congregatio in- » haerens decreto die 23 julii 1661 edito, quo declaravit Mo- » nachos Cistercienses uti debere Breviario Monastico a sa- » me. Paulo V approbato, retentis officio proprio cum octava » S. Bernardi, nec non officiis Sanctorum Ordinis de com- » muni praedicti Breviarii desumendis, suprascriptas lectiones » proprias pro Sanctis ipsius Ordinis diligenter revisas per Emi- » nentissimum D. cardinalem Bonam approbavit, et imprimi » posse concessit. Hac die 12 augusti 1673.

93. Deux ans après, l'office des morts donna lieu à une controverse qui, déférée à la S. Congrégation des Rites, donna lieu à trois décrets. Le premier ordonne simplement d'interpeller le procureur français. Gardellini a rapporté le second, qui n'est pas autre chose que le refus de s'expliquer sur la question, mais il passe entièrement sous silence le troisième décret, qui décide cette question, en prescrivant de s'en tenir aux rubriques du bréviaire de Paul V en ce qui concerne l'office des morts. Le décret de 1661 qui condamna Vaussin et obligea les Cisterciens de prendre le bréviaire de Paul V sous peine de ne pas satisfaire à l'office, est mentionné dans cette décision, en date du 13 juillet 1675, par conséquent longtemps après Alexandre VII et Clément IX.

« *Congregationis Cisterciensium.* — Pro approbatione de- » creti facti a suo capitulo generali super uniformitate in re- » citando officio. *Audiatur procurator generalis Galliarum.* » Die 30 martii 1675. »

» *Congregationis Cisterciensium* — Supplicante procuratore » generali congregationis Cisterciensium pro approbatione in- » frascripti decreti a capitulo generali dictae congregationis » Italiae, cujus tenor est: — Censuerunt patres definitores, » officium defunctorum recitandum esse omnibus diebus, qui- » bus fit de feria, etiam toto tempore paschali, excepta octava » Paschae, sicut etiam feria 2, 3 et 4 hebdomadae paenosae, » ad hoc ut servetur uniformitas in officiando. — Et S. Ri- » tuum Congregatio respondit: *Lectum.* Die 18 maii 1675. »

« *Congregationis Cisterciensis Italiae.* — Exposuit procu- » rator congregationis Cisterciensis Italiae, quod per hanc Sa- » cram Rituum Congregationem die 23 julii 1661 resolutum » fuit, ipsos teneri assumere Breviarium monasticum romanum,

» alias non satisfacere praecepto, salva insuper manente anti-
» quissima ipsius Ordinis consuetudine recitandi quotidie of-
» ficium parvum B. Mariae semper Virginis, nec non officium
» defunctorum diebus illis, quibus hactenus recitare consue-
» verunt; et quia praetenderunt ex hoc decreto ipsos debere
» continuare officium defunctorum juxta rubricas antiquas bre-
» viarii prohibiti, ideo delata praetensione per modum dubii,
» ad capitulum generale Italiae, fecit decretum, quod reci-
» taretur in solis diebus feriae, in primis diebus hebdoma-
» dae sanctae et in tempore paschali; et delata resolutione
» ad eamdem S. Congregationem proxime praeteritam pro
» confirmatione, rescripsit: *Lectum*. Huic responso non ac-
» quiescente dicto procuratore, repetendo rubricas esse in-
» compatibiles, et non adaptari novo breviario, ideo, commissa
» causa Emo D. cardinali Columna, denuo supplicavit confirmari
» dictam resolutionem capituli generalis, vel reduci ad bre-
» viarium novum romanum. Et eadem S. Congregatio, refe-
» rente Emo Columna, censuit, quod servetur rubrica novi
» breviarii. Et ita declaravit. Die 13 julii 1675. »

94. Le décret concernant les Cisterciens, est aussi mentionné dans une décision qui fut rendue pour des Bénédictines en 1680, quatorze ans après Alexandre VII et onze après Clément IX, tant il est vrai que ces deux Papes ne dérogèrent pas dans leurs brefs à ce qui avait été réglé en 1661. La S. Congrégation emploie dans le décret de 1680 des expressions qui seraient vraiment inexplicables si les décisions par lesquelles les Cisterciens avaient reçu l'ordre de prendre le bréviaire de Paul V, avaient été abrogées par des actes postérieurs.

« *Tranen.* — Cum expositum sit, quod alias S. Rituum Con-
» gregatio in *Tarraconen.* sub die 24 januarii 1615 censuit,
» et declaravit, omnes monachos et moniales, qui, et quae
» militant sub regula S. Benedicti posse et debere uti bre-
» viario Benedictino, nuper de mandato SSmi Domini nostri
» Papae edito pro omnibus religiosis qui militant sub regula
» S. Benedicti, non obstante quod aliqui ex eis in praeteritum
» usi fuerint romano, vel alio breviario. Et postea cum sit
» quod praedictum decretum ad instantiam monachorum or-
» dinis Cisterciensis fuit confirmatum et extensum etiam pro
» dicto ordine Cisterciensi; hinc est quod pro parte abbatissae
» et monialium Benedictinarum congregationis Cœlestinorum
» monasterii S. Stephani de Barletta Tranen. diœcesis, viven-
» tium sub gubernio presbyterorum, supplicatum fuit per P. ab-
» batem D. Joannem Baptistam Riccardi procuratorem genera-
» lem praefatae congregationis Cœlestinorum in Romana Curia,
» pro concessione facultatis, ut dictae moniales, relicto bre-
» viario romano, seu *pretino*, assumere possint et valeant bre-
» viarium monasticum approbatum a fel. rec. Paulo V, ad
» effectum ut se uniformare possint cum toto ordine Benedic-
» tino, ad formam, et tenorem supradicti decreti. Et eadem
» S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi et Rmi D. cardina-
» lis Ludovisii S. R. E. majoris pœnitentiarii, benigne inclinata
» pro gratia, rescripsit: Servetur praefatum decretum latum die
» 24 januarii 1615. Et ita decrevit. Die 7 decembris 1680. »

(*La suite prochainement.*)

DU COMMERCE ILLICITE POUR LES ECCLÉSIASTIQUES.

1. Les ecclésiastiques, devant garder toute la liberté de s'appliquer aux devoirs de leur ministère, ne peuvent s'occuper d'affaires séculières. Aussi la discipline qui leur interdit le commerce, remonte-t-elle aux premiers temps de l'Eglise. Des théologiens pensent que cette prohibition émane du droit divin, vu le célèbre passage de S. Paul: *Nemo militans Deo, implicat se negotiis saecularibus* Cette thèse a été soutenue par divers auteurs, parmi lesquels Granulettus: *Apologia pro lege divina prohibente clericis mercaturam*. Quoiqu'il en soit de ce qui concerne le droit divin, il est certain que le droit positif de l'Eglise a, de tout temps, défendu le commerce. Le VIIe des canons attribués aux apôtres défend aux clercs, *seculares curas*, sous peine de déposition. On a dans les lettres de S. Cyprien la preuve certaine que, dès cette époque, les ecclésiastiques se tenaient éloignés *molestiis et negotiis secularibus*. En 397, le concile de Carthage, alléguant le precepte de S. Paul, défend que les clercs soient *conductores, vel procuratores privatorum;* il leur interdit de gagner leur vie par aucun négoce indécent pour eux: *Neque ullo turpi, vel inhonesto negotio victum quaerant*. Le concile d'Arles de 452, condamne à la déposition et à l'excommunication le clerc qui ferait un acte quelconque de commerce pour gagner de l'argent: *Qui turpis lucri gratia aliquod negotiationis exercuerit*. Un concile général, Chalcédoine, confirme cette discipline traditionnelle en prohibant aux clercs *secularia negotia propter lucra turpia;* tant il est vrai que l'avidité du lucre n'est pas conciliable avec l'esprit ecclésiastique! Rien n'égale l'horreur que montrent les saints pères envers les clercs qui font du commerce. Saint Jérôme recommande d'éviter comme une peste *negotiatorem clericum, et ex inope divitem*. On a parmi les œuvres de S. Augustin, le traité intitulé: *Quaestiones veteris et novi testamenti;* or, l'auteur de ce livre, quel qu'il soit, déclare formellement que le négoce n'est pas licite pour un ecclésiastique: *Antequam ecclesiasticus quis sit, licet ei negotiari; facto jam, non licet*. Sulpice-Sévère stygmatise les ecclésiastiques adonnés au commerce: *Inhiant possessionibus, praedia excolunt, auro incubant, emunt, venduntque, quaestui per omnia student*. La règle qui écarte du ministère les clercs d'un degré quelconque de la hiérarchie qui entreprennent des opérations de commerce, cette règle traditionnelle est consacrée dans la célèbre décrétale adressée par Saint Gélase aux évêques de la Lucanie, des Abruzzes et de la Sicile: « Clerici aut ab indignis
» quaestibus noverint abstinendum, et ab omni cujuslibet
» negotiationis ingenio, vel cupiditate cessandum; aut in quo-
» cumque gradu sint positi, si cessare noluerint, mox a cle-
» ricalibus officiis abstinere cogantur. » Ces décrets ont pris place dans Gratien.

2. La prohibition formelle du négoce sous peine d'être écarté du ministère, telle est l'expression de l'ancien droit. Voyons si les Décrétales autorisent plus de tolérance.

3. On a, dans les décrétales de Grégoire IX, le titre 50 du troisième livre; dans les Clémentines, le titre 1er du troisième livre. Il en résulte que les évêques doivent procéder sévèrement contre les clercs qui font du commerce, et les punir par l'excommunication, s'ils ne se désistent pas. En effet, Alexandre III écrit à l'évêque de Londres: « Secundum ins-
» tituta praedecessorum nostrorum sub interminatione anathe-
» matis prohibemus, ne monachi vel clerici causa lucri ne-
» gotientur. » L'insertion de cette lettre dans le Code de Grégoire IX en fait une loi générale, d'autant plus qu'elle exprime la discipline traditionnelle et universellement obligatoire. La défense de se livrer au commerce comprend les religieux et les ecclésiastiques séculiers. La constitution de Clément V, publiée dans le concile général de Vienne, a un caractère encore plus solennel; il y est dit que les évêques sont strictement obligés de faire observer les canons prohibitifs du commerce, s'ils ne veulent avoir à répondre d'une négligence qui serait vraiment condamnable sur ce point: « Adversus clericos negotiationibus vel commerciis secularibus vel officiis non convenientibus clericali proposito publice in-

sistentes, vel arma portantes, sic canonica servare studeant (dioecesani locorum) instituta, quod et illi ab excessibus compescantur hujusmodi, et ipsi de damnabili circa haec negligentia nequeant reprehendi ».

4. En dehors du *Corpus juris*, les constitutions des Papes de l'époque moderne fixent plusieurs points importants: que les bénéfices réalisés par les ecclésiastiques à l'aide du commerce ne leur appartiennent pas légitimement et doivent être confisqués; que le commerce exercé indirectement et par l'intermédiaire d'une autre personne est condamné et fait encourir les peines canoniques aussi bien que le négoce géré directement par un ecclésiastique ou un religieux; que les opérations de change sont comprises dans la prohibition, lors même qu'on les ferait *per alium;* enfin, qu'il est défendu aux religieux et aux ecclésiastiques séculiers de prendre des intérêts dans les institutions de commerce et de crédit.

5. Nous possédons à cet égard les constitutions de Pie IV, d'Urbain VIII, de Clément IX, de Benoît XIV et de Clément XIII, outre les décisions des SS. Congrégations et de la Rote.

6. La constitution de Pie IV, qui confisque les profits réalisés par le négoce illicite des religieux et des ecclésiastiques, est dans le bullaire romain, tome 4, partie 2, page 58. Elle commence: *Decens esse censentes;* la date est: 5 novembre 1560. C'est une loi générale qui comprend tous les clercs, sans excepter les évêques, les archevêques et les dignitaires supérieurs; elle comprend les religieux des instituts les plus privilégiés, même les ordres mendiants et les ordres militaires. Les profits du négoce illicite appartiennent à la Chambre apostolique. Ainsi le prescrit Pie IV. Il paraît même que la confiscation au profit de la Chambre existait avant la publication de cette bulle; car le Pape s'exprime de manière à faire entendre qu'il n'introduit pas une disposition nouvelle: « Cum itaque sicut accepimus, a nonnullis vertatur in dubium, » an res, et bona per clericos, etiam in sacris ordinibus cons- » titutos ex negociatione illicita, aut alias contra sacros ca- » nones acquisita, uti spolia, vel alias ad Cameram praefatam » jure legitimo spectare, et pertinere debeant.... Nos.... de- » cernimus et declaramus omnia, et singula, res, et bona, » cujuscumque qualitatis, et quantitatis existentia, ac in qui- » busvis regionibus, et regnis, ac dominiis, tam citra, quam » ultra montes, et maria consistentia, per quosvis clericos, » tam saeculares, quam quorumvis, etiam mendicantium Or- » dinum, ac Militiarum regulares, etiam in sacris Ordinibus » constitutos, cujuscumque status, ordinis, et conditionis fue- » rint, ac archiepiscopali, episcopali, vel alia majori dignitate » praefulgeant, ex negociatione illicita, aut alias contra sacros » canones quomodolibet acquisita.... ad eamdem Cameram, et » non alios, etiam in quibusvis cathedralibus etiam metropo- » litanis et collegiatis, ac aliis ecclesiis, monasteriis, hospi- » talibus, militiis, caeterisque beneficiis ecclesiasticis, cum » cura, saecularibus, et quorumvis ordinum regularibus... spec- » tasse et spectare. » Pie IV pouvait-il déclarer plus solennellement que la confiscation des profits de commerce atteint les ecclésiastiques de tous les degrés et les religieux de tout institut, dans le monde entier?

7. Les missions réclamaient des mesures spéciales, parce que le danger y est plus sérieux et le scandale plus grand qu'en aucun autre pays. Saint Turribius célébrant son premier concile provincial à Lima en 1582, porta l'excommunication par le seul fait, contre les clercs qui feraient du commerce; le clergé réclama auprès du Saint-Siége; mais la S. Congrégation du Concile, qui examina le concile provincial, ratifia l'excommunication *ipso facto* des clercs commerçants; elle savait que les saints canons prohibent le négoce *sub interminatione anathematis*, et que d'ailleurs ce serait un grand scandale pour les infidèles qui verraient des ecclésiastiques s'adonner au commerce et seraient en droit de suspecter que c'est là le principal motif qui les attire aux missions.

8. Urbain VIII marcha résolument dans cette voie. Son bref du 22 février 1633 défend aux missionnaires réguliers de l'Inde, de la Chine et du Japon les opérations de commerce, soit directement, soit *per alium;* il confisque, non seulement les profits, mais encore les marchandises achetées dans un but de spéculation. Cette prohibition est sanctionnée par la peine d'excommunication *ipso facto;* les missionnaires encourent en outre la privation de voix active et passive, des emplois et des dignités, ainsi que l'inhabilité à recevoir d'autres charges durant leur vie. Il faut remarquer aussi que la confiscation n'est pas ordonnée au profit de la Chambre apostolique; Urbain VIII prescrit d'appliquer les profits et les marchandises aux missions dirigées par les missionnaires qui se rendent coupables de négoce illicite. Voici le bref, quant au dispositif, comme il est cité dans la constitution de Clément IX dont nous parlerons bientôt: « Dudum siquidem fel. rec. Ur- » banus VIII considerans per sacros canones, conciliorum » decreta, et constitutiones apostolicas omnibus religiosis, ac » etiam aliis ecclesiasticis, praesertim in sacris ordinibus cons- » titutis, mercaturam et negotiationes seculares districte pro- » hiberi, ac valde damnosum, indecorum et indecens existere, » hujusmodi personas divino cultui mancipatas, ac praeci- » pue illas quae ad praedicandum sacrosanctum Christi Domini » Evangelium destinatae sunt, mercaturae et negotiationibus » hujusmodi se immiscere, aut operam dare, per quamdam » suam in simili forma Brevis die 22 februarii 1633 emanatam » constitutionem, inter alia religiosis omnibus cujuscumque » ordinis et instituti tam non mendicantium, quam mendican- » tium, etiam societatis Jesu, eorumque singulis, tam tunc » in insulis, provinciis, regionibus et regnis Indiae Orientalis » ac Sinae et Japonum existentibus, quam in futurum ad illa » mittendis, omnem et quamcumque mercaturam, seu nego- » tiationem, quocumque modo ab eis fieri contigerit, sive per » se, sive per alios, sive proprio, sive communitatis nomine, » directe, sive indirecte, aut quovis alio praetextu, causa vel » colore, interdixit et prohibuit, sub excommunicationis latae » sententiae poena ipso facto incurrenda, ac privationis vocis » active et passivae, officiorum, graduum, et dignitatum qua- » rumcumque, et inhabilitatis ad ea, ac insuper amissionis » mercium, et lucrorum ex eis factorum, quae omnia a su- » perioribus religionum, ex quibus delinquentes existerent, » reservanda essent ad usum missionum quas eaedem religiones » habebant, et in futurum habiturae erant in Indiis praedictis, » et non in alios usus, ac eisdem superioribus districte prae- » cepit sub eisdem poenis, ut in hoc invigilarent et contra » delinquentes ad praedictas poenas procederent, sublata eisdem » facultate hujusmodi delinquentibus aliquid ex dictis mercibus, » et lucris, quamtumvis minimum remittendi, aut condonandi. »

9. Malgré des dispositions si formelles, les abus se produisirent encore, et Clément IX reconnut la nécessité d'y obvier. Par la constitution, *Sollicitudo pastoralis officii*, du 17 juin 1669, il confirme les saints canons qui prohibent aux ecclésiastiques le négoce et le commerce lucratif; il confirme en particulier le bref d'Urbain VIII dont nous venons de parler. Il défend aux missionnaires séculiers et réguliers de tous les Ordres, sans exception aucune, qui se rendent dans l'Inde, dans la Chine, au Japon, en Amérique et généralement dans quelle mission que ce soit, de faire du commerce, de spéculer directement, ou par intermédiaire, sous peine d'excommunication *latae sententiae;* en ce qui concerne les réguliers, le Pape renouvelle les peines édictées par Urbain VIII. Au lieu de laisser les profits aux missions de l'ordre auquel appartient le religieux qui a commercé, Clément IX ordonne de les donner aux pauvres, aux hôpitaux, aux séminaires, et autres qui sont entièrement innocents du négoce illicite; en

effet, la confiscation devenait illusoire si on eût laissé les profits aux missions de l'Ordre religieux dont les membres s'adonnent au commerce. Le dispositif de la constitution de Clément IX est ainsi conçu: « Omnibus et singulis personis » ecclesiasticis, tam secularibus, quam regularibus, cujus- » cumque status, gradus, conditionis et qualitatis, ac cu- » jusvis ordinis, congregationis et instituti, tam mendican- » tium quam non mendicantium, etiam societatis Jesu, et » eorum cuilibet, quae ad insulas, provincias et regna In- » diarum orientalium, et praesertim in provinciam societatis » Jesu de Japone nuncupatam, ac in partes Americae, tam » australes quam septentrionales, a Sede apostolica vel con- » gregatione venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. car- » dinalium negotiis propagandae fidei praepositorum, aut ab » eorum superioribus, sub nomine missionariorum, aut quovis » alio titulo, pro tempore missae fuerint, aut in illis partibus » quomodolibet morabuntur, sub pœna excommunicationis la- » tae sententiae, ac privationis vocis activae et passivae, et » officiorum, dignitatum et graduum quorumcumque per eas » obtentorum, et inhabilitatis ad illa et alia quaecumque in » posterum obtinenda, nec non amissionis mercium et lucro- » rum omnium ipso facto incurrendis, ac aliis, nostro et Ro- » mani Pontificis pro tempore existentis, vel praedictae cardi- » nalium congregationis arbitrio imponendis pœnis, tenore » praesentium districte prohibemus pariter, et interdicimus, » ne mercaturis et negotiationibus secularibus hujusmodi, quo- » vis praetextu, titulo, colore, ingenio, causa, occasione et » forma etiam semel, per se, aut mediantibus ministris, seu » aliis personis subsidiariis, directe vel indirecte, tam nomi- » ne proprio, quam suarum respective religionum, seu con- » gregationum, aut societatum, etiam Jesu, vel aliorum quo- » rumlibet, et alias quovis modo, et qualitercumque se inge- » rant, vel immisceant, ac ex nunc, prout ex tunc, et e con- » tra, postquam casus evenerit, merces et lucra quaecumque, » quae ex hujusmodi mercaturis et negotiationibus provene- » rint, et provenient, in usus et commodum pauperum, hos- » pitalium, seminariorum ecclesiasticorum, ac operariorum » (non tamen religionum, congregationum, aut societatum, » etiam Jesu, seu instituti eorum qui in praemissis vel circa » ea deliquerint) sed aliorum non delinquentium, harum se- » rie applicamus, qui teneantur consignare merces et lucra » hujusmodi, locorum ordinariis, seu eorum vicariis in spiri- » tualibus generalibus, aut officialibus, vel vicariis apostolicis » seu provicariis: hi vero, tanquam dictae Sedis delegati illa, » ut praefertur, et non in alios usus distribuere et erogare » debeant, super quibus eorum conscientiam districte onera- » mus, et quia in praemissis, et circa ea delinquentes, ut plu- » rimum, praetextu necessitatis pro eorum missionibus se excu- » sare praesumunt, excusationes hujusmodi, eis, eorumque » cuilibet nullo modo suffragari posse vel debere decernimus » et declaramus; insuper eisdemmet censuris et poenis inno- » damus, et innodatos fore declaramus superiores immediatos, » ac provinciales, et generales praedictorum ordinum, con- » gregationum, et societatum, etiam Jesu, qui eorum respec- » tive subditos in praemissis, vel circa ea, etiam unica vi- » ce, quomodolibet delinquentes, saltem per amotionem illo- » rum a locis commissi per eos delicti non punierint; a sen- « tentia vero excommunicationis hujusmodi per superiores, vel » alium, seu alios quoscumque, etiam quavis facultate sufful- » tos, nemo ex praedictis delinquentibus absolvi possit, prae- » terquam in articulo mortis constitutus, nisi lucris hujusmodi » prius restitutis etc. »

10. Urbain VIII et Clément IX défendent autant le commerce indirect et *per alium*, que celui que feraient directement les ecclésiastiques. En effet, ce que l'on fait par autrui est absolument comme ce qu'on fait soi-même, suivant la maxime de droit, insérée parmi celles du Sexte: *Qui facit per alium, est perinde, ac si faciat per se ipsum.* Les ecclésiastiques adonnés au commerce indirect, ne sont pas à l'abri des sollicitudes qui accablent les négociants; en effet, l'expérience a montré qu'ils pensent continuellement au profit qu'ils peuvent retirer de leurs capitaux, et ils tremblent d'être trompés par leurs associés. Quoique les constitutions pontificales citées plus haut, ne parlent expressément que des missionnaires, la Rote romaine jugea constamment que le commerce *per alium* était illicite pour tous les ecclésiastiques. De savants auteurs se rangèrent à ce sentiment; Mgr Fattinelli (Resp. 6. tom. 2), le cardinal Acciajuoli dans un savant mémoire pour une affaire *Melevitana Synodi*, qui fut traitée devant la S. Congrégation, et d'autres savants canonistes. Cependant il y eut des théologiens qui ne regardèrent pas le négoce *per alios* comme illicite; ainsi, Molina, Lessius, Layman, Théophile Raynaud, Miglioruccius, dans ses Institutions canoniques. Leur sentiment ne pouvait s'appliquer aux pays de mission, attendu que les brefs d'Urbain VIII et de Clément IX parlent clairement; mais par rapport aux autres pays, on mettait en doute si la défense comprenait les actes de commerce que feraient des ecclésiastiques *per interpositam personam.* En 1681, la S. Congrégation du Concile, consultée de Florence sur les opérations de change, s'abstint de répondre; Mgr Altoviti, secrétaire, dans son mémoire, disait que ces actes de commerce, exercés par des intermédiaires, quoique non prohibés et non illicites, ne convenaient pas à l'état clérical et qu'on devait par conséquent s'en abstenir: « Verum quidem est, hunc negotiandi modum, per in- » terpositam personam, licet non prohibitum, nec illicitum, » non esse tamen decentem statui clericali, ideoque non esse » ad praxim deducendum. » Le cardinal de Luca rédigea pour la S. Congrégation un mémoire dans lequel il suggéra de ne rendre aucune réponse, à cause du scandale que produirait infailliblement le négoce *per interpositam personam.* La S. Congrégation prit, en effet, ce parti, et garda la même réserve cinq ans plus tard, lorqu'on lui fit de nouvelles instances pour une décision. Il était réservé à Benoît XIV de trancher toute controverse. Par la constitution du 25 février 1741, il déclara que nul négoce défendu aux ecclésiastiques ne peut être exercé sous le nom d'autrui et par l'intermédiaire d'autres personnes; autrement ils encourent toutes les peines édictées par les saints canons et par les constitutions apostoliques, et particulièrement la confiscation du lucre qu'ils réalisent par ce commerce indirect: « Illorumque » omnia, et singula bona sic ab eis alieno nomine illicite » acquisita, sub inevitabili spolii paena, ad formam consti- » tutionis Pii IV, quae incipit: *Decens esse*, subjicimus, » et subjecta esse volumus, et declaramus. » Voilà comment Benoît XIV confirme la bulle de Pie IV relativement à la confiscation du lucre. Dans le traité *de Synodo* (lib. 10. cap. 6) Benoît XIV décrit les soucis de l'ecclésiastique adonné au commerce: « Nec verum est, clericos, per interpositam personam, cambiis, alteriusve generis negotiationi vacantes, a curis liberari, quibus negotiatores implicantur: scimus quippe, experientia teste, eos continue anxios, et sollicitos esse de lucro, quod ex data alteri pecunia sint reportaturi, plenosque timoris, ne a socio decipiantur ».

11. Du principe qui considère le commerce *per alium* comme illicite au même degré que le négoce direct, Benoît XIV, dans son bref du 25 février 1741, tire une conséquence pratique de la plus haute importance. Il décide que l'ecclésiastique qui hérite d'un établissement de commerce, doit l'abandonner aussitôt; s'il y a des cohéritiers, il ne lui est pas permis de leur laisser sa portion d'héritage, de manière à partager ensuite avec eux les profits qu'ils auront, en continuant le commerce en leur nom. L'ecclésiastique est obligé de se retirer de la société; autrement il encourt les peines

canoniques, y compris la confiscation du lucre. Si la cessation immédiate du commerce devait causer des pertes notables, l'ecclésiastique doit demander au Saint-Siége la permission de le faire continuer provisoirement par l'intermédiaire d'un laïque; mais s'il continue sans demander l'indult apostolique, ou s'il outrepasse le délai prescrit, Benoît XIV décide que cet ecclésiastique encourt les peines canoniques, tant au spirituel qu'au temporel, la confiscation comprise.

12. Ces dispositions, quoique sévères, sont justes et vraiment salutaires. Furent-elles suffisantes pour réprimer tous les abus? Il paraît que non; car, moins de vingt ans après, Clément XIII jugea nécessaire de publier une nouvelle constitution dans le but de confirmer une fois de plus les canons et les décrets pontificaux qui interdisent le commerce aux ecclésiastiques séculiers et aux réguliers de tous les ordres sans aucune exception.

13. La constitution de Clément XIII, *Cum primum*, en date du 17 septembre 1759, a été insérée dans la continuation du Bullaire romain, tome Ier, pag. 227. Quatre dispositions la résument. 1. En confirmant et en innovant les lois canoniques et les constitutions des Souverains Pontifes contre les clercs négociants, Clément XIII déclare qu'elles concernent toutes les personnes ecclésiastiques du clergé séculier et régulier: il condamne l'usage opposé comme un abus intolérable et une corruptèle que nulle prescription ne saurait jamais autoriser. 2. Il ordonne de consulter le Saint-Siége toutes les fois qu'il y aura doute sur certains actes comme devant être mis au rang des choses de commerce qui sont défendues aux ecclésiastiques. 3. Il décide expressément que les opérations de banque sont, de leur nature, des actes de commerce, auxquels nul ecclésiastique ne peut se livrer *etiam per interpositam personam*, sans tomber sous le coup des peines canoniques. 4. Enfin, de peur que les abus ne reparaissent sous le prétexte de la nécessité, Clément XIII prescrit que les ecclésiastiques qui n'ont pas d'autre moyen que le négoce pour venir en aide à leurs parents, en demandent la permission au Saint-Siége, ou, *extra Italiam*, à leurs Ordinaires; autrement, malgré la nécessité qu'ils alléguerait, on devrait les frapper des peines canoniques. Examinons chacune de ces dispositions en particulier.

14. On ne peut souhaiter des expressions plus formelles pour indiquer que toutes les congrégations religieuses, sans aucune exception, sont comprises dans les lois prohibitives du commerce, et que toute coutume en opposition avec ces lois n'est pas autre chose qu'un abus que le Saint-Siége condamne, proscrit et détruit. Voici les expressions de Clément XIII : « Decernentes et declarantes, praedictis omnibus » legibus ac pœnis subjici, ac subjectas censeri debere omnes » et singulas personas ecclesiasticas, non solum e saeculari » clero, sed etiam e regulari, cujuscumque sint Ordinis, con- » gregationis, societatis et instituti, amplissimis licet et sin- » gularibus indultis, privilegiis, et exemptionibus muniti, et » cujus etiam expressam et individuam mentionem fieri opor- » teret: ita ut quicumque adversus hujusmodi leges delique- » rint, statutas in ipsis pœnas incurrant, ac respective ab iis, » ad quos pertinet, juxta casuum distinctionem, et procedendi » methodum alias a Tridentina Synodo, seu ab Apostolica Sede » praescriptam, cum effectu multari et puniri debeant; non » obstante contrario quolibet usu, stylo, aut consuetudine, » etiam immemorabili, quae aliquo in loco, diœcesi, aut re- » gione inolevisse dici posset; quam quidem Nos, veluti dam- » nabilem abusum, et impraescriptibilem corruptelam, earum- » dem praesentium tenore, damnamus, proscribimus, et viribus » omnibus vacuamus. »

15. Lorsqu'il y a doute sur certaines opérations, pour décider si elles sont permises, ou défendues, par exemple, par rapport aux banques, aux actions des sociétés en commandite, et autres choses du même genre, Clément XIII recommande de consulter le Saint-Siége, au lieu de s'en tenir au sentiment des auteurs, et encore moins à la persuasion des personnes intéressées, qui sont portées naturellement à croire permis tout ce qui leur profite: « Ad tollenda dubia, reprimendamque opi- » nantium licentiam et audaciam, expeditissima erit via re- » currendi ad hanc Apostolicam Sedem, quae sicuti alias com- » plures hujus generis quaestiones, per organum praesertim » Congregationis S. R. E. cardinalium Concilii Tridentini In- » terpretum definivit, ita etiam in posterum quid de propo- » sitis casibus sentiendum sit, decernere non omittet, idoneis » editis responsis, ex quibus agendi judicandique regula de- » sumi valeat. »

16. Quoiqu'il n'y eût pas le moindre doute que les changes étaient un des actes de commerce dont les ecclésiastiques doivent s'abstenir, même *per interpositam personam*, on demanda à Clément XIII une décision expresse, d'autant plus que la S. Congrégation du Concile avait refusé de s'expliquer, ainsi que nous l'avons dit. Le change consiste à échanger de l'argent, avec bénéfice pour le changeur. Il y a plusieurs espèces de change; tantôt on échange le numéraire contre une autre monnaie; tantôt l'on compte l'argent dans un lieu, à Rome, par exemple, afin de le restituer dans un autre lieu, par exemple, à Madrid ou bien le banquier donne l'argent à Rome, et se rembourse à Madrid. Tous les canonistes s'accordent à dire que les laïques peuvent se livrer licitement à ce genre de commerce, et prélever un bénéfice qui est fondé sur des titres parfaitement légitimes. C'est ce qu'on nomme: *Cambium activum*. Mais ce qui est permis aux laïques, est formellement défendu aux ecclésiastiques; Clément XIII déclare illicites pour eux *Cambia activa*, même *per interpositam personam*; d'où il suit qu'ils doivent s'abstenir de prendre des intérêts dans les établissements de change et de banque; ils encourraient les censures spirituelles et la confiscation portées contre les clercs et les religieux qui font du commerce. Clément XIII s'exprime en ces termes: « Quum acceperimus, perspicuam nostram et » Apostolicae Sedis declarationem desiderari super eo, an » clericis liceat cambium activum contrahere; quamvis non » aliam fere rem dubitationi minus subjectam putemus, nihilo- » minus, ad omnem causandi occasionem amputandam, prae- » sentium litterarum tenore declaramus ac definimus, cambium » activum, natura sua, esse actum verae et propriae negocia- » tionis; ideoque ecclesiasticis omnibus vetitum censeri debere, » tam proprio nomine, quam per interpositam personam, illud » contrahere; quicumque vero e saeculari vel regulari clero, » cambium activum contraxerit, omnibus obnoxium fieri pœnis » atque censuris, quae in clericos negociatores constitutae nos- » cuntur. »

17. Enfin, ne voulant pas que la nécessité serve de prétexte aux abus, Clément XIII prescrit que les clercs qui n'ont réellement aucune autre ressource que le commerce pour venir en aide à leurs parents, aient soin de se munir d'une permission particulière. En Italie, la permission doit être demandée au Saint-Siége; hors de l'Italie, les Ordinaires ont le pouvoir de l'accorder; mais il faut observer que cela s'entend du cas de nécessité, et non de la permission de continuer provisoirement un établissement de commerce qu'un ecclésiastique acquiert par succession, ou autre titre légitime; car Benoît XIV prescrit de demander cette permission au Saint-Siége; donc les Ordinaires sont incompétents; Clément XIII ne les autorise, hors de l'Italie, que pour le seul et unique cas où un ecclésiastique se trouve dans la nécessité réelle et précise de secourir ses parents. Il recommande de n'accorder l'indult que lorsque la nécessité est constatée; de prescrire toute sorte de précautions, afin que le négoce soit exercé sans indécence pour le caractère ecclésiastique; que les indults soient donnés *ad tempus*, et qu'on se garde d'aller au

delà des besoins réels. Nous devons rapporter les dispositions de Clément XIII, quoique un peu longues. « Si autem ecclesiasticorum quispiam, ad se excusandum quod se negotiis secularibus se immisceat, necessitatem proferat indigentiae, non quidem suae (quandoquidem unicuique clerico canonicus ordinationis titulus, vel saltem congruum sufficiens patrimonium esse debet, quo se sustentet, iisque forsan deficientibus, debet ipse honestioribus artibus suaeque professioni conformibus, propriis necessitatibus consulere) sed aut parentum, aut sororum, aliarumque personarum, quibus ex naturalis officii debito opem ferre teneatur, primum volumus atque decernimus, hujusmodi excusationem a superiore ecclesiastico nequaquam admitti, eidemque clerico minime suffragari posse, quominus ad canonicae legis praescriptum, pro modo culpae, puniatur, nisi doceat se antea praefatas necessitates Apostolicae Sedi, si intra Italiam et insulas adjacentes existat; si vero in remotioribus regionibus versetur, saltem Ordinario loci exposuisse, earumque intuitu opportunam dispensationem et facultatem praedictas personas industria sua juvandi, vel ab eadem Apostolica Sede, vel respective ab Ordinario impetrasse. Deinde, pro eo quod pertinet ad hujus curiae nostrae officia, notum facimus, nostram mentem et voluntatem esse, ut hujusmodi dispensationes et facultates nunquam concedantur, nisi cum ea conditione, quatenus adductae causae veritati nitantur, et nisi simul constet, praedictas indigentias nulla alia ratione levari posse, eoque etiam casu, nunquam ecclesiasticis permittatur ejusmodi negotiationis genus assumere, cujus administratio clericalem statum et characterem dedeceat; quinimo, in ipsis indultorum rescriptis et litteris, indicentur et praescribantur honestiores modi, quibus clericus, justa moderatione servata, et intra veram indigentiae mensuram, pauperibus consanguineis opem praestare valeat; quae omnia similiter Ordinarii ad quos pertinet, in hujusmodi dispensationibus et facultatibus concedendis observare debebunt; hoc insuper advertentes, ne ea quae, vel ab ipsis, vel ab Apostolica Sede, peculiaribus quibusdam clericis, hoc in genere aliquando permissa, et justis concurrentibus causis, frequentius forsan indulta dignoscuntur (exempli gratia, ut ecclesiarum fundos, certa annua pensione conventa, colendos exercendosque conducerent;) eadem a reliquis ecclesiasticis tanquam generaliter omnibus concessa, absque justa causa, et sine speciali indulto, usurpentur. Caeterum facultates ipsas, etiam ut supra dictum est, obtentas, semper quoad tempus revocationi obnoxias censeri decernimus, ita ut pro irritis et revocatis ipso jure habeantur, quoties allegatae conjunctorum indigentiae cessaverint, vel alia legitima se offerat ratio iisdem opportune prospiciendi; super quorum omnium tum executione, tum observantia, ordinariorum localium vigilantiam, atque conscientiam onerari volumus, et re ipsa oneratam fore denuntiamus. »

18. Il n'existe pas d'autre constitution générale sur la matière; mais nous avons les décisions des SS. Congrégations qui ont, tantôt rappelé à l'observation des lois, tantôt répondu aux consultations, et enfin accordé des indults.

19. Fagnan rapporte des résolutions de la S. Congrégation du Concile qui désignent ce que les ecclésiastiques peuvent faire dans leurs biens patrimoniaux et dans les terres de leurs bénéfices sans se rendre coupables de négoce illicite. On peut consulter cet auteur, au chap. *Multa sunt negotia*, titre *Ne clerici* vel *monachi*, dans les décrétales, 3e livre. Voici les règles de conduite qui découlent de ces décisions. Les ecclésiastiques peuvent, sans s'exposer à des poursuites pour cause de commerce illicite, cultiver leurs biens patrimoniaux et ceux de leurs bénéfices par le moyen des laïques; acheter les bœufs et les autres animaux nécessaires à la culture, et vendre à un prix juste et d'une manière décente les produits de la fécondité de ces animaux; donner à mi-fruit les feuilles de leurs mûriers et vendre les produits; pour s'occuper eux-mêmes de l'éducation des vers à soie, il faut d'abord que ce travail ne nuise pas à leurs devoirs; ensuite, ils doivent employer des personnes non suspectes; et enfin, obtenir l'autorisation de l'évêque; ces conditions remplies, on porte la tolérance au point de permettre l'éducation des vers à soie, dans la mesure de la quantité de feuille qu'ils récoltent sur leurs biens; mais ce serait un acte de négoce que d'acheter la feuille pour élever les vers à soie. Les décisions qui consacrent ces diverses règles, sont de 1627.

20. Il en est d'autres de 1629, qui portent la tolérance jusqu'aux dernières limites. Nous les passons sous silence parce qu'elles ne sont pas d'une application fréquente, et que d'ailleurs on ne peut en faire usage aujourd'hui que conformément à la constitution de Clément XIII, qui exige la permission du Saint-Siége, ou tout au moins celle de l'Ordinaire, même dans le cas de nécessité. Elles se rapportent aux diverses circonstances pratiques où peut se trouver l'ecclésiastique qui exploite ses biens patrimoniaux ou ceux de son bénéfice. Signalons une décision de 1662 qui défend d'acheter du bétail pour le donner à un fermier ou à un associé et en retirer du bénéfice: « An praedictis presbyteris et clericis liceat » absque negotiationis clericis interdictae nota, oves, boves, » aliaque hujusmodi animalia emere, eaque locationis, aut » societatis titulo conductori, aut socio tradere, ac lucrum ex » hujusmodi locatione sive societate percipere? Die 7 octo- » bris 1662 S. Congregatio censuit: *Non licere.* » Cette prohibition comprend les religieux et les religieuses, ainsi que nous le dirons. Une résolution du 2 août 1687 approuve que l'évêque défende à son clergé de prendre l'adjudication de la cire, du tabac, du savon, de l'eau de vie, et autres fournitures.

21. La banqueroute produit-elle un déshonneur qui empêche la réception des ordres? Cette question est examinée dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile, tom. 3, p. 177. Michel reçut jadis la tonsure et les ordres mineurs; ne pouvant être promu aux ordres sacrés par défaut de patrimoine, il se maria et s'adonna au commerce; mais ayant fait de mauvaises affaires, il fut obligé de céder tout son avoir aux créanciers pour éviter la prison. Sa femme étant morte, il a repris la soutane, avec l'autorisation de son évêque qui hésite pourtant à lui conférer les ordres sacrés, à cause de l'infamie de fait, sinon de droit, qui s'attache au banqueroutier, d'autant plus qu'il ne cesse pas d'être responsable vis à vis de ses créanciers, qui auront le droit de saisir les revenus du patrimoine ou du bénéfice assigné comme titre d'ordination. La S. Congrégation décide: *Non esse promovendum.* (*Thesaur.* tom. 3. p. 179).

22. Au tome 65 du *Thesaurus*, il est question d'un curé qui a administré successivement deux paroisses, la première pendant 10 ans, et 15 la seconde. Il n'a pas oublié de se montrer assez généreux envers les pauvres et pour les églises. Le surplus des revenus de la paroisse, les rétributions de messes, ce qu'il gagnait en faisant l'école et les rentes de ses biens patrimoniaux lui ont procuré de ressources qu'il a employées à spéculer sur le bétail, sur des lettres de change et sur des rentes perpétuelles. Le négoce du bétail a été fait en compagnie de quelques associés. En somme, il s'est enrichi; son avoir s'est augmenté d'environ cinq mille francs. Réfléchissant enfin que ce commerce était illicite, il a fait recours à la S. Pénitencerie; celle-ci a autorisé le confesseur à absoudre des censures et à dispenser de l'irrégularité, en exigeant que le recourant donne aux pauvres tout ce qu'il a gagné par le négoce. Or, le confesseur qui a fulminé l'indult, a imposé au curé l'obligation de donner aux pauvres les bénéfices des sociétés de bestiaux en con-

servant les produits des biens patrimoniaux. Cette absolution n'ayant fait que troubler davantage le curé qui ne se souvient pas bien exactement du chiffre des bénéfices, il a porté un nouveau recours à la S. Pénitencerie pour tranquilliser sa conscience par les moyens qu'elle croirait; mais la Pénitencerie lui a répondu de s'en tenir au premier indult et de s'adresser à la S. Congrégation du Concile s'il veut tranquilliser pleinement sa conscience pour le passé et l'avenir. C'est ainsi que le curé est conduit auprès de la S. Congrégation, à laquelle il demande d'être dispensé de rendre les bénéfices illicites. Les informations transmises par le vicaire capitulaire confirment ce que le curé avoue d'ailleurs, c'est à dire, qu'il n'a jamais eu l'intention de se livrer au négoce qui est interdit aux ecclésiastiques; qu'il a pris part aux associations concernant le bétail dans le but d'améliorer sa position; que si, d'une part, il s'est enrichi d'environ cinq mille francs, d'autre part il a donné une somme d'égale valeur pour les pauvres et les églises; qu'il possède son patrimoine d'ordination, outre sa paroisse et que sa famille vit dans l'aisance. On se demande quelles peines il a encourues par le commerce du bétail et les lettres de change? Il a encouru des peines temporelles et des peines spirituelles. La peine temporelle est la confiscation du lucre. Les peines spirituelles sont l'excommunication et la suspense, conformément aux saints canons. Il semble, au premier aspect, qu'il devrait restituer les cinq mille francs dont son avoir s'est augmenté. Cependant il a eu ses rentes patrimoniales, les rétributions de messes, et le traitement de maître d'école qu'il a acquis légitimement et qu'il pouvait retenir. L'équité doit présider à l'appréciation. D'après la constitution de Pie IV, les profits devraient être confisqués au profit de la Chambre apostolique; mais la S. Pénitencerie traitant l'affaire sur le domaine de la conscience, a déjà prescrit de les distribuer aux pauvres. La S. Congrégation déclare illicite le commerce dont il s'agit, oblige le curé à donner quinze cents francs aux pauvres de ses deux paroisses, et accorde la dispense de l'irrégularité.

» I. An constet de illicita negotiatione in casu. Et quatenus affirmative. II. An, in qua summa, et cui fieri debeat restitutio in casu. III. An sit consulendum SSmo pro dispensatione ab irregularitate in casu. Sacra etc. Ad I. Affirmative. Ad II. *Affirmative in scutatis tercentum erogandis in Christi pauperes utriusque paroeciae administratae.* Ad III. *Affirmative.* (*Thesaur.* tom. 65, pag. 24).

23. Peut-on défendre aux ecclésiastiques de fréquenter les marchés et les foires? Cette question est examinée dans le *Thesaurus*, tom. 73, p. 192. Il s'agit d'un diocèse où existe un abus invétéré que les ordonnances épiscopales rendues à plusieurs époques n'ont pu détruire. Tandis qu'une foule de bons ecclésiastiques, de religieux et de religieuses font vendre leurs denrées par leurs fermiers et leurs agents, il en est un certain nombre qui fréquentent les foires et les marchés; on les voit s'affubler de la blouse des marchands de bestiaux, stationner sur les places, passer la matinée à examiner la bouche, les dents, et les autres membres des animaux pour s'assurer de leur complexion; après quoi, ils entrent dans une église pour dire la messe. La plupart ne vont aux foires que dans un but de spéculation; on cite tel individu qui a acheté et vendu dix fois un cheval dans une matinée. Comme la constitution de Clément XIII prescrit aux évêques de publier des ordonnances sévères contre les ecclésiastiques qui se livrent au commerce sous prétexte de vendre leurs denrées; et comme d'ailleurs bien des choses licites au fond, deviennent illicites par le mode, le prélat a jugé indispensable de prendre des mesures contre un si grand abus. Il a commencé par prier ces ecclésiastiques de s'abstenir des foires et des marchés; comme ils n'ont pas tenu compte de l'exhortation, il a intimé à chacun d'eux un commandement verbal, qui n'a obtenu aucun résultat. Alors il s'est vu force de promulguer une ordonnance qui défend aux ecclésiastiques de fréquenter les foires et les marchés, sous peine de cinquante francs d'amende, sauf une permission spéciale. Il n'a pas été nécessaire d'en venir à l'application de la peine; car l'évêque a prié le capitaine de la milice qui maintient le bon ordre dans les marchés, d'avertir prudemment et sans bruit tout ecclésiastique qu'il verrait, de se retirer, parce que ce n'est pas sa place; deux ou trois exemples ont suffi, et nul ecclésiastique n'a plus osé aller aux foires. Néanmoins quelques-uns portent plainte à la S. Congrégation du Concile, et disent que si le négoce *personnel*, qui se fait en dehors de la culture des biens-fonds est interdit aux clercs, le négoce *réel*, inséparable de la gestion des terres, est parfaitement licite, en sorte qu'ils peuvent vendre leurs denrées, acheter des bestiaux et les revendre après l'engrais; ce qui entraîne la nécessité d'aller aux marchés et aux foires. Les plaignants, qui sont au nombre de 8 ou 10, nient les choses inconvenantes qui leur sont reprochées. — La S. Congrégation maintient l'ordonnance épiscopale, sauf les permissions spéciales que l'évêque croira pouvoir accorder. « An edictum diei 2 maii 1806 » quoad interventum ad nundinas sit exequendum, seu potius, et quomodo moderandum in casu. Sacra etc. censuit: » *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam, nisi* » *de licentia episcopi gratis, et singulis semestribus danda* » *ejus arbitrio et conscientia* (*Thesaur.* tom. 73 p. 192).

24. La prohibition du négoce comprend les ecclésiastiques séculiers, les religieux et les religieuses. C'est pourquoi les registres de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers renferment des dispositions qui concernent les uns et les autres.

25. Pour diriger une maison de commerce, l'indult apostolique est nécessaire. En 1703, Antoine Greco, prêtre de Tolède, dans l'intérêt de ses neveux qui sont en bas âge, demande au Saint-Siége l'autorisation de prendre la haute direction d'une maison de commerce, en surveillant les employés. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers accorde l'indult, jusqu'à ce que l'un des neveux soit en état de prendre cette direction. L'indult est remis au nonce de Madrid pour l'exécution. On remarquera la clause finale. « Sacra Congregatio etc, attenta relatione nuncii apostolici in » Hispaniis residentis, eidem benigne commisit, ut veris etc. » et quatenus expedire censuerit, facultatem praedicto sacerdoti assistendi et superintendendi tantum officialibus et ministris subalternis quousque aliquis ex ejusdem nepotibus ea » sit aetate assistendi, pro suo arbitrio et conscientia imperiatur; ita tamen ut, per seipsum nihil indecorum et a clericali ordine alienum pertractet etc. Romae novembris 1703. »

26. L'indigence d'un clerc ou celle de ses parents est la seule considération qui détermine la S. Congrégation à donner l'indult. D'autres raisons ne seraient pas considérées. En 1733, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque: » Il a été fait relation de la supplique du prêtre N. qui demande de pouvoir continuer la ferme des rentes qu'il a depuis quelque temps, en supposant que ce sont des rentes ecclésiastiques, employées à des usages pies, aux hôpitaux etc. La S. C. m'a ordonné d'écrire à V. S. que si cet ecclésiastique est vraiment pauvre, si sa famille est dans le besoin, et si V. S. croit que le bail soit avantageux pour les lieux pies, elle tache d'obtenir tout au moins qu'il n'exerce pas la ferme *per seipsum* etc. Rome, mars 1733. »

27. En 1737, un clerc bénéficier de Lisbonne demande l'autorisation de surveiller un magasin et de gérer les affaires de famille dans l'intérêt de son frère et de sa sœur, qui sont mineurs. Cet ecclésiastique n'était pas prêtre; il n'est pas même dit qu'il fût dans les ordres sacrés. Voici la lettre que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrivit au patriarche de Lisbonne: « Quidquid pro parte, et ad instantiam

» clerici beneficiati Alphonsi Conca de Soresa S. C. EE. » et RR. expositum fuerit, ex adjuncto supplici libello per- » cipiet Amplitudo Tua. Emi Patres remittendum indicarunt » eidem, quatenus, veris existentibus narratis, juxta suam pru- » dentiam praedictis oratoris precibus incumbendi enunciatae » Apothecae, negotiisque domesticis pro substentatione soro- » ris virginis et fratris minoris juxta petita provideat, absque » illicitae negotiationis delicto, dummodo tamen non se im- » misceat in mercimoniis, quae juxta sacros canones eccle- » siasticis personis non conveniunt. Haec igitur Amplitudini » tuae innotesco ut exequi valeat, et veriores felicitates tibi » ex corde precor a Dno. »

28. Les évêques sont compris dans les lois qui interdisent les affaires séculières. En 1766, un évêque de Pologne jugeant nécessaire de prendre la tutelle de ses frères et de sa sœur qui étaient mineurs, en demanda la permission à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, qui accorda l'indult suivant: « Ex audientia SSmi habita die 11 aprilis 1766. » Sanctitas Sua oratoris precibus benigne annuit etiam quoad » actus praeteritos, durante minori aetate fratrum et sororis, » ut tutelam et curam eorumdem suscipere, et gerere, atque » omnia, et singula, quae ad tutores et curatores de jure, » usu vel consuetudine pertinent, exercere possit et valeat, » dummodo non distrahatur a muneribus proprii status, nec » actus gerendi involvant aliquid quod dedeceat dignitatem » episcopalem. »

29. Nous avons vu que Benoît XIV prescrit de séparer des établissements de commerce la portion échue aux ecclésiastiques par héritage ou donation. En 1768, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque: « On a fait relation au Saint-Père des renseignements transmis par V. S. au sujet de la demande de Joseph N. prêtre; or, sa Sainteté a daigné ordonner d'écrire à V. S. *Juxta mentem*; c'est à dire que, non seulement le recourant ne peut pas administrer le patrimoine de ses neveux pour ce qui concerne le change et les autres actes de commerce, mais qu'il doit, en outre, séparer sa portion, afin de n'avoir pas de part aux profits d'un négoce illicite. Le Saint-Père lui permet de garder le camerlingat jusqu'à la fin, sans en demander la prorogation, à condition qu'il le fera remplir par un laïque. Enfin, le Saint-Père a daigné accorder à V. S. les pouvoirs nécessaires et opportuns pour absoudre l'ecclésiastiques susdit des censures et des peines encourues par le passé. Rome, le 15 janvier 1768. » Un cas semblable se présente en 1770. Voici ce que la S. Congregation écrit à l'évêque: « La supplique ci-jointe de N. ayant été examinée, les Emes ont rejeté la demande, par le rescrit: *Lectum*; en outre, ils m'ont commandé d'écrire à V. S. afin qu'elle ait la bonté d'intimer au recourant, qu'il cesse d'être intéressé aux bénéfices du négoce en question, et pour cela qu'il fasse le partage avec son frère, comme prescrit la constitution de Benoît XIV, de saine mémoire, laquelle commence: *Apostolicae servitutis*, 13 du tome 1er. Rome le 20 août 1770. »

30. Voici un acte de sévérité à l'égard d'un prêtre qui fait du commerce. En 1782, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au cardinal archevêque de Bologne: « La supplique ci-jointe présentée à la S. C. au nom du prêtre Dominique N. offre le caractère d'un clerc négociant, qui n'a pas tenu compte jusqu'ici de la transgression des lois canoniques ni des peines que ces lois renferment; il prétend, avec cela, avoir une conscience délicate, et il voudrait continuer cet abus avec la permission des supérieurs. Il représente qu'il a été forcé de faire des opérations de change et d'autres actes de commerce en tant qu'économe des biens que le chapitre de Sienne possède dans le pays; en outre, comme administrateur du patrimoine indivis avec ses frères; enfin, par condescendance, afin de rendre service à ses amis et d'autres personnes. Comme économe du chapitre de Sienne il ne pouvait et ne peut faire un négoce qui est illicite pour le chapitre lui-même. Comme administrateur du patrimoine indivis il n'avait pas d'actes de commerce à remplir; ses frères ne sont pas négociants, ce sont de pauvres paysans qui cultivent une propriété du chapitre sur laquelle ils demeurent, et qui n'ont pas d'autres affaires commerciales que celles qu'il crée lui-même par propension au négoce. D'ailleurs, supposé que le négoce appartienne à ses frères, il devrait n'y prendre aucune part intéressée, et surtout ne pas s'en occuper personnellement. Dans le cas d'un indult apostolique permettant de conserver un intérêt dans un établissement commercial parce qu'on ne peut procéder immédiatement au partage, les actes de commerce devraient être remplis par des laïques, et non par le prêtre, conformément à la constitution, *Apostolicae servitutis*, de Benoît XIV. Le prétexte de rendre service aux amis ne sert qu'à rendre cet ecclésiastique plus coupable; car, outre la faute du négoce illicite, il transgresse la prohibition spéciale de prendre les agences des séculiers; la constitution *Cum primum*, de Clément XIII, défend ces agences aux membres du clergé. C'est pourquoi la S. Congrégation, ayant rejeté la demande me commande d'écrire à V. E. afin qu'avec son zèle bien connu pour la discipline ecclésiastique. Elle veuille bien défendre au prêtre dont il s'agit, toute sorte de négoce, sous quelque prétexte que ce soit, avec commination des peines canoniques en cas de transgression; et l'avertir en même temps de pourvoir à sa conscience pour les fautes passées. Rome le 8 juillet 1782. »

31. En 1805, deux ecclésiastiques, l'un de Lisbonne et l'autre de Rio-Janeiro obtiennent, pour cinq ans, l'autorisation de vaquer au négoce, en le faisant exercer par des laïques et avec défense d'aller personnellement aux foires et aux marchés. La formule de l'indult est la même, excepté que le prêtre de Rio-Janeiro obtient aussi l'absolution des censures qu'il a encourues en faisant du commerce sans permission. Nous nous contentons de reproduire ce dernier indult. « Ex » audientia SSmi sub die 20 decembris 1805. Sanctitas Sua » benigne annuit, et propterea mandavit committi episcopo » Fluminis Januarii, ut veris etc. et praevia quoad praeteritum » absolutione a censuris et poenis ac dispensatione ab irre- » gularitate, etiam per subdelegandum, et dummodo negotiatio » exerceatur per laicos, et Orator ad nundinas et mercatus » ad negotiandum personaliter non accedat, et nihil indecens, » et ecclesiastico decori repugnans exerceat, petitam facultatem » ad quinquennium tantum pro suo arbitrio et conscientia » impertiatur. »

32. Un indult donné en 1817 à un ecclésiastique espagnol prescrit une condition qui ne se trouve pas dans les précédents: « dummodo agatur de tenui summa, ac negotiatione industriosa, exclusa mere lucrativa. » Le négoce purement lucratif est exclu de l'indult, qui prescrit d'ailleurs de faire exercer le commerce par les séculiers et de s'abstenir de fréquenter personnellement les foires et les marchés. Nous remarquons les mêmes clauses dans un indult du 3 juillet 1818 pour un prêtre de Lisbonne. Même indult pour un prêtre de Trente, en date du 7 décembre 1821 *ad triennium*. Au fond, la S. Congrégation autorise simplement la surveillance du négoce; la défense d'aller aux marchés, et l'injonction *exercendi negotia per laicos* se retrouvent dans tous les indults.

33. Il n'est pas permis aux ecclésiastiques de prêter leur nom pour un bail qui serait en réalité pour une autre personne. En 1825, la S. Congrégation, apprenant qu'un curé a pris publiquement la ferme d'une auberge, prescrit à l'évêque de procéder suivant les saints canons et les constitutions apostoliques. Or, il est constaté ensuite que quoique le bail ait été pris sous le nom du curé, il est réellement pour un de ses parents. Cependant, comme il n'est pas convenable qu'un

prêtre donne son nom pour un contrat de ce genre, le prélat prescrit au curé dix jours de retraite dans un couvent de stricte observance.

34. En 1826, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au cardinal archevêque de Bénévent: « Ces Emes ont rejeté absolument la demande du prêtre N. qui avait sollicité l'autorisation de vaquer à certains négoces vraiment inconvenants pour le caractère sacerdotal. Il devra donc réfléchir que les occupations auxquelles il se livre sont illicites. V. E. lui fera une sérieuse monition d'apporter à sa conduite toute la circonspection qui est indispensable à un prêtre, et de s'abstenir désormais des contrats interdits aux personnes ecclésiastiques. V. E. l'obligera d'annuller tous les contrats de ce genre qu'il a passés, et d'en faire d'autres conformément au droit, surtout au droit canonique, sous les peines comminées contre les clercs qui se livrent au négoce; peines qui seront appliquées dès la première transgression etc. Rome le 16 juin 1826. »

35. Un prêtre de la congrégation des Missionnaires d'Amalfi fait représenter au Saint-Père qu'il se trouve hors de sa communauté pour prendre soin de quatre neveux mineurs demeurés orphelins; que son frère défunt exerçait un petit commerce de papier, la famille étant propriétaire d'une fabrique. Il demande l'autorisation de continuer ce négoce jusqu'à ce que ses neveux soient en état de s'en charger. Comme il ne fit jamais de partage avec son frère auquel il ne demanda d'ailleurs aucun réglement de comptes, il implore une absolution pleine et entière pour toutes les fautes qu'il peut avoir commises à cet égard. Le rescrit de la S. Congrégation est ainsi conçu: « Ex audientia SSmi die 24 januarii 1840. SSmus » annuit arbitrio Ordinarii, praevia quatenus opus sit, etiam » per subdelegandum absolutione a censuris et pœnis eccle- » siasticis, nec non dispensatione super irregularitate, pro » petita facultate juxta preces ad quinquennium, si tamdiu ne- » cessitas perduraverit dummodo legitime extra suam congre- » gationem maneat, ita tamen ut ad nundinas, vel mercatus » ad negotiandum personaliter non accedat, negotium per in- » terpositam personam exerceat. Contrariis non obstantibus qui- » buscumque. »

36. Le chanoine André demanda jadis l'autorisation de continuer le commerce de drap que faisait son père, afin de nourrir sa famille et de payer les dettes laissées par le défunt. L'indult fut accordé en 1835, *ad triennium*. Cet indult étant expiré depuis deux ans et quelques mois, et les mêmes motifs subsistant, le prêtre susdit en implore la prorogation, ainsi que l'absolution pour les deux ans pendant lesquels il a fait du commerce sans permission. L'évêque atteste que la prorogation de l'indult ne causera pas de surprise dans la population. « Ex audientia SSmi die 3 junii 1840. SSmus annuit » arbitrio Ordinarii, pro petita sanatione quoad praeteritum, » et pro prorogatione ad aliud triennium etc. »

37. Un prêtre de T. représente ce qui suit. Son père établit, il y a 70 ans, une fabrique de cuirs, qu'il a fait valoir longtemps, avec l'aide de ses trois fils. Après leur mort, le recourant est resté le dernier survivant de la famille. L'abandon de cette industrie aurait nui aux ouvriers qui gagnent leur pain dans cette fabrique; il aurait causé surtout un très grand préjudice aux fils et aux petits-fils de trois sœurs pareillement défuntes. D'après ces réflexions, le recourant a conservé la fabrique, qu'il a fait administrer par des personnes de confiance et d'expérience. Il a affecté quelques capitaux à la prospérité de l'établissement, et il a prêté son nom, parce que le grand nombre de neveux et petits-neveux (ils sont une vingtaine), et leurs intérêts opposés ne permettent pas de confier la gestion à l'un d'eux. La surveillance de l'administration n'a jamais détourné le recourant des devoirs de son ministère, ni empêché de travailler fidèlement la vigne du Seigneur. Le soupçon que sa conduite eût quelque chose d'irrégulier ne s'est jamais présenté à son esprit, d'autant plus que les évêques n'ont jamais fait d'observation, quoiqu'ils connussent toutes les circonstances de l'affaire. Mais l'évêque actuel n'a pas cru que sa conscience lui permît de tolérer une chose qu'il jugeait contraire aux saints canons: il a engagé le recourant à demander une dispense en règle; c'est pourquoi il implore l'autorisation de continuer la fabrication et le commerce. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, en date du 1er août 1840, accorde l'indult pour le laps de cinq ans, avec les conditions d'usage, pourvu qu'il s'agisse simplement de la haute direction; défense d'aller aux foires et aux marchés. En ce qui concerne le passé, elle accorde l'absolution des censures et peines canoniques, ainsi que la dispense de l'irrégularité encourue par la violation de ces censures.

38. Sébastien a institué héritier de ses biens Antoine, âgé de 21 ans; la succession étant grevée de dettes, il a nommé administrateur le chanoine Joseph, avec pouvoir de désigner une autre personne pour surveiller les travaux rustiques et faire toutes les choses qui ne conviennent pas aux prêtres. Le chanoine implore l'autorisation qu'il faut afin qu'il puisse remplir librement sa charge. On l'autorise à remplir les fonctions d'administrateur, jusqu'à ce que l'héritier ait accompli sa 25e année, conformément au testament; défense de se montrer aux foires et dans les marchés, et autres conditions d'usage. Le 1er août 1840.

39. Les décrets apostoliques défendent aux prêtres les affaires des séculiers. C'est pourquoi les évêques ont souvent rendu des ordonnances dans le but de réprimer les abus. En 1840, Francesca, veuve, fait représenter au Pape les choses suivantes. Elle a besoin d'une personne qui puisse l'assister fidèlement pour la gestion de ses affaires. Longtemps elle a eu un digne ecclésiastique, qui demeure dans sa maison en qualité de précepteur; mais depuis que l'évêque a défendu expressément aux prêtres qui demeurent dans les familles particulières de se mêler des affaires des séculiers, le prêtre susdit refuse d'aider la pauvre recourante, qui se trouve dans le plus grand embarras, à cause de son inexpérience, et son gendre n'est pas moins incapable de conduire ses affaires. Elle s'adresse à la bonté du Saint-Père en le suppliant d'autoriser le prêtre susdit à continuer ce qu'il a fait jusqu'à ce jour, sans le moindre déshonneur pour le caractère sacerdotal. — L'indult est accordé en ces termes: « Vigore specialium fa- » cultatum etc. arbitrio Ordinarii pro petito indulto ad quin- » quennium, pro simplici superintendentia, dummodo ad nun- » dinas, et mercatus non accedat etc. Die 1 augusti 1840. »

40. Un chanoine de Bénévent, ayant été nommé par son frère défunt tuteur et administrateur de son neveu Camillo, et devant, pour cela, vendre les denrées, les bestiaux et toutes les autres choses provenant du patrimoine du mineur, et passer les contrats de l'administration, recourt au Saint-Père, pour être plus tranquille en conscience, en implorant les permissions et les dispenses qu'il faut. L'indult renferme les conditions d'usage, surtout la défense d'aller personnellement aux foires et aux marchés. Le 18 juin 1841.

41. La constitution de Benoît XIV au sujet des établissements de commerce transmis aux ecclésiastiques en vertu de testaments et d'autres titres légitimes, trouve fréquemment son application. En 1841, un prêtre de Gênes fait présenter la supplique suivante à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers: » NN. expose à votre Sainteté que son père mort l'an dernier, et sa mère, qui vient de mourir dernièrement, lui ont laissé un commerce de soie indivis avec son propre frère et qui a un autre associé. Comme tout changement produirait un grand préjudice au frère susdit et à son associé, le recourant demande l'autorisation de continuer ce commerce non assurément *per seipsum*, mais par le moyen des deux personnes susénoncées. » Les informations de l'Ordinaire étant

favorables, la S. Congrégation accorde l'indult suivant: « Vigore specialium facultatum etc. arbitrio Emi Ordinarii pro petita facultate ad quinquennium, dummodo per interpositam personam agat, et nihil faciat, quod sacerdotalem caracterem dedecat. Die 1 septembris 1841. »

42. Dans la même année 1841, la prorogation d'un indult relatif au commerce fut déférée à la pleine congrégation des cardinaux. Nous rapportons la relation de l'affaire. « Paul prêtre obtint plusieurs fois de cette S. Congrégation l'autorisation de continuer une fabrique de drap. Plus tard, une question criminelle s'éleva entre lui et un individu auquel il donna le titre de voleur, et qui, à son tour, accusa le prêtre pardevant la S. Congrégation d'abuser de la permission de faire du négoce jusqu'au point d'aller aux foires où il mesurait publiquement son drap. Paul gagna la cause criminelle; mais les cardinaux prescrivirent de ne plus accorder de prorogation pour l'indult de commerce. Cependant il n'a jamais cessé d'insister, en alléguant que le commerce est nécessaire pour avoir le moyen de faire vivre ses trois sœurs orphelines, qui n'ont aucune ressource et manqueront de tout si on ne permet pas de continuer un commerce qu'une femme est incapable de gérer, quelque talent qu'on lui suppose. Ajoutez à cela que la fabrique occupe 80 ouvriers, qui resteront sans travail si l'on doit la fermer. L'évêque atteste que les ouvriers manqueront vraiment de travail si la fabrique est fermée. — Dans la congrégation générale du 14 mai 1841, les cardinaux récrivent: « Scribatur episcopo ad mentem, mens est, que l'on choisisse un administrateur qui continue le négoce au nom des sœurs, en permettant au prêtre la direction privée du négoce et des ateliers, avec l'injonction de s'abstenir des foires et des contrats. »

43. Les indults que nous venons de citer montrent les saints canons en pleine vigueur et en exercice. Les époques se succèdent, mais l'esprit de l'Eglise ne change pas; elle veut, aujourd'hui comme en tout temps, que les ecclésiastiques s'abstiennent du commerce, du trafic, et du lucre, parce que Dieu est leur héritage et que leur vie doit être consacrée aux choses saintes. Les réguliers et généralement tous ceux qui font partie des congrégations doivent, à plus forte raison s'abstenir du commerce; ils sont désignés expressément dans les saints canons et dans les constitutions apostoliques. Voici des résolutions de la S. Congrégation qui les concernent.

44. Une lettre adressée au général des Carmes, en date du 9 août 1780, lui prescrivit d'envoyer une circulaire aux religieux de la province de Pernanbuc, au Brésil, pour leur défendre de prendre des esclaves à leur service particulier. Cet abus en produisait un autre, consistant en ce que les religieux se faisaient un pécule dans le but d'acheter les esclaves et de les nourrir. Cette pièce ajoute un nouveau document à tous ceux que nous avions déjà pour montrer la profonde répugnance de l'Eglise pour l'esclavage.

45. En 1784, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au nonce de Lisbonne: « Le P. Joseph de S. Bonaventure, franciscain de la province de S. Thomas dans les Indes, en partant de Goa pour retourner à Lisbonne où demeuraient ses parents qui étaient très pauvres, acheta une esclave pour leur service, avec l'argent qui lui avait été donné pour son voyage. S'il eut vraiment l'intention d'acheter l'esclave pour le service de ses parents, ceux-ci acquirent le domaine de cette esclave; car un religieux franciscain est incapable de tout domaine par sa profession. C'est pourquoi, à la mort des parents, le domaine de l'esclave passa à leur héritier; le religieux incapable de succéder, ne peut pas être cet héritier. Ce n'est donc pas à lui qu'il appartient de rendre la liberté à l'esclave. Mais il peut se faire que l'excuse du service des parents ait été un prétexte pour colorer le domaine qu'il entendait garder; alors il aurait transgressé le vœu de pauvreté jusqu'à ce moment. Les choses étant ainsi, la S. Congrégation, *favore libertatis*, commet V. S. afin que le syndic apostolique rende la liberté à cette pauvre femme, au nom du Saint-Siége. V. S. avertira le religieux de pourvoir à sa conscience. Rome le 26 mars 1784. »

46. Une communauté religieuse peut-elle licitement exploiter un four à chaux, une fabrique de matériaux de construction? En 1786, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers adresse la lettre suivante au général des Conventuels: « Quelques amis zélés des Conventuels de Borgo S. Donnino ont porté plainte de ce que ces religieux exploitent un four de fabrication de matériaux. La S. C. a ordonné d'écrire à V. P. Rme pour l'avertir que cela constitue un vrai négoce défendu aux ecclésiastiques et aux réguliers; elle veut donc que V. P. défende aux religieux d'exploiter ce four, ils devront l'affermer, pourvoir à leur conscience en ce qui regarde le passé, et rendre compte de l'administration pour le temps de l'exploitation. Rome le 10 février 1786. »

47. Le commerce des bestiaux est défendu aux religieux autant et plus qu'aux ecclésiastiques séculiers. Ils peuvent licitement acheter des bestiaux pour consumer leurs pâturages; ils le peuvent aussi, lorsque le produit des bestiaux sert à l'usage de la communauté, et non pour en retirer du lucre. En 1792, les Cistercicns du Mont Soracte obtiennent un indult ainsi conçu: « Sacra etc. referente Emo Caraffa, ponente, » audita relatione P. Procuratoris generalis, censuit rescri- » bendum, prout rescripsit, ac decrevit: Societates animalium » tamquam speciem negociationis vetitas esse ecclesiasticis, » nisi deserviant pro consumandis pascuis propriorum praedio- » rum, vel communium pro quibus ecclesiastici contribuunt » oneribus communibus, vel quando proventus animalium de- » serviat ad proprium usum, non autem ad lucrum; proinde- » que in casu de quo agitur, indulgendum esse oratorum » precibus pro societate caprarum centum ad summum, dum- » modo illarum fructibus indigeant oratores ad proprium usum, » et non ad lucrum, et pro hujusmodi effectu erogari posse » pecunias de quibus agitur etc. Romae 17 augusti 1792. »

48. En ce qui concerne les pharmacies des couvents, il existe un grand nombre de résolutions tant de la S. Congrégation du Concile que des Evêques et Réguliers. Nous nous contentons de citer le décret suivant, que nous remarquons dans le registre *Regularium*, de 1707, et qui fut rendu pour l'Espagne: « Sacra Congregatio attentis narratis censuit, dandas esse infrascriptas declarationes alias editas, ac super earumdem executione, ac exacta observantia monendos esse superiores prout praesentis decreti vigore executioni demandari et servari mandat, nempe superiores quorumcumque Ordinum, Congregationum, Societatum, Monasteriorum, Collegiorum, ac domorum regularium utriusque sexus et quorumvis piorum locorum, nec non particularibus religiosis, et Ecclesiasticis quibuscumque, non posse sive religionis, ac loci pii nomine, sive particulariter per se vel per alios exercere in suis conventibus, seu domibus, aut alibi, in quocumque loco venalem artem aromatariam, praeterquam pro suis, aut alumnorum usibus, nec ullo modo saecularibus, aut aliis religiosis, et ecclesiasticis pharmaca, aut alia cujusvis generis medicamenta vendere, etiam praetextu amicitiae, et familiaritatis, exceptis theriaca, hyacinto et aliis, vulgo nuncupatis *Chimiche*; sub poenis contrafacientibus suspensionis ipso facto a divinis et privationis officiorum, vocisque activae et passivae absque alia declaratione. Quibuscumque in contrarium non obstantibus etc. Romae mense augusti 1707.

49. Les congrégations de vœux simples étant comprises dans la prohibition, doivent demander l'indult apostolique, lorsque la nécessité exige quelque acte de commerce. Nous remarquons un indult accordé le 5 juin 1818 aux Rédempto-

ristes de Nocera, dont la maison était fort gênée; la dispense fut donnée « usquedum enunciata domus fuerit in bono statu œconomico. »

50. Il n'est pas rare que des religieux demandent la permission d'accepter les fonctions d'exécuteur testamentaire, de tuteur, et autres de ce genre qui leur sont défendues par les saints canons. En 1840, un religieux représente qu'il a une sœur non mariée et orpheline, qui, ayant été mal conseillée par les gens qu'elle consultait pour ses affaires, n'a plus de confiance qu'envers son frère ; elle ne cesse de le supplier de la diriger ; mais étant religieux, il ne peut y consentir sans une permission spéciale. Voici l'indult que l'on accorde. « Ex audientia SSmi die 10 aprilis 1840. SSmus annuit ar- » bitrio P. Abbatis, pro simplici assistentia ad quinquennium, » dummodo nomen non praestet in contractibus, et nil inde- » corum agat characteri sacerdotali et statui religioso; citra » facultatem discedendi a proprio monasterio absque legitima » licentia. » — Un religieux, ex-général de son Ordre, et curé dans Rome, demande l'autorisation d'accepter la cure et la tutelle de trois orphelins dont personne ne veut se charger. Les informations de l'Ordinaire étant favorables, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers accorde l'indult suivant: « Arbitrio Emi Urbis Vicarii, de consensu P. Generalis, pro » petita facultate suscipiendi enunciatam tutelam, dummodo » tamen se non immisceat negotiis quae ecclesiasticis vetita » sunt. Die 1 maii 1840. » — Au mois d'août de la même année, un religieux fils unique, demande l'autorisation d'accepter la charge d'exécuteur testamentaire de son père et de son oncle: « Arbitrio P. Praesidis Generalis pro facultate sus- » cipiendi officium haeredis fiduciarii, et executoris testamen- » tarii sui genitoris et patrui, servatis aliis de jure servandis, » quin tamen aliquid remissum intelligatur quoad regularem » disciplinam et observantiam ac obedientiam, et dependen- » tiam superioribus Ordinis debitam. Die I augusti 1840. » — Le cardinal della Porta ayant nommé le P. Togni son exécuteur testamentaire, celui-ci présenta à la S. C. la supplique suivante : » Le P. Togni ex-général des clercs réguliers ministres des infirmes, ayant dû céder aux instances et adhérer au vif désir de feu l'Eme cardinal Giuseppe della Porta-Rodiani, qui voulut le désigner comme son exécuteur testamentaire et son héritier fiduciaire, comme il apparait de son testament, supplie V. E. de l'autoriser à remplir ces fonctions et à faire les actes, même les actes légaux qu'elles exigeront : S. C. benigne annuit juxta petita. Contrariis non obstantibus quibuscumque. »

51. Il serait facile de multiplier les exemples, et de montrer la sévérité des prescriptions canoniques par rapport aux religieux, auxquels sont défendues certaines choses d'ailleurs licites pour les ecclésiastiques séculiers. Il nous reste à produire quelques indults concernant les religieuses ; car les saints canons et les constitutions pontificales qui interdisent le commerce, s'appliquent pleinement aux communautés de femmes, et non seulement aux communautés, mais aussi à chacun de leurs membres, qui devient personne ecclésiastique par la profession d'un institut approuvé ; peu importe que les vœux soient solennels ou simples, et même il n'est pas nécessaire qu'il y ait des vœux ; du moment qu'une personne s'aggrége à un institut approuvé, les saints canons prennent leur empire, et le commerce est défendu.

52. Nous avons vu que la constitution de Benoît XIV ne permet pas aux ecclésiastiques de continuer *per alios* les établissements de commerce qu'ils acquièrent licitement par testament, ou par donation. En 1769, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers fit l'application de ce principe à une religieuse servite de Ferrare, qui venait d'hériter d'un magasin estimé 40,000 francs; elle exigea la vente immédiate de cet établissement, dont la propriété revenait à la communauté comme représentant la religieuse professe des vœux solennels. Voici la lettre qui fut adressée au vicaire capitulaire de Ferrare: « La S. Congrégation n'a pas jugé devoir accorder la permission demandée par sœur Teresa-Luigia, religieuse servite du monastère della Bianca, savoir, d'administrer librement sa portion de la succession paternelle sans dépendre du monastère et de son chapitre; car cela serait contraire au vœu solennel de pauvreté, et incompatible avec l'état monastique. La portion héréditaire devra par conséquent être dévolue à la communauté, et être incorporée aux autres capitaux qui sont administrés par les officières ordinaires, nonobstant la condition apposée par le testateur, qui a défendu que le couvent s'ingère dans sa succession et empêche sa fille d'en jouir, sous peine de perdre le legs qu'il a laissé à la communauté ; et il a prescrit la même disposition par rapport à son autre fils qui est carme de la congrégation de Mantoue. Une semblable condition étant honteuse, contraire aux saints canons et à l'honnêteté, est regardée comme non avenue; elle n'empêche nullement la communauté d'acquérir la propriété ex persona de la religieuse etc. En ce qui concerne les biens meubles qui consistent en grande partie en un magasin d'épiceries que vous évaluez plus de quatre mille écus pour la seule portion de la religieuse ; la S. Congrégation vous prescrit d'ordonner à la communauté, de se débarrasser immédiatement de ce négoce, qui ne peut pas être conservé par des ecclésiastiques et des réguliers, quoique dévolu par succession. Vous ferez vendre aussi les autres meubles au nom du monastère ; le produit sera mis en dépôt pour le compte de la communauté, et l'on en fera ensuite l'emploi en achetant des immeubles ou par d'autres contrats avantageux etc. Rome le 2 septembre 1769. »

53. La vente de médicaments ne peut devenir licite pour des religieuses que lorsqu'elles ont le soin de se munir de l'indult apostolique. En 1738, la S. Congrégation écrit au général des Franciscains de l'Observance : « Il a été représenté à la S. C. que les religieuses de sainte Lucie ont une pharmacie et vendent des remèdes à tout le monde, contrairement aux décrets que cette S. C. a rendus maintefois. Ces Emes ont estimé devoir ordonner que V. P. Rme défende en leur nom aux susdites religieuses de faire désormais un semblable commerce etc. » En 1769 nous trouvons une lettre vraiment instructive sur cette question des pharmacies. Voici ce que la S. Congrégation écrit à un évêque: « Malgré les raisons apportées par V. S. dans les deux lettres du 31 mars et du 8 avril afin de justifier les religieuses de sainte Claire au sujet de la vente des médicaments de leur pharmacie, ces Emes me commandent d'écrire à V. S. qu'elle défende cette vente et toute distribution de médicaments hors du monastère; les religieuses devront se conformer, sur ce point, au décret de la congrégation particulière approuvé par Innocent XIII en 1722, et confirmé par Benoît XIV, constitution 6e, tome Ier. Quoique ce décret parle expressément des réguliers de Rome et de son district, la raison étant la même pour les réguliers et les religieuses des autres pays, ils doivent n'avoir de pharmacie que pour leur usage, et non pour gagner de l'argent et spéculer. Cette S. Congrégation a décidé plusieurs fois que cette discipline oblige hors de Rome ; dernièrement la S. Congrégation du Concile a décidé de même dans une affaire de Barcelonne qui a été examinée le 4 juin et le 30 juillet de l'année passée etc. Rome le 23 mai 1769.» La S. Congrégation ne souffre pas volontiers la désobéissance par rapport à la vente des médicaments. En 1773, elle écrit à un évêque: « Alexandre L. pharmacien a porté plainte contre les religieuses de sainte Catherine qui vendent des médicaments. Ces Emes ont été d'avis d'écrire à V. S. qu'elle renouvelle l'ordre aux religieuses de ne pas donner de médicaments aux étrangers. V. S. leur fera une sévère monition

pour leurs désobéissances passées, en les menaçant de supprimer entièrement leur pharmacie si elles ne se soumettent pas à ce qu'on leur commande etc. Rome, septembre 1773. » En 1782, le gouvernement du grand-duc de Toscane ayant fait une foule d'innovations, prétendit, entre autres, inspecter les pharmacies des religieuses. L'évêque de Faenza avait quelques paroisses sous la domination toscane; la S. Congrégation écrivit à ce prélat une lettre, dans laquelle nous prenons uniquement ce qui concerne les pharmacies: « V. S. défendra aux religieuses de donner des recettes et de vendre des médicaments, comme c'est interdit par les lois ecclésiastiques: après quoi, V. S. représentera à qui de droit, que dans les pharmacies des religieuses qui sont sous votre juridiction, on ne donne pas de recettes et on ne vend pas de médicaments. Si, malgré ces explications, les agents du gouvernement veulent à tout prix faire la visite, vous céderez à la force, pour prévenir de plus grands malheurs, et au lieu de permettre l'entrée arbitraire des cloîtres, vous ordonnerez aux vicaires forains de donner l'autorisation en votre nom et d'accompagner les inspecteurs dans le monastère, afin qu'ils demeurent dans les limites de la retenue qu'il faut etc. Rome le 9 août 1782. »

54. Au commencement du siècle, les malheurs des temps et le renchérissement des vivres firent que la S. Congrégation accorda des indults inconnus précédemment. Des religieuses de Mazzara, en Sicile, furent autorisées à acheter du blé dans le but de le revendre avec un profit modéré. La lettre de la S. C. constate que la misère de ces religieuses était grande: « Le Saint-Père prenant en commisération la profonde indigence des religieuses de sainte Claire que la modicité de leurs rentes et le renchérissement excessif des vivres placent dans l'impossibilité de subsister, a daigné autoriser ce que V. S. suggère; si les lois du pays ne s'opposent pas au recel, et que la chose ne soit pas de nature à scandaliser, V. S. pourra permettre aux religieuses susdites d'employer quelques fonds à acheter et vendre du blé, pour avoir des ressources dans le profit modéré qu'elles en retireront. Il est bien entendu que si la gêne actuelle cesse, l'autorisation de faire ce négoce devra cesser aussi; la conscience de V. S. en est responsable. Rome le 5 juillet 1802. » Vers la même époque, la S. C. se vit forcée de permettre à quelques religieuses cloîtrées de sortir pour quêter; autrement elles seraient mortes de faim.

55. Voici un indult assez récent, lequel est d'autant plus remarquable qu'il concerne un institut de vœux simples; il est de nature à montrer que les religieuses doivent s'abstenir de tout ce qui peut paraître du commerce. En 1841, la S. Congrégation reçoit la demande suivante: « Rose et Lucie, sœurs, novices dans l'institut de la Sainte-Famille à Vérone, représentent à V. S. que, conjointement à leur sœur qui est mariée, elles ont un capital de 1305 livres déposé à la caisse de l'agriculture, des arts et du commerce. Ce capital est le cautionnement du pesage du foin, dont l'adjudication cessera le Ier janvier 1843; la somme sera partagée entre les trois sœurs. Avant d'entrer au couvent, les novices susdites laissant à leur sœur et à son mari la direction de l'entreprise, se contentèrent de se réserver sur les produits une modique pension pour l'institut. Or, étant sur le point de professer les trois vœux simples d'usage, elles ne pourraient plus avoir part aux profits que l'on retire de la ferme; d'autre part, le cautionnement est improductif jusqu'à la fin de l'adjudication. En considération de circonstances aussi spéciales, elles demandent l'autorisation de conserver leur part à l'adjudication qui finira le Ier janvier 1843, en sorte que le produit soit remis à l'institut pour leur entretien, et que l'excédant, s'il y en a, serve à augmenter le capital de leur dot, qui est très modique. « Ex » audientia SSmi die 28 maii 1841. SSmus annuit arbitrio » Ordinarii pro petito indulto juxta preces usque ad enun- » ciati contractus terminum. » Des clarisses qui observent la pauvreté en commun et vivent d'aumônes, sont assistées par des convers franciscains qui quêtent pour elles et sortent quelquefois des frontières du royaume dans ce but. Comme il serait très incommode de porter les denrées en nature, on demande pour eux la permission de les vendre et de les échanger, et celle de recevoir de l'argent — L'indult est accordé, le 18 mars 1842, pour trois ans.

56. En 1846, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers fut consultée formellement au sujet des actions qu'émettent les sociétés en commandite. Une banque allait s'établir dans une ville de l'Etat pontifical; or, les fondateurs désiraient que les ecclésiastiques prissent des actions. L'évêque n'assuma pas sur lui-même de le permettre parce qu'il savait parfaitement que les saints canons et la constitution de Benoît XIV interdisent le commerce *sub alieno nomine;* c'est pourquoi il soumit la question au jugement du Saint-Siége. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, en assemblée générale du 30 janvier 1846, examina les *dubia* suivants: « 1. Est- » il permis aux ecclésiastiques promus aux ordres sacrés ou » possesseurs de bénéfices de prendre les actions de la ban- » que en commandite, dans le cas dont il s'agit? Et quate- » nus negative. 2. Faut-il prier le Saint-Père de vouloir bien » accorder un indult? La réponse fut. Ad primum, *non li-* » *cere.* Ad secundum, *provisum in primo.* »

57. Loin d'introduire une nouvelle règle de conduite par cette décision, la S. Congrégation ne fit que suivre ses propres traditions et se conformer aux résolutions maintefois rendues par la Propagande et le Saint-Office. Dans toute société en commandite, les actionnaires font des opérations de commerce ou de banque par le moyen des commandités, puisqu'ils se réservent une part éventuelle aux bénéfices; c'est un vrai négoce; or, les saints canons interdisent le négoce aux clercs, *etiam per interpositam personam*, sous peine de confiscation et de censures. Le sentiment opposé est insoutenable depuis l'époque de Benoît XIV; nul canoniste et théologien moderne n'osera soutenir que les clercs peuvent exercer licitement le commerce *per interpositam personam.* Les actions des chemins de fer sont dans le même cas; les actionnaires ont part aux dividendes; or, les ecclésiastiques séculiers et réguliers ne peuvent pas spéculer pour lucre. Si le capital appartient à une communauté, à une corporation morale, il s'y trouve un autre obstacle; c'est le danger de perdre un capital employé à acheter des titres qui peuvent perdre toute valeur; ce qui est interdit en vertu des prescriptions canoniques relatives à l'aliénation des biens des corporations ecclésiastiques. Les prêtres séculiers sont libres de dissiper leur patrimoine, si cela leur plaît; mais il leur est défendu de spéculer sur les actions des sociétés industrielles et commerciales.

58. Une affaire traitée en 1841 montre à quel point les ecclésiastiques doivent s'abstenir du commerce. Voici le mémoire présenté au nom d'un prêtre d'Alexandrie. « Dans le partage de la succession paternelle, cet ecclésiastique a reçu pour sa part six actions de la valeur nominale de mille francs, et produisant 4 0/0. Elles appartenaient à son père, comme membre d'une société en commandite autorisée par le gouvernement en 1837 pour neuf ans. Outre les six actions, le recourant a fait l'acquisition d'une autre que sa sœur lui a cédée, au prix de 1025 fr. en paiement de pareille somme qu'elle lui devait selon l'acte de partage. La fabrication des étoffes de soie est le but de la société. Outre l'intérêt 4 0/0 que l'on paie aux actionnaires, ils ont droit à la moitié des bénéfices lorsqu'il y en a (ce qui est rare) tandis que l'autre moitié reste au fond social. Dans ces derniers temps, la valeur des actions a baissé de 30 0/0. Le recourant a

gardé ses actions avec la bonne foi la plus complète. N'ayant aucune part à l'administration, et d'ailleurs faisant partie d'une société qui a moins en vue le lucre que le progrès de l'industrie, il s'est regardé comme pouvant vivre en sûreté de conscience sur ce point. Actuellement il craint beaucoup que cela puisse être un cas de négoce compris dans la constitution de Benoît XIV, *Apostolicae servitutis*. Et comme le règlement de la société ne permet de vendre les actions qu'après les avoir offertes à l'assemblée générale qui a lieu au mois de décembre; comme d'ailleurs en vendant au cours actuel, il perdrait environ 2,000 fr, il demande l'autorisation de continuer à faire partie de la société jusqu'à l'époque de sa dissolution légale qui aura lieu en 1846. » — L'évêque fait savoir que le prêtre jouit d'une si grande considération, que si l'on venait à savoir qu'il possède des actions, personne n'en serait scandalisé. — L'indult est accordé pour cinq ans avec les conditions d'usage. « Ex audientia SSmi die 20 au- » gusti 1841. SSmus annuit arbitrio Ordinarii pro petita ha- » bilitatione ad quinquennium, dummodo praefatae societatis » contractus aliunde licitus sit, et orator nullum officium exer- » ceat in enunciata societate, nihilque agat quod characteri » sacerdotali minime conveniat. » Le prêtre ne peut exercer un emploi quelconque dans la société, président, membre du conseil d'administration etc.

59. Le Saint-Office et la Propagande ne permettent pas aux missionnaires de placer les capitaux dans le commerce. En 1784, le vicaire patriarcal de Constantinople consulta le Saint-Siége pour savoir si les prêtres ordonnés au titre de mission, et dépourvus par conséquent de tout patrimoine pouvaient placer de l'argent dans le commerce dans le but de réaliser des profits: « Utrum sacerdotes ad titulum mis- » sionis ordinati, possint conferre pecunias in societatem ne- » gotiationis, et ita accipere partem lucri ex negotiatione pro- » cedentis, vel determinatam, vel eventualem? » Le vicaire patriarcal fit savoir que les missionnaires n'avaient vraiment pas le nécessaire, surtout pour les choses extraordinaires et imprévues, par exemple, en cas de maladie, d'incendie, de peste, lorsqu'ils vieillissent; les rétributions de messes donnent fort peu, presque rien. — L'affaire fut examinée devant Pie VI en congrégation du Saint-Office le 18 mars 1784. Le Pape ordonna de transmettre une instruction au vicaire patriarcal sur les bases suivantes. La question consiste à décider si les prêtres ordonnés *titulo missionis*, dépourvus de patrimoine et n'ayant que fort peu de rétributions de messes, peuvent être autorisés à subvenir à leurs besoins par un négoce licite et honnête? Il faut distinguer entre l'indigence présente et urgente, et les besoins futurs; si l'on veut parler d'un missionnaire que l'indigence forcerait *hic et nunc* de mendier, l'on peut faire usage d'un ancien décret de la Propagande en date du 23 novembre 1665, qui tolère le commerce, autant qu'il le faut pour vivre modestement: « Sacra Con- » gregatio toleravit Sinenses sacerdotes, qui titulo clericali, » defectu patrimonii, carent, commercium exercere, ad sus- » tentationem propriam dumtaxat, et tantum solummodo im- » pendant, quantum honestum parcimonium constituant. » Si l'on veut parer aux besoins futurs, c'est le cas d'appliquer la constitution de Clément XIII, qui autorise les évêques hors de l'Italie à donner dispense aux clercs pour se soustraire à la misère par quelque industrie honnête et licite. Hors le cas de nécessité présente ou imminente, le commerce étant interdit, le placement de fonds dans les sociétés l'est aussi. Nous croyons devoir rapporter l'Instruction de Pie VI: « Tota » quaestio in eo versatur: An sacerdotibus ad titulum mis- » sionis ordinatis, qui patrimonio ac beneficio carent, atque » missarum eleemosynis parum aut nihil comparare sibi pos- » sunt, permitti queat, ut licita atque honesta aliqua nego- » tiatione, suae consulant sustentationi? Distinguere autem » oportet, utrum sacerdotes isti ex nunc inopia preman- » tur, cui ni consulatur, cum sui caracteris dedecore vic- » tum sibi mendicare cogantur; an potius providentes futu- » ris casibus infirmitatis, senectutis, atque etiam pestis, » incendiorum, ac terrae motus, quibus urbs ista (Constanti- » nopolis) frequenter obnoxia est, lucrum aliquod sibi ex ne- » gotiatione comparare velint, ut opportuna hac cautione fu- » turam egestatem devitent. Quoad sacerdotes praesenti inopia » laborantes, in promptu est decretum S. Congregationis de » Propaganda Fide die 23 novembris anni 1665. Quoad alios » vero futuris, sed tamen probabilibus suis necessitatibus pro- » videre cupientes, prostat etiam epistola Encyclica sa. me. » Clementis XIII die 17 septembris 1759 quae incipit: *Cum* » *primum*, in qua, et praesertim in §. *Si autem ecclesiasti-* » *corum quispiam etc. Deinde pro eo etc.. Coeterum facul-* » *tates* etc.; quidquid ad rem opportunum est, sanctissime » decernitur. Ex his autem apostolicae Sedis sanctionibus, si » regulas, atque instituta, atque etiam indulgentiam in iis » expressam vicarius apostolicus Constantinopolitanus exacte » ac diligenter sequatur, facile ipsi erit omne dubium dis- » solvere, et pauperum sacerdotum indigentiis, vel statim » consulere, vel in posterum occurrere. Nam si urgeat prae- » sens inopia, ex laudato decreto anni 1665, poterit tolerare » negotiationem aliquam a sacerdotibus fieri, iis tamen sub » conditionibus, quae in eodem decreto adjiciuntur. Si vero » futuris necessitatibus dumtaxat est providendum, ea facultate » utatur, quam Clemens P. XIII episcopis extra Italiam con- » cessit et dispensationem sacerdotibus indulgeat, ut sua in- » dustria possint subsidia quaerere, ad vitandam egestatem, » juxta tamen eas conditiones et regulas, quas idem Pontifex » in ea epistola praescripsit. »

60. En 1802, 1803 et 1805, la Propagande refusa constamment au séminaire de Macao et aux missionnaires l'autorisation de mettre des fonds dans les spéculations maritimes. Quelques établissements ayant déjà placé de l'argent de cette manière, il fut ordonné de le retirer, malgré tout ce qu'on put dire, en alléguant qu'il n'existait pas d'autre moyen de placer l'argent. Ces placements étaient appelés: *Contractus cum periculo maris*, parce que l'on s'exposait au danger de perdre le capital. Le cardinal Gerdil, préfet de la Propagande, écrivit au procureur de Macao pour lui annoncer que le Pape refusait l'autorisation « pecuniam collocandi, cum lucro super naves. » L'année suivante, le supérieur du séminaire de Macao ayant demandé l'autorisation de conserver l'administration des œuvres pies qui ont des placements de ce genre, la S. C. répondit: « Continuare posse in administratione, sed curet » revocare summas quae in hujusmodi contractibus collocatae » sunt, et collocet in fundis stabilibus, vel censibus. » En 1805, l'évêque de Macao se présenta à son tour en demandant « ut » liceat clericis Macaensibus collocare pecuniam, cum lucro, » super naves, cum periculo amittendi sortem principalem; » qui quidem contractus nominatur, contractus cum periculo » maris; alium medium clerus Macaensis victitandi non habet. » La Propagande transmit l'encyclique de Clément XIII, comme règle de conduite en cas de vraie nécessité.

61. En 1827, la Propagande, en renouvellant la défense de tout négoce lucratif pour les ecclésiastiques, autorisa les rentes perpétuelles sur les biens-fonds, telles qu'on avait coutume de les faire à Macao, avec l'intérêt communément admis et reconnu par les tribunaux du pays.

62. Il suit de là que la décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers de 1846 n'a fait qu'appliquer les saints canons et la discipline traditionnelle aux banques et généralement aux actions des commandites qui offrent des chances aléatoires de lucre et de profit. Si rien ne peut donner idée de l'horreur que témoignèrent les anciens pères envers les ecclésiastiques adonnés au commerce, il faut convenir que

la discipline moderne ne les traite pas d'une manière plus favorable puisque, d'une part elle confisque les profits gagnés au négoce, et d'autre part elle inflige les censures canoniques dont la transgression fait encourir l'irrégularité. La confiscation étant appliquée par le seul fait, il s'ensuit que les clercs qui font du négoce, ne peuvent pas licitement garder les profits, en attendant la sentence du tribunal ecclésiastique prescrivant la restitution: ils sont tenus de prévenir ce jugement et de restituer un bien mal acquis et qui ne leur appartient pas.

DE L'OBSERVATION DES FÊTES.

La coutume peut-elle prescrire contre l'obligation d'observer les fêtes, de manière à autoriser les marchands drapiers et les autres négociants d'étoffes à ouvrir leurs magasins et à vendre leurs marchandises, malgré le précepte qui interdit les œuvres serviles et le commerce? Ayant retrouvé une décision formelle de la S. Congrégation du Concile sur cette question, nous la publions d'autant plus volontiers, que les auteurs et Zamboni lui-même n'en parlent pas; nous avons découvert en même temps le dossier qui s'y rapporte, avec les mémoires des canonistes et les documents authentiques.

La consultation vint de Barcelone; les marchands d'objets manufacturés avaient l'usage d'ouvrir les magasins, tous les dimanches et les fêtes de précepte, sans en excepter les plus grandes; ils vendaient aux étrangers et aux gens de la campagne, qui, d'ordinaire, ne fréquentent la ville que ces jours-là.

Ne pensant pas pouvoir tolérer une coutume qui tendait à profaner toutes les fêtes de l'année, et non plus seulement quelques-unes, comme cela a lieu par rapport aux foires que l'Eglise tolère dans les pays où elles sont établies, l'évêque de Barcelone publia un édit pour ordonner aux marchands de fermer leurs magasins et de s'abstenir de vendre, les dimanches et les fêtes; voyant ensuite que, malgré cette ordonnance, ils continuèrent d'ouvrir les magasins, il promulgua un second édit qui imposa une amende aux transgresseurs, et fut affiché dans les églises, comme le précédent l'avait été. Voici cette pièce:

» Nous, Ildefonse Sotomajor, évêque de Barcelone, à tous » les fidèles chrétiens de notre diocèse, salut etc. Désirant » remplir, avec tout le soin possible, les obligations de no- » tre charge pastorale, qui consiste à diriger les fidèles dans » la voie du salut éternel, nous devons les exhorter conti- » nuellement à fuir les désordres et les abus, surtout ceux » qui sont en opposition directe avec les commandements » de l'Eglise. Or, nous savons indubitablement que l'on a » peu observé l'ordonnance pastorale que nous avons fait pu- » blier cette année-ci dans les églises de notre ville et de » notre diocèse, surtout la disposition qui défend aux mar- » chands, barbiers, hôteliers etc. de tenir leurs boutiques » ouvertes les jours de fêtes, et d'étaler leurs marchandises; » car, malgré une disposition aussi formelle, ils ont osé et » ils osent encore ouvrir leurs magasins et vendre publique- » ment leurs marchandises, au mépris des commandemens de » l'Eglise et des ordres de leur prélat et pasteur. C'est pour- » quoi nous ordonnons en vertu de la sainte obéissance, sous » peine d'encourir l'amende de deux livres au profit d'œuvres » pies, et autres peines à notre choix, que toutes les per- » sonnes susnommées observent la disposition de notre édit » pastoral, autrement l'on procédera à l'application des peines. » Et afin que les présentes soient connues de tout le mon- » de, et que l'on ne puisse alléguer l'ignorance, nous ordon- » nons de les publier dans nos églises. Donné dans notre » palais épiscopal de Barcelone, le 24 octobre 1665. »

Comme les marchands n'obéirent pas mieux, l'évêque reconnut la nécessité d'employer des dispositions plus efficaces. Le procureur fiscal fut donc chargé d'intimer verbalement à chaque marchand, l'ordre de tenir les magasins fermés le 15 août, fête de l'Assomption, jusqu'à midi, sous peine de 50 livres d'amende, et d'excommunication, au besoin. Afin d'empêcher l'application de ces peines canoniques, l'appel fut jugé nécessaire; c'est pourquoi le syndic de la confrérie des merciers et des marchands adressa à l'archevêque de Tarragone, l'appel suivant: « Illme Seigneur. Le procureur fiscal de » la cour ecclésiastique a fait savoir de la part de l'évêque » de Barcelone que le 14 du mois d'août courant l'on a com- » mandé verbalement aux merciers et boutiquiers de la ville » de Barcelone de tenir leurs magasins fermés le 15, fête » chômée, jusqu'à midi, sous peine de 50 livres d'amende, » et, subsidiairement, sous peine d'excommunication. Or, ce » prétendu commandement est nul. Il n'a pas été donné par » écrit. La fermeture des portes n'est pas de la compétence » de l'évêque, qui n'a pas le pouvoir d'empêcher de tenir » les magasins ouverts. Si l'on veut dire que c'est pour empê- « cher de vendre, l'ordonnance porte préjudice aux marchands; » la coutume constante a été de tenir les magasins ouverts. » Vendre et acheter avec pleine connaissance du prélat excuse » entièrement, quand même l'on voudrait considérer le né- » goce comme une œuvre servile. Les marchands ne travail- » lent pas, les jours de fête, ils se contentent de vendre des » objets confectionnés. Il est permis de faire des œuvres » serviles de tout genre *ratione lucri transitorii*. Les étran- » gers qui viennent à la ville dans la matinée pour faire leurs » provisions, ont besoin de faire leurs emplettes dans la » matinée afin de pouvoir s'en retourner; ils ne le pourront » pas si les magasins sont fermés, et les marchands perdent » les bénéfices qu'ils auraient réalisés. Les provisions de vê- » tements sont aussi nécessaires que les vivres. Pour ces » raisons et pour d'autres que l'on fera valoir devant qui de » droit, le syndic de la confrérie des merciers et marchands, » exhibant sa procuration, se sentant frappé dans ses intérêts, » recourt, provoque, allègue la nullité et fait appel à l'arche- » vêque de Tarragone contre l'ordonnance susdite tanquam a » gravamine illato vel alias inferendo etc. vel ad eos etc. » ad quos licitum est provocare et de nullitate dicere, petens » semel et bis apostolos reverentiales sibi concedi a quorum « denegatione iterum provocat, recurrit, appellat et de nul- » litate dicit etc. »

On conviendra que les négociants firent valoir de singuliers arguments à l'appui de leurs prétentions. Néanmoins, le métropolitain, vraisemblablement dans le but de pacifier les esprits déjà trop excités, lança une inhibition provisoire, portant défense de procéder à l'application des peines jusqu'à ce que la question, pour le fond, eût été vidée pardevant son tribunal.

Alors les commis des négociants, désirant être libres le dimanche, intervinrent dans la controverse; laissant de côté le métropolitain, ils portèrent plainte pardevant l'Auditeur de la Chambre apostolique à Rome, Mgr Caprara, qui leur accorda un *Monitorium* portant injonction aux négociants d'observer les fêtes, conformément au concile de Trente.

En cet état de choses, l'évêque de Barcelone crut devoir consulter d'office la S. Congrégation du Concile sur la validité de ses édits, eu égard à la coutume invétérée dont les négociants se prévalaient pour refuser l'obéissance. L'affaire était pendante au tribunal du métropolitain, il est vrai; toutefois, vu qu'il s'agissait d'ordonnances rendues extrajudiciairement et sans avoir, au préalable, cité aucun intéressé, le métropolitain semblait incompétent. Les actes judiciaires in-

tervenus entre les négociants et leurs commis ne pouvaient pas empêcher l'évêque de consulter *ex officio* la S. Congrégation, pour savoir si la coutume le privait lui-même du pouvoir d'enjoindre l'observation du commandement relatif à l'observation des fêtes. En attendant, l'évêque continua de publier l'édit sur les fêtes chaque année, comme il avait coutume de le faire depuis longtemps.

C'est ainsi que la S. Congrégation fut appelée à délibérer sur le *dubium* suivant: *An mercatores praetextu assertae consuetudinis licite valeant retinere apertas eorum apothecas diebus festis, et in eis vendere merces, et profanas negociationes facere?* Nous passons les incidents sous silence; on peut supposer que les négociants suscitèrent bien des entraves afin d'empêcher la S. Congrégation de se prononcer, ou que tout au moins ils firent leur possible pour faire retarder la décision. Ces incidents intéressent peu aujourd'hui; c'est la décision qu'il nous importe de connaître, ainsi que les raisons des parties en litige. Nous allons résumer les arguments énoncés dans les mémoires, tant *facti*, que *juris*, qui furent composés par les canonistes et les avocats romains choisis comme défenseurs pardevant la S. Congrégation.

Commençons par les défenseurs des négociants; ils firent preuve d'une grande habileté. L'obligation des fêtes, dirent-ils, est-elle de droit divin? Non, le sentiment plus vrai et très commun les regarde comme faisant partie du droit canonique, humain. Le Christ n'a pas laissé de préceptes divins, hormis ceux qui concernent la foi et les sacrements. Tous les autres sont des commandements ecclésiastiques, soumis par conséquent à l'empire de l'Eglise, qui a le pouvoir de les modifier et d'en dispenser. C'est ainsi que le Souverain-Pontife peut changer le commandement des fêtes chrétiennes, en donnant la dispense, en tolérant des œuvres précédemment prohibées comme serviles, toutes choses que le Pape ne pourrait pas faire si le commandement était divin; car il serait, en ce cas, absolument immuable et indispensable. — La coutume légitime peut rendre licites certaines œuvres que les canons et les constitutions pontificales prohibent pour les jours de fêtes. Cette assertion est admise communément parmi les théologiens et les canonistes. Navarrus *(Manuale)* l'admet en parlant des foires annuelles: « Peu » importe, dit-il, qu'elles aient lieu le dimanche ou tout » autre jour de grande fête; car, si la coutume est vraiment » prescrite, et supposé qu'il n'y ait pas de prohibition nou- » velle de la part de celui qui peut défendre, il est permis » de faire du négoce, en toute sûreté de conscience, après » avoir entendu la messe. Comme c'est une loi humaine qui » établit les fêtes, la coutume a le pouvoir d'en adoucir les » prescriptions, et même celui de les abroger totalement. » Sanchez *(Consilia moralia)* parlant des fêtes en général, sans se borner à ce qui concerne les foires annuelles, enseigne que dans les pays où existe la coutume légitime d'acheter et vendre, les jours de fêtes, cette coutume excuse de péché. Azor *(Institutiones morales)* admet pleinement, en faveur des foires, la prescription résultant de la coutume: « Quoiqu'il y ait, dit-il, des constitutions pontificales qui défendent de tenir les foires les jours de fêtes, on les célèbre pourtant en vertu de la coutume, parce qu'autrement les pauvres gens de la campagne ne pourraient s'y rendre qu'en abandonnant leurs travaux. La même raison fait que l'on permet aux tailleurs et autres ouvriers de vendre aux gens de la campagne, qui ne peuvent acheter que le dimanche. » Bonacina (tome 2. *Opera moralia*) n'hésite pas à permettre les marchés de chaque semaine, pourvu que le supérieur ecclésiastique ne contredise pas l'usage. « De même, ajoute cet auteur, les pasteurs de l'Eglise savent et tolèrent que certains ouvriers vendent leurs marchandises les jours de fêtes; il ne faut pas introduire cette coutume là où elle n'existe pas; mais elle excuse de péché, si elle est établie. » Pellizzarri exige simplement la prescription de 40 ans contre les constitutions pontificales relatives aux fêtes. C'est ainsi que la S. Congrégation du Concile a toléré les foires, quoique défendues par la constitution de S. Pie V. Il est vrai qu'elle a confirmé l'ordonnance de l'archevêque de Naples qui les a prohibées; c'est que vraisemblablement la coutume était récente. — Tous les auteurs susnommés parlent de la coutume ordinaire que forme et légitime la prescription de 40 ans. A plus forte raison la coutume immémoriale, qui est le meilleur titre qu'il y ait au monde, fait présumer le privilége apostolique et n'est jamais censée comprise dans les dérogations les plus formelles, la coutume immémoriale, disons-nous, aura-t-elle le pouvoir de déroger au commandement des fêtes. Or, c'est vraiment un usage immémorial qui existe à Barcelone; 15 témoins entendus à l'enquête ont attesté cette coutume immémoriale d'ouvrir les magasins sans étaler les marchandises, et de vendre aux étrangers et aux gens de la campagne; la différence avec les jours ordinaires consiste dans l'étalage des marchandises. La coutume a été conservée, malgré les ordonnances que l'évêque publie, et renouvelle chaque année depuis quelque temps; l'évêque ayant toléré que ses ordonnances ne fussent pas observées, semble les retirer comme cela arrive pour d'autres lois ecclésiastiques dont les supérieurs n'urgent pas l'observation et qui laissent intacte la prescription établie en faveur de la coutume opposée à ces lois. Au surplus, c'est la nécessité qui oblige de vendre, le dimanche et les autres fêtes; les pauvres gens de la campagne portent leurs récoltes à la ville ces jours-là, et achètent les étoffes dont ils ont besoin; on ne peut pas exiger qu'ils laissent leur travail pendant la semaine, afin de se procurer les toiles et les draps qu'ils veulent acheter. En outre, le port de Barcelone abrite souvent des escadres entières qui partent à l'improviste, afin de profiter du vent; il est naturel que les marins achètent les objets indispensables, soit pendant la semaine, soit le dimanche; ils ne peuvent pas attendre. On voit par là que l'interdiction de la vente du dimanche causerait un grand préjudice au commerce de la ville. Enfin, les commis ne peuvent pas se plaindre qu'on ne leur laisse pas le moyen de sanctifier le dimanche; car ils sont entièrement libres d'assister aux offices.

Voilà, en abrégé, les arguments que l'on fit valoir en faveur des marchands. Il est temps d'écouter les canonistes de l'évêque de Barcelone qui soutinrent avec raison que la tolérance dont on use par rapport aux foires qui n'ont lieu qu'une ou deux fois par an, ne pouvait s'appliquer à un abus qui tendait à profaner toutes les fêtes, attendu que les marchands prétendaient ouvrir leurs magasins tous les dimanches, sans excepter les plus grandes fêtes. Les théologiens montrent de l'indulgence pour les foires; nul ne dit que l'autorité ecclésiastique perd le pouvoir de les abolir, et encore moins que la coutume puisse prévaloir contre toutes les fêtes de l'année. La question est donc celle-ci: L'usage peut-il abolir la sanctification de toutes les fêtes pour les marchands de Barcelone, en sorte que l'évêque perde tout pouvoir d'abolir cet usage, et que les marchands aient le droit d'ouvrir leurs magasins et de vendre, malgré la défense de l'autorité ecclésiastique? La question posée en ces termes, se résout d'elle-même.

Le précepte de la sanctification des fêtes, par laquelle on honore Dieu en s'abstenant des œuvres serviles et du négoce, est de droit divin, non seulement d'après l'ancienne loi qui s'exprime clairement sur ce point, mais aussi sous le régime de l'Evangile, quoiqu'il soit vrai de reconnaître que la détermination des jours qui doivent être honorés comme des fêtes émane de la loi ecclésiastique. En ce qui concerne l'ancien testament, nous avons les témoignages formels de l'Exode (c. 2); du Deutéronome (c. 5); de Jérémie (c. 17); d'Ezéchiel

(c. 20.) Les païens eux-mêmes s'abstenaient du négoce, par crainte de profaner les fêtes; Ovide, Virgile, Macrobe, Tibulle nous apprennent que le commerce des étoffes était particulièrement interdit. Le précepte de la sanctification des fêtes est-il de droit divin pour les chrétiens? Les canonistes l'enseignent communément, conformément aux textes recueillis dans les décrétales. Sans doute, le commandement cérémoniel du sabbat, tel que l'eurent les juifs, a été abrogé par Jésus-Christ; mais le précepte naturel subsiste encore, ou, si l'on aime mieux, il a été confirmé par le Sauveur, comme les autres préceptes moraux de la loi naturelle dont il est parlé dans l'évangile de S. Mathieu (c. 19), dans S. Marc (c. 10) et dans S. Luc (c. 18). On peut consulter le célèbre Soto (*de justitia et jure*, lib. 2, qu. 5. art. 4). La coutume contraire au droit divin est sans valeur. Un usage qui profane toutes les fêtes et n'en sanctifie aucune, qui supprime entièrement le culte divin et fait disparaître toute la religion, frappe directement la substance du précepte et ne saurait, en aucun temps, constituer une légitime prescription. Au droit divin se joignent, pour confirmer le précepte relatif aux fêtes, les saints canons (titre *de feriis*) les instructions des saints pères, les décrets des conciles, les constitutions des Papes et particulièrement la célèbre bulle de S. Pie V. La plus ancienne coutume que l'on suppose, est sans force contre ces lois, d'autant plus que S. Pie V annulle tous les abus et déclare par là que le consentement du législateur suprême fait défaut aux usages qui tendent à la profanation des fêtes. Mais, répétons-le, cela n'empêche pas la tolérance à l'égard de quelques fêtes, parce que la détermination des jours émane de la loi ecclésiastique. Cette distinction fondamentale explique la doctrine des moralistes et les décisions des SS. Congrégations. C'est ainsi que les marchés qui ont lieu chaque semaine, loin d'être tolérés, sont transférés au jour précédent, au lieu que les foires qui ont lieu quelquefois dans le cours de l'année, sont tolérées; cette règle est consacrée par les décisions de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers et du Concile. — Si les négociants de Barcelone pouvaient constater légalement leur coutume, elle serait sans valeur, d'après ce que nous venons de dire; à plus forte raison si elle n'est pas prouvée et ne peut jamais l'être. Les témoins de l'enquête sont des gens de complaisance qui ont été examinés en dehors de la partie adverse, qui n'a pas été citée, et contrairement aux ordres de la S. Congrégation, qui avait refusé cette enquête. Leurs dépositions ne constatent nullement les conditions essentiellement requises pour la coutume immémoriale, c'est à dire, que ni eux-mêmes ni leurs devanciers n'ont jamais vu ou entendu dire la moindre chose contraire à l'usage. Comment pourraient-ils l'affirmer devant le fait notoire de la publication annuelle de l'ordonnance épiscopale qui recommande l'observation des fêtes? Cette publication, qui a lieu tous les ans, dissipe la bonne foi, et renverse l'usage immémorial, qui cesse d'exister légalement dès qu'un acte contraire est posé. Au dessus de l'édit épiscopal, plane la constitution de S. Pie V, qui prive la coutume de la sanction officielle dont elle a besoin, c'est-à dire, le consentement du législateur. — La nécessité d'ouvrir les magasins et de vendre, le dimanche, n'existe pas; le Saint-Siége n'en a pas tenu compte lorsqu'on l'a consulté au sujet des marchés hebdomadaires. Les gens de la campagne ne peuvent-ils pas faire leurs emplettes dans la semaine? S'il s'en trouve qui ne pourraient vraiment laisser leur travail sans un préjudice réel, ils s'adresseront à l'Ordinaire, qui, en vertu du pouvoir de dispenser dans les cas particuliers, donnera des permissions spéciales par écrit.

Après avoir apprécié les arguments des parties avec la plus grande maturité, la S. Congrégation du Concile décida contre les marchands de Barcelone. Le dubium était: *An mercatores praetextu assertae consuetudinis licite valeant retinere apertas eorum apothecas diebus festis, et in eis vendere merces, et profanas negociationes facere?* La S. Congrégation répondit: *Negative.* Cette décision prise le 22 avril 1679, fut confirmée le 13 mai suivant.

Trois ans s'écoulèrent, sans qu'on parvînt à ramener les marchands à la voie de l'obéissance. Ils continuèrent d'ouvrir leurs magasins et de vendre, dimanches et fêtes. C'est pourquoi Mgr Caprara, auditeur de la Chambre, et, en cette qualité, exécuteur des SS. Congrégations suivant l'organisation de cette époque, adressa plusieurs monitoires afin qu'ils eussent à obtempérer au jugement de la S. Congrégation du Concile. Ces monitoires furent présentés et intimés légalement à chacun des marchands de Barcelone. Le 27 février 1682, Mgr Caprara rendit une sentence définitive, portant que si les marchands n'obéissaient pas dans le délai de trois mois, on devrait les traiter comme des excommuniés dénoncés.

Effrayés par cette mesure, les marchands recoururent bien vite à la S. Congrégation, en demandant la révision de l'affaire. – Leurs adversaires dirent que des excommuniés dénoncés ne méritaient pas d'être écoutés; qu'ils devaient commencer par obéir et se faire absoudre des censures. – Les marchands répondirent humblement que l'Auditeur de la Chambre les avait excommuniés conditionnellement, s'ils n'obéissaient pas dans les trois mois; que, dans le cas, l'obéissance consistant en deux actes négatifs, ne pas ouvrir les magasins et ne pas vendre, ce serait aux adversaires qu'il appartiendrait de prouver qu'ils ont ouvert les magasins et vendu; que loin de là, s'étant présentés à l'évêque, ils ont demandé et obtenu l'audition de témoins pour constater qu'ils se sont abstenus d'ouvrir les magasins et de vendre.

Cette réponse étant assez satisfaisante, la S. Congrégation du Concile consentit à écouter encore une fois les raisons des négociants. Elle n'en confirma pas moins ses résolutions précédents. La plupart des mémoires que nous publions plus loin, se rapportent à cette dernière proposition de l'affaire, pour laquelle les canonistes et les avocats se plurent à condenser et groupper avec talent leurs meilleurs arguments.

Voyant leur cause perdue sans ressource, les marchands demandèrent qu'au moins il fût bien reconnu que le pouvoir qu'a l'évêque, de dispenser dans les cas particuliers, demeurait intact.

Nos lecteurs consulteront avec plaisir les pièces originales: nous reproduisons les principales.

I.

Restrictus facti et juris pro mercatoribus. — Aegre ferentes juvenes vulgariter nuncupati *fattori di bottega* mercatorum civitatis Barchinonen. moram trahere in tabernis seu apothecis in diebus festivis ad effectum vendendi merces seu vestiaria quibuscumque emere volentibus, et praecipue advenis, et rusticis in hujusmodi diebus ad civitatem confluentibus, prout ab immemorabili tempore fuit observatum, curarunt de anno 1665, ut episcopus tunc temporis hujus antiquae consuetudinis inscius promulgaret edicta absolute prohibentia mercatoribus praedictis, ne imposterum retinerent apothecas apertas, minusque, in diebus praefatis aliquam facerent venditionem.

Sed appellatione interposita ad metropolitanum, fuit ab ipso inhibitus episcopus et post facta nonnulla acta judicialia causa ab inde citra siluit, et mercatores continuarunt prout antea in pacifica possessione vendendi fere per annos 13 absque eo quod episcopus deinde melius informatus de praecisa necessitate vendendi in diebus praedictis, illos amplius molestaverit.

Hinc agnoscentes juvenes praedicti non potuisse hoc medio suum assequi intentum, adierunt de anno 1670 Illmum A. C. Capraram et ab eo obtinuerunt contra dictos mercatores monitorium pro festorum observatione ad formam decretorum S. Concilii Tridentini, ne scilicet merces praedictas venderent

et apothecas apertas retinerent in diebus festivis, illudque 13 septembris ejusdem anni intimari curarunt.

In hoc statu causae agentes moderni Rmi episcopi et juvenes praedicti die 13 maii 1679 ex abrupto proponi curarunt in hac Sacra Congregatione dubium: « An mercatores » praetextu assertae consuetudinis valerent retinere apertas » eorum apothecas diebus festivis, et in eis vendere merces » et prophanas negociationes facere. » Cumque ob angustiam temporis non potuerit tunc ab hac parte probari immemorabilis consuetudo, emanavit resolutio negativa, pro cujus moderatione hodie supplicant consules archiconfraternitatis S. Juliani dictorum mercatorum, et speratur annuendum ex sequentibus.

Etenim 15 testes cives Barchinonen. aetatis annorum 60, imo etiam 70 et 80, deponunt a tempore quo non extat memoria hominum in contrarium, mercatores Barchinonen. fuisse solitos retinere in diebus festivis apothecas apertas et vendere merces, et signanter advenis et rusticis cum hac sola differentia, quod in hujusmodi diebus merces retinentur intra apothecas; in diebus vero profestis seu ferialibus merces parantur et exponuntur extra ipsas apothecas; itaque dicunt semper ipsos vidisse per spatium 40, 50 et alii 60 annorum atque ita etiam audivisse a majoribus, absque eo quod audiverint quicquam in contrarium. Ex quorum dictis remanet probata immemorabilis.

Neque talis probatio excluditur ex supposito quod singulis annis publicari soleat pastorale dioecesanum, in quo, ut ex adverso dici solet, injungitur praecisa et inviolabilis observantia festivitatum, unde dicebatur non potuisse introduci aliquam consuetudinem contrariam. Quidquid enim sit de veritate suppositi, quod non probatur ex attestatione extrajudiciali procurata lite pendente, quae nullam facit fidem ex vulgatis, adhuc nihil obstat.

Quia ex eadem consuetudine notissima, et uniformi servata in facie ipsorum episcoporum nunquam reclamantium nisi de anno 1665 apparet dictum pastorale vel alia similia edicta ex eorumdem episcoporum consensu non fuisse, quoad casum controversum usu recepta, nec proinde infregisse vires dictae consuetudinis, ut notat Fagnan. in c. *Treguas;* et optime post alios Rota dec. 729 n. 20. p. 18. rec. ubi non obstantibus constitutionibus plurium Pontificum, et edictis publicari solitis a Camera prohibentibus ne possint juvenes notariorum rogare instrumenta nomine Dominorum nisi habeant qualitatem notariatus firmavit esse attendendam consuetudinem contrariam, utpote inductam in faciem ipsorum Pontificum et d. 194. n. 16. vers. *Aliud est dicere*, cum duobus seq. p. 4. l. 2. rec. ubi quod Pontifex sive illius minister, qui vidit suum bannimentum non observari, et non procuravit observantiam videtur ab illo bannimento recedere et bene etiam fuerunt deducta in d. 356 n. 8. p. 1. rec. ubi Rota ait Summos Pontifices ob nullam aliam causam videri tacuisse circa inobservantiam suarum constitutionum, nisi quia contenti fuerint illas in desuetudinem abire, et ulterius ait non esse novum constitutionem servari quoad aliqua, et quoad alia abire in desuetudinem.

Probata ex his consuetudine non obstat alia responsio ex adverso adduci solita, quod observantia festorum utpote inducta de jure divino, nequeat aliqua consuetudine abrogari. Quia juxta veriorem et communissimam doctorum sententiam ea dicitur inducta de jure humano seu canonico. ita Navarr. (tom. 2. suorum operum in manual. c. 13), Azor. post S. Thomam, Cajet. Turrecrem. et alios instit. moral. tom. 2, lib. 1. c. 2. Suarez (tom. 1. de relig. lib. 2. de diebus festivis c. 4.) Bonacina (tom. 2. disp. 5. 9. unic.) ubi de communi doctorum opinione reprobatis Angelo et Sylvestro Castropalaus (p. 2. tract. 9. punct. 2.) ubi ait praecipuam hujus opinionis rationem esse, quia communis theologorum schola nullum aliud a Christo Domino praeceptum divinum traditum recognoscit, praeter praecepta fidei et sacramentorum. Alia vero praecepta quae pro varietate temporum mutationem recipere possunt, et aliqua in parte dispensari, Ecclesiae sunt tradenda, et hinc subdit, quod sicuti observatio diei Dominici potest recipere mutationem et cum aliquibus dispensari, prout etiam Pontifex posset statuere ut die dominico solum usque ad meridiem esset vacandum ab operibus servilibus, non ab omnibus quae modo sunt, ita obligatio et institutio prout modo est, non a Christo, sed ab Ecclesia habetur; alias praeceptum esset omnino immutabile.

Quo posito, succedit recepta pariter doctorum opinio, quod possit consuetudine introduci, ut aliqua opera alias de jure canonico, vel ex constitutionibus apostolicis prohibita, in diebus festis possint licite et tuta conscientia fieri. Ita Navarrus (tom. 3 in manual. c. 13). « Nec refert an nundinae » agantur die dominico aut festo majori aut minori, quia si » consuetudine praescriptum est, et nulla est prohibitio nova » ejus qui prohibere potest, licet audita missa negotiari ea » die. Cum enim omnes dies festi lege humana constituti » sint, consuetudo poterit moderari festum diei nundinarum»; quin etiam omnino tollere posset.

Sanchez (cons. moral. lib. 5. c. 2. dub. 25) testans de opinione omnium, ibi « Tertia conclusio. Ubi fuerit consue» tudo legitima emendi et vendendi in diebus festis, etiam » excusat. Ratio est, quia hoc de jure humano est, quod po» test usus derogare, hoc est omnium. Hinc infertur 1.° ubi » est consuetudo ut nundinae fiant in diebus festis, licite fiunt»; ubi plures allegat.

Azor. (instit. moral. t. 2. lib. 1. c. 27): » Deinde, quam» vis pontificiae constitutiones extent, quae diebus festivis » nundinas prohibent, ne earum causa multi rem divinam » negligant; nihilominus tamen consuetudine fieri solent, ne » si in dies profestos differantur, rustici desint, qui nonnisi » diebus festis in urbes et oppida venire consueverunt etc. » Quo etiam fit ut in hac parte sutores, sartores et alii si» miles opifices salva conscientia vendant rusticis calceos aut » vestes aut id genus alia, cum diebus profestis rustici non » veniant; quod si venire cogerentur, suas res non sine gra» vi jactura relinquerent. »

Bonacina (Oper. Moral. tom. 2. disp. 5. 9. unic.) « Mer» catus qui singulis habentur hebdomadis, nisi consuetudo ali» cubi eos permittat et superior loci non contradicat, sicuti » alicubi consuetudine permissum cernimus, ut vulgares ho» mines in die festo ad urbem deferant ova, fructus etc. De» nique nonnulli mercenarii artifices suas merces in die festo » nonnullis in locis vendere solent, scientibus Ecclesiae pas» toribus et tolerantibus. Haec tamen intelligenda sunt juxta » receptam locorum consuetudinem, quae licet non sit exten» denda, nec introducenda ubi non est recepta, ubi tamen » recepta est, excusat a peccato, ut patet ex regulis gene» ralibus. » Idemque in terminis docet Cajetanus.

Sagr. in *clave regia* (lib. 7. c. 2) ibi: « Sextum caput » excusans a peccato est consuetudo praescripta, quando sci» licet est consuetudo generalis vel specialis in aliqua pa» tria scita, et non solum tolerata, sed etiam non reprehensa » ab episcopis seu praelatis, sic Cajet. in Summ. verb. *festum*. » Ratio est, quia sicut consuetudo potest facere de licito opere » illicitum, quantum ad tempus, ita e contrario potest de alias » illicito in festo facere licitum et festa moderari. Arg. cap. » fin. de consuetud. Unde licet nundinae et mercatus prohi» beantur in festis diebus, nunc tamen celeberrima est con» suetudo, ut in illis celebrentur, praelatis scientibus, et non » contradicentibus. »

Cala, *de feriis* (q. 1.ª n. 336) ibi « Sed ad quaestionem, » an ab observatione festorum dierum possit consuetudo ex» cusare maxime cum sit praescripta, et dicimus quod sic,

» nisi sit per contradictionem superioris secundum allegata » per Navarr.

Pellizarius in *Manual. reg.* (tom. 1 tract. 5. c. 4.) dicens sufficere praescriptionem quadragenariam quoad leges Pontificis emanatas super observatione festorum.

Castropolaus (oper. moral. p. 2 tract. 9. disp. 2) ubi quod in hac parte spectanda est consuetudo.

Neque his obstant Bulla B. Pii V; A Pont, *de potest Proreg.* et Grat. de March. 21, ex adverso adduci soliti. Quia respectu Bullae, ea non obstante haec Sacra Congregatio alias censuit, servandam esse consuetudinem huc usque toleratam, loquendo de nundinis in ea prohibitis, ut refert Barbosa de paroch. c. 16 - ibi - « Postea eadem S. Congregatio censuit, » nihil innovandum in consuetudine huc usque tolerata in » nundinis, quae non sunt solemnes sed fiunt peractis sacris » in festo alicujus Sancti. » Et faciunt supra relati, firmantes esse attendendam consuetudinem dum omnes hoc firmarunt post editionem dictae Bullae sequutam de anno 1566.

A Ponte vero aperte fuit pro hac parte, ut patet ex illius verbis: « Sic igitur fuit determinatum, quia erant nundinae » de recenti, et nulla aderat legitima praescriptio, aut con» suetudo, quae in his attenditur. »

Gratianus denique d. dec. 21 n. 6 approbat hanc consuetudinem quando fuit ab episcopo tolerata ex causa rationabili necessitatis, vel quando subest publica et legitima causa. Quatenus vero subdit hoc esse intelligendum nisi episcopus prohiberet, quodque stante dicta Bulla Piana, hodie non sit curandum de dictis doctorum, loquitur sine ulla auctoritate, et resolutio Sacrae Congregationis ibi per eum adducta, qua fuit declaratum licuisse archiepiscopo Neapolitano prohibere nundinas sive mercatus, quae de consuetudine celebrabantur in civitate Neapolitana in festivitatibus S. Mariae Annunciatae et Spiritus Sancti, non applicatur, quia, ut advertit A Ponte doctor Neapolitanus, in verbis supra proxime relatis, loquens de haemet ipsa resolutione, in illo casu non agebatur de consuetudine antiqua, ut male supponit Gratianus, sed de consuetudine et nundinis de recenti introductis; ita ut nulla adesset legitima praescriptio, ex qua patet nihil esse deferendum hujusmodi doctori parum informato, et in his materiis non versato, maxime in concursu tot moralistarum insignis nominis et doctrinae.

Praeterea nec Gratianus nec alii quotquot possunt ex adverso allegari, loquuntur de consuetudine immemorabili cui neque in legibus derogantibus quibuscumque consuetudinibus censetur unquam derogatum nisi realiter exprimatur, ut de dispositione S. Concilii Trid. Sess. 24 de reformat. c. 20 notat post alios Barbosa, et habens pro se immemorabilem potest allegare privilegium Apostolicum, et quemcumque alium meliorem titulum de mundo juxta notata communiter per doctores. Fortius his procedentibus, quia constat de necessitate seu legitima causa hujus consuetudinis, quo casu ipsemet Gratianus et omnes admittunt eam esse tolerandam. Hic autem duplex causa concurrit. Altera scilicet subveniendi necessitatibus rusticorum, qui diebus ferialibus implicati in agrorum cultura, non nisi diebus festis accedere valent et accedunt in ingenti numero ad civitatem vendituri fructus aliaque victualia, ex quorum pretio deinde emunt et secum asportant telas et alia ad se induendum necessaria, ut deponunt testes. Quam esse justam causam dictae consuetudinis firmat prae caeteris supra relatis Azorius loco citato, ponderans quod si venire cogerentur aliis diebus, suas res non sine gravi jactura relinquerent.

Et altera occurrendi necessitatibus navigantium. Cum enim (ut notum est Emis Patribus) civitas Barchinon. sit totius Europae emporium, ad cujus proinde portum quotidie appellunt naves et multoties etiam classes, et saepe saepius navigantes et militum copiae urgentibus ventis propitiis seu alia necessaria causa inopinata superventa discedere coguntur, in diebus festis; indeque urget etiam necessitas sibi parandi necessaria in ipsismet diebus, ut probant testes. Hinc, ne maximum praejudicium inferatur publico commercio ejusdem civitatis, permittenda est etiam ex hac causa venditio in diebus praedictis. Nec ab hujusmodi permissione retrahere debet Emos Patres praetextus, quod exinde juvenes impediantur vacare divinis seu piis operibus, quia ex eorumdem testium depositionibus constat de contrario, et eorum dictum comprobatur ex attestatione jurata 16 juvenum intervenientium in dictis apothecis seu tabernis, quae datur in manibus Illmi D. Secretarii.

Quam veritatem agnoverunt etiam quinque ex illis qui litem excitarunt, eidem renunciando, ut pariter justificatur in manibus ejusdem Illmi D. Secretarii, et omnes litem sustinentes sunt illi jam diu expulsi a suis Dominis propter illorum improbos mores, qui proinde alios inservientes subvertere curabant et curant.

Coeterum, licet ex praedictis videatur approbanda haec rationabilis consuetudo in statu et terminis, in quibus ab immemorabili tempore reperitur, nihilominus mercatores praedicti cupientes exhibere omnem majorem reverentiam debitam diebus festis, et evitare quodcumque scandalum, quod ex venditione fieri solita apothecis apertis oriri posset, supplicant Emos Patres, ut dignentur venditiones permittere earum januis fere clausis, ut hoc aequo temperamento reverentia erga dies festos magis servetur, et eorumdem mercatorum, rusticorum et advenarum indemnitati consuetudini adeo inveteratae et rationabili innixae, prout aequum est, consulatur. Quare etc.

Caesarinus de Caesarinis advoc. — Christophorus Torrent.

II.

Restrictus responsionis pro mercatoribus. — Non subsistit in facto quod haec Sacra Congregatio denegaverit remissoriam mercatoribus telarum civitatis Barchinonen. pro examinandis testibus, quia verius est illam nunquam fuisse petitam.

Minusque subsistit in facto quod ipsi tamquam contumaces fuerint declarati excommunicati per A. C. Capraram, ideoque non sint audiendi nisi prius docto de paritione et obtenta absolutione; quia decretum S. Congregationis, alias editum contra hanc partem nil aliud mandat nisi quod mercatoribus non liceat in diebus festivis retinere apothecas apertas et in eis vendere merces et prophanas negociationes facere; pro cujus decreti executione pars adversa obtinuit monitorium ab Illmo A. C. Caprara, et successive sententiam declarantem eos excommunicatos nisi infra tres menses decreto paruissent.

Cum igitur in hac sententia infligatur excommunicatio sub conditione, quatenus mercatores non paruerint infra tres menses, et paritio non consistat in aliquo actu positivo, et affirmativo aliquid faciendi, sed in actu negativo non retinendi apothecas apertas, et non vendendi et sic in praestando patientiam praecepto negativo hujus S. Congregationis, utique mercatores non dicuntur incidisse in censuras nisi de actu contrario ab ipsis facto ex adverso doceatur.

Imo tantum abest quod ex adverso doceatur de asserta contumacia, quin potius probetur totum oppositum. Nam post latam sententiam ab A. C. Caprara, principales nostri adiverunt tunc Illmum episcopum Barchinonen. ad cujus et juvenum mercatorum instantiam emanaverat decretum S. Congregationis et ad demonstrandum se cum effectu paruisse, obtinuerunt ab eodem episcopo recipi desuper informationem et praecedenti ejus decreto curarunt examinari plures testes de quibus in processu in actis coram eodem A. C. Caprara, deponentes quod post intimatum dictum decretum praefati mercatores semper se abstinuerant et abstinebant a venditione dictarum mercium, quodque retinuerant et retinebant apothecas clausas.

Sublatis his duobus insubsistentibus fundamentis, frustra

opponitur nostros testes non deponere de Immemorabili cum requisitis glossae in I. *de praescript.* Illud enim quod non dixerint audivisse a majoribus quod isti non viderint, nec audiverint aliquid in contrarium, non est necessarium, sed sufficit deposuisse se non vidisse, nec audivisse aliquid in contrarium; et quod audiverunt a suis majoribus ita fuisse observatum. Alia vero requisita concurrunt, si non in omnibus, saltem in majori parte dictorum testium, quod sufficit, cum immemorabilis probetur etiam per duos vel tres testes, et hic afferuntur in numero effrenato, dum sunt quindecim.

Quo vero ad Pastorale edi solitum singulis annis, jam diximus ex tolerantia immemorabili ipsorummet episcoporum illud edentium non esse in hac parte usu receptum, et sic non esse aptum ad infringendam consuetudinem; et quamvis consuetudo immemorabilis destruatur per rumorem contrarium, hoc venit intelligendum de illo rumore resultante ex aliquo actu positivo per quem cum effectu impediri procuretur continuatio consuetudinis, utpote quando episcopi pro tempore in executionem Pastoralis procurassent clausuram apothecarum, vel quid simile; secus autem, dum nullum actum unquam fecerunt, nec facere procurarunt; ex hac enim diuturna tolerantia aperte dignoscitur prohibitionem fuisse appositam quoad articulum controversum potius ex consueto formulario dicti Pastoralis quam quod episcopi per illud tollere voluerint hanc consuetudinem.

Et sane si juxta auctoritates allegatas in alia attenditur contra ipsasmet constitutiones Apostolicas consuetudo inducta in faciem Papae illas edentis, multo magis attendi debet illa inducta contra leges ipsius episcopi eodem episcopo tolerante, ultra quod neque docetur per legitima documenta tale Pastorale fuisse edi solitum anteactis temporibus ante motam litem.

Ad repetitum objectum quod observatio festorum sit de jure divino, jam fuit in alio demonstratum ex communiori moralistarum sententia contrarium esse omnino verius, et hoc etiam docet quotidiana experientia, dum in ipsa Urbe et praesertim in via Jupponariorum venditiones vestiariorum fiunt sine ulla prohibitione frequentius in diebus festis quam in aliis ferialibus, prout etiam demonstrant licentiae quae solent concedi ab Emo Vicario faciendi aliqua opera servilia alias prohibita in diebus festivis; et tamen si illorum observatio esset de jure divino, nedum ab Emo Vicario, sed neque ab ipsomet Summo Pontifice posset concedi, ex bene deductis et ponderatis per moralistas insignis nominis et doctrinae.

Nec mercatores praetendunt abrogare dies festos sed volunt illis exhibere omnem majorem reverentiam, dumtaxat supplicantes ut Emi PP. dignentur consulere indemnitati rusticorum, et advenarum ipsorumque mercatorum, mediante aequo temperamento permittendi venditiones faciendas hujusmodi personis cum januis semiclausis, quod etiam admittit D. ex adverso scribens in facto in § finali suae Informationis, sed vellet recurrendum pro licentia ad episcopum et concedendum in casu quo hujusmodi personae expectare non possent dies non festos; sed hoc non est ullo modo permittendum, quia exinde sequeretur quod pro quacumque emptione unius julii esset conficiendus processus in probanda, vel excludenda necessitate expectandi dies non festos, et daretur occasio ministris ejusdem episcopi, ipso tamen inscio, exercendi super hujusmodi licentiis mercimonium. Quare etc.

Caesarinus de Caesarinis Adv. — Christophorus Torrent.

III.

Pro Rmo D. Archiepiscopo episcopo Barchinonen. Juris. — Pro faciliori resolutione hujus dubii in causa Barchinonen. crederem de jure distinguendos esse duos casus.

Primus est quando agitur de exercendis negociationibus uno vel duobus diebus festivis semel vel bis in anno, ut aliquibus in locis contingit occasione nundinarum quae ibi celebrantur et hoc casu facilius admitti potest consuetudo; ratio est quia, licet praeceptum de sanctificandis festis sit de jure divino, ut infra, tamen determinatio dierum, qui tamquam festivi colendi sunt, est de jure humano ecclesiastico, ut est textus in cap. 2 de feriis et ibi Abbas, Hostien. et caeteri canonistae et notat Covarr. var. lib. 4. cap. 19 et caeteri omnes; quod quidem jus ecclesiasticum absque dubio per legitimam consuetudinem pro illis certis diebus mutari potest, et in his terminis loquuntur omnes ex adverso allegati, qui propterea non pertinent ad casum nostrum.

Secundus est quando agitur de exercendis negociationibus et operibus servilibus quolibet anni tempore in diebus festivis, prout in hoc dubio, in quo mercatores Barchinonenses intendunt palam et publice cum apothecis apertis negociari, et servilia exercere in singulis diebus festis majoribus et minoribus toto anni tempore et sane haec praxis, quatenus adesset, non consuetudinis, sed abusus, corruptelae et scandali nomen mereretur, et tamquam ex radice avaritiae procedens, ac nutritiva peccati nullo spatio temporis quantumcumque immemorabili induci posset, sunt textus expressi in cap. finali *de consuet.* et in cap. 1. eod. tit. in 6. et ibi Butr. Bald. in cap. sicut de prob. late Sperell. dec. 182 et in nostris terminis Grat. decis. March. 21.

Est enim observatio festorum, et cultus ille externus, qui Deo Optimo Maximo exhibetur per cessationem ab operibus servilibus de jure divino, tam naturali, quam evangelico cap. 2. de feriis ubi canonistae omnes, Suarez (de relig. lib. 2. de diebus festis cap. 1.) D. Thomas (2, 2, q. 122, art. 4.) quem sequuntur omnes theologi ut late et docte tradit Covar. var. resol. lib. 4. cap. 19. Rota coram Dunoz. d. 33. Ideo indubitanter per quamcumque consuetudinem contrariam tolli, aut abrogari non potest jus naturale.

Accedit Constitutio B. Pii V. quae incipit *Cum primum* in ordine la 5. ubi omnes abusus, et corruptelas super negociationibus et servilibus operibus exercendis expresse prohibet atque irritat; et adsunt plures declarationes S. Congregationis Episcoporum, in quibus sequendo distinctionem, de qua supra, nundinas quae intra annum aliquando celebrantur, stante consuetudine, tolerandas esse; e contra vero mercatus qui singulis hebdomadis fiunt in diem praecedentem transferendos esse censuit, ut refert Nicolius, in *flosculo* verbo *festum* n. 3. Et idem resolvit haec S. Congregatio quando non agitur de comestibilibus ad victum necessariis, in resolutionibus relatis per Barbosam de paroch. p. 1. cap. 16.

Praeterea consuetudo immemorabilis est omnino improbabilis; destruitur enim tum ex dicta constitutione Pii V quam ex constitutione synodali et pastorali Barchinonen, in quibus expresse prohibentur hujusmodi abusus et quae singulis annis publicantur, ut ex attestationibus in facto dandis. Ex hoc enim duo inferuntur, unum quod excluditur tam Summi Pontificis quam ordinarii consensus, sine quo nulla potest induci consuetudo, quae, cum sit altera lex, exigit potestatem et jurisdictionem in inducente Butr. in cap. fin. *de consuetudine* magistraliter Bart. cons. 139. lib. 1. Alex. cons. 163. lib. 6. Molin. de primog. lib. 2. cap. 6. Lotter. *de re benef.* lib. 1. q. 21.

Alterum, quod per dictas constitutiones earumque publicationem interrumpitur quaelibet bona fides et evertitur asserta immemorabilis, quae ad sui essentiam requirit, quod nihil unquam fuerit factum vel auditum in contrarium.

Ex quibus tam ex capite irrelevantiae, quam improbabilitatis calumniosa videtur petitio remissoriae ad interponendas moras, et scandalosus abusus omnino corrigendus. Ideo.

Federicus Caccia Advocatus.

IV.

Pro Rmo D. episcopo Barchinonen. Juris. — Mercatores civitatis Barchinonen. adversarii audiendi non sunt, et

persistendum in decisis 22 aprilis et 13 maii 1679, non posse, scilicet, eos retinere apothecas apertas in diebus festis, tunc que vendere, et negociari, non attenta qualibet consuetudine, victualibus exceptis. Siquidem super dictorum decretorum observantia emanavit sententia A.C. et, renuentibus mercatoribus obtemperare formalis declaratoria, cui cum usque adhuc paritum non fuerit, adversarii tamquam publice excommunicati, et denunciati audiri nequeunt, praesertim, dum voluntarie comparent ad retractandas resolutiones jam factas, contemnentes excommunicationem, cui illico parere possunt cap. *Intellexi-mus* de Judic. cap. 1. eod. tit. in 6 plene Rota, d. 165. post Zacch. de oblig. camer. ubi quod non attenditur, an sit reus vel compareat in gradu appellationis.

Et quidquid sit, an potuerint ad assertum examen devenire contra decreta hujus Sacri Tribunalis remissoriam denegantia; certum est, quod tam se ipsos, quam assertas probationes oculis EE. PP. subjicere non valent antequam absolvantur.

Praeterea ex testibus objectis nulla educitur praetensae immemorabilis consuetudinis probatio legalis, et juridica. Quandoquidem fuerunt examinati ad complacentiam sine citatione hujus partis, et quod plus est, contra decretum ultimum hujus S. Congregationis, quae, articulo mature discusso, denegavit remissoriam, et nec minus in dicta concludunt requisita immemorabilis juxta gloss. in cap. 1.° verb. *mem.* de praescript. in 6. sine quibus illa non procedit.

Inter alia deficiunt testes praefati in probando ipsos eorumque majores vel unquam in contrarium vidisse fundamentum principale, in quo immemorabilis corruit.

Rursus deficiunt in probanda publica voce et fama super quolibet requisito, et articulo in specie, super quo non omnes contestes, sed singulares deponunt, et conjungi non possunt.

Accedit ad haec immemorabilem consuetudinem in casu isto resultare penitus improbabilem, et impossibilem, attenta constitutione synodali et pastorali anno quolibet publicata, et publicari solita in civitate Barchinonen. in qua ad interrumpendos hujusmodi abusus, prohibetur festorum profanatio, mercatoribus etiam quaecumque negociatio, seu mercimonium, quo Pastorali annuatim ita recurrente, fracta extitit quaelibet contraria consuetudo immemorabilis requirens, ut nihil unquam contra eam visum, gestum, vel auditum fuerit. Rota coram Gregor. dec. 51. n. 3. etc.

In terminis quod immemorabilis excludatur ex synodalibus edictis et constitutionibus testatur Rota coram Zarat. dec. 74, ubi ait quod est impossibile justificare nil gestum et auditum in contrarium, dum anno quolibet contrarium publice edicitur et sancitur.

Nullatenus refragante, quod abusus vendendi praedictus adhuc continuatus fuerit. Nam illico respondetur quod ille semper remansit mere facultativus ex dicta publicatione annualis Pastoralis et ineptus ad consuetudinem praescriptivam, ad quam impediendam sufficit possibilitas facultatis, et quilibet actus, seu etiam simplex rumor in contrarium.

Caeterum quaelibet consuetudo, quatenus legitime probata esset, ad effectum de quo agitur attendi non meretur.

Non enim hic dubitatur, an consuetudo aliqua particularis vendendi uno, vel altero die festivo intra annum, ut in nundinis, excusare possit a peccato, vel possit tolerari ob utilitatem regionis etc. in quibus terminis loquuntur moralistae ex adverso citati affirmativam tuentes ea ratione, quod celebratio particularis festi videatur de jure humano et ecclesiastico, a quo consuetudo excusat. Navarr. in manuali Cap. 13. n. 8. Sanchez cons. moral. lib. 5. cap. 2. dub. 25.

Quamvis nullus eorum affirmet quod dicta consuetudo simpliciter excusativa peccati sit inductiva juris seu praescriptiva facultatis episcopi illam abolendi ad libitum, eo quod in ea animi hominum a Deo avertantur, et ad fraudes, et deceptiones convertantur comites negociationis, quam ideo pro libito episcopi abolendam firmat Ahasver. Fritsch. *de nundinis*, cap. 6, ubi reprobat Valentiam, Suarez et alios etiam auctoritatibus haereticorum, idemque docet Kloc. de contrib. cap. 3. Carpzov. Jurisprudent. consistorial. Definit. 253. Antonelli, de regim. Eccles. lib. I. c. I.

Utcumque tamen sit de his nundinis annualibus, in eis nostra quaestio non versatur.

Casus noster altioris est praejudicii; dubitatur enim an ex generali consuetudine funditus aboleri potuerit, seu actualiter fuerit abolita sanctificatio omnium et singulorum festorum in mercatoribus civitatis Barchinonae, ita ut praescripta remanserit omnis facultas Ordinario eorum sanctificationem indicendi, et amplius in futurum decernendi, dum sub dictae consuetudinis praetextu allegant posse in omni festivitate vendere, nullumque festum servare, quo casu nemo dubitat talem consuetudinem esse impiam, nec ex ea posse oriri festorum omnium abrogationem, ut docent Escobar (in Theolog. moral. lib. 30. sect. 2. de praescrip. 3. problem. 3). Leander (Oper. moral. tom. 3). Sanchez (lib. 5, cap. 2). Fagundez (in praecept. Ecclesiae c. I).

In specie quod hujusmodi venditiones in singulis festis anni sint improbatae, easque consuetudo reddere non possit licitas, et tolerabiles firmat contra Escobar, Leander, Scopp. ad decis. 21 Gratiani etc.

Etenim festorum sanctificatio cum cessatione ab operibus et negociis est de jure divino, nedum veteri, de quo nemo dubitat ex tertio praecepto decalogi Exod. cap. 28, et 10. cap. 23, 12; cap. 31, 14; cap. 34, 21. Deuteronomii, 5, 12. Hierem. 17, 21. Ezechiel 20, et 12.

Sed etiam novo juxta communem canonistarum sententiam ad Text. espress. in cap. licet 3. de feriis, ubi Anan. Abbas, Butr. n. 2. Ostiensis, Imolensis, Jo: Andreas, Covarr. lib. 4. cap. 19. Sylvester verb. *Dominica* Angelus, verbo *feria*, Guyet in Eorthologia, seu de Festis propriis lib. 2. cap. 18. Rot. coram Dunoz. d. 33.

Optima ratione; nam quamvis quoad coeremoniam diei sabbati praeceptum cessaverit, attamen in quantum naturale est, et morale in substantia, vel firmum manet, vel confirmatum fuit ab ipso Jesu dum Matth. 19. Marc. X et Luc. 18 praecepit mandatorum observantiam, ut ex Divo Thoma probat Covar.

Quemadmodum experimur in aliis praeceptis moralibus naturalibus legis veteris, quae vel firma remanent, vel confirmata sunt et dicuntur de jure divino.

Proinde consuetudo allegata tamquam contraria juri divino improba est, et nullius valoris (cap. *cum tanta*, de consuetudine cap. 51. consuetudo cum seqq. distinct. 9). Saltem ex eo quod omnia festa profanat, nullumque festum sanctificat, et inficit substantiam praecepti. Nam hoc casu non est inducere consuetudinem, sed penitus tollere cultum, et excludere universalem religionem.

Ad quam promovendam in sanctificatione festorum cum cessatione ab operibus, et mercimoniis juri divino consonant jus canonicum, et civile in titulo de feriis, Patrum monita, conciliorum decreta, speciales pontificum constitutiones, et signanter illa Beati Pii V, contra quae omnia nihil operari potest asserta consuetudo quamtumvis longaeva, saltem sine expressa scientia et consensu Pontificis a quo constitutiones, et canones emanarunt, et a cujus auctoritate omnia suprascripta tantum pendent (cap. *consequens* 11 distinct.) doctores in cap. *cum*, de benef. et praebend. in 6. et signanter Archidiaconus, Joannes Andreas, Pignatell. consult. can. 18 tom. I. plene Rota, coram Coccino, d. 1553.

Et hujusmodi consuetudines vendendi diebus festis extra victualia esse dumtaxat simpliciter excusativas peccati, non autem praescriptivas facultatis Ordinariorum, a quibus pro libito prohibere et aboleri posse firmant Antonell. de regim. Ec-

cles. lib. 1. cap. 1. Grat. decis. March. 21 ; Riccius in praxi, p. 2. resol. 378 et 379.

Quinimo esse omnino abolendas docet Laiman. lib. 4. tract. 7. cap. 8. Tholosan. Syntagm. Juris, p. 1. lib. 2. cap. 16. Et extat de hoc epistola, divinitus missa S. viro Eustachio Abbati de Hoy relata in fascicul. Ordinis Cisterciensis, dist. 23, cap. 4 ; de qua meminit Raynaudus in Etheroclit. Spirit-sect. 2. punct. X. cap. 3.

Neque alia excusatio dictae consuetudinis emendicari potest a commoditate peregrinorum seu rusticorum, quia videntur impossibiles in omni et quacumque festivitate anni necessitates adeo continuatae, et ulterius hanc commoditatem non defendit religio et justitia, ut ait Fritsch. de nund. d. cap. 5. eamque rejecit S. Congregatio in ipsis mercatibus hebdomadariis, quos non permittit die festo celebrari.

In necessitatibus enim ait Oleaster (Exod. cap. 16.) Deum non defuturum, ei qui differt etiam opportuna ob festi sanctificationem.

Idque ab Ethnicis ipsis religiose observatum fuit, qui diebus sacris nullum opus, nullamque negociationem exercebant verentes ne ferias polluerent, ut testatur Macrob. Saturnal. lib. 1. cap. 16. Plutarcus, Brison. de antiq. formul. Ovid. lib. 1. festorum ; Virgil. in Georg. lib. 3.

Et specialiter negociationes ex lanifico abnuebant diebus sacris, tot eorum falsis diis operati, ut ad Christi fidelium confusionem refert Tibull. lib. 2. eleg. 1. ibi Luca Sacra et ait.

Omnia sint operata Deo; non audeat ulla
Lanificam pensis imposuisse manum.

Quare etc. — *Octavius de Jandis Advocatus.*

V.

Resolutio S. Congregationis Concilii. — *Barchinonen. observationis festorum.* Conquaerentibus mercatorum amanuensibus, quod festis diebus apothecae apertae retinerentur, et publice venderetur, et emeretur, episcopus paenali edicto hoc prohibuit. Appellarunt mercatores ad metropolitanum sub praetextu, quod adsit consuetudo, quodque actus vendendi, et emendi pro lucro transitorio sit licitus, praesertim quoad eos, qui ad civitatem accedunt, ut necessariis emptis statim inde recedant, quodque vendant jam elaborata, non elaborent. Verum quia episcopus non intendit prohibitione comprehendi ea, quae sunt necessaria ad victum, atque ne per appellationem, protelàres, et litium involucra festorum dierum cultui detrahatur, cum mercatores consuetudinem magni faciant; instat episcopus per hanc S. Congregationem declarari: An mercatores praetextu assertae consuetudinis licite valeant retinere apertas eorum apothecas diebus festis, et in eis vendere mercces, et profanas negociationes facere? Sacra Congregatio respondit negative. Die 22 aprilis 1679. Confirmat. Die 13 maii ejusdem anni.

VI.

Sententia Auditoris Camerae. — Christi nomine invocato, pro tribunali sedentes, et solum Deum prae oculis habentes, per hanc nostram definitivam sententiam in causa etc. quae coram nobis vertuntur inter Rmum D. archiepiscopum, episcopum Barchinonen. ejusque promotorem fiscalem, necnon Josephum Aquer, Paulum Antonium Bach etc. bottecariorum telarum juvenes civitatis Barchinonen. actores ex una; et Hyacintum Castell, Hieronymum Calaban, Josephum Carcanum etc. mercatores, et negociatores ejusdem civitatis et eorum quemlibet, partibus ex altera, super executione decreti S. Congregationis Concilii Tridentini etc. facti 13 maji 1679, in quo disponitur mercatoribus, et negociatoribus ejusdem civitatis non licere retinere apertas eorum apothecas in diebus festis, minusque in eis facere negociationes etc. non obstante quacumque consuetudine, maxime circa ea, quae non sunt necessaria ad victum humanum etc. in actis producti, ac inserti in litteris monitorialibus etc. in actis expeditis, rebusque etc. dicimus etc. sententiamus supradictum decretum ejusdem S. Congregationis omniaque in eo disposita, et ordinata per eosdem Hyacintum Castell, Hieronymum Calaban, Josephum Carcanum, et alios mercatores, et negotiatores ejusdem civitatis, et eorum quemlibet fore, et esse inviolabiliter exequendum, et observandum. prout exequi, et observari mandamus.

Item pari nostra sententia dicimus etc. sententiamus eosdem Hyacinthum Castell, Hieronymum Calaban, Josephum Calcanum, aliosque negociatores, et mercatores ejusdem civitatis, et eorum quemlibet in excommunicationem majorem, aliasque censuras, et poenas contentas in eisdem litteris monitorialibus eisdem mercatoribus, et negociatoribus praesentatis, et intimatis etc. ob eorum non paritionem, nisi infra tres menses a notificatione facienda eidem decreto, dictisque litteris monitorialibus totaliter ac in omnibus paruerint omniaque in contrarium gesta revocaverint, et annullaverint, damnabiliter incurrisse, eosque, et eorum quemlibet fore et esse tamquam excommunicatos, et in alias supradictas poenas et censuras ecclesiasticas incursos publice denunciandos, ac publicandos, et ab omnibus Christifidelibus arctius evitandos, necnon litteras declaratorias, et cedulones in forma solita decernen. et relaxan. prout denunciari, publicari, et evitari volumus, et mandamus, dictasque litteras declaratorias, et cedulones decernimus, et relaxamus etc.

Ita pronunciavi Ego A. Caprara locumtenens.

Publicata 27 februarii 1682 per acta Angeluccii A. C. notarii.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-UNIÈME LIVRAISON.

LES PATRIARCHES D'ORIENT.

CHAPITRE I.

La hiérarchie ecclesiastique comparée avec l'organisation civile.

On a dit bien des fois que l'Eglise se conforma aux circonscriptions politiques de l'empire romain lorsqu'elle institua ses patriarches, ses métropolitains et ses évêques. C'est le contraire qui est vrai. En formant le glorieux triangle dont Rome, Alexandrie et Antioche étaient les points culminants, l'Eglise créa une hiérarchie nouvelle, inconnue aux Césars païens, plus rationnelle, et plus conforme aux principes d'un bon gouvernement. Constantin reconnut la supériorité de l'organisation ecclésiastique, et s'y conforma, pour l'ordre civil et politique.

Avant lui, Alexandrie n'était pas la capitale de toute l'Egypte; car la Libye Cyrénaïque dépendait du sénat et du peuple romain et était unie à la préfecture de Crète, au lieu que l'Egypte était gouvernée par un préfet au nom de l'empereur. Le patriarche chrétien existait depuis trois siècles, exerçant son autorité sur l'Egypte et les deux Libyes lorsque Constantin unit la Cyrénaïque à la préfecture d'Alexandrie. Quelques détails rétrospectifs feront mieux comprendre ce que nous disons. Environ 94 ans avant l'ère chrétienne, Ptolémée, fils de Ptolémée Evergète II, roi de la Lybie Cyrénaïque, nomma par testament le peuple romain son héritier. Le peuple romain rendit la liberté à toutes les villes de la province, située, comme on sait, entre l'Egypte et l'Afrique. Auguste la réduisit en province romaine et l'unit à la préfecture de Crète qui était administrée au nom du sénat.

Alexandrie, fondée 330 ans avant J.-C. et par conséquent plus ancienne qu'Antioche, tomba au pouvoir d'Auguste après la bataille d'Actium, lorsque Antoine s'enfuit avec Cléopâtre, la dernière reine du sang des Ptolémées. L'Egypte devint une province romaine, qu'un préfet gouvernait au nom de l'empereur; c'est pourquoi il portait le nom de préfet *Augustalis*. On lit dans Dion Cassius que l'empereur Auguste défendit à tout sénateur de demeurer en Egypte, *nisi impetrata venia*. C'est ainsi que la seconde ville de l'empire était soumise à un régime exceptionnel. Septime-Sévère confia enfin le gouvernement de l'Egypte à un sénateur. Dans la division constantinienne, qui réunit la Cyrénaïque à la préfecture d'Egypte, Alexandrie et son diocèse furent placés au troisième rang, après Antioche, au lieu que l'Eglise continua de regarder le siége de S. Marc comme le second après Rome. Le diocèse impérial renferma d'abord trois provinces, Egypte, Thébaïde, et Libye; plus tard, elles furent divisées en trente-trois préfectures.

Il est intéressant de faire observer que S. Marc commença la conquête spirituelle de l'Egypte par la Cyrénaïque, qui appartint aux Romains près de 60 ans avant l'Egypte, ainsi que nous l'avons dit. Il demeura longtemps dans cette partie de la Libye, convertit des juifs et des gentils, et institua des évêques. Il y retourna après avoir fondé le siége patriarcal d'Alexandrie, dont la haute juridiction embrassa toutes ces provinces, quoique le gouvernement civil fût organisé bien différemment, ainsi que nous l'avons dit.

Antioche et l'Illyrie eurent, dès le principe une hiérarchie chrétienne sans aucun rapport avec les métropoles civiles des Romains, jusqu'à l'époque de Constantin qui reconnut le besoin de se conformer à la circonscription ecclésiastique évidemment plus rationnelle et plus puissante.

Fondée par Séleucus Nicator qui lui donna le nom de son père, Antioche fut la capitale du royaume grec de Syrie. Pompée l'ayant conquise sur Tigrane roi d'Arménie, lui rendit la liberté de se gouverner d'après ses propres lois, ce que confirma Jules-César après la défaite de Pompée, l'an 705 de Rome. Elle continua d'être la capitale de la Syrie et de la Phénicie, jusqu'à l'époque d'Adrien, qui en détacha la Phénicie.

Dans la hiérarchie chrétienne, nous trouvons, au contraire, dès l'origine, que le patriarcat d'Antioche comprenait la Syrie, la Cilicie, la Phénicie, l'Arabie, la Mésopotamie, l'Osroène, l'Euphratesie, l'Isaurie, Chypre, la Perse, et vraisemblablement la Palestine. Le patriarche ordonnait immédiatement les évêques de la première Syrie et les métropolitains des autres provinces de son territoire; il les accompagnait et les mettait en possession de leurs siéges; l'ordination des évêques était réservée aux métropolitains. Constantin, qui orna Antioche du somptueux temple *Aureum*, la constitua capitale politique de tout le diocèse d'Orient, tandis que le concile de Nicée confirma les droits patriarcaux qu'elle avait reçus de S. Pierre. Voilà comment l'organisation civile copia celle de l'Eglise. A l'époque de Julien les deux cent mille habitants d'Antioche étaient tous chrétiens.

En dehors du patriarcat d'Antioche, il y avait le diocèse ecclésiastique d'Asie, dont Ephèse était métropole; celui du Pont, qui relevait de Césarée de Cappadoce, et celui de Thrace dépendant d'Héraclée, et confinant avec l'Illyrie, qui appartenait au patriarcat romain.

Ephèse n'était pas la métropole de l'Asie-Mineure sous les premiers empereurs romains; Smyrne jouissait de ce privilége, ainsi que nous voyons dans Pline. Le diocèse proconsulaire

comprenait seulement six provinces, au lieu des dix qu'embrassait la primatie ecclésiastique. Après S. Paul qui confia à S. Timothée le soin de toutes ces églises, S. Jean Evangéliste les gouverna jusqu'à sa mort, et transmit au primat d'Ephèse les droits que reconnut le Ier concile de Constantinople. Il est certain qu'Ephèse ne devint le lieu de la résidence du proconsul impérial et ne fut regardée comme la métropole de l'Asie-Mineure qu'après l'introduction du christianisme. Le diocèse civil comptait dix provinces à l'époque de Constantin, et douze au temps de Théodose le jeune.

De même, dans le Pont, la primatie ecclésiastique, dont Césarée était métropole, n'eut dans le principe, aucun rapport avec l'organisation civile.

Les Perses avaient constitué deux satrapies en Cappadoce; les Macédoniens conservèrent cette organisation. Sous l'empereur Auguste, ce vaste territoire fut divisé en dix prétures auxquelles on ajouta dans la suite la Cilicie et l'Isaurie, qui dépendaient d'Antioche pour le spirituel et ne firent jamais partie du Pont.

Saint Pierre prêcha la foi dans le Pont, sa première épitre l'atteste; d'autre part, les Actes des Apôtres racontent le voyage de S. Paul à Césarée, dont le premier évêque fut le centurion Primiamus, qui confessa la foi chrétienne. L'évêque de Césarée étendait son autorité métropolitaine sur la Cappadoce, la Galatie, la Bithynie, les deux Ponts, l'Arménie et la Paphlagonie. Cette hiérarchie ecclésiastique existait depuis près de trois siècles lorsque Constantin érigea le diocèse civil du Pont, formé de 13 provinces, suivant l'organisation créée par l'Eglise.

En Europe, nous remarquons le diocèse ecclésiastique de Thrace, comprenant six provinces, depuis le Danube jusqu'à la mer Egée ; Héraclée en était la métropole, au lieu que Philippopolis jouissait des droits de métropole civile, qu'elle conserva jusqu'à l'époque de Constantin où Héraclée devint chef-lieu de la Thrace. Le 2e canon du premier concile de Constantinople constate que l'évêque d'Héraclée était primat des six métropoles dans lesquelles S. André avait prêché l'évangile. Lorsque le concile de Chalcédoine adjugea la Thrace au nouveau patriarche de Constantinople, ainsi que les diocèses du Pont et d'Asie qui formaient des primaties particulières en dehors de Rome et d'Antioche, Héraclée conserva le droit de consacrer l'évêque de Constantinople.

Comme l'Orient finissait à la Thrace, l'Illyrie était regardée comme appartenant à l'Occident et faisait partie du patriarcat de Rome. Dans l'ordre civil, le proconsul résidait à Corinthe qui jouissait des droits de métropole par rapport aux pays compris entre l'Ister et les Alpes, jusqu'au Péloponèse, au lieu que l'Eglise établit le chef-lieu à Thessalonique, dont l'évêque fut constitué vicaire du Saint-Siége. L'empereur Adrien faisant une nouvelle division de l'Illyrie, lui adjugea 17 provinces, sans donner la prééminence à Thessalonique. Les provinces étaient les deux Dacies, la Macédoine, la Thessalonique, l'Achaïe, les deux Epires, la Prœvalitana et l'île de Crète. A partir de Constantin, l'ordre civil se conforma à la hiérarchie ecclésiastique, et Thessalonique, dès le Ve siècle fut regardée comme la capitale de l'Illyrie.

CHAPITRE II.

Attributions hiérarchiques des patriarches et des primats.

Tous les droits hiérarchiques que nous venons de remarquer dans les patriarches et les primats d'Orient, se réflétaient dans l'évêque de Rome, Vicaire de Jésus-Christ et Souverain-Pontife, comme dans leur suprême type. Le Pape, patriarche d'Occident, primat d'Italie et unique métropolitain de la grande province qui embrassait la plus grande partie de la péninsule, réunissait en sa personne les divers degrés des institutions orientales, outre la primauté imprescriptible qui lui appartient sur l'Eglise universelle par le droit divin.

Antioche représentait l'autorité patriarcale du Pape en trois manières. 1. Le patriarche instituait les métropolitains, qui, à leur tour, donnaient l'institution canonique aux évêques de leur province. 2. Il avait un vicaire résidant à Séleucie et gouvernant les Chaldéens de l'Extrême-Orient. 3. Enfin, il exerçait une juridiction immédiate sur des monastères situés dans toute l'étendue de son patriarcat, monastères exempts par conséquent des évêques diocésains.

D'autre part, Ephèse, Césarée et Héraclée, indépendants de tout patriarche, offrent le type de la juridiction primatiale.

En Egypte c'est autre chose. Ce vaste territoire ne renfermait que des siéges épiscopaux relevant immédiatement du patriarcat d'Alexandrie, qui, au fond, était tout simplement une immense province métropolitaine, de même que le Pape gouvernait immédiatement les églises d'Italie, hormis la Gaule Cisalpine, la Sicile et la Corse. C'est ce que veut dire le concile de Nicée, dont le VIe canon confirma les droits métropolitains de l'évêque d'Alexandrie, en statuant que, suivant l'ancienne discipline, son autorité s'exercerait sur toute l'Egypte, parce que, ajoute le concile, le même usage existe chez l'évêque de Rome, c'est à dire, de même que celui-ci institue immédiatement les évêques de la plus grande partie de l'Italie. C'est ainsi que l'Egypte nous offre le type apostolique d'une province soumise immédiatement au Pape, sans le degré intermédiaire du patriarche ou du primat.

Nous y remarquons aussi un parfait modèle de la hiérarchie diocésaine, telle que les siècles futurs étaient appelés à la constituer. C'est un *presbyterium* restreint à douze membres, ayant le droit d'élire l'évêque et de gouverner de concert avec lui. Ce sont les paroisses établies dans Alexandrie dès le premier siècle. Nommons enfin la fameuse école de théologie et la vie thérapeutique. Les traditions s'accordent à attribuer ces institutions à S. Marc disciple de S. Pierre.

Nous n'avons rien à ajouter sur la confirmation des métropolitains par le patriarche d'Antioche, si ce n'est que les provinces de son patriarcat renfermaient environ 168 siéges episcopaux, et que les monastères exempts des Ordinaires et soumis immédiatement à son autorité approchaient de 400. Le vicariat patriarcal établi dans l'Extrême-Orient mérite quelques explications, en ce qu'il offre un précieux exemple de ceux que les Papes instituèrent, d'abord en Illyrie et ensuite dans les Gaules et en Espagne. Ce vicariat embrassait l'empire des Parthes et tout l'Orient qui n'appartenait pas aux Romains. L'apôtre S. Thomas y prêcha l'évangile, et le christianisme fit de grands progrès dès les premiers temps. Séleucie construite avec les ruines de l'ancienne Babylone, devint la métropole de ces églises des Chaldéens, qui étaient comprises dans le patriarcat d'Antioche. C'est pourquoi l'évêque de Séleucie allait se faire consacrer à Antioche. Bientôt les raisons politiques empêchèrent cette intervention publique du patriarche romain; l'évêque Chaldéen fut donc consacré dans son pays et gouverna l'Extrême-Orient en qualité de vicaire du patriarche d'Antioche; comme cette délégation, était générale, il prit le nom de *Catholique*. Le changement eut lieu plusieurs années avant le concile de Nicée. On lit dans le 38e canon arabe de ce concile, que le patriarche permit que la consécration du Catholique Oriental cessât d'avoir lieu à Antioche, et qu'il endura sans déplaisir l'affaiblissement de son autorité sur les églises d'Orient. Le saint martyr Siméon est appelé par Sozomène, *archevêque* des villes royales de Perse, Séleucie et Ctésiphon ; au IVe siècle l'on ne décernait ce titre qu'aux évêques dont la juridiction embrassait plusieurs provinces. Au Ve siècle, le Nestorianisme infecta le diocèse des Chaldéens; lorsque l'empereur Zénon fit fermer l'école d'Edesse, les pro-

fesseurs se réfugièrent en Perse, où le roi les accueillit en haine de l'empereur romain, et bientôt ils s'emparèrent des siéges épiscopaux. Une partie des chrétiens de la Perse se garda, néanmoins, de l'hérésie; le patriarche d'Antioche envoya à ces *Melchites*, un *Catholique* orthodoxe, qui était évêque d'Irénopolis. Dans la suite, les Nestoriens obtinrent des califes musulmans la défense au primat des Melchites de prendre le titre de Catholique. Le primat Nestorien instituait et destituait à son gré les métropolitains et les évêques; les monastères demeurant sous sa juridiction immédiate étaient gouvernés par des vicaires qu'il nommait.

Le second exemple d'un vicariat se trouve à Césarée par rapport à l'Arménie. Nous avons dit que l'archevêque de Césarée était primat de tout le diocèse du Pont et confirmait les métropolitains. En ce qui concerne l'Arménie, il nommait un vicaire qui portait le nom de *Catholique* comme chez les Chaldéens. A l'époque de Théodose le jeune, les Perses empêchèrent le Catholique d'aller recevoir la consécration épiscopale chez les Romains.

Il suit de là que les Papes n'ont fait aucune création hiérarchique qui n'ait existé parmi les Orientaux par l'institution des Apôtres. Les Vicaires du Saint-Siége, qui jouent un si grand rôle dans l'histoire de l'Occident correspondent aux *Catholiques* d'Arménie et de Chaldée, *vicaires* du patriarche ou du primat. L'exemption des monastères peut se justifier au besoin par l'exemple d'Antioche, exemple imité par le patriarche Nestorien de la Chaldée. Les Orientaux furent les premiers à nommer des évêques *in partibus*, ainsi que nous le dirons plus loin.

CHAPITRE III.

Alexandrie et sa constitution ecclésiastique.

Nous ne trouvons pas dans les premiers siècles, hors d'Italie, une seule province ecclésiastique dont le métropolitain dépendît immédiatement du Saint-Siége, sans avoir au dessus de lui un patriarche ou un primat. Si nous remarquons une église du temps apostolique qui ait reçu cette organisation exceptionnelle dès son origine, ce sera assurément un précieux exemple qui méritera d'arrêter notre attention. Or, c'est précisément ce que nous offre l'Egypte et son patriarcat, tel que le constitua S. Marc disciple de S. Pierre.

Nous savons, en outre, que dans les premiers siècles, l'élection des évêques appartenait au clergé qui la faisait en présence du peuple rendant témoignage en faveur des candidats. On ne connaissait pas le *presbyterium* restreint à quelques membres du clergé, que la langue canonique des âges suivants a désigné sous le nom de *chapitre* de l'église cathédrale. Une institution apostolique de cette nature, servant de type aux âges futurs, acquiert la plus haute importance. Or, nous trouvons à Alexandrie, dès l'origine, un *presbyterium* de douze membres, possédant le droit d'élire le patriarche et celui d'administrer les affaires ecclésiastiques de concert avec lui, discipline qui ne se généralisa qu'à partir du VIIe siècle.

Enfin, personne n'ignore que les paroisses ne sont pas d'institution apostolique, car les premiers essais ne se remarquent qu'au IIIe siècle, et l'on ne les trouve pas dans les villes épiscopales avant le Xe Alexandrie eut des paroisses dès le premier siècle; la tradition en fait remonter l'institution au saint Evangéliste qui fonda le siége épiscopal.

Aux divers points de vue que nous venons d'indiquer, Alexandrie, sa constitution et son patriarcat offrent le plus grand intérêt. Il semble qu'après avoir établi à Antioche et à Rome la discipline destinée à féconder les premiers siècles, le prince des apôtres voulut déposer à Alexandrie le germe de celle qui devait prévaloir dans la suite, et qu'il se proposa d'asseoir, dès le temps apostolique, deux bases fondamentales de la hiérarchie diocésaine, c'est à dire, le chapitre et les paroisses.

Pour prouver que l'Egypte ne renfermait aucun métropolitain hormis Alexandrie, nous avons le concile de Nicée, le témoignage formel de S. Epiphane, le fait des visites patriarcales et d'autres preuves. Le concile de Nicée confirma en faveur de l'évêque d'Alexandrie le droit d'ordonner tous les évêques d'Egypte, ce qui appartenait aux métropolitains; le VIe canon porte que selon l'ancien usage, l'évêque d'Alexandrie a juridiction sur toutes ces provinces, parce que la même chose se fait à Rome, où le successeur de S. Pierre exerce les droits métropolitains à l'égard d'un très grand nombre de siéges. Saint Epiphane (Haeres. 68) s'exprime ainsi: « Hunc esse morem archiepiscoporum Alexandrinorum, ut per » totum Ægyptum, ac Thebaidem, Maraeotidem, Libyam, Am- » moniacam et Pentapolim ecclesiastica negotia administrent. » Le patriarche jouissait du droit de visite sur l'Egypte entière; nous lisons dans la vie de S. Pacôme que S. Athanase visita la Thébaïde supérieure. Le patriarche avait aussi une grande autorité pour les choses civiles à cause de l'ascendant qu'il exerçait sur le peuple, en sorte que les préfets impériaux qui se mettaient en conflit avec lui devaient presque toujours céder. Saint Cyrille ferma les synagognes et expulsa tous les juifs, parce qu'ils ne cessaient de persécuter les chrétiens. Il fit fermer aussi les églises des Novatiens et prit leurs vases sacrés. Socrate, qui était Novatien, se plaint vivement de cet acte d'autorité en accusant l'évêque d'Alexandrie d'avoir usurpé le pouvoir temporel, à l'exemple de l'évêque de Rome: « Quum « episcopatus romanus haud secus atque Alexandrinus, quasi « extra sacerdotii fines egressus, jam olim in sœcularem prin- « cipatum esset delapsus. » En effet, le pape S. Célestin avait fait fermer les églises des Novatiens à Rome. Les Jacobites Eutychiens conservèrent plus fidèlement que les catholiques l'usage de n'avoir pas de métropolitains en Egypte. Lorsqu'en 729, les califes permirent enfin aux catholiques, l'élection du patriarche à laquelle ils s'étaient opposés pendant 97 ans parce que les Melchites fidèles à la foi de Chalcédoine étaient suspects de sympathies pour Constantinople, permission qu'ils n'obtinrent qu'après que Rome et l'Italie eurent rompu politiquement avec l'empereur Byzantin, alors les catholiques, après avoir nommé un patriarche, établirent des métropolitains, sur le modèle de Jérusalem, d'Antioche et de Constantinople. Le Quien rapporte ces monuments de l'histoire, et conclut ainsi: « Nulli siquidem praeter ipsum (episcopum Alexan- « drinum) in omnibus et singulis Ægyptiacae diœcesis provin- « ciis erant episcopi, qui, ut alibi fiebat, metropoliticis juribus « potirentur, ac per earum civitates episcopos consecrarent, « deque aliis causis ecclesiasticis judicarent, nisi forsan ex « archiepiscopi delegatione (Le Quien, *Oriens christianus*, tom. 2. pag. 353).

La discipline communément établie dans les églises des premiers siècles était que le *presbyterium* auquel appartenaient l'élection de l'évêque et l'administration collective sous son autorité, se composait de tous les membres du clergé. Il en était autrement dans l'église d'Alexandrie; car le *presbyterium* comptait seulement douze prêtres, qui étaient en même temps recteurs des églises désignées par S. Epiphane, savoir: Denys, Theonas, Prerius, Serapion, Presée, Dizyas, Mendidius, Anien, Bucoles et autres. Bucoles fondée par S. Marc près de la mer, était la plus ancienne. Telle était l'autorité du *presbyterium* d'Alexandrie, que le patriarche écrivait ses lettres pastorales en son nom et en celui de ses collègues, ce qui prouve que leurs suffrages avaient une influence décisive sur le règlement des affaires. Comme Alexandrie renfermait un grand nombre de savants grecs ou romains et surtout de mathématiciens et

d'astronomes, le patriarche était chargé de fixer le jour de Pâques et de l'annoncer au Pape; or, les lettres étaient écrites au nom du patriarche et des douze assesseurs de son presbyterium. Pendant longtemps, c'est à dire, jusqu'à l'époque du patriarche Demetrius vers le milieu du IIIe siècle, les douze assesseurs institués par S. Marc pour gouverner l'église d'Alexandrie avec le patriarche, étaient revêtus de la dignité pontificale; ce que l'on remarque dans d'autres siéges, avec la différence que le nombre des évêques qui régissaient les affaires religieuses de concert avec l'évêque principal, ce nombre, disons-nous, fixé à douze pour Alexandrie en vertu de l'institution de S. Marc, n'était pas déterminé dans les autres siéges. C'est ainsi que S. Paul écrit aux évêques et aux diacres de Philippes: « Omnibus sanctis in Christo Jesu qui sunt « Philippis, cum episcopis et diaconibus ejusdem ecclesiae. » Le même apôtre parlant aux prêtres d'Ephèse, leur dit que le Saint-Esprit les a établis *évêques*. A l'époque du pape S. Clément l'église de Corinthe avait plusieurs évêques. On peut dire qu'un vestige extérieur de cette vénérable discipline se trouve aujourd'hui dans les chanoines qui ont reçu du Saint-Siége le privilége de porter la mitre et d'autres insignes épiscopaux. Depuis le milieu du IIIe siècle, ainsi que nous l'avons dit, les membres du presbyterium d'Alexandrie eurent simplement l'ordre de la prêtrise, sans perdre les attributions que la tradition apostolique leur assignait. Ils continuèrent donc de former le sénat du patriarche, qui soumettait les affaires à leurs suffrages; à sa mort, ils héritaient de sa juridiction et procédaient à l'élection de son successeur. N'oublions pas que la discipline des autres églises était bien diverse ; d'où il suit que le presbyterium d'Alexandrie fondé par S. Marc, qui se régla vraisemblablement d'après les instructions de S. Pierre son maître, nous autorise à faire remonter aux apôtres l'origine des chapitres des cathédrales, qui dans toute l'Eglise latine, du VIe au VIIIe siècle, succédèrent au presbyterium des temps apostoliques. Alexandrie posséda dès l'origine et conserva dans son sein le type de la précieuse institution qui était destinée à se généraliser dans l'Eglise universelle.

Au sujet des paroisses d'Alexandrie, nous avons le témoignage de S. Epiphane et celui de Sozomène. Saint Epiphane dit que les églises catholiques d'Alexandrie ont chacune un prêtre préposé qui fait les offices ecclésiastiques pour les fidèles résidents auprès de chacune de ces églises et dans les villages voisins. On ne saurait exiger une définition plus exacte de la paroisse : « Quotquot catholicae communionis Alexandriae sunt » ecclesiae, uni archiepiscopo subjectae, suum quaeque presby- » terum praepositum habet, qui ecclesiastica officia, pro illis » obeat, qui circa singulas ecclesias suas degunt, et in proximis » vicis quos Alexandrini lauras appellant. (Hœres. 69). Sozomène parle des réunions publiques des paroissiens dans ces églises: « Alexandriae morem fuisse, qui etiamnum perseverat, » ut quum unus episcopus universis praesit, presbyteri separatim » ecclesias obtineant, et populum ad singulas spectantem ad » conventus cogant. » Saint Epiphane et Sozomène s'expriment de manière à nous apprendre que la distinction des paroisses était une institution particulière d'Alexandrie ; ils n'auraient pas pris la peine de signaler une chose qui aurait existé partout. En effet, excepté Rome où les titres paroissiaux existèrent dès le premier siècle de l'ère chrétienne, et excepté aussi Alexandrie, l'on n'avait pas d'autre paroisse que la cathédrale seul et unique titre de tous ceux qui recevaient la sainte ordination, et dans laquelle les offices de la liturgie étaient célébrés, et les sacrements étaient administrés par l'évêque ou par les ministres inférieurs, sous sa direction et par ses ordres. Les villages possédaient des oratoires, mais le clergé et les fidèles étaient obligés de retourner à la cathédrale, aux principales fêtes, afin d'assister à la messe publique concélébrée par l'évêque et ses prêtres; les sacrements reçus de la main du prélat exprimaient l'union du chef et des membres, du pasteur et des ouailles. Les églises canoniquement érigées comme des titres dans lesquels un prêtre est institué pour célébrer les offices et administrer les sacrements aux fidèles dispensés de fréquenter la cathédrale, sans excepter les grandes fêtes, ces églises qui remplissent les conditions essentielles de la paroisse canonique, n'apparaissent pas dans l'histoire antérieurement au IIIe siècle. De là l'importance qui s'attache au fait particulier d'Alexandrie au point de vue des origines de la discipline ; car il nous permet de faire remonter l'institution des paroisses au prince des Apôtres par S. Marc son disciple. Rome eut des paroisses dès le commencement du second siècle dans les titres érigés par le pape S. Evariste ; l'on croit aussi que le pape saint Clet, élu l'an 80, établit vingt-cinq titres qui formaient des circonscriptions paroissiales pour la célébration des offices et l'administration des sacrements; cette institution, fût-elle certaine, n'offre pas la même importance que celle d'Alexandrie, d'abord, parce qu'elle est postérieure ; ensuite, parce que S. Clet ne peut être considéré comme disciple de S. Pierre au même titre que l'Evangéliste fondateur du christianisme en Egypte. Grâce à S. Marc et à l'organisation qu'il laissa à l'église d'Alexandrie, l'institution apostolique des paroisses n'est plus douteuse, et nous possédons le type primitif d'après lequel l'Eglise, modifiant sa discipline à partir du IIIe siècle, créa autour des cathédrales les titres paroissiaux, en y ouvrant toutes les sources de la vie chrétienne.

CHAPITRE IV.

Ecole d'Alexandrie.

Saint Jérôme attribue nettement à S. Marc la fondation de l'école d'Alexandrie, la première et la plus célèbre de toutes celles qui existèrent chez les Grecs. Le peuple égyptien nourrissait de plus grandes préventions que tout autre envers le judaïsme, d'où dériva le christianisme; les savants du Muséum d'Alexandrie combattaient l'Evangile avec l'ascendant qu'ils exerçaient sur l'opinion et avec toutes les ressources de la dialectique. Il fallut donner à l'enseignement chrétien l'éclat qu'il comporte et le fortifier de toutes les notions que les sciences humaines fournissent. Par la vivacité de la lutte avec les Néo-Platoniciens, par le talent des professeurs et l'affluence des élèves, l'école d'Alexandrie éclipsa toutes les autres. Il est permis de la considérer comme le type apostolique de l'enseignement supérieur qui immortalisa les universités du Moyen-Age. Les autres écoles chrétiennes des premiers siècles, à Antioche, Laodicée, Césarée et en d'autres villes n'eurent pas publiquement le caractère apologétique de celle d'Alexandrie, et nulle ne peut offrir des maîtres aussi éminents.

Les plus illustres furent S. Pantænus, Athénagore, Clément, Origène et Héraclas.

S. Pantænus, né en Sicile, d'abord philosophe stoïcien, fut attiré au christianisme par l'amour naturel de la vertu. Après sa conversion, il étudia les saints livres sous la direction de maîtres qui avaient été disciples immédiats des apôtres, et il fit de si grands progrès que, malgré la modestie qui le portait à cacher ses talents, il fut placé à la tête de l'école d'Alexandrie. Clément qui fut son disciple, le surnomme *l'Abeille de Sicile*. Les Indiens que le commerce attirait à Alexandrie, l'engagèrent à les suivre dans leur pays pour combattre les superstititions des brames; Eusèbe dit qu'il y trouva quelques semences du christianisme, ainsi qu'un évangile hébraïque de S. Mathieu que l'apôtre S. Barthélemy avait laissé. Après avoir séjourné plusieurs années dans l'Inde, il fit retour à Alexandrie, sans reprendre pourtant sa chaire alors occupée par Clément; il enseigna en particulier.

Nous n'avons pas besoin de nous étendre sur le mérite de Clément d'Alexandrie, qui convertit un grand nombre d'infidèles au christianisme en montrant la supériorité de l'Evangile sur la philosophie païenne. Il connaissait parfaitement cette philosophie, qu'il avait étudiée à fond, soit à Athènes où il naquit, à ce qu'on croit, soit auprès des plus savants hommes du monde entier. Ces études philosophiques l'avaient conduit à la foi; aussi son cours public dans lequel il aimait à comparer les doctrines chrétiennes et les systèmes philosophiques, exerça-t-il une immense influence sur une foule d'esprits d'élite qui se rangèrent sous l'étendart du Christ.

Il eut pour successeur Origène son disciple, qui était à peine âgé de 18 ans lorsqu'il fut appelé à occuper cette illustre chaire. Les auditeurs, tant infidèles que chrétiens, ne furent jamais aussi nombreux qu'à cette époque; les uns se sentaient merveilleusement confirmés dans la profession de la foi, tandis que les autres se convertirent pour la plupart. La chaire d'Origène fut, comme sous ses prédécesseurs, un véritable apostolat et un merveilleux foyer d'illumination et de propagande. S'il faut en croire S. Epiphane, le nombre des ouvrages composés par Origène s'élevait à six mille; S. Jérôme assure qu'il était bien difficile de lire tout ce qu'il a laissé.

CHAPITRE V.

Les Thérapeutes.

Eusèbe, saint Jérôme, Cassien, Sozomène et d'autres écrivains rapportent l'origine de la vie ascétique et monastique aux Thérapeutes établis par S. Marc hors d'Alexandrie sur la rive gauche du Nil, dans le désert connu sous le nom de Nitrie, à cause des mines de nitre qui existaient dans les flancs de la montagne. « C'est dans ce nitre très pur que » sont lavées chaque jour les souillures d'un grand nombre » d'hommes, » dit S. Jérôme, dans l'épitaphe de sainte Paule, en racontant la visite de cette sainte femme aux moines de Nitrie: « Oppidum Domini Nitrium venit, in quo purissimo » nitro sordes lavantur quotidie plurimorum: quod quum vi- » disset, occurrente sibi sancto et venerabili episcopo Isidoro » confessore, et turbis innumerabilibus monachorum, ex qui- » bus multos sacerdotalis et leviticus sublimabat gradus; lae- » tabatur quidem ad gloriam Domini, sed tanto se indignam » honore fatebatur. »

On a vivement discuté sur la question de savoir si les Thérapeutes dont parle Philon, étaient chrétiens. Les uns n'ont pas hésité à l'affirmer, parce que S. Jérôme et Eusèbe le disent, et que ce fut d'ailleurs la tradition constante de ces moines, comme l'attestent S. Epiphane, Pallade, Rufin, Sozomène et Cassien. D'autres en ont douté; d'autres, enfin, l'ont nié; mais ce que les critiques les moins crédules s'accordent à reconnaître, c'est qu'il y eut des chrétiens qui embrassèrent la vie ascétique dès le temps de S. Marc, quoiqu'il en soit des Thérapeutes célébrés par Philon. D'où il suit que la première semence du monachisme fut déposée par S. Marc en Egypte, et que par conséquent cette puissante et féconde institution remonte au temps des Apôtres.

Baillet, tome Ier, table critique des saints d'avril, au 25, reconnaît formellement que quand il ne serait pas vrai que les Thérapeutes dont parle Philon eussent embrassé pour lors la foi de Jésus-Christ, il est certain que dès le temps de saint Marc il y avait plusieurs chrétiens que le désir de vivre plus parfaitement que le commun, portait à se retirer dans la solitude dans le but de prier et de faire des pénitences. « Parmi cette grande multitude de personnes qui embrassèrent la foi de Jésus-Christ, plusieurs, touchées du désir de s'élever jusqu'au plus haut point de la perfection chrétienne, s'efforcèrent de joindre la pratique des conseils les plus difficiles de l'évangile à l'observation de ses préceptes; en quoi ils se trouvaient animés par l'exemple que saint Marc leur en donnait. Il y avait alors dans l'Egypte des contemplatifs qui étaient juifs de religion, distingués des autres et par leur genre de vie, et par leur nom de *Thérapeutes* qui veut dire serviteurs ou médecins, soit à cause qu'ils faisaient profession de servir Dieu plus particulièrement que les autres, soit parce qu'ils prenaient plus de soin de la santé de l'âme que de celle du corps. C'est ainsi que les nomme Philon juif dans le traité qu'il a fait de la vie contemplative, où il décrit leurs mœurs d'une manière qui a fait croire à Eusèbe et à saint Jérôme, que des gens d'une vertu si admirable ne pouvaient avoir été autre chose que des chrétiens disciples de saint Marc, etc. Ces Thérapeutes à qui Cassien et Sozomène rapportent l'origine de la vie ascétique et monastique, eurent beaucoup moins de chemin à faire que les autres pour parvenir à la véritable religion: ayant trouvé dans la doctrine et dans la conduite de la vie de saint Marc un modèle de perfection beaucoup plus achevé que celui qu'ils suivaient, ils n'eurent aucune peine à l'embrasser. C'est ce qu'on a tout lieu de croire de gens qui fuyaient la vanité et l'orgueil comme la source des vices, qui pratiquaient la continence, qui aimaient la retraite, le silence, la prière, la méditation, l'étude des livres saints, qui jeûnaient austèrement, qui étaient unis par le lien de la la charité, et qui avaient une grande conformité avec les premiers chrétiens de Jérusalem. Mais quand il ne serait pas vrai que ces Thérapeutes eussent embrassé pour lors la foi de Jésus-Christ, il est certain que dès le temps de S. Marc il y avait plusieurs chrétiens que le désir de vivre plus parfaitement que le commun, portait à se retirer à la campagne dans le voisinage d'Alexandrie, et à demeurer enfermés dans des maisons, priant, méditant l'écriture sainte, travaillant de leurs mains, faisant des abstinences de plusieurs jours de suite, et ne prenant leur nourriture qu'après le soleil couché. »

Tillemont concilie tous les sentiments en faisant observer que les Esséens étaient juifs, au lieu que les Thérapeutes embrassèrent la foi de Jésus-Christ. « Eusèbe ne parle que des Thérapeutes qui étaient chrétiens, et non pas des Esséens, que l'on sait avoir été une secte des Juifs. Cette confusion fait que pour montrer que les Thérapeutes n'étaient pas chrétiens, on objecte diverses choses que Philon dit non pas d'eux, mais des Esséens. Dans le 8e livre de la Préparation Evangélique, c. 11, 12, Eusèbe reconnaît formellement que ce que Philon dit des Esséens se rapporte aux juifs, et dans son histoire ecclésiastique il rapporte aux chrétiens ce que le même auteur dit des Thérapeutes. Saint Nil suppose que les Esséens subsistaient encore de son temps dans leurs anciennes observances etc. Les principales raisons sur lesquelles Eusèbe s'appuie, sont la grande conformité qui se trouve entre ces Thérapeutes, et les premiers chrétiens de Jérusalem décrits par les Actes; ce grand nombre de vierges volontaires, que Philon dit être parmi eux, ce qui ne se peut rencontrer, dit Eusèbe, que dans la religion chrétienne; ce que dit Philon qu'ils étaient répandus en beaucoup d'endroits, même des pays barbares, leur vie fort conforme à ce que ceux que l'on appelle ascètes et les moines ensuite, ont pratiqué dans l'Eglise. Aussi Cassien et Sozomène rapportent à ces Thérapeutes l'origine et l'institution de la vie monastique etc. Philon en décrit la vertu comme pour relever sa nation, parce que l'église d'Alexandrie étant composée principalement de juifs, retenait encore beaucoup d'observations judaïques. »

CHAPITRE VI.

Saint Marc.

Les institutions décrites dans les chapitres précédents, jettent sur le nom de S. Marc un éclat qui nous appelle natu-

rellement à dire quelques mots de l'Evangéliste qui en dota l'église d'Alexandrie.

C'est un fait reconnu sans contestation que saint Marc apôtre de l'Egypte était l'Evangéliste. On lit dans Tillemont: « Eusèbe, qui avait été assez longtemps en Egypte, dit expressément que la créance commune au commencement du IVe siècle était que saint Marc apôtre du pays était l'Evangéliste, et il le dit comme une chose certaine. S. Epiphane, S. Jérôme, S. Chrysostôme n'ont pas difficulté d'en parler de même. »

Plusieurs historiens pensent que saint Marc est le même que Jean Marc dont parlent les Actes et qui suivit S. Paul et S. Barnabé. Etait-il l'un des 70 disciples? S. Epiphane et le diacre Procope le disent, et le dialogue d'Adamance contre les Marcionites, qui peut être du temps de Constantin, suppose qu'il en était ou du moins qu'il en pouvait être. Néanmoins Eusèbe dit nettement qu'il n'a point été disciple de Jésus-Christ, et qu'il ne l'a point suivi. S. Augustin et Théodoret disent la même chose. Tertullien le met seulement au nombre des apostoliques, c'est à dire des disciples des apôtres. S. Jérôme se contente de l'appeler disciple de S. Pierre, qui, dans sa première épître l'appelle son fils. On l'a toujours regardé comme le disciple particulier du prince des apôtres et comme son interprète. On croit qu'il fut l'une des conquêtes de S. Pierre. Il semble qu'il était de la ville ou du territoire de Cyrène; mais il était juif d'extraction, et son style fait assez juger que la langue hébraïque lui était plus naturelle que la grecque.

Saint Marc accompagna saint Pierre à Rome, et y travailla à la propagation de l'Evangile. On croit qu'il l'aida à composer sa première épître adressée de Babylone. c'est à dire de Rome, selon Eusèbe et saint Jérôme, et qu'il en fournit les termes et le style. Ce fut aussi dans cette même ville que saint Marc composa l'évangile qui porte son nom. Il est plus court que les trois autres évangélistes, parce qu'il voulut imiter saint Pierre, qui aimait à parler peu. On voit en effet qu'il est entré si bien dans les sentimens de la modestie et de l'humilité de cet apôtre, que saint Pierre n'aurait pas évité avec plus de soin de parler avantageusement de lui-même. Car ce saint Evangéliste ne parle point de ce que Jésus-Christ dit à l'avantage de saint Pierre après qu'il l'eut reconnu pour le Christ et le fils de Dieu, il ne marque pas non plus qu'il ait marché sur les eaux. Mais il raconte son renoncement avec beaucoup d'étendue. Il a suivi saint Mathieu en beaucoup de choses, et souvent il n'a fait que l'abréger: mais lors même qu'il le raccourcit, il ne laisse pas d'y ajouter quelquefois en un mot des choses très importantes. Il y a même des histoires qu'il rapporte plus au long et dont il marque des circonstances considérables. Saint Pierre approuva cet évangile.

On croit que saint Marc fut envoyé d'abord par saint Pierre à Aquilée, où il passa plusieurs années et convertit Hermagoras, qui lui succéda. Les Bollandistes donnent les actes de cet *Apostolatus Aquileiensis* qui est admis aussi par Ughellus, tome 5 de l'*Italia sacra*.

« Primus enim Marcus Evangelista Petri Apostoli discipulus, « Aquileiam, utpote primariam et celeberrimam per id tempus « urbem, ab ipso Petro, quod felicitati Aquileiensi adscribi « potest, in opus Evangelii missus etc. » André Dandulus, lib. 4. *Chronicorum*, parle de la mission de S. Marc à Aquilée. Palladius de Olivis, lib. 5. *Rerum Foro-juliensium*, assure que le modèle de la chaire de S. Marc se conservait à Grade en ivoire. D'après les mêmes actes, S. Marc retournant à Rome, présenta S. Hermagoras à S. Pierre pour son successeur à Aquilée.

Les Bollandistes donnent les actes de l'apostolat de S. Marc en Egypte d'après 12 manuscrits latins et grecs. Voici le jugement qu'en portent les critiques, Baillet en tête: « Ces actes sont assez anciens, et ont été suivis par Bède. Mais ils ne sont pas authentiques, et ne paraissent pas même tirés d'originaux. On les croit composés sur quelque tradition de l'église d'Alexandrie au IVe ou Ve siècle. Ce que nous avons de meilleur pour son histoire vient de ce qu'Eusèbe, saint Jérôme, et les autres pères en ont dit. »

Il y eut des chrétiens en Egypte avant la fondation du siége d'Alexandrie comme à Rome et à Antioche. Il existait de grandes relations entre la Palestine et l'Egypte. Le jour même de la Pentecôte, des juifs de l'Egypte et de Cyrène se convertirent, comme on le voit dans les Actes des Apôtres: « Habitantes . . . Ægyptum et partes Libyae quae est circa Cyrenen . . . audivimus eos loquentes nostris linguis magnalia Dei. » Au chap. 8 des Actes est racontée la conversion et le baptême de l'eunuque de la reine de Candace. Simon le Cyrénéen qui porta la croix du Sauveur était de Cyrène; Alexandre et Rufus ses fils sont nommés dans l'évangile de saint Marc. Lorsque le centurion Corneille fut baptisé par saint Pierre, des hommes de Cypre et de *Cyrène* arrivèrent à Antioche et prêchèrent l'évangile aux gentils (c. 11.) Parmi les prophètes et les docteurs adjoints à S. Paul et à S. Barnabé pour l'exercice de l'apostolat, saint Luc nomme Lucius de Cyrène. On peut supposer que tous ces chrétiens firent des prosélytes parmi leurs compatriotes. La religion chrétienne eut des partisans à Cyrène et peut-être même dans Alexandrie, dès ces premiers temps.

Une tradition qui n'est pas à mépriser rapporte que l'apôtre saint Simon prêcha l'évangile en Egypte, plusieurs années avant l'arrivée de S. Marc. Cela n'empêche pas que S. Marc a été le premier évêque d'Alexandrie et le premier patriarche de l'Egypte. S. Jérôme dit que S. Marc prêcha à Alexandrie dès l'année 43. En ce cas il faut qu'il soit retourné à Rome l'an 45, où il écrivit son évangile. Il était avec saint Pierre lorsque celui-ci écrivit sa première épître, où il dit, c. 5: « Salutat vos ecclesia, quae est in Babylone collecta; » et Marcus filius meus. » On croit que Babylone désigne Rome. D'autres pensent que S. Pierre veut parler de la ville de ce nom qui était en Egypte; saint Pierre serait donc allé en Egypte; c'est peu probable. D'autres disent que S. Pierre doit être considéré comme le vrai fondateur des siéges d'Alexandrie et d'Antioche, comme du siége de Rome, et que ces trois siéges n'en forment qu'un. Le pape saint Grégoire exprime admirablement cette pensée dans une lettre adressée à Eulogius d'Alexandrie, lib. 7. Epist. 40: « Quum multi » sint apostoli, pro ipso tamen principatu, sola principis apos- » tolorum sedes in auctoritate convaluit, quae in tribus locis » unius est. Ipse enim sublimavit sedem, in qua etiam quie- » scere, et praesentem vitam finire dignatus est. Ipse deco- » ravit sedem, in quam Evangelistam discipulum misit. Ipse » firmavit sedem, in quam decem annis, quamvis discessurus, » sedit. Quum ergo unius atque una sit sedes, cui ex au- » ctoritate divina tres nunc episcopi praesident, quidquid ego » de vobis audio, hoc mihi imputo. » C'est comme un triumvirat qui régit le monde entier. Le siége d'Alexandrie fut regardé dès les premiers siècles comme le second de l'Eglise entière.

Baillet décrit assez bien les missions apostoliques de S. Marc dans la Pentapole et l'Egypte, où saint Pierre l'envoya prêcher le royaume de Dieu. Saint Marc quitta Rome du temps de l'empereur Néron selon toutes les apparences, pour aller dans les missions de son département qui avait la réputation d'être le canton de la terre le plus gâté par les superstitions et les crimes. Il alla descendre d'abord à Cyrène dans la Pentapole. Après avoir fait un grand nombre de conversions, il passa dans les autres parties de la Libye, c'est à dire dans les provinces qu'on appelait Marmarique et Ammoniaque. Aucun autre ouvrier évangélique n'était encore entré dans ce champ. Saint Marc allant de villes en villes, de provinces en provinces, défrichait et plantait, puis laissait à ses dis-

ciples la commission d'arroser, et Dieu y donnait l'accroissement. C'est ce qu'il fit enfin dans la haute et basse Egypte et dans l'une et l'autre Thébaïde, puisque l'on assure que c'est de lui que toute l'Egypte a reçu la lumière de l'évangile. Il s'arrêta principalement dans la basse Egypte, et surtout à Alexandrie la seconde ville du monde après Rome pour le rang. Avant d'entrer dans cette grande ville, il prêcha longtemps aux environs, et avec la grâce dont il plut à Dieu d'accompagner sa parole, il vint à bout de lever la malédiction céleste qui avait été jusques là sur la terre d'Egypte. Car ce fut par le ministère de saint Marc que Dieu voulut répandre sur l'Egypte cette bénédiction qu'il lui avait promise par ses prophètes, et pour laquelle, selon la pensée des saints pères, Jésus-Christ y était venu dès son enfance. Cette bénédiction y fut si abondante que ce pays qui de tous les lieux où avait régné le paganisme avait été le plus attaché aux plus grossières et aux plus ridicules superstitions de l'idolâtrie, fut dans la suite celui de toute la chrétiénte où la semence de l'évangile produisit les plus grands fruits et les merveilles les plus extraordinaires. Le nombre des chrétiens se multipliant dans Alexandrie, saint Marc y établit plusieurs églises, c'est à dire, il divisa la ville en plusieurs quartiers et paroisses.

Les Actes de S. Marc portent qu'une révélation particulière du Saint-Esprit lui enjoignit d'aller à Alexandrie, où il guérit miraculeusement S. Anien, qui lui succéda sur le siége patriarcal.

Les Grecs, les Egyptiens, les Juifs, tous conspirèrent à sa destruction. Les idolâtres surtout, effrayés de la multitude de ceux qui s'étaient convertis, se soulevèrent contre le Galiléen. Saint Marc, après avoir souffert leurs efforts pendant quelque temps, vit qu'on en voulait à sa vie. Mais les besoins du nouveau peuple de Dieu lui faisant connaître qu'il n'était pas encore temps de la sacrifier, le portèrent à se retirer, après qu'il eut établi saint Anien comme évêque en sa place. Il retourna dans la Pentapole et les autres provinces de la Libye, visita les nouveaux fidèles, en augmenta le nombre par ses prédications, et y constitua des évêques et d'autres ministres. Il revint de fois à autre mais secrètement à Alexandrie. Quelques écrivains rapportent que dans ces intervalles de sa retraite il retourna à Rome et qu'il fut présent au martyre de saint Pierre et de saint Paul; qu'étant revenu à Alexandrie il y demeura encore caché pendant quelque temps, jusqu'à ce qu'enfin il fut découvert et arrêté par les païens. Les plus animés de la populace se jettèrent sur lui en fureur, lui mirent une corde au cou et le trainèrent par les rues, criant qu'il fallait mener ce buffle à Bucoles qui était un lieu près de la mer plein de roches et de précipices. Il eut ainsi tout le corps déchiré par lambeaux, la terre et les pierres furent teintes de son sang partout où on le traînait: mais pendant qu'on le traitait de la sorte il ne cessait de bénir Dieu. Le soir venu, ils le jettèrent dans une prison en attendant qu'ils eussent délibéré sur la manière dont ils devaient le faire mourir. Dieu le consola la nuit suivante par quelques visions qui le fortifièrent pour le combat qu'il avait à souffrir. Le lendemain dès le matin les infidèles allèrent le tirer de prison, et le trainèrent comme le jour précédent, jusqu'à ce qu'enfin il rendit son âme à Dieu au milieu de ce tourment, le lendemain de Pâques, 25 avril. Les païens célébraient la fête de Sérapis. Les Actes ont conservé le cri sauvage de la populace: *Trahamus bubulum ad loca Buculi.* On y lit que les chrétiens avaient déja construit une église en ce lieu, près de la mer: *in loco qui dicitur Buculi, id est Bubulci, juxta mare sub rupibus.* Ils rapportent aussi la prière de S. Marc: » Je vous rends grâces, Jésus-Christ mon maître, de m'avoir jugé digne de souffrir pour votre nom. » Dans la prison où il fut jeté pendant la nuit, il eut, d'après les mêmes Actes, une apparition des anges et une apparition de Jésus-Christ qui lui dit: » Paix à toi, Marc, notre évangéliste. »

Le martyre de S. Marc eut lieu vraisemblablement la dernière année de Néron, 67 de Jésus-Christ. Eusèbe le fait mourir six ans plus tôt, la 8e année de Néron; il est suivi par S. Jérôme et le vénérable Bède.

Après les Actes de S. Marc qui, sans être authentiques, remontent pourtant à la plus haute antiquité, les Bollandistes rapportent l'éloge du Saint Evangéliste par Procope, qui raconte les principaux traits de sa vie. Les Actes de S. Pierre d'Alexandrie, au commencement du IVe siècle, parlent de l'église de S. Marc près de laquelle il demanda instamment d'être conduit pour être martyrisé; en effet, il eut la tête tranchée près *sacram aedem evangelistae Marci.* L'empereur Théodose le Grand fit construire à Constantinople une somptueuse église en honneur de S. Marc, *prope Taurum;* les Menées des Grecs, XIe jour de janvier, mentionnent la mémoire du saint apôtre: *Commemoratio sancti apostoli Marci prope Taurum.* Renversée par un tremblement de terre, cette église fut refaite par l'empereur Romain l'Ancien, qui régna de 919 à 944. George Codinus la décrit dans son livre *de originibus Constantinopolitanis.* Vers la fin du IVe siècle le saint prêtre Philorome vint à pied de Galacie ou de Cappadoce, visiter le tombeau de S. Marc (Pallad. hist. laus. c. 113). On a un éloge de S. Marc, par Nicétas, tome 6 de la bibliothèque des Pères de Combefis.

L'on gardait encore au sixième siècle le manteau, ou *pallium* de saint Marc; et c'était la coutume de l'église d'Alexandrie que le nouvel évêque se revêtait de ce manteau, après quoi il pouvait légitimement prendre possession de son trône.

Le culte de S. Marc est fort ancien en Orient et en Occident. Le calendrier des Coftes et des Egyptiens met sa fête le 30 du mois *Barmuda,* qui coïncide avec le 25 avril, et une autre le 30 du mois Barmahath, c'est à dire le 26 mars. Les Grecs ont toujours célébré la fête le 25 avril, et la plupart des martyrologes latins n'en assignent pas d'autre.

Le Ménologe de Basile renferme, au 25 avril, le passage suivant: « Eodem die XXV aprilis martyrium S. Marci Apos» toli et Evangelistae. Marcus, divinus Christi Apostolus, post » ascensionem Domini nostri Jesu Christi, in tota Aegypto » et Libya et Pentapoli, imperante tunc Tiberio Cœsare, ver» bum Christi praedicavit. Conscripsit etiam sanctum Christi » Evangelium, a S. Petro apostolorum principe ipsi dictatum. » Ordinatus vero episcopus Alexandrinus, excitabat ornabatque » Christi ecclesias, constituens per omnes Aegypti praefecturas » episcopos, et fidem christianam propagans. Cum autem una » dierum juxta mare verbum Dei praedicaret ab idolorum cul» toribus detentus est, et funibus constrictus trahebatur adeo » ut carnes ejus saxis illisae lacerarentur, et sanguis ejus » terram irrigaret. Conjectus dein est in carcerem, ubi Do» minus illi apparens addixit regnum coelorum. Sequenti die » a carcere eductus, cum per plateas traheretur, spiritum » Deo reddidit. »

Le martyrologe du vénérable Bède s'étend sur le martyre de S. Marc et résume les principaux traits des Actes déjà cités: « VII Kalendas Maii. Natale S. Marci Evangelistae in » Alexandria: qui constitutis et confirmatis ecclesiis per Li» byam, Marmaricam, Ammoniacam, Pentapolim, Alexandriam, » atque Aegyptum universam, ad ultimum tentus est a Pa» ganis, qui remanserant Alexandriae. Qui videntes eum die » sancto Paschae missas facientem miserunt funem in collo » ejus, et trahebant eum ad loca Bucuili, quae erant juxta » mare sub rupibus, ubi erat ecclesia extructa: et defluebant » carnes ejus in terram, ac saxa inficiebantur sanguine. Ves» pere autem facto, miserunt eum in carcerem: ubi circa » mediam noctem primo angelica visitatione confortatus est, » deinde ipso Domino sibi apparente ad coelestia regna vo-

» catus. Et mane dum traheretur ad loca Buculi, gratias » agens et dicens: Domine in manus tuas commendo spiritum » meum, octavo Neronis anno defunctus est; et a viris reli- » giosis Alexandriae sepultus, in loco lapidis excisi, cum » gloria. Ordinaverat autem pro se Alexandriae episcopum » Anianum: aliis quoque longe lateque ecclesiis episcopos, » presbyteros et diaconos dederat. »

Dans sa description des saints lieux, le vénérable Bède nous apprend que l'église où reposaient les reliques de S. Marc était à droite en entrant à Alexandrie du côté de l'Egypte et que ces mêmes reliques se trouvaient dans la partie orientale de l'église: « A parte Aegypti urbem intrantibus ad dexte- » ram occurrit ecclesia, in qua beatus Evangelista Marcus » requiescit: cujus corpus in orientali parte ejusdem ecclesiae » ante altare humatum est, memoria superposita, de quadrato » marmore facta. »

Les martyrologes anciens qui portent le nom de saint Jérôme marquent la fête de S. Marc au 23 septembre: *Natalis S. Marci Evangelistae in Alexandria.* Les calendriers romains à l'usage des églises de France depuis Charlemagne donnent la même date; les savants n'ont pas su trouver d'explication plausible.

La fête de saint Marc au 25 d'avril était chômée d'obligation chez les Grecs et les Orientaux du temps de l'empereur Manuel Comnène. Elle y a toujours été maintenue depuis sur le même pied, et elle y subsiste encore aujourd'hui. Elle a été aussi observée de précepte dans l'Occident, au moins en quelques endroits. « En Angleterre, dit Baillet, la fête de saint Marc est encore d'obligation comme elle était avant le protestantisme, au moins depuis le XIIe ou le XIIIe siècle. Son office se trouve dans la liturgie anglicane qu'on a changée depuis la prétendue réformation. »

CHAPITRE VII.

Décadence des patriarcats Orientaux.

L'evêque de Rome successeur de S. Pierre et vicaire de Jésus-Christ reconnu dès l'origine comme possédant la primauté d'honneur et de juridiction sur l'Eglise universelle, présida les conciles généraux, décida les questions de foi et les causes majeures de la discipline. Nul n'osa jamais se comparer au Siége apostolique dont l'autorité repose sur les promesses contenues dans l'évangile. La foi romaine fut toujours vierge, l'hérésie ne souilla jamais le siége de S. Pierre, et le pape S. Agathon pouvait proclamer en toute vérité, sur la fin du VIIe siècle, que ses prédécesseurs avaient toujours été exempts de toute erreur. D'autre part, la décadence des patriarcats d'Orient infectés successivement par l'hérésie et le schisme, fait briller d'un plus vif éclat l'assistance divine qui préserva de tout temps le Siége de S. Pierre. Antioche, qui connut l'hérésie dès l'époque de Paul de Samosate, devint ensuite la proie du Monothélisme. Nestorius souilla le siége de Constantinople; Alexandrie, qui était regardée depuis S. Marc comme règle de la foi, s'attacha opiniâtrément à l'hérésie Eutychienne, au point que depuis Dioscore il y eut toujours deux patriarches, le catholique et le monophysite. Que ces grandes ruines font ressortir davantage la solidité du siége fondé à Rome par S. Pierre!

Le patriarcat romain, plus vaste que tous les autres puisqu'il comprenait, avec l'Italie et l'Afrique, l'Espagne, les Gaules et l'Illyrie jusqu'au Danube, conserva ses limites traditionnelles; il avait fait de nouvelles et brillantes conquêtes au Nord lorsqu'au VIIIe siècle l'empereur Léon l'Isaurien tenta de lui arracher les provinces Illyriennes. Dans l'Orient, au contraire, Antioche, qui perdit toute autorité sur l'immense vicariat des Chaldéens, vit s'élever à ses côtés deux nouveaux patriarcats, Jérusalem et Constantinople, dès le Ve siècle. Alexandrie ne subit aucun démembrement territorial, matériel: mais Constantinople lui disputa le second rang et finit par le lui enlever.

Quoique mère des autres églises de la Palestine, Jérusalem n'avait pas de siéges suffragants, car ils dépendaient des trois métropoles: Césarée, Scythopolis et Petra. On ne sait pas d'une manière bien certaine si la Palestine et la Phénicie dépendirent jamais du patriarche d'Antioche. Les 15 premiers évêques de Jérusalem furent pris parmi les juifs convertis. Lorsque la ville eut été détruite par Adrien qui la reconstruisit sous le nom d'Ælia et défendit aux juifs d'y entrer, il fallut nécessairement choisir les évêques parmi les Gentils. Césarée jouissait des droits de métropole; l'archevêque était consacré par l'évêque de Jérusalem réputé le plus digne de la province. On reconnaissait en faveur de ce dernier certaines prérogatives spéciales que le concile de Nicée confirma volontiers, tout en réservant la dignité métropolitaine à Césarée. Au IVe siècle, l'arianisme donna lieu à l'érection du patriarcat de Jérusalem, parce que l'évêque rejeta la communion et l'autorité d'un métropolitain qui favorisait l'hérésie; on parla des droits d'une église apostolique et mère de toutes celles de la Palestine. L'évêque Juvénal demanda la dignité patriarcale au concile d'Ephèse et l'obtint de celui de Chalcédoine: ainsi fut constitué le nouveau patriarcat qui comprenait trois provinces: la Judée, Samarie et la Galilée, et leurs métropoles: Césarée, Scythopolis et Pétra. — La pureté de la foi fut obscurcie par des nuages. En 335, Maxime II assistant au conciliabule de Tyr, souscrivit à la déposition de saint Athanase. Jean II eut de vifs démêlés avec S. Epiphane et S. Jérôme parce qu'il se montrait favorable à l'origénisme; trompé par Pélage au concile de Diospolis, il lui accorda l'absolution, en condamnant son hérésie. En 418, Praylius envoya au pape S. Zosime une attestation d'orthodoxie en faveur de Pélage et de Célestius; mais il ne tarda pas à changer d'avis. Juvénal qui avait adhéré à Dioscore au conciliabule d'Ephèse, se rétracta devant le concile de Chalcédoine. On ne sait pas bien certainement si Anastase successeur immédiat de Juvénal souscrivit à la lettre de Basilisque. L'évêque Martyrius donna des lettres de communion à l'hérétique Pierre Mongus, et Saluste signa l'hénotique de Zénon. Elie Ier qui fut exilé pour la foi de Chalcédoine, avait paru d'abord favoriser l'empereur Anastase, qui était eutychien. Pierre patriarche en 524, montra de la faiblesse contre l'origénisme; il admit trop facilement à sa communion Authime hérétique eutychien, qu'il condamna ensuite selon l'ordre du pape Agapet. Depuis cette époque les patriarches de Jérusalem se montrèrent zélés défenseurs de la vraie foi. En 633, Sophronius, dans le but d'étouffer le monothélisme naissant, agit avec un grand zèle auprès du pape Honorius, de Cyrus patriarche d'Alexandrie et de Sergius patriarche de Constantinople. Après sa mort qui eut lieu l'an 644, la Palestine étant occupée par les Sarrasins, la série des patriarches de Jérusalem subit une interruption de soixante ans, pendant lesquels le Saint-Siége confia l'administration à l'évêque de Dora et à celui de Philadelphie qui gouvernèrent en son nom. Lorsque Rome et l'Italie commencèrent à se détacher politiquement de Constantinople, les Sarrasins permirent l'élection des patriarches catholiques. Les nouveaux patriarches de Jérusalem se conservèrent dans les rangs orthodoxes contre les Iconoclastes et Photius; les ambassades qu'ils envoyèrent à Charlemagne, firent bien voir que leurs sympathies religieuses et politiques n'étaient pas pour Constantinople.

Dans le principe, Byzance faisant partie du diocèse de Thrace, dépendait d'Héraclée. Dans la suite on fit ordonner l'évêque par le patriarche d'Alexandrie. Le Ier concile de Constantinople qui reconnut les droits d'Ephèse sur l'Asie

mineure, voulut donner à Constantinople le premier rang après Rome, mais le Saint-Siége n'ayant pas ratifié cette disposition, l'évêque d'Héraclée, continuant d'être primat de la Thrace, était censé conserver sa juridiction sur le siége byzantin.

Dès l'année 341, un hérétique, Eusèbe de Nicomédie, occupe le siége de Byzance par intrusion. On y voit ensuite Macédonius, également hérétique et intrus, ennemi de la divinité du Saint-Esprit et condamné par le concile général de 381. Peu de temps après, le siége de Constantinople est souillé de nouveau par un arien, Démophile. Mais la plus funeste défection fut assurément celle de Nestorius, qui légua son nom à l'hérésie dont il fut l'auteur, et mérita d'être déposé solennellement dans le concile d'Ephèse, en 431.

Alexandrie, dont la foi avait été conservée pure de toute hérésie par les vingt-quatre évêques qui s'étaient succédé depuis S. Marc jusqu'à S. Cyrille, sembla investie de la mission d'exercer la vengeance de l'Eglise sur l'hérésiarque byzantin. Saint Cyrille, qui célébra deux conciles contre la nouvelle erreur et la dénonça au Saint-Siége, fut délégué par le pape S. Célestin pour procéder à la déposition de Nestorius et lui donner un successeur. Saint Cyrille institua Maxime sur le siége de Constantinople.

Que les rôles étaient intervertis vingt ans après! L'instabilité des choses humaines lorsqu'elles ne sont pas soutenues par la main du Tout-puissant, appela Constantinople à prendre une éclatante revanche de son illustre rivale. Un patriarche d'Alexandrie, de ce siége que l'on regardait depuis S. Marc comme la règle de la foi, embrasse opiniâtrement l'hérésie d'Eutychès, et il est jugé, condamné et déposé par le concile de Chalcédoine, c'est-à-dire à Constantinople! Au conciliabule d'Ephèse, dans cette ville où S. Cyrille, vingt ans auparavant avait déposé Nestorius en vertu des pouvoirs communiqués par le Saint-Siége, Dioscore avait osé déposer Saint Flavien de Constantinople et excommunier le pape Saint Léon. Une irréconciliable division désola l'héritage de Saint Marc; car les chrétiens d'origine égyptienne s'attachèrent généralement à l'hérésie, au lieu que les grecs demeurèrent fidèles à la foi de Chalcedoine et prirent le nom de *Melchites*. A la mort de Dioscore, qui eut lieu trois ans après la déposition de cet hérétique, ses partisans élurent Timothée Ælurus; depuis lors Alexandrie eut deux patriarches, et l'hérésie se perpétua sur le siége de S. Marc. En haine des catholiques et afin de pouvoir les exterminer, les Eutychiens ouvrirent l'Egypte aux Sarrasins, et se livrèrent à eux, leur patriarche en tête, à condition que les Grecs seraient dépouillés de leurs églises. Ces derniers résistèrent courageusement aux conquérants, qui les empêchèrent de nommer un patriarche de leur communion pendant 97 ans, et ne levèrent cette prohibition qu'au moment où la fondation du pouvoir temporel du Saint-Siége rendit le Chef de l'Eglise catholique indépendant de l'empereur Byzantin, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Du reste, les Cophtes, ces chrétiens de race Egyptienne que le fanatisme de l'hérésie avait jetés dans les bras des Sarrasins, sentirent à leur tour la pesanteur du joug; l'élection du patriarche jacobite était soumise au bon plaisir du préfet musulman; sur la fin du VIIe siècle, Abdul-Aziz, rejetant tous les candidats présentés par les Cophtes, fit sacrer un moine syrien nommé Simon.

L'établissement du patriarcat de Constantinople eut pour conséquence naturelle l'amoindrisement sinon matériel du moins moral des trois autres, d'autant plus que le nouveau patriarche visa hardiment à la suprématie. Le concile de Chalcédoine, témoin de la profonde humiliation qui résulta pour Alexandrie de l'hérésie et de la déposition de son patriarche Dioscore, sembla une occasion favorable à la réalisation des vues ambitieuses que nourrissaient les évêques de Constantinople depuis fort longtemps. Après la VIe session où l'on permit aux évêques de partir, et lorsqu'il en restait à peine deux cent parmi les six cent trente qui avaient pris part aux sessions précédentes, les clercs de Constantinople demandèrent pour leur église la suprématie sur les autres patriarcats, c'est à dire le second rang, le premier appartenant au siége de Rome. Les légats du Saint-Siége ayant quitté l'assemblée, les évêques accordèrent le second rang à Constantinople, ainsi que le droit d'ordonner les métropolitains des trois diocèses qui ne dépendaient ni d'Antiocheni de Rome, c'est à dire, la Thrace, le Pont et l'Asie mineure. Aucun évêque d'Egypte et d'Illyrie ne souscrivit à ce canon, contre lequel protestèrent plusieurs évêques de l'Asie mineure et du Pont. Les légats du Saint-Siége firent entendre de vives réclamations contre un décret formé par une assemblée qu'ils ne présidaient pas. Saint Léon annulla le canon de Chalcédoine en invoquant les droits de l'antiquité en faveur d'Alexandrie et d'Antioche, droits transmis par saint Marc et par saint Pierre et reconnus par le concile de Nicée; sa lettre à Anatolius évêque de Constantinople constate que le second rang appartenait à Alexandrie, et le troisième à Antioche: » Doleo etiam in hoc dilectionem tuam esse prolapsam, ut » sacratissimas Nicaenorum canonum constitutiones conareris » intringere, tamquam opportune hoc tibi tempus obtulerit, » quo secundi honoris privilegium sedes Alexandrina perdiderit » et Antiochena Ecclesia proprietatem tertiae dignitatis ami- » serit . . . . . Non convellantur provincialium jura primatuum, » nec privilegiis antiquitus institutis metropolitani antistites » fraudentur. Nihil Alexandrinae sedi ejus quam per S. Marcum » Evangelistam beati Petri discipulum meruit, pereat digni- » tatis, nec Dioscoro impietatis suae pertinacia corruente, » splendor tantae ecclesiae tenebris obscuretur alienis. An- » tiochena quoque ecclesia, in qua primum praedicante Petro, » christianum nomen exortum est, in paternae constitutionis » ordine perseveret, et in gradu tertio collocata, numquam se » fiat inferior. Aliud enim sunt sedes, aliud praesidentes. » Grâce à cette protestation, le canon de Chalcédoine fut regardé comme non avenu. Mais l'empereur Zénon l'ayant renouvelé dans la suite, les évêques de Constantinople s'emparèrent des trois diocèses, en laissant toutefois aux métropolitains le droit de confirmer les évêques suffragants. La résistance d'Ephèse ne fut vaincue que sous Justinien, et l'Illyrie résista avec succès jusqu'à l'époque de Léon l'Isaurien. Forts de l'appui des empereurs, les évêques de Constantinople prétendirent étendre leur autorité sur Antioche et Alexandrie et gouverner ainsi tout l'Orient. Non content d'usurper les patrimoines de l'Eglise romaine et d'incorporer au patriarcat de Constantinople l'Illyrie qui avait toujours fait partie du patriarcat de Rome et dépendait de l'évêque de Thessalonique en qualité de vicaire du Saint-Siége, Léon l'Isaurien eut l'audace de soumettre à Byzance les métropolitains de Sicile et de Calabre, et le patriarche Polyeucte conféra l'autorité métropolitaine à l'évêque d'Otrante, en lui ordonnant d'abolir le rit latin en Calabre et d'établir partout des évêques du rit grec. Les Papes levèrent continuellement la voix contre ces audacieuses usurpations. Au IXe siècle, le pape S. Nicolas 1er consulté par les Bulgares reconnut trois siéges patriarcaux proprement dits, Rome, Alexandrie et Antioche, parce que c'étaient les seuls siéges apostoliques dont la succession n'eût pas été interrompue: « Desideratis nosse quot sint veraciter » patriarchae? Veraciter illi sunt patriarchae, qui sedes apos- » tolicas et per successiones pontificum obtinent . . . Romanam » videlicet, Alexandrinam et Antiochenam. Constantinopolita- » nus autem et Hierosolymitanus antistites, licet dicantur pa- » triarchae, non tantae tamen auctoritatis, quantae superiores » existunt. » La question ne fut réglée que dans le IVe concile général de Latran sous Innocent III, qui accorda le second rang à Constantinople et le troisième à Alexandrie, sans rendre par là les Grecs plus attachés à l'unité.

Nous ne comptons pas les défections des patriarches de Constantinople, dont la foi périt dans cent naufrages. L'historien qui contemple ces grandes et lamentables ruines, porte un regard d'admiration sur l'Eglise romaine dont l'indéfectibilité repose sur les promesses divines qui assurent ses continuelles victoires sur les portes de l'enfer, au lieu qu'il a été donné à celui-ci de prévaloir sur les siéges de l'Orient chrétien. Antioche s'attacha au monothélisme et n'eut pas d'évêque orthodoxe pendant 80 ans.

Tamerlan et les Turcs ayant détruit presque toutes les villes d'Orient, les siéges épiscopaux périrent. On créa à Constantinople des évêques *in partibus*, auxquels furent donnés des monastères en commende, longtemps avant que les Papes fissent de même en Occident. Nous lisons à ce sujet, dans Le Quien, *Oriens christianus*, tom. I, p. 366: « Quumque vix ullae in » regionibus illis ecclesiae starent, hinc factum est, ut episcoporum series, simul cum religione desierit, nec nisi metropolium nomina perseverarint, creatis in urbe Regia Constantinopoli antistitibus, qui tamquam ipsarum praesules, saltem tituli, haberentur. Ut porro illis suppeterent quae honesto victui, dignitatis ipsorum causa necessaria forent, ab Alexio Comneno sancitum est ut monasteriorum praefecturis, aliisque cœnobiorum officiis donarentur.

CHAPITRE VIII.

Patriarches latins d'Antioche et de Jérusalem.

Comme les patriarches du rite latin furent établis à Antioche et à Jérusalem dès l'époque de la première croisade, au lieu que Constantinople ne les eut qu'après la fondation de l'empire latin au commencement du XIIIe siècle, nous parlons d'abord des premiers.

Les croisés ne se contentèrent pas d'établir des évêques de leur rit, ils fondèrent aussi des chapitres latins; les chanoines élisaient les évêques, et le Pape les confirmait. Les patriarches recevaient le pallium du Saint-Siége et le donnaient à leurs métropolitains, qui prêtaient dans leurs mains le serment de fidélité au Pape.

Pascal II et Innocent II permirent, sur la demande des rois latins de la Terre-Sainte, que toutes les villes dont ils feraient la conquête, feraient partie du patriarcat de Jérusalem. C'est ainsi que Tyr et sept autres villes qui dépendaient jadis d'Antioche, furent incorporées au patriarcat de Jérusalem.

On trouve dans Le Quien la liste des archevêques et évêques latins d'Antioche, Laodicée, Tripoli de Syrie, Séleucie, Tarse, Edesse, Apamée, Aréthuse, Larisse, Hiérapolis, Nicosie et plusieurs autres. Nous parlerons seulement des patriarches.

Le premier patriarche latin d'Antioche, l'an 1098, fut Bernard, né à Valence en France, attaché au légat apostolique. Il gouverna le siége d'Antioche environ 36 ans.

2. Rodolphe, né à Domfront sur les limites de la Normandie et du Maine (1136-1142). Acclamé par le peuple et les chevaliers sans le consentement des chanoines, ceux-ci ne voulurent pas le reconnaître; il prit possession de l'église et du palais. Mandé à Rome, il fut déposé dans un concile célébré à Antioche sous la présidence du cardinal Albéric, légat Saint-Siége.

3. Aimeric fut élu par les chanoines dans les formes canoniques (1142-1187). Il était de Limoges. En 1182, il ramena à la communion de l'Eglise romaine un assez grand nombre de Maronites infectés de monothélisme.

4. Rodolphe II, dont la patrie et les actes sont également inconnus. On croit qu'il occupa le siége d'Antioche 12 ou 13 ans.

5. Pierre Ier était patriarche en 1201 lorsque Raymond comte de Tripoli obtint la principauté d'Antioche. Il mourut en 1208.

6. Pierre II élu par les chanoines d'Antioche, reçut le pallium. Innocent III écrivit au clergé et aux fidèles d'Antioche d'accueillir avec docilité ce prélat, dont il fit les plus grands éloges. On a dans les registres d'Innocent III huit lettres qui le concernent. Ne pouvant assister au concile de Latran pour maladie, il se fit représenter par l'évêque d'Antarad et mourut en 1217.

7. Raynier patriarche d'Antioche de 1219 à 1226. Vice-chancelier du Saint-Siége, il fut nommé patriarche par Honorius III et mourut en 1226. On trouve dans les Annales de Baronius une lettre d'Honorius III aux chanoines d'Antioche, auxquels le Pape ordonne de faire l'élection du nouveau patriarche dans le délai d'un mois.

8. Albert, précédemment évêque de Brescia, est nommé fréquemment dans les Annales de Baronius de 1232 à 1245. Il assista au premier concile de Lyon et voulut être enseveli à Citeaux.

9. Elie, natif de Regio et dominicain.

10. Christianus, patriarche en 1268 lorsque le soudan de Babylone prit Antioche, fut massacré dans une église avec d'autres membres de son clergé.

11. Opisio, que l'on croit avoir été Génois, de la famille Fieschi et neveu des papes Innocent IV et Adrien V, assista au second concile de Lyon.

12. Isnard, natif de Paris et dominicain, fut nommé patriarche d'Antioche par Clément V. La dispersion des chapitres latins avait obligé Boniface VIII de réserver au Saint-Siége la nomination du patriarche.

13. Geraldus Ottonis, franciscain, fut nommé patriarche d'Antioche par Clément VI en 1342.

Malgré la destruction des royaumes latins, les Papes ont continué de nommer des patriarches *in partibus*, ainsi que les Grecs l'avaient fait par rapport aux villes détruites par les Turcs. On peut voir dans Le Quien la succession des patriarches latins d'Antioche et des évêques des principaux siéges de l'Orient. Il ne serait pas difficile d'en continuer la liste jusqu'à nos jours, grâce aux renseignements déposés dans les actes officiels du Saint-Siége. Passons au patriarcat latin de Jérusalem.

D'après Jacques de Vitry, le patriarche de Jérusalem avait quatre métropolitains sous sa dépendance, outre les siéges épiscopaux qui relevaient immédiatement de sa juridiction métropolitaine. Tyr, Césarée, Nazareth et Pétra étaient métropoles; Bethléem, Hébron et Lydda formaient la province de Jérusalem. Les chanoines réguliers de S. Augustin établis dans l'église patriarcale du Saint-Sépulcre élisaient le patriarche. Il y avait aussi des chanoines réguliers dans l'église du Temple, dans celle du Mont-Sion et dans celle du Mont-Olivet. Les Bénédictins noirs possédaient trois monastères: Sainte-Marie des Latins, Josaphat et le Thabor. Des Bénédictines occupaient trois maisons: Jérusalem, S. Lazare à Béthanie, et Sainte-Anne près la porte de Josaphat. Cluny fonda toutes ces maisons.

Le premier patriarche latin de Jérusalem fut Daibert, ou Dagobert, homme vraiment éclairé et zélé. Il donna à Godefroi de Bouillon l'investiture du royaume de Jérusalem, et celle de la principauté d'Antioche à Bohémond. Le jour de Noël 1101, il couronna Baudouin dans l'église de Bethléem. Il avait été évêque de Pise, et il mourut en 1107.

2. Gibelin, archevêque d'Arles et légat apostolique, élu par le vote unanime du clergé, acclamé par le peuple, mourut l'an 1111.

3. Arnoul élu patriarche tandis qu'il était archidiacre de Jérusalem, sacra Baudouin II et mourut en 1118.

4. Gormond, natif de Piquigny, diocèse d'Amiens, élu pa-

triarche en 1118, vit fonder les Templiers, et mourut en 1128, après avoir gouverné son siége avec la plus grande distinction.

5. Etienne, chanoine régulier et abbé de S. Jean de Chartres, ayant fait le pélerinage de Jérusalem par dévotion, fut acclamé patriarche. Il était parent du roi Baudouin. Son épiscopat dura à peine deux ans.

6. Guillaume Ier, flamand, prieur du Saint-Sépulcre, très aimé du roi, des grands et du peuple, fut élu patriarche en 1130. Il couronna Foulques, gendre de Baudouin II et son successeur au trône de Jérusalem, le 14 septembre 1131. Onze ans après, il couronna Baudouin III et sa mère Mélisinde. Il mourut en 1145, après 15 ans de patriarcat.

7. Foucher, précédemment archevêque de Tyr, élu patriarche en 1145, entreprit le voyage de Rome, quoique son âge approchât de cent ans, pour traiter certaines affaires avec le pape Adrien IV. Il mourut en 1157.

8. Amalric, français, prieur du Saint-Sépulcre, reçut le pallium que lui envoya Adrien IV. On a quelques lettres de lui au roi de France Louis VII dans les *Gesta Dei per Francos*, p. 1172 et seqq. Il couronna Amalric en 1162, et son fils Baudouin IV en 1173. Le patriarche mourut en 1180, après 22 ans d'épiscopat.

9. Héraclius, auvergnat, précédemment archevêque de Césarée, fut redevable de sa promotion à l'influence de Sibille femme de Guidon qui devint roi de Jérusalem en 1186. On dit que Guillaume de Tyr s'opposa à son élection en prédisant que l'on perdrait Jérusalem sous son pontificat. La Chronique de Marin Sanut, dans les *Gesta Dei per Francos* s'est fait l'écho de ces sinistres prévisions: « Tam perniciosi exem-» pli fuit, ut procedentem ornatissimam mulierem, quam pu-» blice tenebat, vulgus patriarchissam vocaret, et in ejus » electione publice dictum fuit, sub Heraclio amittendam esse » crucem, sicut sub Heraclio imperatore recuperata fuerat; » quod et accidit. » Saladin ayant pris Jérusalem en 1187, le patriarche, les chanoines, la reine Sibille, les Hospitaliers, les Templiers et la plus grande partie du peuple se réfugièrent à Antioche, qui devint la résidence des patriarches latins de Jérusalem pendant un siècle. Héraclius mourut en 1191.

10. Sulpice.

11. Michel, doyen de la cathédrale de Paris et professeur distingué de l'université, élu patriarche de Jérusalem en 1194, ne s'était pas encore mis en route lorsque les chanoines de Sens l'élurent archevêque. Baluze a publié une lettre de l'évêque de Lydda à maître Michel doyen de Paris, l'exhortant à accepter le patriarcat et à partir sans délai. Michel opta pour Sens.

12. Monaco, natif de Florence, ayant fait le voyage de Jérusalem par dévotion, fut nommé chancelier par le patriarche, ensuite archevêque de Césarée, enfin patriarche en 1194. On possède 14 lettres d'Innocent III qui lui sont adressées. Il mourut en 1203.

13. Le cardinal Soffredus légat apostolique ayant été élu patriarche, Innocent III lui écrivit en l'exhortant vivement à accepter; mais il ne put s'y décider.

14. S. Albert, né dans la diocèse de Parme, chanoine régulier, évêque de Bobbio et ensuite de Verceil fut obligé par Innocent III d'accepter le patriarcat. Etant parti pour la Syrie en 1205, vivement recommandé par les lettres du Pape, il rédigea la règle du Carmel, et gouverna saintement, de manière à mériter les éloges du même Pape, qui lui écrivit un grand nombre de lettres. Un mauvais homme qu'il avait puni de son inconduite le massacra dans une procession le 14 septembre 1214.

15. Gualterus, évêque de Verceil et ensuite de Pise, étant parti pour l'Orient en 1209 dans le but de porter secours aux chrétiens, fut élu patriarche de Jérusalem.

16. Rodolphe, précédemment évêque de Sarepta, est nommé fréquemment dans les Annales de Baronius de 1217 à 1222. Sa mort eut lieu en 1225.

17 Gérald, abbé de Cluny, évêque de Valence, patriarche de Jérusalem en 1225, reçut plusieurs lettres d'Honorius III et de Grégoire IX au sujet de Frédéric Barberousse. Mort en 1239.

18. Robert, précédemment évêque de Nantes, accompagna S. Louis à Damiette, où il entra, les pieds nus, comme le saint roi. Mort en 1254.

19. Jacques Pantaléon, natif de Troyes, archidiacre de Liége, patriarche de Jérusalem en 1255, élevé au souverain-pontificat en 1261, prit le nom d'Urbain IV.

20. Barthélemy, de Vicence, dominicain, refusa le patriarcat, à cause de son âge avancé. Il reçut à Paris la sainte Epine des mains de S. Louis.

21. Humbert, général des Dominicains, à qui Urbain IV offrit aussi le patriarcat de Jérusalem, refusa à son tour.

22. Guillaume, précédemment évêque d'Agen, reçut des mains d'Urbain IV, le siége épiscopal de S. Jean d'Acre uni au patriarcat de Jérusalem, en 1263. Il couronna à Chypre Hugues de Lusignan le jour de Noël 1267, et mourut en 1270.

23. Thomas, sicilien et religieux de l'ordre de S. Dominique, avait été évêque de Bethléem et archevêque de Cosenza; un fait intéressant de sa vie comme religieux est qu'il donna l'habit de frère prêcheur à S. Thomas d'Aquin à Naples en 1243. Le bienheureux Grégoire X le fit patriarche de Jérusalem en 1272. Mort en 1277.

24. Aiglerius archevêque de Naples fut élu patriarche: mais il paraît que Nicolas III refusa de ratifier son élection.

25. Jean de Verceil, général des Dominicains, pressé par le Pape d'accepter le patriarcat de Jérusalem, finit par faire agréer son refus. La lettre pontificale se trouve dans les Annales de Baronius, 1278.

26. Elie nommé par Nicolas III patriarche de Jérusalem et administrateur apostolique de S. Jean d'Acre en 1279, mourut en 1288.

27. Nicolas, dominicain, nommé patriarche par Nicolas IV, périt en 1291, lorsque le soudan de Babylone prit S. Jean d'Acre; car la barque dans laquelle il se sauva, fut submergée sous le poids des fugitifs qu'il avait accueillis en nombre excessif.

28. Rodolphe II, natif de Granville en Normandie, dominicain et provincial de Terre-Sainte, fut nommé patriarche de Jérusalem par S. Célestin V, l'an 1294. Dix ans après, le B. Benoît XI le fit administrateur de Brindes.

29. Antoine Beik, prêtre anglais, élu patriarche de Jérusalem, obtint la confirmation de Clément V la même année.

30. Pierre Ier, franciscain, légat apostolique de la croisade qui enleva Rhodes aux Mahométans, fut nommé patriarche de Jérusalem par Clément V en 1314. Mort en 1322.

31. Pierre II, chanoine latin de Nicosie. Mort en 1324.

32. Raymond Bequin, de Toulouse, dominicain, nommé patriarche par Jean XXII en 1324, mourut en 1328.

33. Pierre II, dominicain (1329-1342). Il avait eu le courage de se rendre à Chypre pour traiter avec le soudan d'Egypte de la restitution de la Terre-Sainte.

34. Elie II, franciscain, nommé patriarche en 1342, fut promu au cardinalat la même année.

35. Guillaume III était patriarche en 1351.

36. Philippe de Cabassole, né à Cavaillon et nommé évêque de cette ville en 1334, fut élevé au siége patriarcal de Jérusalem en 1361. Urbain V le créa cardinal en 1368. Mort en 1372.

37. Guillaume de Militibus, nommé patriarche en 1369, mourut en 1374.

Depuis lors, les patriarches latins de Jérusalem perdirent tout espoir de recouvrer leur siége. Les Papes continuèrent

de nommer des patriarches *in partibus*, qui résidèrent à Rome. Plusieurs auteurs en donnent la liste. Enfin, après cinq cents ans, le patriarcat latin a été rétabli comme siége effectif en 1847, ainsi que nous le dirons plus loin.

Le Moyen-Age ne reculait pas devant la création d'évêques latins en Orient. Le Quien donne la liste des évêques de la Palestine, Hébron, Lydda, Bethléem, Ascalon, Césarée, Sébaste, Joppé, Nazareth, Tibériade, Petra, Mont-Sinaï, Tyr, Sidon, Béryte, S. Jean d'Acre, Sarepta et les autres. Les titres *in partibus* que le Saint-Siége a continué de conférer sont: Amat, Ascalon, Antedona, Dioclétianopolis, Hiérapolis, Hébron, Joppé, Jéricho et Ramata.

CHAPITRE IX.

Patriarches latins de Constantinople.

Des évêques et des chapitres latins ont existé à Constantinople et dans la plupart des villes de la Macédoine, de la Thrace et de la Grèce au XIIIe et XIVe siècle.

En 1203, vingt mille Français et l'escadre Vénitienne s'emparèrent de Constantinople. Les Grecs ayant tenté de se révolter et de massacrer leurs nouveaux maitres, la ville subit un siége en règle qui dura deux mois. C'est pendant ce temps que les Français et les Vénitiens convinrent de s'emparer de tout l'empire et de créer un empereur et un patriarche latins, en stipulant que celui-ci devrait être Vénitien lorsque l'empereur serait Français, et *vice versa*. Constantinople fut prise d'assaut le 12 avril 1204; Baudouin acclamé empereur le 9 mai, fut couronné solennellement le 16.

En érigeant le patriarcat latin de Constantinople, Innocent III le forma de tous les pays dont les Européens feraient la conquête, excepté les siéges qui ne dépendaient pas du patriarcat grec; le patriarche latin eut donc sous sa juridiction Thessalonique, l'Achaïe, la Troade, la Thrace jusqu'à la Bulgarie et une partie de la Bythinie. Plusieurs évêques grecs se soumirent spontanément aux patriarches et aux métropolitains latins; Innocent III prescrivit de les sacrer désormais d'après le rite latin. D'autres, en haine des latins, quittèrent leurs siéges. Le marquis de Montferrat ayant pris Athènes, Innocent III établit aussitôt un archevêque latin, auquel il assigna onze suffragants par une bulle du 13 février 1208. Une autre bulle, du 14 juillet de la même année, permit au chapitre latin d'Athènes de se conformer aux statuts capitulaires de Paris en ce qui concerne les distributions canoniales. Le Quien donne cette bulle, tome III de l'*Oriens christianus*, p. 338. Corinthe accueillit aussi un archevêque latin escorté de plusieurs suffragants dont la liste se trouve dans le même auteur. Les siéges de l'Asie-Mineure furent aussi occupés par les Latins.

L'empereur Baudouin étant français, le patriarche fut pris parmi les Vénitiens, conformément aux conventions. On choisit Thomas Moresini qui avait généreusement renoncé à son droit d'ainesse pour servir l'Eglise. Innocent III le consacra à Rome en 1205, et lui accorda le privilége d'instituer les métropolitains de son patriarcat, celui de couronner l'empereur de Constantinople, de se faire précéder de la croix en tout lieu, excepté Rome et tout autre où serait le Pape. Les chapitres latins d'Orient procédaient à l'élection des métropolitains et des évêques dans les formes canoniques, ainsi que nous l'avons dit.

Baudouin ayant été fait prisonnier par le roi des Bulgares au siége d'Andrinople et étant mort en prison, le patriarche Thomas couronna son frère Henri. Il mourut à Thessalonique l'an 1211. Nous allons énumérer brièvement ses successeurs au patriarcat latin de Constantinople.

2. Gervais, ou Everardus, toscan, mérita des reproches d'Innocent III parce qu'il envoyait des légats dans les provinces avec des pouvoirs exhorbitants, parce qu'il créait de nouvelles métropoles et qu'il violait les canons du IIIe concile de Latran sur la collation des bénéfices. Mort en 1220.

3 Mathieu, évêque dans la Vénétie, fut élu patriarche en 1221. On a une lettre que le pape Honorius III lui écrivit, en date du 17 juin 1221. Mort en 1226.

4. Les chanoines de Constantinople n'ayant pu s'entendre sur l'élection, Honorius III désigna Jean, archevêque de Besançon; mais celui-ci ayant supplié instamment le Pape de l'exempter d'une charge aussi pesante, Honorius le fit cardinal évêque de Sabine, et nomma Simon, qui était archevêque de Tyr. Simon mourut l'an 1233.

5. Nicolas Ier était évêque de Spolète lorsque Grégoire IX, en 1234, le préconisa patriarche de Constantinople. En 1243, Innocent IV le nomma légat apostolique de la croisade. Nicolas assista au concile général de 1274 et mourut en 1286. Les Latins ayant perdu Constantinople en 1261, le patriarche se retira comme eux, sans cesser pourtant d'exercer sa juridiction sur les provinces que les Européens conservaient et qu'ils retinrent encore longtemps.

7. Pierre préconisé par Honorius IV, vécut jusqu'à 1301. L'élection canonique ne pouvant avoir lieu par la raison que les chapitres étaient dispersés, Boniface VIII réserva la nomination des patriarches au Saint-Siége, en vertu de la décrétale *Sancta Romana Ecclesia*, qui se trouve dans le *Corpus juris*.

8. Léonard fut nommé patriarche de Constantinople par Boniface VIII, qui lui donna en même temps l'administration de l'église de Crète. Clément V l'invita au concile de Vienne, sans qu'on sache s'il y assista.

9. Le Pape unit le titre d'administrateur de Négropont au siége patriarcal de Constantinople afin de former des revenus pour le patriarche exilé de sa ville; il nomma Nicolas II.

10. Pierre II, chanoine de Beauvais, nommé patriarche de Constantinople en 1319, mourut en 1324, commendataire du siége épiscopal d'Aversa.

11. Cardinalis le remplaça. Jean XXII lui écrivit de donner la croix aux soldats de la croisade.

12. Gotius Battaglina, de Rimini, professeur distingué de droit, avait pris la défense de Boniface VIII contre Guillaume de Nogaret, et avait travaillé à la réforme de la Pénitencerie. Benoît XII récompensa ses services en le nommant patriarche de Constantinople. Elevé au cardinalat le 18 décembre 1338, il mourut à Avignon en 1345.

13. Après la promotion de Gotius à la pourpre, Benoît XII conféra le patriarcat à Henri, auquel il écrivit ensuite une lettre concernant la croisade. Nous avons aussi une lettre de Clément VI du 18 septembre 1344 sur le même sujet. Henri fut massacré par les Turcs à la prise de Smyrne, le 17 janvier 1345.

14. Etienne, évêque de Bénévent, nommé patriarche de Constantinople par Clément VI en 1346, mourut en 1350.

15. Guillaume Pustrella, archiprêtre de Monza, nommé patriarche, fut ensuite transféré à l'archevêché de Milan, en 1361.

46. George eut le titre de patriarche latin de Constantinople après Guillaume.

17. Le bienheureux Pierre-Thomas, natif d'Aquitaine, carme, évêque de Crète, fut nommé en 1364 patriarche latin de Constantinople par Urbain V, qui lui conféra aussi l'administration de Négropont et de Corona. Le Bienheureux mourut à Famagosta dans l'île de Chypre, le 6 janvier 1366.

18. Guillaume II nommé par Urbain V en 1366, vécut peu de temps, car son successeur était institué dès l'année suivante.

19. Paul, auparavant archevêque de Smyrne, était patriarche de Constantinople en 1367: nous avons une lettre d'Ur-

bain V qui lui fut adressée cette année. L'empereur Jean Paléologue l'envoya auprès d'Urbain V à Viterbe afin de traiter de la réunion et de demander des secours contre les Turcs.

20. Ugolin de Malabranca, augustin, était patriarche de Constantinople en 1372; l'on a une lettre de Grégoire XI du 28 décembre de cette année. Mort en 1374.

21. Jacques, natif d'Itri, près Gaëte. Clément VII le fit cardinal en 1378.

22. Guillaume III, nommé en 1379, conserva le titre fort longtemps.

23. Mathieu II, dominicain, fait patriarche en 1398.

24. Ange Corarius, qui fut pape dans l'obédience d'Avignon sous le nom de Grégoire XII, avait été patriarche de Constantinople. Il se démit en 1415.

25. Antoine Corarius, vénitien, frère d'Ange, patriarche en 1405, cardinal et évêque de Bologne en 1408, assista au concile de Constance. Mort en 1445.

26. François Laudo, vénitien.

27. Jean, patriarche de Constantinople, assista au concile de Constance.

28. Jean de la Rochetaillée, évêque de Genève, assista au concile de Constance et prit part à l'élection de Martin V, qui le nomma patriarche de Constantinople.

29. François II, neveu du pape Eugène IV, donna sa démission du titre de patriarche de Constantinople avant l'arrivée des Grecs au concile de Florence; les actes de ce concile ne renferment pas la signature du patriarche latin.

30. Jean III. 31. Grégoire.

32. Isidore, natif de Thessalonique, abbé de S. Dominique à Constantinople et archevêque des Ruthènes, assista au concile de Florence avec Bessarion. Lorsque les Turcs prirent Constantinople, Isidore qui s'y trouvait pour travailler à l'extinction du schisme fut fait prisonnier, et demeura plusieurs années dans les fers; étant parvenu à s'évader, il arriva à Rome, et devint patriarche de Constantinople et cardinal. Mort en 1464.

33. Bessarion eut aussi le titre de patriarche de Constantinople. Il mourut en 1472.

La prise de Constantinople par les Turcs fit perdre l'espoir de rétablir le patriarche catholique latin sur son siége. Néanmoins, les Papes ont continué de nommer des patriarches comme ils l'ont fait pour les autres siéges de l'Orient. Le patriarche résida longtemps à Venise; il exerçait sa juridiction à l'aide d'un vicaire, et il avait les rentes de Candie, qui s'élevaient à 13,000 livres vénitiennes. En 1631, le nombre des catholiques latins résidant à Constantinople s'étant augmenté, ils obtinrent de la S. Congrégation de la Propagande que le patriarche fût obligé de nommer un évêque suffragant en faveur duquel on prélèverait un traitement sur les rentes de Candie. Livio Lili fut le premier vicaire revêtu de la dignité épiscopale. Lorsque les Turcs se furent emparés de Candie, le patriarcat latin de Constantinople devint un simple titre *in partibus* que les papes continuèrent de conférer à un prélat résidant à Rome; la S. Congrégation de la Propagande se réserva la nomination du vicaire apostolique patriarcal. C'est ce qui se fait encore aujourd'hui. Le vicaire patriarcal est archevêque *in partibus*; sa juridiction s'étend sur la Roumanie, la Macédoine et l'Anatolie. Les établissements latins, écoles, hôpitaux, résidences des missionnaires ont pris un grand essor dans ces derniers temps et semblent appeler la réorganisation hiérarchique dans un avenir peu éloigné.

CHAPITRE X.

Du rétablissement du patriarcat latin d'Alexandrie.

L'Egypte n'ayant jamais été au pouvoir des princes chrétiens, n'eut pas le bonheur de voir un patriarche latin résidant sur le siége d'Alexandrie. L'Occident trouva, pour ainsi parler, une compensation dans la translation du corps de S. Marc à Venise, qui possède encore aujourd'hui ces précieuses reliques. Les Papes créèrent pourtant des patriarches *in partibus*, dont la succession s'est continuée jusqu'à nos jours. Lorsqu'en 1249 S. Louis roi de France prit Damiette, un archevêque latin fut institué; il se retira à Tyr lorsque les Mahométans reprirent la ville. En 1369, Pierre roi de Chypre s'empara d'Alexandrie, mais il dut l'abandonner presque aussitôt; nul évêque du rite latin n'a siégé dans cette ville avant l'érection du vicariat apostolique d'Egypte, qui a eu lieu en 1839.

La translation du corps de S. Marc à Venise est certaine. Le martyrologe romain en fait mention, au 31 janvier: « Translatio sancti Marci Evangelistae, cum sacrum ejus corpus » ex Alexandria Ægypti urbe, a barbaris tunc occupata, Venetias allatum, ibique in majori ecclesia ejus nomine consecrata honorificentissime conditum fuit. » Elle eut lieu l'an 828, pendant que Léon l'Arménien régnait à Constantinople, les Sarrasins occupant l'Egypte depuis deux siècles. Les Bollandistes donnent toute la relation de l'enlèvement du corps par les marchands Vénitiens. On a, sur cette translation, le témoignage de Bernard, moine français du IXe siècle, cité par Mabillon *Acta SS. Ord. Bened. seac. III, p. 2*; celui de Sévère, évêque d'Asclumia au Xe siècle, rapporté par Renaudot, *Vitae patriarch. Alexandrin.*; celui de S. Pierre Damien au XIe siècle, sans parler d'une foule d'autres cités dans la chronique d'André Dandolo, doge en 1336. On fait à Venise le 25 juin la fête de l'Apparition de S. Marc; l'origine en remonte au règne de l'empereur S. Henri, à l'an 1084; comme l'on ne connaissait pas l'endroit où le corps avait été déposé, des prières publiques eurent lieu, et les reliques se montrèrent miraculeusement à tout le peuple, comme le raconte longuement la chronique d'André Dandolo. Le corps de S. Marc a été retrouvé en 1811 avec les marques les plus certaines d'authenticité.

La puissance de Venise prit son essor à partir de l'époque où cette ville posséda les précieuses reliques de l'Evangéliste. Sur la fin du IXe siècle, les doges obtinrent du Pape l'investiture de Comacchio, qui pouvait leur disputer par sa position topographique l'empire de l'Adriatique; dès le siècle suivant ils furent maîtres de l'Istrie et de la Dalmatie, qui formèrent le nerf de la puissance vénitienne. La basilique de S. Marc détruite par un incendie, fut reconstruite avec la plus grande magnificence par saint Pierre Urseolus, 23e doge, qui fut élu l'an 976; après quoi, il s'enfuit secrètement pour se faire moine dans le monastère bénédictin de Cusano, où il mourut saintement le 10 janvier 997; l'Ordre de S. Benoît et la ville de Venise font sa fête par concession du Saint-Siége. La cérémonie du jour de l'Ascension, par laquelle le doge était censé épouser l'Adriatique et prenait l'anneau nuptial comme symbole de son empire, cette cérémonie, disons-nous, remonte à l'année 998. Venise devint l'entrepôt du commerce universel entre l'Orient et l'Occident. Elle avait des consuls en Egypte, en Syrie, et dans une foule d'autres lieux, dès le XIIe siècle. Sa marine était composée de 3,500 navires qui occupaient 50,000 hommes. Quatre flottes escortées par des vaisseaux de guerre partaient de Venise chaque année, la première faisant voile vers la mer Noire, la seconde vers les côtes de Syrie, la troisième se rendant en Egypte, au lieu que la quatrième, après s'être arrêtée dans les ports du littoral de l'Afrique, passait le détroit de Gibraltar, longeait les côtes du Maroc, de l'Espagne, du Portugal, de la France, et se rendait ensuite à Anvers et à Londres. Ce monopole commercial concentra à Venise d'immenses richesses pendant mille ans de prospérité et d'indépendance.

Au XIVe siècle, deux cents ans après la fondation des patriarcats latins d'Antioche et de Jérusalem et cent ans après celui de Constantinople commence la série des patriarches du même rit pour Alexandrie. Le Quien se contente de donner les noms de 11 patriarches latins d'Alexandrie, de 1319 à 1402, en commençant par S. Athanase de Clermont, nommé en 1319. Il est certain que Jean XXII nomma à ce titre Odon Sala, archevêque de Pise, qui mourut en 1326, et eut pour successeur le fils du roi d'Aragon, lequel fonda à Tarragone la chartreuse *Scalae Dei* et mourut en odeur de sainteté en 1334. Guillaume de Chanue, évêque de Paris, fut nommé patriarche d'Alexandrie en 1342 par Clément VI et mourut en 1348. Humbert qui avait renoncé au Dauphiné pour entrer dans l'ordre de S. Dominique, devint patriarche d'Alexandrie en 1351. Après sa mort, qui eut lieu en 1355, Urbain V conféra le titre à Arnaud Bertrand, nommé ensuite cardinal et camerlingue, en 1368. Le célèbre Pierre Amélius, sacriste pontifical, devint patriarche d'Alexandrie en 1389. Un évêque de Venise, Léonard Delfino, fut transféré au siége patriarcal en 1401, et remplacé l'année suivante par Hugues de Roberti évêque d'Adria. Là s'arrête le catalogue de Le Quien. Le cardinal del Monte, qui assista au concile de Trente, avait été patriarche d'Alexandrie, et eut pour successeur l'évêque de Vaison. Urbain VIII conféra le titre à Fédéric Borromée. En 1719, Clément XI nomma Carlo Ambrogio Mezzabarba, qu'il envoya en Chine et qui fut nommé évêque de Lodi en 1725, avec permission de conserver le titre de patriarche; privilége renouvelé en faveur de Girolamo Crispi, que Benoît XIV nomma en 1743 patriarche d'Alexandrie et évêque de Ferrare. Après sa mort, qui eut lier en 1746, Benoît XIV conféra le titre à Giuseppe-Antonio Davanzati archevêque de Trani, mort en 1755. En 1758, Benoît XIV nomma patriarche d'Alexandrie Francesco Mattei, qui vécut jusqu'à 1795. Nous ne poursuivons pas cette liste, et nous contentons de faire observer que le rétablissement du patriarche catholique latin d'Alexandrie date tout ou moins du XIVe siècle s'il n'est du XIIIe

En 1451, deux ans avant la prise de Constantinople par les Turcs qui fut si fatale aux patriarches catholiques d'Orient, le pape Nicolas V, par la bulle *Regis aeterni, ac pastoris*, du 8 octobre, supprima le patriarcat de Grade et l'évêché de Castello dont il réunit les biens, et érigea un nouveau siége patriarcal dans la cathédrale de S. Pierre de Castello. Ainsi commence la série des patriarches de Venise; S. Laurent Justinien fut le premier. Le siége du patriarcat fut placé dans l'église de S. Pierre, et non dans celle qui possédait les reliques de S. Marc et qui continua d'être desservie par une collégiale de chanoines; c'était l'église des doges et du gouvernement de la république. Le patriarche de Venise succéda à ceux qui avaient siégé à Grade pendant près de mille ans et dérivaient, comme on sait, d'Aquilée, ville évangélisée par saint Marc, d'après une tradition qui remonte aux premiers siècles et qui s'est maintenue malgré les objections que l'on a élevées contre cet apostolat de S. Marc à Aquilée.

La chûte de la république de Venise en 1797 coïncide avec le réveil de l'Egypte à la civilisation sous l'influence des Européens. L'expédition française de 1798 est désignée communément comme le point de départ de cette régénération politique et sociale qui relève l'ancien royaume des Pharaons. Lorsque Napoléon 1er partit pour l'Egypte au mois de mai 1798, il venait d'effacer Venise de la carte politique par le traité de Campo-Formio, qui céda cette illustre ville et ses possessions de terre-ferme à l'Autriche. Après avoir accueilli le conclave d'où sortit le successeur du Pape martyr de la révolution, Venise rentra sous la domination française et fut incorporée au royaume d'Italie.

La translation de la cathédrale qui avait existé de tout temps dans l'église des Pierre de S. Castello à la basilique de S. Marc, translation ordonnée par un décret du prince Eugène en 1807 amena la découverte du corps de S. Marc, qui était enfoui dans un souterrain depuis le onzième siècle. La réunion des deux chapitres exigea des réparations à la suite desquelles l'ouverture du souterrain fit retrouver la châsse renfermant les précieuses reliques. Cette heureuse découverte eut lieu le 30 janvier 1811, pendant qu'on sonnait les premières vêpres de la translation de S. Marc, qui est inscrite dans le Martyrologe romain le 31 janvier. La châsse exposée publiquement le 6 mai suivant, fut l'objet d'une récognition canonique dans laquelle on constata l'existence d'une feuille de plomb portant le nom de S. Marc et la date du 8 octobre 1094, jour de la consécration de la basilique et de la déposition du corps; on retrouva aussi la croix de bronze remplie de reliques, placée à la même époque par l'évêque Henri Contarini.

Par la bulle *Ecclesias*, du 24 septembre 1821, Pie VII approuva la translation de l'église patriarcale à la basilique de S. Marc, translation accomplie de fait depuis 1807 par suite du décret précité. La bulle pontificale autorisa la réunion des deux chapitres et conféra à l'église de Saint-Pierre le titre de concathédrale et les priviléges de basilique.

Le grand autel de la basilique patriarcale ayant été refait en 1834, le corps de S. Marc fut examiné de nouveau et placé ensuite par le patriarche sous le nouvel autel dont la consécration eut lieu le 6 septembre 1835.

En 1837, un visiteur apostolique nommé par Grégoire XVI pour l'Egyte et l'Arabie prépara les voies à l'érection du vicariat apostolique de l'Egypte, qui fut ensuite accomplie par le bref *Ex munere*, du 18 mai 1839.

Le rétablissement du patriarcat latin de Jérusalem en 1847 ayant été le principe d'une ère de régénération pour l'Eglise catholique en Orient, il semble permis d'espérer que le siége patriarcal de S. Marc, vénéré de toute l'antiquité comme le premier après Rome, ne sera pas le dernier à profiter du mouvement religieux qui relève partout de grandes ruines. Le nombre croissant de catholiques latins en Egypte et l'initiation incessante de ce beau pays à la vie de l'Occident, semblent préparer les voies à cette œuvre de merveilleuse résurrection, tandis que le percement de l'isthme de Suez va rendre à Alexandrie la haute importance commerciale qu'elle eut dans l'ancien monde.

HINCMAR ET LE CONCILE DE VALENCE DANS L'AFFAIRE DE GODESCALC (1).

Godescalc, moine allemand, se mit à enseigner vers 848 certaines doctrines erronées, que résuma Hincmar archevêque de Reims, dans les cinq propositions suivantes: 1. Avant tous les siècles et avant de faire aucune chose, Dieu a prédestiné à la gloire qui il a voulu, et il a prédestiné à la damnation éternelle qui il a voulu. 2. Ceux qui sont prédestinés à la damnation ne peuvent se sauver, et ceux qui sont prédestinés à la gloire, ne peuvent se perdre. 3. Dieu ne veut pas le salut de tous les hommes: il veut seulement le salut de ceux qui sont sauvés; le mot de S. Paul, 1ère à Timothée:

(1) Cette dissertation est communiquée aux *Analecta* par les PP. Barnabites qui continuent les Tables synoptiques de Mozzoni. La livraison du IXe siècle qui vient de paraître, annonce, en effet, qu'un mémoire étendu sur l'affaire de Godescalc sera inséré dans la LXIe livraison des *Analecta*.

Qui vult omnes homines salvos fieri, concerne uniquement ceux qui sont sauvés. 4. Jésus-Christ ne s'est pas incarné afin de sauver tous les hommes; il n'est pas mort pour tous; il n'est mort que pour ceux qui sont sauvés par sa passion. 5. Le premier homme ayant prévariqué par son libre arbitre, nul de nous ne peut faire usage du libre arbitre pour le bien; nous ne pouvons en user que pour le mal. (*Patrologie latine* tom. 109, col. 988).

Raban-Maur archevêque de Mayence s'étant élevé contre de pareilles doctrines, Godescalc se rendit près de cet illustre prélat sans pouvoir arrêter la condamnation dont il les frappa. Hincmar de Reims les condamna à son tour dans un concile tenu à Quiercy l'an 849. Amalaire et Scot-Erigène se prononcèrent aussi contre Godescalc. D'autre part, la crainte que l'entraînement de la lutte contre des erreurs entachées de prédestinianisme ne réveillât les doctrines pélagiennes, fit prendre une attitude plus réservée à d'éminents personnages de l'époque, tels que S. Prudence évêque de Troyes, Loup abbé de Ferrières, Ratramn. L'église de Lyon chargea le diacre Florus de réfuter Scot-Erigène, et, consultée par Hincmar, elle ne dissimula pas ses sentiments sur la controverse. Alors Hincmar convoqua à Quiercy en 853 un nouveau concile, dans lequel il formula quatre chapitres contre Godescalc. Saint Prudence désapprouva ces chapitres, S. Remy témoigna aussi sa désapprobation; bientôt après, le concile de Valence (IIIe de ce nom), célébré l'an 855, promulgua des canons doctrinaux, en opposition aux doctrines de Quiercy. Hincmar écrivit pour la défense de son œuvre. Néanmoins, les canons de Valence, confirmés dans le concile de Langres de 859, furent ensuite lus dans le 1er concile de Toul sans être approuvés, à cause de l'opposition d'Hincmar et de ses partisans. Saint Remy proposa de réserver la question au concile suivant. Ce concile eut lieu, et Hincmar y assista, sans parler de l'affaire; néanmoins le deuxième concile de Toul rédigea une lettre synodale dans laquelle il exposa la doctrine de l'Eglise en évitant à dessein les points controversés. On croit que le pape S. Nicolas 1er approuva les canons de Valence, ce qui n'empêcha pas Hincmar de continuer de les combattre.

Les faits que nous venons de rappeler sont attestés par les écrits des hommes qui eurent part à la controverse. Ces écrits ont été recueillis par Mauguin en deux volumes in f.° publiés à Paris en 1650 sous ce titre: *Veterum auctorum qui IX saeculo de Praedestinatione et Gratia scripserunt Opera et Fragmenta*. Le second volume est intitulé: *Vindiciarum Praedestinationis et Gratiae tomus posterior*. Le travail de Mauguin a été abrégé par plusieurs auteurs. Ainsi, le cardinal Noris: *Historiae Gothescalchi Synopsis*. Duchesne: *Historia Gothescalchi*, Paris, 1665. Petau: *De theologicis dogmatibus, de Incarnatione*, lib. 13. c. 8. Noël Alexandre: *Historia ecclesiastica*, IXe siècle, V^e dissertation. Sirmond parle de cette controverse dans son histoire du Prédestinianisme, c. 11 et 12.

Deux points ont été surtout débattus; le premier concerne la personne de Godescalc, sa conduite et ses doctrines; le second se rapporte aux sentiments de ses partisans et de ses adversaires, les uns accusés de prédestinianisme, tandis que les autres étaient réputés pélagiens ou semi-pélagiens. Les calvinistes et les jansénistes se sont rapprochés des erreurs de Godescalc sur certains points. Aujourd'hui les catholiques s'accordent à reconnaître l'orthodoxie des partisans et des adversaires du moine allemand, généralement parlant, excepté Scot-Erigène.

Quoique la controverse relative à la personne de Godescalc ait peu d'importance, nous dirons un mot de l'homme qui excita ce grand débat. Or, il n'est pas facile d'acquérir une conviction certaine. Le cardinal Noris exprime élégamment son embarras: « Mallem calamum suspendere, quam plenum invidia opus aggredi. Libenter Gothescalcum silerem, ejusque jamdiu sopitos cineres evolvere recusarem; rem enim tot difficultatibus, ac variis auctorum dissidiis confusam video, ut vel ipsa Apollinis oracula fatigaret. » Mauguin et Noris ont une bonne opinion de l'orthodoxie et de la conduite de Godescalc; Noël Alexandre et Petau le condamnent sous les deux rapports. Berti et d'autres blâment sa conduite en reconnaissant son orthodoxie. Pour ce qui nous concerne, nous condamnons hautement la conduite de Godescalc, tout en avouant que ses adversaires ne gardèrent pas envers lui les bornes de la charité et de la justice. Quant aux doctrines, l'enquête se résume en trois choses: 1. Les confessions de Godescalc, que l'on s'accorde à regarder comme parfaitement orthodoxes, étaient-elles sincères? 2. Attachait-il un sens erroné aux principales propositions de son système, qui, de l'aveu de Petau, comportent une explication orthodoxe; en d'autres termes, ceux qui disaient que Godescalc entendait ces propositions dans un bon sens avaient-ils raison, et ceux qui soutenaient le contraire se trompaient-ils? 3. Certaines conséquences évidemment erronées qu'on attribue à Godescalc étaient-elles de lui? Nous laissons la solution de ces questions aux historiens qui ont le loisir de s'en occuper, et nous passons aux doctrines des partisans de Godescalc comparées à celles de ses adversaires.

Il serait long et d'ailleurs peu intéressant d'examiner quels étaient dans la pensée de chacun des écrivains qui prirent part au débat, les points sur lesquels les deux systèmes s'accordaient ou variaient. Nous jugeons plus important de comparer les chapitres de Quiercy et les décrets du concile de Valence que l'on a toujours regardés comme les symboles des deux partis. Les jansénistes se sont surtout basés sur le concile de Valence dont les décrets, confirmés expressément par le concile de Langres, furent ensuite approuvés tacitement par le premier concile de Toul auquel assistèrent les évêques de douze provinces, et ne rencontrèrent d'opposition que de la part des évêques de la province de Reims. En outre, il est très probable que le pape S. Nicolas 1er les confirma. Nous lisons, en effet, dans les Annales Bertiniani, année 859: « Nicolaus Pontifex Romanus de gratia Dei et libero arbitrio, » de veritate geminae praedestinationis, et sanguine Christi, » ut pro omnibus credentibus fusus sit, fideliter confirmat et » catholice decernit. (Pertz. *Monumenta Germaniae*. tom. I.). L'an 866, Hincmar écrivant à Egilon évêque de Soissons qui était à Rome pour prendre sa défense dans l'affaire d'Ebbon, feint d'ignorer que le pape Nicolas se soit occupé de cette affaire, et se plaint de Prudence qui en parle dans ses annales: « Qui etiam, videlicet domnus Prudentius, in Annali gestorum nostrorum regum, quae composuit, ad confirmandam suam sententiam, gestis anni Dominicae Incarnationis 859 indidit dicens: Nicolaus Pontifex Romanus de » gratia Dei et libero arbitrio, de veritate geminae praedestinationis, et de sanguine Christi, ut pro credentibus omnibus fusus sit, fideliter confirmat et catholice decernit. Quod » per alium non audivimus, nec alibi legimus. Unde quoniam » ipsa gesta, quibus haec conscripta sunt, jam in plurimorum » manus devenerunt, necesse est ut taliter de hoc domno » Apostolico suggeratis, ne scandalum inde in Ecclesia veniat, » quasi ipse, quod absit, talia sicut Gothescalchus sentiat. At » precor ut de mea parte nihil ei dicatur, quia commotum » dicitur habere suum animum erga me, multis ad eum contra » me scribentibus, et mihi derogantibus, ne scandalum in me » inde retorqueat unde culpam non habeo. » Nous ne connaissons pas la réponse du Pape; vraisemblablement elle ne fut pas favorable à Hincmar; il n'en parle pas dans une longue lettre qu'il écrivit ensuite à Egilon pour exposer les doctrines de Godescalc. Quiconque connaît le peu de franchise d'Hincmar, croira difficilement qu'il ignorait la décision de

S. Nicolas ; d'autre part, est-il croyable que S. Prudence ait inventé tout cela dans l'intérêt de son opinion ? Les jansénistes aux yeux desquels les définitions du Saint-Siége avaient d'ordinaire peu de valeur, ont soutenu constamment que S. Nicolas approuva les décrets du concile de Valence.

Pour saisir le vrai sens des documents que nous allons comparer entre eux dans le but de prouver que la doctrine catholique sortit intacte de ce grand débat, nous prendrons pour guides les chefs des deux partis, Hincmar et S. Remy, l'un, auteur des chapitres de Quiercy; l'autre, rédacteur des actes du concile de Valence. Nous avons un long écrit d'Hincmar où sont accumulées les citations des pères et des conciles, sans poser nettement l'état de la question. S. Remy fut l'organe de l'église de Lyon, et publia trois ouvrages: *De tribus epistolis*, en 852; *De tenenda Scripturae veritate*, en 854; *De praedestinatione*, vers 859. Duchesne reconnaît que ces trois livres sont de l'écrivain qui rédigea les canons du troisième concile de Valence; Mabillon et Ceillier démontrent clairement qu'on ne peut attribuer les uns et les autres qu'à S. Remy. (*De re diplomatica*, supplem. c. 13. Ceillier, tome 19, p. 244). Cela posé, voyons si les chapitres de Quiercy ou les canons de Valence blessent le dogme catholique, et si ces derniers sont la condamnation des autres.

I. De la Prédestination et du Libre Arbitre.

Voici d'abord deux chapitres de Quiercy, comme on les trouve dans les conciles de Labbe, tom. IX, col. 1055, édition de Coleti.

« Cap. I. Quod una tantum sit praedestinatio. Deus omnipotens hominem sine peccato rectum cum libero arbitrio condidit; et in paradiso posuit, quem in sanctitate justitiae permanere voluit. Homo libero arbitrio male utens peccavit et cecidit, et factus est massa perditionis totius humani generis. Deus autem bonus et justus elegit ex eadem massa perditionis secundum praescientiam suam, quos per gratiam praedestinavit ad vitam, et vitam illis praedestinavit aeternam: caeteros autem quos justitiae judicio in massa perditionis reliquit, perituros praescivit, sed non ut perirent praedestinavit : poenam autem illis, quia justus est, praedestinavit aeternam. Ac per hoc unam Dei praedestinationem tantummodo dicimus, quae ad donum pertinet gratiae, aut ad retributionem justitiae. »

« Cap. II. Quod liberum hominis arbitrium per gratiam sanetur. Libertatem arbitrii in primo homine perdidimus, quam per Christum Dominum nostrum recepimus, et habemus liberum arbitrium ad bonum praeventum et adjutum gratia, et liberum arbitrium ad malum desertum gratia. Liberum autem habemus arbitrium, quia gratia liberatum, et gratia de corrupto sanatum. »

Le concile de Valence expose la doctrine d'une manière plus complète et plus précise qu'elle ne l'est dans les deux chapitres de Quiercy que nous venons de rapporter. Commençons par donner une analyse succincte des canons de Valence.

Dieu connut par sa prescience de toute éternité le bien que feraient les justes et le mal que feraient les méchants; quant à ces derniers, la prescience divine est fondée sur la connaissance de leur mérite. La prescience de Dieu quoique immuable, n'impose pas aux bons ni aux méchants la nécessité d'être tels. Il y a en Dieu une double prédestination, celle des élus à la vie, et celle des prévus à la mort. Dieu ne règle par la prédestination que ce qu'il doit faire, soit par miséricorde gratuite, soit par jugement juste. Dans la prédestination des élus la miséricorde divine précède leur mérite. Dans la condamnation des réprouvés leur mérite précède le juste jugement de Dieu. La prédestination des réprouvés au châtiment, c'est à dire la réprobation positive, suppose la prescience de la faute. Par rapport à la faute, il y a prescience, et non prédestination. La prédestination est immuable, mais elle ne nécessite ni au bien ni au mal. — La créature libre ne peut persévérer dans la sainteté sans la grâce. Le libre arbitre malade par suite du péché originel est guéri par la grâce. La grâce ne nécessite pas la volonté. Au sujet de la grâce et du libre arbitre l'on doit croire tout ce qu'ont enseigné, d'après l'Ecriture, les saints pères, les conciles d'Afrique et le concile d'Orange, et les Pontifes Romains.

« Canon II. Deum praescire et praescisse aeternaliter, et bona quae boni erant facturi, et mala quae mali sunt gesturi, quia vocem Scripturae dicentis habemus: *Deus aeterne, qui absconditorum es cognitor, qui nosti omnia antequam fiant*, fideliter tenemus, et placet tenere, bonos praescisse omnino per gratiam suam bonos futuros, et per eamdem gratiam aeterna praemia accepturos : malos praescisse per propriam malitiam malos futuros, et per suam justitiam aeterna ultione damnandos, ut secundum Psalmistam, *quia potestas Dei est, et Domini misericordia, ut reddat unicuique secundum opera sua.* Et sicut Apostolica doctrina se habet : *His quidem secundum patientiam boni operis etc.* Rom. II. In eodem sensu idem alibi, *In revelatione etc.* 2. Thess. I. Nec prorsus ulli malo praescientiam Dei imposuisse necessitatem ut aliud esse non posset, sed quod ille futurus erat ex propria voluntate, ille sicuti Deus, qui novit omnia antequam fiant, praesciit ex sua omnipotenti et incommutabili voluntate. Nec ex praejudicio ejus aliquem, sed ex merito propriae iniquitatis credimus condemnari. Nec ipsos malos ideo perire, quia boni esse non potuerunt, sed quia boni esse noluerunt, suoque vitio in massa damnationis vel merito originali, vel etiam actuali permanserunt.

» Canon III. Sed et de praedestinatione Dei placuit, et fideliter placuit, juxta auctoritatem apostolicam, quae dicit: *An non habet potestatem figulus* etc. Rom. IX. fidenter fatemur praedestinationem electorum ad vitam, et praedestinationem impiorum ad mortem : in electione tamen salvandorum misericordiam Dei praecedere meritum bonum ; in damnatione autem periturorum meritum malum praecedere justum Dei judicium. Praedestinatione autem Deum ea tantum statuisse, quae ipse vel gratuita misericordia, vel justo judicio facturus erat, secundum Scripturam dicentem : *Qui fecit quae futura sunt.* In malis vero ipsorum malitiam praescisse, quia ex ipsis est, non praedestinasse, quia ex illo non est. Pœnam sane malum meritum eorum sequentem, uti Deum qui omnia prospicit, praescivisse, et praedestinasse, quia justus est, apud quem est, ut S. Augustinus ait, de omnibus omnino rebus tam fixa sententia, quam certa praescientia. Ad hoc siquidem facit Sapientis dictum : *Parata sunt derisoribus judicia, et mallei percutientes stultorum corporibus.* De hac immobilitate praescientiae et praedestinationis Dei, per quam apud eum futura jam facta sunt, etiam apud Ecclesiastem bene dicitur dictum: *Cognovi quod omnia opera quae fecit Deus perseverent in perpetuum.* Non possumus his addere nec auferre quae fecit Deus ut timeatur. Verum aliquos ad malum praedestinatos esse divina potestate, videlicet ut quasi aliud esse non possint, non solum non credimus, sed etiam si sunt qui tantum mali credere velint, cum omni detestatione, sicut Arausica Synodus, illis anathema dicimus.

« Canon VI. Item de gratia, per quam salvantur credentes, et sine qua rationalis creatura numquam beate vixit: et de libero arbitrio per peccatum in primo homine infirmato, sed per gratiam Domini Jesu fidelibus ejus redintegrato et sanato, idipsum constantissime et fide plena fatemur, quod sanctissimi patres auctoritate sacrarum scripturarum nobis tenendum reliquerunt ; quod Africana, quod Arausica synodus professa est, quod beatissimi pontifices Apostolicae Sedis catholica

» fide tenuerunt; sed et de natura et gratia in aliam partem » nullo modo declinare praesumentes. Ineptas autem quaestiun- » culas, et aniles pene fabulas, Scotorumque pultes puritati » fidei nauseam inferentes ... respuimus. »

Ces canons du concile de Valence ne renferment rien qui soit directement contraire aux chapitres de Quiercy. Il n'y a qu'à les comparer attentivement. Les différences apparentes qu'on y remarque, constatent encore mieux l'identité du fond des doctrines.

Il est facile de ranger les différences sous trois chefs: 1. Une proposition rejetée dans les chapitres de Quiercy parce qu'elle est prise dans un sens erroné, est approuvée par le concile de Valence, entendue dans sa juste acception. 2. Des articles jugés essentiels sont professés explicitement. 3. Quelques expressions vraiment équivoques de Quiercy ou jugées telles, sont expliquées par les canons de Valence.

Les pères de Quiercy condamnent la prédestination à la damnation pour les hommes que Dieu prévoit devoir périr, au lieu que ceux de Valence enseignent cette prédestination. Les premiers attachent un sens erroné à cette doctrine, les seconds se renferment dans le sens orthodoxe. Les uns entendent par là que Dieu est auteur du péché et que les réprouvés destinés au châtiment avant que Dieu n'ait la prévision du péché, ne peuvent se sauver par aucun moyen et sont prédestinés à la mort éternelle comme les élus le sont au bonheur éternel. Quelques extraits d'Hincmar montrent que c'est ce qu'il entendait par la prédestination des réprouvés. « Videndum « est in doctorum tractatibus, qualiter hoc exemplum suae » adstipuletur sententiae, qua conatur asserere sicut electos » ad vitam, ita et reprobos a Deo praedestinatos ad poenam » (de praedest. c. 12. c. 116). Nam si, ut dicunt isti moderni » Praedestiniani, non est quisquam quem Deus salvari velit et » non salvetur, et quicumque non salvantur, penitus non esse » voluntatis illius ut salventur, et his qui salvantur imposita est » necessitas salutis, et his qui pereunt imposita est necessitas » perditionis, atque ideo nec illi juste damnantur qui salvari non » potuerunt, nec isti juste remunerantur, quia aliud quam sal- » vandi esse nequiverunt. (*Ibid.* c. 26. c. 270. Cfr. c. 10. c. 106. » c. 12. c. 112). » D'autre part, le concile de Valence professa la prédestination à la mort des méchans dont Dieu prévoit la malice, parce qu'il n'y vit pas ces horribles conséquences, qui n'y sont pas en réalité et qu'il condamna formellement; d'ailleurs il la regarda comme un corollaire nécessaire de la prescience divine. Le livre *de tenenda scripturae veritate* de S. Remy répand une grande clarté sur la question; on y lit, c. 5.: « Praescivit » Deus malos futuros sed ipse sua praescientia non eos com- » pulit esse malos. Praedestinavit justo suo judicio eos qui » in malis perseveraverint puniendos, nec tamen eadem prae- » destinatione sua ut mali essent, vel in malis perseverarent » coegit. Et haec est apud illum aequitas, ut qui volentes » perstiterunt in malis, nolentes puniantur in suppliciis. Seip- » sum ergo homo mutet; seipsum dum tempus est corrigat et » emendet, quia omnipotentem atque aeternam praescientiam » et praedestinationem mutare vel destruere non valet. Si quis » enim negat esse apud Deum praescientiam et praedestinatio- » nem manifeste infidelis est. Si quis dicit quod praescientia » et praedestinatio ejus aliquem compellat ut malus sit, et aliud » esse non possit, horribiliter blasphemat. Qui autem fideliter » confitetur et praescientiam et praedestinationem aeternam » esse apud Deum, nec tamen aliquem per haec ad malum » cogi, sed tantummodo qualis quisque futurus sit praesciri, » et prout gesserit judicari, ipse prorsus catholice sentit. » Le concile de Valence ne dit pas autrement.

Secondement, le concile fait profession explicite de quelques articles qu'il a jugés essentiels et qui sont omis ou qu'il a cru omis dans les chapitres de Quiercy. Ainsi, il enseigne que la grâce est nécessaire à la créature en tout état; que la prédestination des élus est gratuite et que la prescience et la prédestination sont immuables. Saint Remy se plaint de l'omission de ces dogmes à Quiercy, parce qu'elle autorise le soupçon de pélagianisme. Voici ce qu'il dit de la nécessité de la grâce: « Hoc nos primum in eis movet, quod » absque ulla commemoratione gratiae Dei (sine qua nulla » rationalis creatura, scilicet nec angelica nec humana, un- » quam potuit aut potest, vel poterit in justitia et sanctitate » esse, manere atque persistere) ita primus homo definitur » liberi arbitrii a Deo conditus, atque in paradiso constitutus, » tanquam per ipsum tantummodo arbitrium liberum in sanc- » titate et justitia potuisset permanere. Quod in praedictis » verbis Deus solummodo voluisse dicitur: non, ut fieri pos- » set dono suae gratiae inspirasse, vel annuisse. Hoc nam- » que non esse plene et catholica pietate definitum, et Scriptu- » rae sanctae auctoritas, et beati Augustini diligens disputatio, » et aliorum sanctorum et orthodoxorum Patrum lucidissima de- » initio ostendit. » Saint Remy fait la même remarque sur la prédestination gratuite des élus et sur l'immutabilité de la prédestination. Ses plaintes sont-elles également fondées par rapport à ces divers points? Les chapitres de Quiercy semblent mentionner suffisamment la prédestination gratuite par ces mots: *Quos per gratiam praedestinavit ad vitam etc. Praedestinatio aut ad donum pertinet gratiae.* Ils ne parlent pas de la nécessité de la grâce, mais Hincmar l'admet expressément et cite une foule de textes de S. Augustin, celui-ci, entre autres: « Homo primus ut reciperet bonum gratia non egebat, » quia nondum perdiderat: ut autem in eo permaneret, ege- » bat adjutorio gratiae, sine quo id omnino non posset. » Hincmar ne savait pas concilier l'immutabilité de la prescience et de la prédestination avec la liberté, le mérite et le démérite. Cette immutabilité est réellement omise dans les chapitres de Quiercy.

Troisièmement, le concile de Valence corrige ou explique exactement quelques expressions vraiment ambigues de Quiercy, ou jugées telles par lui. Au lieu du libre arbitre perdu par la faute originelle : *Libertatem arbitrii perdidimus*, le concile enseigne que le libre arbitre a été *infirmatum*. Saint Remy s'étend longuement sur ce point, tout en avouant que l'expression employée par Quiercy est susceptible d'un sens catholique. En outre, le concile de de Valence, après avoir touché quelques points concernant la grâce et le libre arbitre, s'en rapporte pour les autres aux saints pères, aux conciles d'Afrique et d'Orange et aux définitions des Papes. Or saint Remy nous apprend que le concile de Valence voulut désigner par là les doctrines suivantes: que le libre arbitre ne redevient pas après le baptême ce qu'il était dans l'état d'innocence: que l'homme déchu a besoin de la grâce en toute occasion pour ne pas pécher et pour toutes les bonnes œuvres surnaturelles, y compris l'*initium fidei*. En effet, ces divers points sont traités incomplètement et avec un peu d'ambiguité dans les chapitres de Quiercy. S. Remy examinant le second chapitre, s'exprime ainsi: « Mirum est, cur per hoc » tam confuse, obtuse, ac decurtate de libero arbitrio defi- » nitum sit, cum Domino largiente abundent in Ecclesia ejus » sanctorum atque orthodoxorum Patrum de hac re plenissi- » mae et clarissimae definitiones: in quibus nec addendum » aliquid fuerat, nec subtrahendum, quia et quod fidei catholi- » cae necessarium est, plenissime continent, et si quid inde » subtrahatur, veritatis integritas violatur. E quibus paternis et » ecclesiasticis definitionibus, exempli gratia haec pauca pro- » ponimus (c. X et XI. *de tenenda scripturae veritate*). Hincmar répondant à ces accusations, montre qu'elles ne sont pas fondées. On peut consulter son livre *de Praedestinatione*, c. XXI. XXII. XXIII. Nous sommes en droit de conclure que ce grand débat fut plus apparent que réel, en ce qui concerne les points dont nous venons de parler.

Le IVe canon de Valence renferme un paragraphe dans

lequel on condamne expressément les chapitres de Quiercy. Comment expliquer cette condamnation? Il y a tout lieu de croire que le paragraphe est apocryphe. Il ne se trouve pas dans les canons lus au premier concile de Toul comme ayant été approuvés par le concile de Langres ; ce qui nous permet de supposer que les évêques assemblés à Langres le supprimèrent, s'il est vrai que les pères de Valence l'aient jamais approuvé. Noël Alexandre pense que cette addition fut le fait d'Ebbon qui assista au concile de Valence et qui avait une haine personnelle pour Hincmar. Il est certain que cette condamnation n'est pas moins contraire aux principes de saint Remy, qui rédigea les canons qu'à la doctrine exprimée dans les mêmes canons, qui ne condamnent les chapitres de Quiercy que sur un point, par erreur de fait. Nous parlerons de cette question plus loin; en attendant, nous sommes en droit de conclure que la suppression de la condamnation de Quiercy, dans le but de faciliter la conciliation, montre que les auteurs et les partisans des canons de Valence reconnaissaient tacitement, qu'ils étaient d'accord pour le fond avec les évêques de Quiercy, excepté quelques articles; et ceux qui ont intérêt à montrer le contraire, ne doivent pas faire un point capital d'un fait aussi incertain que la condamnation de Quiercy.

Quoique nous ne voulions pas parler des questions qui sont controversées dans les écoles catholiques, nous croyons devoir faire une remarque au sujet de la prédestination. Le concile de Valence se prononce clairement pour la prédestination à la gloire antérieurement à la prévision des mérites: « Fidenter « fatemur . . . in electione salvandorum misericordiam Dei prae- « cedere meritum bonum. » Saint Remy expliquant cet article, dit que c'est un point de la *foi catholique*; mais il entend l'opposer aux erreurs des Pélagiens qui rejetaient la prédestination à la gloire comme toute autre prédestination. Nous devons citer encore ce passage de S. Remy: « Juxta praemis- » sam catholicae fidei rationem omnipotens Deus ante mundi » constitutionem, antequam quidquam faceret a principio, certis » et justis atque immutabilibus causis aeterni consilii sui quos- » dam destinavit ad regnum gratuita bonitate sua, ex quibus » nemo sit periturus protegente misericordia sua. » (*De tribus epistolis*, c. 10.)

II. Volonté de Dieu de sauver tous les hommes. Mort de Jésus-Christ pour tous. Doctrine catholique.

Nous devons parler de la volonté de Dieu de sauver les hommes et de la mort de Jésus-Christ pour eux. Le sujet étant difficile en lui-même et surtout embrouillé dans l'histoire que nous traitons, nous croyons nécessaire d'exposer succinctement la doctrine catholique, afin d'ouvrir la voie à ce qui suivra. Etablissons d'abord l'état de la question, en faisant observer que quoique Estius pense que l'on doit faire une distinction entre la volonté de Dieu de sauver les hommes et la mort de Jésus-Christ pour eux, nous les regardons comme une seule et même question, suivant l'usage commun fondé sur le langage de l'Ecriture, des pères de l'Eglise, et sur la nature des choses.

On distingue en Dieu la volonté *beneplaciti* et la volonté *signi*; la première est la volonté proprement dite, au lieu que la seconde est une volonté métaphorique. «In Deo, dit S. Tho- » mas, distinguitur voluntas proprie et metaphorice dicta. » Voluntas enim proprie dicta vocatur voluntas beneplaciti : » voluntas autem metaphorice dicta, est voluntas signi, eo » quod ipsum signum voluntatis, voluntas dicitur (I p. q. 10. » a. 11.). » Le commandement que Dieu fit à Abraham d'immoler son fils, est une volonté de signe par rapport au sacrifice. — La volonté proprement dite, *voluntas beneplaciti* est antécédente ou conséquente. La première est celle par laquelle une chose considérée en elle-même plait à Dieu, sans qu'il en ordonne l'effectuation. La volonté conséquente est celle par laquelle Dieu veut tout ce qui s'accomplit, et rien que cela. Quelle est la cause pour laquelle la volonté de Dieu, par rapport au salut des hommes, est antécédente pour les uns et conséquente pour les autres ? Les théologiens sont partagés; les thomistes soutiennent que cette cause n'est autre que la volonté de Dieu qui veut faire éclater sa miséricorde dans les premiers et sa justice dans les seconds; les partisans de Molina ont dit que c'est le libre arbitre qui fait que les uns correspondent à la grâce, tandis que d'autres n'y coopérent pas. — Nous devons distinguer dans la rédemption les grâces que Jésus-Christ nous a méritées et l'application de ces grâces — La volonté antécédente de Dieu peut être considérée en deux hypothèses, celle du péché originel et celle où l'homme n'aurait pas contracté cette souillure. La valeur de la satisfaction doit aussi être distinguée de l'intention qu'a eue le Rédempteur. Les jansénistes admettaient que Dieu, dans l'hypothèse que le péché originel n'existât pas, veut le salut de tous, y compris les non-prédestinés; ils admettaient aussi que la mort de Jésus-Christ est un prix suffisant pour racheter tous les hommes; mais ils niaient la volonté antécédente en Dieu dans l'hypothèse du péché originel, et ils n'admettaient pas que Jésus-Christ ait eu l'intention de racheter tous les hommes. — La volonté antécédente de Dieu peut ou renfermer le décret de la justification, ou ne pas comprendre ce décret; de même, la rédemption des non-prédestinés peut s'étendre ou ne pas s'étendre à l'application de la justification. — La volonté antécédente de Dieu relativement au salut des hommes peut être stérile, ou préparer les grâces, ou les conférer. Il faut en dire autant de la rédemption.

Ces distinctions étant bien précisées, nous devons exposer brièvement la doctrine catholique.

I. Dieu ne veut pas également le salut de tous les hommes; il veut d'une volonté spéciale le salut de quelques-uns qui sont tous infailliblement sauvés, et ce sont les seuls qui le soient; Jésus-Christ n'a pas voulu appliquer également à tous les hommes le dernier fruit de la rédemption, lequel consiste dans la glorification; ce fruit spécial n'a été appliqué qu'à ceux qui se sauvent infailliblement. C'est là un dogme de foi défini par l'Eglise contre les Pélagiens, qui soutenaient que Dieu veut également le salut de tous les hommes et que Jésus-Christ étant mort également pour tous, la distinction de réprouvés et d'élus dépend uniquement de leur volonté.

2. Dieu ne veut pas d'une volonté conséquente le salut éternel des damnés et de nul d'eux; la rédemption ne s'étend pas à eux pour ce qui concerne la glorification. Les Origénistes soutenaient le contraire.

3. Dieu veut d'une volonté antécédente *beneplaciti*, même dans l'hypothèse du péché originel, le salut de quelques hommes non-prédestinés, auxquels la rédemption s'étend par conséquent, tant pour la suffisance du prix que pour la volonté du Rédempteur. C'est un dogme de foi; l'Eglise a condamné comme hérétique la Ve proposition de Jansénius ainsi conçue: « Semipelagianum est dicere, Christum pro omnibus » omnino hominibus mortuum esse aut sanguinem fudisse. » Cette proposition a été condamnée comme fausse, téméraire, et scandaleuse; mais entendue dans le sens que Jésus-Christ n'est mort que pour le salut des prédestinés, elle a été condamnée avec les notes suivantes: *Impia, blasphema, contumeliosa, divinae pietati derogans, et haeretica.* Quatre propositions de Quesnel condamnées par la bulle *Unigenitus* de Clément XI se rapportent à la question. « 12. Quando Deus » vult salvare animam, quocumque tempore, quocumque loco » effectus indubitabilis sequitur voluntatem Dei. 13. Quando » Deus vult animam salvam facere, et eam tangit interiori

» suae gratiae manu, nulla voluntas humana ei resistit. 30. » Omnes quos Deus vult salvare per Christum salvantur in- » fallibiliter. 32. Jesus Christus se morti tradidit ad liberan- » dum pro semper suo sanguine primogenitos, id est electos, » de manu angeli exterminatoris.» La contradictoire de ces propositions est que Dieu veut sauver aussi quelques-uns de ceux qui ne se sauvent pas réellement, et que Jésus-Christ n'est pas mort uniquement pour les élus. Le contexte et l'analogie de la foi montrent qu'il s'agit de la volonté antécédente proprement dite, dans l'hypothèse du péché originel, et qu'il s'agit aussi de la rédemption tant sous le rapport de la suffisance du prix que sous le rapport de l'intention du Rédempteur.

4. Dieu veut d'une volonté antécédente *beneplaciti* (en supposant encore le péché originel) le salut de tous les fidèles, et Jésus-Christ est mort pour eux tous. Les théologiens admettent communément cette vérité et la présentent comme un article de la doctrine catholique.

5. Cette volonté antécédente comprend le décret absolu de la justification ; tous les hommes et seulement ceux auxquels cette volonté s'étend, obtiennent la justification ; la rédemption de Jésus-Christ comprend, en ce qui les concerne, la justification ; ils y sont seuls compris sous ce rapport. Cette proposition est communément admise.

6. Dieu veut d'une volonté antécédente proprement dite et supposé le péché originel le salut de quelques infidèles. Alexandre VIII a condamné la proposition suivante : « Dedit » semetipsum (Christus) pro nobis oblationem Deo, non pro » solis electis, sed pro omnibus et solis fidelibus. » L'analogie de la foi nous enseigne que la condamnation doit tomber sur le troisième membre de la phrase, *pro solis fidelibus* ; il est donc certain que Jésus-Christ est mort aussi pour quelques infidèles.

7. Dieu veut d'une volonté antécédente *beneplaciti* et supposé le péché originel, le salut de tous les adultes qui ont l'usage de la raison, et Jésus-Christ est mort pour eux. En effet, le concile de Trente enseigne que Jésus-Christ est venu racheter tous les hommes afin qu'ils reçussent tous l'adoption; qu'il a été victime de propitiation pour tous, et qu'il est mort pour tous : « Factum est ut caelestis Pater . . . Christum Je- » sum ad homines miserit ; ut et Judaeos, qui sub lege erant » redimeret, et gentes, quae non sectabantur justitiam, jus- » titiam apprehenderent, atque omnes adoptionem filiorum » reciperent. Hunc proposuit Deus propitiatorem per fidem » in sanguine ipsius pro peccatis nostris ; non solum autem » pro nostris, sed etiam pro totius mundi etc. Verum etsi ille » pro omnibus mortuus est etc. (Sess. VI c. 2 et 3.). » Jansénius contraint de céder à l'évidence, a reconnu que le concile de Trente ne veut pas dire seulement que le sacrifice de Jésus-Christ est suffisant pour racheter tous les hommes, mais qu'en outre le concile enseigne que Jésus-Christ a voulu vraiment offrir son sacrifice pour tous les hommes. Le plus fidèle interprète du concile de Trente, le catéchisme romain, s'exprime encore plus clairement : « Hoc in passione » et morte Filius Dei Salvator noster *spectavit*, ut omnium ac- » tatum peccata redimeret, ac deleret, et pro eis Patri abunde » cumulateque satisfaceret (Part. I. c. 5.). Si ejus virtutem » inspiciamus, pro omnium salute sanguinem a Salvatore effu- » sum esse fatendum erit: si vero fructum quem homines ex » eo perceperint, cogitemus, non ad omnes, sed ad multos » tantum eam utilitatem pervenire facile intelligemus. Cum » igitur, *pro vobis*, dixit, eos qui aderant, vel delectos ex » Judaeorum populo, quales erant discipuli, excepto Juda, » quibuscum loquebatur, aut gentilibus intelligi voluit. Recte » ergo factum est, ut *pro universis* non diceretur, cum hoc » loco tantummodo de fructibus passionis sermo esset, quae » salutis fructum delectis solum attulit (*Ibid.* p. 2. c. 4.) Dans ce second passage, le catéchisme étend à tous les hommes la vertu de la mort de J.-C. ; mais le passage précédent, avec l'expression *spectavit*, montre que le catéchisme veut parler et de la suffisance du prix et de l'intention du Rédempteur. — Cette doctrine est commune parmi les théologiens. On lit dans Gazzaniga: « Theologi scholastici una- » nimi fere calculo statuunt, generaliter Deum velle omnium » hominum salutem, sed voluntate antecedente solum, non » autem consequente ». Gazzaniga dit ensuite dans une note: « Dixi *fere*; nam Vasquezius inter illos non ignobilis in I p. » S. Thomae disp. 96 cap. 6 ab hac generali Dei voluntate » excipit parvulos sine baptismo morientes; quam Vasquezii » opinionem refert, nec sine quadam approbationis specie, » Bossuetus dans la *Défense de la tradition et des saints pères* » lib. 9. c. 22 (Gazzaniga, *Praelect. theolog. de Volunt. Dei* cap. I). Examinant si la volonté de sauver tous les hommes est *beneplaciti vel signi*, il dit que, d'après quelques théologiens, ce serait simplement la volonté *signi*, mais ces théologiens sont en petit nombre, et la plupart ne s'éloignent du sentiment commun qu'en apparence. Le P. Perrone (tract. *de Deo*, n. 475) appelle la doctrine de la volonté de Dieu de sauver tous les hommes *vera*, *pia*, *catholica*, *et fidei proxima*. Comme il est assez difficile d'assigner les notes théologiques qui conviennent à une proposition, contentons-nous de savoir que celle dont nous parlons est un article de la doctrine catholique.

8. Ce n'est pas une erreur semipélagienne de dire que Jésus-Christ est mort pour tous les hommes sans exception. La cinquième proposition de Jansénius, condamnée comme fausse, téméraire et scandaleuse était: « Semipelagianum est » dicere Christum pro omnibus omnino hominibus mortuum » esse, aut sanguinem fudisse. »

La proposition opposée est tout au moins plus conforme à la doctrine de l'Eglise. Le concile de Trente et le catéchisme romain cités plus haut n'exceptent personne, et ils entendent parler de la volonté propremente dite, dans l'hypothèse du péché originel ; ils parlent expressément de la volonté de Jésus-Christ Rédempteur. De la condamnation des propositions 12, 13 et 30 de Quesnel, Denzinger conclut la volonté de Dieu de sauver tous les hommes; il nous semble qu'on ne peut pas en conclure autre chose, sinon que Dieu veut d'une volonté antécédente *beneplaciti* le salut de quelques hommes non prédestinés, toujours dans l'hypothèse du péché originel, et que Jésus-Christ a eu l'intention de mourir pour quelques hommes non prédestinés; ce qui est la contradictoire de la proposition condamnée en Jansénius comme hérétique. Viva (*Damnatae theses* p. 3) fonde la doctrine relative à la volonté de sauver tous les hommes sur la condamnation de la cinquième proposition de Jansénius : mais tout ce qu'on peut conclure de cette condamnation, c'est que la doctrine dont il s'agit n'est pas une erreur semipélagienne. Il est hors de doute qu'elle est la plus commune dans les écoles catholiques, et si l'on remarque quelque dissentiment, la conciliation n'est pas difficile, et d'ailleurs la controverse n'a aucun rapport avec les erreurs des Jansénistes. Un des plus illustres représentants de l'école augustinienne, Berti, parlant de la volonté de Dieu de sauver tous les hommes, s'exprime ainsi: « Negant voluntatem antecedentem Thomistae » praeclarissimi, Bannez, Zumel, Bancel, quibus subscribunt » Sylvius et Estius, nec non ex nostris Basilius Legionensis, » Florez et alii contra longe plures, quos tamen ego arbitror » posse facili negocio simul conciliari. » Berti établit en thèse que la volonté de sauver tous les hommes est vraie et sincère: « Haec voluntas salvandi omnes est in Deo vera, » propria atque sincera. » Les partisans de Jansénius, ajoute-t-il, ne peuvent tirer aucun parti du dissentiment de quelques théologiens: « Scholasticorum enim dissidium facile » componitur, atque a Pseudoaugustinianis illis toto coelo

» distat. » Il faut pourtant avouer qu'il en est quelques-uns dont il n'est pas facile de montrer l'accord avec la doctrine qui est aujourd'hui commune. Chrismann énumère dans les dogmes de foi la doctrine, que Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, non seulement pour les prédestinés, mais aussi pour d'autres, qui sont réprouvés. Enfin, nous citons le cardinal Gerdil, *Commentariolum de Gratia Dei*, num. 91: « Fide » tenendum, Christum pro omnibus hominibus mortuum et san- » guinem fudisse: Deum velle omnes homines salvos fieri, et ad » agnitionem veritatis venire. »

9. Cette volonté antécédente de Dieu a pour effet qu'il tient les grâces préparées pour tous les hommes. Citons encore le cardinal Gerdil: « Benefica ista Dei voluntate erga » salutem omnium, parata omnibus, quantum ex Deo est, » auxilia gratiae, constans est catholicorum sententia. »

Telle est en peu de mots, la doctrine catholique. Avant d'examiner les canons du concile de Valence, nous allons exposer le sentiment de S. Remy et de l'église de Lyon de laquelle il fut l'organe. La controverse sur les doctrines de Lyon étant moins obscure que le vrai sens des canons de Valence, il est naturel de commencer par S. Remy.

III. Doctrine de l'Eglise de Lyon.

Jansénius (*de gratia Christi*, lib. 3. c. 21) a soutenu que l'église de Lyon, en admettant la mort de Jésus-Christ comme prix suffisant pour la rédemption de tous les hommes, niait qu'il ait souffert, ait été crucifié et se soit offert comme victime de propitiation pour tous; elle n'admettait pas, selon Jansénius, « Christum esse passum, crucifixum, mortuum, se » redemptionem dedisse, vel propitiatorem esse pro omnibus. » Mauguin pense que S. Remy enseigna que Jésus-Christ n'est mort que pour les fidèles. Duchesne ne regarde pas comme improbable qu'il embrassait le sentiment affirmatif d'après lequel la mort de Jésus-Christ a été appliquée pour la rédemption de tous les hommes. Le cardinal Gotti dit que S. Remy laisse la question indécise. (De *Voluntate Dei*, n. 50 et seqq.). Le P. Perrone se contente d'examiner l'argument que fournit la condamnation du quatrième chapitre de Quiercy contre la mort de Jésus-Christ pour tous les hommes (condamnation d'ailleurs peu certaine, ainsi que nous l'avons dit) et il renverse l'objection en ces termes: « Capitulum IV Carisiacum damnatum » fuisse tum a synodis Valentina ac Tullensi, tum a S. Re- » migio Lugdunensi errore facti deceptis, eo quod putaverint » eo sensu concilium Carisiacum definivisse Christum pro om- » nibus mortuum, ut mortuus pariter fuerit pro daemonibus (*De Deo*, n. 533). D'autres penchent à croire tantôt que l'église de Lyon regardait comme probable la mort de Jésus-Christ pour tous, tantôt que son dissentiment des chapitres de Quiercy n'est qu'apparent.

Quel est donc le vrai sentiment de l'église de Lyon?

1. Elle regarde comme un article de foi que Jésus-Christ a racheté les seuls élus, non les réprouvés, mais elle entend par là les réprouvés damnés avant la mort de Jésus-Christ; elle parle de la glorification. Saint Remy traite longuement cette question; contentons-nous du passage suivant: « Pro » istis impiis et damnatis hominibus, absit omnino ut passus » esse credatur; quia hoc nimis est contrarium divinae ve- » ritati, nimis adversum catholicae fidei, quae indubitanter cre- » dit et docet, quod Dominus noster suam passionem et mor- » tem, atque ad inferos descensionem illis solis jam defunctis, » et quamvis apud inferos, tamen in locis tranquillitatis et » lucis exhibuit, qui in fide futuri adventus ejus ac redem- » ptionis etc. (*De tenenda* etc. c. 14). En effet, c'est la doctrine de l'Eglise que Dieu ne veut d'une volonté conséquente le salut d'aucun damné et que la rédemption ne s'étend pas jusqu'à eux en ce qui concerne la glorification. S. Remy entend-il exclure entièrement les damnés de la rédemption pour ce qui est de l'intention du Rédempteur? Nous l'examinerons plus loin.

2. L'église de Lyon regarde comme un article de foi que Jésus-Christ est mort pour tous les fidèles, non seulement quant au prix suffisant qu'il a offert, mais aussi quant à la volonté du Rédempteur et à l'application d'un des principaux fruits de la rédemption, c'est à dire, de la justification. En effet, saint Remy distingue quatre classes d'hommes: Les élus, les fidèles qui ne persévèrent pas, les hommes qui doivent être appelés à la foi et l'embrasseront, et enfin les infidèles. Voici ce qu'il dit des trois premières classes: « Pro illis itaque » tribus ordinibus ad Christi gratiam et societatem fidelium » pertinentibus Dominum Jesum Christum et venisse ut eos » salvaret, et crucifixum esse ut eos redimeret, eosque in » sua morte baptizaret, et in suo sanguine a peccatis ablue- » ret, fideliter credendum tenemus (*De tribus epistolis* c. 16) » Haec fideliter et omnino indubitanter tam de scripturis sanc- » tis, quam de scriptis beatorum patrum legenda, et considerandа proposuimus . . . quod pretiosus ejus Sanguis pro multis » effusus sit in remissionem peccatorum . . . Ita intelligunt » et exponunt quod pro his qui credere voluerint, distin- » cte et designanter accipiendum sit. (*Ibid.* c. 20.) De cae- » teris vero hominibus qui ab ejus passione usque nunc » fuerunt, aut sunt, aut usque in finem saeculi futuri sunt » *catholica fides tenet*, et scripturae sanctae veritas docet, » quod pro omnibus credentibus . . . vere Dominus et Sal- » vator noster sit passus (*De tenenda etc.* c. 14). De omni- » bus credentibus in Christum, et in Christo regeneratis, recte » et veraciter creditur, quod pro eis Dominus Christus sit » passus (*Ibid.* c. 13). » On doit remarquer ici la suffisance du prix, la volonté du Rédempteur et l'application d'un des fruits principaux de la rédemption par la justification.

3. L'église de Lyon nie que Dieu veuille d'une volonté antécédente le salut de tous les hommes et que Jésus-Christ soit mort pour eux, d'abord, parce qu'il ne lui semble pas que cela puisse se concilier avec la gratuité de la prédestination. Saint Remy expose la doctrine de ses adversaires: « Quar- » to autem modo ita a sanctis patribus intellectum invenitur » quod dictum est: *Qui vult omnes homines salvos fieri*, ut » simpliciter accipiatur de omnibus hominibus, quantum ex » ipso est, Deum velle, eo quod omnes salvari velit bonitate » Creatoris, sed quia liberi arbitrii eos condidit, expectet, ut » hoc etiam ipsi velint: et si voluerint, juste salventur; si » noluerint juste puniantur. » Comment la gratuité de la prédestination pourrait-elle subsister avec un tel système? S. Remy a raison de le rejeter comme du pélagianisme. « Sed huic » sensui imprimis illud videtur esse contrarium, quomodo » omnipotens Deus eorum, quos vult salvos fieri exspectet vo- » luntatem, ut et ipsi scilicet propria arbitrii libertate salvi esse » velint, cum velle fideliter salvum fieri sit per redemptio- » nem Domini Jesu Christi . . . Si enim hanc voluntatem re- » demptionis et salutis quae est in Christo nemo habet ex se » ipso, sed ab illo *qui operatur in eis quos vocat et velle et* » *perficere pro bona voluntate*, sicut manifestissime apostolicae » doctrinae veritas docet, utquid Deus exspectat eorum quos » vult salvos fieri voluntatem, ut ipsi libero arbitrio suo in- » cipiant velle salvari, et tunc divina bonitate salventur, ut » initium salutis eorum sit ex ipsis, perfectio autem ejusdem » salutis ex Deo. Et ubi erit quod idem apostolus dicit: *Aut* » *quis prior dedit illi et retribuetur ei?* (Rom. c. II). Quo- » modo in tali sensu Pelagianus error non habet victoriam, qui » salutem hominis non ex Dei dono, sed ex ipsius hominis » arbitrio esse confirmat (*De tribus epistolis*, c. 12). Saint Remy reconnait pourtant que la volonté antécédente de sauver tous les hommes peut être défendue en un sens orthodoxe, qui n'a rien de commun avec le pélagianisme: « In quarto

» autem modo, illud sine dubio cavendum, quia et occasionem » Pelagianae pravitati praebet, quod Deum, ut salvet homines, » humanas exspectare asserit voluntates . . . Quod autem ibi » simpliciter intelligitur Deum omnes homines velle salvos » fieri, bonitate scilicet creatoris (ita ut putamus) fideliter » potest recipi, si hanc voluntatem bonitatis suae erga salutem » hominum non credatur humana obsistente voluntate implere » non posse, sed obsistente humana iniquitate implere nolle (Ibid. C. 13). Saint Remy justifie cette doctrine en des termes beaucoup plus expressifs dans le livre *De tenenda* etc. « Item alius dicat et sentiat, sicut etiam a quibusdam majo- » ribus dictum et sensum reperitur; Apostolus generaliter de » universo genere humano subjunxit: *Qui vult omnes homines* » *salvos fieri*. Quid habet mali aut periculi etiam ista intel- » ligentia? Neque enim qui ita sentit, putat voluntati Dei » *qua vult omnes homines salvos fieri*, aliquem resistere et » contraire, ut non possit implere quod velit; et ambo sibi, » et iste, videlicet et ille, licet diversa sentientes, fideliter » atque unanimiter concordant, quod quolibet modo dixerit » apostolus de Deo, *qui vult omnes homines salvos fieri*, tamen » nullus hominum nisi gratuita ejus misericordia salvetur, nullus » nisi justo ejus judicio perire permittatur. Certe illud in hac » quaestione manifestum est, quod etiamsi generaliter et in- » differenter omnes homines Deus vult salvos fieri, in aliorum » tamen cordibus benignitate misericordiae suae ipse ope- » ratur eamdem bonam voluntatem suam, ut et ipsi salvari » velint, atque salventur. In aliorum tamen cordibus severi- » tate justi et occulti judicii sui non operatur hanc salutarem » voluntatem, sed dimittit eos suo arbitrio: ut quia noluerunt » credere, justa ultione damnentur. Et hoc quidem de illis » dici potest, qui verbum Evangelii audierunt, sed duritia » incredulitatis suae recipere noluerunt (Ibid. c. 12). Saint Remy parle évidemment de la volonté *beneplaciti* et toujours dans l'hypothèse du péché originel.

4. Quelquefois il confond la volonté antécédente avec la conséquente et nie que Dieu veuille sauver tous les hommes. « Quid causae est, ut Deus, *qui omnes homines vult salvos* » *fieri* (I. Tim. c. 2), non omnes homines salvet? Volun- » tatem eorum non exspectat, quia voluntatem verae salutis » nemo habere potest, nisi per illum. An quod vult non po- » test Omnipotens? ut (quod absit) velit salvare omnes homi- » nes, nec possit: Quid ergo restat, nisi ut Ille, *qui omnia* » *quaecumque voluit, fecit* (psalm. 113), ideo hoc faciat, quia » nolit, non quia non possit? Quia sicut vere omnia quae voluit » fecit, ita vere noluit quae non fecit (*De tribus epistolis*, » c. 12). » Cette difficulté disparaît facilement, grâce à la distinction de la volonté antécédente et de la volonté conséquente. Si on voulait porter l'argumentation de S. Remy aux conséquences extrêmes, il s'ensuivrait que Dieu ne veut sauver que les prédestinés, au lieu qu'il enseigne comme article de foi que Dieu veut le salut de quelques hommes non prédestinés, c'est à dire, le salut de tous les fidèles. Il est vrai que S. Remy se détermine ensuite à admettre la distinction de la volonté antécédente et de la volonté conséquente mais seulement par rapport aux infidèles, quoiqu'il soit certain qu'elle s'applique aux fidèles qui se perdent.

5. D'autres passages insinuent la distinction des volontés en Dieu, l'antécédente et la conséquente. Qu'on relise l'extrait qui commence: *item alius dicat*, cité plus haut. Voici un autre indice de cette distinction: « Ita fit etiam si secun- » dum pium quorumdam Patrum piorum sensum Deus omnes » homines vult salvos fieri bonitate Creatoris qua creaturam » suam bene a se conditam perire non vult, id ipsum iterum » nolit judicis aequitate, qua eamdem creaturam suam vel » originali, vel etiam actuali peccato nequiter inquinatam, et » vitiatam impunitam esse non sinit . . . Ita in uno atque eodem » homine et *bonitatem* et *severitatem* suam ostendens: boni- » tatem qua non vult eum perire, severitatem qua perseveran- » tem in iniquitate non vult impunitum relinquere. Si ergo » hoc quod de uno homine diximus, de universo genere ho- » minum pereuntium similiter intelligatur, potest forsitan non » absurde dici quod Deus omnes homines velit salvos fieri bo- » nitate Creatoris, et tamen eos quos indignos salute judica- » verit, justa judicis severitate non salvet. » Il s'agit encore ici de la volonté réelle, dans l'hypothèse du péché originel.

6. Le sentiment de S. Remy au sujet des infidèles positifs a été exposé plus haut. Quant aux infidèles négatifs, qui n'entendant jamais parler de l'Evangile, n'ont aucun moyen de connaître le salut et Celui qui l'accorde, comment admettre que Dieu veuille les sauver? Une volonté stérile est-elle réelle? Saint Remy ne sait que répondre. « Quid vero di- » cendum est de tanta multitudine impiorum, qui fuerunt ab » exordio mundi usque ad adventum Christi? Et adhuc non » negandi sunt esse in extremis partibus terrae, ad quos nullus » unquam praedicator accessit, nullum unquam verbum fidei » audierunt, qui utique nullatenus potuerunt credere ei, » quem non audierunt, neque audire sine praedicante nec » praedicatorem recipere, qui nullus ad eos missus est . . . » Si quis de talibus interroget, quid in eis egerit volun- » tas Dei, qui omnes homines vult salvos fieri et ad agni- » tionem veritatis venire, quid respondebitur? Nonne homo » cautus et pius magis eliget tacere, aut certe cum propheta » et apostolo exclamare: Judicia tua abyssus multa (Psalm. 35). Telle est l'objection que fait le pieux auteur, sans oser répondre (*De tenenda*, c. 12). Les docteurs catholiques disent que Dieu, par sa bonté, pour ce qui le concerne, tient préparés des secours et des grâces pour tous les hommes. Les infidèles sont capables des grâces médicinales et de *l'initium fidei*; s'ils correspondaient à ces bienfaits, Dieu ne manquerait pas infailliblement de leur accorder des grâces extérieures tant ordinaires qu'extraordinaires pour les faire arriver à la foi. Ces principes ne blessent aucunement le dogme de la prédestination: « Benefica ista Dei voluntate erga salutem om- » nium parata omnibus, quantum ex Deo est, auxilia gratiae, » constans est catholicorum sententia. (Gerdil, loc. cit.).

7. Saint Remy pensait que la rédemption devait toujours être féconde de grâces et que celle des infidèles aurait été stérile; voilà pourquoi il lui répugnait d'admettre la rédemption universelle des hommes. Jésus-Christ eût été aussi le rédempteur des juifs s'ils se fussent convertis. « Non quia » nullus sit infidelium Judaeorum cujus Dominus non sit Re- » demptor, sed quia non solum aliarum gentium, sed etiam » illius Judaici populi, cujus scelere et impietate crucifixus » est, si ad eum convertatur, Redemptor esse dignatur . . . » Sed quia etiam in infideli populo sunt et fuerunt multi, » pro quibus ut a suo errore convertantur, Dominus miseri- » corditer oravit, et quod oravit efficaciter obtinuit et perfecit (*De tribus epistolis*, c. 19). Les choses dites plus haut sur la volonté antécédente montrent que la rédemption des infidèles n'est pas stérile. Saint Remy pense autrement: « Et si » pro istis passus esse dicatur, quid eis profecit passio ejus » impiis, et in sua impietate perituris, nisi ut qui non fiunt » participes redemptionis, majorem et graviorem incurrant » cumulum damnationis (*Ibid.*) ».

8. Pourtant S. Remy admet tacitement une rédemption imparfaite, initiale, qui s'étend à des hommes non justifiés, extension qui comprend non seulement la suffisance du prix, mais aussi l'intention du Rédempteur et les grâces méritées et préparées pour eux. D'une part, le pieux auteur enseigne que Judas n'appartient pas à la rédemption de Jésus-Christ; d'autre part il dit que si Judas n'eût pas désespéré de son salut, il aurait pu effacer son crime par la rédemption générale et qu'en ce cas Jésus-Christ serait vraiment devenu son rédempteur. Or, comment Judas aurait-il pu avoir part à la rédemp-

tion s'il l'eût voulu, et comment Jésus-Christ aurait-il été son rédempteur, si Jésus-Christ n'était pas mort avec l'intention de racheter ce malheureux avec les autres hommes, et s'il n'avait mérité et préparé pour lui comme pour les autres, la grâce de la justification? Du reste, si Judas fut justifié avant sa prévarication, il eut certainement part à la rédemption que S. Remy lui refuse.

9. Nous devons faire remarquer aussi que S. Remy, tout en identifiant la rédemption avec la justification, ne nie pas que des grâces extérieures et intérieures soient accordées aux infidèles. Les bonnes pensées de l'esprit et les pieux mouvements du cœur doivent précéder la conversion. Or, S. Remy, critiquant le second chapitre de Quiercy parce qu'il est incomplet par rapport à la grâce et au libre arbitre, cite, entre autres choses, la définition du pape S. Célestin, d'après laquelle Dieu est l'auteur des bonnes pensées et des mouvements de la volonté qui attirent l'homme à la foi: « Quod ita Deus in cordibus » hominum, atque in ipso libero operetur arbitrio, ut sancta » cogitatio, pium consilium omnisque motus bonae voluntatis » ex Deo sit. Omnium studiorum, omniumque virtutum, quibus » ab initio fidei ad Dominum tenditur, Deum profitemur auc- » torem: et non dubitamus ab ipsius gratia omnia hominis » merita praeveniri, per quem fit ut aliquid boni et velle in- » cipiamus et facere (*De tenenda etc.* c. 10).

10. S. Remy et l'église de Lyon avec lui ne regardent pas comme un article de la doctrine catholique, que Dieu veut le salut des seuls fidèles, et que Jésus-Christ n'est mort que pour eux. Ils ne censurent pas comme erroné le sentiment d'après lequel Dieu veut le salut de tous les hommes et Jésus-Christ est mort pour tous. En effet, S. Remy dit ouvertement que nulle de ces doctrines n'est fausse et opposée à la foi: « Neutrum eorum videtur esse falsum, vel » fidei contrarium; quolibet acquiescat modo, non sit haere- » ticum, nisi contentione haereticum fiat. »

11. C'est un sentiment probable, pieux et enseigné par quelques pères que Dieu veut d'une volonté antécédente *beneplaciti* dans l'hypothèse du péché originel le salut de tous les hommes et que Jésus-Christ est mort pour tous, non seulement pour la suffisance de la rédemption, mais aussi quant à l'intention du rédempteur. Saint Remy avoue que plusieurs saints pères embrassent ce sentiment, qui est pieux et probable. Les passages cités plus haut (n. 5) sont formels pour la volonté de sauver tous les hommes. Au sujet de la mort de Jésus-Christ pour tous, S. Remy s'exprime en ces termes: « Ita et si pro omnibus etiam in sua impietate perituris » Christus mortuus est, sic eis exhibuit bonitatem passionis » suae, ut tamen in hujusmodi impietate permansuros justo » suo judicio condemnavit . . . Et ideo bonitas ejus, qua etiam » pro talibus passus creditur etc. Quod et si aliqui Patrum » pro omnibus omnino hominibus Dominum passum intelle- » xerunt, honoretur et iste velut pius sensus etc. Si inventi » sunt alii aeque Patres, qui illud gloriosum pretium etiam » pro nunquam crediturís, et in sua impietate perituris datum » esse non abnuant, melius ut credimus utrique honorarentur, » nec pro aliis alii damnarentur: quia et illud manifeste di- » vina auctoritate firmatum, et istud, si pie sentitur, non est » abnuendum etc. Quod si inveniuntur aliqui Patrum, qui etiam » pro impiis in sua impietate permansuris Dominum crucifixum » dicant . . . Si autem placet, sicut et nobis multum placet, » ut etiam istorum sententia ex pietate veniens, propter pa- » cem, et venerabilem pietatem beatissimorum Patrum non » renuatur. (*De tribus epistolis*, c. 20, 24, 27, 28). Saint Remy soutenait expressément la suffisance du prix pour la rédemption de tous les hommes; d'où il suit que le sentiment qui n'est pas le sien, mais qu'il juge pourtant pieux et probable parce que c'est celui de quelques saints Pères, consiste à dire que la rédemption, dans l'intention du Rédempteur, comprend tous les hommes. Les expressions: *Exhibuit bonitatem passionis suae: Gloriosum pretium datum pro nunquam crediturís*, témoignent clairement qu'il s'agit de l'intention du Rédempteur, laquelle formait le sujet de la discussion avec les adversaires.

12. Saint Remy ne peut souffrir que les adversaires méprisent et censurent la doctrine d'après laquelle Dieu veut sauver seulement les fidèles et Jésus-Christ n'est mort que pour eux. Il dit que l'on peut tolérer l'interprétation que donnent les chapitres de Quiercy au passage de S. Paul, pourvu qu'on se garde de mépriser, et à plus forte raison, de condamner l'autre sens, qui est certain, aux yeux de S. Remy: « Dummodo ille prior sensus certissimus, et divina auctoritate » firmatus, nulla praesumptione contemnatur, aut, quod gra- » vius est, damnetur. (*De tribus epistolis*, c. 27). » Saint Remy ne peut souffrir que les adversaires soutiennent leur opinion comme un article de foi: il les met au défi de produire des arguments démonstratifs sur une question que nul décret pontifical et nul concile n'a décidée. « De cœteris vero, qui in » ipsa infidelitate atque impietate sua perseverantes sunt pe- » rituri, si de Scripturae sanctae auctoritate, quod etiam pro » talibus Dominus passus sit certissimis et clarissimis testimo- » niis nobis demonstrare potuerint boni viri, qui talia definie- » runt, dignum omnino est, ut credamus et nos. Si vero non » potuerint, cessent contendere pro eo quod non legunt. Pu- » deat eos definire quod nesciunt. Timeant statuere quod nul- » lum sanctorum patrum concilium, nullum apostolicae Sedis » pontificum, nullum ecclesiasticorum dogmatum decretum hac- » tenus inveniant statuisse (*De tenenda etc.* c. 14).

13. Enfin, S. Remy regardant la question comme extrêmement difficile et obscure, dit qu'on est libre d'embrasser le sentiment que l'on croit le plus probable, pourvu qu'on s'abstienne de part et d'autre de condamner l'opinion opposée et de présenter la sienne comme un dogme de foi; il désire que les disputes cessent une fois pour toutes. « Quae » omnia cum tam obscura sint, et tam profunda, atque per- » plexa, nollemus inter fratres et carissimos nostros aliquid » de his contentiose ventilari, vel temere definiri, sed potius » quod in eis certum est sine dubitatione defendi. Quod autem » etiam inter magnos diverso modo sed non diversa pietate » sentientes ambiguum atque incertum remansit, etiam apud » nos et reverenter honorari, quia neutrum eorum videtur » esse falsum vel fidei contrarium etc. Quod et si quid a » sanctis et venerabilibus Ecclesiae doctoribus vel scriptum, » vel dictum unde hujuscemodi sensus occasio sumi posse vi- » deatur, inveniunt; salva eorum debita reverentia, cohibeant » se potius, et submittant se humiliter divinae auctoritati, et » rem tam obscuram, tamque inusitatam divinae reservent hu- » militer majestati etc. Nulla ergo contentione pro aliis ad- » versus alios litigetur; non una sententia pro altera damne- » tur. Et quia vere fieri potest, ut ignorantiam et imperitiam » nostram in hac re aliquid lateat, nihil temere definiatur, ut » quolibet acquiescat modo, non sit haereticum, nisi conten- » tione haereticum fiat (*De tribus epistolis*, c. 13, 20. *De te- » nenda* etc. c. 14).

14. Cette liberté d'opinion s'étend-elle aux impies damnés antérieurement à la mort de Jésus-Christ? Saint Remy permet qu'on les comprenne dans la volonté de sauver tous les hommes, car il parle expressément du grand nombre d'impies qui ont existé depuis le commencement du monde jusqu'à la venue de Jésus-Christ, ainsi qu'on l'a dit plus haut; mais comme il n'est pas certain que S. Remy envisage de la même manière la volonté de Dieu de sauver les hommes et la mort de Jésus-Christ, nous ne pouvons pas conclure de là qu'il permet qu'on étende à ces réprouvés le bienfait de la mort de Jésus-Christ. Dans les autres passages où il soutient que Jésus-Christ n'est pas mort pour tous les hommes, il nomme

expressément les réprouvés avant la venue du Sauveur. « Si » ad istos tales Dominus salvandos venit, id est impios, et » in sua impietate perituros, ergo praestitit illi, quod illis » antiquis non praestitit: quia videlicet pro istis est crucifixus » et mortuus, quod pro illis nullatenus credendus est passus. » Si autem nec pro istis est crucifixus et mortuus, sicut nec » pro illis, pares sunt impietate, pares perditione, et pariter » omnino extranei a Christi redemptione (*De tribus epistolis* c. 20.) D'autre part, là où S. Remy permet de croire que Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, il ne spécifie jamais les réprouvés de l'ancien monde, et il semble parler uniquement de ceux qui n'ont pas cru et ont péri après la mort de Jésus-Christ. Nous laisserons par conséquent la question indécise.

IV. Explication des canons de Valence.

Après avoir éclairci le sentiment de S. Remy et de l'église de Lyon dont il fut l'organe, nous pouvons expliquer les canons de Valence, qu'il rédigea. Commençons par citer textuellement ces canons.

« CANON IV. Item de redemptione Sanguinis Christi, » propter nimium errorem qui de hac causa exortus est, ita » ut quidam, sicut eorum scripta indicant, etiam pro illis » impiis, qui a mundi exordio usque ad passionem Domini » in sua impietate mortui aeterna damnatione puniti sunt, » effusum eum definiant, contra illud propheticum: *Ero, mors » tua, o mors, ero morsus tuus, inferne*: illud nobis simpli- » citer et fideliter tenendum ac docendum placet, juxta evan- » gelicam et apostolicam veritatem, quod pro illis hoc datum » precium teneamus, de quibus ipse Dominus noster dicit: » *Sicut Moyses* etc. *vitam aeternam*. Et Apostolus: *Christus*, » inquit, *semel oblatus est ad multorum exhaurienda peccata.* »

« CANON V. Item firmissime tenendum credimus, quod » omnis multitudo fidelium ex aqua et Spiritu Sancto rege- » nerata, ac per hoc veraciter Ecclesiae incorporata, et juxta » doctrinam Apostolicam in morte Christi baptizata, in ejus » sanguine sit a peccatis suis abluta: quia nec in eis potuit » esse vera regeneratio, nisi fieret et vera redemptio: cum » in Ecclesiae sacramentis nihil sit cassum, nihil ludifica- » torium, sed prorsus totum verum, et ipsa sui veritate ac » sinceritate subnixum. Ex ipsa tamen multitudine fidelium » et redemptorum alios salvari aeterna salute, quia per gra- » tiam Dei in redemptione sua fideliter permanent, ipsius » Domini sui vocem in corde ferentes: *Qui perseveraverit » usque in finem, hic salvus erit*. Alios, quia noluerunt per- » manere in salute fidei, quam initio acceperunt, redemptio- » nisque gratiam potius irritam facere prava doctrina, vel » vita, quam servare, elegerunt, ad plenitudinem salutis, et ad » perceptionem aeternae beatitudinis nullo modo pervenire. » In utroque siquidem doctrinam pii doctoris habemus: *Qui- » cumque baptizati sumus* etc. (Labbe tom. IX, col. 1152.)

La doctrine exprimée dans les canons de Valence est-elle en opposition directe avec les chapitres de Quiercy? Quelques auteurs l'ont cru. Jansénius dit hardiment que le concile de Valence a défini comme un article de foi, que Jésus-Christ est mort uniquement pour les élus (*Augustinus* lib. 3. *de Gratia*, c. 21). Duchesne est du même avis, quoique dans un autre endroit il semble admettre que dans la pensée des pères de Valence, Jésus-Christ est mort pour tous les fidèles. Selon Mauguin, le concile de Valence enseigne *pro solis in Christum credentibus sanguinem Christi effusum*. Au contraire, Petau, Noël Alexandre, le cardinal Gotti, Gazzaniga pensent que le concile de Valence s'accorde pleinement avec les évêques de Quiercy et que cette grande controverse ne fut pas autre chose qu'une dispute de mots, car les chapitres de Quiercy n'affirment que la volonté antécédente de sauver tous les hommes, au lieu que les canons de Valence ne nient que la volonté conséquente. Perrone dit la même chose au sujet du IVe canon, le seul dont il s'occupe; il ajoute que les pères de Valence pensaient que ceux de Quiercy voulaient étendre jusqu'aux démons le dernier fruit de la rédemption, c'est à dire, la glorification, et il porte sur ce canon le même jugement que sur les doctrines de l'église de Lyon. Pour nous, la doctrine du concile de Valence se résume dans les points qui suivent.

1. Le IVe canon ne limite pas la rédemption aux élus; seulement, il exclut de la glorification les réprouvés morts avant la passion de Jésus-Christ. Les expressions du concile montrent qu'il entend parler de l'application du fruit de la rédemption lequel est la glorification; car il n'est question que de la rédemption de ceux qui ne périssent pas, et qui parviennent au salut. La raison que donne le concile: *Ero mors tua* en est une autre preuve. S. Remy développe cet argument: « Quia ergo in electis suis funditus occidit mor- » tem, mors mortis extitit; quia vero ex inferno partem abstu- » lit, et partem reliquit, non occidit funditus, sed momordit » infernum (*De tenenda* c. 14). Le Ve canon dit expressément que Jésus-Christ est mort aussi pour tous les fidèles qui ne persévèrent pas; d'où il suit que l'analogie de la doctrine nous découvre le vrai sens du IVe canon, tel que nous l'indiquons, et qui est d'ailleurs conforme aux sentiments de S. Remy et de l'église de Lyon avec lui. La rédemption s'étend-elle aux réprouvés morts avant Jésus-Christ pour ce qui concerne l'intention du Rédempteur? Le concile de Valence ne le nie et ne l'affirme pas, et c'est encore conforme aux sentiments de l'église de Lyon; elle ne voulait pas que l'on définît si la volonté de Dieu et la rédemption embrassent tous les hommes; mais elle permettait d'adhérer au sentiment le plus favorable par rapport aux infidèles postérieurs à la Passion; quant aux infidèles qui sont morts avant Jésus-Christ, elle permettait de les regarder comme compris dans la volonté de Dieu de sauver les hommes, mais il n'est pas certain qu'elle usât de la même condescendance pour la rédemption. Tous ces points sont éclaircis plus haut.

2. Le Ve canon enseigne que Jésus-Christ est mort pour tous les fidèles, même quant à l'application du fruit de la rédemption, c'est à dire la justification seule, pour ceux qui ne persévèrent pas, et le salut éternel pour ceux qui persévèrent. — Les paroles du concile sont tellement claires, que tout commentaire serait superflu. Ici encore, le concile est pleinement d'accord avec l'église de Lyon, qui croyait comme un article de foi que Jésus-Christ est mort pour tous les fidèles, même quant à l'application des fruits de cette mort. Quelle n'a donc pas été l'audace des Jansénistes qui ont prétendu se couvrir de l'autorité du concile dont la doctrine les condamne, puisqu'il étend le bienfait de la mort de Jésus-Christ à tous les fidèles, au lieu qu'ils ne voulaient pas qu'il soit mort pour d'autres que les prédestinés?

3. Le concile de Valence ne nie pas que Jésus-Christ soit mort pour tous les hommes, même quant à l'intention qu'il a eue en s'immolant pour notre salut. — Les deux canons ne renferment aucun indice de cette doctrine, attendu qu'ils la passent complètement sous silence. Saint Remy nous explique ce silence; quoique partisan du sentiment négatif, il ne veut pas que l'on condamne l'autre sentiment, qu'il regarde comme une opinion pieuse, probable, enseignée par quelques saints pères, digne d'être honorée, nullement dangereuse, et que l'on peut librement embrasser, pourvu qu'on ne la regarde pas comme un article de foi. Les Annales Bertiniani racontent que le pape S. Nicolas confirma la doctrine d'après laquelle le Sang de Jésus-Christ a été versé *pro omnibus credentibus*, sans exclure les infidèles. Mauguin s'est donc trompé en affirmant que par l'approbation des canons de Valence le

pape S. Nicolas 1er approuva la doctrine d'après laquelle le Sang de Jésus-Christ n'a été versé que pour les fidèles, *pro omnibus et solis credentibus*.

4. Pourtant le concile de Valence ne définit pas, même tacitement, que Jésus-Christ soit mort pour tous les hommes, ou tout au moins pour quelques-uns qui ne sont pas fidèles. Nous ne remarquons aucun indice de cette définition. Noël Alexandre a cru la trouver dans la comparaison entre Jésus-Christ et le serpent d'airain ; mais tout le contexte montre que les pères de Valence apportent cet argument seulement pour montrer que Jésus-Christ n'a racheté que les élus pour ce qui concerne le don de la gloire éternelle. Noël Alexandre trouve dans le Ve canon la preuve que Jésus-Christ est mort pour tous les hommes: nous avons montré que le canon parle seulement des fidèles. Cet auteur cherche un autre argument dans le IVe canon, qui parle des impies morts avant Jésus-Christ, sans nier que la rédemption s'étende à ceux qui ont vécu après la passion. Mais nous avons prouvé qu'il ne s'agit dans ce canon que de l'acquisition de la gloire. Enfin, de ce que le concile de Valence passe sous silence le IIIe chapitre de Quiercy, l'on ne peut pas conclure, comme Noël Alexandre le fait, que les pères croyaient le Christ mort non-seulement pour les prédestinés et les fidèles, mais généralement pour tous les hommes; car ils purent ne pas croire que Jésus-Christ soit mort pour tous les hommes, et d'autre part ils purent avoir de bonnes raisons pour ne pas enseigner leur sentiment comme un article de foi et pour ne pas condamner le sentiment opposé. Or, nous savons qu'en réalité il en fut ainsi ; saint Remy regardait comme très certain que Jésus-Christ n'est mort que pour les fidèles; mais ne croyant pas que ce fût un article de foi, il voulait qu'on laissât la chose indécise, comme nous l'avons dit plus haut.

V. Les canons de Valence comparés aux chapitres de Quiercy.

Il nous reste à dire en quoi s'accordent les chapitres de Quiercy avec les canons de Valence et quels sont les points de divergence. Avant toute chose, rapportons les chapitres de Quiercy.

« III. Quod Deus omnes homines vult salvos fieri — Deus » omnipotens omnes sine exceptione vult salvos fieri, licet » non omnes salventur. Quod autem quidam salvantur, sal- » vantis est donum : quod autem quidam pereunt, pereuntis » est meritum.

« IV. Quod Christus pro omnibus hominibus passus sit. — » Christus Jesus Dominus noster, sicut nullus homo est, fuit » vel erit cujus natura in illo assumpta non fuerit, ita nullus » est, fuit, vel erit homo, pro quo passus non fuerit, licet » non omnes passionis ejus mysterio redimantur. Quod vero » omnes passionis ejus mysterio non redimuntur, non re- » spicit ad magnitudinem et pretii copiositatem, sed ad in- » fidelium et ad non credentium ea fide quae per dilectionem » operatur, respicit partem; quia poculum humanae salutis, » quod confectum est infirmitate nostra et virtute divina, ha- » bet quidem in se et omnibus prosit, sed si non bibitur, » non medetur (Labbe, t. IX, col. 1056).

1. Les chapitres de Quiercy et les canons de Valence s'accordent à regarder comme un article de foi, que Jésus-Christ est mort pour tous les fidèles. — Saint Remy ne voulait pas que la doctrine de la volonté de sauver tous les hommes et de la rédemption générale fût condamnée; il la regardait, au contraire, comme une opinion pieuse, probable, enseignée par quelques saints pères et qu'on peut embrasser librement, pourvu qu'on n'en fasse pas un article de foi. Cela prouve que le paragraphe du IVe canon qui condamne les chapitres de Quiercy est apocryphe, et ne peut pas appartenir au concile de Valence avec les maximes duquel il est en opposition ; c'est pourquoi ce paragraphe ne se trouve pas dans les autres conciles, ainsi que nous l'avons dit.

2. Les canons de Valence ne disent pas un mot de la volonté de Dieu de sauver tous les hommes, au lieu que les chapitres de Quiercy enseignent expressément la doctrine du salut universel s'étendant à la volonté de sauver tous les hommes sans aucune exception — Comment expliquer le silence des pères de Valence? Saint Remy ne voulait pas que l'on définît si Dieu veut ou non le salut de tous les hommes, parce qu'il ne voulait pas que l'on décidât si Jésus-Christ est mort pour tous sans exception. Le concile de Valence a parlé de la mort de Jésus-Christ sans s'écarter de la règle que S. Remy avait tracée: comment a-t-il pu ne rien dire de la volonté de Dieu par rapport au salut des hommes? Considéra-t-il les deux questions comme n'en faisant qu'une? Nous ne voudrions pas l'affirmer.

3. Le concile de Valence se proposa de redresser quatre points du IVe chapitre de Quiercy qui traite de la mort de Jésus-Christ pour les hommes. — Saint Remy nous fait connaître ces quatre points: Il n'y a pas, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'homme dont la nature n'ait été assumée par Jésus-Christ. 2. Depuis le commencement du monde il n'y a pas eu d'homme pour qui Jésus-Christ ne soit mort, quoique tous n'aient pas profité du bienfait de sa passion. 3. Après Jésus-Christ il n'y a pas eu et il n'y aura jamais un seul homme qui n'ait été racheté par Jésus-Christ. 4. Les infidèles ne participent pas à la passion de Jésus-Christ, ni même les fidèles qui n'ont pas la foi unie à la charité. On peut consulter le livre de S. Remy, *De tenenda scripturae veitate*, c. 13, en remarquant que le second et le troisième point sont réunis en un seul par le pieux auteur. « Quod di- » citur quia nullus homo est, fuit, vel erit, cujus natura in » Christo assumpta non fuerit. Quod nullus est, fuit vel erit » homo, pro quo Christus passus non fuerit, licet non omnes » passionis ejus mysterio redimantur. Quia ejusdem passionis » mysterio non redimantur non solum infideles, sed neque » ipsi fideles, qui eam fidem non habent quae per dilectio- » nem operatur. » Examinons successivement ces quatre points.

4. L'église de Lyon nie que Jésus-Christ ait pris la nature des hommes qu'il n'a pas rachetés; or, il n'a racheté que les fidèles. Saint Remy traite longuement cette question, et conclut: « Manifeste ergo constat, quia susceptio illa re- » demptio fuit, ut qui suscepti sunt, sint et redempti, et qui » redempti, ipsi suscepti. Unde et fideles in Crhisto; nec in » eis Christus (*De tenenda etc*, c. 13). Hincmar répond que Jésus-Christ a pris la nature de tous les hommes, parce que, s'ils ne sont pas tous sauvés ni tous justifiés, du moins ils ressusciteront tous, en vertu du bienfait conféré à la nature humaine par Jésus-Christ. « Dicat autem Paulus, et ex- » ponat Ambrosius, quid passio Christi cunctis generaliter » fidelibus et infidelibus contulit, quae solis ad salutem fide- » libus profuit. Sicut enim, inquit Paulus, in Adam omnes mo- » riuntur, ita et in Christo omnes vivificabuntur (De Praedest. c. 28). C'était une pure dispute de mots. Le concile de Valence n'en parle pas; d'un côté, par cette assomption de la nature de tous les hommes, il entendait la rédemption des individus : d'autre part, il ne voulait pas qu'on touchât cette question.

5. En disant que Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, on en vient à soutenir qu'il a sauvé les réprouvés morts avant sa Passion, Voilà le second reproche que fait S. Remy aux évêques de Quiercy; le IVe canon de Valence condamne cette erreur. Mais Hincmar se plaint hautement de cette conséquence arbitraire qu'on tire de sa doctrine: « Non ita scrip- » simus, sicut compilator iste composuit . . . Patet quia, sicut » dixi, non scripsimus contra illud propheticum: Ero mors » tua o mors ; ero morsus tuus inferne (Psa.). Neque enim

» sanctum Gregorium in homilia 22 quando haec scripsimus, » dixisse nescivimus: Omnia abstulit utique electa. Neque etenim etc. » (De Praedest. c. 27). Ailleurs, il explique longuement ce qu'il faut entendre lorsqu'on dit que Jésus-Christ est mort aussi pour les réprouvés antérieurs à sa Passion; c'est que la foi au Médiateur à venir, et les moyens de salut que Dieu a offerts en tout temps auraient pu les sauver s'ils eussent voulu. Il suit de là que, pour ce qui concerne directement le point condamné par le IVe canon, les évêques de Quiercy étaient pleinement d'accord avec ceux de Valence. Ceux-ci voulaient-ils exclure entièrement les réprouvés dont il s'agit, de la mort de Jésus-Christ? C'est très incertain, ainsi que nous l'avons dit.

6. Aux infidèles postérieurs à Jésus-Christ, les évêques de Quiercy étendent le bienfait de sa Passion. Saint Remy leur en fait un reproche; mais le concile de Valence garde un silence absolu sur ce point, et c'est la seule différence réelle qu'il y ait entre ses canons et les chapitres de Quiercy. La raison de ce silence nous est donnée par S. Remy, comme nous l'avons fait observer.

7. Enfin, S. Remy censure le chapitre de Quiercy parce qu'il dit que Jésus-Christ n'a racheté que les fidèles dont la foi opère par l'amour. Quelle incohérence! dit S. Remy, Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, mais il n'a racheté que les prédestinés! « Hoc in ista definitione absurdissimum » est, quod Dominus Jesus Christus etiam pro impiis et in sua » impietate pereuntibus dicatur passus, et fidelis quisque fide» liter baptismo ejus regeneratus, mysterio passionis ejus affir» metur non esse redemptus (*De tenenda etc.* c. 15). » Voilà pourquoi le Ve canon de Valence inculque si fortement que la vraie rédemption s'étend à tous les fidèles. Mais il faut observer que le chapitre de Quiercy établit une distinction entre la Passion et la Rédemption; Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, mais les seuls élus sont rachetés, les autres ne le sont pas par leur faute, et non par l'insuffisance de la rédemption. Les évêques de Quiercy entendent par rédemption l'application du dernier effet, c'est à dire, la glorification, et la passion est, dans leur pensée, l'intention avec laquelle Jésus-Christ est mort pour nous; c'est aussi l'application des fruits de cette mort, excepté la glorification. Quels motifs eurent donc les évêques de Quiercy pour employer ces expressions dans le sens que nous venons de dire? Hincmar dit qu'il les choisirent à dessein, afin d'éclaircir une équivoque de Godescalc et de condamner une de ses erreurs, savoir, que Jésus-Christ n'est mort que pour les prédestinés. « Haec legentes intelleximus diabolici viri sensum, volentis » evacuare copiositatem Christi Sanguinis, pretium scilicet nos» trae redemptionis. Unde et ad eumdem complicem suum » scripsit: Baptismi enim sacramento eos emit, non autem pro » eis crucem subiit, nec mortem pertulit, neque sanguinem » fudit. Unde quod ipse mendose atque perniciose ad copio» sam redemptionem Christi sanguinis voluit retorquere, ve» raciter et fideliter ad modicitatem ac dubietatem, imo et » infidelitatem infidelium et non credentium, sacrarum scrip» turarum et catholicorum auctoritate suffulti rejecimus culpam » (Hincmar, De praedest. c. 29). Donc, encore sur ce point, le dissentiment ne roule que sur les mots; le concile de Valence s'accorde pleinement avec les évêques de Quiercy pour le fond.

VI. Conclusion.

En résumant ce qui précède, nous trouvons que le dissentiment entre les évêques de Valence et ceux de Quiercy consistait en ce que les premiers enseignaient la prédestination des hommes dont Dieu prévoit la perte, en entendant cela en un sens juste, au lieu que les seconds condamnaient cette prédestination, parce qu'ils y attachaient un sens erroné.

Les pères de Valence pensaient mal du silence vrai ou supposé des évêques de Quiercy sur quelques points de la grâce et du libre arbitre. Ils signalaient certaines expressions peut-être inexactes, mais susceptibles d'un sens catholique, ainsi qu'ils le reconnaissaient.

Ils attribuaient à leurs adversaires deux erreurs presque contradictoires, savoir, que les réprouvés morts avant la Passion de Jésus-Christ ont dû obtenir le salut éternel, et que les chrétiens qui se perdent n'ont pas été rachetés.

Les évêques de Quiercy considérant le bienfait de la résurrection conféré à la nature humaine, disent que Jésus-Christ a pris la nature de tous les hommes, au lieu que leurs adversaires, pensant uniquement à la justification et à la glorification, soutiennent qu'il a pris seulement la nature de ceux qui devaient embrasser la foi.

Les uns nient en Dieu la volonté de sauver tous les hommes et nient aussi la rédemption générale de tous, parce qu'ils ne savent pas les distinguer de la justification; ils confondent la volonté antécédente avec la volonté conséquente, et ils pensent que les doctrines de la volonté générale conduisent au pélagianisme; mais s'apercevant ensuite de leur méprise, ils proclament que la doctrine opposée à la leur est pieuse et probable, que les pères l'ont enseignée, qu'elle n'offre aucun danger, pourvu qu'on n'en fasse pas un article de foi.

Que de bonnes leçons dans cette histoire! Il n'y a pas lieu de s'en étonner pour peu qu'on connaisse l'histoire des controverses scientifiques en général, et particulièrement les partis qui déchiraient les églises des Gaules au IXe siècle. Dans l'ardeur de la dispute, au lieu de signaler les points de contact et de prendre certaines propositions dans un bon sens, on ne cherche que des querelles, on entend tout à contresens, et l'on invente les divergences et les erreurs là où on ne les trouve pas. Les débats prennent de plus grandes proportions lorsqu'on n'a pas soin de préciser l'état de la question et qu'au lieu de répondre aux raisons des adversaires, l'on ne pense qu'à apporter de nouveaux arguments à l'appui du sentiment pour lequel on s'est prononcé. Des hommes de grande piété tombent quelquefois dans ces défauts, parce qu'ils sont, eux aussi, sujets à l'erreur. Le pire est que les discussions spéculatives servent quelquefois d'instrument aux passions; avec des intentions droites, on s'expose sans s'en apercevoir, à juger plutôt les doctrines avec le cœur qu'avec l'esprit.

Nous avons laissé des lacunes, et nous n'avons pas pénétré au cœur de toutes les questions, parce que notre unique but a été de montrer que la vérité catholique ne fut pas ébranlée dans cette grande querelle qui agita si violemment les églises des Gaules. Sans doute, ceux qui y prirent part ont laissé de graves soupçons sur la pureté de leur foi et quelques-uns tombèrent dans des erreurs réelles; mais les symboles des deux partis, c'est à dire, les chapitres de Quiercy et les canons de Valence n'offrent aucune erreur doctrinale. Il n'y a rien à reprendre dans tout ce qui concerne la prescience, la prédestination, la grâce et le libre arbitre; la controverse roula constamment sur des équivoques et des soupçons. Par rapport à la volonté de sauver les hommes et à la rédemption de Jésus-Christ, tous s'accordèrent à regarder comme un article de foi ce que les Jansénistes ont nié, savoir: que Jésus-Christ a versé son sang pour tous les fidèles. La controverse concernait seulement les infidèles, au sujet desquels il était bien permis de disputer, puisque l'Eglise n'avait pas décidé. En outre, le vrai sujet de la controverse était de savoir si c'était, ou non, un article de foi; l'église de Lyon le niait, et c'est surtout à ce point de vue que le concile de Valence combattit les chapitres de Quiercy.

Du reste, l'église de Lyon protestait par la bouche de S. Remy, qu'elle admettrait la volonté et la rédemption uni-

verselles si le Pontife romain l'eût définie. Les Jansénistes attachèrent une grande importance aux canons de Valence, et s'efforcèrent de les interpréter à leur point de vue, surtout parce que ces canons obtinrent l'approbation du Pape S. Nicolas. Or, le Saint-Siége a défini contre les Jansénistes, que Jésus-Christ n'est pas mort seulement pour les fidèles, et cela ne comporte aucun doute. D'où il suit que les Jansénistes, pour être conséquents avec leurs principes, auraient dû reconnaître que les fidèles ne sont pas les seuls pour qui Jésus-Christ soit mort.

Il ne faut pas s'étonner que l'église de Lyon soit tombée dans une foule d'erreurs, de méprises et de contradictions en discutant cette grande question, pendant que les définitions du concile de Valence sont si saines et si sensées; en effet, les doctrines de l'église de Lyon nous présentent la discussion, pour ainsi parler, au lieu que les définitions de Valence nous donnent les décisions. Or, pour peu qu'on étudie l'histoire des assemblées catholiques, l'on remarque que si leurs discussions montrent bien souvent les faiblesses et quelquefois les égarements de l'esprit et du cœur humain, l'on ne voit ordinairement briller dans les décisions que la sagesse et la circonspection qui dénotent l'assistance de l'Esprit de Dieu.

BIBLIOGRAPHIE.

DES SUSPENSES EX INFORMATA CONSCIENTIA.

L'imprimerie des Méchitaristes de Vienne a publié l'an dernier un volume intitulé: *Pugna juris pontificii statuentis suspensiones extrajudicialiter seu ex informata conscientia, et imperii easdem abrogare molientis.* (in-12 de 224 pages). Ce livre est le fruit des études d'un ecclésiastique romain, M. Salvatore Pallottini. Au siècle dernier, les jansénistes, qui visaient à affaiblir l'Eglise en armant les évêques contre le Pape, et le clergé contre les évêques, avaient fait inscrire parmi les libertés nationales la réprobation des suspenses extrajudiciaires; leurs maximes ayant prévalu en Toscane, une loi Léopoldine du 17 octobre 1788 signifia aux évêques que le gouvernement blâmait et annullerait désormais les suspenses *ex informata conscientia;* la constitution dogmatique de Pie VI, *Auctorem fidei*, consacra la discipline de l'Eglise sur ce point. De nos jours, le gouvernement piémontais ayant témoigné l'intention de rejeter divers articles de la discipline catholique et particulièrement les censures par le seul fait et les suspenses extrajudiciaires, M. Pallottini montre que la législation canonique sur les points contestés répond parfaitement aux règles de la justice et de l'équité.

Le livre comprend neuf chapitres subdivisés en articles. En voici le sommaire.

Chapitre Ier *Des lois en général.* L'origine et le fondement des lois sont en Dieu. Toute société a besoin de lois. Elles doivent avoir une sanction pénale. — Chapitre II. *Des peines et de leur efficacité.* Les lois pénales doivent être en rapport avec les temps et les pays. Les lois civiles ne peuvent pas atteindre tous les délits et toutes les fautes que les hommes peuvent commettre contre l'ordre commun. Il en est de même dans la société religieuse; quoique toutes les mauvaises actions soient réprouvées, on ne peut les frapper toutes par des peines. — Chap. III. *Du droit et du pouvoir de porter des peines en général.* La société civile n'a pas un droit absolu d'établir à son gré des peines de tout genre. L'Eglise catholique embrasse tous les Etats sans être comprise dans aucun. L'Eglise catholique constitua dès son origine, des peines et en fit l'application indépendamment de l'autorité civile. — Chap. IV. *Préjudice que causerait aux peuples chrétiens une loi civile qui prétendrait limiter le pouvoir des évêques par rapport aux suspenses extrajudiciaires.* Cette loi romprait l'accord des deux puissances; elle serait impolitique. — Chap. V. *De l'outrage que ferait à tous les pouvoirs souverains une loi interdisant absolument d'agir sans les formes ordinaires.* L'autorité civile a quelquefois besoin de procéder extrajudiciairement. Le Pontife romain a le droit de procéder extrajudiciairement, *ex informata conscientia* contre les chrétiens prévaricateurs. Les évêques ont aussi ce pouvoir par concession du Pape. — Chap. VI. *Combien serait injurieuse envers les saints canons une loi civile qui prétendrait limiter le pouvoir qu'ont les évêques de porter des suspenses ex informata conscientia.* La disposition du concile de Trente autorisant les évêques à refuser et à défendre extrajudiciairement l'ordination pour un crime occulte ne saurait être taxée d'injustice, ni l'autre disposition de ce concile donnant le pouvoir d'infliger la suspense extrajudiciairement pour un crime occulte. L'une et l'autre dispositions sont conformes aux règles de l'équité. — Chap. VII. *Une loi restrictive du pouvoir épiscopal d'infliger les suspenses extrajudiciaires serait funeste au clergé.* Le pouvoir dont il s'agit s'applique uniquement aux crimes occultes. Les évêques ne peuvent pas en faire usage dans toute sorte de cas; il faut des crimes, et des causes légitimes qui permettent de procéder ainsi; le Saint-Siége connaît de ces causes par voie de recours, et le droit de légitime défense est sauvegardé. La suspense perpétuelle, loin de pouvoir être infligée *ex informata conscientia*, exige la procédure ordinaire et les monitions canoniques. Il n'est pas permis de déposer extrajudiciairement le curé perpétuel, ni même de révoquer définitivement un curé amovible sans l'avertir au préalable par des monitions qui le mettent en demeure de changer de conduite et de faire cesser les causes qui motiveraient la révocation. — Chap. VIII. *Droit de l'Eglise de posséder des biens temporels et de les administrer librement.* L'Eglise catholique a le pouvoir de posséder des biens temporels et d'en jouir indépendamment de tout contrôle civil. Elle a le pouvoir de priver perpétuellement les clercs de leurs offices et par conséquent celui de les priver des revenus qui en dépendent. La procédure adoptée par l'Eglise pour la déposition des curés, est parfaitement juste. — Chap. IX. *Du pouvoir d'absoudre des censures et de réhabiliter les clercs à l'exercice du ministère.* C'est une grande absurdité que le pouvoir civil prétende absoudre et réhabiliter les clercs; cela n'appartient qu'au Pape et aux évêques catholiques. Le gouvernement civil ne peut exercer de juridiction sur les causes criminelles des clercs que par concession du Pape. Nulle crainte de conflit et nul prétexte d'ordre public n'autorisent le gouvernement civil à empêcher l'exercice de la juridiction ecclésiastique.

Ces questions, qui, assurément, ne manquent pas d'intérêt, sont traitées généralement avec exactitude et conformément aux bons principes. Nous croyons pouvoir l'affirmer sans prendre l'engagement de souscrire à toutes les conclusions et de regarder comme démonstratives et incontestables chacune des preuves sur lesquelles on les appuie. Les règles orthodoxes du Droit public, les maximes d'équité canonique éparses dans les codes anciens et modernes, les plus saines traditions de la jurisprudence, et les décisions des SS. Congrégations romaines ont été les sources auxquelles l'auteur a puisé à pleines mains.

Nous nous abstenons d'analyser les chapitres du livre, qui traitent des sujets distincts, ainsi qu'on a pu s'en convaincre en consultant la table des matières. Il nous semble plus in-

téressant et plus utile de parler seulement des suspenses extrajudiciaires, *ex informata conscientia*, en nous contentant d'aborder les questions principales, sans écrire une dissertation complète sur un sujet déjà traité plusieurs fois dans l'ancienne *Correspondance de Rome* et dans plusieurs livraisons de ce recueil.

I. Le droit de procéder extrajudiciairement, ex informata conscientia est le privilége du Pouvoir Souverain et n'appartient qu'à lui.

C'est là une maxime fondamentale de toutes les législations; elle fut admise dans le Droit romain, quoique la république observât si scrupuleusement les formalités juridiques dans les cas ordinaires. Cicéron fit usage du pouvoir extrajudiciaire contre Catilina, et c'est peut-être le premier exemple qu'offre l'histoire romaine. Le Souverain recourt aux moyens extraordinaires lorsqu'il y a nécessité urgente d'écarter un péril qui ne pourrait être conjuré par la voie des formalités légales. Nous cédons la parole à l'auteur du livre que nous avons sous les yeux: « Non est itaque ambigendum, quod summus » reipublicae rector hac epicheia, quae politica seu potestas » œconomica nuncupatur, polleat et quandoque ea uti possit, » immo pro publica incolumitate debeat. Hac enim mediante » illico communi reipublicae saluti prospicitur, quin justitia » laedatur ac ordo judiciorum enervetur. Quoties ea proinde » reipublicae rector, raro ac moderate maxima cum discretione » cum justitiae zelo, singulari prudentia ac rectitudine utatur, » omnes hujusmodi œconomicam potestatem inesse auctoritati » fatentur probantque, si prius tales extarent *extrajudicia-* » *liter* probationes, ut in judicium deductae plene delictum » concluderent. Cum enim de corpore delicti ejusque auctore » constet, ac de re gravissima et urgentissima agatur, principi » dum ceteroquin per ordinariam viam remedium in promptu » afferri nequit, jus quidem est procedendi extra ordinem. Hinc » ex doctorum auctoritate in comperto est, quod princeps potest » uti dicta potestate, quando causa, tempus, personae, quies » publica, et defectus cujusvis alterius medii suadeant. Nam hoc » jus ideo extraordinarium nuncupatur, quia eo dumtaxat in » casu utatur oportet, quo remedium ordinarium imperanti de- » ficiet. (Pag. 56, 57). » Nous dispensons nos lecteurs des textes des lois et des jurisconsultes sur lesquels se fondent les principes susdits, d'après lesquels l'action extrajudiciaire doit avoir lieu rarement, modérément, avec une grande prudence et une parfaite rectitude, lorsque les circonstances de l'affaire, du temps, et de la personne le conseillent et qu'il n'y a pas moyen d'employer la voie ordinaire.

Le Pape revêtu de l'autorité souveraine dans l'Eglise, a eu de tout temps le pouvoir d'agir extraordinairement, et sans observer les formalités canoniques dont il est, d'ailleurs, l'auteur. Ce droit dérive de la primauté de juridiction et de puissance pleine et entière qu'il a reçue de N.-S. Jésus-Christ dans la personne de S. Pierre. L'empire de l'Eglise étant universel et renfermant des peuples dont les mœurs et les lois diffèrent sous bien des rapports, le Pape est conduit plus fréquemment à faire usage de son pouvoir extrajudiciaire que les princes temporels ne le doivent; autrement on serait exposé à violer plus d'une fois la justice et l'équité. Les saints canons recommandent surtout cette équité. Le Droit romain chargé de formalités sacrifiait l'équité à l'inflexible rigueur de la justice légale, et quelquefois il immolait l'une et l'autre dans l'intérêt de la patrie. L'Eglise réformant ce que les dispositions littérales des lois romaines avaient de trop absolu recommanda dès le principe le respect de l'équité que les empereurs chrétiens introduisirent ensuite dans les Codes. Le but particulier que poursuit l'Eglise dans la répression des crimes fournit une autre raison; ce n'est pas seulement le salut de l'ordre public qui arme son bras: elle veut obtenir aussi le salut des individus en ne permettant pas qu'aucun s'éloigne de la bonne voie des doctrines ou des mœurs autant que cela dépend d'elle. Quelquefois le salut d'un seul exige la suppression des formalités de droit. D'ailleurs la procédure extrajudiciaire empêche le scandale; le coupable, dont le crime est occulte, n'est pas déshonoré, et d'autre part, on évite aussi la divulgation de la faute. Nous dirons plus loin les précautions requises pour ne divulguer ni le crime occulte, ni la punition médicinale du coupable.

Pendant seize cents ans les évêques n'ont pas eu le pouvoir de procéder extrajudiciairement, *ex informata conscientia*, et ils sont demeurés désarmés vis à vis des crimes occultes. Cette prérogative de l'Autorité souveraine ne leur a été communiquée qu'à l'époque du concile de Trente, par concession du Saint-Siége. Une concession analogue eut lieu en faveur des évêques au XIIIe siècle, lorsque le Pape les autorisa à prendre un vicaire-général qui exercerait ordinairement leur juridiction et formerait un seul tribunal avec eux; jusqu'à cette époque le pouvoir de déléguer la juridiction pour la faire exercer *ordinario modo* avait toujours été considéré comme une des prérogatives de l'Autorité souveraine, et les Papes en avaient fait un fréquent usage en créant des légats *a latere* qui représentaient la juridiction pontificale dans les provinces du monde chrétien confiées à leur sollicitude. Ce point important de l'histoire de la discipline a été éclairci dans notre *Traité du Vicaire général* (XXVIIe livraison des *Analecta*), où il est montré que ni les chorévêques ni les archidiacres des premiers temps ne furent des vicaires généraux dans l'acception moderne de ce mot, et que la concession papale pouvait seule donner le vrai titre sur lequel serait fondée cette nouvelle institution. Un fait analogue se montre, au XVIe siècle, par rapport aux suspenses extrajudiciaires, tant il est vrai que l'autorité épiscopale est immensément redevable aux Papes et à la haute intelligence avec laquelle ils ont su apprécier les besoins des temps. Les doléances des jansénistes sur les prétendus droits originaires de l'épiscopat violés par les Papes n'étaient pas moins absurdes que séditieuses et prouvent que ces hérétiques, si l'on veut admettre leur bonne foi, n'avaient aucune intelligence de la marche ascendante de la discipline ecclésiastique.

Afin de constater que les Décrétales laissaient les évêques désarmés contre les crimes occultes il suffit d'ouvrir ce Code régulateur de la discipline antérieurement au concile de Trente. C'est surtout alors que l'on mettait en pratique le vieil adage des canons: « Si l'on devait punir tous les crimes ici-bas, le jugement de Dieu serait inutile. *Si enim omnia in hoc saeculo vindicanda essent, locum divina judicia non haberent.* Gratien inséra ce proverbe dans sa collection, en l'attribuant au pape S. Anaclet. Les évêques réduits à supplier les coupables de s'abstenir des choses saintes par la crainte des jugemens divins, ne pouvaient les écarter de l'autel par des préceptes et des censures. Dans la décrétale *Ex tenore*, au titre *de temporibus ordinationum*, Alexandre III dit que le péché public doit être puni de la dégradation de l'ordre que le coupable a reçu, sans espoir de promotion aux ordres supérieurs. Si le péché est occulte, l'évêque doit imposer une pénitence proportionnée à la gravité de la faute; après avoir fait une partie de cette pénitence, le coupable est réhabilité à l'exercice de son ordre sans aspirer aux ordres supérieurs; mais, s'il veut les recevoir, l'évêque n'a aucun pouvoir de l'empêcher. Le texte de la décrétale est trop important pour pouvoir être omis: « Quod si peccatum ejus esset publicum, » degradetur ab ordine quem suscepit, et amplius non posset » ad superiores ordines promoveri. Verum quoniam peccatum » ipsius fore occultum dixisti, mandamus quatenus pœniten- » tiam ei condignam imponas et suadeas ut parte pœnitentiae » peracta, ordine suscepto utatur, quo contentus existens ad

» superiores amplius non ascendat. Verumtamen quia pecca-
» tum occultum est, si promoveri voluerit, eum non debes
» aliqua ratione prohibere. » Cette disposition n'offre pas toute la clarté désirable. Alexandre III autorise l'évêque à imposer une pénitence pour un péché occulte; et le coupable doit s'abstenir d'exercer les ordres jusqu'à ce qu'il ait fait une partie de sa pénitence; ce n'est pas une suspense dans le sens rigoureux; c'est plutôt la défense d'exercer l'ordre, tant qu'une partie de la pénitence n'est pas faite, et la transgression de cette défense n'aurait pas fait encourir l'irrégularité; la suspense proprement dite est une censure qui requiert les monitions préalables ; comment procéder aux monitions pour des fautes occultes? Du reste, l'évêque a-t-il vraiment le pouvoir d'imposer une pénitence pour un péché secret? Alexandre III atténue les mots: *poenitentiam imponas*, en ajoutant aussitôt: *et suadeas*, sans dire si le coupable peut être contraint à faire sa pénitence dans le cas où les exhortations paternelles de l'évêque restent sans effet. Une telle incertitude ne devant pas régner sur un point aussi important de la discipline, Grégoire IX la fit disparaître par la Décrétale *Quaesitum*, 17e du titre *de temporibus ordinationum*. En effet, cette Décrétale, postérieure à celle d'Alexandre III qu'elle explique et qu'elle réforme au besoin, déclare expressément que l'évêque ne peut employer que l'exhortation par rapport aux crimes occultes. Si les crimes n'ont pas été prouvés juridiquement ou ne sont pas d'ailleurs notoires, l'évêque ne doit pas empêcher les coupables d'exercer leurs ordres ou d'en recevoir d'autres, après qu'ils auront fait pénitence ; s'ils ne font pas pénitence, il devra les avertir, les menacer des jugements de Dieu, en les conjurant de s'abstenir du ministère. Voici la décrétale de Grégoire IX: « Quaesitum est de sacerdotibus vel aliis clericis, qui per rea-
» tum adulterii, perjurii, homicidii, vel falsi testimonii bonum
» conscientiae rectae perdiderunt. Respondemus quod si pro-
» posita crimina ordine judiciario comprobata, vel alias no-
» toria non fuerint, non debent hi praeter reos homicidii post
» pœnitentiam in jam susceptis vel suscipiendis ordinibus im-
» pediri ; qui si non pœnituerint, monendi sunt et sub in-
» terminatione divini judicii obtestandi, ut in testimonium suae
» damnationis in susceptis etiam ordinibus non ministrent. » Voilà quelle fut la discipline en vigueur jusqu'à l'époque du concile de Trente.

Si nous n'avions les décisions du Saint-Siége, nous ne saurions pas si le concile de Trente entendit véritablement donner aux évêques le pouvoir de procéder extrajudiciairement contre les crimes occultes. En effet, le décret de la session 14, chapitre Ier *de reformatione*, parfaitement clair dans la première partie qui autorise les évêques à éloigner des ordres et à prohiber l'ordination *ex informata conscientia*, devient très obscur dans la seconde partie qui concerne l'exercice des ordres. Ce sont les décisions de la S. Congrégation du Concile qui nous donnent l'entière assurance que les mots, *ob occultum crimen*, *quomodolibet etiam extrajudicialiter*, sont censés répétés dans la seconde partie, en sorte que les évêques peuvent non seulement refuser l'ordination pour crime occulte, mais aussi infliger la suspense des ordres que le coupable possède. La constitution dogmatique de Pie VI, *Auctorem fidei*, rend inviolable le droit des évêques en condamnant le sentiment opposé comme subversif de la discipline. Le pouvoir de procéder *ex informata conscientia* ayant été reconnu en principe, le développement des règlements organiques de cette procédure extrajudiciaire est l'œuvre du Saint-Siége, dont les décisions nous apprennent que la suspense *ex informata conscientia* ne peut pas être déférée au métropolitain par voie d'appel ni de recours : que le clerc frappé de suspense conserve en tout cas la faculté de recourir au Saint-Siége: que l'évêque est obligé de dire à la S. Congrégation les causes de la suspense, qui sont ensuite communiquées au prévenu mis par là en état de défendre sa cause: enfin, que les suspenses *ex informata conscientia* sont éminemment infligées *ad tempus*, en sorte que les prescriptions canoniques d'après lesquelles il faut employer l'ordre judiciaire et les monitions préalables conservent toute leur force lorsqu'il s'agit de la suspense perpétuelle.

Il existe plusieurs décisions de la S. Congrégation sur le vrai sens qu'il faut donner au concile de Trente. Nous nous contentons de citer la plus expressive: « An verba illa, *ob oc-*
» *cultum crimen*, *quomodolibet etiam extrajudicialiter*, ex-
» pressa dumtaxat in prima parte periodi, censeantur repetita
» in secunda parte ; adeo ut inde colligi valeat, praelatum
» nedum posse ob occultum crimen extrajudicialiter interdicere
» suo subdito ascensum ad ordines, sed ibidem ob occultum
» crimen posse etiam extrajudicialiter illum suspendere ab or-
» dinibus jam susceptis? Sacra Congregatio censuit, non esse
» recedendum ab antiquis declarationibus super hoc eodem du-
» bio pluries datis, ac proinde affirmative respondit. » (Lib. 21
» *Decret.* pag. 134). Les actes de l'évêque agissant extrajudiciairement d'après les données de sa conscience ne comportent pas l'appel ; c'est ce que montre une lettre de la S. Congrégation à l'archevêque de Reims, lettre écrite en ces termes : « Cum nullus ordinari debeat quem episcopus
» suae ecclesiae utilem aut necessarium non judicaverit, Con-
» gregatio non semel declaravit ab hujusmodi judicio nullam
» dari appellationem sed recursum dumtaxat ad Sedem Apos-
» tolicam, quae juxta ipsius Congregationis sententiam per
» Gregorium XIII fel. rec. approbatam, quotiescumque ordi-
» narius recusaverit quemcumque ordinare, metropolitano aut
» viciniori episcopo committit, ut ab eodem ordinario requirat
» causam recusationis, quo legitimam non allegante, licet illi
» eumdem recusatum ordinare. Itaque si qui ex diœcesanis
» episcoporum Eminentiae vestrae provincialium Sedem Apos-
» tolicam adiverint, juxta praenarratam formulam eorum que-
» rimoniis consuletur ; cui formulae ut unum in praesens ad-
» datur, censuerunt expedire Eminentissimi Patres, videlicet,
» ut metropolitanus aut vicinior episcopus, antequam commissas
» sibi partes exequi aggrediantur, paterne curent, ut illi denuo
» apud suos episcopos per tres vices suppliciter petant (Lib. 16
Visitationis sacrorum Liminum, pag. 401). La pratique moderne est ordinairement que la S. Congrégation demande directement à l'évêque les motifs pour lesquels il refuse l'ordination, et décide elle-même si le refus est fondé. Elle a décidé que lorsqu'un évêque inflige des pénitences ou des censures par le pouvoir que donne le concile de Trente (sess. 14 cap. I, de ref.) il n'est pas obligé de dire la cause de la suspense et de manifester le délit au coupable ; seulement il doit le faire connaître au Saint-Siége si le coupable fait recours à lui : *Non tenetur dicere causam suspensionis seu delictum manifestare ipsi reo, sed tantum Sedi Apostolicae, si reus ad eam recursum habuerit.* (Lib. 17 *Decretorum*, pag. 180). En 1769, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque de faire connaître les raisons de conscience qui l'empêchent d'ordonner un sousdiacre, en lui disant qu'il ne peut pas s'en dispenser : « Ella riferisca quanto
» le occorre sul nuovo esposto, con esprimere quali siano li
» motivi di coscienza, che le impediscano di consolare l'ora-
» tore il quale trovandosi già costituito nell'ordine del sud-
» diaconato non puole senza demerito escludersi dagli ordini
» superiori, e con essere ricorso a questa S. C. de' Vescovi
» e Regolari contro l'esclusiva da Lei datagli, Ella non puole
» dispensarsi di palesare alla medesima li motivi per cui lo
» crede immeritevole, acciò riconosciutone il valore, possano
» l'Eminenze loro amministrare la dovuta giustizia ». Il est inutile de multiplier les preuves sur un point qui ne comporte aucune difficulté.

Le droit de recours au Saint-Siége constamment réservé, l'obligation où est l'évêque de lui faire connaître les causes de la suspense, la légitime défense accordée au prévenu pardevant le tribunal apostolique, tout cela montre que le Saint-Siége se réserve le jugement, en sorte que l'évêque n'a qualité au fond, que pour recueillir les éléments du procès à l'égard duquel il reçoit les preuves extrajudiciaires ; il n'est, pour ainsi dire, qu'un juge d'instruction ; et seulement, il a le pouvoir d'infliger à raison de l'urgence une peine, la suspense, dont le caractère éminemment provisoire est ensuite apprécié par le Saint-Siége en ce qui concerne sa légitimité et sa durée. Puisque dans l'intérêt des âmes et pour son propre honneur, l'Eglise n'a pas voulu laisser tous les crimes occultes impunis, elle ne pouvait assurément établir une discipline plus salutaire et plus équitable, qui sauvegarde, répétons-le, le droit naturel de la défense, sinon devant l'évêque, du moins en face du Saint-Siége, dès que l'affaire lui est déférée par voie de recours. D'autre part, il est évident que la procédure *ex informata conscientia* ne doit être employée par les évêques que par exception, c'est à dire, rarement et modérément, sous les conditions dites plus haut en parlant du pouvoir extrajudiciaire en général, lorsque le bien des âmes exige impérieusement la répression d'un crime occulte et qu'on ne peut prendre la voie ordinaire; sans oublier que l'autorité humaine ne doit pas avoir la prétention de punir tous les crimes. Une procédure dont la règle essentielle est de frapper d'incompétence les tribunaux ecclésiastiques du monde entier pour n'autoriser que le recours au Saint-Siége, cette procédure exceptionnelle, disons-nous, ne saurait devenir d'une fréquente application. Le prévenu a droit à la conservation de sa réputation, qu'il n'a pas perdue en commettant un crime que nous supposons occulte ; d'autre part, en divulguant un crime occulte, les fidèles seraient scandalisés, et il faut éviter ce scandale. Cette double considération impose des précautions que les évêques doivent prendre lorsqu'ils infligent la suspense *ex informata conscientia*, afin de ne divulguer ni le crime ni la punition. On conçoit, d'après cela ,que l'appel au métropolitain ne soit pas admis ; mais le recours au Saint-Siége demeure toujours ouvert ; après s'être fait rendre compte des raisons qui ont motivé l'acte épiscopal et avoir entendu la justification du prévenu, il peut alors décider en pleine connaissance de cause. Telle est la mesure en laquelle le Pape a cru devoir communiquer aux évêques son pouvoir suprême de procéder extrajudiciairement en certains cas exceptionnels.

Quelque chose d'analogue a été fait au sujet du crime de sollicitation *ad turpia* dans l'administration du sacrement de pénitence. Avant la constitution de Grégoire XV, les évêques étaient désarmés en face de ce crime qui est occulte de sa nature et ne peut se prouver que par des témoignages isolés, *testes singulares*, dont la valeur est nulle en droit. Pouvaient-ils du moins faire usage du pouvoir d'agir *ex informata conscientia* que le Saint-Siége venait de leur concéder ? D'abord, le crime de sollicitation mérite quelquefois une peine perpétuelle qui ne saurait être portée par sentence extrajudiciaire. Si l'on veut parler de la suspense *ad tempus*, il faut réfléchir que le crime de sollicitation présente des difficultés particulières pour bien s'assurer de la culpabilité. Dans les autres délits, la dénonciation n'est pas le seul moyen de révéler le crime, car le coupable se trahit par ses démarches suspectes et par d'autres indices ; la dénonciation est faite quelquefois par des hommes sérieux qui méritent pleine créance, au lieu que dans le cas de sollicitation, l'on n'a que l'affirmation de quelques femmes que la passion fait agir. Nous ne pensons pas que nul canoniste ait jamais dit que les Ordinaires ont le pouvoir de procéder contre le crime de sollicitation *ex informata conscientia*, en vertu du concile de Trente (sess. 14 c. 1.). Que fit donc Grégoire XV par la constitution de 1622 ? Il imposa aux personnes sollicitées ad *turpia* en confession l'obligation de dénoncer ; il autorisa les Ordinaires à recevoir les dénonciations sous secret, non assurément les dénonciations anonymes qui sont sans valeur, mais de vraies dénonciations juridiques en bonne forme, dans lesquelles le dénonciateur, loin d'avouer sa complicité, supposé qu'il s'en sente coupable, se contente de révéler les actes de sollicitation. En un mot, Grégoire XV autorisa les Ordinaires à faire l'instruction, sans leur conférer le pouvoir de porter la sentence ; car il ordonna expressément d'envoyer au Saint Siége l'instruction complète et d'attendre sa réponse ; ce qui montre clairement que les Ordinaires n'ont pas le pouvoir d'appliquer les peines indépendamment du Saint-Siége, si l'on veut parler surtout des peines perpétuelles.

Nous n'insistons pas pour faire ressortir l'analogie avec la procédure relative aux suspenses de conscience informée. C'est, de part et d'autre, un pouvoir nouveau que le Saint-Siége a donné aux évêques en leur communiquant ses prérogatives suprêmes dans des cas où l'ancien Droit laissait leur juridiction désarmée. Le concile de Trente a bien mérité de l'épiscopat en étendant le cercle de ses attributions dans le gouvernement diocésain ; mais il est juste de reconnaître aussi que le Saint-Siége, dans cette admirable évolution de la discipline, inspira le concile, dont il confirma ensuite les décrets, qui d'ailleurs au moins en ce qui concernait les exemptions et les dérogations aux décrétales et constitutions apostoliques, ne pouvaient être mis à exécution sans l'intervention expresse du Pape. Il faut dire aussi qu'en dehors du concile, la création des vicaires généraux, la procédure *ex informata conscientia* et la discipline *contra sollicitantes* offrent la triple communication des prérogatives souveraines, et des concessions spontanées des Papes en faveur de l'autorité épiscopale. Il est certain que les évêques des premiers siècles ne connurent rien de pareil. Les jansénistes firent donc preuve d'une insigne mauvaise foi ou d'une profonde ignorance par leurs doléances contre les envahissements des Papes au détriment de l'autorité épiscopale dont ils réclamaient les droits originaires au nom de l'ancienne discipline.

II. La procédure extrajudiciaire ex informata conscientia regarde seulement les crimes occultes.

Afin de préciser l'état de la question, nous devons définir ce qu'on entend par *crime*, et ce qu'il faut afin qu'un crime soit censé occulte. Toute faute n'est pas un crime. Gratien, dans la première partie de son Décret (dist. 25) dit que le mot de crime est pris en plusieurs acceptions plus ou moins étendues. « Criminis autem appellatio alias late patet, com-
» plectens omne peccatum, quod ex deliberatione procedit . . .
» Alias autem ea demum significat, quae semel commissa ad
» damnationem sufficiunt. Multa enim ex deliberatione proce-
» dunt : quae nisi saepius iterata, et in consuetudinem fue-
» rint deducta, quamvis gravent post mortem, non tamen ae-
» ternaliter perdunt : quia etsi quadam ratione crimina ap-
» pellentur, tamen mortifera, et capitalia non sunt . . . Unde
» Augustinus : Et quamvis Apostolus capitalia plura comme-
» moraverit ; nos tamen, ne desperationem facere videamur,
» breviter dicimus, quae sunt illa : sacrilegium, homicidium,
» adulterium, fornicatio, falsum testimonium, furtum, rapina,
» superbia, invidia, avaritia ; et si longo tempore teneatur,
» iracundia ; et ebrietas, si assidua sit ; in eorum numerum
» computantur . . . Alias autem ea tantum delicta significat,
» quorum est perpetua infamia. » Ces distinctions pourraient être plus précises. Toute faute grave n'autorise pas l'application d'une censure pour laquelle les canonistes s'accor-

dent à dire qu'il faut un crime d'une gravité particulière. Les auteurs rapportant une décision de la S. Congrégation pour éclaircir ce que le concile de Trente entend par crime occulte, disent qu'il ne peut plus être réputé tel, dès qu'il est connu de deux personnes qui peuvent en faire preuve en justice. Mais cette opinion est rejetée par Gohard, qui prétend que le crime doit passer pour occulte à moins qu'il ne soit notoire ou de droit, par la conviction qui résulte d'une sentence juridique; ou de fait, par la connaissance certaine qu'on en a dans le lieu ou dans la plus grande partie du lieu : *Donec sciatur a majori parte communitatis vel viciniae.* Pour qu'une chose soit censée publique dans un chapitre ou dans une communauté, la connaissance de trois ne suffit pas, non plus que celle de six dans un bourg, et de huit dans une ville, à moins qu'ils ne l'aient divulguée, ou que les circonstances ne donnent lieu de croire qu'elle le sera bientôt. On regarde encore comme occulte un crime qui n'est connu que des complices en quelque nombre qu'ils soient, parce qu'il n'est pas possible alors qu'il soit prouvé; c'est du moins le sentiment de Fagnan sur le chap. *vestra, de cohabit. cleric.* n. 127. (Gohard, tome 2. p. 302 et seqq.).

Cela posé, nous arrivons à la question de savoir si les évêques ne peuvent procéder extrajudiciairement qu'à l'égard des crimes occultes. Elle est traitée dans le livre dont nous rendons compte, p. 97 et suivantes; l'auteur n'hésite pas à établir en thèse formelle: *Dispositio Tridentina in cap. I. sess. 14 agit de criminibus dumtaxat occultis.* Avant le concile de Trente, dit-il, les crimes publics prouvés en justice ou d'ailleurs notoires étaient châtiés, mais à l'égard des crimes occultes les évêques ne pouvaient employer que l'exhortation, en s'efforçant de ramener les coupables par la crainte des jugements de Dieu. Le concile de Trente voulant réprimer plus efficacement les crimes occultes des clercs et briser la résistance que feraient les coupables, statua que les évêques pourraient désormais interdire l'ordination ou l'exercice de l'ordre, même pour un crime occulte : *Ex quacumque causa etiam ob occultum crimen quomodolibet etiam extrajudicialiter.* Il est clair que la pensée du concile se rapporte aux crimes occultes. Les décrétales donnaient des armes suffisantes contre les crimes publics qui sont prouvés juridiquement ou d'ailleurs notoires; la nouvelle disposition du Concile ne pouvait donc concerner que les crimes occultes.

On trouve, ajoute l'auteur, quelques personnes qui estiment que les évêques peuvent infliger la suspense extrajudiciaire *ex informata conscientia*, pour des crimes publics. Les personnes qui pensent ainsi sont dans l'erreur. Les évêques doivent employer l'ordre judiciaire afin de frapper de suspense le clerc prévenu de crimes publics. Le Pape lui-même ne peut faire usage du pouvoir extrajudiciaire que dans les cas où la nature de la cause, les circonstances des temps et des personnes, l'intérêt de la tranquillité publique et le défaut de tout autre moyen conseillent de recourir à cette procédure extraordinaire, qui doit toujours cesser lorsqu'on peut se servir de la voie ordinaire. La procédure judiciaire a été constituée pour les crimes publics; de quel droit poursuivrait-on la répression de ces crimes par la voie extrajudiciaire? S'il était permis de laisser la voie ordinaire, l'ordre juridique, pour recourir à la procédure exceptionnelle toutes les fois que le supérieur ecclésiastique le croit à propos, c'en serait fait de tout le droit, tant du droit naturel et divin que du droit positif. Le jugement sommaire lui-même exige tout au moins la citation. Lorsqu'il s'agit de crimes pour lesquels le Droit impose une peine par le seul fait que le juge ecclésiastique se contente d'appliquer, la citation est toujours nécessaire, afin de mettre l'inculpé en demeure de se défendre en alléguant les raisons qu'il pourra avoir contre l'application de la peine; c'est ce qu'exige l'équité canonique, et ce qu'observent les tribunaux ecclésiastiques. Veut-on parler de censures? Mais tout le monde sait que les évêques ne peuvent porter les censures pour les délits publics qu'en suivant l'ordre judiciaire et avec les monitions préalables. Une censure infligée en dehors des formes judiciaires est nulle et sans valeur. La citation est indispensable lorsqu'il s'agit simplement de rendre la sentence déclaratoire de la censure encourue *ipso jure;* autrement le procès et la sentence sont entâchés de nullité. En outre, les trois monitions sont requises pour la validité des censures.

Or, ces inviolables prescriptions des saints canons seraient inconciliables avec le concile de Trente si le chap. 1er de la session 14 accordait vraiment aux évêques le pouvoir d'infliger extrajudiciairement *ex informata concientia* des peines et des censures pour les crimes publics.

Les canonistes s'accordent à dire que les censures sont nulles si le décret n'en exprime pas nommément la cause. Au contraire, lorsque l'évêque procède *ex informata conscientia*, il n'est pas tenu de manifester au prévenu le délit qui motive la suspense; ce n'est qu'au Saint-Siége que cette manifestation doit être faite. Enfin la suspense *ex informata conscientia* n'est pas intimée comme celles qui sont portées suivant l'ordre judiciaire; pour celle-ci, on emploie l'intimation à domicile, ou bien le chancelier épiscopal assisté de témoins notifie la suspense à l'inculpé, au lieu que pour la suspense *ex informata conscientia*, afin de sauver la réputation que n'a pas flétrie le crime occulte, le supérieur ecclésiastique notifie directement la sentence, en prenant des précautions pour empêcher qu'elle ne devienne publique, et le coupable appose sa signature sur le décret qui le condamne. La charité s'oppose à ce qu'on diffame le prochain, surtout les ecclésiastiques. On doit s'abstenir d'intimer la suspense *ex informata conscientia* par lettre, parce qu'on ne peut s'assurer si le coupable l'a reçue; comment punir la transgression? D'autre part, il ne faut pas que des témoins soient mis dans la confidence de la punition. Le moyen qui reste est que l'évêque appelant le coupable lui intime en secret la suspense, en faisant signer le décret, afin de pouvoir procéder en cas de violation de la censure.

La S. Congrégation n'hésite pas à prononcer la nullité des suspenses infligées *ex informata conscientia* pour des crimes publics; mais elle réserve le droit de procéder à leur sujet conformément aux saints canons. Des exemples instructifs se trouvent dans le *Thesaurus resolutionum*, particulièrement tome 22, p. 14 et 38; tome 47, pag. 84 et seqq.; lorsque les crimes occultes sont accompagnés de fautes publiques, l'on peut laisser celles-ci de côté et procéder extrajudiciairement pour les autres; la S. Congrégation jugea ainsi une affaire du 8 avril 1848. Autre exemple en 1853; la S. Congrégation annulla la suspense, mais elle réserva à l'évêque le droit de procéder suivant le droit.

Il serait facile d'apporter d'autres arguments pour montrer que le pouvoir de procéder *ex informata conscientia* ne peut s'exercer que sur les crimes occultes; nous aimons mieux marcher sur les traces du livre dont nous rendons compte; afin qu'on s'assure que nous nous sommes contentés de l'analyser, nous allons rapporter textuellement toute la thèse, art. 1er du chapitre VII, pag. 97 et seqq.

« Constans ac perpetua ecclesiae catholicae fuit disciplina
» ab altaris ministerio clericos publicis criminibus coinquinatos
» arcendi non modo, verum etiam penitus expellendi eosque
» officio prorsus deponendi. Inspecto enim jure antiquorum
» canonum, hoc manifestum est: nam tum omnes pro crimini-
» bus etiam occultis repellebantur. Neque iure decretalium
» dubium moveri valet: nam expresse sanxit Alexander III:
» *quod si peccatum ejus* (clerici) *esset publicum degradaretur*
» *ab ordine quem suscepit, et amplius non posset ad supe-*

» *riores ordines promoveri* (1). Propterea vel crimina ordine » judiciario comprobata vel alias notoria, clericos subinde fir- » mavit Gregorius IX, ab altaris ministerio repellendos esse » omnino (2). »

« Quum ex recepta ab eo tempore distinctione inter publica » et occulta crimina, clerici ob occulta crimina, excepto cri- » mine homicidii, ab sacris peragendis arceri non possent » nisi suasionibus ac etiam sub interminatione divini judicii, » tridentini patres ut clericorum crimina etiam occulta contu- » maciamque eorum contra episcoporum praecepta agendi pae- » nitentiam efficacius coercerent, potestatem episcoporum de- » clararunt *ex quacumque causa etiam ob occultum crimen*, » *quomodolibet etiam extrajudicialiter clericis* interdicendi, » ne ad ordines ascenderent vel ne in susceptis ministrarent. » Hinc mens ac sententia patrum tridentinorum luculenter se » refert ad crimina occulta, non autem ad publica, *etiam ob* » *occultum crimen*. Scilicet ob crimina publica sive *ordine ju-* » *diciario comprobata* sive *alias notoria*, tum jus antiquum » sacrorum canonum, tum novum decretalium abunde provi- » derant: adeoque jus novissimum patrum tridentinorum non- » nisi de criminibus dumtaxat occultis disponere valuit.

« At vero non desunt qui falso tueri arbitrantur, posse epis- » copos vi capitis 1. sess. 14 de reformatione concilii tri- » dentini ob publica etiam crimina clericos suspendere *extra-* » *judicialiter* seu *ex informata conscientia*. Compertum sed » est, episcopos cum de publicis res esset criminibus suspen- » sionem alias ferre non posse, nisi ad juris tramites consti- » tuti. Jam vero communis est doctorum sententia, quod nec » supremus princeps hac uti valeat œconomica potestate nisi » in iis dumtaxat casibus, in quibus causa, tempus, personae, » quies publica et defectus cujusvis alterius remedii id sua- » deant (3). Oeconomica enim potestas seu epycheia, ceu re- » medium extraordinarium semper cessare debet, dum reme- » dium ordinarium minime deficit (4). Pro publicis idcirco cri- » minibus cum ordo judiciarius sit jure constitutus, ea nequeunt » extraordinaria seu œconomica potestate coerceri. »

« Si quippe remedio extante ordinario, ordine scilicet ju- » diciario, quis ad extraordinarium lubitu convolare posset, » actum esset de ipso jure tum divino naturali tum ecclesiastico » ac civili: nam etiam in summario judicio est saltem citatio » praemittenda (5). Quod procedit etiamsi poena fuerit a jure » comminata extra ministerium vel declaratoriam judicis, et » sub certis conditionibus ab eodem ipso jure statuta, cum » semper necessaria citatio, ut judex constituat reum in mora » adsignando terminum ad dicendam causam et ad purgatio- » nem ejusdem morae ex aequitate canonica introductam (6). » Haec inde aequitas canonica facta praxis omnium tri- » bunalium (7), custodita et ad unguem penes catholicam » ecclesiam usque in praesens servata manet.

(1) Cap. Ex tenore de tempor. ordinat etc.

(2) Cap. Quaesitum de tempor. ordinat. etc.

(3) Cresp. de Valdaur. observ. 3. n. 39. Raynald. observat. crimin. in Procem. §. 6. n. 48. aliique passim.

(4) L. In causae 17. ff. de minor. etc.

(5) Cap. Quoniam de probat. Cap. Inter. quatuor de maior. et obed. Cap. Cum S. Mariae de constit. Cap. Licet episcopus de praeben. in 6. Socin. vol. 1. Cap. 12. n. 4. et seqq. Lotter. de re benef. lib. 3. quaest. 8. n. 13 et quaest. 18 n. 6 Scaccia de sentent. et rejudicat. gl. 13 Rebuff. prax. benef. in conclus. lateranen. concil. pag. 782.

(6) Teste s. congregatione concilii in Savonen. caducitatis die 26. ianuarii 1850. §. In articulo secundo. ibique Fagnan. in Cap. Cum in cun ctis n. 39. §. inferiora de elect. et de restit. spoliat. Cap. Conquerente n. 1. Rosa de exequution. litt. apostolic. p. 1. c. 5. n. 234. Gonzalez in regul. VIII. cancell. gloss. 56. n. 126. et seqq. Reiffenst. lib. 1. tit. 2 de constit. §. 9. n. 223. Van. Espen p. 2. tit. 12 de aet. et qual. etc. Cap. 7. n. 16 Girald. de paenis eccles. p. 1. c. 5 et seqq. Rot. in decis. 209. n. 37. part. 4. tom. 2. decis. 640. n. 6. t. 1. decis. 585. n. 6. part. 1. decis. 276. n. 2. part. 5. decis. 227. n. 5. part. 10. decis. 208. n. 2. part. 15. recent.

(7) Id expresse testantur Ridolphinus in prax. iudic. Pellegrin. in prax. vicarior.

» Quod si censuris, non vero de pœnis ageretur tralatitii » juris est episcopos eas ferre non posse nisi judiciali ordine » adamussim servato ac monitionibus praemissis (1). Alias » nulla atque irrita renunciatur censura, nullo ordine judicia- » rio servato (2). Nimirum absque praedicta citatione, quam » praemitti necesse est, etiam cum fertur sententia declaratoria » de censura, cujus ideo defectus nullum ac irritum reddit pro- » cessum latamque sententiam (3). Praeterea trina etiam mo- » nitio ad censurarum validitatem omnino requiritur (4). »

» Haec indubia ac firma sacrorum canonum jura, nulla ra- » tionis specie conciliari possent cum tridentinorum patrum » sanctione, si in cap. 1. sess. 14. de reformatione episco- » pis tributa esset facultas *extrajudicialiter* seu *ex infor-* » *mata conscientia* pœnitentias vel censuras pro publicis etiam » criminibus irrogandi. Sancitum insuper est, censuras nullas » atque irritas censendas, nisi in decreto inflictae suspensionis » nominatim causa notoria expressa esset (5). Episcopus contra » pœnitentias vel censuras inferens ex cap. 1. sess. 14 » concilii tridentini de reformatione *non tenetur dicere cau-* » *sam suspensionis seu delictum manifestare ipsi reo*, *sed* » *tantum Sedi Apostolicae*, *si reus ad eam recursum ha-* » *buerit* (6).

» Ceterum hae atque aliae quae in medium afferri possunt » sacrorum canonum antilogiae, plane ex Sacrae Congregationis » Concilii interpretum declarationibus diluuntur. Quibus enim » manifestum fit, suspensiones *extrajudicialiter* seu *ex infor-* » *mata conscientia* iis dumtaxat casibus ferri posse ubi de » crimine occulto non vero publico res esset. Primum quippe » animadvertendum, Sacram Congregationem declarasse tem- » poralem prohibitionem et suspensionem dici eam, ubi ex » delicto *occulto extrajudicialiter* procedit episcopus ad suum » beneplacitum temporaneum prohibendo vel suspendendo (7). » Quid amplius?

» Quoties proinde episcopi *extrajudicialiter* seu *ex infor-* » *mata conscientia* pro delictis publicis, non servata juris for- » ma, pœnas irrogaverint vel censuras tulerint, toties prae- » laudata Sacra Congregatio Concilii tridentini interpretum nul- » las atque irritas easdem declaravit. Quod etiam saepe saepius » in casu retinendum edixit, quo episcopus, parocho etiam » suspenso ab officioque remoto, oeconomum apposuisset. » Immo expresse declaravit, concilium tridentinum aliam for- » mam pro criminibus publicis coercendis praestituisse. Quare » nulla atque irrita declarata amotione ab officio, jus agendi » contra delinquentem ad formam concilii promotori fiscali re- » servare suevit, ut prae ceteris in dubio hisce conceptis ver- » bis proposito: *an sustineatur appositio oeconomi seu po-* » *tius parochus Laetti sit reintegrandus ad regimen suae* » *ecclesiae parochialis in casu etc.* cui Sacra Congregatio » concilii tridentini interpretum respondit: *Negative ad pri-* » *mam partem, affirmative ad secundam, reservato jure pro-* » *motori fiscali agendi contra parochum Laetti ad formam* » *concilii tridentini et amplius* (8).

» Quin immo Sacra Congregatio nullas atque irritas suspen- » siones *extrajudicialiter* seu *ex informata conscientia* ob

(1) Ceteris omissis, Vid. Monacell. in formul. legal. praelud. §. 8. n. 25. Schmalzgrueb in decret. part. 4. lit, 39. de sentent. excomm.

(2) Suarez de censuris disp. 4. sect. 7. n. 3. aliique passim.

(3) Vantius de nullit. ex defect. cit. n. 2. Covaruv. ad Cap. Alma mater part. 1 §. 9. n. 5.

(4) Suarez de censur. disp. 4. sect. 7. Girald. Thesaur. de paen. p. 2. de censur. Caps 1. n. 2. Schmalzgrueb. in decret. part 5 tit. 39. de sentent. excomm.

(5) Suarez de censur. dip. 4. sect. 7 n. 35. et sect. 13. n. 5. Leuren. in ius canon. in lib. 3. decret. quaets. 553. n. 2 Schmalzgrueb. in decret. tit. 39. n. 288 et seqq.

(6) Totidem verbis declaravit S. Congregatio concilii in Vercellen die 21 martii 1643. lib. 17. decretorum pag. 180.

(7) In nullius die 3 Februarii 1593.

(8) In Sancti Severini die 19. Septembris 1778.

» publica crimina latas declarare suevit, ubi suspensi, spre-
» tis omnino suspensionibus, missas celebraverint, confessio-
» nes audierint, nec non cetera sacri ordinis in episcoporum
» contemptum peragere visi fuerint. Luculentum de quo exem-
» plum exhibetur in *S. Agathae Gothorum suspensionis irre-*
» *gularitatis et privationis beneficii* : nam proposito dubio :
» an constet de validitate suspensionis in casu, Sacra Con-
» gregatio die 26 februarii 1853 responsum dedit : *Nega-*
» *tive, salvo jure episcopi procedendi prout de jure.* Qua inde
» reproposita quaestione, et acriter formiterque discusso ar-
» ticulo, num crimen occultum fuisset quo tempore saltem lata
» fuit suspensio, sub consueta formula : *an sit standum vel*
» *recedendum a decisis in primo dubio in casu*, eadem Sacra
» Congregatio die 28 maii eiusdem anni 1853 respondit : *In*
» *decisis et amplius.*

» Nec hilum indubio huic juris principio obstaret, quod
» episcopi suspensiones si ferrent ob delicta tum occulta tum
» publica *extrajudicialiter ex informata conscientia*, validae
» hae ac firmae adhuc essent renunciandae et subditus ob-
» temperare tenetur. Ea namque id ratione fit, ut quatenus
» censurae super pluribus delictis prolatae non substinerentur
» super unoquoque illorum, satis tamen esset quod ex uno
» tantum comprobarentur ; cum unumquodque sufficiens sit ad
» illas incurrendas (1). Omissis proinde publicis criminibus,
» persequi episcopi valent occulta vigore potestatis iisdem re-
» servatae a concilio tridentino in praefato cap. 1. sess. 14.
» de reformatione. Quod siquidem expresse firmavit eadem Sa-
» cra Congregatio interpres in casu, ubi de suspensione res
» erat ob occulta et publica crimina *extrajudicialiter* seu *ex*
» *informata conscientia* inflicta : nam proposito dubio : *an*
» *suspensio lata ex informata conscientia sustineatur in casu*
» responsum tulit : *affirmative ad formam cap. 1. sess. 14.*
» *concilii tridentini de reformatione.*

» Quis inde ambiget adhuc, quod sanctio tridentinorum
» patrum locum tantummodo in casibus habeat, quibus de
» criminibus occultis agitur ? Adeo quippe verum est, ut in
» cap. 1. sess. 14. concilii tridentini de reformatione de cri-
» minibus dumtaxat occultis res sit, ut nequeant episcopi de-
» cretum suspensionis clericis intimare modo et forma proces-
» sus ordinarii. Nam si ex charitate christiana nemo alterius
» diffamationem procurare debet, id eo vel magis in casu quo
» de clericis agitur, retinendum. Ea idcirco mente tridentini
» patres paenitentias praeceptivas vel suspensiones ferre posse
» episcopos pro criminibus occultis sanxerunt, ne tamen in-
» timatione decreti clericorum famae ac honestati quid minimi
» detraheretur. Qua de re paenitentiae vel suspensiones hu-
» jusmodi, modo ac forma ordinaria penitus praetermissa, no-
» tificari debent privatim et per subscriptionem ipsius suspensi
» acceptando decretum in manu judicis (2).

III. La suspense ex informata conscientia n'est jamais perpétuelle.

La suspense perpétuelle *ab officio*, d'une cure ou d'un canonicat équivaut à la déposition, et la suspense *ab ordine* a le même résultat que la dégradation. Or, l'équité ne permet pas d'infliger de semblables peines sans observer l'ordre judiciaire, avec ses monitions canoniques, son enquête rigoureuse, la citation, le droit de défense et l'appel. Si la suspense *ex informata conscientia* est infligée en punition d'un crime passé, il est reçu que la peine ne dépasse pas six mois ; c'est pourquoi la formule que donne Monacelli exprime ce terme. S'il s'agit d'un crime répété, d'une habitude coupable que le supérieur ecclésiastique veut redresser, la suspense *ex informata conscientia* revêt le caractère d'une censure médicinale, et pourra être infligée indéfiniment et sans désignation de terme, parce que l'amendement du coupable est ce qui doit mettre fin à la censure. C'est sans doute le sens d'un ancien décret de la S. Congrégation du Concile portant que la suspense *ex informata conscientia* peut être aussi bien temporaire que perpétuelle : *Caput I sess. 14 de reformatione habere locum in prohibitionibus et suspensionibus tam temporaneis, quam perpetuis.* (Lib. 7 Decretorum, p. 89.) Le terme de la censure médicinale est subordonné à l'amendement, dont l'époque échappe aux prévisions du supérieur, et c'est pourquoi la suspense est indéfinie en ce cas. C'est pourtant l'usage de l'infliger pour six mois, parce que c'est là un délai suffisant pour que le coupable mette ordre à sa conscience ; d'ailleurs l'évêque se réserve de lever la suspense avant l'expiration du terme s'il trouve des marques non équivoques de conversion, et d'autre part il peut proroger la censure lorsque les six mois s'écoulent sans produire le changement de conduite. Monacelli ne donne pas d'autre formule que la suspense *ad sex menses.*

Le pouvoir extraordinaire de procéder *ex informata conscientia* est accordé afin de procurer sans bruit l'amendement du coupable et de sauvegarder la sainteté des sacrements. La suspense perpétuelle donnerait de la publicité au crime occulte ; le scandale qu'elle causerait parmi les fidèles, ferait manquer le but pour lequel cette discipline a été établie ; car l'interdiction perpétuelle excite nécessairement une surprise dans l'esprit des populations et inflige une flétrissure à la réputation de l'homme que la perpétration d'un crime occulte n'a pas privé de son honneur. La suspense *ad tempus* produit au contraire d'excellents résultats. Supposons qu'un ecclésiastique fréquente secrètement une maison suspecte pendant la nuit, et que l'évêque l'apprenne par des témoins dignes de foi : devra-t-il prescrire une enquête juridique ? Evidemment l'enquête exciterait du scandale et d'ailleurs elle n'aurait pas de résultat. En pareil cas, le mieux est de tempérer la rigueur par la miséricorde ; l'évêque, agissant comme pasteur et père impose secrètement une pénitence *ex informata conscientia* ; les fidèles supposeront que cet ecclésiastique fait une retraite de sa propre volonté ; les choses saintes ne sont plus profanées, le coupable conserve sa réputation et peut profiter du moyen qui lui est offert pour changer de conduite.

La révocation perpétuelle d'un office ecclésiastique ayant les mêmes effets que la privation, ne saurait être prononcée extrajudiciairement et par conscience informée ; il faut employer l'ordre judiciaire. On ne peut écarter perpétuellement un curé de l'exercice de ses fonctions sans un procès canonique. C'est la règle que suit la S. Congrégation du Concile et qu'elle a fait prévaloir dans tous les cas qui se sont présentés, surtout dans ces derniers temps. Quoiqu'il en soit des décisions rendues primitivement, c'est à dire au XVIe siècle et au commencement du suivant, la jurisprudence actuelle de la S. Congrégation n'admet pas que les clercs soient perpétuellement éloignés de l'exercice des ordres ou de leurs fonctions par des décisions extrajudiciaires ; elle exige le procès régulier et le jugement canonique. Si les évêques pouvaient employer à leur gré la procédure *ex informata conscientia*, ils ne s'astreindraient jamais à l'ordre judiciaire, que le concile de Trente prescrit d'ailleurs (sess. 21 c. 6 sess. 25 c. 14). Et comme l'on ne peut supposer des dispositions con-

(1) S. Congreg. concilii in Lucionen. suspensionis et appellationis die 8. aprilis 1848. §. Ex quibus. Pignatell. consult. 8. tom. 9. n. 5.

(2) Monacell. in formular. legal. tom. 3. part. 3 tit. 2. annot. ad formul. 6. n. 20. haec habet – ibi – Intimatio decreti suspensionis sive alterius censurae tripliciter fieri potest. Primo, modo et forma ordinaria nempe per publicum nuncium, dimissa copia decreti in manibus suspensi vel interdicti cum relatione exequutionis in actis facienda. Secundo, per Cancellarium sive Actuarium curiae coram testibus. Tertio, per subscriptionem ipsius suspensi sive interdicti acceptando decretum in mansionibus judicis *ne evadat publicum*, et hic ultimus solet practicari *in delictis occultis ad evitandam diffamationem suspensi*, v. g. in clerico de adulterio aut stupro imputato, qui apparenter potest de adulterio vel stupro absolvi secreto tamen et in camera, in paenam pecuniariam et suspensionis a divinis condemnatur juxta notata per D. Raynald. observ. crimin. supplem. ad Cap. 28. supplem. 1. n. 30.

tradictoires, il n'est pas possible d'admettre que le décret de la session 14 puisse s'appliquer aux suspenses perpétuelles. Autrement un pouvoir exceptionnel deviendrait ordinaire, ce qui ne serait pas moins absurde que contraire à la justice et à l'équité.

La S. Congrégation du Concile ne permet pas que la suspense perpétuelle soit infligée extrajudiciairement. En voici des exemples. Au tome 47 du *Thesaurus*, il est question d'un curé denoncé extrajudiciairement par des témoins comme coupable de crimes qui méritent la déposition; sans monition préalable, l'évêque a nommé un pro-curé; or, la S. Congrégation juge que d'une part cette nomination du pro-curé est insoutenable et que le curé doit être réintégré dans le gouvernement de sa paroisse; d'autre part, elle réserve au promoteur fiscal faisant fonction de ministère public le droit d'agir contre le curé, conformément au concile de Trente: *An sustineatur appositio oeconomi seu potius parochus L. sit redintegrandus ad regimen suae ecclesiae parochialis in casu.* Sacra Congregatio respondit; *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam, reservato jure promotori fiscali agendi contra parochum ad formam concilii tridentini (Thesaur.* tom. 47, p. 84 et seqq.). Un exemple assez récent montre l'esprit de justice, de prudence et d'humanité que la S. Congrégation apporte à l'examen des affaires. Après des informations émanant de personnes dignes de foi, l'évêque prescrivit un procès extrajudiciaire contre un curé; puis, les conclusions de l'enquête semblant concluantes, il prononça de l'avis de son conseil la suspense de la cure, en réservant une pension sur le revenu de la paroisse en faveur du curé ainsi suspendu de ses fonctions. Le curé accepta d'abord sans se plaindre la mesure dont il était l'objet; il fit ensuite recours à la S. Congrégation. Celle-ci s'occupa trois fois de la question dans le cours de l'année 1846. La première fois, c'est à dire le 24 janvier, voyant que l'ordre judiciaire n'avait pas été observé dans cette révocation, la S. Congrégation voulut savoir d'abord les choses dont le curé était inculpé, et elle ordonna l'impression du procès extrajudiciaire *sumptibus episcopi.* Le 5 septembre, elle prescrivit de restituer au curé tout son traitement depuis janvier, en faisant déduction de ce qu'il fallait réserver pour le pro-curé et pour l'accomplissement des charges inhérentes à la cure; ce qui montra clairement que la révocation prononcée extrajudiciairement ne se pouvait soutenir. Le 5 décembre de la même année, la S. Congrégation décida qu'il n'y avait pas lieu de réhabiliter pour le moment, mais elle reconnut de nouveau le droit du curé de percevoir tous les revenus paroissiaux, sauf le traitement du pro-curé et les autres dépenses nécessaires. Dans le cours de 1847, le curé fit de nouvelles instances pour être rétabli dans sa paroisse. Enfin, le 26 février 1848, la S. Congrégation exauçant ses vœux, ordonna la restitution de la cure, après dix jours de retraite. *An et quomodo sit locus restitutioni et rehabilitioni ad parocciam in casu?* Sacra Congregatio rescripsit: *Affirmative, peractis exercitiis spiritualibus in domo religiosa per decem dies* (*Thesaurus* 1848, p. 52). Dans une affaire traitée le 8 avril de la même année, loin d'admettre que la suspense *ex informata conscientia* pût devenir perpétuelle, la S. Congrégation répondit au curé de faire de nouvelles instances après qu'il aurait donné des marques de conversion: *Parochus recurrat postquam dederit signa emendationis* (*Ibid.* p. 165). Tous ces cas regardent des curés canoniquement institués, à l'égard desquels la S. Congrégation a pour maxime de ne pas tolérer la suspense perpétuelle *ex informata conscientia*, qui serait l'équivalent de la déposition.

M. Pallottini est d'avis que les curés amovibles ne peuvent pas être révoqués sans les monitions préalables. Voici ce que nous lisons dans ons livre, p. 155: « Nec aliter dicendum » etiamsi de paroecia amovibili ageretur: nam cum agatur de » inhonestis moribus, nulla praemissa monitione, ut parochus » resipisceret, privationem ita peractam nunquam sustineri » censuit Sacra Congregatio, ut ad rem proposito dubio: *An* » *sustineatur privatio beneficii parochialis, seu potius sit* » *locus reintegrationi in casu*, respondit: *Negative ad pri-* » *mam partem, affirmative ad secundam.* Propterea parochus, » nulla praemissa monitione privatus, nedum reintegrandus ad » paroeciam, verum etiam ad singula jura parochis ex officio » competentia. Etenim Senatus interpres concilii nulla atque » irrita privatione sic peracta declarata, ac per consequens » locum esse reintegrationi decrevit, et illico parochum ad » singula jura parochialia reintegrandum resolvit ceu videre » est in praedicto casu, ubi proposito altero dubio. *An sit* » *locus reintegrationi quoad administrationem redituum et* » *oblationum, tum in ecclesia parochiali tum in ecclesiis* » *filialibus in casu*, responsum dedit: *Affirmative*» (*Thesaur.* 1854, pag. 121). Il s'agit, en effet, d'un curé amovible dans cette affaire; la S. Congrégation ordonna de le rétablir dans sa paroisse. Un assez grand nombre d'exemples du même genre se trouve dans les décrets de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. La privation de la paroisse étant une peine très grande non moins pour le curé amovible que pour celui qui a reçu l'institution canonique, il faut d'autres causes que les crimes occultes que frappe la suspense *ex informata conscientia*, qui est éminemment temporaire tant lorsqu'il s'agit de l'exercice des ordres que lorsqu'elle concerne le ministère et l'administration paroissiale.

D'ailleurs, ajoute notre auteur, le pouvoir extraordinaire dont nous parlons n'a pas été donné dans le but d'infliger un châtiment exemplaire qui répare publiquement le scandale; la suspense *ex informata conscientia* s'exerce uniquement sur les crimes occultes; c'est pour empêcher les sacriléges et dans le but d'ouvrir la voie du repentir que l'évêque ordonne au coupable de s'abstenir du ministère et des fonctions sacrées. Cette interdiction, cette suspense vient directement du péché mortel, et l'on peut dire que c'est plutôt Dieu qui l'inflige que la loi humaine ou le supérieur ecclésiastique. Il s'ensuit que le jugement sommaire, et pour mieux dire, la correction paternelle dont il s'agit ne saurait sous aucun rapport s'étendre à la destitution perpétuelle; car le but direct de la loi n'est autre que l'amendement du coupable en évitant de le diffamer et d'éveiller le scandale.

En tout ceci nous résumons notre auteur, qui argumente surtout de ce que la suspense *ex informata conscientia* n'est jamais perpétuelle pour soutenir avec raison que la discipline sanctionnée par le concile de Trente est en harmonie avec les règles de l'équité. Il formule la thèse en ces termes, p. 117: « Ex capite I sess. 14 concilii tridentini de reforma- » tione cum decerni nequeat privatio officii vel beneficii mi- » rifica aequitate clericis delinquentibus consulitur. » La démonstration de la thèse est longue et convaincante; nous allons citer les passages saillants.

» Tres ab ecclesia episcopis concessae refraenandis subdi- » torum criminibus paenales formae habentur, medicinales » nimirum pro levioribus ad tempus, remotionis seu suspensio- » nis perpetuae firmo stante beneficii titulo, privationis tan- » dem seu depositionis cum ablatione tituli ex constitutione » benedictina. Ad remotionem seu suspensionem perpetuam » quod spectat, anceps primum stetit Sacra Congregatio concilii » tridentini interpretum, an ex cap. 1. sess. 14. de reformatione » possent episcopi perpetuas ferre suspensiones *ex informata* » *conscientia.* Discusso verum inde articulo, declaravit: – *caput 1.* » *sess. 14. de reformatione habere locum in prohibitionibus et* » *suspensionibus tam temporaneis, quam perpetuis.* — (1)

(1) In Nullius die 3. februarii 1593, lib. 7. decretorum pag. 89.

» At quamquam id rigorose in jure valeret, ex aequitate » nihilominus quam constanter amplexa est Sacra Congregatio » quoad hujusmodi suspensiones perpetuas in praxi tenuit ac » tenet adhuc, formis adeo ligatos esse episcopos ad pri- » vationem seu depositionem decernendam, ut omnino judi- » cialibus regulis uti teneantur non juxta cap. 1. sess. 14. » de reform., sed juxta cap. 6. sess. 21. de reformatione. » Nam suspensio illimitata praevalet ipsi privationi etc.

» Oeconomica et extraordinaria haec potestas idcirco epis- » copis memorato cap. 1. sess. 14. de reform. tribuitur, ut » absque figura ac strepitu judicii emendationi clericorum ac » sacramentorum sanctitati consuleretur. Si verum vigore il- » lius capitis perpetua infligeretur interdictio ab altaris minis- » terio ille finis, ne scilicet crimen occultum, publicum in » scandalum ac dedecus characteris clericalis evadat, prorsus » evanesceret vel admodum difficilius obtineretur. Ex eo enim » quod quis perpetuo interdictus ab altaris ministerio esset, » rumor vulgi excitaretur ac delinquentium fama in certo dis- » crimine poneretur.

» Siquidem ex temporanea prohibitione ab ordinum exer- » citio, maxima profluunt bona. Quid enim si parochus vel » alius sacerdos suspectam clam domum ita caute nocturno » tempore frequentet, ut nonnisi per duos secretos testes fide » dignos factum probari posset? Quid cum id episcopus res- » civisset, pluries delinquentem inutiliter monuerit? Tunc aut » figura ac strepitu judicii episcopus delinquentem punire te- » neretur, aut cum mansuetudine rigorem, cum misericordia » judicium, et severitatem cum lenitate temperans, absque » ullo peccaminoso stimulo vel vindictae vel persecutionis, » sed uti pater atque pastor secreto et ex informata conscientia » eam injungere deberet paenitentiam, quam populus pene- » trare non posset. Hinc vel clericus ita prœventus spiritualia » exercitia adeo ad tempus peragit, ut populus sponte ac de- » votione sed non coacte id facere credat, vel cetera hujus- » modi bona opera peragit; plura quippe is consequitur bona, » remotionem videlicet occasionis profanandi sacra ac divina » christianae religionis ministeria, devitationem periculi amit- » tendae bonae famae, emendationem reditumque ad bonam » frugem non severitate judicis, sed amore patris.

» Praeterea si sacerdos saecularis vel regularis ita occultum » crimen patrassent in confessionibus excipiendis, ut virga » pastorali aliove remedio essent omnino coercendi, recte epis- » copus *ex informata conscientia* sacerdotem etiam regula- » rem ab eodem ad audiendas confessiones diœcesanorum » approbatum, vigore constitutionis Clementis X, incipien. » *Superna* suspenderet. Nam ita parcit bonae illius famae, » potissimum quia populus crederet non coacte sed sponte se » ab audiendis confessionibus abstinuisse. Hinc duo prae oculis » habeantur cum quis *ex informata conscientia* ab altaris mi- » nisterio arcetur, ut 1, interdictio haec ab ordinum exer- » citio ex occulto crimine fiat; 2, ut ita ad tempus feratur, » ne populus divinare queat coactionem.

» Quod etiam retinendum cum agitur de remotionis paena » seu paenitentia ab officio infligenda, quam perpetuo vi- » gore cap. 1. sess. 14. de reform. episcopi irrogare ne- » queunt. Nam ea est constans ac perpetua Sacrae Congrega- » tionis Concilii praxis, quae firmissime plurimis abhinc annis » potissimum invaluit, ut perpetuam remotionem irrogare ne- » queant episcopi, nisi ad tramites juris. Haec enim perpetua » ab officio remotio cum privationi aequiparetur, aliena quippe » esset ab canonica aequitate censenda, ut episcopi *extraju- » dicialiter* seu *ex informata conscientia*, privationem be- » neficii indirecte clericis edicere possent. Tunc siquidem » episcopi pro lubitu vigore cap. 1. sess. 14. de reform. » procedentes, numquam ordinem judiciorum ex ipsis patribus » tridentinis vel etiam *in cap. 6. sess. 21 et cap. 14. » sess. 23*, de reformatione praestitutum sequerentur. Adeo- » que oeconomica et extraordinaria potestas, in ordinariam » absurde et maxima cum juris et aequitatis laesione, verte- » retur.

» Sapientissime Senatus interpres concilii tridentini hoc sa- » crorum canonum aequitati adamussim cohaerens principium » pluries firmavit, scilicet non posse episcopum perpetuam » ab officio suspensionem seu remotionem nisi ad formam » juris decernere. In casu enim ubi de parocho agebatur, » quem episcopus ab curae exercitio arcere censuit, quia per » testes *extrajudicialiter* excerptos probatum fuit, plura illum » patrasse crimina quibus plecti deberet poena saltem remo- » tionis; unde remotionem ab officio decrevit, in parochi locum » oeconomum suffecit, quin ullam praemisisset monitionem ac » fructuum subtractionem: interposito autem per eumdem pa- » rochum recursu penes Sacram Congregationem Concilii, ac » dubio sub formula discusso: *an sustineatur appositio oeco- » nomi seu potius parochus Laetti sit redintegrandus ad re- » gimen suae ecclesiae parochialis in casu etc.* Sacra Con- » gregatio responsum dedit: *Negative ad primam partem, » affirmative ad secundam, reservato jure promotori fiscali » agendi contra parochum Laetti ad formam concilii triden- » tini et amplius* (1) ».

« Immo remotiones hujusmodi quin forma juris praecessisset » peractas, veluti spolia renunciavit eadem Sacra Congregatio » etiamsi episcopi alium in locum expulsi suffecissent, ut prae » ceteris in puncto sancivit, cum proposito dubio: *an susti- » neatur decretum diei 1 decembris 1845, seu potius constet » de spolio, ita ut sit locus restitutioni ac redintegrationi » in casu etc.* respondit: *Esse redintegrandum et ad men- » tem* (2). Ac inde dubio ad trutinam revocato sub formula: » *An sit standum vel recedendum a decisis in casu etc.* Sacra » Congregatio responsum dedit: *In decisis* (3). »

» Et ratio in eo potissimum sita est, quia extraordinaria » haec potestas ex cap. 1 sess. 14 concilii tridentini de refor- » matione proficiscens, collata episcopis censetur non ut agant » ad publicam emendationem et exemplum, sed unice quo » praecipiant ut quis ab ordinum exercitio vel officio absti- » neat, ne in posterum sacrilegia multiplicet, sed et potius » ut ad bonam redeat frugem. Hinc prohibitio seu interdictio » haec directe oritur ab impedimento peccati mortalis, adeoque » lato sensu non a canone vel ab homine, sed a Deo pro- » cedit. Hoc idcirco in summario judicio seu melius in pa- » terna hac correctione agi nequit de perpetua ab officio » remotione, cum finis directe assequendus et a lege illa » propositus clericorum emendatio sit dumtaxat, quin interim » famam amittant ac scandalum in populum diffluat. »

« Quoties igitur clerici *extrajudicialiter* seu *ex informata » conscientia* suspensi recursum penes Sacram Congregationem » concilii interposuerunt, toties eadem mature causas suspen- » sionum expendere curavit. Nam vel illas leves, injustas ac » illegitimas reperit, et nullas atque irritas suspensiones nec » non praetensas ob earum violationem irregularitates declara- » vit, clericosque ab officio depulsos illico redintegrandos » cum omnibus ablatis fructibus edixit: imo ad expensas, » damna ac interesse episcopos et curias damnavit. Vel autem » justis de causis episcopi suspensiones tulerunt *ex informata » conscientia*, tum paenitentia pro personarum indole rerumque » circumstantiis imposita, ad altaris ministerium restituit. Quod » si juste ab officio etiam parochiali temporanee remoti essent » *ex informata conscientia*, tum criminum pondere, signis » emendationis, aliisque hujusmodi perpensis, quandoque ci- » tius, quandoque tardius sed fere semper in officium redin- » tegravit».

(1) In Sancti Severini die 19 septembris 1778 ad I. dubium.
(2) In Savonen. Caducitatis die 1 decembris 1845.
(3) Die 26 januarii 1850.

« Quid plura? Sileat qui sacros et clementes ecclesiae » canones carpere inconsulto audet! Quid majori sapientia » sancitum, prudentia firmatum, justitia et aequitate in praxim » deductum? Perpende finem quem catholica ecclesia, ut omnes » ac singuli assequantur, enixe in dies conatur : perpende » sacramentorum sanctitatem, ecclesiaeque decus, temporum » morum rerumque circumstantias, clericorum rationem ac » ingenium, nec non eorum finem et institutum : perpende » suspensiones temporaneas seu paenitentias pro occultis dum- » taxat criminibus imponendas, ne quid minimi eorum famae, » dignitati ac honori detrahatur: perpende causas quibus hae » censurae suspensionum dumtaxat feruntur, vel paenitentiae » quae ad tempus, ad eorum tantummodo emendationem di- » rectae imponuntur: perpende justitiam aequitatemque, quas « clerici nulliter ac injuste suspensi ad Sedis Apostolicae aram » seu Sacram Congregationem Concilii confugientes, inveniunt: » perpende maxima demum bona, quae ex hujusmodi oecono- » mica et extraordinaria potestate episcopis in superius re- » censitis terminis tributa, profiscicuntur. Post haec mature » perpensa, dic: vel episcopos non posse absque justitiae et » aequitatis laesione suspensiones ferre, seu paenitentias *extra-* » *judicialiter* imponere; vel clericos ampliorem justitiam aequi- » tatemque invenire apud laica tribunalia, quam ad supremum » catholicae ecclesiae Pastorem confugientes. »

« Dic demum, vel suspensiones seu paenitentias pro occultis » criminibus non esse imponendas, vel cum consilio et con- » sensu capituli cathedralis nec non approbatione civilis po- » testatis irrogandas. At primum a christiana religione alie- » nissimum est: immo basis ac fundamentum, quo catholica » societas sistit, regitur, propagatur perficiturque, funditus » everteretur. In aliis clericorum famae, honori ac dignitati » maximum inferretur damnum exitiumque; christianam rem- » publicam, ob scandalum mox obventurum, innumeris procul » dubio ille ordo agendi afficeret malis ac detrimentis. Maneat » igitur firmum, sanctionem concilii tridentini in cap. 1 » sess. 14 de reformatione, adeo justitiae ac aequitati con- » sonam renunciandam, ut melius bono clericorumque famae » ac dignitati nec non sacramentorum sanctitati ecclesiaeque » decori prospici non posset. »

III. Causes pour lesquelles on peut infliger la suspense ex informata conscientia.

On ne saurait interdire aux clercs l'exercice du ministère pour des fautes légères. C'est le sentiment commun des canonistes et des théologiens, que la suspense requiert, pour être valide, une cause grave, qui provienne d'une faute mortelle. Quoique les évêques aient le pouvoir ordinaire de porter les censures, ils ne peuvent en faire usage que pour la répression des crimes les plus graves. On peut consulter ce que dit Benoit XIV, lib. 10 *de synodo dioecesana*, chap. 1. Le concile de Trente, en attribuant aux évêques le droit d'infliger la suspense extrajudiciaire, se sert expressément du mot *crimen*, qui désigne évidemment une faute mortelle d'une gravité particulière. Nous avons donné plus haut la définition du *crime* d'après Gratien, qui prend ce mot dans sa plus large acception, et ajoute à l'énumération des crimes un délit spécial, *fornicatio simplex*, lequel n'est pas dans le texte de S. Augustin auquel cette définition est empruntée. Ainsi, dans la langue des saints canons, le crime, c'est le sacrilége, l'homicide, l'adultère, le commerce charnel, le faux témoignage, le vol simple et à plus forte raison le vol avec effraction, le vice de l'ivrognerie, l'avarice, et autres fautes d'une égale gravité.

Notre auteur fait une assez longue discussion pour montrer que les mots du concile de Trente: *Ex quacumque causa*, ne permettent pas d'infliger la censure pour toute sorte de fautes. Le concile a restreint le sens de cette expression générale en ajoutant immédiatement: *Etiam ob occultum crimen*, clause qui exprime la vraie nature du pouvoir nouveau que le concile accorde aux évêques. Ils avaient déjà par les Décrétales le pouvoir de réprimer les crimes publics et ceux qui étaient juridiquement prouvés: le concile entend leur donner action sur les crimes occultes, et nullement autoriser une chose qui serait contraire à toutes les notions de justice et d'équité, comme serait une peine très grave, la suspense, si on pouvait l'infliger pour une faute légère. « Si mens ac sententia » patrum tridentinorum in cap. I. sess. 14 de reformatione » recte perpendatur, per verba *ex quacumque causa* nequit » intelligi, potestatem factam fuisse episcopis poenitentias » praeceptivas imponere vel suspensiones ferre pro levibus » etiam culpis, vel exercere arbitrium, quod transeat in domi- » nationem. Etenim illa verba *ex quacumque causa* non aliud » sibi indicant, quam in facultate episcoporum esse pœniten- » tias uti praeceptum et suspensiones uti censuram nedum » ferre pro publicis criminibus, verum etiam pro occultis. Quod » quidem jure decretalium facere non poterant episcopi pro » delictis occultis. Nam pro hisce pœnitentias imponere quidem » tenebantur, sed non uti prœceptum. Quocirca si clerici sua- » sionibus ac monitionibus episcoporum pœnitentias ob occulta » crimina imponentium obtemperare noluissent, episcopi pre- » cibus omnibus orare atque obtestari debebant *sub intermi-* » *natione etiam divini judicii, ut clerici* in testimonium suae » damnationis ad superiores ordines amplius non ascenderent, » et in susceptis ordinibus non ministrarent (Cap. 4 et 17 » de temp. ordinat). Hac tamen obtestatione sub interminatione » divini judicii in testimonium damnationis non obstante, » si clerici adhuc in pertinacia mansissent, et niterentur ad » superiores ordines ascendere, vel in susceptis ministrare, » episcopi eos prohibere non poterant etc. Tempore patrum » tridentinorum cum hanc obtestationem sub interminatione » divini judicii et in testimonium suae damnationis passim » clerici aspernarentur, consulto patres tridentini pœniten- » tias uti praeceptum sanciendi pro delictis etiam occultis po- » testatem epicopis facere censuerunt. Hinc verbis *ex quacum-* » *que causa*, quodcumque crimen etiam occultum comprehen- » dere satagerunt ». Si le décret portait: *ob occultum crimen*, *ex quacumque causa*, cette interversion pourrait faire croire que le pouvoir extrajudiciaire embrasse les crimes occultes et généralement toute sorte de fautes; mais c'est tout le contraire dans le décret. La particule *etiam*, apposée aux mots: *ob occultum crimen*, exprime une extension des mots qui précèdent: *ex quacumque causa*, en montrant que les crimes occultes seront désormais une cause légitime d'interdire la réception et l'exercice des ordres. Il ne s'agit donc que des crimes, et non des fautes légères qui ne sauraient être désignées sons ce nom. Au surplus, le sens du concile de Trente serait-il vraiment obscur, nous devrions l'interpréter d'après la règle canonique qui prescrit de restreindre les choses odieuses, et particulièrement celles qui répugnent à l'esprit du droit commun. Or c'est un principe de droit, que pour la suspense une cause grave est nécessaire sous peine de nullité, et que des censures ne peuvent être infligées que pour des crimes d'une gravité spéciale, dans l'acception canonique de ce mot. Non seulement la S. Congrégation du Concile a coutume de déclarer insoutenables et nulles les suspenses *ex informata conscientia* lorsqu'elles sont infligées pour des causes légères, mais elle a pour maxime, que la violation de ces suspenses injustes ne fait pas encourir l'irrégularité. Quelques canonistes ont cru que les censures injustes obligeaient devant l'Eglise militante et que par conséquent le clerc tombait dans l'irrégularité en les transgressant; mais la S. Congrégation a décidé bien des fois qu'on ne devenait pas irrégulier pour une suspense nulle; et c'est la doctrine de plusieurs canonistes

éminents, tels que Reiffenstuel (lib. 5, decret. de cler. excomm.) Thesaurus, *de poenis* (part. 2. cap. II de cens.).

Citons quelques faits pour montrer quelles sont les causes que la S. Congrégation estime légères en matière de suspense. On verra que non seulement elle fait restituer le traitement interrompu pendant la suspense, mais qu'en outre, elle accorde quelquefois des dommages-intérêts.

Au tome 13 du *Thesaurus*, p. 82, il s'agit d'un curé frappé de suspense *ex informata conscientia* parce qu'on le soupçonne d'avoir fomenté une sédition populaire pour empêcher l'installation d'un vicaire. En effet, dès que la population a eu connaissance de l'arrivée du délégué épiscopal chargé de l'installation, elle a couru à l'église, s'est emparée des clefs que tenait le curé, a fermé les portes et monté la garde pendant la nuit ; le délégué épiscopal a été contraint de quitter le pays sans pouvoir installer le vicaire. L'évêque soupçonnant que ce tumulte a été excité par le curé, a entendu secrètement le délégué et neuf témoins qui ont déposé, non *de visu*, mais de ce qu'ils ont entendu dire ; de là, suspense *ex informata conscientia* intimée le 24 juin. Le 11 juillet suivant, nouvelle enquête ; on entend 15 témoins appelés des villages voisins, lesquels déposent de la voix publique ; et quoique 10 témoins fiscaux attestent que le curé a fait tout ce qu'il a pu afin de calmer la population, une nouvelle suspense *ex informata conscientia* est infligée pour le même motif, et les denrées de la cure sequestrées sont vendues aux enchères afin de payer le pro-curé. En outre, le promoteur fiscal poursuit juridiquement le curé pour diverses imputations aussi peu fondées que les précédentes. Alors le curé, dont la patience est lassée par tant de vexations, porte plainte à la S. Congrégation du Concile ; elle demande des renseignements à un évêque voisin, qui répond que cet excellent ecclésiastique n'a pris aucune part au tumulte, et qu'il a fait, au contraire, tout ce qu'il a pu pour l'apaiser. *An censurae latae per reverendissimum episcopum sustineantur in casu.* Sacra Congregatio rescripsit: *Negative.* (*Thesaur.* tom. 13, p. 82, 86, 100).

Le refus de présenter des registres d'administration est-il une cause suffisante de suspense? Certains chanoines en reçoivent l'ordre réitéré avec désignation d'un terme péremptoire ; au lieu d'obéir, ils disent l'un après l'autre qu'ils ne les ont pas et ils font appel à la nonciature; tandis que le nonce reçoit l'appel et expédie les citations et défenses d'usage, le tribunal épiscopal se fondant sur la constitution de Benoît XIV du 30 mars 1742 touchant l'appel suspensif et dévolutif, ne tient pas compte des actes de la nonciature, renouvelle l'ordre de présenter les registres, en y ajoutant la suspense *ab officio et beneficio* à l'égard de deux chanoines désignés comme possédant ces mêmes registres. Nouvel appel à la nonciature, et nouvelle citation que le tribunal épiscopal traite comme la première, pendant que les deux chanoines continuent d'administrer les sacrements et de célébrer, comme si la suspense *ab officio* ne leur eût pas été intimée. Le tribunal prononce qu'ils ont encouru l'irrégularité. La S. Congrégation juge bien autrement; car elle décide que les injonctions pénales de présenter les registres sont insoutenables; la suspense est nulle, les chanoines n'ont pas encouru l'irrégularité, et ont droit à la restitution des fruits. Le détenteur des registres n'étant pas connu, l'évêque aurait dû agir contre le chapitre, au lieu de frapper quelques-uns de ses membres. D'ailleurs l'appel à la nonciature aurait dû être respecté. Enfin, le prélat ayant pleine liberté d'examiner les registres pendant la visite pastorale, ne devait pas exiger que le chapitre les fit transporter hors de ses archives et de son administration. « I. An, » et a quo sit reddenda ratio episcopo de bonis, et redditi- » bus ecclesiae SS. Stephani et Nicolai, ejusque asse capi- » tuli in casu etc., et quatenus ratio reddenda sit episcopo. » II. An aliquid exigi possit in causam, et pro labore dictae » redditionis rationis, seu revisionis ejusdem in casu. III. An » licuerit episcopo compellere Chelium, et Simium ad exhi- » bendos libros dictae ecclesiae, seu capituli in casu. IV. An » praecepta pœnalia, de quibus agitur, sustineantur in casu. V. » An sustineatur appellatio interposita ad tribunal Nuntiaturae » adversus dicta praecepta, et respective illius admissio cum » concessione inhibitorialium in casu. VI. An sustineatur sus- » pensio dictorum Chelii, et Simii in casu. VII. An constet » de eorum incursu in irregularitatem in casu. VIII. An constet » de attentatis? et quatenus affirmative, quomodo sint pur- » ganda in casu. Sacra etc. Ad I. *Rationem reddendam esse* » *episcopo a capitulo.* Ad II. *Ad S. C. Episcoporum et* » *Regularium.* Ad III. *Negative.* Ad IV. *Negative.* Ad V. » *Affirmative.* Ad VI et VII. *Negative.* Ad VIII. *Affirma-* » *tive per viam nullitatis restitutis tamen Chelio fructibus* » *prioratus.* (*Thesaur.* tom. 22, p. 14 et 38).

Le même volume renferme une cause où la S. Congrégation déclarant la suspense nulle, fait restituer le traitement et accorde des dommages-intérêts. Voici les circonstances. Les Français qui étaient en Corse, convoquèrent l'assemblée générale du royaume et voulurent l'inaugurer par une messe dans la cathédrale de Nebbio. En l'absence de l'évêque qui résidait à Bastia, le vicaire général manifesta la ferme intention d'officier ; l'archidiacre étant le premier dignitaire du chapitre, opposa son droit évident, et alla trouver l'évêque à Bastia. Le prélat ne voulut ni l'écouter ni même le recevoir, et lui ordonna de partir dans les 24 heures sous peine de suspense *ipso facto* et de cent écus d'amende. Déconcerté par cet accueil et fatigué du voyage l'archidiacre eut la fièvre et ne put partir; mais il prit soin de transmettre les certificats des médecins au prélat, qui, au lieu de se calmer, renouvela l'ordre de départ immédiat pour Nebbio, sous les peines dites plus haut. L'archidiacre retourna en effet à Nebbio, mais ce fut pour émettre un appel formel au Saint-Siége; après quoi il partit pour Rome. L'appel n'empêcha pas le promoteur fiscal d'ouvrir un procès; lorsque l'archidiacre revint portant une lettre de la S. Congrégation qui requérait la transmission des actes, il osa le faire citer devant l'évêque, lui intimer défense de quitter Bastia sans un ordre du prélat *in scriptis*, et demander qu'il fût condamné à payer les 100 écus d'amende pour avoir violé la première injonction; en outre, à être privé de la moitié de son traitement pour s'être absenté. D'autre part, le prévôt du chapitre demanda qu'il fût privé des distributions et condamné à fournir la rétribution des messes conventuelles qu'il n'avait pas célébrées durant son absence. Malgré toutes les protestations que put faire l'archidiacre, il subit forcément toutes ces condamnations; mais il embrassa aussitôt le seul parti qui lui restât, celui de partir pour Rome, et d'implorer justice auprès de la S. Congrégation, en disant qu'il n'avait commis aucun crime, n'ayant pas fait autre chose que défendre son droit. La S. Congrégation annulla la suspense, fit rendre les distributions, et exigea la restitution de cent écus, et vraisemblablement elle accorda aussi d'autres dommages-intérêts. « I. An, et cui spectet ce- » lebratio missae solemnis in cathedrali ecclesia Nebbien. » absente episcopo? II. An suspensio et pœna per reveren- » dissimum episcopum Nebbien. comminata contra archidia- » conum Gentile substineantur? Et quatenus negative. III. An » ipse archidiaconus Gentile teneatur ad distributiones quoti- » dianas tempore suspensionis. IV. An reverendissimus epis- » copus teneatur ad refectionem expensarum, damnorum, et » interesse in casu. Sacra etc. Ad I. *Affirmative favore ar-* » *chidiaconi.* Ad II. *Negative.* Ad III. *Archidiacono deberi* » *distributiones quotidianas.* Ad IV. *Teneri ad restitutionem* » *scutorum centum. In reliquis ad D. Secretarium.* (Thesaur. » tom. 22, p. 55, 65.) »

Un autre exemple de suspense annullée par la S. Congrégation se trouve dans le tome 26 du *Thesaurus*, p. 59. Quoique ce soit la pratique immémoriale dans le diocèse en question que les desservants des annexes rurales bénisent les cierges, les rameaux et les œufs de Pâques sans demander permission aux curés, l'évêque intime défense au desservant de S. Laurent de faire les bénédictions dont il s'agit et il lui ordonne de faire huit jours de retraite, sous peine de suspense *ipso facto*. Le desservant fait recours à la S. Congrégation, qui déclare la suspense insoutenable. *An poena suspensionis sustineatur in casu*. Sacra etc. *Negative* (*Thesaur.* tom. 26, p. 59).

Il serait facile de citer d'autres exemples en confirmation de la règle d'après laquelle les suspenses portées pour des choses légères sont nulles et ne font pas encourir l'irrégularité. Par exemple, une affaire de Montalto, traitée le 13 septembre 1800, où il s'agissait d'une controverse de peu d'importance et nullement d'une cause criminelle. « I. An suspensio a divinis comminata canonico N. sustineatur in casu. » II. An idem canonicus inciderit in irregularitatem, ita ut » sit consulendum SSmo pro dispensatione in casu. Sacra etc. » Ad I et II. *Negative* ». La S. Congrégation a confirmé cette maxime en 1853, en annullant une suspense portée *ex informata conscientia* pour des fautes publiques: car elle cassa en même temps un jugement du tribunal épiscopal portant que par la violation de la suspense le curé avait encouru l'irrégularité. (*Thesaur.* 1853, p. 58).

Notre auteur cite la plupart de ces résolutions, et conclut avec raison que le pouvoir extrajudiciaire dont nous parlons n'ayant été donné que pour la répression des crimes, ne s'étend pas aux fautes qui ne peuvent être rangées dans la catégorie des délits criminels. Sans doute, dit-il, la violation de la suspense intrinsèquement et manifestement nulle et injuste ne fait pas encourir l'irrégularité; mais le clerc qui est atteint par une suspense de ce genre fait beaucoup mieux de recourir au Saint-Siége, au lieu de se constituer le juge de la question. Voici ce que nous lisons, p. 108 et seqq.

« Non contrahitur praeterea irregularitas ex violatione sus» pensionis intrinsecus et manifeste nullae et injustae, quam» vis nullitas causarum post praetensam violationem in judicio » demonstretur. Quod expresse firmavit S. Congregatio in casu » etiam quo episcopus suspensionem tulit *ex informata cons» cientia* etc. At clericus suspensus ex informata conscientia, » si admodum se laesum arbitratur, ita ut deficiente legitima » causae nulla pœnitentia imposita seu suspensio censeatur, » meliori consilio recursum immediate ad Sedem Apostolicam » seu Sacram Congregationem Concilii interponere ac deferre » potest etc. Interposito interim recursu ad S. Sedem Apostoli» cam, episcopus exponere debet causas, quae suam moverunt » conscientiam etc. Causas immo coram Apostolica Sede seu » Sacra Congregatione Concilii Tridentini interpretum ad quam » recursus delatus fuerit nedum revelare, sed certis et indubiis » argumentis probare tenetur etc. Hinc defensiones ad tramites » juris ac ope advocatorum, clericus extrajudicialiter seu ex in» formata conscientia suspensus coram praelaudata Sacra Con» gregatione, meliori qua poterit ratione, parare ac instruere » valet. Una nec vice ut plurimum controversia definitive di» rimitur, sed reproponitur quoadusque res in comperto eva» dat. Non valet propterea exceptio ab naturali propriae de» fensionis jure petita: nam sapientissime constitutum est, ut » semper liceat suspenso auctoritatem Sedis Apostolicae invo» care, cui episcopus tenetur suspensionis causas aperire dis» cussas diligenter ac justas et aequipollentes probare; ac » proinde cum hujusmodi recursus abunde suppleat denegatae » appellationis ad metropolitanos defectum, neutiquam reo in» tercluditur aditus de sua sibi defensione comparanda ex» ceptionibusque proponendis ».

« Formiter vero causis penes Sacram Congregationem ex» pensis, si graves ac justae ab eminentissimis patribus re» periuntur, sustinentur hujusmodi suspensiones latae ex » informata conscientia. Hinc non pauca habentur exempla, » quibus suspensiones latae ex informata conscientia firmae » ac validae fuerunt declaratae etc. Quod retinendum non » modo si res sit de simplici clerico ac presbytero saeculari, » sed etiam de parochis etc.

« Si autem causae suspensionis leves, injustae aut illegi» timae sint, nullae atque irritae declarantur suspensiones » *extrajudicialiter* seu *ex informata conscientia* inflictae. » Innumera prostant exempla etc. Gravi proinde exulante » causa, sive suspensio uti censura vel uti poena comminata » fuerit, semper nullam atque irritam declaravit Senatus inter» pres etc. Immo graves etiamsi extitissent causae, sed non » legitimae, quatenus ob eas ad tramites juris, non vigore » cap. I sess. 14 concilii tridentini de reformatione procedi » deberet, suspensiones tum ab exercitio ordinum, tum ab » officio parochi, nullas atque irritas declaravit. Hoc enim » in casu, episcopo jus procedendi prout de jure reservavit etc. » Parochum propterea ex non legitima causa extrajudicialiter » remotum, ubi casus non erat de occultis ad parocciam rein» tegrandum edixit reservato promotori fiscali jure agendi ad » formam concilii tridentini etc. Praeterea nullitate suspen» sionis declarata, vel quia graves non extitissent causae, » vel quia, si graves fuissent, non tamen legitimae censeri » poterant ad extrajudicialiter procedendum, sacra eadem Con» gregatio fructus amissos nulliter suspenso restituendos edi» xit etc. Immo sic nulliter suspenso etiam distributiones quo» tidianas reddendas censuit etc. Idcirco nil mirum quod fructus » restituendos esse parocho extrajudicialiter ob non legitimam » etiamsi gravem causam ab officio remoto censuerit, dempta » congrua pro oeconomo aliisque necessariis expensis. Demum » ad expensarum et damnorum refectionem nec non ad inte» resse teneri episcopum et curiam nulliter clericum *ex in» formata conscientia* suspendentem pluries decrevit.

« Quid inde plura? Nonne satis colligitur qua animi aequi» tate, ac prope in visceribus charitatis sinat Ecclesia, cen» suras vel uti poenas vel uti poenitentias ministrari? Quaenam » civilis respublica haec civibus praesidia erga supremos ma» gistratus tribuit? Ubinam similis virorum consessus extitit, » qui tanta doctrinae ac prudentiae gravitate, tanto justitiae » et aequitatis amore, tanta demum erga delinquentes mi» seratione, unicuique suum reddere curavit? Ad hanc justitiae » ac aequitatis arcam confugientibus etiamsi advocatorum » subsidio ob nimiam paupertatem destitutis, nec tutissima » ac strenua defensio deest. Non deficit enim cura et stu» dium Sacrae Congregationis secretarii, qui auditore aliisque » plurimis in disciplina sacrorum canonum versantibus adjutus, » facta et jura hinc inde magna cum diligentia colligit, con» gerit instruitque. Jura utriusque partis hinc inde collecta » ac typis edita, maxima cum disquisitione expenduntur. Se» quitur gravissimum eminentissimorum Patrum judicium, qui » nulli parum studio ac labori, controversias sibi propositas » sapientissime dirimunt. Quamobrem hoc in amplissimo Pa» trum Senatu, suspensi *extrajudicialiter* seu *ex informata » conscientia* reperiunt nedum humanissimos judices, sed » jurium cujusque integerrimos propugnatores ». (Ibid. p. 116).

IV. Suspense pour crime de sollicitation.

Nous nous proposons d'examiner une question qui présente une grande importance au point de vue pratique. Un prêtre dénoncé au supérieur comme s'étant rendu coupable de sollicitation *ad turpia* dans l'administration du sacrement de pénitence, peut-il à ce titre, être frappé de suspense *ex informata conscientia*? Formons deux hypothèses distinctes. La

première est celle où la dénonciation serait anonyme ; la seconde suppose qu'il s'agit d'une vraie dénonciation juridique que ferait personnellement la femme sollicitée *ad turpia*, dénonciation reçue par l'Ordinaire dans les formes légales.

Pour la première hypothèse, nous pouvons dire sans crainte qu'une ou plusieurs dénonciations anonymes ne permettent pas d'infliger la suspense extrajudiciaire *ex informata conscientia*. On peut consulter à ce propos la seconde et la troisième série des *Analecta*, col. 1604, 2317, 2677, ainsi que la quatrième et la cinquième, col. 239, 1200, 1865. Les lettres anonymes ne pouvant jamais offrir aucune valeur, le Saint-Office de Rome, loin d'en faire usage pour commencer une enquête, ne les conserve pas dans ses archives; il a coutume de les brûler aussitôt. Le cardinal Albitius cite un édit portant formellement que la dénonciation du crime de sollicitation *debet fieri in judicio cum juramento; et cum expressione, et subscriptione sui nominis; nec sufficit si fiat per apochas, vel per litteras sine nomine et cognomine auctorum*. Une lettre signée du nom et du prénom du dénonciateur serait-elle suffisante ? Le cardinal Albitius atteste que le Saint-Office ne s'en contente pas et veut que la dénonciation soit renouvelée juridiquement sous la foi du serment et avec les formalités légales. La constitution de Grégoire XV qui est le titre qui autorise la poursuite du crime de sollicitation, exige la dénonciation juridique et personnelle pardevant l'Ordinaire ou son délégué ; et ce délégué ne peut pas en règle ordinaire, être le confesseur qui est instruit du crime par la confession de la personne sollicitée; car les édits du Saint-Office recommandent de ne déléguer les confesseurs pour recevoir les dénonciations que dans les cas exceptionnels, par exemple, lorsqu'il s'agit des religieuses. Que doit faire le confesseur qui ne peut obtenir la dénonciation juridique ? Peut-il se contenter que la personne sollicitée adresse une lettre anonyme à l'Ordinaire ? Non seulement il ne peut l'exiger, mais sa conscience lui défend de se prêter à une action périlleuse qui permet de diffamer impunément des hommes qui n'auront aucun moyen de se défendre. En pareil cas, lorsque le pénitent ne voulant pas dénoncer juridiquement et comparaître personnellement devant l'Ordinaire ou son délégué, offre d'écrire une lettre anonyme, le confesseur fera mieux de différer l'absolution et de s'adresser à la S. Pénitencerie, qui lui adressera les instructions convenables. Les constitutions apostoliques prescrivent la dénonciation juridique et personnelle, et non une lettre anonyme qui n'a aucune valeur dans la procédure ordinaire ni dans l'enquête extrajudiciaire. A quel point de vue que l'on veuille se placer, le confesseur ne peut pas en conscience se prêter à la dénonciation anonyme: ce serait coopérer à une chose essentiellement dangereuse et coupable et tromper le pénitent par la fausse persuasion où il serait d'avoir rempli l'obligation que lui imposent les constitutions apostoliques. Nous lisons dans le cardinal Albitius *de inconstantia in fide*, c. 35: « Solli-» citatis autem non debet confessarius absolutionem a peccatis » impertiri etc. Quae absolutio non solet impertiri, nisi facta » vere realiter denunciatione, quae debet fieri in judicio cum » juramento et cum expressione et subscriptione sui nominis, » nec sufficit si fiat per apochas, vel per litteras sine nomine » et cognomine auctorum ». Supposons qu'une femme sollicitée *ad turpia* s'adressant à plusieurs confesseurs transmette sa dénonciation anonyme à l'Ordinaire par l'intermédiaire de huit ou dix confesseurs, qui attesteront chacun que le témoin mérite qu'on ajoute foi à sa parole: l'Ordinaire croira recevoir huit ou dix dénonciations, et ce sera pourtant le même cas ! Cette hypothèse, qui n'est pas chimérique, montre tout le danger et toute l'absurdité du système de la dénonciation anonyme. Les confesseurs qui rencontrent un cas de sollicitation, ne doivent par conséquent ni prescrire, ni conseiller, ni tolérer la dénonciation anonyme; en supposant que le pénitent sente une invincible répugnance à dénoncer légalement en se faisant connaître devant l'ordinaire ou son délégué, le confesseur pourra s'adresser à la S. Pénitencerie, qui trace des règles de conduite suivant les circonstances, et dispense quelquefois de l'obligation de dénoncer. Depuis l'encyclique du 21 novembre 1851, la plupart des jubilés jusqu'à celui qui a été donné aux fidèles de Rome au mois de septembre 1863 à l'occasion de l'exposition de l'Image Achéropite, dispensent de l'obligation de dénoncer les francs-maçons et autres affiliés des sociétés secrètes, dispense exprimée en ces termes: « Ut omnibus faciliorem sternamus viam, quo ad salu-» tis iter possint redire, iisdem confessariis commemorato unius » mensis spatio facultatem quoque impertimur, ut eos omnes qui » sectis se misere adscripserunt, ac vere pœnitentes ad recon-» ciliationis sacramentum accedant, absolvere, illosque ab obli-» gatione denunciandi complices dispensare queant ad effectum » consequendi eamdem plenariam indulgentiam, consuetis ad-» hibitis conditionibus, et exceptis casibus in quibus ad evi-» tanda majora et graviora damna denonciatio omnino ne-» cessaria videatur ». Le jubilé universel de 1850 autorisa généralement les confesseurs à dispenser de l'obligation de dénoncer dans les cas déterminés par l'Eglise, excepté l'hérétique dogmatisant, et le cas dont parle la constitution de Benoît XIV : *Sacramentum poenitentiae*. Lors du jubilé accordé à Rome au mois de septembre 1863, l'édit du cardinal-vicaire en date du 2 septembre, exprimait la même concession dans les termes suivants : « Voulant faciliter le retour dans le sein de l'Eglise, le Saint-Père n'exclut pas du bienfait de l'absolution ceux qui auraient eu le malheur de s'affilier aux sociétés condamnées ; il les dispense de l'obligation de dénoncer leurs complices et ils pourront recevoir l'absolution et gagner l'indulgence s'ils montrent un vrai repentir; on devra pourtant observer les conditions d'usage et excepter le cas où la dénonciation serait jugée absolument nécessaire afin d'éviter de plus grands maux. » C'est d'après la même indulgence que la S. Pénitencerie accorde quelquefois dispense de l'obligation de dénoncer le prêtre coupable du crime de sollicitation *ad turpia* dans la confession. Jusqu'ici nous n'avons pas d'exemple que cette dispense ait été donnée généralement à l'occasion d'un jubilé; mais dans certains cas spéciaux, supposé que la répugnance à faire la dénonciation juridique semble insurmontable, la S. Pénitencerie accorde dispense, afin de ne pas compromettre le salut des âmes.

Il suit de là que les Ordinaires ne peuvent pas faire usage des dénonciations anonymes, surtout pour infliger la suspense, tant la suspense *ab officio vel ab ordine* que la suspense de la confession. La pratique du Saint-Office romain de détruire les relations anonymes semble digne d'être recommandée comme un remarquable exemple de l'esprit d'équité dont l'Eglise est animée à tous les rangs de sa hiérarchie et par rapport aux affaires elles-mêmes qui intéressent directement la foi. Les autres Congrégations romaines observent la même circonspection au sujet des recours anonymes, car il n'est jamais arrivé qu'elles en aient fait usage pour commencer une procédure ; tout au plus les renvoie-t-on quelquefois à l'Ordinaire *pro sui notitia*. Les controverses importantes exigent des actes revêtus de la signature des plaignants. En 1741, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers acquitte un curé poursuivi par des dénonciateurs, et prescrit à l'évêque de ne recevoir désormais aucune plainte qui ne soit revêtue des signatures: « Ar-» chipresbyterum absolvendum esse, et redeat ad residentiam » intra mensem, prorogato ad hunc effectum indulto. Episcopus » amplius non recipiat recursus Domini Fontanae et Petri Ti-» burtii adversus eumdem, caeterorumque Gorianensium, nisi » subscribantur preces in forma valida etc. ». Dans une lettre du 28 août 1750, la S. Congrégation recommande de ne pas

enregistrer dans les livres criminels de l'évêché une monition paternelle qu'elle fait adresser par l'évêque à un curé. Un autre exemple de ce que nous voulons prouver ici, se remarque dans une décision du 11 août 1758, qui prescrivit de supprimer dans les archives de la S. Congrégation comme dans celles de l'évêché des relations offensantes pour l'honneur d'une estimable famille, qui avaient été envoyées par l'évêque : « Subtrahantur » et deleantur informationes episcopi a cancellaria episcopali » et a regestis S. Congregationis, firmo remanente decreto » in eo quod episcopus non procedat ad actus irretractabiles » inconsulta eadem S. Congregatione contra primicerium Ze- » noni, et scribatur episcopo ad mentem. » On écrivit à l'évêque de rendre compte de l'exécution de ces ordres dans le plus bref délai. — En 1774, un évêque étant mort sans avoir brûlé les papiers secrets de son administration et les dénonciations non déférées au for contentieux, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, consultée par le vicaire capitulaire, lui adresse les instructions suivantes : « Après avoir signifié au chapitre de la cathédrale et aux exécuteurs testamentaires de l'évêque défunt de désigner chacun un délégué, vous les désignerez d'office à leur défaut ; puis, aux jours et aux heures que vous intimerez, vous appelerez à la maison où sont conservés les papiers le prêtre Philippe V. déjà choisi par l'évêque défunt pour faire le partage; les deux délégués s'y rendront aussi, ainsi que le notaire que vous nommerez et auquel vous donnerez la clé de l'appartement lorsque vous ne voudrez pas présider à l'opération. Lorsque tous seront rendus à la maison, ils ouvriront la porte et entreront ensemble dans l'appartement ; là, le prêtre Philippe V. devra ouvrir seul les caisses et examiner les papiers, pendant que les deux délégués et le notaire se tiendront à distance de manière à voir les papiers sans pouvoir les lire. A mesure que Philippe V. les examinera, il les divisera, en mettant à part ceux qui renferment des accusations ou dénonciations secrètes non portées au tribunal, ou des notes sur des choses qui pourraient nuire à la réputation d'autrui ou qui se rapportent au for de la pénitence. Le prêtre susdit en montrera quelques mots aux délégués afin qu'ils puissent en comprendre la nature sans connaître d'une manière positive l'objet ni les personnes que cela concerne. Néanmoins les délégués feront serment de garder le secret. A la fin de chaque séance, les papiers séparés de la sorte seront brûlés en présence de tout le monde, et le notaire dressera acte de l'opération etc. Rome le 4 octobre 1774. » Dans une lettre du 4 avril de l'année suivante, la S. Congrégation prescrivit de brûler la copie d'un procès qui se trouva parmi les papiers de l'évêque, parce que le prévenu avait été acquitté *ex capite innocentiae* ; voici cette lettre, qui fut adressée au vicaire capitulaire, comme la précédente: « Attendu l'absolution *ex capite innocentiae* que François M. obtint de cette S. Congrégation et vu aussi votre relation favorable, ces Emes Seigneurs m'ont commandé de vous écrire d'appeler le recourant et, après avoir cité les héritiers de l'évêque, vous devrez en leur présence lacérer et brûler la copie du procès dont il s'agit, en quelque lieu qu'elle se trouve, quand même elle serait parmi les papiers privés qui appartiennent à la succession de l'évêque défunt etc. Rome le 4 avril 1775. » Quelques années après, la S. Congrégation fit effacer du registre paroissial *Status animarum* des notes injurieuses pour la réputation de quelques individus; voici ce qu'elle écrivit à l'inquisiteur de Malte: « Plusieurs paroissiens de Casal Zeitung ont porté plainte contre le prêtre Salvator Bonini qui, à l'époque où il a été pro-curé dan cette paroisse, a écrit des notes injurieuses sur leur compte dans le livre de l'état des âmes. Ces Emes Seigneurs, après avoir pris l'avis du juge rapporteur, m'ont commandé de vous écrire, comme je le fais, de faire effacer entièrement du livre de l'état des âmes toutes les notes et toutes les expressions injurieuses pour les recourants ou pour d'autres, de sorte qu'il ne reste aucune trace de choses qui blessent la réputation d'autrui, quand même elles seraient vraies; car le livre de l'état des âmes doit servir pour enregistrer le nom et la condition des paroissiens, et non pour les diffamer par des notes sur leurs manquements. Rome le 18 avril 1780. »

Examinons la seconde hypothèse, celle de la dénonciation en forme. Après avoir reçu une ou plusieurs dénonciations régulières et dignes de foi contre une ecclésiastique signalé comme coupable du crime de sollicitation *ad turpia* dans l'administration du sacrement de pénitence, l'Ordinaire peut-il infliger la suspense *ex informata conscientia*, sans appeler le prévenu ni le mettre en demeure de répondre aux accusations? Nous devons d'abord préciser l'état de la question en faisant observer qu'il ne s'agit pas ici de la suspense *ab audiendis confessionibus* dont nous dirons un mot plus loin ; il est donc question de la suspense *ab ordine vel ab officio*, celle qui prive temporairement un curé de l'administration de sa paroisse, et un clerc de l'exercice des ordres. Il n'y a pas lieu d'examiner si l'on pourrait infliger la suspense perpétuelle; car l'on a vu plus haut que nulle suspense *ex informata conscientia* n'est perpétuelle. Il s'agit donc de la suspense *ad tempus*, infligée extrajudiciairement pour crime de sollicitation. Les Ordinaires ont-ils le pouvoir de procéder *ex informata conscientia* en ce cas déterminé? Cela semble bien douteux. En effet, d'après la constitution *Universi Dominici gregis*, du 30 août 1622, les Ordinaires des lieux sont délégués du Saint-Siége dans les causes de sollicitation; leur délégation comprend uniquement l'instruction juridique qui réunit les dépositions et les preuves, et ne s'étend pas jusqu'à la sentence; c'est aux cardinaux de la sainte Eglise romaine inquisiteurs généraux qu'est réservée la faculté de juger si le crime de sollicitation *ad turpia* est prouvé par les témoins, par les présomptions, les indices et les autres adminicules que renferme l'enquête; par conséquent, les Ordinaires ne peuvent dans ces sortes de causes passer à l'application des peines sans consulter le Saint-Siége; ils doivent adresser à la S. Congrégation du Saint-Office les dénonciations qu'ils ont reçues contre les sollicitants, en faisant connaître la qualité des dénonciateurs et celle des confesseurs dénoncés. Le Pontife sachant combien il est difficile de décider en quel cas les témoins *singulares* font preuve, considérant en même temps que l'on pourrait facilement blesser la vérité et la justice si l'on n'appréciait pas avec le plus grand soin tant les qualités de ceux qui dénoncent que celles des confesseurs dénoncés ; pour toutes ces raisons le Souverain Pontife a réservé le jugement en question aux cardinaux inquisiteurs généraux. Et par conséquent, les Ordinaires des lieux doivent recevoir les dénonciations et les adresser à la S. Congrégation, et attendre ses ordres; car c'est aux cardinaux inquisiteurs généraux qu'il appartient de décider si le crime est assez bien prouvé par les témoins *singulares* pour permettre d'en venir à la condamnation, en infligeant les peines et les censures proportionnées à la gravité du crime. Pour punir justement et légitimement le confesseur sollicitant, il faut procéder juridiquement, de sorte qu'il n'est permis de le punir que si le crime est prouvé pleinement. On doit peser toutes choses avec la plus grande maturité; comme les témoins ne sont pas manifestés par rapport à ce crime, le droit de la défense n'est pas accordé plein et entier, et l'on peut toujours craindre de condamner un innocent. Quand bien même chacun des témoins *singulares* mériterait pleinement qu'on s'en rapportât à son dire, le juge n'en ignore pas moins ce que l'inculpé pourrait objecter contre la personne des témoins. Il faut donc s'en remettre au jugement des cardinaux inquisiteurs généraux, qui, après avoir considéré le nombre et la qualité des

témoins, ainsi que les adminicules, les indices et les présomptions, pourront et devront décider si le délit est prouvé. Les Ordinaires doivent attendre cette décision, avant laquelle ils n'ont pas le pouvoir de punir le prévenu. Il semble par conséquent qu'ils ne peuvent pas faire usage par rapport au crime de sollicitation, du pouvoir de procéder extrajudiciairement *ex informata conscientia* contre les crimes occultes, qui leur est donné par le concile de Trente et par les décisions du Saint-Siége. Un autre obstacle à l'emploi de la procédure extrajudiciaire est que l'enquête doit être faite dans les formes juridiques, et comprendre les dépositions de témoins légaux. Comment concilier ces formalités avec la procédure *ex informata conscientia*? Sans doute, les noms des témoins ne sont pas révélés à l'inculpé; mais l'Ordinaire les connaît puisqu'il reçoit leurs dépositions et qu'ils doivent prêter serment devant lui. Il serait impossible d'apprécier la valeur des témoignages d'après les qualités de ceux qui déposent, si l'Ordinaire n'avait que des dénonciations anonymes. L'Instruction envoyée par ordre de Pie VI au vicaire apostolique de la Cochinchine en 1775 porte que l'Ordinaire doit avant tout prendre pour règle, que toutes les prescriptions du droit défendent de procéder à la punition s'il ne conste de la perpétration du délit par les preuves prescrites dans la loi. Les causes relatives au crime de sollicitation (qui la plupart du temps se commet en secret et en l'absence de tout témoin) ont le privilége d'admettre comme preuve les dépositions *singulares* d'hommes et de femmes qui dénoncent leur propre fait, mais il faut trois témoins. C'est à l'Ordinaire que ces dénonciations doivent être déférées dans le plus grand secret. Mais lorsque la grande distance rend presque impossible que les personnes sollicitées comparaissent en présence de l'Ordinaire pour porter les dénonciations, il peut déléguer pour les recevoir un prêtre vraiment digne de confiance. Les dénonciations devront toujours être confirmées par serment, et l'on devra ne rien oublier pour bien constater que les dénonciateurs jouissent d'une bonne réputation, et que ni la haine ni l'inimitié ni aucune autre passion ne les portent à accuser; car il faut que ces témoins *singulares* soient exempts de toutes les passions humaines pour qu'on puisse prêter entièrement foi à ce qu'ils attestent. Telles sont les prescriptions de l'Instruction de Pie VI. La S. Congrégation du Saint-Office, dans l'Instruction du 7 juillet 1725, a prescrit la méthode à suivre lorsque les dénonciations doivent être reçues par les confesseurs agissant comme délégués spéciaux en matière de sollicitation. Or, la pensée-mère de cette Instruction est que la déposition des témoins doit être entourée de toutes les garanties juridiques. Ainsi, la délégation est donnée par écrit; le délégué se fait accompagner par le chancelier autant que cela se peut; il doit recevoir la dénonciation hors du confessionnal, et cela ne se pouvant pas sans éveiller des soupçons, il notera avec soin que la dénonciation a eu lieu hors du sacrement de pénitence. Cette Instruction se trouve dans la 34e livraison des *Analecta*, col. 1872 et seqq. Le crime de sollicitation ne peut ordinairement être prouvé que par des témoins *singulares*, la plupart du temps des femmes ou des enfants mineurs. Les témoins de cette espèce, inhabiles suivant le droit, ne sont pas irréprochables; mais on les reçoit avec leurs imperfections, comme des témoins imparfaits, et leur imperfection doit être suppléée par leur grand nombre ou par le concours d'autres présomptions, indices et conjectures. On ne saurait admettre le témoignage des femmes de mauvaise vie; l'Ordinaire doit attendre d'autres indices pour appeler le confesseur. Une seule femme qui dénonce le confesseur ne fait pas une preuve semi-pleine. Deux femmes honnêtes ne prouvent pas pleinement la sollicitation; leur témoignage n'est point parfait, aucune d'elles ne prouve semi-pleinement. Quelques auteurs pensent que deux témoins dignes de foi suffisent s'il s'agit d'une peine légère et si le confesseur a un mauvais renom. Quoiqu'il soit vrai que deux témoins dignes de foi prouvent pleinement lorsqu'ils sont *contestes*, il en est bien autrement lorsqu'ils sont *singulares*. Le privilége des causes de sollicitation consiste en ce que le délit peut se prouver par des témoins *singulares*, mais il ne s'ensuit pas que l'on puisse se contenter du nombre de témoins qui suffirait si ces témoins étaient *contestes*. C'est pourquoi les docteurs s'accordent à exiger au moins trois dénonciations émanant de personnes diverses dont chacune est digne de foi; c'est d'ailleurs le nombre indiqué dans l'Instruction de Pie VI. D'autres docteurs exigent quatre témoins dignes de foi, parce que les femmes étant faibles et méritant peu qu'on ajoute foi à leurs paroles, il faut que le nombre des dépositions supplée à la faiblesse du sexe. Enfin, il se trouve des auteurs qui pensent que quatre témoins ne suffisent même pas pour pouvoir infliger une peine ordinaire. Les témoins *singulares* ne font jamais une preuve pleine et entière; dans les causes criminelles où les femmes, par privilége spécial, sont admises à témoigner, elles ne prouvent pas pleinement, alors même qu'elles se présentent en qualité de *contestes* au nombre de quatre. Une autre raison est que, les noms des témoins n'étant pas manifestés, le prévenu est privé d'une grande partie de sa défense. Comme Grégoire XV savait que de graves doutes surgissent quand il faut décider si le délit est prouvé, et que cela est laissé à l'appréciation du juge, il a réservé la décision aux éminentissimes cardinaux du Saint-Office de Rome, pour éviter le péril que la vérité et la justice ne fussent blessées dans ces sortes de causes, si par malheur on ne pesait pas dans une juste balance les qualités des dénonciateurs et celles des personnes dénoncées. Enfin, supposé que les cardinaux du Saint-Office jugent qu'il y a lieu à l'application des peines canoniques, l'Ordinaire, après avoir reçu leurs ordres appelle de nouveau le prévenu et notifie la sentence en présence de témoins qui prennent l'engagement de garder le secret. Inutile de faire observer que le prévenu a été appelé lors de l'enquête, et que, averti du crime dont il est accusé, il a eu toute liberté de se défendre, sauf le nom des témoins qui ne lui est pas manifesté.

Evidemment, la discipline spécialement établie contre le crime de sollicitation *ad turpia* en confession n'a rien de commun avec la procédure extrajudiciaire *ex informata conscientia*, dans laquelle les motifs de la suspense ne sont pas révélés au coupable, qui n'est pas appelé à se défendre et auquel la censure est intimée sans témoins. Concluons que vraisemblablement les Ordinaires n'ont pas le pouvoir d'infliger *ex informata conscientia* la suspense de l'ordre ou de l'office *ad tempus* pour crime de sollicitation en confession sacramentelle. Peuvent-ils du moins suspendre de la confession sans consulter le Saint-Siége avant de recevoir les instructions de la S. Congrégation du Saint-Office? Voici ce que nous remarquons dans les auteurs. Delbene (*De officio S. Inquisitionis*, part. 2, dub. 237) cite Peyrinus (de privil. ad constit. 4 Gregorii XV) d'après lequel deux témoins dignes de foi, c'est à dire deux dénonciations en forme émanant de personnes diverses et dignes de foi suffisent pour qu'on puisse interdire la confession, attendu que deux dépositions dignes de foi rendent le confesseur suspect; mais il ne s'ensuit pas que les Ordinaires puissent porter eux-mêmes la suspense; la pensée de cet auteur est simplement que les cardinaux du Saint-Office, auxquels l'appréciation du crime est réservée, peuvent regarder comme suspect le confesseur contre lequel on a deux dénonciations dignes de foi, et prescrire par conséquent l'interdiction de la confession. Pignatelli va plus loin en admettant que les Ordinaires peuvent prendre des dispositions lorsque la gravité du cas semble exiger une mesure

d'urgence, sans attendre le jugement des Emes Cardinaux, comme le prescrit Grégoire XV pour les cas ordinaires: « La constitution de Grégoire XV, dit cet illustre canoniste, n'accorde qu'aux éminentissimes cardinaux du Saint-Office le pouvoir de juger si le délit est prouvé suffisamment par les témoins *singulares*; par conséquent les Ordinaires ne peuvent dans ces sortes de causes passer aux choses ultérieures et à la sentence sans consulter la S. Congrégation du Saint-Office; il doivent lui adresser les dénonciations qu'ils ont reçues contre les sollicitants, en faisant connaître la qualité des dénonciateurs et celle des confesseurs dénoncés; et ils ne doivent prendre aucune autre disposition, à moins que la gravité du cas ne l'exige, ou qu'il n'y ait péril en la demeure ». Parmi les dispositions d'urgence et provisoires auxquelles peuvent recourir les Ordinaires, la suspense de la confession semble la plus rationnelle; mais si d'une part, ce pouvoir semble incontestable, il ne faudrait pas d'autre part qu'une disposition d'un caractère exceptionnel et provisoire devînt perpétuelle. Nous ne croyons pas que l'interdiction perpétuelle de la confession puisse être infligée autrement que selon la constitution de Grégoire XV, qui réserve aux cardinaux du Saint-Office l'appréciation des preuves propres à constater la perpétration du crime de sollicitation, ainsi que la nature de la peine qu'il mérite.

V. Suspense par suite de la dénonciation des complices.

Nous venons de parler de la sollicitation *ad turpia* en confession et de la dénonciation que doivent faire les personnes sollicitées. Il serait inexact de dire que l'Eglise ordonne ainsi la dénonciation des complices; la constitution de Grégoire XV prescrit de dénoncer les confesseurs comme sollicitants et non en tant que complices; le pénitent n'est pas tenu de manifester le consentement qu'il a peut-être donné à la sollicitation; il ne doit pas être interrogé sur ce point par l'évêque ou par les délégués devant lesquels il fait sa déposition; on ne doit pas non plus interroger sur le consentement le confesseur dénoncé lorsqu'on procède contre lui, et s'il arrive qu'il veuille en parler, on doit ne rien écrire à ce sujet. C'est ce que porte expressément la circulaire de la S. Congrégation du Saint-Office rapportée dans la 34e livraison des *Analecta*, col. 1875. On ne peut donc alléguer la discipline relative au crime de sollicitation pour dire que le Saint-Siége exige la manifestation des complices.

En dehors des crimes qui intéressent la foi, et à l'égard desquels le Saint-Siége a prescrit la dénonciation, il y a ceux qui concernent les mœurs. Le confesseur qui sollicite *ad turpia* en confession ne commet pas seulement une faute contre les mœurs; un abus si coupable du sacrement de pénitence le rend suspect sous le rapport de la foi, et c'est à ce titre que les constitutions apostoliques commandent de le dénoncer et de procéder contre lui. A l'égard des fautes commises contre les mœurs par les ecclésiastiques en dehors de la confession, il n'existe aucun canon, aucune constitution pontificale, aucune loi de discipline générale qui en exige la dénonciation. La plupart des crimes de ce genre étant occultes, la dénonciation serait impossible, ou inutile; si le péché n'a pas été consommé, on pourra faire connaître la faute, sans obliger le dénonciateur à se déshonorer; mais en ce cas, il n'y aura pas lieu à l'application des peines et des suspenses qui requièrent une faute grave et consommée. Examinons l'autre hypothèse, celle des fautes entièrement consommées: évidemment, le dénonciateur devrait trahir sa complicité, et porter atteinte à sa propre réputation. En exigeant la dénonciation, l'Eglise commettrait une injustice; l'homme qui commet une faute occulte, conserve néanmoins ses droits à l'honneur extérieur: à quel titre pourrait-on l'obliger de confesser sa faute dans un autre tribunal que celui de la pénitence? Il semble donc impossible d'exiger la dénonciation personnelle et légale. Reste la dénonciation anonyme, elle n'offre pas les inconvénients dont nous venons de parler, mais elle en renferme beaucoup d'autres plus graves et plus dangereux qui ne permettent pas d'en faire usage.

Supposons un évêque animé d'un grand zèle pour la sanctification de son clergé. Dans le but d'atteindre toutes les fautes qui blessent la pureté des mœurs et souillent la sainteté du ministère ecclésiastique, il met au nombre des cas réservés tous les péchés que peuvent commettre contre le sixième commandement de Dieu les ecclésiastiques engagés dans les ordres sacrés, enlevant ainsi toute juridiction aux confesseurs pour absoudre les coupables et leurs complices. Supposons que le prélat ne consente à déléguer le pouvoir d'absoudre qu'à la condition de dénoncer par lettre anonyme l'ecclésiastique complice et qu'ensuite, faisant usage de ce qu'il connaît par cette voie, il inflige la suspense *ex informata conscientia* aux clercs dénoncés. L'hypothèse que nous venons d'exprimer donne lieu à plusieurs questions qui se rapportent à notre sujet. Est-ce là vraiment un des cas où l'Ordinaire a le droit d'infliger la suspense extrajudiciaire? Peut-il exiger la dénonciation des complices dans le cas dont il s'agit, et empêcher, par la réserve, les confesseurs d'absoudre les pénitents qui refusent de dénoncer? Que penser du statut qui place généralement au nombre des cas réservés toutes les fautes mortelles et consommées que les ecclésiastiques engagés dans les ordres sacrés peuvent commettre contre le sixième commandement de Dieu?

Ces questions ayant été traitées dans une dissertation qui se trouve dans la 29e livraison des *Analecta* (col. 1200 et suivantes), nous n'aurons que peu de chose à ajouter.

Benoît XIV a publié trois constitutions pour condamner la dénonciation des complices, en déclarant que la pratique d'après laquelle les confesseurs et autres prétendraient l'exiger par le refus d'absolution est scandaleuse, funeste, nuisible à la réputation du prochain et au sacrement de pénitence, et qu'elle tend à faire violer le secret de la confession et à éloigner les fidèles de ce sacrement. Le savant pontife porta l'excommunication par le seul fait réservée au Saint-Siége contre quiconque oserait soutenir que cette pratique est permise, écrire ou parler pour la défendre, ou combattre les constitutions susnommées et les éluder par de fausses interprétations. Ferraris, au mot *Confessarius* de son dictionaire résume les bulles de Bénoît XIV, en ces termes: « Graviter » peccat confessarius, qui aut blandis artibus, aut minis hau» rire, aut extorquere a pœnitentibus nomina complicum absque » justa necessitate velit. Gravius etiam delinquit, si ob nega» tam revelationem absolvere pœnitentem recuset. Non enim » licet infamiam proximi ex legibus detractionis investigare; » neque ad eam prodendam obligatione ulla constrigitur pœni» tens; immo, si praecisa necessitate, revelaret, ex multorum » sententia reum se peccati faceret. Neque gravis peccati rea» tum effugeret sacerdos, si revelationem complicis exigeret, » ut per operam suam correptio, et correctio illius præsta» retur. Nam confessarii munus tantummodo est curare vulne» ra pœnitentis, non vero aliena; exquirere peccata pœni» tentis, non aliena. Neque is tenetur ad eos corripiendos, » qui crimina sua sibi revelare nolunt; immo cavere debet » a corripiendo ob scandala, quae inde facile consequerentur ». S'il n'est pas permis de vouloir connaître les complices dans le but de la correction fraternelle, à plus forte raison est-il défendu d'exiger la manifestation pour en faire usage dans le for extérieur et pour la punition juridique. Benoît XIV publia ses trois constitutions contre l'abus qui régnait en Portugal; quelques évêques voulaient que les confesseurs obligeas-

sent les pénitents par le refus d'absolution à révéler les complices, qu'ils punissaient ensuite par suite de ces dénonciations anonymes. Ils crurent avoir trouvé par là un excellent moyen de connaître leur clergé. Un évêque ne voulait ordonner que ceux qui faisaient leur confession générale aux confesseurs désignés, qui avertissaient ensuite le prélat par certains signes de convention des dispositions des ordinands. D'autres prélats refusaient d'approuver les confesseurs qui ne prêtaient pas les mains à la dénonciation des complices. Il est certain que le système fut mis en pratique, de sorte que les suspenses et d'autres punitions criminelles suivirent de près les dénonciations. C'est le dangereux abus que Benoît XIV voulut réprimer par ses trois constitutions.

La dissertation de notre 29e livraison démontre clairement que le pénitent ne peut pas donner au confesseur la permission de manifester son complice: que le complice d'une faute occulte a droit à conserver son honneur: que les théologiens qui permettent qu'on manifeste le complice en vue de la correction fraternelle que pourra faire le confesseur, exigent avant tout le consentement libre et spontané du pénitent, et que c'est trahir le secret de la confession que d'extorquer ce consentement par le refus d'absolution: que nul théologien n'a jamais dit qu'il fût permis de dénoncer à l'autorité le complice occulte que l'on connaît par la confession: que les supérieurs qui exigent la manifestation des complices en défendant aux confesseurs d'absoudre et que les confesseurs qui se prêtent à ce système, pèchent contre la fidélité, contre la charité, contre la justice et contre la religion: que d'ailleurs les supérieurs ecclésiastiques ne peuvent faire usage de ce qu'ils apprennent par la confession: que le pénitent a droit à l'absolution sans manifester son complice: que les saints canons donnent le moyen de corriger les coupables, sans qu'on ait besoin d'embrasser le système des dénonciations qui n'est propre qu'à détruire la confession.

En effet, le secret de la confession oblige si strictement qu'il n'est permis de le violer directement ou indirectement en aucun cas; le droit naturel, le droit divin et le droit ecclésiastique s'accordent pour imposer cette inviolabilité. Or, le secret de la confession est violé, lorsqu'en refusant l'absolution aux pénitents, on les oblige de manifester leurs complices; leur consentement n'étant pas spontané et libre, il y a violation du sceau de la confession. D'ailleurs, le confesseur n'a pas besoin de connaître les complices afin de juger les fautes qu'on lui confesse; d'autre part, le pénitent n'a pas le droit d'autoriser le confesseur à révéler ses complices. Les circonstances spécifiques du péché exigent que l'on fasse connaître la condition du complice, mais il n'est pas nécessaire de dire le nom, qui n'est en aucun cas une circonstance propre à changer l'espèce ou à rendre le péché plus grave. Le secret de la confession oblige avec tant de rigueur, qu'on ne pourrait pas le violer quand bien même le monde entier serait exposé à un très grand péril. Il est vrai que le confesseur peut révéler le secret de la confession si le pénitent consent spontanément, mais la doctrine très commune des théologiens est aussi qu'il ne peut faire usage des choses apprises en confession que pour le bien spirituel du pénitent, supposé d'ailleurs que celui-ci le veuille. La loi du secret ayant été surtout faite dans l'intérêt du pénitent, il est libre de renoncer à son droit; mais on doit raisonner tout autrement par rapport au complice, qui a droit à ce que son péché occulte ne soit pas connu, parce qu'autrement il est déshonoré aux yeux du confesseur devant lequel il perd la réputation à laquelle il a droit. Les scotistes enseignent que le confesseur viole le sceau du sacrement s'il parle au complice, même dans la supposition que le pénitent consente librement et donne pleine et entière liberté de parler pour tâcher d'amener charitablement ce complice à s'amender. Les thomistes ne voient pas en cela la révélation du secret sacramentel, mais ils reconnaissent que cette correction fraternelle ne peut se faire sans quelque préjudice pour le sacrement institué pour la justification du pécheur et non pour la conversion du complice. Néanmoins, il y a des théologiens qui pensent que le pénitent est libre d'autoriser son confesseur à faire usages des choses dites en confession pour la correction fraternelle du complice; mais nul théologien n'a jamais dit que le confesseur puisse être autorisé par le pénitent à manifester le complice au supérieur ecclésiastique pour le faire punir, ce qui est bien éloigné de la correction fraternelle. Nul théologien n'a dit qu'il fût licite d'extorquer la permission en refusant l'absolution au pénitent qui refuserait de nommer son complice pour lui faire la correction fraternelle; à plus forte raison le confesseur et tout autre supérieur n'ont-ils pas le droit d'exiger la manifestation du complice afin de le punir par la suspense extrajudiciaire ou par toute autre pénitence. Nul théologien ne dit que le confesseur puisse faire usage des choses connues en confession lorsqu'il s'agit d'un péché passé; les auteurs qui croient que le pénitent peut donner la permission de parler au complice, parlent des péchés futurs que l'on voudrait prévenir. Du reste, le confesseur n'a qu'à bien convertir son pénitent, et par là il convertira le complice; tout péché commis avec un complice ne peut être réitéré si le complice résiste. Médecin des âmes, le confesseur doit prescrire des remèdes au malade qui l'appelle, et laisser les autres à d'autres médecins. Comme juge, il doit juger les coupables qui comparaissent devant son tribunal et non ceux qui appartiennent à une autre juridiction. Enfin, signalons le zèle peu éclairé qui fait poursuivre sans rémission les péchés de fragilité tandis qu'on laisse impunis des crimes occultes beaucoup plus graves, tels que l'homicide, le vol, la simonie, l'usure, la corruption des témoins et des juges, et d'autres crimes non moins préjudiciables à la société et aux mœurs.

Les décrets apostoliques de Clément VIII et du vénérable Innocent XI qui défendent aux supérieurs ecclésiastiques de faire usage des choses connues par la confession, interdisent à plus forte raison la dénonciation et la punition des complices. Puisque les supérieurs ne peuvent pas faire usage des choses qu'ils apprennent par la confession, à plus forte raison ne peuvent-ils pas obliger les autres confesseurs à exiger la manifestation des complices dans le but de punir ces complices. Benoît XII condamna cette pratique dans les évêques Arméniens qui voulurent l'introduire, et Benoît XIV ordonne de poursuivre comme suspect sur la foi quiconque oserait la soutenir. Les supérieurs qui exigent la manifestation des complices et les confesseurs qui se conforment à leurs instructions sur un point si délicat, pèchent à la fois contre la fidélité, contre la charité, contre la justice, et contre la religion. Contre la fidélité, parce qu'ils abusent d'un secret de confession qui n'est confié que dans l'espoir qu'il ne sera pas violé et que le confesseur ne le connaîtra pas comme homme. Ils pèchent contre la charité, parce qu'ils rendent le sacrement odieux aux fidèles qui sont renvoyés sans absolution et sont exposés au péril de ne pas retourner ou de commettre des sacriléges en cachant désormais leurs fautes en confession. Les supérieurs et les confesseurs pèchent contre la justice sous plusieurs rapports. Premièrement, parce que ni le pénitent ni le confesseur ne peuvent en conscience diffamer le complice aux yeux du supérieur ecclésiastique pour des fautes occultes; la plupart des théologiens pensent que le pénitent pèche grièvement s'il fait connaître son complice au confesseur, lorsqu'il peut accuser sa faute sans le trahir; à plus forte raison la manifestation de la faute occulte hors du tribunal de la pénitence sera-t-elle coupable. Secondement, on pèche contre la justice, parce que le pénitent a droit à

l'absolution s'il a les dispositions requises. Le confesseur pèche contre la justice en refusant l'absolution. Le refus de déclarer un complice ou d'autoriser le confesseur à le dénoncer au supérieur n'a été et ne sera jamais un motif légitime pour refuser l'absolution; c'est tout le contraire, le pénitent est tenu de ne pas déclarer son complice même en confession. On ne trouvera jamais une loi de l'Eglise ou un théologien qui imposent au pénitent l'obligation de prêter son consentement à la violation du sceau de la confession; car, répétons-le, la permission extorquée du pénitent par le refus d'absolution constitue une vraie transgression du secret sacramentel. Enfin, on pèche contre la religion parce qu'on expose le Sacrement aux profanations; on viole le secret, et l'on professe une mauvaise doctrine par rapport à l'obligation de garder le secret sacramentel. Si les confesseurs et les supérieurs d'après les ordres desquels ils agissent, croient permis d'exiger des pénitents la dénonciation des complices, ils se rendent suspects *in fide*, parce qu'on est en droit de soupçonner en eux des sentiments hétérodoxes relativement au secret de la confession. S'ils sont persuadés que c'est illicite, et qu'ils le fassent néanmoins, ils commettent les péchés exprimés plus haut; et comme l'on ne peut supposer qu'ils veuillent prévariquer en connaissance de cause, il est plus naturel de croire qu'ils se trompent par ignorance; mais cette erreur en matière de foi engage leur responsabilité devant l'Eglise.

La confession, dit S. Augustin, sauve les âmes, détruit les vices, met les démons en fuite; elle ferme l'enfer et ouvre les portes du paradis. Voilà pourquoi il faut la rendre accessible aux fidèles au lieu de les en éloigner; c'est déjà un commandement bien pesant d'être obligé de manifester à un homme les fautes les plus secrètes. Satan a fait les plus grands efforts pour détruire le sacrement de pénitence en le rendant odieux et intolérable. De là toutes les hérésies qui l'ont attaqué. Mais la plus profonde astuce de l'ennemi infernal est assurément de se servir des ministres du sacrement pour le détruire, en prenant le spécieux prétexte de la pureté de l'Eglise qui ne permet pas que l'on tolère des prêtres indignes dans les fonctions ecclésiastiques. En suggérant une foule de sophismes pour faire violer le secret de la confession, le Serpent infernal parvient à éloigner les fidèles, et tout au moins à profaner le sacrement. Les évêques ont à leur disposition les moyens que permettent les saints canons pour ramener à la bonne voie les complices sans exiger la révélation des confessions; qu'ils fassent des enquêtes, qu'ils établissent des surveillants, qu'ils n'omettent pas les visites canoniques, l'Eglise leur en fait un devoir; mais qu'ils se gardent de toucher au sacrement de pénitence et de profaner une institution aussi nécessaire que le secret des confessions.

Tout ce qui précède est expliqué longuement dans notre 29e livraison. Il s'ensuit clairement que nul évêque n'a le pouvoir d'exiger la dénonciation des complices dans le cas dont il s'agit. La conclusion pratique est que le confesseur ne peut pas en conscience se conformer au statut synodal qui prescrirait le système que nous combattons. Nous nous abstenons d'affirmer que la réserve épiscopale étant évidemment nulle, le confesseur pourrait n'en pas tenir compte et absoudre le pénitent sans exiger la dénonciation du complice : mais nous disons qu'il devra recourir à la S. Pénitencerie et attendre les instructions qui lui traceront des règles de conduite.

Quoique nous n'ayions examiné qu'une partie de l'hypothèse, les principes énoncés donnent la solution de la seconde partie, à savoir : S'il est au pouvoir de l'évêque de réserver toutes les fautes mortelles que peuvent commettre les clercs *in sacris* contre le sixième commandement du décalogue? Nous supposons que le péché du laïque complice n'est pas réservé et que les confesseurs ont plein pouvoir d'en absoudre; c'est le clerc *in sacris* qui ne peut pas recevoir l'absolution sans faire demander des pouvoirs spéciaux à l'Ordinaire, qui connaît par ce moyen l'état des mœurs de son clergé et acquiert des renseignements sur la conduite de ses prêtres suivant les parties du diocèse d'où viennent les demandes. Que penser d'un statut de ce genre? D'abord, il est certain que l'Ordinaire ne peut pas faire usage des choses qu'il apprend par ce moyen : les décrets de Clément VIII et d'Innocent XI sont formels; dès lors, le système devient inutile. La réserve de toutes les fautes mortelles *contra sextum* impose un joug intolérable; elle entoure de nouvelles difficultés la confession et doit multiplier les sacriléges. Elle est en opposition avec la circulaire de Clément VIII du 26 novembre 1602 qui recommande aux Ordinaires de ne réserver que les crimes d'une gravité particulière, les crimes atroces, au lieu de frapper indistinctement toute sorte de péchés; et dans l'instruction qui accompagne la circulaire, le Pape recommande particulièrement aux Ordinaires d'apporter la plus grande circonspection à réserver les péchés contre le sixième commandement. En outre, le Pape veut que les Ordinaires établissent et délèguent dans toutes les parties du diocèse et surtout dans celles qui sont éloignées de la ville et de la cathédrale, des pénitenciers et d'autres prêtres munis du pouvoir d'absoudre de tous les cas réservés; que ces pénitenciers soient autorisés à subdéléguer d'autres confesseurs, surtout à l'époque des grandes fêtes. Nous avons rapporté l'Instruction de Clément VIII dans la 9e livraison des *Analecta*, col. 1541. En supposant un moment que la réserve épiscopale de toutes les fautes mortelles des clercs *in sacris* contre le sixième commandement fût valide et soutenable, l'Ordinaire n'en devrait pas moins obéir à l'Instruction de Clément VIII et déléguer des confesseurs sur plusieurs points du diocèse avec pouvoir d'absoudre des cas réservés; l'Instruction veut parler de la délégation permanente, car ce qui est dit des grandes fêtes se rapporte aux confesseurs subdélégués auxquels le pouvoir d'absoudre est communiqué par les confesseurs délégués constamment dans les diverses parties du diocèse pour absoudre des cas réservés pendant toute l'année. Si cette disposition apostolique dont la profonde sagesse n'a pas besoin d'être recommandée, était gardée, elle atténuerait ce qu'il y a d'excessif, d'odieux et d'impraticable dans la réserve de tous les péchés mortels *contra sextum* des clercs engagés dans les ordres sacrés. En examinant cette réserve en elle-même, spéculativement, elle peut paraître non moins inconciliable avec la circulaire de Clément VIII citée plus haut qu'avec le principe généralement admis par les canonistes et par les théologiens, lequel n'assujettit aux réserves épiscopales que les crimes atroces; or, tout péché mortel contre le sixième commandement ne saurait être mis au rang des crimes atroces. Nous ne voulons pas dire que la réserve étant évidemment nulle, les confesseurs doivent agir comme si elle n'existait pas, et donner l'absolution aux pénitents bien disposés; mais il semble qu'ils ne peuvent se dispenser, comme dans le cas précédent, de recourir à la S. Pénitencerie, qui prescrira la règle de conduite à laquelle ils se conformeront.

ARCHICONFRÉRIE DE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION POUR LE SOULAGEMENT DES AMES DU PURGATOIRE.

Les pères du Très-Saint Rédempteur fondés par saint Alphonse de Liguori, ont à Rome dans l'église de sainte Marie *in Monterone*, le siége de l'archiconfrérie de l'Assomption de la Sainte-Vierge pour le soulagement des âmes du Purgatoire. Nous croyons utile de faire connaître cette association à laquelle sont affiliées bien des confréries instituées dans le même but dans l'univers catholique. Nous parlerons de son origine, de ses statuts et des priviléges spirituels dont elle dispose. Donnons d'abord quelques notions sur les confréries en général, particulièrement sur celles qui se proposent le soulagement des âmes du purgatoire, afin de signaler les écueils auxquels elles sont exposées.

I.

La *confrérie*, dans l'acception ecclésiastique de ce mot, est une société, une réunion de fidèles ayant son siége dans une église pour faire en commun des exercices de piété et de religion; ou pour honorer spécialement, soit un mystère de la foi, soit un Saint; ou enfin, pour s'exciter mutuellement à la piété et à la pratique des œuvres de piété et de charité spirituelle et corporelle.

Les membres des confréries se nomment *confrères* et *consoeurs*, afin de montrer l'union de plusieurs personnes dans le lien de la fraternité chrétienne. Les statuts des confréries sont rédigés suivant le but qu'elles se proposent; assez souvent les confrères se distinguent par un habit particulier qu'ils prennent dans leurs réunions. Il est des associations qui exigent un temps d'épreuve avant d'admettre les aspirants, sur lesquels on prend d'ailleurs des informations: une conduite irréprochable est la première condition pour faire partie d'une société religieuse.

Les confréries formant des corporations distinctes dans la sainte Eglise, les Souverains Pontifes leur accordent volontiers des priviléges spéciaux, des biens spirituels et des indulgences particulières. Elles procurent de grands avantages spirituels surtout aux laïques, lorsqu'on a le soin d'empêcher les abus de s'y glisser. Les laïques occupés toute la semaine aux sollicitudes terrestres, trouvent dans les confréries, les jours de fêtes, des moyens efficaces de se retremper dans l'esprit religieux.

Il y a des confréries de la Très-Sainte Trinité, de la Croix, du Saint-Sacrement, de la Passion, du Sacré-Cœur de Jésus, de la Sainte Vierge, du Saint-Cœur de Marie, de la bonne mort, des agonisants, pour le soulagement des fidèles défunts et sous d'autres titres. Les unes ont été instituées directement par les Papes en vertu de bulles spéciales: d'autres, érigées par les Ordinaires des lieux, sont ensuite aggrégées aux archiconfréries que le Saint-Siége a autorisées à communiquer les grâces spirituelles moyennant cette affiliation; quelquefois elles demandent directement des priviléges spéciaux. Un caractère commun à toutes les confréries est qu'elles ont ou doivent avoir pour but d'exciter les fidèles aux bonnes œuvres et de consolider les liens de la paix et de la fraternité.

Quelques confréries méritent par leur antiquité, ou par leur importance et par le bien qu'elles sont appelées à faire d'être élevées à la dignité d'*archiconfrérie*; ce mot exprime la prééminence sur les simples confréries. Le titre d'archiconfrérie décerné par Bref Apostolique confère le pouvoir d'aggréger les confréries qui prennent les statuts, les constitutions et les usages de l'association primaire et entrent en communication de ses priviléges par l'affiliation. L'archiconfrérie devient la mère des confréries locales, leur chef et leur directrice générale. Il est naturel que la capitale du monde chrétien soit le siége de la plupart des archiconfréries, et que les fidèles préfèrent s'adresser au centre pour s'y unir par les liens de l'affiliation. Cela explique le grand nombre d'archiconfréries que Rome possède.

La prière, l'aumône, toutes les bonnes œuvres, et surtout le saint sacrifice de la messe accélèrent la délivrance des âmes détenues dans les flammes expiatrices du purgatoire; c'est la doctrine catholique. On ne saurait donc recommander suffisamment aux fidèles la sollicitude pour les défunts. De là dans l'Eglise le grand nombre d'associations qui se proposent de soulager les âmes du purgatoire et d'obtenir de la bonté divine l'anticipation de leur entrée dans le Ciel; ces actes d'une charité éminemment salutaire et méritoire attirent des bénédictions spéciales sur ceux qui les exercent.

Les confréries ne peuvent engendrer de bons résultats qu'à la condition de se préserver avec le plus grand soin de tout ce qui n'offre pas une entière conformité avec les enseignements de la foi et avec les règles canoniques. Il faut surtout éviter jusqu'à l'apparence même du mercantilisme et de la spéculation, tout ce qui semble annoncer le but d'amasser de l'argent. L'honneur de l'Eglise exige la plus grande circonspection sur ce point délicat; car les moindres abus deviennent des armes aux mains des protestants et des impies pour la calomnier et l'insulter.

Il semble que les confréries instituées pour le soulagement des âmes du Purgatoire sont plus exposées que les autres à tomber dans les écueils. En 1703, la Congrégation du Saint-Office se vit forcée de signaler et de condamner des abus; par exemple, les feuillets d'indulgences distribués aux fidèles n'étaient pas conformes aux brefs apostoliques, titres authentiques. Des indulgences accordées pour les vivants étaient appliquées arbitrairement aux défunts, ce qui n'est permis que lorsqu'il y a concession spéciale. On avait imaginé une *ligue des vivants et des morts*, avec laquelle on avait l'audace d'inscrire les défunts dans les confréries, comme si les vivants pouvaient pratiquer des bonnes œuvres en leur nom. Enfin, les conditions prescrites par les décrets du Saint-Siége et par la discipline de l'Eglise pour l'aggrégation des fidèles n'étaient pas observées. Voilà les abus contre lesquels le Saint-Office romain dut sévir.

Il appartient aux Ordinaires des lieux d'empêcher le renouvellement de semblables abus; ils sont les exécuteurs officiels des décrets apostoliques dans les limites de leur diocèse. Ils ne doivent pas tolérer que l'on inscrive les morts dans les confréries et dans aucune association pieuse quelqu'en soit le titre, sous le spécieux prétexte que les vivants font les œuvres que les défunts sont hors d'état de pouvoir pratiquer; toute confédération de ce genre est une pure superstition qu'il faut extirper, surtout si l'inscription des morts n'est pas gratuite; ces ignobles et détestables collectes d'argent outragent directement l'esprit de l'Eglise et les constitutions apostoliques. Les défunts se trouvant hors de la juridiction terrestre, l'Eglise se contente de leur appliquer ses suffrages en recommandant à la miséricorde divine leur pardon et entière délivrance. La célèbre constitution de Clément VIII sur les confréries recommande d'éviter tout lucre et jusqu'à l'apparence de la cupidité, qui dénatureraient complètement le but et l'esprit de ces pieuses associations: *Omnes intelligant coelestes thesauros non quaestu aut alicujus lucri causa, sed pietatis et charitatis excitandae gratia ex Sanctae Sedis benignitate Christifidelibus aperiri.* Ce n'est point pour faire des collectes et recueillir de l'argent que le Saint-Siége ouvre les trésors célestes. Peu importe que les ressources soient destinées aux œuvres

qui intéressent la religion; le but ne justifie pas le moyen. Une association pour le soulagement des âmes du purgatoire a été officiellement blâmée par le Saint-Siége pour avoir amassé de toute part de grosses sommes en promettant aux associés la participation des messes et des bonnes œuvres qui se font dans le chef-lieu. C'est là dénaturer l'idée de la confrérie et transformer une association de piété en une quête permanente. L'Eglise veut exciter les fidèles par les confréries à la pratique des vertus et des bonnes œuvres; elle ne veut pas que ce soit un moyen d'amasser de l'argent. Que les fidèles ou les établissements pauvres quêtent s'ils ne peuvent subsister autrement, mais qu'ils ne le fassent jamais sous le manteau des confréries et de la dévotion.

Les Papes n'accordent pas des indulgences pour l'acquisition desquelles on devrait payer la plus petite somme. Clément X restituant à la confrérie du Scapulaire du Carmel ses anciennes indulgences, exigea la suppression de la rétribution que payaient les confrères, ainsi qu'il est dit dans le bref *Commissae nobis* du 8 mai 1673 : *Dempta tamen clausula elargiendi eleemosynam, cujus loco Socii septies orationem dominicam et salutationem angelicam recitabunt.* Qui n'admire la circonspection avec laquelle les Souverains Pontifes ont accordé des indulgences aux associés de la Propagation de la Foi et de la Sainte-Enfance qui contribuent par une légère offrande à la conversion des infidèles ! Les statuts de l'archiconfrérie de S. Pierre ne portent pas de concession directe en faveur des associés qui font des offrandes; la prière et les œuvres de charité étant désignées comme but de l'association, les indulgences sont accordées d'abord pour la prière, ensuite pour toute bonne œuvre que feront les associés conformément au but de la société, et les offrandes ne sont nullement prescrites comme obligatoires. Ces grandes associations instituées dans l'intérêt général de l'Eglise, n'ont d'ailleurs rien de commun avec les confréries particulières dont le but consiste dans la multiplication des suffrages pour le soulagement des âmes du purgatoire, ou dans les pratiques de piété parmi les fidèles. Ce but particulier s'obtient mieux par les confréries locales placées sous la direction des prêtres que les évêques autorisent et auxquelles l'affiliation ouvre les richesses spirituelles des archiconfréries; ce but s'obtient mieux par là, disons-nous, que par une association centrale qui agglomère les sociétaires que les distances ne permettent pas de convier aux exercices communs.

Loin d'aspirer à la centralisation des aumônes, les archiconfréries romaines ne peuvent même les accepter des associés. Les confréries qui possèdent des ressources, doivent en disposer sur les lieux, en œuvres pies, sous la direction des évêques; la constitution de Clément VIII est formelle à ce sujet; il est inouï que les archiconfréries romaines aient témoigné la prétention d'absorber les revenus des confreries qui leur sont affiliées. Ainsi les rétributions de messes demeurent à la disposition des confréries particulières qui les recueillent ; elles les font célébrer sur les lieux, comme elles le croient et suivant la volonté des donateurs, sans que les directeurs romains des archiconfréries s'en attribuent la disposition.

La pratique normale, c'est l'érection canonique des confréries locales suivant les règles prescrites dans la constitution de Clément VIII. Les fidèles qui sont dans des pays où les confréries n'existent pas, peuvent néanmoins entrer dans l'association et participer à ses biens spirituels; veut-on savoir à quelles conditions? Les directeurs des archiconfréries romaines sont autorisés par le Saint-Siége à déléguer des prêtres pour recevoir ainsi les fidèles isolés, qui ne peuvent pas faire partie d'une confrérie locale, puisqu'on suppose qu'elle n'existe pas; il faut bien remarquer que cette délégation concerne les prêtres, et non de simples laïques; il n'y a pas d'exemple qu'on ait établi des zélateurs et encore moins des femmes dans le but d'exciter les fidèles à entrer dans l'association. En outre, les diplômes donnés par les directeurs des archiconfréries romaines expriment invariablement deux conditions; l'une est que le prêtre délégué ne doit rien accepter *quocumque titulo* de la part des fidèles qu'il admet; l'autre porte que ce délégué doit transmettre les noms pour les inscrire sur le registre de l'archiconfrérie ou de la confrérie affiliée. Telles sont les prescriptions canoniques au sujet des pieuses associations dont nous parlons. Ce serait transgresser ces règles salutaires que d'exciter généralement hommes et femmes à gagner des associés, et d'établir, sur tous les points, de simples laïques en qualité de promoteurs et de zélatrices pour l'inscription.

Le décret du Saint-Office de 1703 reprocha aux confréries des âmes du purgatoire, entre autres choses, les admissions arbitraires qu'elles faisaient en dehors des formes requises: *Fideles pro lubitu nulla servata forma dictis confraternitatibus adscripti fuerunt.* De tels abus ne peuvent que compromettre des institutions d'ailleurs bonnes et fournir aux impies des armes contre l'Eglise.

II.

Après ces notions générales, nous devons parler de l'archiconfrérie de l'Assomption de la Sainte-Vierge pour le soulagement des âmes du purgatoire, canoniquement érigée à Rome dans l'église des Rédemptoristes à Sainte-Marie in *Monterone*.

Le titre de l'Assomption convient parfaitemnt à une association instituée pour le soulagement des âmes du purgatoire. L'auguste Vierge fait sentir continuellement sa puissante intercession en faveur des âmes souffrantes, comme le dit sainte Brigitte (lib. 4. c. I. n. 38); elle le fait surtout le jour de sa glorieuse Assomption, qui est pour un grand nombre, le terme de la captivité et le jour de l'entrée triomphante dans l'éternelle gloire. Cette pieuse croyance se fonde sur le témoignage des écrivains accrédités, tels que S. Pierre Damien (opusc. p. 2. c. 5); Gerson (traité du *Magnificat*); Saint Alphonse de Liguori (*Gloires de Marie* p. I. c. 8). L'église de *Monterone*, centre de l'archiconfrérie, est consacrée à Dieu sous le vocable de l'Assomption.

Deux motifs semblent avoir porté les disciples de saint Alphonse à fonder une association pour les âmes du purgatoire dans une des églises qu'ils possèdent à Rome. Le premier motif est le zèle spécial que saint Alphonse témoigna constamment pour la délivrance des saintes prisonnières. Il a consacré à ce sujet le chapitre des *Gloires de Marie* cité plus haut. Les dissertations théologico-morales sur la vie future renferment un traité du purgatoire. Il en parle aussi dans *l'Exposition dogmatique du concile de Trente*. Nous avons d'excellentes considérations dans les deux volumes intitulés: *Histoire et réfutation de toutes les hérésies etc.* Saint Alphonse a composé aussi des prières pour le soulagement des âmes du purgatoire pour tous les jours de la semaine; il a laissé aussi des considérations touchantes et affectueuses sur l'octave des morts.

Le second motif est que, loin de borner son zèle aux vivants, la charité catholique en fait aussi ressentir les effets aux âmes qui ont achevé leur pélerinage ici-bas et ne peuvent jouir de la vue de Dieu parce que sa justice miséricordieuse les retient dans les lieux de l'expiation. Par la communion des saints, la charité s'exerce d'une manière aussi consolante que merveilleuse: l'Eglise triomphante intercède auprès de Dieu pour l'Eglise militante et l'Eglise souffrante: l'Eglise militante glorifie Dieu dans ses saints et lui offre ses suffrages pour les défunts: l'Eglise du purgatoire forme un lien sacré qui unit celle du ciel et celle de la terre; en participant aux œuvres et aux prières que nous offrons, elle

nous ouvre les trésors spirituels. « Quel superbe tableau (dit le comte de Maistre) que celui de cette immense cité des esprits, avec ses trois ordres toujours en rapport! Le monde qui *combat* présente une main au monde qui *souffre* et saisit de l'autre celle du monde qui *triomphe*. » (*Soirées de St-Pétersbourg*, 10e Entretien.).

Les priviléges que les Souverains Pontifes ont accordés à l'archiconfrérie de l'Assomption montrent l'importance de cette salutaire institution.

Le premier, dans l'ordre chronologique, est le décret d'érection de l'association, en date du 28 décembre 1840. Ce décret émana du cardinal-vicaire Della Porta-Rodiani, ordinaire de Rome. D'après la demande du P. Joseph Mautone procureur-général de la Congrégation du Très-Saint Rédempteur, le cardinal-vicaire érige et institue dans l'église de Sainte-Marie in *Monterone* une pieuse association de fidèles vivants pour le soulagement des trépassés. Le décret du cardinal-vicaire défend d'inscrire les morts dans l'association, et prescrit la pleine et entière gratuité; c'est l'application des principes généraux exprimés plus haut.

« Fidem facio per praesentes Ego subscriptus Almae Urbis » Tribunalis Vicariatus secretarius in libro decretorum curren- » tis mensis, et anni particulam reperiri ut infra – Giuseppe » M. Mautone Procuratore Generale della Congregazione del » SSmo Redentore , e superiore della pia casa e chiesa di » S. M. in Monterone umilmente espone – Egli per vieppiù » suffragare le anime sante del purgatorio stima di eriggere » in detta sua chiesa una pia unione di fedeli, come è stata » eretta in altri luoghi, che sono addetti a suffragare dette » sante anime purganti, e l'oratore farà tutto gratis a norma » della cartina stampata che accarta. Che ec. – Decretum – » Josephus tituli S. Susannae S. R. E. Presbyter Cardinalis » Della Porta-Rodiani SSmi Dni Nostri Papae Vicarius in » Urbe Generalis etc. Cum sanctum , ac salubre consilium » sit pro Fidelibus in Christo defunctis, nondum plene a tem- » porali pœna purgatis exorare, quemadmodum Sacrae litterae, » antiqua Patrum traditio, et œumenica tridentina synodus » docent, nil optatius, ac jucundius Nobis offerri poterat, » quam supplex oratoris piissimi libellus, quia eo parat ut » vivorum Fidelium multiplici, ac perpetua oratione animae » in purgatorio igne detentae juventur; illorumque suffragiis » ad cœlorum regna his aditus expeditior pateat. Itaque cum » nullo temporali lucro proposito piam societatem Fidelium ad » illiusmodi finem in ven. ecclesia B. M. V. nuncupata in » Monterone Urbis erigi ea methodo Orator postulet, qua in » aliis catholici orbis locis, et primum Bononiae, Ordinario- » rum auctoritate facta, erecta reperitur, cumque adjectam » Instructionem ab Oratore ipso exhibitam, typisque impres- » sam juxta Ecclesiae institutum esse noverimus, Nos piam » hanc Societatem Fidelium praesenti decreto erigimus, insti- » tuimus, atque adprobamus; potestatemque concedimus Fi- » deles ad opus de quo in precibus aggregandi servata forma » praefatae Instructionis eoque pacto, ut si aliquid ex ea de- » trahendum, vel novi addendum imposterum sit, nonnisi nos- » tra, vel successorum nostrorum in Vicarii munere aucto- » ritate omnino fiat juxta const. S. M. Clem. VIII quae » incipit – Quaecumque –

» Dat. Romae ex aedibus Residentiae Nostrae die 28 mense » decembris anni 1840. J. Card. Vic. Josephus Canonicus » Tarnassi Secretarius. Prout in suprad. libro decretorum ad » quem etc. In quorum etc. Dat. Romae e Secretaria Vica- » riatus die 29 mense decembris 1840.

» Ita est. Joseph Canonicus Tarnassi Secretarius.

» Praesens Decretum exhibitum fuit in Secretaria S. Con- » gregationis Ind. — *A. Archip. Prinzivalli Substitutus.*

Le décret d'érection ne renfermait aucune concession d'indulgences ; le Pape seul pouvait les donner. Par un bref du 19 janvier 1841, Grégoire XVI les accorda, savoir: L'indulgence plénière le jour de l'admission dans la confrérie; à l'article de la mort; le jour de la commémoraison de tous les défunts; aux fêtes de Notre-Seigneur: Noël, Epiphanie, Corpus Domini; aux fêtes de la Sainte-Vierge: Immaculée-Conception, Nativité, Annonciation, Purification et Assomption; enfin, l'indulgence plénière le jour de la fête des saints apôtres Pierre et Paul. Quant aux indulgences partielles, Grégoire XVI concéda sept ans et sept quarantaines pour toutes les autres fêtes de Notre-Seigneur, de la Sainte-Vierge et des saints apôtres; le premier lundi de chaque mois; depuis le samedi de Sexagésime jusqu'au mercredi des cendres et pendant l'octave des morts; l'indulgence de 300 jours pour chaque visite que font les associés dans une église, et l'indulgence de 100 jours pour toute bonne œuvre qu'ils exercent. Quoique ces grâces spirituelles soient renfermées dans le sommaire général des indulgences que nous rapportons plus loin, nous croyons devoir citer le Bref du 19 janvier 1841.

« Gregorius pp. xvi. *Ad perpetuam rei memoriam.* — Piis » hominum societatibus religionis opera obeuntibus libenter » sane Pontificiae Nostrae beneficentiae munera tribuere sole- » mus. Exponendum Nobis curavit dilectus Filius Presbyter » Josephus Maria Mautone Procurator Generalis Congregationis » SSmi Redemptoris, ac Praepositus, seu Superior Domus, et » Ecclesiae S. Mariae in Monterone hujus Almae Urbis ea in » Ecclesia ipsius cura et studio piam Christifidelium Societatem » rite fuisse institutam, quae eo potissimum spectat, ut multi- » plici et perpetua oratione animae piaculari carcere, seu pur- » gatorio igne detentae continuis suffragiis juventur, quo illae » ad coelorum regnum maturius perveniant. Jam vero cum » idem dilectus Filius summopere cupiat hujusmodi piam So- » cietatem coelestibus Ecclesiae thesauris ditari, Nos alacri » libentique animo annuendum censuimus. Auctoritate igitur » Nobis a Domino tradita, deque Omnipotentis Dei miseri- » cordia, ac BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate » confisi; omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus » vere poenitentibus et confessis ac S. Communione refectis, » die quo eidem piae Societati adscribentur plenariam ; ac » tam adscriptis, quam pro tempore adscribendis in dicta pia » Societate in cujuslibet eorum mortis articulo, si vere quoque » poenitentes confessi, ac S. Communione refecti, vel qua- » tenus id facere nequiverint, saltem contriti Nomen Jesu » ore, si potuerint, sin minus corde devote invocaverint, » etiam plenariam: nec non iisdem nunc et pro tempore exis- » tentibus dictae piae Societatis confratribus et consororibus » etiam vere poenitentibus, et confessis, ac S. Communione » refectis, qui praedictam, seu aliam ecclesiam publicam de » Urbe in Nativitatis D. N. J. C., Epiphaniae, SSmi Corporis » Christi, SS. Apostolorum Petri et Pauli festis diebus, ac » in quinque de praecepto Ecclesiae B. M. V. I. festivita- » tatibus, nec non in Commemoratione omnium Fidelium de- » functorum, ac septem diebus continuis immediate respective » sequentibus devote visitaverint, et ibi pro christianorum » principum concordia, haeresum extirpatione, ac S. Matris » Ecclesiae exaltatione pias ad Deum preces effuderint, Ple- » nariam similiter spatio praedictorum respective octiduorum » per unumquemque ex confratribus et consororibus praedictae » piae Societatis semel tantum quolibet anno ad sui libitum » eligendum respective lucrifaciendam omnium peccatorum suo- » rum Indulgentiam et remissionem misericorditer in Domino » concedimus. In qualibet vero ex reliquis Festivitatibus D. N. » J. C., B. M. V. I., SS. Apostolorum, ac septem diebus » immediate sequentibus Commemorationem omnium Fidelium » Defunctorum, Sabatho ante Dominicam Sexagesimae, ac de- » cem diebus immediate sequentibus et prima Feria secunda » cujuslibet mensis praesentis confratribus et consororibus omnia » praemissa peragentibus septem annos et totidem quadragenas:

» quoties autem saltem contritis eamdem ecclesiam et altare ejus-
» dem Confraternitatis, vel aliam publicam ecclesiam ut supra
» visitantibus et orantibus, tercentum dies: denique iisdem
» confratribus et consororibus pariter saltem contritis cum
» aliquod quodcumque pium opus peregerint, centum dies de
» injunctis eis, seu alias quomodolibet debitis poenitentiis in
» forma Ecclesiae consueta relaxamus. Quas omnes et sin-
» gulas Indulgentias, peccatorum remissiones, ac poenitentia-
» rum relaxationes etiam animabus Christifidelium, quae Deo
» in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, per mo-
» dum suffragii applicari posse etiam in Domino indulgemus. In
» contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Prae-
» sentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus au-
» tem ut si alias praedictis confratribus et consororibus prae-
» missa peragentibus aliqua alia Indulgentia perpetua, vel ad
« tempus nondum elapsum duratura concessa fuerit, praesentes
» nullae sint. Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Pisca-
» toris die XIX Januarii MDCCCXLI. Pontificatus Nostri Anno
» Decimo. — *A. Card. Lambruschini.*

» Praesentes Litterae in forma Brevis exhibitae fuerunt in
» Secretaria S. Congregationis Indulg. 11 januarii 1860. —
» *A. Archip. Prinzivalli Subst.* »

Un Bref du 12 février 1841 statua que les indulgences de la pieuse association pourraient être gagnées par les associés en quel lieu du monde qu'ils fussent établis.

« Gregorius PP. XVI. — *Ad perpetuam rei memoriam.*
» Exponi Nobis nuper fecit dilectus Filius Presbyter Josephus
» M. Mautone Procurator Generalis Congregationis Sanctissimi
» Redemptoris, ac Praepositus, seu Superior Domus, et Ec-
» clesiae S. Mariae in Monterone de Urbe, in eadem Ecclesia
» ab ipso canonice institutam fuisse piam unionem, seu so-
» cietatem, quae eo spectat, ut perpetua oratione animae Pur-
» gatorii igne detentae continuis suffragiis juventur, ut illae
» ad coelestia regna perveniant, et cujus confratribus, et con-
» sororibus dictam Ecclesiam, seu aliam hujus Almae Urbis
» visitantibus, et ibidem orantibus aliaque injuncta opera adim-
» plentibus nonnullae Indulgentiae, peccatorum remissiones, ac
» poenitentiarum relaxationes per similes in forma Brevis expe-
» ditas Litteras, quarum tenorem praesentibus pro expresso, et in-
» serto haberi volumus perpetuo concessae fuerunt. Cum autem
» confratres, et consorores Societatis, seu piae Unionis hu-
» jusmodi non Romae tantum, sed et alibi moram trahant,
» Nos propterea per supplices preces adiit, ut in praemissis
» opportune providere, ac ut infra indulgere de benignitate
» Apostolica dignaremur. Nos igitur, ut Societas hujusmodi ma-
» jora in dies suscipiat incrementa, hujusmodi supplicationibus
» permoti, de Omnipotentis Dei misericordia, ac BB. Petri et
» Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi: omnibus, et
» singulis confratribus, et consororibus dictae Societatis, seu
» Piae Unionis tam adscriptis, quam pro tempore adscribendis
» ubicumque moram trahentibus, qui de cetero pro consecu-
» tione Indulgentiarum prædictarum, injunctis operibus adim-
» pletis, aliquam respective ecclesiam, in qua SSmum Eucharis-
» tiae Sacramentum asservatur praescriptis, ut supra, diebus pie
» visitaverint; infirmis autem, aliove legitimo impedimento
» detentis, qui alia pietatis opera quae pro viribus exercere
» poterunt peregerint, ac pro Christianorum Principum con-
» cordia, haeresum extirpatione, ac S. Matris Ecclesiae exal-
» tatione pias ad Deum preces effuderint, ut eas omnes, et
» singulas Indulgentias, peccatorum remissiones, ac pœnitentia-
» rum relaxationes consequi possint, et valeant, perinde ac si
» ecclesiam Almae Urbis visitarent, Auctoritate Apostolica tenore
» prœsentium similiter perpetuo concedimus, et indulgemus. Non
» obstantibus Nostra, et Cancellariae Apostolicae regula de non
» concedendis Indulgentiis ad instar, aliisque Constitutionibus,
» et Ordinationibus Apostolicis, ceterisque contrariis quibus-
» cumque. Datum Romae apud S. Petrum sub Annulo Pisca-
» toris die XII Februarii MDCCCXLI Pontificatus Nostri
» Anno Undecimo. — *A. Card. Lambruschini.*

» Praesentes Literae in forma Brevis exhibitœ fuerunt in
» Secretaria S. Congregationis Indulg. die 11 januarii 1860. —
» *A. Archip. Prinzivalli Substit.* »

Un autre Bref, en date du 4 mai, déclara privilégié pour les associés la chapelle ou l'autel de l'Association dans l'église de Sainte-Marie de *Monterone*. Tant de concessions en si peu de temps attestent le progrès rapide que faisait la nouvelle confrérie.

« Gregorius PP. XVI. — *Ad perpetuam rei memoriam.*
» Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca
» spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde
» fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi,
» ejusque Sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis
» adjutae ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei
» misericordiam perduci valeant. Volentes igitur altare So-
» cietatis, seu Congregationis in suffragium animarum pur-
» gatorii in ecclesia S. Mariae in Monterone de Urbe cano-
» nice, ut asseritur, erectae privilegio Apostolico decorare:
» auctoritate Nobis a Domino tradita, deque omnipotentis Dei
» misericordia, ac BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus aucto-
» ritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis secularis,
» vel cujusvis Ordinis, Congregationis, et Instituti regularis
» missam Defunctorum pro anima cujuscumque confratris, et
» consororis praedictae Societatis, seu Congregationis, quae
» Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad praes-
» criptum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae
» per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejus-
» dem Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Ma-
» riae, Sanctorum omnium meritis suffragantibus a purgatorii
» pœnis liberetur concedimus, et indulgemus. In contrarium
» facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus per-
» petuis futuris temporibus valituris. Datum Romae apud S. Pe-
» trum sub annulo Piscatoris die IV Maji MDCCCXLI. Pon-
» tificatus Nostri Anno Undecimo. — *A. Card. Lambruschini.*
» Praesentes Litterae Apostolicae in forma Brevis exhibitae
» fuerunt in Secretaria S. Congregationis Indulg. die 11 ja-
» nuarii 1860. — *A. Archipr. Prinzivalli Substitutus.* —

La confrérie sous le vocable de l'Assomption n'avait pas encore six mois d'existence, lorsque Grégoire XVI l'érigea en archiconfrérie, en lui conférant tous les droits priviléges et indults dont jouissent présentement et dont pourront jouir à l'avenir les autres archiconfréries de Rome. La rapidité avec laquelle l'Association romaine s'est propagée dans le monde entier montre clairement le réveil de la dévotion et de la charité pour les âmes du purgatoire. L'adoucissement des salutaires rigueurs de la discipline chrétienne et la tiédeur trop fréquente de nos jours permettent peu d'espérer que beaucoup de chrétiens mourant dans la grâce puissent être admis à jouir de la vision béatifique, sans avoir des dettes envers la justice divine qu'il leur faut satisfaire par une expiation plus ou moins longue et rigoureuse.

« Gregorius PP. XVI. — *Ad perpetuam rei memoriam.*
» Piorum hominum Societates ad Omnipotentis Dei gloriam,
» atque animarum salutem institutas decet sane Pontificiae
» beneficentiae muneribus donari. Exponendum Nobis curavit
» dilectus filius presbyter Josephus Maria Mautone Procurator
» Generalis Congregationis Clericorum Saecularium SS. Re-
» demptoris, ejus cura, et studio in templo S. Mariae in
» Monterone hujus almae Urbis Nostrae piam Sodalitatem
» canonice institutam fuisse, quae eo potissimum spectat, ut
» piis Christifidelium operibus animae piaculari in carcere
» inclusae summopere juventur, quo coelestes sedes inire pos-
» sint. Itaque cum idem dilectus filius vel maxime cupiat hanc
» piam Sodalitatem Archisodalitatis titulo, ac juribus donari,
» Nos ipsius votis alacri, libentique animo annuendum cen-

» suimus. Quamobrem ad istius Sodalitatis decus, quantum » in Domino possumus augendum, ac omnes, quibus hae Lit- » terae favent peculiari beneficentia prosequi volentes, et a » quibusvis excommunicationis, suspensionis, et interdicti aliis- » que ecclesiasticis censuris, sententiis, et poenis quovis modo, » vel quavis de causa latis si quas forte incurrerint, hujus » tantum rei gratia absolventes, et absolutos fore censentes » Sodalitatem in ecclesia S. Mariae in Monterone hujus Ur- » bis ad animas purgatorio igne detentas juvandas institutam » hisce Litteris Auctoritate Nostra Apostolica Archisodalitatis » titulo perpetuo decoramus. Illi propterea singula quaeque » jura, privilegia, honores, atque indulta quavis voce desi- » gnanda, quibus aliae Archisodalitates ex usu, et consuetu- » dine utuntur, fruuntur, vel uti, et frui possunt ac poterunt » concedimus, et indulgemus. Tibi Tuisque in Procuratoris » Generalis munere successoribus Auctoritate Nostra perpetuum » in modum facultatem facimus cujus ope, alia quaecumque » sodalitia ejusdem nominis, et instituti extra Urbem ubilibet » erectae in commemoratam Archisodalitatem, servata tamen » forma constitutionis fel: rec: Clementis PP. VIII Praede- » cessoris Nostri edita, adsciscere, seu aggregare libere et » licite possint, atque illis omnes, et singulas Indulgentias, » peccatorum remissiones, et poenitentiarum relaxationes, » quibus ipsa pollet communicare. Haec concedimus, atque » elargimur, decernentes has Litteras firmas, validas, et ef- » ficaces existere, et fore, suosque plenarios, et integros » effectus sortiri, et obtinere, ac illis ad quos spectat, et » spectabit, hoc, futurisque temporibus plenissime suffragari. » Sicque in praemissis per quoscumque Judices Ordinarios, » et Delegatos; etiam Causarum Palatii Apostolici Auditores » judicari, et definiri debere ac irritum et inane si secus » super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel igno- » ranter contigerit attentari. Non obstantibus constitutionibus, » et sanctionibus apostolicis, nec non quatenus opus sit ejus- » dem Sodalitatis etiam juramento confirmatione Apostolica, » vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudi- » nibus, privilegiis quoque Indultis, et Litteris Apostolicis in » contrarium praemissorum quomodolibet concessis, confirma- » tis, et innovatis; quibus omnibus, et singulis illorum tenores » praesentibus pro plene, et sufficienter expressis, ac de verbo » ad verbum insertis habentes; illis alias in suo robore per- » mansuris ad praemissorum effectum hac vice dumtaxat » specialiter, et expresse derogamus caeterisque contrariis » quibuscumque. — Datum Romae apud S. Petrum sub annulo » Piscatoris die VIII mensis junii MDCCCXLI Pontificatus » Nostri Anno XI. — *A. Card. Lambruschini.* »

Ce bref fut le dernier acte de Grégoire XVI en faveur de l'Archiconfrérie. Les choses demeurèrent ainsi pendant plusieurs années.

Les Souverains Pontifes ont concédé des indulgences plénières qu'on peut gagner une fois par mois, pourvu qu'on fasse chaque jour certaines prières ou des exercices de piété. Quoiqu'il existe un grand nombre de concessions de ce genre, un Bref du 30 septembre 1859 a accordé aux membres de l'Archiconfrérie l'indulgence plénière une fois par mois, le jour qu'ils choisiront, pourvu qu'ils se confessent et communient, et que visitant l'église où l'Association est établie ou leur église paroissiale, ils prient à l'intention du Pape. Voici le document attestant cette concession.

« Pius PP. IX. — *Ad perpetuam rei memoriam.* Ad augen- » dam fidelium religionem, et animarum salutem coelestibus » Ecclesiae thesauris pia charitate intenti, omnibus, et singulis » confratribus, et consororibus archiconfraternitatis solandis » animabus igne purgatorio detentis ad sanctae Mariae vulgo, » in Monterone, almae hujus urbis canonice, ut asseritur, ins- » titutae qui uno cujuslibet mensis die sibi uniuscujusque arbitrio » deligendo vere poenitentes, et confessi, ac S. Communione » refecti, aut praefatam ecclesiam, et archiconfraternitatis ora- » torium, vel altare, aut respectivam parochialem ecclesiam » devote visitaverint, et ibi pro christianorum principum con- » cordia, haeresum extirpatione, ac S. Matris Ecclesiae exal- » tatione pias ad Deum preces effuderint, quo die praefatorum » id egerint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgen- » tiam, et remissionem, quae etiam animabus Christifidelium, » quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, » per modum suffragii applicari poterit, misericorditer in Do- » mino concedimus. In contrarium facientibus non obstantibus » quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus va- » tituris. — Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris » die XXX septembris MDCCCLIX. Pontificatus Nostri Anno » Decimoquarto. — *Pro Dño cardinali Macchi.* — *Fr. B. Bran- » caleoni Castellani.*

» Praesentes literae apostolicae in forma brevis exhibitae » fuerunt in secretaria S. Congregationis Indulgentiarum die » 11 januarii 1860. — *A. Archipresb. Prinzivalli. Substi- » tutus.* —

Il était nécessaire de se confesser et communier pour gagner certaines indulgences partielles de l'Archiconfrérie, et il fallait dire la messe des morts afin de pouvoir faire usage de l'autel privilégié. Un décret de la S. Congrégation des Indulgences en date du 24 janvier 1859, modifie les conditions. « *Congregationis SSmi Redemptoris. Decretum. Ex » Audientia SSmi die 24 januarii 1859.* Extat in ecclesia » Congregationis Sanctissimi Redemptoris vulgo S. Mariae » *in Monterone* de Urbe quaedam pia Sodalitas ad sola- » tium animabus in purgatorio detentis porrigendum cano- » nice erecta, quae a san. me. Gregorio XVI per Litteras » Apostolicas in forma Brevis diei 19. januarii et 4 mar- » tii 1841, Indulgentiis et privilegiis donata, ac diei 8 junii » ejusdem anni Archisodalitatis titulo decorata fuit. Quia vero » in enunciatis Brevibus quoad privilegium altaris pro defunctis » adscriptis requirebatur missa de Requie; et quoad partiales » Indulgentias injungebatur Sacramentorum susceptio; hinc » Procurator Generalis praefatae Congregationis enixis preci- » cibus exoravit SSmum Dñum Nostrum Pium PP. IX ut de » Apostolica benignitate dignaretur commutare celebrationem » Missae defunctorum iis omnibus diebus a Rubricis impeditis, » ita ut missa eodem modo suffragetur quamvis sub ritu du- » plici sit celebranda; nec non dispensare sodales a sacra- » mentorum susceptione pro acquirendis partialibus Indulgen- » tiis in praefatis Brevibus enunciatis. Quamobrem facta per » me infrascriptum S. Congregationis Secretarium eidem SSmo » de omnibus relatione, Sanctitas Sua circa altaris privile- » gium mandavit servari Decretum S. Congregationis diei 2 » julii 1669 confirmatum a S. M. Clemente XIV diei 7 mar- » tii 1771 in quo declaratum est celebratione missarum Sancto- » rum Ritus duplicis revera satisfieri, ac suffragari pro missis » privilegiato altari addictis pro Dominicis, aliisque diebus » in quibus defunctorum missas celebrare vetitum est; quoad » vero Indulgentias partiales in allatis Brevibus jam elargitas, » clementer indulsit, ut sodales, caeteris adimpletis conditio- » nibus injunctis, loco sacramentorum susceptionis, corde sint » saltem contrito. Praesenti perpetuis futuris temporibus va- » lituro absque ulla Brevis expeditione. Non obstantibus in » contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romae ex Secre- » taria Sacrae Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis » praepositae die et anno ut supra. F. Card. Asquirius Praef.

Un décret du 8 août de la même année statue que l'autel privilégié dont jouit l'autel de l'archiconfrérie à Sainte-Marie de Monterone est communiqué, avec les indulgences, à toute confrérie affiliée, nonobstant le décret de Benoît XIV du 2 mars 1748, d'après lequel la communication générale des priviléges ne comprend pas l'autel privilégié.

Deux prérogatives de grand prix furent accordées à l'Archi-

confrérie par un décret de la S. Congrégation des Indulgences du 26 mars 1860. La première porte que l'autel privilégié des confréries aggrégées à l'Association primaire de Sainte Marie de Monterone n'est pas seulement valable pour les associés défunts, mais qu'il l'est aussi pour l'âme de tous les fidèles décédés, associés ou non. La seconde révoque l'obligation de visiter une église où le Saint-Sacrement est conservé, comme il est prescrit dans les premiers indults. « *Urbis et Orbis. Decretum. Ex Audientia, die 26 martii 1860.* Extat in ecclesia S. Mariae vulgo *in Monterone* de Urbe Congregationis SSmi Redemptoris quaedam Pia Archisodalitas pro solandis animabus in Purgatorio detentis, quae a S. M. Gregorio XVI pluribus est Indulgentiis ac privilegiis ditata, inter quae illud praesertim quod missae quae a quocumque sacerdote sive saeculari sive regulari in suffragium defunctorum sodalium in altari praedictae Archisodalitatis celebrabuntur, eodem gaudeant privilegio ac si in altari privilegiato celebratae fuissent; quod quidem privilegium ex speciali gratia a SSmo Dno Nostro PP. Pio IX extensum fuit ad omnes sodalitates ejusdem tituli eidem Archisodalitati jam aggregatas, ac in posterum aggregandas. Cum vero ejusdem Archisodalitatis finis sit non modo animabus sodalium tantum defunctorum juvandi, sed omnium defunctorum fidelium animas a purgatorii pœnis liberandi; hinc enixis precibus R. Pater Brixius Queloz praememoratae Congregationis SSmi Redemptoris Procurator Generalis, ejusdemque Archisodalitatis Generalis Moderator Eumdem SSmum Dnum Nostrum humillime rogabat, ut de Apostolica benignitate idem privilegium ad altare proprium tam Archisodalitatis, quam cujuscumque Sodalitatis sub eodem titulo dictae Archisodalitati aggregatae, ac in posterum aggregandae, pro anima cujusvis defuncti, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, dignaretur extendere. Cum itaque Sanctitas Sua vota oratoris clementissime excepisset, benigne annuit in omnibus pro gratia juxta preces. Insuper cum idem Archisodalitatis Moderator exposuisset, quod praelaudatus Pontifex Gregorius XVI fel. rec. in concedendis praememoratae Archisodalitati pluribus Indulgentiis, suo Brevi diei 12 februarii 1841 eam injunxisset conditionem, ut Sodales extra Urbem moram trahentes, aliquam respective ecclesiam, *in qua SSmum Eucharistiae Sacramentum asservatur, visitarent*; atque ex hac adjecta conditione plures Christifideles adscripti, qui vel ruri, aut iis in locis morantur, ubi vix ecclesia, seu publicum sacellum existit, quin in eo Sanctissimum Sacramentum asservetur, Indulgentiarum acquisitione frustrantur, eadem Sanctitas Sua clementer indulsit, ut omnes et singuli Christifideles praefatae Archisodalitati adscripti, vel aggregati eas omnes, et singulas Indulgentias Archisodalitati concessas lucrari possint, et valeant visitantes ecclesiam seu publicum oratorium etiamsi in eis non inveniatur SSmum Eucharistiae Sacramentum asservatum, dummodo tamen caeteras alias injunctas conditiones fideliter adimpleant. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. — Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum. — *F. Card. Asquinius Praef. — Aloisius Colombo Secret.*

Un Bref du 22 janvier 1861 a communiqué aux membres de l'Archiconfrérie les indulgences des stations de Rome, qui sont si renommées depuis les premiers siècles et dont S. Grégoire le Grand a désigné les jours comme nous les voyons dans le missel romain, sauf quelques légers changements qui ont été introduits dans la suite. Les associés dispersés dans le monde chrétien peuvent donc gagner les indulgences attachées aux Stations romaines, tant celles du carême que celles des autres époques de l'année, en visitant une église, ou chapelle publique quelconque, sous les conditions énoncées dans le *Summarium* rapporté plus loin. Le même Bref contient des indulgences spéciales pour le mois de novembre, que la piété consacre aux âmes du purgatoire.

« Pius PP. IX. *Ad perpetuam rei memoriam.* Expositum est nobis nomine Archisodalitatis in ecclesia S. Mariae in Monterone congregationis clericorum saecularium SSmi Redemptoris de Urbe canonice erectae, cujus praecipuum est piis Christifidelium operibus animas piaculari in carcere inclusas summopere juvare, quod ejusdem Archisodalitatis confratres et consorores ad suffragia et solatia dictis animabus afferenda pium exercitium mense integro novembri in eadem ecclesia singulis annis peragendum instituere intendant. Ideo praedictae Archisodalitatis Moderator dilectus filius Brixius Queloz hodiernus Procurator Generalis, ut praefertur, memoratae congregationis humiles preces Nobis porrexit ut fidelibus hujusmodi pium exercitium peragentibus coelestes Indulgentiarum thesauros donare de benignitate Apostolica dignaremur. Nos porrectis Nobis supplicationibus annuendum, ac ut infra, indulgendum censuimus. Quare de Omnipotentis Dei misericordia, ac BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, confratribus et consororibus nunc et pro tempore in dicta Archisodalitate existentibus, nec non omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus, qui in ecclesia S. Mariae in Monterone nuncupatae de Urbe peracto pio exercitio de licentia dilecti filii Nostri in eadem Urbe Vicarii in spiritualibus Generalis instituendo quocumque die mensis novembris saltem corde contrito adstiterint, et pro Christianorum Principum concordia, haeresum extirpatione, ac S. Matris Ecclesiae exaltatione pias ad Deum preces effuderint, septem annos, totidemque quadragenas de injunctis eis, seu alias quomodolibet debitis pœnitentiis in forma Ecclesiae consueta relaxamus: ut vero memorati confratres et consorores ab infirmitate impediti quominus eidem pio exercitio adesse valeant, dummodo tamen corde contrito ter psalmum centesimum vicesimum nonum, qui incipit *De profundis* quacumque die mensis novembris devote recitaverint, omnes earumdem poenitentiarum relaxationes consequi libere ac licite possint Auctoritate Nostra Apostolica tribuimus. Insuper dictis confratribus et consororibus, nec non omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus, qui vere poenitentes et confessi, ac S. Communione refecti saltem per duodecim vices eidem pio exercitio in praefata ecclesia interfuerint, et ut supra oraverint, plenariam omnium peccatorum suorum Indulgentiam et remissionem misericorditer in Domino concedimus: quas omnes et singulas Indulgentias, peccatorum remissiones ac pœnitentiarum relaxationes etiam Animabus Christifidelium quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint per modum suffragii applicari posse impertimus. Tandem Archisodalitatis memoratae confratribus et consororibus extra Urbem degentibus ut singulis Quadragesimae et aliis infra annum diebus pro consequendis Indulgentiis Stationum nuncupatis in missali romano descriptis quamcumque ecclesiam, seu quodcumque oratorium publicum singulis annis devote visitantes, omnes et singulas Indulgentias, peccatorum remissiones, ac poenitentiarum relaxationes consequantur, quas consequerentur, si quamlibet ex ecclesiis Almae Urbis Nostrae pro dictis Stationibus designatis personaliter eisdem diebus ac devote visitarent, dummodo quae pro Indulgentiis consequendis pietatis opera injuncta sunt rite praestiterint, eadem Auctoritate Nostra Apostolica concedimus. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Apostolicae regula de non concedendis Indulgentiis ad instar, aliisque Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis, caeterisque contrariis quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romae apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die XXII januarii MDCCCLXI. Pontificatus Nostri Anno Decimoquinto. — *G. Card. De Genga.*

» Praesentes Literae Apostolicae in forma Brevis sub die » 22 januarii currentis anni expeditae, exhibitae fuerunt in Se- » cretaria Sacrae Congregationis Indulgentiarum die 2 martii » ejusdem anni 1861 ad formam Decreti praefatae S. Congre- » gationis diei 14 aprilis 1856. In quorum fidem etc. Datum » Romae ex eadem Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum » die et anno ut supra. — *A. Archip. Prinzivalli Substitutus.*

La constitution *Quaecumque a Sede Apostolica* de Clément VIII, loin de permettre d'ériger deux confréries du même titre dans un lieu, exige au contraire une certaine distance. En outre, il est de règle que les archiconfréries n'aggrègent que les confréries qui portent le même titre qu'elles. Un décret du 23 août 1861 a exempté de ces règles l'archiconfrérie de l'Assomption de la Sainte-Vierge pour le soulagement des âmes du purgatoire, en l'autorisant à aggréger les confréries qui ont un autre titre, pourvu qu'elles ajoutent à ce titre primitif la mention expresse du but spécial de soulager les fidèles défunts. Les directeurs des confréries et les autres prêtres subdélégués ont été autorisés à bénir le chapelet de S. Michel, c'est à dire la *Couronne angélique* approuvée en 1851. « *Urbis. Congregationis SSmi Redemptoris. De-* » *cretum. Ex Audientia SSmi. Die 23 augusti 1861.* In » Congregationis SSmi Redemptoris ecclesia vulgo *S. Mariae* » *in Monterone* de Urbe pluribus abhinc annis extat quaedam » pia Unio *ad levamen animarum in Purgatorio existentium* » canonice erecta, ac multis jam Indulgentiis ac privilegiis » ditata, quae ex speciali Indulto San: Me: Gregorii PP. XVI » aliis quoque ejusdem tituli Unionibus canonice pariter erectis » easdem Indulgentias eademque privilegia communicat tam- » quam Primaria, quae Archisodalitatis titulo jam est insi- » gnita. Nunc vero ut fidelium pietas erga defunctorum » animas piacularibus flammis addictas magis ac magis incre- » mentum suscipiat, ex parte Procuratoris Generalis praefatae » Congregationis, qui Generalis Moderatoris praedictae piae » Unionis munere fungit, novae et humillimae delatae sunt » preces SSmo Dno Nostro Pio PP. IX ut nonnulla alia pri- » vilegia eidem piae Unioni de Apostolica benignitate indul- » gere dignaretur. Facta itaque per me infrascriptum Secre- » tariae S. Congregationis Indulgentiarum Substitutum Eidem » SSmo de omnibus relatione in Audientia diei 23 augus- » ti 1861, Sanctitas Sua clementer indulsit, ut ipsi Moderatori » praememoratae piae Unioni de Urbe aggregare liceat cum » Indulgentiarum privilegiorumque communicatione alias ejus- » dem tituli Uniones locorum etiam in quibus alia jam existit » ipsius tituli Unio, quatenus eas erigere loci Ordinarius » opportunum judicaverit, non obstante distantiae defectu, » sed in reliquis servata Constitutione Sa: Me: Clementis » PP. VIII quae incipit – *Quaecumque a Sede Apostolica* etc.–. » Item generali Moderatori facultatem elargitus est sacerdotes » subdelegandi ad effectum adscribendi fideles supraenunciatae » piae Unioni iis in locis, ubi eadem Unio haud existit, » ea tamen lege, ut adscriptorum nomina in Album Pri- » mariae, seu vicinioris ejusdem tituli Unionis inserantur. » Ac insuper supramemorato generali Moderatori concessit » facultatem huic Primariae Unioni aggregandi quoque Soda- » litates seu Confraternitates canonice tamen erectas, licet » alio titulo, aliove instituto distinguantur, addita tantum » priori titulo appellatione – *Ad levamen Animarum in Pur-* » *gatorio existentium* –; servata pariter in reliquis supra ex- » pressa Constitutione. Rectoribus vero uniuscujusque piae » Unionis, nec non sacerdotibus ut supra subdelegatis ac in » posterum subdelegandis pro fidelium adscriptione potesta- » tem impertitus est benedicendi pro fidelibus adscriptis Co- » ronas S. Michaelis Archangeli, vulgo *Coronas Angelicas* » cum adnexis Indulgentiis juxta Decretum Sacrae Rituum » Congregationis diei 8 augusti 1851. Et tandem Idem » SSmus peramanter indulsit ut praefatus generalis Moderator » in aggregandis aliis Unionibus seu Confraternitatibus uti » possit et valeat consueto diplomate, quo hucusque usus » est, dummodo in substantialibus cum Decretis hujus Sacrae » Indulgentiarum Congregationis sub die 8 januarii 1861 » editis, plene concordet. Praesenti perpetuis futuris tem- » poribus valituro absque ulla Brevis expeditione. Non obstan- » tibus in contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romae » ex Secretaria ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum. — » *F. Card. Asquinius Praefectus* — *A. Archip. Prinzivalli* » *Substitutus.* »

La dévotion à S. Michel Archange et à S. Joseph doit être recommandée à une Association dont le but est le soulagement des âmes du purgatoire. L'Eglise nous enseigne que le prince de la milice céleste est chargé de recevoir les âmes à la sortie de ce monde et de les présenter à Dieu après leur expiation: *Archangele Michael, constitui te principem super omnes animas suscipiendas; ne cadant in obscurum, sed signifer sanctus Michael repraesentet eas in lucem sanctam.* Nul doute aussi que saint Joseph, qui intercède pour les agonisants, ne fasse sentir les effets de sa protection aux âmes détenues dans les flammes du purgatoire. C'est pourquoi un Bref du 18 février 1862 a concédé aux associés de l'Archiconfrérie l'indulgence plénière pour les deux fêtes de S. Michel (8 mai et 29 septembre) et pour les fêtes de S. Joseph (19 mars et 3e dimanche après Pâques.)

Comme la visite des cimetières est très propre à réveiller le souvenir des défunts et à exciter le zèle pour leur soulagement, les fidèles doivent être encouragés à se rendre fréquemment dans ces lieux sacrés où reposent les dépouilles mortelles des chrétiens dans l'attente de la résurrection qui doit les unir de nouveau à l'âme immortelle. Un bref du 27 mai 1863 a accordé des indulgences aux membres de l'Archiconfrérie qui visitent les cimetières.

« Pius PP. IX. — *Ad perpetuam rei memoriam.* Coeme- » teria christianorum maxima semper religione servata, ac » magno in honore fuisse habita res est cuique compertissima. » Haec sodales piae archiconfraternitatis sub titulo Assumptio- » nis B. M. V. I. et ad suffragia ferenda animabus purgatorii » igni addictis canonice erectae in ecclesia S. Mariae vulgo » in Monterone nuncupata de Urbe perpendentes, omne studium » pro suo instituto ponendum esse duxerunt, ut hujusmodi re- » ligio ac honor penes quascumque gentes custodiatur. Hinc » iidem sodales per hodiernum dictae piae archiconfraternitatis » moderatorem enixas preces nobis admovendas curarunt, ut ad » augendam Christifidelium pietatem, ac venerationem in sacra » memorata loca illos coelestium munerum, quorum dispen- » satores Nos esse voluit Altissimus, elargitione ditaremus. » Nos praefatis supplicationibus, quae dum veneranda coe- » meteria debito honore prosequi, etiam animabus piaculari igni » addictis solatium, levamenque afferre intendunt, obsecun- » dare ac ut infra indulgere de benignitate Apostolica voluimus » Quare de Omnipotentis Dei misericordia, ac BB. Petri et » Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, omnibus et sin- » gulis confratribus et consororibus praefatae piae Archicon- » fraternitati jam descriptis, vel pro tempore describendis saltem » corde contritis, qui quodlibet publicum coemeterium, ubi Chris- » tifideles in somno pacis requiescunt, visitaverint, ibique pro » defunctis exoraverint, qua vice id egerint, septem annos, » totidemque Quadragenas de injunctis eis, seu alias quomo- » dolibet debitis penitentiis in forma Ecclesiae consueta rela- » xamus. Memoratis vero confratribus et consororibus vere » poenitentibus, et confessis ac S. Communione refectis, qui » saltem infra mensis spatium quater vicibus pietatis opera supra » praescripta peregerint, nec non etiam quamlibet ecclesiam » publicam devote visitaverint, et ibi pro christianorum Prin- » cipum concordia, haeresum extirpatione, ac S. Matris Ecclesiae » exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam semel

» tantum quolibet mense per unumquemque confratrum et » consororum lucrifaciendam omnium peccatorum suorum in- » dulgentiam et remissionem misericorditer in Domino con- » cedimus; quas omnes, et singulas indulgentias peccatorum » remissiones, ac poenitentiarum relaxationes etiam animabus » Christifidelium, quae Deo in charitate conjunctae ab hac » luce migraverint, per modum suffragii applicari posse etiam » in Domino indulgemus. In contrarium facientibus non obstan- » tibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus » valituris. — Datum Romae apud S. Petrum sub annulo pis- » catoris die XXVII martii MDCCCLXIII. Pontificatus Nostri » Anno Decimoseptimo. — *Pro Dño card. Barberini.* — » *Jo. B. Brancaleoni Castellani.* »

» Praesentes Literae Apostolicae in forma Brevis sub die 27 » martii 1863 exhibitae fuerunt in Secretaria S. Congrega- » tionis Indulgentiarum ad formam Decreti ejusdem S. Con- » gregationis dici 14 aprilis 1856. In quorum Fidem etc. — » Datum Romae ex eadem Secretaria die 9 aprilis 1863. — » *A. Archipr. Prinzivalli Substitutus.*

Voyant la sollicitude avec laquelle le Saint-Siége a répandu de si grands bienfaits sur l'Archiconfrérie des PP. Rédemptoristes, les généraux de plusieurs ordres religieux ont bien voulu lui communiquer les biens spirituels dont ils jouissent par concession des Souverains Pontifes. Ainsi, pour les directeurs et pour les prêtres subdélégués de l'Archiconfrérie, le pouvoir de bénir et d'indulgencier les chapelets et les scapulaires de divers genres; pour les simples associés, l'affiliation, la participation et la communication pendant la vie, à l'article de la mort et après la mort, à tous les saints sacrifices, prières, jeûnes, aumônes, macérations, pénitences, veilles, exercices de piété et autres bonnes œuvres qui sont pratiquées dans les couvents d'hommes et de religieuses de l'univers. Les enfants de S. Alphonse, imitant sa piété envers les défunts, dirigent l'Archiconfrérie, et offrant à leur tour leurs suffrages, leurs prières et toutes leurs bonnes œuvres pour les âmes du Purgatoire, ils forment ainsi un nouveau lien avec les associés qui se dévouent spécialement à cette sainte œuvre,

On voit que l'Archiconfrérie des PP. Rédemptoristes se recommande par le zèle qu'elle témoigne pour les fidèles défunts et par l'abondance des richesses spirituelles dont jouissent les directeurs et les associés. Les obligations consistent à prier fréquemment pour les défunts et à faire dire une messe par an si on peut; sinon, toute œuvre de piété en tient lieu. Les congrégations de jeunes gens et de filles et les communautés religieuses peuvent se faire aggréger; il suffit pour cela de recourir aux directeurs, ou bien aux prêtres subdélégués.

Nous allons rapporter le sommaire des indulgences dûment revu et approuvé par la S. Congrégation, et précédé d'avis spéciaux, tant pour les directeurs que pour les associés. Ils contiennent la réponse à toutes les questions qui peuvent se présenter.

MONITA

Ad Directores Confraternitatum aggregatarum et ad sacerdotes pro adscriptione fidelium subdelegatos.

1. Promoveant pro viribus devotionem suffragandi animas Purgatorii, praecipue per erectionem piarum Unionum seu Confraternitatum quae nostrae Primariae aggregentur, et exhortando fideles ut tam salutiferae societati dent sua nomina.

2. Satagant ut lingua vernacula typis imprimatur ac divulgetur sequens indulgentiarum et gratiarum Archiconfraternitati concessarum summarium.

3. Adscriptio fidelium et summarii distributio gratis fiat ac pro solius Dei honore et animarum solatio ad normam Constitutionum Apostolicarum.

4. Aggregatio piae alicujus associationis vel confraternitatis et subdelegatio sacerdotum pro adscriptione fidelium a moderatore archiconfraternitatis in ecclesia S. Mariae in Monterone de Urbe petuntur. Desideratur ut singulis quatuor vel quinque annis unaquaeque confraternitas aggregata numerum, non nomina, suorum adscriptorum in Album Primariæ transmittat.

5. Piae Uniones seu confraternitates erigi et aggregari nostrae Primariae possunt de consensu ordinarii pro omnibus fidelibus in quibuscumque ecclesiis vel oratoriis publicis. In ecclesiis vero vel oratoriis Religiosarum pariter de consensu ordinarii pro ipsis monialibus, suis novitiis, mulieribus apud se commorantibus, suis alumnis aliisque puellis sub illarum directione et educatione, quae postea semper adscriptae remanent.

6. Curent ut frequenter missae pro animabus Purgatorii applicentur, et ut die secunda novembris et per septem sequentes dies pium aliquod exercitium pro illis animabus instituatur. Hoc exercitium jam in variis ecclesiis confraternitatum aggregatarum per totum mensem novembris cum summa fidelium consolatione peragitur, propterea november *mensis animarum Purgatorii* dicitur.

7. Consolantissimum est adscriptis nosce se cum centenis millium sodalium in singulis mundi partibus communionem precum et suffragiorum pro se suisque charis defunctis habere. Adscripti sunt fideles ex omnibus statibus hominum, nec non ordinibus religiosorum ac monialium, qui fere innumerabilibus paenitentiis, ciliciis, jejuniis, orationibus, eleemosynis, aliisque piis operibus ac praecipue missis celebratis confratres et consorores viventes et defunctos adjuvant et suffragant.

MONITA AD SODALES

1. Adscripti sacerdotes infra annum semel missam celebrent; saeculares vero eam celebrare faciant pro omnibus animabus in Purgatorio detentis, specialiter pro illis quae huic piae unioni nomen dederunt, quae majori succursu indigent, vel a nemine memorantur, aut miserrime in Purgatorio existunt. Saepe pro illis orent.

2. Qui nequeunt missam celebrare nec pro missa eleemosynam dare, supplere possunt per receptionem sacramentorum Paenitentiae et Eucharistiae, vel per assistentiam missae sacrificio, vel per recitationem tertiae partis S. Rosarii vel etiam per pium exercitium *Viae Crucis.*

3. Nullum ex dictis suffragiis vel piis exercitiis sub peccato proponitur. Conditiones tamen pro unaquaque indulgentia lucranda praescriptas implere debent sodales qui eas consequi volunt.

4. Omnes indulgentiae associationi nostrae concessae applicari possunt animabus Purgatorii. Ob finem nostrae associationi proprium sodalibus consulitur ut illas et alias multas dictis animabus frequentissime applicent.

Indulgentiae plenariae.

Indulgentia plenaria in die adscriptionis piae Unioni.

Item in articulo mortis, dummodo vere poenitentes, confessi, sacraque communione refecti fuerint, et si non possunt, saltem SSmum nomen Jesu corde, si ore nequiverint, devote invocaverint.

Item in festis Nativitatis, Epiphaniae, et Corporis Domini; Immaculatae Conceptionis, Nativitatis, Purificationis et Annuntiationis, et Assumptionis B. V. M., Apparitionis, 8 maii, et Dedicationis S. Michaelis Archangeli, 29 septembris; S. Josephi, 19 martii, eiusque Patrocinii, 3 Dom. post Pascha; SS. Apostolorum Petri et Pauli, 29 junii.

Item in die Commemorationis omnium fidelium defunctorum, 2 Novembris, die festo piae nostrae Associationis.

Item semel in quolibet mense, die uniuscujusque socii arbitrio eligenda.

Notae. 1. Indulgentiae plenariae pro festis concessae acquiri possunt vel ipsa festi, vel alia die infra octavas. Ad illas

lucrandas, praeter confessionem et communionem requiritur, ut sodales aliquam ecclesiam, vel oratorium publicum visitent, ibique pro concordia inter principes christianos, haeresum extirpatione et exaltatione S. Matris Ecclesiae orent.

2. Personae viventes in communitatibus lucrare possunt indulgentias visitando oratorium in quo exercitia sua spiritualia peragere solent.

3. Adscripti, ut infra dicetur, lucrare possunt aliam indulgentiam plenariam in mense novembris, alteram semel quovis mense pro visitatione coemeteriorum, quatuor in diebus Stationalibus per annum et unam pro Stationibus specialibus in Quadragesima.

II. Indulgentiae partiales.

Indulgentia septem annorum et totidem quadragenarum in omnibus aliis festis Dom. N. J. C., et B. M. V. in tota ecclesia praescriptis, necnon in festis natalibus Apostolorum supra non recensitis, nempe.

In festis Circumcisionis Domini, 1 januarii, Ejus SSmi Nominis, 2 Dom. post Epiphaniam. Paschatis, Inventionis S. Crucis, 3 maii, Ascensionis Domini, SSmi Cordis Jesu, feria 6 post octavam festi Corporis Domini, Pretiosissimi Sanguinis J. C., 1 Dom. julii, et Transfigurationis D. N. J. C., 6 augusti, Exaltationis S. Crucis, 14 sept.

In festis Compassionis B. V. M., feria 6 post Dom. Passionis, Visitationis, 2 julii, B. V. M. de Monte Carmelo, 16 julii, B. V. M. ad Nives, 5 augusti, SS. Nominis Mariae, Dom. infr. octav. ejus Nativitatis; Septem dolorum B. V. M. 3 Dom. sept.; B. V. M. de Mercede, 24 sept.; SS. Rosarii, 1 Dom. octob. Praesentationis B. V. M., 21 nov.

In festis Commemorationis S. Pauli, 30 junii, S. Andreae Apost., 30 nov. S. Joannis Ap., 27 dec. SS. Ap. Jacobi et Philippi, 1 Maii. S. Jacobi Majoris, 25 Julii. S. Bartholomaei Ap., 25 aug. S. Mathaei Ap., 21 sept. SS. Ap. Simonis et Judae, 28 octob. S. Thomae Ap., 21 dec. S. Mathiae Ap., 24 febr. S. Barnabae Ap., 11 junii.

Indulgentia septem annorum totidemque quadragenarum in septem diebus immediate sequentibus commemorationem omn. fidel. defunct.

Item sabbato ante Dom. Sexagesimae et in decem seq. diebus.

Item in qualibet prima feria secunda cujuslibet mensis.

Illas indulgentias septem annorum etc. acquirunt sodales visitando aliquam ecclesiam et orando sicut pro plenariis, quin tamen confessio et communio requirantur. Decretum 9 aug. 1859.

Indulgentia ter centum dierum toties quoties adscripti aliquam ecclesiam vel oratorium publicum visitant ibique, ut supra, orant.

Indulgentia centum dierum toties aliquod caritatis vel pietatis opus exercent.

Adscripti legitime impediti, visitationem supplere possunt tam pro indulgentiis plenariis quam pro partialibus per quodcumque aliud bonum opus.

III. Indulgentiae stationales.

Sodales qui diebus stationum Urbis quamcumque ecclesiam vel oratorium publicum extra Urbem visitaverint et juxta mentem Summi Pontificis devote oraverint, omnes indulgentias acquirent, quas fideles Romae lucrant visitando ecclesias Stationum. Sunt autem sequentes ex Decretis Pii VI, 9 julii 1777, et Leonis XII, 28 februarii 1827.

1. *Per annum.*

Indulgentia plenaria, peracta confessione et communione, in tertia missa et residuo tempore diei Nativitatis D. N. J. C., in Coena Domini, in festis Paschatis et Ascensionis Domini.

2. *Indulgentia 50 dierum et 50 quadragenarum.*

In festis S. Stephani Protom. S. Joannis Evang. Sanctorum Innocentium. Circumcisionis et Epiphaniae Domini. in Dominicis Septuagesimae, Sexagesimae et Quinquagesimae. Feria sexta et Sabbato Majoris Hebdomadae. In tota octava Paschatis, Dominica in Albis inclusa. In festo S. Marci Ev. et tribus Rogationum diebus. In festo Pentecostes et per oct. usque ad sabbatum, inclusis diebus 4 temp. in hac octava.

Indulgentia 25 annorum et 25 quadragenarum in Dom. Palmarum.

3. *Indulgentia 15 annorum et totidem quadragenarum.*

In Dominica III Adventus, in vigilia, nocte, ac missa aurorae Nativitatis Domini, in feria 4 Cinerum, in Dominica IV Quadragesimae.

4. *Indulgentia 10 annorum totidemque quadragenarum.*

In Dominicis I, II, et IV Adventus, in omnibus diebus tam festivis quam ferialibus Quadragesimae supra non recensitis, in vigilia Pentecostes, in diebus quatuor temporum septembris et decembris.

5. *Specialiores indulgentiae stationales in Quadragesima.*

Indulgentiam 40 annorum totidemque quadragenarum acquirunt sodales semel in omnibus diebus Quadragesimae, visitando aliquam ecclesiam vel publicum oratorium ibique recitando preces recensitas in libello a Leone XII ad hoc edito scilicet preces ad SS. Martyres, psalm. *Miserere*, quinque *Pater*, *Ave*, et *Gloria*, Gradus Passionis D. N. J. C. Litanias Sanctorum cum versiculis et orationibus, ac in fine psalm. *De Profundis*. Quibus non conveniunt illae preces vel deest recensitus libellus, ipsi possunt, ex declaratione ejusdem Leonis XII, recitare, tertiam partem S. Rosarii, Litanias B. V. M., aliasque preces juxta propriam devotionem, terminando cum psalm. *De Profundis*, vel uno *Pater*, *Ave*, et *Requiem aeternam* in suffragium animarum Purgatorii. Acquirunt autem indulgentiam plenariam, si saltem tribus distinctis Quadragesimae diebus praedictam visitationem peregerint, modo una die ad arbitrium eligenda confiteantur et communicent.

Personae religiosae vel aliae in communitate viventes illas indulgentias lucrabunt recitando preces in sua ecclesia vel oratorio; infirmi et in carceribus detenti supplebunt quod nequeunt facere per opera pia sibi a confessario injuncta.

IV. *Mensis Novembris.*

Non solum sodales, sed omnes fideles qui assistunt pio exercitio, quod fit pro defunctis per mensem novembris in aliqua ecclesia vel oratorio in quo sit pia unio erecta et archisodalitati nostrae aggregata, dummodo orent juxta mentem Summi Pontificis, lucrabunt singulis vicibus indulgentiam 7 annorum et 7 quadragenarum. Si vero tali pio exercitio saltem duodecim (12) vicibus interfuerint, in decursu mensis, semel in eodem mense indulgentiam plenariam acquirent, dummodo confiteantur et communicent. Sodales infirmi supplere possunt assistentiam, recitando ter psalm. *De Profundis*.

V. *Indulgentiae pro visitatione coemeteriorum.*

Sodales nostri toties quoties aliquod publicum coemeterium visitabunt in eoque pro aeterna requie defunctorum orabunt, indulgentiam 7 annorum et 7 quadragenarum acquirent. Si vero saltem quater in mense talem visitationem instituerint, indulgentiam plenariam lucrabunt, dummodo confiteantur, communicent et aliquam ecclesiam visitent.

VI. *Aliae gratiae et privilegia.*

1. Altare cujusvis confraternitatis ubivis erectae, et Primariae S. M. in Monterone aggregatae, est privilegiatum quotidie pro omnibus sacerdotibus etiam non adscriptis in favorem adscriptorum et omnium aliorum fidelium in Domino defunctorum.

2. Moderator archiconfraternitatis facultate gaudet subdelegandi sacerdotes, in locis ubi non existit aliqua confraternitas aggregata, ad adscribendos fideles, ea lege, ut adscriptorum nomina in album nostrae Primariae vel alterius confraternitatis huic Primariae aggregatae transmittant.

3. Directores designati confraternitatum archiconfraternitati aggregatarum et sacerdotes, ut supra, subdelegati, benedicere possunt pro adscriptis coronas sancti Michaelis Archangeli, vulgo *Coronas angelicas* cum adnexis indulgentiis.

4. Post tam copiosas gratias et privilegia Summorum Pontificum, varii religiosorum ordinum moderatores generales, juxta facultates sibi a Sancta Sede concessas, nostram archisodalitatem aliis thesauris vere pretiosis ditare peramanter dignati sunt. Documenta gratiarum in archivio archiconfraternitatis asservantur.

Magister generalis Dominicanorum et praepositus generalis Carmelitarum Excalceatorum concesserunt directoribus *pro tempore* archiconfraternitatis et confraternitatum ipsi aggregatarum facultatem respectivam qua benedicere possunt pro omnibus fidelibus rosaria seu coronam S. Dominici cum adnexis indulgentiis; benedicere item et imponere scapularia B. M. V. *de Monte Carmelo* omnibus fidelibus eisque benedictionem et indulgentiam plenariam *in articulo mortis* impertire, ac commutare in aliud opus pium, ob justam causam, obligationes peculiares pro privilegio sabbatino consequendo.

Prior major Eremitarum Camaldulensium Directoribus *pro tempore*, ut supra, et sacerdotibus ad fideles archiconfraternitati adscribendos subdelegatis, facultatem concessit benedicendi cum adnexis indulgentiis pro omnibus fidelibus tum Coronas D. N. J. C. tum Coronas Imm. Conceptionis B. M. V.

Prior generalis Augustinianorum Directoribus et sacerdotibus subdelegatis, ut supra, facultatem concessit adscribendi fideles in societatem Cincturatorum B. M. V. *de Consolatione* et pro iisdem benedicendi cincturas et coronas S. Augustini et S. Monicae cum adnexis indulgentiis, eosque absolvendi *in articulo mortis*.

Ministri generales SS. Trinitatis et B. V. M. *de Mercede* Directoribus et sacerdotibus subdelegatis ut supra, respectivam facultatem concesserunt benedicendi pro omnibus fidelibus scapularia sui respectivi ordinis, eosque adscribendi confraternitati ejusdem ordinis, necnon benedicendi cum adnexis indulgentiis trisagia seu coronas SS. Trinitatis.

Superior generalis Missionis directoribus subdelegatis, ut supra, facultatem concessit benedicendi et impertiendi cum adnexis indulgentiis omnibus fidelibus scapularia Passionis D. N. J. C. et SS. Cordium.

Memorati generales Augustinianorum, Carmelitanorum et SS. Trinitatis pro Redemptione Captivorum, necnon ministri generales ordinis sancti Francisci Observantium et Cappuccinorum amplioribus favoribus sodales utriusque sexus nostrae archiconfraternitatis prosequi volentes, illos inter confratres et consorores seu oblatos respectivi sui ordinis annumerarunt, eisque omnium bonorum operum quae ab omnibus respectivi ordinis utriusque sexus membris peraguntur communicationem in vita, in morte et post mortem peramanter impertiti sunt.

Directores et sacerdotes subdelegati uti nequeunt facultatibus sibi supra concessis in locis in quibus inveniuntur conventus memoratorum ordinum, et tenentur nomina adscriptorum pro aliqua ex memoratis confraternitatibus in album ejusdem tempore opportuno transmittere.

Cum archiconfraternitas B. M. V. in Caelum Assumptae pro juvandis animabus Purgatorii, vigilantia et auctoritate Congregationis SS. Redemptoris in Urbe gubernetur ex hac causa utique sodales cum dicta Congregatione bonorum operum communionem modo speciali habent.

Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita praefatum Summarium una cum articulo de altari privilegiato recognitum et revisum ac cum suis originalibus plene collatum ut authenticum recognovit typisque imprimere et publicare permisit.

Datum Romae ex Secretaria ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum die 26 aprilis 1863.

A. Archip. Prinzivalli Substit.

VENERABILI FRATRI GREGORIO ARCHIEPISCOPO
MONACENSI ET FRISINGENSI
PIUS PP. IX.

Venerabilis Frater, Salutem et Apostolicam Benedictionem. Gravissimas inter acerbitates, quibus undique premimur, in hac tanta temporum perturbatione et iniquitate vehementer dolemus, cum noscamus, in variis Germaniae regionibus reperiri nonnullos catholicos etiam viros, qui sacram theologiam ac philosophiam tradentes minime dubitant quamdam inauditam adhuc in Ecclesia docendi scribendique libertatem inducere, novasque et omnino improbandas opiniones palam publiceque profiteri, et in vulgus disseminare. Hinc non levi mœrore affecti fuimus, Venerabilis Frater, ubi tristissimus ad Nos venit nuntius, presbyterum Jacobum Frohschammer in ista Monacensi Academia philosophiae doctorem hujusmodi docendi scribendique licentiam prœ ceteris adhibere, eumque suis operibus in lucem editis perniciosissimos tueri errores. Nulla igitur interposita mora, Nostrae Congregationi libris notandis praepositae mandavimus, ut praecipua volumina, quae ejusdem presbyteri Frohschammer nomine circumferuntur, cum maxima diligentia sedulo perpenderet, et omnia ad Nos referret. Quae volumina germanice scripta titulum habent — *Introductio in Philosophiam* — *De Libertate scientiae* — *Athenaeum* — quorum primum anno 1858, alterum anno 1861, tertium vero vertente hoc anno 1862 istis Monacensibus typis in lucem est editum. Itaque eadem Congregatio Nostris mandatis diligenter obsequens summo studio accuratissimum examen instituit, omnibusque semel iterumque serio ac mature ex more discussis et perpensis judicavit, auctorem in pluribus non recte sentire, ejusque doctrinam a veritate catholica aberrare. Atque id ex duplici praesertim parte, et primo quidem propterea quod auctor tales humanae rationi tribuat vires, quae rationi ipsi minime competunt, secundo vero, quod eam omnia opinandi, et quidquid semper audendi libertatem eidem rationi concedat, ut ipsius Ecclesiae jura, officium, et auctoritas de medio omnino tollantur. Namque auctor inprimis edocet, philosophiam, si recta ejus habeatur notio, posse non solum percipere et intelligere ea christiana dogmata, quae naturalis ratio cum fide habet communia (tamquam commune scilicet perceptionis objectum) verum etiam ea, quae christianam religionem fidemque maxime et proprie efficiunt, ipsumque scilicet supernaturalem hominis finem, et ea omnia, quae ad ipsum spectant, atque sacratissimum Dominicae Incarnationis mysterium ad humanae rationis et philosophiae provinciam pertinere, rationemque, dato hoc objecto suis propriis principiis scienter ad ea posse pervenire. Etsi vero aliquam inter haec et illa dogmata distinctionem auctor inducat, et haec ultima minori jure rationi attribuat, tamen clare aperteque docet, etiam haec contineri inter illa, quae veram propriamque scientiae seu philosophiae materiam constituunt. Quocirca ex ejusdem auctoris sententia concludi omnino possit ac debeat, rationem in abditissimis etiam divinae Sapientiae ac Bonitatis, immo etiam et liberae ejus voluntatis mysteriis, licet posito revelationis objecto posse ex seipsa, non jam ex divinae auctoritatis principio, sed ex naturalibus suis principiis et viribus ad scientiam seu certitudinem pervenire. Quae auctoris doctrina quam falsa sit et erronea nemo est, qui christianae doctrinae rudimentis vel leviter imbutus non illico videat, planeque sentiat. Namque si isti philosophiae cultores vera ac sola rationis et philosophiae disciplinae tuerentur principia et jura, debitis certe laudibus essent prosequendi. Siquidem vera ac sana philosophia nobilissimum suum locum habet, cum ejusdem philosophiae sit, veritatem diligenter inquirere, humanamque rationem licet primi hominis culpa obtenebratam, nullo tamen modo extinctam recte ac sedulo excolere, illustrare, ejusque cognitionis objectum, ac permultas veritates percipere, bene intelligere, promovere, earumque plurimas,

uti Dei existentiam, naturam, attributa, quae etiam fides credenda proponit, per argumenta ex suis principiis petita demonstrare, vindicare, defendere, atque hoc modo viam munire ad haec dogmata fide rectius tenenda, et ad illa etiam reconditiora dogmata, quae sola fide percipi primum possunt, ut illa aliquo modo a ratione intelligantur. Haec quidem agere, atque in his versari debet severa et pulcherrima verae philosophiae scientia. Ad quae praestanda si viri docti in Germaniae Academiis enitantur pro singulari inclytae illius nationis ad severiores gravioresque disciplinas excolendas propensione, eorum studium a Nobis comprobatur et commendatur, cum in sacrarum rerum utilitatem profectumque convertant, quae illi ad suos usus invenerint. At vero in hoc gravissimo sane negotio tolerare numquam possumus, ut omnia temere permisceantur, utque ratio illas etiam res, quae ad fidem pertinent, occupet atque perturbet, cum certissimi, omnibusque notissimi sint fines, ultra quos ratio numquam suo jure est progressa, vel progredi potest. Atque ad hujusmodi dogmata ea omnia maxime et apertissime spectant, quae supernaturalem hominis elevationem, ac supernaturale ejus cum Deo commercium respiciunt, atque ad hunc finem revelata noscuntur. Et sane cum haec dogmata sint supra naturam, ideirco naturali ratione, ac naturalibus principiis attingi non possunt. Numquam siquidem ratio suis naturalibus principiis ad hujusmodi dogmata scienter tractanda effici potest idonea. Quod si haec isti temere asseverare audeant, sciant, se certe non a quorumlibet doctorum opinione, sed a communi, et nunquam immutata Ecclesiae doctrina recedere. Ex divinis enim Litteris, et sanctorum Patrum traditione constat, Dei quidem existentiam, multasque alias veritates, ab iis etiam, qui fidem nondum susceperunt, naturali rationis lumine cognosci, sed illa reconditiora dogmata Deum solum manifestasse, dum notum facere voluit, *mysterium, quod absconditum fuit a saeculis et generationibus* (1) *et ita quidem, ut postquam multifariam multisque modis olim locutus esset patribus in prophetis, novissime Nobis locutus est in Filio, per quem fecit et saecula* (2)..... *Deum enim nemo vidit unquam. Unigenitus Filius, qui est in sinu Patris ipse enarravit* (3). Quapropter Apostolus, qui gentes Deum per ea, quae facta sunt cognovisse testatur, disserens de *gratia et veritate* (4) *quae per Jesum Christum facta est, loquimur*, inquit, *Dei sapientiam in mysterio, quae abscondita est..... quam nemo principum hujus saeculi cognovit..... Nobis autem revelavit Deus per Spiritum Suum..... Spiritus enim omnia scrutatur, etiam profunda Dei. Quis enim hominum scit quae sunt hominis, nisi spiritus hominis, qui in ipso est? Ita et quae Dei sunt nemo cognovit, nisi Spiritus Dei* (5). Hisce aliisque fere innumeris divinis eloquiis inhaerentes SS. Patres in Ecclesiae doctrina tradenda continenter distinguere curarunt rerum divinarum notionem, quae naturalis intelligentiae vi omnibus est communis ab illarum rerum notitia, quae per Spiritum Sanctum fide suscipitur, et constanter docuerunt, per hanc ea nobis in Christo revelari mysteria, quae non solam humanam philosophiam, verum etiam Angelicam naturalem intelligentiam transcendunt, quaeque etiamsi divina revelatione innotuerint, et ipsa fide fuerint suscepta, tamen sacro adhuc ipsius fidei velo tecta et obscura caligine obvoluta permanent, quamdiu in hac mortali vita peregrinamur a Domino (6). Ex his omnibus patet alienam omnino esse a catholicae Ecclesiae doctrina sententiam, qua idem Frohschammer asserere non dubitat, omnia indiscriminatim christianae religionis dogmata esse objectum naturalis scientiae, seu philosophiae, et humanam rationem historice tantum excultam, modo haec dogmata ipsi rationi tanquam objectum proposita fuerint, posse ex suis naturalibus viribus et principio ad veram de omnibus etiam reconditioribus dogmatibus scientiam pervenire. Nunc vero in memoratis ejusdem auctoris scriptis alia dominatur sententia, quae catholicae Ecclesiae doctrinae, ac sensui plane adversatur. Etenim eam philosophiae tribuit libertatem, quae non scientiae libertas, sed omnino reprobanda et intoleranda philosophiae licentia sit appellanda. Quadam enim distinctione inter philosophum et philosophiam facta, tribuit philosopho jus et officium se submittendi auctoritati, quam veram ipse probaverit, sed utrumque philosophiae ita denegat, ut nulla doctrinae revelatae ratione habita, asserat, ipsam nunquam debere ac posse Auctoritati se submittere. Quod esset tolerandum et forte admittendum, si haec dicerentur de jure tantum, quod habet philosophia suis principiis, seu methodo, ac suis conclusionibus, uti, sicut et aliae scientiae, ac si ejus libertas consisteret in hoc suo jure utendo, ita ut nihil in se admitteret, quod non fuerit ab ipsa suis conditionibus acquisitum, aut fuerit ipsi alienum. Sed haec justa philosophiae libertas suos limites noscere et experiri debet. Nunquam enim non solum philosopho, verum etiam philosopaiae licebit, aut aliquid contrarium dicere iis, quae divina revelatio, et Ecclesia docet, aut aliquid ex eisdem in dubium vocare, propterea quod non intelligit, aut judicium non suscipere, quod Ecclesiae auctoritas de aliqua philosophiae conclusione, quae hucusque libera erat, proferre constituit. Accedit etiam, ut idem auctor philosophiae libertatem, seu potius effrenatam licentiam tam acriter, tam temere propugnet, ut minime vereatur asserere. Ecclesiam non solum non debere in philosophiam unquam animadvertere, verum etiam debere ipsius philosophiae tolerare errores, eique relinquere, ut ipsa se corrigat, ex quo evenit, ut philosophi hanc philosophiae libertatem necessario participent, atque ita etiam ipsi ab omni lege solvantur. Ecquis non videt quam vehementer sit rejicienda, reprobanda, et omnino damnanda hujusmodi Frohschammer sententia atque doctrina? Etenim Ecclesia ex divina sua institutione et divinae fidei depositum integrum inviolatumque diligentissime custodire, et animarum saluti summo studio debet continenter advigilare, ac summa cura ea omnia amovere et eliminare, quae vel fidei adversari, vel animarum salutem quovis modo in discrimen adducere possunt. Quocirca Ecclesia ex potestate sibi a divino suo Auctore commissa non solum jus, sed officium praesertim habet non tolerandi, sed proscribendi ac damnandi omnes errores, si ita fidei integritas, et animarum salus postulaverint, et omni philosopho, qui Ecclesiae filius esse velit, ac etiam philosophiae officium incumbit nihil unquam dicere contra ea, quae Ecclesia docet, et ea retractare, de quibus eos Ecclesia monuerit. Sententiam autem, quae contrarium edocet omnino erroneam, et ipsi fidei, Ecclesiae ejusque auctoritati vel maxime injuriosam esse edicimus et declaramus. Quibus omnibus accurate perpensis, de eorumdem VV. FF. NN. S. R. E. Cardinalium Congregationis libris notandis praepositae consilio, ac motu proprio, et certa scientia matura deliberatione Nostra, deque Apostolicae Nostrae potestatis plenitudine praedictos libros presbyteri Frohschammer tamquam continentes propositiones et doctrinas respective falsas, erroneas, Ecclesiae, ejusque auctoritati ac juribus injuriosas reprobamus, damnamus, ac pro reprobatis et damnatis ab omnibus haberi volumus, atque eidem Congregationi mandamus, ut eosdem libros in indicem prohibitorum librorum referat. Dum vero haec Tibi significamus, Venerabilis Frater, non possumus non exprimere magnum animi Nostri dolorem, cum videamus hunc filium eorumdem librorum auctorem, qui ceteroquin de Ecclesia benemereri potuisset, infelici quodam

(1) Col. 1. v. 26.
(2) Hebr. 1, v. 1, 2.
(3) Joan. 1, v. 18.
(4) Joan. 1. v. 17.
(5) I. Corint. v. 2. 7, 8, 10, 11.
(6) S. Joan. Chrys. hom. 7. in I. Corinth. S. Ambros. de fide ad Grat. S. Leo de Nativ. Dom. Serm. 9. S. Cyril. Alex. contr. Nestor. lib. 3. in Joan. I, 9. S. Joan. Dam. de fide orat. II, 1, 2, in 1, 2, in I. Cor. c. 2, S. Hier. in Galat. III, 2.

cordis impetu misere abreptum in vias abire, quae ad salutem non ducunt, ac magis magisque a recto tramite aberrare. Cum enim alius ejus liber de animarum origine prius fuisset damnatus non solum se minime submisit, verum etiam non extimuit, eumdem errorem in his etiam libris denuo docere, et Nostram Indicis Congregationem contumeliis cumulare, ac multa alia contra Ecclesiae agendi rationem temere mendaciterque pronuntiare. Quae omnia talia sunt, ut iis merito atque optimo jure indignare potuissemus. Sed nolumus adhuc paternae Nostrae charitatis viscera erga illum deponere, et iccirco Te, Venerabilis Frater, excitamus, ut velis eidem manifestare cor Nostrum paternum, et acerbissimum dolorem, cujus ipse est causa, ac simul ipsum saluberrimis monitis hortari et monere, ut Nostram, quae communis est omnium Patris vocem audiat, ac resipiscat, quemadmodum catholicae Ecclesiae filium decet, et ita nos omnes laetitia afficiat, ac tandem ipse feliciter experiatur quam jucundum sit, non vana quadam et perniciosa libertate gaudere, sed Domino adhaerere, cujus jugum suave est, et onus leve, cujus eloquia casta, igne examinata, cujus judicia vera, justificata in semetipsa, et cujus universae viae misericordia et veritas. Denique hac etiam occasione libentissime utimur, ut iterum testemur et confirmemus praecipuam Nostram in Te benevolentiam. Cujus quoque pignus esse volumus Apostolicam Benedictionem, quam intimo cordis affectu Tibi ipsi, Venerabilis Frater, et gregi Tuae curae commisso peramanter impertimus. Datum Romae apud S. Petrum die 11 decembris anno 1862. Pontificatus Nostri anno decimo septimo.

PIUS PP. IX.

LITTERAE APOSTOLICAE.

Pius Episcopus Servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Romanorum Pontificum impensiora studia in id assidue collata conspiciuntur ut quae Dominici gregis animarum regimen et procurationem catholicis praesulibus concreditam respiciunt aptiori modo pro temporum vicissitudine retexantur ecclesiasticas jurisdictiones ad civilium normam in id opus etiam moderando ita ut si Dominantes Principes provincias dividissent, Ecclesia eorum divisionem adoptaverit. Idcirco ad populorum in variis ditionibus viventium spirituale bonum promovendum operae pretium existimarunt varias nonnullarum diœceseum partes in ipsis ditionibus mixtim existentes commutare, illasque sub vigili unius tantum capitis inspectione claudere, ita quod grex ipse Dominicus alicui regioni insitus ac iisdem legibus et consuetudinibus imperatus sub uno pariter eodemque pabulo et Supremo Pastore instituatur et gubernetur; quod eo magis lubentiusque concedendum rati sunt quum alicujus inclyti et de Apostolica Sede optime meriti Principis vota id expetere persuaserunt. Hac siquidem consulendi agendique ratione (qua tamen nulla unquam pro cognoscendis decernendisque dominationum juribus sancita quandocumque censetur Ecclesiae dispositio) apprime nos moti ac Praedecessorum Nostrorum vestigiis inhaerentes novam ecclesiasticae provincae Camberiensis circumscriptionem nec non alicujus eidem suffraganeae diœcesis limitationem statuendam censuimus favorabili sic excipientes animo postulationes charissimi in Christo Filii Nostri Napoleonis hoc nomine tertii Galliarum Imperatoris, quibus post peractam elapso anno a regio Taurinensi gubernio cessionem civilis territorii totius Sabaudiae favore imperialis Gallici gubernii obsequentissime efflagitabat, ut pro illius provinciae Christi fidelium expeditiori atque uberiori spirituali administratione novae aptiorisque circumscriptionis providentia haberetur. Sed recordari hic oportet nos ea omnia quae sapienter relata rursusque declarata et confirmata comperiuntur in Apostolica constitutione felicis recordationis Gregorii Papae Decimi Sexti Praedecessoris Nostri anni Domini millesimi octingentesimi trigesimi primi nonis augusti quae incipit « Sollicitudo Animarum » nunc ad hoc etiam de quo agitur negocium prorsus retinere atque adeo profiteri. His praehabitis quum dilectus filius Noster Alexius tituli Sancti Alexii Sanctae Romanae Ecclesiae Presbyter Cardinalis Billiet nuncupatus ex dispensatione Apostolica modernus Camberiensis Praesul nec non Venerabiles fratres Nostri Camberiensis ecclesiasticae provinciae episcopi necessarium ad opus praedictum conficiendum consensum ultro praestiterint, Nos propterea qui Catholicae Ecclesiae prosperitatem, ac christianae plebis tranquillitatem Apostolica sollicitudine procurantes juxta temporum necessitatem et aetatum considerationem immutare haud detrectamus quae ad diœceseum aptius conformanda limina pro faciliori illarum regimine et gubernio in Domino expedire deprehendimus, praenunciati Napoleonis Imperatoris pia desideria benigno favore prosequi volentes ac consensum a relatis Alexio Cardinale et Praesule dictisque episcopis ad hoc ut praemittitur praestitum, acceptum ratumque habentes nec non quatenus opus sit ceterorum quorumvis in hujusmodi negocio interesse quomodocumque habere praesumentium, vel reapse habentium assensui quam plenius Apostolica Auctoritate harum quoque serie supplentes omnesque et singulos quibus hae nostrae Literae favent, a quibusvis excommunicationis suspensionis et interdicti aliisque sententiis censuris et pœnis ecclesiasticis jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis si quibus quomodolibet innodati existunt ad effectum praesentium tantum consequendum harum serie absolventes et absolutos fore censentes, cunctis quae animadvertenda erant matura deliberatione perpensis, Motu Proprio et ex certa scientia deque Apostolicae potestatis plenitudine Augustanam ecclesiam episcopalem in Sabaudia ab omni metropolitico jure Camberiensis ecclesiae ita ut ipsamet Augustana ecclesia et urbs universumque diœcesanum territorium atque adeo cuncta quae inibi reperiuntur oppida, oratoria, ecclesiae sive parochiales, sive succursales, sive simplices itemque conventus, monasteria, ecclesiastica quaeque instituta ac tam saecularia quam regularia quorumvis ordinum beneficia inibi existentia, omnes denique singulique utriusque sexus incolae, laici, clerici, presbyteri atque monastici cujuscumque sint gradus, ordinis et conditionis, ista utique omnia et singula cum de more inhaerentibus accessoriis ex nunc in posterum a quovis metropolitica archiepiscopi Camberiensis superioritate et praerogativa jurisdictionali penitus subtracta sint et censeantur Apostolica Auctoritate perpetuo eximimus, et separamus. Illico vere relatam Augustanam ecclesiam una videlicet cum omnibus sic exemptis et separatis oppidis, locis, incolis, rebus et quibusque de more concomitantibus accessoriis in metropolitanae ecclesiae Taurinensis suffraganeam ita quod prout singulis juribus, honoribus, praerogativis, gratiis et privilegiis quibus de communi jure ceterae ipsius metropolitanae ecclesiae Taurinensis suffraganeae utuntur atque fruuntur pariformiter uti et frui, ita etiam eadem nimirum onera munia et observantias obire debeat simili Apostolica Auctoritate perpetuo quoque subjicimus. Quo vero ad limites tum Augustanae tum etiam alterius conterminae Tarantasiensis ecclesiarum eadem Auctoritate statuimus ut iidem deinceps et perpetim sint qui jam inter imperiale Gallium gubernium et alterum regium Taurinense pacti comperiuntur quique in ipsamet conventione cessionis provinciae Sabaudiae uti superius inita definiti et declarati videntur. Praefinientes propterea instrumenta, scripta et alia quae de ecclesiastico jure, oppida, paroecias, ecclesias, beneficia et incolas utriusque sexus a dioecesi Tarantasiensi secernendos respiciant ab illius cancellaria ecclesiastica dividi alterique Augustanae pro opportunitate tradi posse ad futuram quamcumque necessitatem fideliter asservanda. Hisce ita compositis noviterque circumscripta ecclesiastica Camberiensi seu Sabaudiensi pro-

vincia, declaramus nunc quod Camberiensis et Anneciensis dioecesum limites iidem prorsus conserventur qui jamdiu invaluerunt quique pro utiliori illorum Christifidelium spirituali cura opportuniores aptioresque esse etiam modo dignoscuntur. Quodque ecclesia item Maurianensis sua prisca diœcesis confinia tutabit adeoque Montis Cenisii paroecia illiusque hospitium cum omnibus suis peculiaribus reditibus adnexis et concomitantibus accessoriis ejusdem dioecesis administrationi et jurisdictioni subjecta continuo permanebunt atque insuper eisdem ecclesiis totique Camberiensi seu Sabaudiensi provinciae Ecclesiasticae praedictae extensam volumus conventionem quae a rec. mem. Pio Papa Septimo etiam Praedecessore Nostro cum Gallicano gubernio die decimaquinta mensis julii anni Domini millesimi octingentesimi primi inita ac Apostolicis Literis sub Plumbo exordientibus « Ecclesia Christi » ac datis Romae decimo octavo kalendae septembris ejusdem anni confirmata fuit. Sartis tectis ceteroquin Nostris Encyclicis Literis Apostolicis diei trigesimae decembris transacti anni Domini quae incipiunt « Universi Dominici Gregis cura » ad effatum Camberiensem praesulem missis usum conventionis ejusdem declarantibus. Praesentes quoque Literas de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis aliove quocumque vitio seu intentionis Nostrae aut quolibet alio defectu quamtumvis juridico et substantiali, etiam ex eo quod omnes et singuli in praemissis quomodolibet interesse habentes vel habere putantes et praetendentes cujuscumque qualitatis, status, gradus, conditionis et dignitatis existant forsan ad id vocati, citati et auditi non fuerint, ac iisdem praesentibus non consenserint ac causae propter quas praemissa omnia et singula emanarunt minime vel minus sufficienter examinatae sint et ex quocunque alio capite quamtumvis legitimo, pio, privilegiato ac speciali nota digno impugnari, retardari, invalidari, infringi aut irritari, seu ad viam et terminos juris reduci ac adversus illas oris aperitionem seu aliud quodcunque juris vel facti remedium etiam ex causa laesionis quantumvis enormis et enormissimae vel cujuscumque praejudicii impetrari, ac etiam motu, scientia et potestis plenitudine similibus per quoscumque romanos Pontifices Successores Nostros quomodolibet contra praemissa concessum acceptari ac in judicio et extra illud allegari, deduci aut alias illo quomodolibet uti non posse, quinimmo omnia et singula praemissa semper et perpetuo firma, valida et efficacia existere suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, illaque sub quibusvis similium vel dissimilium gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus aut aliis contrariis dispositionibus etiam consistorialibus minime comprehendi nec comprehensa aliquo modo censeri, sed semper ab illis excipi et quoties illae emanabunt toties in pristinum et validissimum statum restituta, reposita et plenarie reintegrata ac de novo etiam sub quacumque posteriori data quandocumque eligenda concessa esse et fore sicque et non alias per quoscumque judices ordinarios vel delegatos quavis auctoritate fungentes etiam causarum Palatii Apostolici Auditores ac praedictae Sanctae Romanae ecclesiae Cardinales etiam de latere Legatos, Vice Legatos et Apostolicae Sedis nuncios ac alios quoscunque quavis auctoritate, potestate, praerogativa, honore et praeminentia fulgentes sublata eis et eorum cuilibet quavis aliter judicandi et interpretandi facultate et auctoritate judicari, et definiri debere et quidquid secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingerit attentari irritum, et inane decernimus. Quocirca praenunciato Alexio Cardinali et Praesuli per easdem praesentes committimus et mandamus quatenus ad executionem praemissorum omnium procedat opportunas et necessarias Ei impertiendo facultates quibus is ad hoc perficiendum negocium alteram quoque idoneam personam Ecclesiatica tamen praefulgentem dignitate subdelegare valeat ita quod idem Alexius Cardinalis et Praesul vel ejus Subdelegatus relatos Augustanae et Tarantasiensis Dioeceseum limites ne futuris temporibus error vel ambiguitas in illarum spirituali administratione quomodocumque subripere queat nominatim declarare atque adamussim adsignare queat, nec non ea cuncta possit ordinare facere declarare ac etiam definitive decernere omnique appellatione super qualibet questione si qua forsan inciderit penitus remota, pronunciare quae oportuerint ad praemissa omnia probe feliciterque perficienda. Non obstan. Nostris et Cancellariae Apostolicae regulis de jure quaesito non tollendo ac de unionibus ad partes committendis vocatis quorum interest nec non Lateranensis Concilii novissime celebrati dismembrationes perpetuas nisi in casibus a jure permissis fieri prohiben. aliisque etiam in Synodalibus Provincialibus Generalibus concilis editis vel edendis specialibns vel generalibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis dictarumque metropolitanarum Camberien. et Taurinen. ac Episcopalium Augustanae et Tarantasien. Ecclesiarum etiam juramento confirmatione Apostolica vel quavis firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus Privilegiis quoque indultis et Literis Apostolicis quibusque superioribus et personis in genere vel in specie aut alias cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis aliisque efficacioribus et efficacissimis ac insolitis clausulis irritantibusque et aliis decretis etiam motu, scientia, et potestatis plenitudine similibus itemque consistorialiter seu alias in contrarium praemissarum quomodolibet forsan concessis approbatis confirmatis et innovatis, quibus omnibus et singulis etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus specialis specifica expressa et individua non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quaevis alia expressio habenda aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum nil penitus omisso et forma in illis tradita observata inserti forent eisdem presentibus pro plene et sufficienter expressis habentes illis alias in suo robore permansuris latissime et amplissime ac specialiter et expresse ad effectum praesentium et validitatis omnium et singulorum praemissorum hac vice dumtaxat motu scientia et potestatis plenitudine paribus harum quoque serie derogamus ceterisque contrariis quibuscumque. Et qualibet alia dictae Sedis apostolicae indulgentia speciali vel generali cujuscumque tenoris existat per quam eisdem praesentibus non expressam vel totaliter non insertam effectus earum impediri vel differri et de qua cujusque toto tenore habenda sit in ipsis Literis mentio specialis. Volumus autem quod memoratus Alexius Cardinalis et Praesul Ejusve Subdelegatus tres intra menses ab expleta ipsarum praesentium exequutione diligenter ad hanc sanctam Apostolicam Sedem transmittere teneatur exemplar authentica forma exaratum quorumcumque decretorum in executione ipsa ferendorum cum charta topografica noviter sic circumscriptae Camberiensis seu Sabaudiensis Ecclesiasticae Provinciae ideo nempe ut haec etiam in Archivio Congregationis ejusdem Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium consistorialibus negotiis praepositae ad perpetuam rei memoriam et normam conserventur. Volumus etiam quod praesentium Literarum transumptis etiam impressis manu tamen alicujus Notarii publici subscriptis et sigillo alicujus personae in dignitate Ecclesiastica constitutae munitis eadem prorsus fides in judicio et extra illud adhibeatur quae iisdem praesentibus adhiberetur si forent exibitae vel ostensae. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostrae absolutionis acceptationis suppletionis exemptionis separationis subjectionis statuti praefinitionis declarationis extensionis decreti commissionis mandati derogationis et voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum Ejus se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctum Petrum Anno Incarnationis Dominicae Millesimo Octingentesimo Sexagesimo Secundo, Kalendis Decembris Pontificatus Nostri anno decimo septimo.

MÉLANGES.

— Le P. Théodore Toscani, basilien de Grottaferrata, vient de publier à l'imprimerie de la Propagande un volume qui renferme de précieux renseignements sur la liturgie grecque; ce volume a pour titre : *Ad Typica Graecorum ac praesertim ad Typicum Cryptoferratense S. Bartholomaei abbatis, animadversiones*. (Grand in 4° de 109 pages).

La liturgie a eu chez les Grecs presque les mêmes phases que dans l'Eglise latine. Dans les premiers siècles, l'identité du fond trahit des traditions communes; mais on remarquait des variétés accidentelles. Les Orientaux sentirent la nécessité de la parfaite uniformité liturgique plusieurs siècles avant que l'Eglise latine ne la réalisât sous l'influence des Papes; ils n'apportèrent pas à cette réforme le génie pratique des Latins.

Afin de montrer le fond commun des Liturgies grecques en ce qui concerne l'office, le P. Toscani compare les *Typica* des Orientaux avec ceux des Italo-Grecs, qui dérivent des anciens moines que la persécution des Iconoclastes au VIIIe siècle força de se réfugier dans la péninsule. On sait que les *Typica*, ce sont les bréviaires, les offices.

Le P. Toscani a consulté onze exemplaires des *Typica* orientaux, six imprimés et cinq manuscrits, et sept exemplaires des Italo-Grecs, tous manuscrits. On a cinq éditions des *Typica* orientaux faites à Venise de 1515 à 1578, toutes conformes. La bibliothèque Vaticane possède 4 manuscrits, et un autre se conserve dans les archives de Grottaferrata; 3 remontent au XIVe siècle, et les 2 autres sont vraisemblement du XVe. Des sept manuscrits Italo-Grecs, le premier, qui est de 1205, appartient à la bibliothèque Barberini, ainsi que le second, qui n'est autre qu'une copie complète du précédent, dont on n'a que la seconde partie. Le troisième manuscrit, qui remonte à l'année 1292, appartint autrefois à un monastère de Sicile et se trouve actuellement au Vatican. Le quatrième est aussi du XIIIe siècle et se conserve dans la bibliothèque Vallicellana des Oratoriens de Rome. Le cinquième renferme le célèbre *Typicum* de S. Barthélemy, IVe abbé de Grottaferrata, mort l'an 1065. Le sixième servit jadis à la cathédrale de Bova et se trouve présentement dans la bibliothèque Barberini. Le septième n'est autre que le célèbre *Typicum* de S. Théodore Studite dont parle le cardinal Maï, tome IV *Nova Biblioteca Patrum*, p. 446. Une nouvelle édition du *Typicum* oriental a paru à Constantinople en 1851; l'on a aussi les pandectes publiées à Athènes l'année suivante.

L'étude de ces sources constate l'accord des *Typica* grecs pour le fond, et cet accord est d'autant plus remarquable, que les formules liturgiques des Italo Grecs dérivent des moines expulsés de l'Orient par la persécution des Iconoclastes au VIIIe siècle. Le manuscrit de S. Théodore Studite que l'on conserve au Vatican et qui provient vraisemblablement des moines du couvent du Constantinople qui se réfugièrent en Italie, se rapproche sensiblement des Italo-Grecs, non seulement pour le fond, mais encore pour les variantes accidentelles dont nous parlerons bientôt. Il suit de là que les deux grandes classes des *Typica*, c'est à dire, tant les Orientaux que les Occidentaux reposent sur des traditions qui remontent plus haut que le VIIIe siècle et se rattachent aux premiers temps des institutions chrétiennes.

En effet, les uns et les autres ont les mêmes heures canoniques, au nombre de sept. Au IVe siècle, S. Basile parle déjà des sept heures de l'office divin. Prime a été instituée au commencement du Ve siècle; pour ne pas augmenter le nombre traditionnel, tous les *Typica* recommandent de réciter immédiatement après matines et laudes l'heure de prime, *officium matutinum novum*, ou *novella solemnitas*. Les heures canoniques de l'office grec sont par conséquent : *Mesonyctium*, office du milieu de la nuit; matines et laudes; prime, tierce, sexte et none; office *Vespertinum*, ou *lucernarium* : *Apodipnum*, après dîner, c'est à dire complies. L'office se compose de psaumes, de leçons et de cantiques, qui offrent des variantes de peu d'importance, sauf les *cathismata* de la seconde partie de matines dont nous parlerons plus loin. Les leçons d'Ecriture sainte sont presque toujours les mêmes dans l'office oriental et dans l'Italo-Grec. L'un et l'autre renferme les légendes des Saints, avec cette différence, que les Italo-Grecs conservent celles qui portent le nom de l'empereur Basile Porphyrogenète, au lieu que les Orientaux font usage des légendes que l'on attribue à Nicéphore Calliste et qui sont par conséquent beaucoup plus récentes. Les manuscrits des *Typica* orientaux que nous possédons ne remontent pas au delà du XIVe siècle, au lieu que nous avons pour les Italo-Grecs les manuscrits du XIIIe, et le *Typicum* de S. Barthélemy abbé de Grottaferrata, mort l'an 1065, et vraisemblablement l'office de S. Théodore Studite qui remonte au temps des Iconoclastes.

Vers le XIIIe siècle, les Orientaux sentirent la nécessité de la parfaite uniformité liturgique, parce que l'affaiblissement des traditions pouvait engendrer des innovations qui se seraient glissées à l'ombre des variantes accidentelles. Le *Typicum* de Jérusalem attribué à Saint Saba et réformé par saint Sophronius et par saint Jean Damascène, prévalut généralement comme le meilleur, et devint bientôt le seul en usage parmi les Grecs d'Orient. C'est pour cela que toutes les éditions et tous les manuscrits connus présentent le même fond et les mêmes formules, sans aucunes variantes qui méritent d'être signalées. Au lieu de profiter d'une occasion aussi propice que celle de l'heureuse révolution liturgique dont nous parlons pour abréger l'office et le mettre en rapport avec la condition d'un clergé que l'activité moderne et l'expansion des institutions chrétiennes condamnent au plus laborieux ministère, comme le firent saint Grégoire le Grand, saint Grégoire VII, Grégoire IX et saint Pie V dans l'Eglise latine, les Orientaux, réformant dans le sens de la parfaite unité vers le XIIIe siècle, eurent le talent de donner à leurs offices une longueur excessive. Les Italo-Grecs ayant préservé leurs *Typica* de tout changement, tout au moins à partir du XIe siècle, comme nous en donne l'assurance le Codex de Grottaferrata, nous sommes en mesure de constater les innovations accueillies par les Grecs d'Orient.

Les *cathismata* des matines, composés de la vingtième partie du psautier en sont un exemple. Les Italo-Grecs ne les ont que les jours fériaux, et les remplacent, aux jours de fêtes par trois psaumes entrecoupés de versets qui expriment la détestation de l'hérésie des Iconoclastes. Saint Athanase, dans l'apologie adressée à l'empereur Constant, parle d'une semblable profession de foi contre l'arianisme. Evidemment la Stichologie relative aux Iconoclastes remonte à l'époque de cette hérésie. Le *Typicum* de S. Théodore Studite ne donne pas pour les jours de fêtes, la stichologie des *cathismata* du psautier, et se rapproche des Occidentaux. On s'explique que le *Typicum* de Jérusalem rédigé pour un pays qui n'eut pas à souffrir de la part des Iconoclastes, ne contienne pas de protestation contre leur hérésie; or, les Orientaux renoncèrent à leurs anciens rites vers le XIIIe siècle, pour adopter généralement l'office de Jérusalem. Le fait est que la stichologie des *cathismata* composés chacun de la vingtième partie du psautier reparaît constamment dans les *Typica* Orientaux, tant les jours de fête que les jours feriaux; d'où résulte une longueur demesurée qui est au dessus des forces ordinaires de l'homme; aussi les Grecs modernes se contentent-ils de réciter les premiers versets de chaque psaume. Ils ont quel-

quefois trois ou quatre hymnes à matines; les Italo-Grecs n'en ont jamais plus de deux. Aux petites heures les Orientaux ont des psaumes et des prières surajoutés à l'office primitif. Les Italo-Grecs ne connaissent pas ces interminables longueurs.

Le *Typicum* de Constantinople de 1851 est un hommage aux traditions de la vénérable antiquité et au sens pratique des Occidentaux; car on est entré hardiment dans la voie de suppressions qui tendent à rapprocher l'office du type Italo-Grec. C'est ainsi qu'il n'y a jamais plus de deux hymnes à matines et que les prières et les psaumes ajoutés arbitrairement aux petites heures ont disparu. Les grandes vêpres ont perdu le premier *cathisma* du psautier, ainsi que la procession. Il est fâcheux que cette réforme de 1851 ait accueilli en même temps des innovations qui sont en désaccord avec toutes les traditions. Pour citer un seul exemple, on a supprimé toutes les légendes des Saints qui se lisaient à matines et qu'on attribue à Nicéphore Calliste, ainsi que nous l'avons dit, au lieu que les Italo-Grecs ont les leçons de Basile Porphyrogenète et les récitent quelquefois à complies. Les pandectes d'Athènes de 1852 ont fait encore mieux: l'éditeur a substitué aux légendes traditionnelles un martyrologe passablement ridicule, dans lequel on trouve divers personnages qui n'ont été canonisés que par le bon plaisir de l'éditeur. Déplorable sort des hommes qui se séparent de la Chaire de S. Pierre!

La conclusion de ce qui précède est que la sollicitude que les Souverains Pontifes montrent depuis trois siècles afin de consolider la parfaite uniformité de liturgie dans l'Eglise latine, peut se justifier au besoin par l'exemple des Orientaux, qui sentirent le même besoin deux siècles auparavant et agirent constamment dans ce sens jusqu'au complet triomphe.

— *Ornements gothiques. Circulaire de la S. Congrégation des Rites.*

La forme de la chasuble a varié dans l'Eglise latine, dont les annales nous offrent d'abord celle qui fut en usage jusqu'au Xe siècle; secondement, la chasuble gothique qui fut la première déviation de la forme antique; troisièmement, la chasuble romaine qui est en usage depuis le XVIe siècle. Nous ne mentionnons pas comme un type légitime la chasuble que les fabricants modernes ont rétrécie arbitrairement, et qui ressemble à un scapulaire, ou à deux planches, si l'on aime mieux.

1. La chasuble des premiers siècles, conservée chez les Grecs, est parfaitement décrite par Angelus Rocca: « Antiquitus, ut in planeta B. Gregorii et in vetustis ecclesiarum picturis videre est, casula seu planeta nullam, ut ita dicam, aperturam pro brachiis emittendis habebat, sed tota integra circulatim et undequaque ad pedes usque demissa totum corpus ita tegebat et circuibat, ut brachia emitti non possent, nisi limbus extremitatem casulae ambiens super scapulas projiceretur errabunda. »

2. Vers le Xe siècle, le vêtement sacerdotal étant reconnu trop incommode, fut modifié en ce que l'on fit des ouvertures latérales pour le passage des bras. C'est ce qu'on nomme la *chasuble gothique*. Elle fut la première déviation de l'antique forme. Une peinture du Latran représente le pape Jean XII que les ministres sacrés revêtent d'une chasuble ouverte des deux côtés, laquelle n'a pas besoin d'être relevée sur les bras. On voit par là que la chasuble gothique ne remonte pas aux premiers siècles, et qu'on ne peut vénérer en elle l'origine apostolique. Ce changement obligea le symbolisme de modifier ses pieuses explications.

3. La chasuble romaine se fait remarquer dans les peintures du XVIe siècle qui représentent S. Cajetan, S. Ignace, S. Philippe de Néri et d'autres personnages de l'époque. Elle est donc en usage tout au moins depuis lors. Plus rétrécie que la forme gothique, elle est pourtant assez ample pour servir de thème à des explications symboliques dont la vraisemblance est communément admise par les auteurs. Nous ne pouvons mieux la décrire qu'en citant ce que dit Gavantus: « Planeta » more romano (nam Ambrosiano eam describunt Acta Ec- » clesiae Mediolanensis) late pateat cubitos circiter duos, lon- » ge tres. Fascia quae assui solet vel distingui in ipsamet » Planeta, ut columnae speciem a tergo et Crucem ante pectus » effingat, late erit unciis octo ad minimum. Olim cum cruce » a parte posteriori, nunc cum columnae potius specie, recentiori » usu, quae et ad Passionem Domini spectat, quasi sacerdos » sit inter Columnam et Crucem. » La chasuble ambrosiene, plus large que la romaine est pourtant bien diverse de la chasuble gothique pour la forme; les Actes de l'église de Milan, qui ont été approuvés par le Saint-Siége, renferment une Instruction de S. Charles où la chasuble ambrosienne est décrite en ces termes: « Casula, quam alii phelonium, et plane- » tam ab ampla latitudine dicunt, cubitos tres et paulo am- » plius late patens sit, ita ut ab humeris projecta complica- » tionem unius saltem palmi infra utrumque humerum recipere » possit. Longe autem cubitos totidem, ant aliquanto longius » demissa sit, ut pene ad talos usque pertingat. » Cette forme n'a été autorisée que dans le rit Ambrosien. L'Eglise latine a employé communément la chasuble romaine, qui est approuvée depuis trois siècles par l'exemple des Papes, par l'usage général, et par l'assentiment des écrivains.

Les hommes zélés pour les traditions ecclésiastiques ont élevé constamment des plaintes contre les fabricants d'ornements qui rétrécissent arbitrairement la chasuble romaine, la réduisent à n'être plus qu'un scapulaire, ou la font ressembler aux tablettes du violon. Fornici s'est rendu l'écho de ces plaintes, qui ne sont que trop fondées: « In praesentiarum » adeo decisas videmus planetas contra debitam majestatem, » ut vix quoad utrumque latus infra humeros dependeant, et » adeo decurtatas, ut vix ultra genua protendant (Instit. liturg. » Lib. I. cap. 9).

La chasuble romaine étant la seule autorisée par l'usage général de l'Eglise latine depuis trois siècles, est-il permis de reprendre la chasuble gothique ou celle des premiers temps, et de faire une semblable innovation sans consulter le Saint-Siége? La réponse se trouve dans une circulaire que la S. Congrégation des Rites a adressée dernièrement aux évêques de quelques diocèses d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique et de France où l'on fait usage de la chasuble gothique. D'une part, les changements en matière de culte excitent d'ordinaire la surprise et quelquefois des dissensions parmi les fidèles, mais comme d'autre part, il peut se faire qu'on ait eu de bonnes raisons de permettre le rétablissement des ornements gothiques, la S. Congrégation invite les évêques à faire connaître ces raisons.

La Circulaire défend de conserver le Saint-Sacrement dans un autre lieu que le tabernacle qui est au milieu des autels; c'était l'usage en quelques pays de le placer dans une custode adossée au mur, à droite ou à gauche de l'autel, comme on fait pour les saintes huiles. Cet usage est expressément condamné, au lieu que la question des ornements gothiques est encore pendante pour ce qui concerne les pays où ils sont déjà en usage. Voici la Circulaire du mois d'août 1863:

« *Rme Domine uti Frater* — Quum, renunciantibus non- » nullis Rmis Episcopis, aliisque Ecclesiasticis, et Laicis viris, » Sanctam Sedem non lateret quasdam in Anglia, Gallia, Ger- » mania, et Belgio Diœceses immutasse formam sacrarum ves- » tium, quae in celebratione Sacrosancti Missae Sacrificii adhi- » bentur, easque ad stylum, quem dicunt gothicum, elegan- » tiori quidem opere conformasse; itemque in nonnullis Belgii » Ecclesiis vel Oratoriis, Augustissimum Eucharistiae Sacra- » mentum non in medio altaris, verum aut in dextera aut

» laeva pariete in custodia servari eodem modo, quo Sacra » Olea recondi solent; Sacra Congregatio legitimis protuen- » dis Ritibus praeposita super hujusmodi immutationibus ac- » curatum examen instituere haud praetermisit.

» Ex hoc porro examine quamvis eadem Sacra Congregatio » probe noscceret sacras illas vestes stylum gothicum praese- » seferentes praecipue saeculis XIII, XIV, et XV obtinuisse » aeque tamen animadvertit Ecclesiam Romanam, aliasque » latini ritus per orbem Ecclesias, Sede Apostolica minime » reclamante, a saeculo XVI, nempe ab ipsa propemodum » Concilii Tridentini aetate, usque ad nostra haec tempora » illarum reliquisse usum; proindeque, eadem perdurante dis- » ciplina, necnon Sancta Sede inconsulta, nihil innovari posse » censuit; uti pluries Summi Pontifices in suis edocuere Cons- » titutionibus sapienter monentes istas, utpote probato Eccle- » siae mori contrarias, saepe perturbationes producere posse » et fidelium animos in admirationem inducere.

» Sed quoniam Sacrorum Rituum Congregatio arbitratur » alicujus ponderis esse posse rationes, quae praesentem im- » mutationem persuaserunt, hinc, audito Sanctissimi Domini » Nostri Pii Papae IX oraculo, verbis amantissimis invitare » censuit Amplitudinem Tuam, ut, quatenus in tua Diœcesi » hujusmodi immutationes locum habuerint, rationes ipsas ex- » ponere velis, quae illis caussam dederunt.

» Quod vero attinet ad custodiam SSmi Sacramenti, eadem » Sacra Congregatio Sanctitatis Suae nomine omnino prohibet » illud alio in loco servari praeter quam in tabernaculo in » medio altaris posito. »

— *Privilége d'indulgencier les chapelets de Sainte Brigitte. Chanoines réguliers de Latran.*

Les chanoines réguliers du Saint-Sauveur du Latran ont de temps immémorial le pouvoir le bénir les chapelets et d'appliquer les indulgences de sainte Brigitte; l'abbé général a joui aussi du privilége de subdéléguer les prêtres séculiers et réguliers pour la benédiction des chapelets et pour l'application des indulgences brigittaines. Le titre authentique de ce privilége étant perdu, un bref du 5 avril 1864 le confirme et autorise expressément l'abbé général à donner à tout prêtre séculier et régulier le pouvoir de benir trois cents chapelets, avec l'application des indulgences susdites. Voici ce Bref: — Pius PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. Exponendum nuper Nobis curavit dilectus filius Joannes Strozzi hodiernus Abbas generalis, ut praefertur, Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris Lateranensium nuncupatorum sui Ordinis Abbates Generales, et Superiores locales ab immemorabili tempore gaudere facultate benedicendi ubique Coronas precatorias cum applicatione indulgentiarum Sanctae Brigittae nuncupatarum ad quemcumque numerum; eamdemque facultatem a Superioribus localibus subdelegari posse respectivis subditis, qui sint Presbyteri Canonici, ab Abbatibus Generalibus vero omnibus sui Ordinis Canonicis, qui in Presbyteratu sint constituti, atque etiam aliis Presbyteris tam secularibus quam regularibus usque ad tercentas Coronas tantum. Porro hujusmodi concessionum, ut idem Dilectus Filius Nobis retulit, Litterae Apostolicae non amplius reperiuntur, quippe quod ob tristissimas rerum vicissitudines, quae medio hoc saeculo et exeunte saeculo elapso evenerunt, tabularium, ubi asservabantur, maximas jacturas fecerit. Quare, ut quacumque ex parte in re magni momenti nullum existat dubium, enixas preces Nobis exhibendas curavit, ut in praemisis opportune providere, ac ut infra indulgere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos ad memorati Ordinis, qui viris bene de re catholica meritis semper eluxit, decus augendum, animarumque salutem procurandam paterna charitate intenti, admotis supplicationibus obsecundare voluimus; atque omnes et singulas personas, quibus hae Litterae favent, a quibusvis excommunicationis, suspensionis, et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, et pœnis quovis modo vel quavis de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus rei tantum gratia absolventes, et absolutos fore censentes, deque Omnipotentis Dei misericordiia ac BB. Petri et Pauli App. ejus auctoritate confisi, dictas facultates, quibus, ut supra Nobis relatum est, Abbates Generales et Superiores locales Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris Lateranensium nuncupatorum gavisi sunt, iterum confirmamus, et quatenus opus sit, de novo tribuimus et concedimus, atque easdem facultates Abbas Generalis et Superiores locales Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris Lateranensium nuncupatorum nunc et pro tempore existentes libere ac licite exercere possint, ita tamen ut Presbyteri saeculares et regulares a memorato Abbate Generali subdelegati dictam pariter facultatem usque ad tercentas Coronas tantum, et extra Urbem, deque consensu Ordinariorum servatisque servandis exercere valeant, tenore praesentium impertimur et indulgemus. Non obstante Nostra, et Cancellariae Apostolicae regula de non concedendis Indulgentiis ad instar, aliisque Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem, ut praesentium Litterarum transumptis, seu exemplis, manu alicujus Notariis publici subscriptis, et sigillo personae in ecclesiastica dignitate constitutae munitis eadem prorsus fides adhibeatur, quae adhiberetur ipsis praesentibus, si forent exhibitae vel ostensae. Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die V Aprilis MDCCCLXIV. Pontificatus Nostri anni decimo octavo.

N. Card. Paracciani Clarelli.

— *Basiliens du rite ruthénien. Obligation de se conformer aux décrets apostoliques concernant les réguliers.*

Les théologiens se demandent si les Orientaux et autres fidèles qui ne suivent pas le rite latin sont compris dans les constitutions de discipline générale. Voici un document qui se rapporte à cette question.

Il y a dans l'empire autrichien plusieurs provinces de Basiliens ruthènes; chaque province renferme environ quinze monastères. Des visiteurs apostoliques qui ont été nommes à la suite du concordat de 1855, ont transmis au Saint-Siége des relations très favorables sur l'état prospère de ces communautés. La S. Congrégation *Super Statu Regularium*, répondant aux visiteurs Apostoliques, recommande de faire observer les décrets apostoliques concernant: l'approbation des maisons de noviciat par le Saint-Siége: les lettres testimoniales qu'on doit demander aux Ordinaires avant de donner l'habit: la profession triennale des vœux simples qui doivent précéder la profession solennelle: la nomination de plusieurs confesseurs dans chaque communauté, conformément aux décrets de Clément VIII: les prescriptions canoniques sur les aliénations, les censures et l'irrégularité: le séjour des réguliers *extra claustra* et l'expulsion des incorrigibles. On sait que Joseph II ne trouva pas de meilleur moyen d'affaiblir les congrégations religieuses que de les charger d'une foule d'emplois incompatibles avec leur profession et qui obligent les religieux de demeurer continuellement hors du cloître. Voici la lettre adressée à l'Eme Visiteur apostolique suivie des *Animadversiones* sur les constitutions de ces dignes et fervents religieux.

« Pergrata admodum accidit SSmo D. N. Pio PP. IX relatio » quam Eminentia Tua Rma transmisit ad hanc S. C. super » Statu Regularium qua testimonium exhibes de observantia » et monastica disciplina monachorum S. Basilii provinciae » NN. deque bono nomine quo monachi ipsi apud Christi- » fideles merito gaudent. Ideoque Sanctitas Sua eos summo- » pere commendandos esse voluit. Insuper designationem » monasterii loci Dobromyl in domum unici novitiatus appro- » bavit et confirmavit. Indulsit ad triennium ut monachi pres-

» byteri retinere possint quinque florenos quibus propriis parvis » expensis occurrere valeant. Probavit etiam quae de observantia quadragesimarum constituta sunt. Quod autem spectat » ad sanctimonialium ejusdem ordinis monasteria et novam » aliorum erectionem, confidit ut omnia de jure servanda » sedulo serventur. Constitutionibus vero ab Eminentia Tua » Rma transmissis sedulo diligenterque perpensis, nonnulla » animadvertenda esse existimatum est, antequam Apostolica » auctoritate confirmentur. Propterea animadversiones ipsas » quas in adnexo folio transcriptas reperies, Beatissimus Pater » communicandas mandavit. Interim vero alumni praefatae » provinciae magis magisque in promovendam regularem observantiam incumbant, et rectam tyronum institutionem » curent, servatis Apostolicis decretis de exhibendis litteris » testimonialibus ordinariorum deque prœmittendis votis simplicibus ante solemnem votorum professionem.

» Haec quidem Eminentiae Tuae Rmae mihi communicanda » erant, cui humillime et obsequentissime manus deosculor.

» Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis super Statu » Regularium die 7 decembris 1860.

» Animadversiones in constitutiones monachorum S. Basilii » provinciae NN. Die 7 decembris 1860.

» 1. Servanda erunt decreta Apostolica de litteris testimonialibus ordinariorum exhibendis, deque prœmittendis votis » simplicibus ante solemnem votorum professionem.

» 2. Minime reperitur satis expressum quod novitii habitu » religioso indui debeant.

» 3. Magis cavendum erit ne novitii nimis vacantes studiis » a monastica institutione et virtutum exercitio distrahantur.

» 4. Supprimenda erunt omnia quae leges civiles et nominationem archimandritae respiciunt; de ea enim particu» lariter agendum erit cum nuntio Apostolico.

» 5. Delenda erunt quae respiciunt facultatem manendi » extra claustra, ad officium capellani, vel professoris in aliqua » universitate, vel œconomi curati in parœcia ordini minime » subjecta exercendum, cum haec omnia et alia hujusmodi » Apostolicae Sedi reservata sint.

» 6. Mentio facienda erit de assistentia presbyteri pro infirmis morti proximis.

» 7. In contractibus ineundis nulla mentio fit de consensu » capituli et in alienationibus de beneplacito Apostolico juxta » constitutiones pontificias et conventionem inter Sanctam » Sedem et I. R. A. majestatem initam; et contra alienantes comminatur dumtaxat privatio vocis activae et passivae, » reticitis aliis pœnis a jure statutis.

» 8. Juxta decretum Clementis VIII non unus, sed plures » confessarii in unoquoque monasterio deputandi sunt.

» 9. Cum nonnulla a jure communi absona statuuntur quando » sermo fit de pœnis contra percussores clericorum, nam ex » Lateranensi Concilio excommunicatio major incurritur, et » non irregularitas, prout in constitutionibus edicitur; insuper, » ante absolutionem permittitur communio laicalis, licet excommunicati receptione sacramentorum privati sint; igitur constitutiones corrigendae erunt, expressis pœnis earumque absolutione ad tramites juris communis.

» 10. Pariter permittitur communio laicalis fugitivis ante » absolutionem ab excommunicatione; quod etiam emendandum erit.

» 11. Ut recte procedatur ad expulsionem incorrigibilitas » requiritur, quae quidem ex uno vel altero actu desumi non » potest. Saltem necessaria erit actorum reiteratio, post adhibitas monitiones, et aliquas praescriptas pœnas. »

— *Congrégations de religieuses professant les voeux simples sous une supérieure générale. Réforme des constitutions.* Les principales choses que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers trouve à réformer dans la plupart des instituts de vœux simples sont: la dispense des vœux, qui est réservée au Saint-Siége: la réélection de la supérieure générale: l'Ordinaire de la maison-mère supérieur général de tout l'institut: l'abus de ne pas séparer les novices des professes et de leur faire remplir des emplois, et celui encore plus dangereux de les envoyer dans les maisons particulières avant la profession, contrairement à la constitution de Clément VIII sur le noviciat: le vœu simple de pauvreté, qui n'est pas assez déterminé, et la prétention d'obliger les sœurs à donner leur avoir à l'institut, lorsqu'on ne peut rien exiger outre la dot: la dilapidation de la dot, qui doit être capitalisée et réservée, et non servir à faire des constructions: l'aliénation des immeubles et les dettes contractées sans indult apostolique: les converses qu'on fait passer arbitrairement et sans indult au rang des choristes, ce qui peut annuller les élections auxquelles elles prennent part, et autres abus qui violent la sainteté des règles canoniques.

Voici des *Animadversiones* qui ont été rédigées par la S. Congrégation des Evêques et Réguliers et communiquées à plusieurs instituts dans ces derniers temps. On y verra la confirmation des maximes que nous venons d'exprimer et d'autres observations qui montrent l'esprit de profonde sagesse que le Saint-Siége apporte à l'examen des affaires.

I.

« *Animadversiones in constitutiones Sororum N. N. expe» ditae die 22 martii 1862.*

» 1. Finis instituti nimis late patet Hinc Sanctitas Sua res» tringi mandavit prout in decreto laudis expressum est, nempe » ad instituendas puellas pauperes, derelictas et periclitantes, » et ad ministrandum infirmis.

» 2. Cum agatur de instituto quod etiam in alias dioeceses » diffundi poterit, S. Congregatio non solet approbare aliquem » episcopum in superiorem, vel presbyterum moderatorem » admittere, ne aliorum antistitum jurisdictio ullo modo laedatur, sed dumtaxat concedit ut capitulo generali praesideat » ordinarius loci in quo celebratur, tamquam delegatus Apos» tolicus.

» 3. Moderatrix generalis aetatem annorum quadraginta habere debet, et octo annos professionis.

» 4. Pro erigendis novis domibus requiritur consensus or» dinarii loci.

» 5. Ante vestitionem et professionem exploratio ordinarii » requiritur.

» 6. Confessarii extraordinarii concedi debent juxta Con» cilium Tridentinum et constitutionem *Pastoralis curae* Be» nedicti XIV.

» 7. Novum est ut conversa admittatur in generali consilio.

» 8. Pro alienationibus et impositione debitorum serventur » praescriptiones canonicae, praesertim quoad beneplacitum » apostolicum.

» 9. Solet praescribi ut a Moderatrice Generali quolibet » triennio fiat relatio super statu piae societatis ad S. Con» gregationem.

» 10. In aliis institutis non omnes sorores professae inter» sunt capitulo generali, sed ut plurimum, superiorissae loca» les et nonnullae aliae quae peculiares qualitates habent, ut, » exempli gratia, assistentes et quosdam professionis annos vel » praeter superiorissam localem duae vel plures quae a capi» tulo cujusque domus eligantur. Idcirco hac super re constitu» tiones reformandae erunt.

» 11. Confirmatio indeterminata Moderatricis generalis non » probatur.

» 12. Manifestatio conscientiae in praesens non admittitur, » nisi facultative, relate dumtaxat ad progressum in virtutes » et ad publicas constitutionum transgressiones.

» 13. Non expedit ut prohibeatur confessio praeter unam » vicem qualibet hebdomada.

» 14. Exercitia ante vestitionem et professionem fieri debent » per decem dies.

» 15. Consiliariae generales debent habere votum delibe- » rativum in rebus gravioribus ex. gr. in admissione ad ha- » bitum et professionem, in acceptatione novae domus, in » contractibus et aliis hujusmodi.

» 16. Serio perpendendum erit an expediat admittere ter- » tiarias ita ut quasi gradum distinctum a conversis efforment.

II.

» *Animadversiones in constitutiones instituti Sororum* » *Charitatis N. N. expeditae die 3 januarii 1863.*

» 1. Finis instituti nimis late patet, cum omnia charitatis » opera amplectatur. Oportet igitur ut ad arctiores limites re- » ducatur.

» 2. Necesse est ut tempus novitiatus determinatum et in- » variabile pro omnibus sit; et ut novitiae in domibus novi- » tiatus, quin alio mittantur, illud integre expleant sub direc- » tione magistrae. Expediret ut haec praescribantur, nempe, » quod novitiatus per biennium perdurare debeat, deinde no- » vitiae vota simplicia ad triennium vel quinquennium emittant, » et tandem vota simplicia perpetuo duratura.

» 3. Pro dispensatione votorum recurrendum erit ad Apos- » tolicam Sedem.

» 4. Satis determinandum non est votum paupertatis, et » valde exosum apparere poterit redditus bonorum ad insti- » tutum devolvi debere. In nonnullis institutis professae re- » tinent dominium radicale, sed ante professionem renuntiant » administrationi et usufructui favore quorumlibet, prout eis » libuerit, ac etiam favore instituti, si ita eis pro earum libitu » placuerit.

» 5. Pro contractibus alienationis ineundis et aere alieno » contrahendo servandae sunt praescriptiones canonicae, prae- » sertim quoad beneplacitum Apostolicum.

» 6. Ob graves abusus qui irrepserunt, in praesens non » admittitur manifestatio conscientiae, etiam Moderatrici ge- » nerali, ideoque articulus qui eam respicit supprimendus erit.

» 7. Res plena periculi est admittere pueros in scholis, sed » institutio ad puellas tantum restringi convenit.

» 8. Deputatio confessariorum unice spectat ad ordinarium » juxta constit. Benedicti XIV, incipien. *Pastoralis Curae.* » Nec de ratione ineundi confessionem sacramentalem in cons- » titutionibus agendum est, nec sororibus prohibendum ut » a confessario consilium in iis quae conscientiam respiciunt, » exquirant.

» 9. Non admittuntur litaniae quae a S. Sede non fuerint » adprobatae.

» 10. Juxta Ecclesiae disciplinam sacerdotes non solum de- » bent infirmis sacramenta ministrare, sed iisdem in articulo » mortis constitutis spiritualem assistentiam exhibere. Quapop- » ter hac de re mentionem fieri oportet in constitutionibus.

» 11. Expungenda sunt e constitutionibus quae respiciunt » prandia cum consanguineis earum quae habitum recipiunt » vel professionem emittunt, nec non cum capellanis aliisque » ecclesiasticis.

» 12. Non solet ab Apostolica Sede approbari ut aliquis » episcopus sit superior generalis instituti quod in alias dif- » funditur diocceses, ne jurisdictio aliorum antistitum laedatur. » Sed tantum permittitur ut episcopus loci in quo capitulum » generale celebratur, eidem uti delegatus S. Sedis, prae- » sideat.

» 13. Numerus determinatus assistentium statuendus erit.

» 14. Aetas quadraginta annorum pro Moderatrice generali » praescribenda erit.

15. Cum electio fiat per capitulum non solet permitti ut » vocales absentes suppleant suffragium per schedas.

» 16. Si Moderatrix generalis ita in suo munere exercendo » defecerit, ut depositionem mereatur, recurrendum erit ad » S. Congregationem, quod pariter servandum erit si in suo » munere velit confirmari ultra sexennium.

» 17. Novae domus novitiatus erigi nequeunt absque S. C. » beneplacito.

» 18. Exercitia pro vestitione et professione peragi debent » per dies decem.

» 19. Ut demandetur executioni expulsio alicujus sororis, » expetenda erit confirmatio S. Congregationis.

» 20. Statuendum erit ut quolibet triennio Moderatrix ge- » neralis relationem ad hanc S. C. transmittat super statu » congregationis tam quoad disciplinam quam relate ad ad- » ministrationem, ad numerum sororum et novitiarum, quoad » progressum instituti, erectionem domorum et alia hujusmodi.

III.

» *Animadversiones in constitutiones Sororum N. N. expe-* » *ditae die 3 januarii 1863.*

» 1. Apostolica Sedes permittere non solet ut aliquis epis- » copus sit superior generalis instituti, ne jurisdictio aliorum » episcoporum in quorum diœcesibus domus existunt laedatur. » Ideo expungenda sunt ea omnia quae ejusmodi superioritatem » respiciunt.

» 2. Quoad aetatem Moderatricis generalis, inhaerendo » S. Concilio Tridentino, anni quadraginta praescribendi sunt.

» 3. Determinari debet modo certo tempus quo dicta Mo- » deratrix generalis in suo munere perdurare possit, et ut plu- » rimum praescribitur sexennium.

» 4. In electionibus experimentum sortis non probatur.

» 5. Pro confirmatione ejusdem superiorissae ultra sexen- » nium, S. Congregationis licentia petenda erit.

» 6. Pro dispensatione votorum ad S. Sedem recurren- » dum est.

» 7. Votum simplex paupertatis magis praecise determinan- » dum erit, declarando quod dominium radicale non impedit, » nec coarctanda facultas libere disponendi de administra- » tione et usufructu ante professionem.

» 8. Quoad alienationes et contractus salva remanere de- » bent jura S. Sedis et ordinariorum juxta sacros canones.

» 9. Pro erigendis novis domibus novitiatus, recurrendum » erit ad S. Congregationem EE. et RR.

» 10. Novitiae per integrum tempus in novitiatu permanere » debent sub directione magistrae a professis separatae.

» 11. Expungendae sunt a constitutionibus litaniae et ro- » saria a S. Sede non approbata.

» 12. Ne instituti scopus latius qua par est, extendatur, » supprimenda erunt verba quibus edicitur sorores aggredi » posse omnia charitatis opera.

» 13. Patri spirituali minime tribui potest facultas ferendae » excommunicationis.

» 14. Praescribendum erit ut Moderatrix generalis quolibet » recurrente triennio ad S. Congregationem relationem trans- » mittere debeat, qua referat de statu materiali, personali, ad- » ministrativo et disciplinari, ac etiam de novitiarum numero » atque institutione.

IV.

Animadversiones in Constitutiones Sororum NN. expedi- *tae die 3 martii 1863.*

» 1. Constitutiones ita efformentur ut unum corpus habea- » tur, eaque nomine Constitutionum appellentur.

» 2. Cum S. Sedes non soleat pro Institutis, qua in variis » diœcesibus diffusa sunt, concedere et approbare ut aliquis » episcopus habeat munus Superioris generalis, expungenda » sunt in Constitutionibus quae referuntur ad episcopum N. » uti Superiorem generalem et ad ejus delegatum gene- » ralem.

» 3. Ob graves abusus qui irrepserunt, in praesens, manifestatio conscientiae ab hac S. C. non amplius probatur; ideoque in Constitutionibus omnino supprimenda erit.

» 4. Non decet sacras virgines curam puerorum masculini sexus habere; idcirco S. Sedes id minime permittit.

» 5. Probari minime potest quod novitiae antequam novitiatum expleverint in domo novitiatus et vota emiserint ad alias domos mittantur.

» 6. Magis determinanda erit natura voti simplicis paupertatis circa dominium et usumfructum, nec coartanda facultas libere disponendi ante professionem.

» 7. Promissio de non manifestandis constitutionibus sub gravi culpa non probatur.

» 8. Prohibendum non est in genere ne consilium a personis extra Institutum petatur, cum excipiendi sint episcopi et confessarii.

» 9. Omnino delendum est quod Superiorissa a jejuniis et abstinentia ab Ecclesia praescripta dispensare possit.

» 10. Non admittuntur litaniae ab Apostolica Sede non approbatae.

» 11. Novus quasi ritus admitteretur si Sorores instante communione in ecclesia licentiam a superiorissa petere deberent.

» 12. Quod diem celebrationis festi SSmi Nominis Jesu spectat, servandum est SS. Rituum Cong. decretum, ex quo dictum festum dominica secunda post Epiphaniam celebrari debet.

» 13. Votorum dispensatio petenda est ab Apostolica Sede et expulsio effectum habere nequeat sine hujus S. Congregatione confirmatione.

» 14. Reservandum erit Beneplacitum Apostolicum pro alienationibus et impositionibus debitorum ad formam SS. Canonum et Apostolicarum Constitutionum.

» 15. Determinandi sunt casus graviores in quibus Moderatrix generalis requirere debet consensum consultricum, nempe pro admissione ad vestitionem et professionem, pro novis domibus erigendis, praeter consensum ordinarii loci, pro alienationibus et impositionibus debitorum, aliisque contractibus ineundis.

» 16. Modus electionis moderatricis generalis reformandus omnino est, nam probari minime potest ut per schedas semper eligatur. Sed convocandum erit capitulum generale quolibet recurrente sexennio. Episcopus loci in quo habebitur Capitulum poterit ex speciali concessione S. Sedis uti ejus delegatus capitulo praeesse, et relationem de celebrato capitulo ad hanc S. C. transmittere.

» 17. Expleto sexennio, moderatrix generalis confirmari non poterit absque S. Congregationis venia.

» 18. Res periculi plena est relinquere arbitrio moderatricis generalis ejusque consilii jus constituendi vocales pro capitulo generali. In aliis Institutis vox activa et passiva conceditur Sororibus quae aliquot annos professionis habuerint et aliquod munus exercuerint.

» 19. Fortasse magis expediens esset, peracto novitiatu, prius emittere vota ad quinquennium, deinde perpetua.

» 20. In constitutionibus statuendum erit quod moderatrix generalis, quolibet recurrente triennio, relationem ad hanc S. C. transmittere teneatur de statu proprii Instituti, quoad numerum domorum, et Sororum, observantiam, novitiarum institutionem, ac oeconomicam administrationem.

V.

» *Animadversiones in Constitutiones sororum a S. Anna, expeditae die 5 martii 1865.*

» 1. Oportet ut unum tantum fiat constitutionum corpus, quin habeantur regulae communes, et particulares consuetudines et alia hujusmodi.

» 2. Speciale votum de instituendis puellis, cum id instituti objectum efformet, non est necessarium, et aliunde occasio anxietatum conscientiae dare posset.

» 3. Cum agatur de eligendo meliori statu, nulla mentio facienda est de consensu parentum in constitutionibus.

» 4. Tempus pro novitiatu debet esse determinatum et stabile. Hinc non admittitur dispensatio a secundo tyrocinii anno.

» 5. Fortasse expediret ut expleto novitiatu, alumnae emitterent vota ad quinquennium, deinde vota simplicia in perpetuum.

» 6. Apostolica Sedes non solet admittere ut episcopus dioecesis, in qua domus princeps extat, superioritatem habeat, ne aliorum episcoporum jurisdictio ullo modo laedatur. Idcirco ex constitutionibus expungenda erunt quae respiciunt episcopum N. uti superiorem generalem, ejusque facultatem deputandi visitatores in aliis dioecesibus.

» 7. Novitatem sapit diversos gradus capitulorum et consiliorum admittere; idcirco magis expediens erit ut aliorum Institutorum exempla sorores sequantur; nempe constituatur capitulum generale quolibet sexennio celebrandum a quo moderatrix generalis et assistentes eligantur, et assistentes efforment Consilium stabile et permanens superiorissae generalis, a quo requiratur votum deliberativum in casibus gravioribus, nempe in admissione ad habitum et professionem, in fundatione domorum, in alienationibus et impositionibus debitorum, aliisque contractibus ineundis.

» 8. Pro erigendis novis domibus salvum esse debet jus ordinariorum dandi consensum et in alienationibus servari debent praescriptiones canonicae et constitutiones S. Sedis praesertim quoad Beneplacitum Apostolicum.

» 9. Quamdam simoniae speciem sapit exigere a divitibus ea tantum ratione quod divites sint, majorem prae coeteris dotem, quae pro omnibus aequalis esse debet.

» 10. Votum paupertatis satis determinatum non est; idcirco praescribendum in constitutionibus erit quod Sorores dominium radicale suorum bonorum retinere possint, sed ante professionem, administrationem, usumfructum et usum cedere debeant quibus eis placuerit, ac etiam suo Instituto, si ita existimaverint.

» 12. Aetas magistrae novitiarum non potest esse minor aetate annorum 35.

» 13. Ante vestitionem et professionem exercitia spiritualia per decem dies praemitti solent.

» 14. Relate ad confessarios servanda erit constitutio Benedicti XIV incipiens, *Pastoralis curae*.

» 15. Capsa non duabus sed tribus clavibus claudenda erit.

» 16. Novitiae a professis separatae esse debent.

» 17. De studio linguarum nihil in constitutionibus exprimendum.

» 18. Cum agatur de votis quae in Instituto emittuntur, eorum dispensatio S. Sedi reservanda est, nec expulsio sine praevia hujusmodi dispensatione effectum habere poterit.

» 19. Inutilis est mentio de votis solemnibus, cum agatur in casu de votis simplicibus.

» 20. Plura reperiuntur in constitutionibus quorum nonnulla hic indigitantur. Nimis extolluntur Constitutiones quodam mysticismo. Ipsae enim considerantur quasi a Deo dictatae, inspiratae a Spiritu Sancto, et ab ore Dei prodeuntes. Egressio sororum e lecto, quasi processio Filii a Patre et alia hujusmodi, quae minime conveniunt, et idcirco expungenda omnino sunt.

» 21. Exprimendum in constitutionibus est quod Moderatrix generalis quolibet triennio relationem ad S. C. transmittere teneatur; quae quidem relatio complecti debet tum statum materialem, nempe numerum domorum et sororum, tum statum disciplinarem nempe, observantiam constitutio-

» num et novitiarum institutionem, nec non quae respiciunt » oeconomicam administrationem.

VI.

» *Animadversiones in constitutiones Sororum B. M. V.* » *expeditae 10 martii 1863.*

» 1. In unum corpus redigi debent constitutiones quae minime regulae appellari possunt. Hoc enim nomine primitivae regulae Ordinum intelliguntur, quae jam ab apostolica » Sede approbatae fuerunt.

» 2. Parvus profecto est numerus vocalium in capitulo generali. Ideirco augeri poterit admittendo inter vocales unam » sororem ab unaquaque domo ad hunc effectum deputandam.

» 3. Moderatrix generalis certam aetatem habere debet, » quam Tridentina synodus in annis 40 statuit, nec non determinatos annos professionis, nempe octo, juxta ejusdem » synodi praescriptionem.

» 4. Magis expediret ut superiorissa generalis ad secundum » decennium confirmari nequeat absque expressa venia S. Congregationis.

» 5. Nimis ampla videtur auctoritas moderatricis generalis. » In nonnullis Institutis ea debet exquirere votum deliberativum consultricum in rebus gravioribus, praesertim pro fundationibus, pro nominatione superiorissarum localium, pro » admissione ad vestitionem et professionem, pro contractibus » et aliis hujusmodi.

» 6. Novitiae tempore tyrocinii remanere debent in domo » novitiatus sub directione magistrae in loco separato, et habitum novitiarum gestare.

» 7. Professae etiam votorum quinquennalium dimitti non » poterunt absque dispensatione S. Sedis; et infirmitas superveuta non est causa sufficiens dimissionis.

» 8. Pro revocatione dispositionis bonorum sororum quae » vota perpetua emiserunt, venia S. Congregationis requiritur.

» 9. Pro alienationibus bonorum Instituti servandae erunt » praescriptiones SS. Canonum et apostolicarum Constitutionum » praesertim quoad Apostolicum Beneplacitum. Ita pariter pro » suppressione domorum quae alienationem sapit.

» 10. Manifestatio conscientiae ob graves abusus qui irrepserunt, in praesens a S. C. non approbatur.

» 11. Solent in institutis aliqua paenitentiae opera praescribi, ut sorores mortificationis spiritum etiam practice acquirant, v. g. aliqua jejunia, etc.

» 12. Clausura in genere, quae non sit nec papalis, nec » episcopalis non admittitur. Ideirco in casu episcopalis statuenda est.

» 13. Pro translatione domus principis expetenda erit venia » S. Congregationis.

» 14. Minime reliquenda est arbitrio capituli generalis depositio moderatricis generalis, sed si aliquis casus occurrat, » quem Deus avertat, Assistentes ad S. Congregationem recurrant.

» 15. Expedit ut episcopus loci in quo Capitulum generale » celebratur, illi sive per se, sive per aliam personam ecclesiasticam praesideat, tamquam Apostolicae Sedis delegatus, » non solum quando agitur de electione moderatricis generalis » sed etiam aliis et relationem de celebrato capitulo ad S. C. » transmittat.

» 16. Ad episcopum non vero ad moderatricem generalem » spectat visitare ecclesiam et res ad cultum divinum pertinentes.

» 17 Res plena periculis est ut sorores recipiant in suas » ecclesias pias confraternitates.

» 18. Non expedit ut in constitutionibus, mentio fiat de » retinendis a sororibus tabernaculi clavibus; illae enim ab » aliquo presbytero asservari debent, nec de abluendis sacris » linteaminibus, neque aliis hujusmodi; nec pariter de oleo infirmorum in earum ecclesiis custodiendo, ne jura parochialia » laedantur.

» 20. Statuendum erit in constitutionibus quod moderatrix » generalis quolibet triennio relationem de statu instituti ad S. C. » transmittere teneatur, tam relate ad numerum domorum et » sororum quam relate ad observantiam et oeconomicam administrationem.

VII.

Animadversiones in constitutiones Sororum NN. expeditae die 11 martii 1863.

« 1. Scopus seu finis instituti ad plura opera charitatis » extendi minime expedit, cum determinatus esse debeat.

» 2. Articulus quoad convictrices perpetuas expungendus est.

» 3. Votum vacandi institutioni puellarum necessarium non » est, et aliunde anxietatem conscientiarum promovere poterit. » Hinc opportunius erit ut tria tantum consueta vota simplicia » emittantur.

» 4. Non solet quoad mulieres approbari ut ipsae in perpetuum votis teneantur, et institutum eas dimittere pro libitu possit.

» 5. Pro dispensatione votorum ad Apostolicam Sedem » recurrendum erit.

» 6. Cum non soleat Apostolica Sedes in Institutis, quae » in plures dioeceses diffusa sunt, admittere alicujus episcopi » superioritatem, ne aliorum episcoporum jurisdictio laedatur, » emendanda est formula votorum qua jurisdictio privative » tribuitur episcopo N. eademque de causa admitti minime » potest quod praefatus episcopus superiorem generalem deputare valeat pro universo instituto.

» 7. In praesens institutum ipsum non est amplius dioecesanum, et omnes sorores ab antistita domus pendent; ideo» que moderatrix generalis et capitulum generale, ad instar » aliarum Congregationum constituendum erit.

» 8. Saltem aetatem annorum trigínta quinque superiorissam generalem habere permittitur.

» 9. Novitiae per totum biennium in domo novitiatus sub » cura idoneae magistrae permanere debent, ut recte instituantur. Nec aliae domus novitiatus erigantur sine venia » S. Congregationis.

» 10. Exercitia spiritualia ante vestitionem et professionem » per dies decem praemitti solent.

» 11. Expedit ut postulantes testimonium accepti baptismatis et confirmationis exhibeant.

» 12. Non solet admitti ut magistra novitiarum regimen » domus assumat.

» 13. Votum paupertatis magis praecise determinandum erit, » ita ut dominium radicale sorores retineant, et administrationem, usumfructum et usum ante professionem votorum, » quibus eis libuerit cedant, ac etiam proprio instituto, si pro » earum libitu, eis placuerit.

» 14. In aliis institutis moderatrix generalis debet exquirere votum deliberativum consultricum in rebus gravioribus, » v. g. pro fundationibus domorum, pro deputatione et remotione superiorissarum.

» 15. Pro alienationibus et impositionibus debitorum recurrendum erit ad Apostolicam Sedem, et si aliquod indultum » hac de re desiderent, illud expresse petant. »

» 16. Non convenit ut familiares masculini sexus intra » septa domus dormiant.

» 17. Numerus communionum regulae nimis excedens videtur; neque in constitutionibus mentio facienda est de » festo de *la Salette* et vitae interioris B.M.V. Ad frequentiores communiones peragendas sorores sese dirigere debent » judicio prudentis confessarii.

» 18. Pro confessariis standum constitutioni Benedicti XIV. » incipien. *Pastoralis curae.*

» 19. A prohibitione mittendarum litterarum ad personas » extraneas excipiendi episcopi et confessarii. »

» 20. Aliquid novi sapit benedictio et impositio calantinae, » vulgo *coiffe*.

» 21. In constitutionibus praescribendum erit ut quolibet triennio moderatrix generalis relationem ad Sacram Congregationem transmittat, quae quidem relatio complecti debet » tam statum materialem, et personalem, nempe numerum » domorum et sororum, quam disciplinarem, scilicet constitutionum observantiam necnon quae respiciunt administrationem œconomicam.

VIII.

Animadversiones in constitutiones Sororum NN. expeditae die 15 aprilis 1863.

« 1. In formula professionis mentio facienda erit dumtaxat » de consuetis tribus votis paupertatis, castitatis et obedien- » tiae: quae vero de curanda et promovenda gloria D. N. Jesu » Christi in Eucharistia adduntur, sufficit ut sorores habeant » uti Instituti sui finem.

» 2. Expungenda erunt quae statuuntur de coassociatis primi » ordinis, quum consona haud sint legibus sacrorum canonum.

» 3. Dispensatio votorum quae in hujusmodi Institutis emit- » tuntur S. Sedi reservata semper erit, et si Sorores ab iisdem » Institutis dimittuntur, prius votorum dispensatio a S. Sede » erit obtinenda.

» 4. Moderatricis generalis electio ad novem annos erit du- » ratura. Expedit tamen ut quolibet triennio celebretur capi- » tulum generale pro gravioribus negociis societatis, sub prae- » sidentia episcopi loci, in quo capitulum celebratur, uti de- » legati Apostolici atque ad illud praeter superiorissas locales » admittatur etiam alia soror ab unaquaque communitate de- » leganda.

« 5. Eadem Moderatrix generalis ultra novennium confir- » mari non poterit absque Apostolicae Sedis venia.

» 6. Expungenda erunt ea omnia quae de manifestatione » conscientiae edicuntur.

» 7. Reservandum erit Beneplacitum Apostolicum pro alie- » nationibus et pro aere alieno contrahendo ad praescriptum » SS. Canonum.

» 8. Statuta, quibus novae Congregationes diriguntur, so- » lent appellari *Constitutiones*, ideoque verbum *Regulae* nun- » quam adhibendum.

» 9. Haud humilitati consonae sunt quaedam expressiones, » quae in constitutionibus reperiuntur uti sunt ex. gr. procu- » randae a sororibus salutis aeternae et perfectionis proximi.

» 10. Quum agitur de assistentia a sororibus praestanda » aegrotis, mentio fiat de advocando presbytero pro infirmis » in articulo mortis constitutis, ut is eorum curam gerat ad » praescripta ritualis romani.

» 11. Non recte dictum est quod in recipiendo pœnitentiae » Sacramento prae oculis habere debeant sorores solum finem » augendi in se Dei gratiam, et acceptabiliores se Deo red- » dendi.

» 12. Sacris Canonibus consonum non est quod novitiae » cedere debeant Instituto omnem usumfructum bonorum, ac » pensiones quae ad ipsas spectare poterunt.

» 13. De cibis in parlatorio subministrandis nullum verbum » fiat.

» 14. Si novae domus fundatio eveniat, prius obtinendus » erit expressus ordinarii loci consensus; et si nova domus » pro novitiatu inservire debet, antea obtinenda erit venia » a S. Sede.

» 15. Verbum, *Avis*, quod reperitur pag. 32, num. 2, » expungendum, eique substituatur verbum *Consentement*.

» 16. Quoad deputationem confessariorum, serventur quae » a Sacris Canonibus et Apostolicis Constitutionibus praescri- » pta reperiuntur.

» 17. Apostolica Sedes non solet pro Institutis, quae in va- » rias diœceses diffusa sunt, concedere ut aliquis episcopus ha- » beat munus Superioris generalis. Expungenda sunt ideirco » in Constitutionibus quae referuntur ad episcopum N. N. uti » Superiorem generalem.

» 18. Sorores quae *assistentes* vocantur, quaeque Consilium » Moderatricis generalis constituunt dispersae esse non debent, » ut officium superiorissae in aliis Instituti domibus exerceant; » sed potius tenentur commorari in domo principe cum prae- » fata moderatrice generali.

» 19. Eveniente casu, quem Deus avertat, quod deponenda » sit Moderatrix generalis, recurrendum erit ad S. Sedem.

» 20. Laudabilis usus quolibet mense ad S. Communionem » accedendi pro episcopis, haud limitandus erit ad solos episco- » pos Belgii, sed extendendus ad omnes episcopos, praesertim » locorum in quibus Sorores commorantur. »

— *Profession de la foi catholique dans la réception des grades académiques. Revalidation par indult apostolique.*

« Augustinus N. ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, » humiliter exponit sese, die 8 augusti anno 1859, gradu » licentiati in utroque jure, nempe tum civili, tum canonico » insignitum fuisse in Universitate Imperiali NN. Sed quia » professio fidei catholicae facta non fuit, ideo collatio gradus » praedicti fuit nullius momenti et roboris, ad tramites Cons- » titutionis Sa. Me. Pii IV.

» Quapropter orator supplicat pro sanatione hujusmodi defec- » tus, qui passim reperitur in collatione graduum apud NN. » hodiernos; humillime et enixe postulans ut de benignitate » Apostolica possit emittere professionem fidei juxta formam » Pii IV in manibus ordinarii sui seu confessarii, et ita gradu » praedicto rite decorari ad quoscumque juris effectus.

» Sacra Poenitentiaria de speciali et expressa Apostolica » Auctoritate benigne sic annuente SSmo Dno Pio PP. IX. » dilecto in Christo ordinario facultatem concedit supras- » cripto oratori recensitum defectum professionis fidei illam » emittendo in manibus ipsius ordinarii juxta petita Aposto- » lica Auctoritate sanandi: contrariis quibuscumque non ob- » stantibus. Datum Romae in Sacra Poenitentiaria die XII » decembris anni 1863. »

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-DEUXIÈME LIVRAISON.

EPISTOLA GRATULATORIA

AD EMOS RMOSQUE DOMINOS S.R.E. CARDINALES

INQUISITOREM GENERALEM SCILICET, ET PATRIARCAM

In qua adstruitur pontificia potestas, sanctae Inquisitionis jurisdictio, et contradictorum injustitia, demonstraturque sigilli sacramentalis strictissima obligatio, ac refellitur error introductus circa interrogationes complicum, et denegationem absolutionis insimulque admonitio, et exhortatio ad regni episcopos et confessores scripta jam dudum a quodam anonymo; nunc vero pro publica utilitate typis mandata Matriti, apud haeredes Francisci del Hierro, anno 1746. -- De facultate superiorum (1).

EMINENTISS. REVERENDISSIMIQUE DOMINI.

Temeritati forsan maxime tribuendum erit, quod ego ignotus homo, nullaque scientiarum, aut virtutum suppellectili ornatus, Vos alloqui, o Purpurati Principes, non pertimescam; ausimque in materia dogmatis circa sigillum, in qua nunc versamini, rudia verba proferre, incomptumque sermonem, conspectibus Vestris repraesentare. Qui tamen audacem, ac larvatum scriptorem decretis vestris, verissimaeque doctrinae in ipsis contentae oblatrantem, pro nimia humanitate, et mansuetudine, qua secundum Apostolum, ornati estis, majori fortasse, quam par erat, prudentia sustinuistis, utique nullius nominis authorem partes vestras pro certissimo dogmate assumentem indulgentius sustinebitis. Parcite ergo, si quid peccaverim; et inclinata paulisper Celsitudine Vestra, dimittite me, ut plangam paululum meum, imo et totius regni dolorem, plangentemque circa Sacramentum poenitentiae gliscentes abusus, benignius auscultate.

Non sine maximo animi moerore ad aures pervenit meas, imo et in ore vulgi fertur, aliquos egregios, doctos, ac virtutibus ornatos nostrae Lusitaniae episcopos, supremo ecclesiae oraculo non acquiescentes, proh dolor! ad excusandas excusationes in peccatis, varias querimonias fundere, simulatasque causas praetexere ut quod jam, inspirante Deo, a vobis decretum fuerat, atque a visibili Ecclesiae capite confirmatum, labefactare queant: et vel infallibilem veritatis apicem falsis suggestionibus deceptum dicant; vel imprudentissimo emendationis zelo in maximam animarum perniciem, religionis Catholicae detrimentum, et in sacramenti poenitentiae praejudicium, jam disseminatum errorem in dies atque in dies valeant propagare. Minime profecto id crederem si fama publica constanter non evulgaret. Oh timeo, utinamque fallar, nostrum Portugalliae regnum fide hucusque purum, pietate dilectum, et sanctae matris Ecclesiae filium prae ceteris observantissimum alicujus schismatis (ne dicam haereseos) contagio inquinatum iri, ni sanctissimus pastor, tamquam militantis Ecclesiae dux strenuus, in manu potenti, et in brachio excelso, uno velut ictu, ac Apostolici culminis vibrato fulgure, non tam suborientem, quam multis abhinc retro annis jam grassantem, radicatumque errorem conterat, dissipet, funditusque evertat.

Si pusillitati meae ad Pontificium Solium accedere, ac solidissimae rationalis petrae bases flexo poplite deosculari datum esset, per Deum immortalem, per Jesum Christum filium ejus unicum, per sanctissimam Virginem Mariam, et per Beatos Apostolos Petrum, et Paulum humilime rogarem, summaque reverentia obtestarer, ut clementiae accessibus omnino interclusis, ac paternae charitatis obturatis auribus, nullatenus exaudiret hos, qui frivolis ratiunculis, mendacibus excusationibus, et affectatis scriptis ac querelis accedunt in vestimentis ovium; et tamen tamquam lupi rapaces, pharisaico zelo, quasi non sint sicut caeteri homines, omnes alios, qui sectae suae non adstipulantur, veluti publicanos spernunt. Interimque inconsutilem vestem lacerare, unitatem proscindere, secundam post universale naufragium humanae salutis tabulam frangere, ac salutare poenitentiae sacramentum odiosum reddere, sub virtutis, charitatisque specie, toto conatu satagunt, ac intendunt.

Non ego adeo temerarius sum, ut Dominos episcopos, quibus summam impendo reverentiam, tanta labe conspersos pronuntiem; neque id unquam fas esse docebo. Miror tamen, valdeque miror, quod cum ad eorum manus pervenerit pontificium diploma, in quo circa Sacramenti poenitentiae administrationem ejusque inviolabile sigillum gliscentes abusus damnabantur; episcopique litteris charitatis et prudentiae plenis ardenter adhortabantur, ut commissorum sibi gregum curam habentes, velut custodes in nocte invigilarent, ne damnati abusus amplius serperent, jamque introducti radicitus evellerentur nullus eorum, quem sciam, vel in signum debitae erga Sedem Apostolicam obedientiae, vel in obsequium S. P. rescribentis,

(1) Nous avons parlé de cette excellente dissertation dans les livraisons 29 et 61 des *Analecta*. L'importance du sujet nous engage à rééditer intégralement cette brochure aujourd'hui introuvable. Nous la faisons suivre des constitutions de Benoît XIV.

et praecipientis, vel saltem pro episcopali munere adimplendo litteris suis commonitoriis parochos, confessariosque sibi subditos circa sacri sigilli observantiam, ejusque utilissimam, strictissimamque necessitatem hortaretur. Quis non obstupescat, cum circa alia, certe minus utilia, pastorales litteras frequenter evulgari, typis mandari, et nescio an jactantiae causa, ubique spargi conspiciat: circa vero rem adeo gravem, adeo periculosam, adeo utilem, altum solummodo silentium, nullamque sollicitudinem experiatur. Equidem prudenti reflexione dignum efficitur, quod hi Excellentissimi praesules, viri rectissimi, vigilantissimique tribunalis edicto, suae usurpatae (ut obtrudunt) jurisdictionis zelo exardescerent: visis vero supremi pastoris saluberrimis litteris, non solum ardore religionis, saltem ad sedandas fidelium offensiones non flagrarent; sed potius omnino tepescerent: ac in id studii evasissent, ut ad S. Pastorem, vel ad texendas excusationes, vel ad fundendas querelas, vel ad defendendam jurisdictionem suam, vel ad neganda facta, vel ad deplorandam confessorum suorum sugillatam famam, vel tandem ad justificandam introductam perniciosam praxim rescribere curavissent.

Haec cum ita se habeant, profecto citra dolum malum, ipsos praedicti abusus patronos, fautoresque esse jure merito suspicari poteramus. Absit tamen a nobis omnis incerta, licet non imprudens, sinistra opinio: potiusque credamus, ipsos aliquorum novatorum suggestionibus, ac fraudulentis virtutibus deceptos, pro eorum innocentia, ut praedicant, simulque sua jurisdictione tuenda, et ut Sanctae Inquisitionis edictum supprimeretur, ad S. P. rescripsisse. Ne vero consequantur, si possem, iterum, instanterque Supremum Pastorem rogarem, ne crederet, quos tenebrarum princeps, lucis ad instar, miserrime decipit, eosque ex fructibus cognosceret. Quid enim ex zelo suo, quid ex affectato spiritualis profectus studio, quid ex imprudenti reformationis cupidine, quid ex collapsae (ut ajunt) antiquae ecclesiasticae disciplinae reparandae studio pullulare et reflorescere conspicimus, nisi schismata, factiones, cordatorum virorum scandala, pusillorum anxietates, utriusque justitiae inversum ordinem, verae charitatis contemptas leges, religionum perturbationes, occultorum delictorum publicas poenas, dignitatum ambitus, plurimaque alia modesto, ac verecundo silentio nunc omissa? Optarem sane mendacem me efficerent, ac probarent. Verum enim vero nota, notissimaque sunt haec omnia, quae S. P. patefacerem, si eum adire licuisset.

Quapropter, Emi Ecclesiae Principes, vos adeo, qui haec omnia vera esse optime noscitis, ac luculentiori calamo memorare potestis. Ideoque non de his apud Vos agam, sed de quaestione, in qua nunc versamini pro modulo meo aliqua exponam, non doctorem me exhibens, sed oratorem. Minime addubito quidquid in materia excogitari possit vos apprime callere: sed tamen scribam, ut desiderio meo faciam satis, votis vestris calculum addam, ac sensum meum sincerissime adaperiam.

Non in eo sum consilio, ut probem sacrum confessionis sigillum, ex naturali, divino ecclesiasticoque jure adeo efficaciter obligare, ut nullo in casu, vel directe, vel indirecte frangi possit; id enim ita certum est, ut nec in dubium revocari possit: sic Sacramenti institutio sic ejus finis exposcit. Id conciliorum decreta, id Pontificum sanctiones, id patrum, theologorumque unanimis sententia; id invariabilis universae Ecclesiae praxis satis evincunt: contrariaque sententia novatoribus solum, cum quibus nulla nobis communio arridere poterit.

Suppono (de internis enim non judico) strenuos edictorum contradictores supra positam sententiam (ni haereticis associari velint) palam et sine dubitatione aliqua profiteri. Quo supposito, ab ipsis inquiro: utrum uti, vel abuti notitia in confessione acquisita ad paenitentias publicas aliasque fori externi paenas sit, vel non sit contra sigilli strictissimum praeceptum? Dicant aperte, nec convicientur, utrum liceat vel non liceat hic abusus? Si licere dicant, in errorem circa sacramentum, ejusque sigillum impingere videbuntur; et ab universalis Ecclesiae sensu, ac certo sanae theologiae dogmate omnino devii, severa animadversione plectendi, ac ecclesiastico mucrone, donec resipiscant, feriendi sunt. Si non licere adstruant, orthodoxos se esse ostendunt, ac veritatem ut debent amplectuntur. Id bona mente ex animoque profiteri, ne malum suspicer, mihimet ipsi cupio persuadere. Ast si ita fatentur, cur, ad instar illorum, qui dicunt se nosse Deum, factis autem negant, tot introductis abusibus non contradicunt? Scio negare facta, ut censuram fugiant, suaeque famae studiosius consulant. Quid tamen concludit negativa propositio? Affirmativam probant (utinam non probarent) delictorum punitio publica, poenitentium querelae, prudentum offensiones, ac multiplicata sacrilegia hujus pestiferae praxis timore frequenter commissa, de quibus alii confessores semel, atque iterum testantur. Aliquid factum esse per idoneos testes, ac publicam famam juridice concluditur; at vero factum non fuisse, nulla concludenti probatione demonstrabitur.

Demum tamen, et bonis avibus demus, istam perniciosam praxim in usu non esse; praedictosque confessores, ut asserunt, rite, recteque paenitentiae Sacramentum administrare. Quid inde? Sancti tribunalis edictum (blaterare audiuntur) est de subjecto non supponente, ac proinde, utpote nullius vigoris revocari et annullari debet. Huc collimant omnes curae, omnia studia, omnes tergiversationes, ac ad S. P. querelae. Ast timeo, ne in hoc ipso anxio studio miserrime se prodant; reique negati criminis, velint, nolint, evidenter constituantur. An leges, quae futuris negotiis formam praescribunt, ideo nullae dicendae sunt, quia de praesenti nihil est, quod per ipsas leges emendetur? Quid absurdius! An leges praeservativae omnino proscribendae sunt, quia tempore, quo eduntur, nullum delictum est, quod corrigatur? Quid ineptius! An satis non erat sparsus rumor, seu potius constans fama, ut vigilantissimi inquisitores pro munere suo, vel gliscenti damno occurrerent, vel commotos fideles sedarent, vel futuro abusui, si forte serperet, prudenter praecavendo mederentur? Profecto, qui rectissimi tribunalis tam solerti consilio non acquiescunt, se ipsos incaute sugillant, atque non adeo innocentes esse, ut praedicantur, perspicue demonstrant. Etenim si in administrando salutifero Sacramento nullus abusus hucusque irrepsit, nulla praefati edicti revocatione opus erit; lex siquidem non in innocentes, sed in peccantes lata dicitur; et ut ait Apostolus, lex non est imposita justo, sed injusto: ac proinde illud tribunalis edictum per non usum in desuetudinem abire sit necesse. Consultius ergo erat pontificiam admonitionem sine replicatione aliqua revereri, ejus censuram amplecti; invigilareque ne salutari Sacramento, ac ejus inviolabili sigillo confessarii abuterentur: quam in sancti Tribunalis edictum erecto supercilio vehementer assurgere, et ejus revocationem totis viribus conari. Si confessores non peccaverint, nihil erit contra quod tribunal illud procedat; eorumque proclamata innocentia ejusdem tribunalis jurisdictionem inanem relinquet.

Verum enim vero, si edictum illud subsistat, fortasse denunciationes multiplicabuntur et sanctae fidei incorruptissimi judices pro munere, vigilantiaque sua in delinquentes animadvertere non cessabunt. Hic dolor eorum cordibus infixus haeret; hic timor eorum animos torquet; hic stimulus eorum pungit conscientias; hinc sui pravi abusus, suaeque erroneae sententiae poenas luere, ac infamiam inde secutam pati conterriti perhorrescunt: suo falso zelo seducti opinioni semel conceptae mordicus adhaerere in animo habent; ideoque judicium illud effugere, vel declinare student. Hic sane praecipuus eorum scopus, caetera despiciunt; neque enim, ut suae doctrinae obicem ponant, prout sibi fingunt, satis sunt. Pontificium de-

cretum nec flocci pendunt; nam censuram in eo contentam definitionem ex cathedra non esse inflatis buccis vociferantur: Summum ecclesiae Oraculum, ut doctorem particularem rescripsisse, et ut talem errare potuisse contendunt. Praedictam censuram, sive damnationem non pro Ecclesia universali fuisse latam (en habemus novum errorem) ad id enim universali Concilio opus erat. Oh maximam stultitiam! Oh sapientiae suae inflatam superbiam! Oh miseram mentium suarum deceptionem! Oh fraudulentas diaboli versutias! Oh virtutis pallio, Ecclesiae et animarum larvatam perniciem!

His naeniis, aliisque ejusdem furfuris, (quae haereticorum propriae sunt) Sacramenti odium, et contemptum pedetentim credite mihi, fidelium cordibus ingerere cupit Satanas, et ex parte consequitur. Et tamen christiani, religiosi, litterati, virtutibusque, ac orationi mentali dediti homines tanto damno in causa esse non pertimescunt! Heu miserum nostrae religionis statum! His erroribus adnixos sciolos aliquos garrire non semel audivi; quae si omnia refellere in animo haberem, volumen efficerem, non epistolam, tractatum componerem, non orationem. Materiam videre poterit, qui cupiat, non in suspectis scriptoribus sed in doctissimis cardinalibus Baronio, Bellarmino, et Petra; consulat etiam eximium Suaresium, Sotum, Duvalium, Macedum, Gibalinum, caeterosque orthodoxos. Ne tamen jejunus discedam, aliqua brevissime perstringam.

Quoad primum: hos garrulos percontarer, quid sit ex cathedra definire, ex suo enim loquendi modo suspicor ignorare? Breviter dicam ego. Tunc Pontifex ex cathedra dicitur definire quoties, ut Supremus Ecclesiae Pastor, ac universalis doctor aliquid observandum, vitandum, credendumve, proponit, ac constituit, omnesque Christi fideles circa aliquod dogma informat, ac erudit. Ast me incidisse in scyllam nunc scioli isti nugantur, ac retorquent. Siquidem, ut aiunt, S. P. non pro Ecclesia universali, sed pro regno Lusitaniae tantum ad ejusque episcopos non praeceptivas quidem, sed monitorias litteras direxit suas. Maxima perfundor verecundia, eo quod homines communi existimatione litterati apud indoctos desipere, altisque vocibus hos ineptos susurros miscere non erubescant. Oh quantum istos suamet jactantia, et tenacitas miserrime abducit! Num, quando S. P. episcopos Lusitaniae circa dogmata et necessariam Sacramentorum administrationem docet, universam etiam Ecclesiam non erudit? An alia est Portugalliae fides, Sacramenti paenitentiae necessaria administratio, ac sacramentalis sigilli necessitas; alia vero in aliis orbis partibus? Num, quia S. P. rescripta sua ad hos, vel illos episcopos dirigit, eo quod ipsos admonitione seu doctrina sua indigere cognoscit, non ad omnes alios eadem admonitione eadem doctrina indigentes direxisse censendus est? Unum corpus, unum spiritum, unam fidem, unum baptisma, ac per consequens unum paenitentiae sacramentum, quod Joannes praedicaverat, nos docet Apostolus. Ergo una, eademque sigilli Sacramentalis obligatio, quae aliquibus episcopis commendatur, omnibus praescripta censeri debet. Haec sacri sigilli necessitas, non ad disciplinam quae in diversis provinciis diversimode observare fas erit, sed ad Christi institutionem, ad sacramenti intrinsecam substantiam, et ad universalem fidelium utilitatem, proindeque ad infallibile dogma attinere dignoscitur. Quando S. P. propositionem, seu doctrinam aliquam, ut haereticam, ut erroneam, ut perniciosam, ut Sacramentum injuria afficientem generaliter damnat, licet tunc temporis ab aliquibus tantum doceatur, tamen ubique terrarum damnata censenda erit. Propositiones a Pio, ab Alexandro, a Clemente, ab Innocentio, aliisque pontificibus condemnatae non ubique terrarum tunc disseminabantur cum damnatae fuerunt; et tamen ubique terrarum ab omnibus fidelibus ut damnatae respui, devitarique debent. Molinistarum, Illuminatorum, Quietistarum, Beguardorum, Baii, Jansenii aliorumque errores, non in toto orbe, quando ecclesiastica censura inusti fuere, sed in particularibus provinciis introducebantur: sed ad omnia christiani orbis regna procul dubio eorum damnationem extendi nemo negare ausus erit. Quicumque praedictos errores adhuc teneat, tueatur, defendat in quacumque orbis parte a sanctae fidei judicibus puniendus erit.

Quid moror? Nunc ad rem. SSmus Dominus noster, ut Supremus Ecclesiae Pastor, et Doctor, atque ut Christi Vicarius pro commissa Dominici Gregis sollicitudine, ad Lusitaniae episcopos rescripsit. Hoc evidenter innuit in suarum litterarum proaemio, ibi:

Suprema omnium Ecclesiarum sollicitudo, et divina Jesu Christi omnium Pastorum Principis, cujus vices plane immerentes gerimus, charitas assidue urget Nos, ut pro commissa divinitus imbecillitati nostrae universi Dominici Gregis cura semper advigilantes periculis animarum sicubi forte super impenderint per omnes christiani orbis populos, ac nationes opportune, quantum cum Domino possumus, occurramus. etc.

Deinde absolute damnavit, censuraque inussit, illam, licet non publice praedicatam, sed inter ejus asseclas sub secreto latentem, factis tamen frequentibus probatam doctrinam, qua aliquibus doctorum opinionibus depravate intellectis confisi, licere arbitrabantur paenitentes sub denegandae absolutionis paena ad detegendos complices adigere; iterumque eos ad praestandam licentiam utendi notitia in confessione habita sub eadem paena compellere. Deinde praedicta facultate per vim, et timorem, aut metum reverentialem obtenta libere uti, non ad correctionem fraternam, ut obtrudere intendunt, sed ad punitionem, ad carceres, ad flagella, ad exterminia, aliaque hujusmodi. Quis sanus dubitet hanc absolutam damnationem omnes simili praxi abutentes comprehendere, omnesque ligare? Quis sapiens, et haec ignorat? Quis prudens, et haec illudit? Quis orthodoxus, et haec contemnit?

Ad secundam partem transeamus. Fateor communissimam, receptissimamque esse theologorum, et canonistarum sententiam (reclamantibus tamen Bellarmino, Piggio, et aliis) S. P. ut doctorem particularem errare potuisse. De hoc controversiam non instituo; neque enim ea in praesentiarum opus est. Siquidem, ut firmatum jam relinquo, S. P. in damnatione de qua sermo est, non ut particularem, sed ut universalem Ecclesiae doctorem rescripsisse. Demus tamen sine veritatis praejudicio, ut particularem doctorem loquutum fuisse. Ergo (concludunt ineptissime) errare potuit. Quid inde? Ergo erravit? De potentia ad actum non valet argumentum. Ipsi praedictam pessimam illationem deducere visi sunt. Sed absit a nobis tantum scelus. Praefatum horum novatorum assertum aliud profecto prodit, aliud recludit. Potentiam errandi pronunciat, sed actum erroris insinuat. Oh maximum deliramentum! Proh facinus execrabile! Ast si doctor erraverit, a quo alio doctore emendabitur? Et cui potius credendum? An Summo Pontifici, alias sapientissimo, ac prudentissimo; an vero novatoribus istis, de quorum sapientia solum infirma credulitas, non vero firma fides testatur? Quae doctrina securius nobis arridebit? An Summi Pontificis Conciliis SS. PP. invariabilique ecclesiae semper retentae praxi consona, Sacramento favens, sigilli observantiae consulens, ac solidissimis rationibus suffulta; an vero opinio quaedam paucis abhinc annis introducta, ab imperito quodam, quem scimus practicari incœpta, nulla theologorum authoritate firmata, nulla solida ratione fulta, inanibus ratiunculis subnixa, mille periculis obnoxia, ad odium sacramenti generandum apprime apta, solumque ad deterrendum fidelium corda nimium opportuna? Quibus potius adhaerebimus; an doctissimis fidei judicibus accedente sapientissimorum consultorum, ac qualificatorum consilio, et censura; an theologastris quibusdam novitates seminantibus, praxim nunquam auditam inducere cupientibus, sacrilegiis, et violationi sigilli latam viam explicantibus? Quibusdam, inquam, exterioris virtutis sectatori-

bus, qui sibimet ipsis maxime plaudentes, caeteros, ut indoctos, ut peccatores, ut relaxatos spernunt; et de sua maxima sapientia, de sua doctrina, de sua reformata vita, de suisque virtutibus vanissime intumescunt? Tales sunt isti. Et his favent Rmi, sapientissimique episcopi! His suffragantur orthodoxi praesules! Hos tueri satagunt, dum coram S. P. facta negant, de Supremi Tribunalis edicto conqueruntur, ejusque revocationem consequi machinantur! Incredibile dictu! Miserrimum sane religionis nostrae statum quis non defleat, cum videat inde parari fortissimum bellum, unde praepotens auxilium sperandum erat?

Sed accedamus ad tertiam quaestionis partem; dum scilicet ad instruendam universam Ecclesiam generalis oecumenici concilii definitionem praerequirit. Id nullatenus in mentem alicujus nostrum venisse crederem, ni ab aliquo meismet auribus audissem, qui cum reprehenderetur, ab aliis audivisse professus est. Nec ab hoc errore multum deviare videntur, qui provincialem synodum celebrandam exposcunt, atque ad hoc negotium definiendum necessariam ducunt: quasi synodus ista pontificio decreto praevalere possit. Sic desipiunt nugatores isti. Id tamen refellere nec mei instituti nunc est, nec tempus inutiliter consumere in animo habeo. Ea necessitas a nullo orthodoxo probatur. Hujus necessitatis sententia Vigorio, Waldensi, Marsilio Paduano, Luthero, Calvino, Petro Martyri, aliisque similibus portentis relinquenda est. Tot saeculorum facta, tot damnatae propositiones, tot concilia, totque sanctorum patrum placita similem errorem sat evincunt.

Illud certum, certissimumque est (omissis aliis quaestionibus) inconcusseque tenendum; nempe, S. P. praeceptis, utpote Supremi Legislatoris, visibilisque Capitis, sub gravis culpae reatu parendum esse, ejusque rescriptis standum praecipue circa fidem, vel mores, nec pertinaciter resistendum; vixque a temeritate, inobedientia, et pertinacia excusari has frivolas querelas. Hos simulatos recursus, has vanas, futiles, affectatas, subdolasque repraesentationes, quae dissidia fovent, scandala generant, unitatem succidunt, pacem perturbant, magnosque tumultus in Ecclesiam invehunt; et dum in his laborant refractarii isti, quod magnum putant, aut fingunt animarum lucrum in maximum earum cedit detrimentum.

Jam vero mihi videre videor, hos omnes, velut agmine facto, in me assurgere, et visu torvo, ut assolent, me falsitatis arguere, ac illatae injuriae vehementer insimulare. Testes advoco fere omnes Portugalliae fideles, prudentesque viros; neque enim is ego homo sum, ut haec effingerem; nec sane proferrem, ni fama constans ubique spargeret. Neque etiam tam caecus arripior, ut in Exmos, Reverendissimosque episcopos has calumnias jaciam, aut similium opinionum reos pronunciem: cum potius eos orthodoxae fidei, potestatisque Pontificiae acerrimos reverear servatores. Sed id ipsum in maximam me rapit admirationem, cum videam (quasi erroneum sigilli abusum patrocinentur) ad Sedem Apostolicam recurrisse, velut reprobatio damnatae doctrinae, tamquam de subjecto revera non existente viribus destitueretur; vel ut Sanctae Inquisitionis Decretum, utpote jurisdictionis ordinariae usurpativum viribus omnino carere jussum sit. Hic ad S.P. recursus res facti est, quod negari non potest: recursus autem causae solum ex relatione, ac publico rumore ad meam notitiam pervenerunt. Scio tamen nullam ex relatis sufficientem esse, nec credo aliquam proponi posse, quae nugatoria, ac inconcludens non demonstretur. Perscrutemur igitur, quid juris, quidve ponderis hos sapientissimos episcopos moverit, ut praefato edicto, literisque Apostolicis submisso capite non protinus acquieverint: imo studio maximo labefactare et supprimere, vel revocare studuerint, adhucque, nescio quibus rationum momentis adnitantur.

Adstruunt, ut audio, 1. Talia edicta inutilia, nullaque esse, eo quod nihil tale quod supponitur in suis diœcesibus observetur. Ita faxit Deus. Concluduntne nullibi nec ab aliis confessoribus observari? Nec probant, nec probare possunt. Ergo si inutile est edictum illud in suis diœcesibus, semper erit utile pro illis diœcesibus, et pro illis confessoribus, qui sacramentali sigillo male utantur. Nullibi, fortasse dicunt, talis abusus irrepsit. Si negativam probare possunt, rem totam conficiunt. Ast publica fama non fert, in certa quadam diœcesi non promoveri ad ordines, nisi qui prius generaliter confiteatur? Hoc sane optimum est, maximaque laudatione dignum, quod vero sequitur pessimum. Nam haec generalis confessio, non pro libito uniuscujusque, sed certis, ac determinatis confessoribus facienda est; qui propterea ex auditis confessionibus episcopum instruunt certis signis de aptitudine, vel ineptitudine promovendorum; et si aliquis fragilitatis culpas confessus est, nullatenus ad ordines admittitur suscipiendos. Nonne publica fama refert, certae cujusdam diœcesis episcopum noluisse religiosum quemdam doctum, et gravem ad confessiones audiendas approbare, eo quod in particulari examine opinioni de aperiendis peccatis non assenserit? Nonne vulgo dicitur confessarium quemdam, a certa quadam diœcesi, quasi per fugam recessisse, quia ejus episcopus eum de peccatis sibi confessis aliquoties interrogabat? En Armenorum episcoporum consuetudo a S. P. Benedicto XII omnino reprobata. Hic contineri non possum, quin clamem, manibusque erectis, potius lacrymis, quam vocibus SSmum Dominum nostrum exorem, ut non miti lenimento, sed forti cauterio tam pravum abusum inurere non praetermittat. Hoc sane corruptissimum cacohetes mille injuriis, mille injustitiis, mille infamationibus, milleque sacrilegiis latissimam sternit viam; nec facile, ob datam inter confessarios, et praesules secreti fidem, cohiberi quibit, ni SSmus paenis ipso facto incussis, censuraque sibi, vel sanctae fidei Tribunali, reservata id expresse prohibeat.

Revertamur ad rem. Nonne publicae referunt querelae innumeros casus, ex quibus praedicta introducta praxis evidenter patescit? Hic rumor, haec vox communis, hoc scandalum, hic poenitentium timor sufficiens causa non erat, ut Domini inquisitores, prout officii est sui, tanto periculo medicarentur? Qui dubitat, qui refragatur a summo puppis in praeceps ponto datur. Et quidem, nulli prudentum persuaderi poterit, nec ego unquam credere fas esse docebo prudentissimos illos judices, qui etiam in levioribus causis omnia mature, profundeque rimantur, nec quidquam sine plenissima informatione extra causas producunt, ita leviter in promulgando edicto suo processisse, ni repetitae querelae, publica fama multiplicataeque informationes praecederent. Hinc maximae temeritatis, et inscitiae jure merito accusandi sunt, qui conscientiae et charitatis proscriptis legibus, falsas proclamant attestationes: in quo quidem, et rectissimo tribunali injuriam faciunt, pessimumque haereticis tribuunt exemplum. Unde solerti consilio illud egisse tribunal inconcusse tenendum est: imo id signiter factum fuisse semper contendam; quippe qui multis adhinc retro annis maxime angebar, cum viderem introducto in diesque gliscenti, atque radices configenti abusui, festino opportunoque remedio antequam patronos haberet potentissimos, non succurretur. Multa alia lugebam, lugeamque semper, dum perspiciam a superioribus dissimulari, forsanque approbari. Super his tamen taceo, ne privata censura mea inutere videar, quae sub zeli, virtutisque specie practicantur.

Iterum igitur ad propositum fundamentum hoc concludenti dilemate sic repono. Vel enim praedicta sacri sigilli reprobata praxis est in usu, vel non? Si primum, justa, conveniens, et omnino necessaria fuit pontificia damnatio: justum, utile et necessarium fuit vigilantissimi tribunalis edictum; et per consequens minime revocandum, quinimo sustinendum est, ut grassanti errori occurratur. Si secundum, nihil inde mali gignitur, quod pontificia censura, et Inquisitionis decretum suo robore subsistant, licet enim nullus pro nunc error sit, qui correctione indigeat; semper illud assequimur, ne quandoque similis erronea doctrina introducatur; minus enim jacula feriunt, quae prae-

videntur; et si aliquando praedicari contingat, facilius puniatur, et devitetur. Quinimo si tale edictum nunc supprimatur, vel nulliter ecclesiarum valvis affixum pronuncietur, magnum inde damnum timeri poterit: qui enim indocti (quorum infinitus est numerus) forsan putabunt, id ipsum, quod prohibebatur, sibi licere; parvulique, timentes, quod sigillum frangatur, a salutari Sacramento abstinebunt; hujus erroris sectarii ubique garrient, et absque timore poenae novatores isti liberius peccabunt; eritque novissimus error pejor priore.

Dicunt (et hoc est alterum effugium, quod suamet instabilitate resolvetur) dicunt, inquam, hinc aperiri viam injustis denunciationibus, et confessoribus earum timore deterritis aditum intercludi, ne in confessionibus inquirant quae illis inquirenda videbuntur. Ineptum sane, ac nullius ponderis fundamentum! Illic trepidaverunt timore ubi non erat timor. Non adeo confusa sunt edicti verba, ut legentes nesciant quae denunciare, vel non denunciare teneantur. Idem periculum, imo et majus, in significandis sollicitationibus objici potest; nec tamen ideo in consideratione aliquando fuit; quia boni communis ratio semper praevaluit. Casu tamen quo quis adeo rudis, hebesque sit, ut perspicua verba, vernaculumque sermonem non percipiat, a confessore perito, ac praedictae labis immuni, quem adire debet, plenissime instructur. Et casu, quo inconsulto confessore, seu literato viro, Dominos adeat inquisitores, ipsi optime sciunt quas denunciationes recipere, quas rejicere, quas parvi pendere, quas vero prudenter ponderare, quibusque in casibus procedere, vel non procedere opus sit.

Similiter prudentes, doctique confessarii nihil timere poterunt, ob quod ab inquirendis iis, quae in confessionibus inquirenda contigerint, terreantur. Fortasse cautiores fient, ne vana, superflua, inutilia, et periculosa, injuste, curiose, et impertinenter investigent. Et sane, ad quid necessarium est, quod fastidioso, ac imprudenti examine poenitentes de persona, de nomine, de agnomine, cognomine, ac domicilio interrogentur? Nonne sufficit generaliter inquirere de statu complicis, ut agnoscat plene confessor speciem peccati, quod in confessione aperitur? Nonne sufficit interrogare de habitu, de reincidentia, de occasione, an proxima, an remota, an voluntaria, an involuntaria sit? An nomen, cognomen, et domicilium sunt circumstantiae aggravantes, aut mutantes speciem, ut aperiri debeant? An ultra speciem, ultra circumstantias, ultra habitum, ultra reincidentiam, et occasionem, ultraque numerum aliquid amplius docent theologi perscrutandum? An quod nunc hi novatores observant, communis Ecclesiae praxis habuit aliquando? Cur ergo a frequentissimo, nullique impervio tramite, sine jure, sine ratione, sine auctoritate, suo solum ducti consilio, seu potius suo solum seducti falso zelo omnino deviant? Cur, qui pro munere suo vias asperas debent reddere planas, iter apertum, omnibusque obvium, veluti praeruptis novarum opinionum saxis asperum, asperrimum, et penitus inaccessum facere moliuntur? Si melius sic saluti animarum consultum iri arbitrantur, certe eos, ut persaepe, suamet fallit imago cum potius innumeris peccatis latissimam, fallacemque semitam adaperiant. Concedamus tamen aliqua more suo vitari posse peccata; neque ideo sua praxis probari potest: sigilli namque praeceptum adeo stricte obligat, ut etiam si totus mundus periclitetur, nullatenus frangi debeat. Id omnis theologorum cohors, nullo discrepante, profitetur. Ipsi vero, quasi novam instituant theologiam, jugum Domini, quod suave est, durissimum faciunt; oneraque importabilia humeris poenitentium imponunt; dum eos ad detegendos complices adstringunt; facultatem utendi sacro sigillo per vim extorquent, atque a salutari Sacramento, instigante Sathana, miserabiliter avertunt. Angelici doctoris ea est sententia, ut ad inducendam novitatem necesse sit, quod ipsa infinita vincat mala: ipsi vero, ut malum adeo perniciosum disseminent, innumeras introducunt novitates. Quid aliud auricularis confessionis tentarent acerrimi adversarii? Si hanc notam vitare desiderant hi charissimi confessores, abstineant, et veraciter abstineant a suo pravo, noxioque abusu: et meliori ducti consilio, facilius effugient denunciationes, quas reformidant; et a veritatis via non recedentes sui zeli abundantiorem fructum consequentur.

Alio se vertunt, ajuntque, praefato edicto suam bonam famam sugillari; observantissimosque missionarios (apud quos praecipue haec abominanda praxis invaluerat) quasi suspectos apud indoctam plebem habendos esse; haeque de causa, sua jam stabilita opinione esse casuros; ac ex praedicationibus, laboribusque suis nullam, aut parvam messem colligendam superesse. Haec, aliaque similia leviora sunt, quam quod opus sit ut refellantur. Emorum Cardinalium edicta, imo et litterae Apostolicae, neminem indigitant, nullius famae detrahunt; generaliter doctrinam illam ut erroneam prohibent, et illius sectatores, si qui sunt, denunciari jubent; neminem tamen illius sectae authorem, vel fautorem pronunciant. Si quos propria conscientia dente amarissimo sollicitat; si quos suimet erroris pungit stimulus; si quos suamet opinio remordet; ipsi se ipsos sugillare dicebantur, dum in campum apertum prosilientes, similium errorum fautores, auxiliatoresque constituuntur. Religiosissimi missionarii, si quos suummet erratum decepit, nunceque suae famae consulere adnituntur, veritati humiliter acquiescant; edictis obtemperent, suaeque falsissimae opinioni pertinaciter non adhaereant. Sin vero reluctentur, sibi imputent; facilius enim, docente Augustino, scandalum nasci permittendum est, quam veritas relinquatur. Particulari cujusque famae, communis causa communis praevalet utilitas christianae reipublicae, ut errores circa fidem, circa religionem corrigantur; et nocentes non ideo impune relinquendi sunt, ne maculentur. Haec sufficiant pro his nugis refellendis, quae tamquam ab hujusmodi erroris patronis prolatae, passim in ore vulgi circumferuntur. Nunc ad alia properemus.

Examinemus igitur solidiora fundamenta (si possunt afferri) quae Exmos Dominos episcopos ad Sedis Apostolicae recursum movere potuerunt, ac etiam religiosos aliquos confessores ad suam doctrinam suis scriptis tuendam excitarunt. Quod ad rem attinet, in eo omnis vis argumenti reposita dicitur, quia Sanctae Inquisitionis edictum ordinariae jurisdictioni multum detrahit, utpote ad quam solam de fractione sigilli cognoscere huc usque spectavit. Propterea duplici ex capite nullitatis vitio laborare dicunt; tum quia a non habente jurisdictionis clavem emanavit, tum quia contra naturalis juris regulas, poenitentes se ipsos prodere, ac suam turpitudinem declarare adiguntur, et comminatis censuris arctantur. Audio hoc apparens fundamentum aliquorum doctorum mentes torsisse: me vero nec ancipitem, nec formidolosum reddidit. Igitur exortas nebulas pro modulo meo, qua possim luce, dissipabo. Nec tamen allegationibus me conficiam; quidquid enim dixero certioribus sententiis solidabitur: et si quando opus fuerit, authores citabuntur.

Dico igitur primo. Non deesse gravissimos authores asserentes Sanctum Inquisitionis Tribunal contra frangentes sacramentale sigillum, tamquam de fide suspectos, et male de sacramento sentientes procedere posse. Et praecipue in casu quo confessarius cogit poenitentem ad detegendum complicem, alias nolit eum absolutionis levare beneficio. Quae quidem probabilis, et probabilissima opinio, secundum tritas ab omnibusque notas moralitatis regulas satis erat, ut Domini Inquisitores excusarentur, ac rectissime processisse dicantur. Praecipue, cum emergens periculum ab aliquibus ordinariis minime cautum imo taciturnitate sua probatum, cum religionis damno, et animarum nocumento indies serperet, promptissimumque remedium exposceret, nec aliud opportunius adhiberi potuisset.

Dico secundo. Licet communior, receptior, usuque firmata opinio ferat, fractionem sigilli ad cognitionem illius Tribunalis non attinere: attamen omnes uno ore, unanimique consensu excipiunt casum, quo detur error circa strictissimam sacri sigilli servandi obligationem, vel defendatur, aut practicetur non dari

talem obligationem, aut non adeo stricte observandam esse, ut aliquibus in casibus revelari non possit. Unus tantum casus assignatur a DD. excusans a fractione sigilli (de quo postea) et multae requiruntur circumstantiae, ut in tali casu innocenter sigillum reveletur. Qui igitur, ultra hunc casum mere speculativum, et citra circumstantias requisitas, senserint praedictum sigillum revelari posse, de factoque ita in multis casibus frequenter practicaverint, tamquam suspecti de fide censendi sunt, et Sanctae Inquisitionis judicio subjacebunt. Praecipue, si frangere sigillum soliti sint, nam ipsa prava consuetudo suspicionem in fide, et malum sensum circa ipsius sigilli obligationem generat, ac concludit. Unde, cum aliqui confessarii frequentissime notitia in confessionibus acquisita ad varios casus, in quibus frangi sigillum apud DD. certum est, abutantur, et consequenter sentiant id sibi licere, inde fit, quod rite recteque, ac optime fundata jurisdictione a Sanctae Inquisitionis judicibus coerceri possint, jureque jubeantur denunciari.

Dico tertio. Certum est Dominos Inquisitores adhibita qualificatorum censura, doctrinas erroneas, periculosas, bono communi contrarias, ac Sacramento injuriosas prohibere posse, contradictoresque punire. Unde cum Sanctae Fidei Tribunal, auditis prius qualificatoribus, quorum judicio omnino standum est, prohibuerit tamquam erroneum, et Sacramento injuriosum, circa poenitentiae Sacramentum grassantem abusum, ejus praecepto parendum est, et ipsius abusus sectatores tamquam de fide suspecti plectendi sunt.

Dico quarto. Certum etiam est, quod ad Sanctae Fidei Tribunal privative spectat contra quoscumque alicujus damnatae propositionis assertores procedere, eosque punire. Cum igitur SSmus Dominus Noster Benedictus XIV, praedictam doctrinam circa sigillum ab aliquibus confessoribus practicatam expresse damnaverit; irrefragabile redditur illius erroris coercitionem ad Sanctum Officium pertinere: infallibiliter ostenditur, non solum post praedictam damnationem, sed etiam antecedenter ad illam id jure potuisse: damnatio siquidem subsequuta evidenter demonstrat praedictam doctrinam revera esse damnabilem. Nullo igitur jure dubitari potest, recte Sanctae Inquisitionis edictum contra praefatum abusum emanasse.

Dico quinto. Licet communis opinio teneat posse confessarium de licentia poenitentis revelare sigillum; attamen communissima etiam est opinio non posse confessarium, etiam data licentia poenitentis, uti sacro sigillo, nisi cum ipso poenitente, idque ad finem sui profectus spiritualis. Quae sententia ea nititur non aspernenda ratione, quod obligatio sigilli primario respiciat bonum commune Reipublicae Christianae, et ipsius sacramenti religionem ex Christi institutione illi inhaerentem, cui quilibet privatus consensu suo praejudicare non potest. Quidquid tamen sit de praedictis sententiis, omnes consentiunt maxima prudentia opus esse, ut confessarius praedicta licentia uti possit, tum propter bonam poenitentium famam; tum propter scandalum, quod ex similibus manifestationibus oriri solet. Hacque de causa complurimi boni nominis DD. praedictam primam sententiam ut temerariam, multisque periculis obnoxiam, omnino respuunt ac rejiciunt.

Dico sexto. Omnes unanimiter DD. asserunt praedictam praestitam facultatem debere esse liberam, et spontaneam, non vero vi, aut metu, etiam reverentiali extortam. Alioquin, secundum omnes, qui utitur facultate sic concessa per metum, contra voluntatem ipsius paenitentis sigillum violat. Per vim autem, aut metum extorqueri, cum absolutio denegatur, vel deneganda intimatur, si complex non declaretur nemo est qui non videat. Per infallibile consequens, qui docet, aut secum judicat id licere, male sentit de stricta necessitate sigilli, suspectusque de fide constituitur: praecipue si id facere, ut diximus, solitus sit. Unde cum confessarii de quibus sermo est, (quasi sectam constituentes) has licentias violenter extorqueant, metumque incutiant denegando absolutionem paenitentibus alias rite dispositis, si complicem non declarent, vel praedictam licentiam praestare renuant; merito dicendum est sigillo abuti, et suspicionem de fide incurrere, eo quod id licitum esse firmiter statuant; ac proinde tamquam male sentientes de Sacramento a Dominis Inquisitoribus puniri posse.

Dico septimo. Dubitari non posse, dari opinionem asserentem (et hoc est scutum quo se protegi hi novi sacri sigilli temeratores arbitrantur) posse confessarios, de licentia poenitentis uti sigillo ob finem correctionis fraternae. Hanc sententiam tenent uterque Suarius Granatensis, et Lusitanus, Castro Palao, et alii multi. Tantorum virorum auctoritati subnixos blaterare non semel audivi sciolos aliquos, qui principiis theologicis destituti, patrum, theologorum, et conciliorum scripta, nocturna diurnaque versare manu, minime assueti, nullam doctorum cum doctoribus concordiam sculpere consueverunt, et horum omnium penitus incuriosi, suique securi, quia librum moralis doctrinae fortasse aperuerunt, uno velut prospectu, materiam omnem intueri, et haurire jactitant, et ex praesumpta in animo sententia magistralem coram omnibus non addubitant proferre sententiam. Hanc Suarii opinionem ineluctabilibus fundamentis ultra multos, quos sequitur, impugnat Nugnus, quem etiam sequitur, et refert Octavius Maria a Sancto Josepho, quos adire consulo; qui omnes asserunt, dictam sententiam temerariam esse, ac perniciosam, tamquam ipsius Sacramenti destructivam. Et ego quidem antequam hos doctores perlegerem, si judicium meum, quod sentio quam sit exiguum, interponere fas erat, in eo firmo fueram consilio, praedictam opinionem, etsi speculative probabilem, practice tamen, experientia docente, multis periculis, et abusibus obnoxiam esse, et omnino posthabendam; maximaque prudentia opus esse, ut in aliquo rarissimo casu ad praxim reduci possit: alias confessores minus sapientes, aut nimium imprudentes, aut nimio zelo suo decepti (ut experimur) multoties sacro sigillo cum scandalo fidelium, et injuria Sacramenti abutentur.

Nec praedictae sententiae fundamenta fortiter premunt aut intellectum ad ejus assensum efficaciter rapiunt. Nam ad id, quod ajunt, nempe in tali casu non violari sigillum, facile reponitur, quod in Scoti schola contrarium docetur. Unde tale fundamentum non est irrefragabiliter certum, utpote cui opponitur ex diametro alia contraria probabilior, probabilissimaque sententia, cui in praxi semper adhaerendum est. Iterumque reponitur, quod in D. Thomae schola, talis correctio fieri non potest absque aliqua injuria Sacramenti. Neque negari valet, multum derogare sigillo, notitiam illius ad effectus ita extrinsecos adhibere; nam finis intrinsecus Sacramenti pœnitentiae est tantum justificatio poenitentis, non autem emendatio complicis.

Deinde, licet secundum communem doctrinam, generaliter dici possit paenitentem dare posse licentiam, ut confessor peccatum suum revelet; tum quia totum jus sigilli primario respicit favorem pœnitentis, ne confessio ipsi fiat odiosa, et quilibet possit cedere juri suo; tum quia secretum primario dependet a voluntate committentis, tum quia id ipsum, quod confessor sciebat ut Deus, post datam licentiam jam scit ut homo. Licet, inquam, in genere hoc verum sit in praedicta sententia, attamen respectu complicis alia datur diversa ratio, cui adversarii non bene satisfaciunt. Siquidem in peccato occulto, quod cum complice committitur, uterque est dominus suae famae, non alterius; et uterque jus habet, ut peccatum suum occultum non reveletur; et neque sub secreto poterit ab altero apud aliquem infamari, eo invito. Qui quidem, licet in tali casu non incurrat infamiam publicam, semper apud confessarium suae bonae famae patitur imminutionem, ad quam jus habet incontroversum. Unde per talem licentiam remittere poterit paenitens jus suum, non alterius. Praecipue, si complex aliquod temporale detrimentum sit passurus, ut de

facto resultasse, multis exemplis cum non modica fidelium offensione, aperte constat.

Neque finis correctionis fraternae aliquid momenti affert: tum quia (ut docet Angelicus doctor) praeceptum correctionis fraternae est praeceptum charitatis; charitas autem non requirit, (ut optime advertit Wigant) quod remedium apponatur peccato, quod confessor non scit ut homo; tum quia confessio sacramentalis suapte natura non ordinatur ad correctionem complicis, sed paenitentis: tum quia illa correctio scandalum generat illorum, qui putant violari sigillum; et alias commodioribus non vero adeo periculosis remediis intendi, et procurari poterit. Aliud fundamentum, scilicet, quod data licentia paenitentis, nulla consideretur injuria, aut indecentia Sacramenti, eodem modo enervatur. Nam illud naturale secretum ex confessione acquisitum, etiam prout secretum est, fortius stringit; semperque panditur quod erat sub sigillo, et sub eodem revelatum fuerat: et semper debet considerari injuria complicis, qui in tali revelatione non consensit. Ex hoc autem aliquam indecentiam, aliquod scandalum oriri, caecus solum non viderit, inscius solum non agnoverit.

Quid-quid tamen sit de praedictis sententiis. Ego semper firmum, inconcussumque retinebo, potius standum esse conciliorum, synodorumque decretis rem practice definientibus, quam doctoribus pro aliquo rarissimo casu speculative tractantibus. Potius constitutionibus Pontificiis adhaerendum esse, quam scriptorum opinionibus assentiendum. Porro complurima sunt concilia, complurimae Synodi, complurimae diœceseum variarum constitutiones, quae omnino, generaliter, et absolute prohibent inquirere complicum nomina: complurimae sunt Pontificum constitutiones, quae prohibent uti notitia in confessione habita ad fines externos. Et, quod omne tulit punctum, de facto habemus decretum SSmi Domini Nostri Domini Benedicti XIV, per quod damnatur similis praxis, etiam praetextu correctionis fraternae erronee introducta. Quid amplius quaerimus? Quid moramur? Quid tergiversationibus, ac opinionibus male intellectis irretimur? Clausis oculis ei omnino parendum est. Qui adhuc blaterant, qui disputant, qui reluctantur, tenacitatis, et fautoriae reos se constituunt.

Dico octavo. Etiam praescindendo ab his Pontificum constitutionibus, si per otium mihi aliquando datum fuerit, praedictae praxis sectatores ex ipsa Suarii, et aliorum sententia, erroris convincam, et tot insignium doctorum opinionem adulterare evidenter demonstrabo. Supersedeo tamen, interimque dico, quod praedicta sententia Suarii, talibus circumstantiis, et conditionibus est vestita, ut rarissime verificari, et ad praxim reduci possit. Et multo minus ea frequentia, qua hodie aliqui confessores ea opinione decepti abutuntur.

Quod quidem evidenter patescit. Nam primo requirunt ejus opinionis assertores, quod licentia sit expressa, et formalis, libera, et spontanea, nec aliquo modo extorta. Hi autem confessarii novatores eam violenter sub denegatae absolutionis pœna a paenitentibus extorquent, eos prius cogendo ad declarandos complices, quod quidem in Thomistarum schola, et in praxi communiter ab omnibus prudentibus confessoribus recepta, et unanimiter observata, licitum non est. Postea adigendo paenitentes sub eadem paena ad licentiam praestandam, quod nulli theologorum unquam placuit. Licet enim Suarius Lusitanus hanc denegationem approbare visus sit; attamen, si bene perpendatur, loquitur tantum de casu, quo paenitens tenetur procurare complicis correctionem quam, cum spe aliqua fructus solum mediante confessario consequi poterit. Qui quidem casus metaphysicus pene videtur. Imo, si medullitus ejus opinio investigetur, non de peccato jam commisso, sed de committendo agit. Qui propterea statim resolvit ultra illum casum peccare mortaliter confessarium, qui sic adigat paenitentem. Unde fit consequens supradictos confessarios fractionis sigilli reos censendos esse: si quidem, ut ait Castro Palao alios secutus, ob irreverentiam, quae Sacramento fit, ob injuriam, quae tali coactione fovetur, et ut paenitentes de secreto securi facilius accedant ad Sacramentum, talis licentia censenda est, ac si concessa non fuerit.

Secundo requirunt, quod aliter complex emendari nequeat, neque ulla alia persona ad talem correctionem apta, et habilis inveniatur. quem casum rarissimum esse, ipsimet scribentes profitentur. Dicant nunc praedicti confessarii, dicant per Deum immortalem, quomodo in omnibus casibus, in quibus notitia in confessione habita tam frequenter utuntur, certum aut probabile efficere queunt aliter emendationem haberi non posse? Dicant, unde eis id constet, ut quid tale ad praxim reducere non pertimescant? Dicant, an ipsi soli apti, et habiles ad talem correctionem existimentur? Si id sibi ipsis persuadent, mira profecto jactantia! Culpabilis sui confidentia! Dicant, suo imprudentissimo charitatis zelo quid intendant? An arguere peccatum jam commissum, an vitare committendum? Si primum, nullus est theologus, qui doceat ad reprehensionem delicti jam perpetrati licitum esse uti sigillo Sacramentali, et ad eum finem licentiam poenitentis extorquere. Si secundum, quis nescit plurima dari remedia a doctoribus praescripta ad emendationem peccatorum. Utantur his remediis, nolintque jam constitutos limites transcendere, periculosasque novitates introducere. Emendent quibus possint remediis poenitentem et complicem quoad illam culpam emendatum consequentur; peccatum enim, quod cum socio committendum est, si nolit socius, nullatenus committitur. Emendent, inquam, poenitentem, et complicem corripiet sacerdos, cui ipse sua peccata confiteatur. Medici aegris medentur a quibus vocantur, non aliis. Animarum medicus est confessor; medicinam exhibeat cum quaerenti, alios aliis curandos relinquat. Judex est; judicet quos ad suum tribunal expectare dignoscit; non vero ad alienum forum spectantes. Agricola est; falcem non mittat in segetem alienam ne forte accidat, ut dum alienam messem imprudenter aggreditur, non bonam cererem colligat, sed lolium, et zizaniam.

Requirunt tertio, quod confessor spem certam habeat, complicem correctione sua emendandum. In quo autem confessor iste hanc certam spem reponere potest? An in sua maxima eloquentia? An in sua persuadendi efficacia? An in sua magna, commendabilique virtute? Omne hoc magnam redolet spiritus superbiam, suo charitatis zelo palliatam. Ideo, ut credo, nullum assequuntur profectum, damnis vero permultis sunt in causa; nam sine spiritu Dei fructus poenitentiae non germinatur, et spiritus Dei non est ubi superbia: neque cum ista compatitur perfecta charitas. Scimus quoniam diligentibus Deum, omnia cooperantur in bonum. Ast hic novatorum zelus cooperatur in dissensiones, in scandala, in sacrilegia. Et cur non videmus hunc caritatis fervorem circa alia peccata? Cur eam non experimur circa peccata falsificationis instrumentorum, corruptionis testium, advocatorum, scribarum, judicum? Cur non in usuris, in simoniis, in furtis, in homicidiis? Nonne haec omnia frequentissima sunt? Nonne in omnibus Deus gravissime offenditur, proximusque laeditur? An sola fragilitatis peccata incitant ad zelum, movent ad correctionem, incendunt ad charitatem? Hoc Deum precor, aliud malum pejus non lateat: video enim, alia peccata parvipendi; in hoc solo vitando totam reponi virtutis opinionem.

Has omnes circumstantias concurrere necesse est, ut praedicta sententia locum habere possit, ad praximque reduci. Quae quidem conditiones, etiam sigillatim consideratae raro in casu verificari poterunt. Videant nunc praedicti confessarii, cui opinioni ad suum abusum tuendum innitantur. Videant, an licentia, qua tergiversationibus suis indulgent, sit libera, et spontanea. Videant utrum ea utantur prudenter, et in casu aliquo admodum necessario, utrum vero frequenter, et frequentissime. Cum ergo, nec datur haec maxima necessitas,

et utilitas, neque certa et secura spes emendationis neque poenitentium libera, et spontanea facultas; imo detur injusta, et nullo jure probata coactio, magna publicaque non modo pusillorum, sed etiam prudentum offensio, maximus, intolerabilisque sacri sigilli abusus, et tandem communis timor accedendi ad salutare sacramentum, atque evidens, experientiaque compertum sacrilegiorum periculum: inde fit consequens praedictos confessarios falso zelo a daemone inductos tot damnorum auctores fieri maleque sentire de sacramento, et de necessitate inviolabilis, nulloque praetextu frangendi sigilli: ac propterea nullo opportuniori remedio tanto malo succursum iri, quam Sanctae Inquisitionis edicto, ac tanti criminis cognitione; cujus timore periculi confessarii isti, ejusque fautores Sancti Tribunalis jurisdictionem totis viribus impugnant, omnibusque mediis tentant labefactare.

Dico nono. Etiam si detur casus, in quo talis fraterna correctio admodum necessaria sit et concurrat licentia poenitentis debito modo obtenta; attamen adeo obligat sigilli praeceptum ut confessarius nullo modo concessae facultatis metas praetergrediatur, tantummodoque ea uti poterit ad praedictum finem, nempe secretam, et charitativam complicis correctionem: non vero ad alios actus externos, ex quibus aliquo modo colligi possit peccati revelatio. Adeo, ut si confessarius hujusmodi limites transgrediatur, tamquam violator sigilli habendus sit. Est doctrina certa, et a nemine, quem viderim, in dubium revocata. Hinc fit, quod in figurato casu confessarius solummodo queat occulte, et secreto, maxima cum prudentia et charitate complicem admonere, ut a tali peccato abstineat. Proponat ei offensam creatoris, turpitudinem peccati, acerbitatem gehennae, necessitatem reddendae rationis, pericula, damnaque, et corporis et animae, quae ex non resipiscentia imminere videbuntur. Si complex annuat, lucratus est fratrem suum: si renuat, sileat confessor, et patienter se habeat; nam fecit quantum in se erat: ad alia non progrediatur, nisi ad ea, quae charitatis sunt, nempe: Deum instantissime deprecetur, ut illius peccatoris mentem illuminet, cordis duritiem emolliat, voluntatem dirigat, animumque in melius convertat, mutatio siquidem peccatoris opus est dexterae Excelsi. Haec faciat, si Deo placere satagit, animasque lucrari: hoc enim docent theologi omnes veraeque charitatis regulae persuadent. Non vero actionibus suis externis vel illorum, quibus secretum illud imprudentissime pandit, sigillum frangat, scandalum generet; sacramenti odium, vel taedium foveat; religioni christianae injuriam irroget; rixis, et dissentionibus domesticis fomentum praebeat; proximorumque damnis viam sternat. Hoc sane observare debet confessor prudens, Deum timens, saluti animarum invigilans, ac optimi sacerdotis munus gerens. Ast hi moderni confessarii non illud primum, sed hoc secundum in more habent. Imo spreta frequenter occulta complicis admonitione, quam fraternae correctionis praeceptum ante omnia exigit, ad ulteriora progrediuntur. Patrem, Dominum, praelatum superiorem adeunt, eisque filii, vel filiae, vassalli, vel subditi, mancipii, vel pedissequae occultum peccatum manifestant; hique fortasse cum rixis, cum odiis, cum perturbationibus, cum laesione famae, honoris, ac bonorum et manifestatione directa, vel indirecta occulti peccati ad verbera, ad supplicia, ad carceres, ad ejectionem e domo, vel monasterio, ad denegationem ordinum, ad privationem officiorum, ad exilia, ad vincula, ad cautiones non redeundi ad hanc, vel illam domum, ad hoc, vel illud monasterium multoties procedunt. Quis unquam haec omnia licere arbitratus est? Certe haec et similia contra naturam sacramenti, ejusque necessariam omnimodam libertatem attentari nemini dubium esse potest.

Neque praedicti confessarii excusari valent doctrina Navarri, et aliorum existimantium praelatos uti posse notitia in confessionibus habita ad actiones externas, quae pro eorum libito exerceri possunt, licet in damnum aliquod temporale paenitentis cedat. Non, inquam, excusari possunt; siquidem repono primo, hanc sententiam in praxi non reperiri admissam. Repono secundo praefatam doctrinam per Decretum S. P. Clementis VIII reprobatam fuisse; additque optime cardinalis de Lugo se prorsus nescire, quomodo post praedictum Decretum adhuc aliqua probabilitate nitatur. Repono tertio, multo minus praefatam sententiam defendi posse post Decretum S. P. Innocentii XI in congregatione generali Universalis Inquisitionis die 18 novembris 1682, ubi SSmus expresse inhibuit scientia confessionis uti cum gravamine aliquo paenitentis, quamvis absit omnis sigilli revelatio; et quamvis multo majus gravamen ejusdem paenitentis, ex non usu, quam ex usu hujus scientiae sequeretur. Et maxime notandum est, illud Decretum habitum fuisse in Congregatione Sanctae Inquisitionis; ut fiat evidens, hos emendare, et corrigere abusus ad Fidei Tribunal peculiariter spectare. Videant nunc superiores aliqui, illi scilicet, qui reformationes ambiunt, virtutemque sectari demonstrant, an huic Decreto obtemperent, dum ad actiones externas procedunt, et paenitentium confessiones, vel a confessoribus inquirunt, vel dolose auscultari praecipiunt, ut in supplicia enormiter prorumpant.

Dato tamen, sed nullatenus concesso, quod talis sententia aliquam adhuc obtineat probabilitatem; repono quarto, quod talis opinio solummodo loquitur de peccatis apud ipsos praelatos confessis; et de praedicta notitia ad actiones indifferentes, quae pro suo libito exerceri possunt, ex aliis diversis causis, ex quibus nulla videntibus, vel ipsi paenitenti peccati commissi suspicio ingeritur. Quae tamen opinio suis limitationibus, et restrictionibus subjacet, in quibus immorari non lubet, alias multa diceremus, quae hodiernum abusum patefacerent. Haec tamen sententia (etiam casu, quo possit subsistere post Clementis Decretum) ad intentum adduci non potest. Omnino enim diversum est, quod praelati aliquando, positis requisitis circumstantiis ad gubernium communitatis utantur notitia in confessionibus habita; vel quod praelati a confessoribus inquirant, et confessores superioribus pandant peccata confessa, ut complices corrigant, et castigent. Et, quod pejus est, etiam superioribus saecularibus revelent ad punitionem. Quod sane, refragante nemine, est formalis sigilli revelatio; praecipue, si fiat, nulla obtenta poenitentis licentia prout non semel accidit, vel obtenta, sed violenter, prout frequentissime, si publico rumori credendum est, ab ipsis practicatur. Quae quidem perniciosa praxis, fortasse ab aliquibus episcopis probata, a nullo probato, et orthodoxo auctore, aut defenditur aut somniatur: imo a S. P. Benedicto XII eo quod ab episcopis Armeniae introducebatur, jam pridem damnata reperitur. Cum igitur praedicti confessarii hoc frequenter in usu habeant maximo cum fundamento de ipsis suspicatur damnatas doctrinas adhuc defendere, maleque sentire de Sacramento Poenitentiae, et de sacri sigilli strictissima obligatione, optimaque cum ratione contra ipsos tamquam de fide suspectos procedendum esse.

Dico tandem, ut alia omittam, praedictos confessores, dum se charitate ferventes, ac justificatos putant, multiplicis reatus labe velint, nolint, infeliciter coinquinari. Neque eos excusare poterit ignorantia, utpote quae crassa et affectata, tenaxque judicanda erit; eo quod earum rerum sit, quas, ut muneri suo satisfaciant, non nescire tenebantur. Praecipue post Sancti Officii edicta, et litteras Apostolicas, quibus minime acquiescunt, et pertinaces contradicunt. Nec zelus suus, quo suggerente diabolo, miserrime fascinantur, eos tantae labis immunes constituit. Quid prodest homini, si universum mundum lucretur, animae vero suae detrimentum patiatur? Aut quam commutationem dabit homo pro anima sua? Deponant, ut debent, conscientiam suam erroneam, alias multorum peccatorum rei infallibiliter convincentur. Durus fortasse videbitur hic sermo. Sed optimos habeo asserti patronos; atque indictum volo, si ex principiis mora-

litatis evidenter non probavero. Peccant igitur contra fidelitatem, contra charitatem, contra justitiam et contra religionem, et quidem graviter. Sufficeret autem quod venialiter solum peccarent, ut a simili praxi omnino abstinerent.

Peccant contra fidelitatem, quia non retinent secretum in confessione eis commissum quasi sub ea intrinseca conditione, et pacto, ut nullatenus reveletur; et quod alias suae fidei non committeretur, si poenitens revelandum esse reformidaret.

Peccant contra charitatem; quia cum debeant ex vi officii sui poenitentes allicere ad poenitentiae Sacramentum, ut per illud ad Deum frequentius accedant, et delictorum suorum veniam promereantur, potius a Sacramento retrahunt, timorem incutiunt, ac fideles ipsius Sacramenti fastidio afficiunt; dum quos absolvere tenebantur, inabsolutos dimittunt cum periculo, vel non redeundi ad confessionem, vel tacendi peccatum; suaque pestifera praxi proximorum offendiculis sunt in causa.

Peccant contra justitiam, et quidem multipliciter. Siquidem tam complex, quam poenitens sunt in possessione suae bonae famae dum peccatum suum publicum non fit, et jus certum habent, ut eorum occultum peccatum non reveletur, nec ullo modo infamiam patiantur. Proinde, neque confessor potest quocumque praetextu complicis existimationem apud patrem, Dominum, praelatum, vel superiorem laedere; praecipue cum gravi incommodo, et damno ipsius complicis, et infamia ipsius poenitentis, nec ipse poenitens debet complicis existimationem offendere apud ipsum confessarium; ideoque tot concilia, synodique id prohibent. Licet enim ex notitia in confessione data, complex publice non infametur, secundum aliquos; attamen semper ejus proba existimatio apud ipsum confessarium imminuitur; quinimo ex ejus manifestatione apud alios offenditur: quod quidem moralitatis regulae non permittunt. Hincque multorum theologorum est opinio, graviter peccare poenitentem, qui ex consulto complicem detegit, et illius peccatum occultum manifestat. Quod quidem certum est, si ex revelatione confessario facta, et ex licentia concessa sequatur aliqua infamia, vel damnum temporale contingat, ut frequenter complices experti sunt. Hincque etiam fit tales confessores errare, dum putant, quod pro bono spiritualis emendationis licitum sit infamare, et damnificare complices, quod quidem est haereticum et severissima animadversione dignum.

Deinde poenitens, ex eo quod accedat rite dispositus, jus habet incontroversum ad sacramentalem absolutionem; quam absque rigorosae justitiae offensa confessor negare non potest; ac per consequens, qui denegat, peccat in materia gravi contra justitiam. Nec dicere quibit, negari posse absolutionem justa ex causa. Ita quidem; sed renitentia in declarando complice, et multo minus in concedenda facultate ad revelationem sigilli nec est, nec unquam fuit justa causa denegandae absolutionis, imo est causa injustissima, neque apud authores invenitur assignata. Excipio casus expressos, in quibus poenitens tenetur declarare complices, ut committendum delictum devitetur: de his enim non est quaestio. Adverto tamen etiam in his casibus, non posse poenitentem cogi praecise ut confessario revelet complicem; quinimo confessarius a simili inquisitione debet prudenter abstinere, sed sufficere quod revelet in competenti judicio, ut conveniens remedium adhibeatur, et ad id solum monendum, cogendumque esse a confessario. Quo supposito, resolutive dico, non esse justam causam denegandi absolutionem eam poenitentis renitentiam in declarando complice. Nullus siquidem est doctor (aliquo excepto, de quo statim) qui asserat ad id poenitentem cogi posse; aut ob eam causam indispositum esse censendum. Et ratione probatur: quia notitia complicis, ejus nominis, agnominis, et domicilii necessaria non est ad agnoscendam speciem, vel circumstantiam aggravantem. Poenitens autem solum debet declarare speciem peccati, et secundum meliorem opinionem, circumstantias aggravantes: ergo ad aliud cogi non potest. Deinde secundum veriorem, et securiorem opinionem, ut supra diximus, non debet poenitens declarare complicem, imo tenetur non declarare et hoc habet hujus sacramenti praxis; ergo ad id cogi non potest.

Similiter nullus canon est, nulla doctorum opinio, quod teneatur praestare consensum, ut sigillum detegatur; cum potius detur expressa prohibitio, ut sigillum nullatenus reveletur: ergo non potest censeri indispositus, qui non facit, quod facere non tenetur, vel tenetur non facere; cum potius si faciat, quod facere illicitum judicat, indispositum se reddit, qui antea dispositus accedebat. Unde confessor (qui alias poenitentis probabili opinioni acquiescere debet) sic adigens poenitentem, et ex utraque parte inter duo mala angustiis premens, ei maximam infert injuriam; ac propterea eum exponit gravi periculo vel amittendi dispositionem necessariam ad validitatem Sacramenti, vel non redeundi ad Sacramentum, vel celandi illud peccatum, vel indebite accedendi ad Sacram Eucharistiam; praecipue, si exinde oriatur aliquod scandalum, vel suspicio, vel etiam timor parentum aut dominorum interveniat. Quorum omnium causa est, et quidem proxima, imprudentissima, et injustissima complicis inquisitio, vel absolutionis indebita, et peccaminosa denegatio.

Si adhuc insistant, Suarii opinione ducti, indispositum esse poenitentem, qui non vult complicis correctionem et emendationem, respondeo, errare quidem, et Suarium non intelligere ejusque doctrina evidenter abuti. Et dato, quod Suario non praevaleant tot doctores optimi contrarium evidentissime demonstrantes, tot synodi, tot constitutiones, tot concilia inquisitionem complicum absolute prohibentes, quod quidem quam perabsurdum sit nemo non viderit; dato, inquam, hoc respondeo, Suarium, aliosque locutos fuisse in casu, quo paenitens ad correctionem praecise teneatur, et nolit eam adhibere. Qui casus rarissimus est. Siquidem, ut est communis thomistarum et omnium fere sententia, ut praeceptum correctionis sub peccato obliget, quinque, si rite recordor, conditiones necessariae sunt. Prima (supposito peccato mortali occulto, vel etiam veniali periculoso) quod moraliter constet de periculo, aut reincidentia. Secunda, quod speretur fructus, seu sit probabilis spes emendationis. Tertia, opportunitas personae et temporis; personae, ut non sit alius, qui melius possit facere; temporis, ut fiat tunc quando, pensatis circumstantiis, discretio dictat cum majori fructu fieri posse. Ideoque si prudenter et probabiliter aestimetur, quod peccator admonitionem non recipiat, a correctione est desistendum. Quarta, ut correctio judicetur necessaria: tunc autem talis censebitur, si peccator per eam, et non aliter credatur convertendus. Quinta demum est, quod correctio commode fieri possit citra damnum aliquod vel in salute, vel in bonis vel in fortunis. Ex quibus patet, non caecis oculis, et veluti pro universali regula censendum esse indispositum paenitentem, qui nolit declarare complicem. Potest enim pensare praedictas conditiones, et prudenter judicare non teneri ad correctionem. Potest etiam timere, quod confessor, prout experientia docet, tali notitia abutatur ad damnum aliquod complicis, imo et sui ipsius: quo in casu non solum non tenetur declarare, sed potius non declarare tenetur. Potest etiam correctionem velle per alia media, non per ipsum confessarium, quod ipsi quidem liberum est, et prudentiae suae omnino relinquendum. Quinimo etiam in casu, quo ipso velit ad illum finem uti confessario, ipse debet in se non suscipere tale onus, propter maxima inconvenientia quae inde oriri possunt; qua de causa docent prudentissime theologi confessarium non debere ipsi oneri se adstringere, et solum debere instruere poenitentes circa modum, quo talem correctionem facere poterunt. Ad quid ergo tam curiosa, imprudensque complicum inquisitio? Ad quid tam injusta, insolensque absolutionis denegatio? Ad quid tam impertinens, tamque vio-

lenta licentiae extorsio? Ad nihil aliud, nisi ad curiositatem, ad vindictam, ad Sacramenti odium, ad affectandum zelum ad graviterque peccandum.

Tandem peccant contra religionem, quatenus culpabiliter suis non licitis, et imprudentibus interrogationibus ac denegato absolutionis beneficio, Sacramentum alicujus sacrilegii periculo exponunt; et frangendo ejus sigillum maleque sentiendo de ejus strictissima obligatione, ei maximam injuriam irrogare dignoscuntur. Unde vel putant id sibi licere, et sunt suspecti de fide; vel non licere arbitrantur, et tunc praedictorum peccatorum rei fiunt, voluntarie enim operantur frequenter, quod eis non licere non ignorant. Et cum non debeamus tam male de proximo suspicari, ut censeamus ipsum libenter, et scienter tot velle committere peccata; potius judicabimus eos errore intellectus illusos in materia fidei, rectaeque administrationis Sacramenti ignoranter decipi, et propterea, aut propter errorem, aut propter suspicionem erroris Sanctae Fidei judicibus subjacere: proindeque omnino ruit supra positum primum fundamentum.

Quod attinet ad secundum breviter me expediam. Et quamvis fatear praeceptum juris naturalis esse, quod nemo teneatur se tradere, ac suam propriam turpitudinem declarare: attamen, etiam indubium est, praedictam regulam in aliquibus casibus limitari, prout in praesenti casu limitandam esse, non improbabiliter defendi potest. Ideoque in praesentiarum, pensatis circumstantiis, parvi roboris, et efficaciae esse praedictum argumentum, ni fallor, judicandum est. Et sane, qui illud magni faciunt, aut recte non callent quibus modis absque denunciantis proditione fieri possit denunciatio; vel ignorant quibus prudentissimis cautelis in recipiendis similibus denunciationibus Domini Inquisitores se habere soleant.

Supponamus tamen denuntiantes apud Dominos Inquisitores peccatum suum aliquo modo pandere. Quid ergo? Certum est, illud sub inviolabili secreto apud ipsos latere. Committitur multoties peccati secretum amico, vel famulo, vel lenoni sub spe, quandoque vana, fidei servandae. Cur non committetur Judicibus, ubi secreti observantia est infallibilis? Deinde etiam certum est, denunciantibus nullam exinde poenam, nullam publicam infamiam resultare. Ut plurimum aliqua existimationis imminutio apud ipsos Dominos Inquisitores considerari poterit. Haec tamen minimi momenti judicari debet. Si apud plures confessarios idem peccatum confiteatur poenitens, apud eos etiam considerari potest existimationis imminutio; et tamen parvi penditur propter bonum particulare ipsius poenitentis? Cur non parvi etiam aestimabitur propter bonum commune Sacramenti, quod est altioris ordinis, et in quo etiam vertitur particulare bonum denunciantis, ut sine periculo fracti sigilli liberius, et securius confiteatur? Eadem bonae opinionis sugillatio resultat ex haeresi, ex maleficio, ex sortilegio, ex bigamia, ex sollicitatione, et tamen ob bonum publicum religionis, quod exinde provenit, non attenditur, imo spernitur. Multi sunt in jure casus, in quibus delinquens tenetur se tradere, et veritatem fateri; neque tunc supra posita militat naturalis juris regula, quae suas patitur limitationes. Nihil tam naturale, quam quod filius, qui una cum patre censetur eademque persona, crimen patris celet, ex quo ejus vita periclitatur, bonaque amittuntur, quale est crimen majestatis humanae laesae; et tamen filius tenetur denunciare parentem, alias etiam tamquam reus, sociusque criminis punitur, licet revera innocens sit. Hoc sane quia bonum publicum, ratioque altioris ordinis sic exposcit. Idem in crimine laesae majestatis divinae et quidem strictius propter altioris ordinis bonum. Reus non tenetur actori petenti edere propria instrumenta, propter naturalis juris rationem, quae dictat, neminem teneri se tradere vel arma contra se praestare; et tamen multi sunt casus, in quibus tenetur edere; scilicet, in omnibus, in quibus militat altioris ordinis ratio. Nihil tam naturale, quam quod innocens, inimico id petenti ad mortem tradatur: et tamen (in opinione multorum, licet alii refragentur) si inimicus minitetur destructionem regni, vel civitatis, nisi ei tradatur innocens, non poterit respublica tradere innocentem; sed ipse innocens tenebitur, etiam cum periculo amittendae vitae, se tradere; et hoc ex ea ratione, quia contra illam naturalem rationem, militat alia ratio altioris ordinis, nempe boni communis conservationis reipublicae, quam ipse suae propriae vitae et conservationi anteponere debet. Ergo a simili. Quod plus difficultatis habere potest, est quod paenitentes ad tales denunciationes sub censura cogantur. Sed, stabilita obligatione denunciandi propter commune religionis, et Sacramenti bonum, de plano currit, quod ad id mediis censuris cogi possint. Domini Inquisitores non nisi sub poena excommunicationis has denunciationes praecipere solent. Alioquin inutiles propemodum forent suae monitoriae litterae, si fideles aliqua censura non adstringerentur. Has quotidie videmus, nec nobis aliquid novitatis afferunt. Nunc solum hanc juris naturalis regulam nobis efficaciter repraesentant theologastri isti, quia illud rectissimum Tribunal, ut disseminato, gliscentique errori se opponat, ejus assertores denunciari jubet. Quare hoc? Quia detegi timent, et puniri. Satius tamen sibi consulerent, si emendarentur. Haec sint satis.

Nunc ad vos convertor, charissimi fratres Reverendissimi sacerdotes. Et imprimis parcito, si quid gravius hucusque dixi aut ulterius pronunciavero. Nulla enim movet me objurgandi cupiditas, sed fraterna charitas, veritatisque dilectio. Praecipue cum pro fidei, et sacramenti publica causa contra nocentes solummodo, vel errantes verba proferam, neminemque in individuo redarguam. Dicito quaeso; dicito per Deum immortalem: quae vos dementia cepit? Quis vos fascinavit non obedire veritati? Quo vester animarum zelus seductos rapit? Tanta orationis mentalis frequentia nondum mentes vestras illuminavit, ut lucem a tenebris dividere possitis? Tam assidua librorum lectio, tam frequens theologiae studium adhuc vos non instruxit, ut innocuas doctrinas a perniciosis discernere sciatis? Cur circumferimini fluctuantes omni vento doctrinae? Cur in scientifica statera non perpenditis quam parum boni, quantumque mali ex vestra doctrina, praxique vestra consequamini? Quod erraveritis a principio, labilis humanae naturae propensio, et infirma humanae sapientiae capacitas in causa esse potuit: ideoque facillime condonandum. Ast, quod adhuc opinioni vestrae post sancti Officii edictum, post S. P. censuram inflexibiles adhaereatis, minime parcendum; superbiam enim maximam odoratur, quod contra commune theologorum placitum, quasi soli habetis, Dei spiritum, tenaciter reluctemini. Audite mellifluum Bernardum: *Quae major superbia, quam ut unus homo toti congregationi judicium suum praeferat, tamquam ipse solus habeat spiritum Dei.* Acquiescite ergo communi sententiae: superiorum praecepto obedite. Nec singulares fieri inutili virtutum elatione contendatis; non enim qui se ipsum commendat probatus est, sed quem Deus commendat. Quid ad errorem tantum vos movere potuit? Amor Dei, et proximi? Ita persuadere concupiscitis, sed perfecta charitas malos filios gignere non potest. Perpendite quot scandala, quot dissidia, quot perturbationes imprudens generet zelus vester; et invenietis profecto non firmari in radice charitatis, arbor siquidem bona non potest malos fructus facere. *Charitas Dei quaedam vitalis est pluvia virtutum, sub qua, et beata voluptas germinat, et operatio sancta fructificat; patiens haec in adversis; temperata in prosperis; humilitate potens; affectione laetissima; inimicis benevola, bonis suis superans malos*, ajebat Cassiodorus. Vosmetipsos introspicite, et contemplamini, an haec Cassiodori sententia charitati vestrae aliquatenus adaptetur. Fortasse vobis visum erit charitate duci, totus enim scopus vester est vitare peccata animasque Deo lucrari. Sed fallimini: nullus enim rectus finis per media improportionata obtineri potest. Ficta fallaxque est intentio, cum media, quae apponun-

tur sunt vitiosa. Ideo fortasse tot complices videtis non correctos, sed causata indignatione commotos; non Deum gemitibus placantes, sed querimonias publicas ubique fundentes. Proh dolor! Et hic charitatis fructus censendus est. Sed esto quod aliquos complices lucrifaciatis. Non sunt facienda mala, ut veniant bona. Nescitis inconcussam firmissimamque omnium theologorum, et canonistarum sententiam esse nullatenus sigilli secreto abutendum, etiamsi tota communitas periclitetur? Cur sanis doctrinis in malum sensum detortis abutimini; vel utimini minus certis, quas luxuriantium ingeniorum acumen, vel forte malignantium scriptorum improbitas, ad securioris theologiae perniciem dolose invexit. Cur rationibus, seu potius ratiunculis vestris veritatem confunditis, ut aliorum secura fundamenta despiciatis? Nonne suis rationibus, et auctoritatibus confidebant (ut alios haereticos in aliis fidei quaestionibus omittam) in materia sacramenti poenitentiae Lutherus, Petrus de Osma, Wiclef, Hus, Jansenius, Bayus, et alia hujusmodi monstra? Nonne Illuminati eamdem ferme doctrinam, quam vos introducitis, defendebant? Certe multis patrum sententiis, licet dolose depravatis, multis theologiae principiis, licet cavilose adductis, se munitos existimabant, et tamen, ut haereticae, ut perniciosae, ut male sonantes illorum doctrinae damnatae inveniuntur. Quot propositiones speculative probabiles in libris aliquando legebantur, et tamen eas, non propter earum rationes, aut principia, quibus innitebantur; sed propter damnum et periculum quod infallibili dogmati imminebat, vel propter abusum, et fidelium scandalum, quod inde oriri poterat, ecclesiastica censura inustas fuisse compertum habemus? Cur doctrinas in aliquo tantum rarissimo casu verificandas in communem usum sine discretione, sine delectu, sine prudentia frequentissime adducitis? Adite sanae theologiae praticae fontes, synodos, inquam, et concilia, ejusque praeceptis potius, quam male intellectis opinionibus conformamini. Legite synodum Claramontensem can. 7. concilium Coloniense cap. 8. synodi Valentinae constitutiones, synodum Leodiensem, et concilium Leodiense, concilium Moguntinum, concilium Brugense, concilium Beneventanum, et omnium fere episcopatuum nostri regni constitutiones. Sufficiatque vobis legere Decretum Congregationis Episcoporum in Belgio an. 1667, april. 22: quod enim ibi invenitur constitutum, idem est, quod in relatis conciliis. Sic se habet.

Complicum nomina confessarius non inquirat, ne quidem sub praetextu quod velit, aut possit eis prodesse, non obesse. Multo minus confessione poenitentis abutatur ad instituendam complicis denunciationem, vel accusationem. Neque hoc committat ut ad complicis superiores scribantur litterae anonymae, multo minus a se subscriptae. Neque denique faciat quidquam unde vel poenitens, vel complex aliquod gravamen accipiat: cum ipsum peccatum, et nomen complicis, si per inadvertentiam poenitens expresserit, cadat sub sigillo cum peccato poenitentis. Qui articulus, ut exactius observetur, adoptamus canonem concilii Coloniensis anno 1280 celebrati, et sub poena excommunicationis sacerdotibus inhibemus, ne a confitentibus nomina eorum, cum quibus peccaverunt, inquirant, vel circumstantias, per quas possint nomina eorum sciri. Quod si facerent ab officio confessionis audiendae, et sacrorum ministeriorum ipso facto se noverint esse suspensos.

En quod in Belgio rigoristae, Baiique discipuli reformationis zelo tentabant, et quod episcopi illius provinciae in unum congregati dissipare curaverunt. En quod vos in nostro regno introduxistis: si enim rem bene perpendatis, quidquid ibi prohibetur, id ipsum est quod vos sequimini. Oh pudeat rigoristarum imitatores fieri, potiusque tot conciliorum authoritatibus receptis mentes subjicite. Neque dicatis haec concilia provincialia fuisse, vosque non obligare. Revinco enim; quia etsi non obligent, instruunt tamen; et temeritati tribuendum est, quod eorum sanae doctrinae non acquiescatis. Iterum revinco; quod approbatae, et communiter receptae fuerint. Ulterius revinco; plus enim auctoritatis habent hae synodi, haec concilia sanctissimorum, doctissimorumque virorum communi consensu congregata, ut ea sequamini, quam vosmet ipsi privato vestro consilio, et ut plurimum aliquorum doctorum quos non bene perpenditis, sententiae adhaerentes. Revinco tandem, quod hae synodi, haec concilia, haec constitutiones juri canonico, et Pontificum decretis conformantur: vestra vero opinio an secta, nullius canonis innititur auctoritati.

Nec dicatis iterum, ibi non agi de inquisitione ad finem correctionis fraternae. Retorqueo enim primo quod ibi generaliter agitur de praetextu, quod possit eis prodesse, in quo sane correctio fraterna continetur. Retorqueo secundo, quod lex non distinguit, neque nos distinguere debemus. Et sane mirum est quod illae synodi, illa concilia, illae constitutiones illud decretum correctionis fraternae nullatenus meminerint. Nec credendum est, patres illos id non advertisse. Sed de eo casu minime cogitarunt, et optima cum ratione; quia nec confessio dirigitur ad correctionem fraternam complicis, nec confessores ad praeceptum correctionis tenentur circa ea, quae non sciunt ut homines, sed ut Deus. Retorqueo tandem et invincibiliter: quia quidquid sit de praedictis conciliis, habemus expressas litteras apostolicas, in quibus oraculum Vaticani praxim vestram, etiam sub affectato praetextu correctionis fraternae, expresse condemnat.

Neque tandem dicatis, neque ibi, neque alibi condemnari revelationenem sigilli cum licentia poenitentis. Quia repello; jam enim non agimus de revelatione sigilli quoad ipsum poenitentem, sed quoad complicem. Repello iterum; quia jam non agimus de ipsa revelatione cum praedicta facultate; sed de illicita inquisitione complicis, et de injusta coactione poenitentis, ut complicem declaret, et de iniqua denegatione absolutionis. Repello amplius; quia jam nobis sermo est non de libera, spontanea licentia sed de extorta, quae nullibi approbatur, et ab omnibus exploditur. Tandem repello, quia jam non agimus de licentia poenitentis, sed de abusu sigilli sine illa, declarando praelatis peccata in confessione audita; quod quidem nullius authoritate licitum quandoque probabitur.

Iterum vos percontor: an vobismet ipsis persuasum habeatis vos sanctis patribus, doctoribus eximiis, instructissimis confessoribus, theologis celeberrimis scientia, virtutibus, et charitatis zelo antecellere? Id non credo, ne vos superbia elatos, ac misera caecitate ductos quodammodo suspicer, atque errore deceptos necessario convincam. Dicite ergo, ex quo sancto patre vestram doctrinam hausistis? Ubinam hanc introductam praxim observatam demonstrabitis? Certe ex nullo, nisi ex aliquo ab haereticis detorto; certe nullibi, nisi ubi novatores falsa dogmata sua spargere consueverunt. An eximii confessores S. Franciscus Xaverius, S. Philippus Nerius, S. Franciscus Salesius, S. Vincentius Ferrer, S. Bernardinus Senensis, aliique complurimi assidue confessionibus audiendis, emendandisque peccatoribus flagranti charitate incumbentes hanc praxim in more habuerunt? Certe nihil tale de eis nec legisse memini, nec vos legisse convincar. An prudentissimi, sapientissimique confessores virtutibus pleni, quos nostrum saeculum veneratum est, et quorum nomina non refero, ne caeteros offendam, hanc pestiferam praxim quandoque admiserunt. Nulla equidem fama, nullus rumor, nulla suspicio, nullae poenitentium querelae eos simili aspersos labe inquinare potuerunt. Cur ergo praxi communissimae non acquiescitis? Cur Sanctae Inquisitionis tamquam legitimi superioris praecepto non obtemperatis? Cur supremo capiti vestram doctrinam damnanti submisso corde compressisque labiis non obsequimini? Quid ulterius tenaciter reluctamini? Accedite igitur ad cor altum ut exaltetur Deus. Deponite contumaciam superbiae et ignorantiae filiam. Obedite majoribus vestris: vocem Pastoris audite: humiliate erectas cervices, et inconsutilem Christi

tunicam ne proscindatis. Ast video vos negare facta. Bonum quia talia non agitis! Optimum quia talia non defenditis! Oh bone Deus! Gratulor, centiesque, milliesque gratulor, quod vos tanti erroris immunes exhibeatis. Silete igitur, neminem enim vestrum expresso nomine, aut indigitata persona, quis accusat. Sinite edicta huic malo occurrentia promulgari; quae quidem vos innocentes minime tangit, et solummodo contra nocentes evulgantur. Ne vosmet ipsos in maximam suspicionem inducatis, dum propositionem damnatam, ut aliqua scripta testantur, acerrime defenditis, et edictorum justissimae evulgationi aperto agmine resistitis. Dominus sit illuminatio vestra, ut qui innocentes praedicamini, in die irae nocentes non accusemini.

Tempus est jam, ut vos alloquar o Infulati Praesules, Colendissimi, Excellentissimique Domini episcopi. Sed quis ego, ut vobiscum sermonem meum instituere audeam? Contremisco sane, dum humilitatem meam, celsitudinemque vestram agnosco, ac reverenter confiteor. Vestram maximam sapientiam veneror, et temeritati non modicae egomet tribuo, quod nox diei eructet verbum, indicetque scientiam. In hoc solum fiduciam meam repono, quod Deus infirma mundi eligat, ut fortia quaeque confundat, reveletque parvulis quod a sapientibus abscondit. Optarem sane ignitum vehementer, sed sane modestum, comptum, reverentia plenum, auribusque vestris aptum eloquium efformare. Suppleat tamen sincerus animus, fervens charitas, et incorrupta veritas quidquid injucundius proferam; et ex nimia benevolentia vestra bonae intentioni meae consulentes, haec verba exaranti benignius indulgere.

Igitur, attendite vobis et universo gregi, in quo Spiritus Sanctus vos posuit regere Ecclesiam suam. Nemo vos seducat inanibus verbis. Videte, quod inter vosmet ipsos, sub specie boni, exurgunt viri vaniloqui, loquentes perversa, ut abducant alios post se. Vigilate, nam lupus rapax circuit, ut Dominicum gregem discerpat: quod ut assequatur, prout astutiae suae subtilissimum est studium, virtutem mentitur, zelum fingit, ac veram charitatem simulatis figmentis imitatur. Profundissimae considerationis Vestrae aquilinis oculis retroacta saecula intuemini, invenietis profecto omnes haereses sub reformationis colore pullulasse, auctoribus semper novitatum amatoribus, earumque assertoribus tenacissimis. Praepositi estis Ecclesiae ad consummationem sanctorum, in opus ministerii, in aedificationem Corporis Christi, ut non circumferamur omni vento doctrinae in nequitia hominum, in astutia ad circumventionem erroris. Ne igitur errantibus faveatis, ut non videamini potius ad destructionem Corporis Christi cooperari. Poenitentiae Sacramentum, necessarium sane necessitate medii ad salutem unicum est remedium, quod misericors, et miserator Dominus infirmitatibus nostris compatiens nobis reliquit ad salutem, ut iterum renascemur filii Dei, quos peccatum, diaboli, irae, vindictae, et gehennae servos effecerat. Ut cum Augustino loquar: *Confessio est salus animarum: dissipatrix vitiorum; oppugnatrix daemonum. Quid plura! obstruit os inferni, portas aperit paradisi.* Aditus latissimus ad eum reserari debet; non limen intercludi. Asperum quidem, et quodammodo naturae repugnans praeceptum est, ut homo homini peccata sua manifestet. Ideo, ut levius, suavius, faciliusque redderetur Sacramentum, Divina providentia, ac institutione factum est, quod confessa crimina ita laterent, ut nullo in casu, nullo praetextu, etiam maximae utilitatis publicae, imo et maximi animarum lucri revelari valerent. Hoc evertere, odiosumque reddere tam proficuum Sacramentum, ab ejus origine ad saeculum usque nostrum, omnem lapidem vaferrimus admovit Sathanas, Lutherani, Calvinistae, Wiclesistae, Rigoristae, aliique innumeri sectarii attestentur. Huc collimant omnes ejus astus, ut sublato poenitentiae lavacro totum mundum, si possit baratrum absorbeat. Incredibile quanta in hoc sacramentum saeculis omnibus machinatus sit. Nunc novas artes, fallacias novas excogitat, confessaque peccata vanis, simulatisque praetextibus declaranda fraudulenter nimis introducere meditatus fuit; suique versuti in nos odii ministros esse facit eosdem, quos fortissimos adversarios experiri aequum erat. His fraudibus, his astutiis a tanto tamque necessario miseriarum nostrarum levamine deterret. Eo colorato, sed fraudulento fine emendationis complicum inemendati, abducti, et aversi redduntur poenitentes: et qui accesserunt, ut abirent sani inabsoluti, majorique infirmitate gravati saevissime remittuntur. Quae mentium caecitas haec est, ut adeo perniciosum malum non videatur? Quae misera caligo intellectum nostrum adeo obnubilat, ut haec non attingat, non meditetur, non studeat praecavere? Adigantur ergo tenebriones isti: fugentur hi nebulones; et veritatis refulgente luce revertatur serenum, gratum, jucundumque omnibus poenitentiae Sacramentum. Hoc non modo rectissimi Fidei Tribunalis, sed etiam muneris vestri est, o praestantissimi praesules. Hoc vobis commendat vigilantissimus totius Ecclesiae Supremus Pastor. Quid reluctamini? Quid moramini? Vos forte detinet optata complicum emendatio? Non decipiamini: complices alia via emendabuntur. Non vos fallat correctionis amor: non vos deludat desiderium sciendi, qui peccatores, qui digni, qui vero indigni ad ordines, ad officia, ad dignitates habendi sunt. Haec omnia adhibitis a jure praescriptis mediis sciri poterunt; non vero per obtentam confessionum notitiam; hoc enim illicitum, et peccaminosum semper fuit. Non recedatis a terminis, quos nobis constituerunt patres nostri; si enim ad alias semitas declinaveritis, via veritatis procul dubio aberrabitis. Si emendationem subditorum, ut vobis pro cura imminet, assequi concupiscitis, id aliis licitis mediis consequi potestis. Quod officii vestri est, id facite. Inquirite, speculatores instituite, visitate, arguite, obsecrate, increpate, praedicate verbum sanum, et irreprehensibile; idque ipsum praedicatoribus vestris constituite, salvum tamen et intactum relinquite poenitentiae Sacramentum, nec necessariam sigilli institutionem corrumpatis. Agnoscant oves vocem pastoris sui; agnoscant ejus charitatem, agnoscant doctrinam suam, et ad salubria pascua feliciter reducantur. Haec instituit Jesus Christus, haec praedicaverunt Apostoli, haec verbis, et exemplo docuerunt SSmi patres et praelati. Haec est via certa, plana, lata, et secura; caetera, quae introducuntur noviter, sunt periculosissima. Sinite, et libenter sinite, ut detegantur, et puniantur errores isti. Non vos moveat ea simplex et sincera existimatio, quod hucusque nihil tale actum sit. De vestra ardenti charitate, de vestra maxima sapientia, de vestro rectae fidei sensu nihil dubito, nec dubitabit aliquis. Verum enim vero de vestris factis deponere potestis, de alienis non potestis. Credite id ab aliquibus fieri consuevisse. Vigilate ergo, ne amplius fiat; nec renuatis, ut a Sancto Fidei Tribunali hoc gliscens malum compescatur. Vestra jurisdictio nullatenus imminuitur; nam fidei Tribunal jam a saeculis fundatam intentionem habet, ut contra suspectos de fide procedere possit, in quo quidem judicio, vos simul estis conjudices. Licet tamen aliqualiter imminueretur: libentissime potius id pati debueratis, ut haec pessima ac venenosa falsae doctrinae semina eradicarentur: decentiusque omnibus visum erit, quod vos potius fidei aemulatores quam jurisdictionis zelotypos exhibeatis. Nullum aliud opportunius superest remedium: satiusque erit ut jurisdictio vestra aliquod modicum, parvique praejudicii detrimentum sustineat, quam quod tam ingens error propagetur. Sisto jam; dictorumque, si aliquod vobis offendiculum attuli, veniam flexis genibus exposco.

Superest, ut vobis Colendissimis Dominis meis Sanctae Ecclesiae Romanae Eminentissimis Cardinalibus pro verae fidei, verae religionis studio, ardentissimoque zelo, quo tanto errori occurrere suscepistis, grates de genu referam: et qui laudare non sufficio, consultius duco, ut conticescam. Contineri tamen non valeo, quin laetitia inenarrabili Deo Optimo Maximo gratias

rependam, quia vos pro domo sua contra nequitias diaboli acerrimos defensores instituere dignatus sit; Spirituque Sancto suo induxerit, ut succrescens lolium, sparsamque zizaniam, antequam bonum frumentum contaminaretur, in agro Dominico evellere curavissetis. Sacros Ecclesiae et Sacramenti ministros, ut aliquos cribaret, expetiverat Sathanas: vos autem, inspirante Deo, et hos cribare studuistis ut farina bona a furfure separetur. Estote igitur fortes in bello, ut pugnetis cum antiquo serpente. Ipse non quiescit: vigilat utique, neque desistit ut religionem devoret catholicam, ac populum christianum ducat in interitum. Vigilate vos quoque; Deus enim sua inscrutabili providentia certamen vobis dedit ut vinceretis, ipseque in vobis vinceret. Induite vos armaturam Dei, ut possitis stare adversus nequitias diaboli. Quoniam non est vobis colluctatio adversus carnem et sanguinem; sed adversus principes, et potestates, adversus mundi rectores, tenebrarum harum, contra spiritualia nequitiae in coelestibus. Bonum opus incipere cogitastis: Dimidium facti, qui bene coepit, habet. Perficite. Deus vos adjuvet, conservetque incolumes. Valete.

Constitutiones Benedicti XIV.

I.

Benedictus papa xiv. *Venerabiles Fratres, salutem et Apostolicam Benedictionem.* Suprema omnium Ecclesiarum sollicitudo et Divina Jesu Christi omnium pastorum principis, cujus vices plane immerentes gerimus, charitas assidue urget nos, ut pro commissa divinitus imbecillitati nostrae universi Dominici gregis cura semper advigilantes, periculis animarum sicubi forte superimpenderint, per omnes Christiani Orbis populos, ac nationes opportune quantum cum Domino possumus, occurramus; atque iis praecipue regnis, et locis peculiari quodam apostolicae nostrae charitatis studio, auctoritatisque providentia consulamus, in quibus, cum fides, religio, pietas quammaxime floreant, callidus humani generis hostis nocere fidelibus dum aperto bello desperat, per insidias molitur, in angelum scilicet sese lucis transfigurans, et ementita boni specie incautis illudens; qua ex arte non minora saepe animarum detrimenta, quam ex aggressione manifesta, esse proventura nequissimus veterator confidit. In harum autem fraudum numero computamus, quod in florentissimis Portugalliae, et Algarbiorum regnis et ditionibus, quibus Vos antistites summa cum sacerdotalis virtutis vestrae commendatione praesidetis et quibus pro singulari erga catholicam ecclesiam, atque apostolicam hanc Sanctam Sedem observantia meritae debentur laudes, nuper evenisse non sine ingenti animi nostri dolore cognovimus. Pervenit enim haud ita pridem ad aures nostras, nonnullos istarum partium confessarios salva zeli imagine seduci se passos, sed a zelo secundum scientiam longe aberrantes, perversam quamdam, et perniciosam praxim in audiendis Christifidelium confessionibus et in saluberrimo Poenitentiae Sacramento administrando, invehere, atque introducere coepisse; ut videlicet, si forte in poenitentes incidissent socium criminis habentes, ab iisdem poenitentibus socii hujusmodi, seu complicis nomen passim exquirerent; atque ad illud sibi revelandum non inducere modo suadendo conarentur, sed, quod detestabilius est, denuntiata quoque, nisi revelarent, absolutionis sacramentalis negatione, prorsus adigerent, atque compellerent; immo etiam complicis ejusdem nedum nomen, sed habitationis insuper locum, sibi exigerent designari. Quam illi quidem intolerandam imprudentiam tum procurandae complicis correctionis, aliorumque bonorum colligendorum specioso praetextu colorare, tum emendicatis quibusdam doctorum opinionibus defendere non dubitarent; cum revera opiniones hujusmodi vel falsas, et erroneas sequendo, vel veras et sanas male applicando, perniciem tam suis, quam poenitentium animabus consciscerent, ac sese praeterea plurium gravium damnorum, quae inde facile consecutura fore praevidere debuerant, reos coram Deo aeterno Judice constituerent. Et vero jam secuta fuisse multa ejusmodi damna infelici experientia compertum est: Nec fieri potuit quin ea de causa, et oblocutiones, et scandala, et non ministrorum tantum, sed sacri etiam ipsius ministerii odium et animorum ingens conturbatio in populo fideli exorta sint. Tristia nos haec nuntia cum accepimus, simul audivimus, contra exitialem hujusmodi abusum protinus justa indignatione pro munere suo commotos fuisse dilectos filios nostros Sanctae Romanae Ecclesiae cardinales Nunum a Cunha in iisdem Portugalliae, et Algarbiorum regnis generalem Inquisitorem, et Thomam de Almeyda patriarcam Lisbonensem, atque utrumque sollicite gliscenti compescendo, atque eradicando adlaborasse. Nos autem, ne in tam gravi animarum discrimine ulla ex parte apostolico nostro ministerio deesse videamur, neve mentem hac super re nostram apud vos obscuram, et ambiguam esse sinamus; notum vobis esse volumus, memoratam superius praxim penitus reprobandam esse, eamdemque a nobis per praesentes nostras in forma brevis literas reprobari, atque damnari, tamquam scandalosam, et perniciosam, ac tam famae proximorum, quam ipsi etiam sacramento injuriosam, tendentemque ad sacrosancti sigilli sacramentalis violationem atque ad ejusdem poenitentiae sacramenti tantopere proficuo et necessario usu fideles abalienantem. Ea propter, Venerabiles Fratres, quamquam de pastorali vestra vigilantia nihil est, quod dubitemus; supremi tamen officii quoque nostri esse censemus, alacritatem ipsam vestram hac mentis nostrae aperta significatione, et apostolicis insuper hortationibus nostris intentius acuere, et excitare, ut pro se quisque vestrum opportunioribus, quascumque prudentia suggesserit, initis rationibus, et efficacioribus quibusque juris remediis, quoad opus fuerit, contra delinquentes ministros adhibitis, noxiam hujusmodi novitatem strenue insectemini, ac pene nascentem opprimatis, neque patiamini traditis curae vestrae ovibus ibi offendiculum parari, ubi salus a Christo posita est, ab eoque divinae misericordiae fonte illas averti, ac deterreri, ad quem ab eodem redemptore nostro ad abluendas, dealbandasque in sanguine suo animas amantissime invitantur. Interea, dum a zelo vestro, ac prudentia luculentiora nobis certo pollicemur vestrae pietatis, et observantiae argumenta, apostolicam benedictionem cum uberrima coelestium charismatum copia conjunctam vobis, venerabiles fratres, ex animo impertimus. Volumus autem, ut praesentium transumptis, sive exemplis, etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personae in dignitate ecclesiastica constitutae munitis, eadem prorsus ubique fides adhibeatur, quae praesentibus adhiberetur, et adhiberi posset, si forent exhibitae, vel ostensae.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die 7 mensis julii 1745. Pontificatus Nostri Anno quinto. Cajetanus Amatus.

II.

Benedictus Episcopus Servus Servorum Dei. — *Ad futuram rei memoriam.* Ubi primum de perversa quadam et absurda praxi in Sacramento Poenitentiae administrando apud nonnullos confessarios in Portugalliae et Algarbiorum regnis introduci coepta, non sine animi nostri dolore, nuntium accepimus non levi aliquo incertoque rumore ad nos perlatum, sed ita gravibus, solidisque fundamentis innixum, ut prudentem omnino fidem de periculi cum veritate, tum magnitudine facerent, praetermittere non potuimus quin continuo datis ad Venerabiles Fratres eorumdem regnorum, ac ditionum archiepiscopos et episcopos Apostolicis Nostris literis, remedium nascenti malo quam promptissime adhiberemus. Earum vero literarum die septima mensis julii superioris anni millesimi septingentesimi

quadragesimi quinti editarum, quas praesenti huic nostrae constitutioni inserendas existimamus, hic tenor erat *(vide supra)*.

Has porro Nos litteras in forma brevis tunc datas iterum praesentibus Nostris confirmamus, et roboramus, easque ab omnibus, et singulis fideliter, exacteque observari injungimus atque praecipimus.

Statuentes insuper ac decernentes, ut quicumque cujusvis status, gradus, conditionis, dignitatis, et ordinis, etiam speciali, et individua ad effectum, ut hisce Nostris praesentibus comprehendantur, mentione et expressione digni, ausus in posterum fuerit docere licitam esse hujusmodi praxim, prout ea relato Nostro brevi exponitur, ac reprobatur; vel scribere, aut loqui praesumpserit in ejusdem damnatae praxis defensionem; vel ea quae in dicto brevi contra eamdem praxim decreta sunt, impugnare, aut in alienos sensus temere detorquere, seu interpretari incidat ipso facto in excommunicationem, a qua non possit, praeterquam in articulo mortis, ab alio, quacumque etiam dignitate fulgente, vel auctoritate suffulto, nisi a nobis, vel a pro tempore existente Romano Pontifice, absolvi.

Et quia non modo cavendum est, ut quae sunt a nobis in praeinsertis litteris decreta, ab omni impugnatione, contradictione, pravaque interpretatione salva sint, et immunia; verum etiam ne quis in Sacramenti Poenitentiae administratione ab eorum omnimoda observantia unquam recedat; idcirco omnibus et singulis confessariis utriusque cleri tam saecularibus, quam regularibus, quantumvis exempti et quacumque speciali, et expressa mentione alias fortasse nominandi, graviter et districte, Divini interminatione judicii, atque in virtute sanctae obedientiae, prohibemus ne conformiter ad praedictam reprobatam praxim, paenitentes, qui peccatum, seu crimen aliquod, cujus socium, aut socios habuerint, ipsi in Tribunali Paenitentiae confiteantur, interrogare praesumant, de nomine socii, seu complicis, loco habitationis, vel aliis hujusmodi adjunctis, sive circumstantiis, expressionem magisque individuam ejusdem complicis manifestationem concernentibus; eidem paenitenti, si manifestare renuerit, sacramentalem absolutionem denegando: alioquin noverint sese, ultra peccati lethalis incursum, suspensioni ab officio audiendarum confessionum aliisque etiam gravioribus paenis fore subjiciendos.

Praeterea quoniam contra damnatum hujusmodi exitialem abusum, ne cum animarum pernicie radices agat, necesse ducimus modum, ac formam etiam in foro externo procedendi, et ultrices adversus reos paenas imponendi, statuere, atque ordinare, omnesque super hoc exorituras, vel etiam jam exortas dissensiones componere, et penitus amputare; volumus, decernimus, ac declaramus, quod docentes, ut supra licitam esse praxim a Nobis jam reprobatam, vel in ejusdem praxis defensionem scribentes, aut loquentes, vel ejusdem reprobationem in memorato Nostro brevi contentam impugnantes, aut perverse interpretantes, in Officio Sanctae Inquisitionis praedictorum regnorum, atque ditionum severe puniantur, et contra eos et eorum quemlibet in eodem Officio procedatur, non minus, ac contra illos ibidem procedi solet, qui asserunt, tradunt, tuentur opiniones scandalosas, perniciosas, et uti tales a Sede Apostolica rejectas, et condemnatas.

Similiter in eodem Officio procedendum erit, et procedi volumus, ac statuimus contra confessarios quoque, ut supra, delinquentes, ac de nomine complicis poenitentem interrogantes, eidem poenitenti, nisi illud sibi manifestet, absolutionem denegantes: dummodo tamen hujusmodi interrogandi, ac denegandi actus talibus circumstantiis conjunctus sit, ac convestitus, quae sic agentem confessarium de adhaesione ad praedictam reprobatam praxim, tamquam ad licitam, vel alio quovis modo de prava credulitate suspectum reddant.

Itaque contra praedictos omnes, et singulos delinquentes tam saeculares, quam quorumvis etiam quomodolibet exemptorum, ac Sedi Apostolicae immediate subjectorum ordinum, institutorum, societatum, et congregationum regulares, cujuscumque dignitatis, ac praeeminentiae, aut quovis privilegio muniti existant, et quorum specialis, et nominatim mentio facienda sit, praedictorum regnorum, ac ditionum Inquisitores, potestate a Nobis tradita, et quatenus, opus sit, praesentium tenore de novo concessa, prout in causis Fidei, juxta Sacrorum Canonum formam, nec non Sancti Officii Inquisitionis hujusmodi constitutiones, privilegia, consuetudines, et decreta, diligenter inquirant, et procedant, et quos in aliquo ex ejusmodi excessibus culpabiles repererint, in eos pro criminum qualitate, et circumstantiis, suspensionis ab officio confessiones audiendi vel etiam ab executione ordinum, privationis beneficiorum, dignitatum, ac perpetuae inhabilitatis ad illa, nec non vocis activae ac passivae, si regulares fuerint, aliasque paenas decernant; omnes etiam, vel earum tantum aliquas, in perpetuum, vel ad tempus infligendo.

Quicumque vero alium quemlibet aliquo ex supradictis modis deliquisse cognoverit, eum, intra terminum dierum, in edictis Sancti Officii ejusmodi Inquisitionis praefigi solitum, eidem Sancto Officio denunciare teneantur: alioquin paenas non denunciantibus per eadem edicta infligi consuetas incurrant. Verumtamen ab hujusmodi onere denunciandi justis de causis eximi volumus, et eximimus, personam ipsam paenitentem dumtaxat in causa propria, idest in casu, quod suum peccatum confitens, a confessario adigatur ad sibi manifestandum nomen complicis in eodem peccato: tunc enim paenitentem hujusmodi ab obligatione eumdem confessarium denunciandi liberamus. Sed quando aliunde, quam ex propria, ut dictum est confessione, noverit confessarium aliquo ex superius enumeratis, et sancto Officio denunciandis, modis deliquisse, tunc eum et ipse denunciare ex ista aliunde habita notitia teneatur.

Quod si confessarii de complicis nomine perperam interrogantis, absolutionemque, ni sibi detegatur, denegantis actum contingat ejusmodi esse, ut quamvis imprudens, et malus, simplex tamen et quidam, nudus actus fuerit, idest iis circumstantiis destitutus quae de prava credulitate, vel de mala adhaesione ad praxim in saepe dicto Nostro Brevi reprobatam, tamquam ad licitam eumdem confessarium suspectum reddant: tunc istiusmodi delictum, neque denunciationis oneri, neque Sancti Officii praedicti cognitioni subjectum erit; sed de illo cognoscere, atque in delinquentem confessarium, per suspensionem ab audiendis confessionibus, vel alias canonicas et legitimas paenas pro delicti modo animadvertere, ad locorum Ordinarios in sua cujusque dioecesi omnino spectabit.

His igitur circa ordinem, formam modumque contra ejusmodi delinquentes, procedendi, ut praefertur, constitutis, ac suis unicuique judici ecclesiastico juribus assignatis et distributis; hanc Nos deinceps regulam ab omnibus observari ac custodiri volumus et mandamus, si quando talia delicta deprehendi contigerit; quae tamen haud unquam posthac eventura in Domino confidimus, accedente insuper praeclara inclytae Lusitanae nationis universae erga Sedem Apostolicam observantia, et obedientia, nec non eximia tum istius sanctae Inquisitionis Officii, tum cujusque loci ordinariorum nunquam defutura vigilantia. Quapropter quaecumque aliter, quam praesentibus Nostris decrevimus et constituimus, sive in edictis praefati Officii Inquisitionis, sive in quibuslibet quorumvis ordinariorum mandatis, aut pastoralibus literis, vel decretis antehac statuta prodierint, ea Nos quoniam post Apostolicam hanc a nobis propositam agendi, seu judicandi normam minus necessaria fore censemus, desinere jam, et cessare, ac veluti nunquam emanassent, omnem obligandi vim amittere, motu proprio, et ex certa scientia, deque Apostolicae potestatis plenitudine declaramus, statuimus, atque sancimus.

Decernentes easdem praeinsertas, nec non praesentes nostras

literas, et in eis contenta quaecumque etiam ex eo quod quicumque cujusvis status, gradus, ordinis, praeeminentiae et dignitatis existant, seu alias speciali et individua mentione, et expressione digni, in praemissis interesse habentes, seu habere quomodolibet praetendentes, illis non consenserint, nec ad ea vocati, citati, et auditi, neque causae, propter quas tum praeinsertae, tum praesentes emanaverint, sufficienter adductae, verificatae, et justificatae fuerint, aut ex alia qualibet etiam privilegiata causa, colore, praetextu, et capite, de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostrae, vel interesse habentium consensus, aliove quolibet defectu, notari, impugnari, aut in controversiam vocari posse, sed ipsas praesentes, easdemque praefatas in forma brevis literas, firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et obtinere, et ab omnibus, et singulis praemissis, ad quos spectat, seu pro tempore spectabit, exacte, et inviolabiliter observari. Sicque et non aliter in praemissis censeri, atque ita per quoscumque judices ordinarios, et delegatos, etiam Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, et contra haereticam pravitatem generales Inquisitores, legatos quoque de latere, et Apostolicae Sedis Nuntios, aliosve quoslibet quacumque auctoritate, potestate et praeeminentia fungentes, et functuros, sublata eis et eorum cuilibet aliter judicandi, et interpretandi facultate, judicari, et definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus quibusvis Apostolicis, et universalibus sive provincialibus, aut synodalibus conciliis editis generalibus, sive specialibus constitutionibus, et ordinationibus, edictis quoque praedicti Inquisitionis Officii, et quorumcumque Ordinariorum, etiam Episcoporum, et metropolitanorum mandatis, literis pastoralibus, sive decretis, nec non ejusdem Officii, et quarumcumque ecclesiarum etiam episcopalium et metropolitanarum et quorumcumque ordinum, congregationum, religionum, et institutorum, etiam Societatis Jesu, aliisve quibusvis, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, stilis, usibus, et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et literis Apostolicis eidem Inquisitionis Officio, illiusque Inquisitoribus, commissariis, aliisque officialibus, tum etiam ecclesiis eorumque praelatis, ordinibus, congregationibus, institutis, societatibus, illorumque superioribus, et personis quibuslibet, sub quibusvis verborum tenoribus, et formis; et cum quibuscumque etiam efficacissimis, et insolitis derogationibus, clausulis, atque decretis, etiam motu, et Apostolicae potestatis plenitudine similibus, seu ad quarumcumque personarum, etiam regia, aliave qualibet mundana, vel ecclesiastica potestate fulgentium instantiam, vel alias quomodolibet in contrarium praemissorum concessis, confirmatis, et innovatis.

Quibus omnibus, et singulis etiamsi pro illorum sufficienti derogatione, de illis, eorumque totis tenoribus specialis, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores praedictos pro sufficienter, et de verbo ad verbum expressis et insertis, formasque hujusmodi pro plene, et exacte observatis habentes, ad praemissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus.

Volumus autem, ut earumdem praesentium transumptis, sive exemplis, etiam impressis, manu Notarii publici subscriptis, et sigillo personae in ecclesiastica dignitate constitutae munitis, eadem prorsus fides in judicio, et extra, ubique habeatur, quae adhiberetur ipsis praesentibus, si forent exhibitae, vel ostensae.

Nulli ergo omnino hominum liceat paginam hanc nostrarum condemnationis, reprobationis, confirmationis, sanctionis, prohibitionis, ordinationis, abrogationis, derogationis et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum in Arce Gandulphi Albanensis Dioecesis Anno Incarnationis Dominicae millesimo septingentesimo quadragesimo sexto, quarto Nonas Junii Pontificatus Nostri Anno Sexto.

III.

Benedictus Episcopus. Servus Servorum Dei. — *Ad futuram rei memoriam.* Apostolici Ministerii nostri partes non minus esse putamus, ad suborientes abusus eradicandos, idonea remedia comparare, quam opportunas rationes praescribere, quibus servatis, ipsa exhibita remedia vim suam obtinere, et optatum effectum reipsa edere valeant.

§. 1. Sane quum nobis innotuisset nonnullos esse in florentissimis Portugalliae, et Algarbiorum regnis presbyteros Sacramenti Poenitentiae ministros, qui a poenitentibus nomen personae ipsis in peccato, quod confessi fuerant, complicis, aliquando etiam locum habitationis ejusdem complicis exquirebant, absolutionem quoque sacramentalem iis denegando, qui eorum inquisitionibus satisfacere recusarent.

§. 2. Nos Venerabilium fratrum archiepiscoporum, et episcoporum per ea regna constitutorum zelum excitare non omisimus, ut omne suum studium operamque conferrent ad eas respective diœceses, in quibus presbyteri sic delinquentes existerent, a tam pernicioso malo liberandas, ex quo *oblocutiones et scandala, et non ministrorum tantum, sed sacri etiam ipsius ministerii odium et animorum ingens conturbatio in populo fideli exorta erant.* Rejicientes simul, ac reprobantes praetextus illos, quibus hujusmodi confessarii interrogantes, sese tuebantur; desiderii nimirum emendationis ipsius complicis; nec non quarumdam opinionum, quae apud aliquos doctores repertae fuerant, et quarum aliquae, aut falsae, aut erroneae censendae erant, aliae autem per se verae et sanae, ab ipsis sic delinquentibus perperam applicabantur; ut latius videre est in nostris litteris Apostolicis die 7 mensis julii anni Domini MDCCXLV editis in forma brevis, quarum initium est *Suprema omnium ecclesiarum*, quaeque impressae sunt in *Bullarii nostri tomo 1 n. 134.*

§. 3. Has litteras sub Annulo Piscatoris primum expeditas, in forma specifica deinde confirmavimus, et ampliori robore communivimus, per alias nostras Apostolicas litteras sub Plumbo editas IV nonas junii anni 1746 incipientes, *Ubi primum*; quae etiam impressae leguntur in II tomo bullarii nostri num. 8. His autem posterioribus litteris, non solum Tribunali Sanctae Inquisitionis praedictorum regnorum, atque ditionum injunximus, ut contra eos severe procederet, qui priora decreta nostra impugnare, aut perversa interpretari ausi fuissent, sed etiam *contra confessarios de nomine complicis poenitentem interrogantes, eidemque poenitenti, nisi illud sibi manifestaverit, absolutionem denegantes; dummodo tamen hujusmodi interrogandi, et denegandi actus talibus circumstantiis conjunctus sit, ac convestitus, quae sic agentem confessarium de adhaesione ad praedictam reprobatam praxim, tamquam ad licitam, vel alio quovis modo de prava credulitate suspectum reddant.*

§. 4. His cohaerenter addidimus praeceptum denunciandi confessarios aliquo ex supradictis modis delinquentes eidem Tribunali Sancti Officii intra terminum dierum pro aliis denunciationibus ab eodem Officio praefigi solitum; exemptis dumtaxat, ex justis gravibusque causis, ab hujusmodi denunciandi onere personis paenitentium in causa propria, id est in casu, quod ipsi peccatum suum confitentes, a confessario adigerentur ad sibi manifestandum nomen complicis in eodem peccato; statuentes tamen, quod *quando aliunde, quam ex propria confessione, novissent confessarium aliquo ex supe-*

rius enumeratis, et Sancto Officio denunciandis modis deliquisse, tunc eum et ipsi denunciare ex ista aliunde habita notitia tenerentur.

§. 5. Et quoniam id etiam evenire posse prospeximus, ut confessarius aliquis paenitentem de complicis nomine interrogando, atque etiam manifestare nolenti absolutionem negando, id faceret imprudenti certe, ac malo, sed tamen simplici quodam et nudo actu, *id est iis circumstantiis destituto, quae de prava credulitate, vel de mala adhaesione ad praxim in nostro brevi reprobatam tamquam ad licitam, eumdem confessarium suspectum redderent*: Ideo in ipsis posterioribus litteris declaravimus, in hujusmodi casu, neque confessarium praedicto Inquisitionis Officio denunciandum necessario fore, nec ejus delictum ejusdem Sancti Officii, et Tribunalis cognitioni subjectum esse, sed ad cujuslibet ordinarii in propria diœcesi judicium et correctionem pertinere: prout in ipsis secundo loco memoratis litteris latius habetur expressum.

§. 6. Sic igitur justis respective statutis finibus, tam jurisdictioni Tribunalis Inquisitionis, quam ordinariorum praesulum auctoritati; persuasum nobis fuit, certam et tutam rationem procedendi contra sacerdotes in Sacramenti Poenitentiae administratione, ut praefertur, delinquentes assertam per Nos fuisse. Verum quum deinde Nobis ex parte nonnullorum ecclesiasticae pacis zelo flagrantium fuerit insinuatum, in hujusmodi methodi executione novis perturbationibus procul dubio aditum apertum iri; propterea quod nemo esset, qui in casibus discrepantiae, judicium proferret: quoniam delictum idem in certis quibusdam circumstantiis ad Tribunal Sancti Officii, in aliis vero ad ordinarii judicium deferendum fore statueramus; ac praeterea demonstratum Nobis fuerit, quod, dempto in aliquibus circumstantiis metu denunciationis eidem Inquisitionis Officio faciendae, id sane sublatum dici poterat, quo maxime homines a patrando tam pernicioso, et profligato delicto retraherentur. Idcirco Nos, praedictam iterum perversam praxim in utrisque praefatis litteris nostris reprobatam atque proscriptam, eorum nempe, qui in administrando poenitentiae Sacramento, complicis nomen, cum absolutionis denegatione, quatenus reticeatur, a poenitente rescire contendunt, praesentium quoque tenore damnantes, et reprobantes nec non confirmantes statutam pertinentiam cognitionis hujusmodi causarum praedicto Inquisitionis Officio, quoties delinquentis actus iis circumstantiis, quas in secundo dictis Litteris Nostris latius expressimus, conjunctus existat, nec non obligationem denunciandi eidem Officio confessarium quemcumque hujusmodi delicti memoratis circumstantiis convestiti reum, excepta tamen ab hujusmodi denunciationis onere ipsa persona poenitentis in causa propria, juxta id, quod in ipsis praefatis Litteris per Nos decretum, et in praesentibus superius relatum fuit; ad reliquas in futurum perturbationes avertendas, omnibus mature pensatis auditisque prudentium virorum, et in illis rebus apprime peritorum consiliis, nostris motu proprio et certa scientia, sequentes ordinationes, et leges ab omnibus, ad quos respective pertinet et pertinebit in posterum, omnino tenendas, atque observandas, earumdem praesentium tenore et Apostolica auctoritate edicimus, et promulgamus.

§. 7. In primis itaque exceptis dumtaxat personis poenitentium in causa propria, ut supra declaratum est, quas quidem justis ex causis ab omni denunciationis onere eximimus, et pro exemptis in tali casu semper haberi decernimus, omnibus et singulis qui sacerdotem aliquem sive secularem, sive regularem, (cujuscumque gradus, et conditionis, et cujuscumque ordinis, congregationis, et instituti, etiam speciali, et individua mentione digni, ad hoc ut praesenti sanctione comprehendatur existat) quocumque alio modo, praeterquam ex ipsa confessione a semetipsis apud eum peracta, cognoverint in administrando poenitentiae sacramento interrogasse poenitentem de nomine complicis, eidemque indicare recusanti absolutionem denegasse; sive id fecisse intellexerint propter adhaesionem praedictae reprobatae praxi, aliave de causa erroneae opinionis suspicionis ingerente; sive id etiam per imprudentiam egisse, et per actum praefatis destitutum circumstantiis, propter quas, juxta praecedentem Constitutionem Nostram, praedicto Inquisitionis Officio esset denunciandus, et quibus deficientibus, juxta ipsius Constitutionis tenorem, ejus delicti cognitio ad Ordinarii tribunal spectare debuisset; injungimus, et mandamus, atque in virtute sanctae obedientiae, sub eisdem poenis, quibus ad debitas aliorum delictorum denunciationes adstringuntur, praecipimus, et jubemus, ut hujusmodi confessarium quocumque modo in praemissis delinquentem, saepe dicto Sanctae Inquisitionis Officio intra consuetum praefiniti temporis spatium omnino deferant et denuncient.

§. 8. Ubi vero sacerdos delinquens eidem Sancti Officii Tribunali denunciatus fuerit, vel etiam illius carceribus inclusus, quatenus probationes ad carcerationem sufficienter habeantur; si forte ordinarii illius, cujus jurisdictioni reus subjectus erit, procurator in ipso tribunali Sancti Officii de more interveniens eas adesse circumstantias crediderit, ob quas delicti cognitio juxta praecedentem Constitutionem Nostram ad ordinarii forum spectare deberet ac propterea insteterit, se super hujusmodi pertinentiae articulo ulterius aut fusius audiri, vel etiam scripto easdem circumstantias et rationes exponere, suaeque curiae jura tueri se velle declaraverit; volumus, et statuimus, ut juxta ejusdem Tribunalis consuetudinem, satis temporis illi adscribendum assignetur; neque interea idem Tribunal ad alium actum irretractabilem multoque minus ad definitivam sententiam adversus reum devenire possit, donec idem procurator, intra praescriptum sibi tempus, jura curiae episcopi constituentis sui, vel voce vel scripto exposuerit.

§. 9. Quoties autem praefatus ordinarii procurator controversiam de pertinentia causae proponat, eamque examinari postulet; tunc volumus, in ipso Sancti Officii Tribunali hujusmodi examen fieri; nec omitti posse, absque totius consequentis processus nullitate. Simul autem omnibus, et singulis tum ejusdem Officii inquisitoribus, et consultoribus, tum ipsis ordinariorum procuratoribus districte mandamus, ut deposita quacumque animi affectione, aut praeoccupatione, qua erga proprium respective Tribunal facile ferri possent, coram Deo disquirant, ac videant, an reus de praefato delicto inquisitus, illud cum ejusmodi circumstantiis patraverit, ob quas illius causa, juxta praecedentem Constitutionem Nostram, ad Inquisitionis Tribunal pertinere deberet; an vero cum aliis, quae causam ipsam ex ejusdem constitutionis lege in ordinarii foro judicandam constituunt.

§. 10. Prolato demum ab inquisitoribus judicio super causae pertinentia, volumus et statuimus, ut si quidem causa adjudicata fuerit Tribunali Sancti Officii, in hujus potestate reus permaneat, et juxta ipsius Officii leges et regulas puniatur; si vero judicatum fuerit, causam ad Sancti Officii Tribunal non pertinere, idem officium, ut ejus fert consuetudo, reum dimittat, et procurator de reo ita dimisso certiorem faciat ordinarium sui constituentem, ut ea accepta notitia, adversus eumdem reum servatis servandis juxta canonicas sanctiones possit procedere. Si quis autem praemissum judicii hujusmodi ordinem a Nobis per praesentes constitutum pervertere, aut turbare ausus fuerit, noverit, se omnibus canonicis poenis subjectum fore, quaecumque in sacris Canonibus et Apostolicis Constitutionibus, adversus Ecclesiasticae jurisdictionis perturbatores, violatores, et invasores latae et statutae dignoscuntur. Decernentes etc.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicae millesimo septingentesimo quadragesimo nono, quinto Idus decembris, pontificatus nostri anno decimo.

LA VÉNÉRABLE ANNA-MARIA TAÏGI

RELATION DU CONFESSEUR (1).

I.

Ayant eu l'avantage de confesser et de diriger dans les voies du Seigneur la servante de Dieu Anna-Maria-Antonia-Gesualda Taïgi, née à Sienne le 29 mai 1769, laquelle a vécu à Rome et est morte en odeur de sainteté le 9 juin 1837; pendant plus de trente ans qu'elle a été ma pénitente, j'ai pu admirer sa vertu et les dons célestes que Dieu lui communiqua abondamment.

La foi, selon l'enseignement de l'Apôtre, est l'argument des choses qui ne tombent pas sous les sens; elle rend méritoires les plus saintes actions, elle est le fondement sur lequel reposent toutes les vertus. Cette foi brilla en la servante de Dieu Anna-Maria Taïgi avec tant d'éclat et de force, que l'on peut dire sans crainte qu'elle fut une de ces âmes justes qui vivent de cette vertu: *Justus ex fide vivit*. En effet, la foi fut grande et dominante dans son cœur; elle la conserva, l'alimenta et la défendit avec une incomparable vigilance. Elle désirait ardemment que le monde entier l'embrassât et la confessât par les œuvres. Cette foi éminente et héroïque se fit voir par les œuvres laborieuses et crucifiantes qu'elle s'imposa malgré les résistances de la pauvre humanité. Ainsi, dès qu'elle sentit l'appel spécial du Seigneur, elle quitta tous les plaisirs de la vie, sans se réserver les plus simples et les plus innocents, et crucifia son corps par des souffrances et des macérations continuelles et par la douloureuse abnégation de la volonté, jusqu'à son dernier jour.

Malgré ses efforts pour cacher tout ce qui pouvait sembler extraordinaire, elle ne pouvait tromper les regards de ceux qui observaient attentivement ses éminentes vertus. En effet, il était facile de reconnaître sa foi héroïque par les actes extérieurs qu'elle en faisait. Outre le renouvellement quotidien des actes de foi dans ses prières et lorsqu'elle s'approchait des sacrements, elle témoignait une profonde répulsion contre toute maxime que proféraient quelquefois en sa présence des gens infectés d'hérésie, ou qui nommaient en vain le nom très-saint de Jésus et de Marie; elle s'empressait de réparer l'offense de Dieu par de ferventes jaculatoires; si elle n'avait pas d'autorité pour corriger ces malheureux, elle priait pour leur conversion et demandait pardon à Dieu.

Elle détestait toute doctrine et toute maxime non conforme aux décisions de la sainte Eglise catholique; par la foi enracinée dans son cœur, elle croyait fermement tous les divins mystères sans avoir aucun doute, et elle aurait versé volontiers son sang pour chacun de ses articles.

(1) Le P. Philippe-Louis de S. Nicolas, Carme du couvent de la Victoire à Rome, confesseur de la vénérable Anna-Maria Taïgi, est l'auteur de cette Relation, qui fut écrite sous sa dictée, du 17 octobre au 1er décembre 1838, environ un an et demi après la mort de la Vénérable Servante de Dieu. Un indult du cardinal-vicaire, Ordinaire de Rome, avait permis de recueillir les attestations des personnes avancées en âge. Voulant donner à sa Relation la valeur d'une déposition juridique, le P. Philippe fit, à chaque session, la profession de foi catholique, prêta serment, et apposa sa signature sur toutes les pages en présence de douze témoins, parmi lesquels était Mgr Rosatini, qui dirigea cette enquête extrajudiciaire. Lorsque, en 1854, le procès juridique fut ouvert, on présenta, entre autres documents, la Relation du P. Philippe, intacte et encore revêtue des sceaux apposés seize ans auparavant. Elle fut transcrite dans le procès (fol. 778-1027). Il n'est pas hors de propos de rappeler que le B. Raymond de Capoue nous a laissé la *Vie* de sainte Catherine de Sienne, sa pénitente.

Elle désirait ardemment l'exaltation de l'Eglise et la propagation de la religion catholique. Comme elle priait continuellement et faisait des pénitences à cette intention, elle mérita d'entendre une voix céleste, qui lui dicta une prière à la Madone de Pitié; cette prière commence par le mot: *Genuflesso etc.* Le cardinal, alors Monseigneur Pedicini la présenta à Pie VII, de sainte mémoire, qui daigna y attacher des indulgences; imprimée par Lazzarini, elle se répandit partout.

La servante de Dieu exerça la foi d'une manière héroïque en conservant fidèlement la sainte présence de Dieu; elle le voyait d'une manière extraordinaire dans le *Soleil céleste* qu'elle avait continuellement devant elle, et qui lui représentait clairement toute chose, le bien et le mal, l'intérieur des consciences, les plus grands secrets, tout ce qui se passe ici-bas, ainsi qu'on le dira en parlant des dons célestes. A cette application de l'esprit à la sainte présence de Dieu, elle joignait, à un degré sublime et héroïque, la conformité de sa volonté à celle du Ciel, et la soumission aux dispositions les plus pénibles de la vie.

Ayant une foi très vive au sacrement de pénitence, elle le recevait avec une parfaite componction, sachant fort bien que toutes les fautes y sont remises. Et dans les instructions qu'elle donnait aux personnes qui la fréquentaient et particulièrement à sa famille, elle recommandait la confession fréquente. Elle aurait désiré ne jamais communier sans se confesser, surtout les derniers temps de sa vie; mais, connaissant parfaitement sa délicatesse de conscience, je lui ordonnai par obéissance de communier chaque jour et de se confesser tous les huit jours; elle se soumit. Au jour fixé pour la confession, elle se levait de grand matin, quel temps qu'il fît, afin de ranger son petit ménage; puis, elle venait dans notre église de Notre-Dame de la Victoire; elle a fait ainsi avec la plus grande exactitude, pendant bien des années, tant que sa santé le lui a permis. Elle recommandait la confession fréquente à son mari avec affabilité; à ses enfants avec autorité; souvent elle les accompagnait. Elle insinuait la confession avec beaucoup d'habileté aux malades qu'elle allait voir, leur disant que le sacrement de pénitence nous réconcilie avec Dieu par les mérites de Jésus-Christ, supposé que nous soyions bien disposés. La confession est la première chose qu'elle recommandait aux gens de sa maison dès qu'ils étaient malades: elle voulait qu'on reçût le sacrement en pleine connaissance, avant que le mal fît des progrès. Lorsque la maladie ne lui permit plus de se rendre à l'église, j'allai la confesser dans sa maison: cela dura plusieurs années.

En pensant à la précieuse grâce qu'elle avait reçue dans le baptême, elle ne cessait d'en remercier Dieu, comme d'un insigne bienfait de son amour; de là venait la joie qui remplissait son cœur lorsqu'elle apprenait que les hérétiques retournaient à la foi et que les juifs et les infidèles l'embrassaient. Au contraire, elle sentait une douleur extraordinaire d'apprendre que Dieu était offensé; de là, ses continuelles prières pour la conversion des pécheurs. Elle s'offrit bien des fois à Dieu, pour endurer toute sorte de souffrances et même verser son sang, afin que son Epoux céleste fût connu et aimé de tous les hommes. Ces ferventes offrandes lui apportèrent bien des croix et des douleurs! Ainsi se vérifia ce qu'elle s'entendit dire plusieurs fois par Dieu, qu'elle serait martyre pour la foi, d'un martyre différent, plus long et plus méritoire que l'autre, parce qu'il consisterait en souffrances corporelles et en terribles peines d'esprit. La voix divine répéta plusieurs fois: *Ta vie pour le soutien de la foi est un long martyre.* Et dans une autre circonstance: *C'est pour cela que je t'ai dit plusieurs fois que je t'ai choisie pour te mettre au rang des martyrs.* Cette communication forme, en italien, deux vers parfaitement rimés: *Per ciò io t'ho più*

d'una volta detto: Nel numero de'martiri t'ho eletto. Et autres expressions affectueuses pour l'exciter à souffrir.

La foi de la servante de Dieu envers le très-Saint Sacrement de l'autel se montrait par la communion qu'elle faisait chaque jour, par les fréquentes visites, surtout à l'adoration publique des quarante heures, et par l'assistance quotidienne à la messe. Elle entendait plusieurs messes, autant que ses occupations le permettaient; son attitude, sa piété, son recueillement, son immobilité révélaient sa grande foi; on eût dit une statue, tant elle était recueillie dans la contemplation du grand mystère de l'amour divin! Souvent des larmes coulaient de ses yeux et des soupirs enflammés s'échappaient de sa poitrine; malgré tous ses efforts pour les réprimer, il était impossible d'arrêter l'impétuosité du coeur. En vain essayait-elle de se distraire, afin de ne pas se faire remarquer. Pour ce qui concerne la préparation, l'action de grâces, et les effets de la communion, ce n'est pas le moment d'en parler; les extases, les colloques et les lumières surnaturelles seront mentionnés à l'article des dons célestes. Elle était si recueillie en Dieu, qu'elle ne prenait pas garde au bruit qu'on pouvait faire autour d'elle; l'obéissance seule avait le pouvoir de la retirer des extases: je l'ai constaté en visitant avec elle les sept basiliques et en d'autres circonstances assez fréquentes.

Elle eut aussi une grande estime et un profond respect pour le sacrement de confirmation, qui donne la force de résister aux assauts du démon et de confesser publiquement sans crainte le nom de Jésus-Christ. Elle ne vénérait pas moins le sacrement d'extrême-onction. Aussi voulut-elle faire confirmer ses enfans en bas âge lorsqu'ils se trouvèrent en danger de mort; elle fit administrer à temps l'extrême-onction à sa vieille mère.

Comme les commandements de Dieu appartiennent à la foi, je dois mentionner la parfaite observation de ces commandements; ce point ne comporte aucun doute. Elle recommandait aux gens de sa maison l'observation des fêtes et conduisait ses filles aux sermons et aux bénédictions. Quoique très active pendant la semaine pour travailler, balayer et arranger sa maison, elle s'abstenait scrupuleusement les jours de fêtes de tout ce qui n'était pas strictement nécessaire. Elle respecta toujours son père et sa mère, dont le caractère fut pourtant assez inquiet et exigeant pendant leurs vieux jours.

Anna-Maria garda avec la même fidélité les commandements de la sainte Eglise. Pour lui faire prendre un peu de soupe grasse et de bouilli pendant ses grandes maladies, il fallut l'avis du médecin et l'ordre formel du confesseur.

Elle avait aussi un profond respect et une haute estime des sacramentaux de la sainte Eglise, particulièrement de l'eau bénite; elle faisait souvent le signe de la croix, surtout en sortant de sa maison, en entrant à l'église, selon l'usage général. Elle s'en servait aussi pour bénir son lit et ses enfants, et pour chasser les démons. C'est pourquoi elle voulait en avoir constamment dans sa chambre. Les Agnus Dei, les cierges bénits, les images et les reliques des Saints étaient l'objet de sa vénération. Elle témoignait une dévotion particulière à S. Pierre et à S. Paul, parce qu'ils ont prêché la foi dans Rome. Elle honorait les anges, surtout S. Michel, protecteur de la foi, et l'ange gardien. Devant l'image de la Vierge sous le titre *della Pietà* brûlait continuellement une lampe, avec l'huile de laquelle Anna-Maria guérit miraculeusement par le mérite de sa foi une foule de malades. Elle demeurait bien des heures de la nuit et du jour devant cette image, qui se trouvait dans sa chapelle domestique.

La servante de Dieu eut une foi très vive et un respect tout particulier pour le mystère de la Très-Sainte Trinité; elle était tertiaire trinitaire de la congrégation réformée. Elle priait souvent pour la délivrance des esclaves exposés au péril de perdre la sainte foi, offrant à Dieu les vœux les plus ardents et des pénitences. Elle commençait toujours ses lettres par l'invocation de la Très-Sainte Trinité. Elle dirigeait ses intentions à la gloire et à l'honneur de la Très-Sainte Trinité. Lorsqu'elle guérissait miraculeusement les malades, elle invoquait avec foi la Très-Sainte Trinité; ella la priait sans relâche pour la propagation de la foi. Un jour, dans notre église de sainte Marie de la Victoire, priant devant l'autel où est le tableau de la Très-Sainte Trinité, elle eut une extase dans laquelle elle entendit la voix suave du céleste Epoux l'invitant à l'adoration de ce grand mystère incompréhensible ici-bas.

Le Souverain Pontife romain étant le vicaire de Jésus-Christ sur la terre, Anna-Maria se gardait de l'oublier dans les prières qu'elle faisait pour la sainte Eglise; elle priait pour sa conservation, en conjurant le Seigneur de le délivrer des piéges de ses ennemis. Elle offrait au Père Eternel le précieux Sang de Jésus-Christ, auquel elle était très dévote, de ferventes prières, les persécutions, les croix et les maladies que Dieu lui envoyait plus abondamment que de coutume, sans parler des pénitences qu'elle s'imposait. Que ne fit et n'obtint-elle pas sous ce rapport? Que Rome devrait lui en être reconnaissante; on le saura un jour, s'il plaît à Dieu!... Lorsqu'elle s'offrait à Dieu pour la tranquillité de l'Eglise, elle savait que ces offrandes devaient lui coûter un redoublement de souffrances, de maladies, de persécutions, parce que la justice divine s'exerçait sur elle; il y eut, en divers temps, des allocutions célestes sur ce point. Un jour où elle priait avec la plus grande ferveur pour l'Eglise, à l'époque de la déportation de Pie VII, elle entendit Dieu lui annonçant dans un ravissement la chûte imminente des ennemis de la religion et la date précise du glorieux retour du chef de l'Eglise à Rome; on en prit note dès lors, et tout s'accomplit ponctuellement, ainsi que le départ des Français et la fin de leur gouvernement à Rome.

Elle honorait les évêques, les cardinaux, les religieux, les prêtres et les religieuses et priait sans cesse pour eux, particulièrement pour son confesseur, auquel elle manifestait toute sa conscience; elle pratiqua constamment une obéissance aveugle au ministre de Dieu; s'il ordonnait, ou défendait, elle se soumettait, quoique ce ne fût pas conforme aux lumières surnaturelles d'en-haut; je l'ai constaté plusieurs fois, afin de mettre sa foi et son obéissance à l'épreuve.

Ce qui précède serait plus que suffisant pour prouver la foi vive et héroïque de la servante de Dieu; comme l'Epoux céleste l'appelait à la plus haute perfection des vertus dont la foi est la base, il ne se contenta pas de la gratifier de ce don, qu'elle conserva et alimenta avec zèle; il voulut aussi la purifier de toute manière, pour la faire briller davantage pour sa plus grande gloire et pour l'exemple d'autrui.

Outre les tentations communes à toute âme qui sert Dieu, Anna-Maria fut particulièrement éprouvée. Elle souffrait dans ses rapports avec des pécheurs endurcis qu'elle voulait convertir; par l'instigation du démon, ces malheureux proféraient le venin des maximes les plus contraires au dogme et à la morale chrétienne, et s'armaient des plus spécieux arguments qu'aient pu former la perfidie et la subtilité des hérésiarques et l'impiété de notre siècle corrompu.

Trois de ces malheureux exercèrent la foi et la patience d'Anna-Maria.

L'un fut un prêtre qui, ayant beaucoup voyagé et séjourné longtemps dans des pays protestants et dans plusieurs cours étrangères, en avait rapporté des principes directement opposés à la religion catholique, quoiqu'il eût conservé d'ailleurs de bonnes mœurs.

Le second fut un laïque qu'elle connut dès les premiers temps de sa vie et qui avait, lui aussi, un bon cœur et une conduite assez régulière, quoiqu'il y eût quelque chose de répréhensible. Le démon se servit du dérangement de ses affaires temporelles pour le jeter dans l'impiété. Toutes les fois qu'il allait voir la pauvre femme, il proférait des blasphèmes et des hérésies

capables de faire éclipser le soleil; il entrait dans de terribles fureurs. Pendant plus de vingt ans Anna-Maria exerça envers lui une patience plus qu'héroïque: Dieu l'agréa pour la conversion et le salut de cette âme. Elle lui donnait de bons conseils, en l'exhortant à la patience avec la charité la plus affable; elle le retint bien des fois sur le bord de l'abîme en l'empêchant de se suicider. Les conférences, longues et fréquentes, ont duré presque jusqu'à la fin de sa vie; elles avaient lieu la plupart du temps lorsqu'elle était malade et éprouvait les plus grandes peines d'esprit; malgré cela, elle le recevait toujours. Par amour de Dieu et des âmes, elle s'était constituée leur esclave; elle s'était offerte sous ce titre à son divin Epoux.

Le troisième fut un jeune homme qui, malgré une excellente éducation, tint dès sa jeunesse, une conduite dissolue et scandaleuse. Il occupa des emplois supérieurs sous le gouvernement français, mais il se ruina par le luxe et la débauche, en compagnie des officiers militaires. Après la restauration du gouvernement pontifical, des affaires l'attirèrent à Rome; la miséricorde divine le fit tomber dans les mains de la servante de Dieu. Elle avait déjà prié pour sa conversion, par confiance illimitée envers la bonté et puissance divine: c'est ce qu'elle dit à la personne qui lui parla du jeune homme et qui l'introduisit près d'elle. Au milieu de ses désordres, il avait toujours gardé un cœur charitable envers les pauvres: néanmoins il avait résisté aux pressantes instances du vénérable Mgr Strambi; les traits les plus frappants et réitérés de de la miséricorde divine avaient échoué; Mgr Strambi perdit tout espoir, et répondit à quelqu'un qui l'encourageait à de nouvelles tentatives, que ce jeune homme était déjà dans les mains du démon et entièrement abandonné de la Providence; il l'était, en effet; car il ne croyait pas à l'existence de Dieu et menait une vie très dissolue.

Le prêtre se convertit avant la maladie dont il mourut; il voulut faire une retraite dans un couvent.

Le laïque désigné plus haut, vit encore ; il fut saisi par la main de Dieu, qui donna l'assurance de son salut. Quoique dans le monde, il vit chrétiennement.

Le jeune homme fut pris, lui aussi, par la main de Dieu. Après une longue maladie, la grâce divine le saisit par les cheveux, ainsi que la pieuse femme l'avait prédit; il reconnut ses erreurs, demanda les sacrements, et perdit connaissance aussitôt après sa confession. Anna-Maria avait prédit toutes ces circonstances trois ans auparavant.

Elle dut payer cette grâce bien cher! Elle en fit une maladie mortelle, sans parler de mille persécutions, ni des terribles assauts qu'elle subit dans les conférences qui eurent lieu pendant les mois de son séjour à Rome. L'enfer se déchaîna contre la pauvre femme; Dieu exerça sur elle les droits de sa justice: il le lui dit clairement dans plusieurs allocutions relatives à cette conversion. Les efforts que fit l'enfer et la rage des démons pour la perte d'une telle proie, il n'est pas possible de les décrire. Qu'on sache seulement que le jour même où le jeune homme mit le pied dans la maison de la servante de Dieu pour la première fois, les esprits infernaux essayèrent visiblement pendant la nuit d'étrangler la pauvre femme, après l'avoir accablée d'injures; le prêtre qui l'amena, et qui est encore aujourd'hui mon pénitent passa toute cette nuit dans des frayeurs et des bruits diaboliques qu'il pourra seul décrire. Les esprits infernaux se voyant directement impuissants, excitèrent d'une manière extraordinaire le jeune homme à pervertir la servante de Dieu par les plus dangereuses maximes. Il était fort instruit et connaissait les divers systèmes: il l'attaqua sur tous les points, en protestant qu'il voulait l'attirer à sa manière de voir. Le démon lui inspira aussi une passion impure extrêmement violente.

La foi d'Anna-Maria subit un grand combat; car Dieu, pour l'éprouver, la laissa dans de terribles peines d'esprit, pendant que le malheureux faisait des efforts inimaginables pour la corrompre, et citait l'Ecriture Sainte, des faits, les plus habiles sophismes de l'hérésie.

La patience, la présence de Dieu, au cœur duquel la pieuse femme recourait dans ce combat, la complète indifférence qu'elle témoignait au dehors quoique agitée intérieurement craignant d'offenser son Dieu, obtinrent constamment la victoire. Elle faisait des remontrances à ce malheureux et rejetait avec mépris ses maximes, en conservant la sérénité et l'affabilité de son caractère. Mille autres faits pourraient être cités en preuve de la foi tentée dans des occasions du même genre: la servante de Dieu demeura toujours victorieuse.

Sa foi fut aussi combattue d'une manière extraordinaire par les démons: ils livraient des assauts incessants, surtout aux époques de ses peines intérieures et en mille autres circonstances que l'astucieux serpent savait choisir. La pauvre femme entendait des voix: « Qui t'a donné à entendre que l'éter» nité existe ... Tout finit avec le corps ... Oh ! insensée ! » Vois un peu; considère ce qu'ont pensé et ce que pensent » tous les gens d'esprit ! Regarde aussi les prêtres, qui dé» bitent ces fables, comment ils vivent ! S'ils y croyaient, » ils ne seraient pas si fous ! Amuse-toi, amuse-toi. » Et autres suggestions sur tous les points de la religion, surtout contre le saint sacrement. Le démon lui apparut sous diverses formes, tantôt comme religieux ou abbé, tantôt comme prélat ou comme un beau jeune homme, en l'excitant à des choses indignes par des actions obscènes et scandaleuses.

Dans ces combats la servante de Dieu recourait à l'égide de la prière, invoquait le très-saint nom de Jésus et de Marie. Quelquefois elle ne faisait aucun cas des tentations, et se distrayait en travaillant, même la nuit, qui était ordinairement le moment des assauts de l'enfer. Quelquefois elle crachait en face de ces illusions diaboliques et détournait ses yeux vers Dieu. Il y avait des moments où ses dispositions et la force des tentations lui inspiraient de grandes craintes; alors, tremblante et toute en larmes, elle se recommandait à la Sainte Vierge, aux saints anges et surtout à S. Michel, qu'elle honorait d'un culte particulier en tant que protecteur de la sainte foi et son défenseur contre les malins esprits. La foi avec laquelle elle invoquait les très-saints noms de Jésus et de Marie était si vive, que les démons qui l'attaquaient pendant la nuit, ou la tentaient fortement et la saisissaient pour lui faire commettre des fautes ou l'étrangler; après tous ces assauts, dis-je, les démons étaient contraints de s'enfuir avec rage en se mordant les doigts; elle les voyait sensiblement.

On doit à la vive foi de la servante de Dieu un très grand nombre de guérisons extraordinaires qu'elle opéra en invoquant la très-Sainte Trinité, surtout au commencement de sa conversion.

On lui doit tant de traits frappants de providence, même pour les affaires temporelles et domestiques; Dieu l'a secourue dans une foule de besoins urgents où sa nombreuse famille s'est trouvée; elle recourait à Dieu, tandis qu'elle refusait les pensions et les secours qu'offraient généreusement les personnages distingués qui désiraient connaître l'âme privilégiée par laquelle ils avaient obtenu des grâces signalées, ou qui leur communiquait des choses extrêmement secrètes par l'intermédiaire du prêtre confident, lequel ne la nommait jamais; elle désirait vivre cachée à l'ombre de la Croix sans autre appui que Dieu.

On doit à cette foi vive les deux guérisons instantanées et miraculeuses qui eurent lieu dans sa famille par l'invocation de sainte Philomène, à laquelle elle était très dévote. La première s'accomplit dans la personne de son mari, qui fut frappé de paralysie en 1835, et l'autre eut lieu en 1836 pour une de ses petites-filles blessée à l'œil; la relation accompagnée des preuves à l'appui fut envoyée à Mugnano, pour être insérée parmi les glorieux trophées de la sainte Vierge et martyre.

En un mot, le don gratuit de la sainte foi, que la servante de Dieu reçut de la miséricorde divine, soigneusement gardé par elle parmi les épines de ce siècle corrompu; ravivé, excité de plus en plus et alimenté dans les exercices de piété, fut exercé jusqu'à l'héroïsme au milieu des persécutions vraiment extraordinaires que la pauvre femme endura de la part des hommes et des démons; il le fut aussi par les positions et par les circonstances critiques et vraiment désastreuses par lesquelles Dieu voulut éprouver sa fille bien-aimée pendant toute sa vie.

Elle eut pour confesseur 1. Un père servite. 2. Un passioniste qui lui fut donné par le P. Vincenzo Strambi; elle allait s'y confesser de grand matin; mais le grand éloignement de l'église des SS. Jean et Paul la gênait un peu pour l'accomplissement de ses devoirs domestiques; d'ailleurs un mal de jambes dont elle fut atteinte lui fit comprendre que ce n'était pas volonté de Dieu qu'elle continuât ainsi; le confesseur lui conseilla, à regret, de s'adresser à un prêtre plus rapproché. Elle prit donc, 3. L'abbé Salvatori à S. Ignace, et le garda pendant quelques années, qui furent marquées par une foule de faveurs célestes; mais comme il la faisait connaître à tout le monde sans aucune réserve, elle ne pouvait plus goûter un moment de liberté, tant à sa maison qu'à l'église; par ordre *ab alto*, auquel se conforma le confesseur, elle dut le quitter, et elle se mit dans les mains du P. Ferdinand, trinitaire déchaussé du couvent des quatre fontaines; elle dut le laisser aussi quelque temps après. Enfin, par disposition divine, elle s'adressa au soussigné, le R. P. Philippe-Louis de S. Nicolas carme déchaussé à sainte Marie de la Victoire aux Thermes; elle s'est confessée à lui environ trente ans, et même davantage, jusqu'à sa mort. Ces changements de confesseurs ne furent pas dictés par le caprice ou la désobéissance à leurs ordres; elle se régla d'après la volonté de Dieu, manifestée par des lumières surnaturelles dont elle fit part à ses confesseurs, et qu'ils ratifièrent. Il y eut aussi les circonstances de la famille et du mari. Tel était le respect basé sur la foi qu'elle portait au ministre de Dieu, quel qu'il fût, surtout à son confesseur, qu'elle ne l'aurait jamais contredit et encore moins quitté, lors même qu'elle eût trouvé un saint qui lui aurait procuré les plus grandes satisfactions spirituelles.

Afin de garder la conformité à la volonté de Dieu, elle ne faisait rien pour éloigner les croix, les souffrances et les tribulations que le Seigneur lui envoyait; elle patientait, en attendant que Celui qui avait chargé ses épaules de ces croix daignât les faire disparaître ou les alléger. Les plus douloureuses circonstances de sa vie offrent ce merveilleux spectacle.

Elle mortifiait les consolations spirituelles. Sentait-elle son âme plongée dans les délices, surtout après la sainte communion? Elle abrégeait l'action de grâces, et se contentait d'entendre une seconde messe; par là elle brisait et arrêtait la satisfaction sensible, surtout lorsqu'elle avait passé par la désolation. Si elle sentait, au contraire, l'ennui, le dégoût, la sécheresse pendant la communion, ou en tout autre moment où Dieu laissait agir le démon, elle demeurait immobile, s'arrêtant plus longtemps que de coutume, afin de se vaincre; cela lui coûtait des efforts et des sueurs accablantes. Dieu agréait pleinement cette abnégation, qu'il récompensa d'une abondance toujours croissante de grâces et de célestes dons.

Il n'est pas jusqu'aux mortifications corporelles où elle ne sût encore se vaincre. Après avoir souffert la soif pendant très longtemps, elle avait la précaution de ne boire que quelques gouttes, au lieu de donner satisfaction à la nature en buvant d'un seul trait et avec avidité.

Elle disait que celui qui veut aimer Dieu, doit être mortifié en tout et pour tout, en tout lieu comme en tout temps. Plus l'âne est avide, disait-elle, plus il est nécessaire de serrer la bride.

Sévère pour elle-même avec une merveilleuse adresse, elle était pleine de bonté à l'égard du prochain, surtout pour les pauvres, que la foi présentait à ses yeux comme les enfans les plus chéris et les plus aimés de Jésus-Christ. Elle eut dès son enfance une compassion particulière pour les pauvres.

Par la vertu de sa foi très vive elle vénérait éminemment les saints, et elle priait pour les âmes des fidèles défunts, surtout pour les âmes *sacerdotales*.

Son cœur naturellement généreux et sensible ayant été ennobli par la charité chrétienne, on ne pourrait dire combien elle était compatissante pour les malheurs d'autrui. Quoique son caractère vif et ardent la portât naturellement au ressentiment et à la vengeance, comme l'est tout cœur sensible et fougueux, elle ne se vengea jamais d'une injure, ne fit de mal à personne; elle fit du bien à tout le monde, particulièrement à ses ennemis.

Elle ne trahit jamais la vérité. Respectueuse par éducation et par humilité, mais en même temps loyale et franche lorsqu'il s'agissait de dire la vérité pour la gloire de Dieu et le bien du prochain, elle ne connut jamais l'adulation vis à vis des grands. C'est ce que prouvent ses lettres à la duchesse de Lucques et mille autres faits. Un cardinal qui désirait la voir et la faire connaître à sa sœur, lui fit dire de prier, et de lui faire part des lumières qu'elle recevrait. La servante de Dieu écrivit au cardinal de dire à sa sœur « qu'en attendant » elle méditât ces trois points: Ce qu'elle a été, ce qu'elle est, » ce qu'elle sera bientôt; et de se préparer à la mort. » On pourrait citer mille autres faits en preuve de sa franchise, et de l'amour qu'elle avait pour la vérité; elle ne pouvait souffrir les prétextes, les moyens-termes et les flatteries si communes de nos jours. « Celui qui sert Dieu, disait-elle, doit être res- » pectueux et humble, mais franc et simple en même temps. »

On a parlé de l'invincible patience qu'elle montra avec son mari, d'un caractère et de manières si différentes des siennes; avec les gens de sa famille, dans les persécutions, tribulations et privations. Qui pourrait énumérer ses peines et ses souffrances? Les violences intérieures qu'elle s'imposait continuellement et les macérations brisèrent son corps; une foule de maladies habituelles et plusieurs maladies extraordinaires et mortelles, l'accablèrent; malgré cela, elle garda la paix de l'âme et la résignation à la volonté divine en toute chose. Le prêtre qui demeurait chez elle, lequel est mon pénitent, m'assure que pendant ses accablantes agonies, il allait voir de temps en temps comment elle allait: Sa réponse était: *Souffrances de mort.* » — Il ajoutait: « Faisons la volonté de Dieu et disons: *Fiat voluntas tua.* » Cela la ranimait, et d'un air gai et serein, avec toute l'énergie dont elle était capable, elle répondait: *Sicut in coelo et in terra.* »

Après avoir purifié son âme, Dieu voulant purifier son corps, ainsi qu'il l'en avait prévenue, crucifia tous ses sens. Le mal de tête qui ne l'a jamais quittée, devenait très aigu le vendredi. Les yeux étaient comme percés d'épines, et ne pouvaient supporter la lumière; c'est pourquoi elle souffrait passablement pour ses occupations domestiques et en sortant; des larmes s'en échappaient souvent par la violence de la douleur. L'ouïe souffrait d'un rhumatisme aigu. L'odorat était crucifié par les odeurs infectes des péchés du monde entier. Elle sentait dans la bouche une amertume intolérable. Des douleurs rhumatismales qui tourmentaient tout le corps, particulièrement les jambes et les mains, gênaient tout travail et toute application. Malgré cela, elle s'est efforcée de travailler jusqu'aux derniers temps de la maladie dont elle est morte: elle abhorra toujours l'oisiveté et la vie lâche et commode, et n'accorda à son corps que le repos de stricte nécessité.

Lorsqu'il devait y avoir une exécution capitale, elle priait infatigablement pour la conversion de l'âme jusqu'à ce qu'elle

l'eût obtenue; il lui en coûtait de grandes souffrances d'esprit et de corps qui la forçaient presque toujours de se mettre au lit. Elle s'en plaignit plusieurs fois à son Père céleste avec une sainte confiance, et la réponse fut: « Que puisqu'elle s'était rendue esclave par amour, il prenait son paiement sur elle pour la conversion de telle âme. » Quoiqu'elle sût par expérience ce que coûtait l'intérêt qu'elle prenait au sort des criminels, elle ne se ralentit jamais, et n'en laissa aucun sans prier avec la plus ardente charité.

Quoique gratifiée de lumières et de célestes dons tels, que ceux qui avaient le bonheur de la voir ou de la faire consulter, devaient nécessairement reconnaître une sagesse extraordinaire et divine qui la gouvernait et la dirigeait, son humilité était si profonde, qu'elle obéissait à son confesseur en toute chose, ainsi qu'on l'a dit, et même à toutes les personnes de sa maison, autant que possible.

Pie VII, de sainte mémoire, qui la connut par Mgr Pedicini, lui ayant ordonné de lui écrire, elle écrivit par obéissance les circonstances les plus minutieuses de son enfance; le Pape dit en souriant que tout était vrai; et toutes les fois que Mgr Pedicini allait à l'audience, le Saint-Père demandait des nouvelles d'Anna-Maria et envoyait sa bénédiction, en ordonnant de prier à son intention.

Mgr Strambi la faisait consulter par lettre pour les affaires importantes, afin de connaître son avis et de le suivre.

Des prélats, des évêques, des cardinaux, des princes qui avaient le moyen de savoir directement ou indirectement son sentiment, n'hésitaient pas à le suivre; il y en a mille et mille exemples.

Marie-Louise duchesse de Lucques s'abstenait de faire un pas en affaires sans son avis.

Hé bien ! cette femme qui avait tant de lumières et tant de dons, qu'un ambassadeur qui eut l'occasion de la connaître, avoua qu'elle connaissait mieux le monde que les plus profonds politiques; cette femme, dis-je, se soumettait à tout le monde, chez elle et au dehors; elle obéissait aux animaux eux-mêmes, comme dit le proverbe; on la voyait interrompre son dîner pour faire manger son chat.

Le Sauveur la conduisit par la voie de la croix; après avoir obéi lui-même *usque ad mortem*, il voulut que sa servante fût obéissante jusqu'à la mort. Plusieurs jours avant son trépas, elle apprit surnaturellement que son mal avait besoin de calmants, et que des remèdes violents mettraient les humeurs en mouvement; qu'avec cela, elle pourrait se rétablir comme les autres fois; mais qu'autrement elle était perdue; que si on insistait pour des remèdes violents, il fallait obéir et que cette obéissance serait couronnée dans le ciel. Elle dit tout cela au prêtre confident, suivant l'ordre que son confesseur lui en avait donné; il s'opposa à l'avis des médecins, mais ils insistèrent pour l'emploi de ces remèdes, et tant le mari que les autres personnes de la maison se mirent de leur avis; la pauvre femme se résigna, quoiqu'elle sût qu'elle souffrirait beaucoup et mourrait. Elle laissa donc appliquer les vésicatoires et d'autres remèdes douloureux, qui excitèrent les humeurs et les attirèrent à la poitrine, et furent cause de sa mort. *Facta est obediens usque ad mortem.*

Dieu qui la rendit obéissante jusqu'à la mort, voulut qu'elle l'imitât aussi dans les trois heures de crucifiement et d'abandon; il permit qu'elle fût délaissée, les trois dernières heures d'agonie. Les pères de la Madeleine croyant qu'elle avait encore quelque temps à vivre, sortirent, et le sous-curé étant dans la même persuasion, se mit à réciter tranquillement son bréviaire; les gens de la maison s'étant retirés, il ne resta que deux femmes de service, qui entendant dire que le moment n'était pas venu, se mirent à converser dans un coin de la chambre. Le prêtre confident qui demeurait dans la maison, avait passé toute la nuit précédente; on l'avait obligé d'aller prendre un peu de repos. Une inspiration bien marquée le fit lever; il descendit chez la malade, qu'il trouva à ses derniers moments; le sous-curé commença aussitôt les prières de l'Eglise, après lesquelles il lui donna la dernière absolution; le prêtre confident jetait l'eau bénite sur la moribonde en invoquant pour elle le très précieux Sang de Jesus-Christ; l'âme bienheureuse passa à l'autre vie, après avoir reçu tous les sacrements de l'Eglise. Ainsi se vérifia ce qui lui avait été annoncé plusieurs années auparavant, savoir: qu'à la fin elle serait délaissée de tous, mais que pourtant le prêtre nommé plus haut assisterait à sa mort; en effet, ses amis et les gens de sa famille l'abandonnèrent, et le prêtre dont il s'agit fut présent lorsqu'elle rendit l'âme. Elle mourut le 9 juin 1837, un peu après minuit. Elle aurait pu vivre encore un peu, et peut-être, ou, pour mieux dire, elle devait mourir le même jour vers cinq heures après midi; mais comme le médecin, le sous-curé et les pères de la Madeleine voulurent refaire le lit (ce qui n'a jamais lieu lorsque le malade est à la dernière extrémité), vraisemblablement cela augmenta les souffrances et accéléra la mort; il semble que Dieu se compensa de l'abréviation du temps en redoublant les souffrances.

II.

Comme les ruisseaux limpides découlent d'une source pure, ainsi la foi vive de la servante de Dieu donna naissance aux autres vertus. C'est pourquoi l'espérance, qui se fonde pleinement sur les promesses divines, a pour principal objet l'éternelle béatitude que nous attendons par la grâce, et par les mérites de Jésus-Christ, avec notre coopération, cette vertu d'espérance, dis-je, fut tellement distinguée et éminente sous tous les rapports dans la servante de Dieu, qu'on peut sans le moindre doute y reconnaître le caractère de l'héroïsme le plus admirable; je vais le montrer en peu de mots.

Quoique sa vie entière ait été un exercice continuel d'oeuvres de piété, elle ne fondait pourtant l'espérance de son salut éternel que sur les mérites de Jésus-Christ et sur l'intercession de la Sainte Vierge et des Saints protecteurs, auxquels elle recourait fréquemment dans ce but. Ses pensées et ses prières du jour et de la nuit étaient appliquées à cette intention. De son côté elle se jugeait indigne de tout, et son exclamation continuelle était: *Peccavi, Domine, miserere mei.* Elle détestait ses fautes avec tout le zèle de son âme, et appliquait pour les effacer toutes les mortifications et les pénitences qu'elle put faire et qui ne furent pas médiocres et peu nombreuses; elle appliquait surtout les croix et les tribulations que Dieu lui envoya chaque jour, ainsi que les souffrances causées par la misère.

Comme tous ses désirs, toutes ses aspirations et toute son espérance étaient d'obtenir le bonheur éternel par les mérites de Jésus-Christ, cette ferme espérance faisait mépriser les biens passagers de ce monde et rendait tolérables les plus grandes souffrances spirituelles et corporelles. Le genre de vie pénitente et mortifiée qu'elle embrassa dès que Dieu l'appela à la perfection, et dans lequel elle persévéra jusqu'à la mort, prouve évidemment que ses espérances résidaient uniquement dans la vie future. Elle désirait ardemment voir finir bientôt ses souffrances et sa vie, afin de s'unir à son Dieu et de quitter cette vallée de larmes, où il y a toujours, disait-elle, le danger d'offenser le Seigneur.

Tel était le mépris des choses de la terre par l'ardent désir des biens célestes, que, quoique plongée dans la plus profonde misère, elle refusa constamment des aumônes considérables de la part des personnes qui voulaient la connaître, ou qui allaient la remercier des grâces signalées qu'elles avaient reçues par son entremise. Elle avait coutume de dire: « Je ne sers pas Dieu par intérêt; remerciez la Sainte Vierge,

ou tel Saint, et non pas moi. » Et quelles que fussent les instances pour lui faire accepter des sommes qu'elle aurait pu donner aux pauvres, elle répondait aux bienfaiteurs qu'ils pouvaient fort bien distribuer leurs aumônes eux-mêmes, et elle n'accepta jamais le plus léger secours en pareil cas. Les occasions de ce genre ont été très fréquentes. Plusieurs fois, allant voir sa grande amie, Marie-Louise duchesse de Lucques, celle-ci se plaignait de ce que la pauvre femme ne lui demandait jamais rien, et ouvrant un tiroir rempli d'or, elle disait: « Prenez, prenez, *Nanna mia*, ce que vous voulez. » Et Anna-Maria répondait, en souriant avec la même amitié et simplicité: « Que vous êtes simple! Je sers un maître plus » riche que vous, je me confie et j'espère en lui, et il » pourvoit à mes besoins de chaque jour. » Loin d'accepter la moindre chose pour les guérisons miraculeuses, elle ne voulait pas qu'on la remerciât.

En récitant le *Pater Noster* le soir dans sa petite chapelle, elle demandait les secours spirituels et temporels avec une confiance vraimente filiale, qui la portait à recourir au Coeur affectueux de Jésus. Elle n'avait confiance qu'en lui, au lieu de placer ses espérances dans les relations qu'elle avait avec des gens riches et influents. Elle aimait à répéter ce que son céleste Epoux lui dit plusieurs fois: « L'homme n'est qu'une girouette, Dieu seul est stable. » Le Seigneur mit à l'épreuve cette ferme espérance de son humble servante, en voulant qu'elle vécût au jour le jour comme les oiseaux, mais il ne l'abandonna jamais et vint à son secours de plusieurs manières frappantes, dans les grandes affaires comme dans les petites, dans les choses spirituelles ou temporelles qui la regardaient ou qui intéressaient les autres et qu'elle lui recommandait; elle demandait avec une foi vive et une confiance affectueuse qui arrachaient de ses lèvres les expressions les plus aimantes. Dieu était pour elle le plus affectueux des pères, le plus aimable époux, l'ami le plus fidèle, le frère le plus intime et le plus affectionné, le trésor de la vie et de l'éternité, son tout, en un mot.

C'était une chose surprenante de la voir entreprendre les affaires les plus désespérées, spirituelles ou temporelles, publiques ou privées; non-seulement elle ne se décourageait pas, mais elle se réjouissait et s'animait d'autant plus par la ferme espérance et la pleine confiance qu'elle avait en Dieu. Son principe était que lorsque l'homme a fait et fait tout ce qu'il peut, c'est à Dieu de faire le reste, de faire tout. L'espérance de la vie éternelle doit être accompagnée d'une crainte salutaire et de la coopération continuelle et persévérante des bonnes oeuvres: c'était là sa maxime pratique; or, elle en faisait l'application aux affaires. Voulait-elle obtenir des grâces spirituelles? Un cortége de prières, de pénitences et de jeûnes les précédait. S'agissait-il d'affaires temporelles? Elle employait tous les moyens que suggère la prudence. Quoiqu'elle comptât sur la Providence pour les besoins de sa famille, elle ne restait pas les mains aux flancs, comme on dit communément; mais elle travaillait nuit et jour afin de gagner ce qu'elle pouvait; lorsque le travail ne suffisait pas, elle recourait à Dieu, avec l'assurance de tout obtenir, parce qu'elle avait fait tout ce qui dépendait d'elle.

Elle animait tout le monde à espérer en Dieu, surtout les pécheurs; elle se chargeait de faire pénitence de leurs fautes. Elle exhortait à mettre dans les mains de Dieu les affaires de toute nature.

Pour les moyens d'existence, la pauvre femme s'appuyait uniquement sur Dieu. Elle refusa constamment des offres considérables qui lui furent faites, aimant mieux vivre au jour le jour, avec sa pauvre et nombreuse famille. Elle ne voulut pas que le prêtre confident fît usage de puissantes recommandations auprès du Pape pour obtenir des bénéfices ecclésiastiques. L'empereur d'Autriche écrivit trois fois au chevalier de Giannotte, qui remplissait les fonctions d'ambassadeur, pour le faire recommander à Léon XII; la pauvre femme ne voulut pas même que le chargé d'affaires en parlât à la Daterie au nom de l'empereur. Elle empêcha aussi ce même prêtre d'accepter deux bénéfices de patronage vacants par la mort du cardinal Pallotta; ses parents firent des démarches, mais la pauvre femme l'avertit qu'elle priait Dieu de l'empêcher. En effet, Grégoire XVI fit savoir par l'entremise du cardinal de Grégorio, secrétaire des Mémoriaux, que son intention était de donner les deux bénéfices, qui étaient à Macérata à un ecclesiastique du pays; aussitôt le prêtre confident, suivant le conseil de la pieuse femme, se fit un devoir de les céder au Saint-Père, qui daigna témoigner sa satisfaction, et promettre une compensation à Rome. La servante de Dieu ne voulut jamais permettre aucune démarche pour rappeler au Pape sa promesse, qui est toujours demeurée sans effet. Elle lui disait de se contenter de vivre comme il faisait, en demandant l'aumône par amour de Dieu pour une pauvre famille, et de ne pas quitter la voie des humiliations par amour de Jésus-Christ, en qui il devait placer toutes ses espérances.

A l'égard des affaires les plus difficiles et les plus compliquées de l'Etat et de l'Eglise, elle priait et pria toujours avec une espérance et un courage qui ne faillirent jamais et méritèrent dès les premières années de sa ferveur, que Dieu lui fît des promesses bien singulières. En effet, il lui promit de trancher le fil de toutes les trames sanguinaires des impies contre Rome; et cette promesse s'est toujours accomplie. Quoique se jugeant indigne et misérable pécheresse, elle avait l'assurance d'obtenir tout ce qu'elle demandait par les mérites de Jésus-Christ, c'est à dire, le triomphe de l'Eglise et la conservation du Pape, pour les évêques et les cardinaux, pour les prêtres et les religieux, pour toutes les classes de personnes et particulièrement pour la conversion des pécheurs.

Que n'obtint-elle pas par cette vive espérance et par cette entière confiance! Que d'affaires désespérées! Que de pécheurs obstinés et perdus! Que d'ecclésiastiques, quelques-uns constitués en dignité embrassèrent une conduite plus conforme à leur état! Grands et petits, nobles et gens du peuple, riches et pauvres, tous sentirent les effets de sa vive espérance en Dieu. Les assassins et les condamnés à mort les sentirent à leur tour, parce que sa ferme confiance acquittait leurs dettes envers la justice divine; elle ne cessait pas de prier jusqu'à ce qu'elle eût reçu de son divin Epoux l'assurance que la grâce était accordée quoiqu'elle dût ensuite la payer par des croix et des souffrances redoublées.

Pendant longtemps elle n'employa aucun intermédiaire pour avertir et encourager les personnes qui recouraient à ses prières. Plus tard, surtout les derniers temps où elle ne pouvait plus sortir, elle envoyait le prêtre confident porter des messages de tout genre, même à des personnes haut placées, pour les choses de conscience; elle ne s'occupa jamais des affaires politiques dont elle laissa tout le soin à la Providence. Ces messages concernaient souvent la paix des familles, la réconciliation des époux, le pardon des offenses etc. Elle exhortait son confident à fouler aux pieds le respect humain et la crainte, pour la gloire de Dieu, et à espérer en Dieu, comme elle même. Elle le prévenait que telle personne le recevrait de telle manière: de répondre ainsi: de n'avoir pas peur, et qu'elle continuerait de prier pendant ce temps: de n'avoir aucun doute, parce qu'elle espérait fermement que la chose réussirait pour la gloire de Dieu. En effet, l'affaire réussissait comme elle l'annonçait.

Que de bien public et privé cette bonne servante de Dieu n'a-t-elle pas fait, presque toujours d'une manière occulte, à des personnes placées au loin (ne pouvant envoyer, elle priait son divin Epoux de se charger de tout), particulièrement à

cette ville qui devrait en être extrêmement reconnaissante, à une foule de personnes qui n'en savent rien ... Et ces grâces signalées étaient le fruit de l'inaltérable confiance, fille de l'espérance héroïque que la pauvre femme eut toujours envers Dieu. Un jour, elle envoya son compagnon pour ramener un homme de basse extraction et grand criminel; sa femme épouvantée avait pris la fuite. Anna-Maria prévint son compagnon de ce qui allait se passer: « Le mari voudra d'abord se jeter sur vous, un couteau à la main; n'ayez pas peur, ayez confiance en Dieu et invoquez son saint nom au fond du coeur, il ne vous laissera pas périr dans ce danger; faites pourtant de sévères réprimandes, accompagnées de menaces, et cet homme s'adoucira comme un agneau. » C'est ce qui arriva. Le mari prit aussitôt un couteau, le prêtre remplit les ordres de sa pieuse compagne et mère spirituelle, et cet homme endurci tomba à genoux, en versant des larmes; les deux époux se réconcilièrent et ils vivent encore aujourd'hui dans une parfaite harmonie.

L'espérance avec laquelle la pieuse femme encourageait les autres à travailler pour la gloire de Dieu provenait des profondes racines que cette belle vertu avait jetées dans son coeur. Elle encourageait les pécheurs à espérer en l'infinie bonté de Dieu, quelle que pût être l'énormité de leurs fautes. Dans les dures anxiétés où se trouva sa famille quant aux moyens d'existence, elle encourageait son mari et ses enfants à mettre toute leur confiance en Dieu et dans la médiation de la Sainte Vierge et des Saints protecteurs, particulièrement de S. Cajetan et de sainte Philomène. Elle était très dévote à Sainte Philomène et la laissa, en mourant, comme tutrice et curatrice de sa pauvre famille entièrement abandonnée à la divine Providence.

Dans les maladies, elle ne prenait de remèdes que par obéissance, sans y avoir confiance, parce qu'elle comptait uniquement sur le médecin céleste. Elle ne parlait des tribulations qu'elle endurait ou des calomnies dont elle était l'objet à aucune des personnes influentes qui la connaissaient; mais elle se confiait en Dieu, en le priant d'éclairer le calomniateur et de défendre son innocence. Elle endura bien des persécutions, sans recourir aux hommes, parce qu'elle espérait uniquement en Dieu. Ses peines d'esprit furent longues et désolantes; or, elle fut bien éloignée de chercher à se divertir et à se distraire par des moyens mondains d'ailleurs simples et licites, tels que des promenades etc; elle demeurait dans la retraite et mettait toute sa confiance en Dieu, en refusant tout soulagement du côté des créatures. En somme, en tout et pour tout, dans les choses grandes ou petites, publiques et privées, elle fondait toutes ses espérances sur Dieu, sans oublier la coopération que la prudence chrétienne exige, de sorte qu'elle avait souvent à la bouche les paroles suivantes: « Je n'ai jamais espéré dans les créatures, j'ai toujours espéré en Dieu, et j'ai la ferme confiance qu'il m'aidera à l'avenir comme il l'a toujours fait dans le passé. »

Son infatigable persévérance dans la prière procédait de ce qu'elle espérait fermement tout obtenir par les mérites de Jésus-Christ et par l'intercesson de la Sainte Vierge et des saints protecteurs. Dieu suscitait souvent des obstacles dès qu'elle commençait, afin de mettre sa constance à l'épreuve; elle redoublait alors ses prières et s'animait plus que jamais, en disant que plus une affaire semble difficile, plus Dieu doit y mettre la main, parce qu'elle devient son oeuvre; bien souvent les obstacles s'effaçaient par des voies imprévues.

Elle excitait fréquemment la vertu d'espérance dans son coeur par de ferventes jaculatoires: « Jésus mon espérance, « ayez pitié de moi; Mère de l'espérance, priez pour moi. » Et d'autres jaculatoires qu'elle proférait fréquemment pendant la journée.

Ainsi, l'espérance de la pieuse femme fut établie fermement en Dieu pendant tout le cours de sa vie; elle fut affectueuse dans son coeur, de manière à y produire la confiance intime qui accompagnait ses ferventes prières et qui animait les tendres exclamations qui s'échappaient de ses lèvres au milieu des occupations domestiques. Pour obtenir l'éternelle vie, elle comptait uniquement sur les mérites de Jésus-Christ et sur l'intercession de la Sainte Vierge et des Saints, parce qu'elle se reconnaissait indigne de toute grâce et se regardait comme une misérable pécheresse. Elle craignait l'éternité, et tremblait à la pensée de la sévérité des jugements de Dieu; cette crainte salutaire la rendit circonspecte et prudente dans toutes ses actions; d'ailleurs la fidélité qu'elle mettait à faire de son côté tout ce qu'elle pouvait, augmentait sa confiance intérieure, laquelle fut extrêmement laborieuse et active, dans tout le cours de sa vie, ainsi qu'on l'a dit.

Comme dans les choses spirituelles et pour gagner les biens éternels la pieuse femme ne manqua pas d'employer de son côté tous les moyens prescrits par la foi, elle fit de même pour les affaires temporelles et domestiques; elle joignait à la confiance en Dieu toute l'activité possible; elle voulut vivre dans la plus grande gêne sans autre appui que la confiance en Dieu, au lieu de compter sur des vues humaines qui se présentaient continuellement, les plus riantes et les plus avantageuses.

L'Esprit Saint nomme bienheureux l'homme qui ne court pas après l'or et ne place pas son espérance dans les richesses; il loue un semblable détachement comme un prodige: « Beatus » vir qui inventus est sine macula, et qui post aurum non » abiit, nec speravit in pecunia et thesauris; quis est hic et » laudabimus eum? fecit enim mirabilia in vita sua. » Quels éloges ne mérite donc pas l'espérance que la pieuse femme avait envers Dieu, elle qui, loin de courir à la recherche des intérêts temporels, ne les eut eu vue à aucune époque de sa vie; et quoique très gênée pour donner du pain à sa nombreuse famille, refusa continuellement des offres très avantageuses et des secours considérables afin de vivre cachée et inconnue sous l'humble étendart de la croix.

Dans les plus violentes tempêtes de sa vie agitée se tenant ferme et inébranlable sur l'ancre céleste de la divine espérance; s'abandonnant à Dieu en toute chose pour le temps et l'éternité; fermant les yeux à toutes les choses de la terre, ou, pour mieux dire, les tenant toujours fixés vers le ciel où se portaient tous ses désirs de posséder Dieu et l'espérance la plus héroïque d'y parvenir. Les tentations qu'elle essuya à plusieurs reprises, de la part des hommes et des démons, ne purent ébranler cette espérance et la violence des assauts ne fit qu'affermir la vertu et porter la pieuse femme à s'appuyer davantage sur Dieu.

III.

Si la foi fut sublime dans la servante du Seigneur, si l'espérance fut ferme et inébranlable, la charité envers Dieu brilla d'un éclat particulier. Dieu fut la fin dernière de ses actions, de ses paroles, de ses pensées et des affections de son coeur; à lui seul elle s'efforçait de plaire en toute chose. Non seulement elle lui consacra toutes ses affections, mais elle embrassa aussi par amour pour lui une vie austère et pénitente, elle se rendit l'esclave des créatures et fit une guerre sans trêve à sa propre volonté, afin de plaire à Dieu. *Ambula coram me, et esto perfectus*, dit le Seigneur à Abraham; nous savons par l'exemple des saints que l'exercice de la présence et de l'amour de Dieu est le moyen d'arriver à la perfection; que pourrai-je dire de cette créature privilégiée? Elle a toujours vécu en tout temps et tout lieu avec Dieu. Un don extraordinaire le lui rendait toujours présent visiblement dans

le mystérieux disque solaire. Loin de se faire violence pour le chercher, c'en était une que de s'en détacher un instant. Son coeur était continuellement pressé par la douce nécessité d'être à tout instant avec son Dieu. On peut estimer par là les progrès de son coeur dans l'amour divin. L'Epoux céleste, par un trait extraordinaire de sa bonté, lui dit, dans plusieurs allocutions, « qu'il voulait demeurer d'une manière spéciale » dans son coeur, y établir son cabinet et son siége, (pour » me servir des expressions qui furent entendues); que par » conséquent il était toujours avec elle, et qu'il ne la quittait » jamais. » On voyait bien que Dieu était et fut toujours avec elle, et elle avec lui, par une assistance extraordinaire; son coeur enflammé du plus généreux amour sentait les affectueuses expansions de l'ardeur céleste. La générosité pour supporter les plus poignantes peines d'esprit et les désolations de tout genre, serait inexplicable sans une assistance extraordinaire.

Je ne décris pas le tribut de son cœur offrant continuellement à Dieu ses affections amoureuses. Elle prévenait l'aurore; dans le silence de la nuit, après avoir pris quelques instants de repos, elle enflammait son cœur d'une sainte ferveur; cet exercice était ordinaire et habituel. Je ne parle pas de la dévotion avec laquelle elle assistait chaque jour à la sainte messe, et allait visiter le Saint Sacrement, la sainte Vierge, et les Saints. Je ne dis rien des autres exercices de piété, parce qu'il en sera parlé plus loin. Je me contente de mentionner, comme preuve de l'union intime de la pieuse femme avec son Dieu et de son ardent amour pour lui, la lutte continuelle qu'elle devait entreprendre, pour se distraire de toutes ses forces et ne pas tomber continuellement dans des extases et des ravissements qui auraient empêché l'accomplissement de ses devoirs domestiques. Merveilleux combat de l'amour ! Quel spectacle n'était-ce pas de voir la pieuse femme prenant son balai pour nettoyer sa maison; le divin Epoux se présentait aimablement à ses yeux dans le mystérieux soleil; comme elle s'empressait de détourner les yeux, elle entendait la douceur de sa voix, et, ne pouvant résister à ces assauts répétés, elle restait en extase et privée de l'usage des sens, tenant toujours le balai à la main; elle demeurait longtemps immobile comme une statue, sans s'en apercevoir; en reprenant connaissance, elle se hâtait, afin de réparer le temps perdu, et c'était bientôt fini, grâces à Dieu et à sa grande activité. D'autres fois, faisant la cuisine et toute occupée d'écumer le pot, ces entraînements de l'amour divin se produisaient; le torrent des consolations spirituelles l'obligeait de s'appuyer au mur, ou de s'asseoir, et elle demeurait privée de connaissance pendant longtemps; puis, elle craignait de trouver le feu éteint et le pot renversé; quel n'était pas son étonnement de trouver toutes choses en règle !

Quelquefois l'extase la prenait à table, étant debout et occupée de servir. Elle semblait frappée du tonnerre, et elle demeurait longtemps immobile, tenant le couteau ou la fourchette, les yeux fixes comme une statue. Dieu avait mis un épais bandeau sur les yeux de son mari, pour l'empêcher, ainsi que ses enfants, de connaître la pieuse femme; cet homme grossier l'appelait, et, voyant qu'elle ne répondait pas, il craignait une attaque d'apoplexie; s'apercevant ensuite que ces accidents se renouvelaient assez fréquemment, il les attribuait à des convulsions, ou à un assoupissement; car les extases se produisant sous diverses formes, il ne savait, dans son ignorance, à quoi s'arrêter. La servante de Dieu reprenait connaissance, toute gaie et souriante; alors il lui disait: « Comment » peux-tu dormir à table ? tu es toute pétrie de sommeil ! » Et autres reproches de ce genre. La fille aînée, Sophie, qui avait un peu plus de pénétration, concevait des soupçons, sans tout connaître, et disait que sa mère était en prière. Marie pleurait en criant: « Maman est morte, maman est morte, » parce qu'elle voyait que la pieuse femme ne donnait aucun signe de vie.

Le soir, en récitant le chapelet en famille, lorsqu'on allait la secouer ou l'avertir que c'était fini, il arrivait très souvent qu'elle était sans connaissance, et il fallait attendre qu'elle reprit l'usage de ses sens. Les mêmes scènes se renouvelaient; le mari, dans son ignorance, lui faisait des reproches d'ailleurs modérés, en disant que c'était une honte de s'endormir pendant la prière, lorsqu'on a toute la nuit pour dormir. Il n'y avait que l'obéissance qui fût capable de la rappeler aussitôt; mais le prêtre confident n'y recourait qu'en cas de nécessité.

Les ravissements provenant des consolations célestes et des extases durèrent plusieurs années et furent si fréquents, que la pieuse femme se vit contrainte de s'en plaindre affectueusement à son divin Epoux. Elle disait avec une sainte liberté: « Laissez-moi en paix, Seigneur, retirez-vous, laissez-moi » à mes occupations: je suis mère, retirez-vous, retirez-vous. » Vains efforts ! Pendant qu'elle se débattait, elle entendait le chant d'un oiseau, ou voyait l'objet le plus simple, dans lequel elle lisait la bonté de Dieu, dont toute la nature lui parlait en un langage qui n'est compris que des contemplatifs: au milieu de ces distractions calculées, elle se trouvait vaincue de tous côtés par les attraits de l'amour divin, dont les chaînes l'enveloppaient et la renversaient comme une victime.

C'est pourquoi elle devait se faire accompagner dans les rues par quelqu'un de confiance; elle ne pouvait pas compter sur elle-même, parce que le chant d'un oiseau, la vue d'une fleur, une brise d'air était plus que suffisante pour enflammer son cœur et causer un ravissement.

Les grâces extraordinaires dont je viens de parler, devinrent une rude épreuve pour son humilité, et même pour sa charité envers le prochain. Les uns en parlaient favorablement, tandis que d'autres en avaient une mauvaise opinion. La pieuse femme souffrait de voir offenser ainsi son Dieu. Redoutant d'avoir des ravissements en public, elle s'efforçait de réprimer les ardentes aspirations de son cœur, sans y parvenir. Le ravissement était aussi commun dès qu'elle se mettait à prier, que la prière vocale l'est pour nous. On eût dit que l'âme voulait sortir du corps, surtout à la communion; comme il lui était impossible de se réprimer, elle attirait l'attention de tous les assistants. Les uns admirant sa ferveur, l'attendaient à la porte de l'église pour se recommander à ses prières; d'autres disaient qu'elle était obsédée, ou hypocrite. Après avoir terminé l'action de grâces, elle regardait modestement pour voir si les personnes qui avaient pu la remarquer étaient encore là, et, saisissant le moment propice, elle sortait de l'église toute timide et confuse, pour rentrer bien vite à son logis.

Cela l'obligeait de mener une vie errante pour aller dans les églises; elle allait communier toutôt dans une, tantôt dans une autre. Dieu lui en fit des reproches et lui ordonna de ne s'inquiéter ni des moqueries ni des observations d'autrui et de ne rien craindre puisqu'il était avec elle : que si les autres offensaient Dieu, elle n'en était pas la cause: qu'elle devait retourner à son église habituelle de la Madone *della Pieta*, place Colonne. Elle obéit promptement, car elle fut toujours soumise aux ordres divins, dont elle instruisait son confesseur, guide direct et immédiat. Dieu permit pour exercer sa patience que dans cette église elle fut censurée et même poursuivie de grandes insultes; quelqu'un arracha de ses mains la nappe de communion au moment de recevoir la sainte hostie. Il y eut des prêtres qui refusèrent de lui donner la communion. Elle supporta tout cela patiemment et avec une parfaite tranquillité pendant plusieurs années. Le bonheur de plaire à Dieu la rendait insensible du côté des créatures.

J'ai été bien des fois témoin oculaire de ses sommeils surnaturels, de ses extases et de son abandon en Dieu, lorsque

nous visitions les sept basiliques, en compagnie du cardinal Pedicini. Elle communiait ordinairement dans la chapelle du Saint-Crucifix à S. Paul: j'ai constaté bien des fois qu'aussitôt après la communion, elle demeurait entièrement privée de connaissance. La même chose arrivait dans d'autres églises, au son de la voix céleste; comme nous devions continuer le pèlerinage, je n'avais pas d'autre moyen que celui d'adresser tacitement un commandement au nom de la sainte obéissance; elle rentrait aussitôt en elle-même, et coupait court à toutes les allocutions célestes dans lesquelles lui étaient révélés les plus grands secrets concernant l'Eglise et les choses pour lesquelles elle priait.

Au milieu des délices célestes qui inondaient son âme, la servante de Dieu se conserva sobre, et entrêmement mortifiée. Elle les interrompait autant qu'elle pouvait, afin de remplir les devoirs de son état et pour d'autres raisons de prudence. Son unique intention était de plaire continuellement à Dieu; car le véritable amour ne consiste pas seulement à ne jamais détourner la pensée de l'objet aimé et à prendre les moyens de le rendre toujours présent: sous ce rapport la servante de Dieu arriva très loin, puisqu'elle devait se distraire pour pouvoir travailler; mais l'amour consiste surtout dans la pureté, dans la rectitude des actes. Or, la pieuse femme voulait uniquement plaire à Dieu, procurer sa gloire, et lui rapporter toute chose. Elle ne voulait pas qu'on la remerciât pour les guérisons miraculeuses ou pour les grâces signalées qu'elle obtenait : « Non, mon enfant, disait-elle, remerciez » Dieu, et la Sainte Vierge, notre bonne mère, et puissante » médiatrice, ou bien tel saint, et non moi. »

Mais la plus grande preuve de son amour pour Dieu, ce fut sans contredit la haine implacable qu'elle eut pour toute sorte de fautes. Telle était l'horreur que lui causait le péché, qu'elle ne connaissait pas d'autre mal que l'offense de Dieu. Elle conjurait continuellement son divin Epoux de la faire mourir, plutôt que de l'offenser. Dans une lettre qu'elle écrivit à son confesseur pour une affaire, elle dit que, plutôt que de commettre une faute vénielle, elle voudrait monter sur l'échafaud et subir toute la confusion et tous les tourments imaginables. Elle inspirait cette horreur du péché à ses proches, particulièrement à ses enfants spirituels.

Le souvenir de ses fautes arrachait souvent des larmes de ses yeux, et la portait à faire des pénitences afin de les expier; quelquefois, saisie d'une douleur extraordinaire et d'une haine implacable du péché, elle frappait sa tête contre la terre avec violence, jusqu'à ce qu'elle vît sortir le sang de sa bouche; il fallut le lui défendre.

On ne peut exprimer le zèle qu'elle eut toujours pour la gloire de Dieu; ce zèle la portait à sacrifier tout, et même sa vie, qu'elle employa toute entière pour Dieu, en faisant une immolation héroïque de l'amour propre, dans la fournaise des plus douloureuses souffrances spirituelles, temporelles et corporelles, avec la plus admirable résignation en toute chose.

Elle jouissait d'une paix que ne pouvaient altérer les vicissitudes de la vie; or, cette profonde tranquillité d'esprit prenait nécessairement sa source dans son grand amour pour Dieu, à qui elle rapportait tout, et pour qui elle souffrait de grand cœur.

A cet amour vraiment séraphique l'on doit attribuer les saints désirs qu'elle avait de voir Dieu aimé, et connu dans tout le monde. Elle aurait accepté volontiers toutes les souffrances par amour de Dieu, et elle le fit réellement, afin de gagner des âmes: car elle se constitua l'esclave des créatures, et se dévoua à une foule de tribulations et de souffrances, afin que l'amour de Dieu rencontrât dans les âmes l'écho qu'il doit y trouver.

Aussi sa dévotion au grand mystère de l'amour, au Saint-Sacrement fut-elle des plus signalées. De même, sa dévotion envers la Vierge, mère du saint amour. Elle allait fréquemment adorer le Saint Sacrement exposé selon le rit des quarante heures. Dieu agréait particulièrement les hommages affectueux de sa bien-aimée; la preuve en est dans les apparitions qu'elle reçut dans le Saint-Sacrement, où le Sauveur se montra sous la forme la plus aimable. Je me borne à rapporter deux apparitions de ce genre. L'une eut lieu à S. André della Valle, où le Saint-Sacrement était exposé; la servante de Dieu étant là en prière, accompagnée du prêtre confident, le Sauveur se montra plein de majesté et de gloire. La seconde apparition eut lieu dans l'église de sainte Marie de la Consolation, où le Saint-Sacrement était pareillement exposé: la pieuse femme vit dans l'hostie un merveilleux lys d'une éclatante beauté, qui proféra ces mots entendus distinctement: « Je suis la fleur des champs, et le lys des vallons. »

IV.

Qu'une âme portée par la grâce au milieu des consolations célestes parcoure à grands pas la chemin de la perfection, c'est une compensation des vertus que cette âme pratique; il n'est pas surprenant qu'elle soit ferme, constante et pleine de courage. Mais qu'après qu'elle a goûté les délices célestes, après qu'elle a parcouru des jardins enchanteurs, parsemés de fleurs délicieuses et gracieusement ornés, elle laisse les belles routes, qu'elle se prive de tout sujet de consolation, qu'elle suive la voie de la Croix qui est semée d'épines, qu'elle se mette courageusement à monter le Golgotha pour suivre son Dieu Crucifié, et qu'elle s'achemine à grands pas sans considérer les défaillances, les sueurs, les mépris, rien de ce qui peut déplaire et inspirer l'horreur, en ne se dissimulant pas le douloureux martyre qui doit consommer son pèlerinage; voilà, sans doute, une preuve assurée du parfait amour qu'une créature est capable de donner à son Dieu; voilà une merveille pour la terre et pour le ciel.

Nous avons vu la servante de Dieu tempérante et mortifiée dans les célestes délices de l'amour divin: voyons maintenant combien elle fut généreuse, courageuse et persévérante dans l'amour souffrant, en immolant jusqu'à sa vie dans mille tribulations et martyres, par pur amour de son Créateur.

Elle passa subitement des consolations divines à la souffrance sèche, par suite du choix qui la porta librement à s'immoler pour la conversion des pécheurs et la cessation des fléaux dont la justice divine menaçait le monde, et particulièrement notre ville de Rome. Voyant les révolutions qui tourmentaient l'Eglise, elle priait avec une incomparable ferveur pour la conservation du Pape et pour tous les ecclésiastiques des premiers rangs de la hiérarchie. Connaissant les horribles et sanguinaires projets des sociétés secrètes, elle ne se ralentit jamais, et continua de prier avec la plus héroïque charité. N'est-ce pas là une preuve indubitable de son ardent amour pour le divin Epoux, dans l'intérêt des hommes ? Dieu voulut purifier l'amour par les souffrances, et montrer combien il était généreux et héroïque. Ce martyre dura un grand nombre d'années, Dieu augmentant sans cesse les souffrances et les croix jusqu'au dernier soupir que rendit la pieuse femme, crucifiée dans la plus accablante désolation d'esprit et de corps.

C'est un tourment bien douloureux que le souvenir des biens que l'on a goûtés et dont on se trouve ensuite privé. Le riche qui passe subitement de l'opulence à la plus abjecte misère souffre davantage que l'homme qui a toujours eu la pauvreté pour compagne, parce que l'influence des habitudes et le souvenir de l'aisance d'autrefois rendent plus douloureuses les privations du moment. C'est l'image de la pénible position qui fut faite à la servante de Dieu, lorsque, expulsée du délicieux palais où elle avait goûté les plus merveilleuses consolations célestes pendant plusieurs années, elle se trouva dans un cachot obscur, chargée de pesantes chaînes, et respirant

un air empesté. Elle a dit bien des fois que des soupirs et des larmes s'échappaient de son cœur au souvenir du temps où le divin Epoux lui donnait des preuves de sa prédilection. La pauvre âme privée de cet amour, écrasée sous le plus dur et le plus pesant esclavage, croyait être et vivre dans un coin de l'enfer, ou, pour mieux dire, c'était une agonie continuelle sans jamais atteindre le terme et la dissolution de la mort.

Il est vrai qu'elle ne fut jamais privée des allocutions célestes et des lumières surnaturelles, et qu'elle conserva continuellement devant ses yeux le Soleil dans lequel elle voyait toute chose avec une clarté vraiment surprenante: mais ce n'était pas un soulagement pour la terrible désolation intérieure qui l'accablait; parce que son cœur ne sentant et n'éprouvant plus l'expansion de l'amour à laquelle il était entraîné, cherchait en vain la source tant désirée, dans les douloureux sentiers de l'affreux désert, comme le cerf dévoré par la soif; et le divin Epoux lui laissa les lumières et les dons, pour augmenter les mérites de l'amour souffrant. C'est ainsi que, dans le sens diamétralement opposé, Dieu a laissé aux anges rebelles, en punition de leur orgueil, l'intelligence et les lumières qui augmentent les souffrances de leur misérable état. La lumière du soleil produit le même effet sur le prisonnier; tandis qu'elle embellit la nature et console l'œil de l'homme, elle révèle au prisonnier l'horreur de sa position, la profondeur de son cachot, l'épaisseur des murailles, les barreaux de fer qui le cernent, les chaines qui l'environnent; mieux vaut pour lui l'obscurité de la nuit, parce que son attention n'est pas attirée sur son infortune.

Telle était et a été jusqu'à la fin la douloureuse position de la pieuse femme, après qu'elle se fut généreusement dévouée à souffrir, pour son divin Epoux et pour le prochain. Martyre de charité, elle souffrit des choses vraiment inexprimables; si Dieu ne l'eût soulagée de temps à autre, il n'eût pas été possible, ainsi qu'elle l'a dit, de supporter un martyre qui n'a fait qu'augmenter jusqu'à la mort.

C'est pourquoi Dieu la consola plus d'une fois, après qu'elle avait bu jusqu'à la lie le calice d'amertume. Il lui dit un jour: « Tes souffrances sont inexprimables; je veux qu'on les écrive; » malgré tout ce qu'on lira on ne pourra jamais comprendre » le tourment de ton âme; mais moi, j'écris tout en lettres d'or, » et ce n'est qu'au ciel qu'on pourra connaître ton amour » souffrant; c'est là qu'il sera récompensé, et que sera cou- » ronnée la patience de ton volontaire et long martyre. C'est » pour cela que je t'ai dit plus d'une fois, que je t'ai élue » pour être du nombre des martyrs, et que tu dois avoir un » grand martyre:

» Per questo io t'ho più d'una volta detto:
» Nel numero de' martiri t'ho eletto:
» Che gran martirio tu dovevi avere etc.

La pieuse femme eut et conserva toujours, dans ses souffrances, un profond repos en Dieu et une inaltérable tranquillité d'esprit.

Elle vit redoubler dans cet état les tribulations de tout genre qu'elle sentait fort bien, outre la désolation intérieure, et qui exigeaient une plus grande vertu; tristesses, sécheresse, maladies, contradictions, insultes, calomnies, misère, mépris, abandon de la part de tout le monde. Ce n'est qu'avec de grands efforts qu'elle se rendit indifférente à tout, morte à tout, détachée de tout.

Toutes ces souffrances n'arrêtaient pas sa générosité pour s'offrir volontairement à Dieu; au contraire, elle redoublait ses offrandes selon les besoins publics, ou ceux des personnes qui recouraient directement ou indirectement à son intercession, ou qu'elle voyait dans le mystérieux Soleil. Elle s'offrait pour les plus malheureuses créatures, esclaves, prisonniers, condamnés à mort. Elle obtint la guérison de M. le duc Lante, dangereusement malade, que recommanda Madame la princesse Barberini, mais ce fut au prix d'un redoublement de souffrances corporelles et d'autres tribulations qui en formèrent le cortége.

Aux tentations intérieures de haine contre Dieu se joignaient des assauts, des voies articulées, des luttes extraordinaires qu'elle soutenait tant au dedans qu'au dehors de la part des démons; elle triompha constamment par la prière, l'humilité, la patience, et le recours à la sainte Vierge.

Malgré ses combats elle n'abandonna jamais ses exercices de piété, ses mortifications habituelles, les pénitences réglées, et les pratiques de zèle pour le salut des âmes. Ses plus belles conquêtes eurent lieu pendant qu'elle se trouvait dans ce douloureux état. Elle persévéra dans la retraite quoique ce fût un grand tourment, parce qu'elle aurait eu besoin de se distraire pour ne pas perdre courage. Elle consacra le même temps à la prière; elle l'augmenta, et redoubla les jeûnes et les pénitences avec une courage vraiment viril.

Dans l'état précédent, surtout à l'action de grâces après la communion, elle interrompait les consolations célestes, de peur de nourrir l'amour propre et de négliger ses devoirs d'état; dans son nouvel état, elle avait soin de rester tout le temps fixé; elle réglait ses occupations pour pouvoir faire toute l'action de grâces qui lui coûtait pourtant des sueurs mortelles. Auparavant l'onction de la grâce et les consolations célestes la rendaient insensible à ce qui passait autour d'elle; maintenant, outre les tentations et le reste, les souffrances corporelles causaient une sueur froide accompagnée d'une agitation et d'un ennui vraiment capables de faire perdre patience; on eût dit que les démons prenaient plaisir à la tourmenter pendant l'été par des insectes qui fatiguaient diverses parties du corps, même le nez et les oreilles. Elle demeurait immobile comme une statue, quoiqu'un quart d'heure de prière semblât plus long que trois heures d'un travail accablant. Pendant l'hiver, elle avait les engelures, les douleurs rhumatismales, l'astme de poitrine, et tout cela venait la tourmenter au temps de la prière. Plusieurs années de victoires rendirent son âme maîtresse absolue du corps, qui devint esclave sous tous les rapports et fut purifié dans le creuset des souffrances.

L'âme la plus fervente est moins fidèle au milieu des consolations que ne l'était la pieuse femme à ses exercices de piété et à ses pénitences au plus fort des peines d'esprit qui l'accablèrent jusqu'à la mort. Merveilleux témoignage de l'amour souffrant pour Dieu, charité héroïque, et martyre volontaire pour le prochain, exemple éclatant de vertu extraordinaire et digne d'être proposé aux véritables amis du Crucifié!

On ne saurait dire combien les sacrifices de la pieuse femme étaient agréables à son divin Epoux. Il n'est rien qu'elle n'obtînt; diverses allocutions qui eurent lieu dans les derniers temps révèlent de merveilleuses complaisances de l'amour divin. Dieu lui dit plusieurs fois que, ne pouvant rien lui refuser et voulant, d'autre part, faire dans le monde ce qu'il croyait, il lui ôterait la ferveur de la prière et endormirait son âme; aussitôt, avec un courage et une hardiesse merveilleuses, elle priait dès ce moment pour obtenir la grâce qu'elle ne pourrait pas demander plus tard, particulièrement pour la conversion du monde et des pécheurs.

Dieu la dirigeait en tout. Il fut constamment son guide spirituel; en outre, il la dirigeait pour les choses temporelles, par exemple, sur la nourriture, les habillements, et la pauvre famille. Elle entendait la voix divine, outre le don du mystérieux Soleil qu'elle eut constamment devant ses yeux. Quiconque témoignait le plus léger mépris pour la pieuse femme, ou concevait quelque pensée défavorable, était puni sévèrement par le Seigneur; c'est ce qui est arrivé à plusieurs de ses persécuteurs qu'il est inutile de nommer, parce que les exemples en sont trop nombreux; d'ailleurs les fils spirituels

de la servante de Dieu la savent fort bien et pourront le dire; ils pourront attester aussi par leur expérience que si une action bien simple de leur mère était interprétée par eux à son désavantage, ils le payaient cher, avant la fin de la journée. Ce fut une promesse que lui fit son divin Epoux dès les premiers temps où elle se donna sans réserve, c'est à dire, à l'époque où elle se dépouilla des habits mondains pour prendre, avec permission de son confesseur et de son mari, l'habit de pénitence de tertiaire déchaussée de l'Ordre des Trinitaires. Etant allée, vêtue de cet habit, dans l'église des Trinitaires, elle entendit ce qui suit, après la communion.

« Ma fille bien-aimée, viens à côté de moi; je veux te » faire sentir ma douceur, et combien ceux qui m'aiment me » sont agréables. Tu diras à ton père que je te destine aujour- » d'hui et veux que tu ailles dans le monde convertir des » âmes et consoler des personnes de tout rang, des prêtres, » des religieux, des religieuses, des prélats, des cardinaux, » et même mon Vicaire; et tu auras à lutter avec une foule » de créatures faibles et recouvertes de bien des passions; » tous ceux qui écouteront les paroles avec un coeur sincère » et généreux et les mettront à exécution, recevront des » grâces signalées que je leur ferai, et seront heureux au » fond du coeur. Ecoute, ma fille, je veux t'avertir d'une » chose: tu trouveras une foule d'âmes fausses et perfides; » tu peux t'attendre à être tournée en dérision, insultée, mé- » prisée, et accablée de leurs murmures, et tu le supporteras » pour mon amour; et je te promets, Dieu grand comme je » suis, qu'ils m'en rendront compte, et je les punirai en ce » monde et en l'autre. Tous ceux qui te traiteront avec charité » et t'en donneront des marques, serait-ce le plus grand pé- » cheur, seront consolés en cette vie et dans l'autre. »

L'âme se réveillant de la quiétude extatique dit à son divin Epoux: « O Dieu! qui choisissez-vous pour cette oeuvre! je » suis une misérable créature, qui ne suis pas digne de fouler » la terre. » Au milieu des larmes et des soupirs que son humilité lui faisait répandre, elle entendit de nouveau la voix divine: « Ma fille bien-aimée, je le veux ainsi, et c'est moi » qui te guide par la main comme un agneau, et tout ce que » je te dis s'accomplira, parce que tout cela doit se vérifier » un jour. »

Cette allocution s'est vérifiée en tous points. Bien des fois le coeur affectueux de la servante de Dieu, à diverses époques de sa vie, priait tantôt pour un de ses persécuteurs, tantôt pour un autre; elle faisait aussi des pénitences, parce qu'elle voyait dans le mystérieux Soleil les châtiments qui leur étaient réservés. Or, elle n'obtenait jamais rien sous ce rapport; Dieu lui disait toujours en pareil cas: « Tu dois prier pour » eux; mais pour moi, je me souviens de la promesse que » je t'ai faite, et tu dois te contenter que je les punisse en » cette vie. » Il n'y eut jamais de miséricorde pour les cas de ce genre, quelles que fussent les supplications de la pieuse femme; tout ce qu'elle obtenait, c'est leur salut éternel, et c'était beaucoup; mais pour ce monde, les tribulations, la misère, les châtiments de tout genre, les maladies etc. étaient leur partage; on ne l'a que trop constaté. Je me contente de rapporter un fait, parmi une centaine d'autres.

A l'époque de Léon XII, un personnage distingué alla chez la pieuse femme pour voir le prêtre confident; elle ouvrit la porte, et dit que cet ecclésiastique n'était pas rentré. Le personnage répondit avec vivacité, et Anna-Maria répliqua nettement qu'il n'y était pas; que, grâces à Dieu elle n'avait pas l'habitude de mentir; et qu'elle ignorait l'heure à laquelle il pouvait être de retour. Soit que le personnage en question fût préoccupé d'autre chose, ou qu'il fût excité par le démon; le fait est qu'il insulta la pieuse femme, en la traitant d'imbécille et de folle etc. A peine trois jours s'écoulèrent, et l'individu en question fut arrêté publiquement par ordre du Pape et mis au fort S. Ange; il fut accablé d'une foule de malheurs, sortit de prison, à moitié fou, et mourut peu de temps après, déconsidéré et déshonoré.

Le contraire arriva à un officier supérieur attaché à une cour étrangère, mais schismatique. Il fit connaissance du prêtre confident, qui le présenta à la pieuse femme. Saisi d'admiration pour ses vertus et ses lumières, il la conjura de le recommander à Dieu; et comme il séjourna à Rome quelque temps, il la vit plusieurs fois et témoigna beaucoup de politesse, de respect et de droiture. Comme il avait à la cour un grand nombre d'envieux et d'ennemis, il craignait pour sa position, d'autant plus qu'il reçut des nouvelles inquiétantes. Néanmoins la pieuse mère lui donna l'assurance qu'il n'avait rien à redouter et que son retour serait entouré de marques de respect et d'estime. Voyant la misère de la famille, il voulait absolument faire quelque chose pour elle; mais la réponse de la pieuse femme lui fit comprendre qu'elle s'en offenserait. Il se tourna alors du côté du prêtre confident, et lui offrit des secours pour les pauvres de Rome qu'il devait connaître mieux que personne. Ce stratagème n'ayant pas mieux réussi que le premier, il le pria d'appliquer six messes, pour lesquelles il donna six écus romains. Je célébrai moi-même les messes, et la servante de Dieu fit donner les six écus à un pauvre père de famille. L'officier supérieur s'étant rendu à Nice, envoya un petit baril d'huile surfine à la pieuse femme, parce qu'il savait qu'elle faisait maigre. Le fait est qu'à son retour à la capitale dans laquelle il s'empressa de rentrer, en proie à de vives inquiétudes, son souverain l'accueillit parfaitement, et lui conféra immédiatement le grade de lieutenant-général, bien supérieur à son attente; en outre, il lui assura une bonne pension. Le nouveau lieutenant-général écrivit au prêtre confident pour le prier de remercier la servante de Dieu, aux prières de laquelle il attribuait sa fortune inespérée. On conserve cette lettre.

En un mot, si elle a eu des persécuteurs pendant toute sa vie, elle a connu aussi bien des personnes qui l'ont admirée et respectée, et qui ont essayé, directement ou indirectement, de témoigner leurs sentiments par de généreuses offres, qui d'ailleurs ont été refusées. Il y en a eu d'autres qui ont fait de légères aumônes, sur la demande du prêtre confident, qui les recueillait pour une pauvre mère de famille, sans la nommer. Or, pour les uns et les autres, la promesse divine s'est constamment accomplie en tous points. Il serait inutile d'en faire l'histoire, qui serait d'ailleurs fort longue. Cette promesse s'étendait aux proches, particulièrement à la famille de la pieuse femme; on l'a constaté, et Dieu le lui dit plus d'une fois.

La pieuse femme aimait beaucoup ses enfants, c'est le devoir d'une vraie mère; aussi était-ce une anxiété pour son coeur, que de les laisser dans la misère, quoique ce fût de sa part un sacrifice volontaire; mais son divin Epoux lui donna plusieurs fois l'assurance qu'il les prenait sous sa haute protection: de ne pas craindre de les laisser dans la pauvreté, par amour pour lui, au lieu de l'aisance qu'elle pouvait leur procurer, si elle l'eût voulu: que les bienfaiteurs de tout pays qui feraient du bien à elle-même ou à sa famille seraient récompensés: que toutes les personnes qui continueraient, après sa mort, de faire du bien à ses enfants, il les sauverait « parce qu'ils sont de ton sang, et pauvres, et les pauvres sont mes bien-aimés, quoique ta famille ait des défauts etc, et tous ceux qui retireront leurs aumônes, supporteront, à leur grand regret, des pertes bien plus grandes, et je leur retirerai mes miséricordes. » C'est ce qu'elle entendit dans plusieurs allocutions.

Les prédilections de l'amour divin pour cette créature privilegiée et pour ses proches semblent vraiment sans exemple. Que l'on considère le don extraordinaire dont elle fut gratifiée,

ou qu'on examine le soin merveilleux que Dieu prit d'elle pendant toute sa vie, il n'y a pas le moindre doute qu'il n'eût placé dans son coeur ses miséricordieuses délices; car il la fit marcher constamment par la voie la plus douloureuse, et lui révéla les plus profonds secrets, non en énygmes et en images, mais en s'adaptant à son langage simple et vulgaire. *Sicut dilexit me Pater, diligo vos.* Il destina ses disciples aux souffrances et non aux délices. *Et ea quae audivi a Patre meo, nota facio vobis.* Heureuse créature qui a eu pour guide la Sagesse divine elle-même, et a su, avec l'aide de la grâce, suivre Jésus souffrant parmi les épines de ce misérable pélerinage. C'est pourquoi j'ai toutes les raisons de croire sans aucun doute qu'elle jouit maintenant de la gloire céleste pour tous les siècles des siècles, en récompense de ses vertus héroïques, qui, j'espère, seront un jour, un exemple des plus lumineux pour l'Eglise militante.

V.

« Majorem charitatem nemo habet, ut animam suam ponat » quis pro amicis suis. » Héroïque à l'égard de Dieu, la charité de la pieuse femme fut également héroïque envers le prochain, sous le double rapport spirituel et temporel. Je parle d'abord des choses qui concernent le bien public. Nous avons vu combien de prières, de pénitences, de mortifications et d'offrandes fit la pieuse femme pour la tranquillité publique de l'Eglise et de l'Etat, à l'époque où Pie VII fut enlevé de Rome et déporté. Ses pénitences, ses offrandes, ses chaudes larmes et ses prières obtinrent que son divin Epoux lui donna l'assurance du triomphe, et révéla le jour précis de la rentrée du Pontife à Rome; on en prit note dès l'époque; la prédiction s'accomplit ponctuellement.

Pendant la dernière maladie de ce Pontife elle pria Dieu avec la plus grande ferveur; c'est elle qui fit avertir de donner le viatique à temps, parce qu'il ne devait pas se rétablir de cette maladie; quelques-uns se flattaient qu'il vivrait encore quelque temps; elle fit dire qu'il allait mourir dans peu de jours, comme cela eut lieu.

Elle fit de ferventes prières et des pénitences pendant le conclave pour l'élection du nouveau Pape, en s'offrant en sacrifice pour le bien commun de l'Eglise, afin d'éloigner les fléaux dont on était menacé.

Après l'élection de Léon XII, elle pria de nouveau: on craignait pour sa vie, et Mgr Strambi recommanda à la pieuse femme de demander sa guérison. Elle pria aussi pour lui à l'époque de sa dernière maladie: elle avait reçu *ab alto* l'ordre formel de prier pour son heureux passage à l'éternité.

Elle fit de même pendant la dernière maladie de Pie VIII; pendant le conclave, elle fit appel à la promesse que lui avait faite son divin Epoux, que les plans sanguinaires et barbares des impies ne réussiraient pas, et obtint la confirmation réitérée de cette promesse. Dieu renouvela l'assurance qu'elle ne devait pas s'effrayer des intrigues qu'elle voyait, parce qu'il trancherait d'un seul coup tous les fils lorsque les plans seraient entièrement dressés; c'est ce qui s'est vérifié plusieurs fois par rapport à Rome.

Dieu seul sait combien elle a prié jusqu'à la fin de sa vie pour le Pape régnant (Grégoire XVI) et pour l'Eglise.

Comme elle voyait par un simple coup-dœil sur le mystérieux Soleil le monde entier et les besoins spirituels des royaumes et des nations et des individus, sa vie fut un exercice continuel de prières accompagnées de pénitences extraordinaires, de jeûnes, de disciplines etc; c'était donc aussi un continuel martyre de charité héroïque pour le prochain. Outre les pénitences volontaires, Dieu lui envoya des peines d'esprit, des croix et de souffrances de tout genre, afin de lui faire acquérir de plus grands mérites. Les grâces signalées qu'elle obtenait particulièrement pour Rome, valaient ordinairement des maladies mortelles et des souffrances de tout genre. C'est pour cela que j'ai dit plus haut, que cette ville doit beaucoup à la bonne servante de Dieu.

Avec la même ferveur qu'elle mettait à prier pour les princes, pour les nations, surtout celles qui sont hors de l'Eglise, pour les hérétiques, les juifs, les infidèles, les Turcs etc., et pour la conversion des mauvais chrétiens dont elle voyait l'état en portant ses regards et son cœur sur toute l'étendue de la terre, elle priait aussi pour les besoins des individus, surtout pour les dignitaires ecclésiastiques, et pour tout le clergé séculier et régulier. Elle recommandait à Dieu le dignitaire revêtu de la pourpre et le dernier homme du peuple, le pauvre comme le riche, les prisonniers, les criminels, les condamnés, les marins exposés aux tempêtes qu'elle voyait dans le mystérieux Soleil.

Que dirai-je des âmes fortunées qui avaient le bonheur de la connaître de près ! Les pécheurs les plus coupables étaient certains d'obtenir des grâces signalées spirituelles ou temporelles, pourvu qu'ils agissent avec sincérité. Elle les animait et les encourageait, en se chargeant de satisfaire à Dieu pour leurs fautes. Je pourrais citer un grand nombre de faits; mais je crois que mon affirmation *in Domino* suffit, puisque j'ai été plus de trente ans le seul et unique directeur de cette bienheureuse créature.

Je dirai seulement que lorsque le fameux Carbonaro dont le vénérable Mgr Strambi n'avait jamais rien pu obtenir se présenta à la pieuse femme, après l'avoir exhorté et fait tout ce qu'elle pouvait par la parole, elle entreprit de grands jeûnes et de terribles pénitences; entre autres choses, elle alla bien des fois visiter l'église d'Aracœli et gravir à genoux son grand escalier; elle faisait cet exercice le soir, accompagnée de son confident. Elle alla aussi visiter nu-pieds bien des jours le Crucifix de la prison Mamertine. Plusieurs fois elle fit nu-pieds à la même intention le chemin de la porte de S. Paul à la basilique, en priant avec les plus ardentes supplications la bonté divine pour le salut de cette âme. Elle fit aussi le Chemin de la Croix dans des endroits retirés pour se livrer librement aux plus extraordinaires pénitences sans être remarquée.

Pour la conversion des âmes, elle employait auprès de Dieu une sainte hardiesse, qu'on me pardonne l'expression. Des jaculatoires embrasées s'échappaient de ses lèvres, au milieu de ses occupations domestiques, de ses douleurs, de ses croix, de ses peines d'esprit, de ses maladies, avec les plus énergiques expressions. S. Paul voulait être anathème, et Moïse désira être rayé du livre de vie, plutôt que de ne pas obtenir le salut de leurs frères; la pieuse femme employant des expressions affectueuses qui témoignaient une parfaite confiance, faisait des reproches à son divin Epoux, en disant qu'il ne l'aimait pas, et que s'il ne lui accordait pas telle grâce, elle serait forcée de se brouiller avec lui. Et par sa ferveur, par ses pénitences, par sa foi, pour sa vive confiance, elle obtenait tout. C'est ainsi que Dieu lui promit la conversion de ce carbonaro endurci, qui avait lassé, pour ainsi dire, la miséricorde divine en demeurant insensible aux grâces et aux inspirations les plus singulières, ainsi que le zèle des ministres de Dieu les plus accrédités; il se convertit à la fin de sa vie, après une maladie de trois ans qui le frappa lorsque Dieu eut promis à sa pieuse femme de le sauver.

Elle prit les mêmes moyens (sauf les pénitences qui varièrent) pour le salut d'un prêtre infecté d'hérésie. Elle fit de même pour la conversion d'un laïque haut placé, et pour une foule d'autres. Pour tout dire en un mot, ce fut l'occupation de toute sa vie. Son zèle pour le salut des âmes se montra infatigable; les dernières années, la maladie ne lui permettant pas de sortir, elle offrait à Dieu ses souffrances et priait pour le salut de personnes qu'elle ne connaissait pas, mais qu'elle savait avoir besoin de mettre ordre à leur conscience, et aux-

quelles elle transmettait des avis par l'entremise du prêtre confident; les uns étaient prévenus de se préparer à la mort, qui n'était pas loin; d'autres, de se réconcilier avec leur femme; d'autres, de rompre des relations coupables; d'autres, d'être probes dans le commerce; d'autres, de ne pas s'attacher à l'argent, dont le démon se servait pour les aveugler. Elle donnait au confident un signe comme preuve de la volonté de Dieu, afin qu'on ne pût douter du message, mais elle recommandait de ne pas la nommer, et de se contenter de dire la chose de la part d'une âme qui priait pour eux. De là venait que plusieurs pressés par la curiosité de la connaître, faisaient des offres pécuniaires considérables; mais le prêtre confident mit la plus grande fidélité à ne pas la trahir. Il portait des messages aux grands seigneurs comme aux gens du bas peuple; car la pieuse femme s'intéressait également et indistinctement à tous. Souvent elle obtenait la grâce sans recourir aux messages, et son divin Epoux lui en donnait l'assurance; elle a fait par là un bien considérable à une foule de personnes; ce bien n'a jamais été connu, particulièrement dans cette ville de Rome.

Sa charité pour les âmes des fidèles défunts ne fut pas moins grande et non moins éminente, surtout pour les prêtres. Elle offrait sans cesse pour leur soulagement, des jeûnes, des pénitences et des prières particulières, outre celles qui se faisaient le soir en récitant le rosaire en commun. Elle faisait très souvent le Chemin de la Croix dans le cimetière du Saint-Esprit, dans celui de S. Jean de Latran etc. Et comme elle sut de son divin Epoux que cet exercice était extrêmement agréable au Père céleste, elle tâchait de procurer le soulagement des âmes du purgatoire, lorsqu'elle se voyait en présence de grands besoins spirituels et temporels, dans la ferme espérance que Dieu aurait la bonté de la secourir dans ses propres tribulations. comme elle consolait des âmes destinées à être ses épouses. C'est ce qui eut lieu plusieurs fois d'une manière vraiment prodigieuse.

Les sollicitudes de la servante de Dieu pour les nécessités temporelles d'autrui et pour les oeuvres de miséricorde furent aussi vives, aussi énergiques. Elle priait pour tous ceux dont elle voyait les besoins dans le mystérieux Soleil. Or, elle y voyait les fléaux imminents pour les nations et les individus; ses prières accompagnées des choses dites plus haut, les arrêtaient, ou tout au moins elles en adoucissaient la rigueur. Afin d'obtenir les grâces, elle s'unissait en esprit à tous les élus du ciel et la terre, et invoquait la puissante médiation de la Vierge, pour laquelle son coeur avait une dévotion extrêmement affectueuse; elle faisait appel à ses saints avocats, particulièrement aux saints protecteurs des villes, à l'ange gardien de chaque personne, offrant par les mains de la Vierge Marie le sang très précieux du Fils de Dieu et les souffrances de sa douloureuse passion et de sa mort, ainsi que les douleurs de la Sainte Vierge. Elle mettait à réquisition tous les ordres angéliques. Elle a vu bien des fois des inondations, des tremblements de terre et d'autres fléaux arrêtés par ses prières.

Elle pria sans cesse pour les malades, pour les prisonniers, pour les gens persécutés et calomniés, pour des personnes de tout rang qu'elle voyait dans le mystérieux Soleil. Ceux qui s'adressaient à elle, pouvaient être certains d'être bientôt soulagés. Aux malades, elle conseillait les remèdes propres à les guérir, en recommandant de demander aux médecins s'ils pouvaient leur être nuisibles. Aux indigents elle donnait des secours si elle le pouvait; sinon, elle s'adressait à quelqu'un de ses fils spirituels; aux époques les plus critiques, elle travaillait encore pour avoir aussi de quoi secourir les pauvres. Elle surmonta pour eux la honte de demander l'aumône, et plus d'une fois elle s'ôta vraiment le pain de la bouche pour secourir les indigents qui s'adressaient à elle. Pour venir en aide aux malheureux, elle ne craignait pas d'employer ses relations avec des gens influents et de contracter des obligations envers eux. Elle écoutait tout le monde avec une parfaite charité, elle encourageait, consolait, donnait des conseils, et nul ne venait près d'elle sans être soulagé.

Sa charité intelligente et circonspecte la rendait attentive à toutes les circonstances. Elle avait un coeur si bon et si affectueux, qu'elle étendait ses soins jusqu'aux petites bêtes, qu'elle aimait comme des créatures de Dieu. D'ailleurs, disait-elle, ces pauvres bêtes n'ont de paradis qu'en ce monde. Elle avait reçu le don de guérir les malades par le contact de sa main, ainsi qu'on le verra plus loin; or, elle en fit quelquefois usage pour de pauvres animaux, en priant la bonté divine de les guérir d'une rupture aux jambes et d'autres maux.

La servante de Dieu fut patiente et condescendente envers tout le monde, surtout à l'égard des pauvres et des gens affligés. Elle fit toujours tout le bien qu'elle put, indistinctement, sans considérer les relations ou la réputation de chacun, avec une sainte simplicité. Loin de rechercher ses intérêts, elle les sacrifiait volontiers et se donnait elle-même, avec sa propre vie, sans aucun ressentiment des injures qu'on lui faisait; elle pardonnait ces injures du fond du coeur, en rendant à ses persécuteurs tout le bien possible; parlant favorablement de tout le monde, suivant la prudence humaine; se réjouissant du bien d'autrui et s'affligeant des malheurs des autres comme si c'étaient les siens; pleine de compassion envers tous, supportant tout le monde, surtout les personnes ennuyeuses que Dieu lui envoyait pour exercer sa vertu lorsqu'elle souffrait de violente névralgies; elle offrait à Dieu toutes ses souffrances, afin d'obtenir du soulagement pour les affligés qui recouraient à elle. La charité de la pieuse femme, éminemment intelligente, circonspecte, généreuse et héroïque pendant tout sa vie, se signala jusqu'aux derniers moments; on la vit demander pardon aux personnes de sa maison pour l'embarras et l'affliction que sa maladie leur causait. Voilà ce que j'atteste et dépose *in Domino* le plus brièvement possible sur la vertu héroïque de charité envers le prochain de ma pénitente, Anna-Maria Taïgi. Gloire en soit au Père, au Fils et au Saint-Esprit, maintenant et à jamais dans tous les siècles de siècles. Amen.

VI.

La prudence consiste principalement à savoir employer tous les moyens efficaces et convenables, selon l'état où l'on est, pour atteindre le but qu'on se propose. La servante de Dieu n'ayant pas d'autre intention que de plaire uniquement à son divin Epoux dans toutes ses actions, rapportait tout à lui, de manière à suivre le chemin de la perfection non moins dans ses occupations domestiques que dans les choses qui regardaient directement Dieu. Sachant que Dieu est partout et qu'il témoigne sa bonté particulièrement à ceux qui le cherchent, elle tâchait de faire toutes ses actions avec exactitude et avec ordre; elle avait donc un temps marqué pour Dieu, pour sa famille et pour le prochain, et commençait par la prière, sachant parfaitement que nous ne pouvons faire aucun bien sans le secours de Dieu.

Quoique gratifiée de dons surnaturels qui la dispensaient de demander conseil, néanmoins, pour exercer la prudence et l'humilité, elle ne voulait rien faire sans l'avis de son confesseur, qui d'ailleurs lui dit plusieurs fois de suivre librement toutes ses inspirations; car il avait pleine confiance en son esprit. Avant d'entreprendre aucune affaire, elle priait Dieu et demandait l'avis de son confesseur.

C'est par prudence que, nonobstant ses connaissances et ses lumières, elle n'eut jamais l'idée de faire des choses nouvelles et de les conseiller par rapport aux œuvres de charité; elle disait que la prudence ne permettait pas de s'y aventurer (sauf une impulsion spéciale et bien certaine), parce que l'amour

propre et bientôt l'orgueil s'y glissent facilement, au lieu qu'en rétablissant les anciennes œuvres pies si nombreuses à Rome, on fait le bien sans amour-propre et l'on déjoue le démon; d'ailleurs, les anciennes œuvres ont subi l'épreuve de l'expérience, au lieu que les nouvelles sont toujours périlleuses, surtout à cette époque-ci. Tel était son avis.

C'est pourquoi elle mettait la plus grande circonspection dans les voies du Seigneur pour ne donner, de son côté, aucune prise au démon. Malgré les lumières certaines qu'elle puisait dans le mystérieux Soleil, elle ne s'empressait pas de répondre aux personnes qui la consultaient sur des affaires spirituelles ou temporelles de quelque importance; mais elle disait de prier en attendant et de retourner dans quelques jours, et pendant ce temps elle recourait à Dieu et consultait son confesseur. Notre-Seigneur, qui voyait toute chose, voulut pourtant qu'un ange avertit S. Joseph de partir pour l'Egypte: la pieuse femme imitant cette prudence, regardait son confesseur comme l'ange que Dieu lui avait donné.

Afin de conserver son cœur toujours détaché des choses de la terre, elle éloigna les commodités de la vie, et aima la simplicité pour la nourriture, l'habillement et tout le reste.

Quoiqu'elle eût un règlement pour ses exercices de piété, elle avait la prudence de le laisser lorsque la charité ou la paix de la famille le voulaient; par exemple elle n'hésitait pas à laisser la messe et la communion des jours ordinaires pour soigner à la maison son mari ou ses enfants malades et autres cas de nécessité.

Elle aima constamment la solitude et la retraite, parce qu'elle savait que la prudence ne permet guère de se répandre et de former des relations, surtout de nos jours, à moins que la charité ne l'exige, et Dieu aide en ce cas. Le soin qu'elle eut de se tenir cachée et de cacher aussi les dons extraordinaires dont elle faisait usage pour le prochain, pour l'Eglise, pour l'Etat pontifical et mè ne pour les gouvernements étrangers en des affaires de la plus haute importance; cette circonspection, dis-je, fut l'oeuvre d'une prudence consommée et merveilleuse en des temps aussi périlleux que les nôtres.

Quoiqu'elle eût un caractère doux, gai et patient, elle eut la prudence de savoir reprendre et châtier sévèrement ses enfants lorsqu'ils commettaient des fautes; le bon exemple était pourtant sa meilleure réprimande. Elle reprenait aussi ses fils spirituels par des reproches proportionnés à leur condition, et elle s'en acquittait avec cette prudence consommée dont elle était une parfaite maîtresse. Cette prudence brilla surtout dans les conseils de direction qu'elle donnait, soit à ses fils spirituels relativement aux diverses positions où ils pouvaient se trouver; soit aux personnes de tout rang, qui directement ou indirectement, la faisaient consulter. Il ne pouvait en être autrement, vu les lumières et les dons surnaturels dont elle était comblée, surtout par le mystérieux Soleil qu'elle avait continuellement devant les yeux et dans lequel elle voyait toute chose. Des évêques, des prélats, des cardinaux, des princes firent l'expérience de la sagesse et de la prudence de ses conseils dans les affaires les plus compliquées. La duchesse de Lucques, qui la connaissait personnellement et avait appris par expérience qu'on pouvait s'en rapporter à ses avis, suivait aveuglément ses conseils dans les affaires importantes du gouvernement et dans celles qui lui étaient personnelles; elle recourait à ses lumières toutes les fois qu'elle se voyait dans l'embarras, et l'autorisa à envoyer des estaffettes, au besoin, lorsqu'elle croirait qu'il y eût urgence pour transmettre des avis. La pieuse femme envoyait ordinairement le prêtre confident; son Altesse royale le connaissait. La servante de Dieu faisait tout cela sans la moindre prétention, dans le plus profond secret et avec une merveilleuse prudence qui lui permit de se tenir cachée en faisant beaucoup de bien.

Quelques évêques auxquels le prêtre confident la fit connaître sous promesse du secret, ayant reconnu l'éminent esprit de sagesse et de prudence dont elle était douée, la consultaient par lettres sur les plus importantes affaires de leur diocèse, et Monseigneur Strambi, de vénérable mémoire, qui avait placé le prêtre confident auprès de la pieuse femme, recourut toujours, par son entremise, aux conseils d'Anna-Maria, tant pour les choses de son diocèse que pour ses affaires particulières. Il en fut de même de quelques ambassadeurs étrangers qui la connurent, également sous promesse de garder le secret, surtout deux d'entre eux qui se trouvaient dans de grands embarras; la servante de Dieu eut avec eux de longs entretiens particuliers qui les laissèrent émerveillés de la sagesse de ses conseils non moins pour les lumières qu'elle leur donna sur des affaires très compliquées que pour les moyens simples et faciles qu'elle leur suggéra afin de ne pas se compromettre et, d'autre part, de conserver leur conscience pure de toute transaction avec la politique mondaine et avec la fausse prudence si commune de nos jours.

VII.

La justice, qui consiste principalement à rendre ce qu'on doit au Créateur, à soi-même et au prochain, fut pratiquée au plus éminent degré par la servante de Dieu.

La vertu de religion ne fut en elle qu'une marque évidente de sa justice envers son Dieu; car en tout temps et en tout lieu elle s'efforça de rendre à la majesté divine le culte et la gloire qui lui sont dûs; ou plutôt, elle mettait au premier rang tout ce qui concerne le service de Dieu; les plus importantes affaires venaient après. La parfaite exactitude à observer tous les commandements de Dieu et de l'Eglise est la preuve certaine de la justice.

Dans les guérisons instantanées qu'elle opéra bien des fois, elle disait: « Remerciez la bonté divine, l'intercession de la » Sainte Vierge et des Saints que vous avez invoqués. » Elle ne voulait pas souffrir qu'on la remerciât elle-même. Les dons extraordinaires et célestes étaient à ses yeux un trait de la bonté infinie de Dieu; loin de s'en croire digne, elle reconnaissait qu'elle ne méritait que des souffrances et des châtiments pour ses péchés; c'est pourquoi elle les expiait continuellement par de rudes pénitences. En haine de son corps, elle lui refusait tout ce qu'elle pouvait, afin de garantir l'âme, suivant la maxime de l'Evangile. C'est par justice envers son âme qu'elle tenait continuellement la chair assujettie à l'esprit; de la même source découlaient la vigilance pour ne jamais détourner le pied du chemin commencé, la ferveur dans les choses les plus difficiles, le zèle pour s'avancer de plus en plus dans la pratique des vertus chrétiennes, la parfaite résignation et conformité à la volonté divine dans les choses les plus dures pour la nature; voilà les moyens que prit la pieuse femme pour se rendre justice à elle-même et mettre son salut en sûreté.

Elle ne fut pas moins zélée par rapport aux devoirs envers le prochain. Le zèle pour le salut de toutes les âmes la portait à y coopérer par les oeuvres, la prière, les pénitences et l'exemple, tout cela animé par la justice qui procède de la charité. C'est surtout lorsqu'il s'agissait de la réputation du prochain qu'elle veillait à ne pas blesser la justice par la médisance. Elle traitait tout le monde avec les plus grands égards, excusant les fautes, et ne souffrant pas la médisance. Elle ne parlait de ses persécuteurs qu'avec respect et compassion.

Voyons les devoirs de justice envers sa famille, comme fille, comme épouse et comme mère.

Comme fille, elle respecta toujours ses parents par devoir de justice. Quoiqu'elle n'eût éprouvé que des désagréments

de la part de son père, homme peu rangé qui dissipa tout son bien et maltraita fort injustement la pieuse femme dans sa jeunesse, elle prit soin de lui, lorsque mariée elle le vit dans l'indigence et atteint d'une maladie dégoûtante; elle le lavait et le peignait avec une affection et une patience inaltérables. Il en fut de même de sa vieille mère, qu'elle reçut dans sa maison et traita avec le plus grand respect; elle lui procura tous les secours spirituels, l'assista au dernier moment et lui rendit les derniers devoirs.

Malgré sa profonde répugnance elle remplit fidèlement les devoirs d'épouse. Elle témoigna dans l'état conjugal une modestie et une circonspection incessante vis à vis de ses enfants ; jamais parole indécente ou équivoque ne sortit de sa bouche, et elle ne le souffrait pas de la part d'autrui. Pour arriver à la pureté qui est le signe caractéristique des âmes prédestinées, elle mortifia ses passions par les austérités et la pénitence ; dans cet esprit elle pratiquait la patience pendant les maladies, heureuse d'imiter les souffrances du Rédempteur, et d'ailleurs persuadée que le corps abattu par les souffrances ne peut guère se révolter contre la loi de la raison et contre Dieu.

A partir de l'époque où l'Epoux céleste l'appela spécialement à la perfection et à la pénitence, ce qui eut lieu peu de temps après son mariage, elle ne connut pas d'autre amour que celui qu'elle avait promis au pied de l'autel en se mariant. Quoique son mari fût grossier et naturellement antipathique à une femme d'un tempéramment délicat et aimant la propreté, elle remplit tous ses devoirs par vertu et par justice, en se faisant violence intérieurement; elle accueillait son mari avec affabilité et avec une sainte gaité, et le servait comme une domestique en lui témoignant une affection surprenante, surtout en cas de maladie.

Comme mère, elle s'abstenait de pénitences extraordinaires pendant ses grossesses par sentiment de justice et de prudence, pour ne pas nuire à l'enfant. Aussi tous ses enfants naquirent-ils heureusement; elle les allaita tous, et les soigna comme la plus tendre des mères. Lorsqu'ils parvinrent à un certain âge, elle voulut que les garçons apprissent un métier selon leur condition, afin qu'au lieu d'être à charge à la société, ils fussent des hommes utiles et vraiment bons. Elle les plaça dans des ateliers dont elle connaissait le bon esprit. Quant aux filles, elle les envoya à l'école, en les faisant accompagner par des persones sûres. Non-seulement elle faisait coucher les filles dans des lits distincts de ceux des garçons, mais elle entoura chaque lit de rideaux afin de mieux préserver leur innocence. Elle porta les précautions sur ce point jusqu'à l'excès. Outre les prières en commun et le bon exemple qu'elle donnait, elle instruisait continuellement ses enfants de leurs devoirs, et, les jours de fêtes, elle les conduisait aux sermons et au catéchisme. Elle leur donna constamment le nécessaire pour la nourriture et le vêtement, les éleva et prit soin d'eux avec la sollicitude la plus active; si tous n'ont pas tourné aussi bien qu'elle le désirait, ce n'est pas sa faute assurément.

Elle payait exactement ce qu'elle achetait, et elle était très éloignée de contracter des dettes. Si parfois un marchand commettait quelque erreur en rendant la monnaie, elle allait aussitôt restituer, ou elle envoyait Luigetto Antonini son fils spirituel, qu'elle savait très exact. Elle veillait en même temps à ne pas laisser frauder sa famille sur la qualité ou la mesure. En somme, juste envers tout le monde, elle vivait, tenant en main la balance de la justice envers Dieu et le prochain.

VIII.

La tempérance, au sens générique, est la régulatrice de toutes les actions et des passions de la vie humaine. Armée de ce frein, la servante de Dieu sut les soumettre, et acquérir les vertus opposées aux principaux vices. En réprimant de tout son pouvoir et par d'incroyables efforts son caractère naturellement fougueux, et en se soumettant à tout le monde, elle acquit la tranquillité, la gaité et l'amabilité accompagnée d'une profonde humilité de cœur et de manières qu'elle garda jusqu'à la mort. Elle acquit aussi par des actes de vertu souvent renouvelés, l'indifférence à l'égard de l'argent et de tous les biens terrestres, et le parfait détachement au milieu des anxiétés de l'indigence.

Par la mortification des sens elle acquit la pureté qui la rendit, quoique mariée, plus timide et plus circonspecte qu'une vierge dans toutes ses actions, dans toutes ses paroles et en toute rencontre. Cette pureté, qu'elle conserva par des jeûnes, des cilices, des disciplines et des pénitences de tout genre, brillait d'un éclat vraiment merveilleux dans toute sa conduite; elle mit le plus grand soin à la conserver parmi ses enfants dans son pauvre et petit logis. Comme toutes les personnes sensibles, et vives, elle était portée naturellement à la colère; elle la réprimait par le frein du silence et la douceur; elle acquit de la sorte la patience héroïque qui forma son principal caractère distinctif et procédait de sa profonde humilité. On ne saurait dire la patience qu'elle exerça envers les divers caractères de sa famille, envers ses fils spirituels, envers ses persécuteurs (elle en eut beaucoup), envers les pécheurs qu'elle ramena au bon chemin, envers mille autres incidents, envers toutes les souffrances spirituelles et corporelles, misères, calomnies, afflictions domestiques etc. Elle opposa à l'envie le désir de faire du bien à tout le monde, particulièrement à ses envieuses dans les voies de Dieu; car elle pria constamment pour elles et s'humilia, à l'occasion, quoiqu'elle sût que c'était quelquefois s'exposer au mépris. Son cœur étant parfaitemant détaché de la terre, elle n'éprouva jamais d'envie à l'égard des personnes qui vivent dans l'aisance et la richesse selon le monde.

Pour vaindre la tiédeur dont elle était tentée aux époques de ses peines d'esprit, elle mit courageusement en œuvre tous les efforts de la plus exacte persévérance dans ses pénitences et ses autres exercices de piété sans en omettre aucun, sans ralentir sa marche, quoiqu'il lui en coûtât des peines mortelles.

En résumé, la tempérance fut la modératrice de toutes ses actions, suivant le sens générique. Mais, dit S. Thomas, la tempérance, au sens strict, consiste dans la parfaite modération de l'appétit sensitif par rapport au manger, au boire et à tout ce que les sens de l'homme aiment. La sobriété et l'abstinence sont ses filles.

La sobriété de la pieuse femme fut si grande, qu'on ne s'explique pas comment elle pouvait vivre et remplir ses occupations domestiques qui étaient presque entièrement à sa charge dans sa nombreuse famille. Elle jeûnait régulièrement le vendredi et le samedi; en outre, elle entreprenait assez souvent des jeûnes extraordinaires de quarante jours ou davantage, pendant lesquels elle ne prenait qu'un peu de soupe; c'était tantôt pour obtenir une grâce intéressant le bien public, tantôt pour la conversion d'une âme, quelquefois pour les âmes du purgatoire etc. Elle avait l'habitude de passer des semaines entières sans boire. Son déjeûner consistait en une tasse de café, le plus souvent sans pain. A diner, elle se tenait ordinairement debout par humilité, pour servir les autres, et aussi pour qu'on ne remarquât pas ce qu'elle prenait. Une petite portion de soupe lui suffisait; elle donnait aux autres du fromage en poudre, mais elle feignait de l'oublier pour elle-même, ou bien, elle disait que c'était inutile; un très petit morceau de bouilli et très peu de pain. Le plus souvent elle ne buvait pas; la petite Marie s'en apercevant, disait: « Papa, maman n'a pas bu. » Dominique versait à boire, et elle acceptait gracieusement, en y mêlant pourtant beaucoup d'eau, parce qu'ainsi, disait-elle, le vin fait plus de bien. Le souper se composait

d'un peu de salade et de petits poissons s'il s'en trouvait. Dans la journée elle ne prenait absolument rien, quoiqu'elle fût extrêmement tourmentée de la soif pendant les grandes chaleurs de l'été. Le soir à souper, l'avidité naturelle l'aurait portée à boire un grand verre d'eau et de vin; mais, pour refuser cette satisfaction à la nature, elle suçait quelques gouttes, et se mettait à parler. S'il se trouvait quelque morceau à moitié gâté, elle le réservait pour son dîner. L'usage de ne manger que trois fois par jour et de ne prendre absolument rien hors des repas, elle le recommandait à ses fils spirituels. Elle mérita à cet égard de grands éloges de son divin Epoux et directeur céleste, qui lui dit: « Quoique la mortification de la gourmandise ne semble rien, Dieu l'agrée beaucoup, et qui veut avoir les douceurs et la tranquillité d'esprit, doit nécessairement mortifier sa bouche. Celui qui satisfait la gourmandise, renouvelle de son côté, les amertumes de la passion du Sauveur, qui, entre autres souffrances et insultes qu'il subit de la part des impies, reçut d'horribles crachats dans sa bouche. »

Dans la visite des sept basiliques, elle savait, à dîner, se comporter comme les autres sans affectation, et si son confesseur lui disait de manger une chose ou l'autre, elle obéissait sans réplique, quoiqu'elle prévît que son estomac en souffrirait. Tout cédait à la vertu d'obéissance; bien des fois, lorsque, ayant commencé des jeûnes de quarante jours, elle en avait fait le tiers ou la moitié, elle les interrompait dès que son confesseur lui ordonnait de manger gras. Elle laissait tout autre exercice, quoiqu'elle eût reçu des ordres opposés du Seigneur, qui agréait beaucoup et acceptait l'obéissance aveugle et prompte qu'elle rendait à son ministre.

Dans les derniers temps de sa maladie sa nourriture se réduisit à presque rien; un peu de semoule, et un très petit morceau de poisson ou de viande. Ayant ensuite reçu l'ordre *ab alto* de s'abstenir de viande, elle ne prit plus qu'un peu de poisson et un petit morceau de pain, qui suffisait pour la journée, et au-delà. Elle prenait quelquefois un fruit cuit. Voilà le régime qu'elle suivit pendant bien des mois, avec une déperdition incessante de forces par suite d'une sueur continuelle accompagnée de souffrances aigues. Elle devait prendre toutes les six ou sept heures une infusion de pavot extrêmement amère; elle le faisait avec une patience inaltérable, et sans perdre la profonde tranquillité dont elle jouissait dans le Seigneur.

La tempérance que la pieuse femme pratiqua dans tous ses sens et qui servit merveilleusement à purifier son âme, excite plutôt l'admiration que l'imitation. Elle rendit tous ses sens comme morts, et entièrement soumis à l'esprit. La tempérance fut la maîtresse absolue de toutes ses actions non moins que de son cœur et de son âme, qu'elle mortifia constamment par l'abnégation de la volonté propre. *Mulierem fortem quis inveniet?*

IX.

Si la force est admirable dans les personnes qui ont des dispositions naturelles pour cette vertu, elle l'est bien davantage en un être naturellement faible et inconstant, tel que la femme, et l'on peut se demander avec raison : *Quis inveniet?* Mais comme Dieu choisit les choses faibles pour confondre celles qui semblent fortes, nous remarquons en notre pieuse femme un esprit plus que viril, et une constance que les plus terribles obstacles ne purent abattre. Considérons les exercices de piété, ou les austérités, ou les contrariétés qu'elle eut à supporter du côté de sa famille, ou la lutte quotidienne contre la misère, ou les souffrances de corps et d'esprit qui durèrent si longtemps, ou les inquiétudes que lui donnèrent ses fils spirituels par les affaires diverses dont ils lui parlaient; les persécutions, calomnies, vexations auxquelles on la vit en butte continuellement; les maladies habituelles ou extraordinaires qui causèrent de douloureuses et longues souffrances: dans ce tissu de mille croix nous trouverons toujours la femme forte qui mérite les plus grands éloges et excite l'admiration la plus vive, surtout par la fermeté et la constance de sa pauvreté volontaire, au milieu de la plus profonde indigence en refusant des offres généreuses et réitérées pour vivre cachée à l'ombre de la Croix; ce qui montre la plus profonde humilité de sentiment et de fait. Elle animait son mari à compter sur Dieu dont la Providence se montra si fréquemment sur la pauvre famille. Une semblable femme, douée d'une telle force, vu l'ensemble de sa position est louée justement comme un don inappréciable et qu'on ne découvre que rarement. « Mulierem fortem quis inveniet? Procul et de ultimis finibus » pretium ejus; confidit in ea cor viri sui, et spoliis non » indigebit. »

Quelle force la pieuse femme ne montra-t-elle pas dans les rudes entreprises de la conversion des pécheurs! Quelle patience pour les ramener par ses entretiens ou par ses pénitences! Quoiqu'elle sût par expérience que ces grâces lui coutaient chaque fois un redoublement de souffrances et des maladies extrêmement douloureuses et, en plusieurs cas, mortelles, elle ne s'arrêta pas et ne refusa jamais de s'en charger. Les pécheurs les plus obstinés qui avaient désespéré le zèle des plus puissants ministres de Dieu, formaient l'objet de ses conquêtes.

Elle recommandait à ses fils spirituels cette vertu de force et de stabilité dans la voie spirituelle, en disant que c'est surtout par là qu'on reconnaît les vrais serviteurs de Dieu.

Dans les exercices de piété, lorsqu'elle avait entrepris une dévotion, sans examiner si le temps était bon ou mauvais elle poursuivait courageusement sa route, en faisant le signe de la Croix et se confiant en Dieu. C'est ce qu'elle fit en venant se confesser tout les huit jours pendant tant d'années à notre église de la Victoire, qui était pourtant assez éloignée de son logis. Dans la visite des sept basiliques, elle allait à pied, ou déchaussée jusqu'à S. Paul. Elle se rendait nu-pieds au cimetière du Saint-Esprit quarante jours de suite en priant pour les âmes du Purgatoire. Voilà ses exercices habituels tant que les maladies ne la forcèrent pas de garder la maison et le lit. Dieu semblait vouloir mettre sa force à l'épreuve: dès qu'elle commençait une chose pour la gloire divine il se présentait des obstacles propres à décourager l'homme le plus constant; mais ils ne servaient qu'à ranimer son courage, parce qu'elle savait que le œuvres de Dieu doivent être traversées, et que lorsqu'elles marchent avec les voiles déployées, il est à craindre que le démon n'y entre pour faire du mal.

Dans les austérités et les pénitences, loin de reculer devant la névralgie ou le mal d'estomac qu'elle sentait en commençant ces longs et laborieux exercices, elle s'armait d'un plus grand courage, se gardait de les interrompre, et bientôt l'épreuve était vaincue. La même force de caractère surmonta les contrariétés du côté des gens de sa maison, ainsi que le caractère difficile de son mari et d'autres membres de la famille. Une autre preuve en est dans la constance et la patience qu'elle montra dans les adversités; elle ne parlait pas par prudence des persécutions qu'on lui faisait, contente d'accomplir la volonté de Dieu. Elle eut aussi la force de caractère qu'il fallait pour guider jusqu'à la fin ses fils spirituels, qui étaient de différents sexes et de divers rangs, les encourageant, les instruisant, prenant sur elle tous leurs chagrins, lorsqu'elle était dans la plus accablante peine d'esprit et les plus poignantes souffrances corporelles.

Elle montra une force héroïque dans les calomnies qui l'attaquèrent plus d'une fois. Elle aurait pu s'en délivrer facilement et se faire donner la réparation qui lui était due: il eût suffi de dire un mot aux personnes influentes qui la connaissaient, telles que la duchesse de Lucques, et d'autres; elle

aima mieux exercer la patience, d'abord par esprit de charité pour ne faire de mal à personne, et faire du bien à tout le monde, particulièrement à ses persécuteurs; secondement, pour exercer la patience, et ne pas éloigner la croix que Dieu lui envoyait; troisièmement par humilité, en se reconnaissant digne de l'enfer dont Dieu l'avait délivrée par miséricorde. Ce n'est pas qu'elle fût insensible dans l'humanité lorsqu'elle voyait attaquer son honneur, sa droiture au service de Dieu, et surtout l'honneur de ses filles, quoiqu'elle n'eût commis aucune imprudence; mais sa plus grande peine, c'est l'offense qui en résultait pour Dieu.

La force de son âme brilla merveilleusement dans les maux continuels de sa vie, dans les maladies mortelles auxquelles elle fut sujette plus d'une fois. Celle dont elle mourut, par sa longueur et sa gravité, exigea une patience invincible et une résignation héroïque. Au moment où l'on se flattait de la conserver, elle reçut à l'improviste *ab alto* l'avis formel de sa mort imminente; elle se résigna sans plainte et sans surprise, quoique l'humanité sentît vivement la douleur de la séparation; cette soumission parfaite et instantanée à la volonté divine fut l'effet d'une force vraiment héroïque.

De même que le pilote expérimenté ne s'effraie pas des plus violentes tempêtes et tient courageusement ses yeux fixés sur la boussole pour guider son navire, ainsi la servante de Dieu, sur son lit de douleur, les yeux toujours fixés sur la céleste boussole de la volonté divine, dirigea le petit navire de sa famille, dans les plus terribles tempêtes que causaient les contradictions, les murmures, les persécutions, les calomnies, les privations et la pauvreté, jusqu'aux derniers jours de sa vie mortelle, avec une merveilleuse patience et force d'esprit. Puis, elle confia le soin de la famille à sa fille veuve en lui donnant les instructions qu'il fallait, et, détachée de tout, elle se disposa à gravir la montagne de son Crucifiement, où elle consomma son sacrifice au milieu d'un redoublement de souffrances et d'accablement, qui devinrent encore plus terribles pendant les trois heures d'agonie où elle se vit entièrement délaissée, ainsi qu'on l'a dit plus haut. Le grand soupir qu'elle rendit en expirant révèle la force de son âme et sa parfaite résignation.

Les biographes ont coutume d'embellir les vies modernes des serviteurs de Dieu. Plus une âme est appelée à la sainteté, plus elle doit ressembler à son modèle, à Jésus Crucifié, qui s'écria dans l'abandon: *Deus, Deus meus etc.* et qui, loin de mourir dans l'extase de la joie, expira *emissa voce magna*, comme pour nous manifester les souffrances de son humanité et sa force héroïque.

X.

« Sacramentum regis abscondere bonum est; opera autem » Dei revelare et confiteri honorificum est. »

La servante de Dieu posséda le don de la prière, accompagné d'un grand recueillement, surtout lorsqu'elle communiait ou se trouvait à l'église; nul bruit n'était capable de l'en faire sortir; ce don la suivait partout et rendait Dieu toujours présent.

Elle eut le don de la componction et des larmes. Celles-ci étaient aussi un signe que lui donna le divin Epoux pour les malades; si elles coulaient des yeux de la pieuse femme, le malade devait infailliblement mourir; si elle sentait au contraire, la joie dans son cœur, le malade guérissait, quand bien même il eût été à toute extrémité.

Elle discernait à l'odorat et par l'attrait intérieur l'endroit où était le Saint-Sacrement à l'église. Elle connaissait à l'odorat si une âme était pure ou en état de péché.

Elle eut le don de guérir les malades par le contact de sa main; lequel don lui fut communiqué tout à fait surnaturellement.

Elle eut le don d'une ardente charité envers Dieu et le prochain. Son cœur s'embrasa plus d'une fois à la communion; elle était renversée sans connaissance, et les personnes présentes entendaient un grand bruit dans sa poitrine, comme si elle eût voulu se briser en mille pièces. Quelquefois on sentait un parfum céleste et une quiétude inexprimable; aussi quelques-uns de ses fils spirituels se disputaient le privilége d'être près d'elle lorsqu'elle communiait.

Elle jouissait du don d'une paix intérieure que nul incident ne pouvait troubler, quelque pénible qu'il pût paraître pour la nature. Elle l'eut jusqu'à la mort.

Elle eut le don des allocutions célestes de la part de son divin Epoux, de la Sainte Vierge, des Saints protecteurs et du saint ange gardien; celui-ci se communiquait à la pieuse femme en tout temps et en tout lieu; bien des fois, étant occupée à balayer ou à d'autres choses du ménage, elle s'arrêtait pour lui demander pourquoi il ne répondait pas de suite; puis, elle reprenait son travail en souriant. Ces allocutions durèrent jusqu'à sa mort.

Elle eut le don des apparitions célestes; j'en dirai un mot plus loin.

Elle eut le don de prophétie pour des choses éloignées, particulières, publiques ou privées.

Les extases et les ravissements en Dieu furent fréquents, surtout après la communion. Quelquefois elle sentait aussi une saveur délicieuse en recevant la sainte hostie. Je me souviens à ce sujet d'un fait qui eut lieu dans l'église de S. Ignace: un prêtre lui ayant donné une particule non consacrée je ne saurais dire pour quel motif, la pieuse femme s'en aperçut aussitôt, parce qu'elle avait un don spécial pour distinguer le Saint-Sacrement par des signes sensibles. Dans l'église de S. Carlino, au moment où un prêtre Irlandais allait donner la communion, l'hostie s'envola de ses mains dans la bouche de la pieuse femme.

Si le Seigneur conféra des dons surnaturels à chaque sens, il voulut qu'ils fussent crucifiés pour son amour; le jardinier établit de fortes haies autour des fleurs, afin de les mieux préserver. En effet, la pieuse femme souffrait continuellement des migraines, qui augmentaient extraordinairement le vendredi. Un oeil était perdu; l'éclat du soleil produisait des douleurs aigues, et pourtant elle devait s'exposer à tout pour faire le ménage. L'ouïe souffrait de continuels rhumatismes aux oreilles; la pauvre femme devait avoir la tête presque toujours couverte et serrée. Le palais endurait les mortifications volontaires, par le peu de nourriture souvent à moitié gâtée qu'elle réservait à son usage; dans les derniers temps, elle prit l'infusion de pavot trois fois par jour, qui lui causait une répugnance incroyable; non seulement elle avait perdu le goût, mais c'était un tourment et une peine que de prendre quelques bouchées pour se soutenir. L'odorat sentait la mauvaise odeur des péchés qui couvrent le monde; c'était un tourment intolérable. Le tact souffrait, surtout la main qui avait le pouvoir de guérir les malades. La pauvre femme fut atteinte d'une foule de maladies, telles que la goutte, asme, hernie, douleurs dans les jambes, surtout les dernières années. Crucifiée sur son lit de douleur, elle souffrait sans se plaindre, et elle était la joie et la consolation des autres, la paix et l'allégresse du ceux qui la voyaient, l'ardeur et le courage des affligés, s'intéressant affectueusement à tout le monde avec une bienveillance inexprimable, oubliant ses souffrances, toujours tranquille, gaie, courageuse et inaltérable au milieu des plus rudes privations, toujours résignée à la volonté de son divin Epoux en toute chose. Afin de prolonger sa douloureuse existence dans l'intérêt du prochain, Dieu daignait lui indiquer minutieusement ce qu'elle devait prendre; cette attention mérite assurement d'être comptée parmi les grâces surnaturelles.

Mais de tous les dons célestes communiqués à la servante

de Dieu Anna-Maria Taïgi le plus extraordinaire fut le *Soleil céleste* qu'elle avait toujours devant elle. Il lui apparut la première fois qu'elle prit la discipline dans son petit oratoire, peu de temps après que Dieu l'eut appelée à la vie parfaite; il ne l'a jamais quittée jusqu'à sa mort, pendant environ quarante-sept ans. Son confesseur lui ayant ordonné d'en demander l'explication à Dieu, elle eut pour réponse: « C'est » un miroir où tu verras tout le bien et tout le mal » ou, pour s'en tenir *ad litteram*, aux paroles textuelles: « Questo » è uno specchio che io ti faccio vedere, perchè capischi il » bene e il male. »

Au commencement, la lumière du soleil avait la couleur de la flamme, et le disque était comme l'or mat. A mesure que la sainte femme progressa dans la vertu, le Soleil devint plus brillant et se couvrit en peu de temps d'une lumière plus splendide que sept soleils, ainsi qu'elle disait. Sa grandeur était celle du soleil naturel entouré de ses rayons. Cette lumière eût fatigué les yeux les plus robustes; la pieuse femme la voyait de son oeil malade qu'elle avait presque entièrement perdu et avec lequel elle ne pouvait voir les choses de ce monde; la lumière céleste, loin de fatiguer l'organe malade, le fortifiait. Vers l'extrémité des rayons supérieurs s'élevait une grosse couronne de fortes épines qui embrassait toute la dimension du disque; deux longues épines partant des deux extrémités de la couronne se croisaient au bas du disque, en formant une demi-lune sur les rayons du soleil. A droite du disque était une belle femme majestueusement assise, la tête levée au ciel, dans une quiétude extatique; son visage et ses habits jetaient le plus vif éclat, et sur sa tête brillaient deux rayons de la plus grande splendeur, tandis que ses pieds touchaient le bas du Soleil. C'est là qu'allaient disparaître, se perdre et s'anéantir toutes les figures, les images et les ombres qui s'élevaient de la terre. Suivant ce que la sainte femme a dit à son confesseur et à d'autres personnes auxquelles l'obéissance la forçait de manifester cette merveille, le Soleil était environ douze palmes devant elle, et environ trois palmes au dessus de sa tête; il garda toujours cette position.

Le vénérable Mgr Strambi plaça près d'elle un prêtre qui a demeuré dans sa maison environ vingt ans; il est mon pénitent encore aujourd'hui. Je le chargeai de noter tout, et j'ordonnai à la sainte femme de lui faire part de toute chose. Elle lui dit plusieurs fois, à ce qu'il m'assure, qu'elle ne pouvait pas manifester tout, et qu'elle en parlerait à son confesseur; car elle usait d'une grande circonspection, surtout en matière de conscience lorsqu'il s'agissait de personnes que cet ecclésiastique connaissait.

Les deux rayons qu'on a coutume de placer sur le front de Moïse, inspiraient une telle frayeur, que les anciens d'Israel n'osaient le regarder en face. La servante de Dieu m'a assuré bien des fois que la vue du mystérieux Soleil produisait en elle une impression de respect et de crainte et une émotion intérieure qui l'obligeait de baisser ordinairement les yeux; elle ne le regardait donc qu'avec une extrême réserve, par obéissance ou par charité.

D'autres témoins parleront de ce don extraordinaire. La sainte femme a dû par obéissance, le manifester à plusieurs de ses fils spirituels, et à quelque autre personne de distinction; je le lui ordonnai selon les circonstances, pour la gloire de Dieu et le bien du prochain.

Elle voyait dans le mystérieux Soleil tout ce qui se passe en ce monde; quel que fût l'objet sur lequel se portait sa pensée, elle le voyait et le connaissait avec une merveilleuse lucidité. Elle vit les *glorieuses* journées de Paris en même temps qu'elles s'accomplissaient; toute la guerre de Pologne, dans tous ses détails, avec la description des localités; l'inondation d'un grand fleuve d'Amérique dont on parla publiquement un mois après; les massacres d'Espagne et du Portugal; les négociations et les intrigues les plus secrètes des gouvernements. En un mot, elle avait là le monde entier, avec le passé et l'avenir. Lorsqu'elle pensait aux choses passées ou aux événements futurs, tout se présentait clairement dans le Soleil. Elle y vit le fléau de Dieu préparé au monde; elle y vit l'état glorieux et le triomphe de la nouvelle Eglise. Il aurait fallu quelqu'un employé continuellement à prendre note si la femme s'en était occupée; mais elle agissait en cela avec une respectueuse simplicité et indifférence; loin d'être portée à vouloir connaître les choses par curiosité, elle faisait usage du Soleil pour la gloire de Dieu et le bien des âmes. Cette mortification plaisait beaucoup à son divin Epoux et, afin de l'encourager de plus en plus à la perfection, il faisait paraître dans le Soleil des parures de diamants, des joyaux, de brillantes couronnes de grand prix, et il expliquait le sens de ces symboles, pour la récompenser de la mortification qu'elle faisait de sa curiosité.

Lorsque la sainte femme était en prière, surtout la nuit, Dieu montrait des figures mystiques et allégoriques dont il donnait quelquefois l'explication. Elles passaient dans le Soleil comme les tableaux d'une lanterne magique; seulement elles ne se montraient jamais devant le disque lumineux; car il était inaccessible à quelque objet que ce fût; elles passaient donc à droite ou à gauche des rayons, sur le disque ou au dessous. Les tempêtes, les coups de tonnerre, les pluies torrentielles, les tremblements de terre, les pestes, les révolutions, les massacres, les émeutes, les conspirations, les défaites, les victoires, toutes ces choses apparaissaient en dehors du disque, et en s'en approchant elles se perdaient et disparaissaient subitement comme la fumée, comme si une force invisible les eût dissipées et détruites. Les figures allégoriques représentant les âmes des justes purifiés sous forme de cœurs embrasés, allaient tranquillement se perdre sous le disque et s'unir à lui, et elles brillaient d'un plus vif éclat à mesure qu'elles s'en approchaient; la pieuse femme voyait dans le cœur symbolique toutes les vertus de l'âme et sa récompense. Si l'âme n'était pas encore purifiée, elle apparaissait au sommet des rayons inférieurs, et la pieuse femme lisait clairement ses fautes, les peines auxquelles elle était condamnée, et la durée de ces peines. Si par malheur c'était un damné, elle voyait l'âme noire et couverte d'épaisses ténèbres se précipiter impétueusement vers un des côtés des rayons, avec des coups de tonnerre; elle voyait clairement les péchés et les peines de chacun avec une netteté inexprimable.

En priant pour un malade, elle lisait aussitôt dans le mystérieux Soleil la nature du mal, les chances de guérison, les remèdes à prendre, les dispositions divines pour lesquelles la maladie avait été envoyée. Lorsqu'on recommandait un défunt à ses prières, l'âme, supposé qu'elle fût en purgatoire, apparaissait peu à peu et modestement au bas des rayons solaires, et annonçait le temps qui lui restait et les motifs de sa condamnation. Si la personne qu'on recommandait était damnée, une caverne s'ouvrait dans le Soleil, et la pieuse femme voyait les causes pour lesquelles ce malheureux s'était perdu. Si elle priait pour quelque pécheur abandonné de la miséricorde de Dieu, comme on dit, elle en lisait le décret et en connaissait pleinement les motifs. Alors son ardente charité agissait avec tant de force, en priant et en faisant des pénitences, qu'elle obtenait bien souvent la grâce de la conversion.

Bien des fois il se faisait une fente au milieu des rayons, de haut en bas, et il en sortait du sang. Elle y voyait les guerres et d'autres malheurs, comme il arriva un peu avant la révolution d'Espagne. C'est aussi là qu'elle voyait la mort des souverains, des Papes, leur successeur etc.

A l'époque du retour de Pie VII à Rome, elle vit toutes

les fêtes qu'on lui fit partout où il passait. Elle avait connu précédemment les fêtes qu'on ferait à Rome et les suites de la restauration, c'est à dire la manière dont le gouvernement devait être implanté, les malheurs subséquents, les conspirations, tout ce qui devait arriver: et tout s'est accompli à la lettre. Pour tout dire en un mot, il suffisait qu'elle jetât un coup-d'œil sur le Soleil, et, quelque fût l'objet de sa pensée, elle le voyait très clairement sous tous les aspects, sans limite de lieu et de temps; son regard parcourait rapidement la terre et les mers, et pénétrait le ciel et les abîmes. Les plus saintes âmes auxquelles on recommande une affaire, ne peuvent répondre ordinairement qu'après avoir longtemps prié et fait de grandes pénitences, et leurs lumières sont souvent incertaines: avec le mystérieux Soleil, Anna-Maria pouvait donner des réponses promptes et précises sur les affaires grandes ou petites; on eût dit qu'elle ne donnait presque pas le temps d'expliquer ce dont il s'agissait; car il ne lui en coûtait qu'un regard sur le Soleil pour voir aussitôt l'origine, la suite et la fin, les moyens à prendre, et les motifs secrets pour lesquels Dieu disposait de la sorte.

Léon XII étant tombé malade peu de temps après son élection, toute la ville craignait de le perdre d'un moment à l'autre. Mgr Strambi s'empressa d'envoyer quelqu'un chez la servante de Dieu pour lui recommander de prier pour le Pape qui allait mourir. Elle était occupée dans sa cuisine, lorsque ce message lui parvint; ayant regardé le Soleil, elle répondit en souriant: « Non, non, il ne s'en va pas; il reste » encore bien du temps; il doit travailler pour l'Eglise. Dites » plutôt à Monseigneur de se préparer lui-même à la mort. » On lui fit observer qu'elle n'avait pas revu Monseigneur Strambi depuis son retour à Rome, et qu'il jouissait d'une excellente santé; elle répliqua sérieusement. « Je vous dis « qu'il sera exposé à l'église dans quelques jours. » Cela se passait peu de jours avant Noël, et les premiers jours de 1824, Mgr Strambi était mort et exposé dans l'église des Passionistes, ainsi que la sainte femme l'avait prédit. Elle le vit en purgatoire, et connut les motifs pour lesquels il souffrit dans l'autre vie. Elle le vit de nouveau lorsqu'il monta au ciel; ce fut, si je ne me trompe, le jour de S. Michel, qui coïncidait avec la fête des Douleurs de la Sainte-Vierge; Anna-Maria fit la communion pour lui à la Madone *della Pietà*.

Un grand pécheur, homme bien coupable et qu'on n'avait jamais pu ramener au bon chemin, ayant été conduit à la sainte femme, comme il a été dit plus haut, elle annonça ce qui suit: « Le renard change de peau sans quitter ses vices; » par un triomphe de la miséricorde divine qui a sauvé cet » homme dès ce moment, il sera frappé d'une longue maladie, » à la fin de laquelle il se convertira: mais il perdra connais- » sance dès qu'il se sera confessé, et ne pourra pas communier, » autrement les démons lui enverraient des tentations aux- » quelles il succomberait. » Après trois ans de maladie, il demanda un confesseur, s'accusa tranquillement de ses fautes; après quoi il perdit la parole; on ne put lui donner le viatique, et il mourut ainsi. C'est là ce grand triomphe de la miséricorde divine qui coûta à la sainte femme tant de souffrances, de larmes et de prières!

Elle rencontra le cardinal Cappellari à S. Paul, où elle venait de communier à l'autel du Saint-Crucifix: profondément recueillie dans la prière, elle ne s'aperçut pas d'abord de l'entrée du cardinal: elle se serait empressée de lui céder le prie-Dieu. Son compagnon se disposait à l'avertir de ce qui se passait, mais le bon cardinal ne voulut pas qu'on la dérangeât et se mit à genoux à la balustrade devant le Saint-Crucifix qui était exposé. La servante de Dieu ayant ouvert les yeux peu de temps après et voyant le cardinal devant elle, se disposait à s'éloigner du prie-Dieu; mais, voyant le cardinal immobile, elle resta à sa place. A ce moment elle vit paraître sur sa tête une petite colombe entourée de rayons d'or; en un instant la colombe fut couverte d'épais nuages, qui désignaient les épreuves du pontificat. Un coup-dœil au mystérieux Soleil fit comprendre à la pieuse femme que c'était là le futur pontife, qui devait succéder à Pie VIII et elle vit ce qui devait se passer pendant son pontificat. Pie VIII était indisposé. Elle se mit dès lors à redoubler ses prières, surtout pour le Pape futur, en conjurant Dieu de veiller sur lui et de protéger l'Eglise. Peu après, ayant su que Pie VIII était malade, elle vit très clairement sa mort dans le Soleil, ainsi que tout ce qui se rapportait à lui. Le conclave s'ouvrit: en confirmation de la révélation de S. Paul, Anna-Maria vit dans le Soleil des images et des allégories extrêmement grâcieuses: c'était une colombe portant un chapeau, une autre portant la croix, une troisième avec l'encensoir, une autre avec la tiare; mais elle vit en même temps la révolution imminente et tout ce qui s'est passé ou s'accomplit journellement sous le Pontificat actuel.

Les choses lointaines apparaissaient aussi clairement dans le mystérieux Soleil que les plus voisines. La pieuse femme vit la mort de l'empereur Alexandre de Russie, les causes de cet événement, l'âme de l'empereur dans le lieu du salut; parce qu'il avait usé de miséricorde envers le prochain, respecté le Souverain Pontife vicaire de Jésus-Christ et protégé l'Eglise catholique, Dieu lui donna la lumière et la grâce pour sauver son âme. C'est ce que dit la pieuse femme.

Le comte Alexandre Michaud, aide de camp d'Alexandre, se trouvant à Rome à cette époque, eut l'occasion de connaître la servante de Dieu. C'était un excellent catholique. La mort d'Alexandre l'affligea d'autant plus, qu'il ignorait si le nouvel empereur le verrait de bon œil; d'ailleurs il souffrait de la goutte, et ce grand voyage au mois de janvier l'effrayait. Anna-Maria ayant jeté un coup-d'œil sur le Soleil, donna l'assurance que le voyage serait heureux et la santé excellente, et que le nouvel empereur l'accueillerait parfaitement; tout cela s'accomplit, ainsi qu'on l'a vu plus haut. Le comte Michaud écrivit de S. Pétersbourg pour mettre la pieuse femme en relation avec un de ses amis, personnage de la plus haute distinction; mais elle crut devoir refuser de peur d'être connue, et prit sa mauvaise santé pour excuse.

Malgré son désir de rester dans l'obscurité, elle ne pouvait la plupart du temps s'abstenir de prendre part ou de s'intéresser aux affaires de haute importance qu'on lui recommandait par l'intermédiaire de quelqu'un de ses fils spirituels, ou de quelque autre personne qui était parvenue à la découvrir en partie. Pourtant la mouche était pour elle comme le chameau, et la puce comme l'éléphant; je veux dire qu'elle s'occupait indifféremment des grandes ou des petites affaires, en répondant promptement aux unes et aux autres, parce qu'elle les voyait également toutes dans le mystérieux Soleil avec la même clarté. Aucun nœud qu'elle ne tranchât, et nulle intrigue qu'elle ne déjouât. C'était une chose vraiment merveilleuse de l'entendre ou de la voir consoler la pauvre femme qui se plaignait de la misère, parce que son petit commerce de poules ne marchait pas, et qui ne pouvait vivre, parce que ces poules ne faisaient pas d'œufs comme d'habitude: Anna-Maria donnant des instructions à la pauvre femme sur la manière de soigner les poules, s'en acquittait avec toute l'exactitude et la charité désirables. Un instant après elle devait s'occuper d'affaires très sérieuses, de choses fort délicates et compliquées qui n'avaient à ses yeux pas plus d'importance que les poules de la pauvre femme; elle répondait avec la même facilité et avec la même promptitude.

Dans les maladies, elle priait aussi bien pour une marchande de fruits et la femme d'un charretier que pour une princesse; elle le faisait avec plus de charité et de ferveur lorsqu'il s'agissait des pauvres; elle aimait à leur faire dire ce qu'elle croyait nécessaire.

Une dame anglaise étant tombée dangereusement malade, son père (qui était très riche) et son mari mettaient tout en œuvre pour la sauver. On la recommanda aux prières de la pieuse femme, qui regarda le Soleil, et répondit que Dieu la voulait, à cause d'une chose relative aux ferveurs de son enfance, et qui n'était connue que de son père et de son confesseur. En recevant le message, le père se leva émerveillé, et dit que Dieu seul avait pu manifester une chose aussi secrète. Il fit appeler la personne qui avait porté le message, et lui dit qu'il voulait à tout prix connaître la pieuse femme; il fit des offres en rapport avec sa grande générosité. Le mari était pair d'Angleterre; accompagné de son confesseur, il alla voir le prêtre confident, et offrit entre autres choses, de constituer légalement une pension mensuelle. Lorsque le prêtre confident en fit part à la pieuse femme, elle répondit en souriant: « Je n'ai que faire de son argent; ayons confiance en Dieu. » Elle était en ce moment dans une grande misère. Malgré toutes les démarches et les instances des parents de cette dame anglaise, Anna-Maria ne voulut pas se faire connaître.

Le cardinal Galeffi et le cardinal Weld étant tombés malades en même temps, on les recommanda aux prières de la pieuse femme. Quoique la maladie du premier fût très sérieuse, tandis que celle du second semblait légère, Anna-Maria, après un coup-d'œil au Soleil, dit aussitôt que le cardinal Weld mourrait et que le cardinal Galeffi pourrait se rétablir mais qu'on devait faire savoir à celui-ci que s'il ne prenait pas de grandes précautions pour la nourriture pendant sa convalescence, et ne s'abstenait pas d'aller dans les monastères, il rechûterait sans remède. Le cardinal Galeffi s'abstint prudemment de questionner la personne qui porta le message pour connaître la source, mais il voulut savoir si la servante de Dieu était dans l'aisance ou pauvre; apprenant son état il voulut envoyer un aumône, que le messager refusa comme d'habitude. Le cardinal ne mit pas les avis en pratique, rechûta quelques jours après, et mourut.

La pieuse femme, qui passait alors sa vie au lit, n'avait jamais vu le cardinal Weld; néanmoins, elle décrivit très exactement ses traits, son teint et ses manières, et dit à quelqu'un qui parlait d'aller s'informer de ses nouvelles: « Allez, vous le trouverez mourant, sans être assisté de son père Jésuite. » C'était parfaitement vrai, et le cardinal mourut.

Non seulement la servante de Dieu voyait dans le Soleil les choses extérieures qui se passaient au loin, mais elle pénétrait avec une inexplicable lucidité dans les replis les plus cachés de l'esprit et du cœur; elle sondait les plus profonds mystères de la nature et de la grèce, et les dispositions secrètes de la justice divine; des distances incommensurables ni la succession des temps ne faisaient obstacle: le passé et l'avenir ne requéraient comme le présent, qu'un simple coup-d'œil sur le mystérieux Soleil.

Un des premiers prélats de Rome sous Léon XII, ayant trouvé dans l'antichambre du Pape un de ses amis, lequel était précisément le confident de la pieuse femme, celui-ci s'aperçut que le prélat était un peu pensif contre son habitude, et prit la liberté de lui en demander la raison; il répondit: « Je » suis un peu en souci pour mon voyage de Naples; ce ne » serait rien, mais le malheur est qu'un Passioniste m'a dit de » n'y pas aller, parce que j'y mourrai; le pis est (ajouta-t-il » en souriant), que le Passioniste est un saint homme. Con- » naissez-vous quelqu'un qui ait des lumières surnaturelles, » et puisse prier Dieu pour cela? Je ne sais que faire; quoique » je croie peu aux prophéties modernes, je suis triste, je l'a- » voue, parce qu'il s'agit de ma vie. » Le confident promit de recommander l'affaire à une sainte âme et de porter la réponse. Lorsqu'il en parla à la pieuse femme, elle regarda le Soleil et se met à rire: « Dites-lui de partir content, parce » qu'il reviendra parfaitement; comme signe, dites-lui que » telle pensée qu'il tient si secrète dans son cœur, ne se » réalisera pas pour cette raison etc. Lorsqu'il sera à Naples, » qu'il se rende à tel monastère, où on lui dira qu'il y a » deux religieuses dont on parle; une est regardée comme » une sainte; qu'il s'en tienne loin, parce qu'elle est dans » l'illusion; l'autre est méprisée comme folle: qu'il lui parle, » c'est une vraie sainte, mais je ne sais si on la lui fera voir. » Qu'il soit content: il aura un excellent voyage et un heu- » reux retour. » Le confident porta la réponse; en entendant manifester la pensée cachée au fond de son cœur, le prélat fut émerveillé et se tranquillisa. Il dit au confident: « Je » vous assure que cette pensée n'était, pour ainsi dire, pas » même entrée dans ma tête, tant je la tenais scellée dans » mon cœur! Non-seulement je ne l'ai communiquée à per- » sonne, ni même à mon confesseur, mais elle était, pour » ainsi parler, inconnue pour moi-même. Maintenant je pars » content. Dites à la sainte âme de continuer de prier pour » moi. » Il fit tout pour la connaître, en offrant des secours si elle en avait besoin: mais le confident refusa tout, suivant les recommandations constantes de la pieuse femme. Le prélat fut tellement émerveillé de cette communication, qu'il voulut inviter ses amis à dîner avant son départ, et il leur raconta à table ce qui s'était passé. Ils se mirent tous en mouvement pour tâcher de découvrir la servante de Dieu; le seul indice qu'ils eussent, c'est qu'elle avait eu de grands rapports avec Mgr Strambi; toutes leurs démarches échouèrent. Quelque temps après, le prélat devenu cardinal, essuya plusieurs maladies auxquelles il était sujet; il en eut une autre qui ne semblait pas sérieuse en commençant, et il se flattait d'une prompte guérison. La servante de Dieu vit sa mort dans le Soleil; et, désirant qu'il mît ordre à sa conscience en temps propice elle le fit avertir; il se résigna, suivit le conseil, et mourut peu de jours après. La pieuse femme ne profita de cette relation que pour recommander un pauvre père de famille qui était venu près d'elle pleurer ses misères; ne pouvant l'aider parce qu'elle était plus pauvre que lui, elle le fit recommander en son nom au cardinal, qui accorda un secours mensuel tant qu'il vécut.

Puisque la pieuse femme sondait avec son Soleil les secrets de l'ordre moral, c'est à dire les pensées les plus secrètes et le fond du cœur de gens qu'elle ne connaissait pas auparavant et qui se trouvaient loin, on ne doit pas s'étonner qu'elle connût les secrets de la nature en général et en particulier. Puisqu'elle obtenait des grâces si frappantes dans l'ordre de la grâce, il n'est pas surprenant que Dieu lui accordât aussi des faveurs signalées dans l'ordre de la nature.

Certaines circonstances ayant fait qu'elle ne put se dispenser de voir l'ambassadeur d'une grande puissance auprès d'un gouvernement d'Italie, elle commença par répondre exactement à ses questions; puis, elle lui exposa toute sa vie, les événements de sa jeunesse, les personnes qu'il connut pendant la révolution française, son arrestation pendant la nuit, et tout le reste de son existence, avec les fautes qu'il avait commises durant sa longue carrière. L'ambassadeur était stupéfait. La pauvre femme aborda la politique, et fit une exposé de la situation, qui augmenta l'étonnement du diplomate. Elle décrivit clairement les affaires des cours de l'Europe et du reste du monde: comment tous les cabinets politiques étaient attentifs à discerner les effets de leur action et de leurs intrigues, dont la plupart se dissipaient comme la fumée: comment les intrigues ourdies par telle cour dans tel but avaient été déjouées par la Providence: quel doit être le but des souverains, la fidélité des ministres et leur circonspection: quelle était la politique du gouvernement ottoman dans ses relations avec la cour N. qui, de son côté, poursuivait tel but, et employait tels moyens etc. En un mot, la pauvre femme décrivit le monde politique, les gouvernements, la diplomatie,

les négociations, les intrigues secrètes, dont elle annonça le résultat imprévu et bien contraire aux vues politiques et aux moyens qu'on employait. L'ambassadeur demeura plus d'une heure avec la pauvre femme; en sortant, il avait les larmes aux yeux, et dit à la personne qui l'avait conduit: « Quel » prodige! Quelle merveille! Comment une femme peut-elle » savoir tout cela! On ne peut nier qu'elle ne soit remplie » de la science divine; elle a le monde entier sous ses yeux, » comme je tiens ma tabatière à la main, tandis que nous, vieux » diplomates, nous ne savons pas même ce qu'on traite secrè- » tement dans les cours auxquelles nous sommes attachés! »

Je ne finirais pas si je devais raconter tout ce qui concerne le mystérieux Soleil. Qui pourrait se rappeler et citer tout ce qui a lieu pendant presque un demi-siècle! Un coup-d'œil suffisait pour voir une chose, en sonder toutes les circonstances, en prévoir les suites et le résultat final. Aussi, lorsqu'elle rencontrait des vivants, ou des cadavres qu'on portait à l'église, la voyait-on tantôt s'attrister, tantôt se réjouir, ou retenir ses larmes, suivant ce qu'elle voyait.

Aux personnes de tout rang qui se présentaient, elle signalait affectueusement leurs défauts. Elle convertit un très grand nombre de pécheurs, parce qu'outre la charité, le zèle, l'affabilité et les pénitences qu'elle s'imposait pour eux, elle faisait elle-même leur examen de conscience avec une clarté qui les frappait d'étonnement, et découvrait des fautes secrètes, qu'ils n'avaient jamais connues et accusées. La servante de Dieu s'intéressait fort peu aux choses politiques et temporelles, à moins que la gloire du Seigneur ne s'y trouvât. Comme elle voyait dans le Soleil tout ce qui se passait dans le monde soit pendant l'événement ou avant, les nouvelles des journaux ne causaient en elle aucune surprise.

Les incendies, les tremblements de terre de la Chine, la délivrance des esclaves, la prise d'Alger par les Français etc.etc. furent prévus par la pieuse femme longtemps auparavant ainsi qu'une foule d'autres choses qu'elle vit dans le Soleil sans en faire cas.

La conversion des pécheurs était ce qui l'intéressait. La pénétration de la conscience la plus embrouillée était plus facile pour elle, que ne l'est pour tout autre la lecture d'un livre écrit en un langue que l'on connaît parfaitement. Elle voyait si les personnes étaient affiliées aux sociétés secrètes, si elles voulaient sincèrement se convertir, elle voyait leurs défauts, leurs dispositions morales et physiques,et leur fin etc.

Elle voyait très distinctement les conspirations et les réunions des sociétés secrètes, leurs plans horribles et sanguinaires; c'est surtout alors que son ardente charité la portait à intercéder auprès de Dieu par de ferventes et continuelles prières dans lesquelles elle souffrait comme victime de son bon plaisir. Ses prières à ce sujet furent si persévérantes et si ferventes, que Dieu lui promit expressément dès les premières années, que les plans impies ne réussiraient jamais, pour ce qui concerne Rome: qu'il leur laisserait le champ libre pour agir, mais qu'il trancherait toujours tous les fils d'un seul coup, lorsque le travail serait terminé: mais que, de son côté, elle devait se disposer à satisfaire à la justice divine comme compensation de grâces aussi signalées. Toutes les fois que les machinations des loges furent déjouées, la servante de Dieu était frappée de maladies mortelles, de persécutions, de misère, de calomnies, de terribles peines d'esprit; Dieu lui disait qu'elle devait souffrir en vertu de la promesse mutuelle qu'ils s'étaient faite. La pieuse femme ne se décourageait pas; au contraire, lorsqu'elle voyait paraître dans le mystérieux Soleil les plans sanguinaires ourdis de nouveau, tels que le massacre des prêtres et des hauts dignitaires etc., elle rappelait au Seigneur sa promesse, sauf à payer ensuite le prix de ces grâces par de nouvelles souffrances; ce phénomène dura toute sa vie. Combien n'a-t-elle pas prié pour les Souverains Pontifes et les hauts dignitaires de l'Eglise! Que l'Eglise est redevable aux prières et aux pénitences de la pieuse femme! Combien lui doit Rome en particulier! Bien souvent Dieu déjouait les machinations des impies en les découvrant directement, ou par des inondations et des pluies torrentielles qui en empêchaient l'exécution, ou par d'autres moyens que la pieuse femme remarquait dans le Soleil. Après la mort de Pie VIII, la révolution devait éclater à Rome; Dieu fit voir à la pieuse femme accablée de souffrances le moyen qu'il prit pour couper tous les fils du complot; c'est pourquoi le divin Epoux lui disait souvent que ses souffrances étaient nécessaires pour diverses fins qu'elle connaissait et pour d'autres qu'elle devait être contente de ne pas connaître. Ces souffrances lui étaient annoncées afin qu'elle s'y préparât, par des coups redoublés qu'elle entendait distinctement dans son cœur; ils étaient plus ou moins forts, suivant les souffrances qui allaient venir; elle se résignait tranquillement, quoique l'humanité en sentît toute l'amertume; Dieu faisait savourer cette amertume pour augmenter le mérite. Elle demandait pardon avec la plus grande humilité pour elle-même et pour les autres. *Peccavi, Domine, miserere mei*, c'est ce qu'elle disait souvent pendant ses souffrances. « Majorem charitatem nemo habet, » ut animam suam ponat quis pro amicis suis. » La servante de Dieu s'est immolée pour ses amis et pour ses ennemis, pour la conversion desquels elle faisait de ferventes prières et de grandes pénitences. On peut la proclamer martyre de la charité et de la foi la plus héroïque.

Combien de personnes de tout rang ne lui ont-elles pas de grandes obligations sans le savoir? En rencontrant quelqu'un dans la rue, elle voyait en un instant l'intérieur de la conscience et les décrets divins sur la mort et l'éternité. Si elle rencontrait un enterrement, elle savait toute la vie du défunt, son châtiment ou sa récompense, et les motifs de ces dispositions. Les personnes qui accompagnaient la pieuse femme voyant la tristesse ou la joie se peindre sur son visage, en demandaient le motif; elle le disait si cela se pouvait. Ayant rencontré un avocat près du palais Chigi, elle se troubla; le prêtre confident en ayant demandé la cause, elle répondit avec tristesse que cet homme mourrait d'une attaque d'apoplexie la nuit suivante.

Quoiqu'elle priât pour tout le monde, elle n'obtenait pas toujours la révocation des décrets divins.

Ayant eu un fils qui se nommait Eustache, elle vit, peu de temps après la naissance de cet enfant, qu'il mourrait un jour sur l'échafaud pour un délit assez léger; elle recourut à la bonté divine, et obtint que cet enfant mourût quelques mois après.

Au sujet du pécheur obstiné qu'elle convertit et qui était affilié aux sociétés secrètes, elle vit qu'en persévérant dans sa mauvaise voie, il serait condamné à mort et exécuté secrètement pour certains délits; elle pria et obtint sa conversion, précédée d'une maladie de trois ans, comme il a été dit plus haut.

On lui fit connaître un consul russe qui arrivait de Grèce avec sa famille: elle vit dans le Soleil que toute cette famille périrait en un instant; en effet, elle fut submergée avec le vaisseau dans un naufrage sur les côtes d'Italie.

Lorsqu'elle vit les inondations, les incendies, les tremblements de terre qui devaient avoir lieu à Rome, elle parvint à éloigner ces fléaux par la ferveur de ses prières, mais aux conditions dites plus haut. Elle vit l'incendie de la basilique de S. Paul quelques mois avant l'événement; étant en prière devant le Saint-Crucifix, elle sut que Dieu permettait ce malheur en punition des profanations qui se commettaient dans ce lieu. Il lui fut dit en général: « Je veux en faire un monceau de ruines. » La pieuse femme pria pour arrêter la justice divine. Elle avait ces lumières par un simple coup-d'œil sur le mystérieux Soleil; il n'y eut jamais aucune incertitude, aucun doute, aucune erreur.

Elle y vit la mort de Napoléon dans tous ses détails, son lit, ses dispositions, son tombeau, les cérémonies qu'on fit, son sort dans le temps et dans l'éternité, avec les plus minutieuses circonstances qui s'y rapportent.

Elle voyait les tentations de ses fils spirituels; bien des fois, lorsqu'ils allaient la voir, elle leur reprochait affectueusement de s'être entretenus avec le démon sur telle tentation, la veille ou dans la matinée, recommandait de couper court et de mépriser un ennemi rusé et subtil, qui peut faire beaucoup de mal aux âmes. Ils avaient fait tant de fois l'expérience des lumières de la pieuse femme, que bien souvent, avant de recevoir les sacrements, ils lui demandaient s'ils pouvaient le faire sans crainte; elle jetait un coup-d'œil sur le Soleil, et leur disait: « Soyez tranquille; » ou bien: « Faites un acte de contrition pour tel acte de légèreté que vous avez omis de confesser ou commis depuis la confession. »

Ayant le bonheur de s'approcher d'un si grand trésor, ils en faisaient usage quelquefois pour leurs affaires; la bonne mère avec sa charité et sa patience ordinaires, ne refusait pas des instructions. L'un demandait s'il trouverait dans la matinée telle personne qu'il devait voir: la servante de Dieu regardait son Soleil et disait aussitôt si la personne était chez elle, ce qu'elle répondrait, quel serait le résultat. Un autre inquiet de ne pas recevoir de lettre de sa famille voulait en savoir le motif; et la pieuse femme, après un coup-œil au Soleil, disait sur le champ si les parents étaient en bonne santé, s'ils avaient écrit, si les lettres étaient perdues ou retenues à la poste, ce qu'elles contenaient. Un autre se plaignait d'avoir été mal reçu: la pieuse femme en disait le motif.

Un autre venait se plaindre de quelque indisposition. La pieuse femme, par prudence, commençait par renvoyer au médecin. Voyant ensuite que le médecin avait connu la maladie, elle ne disait rien; au contraire, si le médecin se trompait, elle disait: « Mon enfant, essayez un peu de tel remède; votre mal est celui-ci, et les remèdes sont ceux-ci. » Quoiqu'elle conseillât de consulter un autre médecin, la confiance de ses fils spirituels était si grande, qu'ils suivaient aveuglément ses avis. Elle aurait pu les guérir instantanément par le contact de sa main; mais elle disait qu'il faut s'en tenir aux remèdes ordinaires lorsqu'on les a, et ne recourir aux miracles que par nécessité. Cependant elle a opéré sur eux plusieurs guérisons extraordinaires. Ainsi, la semaine même de sa mort, le prêtre confident ayant pris un gros rhume de poitrine pour avoir fait un trop violent exercice et ayant la respiration extrêmement gênée, elle l'appela près de son lit, et lui dit en souriant: « Venez ici, » puis, elle fit avec sa main le signe de la croix au nom de la Très-Sainte Trinité, et dit: « Mettez-vous au lit environ une demi-heure. » Une demi-heure après, il sentit sa poitrine entièrement dégagée et ses forces parfaitement rétablies; ce qui lui permit d'agir les derniers jours de la vie de la pieuse femme.

Le mari de Sophie amena un jeune homme qui avait le ver solitaire depuis très longtemps, et tous les remèdes et consultations des médecins avaient été impuissants. La pieuse femme regarda son Soleil et vit le remède qu'il fallait; elle voulut le préparer elle-même et le donna à ce pauvre enfant, qui le prit trois jours de suite, et vint annoncer sa parfaite guérison, le quatrième jour.

Une famille romaine n'avait qu'un enfant dont la mort devait causer la perte d'une succession importante. Cet enfant étant tombé dangereusement malade, quelqu'un le recommanda aux prières de la pieuse femme, qui connut aussitôt la maladie dans le Soleil, et indiqua un remède très simple; mais elle vit en même temps que les médecins ne soupçonnant pas la nature du mal, ne voudraient pas employer ce remède, et que par conséquent l'enfant mourrait. C'est ce qui arriva, quoique les médecins fussent extrêmement habiles et renommés.

La servante de Dieu, en vertu de ce grand don, connaissait tous les règnes de la nature d'une manière extraordinaire et surprenante; elle ne faisait usage de ces connaissances qu'en cas de besoin. Elle connaissait aussi les choses surnaturelles, celles de l'ordre moral présent, passé et futur. Loin de recourir à l'étude et aux recherches, elle n'avait qu'à regarder son Soleil. On la questionnait sur un point dogmatique, par exemple, sur la conciliation de la prédestination avec la bonté divine; comment l'humanité unie à la Divinité pouvait-elle souffrir? Elle faisait des réponses d'une précision et d'une justesse frappantes, autant que l'intelligence humaine peut expliquer de si grands mystères. C'était un plaisir de l'entendre parler de l'Incarnation du Verbe, de la Maternité et Virginité de Marie. Le prêtre confident eut une discussion sur le petit nombre des élus, et soutenait que de nos jours, un grand nombre de chrétiens se perdent: *Multi sunt vocati, pauci vero electi*; son compétiteur défendait le sentiment contraire. La pieuse femme ayant eu connaissance de cette discussion, regarda son Soleil et vit le sort des âmes décédées pendant vingt-quatre heures; très peu, pas même dix volèrent droit au ciel; plusieurs allèrent en Purgatoire, et le reste tomba en enfer comme la neige.

Elle était capable d'éclaircir tous les points d'histoire sacrée et profane; les siècles passés se présentaient à ses yeux avec tous les faits qui s'y rapportent. Des spéculateurs voulurent explorer le lac de Némi dans l'espoir d'y trouver des trésors de l'antiquité. Quelqu'un parla de cette entreprise devant la pieuse femme, qui regarda son Soleil et vit aussitôt qu'ils perdraient leur temps, parce qu'il n'y avait rien dans le lac. En effet, ils ne trouvèrent absolument rien. Le fond des mers et l'immensité des cieux, le centre et les abîmes de la terre étaient à ses yeux comme la superficie de sa chambre, et les siècles passés comme le jour présent.

Aussi n'avait-elle pas besoin de livres pour méditer les mystères de la religion. Si elle pensait au jardin des Olives, il se présentait à ses yeux avec toutes les circonstances naturelles et historiques, elle voyait l'abandon des apôtres, la trahison de Judas, la sueur de sang et les indicibles souffrances du Rédempteur. Quelles délices pour des âmes pieuses d'entendre parler la pauvre femme du voyage en Egypte, de la Cène, et des autres mystères! Elle voyait et décrivait dans les plus petits détails la maison de Nazareth, la simplicité des meubles, l'endroit où reposait la Sainte Vierge, et, pour mieux dire, le lieu où elle contemplait; car, disait la pieuse femme, le repos d'ailleurs très court que la Vierge donnait à son corps était une contemplation continuelle. Après la mort du Sauveur, la Vierge vivait avec S. Jean Evangéliste; la pieuse femme voyait tous les détails de leur vie. Si elle désirait contempler le martyre de S. Jean-Baptiste, elle voyait d'un coup-d'œil l'horreur de sa prison, l'humilité et la résignation du Précurseur courbant la tête sous le fer du bourreau, et en même temps le somptueux festin d'Hérode avec ses commensaux et ses concubines. De même, le martyre des autres saints lui était représenté au naturel. Si elle désirait connaître la physionomie d'un Saint, elle en était instruite par un seul regard. Comme elle avait une grande dévotion pour S. Joseph, elle eut la sainte curiosité de le voir dans le Soleil; elle vit le plus beau jeune homme du monde, quoique d'un âge plus avancé que la Vierge, tel qu'il le fallait pour une vierge incomparable; c'est par respect et pour des motifs de prudence que l'Eglise a voulu lui donner les traits d'un vieillard, quoiqu'il ne le fût pas en réalité.

La pieuse femme ne parlait de ces choses qu'avec ceux de ses fils spirituels qui étaient le plus avancés dans sa confiance, et avec permission de son confesseur. Elle tenait les yeux presque toujours baissés devant un si grand don duquel elle se reconnaissait indigne, elle qui se jugeait indigne de

tous les autres bienfaits du Seigneur. Dans les premiers temps, son confesseur lui dit, que lorsqu'elle entendrait ou qu'elle verrait des choses extraordinaires, elle devait conjurer Dieu de retirer de si grands dons et de se communiquer plutôt aux vierges des couvents qu'à une pauvre femme mariée. La servante de Dieu obéit, mais elle transmit à son confesseur une réponse peu satisfaisante pour lui; que Dieu était maître de faire ce qu'il voulait et que nul ne devait avoir l'audace de lire ses secrets: que le confesseur devait songer à faire son devoir, et rien autre.

La servante de Dieu conserva ce grand don avec une très profonde humilité. Elle n'avait pas la curiosité d'y chercher des choses qu'on ne lui demandait pas ou qui ne concernaient pas le bien du prochain. Elle vivait, même en famille, obéissante et respectueuse envers tout le monde, renonçant volontiers à sa manière de voir pour prendre celle des autres, autant que possible. Elle n'avait pas reçu d'instruction; elle apprit à lire sans maître et par lumière divine, elle qui n'avait pas besoin de lire pour contempler. C'est qu'elle fuyait les choses extraordinaires. On la voyait souvent réciter ses prières dans son petit livre. Elle aimait la simplicité, la vie cachée; une de ses jaculatoires favorites était de demander pardon à Dieu: *Peccavi, Domine, miserere mei.*

Pendant les premières heures de la nuit, la pieuse femme se mettant tranquillement à réciter ses prières habituelles, jetait de temps en temps un regard sur le Soleil afin de ranimer sa ferveur. C'est surtout à ce moment qu'il plaisait à Dieu de faire paraître des figures allégoriques, qui disparaissaient pourtant lorsqu'elle voulait voir un objet déterminé. Ces figures passaient dans le Soleil comme les vues d'une lanterne magique. Bien souvent Dieu les expliquait, quelquefois il lui plaisait de laisser la pieuse femme dans l'obscurité, mais il voulait pourtant qu'on en prît note le mieux possible, parce qu'un jour l'on aurait l'explication de ces allégories. La pieuse femme qui ne cherchait nullement ces choses, n'avait pas la curiosité d'en demander l'explication, et remerciait la bonté divine qui témoignait tant d'amour à une misérable pécheresse.

Pendant longtemps elle vit pleuvoir dans le Soleil des balles de fusil, des boulets de canon et des bombes incendiaires. Une autre fois, beaucoup d'armes et de feux d'artifice. Plusieurs jours de suite, elle vit tomber un brouillard extrêmement épais, et enfin tomber des débris de murs et de poutres comme si un grand édifice se fût écroulé. Cette vision se renouvela longtemps. Elle vit bien des fois des aérostats noirs qui prenaient feu subitement et répandaient une fumée noire et épaisse. Le Soleil s'ouvrant de temps à autre versait des torrents de sang. Mais, je le répète, ces images disparaissaient dès qu'elle voulait s'arrêter à une chose déterminée.

Un prêtre de sa connaissance étant mort, elle vit qu'il était sauvé pour s'être fait violence pour un mendiant importun qui demandait un sou; cet acte de vertu ouvrit la voie aux grâces qui l'excitèrent à d'autres œuvres méritoires. Elle vit ses souffrances, et le temps qu'elles devaient durer.

Elle apprit aussi le salut d'un comte assez célèbre, mort deux jours auparavant. Sa vie adonnée à la mollesse, et dissipée par de continuels voyages, avait été tout autre que chrétienne. Néanmoins il se sauva pour avoir non seulement pardonné à son ennemi, mais encore lui avoir fait du bien. Il devait pourtant demeurer en purgatoire autant d'années qu'il en avait passé d'inutiles en ce monde.

Elle vit un ecclésiastique très estimé ici-bas par son activité, par ses prédications et par son zèle, cruellement tourmenté dans le Purgatoire parce qu'au lieu de chercher avec droiture la gloire de Dieu, il avait ambitionné la réputation de grand prédicateur et ne s'était pas dépouillé de l'amour-propre.

Un laïque de ses amis qui laissa une réputation d'excellent chrétien, fut condamné à de grandes souffrances dans le Purgatoire, parce qu'il cultiva des relations avec les personnes influentes et rechercha pas de propos délibéré le mépris du monde.

Elle vit qu'une de ses bonnes amies qui avait eu des lumières surnaturelles, était au Purgatoire parce qu'elle n'observa pas un profond silence, comme elle devait, et n'usa pas fidèlement des dons surnaturels.

Deux religieux de ses amis furent condamnés au Purgatoire; le premier était mort en odeur de sainteté et l'autre avait laissé une réputation universelle comme directeur spirituel. Le premier avait, en plusieurs circonstances, montré trop d'attachement à son jugement. Le second avait eu une conduite dissipée les derniers temps de sa vie, quoique ce fût pour l'exercice du ministère; il allait confesser de part et d'autre et dînait hors de son couvent, où il devait se retirer et vivre continuellement avec ses confrères, conformément à sa Règle; s'il l'eût fait, il ne serait pas mort si tôt. Voilà ce qu'ils durent expier en Purgatoire.

La servante de Dieu vit dans le mystérieux Soleil le catafalque dressé pour Léon XII, et entendit une voix disant: « Lève-toi et prie: mon Vicaire est sur le point de venir me rendre compte. » Quelques années après, en parlant de lui, elle vit apparaître modestement sa belle âme au sommet inférieur des rayons du Soleil, comme un magnifique rubis qui n'était pas encore purifié d'un côté: l'âme descendit lentement et disparut.

Assistant à un grand service funèbre pour un dignitaire ecclésiastique, elle vit et entendit qu'il ne recevait aucun soulagement des messes et de tout le reste qu'on faisait dans cette église et ailleurs, et que tout était réservé aux pauvres mendiants abandonnés sans secours dans le Purgatoire; que l'âme du grand personnage serait un peu soulagée lorsqu'on ferait un autre service, et qu'elle devait expier longtemps telles fautes etc. J'ai dit que la pieuse femme *vit et entendit,* car la vision était accompagnée bien souvent d'allocutions célestes.

Elle vit l'âme d'un prêtre de la Mission voler du lit de mort au Paradis. Il demeurait dans la maison de Monte Citorio et ne connaissait la pieuse femme que par des messages qu'il lui adressa pendant sa dernière maladie par l'entremise du prêtre confident.

Elle vit un autre membre de cette congrégation voler du lit au Paradis et prendre place parmi les Séraphins.

Elle vit un convers capucin, qu'elle connaissait particulièrement transporté directement du lit de mort au ciel, et son âme bienheureuse embrasée d'une ardente charité occuper les premiers trônes du paradis. C'était le frère Felice de Montefiascone.

Elle vit aussi l'âme bienheureuse d'un convers mineur de l'Observance d'Amelia assisté par la sainte Vierge voler directement de la terre au ciel parmi les Séraphins.

Elle vit aussi une foule d'âmes damnées et se perdant continuellement, des personnes de tout rang, dignitaires ecclésiastiques du premier ordre, religieux, religieuses, que l'on pouvait croire selon toute apparence en lieu de salut; mais la servante de Dieu extrêmement réservée sur ce point, ne désignait jamais personne. On pouvait former des soupçons en remarquant son agitation ou autre signe; mais nul ne portait la curiosité au point de la questionner sur les jugements de Dieu à l'égard des âmes condamnées. Si on parlait de personnes qui étaient au ciel ou au purgatoire, on la voyait louer Dieu, ou prier pour leur soulagement. Ordinairement, lorsqu'elle apprenait que quelqu'un en mourant, surtout un ecclésiastique, laissait de l'argent en une époque comme celle-ci, c'était un mauvais signe à ses yeux. Elle disait aussi que le salut est bien difficile pour les spéculateurs qui accaparent les vivres de première nécessité et affament le peuple afin

de s'enrichir. Oh, que la servante de Dieu en voulait à ces gens-là, elle dont le cœur était rempli de charité, surtout à l'égard des pauvres.

Ce n'étaient pas seulement les choses particulières et la conscience des individus que la pieuse femme lisait dans le mystérieux Soleil; elle connaissait en général tout ce qui se fait de bien et de mal dans le monde. Ainsi, elle voyait et vit clairement les malheurs de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie, et des autres nations de la terre même les plus reculées; elle connaissait la cause de ces maux, le remède qu'on aurait pu appliquer, la conséquence finale, et le fléau décrété pour chaque royaume et chaque nation. Elle voyait les désordres du clergé, la mauvaise direction des communautés religieuses, le relâchement des moines et des religieuses, le libertinage et l'insubordition des populations, l'oppression des pauvres, les crimes des gens riches, la corruption du peuple, la propagation des sociétés secrètes. Toutes ces choses étaient vues minutieusement par un seul coup-d'œil. Elle voyait le monde entier comme nous voyons la façade d'un édifice; nous sommes obligés de regarder successivement les parties de cet édifice, au lieu qu'en un clin-d'œil elle voyait clairement tout et sous tous les aspects, les origines, les décrets divins sur les dispositions de chaque individu, de chaque nation et du monde entier. Par un acte de la volonté et un coup-d'œil sur le Soleil la pauvre femme était pleinement instruite de toute chose. Don merveilleux et divin, sans exemple jusqu'à ce jour!

On croira que j'exagère, mais je puis assurer que je dis seulement ce qui est indispensable pour s'en former une idée; de forts volumes ne suffiraient pas s'il fallait rapporter tous les faits qui ont eu lieu pendant quarante-sept ans. Peut-on énumérer toutes les pensées qu'un homme peut avoir dans le cours d'un demi-siècle? Qui pourrait donc compter le nombre de fois que la pieuse femme trouvait dans le Soleil la connaissance parfaite des choses sur lesquelles se portait sa pensée!

Ce don devait être quelque chose de plus qu'allégorique; elle entendit plusieurs fois que si les personnes qui étaient avec elle ou entraient dans sa maison savaient qui était continuellement avec elle, elles viendraient avec plus de respect et avec le chapeau en main. La pauvre femme dut faire l'aveu de ces allocutions divines, parce que l'obéissance la forçait de tout dire.

Un don aussi éminent et aussi rare semble une prérogative unique, l'intuition de toutes choses en Dieu, autant que peut l'avoir une âme viatrice, au lieu que le saints la possèdent parfaitement dans le ciel.

Don sans exemple jusqu'à ce jour pour une âme en cette vie. La pieuse femme entendit bien des fois, que son Epoux céleste avait érigé un cabinet dans son cœur, et fait pour elle une chose qu'il n'avait jamais faite etc.

Qu'on ne croie pas que je veuille tracer le panégyrique de ma pénitente; loin de là, je me plais à dire pour la gloire de Dieu que toute âme vivant en ce monde, quelque grande qu'elle soit (sauf quelques saints confirmés en grâce) est sujette, malgré toute sa vigilance, à commettre des imperfections même involontaires; en pareil cas le mystérieux Soleil s'obscurcissait et de grosses mouches s'y montraient, la pieuse femme reconnaissait aussitôt sa faute et s'humiliait, et le Soleil redevenait plus brillant et plus lumineux que jamais.

Ce don atteste indubitablement combien le Seigneur aimait cette créature privilégiée, à laquelle il manifestait tous ses secrets. *Sicut dilexit me Pater, ego diligo vos.* Dieu envoya son Fils aux souffrances et non aux honneurs; le Rédempteur a voulu réserver le même sort à ses disciples. Nous avons vu combien il a aimé sa servante, de combien de souffrances et de croix il l'a accablée durant toute sa vie. C'est le premier signe de la prédilection. Voici le second: *Et omnia, quae audivi a Patre meo nota feci vobis.* Le Sauveur conféra ce privilége au disciple bien-aimé parmi tous les autres, tant à la Cène que dans l'île de Patmos.

Ce qui est indubitable c'est que, dans la position critique où s'est toujours vue la pauvre femme à cause des souffrances de tout genre et de la misère, qui est un si grand tourment pour un cœur généreux; possédant un don si parfait et si extraordinaire, loin d'en profiter, je ne dis pas pour sortir de la misère, mais du moins pour l'alléger en partie, elle a toujours gardé précieusement le don céleste; elle ne s'en est servie que pour la gloire de Dieu, se cachant elle-même le plus qu'elle pouvait, et refusant les offres et les pensions des personnes qui mettaient tout en œuvre pour la découvrir. La misère se fit sentir plus que jamais pendant la dernière maladie; d'autre part, son confesseur lui avait donné permission de suivre toutes ses inspirations; mais non, elle ne dévia pas d'une ligne de la voie tracée par les dispositions de la Providence.

Que n'eût pas fait un Souverain qui serait parvenu à découvrir un si grand trésor! Quel est le Ministre qui ne l'eût comblée de richesses et de faveurs! Quel est l'homme qui eût refusé de la secourir!

Eh bien! Une femme comblée de tant de mérites, de vertus et de dons surnaturels, vit inconnue, et meurt abandonnée de tout le monde, n'ayant autour de son lit de douleur qu'une pauvre famille qu'elle laisse dans la misère et recommande à un prêtre aussi pauvre, et qui devra continuer de recueillir l'aumône quotidienne. Elle bénit ses enfants, et ne leur laisse pour tout patrimoine que la piété, la religion, la dévotion à la Vierge, aux Saints et particulièrement à sainte Philomène sa protectrice qu'elle constitue curatrice et tutrice de sa pauvre et nombreuse famille. Après quoi, recueillie en Dieu et animée de la force que donne la résignation, elle boit jusqu'à la dernière goutte le calice amer d'une mort douloureuse.

Les quarante martyrs de Sébaste méritèrent la couronne parce qu'ils résistèrent pendant quelques heures à la tentation de quitter l'eau glacée pour entrer dans le bain délicieux. Quelle ne sera pas la couronne réservée au martyre d'esprit, martyre volontaire, long et douloureux que la pieuse femme a subi, non pendant quelques heures, mais toute sa vie, surtout au milieu des privations de sa dernière maladie, avec la tentation toujours présente de passer des eaux glacées de la misère et de la souffrance, au bain consolant de l'aisance et de la considération pour elle-même et pour sa pauvre famille. Là resplendissent la foi héroïque, l'ancre de l'espérance et la plus ardente charité. La prudence, la justice, la tempérance et la force dominent avec un empire absolu, escortées des conseils évangéliques, à la lumière des sept dons de l'Esprit divin. Aussi je ne doute nullement que le Seigneur qui a voulu, dans sa profonde sagesse, tenir son humble et bien-aimée servante cachée au monde pendant sa vie, ne daigne faire connaître un jour ses vertus pour servir d'exemple, et qu'il ne manifeste ses miséricordes en divulguant les dons extraordinaires dont il l'a comblée, lui dont l'amour infini prend ses délices avec les créatures de cette misérable terre. *Ludens in orbe terrarum. Deliciae meae esse cum filiis hominum.*

Gloire soit au Père, au Fils et au Saint Esprit maintenant et dans tous les siècles des siècles. Amen (1).

(1) Le lecteur remarquera des répétitions dans cette Relation d'ailleurs si pieuse et si instructive; mais il faut réfléchir que les mêmes faits servent comme preuves démonstratives de plusieurs vertus. Or, le P. Philippe se proposant de mettre en relief les vertus théologales et morales et les dons surnaturels de sa pénitente, n'a pu se dispenser de répéter certains faits qui sont des actes de plusieurs vertus. *(Note de l'Editeur).*

NOTES.

—

(1) L'Archange Raphael dit à Tobie: « Dives est ille, qui me misit: gratis jussit impendi, quod gratis ipse concessit, me ipsum honorem gratiarum nihil reputetis, quia nihil meis viribus percepistis. Deum benedicite, et illi confitemini, et ipsum glorificate, quia vobiscum fecit bona. » C'est la règle de conduite que suivait la pieuse femme au sujet de ses guérisons miraculeuses: elle n'acceptait aucune offrande et ne voulait pas même qu'on la remerciât.

(2) Je laisse des centaines de faits et je me contente de raconter le suivant pour donner une idée de sa charité, de ses souffrances et de l'amoureuse correspondance du Seigneur.

Samedi 28 juillet.... Etant allée communier à l'église de la Madone *della Pietà*, place Colonne suivant son habitude, son compagnon lui dit de recommander à Dieu trois pauvres malheureux dont on avait parlé la veille, et qui devaient être exécutés à 9 h. du matin sur la place du Peuple. La pieuse femme, quoique malade de corps et d'esprit, n'oublia pas de prier pour eux. Elle entendit surnaturellement: « La femme » ne vient pas (la peine fut commuée) et ceux-ci ne veulent » pas se convertir; qu'ils terminent ainsi leur vie, non tant » à cause des délits pour lesquels le gouvernement les a con- » damnés à mort, que pour les iniquités beaucoup plus grandes » qu'ils ont commises contre leurs parents. » Vers midi, étant à sa maison, elle entendit de nouveau: « La femme n'y est » pas et ceux-ci ne se sont pas convertis. » Les souffrances de la pieuse femme augmentèrent au point de la forcer d'aller au lit, avec une terrible migraine qui augmenta continuellement jusqu'après l'exécution des malfaiteurs. Dans cet état d'indicibles souffrances, elle s'adressa à son divin Epoux pour se plaindre amoureusement: « Seigneur, que puis-je faire avec » ces malheureux ? » Elle avait compris qu'elle souffrait parce qu'ils ne voulaient pas se convertir. Vers six heures du soir, une voix douce la consola et lui dit: « Tu m'as donné ta vo- » lonte, et j'en suis le maître ... Tu étais un jour si com- » patissante et affectueuse pour ces pauvres infortunés; et main- » tenant que tu trouves ainsi par profonde disposition de mes » décrets, je te donne ce que je te pris un jour, mais non » quant aux effets sensibles; par amour pour toi, j'ai converti » ces âmes; elles sont sauvées, et elles sont sauvées pour l'amour » que je te porte. Tout s'est bien passé, et je me satisfais » sur toi. »

Cette entreprise terminée, on la pria de recommander à Dieu un pauvre homme frappé d'apoplexie la veille; il avait entièrement perdu la parole, et l'on désirait que la pieuse femme obtînt au moins par ses prières et ses pénitences, qu'il pût parler, afin de régler ses affaires et de recevoir les sacrements. Cet homme lui avait témoigné du mépris: c'était une raison de plus pour prier pour lui. Sa femme voulait que la pieuse mère lui envoyât la petite Madone qu'elle portait habituellement au cou. Voici ce que dit la voix céleste: « Celui » qui t'a méprisée pendant la vie ne pourra t'avoir à la mort; » et qui ne s'approche pas des sacrements et ne s'en soucie » pas pendant la vie, doit en être privé à la mort. » Avant d'entendre cette allocution, la pieuse femme avait tout vu dans le mystérieux Soleil; elle répondit: « C'est inutile que j'envoie la petite Madone. » Cet homme mourut le même soir, et à peine eut-il rendu le dernier soupir, elle entendit etc.

(3) La pieuse femme eut une terrible tentation dans laquelle le démon disait avec une grande insistance qu'elle ne se sauverait pas. C'est pour dissiper cette tentation que le Seigneur lui dit, le 28 août 1821, lorsqu'elle priait dans sa maison vers 3 heures du soir: « Tu te souviens bien de ce que je te dis » un jour: ma promesse s'est accomplie et s'accomplira encore. » Je n'ai jamais donné de semblables choses à ceux qui vivent » dans ma disgrâce. Comme je suis le principe et la fin de l'âme, » je n'ai jamais dit de pareilles choses à ceux qui doivent faire » une mauvaise fin. Il est vrai qu'il en est un grand nombre » qui ont bien commencé et mal fini; mais je ne leur ai jamais » dévoilé mes secrets, ni donné de semblables enseignements. » J'ai été jusqu'à te faire connaître et voir une à une les per- » sonnes que tu devais souffrir par amour pour moi. Je te le dis: » ne l'as-tu pas vu, et ne le vois-tu pas d'un jour à l'autre ? » Et tu diras encore que je ne t'aime pas .... Je t'ai faite sem- » blable à moi dans la croix; tu dois te réjouir au lieu de te » plaindre ; tu dois arriver à ce point, et bientôt après tu » viendras être heureuse avec moi. » A la fin de sa vie, la pieuse femme parvint à une tranquillité d'esprit et à une paisible union avec Dieu qu'on ne saurait expliquer.

(4) Sur le détachement, à propos du départ d'un fils spirituel que la pieuse femme aimait beaucoup dans le Seigneur. « Dieu de bonté, me voici toute entière dans vos bras, ainsi » que mon nouveau fils. Je vous le sacrifie volontiers ; don- » nez-lui ce que vous croirez bon. Si vous voyez que mon » cœur puisse être défectueux, ôtez-moi la vie ; vous con- » naissez mes dispositions et ma faiblesse. Vous me ferez la » charité de lui donner tout ce que je vous demande, non » parce que je le demande, mais parce que vous êtes grand. » Elle était en ce moment à genoux devant son petit autel, et son nouveau fils spirituel s'y trouvait aussi. Son esprit fut transporté à la Cène mystique du Rédempteur; voici l'affectueuse réponse qu'elle entendit: « Ma fille, vois quel grand » amour j'ai porté à me apôtres, ce que je leur fis, combien » je les aimai, comment je les traitai. Je les gardai toujours » près de moi, je les nourrissais et je les instruisais. Il y en eut » trois qui dévièrent; et quoique mes souffrances fussent parve- » nues à un excès tel, que j'en vins à suer du sang, je me » levai en voyant qu'ils dormaient et je les éveillai ; ils eu- » rent peur, pirent la fuite, et m'abandonnèrent!.... Vois, » ma fille, tout ce que je fis pour le salut de Judas! comme » je l'embrassai! comme je le caressai ! ses oreilles furent » sourdes, et il voulut se damner. Vois que malgré le grand » amour que je portais à ma mère, je dus la laisser avec une » complète indifférence et détachement; et tu ne voudras pas » par amour pour moi faire le sacrifice de l'éloignement pour » peu de temps etc. » Entretien de l'année 1816.

On a rapporté quelques-unes de ces allocutions pour donner une idée de la simplicité de langage, de l'assistance et de l'affection avec laquelle le Seigneur traita la pieuse femme dès les premiers temps et jusqu'à la fin de sa vie. Il l'encourageait et le consolait comme père, comme directeur, comme le plus fidèle ami, comme l'époux le plus aimant, et comme le médecin le plus zélé. Plusieurs fois il la guérit instantanément et miraculeusement de maladies mortelles.

10 mai 1830. Elle se rendit à S. Paul hors les murs par ordre de son confesseur, et elle dit au prêtre confident que c'était la dernière fois. Après la messe, ayant communié de la main du prêtre son compagnon, elle s'agenouilla devant le Saint-Crucifix découvert; elle sentait en son cœur une grande tranquillité et une profonde humilité, et elle entendit les paroles suivantes: « Vis en paix, ma fille, et ne t'inquiète » pas de l'extérieur. Tu n'as pas dit cette chose au hasard. » Adieu, ma fille, tu me reverras au paradis; et pour l'acte » d'obéissance que tu as fait aujourd'hui, je t'ai accordé une » grâce, ainsi qu'à ton compagnon, et vous la verrez sous » peu. Oui, ma fille, adieu, nous nous parlerons à ta maison, » et tu seras avec moi dans mon règne. Hâte-toi d'aller où » tu voudras, parce qu'après c'est fini etc. »

(5) D'ordinaire la pieuse femme faisait la visite des sept basiliques en marchant nu-pieds. Elle descendait de voiture à la *Bocca della Verità*, se déchaussait en arrivant à la porte

de la ville, et reprenait ses bas et ses souliers à sainte Marie Majeure où elle remontait en voiture pour rentrer à sa maison. Dans les dernières années, vu ses nombreuses infirmités, elle se contentait, par obéissance de ne faire pieds-nus que le chemin depuis la porte de la ville jusqu'à la basilique de S. Paul.

(6) Elle veillait à ne laisser sortir de sa bouche aucun mot qui pût blesser la réputation d'autrui; elle ne souffrait pas qu'on dît en sa présence la moindre chose capable de faire tort au prochain. Bien des fois elle avertit quelques-uns de ses fils spirituels de se corriger du défaut de critiquer l'un et l'autre, quoiqu'on le fît par zèle ou pour demander conseil etc. Elle savait compatir aux fautes des autres, et excuser l'intention lorsqu'elle ne pouvait excuser l'acte. Elle observait surtout cette règle de conduite auprès des personnes qui allaient lui raconter leurs chagrins; elle les écoutait avec patience et affection, en leur laissant toute la liberté de se soulager; puis, elle leur donnait de bons avis, en s'efforçant toujours de concilier toute chose par la paix, l'harmonie et la charité; les exhortant à être compatissants pour les manquements des autres : et au lieu de perdre le temps en plaintes inutiles, de l'employer à recommander à Dieu leur mari, ou leur frère: que l'affabilité, la patience et la prière triomphent de tout: qu'elle ne manquerait pas de son côté de les recommander à Dieu: mais qu'en attendant, ou mît en pratique les instructions susdites etc. Si Dieu ne nous retient, nous sommes capables de faire pis.

Suivant l'avis de son céleste Directeur, elle disait à ses fils spirituels qu'au lieu de censurer la conduite du gouvernement, surtout dans les lieux où cela pouvait être un sujet de scandale, ils devaient interrompre la conversation en disant: « Adorons les desseins de Dieu; nous le méritons par nos péchés. » Par là l'on sauvegarde la charité envers tout le monde et l'on ne blesse personne.

(7) La pieuse femme sut, par sa prudence, dompter toutes les passions et les régler suivant les lumières surnaturelles. C'est ainsi qu'elle fut prudente pour garder soigneusement tous ses sens, et pour ne pas recevoir dans son intimité des gens du monde qui auraient fait perdre le temps en conversations inutiles. Dans ce but elle évitait autant que possible la compagnie des grands, s'estimant heureuse de rester dans son petit coin, pour ne pas exciter d'étonnement et ne pas s'exposer au danger de tomber dans l'amour propre en se voyant estimée et considérée. Voyant que sa bonne amie, Marie-Louise duchesse de Lucques lui donnait publiquement des démonstrations d'amitié en la rencontrant, elle tâchait de l'éviter en se cachant. Sachant fort bien que la prudence prescrit de fuir les cours si on veut éviter la jalousie et servir Dieu en toute liberté, elle refusa d'aller habiter auprès de Marie-Louise duchesse de Lucques qui voulait à tout prix la prendre dans son palais, avec toute sa famille, et donner un emploi à son mari. Par le même motif elle eut la prudence de refuser en dernier lieu les gracieuses offres du cardinal Pedicini, qui, afin de l'avoir près de lui, lui proposa un logement à la Chancellerie pour toute sa famille; elle ne voulut pas sortir de sa position d'ailleurs si misérable.

Ayant mal aux pieds, elle ne voulut pas se servir d'un tapis usé que lui avait procuré le prêtre compagnon, parce qu'elle ne voulut pas sortir de son système de simplicité. Il y a à ce sujet une allocution *ab alto* qui loue et encourage cette simplicité.

(8) Elle remplit aussi tous les devoirs de justice envers les filles de service, tant au spirituel qu'au temporel. Elle avait une domestique, et une aide pendant sa maladie. Elle leur rappelait l'obligation de fréquenter les sacrements, et accordait tout le temps d'assister à la messe et au sermon, et de faire d'autres dévotions. Pour la nourriture elle les traitait avec sa charité et son affection ordinaires, et leur faisait même de petits présents afin de les encourager. Craignant qu'elles ne souffrissent pour la nourriture lorsqu'elle se trouvait malade, elle voulait les voir manger devant elle. N'étant pas retenue au lit par la maladie, elle leur donnait elle-même le déjeûner de bonne heure; à dîner, elles avaient une bonne portion de tout ce qu'on servait, et c'était plus que suffisant.

(9) Les saints pères rangent parmi les filles de la justice la gratitude, l'affabilité, et la sainte sincérité. La pieuse femme témoigna une vive reconnaissance pour ses bienfaiteurs; outre ses prières communes et particulières, elle montra, à l'occasion, toute la reconnaissance imaginable, et se chargea volontiers de pénitences afin d'obtenir des grâces pour eux, comme elle en obtint en effet. Je ne parle pas de sa gratitude envers Dieu qu'elle remerciait continuellement de ses bienfaits particuliers et de ceux de la journée; ce qu'elle faisait en commun avant et après le repas, avant de se coucher, le matin en se levant, et à toute heure du jour. Par gratitude envers ses bienfaiteurs elle offrait pour eux des communions et des messes. Son affabilité n'était pas moindre, elle traitait tout le monde, riches ou pauvres, avec une douceur et une affectueuse amabilité; ne rebutant personne quoiqu'elle fût souvent accablée par la maladie et surtout par de violentes migraines; elle se faisait violence pour se montrer gaie et de bonne humeur en famille, et avec les personnes qui venaient. Enfin, sachant combien Dieu hait la duplicité, elle se montra extrêmement attachée à la sainte sincérité envers tout le monde, surtout vis à vis des grands. Elle recommandait cette vertu à ses fils spirituels et se montrait très sévère lorsqu'ils y manquaient. On peut voir les lettres qu'elle écrivit à la duchesse de Lucques et à d'autres personnages.

(10) Il ne faut pas croire que la servante de Dieu fût exempte des tentations par lesquelles l'esprit de ténèbres attaque tout le monde et particulièrement les grandes âmes. Loin de là, elle eut de grandes luttes sur toutes les vertus, sur la foi, sur l'espérance, sur la charité envers Dieu et le prochain, sur la pureté, par suggestion des hommes et des démons, ainsi que je l'ai dit. Les démons se montraient visiblement sous les formes les plus bizarres et les plus obscènes; la pieuse femme résista victorieusement en se couvrant du bouclier de la prière et de la patience.

(11) Elle était très portée naturellement aux mêts délicats, aux liqueurs etc. et surtout elle était tourmentée de la soif. Il fallut de grands efforts pour abattre le corps et l'assujettir à l'esprit; grâce aux actes réitérés de vertu, elle s'en rendit maîtresse au point de n'avoir plus le goût de ce qu'elle prenait: manger était une peine.

(12) Il est arrivé quelquefois que par complaisance pour ses filles elle les conduisait en promenade pendant le mois d'octobre; on allait visiter quelque église; on faisait un petit goûter avec des châtaignes et un peu de vin. Elle en prenait par complaisance. Une de ces parties ayant eu lieu le vendredi, la pieuse femme en reçut des reproches de la part du céleste Epoux, parce que c'est le jour de sa Passion; elle n'y retomba plus, et s'en abstint toujours, ainsi que ses enfants.

(13) La discrétion fait partie de la tempérance. La pieuse femme n'entreprit jamais, pour ce qui la concernait, aucune chose sans la permission de son confesseur. Elle modérait les premiers mouvements de ferveur de ses fils spirituels, ne voulant pas qu'ils fissent certaines pénitences et des jeûnes extraordinaires qui sont assez souvent des artifices employés par le démon dans le but de fatiguer etc. Elle se mortifiait sur la nourriture en tout ce qu'elle pouvait, et s'abstenait des assaisonnements etc. Mais pour sa famille, tout était bien apprêté; la pauvre femme remplissait l'office de domestique; ses enfants et son mari n'eurent jamais aucun sujet de se plaindre

(14) Je ne prétends pas que la servante de Dieu fût capable de comprendre et encore moins d'expliquer les augustes mystères de la religion: c'est la prérogative des bienheureux qui voient Dieu; mais je dis que, quoique n'ayant pas fait d'étude elle parlait des mystères comme de profonds théologiens peuvent le faire. Pour les autres choses accessibles à l'intelligence humaine, morale, histoire, sciences etc. elle donnait des reponses et des solutions précises, quel que fût le sujet dont elle dût s'occuper par obéissance ou charité.

(15) Le P. Rossini, de la compagnie de Jésus, maître des novices à S. André, avait une dévotion marquée pour S. Joseph; peu de jours avant la fête du patronage du saint patriarche il chargea le prêtre confident de prier la pieuse femme de recommander à S. Joseph le progrès de la compagnie de Jésus, dans lequelle, disait-il, tout va bien, grâce à Dieu, pour l'observance régulière et les excellents sujets qui y sont. Le bon père promit de dire quelques messes pour la servante de Dieu. Elle fit des prières spéciales, suivant la commission qu'elle avait reçue: le soir de la fête du Patronage vers l'*Ave Maria*, étant occupée à prier pour la Compagnie de Jésus, elle vit clairement *solo intuitu* dans le mystérieux Soleil l'ensemble de cette société, de manière à pouvoir décrire les religieux de tous les pays, même des plus éloignés, les maisons, leur état et leur progrès, tout ce qui se rapportait à la Compagnie dans le présent et l'avenir.

(16) Les draps de lit dans lesquels mourut la pauvre femme, lui avaient été donnés par son confesseur à titre de charité. Un de ses fils spirituels donnait quelques petites choses; le confesseur recueillait quelques aumônes; mais cela ne suffisait pas pour soutenir la pauvre famille. C'est pourquoi le prêtre confident était obligé de chercher journellement des secours auprès de différentes persunnes. C'était un indicible tourment pour la pieuse femme, qui avait le cœur si noble et si généreux. Dieu envoyait le strict nécessaire.

La détresse fut si grande les derniers mois de sa maladie, qu'elle reçut bien injustement, une citation pour payer une dette de sa fille; ce fut un grand chagrin. L'individu qui la fit citer devant le tribunal jouissait alors d'une santé très robuste: il mourut peu de mois après d'une maladie extrêmement violente. Vers la même époque la pieuse femme eut une tentation du côté d'une dame étrangère qui voulait parler d'elle pour la faire connaître et procurer des secours. La pieuse femme chargea son compagnon de répondre, « que le Seigneur » s'était servi de la plus misérable créature pour exercer ses » miséricordes », sans dire où elle était, ni même si c'était un homme ou une femme.

Attestation de la princesse Vittoria Barberini (1).

Du palais des 4 fontaines 19 février 1841.

Au nom très saint de Dieu. Amen.

Dès les premiers temps où j'allais à l'église S. Ignace avant mon mariage, je voyais une pieuse femme encore jeune se confesser à M. l'abbé Salvatori et fréquenter l'église avec une profonde piété et un recueillement frappant qui me firent partager l'estime qu'on en avait généralement.

M'étant mariée ensuite avec S. E. M. le prince de Palestrina, je fréquentai l'église de sainte Marie de la Victoire comme étant plus rapprochée de mon palais, et je pris pour confesseur le R. Père Philippe-Louis de S. Nicolas, carme déchaussé. Par disposition de la divine Providence, la pieuse femme, qui se nommait Anna-Maria Taïgi, vint se confesser, elle aussi, au même confesseur, pendant bien des années et jusqu'à l'époque où elle tomba malade. Cela me fournit l'occasion de la mieux connaître, de m'aboucher avec elle, et d'établir des relations qui me permirent d'apprécier sa grande piété, ses vertus non communes, et surtout les lumières extraordinaires que Dieu lui communiquait. Aussi, j'aimais beaucoup à conférer avec elle toutes les fois qu'une occasion propice s'en présentait; et je remarquais dans ces entretiens qu'elle était profondément pénétrée des maximes de notre sainte religion et d'un respectueux attachement à la sainte Eglise catholique apostolique romaine. Lorsque je ne pouvais la voir, je lui écrivais ou j'envoyais quelqu'un qui eût sa confiance et la mienne: elle priait Dieu pour moi, pour une affaire ou pour une autre, et le résultat était toujours comme elle me le prédisait.

En parlant ou écrivant, elle était respectueuse et prudente, en même temps franche et cordiale. Mes enfants étant malades, je recourais à elle, parce que j'avais de bonnes raisons d'avoir confiance en ses prières; j'en expérimentais les heureux effets, ainsi que pour d'autres choses concernant ma famille ou mes besoins particuliers.

Mon beau-frère Monseigneur Barberini, à cette époque maître de chambre du Pape, ayant été atteint d'une maladie mortelle peu avant sa promotion au cardinalat, je fis savoir à la pieuse femme le dangereux état où il se trouvait; elle prit aussitôt l'intérêt que suggérait sa charité. La terrible maladie s'aggrava en peu de temps au point d'inspirer de grandes craintes; néanmoins la pieuse femme me fit dire de ne rien craindre, en me conseillant de recourir à la Madone de saint Augustin, et d'envoyer à cet effet six jeunes filles nu-pieds pour y prier, ainsi qu'une petite offrande de cierges; je le fis. Elle me dit aussi de recourir à l'intercession de S. Philippe de Néry protecteur particulier de notre famille et de ne pas m'inquiéter. En effet, lorsqu'on parlait d'administrer l'extrême-onction au malade, il eut à l'improviste une crise qui le sauva; les médecins stupéfaits durent avouer qu'on ne pouvait attribuer ce changement qu'à un vrai miracle de S. Philippe de Néry. La susdite Taïgi m'avait envoyé une relique du Saint pour faire le signe de la croix sur le front du malade et la suspendre à son cou; nous l'avions fait.

Je fais volontiers la présente attestation comme preuve non équivoque de la profonde estime que j'ai toujours eue de la vertueuse Anna-Maria Taïgi, et je la remets de mon plein gré au Rév. prêtre D. Raffaele Natali, à ce autorisé par rescrit spécial de l'Eme et Rme cardinal vicaire général de Sa Sainteté. Cette attestation, que je signe en présence de mon confesseur Père Philippe-Louis de S. Nicolas carme déchaussé, est fondée sur des faits dont j'ai fait l'expérience à plusieurs reprises et que je ne crois pas nécessaire de spécifier en détail, pour prouver ce que je dis des vertueuses prérogatives et des dons surnaturels de ladite servante de Dieu; car je puis affirmer en général l'exposé d'après mon expérience personnelle, comme je l'affirme et l'atteste etc.

C'est pourquoi, afin que la présente attestation qui est recouverte d'un feuille d'argent liée par un cordon de soie blanche, et scellée avec mon sceau de cire rouge, composée de 158 lignes sans renvois, sauf un mot raturé vers la fin de la quatrième page et remplacé par la conjonction *et;* afin que cette attestation, dis-je, quoique privée, ait sa pleine vigueur et validité, je la signe de ma main et la revêts de mon sceau en présence de mon confesseur susnommé et dudit prêtre. Déclarant et entendant qu'elle ait la même valeur que si elle était faite selon les formalités exigées par les lois sur la matière; de sorte qu'il n'y ait lieu à aucun doute etc.

(1) La princesse Barberini, née Colonna, se confessait au P. Philippe et eut ainsi l'occasion de connaître la vénérable Anna-Maria. Craignant de ne pas vivre assez pour comparaître comme témoin, elle fit l'attestation que nous publions et qui se trouve dans le procès, fol. 1667. Le P. Philippe était aussi confesseur du cardinal Barberini.

Vittoria Colonna Barberini princesse de Palestrine, je déclare et atteste comme ci-dessus.

Fr. Philippe-Louis de S. Nicolas carme déchaussé, j'ai été présent comme témoin à la signature ci-dessus de ladite dame princesse Barberini etc.

Lettre du P. Philippe au cardinal Odescalchi (1).

Il est bien juste et raisonnable de révéler à propos les œuvres de Dieu, pour sa plus grande gloire et pour l'édification du prochain. Hier vendredi 9 courant est passée au repos éternel l'âme d'Anna Maria Taïgi, qui demeurait sur la paroisse de sainte Marie *in Via lata*. Je sais que le secrétaire de l'Eme cardinal Barberini, D. Raffaelle Natali, qui demeurait avec elle depuis près de vingt ans, a adressé, conjointement à d'autres personnes, une supplique à Votre Eminence afin qu'on prît en considération le corps de cette pieuse femme, laquelle mérite tous les égards. Pour moi, qui ai été son confesseur plus de trente ans, jusqu'à avant-hier où elle a reçu les derniers sacrements, je crois être obligé en conscience de manifester à Votre Eminence que non-seulement ellle exerça les vertus chrétiennes au degré héroïque; mais que Dieu la gratifia aussi de grâces spéciales et de dons extraordinaires qui exciteront l'admiration, s'il plait à Dieu de les publier authentiquement devant toute l'Eglise comme j'espère. J'aurais bien des choses à dire sous ce rapport. Je me contente de signaler la charité de cette bonne âme, qui s'est constituée victime devant Dieu et a obtenu des grâces signalées pour Rome; j'espère que Dieu le fera constater plus tard. Ainsi, la dépouille mortelle d'une âme si vertueuse et si estimée de Pie VII et de Léon XII, de Mgr Strambi, de Mgr Menocchio, et d'une foule de personnes de tout rang et de tout pays qui obtinrent des grâces extraordinaires par son entremise, semble mériter des égards particuliers, suivant la pratique constante de l'Eglise.

En baisant respectueuement le bord de la pourpre de Votre Eminence, j'ai l'honneur de me signer, avec une très profonde obéisssance.

Fr. Philippe-Louis de S. Nicolas, carme déchaussé.

Du couvent de sainte Marie de la Victoire, 10 juin 1837.

Lettre du cardinal Pedicini sur le même sujet.

De la Chancellerie apostolique le 10 juin 1837.

Il a plu au Seigneur d'appeler au repos éternel l'âme d'Anna-Maria Taïgi domiciliée rue des SS. Apôtres num. 7. Le cardinal vice-chancelier soussigné ayant eu le bonheur de la connaître et de la fréquenter plus de trente ans, a admiré les vertus éminentes et les dons extraordinaires et les lumières surnaturelles que Dieu lui a communiquées avec une abondance qui l'égale aux plus grands saints; on en a eu mille preuves pour des affaires particulières, ou pour les affaires publiques de l'Eglise et du monde, qu'elle prédit longtemps d'avance avec une précision qui ne peut venir que du Seigneur. C'est pourquoi le cardinal soussigné croit devoir en instruire la religieuse piété de Votre Eminence Révérendissime, afin que la dépouille mortelle qui fut compagne de cette âme fortunée dans la pratique de si grandes vertus, reçoive les égards particuliers dont on use en pareil cas.

Quoique le Seigneur, dans ses impénétrables jugements ait voulu tenir cette âme cachée au monde tant qu'elle a vécu, elle a été pourtant connue et appréciée par des personnes de grand renom; elle vit plusieurs fois le pape Pie VII; Léon XII la connut par relation de Mgr Strambi; des personnages fort renommés, tant à Rome qu'à l'étranger, la connurent aussi; dernièrement Mgr Flaget alla la voir peu avant son départ de cette capitale. Qui peut connaître les secrets de Dieu! Qui peut savoir s'il voudra manifester dans la suite ses miséricordes en cette créature fortunée, comme il y a tout lieu de croire.

Le cardinal soussigné profite de cette occasion etc.

Le cardinal Carlo-Maria Pedicini.

(1) Ecrite le lendemain de la mort de la vénérable Anna-Maria.

RÉGULIERS ÉLEVÉS A L'ÉPISCOPAT.

Un évêque d'Albanie a consulté la S. Congrégation des Evêques et Réguliers au sujet des obligations des réguliers élevés à la dignité épiscopale par rapport à l'observation des vœux qu'ils ont professés dans l'état religieux et de la règle qu'ils ont embrassée. Il a représenté que, d'une part Benoît XIII, par la constitution *Custodes* du 7 mars 1725, (1726) ordonne aux évêques réguliers sous peine de suspense des *pontificalia* par le seul fait, d'observer la règle professée, en tout ce qui se concilie avec le ministère épiscopal. Conformément à cette disposition, le théologien romain qui a rédigé les additions de Ferraris, enseigne que l'obligation dont il s'agit est imposée sous peine de péché mortel. D'autre part la Rote, dans une décision concernant Vilna, semble dire le contraire; et S. Alphonse de Liguori enseigne que l'évêque régulier est tenu d'observer sa règle *ex honestatis debito, quod debitum ne sub levi quidem obligat.*

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a voulu entendre deux consulteurs avant de se prononcer.

Le premier, dont nous donnons le *votum* plus loin, prouve solidement que le régulier élevé à la dignité épiscopale ne cesse pas d'être lié par les vœux de sa profession, et en conclue qu'il est tenu d'observer sa règle en tout ce qui est compatible avec sa dignité, et cela *sub gravi*. La bulle de Benoît XIII parle expressément de l'habit que doivent porter les réguliers élevés à l'épiscopat; mais elle mentionne en même temps les autres points de la règle. La bulle inflige la suspense *des pontificalia;* comme la discipline actuelle ne permet d'imposer une pareille peine que pour des fautes réellement graves (Benoît XIV Lib. 10 *de Synodo*, c. 1), il semble que Benoît XIII a entendu imposer une obligation grave. La constitution pontificale est munie *decreto irritante et clausula sublata*, qui ne sont employées que pour les choses de grande importance.

Saint Alphonse enseigne le contraire; mais d'abord, il se contente de citer Busembaum et les théologiens de Salamanque, vraisemblablement il ne connaissait pas la constitution de Benoît XIII. Du reste, ce n'est pas manquer d'égards pour le saint docteur que d'accorder la préférence à la décision du Benoît XIII parlant et statuant comme Pontife.

En ce qui concerne la Rote, il s'agit d'un basilien évêque *in partibus* qui donna 8000 florins provenant de son pécule au couvent de S. Jean de Dieu. L'Ordre de S. Basile contesta la validité de la donation, et les tribunaux de première et de seconde instance rendirent des sentences contradictoires; la Rote se prononça pour la validité, parce que l'évêque régulier peut disposer en faveur d'une œuvre pie sans blesser les droits de son Ordre; « Ut primum enim (Augustinus Ord. S. Basilii) ad episcopalem dignitatem fuit evectus, prout a jugo » regularis observantiae fuit exemptus, ita ad instar episcopi

» saecularis liberam acquisivit facultatem peragendi donatio-
» nem inter vivos favore causae piae. « Cela est conforme aux décisions de la S. Congrégation du Concile, notamment dans la cause *Firmana* du 17 juillet 1723. La Rote ne se met et ne peut se mettre en opposition avec la disposition de Benoît XIII.

Le second consulteur s'est rangé au même sentiment. On trouvera plus loin les passages les plus saillants de son mémoire.

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, dans l'assemblée générale du 6 mai 1864, a délibéré sur le *dubium* suivant: « Si et comment l'évêque régulier est obligé à la « règle professée? »

Décision. « Affirmative ad praescriptum constitutionis Be-
» nedicti XIII incipien. *Custodes*, nempe episcopus regularis
» tenetur observare regulas suae religionis quae materiam voti
» paupertatis determinant: item tenetur alias regulas, et obser-
» vantias dignitati et officio episcopali non repugnantes eadem
» obligatione gravi vel levi observare qua tenebatur, ante-
» quam assequeretur dignitatem episcopalem: ita tamen ut in
» peculiaribus casibus prudenter judicium ferre possit, utrum
» cum dignitate, et officio episcopali illae conveniant. Die 6
» maji 1864. »

Nous allons citer la consultation de l'évêque d'Albanie et les mémoires des consulteurs de la S. Congrégation, qui feront mieux saisir l'état de la question et apprécier la décision.

Consultation de l'évêque.

NN. évêque en Albanie demande humblement pour la sécurité de sa conscience et sa tranquillité que V. S. accueillant favorablement ce qu'il croit devoir lui représenter, daigne porter la décision que suggérera la haute sagesse de V. S.

Benoît XIII, constitution: *Custodes*, du 7 mars 1725, concernant les réguliers élevés à l'épiscopat, ordonne expressément: « In virtute sanctae obedientiae sub pœna suspensionis
» ab exercitio pontificalium ipso facto incurrenda Papae re-
» servata, ut singulis suae regulae officiis et obligationibus
» quae pontificale ... officium minime impediant, perpetuo sub-
» sint. » Sur cette base le théologien romain qui a complété Ferraris, dit: « Hinc etenim liquet praedictos episcopos su-
» besse omnibus illis obligationibus quae in regula, quam pro-
» fessi fuerant, exprimuntur, quaeque non pugnant cum onere
» et dignitate episcopali. Idque respectu Franciscalium prae-
» sertim tenendum est tamquam certum, cum eorum regulae
» praecepta obligent sub mortali, a quorum obligatione nisi
» specialiter a Sede Apostolica dispensationem obtinuerint,
» nulla causa est, cur censendi sint exempti dum ad episco-
» patum promoventur. »

D'autre part, l'on trouve premièrement la décision Rotale du 3 avril 1761 *in Vilnen Ordinis S. Basilii Magni Ruthenorum;* suivant Ferraris *(Additiones ex aliena manu)* il est dit: « Ex hac decisione statuitur, quod ut primum regularis
» ad episcopatum promovetur, a jugo regularis observantiae
» liberatur, liberamque acquirit facultatem donationem etc. »

Secondement, on a la doctrine de S. Alphonse de Liguori, dont les décisions peuvent être suivies *inoffenso pede*, au jugement du S. Siége Or, S. Alphonse se demande: « Utrum
» episcopus regularis teneatur ad observantiam suae regulae? »
Et il répond: « Probabilius esse, quod ipsi sub nulla culpa
» sint ad regulam obligati, sed solum ex honestatis debito,
» quod tamen debitum ne sub levi quidem obligat ... Ab aliis
» autem votis propriis alicujus religionis episcopus regularis
» omnino liberatur. »

Devant cette divergence des opinions le soussigné implore humblement une décision. Ce n'est pas qu'il veuille répudier ce qu'il a promis librement à Dieu le jour de sa profession religieuse; il a jusqu'ici, avec l'aide de Dieu, observé ses engagements; mais il remarque une grande diversité de pratique parmi les réguliers élevés à l'épiscopat. Il y a une grande différence entre faire spontanément une chose et y être tenu en conscience: il n'y a pas l'ombre de faute dans le premier cas, au lieu que la transgression constitue une faute grave dans le second.

Votum du premier Consulteur.

En citant la décision de la Rote du 3 avril 1761 portant que le régulier promu à l'épiscopat est exempté du joug des observances monastiques et acquiert le droit de faire des donations, le prélat qui consulte semble mettre en doute l'obligation de l'évêque régulier par rapport aux trois vœux essentiels. Il sera donc utile d'exposer toute la matière.

1. Le religieux fait évêque est-il tenu d'observer les vœux solennels de sa profession ?

La réponse ne peut être qu'affirmative. Ne cessant pas d'être religieux, il est lié par les trois vœux par lesquels il s'est consacré pour toujours à Dieu. Si l'état religieux tend à la perfection, l'épiscopat en est le terme: c'est l'état parfait de sa nature. Loin de soustraire le religieux à ses principales obligations, l'épiscopat corrobore son état de perfection. C'est la doctrine commune. Les Salmanticenses prouvent que les religieux évêques sont tenus d'observer les vœux: « Nam regularis, episcopus
» factus, vere manet religiosus, ut omnes asserunt et obligatio
» portandi habitum ostendit; sed de essentia status religiosi
» est, quod tribus votis substantialibus adstringatur ... licet
» Summus Pontifex posset dispensare cum aliquo ex gravissima
» causa concernente bonum commune in dictis votis, eum de
» monacho non monachum efficiendo, non vero potest in voto
» aliquo dispensare cum illo qui manet monachus: quia tria
» dicta vota de jure divino sunt de essentia talis status. Se-
» cundo, quia per hoc quod regularis fiat episcopus, vota aliqua
» illius non relaxantur vel minuuntur, nisi quatenus illorum
» observantia obstat muneri episcopali, nec ipsum dedecent,
» quin potius tamquam statum perfectissimum juvant et valde
» decent (Tract. 15 de stat. rel. c. 5). »

Saint Alphonse se demande: » An religiosus assumptus ad
» episcopatum maneat absolutus a votis ? » Et il répond que non, en rejetant le sentiment affirmatif, par les motifs suivants:
» Tum quia religiosus factus episcopus remanet religiosus ... ergo
» manet adstrictus votis, quae sunt de essentia religionis ...
» tum quia vota personalia comitantur personam, in quantum
» sunt compatibilia cum suo statu. »

Cette doctrine est vraiment celle de S. Thomas, lequel est suivi communément par les théologiens. On lit dans la Somme, secunda secundae, question 185, art. 8: « Si qua sunt in re-
» gularibus observantiis, quae non impediant pontificale officium,
» sed magis valeant ad perfectionis custodiam, sicut est con-
» tinentia, paupertas, et alia hujusmodi, ad haec remanet reli-
« giosus, etiam factus episcopus, obligatus, et per consequens
» ad portandum habitum suae religionis, quia est hujus obli-
» gationis signum. » Répondant aux objections, S. Thomas nie que le religieux fait évêque soit dispensé des obligations compatibles avec la dignité pastorale: « Ille qui fit de monacho
» episcopus, absolvitur a jugo monasticae professionis, non
» quantum ad omnia, sed quantum ad illa, quae officio pon-
» tificali repugnant. » Il nie aussi qu'il soit dispensé de la pauvreté, de manière à pouvoir disposer du patrimoine qu'il reçoit de sa famille; il peut revendiquer ce patrimoine au nom de l'Eglise à laquelle il appartient; il est simplement l'administrateur des biens communs de l'Eglise, sans posséder aucune chose en propre. Ecoutons le saint docteur: « Proprium nullo
» modo habere possunt. Non enim paternam haereditatem vin-
» dicant quasi propriam, sed quasi Ecclesiae debitam ... Testa-
» mentum autem nullo modo facere potest, quia sola ei dis-

» pensatio committitur rerum ecclesiasticarum, quae morte finitur » ex qua incipit testamentum valere, ut Apostolus dicit ad » Hebraeos. » L'évêque régulier n'est plus soumis à l'obéissance; mais les supérieurs sont dans le même cas; l'obligation subsiste virtuellement, et conserve sa force pour le cas où des supérieurs seront constitués de nouveau pour eux. Quelques théologiens disent que l'évêque régulier doit obéir au Pape en vertu de son vœu, qui l'oblige d'ailleurs d'obéir aux statuts de son Ordre. Ecoutons encore S. Thomas: « Hoc est per ac- » cidens, quod episcopi religiosi obedire praelatis suarum reli- » gionum non tenentur quia scilicet subditi esse desierunt, sicut » et ipsi praelati religionum: manet tamen adhuc obligatio voti » virtualiter, ita scilicet, si eis legitime aliquis praeficeretur, » obedire tenerentur, in quantum tenentur obedire statutis re- » gulae per modum praedictum, et suis superioribus, si quos » habent. » S. Thomas traitant la question dans un autre endroit de la Somme (question 88, art. 11, secunda secundae) montre que l'évêque régulier n'est nullement délié de ses vœux: « Re- » ligiosus, qui fit episcopus, sicut non absolvitur a voto con- » tinentiae, ita nec a voto paupertatis: quia nihil debet habere » tamquam proprium, sed sicut dispensator communium bo- » norum Ecclesiae. Similiter etiam non absolvitur a voto obe- » dientiae, sed per accidens obedire non tenetur, si superiorem » non habeat, sicut nec abbas monasterii, qui tamen non est » ab obedientiae voto absolutus. »

Silvius enseigne expressément que l'évêque régulier doit obéir au Pape et aux constitutions de l'Ordre qui n'empêchent pas ses devoirs d'évêque: « Ex his facile est intelligere religiosum, » qui fit episcopus, non esse liberatum a voto obedientiae, » non solum quia debet obedire Summo Pontifici, sed etiam » quia in his, per quae functio episcopalis non impeditur, adhuc » tenetur obedire statutis regulae. »

La décision de la Rote ne peut pas être en opposition avec les maximes constantes des théologiens. Elle ne fait que répéter le canon *Statutum*, que S. Thomas s'est objecté et auquel il répond en disant que l'évêque régulier n'est pas délié du joug monastique en ce qui se concilie avec ses devoirs épiscopaux. La Rote ajoute que cet évêque est libre de faire une donation entre-vifs en faveur d'une œuvre pie: il ne s'ensuit pas qu'il soit délié du vœu de pauvreté. La Rote décide un cas particulier et approuve la donation que l'évêque a faite à une œuvre pie, parce l'objet de l'acte est bon et louable: il ne s'ensuit pas que cet évêque soit propriétaire.

En ce qui concerne les vœux secondaires que l'on fait dans quelques instituts, il est admis communément que l'évêque régulier en est délié. Les Salmanticenses le disent, et S. Alphonse l'admet: « Ab aliis autem votis ..... episcopus » regularis omnino liberatur. » Il faut excepter la Compagnie de Jésus et le vœu spécial que l'on y fait de demander conseil au supérieur général dans le cas où le religieux sera élevé à l'épiscopat. D'autres exceptions seront mentionnées plus loin.

L'obligation de garder les trois vœux essentiels, c'est à dire, la pauvreté, la chasteté et l'obéissance subsistant *sub gravi*, la transgression constitue une faute grave, parce que, dit le cardinal Cajetan, « hujusmodi vota non ex superioris regulae » aut hominis vinculo, sed ex propria promissione Deo facta » vim suam retinent. »

2. Examinons maintenant si, en dehors des trois vœux essentiels, l'évêque régulier est obligé d'observer la règle et les constitutions de son Ordre?

Commençons par faire remarquer que les constitutions d'un Ordre religieux ne sont pas toutes de la même espèce. Les unes peuvent se concilier avec l'état épiscopal et servent d'aliment à la perfection, à la sainteté; telles sont, selon le cardinal Cajetan, l'abstinence, les jeûnes, la modération dans l'usage des biens, et autres statuts de ce genre. Il en est d'autres qui sont absolument incompatibles; ainsi, la retraite, le silence, de grandes abstinences et des veilles prolongées qui détruiraient les forces corporelles dont un évêque a besoin pour son ministère. Enfin, la dignité épiscopale ne comporte pas certaines pratiques monastiques.

Cela posé, je dis que le religieux qui devient évêque est tenu d'observer comme auparavant les constitutions qui ne s'opposent ni à la perfection ni à la décence de l'état épiscopal. Tel est le sentiment de S. Thomas (loc. cit.) qui parle à la fois et des vœux et des constitutions: « Si qua sunt in » regularibus observantiis, quae non impediant pontificale of- » ficium, sed magis valeant ad perfectionis custodiam, sicut » est continentia, paupertas et alia hujusmodi, ad haec re- » manet religiosus, etiam factus episcopus, obligatus. » Les mots: *alia hujusmodi* embrassent tous les statuts compatibles avec les devoirs de l'évêque. Saint Thomas continue: « Si » qua vero sunt in observantiis regularibus, quae officio pon- » tificali repugnant, sicut est solitudo, silentium, et aliae » abstinentiae vel vigiliae graves, ex quibus impotens corpore » redderetur ad exequendum pontificale officium, ad hujusmodi » observanda non tenetur. » Les Salmanticenses et S. Alphonse embrassent ce sentiment, sous les réserves dont nous allons parler.

L'obligation d'observer les constitutions conciliables avec l'épiscopat est-elle *sub gravi?*

Le cardinal Cajetan, les Salmanticenses et S. Alphonse ont regardé comme plus probable que l'obligation n'était que *sub levi*. Après avoir dit que le régulier fait évêque n'est pas soumis aux peines et aux censures exprimées dans les constitutions de son Ordre, les Salmanticenses se demandent: « Diffi- » cultas ergo est in praesenti, an vinculo legali, et quoad » culpam teneantur ad dictas observantias, quae non pugnant » cum suo munere..... Probabilior sententia est non obligari » sub culpa; ut enim obliget hoc pacto, talis debet esse re- » gulae subjectus: religiosus vero factus episcopus a jugo » regulae liberatur. » Saint Alphonse se range à ce sentiment, et croit plus probable que les évêques réguliers ne sont obligés d'observer leur règle que *ex debito honestatis*, dette qui n'oblige pas même *sub levi*: « Probabilius est quod ipsi sub nulla » culpa sint ad regulam obligati, sed solum ex honestatis de- » bito; quod tamen debitum ne sub levi quidem obligat. » Le cardinal Cajetan, après avoir longtemps hésité, finit par se ranger au même avis: « Num religiosus factus episcopus » teneatur censuris suae regulae, et praeceptis appositis, ita, » quod si transgrediatur, peccet mortaliter, vel sit excommu- » nicatus? Ad hoc dubium dicitur, salvo meliori judicio, quod » vincula praeceptorum videntur inter dissona computanda, » ita quod ipsi actus qui praecipiuntur aut sub censuris positi » sunt, licet non dissonent, sed consonent episcopali perfe- » ctioni ac dignitati: ut jejunare feria sexta, et in adventu, » et hujusmodi; vinculum tamen praecepti aut censurae su- » peradditum ab episcopali statu dissonat. Et ratio est, quia » episcopalis status se habet ad statum religiosum, sicut ma- » gistri status ad statum discipuli... Et ideo sicut religiosus » factus episcopus absolutus est a vinculo praeceptorum reli- » gionis qui sunt quasi poedagogi religiosorum in disciplina » perfectionis; ita sunt absoluti a vinculo praeceptorum, et » censurarum regulae et statutorum: quoniam regula est tam- » quam praelatus inanimatus, sicut econtra praelatus est, sicut » lex animata. »

Ce sentiment est-il soutenable aujourd'hui, attendu la bulle *Custodes* de Benoît XIII, laquelle déclare et statue formellement que les réguliers élevés à l'épiscopat et au cardinalat doivent observer tous les devoirs et toutes les obligations qui n'empêchent pas l'office du pontificat ou du cardinalat; conformément à cette disposition, Benoît XIII ordonne au nom de la sainte obéissance l'observation de tous ces devoirs, sous peine de suspense *ipso facto* des *pontificalia*, suspense dont

l'absolution est réservée au Pape. Voici les principales parties de cette constitution: « Haec tamen, quae ex venerandis Ecclesiae monumentis adduximus, cum per humanam corruptelam, nisi ei occurratur, nobis ipsis spectantibus, in desuetudinem abire videantur, hac nostra constitutione apostolica, firmum robur perpetuis futuris temporibus habitura, ea omnia confirmantes et renovantes statuimus atque sancimus, ut ex monastico, regulari et mendicantium instituto ad episcopalem, seu quamqumque aliam dignitatem, etiam S. R. E. Cardinalatum jam evecti, et in posterum evehendi universis et singulis suae regulae officiis et obligationibus, quae pontificale sive cujuscumque alterius dignitatis, aut cardinalatus officium minime impediant, perpetuo subsint etc. Propterea hujusmodi episcopis, ex familiis regularium, monachorum et mendicantium assumptis, in virtute sanctae obedientiae praecipimus, et mandamus, ut omnia et singula, praesentibus literis nostris hactenus recensita undequaque observare non differant. Si vero, quod absit, hoc agere contempserint, vel neglexerint, eos poena suspensionis ab exercitio pontificalium ipsi facto incurrenda, tamdiu innodatos esse declaramus, donec a contumacia resipiscentes, ejusdem suspensionis relaxationem a Sede Apostolica meruerint obtinere. »

Après un pareil langage, qui oserait soutenir qu'un évêque régulier peut transgresser sans scrupule et sans aucune faute les statuts de sa règle qui peuvent se concilier avec l'épiscopat ? Je suis certain que si la belle âme de S. Alphonse avait eu sous les yeux la constitution de Benoît XIII, il aurait dit le contraire de ce qu'il a enseigné, surtout par rapport aux réguliers dont la règle oblige sous peine de péché mortel par des préceptes formels. Saint Alphonse estime que la volonté du Chef de l'Eglise oblige *sub gravi*, lorsqu'elle est exprimée par les mots: *Mandamus et praecipimus, in virtutae sanctae obedientiae*; c'est ce qu'il enseigne au sujet de la constitution de S. Pie V sur le Missel. Ainsi, lorsque S. Alphonse dit que l'évêque régulier n'est tenu d'observer sa règle que par convenance, sans aucune obligation, *ne sub levi quidem*, ou bien il ne réfléchit pas à la constitution de Benoît XIII que peut-être il ne connaissait pas, ou il se contenta de citer Busembau et les Salmanticenses, ou il entendit parler des réguliers dont la règle n'oblige pas *sub praecepto*.

Le théologien romain qui a complété Ferraris, conclut sensément de la constitution de Benoît XIII: « Hinc etenim liquet praedictos episcopos subesse omnibus illis obligationibus, quae in regula, quam professi fuerant, exprimuntur: quaeque non pugnant cum onere et dignitate episcopali. Idque respectu Franciscalium praesertim tenendum est cum eorum regulae praecepta obligent sub mortali, a quorum obligatione nisi specialiter a Sede Apostolica dispensationem obtinuerint, nulla causa est, cur censendi sint exempti dum ad episcopatum promoventur. »

Extraits du mémoire du second consulteur.

1. Etant certain que l'évêque régulier demeure religieux substantiellement, il continue d'être lié par les vœux solennels. Nul doute pour le vœu de chasteté, qui appartient en propre à l'état épiscopal et produit la même obligation et le même empêchement dirimant; on peut dire même que l'obligation étant plus grande, la transgression constitue une faute plus grave.

2. La pauvreté n'est pas aussi étroitement annexée et aussi nécessaire à l'état épiscopal, sans être pourtant en opposition directe avec lui. Les apôtres et des évêques des premiers siècles professèrent la pauvreté. Rien n'empêche un évêque séculier de faire un vœu simple de pauvreté par lequel il s'engage à conserver le simple usage des biens dont il cède la propriété. D'ailleurs ne sait-on pas que les évêques et autres bénéficiers n'ont pas (d'après un sentiment accrédité) le domaine des fruits de leurs bénéfices et doivent par conséquent donner le superflu aux pauvres *ex justitia*? Ainsi, le vœu de pauvreté n'est pas incompatible avec l'état religieux; d'autre part, comme nulle loi pontificale ne dispense du vœu de pauvreté le religieux élevé à l'épiscopat, l'obligation perpétuelle qu'il a contractée dans sa profession subsiste dans toute sa force.

Le vœu de pauvreté a deux principaux effets. Le premier est que le religieux n'a rien en propre, ou du moins qu'il n'use d'aucune chose comme lui appartenant. Cet effet inséparable du vœu demeure par rapport à l'évêque régulier, comme dit S. Thomas: « Proprium autem nullo modo habere possunt etc. » Nihil debet habere tamquam proprium, sed sicut dispensator communium bonorum Ecclesiae. » Le second effet du vœu solennel de pauvreté est de frapper le religieux d'une incapacité perpétuelle vis à vis de l'acquisition, de la propriété et du domaine. L'évêque régulier est tellement soumis à cette incapacité, que la dispense pontificale qui l'autorise à tester n'est pas censée y déroger, dit S. Thomas: « Si tamen ex concessione Papae testamentum faciat, non intelligitur ex proprio facere testamentum, sed apostolica auctoritate intelligitur esse ampliata potestas suae dispensationis (bonorum communium Ecclesiae) ut ejus dispensatio possit valere post mortem (Loc. cit.). »

Hors ces effets communs aux réguliers qui professent le vœu solennel de pauvreté, on a les obligations spéciales qui dérivent des règles particulières, qui déterminent la matière du vœu. Suarez dit fort bien: « Quamvis ergo daremus episcopum jam non obligari regulae, nihilominus obligari potest voto paupertatis facto secundo regulam, quia ibi regula non concurrit imponendo obligationem, sed designando materiam voti. (Lib. 3. c. 13 de relig. tom. 4). » Un évêque franciscain devra observer plus rigoureusement la pauvreté que le profès d'un institut de clercs réguliers. Un jésuite élevé à l'épiscopat pourra vivre des revenus de son évêché, sans pouvoir accepter un salaire ou une aumône quelconque à titre d'indemnité pour les fonctions du ministère, telles que l'application de la messe, la prédication, l'enseignement, l'administration des sacrements, parce que les constitutions de S. Ignace le défendent. Ces obligations spéciales subsistent dans l'évêque.

L'acquisition des biens temporels est interdite à l'évêque régulier; c'est la conséquence du vœu de pauvreté, qui l'empêche de jamais devenir propriétaire. Il peut néanmoins les acquérir pour son église, et réclamer pour elle les biens patrimoniaux échus par succession, donation, testament ou autre contrat, comme S. Thomas dit fort bien: « Proprium autem nullo modo habere possunt (episcopi religiosi), non enim paternam haereditatem vindicant quasi propriam, sed quasi Ecclesiae debitam. (Loc. cit.) L'évêque régulier acquiert pour son église, pour la mense épiscopale, pour son diocèse et non pour son institut. Un évêque *in partibus* ne pouvant appliquer à son église les biens qu'il acquiert peut les employer en œuvres pies, sauf la soumission qu'il doit toujours garder vis à vis du Pape. Voyez Suarez (loc. cit.) Conformément à cette maxime, la Rote, par décision du 3 avril 1761, ratifia la donation que fit un Basilien évêque *in partibus* au couvent d'un autre Ordre.

L'évêque régulier doit laisser à son couvent le pécule qu'il a formé avec permission des supérieurs avant sa promotion. Alexandre IV a infligé la suspense des *pontificalia* aux Franciscains élevés à l'épiscopat qui ne laissent pas au supérieur tout ce qu'ils ont, les livres compris; Clément IV a prescrit la même chose aux Dominicains. Pour les choses acquises après la promotion, l'évêque régulier peut licitement les garder; c'est surtout par là qu'il diffère du simple religieux

Enfin, l'évêque régulier use des biens temporels (pour les choses d'ailleurs licites) avec une plus grande liberté que le simple religieux, qui ne peut rien faire sans permission de son supérieur. La liberté qu'on donne à l'évêque n'est pas en opposition avec le vœu de pauvreté : elle émane du supérieur légitime, du Pape, qui conserve le droit de la limiter et révoquer, en vertu du vœu de pauvreté. Ce vœu consuite essentiellement à n'user des choses qu'avec dépendance du supérieur.

N'étant que l'administrateur et le dépensier des revenus épiscopaux l'évêque régulier est tenu *ex justitia* de donner le superflu aux pauvres ou de l'employer en œuvres pies. L'entretien convenable de l'évêque régulier n'embrasse pas tout ce que peut exiger l'évêque séculier; mobilier plus pauvre, moins de domestiques etc. Pour constituer une faute grave en dépensant inutilement ou en donnant les revenus aux parents et aux étrangers, il faudra peut-être une somme inférieure à celle qui est nécessaire lorsqu'il s'agit d'un évêque séculier, lequel est vraisemblablement propriétaire des fruits.

3. L'évêque régulier demeure lié par le vœu solennel d'obéissance, non à l'égard des supérieurs de son Ordre, mais vis à vis du Souverain Pontife. L'exemption par rapport aux supérieurs de l'Ordre n'est pas essentiellement en opposition avec le vœu d'obéissance. Les généraux surtout s'ils sont perpétuels, ne dépendant d'aucun supérieur régulier, relèvent immédiatement du Pape, et pourtant le vœu d'obéissance subsiste. Il en est de même des réguliers qui prennent rang parmi les princes de l'Eglise par la promotion à l'épiscopat. Quoiqu'ils dépendent des archevêques et des patriarches conformément aux prescriptions canoniques, ils ne leur doivent pas l'obéissance *vi voti;* en faisant profession, ils ont promis d'obéir aux supérieurs de l'Ordre : or, l'on ne peut entendre par là les archevêques et les patriarches, mais seulement le Pape qui est le supérieur suprême de tous les Ordres religieux. L'évêque régulier qui transgresse les décrets des conciles généraux et toute autre loi ecclésiastique ne pèche pas contre son vœu, quoiqu'il commette d'ailleurs une faute. L'obéissance qu'il doit au Pape en vertu du vœu ne s'étend pas à tous ses ordres; elle comprend seulement les commandements qui se rapportent directement ou indirectement à la règle professée; car le vœu d'obéissance ne change pas, sauf la personne à laquelle on doit obéir. Le Pape peut donc ordonner à l'évêque régulier en vertu de son vœu tout ce qui procure une plus grande perfection et un plus grand bien spirituel.

4. Passons à l'observation des règles et des constitutions. D'abord, les auteurs s'accordent à dire que l'évêque régulier n'est pas tenu d'observer sa règle *vi coactiva,* sous les peines et censures comminées contre les transgresseurs. Nous lisons dans Passerini : « Licet in iis quae perfectionis sunt, eadem » deceant discipulum et magistrum, uterque enim tenetur le- » gere et meditari ; tamen magistrum non decet ferula, vel » flagellum, quo compellatur ad studendum. Ita episcopum » religiosum decet observantia regularis, quem tamen non » decet vis coactiva, per pœnarum inflictionem, sed suae di- » gnitati convenit, ut per modum dominii et libertatis, ex » honestatis amore non ex timore pœnarum moveatur ad ob- » servandam regulam quantum potest (*De triplici statu homi-* » *num* quaest. 185 a. 8 n. 115). Néanmoins la constitution de Benoît XIII inflige la suspense des *pontificalia* par le seul fait contre les évêques réguliers qui n'observent pas les règles compatibles avec leur nouvelle dignité; la doctrine des auteurs regarde donc les censures et les peines exprimées dans les constitutions particulières des Ordres. Le Droit canonique renfermant un assez grand nombre de censures et de peines contre les évêques qui transgressent les lois, la raison sur laquelle se fonde Passerini n'est pas concluante.

5. L'évêque régulier n'est pas tenu d'observer les règles qui sont incompatibles avec la dignité épiscopale, ou inconvenantes, ou empêchent l'exercice du ministère pastoral. Saint Grégoire le Grand signale cette incompatibilité dans une lettre que Gratien a insérée au Décret : « Nemo potest ecclesiasticis » observantiis deservire, et in monastica regula ordinate per- » sistere, ut ipse monasterii districtionem teneat, qui quotidie » in ministeriis ecclesiasticis cogitur permanere. » (Lib. 4 Epist. 1. Grat. c. 2 16 quaest. 1). Il ne s'ensuit pas que l'évêque régulier soit exempt de toutes les observances monastiques, par exemple, des jeûnes de règle et autres prescriptions qui se concilient avec l'épiscopat.

6. Quelles sont les règles vraiment incompatibles avec la dignité et le ministère d'un évêque? Saint Thomas en signale quatre : 1. La solitude. 2. Le silence. 3. Les grandes abstinences. 4. Les grandes veilles. Pas de difficulté pour la solitude et le silence. Un évêque doit prêcher, juger les différends, concilier les procès, diriger son troupeau, surveiller l'administration des œuvres pies; en un mot, il doit remplir des fonctions qui ne peuvent s'allier à la solitude et au silence du cloître.

Saint Thomas ne dit pas que le jeûne soit absolument incompatible avec le ministère épiscopal. Saint Paul recommande à Timothée la sobriété comme nécessaire à l'évêque, et le concile de Trente ordonne « ut modesta suppellectili, » et mensa, ac frugali victu contenti sint. » Le jeûne que S. Ambroise nomme « continentiae magisterium, norma vir- « tutis, purificatio animae, senectutis gratia, alimentum salutis » convient à tous les fidèles et à plus forte raison aux évêques. Le maigre perpétuel est-il censé une grande abstinence, qui soit vraiment incompatible avec la charge épiscopale? Les Minimes s'engagent à l'abstinence quadragésimale par vœu spécial; les Chartreux sont obligés rigoureusement de s'abstenir de la chair même dans les maladies mortelles; les franciscains ont l'obligation de jeûner le vendredi et d'observer les deux carêmes en toute rigueur, et la célèbre Clémentine *Exivi de paradiso* décide que ces préceptes de la règle franciscaine obligent *sub mortali.* Qui dira que la promotion à l'épiscopat détruit de si grandes obligations? Si nous parlons des instituts où l'abstinence de règle est prescrite moins rigoureusement et dont les supérieurs peuvent dispenser, il est probable que l'évêque régulier a ce pouvoir en ce qui le concerne, sauf à en user pour une cause raisonable, telle que l'hospitalité, la maladie, la faiblesse corporelle, et autres de ce genre. L'abstinence de la chair ne semble pas, en soi, une pénitence *gravis,* au sens dont il s'agit; le Panormitain, Azor et d'autres pensent que l'évêque régulier doit la garder lorsqu'il le peut sans entraver son ministère. Inutile de parler de l'abstinence perpétuelle des œufs et du laitage, vu que nulle règle, sauf celles des Minimes, ne la prescrit; or, les Minimes en prennent l'engagement par vœu spécial. On peut entendre par les grandes veilles dont parle S. Thomas l'obligation de se lever à minuit, continuellement ou souvent pour prier et réciter l'office ; ce qui est vraiment de nature à empêcher l'exercice du ministère et semble inconciliable avec les obligations d'un évêque.

7. L'évêque régulier est tenu de porter l'habit de son Ordre, quant à l'étoffe et à la couleur, la tonsure au sommet de la tête comme prescrit la règle qu'il a professée. Cette obligation est *sub gravi,* sous peine de suspense des *pontificalia,* suspense encourue par le seul fait de la transgression et réservée au Pape. Les anciens canons, et la bulle *Custodes* de Benoît XIII qui les renouvelle et porte la censure susdite, ne laissent planer aucun doute sur la nature vraiment grave de l'obligation. Contentons-nous de rapporter un passage de la bulle de Benoît XIII: après avoir statué et ordonné conformément aux anciens canons que les réguliers élevés à l'épiscopat ou au cardinalat demeurent soumis à tous les devoirs et à toutes

les obligations qui n'empêchent pas l'office de l'épiscopat et du cardinalat, Benoît XIII ajoute ce qui suit: « Proinde sui » monastici ordinis, sive alterius regulae mendicantium insi- » gnia, et propria indumenta lanea, suoque peculiari colore » distincta, rasilem quoque et ad cutis planitiem in summo » vertice, vel eo gyro et forma expressam coronam praeferant, » quibus antea cum intra eorumdem regularium Ordinum » claustra Deo militarent, ex solemni sua professione insignia » induere, et coronam praeferre tenebantur, a cujus profes- » sionis obligatione per munus episcopale neutiquam absol- » vuntur, aut nullo pacto eximuntur. » Outre l'habit extérieur dont la matière et la couleur doivent être conformes à la règle, il y a aussi le linge. Les moines et les mendiants font généralement usage de chemises de laine, au lieu que les chanoines réguliers et les clercs réguliers se servent du lin. Les saints canons consacrent cette différence caractéristique.

8. Il nous reste à examiner la question la plus controversée autrefois, concernant l'obligation d'observer les règles et les pratiques conciliables avec la dignité et les devoirs d'un évêque. Nous allons rapporter en peu de mots les monuments de la tradition et l'histoire de la controverse qui régnait parmi les théologiens et les canonistes antérieurement à la constitution de Benoît XIII.

9. Le pape S. Innocent Ier, dans sa Ière épitre à Victrice évêque de Rouen, dit que les moines ordonnés clercs ne doivent pas dévier de leur premier propos, puisque ce serait perdre, dans un état meilleur, ce qu'ils ont longtemps observé dans le cloître: « De monachis, qui diu morantes in monas- » terio, si postea ad clericatus ordinem pervenerint, non debere » eos a priori proposito deviare. At enim, sicut in monasterio » fuit et quod diu servavit, id in meliori statu positus amittere » non debet. » Peut-être S. Innocent entend-il parler de la continence? C'est assez probable.

10. D'autre part, Gratien inséra dans sa collection le canon d'un concile célébré l'an 917 à Altheim, en présence du roi Conrad et de Pierre évêque d'Ostie et apocrisiaire du pape Jean VIII. Les évêques de ce concile décidèrent qu'un moine fait évêque hérite de son père. « Statutum est, et rationabi- » liter secundum sanctos Patres a Synodo confirmatum, ut » monachus, quem canonica electio a jugo regulae monasticae » professionis absolvit, et sacra ordinatio de monacho epis- » copum facit, velut legitimus haeres paternam sibi haeredi- » tatem postea jure vendicandi potestatem habeat: sed quid- » quid acquisierat, vel habere visus (seu jussus) fuerat, » monasterio relinquat, et abbatis sui, qui fuerat secundum » regulam sancti Benedicti, arbitrio. Postquam enim episcopus » ordinatur, ad altare, ad quod sanctificatur, et titulatur se- » cundum sacros canoness, quod acquirere poterit, restituat.» La décision du concile est conforme aux bons principes. Ce n'est qu'en passant qu'il énonce que la promotion à l'épiscopat soustrait le moine au joug de la règle monastique. Gratien n'a pu transformer en loi universelle le décret d'un concile provincial dont l'authenticité comporte d'ailleurs des doutes. Nous dirons plus loin l'immense parti que tirèrent de ce décret les théologiens qui voulurent exempter l'évêque régulier de toute obligation vis à vis de sa règle.

11. Innocent III était bien éloigné de regarder l'évêque régulier comme délié des obligations monastiques. Voici ce qu'il écrivit à l'évêque de Penne, auparavant abbé d'un monastère Cistercien: « Tacti sumus dolore cordis intrinsecus, et » gravi moerore turbati, quod tu, sicut accepimus, in injuriam » Ordinis tui, et infamiam ordinationis nostrae agis in plu- » ribus etc. Si enim diligenter attenderes, quod de monacho » non simplici, sed de abbate duximus in episcopum assu- » mendum etc. eam deberes observare tam in vita quam in » moribus honestatem, quae ad salutem tibi proficeret, et sub- » ditis ad exemplum. Verum de quo miramur non modicum » et movemur, propriae conditionis oblitus, quod post acceptum » episcopatum quaedam illicita liceas, et expedias, quae fra- » trum Cisterciensium observantia reputat inhonesta, picturata » sella et chirothecis uteris sericatis, amplo te galero coronas, » et carnibus publice usque ad saturitatem te reples, ei for- » sitan per insignia hujusmodi comparandus, de quo, data ei » tunica pellicea, scriptum esse legitur: *Ecce Adam factus est,* » *sicut unus ex nobis, sciens bonum et malum etc.* Memi- » nimus quidem, et tu debueras meminisse, qualiter in recessu » tuo coram fratribus nostris districte tibi duximus injungendum, » ut Cisterciensis Ordinis observantiam custodires, cum pon- » tificalis susceptio dignitatis non absolveret te a voto, ex qua, » licet cum honore sit, sic onus tibi magis auxerit, ut reli- » gioni nihil penitus deperiret, per quod ejus habenas taliter » relaxares. Ideoque fraternitati tuae per apostolica scripta man- » damus, atque praecipimus, quatenus etc. ita corrigas vitam » tuam, et te sic observantiae regulari conformes, ut non re- » diisse ad saeculum, sed in saeculo potius ipsum et pompas » ejus contemnere videaris. Alioquin cum admonitio praeces- » serit, de coetero vindicta sequetur (Epist. lib. 5). » Innocent III parle d'un Cistercien, qui s'est engagé plus strictement aux pratiques monastiques par sa profession qu'on ne le fait dans la plupart des instituts plus récents. Les *moines* font profession de vivre selon leur règle, dont les dispositions tombent par conséquent sous le vœu; c'est sans doute ce que veut exprimer Innocent III en disant à l'évêque de Penne que la dignité épiscopale ne l'ayant nullement délié de son vœu, il lui commande de garder l'observance Cistercienne. Les Ordres mendiants et les autres congrégations de l'ère moderne ne professent pas leur règle avec autant de rigueur. Ce sont des nuances dont il faut nécessairement tenir compte.

12. Nous avons exposé la doctrine de S. Thomas. Le saint docteur entrevit la difficulté que présentait le canon: *Statutum*, de Gratien. S'étant objecté à lui-même ce canon qui semble délier l'évêque régulier du joug de la profession monastique, il résout la difficulté en disant que le régulier élevé à l'épiscopat n'est pas exempté de toutes ses règles, et l'est seulement de celles qui répugnent au devoir épiscopal: « Ad primum » ergo dicendum, quod ille, qui fit de monacho episcopus, » absolvitur a jugo monasticae professionis non quantum ad » omnia, sed quantum ad illa quae officio pontificali repugnant. » Le sentiment de S. Thomas est donc que l'évêque régulier doit conserver les pratiques religieuses qui n'enpêchent pas l'office épiscopal et servent à la perfection. Le saint docteur ne pouvait s'exprimer avec plus de circonspection: « Sic ergo » dicendum est, quod si quae sunt in regularibus observantiis, » quae non impediant pontificale officium, sed magis valeant » ad perfectionis custodiam, sicut est continentia, paupertas, » et alia hujusmodi, ad haec remanet religiosus, etiam factus » episcopus, obligatus, et per consequens ad portandum ha- » bitum suae religionis, qui est hujus obligationis signum. » Nul doute que l'évêque régulier ne doive porter l'habit de son Ordre et observer la pauvreté et la continence; toute la difficulté est d'interpréter les mots: *Et alia hujusmodi*. Du reste, S. Thomas dit formellement que l'évêque régulier peut se dispenser *ex causa legitima*, comme les supérieurs le font en pareil cas.

13. En insérant le canon du concile d'Altheim dans le *Décret*, Gratien ne se doutait pas qu'il ouvrait une porte que prendraient la plupart des moralistes, surtout à partir du XVIe siècle. Quelques-uns admirent une certaine convenance, une obligation morale pour l'évêque régulier d'observer la règle qu'il a professée. La plupart soutinrent hardiment qu'il n'y avait aucune obligation mortelle ni vénielle. Leur point de départ fut constamment le canon *Statutum* de Gratien, lequel délie entièrement l'évêque régulier de toute obligation vis à vis de sa règle. Il y eut des théologiens qui, établissant une

distinction entre les constitutions et la règle, raisonnèrent comme il suit: « Les constitutions n'obligent que parce que ce sont des commandemens des supérieurs ou des chapitres de l'Ordre: or, l'évêque régulier n'étant pas obligé d'obéir aux supérieurs n'est pas tenu d'observer leurs lois; en principe, les préceptes *ab homine* obligent plus strictement que la loi, vis à vis de laquelle on use de plus de liberté. Quant aux règles, ce sont des lois imposées à la communauté et qui obligent tous ceux qui en font partie; or, l'évêque régulier cesse de faire partie de la communauté dont il ne relève plus comme sujet et comme supérieur. On peut voir Lucarinus (de episcop. reguleri, c. 2. n. 348). Suarez (de relig. tract. 8. lib. 3. c. 17.) Castropalao, Tamburinus, Sanchez, et grand nombre d'autres moralistes.

Cependant la doctrine affirmative ne cessa pas d'être représentée par des auteurs accrédités, tels que le cardinal Petra, le dominicain Passerini, et quelques autres, qui firent valoir des arguments auxquels il eût été difficile de répondre. En effet, l'obligation de remplir le vœu d'obéissance et d'observer les règles étant perpétuelle en vertu de la profession, elle ne pourrait cesser que de trois manières: par l'entrée légitime dans un état incompatible avec l'observation des règles ou par disposition du Droit canonique, ou par dispense pontificale. Le religieux étant tenu de tendre à la perfection, doit prendre les moyens prescrits par sa règle; ces moyens sont les mortifications, la prière, le jeûne; élevé à l'épiscopat et constitué maître dans la maison de Dieu pour éclairer et sanctifier le troupeau mystique, il remplit ce ministère avec d'autant plus de fruit qu'il est lui-même plus parfait et plus saint. Tout ce qui peut perfectionner sa sainteté est en harmonie avec son nouvel état; donc les pratiques régulières qui concouraient à faire acquérir la perfection de religieux, sont éminemment utiles pour sanctifier l'évêque et féconder son ministère ; loin d'être incompatibles avec sa charge, elles sont de nature à en faciliter l'accomplissement. Sauf le décret *Statutum*, les saints canons ne renferment aucune disposition qui permette de regarder l'évêque régulier comme délié de toute obligation par rapport à sa règle; d'ailleurs ce canon, ainsi qu'on l'a dit plus haut, émane d'un concile provincial qui n'avait pas le pouvoir d'accorder une dispense générale, et ne songea même pas à promulguer une loi, puisqu'il se contenta de statuer sur un cas particulier, à l'égard duquel il appliqua les règles traditionnelles relatives au droit de succéder. Dira-t-on que le Pape accorde dispense aux réguliers qu'il fait évêques? On a rapporté plus haut les lettres de S. Innocent Ier et d'Innocent III. Voici ce que prescrivit Alexandre VII, à l'époque où les moralistes s'accordaient à dire que les évêques réguliers sont dégagés de toute obligation au sujet de la règle qu'ils ont professée.

14. Dans le décret du 26 juillet 1662 concernant la résidence des évêques, Alexandre VII décrète et déclare que ce n'est nullement son intention d'absoudre et d'exempter les évêques réguliers des obligations attachées à la profession régulière, à moins qu'elles ne fassent obstacle à l'exercice de la charge pastorale; par conséquent, s'ils ne peuvent résider et remplir leurs fonctions, ils doivent demeurer dans le cloître et sous l'obéissance des supérieurs de leur Ordre, et observer toutes les choses que les réguliers qui vivent dans le cloître doivent garder en vertu des vœux et des constitutions. Ainsi par rapport aux évêques qui exercent *actu* les fonctions épiscopales, Alexandre VII fait savoir clairement qu'il n'entend pas les dispenser des devoirs dont l'accomplissement ne gêne pas la charge pastorale ; et ceux qui se démettent ou cessent de remplir leur fonctions, doivent vivre au cloître comme les simples religieux.

Nous devons citer le décret : « Decernit insuper ac de- » clarat Sanctitatis Suae mentem nequaquam esse, eosdem » episcopos, si regulares fuerint, ab obligationibus regulari » professioni quam emiserunt adnexis per adeptionem digni- » tatis ac muneris episcopalis, ullatenus absolvere ac eximere, » nisi quatenus ejusdem muneris ac curae pastoralis exercitio » impedimenti sint ; ideoque quotiescumque ex ipsorum culpa » (quod absit) sive ex alia qualibet causa, aut impedimento » quamtumvis justo ac legitimo in praedicta ecclesia aut sal- » tem diœcesi residere, excepto tempore a Sacro Concilio Tri- » dentino praefinito, aut noluerint, aut nequiverint, minime » absolutos esse, ac censeri ab obligatione quam per profes- » sionem regularem contraxerunt, de vivendo intra claustra, » et sub obedientia superiorum ejusdem religionis, observan- » doque omnia et singula quae a regularibus intra claustra » degentibus sive ex voto, sive ex praescripto regulae et cons- » titutionum suae religionis quomodolibet et qualitercumque » observari debent ac solent. » Clément XI étendit cette disposition aux réguliers nommés vicaires apostoliques, ou visiteurs et administrateurs apostoliques de quelque diocèse.

15. La constitution de Benoît XIII met fin à la controverse et réprouve les opinions tolérées jusqu'alors. Il n'est plus permis de dire que les auteurs se divisent en plusieurs sentiments; car il ne doit y avoir désormais qu'une doctrine, celle que la constitution canonise. Nous lisons dans le traité *De beatificatione et canonizatione Sanctorum*, de Benoît XIV : « Docet D. Thomas religiosos assumptos ad episcopatum teneri » ad regulares observantias quae non impedinnt officium pon- » tificale, quod ipsum ad eosdem regulares ad cardinalatum » tum evectos extenditur etc. ac de hujus sententiae veritate » absonum esset dubitare post editam a Benedicto XIII consti- » tutionem anno 1725, quae incipit: *Custodes* (lib. 3 c. 35).

Les principales dispositions de la constitution *Custodes* sont rapportées ci-dessus. Benoît XIII ordonne formellement aux évêques réguliers d'observer leur règle, comme ils y étaient tenus avant leur promotion à l'épiscopat en tout ce qui est compatible avec leur nouvelle dignité, et ne fait pas obstacle à l'exercice de leurs fonctions. Le Pontife commande en vertu de la sainte obéissance, ce qui est, de l'aveu des auteurs, le signe de l'obligation *sub gravi*, d'autant plus que le commandement s'adresse à des évêques que le vœu d'obéissance lie d'une manière spéciale envers le Pape. La suspense des *pontificalia* encourue par le seul fait de la transgression et réservée au Pape pour l'absolution indique aussi l'obligation *sub gravi*. Sans doute, cette censure concerne principalement l'obligation de porter l'habit de l'Ordre et la tonsure régulière; elle s'applique aussi à l'évêque régulier qui se démet de son siége ou cesse de remplir les fonctions en vue desquelles il a reçu la consécration épiscopale et qui doit en ce cas, d'après la constitution, se retirer dans un couvent l'Ordre et demeurer sous l'obéissance des supérieurs.

Selon nous, la censure en question comprend plusieurs autres cas, notamment le vœu de pauvreté et toutes les dispositions des constitutions de l'Ordre qui obligent *sub gravi* et dont les supérieurs ne peuvent dispenser. Nul doute que les règles qui n'obligent pas sous peine de péché ou n'obligent que *sub levi* ne sont pas comprises, car toute censure requiert une faute grave. Au sujet des statuts qui obligent *sub gravi* mais dont les supérieurs réguliers peuvent dispenser, il nous semble certain que la transgression ne fait pas encourir la suspense des *pontificalia* comminée par Bénoît XIII, attendu que les évêques réguliers peuvent se dispenser eux-mêmes, comme les supérieurs de l'Ordre en ont le pouvoir; c'est la doctrine de S. Thomas communément reçue. La constitution de Benoît XIII n'impose pas de nouvelle obligation aux évêques réguliers par rapport à leur règle ; ils sont tenus de l'observer en vertu de la profession religieuse ; or, la promotion à l'épiscopat ne détruit pas la profession et les devoirs qui en découlent. Donc Benoît XIII n'a pas fait une loi nou-

velle ; il s'est contenté de déclarer que l'obligation contractée par la profession solennelle subsiste par rapport aux réguliers élevés à l'épiscopat en tout ce qui se concilie avec leur dignité. Cette obligation d'observer la règle est la même qu'avant la promotion à l'épiscopat, grave, légère, ou sans aucun péché, comme pour les simples religieux, avec la différence, que le pouvoir de dispenser est censé attribué à l'évêque régulier en tous les cas où il croit prudemment avoir des motifs raisonnables de s'exempter d'un point de règle, sauf l'obligation de conscience si les causes ne sont pas suffisantes. Quant aux choses dont les supérieurs réguliers ne peuvent dispenser, nous pensons que les évêques n'en ont pas le pouvoir. En un mot, la promotion à l'épiscopat laisse subsister les obligations du religieux comme auparavant. Benoît XIII l'a déclaré sans faire pour cela une loi nouvelle qui ait réformé les prescriptions canoniques, quoiqu'il soit vrai de reconnaître qu'elle a dissipé les opinions relâchées trop facilement accueillies par les moralistes.

16. Six ans après la constitution de Benoît XIII, Andréucci publia son traité : *De episcopo titulari*, où il émit l'opinion que l'évêque régulier est obligé, *ex sola decentia et honestate*, d'observer les règles compatibles avec sa dignité, parce que Benoît XIII n'exprimant pas si l'obligation est *sub gravi*, il semble qu'on doit l'entendre de la simple convenance. Une loi odieuse et pénale, dit Andréucci, ne doit pas être étendue aux cas non exprimés. Autrement il faut dire que Benoît XIII a réformé le canon *Statutum*, la glose et presque tous les canonistes qui enseignent d'après ce canon que l'évêque régulier est délié du joug de la règle et de l'obligation d'en observer toutes les dispositions et chacune d'elle sous peine de faute, ou du moins qu'il n'y est pas tenu *sub gravi*. La correction des lois ne se présume pas facilement et sans preuves concluantes. Ainsi, un évêque régulier ne pècherait pas, ou du moins il ne commettrait pas une faute grave et n'encourrait la peine exprimée dans la règle s'il n'observait pas les règles de son institut, quoique cette règle obligeât *ad culpam*.

A l'appui de son opinion, Andréucci cite les moralistes antérieurs à Benoît XIII, comme si la constitution pontificale ne modifiait en rien l'état de la question. Voici ce qu'on lit dans cet auteur, n. 163 et suivants: » Episcopus titularis » *(in partibus)* regularis subest omnibus et singulis suae re- » gulae officiis et obligationibus, quae pontificale officium » minime impediunt: ita novissime in sua constitutione *Custodes super muros* Benedictus XIII. Cum vero in praedicta » constitutione non exprimatur an subsit ex lege coactiva » obligante sub gravi, vel solum ex lege honestatis ac de- » centiae, videtur intelligendum quod subsit omnibus et sin- » gulis obligationibus suae regulae etc. ex lege dumtaxat » honestatis et decentiae, sicut olim docuit Cajetanus in opusc. » tom. I. Siquidem cum simus in lege odiosa et poenali, ea » non extendenda est ultra casum expressum, ut constat ex » regula 49 in-6°. Praesertim quia aliter haberetur manifesta » correctio canonis *Statutum* 18 quaest. 2; glossae ibi adjectae, » et omnium ferme canonistarum qui juxta citatum canonem » docent episcopum regularem absolvi a jugo regulae, id est, » ut cum aliis novissime interpretatus est Rotharius, absolvi » ab obligatione observandi omnes et singulas regulas sub » culpa saltem gravi. Correctio autem legum non facile prae- » sumenda est ex cap. *Ecclesia* de elect. etc. Hinc episcopus » regularis titularis non peccaret saltem graviter, nec incur- » reret poenam a regula taxatam, si non observaret alias » regulas suae religionis, quamvis regula obligaret ad culpam: » ita expresse de episcopo titulari Castropalaus, Azorius etc. » Ratio est, quia constitutus cum sit in culmine magisterii » absolutus est a jugo regulae ex cap. 18. quaest. 2. juxta » superius positam explicationem, id est, ita ut a culpa et » poena immunis sit, si eam non servet, et quamvis secun- » dum moralem honestatem servare debeat regulas, quae eum » decent, et cum episcopali munere bene conveniunt. » Andréucci procède artificieusement. Il confond l'obligation d'observer la règle et l'assujettissement aux pénitences et aux peines renfermées dans la règle. N'osant dire d'abord que l'évêque régulier trangresse les dispositions de sa règle sans commettre aucun péché, il se retranche derrière la coulpe vénielle, en écartant toute idée de faute grave; bientôt il exempte l'évêque de toute faute comme de toute peine et ne voit là qu'une simple convenance qui n'engage pas la conscience: *Ita ut a culpa et poena immunis sit si eam non servet.* Nous croyons inutile de réfuter longuement les sophismes d'Andréucci, attendu qu'ils sont déjà renversés par les preuves et les arguments rapportés plus haut. Il est faux que Benoît XIII n'exprime pas s'il entend imposer une obligation vraiment grave; car il statue et sanctionne expressément, et commande aux évêques réguliers *in virtute sanctae obedientiae* de s'assujettir constamment *universis et singulis suae regulae officiis et obligationibus, quae pontificale, seu cujuscumque alterius dignitatis aut cardinalatus officium minime impediunt.* L'obligation subsiste comme elle résulte de la profession et de la règle. Il est faux que la constitution de Benoît XIII puisse être considérée *tamquam lex odiosa;* elle se contente de déclarer l'obligation préexistante sans imposer un joug nouveau. Il n'est pas moins faux qu'elle corrige l'ancien droit; le canon *Statutum* n'appartient pas à la discipline ggnerale; Gratien n'a pu lui donner force de loi, les Papes ne l'ont jamais sanctionné; l'exemption de l'évêque régulier par rapport au joug monastique n'est énoncée dans ce canon qu'à titre de *Considérant* d'une sentence par laquelle l'évêque régulier est réputé apte à revendiquer la succession paternelle; le sens naturel du canon est que le régulier élevé à l'épiscopat quitte le joug monastique en ce qui concerne le droit de succession aux héritages; avant sa promotion, le monastère héritait de tous ses droits; maintenant c'est l'église de l'évêque qui succède. Voilà tout ce qu'on peut tirer du décret des pères d'Altheim. Dira-t-on que les théologiens ont canonisé la doctrine de l'exemption complète en l'adoptant à l'envi? Mais il n'y a jamais eu unanimité, puisque S. Thomas enseigne expressément que l'évêque régulier n'est pas dispensé de sa règle *quantum ad omnia*, mais seulement pour les choses *quae pontificali officio repugnant;* et cette doctrine a toujours eu des partisans, dont le dissentiment a empêché l'opinion négative d'arriver à l'unanimité qu'il faut pour la certitude théologique. Ainsi, la question était controversée; comme la plupart des auteurs se prononçaient pour le sentiment négatif, nous admettons sans peine qu'au point de vue de l'autorité, il était en possession d'une grande probabilité, quoique l'argument *ex ratione* fût peu solide, ainsi que le dit fort bien le cardinal Petra, en ces termes : « In obsequium potius auctoritatis, quam suadentis » rationis captivare intellectum oportet. » Or, il a perdu cette probabilité depuis la constitution de Benoît XIII, qui n'a pas eu besoin de modifier les prescriptions canoniques, et a simplement répudié une interprétation que la plupart des auteurs estimaient probable. La controverse a cessé, le sentiment affirmatif est vrai; nul ne saurait en douter désormais, comme dit Benoît XIV cité plus haut: *De hujus sententiae veritate absonum esset dubitare post editam constitutionem quae incipit: Custodes.*

17. Il faut croire que S. Alphonse de Liguori ne connaissait pas la constitution de Benoît XIII lorsqu'il traita la question dans sa Théologie morale. Au lieu de s'appuyer sur cette constitution, il ne la nomme pas; argumentant d'après Busembaum et les Salmanticenses, il estime plus probable que l'évêque régulier n'est pas tenu d'observer sa règle *sub ulla culpa*, et que s'il veut s'y conformer, c'est par un simple devoir de convenance, lequel n'oblige pas même *sub levi*. Voici les pa-

roles du saint docteur: « Utrum episcopus regularis teneatur » ad observantiam suae regulae? Respondeo cum Busemb. Sal- » manticen. contra alios, probabilius esse, quod ipsi sub nulla » culpa sint ad regulam obligati, sed solum ex honestatis de- » bito, quod tamen debitum ne sub levi quidem obligat, quia » episcopus regularis absolute a jugo regulae liberatur, ut in dicto » cap. *Statutum.* » Evidemment, S. Alphonse ne traite pas la question *ex professo;* il énonce un sentiment, sans en produire les fondements et sans répondre aux arguments opposés. Ce n'est pas ainsi qu'un théologien, quel que soit le crédit de son nom, peut donner du poids à l'opinion qu'il embrasse. Le seul et unique fondement invoqué par S. Alphonse, c'est à dire le canon *Statutum* n'a aucune valeur, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Le silence du saint docteur au sujet de la constitution *Custodes* montre qu'il n'a songé qu'à résumer le sentiment des théologiens antérieurs à cette disposition pontificale.

18. Après avoir démontré que le régulier devenu évêque est tenu aux règles et aux pratiques compatibles avec la dignité et avec le ministère épiscopal et conserve vis à vis de ces règles l'obligation grave ou légère qu'il avait comme simple religieux, je dirai une chose qui atténue la rigueur de ce sentiment, le seul vrai aujourd'hui. C'est que l'évêque régulier peut se dispenser des règles auxquelles il est d'ailleurs tenu parce qu'elles se concilient avec son état, et les causes propres à rendre la dispense légitime sont elles qui autorisent un supérieur régulier, p. e. le général d'un Ordre à se dispenser. En effet, si l'évêque régulier n'avait pas ce pouvoir, il serait dans une position plus fâcheuse que le simple religieux, qui peut obtenir dispense de son supérieur toutes les fois qu'il présente une cause raisonnable. A qui devrait s'adresser l'évêque? Il ne pourrait recourir au supérieur régulier, puisqu'il n'est plus son sujet; il devrait par conséquent s'adresser au Pape; or, ce serait une chose onéreuse et souvent impossible à cause de l'éloignement et de l'urgence. Saint Thomas admet trois causes légitimes de dispense par rapport aux choses qui ne répugnent pas à la charge épiscopale: « Potest (episcopus re- » gularis) dispensatione uti, secundum quod requirit necessitas » personae vel officii, et conditio hominum cum quibus vivit, » per modum, quo etiam praelati religionum in talibus secum » dispensant. » Il appartient à l'évêque de décider dans les divers cas particuliers si tel point de sa règle empêche l'accomplissement convenable de ses devoirs de pasteur; ces cas particuliers concernent surtout les oraisons, les jeûnes de règle, et autres mortifications. Les devoirs de l'hospitalité seront assez fréquemment une raison plaisible de s'exempter des jeûnes de règle, sauf les obligations spéciales qui incombent à certains instituts, ainsi que nous l'avons dit. On lit dans Passerini: » Cum haec sit regula certa, quod episcopus est a jure so- » lutus ab obligatione regulae vel in universali, vel in casibus » singularibus, quotiescumque regulae observantia impedit illum » ab exercitio sui officii; ad hujus officii necessitatem reducitur » etiam necessitas personae, et convictus cum aliis, quia et » personae firmitas, et convictus honestas cum aliis ad per- » fecte exercendum officium sunt episcopo necessaria. Ceterum » ubi ex observantia regulae nullum nascitur impedimentum » officii, non est, cur episcopus non teneatur ad id, quod in » professione sua promisit. » Tout cela semble devoir être entendu des choses pour lesquelles les supérieurs réguliers ont réellement le pouvoir d'accorder dispense. Nul théologien ne dit que l'évêque ait un plus grand pouvoir que le supérieur régulier; d'où il suit que dans les cas où ce dernier a le pouvoir d'accorder dispense à ses subordonnés ou de se dispenser lui-même, l'évêque régulier est libre de s'exempter de l'observation de sa règle, supposé qu'il ait des causes légitimes. Mais cette faculté ne semble pas s'étendre aux choses à l'égard desquelles les supérieurs réguliers sont incompétents et qui exigent le recours au Saint-Siége.

Nous devons résumer en peu de mots tout ce que nous avons exposé jusqu'ici. 1 L'évêque régulier n'est pas délié des vœux solennels de sa profession, et surtout de celui de pauvreté. 2. Il conserve une incapacité radicale d'acquérir quoi que ce soit comme devant lui appartenir en propre; il n'a que le simple usage. La nue-propriété de tout ce qu'il acquiert par succession ou autrement appartient à son église; un évêque *in partibus* doit employer son avoir en œuvres pies. 3. Le vœu solennel d'obéissance subsiste vis à vis du Pape. 4. L'évêque régulier n'est pas soumis aux peines et aux censures exprimées dans sa règle. 5. Les pratiques incompatibles avec la dignité ou le ministère d'un évêque ne l'obligent pas. 6. Il doit observer les jeûnes et l'abstinence de règle à l'égard desquels les supérieurs réguliers ne peuvent dispenser. 7. Il est tenu de porter l'habit de son Ordre, et la tonsure qui y est en usage. En cas de démission ou de révocation de ses fonctions épiscopales, il doit rentrer au couvent et se mettre sous l'obéissance des supérieurs. 8. Quelle est l'obligation de l'évêque régulier au sujet des statuts qui se concilient avec les devoirs d'un prélat pasteur des âmes. 9. Sentiment du pape S. Innocent Ier. 10. Concile provincial d'Altheim au Xe siècle par rapport au droit d'hériter. 11. Innocent III exige qu'un Cistercien élevé à l'épiscopat observe les constitutions de son Ordre concernant l'habit religieux et l'abstinence. 12. La doctrine de S. Thomas est que l'évêque régulier n'est pas exempté entièrement de sa règle, et doit observer les articles qui ne sont pas de nature à empêcher l'exercice des fonctions épiscopales. 13. Malgré l'enseignement formel du Docteur angélique, un grand nombre de moralistes crurent qu'un régulier élevé à l'épiscopat était délié de toute obligation de conscience vis à vis de sa règle. 14. Alexandre VII déclare que n'entendant pas exempter les évêques réguliers des obligations découlant de leur profession, il veut que ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas résider dans leur diocèse, ou cessent leurs fonctions, rentrent dans le cloître et vivent soumis aux supérieurs et à toutes les obligations de la règle qu' ils ont professée. 15. La constitution *Custodes* de Benoît XIII tranche toute controverse, en décidant que l'évêque régulier est tenu d'observer les statuts de son Ordre qui n'empêchent pas l'exercice das fondations pastorales. La constitution susdite exprime un précepte formel obligeant *sub gravi*. 16. Andreucci a cru à tort que l'obligation n'était pas rigoureuse. 17. Ce qu'on peut dire du sentiment énoncé dans la théologie de S. Alphonse. 18. L'évêque régulier a le même pouvoir que les supérieurs de l' Ordre pour se dispenser de la règle dans les cas particuliers à l'égard desquels il estime prudemment avoir des causes légitimes des dispense. Ce pouvoir de dispenser ne comprend pas les choses pour lesquelles les simples religieux et les supérieurs doivent recourir au Pape.

Des ordinations dans les Congrégations séculières.

Les supérieurs des Ordres religieux qui professent les vœux solennels, ont le pouvoir de donner les dimissoires pour l'ordination de leurs sujets et de les faire ordonner *titulo paupertatis*. Après le décret du 19 mars 1857 qui exige de tous les réguliers trois ans de vœux simples avant la profession solennelle, les supérieurs ont été autorisés à donner les dimissoires pour la tonsure et les ordres mineurs aux profès de vœux simples; un indult apostolique est nécessaire *in singulis casibus* pour leur faire conférer les ordres majeurs. Si les profès des vœux solennels sont élevés aux ordres majeurs sans les dimissoires de leur évêque d'origine ou de domicile, il

faut considérer, d'autre part, que, incorporés à leur Ordre, ils ne peuvent en sortir et rentrer dans leur diocèse que par un indult apostolique remis pour l'exécution à ce même évêque ou à un autre *benevolus receptor*. En ce qui concerne les profès de vœux simples auxquels on confère la tonsure et les ordres mineurs et qui sont renvoyés de leur communauté avant la profession des vœux solennels, leur évêque demeure libre de les écarter des ordres majeurs et de l'engagement perpétuel annexé à ces ordres s'il ne trouve pas en eux les qualités qu'exigent les saints canons. Les profès de vœux simples ordonnés *in majoribus* par indult spécial et renvoyés ensuite de leur communauté sont-ils suspens de l'exercice des ordres jusqu'à ce qu'ils aient acquis *episcopum benevolum receptorem* et un titre canonique d'ordination? C'est tout à fait juste qu'on les y oblige.

Les Congrégations séculières, soit qu'on y professe les vœux simples ou qu'on ne fasse aucun vœu, n'ont pas *de jure* le pouvoir de faire ordonner leurs sujets avec les dimissoires des supérieurs, et ne peuvent l'acquérir que par indult apostolique. La Saint-Siége accorde rarement un privilége perpétuel et illimité. Cependant les Rédemptoristes ont obtenu un privilége de ce genre, dont on remarque d'ailleurs peu d'exemples et qui est spécial et incommunicable en vertu de la communication ordinaire ou spécifique des priviléges. L'indult est le plus souvent accordé pour un nombre déterminé de cas. Quelquefois on le donne pour les sujets auxquels les évêques envoient l'*Exeat* au lieu des dimissoires qu'on leur a demandés. Dans ces divers cas l'indult apostolique renferme une clause spéciale en prévision de l'hypothèse que le sujet ordonné avec les dimissoires du supérieur au lieu de ceux de son évêque sorte spontanément ou soit renvoyé de l'institut; la clause est qu'en pareil cas le sujet qui cesse d'appartenir à l'institut, demeure suspens de l'exercice des ordres jusqu'à ce qu'un évêque consente à l'aggréger à son diocèse. Parmi les exemples que nous pourrions citer, nous nous contentons du suivant. Par décret de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, du mois de mars de cette année, le supérieur général d'un institut de prêtres séculiers qui ne font aucun vœu a été autorisé à donner les dimissoires pour vingt cas pour faire ordonner les sujets auxquels l'*Exeat* est transmis par leur Ordinaire; mais, si après avoir été ordonnés ainsi avec dimissoires du supérieur, ils viennent à quitter l'institut, ils seront suspens de l'exercice des ordres tant qu'un évêque ne les aura pas incorporés dans les rangs de son clergé. Voici le texte de l'indult dont il s'agit : « Sanctitas » Sua, attentis peculiaribus circumstantiis, piae congregationi » sequentes facultates tribui mandavit, nempe: Admittendi ad » sacros ordines sub titulo congregationis pro viginti casibus » tantum alumnos a superiore generali designandos, dummodo » in ipsis debita concurrant requisita juxta sacros canones et » apostolicas constitutiones. Quod si praedicti alumni ad sacros » ordines ut supra promoti a pia congregatione dimissi fuerunt, » vel ab ea pro suo lubitu recesserint, suspensi maneant ab » ordinum exercitio, et si nondum presbyteratum acceperint, » nequeant ad superiores ordines ascendere, donec alio ca- » nonico sacrae ordinationis titulo provideantur. - Relaxandi » litteras dimissoriales per praefatum superiorem generalem » ad effectum recipiendi ordines pro viginti pariter casibus » tantum, et iis dumtaxat alumnis qui ab Ordinario originis » rite, ut aiunt, excardinati, nomen piae congregationi dede- » rint, dummodo necessaria requisita in ipsis concurrant, et » adimpleantur praescriptiones constitutionis incipien. *In su-* » *premo* a sa. me. Benedicto XIII editae die 25 decem- » bris 1724. Alumni per dictas dimissoriales litteras superioris » generalis promoti ad Ordines, si pia congregatione relicta » quacumque ex causa in saeculum redierint, ab ordinum exer- » citio suspensi maneant, nec ad ordines superiores promo- » veri possint, nisi, prius benevolum episcopum, qui eos in » sua propria diœcesi tamquam suos subditos recipiat, inve- » nerint. » Tout commentaire serait superflu; on voit quelle est la pratique de la S. Congrégation au sujet des ordinations dans les instituts de prêtres séculiers. Il faut un titre d'ordination, outre les dimissoires; or, les instituts de ce genre ne pouvant faire ordonner leurs sujets *titulo paupertatis*, lequel est réservé aux profès solennels, le Saint-Siége accorde le titre *congregationis*, *mensae communis* et autres pour un nombre limité de cas. Quelques instituts ont obtenu le privilége sans limites et pour tous leurs sujets; dans un cas comme dans l'autre, les sujets qui abandonnent l'institut, encourent la suspense de l'exercice des ordres jusqu'à ce qu'ils se pourvoient d'un titre canonique, bénéfice, pension ecclésiastique ou patrimoine; car nul clerc *in sacris* ne doit rester sans un titre d'ordination, dont le défaut rend irrégulier dans le sens des canons.

En dehors du privilége apostolique, les congrégations séculières ne peuvent faire ordonner leur sujets qu'avec les dimissoires de l'évêque légitime de chacun, sous les peines renfermées dans les saints canons, dans le concile de Trente et les constitutions pontificales. La constitution *Speculatores* du pape Innocent XII, qui règle tout ce qui concerne les dimissoires et les lettres testimoniales de l'évêque *originis*, *vel domicilii*, s'applique aux congrégations séculières pour toutes les dispositions qui peuvent les regarder.

La jurisprudence des SS. Congrégations confirme. Il existe plusieurs décisions de celle du Concile. Dernièrement, c'est à dire dans la réunion du 6 mai, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers consultée de nouveau, a décidé que les membres d'un institut de prêtres séculiers ne peuvent être admis à l'ordination avec un simple certificat de leur supérieur, parce qu'ils doivent présenter les dimissoires et les lettres testimoniales de l'évêque d'origine ou du domicile, comme prescrit la constitution *Speculatores*. Avant de rapporter cette précieuse décision dans tous ses détails, nous croyons devoir publier une résolution inédite de la S. Congrégation du Concile pour un cas semblable.

1. Une communauté d'Oblats s'était formée à Ostuni sur le modèle de ceux que S. Charles Borromée établit à Milan; elle adopta tous leurs statuts. Une paroisse fut incorporée à la communauté en vertu d'un indult apostolique qui permit de confier l'administration de la cure aux prêtres de l'institut. Les Oblats de Milan ayant, dit-on, le privilége de recevoir l'ordination sans dimissoires de l'évêque et avec le titre *mensae communis*, les Oblats d'Ostuni crurent jouir du même privilége par communication; les évêques d'Ostuni ne firent pas difficulté d'ordonner les sujets diocésains ou étrangers. Un nouvel évêque ayant refusé de conférer les ordres sans les dimissoires et le titre d'ordination, les Oblats portèrent plainte à la S. Congrégation du Concile. Celle-ci se fit présenter les statuts des Oblats de Milan, ainsi que l'indult apostolique qui approuva le collége d'Ostuni *in limine fundationis* et l'union de la paroisse à ce collége; car l'Ordinaire n'ayant pas le pouvoir de céder *propria auctoritate* la paroisse à la communauté des Oblats, l'indult apostolique était indispensable. Or, n'étant pas prouvé que le Saint-Siége eût accordé un privilége spécial aux Oblats d'Ostuni, la S. Congrégation du Concile malgré l'usage admis par plusieurs évêques qui avaient occupé le siége, décida que les Oblats ne pouvaient recevoir les ordres sacrés sans dimissoires de l'Ordinaire légitime et au titre *mensae communis*. Voici la décision, qui est inédite, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Ostunen. Ordinationis. — » Supplicantibus presbyteris in ecclesia parochiali S. Spiritus sub invocatione S. Orantii et juxta regulas Oblatorum S. Caroli collegialiter viventibus, injungi episcopo, ut antecessorum suorum more Sacros Ordines conferret

Oblatis inibi degentibus ad titulum mensae communis dicti collegii, auditus fuit episcopus ipse, qui retulit fuisse quidem a sede apostolica peculiariter indultum collegio sancti Caroli civitatis Mediolanensis, ut dictas regulas in eo profitentes sive dioecesani, sive exteri etiam sine proprii ordinarii litteris dimissoriis ab archiepiscopo Mediolanensi ad titulum mensae communis ordinari possent, sed hujusmodi indultum non reperiri hactenus communicatum collegio Ostunensi.

» His auditis S. Congregatio sub die 5 decembris 1682 Oratorum instantiam rejecit. Quocirca isti preces iterando exposuere eorum collegium fuisse in limine erectionis confirmatum a Summo Pontifice, qui dum ex supplicationis tenore cognovit in eo servari regulas collegii Oblatorum Sancti Caroli civitatis Mediolani, praesumitur voluisse illi communicare omnia indulta, et privilegia huic concessa.

» Cum autem Sacra Congregatio 26 junii 1683 rescripserit exhibendas esse regulas collegii Mediolanensis nec non earum, atque collegii Ostunensis confirmationes apostolicas, Oratores parendo exhibuerunt impressum liberculum dictarum regularum, in quibus nihil adest dispositum circa praetensam facultatem suscipiendi ordines ad titulum mensae communis. Verum quidem est post ipsas regulas extare decreta in visitatione edita per clarae memoriae cardinalem Federicum Borromeum archiepiscopum de anno 1622, in quorum cap. 7 ita legitur.

» Quoniam Apostolica liberalitate clericis Congregationis » indultum est ut hi, qui nulla ecclesiastica beneficia obtinent, » nec patrimonium sufficiens possident, ad titulum mensae » Congregationis ejusdem sacris ordinibus initiari valeant, » modo tamen quando illis aliunde quomodolibet sufficienter, » Archiepiscopi judicio, aut ex parte provisum fuerit, ex tunc » mensa ipsa in totum vel ex parte pro qua provisum erit, » exonerata censeatur, ut sanctum istud privilegium incontaminatum conservetur ordinamus, ne imposterum quis clericus » Congregationi adscriptus ad titulum mensae Congregationis » hujus ordinandus admittatur, nisi prius legitima probatione » docuerit se nec beneficium habere, nec patrimonium sufficiens etc. aliter facta promotio subreptitia censeatur, et is » qui subripuerit tamdiu suspensionis poenam subeat, donec » tituli subrepti loco patrimonium subjiciat, exonerata Congregationis mensa arbitrio Archiepiscopi. »

» Porro ad docendum de confirmatione collegii Ostunensis, et communicatione privilegiorum concessorum collegio Mediolanensi, indicarunt decretum alias, et sub die 15 decembris 1668 editum, et sub die 19 ejusdem mensis a SSmo approbatum, quod in libro 26 Decretorum pagina 142 reperitur tenoris sequentis.

» *Ostunensis*. Ad libellum presbyterorum S. Orontii, qui » exponunt, quod eorum collegium fuerit erectum ab Episcopo » ex dispositione quondam Caroli Stigliani, qui etiam mandavit ibi erigi parochiam cujus cura residere deberet penes » eosdem presbyteros, et nihilominus episcopus dictam parochiam quasi separatam ab eodem collegio et collativam erexit, » ideo supplicant eamdem parochiam ipsi collegio uniri juxta » mentem fundatoris. »

« Sacra etc. attenta relatione episcopi Ostunen., et inspecto » tenore dispositionis testatoris censuit: si SSmo D. N. placuerit, posse eidem episcopo tribui facultatem ut praedictum » collegium juxta eamdem dispositionem in parochiam cum » cura animarum erigere valeat. Et die 19 facta SSmo relatione, Sanctitas Sua benigne annuit, dictamque facultatem » episcopo impartita est. »

« Nunc ergo procuratorem oratorum informante, EE. PP. decernere dignabuntur. »

An Oblati dicti Collegii tam dioecesani, quam exteri sine proprii Ordinarii litteris dimissoriis ad sacros ordines promoveri valeant ad titulum mensae communis in casu quo beneficium vel patrimonium sufficiens non possideant?

« Die 17 februarii 1685 Sacra Congregatio respondit: *Negative.* »

II. Voyons la décision que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a rendue dernièrement.

L'institut des prêtres de la Charité, fondé dans le nord de l'Italie par les frères Cavanis, obtint l'approbation de ses constitutions par un décret de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en date du 23 septembre 1836. Ces constitutions préservent la juridiction de l'Ordinaire par une disposition ainsi conçue: « Unaquaeque domus suum superiorem habebit, » singulae vero domus congregationis immediatae jurisdictioni » proprii Ordinarii subjectae erunt, firma tamen superiorum » auctoritate erga subditos etc. Superioris provincialis erit » cuique domum in qua resideat, assignare, de una in aliam » (intra tamen limites provinciae) transferre. » On lit dans le bref pontifical: « Omnes presbyteri, qui in eamdem congregationem cooptabuntur.... Ordinariorum jurisdictioni omnino » subjecti esse debeant. »

Plusieurs maisons ayant été fondées dans les diocèses voisins, le droit d'ordonner les sujets et la juridiction des Ordinaires ont donné lieu aux doutes suivants.

Les sujets nés dans un diocèse étranger n'acquièrent pas le domicile dans celui où ils résident, parce qu'ils peuvent à tout moment être transférés dans un autre. L'évêque ne peut donc les ordonner *nec ratione originis, nec ratione domicilii*. D'autre part, les priviléges des réguliers ne s'étendent pas à un institut de prêtres séculiers. Lorsque les sujets se présentent à l'ordination, l'évêque peut-il se contenter du certificat du supérieur local attestant qu'ils appartiennent à sa maison, ou bien le prélat doit-il exiger l'accomplissement des prescriptions canoniques? Lorsqu'un sujet est transféré dans un autre diocèse, l'évêque de ce diocèse peut-il lui conférer les derniers ordres sans demander les testimoniales de l'évêque qui a donné les premiers? En outre les membres de l'institut font le vœu simple d'obéissance envers le supérieur qui a le pouvoir de les transférer d'une maison à l'autre; d'autre part, ils promettent dans l'ordination l'obéissance à l'évêque qui les ordonne: on demande si le supérieur peut les transférer sans l'agrément de cet évêque, et même sans le prévenir? Enfin, les sujets qui sortent de l'institut appartiennent-ils à leur évêque d'origine, ou à celui qui leur a conféré les ordres, ou à celui dont dépend la maison qu'ils habitent au moment de leur sortie?

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers consultée sur les questions susdites, a voulu d'abord prendre l'avis de l'évêque de la maison-mère, en le priant d'interpeller le supérieur majeur de l'institut.

Ce dernier a répondu que sa congrégation ne jouit d'aucun privilége direct ou indirect. Néanmoins, ajoute-t-il, il semble que l'évêque peut ordonner sans scrupule, sur le certificat du supérieur local attestant que le sujet fait partie de sa maison, sans exiger les dimissoires et les testimoniales de l'évêque d'origine, du domicile ou de celui qui a conféré les premiers ordres, parce qu'en ces trois cas l'évêque *propre* de l'Ordinand, c'est celui du diocèse où est située la maison dont cet Ordinand fait partie. C'est ce qui s'est toujours pratiqué. En ce qui concerne la translation des sujets, le supérieur majeur ne voit aucune difficulté à prévenir l'évêque local, même par écrit, sans obligation d'attendre son consentement. Relativement à la dernière question, le supérieur pense que le sujet renvoyé, ou dispensé de ses vœux rentre sous la juridiction de l'évêque auquel il appartenait avant son entrée à l'institut. Le décret de la S. Congrégation *super statu regularium* en date du 25 janvier 1848 prescrit les testimoniales des évêques pour les sujets qui veulent entrer dans un institut religieux quelconque: ces testimoniales ne peuvent-elles pas être assimilées à *l'excardinatio* canonique, en sorte que le su-

jet, par son incorporation à l'institut, cesse d'appartenir à l'évêque qui les accorde? L'incorporation cessant, les testimoniales deviennent sans but et les choses rentrent dans leur ancien état; par conséquent les sujets déliés de leurs vœux ou renvoyés retombent sous la juridiction de leur premier évêque.

L'évêque de la maison-mère dit que ses prédécesseurs et lui-même n'ont ordonné les sujets de l'institut que parce que le supérieur a toujours dit que les testimoniales requises par le décret de 1848 tenaient lieu de dimissoires. D'autres évêques ne pourraient pas conférer les derniers ordres aux sujets qui ont reçu les premiers. Si on ne croit pas devoir communiquer à l'institut les priviléges des réguliers, l'évêque de la maison qu'un sujet abandonne, pourrait déclarer que celui-ci cesse d'être sous sa juridiction et passe sous l'autorité de l'ordinaire de la maison à laquelle il sera incorporé. En ce qui concerne la translation des sujets, le prélat est d'avis qu'on doit prévenir l'évêque *a quo* et l'évêque *ad quem*. Les sujets renvoyés rentrent sous la juridiction de l'évêque d'origine.

Voyons les dispositions canoniques. Innocent XII, confirmant par la bulle *Speculatores* de 1694 les saints canons, le concile de Trente et les constitutions pontificales, défend d'ordonner tout sujet qui n'est pas, soit originaire, soit domicilié dans le diocèse: « Nulli episcopo seu cujusvis loci Ordinario etc. » licere exterum quempiam ac sibi ratione originis seu domi- » cilii juxta modum inferius declarandum legitime contracti non » subditum ad clericalem tonsuram promovere etc. Clericum » qui legitime jam a proprio episcopo ad eamdem clericalem » tonsuram seu etiam ad minores ordines promotus fuerit, non » posse ab alio episcopo ratione ac titulo cujuscumque beneficii » in illius diocesi obtenti ad ulteriores ordines promovere, nisi » ante eorumdem susceptionem testimoniales literas episcopi » tum originis tum domicilii super suis natalibus, aetate, mo- » ribus ac vita obtinuerit. » Outre les dimissoires qui confèrent la permission d'ordonner un sujet étranger, il faut les testimoniales de l'évêque du diocèse où le sujet a séjourné assez longtemps pour contracter un empêchement canonique et témoigner ses dispositions. La constitution *Speculatores* qui défend de conférer l'ordination au sujet étranger sans les dimissoires de l'évêque d'origine ou du domicile canonique lequel requiert dix ans de séjour et l'intention de demeurer perpétuellement, cette constitution, dis-je, n'excepte que les réguliers profès des vœux solennels; car les supérieurs donnent les dimissoires pour les faire ordonner par l'évêque du lieu de leur résidence. Comme l'institut de la Charité ne jouit aucunement des priviléges des réguliers, il s'ensuit que les supérieurs ne peuvent donner les dimissoires, et que tout sujet qu'on veut faire ordonner par un autre évêque que le sien, doit pour ne pas contrevenir à la constitution *Speculatores*, avoir les dimissoires de l'évêque d'origine ou du domicile canonique. La concession des dimissoires est considérée comme un point de la plus grande importance. Les abbés *Nullius* n'ont pas le pouvoir de les donner, sauf un privilége très spécial du saint-Siége; leurs sujets doivent recourir à l'évêque *vicinior*. Un cas identique au nôtre fut soumis à la S. Congrégation le 21 septembre 1838; un institut de prêtres missionnaires ayant été approuvé par bref apostolique, les supérieurs crurent avoir par là même le pouvoir de donner les dimissoires; la S. Congrégation jugea autrement; elle concéda néanmoins un indult au supérieur général « pro alumnis qui in congregatione jam coop- » tati sunt, vel in posterum coaptabuntur cum literis excorpora- » tionis Ordinariorum originis, et postquam vota jam emi- » serint etc. » Les supérieurs réguliers n'ayant pas le pouvoir de donner les dimissoires pour les ordres majeurs aux profès triennaux de vœux simples, à plus forte raison les supérieurs des congrégations séculières ne peuvent l'avoir pour leurs sujets, sauf la concession expresse du Saint-Siége.

La bulle *Speculatores* exige les testimoniales de l'évêque dans le diocèse duquel un Ordinand a demeuré assez longtemps, quoique accidentellement, pour contracter un empêchement canonique. Elle les requiert aussi pour celui, qui, étant né dans un diocèse, constitue légalement son domicile dans un autre à un âge où il peut avoir contracté un empêchement dans son pays natal. Appliquant ce principe à l'institut dont nous parlons, supposons qu'un sujet originaire de Mantoue soit reçu par le supérieur de Venise et qu'après avoir demeuré assez longtemps dans cette dernière ville il soit envoyé à Trévise: devra-t-il présenter les testimoniales du patriarche de Venise, outre les dimissoires de l'évêque de Mantoue: ou le certificat du supérieur de Venise est-il censé suffisant? A s'en tenir strictement à la constitution d'Innocent XII, le certificat du supérieur est insuffisant; il faut, en outre, les testimoniales *de vita et moribus* émanant du patriarche; car la bulle mentionne constamment l'Ordinaire. La S. Congrégation du Concile requiert d'ordinaire les testimoniales de l'évêque dans le séminaire duquel un Ordinand étranger fait ses études, même lorsque c'est son propre évêque qui lui confère les ordres. Le certificat du supérieur du séminaire ne tient pas lieu des testimoniales authentiques de l'évêque, et n'est admis qu'autant que l'évêque d'origine, parfaitement renseigné sur la conduite de l'ordinand, veut bien s'en contenter.

La seconde question est relative aux sujets qui reçoivent quelques ordres dans un diocèse, et sont transférés dans un autre où ils se présentent aux ordres subséquents. La constitution *Speculatores* conserve toute sa force; le certificat du supérieur de l'institut ne saurait suffire.

Quant aux translations, qui font l'objet de la troisième question, il faut observer que les constitutions des prêtres de la Charité, approuvées du Saint-Siége, autorisent le supérieur à transporter les sujets d'une maison à l'autre et par conséquent à les faire changer de diocèse, sans demander l'agrément des Ordinaires respectifs. Si ce consentement était nécessaire, l'institut perdrait l'autonomie dont il a besoin pour prospérer et vivre. Du reste, tous les instituts réguliers ou séculiers jouissent de cette liberté.

De ce que les dimissoires de l'évêque d'origine ou du domicile sont requis pour l'ordination des sujets, il s'ensuit que ces derniers renvoyés de l'institut retombent sous la juridiction de leur évêque, auquel ils n'ont d'ailleurs jamais cessé d'appartenir.

Les considérations que nous venons d'exprimer sont développées avec soin dans la *consultation* rédigée pour l'affaire dont il s'agit. Dans la congrégation générale du 6 mai 1864 l'attention des cardinaux a été appelée sur les quatre questions suivantes.

« 1. L'évêque de N. peut-il admettre à l'ordination les » sujets de l'institut de Charité sur la simple déclaration du » supérieur local attestant qu'ils font partie de sa communauté: » ou bien faut-il nécessairement les dimissoires et les testi- » moniales de l'évêque d'origine ou du domicile conformé- » ment à la constitution *Speculatores* d'Innocent XII de saine » mémoire? – 2. En est-il de même des sujets qui ont reçu » la tonsure et d'autres ordres des mains d'un autre évêque? – » 3. Les supérieurs de l'institut peuvent-ils, malgré la pro- » messe d'obéissance contenue dans l'ordination, transférer les » sujets dans un autre diocèse sans l'agrément de l'évêque » qui a conféré les ordres, et sans même le prévenir? – 4. En » cas de sortie de l'institut par expulsion ou dispense, les » sujets appartiennent-ils à l'évêque dans le diocèse duquel » est située la maison à laquelle ils sont incorporés, ou bien à » l'évêque auquel ils appartenaient avant leur entrée à l'institut?

» Sacra Congregatio negotiis et consultationibus episcoporum » et regularium praeposita, in pleno auditorio die 6 maji 1864 » respondit. Ad primum. *Negative ad primam partem, affir-* » *mative ad secundam.* Ad secundum. *Affirmative in omnibus.*

» Ad tertium. *Superiorem provincialem posse libere uti fa-* » *cultate transferendi alumnos provinciae juxta constitutiones* » *a S. Sede approbatas.* Ad quartum. *Negative ad primam* » *partem, affirmative ad secundum.* »

MÉLANGES.

— *Cas réservés. Statut réservant tous les péchés mortels que peuvent commettre contra sextum les ecclésiastiques engagés dans les ordres sacrés.*

Dans notre dissertation sur les suspenses *ex informata conscientia*, (voyez la livraison précédente) nous avons parlé hypothétiquement du statut synodal qui réserverait à l'Ordinaire toutes les fautes graves et mortelles que commettent les ecclésiastiques *in sacris* contre le sixième commandement du Décalogue, et nous avons émis l'opinion qu'un statut de ce genre serait nul, parce que le décret de Clément VIII recommande de ne réserver les fautes contre les mœurs qu'avec la plus grande circonspection; d'ailleurs, la discipline moderne ne permet de soumettre aux réserves épiscopales que les fautes et les crimes d'une gravité spéciale. Nous sommes en mesure d'apporter une preuve plus convaincante.

Un évêque français, celui de Mirepoix, consulta jadis le S. Siége sur une semblable Ordonnance qu'il avait promulguée dans son diocèse, où elle produisit, disait-il, d'excellents effets. La S. Congrégation du Concile désapprouva l'Ordonnance.

Le prélat écrivit au Pape: « Comme plusieurs membres du clergé étaient enclins à l'inconduite et aux cabarets, nous nous sommes réservé les deux cas; et, par la bonté de Dieu, cette sévérité a beaucoup contribué à la réforme des mœurs. Après vingt-deux ans d'épiscopat, nous avons cru devoir apporter de grands remèdes aux grands maux. Si nous nous trompons, Votre Sainteté réformera notre jugement. En attendant, nous ne cesserons pas de prier Dieu avec les vœux les plus ardents pour la conservation de Votre Sainteté, et nous Lui demandons sa bénédiction pour nous-même et tout notre diocèse, en renouvelant avec bonheur le serment de vivre et de mourir pour Rome et le Siége Apostolique, serment que nous avons fait le jour solennel da notre consécration. »

La lettre du pieux évêque ayant été remise par le Pape à la S. Congrégation du Concile pour l'examen des statuts, celle-ci délibéra sur le *Dubium* suivant: *An et quae ex praemissis ordinationibus sint approbandae*? Sacra Congregatio, die 3 julii 1677, respondit: *Negative in omnibus.* Elle désapprouva donc la réserve de toutes les fautes contre les mœurs, et celle de la fréquentation des cabarets.

Les autres statuts ne comportent aucune difficulté. C'était introduire un nouveau rit que de donner publiquement la soutane dans une église plusieurs mois avant de conférer la tonsure. En ce qui concerne le séminaire, il n'y a qu'à observer le Concile de Trente et les décrets du Saint-Siége. Voici la résolution, inédite jusqu'ici.

» Mirapicen. Constitutionum. — Remissa fuit a SSmo D.N. » ad hanc S. Congregationem epistola tenoris sequentis.

» Mittimus Sanctitati Vestrae ordinationes nonnullas ad » commune dioecesis nostrae bonum, praesertim vero ad cleri » reformationem factas ut post Sanctitatis Vestrae judicium et » approbationem, majorem benedictionem regimini nostro Deus » impertiatur.

» I. Qui tonsuram petunt, induuntur publice in templo veste » clericali, sub qua deinde per sex menses in seminario nos- » tro instituti, tonsura tandem donantur, si tamen decimum » quintum, aut decimum sextum annum attigerint. Eam enim » aetatem requirimus, ut multi abusus vitentur.

» 2. Qui ordines sacros postulant, manent praescripto octo- » decim menses in seminario.

» 3. Quando quis parochus factus est, si nullo quidem in » seminario ante fuerit, tenetur commorari quatnor menses » in nostro, ut ibi proprium vocationis suae spiritum hauriat. » Alii autem beneficiarii, qui non habent curam animarum, » duos tantum menses.

» 4. Quia multi ex Clero procliviores erant ad libidinem » et ad propinas, nobis reservavimus utrumque casum, eaque » severitas per Dei misericordiam multum profuit ad emen- » dationem morum, scilicet, post duos et viginti annos in » episcopatum exactos, haec extremis malis adhibenda reme- » dia judicavimus; judicii vestri erit judicium nostrum, si in » aliquo aberrat, dirigere. Nos interim non desinemus Deum » ardentibus votis precari, ut sospitem diu et incolumem servet » Sanctitatem Vestram a qua et nobis et dioecesi nostrae » benedictionem venerabundi petimus, iterantes illis obsequiis » juramentum solemni ordinationis nostrae die prolatum, quo » volumus vivere et mori Romae et Apostolicae Sedi. »

» Dignentur itaque Emi patres perpendere:

« *An et quae ex praemissis Ordinationibus sint approbandae.*

« Sacra Congregatio Concilii respondit: *Negative in omni-* » *bus.* Die 3 julii 1677. »

— *Absolution du complice in peccato turpi. Si on peut enlever la juridiction pour toute la vie?*

Les constitutions apostoliques privent les confesseurs de toute juridiction pour l'absolution des pénitents dont ils seraient les complices *in peccato turpi.* La prohibition n'est pas perpétuelle; lorsque le pénitent a reçu l'absolution d'un autre confesseur, il peut s'adresser à son ancien confesseur, qui reprend sa juridiction pour l'absoudre de ses fautes. Néanmoins, les théologiens et les statuts épiscopaux s'accordent à recommander à tout confesseur de s'abstenir de confesser désormais une personne avec laquelle il a commis une faute *in materia turpi*, quoiqu'elle en ait reçu l'absolution d'un autre confesseur. Le respect du sacrement et le danger des rechûtes justifient ce conseil.

Pourrait-on faire une défense formelle et priver le confesseur de la juridiction pendant toute sa vie par rapport aux complices *in materia turpi*? Cette interdiction perpétuelle n'est-elle pas de nature à exciter le scandale et à nuire à la religion, surtout dans de petites localités?

La S. Congrégation du Concile examina jadis des statuts synodaux contre lesquels le clergé avait porté un recours formel. Un de ces statuts était que le confesseur ne pourrait pas confesser le pénitent qui aurait été son complice *in peccato carnali.* Le cardinal Casanate faisant la relation de l'affaire pardevant la S. Congrégation, opina pour l'annullation de ce statut, comme on l'avait décidé peu de temps auparavant en un cas semblable. Nous transcrivons le passage de la relation concernant cet article: « Advertitur plura decreta non substineri, » sed totaliter esse abolenda, videlicet: Quod confessarius si » carnaliter cognoverit poenitentem non possit illius confes- » siones audire, nullaque sit absolutio. Id quod alias repro- » bavit Sacra Congregatio Concilii cum proponerentur decreta » synodi Consentinae sub die 2 decembris proxime lapsi. » La S. Congrégation supprima le synode tout entier, et n'eut pas à se prononcer par conséquent sur le statut particulier. Voyons la décision qui fut rendue pour Cosenza, et que cite le cardinal Casanate. La S. Congrégation ne put casser le statut qui prive le confesseur de sa juridiction pour absoudre du péché à l'égard duquel ce confesseur est complice: S. Charles Borromée avait promulgué un décret provincial de ce genre:

mais elle désapprouva la privation indéfinie et perpétuelle de la juridiction à l'égard du pénitent qui a été complice du confesseur *in peccato turpi*.

La décision relative à Cosenza est du 2 décembre 1679. La S. Congrégation du Concile annulla vraiment un statut synodal qui infligeait la suspense aux confesseurs qui entendraient en confession leurs complices en un péché d'impureté. On essaya de sauver le statut en allégant l'exemple de S. Charles Borromée, comme si le saint archevêque de Milan avait interdit à perpétuité la confession des complices. Les défenseurs du statut dirent aussi que l'on en exagérait les inconvénients par rapport aux petites localités où le curé est le seul confesseur. Voici le *votum* du cardinal Casanata: « Quoad secundum decretum, de confessario peccante cum aliquo, vel » aliqua poenitente, pariter esse delendum, attento periculo » scandali praesertim in locis parvis, ut alias decretum notat » Quaranta, in *Summa Bullarii*, sub verbo *Casus reservati* » p. 167 in fine §. *Non in carnalibus*. Nicolius in flosc. sub » verbo: *Casus reservati*, n. 3. vers. *Nec ex eo*. »

Il ne sera pas inutile de rapporter les raisons qui furent alléguées pardevant la S. Congrégation pour soutenir le statut de Cosenza ou pour le combattre. Voici ce que dirent les adversaires.

« Haec dispositio non potest a nimio rigore excusari, ut » Jo. Angel. Boss. de Jubil. n. 17 et causat quod peccatum » alias factum inter sacerdotes et poenitentes solos, si confessores post illorum confessionem non possint ulterius audire » illorum confessiones, innotescat omnibus propter mentionatas » poenas quarum praetextu debent se abstinere a confessione, » et multoties in dioecesi diffamati fuerunt nonnulli qui coacti » fuerunt desistere a confessione cum scandalo populi et religionis, et impracticabile a fortiori evadit in his locis in » quibus soli parochi vivunt cum parochianis suis in nonnullis » locis, et castellis. Qui si per humanam fragilitatem in hujusmodi peccata labantur, propter excommunicationem quam incurrunt et onus sistendi se ante solum archiepiscopum ad » effectum absolutionis, nunquam accederent. Idcirco reservatio praedicta foret magno detrimento populis, et alias videtur fuisse declaratum a S. Congregatione, quod hic casus » reservari non possit, ut innuit Nicol. in floscul. verb. Casus » reservati n. 3. vers. nec eo quod confessarius fuerit complex; » et decretum S. C. Episcoporum de mandato Clementis VIII » 6 novembris 1602 loquitur ita: In peccatis etiam carnalibus » reservandis multa utantur circumspectione propter periculum » scandalorum in iis maxime personis in quas ob accessum ad » confessarios extraordinarios vel frequentem reditum ad ordinarios suspicionis aliquie cadere potest. » Ex quo fit clarum » quod reservatio praedicta sit nimis exorbitans maxime eo » modo quo factum reperitur a moderno archiepiscopo, Nec » prodest allegare auctoritatem concilii 7 provincialis Mediolanen. quia id habere posset locum in civitatibus et locis » populatis non etiam in villis et castellis cum mediocri gentis » numero. Et alias ex usu et praxi dictae constitutionis (licet » non adeo cum rigore facta, sed modo magis benigno) sequuta » fuerunt nonnulla incentiva scandali, et fuit curiosis data occasio inquirendi scaturiginem adversus eos qui a munere confitendi se abstinuerunt et in locis parvis difficile non est perquirere complices praedictos. »

Les défenseurs du statut invoquèrent l'autorité de S. Charles Borromée et d'autres évêques qui prohibèrent l'absolution des complices. C'était abuser du nom de S. Charles, qui s'exprima de manière à faire entendre que l'interdiction regarde seulement le crime ou la faute pour laquelle le confesseur est complice, sans le priver perpétuellement de la juridiction par rapport au pénitent lorsque ce dernier s'est confessé à un autre prêtre et a reçu l'absolution de la faute à l'égard de laquelle il a été complice. Le décret de S. Charles est ainsi conçu: « Qui criminis alicujus culpaeve mortalis particeps fuerit, » sciat sibi interdictum munus audiendi confessiones illorum, » quos socios ejus criminis culpaeve habuerit, quod decretum » ad quoscumque confessarios etiam regulares volumus pertinere etc. » Les constitutions subséquentes du Saint-Siége ne statuent pas autrement par rapport à l'absolution des complices *in turpibus*. Le statut de Cosenza infligea aussi l'excommunication; or, les défenseurs disaient que le confesseur peut fort bien accueillir cette excommunication dans les cas d'urgence afin d'éviter le scandale, sauf à demander ensuite l'absolution de la censure. Il faut convenir que les confesseurs pouvaient être contents de leur sort !

« Supplicatur animadverti per Rmum Archiepiscopum respectu confessariorum saecularium moderata fuisse disposita in » Synodo bo. me. Rmi Murelli sui antecessoris publicata de » anno 1645; et in qua sub tit. de censuris, cap. 32, continetur suspensio ipso jure, ibi – Confessarii rem turpem habentes cum his quorum confessiones a triennio citra audierunt » a facultate confessionis censeantur ipso jure suspensi etc. Cujus, et aliarum similium synodorum meminit Alphons. de » Leone de censuris recollect. 6.

« Comprobatur etiam auctoritate S. Caroli in ejus Synodo » Provinciali tit. de sacram. Poenit. §. *Qui criminis*, ibi – » Qui criminis alicujus culpaeve mortalis particeps fuerit, sciat » sibi interdictum munus audiendi confessiones illorum, quos » socios ejus criminis culpaeve habuerit, quod decretum ad quoscumque confessarios etiam regulares volumus pertinere etc. » et de dicto synodo Mediolanensi, et Leodiensi testatur Pasqualig. de casibus tempore mortis occurr. Quaest. 115.

« Hoc statutum sortitum fuit suam executionem in omnibus » locis, etiam angustis et parum populatis subjectis jurisdictioni statuentium eo modo quo etiam praticatum fuit in hac » dioecesi vivente d. bo. me. Murello absque eo quod fuerit » reclamatum; ita non videtur incongruum eamdem legem ad » majorem corroborationem innovari per hodiernum archiepiscopum in nova synodo, quod non fuit prohibitum a S. C. » Episcoporum de anno 1602 in decreto ex adverso in informatione registrato, ut ex ejus lectura.

« Pariter non refragatur exageratum scandalum quod exinde » resultaret, dum confessarius coram populo se abstineret ab » absolutione poenitentis, et ulterius ne proprium peccatum » Rmo Archiepiscopo detegeret, negligeret absolutionem, cum » confessarius excommunicatus possit valide absolvere in casibus urgentibus etiam gravibus, et postea tempore opportuno obtinere absolutionem ab excommunicatione mediante » persona confessarii, absque ulla mentione poenitentis, ut docent Soto, Navarrus etc. »

Malgré tout ce qu'on put dire, la S. Congrégation cassa le statut synodal. L'affaire fut appelée dans la réunion générale. Ayant retrouvé le *restrictus causae* du secrétaire, nous le publions en omettant ce qui ne se rapporte pas à la question.

« *Consentina Synodi*. Archiepiscopus Consentinus in Synodo » dioecesana inter coetera infrascripta Decreta promulgavit, » videlicet: etc. 2. Confessarius quivis, nemine excepto, qui » in confessione, vel ante confessionem, aut intra triennium » post confessionem cum poenitente, sive foeminini. sive masculini sexus (quod Deus avertat) rem turpem habuerit, vel » qualemcumque mortiferam culpam ad luxuriam spectantem » commiserit, etiamsi poenitentis cum qua, vel quo peccavit » confessionem semel suscepisset, si secularis sit excommunicationem latae sententiae, cujus absolutionem nobis reservamus, incurrat, si vero regularis, ab audiendis confessionibus sit ipso facto suspensus, nec ad eas idoneus habeatur, » quamvis a nobis admissi ab eo ejusmodi criminis ignaris » facultatem iterum obtineat.

» Adversus praeinserta capita reclamat civitas, et clerus. Quid » pro, quid contra faciat, partes monitae ad informandum de-

» ducent, iisque auditis EE. quod magis in Domino expediet » decernere non gravabuntur.

» S. Congregatio Concilii respondit: Ad 2. *Decretum abo-* » *leatur*. 2 decembris 1679. »

Le statut qui prive à perpétuité les confesseurs de la juridiction à l'égard de leurs complices, semble exagéré et intolérable, généralement parlant. Dans de petites localités il est impraticable: les personnes qui ne sont pas *sui juris* devraient renoncer à la fréquentation des sacrements et celles qui sont libres ne pourraient qu'exciter des soupçons si on les voyait se confesser hors du pays. Sans doute, on doit craindre les rechûtes et respecter les choses saintes; mais tout considéré, il n'y a qu'à laisser l'appréciation de ce danger à la conscience des confesseurs que consultent les prêtres qui se trouvent dans ce cas.

— *Privilèges des réguliers. Communication. Le pouvoir de dispenser des irrégularités contractées pour homicide n'est pas compris.*

Le Saint-Siége communique quelquefois à un institut religieux les grâces spirituelles, les indulgences et les privilèges qu'il a concédés à d'autres. Il ne faut pas croire que cette communication comprenne tous les privilèges sans exception. Les indults relatifs aux offices et à la liturgie sont toujours exceptés. De même, le pouvoir d'absoudre de l'irrégularité *ex homicidio*, pour ne rien dire des autres exceptions. Voici une décision de la S. Congrégation du Concile.

Grégoire XV et Urbain VIII communiquèrent aux Bénédictins de S. Maur les privilèges du Mont-Cassin et généralement tous ceux des Ordres mendiants et non mendiants, militaires et hospitaliers non seulement par extension et participation, mais comme si tous les privilèges leur étaient accordés spécifiquement. Or, les Bénédictins du Mont-Cassin ont le pouvoir d'absoudre *in utroque foro* et de dispenser de toute irrégularité les moines qui ont commis des homicides avant leur entrée en religion; on a sur ce point des brefs d'Eugène IV, d'Innocent VIII et de S. Pie V. Le même pouvoir a été donné aux Olivétains par Pie IV, aux Dominicains par Jules II, aux Jésuites par Paul III et Grégoire XIV. On demande si les Bénédictins de S. Maur en jouissent par communication? La S. Congrégation du Concile répond *negative*, tant pour ce qui concerne l'absolution des censures et la dispense de l'irrégularité, que pour la réhabilitation à recevoir les ordres et les dignités. Nous croyons utile de publier textuellement cette décision inédite.

Dubia Facultatis absolvendi et dispensandi. — « Omnibus » et singulis Congregationis S. Mauri Ordinis S. Benedicti » personis concessum est a fel. rec. Summis Pontificibus Gre- » gorio papa XV bulla data anno 1621, et Urbano VIII » anno 1628 uti, frui, potiri, et gaudere omnibus, et singulis » privilegiis, gratiis, et libertatibus concessis Congregationi- » bus Cassinensi, Ss. Vitoni, et omnibus quibuscumque ordi- » nibus mendicantium, et non mendicantium, militarium, et » Hospitalium.

« Concessa est autem PP. Cassinensibus facultas absolvendi » in utroque foro, et dispensandi super censuris, irregulari- » tatibus, et inhabilitatibus monachos suos, qui ante religionis » ingressum homicidiis voluntariis et involuntariis aliisque pa- » tratis facinoribus irregularitates et censuras incurrerunt, ut » patet ex brevibus Eugenii papae IV Romae Kalendas apri- » lis Pontificatus anno II, Innocentii papae VIII pridie Ka- » lendas novembris Pontificatus anno III, bo. me. Pii papae V » idibus julii anno 1571, datis.

« Concessa est eadem facultas PP. Congregationis Montis » Oliveti a Pio papa IV bulla data anno 1560 die 24 maii » Pontificatus anno Primo.

« Sed et PP. Praedicatoribus Dominicanis brevis Julii pa- » pae II dato anno 1510 pontificatus anno VII, nec non, PP » Societatis Jesu bullis Pauli papae III. anno 1549 15 Kalen- » das novembris Pontificatus anno 15, et Gregorii papae XIV » anno 1591 datis.

» Cum itaque PP. Congregationis S. Mauri data fuerit fa- » cultas ab Urbano papa VIII utendi, gaudendi, et fruendi » omnibus privilegiis aliis Congregationibus, et Ordinibus con- » cessis non solum per participationem et extensionem, sed » perinde ac si illa omnia in specie eidem Congregationi con- » cessa essent, Procurator generalis ejusdem Congregationis » humiliter instat declarari.

» 1. An superiores dictae Congregationis licite valideque » possint absolvere in utroque foro, ac dispensare super irre- » gularitatibus et censuris suorum monachorum per homicidia » vel in bello, vel in jurgiis, aliisque motibus quasi indeli- » beratis contractis?

» 2. An eos possint rehabilitare ad susceptionem ordinum, » dignitatum, et Prioratuum, seu Cappellarum regularium? » S. Congregatio Concilii respondit: *Negative ad utrumque*. » Die 14 aprilis 1685. »

— *Simonie. Résignation d'une paroisse en faveur d'un tiers qui promet de faire nommer le démissionnaire à une autre paroisse.*

La S. Congrégation a jugé simoniaque la convention suivante. Le curé d'une paroisse soumise au patronage de nobles laïques, se croyant impropre à gouverner une grande cure, proposa au curé d'une paroisse voisine de donner sa démission et de le faire nommer comme son successeur, pourvu qu'à son tour il se démît de sa cure en faveur de celui qui lui cédait ainsi une paroisse beaucoup plus riche. C'est ce qui fut fait. Craignant ensuite que cette convention ne renferme quelque vice, le curé consulte la S. Congrégation. Or, elle décide que le pacte a été simoniaque et n'accorde l'absolution qu'en exigeant que le curé abandonne la seconde paroisse et restitue le revenu qu'il a pris depuis son installation. La décision étant inédite comme les précédentes, nous la publions.

» *Dubium Simoniae*. N. presbyter Gallus rector parochialis » ecclesiae de jure patronatus laicorum nobilium, cum se » viribus imparem existimaret ad substinenda onera dictae » ecclesiae ingentis numeri parochianorum cura oneratae, » cuidam N. rectori alterius vicinae parochialis ecclesiae pro- » posuit se mediante dimissione primodictae parochialis ab » illius patrono laico impetraturum, ut ad eamdem parochia- » lem sic dimissam annuis redditibus longe uberiorem prae- » sentaretur dummodo idem N. hujusmodi praesentationis intui- » tu vellet secundodictam parochialem in sui favorem resignare, » prout factum est.

» Cum autem primodictus N. vereatur conventionem ut su- » pra habitam, et executioni demandatam vitium aliquod » continere, supplicat pro absolutione ad cautelam.

» Stantibus his precibus Sacrae Poenitentiariae porrectis, » et ab ea ad hanc Sac. Congregationem remissis, dubitari » contingit:

» 1. An supradicta conventio fuerit simoniaca, et quatenus » affirmative.

» 2. An concedenda sit oratori absolutio?

» Sacra Congregatio respondit. Ad I. *In casu de quo agitur* » *affirmative*. Ad II. *Dimisso beneficio et restitutis fructibus* » *affirmative*. Die 3 februarii 1685. »

— *Intention de ne pas recevoir l'ordination. Réitération conditionnelle du sousdiaconat.*

La validité des Ordres exige l'intention réelle, tant de la part de l'ordinand que du côté de celui qui confère l'Ordre. La S. Congrégation du Concile a fait réitérer le sousdiaconat *sub conditione* dans le cas suivant.

Titius s'est fait admettre à l'ordination en présentant de faux papiers. Au commencement de la cérémonie, l'évêque a porté l'excommunication contre ceux qui oseraient recevoir les ordres sans les permissions voulues. Ne sachant comment éviter cette terrible censure et n'osant pas se retirer, Titius a résolu de se présenter matériellement, et sans l'intention de recevoir l'ordination; au contraire, il a formé l'intention positive de ne pas la recevoir et il n'a jamais rétracté cette intention par un acte opposé. Plus tard, il a manifesté ce défaut d'intention à l'évêque, qui s'est abstenu de réitérer l'ordination avant de connaître l'avis de la S. Congrégation. Celle-ci commence par demander des renseignements plus précis sur l'intention de Titius; ensuite, elle prescrit de l'ordonner de nouveau en particulier, et *sub conditione*. Nous avons retrouvé le *votum* du cardinal Casanate: « Titius fatetur se materialiter accessisse ad » ordinationem, sine intentione suscipiendi ordinem subdia- » conatus; ideo nullatenus hic ordo fuit ipsi collatus ob de- » fectum voluntatis, nec capax est ulterioris ordinis absque » promotione ad subdiaconatum reiteranda saltem sub condi- » tione etc. »

Brixien Ordinationis. « Titius minorum ordinum clericus » episcopo Brixien. Ordinario suo supplicavit, ut sacrum » subdiaconatus ordinem sibi conferret. In hunc finem exa- » minatus et idoneus repertus petiit a vicario generali, ut » attestationem susceptorum ordinum minorum sibi extraderet, » quam vicarius denegavit, eo quod orator testimoniales lit- » teras proprii parochi super vita, et moribus non detulisset. » Cum autem Titius illas habere non posset, tum quia per » annum a patria abfuerat, tum quia angustia temporis illarum » consecutionem non patiebatur, attestationem susceptorum » ordinum minorum confixit vicarii caracterem imitando, eaque » cancellario exhibita in numero ordinandorum describi obti- » nuit. Mox unacum caeteris ordinandis alba indutus ad epis- » copum ordinantem accessit subdiaconatum suscepturus; at » ingressus capellam, in qua ordinatio habenda erat, audivit » publicari censuras adversus eos qui absque debitis et legi- » timis licentiis ordines suscipere auderent. Quo circa deter- » ritus, et consilii expers cum a loco ordinationis recedere » futurum sibi esset ignominiosum, ne censuras incurreret » deliberavit accedere materialiter ad episcopum unacum aliis, » citra tamen intentionem suscipiendi ordinem, prout fecit. » His peractis, exoptans ad caeteros ordines ascendere, de- » fectum intentionis habitum in receptione subdiaconatus » patefecit episcopo, supplicans eidem quatenus ipsum ordi- » nem sibi iterum conferret.

» Hinc episcopus hujus Sacrae Congregationis oraculum » exposuit super eo.

» An Titius sit in subdiaconum iterum ordinandus saltem » sub conditione?

» S. C. rescripsit: Maneat suspensus et episcopus melius » informet de intentione. Die 31 martii 1685.

» Brixien. Ordinationis. Episcopus Brixien. qui ab hac » S. Congregatione jussus fuit sub die 31 martii praeteriti » magis praecise informare super intentione Titii in sequen- » tem modum respondit: — « Mandatis istius S. Congregationis » satisfaciendo, Titium oratorem examinari commisi super ex- » positis in ejus supplici libello eidem S. Congregationi porrecto. » Ex juratis autem ejusdem depositionibus resultat dictum » Titium stimulo reae conscientiae excitatum ob falsam attes- » tationem a se confictam, immediate ante ipsius ordinatio- » nem elicuisse actum positivum non recipiendi ordinem sub- » diaconatus, seque materialiter tantum ordinationi praesentasse » hoc uno sibi proposito fine, scandali scilicet forsan orituri » avertendi; numquam tamen revocata contraria intentione » per ipsum, ut supra elicita.

» Reassumpto igitur veteri folio EE. PP. decernere digna- » buntur:

» An Titius sit in subdiaconum iterum ordinandus, saltem » sub conditione?

» S. C. respondit: *Iterum ordinandum sub conditione pri-* » *vatim, et dummodo aliud non obstet canonicum impedimen-* » *tum*. Die 28 augusti 1685. »

— *Congrégations séculières. Priviléges. Ordinations. Direction des séminaires.*

Par décret du 22 mars 1864, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a formellement approuvé le rétablissement canonique des Oratoriens établis en France au XVIe siècle par le cardinal de Bérulle. Cet institut qui répandit un si vif éclat à son origine et produisit des hommes si remarquables par leur piété et leur science, fut renversé, comme tous les autres, à l'époque de la révolution française. La Providence a daigné relever de nos jours ces grandes ruines; il était naturel que l'on pensât aussi au rétablissement de l'Oratoire; le Saint-Siége ne pouvait que favoriser ce pieux projet qui concourt à réparer un des maux de la révolution. Désirant se placer spécialement sous la protection de la Vierge Immaculé, les nouveaux Oratoriens ont voulu appeler leur institut: *Oratorium Domini Nostri Jesu Christi et Immaculatae Virginis Mariae*. Le décret du 22 mars approuve cette nouvelle dénomination. Du reste, le nouvel Oratoire est reconnu par le Saint-Siége comme dérivant de l'ancienne Congrégation, qui fut établie par le cardinal de Bérulle et approuvée par la bulle de Paul V et par divers brefs de ses successeurs.

La fondation du cardinal de Bérulle se distingue de l'institut de S. Philippe de Néry en ce que les maisons forment une congrégation et dépendent d'une assemblée générale et d'un supérieur général, au lieu d'être indépendantes et isolées, comme l'a prescrit saint Philippe. En outre, les Oratoriens français acceptent la direction des séminaires pour la formation du clergé. Sauf ces différences et quelques autres de peu d'importance, les bases essentielles sont les mêmes; les Oratoriens français constituent une congrégation *séculière*, comme ceux d'Italie, d'Espagne et d'Angleterre; on n'y fait aucun vœu, même simple; ils sont soumis à la juridiction des Ordinaires, sans aucune exemption, sauf le régime intérieur, l'administration, la nomination des supérieurs, l'admission des sujets ou leur renvoi; en un mot, les Oratoriens ne dépendent pas de l'Ordinaire pour les choses exprimées dans leurs constitutions. Un bref rendu par Benoît XIV en confirmation des décisions émanées de la S. Congrégation a consacré ce principe par rapport aux Oratoriens espagnols et italiens dont les communautés sont strictement diocésaines; ce principe s'applique à plus forte raison aux membres d'un institut dont les maisons forment une seule corporation, quoique placées en divers diocèses, sous la dépendance du supérieur général.

Etant reconnu que la communication des priviléges engendre la confusion, le Saint-Siége procède avec circonspection surtout de nos jours. De là, vu l'impossibilité de rendre aux instituts qui renaissent leurs anciens priviléges, dont la plupart sont d'ailleurs révoqués en vertu de la discipline moderne actuellement en vigueur, le Saint-Siége aime mieux concéder *de novo* à ces instituts des priviléges certains, qui permettent d'opérer sur une base solide et avec une entière sécurité de conscience. Un exemple remarquable se trouve dans la bulle de Pie VII: *Sollicitudo omnium ecclesiarum*, du 4 août 1814. Le décret du 22 mars 1864 concernant les Oratoriens français offre un exemple non moins précieux; on remarquera les dispositions relatives aux priviléges liturgiques et autres de l'ancien Oratoire, qui obtint par bref d'Urbain VIII communication de tous les priviléges accordés par le Saint-Siége à tous les instituts de moines, de mendiants, de clercs réguliers et de séculiers. Cette communication n'existe pas pour le nouvel Oratoire, qui n'aura par conséquent que les

priviléges que renferme le décret du 22 mars et ceux qui seront accordés dans la suite.

La célébration des chapitres généraux tous les trois ans canonisée par le décret que promulgua Innocent III dans le quatrième concile de Latran, est éminemment utile aux instituts religieux. Tous les fondateurs la recommandent La Compagnie de Jésus est la seule exception qu'on puisse alléguer; saint Ignace établit cette exception dans un but bien différent peut-être de celui qu'on suppose, et s'abstint de prescrire la convocation régulière des chapitres généraux afin de sauver l'unité de son institut; car les rois d'Espagne du XVIe siècle exigèrent l'établissement des congrégations nationales afin que leurs sujets n'eussent pas besoin de sortir du royaume pour assister aux chapitres généraux. Lorsque l'Eglise s'est trouvée libre, elle n'a pas hésité à recommander la fréquente célébration des comices. Les constitutions de l'ancien Oratoire prescrivent la convocation de *l'Assemblée générale* tous les trois ans. Les premières assemblées générales firent des statuts irréprochables et qui méritèrent d'être approuvés *in forma specifica* par le bref d'Innocent X, *Ex Romani Pontificis providentia*, du 19 novembre 1654. Depuis cette époque, les statuts n'étant plus soumis au Saint-Siége, accueillirent bien des dispositions qui ne furent pas en harmonie avec les règles canoniques. Le nouveau décret prévient sagement de si grands inconvénients.

Les Ordinaires des lieux ne pouvant pas confier l'administration des paroisses aux corporations religieuses, l'indult apostolique est nécessaire *in singulis casibus*. Ce principe est confirmé par le décret du 22 mars. Il en est de même pour la direction ordinaire des religieuses et des autres femmes vivant en communauté et confiées à un prêtre spécialement approuvé de l'Ordinaire pour la confession; quoique les réguliers et généralement les prêtres des instituts puissent remplir les fonctions de confesseurs extraordinaires dans les communautés de femmes, il faut un indult apostolique pour les établir confesseurs ordinaires. Telle est la maxime constante de la S. Congrégation, qui s'est inspirée de l'exemple des saints fondateurs, notamment de S. Ignace et de S. Philippe de Néry, dont les constitutions défendent formellement la direction et la confession ordinaire et permanente des religieuses, parce que, sans parler d'autres inconvénients, les sujets occupés de la sorte dans les communautés de femmes peuvent être regardés comme perdus pour leur institut, en ce qui concerne la régularité monastique et l'obéissance pratique. Nous avons parlé ailleurs de ce que fit S. François d'Assise afin d'exonérer ses frères Mineurs de la direction des religieuses; saint Bonaventure eut le même esprit. Plutôt que compromettre la vigueur monastique en ouvrant une telle porte au relâchement et à des distractions qui s'effacent difficilement, les anciens Cisterciens créèrent en dehors de leurs monastères et de leurs noviciats une branche particulière de pères et de frères pour servir les communautés de femmes. Une institution analogue se trouve parmi les Camaldules.

Après ce que nous avons dit de l'ordination dans l'article inséré plus haut, il est inutile d'insister sur les dispositions exprimées dans le décret du 22 mars. Les Oratoriens étant soumis entièrement à la juridiction des Ordinaires comme les instituts de même nature, auraient été contraints d'observer rigoureusement les prescriptions canoniques sur les dimissoires, les testimoniales et le titre d'ordination; le décret du 22 mars leur accorde des prérogatives d'autant plus précieuses qu'elles sont vraiment nécessaires afin de pouvoir en bien des cas procéder à l'ordination des sujets suivant les règles. On remarquera que les sujets ordonnés en vertu des dimissoires du supérieur général sont placés dans une position exceptionnelle en prévision de l'hypothèse où ils viendraient à abandonner l'institut, car ils encourront la suspense de l'exercice des ordres par le fait même de leur sortie, jusqu'à ce qu'un évêque consente à les aggréger à son diocèse. Les sujets ordonnés sans patrimoine et *titulo congregationis*, sont dans le même cas.

Comme le nouvel Oratoire se destine particulièrement à la direction des petits séminaires, le décret du 22 mars atténue la rigueur des prescriptions canoniques en accordant l'indult apostolique sur plusieurs points. 1. Nul séminaire ne peut être cédé aux congrégations tant régulières que séculières sans un indult apostolique *in singulis casibus;* le décret autorise *ad decennium* les Oratoriens à accepter les petits séminaires qui leur seront offerts. 2. Le concile de Trente prescrit la commission de chanoines et d'autres membres du clergé, laquelle a le droit d'être consultée pour tous les actes de l'administration spirituelle et temporelle, tels que le règlement, les études, les méthodes, le choix des livres, la nomination du supérieur et des professeurs, l'admission et le renvoi des séminaristes, tout le temporel etc; quoique l'Ordinaire ne soit pas obligé de se conformer aux décisions de la commission, tout acte d'administration auquel on procède sans son avis préalable est nul. Le décret du 22 mars dispense à ce sujet les petits séminaires dirigés par les Oratoriens; car ils seront administrés par l'institut sous la dépendance immédiate de l'Ordinaire, si ce n'est que les comptes annuels devront être rendus à l'évêque à la fin de chaque année, devant deux chanoines et deux membres du clergé de la ville, conformément à une autre disposition du concile de Trente, qui prescrit cette révision annuelle, outre l'assistance quotidienne de la première commission. Naturellement l'intervention de celle-ci serait gênante pour un institut, et c'est pour cela que le Saint-Siége en exempte, mais il n'a pas l'usage de dispenser de la révision annuelle des comptes du séminaire, à laquelle doivent intervenir deux chanoines désignés par le chapitre, et deux prêtres du clergé de la ville. Faisons remarquer aussi que, tout en confiant la direction des petits séminaires à l'institut, le décret du 22 mars renferme une recommandation ainsi conçue: *Quoad directionem autem seminariorum prae oculis habeant quae circa aetatem et indolem alumnorum a sacrosancta Tridentina synodo praescribuntur*. Le concile de Trente prescrit de recevoir dans les séminaires les enfants âgés tout au moins de douze ans et qui présentent des espérances fondées de se consacrer à la carrière ecclésiastique. Une maison où sont reçus indistinctement les jeunes gens qui se destinent au sacerdoce et ceux qui n'ont pas cette vocation pourra être un collége épiscopal, ce n'est pas un séminaire. L'expérience montre que le mélange des uns et des autres n'est pas bon pour les vocations ecclésiastiques. On cite tel diocèse qui n'a commencé à fournir des vocations qu'à partir du jour où l'on a établi un vrai séminaire dont les portes demeurent fermées aux jeunes gens qui n'ont pas l'intention de prendre la carrière ecclésiastique. Il est reconnu que le contact des laïques fait perdre un grand nombre de vocations, en sorte que tout évêque qui désire remplir les rangs trop éclaircis de son clergé, ne saurait prendre aucun moyen plus salutaire que celui d'établir un vrai séminaire où l'on ne puisse en conscience recevoir que les enfants qui se destinent à l'état ecclésiastique, ainsi qu'on l'a fait récemment dans un diocèse des Etats-Unis avec un succès qui a dépassé toutes les espérances qu'on avait fondées sur cette mesure. La pratique de Rome est que si les séminaristes ont moins de quatorze ans, les parents doivent déclarer par acte notarié qu'ils ont l'intention bien sincère d'embrasser l'état ecclésiastique; les séminaristes ratifient cet engagement dès qu'ils atteignent l'âge susdit. C'est donc par l'inspiration d'une profonde sagesse que le décret du 22 mars recommande la disposition du concile de Trente. Quelques diocèses ont plusieurs petits séminaires qui ne méritent pas ce nom puisque

l'on reçoit indistinctement les clercs et les laïques; ils peuvent se mettre facilement en règle avec le concile de Trente, en réservant une de ces maisons comme séminaire, tout en conservant les autres comme des colléges épiscopaux. 3. Les séminaires n'étant pas *de jure*, exempts de la juridiction paroissiale, le curé de la paroisse conserve ses droits pour la communion pascale, le viatique, l'extrême-onction et la sépulture, et l'Ordinaire n'a pas le pouvoir de les soustraire à cette juridiction. Cela est si vrai que l'église d'un séminaire a besoin d'un indult apostolique pour qu'on puisse y conserver le Saint-Sacrement. D'autre part, les congrégations séculières ne jouissent *de jure*, d'aucune exemption vis à vis de la juridiction paroissiale. C'est pourquoi le décret du 22 mars accorde expressément divers indults aux Oratoriens, savoir: La permission de conserver le Saint-Sacrement dans les chapelles de leurs maisons et des séminaires qui leur sont confiés; le droit de remplir le commandement de la communion pascale dans ces chapelles au lieu de l'église paroissiale; enfin, le pouvoir de donner le viatique et l'extrême-onction aux membres de l'institut et aux séminaristes et autres commensaux perpétuels de leurs communautés. Néanmoins les droits paroissiaux relativement à la sépulture sont réservés expressément par cet indult accordé *ad decennium*.

Les Oratoriens se sont placés dans une excellente position de soumission pratique envers le Saint-Siége. 1. Les actes de l'Assemblée générale qui est convoquée tous les trois ans, seront soumis à son examen et n'auront d'effet que lorsqu'ils seront revêtus de son approbation. 2. Le supérieur général adressera à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers tous les trois ans la relation complète de la situation de son institut pour le matériel, le personnel, la discipline et l'observation des constitutions, et les comptes administratifs. 3. Les *départements* de l'institut, c'est à dire les provinces, seront érigés par décret apostolique, ainsi que les maisons *d'institution*, c'est à dire, de noviciat. 4. Les prêtres de l'institut devront appliquer une messe par mois et les laïques devront faire une communion pour le Pape et la sainte Eglise. 5. Les membres de l'institut ne pourront accepter la gestion des paroisses et la direction ordinaire des communautés de femmes qu'en vertu d'un indult apostolique pour chaque cas. 6. Quoique la fondation des maisons puisse avoir lieu avec la permission de l'Ordinaire, on ne pourra les supprimer et les abandonner qu'avec l'autorisation du Saint-Siége. 7. Le décret du 22 mars ne contenant aucune concession et aucun indult au sujet des aliénations, les règles canoniques sont censées conserver toute leur force, sauf les concessions particulières que le Saint-Siége est libre de faire. 8. Enfin, les indults concernant les ordinations et la direction des petits séminaires ayant été accordés *ad decennium*, ce terme imposera la nécessité vraiment salutaire de recourir de nouveau à la source du pouvoir et de recevoir les bénédictions qui assurent la stabilité et le progrès des instituts ecclésiastiques.

Après ces considérations générales, nous croyons devoir reproduire intégralement le décret du 22 mars 1864, excepté quelques dispositions peu importantes.

Decretum. — Initio saeculi decimi septimi ortum habuit in Galliis, curante cl. me. Cardinali de Berulle, pia presbyterorum Congregatio, ab Oratorio D. N. J. C. nuncupata, quae pluribus apostolicis gratiis et favoribus aucta et decorata fuit. Nam sa. me. Paulus V piam hanc Congregationem per bullam, cujus initium: *Sacrosanctae Romanae Ecclesiae*, die 10 maii 1613 approbavit, ejusdemque Constitutionibus postea litteris a sa. me. Innocentio X in forma Brevis incipien. *Ex Romani Pontificis providentia* die 19 novembris 1654 expeditis, apostolica pariter approbatio accessit. In primordiis suis memorata presbyterorum Congregatio maxima Christianae Reipublicae attulit emolumenta; ast saeculo decimo octavo exeunte, ob luctuosissimas Galliarum perturbationes eversa penitus, et dissoluta fuit, donec postremis hisce temporibus eamdem sub titulo Oratorii Domini Nostri Jesu Christi et Immaculatae Virginis Mariae, restituit presbyter Aloysius Petrus Pétetot, qui quidem consilii sui feliciter a se suscepti eum sibi finem statuit, in quem pristinae Congregationis ratio spectabat, ut novi nimirum socii vestigiis insistentes, et exempla aemulantes virorum doctrina et pietate praestantium, qui primi Congregationi nomen dederunt, B. Petri Cathedrae fideliter adstricti, ac obsequenter subjecti, sacri ministerii officiis, et clericorum institutioni sese devoverent. Praenominatus sacerdos Petetot enunciatae Congregationis nunc superior generalis, tres jam pias domos erexit, ac nuper in Urbem veniens, a SSmo D. N. Pio PP. IX suppliciter postulavit, ut piam dictam Congregationem denuo, uti supra a se excitatam, tamquam a primaeva originem suam ducentem quam cardinalis de Berulle instituit, approbare dignaretur. Sanctitas Sua, attentis litteris commendatitiis quamplurium Galliarum antistitum, in audientia habita ab infrascripto Domino Pro-Secretario Sacrae Congregationis Episcoporum et Regularium die 26 februarii 1864, piam praedictam Congregationem denuo erectam, titulum Oratorii Domini Nostri Jesu Christi ac Immaculatae Virginis Mariae prae se ferentem, sub regimine Moderatoris generalis, salva Ordinariorum jurisdictione ad praescriptum sacrorum canonum et Apostolicarum constitutionum, tamquam a veteri supramemorata Congregatione Oratorii Domini nostri Jesu Christi profectam approbavit et confirmavit, cum sequentibus tamen limitationibus et observationibus, prout praesentis decreti tenore approbat, atque confirmat.

» Ut recto hujus piae Congregationis regimini consultum sit, Sanctitas Suae ea quae sequuntur statui mandavit, prout pariter praesentis decreti tenore statuuntur, videlicet:

» 1. Quaecumque privilegia ab Apostolica Sede veteri Oratorii Congregationi attributa fuerunt quoad recitationem divini officii et missae celebrationem, revocantur, et revocata semper in posterum censeantur, ita ut socii hodiernae Congregationis eorumque successores particularibus officiis et missis veteribus sociis concessis licite haud uti poterunt, nisi novam et expressam licentiam pro singularibus particularibus officiis ac missis a S. Sede obtinuerint.

» 2. Revocantur pariter, et revocata in posterum semper censeantur quaecumque alia privilegia, et spirituales gratiae veteri praefatae Congregationi a Romanis Pontificibus sive per communicationem privilegiorum et spiritualium gratiarum aliis Oratoriis seu piis Congregationibus antea concessarum. Quod si aliquibus e dictis privilegiis et spiritualibus gratiis hodierni socii frui cupiunt, recurrendum ab ipsis erit pro nova approbatione ad Apostolicam Sedem per hanc Sacram Congregationem Episcoporum et Regularium.

» 3. Quolibet triennio ad formam Cap. *In singulis* Concilii Lateranensis IV sub Innocentio III celebrati habeatur capitulum generale piae Congregationis, et omnia acta, statuta, decreta, et ordinationes quae in praedictis triennalibus capitulis edentur, judicio S. Sedis erunt subjicienda et omni effectu careant, antequam ab ipsa fuerint probata.....

» 4. Quicumque ex sociis memoratae piae Congregationis aliquam paroeciam praebendam, canonicatum seu ecclesiasticum beneficium assequatur etiam de licentia superioris generalis, statim a pia Congregatione dimissus censeatur. Quod si vero a locorum Ordinariis aliqua paroecia, per piam Congregationem regenda oblata fuerit, postulanda erit venia S. Sedis singulis in casibus per hanc S. Congregationem Episcoporum et Regularium.

« 5. Pia nova Congregatio non poterit per provincias vulgo *Départements* dividi, nisi prius recursus habeatur ad Sanctam Sedis, atque ab ea approbatio obtineatur.

» 6. Tyrones integrum novitiatus annum in domo Institu-

tionis nuncupatae, et sub cura ac directione Magistri Novitiorum explere teneantur, nec intra praedictum tempus cuicumque, etiam ipsi superiori generali, eos in aliam transferre domum fas sit.

» 7. Piae Congregationis presbyteri haud poterunt officium confessarii ordinarii monialium, aliarumque piarum mulierum communi in domo degentium exercere nisi apostolicum indultum singulis in casibus impetraverint.

» 8. Quoad fundationem seu acceptationem piorum legatorum et onerum missarum pia congregatio diligenter observet decreta edita sub sa. me. Urbano VIII et Innocentio XII.

» 9. Quolibet mense presbyteri piae Congregationis semel missam celebrare et applicare, socii vero laici semel sacram communionem recipere pro Romani Pontificis et Ecclesiae catholicae prosperitate teneantur.

» 10. Quolibet triennio, superior generalis relationem status suae congregationis ad hanc Sacram Congregationem transmittere teneatur, quae quidem relatio complecti debet tam statum materialem et personalem, nempe, numerum domorum, et sociorum suae congregationis, quam disciplinarem, scilicet constitutionum observantiam juxta antea propositas emendationes, nec non quae respiciunt administrationem oeconomicam.

» Praeterea Sanctitas Sua, attentis peculiaribus circumstantiis praefatae piae congregationi sequentes facultates tribui mandavit, sicuti hujus pariter decreti tenore tribuuntur, nempe:

» Admittendi ad sacros Ordines sub titulo Congregationis pro viginti casibus tantum alumnos a superiore generali designandos, dummodo in ipsis debita concurrant requisita juxta sacros canones et apostolicas constitutiones. Quod si praedicti alumni ad sacros ordines ut supra promoti a pia Congregatione dimissi fuerint vel ab ea pro suo lubitu discesserint, suspensi maneant ab Ordinum exercitio, et si nondum presbyteratum acceperint, nequeant ad superiores Ordines ascendere donec alio canonico S. Ordinationis titulo provideantur.

» Relaxandi litteras dimissoriales per praefatum superiorem generalem ad effectum recipiendi Ordines pro viginti pariter casibus tantum, et iis dumtaxat alumnis qui ab Ordinario originis rite, ut ajunt, excardinati nomen piae congregationi dederunt, dummodo necessaria requisita in ipsis concurrant, et adimpleantur praescriptiones constitutionis incipien. *In supremo*, a sa. me. Benedicto XIII editae die 23 decembris 1724. Alumni per dictas dimissoriales litteras superioris generalis promoti ad Ordines, si pia congregatione relicta, quacumque ex causa in seculum redierint, ab Ordinum exercitio suspensi maneant, nec ad Ordines superiores promoveri possint, nisi prius benevolum episcopum, qui eos in sua propria diaecesi tanquam suos subditos recipiat, invenerint.

» Acceptandi ab Ordinariis locorum eas domos quae ab ipsis pro pia societate in propria dioecesi constituentur; nec non erigendi novas domos, de licentia tamen respectivi Ordinarii, qui in singulis casibus perpendere debebunt, an pia congregatio sufficientes socios habeat, ita ut novae domus erectio nullum praejudicium praeexistentibus domibus afferat. Pro suppressione autem domorum ad piam Congregationem spectantium, obtinenda erit in singulis casibus venia S. Sedis.

» Acceptandi pariter a respectivis locorum Ordinariis directionem seminariorum, quae minora dicuntur, et intra decennium tantum a data praesentis decreti decurrendum, eoque elapso, iterum petenda erit a S. Sede venia. Quod si praefato decennio decurrente, sociis piae Congregationis exhibeatur ab Ordinariis directio seminariorum, quae majora dicuntur, recurrendum erit in singulis casibus ad S. Sedem, quae, habito respectu ad sociorum numerum, providebit prout magis in Domino expedire judicaverit. Quoad directionem autem seminariorum socii prae oculis habeant, quae circa aetatem, et indolem alumnorum a sacrosancta Tridentina synodo praescribuntur.

» Administrandi praedicta seminaria sociis piae Congregationis concredita tam in spiritualibus quam in temporalibus sine deputatorum interventu qui juxta praelaudatam Tridentinam Synodum sen. 23 cap. 18 de Ref. disciplinae, et administrationi bonorum advigilare deberent, ita tamen ut in omnibus superior generalis, et socii dependere a respectivo Ordinario, et rationem administrationis bonorum eidem in fine cujuslibet anni reddere teneantur, praesentibus duobus de capitulo, totidemque de clero civitatis. Praesens pariter indultum ad decennium tantum erit duraturum.

» Asservandi pariter ad decennium in ecclesiis seu oratoriis tam piae Congregationis, quam seminariorum, quae ipsius curae concredita fuerint, SSm̃um Eucharistiae Sacramentum, de consensu tamen Ordinariorum, dummodo in illis adsit tabernaculum decenter ornatum, lampas semper accensa diu noctuque colluceat, et SSm̃um Missae sacrificium quotidie celebretur; clavis autem tabernaculi ab aliquo sacerdote custodiatur.

» Demum administrandi in praedictis ecclesiis et oratoriis tam sociis quam alumnis sacram communionem, et, si infirmi sint, sacrum viaticum, necnon sacramentum extremae unctionis, si in articulo mortis constituti reperiantur, de licentia tamen habituali respectivi Ordinarii pro omnibus praemissis, ac salvis juribus parochialibus ad formam sacrorum canonum quoad funeralia absolvenda. Alumni insuper poterunt in memoratis ecclesiis sive oratoriis ecclesiastico praecepto de Paschali communione satisfacere. Praesens indultum etiam ad decennium tantum erit duraturum, et eo elapso, iterum erit ad S. Sedem recurrendum.

Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Episcoporum et Regularium die 22 martii 1864. »

— *Indult autorisant la célébration de messes basses de morts dans la Chapelle d'un hospice de sourds — muets.*

Le chant n'étant d'aucun prix pour les sourds-muets, il est naturel qu'on accorde des priviléges spéciaux, quoiqu'ils ne soient pas en harmonie avec les rubriques. Voici un exemple.

« R. P. Fr. Coelestinus de la Broque ex Ordine Minorum » Sancti Francisci Capucinorum, Cappellanus Hospitii Surdo- » mutorum in Civitate Lugdunensi, supplicibus votis a sanctis- » simo Domino Nostro Pio Papa IX humillime postulavit, ut » in exsequiis eorumdem surdo-mutorum, necnon diebus tertio » septimo, trigesimo ac anniversario et tandem duabus vici- » bus in qualibet hebdomada, dum officia occurrunt ritus du- » plicis, in adnexa Hospitio Ecclesia, loco missae de requie » cum cantu, de Apostolica benignitate missae de Requie ce- » lebrari possint absque cantu, ea potissimum de causa, quia » Surdo-Muti ad cantum impares, in ejusmodi Missis non » aspicientes colorem nigrum in sacris paramentis, id gravate » ferunt, tristantur et interdum etiam indignantur: aliunde » vero Hospitii paupertas cantores exteros advocare minime » patitur.

« Ad haec singula a subscripto Sacrorum Rituum Congre- » gationis Secretario relata, Sanctitas Sua clementer attendens, » de speciali gratia nullo unquam tempore in exemplum af- » ferenda, indulsit ut in casibus supra expressis, ac etiam » duabus vicibus in qualibet hebdomada, in enunciata Ho- » spitii Ecclesia, occurrente licet ritu duplici Missae de Requie » absque cantu celebrari valeant; attamen omnino exclusis a » praesenti concessione duplicibus primae et secundae clas- » sis, Festis de praecepto servandis, Feriis, Vigiliis, Octa- » visque privilegiatis et sub conditione ut praesens Decretum » in Cancellaria Curiae Episcopalis Lugdunensis exhibeatur » antequam executioni mandetur.

« Contrariis non obstantibus quibuscunque. Die V septem- » bris 1861. ».

— *Décret général de la S. Congrégation des Indulgences sur le messes de Requie.*

Pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié l'on doit célébrer la messe *de Requie* avec l'ornement noir toutes les fois que la rubrique le permet. Quelquefois cela ne se peut ; par exemple, lorsque le Saint-Sacrement est exposé, ou lorsqu'on célèbre la messe dans une église où la station se trouve ou dans laquelle on fait quelque fête. Le cas n'étant pas prévu par les décrets généraux, il y avait doute de gagner l'indulgence de l'autel privilégié, sans célébrer la messe de mort. Un décret général de la S. Congrégation des Indulgences en date du 11 avril 1864 tranche toute controverse. Le voici :

« Decretum. — *Urbis et Orbis.* Quamplures Romani Cleri » Sacerdotes, ac praesertim Animarum Curatores dubium huic » Sacrae Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis prae- » positae enodandum proposuerunt: Utrum, scilicet, Sacerdos » celebrans in Altari Privilegiato legendo Missam de Festo » Semiduplici, Simplici, Votivam, vel de Feria non privile- » giata sive ratione expositionis Sanctissimi Sacramenti, sive » Stationis Ecclesiae, vel alterius Solemnitatis, aut ex ratio- » nabili motivo fruatur privilegio ac si legeret Missam de Re- » quie per Rubricas eo die permissam? »

« Sacra itaque Congregatio, quae habita fuit apud Vatica- » nas aedes die 29 Februarii 1864 auditis Consultorum Vo- » tis, respondendum esse duxit « *Affirmative, deletis tamen* » *verbis* » aut ex rationabili motivo « *et facto verbo cum San-* » *ctissimo.* » Facta insuper per me infrascriptum ejusdem S. » Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino Nostro re- » latione in Audientia diei 11 aprilis ejusdem anni, Sancti- » tas Sua Eminentissimorum Patrum sententiam benigne con- » firmavit.

« Datum Romae ex Secretaria ipsius S. Congregationis In- » dulgentiarum die 11 Aprilis 1864. ».

F. Antonius Maria Card. Panebianco Praefectus.

A. Colombo Secretarius.

— *Indulgences plénières plusieurs fois par jour. Visite des églises.*

Divers décrets de la S. Congrégation des Indulgences établissent que l'on peut gagner plusieur indulgences plénières dans le même jour, pourvu qu'on remplisse toutes les conditions que prescrivent les indults apostoliques. Un décret du 29 février 1864 fixe quelques points importants. Ainsi, la faculté dont il s'agit ne comprend pas seulement les indulgences courantes à cause des fêtes, mais elle s'applique aussi aux indulgences que chaque fidèle peut gagner une fois par semaine ou par mois, le jour qu'il fixe lui-même. Lorsque la visite d'une église ou d'une chapelle publique est prescrite comme condition pour gagner l'indulgence plénière, l'on doit visiter autant d'églises que l'on veut gagner d'indulgences plénières; il ne suffit pas de visiter la même église plusieurs fois. Voici le décret qui contient les décisions susdites :

« Decretum. — *Congregationis S. Benedicti in Gallia.* In » generalibus Comitiis Sacrae hujus Indulgentiarum Congre- » gationis habitis die 29 Februarii 1864 sequentia dubia per » Joannem Baptistam Nicolas Monachum Congregationis Gal- » licae Sancti Benedicti proposita fuere.

« 1. Cum ex diversis Decretis S. Congregationis Indul- » gentiarum jam liceat plures Plenarias Indulgentias eadem » die lucrari, solutis scilicet conditionibus, quaeritur, an di- » ctum Decretum respiciat solas Indulgentias in una die oc- » currentes propter festivitatem, vel potius etiam illas, quas » unusquisque ob suam devotionem tali per hebdomadam aut » mensem diei adfixerit?

« 2. Qui Decreto ipso uti voluerit, an teneatur Ecclesiam » vel publicum Oratorium visitare (quando nempe requiritur » talis visitatio) totidem vicibus, quod sunt Indulgentiae lu- » crifaciendae?

« Et quatenus Affirmative »

« 3. An sufficiat, ut in una, eademque Ecclesia tot pre- » ces, seu visitationes repetantur, quot sunt Indulgentiae lu- » crandae quin de Ecclesia post quamlibet visitationem quis » egrediatur, et denuo in eam ingrediatur?

« Hisce itaque ab Eminentissimis Patribus mature discus- » sis, Votisque Consultorum perpensis, respondendum esse sta- » tuerunt « Ad Primum « *Affirmative.* » Ad Secundum « *Af-* » *firmative* ». Ad Tertium « *Negative.* »

« Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgen- » tiarum die 29 Februarii 1864.

F. Antonius Maria Card. Panebianco Praefectus.

A Colombo Secretarius.

BIBLIOGRAPHIE.

De residentia beneficiatorum, Dissertatio historico-canonica, quam ad gradum doctoris sacrorum canonum in academia catholica Lovaniensi consequendum, conscripsit Ludovicus Henry, juris canonici licentiatus. Lovanii, 1863. (238 p.)

Le livre comprend huit chapitres; les deux premiers traitent des principes généraux, et les suivants examinent l'obligation de la résidence pour les cardinaux, les évêques, les chanoines, les curés, les vicaires paroissiaux et les simples bénéficiers. Les chapitres sont ordinairement divisés en deux articles; le premier expose l'ancienne discipline et le second concerne la discipline moderne, telle que le concile de Trente et les constitutions apostoliques l'ont faite. M. le docteur Henry a consulté les bonnes sources; pour l'ancien droit, Thomassin lui a servi de guide; les décrets des SS. Congrégations et les canonistes romains ont été la règle pour décider les divers cas auxquels la discipline moderne donne lieu.

Les cardinaux qui ont un diocèse, sont obligés à la résidence comme les autres évêques. L'auteur parle des cardinaux évêques suburbicaires qui sont dans une position exceptionnelle, et montre que les autres cardinaux devant résider près du Souverain Pontife, ne peuvent s'absenter sans sa permission, sous peine d'être privés de la pourpre, après monition canonique.

Quoique l'ancien droit se montrât très rigoureux pour les évêques par rapport à l'obligation de la résidence puisque le concile de Sardique ne leur permit pas de s'absenter au delà de trois semaines sans vraie nécessité, le concile de Trente accorde trois mois. La permission du Pape, nécessaire pour une absence prolongée au-delà de ce terme, ne l'est pas lorsque les évêques doivent assister aux conciles provinciaux, ou faire la visite romaine *ad limina apostolorum.* Voici ce que nous lisons p. 74 du livre : « Quid vero dicendum » de episcopis qui hodie senatores a gubernio creantur, vel » renuntiantur membra congressus instructionis publicae ? An » possint absque licentia Summi Pontificis a suis ecclesiis » abesse, ut senatus vel congressus sessionibus intersint? Ad » solutionem hujus quaestionis, sufficit attendere ad textus tum » concilii Tridentini, tum Urbani VIII. Loquuntur enim de » munere seu officio publico episcopatibus adjuncto; quod non » verificatur in munere senatoris seu membri congressus, » quale hodie in Gallia episcopis confertur. Munus enim se- » natoris quo exornantur cardinales, non eorum dioecesibus

» adnectitur, sed dignitati cardinalitiae; episcopi vero qui » congressus instructionis publicae membra sunt, id non de- » bent privilegio ecclesiarum quibus praesunt, sed nominationi » imperatoris personas ipsorum eligentis. Debent ergo prae- » dicti praesules, si praeter absentiam trium mensium, quam » in adimplendis his functionibus sumere possunt, insuper » aliam absentiam facere velint, a Romano Pontifice licentiam » postulare et obtinere. » Les sessions doivent être comptées dans les trois mois de vacances. Il en est de même des évêques qui prêchent des retraites ecclésiastiques ou des missions; le temps de leur absence est compris dans le trimestre, de sorte que l'indult apostolique est nécessaire si la durée totale de leur demeure hors du diocèse doit dépasser les trois mois accordés pour chaque année.

Les chanoines ont trois mois de vacances comme les évêques, mais ils perdent le tiers de leur traitement, c'est à dire les distributions, pour tout le temps où ils font usage de leur droit. Le concile de Trente permet aux évêques de prendre deux chanoines pour se faire aider; ces chanoines perdent aussi les distributions, mais ils peuvent garder le restant de leur prébende en toute sûreté de conscience, quoiqu'ils s'absentent du chœur au-delà des trois mois. Il en est autrement des vicaires généraux, des professeurs des universités ou des confesseurs des religieuses, ou qui prêchent des missions et des retraites; dans la discipline actuelle, tous ceux que nous venons de nommer doivent se munir de l'indult apostolique, non assurément afin de pouvoir gagner les distributions quotidiennes, (privilége que la S. Congrégation n'a pas coutume d'accorder), mais afin d'être autorisés à s'absenter licitement du chœur et de la résidence plus de trois mois chaque année sans s'exposer à ne pas gagner les deux autres tiers de leur revenu, c'est-à-dire, la partie correspondante à la prébende. Nonobstant le privilége général qui se trouve dans le *Corpus juris* en faveur des professeurs et des étudiants, il faut aujourd'hui, pour chaque cas, un indult spécial revêtu de l'édit exécutorial de l'Ordinaire.

L'auteur a recueilli avec soin les décisions qui concernent la résidence des curés; nous nous contentons de rapporter celles qui s'appliquent aux cas vraiment douteux. Nul doute que les curés ne peuvent pas s'absenter huit jours sans permission; mais on peut demander si l'évêque peut leur défendre de s'absenter un ou deux jours sans sa permission expresse. D'une part, la S. Congrégation ne désapprouve pas un statut de ce genre; d'autre part, elle veut que les vicaires forains aient le pouvoir d'accorder la permission, afin que les curés ne soient pas obligés de recourir à l'évêque *in singulis casibus*. Voici les décisions les plus formelles.

« 1. An parochi, qui nocturno caeteroquin tempore resident » apud suas ecclesias, possint, celebrata summo mane missa » in dictis ecclesiis, se conferre ad civitatem, et in ea diurno » tempore totius vel majoris partis anni commorari, licet apud » dictas ecclesias adsint eorum substituti? Resp. *Negative.*

» 2. An parochus villae, in qua non est alius sacerdos, » etiamsi nullus infirmetur, sine episcopi licentia, gratis ubi- » que concedenda, abesse possit a parochia per duos, vel » tres dies, nullo idoneo relicto vicario? ℟. *Negative.*

» 3. An saltem abesse possit a mane usque ad vesperas, » et quid si hoc semel in hebdomada evenerit. ℟. *Affirmative* » *dummodo non sit die festo, et nullus adsit infirmus et* » *raro in anno contingat.*

» 4. Sacra Congregatio censuit parochum nec posse per » hebdomadam abesse non petita, vel non obtenta licentia, » etiam relicto vicario idoneo ab ipso Ordinario approbato.

A plus forte raison les curés ne peuvent-ils s'absenter plus de huit jours sans la permission expresse de l'évêque, même en laissant un ou plusieurs vicaires. Nous lisons dans Fagnan, qu'un évêque se proposant de publier un statut pour défendre aux curés de s'absenter un seul jour sans permission, les curés consultèrent la S. Congrégation: or, elle jugea qu'on ne pourrait pas désapprouver un semblable statut comme opposé au concile de Trente, mais qu'il y aurait lieu de prescrire que les vicaires forains eussent le pouvoir d'accorder les permissions. Barbosa est sévère sur l'article de la résidence: « Le curé qui a des paroissiens dangereusement malades, doit demeurer au presbytère, en s'abstenant de circuler dans la paroisse, car il peut arriver que les malades le demandent et qu'ils meurent sans sacrements si on ne le trouve pas. Lorsqu'il n'y a aucun malade, le curé peut s'absenter pendant quelques heures, même sans laisser de remplaçant. Pour ce qui est de s'absenter tout un jour, quand il n'y a aucun malade, rarement dans le cours de l'année, je m'abstiens de louer ou de blâmer. Mais je regarde comme une faute mortelle de s'absenter deux ou trois jours sans cause légitime, lors même qu'il n'y a pas de malade, à cause des accidents qui peuvent survenir, surtout dans les villages qui n'ont aucun autre prêtre. Dans les villes où sont d'autres prêtres, le péché sera plus ou moins grand suivant le danger. (Barbosa, *de parocho*, p. 1, c. 8).

Il est question des vicaires paroissiaux et des bénéfices simples dans les derniers chapitres. L'auteur montre sans peine que les vicaires paroissiaux sont tenus de résider *jure naturali*, parce qu'ils ne pourraient remplir autrement les fonctions pour lesquelles ils doivent se tenir continuellement à la disposition des curés dont ils sont les coopérateurs. Quoique les bénéfices simples n'exigent pas, en soi, la résidence, il arrive assez souvent que les fondateurs imposent des obligations qui ne peuvent être remplies qu'en résidant; par exemple, lorsque les bénéficiers sont tenus d'assister au chœur ou de célébrer la messe dans des églises déterminées. A plus forte raison la résidence est-elle obligatoire lorsque les fondateurs des bénéfices et des chapellenies l'imposent expressément.

Le livre de M. le docteur Henry se recommande par l'exactitude et la clarté. L'auteur a dû nécessairement se borner; parce que, entraîné trop loin s'il eût voulu épuiser les questions d'un sujet aussi vaste, il aurait composé un volume in-f°, au lieu de la dissertation qu'on lui demandait pour le doctorat. Il n'a pourtant omis ni traité superficiellement aucune question importante, surtout dans les chapitres qui concernent la résidence des évêques et celle des curés.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-TROISIÈME LIVRAISON.

DESCRIPTION DU JANSÉNISME (1).

I. Explication de la carte.

Le Jansénisme est une disposition égale au libertinage, au désespoir et au calvinisme. La doctrine que la grâce nécessite la volonté au bien, quand elle nous est donnée, quoiqu'il arrive et quoi qu'on fasse, fait le libertin. La doctrine qui enseigne que Jésus-Christ n'est point mort pour tous, qu'il veut refuser sa grâce à plusieurs qui ne peuvent être sauvés que par elle, fait le désespoir. La secte qui retranche à la liberté de l'homme ce qui la constitue, qui soutient que les commandemens de Dieu sont impossibles, qui porte au mépris du Souverain Pontife, de ses décrets, de ses censures, fait le calviniste. Ceux qui semblent n'aller point jusque là se perdent dans le Jansénisme même, comme vous voyez par ces monstres et par ces naufrages, dans la mer qui porte son nom. Ces rivières, ces chevaux de poste, ces bateaux chargés de livres et d'autres marchandises, font voir à quoi travaille le Jansénisme, et où mènent ses communications avec les ennemis dont il se dit fort éloigné, et enfin combien il est dangereux de professer une doctrine dont les principes conduisent le monde à Charenton, à la débauche ou à la corde.

Ces cyprès qui poussent entre les rochers, ces arbres funestes où vous voyez des hommes pendus, montrent que le pays qui touche la province Janséniste du côté d'occident est une région de *Désespoir*. Celle que vous voyez à l'opposé n'a rien que d'agéable, aussi est-elle plus habitée que l'autre, parce que le libertinage attire plus de monde que la défiance de la bonté de Dieu n'en fait périr. Ces statues de Bacchus et de Vénus font voir quels sont les exercices de ceux qui sont passés du Jansénisme dans cette terre de volupté et quels Dieux y sont adorés. Les provinces calvinistes qui tiennent le haut de la carte et auxquelles vous voyez aller tant de gens, désignent ce que vous savez de ces misérables, qui après avoir vécu quelque temps sous un nom qui pouvait encore tromper, se sont enfin déclarés francs disciples de Calvin. Cette forêt où se voit une habitation, est la retraite des demi-moines, qui sont ce qu'ils ne sont pas, et qui ne sont pas ce qu'ils sont. L'on vous laisse à deviner les animaux: ces ânes à demi embéguinés: ces grands veaux qu'on pourrait prendre pour des bœufs: ces loups brebis: ces agréables hibous, ces cerfs à haut ramage, ces renards amis des poules; car tout cela mérite bien que vous preniez la peine d'en chercher l'explication. Il est encore parlé d'autres animaux dans la relation du pays, pesez-en tous les mots, il n'y en a point d'inutiles; si vous l'étudiez comme il faut, vous y découvrirez ce que les Jansénistes enseignent, ce qu'ils couvent, ce qu'ils ont fait, ce qu'ils peuvent faire.

II. Tableau du Pays et de ses habitants.

Je vais décrire un pays dont les géographes n'ont point parlé jusqu'ici. On doit croire ce que j'en dirai, parce que j'en ai fait le voyage. J'y ai demeuré près de cinq ans et je n'avancerai rien que sur la foi de mes propres yeux.

La province Janséniste est fort agréable et fertile. Le *libertinage* la borne à l'orient par ses vastes et grasses campagnes. La région du *Désespoir* (quasi toute en sables et en rochers) forme sa partie occidentale, et les provinces Calvinistes la touchent au septentrion. Au midi elle a cette mer orageuse dont on n'a pu trouver encore le fond, et qui n'est pas moins renommée par les monstres qu'elle porte, que par les vaisseaux qui s'y perdent.

La principale ville a un Parlement et une Université. Elle est assise au milieu du pays sur lequel elle commande. On croit que ses fondateurs jugèrent qu'il était mieux de la mettre là pour pouvoir plus commodément se rendre aux trois provinces voisines.

Cette terre fut primitivement habitée par une colonie de Flamands qui lui donnèrent le nom et qui bientôt après la rendirent fameuse par la nouveauté de leurs lois. La curiosité et l'intérêt y attirèrent une foule de gens de diverses nations, qui la peuplèrent comme nous voyons aujourd'hui.

Les hommes y sont communément fort petits. Les plus grands ne dépassent point notre taille médiocre, quoique les portraits qu'ils font faire par leurs peintres les représentent presque tous d'une grandeur extraordinaire. Ils ont la tête petite, mais fort dure, à cause de l'épaisseur du crâne.

Par la dissection qui s'en est faite en diverses occasions, on a trouvé que plusieurs avaient le cœur double. C'est pour cela sans doute qu'ils ne sont point sincères, et qu'ils ont toujours diverses fins.

Leur maladie la plus ordinaire est une dangereuse enflure dont ils meurent presque tous, et dont le seul remède est de quitter le pays; mais il en est peu qui s'y décident, car le climat leur semble doux.

(1) Cet opuscule, écrit dans le genre satirique, fut composé vers la fin du XVIIe siècle. Nous croyons utile de le rééditer, parce qu'il est propre à faire connaître le Jansénisme. Nous avons retouché le style et supprimé certaines choses un peu triviales. L'édition originale est ornée d'une carte, qui est expliquée dans le chapitre 1er. L'auteur s'est caché sans le voile du pseudonime.

Leurs maisons sont à peu près comme le nôtres. Chacune a sa porte de derrière pour pouvoir plus commodément se rendre où on veut sans être vu.

Ils se visitent la nuit plutôt que le jour, afin (disent-ils) de prendre ce temps-là sur le sommeil, et toutes leurs bonnes affaires ne se traitent qu'à la chandelle.

Pour se distinguer du reste du monde (ce qui est chez eux une passion extrême) ils cherchent à prendre un caractère tout particulier qui se voit dans la conduite de leur vie, dans leurs habits, dans leur langage. Ils marchent d'un certain pas qu'ils ont appris, ils usent de tons qui ne nous sont point familiers, et à tout propos ils tournent les yeux d'une facon si singulière, que vous diriez qu'ils vont rendre l'âme; c'est ce qu'ils appellent les apostrophes de la vue.

Ils s'estiment les plus savans hommes de la terre. Il n'y a point de petit maître d'école qui ne porte ce jugement de lui-même. Ils .ont persuadés de posséder seuls entre les peuples l'arbre de la science du bien et du mal. Le fruit qui en procède n'étant point communiqué aux autres, ils doivent nécessairement ignorer les meilleures choses.

III. Trafic des Jansénistes.

L'imprimerie est l'art auquel ils s'adonnent le plus et vraiment on ne trouverait rien de plus exact, ni de plus joli que ce qu'ils font en ce genre; mais ils ne se soucient pas tant de la substance des choses que de la forme qu'on met à les traiter. S'il s'y glisse quelque chose contre la bonne foi, ou la vérité, ils ne s'en mettent pas fort en peine, pourvu que les erreurs soient en beaux caractères, en papier fin, et reliées proprement. Cela leur donne une grande vogue, principalement parmi les femmes, qui aiment ce qui est joli, sans porter la vue plus loin.

Toutes les armes dont il se servent leur viennent des Calvinistes, soit qu'ils n'aient pas le talent d'en faire eux-mêmes, soit qu'ils n'en veulent point prendre la peine; mais ils les fourbissent admirablement, et ils les rendent si belles et si luisantes, que les gens de barreau, les femmes mêmes en achètent assez souvent par curiosité, pour en parer leurs cabinets.

Ils ne se servent que de poudre sourde, ce qui les rend fort dangereux, mais comme c'est l'usage du pays, personne n'y trouve à redire. Ils se moquent de nous qui ne pouvons essayer une arme à feu sans que tous les voisins le sachent, ni abattre un oiseau sans faire du bruit.

Ils ont des foires célèbres où les Calvinistes envoient des bibliothèques entières, qui se débitent en un clin-d'œil, car entr'eux et les Jansénistes il y a grande correspondance pour les lettres aussi bien que pour les armes.

C'est de là que leur viennent encore les plus beaux caractères d'imprimerie. Ils en ont de toutes sortes, excepté de lettre romaine.

IV. Quelles sont les sciences en honneur dans le pays.

S'ils s'adonnent à quelque science, c'est toujours sans s'attacher à aucune forme, car ils aiment mieux faire les règles que les recevoir, et ils contestent même les principes dont tous les autres conviennent.

Leurs Philosophes n'admettent point le sens commun; lorsque j'étais dans le pays, un professeur fut cassé pour en avoir fait un des articles de son cours.

Voici comment ils passent leurs Docteurs. Le candidat doit premièrement jurer sur un livre, qu'ils appellent le *livre saint*, de ne se départir jamais de la doctrine du pays. Ce livre n'est pas en moindre vénération parmi eux qu'était autrefois celui de la Sibylle dans Rome, et quoique le peuple ne sache point ce qu'il contient, néanmoins sur la croyance qu'on lui a donnée, qu'il est tout plein d'oracles et de révélations, il en baise la couverture avec respect.

Ensuite on donne au nouveau Docteur une robe à manches fourrées de renard au lieu d'hermine; on met sur sa tête un vieux chapeau qui sert toujours en semblable circonstance; c'est celui du Docteur qui fonda leur Université, et que l'on a toujours conservé depuis sa mort. La dernière cérémonie c'est le bonnet vert. Quiconque est élevé à cette dignité peut être certain d'être à son aise toute sa vie; car le peuple se taxe pour l'entretenir grassement, et les femmes dévotes font leur affaire principale de ce religieux service.

La Réthorique est tellement en usage dans ce pays, que tout le monde s'en mêle. Ils ne peuvent pas souffrir la musique. Néanmoins la trompette leur plait, parce qu'elle sert à la guerre, pour laquelle ils ont une grande inclination, quoiqu'ils y soient toujours battus on blessés.

Quand ils ont perdu une bataille, ils dissimulent leur douleur si habilement, qu'à les voir et à les entendre, vous croiriez qu'ils l'ont gagnée; pour amuser le peuple, ceux qui commandent ne manquent jamais de faire déposer en grande cérémonie dans leurs temples, certains drapeaux pris sur l'ennemi, qu'ils ont pourtant fait faire eux-mêmes pour servir à cet usage de vanité.

V. Antiquité fabuleuse de cette ville.

C'est un plaisir de les entendre parler de l'antiquité de leur ville. Ils disent qu'elle fut bâtie par un Prince d'Hippone qui vivait il y a plus de douze cents ans; ils se vantent d'avoir des titres qui le prouvent si clairement, qu'il est impossible d'en douter. Leurs plus hardis Annalistes remontent plus haut et assurent que ce Seigneur ne fit que la rebâtir, qu'elle avait été fondée près de quatre cents ans auparavant par un fameux Prince de Tarse, grand guerrier, qui vivait au siècle de Gamaliel, et qui, dans sa jeunesse, avait eu ce célèbre personnage pour précepteur. Ils montrent aux étrangers une grande épée qu'ils disent être celle dont ils se servait dans ses batailles, comme on fait voir à S. Denis celle de la Pucelle d'Orléans: mais j'appris d'un Janséniste de mes amis, plus sincère que les autres, que cette épée n'avait pas plus de trente ans, qu'on l'avait fabriquée sur le modèle des vieilles armes, et que l'artiste qui l'avait faite était mort depuis peu d'années.

Toute la ville est pleine de statues qu'ils ont fait enfumer pour leur donner la couleur que le temps donne à ces ouvrages, mais il ne faut pas être fort savant en archéologie pour découvrir la tromperie; comme il y a dans la Province des historiens gagés pour composer des livres où ces faussetés se trouvent et des gens chargés d'en faire la distribution, le sot peuple croit ce qui s'imprime et se vante d'une antiquité dont les habiles se rient entr'eux, quand personne ne les écoute.

VI. Autres particularités du Pays Janséniste.

Si un étranger veut se faire naturaliser dans le pays, ils n'y font aucun obstacle, parce qu'ils croient que c'est l'honneur de la nation; au lieu de lui faire payer les lettres de naturalisation, ou lui donne de l'argent pour les recevoir. Cela fait que plusieurs, qui sont à bout de leurs finances, renoncent à leur patrie où ils n'ont rien à attendre du côté de la fortune; mais ceux qui sont ainsi reçus ne peuvent être avancés aux charges qu'après qu'un long espace de temps et avoir montré qu'ils ont pris tout à fait l'esprit du pays, et qu'il n'y a plus rien à craindre de leur part; car la défiance est naturelle à tous les Jansénistes. Ils usent de précaution pour des choses de rien. C'est d'après ce principe qu'ils entretien-

nent un grand nombre d'espions de tous côtés afin de savoir ce qui se passe; ce qu'ils dépensent en lettres semble fabuleux.

Il n'y a point d'état dans le monde où les services soient mieux rétribués. On remarque sur la place publique une statue ornée d'inscriptions, pour éterniser la mémoire d'un personnage qui fut employé dans une négociation en Italie avec fort peu de succès. Un plaisant mit ces deux mots latins à la base de la statue: *Itineri, non tibi.*

Le titre d'héroïne est donné à toutes les femmes riches qui contribuent à la réparation des murailles de la ville, à la fonte des canons, et au paiement de la garnison. C'est à elles que les auteurs ont coutume de dédier leurs livres, pour les engager davantage dans les intérêts du pays par leurs belles Epitres préliminaires. Le comble de l'honneur c'est de leur permettre d'avoir rang parmi les Docteurs, et plusieurs y sont reçues, mais il faut qu'auparavant elles aient lu certaines traductions qui inspirent la suffisance, et qu'elles en rendent bon témoignage par écrit.

Il se trouve dans ce pays des animaux qui nous sont tout à fait inconnus: des loups qui portent laine, des renards de tout poil, qui vivent avec les poules, sans leur faire du mal, dit-on.

Leurs veaux sont beaucoup plus grands que les nôtres, leurs ânes aussi; par une coutume reçue dans le pays de temps immémorial, on a soin de leur couvrir les oreilles. C'est l'office des femmes de faire les béguins et les bonnets qui doivent servir à cet usage. Leurs pies qui caquettent beaucoup, ne retiennent guère que les injures qu'on leur apprend. Leurs chiens n'aboient qu'aux étrangers. L'hellébore est la fleur qui vient plus naturellement dans le pays, et tous leurs jardins sont infects de ce poison. En revanche le laurier y est assez beau; ils s'en font des couronnes; car se croyant proches parents des muses, ils prennent volontiers l'équipage du triomphateur, et d'autre part il s'en trouve parmi eux de si persuadés de leurs victoires imaginaires, qu'ils se rendent à eux mêmes l'honneur d'un perpétuel triomphe.

Outre les rivières distribuées pour le bien des terres et pour la commodité du commerce, l'on y voit un lac que plusieurs jugent tout semblable à celui de Genève; mais d'autres croient que la figure en est un peu différente, et il est certain que l'eau en est beaucoup plus subtile.

Cette province produit des mines d'or et d'argent qui la font surtout estimer: le mercure y est plus commun et quantité de gens s'occupent à chercher le secret de le rendre fixe; mais au lieu d'en venir à bout, il leur monte toujours à la tête, et enfin par une suite nécessaire, il leur cause de grands tremblements.

De tous les fruits, il n'y a que le bon chrétien qui n'y peut venir, quelque artifice que l'on y apporte: mais ils en ont un autre qui en a toute l'apparence, et qu'ils appellent du même nom. La différence se connaît seulement au gout qui n'a rien de la douceur du bon chrétien véritable.

VII. Doctrines Jansénistes sur la Prédestination.

Les Jansénistes reçurent l'Evangile d'un certain docteur ennemi déclaré de nos rois (on ne convient pas de l'année) mais il est entremêlé d'opinions si méchantes et si abominables, qu'on ne les peut lire, ni entendre sans horreur.

Ils soutiennent avec opiniâtreté qu'il y a certaines personnes pour lesquelles seules le Sauveur est mort; que les autres (dont le nombre est incomparablement plus grand) ne reçoivent aucuns secours qui les puissent mener à l'éternité bienheureuse : que Jésus-Christ n'a eu aucun dessein pour cela, quand il a répandu son sang: que s'il arrive qu'il donne sa grâce dans le baptême ou dans la pénitence, à quelqu'un de ces malheureux, c'est comme un vent favorable qui nourrit l'espérance pour un temps, mais qui ne doit point mener au port, et qui les abandonne au milieu des flots pour en être nécessairement submergés sans qu'ils aient donné sujet par quelque infidélité.

Que Dieu se plait à faire ces coups de rigueur : que de sa part, le salut est une chose faite ou manquée par la concession ou par le refus de ses grâces, qu'il n'accorde qu'à peu de gens, parce qu'il veut punir largement les enfans d'Adam pour le péché de leur père: qu'il leur impose des lois qu'ils ne peuvent observer qu'avec un secours qu'on leur refuse : que c'est néanmoins assez pour les perdre justement, de pouvoir dire qu'ils n'ont pas fait ce qui leur a été commandé, parce qu'il suffit que Dieu ordonne une chose pour obliger l'homme à l'exécution du précepte.

Qu'il fait assez de bien aux réprouvés quand il leur donne les faveurs temporelles qui leur font passer la vie doucement : que les ayant destinés pour être les victimes de sa fureur, c'est les gratifier beaucoup de les engraisser pour le jour du sacrifice et de les couronner de fleurs : que toutes les miséricordes qu'il fait à ces infortunés ne sont que de beaux voiles pour couvrir le dessein qu'il a de les perdre. Ce sont de doux amusements qui les obligent cependant d'appeler Dieu leur bon maître, leur Sauveur, leur aimable Père, quoiqu'il leur prépare des châtiments inévitables, et que toutes leurs prières, toutes leurs pénitences ne soient point capables de le fléchir sur cet article de l'éternité. Enfin, qu'à la réserve d'une petite poignée d'élus qu'il veut absolument sauver, les diables et tout le genre humain sont à ses yeux une même chose.

Quant au Pape, ils disent que le S. Esprit ne lui a point été promis : qu'il ne faut point s'arrêter à tout ce qu'il dit, s'il parle seul : qu'il s'imagine voir dans les livres ce qui n'y fut jamais et même qu'il ne sait pas lire ; que ceux qui ont reçu, le temps passé, comme décisions de foi, les déclarations des Papes, étaient de bons niais, qui n'avaient ni esprit, ni courage.

VIII. Sentiments suspects sur l'Eucharistie et la confession.

On ne sait pas encore bien nettement ce qu'ils pensent de l'Eucharistie. Voici ce qui s'en dit de plus certain. Pour l'honorer davantage , ils ont coutume de la suspendre. Ils disent pour raison que cela se faisait autrefois, et que le temps passé, comme le plus vénérable, doit être la règle du présent: que Jésus-Christ, selon S. Paul, est séparé des pécheurs, plus élevé que le ciel , sur lequel est posé le siége de sa Majesté : que nos tabernacles n'ont point ces grandes significations qui représentent le mystère et qui obligent les chrétiens de se souvenir que le Sauveur est au-dessus d'eux par sa sainteté et par la place qu'il occupe.

Quelques-uns voulurent répondre qu'il faut s'accommoder au temps où l'on vit : que cette suspension d'hostie peut causer beaucoup d'accidents, et que c'est une chose fâcheuse de voir le Sacrement par terre quand le cordeau est rongé de quelque bête , ou vient à casser de vieillesse : que les tabernacles dont on se sert aujourd'hui dans les autres pays, et qui sont à la portée de la main, expriment parfaitement cette descente admirable du Verbe humilié dans une nature étrangère, et signifient qu'il s'est approché de nous par sa sainte Incarnation. Cet avis fut jugé de nul poids, et ils arrêtèrent pour toujours que le Saint-Sacrement serait pendu, quand il n'y aurait pas d'autre raison, si non que les autres nations, dont ils ne doivent pas prendre la loi n'en usent pas ainsi.

Ils ont tant de respect pour l'Eucharistie, qu'un de leurs grands souhaits serait d'en être privé toute leur vie par humilité et même à l'heure de la mort.

En quelques lieux ils gagent des prêtres pour ne dire la

messe que rarement, afin d'en introduire la coutume: chose assez particulière à cette nation, de payer des gens pour ne rien faire.

J'ai vu dans le pays un formulaire de prières dans lequel on a mis la prière suivante, au moment que le prêtre élève l'hostie: « Seigneur, je vous adore sur votre Croix et au jugement général qui se doit faire à la fin du monde. » C'est absolument comme si quelqu'un disait au Roi: « Sire, je salue » votre Majesté dans l'armée où elle était il y a deux ans, » et au Palais en son lit de justice où elle sera dans six » semaines. » Cela me fit penser que leur foi n'est pas la nôtre sur cette article, et que les auteurs de ces belles prières, qui les ont tant de fois revues et fait imprimer tant de fois s'expliquent fort mal.

Leurs prêtres se plaisent fort à entendre plusieurs fois le même péché de la bouche de leurs pénitens. Après qu'ils leur ont donné la peine de tout dire, le plus souvent ils leur refusent l'absolution qu'ils demandent, sans aucune raison qui le mérite, et ils les consolent avec des promesses. Cette redite établit quelquefois une grande familiarité sur des matières fâcheuses entre des personnes qui n'en devraient pas avoir ou elle cause une honte excessive qui en éloigne plusieurs du tribunal, plutôt résolus de périr que d'acheter leur grâce par ces confessions redoublées, et qui ne sont point nécessaires.

On assure que les Docteurs du pays ne regardent pas l'absolution comme une chose fort effective. Ils enseignent qu'elle n'est qu'une simple déclaration de la grâce que l'on a obtenue par la douleur intérieure: qu'un homme s'en peut bien passer, et que le prisonnier élargi se doit soucier fort peu qu'on lui dise que le géolier a ouvert la porte, ou qu'on ne lui en parle point.

C'est dans cette pensée qu'ils ne se pressent pas de donner l'absolution. Ils la refusent assez souvent aux mourans, et les renvoyent à la semaine suivante.

Ce cruel procédé en a jeté plusieurs dans le désespoir et en a obligé beaucoup d'autres à sortir du pays pour se décharger de leurs crimes chez des nations plus humaines et plus raisonnables où le joug de la religion chrétienne n'est pas plus pesant que Jésus-Christ l'a voulu faire.

Les Jansénistes parlent beaucoup de pénitence publique. C'est ainsi que les femmes font partie de l'armée où elles ne vont jamais, car on n'en voit pas un seul qui s'y porte, et cet habit n'aboutit qu'à une chose: s'abstenir de l'Eucharistie, ou n'aller point à la messe, ce qu'ils trouvent extrêmement commode. C'est là leur pénitence publique, leur principale austérité, leur haute dévotion, leur sanctification admirable.

Comme l'abstinence de l'Eucharistie leur semble le plus méritoire de tous les jeûnes, ils comptent les semaines et les mois qu'ils s'en sont privés pour s'en faire un sujet de grande consolation. Quelquefois ils laissent passer la fête de Paques et disent à leurs bons compatriotes: « Dieu merci, » voilà bientôt deux ans que je ne me suis pas approché du » Seigneur, j'en attends une grande force; celui qui récom- » pense les humbles, me fera des grâces qu'il ne donne point » à ces intempérans de communion, qui croiraient mourir de » faim s'ils n'étaient toujours à la S. Table. » Aussi ont-ils souvent ce mot en bouche: *Seigneur retirez-vous de moi, car je suis homme pécheur*; plutôt que celui-ci: *Venez à moi et je vous soulagerai.*

Depuis quelque temps néanmoins, en certains lieux ils affectent la fréquente communion, et combattent leurs propres maximes, pour empêcher que l'on dise: « Vraiment ces gens » là ne sont pas sages; ils s'imaginent que la grâce est » donnée plus abondamment quand on s'éloigne de la source; » que le pain du Ciel profite plus à ceux qui ne le mangent » point, qu'aux autres qui en usent fort souvent; enfin que » les malades se portent mieux s'il se privent d'un remède » prescrit pour leur guérison. » Mais leurs livres qu'ils ne peuvent supprimer en ont tant appris, que l'on peut dire sans jugement téméraire, que là où ils communient plus souvent ils pratiquent ce qu'ils ont blâmé, ils détruisent ce qu'ils ont taché de bâtir par tous les artifices et par toutes les surprises de leur dangereuse éloquence.

IX. Liturgie Janséniste. Prédilection pour les religieuses.

Leur calendrier est fort différent du nôtre. Ils en ont effacé douze ou quinze Papes dont la plupart ont fait des décrets contre les erreurs qu'ils professent. On se demande si c'est par vengeance ou pour faire place à d'autres saints dont les noms se rapportent à ceux de leurs gens et qui leur plaisent davantage.

Ils ne reçoivent point de moines, mais ils accueillent les Religieuses, les moinesses sans que l'on puisse savoir pourquoi; car c'est le même institut, et il semble que les conséquences sont les mêmes pour des personnes qui ne tiennent pas compte de la différence des sexes.

C'est à qui sera directeur de ces récluses. Ceux qui sont choisis pour cela y trouvent tant de charme, tant de douceur, tant de fruit à opérer, que c'est une grande peine pour eux que de devoir s'éloigner des grilles. Ils leur défendent surtout les livres qui ne sont point sortis de leur main. Ils vont plus loin quelquefois. Ils obligent ces pauvres filles à s'engager par vœu de n'en regarder jamais aucun, de crainte que les réponses que l'on fait aux leurs ne changent les esprits de ces béates qu'ils tiennent sous la tyrannie. Pour tempérer cette dure servitude par la curiosité naturelle au sexe, ils leur enseignent la Philosophie en langue vulgaire, ou ils leur apprennent le latin.

En quelques lieux les directeurs quittent le long habit tous les matins, et se transforment en manœuvres pour pouvoir entrer dans les jardins intérieurs (ils ne pourraient pas entrer autrement en bonne conscience); après avoir passé une heure à travailler avec la bêche ou le hoyau, une seconde métamorphose les fait changer de condition: ils se lavent les mains et le visage pour en ôter la poussière et la sueur: ils reprennent la robe, deviennent plus graves et parlent de choses spirituelles. C'est ce que m'a dit une recluse du pays, à laquelle je n'eus permission de parler qu'après de longues cérémonies. Quoique cela se passe sans scandale et même avec modestie, ainsi qu'elle m'en donna l'assurance, néanmoins une chose si extraordinaire ne laissa pas de me causer une grande surprise.

X. Moyens qu'on prend pour propager la doctrine. Aumônes Jansénistes.

Ils sont si zélés à leur manière pour la propagation de leur foi, que non seulement ils députent des hommes pour l'établir là où elle n'a pas été encore reçue, mais aussi des missionnaires femmes qui expliquent bravement leur théologie. Cela a fait dire que dans le Jansénisme il y a des confesseurs de tout sexe.

Ils ont des Agens secrets qui se fixent dans les autres pays pour y gagner les esprits. Ces Agens ne se déclarent que bien tard après s'être acquis la réputation de gens paisibles qui ne cherchent que la pure gloire de Dieu. Ils ne se font connaître que lorsqu'ils jugent que cela pourra servir à l'avancement de la secte.

Ils ont des demi-Anachorètes qui ne sont ni moines, ni séculiers, et vivent retirés. On ne sait rien de leur solitude, si ce n'est que quelques-uns font des paniers, les autres des sabots on des allumettes, qui se vendent au marché et que les plus dévots vénèrent comme des reliques.

Le peuple est dans une merveilleuse union : ce qu'un fait les autres l'approuvent sans examen. Ils se renvoient les louanges fort obligeamment et ce panégyrique réciproque et perpétuel montre une grande charité.

Pour établir la réputation de leurs prédicateurs ils leur amènent des gens dressés à tous les gestes qu'il faut faire pour témoigner qu'on est ravi, qu'il est impossible de mieux faire. Ils ont soin que l'on remarque un grand nombre de carosses à la porte des Eglises où le sermon se fait, et que les cochers fassent grand bruit.

S'ils font des aumônes, c'est toujours avec un grand éclat, Il faut que tout le monde le sache. Pour une chemise que quelqu'un aurait donnée à un pauvre, le bruit court aussitôt qu'il a employé en aumônes plus de huit cents cannes de toile. Pour un bouillon qu'il aura envoyé à un malade, on ne parlera de rien moins que d'un tonneau de consommé. Ce qu'ils disent vouloir le plus cacher, se fait toujours avec éclat, et un teston qui tombe de leur main fait plus de bruit que toutes les cloches de Notre-Dame de Paris.

Voici ce qui donne tant d'éclat à leurs aumônes, quelque chétives qu'elles soient: Ils font une bourse commune de tout ce que les particuliers donnent. Comme ils sont nombreux, il ne faut pas s'étonner que tant de goutes d'eau remplissent bientôt le bassin. Ce cumul étant fait, on le confie à certaines gens habiles, propres, parlant bien et d'un visage dévot et doux, capables de se faire aimer. Munis de cet argent, qui ne leur est pas inutile, ils le répandent en divers lieux. Ils tachent de s'informer des besoins du peuple pour avoir occasion d'employer ces finances collectives, non en qualité de commis, mais de personnes religieuses et zélées, qui ne se soucient point des biens de la terre, les répandent à pleines mains, et croient que leur patrimoine appartient à tous ceux qui en ont le plus de besoin. Assez souvent néanmoins ces personnes envoyées ne donnent rien qui leur appartienne. Le peuple croit qu'ils soient la source, quoiqu'ils ne soient que les canaux.

On fait croire ainsi que l'esprit du Jansénisme est un esprit de charité, et qu'il s'y trouve des hommes divins qui distribuent aux pauvres tout ce qu'ils possèdent: qui aiment mieux patir eux-mêmes que de voir souffrir le prochain. Quoiqu'ils sachent fort bien que ces louanges ne leur sont pas dues, ils les prennent néanmoins, et, avec un doux sourire ils disent qu'ils sont bien fâchés de ne pouvoir faire davantage. Cela est cause qu'on les admire, qu'on s'attache à eux, et que l'on reçoit de leur bouche tout ce qu'ils veulent avancer. Le monde ne peut croire que des gens si charitables veuillent ou puissent mentir.

Ce même zèle qu'ils affectent pour les pauvres, leur fait désapprouver les Eglises enrichies de marbre et de précieuses peintures. Ils trouvent que c'est faire justice aux nécessiteux, d'ôter à Dieu ces grands ornemens qui ne lui servent de rien. Que Salomon aura été bien puni en l'autre monde pour avoir fait un temple si magnifique où l'or couvrait les murailles : que dès-lors il commença à n'être plus sage, et qu'il ne faut nullement douter que tous les gens de bien de Jérusalem n'en fussent fort scandalisés.

XI. Ecoles jansénistes. Péchés des infidèles. Enfans mort-nés.

Ils ont des colléges pour instruire leur jeunesse. Quelque riche dupe que l'on gagne à force de louanges et de flatteries, se charge de payer les gages des professeurs, ou la pension des écoliers, s'ils sont pauvres, mais à condition qu'on leur enseignera de bonne heure que Jésus-Christ n'a point souffert pour les enfants mort-nés et que toutes les actions des infidèles, même de retirer leurs pères du naufrage, ou d'empêcher un homicide, sont autant de péchés mortels qui méritent la damnation éternelle, et que Dieu doit punir comme les parricides et les sacriléges. Car ils regardent comme une obligation de salut, de savoir et croire tout cela aussi bien que le mystère de la Trinité et de l' Incarnation. C'est ce qu'on voit par le grand soin qu'ils prennent d'en instruire les valets, les domestiques, les artisans, et par le bruit qu'ils font lorsqu'on avance le contraire.

On donne aux jeunes écoliers une livre dont les pages sont divisées en deux colonnes; l'une contient les règles de grammaire, l'autre la doctrine des enfans morts-nés, et des péchés des infidèles. S'ils n'apprennent pas l'une et l'autre leçon conjointement, ils sont punis sévèrement. Voici une des questions qu'on leur fait: « *Venez ici, mon fils, si vous étiez infidèle, » et que votre père fût tombé dans le puits, l'en retireriez-vous?* » » S'il répond: non, *ah l'ingrat ! le méchant*, dit le professeur: » *il n'a point de coeur*. S'il dit, oui, il reprend: *Mon fils vous » feriez un grand mal:* Dieu vous en saurait mauvais gré; vous » vous damneriez. Quoi ! pour sauver un père, vous voudriez » commettre un péché mortel ? Il serait beaucoup plus énorme » qu'en le laissant périr ! car les péchés d'omission sont plus » pardonnables que les autres. Quand vous serez plus avancé » dans les études, on vous parlera d'un certain personnage » que l'on nomme le pieux Enée, parce qu'il se chargea de » son père qui était vieux, pour le sauver d'un incendie. C'était » un méchant, et il ne put enlever le bon homme sans péché » mortel. On vous dira encore que Bilon et Cléotis étaient de » bons garçons, parce que leur mère malade voulant aller au » temple en un jour de fête, et n'ayant point de chevaux, » ils s'attelèrent eux-mêmes et l'y menèrent. Ce bon office, » qui leur a acquis une réputation éternelle, fut un grand péché, » et si jamais on vous dit le contraire, tenez-vous fermes sur » ce point. »

« Peut-être quelque jour lirez-vous la bible (car vous pouvez » devenir prêtres). Quand vous y verrez que les sages-femmes » d'Egypte ne voulurent pas étouffer les enfans hébreux, comme » on leur avait commandé, gardez-vous bien d'estimer cette » impie miséricorde; car vous feriez état d'une fort méchante » action. En un mot, la justice qu'un juge payen rend au » peuple, mérite elle-même le feu, parce que sans la grâce » tout ce qu'il fait est gâté, et devient un crime par une fin » corrompue. »

Quant aux enfans morts-nés voici ce qu'ils disent: « Mes » enfans, il faut remarquer qu'il y a des exceptions de ré- » demption, comme il y en a de grammaire, et que ceux-là » doivent naturellement périr, que Jésus-Christ n'a point voulu » comprendre dans le nombre des rachetés. Entre ces misé- » rables exclus, les enfans morts-nés se rencontrent, hélas, » (ajoutent-ils) Dieu n'aurait point souffert pour vous, jeunesse, » si vos mères s'étaient blessées avant leurs couches: mais » parce que vous n'avez pas été étouffé dans leur sein, il » peut bien se faire que Jésus-Christ ait répandu son sang » pour votre salut: vous en assurer je ne le puis, et ne le » sais pas. Peut-être n'a-t-il point souffert pour ce beau fils, » ni pour celui-là non plus, peut-être qu'il a souffert; nos » docteurs disent qu'il n'y a rien de certain à cet égard. »

Comme les maitres ne sont payés que pour apprendre ces choses, et les autres par occasion, ils ont grand soin que les écoliers n'en ignorent rien, dussent-ils en mourir de frayeur ou en perdre la tête, comme il arrive assez souvent.

XII. Ce qu'on enseigne aux filles.

Les femmes qui sont chargées d'apprendre à lire aux petites filles, font paraître pour le moins autant de zèle pour inspirer leur créance à ce petit monde. « Ne pensez pas, mes filles, » disent-elles, que la grâce de Dieu soit toujours avec nous;

» hélas ! non. Il y des temps misérables où c'est bien force » de périr. Que ferons-nous si Dieu se retire ? Cela pourtant » arrive souvent. Ne sommes-nous pas bien malheureuses? On » nous commande la chasteté et quelquefois nous sommes privées » des forces nécessaires pour la conserver. Retenez bien cela » (mes filles) il y va de votre salut de ne l'ignorer pas, et » dans l'occasion vous pourrez en avoir besoin. Il y a des maris » qui ne seraient pas si cruels pour leurs femmes s'ils avaient » étudié la théologie; car ils sauraient que la grâce nous est re- » fusée, et qu'en ce cas il faut plutôt avoir pitié de nos fai- » blesses, que se fâcher pour des fautes où nous tombons par » l'absence d'un secours que Dieu nous refuse, on pour nous » châtier de nos infidélités, ou pour nous apprendre par une » chute nécessaire que nous ne pouvons rien sans lui. »

C'est ainsi qu'elles forment la jeunesse à cette patience qui finit aux dernières hontes du sexe, quand les sollicitations sont vives et les occasions présentes: car quoiqu'elles n'aient pas le dessein de donner des leçons d'impudicité à leurs petites écolières, la doctrine pourtant va là, et quand l'âge a mûri le corps, la nature sait bien en réveiller la mémoire.

Aussi dans ces pays-là les gaillards ne manquent jamais d'alléguer leurs docteurs à celles qu'ils veulent corrompre, et de leur dire qu'il y a des momens où la résistance n'est point en notre pouvoir. Cette impression jointe à la conviction que l'on réveille par ces discours dangereux, fait croire aisément à une pauvre créature que le moment où on lui parle est cet instant qui n'est point à la disposition de la volonté, et qu'il est temps de se rendre, puisque Dieu n'est plus du parti de la vertu combattue.

XIII. Célibat. Ce qu'on fait pour le peuple.

Chez eux le célibat est annexé au sacerdoce, comme dans l'Eglise Romaine, mais on ne sait s'ils recevraient cette coutume dans le pays, si elle n'y était pas introduite. Le fait est que j'ai vu quelques laïques officieux qui tâchaient de montrer combien elle était incommode; qu'elle peut causer beaucoup de débauches dans les personnes qui se sont dédiées à l'autel: que par cette loi rigoureuse l'on ôtait la dévotion qu'ils pouvaient avoir au sacrement de mariage, et ils disaient tout cela en regardant le ciel, en haussant les épaules, en soupirant.

Ils souffrent que les laïques communient sous une espèce, mais beaucoup assurent que le contraire serait fort à désirer. On croit que cette lumière leur fut apportée d'Angleterre avec d'autres marchandises dont ils ne se vantèrent pas, parce qu'elles étaient sujettes à confiscation, et qu'ils eussent été repris pour les avoir reçues contre l'ordre du magistrat.

C'est une opinion commune que le peuple reconnaitrait facilement l'autorité du Saint-Siége si les docteurs de la loi n'y apportaient point d'obstacle. Mais ils veillent à cela sur toutes choses, et vont par les maisons pour confirmer les vacillans en la foi, les exhortant importunément à la persévérance dans la religion du pays, et même à souffrir le martyre au cas où quelque puissance étrangère les voulût forcer à prendre d'autres sentiments.

Ce soin n'empêcha pas pourtant qu'il ne se fît une émotion publique, il y a quelques années, sur le soupçon violent qu'eurent plusieurs qu'on abusait de leur facilité, et que la raison pour laquelle on n'était point d'intelligence avec le Pape, c'est que Rome et l'erreur ne s'accordent pas. Sur ces plaintes dont les suites pouvaient être fort dangereuses, les docteurs assemblés conclurent quil fallait obéir au temps, contenter le peuple et envoyer des députés au Pontife Romain, comme pour se soumettre à ses ordres, et lui demander l'éclaircissement de certains doutes qui tourmentaient les consciences. Que s'il approuvait leur doctrine ce serait parfait, parce qu'ils ne demandaient pas mieux, sinon que l'Eglise pliât et confessât d'avoir erré jusque-là: que si au contraire il déterminait autre chose que ce qu'ils avaient coutume d'enseigner, on chercherait des explications dont le peuple serait content, sans que la foi du pays y fût aucunement intéressée; et comme on prévoyait ce que Rome devait dire, que l'on tiendrait des réponses toutes prêtes pour résoudre les objections des ennemis: que l'on ferait, de plus, force traductions de certains traités des Pères qui semblaient ne pas s'éloigner de leur opinion, et que quand il n'y aurait qu'une période qui les pourrait favoriser, il ne fallait pas laisser de traduire le livre entier pour montrer le passage au peuple et aux femmes.

Avant de se séparer ils avisèrent aux moyens qu'il fallait tenir pour gagner quelques Evêques, ce qui pouvait beaucoup contribuer à la réputation de leur doctrine, quand même le Pape l'aurait frappée d'anathème, parce qu'il serait aisé de persuader au petit monde que la foi du Prélat est toujours celle de l'Eglise.

Quelqu'un représenta qu'en Italie il y avait beaucoup d'évêques pauvres: qu'il fallait proposer à quelques-uns, par des lettres fort polies, que s'ils voulaient avoir la bonté de passer dans le pays, où leur réputation s'était déjà fort étendue, ils y recevraient tout l'honneur qui était dû à leurs mérites: qu'encore qu'il ne fût pas bienséant de proposer des raisons d'utilité à des prélats désintéressés, néanmoins qu'ils souffrissent ce mot: que le Jansénisme saurait bien reconnaître leur peine; qu'il entretiendrait leur table, leurs carosses, tout leur train: et qu'au reste personne n'en saurait rien. On devait ajouter que s'ils appréhendaient la peine de faire les ordinations, ils s'en pourraient souvent dispenser, parce qu'on ne voulait que fort peu de prêtres, et que dans chaque Eglise une messe suffirait pour la semaine: qu'on leur donnerait des grands vicaires fort gens de bien, s'il n'en voulaient choisir eux-mêmes, mais surtout, ils n'amenassent point de moines parce que leur pays n'en souffrait pas.

D'autres furent d'avis qu'il fallait écrire en Espagne où ils croyaient pouvoir trouver des hommes disposés à tout faire par la considération de la grandeur. C'est la passion des Espagnols, et un homme se pense assez heureux de tenir le haut du pavé, ne dût-il humer que du vent, et ne manger que des raves. Ils devaient représenter dans ces lettres la disposition où on était de leur donner le même rang parmi eux que le Pape tient à Rome; que l'on ne ferait rien que par leur ordre: que tout la nation était dans le même sentiment, et résolue de ne rien épargner pour faire que l'évêque avec son train portât l'image de l'Eglise triomphante.

La pensée de quelques-uns était de tourner leurs regards du côté de la France; mais d'autres plus intelligens firent observer qu'en ce royaume-là les Evêques étaient tellement d'accord avec le Pape, qu'il n'était pas croyable qu'ils s'en voulussent jamais détacher. Que si quelqu'un se déclarait pour le Jansénisme, il passerait parmi les autres prélats pour un déserteur de la foi, et que quelque apparence de probité qu'il montrât, on n'en pourrait avoir bonne opinion: en un mot, que ce serait une chose superflue et s'exposer à un manifeste refus, de vouloir attirer à leur parti des hommes qui se sont formé une conscience toute contraire et qui pour rien au monde ne voudraient s'exposer à une si grande infamie.

Cette diversité d'opinion fut cause que pour le moment ils ne déterminèrent rien sur cet article; et ainsi ils se séparèrent après avoir averti leurs députés que l'air de Rome ne leur valait rien: qu'ils n'oubliassent pas leurs calotes, afin d'être toujours couverts, même devant le Pape, et que quand ils seraient de retour dans leur pays natal, il serait assez temps de se découvrir.

Bientôt après que ces choses se furent passées, le bruit se répandit aux environs que la peste avait tout perdu dans le

pays Jansénien, et qu'il n'y était pas demeuré une seule âme, car quoique cette province soit fort sujette aux vents, la contagion fait souvent de grands ravages. Les médecins s'en étonnent. Il y avait donc de bonnes raisons de croire que le mal avait été grand.

Ce fut alors qu'on pût connaître combien les Jansénieus étaient en abomination à tout le monde. Car sur la nouvelle que leur race était éteinte, plusieurs peuples à l'envi firent des feux de joie. Mais cette satisfaction ne fut pas longue; elle ne dura que jusqu'au commencement de l'hiver suivant. Car les Jansénieus que la peste avait mis en fuite, et qui s'étaient retirés dans les cavernes, commencèrent à sortir de leurs trous avec des visages qui n'avaient pas encore perdu toutes les marques de la crainte. Ils rentraient dans la ville peu à peu; tantôt seuls, tantôt deux à deux, après avoir cent fois retiré le pied, sur le soupçon s'ils seraient en sûreté dans leurs premières demeures. Enfin la peur disparut tout à fait, l'expérience ayant fait voir que le mauvais air s'était dissipé, et comme la mortalité n'avait pas été grande, quelque frayeur et quelque bruit qu'elle eût causé, en moins de six mois la ville se trouva remplie à peu près comme auparavant.

Les autres peuples qui s'étaient réjouis de leur mort, témoignèrent tant d'affliction pour ce retour des Jansénieus, que peu s'en fallut qu'ils n'en portassent le deuil. Depuis ce temps-là ce ne furent qu'insultes de part et d'autre. Les uns reprochant à leurs ennemis la lâcheté d'avoir été si passionnés contre des gens qu'ils croyaient morts; eux soutenant au contraire qu'ils n'en avaient pas fait assez, et que le monde ne saurait montrer trop de joie quand on le décharge d'une si malheureuse secte.

DE LA FRÉQUENTE COMMUNION.

Depuis le Concile de Trente, le Saint-Siége a été appelé deux fois à examiner les questions que soulève la communion fréquente et quotidienne pour le commun des fidèles, qui la croient utile pour leur âme dès que leur conscience ne leur reproche aucune faute mortelle qui puisse les éloigner de la sainte Eucharistie. Dans les deux cas, la décision a été rendue par l'organe de la S. Congrégation du Concile.

Le premier examen eut lieu en 1587, par suite d'une consultation de l'évêque de Brescia, qui trouva dans son diocèse la communion quotidienne en usage parmi un assez grand nombre de laïques, la plupart mariés et impliqués dans les affaires du monde.

Le second examen eut lieu sous le pontificat du vénérable Innocent XI, à propos de grands abus qui s'étaient introduits dans quelques contrées de l'Espagne, où l'on enseignait que la communion quotidienne est de droit divin pour tout fidèle qui est en état de grâce. Après deux ans de savantes délibérations, la S. Congrégation du Concile publia le célèbre décret en date du 12 février 1679 qui est rapporté dans la 50e livraison des *Analecta*, où il est longuement expliqué et commenté.

La décision rendue en 1587 en réponse aux consultations de l'évêque de Brescia est mentionnée dans le décret de 1679; néanmoins, le texte de la lettre que la S. Congrégation adressa à ce prélat est resté inédit jusqu'à ce jour. Nous avons retrouvé aussi le *votum* du cardinal Carafa sur la question, et celui d'un anonyme. Nous les publions plus loin.

Quant à la controverse de 1679, on n'a connu jusqu'ici que le décret définitif en date du 12 février; les Actes des congrégations qui eurent lieu pendant deux ans pour l'examen d'une aussi importante affaire sont demeurés enfouis dans les archives romaines. Nous les avons découverts, avec les mémoires des principaux consulteurs, et les conclusions des six théologiens entendus par l'ordre du vénérable Innocent XI.

I. Actes de la S. Congrégation du Concile en 1587 au sujet de la communion quotidienne.

L'usage s'est introduit dans le diocèse de Brescia depuis quelques années, qu'un assez grand nombre de fidèles des deux sexes, même des gens ignorants, ou continuellement occupés aux affaires du monde, et même des personnes mariées reçoivent la sainte communion tous les jours. Il en est qui s'en acquittent avec peu de respect; aussi bien des personnes sont-elles scandalisées de voir des gens mariés, des marchands et autres traficants dans les affaires du monde communier chaque jour, sans vivre plus saintement que le commun des hommes. Ce désir de la communion quotidienne a envahi quelques monastères de femmes; on trouve dans les mêmes communautés des religieuses qui désirent communier chaque jour et d'autres qui veulent ne s'approcher de l'Eucharistie que le dimanche et les grandes fêtes. Cette divergence par rapport aux choses spirituelles peut exciter des jalousies et des querelles parmi les religieuses, pour lesquelles la singularité est extrêmement dangereuse.

Voulant remédier à ces inconvénients, l'évêque de Brescia a longtemps réfléchi pour voir s'il ne pourrait par établir une règle aux religieuses et aux laïques, en ordonnant, par exemple, de ne leur donner la communion que les jours de fêtes chômées, et le mercredi et le vendredi de chaque semaine. Mais le prélat n'a pas osé prendre une mesure aussi sérieuse sans consulter le Saint-Siége; il demande donc si le décret du Concile de Trente (sess. 22. c. 6,) s'oppose à ce qu'un évêque fixe certains jours, par exemple, le dimanche, le mercredi et le vendredi pour donner la communion aux laïques mariés, aux négociants, et aux femmes, même non mariées, vu l'irrévérence que la communion quotidienne pourrait produire dans la diocèse. Le prélat implore un moyen vraiment propre à procurer le bien des âmes.

Le pape Sixte V remit l'examen à la S. Congrégation du Concile, qui se réunit le 9 janvier 1587, au nombre de onze cardinaux. Le *folium* est ainsi conçu:

Illmi et Rmi Domini — « In Brixien. Ecclesia, et Dioc-
» cesi jam ab hinc aliquot annos inolevit consuetudo, non
» paucos utriusque sexus laicos et idiotas, et negotiis sae-
» cularium admodum implicatos, ac etiam conjugatos non so-
» lum singulis diebus festivis SSmum Eucharistiae Sacramen-
» tum quotidie sumere. Unde evenit ut dum minori reve-
» rentia nonnulli ad tantum Sacramentum accedant, quo
» fit ut multi scandalizentur videntes conjugatos, mercatores
» et hujus saeculi negotiatores quotidie communicare, com-
» munem tamen caeterorum hominum vitam ducentes. Hoc
» etiam communicandi quotidie vehemens desiderium nonnul-
» larum ipsius civitatis monialium corda occupavit, in eisdem
» monasteriis nonnullae moniales quotidie sumere vellent,
» aliquae vero diebus tantummodo dominicis et solemnioribus,
» et haec differentia etiam in spiritualibus rebus solet aliquando
» inter ipsas moniales simultates, et rixas excitare cum sin-
» gularitas monasteriis sit maxime perniciosa.

» His incommodis obviare desiderans Episcopus Brixien.
» diu cogitavit si posset in aedificationem, et non in ruinam,
» modum et terminum tam monialibus, quam saecularibus de-
» nunciandum praescribere, utpote ordinare, quod tantummodo
» diebus festivis, et quarta, et sexta feria liceret sacerdo-
» tibus, monialibus, et saecularibus Eucharistiae Sacramen-
» tum ministrare. Tamen nihil ex arbitrio suo de hac re ausus
» est determinare, ne videretur fortasse praeter intentionem

» Concilii Tridentini Sess. 22. c. 6. ordinare, sed totam » hanc rem ad S. D. Papam detulit qui hoc negotium vobis » Illmis DD. Cardinalibus declarationi Concilii Tridentinis prae- » positis determinandum demandavit. Quapropter Episcopus » Brixien. Illmas, et Rmas Amplitudines Vestras rogat, ut » eidem dignentur declarare, et modum praescribere, quo in » hac re saluti animarum suae dioecesis sit consulendum etc.

» An episcopo volenti certa tempora, statuere, nempe, dies » dominicas, quartam, et sextam feriam, quibus liceat viris laicis » conjugatis, negotiatoribus, et mulieribus etiam non conjugatis » SSmam Eucharistiam sumere, ob irreverentiam, quam posset » quotidiana hujus sacramenti sumptio in sua dioecesi parere » obstet decretum Conc. c. 6. sess. 22.?

Nous avons parlé du *votum* du cardinal Carafa, que Sixte V nomma préfet de la S. Congrégation. C'était un des plus savants hommes de son temps. Sixte V le nomma aussi préfet de la congrégation pour la correction de la Bible; il révisa avec soin la Bible des Septante, et traduisit plusieurs pères grecs. Baronius lui dédia, après Sixte V, le premier volume de ses Annales. Voici le résumé de son *votum* concernant la communion quotidienne.

De la tradition des apôtres vint l'usage de la communion des fidèles à toutes les messes auxquels ils assistaient. Les sentences des pères sont recueillies dans Gratien. Il y a eu diverses coutumes aux diverses époques. Mais le concile de Trente dit anathème à ceux qui diraient illicites les messes auxquelles le prêtre seul communie sacramentellement. Ensuite le concile dit qu'il *désirerait* que les fidèles qui assistent fissent la communion; car, dit S. Thomas avec le commun des docteurs, la fréquente communion est bonne en soi, et s'en abstenir n'est bon qu'à raison de quelque accident, par exemple, par la faute des communiants qui ne le font pas selon les règles. Afin de montrer qu'une chose meilleure en soit peut être empêchée, le concile n'a pas dit absolument: *Optat*, mais *optaret*, il désirerait que tout le monde fût apte à dire comme le Psalmiste: « Goûtez et voyez combien le Seigneur et doux. » Ainsi, le décret du concile ne semble pas s'opposer absolument à ce qu'on propose.

D'autre part, le sacrement d'Eucharistie ne peut être refusé à aucun fidèle qui le demande excepté aux pécheurs publics. Il s'ensuit que la prohibition proposée par l'évêque de Brescia peut être regardée comme une espèce d'excommunication mineure. Or, cela exige un péché mortel.

Au surplus, on ne doit pas croire que le concile de Trente ne s'oppose pas à la détermination des jours de communion. Il ne commande pas la communion quotidienne, mais il désirerait qu'on la fît. Ce désir semble empêcher qui que ce soit de fixer des limites. Tout dépend de la préparation de l'âme. L'Eglise commande la communion annuelle, sans prescrire de ne communier qu'en tels jours. Il résulte des sentences recueillies dans Gratien qu'il ne faut ni louer ni blâmer la communion quotidienne, mais s'en rapporter à la concience du communiant, pourvu qu'il fasse ce qu'il croit sincèrement devoir faire.

Si donc on ne peut fixer à quelles époques il y a lieu de permettre la fréquentation du sacrement, il semble que l'objet de la demande de l'évêque de Brescia est illicite; tout consiste à communier avec les dispositions voulues. On doit dissuader de la communion fréquente ceux qui ne font aucun progrès. S'il est des personnes qui, sans faire des progrès sensibles, sont préservés des chûtes par le remède céleste, ou doit leur conseiller la communion fréquente. Quant aux personnes engagées dans le mariage et auxquelles les préoccupations des affaires séculières ne laissent pas le temps de penser à Dieu et à la piété, on ne peut absolument pas leur conseiller la communion quotidienne.

L'évêque devra instruire paternellement ceux auxquels on ne doit pas conseiller la communion; il devra tracer des instructions aux confesseurs et aux prédicateurs au sujet de la grande préparation qu'on doit apporter. On devra agir de même avec les personnes mariées, les instruire de cette préparation, et leur montrer que l'état du mariage trouble l'esprit et apporte des distractions inévitables.

S. Apollonius est le seul fondateur qui ait exhorté ses moines à la communion quotidienne. Si l'usage de communier chaque jour existait vraiment dans l'Eglise naissante, il faut considérer d'autre part la ferveur des premiers chrétiens. Saint François ne communiait que le dimanche. Saint Benoît prescrit la communion mensuelle à ses religieux. On peut voir S. Thomas; Turrecrem. in cap. *Peracta*, de consecr.

Ainsi, l'Eglise n'a jamais rien défini, et nous avons jusqu'ici divers sentiments. Il semble que nous ne devons rien déterminer nous-mêmes. Il peut y avoir des fidèles qui marchent chaque jour de vertu en vertu par la communion quotidienne, et d'autre part il peut s'en trouver qui n'apportent pas à la communion l'amour et le respect qu'il faudrait. N'étant pas possible de tracer une règle commune, je pense qu'il faut laisser la chose à la conscience des fidèles et au jugement éclairé des confesseurs, et écrire à l'évêque de Brescia qu'il remplisse son devoir en veillant à ce que l'adorable sacrement soit administré avec le respect qu'il mérite. Que le prélat s'abstienne de prendre la mesure qu'il propose, et qu'il remédie aux abus par les moyens signalés plus haut; et qu'il exhorte à la communion le dimanche et aux principales fêtes etc.

L'analyse du *votum* du cardinal Carafa, telle que nous venons de la faire, ne nous dispense pas de donner le texte latin.

Votum cardinalis carafae. — « Ex traditione Apostolorum hoc institutum emanare, ut adstantes fideles missis SSmae Eucharistiae perceptioné communicent, probatur ex sententia SS. Patrum in cap. *Peracta* de consecr. d. 2. ibi passim ex Gratian. adducitur varia consuetudo in diversis temporibus communicandi. Concilium vero Tridentinum dixit Anathema iis qui dicerent illicitas esse missas in quibus solus sacerdos sacramentaliter communicat. Deinde idem Concilium *optaret* inquit, ut adstantes fideles communicarent, quia, ut tradit S. Thom. 4. Sent. dist. 52. q. 3. ar. 2. et reliqui DD. omnes, quod frequenter communicare est per se bonum ex suo genere, abstinere autem non esse bonum nisi ratione accidentis alicujus, nempe si inordinate fiat vitio communicantium. Et ut indicaret S. Synodus quod hujusmodi quod est melius per se potest impediri, non absolute dixit *optat*, sed: *Optaret*, ut omnes essent tales, ut idonei essent ut possent cum Psalmista dicere: *Gustate et videte, quoniam suavis est Dominus*; sicuti eadem S. Synodus in c. 7 et 8 sess. 13 de doctrina Sac. Eucharist.

» Ex quibus consequitur haec conclusio, quod non videtur absolute obstare proposito themati hujusmodi decretum Concilii.

» Deinde considerandum quod nulli Sacramentum Eucharistiae poscenti denegari potest, nisi publicis peccatoribus. S. Thom. 3, qu. 80. ar. 6.

» Hinc sequitur quod hujusmodi prohibitio nihil aliud censeri potest nisi quaedam excommunicatio minor, ut quis arceatur a Sacramento Altaris, nec fit nisi ob peccatum mortale (cap. *Inimicus* xi. 9. 3). Ergo episcopus hujusmodi praefinitionem facere non potest.

» Sed per verba Concilii existimandum est, id neque posse; nam quotidianam communionem non praecipit, sed optaret, quod si optaret, procul dubio videtur non certo posse praefiniri a nemine cum tota haec res in praeparatione animi consistat, ut dicitur in dicto cap. 7. *Probet autem seipsum homo*.

» Et Ecclesia praecipit, ut saltem semel in anno communicent, non autem ut non communicent nisi talibus diebus. Idem habetur ex cap. *Quotidie* de consecr. dist. 2; in quo duo colliguntur quod nec laudat nec vituperat quotidie com-

municare; deinde judicat remittendum in totum conscientiae accipientis, dummodo hoc faciat, quod secundum fidem suam pie credit esse faciendum.

» Si ergo praefiniri non potest quibus temporibus haec frequentia sit admittenda, videtur etiam episcopo non licere id quod petit, cum totum negotium consistat, ut unusquisque paratus accedat.

» Sed in aliquibus non vitiatur lapsus, nec sentitur processus, quod vita velut proscripto transigitur, idem externi atque hodierni mores; cum unicum hujus bene gesti negotii sit argumentum virtutis profectus, adire frequenter divinam mensam hos desinere oportet.

» Qui vero assequuntur ut si progredi nequeant, sed hac coelesti medicina continentur, ne labantur, his consilium dandum ut crebro accedant. Iis autem, qui matrimonio juncti sunt, qui oportet ut negotiis saecularibus praecipue implicati sint, et non cogitant, inquit Apostolus, quae Dei sunt, sed mundi, divisi enim sunt, nullo modo consilium dari potest, ut quotidie communicent; non enim possent scire quid sit oratio et quomodo orandum sit, nedum quanta cum reverentia accedere oporteat ad hoc augustissimum Sacramentum; quos ut vacent orationi, idem S. Apostolus separari admonet.

» Sed Episcopus id erit, ut paterne cum illis agat, quibus communicare non est consulendum, ut dictum est, hortationibus, ut cognoscant plurimi facere, quod eis assiduitate vilucrat; dico de illis de quibus primo loco dixi; et ostendat etiam confessoribus suum munus; postremo praedicatoribus de praeparatione necessaria adhibenda et quanta esse debeat.

» Eodem modo procedendum cum conjugatis, ut discant, et cognoscant hanc sanctam praeparationem, et quod non potest fieri, ut in matrimonialibus actibus mens non remaneat perturbata; et cum status hujusmodi sit negotiosus, ut mens aliquando non distrahatur in his sanctis actionibus ut non cogitet qua sunt mundi.

» S. Apollonius solus hortatus est suos monachos ad quotidianam communionem.

» Et in primordio nascentis Ecclesie si erat talis consuetudo, considerandum quales fuerint illi.

» S. Franciscus diebus dominicis tantum communicabat.

» S. Benedictus singulo quoque mense praecipit suis monachis.

» De hac materia S. Thom. 2. 2. quaes. 80. ar. x. Turrecr. cap. *Peracta* de consec. dist. 2.

» Ex quibus omnibus concludi videtur quod numquam in Ecclesia a tot SSmis Patribus fuit praefinitum, et huc usque varia opinio extat. A nobis etiam aliquid novi non videtur decernendum; sed cum lex feratur ut in pluribus (potest enim esse, ut digni plures quotidie sumant, et quotidie de virtute in virtute progrediantur, pauci vero qui non illa charitate, et reverentia sumant) et ideo cum de haec re nihil certi determinari possit, existimo relinquendum conscientiae sumentium, et judicio peritorum confessariorum, et scribendum Episcopo, ut suum opus agat in vigilando, ut cum illa qua decet reverentia hoc admirabile sacramentum administretur, particularia vero proposita declinet, et remedia adhibeat in his quae indigent, rationibus jam dictis, et hortetur communionem singulis Dominicis et festis solemnioribus diebus. etc.

Le second *votum* est anonyme, ainsi que nous l'avons dit. La question de droit est traitée plus complètement que dans le précédent. Nous le résumons en peu de mots, avant d'en publier le texte.

L'évêque peut-il licitement prescrire de n'administrer la communion qu'à certains jours? C'est douteux. Ce serait infliger l'excommunication mineure, pour laquelle les saints canons exigent une faute mortelle. En outre, l'ancien droit ordonnait la communion aux fidèles qui assistaient au sacrifice, et S. Thomas dit que cette discipline dériva des Apôtres. Or, un évêque ne peut rien statuer contre le droit commun. Il est vrai que les anciens canons ont été modifiés par la discipline moderne qui se contente de prescrire la communion annuelle; l'obligation pénale a été adoucie; il ne s'ensuit pas que nul ne puisse observer les anciens canons; l'édit que propose l'évêque de Brescia les attaque et condamne directement. Il semble que cela ne peut appartenir qu'au Chef suprême de l'Eglise.

Supposons que la mesure soit licite: est-elle utile? Je ne le pense pas. D'abord c'est une innovation; les saints canons recommandent d'éviter toute chose nouvelle. Les fidèles pourraient s'irriter; leurs voisins les traiteraient d'excommuniés et se moqueraient d'eux. Les hérétiques en prendraient occasion pour blasphémer. Il est impossible de prévoir tous les inconvénients d'une innovation.

Secondement, je ne vois pas comment un semblable édit peut avoir les conditions d'une loi. La dévotion ne dépend pas seulement de la préparation de l'homme, et nulle autorité humaine ne peut faire que les fidèles soient mieux disposés le dimanche, le mercredi et le vendredi que les autres jours; la grâce divine n'est pas liée aux jours. L'un se sentira mieux disposé le samedi, au lieu qu'un autre éprouvera plus de dévotion le jeudi. A l'égard des personnes mariées, qui pourra connaître leurs dispositions, à moins que l'évêque ne leur ordonne de s'abstenir du mariage quelques jours avant la communion? Au surplus, la détermination des jours de communion pourrait multiplier les sacriléges.

Ainsi, la mesure proposée me semble inopportune. Il suffit que les prédicateurs instruisent les fidèles des dispositions qu'il faut apporter à la communion et que les confesseurs permettent la fréquentation plus ou moins grande suivant le mérite de chaque pénitent.

Les docteurs anciens et modernes ont beaucoup discuté sur la communion quotidienne, S. Augustin n'a pas osé décider la question, quoiqu'il exhorte hardiment tous les fidèles sans exception. Néanmoins le concile de Trente me paraît insinuer assez clairement sa propension pour le sentiment qui conseille la communion quotidienne à tous les fidèles, plutôt que pour l'opinion opposée. Saint Thomas est aussi pour le sentiment affirmatif, à ce qu'il me semble. D'où je conclus que sans combattre directement le concile de Trente, qui ne fait aucune prescription, l'ordonnance de l'évêque de Brescia ne serait pas en harmonie avec son décret, puisque celui-ci exprime le désir que tous les fidèles communient chaque jour, au lieu que l'ordonnance le défend. Peut-être serait-il mieux de conclure que l'ordonnance et le décret ne peuvent s'allier, et que par conséquent le décret du concile fait obstacle à l'ordonnance.

Je ne voudrais pas qu'on pût croire que je suis d'avis que les confesseurs doivent permettre indistinctement la communion quotidienne à leurs pénitents; car je n'ai pas l'habitude de la permettre facilement. Mais je pense qu'il n'y a pas lieu de publier un édit général et qu'il vaut mieux s'en rapporter à la conscience de chaque fidèle et à la prudence des confesseurs, comme on l'a fait jusqu'ici. Je pense aussi que l'évêque de Brescia obtiendra plus facilement son but en tâchant d'avoir de bons confesseurs; il pourra les convoquer quelquefois et traiter avec eux de ce qui concerne la confession et la communion.

» Votum Alterius — Antequam ad quaestionem propositam formiter respondeam duo prius excutienda putavi; Primum erit: An liceat? Secundum dato quod liceat: An expediat? Ac demum videbimus an huic ordinationi, si fieret, obstet Sacrum Concilium?

» Ad primum, res non caret dubio; nam cum haec prohibitio in effectu nihil aliud sit quam quaedam minor excommunicatio per quam quis a Sacramento Altaris arcetur, quae

non debet nisi pro peccato mortali infligi (Gloss. cap. *Inimicus*) et in casu proposito nihil tale supponatur, sequitur ut non liceat Episcopo talem ordinationem quae vim excommunicationis obtinet promulgare, maxime contra unitatem, argumento notatorum in cap. *Romana* de Sent. excom. in 6.

» Sed quia hoc argumentum eo solum tendit, ut insinuet Episcopum non debere hoc attentare, non autem quod non possit, etsi etiam dicamus non posse, quod juste non possumus arg. l. *Nepos*. ff. de verbor. signif.

» Ideo aliud subdo argumentum insinuans Episcopum esse destitutum potentia id statuendi. Nam cum jure communi statutum et praeceptum alias fuerit, ut omnes fideles sacrificio missae interessentes communicarent (C. 59 de consecrat. dist. 1 et Cap. *Peracta* de consecr. dist. 2) hocque ab Apostolis institutum dicat S. Thomas (in 4 dist. 13 q. 3 art. 1) et Episcopus contra jus commune nihil possit statuere (C. *quod super his*, de major. et obedient. - ibi - « Dummodo in ipsa synodo non ducas aliquid statuendum quod canonicis obviet institutis) sequitur ut Episcopus non possit statuere ut nequis omni die communicet; nec effugiet vim argumenti Episcopus dicens illis antiquis canonibus derogatum per Cap. *Etsi non frequenter* eadem dist. 2. cujus verba sunt haec: « Et si » non frequenter saltem in anno ter laici homines communi- » cent. » Et per Cap. *Omnis* de pœnit., et remiss. ibi: « Suscipiens reverenter ad minus in Pascha Eucharistiae Sacramentum. » Cui concordat S. Concilium sess. 13 de Euch. Sacr. Can. 9. Nam fateor per haec posteriora decreta relaxatum rigorem antiquorum canonum quoad obligationem pœnalem, ita ut non peccet, nec excommunicari possit, qui omni die non communicat, sed non ita abrogatos, ut nemini liceat illos observare; quo tendit haec Episcopi concepta constitutio, et de directo dictos antiquos canones impugnat, et condemnat; quod attentare non ad ipsius, sed ad supremae potestatis authoritatem spectare puto. Ex quibus non videtur necessarium ad aliorum articulorum excussionem devenire. Verum quoniam haec mea sententia forte ab aliis non probabitur, idcirco veniam ad secundam quaestionem.

» Supposito igitur quod Episcopus sufficientem causam, et etiam potestatem habet id statuendi, quaero an expediat ut talis edatur constitutio, et puto non expedire.

» 1. Res nova est, et a nemine quod sciatur intentata, nedum executa, unde etiam ab ea Episcopus debet abstinere (Cap. *Quis nesciat* 11 dist. et arg. Cap. *Consuluit* 2. q. 5. ibi: « Et quod SS. PP. documento sancitum non est, superstitiosa adinventione non est praesumendum. » Et licet haec novitas non sit superstitiosa, novitas tamen est, quae et ipsa fugienda est (Gloss. fin. c. *Cum consuetudinis* de consuet. ubi Jo. Andr. ex Hypocr. ait mutationes omnes periculosas.

» 2. Cavendum ne populus irritetur, seu ad iracundiam provocetur, et ne in populo fiant sectae, ne a circumvicinis tamquam excommunicati irrideantur et cum periculo scandali subsannentur, vel haeretici sumant occasiones aliquas hoc scientes blasphemias afferendi, et alia similia quae timeri possent eventura et non praevisa; novitatis enim incommoda nisi experientia praecognosci possunt.

» 3. Nec video, quomodo haec lex posset habere conditiones requisitas ad hoc ut lex dici possit, de quibus in Cap. *Erit autem lex*, dist. 4.

» Nam cum devotio, et reverentia, qua praeditus quique ad haec veneranda mysteria accedere debet non dependeat ab humana solum praeparatione quoad continentes, quis potest ex hominibus efficere, ut quilibet de populo quarta et sexta feria, ac die Dominico sit magis dispositus ad communionem quam aliis diebus, cum gratia Dei diebus non sit obligata, nec dies, ut ait Paulus, nec tempora sunt in his superstitiose dividenda, nec observanda. Unde unus die sabathi, alius altero die, et eademmet persona modo uno die, modo altero soleat se magis ad id dispositum sentire. Quod spectat ad conjugatos de quibus non ex praecepto, sed consilio eadem causa, et dist. 2 cap. 21 dicitur: « Omnis homo ante sacram communionem a propria uxore abstinere debet a tribus, aut quatuor, vel octo diebus, » quis novit, quod illorum corpora sint potius illis diebus, quam aliis munda, nisi forte Episcopus praeciperet ut uxorati per tres dies ante communionem a cohabitatione se separent et alii laici a negociis abstineant, si volunt communicare. Et ex praedictis deducitur quod haec dierum certa praescriptio praebebit forte potius occasionem ut majori cum irreverentia accedatur ad communionem, utpote qui ad communicandum ex adventu dierum deputatorum magis quam ex intima devotione ad id trahentur, et forte timendum esset potius, ne huic sacramento quae a sacrificantibus irrogetur injuria, qui vel paupertate pressi, vel obligatione cui ratione beneficii adstringuntur, vel superiorum praecepto saepe mortalibus alligati peccatis sacrum contra cap. *Significan.* de praebendi facere coguntur. Ex quibus mihi videtur non expedire, sufficitque ut populus a concionatoribus saepe exhortetur, et doceatur quanta cum reverentia sit ad haec tremenda mysteria accedendum, et ut confessarii pœnitentes pro diversitate personarum Zacchaei, et Centurionis hos impellant, et hos retrahant (arg. cap. *Quotidie* eodem de consecr. dist. 2).

» Superest, ut ad tertium quod propositam concernit quaestionem deveniam. Pro quo praemitto saepe inter antiquos et modernos doctores in illo articulo variatum: An expediat quotidie vel non communionem sumere, aliis affirmantibus, aliis negantibus, ut est videre ex d. cap. *Quotidie*, et ex D. in 4 dist. 12 art. 3 ubi D. Thomas, et novissime Soto d. dist. 12 art. 10.

» Et licet D. Augustinus dicto cap. *Quotidie* non fuerit ausus hunc determinare articulum, licet intrepide hortetur quoslibet, attamen S. Concilium (cit. cap. 8 sess. 22) satis clare insinuat se potius adhaerere illi sententiae, ut quolibet die omnes communicent, quam contrariae. Cujus opinionis scilicet affirmativae, ut mihi videtur, fuit etiam S. Thom., ubi supra. Et exinde infero, quod licet haec si fiat constitutio, non potest dici facta directo contra decreta Concilii, utpote quod in dicto cap. 6 nihil statuat, negari tamen non potest quin facto ipso declaret, sic cum tacita intentione Sacro Concilio non concordare, quando quidem Sacrum Concilium optaret ut omnes singulis diebus communicent; haec autem constitutio inhibet ne fiat, et forte melius esset concludere, quod haec constitutio, et dictum decretum sibi obviarent, et successive, quod quidem ordinationi dictum obstat decretum.

» Nollem autem, ut quis ex praedictis colligat, me illius sententiae, ut putem expedire quod confessarii passim indulgeant suis pœnitentibus ut quotidie communicent, quandoquidem in praxi ego id non facile concedere soleam, sed quod non expedit, ut generali decreto id statuatur, sed ut id cujusque conscientiae ac confessariorum prudentiae relinquatur, prout hactenus factum fuit. Puto autem quod episcopus landabile ejus desiderium facilius consequetur, si operam dabit ut in sua diœcesi pios et prudentes habeat confessarios, eosque aliquando conveniat et cum eisdem de iis quae spectant ad confessionem, et communionem agat cum charitate, sibique addictos reddat, ut facilius eisdem suadere possit quae in Domino expedire judicaverit. »

C'est pourquoi la S. Congrégation jugea que l'évêque de Brescia ne devait pas interdire généralement l'administration de la communion certains jours de la semaine. Les onze cardinaux assemblés le 9 janvier 1587 furent unanimes sur ce point; ils ordonnèrent d'adresser des instructions à l'évêque pour lui indiquer les moyens de réprimer les abus dont il se plaignait. La lettre fut expédiée en date du 24 janvier de la même année. Voici les maximes qu'elle énonce.

L'Eglise a toujours approuvé la communion fréquente et

quotidienne. Néanmoins, elle n'a jamais fixé des jours par mois ou par semaine pour communier. Le Concile de Trente se contente d'exprimer un désir. En effet, d'une part les secrets des consciences et les distractions inhérentes aux affaires; d'autre part, les dons particuliers que Dieu fait aux âmes d'élite ne permettent pas d'asseoir un jugement certain sur les dispositions des communiants et de prescrire une règle commune. Par rapport aux gens qui vivent dans les affaires, c'est aux confesseurs qu'il appartient d'examiner les dispositions afin de juger par les progrès s'il y a lieu de permettre la communion fréquente. A l'égard des personnes mariées, il faudra les avertir qu'il est convenable de garder la continence par respect pour l'Eucharistie. Voilà sur quoi la vigilance pastorale doit s'exercer, plutôt que d'éloigner quelques âmes de la communion par des règlements uniformes et de fixer des jours pour tout le monde. En toute hypothèse on ne doit empêcher personne de communier fréquemment, ou chaque jour, et tâcher pourtant que chacun communie plus ou moins fréquemment dans la mesure de sa dévotion. Prescrire aux religieuses de communier les jours déterminés par leur règle; s'il se trouve des âmes ferventes qui semblent dignes de la communion quotidienne, les supérieurs la permettront. L'évêque pourra employer les prédicateurs, outre les curés et les confesseurs, et leur prescrire, lorsqu'ils traiteront de la communion fréquente, comme ils le doivent faire, de parler aussitôt de la grande préparation qu'il faut y apporter; et bien avertir les fidèles de s'en abstenir lorsqu'ils ne se sentent pas bien disposés. Que les personnes mariées ou distraites par le tourbillon des affaires reconnaissent leur faiblesse, et, se pénétrant de la grandeur du sacrement et de la crainte du jugement de Dieu, elles apprennent à respecter la table céleste.

Voici le texte de la lettre, qui est, avec le décret de 1679, le seul document émané du Saint-Siége sur la question.

Epistola S. Congregationis Concilii ad episcopum Brixien.

« Rme Domine. Consuluit Amplitudo tua Sanctissimum D. N. » An laicis in civitate ista, et dioecesi negotiantibus, conjugatis, item qui sacrosanctam Eucharistiam frequentius, aut » etiam quotidie sumunt, nec tamen alios ullo insigni in virtutibus progressu antecedere cernuntur, expediret certos aliquos dies statuere, quibus tantummodo communicarent? Re » autem hujusmodi ab ejus Sanctitate ad sacram Congregationem » Cardinalium Concilii Tridentini interpretum delata, Illmi Patres unanimi sententia ita censuerunt: Et si frequens quotidianusque usus hujus admirandi Sacramenti a sanctis Patribus fuerit semper in Ecclesia probatus, nunquam tamen, » aut saepius illud percipiendi, aut ab eo abstinendi certis singulis mensibus, aut hebdomadis, dies statuerunt, quos nec » Concilium Tridentinum praescripsit, sed quasi humanam » infirmitatem secum reputaret, nihil praecipiens, quid cuperet tantum indicavit, cum inquit: *Optaret quidem Sacrosancta Synodus, ut in singulis missis fideles adstantes Sacramenti Eucharistiae perceptione communicarent.* » (Sess. 22 cap. 6, de sacrif. miss.) Idque non immerito. » Multiplices enim sunt conscientiarum recessus, variae ob » hujusmodi negotia spiritus alienationes, multae contra gratiae, et Dei dona parvulis elargita, quae cum humanis oculis » scrutari non possimus, nihil certe de cujusque dignitate, » atque integritate, et consequenter de frequentiori, aut quotidiano vitalis panis esu potest constitui. Et propterea quod » ad negotiatores ipsos attinet, frequens ad sacram alimoniam percipiendam accessus confessariorum secreta cordis » explorantium judicio est relinquendus, qui ex conscientiarum » puritate et frequentiae fructu, et ad pietatem processu laicis » negotiatoribus et conjugatis, quod perspicient eorum saluti » profuturum, id illis praescribere debebunt. In conjugatis » autem hoc amplius advertent, cum B. Apostolus nolit eos » invicem fraudari, nisi forte ad tempus ut vacent orationi, » eos serio admoneant, tanto magis ad sacratissimae Eucharistiae reverentiam continentiae vacandum, puriorique mente » ad coelestium epularum communionem esse conveniendum. » In hoc igitur pastoralis diligentia potissimum invigilabit, non » ut a frequenti, aut quotidiana Sacrae Communionis sumptione » unica praecepti formula aliqui deterreantur; aut sumendi dies » universe constituantur, sed magis quid singulis permittendum » per se, aut per parochos, seu confessarios sibi decernendum » putet, illudque omnino provideat, aut nemo a sacro convivio, » seu frequenter, seu quotidie accesserit repellatur. Et nihilominus det operam ut unusquisque digne pro devotionis, et » praeparationis modo rarius, aut crebrius Dominici corporis » suavitatem degustet. Quod autem de monialibus quotidie sacram communionem petentibus Amplitudo tua quaeritur, admonendae illae erunt, ut diebus ex earum ordinis instituto » praestitutis communicent: Si quae vero puritate mentis eniteant et fervore spiritus ita incaluerint, ut dignae quotidiana SSmi Sacramenti perceptione videri possint, id illis a » superioribus permittatur. Proderit etiam praeter parochorum » et confessariorum diligentiam, opera quoque concionatorum » uti, et cum eis constitutum haberi ut cum fideles ad SSmi Sacramenti frequentiam (quod facere debent) accenderint, statim de magna ad illud sumendum praeparatione, orationem » habeant; generatimque ostendant, ut qui ad quotidianam, aut » frequentiorem salutiferi cibi sumptionem devoto studio excitantur, debere, sive laici negociatores sint, sive conjugati, » suam agnoscere infirmitatem, ut dignitate Sacramenti, ac » Divini judicii formidine discant cœlestem mensam, in qua » Christus est revereri. Et si quando se minus paratos senserint, ab ea abstinere, seque ad majorem praeparationem accingere. Est autem quod Amplitudo tua de hujusmodi in ista » civitate, et diœcesi erga SSmum Sacramentum devotione » gratias Deo agat, quam ipsa adhibito prudentiae, et judicii » temperamento alere debebit, et suoque officio postulari sibi » maxime persuadebit, nulli labori aut diligentiae parcendum, » ut omnis irreverentiae e scandali suspicio in veri, et immaculati » Agni perceptione tollatur, virtutesque et dona in sumentibus augeantur. Quod abunde continget si ii qui devoto hujusmodi studio, divina praestante gratia, tenentur, seque » sacratissimo pane frequentius refici cupiunt, suas vires expendere, seque probare cum timore et charitate assueverint. » Quibus Christum Dominum, qui se fidelibus manducandum » et pretium in morte tradidit, atque in cœlesti regno se praemium est daturus precamur, ut suam opem ad dignam praeparationem et sumptionem largiatur; Amplitudinemque tuam, » quo in hoc uno maxime incumbere aliaque pastoralia munera explere possit, incolumen tueatur. Romae 24 januarii 1587. »

Il nous reste à parler du décret de 1679 et des abus qui le motivèrent. C'est ce que nous allons faire dans les articles suivants.

II. Actes de la S. Congrégation du Concile sous Innocent XI. Abus de la communion quotidienne.

Dans la seconde partie du XVIIe siècle, la communion quotidienne passa tellement dans les habitudes des séculiers et des religieuses de certaines contrées, surtout en Espagne, que de grands abus en seraient résultés si le Saint-Siége n'eût apporté remède. Le mal était d'autant plus dangereux, que les confesseurs et les prédicateurs se mirent à recommander la communion quotidienne comme étant de droit divin, en soutenant que l'exemption de toute faute grave était une préparation suffisante. Bien des opuscules furent publiés dans ce sens.

De plus grands scandales se produisirent parmi les reli-

gieuses. Ne pouvant se confesser aussi souvent que c'eût été nécessaire pour communier chaque jour, la plupart s'approchaient de la sainte table sans confession ; dès qu'elles entendaient sonner la communion, elles s'empressaient d'aller communier sans aucune préparation, les unes sortant de leur lit, d'autres s'empressant de quitter leurs emplois et leurs occupations. Quelques-unes croyaient avoir le droit de prendre un confesseur de leur choix en vertu de la bulle de la croisade; les réguliers disaient que l'approbation de l'Ordinaire n'était pas nécessaire pour la confession des péchés véniels.

Les séculiers communiaient dans les maisons particulières et souvent au lit, grâce à la complaisance des réguliers, qui portaient secrètement l'Eucharistie ou célébraient dans les chapelles domestiques : la communion quotidienne étant de droit divin, le plus léger empêchement d'aller à l'église était censé rendre cela licite. Enfin, quelques prêtres donnaient deux hosties à leurs affidés, afin qu'ils eussent le Saint-Sacrement plus longtemps; d'autres se plaignaient de cette partialité.

Voilà les abus qui furent portés à la connaissance du Saint-Siége. Les confesseurs et les prédicateurs se montrant les plus ardents à propager ces abus, l'on ne pouvait prendre trop de précautions pour les extirper. Sans cette circonstance, il eût peut-être suffi d'envoyer copie de la lettre adressée à l'évêque de Brescia près d'un siècle auparavant.

Avant de saisir la S. Congrégation du Concile de cette question, le vénérable Innocent XI voulut consulter six théologiens qu'il désigna.

III. Sentiment des six théologiens consultés par Innocent XI.

Les papiers que nous avons retrouvés nous font connaître le nom des théologiens. Ce furent: Le P. Esparza, de la compagnie de Jésus; Michel-Ange Ricci; Brancacci secrétaire de la Congrégation du Concile et archevêque-évêque de Viterbe, le P. Soccino, le P. Laurent de Lauria, conventuel, ensuite cardinal; le P. Marracci, clerc régulier de la mère de Dieu.

La question fut résumée en cinq articles: 1. S'il faut permettre ou restreindre la communion quotidienne pour les séculiers. 2. Pour les religieuses. 3. Pour leurs servantes. 4. S'il y a lieu de permettre ou de prohiber la communion domestique, et comment. 5. Enfin, comment obvier aux abus signalés plus haut.

Le P. Esparza opina que l'on pouvait fort bien fixer par statut pour les communautés un temps en dehors duquel il ne serait pas permis de réitérer la communion. Il y a lieu, dit-il, d'interdire la communion quotidienne à toute communauté de personnes laïques et à la majeure partie de chacune, regulière ou séculière, en réservant à l'évêque, qui conférera d'ailleurs avec des hommes vraiment instruits et pieux, le droit de permettre la communion quotidienne ou plus rare aux individus qu'il croira. Pour les séculiers, il n'y a rien à changer et rien à prescrire par statut spécial, parce qu'il faut s'en rapporter à leur conscience et à leurs confesseurs. Néanmoins, que les évêques et les supérieurs réguliers surveillent une chose aussi importante; qu'ils fassent des remontrances aux confesseurs et aux pénitents, en leur signalant les abus et le danger qui en résulte pour les âmes. — Les simples prêtres qui ne sont pas approuvés pour la confession ne peuvent et ne doivent pas confesser ; les Ordinaires le défendront par des peines et des censures. — Sur la communion domestique et la manière décente de porter l'Eucharistie, on doit observer le Rituel romain, et punir les transgresseurs.

Le second théologien, D. Michel-Ange Ricci, formula ainsi son opinion. La communion quotidienne ne convient ni aux séculiers ni aux réguliers, à moins qu'ils n'aient les dispositions dont parle S. François de Sales, et avec permission. En outre, ils doivent apporter à la communion quotidienne la grande préparation qu'exige le même auteur d'après les saints pères. — Que les religieuses et leurs servantes s'en tiennent à leurs constitutions et aux traditions de leur monastère. — Les Ordinaires ne doivent pas tolérer que l'Eucharistie soit administrée aux fidèles dans les maisons privées en dehors des églises et des oratoires dédiés perpétuellement au culte divin, sauf le cas de maladie. — Le Saint-Père suivant l'exemple de S. Pie V, pourrait adresser une décrétale aux évêques d'Espagne, condamner d'abord l'erreur de ceux qui soutiennent que la communion quotidienne est de droit divin; donner des instructions sur les divers points, et défendre aux religieuses de se confesser aux prêtres qui ne sont pas approuvés et désignés par l'Ordinaire.

Le révérendissime archevêque Brancacci s'en rapportant entièrement à la lettre que la S. Congrégation du Concile écrivit à l'évêque de Brescia, dit que la communion quotidienne ou moins fréquente peut être permise ou refusée suivant la prudence et le jugement des confesseurs, qui connaissent les dispositions.

Sentiment du Père Soccino. — Les âmes dignes et justes peuvent s'approcher de la sainte table chaque jour; pour éviter toutefois la témérité en cette matière, on doit s'en rapporter au directeur pieux, éclairé et prudent que choisit chaque fidèle pour le salut de son âme. – Les religieuses et les servantes des couvents n'ont qu'à observer leurs constitutions.- Il n'est pas permis de porter la communion d'une manière occulte et sans observer les prescriptions du Rituel. On ne doit porter le Saint-Sacrement qu'aux malades.

Le *votum* du P. Laurent de Lauria se résume ainsi: La lettre écrite jadis à l'évêque de Brescia pourra être communiquée aux évêques des diocèses où l'on discute sur la communion quotidienne en ajoutant ce qui suit. 1. C'est une erreur que la communion quotidienne soit commandée ou défendue par le droit divin. 2. C'est une chose irréligieuse de communier chaque jour ou fréquemment sans la préparation requise, quoiqu'on n'ait pas de péché mortel. 3. C'est une chose indécente de garder ou de porter la sainte Eucharistie dans les maisons privées, excepté pour maladie; ce n'est pas licite autrement. 4. Les époux et les séculiers doivent s'abstenir de la communion, les premiers lorsqu'ils ont exigé le devoir conjugal la nuit précédente, et les seconds lorsqu'ils doivent s'occuper d'affaires mondaines. 5. Ceux qui, croyant n'avoir pas de péché mortel, communient sans aucune autre préparation, sont indignes et irréligieux. Les transgresseurs de ces divers points doivent être réprimés par les pasteurs et être punis par tous les moyens de droit et de fait.

Enfin, le P. Marracci dit qu'il ne veut ni blâmer ni approuver la communion quotidienne. Ceux qui communient chaque jour en étant bien disposés et bien préparés, font bien. Ceux qui communient avec tiédeur et sans respect, font mal. Il faut s'en rapporter entièrement au jugement du confesseur.

Les mémoires des six théologiens, résumés succinctement comme nous venons de faire, furent transmis aux cardinaux de la S. Congrégation du Concile. Voici ce document.

De communione quotidiana et domestica — Quaesita totius hujus causae in quinque sunt reducta:

« 1. An et quomodo communio quotidiana sit permittenda, vel restringenda quoad saeculares ?

» 2. Quoad moniales?

» 3. Istarum servas ?

» 4. An et quomodo domestica communio permittenda, vel limitanda?

» 5. Ac demum quo pacto praenarratis abusibus consulendum ?

« *Votum P. Esparza S. J.* — Ad primum posse, et debere ecclesiastico statuto determinari tempus, citra quod non liceat frequentare, ac repetere sacram communionem.

« Interdicendum ideo esse communionem quotidianam omni et cuivis communitati laicali, nec non majori parti cujusque ejusdem communitatis, sive regularis, sive secularis ea sit, cum hac tamen exceptione, nisi episcopo loci post diligentem discussionem et maturam cum doctis et piis viris deliberationem, videretur alicui concedenda communio quotidiana, vel magis rara juxta quod expedire videbitur.

« Quoad saeculares seorsim viventes, nihil esse innovandum aut speciali statuto praescribendum, sed remittendum esse eorum conscientiae, et eorum confessariis; addendo tamen, quod episcopi et superiores regulares invigilent huic tanto negotio et cohortationes faciant confessariis et pœnitentibus, demonstrando eis abusus et incommoda animarum.

« Simplices sacerdotes, seu non approbatos ad confessiones non posse neque debere exponere se confessionibus audiendis sub pœnis et censuris ab ordinario infligendis.

« Quoad communionem domesticam et modum decentem deferendi Sacramentum Eucharistiae, observandum esse Rituale Romanum, et transgressores illius esse ab ordinario puniendos.

« *Votum Domini Michaelangeli Riccii.* — Ad primum. Quotidianam communionem neque saecularibus, neque regularibus convenire, nisi ea sint animi affectione quam Salesius describit, et de licentia superiorum. Praeterea sanctiorem quoque praeparationem adhibeant, quam etiam sanctos postulare patres ostendit.

« Ad 2. et 3. Sanctimoniales, et earum famulas sui monasterii constitutiones, et acceptas a majoribus traditiones in Eucharistia sumenda custodire debere.

« Ad 4. Ordinarii ne patiantur privatis in domibus, atque omnino extra ecclesias et ad divinum tantum cultum dedicata oratoria ab eis designanda et visitanda, Eucharistiam fidelibus distribui, nisi quis fuerit graviter infirmus.

« Ad 5. SSmus D. N. exemplo B. Pii V epistolam Decretalem ad Hispaniarum episcopos mittat, in qua primum damnet eos erroris, qui quotidianam communionem divino jure sancitam fuisse affirmant, et caetera proponat quae ad superiora quaesita fuerunt data responsa. Prohibeat particulas binas dari fidelibus et vetet sub pœnis sanctimoniales confiteri peccata nisi confessario ordinario, seu extraordinario ab episcopo approbando, et deputando. ».

« *Votum Revmi Archiepiscopi Brancatii.* — Quotidianam communionem, vel magis raram esse permittendam vel abnegandam illis personis, quibus prudentia et judicium confessariorum juxta personarum qualitatem et statum esse deferendam existimaverit, et se in totum refert epistolae S. Congregationis Concilii scriptae episcopo Brixiensi. ».

« *Votum P. Soccini.* — » Ad 1. Tenet sequendam esse et tenendam quandam mediam ac regiam viam, scilicet dignos et justos posse quotidie accedere ad sumendam sanctam Eucharistiam, sed temere usurpandam illam non esse, et ideo remittendum erit pio docto ac prudenti directori, quem unusquisque sibi elegit pro salute suae animae.

« Ad 2. Quoad moniales, et earum servas omnino servandum esse quod hac de re statutum habetur ab earum regulis et constitutionibus.

« Quoad delationem SSmi Sacramenti occulte et absque solemnitate, nullo modo id licitum esse, neque enim deferri debet sine solemnitatibus in Rituali statutis, nec non in domo nullius nisi aegrotantis.

« *Votum P. Lauriae.* — Omnibus episcopis illorum dioecesum, in quibus controvertitur haec quotidiana communio transmittendum esse exemplum epistolae S. Congregationis Concilii episcopo Brixiensi directae, et haec sequentia addenda esse.

» 1. Errorem esse, quod quotidiana communio sit de jure divino praecepta, vel prohibita.

» 2. Irreligiosum esse quod sine debitis praeparamentis quis, licet peccato mortali careat, ad communionem quotidianam vel rariorem accedat.

» 3. Indecens esse Sacramentum Eucharistiae domi retinere vel deferre, nisi infirmitatis causa; aliter non esse licitum. Nec non conjugatos vel saeculares abstinendos esse a communione, quando nocte praecedenti debitum matrimoniale exegerunt, vel mundanis negotiis sunt vacaturi.

» 4. Indignos esse et irreligiosos illos, qui si peccato se carere judicent, nulla alia preparatione praemissa ad Sacramentum Eucharistiae accedunt.

» Et contravenientes per Pastores ecclesiarum coercendos esse et omni juris ac facti remedio puniendos. »

» *Votum P. Marraccii.* — Ad 1. 2. et 3. Respondit non improbare, neque laudare quotidianam communionem; si enim bene dispositi, et animo praeparati quotidie accedunt ad Sacramentum Eucharistiae, bene agunt; sin tepide et irreverenter accedunt ad illud, male agunt; et ideo debet totum id remitti arbitrio confessarii. »

IV. Dissertation du P. Laurent de Lauria.

Les mémoires furent confiés au P. Laurent de Lauria, célèbre conventuel et un des plus savants théologiens de son temps, pour rédiger une dissertation complète. Il s'en acquitta parfaitement, en écrivant une dissertation dont ensuite on fit plusieurs copies pour les cardinaux de la S. Congrégation. C'est la pièce capitale de cette intéressante affaire. Alexandre VII, qui avait surnommé le P. Laurent de Lauria *Sedis apostolicae bracchium*, le nomma sous-bibliothécaire du Vatican, et consulteur de plusieurs Congrégations. Innocent XI le fit cardinal en 1681, en récompense de ses services. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages théologiques et canoniques, et notamment un *Epitome* de toutes les prescriptions canoniques depuis les premiers siècles jusqu'à Alexandre VII, volume in fol. sous forme de dictionnaire.

Après avoir exposé en peu de mots l'abus de la communion quotidienne en Espagne, le savant théologien déclare qu'il va traiter la question non d'après les assertions des modernes, mais d'après l'Ecriture sainte, les conciles, les canons des Papes, les saints pères et l'histoire ecclésiastique.

La communion quotidienne, dit-il, n'est pas de droit divin; ni l'évangile ni les autres écritures canoniques du nouveau testament ne la prescrivent; l'Eglise serait dans une grande erreur en n'observant pas ce précepte, supposé qu'il existât. Nul des pères et nul concile n'ont dit que la communion quotidienne fût de droit divin.

Elle n'est pas de droit ecclésiastique. On ne trouve un tel précepte dans aucun concile et dans aucune constitution pontificale. Puisque les prêtres eux-mêmes ne sont pas obligés de sacrifier ou de communier chaque jour, à plus forte raison les simples fidèles n'y sont-ils pas tenus.

On ne peut nier toutefois qu'elle n'ait été en usage dans l'Eglise primitive; car les laïques de toute condition avaient l'usage de communier à toutes les messes auxquelles ils assistaient. Saint Jérôme nous apprend que l'usage de la communion existait à Rome encore de son temps, vers la fin du IVe siècle.

Saint Ambroise conseille de communier tous les jours, mais il a soin d'ajouter qu'il faut vivre de manière à s'en rendre digne. Saint Jérôme s'abstenant de blâmer ou de recommander la communion quotidienne, conseille de suivre l'usage du pays où l'on est.

Saint Basile, tout en approuvant la communion quotidienne,

atteste que dans son église l'on communiait quatre fois par semaine.

Imitant la circonspection de S. Jérôme, S. Augustin s'abstient de se prononcer. Zachée honora le Sauveur en le recevant dans sa maison; on ne saurait dire que le Centurion ait manqué d'égards en se reconnaissant indigne de sa visite. Que chacun fasse ce qu'il croit pieusement devoir faire suivant sa foi. Saint Cyprien, S. Athanase, S. Grégoire, S. Jean Chrysostôme recommandent aussi la communion quotidienne, mais ce dernier insiste sur les dispositions et la préparation qu'on y doit apporter.

Tel est l'enseignement des pères grecs et latins. Voyons ce que disent les docteurs de l'école.

S. Thomas se demande s'il est permis, *an liceat*, de recevoir la sainte Eucharistie chaque jour? Pour ce qui concerne le Sacrement, dit-il, il y a utilité à le recevoir tous les jours, parce que le malade doit recourir fréquemment au remède. Il faut s'en approcher avec une fervente piété et avec un profond respect; ceux qui se sentent bien préparés peuvent donc le recevoir chaque jour; or, étant reconnu que la plupart des hommes ne peuvent se préparer convenablement à cause des indispositions spirituelles et corporelles, il n'est pas bon que tous les hommes communient chaque jour, mais chacun peut le faire lorsqu'il se sent préparé. S. Thomas dit ailleurs que le communiant doit avoir le désir de s'unir à Jésus-Christ par l'amour, et éprouver en même temps un grand respect pour le sacrement; ce respect fait partie du don de crainte.

L'amour excite à la communion quotidienne, mais le respect arrête. Celui qui voit par expérience que la communion quotidienne augmente la ferveur de l'amour dans son âme sans diminuer le respect, fera bien de communier chaque jour; s'il sent, au contraire, que cette fréquentation du sacrement diminue le respect sans beaucoup augmenter l'amour, il vaudra mieux pour lui s'abstenir, afin de communier ensuite avec plus de respect et de dévotion. A cet égard, chacun doit suivre les lumières de sa conscience.

S. Bonaventure pense aussi qu'on ne peut tracer aucune règle générale et uniforme pour tous les fidèles, parce qu'on trouve parmi les hommes divers mérites, diverses œuvres, différents désirs, diverses opérations du S. Esprit et divers états, même parmi les religieux. Tous les malades ne peuvent s'accommoder du même remède, à cause de la diversité des complexions, des forces, et des circonstances de temps et de lieu. Il en est de même du remède spirituel. Les hommes engagés dans les sollicitudes mondaines ne peuvent se préparer aussi souvent à la communion que ceux qui ne s'occupent que de choses spirituelles. Les hommes sont plus ou moins circonspects dans leur conduite, plus ou moins fervents, au lieu que d'autres tremblent lorsqu'ils doivent communier. Toutefois il est salutaire et utile que l'homme se prépare souvent à recevoir le remède céleste; qu'il le reçoive avec toute la dévotion possible, et qu'il tâche de conserver soigneusement cette dévotion après la communion. Par là il conservera la pureté de conscience parce qu'il tâchera de mieux vivre avant et après la communion. Il ne faut pas laisser la communion parce qu'on ne sent pas la dévotion sensible en faisant tout ce qu'on peut, pour se préparer.

Dans son commentaire des Sentences, S. Bonaventure enseigne ce qui suit: celui qui serait toujours préparé, pourrait toujours communier utilement, comme dans la primitive Eglise. La charité s'étant refroidie dans la suite, on s'en est rapporté au jugement et à la conscience de chacun; le fidèle peut communier lorsqu'il se sent disposé. L'homme qui se sent dans le même état que les chrétiens de la primitive Eglise, fait bien de communier chaque jour. Celui qui se sent froid et pesant, comme dans l'Eglise des derniers temps, fera mieux de communier rarement. Celui qui reconnaît en lui-même des dispositions moyennes, doit s'abstenir quelquefois pour apprendre à respecter, et communier quelquefois pour enflammer son coeur de l'amour divin. L'expérience seule peut tracer des règles. On reçoit plus de fruit d'une messe ou d'une communion à laquelle on est bien préparé, que d'un grand nombre d'autres auxquelles on n'a pas soin de se disposer.

Je cite, dit notre théologien, les docteurs de l'Eglise, parce que l'Eglise se sert de leur doctrine. Or, ils approuvent et conseillent, comme on voit, la communion fréquente et quotidienne pour les hommes bien disposés. Le concile de Trente et le catéchisme romain de S. Pie V enseignent les mêmes principes. S. Nicolas Ier dans sa réponse aux Bulgares, Innocent III dans son traité de la messe, Adrien VI dans son commentaire des sentences exhortent pareillement à la communion quotidienne tous ceux qui ont les dispositions voulues.

Quelles sont les dispositions nécessaires pour la communion quotidienne? Les pères et les docteurs ont recommandé divers degrés de dispositions et de préparation, suivant qu'ils ont été enflammés eux-mêmes d'une ferveur plus ou moins grande. C'est pourquoi, dit notre théologien, je crois devoir citer les conseils qu'ils ont donnés et les instructions qu'ils ont laissées.

S. Paul prescrit qu'on s'éprouve soi-même: « Probet autem » seipsum homo ... qui enim manducat et bibit indigne, ju- » dicium sibi manducat et bibit. » Les saints pères entendent par là la pureté de conscience, et parlent de la nécessité de la confession avant la communion, lorsqu'on a commis une faute mortelle. Saint Augustin dit que l'épreuve doit consister à purifier aussi la conscience du péché véniel. « Voyez, frères; mangez spirituellement le pain céleste; portez l'innocence à l'autel; quoique les fautes soient quotidiennes ou ne soient pas mortelles, ayez soin de dire, avant de monter à l'autel: Remets-nous nos dettes. » Enfin, le concile de Trente interprétant le mot de S. Paul, déclare que l'épreuve nécessaire consiste en ce que nul ne doit communier si sa conscience lui reproche une faute mortelle qu'il n'ait pas accusée dans la confession sacramentelle.

Il suffit d'être sans péché mortel pour ne pas commettre une nouvelle faute en communiant. Mais pour témoigner au Saint des Saints le respect qui lui est dû, d'autres dispositions sont nécessaires.

1. Il faut que l'on se soit abstenu de l'acte de la chair, tout au moins pendant un jour ou deux. Saint Jérôme (lettre à Pammachius) enseigne que c'est là un commandement exprimé dans l'Ecriture sainte. Le décret après le concile d'Elvire prescrit aux personnes mariées trois jours de continence avant la communion. Gratien contient des canons qui prohibent la communion aux époux qui n'ont pas observé la continence la nuit précédente, et le catéchisme du concile de Trente enseigne que la dignité du sacrement demande que les époux s'abstiennent de l'usage du mariage pendant quelques jours, à l'exemple de ce que fit David lorsqu'il voulut manger les pains de proposition.

2. Que l'on communie fréquemment ou rarement, ce n'est pas dans les maisons privées, mais dans un lieu sacré qu'on doit recevoir la sainte Eucharistie. L'ancienne loi prescrivait de manger les chairs du sacrifice devant les portes du tabernacle, à l'exclusion de tout autre lieu. Nous lisons dans S. Basile que les fidèles pendant les persécutions avaient l'Eucharistie dans leurs maisons; les solitaires l'avaient aussi dans leur désert; hors ces circonstances exceptionnelles, les sacrements ne peuvent être administrés que dans l'église. Les saints canons et le Rituel romain s'accordent à prescrire que l'Eucharistie ne soit portée hors des églises que pour faire communier les malades.

3. Il faut, pour recevoir la sainte Eucharistie, outre l'état

de grâce, une préparation de l'âme, qui consiste en actes de foi, de religion, de respect et d'action de grâces. On lit dans les constitutions apostoliques (c. 26 et 27) que le communiant doit rendre grâces à Dieu avant et après la communion, de ce qu'il a daigné envoyer son Fils pour notre salut. Un acte de profonde humilité est nécessaire; car le Saint des Saints daigne honorer de sa présence une pauvre créature. Le catéchisme romain recommande ces actes d'humilité, ainsi que les actes d'amour. Saint Bonaventure enseigne que les actes d'amour sont nécessaires pour effacer les péchés véniels que multiplient la négligence, l'oisiveté, les distractions produites par une vie désordonnée et de mauvaises habitudes. Quoique les péchés véniels ne donnent pas la mort à l'âme, elles la rendent tiède, pesante, couverte de ténèbres et mal disposée à recevoir l'Eucharistie, à moins que le souffle de l'esprit et le feu de la charité ne dissipent et ne consument cette poussière et cette paille. Saint Thomas requiert, comme préparation à la communion, le désir de s'unir à Jésus-Christ et un profond respect; ce désir est produit par l'amour, et ce respect fait partie du don de crainte. Saint Jean Damascène recommande un respect profond, une foi à toute épreuve, une grande pureté de corps et d'esprit, un ardent désir. Adrien VI, commentaire sur les sentences, dit que la fréquente communion produit de grands fruits, pourvu qu'on se prépare aussi parfaitement que permet la fragilité humaine et qu'on ait un ardent désir d'enflammer son cœur de l'amour de Dieu.

Ainsi, outre l'état de grâce, d'autres dispositions, positives et négatives sont nécessaires pour la communion fréquente; nous avons des règles certaines pour discerner si le fidèle peut communier fréquemment ou s'il doit s'en abstenir, surtout s'il s'agit de la communion quotidienne.

Il reste à faire l'application des principes exposés ci-dessus relativement à la communion quotidienne.

D'abord il y a lieu d'adresser aux évêques des diocèses où l'usage de la communion quotidienne a excité des controverses la copie de la lettre écrite par la S. Congrégation du Concile à l'évêque de Brescia le 24 janvier 1587, en ajoutant les choses suivantes.

1. C'est une erreur de prétendre que la communion quotidienne soit commandée ou défendue par le droit divin.

2. C'est une chose irréligieuse de s'approcher de la communion quotidienne ou non quotidienne, avec la simple exemption de péché mortel et sans aucun autre acte de religion et de piété.

3. Les actes positifs requis pour chaque communion sont l'acte de foi sur la réalité du sacrement, l'acte d'amour envers Jésus-Christ auquel on veut s'unir et communier, l'acte de respect envers le Saint des Saints, l'acte de crainte filiale par lequel on craint de ne pas lui plaire.

4. Certaines conditions de décence extérieure doivent pareillement être remplies. Ainsi 1. Il n'est permis de communier dans les maisons particulières que pour cause de maladies, et l'on ne peut y garder l'Eucharistie, même par dévotion, excepté en temps de persécution. 2. Les personnes mariées qui ont exercé l'acte conjugal la nuit précédente, doivent s'abstenir de communier. 3. Il en est de même de ceux qui ont éprouvé des pollutions, même sans consentement et sans cause, à moins qu'il n'y ait nécessité. 4. De même, ceux qui doivent, le jour même qu'ils communient, se livrer aux affaires mondaines qui font commettre ordinairement un grand nombre de fautes.

5. Le fidèle qui se sent tous les jours disposé et préparé comme il est dit plus haut, peut recevoir la sainte Eucharistie chaque jour, quels que soient son rang et sa condition. Néanmoins l'homme pieux ne sait que trop combien il est difficile de se préparer aussi parfaitement chaque jour. Ceux qui pensent qu'il suffit de se croire exempt de péché mortel pour toute préparation à la communion, sont indignes par cela seul; et ceux qui soutiennent une semblable maxime, doivent être punis comme des gens irréligieux, irrespectueux et audacieux.

« Voilà, (dit Laurent de Lauria en finissant) ce que j'ai cru devoir dire pour la gloire de Dieu et du plus saint de nos sacrements; je soumets mon sentiment au jugement des personnes plus éclairées, et surtout au Chef de l'Eglise, au Vicaire du Christ. »

On pourra comparer les conclusions du savant théologien avec le décret du 12 février 1679, pour voir celles qui furent adoptées et celles que la S. Congrégation jugea devoir omettre. Du reste, le bref d'Innocent XI contre Molinos condamne de détestables maximes relatives aux dispositions et à la préparation qu'il faut apporter à la communion, et complète sous ce rapport, le décret de 1679, ainsi que nous dirons plus loin.

Quoique la dissertation du P. Laurent de Lauria soit un peu longue, nous ne pouvons nous dispenser d'en publier le texte.

De communione quotidiana et domestica. — In nonnullis regionibus partim Hispaniarum est adeo frequens, et radicata communio quotidiana tam inter seculares, quam inter moniales, illarumque servas, ut nisi Apostolicae Sedis remedio occurratur, augustissimi Eucharistiae Sacramenti contemptui consuli nequeat.

» Malum hoc eo magis perniciosum, quia confessariimet ac verbi Dei praedicatores frequentiam hanc verbo, scriptisque evulgant, et inculcant, quasi ea sit divino jure sancita, et sola mortalis carentia praeparationi sufficiat.

» Adhuc inter moniales ulteriora scandalorum capita emergunt, quoniam dum unus confessarius excipiendis singularum confessionibus impar est, complures ad sacrum convivium inconfessae accedunt, auditoque communionis signo ex officinis, et e lecto turmatim convolant, non paratae; ex quo etiam fit, ut chorus quotidie remaneat destitutus. Nonnullae etiam vigore bullae Cruciatae praetendunt etiam in hac quotidiana communione eligere sibi quemlibet in confessarium, imo sacerdotem quemcumque etiam ab ordinario non approbatum, sub praetextu quod constitutiones apostolicae intelligendae sint de confessionibus mortalium, non venialium, quae sunt materia voluntaria. Et in hoc taxandi sunt regulares, qui tales opiniones insinuant.

» Inter seculares vero hoc amplius est, quod domi, et in lecto communicant absque ullo discrimine, dum regulares privatim ad eos deferunt Eucharistiam etiam in crumena, aut ex privato oratorio in quo celebrant, sub praetextu quod communio quotidiana sit de jure divino; ideoque quodlibet impedimentum accedendi ad ecclesiam id licitum reddat.

» Accedit, quod consueverunt nonnulli eorum devotis duas sacras formas tradere, ut magis perduret sacramenti existentia; quod alii intelligentes de hac partialitate dolent.

» Et quamvis Sacra Congregatio Concilii alias in simili casu ab episcopo Brixiensi consulta, responderit non posse certos abstinendi, aut sumendi dies praescribi, sed hoc totum remittendum arbitrio confessariorum, qui pro modo praeparationis, et devotionis id fidelibus juxta singulorum casuum circumstantias, nec non praedicatoribus injungendum, ut statim post commendatam frequentiam, dignae praeparationis necessitatem inculcarent, quoniam qui sumit indigne, judicium sibi manducat, et bibit: Nihilominus quoniam in praesenti ipsimet confessarii, et praedicatores praemissarum opinionum fautores frequentiam insinuant, excogitandum est non solum quid tenendum, sed etiam quid facto opus sit. Totius igitur rei inspectio versari debebit circa infrascripta videlicet.

» 1. An, et quomodo communio quotidiana permittenda, vel restringenda quod seculares

» 2. Quoad moniales.

» 3. Istarum servas.

» 4. An, et quomodo domestica communio permittenda vel limitanda.

» 5. Ac demum quo pacto praenarratis abusibus consulendum.

» Praemissis ad SSmum D. N. relatis, Sanctitas Sua meam sententiam, et quinque Theologorum, quorum nomina expressit, audire voluit. Quibus perspectis remisit ad hanc S. Congregationem ut quod in Domino expediat, decernatur.

» Proinde antequam res in Sacra Congregatione proponatur quidquid ego adnotavi et alii considerarint, EE. VV. summae prudentiae subjicitur.

» Dubium de Eucharistiae communione quotidiana : num etiam non sacerdotibus cujusvis status, ac sexus permittenda vel quae moderatio servanda?

» Regula certa solvendi dubia, quae in Ecclesia oriuntur, duplex est. Una divina, et a Spiritu Sancto immediate tradita, et alia a Christi Vicario Innocentio Primo.

» Prima habetur Ecclesiast. 8. 11. « Non te praetereat narratio seniorum ; ipsi enim didicerunt a patribus suis, quoniam ab ipsis disces intellectum, et in tempore necessitatis dare responsum. »

» Secunda habetur in cap. fin. dist. 20 ubi S. Innocentius papa sic habet: « De quibus causis nulla solvendi, ligandique auctoritas in libris veteris Testamenti, quatuor evangeliorum cum totis scriptis Apostolorum appareat, ad divina recurre scripta graeca. Si neque in illis, canones Sedis Apostolicae imbuere. Si nec in illis, ad catholicae Ecclesiae historias catholicas a doctoribus catholicis scriptas manum mitte. Si nec in illis, sanctorum exempla perspicaciter recordare. Quod si omnibus his inspectis quaestionis qualitas non lucide investigatur, seniores provinciae congrega, et eos interroga ; facilius enim invenitur quod a pluribus senioribus quaeritur. »

» Ut ergo dubium hoc quotidianae communionis sine errore solvatur, recurrendum est ad Sacram Scripturam, ad concilia, ad romanorum pontificum canones, ad patres antiquos, et catholicas historias. Hac ego utar methodo, non modernorum doctorum dictis, nisi conciliis, Patribus antiquis, qui proximiores apostolis extiterunt, sint conformia; sic ergo ad rem accedo.

» Quotidiana communio non est de jure divino. Nusquam enim in evangelio, vel in aliis canonicis novi Testamenti scripturis id reperitur praeceptum; alioquin Ecclesia magno errore laboraret hoc praeceptum non exequendo; nec ullus Patrum, aut concilium id dixit.

» Quotidiana communio non est de jure ecclesiastico. In nullo enim concilio, in nulla constitutione pontificia reperitur praeceptum, nec etiam pro sacerdotibus, ut quotidie sacrificent aut communicent, et multo minus pro non sacerdotibus cujuscumque gradus, et conditionis sint. In nullo enim concilio id reperitur, nec ullus patrum dixit.

» Negari tamen non potest, quod ab initio Ecclesiae fuerit in praxi, ut omnes etiam non sacerdotes, et cujuscumque status personae praesentes sacrificio quotidie Eucharistiam sumerent, et hunc usum ab ipsismet Apostolis introductum fuisse erudite probat Baronius in tom. 1. anno 57. n. 154.

» Imo refert, quod cum fideles non possent quotidie ecclesias frequentare, particulas domi habebant, ut possent communicare quotidie, sed durante persecutione id factum esse nemo dubitat.

» In Can. 10. Apost. sic decernitur: « Qui ingrediuntur ecclesiam et sanctam communionem non percipiunt, vel ut inquietudines ecclesiae commoventes, convenit communione privari. » Et nunc habetur in Can. *Et omnes fideles* d. 1. Sanctus Ambrosius in libro 5 *de Sacramentis* cap. 4 consulit. ut quotidie sumatur, sic: « Si quotidianus est panis, cur post annum illum sumis quemadmodum Graeci in Oriente facere consueverunt? Accipe quotidie quod quotidie tibi prosit. Sic vive ut quotidie merearis accipere. Qui non meretur quotidie accipere, non meretur post annum accipere. Quomodo Job sanctus offerebat quotidie sacrificium pro filiis, ne forte aliquid in corde vel in sermone peccassent. Ergo tu audis, quod quotiescumque offertur sacrificium, mors Domini, resurrectio Domini significatur, et remissio peccatorum; et panem istum vitae non quotidie assumis? Qui vulnus habet, medicinam requirit. Vulnus est, quia sub peccato sumus. Medicina est cœleste et venerabile Sacramentum. Panem nostrum quotidianum da nobis hodie. Quotidie si accipis, quotidie tibi hodie est. » Haec Ambrosius.

» Haec consuetudo communicandi quotidie etiam Romae tempore S. Hieronymi, nempe in quarto saeculo vigebat: sic enim habet in epistola 50 ad Pammacchium: « Scio Romae hanc esse consuetudinem, ut fideles semper Christi corpus accipiant. » Et hanc de hac consuetudine fert sententiam: « Quod nec repraehendo nec probo. » Et in epistola ad Lucinium, quae est 28, ait de Eucharistia: « Quaero an accipienda quotidie, quod Romana ecclesia et Hispaniae observare perhibentur. Scripsit et Hippolytus, vir disertissimus; et carptim diversi scriptores e variis auctoribus edidere. Sed ego id illud breviter admonendum puto: traditiones ecclesiasticas, praesertim quae fidei non officiant, ita observandas, ut a majoribus traditae sunt; nec aliorum consuetudinem aliorum contrario more subverti ». Et post aliqua: « Eucharistiam quoque absque condemnatione nostri, pungente conscientia semper accipere, et psalmistam audire dicentem: Gustate, et videte quoniam suavis est Dominus. ».

Sanctus Basilius in epist. ad Caesareum patritium ait: « Communicare singulis diebus, et sanctum Christi corpus percipere praeclarum est, et utile, cum ipse dicat: *Qui manducat meam carnem et bibit meum sanguinem, habet vitam aeternam.* Quis igitur ambigat vitam assidue participare nihil aliud esse, quam multifariam vivere. Nos autem quater in singulas hebdomadas Divina Sacramenta participamus, dominica die, 4 feria, in Parasceve, et in sabbato, et aliis diebus si quando Dominica memoria, vel sancti alicujus fuerit. »

» Sanctus Augustinus in lib 1 ad Inquisitiones Januarii, c. 3 de hac quaestione: An quotidie sumenda Eucharistia, nec ne? sic discurrit : « Dixerit aliquis, non quotidie accipiendam Eucharistiam. Quaesieris quare? Quoniam, inquit, eligendi sunt dies, quibus homo purius, continentiusque vivit, quoad tantum Sacramentum dignus accedat. Qui enim manducaverit indigne, judicium sibi manducat, et bibit. Alius contra, imo inquit: Si tanta est plaga peccati, atque impetus morbi, ut medicamenta talia differenda sint, auctoritate antistitis debet quisque ab altari removeri ad agendam poenitentiam, et eadem auctoritate reconciliari. Hoc enim est indigne accipere, si eo tempore accipiat, quo debet agere poenitentiam, non arbitrio suo, cum libet, vel auferat se communioni, vel reddat. Caeterum si peccata tanta non sunt, ut excommunicandus quisque homo judicetur, non se debet a quotidiana medicina Domini Corporis separare. » Hae sunt disputantium pro, et contra rationes.

At Augustinus utrique parti causam gratiose sic adjudicat: « Rectius inter eos fortasse quisque dirimit litem qui monet, ut praecipui in Christi pace permaneant. Faciat autem unusquisque, quod secundum fidem suam pie credit esse faciendum. Neuter enim eorum exhonorat corpus, et sanguinem Domini si saluberrimum Sacramentum certatim honorare contendunt. » Et adducit aptum exemptum Zacchaei et Centurionis circa Christi receptionem: « Neque enim litigaverunt inter se vel quisquam eorum alteri se praeposuit Zacchaeus, et ille centurio, cum alter eorum gaudens in

» domum suam suscepit Dominum; alter dixit: *Non sum dignus, ut intres sub tectum meum*. Ambo Salvatorem honorificantes, sed diverso, et quasi contrario modo. Ambo » peccatis miseri: Ambo misericordiam consequuti. Sic ille » honorando non audet Corpus Domini quotidie sumere, et » ille honorando non audet ullo die praetermittere. Et ita » utriusque sententiam approbatur, si uterque ex motivo ho» norandi Sacramentum vel recipit quotidie vel non recipit. »

Idem S. Augustinus serm. 28 *de verbis Domini*, explicans orationem Dominicam, panem nostrum quotidianum, ait: « Si » quotidianus est panis, cur post annum illum sumis? Que» madmodum graeci in Oriente facere consueverunt. Accipe » quotidie, quod quotidie prosit. Sic vive, ut merearis quo» tidie accipere. Qui non meretur quotidie accipere, non me» retur post annum accipere. Quomodo S. Job quotidie offe» rebat pro filiis sacrificium, ne forte aliquid vel in corde, » vel in sermone peccassent. Ergo tu audis quod quotiescum» que offertur sacrificium, mors Domini, resurrectio Domini, » elevatio Domini, et remissio peccatorum significatur, et » panem istum vitae nostrae quotidianum non assumis? Qui » vulnus habet, medicinam quaerit. Vulnus est, quia sub » peccato sumus; medicina est caeleste, et venerabile Sa» cramentum: Panem nostrum quotidianum da nobis hodie. » Quotidie si accipis, quotidie tibi hodie est, tibi hodie est » Christus, tibi hodie resurgit. » Haec Augustinus.

Idem etiam Augustinus in lib. de Ecclesiast. Dogmat. c. 53 sic habet: « Quotidie Eucharistiae communionem percipere, » nec laudo, noc repraehendo. Omnibus tamen Dominicis » diebus communicandum suadeo, et hortor. »

S. Cyprianus de Oratione Dominica Serm. 6 declarans verba illa: *Panem nostrum quotidianum*, duplicem sensum eis tribuit. « Primus est Christus noster, qui corpus ejus contingi» mus, panis est. Hunc autem panem nobis dari quotidie pos» tulamus, ne qui in Christo sumus, et Eucharistiam quo» tidie ad cibum salutis accipimus intercedente aliquo graviori » delicto, dum abstenti, et non communicantes a caelesti pane » prohibemur, a Christi corpore separemur ipso monente, et » praedicante: Ego sum panis vitae, qui de caelo descendi: » Si quis ederit ex hoc pane, vivet in aeternum. » Et post aliqua: « Et ideo panem nostrum, idest Christum dari nobis » quotidie petimus, ut qui in Christi manemus, et vivimus » a sanctificatione et corpore ejus non recedamus. »

S. Joannes Chrysostomus hom. 28 in epist. 1. Cor. explicans illud: » *Probet autem se ipsum homo, et sic de pane illo edat*, docet dispositiones necessarias ad communicandum, ut scilicet sine peccato, sine cupiditatibus ad eam accedatur, addens non debere « accedentem pigre disponi, et misere cogi » propter solemnitatem, neque rursum compunctum et prae» paratum impediri eo, quod non sit solemnitas. Solemnitas » enim bonorum operum est demonstratio, animae puritas, » vitae certitudo; quae si habueris semper, poteris celebrare » solemnitatem et semper accedere. Propterea inquit: *Probet » se ipsum homo et sic edat*; non jubet, ut alter alteri pro» betur, sed ipse sibi, non publicum faciens judicium etc. » Sed in epistola ad Haebr. cap. 10, hom. 17 aliter loquitur: « Plurimi ex hoc sacrificio semel accipiunt in toto anno. Alii » bis, alii saepius. Ad omnes ergo nobis sermo est, non ad » eos, qui hic sunt tantum sed etiam ad eos, qui in eremo » sedent: Illi enim semel in anno participantur, fortassis enim » post duos annos. Quid ergo est? Quos magis acceptabimus? » Eos ne qui semel, an eos qui saepius, an illos qui raro » accipiunt? Neque illos qui semel, neque illos qui saepius, » neque qui raro, sed eos, qui munda conscientia, mundo » corde cum vita irreprehensibili. Isti semper accedant; qui » tales non sunt neque semel, quia judicium sibi accipiunt, » et damnationem et supplicium. »

In hom. 62. ad Pop. Antioch. objurgat eos, qui raro communicant. « O consuetudinem, o praesumptionem! Sacrificium » frustra quotidianum, incassum altari assistimus, nullus qui com» municetur. Haec non ut temere communicetis dico, sed ut » vos dignos reddatis. Non es hostia dignus, vel communione: » Igitur nec oratione. Cum omnibus confessus de dignis esse » cum indignis non secedendo, quomodo mansisti non parti» cipans de mensa? » Et hom. 5 in epist. 1 ad Timoth. contra eos, qui putabant dignius esse non communicare ait: Hoc est quod universa perturbat, quia non munditia animi verum intervallo temporis longiore constare meritum putas, summamque arbitraris reverentiam ac religionenem esse, si non saepius coelestem illam adeas mensam. Ignoras quoniam indigne accedere etiamsi semel tantum fiat, te supplicio tradit, digne vero etiamsi saepe accedas salutem inde conquiris? Non est audacius saepe accedere ad dominicam mensam, sed indigne accedere. Haec Chrysostomus.

Sanctus Gregorius Magnus hom. 22 in Evang. can. 73. *Quid fit* de consecr. dist. 2. ait: « Providens enim nobis dominus » dedit hoc sacramentum salutis, ut quia nos quotidie peccamus, » et ille jam mori non potest, per istud sacramentum corporis » sui peccatorum remissionem consequamur. Quotidie enim » ipse conceditur, et bibitur in veritate. »

S. Athanasius in epistola 1 Corint. cap. 11 declarans illud: *Probet autem se ipsum homo*, ait: Paulus patefacit, ut tersa, et nitida conscientia ad divina mysteria concedatur, inquitque: « Neminem tibi in judicem proposuerim prater te ipsum. Tua » itaque conscientia examinata, discussaque adito ea mysteria » non festis modo profestisque diebus, sed quovis tempore cum » purum te, et dignum compereris. »

Id docuerunt doctores antiqui Ecclesiae, tam graeci, quam latini. Audiamus nunc modernos.

Divus Thomas Ecclesiae Doctor in 3. p. qu. 100. art. 10 proponit dubium: An liceat quotidie Eucharistiam sumere? et resolvit, quod ex parte Sacramenti cum sit hominibus salutare, utile est quotidie ipsum sumere, ut homo quotidie ejus fructum percipiat, et adducit doctrinam Divi Ambrosii supra relatam; quod nempe, si quotidie quis peccat, quotidie utatur medicina; alio modo, ait S. Thomas, potest considerari ex parte sumentis, in quo requiritur, ut cum magna devotione et reverentia ad hoc Sacramentum accedat. Et ideo si aliquis se quotidie ad hoc paratum inveniat, laudabile est quod quotidie sumat. Et adducit ad hoc doctrinam S. Augustini in Sermone 28 de verb. Dom. ante medium: « Accipe quotidie ut quotidie tibi » prosit, sed sic vive, ut quotidie merearis accipere. » Addens: « Sed quia multoties in pluribus hominum multa impedimenta hujus devotionis occurrunt propter corporis indispositionem, vel animae, non est utile omnibus hominibus quotidie ad hoc sacramentum accedere, sed quotiescumque ad illud homo se invenerit praeparatum. » Haec S. Thomas.

Idem S. Doctor in 4 senten. distinct. 12 q. 2 § ad 2. q. inquit: « In hoc sacramento duo requiruntur ex parte recipientis, scilicet: desiderium conjunctionis ad Christum quod facit amor, et reverentia Sacramenti quae ad donum timoris pertinet. Primum autem incitat ad frequentationem hujus Sacramenti quotidianam, sed secundum retrahit. Unde si aliquis experimentaliter cognosceret ex quotidiana sumptione fervorem amoris augeri, et reverentiam non minui, talis deberet quotidie communicare. Si autem sentiret per quotidianam frequentationem reverentiam minui, et fervorem non multum augeri, talis deberet abstinere, ut cum majori reverentia et devotione postmodum accederet. Unde quantum ad hoc unusquisque relinquendus est judicio suo, ut dicit Augustinus. » Et recitat quae retuli supra de Zacchaeo, et Centurione.

Sanctus Bonaventura, et ipse quoque Doctor Ecclesiae in libro *de profectu religionis*, tit. de septimo profectu c. 21 proponens: Utrum melius sit saepius, an rarius corporis Christi suscipere Sacramentum? respondet: « Videtur mihi, quod non

» possit super haec omnibus dari regula uniformis. Varia enim » sunt hominum merita, diversa operum studia, differentia de- » sideria, et multiplices S. Spiritus operationes in singulis, » et diversi etiam status in religione. Et ideo sicut in aegro- » tantibus non potest una forma observari in dandis medicinis » corporis ob diversitates complexionum, virium, loci, vel tem- » poris, vel aliarum considerationum; ita et de medicina spi- » rituali, quae est Corpus Christi intelligendum est. Mundia- » libus enim curis occupati rarius possunt sese ad illud acci- » piendum expedire, quam qui spiritualibus curis, et studiis » sunt intenti. Alii magis, alii minus sunt circumspecti in cus- » todia vitae suae, et morum et conscientiae suae puritate. » Alii etiam ardenti desiderio trahuntur ad illius cibi saluta- » rem perceptionem. Alii vero quodammodo terrentur cum » debent accedere. » Et post aliqua addit: « Salubre et utile » est tamen, quod homo saepe se ad illius medicamenti sus- » ceptionem praeparet, et quanta devotione valet illud per- » cipere studeat et post perceptionem in studio devotionis se » conservet attentius, maxime religiosi, et qui obtulerunt se » Deo ad perpetuo ei inserviendum. Sic enim erit in majori » custodia vitae suae et conscientiae dum et ante, et post » Eucharistiae perceptionem ob reverentiam ipsius studeat ma- » gis innocenter vivere, et studio devotionis frequenter in- » tendere. » Et pro tepidis haec subdit: « Et licet aliquando » tepide, tamen confidens de misericordia Dei fiducialiter ac- » cedat, quia sese indignum reputat, cogitet, quod tanto magis » aeger necesse habet requirere medicum quanto magis se » sentit aegrotum. Non est enim opus medicus valentibus: » nec ideo quaeris te jungere Christo, ut eum sanctifices, » sed ut sanctificeris ab illo; nec propterea omittenda est sacra » communio, si quandoque non sentit homo specialem devo- » tionis gratiam, cum se ad illam preparare studet, vel cum » in ipsa praeparatione, vel post forte minus devotum se sentit, » quam vellet, quia forte ex aliqua praedictarum causarum » ratione solet evenire. » Postea loquitur de sacerdotibus.

Idem Sanctus Doctor in 4 Senten. distinct. 12. p. 2. q. 2. a n. 82 et deinceps movens hoc quaesitum ait: « Si quis sem- » per esset paratus, semper utile esset hoc Sacramentum re- » cipere, ut scilicet haberet habitaculum mundum et spiritua- » liter comederet hunc cibum cum honore, et devotione, sicut » in primitiva Ecclesia. Quia postea charitas refriguit, reli- » ctum fuit judicio et conscientiae uniuscujusque, ut reciperet » quando se dispositum videret etc. » Multa postea subdit. « Si » ergo quaeritur utrum expediat frequentare alicui, dicendum » quod si videat se esse in statu ecclesiae primitivae, laudan- » dum est quotidie communicare. Si autem in statu ecclesiae » finalis, ut frigidum, et tardum, laudandum est quod raro. » Si autem medio modo, medio modo debet se habere, et ali- » quando debet cessare, ut addiscat revereri, aliquando acce- » dere ut inflammetur amore, quia tali hospiti debetur honor, » et debetur amor, et tunc secundum illam partem, secundum » quam viderit se melius proficere ad illam magis inclinet; » quod homo solum experientia discit, et ideo Augustinus non » laudat neque reprehendit, sed relinquit conscientiae, quia qui- » busdam magis est utile frequentare, quibusdam raro, quia » majorem efficaciam, credo recipit homo in una missa, vel » manducatione cum bona praeparatione quam in multis, si non » praeparetur diligenter. »

Adduco tantum Doctores Ecclesiae, quia eorum doctrinis utitur Ecclesia. Hi autem ut patuit, laudant, et consulunt frequentem et quotidianam communionem hominibus bene dispositis, idest peccato mortali carentibus. Ideoque non videtur posse ab aliquo pro iis dispositis quotidiana communio absque aliquo urgenti fundamento impugnari.

Accedit concilii Tridentini auctoritas id confirmans in sess. 13 c. 8 in fine, ait: « Mysteria Corporis et sanguinis Christi ea » fidei constantia, et firmitate, ea animi devotione, et pietate, » et cultu credant, et venerentur, ut panem illum superstan- » tialem frequenter suscipere possint, et iis vere sit anima, et » vita, et perpetua sanitas mentis, cujus vigore roborati etc. »

In sess. 22 cap. 6 idem concilium nedum id consulit sed desiderat sic fieri, inquiens: « Optaret quidem Sacrosancta » Synodus ut in singulis missis fideles adstantes, non solum » spirituali affectu, sed sacramentali etiam Eucharistiae per- » ceptione communicarent, quoad eos SSmi hujus Sacrificii » fructus uberior proveniret ».

Et in citata sess. 13 cap. 2 assignans alium fructum ex hujus sacramenti perceptione provenientem ait: « Sumi autem » voluit Sacramentum hoc tamquam spirituale animarum cibum » quo alantur et confortentur viventes vita illius qui dixit: » *Qui manducat me vivet propter me.* Et tamquam antido- » tum, quo liberemur a culpis quotidiants, et a peccatis morta- » libus praeservemur. » Quae doctrina conformis est doctrinae Ambrosii, et Augustini de medicina quotidiana ob liberationem a quotidianis et praeservationem a futuris.

Catechismus Romanus jussu Beati Pii V a doctissimis viris compositus, et a papa confirmatus (in parte 2. cap. 4. n. 50), cum monuisset non satis esse semel in anno Eucharistiam sumere, consulit, ut saepe sumatur, deinde ait: « Utrum autem singulis mensibus vel hebdomadis vel diebus » id magis expediat certa omnibus regula praescribi non po- » test. Veruntamen illa est S. Augustini norma certissima: Sic » vive, ut quotidie sumere possis. Quare parochi partes erunt » fideles crebro adhortari, ut quemadmodum corpori in singulos » dies alimentum subministrare necessarium putant, ita etiam » quotidie hoc Sacramento alendae, et nutriendae animae cu- » ram non abjiciant, neque enim minus cibo spirituali anima, » quam naturali corpus indigere perspicuum est. Vehementer » autem hoc loco proderit repetere maxima illa, et divina » beneficia, quae ut antea demonstratum est ex Eucharistiae » Sacramentali communione consequimur. Illa etiam figura erit » addenda cum singulis diebus corporis vires manna reficere » oportebat. Itemque sanctorum Patrum auctoritates, quae » frequentem hujus Sacramenti perceptionem magnopere com- » mendant; neque ènim unius P. Augustini ea fuit sententia, » quotidie peccas, quotidie sume, sed si quis diligenter at- » tenderit, eumdem omnium Patrum, qui de hac re scripserunt » sensum fuisse facile compererit. »

Catechismus autem est regula agendorum in disciplina Ecclesiae et in usu Sacramentorum. At sicut patuit, consulit omnibus dispositis quotidianam communionem, et dicit praeterea hunc esse commune Patrum sensum id consulentium. Igitur non posset nisi temere contra concilium, Patrum sensum et Cachismum improbare in bene dispositis quotidianam communionem.

Idem confirmatur ex aliorum Romanorum Pontificum decretis ex can. 10 *Peracta* de consec. dist. 1. Anacletus papa et martyr sic decernit: « Peracta consecratione omnes com- » municent, qui noluerint Ecclesiae carere liminibus. Sic enim » et Apostoli statuerunt et sancta Romana tenet Ecclesia. » Eo tempore ergo forte ad probandum christianos de fide in Eucharistiam videtur sub ea pœna praeceptum, ut omnes sacrificio praesentes communicarent, cum nusquam sequentibus temporibus videatur praeceptum.

Nicolaus I ad consult. Bulg. c. 9 ait: « Corpori, et san- » guini Domini quotidie in quadragesima majori, si deberetis » communicare consulitis. Quod ut fiat D. omnipotentem » suppliciter exoramus, et vos omnes vehementissime exhorta- » mur, si tamen mens in affectu peccandi non sit, vel si hanc » non criminalibus peccatis conscientia impœnitens, vel non » reconciliata fortassis accuset, vel si fratri discordanti quis » vestrum suo vitio reconciliatus minus existat. » Et post aliqua concludit: « Interim, idest usque ad Episcopi destinandi » adventum tantum quadragesima, quam mos Ecclesiae ma-

» jorem appellat omni est die servato superiori tenore com-
» municandum. » Pontifex hic hortatur, ut quotidie communicent, si dispositi sint.

Innocentius III in lib. de missa cap. 42, inquit: « Dixerit ergo quisquam communicandum esse quotidie; dixerit alius non quotidie communicandum; faciat unusquisque quod pie crediderit esse faciendum. »

Adrianus VI in 4 sent. de Eucharistia proponit dubium: « An habenti libertatem, et non coarctato vi alicujus praecepti » expediat accedere ad Ven. Sacramentum, an omittere? » Et adducens prius rationes pro parte negativa, in §. ad oppositum adducit rationes pro affirmativa, eo quod Eucha- » ristia dicitur a Salvatore ipso panis quotidianus non ex alio » capite, nisi quia quotidie est sumendus, ideo habenti liber- » tatem expedit quotidie sumere instar discipulorum in primi- » tiva Ecclesia qui quotidie communicabant in fractione panis » Act. 2 et confirmat per illud Ambrosii: Cum sanguis Christi » offertur in remissionem peccatorum effunditur, semper ergo » accipere debeo, quia semper pecco. Et ex glossa super c. 11 » Lucae panis quotidianis dicitur, qui sic est necessarius quan- » tum anima carni, sive corporaliter, sive spiritualiter, sive » utroque modo intelligatur; sed caro sine anima statim cor- » rumpitur, et scatet vermibus. Ergo sine hoc pane non po- » terit diu consistere conscientia nostra quin inficiatur cor- » ruptione peccati, ut recte de eo possit intelligi verbum Pro- » phetae: Percussus sum ut fœnum et aruit cor meum, quia » oblitus sum comedere panem meum. Psalm. 101. » Haec Adrianus, sed postea docet ea qua necessaria sunt, ob decenter sumendum, tam ex parte animae, quam ex parte corporis, ut dicam infra.

Denique hic liceat advertere epistolam a S. Congregatione Concilii Tridentini scriptam Episcopo Brixiensi, qui eamdem consulerat, quoad frequentem et quotidianam communionem in ejus diœcesi consuetam, et pro ea deferendum esse confessariorum judicio juxta personarum qualitatem, et statum, responsum accepit his verbis: *(Sequitur Epistola ad Episcopum Brixien.)*

Dispositio necessaria pro quotidiana communione. — Quamvis autem tam concilia, quam Patres etiam primitivae ecclesiae laudent, commendent, et consulant quotidianam communionem omnibus et cujuscumque status, et conditionis hominibus, omnes tamen de necessitate praerequirunt praeparationem ac dispositionem convenientem ad hunc celestem cibum, in quo Christus homo, et Deus Rex Gloriae, Sanctus Sanctorum continetur. Verum quidem est quod Patres ac Doctores ecclesiae sicut diverso spiritu fervore inflammati erant, ita dispositionis et preparationis graduum diversitatem consulendo insinuarunt. Unde expedire credo aliquorum saltem consilia et documenta in medium afferre.

Prior omnibus loquatur Paulus Apostolus, ex quo Ecclesia tota documentum dispositionis ad communionem accepit. Paulus ergo in prima Corint. 11. 28 ait: *Probet autem seipsum homo, et sic de pane illo edat, et de Calice bibat: qui enim manducat, et bibit indigne judicium sibi manducat et bibit etc.* S. Cyprianus sermo de lapsis intelligit de probatione mundationis conscientiae per confessionem adducens locum Levitic. 17: « Omnis mundus manducabit carnem, et anima quaecumque » manducaverit ex hac carne salutaris sacrificii, quod est Do- » mini et immunditia ejus super ipsum, et peribit anima illi » de populo suorum et Apostolus pervicacibus comminatur, » dicens: Quicumque ederit panem, aut biberit Calicem Domini » indigne reus erit corporis et sanguinis Domini, spretis his » omnibus, et contemptis vis infertur corpori ejus, et san- » guini ejus. Plus modo, in daemonum manibus, atque ore » delinquunt, quam cum Dominum negaverunt ante expiata » delicta, ante exomologesim, seu confessionem factam crimi- » nis, ante purgatam conscientiam sacrificio, et manu sacer- » dotis, ante offensam placatam minantis, et indignantis Domi- » ni? Pacem putant esse. Non est pax, sed bellum. » Ergo expiationem peccati per exomologesim, seu confessionem, et absolutionem putat esse probationem a Paulo requisitam.

Theodoretus in ep. 1. Cor. cap. 11 qui manducat indigne etc. ait: « Hic eos pungit, qui laborabant ambitione, » et eum qui fuerat fornicatus, et eos, qui immolata idolis » comederant, et praeterea nos, qui cum mala conscientia » audemus divina Sacramenta percipere. » Et post probet autem se ipsum homo, et sic de pane etc. ait: « Sis tui ipsius » judex, vitam tuam exacte judica, conscientiam scrutare, » et examina, et tunc donum suscipe. » Igitur per eum probatio est conscientiae munditia a suscipientemet cognita.

S. Hieronymus in idem caput, et locum: *Quicumque manducaverit*, ait: « Prius ergo perscrutanda est conscientia, si » in nullo nos repraehendit, et sic aut offerre aut commu- » nicare debemus, unde oportet otiosum cessare a vitiis, ut » Sanctum Domini corpus sancte percipiat. *Probet autem* » *seipsum homo etc.* Si in linteum, vel vas sordidum, non » illud mittere audet, quanto magis in corde polluto; quam » immunditiam Deus super omnia execratur, et quae sola in- » juria ejus est corpori. Nam et Joseph ille Justus, propterea » sindone munda involutum in sepulchro novo corpus Domini » sepelivit, praefigurans corpus Domini accepturos, tam mun- » dam mentem debere habere, quam novam. » Munditiam ergo mentis et novitatem ex repulso peccato existimat probationem necessariam ad susceptionem Eucharistiae.

S. Joannes Chrysostomus in eumdem locum: *Probet autem* inter multa ait: » Nefas est absurdis cupiditatibus impeditos » ad mensam Eucharisticam accedere. Cum autem absurdas dico » cupiditates et corporum dico, et pecuniarum et irae, et » successionis, et omnes simpliciter absurdas: quae omnia ac- » cedentem exhaurire oportet, et ita purum illud attingere sa- » crificium; non pigre disponi, et misere cogi propter solemni- » tatem accedere, neque rursum compunctum, et praepara- » tum impediri eo, quod non sit solemnitas. Solemnitas enim » bonorum operum est demonstratio, animae puritas vitae cer- » titudo, quae si habueris semper poteris celebrare solemnita- » tem, et semper accedere. *Probet autem se ipsum homo.* Non » jubet ut alter alteri probetur, sed ipse sibi; non publicum » favoris judicium, et sine teste argumentum. »

S. Athanasius in eumdem locum inquit: « Probet autem se » ipsum homo et sic etc. quemadmodum sint necessaria, et » bonorum omnium caput in eo consistere patefacit, ut tersa, » et nitida conscientia ad divina mysteria accedatur, inquitque: » Neminem tibi in judicem proposuerim praeter te ipsum. Tua » itaque conscientia examinata, discussaque, adito ea mysteria » non festis modo profestisque diebus, sed quovis tempore cum » te purum, et dignum compereris. »

Sanctus Augustinus in lib. de salutar. docum. cap. 33 ait: « Unusquisque antequam Corpus et sanguinem Domini nostri » Christi accipiat, seipsum probet, et secundum Apostoli prae- » ceptum de pane illo edat etc. Quando enim illud accipere » debemus antea ad confessionem, et pœnitentiam recurrere » debemus, et omnes actus nostros curiosius discutere et pec- » cata obnoxia si in nobis senserimus cito festinemus per con- » fessionem et novam pœnitentiam abluere, ne cum Juda pro- » ditore diabolum intus nos celantes pereamus. » Et in tractatu 26 in Evang. Joannis ait: « Videte fratres; panem » cœlestem spiritualiter manducate. Innocentiam ad altare ap- » portate. Peccata etsi sint quotidiana, vel non sint mortifera, » antequam ad altare accedatis attendite quid dicatis: *Dimitte* » *nobis debita nostra etc.* » Igitur probatio per Augustinum est conscientiae puritas a peccato etiam veniali.

Et ut alios omittam doctores idem prorsus sentientes, concilium Tridentinum sess. 13 c. 7 ait: « Quare communicare vo- » lenti revocandum est in memoriam ejus Apostoli praeceptum:

» *Probet se ipsum homo.* Ecclesiae autem consuetudo declarat » eam probationem necessariam esse, ut nullus sibi conscius » mortalis peccati quantumvis sibi contritus videatur, absque » praemissa sacramentali confessione ad sacram Eucharistiam » accedere debet. Quod a christianis omnibus etc. Haec S. Sy» nodus perpetuo servandum esse decrevit. » Ecce quod probatio per Concilium est puritas a mortali.

Quamvis autem ut sine culpa nova suscipiatur Eucharistia sufficiat, ut suscipiens sine mortali sit, ut tamen cum debita Sanctissimo Sanctorum Principi reverentia suscipiatur, alia quaedam necessaria sunt.

Primo quod per diem aliquem saltem quis a carnali actu, etiam uxorio abstinuerit. Ita sanctus Hieronymus in epistola 50 ad Pamacchium, qui audiens se a Joviniano improbari quod hoc docuerit, pro Apologia inquit: « Quare hoc dixerim per» spicuum est, quia interpretabar illud Apostoli dictum: *Nolite* » *fraudari invicem, nisi forte ex consensu ad tempus, ut vacetis* » *orationi.* Paulus dicit quando coimus cum uxoribus, nos » orare non posse; si per coitum quod minus est impeditur, » idest orare: Quanto magis quod majus est, idest Corpus Christi » prohibetur accipere. An idcirco arguor, quod de meo ausus » sum adjicere, non permittit? Ad hoc breviter respondebo. » Quid est majus, orare in Corpus Christi, an Corpus accipere? » Utique accipere Corpus Christi. Si per coitum, quod minus » est, impeditur, multo magis quod majus est. Diximus in eodem » volumine panes propositionis ex lege non potuisse David, » et socios ejus comedere, nisi se triduo mundos a mulieribus » respondissent. Non utique a meretricibus, quod damnabatur » a lege, sed ab uxoribus, quibus licite jungebantur. Populum » quoque quando accepturus erat legem in monte Sina, tribus » diebus jussum esse ab uxoribus abstinere. Scio Romae hanc » esse consuetudinem, ut fideles semper Christi Corpus acci» piant; quod nec repraehendo nec probo. Unusquisque enim » in suo sensu abundet, sed ipsorum conscientiam convenio, » qui eodem die post coitum communicant. Quare ad martyres » ire non audent, quare non ingrediuntur ecclesias? An alius » in publico, alius in domo Christus est? Quod in ecclesia » non licet, nec domi licet. Probet se unusquisque, et sic ad » Corpus Christi accedat. Et quod dum doleo me non com» municasse Corpori Christi, abstineam me paulisper ab uxoris » amplexu, ut amori conjugis amorem Christi praeferam. Durum » est, non ferendum est. Quis hoc saecularium substinere po» test? Qui potest substinere, substineat; qui non potest ipse » viderit. Nobis curae est non quid unusquisque possit, aut » nolit, sed quid Scripturae praecipiant dicere. » Haec Hieronymus, qui a Scriptura hoc asserit esse praeceptum, ut ante sumptionem Eucharistiae per diem aliquem a conjugali etiam copula abstineatur.

Hinc est quod in decreto post concilium Eliberitanum statuitur, ut communicaturus abstineat ab uxore per tres dies. Et Clemens VIII (Const. 34) statuit, ut graecus sacerdos antequam celebret, per hebdomadam vel saltem per triduum abstineat ab uxore. Et in can. 1. et can. *Vir cum propterea*, 33 d. 4, prohibetur communicare ei, qui praecedente nocte cum uxore concubuit. Et Catechismus Romanus 2. de Euchar. n. 58 ait: « Postulat etiam tanti sacramenti dignitas, ut qui » matrimonio juncti sunt aliquot dies a concubitu uxorum absti» neant, Davidis exemplo admoniti, qui cum panes proposi» tionis a sacerdote accepturus esset purum se, et pueros suos » ab uxorum consuetudine tres dies ipsos professus est. »

Secundo, sive raro, sive frequenter, sive quotidie Eucharistia sumatur, non in prophana domo, aliove simili loco, sed in sacro Eucharistia sumenda est. Etsi enim, ut sanctus Basilius notat in epistola ad Caesaream Patriciam, persecutionis tempore fideles domi tenebant sacramentum, et suis manibus illud sumebant, sic et qui solitariam vitam degebant semper secum Eucharistiam habebant, extra tamen illud tempus minime licet, sed in ecclesia distribuenda esse sacramenta, et non alibi decretum est a Concilio Bracharensi sub Martino Papa I, can. 68, excepto infirmitatis casu. Idem decreverat Concilium Caesaraugustanum can. 3. Hujus rei figuram praecepisse in veteri Testamento, Levitici cap. 8. ubi praecipitur, ut carnes sacrificiorum ante fores tabernaculi comederent et non alibi, quod explicans Hesychius in Levit. lib. 2. ait: « Intus oportet, in ecclesia, in loco sancto, idest ad altare » coqui, et comedi, alibi vero nequaquam. » Et ita tam ipse, quam alii interpretes locum illum Pauli p. Cor. 11. 33. explicant: *cum convenitis ad manducandum, invicem expectate. Si quis esurit, domi manducet.* Quia, inquiunt, in ecclesia solum debet mystica cœna celebrari. Et glossa ordinaria quae est Ambrosii, dicit: « Invicem expectate in ecclesia, ut omnium » oblatio simul celebretur et omnibus ministretur. » Et Lyranus ibi: « Expectate, ut simul sumatis, quia sacramentum est ec» clesiae uuitatis. » Interlinea dicit, ad similitudinem Dominicae cœnae et confirmatur ex eodem Apostolo: *Si quis esurit, Domi manducet.* Lyranus dicit cibos communes, postmodum tamen Eucharistiam non sumpturus eadem die, poterit tamen alia. Anselmus ait: « Si non potest quis expectare sa» cram synaxim jejunus, domi manducet, sed ita ut postea » non communicet in ecclesia ». Et ideo in Rituali Romano de sacram. Eucharistiae in cap. de Comm. Paschali, cum statuisset quibus infirmis distribui debeat domi etiam ob devotionem Eucharistiam, subdit: « Sed alicui ad adorandum solum » seu devotionis, seu cujusvis rei praetextu ad ostendendum » non deferatur. » Domi ergo extra necessitatem morbi sumi nequit.

Tertio pro sumptione SSmi Sacramenti nedum necessaria est praeparatio naturalis jejunii in sanis, ut ex Rituali et catechismo locis super citatis, et ex concilio Afric. cap. 8. can. *Sacramenta*, de consecr. dist. 1. can. *Liquido* dist. 2. ac ex Nicolao papa ad consult. Bulgar. c. 65. Sed praeter statum gratiae est necessaria praeparatio animae et corporis per actus virtutum fidei, religionis seu reverentiae, et gratiarum actionis. Nam ex con. Coloniensi 2. p. 2. cap. 21, antequam quis Eucharistiam sumat, tenetur actum aliquem fidei exercere circa veritatem Eucharistiae. Et ex lib. 5 Const. Apost. cap. 26 et 3. sumpturus Eucharistiam, debet Deo ante, et post gratias agere (formula ibi praefinitur). In summa autem continet, quod gratiae Deo agantur quia Filium suum misit in mundum pro salute nostra, statuit eum pro nobis pati, mori, resurgere, et haec sacramenta nobis relinquere etc. Et alia adest in cap. 27 formula agendi gratias post sumptionem. Est necessaria summa reverentia, actus nimium magnae humilitatis ex consideratione, quod Sanctus Sanctorum, Rex Regum et Dominus Dominantium hospitium sui corporis honorare dignatur. Et quemadmodum domum materialem pararet, si Principem aut Regem secum, vel summum Pontificem in ea esset recepturus. Ideo Catechismus Romanus p. 2. de sumpt. Euchar. n. 57 ait: « Praeterea taciti cum animis nostris cogitemus quam indigni » sumus quibus hoc beneficium a Domino tribuatur. Quare il» lud centurionis, de quo idem ipse Salvator testatus est se non » invenisse tantam fidem in Israel, dicendum est: *Domine non* » *sum dignus, ut intres sub tectum meum.* Exquiramus etiam a » nobis ipsis, an illud Petri usurpare nobis liceat: *Domine, tu* » *scis, quia amo te.* »

S. Bonaventura in tract. de praeparatione ad missam haec habet: « Proba te ipsum ex quanta charitate et quali fervore » accedis. Non solum enim mortalia vitanda sunt, sed venialia » peccata per negligentiam et otium multiplicata, et etiam per » inconsiderationem ac per distractionem dissolutae vitae et » malae consuetudinis; licet enim non occidant animam, tamen » reddunt hominem tepidum, gravem, et obnubilatum, et indis» positum, et ineptum ad celebrandum, nisi dictae pulveres et » stipulae venialium per afflatum spiritus et flammam charitatis

» ventilentur, et consumentur ex ardescente igne cordis, et ex » consideratione propriae vilitatis. Ideo cave ne nimis tepidus, » et inconsideratus accedas, quia indigne sumis, si non acce- » dis reverenter, circumspecte, et considerate. »

Sanctus Thomas supra relatus in 4 sent. dist. 12 q. 2 § ad 2 quaest. hanc praeparationem ait necessariam pro Eucharistiae sumptione: « Desiderium conjunctionis ad Christum, quod facit » amor, et reverentia Sacramenti, quod ad donum timoris » pertinet. Primum incitat ad frequentationem hujus Sacra- » mento quotidianam, secundum retrahit. »

S. Joannes Damascenus de Orthodoxa fide lib. 4 cap. 14 post medium loquens de sumptione Eucharistiae, docens in ea esse verum Christi corpus, inquit: « Proinde omni cum » timore et conscientia et indubitabili fide accedamus, et ve- » neremur ipsum omni puritate animi et corporis. Accedamus » ei desiderio ardenti; manus in crucis modum formantes Cru- » cifixi corpus suscipiamus. Communio dicitur, et revera est, » quia per eam communicamus Christo, communicamus ejus » carne et divinitate, communicamus, atque vivimus invicem » per illam. »

Adrianus VI supra cit. loc. cap. *Ex jam dictis* §. *Pro responsione*, ait: « Praemitto, quod non sine magna temeri- » tate, et damnabili elatione animi quis innititur propriis me- » ritis, aut praeparationi per confessionem oris, cordis com- » punctionem, aut alias tamquam ex eis dignus sit venerabile » sacramentum Eucharistiae sumere etc. » Assignat horum rationes, et subdit: « Restat igitur, ut nemo confidat in se » homine, quia sic recedit cor ejus a Deo, sed pro digna prae- » paratione levet bovem superbiae in ara cordis: diffidat de » omni sua industria, et cum Daniele, non in suis justifica- » tionibus prosternat preces suas, sed in miserationibus Do- » mini multis, et magnis nimis; non se offerat in cogitatione, » velut taurus, sed parva de se sentiens totum projiciat in » Deum. » Et post alia multa concludit: « Habenti libertatem » magis expedit sumere, praemissa tamen debita praeparatione » juxta posse fragilitatis humanae, et qui petit in Dei amo- » rem incendi, sumat hanc panem, quia caro Christi est carbo » ignitus laesionis unitio, et omnis cordis purgatio. »

» Tandem de dispositione corporali in sequentibus capitibus docet quod pollutus in somno, vel vigilia, etiamsi non consentit vel non dedit causam, si libertatem habet sumendi et non sit arctatus ex aliquo praecepto, abstinere debet sequenti die a communione, et hanc materiam diffuse exagita. Haec Adrianus.

Ex quibus omnibus patet, quod praeter puritatem animae a peccatis, aliae dispositiones positivae, et negativae sunt necessariae ad sacram communionem, sive non frequentem, sive frequentem. Et quod dantur aliquae regulae, quarum directione potest quivis homo discernere, an possit communionem frequentare etiam quotidie, et an debeat frequentatione maxime quotidiana abstinere.

Quomodo Doctrina haec de quotidiana communione permittenda vel prohibenda per episcopos debeat ad praxim reduci. — Omnium primo pro diœcesibus in quibus usus hic quotidianae communionis controvertitur, earum episcopis transmittendum est exemplum epistolae a Sacra Congregatione Concilii episcopo Brixiensi de anno 1587 24 jannarii scripta, et eidem haec sequentia addenda sunt.

» 1. Errorem esse, quod quotidiana communio sit jure divino praecepta, vel prohibita.

» 2. Irreligiosum esse, quod cum sola carentia peccati mortalis absque alio religionis ac pietatis actu quis ad communionem, sive quotidianam, sive non quotidianam accedat.

» 3. Quod actus positivi ad communionem pro qualibet vice requisiti sunt actus fidei circa veritatem hujus sacramenti, actus amoris circa Christum, cui vult conjungi et communicare, actus reverentiae circa sacramentum omnium rerum, ac personarum SSmum, actus timoris filialis circa eumdem timendo ne sit ei invisus minusque placens.

» 4. Quod requiritur decentia, etiam in aliquibus externis: nempe, ut non in propria domo, nisi infirmitatis causa Eucharistia sumatur. Et nullatenus, etiam devotionis causa, retineatur (nisi forte persecutionis tempore). 2. Ut conjugati, qui praecedenti nocte debitum matrimoniale sibi reddiderunt, ad communionem accedere non debent. 3. Qui polluti etiam sine consensu et causa, nisi adsit necessitas. 4. Neque qui in die communionis mundanis negotiis sunt vacaturi in quibus semper aut fere semper mendaciis, perjuriis, murmurationibus vel detractionibus, clamoribus, jurgiis, jocis, vel similibus delinquitur.

» 5. Qui hoc modo, et cum his circumstantiis est quotidie dispositus ac praeparatus, quotidie potest Eucharistiam sumere cujuscumque status, et conditionis ille sit. Quam vero id difficile sit, quilibet quantumvis devotus ac sanctus experitur. Qui vero tenent sufficere si peccato se carere judicent, nulla alia praeparatione praemissa, ex hoc solo capite indigni sunt, et hoc docentes tamquam irreligiosi, irreverentes, ac petulantes per pastores ecclesiarum coercendi et omni juris, ac facti remedio puniendi.

» Haec pro modulo meo existimavi ad Dei et SSmi omnium Sacramenti honorem et gloriam dicenda, saniori tamen judicio et maxime Ecclesiae magistro, Christi vicario submittenda.

Fr. Laurentius de Laurea minor. Convent. consultor S. Officii.

V. Dissertation anonyme.

De même que le dossier de 1587 nous a offert un mémoire portant le nom du cardinal Carafa et un autre qui est anonyme, ainsi, dans l'affaire présente, après la dissertation du célèbre Laurent Brancati, surnommé de *Lauria*, du nom de son pays natal, nous remarquons un second mémoire qui ne porte pas de signature. Quoiqu'on y trouve les mêmes doctrines, nous croyons devoir le reproduire, afin de constater de nouveau le profond éloignement des théologiens romains pour les maximes que propageaient les Jansénistes du temps dans le but d'abolir la fréquente communion.

Quoiqu'il y ait jusqu'ici, dit le théologien anonyme, diverses opinions au sujet de la communion quotidienne, je remarque d'une part, que l'Eglise n'a jamais fixé de temps; d'autre part, les saints pères l'ont recommandée constamment; elle fut en usage dans les premiers siècles, et se conserva dans quelques églises après l'ère des persécutions. Notre auteur cite S. Ambroise, S. Jérôme, S. Basile, S. Augustin, S. Cyprien, S. Jean Chrysostôme, S. Grégoire le grand, S. Thomas, S. Bonaventure, rapportés dans la dissertation du cardinal de Lauria. Ainsi, tous les docteurs de l'Eglise approuvent la communion quotidienne et la conseillent aux personnes bien disposées; il semble donc que nul ne peut la condamner, et la refuser à ceux qui la demandent, excepté aux pécheurs publics. Le concile de Trente exprime le désir que les fidèles communient toutes les fois qu'ils entendent la messe; il s'ensuit que nul n'a le droit de fixer le temps; tout dépend des dispositions. Le concile énumérant les fruits de l'Eucharistie, le fait avec des termes qui indiquent l'utilité de la fréquente communion. Le catéchisme romain de S. Pie V enseigne que ce n'est pas assez de communier une fois l'an, conseille de le faire plus souvent, et finit par dire qu'on ne peut fixer de règle certaine pour tous les fidèles par rapport à la communion mensuelle, hebdomadaire ou quotidienne. En conseillant aux fidèles bien disposés de communier chaque jour, le catéchisme affirme que c'est le sentiment commun des pères; ce serait donc témérité de condamner la communion quotidienne des fidèles bien disposés. Les personnes occupées aux affaires et mariées, doivent

s'abstenir de la communion quotidienne. Quoique l'état de grâce suffise pour ne pas commettre un sacrilége en communiant, c'est une indignité de n'apporter aucune autre préparation; d'autre part, on doit conseiller la fréquente communion aux personnes qui vivent pieusement et détachées des sollicitudes mondaines, et sont préservées des rechûtes par ce remède surnaturel. Concluons que nous ne pouvons restreindre l'usage de la communion. Tout ce qu'on peut faire est d'écrire aux évêques de veiller, comme leur devoir l'exige; que les confesseurs et les prédicateurs enseignent que la communion quotidienne n'est pas commandée ni prohibée par le droit divin, et que c'est une chose irréligieuse de communier sans faire aucun acte de religion et de piété, en se contentant de n'avoir pas de faute mortelle.

Voici la dissertation; nous abrégeons les traits des pères qui sont déjà rapportés dans la précédente.

Ad Dubium de communione quotidiana et domestica. — Licet hucusque varia extet opinio de quotidianae communionis dubio, iis attamen inspectis, quae ex S. Scriptura, ex conciliis, ex Romanorum Pontificum Decretis, ex antiquis PP., nec non ex catholicis historiis circa hoc negotium emanarunt, invenio quod in Ecclesia certum tempus nunquam a SS. Patribus ad hoc fuit praefinitum vel limitatum; quinimo ex traditione apostolorum hoc institutum emanasse omnibus certum est, ut astantes fideles missis SSmae Eucharistiae perceptione communicarent, quod probatur ex sent. SS. Patrum in cap. Peracta, de consecr. dist. 2. Et quod quotidiana communio, etsi non sit de jure divino, nec de jure ecclesiastico, fuerit nihilominus olim ab ipsis SS. PP. valde commendata, docet D. Augustinus serm. 28 de verbis Domini, S. Ambrosius in lib. 5. *de Sacramentis* cap. 4 ibi: « Si » quotidianus est panis, cur post annum illum sumis, que» mandmodum Graeci in Oriente facere consueverunt? Ac» cipe quotidie quod tibi quotidie prosit; sic vive ut quotidie » merearis accipere. »

Quae quidem consuetudo quotidie communicandi in quarto saeculo tempore S. Hieronymi Romae etiam vigebat, quod eruitur ex epistola 50 ad Pammacchium.

Item sanctus Basilius in Epist. ad Caesaream Patritiam, ait: « Communicare singulis diebus praaclarum est, et utile, eam » Christus ipse dicat: *Qui manducat meam carnem et bibit* » *meum sanguinem, habet vitam eternam.* Certum igitur est » quod assidue participare de hoc SSmo Sacramento nil aliud » est quam multifarie vivere. »

Sanctus Augustinus in lib. 1. ad inquisitiones Januarii circa hanc questionem bifariam deferit opinionem. Prima est quod non sit sumenda Eucharistia quotidie eo quod eligendi sunt dies quibus homo purius continentiusque vivit, ut ad hoc Sacramentum dignius accedat; qui enim manducaverit indigne judicium sibi manducat et bibit. Alia contraria ita diceris: Si tanta est plaga peccati, atque impetus morbi, ut medicamenta talia deferenda sint, auctoritate antistitis debet quisque ab altari removeri ad agendam poenitentiam et eadem auctoritate reconciliari. Hoc enim est indigne accipere si eo tempore accipiat quo debet agere poenitentiam. Caeterum si peccata tanta non sunt, ut excommunicandus quisque homo judicetur, non se debet a quotidiana medicina Dominici Corporis separare. Ad praedictas rationes optime respondet idemmet Augustinus: *Faciat autem unusquisque quod secundum fidem suam pie credit esse faciendum*, et exemplo Zacchaei et Centurionis difficultatem tollit circa Christi receptionem. Et ita utriusque sententiam approbat, si uterque ex motivo honorandi Christum vel recipit quotidie vel non recipit.

» Idemmet Augustinus in libro de ecclesiast. dogmat, cap. 53. sic loquitur: *Quotidie Eucharistiae Communionem percipere, nec laudo nec reprehendo; omnibus tamen dominicis diebus communicandum suadeo et hortor.*

» S. Cyprianus de Oratione Dominica serm. 6. hanc quoque firmat opinionem: « Nostrum panem, idest Christum quotidie nobis dari petere debemus, et qui in Christo manemus et vivimus, a sanctificatione et corpore ejus non recedamus. »

» Idem firmat S. Joannes Chrysostomus hom. 28 in epist. 1 Cor. explicans illud: *Probet autem se ipsum homo et sic de pane illo edat.* Et in hom. 62 ad Pop. Antioch. objurgat eos qui raro communicant, *Consuetudine et praesumptione etc.*

» Sanctus Gregorius magnus hom. 22 in Evang. ait: Pro» videns enim nobis Dominus dedit hoc sacramentum salutis, » ut quia nos quotidie peccamus, et jam mori non potest, per » istud sacramentum corporis sui, peccatorum remissionem » consequamur; quotidie enim ipse conceditur et bibitur in ve» ritate. » Hoc idem firmat S. Athanasius in epistola I Corint. cap. XI.

» Iis igitur praemissis, quae ab antiquis doctoribus et patribus ad propositae quaestionis explicationem exposita sunt, devenio ad ea quae a modernis doctoribus circa nostri dubii solutionem promanarunt.

Et primo cum D. Thoma (4. Sent. dist. 52. q. 3. art. 2.) una cum omnibus doctoribus firmo quod frequenter communicare est per se bonum ex suo genere, abstinere autem non bonum nisi ratione accidentis alicujus, nempe si inordinate fiat vitio communicantium; unde ut indicaret S. Synodus Tridentina quod hujusmodi, quod est melius per se potest impediri, non absolute dixit: *Optat*, sed *Optaret*, ut omnes essent idonei et possent cum Psalmista dicere: *Gustate et videte quoniam suavis est Dominus;* sicut eadem S. Synodus in c. 6 et 8 sess. 13 de Doctr. Sacram Euch.

» Et hoc quoque asserit D. Bonaventura in lib. de profectu religionis, tit. de septimo prof. c. 21 ubi ad solutionem hujus quaestionis respondet: » Videtur mihi quod non possit super » haec omnibus dari regula uniformis; varia enim sunt ho» minum merita, diversa operum studia. »

Idem S. Doctor in 4 Sentent. Dist. 12 p. 2 q. 2 deinceps movens hoc quaesitum docet quod quotiescumque quis paratus est, utile semper est hoc sacramentum recipere ipsumque quotidie frequentare, dummodo qui recipit cognoscat se esse in statu Ecclesiae primitivae. Si autem in statu ecclesiae finalis ut frigidum et tardum, laudandum est quod raro; quod si medio modo, medio modo debet se habere et ut discat revereri aliquando debet cessare. Unde idem D. Bonaventura in Tract. de praeparatione ad missam: « Proba te ipsum ex » quanta charitate et quali fervore accedis; non solum enim » mortalia vitanda sunt, sed venialia peccata per negligen» tiam etc. »

Patet igitur ex his Doctores omnes Ecclesiae quorum doctrina Ecclesia nostra utitur, frequentem et quotidianam communionem hominibus bene dispositis laudare, et consulere; ideoque non videtur posse ab aliquo quotidiana communio impugnari et poscenti denegari, nisi publicis peccatoribus. S. Thomas 3, quaest. 80 art. 6. Quin immo nec praefiniri posse a nemine ex verbis Concilii credendum est, ut patet ex verbo: *Optaret*: tota enim haec res in praeparatione animi consistit ut ex d. cap. 7.

Quod etiam firmatum remanet ex Concilii Trid. auctoritate in sess. 13 c. 8: « Mysteria Corporis et Sanguinis Christi » ea fidei constantia et firmitate, ea animi devotione et pie» tate, et cultu credant et venerentur ut panem illum super» substantialem frequenter suscipere possint etc. »

» Et in sess. 22 ubi nedum id consulit, sed desiderat id fieri, et in sess. 13. cap. 2, assignans alium fructum ex hujus sacramenti perceptione provenientem, ait: *Sumi autem voluit sacramentum hoc tamquam spiritualem animarum cibum quo alantur, et confortentur viventes, vita illius qui dixit: Qui manducat me vivet propter me.* Et Catechismus Romanus in p. 2. cap. 4. n. 58, cum monuisset non satis esse

semel in anno Eucharistiam sumere, consulit ut saepe sumat; deinde ait: *Utrum autem singulis mensibus vel hebdomadis vel diebus magis expediat?* Certa omnibus regula praescribi non potest. »

» Cum autem catechismus sit agendorum in disciplina ecclesiastica, et in usu sacramentorum certa regula, et, ut patuit, consulat omnibus dispositis quotidianam communionem, dicens praeterea hunc esse communem Patrum sensum id consulentium, igitur non posset nisi temere contra concilium et Patrum sensum improbare in bene dispositis quotidiana communio.

» Hanc veritatem confirmant varia Romanorum Pontificum decreta ut in canon. x. *Peracta* de consecr. dist. 1. Adrian. VI in 4. Sent. de Eucharist. cap. *Ex jam dictis*. Et in cap. 9. ad consult. Bulg. Nicolaus I. et in lib. 4 de Missa cap. 42. Innoc. III dicens: « Dixerit ergo quisquam communicandum » esse quotidie, dixerit alius non quotidie communicandum; » faciat unusquisque quod pie crediderit esse faciendum. »

« His denique denuo praemissis firma remanet conclusio, quod sacramentum Eucharistiae, nec denegari, nec praefiniri potest, ut optime sancitum fuit ex tot SS. Patrum dictis, Romanorumque Pontificum decretis, et in una *Brixien.* firmavit Sacra Concilii Congregatio die 9 januarii 1587.

» Nam licet Ecclesia praecipiat ut saltem semel in anno fideles communicent, non tamen prohibet ut non communicent nisi certis et determinatis diebus, ut bene docet textus in cap. *Quotidie*, de consecr. dist. 2.

» Quidquid tamen hucusque optime sancitum sit de hoc SSmo instituto quotidianae communionis, quia nostri saeculi tempora a primitivae Ecclesiae temporibus valde diversa sunt ut firmat S. Bonaventura loc. cit. « Si autem in statu Eccle- » siae finalis ut frigidum, et tardum laudandum est quod raro. » Crederem omnimode observandam dispositionem supracitati cap. *Quotidie*, de consecrat. dist. 2. in quo duo colliguntur; primum est quod, nec laudat nec vituperat quotidie communicare; et secundo, judicat id remittendum totum conscientiae accipientis, dummodo hoc faciat quod secundum fidem suae pie credit esse faciendum. Totum enim hoc negotium consistit ut unusquisque paratus accedat. Unde ad propositae quaestionis solutionem cum D. Bonaventura in supra citato libro de profectu religionis (tit. de septimo profectu) dico: *Videtur mihi quod non possit super haec omnibus dari regula uniformis; varia enim sunt hominum merita, diversa operum studia.*

» Dico igitur quod qui manent in statu negotioso, ut sunt homines conjugati, non debent hoc Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum quotidie frequentare; quia eorum mens saepe saepius in matrimonialibus actibus remanet perturbata et distrahatur in his sanctis actionibus. Quapropter Catechismus Romanus p. 2 de Eucharist. n. 58 ait: « Postulat etiam tanti » Sacramenti dignitas ut qui matrimonio juncti sunt, aliquot » dies a concubitu uxorum abstineant. » Et Clemens VIII statuit ut graecus sacerdos antequam celebret, per hebdomadam vel saltem per triduum abstineat ab uxore. Et in can. p. et can. vir cum propterea 33. 9. 4. prohibet communicare ei, qui praecedente nocte cum uxore concubuit, etc.; licet Concilii Tridentini probatio in cap. 7. sess. 13 de Sacram. Eucharistiae sit puritas a mortali.

» Quantumvis tamen satis esse videatur ut sine peccato mortali accedat homo ad hoc Sacramentum, sunt nihilominus nomine indigni dignissimi, qui tenent sufficere si culpa mortali se carere judicent, nulla alia praeparatione praemissa.

» E contra religiose viventes et a mundanis curis separati, qui ne labantur hac medicina continentur, his consilium dandum est, ut crebro accedant.

» Caeterum ex his omnibus concludendum est, quod nunquam in Ecclesia a tot sanctis patribus id fuit praefinitum; ideo a nobis etiam aliquid novi non videtur decernendum, sed solum episcopis scribendum, ut suum opus agant invigilando, una cum confessariis et praedicatoribus qui doceant poenitentes quotidianam communionem non esse nec de jure divino nec de jure ecclesiastico praeceptam, nec prohibitam, et irreligiosum esse cum sola carentia mortalis culpae ad tantum sacramentum accedere sine aliquo actu religionis ac pietatis.

» Item, quod episcopus mandet omnimode servari disposita in concilio Bracharensi sub Martin. PP. 1. canone 68 et in concilio Caesaraugustano canone 3, ubi praecipitur Sacrum Eucharistiae Sacramentum, non in profana domo vel alio loco simili, sed tantum in sacro sumendum esse, excepto infirmitatis casu. Cessarunt enim infidelium persecutiones quarum tempore Christiani Eucharistiae Sacramentum domi tenebant, suisque manibus illud sumebant. »

VI. Conclusions théologiques sur la fréquente communion.

Les dissertations que nous venons de citer, se fondent sur les saints Pères et Docteurs, sans recourir aux théologiens de l'époque moderne. Nous remarquons parmi nos documents quelques conclusions théologiques dont l'auteur n'est pas nommé, et à l'appui desquelles sont allégués les principaux théologiens. Ces conclusions sont diamétralement opposées aux erreurs des Jansénistes, qui furent ainsi rejetées en même temps que l'on réprimait les abus contraires. Voici les conclusions.

1. Il est certain que le droit divin et les saints Pères n'ont mis aucune restriction à la fréquentation du sacrement d'Eucharistie. Les saints Pères se sont abstenus de louer ou de censurer la communion quotidienne.

2. Une grande pureté de cœur et de parfaites dispositions sont exigées pour communier.

3. La dissipation, les distractions et les péchés véniels empêchent de goûter les fruits spéciaux de l'Eucharistie.

4. On ne peut tracer de règle fixe sur la réception plus ou moins fréquente de l'Eucharistie, et il faut s'en rapporter au jugement des confesseurs.

5. La communion doit être administrée dans un lieu sacré, et ce n'est que pour les malades que l'on peut la porter dans les maisons particulières. C'est une grande faute de la porter aux gens qui ne sont pas malades. Les réguliers qui portent la sainte Eucharistie dans une petite custode, agissent contrairement aux canons, ainsi que les prêtres qui donnent deux particules aux communiants; c'est en opposition avec l'usage de l'Eglise.

Il est nécessaire de supprimer tous ces abus par quelque décret du Souverain Pontife.

La question, comme on voit, fut sérieusement étudiée avant d'être soumise au jugement de la S. Congrégation du Concile. Les mémoires des six théologiens, le rapport du P. Laurent de Lauria qui accueillit toutes les observations de ses doctes collègues, et enfin les conclusions théologiques que nous venons de publier, renferment tous les éléments de la discussion. Nous ne saurions trop admirer la circonspection avec laquelle les théologiens romains flétrirent les abus sans faire aucune concession au rigorisme du parti Janséniste.

Conclusiones de communione quotidiana et domestica. — Certum est nullos omnino determinatos limites, aut raritatis aut frequentiae sacrae communionis praestitutos esse jure divino, et a S. Patribus neque fuit laudatum neque improbatum, si quispiam quotidie communicaret; et hoc probatur:

S. Hieronymus (in Apolog. 50 ad Pammachium.) Augustinus (Epistola 118.) Amalarius (de Off. Missae cap. 34.) Innocentius III. (lib. 4. de Missa cap. 42.) Gennadius apud Gratianum can. *Quotidie*, de consecrat. distinct. 2. S. Thomas (in 4. sentent. dist. 12. q. 34.) S. Franciscus Salesius (2. par. suae introduct. cap. 20.) Diana (p. 8 tract. p. resol. 27.) P. Lupus, in Concil. tom. 3. pag. 834.) S. Basilius (in Epistola ad Caesa-

ream Patriciam) Augustinus (in lib. 1. ad Inquisitiones Januarii cap. 3. et in lib. de Eccles. dogmat. cap. 53).

» Ita ut si quisquam Christifidelis optime devoto et praeparato esset animo et Eucharistiam quotidie sumeret, id a SS. Patribus laudatur et e contra Hieronymi Epistola 28 ad Lucinium. Theophylactus (in illud Apost. 1. ad cor. XI.) Nicolaus I. in resp. ad consulta Bulgaror. cap. 9. S. Bonaventura (in 4. sent. distinct. 12 p. 2. art. 2. q. 2.) D. Thomas ibid. q. 2. art. 1. quest. 2. et in 3. par. q. 80. art. 10.) Ambrosius lib. 5 de Sacramentis, cap. 4.) quem locum legere possumus in sermone 28 de verb. Domini authore S. Augustino. Catechismus Romanus de Sacramento Eucharistiae cap. 11. Suarez in 3. part. D. Thom. tom. 3. disp. 63. sect. 3. et disput. 69. Sect. 4. S. Joan. Chrysost. hom. 28 in Epist. 1. cor. S. Gregor. Magn. hom. 22. in Evang. can. 73. de consécrat. distinct. 2. S. Athanasius in Epistola 1. ad Corint. cap. 1. Innocent. III. in lib. 4. de missa cap. 42. Adrianus VI in 4. sentent. cap. 10. *Ex jam dictis.*

» Quanta autem animi praeparatio et quam purum cor ad Sacram Eucharistiam sumendam requiratur, luculenter exponunt Catechismus Romanus de Sacram. Eucharist. cap. 10. Clemens Papa V in Concilio Viennensi. S. Joan. Chrysostomus (homil. 17. in Epistola ad Hebraeos) Basilius (in Regul. Brevior. cap. 172. et lib. 1. de Baptismo in fine) S. Augustinus Epist. 88. S. Antoninus (3. par. tit. 13. cap. 6. §. 8.) Paludanus, S. Bonaventura (in 4. dist. 12. p. 2. art. 1. q. 1.) D. Thomas (in 4. dist. 9. quaest. unica a n. 4). Petrus Cellensis (de claustrali disciplina cap. 25). S. Cyprianus (Serm. de Lapsis). Theodoretus (in epist. Cor. cap. 11 et ibidem S. Hieronym. et ibidem S. Athanasius. S. Augustinus (in lib. de Salutar. docum. cap. 33.) S. Joannes Damascenus (de Orthodox. fide lib. 4. cap. 14 post medium) Adrianus VI loco sup. cit. §. *Pro responsione.*

» Evagationes mentis, distractiones et peccata venialia obstant et impediunt, ne proprios Eucharistiae fructus percipiamus. Clemens V in Concil. Viennens. Sylvester de Prierio in Opuscul. de Immolat. Agni spirit. in fin. Durand. in 4 distinct. 12 quaest. 4. S. Thomas (in 4 dist. 12 quaest. 2) Dionysius Carthusianus (serm. 4. de festo visitation. 3 v. et serm. 4 de festo Corporis). Taulerus (Inst. cap. 39. et sermon. 20 de Sacram. Eucharist.) Joannes Gerson tract. 9 super magnificat par. 4.) S. Bonaventura in tractatu de praeparat. ad missam.

» Quoad communionem an expediat frequens vel rara certa regula dari non potest, sed pro diversitate statuum et personarum pro majori, vel minori spiritus fervore confessariorum prudentiae relinqui debet. Suarez (in 3. par. D. Thom. tom. 3 disp. 63. sest. 3. et disput. 69. sect. 4.) Card. De Lugo (lib. Sacram. disput. 17. sect. 2. n. 8). Bonacina (tom. 1. disp. 4. quaest. 7 punct. 2. n. 16) Coninch. (de Sacram. q. s. 80. art. 10 n. 8..) Bartholomaeus Medina (in Instit. Confess. lib. 1, cap. 8. §. 42 pag. mihi 166.) Layman (tom. 2. Summ. tr. 4. cap. 5 n. 7.) Castropalao (tom. 4. tract. 22. disput. unic. punct. 16 n. 2.) Henriquez (lib. 8. cap. 53 n. 10) Facundez in 3 precepto Ecclesiae lib. 3. cap. 7. n. 6.) Macharennas (de Sacram. tit. 4. disp. 5 c. 2. n. 223) Sylvius (in 3. part. D. Thom. qu. 80 art. 10.) Trullenck (lib. 3 de Sacram. cap. 6. dub. 6. n. 6.) Ledesma (in summa tract. de Eucharist. cap. 14. in fine) Card. Tolet (in Summ. lib. 6. Cap. 19. n. 3.) Villalobos tom. 1. tract. 7. difficult. 41. n. 3.) Bossius (tom. 2. Theol. Sacram. disp. 4. sect. 10. concl. 10 n. 106.) Diana (p. 12 tract. 7. Miscel. p. resol. 15 n. 4) Coron. lib. 2. controv. 4. cap. 3. n. 63 et quamplures alii DD. relati usque ad num. 70 per Dianam card. De Lugo locis supra cit. et a Joanne Dicastillo (tom. 1. de Secrament. tract. 4. disput. 9. Dub. 18 n. 443) et a P. Andrea a Madre Dei (Theolog. tratct. 4. cap. 2. punct. 3.)

SSmum Sacramentum Eucharistiae non debet sumi nisi in Ecclesia et domi, aliove loco non deferatur, nisi graviter infirmo. Ita notat S. Basilius in Epist. ad Caesaream Patriciam. Concilium Bracar. sub Mastino Papa I. can. 68. Concil. Caesaraugust. can. 3 et Rituale Romanum de Sacram. Euch. in cap. de Comm. Paschali.

» Domesticam communionem nisi Infirmis deferri esse gravem errorem. In privatis autem Oratoriis servanda sunt Summorum Pontificum privilegia, si quae adsint; aliter non debent hujuscemodi Oratoria permitti.

» Regulares deferentes Sacram Eucharistiam in crumena contra canones facere.

Item tradentes duas particulas cum sit contra usum Ecclesiae.

Esse itaque necesse hos omnes abusus aliquo Summi Pontificis decreto e medio tollere.

VII. Congrégation du 2 octobre 1677.

Les cardinaux de la S. Congrégation du Concile furent convoqués le 2 octobre 1677 pour examiner l'importante affaire de la communion quotidienne. Ce n'était pas encore l'usage à cette époque d'imprimer les relations; on en faisait plurieurs copies manuscrites; une copie servait à l'usage de deux ou trois cardinaux. Tous les documents rapportés plus haut, c'est à dire, le résumé des mémoires des six théologiens, la dissertation du P. Lauria, la dissertation anonyme qui vient ensuite furent donc communiqués aux cardinaux de la S. Congrégation, avec une courte relation. La dissertation du P. Lauria tint lieu du *restrictus* ordinaire.

» Die sabbati 2 octobris 1677 hora 13 in Quirinali erit » Congregatio S. Concilii, in qua, praeter alia, proponentur » infrascripta juxta stylum ejusdem S. Congregationis de jure » resolvenda.

» De communione quotidiana et de domestica; quinam sint » abusus; quid sentiant Theologi per SSmum D. R. ad scri- » bendum deputati, jam satis abunde perspexerunt EE. VV. » e scripturarum fasciculis per manus transmissis; quid autem » resolvendum veniat, quid remedii adhibendum, urgente San- » ctitate Sua ab EE. VV. summa sapientia zelo ac prudentia » expectatur. »

Les cardinaux pensèrent qu'une question aussi importante méritait, à elle seule, une congrégation générale. Ils renvoyèrent la décision, et ordonnèrent d'extraire des archives le *votum* des cardinaux de 1587 pour l'affaire de Brescia. Voici la décision textuelle: *De communione quotidiana et domestica. Dilata, et congregetur congregatio pro hac tantum materia, et mittantur vota DD. Cardinalium de anno 1587.*

L'usage veut que chaque cardinal ait près de lui un théologien particulier, *l'auditeur*, qui étudie les questions avec le plus grand soin et exprime son sentiment par écrit. En outre, les cardinaux ont l'habitude d'écrire leur *votum* sur chaque affaire qu'ils sont appelés à juger. Nous avons retrouvé le *votum* du cardinal Casanate et celui de son auditeur pour la congrégation du 2 octobre 1677. Ils s'accordent à dire qu'on ne peut commander ni interdire généralement la communion quotidienne, ni restreindre la permission de communier à certains jours déterminés; qu'il appartient aux confesseurs d'examiner les dispositions des pénitents, et de permettre la communion plus ou moins fréquentes suivant ces dispositions; que c'est une erreur de soutenir que le droit divin ou le droit positif commandent ou prohibent la communion quotidienne et que la seule préservation du péché mortel suffit comme préparation de la communion; car il faut, en outre, des actes de foi, de charité et d'humilité; qu'il n'est pas permis de donner deux particules aux communiants. Voici d'abord le *votum* qui paraît celui du cardinal:

» Ad dubia S. Congregationis Concilii pro die sabbati 2 octobris 1677. De communione quotidiana et domestica.

» Ad primum, secundum, et tertium quaesitum, servandas literas Sacrae Congregationis emanatas sub die 24 januarii 1587 ad interpretationem Sacri Concilii Tridentini sess. 22 cap. 6, de sacrificio missae, videlicet, non esse generaliter praecipiendam nec interdicendam communionem quotidianam vel ad certos dies, sed tantum parochis, et confessariis injungendum, ut ad mentem Sacri Concilii (Sess. 15. c. 7. de sacram. Euchar.) sedulo probationem explorent quam praecipit Apostolus: *Probet autem seipsum homo*, et quod magis, vel melius profuturum perspicient praescribant. Ulterius laicos conjugatos hortentur monitu ejusdem Apostoli, ut se contineant, orationi vacantes, ac magis pro sacra synaxi, quod antiquitus habetur ex figura veteris testamenti de David in lib. 1 Regnm cap. 21 et opportune in catechismo Romano p. 2 de Sacram. Eucharist. n. 58.

» Ad quartum. Communionem domesticam non permittendam, nisi ex causa necessitatis, praecipiente Apostolo: *Dum convenitis invicem expectate; si quis esurit, domi manducet* ». Cui praecepto apte conformatur Rituale romanum sub titulo de Sacramento Euchar. cap. de communione infirmorum.

» Ad quintum, abusus tollendos, falsas doctrinas damnandas, et parochis, confessariis ac praedicatoribus, sub censuris injungendum, ut ab eis abstineant, nempe:

» Quod communio quotidiana sit jure divino vel positivo sancita, vel interdicta.

» Quod sola praeservatio a culpa mortali ad praeparationem pro sacra communione sufficiat, cum ulterius necessarii sint actus fidei, charitatis, et humilitatis.

» Quod liceat communicare domi extra casum necessitatis vel Eucharistiam retinere contra praescriptum Ritualis Romani.

» Quod liceat duas formas, seu particulas tradere ad finem ut diutius sacramenti existentia perduret contra ritum Ecclesiae romanae. »

L'auditeur insiste sur la nécessité de la préparation, et sur la grande pureté qu'exige la communion. Il y a lieu, dit-il, d'ordonner aux évêques qu'ils exercent la plus grande vigilance pour réprimer l'abus qui fait que plusieurs chrétiens ont l'habitude de la communion quotidienne sans les préparations requises, et par cela seul qu'ils n'ont pas de faute mortelle sur la conscience; car c'est là une chose irréligieuse. Que les confesseurs dissuadent ces personnes de la communion quotidienne, en leur montrant quel respect, quelle préparation et quelle pureté de cœur sont nécessaires pour communier dignement. La proposition d'après laquelle la communion quotidienne est commandée on prohibée *jure divino* mérite d'être censurée. Les saints pères ne désapprouvent ni n'approuvent la communion quotidienne. Supposons un pénitent tellement pieux et si bien disposé, que le confesseur reconnaisse en lui la ferveur des chrétiens de l'Eglise primitive qui communiaient chaque jour, en ce cas les saints pères approuvent la communion quotidienne; mais ils la désapprouvent par rapport à ceux dont l'âme est préparée *simpliciter*, et qui ne font pas de progrès.

» Dubia Sacrae Congregationis Concilii die 2 octobris 1677. Dubium primum de communione quotidiana.

» Respondendum est: Epistolam scribendam esse a S. Congregatione vel a SSmo, si ei placuerit, omnibus illius provinciae ordinariis, in qua damnet, et ut gravem errorem declaret SSmum Eucharistiae Sacramentum, domi sumi et deferri aliis, quam graviter infirmis, ex eo quod non debet nisi in ecclesia sumi, et domi aliove loco non defertur nisi graviter infirmo. S. Basilius in Epistola ad Cesaream Patritiam. Concil. Bracharense sub Martino I. can. 68. Concil. Caesaraugustan. can. 3 et Rituale romanum de Sacramento Euchar. in cap. de Commun. Paschali.

» Damnet pariter detestabilem usum quo regulares deferunt SSmam Eucharistiam in crumena, cum hoc sit contra reverentiam debitam Sacramento, et contra canones, et ideo quoad gestationem ejusdem Sacramenti esse servandum Rituale Romanum.

» Declaret quoque contra usum Ecclesiae facere, tradentes duas particulas pro communione, et ideo prohibeat.

» Simplices sacerdotes seu non approbatos ad confessiones non posse neque debere exponere se confessionibus audiendis sub pœnis et censuris a Concilio Tridentino appositis.

» Item declaret SSmum Sacramentum non posse, neque debere retineri in privatis oratoriis, nisi summorum pontificum privilegia adsint.

» Et hac occasione imponendum esse episcopis illarum diœcesum in quibus controvertitur quaestio de quotidiana communione, ut summopere invigilent ad tollendos abusus, quod scilicet multi sine debitis praeparamentis, licet peccato mortali careant, accedunt ad quotidianam communionem; quia hoc est irreligiosum, et quod debeant ordinarii suavi modo admonere populum et injungere confessariis, ut suadeant pœnitentibus de abstinendo a quotidiana communione, declarando eis, quam magnae venerationis sit necesse erga Sacramentum, et quanta animi praeparatio, et quam purum cor requiratur ad digne sumendam Eucharistiam et esse eisdem pariter transmittendam epistolam S. Congregationis scriptam episcopo Brixiensi.

» Subdendo, quod debet damnare opinionem, quod communio quotidiana sit praecepta, vel prohibita de jure divino, cum a sanctis patribus neque improbatur, neque laudatur; sed quando pœnitentes optime devoto, et praeparato animo sunt, ita ut cognoscatur a confessario habere fervorem spiritus sicuti habebant illi qui in primitiva Ecclesia quotidie communicabant, et hoc casu a sanctis Patribus laudatur. Aut animo simpliciter praeparato accedunt ad illud sumendum, et spiritus non crescit, et hoc casu ab eisdem improbatur.

» Et demum concludendum contravenientes quoad propositiones damnandas, esse per pastores ecclesiarum coercendos, et omni juris, et facti remedio puniendos.»

VIII. Congrégation du 5 février 1678. Projet d'instruction.

Les quatre mois ne furent pas perdus. Le secrétaire de la S. Congrégation rédigea une Instruction destinée à être adressée aux évêques pour servir de règle aux confesseurs. Ce projet d'Instruction fut revu par quelques cardinaux désignés à cet effet par la congrégation générale. Ses principales dispositions passèrent ensuite dans le décret du 12 février 1679, qui s'inspira beaucoup aussi de la lettre de 1587, ainsi qne nous le dirons plus loin.

On remarquera la fermeté des principes qui sont exprimés dans le projet. Ainsi, il est dit nettement que la communion quotidienne, quoique désirable n'est pas utile pour tous; l'exemption du péché mortel ne suffit pas pour communier utilement, il faut aussi une disposition vraiment éminente et exacte, c'est à dire, éviter de toutes ses forces les fautes vénielles, réprimer les affections désordonnées, les sollicitudes superflues qui ne sont pas exigées par les devoirs d'état, par la charité, pour l'obéissance. Il faut, en outre, les moyens convenables, savoir, les actes des vertus, un profond respect et une fervente dévotion envers le Saint-Sacrement. Les confesseurs sont responsables, et doivent par conséquent ne pas conseiller la communion quotidienne à ceux dont les dispositions ne sont pas aussi parfaites, quoiqu'ils semblent suffisamment disposés. Les confesseurs doivent aussi dissuader de la communion quotidienne tout homme qui, bien que disposé comme il faut, trouve un empêchement dans ses devoirs d'état ou dans des affaires que le devoir ou la charité ne permettent pas de négliger. De même, les personnes ignorantes et imparfaites, les gens mariés qui ont usé du mariage la nuit précédente, ceux qui doivent vaquer aux affaires du monde le jour même de la communion. Qu'ils ferment la bouche à quiconque soutient

que la communion quotidienne est de droit divin. On ne peut communier dans les chapelles domestiques qu'en vertu d'nn indult pontifical. Il n'est pas permis de porter secrètement l'Eucharistie sans la pompe que prescrit le Rituel, ni de donner plusieurs particules, ou des particules plus grandes que de coutume. L'approbation de l'Ordinaire est nécessaire pour la confession des péchés véniels.

Telles sont les principales dispositions de l'Instruction, dans laquelle on s'attacha à déterminer les points dont ne parle pas la lettre de 1587, qu'on avait l'intention d'adresser aux évêques, sans rédiger un nouveau décret. A ce point de vue, l'Instruction était destinée à servir de complément à ladite lettre. Un autre avis prévalut bientôt, ainsi que nous le dirons.

Instructio episcopis mittenda ut a confessariis observetur. — Quotidiana communio, quamvis optanda, non tamen omnibus expedit. Ideoque sciant confessarii pro ea non sufficere in poenitentibus carentiam peccati mortalis tantum, sed requiri summam et exactam dispositionem, nempe remotionem peccatorum venialium pro viribus, remotionem affectuum inordinatorum, curarum et sollicitudinum superfluarum, quas scilicet nec ratio status exigit, nec imperat charitas, nec justitia, nec obedientia. Insuper etiam requiri convenientia media, quae sunt actus virtutum, et singularis reverentia ac devotio erga tam ineffabile sacramentum. Et an haec omnia adsint in poenitentibus oneratur conscientia confessarii, ne poenitens judicium sibi manducet, et bibat, non dijudicans Corpus Domini.

» Ideo quotidianam communionem non suadeant confessarii personis non adeo perfectis, etiamsi apparuerint sufficienter dispositae, et cavere debent, ne absque magna reverentia, et sanctitate ad percipiendum accedant.

» Et licet quis sit bene dispositus, si eum quotidiana communio impediat ab officio ac negotio quod vel ex obligatione vel charitate praestare tenetur, eam illi confessarius dissuadeat.

» Rudibus et imperfectioribus quotidianam communionem non concedat, nec conjugatis qui praecedenti nocte debitum matrimoniale reddiderunt, itemque pollutis, etiam sine consensu et causa, dummodo non adsit necessitas communionis, vel quod sine scandalo omitti non possit. Itidem dissuadeat eis qui in die communionis sunt vacaturi mundanis negotiis in quibus semper, aut fere semper graviter delinquitur.

» Quoad moniales et regulares, curet confessarius observari regulas et consuetudines legitimas et probatas, ac studeat ut conveniant omnes; non enim expedit, ut alicui quotidianam, vel frequentiorem communionem singulariter concedat; si tamen majori prae caeteris fervore spiritus atque amplioribus Spiritus Sancti muneribus a Deo ditatur, admittere potest singulariter ad frequentiorem et etiam quotidianam communionem.

» Redarguat asserentes communionem quotidianam esse de jure divino.

» Doceat, in Ecclesia, seu oratoriis privatis ex dispensatione Pontificis sumendam SS. Eucharistiam, nec eam ullo modo deferendam in crumena, aut secreto ad existentes domi, vel in lecto, quam ad infirmos, et hisce publice, et cum pompa juxta formam Ritualis neque ulli tradendas plures Eucharistiae formas seu particulas, neque grandiores, sed consuetas.

» Admoneat, ne venialium confessio fiat simplici sacerdoti non approbato ab ordinario.

» Si parochi et confessarii etiam regulares secus egerint, sciant Deo Optimo Maximo rationem reddituros esse, neque defuturam justam episcoporum animadversionem in contrafacientes. »

Toutes choses ainsi préparées, la congrégation générale fut convoquée le 5 février 1678. Le dossier de 1587 avait été transmis aux cardinaux, ainsi que le projet d'Instruction. Pour les affaires de grande importance, c'est l'usage que les cardinaux expriment leur avis par écrit et remettent leur *votum* revêtu de leur signature, pour être inséré au dossier. Voici le *restrictus* pour la congrégation susdite:

» Die sabbathi 5 februarii 1678 erit congregatio S. Concilii » in qua agetur de communione quotidiana et de domestica.

» In congregatione habita 2 octobris 1677 censuerunt re- » solutionem differendam, et convocandam congregationem » generalem pro hoc dumtaxat negotio.

» Ideo dignentur reassumere scripturas pro dicta die trans- » missas, nec non votum in causa *Brixien.* et instructionem » a me propositam et quod magis in Domino expedire judi- » caverint decernere.

» Quoniam vero materia hujusmodi tam gravis est et in exem- » plum traducenda non graventur EE. PP. eorum vota sub- » scripta afferre ut inter acta S. Congregationis, prout in si- » milibus consuevit possint referri. »

Après avoir longuement délibéré, les cardinaux décidèrent qu'il y avait lieu d'adresser une circulaire aux évêques d'Espagne, laquelle contiendrait les décisions exprimées dans la lettre du 24 janvier 1587 à l'évêque de Brescia. De leur transmettre aussi l'Instruction projetée et rédigée par le secrétaire de la S. Congrégation, Instruction qui devrait être revue par les cardinaux désignés à cet effet en ajoutant la prohibition expresse de communier le vendredi saint. Voici la décision textuelle.

« *De communione quotidiana et de domestica.* — « Die 5 » februarii 1678 Sacra Congregatio Emorum S. R. E. cardi- » nalium Concilii Tridentini interpretum ad occurrendum abu- » sibus qui circa usum et frequentiam venerabilis Eucharistiae » Sacramenti in Hispaniis praesertim irrepserunt, praevio ma- » turo ac diligenti examine, atque exploratis theologorum sen- » tentiis, censuit dandas esse ad episcopos Hispaniarum literas » circulares quae contineant mentem ipsius S. Congregationis » alias expressam in litteris datis ad episcopum Brixien. sub » die 24 januarii 1587. Nec non ad eosdem transmittendam » instructionem excogitatam et exaratam a Domino secretario; » et ab Emis PP. specialiter deputatis revidendam, cui tamen » insuper addendum quod in feria sexta Parasceve sumptio » Eucharistiae expresse prohibetur. »

Les cardinaux chargés spécialement de reviser l'Instruction furent: Ottoboni, de Carpegna, et Colonna, qui était préfet de la Congrégation. Ils s'assemblèrent le 6 septembre de la même année, ainsi que nous le dirons bientôt.

Nous avons dit que les cardinaux furent invités à apporter leur *votum* revêtu de leur signature. Celui du cardinal Casanate exprime les vrais principes avec une lucidité et une fermeté remarquables.

« Je pense, dit le savant cardinal, que la communion quotidienne ne doit être ni commandée, ni interdite aux séculiers, et qu'il faut s'en rapporter au jugement des confesseurs, en exhortant vivement les fidèles à les consulter au lieu de s'en rapporter à eux-mêmes. Enjoindre aux confesseurs de permettre la communion plus ou moins fréquente, suivant la piété et la préparation des fidèles, et d'avertir les personnes mariées qu'elles doivent s'abstenir du mariage la veille de leur communion. Tout cela est conforme aux décrets et aux traditions apostoliques, ainsi que les théologiens l'ont montré avec une richesse de documents qui dispense d'ajouter un mot. Ce n'est pas moins conforme à la lettre de la S. Congrégation en date du 24 janvier 1587, laquelle doit être approuvée et observée en tous points. En effet, si d'une part le commandement ou le conseil affirmatif serait de nature à produire des communions sacriléges, d'autre part le commandement ou le conseil négatif exposerait au danger de causer un préjudice spirituel, contrairement à l'enseignement du concile de Trente (Sess. 22 cap. 6). L'avis relatif aux mariés est conforme à la doctrine de S. Paul, à l'Ecriture sainte (Lib. 1 *Regum.* c. 21), aux dispositions canoniques et au catéchisme romain. En ce qui concerne les religieuses, je pense qu'elles doivent se contenter des communions de règle; il appartient aux confesseurs de per-

mettre de communier plus fréquemment, suivant la capacité spirituelle de chacune et le profit qu'on espère. Il y a lieu d'interdire absolument la communion domestique hors le cas de nécessité. Quant à la dernière question, les abus, je serais d'avis, si le Saint-Père le trouve bon, d'adresser des lettres apostoliques aux évêques d'Espagne. 1. Condamner l'opinion téméraire que la communion quotidienne est de droit divin. 2. Condamner les abus téméraires concernant la communion domestique hors le cas de nécessité, l'abus de communier au lit, et avec plusieurs particules : tous ces abus sont venus de la communion quotidienne faite sans la préparation voulue, et avec indécence. 3. Qu'on insère et que l'on confirme dans ces lettres apostoliques les réponses de la S. Congrégation aux questions susdites; et qu'en même temps on enjoigne aux évêques, aux curés et aut confesseurs de ne conseiller ou suggérer à aucune personne séculière la communion quotidienne, ou fixée à certains jours; mais seulement, lorsqu'on les consultera, ils devront répondre ce qu'ils croiront le plus utile à chacun, en se conformant à la lettre du 24 janvier 1587, et suivant les maximes qu'elle consacre. 4. Qu'on instruise les fidèles de la préparation nécessaire pour communier avec fruit; savoir: l'éloignement de tout péché, même véniel, la mortification des affections profanes, et l'exercice des vertus théologales. Que l'on consulte surtout les docteurs qui ont écrit après le concile de Trente. 5. Qu'ils enseignent efficacement et gardent rigoureusement l'observation uniforme des saints rites que l'Eglise romaine a prescrits et observe dans l'administration, la réception et l'usage des sacrements ; rites qu'on ne peut omettre ou changer sans se rendre coupable d'une faute mortelle, comme le dit le concile de Trente. »

Votum cardinalis Casanate. — Ad quaesita S. Congregationis Concilii de quotidiana et domestica communione SSmi Corporis Christi videlicet:

« 1. An et quomodo communio quotidiana permittenda, vel restringenda sit quoad seculares.

» 2. Quoad moniales.

» 3. Quoad istarum famulas.

» 4. An et quomodo communio domestica sit permittenda, vel limitanda.

» 5. Qualiter abusibus consulendum.

» *Ad primum.* — Censeo quotidianam communionem secularibus nec praecipiendam, nec interdicendam, sed confessariorum arbitrio remittendam, ipsos tamen seculares enixe hortandos, ut non fidentes de se ipsis, confessarios consulant de communione magis, vel minus frequenti, et confessariis districte praecipiendum, ut accurate suorum poenitentium devotionem, ac praeparationem advertentes, rarius aut crebrius communionem permittant. Specialiter etiam conjugatos admoneant Sacram Synaxim sumpturos, pridie a debito conjugali per mutuum consensum abstinere.

» Sunt enim haec omnia decretis, et traditionibus apostolicis conformia, ut plenissime deduxerunt PP. Theologi, et quidquam transcribere vel addere superfluum foret.

» Sunt pariter eadem decisa per hanc S. Congregationem die 9 januarii 1587, videlicet episcopos certa tempora communionis praescribere non posse. Plenius decisa sunt per literas episcopo Brixien. directas sub die 24 januarii 1587 omnino approbandas et exequendas.

» Est autem ratio potissima, nam sicuti praeceptum, vel consilium affirmativum de quotidiana, seu frequenti communione induceret periculum indignae sumptionis contra legem Apostolicam ad Corinth. 1. cap. 11: *Probet autem seipsum homo, et sic de pane illo edat*, ita praeceptum, vel consilium negativum induceret periculum spiritualis detrimenti contra doctrinam S. Concilii Tridentini, sess. 22, cap. 6 de Sacrif. Miss. desumptam ex antiquis canonibus et surgentis Ecclesiae usu. Specialiter monitio conjugatorum conformis est doctrinae Apostolicae 1. ad Corinth. cap. 7: *Nolite invicem fraudare, nisi ad tempus ut vacetis orationi.* Est etiam conformis auctoritati Sacrae Scripturae in lib. 1 Regum cap. 21, ac insuper habetur ex can. *Omnis homo*, de consecrat. dist. 2; rursus ex Catechismo Romano p. 2. de Sacram. Eucharistiae num. 58.

» *Ad 2 et 3 quaesitum.* — Respondendum censeo ex ipsis literis sub die 24 januarii 1587, ut moniales, et earum famulae communicent diebus solitis, vel ab ipsarum instituto praescriptis; committatur tamen prudentiae ac zelo confessariorum rarius aut saepius alicui communionem suadere, juxta spiritualem capacitatem, ac profectum inde sperandum.

« *Ad quartum.* — Omnino interdicendam esse communionem domesticam extra casum necessitatis uti contrariam praecepto apostolico ad Corinth. 1 cap. 11: *Dum convenitis invicem expectate, si quis esurit, domi manducet.* Ideoque servandum Rituale Romanum sub titulo de sacramento Eucharis. cap. de communione infirmor. §. *Potest quidem*, ubi circa finem prohibetur delatio SSmi Sacramenti ad aedes profanas extra casum necessitatis.

« *Ad quintum.* — Crederem, si SSmo placuerit, opportune abusibus consulendum per literas Apostolicas Hispaniarum episcopis directas, quibus primo loco damnetur illa temeraria opinio, communionem quotidianam esse de jure divino, prout damnanda patet per can. *Quotidie*, ac per can. *Etsi non frequenter* de consecrat. dist. 2. itidem ex mente Sac. Concilii Trid. sess. 22 cap. 6 de Sacrif. Missae; ac etiam ex totius Ecclesiae observantia semel in anno et de jure positivo tantum communionem praecipientis. Secundo. Damnentur temerarii abusus de communicando extra casum necessitatis in domo, vel lectulo, et cum pluribus formis sacramentalibus; qui omnes et singuli abusus ex quotidiana communione absque condigna praeparatione, imo cum indecentia, et irreverentia irrepserunt. Tertio. Inserantur, et confirmentur responsa hujus Sacrae Congregationis ad praeinserta quaesita, simulque jubeatur episcopis, parochis, confessariis, et praedicatoribus, etiam eorum conscientias graviter onerando, ut nemini secularium suadeant, vel insinuent quotidianam sive certis diebus statutam communionem, quin potius omnia contenta in literis episcopo Brixien. a S. Congregatione directis et in praeinsertis responsis uti normam inviolabiliter attendant, solumque consulti de quotidiana communione respondeant, quid magis expedire petentibus judicabunt. Quarto. De necessaria praeparatione ad Sacram Synaxim verbis Apostolicis omnes admoneantur, firmiterque astruantur requiri praeviam remotionem omni peccati etiam venialis, affectuumque profanorum, et exercitationem virtutum theologalium pro digna sumptione SSmi Sacramenti, ut sedulo moneri mandat Sacrum Concilium Tridentinum sess. 13 cap. 7 de Sacram. Euch.; ac insuper rigorosius utantur doctrinis religiosorum doctorum, qui post Concilium scripserunt et ad idem fuerunt collecti. Quinto. Efficaciter praedicent, et rigorose custodiant uniformem observantiam Sacrorum Rituum, quos Ecclesia Romana praefinivit, et servat in administratione, sumptione ac veneratione Sacramentorum, nihil penitus omittendo, vel variando, prout nihil omitti, vel variari absque reatu peccati mortalis, sancitur in S. Concilio Tridentino, sess. 7 de Sacramentis in genere can. 13 et notatur a doctoribus ad eumdem canonem collectis.

H. Card. Casanate. ».

IX. Congrégation particulière du 6 septembre 1678 et Congrégation générale du 24 septembre de la même année.

Les cardinaux chargés de reviser l'Instruction qu'on se proposait d'adresser aux évêques, se réunirent plusieurs fois et finirent par se mettre entièrement d'accord le 6 septembre 1678. Innocent XI adjoignit le cardinal Portocarrero, archevêque

de Tolède, aux trois cardinaux désignés par la Congrégation, savoir: Ottoboni, de Carpegna, et Colonna.

Ils décidèrent qu'au lieu d'adresser aux évêques la copie de la lettre envoyée à l'évêque de Brescia en 1587, accompagnée de l'instruction projetée, il fallait transmettre une circulaire, dont l'exorde consisterait à relater les abus; on y insérerait le contenu de la lettre de 1587, en ajoutant les derniers paragraphes de l'Instruction. Au sujet de la communion du vendredi saint, ils décidèrent de surseoir, pour examiner les décrets de la S. Congrégation des Rites en date des 9 mai 1606 et 19 février 1622.

Ce qui précède résulte du *folium* rédigé pour la Congrégation générale convoquée le 24 septembre de la même année 1678.

« *De communione quotidiana et de domestica.* — Propositis » alias in S. Congregatione generali nonnullis abusibus, qui » circa ineffabilis Eucharistiae Sacramenti usum irrepserunt, » EE. PP. 5 februarii proximi praeteriti in hanc venerunt » sententiam, ut literae alias datae 24 januarii 1587 in simili » materia ad Brixien. episcopum renovarentur, addendo pro» hibitionem communicandi in feria 6 Parasceve, additaque » Instructione per Secretarium exarata, postquam ab EE. PP. » ad hoc deputatis fuisset revisa.

» Convocati igitur praedicti EE. nempe Ottobonus, de Car» pineo, et Columna, quibus per SSmum adjunctus fuit Emus » Portocarrero, die 6 septembris steterunt in priori sententia » transmittendi literas circulares, quarum exordium sumeretur » a praedictis abusibus. Ideo inhaerendo decretis alias editis, » connecterentur contenta in epistola Brixien, ac demum ex » Instructione, deletis caeteris, adderentur dumtaxat extensa » a §. *Redarguat*, usque in finem, iis tamen aptatis, ut sequitur:

» Redarguat, et improbet opinionem asserentium commu» nionem quotidianam esse de jure divino. Doceat in Eccle» sia aut oratoriis privatis cum privilegio Pontificis de manu » sacerdotis sumendam esse SS. Eucharistiam, nec eam ullo » modo deferendam in crumena aut secreto ad existentes domi, » vel in lecto, quam ad infirmos, qui ad illam suscipiendam » ad loca praedicta accedere non valeant, et hisce publice, » et cum pompa juxta formam Ritualis Romani.

» Insuper doceat nulli tradendas plures Eucharistiae formas, » seu particulas, neque grandiores, sed consuetas. Non per» mittat, ut venialium confessio fiat simplici sacerdoti non » approbato ab ordinario.

» Si parochi, et confessarii et regulares secus egerint sciant » Deo Optimo maximo rationem reddituros esse, neque defutu» ram justam Episcoporum animadversionem in contrafacientes, » etiam regulares, etiam Societatis Jesu authoritate Apostolica.

» Quo vero ad prohibitionem communionis in feria 6 Pa» rasceve, EE. PP. censuerunt supersedendum, donec per» penderentur decreta a S. Rituum Congregatione emanata 9 » maii 1606 et 19 februarii 1622 quae citantur a Diana » tom. 2. tr. 2 resol. 46ª pag. 184. juxta impressionem » Lugdunensem, et a Barbosa, *de Parocho* p. 2. cap. 20. » n. 16. et pro iis jam fit diligentia.

» Demum vero minuta, ut praefertur, aptata transmitteretur » per manus theologorum nempe D. Riccii, P. Lauriae, de » Esparza, Soccini, et Marraccii, qui in materia scripsere, » addito Mirabello.

» Nunc EE. VV. quibus jam alias transmissum fuit exem» plum epistolae Brixien. et Instructionis, non graventur ad » primam Sacram Congregationem Concilii afferre si quid am» plius habeant adnotandum, ut demum quod in materia tanti » Sacramenti magis in Domino expediat, in lucem prodeat. »

Après avoir pris connaissance de la minute de la circulaire qu'on proposait d'adresser aux évêques, la Congrégation générale du 24 septembre 1678, tout en confirmant les décisions de la congrégation particulière du 6, décida de former un décret pour condamner les abus. Quant à la communion du vendredi saint, les évêques doivent faire observer les rubriques du missel et les usages de l'Eglise romaine.

« Die 24 septembris 1678. Fiat decretum mittendum per » manus et confirmandum per Breve et quoad communionem » in feria 6 Parasceve, curent episcopi servari rubricas mis» salis, et usus Ecclesiae romanae. »

Il fut dit aussi que le décret, dès qu'il serait minuté, devrait être revu par les théologiens qui avaient déjà écrit sur la question par l'ordre du Pape, savoir: Ricci, Laurent de Lauria, Esparza, Soccino et Marracci, en y adjoignant le P. Mirabello.

X. Observations des théologiens sur le décret.

Nous devons produire la minute du décret, accompagnée des remarques que firent les théologiens.

Decretum. — Cum SSmo D. N. innotuerit in quibusdam dioecesibus vigere usum quotidianae communionis (1) etiam in feria 6 Parascevae (2) et insimul affirmari, eam praeceptam esse a jure divino, quin (3) etiam pro illius usu aliquos abusus inolere (4), videlicet, quod aliqui non in ecclesia, sed in privatis oratoriis et domi (5), imo cubantes in lecto, et non laborantes ulla infirmitatis nota (6) sumant SSmam Eucharistiam, quam (7) argentea theca inclusam, in crumena, aut secreto illis deferunt sacerdotes, aliique in communione accipiant plures formas, seu particulas, ac tandem (8) quis (A) fateatur peccata venialia simplici sacerdoti non approbato ab episcopo. Cum autem haec SSmus (9) consideranda commiserit Sacrae Cong. Cardinalium Concilii Tridentini interpretum, eadem Sacra Congregatio, praevia matura discussione supra praedictis (10) unanimi sententia ita censuit (11). Etsi frequens (12) quotidianusque admirandae Eucharistiae usus a SS. Patribus fuerit semper in Ecclesia probatus, numquam tamen, aut saepius illam percipiendi, aut ab ea abstinendi certos singulis mensibus, aut hebdomadis dies statuerunt, quos nec concilium Tridentinum praescripsit, sed quasi humanam infirmitatem secum reputaret (13) nihil praecipiens, quid cuperet tantum indicavit, cum inquit: *Optaret quidem Sacrosancta Synodus, ut in singulis missis fideles adstantes Sacramentali Eucharistiae perceptione communicarent.* Idque non immerito; multiplices enim sunt conscientiarum recessus, variae ob hujusmodi negocia (14) spiritus alienationes (15) multae e contra (16) gratiae, et Dei dona (17) parvulis (18) elargita (19) quae cum humanis oculis scrutari non possimus, nihil certe de cujusque dignitate, atque integritate et consequenter de frequentiori, aut quotidiano vitalis panis esu potest constitui (20). Et propterea (21) quod ad negotiatores ipsos attinet, frequens (22) ad sacram percipiendam accessus confessariorum secreta cordis explorantium, judicio est relinquendus, qui ex conscientiarum puritate et frequentiae fructu, et ad pietatem processu, laicis negotiatoribus et conjugatis, quod perspicient eorum saluti profuturum, id illis praescribere debebunt. In conjugatis autem hoc amplius animadvertent, cum B. Apostolus nolit eos invicem fraudari, nisi forte ex consensu ad tempus, ut vacent orationi, eos serio admoneant, tanto magis ob sacratissimae Eucharistiae reverentiam, continentiae vacandam, puriorique mente ad coelestium epularum communionem esse conveniendum. In hoc igitur Pastorum diligentia potissimum invigilabit, non ut a frequenti, aut quotidiana sacrae communionis sumptione unica praecepti formula aliqui (23) deterreantur, aut sumendi dies universe constituantur. Sed magis quid singulis permittendum (24) per se, aut per Parochos (25), seu confessarios sibi decernendum putet, illudque (26) omnino provideat, ut nemo a sacro convivio, seu frequenter, seu quotidie accesserit, repellatur, et nihilominus det (27) operam, ut unusquisque digne, pro devotionis et praeparationis modo rarius, aut crebrius Dominici Corporis suavitatem degustet. Itidem moniales, quotidie sacram communionem petentes admonendae erunt, ut diebus ex earum ordinis instituto praestitutis

communicent. Si quae vero puritate mentis eniteant, et fervore spiritus ita incaluerint, ut dignae quotidiana SSmi Sacramenti perceptione videri possint, id illis a superioribus permittatur (28). Proderit etiam praeter parochorum, et confessariorum diligentiam, opera quoque concionatorum uti, et cum eis constitutum habere, ut cum fideles ad SSmi Sacramenti frequentiam (quod facere (29) debent) accenderint, statim de magna ad illud sumendum praeparatione orationem (30) habeant, generatimque ostendant eos, qui ad quotidianam, aut frequentiorem salutiferi cibi sumptionem devoto studio excitantur, debere, sive laici negotiatores sint, sive conjugati suam agnoscere infirmitatem, ut dignitate (31) Sacramenti, ac divini judicii formidine discat (32) coelestem mensam in qua Christus est revereri, et si (33) quando se minus paratos senserint, ab ea abstinere, seque ad majorem praeparationem accingere (34). Episcopi autem, in quorum dioecesibus viget hujusmodi devotio erga SSmum Sacramentum, pro illa gratias Deo agant, eamque ipsi adhibito prudentiae et judicii temperamento, alere debebunt, et ab eorum officio postulari sibi maxime persuadebunt, nulli labori, aut diligentiae parcendum ut omnis irreverentiae, et scandali suspicio in veri, et immaculati Agni perceptione tollatur, virtutesque, ac dona in sumentibus augeantur. Quod abunde continget si ii qui devote hujusmodi studio, divina praestante gratia, tenentur, seque Sacratissimo pane frequentius refici capiunt, suas vires expendere, seque probare cum timore et charitate assueverint, (35) quibus Christum Dominum, qui se fidelibus ad manducandum, et pretium in morte tradidit, atque in coelesti regno se praemium est daturus, precatur S. Congregatio ut suam opem ad dignam praeparationem et sumptionem largietur. Porro Episcopi, et Parochi, seu Confessarii redarguant asserentes communionem quotidianam esse (36) de jure divino; doceant in ecclesiis, seu oratoriis privatis ex dispensatione (37) seu privilegio (38) pontificis de manu sacerdotis sumendam SSmam Eucharistiam, nec eam ullo modo deferendam in crumena, aut secreto ad existentes domi, vel cubantes in lecto, quam (39) ad infirmos qui ad illam suscipiendam ad loca praedicta accedere non valeant, et ad eos deferatur publice, et cum pompa juxta formam Ritualis Romani. Curent etiam ut circa communionem in (40) feria 6 Parascevae (41) Missalis rubricae, et ecclesiae Romanae usus serventur (42) Insuper admoneant, nulli tradendas plures Eucharistiae formas, (43) seu particulas, neque grandiores, (44) sed consuetas. Non permittant, ut venialium confessio fiat simplici sacerdoti non approbato ab Episcopo; (45) si Parochi et Confessarii, etiam regulares, secus egerint, sciant (46) Deo Optimo Maximo rationem reddituros esse, neque defuturam justam episcoporum (47) animadversionem in confacientes, etiam regulares etiam (48) Societatis Jesu auctoritate Apostolica (49).

Animadversiones Theologorum.

1. Etiam feria 6 in Parasceve. Riccius.

2. *Parasceves*. Marraccius.

3. *Quin etiam in usu ejusdem graves aliquot abusus* inolescere. Riccius.

4. *Inolevisse*. a Laurea.

5. *Domibus*. idem.

6. Et nullam infirmitatis notam praeferentes. Mar. In quibus nulla prorsus infirmitatis nota apparet. Ricc.

7. *Quam vel argentea theca inclusam in crumena vel aliter, secreto illis deferunt sacerdotes; aliis vero in communione*. Ricc.

8. Ac tandem, quod multi venialia sua peccata simplici sacerdoti, non approbato ab episcopo confiteantur. Ric.

9. *Et idem SSmus*. a L. Eaque S. Sua *commiserit examinanda S. Congregationi cardinalium interpretationi Tridentiniii Concil praetectorum, eadem Congregatio* praevia R.

10. Super praedicto negocio, et auditis piorum Theologorum sententiis. L.

11. Ita censuit rescribendum. L.

A. *Aliqui confiteantur peccata venialia simplicibus sacerdotibus non approbatis ab ordinario sub praetextu, quod sic expeditiores esse possint ad quotidianam communionem. Mirabellus*.

12. Frequens et quotidianus admirabilis Eucharistiae usus a SS. PP. semper in Ecclesia laudatus, et probatus fuit, si tamen Christi fideles ea sint animi praeparatione et cordis puritate, ut hoc cœlesti pane refici mereantur possintque ipsum suscipere, ut Clemens V ait in generali concilio Viennensi, reverenter, et cum augumento gratiarum; Alias enim iidem Ecclesiae Patres ingenue fatebantur quotidianam illam sumptionem se neque laudare, neque reprehendere. Idque non immerito etc. Riccius.

13. Non intendo, che voglia dire; muterei così: « *Sed humanae infirmitati consulens*. L.

14. Oh humana negocia. Mir. *ob saecularia negocia mentis evagationes*. R.

15. Dissipationes, vel *distractiones*. Mar.

16. Aggiunga: e. L.

Cum hic non sit oppositio, vel adversatio, sed sola diversitas, pro *contra* forte posset reponi *ex alia parte vel alias*. Mar.

17. Etiam. R.

18. Elargita non videtur ita facile passive usurpandum, et forte tutius diceretur *concessa*. Mar.

19. Ut certa de frequentiori, et quotidiano cœlestis hujus panis esu regula constitui non possit, quae singulis apte conveniat, partim vero negotiatoribus et conjugatis, quibus rerum saecularium sollicitudo multa impedimenta opponere solet. Caetera omittenda videntur usque ad illud, « In hoc igitur Pastorum diligentia etc. » Nam parce, et caute de conjugatis mihi loquendum videtur, ne scrupulum eis inijciamus. Ipsi vero nimium diu abstineant a communione cum animarum suarum detrimento. *Riccius*.

20. Praesertim vero eis, qui negociis saecularibus implicati sunt, vel sunt conjugio associati, rarior ut plurimum concedendus videtur ad sacram mensam accessus, prout tamen prudentes animarum Pastores ovibus suis in Domino expedire arbitrabuntur. *Soccinus*.

21. Lodarei, che si persistesse in questa sola arbitraria generalità, e che si tacesse nel decreto tutto quello che si contiene dal versic. *Et propterea* fino al vers. In hoc igitur Pastorum etc.

Et il motivo di mutilare questo pericolo è perchè la disposizione del presente decreto limitata col testo di S. Paolo aprirà la strada a nuovi dubbi, sopra i quali non siamo interrogati, i quali non credo che ci competa di decidere. Soccinus.

22. Frequens, vel infrequens. L.

23. *Aliqui deterreantur:* cum illa vox *aliqui* excludat generalitatem, quae hic intenditur, fortasse melius poneretur *fideles deterreantur; aliqui;* non repugnat unica praecepti formula, aliquos sic deterreri v. g. ij qui licentius ac liberius vivunt: ij, qui superfluis curis distrahuntur etc. Mar.

24. Per se, Leverei, e dirci per *Episcopos*. L.

25. Aut *Parochos*, seu *Confessarios;* puto esse mendum scripturae, pro aut Parochus, seu Confessarius. Mar.

26. Illudque. Dicerem: Qui omnino provideant. L.

27. Det, dent. L.

28. *Permittatur*. Fortasse tutius diceretur: *Permitti poterit*, ne obligatio ulla in confessario induci videatur. *Mar*.

Videretur addi posse ut sequitur: « Cum cautela tamen, nempe praefulgente in ipsis specialiter tali, ac tanto pietatis, ac religiositatis fervore, ut non facile suboriri possint aemulationes, quaerimoniae, et inquietudines reliquarum sororum. » *Esparza*.

29. (Quod facere debeat). Mar.
30. *Orationem*, forte scribend. *hortationem*. Mar.
31. *Ex maxima*. R.
32. *Discant*. R. et L.
33. Et quando conscientiam suam explorantes, non omnino adesse praeparationem debitam animadverterint non abstinere, sed diligentiam augere. R.
36. Quos etiam memores esse oportet, interdum convenientius esse humanae imbecillitati sacram hanc refectionem spiritualiter dumtaxat suscipere, ut voto hunc cœlestem panem edentes, fide viva, quae per dilectionem operatur, fructum ejus, et utilitatem sentiant. *Mirabellus*.
35. Post verbum, Assueverint, omittenda videntur caetera usque ad finem periodi. R.
36. Esse jure divino praeceptam vel aliquando talem fuisse catholicae Ecclesiae sensum. Mirab.
37. *Tamen*. R.
38. *Summi*. R.
39. *Praeterquam* R. et Mar.
40. *Feria 6 in Parasceve*. R.
41. *Romani*. R.
42. Addi potest, si videbitur: « Cum ejusdem Ecclesiae traditio habeat isto biduo, hoc est Parasceve, et Sabbato Sancto, quo Adostoli in mœrore constituti jejunarunt, sacramenta penitus non celebrari. » *Mirab*.
43. *Plures Eucharistiae formas*. Contigit saepe, in communione extra altare, ubi est tabernaculum SSmae Eucharistiae ut ex ratiocinio communicantium male inito, aliquae particulae desint, vel aliquae supersint. In priori casu vidi a nonnullis particulas dimidiari, seu scindi in duas, vel plures partes, ut singulis sufficiant. In posteriori vero duas, vel tres particulas extremis communicantibus dari, vel omnes particulas a celebrante consumi. *Mar*.
44. Saepe etiam evenit, ut post expositam majorem hostiam in orationibus publicis eadem hostia in quatuor partes divisa communicantibus distribuatur in quo casu quarta pars illius hostiae excedit duas, vel tres particulas communes. *Mar*.
45. Videretur omnino addendum ut sequitur: « In loco, in quo facile concurrere possent ad talem sacerdotem pœnitentes habentes peccata laethalia nondum subjecta clavibus, ideoque recessus cum nota, ac infamia, vel absolvendi sacrilege. *Espar*.
46. Addendum: *se*. *Mar*.
47. *Etiam authoritate Apostolica*. L.
48. Non videtur Societas Jesu in his rebus habere aliquid speciale supra caeteros, et haec additio, vel est nimis honorifica, vel nimis praejudicialis, quasi Jesuitae essent caeteris, vel eminentiores, vel contumaciores. *Mar*.
49. Ad majorem claritatem, et consonantiam clausulae, videtur posse poni: *Ad quem effectum SSmus D. N. iisdem episcopis concedit omnem facultatem tamquam Sedis Apostolicae delegatis*. »

La S. Congrégation accueillit la plupart des observations des théologiens; on n'a, pour s'en convaincre, qu'à comparer la minute que nous venons de citer avec le décret, tel qu'il fut publié le 12 février 1679. Quoique la plupart des mémoires insérés plus haut parlent de la préparation immédiate et des actes des vertus qui doivent la constituer, le décret garde un profond silence sur ce point, et les théologiens ne font pas d'observation. Plusieurs passages mentionnent la nécessité de la préparation, et l'on enjoint aux prédicateurs de la recommander toutes les fois qu'ils feront des exhortations relatives à la fréquente communion; mais il n'est pas dit en quoi elle consiste, et quels actes intérieurs doivent être produits avant et après la communion.

Un théologien conseille d'user d'une grande circonspection au sujet des personnes mariées, de peur de leur donner des scrupules, et de les porter à s'abstenir longtemps de la communion, ce qui serait préjudiciable à leurs âmes. Néanmoins, le décret a conservé l'exhortation relative à la continence. Cela est dit en général, au lieu que les mémoires cités plus haut s'accordent à recommander la continence le jour qui précède la communion.

Un autre théologien se montre sévère au sujet des communions extraordinaires des religieuses. Il demande une telle ferveur et éminence de piété et de religion, qu'on n'ait pas lieu de craindre les jalousies, les plaintes et les inquiétudes des soeurs auxquelles on ne permettra que les communions de règle.

Nous remarquons dans le dossier un billet du cardinal Rospigliosi ainsi conçu:

» Je renvoie la minute du décret corrigée. Je crois que nous ne serons en désaccord que sur peu de choses, et ce sont les suivantes. Au num. 2, je supprimerais les mots: *Alias vero*, que j'ai soulignés au crayon, parce qu'on ne peut dire que les communions faites sans le respect et la préparation requise, ne sont ni louées ni blâmées par les Pères; mais la communion quotidienne, supposé d'ailleurs les dispositions requises, voilà la question que quelques Pères n'osèrent pas décider. — Art. 5, je mettrais: *sed episcopi quid singulis permittendum per se, aut etc.*; car en mettant: *per episcopos*, on ne voit pas clairement qui régit le verbe: *putent*. — Au même article, ce semble trop de dire: *Nemo repellatur;* les Espagnols le prendront mal. — Art. 6. Au lieu de dire: *Permittatur*, on pourrait dire: *permitti poterit*, comme observe le P. Marracci. — Art. 9. Aux mots, *de jure divino*, on pourrait ajouter: *praeceptam*, comme observe Mirabello. En outre, il me semble qu'il faudrait ajouter clairement qu'on ne doit pas approuver ni conseiller la communion sans aucune sorte de dévotion ou de préparation, même en ceux qui se trouvent d'ailleurs sans péché mortel; car cette proposition est le fond des erreurs actuelles. »

La S. Congrégation jugea autrement, car son décret est muet sur ce dernier point. La condamnation de la 32e porposition de Molinos remplit cette lacune, huit ans après la publication de notre décret, ainsi que nous le dirons plus loin.

XI. Congrégation du 4 février 1679.

Ces nouvelles études exigèrent plurieurs mois. L'affaire fut en état d'être soumise au jugement des cardinaux de la S. Congrégation dès les premiers jours de janvier 1679. Le *folium* qui leur fut communiqué contient l'historique de la question et tout ce qui avait été fait et décidé depuis un an dans les congrégations particulières et générales. Voici ce document, qui confirme ce qu'on a dit plus haut sur la direction imprimée à l'affaire.

» De communione quotidiana et de domestica. — Die 5 fe-
» bruarii 1678 S. Congregatio EE. S. R. E. Cardinalium Concilii
» Tridentini Interpretum censuit renovandas esse literas juxta te-
» norem illarum, quae datae fuerunt ad Episcopum Brixien. 24 ja-
» nuarii 1587, ac insimul transmittendam Instructionem exa-
» ratam a D. Secretario postquam fuisset revisa in Congre-
» gatione particulari ab Emis DD. Cardinalibus Ottobono,
» de Carpineo, et Columna ipsius S. Congregationis praefecto
» ad hoc selectis, una cum ipso Secretario, addendo prohi-
» bitionem sumendi Sacrum Eucharistiam in feria sexta Pa-
» rascevae.

» Die igitur 6 septembris 1678 convocata Congregatione par-
» ticulari, in qua, ultra praedictos, intervenit Emus Portocar-
» rero archiepiscopus Toletanus, dictum fuit servandas literas
» Brixien. et Instructionem a qua nonnulla demerentur, et apta-
» rentur, et ex ambabus conflandum decretum generale.

» Extensa minuta decreti juxta formam infra scribendam,

» eaque perlecta in Congregatione generali habita 24 ejus-
» dem mensis, decretum fuit, servandam resolutionem factam
» in Congregatione particulari, et decretum confirmandum per
» Breve. Quo vero ad communionem in feria 6 Parascevae
» dicendum: Curent episcopi servari rubricas missalis, et usum
» Ecclesiae Romanae.

» Dictum etiam fuit, quod postquam decretum fuisset ex-
» tensum daretur revidendum Theologis qui in hac materia
» de mandato SSmi scripserunt, nempe, D. Riccio, et PP. a
» Laurea, de Esparza, Soccino, et Marraccio, quibus adjun-
» ctus fuit Miraballus.

» Quilibet ex his suos adnotavit animadversiones, eaeque
» modo summae Emorum Patrum prudentiae perspicacique ju-
» dicio subjiciuntur in schemate sequenti etc. »

L'affaire fut portée au role de la Congrégation du 14 janvier 1679. Il paraît que le vénérable Innocent XI donna des ordres pour la prompte décision.

« Die sabbati 14 januarii 1679 in Vaticano erit Congre-
» gatio Concilii in qua proponetur decretum de communione
» quotidiana et de domestica. Dignentur Emi PP. afferre mi-
» nutam decreti in hac materia exarati, et cum notis theolo-
» giorum per manus transmissi, tum quidquid sentiant pro-
» ferre pro celeri ejusdem expeditione. »

On ne put terminer le 14 janvier, parce qu'il y eut d'autres causes à décider. C'est pourquoi nous lisons dans le *folium* du 28:

« De communione quotidiana et domestica. Quoniam in
» Congregatione habita die 14 hujus mensis, ob temporis an-
» gustiam non potuit, dignentur Emi PP. in praesenti circa
» minutam decreti in hac materia edendi prudentissimas eorum
» animadversiones proferre.

L'examen d'une aussi importante affaire n'ayant pu être achevé le 28 janvier, la Congrégation fut convoquée de nouveau la semaine suivante.

» Die sabbati 4 februarii 1679 in Vaticano erit Congregatio
» S. Concilii in qua proponetur denuo decretum de commu-
» nione quotidiana et de domestica, pro qua scripturas alias
» transmissas dignentur reassumere et quod magis in Domino
» expedire jndicaverint, decernere. »

La S. Congrégation rendit sa décision définitive dans la séance du 4 février. Elle approuva le décret, avec ordre de l'imprimer et de l'adresser à tous les Ordiuaires, après en avoir référé au Pape.

» Die 4 februarii 1679. De communione quotidiana et do-
» mestica decretum revisum et approbatum imprimendum esse,
» et mittendum omnibus Ordinariis, facto verbo cum SSmo. »

XII. Décret du 12 février 1679.

Nous ne pouvons nous dispenser d'insérer ce décret dans la dissertation présente, quoiqu'il soit d'ailleurs connu, moins toutefois qu'il ne mérite. Les théologiens n'en ayant pas profité autant qu'il l'eût fallu, on trouve quelquefois des livres et des opuscules sur la fréquente communion qui n'en font pas mention.

Decretum circa Communionem quotidianam.

» Cum ad aures Sanctissimi Domini nostri fide dignorum
» testimonio pervenerit in quibusdam diœcesibus vigere usum
» quotidianae communionis etiam in feria sexta Parasceve et
» simul affirmari eamdem quotidianam communionem prae-
» ceptam esse a jure divino; quin etiam in illius administra-
» tione aliquos abusus inolevisse, videlicet quod aliqui non
» in Ecclesia, sed in privatis Oratoriis et domi, immo cu-
» bantes in lecto et non laborantes ulla gravis infirmitatis
» nota, sumunt Sacrosanctam Eucharistiam quam argentea theca
» inclusam in crumena, aut secreto illis deferunt sacerdotes
» seculares, aut regulares, aliique in communione accipiant
» plures formas ac particulas, aut grandiores solito; ac tan-
» dem quis confiteatur peccata venialia simplici sacerdoti non
» approbato ab Episcopo, aut Ordinario. Cum autem SSmus
» haec consideranda commiserit Sacrae Congni Cardinalium
» Concilii Tridentini interpretnm, eadem Sacra Congregatio
» praevia matura discussione, super praedictis unanimi sen-
» tentia ita censuit.

» 2. Etsi frequens quotidianusve sacrosanctae Eucharistiae
» usus a SS. Patribus fuerit semper in Ecclesia probatus,
» nunquam tamen, aut saepius illam percipiendi, aut ab illa
» abstinendi certos singulis mensibus, aut hebdomadis dies
» statuerunt: quos nec Concilium Tridentinum praescripsit;
» sed quasi humanam infirmitatem secum reputaret, nihil prae-
» cipiens, quid cuperet tantum indicavit, cum inquit: Optaret
» quidem sacrosancta Synodus, ut in singulis Missis fideles
» adstantes Sacramentali Eucharistiae perceptioni communica-
» rent. Idque non immerito: multiplices enim sunt conscien-
» tiarum recessus, variae ob negotia spiritus alienationes;
» multae e contra gratiae et Dei dona parvulis concessa: quae
» cum humanis oculis scrutari non possunt, nihil certi de cu-
» jusque dignitate, atque integritate et consqeuenter de fre-
» quentiori aut quotidiano vitalis panis esu potest constitui.

» 3. Et propterea quod ad negotiatores ipsos attinet, fre-
» quens ad sacram alimoniam accessus, confessariorum secreta
» cordis explorantium judicio est relinquendus: cui ex con-
» scientiarum puritate et frequentiae fructu et ad pietatem
» processu, laicis negotiatoribus, et conjugatis, quod prospi-
» cient eorum saluti profuturum, id illis praescribere debebunt.

» 4. In conjugatis autem hoc amplius animadvertant, cum
» B. Apostolus nolit eos invicem fraudari, nisi forte ex con-
» sensu ad tempus, ut vacent orationi eos serio admoneant
» tanto magis ob sacratissimae Eucharistiae reverentiam conti-
» nentiae vocandum purioreque mente ad cœlestium epularum
» communionem esse conveniendum.

» 5. In hoc igitur diligentia Pastorum potissimum invigi-
» labit, non ut a frequenti, aut quotidiana sacrae communio-
» nis sumptione, unica praecepti formula paliqui eterreantur,
» aut sumendi dies generaliter constituantur: sed magis quid
» singulis permittendum per se, aut Parochos, seu Confessa-
» rios sibi decernendum putent. Illudque omnino provideant,
» ut nemo a Sacro Convivio seu frequenter, sen quotidie ac-
» cesserit, repellatur; et nihilominus dent operam, ut unus-
» quisque digne pro devotionis, et praeparationis modo rarius,
» aut crebrius Dominici corporis suavitatem degustet.

» 6. Itidem Moniales quotidie sacram commmunionem pe-
» tentes admonendae erunt, ut in diebus ex earum Ordinis
» instituto praestitutis commnnicent. Si quae vero puritate
» mentis eniteant, et fervore spiritus ita incaluerint, ut di-
» gnae frequentiori, aut quotidiana SSmi Sacramenti percep-
» tione videri possint, id illis a Superioribus permittatur.

« 7 Proderit etiam praeter Parochorum et Confessariorum
» diligentiam, opere quoque Concionatorum uti, et cum eis
» constitutum habere, ut cum fideles ad SS. Sacramenti fre-
» quentiam (quod facere debent) accenderint, statim de ma-
» gna ad illud sumendum praeparatione orationem habeant;
» generatimque ostendant eos, qui ad frequentiorem, aut quo-
» tidianam salutiferi cibi sumptionem devoto studio excitantur,
» debere, sive laici negociatores sint sive conjugati, sive qui-
» cumque alii, suam agnoscere infirmitatem, ut dignitate Sa-
» cramenti, ac divini judicii formidine discant caelestem men-
» sam, in qua Christus est, revereri et si quando se minus
» praeparatos senserint, ab ea abstinere, seque ad majorem
» praeparationem acingere.

« 8. Episcopi autem, in quorum diœcesibus viget hujus-
» modi devotio erga SS. Sacramentum pro illa gratias Deo
» agant, eamque ipsi adhibito prudentiae et judicii tempe-
» ramento alere debebunt, et ab eorum officio maxime po-

» stulari sibi persuadebunt nulli labori, aut diligentiae parcen-
» dum, ut omnis irreverentiae, aut scandali suspicio in veri,
» et immaculati Agni perceptione tollatur, virtutesque ac dona
» in sumentibus augeantur. Quod abunde continget, si ii qui
» devoto hujusmodi studio divina praestante gratia tenentur,
» seque Sacratissimo pane frequentius refici cupiunt, suas
» vires expendere, seque probare cum timore et charitate
» assueverint. Quibus Christum Dominum, qui se fidelibus
» manducandum et se pretium in morte tradidit, atque in
» coelesti regno in praemium est daturus, precatur S. Cong.
» ut suam opem ad dignam praeparationem et sumptionem
» largiatur.

» 9. Porro Episcopi, et Parochi seu Confessarii redarguant
» asserentes communionem quotidianam esse de jure divino.

» 10. Doceant in Ecclesiis, seu Oratoriis privatis ex dis-
» pensatione, seu privilegio Pontificis de manu sacerdotis su-
» mendum SS. Eucharistiam: nec eam ullo modo deferendam
» in crumena, aut secreto ad existentes domi, vel cubantes in
» lecto, praeterquam ad infirmos, qui ad illam suscipiendam
» ad loca praedicta accedere non valeant et ad eos si ab
» Ecclesia deferatur, publice et cum pompa juxta formam Ri-
» tualis Romani: si vero ab Oratorio privilegiato, cum forma
» decenti.

» 11. Curent etiam ut circa communionem in feria sexta
» Parasceve Missalis rubricae et Ecclesiae Romanae usus ser-
» ventur.

» 12. Insuper admoneant nulli tradendas plures Eucharis-
» tiae formas, seu particulas, neque grandiores, sed consuetas.

» 13. Non permittant ut venialium confessio fiat simplici
» sacerdoti non approbato ad Episcopo, aut ordinario.

» 14. Si Parochi aut Confessarii etiam regulares, aut qui-
» cumque alii sacerdotes secus egerint sciant Deo O. M. ra-
» tione reddituros esse, nec defuturam Episcoporum et ordi-
» nariorum justam et rigorosam animadversionem in contra-
» facientes, etiam Regulares, etiam societatis Jesu, facultate
» ipsis Episcopis et Ordinariis per hoc decretum per sedem
» Apostolicam specialiter attributa.

» 15. Et facta de praemissis omnibus relatione, Sanctitas
» sua approbavit, ac praesens Decretum typis dari ac publi-
» cari voluit.

» In quorum etc. Dat. Romae 12 februarii 1679. *F. Card. Columna Praef. – S. Archiep. Brancaccius Epis. Viterb. Secret.*

» Die 15 mensis februarii 1679. Supradictum decretum
» affixum et publicatum fuit per Urbem ad valvas Curiae et
» in acie campi Florae ut moris est, per me Aegidium Fe-
» licem SS. D. N. PP. Cursorem Pro D. Magistro Cursorum
» Gregorius Haggius Ap. Curs.

XIII. Proposition de Molinos condamnée par Innocent XI.

Le vénérable Innocent XI, par le bref *Coelestis Pastor*, de 1687, condamna diverses propositions de Molinos comme *respective* hérétiques, suspectes, erronées, scandaleuses, blasphématoires, et autres censures théologiques. La 32e concernant la communion et la préparation est ainsi conçue:

« Avant et après la communion il ne faut pas d'autre pré-
» paration et d'autre action de grâces pour les âmes intérieures,
» que la persévérance dans leur résignation ordinaire, qui
» remplace éminemment tous les actes de vertu que l'on
» pourrait faire et qu'on fait dans la voie ordinaire. Et si
» l'on éprouve dans la communion des transports d'humilité,
» de supplication à Dieu et d'action de grâces, il faut les
» réprimer toutes les fois qu'on ignore s'ils proviennent de
» l'impulsion spéciale de Dieu; autrement ce sont des mou-
» vements de la nature qui n'est pas encore morte. »

Les théologiens du Saint-Office appliquèrent à cette proposition les qualifications suivantes: « Propositio, ut jacet, » est *temeraria, scandalosa, periculosa in praxi, erronea, » et multipliciter haeresim sapiens respective.* »

Voici quels principes théologiques servirent de base à cette censure.

Saint Paul prescrit de se préparer à la communion: *Probet autem seipsum homo, et sic de pane illo edat.* Il faut une préparation, même pour les âmes intérieures, préparation distincte de leur prétendue résignation. Tous les saints pères recommandent la ferveur. Le concile de Trente et le catéchisme romain enseignent que la préparation nécessaire pour communier consiste en beaucoup d'actes de foi, d'espérance, de contrition, d'amour de Dieu et du prochain. La préparation à la messe dans le missel romain se compose de prières extraites de S. Ambroise, de S. Thomas et de S. Bonaventure qui expriment différentes vertus, telles que l'amour de Dieu, l'humilité, la demande des biens spirituels et temporels, l'action de grâces. Sainte Thérèse enseigne, dans le *Chemin de la perfection*, la manière de se préparer à la communion et de se conduire après avoir communié. Les théologiens enseignent qu'il y a obligation de produire les actes de foi, d'espérance et de charité en vertu de commandements divins quelquefois *per se*, quelquefois *per accidens*; un des cas est lorsqu'on communie. Les actes explicites sont prescrits.

Terzago a inséré dans sa *Theologia historico-mystica* la censure des qualificateurs du Saint-Office sur les propositions de Molinos, et l'a fait suivre des raisons et des principes qui la justifient. Nous croyons utile d'extraire tout ce qui concerne la 32e proposition.

» Propositio XXXII. — *Nec ante nec post communionem alia requiritur praeparatio, aut gratiarum actio pro istis animabus internis, quam permanentia in solita resignatione passiva quia modo perfectiori supplet omnes actus virtutum qui fieri possunt, ac fiunt in vita ordinaria. Et si occasione communionis insurgant motus humiliationis, petitionis et gratiarum actionis; reprimendi sunt, quoties non dignoscitur eos esse ex impulsu speciali Dei: alias sunt impulsus naturae nondum mortuae.*

» Adeo avulsas a virtutum actibus animas internas vult Molinosius, quas in antecedenti propositione dixerat oportere virtutes amittere, ne a sua otiositate discedant; ut si occasione communionis Eucharistiae motus humiliationis, petitionis, nec non gratiarum actionis insurgant, eos doceat veluti motus naturae nondum mortuae reprimere: nisi fortasse dignoscatur, ejusmodi actus ex speciali Dei impulsu prodire. In hujus propositionis sequelam molinosticae doctrinae sectatores (ut refert episcopus Meldensis de statibus orationis lib. 4 num. 9) docuerunt: « Si dice da essi rispetto alla comunione, che le
» anime di questo grado lascino fare a Dio, e che esse stiano
» in silenzio. Si è già inteso, che cosa sia questo silenzio,
» questo lasciar fare, cioè starsi perpetuamente, e per istato
» senza eccitarsi alla contrizione, ne ad altro atto di pietà.
» *Et post pauca*: Si guardino bene di procurare altra dispo-
» sizione, di qualunque sorte sia, che il loro semplice riposo,
» cioè nell'intera cessazione di tutti gli atti: e questa legge
» si estende a tutto, alla confessione, alla comunione, e al
» ringraziamento.» Ex quo noveris Molinosium, ejusque doctrinae sectatores cum Beguardis convenire de quibus ut refertur in saepe laudata clementina. *Ad nostrum* de Haereticis erbetur: « Quod in elevatione corporis Jesu Christi non debent
» assurgere, nec eidem reverentiam exhibere: asserentes, quod
» esset imperfectionis eisdem, si a puritate, et altitudine suae
» contemplationis tantum descenderent, quod circa mysterium
» seu sacramentum Eucharistiae, aut circa Passionem huma-
» nitatis Christi aliqua cogitarent. »

Propositio, ut jacet, est *temeraria, scandalosa, periculosa in praxi, erronea, et multipliciter haeresim sapiens respective.*

Impugnatur propositio I. Ex Apostolo, qui dispositionem Sacrae Communioni praemittendam aperte commendat I ad Corinth. 11 vers. 28 his verbis: *Probet autem seipsum homo et sic de pane illo edat.* Atqui per damnabilem illam resignationem, seu otiositatem spiritualem praetensam a Molinosio, non probat seipsum homo, nec disponit se ad sacram Synaxim digne recipiendam. Ergo requiritur aliqua praeparatio ante communionem etiam pro animabus internis, distincta ab illa perniciosissima resignatione. Major constat. Minor probatur.

Apostolus per laudata verba innuit actus virtutum positivos sacrae communioni praemittendos. Unde S. Joannes Chrysostomus (cui idem Apostolus multa dictasse perhibetur) vel quisquis sit Auctor sub nomine S. Joannis Chrysostomi ad Pop. Antioch. Hom. 60 inquit: « Igitur accedat nemo cum nausea, » nemo resolutus: omnes accensi, omnes ferventes, et exci- » tati. Nam si Judaei stantes, et calceamenta in pedibus ha- » bentes, et baculos manibus gestantes agnum cum festinatione » comedebant; te multo magis oportet esse solertem.» At fervor, et solertia pugnat cum damnabili illa otiositate Molinosii, quae utpote mere passiva, in actus non prorumpit positivos; et si prorumpat aliquando, Auctor hujus propositionis eos praecipit cohibere. Ergo ruit instructio, quam suis tradit ascetis Molinosius.

Impugnatur II ex Conc. Trid. sess. 13 de Euch. c. 7 ubi sic habetur: « Si non decet ad sacras ullas functiones quem- » piam accedere nisi sancte, certe quo magis sanctitas et di- » vinitas cœlestis hujus Sacramenti (id est, Eucharistiae) viro » christiano comperta est, eo diligentius cavere ille debet, ne » absque magna reverentia, et sanctitate ad id percipiendum » accedat. » Et cap. 8 sequenti, ait: « Illos hoc Sacramen- » tum sumere sacramentaliter simul, et spiritualiter, qui ita » se prius probant, et instruunt, ut vestem nuptialem induti » ad divinam mensam accedant. » Quod et catechismus romanus de sacramento Eucharistiae num. 56 persequitur sic dicens: « Sed jam docendum est, qua ratione praeparatos fi- » delium animos esse oporteat, antequam ad sacramentalem » Eucharistiae perceptionem veniant. Ac primum quidem, ut » pateat eam praeparationem maxime necessariam esse, Sal- » vatoris nostri exemplum proponendum est. Nam antequam » apostolis pretiosi corporis et sanguinis sui Sacramenta daret, » quamvis jam mundi essent, pedes eorum lavit: ut decla- » raret, omnem diligentiam adhibendam esse, ne quid nobis » ad summam animi integritatem, et innocentiam desit, cum » sacra mysteria percepturi sumus. Deinde vero fideles intel- » ligant, quemadmodum, si optime affecto et praeparato ani- » mo Eucharistiam aliquis sumat amplissimis caelestis gratiae » muneribus ornatur; ita contra si imparatus accipiat, non » solum nihil commodi, sed maxima etiam incommoda, et » detrimenta accipere. » Et infra: « Primam itaque illam » praeparationem fideles adhibeant, ut discernant mensam a » mensa, hanc sacram ab aliis profanis, cœlestem hunc panem » a communi. Atque hoc fit, cum certo credimus, praesens » esse verum corpus, et sanguinem Domini, quem in cœlo » Angeli adorant, ad cujus nutum columnae cœli contremiscunt, » et pavent, cujus gloria plenum est cœlum, et terra. Hoc » nimirum est dijudicare corpus Domini, quod Apostolus ad- » monuit. Altera vero illa praeparatio maxime necessaria est, » ut unusquisque a seipso quaerat, num pacem cum aliis ha- » beat; num proximos vere, atque ex animo diligat. Deinde » conscientiam nostram scrutari diligenter debemus, ne forte » exitiali aliquo peccato contaminati simus, cujus pœnitere » necesse sit, ut prius contritionis, et confessionis medica- » mento illud eluatur. Praeterea taciti cum animis nostris co- » gitemus, quam indigni simus, quibus divinum hoc benefi- » cium a Domino tribuatur. Quare illud Centurionis, de quo » idem ipse Salvator testatus est, se non invenisse tantam fidem » in Israel ex animo dicendum est: *Domine non sum dignus* » *ut intres sub tectum meum.* Exquiramus etiam a nobis ipsis » an illud Petri usurpare nobis liceat: *Tu scis, quia amo te.* » Meminisse enim oportet, eum, qui sine veste nuptiali in » convivio Domini accubuerat, in tenebrosum carcerem con- » jectum sempiternis pœnis addictum fuisse. » Ex quibus omnibus quis non videt, ad recipiendam digne Eucharistiam praeparationem illam necessariam esse ex Concilio, et catechismo, quae in multis actibus fidei, spei, contritionis, et amoris Dei et proximi consistit? Unde et perperam asseruit Molinosius, sufficere permanentiam in resignatione passiva, hancque supplere omnes hujusmodi actus distinctos, et explicitos virtutum, requisitos a Concilio, et catechismo, pro digna praeparatione ad sumendam sanctissimam Eucharistiam. Nec valet replicare, laudatam praeparationem a Concilio et catechismo praescriptam ad percipiendam Eucharistiam non esse pro animabus internis, sed pro iis, quae per viam ordinariam incedunt. Nam contra est, quia cum Ecclesia indistincte et indiscriminatim omnibus fidelibus laudatam praeparationem assignet et proponat; injuriosum est Ecclesiae adstruere illam animabus solum per viam ordinariam incedentibus, non vero animabus internis propositam fuisse, et utilem fore. Deinde cum animae internae, ut diximus, in sensu auctoris sint animae in statu perfectionis christianae; et haec secundum D. Thomam consistat in exercitio caritatis, aliarumque virtutum: sequitur, laudatam praeparationem potissimum animas internas comprehendere. Demum contrarium asserere, scilicet animas internas, utpote perfectas, non debere elicere actus explicitos virtutum, sed in sola passiva resignatione permanere, esset incurrere errorem jam damnatum in Beguardis in concilio Viennensi, asserentibus quod se exercere in actibus virtutum sit hominis imperfecti, eo quod anima perfecta licentiat a se virtutes, ut habetur in Clementina *ad nostram*, de Haereticis.

» Impugnatur III ex praeparatione ad SSm̃am Eucharistiam, quae habetur, et proponitur in principio Missalis Romani desumpta ex SS. Ambrosio et Thoma, nec non ex gratiarum actione habenda post sumptam Eucharistiam ibidem ex SS. Thoma et Bonaventura excerpta; ubi quamplures actus virtutum, praecipue amoris Dei, humiliationis, petitionis, et gratiarum actionis enunciantur. Quibus perspicuum fit, hujusmodi sanctos, et internos viros ad Eucharistiam digne sumendam, et post illam perceptam in actibus distinctis, et explicitis virtutum se exercuisse, nec perniciosam resignationem passivam, quam subinde docuit Molinosius, agnovisse, et habuisse. Ergo aliqua exigitur praeparatio ante communionem, vel gratiarum actio post eamdem, pro animabus incedentibus per viam internam.

» Impugnatur IV dicta propositio ex eo, quod docet S. Theresia orationis, et perfectionis christianae acquirendae magistra, in via perfectionis cap. 34. ubi de ipsa in tertia persona loquens scribit: « Le maraviglie che fa questo santissimo Pane » in coloro, che degnamente lo ricevono sono notissime. Non » ne dico molte, che potrei raccontare di questa persona che » ho detto, le quali io potevo sapere, e so, che non sono » menzogne. Ma a costei aveva il Signore data così viva » fede, che quando udiva dire da certe persone, che avreb- » bero voluto trovarsi nel tempo, che Cristo nostro bene vi- » sibilmente andava nel mondo; se ne rideva tra se, parendole, » che avendolo veramente nel SSm̃o Sagramento, come allora, » che importava più loro? Inoltre so io di questa persona, » che molti anni, benchè non fosse molto perfetta, quando » si comunicava, ne più ne meno, che se avesse veduto cogli » occhi corporali entrare nella sua stanza il Signore, procurava » avvalorar la fede, sbrigandosi quanto a lei era possibile » (come veramente credeva, che questo Signore entrava nella » sua povera stanza) da tutte le cose esteriori, ed entrarsene » seco. Procurava raccorre i sentimenti, perchè tutti atten- » dessero a sì gran bene; dico non imbarazzassero l'anima,

» ne la impedissero a conoscerlo. Si considerava ai suoi piedi, » e con la Maddalena piangeva, non altrimenti, che se cogli » occhi corporali lo avesse veduto in casa del Fariseo; e » benchè non avesse sentito divozione, la fede le diceva, » che stava ben quivi; ed ella ivi se ne .tava parlando con » esso lui. Imperciocchè se non vogliamo farci balorde, ed » acciecar l'intelletto, non ci è che dubitare: che questo non » è rappresentazione dell'immaginativa, come quando consi- » deriamo il Signore in croce, o in altri passi della passione, » che lo rappresentiamo di che maniera quello passò. Ma » questo passa ora di presente, ed è intera verità, e non » abbiamo perchè andarlo cercando in altra parte più lontana; » ma sappiamo, che mentre il nostro calor naturale non con- » suma gli accidenti del Pane, sta il buon Gesù con noi. » Non perdiamo dunque si buona occasione, ed opportunità: » accostiamoci a lui. Or se quando egli andava nel mondo, » col solo toccare i suoi vestimenti sanavano gl'infermi; che » dubbio ci è, che sia per far miracoli, stando così dentro » di noi, se avremo fede viva, e che sia per darci tutto » quello, che gli domanderemo, stando egli in casa nostra; » *Et infra*. State volentieri con esso lui; non perdiate così » buona opportunità di negoziare, com'è l'ora dopo la com- » munione. Avvertite che questo è di gran profitto per l'ani- » ma; e dove il buon Gesù resta grandemente servito, e » gusta, che gli teniate compagnia. Procurate, figliuole, con » gran diligenza di non la perdere. Questo dunque è buon » tempo, perchè c'insegni, ed istruisca il nostro maestro, e noi » l'ascoltiamo, e gli baciamo i piedi, per averci egli voluto » insegnare: e supplichiamolo, che non si parta da noi. » Haec et alia ad rem nostram contra propositionem damnatam prosequitur ibidem S. Theresia: ex cujus doctrina satis constat, non sufficere post sumptam Eucharistiam, passivam resignationem, loco compunctionis, caritatis, et gratiarum actionis. Nec Sancta Virgo incedebat per viam ordinariam, sed per viam internam; suisque monialibus scribebat, quarum tunc temporis plurimae a Deo peculiaribus donis in oratione cumulabantur. Consonat S. Theresiae Ven. P. Balthasar Alvarez Soc. Jesu a confessionibus ejusdem Sanctae, dum in vita ipsius devotissimi Patris cap. 6 §. 11 ad nostrum institutum ita scribitur: « Fate sempre molta stima del tempo, in cui Sua Maestà si trat- » terà con voi, quando vi siete comunicato: attendendo in lui » più a venerare la sua divina presenza, od a supplicarlo della » sua divina benedizione, ed a ben capire, che voi non meritate » ch'egli vi scopra il suo bel volto, che ai discorsi, ed alle » lunghe meditazioni; avvertendo a non perder momento di » godere si felice, e si beato tempo, e di contrattare con » sua Divina Maestà, giusta quello che dice l'Ecclesiastico: Non ti fugga la minor particella di sì buon dì. » Praeterea in vita S. Catharinae Senensis typis data Romae 1656 cap. 10. ita legitur: « Temendo fr. Tommaso suo confessore, che il » ruggito del pianto, che faceva Catarina quando si commu- » nicava, non disturbasse i sacerdoti; avendole però avvertito, » che quando fosse ella presso l'altare restringesse il più » ch'ella potesse i detti affetti. » Ecce quod S. Catharina Senensis occasione communionis non permanebat in resignatione passiva, sed plures affectivos actus eliciebat, et inter alia repetebat verba illa: *Domine non sum dignus*: ut habetur ibidem n. 6.

» Demum S. Franciscus Salesius in sua Philothea scribens animae devotae, part. 2. cap. 21, ita eam instruit de modo sumendi sacram Eucharistiam: « Cominciate la sera precedente » alla Santa Communione con molte aspirazioni, e lanciamenti » d'amore ritirandovi un poco più a buon'ora per poter le- » varvi più di mattino. Che se la notte voi vi svegliate, riem- » pite subito il vostro cuore, e la bocca di qualche parola » odorifera, per mezzo della quale la vostra anima sia tutta » profumata per ricevere lo Sposo, il quale vegliando, mentre » voi dormite, si prepara a portarvi mille grazie, e favori, » se dal vostro canto vi siete disposta a riceverli. La mattina » dunque levatevi con gran gioia per la buona ventura, che » voi sperate; ed essendovi confessata, andate con gran con- » fidenza, ma ancora con grade umiltà a pigliare questa vi- » vanda celeste, quale vi nutrisce all'immortalità. E dopo che » avete detto le sante parole, Signore io non sono degna; » non vi movete pur il capo, ne vi levate, sia per orare, » o per sospirare; ma aprendo modestamente, e mediocre- » mento la vostra bocca, ed alzando la testa, quanto bisogna » per dare comodità al Sacerdote di vedere ciò ch'egli fa, » ricevete piena di fede, e di speranza, e di carità colui, » il quale, al quale, per il quale, e per amor del quale voi » credete, sperate, ed amate. Avendolo ricevuto, eccitate il » vostro cuore a venire a fare omaggio a questo gran Re di » salute: trattate con esso lui i vostri affari interni conside- » rantelo dentro di voi, ove egli si è posto per vostro bene: » in fine fategli tutti gli accoglimenti, che vi sarà possibile. »

« Impugnatur V ex communi Theologorum sententia (de qua Mattheuccius in *cautela confessarii* lib. 1, cap. 1.) docentium nos teneri ad eliciendos actus fidei, spei, et charitatis ex vi praeceptorum divinorum ad eas virtutes pertinentium, aliquando per se, aliquando per accidens. Et per accidens quidem in multis casibus, qui ibidem videri possunt, et praecipue quando volumus recipere Sacramenta, et potissimum Sacramentum Eucharistiae, ut habetur ibidem n. 17. Ergo in tali casu non sufficiet sola resignatio passiva; nec supplere poterit actus hujusmodi explicitos, quos in tali casu elicere debemus. Ergo ante et post communionem alia requiritur praeparatio, et gratiarum actio, praeter permanentiam in resignatione passiva.

Dies. Propositio damnata absolute non negat, nos debere, quando Eucharistiam percipimus, elicere actus fidei, spei, et caritatis, aliosque consimiles; sed dumtaxat, quando non cognovimus eos esse ex impulsu speciali Dei: quia alias essent ex impulsu naturae nondum mortuae.

Sed contra est I. Quia auctor propositione XVII voluit, quod motus inordinatos, et inhonestos naturae nos non debeamus reprimere; sed sinere naturam commoveri: motus vero bonos naturae, scilicet humiliationis, petitionis, et gratiarum actionis, quatenus hi a natura promoverentur debeamus reprimere: quo nihil absurdius. II. Quia quomodo nos cognoscere poterimus, hujusmodi motus provenire ex speciali impulsu Dei, vel ex impulsu naturae roboratae, et directae lumine supernaturali, ad hoc, quod istos, non vero illos reprimere debeamus? Quia cum hujusmodi motus petitionis, humiliationis, et gratiarum actionis scire non possimus, quando proveniant ex viribus gratiae; nam ex S. Thoma scire non possumus, quando operamur ex viribus gratiae: sequitur plane, nos debere hujusmodi motus semper reprimere, tamquam motus naturae nondum mortuae; quod absurdissimum est. Immo colligere potius debemus, hujusmodi bonos motus occasione communionis oriri ex reali praesentia Domini nostri Jesu Christi (ex doctrina Tridentini sess. 23 cap. 2) ac proinde illos reprimere non debere.

Quietistae autem (ut bone advertit Illmus episcopus Meldensis de statibus orationis lib. 1. num. 12) *perchè la dottrina di S. Francesco di Sales, e la condotta della Ven. Madre di Chantal sua figliuola spirituale, serve di vano rifugio ai falsi mistici*; objiciunt proinde, quod legitur parte 4 cap. 1 in fine ejus vitae, typis datae Romae 1734 ubi Beata Mater ita scribit circa Communionem: « Essendomi mossa a volere » fare atti più particolari di quelli del mio semplice sguardo, » totale rassegnazione, ed abbandonamento in Dio nell'uscire » dalla communione; la divina bontà me ne riprese, e mi fece » intendere, che ciò non è che per mio amor proprio, e che » in questo faccio altrettanto pregiudizio all'anima mia, quanto » si farebbe ad una persona debole, e languente, la quale

» senza occasione fosse risvegliata dal primo sonno, qual dopo » non può più pigliare. » Ergo tantum abest quod vel ante, vel post communionem animae internae debeant actus elicere virtutum; quin potius teneantur a totali resignatione propriae voluntatis non recedere.

Respondeo, quod Beata Mater cap. 8 sequenti ejusdem vitae in instructione data suis filiabus clare se explicat super hac difficultate, ita scribendo. « Quando già è mosso l'affetto non » bisogna più moltiplicar parole, ma fermarsi un poco gu- » stando, ed imprimendolo dolcemente nei nostri cuori, rimi- » rando quello che il Signore opera in quel mistero, e poi » di quando in quando dirgli qualche parola di amore, di » abbandonamento, di compunzione, e simili secondo che ci » sentiamo eccitare. Ma è d'uopo di proferirle dolcissima- » mente, e con gran soavità. » Ecce quod Beata admittit occassione communionis fieri debere aliquos actus amoris, resignationis, compunctionis, et similes: quod profecto non est in pura otiositate manere, cum exclusione cujuscumque actus virtutis. Ergo falsum est, quod asserit Molinosius, quod animae internae occasione communionis debeant permanere in sola resignatione passiva: et si hac occasione communionis insurgant motus humiliationis, petitionis, et gratiarum actionis, sint reprimendi.

Demum advertendum est, Molinosium in propositione, quam confutamus, loqui absolute, et universim de animabus internis, quas ipse docet debere persistere in passiva resignatione occasione communionis sine aliis actibus. Quod licet aliquando accidere possit alicui animae, ut erat illa Beatae de Chantal, quae ad perfectissimam contemplationem elevata fuerat a Deo, ut refertur in ejus vita; attamen observandum, quod non omnes animae internae pertingunt ad hujusmodi perfectissimam contemplationem. Unde scribit S. Joannes a Cruce lib. 1 noct. obsc. cap. 11 in fine: *Imperciocchè non tutti quelli, che si esercitano di proposito nel cammino dello spirito, sono da Dio portati a contemplazione perfetta. Il perchè egli sa.* Quamobrem etiam ex hoc capite demonstratur, quam impie se gesserit Molinosius.

XIV. Instance des Bénédictins d'Espagne pour conserver l'usage de communier le Vendredi Saint.

Le décret du 12 février 1679 prescrit (art. 11) que les évêques fassent observer au sujet de la communion du vendredi saint les rubriques du missel et l'usage de l'Eglise romaine. Conformément à cette disposition, le cardinal Portocarrero, archevêque de Tolède, lequel prit part aux congrégations où fut élaboré le décret, publia un édit par lequel il défendit aux supérieurs réguliers de faire admninistrer la communion le vendredi saint. Les Bénédictins qui avaient cet usage, portèrent plainte à la S. Congrégation du Concile, et confièrent leur cause à un des meilleurs avocats du temps, au docteur Ansaldi, qui rédigea un mémoire propre à faire triompher une cause qui n'aurait pas été entièrement perdue. Commençons par dire toute la vérité sur cette question, comme elle résulte des monuments que l'histoire a conservés.

La communion du vendredi saint fut autrefois très usitée parmi les fidèles. Le Sacramentaire de S. Gélase, publié par le bienheureux cardinal Thomasius, porte, au vendredi saint: *His omnibus expletis, adorant omnes S. Crucem et communicant.* Le Sacramentaire de S. Gregoire autorise pareillement la communion du vendredi saint: *Communicant omnes cum silentio, et expleta sunt universa.* Nous savons toutefois que dès le VIIIe siècle l'usage de communier le vendredi saint avait cessé à Rome; Alcuin, précepteur de Charlemagne, l'atteste expressément: » Sunt qui quotidie Eucharistiam volunt » sumere, et quia in Parasceve non conficitur Corpus Domini, » necesse est ut hi quibus est voluntas communicandi, habeant sacrificium ex priori die. Quod tamen Romani non » faciunt. » Néanmoins, les Rituels continuèrent, par respect de l'antiquité, de mentionner la communion des fidèles. Amalarius, qui vécut peu après Alcuin, consulta l'archidiacre de Rome, qui répondit, qu'en cette station, où le Pape adore la Croix, personne ne communie: « De qua observatione interrogavi Romanum archidiaconum, et ille respondit: In ea » statione, ubi Apostolicus salutat Crucem, nemo ibi commu- » nicat. » Le IVe concile de Tolède semble indiquer que l'usage de communier le vendredi et le samedi saint était inconnu en Espagne; car il y est parlé de la pénitence à laquelle doivent s'exercer les fidèles afin de se préparer à communier le jour de Pâques. Le XVIe concile de Tolède, qui fut célébré l'an 603, défend expressément de célébrer le sacrifice le vendredi saint; la messe des présanctifiés était inconnue. Or, la discipline du temps alliait constamment la communion avec la célébration du sacrifice. Il est certain toutefois que l'usage de communier le vendredi saint existait dans plusieurs contrées. Théodulphe, évêque d'Orléans et contemporain d'Amalarius, prescrit la communion tous les dimanches du carême, *et in caena Domini, et in Parasceve, et in vigilia Paschae.* L'usage de Rome se propagea, et bientôt les simples fidèles s'abstinrent de communier le vendredi saint. Il n'y eut que les religieux qui conservèrent l'usage opposé. Jean Béleth, qui vivait vers l'an 1190, dit que le Corps de Jesus-Christ consacré le jeudi saint se conserve pour les malades et pour les religieux. On lit la même chose dans le *Rationale* de Durandus, qui vivait l'an 1270: » Innocentius papa statuit hac die Corpus Christi sub specie » panis reservare, ut infirmi et religiosi, quibus est necessitas » communicandi, habeant ipsum. » Le Rituel des Prémontrés parle de la communion des religieux: « Tunc cum praelato » fratres qui petierint communicent, non tamen discalceati. » Cet usage fut enfin supprimé dans les monastères. Le missel de S. Pie V prescrit, dans les rubriques du jeudi saint, de conserver le Saint-Sacrement pour porter le viatique aux malades en cas de besoin, et rien autre. Aussi, la S. Congrégation des Rites, consultée sur la question de savoir si les fidèles devaient assister à l'office et pourraient communier lorsque l'Annonciation tombe le vendredi saint, n'hésita pas à répondre que l'on devait observer l'usage de l'Eglise universelle, lequel est de n'administrer la sainte Eucharistie ce jour-là qu'aux malades. Quoique l'authenticité de cette décisiou soit attestée par Gavantus, Barbosa et d'autres auteurs, Gardellini n'a pas jugé à propos de la mettre dans sa collection. L'ayant trouvée dans les registres officiels de la S. Congrégation, nous l'avons publiée, avec un grand nombre d'autres, dans la 58e livraison des *Analecta*, num. 579. Ainsi, les supérieurs de la sainte maison de Lorette ayant demandé: 1. S'il y avait obligation d'assister à l'office qu'on célèbre au lieu de la messe le vendredi saint, lorsque l'Annonciation tombe ce jour-là. 2. Si l'on pouvait, à raison de cette fête, administrer la communion à d'autres qu'aux malades, la Sacrée Congrégation des Rites répondit: « Ad primum, *negative*. Ad » secundum. *Servetur usus Ecclesiae universalis qui obtinet,* » *ut eo die non administretur SSmum Eucharistiae Sacra-* » *mentum nisi infirmis.* De 19 februarii 1622. » Les auteurs citent un autre décret du 9 mai 1602; nous n'avons pu le retrouver, parce qu'il y a une longue lacune dans les registres depuis le 27 avril 1598 jusqu'au 10 juin 1602. Le décret de la S. Congrégation du Concile du 12 février 1679 est en parfaite harmonie avec la tradition lorsqu'il ordonne d'observer les rubriques du missel et l'usage de l'Eglise romaine au sujet de la communion du vendredi saint: *Curent etiam (episcopi) ut circa communionem in feria sexta Parasceve missalis rubricae et Ecclesiae Romanae usus serventur.* (Art. 11). La S. Congrégation montra par cette disposition que l'usage de l'Eglise universelle fait loi.

Avant d'avoir examiné le décret du 19 février 1622, quelques cardinaux exprimèrent l'avis que la communion du vendredi saint n'était pas prohibée rigoureusement, mais qu'il fallait toutefois en dissuader les fidèles, afin qu'ils pussent vaquer entièrement aux exercices de pénitence. Le cardinal Casanate, entre autres, fut de cet avis. Nous avons retrouvé le *votum* qu'il rédigea pour la congrégation générale du 5 février 1678, et dans lequel il examina 1. Si l'on pouvait célébrer des messes basses le vendredi saint. 2. S'il était permis de communier ce même jour. Le savant cardinal n'omit pas d'argumenter des conciles de Totide cités plus haut, pour montrer la parfaite convenance de s'abstenir de la communion le vendredi saint. Voici ce *votum*:

« An liceat feria sexta Parasceve missas privatas celebrare. Item, an liceat communicare.

« Ad primum. Censeo respondendum quoad feriam VI omnino negative. Antiquitus enim Ecclesia his duobus diebus majoris hebdomadae a celebratione abstinuit, ut ex traditione testatur S. M. Innocentius I. in canone *Sabbato*, de consecr. dist. 3, ibi: *Traditio Ecclesiae habet hoc biduo Sacramenta penitus non celebrari*, nempe corporis, et sanguinis Christi, ut explicat glossa ibidem. Extat etiam decretum in Concilio Arausicano: *Divina mysteria his duobus diebus non celebrantur*. Et notant Gavantus in rubrica missalis ad feriam 6 in Parasceve, card. Bona, Rerum Liturgicar. lib. 1 cap. 15 §. 5 vers. *Hunc morem*. Postmodum ex tempore ad populorum opportuniorem commoditatem Ecclesia solemnem missam de nocte Resurrectionis praetulit ad sabbatum sanctum. Quibus stantibus non licet ecclesiis inferioribus assumere sibi ritum ab Ecclesia Romana non receptum consultoque omissum in memoriam sepulturae Domini, cum nec liceat novum ritum sine approbatione apostolica efformare, vel approbatos variare, ut cavetur in S. Concil. Trident. Sess. 7. de Sacram. in gen. can. 13 et specialiter in constitutionibus Apostolicis sa me. Pii V, Clementis VIII et Urbani VIII sub datum pridie idus julii 1570, die 7 julii 1604, et 2 septembris 1634. Rursus in decretis emanatis a S. Rituum Congregatione, quibus praecipitur omnino servari rubricas missalis Romani, rejecto quocumque praetextu, et contraria consuetudine ut abusu, eademque decreta sa. me. Urbanus VIII ab omnibus ubique servari mandavit. Et habentur haec omnia impressa in principio Missalis Romani.

» Ad secundum. Dico eadem die communionem nullo jure impediri, quinimo in libro sacramentorum S. Gregorii papae ad feriam 5 majoris hebdomadae circa finem rubricae pag. 69 sic habetur: *Hoc expleto ablutis manibus pontifex vadit ante altare, communicat omnis populus in ordine suo, et servat de ipso sacrificium in crastinum unde communicent*. Rursus ad feriam VI in Parasceve, circa finem rubricae pag. 70, sic habetur: *Communicant omnes cum silentio, et expleta sunt universa*. Ut decentius tamen ac rectius suadendum puto, feria 6 in Parasceve neminem communicare, sed tantum actibus pœnitentiae omnes applicari, prout servatur in Ecclesia Romana, et bene tradit Hugo Menardus in notis ad eumdem librum Sacramentorum, ubi *Et communicant omnes, pag. 87* refert decretum concilii Toletani IV can. 6, de feria VI Passionis Domini per haec verba: *Ideoque oportet eodem die mysterium crucis, quod ipse Dominus cunctis annunciandum voluit praedicari, atque indulgentiam criminum clara voce omnem populum postulare, ut poenitenti compunctione mundati venerabilem diem Resurrectionis Dominicae iniquitatibus remissis suscipere mereamur, corporis etiam ejus, et sanguinis sacramentum mundi a peccato sumamus*. Addidit insuper p. 88 decretum Concilii Toletani XVI, can. 8 per haec verba: *Excepto Passionis die, quando altaria nudata persistunt, nec cuiquam eodem die licet missarum solemnia celebrare*, idemque auctor de antiqua observantia Hispaniae testatur, his conciliis conformi. — H. Card. Casanate. »

Une décision formelle et publique du Saint-Siége était nécessaire. Le décret de la S. Congrégation des Rites n'ayant pas été promulgué, un grand nombre de moralistes donnaient la communion du vendredi saint comme parfaitement licite, sans considérer la tradition de l'Eglise romaine et la pratique universelle. Nous venons de dire que le cardinal Casanate, ignorant le décret de 1622, ne croyait pas la communion du vendredi saint rigoureusement prohibée, quoiqu'il ne pût méconnaître les raisons de convenance qui conseillent de s'en abstenir. L'auditeur du savant cardinal fut d'avis que le missel romain et l'usage universel ne faisaient pas loi sur ce point. Il cita les anciens Rituels, sans réfléchir que leurs dispositions étaient en désuétude depuis bien des siècles, ainsi que nous l'avons dit plus haut. L'accord des moralistes formait, à ses yeux, un argument concluant. Voici le mémoire:

» An liceat feria sexta in Parasceve celebrare missas privatas, et ex particulis asservatis communicare fideles?

» Ad primum respondendum negative absolute; ex perpetua quippe consuetudine Ecclesiae nulli sacerdoti licet conficere corpus Christi in hac sexta feria; quae prohibitio habetur expressa in epistola prima Innocentii I ad Decentium relata in canone *Sabbato* dist. 3, his verbis: « Quod utique non est » dubium in tantum eos jejunasse biduo memorato, ut traditio » Ecclesiae habeat isto biduo sacramenta penitus non cele- » brari. » Id est, Sacramentum corporis, et sanguinis Christi explicat glossa. Confirmata canone Concilii Arausicani hoc prohibentis: « Divina mysteria his duobus diebus (nempe feria » sexta, et sabbato sancto) non celebrantur. » Ad quam consuetudinem perpetuo sustinendam in Ecclesia cum antiquis conveniunt recentiores prorsus omnes. Ecclesia quoque graeca abstinebat hac feria a sacrificio, sed utebatur missa Praesanctificatorum, ut colligitur ex Rituali Goarii, in notis ad missam praesanctificatorum; sed diversa ratione; durante siquidem quadragesimali jejunio, abstinere debebant Graeci a celebrandis missis praeterquam in sabbatis, Dominicis, ac die Annunciationis in vim canonis 49 concilii Laodicaeni, et 32 Trullani.

» Ad secundum: *affirmative*. Ratio est, quia nullo jure reperitur prohibitum. Non scripto, quia licet missale Romanum jubeat asservari particulas cum hac restrictione: *si opus fuerit pro infirmis*, non inde prohibet ut non possint inservire etiam sanis. Non ex jure introducto ex consuetudine; quamvis enim regulariter hoc non fiat a fidelibus, hoc tamen non fit ea necessitate, sed ex congruentia. Immo tantum abest ut hoc adversetur ecclesiasticis institutis, quod tempore B. Gregorii in feria sexta non solum Pontifex Eucharistiam sumebat, verum etiam universo populo distribuebat; sicuti habetur in lib. Sacram. in feria V majoris Hebdomadae: « Hoc expleto, ablutis » manibus Pontifex vadit ante altare, et communicat omnis » populus in ordine suo, et servant de ipso sacrificio in cras- » tinum unde communicent. » Super quae postrema verba Hugo Menardus in notis habet: « Sacerdos in missa utitur praesanctificatis, idest hostiis antea consecratis tum pro se, tum pro omni populo. » Haec opinio communis est apud omnes doctores contra Francolinum. »

Voilà pourquoi le décret du 12 février 1679 prescrivit aux évêques de faire observer les rubriques du missel romain et l'usage de la sainte Eglise qui s'accordent à prohiber la communion du vendredi saint.

Cela posé, revenons aux Bénédictins d'Espagne et au recours qu'ils portèrent à la S. Congrégation du Concile contre l'édit de l'archevêque de Tolède qui enjoignit d'observer ledit décret, comme c'était son devoir. Les Bénédictins confièrent leur cause à l'avocat Ansaldi, dont le nom paraît fréquemment dans les plus importantes affaires de l'époque. Son mémoire pourrait être admiré comme un chef-d'œuvre s'il eût été mis au service d'une meilleure cause.

« Nous demandons, dit-il, que l'édit par lequel l'archevê-

que de Tolède a défendu aux prélats réguliers d'administrer la communion le vendredi saint, soit tempéré, ou tout au moins que l'on permette de garder l'usage particulier qui existe de temps immémorial dans toute la congrégation des Bénédictins d'Espagne.

L'archevêque s'est fondé sur ce que la S. Congrégation a condamné ce rite comme un abus. N'est-ce pas une méprise? Le décret du 12 février 1679 n'emploie pas le terme *d'abus*. Il recommande de faire observer les rubriques du missel et l'usage de l'Eglise romaine. Or, les rubriques ordonnent simplement de réserver des hosties consacrées le jeudi saint pour les malades si c'est nécessaire: *Vel etiam plures, si necesse fuerit pro infirmis*. Il n'est pas dit: *pro solis infirmis, pro infirmis tantum*. Cela n'empêche pas d'administrer les hosties aux fidèles qui ne sont pas malades. Une foule d'auteurs emploient cet argument pour prouver la licéité de la communion du vendredi saint; Suarez, et surtout Théophile Raynaud. Le concile de Trente prescrit de conserver le Saint-Sacrement dans les églises paroissiales *pro infirmis;* nul n'a jamais dit que l'on ne pût donner la communion qu'aux malades.

Il y a fort peu de théologiens et de canonistes qui combattent absolument la communion du vendredi saint; Francolinus, Barbosa, Gavantus, Marchinus, Megallus, Leone, Diana, Pasqualigo, voilà tout. En dehors de la rubrique, ils n'apportent pas d'autres preuves que la lettre de S. Innocent Ier et une prétendue décision de la S. Congrégation des Rites.

La lettre de S. Innocent Ier parle du sacrifice qu'on ne célèbre pas le vendredi et le samedi saint, et non de la commnuion. L'Eglise s'abstient du sacrifice mystique et non sanglant parce qu'elle honore la Passion et la mort réelle du Christ. Le Pasteur étant frappé et les brebis dispersées, l'office sacerdotal cesse. Les amis s'abstiennent de sacrifier pendant que les ennemis donnent la mort. Telles sont les explications des pieux écrivains. Or, elles s'appliquent au sacrifice, sans atteindre la communion, qui semble, au contraire, un soulagement convenable pour des âmes accablées de tristesse, ainsi que l'insinue S. Thomas.

En ce qui concerne la décision de la S. Congrégation des Rites, Busembaum la croit apocryphe. Du moins on ne l'a jamais produite en forme authentique, avec le sceau de la S. C. et avec la signature du cardinal préfet et du secrétaire, comme l'exigent Urbain VIII et Innocent X. Au surplus, supposé que cette décision existe réellement, elle a été rendue pour un cas différent du nôtre, pour un pays où l'on propose d'introduire la communion du vendredi saint, laquelle y est inconnue, au lieu que l'usage en existe de temps immémorial parm i les Bénédictins d'Espagne. Si l'introduction de nouveaux rites est de nature à produire un mauvais effet, d'autre part la suppression d'un usage immémorial qui n'est pas illicite ni déraisonable peut causer le scandale et la surprise parmi les fidèles.

Quoique la communion du vendredi saint n'existe pas à Rome et dans l'Italie, on ne peut en conclure qu'elle soit en opposition avec l'usage de l'Eglise romaine. Le non-usage ne faisant pas loi, ne saurait imposer la prohibition rigoureuse d'agir autrement. L'Eglise romaine n'est pas seulement celle où réside le Pape; on entend aussi par là toutes les églises inférieures qui vivent dans l'unité de la foi. D'où il suit qu'on ne peut vraiment soutenir que l'usage de la communion du vendredi saint a cessé entièrement dans l'Eglise romaine; car elle existe encore aujourd'hui dans plusieurs endroits de l'Eglise latine qui sont énumérés dans Raynaud.

La communion du vendredi saint n'est pas une institution nouvellement introduite parmi les Bénédictins d'Espagne, postérieurement à l'époque où est usage était généralement tombé en désuétude; c'est, au contraire, la conservation et la continuation de l'ancien rite de toute l'Eglise, tel qu'on le remarque dans le Sacramentaire de S. Grégoire, de cet illustre pontife qui avait appartenu à l'ordre de S. Benoît. Une institution qui présente mille ans d'antiquité semble mériter des égards, surtout par respect envers S. Grégoire. Les Cérémoniaux imprimés en divers temps prouvent que l'usage n'a jamais souffert d'interruption. Il semble permis d'espérer que, quand bien même la S. Congrégation et le Saint-Père auraient voulu supprimer généralement les autres coutumes, ils n'ont pas eu l'intention de frapper la nôtre, dont les titres leur étaient inconnus, il est permis de le supposer. Boniface VIII, au chap. 1er *de consuetudine*, du Sexte, n'hésite pas à reconnaître que le Pape peut ignorer les coutumes particulières des lieux et des personnes, et il déclare que ce n'est pas son intention de les abolir lorsqu'il promulgue une nouvelle loi dont les clauses n'expriment pas l'abrogation de la coutume opposée. Enfin, la coutume immémoriale, qui n'est pas mauvaise en soi, inique et déraisonnable, n'est pas censée révoquée par la loi générale qui supprime d'ailleurs la coutume contraire à ses dispositions. C'est pourquoi le concile de Trente est censé respecter la coutume immémoriale dans les décrets qui ne la mentionnent pas expressément. »

Le résumé que nous venons de donner ne suffit pas; il faut dire le texte de l'habile canoniste, pour se convaincre que la S. Congrégation du Concile rendit sa décision négative en pleine connaissance de cause.

S. Congregatione Concilii. Toletana, seu Hispaniarum consuetudinis ministrandi Eucharistiam in feria 6 Parasceve pro Ven. Cong. S. Benedicti, Hispaniarum. Juris, D. Ansaldi. — *Eme et Rme Dne*. Edictum, in quo Eminentissimus archiepiscopus Toletanus praecepit praelatis regularibus, ne permitterent in eorum ecclesiis ministrari augustissimam Eucharistiam in feria sexta Parasceve sub eo fundamento, quod sacra haec Congregatio de mandato SSmi Domini Nostri consulta, hujusmodi ritum tamquam abusum damnaverit, et injunxerit locorum ordinariis, ut ipsum removere curarent, aliquo modo temperari, seu declarari meretur, vel saltem permittenda omnino creditur continuatio peculiaris consuetudinis immemorabilis in proposito vigentis, ut infra, in universa Congregatione Ordinis sancti Benedicti Hispaniarum.

» Siquidem, quatenus attinet ad assertum abusum, non leve fortasse aequivocum irrepsisse dignoscitur ex lectura ipsiusmet Decreti hujus S. Congregationis, cum ibi hujusmodi ritus denominetur usus, et non abusus ex illis verbis: « Cum ad » aures SSmi Domini Nostri fide dignorum testimonio perve- » nerit, in quibusdam dioecesibus vigere usum quotidianae » communionis etiam in feria sexta Parasceve. » Ideoque dum praedictum decretum post denominationem usus respicientis quotidianam communionem procedit per verba augmentativa, *etiam in feria sexta Parasceve*; profecto male adaptatur eidem communioni in ipsa feria sexta nuncupatio *abusus*. Praefata enim dictio, *etiam*, regitur a superiori verbo *usus* et consequenter non potest, nisi vel copulare vel ampliare eamdem orationem, eumdemque sensum et vocabulum, sub quo continetur ad communiter notata per Doctores.

» Et licet postmodum in ipso decreto subjungatur: « Quin » etiam in illius administratione aliquos abusus inolevisse, » videlicet, quod aliqui non in Ecclesia etc.; » non tamen salva ratione recti sermonis vocabulum *abusus* adhibitum in hoc casu valet comprehendere superiorem expressum usum communionis etiam in die sexta Parasceve, tum quia Sacra Congregatio sese illico explicavit de quibus abusibus intelligere voluerit, nempe de illis in ipsius Sacramenti administratione cadentibus, mediante dictione *videlicet* de sui natura ex juribus notoriis dumtaxat explicativa; tum etiam quia ex hoc manifesto et discretivo modo loquendi inter unum casum respicientem tempus, alterumve concernentem modum solius administrationis, diversa procul dubio exoritur voluntas et interpretatio.

» Verum parum prodesset huic parti obtinere victoriam super nudo vocabulo, quoties revera et in substantia Sacra haec Congregatio intellixisset interdicere et prohibere hujus usum communionis in casu de quo agitur. Unde recolligendo ea, qua decet reverentia materiam istam et inspectionem, speramus quod ipsum decretum nobis neque in littera, neque in sensu adversetur, sicque cessante lege in contrarium, debeat consuetudo istius Congregationis, tamquam rationabilissima, in suo antiquissimo robore conservari, juxta monitum Nicolai Primi Summi Pontificis in epistola secunda ad Photium: « De consuetudinibus, quas nobis opponere visi estis scribentes » per diversas Ecclesias, diversas esse consuetudines, si illis » canonica non obsistit authoritas, pro qua obviare debeamus, » nihil judicamus, vel eis resistimus. » Cum consimilibus Sanctorum Patrum traditionibus relatis per clarae mem. card. Bonam rer. liturgicar. lib. 1. cap. 6. post princip. et concordant jura nota relata per Rotam decis. 202. n. 8. p. 4. rec. Coccin. decis. 226. n. 3. Tunc enim consuetudo rumpenda est tamquam abusus et corruptela, quando adversatur Summi Pontificis Constitutioni, vel Sacrarum Congregationum oraculo, ad tradita per eamdem Rotam decis. 647. p. 4. tom. 3. et decis. 102. par. 10. rec. Sperell. dec. 179.

» Quod autem in littera non obsistat memoratum decretum editum sub die 12 februarii 1679, patet ex integro illius contextu, ubi nec verbum quidem legitur expressum super facultate ministrandi SSmam Eucharistiam in praedicta feria 6 Parasceve, unde subintrat regula receptissima, quod potius ea, quae non inveniuntur litteraliter prohibita, censenda veniunt permissa.

» Minusque dici valet resultare prohibitio ex implicito sensu ejusdem Decreti cum ibi tantum dicatur per verba relativa: *Curent etiam ut circa communionem in feria sexta Parasceve missalis rubricae et Ecclesiae Romanae usus serventur.* At Rubrica missalis, et Romanae Ecclesiae usus hodiernus, quidquid sit de antiquo, ut infra, tantummodo praecipit, quod sub antecedenti feria quinta asserventur particulae consecratae pro infirmis, absque ulla tamen dictione taxativa, nimirum *solis*, aut *tantum*, ibi: « Hodie reservat Sacerdos in loco » honesto, et conveniente unam hostiam consecratam pro die » sequente in quo non conficitur, vel etiam plures, si necesse » fuerit pro infirmis. » Unde nullo modo excluditur, quod hujusmodi particulae ex aliquo ritu, aut devotione populorum, non debeant neque possint sanis ministrari, ut in specie huic eidem objecto respondendo animadvertit Suarez in 3 part. Divi Thomae disput. 80 sect. 2. Layman in Theolog. moral. lib. 5 tract. 5 cap. 4 Emmanuel Sà verb. *Euchar.* num. 19 Facund. de quinque Eccles. praecep. p. 1 lib. 3 cap. 16 egregie Vasquez in 3 part. D. Thomae tom. 3 disp. 232 c. 2 Castropolaus, oper. moral. part. 3 tract. 22. Bened. Aetfen. in disquisit. monastic. lib. 3 tract. 7 disquisit. 3. Joannes Sanchez in Select. disp. 22, qui alios sexdecim authores recenset, et omnium egregius Theophilus Raynaud, oper. mor. tom. 16 sect. 1. Unde Amalarius lib. 1 *de Eccles. offic.* cap. 11 dicit non solum pro infirmis sed etiam pro his omnibus qui sequenti die communicare volent, debet sacramentum in die Cœnae Domini reservari. Et Durandus in *Rationali*, lib. 6 cap. 75 subjungit servari pro infirmis et religiosis.

» Et quidem quoties vellemus arguere, quod dum rubrica Missalis providet, ut supra, sacram synaxim pro infirmis et valetudinariis asservari, in consequentiam non liceret sanis communicare, deberet quoque eumdem sensum eamdemque interpretationem recipere Sacrum Concil. Trident. in sess. 13 cap. 6 deprompta ex antiquiori canone in cap. *Sane* de celebrat. miss. in quibus pariformiter sancitum habetur, quod in ecclesiis parochialibus sacramentum semper asservetur pro infirmis, et tamen nemo dixerit, quod non liceat etiam sanis idem sacramentum ministrare. Unde bene recurrit ratio allata per supra laudatos theologos, et canonistas, quod in tantum sub praefata rubrica litteraliter nominantur infirmi, quia id fuit expressum ex causa majoris necessitatis, sicuti eadem necessitate exigente compelluntur parochi semper ad hunc effectum asservare sacramentum, adeo ut alias puniri valeant in visitatione per suspensionem spatio trium mensium ob officio, ex iis quae referuntur per Menoch. de arbitr. cas. 410 Fusch. de visitat. lib. 1 cap. 5. Barbos. de offic. Paroch. par. 2 cap. 20 et ad rem Suarez d. disput. 80 sect. 2 firmans, non ideo est quia illis solis, scilicet infirmis possit dispensari, sed quia illa fuit causa maxime necessaria asservandi sacramentum.

» Atque hinc attendendi non videntur aliqui forte levioris nominis, et in numero pauciores, quos hinc inde de more recensendo refert Diana tract. 6 Miscell. resol. 29 in princip. Cum, quatenus attinet ad hanc rationem rubricae, satis ex supradictis ad evidentiam forme remaneat elisa, ac de caetero consueverint aliquando morales ponere in controversiam id etiam, quod ab omni disputatione videtur alienum, ut prae caeteris fecit modernus Pasqualig. in sua Theor. et prax. quest. 261, qui suscitat altercationem prorsus contemnendam, an ipsis etiam infirmis, pro quibus expresse rubrica jubet reservari Sacramentum possit in praedicta feria sexta ministrari, sive potius intelligatur pro reliquo ejusdem diei et pro sabatho subsequente antequam sacerdos celebret.

» Sublata itaque, tam verbali, quam virtuali comprehensione nostri casus in praedicto decreto, inutile creditur opus reassumere quaestionem istius permissionis, sive liciti, aut illiciti usus in abstracto. Verum quia non parum conferre valet hujusmodi perquisitio ad faciliorem nostrae petitionis exauditionem supplicamus adverti quod, ut praemisimus, illi paucissimi morales et canonistae, qui tenuerunt absolute, non posse sanis in hoc die dispensari sacram synaxim videlicet, Francolinus, Barbosa, Gavantus, Marchinus, Megall. et Leoni relati per Dianam et Pasqualigo, ubi supra, fundantur praeter argumentum a toties memorata rubrica depromptum in altera dispositione, seu epistola Innocentii I registrata apud Gratianum sub cap. sabbato de consecr. dist. 3; ac denique in quadam asserta resolutione Sacrae Congregationis Rituum sub die 19 februarii 1622, in qua id decisum fuisse, testatur Gavantus in rubris. miss. tit. 9 p. 14. Barbosa de offic. Paroch. p. 2 cap. 20.

Quamobrem praefatum canonem seu epistolam in cap. *Sabbatho* dispungendo, illius verba sunt haec: « Nam utique » constat Apostolos biduo isto, et in mœrore fuisse, et propter » metum Judaeorum se occultasse, quod utique non dubium » est in tantum eos jejunasse biduo memorato, ut traditio Ec» clesiae habeat isto biduo Sacramenta penitus non celebrari. » Ex quibus profecto verbis erroneum videtur cum supradictis paucissimis moralibus inferre, quod ex antiqua traditione Ecclesiae non consueverit in isto biduo sanis communicare. Aliud quippe est Sacramentum non celebrari, aliud autem Sacramentum jam celebratum, videlicet consecratum non dispensare; quoniam verum celebrare non est proprie praebere Eucharistiam populo sed pro missam dicere, et sacrificium facere apud scribentes in utroque foro semper usurpatur, prout absque longa transcriptione doctorum satis indicat ipsa rubrica decretalium *de celebratione missarum.*

» Eoque magis ponderata anima rationis tam adducta ab ipso Innocentio, nimirum ex causa moeroris quam per alios excogitata scilicet, quod cum eo die Ecclesia recolat realem Christi passionem et mortem, non expedit mysticam et incruentam mortem exhibere, vel ut alii sentiunt, in tantum sub illis diebus sacerdotale officium non peragitur, in quantum percussus est pastor, et dispersae sunt oves; vel denique, ut sentit Ugo de Sancto Victore, lib. 3 Miscell. cap. 43, non sacrificant amici, dum trucidant inimici. Sed ista omnia feriunt dumtaxat ipsam consecrationem, seu missae celebrationem, non

autem augustissimae Eucharistiae dispensationem. Quin imo congruum videtur ut potius devotorum fidelium mœror isto passionis fructu recreetur innuit doctor angelicus in 3 part. quaest. 83 art. 3. ibi: « Veniente veritate, cessat figura. » Hoc autem sacramentum est figura quaedam, et exemplum » dominicae passionis, et ideo in die, quo ipsa passio Do- » mini recolitur, prout realiter gesta est, non celebratur, con- » secratio hujus Sacramenti. Ne tamen Ecclesia ea etiam die » sit sine fructu passionis per hoc Sacramentum nobis exhibitum, » Corpus Christi consecratum in die praecedenti reservatur » sumendum in illo die. » Et notarunt etiam praefatas congruentiae rationes cumulantes Emmanuel Sà, Layman, Vasquez et Suarez, quos sequitur Castropal. oper. mor. p. 4 tract. 22 Raynaud quoque ubi supra.

» Ac denique ad evidentiam, quoniam si deberet adversari praelata ratio ita sobrie degustata, neque deberet in die sabathi sancti ullo modo celebrari sacrificium missae, neque possent communicari fideles, cum utramque diem praefata censura, sive epistola relata in cap. *Sabatho* amplectatur. Et tamen ex ipsa praxi, et consuetudine hodiernae Ecclesiae contrarius ritus invaluit, ut post Riccardum, Paludanum et alios tradit Azor instit. mor. p. 1. lib. 10, cap. 24; qui conciliat praefatum textum sub hac praecisa ratione, quod scilicet sit anticipata celebratio missae solemnis in die sabathi, quae olim fieri solebat appetente jam nocte Paschatis, idque ad effectum, ut caeterea Ecclesiastica Officia possint compleri. Et in individuo hanc consuetudinem ad rem nostram adduxit Theophilus Raynaud (tom. 16. sect. 1).

» Sed hoc non spectat, nisi sacrificium. Quod si ad communionem quoque pertineret, negandum esset licere communicare Sabatho Sancto contra praxim receptissimam; nam textus ille aeque excludit celebrationem sacramentorum in sabatho, ac in feria sexta.

» Quo vero ad alterum fundamentum desumptum ex praedicta declaratione Sacrae Congregationis Rituum, in primis illam fuisse suppositam late de caetero articulo pro hac parte discusso et improbando Dianam et alios illam referentes dixit Busembaum in Medull. lib. 6. tract. 3. cap. 3.

» Et sane ad hoc ut Gavanto, Barbosae et Dianae praedictam declarationem referentibus standum foret, necesse esset quod de illa constaret per subscriptionem, et sigillum Emi Praefecti et R. P. D. Secretarii in authentica forma, ut ad coercendum abusum aliquorum doctorum de eis testificantium statuerunt f. m. Urbanus VIII et Innocentius X.

» Et secundo praesupposita etiam existentia et veritate praedictae declarationis, ponderandae sunt circumstantiae illius casus, pro cujus definitione Sacra Congregatio suum edidit responsum et oraculum. Stante etenim aliquali diversitate hujusmodi declarationes legem facere non consueverunt, prout ex sensu earumdem Sacrarum Congregationum respondit Rota in dec. 197.

Casus autem super quo fertur respondisse Sacra Rituum Congregatio, ut habetur apud Gavant. super missa. part. 4. tit. 9 ille erat: Utrum occurrente festo Annunciationis Beatae Virginis in Parasceve tenerentur fideles interesse praedicto officio, quod loco missae celebratur, et an ratione ejusdem festi ministrari posset Eucharistia aliis quam infirmis? et Sacra Congregatio consulta a Superioribus seu Officialibus Aedis Lauretanae, dicitur ad utrumque respondisse: *Negative*. Ideoque quando etiam, ut diximus, vellemus praesupponere existentiam et realitatem praefatae declarationis, nihilominus ab ea nequiret inferri ad casus nostri decisionem, cum in illo tractaretur de re nova, ac de inducenda consuetudine in loco ubi non reperiebatur; sed nos versamur in ecclesiis Congregationis sancti Benedicti Hispaniarum, in quibus memoria non extitit in contrarium, quod in hac feria sexta Parasceve ob pium illorum fidelium accursum, non fuerit Sacra Synaxis dispensata. Ideoque stat insimul, quod caute provideatur ne in locis ubi hujusmodi usus non viget, non introducatur, et e converso ubi est in actuali robore, in posterum asservetur. Imo sub hac distinctione, et quia tunc cessat ratio decentiae in terminis terminantibus tenuerunt Tamburinus de communione, Hurtadus, de sacrif. miss. disp. 4, ubi laudat quoque pro hac opinione Suarez.

Et sane sicuti novorum rituum introductio, in quibus aliqua rationabilis causa non concurrat potest regulariter malum effectum producere, ita veteris et immemorabilis consuetudinis et observantiae abolitio, quoties ut ad praesens ex communi sensu Doctorum de per se non sit mala neque irrationabilis, parere valet quamdam speciem scandali et admirationis in fidelibus, prout commemorat D. Augustinus in epist. l. 118, ubi ait sibi dubitanti de variis Ecclesiarum observationibus respondisse S. Ambrosium: « Ad quam forte Ecclesiam veneris, ejus » morem serva, si cuiquam non vis esse scandalo, nec quem- » quam tibi. » Idemque in Epistol. 86 subjungit: « In his » rebus, de quibus nihil certi statuit divina scriptura, mos » populi Dei, vel instituta majorum pro lege tenenda sunt, » de quibus si disputare voluerimus, et ex aliorum consuetu- » dine alios improbare orietur interminata luctatio. » Cum quibus et similibus ad rem nostram optime procedit cardinalis Bona d. cap. 6. rerum liturgic. post princip.

Nec ex quo in Urbe, vel in Italia talis observantia non vigeat, elici posse videtur consequentia, quod Romanae Ecclesiae usui repugnat; tum quia ut habetur ex tot auctoribus superius ex hac parte relatis, ex non usu nequit oriri lex, aut ratio prohibitiva; tum etiam quia, licet Romana Ecclesia habeat caput et primatum apud ipsam residentiam Papae, adhuc sub nomine Ecclesiae Romanae comprehenduntur omnes et quaecumque Ecclesiae inferiores, quae cum ipsa Urbe, et residentia Papae in fidei unitate procedunt. Ideoque non valet absolute inferri, quod iste usus in tota Ecclesia Romana cessaverit, dum alibi reperitur in observantia, ut in specie ratiocinatus est Vasquez in praedicta disput. 232 cap. 2. Et quod ultra loca nostra in aliis Ecclesiae latinae partibus id observetur comprobat Raynaud tom. 16. sect. 1. punct. 4. vers. *et praxim Matritensem*.

» Fortius igitur, quoniam observantia et consuetudo florens in nostra Congregatione Ordinis S. Benedicti non apparet introducta de recenti vel postquam generalior usus Ecclesiae in desuetudinem posuit hujusmodi ritum, sed fuit potius retentio et continuatio quaedam antiqui universi ritus totius Ecclesiae, de quo constat in ipso Sacramentario S. Gregorii Magni, de cœtu olim et gremio gloriosissimi Patriarchae S. Benedicti. Cum enim ibi praescribatur officium feriae sextae de quo agitur, in fine habentur haec verba: *Communicant omnes cum silentio*. Et apud Pamelium in liturgiis legitur: *Communicat Sacerdos et omnis plebs*. Et in ordine Romano pariformiter habetur: *Hac die communicent omnes*. Quo argumenti genere, et ritu antiquo totius Ecclesiae per spatium mille annorum, et ultra observato utitur cardinalis Bellarminus ad impugnandos haereticorum ausus, qui praesumunt communionem sub utraque specie omnibus esse dispensandam, prout videre est tom. 2. contr. lib. 4. tit. de Sacram. Eucharist. cap. 24, vers. *quod in Parasceve*. Et de hoc antiquissimo stylo videre est testificantem Rupert. lib. 6. *de Divino offic.* cap. 22, qui de eodem Ordine S. Benedicti existebat.

» Ac propterea quomodo permittendus non venit iste ritus in nostra Congregatione dum non praetenditur introduci hodie de novo, sed tantummodo continuari, et quodammodo retineri, in obsequium praedicti S. Pontificis adeo eximii et ejusdem ordinis Sancti Benedicti. De continuatione etenim immemorabili a praedicto tempore protracta, vel saltem sine contraria hominum memoria usque ad praesens practicata testatur liber Caeremoniarum ejusdem Congregationis editus de anno 1599 sub cap. 3 et impressus per Andream Mencam, et in ultimo Caeremoniali ejusdem

ordinis impresso Salmanticae de anno 1635 P. Antonius Velasquez Pinto in Thesauro Christianorum dis. 4. cap. 49.

« Comperta itaque potius retentione antiquae consuetudinis et ritus quam illius supervenientia de novo, hinc proinde sperare fas est, quod etiam quando sacra haec Congregatio. et SSmus Dominus Noster generaliter intellexissent abolere caeteras consuetudines, nihilominus hujusmodi intellectus ex verisimili voluntatis, et intentionis defectu non comprehendat consuetudinem nostram particularem, praecipue cum de ea specialis mentio facta non agnoscatur, neque convincatur, quod fuerit habita notitia peculiaris rationis, ut supra in casu nostro concurrentis. De hac etenim ipsa inscitia particularium consuetudinum adversus decreta et constitutiones apostolicas dari posse non erubuit, aut fuit dedignatus Summus Pontifex Bonifacius VIII in cap. 1. de consuetud. in 6. per ea verba: « Licet Romanus » Pontifex (qui omnia jura in scrinio pectoris sui censetur habere) constitutionem condendo posteriorem priorem (quamvis de ipsa mentionem non faciat) revocare noscatur, quia » tamen locorum specialium, et personarum singularium con» suetudines et statuta (cum sint facti et in facto consistant) » potest probabiliter ignorare) ipsis (dum tamen sint rationa» bilia) per constitutionem a se noviter editam, nisi expresse » caveatur, in ipsa non intelligitur in aliquo derogare. »

« Ac denique adstipulante pro coronide alia propositione in se verissima et frequenter apud scribentes canonizata, nimirum quod immemorabilis sublata non censetur per quamcumque legem universalem etiam loquentem de ipsa consuetudine, nisi ipsa immemorabilis sit in se mala, iniqua, et irrationabilis. Unde ex hac ratione nunquam censetur immemorabilis sublata per Sacrum Concilium Tridentinum ex collectis per Gratianum, discep. 49.

Quare etc. — Ansaldus de Ansaldis Adv. »

Malgré le talent de ce plaidoyer, la S. Congrégation du Concile, assemblée le 22 mars 1681, maintint fermement l'article du décret de 1679 qui défend la communion du vendredi saint: *Lectum*. Les principes ordinaires sur la légitimité de la coutume ne s'appliquent pas aux choses liturgiques et aux saints rites.

Un dernier mot sur le décret du 12 février 1679. La première partie est empruntée à la lettre du 24 janvier 1587, non seulement pour le fond de la doctrine, mais encore pour les termes et les expressions textuelles. Le Saint-Siége voulant flétrir l'abus de la fréquente communion, n'eut donc qu'à faire l'application des maximes sanctionnées un demi-siècle avant l'apparition du Jan.énisme , tant il est vrai que ce dernier n'exerça aucune influence sur la décision de cette importante affaire.

LE PÉTROLE.

La S. Congrégation des Rites assemblée le 9 juillet dernier, a rendu une décision au sujet de l'emploi du pétrole dans les églises pour la lampe du sanctuaire.

Nous publions les principales pièces de l'affaire : 1. Le *votum* du maître des cérémonies apostoliques consulté par la S. Congrégation. 2. Une dissertation sur l'emploi du gaz, laquelle sert de complément au votum précédent. 3. Une note du P. Provenzali, de la compagnie de Jésus, professeur de physique au collége romain. 4. La supplique de Mgr l'évêque de Beauvais, suivie de l'adhésion de plusieurs évêques. 5. Enfin le décret de la S. Congrégation.

Votum. — Dans la courte période de quelques années on a soumis à la S. Congrégation plusieurs graves questions provoquées par les découvertes et les progrès qu'ont fait de nos jours les sciences naturelles. On a consulté la S. Congrégation pour savoir si l'on pouvait substituer aux tissus de lin ou de chanvre les tissus de coton pour les ornements d'Eglise, et se servir de la stéarine au lieu de la cire pour le culte. Quelques évêques de France demandent aujourd'hui si l'on peut employer l'huile de pétrole au lieu de celle d'olive pour les lampes du sanctuaire.

Avant de répondre à cette question, je crois devoir faire observer que le Saint-Siége a toujours favorisé, encouragé et protégé les études utiles, mais il s'est toujours abstenu, avec une prudente réserve, de porter son jugement sur leur utilité, à moins qu'il ne s'agisse de choses relatives à sa foi, à sa morale et au culte divin, sur lesquelles il est obligé de faire entendre sa voix.

Il faut, en outre, observer que l'Eglise a toujours été ennemie des nouveautés et qu'elle ne s'est jamais éloignée de ses vénérables traditions sans de graves et puissants motifs. C'est ainsi qu'elle n'a jamais admis aucune innovation dans sa liturgie, même dans les choses, en apparence, de peu d'importance, lors même qu'il semblait plus utile et plus convenable de substituer le nouveau à l'antique.

Il est à propos de bien peser les paroles dont s'est servi la S. Congrégation en défendant l'usage du coton; les voici : « *Quod usque ab Ecclesiae primordiis . . . . ob reales et mysticas significatione inductum est, retineatur et omnino servetur.* » (Dec. gen. 15 maii 1819).

C'est pour un semblable motif que la S. Congrégation défendit, il y a peu de temps, le coton, les étoffes tissues de verre et la cire animale, et nous devons un tribut de louanges à son Eminence le cardinal Patrizi, vicaire général de Sa Sainteté, pour avoir adressé une circulaire aux supérieurs des églises par laquelle il leur défendit d'employer la stéarine; circulaire provoquée par l'initiative d'un supérieur d'église, qui, sans la permission de l'autorité compétente et presque à la dérobée, avait illuminé son église avec la bougie stéarine.

Pour savoir donc si on peut permettre l'emploi de l'huile de pétrole dans les choses religieuses, il sera nécessaire de connaître avant tout quelles sont les lois de l'Eglise relativement au luminaire, quelle est la différence entre ce combustible et l'huile d'olive.

Il faut observer d'abord quant au premier point, que, suivant une très-ancienne tradition, il doit y avoir continuellement une lampe allumée devant le tabernacle où repose le très-saint Sacrement. C'est à quoi semble faire allusion S. Chrysostome dans la 33e homélie, cap. 9 de S. Mathieu, lorsqu'il dit : « Quid enim hoc loco non magnum est et admirandum? » nam haec mensa longe pretiosior est, atque jucundior quam » tua ; et lucerna haec, quam tua, ut norunt qui cum fidei » oleo peruncti a morbis liberati sunt. » Qu'on me permette, pour plus de brièveté, de citer ici la dissertation que je fis en 1845 sur le gaz, et qui fut insérée dans les *Annales des sciences religieuses*, à la demande d'un personnage qui voulait savoir si le gaz pouvait remplacer l'huile. Je crois avoir démontré dans cette dissertation, quelle est la tradition, quelles sont les lois ecclésiastiques, quelle est la convenance et le sens mystique que l'Eglise a voulu exprimer par l'usage constant de l'huile dans les lampes qui brûlent dans les Eglises, et ce que j'y dis du gaz, doit plus ou moins s'appliquer au pétrole ou à toute autre matière.

Quant au second point, savoir : quelle est la différence qui existe entre ces deux combustibles? je crois devoir vous soumettre l'analyse du pétrole que m'a fournie le R. P. Provenzali de la compagnie de Jésus, professeur de chimie au Collège Romain. On voit, d'après cette analyse, la différence

qui existe entre l'huile d'olive et le pétrole, matière bitumineuse dans son origine, et combien on s'éloigne de l'esprit de l'Eglise en substituant l'un à l'autre.

Monseigneur l'évêque de Beauvais cite, à l'appui de sa demande, l'autorité de S. Charles Borromée; j'ajoute celle de deux auteurs, Cavalieri et Baruffaldi. Le premier dans ses commentaires des décrets de la S. Congrégation des Rites (tom. 4, chap. 6, dec. 15) s'exprime de la manière suivante: « Oleum, » quo nutritur ejusmodi lumen debet esse ex olivis expressum, » nec alterius generis admittitur oleum, nisi ubi illud haberi » non possit. » Baruffaldi dans ses commentaires du Rituel romain, au titre: *de sanctissimo Eucaristiae Sacramento n. 73*, dit à son tour: « Lumen vero lampadis oleo olivae nutriatur, » nec alterius generis adhibendum est, nisi quibus locis ordi- » narius ob eam causam concesserit, quia nullum ejus generis » haberi possit. »

Mais saint Charles Borromée et les deux auteurs dont on cite l'autorité n'ont entendu parler que du cas d'absolue nécessité par suite du manque total de l'huile d'olive.

Dans le cas de nécessité absolue et réelle, l'évêque pourra pourvoir, suivant le sentiment de S. Charles.

Mais comme la facilité d'accorder et d'obtenir ces dispenses pourrait occasionner des abus, ce serait plutot au Saint-Siége à accorder ces sortes de priviléges qui dérogent à un rite très-ancien.

Je serais par conséquent d'avis qu'on répondît en général négativement à la demande de substituer le pétrole à l'huile d'olive pour les lampes des églises, en exprimant dans la réponse que le Saint-Siége n'admet pas d'innovations dans les rites et dans les traditions de l'Eglise, et qu'on pourra, (dans les cas d'extrême nécessité, où par suite du manque total de l'huile d'olive, on se trouve dans l'impossibilité de faire brûler la lampe devant le S. Sacrement) en faire la demande à la S. Congrégation par l'entremise de l'ordinaire qui, dans ce cas, pourra être autorisé par le Saint-Siége à accorder aux supérieurs des églises la permission de substituer à l'huile d'olive tout autre combustible qu'il jugera plus convenable, sans expliquer toutefois si le combustible doit etre d'huile de lin, de colza, de pavot, on de tout autre espèce. J'ajouterais encore la clause que l'on ne pourrait se servir de ce combustible que pour la lampe prescrite par le Rituel devant le S. Sacrement, et qu'on devrait enlever toutes celles qui sont mises pour simple parade et pur ornement.

Tel est mon sentiment relativement aux questions qui ont été présentées; je le soumets au jugement de la S. Congrégation.

Sur l'usage du gaz dans les églises. — L'Eglise catholique, dès son origine, eut la coutume d'entrenir des lampes dans les lieux saints, non seulement pour dissiper les ténèbres au besoin, mais encore en signe de joie et de vénération, comme l'atteste saint Jérôme réfutant Vigilance qui se moquait de ce rite. L'usage des lumières, dans la célébration des divins mystères et des autres cérémonies religieuses, en signe de vénération envers la très-sainte Eucharistie, en honneur des reliques des saints et de leurs images, et en signe de respect pour les lieux saints remonte donc à l'antiquité la plus reculée; il s'est maintenu constamment par la suite et a été réglé par des lois stables Il suffira de relater ici quelques unes des lois relatives aux cierges et aux lampes adoptées à cet effet.

On lit relativement aux cierges, dans les rubriques générales du missel: « Super altare collocetur crux in medio et » candelabra saltem duo cum candelis accensis hinc et inde in » utroque latere ejus. » Parlant des omissions qu'on peut commettre à ce sujet, les rubriques signalent parmi les défauts: « Si non adsint luminaria cerea. » Le cérémonial des évêques prescrivant ce qu'on doit préparer pour l'usage des Eglises et des autels prescrit: « Praecipua cura erit, ut paramenta » sacra, vasa, libri, cerei, ornamenta instrumentaque pro » Ecclesiae et altarium etc. conserventur etc. supra in pla- » nitie altaris adsint candelabra sex argentea . . . et super » illis cerei albi. » Le rituel romain parlant de l'Eucharistie s'exprime ainsi: « Procedit sacerdos ad altare et ac- » censis cereis. » Le pontifical romain établit aussi plusieurs autres pratiques à observer. Voici ce qu'ordonne le rituel romain relativement aux lampes: « Lampades coram eo (c'est-à- » dire devant la sainte Eucharistie) plures vel saltem una » diu noctuque colluceat. » Ajoutons à toutes ces citations ce que dit le cérémonial des évêques sur le même sujet: « Lampades quoque ardentes numero impari in Ecclesiis ad- » sint, tum ad cultum et ornatum, tum ad mysticum sensum, » ut et multa ex superius narratis pertinent. Hae vero im- » primis adhibendae sunt ante altare vel locum ubi asservatur » sanctissimum Sacramentum, et ante altare majus, quibus in » locis lampadarios pensiles esse decet, plures sustinentes lam- » pades, ex quibus qui ante altare majus erit tres ad minus, » qui ante Sacramentum saltem quinque lucernas habeat. Ante » vero reliqua singula altaria singulae possunt lampades ap- » pendi, quae quidem in praecipuis festis, saltem dum ves- » perae et missa solemnis decantatur, continue ardeant. Ante » sanctissimum Sacramentum si non omnes, ad minus tres » accensae tota die adsint. Sed ante locum, et fenestellatum » confessionis supradictae, ubi consuetudo est lampadem ar- » dere, servanda est. Possunt etiam in altari majori, vel aliis, » quae habent ciboria, circumcirca lampades appendi. » Notre but n'est pas ici de démontrer l'autorité des lois citées dans ces divers passages, car il suffit d'examiner les constitutions des souverains pontifes qui figurent en tête de ces mêmes livres, pour se convaincre de la stricte obligation qu'il y a de les observer. On ne peut donc pas révoquer en doute que l'usage des lumières dans les lieux saints, et la matière pour les alimenter, savoir: La cire des abeilles pour les chandeliers et l'huile pour les lampes n'aient été prescrites d'une manière formelle. Mais tout en respectant les lois dans leur généralité, pourra-t-on introduire, dans certains cas, quelques variations par rapport à la matière prescrite? L'esprit de nouveauté qui bien souvent par mépris des usages les plus vénérables par leur mérite et en ce qu'ils remontent à l'antiquité la plus reculée, veut s'introduire partout, a essayé aussi de s'introduire dans le luminaire des églises. Il a voulu substituer la cire animale, à celle d'abeille: on voudrait substituer aujourd'hui le gaz à l'huile d'olive. Mais l'Eglise qui met sa plus grande gloire à garder son ancienne forme, ne se décide que très-rarement et pour de très-graves motifs à déroger à ses anciennes coutumes. Guidée par le même esprit qui l'a animée dès son origine, elle a toujours voulu ou expressément ou tacitement que « veteres ritus sacri ubivis locorum in omnibus urbis orbisque ecclesiis diligenter observentur, ut omnia rite et recte et ex patrum traditione fiant, » comme parle Sixte V, constitution *Immensa*, de 1587. C'est pourquoi lorsque l'usage de tisser le coton fut introduit, on crut que ce serait chose indifférente que de le substituer aux tissus de lin, d'autant plus que l'effet était excellent et le prix modique, ce qui permettait de fournir les églises d'une plus grande quantité de linge. Néanmoins la S. Congrégation des Rites décida qu'on ne devait pas abondonner les tissus de lin et déclara abusive l'introduction du coton, attendu que « *usque ab Ecclesiae primordiis ob reales et mysticas significationes inductum est.* C'est pourquoi, ayant été interpellée l'année d'après pour savoir si l'on pouvait substituer la stéarine à la cire, elle répondit de conserver l'ancien rite. Si on venait lui demander aujourd'hui s'il convient d'introduire le gaz en place de l'huile pour alimenter les lampes, quelle réponse pourrait-on attendre? Ce n'est pas à nous à prévenir son jugement à ce sujet, mais cette demande pourra

nous fournir l'occasion d'entamer une discussion d'autant plus utile, qu'il est à notre connaissance qu'on a introduit abusivement, dans certaines localités, l'usage du gaz en place de l'huile d'olive pour les lampes des églises, usage qu'on voudroit encore propager ailleurs.

Nos recherches auront pour objet de découvrir si l'usage de l'huile pour les lampes repose 1° sur l'autorité d'une tradition non interrompue; 2° s'il se fonde sur des symboles qu'il représente, 3° si cette substance est propre à sauvegarder le respect dû au lieu saint.

Commençant par la tradition, j'observe que bien qu'il ne soit pas parlé de l'huile dans les documents déjà cités, ni dans ceux que nous citerons plus tard, l'huile est la matière dont on s'est toujours servi et sur laquelle on n'a jamais soulevé de doute; les auteurs ont cru l'avoir clairement indiquée par le mot: *Lampe*.

Dans les trois premiers siècles de l'Eglise, et pendant les persécutions qui visaient à la destruction du christianisme, nous avons une preuve de ce que nous disons dans les actes des Apôtres (c. 20) où il est parlé du séjour de S. Paul à Troade, et de la conférence qu'il eut un dimanche, jusqu'à minuit: l'écrivain sacré mentionne les lampes en grand nombre qui éclairaient le lieu où se tenait l'assemblée. « Una autem » sabbati cum convenissemus ad frangendum panem, Paulus » disputabat cum eis, profecturus in crastinum, protraxitque » sermonem usque in mediam noctem. Erant autem lampades » copiosae in coenaculo ubi eramus congregati. » Je ne parle pas du mot: *Una sabbati*, qui désigne le premier jour de la semaine, le dimanche; le pain désigne le sacrifice eucharistique. L'écrivain sacré a pris soin de noter le respect avec lequel on célébra la messe. S'il ne se fût agi que des lumières contre les ténèbres de la nuit, il n'eût pas été nécessaire d'en faire mention: mais S. Luc a voulu nous apprendre que le sacrifice se célébrait avec une grande splendeur de luminaire. Baronius, Tirinus et d'autres ont parfaitement expliqué ce témoignage des actes des Apôtres. On lit dans Tirinus: « *Una* » *sabbati*, id est prima hebdomadae die, puta dominica tertia » post Pascha. *Cum convenissemus ad frangendum panem*, non » profanum ut vult Lyranus; sed eucharisticum ut Syrus et » Augustinus, quin et Calvinus, Bullingerus et Beza exponunt. » *Erant lampades copiosae in coenaculo*, non tantum ad pel» lendas noctis tenebras (de quo dubium nulli esse poterat, » neque opus erat ejus rei Evangelistam meminisse) sed etiam » et quidem maxime ad decorandam Eucharistiae celebratio» nem, quod etiamnum, cum interdiu missa celebratur, pie » imitatur Ecclesia universa, ut prolixe docet Baronius. »

Un autre argument est fourni par les canons attribués aux Apôtres. Le 3e canon ne permet d'offrir à l'autel que l'encens, et l'huile pour le luminaire: *Oleum ad luminaria et incensum tempore sanctae oblationis*. L'auteur de ce livre, que les savants croient du IIIe siècle, a voulu nous transmettre les usages établis par les Apôtres ou leurs disciples; il n'eût pas osé insérer dans cette collection des choses de son invention.

En effet, les Actes proconsulaires des martyrs d'Afrique qui sont dans Surius (tom. 4) portent que les ministres de Dioclétien prirent des lampes d'argent et de bronze: *Lucernae argenteae septem, aeneae undecim cum suis catenis*. On a la même chose dans d'autres Actes dont l'authenticité n'est pas contestée. On remarque encore aujourd'hui dans les chapelles souterraines des catacombes les anneaux de fer qui servaient à suspendre les lampes. Boldetti assure qu'on a retrouvé quelquefois les lampes elles-mêmes. Si la voute était trop élevée pour qu'on pût l'atteindre facilement, les lampes étaient placées sur de petites tables de marbre adossées au mur. On peut consulter Arringhi, *Roma subterranea*, lib. 1 c. 18. Casali, *de veteribus christianorum ritibus*, c. 42.

Les temps postérieurs, où l'Eglise put orner tranquillement ses temples, offrent des preuves plus abondantes que les trois premiers siècles. Anastase Bibliothécaire enregistre bien des donations que les Papes firent aux églises, et nomme, entre autres, plusieurs sortes de lampes, par exemple, les *phares*, les *canthares*, les *couronnes d'argent*, et les *cicindelae*. Ainsi le pape S. Silvestre donne: *Phara canthara ubi ardet oleum*. Le livre des miracles de S. Gal, cité par Mabillon (tome 2 *Acta Sanctorum Ordinis S. Benedicti*, saeculum 2, c. 35) mentionne le *phare* qui était devant l'autel du saint; il parle aussi de l'huile contenue dans les divers lampions. Voici le passage, tel que Mabillon le rapporte: « Alio quoque tempore » frater quidam, qui in eadem ecclesia custodis fungebatur » officio, cum pharum, quae ante altare s. Galli pendebat, » pro incendendis luminaribus ad inferiora deponere debuisset, » incaute funem, quo ipsa pharus dependebat retraxit. Qui » statim e manu dilapsus, paxillum, cui insertus erat de pa» rietate extraxit. Quumque eadem pharus sub nimia celeritate » solo appropriasset, repente substitit, et absque ullo humanae » retinaculo artis in aere suspensa remansit. Custos igitur, » miraculi stupore perculsus, allato igne lampades omnes ac» cendit, et plurimis hoc factum cernentibus absque pingue» dinis effusione seu diminutione lucernarum, altius ipsam » pharum, quam dependere solebat, retraxit. » L'expression, *pinguedo*, pour désigner l'huile, se retrouve dans le Pontifical romain, titre de la bénédiction des saintes huiles: « Emitte » Spiritum tuum de cœlis in hanc pinguedinem olivae, quam » de viridi ligno producere dignatus es. » On voit dans ce passage que le phare avait plusieurs branches. Le phare, suivant Ducange, était une lampe ronde garnie d'un nombre déterminé de lampions. Le *canthare*, suivant Vossius, était un disque, un vase où l'on versait l'huile et qui était suspendu dans les églises. La *couronne d'argent*, en forme de cercle, contenait un grand nombre de lampions. S. Grégoire le grand parle des couronnes d'argent (lib. 1 epist. 71). La vie de S. Benoît d'Aniane, rapportée dans Mabillon (*Acta* sæc. 4, p. 201) renferme ce qui suit: « In choro dependent lampades argen» teae in modum coronae, quae in se insertis circulis cyathos » recipiunt per gyrum, morisque est praecipuis in festivita» tibus oleo repletas accendi, quibus velut in die ita et in » nocte tota refulget ecclesia. »

Le nombre des lumières et la beauté des lampes augmentaient la splendeur des saints lieux. Saint Paulin les décrit parfaitement dans ses hymnes en honneur de S. Félix de Nole. On lit dans le 3e chant:

« *Clara coronantur densis altaria lychnis*
» *Nocte dieque micant, sic nox splendore diei*
» *Fulget, et ipsa dies caelestis illustris honore*
» *Plus micat innumeris lucet geminata lucernis.* »

Dans le 9e chant:

« *Ecce vides quantus splendor, velut aede renata*
» *Rideat: insculptum camera crispante lacunar,*
» *In ligno mentitur ebur, tectoque superne*
» *Pendentes lychni spiris retinentur ahenis*
» *Et medio in vacuo laxis vaga lumina nutant*
» *Funibus undantes flammas levis aura fatigat.* »

Dans le onzième chant en honneur de S. Félix, S. Paulin parle de l'huile, et raconte qu'un voleur s'étant introduit dans l'église pendant la nuit, éteignit les lampes qui brûlaient sans interruption:

« *Hunc importunus sibi lumine praedo micantem*
» *Protinus extinguit, namque id quoque noverat idem*
» *Saepe solere mori cum stuppa per arida longam*
» *Conderet in noctem consumpto lumen olivo etc.* »

Prudence atteste clairement que les lampes du sanctuaire étaient alimentées par l'huile:

« *Pendent mobilibus lumina funibus,*
» *Quae suffixa micant per laquearia,*
» *Et de languidulis fota natalibus*
» *Lucem perspicuo flamma jacit vitro* (1). »

Les églises se distinguaient des lieux profanes par les lampes qui brûlaient continuellement. S. Epiphane raconte dans sa lettre à Jean évêque de Jérusalem, qu'il reconnut une église à la lumière qui l'éclairait. La piété des fidèles contribuait à l'entretien des lampes; c'est justement que Grégoire de Césarée décerna de grands éloges à la piété du tribun militaire qui témoigna son respect pour une église et pour la majesté de Dieu qui l'habite, en entretenant les lampes. Les empereurs firent des donations aux églises pour le luminaire; l'impératrice Eudoxie femme de Théodose, donna pour cela, dit Nicéphore, dix mille sextiers d'huile. Ces pieuses largesses furent imitées par les grands et par les autres fidèles. Saint Jean Chrysostôme se plaignait qu'on négligeât les pauvres pour orner les églises de somptueuses lampes: « Et argen-» teas quidem catenas ad lucernas suspendis: ipsum autem » in carcere vinctum nec vis quidem visere. Et haec dico » non prohibens in his gloriari, sed haec cum illis. (Hom. 40 » ad popul. Ant.)

Dieu fit des miracles pour montrer combien il agréait cet acte de piété. Eusèbe rapporte que l'huile pour les lampes ayant manqué la veille de Pâques dans l'église de Jérusalem, l'évêque, qui se nommait Narcisse, fit apporter de l'eau qu'il bénit et qui fut changée en huile dès qu'il l'eut fait verser dans les lampes. Saint Grégoire rapporte des miracles du même genre (Dialog. lib. 1, c. 5; l. 3, c. 30).

C'est pourquoi divers conciles prescrivirent que lorsqu'on voulait contraire une église, il fallait avant tout former une dotation pour le luminaire et pour l'entretien des ministres; le code de Justinien confirme cette disposition canonique. Le second concile de Brague, de l'an 563, prescrit de partager les revenus des églises en quatre portions, dont une pour les frais de luminaire et les réparations des édifices. Le 3e concile de Bragues, célébré l'an 572 et le concile d'Aix-la-Chapelle sous Pepin comminèrent de terribles peines contre ceux qui oseraient soustraire les offrandes du luminaire.

Il est inutile d'apporter des preuves pour les siècles suivants; personne n'ignore que l'usage des lumières et de l'huile s'est conservé en tout temps et en tout lieu. Mais nous devions étudier les sources pour montrer que cet usage n'est pas récent et qu'il se fonde sur les plus vénérables autorités, puisqu'il remonte aux premiers temps de l'Eglise et qu'on doit en attribuer l'origine aux apôtres eux-mêmes. D'où il suit que l'emploi de l'huile repose sur la tradition de dix-huit siècles et davantage. J'ajoute que le rite remonte encore plus haut et dérive du précepte divin que nous trouvons dans l'Ancien Testament. Dieu prescrivant à Moïse les lois de son culte, s'exprima ainsi: » Haec sunt quae accipere debetis... Oleum ad luminaria con-» cinnanda » – « Praecipe filiis Israel, ut afferant oleum de » arboribus olivarum purissimum, piloque contusum, ut ardeat » lucerna semper. » On lit dans le Lévitique: « Praecipe filiis » Israel, ut afferant tibi oleum de olivis purissimum ac lucidum » ad concinnandas lucernas jugiter (Exod. 25 27 Levit. 24) ». Par conséquent ce n'est pas fortuitement que les Apôtres et toute l'Eglise après eux ont choisi l'huile pour les lampes du sanctuaire.

Dieu et l'Eglise ont choisi ce liquide, à cause des symboles et des sens cachés qu'il renferme. Rappelons d'abord que l'olivier est symbole de paix; la colombe apporta une branche d'olivier à Noé, pour annoncer à ce patriarche que les eaux où avaient été lavées les iniquités de la terre avaient disparu. Or tous les objets sacrés sont des symboles du Rédempteur, comme dit Alcuin: » In omnibus rebus Christus nobis ad me-» moriam reducendus est. » Les lumières qui brillent dans les églises représentent Jésus-Christ, qui s'est appelé la lumière du monde; elles représentent aussi l'Evangile, vraie lumière des hommes. L'huile symbolise fort bien Celui qui a donné la paix au monde et que le prophète a surnommé: *Rex pacis*. Elle exprime aussi les effets de la prédication de l'Evangile sur la face de la terre. On trouve dans l'huile les merveilleuses qualités du Nom de notre Sauveur, comme parle le Cantique des Cantiques: *Oleum effusum Nomen tuum*. De même que l'huile (dit S. Bernard commentant ce passage), brille, nourrit, et guérit les plaies, ainsi le Nom adorable de Jésus est une lumière qui éclaire, un aliment qui nourrit, un remède qui guérit. Lorsque l'Eglise fait brûler des lampes devant les reliques et les images des saints, c'est pour montrer qu'ils se préservèrent de la corruption du monde en évitant de se mêler à ses égarements, et qu'ils brillèrent comme un flambeau au milieu des peuples qui vivaient dans les ténèbres. Ainsi l'huile ne se mêle pas aux autres liquides et surnage toujours au dessus.

L'Eglise a reconnu la convenance de l'huile pour les saints rites. Elle bénit ce liquide, elle le consacre et s'en sert dans les bénédictions et les consécrations, dans l'administration des sacrements; elle exprime par là, soit la consécration perpétuelle d'un objet au culte divin, soit la grâce sanctifiante qui se répand dans l'âme, soit les effets des sacrements. Dans le baptême, l'huile montre la pureté de l'âme régénérée; dans la confirmation, elle indique la force de résister aux suggestions de l'ennemi infernal. On emploie l'huile dans le sacre des rois, dans l'ordination des prêtres et dans la consécration des évêques, pour montrer leur perpétuelle consécration à Dieu, et pour indiquer, par rapport aux évêques et aux prêtres, la plénitude de la grâce sacerdotale. L'huile de l'extrême-onction désigne la force de résister aux tentations qui sont, au moment suprême, plus fortes et plus terribles que jamais.

Jacob versa l'huile sur la pierre qu'il érigea comme autel. Dans l'ancienne loi l'huile était destinée à sanctifier les vases du tabernacle et les vêtements sacerdotaux. On accomplissait avec l'huile l'onction mystérieuse du Souverain Pontife et celle des rois destinés à gouverner le peuple de Dieu.

Si nous considérons la nature de ce liquide, nous trouverons que l'huile est un produit très pur et très simple des olives, qui étant dépurées, choisies, mises au pressoir, donnent une substance que le feu purifie et qui se répand très facilement dans les lampes où l'on entretient la flamme. Cette flamme, par son éclat mystérieux et suave, excite le sentiment religieux qui est l'âme de la prière, laquelle, accompagnée d'une sincère humilité, s'élève au trône de Dieu. Outre la prérogative de l'antiquité, l'huile se prête donc à des explications symboliques qu'il serait difficile de rencontrer dans toute autre substance.

Parlons onaintenant du gaz que l'on propose de substituer à l'huile pour le luminaire des églises. Que dit la tradition? Le progrès des sciences naturelles a fait découvrir ce nouveau genre d'éclairage. L'éclat de la lumière, la raison d'économie et l'amour de la nouveauté ont fait adopter le gaz pour les rues, les grands édifices et les lieux de réunion. Au lieu d'en trouver l'origine dans les pratiques de la vénérable antiquité, l'Eglise se conformerait donc à une invention moderne d'un usage tout profane. La raison d'économie a toujours été regardée comme de peu d'importance dans le culte divin; au contraire, on a cherché les plus riches choses ici-bas; le beau, c'est ce qui est grave et digne. Or, pour embrasser

(1) In Catameria hym. 5.

une invention récente, l'Eglise devrait oublier les enseignements de sa tradition par rapport à l'emploi de l'huile.

Si nous voulons chercher les significations symboliques que peut offrir le gaz, nous n'avons que des conclusions négatives. Que nous présente cette substance? Le gaz, ou hydrogène carbonique est un fluide qu'on produit directement par les procédés chimiques en combinant le carbone et l'hydrogène dans les proportions voulues; mais ce système d'ailleurs très dispendieux ne fournirait pas la quantité de gaz qu'il faut pour un éclairage prolongé. On fait donc le gaz par des moyens indirects, en l'extrayant du charbon, ou de substances grasses de peu de valeur, qui ne peuvent se prêter aux symboles mystiques.

Au point de vue du respect dû au lieu saint, le gaz offre plusieurs inconvénients. D'abord il exige un système de tuyaux, lequel est compliqué et ne peut être entretenu que par des ouvriers expérimentés. L'éclairage au gaz produit assez facilement des exhalaisons malsaines. Comme les tuyaux peuvent se briser ou être obstrués, on n'aurait pas l'éclairage permanent qu'il faut dans les églises. Il est arrivé plusieurs fois que le gaz venant à manquer subitement dans les assemblées nocturnes, des ténèbres complètes ont succédé en un instant à la plus brillante clarté. Qui voudrait remplacer les cent lampes de la confession de S. Pierre par des becs de gaz dont la lumière vacillante et trop vive fatiguerait la vue et empêcherait de vénérer de près les precieuses reliques des saints apôtres! Enfin, le danger des explosions est plus grand pour les églises que partout ailleurs, parce qu'elles sont ordinairement fermées de toute part, afin d'empêcher le renouvellement de l'air, surtout en hiver.

Si nos raisons ne semblent pas démonstratives, on doit toutefois convenir que tout changement des rites ecclésiastiques exige l'intervention du Souverain Pontife; le sentiment opposé ne pourrait être soutenu qu'en recourant aux maximes des protestants. Il suit de là qu'avant de remplacer l'huile par le gaz, on devra consulter le Saint-Siége; il serait téméraire, je ne dis pas seulement de le tenter, mais même de croire qu'on le peut faire sans la permission du Pape. Nous espérons que nos réflexions, quoique courtes et incomplètes, exciteront dans les ecclésiastiques le zèle pour la dignité des lieux sacrés et qu'ils n'innoveront jamais en des choses qui requièrent le jugement suprême de Celui que Dieu a constitué gardien de la discipline. Plût à Dieu qu'on eût toujours éloigné l'esprit d'innovation du lieu saint! On n'entendrait pas les gens de bien répéter avec le plus profond regret que la maison de Dieu est profanée par les fêtes qu'on y célèbre. Les ornements mondains qu'on y étale, la musique profane et les brillantes illuminations font que les églises sont fréquentées avec un esprit de légèreté et de curiosité qui détruit le respect. Jaloux de l'honneur de sa maison, Dieu prescrivit avec le plus grand détail tout ce qui regardait le culte dans l'ancienne loi, et dans la nouvelle il s'est armé d'une verge pour expulser les profanateurs.

Note sur le Pétrole. — Le Pétrole est un bitume liquide qui se forme naturellement sous la terre par suite de la décomposition de substances organiques. Ce liquide, très ressemblant d'ailleurs aux huiles volatiles, provient d'un mélange de charbon hydrogène et il est par conséquent très-combustible. Il ne fut pas inconnu aux anciens; Hérodote, Pline et Dioscoris attestent qu'on l'employait en médecine; les anciens s'en servaient surtout pour se procurer de la lumière, de la chaleur et même encore pour faire cuire les aliments. Mais l'usage du Pétrole ne se répandit pour lors que chez les Perses et autres peuples de l'Asie, à cause de l'âcreté de son odeur. Il n'est devenu commun que dans ces derniers temps, depuis qu'on a trouvé le moyen de le purifier et de lui ôter presque entièrement son âcreté. Le Pétrole bien purifié a une grande puissance d'éclairage, et présente des avantages réels sur toutes les autres huiles dont on s'est servi jusqu'à ce jour pour alimenter les lampes. Mais dans le cas où il ne serait pas bien purifié, outre la mauvaise odeur qu'il répand, il pourrait occasionner des explosions et des incendies.

Voulant donc employer le Pétrole comme combustible, il faut, avant tout, s'assurer s'il a été bien purifié. Cet examen étant bien facile, je suis d'avis qu'on peut, en toute sureté, employer le Pétrole pour l'éclairage des maisons, à la condition toutefois que les lampes soient adaptées à cet usage et qu'on n'en allume pas plusieurs à la fois dans la même salle. — F. S. *Provenzali, professeur de Physique au Collége Romain.*

Supplex libellus Rmi episcopi Bellovacensis SSmo D. N. — Josephus Armandus Gignoux episcopus Bellovacensis in Gallia ad Sanctitatis Vestrae pedes provolutus, quae sequuntur de lampade coram Sanctissimo Sacramento et de oleo quod in ea comburendum est, exponere confidit.

Ab Ecclesia sancitum est ut coram Sanctissima Eucharistia in tabernaculo recondita « lampades plures, vel saltem una diu noctuque colluceat. » (Rit. Rom. de Sacr. Euchar.) Itaque episcopi in sua quaque dioecesi providere debent, ut in omnibus ecclesiis ubi asservatur Sanctissimum Sacramentum, adsit lampas et in ea comburatur aliqua materia, quae luminis diuturnitatem praestet.

Rituale quidem Romanum de qualitate hujus materiae tacet, et lumen tantum requirit; sed ex aliis documentis mens Ecclesiae conjici videtur. Sic verbi gratia, se habet S. Carolus Borromaeus in act. Mediolan. parte IV: « Lumen lampadum oleo olivae nutriatur, nec vero alterius generis adhibeatur, nisi quibus locis archiepiscopus ob eam causam concesserit, quia nullum ejus generis haberi potest. » Et alibi in XI Syn. Dioeces. « Usus olei olivarum commendatur ad lumen lampadum in ecclesiis, ubi fieri potest retineatur et ad consuetudinem inducatur in omni ecclesia. » Insuper quotiescumque in sacra liturgia mentio fit de oleo, ut in administratione sacramentorum et benedictione quae fit feria V in Coena Domini, agitur de oleo proprie dicto, scilicet quod ex oleo exprimitur.

Sed in multis Galliarum regionibus deest oleum olivae, et nonnisi magnis sumptibus, quibus ecclesiae nostrae omnino impares sunt, comparari posset. Multae enim apud nos reperiuntur, his infaustis temporibus, ecclesiae inopia laborantes, quibus vix necessaria ad Sacrum et ad praecipuas anni functiones peragendas suppeditari queant, et in quibus impossibile esset Sanctissimum Sacramentum asservari, magno equidem animarum pietatisque detrimento, si oleum olivae omnino exigeretur. In his etiam partibus, in quibus facilius invenitur oleum illud olivae, experientia constat paupertatem multarum ecclesiarum impedire ne illud sibi comparent ad lampadem sanctuarii alendam. Insuper etiamsi facultates ecclesiarum nostrarum suppeterent, oleo olivae comburendo alia difficultas non minima occurreret, eo quod oleum istud facile concrescit, et toto hyemis tempore lumen nutrire non valeret.

Ad alia ergo olea ex aliis vegetalibus expressa, ut sunt oleum ex planta, quae latine vocatur *Brassica*, gallice vero *Colza* seu *Navette*, oleum ex *papavere*, gallice *oeillette* etc. Haec quidem olea facilius in regionibus nostris inveniuntur, quam oleum olivae, sed nihilominus pluribus incommodis subjacent. Majoris usque adhuc sunt pretii quam ut in omnibus nostris ecclesiis, facultatibus sufficientibus saepe destitutis, eorum usus recipiatur. In quibusdam vero impensas ad lumen necessarias, adhortantibus parochis, fideles subministrare non recusant; sed quam multae sunt aliae, in quibus tali subsidio deficiente, vel Sanctissima Eucharistia non asservatur, vel si propter infirmos et preces serotinas, quae in Adventu praesertim et

Quadragesima peraguntur, servanda sit, illam absque lampade asservari tolerandum est! Hujusmodi olea coinquinant omnia quae attingunt, ita ut nonnisi maxima cura lampades nitidae serventur.

De die in diem difficilius inveniuntur olea expurgata, quae lumen per aliquod tempus foveant. Saepius enim praesertim in parochiis ruralibus, nonnisi adulterata, seu vili qualitate olea venumdantur; unde accidit ut pluries per diem noctemque extinguatur lumen, pluriesque unaquaque die parochus, si velit honori Santissimae Eucharistiae pro posse consulere, lampadem rursus accendere debeat. Sed quandoque parochus vel domum habitat sat longe ab ecclesia distantem, vel in ministerii functionibus alias versatur, praesertim quum duae ecclesiae, quod saepenumero in hac dioecesi et pluribus aliis evenit, uni eidemque sacerdoti committuntur, et ideo lampadi invigilare nequit. Saepe ergo, et praeter sacerdotis voluntatem sive die, sive praesertim noctu lampas extincta remanet coram Sanctissimo Sacramento. In multis ecclesiis tum hujus dioecesis Bellovacensis, tum multarum Galliarum dioeceseon, rem ita se habere, propter olei vitium, experientia quotidiana compertum est. Et si in quibusdam reperiri possunt piae mulieres, aut religiosi viri qui lampadi alendae per diem invigilare satagunt, in multis aliis nullus huic pietatis officio operam dare potest. Insuper in nocte quis invigilabit?

Menti ergo Ecclesiae omnino consentaneum erit investigare qua ratione haec incommoda vitari possint. Porro a pluribus annis receptus est apud nos usus alterius generis olei, quod plerisque praefatis incommodis immune videtur, olei scilicet non quidem ex vegetalibus, sed ex *petra* ex *schisto* expressi, et quod Petroleum nuncupatur. Minori pretio venit quam olea sive olivae, sive de *colza*, *navette*, seu *oeillette* supramemorata, et ideo plures ecclesiae his oleis comparandis impares, copiam habebunt accendendi lumen coram tabernaculo juxta praescriptum Ecclesiae. Munditia praestat et numquam inquinat quod attingit. Tandem et hoc proculdubio animadvertendum est, lumen hujus olei non deficit, ne quidem post unum vel alterum diem praesertim si adhibeantur lampades convenientes, quales nunc in pluribus dioecesibus reperiuntur.

Sacerdos enim hujus Bellovacensis dioecesis, solertia non minus quam pietate erga Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum conspicuus, cum doleret de nimia difficultate lumen in sanctuario diu noctuque cum oleis ordinariis nutriendi, peculiaris generis lampadem invenit, quae istud oleum Petrolei parvo sumptu comburere permittit, lumenque absque ulla cura ad secundum tertiumve diem indesinenter servat.

Si vero objiciatur quandoque periculosum esse istud Petroleum, respondere et absque ulla dubitatione asserere licet, adhibito supramemorato lampadis genere nullum periculum subesse, nullumque incommodum.

Jam in pluribus ecclesiis tum hujus dioecesis tum aliarum dioeceseon istam lampadem parochi experti sunt, jamque experientia constat minimo sumptu haberi coram tabernaculo cum dicto Petrolei oleo lumen clarum, constans, nulli discrimini, aut incommodo obnoxium, et ideo in omnibus ecclesiis praescriptum Ritualis longe facilius adimpleri posse.

Et si diceretur usum istius olei non ex vegetabilibus, sed ex petra expressi, a consuetudine Ecclesiae recedere, facile concedenda videretur dispensatio, cum, teste S. Carolo Borromaeo, in usu olei olivae dispensatio admittatur, et cum oleum istud ad honorem Santissimae Eucharistiae, quae jam lumine non destitueretur, ad pietatem fidelium et sacerdotum consolationem tam multum conferat.

Insuper si in hac quaestione mysticae rationes proponendae essent, illae procul dubio non deessent pro oleo ex petra, quae Christum figurat, expresso.

His itaque maximi momenti, ut arbitratur, rationibus fisus, episcopus orator enixe postulat ut Sanctitas Vestra declarare dignetur usum olei Petrolei pro lampade sanctuarii non improbari, et quidem permitti posse arbitrio ordinarii. Sanctitatis Vestrae humillimus et addictissimus in Christo filius ✠ *Jos. Ar. Episc. Bellovacensis, Noviomensis et Sylvanectensis.* — Bellovaci die 9 aprilis 1864.

Supplex libellus Rev. archiepiscopi Rhedonensis. — Godefridus Saint-Marc, archiepiscopus Rhedonensis, ad pedes Sanctitatis Vestrae humiliter provolutus, dubia sequentia proponit.

Quaeritur 1. An usus olei lampadis ante SS. Sacramentum lucentis, non ex oliva, sed ex viliori materia expressi, v. g. ex nucibus « ex Brassica campestri (Colza) » vel ex Petroleo (Pétrole) possit retineri sine peccato?

2. An usus ille sit licitus, saltem in ecclesiis pauperioribus. Quare etc. Rhedonis die 11 martii 1864.

Lettre du Rev. archevêque de Cambrai. — Les considérations que V. G. fait valoir dans la supplique qu'elle adresse à la S. Congrégation des Rites, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'employer l'huile minérale pour la lampe du sanctuaire, sont de tout point applicables à mon diocèse. Je partage donc le voeu que vous exprimez, et je l'appuie, autant qu'il est en moi etc. Cambrai le 11 avril 1864.

Lettre du Rme évêque de Meaux. — L'entretien de la lampe du SS. Sacrement avec les huiles communes dont on se sert dans la plupart de nos diocèses est déjà une lourde charge pour nos fabriques, dans les paroisses rurales surtout; et l'emploi de l'huile d'olive, qui pourrait être sujet aux mêmes inconvénients, serait une dépense réellement excessive, et au dessus des ressources de la plupart de nos églises.

J'ai fait dans ma chapelle l'essai de la lampe inventée par votre bon curé, et qui s'entretient avec de l'huile de pétrole.

L'expérience a parfaitement réussi. On n'a pas à craindre les mille petits accidents qui viennent éteindre les lampes ordinaires; et il y a une économie de prix assez notable. Je vous remercie donc, Monseigneur, de la communication que vous avez bien voulu me faire, et je désire vivement que le Saint-Siége prenant en considération les motifs que vous exposez dans votre supplique, veuille bien autoriser, dans nos diocèses, pour la lampe du Saint-Sacrement l'usage de l'huile de pétrole qui offre tant d'avantages etc. 5 avril 1864. — ✠ Aug. Ev. de Meaux.

Lettre du Rev. évêque du Mans. — Les motifs sur lesquels s'appuie votre supplique sont trop graves pour que je ne m'empresse pas d'y donner mon adhésion.

On dit, il est vrai, que l'huile de schiste a des inconvénients qui balancent ses avantages; mais l'expérience que vous avez faite dans votre diocèse prouve qu'en choisissant de l'huile épurée et en la maniant avec soin, on peut éviter la mauvaise odeur et les explosions etc. Le Mans, le 6 avril 1864.

Epistola Rev. episcopi Diniensis. — Maria-Julianus Meirieu Dei et Sanctae Sedis Apostolicae gratia episcopus Diniensis. Quam libentissime assentit rationibus expositis ab episcopo Bellovacensi ad effectum obtinendi ut pro lampade SSmi Sacramenti adhiberi possit oleum de petra vulgo nuncupatum petrole.

Lampadem a sacerdote dioecesis Bellovacensis inventam lungos per dies ipsemet expertus, asserere potest illam minimo sumptu ali, lumen clarum, constans, nulli obnoxium incommodo praebere, ideoque perutilem fore dioecesi Diniensi in qua maxima pars ecclesiarum, propter nimiam paupertatem, nonnisi per breve tempus et magnis sumptibus lampadem oleo munitam alere possunt. Datum Diniae die sexta aprilis 1864.

Lettre du Rme évêque de Fréjus et Toulon. — Quoique mon diocèse soit dans des conditions plus favorables que les diocèses du centre et du nord de la France pour l'entretien de la lampe qui doit brûler constamment devant le très S. Sacrement selon les lois de l'Eglise, attendu que l'huile d'olive y abonde; cependant, dans l'intérêt général de l'Eglise et pour assurer partout l'accomplissement des prescriptions liturgiques

sur ce point, je donne bien volontiers mon entière adhésion à la supplique que V. G. se propose d'adresser à N. S. Père le Pape pour obtenir l'autorisation d'user aussi de l'huile de pétrole plus économique et qui assure mieux l'observation de la loi relative au luminaire qui doit témoigner de la présence de Notre-Seigneur dans nos saints tabernacles etc. Fréjus le 8 avril 1864.

Lettre du Rme évêque de Cahors. — Je suis heureux de la détermination prise par V. G. Le diocèse qui m'est confié se trouve dans les conditions semblables à celles que vous signalez pour le diocèse de Beauvais, les fabriques sont généralement pauvres, un grand nombre ont de la peine à faire face aux besoins les plus urgents. Aussi n'y a-t-il pas, dans le diocèse, une paroisse où la lampe du S. Sacrement soit entretenue avec l'huile d'olive. Le prix trop élevé de cette espèce d'huile, a forcé nos fabriques de se servir d'huile soit de noir, soit de colza, d'un prix moins élevé, il est vrai, mais encore assez considérable pour que l'entretien de la lampe devienne une charge lourde pour bien des fabriques ; d'un autre côté ces huiles produisent beaucoup de fumée, et avec elles il est assez difficile de maintenir la lampe dans un état de propreté convenable. Au contraire la lampe entretenue avec l'huile minérale de pétrole offre toutes les conditions désirables d'économie et de propreté.

Aussi, Monseigneur, je m'associe bien volontiers à la demande que V. G. prend le sage parti d'adresser à Sa Sainteté, et je me joins à vous, Monseigneur, pour supplier notre très saint Père le Pape, de déclarer que l'usage de l'huile de pétrole pour la lampe du S. Sacrement n'est pas digne d'improbation, mais peut être toléré avec la permission des ordinaires etc. Castelnau le 10 avril 1864.

Lettre du Rme évêque d'Angoulême. — Je m'associe volontiers à votre supplique; aux motifs allégués par V. G., je me permets d'ajouter celui-ci: que pour la lampe du sanctuaire, l'Eglise n'exige et ne peut exiger qu'une huile végétale: elle ne saurait exiger comme pour les sacrements de l'huile d'olive, dont l'usage est évidemment impossible pour l'éclairage dans les trois quarts de l'univers habité. Or, le pétrole de l'avis de tous les géologues, est un produit des végétaux du monde primitif et n'a rien de commun avec le suif et tous les graissages impurs qu'on bannit avec grand soin du sanctuaire et qui devraient être entièrement bannis de l'Eglise etc. Angoulême le 20 avril 1864.

« Décret de la S. Congrégation des Rites. — Plurium » dioeceseum. Nonnulli Rmi Galliarum Antistites, serio per» pendentes in multis suarum Dioeceseum Ecclesiis difficile » admodum et nonnisi magnis sumptibus comparari posse » oleum olivarum ad nutriendam diu noctuque saltem unam » lampadem ante Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum, ab » Apostolica Sede declarari petierunt utrum in casu, attentis » difficultatibus et Ecclesiarum paupertate, oleo olivarum sub» stitui possint alia olea, quae ex vegetalibus habentur, ipso » non excluso petroleo. Sacra porro Rituum Congregatio, etsi » semper sollicita ut etiam in hac parte quod usque ab Ec» clesiae primordiis circa usum olei ex olivis inductum est, » ob mysticas significationes retineatur; attamen silentio prae» terire minime censuit rationes ab iisdem Episcopis prolatas; » ac proinde exquisito prius Voto alterius ex Apostolicarum » Coeremoniarum Magistris, subscriptus Cardinalis Praefectus » ejusdem Sacrae Congregationis rem omnem proposuit in » Ordinariis Comitiis ad Vaticanum hodierna die habitis. Emi » autem et Rmi Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi, omni» bus accurate perpensis ac diligentissime examinatis, rescri» bendum censuerunt: *Generatim utendum esse oleo olivarum;* » *ubi vero haberi nequeat, remittendum prudentiae Episco*» *porum ut lampades nutriantur ex aliis oleis quantum fieri* » *possit vegetabilibus* Die 9 julii 1864.

» Facta postmodum de praemissis Sanctissimo Domino Nostro » Pio Pepae IX per infrascriptum Secretarium fideli rela» tione, Sanctitas Sua sententiam Sacrae Congregationis ratam » habuit et confirmavit. Die 14 iisdem mense et anno.

C. Episcopus Portuen. et S. Rufinae Card. Patrizi S.R.C. Praef. Loco ✠ Signi *D. Bartolini S.R.C. Secretarius.*

DÉCISION SUR LES PRÊTRES HABITUÉS.

En Belgique et en France on désigne sous le nom de prêtres habitués ceux qui célèbrent ordinairement la messe dans les églises paroissiales à l'heure la plus commode pour la popopulation. Ces fonctions permettent-elles de les considérer comme appartenant à la paroisse dans laquelle ils les remplissent, quoiqu'ils soient domiciliés dans une autre, en sorte qu'à leur mort le droit de procéder à la sépulture ne puisse être réclamé par le curé dans la paroisse duquel ils sont domiliés? Cette question, qui comprend aussi les chantres, les sacristains et le bedeaux, vient d'être soumise à la S. Congrégation du Concile.

Nous n'insistons pas sur les raisons qu'on a fait valoir de part et d'autre: le *folium* de la S. Congrégation les exprime suffisamment. Le *bénéficier* est uni à son église par un lien réel: peut-on lui comparer le prêtre habitué qui dit la messe dans une église? Toute la question est là. En matière de sépulture et d'office funéraire, l'usage exerce une influence prépondérante. Seulement il faut constater légalement cet usage. Voici le *folium* communiqué aux cardinaux de la S. Congrégation pour l'affaire dont il s'agit.

Tornacen. — *Juris funerandi et emolumentorum funeralium.* Die 27 augusti 1864. In civitate Montium Hannoniae Tornacensis dioecesis inter alias paroecias et illa recensetur S. Elisabeth et altera S. Nicolai. In hac postrema proprium sibi constituerat domicilium sacerdos quidam Nicodemus postquam nuntium miserat officio parochiali quo antea functus fuerat, in eaque subita morte peremptus obiit die 6 dec. 1861. Et quia missae sacrificium hora populo magis commoda quotidie celebrabat ad nutum tamen Parochi et officialium fabricae in altera parochiali ecclesia S. Elisabeth accepto ad hoc annuo stipendio, parochus hujus ecclesiae denuntiavit parocho S. Nicolai se jus habere ad ducendum et peragendum funus illius presbyteri utpote ecclesiae S. Elisabeth servitio addicti licet in parochia S. Nicolai domicilium habuisset. Cui parochus S. Nicolai reposuit, se, ne ex contentione scandalum oriretur, permissurum, ut funus in parochiali ecclesia S. Elisabeth persolveretur, reservatis tamen juribus si et quae sibi competerent, ceu parochus ipse etiam sub juramenti fide si opus fuerit, se testari paratum esse H. S. O. renunciavit.

« Interim eadem die 7 decembris literas dedit episcopo, in quibus enarrata facti serie expostulabat: « Je me demande si » à ce titre Monsieur le doyen de Sainte Elisabeth a droit, » comme on dit, à l'enterrement? C'est ce qu'il prétend parce » qu'il considère M. Nicodème comme prêtre habitué. Cela » suffit-il, Monseigneur, pour établir le droit de M. le doyen? » Les funérailles de M. Nicodème devant avoir lieu lundi » prochain, je supplie Votre Grandeur de vouloir bien m'ho» norer d'une réponse le plus tôt possible. » Subsequenti die 8 decembris Vicarius Generalis rogationi responsum dedit affirmativum ea ductus ratione, quia nimirum defunctus « *pour être prêtre habitué à S. Elisabeth, fait partie du clergé de cette église.* » In cujus opinionis confirmationem exemplum

attulit alterius presbyteri « *Duvillier* Tornacensis, *attaché à l'église de S. Quentin* » qui etsi decessisset intra fines parochiae S. Margaritae, *dans une maison qu'il occupait*, funus tamen illius in ecclesia S. Quintini persolutum fuit.

» Hujusmodi tamen Vicarii Generalis responso minime contentus parochus S. Nicolai canonistarum sententias ea super se caepit exquirere, easque sibi propitias unanimiter obtinuit, etsi diu plures per menses singulorum responsiones expectare debuerit. Haec inter ineunte mense martio anni 1862, ipsummet Parochum S. Elisabeth rogavit ut suam de quaestione voluntatem et opinionem panderet. Hic vero die 10 ejusdem mensis respondit: « Quant à l'objet de votre lettre du 5 c. » je n'ai pas d'opinion à émettre. L'affaire est devenue épis- » copale; c'est donc devant le Vicariat qu'elle doit se traiter. » Vous êtes bien libre d'agir comme vous l'entendez; quant » à moi il m'importe peu dans quel sens elle sera décidée, » et vous pouvez être bien sûr que je ne dirai pas un mot » pour fait pencher la balance en un sens plutôt que dans » l'autre. Mais si vous vouliez me permettre de vous donner » un conseil d'ami, ce serait de laisser là cette affaire; je » crains qu'elle ne vous cause plus de désagrémens qu'elle » ne vaut; et d'ailleurs le cas ne se présentera peut-être » plus jamais chez vous; c'est la première fois depuis le com- » mencement du siècle. Dans un pareil intervalle nous n'y » serons certainement plus ni l'un ni l'autre. Pour tout vous » dire, j'ai des raisons de penser qu'on ne vous donnera pas » gain de cause à l'Evêché; et en ce cas votre conduite sera » interprétée dans un sens peu honorable, et en fin de compte » on se moquera de vous. »

» Cum igitur jura sibi favere comperisset parochus S. Nicolai acceptis ut innui canonistarum sententiis, et e contra parochus S. Elisabeth ex allata responsione eadem jura agnoscere renueret, ab episcopo juridiciarie quaestionis solutionem ille formiter petiit. Nec aliud quam privatam obtinuit responsionem Vicarii Generali die 27 julii 1862 sequentis tenoris: « Selon le droit commun les chanoines même titulaires doi- » vent ressortir à la paroisse de leur domicile, mais que » l'usage est contraire à Mons, aussi bien qu'à Tournay, et » qu'il a acquis force de loi. C'est la persuasion du clergé » de Tournay, car il n'est jamais venu dans la pensée d'aucun » curé de cette ville de révoquer en doute la légitimité des » droits et des pouvoirs du doyen du chapitre. » Huic autem opinioni Vicarii Generalis non acquiescens, validius institit coram Episcopo pro juridica sententia super jure funerandi et consequenti emolumentorum restitutione. Assertam enim consuetudinem juris dispositioni refragantem Montibus haud extare quoad presbyteros, ut ajunt, *habitués*, missae videlicet sacrificium in aliqua ecclesia quotidie celebrare solitos cum stipendio, literis ipsius parochi S. Elisabeth supra relatis ostendit. Praeterea cum in contrarium sibi objicerentur duo casus de cantoribus quorum exequiae persolutae fuerunt non in parochiali eorumdem ecclesia, sed in ea cujus servitio addicti erant, etiam ex hac parte objectam consuetudinem prorsus rejecit, adducto testimonio can. *Conreur* qui cum fuisset jam parochus ecclesiae S. Nicolai testatus est ideo funus cantoris cujusdam *Rossignol* expletum fuisse in ea ecclesia, quia parochus domicilii praebuerat assensum idemque, etsi dubitans, evenisse retulit in obitu alterius cantoris *Dubuisson*. Praemisso vero quod his in casibus facile a parochis praestari soleat consensus cum exequiae cantorum gratis plerumque expleantur ab ecclesia cui serviunt, prosequebatur animadvertens, quod consuetudo pro cantoribus aliisque etsi extitisset Montibus Hannoniae et Tornaci etiam pro presbyteris *habitués* (quamvis exemplum presbyteri *Duvillier* a Vicario relatum contrarium demonstraret ex testimonio parochi Tornacensis S. Margaritae affirmantis sese assensum praebuisse parocho S. Quintini pro ducendo funere et tumulatione roganti), ea tamen observantia contra jus et in re odiosa de persona ad personam, eoque minus de loco ad locum extendi non posset.

» Elapso haec inter unius fere anni intervallo, cum juridicam super exorta controversia sententiam, iteratis etiam officiis, parochus S. Nicolai non obtinuisset, Bmo Patri preces obtulit die 4 julii 1863, et de non reddito sibi jure conquestus, petiit ut quaestio inter ipsum et parochum S. Elisabeth orta ad juris tramites dirimeretur, allatis etiam documentis et testimoniis ad rem facientibus, ex quibus praemissam facti seriem breviter expositam collegi.

» Communicatis cum episcopo parochi precibus eumdem scitu necessaria cum animi sui sententia rogavi, simulque percontatus sum quare non fuerit ab Ordinariatu prolata in forma juris sententia super enunciata controversia. Transmisit quidem episcopus animadversiones parochi S. Elisabeth, at siluit omnino super non prolatae sententiae causis et a quolibet animi sui sensu aperiendo penitus abstinuit.

» Summa vero animadversionum parochi S. Elisabeth, qui funus presbyteri Nicodemi et funeris emolumenta sibi addixit haec quae nunc subdam complectitur. Sententiam sequutus quorumdam canonistarum affirmantium clericos beneficiatos absque sepulturae electione decedentes in ecclesia sui beneficii fore sepeliendos, ostendere nititur presbyterum Nicodemum, nisi verum beneficiatum in sensu juris, certe tamen beneficiatorum juribus honestatum et oneribus respective praegravatum reputandum fuisse quoad parochialem ecclesiam S. Elisabeth: ita ut in ea debuerit jure sepeliri. Quod ut suadeat, praemonet, post deplorandam cladem, qua tum in Galliis tum in Belgio, tempore Gallicanae perturbationis et occupationis antiqua simplicia beneficia extincta fuerunt, nonnullas fundationes, quarum bona adhuc inalienata permanserunt, restitutas fuisse a Gubernio Fabricis ecclesiarum ad quas olim attinebant firma adimplendorum onerum obligatione. Et ita favore fabricae ecclesiae S. Elisabeth peractum fuisse narrat, quinque recensitis antiquis fundationibus eidem restitutis. Arguta deinde ratiocinatione animadvertit, sacerdotes qui *habituati* dicuntur praedictis oneribus sive missarum sive divinorum officiorum adimplendis electos, (qualis erat praefatus *Nicodemus* respectu ecclesiae S. Elisabeth) non minus arcte ecclesiis in quibus beneficia olim existebant devinctos esse, quam antiqui beneficiati, licet ipsi presbyteri proprie dicti beneficiati non sint. Ex quo arguit, quod sacerdotes habituati quantum fieri potest in parochia, cui adscripti sunt, residere teneantur, nec alibi domicilium habere possint, nisi de consensu eorum quorum interest, vel de Ordinarii licentia (uti cum presbytero Nicodemo peractum fuisse arbitratur); iique praeterea ex obligatione in praedictis ecclesiis divinis officiis intersint, sacra mysteria celebrent, et ecclesiastica sacramenta recipiant.

» Quae quidem omnia dum viveret praestitisse subdit sacerdotem Nicodemum ecclesiae S. Elisabeth, cum ex beneficiorum illius Ecclesiae reditibus sustentaretur, missas pro fundatoribus ibi quotidie perlitaret, et in choro divinis officiis cum reliquo clero interesset, sub oculis et absque ulla querela parochi S. Nicolai.

» Merito idcirco in ecclesia S. Elisabeth eumdem fuisse sepultum contendit ad text. *in cap. 2 cum quis de sepulturis in 6* et allata auctoritate Ferraris, qui voc. *Sepultura n. 71* aperte docet, Beneficiatos cum onere residendi decedentes sine electione sepulturae et sepulcro majorum carentes sepeliri debere in ecclesia beneficii vel residentiae, non vero in propria parochia, citans hac super sententia, quam communem appellat, innumeros auctores quos inter Barbosam, Pirhing, Reiffenstuel; quammaxime enim decet, ut fideles in ea sepeliantur ecclesia, in qua caelesti pabulo reficiebantur; et ita juxta Apostolum sint consolationum socii, ubi fuerunt passionum.

» Propius deinde ad speciem affert Van-Espen *tit. 28 de*

sepult. cap, 3 num. 18 ubi ait: » *Quotidiana praxis consonat, quae respectu beneficiatorum reputat propriam ecclesiam cui sunt per beneficium incorporati, atque in ea sepeliri volunt si commode fieri possit, tametsi forsitan in alia parochia habitent.* » Idemque infert ex dispositione statutorum Tornacensium de anno 1761, in quibus proposito casu X « *quis pastor habet jus ad sepulturam beneficiatorum qui obligantur ad residentiam et in alia parochia commorantur?* » responsum datum est: jus competere pastori parochiae beneficii, non vero domicilii.

Huic praeterea dispositioni conformem accedere subjungit observantiam. Licet enim non modo nec in parochia S. Elisabeth nec in altera S. Nicolai, sed insuper nec in ipsa Montium civitate valeat aliud hujusmodi exemplum afferri, quod probabiliter repetendum a domicilio generatim servari solito a sacerdotibus *habituatis* in parochia illius ecclesiae cujus servitio sunt addicti; consuetudinem tamen conformem mutuatur a civitate episcopali Tornaci, cujus meminit supra Vicarius Generalis, eamque confirmare studet ex casibus connexis et aequiparatis in ipsa civitate Montium. Testimonio namque, quod profert, decani et parochi S. Waltedrutis ejusdem civitatis, ostendit cantores, sacristas et *Bidellos*, qui laici sunt, in ecclesia cui inserviunt sacramenta etiam in Paschate recipere, sibique sepulturam habere, etsi in alia parochia domicilium habeant: « *Non enim alia de causa* » ita ipse concludit « *cantores et alii laici in ecclesia, cui adscribuntur, sepulturam recipiunt, nisi quia ei ecclesiae servitium praebent; porro sacerdotes habituati longe praestantius et magis continuum praebent ecclesiae suae servitium; a fortiori ergo in sua ecclesia sepulturam obtinere debent.* » Quod vero excipitur a parocho S. Nicolai veniam in dictis casibus a parocho domicilii fuisse petitam, id tribuendum existimat actui urbanitatis mere gratioso vel ad summum necessariam esse licentiam ad cadaver exquirendum et funus ducendum intra limites alienae parœciae. Postquam vero haec pro sui juris tuitione disseruerit parochus S. Elisabeth, in casu de quo agitur exceptionem opponit rei judicatae, ita ut nequeat amplius de re disputari. Asserit enim controversiae definitionem utrinque judicio et arbitrio Episcopi fuisse commissam: cumque per suum Vicarium Generalem Episcopus quaestionem vi consuetudinis definierit favore parochi S. Elisabeth, in eaque ecclesia funus et sepultura Nicodemi reipsa locum habuerit; rem actam esse ait et e limine fore rejiciendum parochi S. Nicolai recursum.

» Quia vero ex praemissa factorum historia documentis comprobata non modo de compromisso non constet; sed insuper satis pateat contrarius animus parochi S. Nicolai saltem ex querelis altera post Nicodemi obitum die subsecutis et petitionibus ad episcopum pro juridica rei definitione, de hac exceptione nulla haberi posse ratio videtur in hac suprema judicii sede.

» Haec pro parocho S. Elisabeth, pro parocho vero S. Nicolai ita ratiocinari licet. Juris regula generalis est Christi fideles sive clericos decedentes absque electione sepulturae et sepulchro majorum in parochiali ecclesiae sepeliri debere ubi officia consueverunt audire divina et ecclesiastica recipere sacramenta, *ex cap. 12 et 3 de sepult. et cap. 2 ejusd. tit. in 6*, quam regulam confirmant passim auctores quos inter Barbosa *de offic. paroch. part. 3 cap. 27 n. 1*, card. De Luca *de paroch. disc. 27 n. 2 et 3*, Reiffenstuel *lib. 3 decr. tit. 28 n. 13 lib. 3 tit. de sepult. n. 7 et 12 et* Ferraris *V. sepultura n. 68 et 69*. Et quamquam ex auctoribus nonnulli eam amplexati fuerint sententiam ut clerici seu presbyteri alicujus ecclesiae servitio addicti titulo tamen beneficii residentialis eoque perpetuo in ecclesia beneficii sepeliri debeant; cum arctius sit illis vinculum cum ecclesia in qua residere tenentur ibique divina audiunt et sacramenta percipiunt, quam cum parochia ubi lares tantum habent, Ferraris *loc. cit. n. 71* Amost. *de caus. piis lib. 6 cap. 2 n. 16*, *Frances de eccles. cathedr. cap. 17 n. 14* Reiffenst. *loc. cit. n. 14 et seq.* Schmalxgrueber *lib. 3 tit. 28 n. 47 de Jur. Eccl. lib. 2 cap. 10 n. 23 et de off. Paroch. cap. 27 n. 34:* omnes tamen consentiunt ad hoc requiri duas praefatas conditiones, titulum videlicet beneficii residentialis, eumque perpetuum. Tertiam praeterea conditionem omnino necessariam statuit ad nativum parochiae jus infrigendum, maxime post concilium Tridentinum parochiarum divisionem certis finibus praecipiens tum S. Rota in magistrali *decis. in Hydruntina sepulturae 27 novembris cor. Arnaldo*, tum saepissime et constanter S. H. Ordo, quod nimirum in ecclesia beneficii peculiare et distinctum adsit sepulchrum pro canonicis aliisque beneficiatis destinatum. Id quidem praeseferunt tam antiquae quam novae S. H. Ordinis resolutiones quas inter recolere liceat praecipuas in *Narnien.* 26 septembris 1677 *in Tyburtina* 12 maii 1685, *in Mantuana* 16 martii 1689, *in Derthonen* 3 decembr. 1718 *et* 7 decembr. 1720, *in Avenionen.* 1 mar. *et Viterbien.* 10 maii 1676, et in *S. Miniatis* 24 novembr. 1821 aliisque innumeris. Et quia compertum erat nullum adesse sepulchrum pro canonicis collegiatae Clavari peculiariter extructum, in *Januen 21 julii 1827*, S. Congregatio resolvit canonicum decedentem extra parochiam collegiatae sepeliendum esse in parochia domicilii. Planum igitur esse videtur quid sit in praesenti themate statuendum cum non modo sepulchrum illud separatum et distinctum haud extet, sed etiam exulare videatur in Nicodemo qualitas beneficiati, cum potius ad simplex missarum officium persolvendum electus dici queat in ecclesia S. Elisabeth, et quidem *amovibiliter* ad parochi et officialium fabricae voluntatem: de piorum enim legatorum (hoc enim audiunt fundationes ita dictae) satisfactione tantum agebatur.

» Ad consuetudinem vero quod attinet objectam in contrarium, controverti profecto nequit de illius valore etiam in hac funerum et tumulationum materia si rite sit introducta praescripta atque probata ex *cap. 1, 4, 6, 15, et 18, de praescriptione* et tradit Piringh *h. tit. n. 22* Reiffenst. *Lib. 2. Decret. tit. 26, n. 140* S. C. in una *S. Miniatis 12 Martii 1729*. At consuetudinem alleganti onus incumbit eam concludenter probandi ad text. in *cap. 1. de praescriptione in 6*. Barbosa ad hoc *cap.* et Schmalgr. *tit. 4. n. 33.* quia nimirum consuetudo in facto consistit, ut ait Bonifacius VIII in cap. 1 de constit. in 6. Cum dein agatur de jure alieno praescribendo et jus commune praescribenti resistat, ultra actuum frequentiam, tempus ad praescribendum vel annorum quadraginta cum titulo vel tempus immemorabile, necessarium putant passim DD. ex *cap. 1 de praescript. in 6* et prae caeteris Barbosa et Schmalzgrueb. *loc. nuper cit.* Maschat *lib. 2. tit. 26 § 2 q. 6 n. 40 et §. 3 q. 1 n. 29* Reiffenst. *lib. 2. tit. 26 n. 121 147 et 164* ac Ferraris v. *Praescriptio n. 9 et 10.* Tandem quia hujusmodi consuetudo odiosa est ut ait Fagnan. in *cap. Contingat de decim. n. 20* Card. de Luca *de benef. disc. 30 n. 11 et 12* et Barbosa ad *cap. 18 de praescript. n. 4.* hinc eam esse stricti juris et tantum habere de potentia quantum habere de usu et actu, ita ut extendi nequeat de loco ad locum de persona ad personam aut de casu ad casum, etiamsi concurrat identitas imo et majoritas rationis, sed probandam esse in specie et in individuo docent Card. de Luca de *benef.* disc. 30 *n. 12 et de feud. disc. 53 n. 4 ac disc. 109 n. 20.* Schlmalzgrueber *lib. 1. n. t. 4 18 et* Reiffenst. ib. *n. 160 et seq.*

» In specie vero super materia funerum recolenda est resolutio S. Congregationis in *Eugubina 2 aprilis 1729* in qua contendente capitulo cathedralis et simul parochialis ecclesiae jus privativum administrandi sacramenta clericis et sacerdotibus infirmis in aliena parochia commorantibus et perantiqua consuetudine in synodalibus statutis anni 1637, agnita insuper et confirmata, Sacr. Congr. ad dubium: *An parocho cathe-*

dralis Eugubii licitum subministrari sacramenta quibuscumque clericis et sacerdotibus infirmis, et in alienis parochiis commorantibus, etiam privative ad proprium parochum dorochum domiciliarium, respondetur: *Negative et spectare privative ad parochos domiciliarios et amplius.*

Hisce prae oculis habitis videant EE. PP. quid vel quantum objectae in contrarium consuetudini sit tribuendum, quippe quae non modo nec probata nec pacifica videatur, sed dato etiam quod esset plene probata, extendenda foret de loco ad locum, pacificum est enim nullum extare Montibus exemplum; et de personarum genere ad genus diversum, de cantoribus videlicet et sacristis ad presbyteros.

Haec quoad primum dubium. Alterius autem resolutio pendere videtur a primi resolutione. Si igitur judicaverint EE. VV. funus et tumulationem Nicodemi spectasse ad parochum domicilii, consequenter emolumenta funeris percepta parocho S. Nicolai forent restituenda; beneficia enim omnia occasione indebitae sepulturae recepta cum integritate esse restituenda praecipitur in *cap. 6 et 10* de sepult. in *cap. 1 ejusd. tit. in 6.* Unanimiter consentiunt DD. et conformis itaque constans agnoscitur S. hujus Ordinis praxis; permultis enim in ejusmodi casibus una semper fuit resolutio, ut videlicet emolumenta funeris occasione percepta integre restituerentur: ceu decretum fuit, omissis aliis, in *Tudertina 4 jul. 1772*, in *Sorana 24 aprilis 1775*, in *Sabinen. 18 decembris 1754*, in *Faventina 7 jun. 1760*, et in *Viterbien. 10 maii 1766*. Quae quidem regula adeo firmiter observata conspicitur ut in *Callien. seu Urbinaten. Jur. tumula diei 30 aug. 1817*, etsi quaedam bona fides et boni juris umbra concurreret in parocho diœcesis Urbinatis qui funus et tumulationem peregerat cujusdam sui parochiani sacerdotis, qui casu obiit in parochia diœcesis Calliensis in qua sepulchrum majorum eidem erat; minime obstante quod parochus Urbinatensis diœcesis faventes pro se constitutiones synodales et sepulchrum appositum pro sacerdotibus in propria ecclesia haberet, coactus est emolumenta restituere parocho diœcesis Calliensis quia S. C. judicavit de bono jure parochiae in qua extabat sepulchrum majorum. Perpendant nihilominus EE. VV. utrum in casu de quo agitur a restitutione emolumentorum excusare valeat parochum S. Elisabeth sive opinio emissa a Vicario generali cum asserta acquiescientia parochi S. Nicolai, sive allegata in contrarium consuetudo.

Dantur itaque

DUBIA

I. *An et de cujus bono jure constet super funere et tumulatione sacerdotis Nicodemi in casu.*

Et quatenus affirmative favore parochi S. Nicolai.

II. *An et quae emolumenta occasione funeris percepta a Parocho S. Elisabeth sint restituenda in casu.*

Sacra Congregatio censuit: Ad I. *Affirmative favore parochi S. Nicolai.* Ad II. *Affirmative in omnibus.* Die 27 augusti 1864. »

DE L'ADMINISTRATION DES SÉMINAIRES.

Le concile de Trente prescrit deux conseils distincts auxquels doit recourir l'évêque pour l'administration des séminaires.

Le premier est pour l'administration spirituelle, le réglement, la nomination du supérieur et des professeurs, le choix des livres, l'admission des séminaristes et leur expulsion, et autres choses du même genre. Ce conseil se compose de deux chanoines dont le choix appartient à l'évêque et qui sont nommés à vie. Quoiqu'ils jouissent seulement du vote consultatif, tout acte que ferait l'évêque pour les choses susdites sans leur avis préalable serait nul *ipso jure.*

Le second conseil s'occupe de l'administration temporelle. Il se compose de quatre personnes, savoir, de deux chanoines et de deux membres du clergé de la ville, dont un désigné par l'évêque, et l'autre nommé par le chapitre ou le clergé. Ces *députés* sont nommés à vie, comme les précédents, et tout acte d'administration temporelle à l'égard duquel ils ne seraient pas consultés serait entâché de nullité par là même.

Un évêque peut-il substituer à la double *Députation* du concile de Trente une commission formée des directeurs du séminaire? Peut-il du moins les faire entrer dans la députation canonique en qualité de conseillers adjoints? Les directeurs du séminaire dans le sein de la commission administrative ne seraient-ils pas tout ensemble juges et parties en bien des cas? Voilà la question qui vient d'être soumise à la S. Congrégation du Concile, avec les circonstances que nous allons dire.

Le cardinal Barbadigo ayant fondé à grands frais un séminaire dans sa ville épiscopale de Montefiascone, demanda à Clément XI l'approbation de l'acte d'érection et des réglements. Une congrégation particulière constituée par le Pape pour l'examen de cette affaire, décida, le 16 mars 1703, qu'il y avait lieu d'approuver l'acte d'érection, et les réglements *in forma communi*, en réservant à la S. Congrégation du Concile le pouvoir de prescrire tout ce qu'elle croirait utile pour la direction du séminaire. En outre, la congrégation particulière enjoignit formellement d'établir les députés prescrits par le concile de Trente.

Malgré cette recommandation, le cardinal fondateur créa (on ne sait pas le motif) une commission administrative *sui generis*, composée du doyen du chapitre, de deux prêtres qu'il désigna, ainsi que du recteur et des professeurs du séminaire, en les obligeant toutefois de rendre les comptes annuels pardevant l'évêque et les députés du chapitre et du clergé, conformément à la disposition spéciale du concile de Trente.

Il paraît que le successeur immédiat du cardinal Barbadigo à Montefiascone institua les députés canoniques; le synode de 1710 les mentionne, sans parler de la commission administrative susdite. En 1752, Mgr Passionei, ensuite cardinal, nommé par Benoît XIV visiteur apostolique du séminaire qui était en souffrance sous le rapport temporel, jugea devoir rétablir la commission du cardinal Barbadigo. Depuis cette époque, sauf la tentative d'un évêque qui voulut se rapprocher du concile de Trente, le séminaire de Montefiascone a été administré par cette commission, dont fait partie le doyen du chapitre, avec le supérieur et les professeurs, ainsi que nous l'avons dit.

L'évêque qui gouverne actuellement Montefiascone en qualité d'administrateur apostolique, voyant que la commission en question ne remplit nullement les prescriptions du concile de Trente, a consulté la S. Congrégation pour savoir s'il pourrait procéder à l'élection des députés, tant pour le spirituel que pour le temporel; et, supposé qu'il le puisse, s'il devrait consulter à la fois les *députés* canoniques et la commission spéciale instituée par le pieux fondateur, et composée comme il est dit plus haut?

Avant de se prononcer, la S. Congrégation a voulu entendre le chapitre de la cathédrale, et la commission Barbadigo. Le chapitre a été d'avis en réunion capitulaire, que l'on nomme les députés du séminaire conformément au concile de Trente, et qu'on leur adjoigne les cinq professeurs du séminaire, suivant la disposition du fondateur. La commission a envoyé un mémoire sans dire clairement ce qu'elle désire; elle semble pourtant se ranger à l'avis du chapitre.

Voici ses raisons en peu de mots; on les verra dans le *folium* que nous publions plus loin.

Ce n'est pas sans motif que le cardinal Barbadigo a voulu faire entrer les professeurs dans la commission administrative

du séminaire; car ils sont parfaitement au courant des choses; ce sont des hommes instruits, dévoués à une maison aux intérêts de laquelle ils consacrent leur existence. La disposition du cardinal Barbadigo n'est pas *contra jus*, mais *praeter jus*, c'est une condition surajoutée aux prescriptions du concile de Trente. Or, l'Eglise a toujours permis aux fondateurs de prescrire des dispositions *praeter jus*. L'administration du séminaire existe sous cette forme depuis plus d'un siècle; peut-on supposer que tant d'évêques éclairés et pleins de zèle l'auraient conservée s'ils l'eussent jugée contraire aux prescriptions canoniques? Tout fait supposer que Mgr Passionei, visiteur apostolique, fut autorisé expressément par Benoît XIV, auquel il écrivait fréquemment; il l'atteste en termes formels dans le préambule de ses décrets: « Quoique le visiteur n'ait pas reçu dans le bref de sa nomination le pouvoir de faire des décrets perpétuels sur les choses d'importance majeure, il a obtenu des pouvoirs plus étendus du Saint-Père, auquel il n'a pas cessé d'écrire directement. Ainsi, toutes les dispositions énoncées plus loin se fondent sur les lettres du Saint-Père, qui a tout approuvé. »

D'autre part, on ne saurait prétendre mieux faire que le concile de Trente et que la S. Congrégation qui a montré de tout temps la plus grande sollicitude pour l'observation du décret relatif aux députés du séminaire; toute modification semble superflue; la commission Barbadigo n'a aucune raison d'être. Elle constitue une violation flagrante du concile de Trente, qui ordonne deux commissions distinctes pour le spirituel et le temporel et désigne clairement ceux qui en doivent faire partie. On peut craindre que les directeurs ne soient tentés de dissimuler la vérité par amour de la paix ou par une affection mal entendue envers leurs collègues. On ne peut nier que le séminaire n'était été fort mal administré depuis un siècle; on l'a vu bien des fois au bord du précipice, soit pour la discipline, soit pour les finances. Il est absurde et périlleux que les directeurs soient à la fois juges et parties, et réviseurs des comptes qu'ils ont dressés de leurs mains. Une coutume qui n'est pas suivant la raison, ne mérite pas qu'on la prenne en considération. En ce qui concerne le décret de Mgr Passionei, on doit y voir une disposition provisoire qui devait cesser en même temps que les circonstances exceptionnelles qui la motivèrent. On n'est pas obligé de s'en rapporter à l'assertion du visiteur apostolique, qui n'a pas montré ses pouvoirs spéciaux. Le concile de Trente semble avoir voulu composer les deux députations de personnes étrangères, afin d'intéresser tout le clergé à la prospérité d'un établissement aussi important pour le diocèse et d'avertir les directeurs immédiats que leur conduite est surveillée. L'admission des directeurs blesserait les droits des députés, parce que l'adjonction de nouveaux conseillers diminue infailliblement le pouvoir des anciens. C'est une des raisons pour lesquelles les Ordinaires ne peuvent confier la direction des séminaires aux Congrégations religieuses sans un indult apostolique; en effet, les députés perdent la plupart de leurs droits dans un séminaire dirigé par des religieux. C'est la maxime clairement sanctionnée dans le livre intitulé: *Methodus servanda etc.*, imprimé l'an dernier à l'usage de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Lorsque la S. Congrégation du Concile apprend par les relations *ad limina* que les municipalités ou les employés du gouvernement prennent part à l'administration des séminaires, elle exhorte les évêques à éloigner de l'administration tous ceux qui ne sont pas désignés par le concile de Trente. La présence des directeurs du séminaire dans le sein de la députation, ne serait-ce que dans le but de donner des renseignements, gênerait les députés. Toutes les fois qu'on traite dans les chapitres les questions qui touchent des intérêts particuliers, les chanoines intéressés doivent sortir de la salle de délibération; il ne peut en être autrement.

Voilà les raisons qu'on fait valoir contre l'intervention des professeurs. Lorsque le Saint-Siége permet d'appeler quelque congrégation religieuse à la direction d'un séminaire, il accorde un indult spécial afin que les religieux puissent administrer sans la députation; mais il n'y a pas d'exemple qu'il ait dispensé de la reddition annuelle des comptes pardevant l'évêque et les quatre députés dont parle le concile de Trente.

Le 27 août 1864, la S. Congrégation du Concile, réunie en assemblée générale au Vatican, a décidé qu'il y avait lieu de supprimer la commission instituée par le cardinal Barbadigo, et de rétablir les *députés* que prescrit le concile de Trente; les directeurs du séminaire ne doivent pas faire partie de la double députation.

Voici le *folium* que le secrétaire de la S. Congrégation a écrit pour les cardinaux, suivi de la décision textuelle.

» Montisfalisci Deputatorum Seminarii *Die* 27 *augusti* 1864. Clarae sanctaeque memoriae card. Marcus Antonius Barbadicus e nobilissima Barbadicorum familia Venetiis ortus, et B. Gregorii Barbadici Patavini antistitis ex fratre nepos, simulac episcopus Montisfalisci creatus est, novum in ea civitate seminarium juxta Tridentina decreta erigendum curavit: quod cum anno 1703 absolvisset, Supremum Pontificem supplex adiit, tum ut *Instrumentum Erectionis* quod conscripturus erat approbaret, tum ut *Regulas et Statuta*, quae Actis S. Caroli Borromaei deprompserat, in *forma specifica* confirmaret.

Hisce Barladici votis satis ut faceret S. Pontifex, specialem Congregationem nominavit, *cui praeesset* (verba sunt specialis ipsius Congregationis) *Card. Sacripantes Sanctitatis Suae Pro-Datarius, et intervenirent Illmi DD. Thomatus S. Congregationis Concilii Secretarius, Grimaldus S. Congregationis Ep. et Reg. Secretarius, Paraccianus Sanctitatis Suae Auditor, Oliverius Brevium Secretarius, et Corradinus Sanctitatis Suae Subdatarius*, auditisque non semel cardinalis Barbadici Oratoribus, postremo tandem in Congregatione habita die 16 martii 1703, *eadem Congregatio fuit in votis etc. posse, si SSmo placuerit, procedi ad confirmationem instrumenti erectionis Seminarii praedicti etc. reservata tamen facultate semper et quandocumque et in perpetuum S. Congregationi Concilii, nedum statuendi omnia, quae opportuna duxerit pro directione dicti seminarii, sed etiam in omnibus et quibuscumque casibus etc. . . . et quoad Deputatos pro recto regimine et administratione Seminarii ac bonorum ejusdem exprimendum esse in instrumento erectionis, deputationes esse faciendas in omnibus et per omnia ad formam Concilii, et Rectorem Seminarii non solum Episcopis pro tempore, sed etiam deputatis praedictis ad formam Concilii subordinatum remanere: statuta autem a dicto Emo facta pro bono regimine Seminarii . . . esse confirmanda in forma communi.*

» Hisce tamen minime obstantibus, ad res tum oeconomicas tum disciplinares Seminarii moderandas praefatus cardinalis episcopus (qua vero de causa cognoscere non datur) non deputationes a Conc. Tridentino praescriptas et a S. Congregatione speciali inculcatas, sed congregationem quandam sui generis instituit, quae qualis esset, quibusque viris constaret, ex hac particula Instrumenti Erectionis eodem anno 1703 exeunte conscripti colligitur: « *Desiderantes autem, ut idem seminarium tam in rebus spiritualibus, quam oeconomicis recte gubernetur, congregationem in eo erigimus, in qua uti de congregatione debeant intervenire dicti adm. RR. DD. Lucas Cornelius Decanus et Alexander Mazzinellus Sacrista* (ille nempe, qui cum pluribus editis theologicis operibus, tum potissimum, doctis juxta ac piis commentationibus Officio Majoris Hebdomadae adjectis ubique inclaruit) *ac RR. DD. Angelus Processus Cappellanus; prout nos ad hunc effectum modo eosdem de dicta Congregatione facimus ac deputamus; nec non etiam volumus, quod in dicta Congregatione debeant*

intervenire Rector pro tempore Seminarii, ac supradicti quinque Cathedratici seu Lectores (Professores scilicet rei Dogmaticae, Scholasticae, Moralis, Philosophiae, et Utriusque Juris), *qui saltem semel in hebdomada congregentur in loco a Rectore deputando pro tractandis et ad bonum finem disponendis tam rebus spiritualibus, quam oeconomicis ejusdem Seminarii, pro habendis relationibus operationum factarum et dandis eisdem opportunis ordinationibus rerum faciendarum, resolutionesque in ea captae semper in libro congregationum describantur. Volumus tamen, quod etiam similes congregationes fiat in palatio Episcopali coram nobis et successoribus nostris, quotiescumque nobis et successoribus praedictis magis benevisum fuerit, et praecise quod in fine cujuslibet anni dicta Congregatio, seu superius nominati illam constituentes debeant administrationis computa reddere coram nobis in praesentia deputatorum in nostra synodo dioecesana; decernentes pariter, quod Rector et alii officiales et Magistri dicti seminarii debeant esse subordinati et rationem reddere administrationis juxta dispositionem Sac. Conc. Tridentini, et non alias etc. nec alio modo etc.* Atque in finem ipsius Instrumenti haec addidit: *Et hanc esse volumus confirmationem.... donationem. . . . regulas, leges, reservato tamen S. Congregationi Concilii, ad formam praeinserti Decreti Congregationis particularis, jure addendi, minuendi, immutandi quidquid pro libito placuerit, et ad majorem Dei gloriam faciendum existimaverit.*

Hujus tamen Barbadicianae dispositionis nullam rationem habuisse videtur Sebastianus Pompilius Bonaventura, qui in Faliscodunensi episcopatu Barbadico proxime successit. Nam in synodo dioecesana, quam anno 1710 celebravit, cujusque acta a Benedicto XIV saepius laudantur, ac praesertim in opere *De Synodo Dioecesana lib. 5 cap. 1 num. 11 et lib. 6 cap. 1 num. 1 et alibi*, deputationes Seminarii ad formam Conc. Tridentini fieri praescripsit. Legitur enim *lib. III cap. XIV* §. *VIII* ejusdem Synodi: « *Nobis et deputatis* (Seminarii) *ratio administrationis reddatur, et frequentes Congregationes tum pro re oeconomica, tum pro spirituali regimine habeantur etc.* atque in *Appendice pag. 408* Deputati recensentur tam *pro disciplina Seminarii* quam *pro administratione oeconomica ejusdem*, nulla prorsus, facta mentione sive de Congregatione ab Emo Barbadico instituta, sive de personis, quibus eadem constare debebat.

Quanta deinceps celebritate hoc seminarium increverit cum omnium scientiarum cultu tum praesertim aureae latinitatis laude res est in comperto. Verum haud ita prospere oeconomicae illius res cessisse videntur, cum ipse Supremus Pontifex Benedictus XIV ut hoc literarum ac scientiarum domicilium ab impendenti interitu vindicaret, eodem ablegare coactus fuerit tamquam Visitatorem Apostolicum R. P. D. Benedictum postea S. R. C. cardinalem Passionei, qui inter caetera ad seminarii bonum edita decreta, hoc primum posuit: *Vogliamo ed ordiniamo espressamente, che si richiami in uso la Congregazione economica, e che si aduni in seminario almeno una volta al mese; al quale effetto eleggiamo per deputati i Signori Decano pro tempore di questa Cattredrale con i due Cappellani D. Domenico Vestri e D. Francesco Scarlattini ed i Signori Rettore e Lettori dello stesso Seminario, ordinando altresì, che debbano eziandio assistervi il Ministro e il Computista.*

» Quamvis Decreta Apostolici Visitatoris in irritum prorsus ceciderint, ut ex dicendis apparebit, tamen ex eo tempore ad hosce usque dies rebus seminarii moderandis unicam praepositam fuisse constat Congregationem, quae *Oeconomica* appellata est, si excipiatur perbreve tempus, quo episcopus Mattei Faliscae Ecclesiae habenas rexit, qui circa Deputatos Seminarii Tridentinis legibus, licet infelici prorsus exitu, sese accommodare aliqua ex parte connisus est.

» Episcopus Ripanus, Apostolicus in praesens Faliscae dioeceseos Administrator animadvertens, *che la Congregazione Barbadiciana richiamata in uso da Monsignor Passionei e fin qui vigente, non corrisponde punto alla Deputazione del Tridentino tanto intorno alla scelta delle persone, quanto agli elettori e alle incombenze, se pur se ne toglie la parte economica*, supplex H. S. Ordinem die 16 Martii hujus anni adiit, ut duas hasce quaestiones dirimere dignaretur, nimirum.

1.° *Se l'odierno Vescovo Amministratore della diocesi di Montefiascone può nel modo prescritto dal S. Concilio di Trento procedere all'elezione dei Deputati del Seminario tanto per la disciplina, quanto per l'amministrazione temporale?* 2.° *E nel caso affermativo, senza derogare alla disposizione dell'Emo Barbadico al decreto della Visita Apostolica e all' osservanza, dovrà il Vescovo Amministratore odierno* adhibere in consilium *sì la Deputazione Conciliare, come la Congregazione Economica?* Quidquid super propositas quaestiones H. S. Congni statuere in Domino placuerit, protestatur idem Episcopus, tam se, quam supradictae Congregationis Barbadicianae viros ejus oraculum filiali obedientia esse exceptures: *essi ed io solo supplichiamo vivamente . . . di additarci il mezzo legittimo che dobbiamo tenere affinchè colla coltura degli studii in questo seminario Falisco vada di pari passo quella dello spirito ecclesiastico, e ritorni in fiore l'economia.*

» Die 21 martii eidem episcopo administratori mandavi, ut super propositis quaestionibus audiret capitulum in scriptis, ac transmitteret integrum tenorem decreti a speciali Congregatione sub die 16 martii 1703 editi, nec non Instrumentum diei 9 novembris ejusdem anni. Quibus jussionibus illico paruit idem episcopus, transmissis tam decreto quam instrumento, quorum particulas ad rem facientes jam sub oculos EE. VV. posui. Votum vero capituli rite convocati id fuit, *che si elegessero i Deputati del Seminario a seconda del Concilio di Trento ma che a questi fossero uniti i cinque Lettori del Seminario secondo il disposto dell'Emo Fondatore . . . . confermato eziandio dalla Visita Apostolica di Monsignor Passionei*, nulla tamen argumentorum vi votum suum fulciendum duxit.

» Cum res ad hunc locum esset adducta, die 23 maji significandum curavi episcopo administratori *ut transmitteret ulteriora jura et moneret capitulum, nec non Congregationis sic dictae Oeconomicae Seminarii membra, ut pariter jura sua quatenus vellent, infra congruum terminum ipsis praefiniendum, coram S. C. deducerent.* Haec mandata cum adamussim episcopus administrator esset exequutus, capitulum nihil addendum censuit voto superius relato; congregatio vero oeconomica deductiones suas transmisit, quibus haud ita clare patet, quid in ejus votis sit. Nam dum disputationem suam restringere videtur ad hoc quaesitum: *Se debbano includersi come membri della deputazione economica i Lettori del Seminario*, qua in re cum voto capituli consentiret quoties a vocabulo *deputatione* tolleretur additum *economica*, quod alludit ad congregationem Barbadicianam, et adderetur *conciliare*, in plerisque tamen argumentis quae affert, ipsam congregationem prout a Barbadico instituta est, pure ac simpliciter defendit.

» Quidquid sit de hujusmodi voto, mei nunc muneris esse duco explicare imprimis, quid Conc. Tridentini Patres, et haec S. Congregatio circa deputatos Seminariorum statuerint ac declaraverint, ut ex dictis facilius dijudicari possit quid de deductionibus utriusque partis mox afferendis sentiendum sit; quidve circa praesentem controversiam ultimo sit statuendum.

» Concilium Tridentinum *Sess. 23 cap. 18* pro recto Seminarii regimine, et temporali administratione duplicem deputatorum speciem praescripsit: *prima* constat duobus canonicis senioribus et gravioribus, quorum amborum eligendorum facultas est episcopo: atque hi quidem adhibendi ab eo sunt in consilium circa ea quae visitationem, correptionem, regimen

personarum uno verbo disciplinam seminarii respiciunt: ibi: *quae omnia atque alia ad hanc rem opportuna et necessaria episcopi singuli cum consilio duorum canonicorum seniorum et graviorum, quos ipsi elegerint, prout Spiritus S. suggesserit constituent, eaque ut semper observentur, saepius visitando operum dabant etc. Altera* species quatuor deputatis constare debet, ita tamen, ut unus deputatus e capitulo ab episcopo, alter item e capitulo sed a capitulo ipso eligatur, ac similiter unus deputatus e clero civitatis ab episcopo, alter item e clero sed a clero ipso eligi debeat. Hujusce secundae deputationis munus est juvare consilio suo episcopum circa fabricam Seminarii, circa taxas imponendas, circa uniones beneficiorum Seminario faciendas, circa rationes accepti et expensi recognoscendas, brevi circa rerum temporalium administrationem procurandam: ibi: *Et quia ad collegii fabricam instituendam, et ad mercedem praeceptoribus et ministris solvendam, et ad alendam juventutem, et ad alios sumptus certi reditus erunt necessarii etc. iidem episcopi cum consilio duorum de capitulo, quorum alter ab episcopo, alter ab ipso capitulo eligatur, itemque duorum de clero civitatis, quorum quidem alterius electio similiter ad episcopum alterius vero ad clerum pertineat, ex fructibus integris mensae episcopalis et capituli et quarumcumque dignitatum etc. partem aliquam vel portionem detrahant, et eam portionem sic detractam, nec non beneficia etc. huic collegio applicabunt.*

At quoniam paullo post recitata verba in eodem capite praescribitur: ibi: *rationes autem redituum hujus Seminarii episcopus annis singulis accipiat, praesentibus duobus a capitulo et totidem a clero civitatis deputatis*, disputatum aliquando fuit, utrum hisce verbis nova et cum superioribus non confundenda deputatorum species constituta fuerit, quae ad redituum rationes excipiendas peculiariter addicta foret. Rerum canonicorum interpretes diversi diversa senserunt. At S. Congregatio, quae dum *Scriptores de quaestionibus verba faciunt, illas dissolvit*, ut perbelle adnotat Bened. XIV *Inst. Eccl. 107 n. 6 in princ.*, discusso formiter articulo, omnem controversiam diremit in *Arboren. deputatorum Seminarii 23 martii 1855*, in qua proposito dubio: *An et quomodo eligendi sint deputati ad excipiendam rationum redditionem Seminarii in casu*; respondit « *Affirmative, et redditionem excipiendam esse per quatuor deputatos, quorum duo ex capitulo unus electus ab episcopo, alter a capitulo, et duo electi e clero, unus electus ab episcopo, alter a clero.*

Concilii Trid. doctrinae more suo inhaerens Sac. H. C. plura circa deputatorum qualitates, durationem, votum ab eis ferendum, aliaque hujusmodi enucleate explicavit, cujus proinde nonnullas resolutiones quae praesenti controversiae definiendae viam sternere possunt, modo referam. In *Caurien.* anno 1594 editum fuit hoc rescriptum: *S. C. censuit, omnes quatuor deputatos adhibendos esse in consilio in tota temporali administratione Seminarii praeter quam in exactione. quae ad solum episcopum spectat. lib. 8 Decret. pag. 65. In Salernitana an.* 1589 propositis ad petitionem capituli hisce dubiis: « 1. An duo canonici electi ab archiepiscopo » ad constituendam educationem puerorum Seminarii, possint » pro lubitu archiepiscopi mutari? 2. An eorum consilium » adhibendum tam in constituendis regulis universalibus Se- » minarii, electione loci et similibus, an etiam in singulis re- » bus, ut puta electione puerorum singulorum introducendo- » rum, electione magistrorum, librorum legendorum, confes- » soris; punitione dyscolorum, expulsione, visitatione et in » similibus? 3. An alii quatuor sint deputandi et deputati » adhibendi sint in consilium tantummodo in taxatione, contri- » butione fructuum ex unione beneficiorum et in aliis difficulta- » tibus, ob quos Seminarii instructio vel conservatio impedire- » tur aut perturbaretur; an etiam in exactione et temporalium » administratione tam dicti Seminarii, ut puta deputatione vel » expulsione ministrorum et famulorum temporalium, expensis » quotidianis, provisionibus bladorum, quam etiam bonorum quo- » rumcumque et redituum ipsius Seminarii; etiam ex beneficiis » unitis, ut puta locationibus concessionibus aliisque contra- » ctibus, litibus etc.? 4. An hi quatuor deputati sint perpetui, » vel etiam amovibiles, servata tamen ratione Concilii in eorum » electione, et dicta electio spectet ad capitulum? responsum » fuit ad 1. Non posse amoveri nisi ex legitima causa, ad » 2. In omnibus his esse adhibendos. Ad 3. Teneri episcopum » adhibere deputatorum consilium tam circa institutionem, di- » sciplinam et mores, quam temporalium rerum administra- » tionem: Ad 4. Esse perpetuos. Lib. 6 decret. pag. 22.

In *Fundana deputat. official semin. 26 martii 1689*, haec proposita fuerunt dubia: « 1. An episcopus potuerit et possit » deputare rectorem aliosque officiales Seminarii absque con- » silio deputatorum a capitulo? 2. An Episcopus in revisione » et solidatione computorum dicti rectoris debuerit sequi con- » silium eorumdem deputatorum? quibus S. Congregatio res- » pondit: Ad 1. Negative. Ad 2. Teneri adhibere consilium, » sed non sequi lib. 33 decret. pag. 129 seq. In Tricaricen. » administrat. semin. 24 mart. 1736 ad dub. An administratio » œconomica Seminarii exerceri debeat per episcopum vel po- » tius per deputatos? S. C. respondit: Administrationem com- » petere episcopo cum consilio deputatorum, praeterquam in » exactione, quae spectat ad solum episcopum. »

» Ex hisce declarationibus satis superque elucescit, quantum momenti posuerit S. Congregatio in urgenda religiosa observatione decreti Conc. Trid. super deputatis Seminarii, eorumque muneribus: quam agendi rationem perpetuo hisce etiam temporibus servat, praesertim in responsionibus ad relationes episcoporum diœceseum, quibus sicubi duplicem, quam explicavimus, deputationis speciem haud deprehendat, eam gravissimis verbis inculcat atque praescribit.

» Hisce praehabitis, venio nunc ad ea, quae ab œconomicae Congregationis viris deducuntur, ad hanc Barbadicianam Institutionem defendendam. Ajunt itaque imprimis, Emum Seminarii fundatorem, postquam in instrumento donationis et erectionis deputatos constituerat juxta Conc. Tridentini et Congregationis particularis praescriptiones addidisse: *nec non etiam volumus quod in dicta congregatione debeant intervenire rector pro tempore Seminarii, ac supradicti quinque cathedratici seu lectores etc.* Ex quo concludunt, Emum Barbadicum aut putasse rationem, qua ipse congregationem pro rebus sive disciplinaribus sive œconomicis Seminarii instituit, non esse alienam a mente Tridentini et Congregationis particularis, et facultates suas non excedere, aut ulteriores in hanc rem instructiones facultatesque a S. Sede obtinuisse. Ex una enim parte praesumi non potest, sanctissimum illum episcopum voluisse quidquam contra Ecclesiae leges et S. Congregationis jussa constituere: ex altera spatium novem mensium, quod inter resolutiones Congregationis particularis et confectionem instrumenti interfluit, locum suspicandi faciat, eumdem Emum opportunas facultates fuisse assequutum.

» Neque vero putandum esse, prosequuntur, prudentissimum illum episcopum nullis aut levibus rationibus ductum, hanc, de qua agimus, Congregationem erexisse. Nam si ejus natura penitius inspiciatur, nihil rationi magis congruum, nihil utilius apparebit. In ea siquidem sedere voluit lectores, qui tum scientia rerum ad Seminarium pertinentium, tum consilio, quo utpote docti homines, pollere existimandi sunt, tum amore erga Seminarium ipsum, quo carere haud reputandi sunt ii, qui seipsos ejus bono devoverunt, maximo adjumento esse debent in ferendo de unaquaque re judicio. Ex quibus deducunt, hanc Barbadici dispositionem, cum ratione tantopere congruere videatur, non contra jus, sed praeter jus esse judicandam, quia juri Tridentino aliquid superaddidit.

» Verum pergunt, pia mater Ecclesia illud semper piorum

locorum fundatoribus concessit, ut aliquid juri communi addere possent, idque ut gratum animum suum erga illos ostenderet, qui non quae sua sunt, sed quae Jesu Christi quaerentes, facultates suas in Ecclesiae, sacrorum ministrorum, vel pauperum levamen contulerunt.

» Jam vero inter pios fundatores eosque insignes merito connumerandus est card. Barbadicus, qui ingentem pecuniae vim impedit in tale Seminarium extruendum ac dotandum, quod Ecclesiae foret optimorum ministrorum perpetuum veluti promptuarium. Quod pii fundatoris desiderium, inquiunt, suo effectu minime fuisse fraudatum subsequens experientia demonstrat; quandoquidem ex eodem Seminario homines perpetuo prodierunt optime tam de re litteraria quam de Ecclesia et S. Petri Sede meriti, veluti ostendit potissimum nunquam interrupta cardinalium series, quos inter hodiedum Emum Mertel, et Emum Quaglia H. S. Congregationis ornamenta honoris causa recensent. Itaque (sic ipsi) siquid Tridentinae legi superaddidit Barbadicus, id ab eo factum esse putandum est, non ut legem ipsam labefactaret, sed ut majore, qua fieri posset, tutela et custodia ecclesiasticum hoc epheboeum sepiret.

» Addunt deinde observantiam plusquam centenariam, qua Barbadici Congregatio pacifice obtinuit, quin ullos ex tot sapientissimis ac vigilantissimis ejus successoribus, magna ex parte S. R. E. Cardinalibus et Tridentini juris consultissimis quidquam ex ea immutandum censuerit, satis superque demonstrare, eamdem institutionem juri communi contrariam nunquam fuisse habitam, aut saltem Beneplacito Apostolico fuisse suffultam.

» Imo vero, urgent, Apostolici Beneplaciti praesumptio, quae ex tam diuturna observantia nascitur, in factum convertitur, si id, quod ab Apostolico Visitatore Benedicto Passionei peractum est, consideretur. Nam decretis ab eo editis hic prologus anteit: *Sebbene monsignor visitatore in virtù delle facoltà ad esso communicate dalla Santità di N. S. Benedetto XIV con suo breve speciale in data li 21 gennajo 1752 non ha l'autorità di stabilire con assoluto decreto da valere in ogni tempo alcune cose più rilevanti che possono insorgere in occasione della Apostolica Visita, ha nondimeno ricevuto più ampia giurisdizione dalla medesima Santità, con cui ha dovuto tenere continuo diretto carteggio. Quindi le ordinazioni, che in appresso saranno registrate, hanno il sicuro loro fondamento sulle lettere dello stesso Sommo Pontefice esistenti presso il sopradetto Monsignor Visitatore, colle quali si approva tutto ciò che in appresso si determina non solo sopra lo stato economico, ma altresì sopra la disciplina e gli studii del Seminario.* Post hoc proemium, primum quod sequitur Decretum, respicit instaurationem Congregationis œconomicae : *vogliamo ed ordiniamo espressamente che si richiami in uso la congregazione economica ec.* Visitator itaque Apostolicus non solum Tridentini sanctionibus contrariam Congregationem hanc non duxit, sed etiam si quid contra illas continere putasset, per facultates sibi a Benedicto XIV datas eisdem derogasse dicendus est.

» Quod si (subsumunt) Episcopus Mattei animadvertens neglectam esse, *la parte dei deputati voluta dal Concilio*, Deputatos ipsos ad normam Tridentini eligi jussit, non tamen fundatoris voluntati adversari voluit, cum effecerit, ut electio caderet super lectores, ut in unicam tantum congregationem et qui a Tridentino Concilio et a Barbadico instituti sunt, Deputati coalescerent.

» His a Congregatione Barbadiciana deductis responderi posset imprimis, a Concilio Tridentino satis superque fuisse consultum Seminariorum tum disciplinae tum œconomiae per duplicem, quam descripsimus, deputationem, ac per allatas H. S. O. declarationes jam definitas fuisse cujusque earum partes ac munera: inutile proinde esse quidquid eidem superaddi velit, nullamque existendi rationem habere Congregationem Barbadicianam. Neque id satis: nocua insuper haec videtur esse, si ea attendantur, quae ab episcopo adversae parti regeruntur. Siquidem gratis asseri contendit, Emum Barbadicum Deputatis Conciliaribus adjecisse congregationem, quae constaret duabus Dignitatibus, duobus Capellanis, quinque lectoribus et Rectore Seminarii, cum legenti ejus Instrumentum manifeste appareat, unicam tantum congregationem supradictis viris conflatam, ab eo fuisse constitutam, quae rebus spiritualibus et temporalibus seminarii praeesset. Secus enim incassum Congregatio particularis a SSmo deputata, exemplari Instrumenti Erectionis inspecto, statuisset, Deputationes Seminarii esse faciendas ad formam Concilii.

» Ex quibus concludit, Congregationem oeconomicam a Barbadico inductam fuisse nom modo contra Tridentinas leges, sed etiam contra S. Congregationis particularis praescriptionem. Quidquid igitur hac super re instituit Barbadicus, irrito prorsus instituit, cum ad aliquid valide constituendum non voluntas modo sed etiam potestas requiratur ex *Cap. cum super 23. de offic. Deleg.* Piton. *De Controv, alleg. 47. num. 3.* quam potestatem post Conc. Trid. legem et Congregationis particularis decretum Barbadico defuisse evidenter apparet.

» Unde ad convellendum secundum argumentum ab adversa parte oppositum sustinet, id contra rationem esse dicendum, quod legi adversatur. Sed Barbadicianam Congregationem ideo legi Tridentinae aversari ait, quia 1. nullam officiorum distinctionem servat, idest distincta in ea non sunt membra quae disciplinae, ab iis quae oeconomiae praeesse debent. 2. Non constat personis quae ex Capitulo, quaeque ex Clero assumendae sunt, 3. Non electionis normam, non numerum praefinitum, non perpetuitatem servat.

» Neglectis hac ratione Tridentinis legibus, non solum utilitates, quae obtruduntur negat, sed plurima incommoda exinde fluere defendit, propterea quod 1. ait, Lectores non omnes in Seminario degere neque proinde cognoscere posse quae interius geruntur; ac dato etiam quod cognoscerent, fieri posse, ut unusquisque vel pacis amore vel falsa in proprios collegas caritate ductus, Superiori reticeat, quae aperienda sunt, spe etiam fortasse illectus, ut eadem mensura a suis collegis aliquando et ipse metiretur; 2. quia constat, non semel seminarium ad difficillimas rei domesticae angustias fuisse adductum, licet protestetur Episcopus velle se, ut mortuorum memoriae et viventium famae parcat, silentio praeterire, quae Seminarium propter hanc abnormem institutionem tam quoad disciplinam quam quoad œconomiam detrimenta ceperit, 3. denique posita hac institutione, sequeretur, eos qui in Congregatione sedent, esse judices ac partes, censores ac censurae obnoxios, quod absurdum in jure est, fons et origo plurimorum malorum in facto.

» Merito itaque, pergit, episcopus Bonaventura qui Barbadico proxime successit, ejus Congregationem expunxit; quam postea in desuetudinem abiisse ipsum Apostolici Visitatoris Decretum, quo ea ad vitam revocata est, satis ostendit.

» Circa consuetudinem vero, quae obtenditur ab iis qui hodie Barbadicianam Congregationem constituunt, nullam habendam esse rationem ait illius consuetudinis quae ex absurdis superius deductis omnino irrationabilis, et contra legem dicenda est, quaeque proinde reputanda foret *non usque adeo sui valitura momento, ut aut rationem vincat aut legem l. 2. c. quae sit longa consuetudo*, praesertim cum contra Tridentini Decreta invecta sit, quae quamcumque contrariam consuetudinem omnino respuunt et irritant. *Constit.* s. m. Pii IV. *In Principis Apostol.* Benedict. XIV. *Instit. Eccles. 60 num. 7.* Card. De Luca *De Canon. et capit. disc. 33. n. 3.*

» Quod vero spectat ad Decretum Visitationis Apostolicae Benedicti Passionei, observat imprimis illud peculiaribus rerum adjunctis fuisse provocatum et vim suam ab opportunitate tantum sumpsisse, qua deficiente cessare etiam debuisse, ut nor-

mali rerum ordini locum faceret, circa quod judicium privative ad episcopum spectare; imo vero cum nullam formulam derogatoriam praescriptionum Tridentinarum praeseferat, nullo modo reputandum esse, per illud eisdem derogatum fuisse sed potius aliquid constitutum, quod vim tantummodo transitoriam haberet, et praesentibus malis aliquo modo mederi posset, quod ex ipsis verbis prologi eruitur: *sebbene Mons. Visitatore Apostolico in virtù delle facoltà ad esso communicate dalla Santità di N. S. . . . non ha l'autorità di stabilire con assoluto decreto da valere in ogni tempo alcune cose più rilevanti etc.* Et re quidem vera Decreta Visitationis Apostolicae in irritum prorsus cecidisse constat ex relatione Visitationis Pastoralis quae die 27 maii 1752 paucos scilicet post menses a peracta Visitatione Apostolica, absoluta est a Mario Maffei Fulginiae Episcopo et Faliscae Dioeceseos Vicario Apostolico. Ibi enim legitur: *his omnibus seminarii damnis occurrere voluit R. P. D. Benedictus Passionei, in hac Visitatione; ideoque plura edidit decreta, quae ut religiose serventur, affigi etiam mandavit in loco pubblico, quo omnibus paterent sed absque ullo bono et utilitate, quoniam vix absoluta Visitatione, scripta quidem decreta remanserunt, sed nullatenus adimpleta.* Sed etiam si effectum sortita essent, negat iisdem obligari hodie Episcopos Faliscodunenses, cum eadem ab initio nullitatis vitio laborare deprehendantur 1° quia contra Concilium Oecumenicum lata sunt, contra quod nihil posse contendit simplicem Visitatorem Apostolicum, licet speciales facultates venditarit, non tamen ostenderit, 2° quia credi non potest Summum Pontificem qui Visitatorem Apostolicum misit ad abusus evellendos qui contra legem et disciplinam ecclesiasticam irrepserant, effraenatas facultates eidem tribuere voluisse ad legem ipsam, quae disciplinae custos est, vel evertendam vel corrumpendam, 3° quia supradictum absurdum constituunt ut videlicet eaedem personae judices sint ac partes.

» Ad exemplum denique, quod affertur, Episcopi Mattei, respondet, illud qua parte legi Tridentinae fuit consentaneum, opinioni suae favere, qua vero ab ea difforme fuit, esse omnino rejiciendum, cum monstrum quoddam informe constituerit, quod dum simul conciliare nitebatur Tridentinas praescriptiones cum institutione Barbadiciana, utrasque commiscuit ac deturpavit. Quae deformis, inquit, abnormisque institutio hodie etiam revivisceret, si EE. VV. voto annuentes Capituli, et Barbadicianae Congregationis (nam haec etiamsi interdum a voto Capituli recedere videatur, saepius tamen cum eodem concordat) ad Tridentinas Deputationes Lectores Seminarii adjiciendos esse statuerent.

» Quam in rem ulterius notari posset, eam videri mentem Tridentinorum PP. fuisse, ut Deputationes de quibus agimus, viris Seminario extraneis, quoad fieri posset, coalescerent, tum ut universum fere clerum ad seminarii vigilantiam advocarent, tum ut scirent qui seminario immediate praesunt, adesse qui in eorum agendi rationem inquirant. Hinc factum est, ut H. S. C. mentis Tridentinorum PP. legittima interpres, saepius declaraverit, ut ex allatis superius resolutionibus elucet, has Deputationes non rebus modo seminarii, sed etiam personis praepositas esse, omnesque Lectores, Ministros, officiales ab Episcopo cum consilio Deputatorum constitui, puniri, expelli oportere, et quoad Rectorem Seminarii Falisci S. Congregatio particularis conceptis verbis statuit, deputatis *subordinatum remanere.*

» Illud etiam minime praetereundum videtur, si inter Deputatos detruderentur Lectores Seminarii, jus quod per Conc. Trid. Deputatis ipsis quaesitum est, laedi quodammodo ac labefactari. Quando enim agitur de coetibus suffragii juri pollentibus, si vocalibus jam existentibus novelli vocales accedant, eo magis priorum jus imminuitur, quo magis posteriorum numerus augetur. Hinc est, quod episcopi ordinibus regularibus Seminaria regenda sine apostolico beneplacito tradere prohibentur ea praecipue de causa quia per hanc rem deputatorum jura tolluntur, veluti eruitur ex recenti opusculo, quod inscribitur: *Methodus quae in S. C. Ep. et Reg. . . . servatur in approb. nov. Inst. edit. an. 1863 tum pag. 25 art. 3 tum pag. 32 art. 4* et fuse demonstratur in consultat. causae *Setina Seminarii diei 8 julii p. p.* penes S. C. Ep. et Reg. Haec vero S. C. quoties, quod non semel accidit, ex episcoporum relationibus de statu diœceseos intelligit praeter deputationes conciliares aliam accedere ex municipibus vel e viris a gubernio electis eisdem significat, id eos pati non debere, et si major vis non obsistat, nullum alium praeter eos qui a Concilio praescribuntur, in Seminarii administratione et directione admitti oportere.

» Imo fortasse si rei, de qua agitur, natura penitius introspiciatur, apparere poterit, lectores Seminarii esse excludendos a cœtibus deputatorum, etiamsi adessent non ut suffragium ferrent, sed ut hos res Seminarii interiores docerent, et consilio suo juvarent, cum hoc etiam in casu libertas deputatorum aliquid detrimenti pati posset ex praesentia lectorum, qui et doctrina sua et auctoritate in eorum animos plus aequo influerent, et ad sententiam suam traherent. Nec alia profecto de causa mos involuisse censendus est, ut ii consiliarii, quorum res agitur, ex aula consilii abscedere jubeantur.

» Afferam pro coronide exemplum causae cujusdam *Civitatis Castelli* apud S. C. Ep. et Reg. actae, cujus resolutio, licet in casu minus duro, ad rem nostram admodum facere videtur. Ejus haec species erat: Episcopus Mondelli, dum, adhuc florenti vita uteretur, Asceterium monialium in ea civitate fundaverat, et congrua dote donaverat. Posthac supremas cum tabulas conscripsisset, legatum perquam opimum Asceterio reliquerat, ea tamen lege ut piae domui adjungeretur congregatio moderatrix *(Congregazione direttrice)* duobus canonicis conflata, quorum alter œconomiae, alter disciplinae praeesset. Verum, licet non paucis annis eadem usu invaluisset, et juribus a testatore datis functa foret, nihilominus eam acriter detrectantibus sacris Virginibus, S. C. noluit admittere, ne auctoritas Episcopo a jure canonico tributa laesionem et impedimenta pateretur. Namque ad propositum dubium: *Se e come si sostenga il diritto del capitolo di avere alla direzione del conventino delle Salesiane i due canonici penitenziere e camerlengo a forma della disposizione della ch. me. di mons. Mondelli nel casu?* Eadem S. Congregatio die 10 jun. 1859 respondit: « *Negative.* »

» Quibus perpensis, videbunt EE. VV. utrum quoad deputatos Seminarii Falisci res eo perductae sint, ut occasio advenerit utendi jure quod ab Emo Barbadico, et S. Congregatione particulari H. S. C. reservatum est quodque illi proprium ac nativum est, statuendi scilicet, immutandi, corrigendi quod opportunum in Domino putaverit, et locum habeat quod animadvertebat Benedictus XIV tum cum apud H. S. C. Secretarii munus obibat in *annotat. ad causam Lucanam 1 sept. 1725* §. *Et haec; satis scilicet esse, ut factum aliquod fuerit deductum ad notitiam S. Congregationis, quae invigilare debet super executione Conc. Tridentini, et ex officio procedere ad abusuum extirpationem in toto christiano orbe juxta Constit. 74 Sixti V.*

» Ne gravemini itaque animi vestri sensa circa praesentem controversiam aperire respondendo ad dubia 1. *An pro rebus tam spiritualibus quam temporalibus seminarii Montisfalisci retinenda sit unica congregatio quae a cl. me. Emo Barbadico instituta est et a Visitatore Apostolico restituta; seu potius eligendae sint deputationes ad formam Conc. Trid. in casu?* Et quatenus negative ad primam partem, affirmative ad secundam. 2. *An deputationibus ut superius electis adjiciendi sint quinque lectores Seminarii?*

S. Congregatio rescripsit. Ad I. *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.* Ad II. *Provisum in primo.* Die 27 augusti 1864. »

LITTERAE APOSTOLICAE SUB PLUMBO

DISMEMBRATIONIS

ECCLESIAE TRANEN.

AC DEIN

ERECTIONIS CATHEDRALIS ECCLESIAE BAROLENSIS AEQUE PRINCIPALITER UNITAE.

Pius Servus Servorum Dei. *Ad perpetuam rei memoriam.* — Imprescrutabili Dei Optimi Maximi consilio vix ad catholicae Ecclesiae gubernacula capessenda humilitas nostra evecta fuit, munus sane amplitudine, molestiis refertum, periculisque nostra praesertim aetate gravissimum, quantum in Nobis oneris atque laboris impositum esset, perspeximus, assidue a specula Domini in universum terrarum orbem oculos convertimus, nihilque praetermisimus, ut omni contentione et nisu boni pastoris officio ubique fungamur.

Intelleximus siquidem, quod ad gravissima componenda dissidia inter unam Sanctae Mariae Majoris alteramque Nazarenam nuncupata saeculares ecclesias et insignes collegiatas civitatis Baroli Tranensis Dioecesis fel. record. Pius PP. Septimus praedecessor noster usque ab anno 1821 opportunum duxerit Nazarenam collegiatam supprimere, illamque perpetuo alteri collegiatae Sanctae Mariae Majoris conjungere, nova Barolensi episcopali sede erecta. Quod quidem gratissimum accidit omnibus et ab utriusque Siciliae rege verbo et re maxime commendatum. Verum quamvis anno insequenti in apostolicis litteris provisionis Tranensis Ecclesiae favore ven. fratris Nostri Cajetani de Franci, jussu ejusdem pontificis apposita fuerit reservatio novam quandocumque illius archidioecesis ineundi dismembrationem, peracta tamen anno tantummodo millesimo octingentesimo vicesimo octavo collegiatarum Nazarenae et Sanctae Mariae Majoris Baroli perpetua unione auctoritate Leonis XII antecessoris etiam Nostri sanctae memoriae suis apostolicis litteris sub plumbo eodem anno latis, quae incipiunt *Inter multa onera*, plurimae undequaque ortae sunt difficultates, quibus impediebatur ne sapientissimorum pontificum consilia, piissimi Regis vota, et Barolensium efflagitationes felicem suum sortirentur effectum. Rerum tandem angustiis et temporum adversitatibus feliciter superatis, Barolenses cives et perinsigne Sanctae Mariae Majoris capitulum per dilectos filios canonicos Rogerium del Carmine et Carmelum Antonium Italia Romam missos iterum a nobis flagitaverunt, ut tandem aliquando superius memoratam ecclesiam Barolensem ad cathedrale fastigium attolleremus: quod quidem pari tempore a Nobis postulabat charissimus in Christo filius Noster Franciscus Secundus utriusque Siciliae Rex illustris per dilectum filium equitem Torquatum Jacobum De Martino ejus apud Sanctam Sedem Apostolicam negotiorum gestorem.

Baroli enim civitas praeter probatam fidem in Apostolicam Sedem, constantemque suo legittimo Principi obedientiam civitas est in Neapolitano regno multis praeclarisque distincta nominibus, ad Adriatici Maris littus portum habet frequentatum, turritis moeniis circumscribitur, incolarum quotidie magis increbrentium copia advenarumque frequentia spectabilis, civium religione, nobilitate et opulentia, domorum elegantia, viarumque commoditate praestans, territorium quoque habet satis amplum, valdeque frugiferum. Tria insuper recenset nosocomia, munificum orphanotrophium, nonnullas ecclesias et publica oratoria, plurima virorum cœnobia, mulierum monasteria, nec non duodecim pias laicorum fraternitates, tres collegiatas, quarum prior et insignis illa Sanctae Mariae Majoris, quae parochialis et caeterarum matrix praeclaram quoque exhibet formam, opportunamque amplitudinem: gaudet insuper splendida sacrae suppellectilis copia ad solemnia quoque pontificalia obeunda, ac perinsigni canonicorum et beneficiariorum capitulo, aliisque ecclesiasticis viris doctrina et pietate probatis divino servitio et sacri ministerii officiis sedulo mancipatis. Singula denique ita comparata sunt concinneque disposita, ut eadem Sanctae Mariae Majoris Ecclesia apta et opportuna omnino haberi queat, quae cathedralitatis incrementum digne obtinere tuerique valeat.

Nos igitur hisce omnibus mature perpensis, supradictorum Praedecessorum Nostrorum Pii VII et Leoni XII vestigis inhaerentes, benigno animo superius laudati utriusque Siciliae regis preces excipientes, nec non Barolensium civium bono, honori, utilitatique providere cupientes, ac quorumcumque interesse habentium, vel quomodolibet habere praesumentium consensui de plenitudine potestatis apostolicae harum quoque serie supplentes, omnesque et singulos, quibus hac litterae favent, a quibusvis excommunicationis et interdicti, si quibus quomodolibet innodati fuerint, ad effectum praesentium tantummodo consequendum, harum serie absolventes et absolutos fore censentes ad majorem Dei Omnipotentis gloriam et catholicae fidei incrementum, motu proprio, deque nostrae apostolicae potestatis plenitudine ex nunc prout ex tunc, videlicet cum primum Tranensem metropolitanam ecclesiam hodierni archiepiscopi persona vacare contigerit, Barolensem civitatem una cum ejus civili territorio ac cum omnibus et singulis incolis, quibusque ecclesiis sive collegiatis, sive non, oratoriis, ecclesiasticis beneficiis, confraternitatibus, piisque institutis, monasteriis, coenobiis, quibuscumque aliis connexis, et juxta solitum concomitantibus accessoriis ab ecclesiastica curia Tranensi ejusque archidioecesi apostolica auctoritate perpetuo dismembramus et separamus, ita ut nova et distincta confletur Dioecesis. Honore autem, titulo et dignitate archiepiscopali Baroli civitatem decoramus, fruituram deinceps omnibus praeeminentiis, indultis, gratiis, honoribus, favoribus, privilegiis et quibuscumque caeteris, quibus finitimae aliae civitates archiepiscopales communi jure utuntur, fruuntur et gaudent, et collegiata Sanctae Mariae Majoris una cum suo capitulo penitus suppressa unaque cum suis insigniis, privilegiis, prerogativis quibus, utpote collegiata, usque adhuc utebatur, fruebatur, gaudebat, non solum tamquam collegium sed tamquam singuli seu dignitarii seu canonici, penitusque canonice extincta, eamdem ecclesiam ad archiepiscopalis cathedralis titulum, dignitatemque erigimus; ibique sedes, cathedra et dignitas archiepiscopalis instituatur pro suo antistite, qui civitati, ecclesiae, populo, cleroque universae dioecesis perpetuo seduloque praesit, synodum convocet, omniaque jura, officia, et munia ad sacri concilii Tridentini tramites in Domino exercere queat et valeat una cum suo infradicendo capitulo archiepiscopali, cumque sua respectiva mensa, arca, sigillo, curia et cancellaria, consuetisque cum omnibus et singulis respective pontificalibus, archiepiscopalibus insigniis, gratiis, favoribus, praerogativis, praeeminentiis, indultis, itemque cum omnibus juribus realibus et personalibus et mixtis cum caeteris demum quibusque, utpote alii in regia Siciliarum citra Pharum ditione antistites gaudent, atque fruuntur, dummodo speciali ex indulto, vel oneroso titulo acquisita, aut attributa minime fuerint, apostolica auctoritate nunc pro tunc praefata noviter et perpetim extollimus atque erigimus. Interea tamen temporis nefas cuiquam esto quidquam de hodierno Barolensis ecclesiae statu, deque bonis, rebus, praebendis, juribus, privilegiis, beneficiis, consuetudinibus et caeteris quibuscumque ad Sanctae Mariae Majoris praesertim capitulum, utcumque pertinentibus, immutare.

Cum vero opportune contingat superesse adhuc Baroli archiepiscopale palatium ecclesiae Nazarenae anterius illuc suppressae, illud pro novo Baroli Archiepiscopo, ut aliquibus anni mensibus incolat, ejusque vicario generali et ecclesiastica curia

et cancellaria perpetua similiter constituimus, praecipiendo ut a Tranensi cancellaria prudenti archiepiscopi arbitrio Barolensi ecclesiasticae cancellariae hujusmodi tradantur omnia et singula scripta, libri, documenta aliaque ad posteram quamcumque opportunitatem, quae ad novum diœcesanum Barolense territorium spectabunt.

Ex massa insuper capitulari ecclesiae archiepiscopalis Sanctae Mariae Majoris, quolibet mense ducata triginti sex illius monetae desumantur, quorum viginti sex vicario generali archiepiscopali et alia decem pro quibuslibet cancellariae expensis obeundis rependantur.

Collatis autem consiliis cum carissimo filio nostro Francisco Secundo utriusque Siciliae rege jam superius recordato, mandamus ad decennium suspendi collationem quatuor hodie vacantium praebendarum canonicalium in eodem Sanctae Mariae Majoris capitulo, eorumque fructus ab archiepiscupo ordinario interim recipi, ejusque cura ad multiplicum poni, donec mensae suppressi archiepiscopatus Nazareni aequa compensatio fiat amissionis locationum et manutentionis palatii (alias ejusdem archiepiscopatus) modo Barolensi archiepiscopo attributo, ejusque vicario et cancellariae, nec non pro sublevanda capitulari massa Sanctae Mariae Majoris ab expensis, quas vicario et cancellariae eadem in ducatis triginta sex, uti diximus, rependere debet.

Quoniam vero statutum a nobis est, hanc novam Barolensem ecclesiam archiepiscopalem Tranensi archiepicopo concreditam iri, sic eamdem ab initio Tranensi ecclesiae metropolitanae aeque principaliter apostolica auctoritate ab initio conjungimus atque unimus, ita quod eaedem ecclesiae sic invicem unitae suberunt ordinariae jurisdictioni, regimini, atque administrationi unius archiepiscopi, qui proinde Tranensis, Nazarenus, Barolensis perpetuo nominabitur atque inscribetur, mandantes ut singuli earumdem invicem unitarum Ecclesiarum successores Antistites archiepiscopalem possessionem canonicam in Tranensi atque Barolensi ecclesiis accipere teneantur, pro sua conscientia et prudenti arbitrio minus diutiusque quolibet anni tempore in alterutra ex praefatis archiepiscopalibus ecclesiis et dioecesibus degant, atque resideant, utrobique pro suo libitu et opportunitate sacra olea conficiant, sacram visitationem inchoent aut expleant, synodum convocent, omnes demum quoslibet archiepiscopales actus seu functiones (quamquam utrique antedictae diœcesi communes) edicere vel celebrare queant.

Ut autem Barolensis ecclesia ad archiepiscopalem dignitatem sic evecta suum habeat novum insigniusque capitulum archiepiscopale Sanctae Mariae Majoris Barolensis nuncupandum, hinc idem capitulum constabit ex quatuor dignitatibus, quarum prima erit Archipresbiter, altera Archidiaconus, tertia Primicerius, et quarta Thesaurarius, nec non viginti canonicatibus, inter quos bini specialiter destinentur, juxta sacri Concilii Tridentini decretum et apostolicas litteras sub plumbo a praedecessore nostro Benedicto XIII datas, quae incipiunt *Pastoralis officii*, pro theologali nempe unus, alter vero pro pœnitentiarii muneribus obeundis cum congruis honoribus et oneribus, cœterisque adnexis, cum annuali insuper augmento pro singulis eorum canonicalibus praebendis ducatorum viginti quatuor illius monetae ex capitulari massa rependendis. Cui quidem capitulo cathedrali sic constituto duodecim beneficiarii certo stabilique modo adjungentur, confirmantes nunc pro tunc omnia et singula actualia bona in dotationem archiepiscopalis hujuscemodi capituli, sive noviter perpetuoque constituentes ex quorum annuis redditibus fidelissime administratis massa communis coacervetur in singulas illiusmet capituli praebendas dignitariorum et canonicorum, eodem fere ac antea modo normali continuo impertienda atque dividenda. Ex hac autem massa praeleventur in singulos menses ducata viginti sex pro vicarii generalis emolumento, ducata decem pro necessariis ejus cancellariae impendiis, nec non quotannis ducata quadraginta illius monetae pro magis congrua praebenda uniuscujusque ex duodecim supra memoratis beneficiariis, quae quidem annua ducata quadraginta viritim lucranda seu percipienda sunt, eodem prorsus modo ac ratione, uti hactenus pro illis adhibetur, adjecta insuper lege, ne quis eorum praesumat, valeatque umquam de ipsis Ecclesiae et capituli bonis, ejusque massa capitulari quidquam amplius ex quovis titulo ullatenus requirere, sibique vindicare.

Hujusmodi vero capituli archiepiscopalis Sanctae Mariae Majoris Baroli dignitatibus, canonicis et beneficiariis, pro ea qua interest gravitate atque ornamento apostolica nostra auctoritate perpetuo et in enarratum solummodo finem eadem dumtaxat et solummodo et non alia concedimus omnia singula privilegia, insignia, honores quibus modo dignitarii et canonici, et beneficiarii Tranensis metropolitani capituli utuntur, fruuntur et gaudent: Archipresbytero insuper primae capituli Sanctae Mariae Majoris Baroli dignitati et Archidiacono, itidem primae Tranensis metropolitani capituli dignitati, praeter vestes violaceas praelatitias jam a nobis adprobatas, usum quoque sacrorum pontificalium benigne eodem prorsus modo concedimus, juxta praescriptum ab apostolicis litteris sub plumbo a praedecessore Nostro Pio PP. VII latis anno MDCCCXXIII quarto nonas Julias, quae incipiunt. *Decet Romanos pontifices:* quod quidem Barolense Sanctae Mariae Majoris capitulum ubi noviter erectum fuerit, iisdem omnino fruetur muneribus et juribus, quae de communi jure ad alia Archiepiscopalia hujusmodi capitula ac praesertim Tranense pertinere solent.

Cum autem hoc Sanctae Mariae Majoris capitulum satis sit numerosum, facultatem illi impertimur, quemadmodum in more positum probatumque reperitur, ut licite probeque possit in binas fere aequales partes divisum alternis hebdomadibus chorale servitium praestare, atque nihilominus singuli absentes canonici suarum praebendarum fructus recipere, non secus ac si choralibus functionibus quaque vacationis hujusmodi hebdomada interfuissent. Ad memoriam perennandam primaevae Nazarenae Ecclesiae in Palestina jam dudum ex impietate Paganorum eversae, ejusque Archiepiscopi et capituli Barolum confugentium, simulque ad magis magisque fovendam, augendam, excitandamque devotionem et reverentiam, piamque contemplationem super almam Nazarenam domum, in qua Beatissima Virgo Maria fuit ab Angelo salutata et Verbum caro factum est pro totius mundi salute, benigne potestatem tribuimus, ut singuli tam dignitarii quàm canonici non dignitarii in choralibus aliisque Ecclesiae Barolensis functionibus (capitulariter tantum incedentes) gestent e collo pendentem sericam violacei coloris cordulam, ex qua Crux aurata pendeat juxta datam normam: siquidem in ejus anterioris partis medio globulus extabit referens almam Nazarenam domum ab Angelis asportatam cum hac inscriptione in parte ejus posteriori — Pius Nonus P. M. Ordini Canonicorum — Eccl. Cath. Barolen. anno Christi MDCCCLX. — Quod quidem religionis ornamentum commune esse volumus Abbati pro tempore Ecclesiae Nazarenae ejusdem Baroli, qui propterea illud solummodo in propria ecclesia Nazarena gestabit et quotiescumque cum capitulo cathedrali Sanctae Mariae Majoris in ecclesiasticis functionibus unietur, ejusque Crucis inscriptio in posteriori parte erit: — Pius IX P. M. — Abbati Nazareno — Ann. Chr. MDCCCLX.

Singulari autem benevolentia et amore cathedrale capitulum Tranense prosequi cupientes, singulis ejusdem capituli canonicis sive dignitariis sive non, facultatem facimus eamdem Crucem auratam parisque in omnibus modo tempore ac modo ferendi, hoc tantummodo habito discrimine, quod in anterioris partis medio extare debeat imago Sanctissimae Virginis Mariae in Cœlum receptae, et in posteriori ejusdem parte inscriptio — Pius IX P. M. — Ordini Canonicorum — Eccl. Cathed. Tranen. — An. Chr. MDCCCLX.

Ad onera autem missarum quod pertinet, vel piis legatis injuncta, inhaerentia atque adhaesura ipsi novae cathedrali archiepiscopali Sanctae Mariae Majoris Baroli ejusque universo capitulo, vel eidem alia quavis ex causa et titulo incumbentia, ipsamet omnia et singula rationali modo dividenda erunt inter singulos canonicos tam dignitarios quam non dignitarios, nec non inter beneficiatos, uti constituetur prudenti judicio ab apostolico nostrarum litterarum exequutore mox designando. Capitulum tamen ipsum juxta sacrorum canonum praescriptiones peculiarem sibi massam constituet ex tertia praebendarum parte pro quotidianis distributionibus invicem percipiendis, addita praedicto exequutori nostro, mox deligendo, facultate definiendi utrum admitti atque adhiberi queant punctaturae in absentes quibus modo hodiernum Sanctae Mariae Majoris capitulum utitur vel novae pro quotidianis distributionibus sint efformandae atque statuendae; firma tamen remanente pia dispositione canonici Queralt quoad fundum vulgo *Locone*. Eidem insuper archiepiscopali capitulo Sanctae Mariae Majoris Baroli facultatem impertimur pro chorali servitio inibi praestando, pro certo regimine atque disciplina, nec non pro rerum quarumcumque capitularium fideli atque accurata administratione, nunc pro tunc aut reformandi, aut nova sibi conficiendi statuta capitularia, ordinationes, atque decreta, quae tamen apostolicis constitutionibus et praesertim sacrosantae Tridentinae synodo sint consentaneae, quaeque vim legis habere minime queant, nisi prius ab archiepiscopo ordinario accurate perpendantur atque probentur.

Cum vero haec omnia a nobis statuta realem plenamque effectum habitura non sint, nisi postquam praedicta sedes Tranensis quomodocumque vacaverit, ideo singulari favore capitulum istud prosequi cupientes, nunc pro tunc decernimus, ut qui eo tempore in Ecclesia Sanctae Mariae Majoris comperiantur, probeque instituti sint canonici dignitarii et non dignitarii tum etiam beneficiarii, ipsi absque nova Bullarum vel aliorum quorumcumque actorum expeditione suas easdem viritim praebendas retinere valeant, statuentes ratumque habentes, quod in novo hujusmodi cathedralitatis Archiepiscopalis statu ex quatuor subinde futuris dignitatibus prior post pontificalem nominanda sit Archipresbyteratus, altera Archidiaconatus, tertia Primiceriatus, quarta denique Thesaurariatus. Et quoniam saepius memoratum Sanctae Mariae Majoris cathedrale capitulum non solum ex recensitis quatuor dignitatibus constabit, sed aliis viginti canonicis praeter duodecim beneficiarios, ideo si tunc temporis alterutri comperiantur praefinito numero plures, hoc in casu ipsi permaneant quidem sive canonici, sive beneficiarii sint, verumtamen cum primum alterutrae praebendae vacaverint, tot ipso facto per se suppressae habeantur, et sive canonicales sive beneficiales, quot opus fuerint ad praefinitum totius archiepiscopalis capituli numerum adamussim conficiendum. Cui quidem capitulo concedimus quoque facultatem atque jus cum primum Tranensis archiepiscopalis ecclesia vacaverit, illico capitularem vicarium Ecclesiae archiepiscopalis Baroli sibi in Domino eligendi, iis omnibus servatis, quae hoc super negotio a sacris canonibus constituta sunt atque mandata.

In singulis autem successivis vacationibus praebendarum dignitatum hujus novi capituli archiepiscopalis, reservata nobis atque successoribus nostris in hac sancta apostolica sede primae post pontificalem dignitatis, seu archipresbyteratus collatione, ordinario archiepiscopo pro tempore facultatem indulgemus tres digniores ecclesiasticos viros ex universo clero Barolensi laudato utriusque Siciliae regi ejusque legitimis successoribus praesentandi, ut ex iis tribus unum nominet, qui ab eodem archiepiscopo vel per se vel per alium in ecclesiastica dignitate constitutum ab eodem subdelegandum canonicam institutionem recipiat; quoad vero caetera beneficia, eadem juxta solitum conferantur nihilque innovetur.

Singulari autem benevolentia atque favore prosequi cupientes superius memoratum utriusque Siciliae regem ejusque legitimos in imperio successores, benigne eis conferimus jus nominandi seu praesentandi etiam ad novam insimul Barolensem ecclesiam archiepiscopalem Sanctae Mariae Majoris in posteris quibusque vacationibus, idoneum spectatumque virum, qui eidem unitae Barolensi ecclesiae praesit apostolica nostra auctoritate, palliumque a nobis vel a successoribus nostris in consistorio de more instantissime postulet, servatis ceteroquin servandis, exceptisque casibus vacationum sanctae huic Sedi apostolicae speciatim ex sacro jure tributis: pro certo enim habemus superius recordatum utriusque Siciliae regem pro ea qua pollet pietate et virtute illos semper esse episcopos nominaturum, qui dominico gregi regendo aptiores esse dignoscentur.

Rebus ita compositis ut dissidiorum quaecumque offendicula praecaveantur, omniaque in Dei benedictione procedant, mandamus ut eas inter minores Baroli ecclesias omnia in pulchritudine pacis gerantur et penitus stabiles firmaeque remaneant perpetuo illae omnes ac singulae qualescunque subjectiones et obligationes, quas binae praesertim alterae collegiatae ecclesiae et capitula sancti Jacobi et sancti Sepulchri usque adhuc praestiterunt.

Jugiter quoque mandamus ut sarcta tectaque perpetuo habeantur, quae jam pridem adsignata, atque constabilita fuerunt pro ipsius archiepiscopalis ecclesiae fabrica et sacrario, cuncta videlicet bona et redditus quicumque, sive etiam praestationes et cujusvis speciei emolumenta pro ipsius incolumitate servanda, verum etiam pro impendiis, quae tam pro sacra omnigena suppellectili, quam pro divino cultu inibi exercendo vel necessaria, vel decentiora esse videbuntur. Quae quidem dotatio si desit, congrue constabiliatur, si vero jam habeatur, neque tamen sufficiens ad praefatos usus esse censeatur, istius meliori quo fieri poterit modo ad necessitatem usque augeatur.

Praeterea cum propter incommodas circumstantias aliaque momenta, quae nunc aliqua animadversione digna videntur penes novam hanc archiepiscopalem ecclesiam Barolensem ex sacrorum canonum praescriptione haberi non possit Seminarium, praecipimus et interea temporis et donec Seminarium rite instituatur, atque adolescentes in sortem Domini vocati ab ordinario antistite in Tranensi seminario recipiantur, iisdem prorsus modis atque gratiis seu favoribus aeque ac ad ipsam Tranensem dioecesim sub uno eodemque pastore archiepiscopo pertinerent, usque dum municipium Barolensis civitatis suis sumptibus idoneum Seminarium, quemadmodum oportet comparaverit, illudque congruis bonis perpetuaque fundatione dotaverit.

Quae quidem omnia superius statuta ut rite feliciterque ad optatum finem in superius tamen eventum expressum perduci valeant, ven. fratrem nostrum Petrum Giannelli archiepiscopum Sardicensem in partibus infidelium et apostolicum nostrum apud regiam utriusque Siciliae aulam nuntium eligimus et deputamus in harum apostolicarum litterarum exequutorem, eique necessarias et opportunas facultates tribuimus aliam probam dignamque personam in ecclesiastica dignitate constitutam hujusmodi exequutioni subdelegandi, qui quidem Petrus archiepiscopus, sive subdelegata persona omnia superius disposita disquirere, ordinare, disponere, statuere, atque adeo super quacumque quaestione, si in actu exequutionis hujusmodi forsan inciderit, definire atque quacumque appellatione remota, decernere libere valeat quae quomodocumque oportuerint ad totum hoc negotium recte et prudenter perficiendum, jubendo insuper ut intra tres menses ab harum litterarum apostolicarum exequutione, nunc pro tunc uti superius peragenda, ad hanc apostolicam Sedem in forma authentica singulorum actorum exemplar fideliter transmittat, in tabulario nostrae congregationis rebus consistorialibus praepositae de more, et ad posteram quamlibet opportunitatem servandum.

Praesentes quoque litteras et in eis contenta quaecumque etiamsi quilibet alii ad id interesse habentes vel habere praetendentes vocati et auditi non fuerint ac praemissis non consenserint, eorum consensui quatenus opus sit de apostolicae potestatis plenitudine supplentes, nullo unquam tempore de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostrae aut aliquo alio etiam substantiali defectu, notari, impugnari vel in controversiam vocari posse, sed eas semper validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, atque ab omnibus ad quos spectat inviolabiliter observari. Sicque et non alias per quoscumque judices ordinarios vel delegatos quavis auctoritate fungentes etiam causarum Palatii Apostolici auditores ac Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, etiam de latere Legatos, Vice-Legatos dictaeque Sedis Nuncios judicari ac definiri debere. Et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari irritum et inane volumus atque decernimus.

Non obstantibus quatenus opus sit nostris et cancellariae apostolicae regulis de jure quaesito non tollendo et de gratiis non concedendis ad instar, ac Lateranensis Concilii novissime celebrati dismembrationes perpetuas nisi in casibus a jure permissis fieri prohiben. aliisque etiam in Synodalibus, Provincialibus, Generalibus, Universalibusque Conciliis editis, specialibus vel generalibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis dictarumque Metropolitanarum Tranensis et Sanctae Mariae Majoris Ecclesiarum etiam juramento confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus privilegiis quoque indultis. Quibus omnibus et singulis etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa et individua non autem per clausulas generales idem importantes mentio habenda foret eisdem praesentibus pro plene et sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris latissime et plenissime specialiter et expresse, pro hac vice dumtaxat, harum quoque serie derogamus caeterisque etiam speciali mentione dignis contrariis quibuscumque.

Volumus praeterea ut harum litterarum nostrarum transumptis etiam impressis, manu tamen alicujus Notarii publici subscriptis et sigillo personae in Ecclesiastica dignitate constitutae munitis, eadem prorsus fides adhibeatur ubique quae ipsis praesentibus adhiberetur si forent exhibitae vel ostensae.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae absolutionis, dismembrationis, suppressionis, erectionis, constitutionis, assignationis, unionis, institutionis, concessionis, attributionis, indulti, mandati, praecepti, deputationis, decreti, derogationis et voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire: si quis autem hoc attentare praesumpserit indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romae apud Sanctum Petrum Anno Incarnationis Dominicae millesimo octingentesimo sexagesimo, undecimo kalendas Maji, Pontificatus Nostri Anno decimo quarto.

M. Card. Mattei Prodatarius.

V. Card. Macchi.

Loco † Plumbi. — Visa de Curia D. Bruti. I. Cugnoni. Reg. in Secret. Brevium.

MÉLANGES.

— Association de prières pour le soulagement des âmes du purgatoire. Inscription gratuite. Défense de prendre les noms des personnes défuntes.

Dans l'article que nous avons publié sur les associations pour le soulagement des âmes du purgatoire (61e livraison des *Analecta*), nous avons enseigné, conformément à la discipline de la sainte Eglise, que l'on devait éviter avec le plus grand soin toute apparence de lucre et ne pas inscrire les défunts.

Nous remarquons dans les feuilles ecclésiastiques d'Allemagne un document qui vient confirmer ces règles canoniques. C'est une circulaire de la S. Congrégation du Sant-Office aux évêques d'Italie, de France et d'Allemagne, en date du 25 mai 1864, concernant une association de ce genre, où les abus opposés aux règles susdites se sont produits. Nous la publions sans d'autres réflexions, suivie de la formule approuvée pour l'association dont il s'agit.

» Judicio supremae hujus Congregationis Sanctae Romanae » et universalis Inquisitionis anno superiore, subjecta fuerunt » folia seu summaria italica, gallica, aliisque linguis exarata » ac typis edita super conditionibus, regulis et indulgentiis » piae societatis, quae ad suffragia animabus fidelium defunc- » torum ferenda in ecclesia beatae Mariae Virginis *de Se-* » *nanque* monachorum ordinis Cisterciensis dioecesis Avenio- » nensis erecta erat. Instituta collatione inter haec folia et » rescripta ac brevia, quibus SSmus dominus Pius PP. IX » eamdem societatem indulgentiis ditaverat, deprehensum fuit, » nonnulla contineri dissona prorsus ac contraria apostolicis » praescriptionibus. In illis enim foliis minus accurate enun- » ciabantur opera a Summo Pontifice ad indulgentias lucran- » dum imposita, determinata quaedam pecuniae oblatio pro » cujusque socii adscriptione exigebatur, et adscriptiones ipsae » nulla servata forma aut solemnitate omnibus indiscriminatim » fidelibus patebant, ita ut defunctorum quoque nomina so- » cietati inscriberentur, dummodo et pro iis praestituta pecunia » solveretur; quin tamen in brevibus atque rescriptis seu de » mortuorum adscriptione seu de pecuniae oblatione ulla omni- » no mentio fiat.

» Haec omnia, prout moris est, per ecclesiasticam curiam » Avenionensem priori et monachis illius monasterii signifi- » cata fuerunt; et ipsi ea qua par erat animi demissione pa- » ratos se ad omnia exhibuerunt, quae hoc super negotio ab » apostolica Sede praeciperentur. Qua declaratione accepta, » omnibusque mature consideratis, congruum et aequum visum » fuit a publicanda foliorum seu summariorum prohibitione » supersedere, piae societatis conditiones et regulas emendare, » et novam summarii seu adscriptionis formulam redigere, quae » apostolicis brevibus et rescriptis adamussim respondens, clare » et exacte titulum ac finem societatis indicaret, et indulgen- » tias atque opera ad eas acquirendas injuncta explicatius enun- » ciaret. Ad hunc igitur effectum superiore mense decembri, » impetratis a SSmo Patre facultatibus necessariis, necnon et » sanatione tum defectus canonicae erectionis, si haec unquam » defuit, tum vitiorum, quibus jam collectae sociorum adscri- » ptiones laborabant. Emi Patres cardinales, qui una mecum » inquisitorum generalium munere funguntur, novam adscri- » ptionis formulam gallico scriptam idiomate adprobarunt, cujus » exemplar hisce litteris adjicitur. Monachis praeterea manda- » runt, ut nihil unquam emolumenti vel oblationis pro socio- » rum adscriptionibus quocumque titulo vel praetextu perci- » perent, et ut antiquas abjicerent formulas, imo data opportu- » nitate earum exemplaria jam ante distributa ad se retraherent.

» Jam vero quum post adeo singularem benignitatem res » jure composita videretur, ad sacram Congregationem nova » adprobatae formulae exemplaria pervenerunt, quae immutato » etiam titulo societatis, importunis additionibus et explica- » tionibus in Italia, in Galliis et Germania passim evulgari » compertum est. Quapropter sacer hic Ordo necessarium exis- » timavit, sacris istarum regionum Antistitibus encyclicam hanc » dare epistolam, eosque monere, ut permissa quidem, si lu- » bet, hac summarii seu adscriptionis formula, cujus hic datur » exemplar, et quae unice pro pia societate praedicta fuit

» adprobata, districte prohibeant, quominus commentario quo-
» libet, nempe expositionibus vel interpretationibus vel addi-
» tionibus quibuscumque eadem formula distribuatur et evul-
» getur. Quod si in posterum contigerit, ut sociorum adscriptio-
» nes fiant, vel summarium cum additionibus distribuatur contra
» aut aliter, ac permissum fuit, Emi Cardinales Inquisitores
» Generales haud poterunt, quin easdem adscriptiones nullas
» declarent, et additiones illas publice reprobent, quin imo
» eo vel aegre adducentur, ut Pontifici Maximo dent consi-
» lium de societate illa penitus abolenda.

» Ceterum Sacra Congregatio in pastorali Eminentiae Tuae
» zelo ac sollicitudine plurimum confidit fore, ut sedulo in
» ista diœcesi caveatur, ne hac in re ullus unquam abusus
» irrepat.

— *Pieuse association fondée au monastère de Notre-Dame de Sénanque pour le soulagement et la délivrance des ames du purgatoire.*

Une pieuse association destinée à procurer le soulagement, et à hâter la délivrance des âmes du Purgatoire est établie dans le monastère de Sénanque (ordre de Citeaux), dont les religieux se sont consacrés d'une manière particulière à concourir, et par des prières quotidiennes, et par des œuvres pies à un acte si saint. Cette association canoniquement érigée a été encore enrichie de nombreuses indulgences par le souverain pontife Pie IX heureusement régnant. Le siége de l'association est établi dans l'église de Notre-Dame de Sénanque, et le prieur *pro tempore* du monastère en est le directeur, reçoit les associés, prend leurs noms, et les inscrit dans les registres.

Conditions de l'association. Tous les fidèles de l'un et de l'autre sexe peuvent être admis dans cette association, et pour en faire partie il faut que chacun fasse inscrire ses nom et prénom dans les registres soit directement par le prieur, soit indirectement (selon la diversité des lieux) par le moyen d'un ecclésiastique spécialement député à cet effet par le P. prieur, et retire ensuite la feuille d'agrégation en s'obligeant à quelques prières, ou exercices de piété selon ses forces et ses moyens, ou au moins à la récitation journalière d'un *Pater*, *Ave* et *Requiem* pour le soulagement des âmes du Purgatoire. En outre, l'octave des morts, ou du moins dans le courant de novembre, chaque associé recitera une fois le chapelet à l'intention ci-dessus, et, le pouvant, appliquera aussi une communion. Tous les associés sont exhortés à s'unir d'intention aux messes qui se célèbrent dans l'église de Sénanque, et à tous les autres exercices de piété et bonnes œuvres, qui s'y pratiquent pour le soulagement des âmes du Purgatoire.

Avantages de l'association. Tous les jours on célèbre dans le monastère de Sénanque cinq messes basses pour les âmes du Purgatoire, et en particulier pour les associés défunts: et chaque mois une messe et un office solennels à la même intention. Les religieux de Sénanque appliquent en outre, dans le même but, en même temps que pour le bien spirituel des associés vivants, les nombreuses bonnes œuvres, prières, exercices de piété, et de mortification, qui se pratiquent dans ce monastère.

Indulgences 1. Indulgence plénière le jour où l'on est inscrit dans les registres de l'association. 2. Indulgence plénière le premier dimanche de chaque mois. 3. Indulgence plénière à gagner le jour de la commémoration des morts, ou l'un des jours de l'octave. 4. Indulgence plénière à l'article de la mort. 5. Indulgence partielle de 60 jours pour toute bonne œuvre que pratiquent les associés. 6. Indulgence de 100 jours pour quinconque récitera le psaume *De profundis* pour le soulagement des âmes du Purgatoire, dans l'église ou dans la chapelle de Sénanque. 7. Les indulgences des stations, comme si l'on visitait les églises de Rome, dans les jours de l'année où la station y a lieu. Et toutes ces indulgences sont applicables aux défunts. Pour gagner les indulgences plénières il faut recevoir dignement les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, visiter l'église ou la chapelle attenante au monastère de Sénanque, et y prier pour l'extirpation des hérésies, pour la paix et la concorde des Princes chrétiens, et pour l'exaltation de la sainte Eglise. Quant à l'indulgence plénière *in articulo mortis*, si l'on ne peut accomplir les œuvres indiquées ci-dessus, il suffira d'invoquer avec ferveur, au moins de cœur le très-saint nom de Jésus. Pour gagner les indulgences partielles, il faut avoir au moins la contrition de cœur, et prier dévotement, comme il est dit ci-dessus. Enfin on fait observer qu'à l'exception des indulgences comprises sous les numéros 6 et 7, toutes les autres peuvent être gagnées par les associés éloignés de Sénanque pourvu qu'ils visitent l'église de leur paroisse, et y prient comme il est prescrit ci-dessus.

— *Confession parmi les réguliers. Les supérieurs conventuels peuvent-ils permettre à leurs sujets de se confesser hors de l'institut.* (Affaire traitée par la S. Congrégation des Evêques et Réguliers le 3 juin 1864).

Nous parlons des réguliers proprement dits, qui ont les vœux solennels et dont les supérieurs sont investis d'une vraie juridiction par rapport à leurs sujets. Les congrégations séculières sont régies par d'autres principes; car la défense de se confesser aux étrangers hors de l'institut, est, pour les membres de ces congrégations, un point de règle qu'ils doivent observer; néanmoins, s'ils se confessent à un prêtre approuvé par l'Ordinaire, la confession est valide en toute hypothèse, quoiqu'elle soit illicite si elle a lieu par esprit de désobéissance et par mépris des constitutions.

Il en en est autrement des réguliers proprement dits. Une chose admise sans contestation aucune est que les réguliers peuvent se confesser à tout prêtre approuvé de l'Ordinaire lorsqu'ils se trouvent légitimement hors du cloître; par exemple, en voyage. Des réguliers d'Allemagne prétendirent jadis pouvoir se confesser à tout prêtre en pareil cas, sans aucune approbation de l'Ordinaire; la S. Congrégation du Concile décida qu'ils devaient s'adresser aux confesseurs approuvés. (*Thesaur. resol.* tom. 38).

En ce qui concerne les réguliers *intra claustra*, c'est l'usage de presque tous les instituts qu'ils se confessent aux pères de l'Ordre qui connaissent mieux les devoirs spéciaux de l'institut. Cette maxime est parfaitement énoncée par Benoît XIV, constitution *Quid communi*, du 30 mars 1742, en ces termes: « Alumni cujuslibet instituti peccata sua nonnisi ejusdem
» dumtaxat religionis confessariis quibus, utpote omnium rerum
» in ipsa religione servandarum cavendarumque notitia instructis
» facilius est pro culpis salutare adhibere remedium, confiteri
» teneantur. »

Les supérieurs locaux, conventuels, recteurs, prieurs, gardiens des maisons, quelque soit le nom dont on les appelle, peuvent-ils permettre à leurs sujets de se confesser aux prêtres séculiers approuvés par l'Ordinaire?

Cette question a été soumise à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers par le prieur d'un couvent d'Augustins de Toscane, qui l'a proposée en ces termes: « Quidam re-
» gularis utens facultate obtenta a priore sui conventus, con-
» fitetur sacerdoti saeculari, et quidem approbato. I. Quaeritur
» an valide? Et quatenus affirmative. 2. Utrum prior possit
» jure subditis suis hanc facultatem concedere nec ne? »

Avant de se prononcer, la S. Congrégation a voulu, suivant l'usage, entendre un de ses consulteurs et le général de l'Ordre des Augustins.

Le consulteur dit que tout consiste à voir si les supérieurs conventuels sont investis d'une vraie juridiction quasi épiscopale; car s'il l'ont, ils peuvent permettre à leurs sujets de

s'adresser à tout confesseur approuvé par l'Ordinaire. Nul doute que les généraux et les provinciaux possèdent la juridiction spirituelle par concession du Saint-Siége, qui la confère en accordant l'exemption vis à vis des évêques. Les canonistes s'accordent à regarder les supérieurs conventuels comme *praelati*, parce que chaque couvent doit avoir un supérieur qui puisse commander en tant qu'Ordinaire, comme dit très bien Passerinus, en ces termes: « Dubitatur, quibus » praelatis teneantur religiosi obedire? Respondetur ne dum » teneri ad obediendum generali vel provinciali, sed supe- » riori locali sive sit abbas, sive sit prior etc. dummodo sit » superior conventus, quia cum provincialis, et generalis sint » a pluribus et majori parte monasteriorum et domorum absen- » tes, bonum regimen religionis requirit ut in quolibet con- » ventu detur superior qui tanquam ordinarius possit praeci- » pere subditis. » (Passerin. de hominum statibus et officiis, quaest. 186, art. 8). Si le supérieur local est *Ordinarius*, c'est donc un vrai prélat avec juridiction quasi épiscopale. Le concile de Trente statue que les causes des professions nulles soient jugées devant le supérieur et l'Ordinaire, et ce supérieur n'est autre que le prieur conventuel du monastère où la profession a eu lieu ; donc il est investi de la juridiction *in foro externo*, qui est nécessaire pour une sentence juridique. Saint Pie V a donné aux prieurs conventuels et aux autres prélats de l'Ordre de S. Dominique par rapport aux religieux et aux religieuses de l'institut en ce qui concerne l'absolution des cas réservés tout le pouvoir qu'ont les évêques à l'égard des clercs et des laïques : « Sive priori conventuali, » sive superioribus praelatis, ut ipsi per seipsos id omnino pos- » sint in fratres et moniales dicti ordinis sibi subditos, quod » possunt episcopi in clericos et laicos sibi subditos. » Voilà un pouvoir ordinaire que le Pape confère aux prieurs conventuels, aussi bien qu'aux prélats de rang supérieur. Suarez enseigne que les prieurs conventuels jouissent de tous les priviléges accordés aux prélats réguliers. (Lib. 2 *de religione*, c. 22). Pignatelli s'exprime ainsi : « Provincialis vero dicitur » habere jurisdictionem quasi episcopalem in suos subditos, ac » similiter guardiani et priores reputantur vere praelati in suis » conventibus, et dicitur habere dignitatem ecclesiasticam. » Rodriguez soutient la même doctrine (tom. 1 quaest. 12, ar. 4). Leurenius dit expressément que les prieurs et supérieurs locaux ont la juridiction quasi épiscopale (lib. 1 decret. quaest. 90). Selon Fagnan, les supérieurs conventuels sont de vrais prélats (In cap. *Ad aures*). Les Salmanticenses soutiennent *ex professo* cette même doctrine et disent que c'est le sentiment commun : « Certissimum est in religionibus praelatos et su- » periores reperiri, et horum aliqui sunt praelati superiores, » ut generales, et provinciales, et alii inferiores, qui dicuntur » immediati praelati qui praesunt immediate et proxime in » monasteriis, et priores et guardianis et rectores, et omnes » isti habent in subditos dominativam potestatem qualem habent » patres familias, et etiam potestatem jurisdictionis ecclesia- » sticae, qua possunt ligare et solvere. Unde tam generales, » quam provinciales, nec non priores habent jurisdictionem » quasi episcopalem in subditos, ut sumitur ex cap. abbat. de » privil. in 6 et docent comuniter doctores. » (Tract. 18 de privil. c. 4). Enfin, le pouvoir de concéder les dimissoires pour l'ordination, lequel appartient *de jure* aux supérieurs conventuels et ne se trouve réservé aux provinciaux qu'en vertu de statuts particuliers, prouve leur juridiction ordinaire et quasi épiscopale.

Cela posé, peut-on contester au supérieur local le droit de permettre à ses sujets de se confesser à un prêtre étranger approuvé de l'Ordinaire? Aussi les canonistes ne font-ils aucune difficulté de l'admettre. Lezzana dit expressément : « Praelati » regulares possunt dare suis subditis licentiam confitendi ex- » traneo religioso. » S'ils ont ce pouvoir vis à vis des réguliers étrangers, à plus forte raison le pourront-ils à l'égard des prêtres séculiers approuvés de l'Ordinaire. Le canon *Omnis utriusque* d'Innocent III dans le IVe concile de Latran, porte que proprius sacerdos peut donner permission à son sujet de se confesser à un autre prêtre, qu'il délègue en permettant au sujet de choisir un confesseur hors du couvent, sauf les constitutions particulières qui peuvent le défendre. Bordoni, *consilia regularia*, resolut. 2, traite expressément la question : « An superiores locales quandoque hanc facultatem *(confitendi)* » possint suis subditis delegare aliis sacerdotibus extra reli- » gionem dando licentiam ipsis subditis ut extra monasterium » eligant confessarium. Possunt, (répond-il) et probatur tum » jure communi cap. omnis 12 de paenit. ubi dicitur quod » proprius sacerdos *(Episcopus)* potest dare licentiam suo » subdito, ut alio sacerdoti confiteatur, ergo et Praelatus Re- » gularis, est enim sui subditi proprius sacerdos, ut dixit » Faber. disp. 25. de pœnitentia n. 89, tum jure speciali » omnium religionum, quarum religiosi subduntur disposi- » tioni suorum Praelatorum, ut in bullis citatis retuli resol. 4. » Ergo disponere possunt tum intra, tum extra religionem, » tum quia in cunctis religionibus superiores locales appro- » bant, et deputant suis subditis sacerdotes pro audiendis » confessionibus suorum subditorum: ergo si illis non prohi- » beatur expresse, ut aliquando non possint deputare extra- » neum, poterunt : concessum enim censetur quod non est » expresse prohibitum. » Diana s'exprime non moins clairement, et conclut pour le sentiment affirmatif, à moins que des statuts contraires ne s'y opposent : « An guardiani, prio- » res, praepositi etc. regularium possint illis praebere licen- » tiam, ut eligant confessarium extra religionem? Affirmative » respondeo seclusa constitutione religionis, vel statuto in con- » trarium: et ratio est quia, qui habent ordinariam potestatem » possunt illam alteri delegare ut habetur in cap quib. de » officio ordinarii, et notat Silvius in addit. ad tertiam partem » divi Thomae. (Dub. regular. resol. XI).

Tel est l'avis de consulteur. Le général des Augustins interrogé, comme nous l'avons dit, répond ce qui suit :

» Le révérendissime consulteur ayant prouvé très doctement que les prieurs locaux dans les Ordres réguliers sont de vrais prélats possédant le pouvoir ordinaire de déléguer un étranger pour la confession de leurs sujets, il ne me reste qu'à ajouter ce que portent les constitutions de notre Ordre.

» Après avoir statué que le prieur doit désigner quelques pères pour confesser les religieux, les convers et les novices, nos constitutions défendent qu'un frère se confesse à un prêtre étranger régulier ou séculier s'il peut se confesser à un religieux de l'institut : « Ad audiendas confessiones quorumcumque » sacerdotum ordinis nostri, et fratrum clericorum, fratrum lai- » corum, conversorum ac novitiorum patres aetate, doctrina, et » vita graviores quilibet prior in conventu suo deligat. Inhi- » bemus autem ne aliquis frater alicui extraneo sacerdoti sive » sit religiosus sive saecularis confiteatur si copiam sacerdotis » nostri ordinis habere poterit. » (part. 1, c. 8). Au premier aspect, cela semble restreindre le pouvoir que le droit commun confère au prélat; néanmoins, en examinant attentivement cette disposition, on remarque que la défense concerne les religieux, et non le prélat. Si l'on veut absolument que l'*Inhibemus* restreigne le pouvoir du supérieur local, d'autre part nos prieurs conventuels peuvent dispenser des constitutions, dont le prologue le dit expressément: « Super haec autem in conventu » suo prior dispensandi cum fratribus habeat facultatem quum » sibi aliquando videbitur expedire; praeterquam in his casibus » in quibus dispensari aliqua constitutio expresse prohibet ». Ainsi, les prieurs conventuels de notre ordre de S. Augustin ont le pouvoir d'accorder dispense de tous les points des constitutions qui ne sont pas réservés expressément aux provinciaux ou au général. Or, la défense de se confesser aux étrangers

n'est pas comprise parmi les choses réservées au général, ou aux provinciaux, lesquelles sont énumérées dans des chapitres distincts. D'ailleurs, c'est là une disposition qui comporte la dispense. Donc le prieur local peut dispenser sur ce point lorsqu'il croit devoir le faire, c'est à dire, toutes les fois que ses religieux lui demandent une semblable permission; car, je ne sais si je me trompe, mais suivant moi, en une matière aussi délicate que la tranquillité des consciences, la demande du sujet est un titre suffisant pour que le supérieur puisse dispenser *tuta conscientia*, sans autre investigation. Que si malgré tout ce que je viens de dire à l'appui du sentiment affirmatif, quelque conscience méticuleuse voulait encore révoquer en doute cette théorie, qu'on se souvienne de ce qu'on lit dans le prologue des constitutions, qu'à l'égard des doutes que pourra susciter quelque article de nos constitutions on s'en tienne à l'interprétation et à la décision du général de l'Ordre « Si autem » aliquando in constitutionibus nostris aliquod dubium oriatur, » stabitur interpretationi et declarationi Revmi P. Generalis. » Ainsi, puisque le général a le droit d'expliquer les points douteux, la question est péremptoirement terminée; car c'est l'usage immémorial dans l'Ordre et particulièrement dans l'Etat pontifical, que les prieurs locaux donnent la permission à leurs religieux de se confesser aux étrangers, et les supérieurs généraux, qui n'ont pas ignoré cet usage, n'ont jamais élevé de réclamation. Mon avis, en ce qui concerne notre institut, s'accorde pleinement avec le sentiment que le révérendissime consulteur a exprimé suivant le droit commun, savoir: que le régulier qui s'est confessé à un prêtre séculier approuvé, en faisant usage de la permission que lui en a donnée le prieur de son couvent, a reçu une absolution valide, parce que le prieur n'a pas outre-passé ses pouvoirs en donnant cette permission. »

Décision. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers n'a pas cru devoir décider la question en général, et s'est contentée de répondre que dans l'Ordre des Augustins les prieurs conventuels peuvent permettre à leurs sujets de se confesser aux prêtres étrangers qui sont approuvés par l'Ordinaire du lieu. Dans les autres Ordres, on doit s'en tenir aux constitutions et statuts.

« Quidam regularis utens facultate obtenta a priore sui con- » ventus, confitetur sacerdoti saeculari et quidem approbato. » Quaeritur: 1. An valide? Et quatenus affirmative. 2. Utrum » prior possit suis subditis hanc facultatem concedere nec ne?

« In congregatione generali diei 3 junii 1864, Emi Patres » rescripserunt: *In Ordine Eremitarum S. Augustini affir- » mative ad utrumque, dummodo sacerdos fuerit ex approbatis » ab Ordinario loci. Pro aliis Ordinibus standum constitu- » tionibus et statutis.* Die et anno ut supra. »

— *De l'obligation de n'avoir que des sandales pour toute chaussure pour les Franciscains.* (Affaire décidée par la S. Congrégation des Evêques et Réguliers le 8 juillet 1864.)

L'Evangile recommande aux apôtres de ne porter aucune chaussure: *neque calceamenta.* Néanmoins les anciennes peintures représentent les apôtres avec des sandales. L'ange qui délivra S. Pierre de prison, lui dit: *Calcea te caligas tuas.* Le grec porte: « Prends tes sandales. » Le vénérable Bède conclut de là que cette chaussure fut permise aux apôtres.

S. Francois d'Assise a inséré dans sa règle le conseil évangélique. On y lit en effet, vers la fin du second chapitre: *Et qui necessitate coguntur, possint portare calceamenta.* D'où il suit que les chaussures et les bas sont défendus lorsque la nécessité ne les exige pas. Néanmoins les sandales qui protègent uniquement le pied sont permises; on l'a toujours entendu ainsi.

Dans son commentaire de la règle franciscaine, S. Bonaventure explique parfaitement qu'elle interdit indirectement toute autre chaussure que les sandales. Voici ce qu'on lit, tome 7, p. 337, édition du Vatican de 1596: « Cum regula » solum pro necessitate cogente, concedit calceamenta portare, » ubi ergo non cogit necessitas sicut in corpore robusti, ubi » autem non cogit necessitas sicut et in negotiis gerendis; » quae etsi per solos debiles expediri valent, potest tamen » sine periculo differri ipsorum expeditio; non licet; calcea- » mentorum ergo deportationem ipsa regula indirecte inter- » dicit. Et quia verbum illud sumitur de Evangelio, ubi di- » citur in regula Apostolorum - neque calceamenta, patet hic » usum sandaliorum minime prohiberi, quoniam sicut dicitur » in Matthaeo neque calceamenta evangelico more hanc com- » plens sententiam, praecepit eis. nequid tollerent, sed cal- » ceatos sandaliis . . . . . Propter quod antiquae sculpturae et » picturae monstrant Apostolos calceatos sandaliis incessisse. » Unde super illud Actorum – Calcea te caligas tuas – dicit » Beda: pro caligis et caligulis ut quidam habent, graecus » habet sandalia. Hoc enim genus calceamenti legitur in » Evangelio, Apostolis fuisse permissum. Haec Beda. Quae » expositio extranea videretur, nisi diceret Papias, quod ca- » ligae sunt sandalia. »

On sait que les Papes Nicolas III et Clément V ont expliqué divers points de la règle franciscaine, pour déterminer les préceptes formels, virtuels, et équipollents, et les distinguer des simples conseils. L'obligation de ne porter de chaussure que par nécessité est rangée parmi les préceptes équipollents.

La Clémentine *Exivi de paradiso* énumère expressément cette obligation parmi les préceptes équipollents: » Ut autem » haec, quae videri possunt aequipollentia praeceptis ex vi » verbi, vel saltem ratione materiae, de qua agitur, seu ex » utroque, sub compendio habeantur: declaramus quod illud » quod ponitur in Regula, de non habendo plures tunicas, » quam unam cum caputio, et aliam sine caputio. Item, de » non portandis calceamentis, et de non equitando extra ca- » sum necessitatis etc. Haec, inquam, omnia sunt a fratri- » bus, tamquam obligatoria observanda. »

Urbain VIII, constitution *Sacrosanctum*, du 1er octobre 1625, déclare que les Mineurs de l'Observance doivent porter des sandales, sans aucun vêtement couvrant le pied: « Quod de » cetero perpetuis futuris temporibus omnes et singuli ejus- » dem Ordinis (Fratres S. Francisci) de observantia profes- » sores juxta dicti Ordinis regulam, nec non declarationes a » rec. mem. Nicolai III (cap. Exiit de V. S. in 6.) et Clem. V » (Clem. 1. eod. tit.) Romanis Pontificibus praedecessoribus » nostris desuper emanatas calepodiis seu sandalis apertis dum- » taxat incedere teneantur, neque alio operimento pedum panneo, » seu alterius cujuscumque materiae existat, absque expressa li- » centia uti possint » (Bull. Rom. tom. 5, p. 5. pag. 362.)

Innocent XI, par la constitution *Sollicitudo*, du 20 novembre 1679, statue pareillement que les Franciscains de l'Observance sont tenus en conscience d'observer la règle des frères mineurs et les préceptes énumérés dans les constitutions de Nicolas III et de Clément V, particulièrement celui qui prescrit de ne pas porter de chaussure qui couvre le pied, quelle qu'en soit la matière, sauf la nécessité reconnue par le supérieur. Voici textuellement le passage du vénérable Innocent XI: « De » claramus omnes et singulos fratres de corpore observantiae » dicti Ordinis teneri in conscientia observare Regulam Fratr. » Min. S. Francisci et praecepta a fel. mem. Nicolao III et » Clem. V Romanis Pontificibus praedecessoribus nostris ex- » posita et numerata ad normam Constitutionum praedictarum » respective et signanter praeter praecepta, quae non ita fre- » quenter occurrunt, et recitationem divini officii, teneri ad » jejunia praecepta in Regula, nisi excuset necessitas, ad in- » cedendum sine calceamentis, hoc est absque aliquo, quod » pedem cooperiat, cujusque illud materiae sit, nisi adsit vera » necessitas a Praelato approbanda, etc. Neminem posse eligi

» in praelatum seu superiorem in Ordine praedicto, qui vitam » communem observantiae non sequatur, hoc est qui frequenter » equitet, seu infirmitatem, qua ab obligatione pedibus ince- » denti excusetur, habeat qui calceatus incedat. » (Bull. » tom. 8. p. 119).

Les constitutions actuellement en vigueur parmi les Observants prohibent toute autre chaussure que les sandales découvertes, et recommandent d'éviter toute vanité et toute superfluité. Voici l'article, c. 2 § 10, num. 147. « Cum etiam » excluso quolibet alio cujuscumque materiae operimento (1) » Fratres cum sandalis apertis, vel calepodiis incedere te- » neantur: primum haec ipsa omni prorsus vanitate et curio- » sitate careant; deinde nisi cum simili, ut supra, licentia (2) » et causa (3), caligis, calceis, ocreis, crepidis, similibus sub » pœnis, uti nunquam possint. In sacristiis vero, ad missas ter » sancte celebrandas, et sacra munera reverenter obeunda, » crepidae sint decentes et opportunae. »

Cela posé, nous dirons que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers s'est occupée dernièrement de la chaussure des Franciscains par suite d'une plainte qui lui a été adressée de la Toscane, et dans laquelle on a signalé divers abus en cette matière.

La S, Congrégation a voulu d'abord consulter le général et son définitoire.

Après avoir examiné plusieurs fois la question avec ses définiteurs, le général a répondu de la manière suivante. La Règle franciscaine défend indubitablement toute chaussure qui couvre les pieds lorsque la nécessité ne l'exige pas. Les constitutions du Saint-Siége, le sentiment des commentateurs de la Règle et la pratique traditionnelle ne permettent pas d'admettre les sandales qui couvriraient la plus grande partie du pied, dans la partie supérieure. Comme c'est une chose qui admet une certaine latitude, il y a naturellement divers sentiments et divers usages. Les supérieurs de l'Ordre se sont préoccupés de l'essentiel, qui est que la majeure partie du pied soit nue, sans insister pour obtenir dans les choses accidentelles une uniformité qui serait très difficile, pour ne pas dire impossible. En effet, comme la Règle permet les chaussures en cas de nécessité, la qualité varie suivant le besoin. Il est vrai que des abus peuvent se glisser; toutefois les anciennes dispositions suffisent et dispensent de promulguer de nouvelles décisions, d'autant plus qu'une innovation quelconque ferait plus de mal que de bien. C'est pourquoi le général et ses définiteurs sont d'avis que l'on se contente d'appeler l'attention des provinciaux sur la question; qu'on leur recommande de faire observer les dispositions des Papes et d'exercer leur vigilance contre les abus qui se sont introduits ou pourront se glisser à l'avenir.

Après avoir reçu les éclaircissements qu'on vient de lire, la S. Congrégation n'a pas cru nécessaire de rendre une décision nouvelle; elle s'est donc contentée de recommander au général de l'Ordre de faire observer la règle et les constitutions suivant les déclarations des Souverains Pontifes, et d'extirper les abus qui peuvent exister. Dans la congrégation générale du 8 juillet 1864, on a examiné le *dubium* suivant: « S'il y a lieu de prendre quelque disposition au sujet de » la chaussure dans le cas dont il s'agit? » Voici la décision textuelle: « Ad P. Ministrum generalem, qui curet servari » regulam et constitutiones ordinis juxta declarationes Sum- » morum Pontificum, remotis, si qui sunt, abusibus. »

— *Congrégation de frères professant les voeux simples. Prêtres exclus des principales charges.*

La discipline actuelle de l'Eglise n'admet pas qu'un institut religieux se compose de clercs et de laïques qui aient des droits égaux et prennent part au gouvernement. Tout institut étant ecclésiastique ou laïque, est gouverné, suivant sa nature, par les prêtres, ou par les laïques. Les réguliers et les congrégations de prêtres séculiers reçoivent des convers pour le service matériel; ces convers ne peuvent aspirer aux charges et n'exercent aucun droit électoral. D'autre part, les Hospitaliers et les autres instituts de frères qui se vouent aux œuvres de charité corporelle ou à l'instruction élémentaire et professionnelle, n'ont pas l'usage de recevoir des prêtres et des clercs, si ce n'est d'une manière restreinte et uniquement pour le ministère spirituel. Ces prêtres ainsi reçus exceptionnellement doivent être écartés des principales charges, telles que supérieur général, procureur général, provincial, supérieur local, etc. Les constitutions des Hospitaliers de S. Jean de Dieu sont formelles sur le point dont nous parlons. Voici un autre exemple. La congrégation mexicaine des Bethléémites, dont les constitutions furent approuvées par le vénérable Innocent XI en 1677, ayant demandé ensuite l'autorisation de recevoir deux prêtres dans chaque hôpital, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, par décret du 15 mars 1731, décida que ces prêtres ne pourraient exercer aucune fonction, sauf celles de *discret*, et de maître des novices: « Promoti » ad sacros ordines non possint habere aliquam praelaturam » in religione nisi cum apostolica dispensatione, sed tantum » esse possint discreti conventuum et magistri novitiorum, » non vero provinciae assistentes. » Malgré cette décision formelle, le chapitre général de 1757 nomma deux prêtres de l'institut, l'un secrétaire général et l'autre procureur-général près le Saint-Siége; la S. Congrégation, par décret du 6 mai 1763, annulla ces élections, et ordonna la convocation d'un autre chapitre général qui devrait être présidé par l'archevêque de Mexico; en outre, elle imposa au nouveau supérieur général le serment de ne nommer aucun prêtre aux dignités réservées aux frères laïques, et de les exempter d'autre part des emplois qui conviennent uniquement aux laïques, tels que l'emploi de portier, le soin du vestiaire, et autres emplois mécaniques et matériels que ne comporte pas la dignité sacerdotale. Voici des extraits du décret: « Religiosos » presbyteros Bethleemitas exercere non posse munera secre- » tarii generalis et procuratoris generalis in Romana curia, » ideoque electiones eorumdem presbyterorum non substi- » neri etc. Ab eo (generali) exigatur juramentum super omni- » moda observantia constitutionum Ordinis, praesertim de non » admittendis religiosis presbyteris ad munera religiosis laicis » reservata, tam scilicet quoad praelaturas, ita ut solummodo » esse possint discreti conventuum et magistri novitiorum, » quam vicissim quoad alia munera solis ipsis religiosis laicis » congruentia, ut sunt janitoris, aut clavigeri, aut vestiarii, » aut similia mechanica, et materialia quae dignitatem dede- » cent sacerdotalem, ita ut ad ea sacerdotes non adigantur. »

Cette règle traditionnelle, la S. Congrégation en a fait récemment l'application à un institut de frères voués à l'instruction, ainsi qu'on le remarquera dans les *Animadversiones* que nous publions plus loin, art. 1 et 22. La S. Congrégation prescrit que les prêtres de l'institut soient écartés des principales charges; qu'on fasse ordonner tout au plus un ou deux prêtres pour chaque maison; qu'on n'admette dans l'institut aucun clerc déjà engagé dans les ordres sacrés sauf un indult formel du Saint-Siége; que les ordinands aient les dimissoires de leur évêque et un titre canonique d'ordination, à moins qu'ils n'obtiennent du Saint-Siége l'autorisation de se faire ordonner au titre de congrégation et de table commune.

Un autre disposition digne de remarque est celle qui requiert l'indult apostolique pour la fondation des pensionnats où l'institut donne l'instruction commerciale. (Art. 21). En

(1) Urb. VIII *Sacrosanctum* Innocent. XI *Solicitudo*.
(2) Superiorum videlicet.
(3) Vera necessitas a medicis probata.

effet, la multiplication illimitée de ces colléges pourrait nuire aux études littéraires. La même disposition a été prise au sujet des frères Maristes, dont les constitutions ont été approuvées *per modum experimenti* en 1863.

Les autres articles ne font guère qu'appliquer les maximes généralement admises pour les instituts du genre de celui-ci. Ainsi, la S. Congrégation ne veut pas qu'un évêque particulier soit protecteur, ou supérieur général de l'institut. Les chapitres généraux des congrégations de femmes sont présidés d'ordinaire par l'évêque diocésain en qualité de délégué apostolique; il en est autrement des congrégations d'hommes, car le Saint-Siége veut leur donner plus de liberté de se gouverner.

Les élections par bulletins ont lieu exceptionnellement et moyennant indult, lorsque la convocation des chapitres généraux offre de sérieuses difficultés. Hors ce cas exceptionnel, elles ont eu lieu en chapitre, et les absents perdent le droit de voter. Cette maxime est consacrée par l'article 7 des observations.

La perpétuité du supérieur général est rarement admise par rapport aux instituts de frères. La S. Congrégation préfère fixer dix ou douze ans, à l'expiration desquels elle permet de le confirmer, si son administration contente l'institut. On obtient par là tous les avantages de la perpétuité, sans les inconvénients.

Le pouvoir de destitution donné à l'institut sur le supérieur général étant de nature à troubler la paix, il vaut mieux qu'on recoure au Saint-Siége pour les griefs qu'on peut avoir contre ce supérieur.

On oublie trop que le maître des novices ne doit remplir aucune autre charge dans l'institut; la constitution de Clément VIII est formelle. Il ne faut donc pas qu'il soit assistant, ou conseiller général.

L'ouverture de conscience a donné lieu à de tels abus, que la S. Congrégation a pris le parti dans ces derniers temps de la rayer entièrement des constitutions. C'est ce que prescrit l'art. 12.

Quoique le décret de la S. Congrégation *super statu regularium* en date du 25 janvier 1848, lequel prescrit la testimoniale de l'ordinaire avant de donner l'habit aux postulants, ne s'applique pas aux instituts de femmes, il oblige les congrégations d'hommes sans aucune exception c'est pourquoi les instituts de frères doivent s'y conformer.

Les vœux qu'on fait dans l'institut dont il s'agit ne sont pas solennels, mais simples. La dispense de ces vœux est réservée au Saint-Siége, en sorte que les supérieurs ne doivent expulser les sujets qu'après que la dispense des vœux a été obtenue et canoniquement fulminée.

Etant convenable que les frères des instituts religieux ne soient pas confondus avec les prêtres séculiers, on leur enjoint d'adopter un costume différent du clergé.

La S. Congrégation ne laisse passer aucune occasion de recommander les prescriptions canoniques qui requièrent le *beneplacitum* apostolique pour les aliénations et les dettes; c'est une loi générale, qui oblige sans distinction de pays, en Amérique comme en Europe, en Allemagne et en France comme en Espagne et dans l'Italie; nous avons eu cent fois, depuis quelques années, l'occasion de le constater. Seulement, dans le but de faciliter l'exécution de la loi, le Saint-Siége accorde des indults *ad tempus*.

Nous ne parlons pas des articles qui requièrent l'indult apostolique pour l'érection des noviciats, ou défendent de placer les novices dans les maisons de dépendance avant leur profession; ces articles ne sont que l'application des regles communes; mais nous croyons devoir signaler l'art. 23, qui ordonne de respecter la juridiction paroissiale, dont les instituts du genre de celui-ci ne sont pas exempts. Avec un indult apostolique, on peut conserver le Saint-Sacrement dans les chapelles de l'institut, y faire la communion pascale, et administrer le viatique et l'extrême-onction sans recourir au curé de la paroisse.

Voici le texte des *Animadversiones*, qui regardent un institut de frères étranger à l'Italie.

Animadversiones in Constitutiones religiosorum NN. expeditae anno 1863. — » 1. Absonum est a constanti observantia, quae hucusque in Ecclesia catholica viguit, aliquod » dari institutum, quod permixtim a sacerdotibus et laicis sociis » regatur. Quodlibet enim institutum vel sacerdotale est, vel laicale, et pro sui diversa natura, vel a sacerdotibus, vel a laicis » regitur. Quum autem institutum de quo agitur, ex iis, quae in » constitutionibus continentur, laicale dicendum sit; qui in pia » Congregatione reperiuntur sacerdotes ad principalia ejus officia » exercenda admitti nequeunt, sumpto exemplo ex aliis Congregationibus laicorum jam a S. Sede adprobatis, ex Pontificiis constitutionibus eas respicientibus. Quinimo Apostolica Sedes non permittit, nisi ut unus vel alter ex sociis in » unaquaque domo hujusmodi institutorum, si debitis praedictus sit requisitis, ad sacros ordines promoveatur pro spirituali sociorum adsistentia, quod et in instituto de quo agitur » in posterum servari mandat. Quod si aliquis jam in sacris » ordinibus constitutus praedictae piae Congregationi nomen » dare cupiet, id exequi non poterit sine speciali S. Sedis » licentia.

» 2. Protectores extra urbem, seu in partibus a S. Sede » non solent admitti; ideoque expungenda sunt in constitutionibus ea, quae respiciunt episcopum diœcesanum tanquam » protectorem specialem instituti, ne jurisdictio aliorum ordinariorum coerceatur.

» 3. Praesidentia episcopi in capitulis sive per se, sive per » suum delegatum non solet admitti pro Congregationibus » virorum.

» 4. Statuendum erit in constitutionibus, superiorem generalem per duodecim annos tantum in suo munere esse permansurum, nec in eo confirmari posse pro insequenti duodennio absque licentia S. Sedis.

» 5. Praefinienda erit aetas praefati superioris generalis, ita » ut saltem quadraginta annos habeat.

» 6. Tolerandum non est, ac idcirco emendandum quod » socii, ad quos spectat electio superioris generalis, teneantur » solummodo a Vicario, et novitiorum magistro exquirere informationes super eligendo ad munus superioris generalis; » uti pariter quod teneantur discedere a capitulo post emissum votum, antequam habeatur scrutinium.

» 7. Facultas electoribus dandi votum per schedam, si sint » absentes a capitulo deleatur.

» 8. Pro dimissione superioris generalis a suo officio quacumque ex causa, recurrendum erit ad S. Congregationem » Episcoporum et Regularium.

» 9. Magistro novitiorum quaedam tribuuntur officia, quae » minime ad ipsum spectare possunt. Ejus attributiones limitandae erunt ad formam constitutionis S. M. Clementis VIII.

» 10. Delenda sunt verba, quibus secunda professio, quae » a sociis emittitur solemnis appellatur, quum eorum vota sint » tantum simplicia.

» 11. Quoad votum paupertatis relinquenda erit novitiis » potestas disponendi ante professionem de administratione, » usu, et usufructu suorum bonorum, prout ipsis placuerit; uti » pariter disponendi post professionem de eorumden bonorum » dominio sive per testamentum, sive per actus inter vivos, » de consilio tamen superioris generalis.

» 12. Expungendum quidquid statuitur in constitutionibus » quoad manifestationem conscientiae.

» 13. Quum agitur de admissione alumnorum fiat mentio » de litteris testimonialibus ordinariorum juxta decretum S. Con-

» gregationis super statu regularium incipien: *Romani Pontifices* diei 25 januarii 1848.

» 14. Ante admissionem ad habitum, nec non ante professionem saltem decem spiritualium exercitiorum dies praemittantur.

» 15. Pro expulsione sociorum, qui professionem emiserunt, oportet, ut concurrat incorrigibilitas, ac insuper requiritur, ut ante expulsionem dispensatio super votis a Sancta Sede obtineatur.

» 16. Ad formam aliarum piarum Congregationum addantur in constitutionibus ea quae opportuna sunt ad spiritum religiosum fovendum per mortificationem, et ad evitandam nimiam cum mulieribus familiaritatem.

» 17. Magis accurata distinctio fiat inter obligationes, quae ex votis promanant, et observantiam piorum consiliorum, prout enim confuse in constitutionibus exprimuntur, in aliquibus laxitatem, in aliis scrupulositatem gignere possunt.

» 18. Sociorum habitus talis esse debet, ut clare distinguantur ab habitu, quo sacerdotes saeculares utuntur.

» 19. Declarandum in constitutionibus, bona instituti alienari non posse, nec debita contrahi sine apostolico indulto ad formam SS. Canonum.

» 20. In posterum novae novitiatus domus non erigantur sine speciali licentia S. Sedis; nec novitii in alias instituti domus mittantur, nisi prius novitiatum integre expleverint, et professionem emiserint.

» 21. Pariter novae domus, seu collegia pro educatione adolescentulorum non erigantur, nisi expressa facultas a S. Sede obtineatur in singulis casibus.

» 22. Absonum est, ut superior generalis, qui laicus est, litteras dimissorias pro ordinibus recipiendis tradat sociis ordinandis. Statuendum idcirco in constitutionibus erit, ut socii qui ad clericalem tonsuram, vel ad ordines promoveri debent, litteras dimissorias a legitimis ordinariis suis obtineant, ac ut ante promotionem ad sacros ordines titulo sacrae ordinationis provideantur, salva in casibus particularibus licentia a S. Sede obtinenda, ad hoc ut admitti valeant ad sacros ordines titulo Congregationis, vel mensae communis.

« 23. Quum socii haud eximantur a parochorum jurisdictione, sarta tecta manere debent horum jura relate ad praefatos socios, nec in instituti ecclesiis SSmum Eucharistiae Sacramentum sine speciali apostolico indulto asservari poterit.

» 24. Nimis effraenatis verbis nonnullis in locis constitutionum exprimitur auctoritas superioris generalis: ex. gr. « Ce chef a entre ses mains tous les pouvoirs nécessaires (p. 4). L'autorité réside inaliénable en lui (p. 5). La part de l'autorité que le supérieur général a le droit de communiquer seul à des délégués ordinaires, ou extraordinaires, peut-être restreinte ou retirée par lui, nonobstant les réglements (ibidem). Praedicta aliaque similia ad formam juris communis corrigantur.

» 25. Similiter emendanda erit dictio: « refuser l'obéissance aux supérieurs, serait violer le contrat sacré qui établit les droits entre Dieu et les religieux. (Page 76).

» 26. Quolibet triennio superior generalis teneatur transmittere ad S. Congregationem Episcoporum et Regularium relationem super statu materiali, personali, disciplinari ac oeconomico suae congregationis. »

— *Congrégation des Joséphites Belges. Décret d'éloge de l'institut.*

Les Joséphites ont leur maison-mère dans le diocèse de Gand, et ont pour but l'éducation des jeunes gens et la direction des pensionnats. Voici le décret qu'ils ont obtenu de la S. Congrégation des Evêques et Reguliers.

« Decretum. — Jam ab anno millesimo octingentesimo decimo septimo, curam operamque suam praestante C. G. Van Crombrugghe canonico cantore majori in cathedrali Gandavensi, ortum habuit in oppido Gerardimonte Gandavensis dioecesis, pia virorum congregatio a S. Josepho nuncupata. Socii post novitiatum tria consueta simplicia vota paupertatis, obedientiae et castitatis emittunt; superioris generalis directioni subduntur, ac praeterquam quod propriae student sanctificationi, ad pueros, adolescetulosque intelligentiae, ac pietatis spiritu informandos incumbunt. Proposito sibi fini tam alacriter, utiliterque operam navarunt, ut quamplurimi primorum sociorum exemplo permoti nomen suum dederint Congregationi, quae in praesentiarum diversas diversis in dioecesibus domos habet. At praefato canonico Van Crombrugghe octuagenaria jam in aetate constituto, et hodierno superiori generali multum pio Instituto deesse visum est, nisi illud ab Apostolica Sede confirmaretur, ac propterea a SSmo Dño Nostro Papa Pio IX humillimis precibus confirmationem expostularunt, et constitutiones approbandas exhibuerunt, accedentibus ad eumdem effectum etiam R. P. D. Episcopi Gandavensis commendationibus. Sanctitas Sua in audientia habita ab infrascripto Dño Pro-Secretario S. Congregationis Episcoporum et Regularium sub die 18 septembris 1863, Oratorum preces benigne excipiens, attentis litteris commendatitiis praememorati antistitis Gandavensis, praefatum pium Institutum a S. Josepho nuncupatum uti Congregationem votorum simplicium sub directione superioris generalis, salva ordinariorum jurisdictione ad praescriptum sacrorum Canonum et Apostolicarum constitutionum amplissimis verbis laudavit, atque commendavit, prout praesentis decreti tenore laudat, atque commendat.

» Pergant igitur interim praedictae piae Congregationis socii ordinariorum ductu in propriam aliorumque sanctificationem procurandam incumbere, et praesertim omni industria, contentione, labore adolescentibus docere timorem Domini, eosque bonis, sanctisque moribus imbuere, ut Pontificis Maximi votis respondeant.

» Insuper Sanctitas Sua, attentis peculiaribus circumstantiis, tribuit superiori generali enunciati Instituti facultatem ad decennium duraturam permittendi de consensu suorum assistentium, et quoties ipsis necessarium vel saltem utile videatur, alienationem bonorum ad Institutum spectantium, quorum tamen valor summam francorum decem millium non excedat, nec non imponendi debita etiam cum hypotheca in eadem summa francorum decem millium in singulis casibus super praefatis bonis, cum obligatione pretium ex alienationibus retrahendum in tuto, et fructifero investimento collocandi, et debita intra quinquennium extinguendi annuis ratis ab eodem superiore generali cum adsistentibus determinandis; facta in unoquoque casu tam alienationis bonorum, quam impositionis debitorum hujus apostolicae facultatis mentione. Contrariis etc.

» Datum ex secretaria S. Congregationis Episcoporum et Regularium die 26 septembris 1863. »

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-QUATRIÈME LIVRAISON.

CÉPHAS REPRIS PAR S. PAUL.

I.

Passage de l'Epître aux Galates qui parle de Céphas repris par S. Paul.

L'unique relation originale qui existe du fait que nous allons examiner se trouve au chapitre II.e de *l'Epître aux Galates*. Les principales circonstances de ce récit sont celles-ci:

Quatorze ans après sa conversion, S. Paul se rendit à Jérusalem avec S. Barnabé et S. Tite pour exposer aux Apôtres la doctrine qu'il prêchait aux Gentils. Il y vit trois personnages qu'il nomme Jacques, Céphas et Jean, lesquels lui donnèrent la main, à lui et à Barnabé, en signe d'union, après avoir convenu ensemble que Paul et Barnabé iraient vers les Gentils et qu'ils iraient eux-mêmes vers les circoncis. Quelque temps après, Céphas se trouvait à Antioche avec S. Paul et S. Barnabé, lorsqu'y arrivèrent des envoyés de Jacques. Jusqu'alors Céphas avait mangé avec les gentils, mais, à partir de ce moment, il s'éloigna d'eux de peur d'irriter les circoncis; tous les juifs l'imitèrent et Barnabé lui-même se laissa entrainer par eux. S. Paul voyant qu'ils ne marchaient pas droit selon la vérité de l'Evangile, reprit publiquement Céphas en lui disant: « Si vous qui êtes juif, vivez comme les Gentils, et non pas comme les Juifs, pourquoi contraignez-vous les Gentils à judaïser? (*Gal.* 2).

Voilà le fait dans toute sa simplicité. Mais comme une analyse ne suffirait pas pour en faire apprécier toute la portée, nous donnons dans son entier le récit même de S. Paul:

1. *Deinde post annos quatuordecim iterum ascendi Jerosolymam cum Barnaba, assumpto et Tito.*

2. *Ascendi autem secundum revelationem, et contuli cum illis Evangelium quod praedico in gentibus, seorsum autem iis qui videbantur aliquid esse: ne forte in vacuum currerem, aut cucurrissem.*

3. *Sed neque Titus, qui mecum erat, cum esset Gentilis, compulsus est circumcidi.*

4. *Sed propter subintroductos falsos fratres, subintroierunt explorare libertatem nostram, quam habemus in Christo Jesu, ut nos in servitutem redigerent.*

5. *Quibus neque ad horam cessimus subjectione, ut veritas Evangelii permaneat apud vos.*

6. *Ab iis autem qui videbantur aliquid esse, (quales aliquando fuerint, nihil mea interest: Deus personam hominis non accipit) mihi enim qui videbantur esse aliquid, nihil contulerunt.*

7. *Sed e contra, cum vidissent quod creditum est mihi Evangelium praeputii, sicut et Petro circumcisionis.*

8. *(Qui enim operatus est Petro in Apostolatum circumcisionis, operatus est et mihi inter gentes;)*

9. *Et cum cognovissent gratiam quae data est mihi, Jacobus, et Cephas et Joannes, qui videbantur columnae esse, dextras dederunt mihi et Barnabae societatis, ut nos in gentes, ipsi autem in circumcisionem.*

10. *Tantum ut pauperum memores essemus: quod etiam sollicitus fui hoc ipsum facere.*

11. *Cum autem venisset Cephas Antiochiam, in faciem ei restiti, quia reprehensibilis erat.*

12. *Prius enim quam venirent quidam a Jacobo, cum gentibus edebat: cum autem venissent, subtrahebat et segregabat se, timens eos qui ex circumcisione erant.*

13. *Et simulationi ejus consenserunt ceteri Judaei, ita ut et Barnabas duceretur ab eis in illam simulationem.*

14. *Sed cum vidissem quod non recte ambularent ad veritatem Evangelii, dixi Cephae coram omnibus: Si tu, cum Judaeus sis, gentiliter vivis, et non Judaice, quomodo gentes cogis judaizare? (Gal.* II).

Dans ce passage nous ferons particulièrement remarquer ces expressions: *in faciem ei restiti, quia reprehensibilis erat*, parce qu'elles établissent clairement que la conduite de Céphas fut réellement répréhensible et que ce fut très-sérieusement que S. Paul lui résista. D'ailleurs le motif qui fut cause qu'il s'éloigna des gentils, n'était nullement louable et il faudrait, pour supposer qu'il condescendait par charité à la faiblesse des juifs, méconnaître le sens naturel de ces mots: *subtrahebat et segregabat se, timens eos qui ex circumcisione erant*. Les suites d'une semblable conduite ne furent pas non plus heureuses, puisque ceux là même qui auparavant vivaient en paix avec les fidèles non circoncis ne voulurent plus manger avec eux. Barnabé qui avait été jusqu'alors avec S. Paul le défenseur de la liberté des gentils, fut lui-même entraîné dans le parti des judaïsants. S. Paul nous dit formellement qu'ils ne marchaient pas droit selon la vérité de l'Evangile, *cum vidissem quod non recte ambularent ad veritatem Evangelii*. Celui qui les entraîna tous dans cette voie, alors même qu'il l'aurait fait pour condescendre à la faiblesse de quelques uns d'entr'eux venus de Jérusalem, *cum venissent quidam a Jacobo*, n'a-t-il pas commis en cela même une faute réelle?

On ne peut donc, sans fausser évidemment le sens naturel du texte, supposer que Céphas, en cessant de manger avec les gentils, a fait une action louable, uniquement inspirée par la charité, s'accommodant à la faiblesse des juifs pour les

gagner à J. C., et que S. Paul, d'accord en cela avec lui, a seulement feint de le reprendre, afin que les gentils fussent à leur tour fortifiés dans la foi.

Ce point une fois constaté, il convient de faire observer que la faute de Céphas ne fut pas une adhésion de sa part à l'erreur de ceux qui prétendaient que la circoncision était nécessaire au salut. Elle fut seulement inspirée par une fausse prudence qui lui fit espérer que sa dissimulation et celle des autres juifs qui l'approuvèrent, éloigneraient les persécutions que plusieurs craignaient de la part des circoncis obstinément attachés aux observances légales. Une telle conduite était pourtant de nature à encourager l'audace tant des juifs non encore convertis, que des sectateurs de l'hérésie de Cérinthe. Au reste il ne faudrait pas croire que la faute commise par Céphas à Antioche fût la seule de ce genre contre laquelle S. Paul ait eu à s'élever. S'il raconte ce fait aux Galates, c'est précisément à l'occasion d'un désordre semblable qu'il signale chez eux. « Je m'étonne, leur dit-il, que vous quittiez sitôt » celui qui vous a appelés à la grâce de Jésus-Christ pour passer » à un autre Evangile. Non qu'il y en ait d'autre, mais il y a » des hommes, qui mettent le trouble parmi vous, et qui veu- » lent changer l'Evangile de Jésus-Christ (c. 1; ỳ. 6, 7) » Restez fermes, et ne vous remettez pas sous le joug de la ser- » vitude. Je vous déclare, moi Paul, que si vous vous faites » circoncire, Jésus-Christ ne vous servira plus de rien. » (c. v, ỳ. 1, 2). Il semble jusqu'ici que l'Apôtre ne veut parler que de la circoncision imposée comme nécessaire au salut par l'hérésie de Cérinthe, mais voici comment il désigne ceux qui mettaient leur prudence à dissimuler, par la crainte qu'ils avaient des sectaires ou des juifs non convertis: « Tous ceux, dit-il, qui » mettent leur gloire dans des avantages charnels, ne vous » obligent à vous faire circoncire qu'afin de ne pas souffrir » la persécution pour la croix de Jésus-Christ. Car ceux qui » se font circoncire ne gardent point eux-mêmes la loi, mais » ils veulent que vous receviez la circoncision afin de se » glorifier dans votre chair. » (c. VI. ỳ. 12, 13.) L'Apôtre signale également en termes plus ou moins explicites, l'excessif attachement d'un certain nombre de Juifs convertis aux observances légales, chez les Romains, chez les Corinthiens et dans d'autres contrées (voir les Epîtres aux Romains, aux Corinthiens, aux Philippiens et aux Colossiens). Nous voyons d'ailleurs dans les Actes des Apôtres la confirmation de ce fait que, postérieurement à la faute de Céphas à Antioche et le reproche qu'elle lui valut de la part de S. Paul, il y avait encore parmi les fidèles un très grand nombre de circoncis extrêmement attachés aux observances légales et très disposés à accueillir les calomnies répandues en diverses contrées par les ennemis de l'Apôtre, qu'on accusait d'enseigner que les juifs ne devaient pas faire circoncire leurs enfants, parcequ'on voyait de mauvais oeil le zèle avec lequel il défendait la liberté des gentils auxquels on aurait voulu faire adopter, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, l'usage de la circoncision (Act. XXI, 20, 21)

Nous ferons enfin remarquer dans le passage cité ci-dessus, ces mots *in faciem ei restiti*. Il faut savoir que les ennemis de S. Paul l'accusaient d'user dans ses lettres d'une sévérité dont il n'osait point user quand il était présent (2. *Cor.* X, 2, 9. 10, 11, 12, 13) Voilà sans aucun doute pourquoi, en écrivant aux Galates contre ceux qui les obligent à se faire circoncire pour éviter la persécution, il leur raconte qu'il a autrefois repris Cephas en face et en présence de tout le monde, pour s'être rendu coupable de la même faute. Il dit en effet dès le commencement de sa lettre, après avoir signalé que plusieurs prêchent un nouvel Evangile: « Est-ce des hommes ou de Dieu » que je désire maintenant être approuvé? Ou ai-je pour but » de plaire aux hommes? (*Gal.* 1, 6, ad 10); et il ajoute à la fin pour tenir les fidèles en garde contre ceux qui lui attribuent, pour le décrier, des lettres qui ne sont pas de lui. » Observez avec soin quelles lettres j'aurai écrites de ma main, » car tous ceux qui mettent leur gloire dans des avantages char- » nels, ne vous obligent à vous faire circoncire qu'afin de ne » pas souffrir la persécution. » (*Gal.* VI, 11, 12).

Quel est maintenant ce Céphas que S. Paul ne craignit point de reprendre en face et devant tous à Antioche, parcequ'il était vraiment répréhensible? Nous allons le voir dans dans les paragraphes suivants.

II.

Les auteurs ecclésiastiques mentionnent un Céphas, disciple de N. S., distinct de l'Apôtre S. Pierre.

Plusieurs auteurs ecclésiastiques, tant anciens que modernes, nous apprennent qu'au nombre des soixante-dix disciples de N. S., il s'en trouvait un du nom de Céphas. Le plus ancien de ces auteurs est Clément d'Alexandrie, qui jetait déjà de l'éclat par son savoir et son éloquence vers l'an 192, époque où les personnes âgées se souvenaient encore d'avoir entendu raconter ce qu'avaient fait les Apôtres et les disciples de N. S., au temps du concile de Jérusalem, par ceux qui étaient adultes quand ce concile eut lieu ou en avaient été les témoins oculaires. Eusèbe de Césarée, auteur du IVe siècle, nomme à son tour, dans son histoire ecclésiastique, plusieurs disciples de N. S., en s'appuyant sur Clément d'Alexandrie (*Institutions*, livre V) et parmi eux il mentionne également Céphas. (*Hist. eccl.* lib. I. cap. XII). Il en a encore parlé dans un ouvrage qui est aujourd'hui perdu, mais qui a été lu par Théophilacte.

Après Eusèbe vient, dans le même siècle, S. Dorothée de Tyr, sous le nom duquel nous est parvenu un écrit composé en langue latine et intitulé *Synopsis*, dans lequel on donne une liste des soixante-dix disciples, en mentionnant expressément Céphas et en ajoutant qu'il fut fait évêque de Cania. *Cania*, appelé aussi *Campania*, *Panium* et *Castrium*, était une ville de Macédoine. L'évêque de Cania était suffragant de celui de Thessalonique. (LEQUIEN. *Oriens christianus*, tom. II. p. 91).

Le *Chronicon Alexandrinum* ou *Chronicon Paschale*, qu'on croit avoir été écrit par un auteur du IVe siècle, sous l'empereur Constance, puis continué et amplifié par un écrivain du VIIe, sous Héraclius, met également Céphas au nombre des soixante-dix disciples. Dans un appendice, écrit en grec comme le texte de l'ouvrage, il est aussi fait mention de la liste de S. Dorothée et de ce qu'on y lisait au sujet de Céphas. Toutefois, au lieu de *Caniae*, l'auteur du *Chronicon* y a lu *Coniae* (KONIAS).

S. Jérôme et S. Jean Chrysostôme, qui sont également du IVe siècle, vers la fin, disent à leur tour que, de leur temps, plusieurs soutenaient qu'il y avait eu un Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre. S. Chrysostôme ne dit pas si on le rangeait parmi les disciples de N. S. ou parmi ceux des Apôtres, mais S. Jérôme dit formellement qu'on le mettait au nombre des soixante-dix disciples. (S. HIERONYM. *Comment. in epist. ad Gal.*; S. CHRYSOST. *in illud, in faciem in restiti*. Edit. Montfaucon t. III, p. 362).

S. Grégoire le grand assure pareillement que, de son temps, plusieurs admettaient un Céphas contemporain de S. Pierre et distinct de cet Apôtre. (*in Ezechielem, Homilia* 18).

On trouve encore le nom de Céphas mentionné, comme simple disciple, dans plusieurs ouvrages des siècles postérieurs. Il en est parlé dans les commentaires d'Oecuménius, auteur du XIe siècle, (préface) et dans les commentaires d'Hervée (XIIe siècle) sur les Epitres de S. Paul, ouvrage qu'on a faussement attribué à S. Anselme.

Au XVIe siècle, Baronius, dans ses *Annales ecclésiastiques* fait deux fois mention de la tradition qui met Céphas au nombre des soixante-dix disciples. (*Annal. anno 33, n. XLI; anno 51, n. XXXV*).

Deux hommes qui jouissaient dans le même siècle d'un certain renom, en parlent également. Ce sont Albert Pighio (*Défense de la Hiérarchie ecclésiastique*. livre 3, chap. XI). et Alexandre Carrerio (*de potestate summi pontificis*, liv. I, c. V).

Au XVIIe siècle, Vallarsius, éditeur des œuvres de S. Jérôme, assure dans une note (*Comment. in Epist. ad Gal.* pag. 408) que de savants auteurs modernes ont justifié leur assentiment ou celui d'autrui à cette même tradition et il se prononce lui-même dans le même sens.

Dans le siècle suivant, Bernard de Montfaucon, Bénédictin de la congrégation de S. Maur, dans son édition des œuvres de S. Jean Chrysostôme (*Monitum ad homiliam in illud, in faciem ei restiti*) dit aussi que, de son temps, plusieurs ont soutenu l'opinion selon laquelle il y a eu un Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre.

Dans la Bibliothéque Grecque éditée par Fabricius et Harles (DIDYME, *de la S. Trinité*, livre II, n. XIII) on trouve également une note où il est dit que, dès l'antiquité, un grand nombre d'auteurs ont cru qu'il y avait eu un Céphas au nombre des soixante-dix disciples. L'auteur de cette note ajoute qu'alors un grand nombre aussi ont écrit sur ce sujet.

On connaît encore plusieurs auteurs du siécle dernier qui admettent l'existence du disciple Céphas. Ce sont: le P. Hardouin, dans une dissertation qui se lit à la fin de ses *oeuvres choisies* et de son commentaire sur le *nouveau Testament*; G. Kerkerdere dans une dissertation imprimée avec le traité *de situ paradisi terrestris* à Lavagno, en 1729; Jerôme Costantini; dans un écrit imprimé à Venise en 1763 et dédié au Cardinal Carlo Rezzonico, neveu de Clément XIII (On trouve cet écrit à la Bibliothéque de la Minerve, à Rome, dans le vol. 984, in 4,° des *Miscellanea*) et le P. Zaccaria *Dissertations relatives à l'histoire ecclésiastique*, Rome, 1780, t. I, *diss.* VIII; ou Rome, 1793, t. III, *diss.* X).

Disons enfin que plusieurs auteurs donnent des listes des soixante-dix ou soixante-douze disciples où ne figure point le nom de Céphas, ou dans lesquelles ce nom ne figure qu'accolé à celui de S. Martial, évêque de Limoges; mais outre que ces listes, en tant qu'on y donne les noms de tous les disciples, sont d'une autorité incertaine, puisque Eusébe déclare qu'il n'en a connu aucune de son temps, il est visible, en comparant ces listes à celle qu'on attribue à S. Dorothée, que leurs auteurs ont tous substitué an nom de Céphas celui de *Martial* ou de *Martial Céphas*, pour justifier la tradition qui fait de S. Martial un disciple de N. S., et ami intime de S. Pierre. Cette circonstance elle-même semble indiquer qu'à l'époque où ces auteurs écrivaient, la croyance à un Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre jouissait d'une certaine faveur. Voir Wicellius (*in Hagiologio*, folio CLXXIII), Camillus Borellus (*Decis.* tit. V. n. 6) Raphael Vollaterranus, (*Comment.* lib. XIX), Pierre Suberti, (*de cultu Vineae Domini*). Voir également au tome III *Sacrae Bibliothecae Patrum, Parisiis, MDLXXXIX*, les deux lettres attribuées à S. Martial, dont l'une commence ainsi: *Servus Dei et Apostolus Jesu Christi Martialis Cephas omnibus fratribus etc.* Ces deux lettres sont précédées d'une notice selon laquelle, « S. Martial était de la tribu de Benjamin. Son père s'appellait Marcel » et sa mère Elisabeth. Cousin de S. Etienne premier martyr, » il fut baptisé, par ordre de N. S. Jésus-Christ, à l'âge de » quinze ans, avec Zachée et Joseph qui plus tard ensevelit » le Seigneur, par S. Pierre qui l'aimait d'une affection spéciale » à cause du lien de parenté qui les unissait tous deux. On » peut, sans être absolument taxé d'absurdité, supposer que » c'est par suite de l'affinité spirituelle contractée avec S. Pierre » par le baptême et de l'affection chrétienne qu'ils ne cessèrent de se porter depuis lors, que S. Martial prit le nom » de Céphas qu'il se donne au commencement de sa lettre » aux Toulousains. Lorsque Jésus-Christ célébra la dernière » cène avec ses disciples, S. Martial les servit avec Cléophas... » Cinq ans après la passion de N. S., il suivit l'Apôtre S. Pierre » à Antioche, et, sept ans après, il le suivit à Rome, où » il demeura deux ans . . . . » Ajoutons à cela que, selon une pieuse tradition conservée à Rome, S. Martial se trouvait de nouveau dans cette ville avec S. Paul et S. Luc, lorsque ce dernier écrivait les Actes des Apôtres. Quoi qu'il en soit de S. Martial, évêque de Limoges, que certains savants appuyés à tort sur le témoignage de Grégoire de Tours, ne font pas antérieur au IIIe siécle, il reste toujours l'antique tradition relative au disciple Céphas. S'il paraît difficile que S. Martial, Apôtre des Gaules et premier évêque de Limoges, ait été l'un des disciples de N. S., rien du moins ne s'opposerait à ce que le disciple Céphas ait pu accompagner S. Pierre à Antioche, vers l'an 38 de N. S., le suivre à Rome sept ans après et retourner avec lui à Jérusalem, vers l'an 47 ou 48; se trouver de nouveau à Rome lorsque S. Luc y écrivait les Actes des Apôtres et aller ensuite occuper le siége de Cania. Serait-il d'ailleurs impossible que dans la *Synopsis* de S. Dorothée, écrite à Rome en langue latine, au témoignage de l'auteur de l'appendice du *Chronicon Alexandrinum*, qui déclare l'avoir traduite du latin en grec, quelques personnes, dès une époque assez reculée, mais néammoins postérieure de quelques siècles à S. Martial et à S. Dorothée aient lu *Episcopus Galliae*, là où d'autres ont lu tantôt *Caniae* (*Dorothei Synopsis*,) tantôt *Coniae* (*Chronicon Alexandrinum*) et tantôt *Cariae* (*Annales BARONII*, anno 51, N.° XXXV) et qu'elles aient dès lors vu dans *Marcelli Cephas*, devenu par une altération facile à comprendre, *Marcialis Cephas* (*GENNADI MASSILIENSIS PRESBYTERI*, *de ecclesiasticis dogmatibus. p. 73*) un seul et même personnage avec S. Martial, évêque de Limoges? Du reste, l'auteur de l'appendice du *Chronicon* n'a pas mal lu seulement le mot *Caniae* de la Synopsis de S. Dorothée, il y a lu *Gallia* au lieu de *Galatia*, à propos des contrées parcourues par S Pierre, d'après S. Dorothée. Dans l'un des siècles suivants, quelqu'un lisant cela, n'a-t-il pas pu s'imaginer que Céphas, après avoir suivi S. Pierre à Antioche et à Rome, avait dû le suivre également dans les Gaules et que dès lors le mot que les uns avaient lu *Caniae* et les autres *Coniae*,, devait être le mot *Galliae*, pour Céphas comme pour S. Pierre?

Serait-il pareillement impossible que la maison où S. Luc écrivait les Actes des Apôtres et sur l'emplacement de laquelle est aujourd'hui l'Eglise de S. Marie *in via lata*, eût appartenu, non à S. Martial, comme le rapporte la tradition ci dessus mentionnée, mais à Marcel, père de Céphas, et qu'on eût fait, dans la suite, par une altération pareille à celle que nous venons de supposer, de *Domus Marcelli, domus Marcialis*?

L'unique conclusion que nous tirerons de tout cela est que la tradition relative à S. Martial comme ayant été, sous le nom de Martial Céphas, l'un des disciples de N. S., soit qu'on l'admette ou qu'on la repousse, loin d'infirmer en rien celle qui concerne Céphas, la confirme au contraire et la corrobore.

III.

Plusieurs Pères croient qu'il s'agit du disciple Céphas dans l'Epître aux Galates.

C'est déjà un fait assez important, dans la question que nous examinons, que de savoir, par des témoignages dignes de foi et remontant à la plus haute antiquité, qu'il y avait au nombre des soixante-douze disciples, un Céphas distinct

de l'Apôtre S. Pierre. Mais les assertions de plusieurs Pères de l'Eglise vont plus loin encore. Clément d'Alexandrie, le plus ancien auteur connu qui ait fait mention du disciple Céphas, dit positivement que c'est lui qui fut repris à Antioche par S. Paul (*Institutions*, livre V). Eusèbe de Césarée, rapportant ce qu'il avait lu dans Clément d'Alexandrie, au sujet des soixante-dix disciples de N. S., s'exprime à son tour en ces termes:

« Pour ce qui regarde les soixante-dix disciples, la liste » de leurs noms ne se trouve écrite nulle part. Il est dit » néanmoins que de leur nombre était Barnabé, dont il est » souvent fait mention, dans les *Actes des Apôtres*, et dans » *l'Epître de S. Paul aux Galates*. On assure également » qu'il y avait parmi eux Sosthène, celui qui en même temps » que Paul écrivit aux Corinthiens. Ainsi le rapporte en effet » Clément, dans le livre V^e de ses *Institutions*, dans lequel il » dit pareillement que Céphas auquel S. Paul dit avoir résisté » publiquement lorsqu'il fut venu à Antioche, parce qu'il » était répréhensible, était un des soixante-dix disciples, lequel » portait le même nom que l'Apôtre Pierre (*Hist. eccl.* lib. I. » cap. XII). » Dans l'ouvrage perdu qui a été lu par Théophilacte, comme nous l'avons dit plus haut, Eusèbe ne s'est point contenté d'adhérer à l'explication de Clément d'Alexandrie, mais en a lui-même pris la défense. S. Dorothée, en nommant Céphas dans sa liste des soixante-dix disciples ajoute: « C'est lui que S. Paul reprit à Antioche. Il avait » le même surnom que Pierre et il fut fait évêque de Cania. »

Le *Chronicon Alexandrinum* qui, ainsi que nous l'avons dit, met également Céphas au nombre des soixante-dix disciples, le mentionne le troisième en ces termes: « III: Céphas » du même nom que Pierre, et avec lequel S. Paul eut une » contestation au sujet du judaïsme. »

Ceux qui, du temps de S. Jérôme, de S. Chrysostôme et de S. Grégoire le Grand, soutenaient qu'il y avait eu un disciple du nom de Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre, assuraient aussi que c'était ce même Céphas que S. Paul avait repris à Antioche. Plusieurs même, non contents d'affirmer cela, prouvaient qu'il n'avait pu en être autrement: « Il y » en a, dit S. Jérôme, qui pensent que le Céphas à qui » S. Paul dans ce passage (*Gal.* II. ℣. 11 à 14), dit avoir » résisté, n'était point l'Apôtre Pierre, mais un autre du nom» bre des soixante-dix disciples et ils disent qu'il n'est pas » possible que S. Pierre ait cessé de manger avec les gentils, » lui qui avait baptisé le centurion Corneille et qui, de retour » à Jérusalem, répondit à ceux d'entre les circoncis qui le blâ» maient et lui disaient: *pourquoi êtes vous entré chez des* » *hommes incirconcis et avez-vous mangé avec eux?*, par le » récit de la vision qu'il avait eue et termina son discours » en disant: *Si donc, Dieu leur a fait la même grâce qu'à* » *nous qui avons cru au Seigneur Jésus-Christ, qui étais-je,* » *moi, pour m'opposer à Dieu? A ces paroles ils se turent* » *et glorifièrent Dieu, disant: Dieu a donc aussi donné la pé*» *nitence aux gentils pour les conduire à la vie.* D'autant » plus que S. Luc qui rapporte les actes des deux Apôtres » ne fait aucune mention de cette querelle et ne dit nulle » part que S. Pierre se soit trouvé avec S. Paul à Antioche » et ait ainsi donné lieu à Porphyre de blasphémer, soit » qu'on lui concède que S. Pierre a été répréhensible, soit » qu'on dise que S. Paul a insolemment repris le prince des » Apôtres. » (*Comment. epist. ad Gal.*)

S. Jean Chrysostôme rapporte une autre difficulté opposée de son temps à l'opinion qui confond S. Pierre avec le disciple Céphas, par ceux qui soutenaient que S. Paul n'avait repris à Antioche que le simple disciple. « C'est, disent-ils, » que S. Paul, après avoir dit que les autres juifs furent en» traînés par lui, ajoute *ita ut et Barnabas duceretur ab eis* » *in illam simulationem*. Or par ces mots *ita ut et Barnabas*, » il donne l'entraînement de Barnabé comme bien plus éton» nant que celui de Pierre. »

La raison tirée du silence de S. Luc n'était pas absolument concluante, mais les autres sont vraiment fortes et décisives si on les rapproche de ce que nous avons dit au commencement pour établir la réalité de la faute de Céphas repris par S. Paul.

S. Chrysostôme a été mis par quelques savants au nombre des Pères qui ont appuyé ce qu'on raconte du disciple Céphas et cela vient sans doute de ce que dans son homélie sur ces mots: *in faciem ei restiti*, après avoir dit à ses auditeurs qu'il les laisse libres de choisir entre les diverses explications données par les autres Pères sur ce passage, et avoir exposé pourquoi il préfère à l'explication fondée sur le disciple Céphas, celle qui justifie S. Pierre en voyant dans le fait de Céphas une faute purement apparente et dans le reproche que lui adressa S. Paul une réprimande purement simulée, il s'écrie au sujet de l'opinion qui admet que S. Pierre ait été légèrement répréhensible: « Ce n'est point là une solution, » c'est grossir la difficulté au lieu de la résoudre. Comme » je l'ai dit au commencement de ce discours, nous ne nous » proposons pas de montrer que S. Paul a eu raison de re» prendre S. Pierre, car de la sorte la difficulté subsiste, » puisque S. Pierre paraîtra encore exposé aux incriminations » dirigées contre lui, mais ce que nous cherchons avant tout » c'est l'explication qui nous montrera l'un et l'autre exempt » de tout reproche. »

Ecuménius appelle *probable* l'opinion que le Céphas repris par S. Paul soit un simple disciple. L'illustre Bénédictin Hervée est du même avis, dans ses *Commentaires sur les épitres de S. Paul*, longtemps attribués à S. Anselme et écrits, disent les religieux de son ordre dans la lettre encyclique publiée par Dachery (T. II. *Spicil.* p. 54), *cum tanta sapientiae affluentia ut qui eos legerunt, asserunt numquam se illis comparabiles cognovisse.*

Baronius, dans ses *Annales*, semble s'être placé au même point de vue que S. Chrysostôme, lorsqu'après avoir exposé l'état de la question au sujet du fait raconté par S. Paul aux Galates, il continue en ces termes: » On voit clairement par » ce qui vient d'être exposé combien est difficile à éclaircir cet » endroit, où S. Augustin lui-même, (qu'il me soit permis de » le dire, nonobstant le respect dû à un aussi illustre père) » a trouvé une pierre d'achoppement. Du reste plusieurs Pères » de l'antiquité, tant Grecs que Latins, font S. Pierre innocent » de tout péché et quelques uns d'entr'eux éloignent même » de lui tous soupçons, en disant que le Céphas que S. Paul, » dans son Epître aux Galates, raconte avoir été repris par » lui, n'était point S. Pierre, mais un des soixante-douze » disciples, et en citant Clément d'Alexandrie, auteur de cette » assertion, Dorothée assure que ce Céphas fut fait Evêque » en Carie. Enfin, dans les lettres attribuées à S. Martial, » l'auteur lui-même est surnommé Céphas dans le titre conçu » en ces termes: *Servus Dei, et Apostolus Jesu Christi* » *Martialis Cephas, omnibus fratribus etc.* On pourrait à la » vérité ajouter encore, à titre de conjecture, à l'appui de » ces assertions, que dans cette même Epître S. Paul, quand » il s'agit de S. Pierre, ne l'appelle point en langue syriaque » Céphas, mais Pierre et cela trois fois. Mais nous n'admet» tons pas cette explication. »

Albert Pighio, dans sa *Défense de la hiérarchie ecclésiastique* (livre 3, c. XI) écrite contre les erreurs des protestants et par laquelle dit Aubert Le Mire, *velut acutissimo gladio adversariorum causam jugulavit*, (*De script. saec. XVI, p. 171*), et Alexandre Carrerio, dans son traité *de potestate summi pontificis* (livre I, chap. V), se déclarèrent dans le même siècle pour l'explication de Clément d'Alexandrie. Alexandre Carrerio était un jurisconsulte de Padoue, littérateur et théo-

logien distingué comme on peut le voir dans Radopoli. (*Hist. Gymn. Patav*, tom. 2, p. 282).

Dans la première moitié du XVIIe siècle, Dominique Vallarsius, éditeur des œuvres de S. Jérôme, et homme d'un très grand savoir, était entièrement persuadé que le Céphas repris par S. Paul n'était nullement le prince des Apôtres. Lui-même dans la note à laquelle nous avons déjà fait allusion et que nous trouvons au bas des pages 408 et 409 du volume des *Oeuvres de S. Jérôme*, renfermant les *Commentaires* de ce père sur *l'Epître aux Galates*, fait connaître son propre sentiment qu'il pourrait, dit-il, appuyer par de très fortes preuves s'il ne craignait pas de s'étendre plus qu'il ne convient dans une note. Voici du reste comment il s'exprime:

« Il n'entre nullement dans mes attributions d'annotateur » de traiter ici cette antique question qui a divisé les auteurs » les plus illustres en plusieurs opinions contraires. Ce sera » assez de nommer les pères auxquels S. Jérôme fait allusion, » et ceux qui dans la suite ont tenu le même sentiment et » ont pensé que le Céphas repris par S. Paul était un per- » sonnage distinct de S. Pierre. Nous citerons en premier » lieu Clément d'Alexandrie, livre V de ses *Institutions*, et » Eusèbe Pamphile qui rapporte son témoignage. *Hist. eccles.* » liv. I, chap. 12. Leur sentiment a été appuyé dans le » quatrième siècle par Dorothée de Tyr, qui met le Céphas » repris par S. Paul, non parmi les Apôtres, mais parmi les » soixante-dix disciples, et S. Chrysostôme, *tome V, Homélie* 64. » A l'autorité de ces deux pères on joint encore le témoignage » que rend ici S. Jérôme lui-même et un autre de S. Gré- » goire-le-grand (*in Ezechielem Homil. 18*), vu qu'ils at- » testent l'un et l'autre que de leur temps il existait des » personnes qui distinguaient Céphas de l'Apôtre S. Pierre. » Je passe ce qu'ont dit l'auteur du *Chronicon Alexandrinum*, » à l'an 30 de J. C., et beaucoup plus tard Oecumenius; je ne » dirai rien non plus de l'auteur du *Commentaire sur les Epî- » tres de S. Paul* faussement attribué à S. Anselme, ni » d'auteurs très renommés qui dans des temps plus récents, » ont justifié leur assentiment ou celui d'autrui à la tradition » qui distingue la personne de S. Pierre, prince des Apôtres, » de celle de Céphas, l'un des soixante-dix disciples. Il y » a encore beaucoup de choses, soit dans plusieurs passages » du texte sacré, soit dans l'histoire de S. Paul, qui me portent » à adopter moi-même ce sentiment: il me serait surtout très » facile, pour le dire en passant, de démontrer par des raisons » qu'aucun auteur n'a encore fait valoir, que S. Pierre n'était » point à Antioche lorsque S. Paul y reprit Céphas, mais cette » démonstration nous entraînerait plus loin que ne le permet- » tent de simples notes. En attendant, il est certain que » presque tous les auteurs latins, S. Cyprien, Tertullien, » Hilaire diacre, S. Grégoire-le-grand, S. Thomas et un grand » nombre d'interprètes plus récents (sans en accepter S. Au- » gustin qui rejetait la simulation alléguée par S. Jérôme) » ont fait de S. Pierre et de Céphas un seul et même per- » sonnage et que S. Jérôme lui-même, longtemps après, en » écrivant contre les Pélagiens, professa la même opinion, » savoir que S. Pierre avait été vraiment coupable et que » c'était avec juste raison que S. Paul l'avait repris: *Qui se » plaindra*, disait-il, *que Dieu lui ait refusé ce que le prince » des Apôtres n'a pas eu?* »

Dans la *Bibliothèque Grecque* de Fabricius et Harles (*DIDYME, de la S. Trinité, livre* II, n. XIII) l'auteur de la note déjà mentionnée s'exprime ainsi: « Pour ce qui est de sa- » voir si le Céphas repris par S. Paul est S. Pierre, le prince » des Apôtres, ou bien un des LXX disciples, comme un grand » nombre d'auteurs (*non pauci*) l'ont pensé, dès les temps les » plus reculés, ce n'est pas à moi de le rechercher. Un grand » nombre aussi (*multi*) ont écrit de nos jours sur ce sujet. » Voyez S. Jérôme, livre II, *Commentaires sur l'épître aux » Galates*, chap. II, pag, 408 de l'édition de Vérone et à » cette même page les notes de Vallarsius. »

Le P. Hardouin, dans la dissertation, dont nous avons parlé plus haut, comme mettant un Céphas au nombre des LXX Disciples de N. S., s'est proposé de démontrer *Cepham a Paulo reprehensum Petrum non esse*. G. Kerkerdue a entrepris de prouver la même chose dans son traité *de Cepha reprehenso* publié, comme nous l'avons dit, à Lavagno, en 1729, avec le livre de *situ Paradisi terrestris*.

Nous avons parlé antérieurement d'un opuscule imprimé à Venise en 1763 et dédié au Cardinal Carlo Rezzonico, neveu de Clément XIII; l'auteur y traite *ex professo* la question qui nous occupe et démontre par le contexte des *Actes des Apôtres*, de *l'Epître aux Galates* et de *la Iere aux Corinthiens*, que le Céphas repris à Antioche, non plus que celui dont S. Paul parle aux Corinthiens, ne peut être le prince des Apôtres; il conclut dès lors que c'est lui que plusieurs Pères, dès la plus haute antiquité, ont compté au nombre des soixante douze disciples de Notre Seigneur. Il soutient en outre qu'il faut entendre de trois simples disciples, ce que S. Paul dit des trois personnages nommés Jacques, Céphas et Jean qui paraissaient être des colonnes de l'Eglise et que quelques-uns prennent à tort pour S. Pierre, S. Jacques-le-Majeur et S. Jean l'évangéliste, les trois témoins de la transfiguration et de l'agonie de N. S., parce qu'ils perdent de vue que S. Jacques-le-Majeur était mort plusieurs années auparavant et que S. Jean l'Evangéliste, depuis la séparation des Apôtres, résidait à Ephèse. Nous verrons plus loin que plusieurs Pères semblent faire mention d'un disciple appelé Jacques, distinct des deux Apôtres de ce nom. Nous savons d'ailleurs par les *Actes des Apôtres* qu'il a réellement existé un personnage du nom de Jean distinct de S. Jean l'Evangéliste. (Act. XII, 2; XIII, 5, 13)

Le P. Zaccaria, prenant la défense du P. Hardouin dont la dissertation relative à Céphas avait été vivement attaquée, dit qu'on aurait pu à la vérité s'élever ainsi *contre d'autres extravagances de ce Français*, mais jamais contre son sentiment dans la question de Céphas, puis il montre combien d'auteurs ont soutenu le même sentiment que le P. Hardouin et sur combien de probabilités ce sentiment est appuyé.

Il a enfin paru de nos jours, en français, un écrit intitulé: *Comme quoi le Céphas repris par S. Paul n'est point S. Pierre*. Nous regrettons de n'avoir pu jusqu'à présent nous le procurer, ni savoir le nom de l'auteur. Mais nous en avons dit assez pour démontrer que, de tout temps, des auteurs sérieux ont cru à l'existence d'un Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre et que cette persuasion, loin de s'affaiblir, fait de plus en plus des progrès dans l'esprit des savants. Nous allons maintenant prouver qu'il n'est guère possible d'entendre de S. Pierre ce que S. Paul raconte de Céphas en écrivant aux Galates.

IV.

Il n'est guère possible d'entendre de S. Pierre le passage de l'Epître aux Galates.

Il est difficile de concevoir comment S. Pierre aurait pu venir à Antioche après le concile de Jérusalem et y passer un certain temps avant la séparation de S. Paul et de S. Barnabé. Le passage de *l'Epître aux Galates* que nous examinons donne en effet à entendre que Céphas venu à Antioche y passa un certain temps. *Or Céphas étant venu à Antioche, je lui résistai en face, parcequ'il était reprehensible. Car, avant que quelques-uns envoyés par Jacques fussent arrivés, il mangeait avec les gentils; mais, après leur arrivée, il les évitait et se séparait d'eux, craignant les circoncis. Les autres juifs s'associèrent à cette dissimulation, de telle sorte que Barnabé lui-même y fut entraîné par eux. Mais lorsque je vis*

qu'ils ne marchaient pas droit selon la vérité de l'Evangile, je dis à Céphas devant tous: Si vous qui êtes juif, vivez comme les gentils et non pas comme les juifs, pourquoi contraignez-vous les gentils à judaïser? (Gal. 11 ad 14). Ce que S. Paul raconte de Céphas avant l'arrivée de ceux qui furent envoyés par Jacques, la conduite toute différente qu'il tint après, l'accroissement successif du nombre de ceux qui furent entraînés par son exemple, l'adhésion définitive de tous les juifs à sa dissimulation, et enfin l'entraînement de Barnabé lui-même, ne sont pas des faits qui aient pu se passer en deux ou trois jours. La difficulté est de pouvoir concilier avec le récit de S. Luc ce séjour de S. Pierre à Antioche, après le concile de Jérusalem et avant la séparation de Paul et de Barnabé. Voici ce que dit S. Luc de ceux que les Apôtres et les prêtres, réunis en concile, envoyèrent à Antioche, c'est-à-dire, de Paul, de Barnabé, de Jude et de Silas: *Etant donc envoyés de la sorte, ils vinrent à Antioche, et assemblant les fidèles, ils leur remirent la lettre. Et l'ayant lue, ils furent remplis de consolation et de joie. Jude et Silas, qui étaient eux-mêmes prophètes, consolèrent les frères par plusieurs paroles et les fortifièrent. Et quand ils eurent demeuré là quelque temps, ils furent renvoyés en paix par les frères vers ceux qui leur avaient donné cette mission. Cependant il sembla bon à Silas de demeurer là, et Jude seul retourna à Jérusalem. (Act. Apost.* XV. 30 ad 34). Jusqu'ici nulle apparence que S. Pierre pût encore se trouver à Antioche. Voyons maintenant si nous pourrons découvrir dans ce qui suit, nous ne dirons pas quelque trace, mais quelque possibilité de son arrivée et d'un séjour suffisant dans cette ville avant la séparation de Paul et de Barnabé. *Paul et Barnabé demeurèrent à Antioche, enseignant et annonçant avec plusieurs autres la parole du Seigneur. Quelques jours après, Paul dit à Barnabé: retournons et visitons nos frères dans toutes les villes où nous avons annoncé la parole du Seigneur pour savoir en quel état ils sont. Et Barnabé voulait prendre avec lui Jean qu'on appelait aussi Marc. Mais Paul disait que celui qui les avait quittés depuis la Pamphilie, et n'était point allé avec eux pour cette oeuvre ne devait pas les accompagner. Il y eut un débat entre eux, en sorte qu'ils se séparèrent l'un de l'autre, et que Barnabe prenant Marc fit voile vers l'île de Chypre. Et Paul ayant choisi Silas, partit, confié à la grâce de Dieu par les frères. (Act. Apost.* XV, 35 ad 40.) On voit par ce passage que, quelques jours après le retour de Jude à Jérusalem, *post aliquot dies*, S. Paul proposa à S. Barnabé d'aller visiter ensemble les villes où ils avaient précédemment prêché la parole de Dieu, que Barnabé voulait qu'on prît aussi Jean surnommé Marc, mais que S. Paul n'ayant pas voulu y consentir, ils se séparèrent et prirent chacun une direction différente, Barnabé emmenant Jean-Marc avec lui et Paul s'associant Silas. Voudra-t-on que, dans ce court espace de temps, S. Pierre soit venu à Antioche et qu'il se soit passé depuis son arrivée jusqu'au départ de Barnabé et de Paul, tout ce qui nous est raconté de Céphas dans l'Epître aux Galates? Voudra-t-on d'ailleurs que le Prince des Apôtres arrivé à Antioche lorsque les fidèles, presque tous gentils, comme on le voit dans S. Chrysostôme, (Homélie sur ces mots *in faciem ei restiti*, n. 16) y étaient encore sous le coup de l'impression que venait de leur faire la décision du Concile de Jérusalem, en soit venu dans l'espace de peu de jours, lui Pasteur universel de toutes les brebis de J. C., non seulement à ne communiquer qu'avec les circoncis, comme si les incirconcis n'eûssent pas été du troupeau, mais encore à contraindre, par cette conduite les gentils à judaïser! *Si tu cum judaeus sis, gentiliter vivis, et non judaice, quomodo Gentes cogis judaizare (Gal.* 11, 14). Où est la vraisemblance d'une semblable supposition? Où voyons-nous d'ailleurs que le Prince des Apôtres, depuis la descente du S. Esprit sur tous les membres du Collége apostolique, fût si lâche et si timide? A-t-il craint de confesser Jésus-Christ, le jour même de ce mémorable événement, en présence de la multitude de peuple accourue à Jérusalem de toutes les parties du monde? (*Act. Apost.* c. II). A-t-il montré moins de courage lorsqu'à deux reprises les Princes des Prêtres, après avoir chargé les Apôtres de chaînes, voulurent les obliger à ne plus enseigner au nom de Jésus-Christ (*Act. Apost.* c. IV, ℣. 18 ad 20; c. V, ℣. 28, 29)? S'est-il moins réjoui que les autres Apôtres lorsqu'il a été comme eux battu de verges? (*Act. Apost.* c. V, ℣. 40 ad 42). A-t-il enfin fait paraître quelque signe de crainte et de découragement lorsqu' Hérode, après avoir fait mettre à mort S. Jacques le Majeur, l'a fait jeter lui-même en prison? (*Act. Apost.* c. XII) N'a-t-il pas été le premier à admettre les gentils dans le sein de l'Eglise?

Après avoir donné le baptême au centurion Corneille et à tous ceux qui étaient avec lui (*Act. Apost.* C. X. ℣. 34, 47, 48), a-t-il rougi de ce qu'il avait fait lorsqu'à son retour à Jérusalem on lui a demandé la raison de cette conduite? (*Act. Apost.* c. XI, ℣. 1 à 18) Voilà ce qu'a été l'Apôtre S. Pierre, depuis le glorieux jour où il a été rempli du Saint-Esprit avec les autres Apôtres, jusqu'à la tenue du Concile de Jérusalem, où nous le voyons se prononcer avec force contre ceux qui veulent obliger les gentils à se faire circoncire; et l'on voudrait maintenant que ce même Pierre, quelques jours seulement après ce concile, ait, à Antioche (où on ne voit pas du reste qu'il ait eu le temps de voir et de faire avant le départ de Barnabé et de Paul ce que raconte de Céphas l'*Epître aux Galates*) ait forcé les gentils à judaïser, par la crainte qu'il aurait eue tout-à-coup des circoncis! On nous permettra de le dire: c'est tout-à-fait invraisemblable, c'est moralement impossible.

Que si l'on veut que cette faute de S. Pierre ait eu lieu avant le Concile de Jérusalem, la difficulté ne sera pas moindre. Il ne faut pas oublier que le fait d'Antioche est postérieur au voyage que fit S. Paul à Jérusalem, quatorze ans après sa conversion (*Gal.* II, 1). Si ce voyage de S. Paul n'est pas celui qui eut lieu, d'après les *Actes des Apôtres*, à l'occasion de ceux qui enseignaient que la circoncision était nécessaire pour le salut, il s'agit de rechercher à quelle époque du récit de S. Luc on pourra raisonnablement le placer.

Dira-t-on que S. Paul et S. Barnabé, après leurs courses dans l'île de Chypre et dans plusieurs contrées de l'Asie, et le séjour assez long qu'ils firent ensuite à Antioche, se rendirent à Jérusalem pour exposer aux Apôtres l'évangile qu'ils avaient prêché aux gentils, comme il est dit au chapitre II de *l'Epître aux Galates*, et que ce fut postérieurement à ce voyage que plusieurs vinrent de Jérusalem à Antioche enseigner, comme le racontent les *Actes des Apôtres*, que la circoncision était nécessaire pour le salut? Cette supposition, en elle-même, n'a rien d'invraisemblable, mais elle n'est d'aucune utilité pour l'opinion qui attribue à S. Pierre la faute commise à Antioche par Céphas. En effet, il saute aux yeux que le prince des Apôtres n'était pas dans cette ville lorsque ceux qui prêchaient la circoncision furent combattus par S. Paul et S. Barnabé.

Que si on suppose comme certains (notamment Rohrbacher) le font que la faute de S. Pierre a pu précéder de peu de temps l'arrivée de ceux qui prêchaient la circoncision, on ne fait que reculer la difficulté, car on ne voit pas comment le Concile de Jérusalem aurait pu devenir nécessaire pour pacifier l'Eglise d'Antioche, après l'acceptation publiquement reçue par le prince des Apôtres de la réprimande de S. Paul.

Essaiera-t-on de remonter plus haut? Il faudra dans ce cas rétrograder jusqu'à l'époque où S. Paul et S. Barnabé portèrent à Jérusalem les aumônes des fidèles d'Antioche, vu

que depuis ce moment jusqu'à celui dont nous parlions tout-à-l'heure, le texte de S. Luc exclut évidemment la possibiltié d'un voyage de ces deux Apôtres à Jérusalem. Examinons donc cette nouvelle hypothèse et ne perdons pas de vue que le voyage dont nous cherchons l'époque, relativement au récit de S. Luc, eut lieu, d'après *l'Epître aux Galates*, quatorze ans après la conversion de S. Paul.

La conversion de S. Paul, en lui assignant la date la plus reculée possible, ne remonte pas plus haut que le commencement de l'année 35 de la naissance de N. S. Quelques autres veulent qu'elle soit arrivée au mois de janvier de l'an 36. L'envoi des aumônes que les fidèles d'Antioche firent par les mains de Paul et de Barnabé n'aurait donc pu avoir lieu qu'après le 25 janvier de l'an 48 pour le plutôt, c'est-à-dire après treize ans révolus. Nous voyons d'autre part dans les *Actes des Apôtres* (*Act.* XI, 27 ad 30) que l'envoi des aumônes eut lieu à l'occasion de la grande famine prédite par le prophète Agabe. Il s'agit donc de savoir et de préciser le temps où arriva cette famine. S. Luc ne nous en dit pas autrement l'époque que par ces mots: *quae facta est sub Claudio.* (*Act.* XI, 28.) Selon Baronius et Dion Cassius, elle aurait eu lieu durant la seconde année du règne de Claude, commencé en l'an 42 de N. S. D'autres parmi lesquels se trouvent l'historien Josèphe, Eusèbe et Orose, la mettent deux ans plus tard, peut-être parcequ'elle aura duré jusqu'à cette époque. Or l'Empereur Claude ayant commencé à régner dans le cours de l'an 42 de N. S., la quatrième année de son règne s'est terminée dans le cours de l'an 46. La grande famine prédite par Agabe, en lui assignant l'époque la plus retardée, c'est-à-dire la quatrième année du règne de Claude, demeure donc dans tous les cas antérieure à la récolte de l'an 46 de N. S. Comment pourra-t-il dès lors se faire que l'envoi des aumônes qui fut fait à l'occasion de cette famine n'ait eu lieu qu'après le 25 janvier de l'année 48 de N. S.?

Mais la difficulté est bien autrement grave et insurmontable si on place au mois de janvier de l'an 36 de N. S. la conversion de S. Paul, car alors la 14e année depuis cet évènement ne commence qu'au 25 janvier de l'an 49 ou 50, ce qui fait l'envoi des aumônes postérieur de trois ans à la famine qui en fut l'occasion. Que si l'on met cette famine, non plus à la quatrième année de Claude, mais à la seconde, cet intervalle grossit encore et nous avons cinq ans au lieu de trois.

Après ce que nous venons de dire, il serait superflu de faire ressortir de nouveau l'impossibilité morale qu'il y aurait toujours à ce que S. Pierre, soit à cette époque, soit à toute autre, eût tenu la conduite qui mérita à Céphas d'être repris par S. Paul.

Que si nous examinons le texte même de l'*Epître aux Galates* nous ne pourrons nous empêcher de reconnaître qu'on ne peut évidemment entendre de S. Pierre ce qui y est dit de Céphas, non seulement à l'endroit où est raconté le fait d'Antioche, mais encore dans les versets qui précèdent.

S. Paul rapporte d'abord, au chapitre Ier, que trois ans après sa conversion, il alla à Jérusalem tout exprès pour voir S. Pierre: « Trois ans après, dit-il, j'allai à Jérusalem pour » voir Pierre, et je demeurai quinze jours avec lui. » Il ajoute: « Mais je ne vis aucun des autres Apôtres, sinon Jacques, » frère du Seigneur. » Il alla dans la Cilicie, ce qui s'accorde parfaitement avec le récit de S. Luc, qui dit que de Jérusalem il fut conduit à Césarée d'où il se rendit à Tarse. (*Act.* IX, 27, 30). S. Paul fait remarquer en même temps qu'à cette époque les églises de Judée, qui croyaient en Jésus-Christ, ne le connaissaient point de visage. Un double fait semble résulter de ces expressions. Le premier c'est que plusieurs églises particulières étaient déjà fondées ou le furent vers ce temps là. Une opinion soutenue par Braschi (*de libertate ecclesiae*, t. III, p. 26, n. 9), veut qu'aucune église particulière, même celle de Jérusalem, n'ait été fondée avant l'époque où les Apôtres, près de se séparer, se partagèrent l'univers. La séparation des Apôtres aurait donc eu lieu vers le temps dont parle ici S. Paul, c'est-à-dire vers la troisième année après sa conversion. Les *Actes des Apôtres* semblent, en effet, autoriser cette interprétation en nous disant, que ce fut vers ce temps-là, c'est-à-dire après la venue de S. Paul chez S. Pierre et son départ pour la Cilicie, que le prince des Apôtres entreprit la visite de toutes les parties de son troupeau, *dum pertransiret universos* (*Act.* IX, 27 ad 32).

On n'y voit, jusqu'au verset 31 qui précède immédiatement ce fait qu'une seule église, l'église universelle, établie principalement à Jérusalem et gouvernée par les Apôtres. « Une » grande persécution s'éleva contre *l'Eglise qui était à Jéru-* » *salem, et tous excepté les Apôtres*, furent dispersés dans les » régions de la Judée et de la Samarie (*Act. VIII, 1*) *l'Eglise* » *était en paix dans toute la Judée, la Galilée et la Sama-* » *rie etc.* . . . . Or il arriva que Pierre, visitant de ville en » ville tous les disciples, *dum pertransiret universos*, ar- » riva etc. » (*Act. IX, 31, 32,*) Ces mots du ℣. 31: *Ecclesia quidem per totam Judaeam et Galilaeam et Samariam, habebat pacem et aedificabatur* . . semblent indiquer que dans ce moment là les Eglises de Judée recevaient leurs évêques respectifs des mains de S. Pierre ou des Apôtres. Le verset suivant fait mention de la visite du prince des Apôtres à toutes les parties de son troupeau. Ce fut durant cette visite de S. Pierre à toutes les villes où se trouvaient des disciples, qu'il eut occasion de donner le baptême au centurion Corneille et à tous ceux qui étaient avec lui. Ce furent les premiers gentils admis dans le sein de l'Eglise. Le bruit s'en répandit aussitôt jusque dans la Judée où les Apôtres étaient encore. « Or les Apôtres et les frères qui étaient dans la » Judée apprirent que les gentils même avaient reçu la pa- » role de Dieu. » (*Act. XI, 1*).

Tous les membres du collége apostolique purent ainsi, avant de s'éloigner de la Judée, savoir que Pierre admettait les gentils dans le sein de l'Eglise et désormais faire comme lui. Dès le verset suivant, S. Luc nous parle du retour de S. Pierre à Jérusalem et des reproches que lui firent quelques-uns des circoncis, à propos de ce qu'il avait fait pour le Centurion Corneille, mais la suite prouve, comme nous le verrons dans un instant, que ce dernier fait n'eut lieu que très-peu de temps avant l'emprisonnement du prince des Apôtres par ordre d'Hérode, c'est-à-dire peu de temps avant la fête de Pâques de l'an 44 de N. S. ou qu'il ne se passa guère plus d'un an entre ces deux événements, si on retarde la second jusqu' en l'année 45.

On peut donc conjecturer avec quelque fondement que ce fut pendant sa visite aux fidèles et avant son retour à Jérusalem, que S. Pierre fonda l'Eglise d'Antioche le 22 février de l'an 38, et la gouverna sept ans en qualité d'évêque. C'est d'ailleurs une opinion admise par une partie des savants, que le prince des Apôtres établit sa chaire à Antioche vers cette époque, de telle sorte qu'il y serait resté jusqu'à l'année 44 et qu'avant de s'éloigner, il aurait établi à sa place l'évêque Evode. (Voir à ce sujet une savante dissertation du P. Bianchi, *Puissance et discipline de l'Eglise, tom. 3*, p. 255, 256.)

S. Luc ne nous dit rien de l'Eglise d'Antioche jusqu'au moment où, après le retour de S. Pierre à Jérusalem, (*Act. XI, 2*), plusieurs de ceux qui avaient été autrefois dispersés par la persécution qui s'était élevée à la mort de S. Etienne, vinrent dans cette ville. Ils ne prêcherent la parole de Dieu qu'aux juifs; toutefois *quelques-uns d'entr'eux qui étaient de Chypre et de Cyrène . . . . parlaient aussi aux Grecs leur annonçant le Seigneur Jésus.* (*Ibid. 19, 20*). La différence des expressions que S. Luc emploie, à propos de ces prédications faites aux juifs et aux Grecs, permet de penser que les premiers con-

naissaient déjà l'évangile, tandis que les seconds l'entendaient prêcher pour la première fois. La nouvelle de la conversion d'un grand nombre de ces gentils étant parvenue *aux oreilles de l'église de Jérusalem*, S. Barnabé fut envoyé à Antioche, *miserunt Barnabam usque ad Antiochiam* (*Act. XI, 22*).

Ces expressions ne semblent désigner que S. Jacques le Mineur et les autres prêtres de son Eglise; elles prouvent dans tous les cas que S. Pierre n'était plus à Antioche. Peu de temps après être arrivé à Antioche, S. Barnabé alla à Tarse chercher S. Paul et alors S. Luc nous montre l'église d'Antioche déjà distincte, comme église particulière, de celle de Jérusalem: « Pervenit » autem ad aures *ecclesiae quae erat Jerosolymis* . . . profectus » est autem Barnabas ut quaereret Saulum; quem, cum ve- » nisset, perduxit *Antiochiam*. Et annum totum conversati sunt » *ibi in ecclesia*. » (*Act. XI, 22, 25, 26*).

Ce fut après un an de séjour à Antioche que S. Paul et S. Barnabé furent envoyés à Jérusalem pour les aumônes, dans le courant de l'année 45 de N. S. (*Act. XI, 30*).

Durant le même temps, *eodem tempore*, qu'avait eu lieu à Antioche cet enchaînement de faits, depuis l'arrivée de ceux qui avaient commencé à prêcher aux gentils, (vers le commencement de l'année 44 de N. S.), jusqu'au départ de S. Paul et de S. Barnabé pour Jérusalem, voici ce qui s'était passé dans cette dernière ville. Hérode avait fait mettre à mort S. Jacques, frère de S. Jean, à son retour de ses prédications en Espagne et il avait également fait mettre en prison le prince des Apôtres dans le dessein de le faire mourir après la fête de Pâques. S. Pierre, miraculeusement délivré par un ange, s'était éloigné, de Jérusalem, après avoir donné ordre de faire savoir à S. Jacques le Mineur, comment il était sorti de sa prison. Enfin Hérode, frappé par la main de Dieu à cause de son impiété, était mort misérablement.

Aussitôt après cette digression, S. Luc reprend la suite du récit relativement à S. Paul et à S. Barnabé, en disant qu'une fois remplie la mission dont ils avaient été chargés, ils retournèrent à Antioche, amenant avec eux Jean surnommé Marc. (*Act. XIV*).

Après sa délivrance miraculeuse, le prince des Apôtres avait transféré son siége à Rome; il retourna en Orient pour un temps, vers l'an 47 ou 48 de N. S., lorsque les Juifs furent chassés de cette ville. Ce fut peu de temps après cela que se tint le concile de Jérusalem. Mais, d'après ces calculs, S. Pierre n'était plus évêque d'Antioche, quatorze ans après la conversion de S. Paul et ce n'est pas à ce titre qu'il aurait pu s'y trouver lorsque S. Paul y reprit publiquement Céphas.

L'autre fait qui résulte des paroles de S. Paul, lorsqu'il dit que vers le temps où il était dans la Syrie et la Cilicie, les églises de Judée ne le connaissaient point de visage; c'est qu'il continue à parler des membres de ces Eglises lorsqu'il dit dans les quatre versets suivants: « Celui qui autrefois nous per- » sécutait annonce maintenant la foi qu'il s'efforçait alors de » détruire. Et ils glorifiaient Dieu à cause de moi. Quatorze » ans après, j'allai encore à Jérusalem ... et je leur exposai » l'Evangile que je prêche aux gentils, mais je l'exposai seu- » lement à ceux qui paraissaient être quelque chose. » En disant cela, il ne veut certainement pas faire supposer qu'il ne l'ait pas exposé principalement aux Apôtres S. Pierre et S. Jacques-le-Mineur, qui étaient alors à Jérusalem. Il explique seulement à quelle occasion il informa de sa doctrine et de la grâce qui lui avait été donnée, ceux qui avaient été très longtemps sans le connaître, même de vue. Il ne veut pas davantage nous affirmer qu'aucun personnage considérable de l'Eglise de Jérusalem ne l'a vu, lorsqu'il y est venu avec S. Barnabé apporter les aumônes des fidèles d'Antioche. Il n'eût pu en effet dire cela de ceux à qui il avait remis les aumônes, ni de Jean-Marc qui l'avait suivi, à son retour à Antioche, et l'avait ensuite accompagné jusque dans la Pamphilie, d'où il l'avait enfin quitté pour retourner à Jérusalem. Mais ni Jean-Marc qui l'avait abandonné antérieurement aux voyages accomplis par lui et S. Barnabé, dans diverses contrées de l'Asie par ordre du S. Esprit, n'avaient pu bien apprécier le vrai caractère de sa mission spéciale et la grâce qui lui avait été donnée d'en haut pour cela. Il leur fallut, pour bien comprendre l'une et l'autre, un récit circonstancié de ce que Dieu avait accompli par lui au sein de la gentilité et des grâces dont il l'avait favorisé pour le soutenir dans ses travaux.

Il ajoute qu'il ne fit point cette communication à tous indistinctement, mais seulement à ceux qui paraissaient être quelque chose, par leur mérite et le rang qu'ils occupaient dans l'Eglise. De ce nombre furent Jacques, Céphas et Jean qui alors paraissaient être des colonnes. Qui aurait pu prévoir dans ce moment-là la faute que Céphas commit peu de temps après? Il suffisait, pour que S. Paul leur communiquât sa doctrine, qu'ils parûssent alors de fermes appuis de la cause de Dieu. Aussi l'Apôtre ne se repent nullement de la confiance, de la considération et de la déférence qu'il leur a témoignée. « Quant à ceux, dit-il, qui paraissaient être quelque chose, » (peu m'importe ce qu'ils ont été avant ou depuis, *aliquando;* » Dieu ne fait point acception des personnes) ». En effet la trahison prévue de Judas, ni les persécutions exercées par Saul contre les chrétiens n'ont pas empêché N. S. de les mettre l'un et l'autre au nombre des Apôtres. S. Paul n'a donc pas lieu de se repentir de ce qu'il a fait à Jérusalem, bien que Céphas ait été plus tard répréhensible. Il le déclare formellement et l'on comprend ce langage, du moment qu'il parle d'un simple disciple. Mais pourrait-on admettre qu'il parlât ainsi du prince des Apôtres? Comprendrait-on qu'il voulût se justifier de lui avoir exposé sa doctrine? A-t-il usé de cette précaution quand il a dit au chapitre précédent: « J'allai à » Jérusalem pour voir Pierre, et je demeurai quinze jours avec » lui? » Etait-il donc si déshonorant pour S. Paul de communiquer au prince des Apôtres les insignes faveurs que N. S. lui avait faites? Où voyons-nous que les premiers Chrétiens et les Apôtres eux-mêmes aient rougi de la sorte de celui à qui Jésus-Christ avait confié les clefs du royaume des cieux et la conduite de tout le troupeau? Ce n'est donc pas de S. Pierre que S. Paul veut parler. Céphas n'est donc qu'un simple disciple et l'un de ceux qui n'avaient pas vu S. Paul, lorsque celui-ci était venu à Jérusalem, trois ans après sa conversion, pour voir S. Pierre.

Nous ne pensons pas que personne s'arrête à nous objecter que Céphas est le même personnage que S. Pierre, puisque S. Paul, après avoir dit de S. Pierre: « le ministère de la » prédication de l'évangile aux incirconcis m'avait été confié, » comme à Pierre le ministère de la prédication aux circon- » cis », ajoute ensuite: « Jacques, Céphas et Jean... nous don- » nèrent la main, à Barnabé et à moi, en signe d'union, afin » que nous allâssions vers les gentils et eux vers les circon- » cis. » (*Gal.* II, 7, 9). En effet, puisque Jacques et Jean font ici la même chose que Céphas, qui n'est nommé parmi eux que le second, on ne voit pas pourquoi Céphas leur associé aurait besoin d'être S. Pierre pour faire ce qu'ils font. De plus si on examine bien le texte, à l'endroit même qui renferme ces deux passages, on reconnaîtra que, bien loin que la construction des phrases favorise l'interprétation que nous repoussons, elle semble au contraire rendre plus sensible la vérité de ce que nous voulons prouver. On doit pour cela observer l'étroite liaison du ỳ. 7 avec le ỳ. 9, entre lesquels le ỳ. 8 forme une parenthèse. « 7.... *Ayant reconnu* que le » ministère de la prédication de l'évangile aux incirconcis » m'avait été confié, comme à Pierre le ministère de la pré- » dication aux circoncis. (8. Car, etc.) 9... Jacques, Céphas » et Jean, *ayant compris* la grâce que j'avais reçue ..... »

(*Gal.* II, 7, 8, 9) *Jacques*, *Céphas* et *Jean* sont ici le sujet de *ayant reconnu*, *cum vidissent*, du verset 7, aussi bien que de *ayant compris*, *cum cognovissent*, du verset 9, et il est manifeste que S. Pierre, dans cette construction de phrases, est pour eux comme pour S. Paul, à la fin du septième verset et au huitième, une tierce personne.

Nous venons de montrer que S. Pierre n'a pu commettre la faute reprochée par S. Paul à Céphas:

1.° Parce qu'après le Concile de Jérusalem, le prince des Apôtres resté dans cette ville jusqu'à l'époque du retour de S. Jude, n'a pu faire un séjour suffisant à Antioche avant la séparation de S. Paul et de S. Barnabé et qu'on ne saurait d'ailleurs supposer en lui dans un pareil moment tant de pusillanimité et d'inconstance.

2.° Parcequ'il n'était pas à Antioche lorsqu'y arrivèrent, antérieurement au concile, ceux qui enseignaient que la circoncision était nécessaire pour le salut.

3.° Parceque le voyage de S. Paul à Jérusalem, quatorze ans après sa conversion et avant la faute de Céphas, ne peut trouver place dans le récit de S. Luc, antérieurement au séjour que S. Paul et S. Barnabé firent à Antioche, après avoir visité ensemble plusieurs contrées de l'Asie.

4.° Enfin parceque le texte même de l'*Epître aux Galates* ne permet pas de supposer que S. Paul ait voulu parler de S. Pierre lorsqu'il a dit: *Quant à ceux qui paraissaient être quelque chose (peu m'importe ce qu'ils ont été avant ou depuis; Dieu ne fait point acception des personnes) etc.* (*Gal.* II, 6.)

Il nous reste à faire voir que toute difficulté disparaît dès qu'on ne voit, dans le Céphas repris par S. Paul, qu'un simple disciple.

V.

Toute difficulté disparaît si on entend ce passage de Céphas. Conjecture sur la société que formaient Jacques, Céphas et Jean.

Lorsque S. Paul, quatorze ans après sa conversion, se rendit à Jérusalem avec S. Barnabé et S. Tite pour exposer aux Apôtres la doctrine qu'il prêchait aux gentils, (que ce voyage ait été fait à l'époque du Concile auquel assistèrent avec les Apôtres S. Pierre et S. Jacques-le-Mineur, les anciens, c'est-à-dire les principaux prêtres de l'Eglise de Jérusalem; ou bien, un peu avant le temps où arrivèrent à Antioche ceux qui enseignaient que la circoncision était nécessaire pour le salut) ils y trouvèrent, ainsi que nous l'avons dit, parmi ceux qui paraissaient les plus considérés, c'est-à-dire parmi les anciens ou principaux prêtres, Jacques, Céphas et Jean. Nous savons, pour ce qui concerne Céphas, que l'existence d'un disciple de ce nom a été attestée, dès la plus haute antiquité, par des Pères de l'Eglise et par d'autres auteurs ecclésiastiques. L'existence d'un personnage appelé Jean, distinct de S. Jean l'Evangéliste, n'est pas moins certaine, étant attestée par S. Luc lui-même. S. Luc nous apprend de plus que ce même Jean, après avoir accompagné quelque temps S. Paul et S. Barnabé dans leurs prédications, les avait quittés pour retourner à Jérusalem. Il est d'autant plus naturel de supposer que c'est lui que S. Paul et S. Barnabé y rencontrent maintenant en compagnie de Céphas, que S. Jean l'Evangéliste n'y peut être en ce moment, étant, depuis la séparation des Apôtres, fixé à Ephèse. Pour ce qui regarde Jacques, nous avons des données moins certaines, les auteurs, qui nous ont attesté l'existence d'un simple disciple de ce nom, distinct des douze Apôtres, (S. Grégoire de Nysse, S. Cyrille évêque de Jérusalem, S. Epiphane, S. Dorothée, Michel Glycas,) lui ayant tous attribué en même temps trois qualifications qui ne conviennent qu'à S. Jacques-le-Mineur, puisqu'ils l'appellent Jacques-le-juste, frère du Seigneur et premier évêque de Jérusalem. Cependant comme S. Dorothée (*in Sinopsi*) lui donne pour successeur S. Jacques fils d'Alphée, le même que S. Jacques le-Mineur et que plusieurs auteurs mentionnent d'ailleurs une tradition qui veut que S. Jacques, le frère du Seigneur, ait été fait évêque de Jérusalem, le lendemain de la mort de S. Etienne, tandis que d'autres, parmi lesquels nous citerons Braschi (*de libertate ecclesiae*, tit. 3, p. 26, n. 9) sont persuadés que l'Eglise de Jérusalem ne fut fondée et confiée à ce même Jacques qu'à l'époque où les Apôtres avant de se séparer se partagèrent l'univers, nous déduirons de ces contradictions, pour les expliquer, une triple conjecture qui ne manque pas de vraisemblance.

1.° Le lendemain de la mort de S. Etienne, quelqu'un a dû être élu pour tenir sa place dans la distribution des aumônes, mais il n'y eut pas encore d'évêque de Jérusalem.

2.° Le personnage élu s'appelait Jacques et il n'était qu'un simple disciple distinct des douze Apôtres, mais il n'était point *le frère du Seigneur*.

3.° Ce Jacques, en qualité de premier diacre, s'occupa des pauvres avant que l'Apôtre S. Jacques, fils d'Alphée, le même que S. Jacques-le-Mineur, y prit soin de tous les fidèles en qualité d'évêque, mais il ne fut point son prédécesseur sur le siége de Jérusalem.

Ce sont de la sorte trois assertions empruntées à plusieurs Pères, sous chacune desquelles nous découvrons, en même temps qu'une exagération manifeste à rectifier, un fait vraisemblable à constater et ce fait, en expliquant d'une manière satisfaisante les contradictions des Pères au sujet de S. Jacques-le-Mineur, s'accorde parfaitement avec ce que S. Paul nous raconte de Jacques, l'associé de Céphas. En effet, Jacques, Céphas et Jean proposent à S. Paul et à S. Barnabé une sorte d'association qui, permettant aux premiers d'aller vers les circoncis, tandis que les deux autres iront vers les gentils, ne les oblige tous qu'à se souvenir des pauvres, *tantum ut pauperum memores essemus*. (*Gal. II*, *9*, *10*). Peu après, Céphas se rend à Antioche, aussi bien que Paul et Barnabé (*Ibid. 11 ad 14*); Jean, si, comme il y a lieu de le présumer, c'est Jean-Marc mentionné par S. Luc, s'y rend aussi, puisque nous l'y trouvons peu après le Concile de Jérusalem. (*Act. XV*, *37*) Jacques seul reste auprès de ceux à qui doivent être distribuées les aumônes recueillies par les autres. Nous voyons en effet, dans *l'Epître aux Galates*, qu'il n'alla point à Antioche avec Céphas, mais qu'il se contenta d'y envoyer quelque temps après les gens dont l'arrivée entraîna Céphas dans la faute dont il fut repris par S. Paul (*Gal. II*, *12*). On peut donc, sans choquer aucune vraisemblance, supposer que ce Jacques était un premier diacre nommé en remplacement de S. Etienne pour la distribution des aumônes. Ce ne peut être dans tous les cas S. Jacques le Majeur, qui avait été mis à mort par ordre d'Hérode, vers le temps où S. Paul et S. Barnabé, huit ans environ après la conversion de S. Paul, avaient porté à Jérusalem les aumônes des fidèles d'Antioche. Ce ne pouvait être non plus S. Jacques-le-Mineur, alors évêque de Jérusalem, car on ne peut supposer qu'il ait envoyé à Antioche les gens dont la présence apporta le trouble dans cette église. Nous voyons en effet dans les *Actes des Apôtres* que non seulement il fut d'avis comme S. Pierre, dans le Concile de Jérusalem, de ne pas inquiéter les gentils entrés dans le sein de l'Eglise, en leur imposant quoique ce soit des observances légales; mais encore qu'il proposa d'envoyer cette décision à Antioche par écrit, *scribere ad eos*, afin qu'ils pùssent en opposer les paroles à ceux qui leur alléguéraient le texte de la loi; « car, dit-il, pour ce qui regarde Moyse, dès le temps » ancien, il y a dans chaque ville des hommes qui le prê- » chent dans les Synagogues, où on le lit chaque jour de » sabbat. » (*Act XV*, 19, 20, 21). Est-il croyable que, quelques jours seulement après le Concile, il veuille aller contre

la décision qu'il a lui-même formulée en proposant d'écrire aux gentils, « qu'ils s'abstiennent des souillures des idoles, » et de la fornication et des animaux étouffés, et du sang », seuls points de la loi qu'il a été d'avis de leur imposer? (*Act. XV, 20*). Que si on disait que la faute de Céphas a eu lieu avant le Concile, les Apôtres déclarent formellement qu'aucun de ceux qui ont troublé l'Eglise d'Antioche à propos des observances légales n'y a été envoyé par eux. « Nous » avons appris, disent-ils, que quelques-uns des nôtres vous » ont inquiété par leurs paroles, troublant vos âmes, sans » que nous leur en eûssions donné l'ordre, *quibus non man-* » *davimus.* » (*Act. XV*, 24). Jacques, l'associé de Céphas, n'est donc qu'un simple disciple que l'on peut présumer revêtu de la dignité de premier diacre, en remplacement de S. Etienne.

Maintenant que nous connaissons suffisamment les trois personnages appelés dans *l'Epître aux Galates*, Jacques, Céphas et Jean, essayons de nous rendre compte de ce qui a dû se passer, après la convention conclue entr'eux, S. Paul et S. Barnabé. Céphas et Jean ont pu se rendre à Antioche, en même temps que S. Paul et S. Barnabé, pour prêcher les uns aux circoncis et les autres aux Gentils.

Jacques demeuré à Jérusalem aura cru après le Concile que, sans faire regarder la circoncision comme nécessaire au salut, il était néammoins prudent pour ne pas s'attirer la persécution des juifs non convertis et des sectateurs de Cérinthe, condamnés par la décision des Apôtres, d'obliger encore quelque temps les gentils à se faire circoncire.

Il aura fait partager son sentiment à plusieurs autres disciples et aura envoyé des gens à Antioche pour le proposer à Céphas et aux autres juifs. Céphas sera alors entré dans les vues de Jacques et aura en même temps entraîné tous les autres juifs et Barnabé lui-même. C'est alors que S. Paul l'aura repris publiquement. S. Paul, après avoir ramené Barnabé et Jean dans la bonne voie, aura proposé à Barnabé comme il est dit dans les *Actes des Apôtres* (*Act.* XV, 36) d'aller ensemble visiter de nouveau toutes les villes où ils avaient prêché l'évangile. Barnabé proposa d'emmener Jean, mais S. Paul qui avait pu consentir à ce qu'il vînt à Antioche prêcher aux circoncis pendant qu'il prêchait lui-même aux gentils, ne voulut point en faire son coadjuteur dans le voyage projeté, ayant une première fois éprouvé son inconstance dans ce genre. S. Paul et S. Barnabé ne pouvant s'entendre sur cette question se séparèrent et s'éloignèrent d'Antioche en prenant chacun une direction différente, Barnabé accompagné de Jean et Paul de Silas (*Act.* XV, 37 ad 40).

Il n'est pas hors de propos de répéter ici, au sujet de ceux qui, après le Concile de Jérusalem, forçaient les gentils à se faire circoncire, sous prétexte d'éviter par là la persécution, ce que nous en avons dit précédemment, à savoir qu'ils n'enseignaient pas comme les sectaires de Cérinthe qu'elle fût nécessaire au salut. Il n'y avait pas d'erreur dans leur doctrine, ils ne faisaient des observances légales qu'une question d'opportunité et de prudence. Ils se flattaient de se rendre favorables par cette condescendance, ceux qu'il craignaient, à cause de leur obstination à conserver les anciennes coutumes. Nous avons vu en effet que S. Paul dit lui-même aux Galates: « Ceux qui veulent plaire dans (les observances qui concer- » nent) la chair, ne vous obligent à vous faire circoncire » qu'afin de ne pas souffrir la persécution pour la croix de » Jésus-Christ. » Nous avons vu aussi qu'il ajoute, pour montrer que ces gens là ne considèrent point l'observation de la loi de Moïse comme nécessaire pour le salut: « Car ceux qui » se font circoncire ne gardent point eux-mêmes la loi; mais » ils veulent que vous receviez la circoncision, afin de se » glorifier dans votre chair » (*Gal.* VI, 12, 13.) Il n'est donc pas étonnant que S. Luc ait passé sous silence la faute de Céphas et qu'il ait dit qu'après le retour de S. Jude à Jérusalem, « Paul et Barnabé demeurèrent à Antioche, enseignant et » annonçant avec plusieurs autres la parole du Seigneur. » (*Act.* XV, 35). Céphas, nous le répétons, n'enseignait aucune erreur et si S. Paul le reprit avec sévérité, c'est parce que sa fausse prudence tendait en même temps à encourager indirectement l'erreur de Cérinthe et à faire peser sur les gentils un joug intolérable. S. Luc se contente de nous apprendre au chap. XXI des *Actes des Apôtres*, les préventions qu'un grand nombre de juifs convertis au Christianisme nourrissaient contre S. Paul, à cause du zèle qu'il mettait à défendre la liberté des gentils, et l'empressement avec lequel ils accueillaient les mensonges de ceux qui répandaient que S. Paul prêchait l'abandon de la loi de Moïse et allait jusqu'à enseigner que les juifs ne devaient pas faire circoncire leurs enfants. (*Act.* XXI, 20, 21).

Nous avons déjà vu que non contents de cela, les ennemis de S. Paul l'accusaient de ne pas oser reprendre en face ceux qu'il blâmait sévèrement dans ses lettres et qu'on allait même jusqu'à lui attribuer des lettres qu'il n'avait point écrites, pour mettre dans sa bouche une doctrine qui n'était point la sienne. C'est lui-même qui signale le premier de ces deux faits aux Corinthiens (*Cor. X*, 1 ad 13) et le second aux Galates (*Gal. VI*, 11).

Il signale également aux Corinthiens plusieurs individus qui mettent le trouble parmi eux en rabaissant son ministère et cherchent à s'égaler eux-mêmes aux Apôtres, en exaltant leurs propres travaux (2 *Cor. X*, 12 ad 18; XI, 1 ad 21). Ils sont de la race d'Abraham (2 *Cor. XI*, 22); ils sont de plus ministres de Jésus-Christ (*Ibid.* 23). Ils vantent les avantages de leur origine, en se prévalant contre les gentils des prodiges opérés en faveur de leur race (*1 Cor. I*, 22), et ils cherchent à imposer aux Corinthiens la servitude des observances légales (*1 Cor. VII, 18, 19; 2. Cor. XI*, 20); ils sont cause par cette conduite que les gentils se glorifient à leur tour et méprisent les circoncis (*1 Cor. I*, 22). Il montre d'une part l'inutilité de cette folle recherche de la vaine gloire (*1 Cor. III, 10 ad 23*), puis il en fait voir les tristes suites dans le relâchement des mœurs (*1 Cor. IV, 18, 19, 20, V, 1, 2*). Tels sont les désordres que l'Apôtre signale comme étant l'œuvre de ceux qui décrient son ministère et cherchent à imposer le joug des observances légales.

Une question intéressante serait d'examiner si la première de ces deux *Epitres aux Corinthiens* ne porte aucune trace de la présence de Céphas dans l'Achaïe, lorsque S. Paul les écrivait. S. Jean Chrysostôme et S. Thomas croient que S. Paul veut faire allusion aux faux docteurs qui troublent les fidèles de Corinthe lorqu'il dit: « j'ai été averti . . . . . » qu'il y a des contestations parmi vous . . . . . parceque » chacun de vous dit: Moi, je suis à Paul, et moi à Apollon, » et moi à Céphas, et moi à Jesus-Christ. » (*1 Cor. I, 11, 12*) S. Paul, disent-ils, met ici son nom, celui d'Apollon et celui du prince des Apôtres à la place de celui de ces faux docteurs. Ces deux Pères ne peuvent aller plus loin, étant de ceux qui n'admettent pas l'existence d'un simple disciple du nom de Céphas. Pour ce qui est des deux premiers noms, S. Paul lui-même avoue qu'il les substitue à ceux des individus dont il veut parler, pour faire comprendre aux Corinthiens qu'ils ne doivent point prendre parti pour ces faux docteurs: « J'ai » personifié ces choses *en moi et en Appollon*, à cause de vous, » afin qu'en nous vous appreniez à ne pas vous élever contre » un autre, par attachement pour quelqu'un « (*1. Cor. IV. 6*) Mais il n'en dit pas autant de *Céphas*. Dans le chapitre précédent il demande: « Qu'est-ce donc qu'Apollon et qu'est-ce » que Paul? Ce sont, répond-il, les ministres de celui en » qui vous avez cru, et chacun selon le don qu'il a reçu du » Seigneur. Moi j'ai planté, Apollon a arrosé, mais Dieu a » donné l'accroissement . . . . et celui qui plante, et celui

» qui arrose ne sont qu'un »; mais ici non plus il ne nomme point Céphas. Au lieu de cela il ajoute deux versets plus loin: » Selon la grâce que Dieu m'a donnée, j'ai posé le fondement » comme un sage architecte; un autre bâtit dessus: mais que » chacun prenne garde comme il bâtit sur ce fondement. » Ce n'est qu'après avoir insisté sur ce dernier point qu'il ajoute, comme pour dire aux Corinthiens de choisir entre les vrais Apôtres d'une part, les faux Apôtres et le monde de l'autre, de la même manière qu'ils choisiraient entre la vie et la mort: » Que personne donc ne se glorifie dans les hommes. Car » tout est à vous, soit Paul, soit Apollon, soit Céphas, soit » le monde, soit la vie, soit la mort, soit les choses pré- » sentes, soit les choses futures; tout est à vous; mais vous » à Jésus-Christ et Jésus-Christ est à Dieu. » *(I Cor. III)* Pour qu'on ne se méprenne point sur sa pensée, il continue aussitôt: « Que les hommes nous regardent comme les ministres » de Jésus-Christ, et comme les dispensateurs des mystères » de Dieu. Or, ce qu'on demande des dispensateurs, c'est » qu'ils soient trouvés fidèles. » *(I Cor. IV, 1 et 2)* Et un peu plus loin: « Alors même que vous auriez dix-mille maîtres » en Jésus-Christ, vous n'avez pas néanmoins plusieurs pères, » puisque c'est moi qui vous ai engendrés à Jésus-Christ par » l'évangile . . . . Il y en a parmi vous qui sont enflés d'or- » gueil, comme si je ne devais point aller vous voir. Cependant » j'irai bientôt vous voir, s'il plaît au Seigneur; et je con- » naîtrai, non pas le langage de ceux qui s'énorgueillissent, » mais l'effet de leurs paroles. » *(I Cor. IV. 15, 18, 19)*. Remarquons en outre qu'Appollon était alors, non à Corinthe mais auprès de S. Paul, et que Céphas, dans l'Epître que nous examinons, est constamment nommé soit après Paul et Apollon *(I Cor. I, 12; III, 22)*, soit après tous les Apôtres, et même après les frères du Seigneur, dont plusieurs n'étaient point Apôtres *(I. Cor. IX, 7)*. Mais il est évident que les commentateurs qui n'admettent pas l'existence d'un Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre, ne pouvaient rien conclure de ces remarques contre le prince des Apôtres.

Pour ceux qui sont persuadés que le personnage repris à Antioche par S. Paul n'est pas le prince des Apôtres, les mêmes considérations ne peuvent les empêcher de voir le même personnage parmi les faux Apôtres qui troublaient l'Eglise de Corinthe. Cette observation n'a pas échappé à S. Jérôme, puisqu'il se refuse à admettre l'existence d'un simple disciple appelé Céphas en disant qu'il ne reconnaît *d'autre Céphas que celui qui est appelé tantôt Céphas et tantôt Pierre dans l'Evangile, dans les autres Epîtres de S. Paul et dans celle-là même dont il s'agit ici. (Comment. in epist. ad Gal.)* C'est en effet dire qu'il n'admet pas qu'on puisse en même temps voir un simple disciple dans le Céphas repris par S. Paul et reconnaître que S. Paul, dans *l'Epître aux Galates* et la 1re *aux Corinthiens*, ait pu indifféremment appeler le prince des Apôtres Pierre ou Céphas. C'eût été en effet exposer les lecteurs à confondre le disciple avec l'Apôtre.

Le nom de Céphas étant pour le prince des Apôtres un nom significatif, il était naturel que les évangélistes et S. Paul, écrivant en grec ou en latin, se servissent des mots *Petros*, *Petrus*, tandisque, s'il a existé un disciple hébreu appelé Céphas en-Judée, ce disciple a dû naturellement s'appeler Céphas partout, comme Cléophas s'appelle partout Cléophas. Par le fait, nous ne trouvons pas que les évangélistes aient indifféremment appelé le prince des Apôtres Pierre ou Céphas, sans joindre à ce dernier nom ce qu'il fallait pour prévenir toute confusion. S. Jean est le seul qui ait employé le mot *Céphas* et l'unique fois qu'il l'a fait, il l'a fait de telle manière qu'on ne pût se méprendre. Après avoir dit comment S. Pierre fut présenté à N. S. par S. André son frère, il ajoute: » Et Jésus l'ayant vu lui dit: Tu es Simon, fils de » Jona; tu seras appelé Céphas (ce qui veut dire Pierre.) » L'évangéliste avant ce verset avait déjà appelé le même Apôtre Simon-Pierre. *(Jean, I, 40, 42)* S. Paul, ainsi que le remarque Baronius à titre de simple conjecture, se sert constamment du mot *Petrus*, quand il veut désigner le prince des Apôtres dans *l'Epître aux Galates*, et il fait cela trois fois *(Gal. I*, 18; II, 7 et 8). Quant au mot Céphas, il ne se trouve dans les épîtres de S. Paul que sept fois, trois dans *l'Epître aux Galates (Gal. II. 9, 11, 14)*, et quatre dans la *première aux Corinthiens (I Cor.* I, 12; III, 22; IX, 5; XV, 5) et il n'est en tout dans le *Nouveau testament* que huit fois, n'ayant été employé qu'une seule fois par S. Jean dans son évangile.

L'auteur de l'écrit imprimé à Venise en 1763, voit constamment le simple disciple dans le Céphas de *l'Epître aux Corinthiens* et à propos de ce verset: » qu'il (N. S.) a apparu » à Céphas et après cela aux onze Apôtres » il émet la conjecture que Céphas était l'un des deux disciples d'Emmaüs à qui N. S. se montra après sa résurrection, avant d'apparaître aux douze *(MARC. XV, 12 et seq; LUC. XXIV, 13 et seqq.; I Cor. XV, 5)*. Cette conjecture, qu'il n'appuie sur aucune preuve, paraît empruntée:

1.° Aux auteurs, qui ont raconté que S. Martial s'appelait aussi Céphas et avait servi N. S. et les Apôtres à la Cène, en compagnie de Cléophas, le seul des deux disciples d'Emmaüs que S. Luc ait nommé.

2.° A l'une des deux lettres attribuées à S. Martial, qui porte le nom de *Céphas* joint à celui de *Martial* tandis que l'autre contient ces mots, au Chap. 2: « Il (N. S.) ressuscita » le troisième jour, avant l'aurore, du lieu où nous l'avions » vu ensevelir *et il nous apparut* et il nous combla de joie ».

3.° Aux listes qui ont mis constamment S. Martial et Cléophas en tête des soixante-douze disciples dans la persuasion que S. Martial était l'un des disciples d'Emmaüs, vu que le seul auteur qui donne à S. Martial une autre place dans la liste des soixante-douze disciples, en lui substituant S. Luc à côté de Cléophas, nous dit en même temps que S. Grégoire *(in proemio moralium)* paraît croire que S. Luc était lui-même le disciple d'Emmaüs que son évangile ne nomme point, mais que S. Ambroise pense que c'est un autre. La *Synopsis* attribuée à S. Dorothée dit également que S. Luc était l'un des deux disciples d'Emmaüs. Voir la Synopsis de S. Dorothée au mot *Cleophas*, Raphael Volaterranus (in *Hagiologio*, folio CLXXIII) Camillus Borellus (*Decis.* tit. V. n. 6) et au tome III. *Sacra Bibliotheca Sanctorum Patrum*, *Parisiis* MDLXXXIX, les lettres attribuées à S. Martial et la notice qui les précède.

Après avoir montré, ainsi que nous l'avons fait, que le Céphas repris par S. Paul n'est pas l'Apôtre S. Pierre, mais un des soixante-douze disciples, il nous reste à faire voir maintenant que les Pères qui suivent l'autre sentiment ne condamnent pas formellement cette explication et qu'ils justifient d'ailleurs le prince des Apôtres.

VI.

Les Pères qui suivent l'autre sentiment ne condamnent pas formellement cette explication et justifient d'ailleurs l'Apôtre S. Pierre.

S. Irénée est le premier auteur qui ait entendu de S. Pierre le fait raconté aux Galates et il est de quelques années plus ancien que Clément d'Alexandrie. Il s'en exprime brièvement dans son troisième livre contre les hérésies, chap. XII, sans faire aucune allusion à l'opinion contraire. On ne sait pas au juste à quelle époque S. Irénée écrivit ses cinq livres contre les hérésies: on sait seulement qu'il mourut vers l'an 202 ou 203 et S. Epiphane donne à entendre qu'il était déjà avancé dans la vieillesse lorsqu'il écrivit ces cinq livres: *Optimus ille senex Irenaeus disseruit (EPIPH. Haer. 31)*;

mais on n'est pas d'accord sur l'année de sa naissance. Dodwell veut qu'il soit né vers la fin du premier siècle, Grabe en 109, Dupin vers l'an 140, mais l'opinion de Tillemont qui le fait naître vers l'an 120 semble la plus raisonnable, attendu qu'elle s'accorde mieux que celle de Dupin avec ce que dit S. Epiphane de la vieillesse à laquelle parvint S. Irénée, et mieux que celle des deux autres avec ce passage de S. Irénée lui-même relatif à S. Polycarpe: *Quem et nos vidimus in prima nostra aetate: multum enim perseveraverat, et valde senex gloriosissime et nobilissime martyrium faciens exivit e vita.* (*Adv. haeres.* lib. III. c. III). Selon Grabe et Dodwell, S. Irénée aurait eu 60 ou 70 ans, lorsque S. Polycarpe souffrit le martyre. Il résulte de là que, conformément à ce que donne à entendre S. Epiphane, S. Irénée aurait écrit les cinq livres contre les hérésies moins de quinze ans avant l'époque où Clément d'Alexandrie commençait à briller. Mais ici se présente une observation importante, touchant l'origine plus ou moins probable des opinions contraires de ces deux auteurs. C'est que déjà, du temps de S. Irénée, des différences notables s'étaient introduites dans les exemplaires du Nouveau testament répandues dans les diverses Eglises. Les cinq livres de S. Irénée contre les hérésies en fournissent plusieurs exemples, notamment les chapitres XII, XIII, et XXIII du 3e livre. Ces différences ressortent des propres paroles de l'Ecriture citées par ce Père. Or S. Irénée, en attribuant à S. Pierre la faute reprise à Antioche par S. Paul, ne lui donne nulle part le nom de Céphas, et faisant allusion au verset 9 du chap. II de l'*Epître aux Galates* où S. Paul dit qu'il trouva à Jérusalem *Jacques, Céphas et Jean*, il écrit *Petrus et Jacobus et Joannes.* « Il » est certain, observe Zaccaria, que le texte de S. Paul a été » diversement lu autrefois dans divers manuscrits Grecs et » Latins; puisque Tertullien, le commentateur de S. Paul » dans les œuvres de S. Ambroise, Théodoret, et quelques » manuscrits Grecs, ont lu: *Petrus, Jacobus et Joannes* et » un peu au-dessous: *cum autem venisset Petrus.* On trouve » constamment *Petrus* dans les antiques exemplaires de la » version latine *italique* de Clermont et de S. Germain-des-» Prés; en outre la preuve qu'on lisait *Petrus* et non Céphas » dans d'autres manuscrits, résulte des anciens titres des Epi-» tres de S. Paul publiées par le saint et savant cardinal » Tommasi et après lui par le célèbre Père Vezzosi. Toutefois » les exemplaires Grecs en plus grand nombre, et parmi ceux-ci » l'exemplaire très-antique donné par Cyrille Lucari au Roi » de la Grande-Bretagne, portent constamment Céphas, et » c'est ainsi qu'ont lu dans leurs manuscrits Clément d'Ale-» xandrie et même Porphyre. » Le texte de la Vulgate comme ces exemplaires Grecs a conservé: *Jacobus et Cephas et Joannes .... Cum autem venisset Cephas Antiochiam .... dixi Cephae coram omnibus.*

Les passages de l'Ecriture cités par S. Irénée dans le cours des cinq livres déjà mentionnés portent en eux-mêmes la preuve qu'il a suivi, sinon partout, du moins en plusieurs endroits le texte grec, mais nous venons de voir que ce ne sont pas seulement des manuscrits latins qui portent *Petrus, Jacobus et Joannes*, au lieu de *Jacobus et Cephas et Joannes*, mais que divers manuscrits grecs écrivent également *Petrus, Jacobus et Joannes* et un peu au-dessous: *Cum venisset Petrus Antiochiam.* Pour ceux qui ont lu de la sorte le texte de S. Paul, il n'est pas étonnant qu'ils aient entendu ce passage du prince des Apôtres, expressément désigné dans les deux versets précédents; il n'en est pas de même pour ceux qui, après avoir vu le prince des Apôtres trois fois appelé Pierre par S. Paul, une fois dans le chapitre I et deux fois dans les versets 7 et 8 du chapitre II, lisent au verset 9: *Jacobus et Cephas et Joannes* et un peu plus bas: *Cum venisset Cephas Antiochiam.*

Que si l'on se demande quelle a pu être l'origine de cette variante dans la manière de lire ce passage, deux hypothèses se présentent naturellement. Quelques copistes, sachant que N. S., ainsi que le rapporte S. Jean, avait dit à S. Pierre: *tu vocaberis Cephas*, et que ce nom, comme le fait remarquer aussitôt le même Evangéliste, signifiait Pierre: *quod interpretatur Petrus* (*Joan. 1, 42*), ont pu croire de bonne foi que, puisque le prince des Apôtres était expressément nommé aux versets 7 et 8, il s'agissait encore de lui dans les versets suivants et dès lors, écrivant parfois de mémoire, mettre partout *Petrus* au lieu de *Cephas* en donnant à ce nom, au verset 9 le premier rang, de préférence à celui de *Jacques* et de *Jean* nommés par S. Paul, dans ce verset, en même temps que *Céphas*. D'autre part S. Irénée rapporte au chap. XIII du livre III déjà cité, en faisant suite au fait d'Antioche mentionné dans le chapitre précédent, que de son temps certains hérétiques prétendaient que S. Paul était le seul de tous les Apôtres qui eût connu la véritable doctrine de Jésus-Christ. Y aurait-il lieu de s'étonner que ces gens-là eussent malicieusement introduit dans quelques manuscrits le nom de S. Pierre à la place de celui de Céphas, afin de se servir du texte de S. Paul ainsi altéré pour appuyer leur assertion?

On nous objectera peut-être qu'il n'est pas certain qu'il y eût *Céphas* plutôt que *Petrus* dans le texte primitif. On peut, ce nous semble, répondre que l'on ne comprendrait pas dans quel but les ennemis soit de S. Paul, soit de S. Pierre auraient substitué le mot *Cephas* au mot *Petrus*, bien plus propre à servir de prétexte pour accuser S. Paul d'orgueil ou S. Pierre de faiblesse; ni comment des copistes grecs ou latins auraient pu par distraction, substituer au mot grec et latin *Petrus* le mot syriaque *Cephas*. On ne peut non plus supposer que des chrétiens, animés d'une bonne intention, aient écrit *Cephas* au lieu de *Petrus*, afin de donner au lecteur lieu de penser que le Céphas repris par S. Paul pouvait n'être pas le prince des Apôtres; car ils n'auraient pas pu se dissimuler qu'en faisant une semblable substitution ils altéraient volontairement le texte de l'Ecriture et ils auraient rejeté avec horreur une telle pensée. Tout le monde sait en effet que le changement d'un mot, dès qu'on était certain que l'expression employée n'était pas dans le texte primitif, suffisait pour jeter les fidèles dans le trouble. Et au IVe siècle, s'il n'eût pas été généralement admis que la version qui porte *Cephas* et non pas *Petrus* était, suivant toutes les probabilités, la plus vraie, Porphyre eût-il lu *Cephas* au lieu de *Petrus* dans l'*Epître aux Galates*, quand il se servait du fait d'Antioche pour accuser Pierre de prévarication et S. Paul d'insolence? S. Jérôme qui craignait de se prêter à une feinte coupable en admettant que le personnage repris par S. Paul était différent de S. Pierre, aurait-il, en corrigeant l'ancienne *italique*, rejeté le mot *Petrus* qu'il trouvait dans une foule d'exemplaires pour y substituer le mot *Cephas* qu'il lisait dans quelques autres, en même temps que dans la plupart des manuscrits grecs? Et S. Augustin qui reprit si sévèrement S. Jérôme pour s'être écarté du vrai sens des paroles de S. Paul dans le passage en question, en lui disant: *je m'occupe moins de ce que Pierre a fait que de ce que Paul a écrit*, lui eût-il pardonné d'avoir écrit dans ses *Commentaires sur l'épître aux Galates* et dans sa correction de l'italique, *Cephas* au lieu de *Petrus*, si *Petrus* eût été alors regardé comme étant, selon la plus grande probabilité, le mot même du texte primitif? Ce n'est donc pas sans raison que S. Jérôme a conservé le mot *Cephas* dans sa correction de l'italique, lui qui étant persuadé que le Céphas repris par S. Paul n'était autre que le prince des Apôtres aurait pu, plus facilement qu'un autre, adopter de préférence le mot *Petrus*.

Nous avons déjà vu que Tertullien avait lu *Petrus* au lieu de

Cephas. Cet auteur attribua, comme S. Irénée, au prince des Apôtres la faute reprise par S. Paul. En Occident et surtout dans les contrées éloignées de Rome, il était beaucoup moins aisé qu'en Orient de rencontrer des vieillards qui pussent raconter l'histoire du disciple Céphas comme la tenant de ceux qui l'avaient personnellement connu. On peut expliquer de la sorte pourquoi les manuscrits grecs ont plus généralement conservé le nom de Céphas que les manuscrits latins et pourquoi S. Irénée et Tertullien ont attribué à S. Pierre le fait d'Antioche tandis que Clément d'Alexandrie l'attribue au disciple Céphas. Du reste, même en Orient, il suffisait de n'avoir pas entendu parler du disciple pour être exposé à mettre sa faute sur le compte de S. Pierre, car il n'était personne qui ne sût par l'Evangile de S. Jean que le mot *Cephas* et le mot *Petrus* signifiaient la même chose. Dès lors les manuscrits grecs où le mot *Petrus* était substitué au mot *Cephas* ont pu être reçus sans difficulte dans quelques Eglises. De fait, S. Irénée, né en Orient, mais venu plus tard en Occident, ne parut pas avoir eu connaissance de l'existence du disciple Céphas et attribuant sa faute au prince des Apôtres, il l'appelle constamment *Petrus*, ainsi que nous l'avons fait remarquer.

Du moment qu'il suffisait de n'avoir point entendu parler du disciple pour être de prime abord exposé à attribuer sa faute au prince des Apôtres, il était par cela même naturel qu'en Occident, à mesure que les siècles s'écoulaient et qu'on s'éloignait toujours davantage de l'époque où le fait s'était passé, le sentiment de S. Irénée et de Tertullien rencontrâssent partout des esprits disposés à l'admettre, tandis que pour apercevoir combien peu ce sentiment était vraisemblable, il fallait réfléchir, comparer et se mettre en opposition avec la persuasion devenue de plus en plus générale.

Origène qui a le premier, au rapport de Saint Jérôme, (*Epist. CXII, ad August, edit. Véron*) tenu une sorte de milieu entre S. Irénée et Clément d'Alexandrie, en soutenant que la faute de S. Pierre n'était qu'apparente et que la réprimande de S. Paul était purement simulée, trouva les esprits également disposés à accueillir favorablement son interprétation, qui avait pour but de justifier complètement le Prince des Apôtres sans cesser de lui attribuer le fait raconté par S. Paul aux Galates. Mais il n'en était pas de même pour l'explication de Clément d'Alexandrie. Pour la faire admettre on avait, dès les premiers temps, à combattre de front l'opinion contraire qu'on trouvait déjà insinuée dans les esprits avant tout examen. Nous voyons dans S. Jérôme et S. Chrysostôme que ceux qui soutenaient que le Céphas repris par S. Paul n'était qu'un simple disciple, étaient obligés, pour faire admettre cette explication, de discuter les paroles même du texte de S. Paul. Il fallait d'une part maintenir que la faute de Céphas était une faute réelle et de l'autre prouver que S. Pierre étant le prince des Apôtres et ayant le premier soutenu la cause des gentils, à l'occasion du baptême du centurion Corneille, (*Act.* 10), n'avait pu tenir à Antioche une conduite toute différente (*S. Jérôme. Comment. in epist. ad Gal.*) En effet, on ne manquait pas d'objecter qu'on avait toujours entendu expliquer la chose d'une manière toute différente. Si, après tout, l'opposition était réduite à reculer sur ce point, elle se retranchait encore, comme nous le voyons par S. Jérôme, derrière le *Jacobus et Cephas et Joannes qui videbantur columnae esse* de l'un des versets précédents (*Gal.* II, 9), en disant: nous avons toujours cru que le Céphas de ce verset, évidemment le même que celui des versets 11 et 14, était l'Apôtre S. Pierre ; d'ailleurs n'est-ce pas une chose communément admise que le prince des Apôtres est appelé tantôt Pierre et tantôt Céphas, non seulement dans l'Evangile, mais encore dans l'*Epitre aux Galates*, et la 1re *aux Corinthiens*? (*S. JÉROME, Comment. in epist. ad Gal*). Tous n'étaient pas arrêtés par ces considérations, puisque nous voyons que dans tous les temps plusieurs personnes ont cru à l'existence d'un Céphas autre que l'Apôtre S. Pierre, mais un grand nombre y trouvaient un motif suffisant de persévérer dans leur premier sentiment. Origène, ainsi que nous l'avons dit, tint un milieu entre les deux opinions. S'appropriant tout ce que les partisans de l'explication de Clément d'Alexandrie avaient pu dire pour démontrer que S. Pierre n'avait pu abandonner la cause des gentils à Antioche, il justifia tout à la fois S. Pierre et ceux qui voulaient absolument voir le prince des Apôtres dans le fait de l'*Epitre aux Galates*, en disant que la faute de Céphas était purement apparente et la réprimande de S. Paul purement simulée. Origène abandonna-t-il l'explication de Clément d'Alexandrie quand il vint pour la première fois à Rome, vers l'an 215, ou bien l'avait-il déjà abandonnée avant cette époque, c'est ce que nous ne pourrions dire. Toujours est-il qu'il contribua puissamment à affermir dans leur persuasion ceux qui attribuaient à S. Pierre le fait de Céphas.

Le sentiment de S. Irénée et de Tertullien fut suivi par S. Cyprien, S. Augustin et S. Ambroise. S. Cyprien et S. Augustin étaient tous deux Africains comme Tertullien, précepteur du premier et d'autre part S. Cyprien et S. Ambroise lisaient dans leurs manuscrits, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, *Petrus* au lieu de *Cephas*. On pourrait peut-être en dire autant de S. Augustin qui, en attribuant à S. Pierre la faute reprise par S. Paul, l'appelle constamment *Petrus*. Le sentiment d'Origène fut à son tour suivi par plusieurs Pères Grecs (entre lesquels se distingue surtout S. Jean Chrysostôme qui se sert constamment du mot *Petrus*, excepté au verset où il lit: *Jacobus et Cephas et Joannes*, bien qu'il lise ensuite *cum autem venisset Petrus Antiochiam ... dixi Petro coram omnibus ...*) et par S. Jérôme (*S. HIERON. ep. CXII, ad Aug. edit. Veron*). Ces Pères néammoins n'entendirent nullement condamner formellement l'explication de Clément d'Alexandrie qu'il leur répugnait de suivre. En effet voici ce que S. Jérôme (*Ibid.*) écrit à S. Augustin: « Sentant, lui dit-il, l'in» suffisance de mes propres forces, j'ai suivi les commentaires d'Origène », et un peu plus loin : « j'ai montré que je ne » soutenais point *ex-professo* (le texte porte *ex-definito*) ce » que je lisais dans les auteurs grecs, mais bien que j'ex» primais ce que j'avais lu, afin de laisser au lecteur le soin » de juger si cela méritait ou non son approbation. » S. Augustin avoue à son tour dans sa réponse à S. Jérôme « qu'il » recherche moins ce que S. Pierre a fait que ce que S. Paul » a écrit » touchant la réalité de la faute reprise. S. Chrysostôme enfin, dans l'homélie prononcée à Antioche sur ces mots de l'*Epitre aux Galates: in faciem ei restiti*, s'exprime de la sorte: « Après avoir exposé en premier lieu comment » d'autres que moi défendent l'Apôtre S. Pierre, je m'effor» cerai à mon tour d'expliquer mon propre sentiment et je » vous laisserai le choix, afin que vous adoptiez parmi les » explications qui vous auront été proposées celle qui vous » paraîtra la meilleure. Examinons donc comment quelques» uns résolvent cette question. Ce n'était point, disent-ils, » ce Pierre, prince des Apôtres, à qui Jésus-Christ confia » ses brebis, mais bien quelqu'autre au cœur vil et abject, » quelqu'un enfin de la foule (des disciples) etc. etc. » Nous verrons tout-à-l'heure ce qu'il objecte à cette explication. Avant de développer son propre sentiment il énonce pareillement l'opinion qui admet que S. Pierre ait été légèrement répréhensible, « mais, s'écrie-t-il, ce n'est point là une so» lution, c'est grossir la difficulté au lieu de la résoudre. » Comme je l'ai dit au commencement de ce discours, nous » ne nous proposons pas de montrer que Paul a eu raison » de reprendre Pierre, car de la sorte la difficulté subsiste, » puisque S. Pierre paraîtra encore exposé aux incriminations

» dirigées contre lui, mais ce que nous cherchons avant tout » c'est l'explication qui nous montrera l'un et l'autre exempt » de tout reproche. » Cette vive réfutation du sentiment de S. Irénée et de Tertullien et la manière bien différente dont S. Chrysostôme repousse l'explication qui fait Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre, ont fait ranger ce Père, ainsi que nous l'avons vu par la note de Vallarsius dans son édition des *Oeuvres de S. Jérôme*, parmi ceux qui ont appuyé (indirectement) le témoignage de Clément d'Alexandrie, d'Eusèbe et de S. Dorothée.

S. Jérôme et S. Chrysostôme se préoccupent avant tout de repousser les attaques de Porphyre contre S. Pierre et S. Paul. Que d'autres démontrent que S. Pierre n'est pas le Céphas repris à Antioche, ils ne s'y opposeront pas, vu qu'il ne saurait en résulter aucun inconvénient, ni pour la foi en général, ni pour la cause particulière qu'ils défendent, mais ayant toujours été persuadés, ainsi que bien d'autres, que S. Paul a voulu parler de S. Pierre, ils songent d'autant moins à chercher si en cela ils se sont trompés, que, s'ils confondent les ennemis des deux Apôtres sur ce terrain, l'attaque n'ira pas, pour se relever sous une autre forme, s'abriter derrière l'opinion qui fait Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre. Ils doivent d'ailleurs à la vérité de ne point appuyer par une feinte coupable une explication qu'il leur répugne d'adopter (*S. HIER. Comm. in epist. ad Gal.*) et de signaler en même temps, soit les difficultés qu'elle soulève dans leur esprit, soit ce qui leur semble peu concluant dans quelques-unes des raisons qu'on allègue pour la défendre. « Quelle raison donnent-ils de cela? dit S. Chrysostôme. C'est, » disent-ils, que Paul après avoir dit que les autres juifs furent » entraînés par lui (Céphas), ajoute *ita ut et Barnabas du-* » *ceretur ab eis in illam simulationem*. Or par ces mots *ita* » *ut et Barnabas* il donne l'entraînement de Barnabé comme » bien plus étonnant que celui de Pierre. » Voilà ce que disent quelques-uns pour prouver que le Céphas repris par S. Paul ne peut être l'Apôtre S. Pierre. La raison est bonne si l'on a une fois admis que S. Paul parle d'une faute véritable, mais S. Chrysostôme, persuadé que la faute a été purement apparente, trouve que cette même raison n'est nullement péremptoire, vu que S. Barnabé, ayant été spécialement choisi de Dieu avec S. Paul pour la conversion des gentils, S. Paul a pu à bon droit s'étonner davantage de le voir s'associer aux judaïsants que de voir S. Pierre, l'Apôtre des circoncis, manger comme eux pour ménager leur faiblesse.

Outre cela, S. Chrysostôme partant de la supposition de ceux qui soutiennent, ainsi qu'il le raconte, que le personnage repris par S. Paul était un homme vil et abject et le dernier en quelque sorte parmi les disciples, ne peut se faire à l'idée qu'il ait été, peu avant sa faute, l'un de ceux qui paraissaient être des colonnes de l'Eglise et qu'il ait pu ensuite avoir à Antioche assez d'influence sur les juifs convertis pour les entraîner dans sa dissimulation. Il se demande aussi quelle raison aurait eue S. Paul de dire aux Galates qu'il n'avait par craint de lui résister en face. « Il est, dit-il, » manifeste, par ce qui précède, comme par ce qui suit le » passage que nous examinons (ces mots du ỳ. 11 du chap. II, » *in faciem ei restiti*), que c'est de S. Pierre que S. Paul » entend dire tout ce qu'il raconte. En disant qu'il lui a » résisté en face et en donnant cela comme un fait digne » d'attention, il ne veut pas faire entendre autre chose, si- » non qu'il n'a eu aucun égard pour la dignité de la per- » sonne. S'il entendait dire qu'il a résisté en face à une autre » personne, à une personne du vulgaire, il ne s'en prévau- » drait pas comme de quelque chose de considérable. De plus » si c'eut été un autre que S. Pierre, son changement de » manière d'agir n'aurait pas été capable d'entraîner les » autres Juifs, attendu qu'il n'est point dit qu'il les ait ni » réduits, ni consultés, mais seulement qu'il s'éloignait et se » séparait des gentils et cet éloignement, cette séparation ont » eu pour effet d'entraîner tous les autres disciples, à cause » de la dignité de sa personne. »

Comme on le voit, S. Chrysostôme ne sépare point le passage qu'il examine (*in faciem ei restiti. Gal.* II, 11) des versets qui précèdent ou qui suivent. Il constate que S. Paul ne désigne sous un même nom, dans tous ces versets, qu'un seul et même personnage qui est, à son avis, le prince des Apôtres, mais il ne s'oppose nullement, ainsi qu'il le déclare, à ce que d'autres y voient un simple disciple distinct de l'Apôtre S. Pierre.

S. Jérôme constate à son tour qu'admettre l'existence d'un Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre, revient à dire que l'*Epître aux Galates* désigne toujours, sous le nom de Céphas ce même personnage différent de S. Pierre, et se sert constamment du nom de Pierre pour désigner le prince des Apôtres. Baronius, comme nous aurons occasion de le montrer plus au long, avoue que cette considération ajoute une probabilité de plus à l'opinion qui distingue Céphas de S. Pierre, mais au temps de S. Jérôme, cette observation n'avait encore frappé ceux qui suivaient le sentiment d'Origène ou celui de S. Irénée et de Tertullien, que par le côté défavorable. Ils repoussaient l'explication de Clément d'Alexandrie, uniquement parce qu'elle conduisait à entendre plusieurs endroits des Epîtres de S. Paul, autrement qu'ils ne les avaient entendus jusqu'alors, en y voyant mêlé un nom qui leur avait toujours paru être celui de S. Pierre. Accoutumés à considérer le prince des Apôtres, comme désigné indifféremment par le nom de Céphas, comme par celui de Pierre, aussi bien dans l'*Epître aux Galates* et la 1re *aux Corinthiens*, que dans l'Evangile de S. Jean, où les mots : *tu vocaberis Cephas*, outre qu'ils sont manifestement adressés à l'Apôtre S. Pierre, sont encore immédiatement suivis de l'explication : *quod interpretatur Petrus*, (*Ioan.* I, 42), il leur répugne de substituer le simple disciple à l'Apôtre, non seulement aux versets 11 et 14 du chapitre II de l'*Epître aux Galates*, dans lesquels se trouve nommé le personnage repris à Antioche, mais encore au ỳ. 9, où il est dit que *Jacques, Céphas et Jean paraissaient être des colonnes* de l'Eglise, lorsque S. Paul, quelque temps avant le fait d'Antioche, se rendit en Judée, pour exposer sa doctrine aux Apôtres S. Pierre et S. Jacques-le-Mineur et aux premières dignités de l'Eglise de Jérusalem. C'est pourquoi S. Jérôme, qui aurait voulu, pour croire nonobstant ces répugnances à l'existence d'un Céphas distinct de l'Apôtre S. Pierre, savoir le nom qu'il avait eu avant de prendre celui de Céphas, s'exprime de la sorte, à propos de ceux qui soutenaient que le Céphas repris par S. Paul était un des soixante-dix disciples et se prévalaient, entr'autres choses, du silence gardé par S. Luc, raison qui comme on a pu en juger n'était pas absolument concluante : « A ceux qui disent cela, il y a » lieu de répondre premièrement que nous ignorons le nom » primitif de ce je ne sais quel Céphas, autre que celui » qui est appelé tantôt *Céphas* et tantôt *Pierre* dans l'Evan- » gile, dans les autres Epîtres de S. Paul et dans celle-là » même dont il s'agit ici. Non que Pierre signifie autre chose » que Céphas, mais par ce que nous appelons en latin et » en grec *petram*, les Hébreux et les Syriens, à raison de » l'affinité de leur langage, l'appellent *Cephan*. Ensuite tout » ce qui est dit incidemment, dans cette Epître, de Pierre, » de Jacques et de Jean (S. Jérôme interprète ici par *Pierre*, » le mot *Céphas* qui se trouve dans le texte après Jacques), » répugne à cette explication. Et il n'est pas étonnant que » S. Luc ait omis cette circonstance, puisqu'il a également » omis, par une de ces licences permises aux historiens, bien » d'autres choses que S. Paul raconte lui être arrivées, et il » n'y a nullement contradiction lorsque l'un, pour de certaines

» raisons, croit devoir rapporter un fait, tandis qu'un autre » l'omet, en même temps que d'autres choses. Nous savons » enfin que S. Pierre a été le premier Evêque de l'Eglise » d'Antioche et que c'est après cela qu'il a transféré son siège » à Rome, ce que S. Luc omet complètement. Après tout, » s'il nous fallait à cause des blasphèmes de Porphyre, feindre » l'existence d'un autre Céphas, pour qu'on ne crût pas que » S. Pierre ait été répréhensible, il faudrait effacer des divines » Ecritures une infinité d'autres passages que ce même Por- » phyre attaque de la même manière parcequ'il ne les com- » prend point. » (*S. HIERONYM. Comment. in ep. ad Gal.*)

On pourrait supposer au premier abord que S. Jérôme, dans ce passage, élève des doutes sur la sincérité de l'assertion de Clément d'Alexandrie. Baronius fait observer à ce sujet que la bonne foi de Clément d'Alexandrie est à l'abri de tout soupçon. D'ailleurs l'opinion que S. Jérôme nous donne lui-même de ce Père exclut formellement la possibilité de l'imputation qu'on croirait entrevoir dans le passage précité.

A cela se réduisent toutes les objections de S. Chrysostôme et de S. Jérôme à l'explication de Clément d'Alexandrie. Rien, ce nous semble, après leurs propres aveux, ne prouve mieux qu'ils n'ont pas entendu traiter *ex-professo* la question de savoir si le Céphas repris par S. Paul est, ou non, un personnage distinct de l'Apôtre S. Pierre. Tous deux voient un seul et même personnage désigné en plusieurs endroits de l'*Epître aux Galates* sous le nom de Céphas et ils sont persuadés que ce personnage est le prince des Apôtres, mais ils ne condamnent nullement ceux qui voient dans ce Céphas un simple disciple. Nous observerons en outre que s'ils se bornent à un petit nombre d'objections en parlant de cette explication qu'il leur répugne d'adopter, il n'en est pas de même quand ils examinent s'il est possible que le prince des Apôtres se soit rendu à Antioche coupable d'inconstance. Ici les objections s'accumulent, tant du côté de S. Jérôme que de S. Chrysostôme.

VII.

Réfutation des objections. Conclusion.

S. Jean Chrysostôme, dans l'homélie déjà citée, parle de la sorte: « Prêtez-moi ici votre attention: » ce sont nos Pères que nous allons défendre pour repousser les accusations dirigées contr'eux par les profanes et les ennemis de la foi.... *Mais lorsque je vis qu'ils ne marchaient pas droit selon la vérité de l'Evangile, je dis à Pierre devant tous*: il a dit plus haut, *en face*, et ici, *devant tous*; *Si vous qui êtes juif, vivez comme les gentils, et non pas comme les juifs, pourquoi contraignez-vous les gentils à judaïser?* Peut-être louerez-vous Paul pour la liberté avec laquelle il a parlé et parceque, sans égard pour la dignité de la personne, il n'a pas craint de soutenir devant tous ceux qui étaient présents la vérité de l'Evangile? Je vous accorde que Paul mérite réellement d'être loué pour cela, ce qu'il a fait n'en tourne pas moins à notre confusion. Que nous importe en effet que Paul ait bien agi? Il reste toujours que Pierre a été coupable, puisqu'il ne marchait pas selon la droiture. A quoi me sert que de deux chevaux attachés à un char l'un soit sans défaut, si l'autre boite?... Je vous supplie en conséquence de faire bien attention à mes paroles, car j'exagère à dessein l'accusation et je la montre plus grave même qu'elle n'est, afin d'exciter davantage votre intérêt..... Vous avez loué Paul? Ecoutez donc maintenant comment ce qui a été dit tournera même en accusation contre Paul, si nous ne découvrons pas dans ses paroles quelque sens caché. (Selon ce Père, une faute de Pierre purement apparente et une reprimande de Paul purement simulée). Que dites-vous, ô Paul? Vous avez repris Pierre, parceque vous avez vu qu'il ne marchait pas droit selon la vérité de l'Evangile? Vous avez bien fait. Mais pourquoi en face? Pourquoi devant tous? Est-ce que la réprimande n'aurait pas dû avoir lieu sans témoins? Comment donc établissez-vous le public juge de la faute et comment faites-vous tant de monde témoin de l'accusation? Qui ne croira pas que vous avez été poussé à cela par la haine ou par l'envie ou par le plaisir de contredire? N'êtes-vous pas celui qui disiez: *je me suis fait infirme avec les infirmes?* Qu'est-ce donc qu'être *infirme avec les infirmes?* C'est, dites-vous, user envers eux de condescendance et cacher leurs blessures.... Pourquoi donc, vous si plein de sollicitude et de bienveillance pour vos disciples, avez-vous été si cruel envers un Apôtre? N'avez-vous pas entendu cette parole de Jésus-Christ: *Lorsque votre frère aura péché, allez, reprenez-le seul à seul?* Comment donc, vous, reprenez-vous Pierre en public et vous glorifiez-vous de ce que vous avez fait?.... Et vous ne vous contentez pas de le reprendre en public, vous gravez en quelque sorte sur le marbre le débat qui a eu lieu entre vous et lui, pour en éterniser le souvenir. De la sorte ce ne sont plus seulement ceux qui étaient présents, mais encore tous les habitants de la terre qui sont instruits de ce fait par votre Epître. Est-ce donc ainsi qu'en agirent avec vous les Apôtres à Jérusalem, lorsque vous y allâtes au bout de quatorze ans (après sa conversion) pour leur exposer l'Evangile que vous prêchiez? Ne dites-vous pas:.... *je leur exposai mon Evangile, mais seulement en présence de ceux qui paraissaient être quelque chose?* Quoi donc? Quand vous avez voulu leur exposer ainsi votre Evangile en particulier, s'y sont-ils opposés, vous ont-ils conduit en public et vous ont-ils fait parler devant tous? Vous ne pouvez le dire. En effet, vous faites la chose en particulier et personne ne s'y oppose. Mais vous, ayant à reprendre un Apôtre, vous le traduisez en public? Et encore est-ce là la seule occasion où vous ayez éprouvé à Jérusalem même leur bienveillance? Lorsqu'il y avait dans cette ville tant de milliers de juifs prévenus contre vous, n'ont-ils pas usé envers vous de la même prudence? Ne vous ont-ils pas pris en particulier pour vous dire: *Vous voyez, frère, combien de milliers de juifs se sont réunis à nous, et tous sont remplis de zèle pour l'observation de la loi. Or ils ont entendu dire que vous enseignez l'abandon de la loi. Que faire donc? Faites ce que nous vous conseillons....* Voyez-vous comme ils ménagent votre considération?.... Pourquoi donc n'usez-vous pas à votre tour de la même sollicitude?

» Si le débat et la réprimande étaient réels, ces accusations seraient vraiment fondées; mais il est certain qu'il n'y a pas eu entr'eux de querelle, bien qu'il semble qu'il y en ait eu une, parce qu'il est certain que Paul ainsi que Pierre étaient remplis de sagesse et qu'ils avaient l'un pour l'autre beaucoup d'affection. Voyons cependant quelle a été l'accusation, ou du moins ce qui semble en être une. *Lorsque Pierre fut venu à Antioche, je lui résistai en face.* Pourquoi? *Parce qu'il était répréhensible.* Quel reproche avait-il mérité? *Avant que quelques-uns eussent été envoyés par Jacques, il mangeait avec les gentils; mais, après leur arrivée, il évitait ces mêmes gentils et se séparait d'eux par crainte des circoncis.* Que dites-vous, timide Pierre, homme de peu de courage? Mais Pierre n'a-t-il pas été appelé Pierre parceque sa foi ne pouvait être ébranlée? Que dites-vous donc, ô hommes? Révérez le nom que le Seigneur donna à cet Apôtre. Pierre timide et homme de peu de courage! Et qui pourra permettre que quelqu'un dise cela? Ce n'est point là ce que peuvent nous attester et Jérusalem, premier théâtre de ses œuvres, et l'Eglise à l'établissement de laquelle il a marché le premier, en prononçant le premier cette heureuse parole touchant le Sauveur: « *Dieu a ressuscité ce Jésus des enfers et l'a fait impassible.* » Il a dit aussi: « *Ce n'est pas David qui est monté au ciel, cependant il dit: Le Seigneur a dit à mon Seigneur: asseyez-*

vous à ma droite, jusqu'à ce que je réduise vos ennemis à vous servir de marche-pied. » Est-il timide et homme de peu de courage, celui qui bravant toute crainte et tous les dangers qui le menaçaient, parla avec tant d'intrépidité à ces chiens ivres de sang, brûlants de rage et méditant de nouveaux meurtres, en leur disant que celui qu'ils avaient crucifié était ressuscité des morts, était monté au ciel, était assis à la droite du Père et châtierait ses ennemis par des maux innombrables? N'admirez-vous pas au contraire et n'élevez-vous pas jusqu'au ciel cette hardiesse qu'il a eue de sortir, d'élever la voix, de demeurer ferme et de comparaître seul, au milieu de ceux qui avaient crucifié son divin Maître? Quelle langue pourra exprimer, et quelle intelligence comprendre le courage qu'il osa montrer ce jour-là et la sainte liberté avec laquelle il osa parler? Certainement aucune. En effet, si les Juifs avaient résolu d'un commun accord, avant la passion du Sauveur, que si quelqu'un confessait qu'il était le Christ, ils le chasseraient de la synagogue; comment, après sa passion et sa sépulture, lorsqu'ils entendirent Pierre, non seulement confesser qu'il était le Christ mais encore proclamer avec intrépidité tout l'ensemble de sa loi, comment, dis-je, en ce moment-là ne l'ont-ils pas déchiré et divisé ses membres entr'eux tous, en mille morceaux, pour avoir osé le premier résister à leur fureur?

» Ce que j'admire le plus, après tout, ce n'est pas qu'il ait confessé Jésus-Christ, mais qu'il l'ait confessé avec intrépidité, avant tous les autres, lorsque les Juifs étaient encore pleins de rage et altérés de sang. En effet, de même que dans la guerre, lorsqu'une armée est rangée en bataille et que ceux qui la composent, sont encouragés par leur nombre, nous louons surtout celui qui s'est précipité au devant de tous et a le premier engagé le combat, de même ne regarderons-nous pas, non seulement comme l'auteur de cette action d'éclat, mais encore comme la cause de toutes celles que les autres ont accomplies après lui, celui qui a le premier donné le signal et commencé l'attaque? Voilà ce que nous devons voir dans l'action de S. Pierre, puisqu'il a le premier engagé le combat et s'élançant hors des rangs de la multitude des Juifs régis par la loi ancienne, a prononcé ce long discours qui doit le faire considérer comme ayant par cela même ouvert la voie aux autres Apôtres. Mais est-ce seulement après la passion du Sauveur que Pierre a montré ce courage? N'était-il pas auparavant le plus ardent de tous les Apôtres? N'était-ce pas lui qui parlait pour eux? Ne prenait-il pas la parole quand tous les autres se taisaient? *Que disent les hommes que je suis, moi, fils de l'homme?* demande Jésus-Christ. Et les uns disaient Elie, d'autres Jérémie, d'autres enfin quelqu'un des prophètes. *Mais vous autres, qui dites-vous que je suis?* demande-t-il. Alors Pierre répond et dit: *Vous êtes le Christ, fils du Dieu vivant.* Le Sauveur dit *vous autres* et Pierre répond pour tous. En effet, de même que la bouche parle pour tout le corps, de même Pierre était la langue de tous les Apôtres et répondait lui-même pour tous.

» Voyez comme il aimait le divin Maître! Ses affections n'avaient d'autre objet et il n'avait constamment dans son cœur que ce maître si digne de son amour. C'est ce qui lui fit dans la suite affronter avec intrépidité les prisons et tous les genres de mort dont on le menaçait et mépriser totalement la vie présente. C'est à cause de l'amour qu'il lui portait, que frappé de verges et tout couvert de plaies, il disait à ceux qui l'avaient frappé: *Nous ne pouvons pas nous empêcher de dire ce que nous avons vu et entendu.* Le voyez-vous, ce courage que rien ne peut dompter, cette intrepidité que rien ne peut vaincre? Voyez-vous cette âme toute embrâsée du désir du ciel et du divin amour? Comment donc osez-vous dire qu'il évitait les gentils et se séparait d'eux par crainte des circoncis?

» Mais voyez encore par un autre côté combien peu fondée est cette accusation. En effet lorsque, dès les premiers jours, il disait: *Ce Jésus que vous avez crucifié, Dieu l'a ressuscité et l'a délivré des douleurs de la mort*, et cela au milieu d'une multitude ennemie, encore altérée de sang, bouillante de fureur et prête à se ruer sur tous les disciples; l'agitation régnait au milieu des juifs et leur exaspération durait encore. Mais à l'époque dont parle S. Paul, dans le passage qui nous occupe, dix-sept ans s'étaient écoulés depuis le jour où les Apôtres avaient commencé à prêcher l'évangile. Il disait en effet: *Au bout de trois ans j'allai à Jérusalem*, et un peu plus loin: *Au bout de quatorze ans j'allai à Jérusalem.* Celui qui ne craignit rien au commencement de la prédication de l'Evangile, craindrait maintenant après ce long intervalle! Celui qui n'a pas tremblé à Jérusalem, tremblerait à Antioche! Celui qui n'a pas eu peur quand il était environné d'ennemis, en serait réduit maintenant qu'il a autour de lui non plus des ennemis, mais des fidèles et des disciples, à craindre, à trembler et à ne plus marcher selon la droiture! Qui pourra trouver vraisemblable que quand le bûcher vient d'être allumé et que la flamme s'élance dans les airs, il y coure avec audace, mais que le voyant éteint et réduit en cendres il le craigne et s'en épouvante? Si Pierre eût été timide et sans courage, il aurait montré de la crainte au commencement de la prédication de l'Evangile, dans la métropole des juifs, où tous étaient ennemis, mais non après un si long espace de temps, dans une ville entièrement chrétienne, au milieu de personnes amies et dévouées. Il est par conséquent manifeste que ni l'époque, ni le lieu, ni la condition des personnes ne nous permettent de conclure contre S. Pierre, ainsi que nous l'avons dit, en l'accusant de pusillanimité. Vous avez, n'est-il pas vrai, reconnu la justesse de ce que je viens de vous dire? Mais, au commencement de ce discours, vous admiriez Paul et vous étiez étonnés de son courage. Voici maintenant que l'accusation se tourne contre lui. Mais de même que je vous disais en commençant qu'il ne me sert de rien de trouver que Paul a bien agi, s'il est démontré que Pierre n'a pas été exempt de reproche; attendu que de la sorte la faute subsiste et que la honte en rejaillit toujours sur nous, que celui-ci ou bien celui-là soit le coupable; de même je dis aussi maintenant qu'il ne me sert de rien de trouver Pierre innocent, si Paul semble avoir accusé insolemment et inconsidérément son frère dans l'Apostolat. Il est donc nécessaire que nous éloignions également de lui cette accusation. Quoi donc? Est ce que les sentiments de Pierre n'étaient pas en même temps les sentiments de Paul? Qui a eu plus de zèle que Paul qui mourait pour ainsi dire tous les jours pour l'amour de Jésus-Christ? Mais il ne s'agit pas ici de courage: quel rapport en effet cela a-t-il avec ce que nous voulons prouver? Nous avons à rechercher si Paul nourrissait contre le prince des Apôtres quelque sentiment de haine, ou si la querelle qu'il aurait eue avec lui a pu avoir sa source dans l'amour de la vaine gloire ou l'esprit de dispute. Mais on ne peut pas non plus dire cela et à Dieu ne plaise que nous le pensions! En effet Paul ne se considérait pas seulement comme l'humble serviteur de Pierre, prince de tous les saints qui annonçaient avec lui l'Evangile, mais était encore dans ce sentiment à l'égard de tous les Apôtres répandus dans l'univers, et bien qu'il dût les surpasser tous par ses travaux, il se regardait néammoins comme le dernier de tous. *Je suis en effet*, disait-il, *le moindre des Apôtres et je ne suis même pas digne d'être appelé Apôtre*: et il était à ses yeux non seulement le dernier des Apôtres, mais encore de tous les saints: *cette grâce*, disait-il en effet, *m'a été donnée à moi le moindre de tous les saints.*

« Vous voyez comme il était humble et comme il mettait au dessus de lui tous les saints et à plus forte raison les Apôtres! Si donc il avait ces sentiments pour tous, il n'igno-

rait pas le respect tout particulier qui était dû à Pierre, il avait pour lui plus d'égards que pour tous les autres hommes et il ne manquait certainement pas de lui porter toute l'affection dont il le savait digne. En voici la preuve. Les regards de l'univers étaient déjà tournés vers lui et il portait déjà dans son cœur la sollicitude de toutes les églises de l'univers..... et oubliant tout cela il se rendit à Jérusalem (trois ans après sa conversion) sans autre motif que celui de voir Pierre, ainsi qu'il le dit lui-même: *j'allai à Jérusalem pour voir Pierre*. Voilà comment il l'honorait et le préférait à tous. Mais est-ce tout? Est-ce qu'après l'avoir vu il se hâta de repartir? Nullement, il demeura au contraire chez lui quinze jours. Si vous voyez un chef d'armée brave et illustre, après avoir déclaré la guerre, rangé ses troupes en bataille et même engagé le combat, s'éloigner tout-à-coup, au moment où il est assiégé par des préoccupations de toute sorte, pour aller visiter un ami, demanderez-vous une plus grande preuve de son affection pour lui? Je ne le pense pas. Eh! bien, voilà ce que doivent être à vos yeux Paul aussi bien que Pierre. Pour lui aussi une guerre sérieuse était déclarée, et ce n'était pas seulement des hommes qu'il s'agissait de combattre, mais encore des princes, des puissances et ceux qui gouvernaient en maîtres le monde et les ténèbres du siècle, et le combat avait pour objet le salut des hommes. Mais telle était la vénération dont il était pénétré à l'égard de Pierre, qu'oubliant toutes les préoccupations qui l'attendaient lui-même dans la carrière où il était entré, il s'empresse d'aller le voir à Jérusalem et ne le quitta qu'après être demeuré chez lui quinze jours. » Telles sont les graves raisons par lesquelles S. Jean Chrysostôme établit l'impossibilité tant de la faute imputée à S. Pierre que de la hardiesse inconsidérée dont S. Paul aurait fait preuve en le reprenant devant tout le monde. Il rappelle aussi un peu plus loin avec quelle force S. Pierre sut lui-même défendre dans le Concile de Jérusalem la liberté des gentils: « Ecoutez, dit-il, comment il s'exprima. Paul et Barnabé étaient venus d'Antioche pour faire juger ce qui devait être tenu pour certain. Un grande discussion ayant eu lieu, Pierre se leva et dit: *Mes frères, vous savez que depuis longtemps Dieu m'a élu parmi vous afin que les gentils entendissent par ma bouche la parole de l'Evangile et y crûssent*. Ensuite, après d'autres paroles que j'omets il ajoute: *pourquoi tentez-vous Dieu en cherchant à imposer aux gentils un joug que nos pères, non plus que nous n'avons pu porter? Nous avons cru que nous devions être sauvés par la foi en Jésus-Christ, et il en est d'eux à cet égard comme de nous*. » Le saint conclut ensuite son discours en disant: « Nous avons vengé de la sorte les deux Apôtres de l'accusation dirigée contr'eux, nous leur devons en même temps à tous deux des louanges intarissables pour la sagesse avec laquelle ils ont su tout entendre et tout dire pour notre salut. Supplions donc désormais le Dieu de Pierre et de Paul de daigner, après les avoir unis par les liens d'une mutuelle affection, nous embrâser à notre tour d'une charité réciproque de plus en plus ardente, afin que vivant tous ensemble dans une perpétuelle concorde selon Dieu, nous méritions de jouir un jour de la présence de ces deux saints et d'être reçus dans leurs tabernacles éternels, par la grâce et la bonté de N. S. Jésus-Christ, par qui et avec qui soient toujours au Père et au S. Esprit, gloire, empire, honneur et adoration, maintenant et toujours et dans tous les siècles des siècles. Amen. »

S. Jérôme, dans sa lettre CXII^e, (édit. de Vérone) adressée à S. Augustin, déclare s'être pleinement associé au sentiment de S. Jean Chrysostôme qui, en soutenant que la faute de S. Pierre était seulement apparente et la réprimande de S. Paul purement simulée, avait lui-même suivi Origène: « Origène dit-il, a le premier donné cette interprétation dans le dixième livre *Stramateôn*, où il explique l'*épitre de S. Paul aux Galates*, et dans la suite les autres interprètes, ont adopté ce sentiment et s'en servent principalement pour répondre aux blasphèmes de Porphyre..... Que dirai-je de Jean qui gouverne depuis longtemps comme Pontife l'Eglise de Constantinople et a écrit sur ce chapitre un livre très-étendu dans lequel il a suivi le sentiment d'Origène et des anciens? Si vous me reprenez comme ayant erré en suivant moi-même cette interprétation, souffrez, je vous prie, que je me trompe avec de tels personnages. »

Comme S. Chrysostôme, il insiste très-longuement sur les raisons de croire que le débat de S. Paul avec S. Pierre était purement simulé, et comme lui aussi il montre que le prince des Apôtres a été le premier à proclamer et à défendre la liberté des gentils. Nous continuons à citer la même lettre CXII^e, adressée à S. Augustin:

« Dans les *Actes des Apôtres* une voix se fit entendre à Pierre, disant: *Lève-toi, Pierre, tue et mange*, c'est-à-dire mange de tous les animaux, des quadrupèdes, des volatiles et des oiseaux du ciel; paroles qui signifient qu'aucun homme n'est impur selon la nature; mais que tous sont appelés à la grâce de Jésus-Christ. A cette invitation, Pierre répondit: *Non, Seigneur, car je n'ai jamais mangé rien d'impur ou de souillé. La voix dit une seconde fois: N'appelle point impur ce que Dieu a purifié*. Il se rendit en conséquence à Césarée et entré chez Corneille, *il dit: En vérité, je vois que Dieu ne fait point acception des personnes; mais qu'en toute nation celui qui le craint et pratique la justice lui est agréable. Comme Pierre parlait encore, le S. Esprit descendit sur tous ceux qui écoutaient sa parole. Et les fidèles circoncis qui étaient venus avec Pierre furent très étonnés de ce que la grâce du S. Esprit se répandait aussi sur les gentils. Car ils les entendaient parler diverses langues et glorifier Dieu. Alors Pierre dit: Peut-on refuser l'eau du baptême à ceux qui ont reçu le Saint-Esprit comme nous? Et il commanda qu'ils fussent baptisés au nom du Seigneur Jésus-Christ. Et lorsque Pierre fut arrivé à Jérusalem, les fidèles circoncis disputaient contre lui, disant: Pourquoi êtes-vous entré chez des hommes incirconcis et avez-vous mangé avec eux?* Pierre, après leur avoir exposé toutes les raisons de ce qu'il avait fait, termina enfin son discours en disant: *Or si Dieu leur a fait la même grâce qu'à nous qui avons cru au Seigneur Jésus-Christ, qui étais-je moi pour m'opposer à Dieu? A ces paroles, ils se turent et glorifièrent Dieu, disant: Dieu a donc aussi donné la pénitence aux gentils pour les conduire à la vie?* Encore, longtemps après, lorsque Paul et Barnabé furent venus à Antioche et eurent raconté à l'Eglise assemblée *tout ce que Dieu avait opéré avec eux, et comment il avait ouvert aux gentils la porte de la loi,.... plusieurs qui étaient descendus de Judée enseignaient aux frères: si vous n'êtes circoncis selon la loi de Moïse, vous ne pouvez être sauvés. Un grand débat s'étant élevé, Paul et Barnabé les contredisant fortement, on convint* que ceux qui étaient accusés et ceux qui accusaient *se rendraient à Jérusalem vers les Apôtres et les prêtres pour cette question. Les Apôtres donc et les prêtres s'assemblèrent pour cette question. Et, comme une grave discussion avait eu lieu, Pierre*, usant de cette liberté avec laquelle il avait coutume de parler, leur dit: *Mes frères, vous savez que depuis longtemps Dieu m'a élu parmi vous afin que les gentils entendissent par ma bouche la parole de l'Evangile et qu'ils crûssent. Et Dieu qui connaît les coeurs, leur a rendu témoignage, leur donnant le Saint-Esprit comme à nous. Et il n'a point fait de différence entr'eux et nous, ayant purifié leurs coeurs par la foi. Maintenant donc, pourquoi tentez-vous Dieu, imposant aux disciples un joug que nos pères ni nous n'avons pu porter? Nous croyons que nous serons sauvés par la grâce du Seigneur Jésus-Chist, comme eux aussi. Alors toute la multitude*

se tut, et l'Apôtre Jacques, et en même temps tous les prêtres, adoptèrent son sentiment.

« Ces détails ne doivent point causer de l'ennui au lecteur, mais ils sont au contraire très-utiles, à moi aussi bien qu'à lui, du moment que nous prouvons qu'avant l'Apostolat de Paul, Pierre n'ignorait pas, ou plutôt avait le premier porté ce décret, que la loi n'était plus obligatoire depuis l'Evangile. Enfin telle fut l'autorité de S. Pierre que Paul a lui-même écrit dans son épitre: *Au bout de trois ans, j'allai à Jérusalem pour voir Pierre et je demeurai chez lui quinze jours.* Et il ajoute encore un peu plus loin: *Au bout de quatorze ans, j'allai de nouveau à Jérusalem avec Barnabé, ayant aussi pris Tite avec moi. Or, j'y montai suivant une révélation; et je leur exposai l'Evangile que je prêche parmi les gentils*, montrant par là qu'il n'avait pu prêcher en toute sûreté son Evangile, *non habuisse securitatem praedicandi Evangelii*, que soutenu par l'approbation de Pierre et des autres Apôtres qui étaient avec lui. Et il ajoute aussitôt: *je l'exposai en particulier à ceux qui paraissaient les plus considérés, de peur de travailler ou d'avoir travaillé inutilement.* Pourquoi en particulier et pas en public? De peur que les fidèles, qui étaient du nombre des juifs et qui pensaient que la loi devait être observée, ne fussent scandalisés dans leur foi en Notre Seigneur comme rédempteur. »

Mais S. Jérôme ne se contente pas de prouver l'innocence de S. Pierre, il montre également, comme S. Chrysostôme, que si S. Paul l'avait réellement repris, il aurait fait preuve en cela d'une hardiesse inconsidérée. « Paul, dit ce Père dans son *Commentaire sur l'épitre aux Galates*, avait certainement lu dans l'Evangile ce précepte du Seigneur: *Si votre frère a péché contre vous, allez et reprenez-le seul-à-seul. S'il vous écoute, vous aurez gagné votre frère.* Puisque le Seigneur avait commandé d'agir ainsi, comment a-t-il osé reprendre avec tant d'insolence et d'obstination, *tam procaciter et constanter*, en face et devant tout le monde, le prince des Apôtres.... dont il vient de dire précédemment: *je vins à Jérusalem pour voir Pierre et je demeurai chez lui quinze jours?* « (*Comment in epist. ad Gal.*)

Comment se fait-il après cela que S. Jérôme ait abandonné son sentiment pour adopter celui qui admettait que S. Pierre se fût rendu coupable? Il nous l'a dit lui-même. « Sentant » l'insuffisance de mes propres forces, j'ai suivi les commen- » taires d'Origène.... je ne soutenais point *ex-professo* ce que » je lisais dans les auteurs grecs, mais j'exprimais ce que » j'avais lu, afin de laisser au lecteur le soin de juger si cela » méritait ou non son approbation. » Les Grecs, soit qu'ils crûssent que Céphas était un simple disciple, soit qu'ils admissent avec les latins que c'était S. Pierre lui-même, s'accordaient tous à montrer le prince des Apôtres exempt de toute faute dans le fait d'Antioche, sans toutefois condamner d'une manière absolue les latins qui voyaient dans S. Pierre une faute véritable, mais seulement vénielle. Les latins, à leur tour, sans condamner ni adopter l'explication de Clément d'Alexandrie, soutenaient contre l'opinion d'Origène (qui avait cru se rapprocher d'eux en admettant que S. Pierre et Céphas étaient un même personnage, sans admettre néanmoins qu'il eût été répréhensible), que la réprimande de S. Paul n'avait nullement été simulée et que Céphas avait commis une faute réelle. A l'exemple d'Origène qui avait voulu rapprocher les Grecs des latins, S. Jérôme voulut de son côté faire accepter aux latins le rapprochement proposé par Origène. Mais S. Augustin ne se rendit point aux raisons de S. Jérôme, il prouva au contraire par le texte de l'*Epître aux Galates* qu'il était impossible de concilier les paroles de S. Paul avec l'idée d'une faute purement apparente et d'une réprimande purement simulée, concertée d'avance entre les deux Apôtres. Vaincu par cette démonstration, S. Jérôme s'en tint depuis lors à ce qui était reçu parmi les latins.

Mais si l'opinion d'Origène dût se rendre, dans la personne de S. Jérôme, aux raisons de S. Augustin, il n'en fut pas de même de celle qui s'appuyait sur le témoignage de Clément d'Alexandrie. Tout ce qu'avaient dit Origène et S. Chrysostôme, avec tous les grecs, et S. Jérôme lui-même, pour prouver que le prince des Apôtres n'avait pu se rendre coupable d'inconstance, relativement aux gentils, conservait, pour l'explication de Clément d'Alexandrie, toute sa vérité et toute sa force, se conciliant parfaitement avec la réalité de la faute de Céphas démontrée par S. Augustin. Aussi la persuasion que ce Céphas n'avait été qu'un simple disciple s'est-elle toujours soutenue parmi un certain nombre de savants, bien qu'elle ait toujours eu contre elle et l'impression première qui s'empare naturellement de tous ceux qui lisent l'*Epitre aux Galates* avant d'avoir entendu distinguer S. Pierre de Céphas et les auteurs qui n'avaient pas osé s'en affranchir. Nous pourrions ajouter encore les ravages du temps qui ont fait disparaître une grande partie des œuvres de Clément d'Alexandrie et de plusieurs autres pères ainsi que plusieurs des nombreux écrits relatifs à Céphas, mentionnés par Vallarsius, Bernard de Montfaucon et la *Bibliothèque grecque* de Fabricius et Harles.

Parmi les savants modernes qui ont suivi l'opinion intermédiaire entre Clément d'Alexandrie et les latins nous rappellerons Baronius. Son sentiment, ainsi que nous l'avons déjà dit, est en quelque façon celui d'Origène, de S. Jérôme et de S. Chrysostôme, mais il est lui-même plus prononcé que S. Chrysostôme contre l'opinion qui admet la culpabilité de S. Pierre dans le fait d'Antioche. « S. Augustin, dit-il, a » rencontré dans ce fait une pierre d'achoppement. » (*Annales eccl.* an. 51, n. XXXV). Il admettrait plutôt l'explication de Clément d'Alexandrie. Ce qui le prouve, c'est d'une part le blâme qu'il ne craint pas d'infliger à l'opinion suivie par S. Augustin, et de l'autre, la conjecture qu'il émet lui-même à l'appui de ce qu'il a trouvé dans Clément d'Alexandrie, Eusèbe et S. Dorothée: « On pourrait, dit-il, ajouter encore à » titre de conjecture à l'appui de ces témoignages, que dans » cette même Epitre, S. Paul, quand il s'agit de S. Pierre, » ne l'appelle point en langue syriaque Céphas, mais Pierre » et cela trois fois. Mais nous n'admettons pas cette expli- » cation etc. »

Bien que les latins aient généralement admis dans les premiers siècles, *que S. Pierre avait été répréhensible*, il ne faudrait pas s'imaginer que ce sentiment fût aujourd'hui aussi soutenu qu'il l'était en ce temps-là dans l'occident, ni que les Pères que l'ont suivi permissent d'en tirer quelque conséquence contre l'infaillibilité du chef de l'Eglise en matière de doctrine. Sur ce point nous trouverons tous les Pères unanimes et les latins ne seront pas moins zèlés que les Grecs, à repousser tout ce qui pourrait faire supposer que Pierre ou ses successeurs n'ont pas reçu de N. S. J. C. ce privilège de l'infaillibilité. Il suffirait à cet égard de rappeler le mot célèbre de S. Augustin répété après lui par les catholiques de tous les siècles: « *Roma locuta est, causa finita est*, Rome » a parlé, la cause est jugée », et ce mot non moins célèbre de S. Ambroise « *Ubi Petrus ibi Ecclesia.* Où est Pierre, » là est l'Eglise ». Nous rappellerons ici que S. Augustin et les autres Pères du même sentiment, n'ont attribué à S. Pierre qu'une faute purement vénielle dans laquelle il n'avait nullement péché contre la croyance qu'il avait le premier autorisée et défendue, bien qu'il eut fait preuve dans sa conduite privée envers ceux qui étaient encore attachés aux observances légales, et que l'Eglise dut tolérer quelque temps, d'une condescendance coupable, en s'abstenant comme eux, par la crainte de leur déplaire, de manger avec les gentils. (Voir les lettres de S. Augustin à S. Jérôme ou l'analyse qu'en fait S. Tho-

mas dans ses *Commentaires sur l'Epitre de S. Paul aux Galates.*)

Nous venons de citer deux paroles célèbres dans lesquelles se révèle toute la soumission dont S. Augustin et S. Ambroise faisaient profession envers les successeurs de S. Pierre: Nous ne terminerons pas cette dissertation sans montrer que leurs sentiments à cet égard n'étaient pas autres que ceux de S. Irénée, Tertullien et S. Cyprien qui ont avant eux attribué au Prince des Apôtres la faute reprise à Antioche par S. Paul. Voici comment s'exprime S. Irénée au sujet de l'Eglise de Rome: « Il est nécessaire à cause de la primauté et de la » puissance supérieure de cette Eglise que toute Eglise lui » soit unie, j'entends dire tous les fidèles répandus sur toute » la terre, parceque c'est en elle que la tradition venue des » Apôtres est conservée par tous les fidèles répandus dans » l'univers. C'est pourquoi les bienheureux Apôtres mettant le » sceau à la fondation de l'Eglise laissèrent eux-mêmes à Lin » l'Episcopat suprême auquel appartient le gouvernement de » toute l'Eglise. » (*Livre III contre les hérésies chap. III.*) Tertullien écrit à son tour: « Si vous êtes voisin de l'Italie, » vous y trouvez l'Eglise Romaine de qui découle pour nous » toute autorité. Heureuse Eglise dans le sein de laquelle les » Apôtres ont laissé toute leur doctrine avec leur propre sang. » (*Lib. proefer.*) C'est encore lui qui écrivait: « Le Seigneur a » donné les clefs à Pierre et par lui à l'Eglise. » (*Scorp. n. 10.*)

S. Cyprien dit après Tertullien: « Notre Seigneur ..... en » établissant l'honneur de l'épiscopat, dit à Pierre, dans l'évan- » gile: Tu es Pierre, etc., et je te donnerai les clefs du roy- » aume des cieux. C'est de là que, par suite des temps et des » successions, découle l'ordination des évêques et la forme » de l'Eglise, afin que cette Eglise soit établie sur les évêques » pour les conduire. » (*CYP., epist. 33, alias 27*). Ailleurs il exhorte des personnes allant à Rome « à reconnaître et » tenir l'église de Rome pour la mère et la racine de l'Eglise » catholique. » (*Epist.* 65). Dans un autre lettre de ce même Père, nous trouvons ce beau passage:

« Il n'y a qu'un seul Dieu, qu'un seul Christ, qu'une seule » Eglise et qu'une seule Chaire fondée sur la pierre pour la » parole même de Dieu. Il ne peut être établi, ni autel, ni » sacerdoce nouveau, autre que cet autel unique et que ce » sacerdoce pareillement unique. Quiconque recueille hors de » là, dissipe. » (*Epist.* 25). Ces expressions de S. Cyprien rappellent ce passage non moins admirable d'une lettre de S. Jérôme au Pape Damase: « C'est au successeur du pêcheur » et au disciple de la croix que je m'adresse. Ne voulant » suivre d'autre maitre que Jésus-Christ, je m'unis de com- » munion avec votre Béatitude, c'est-à-dire avec la chaire de » Pierre. Je sais en effet que l'Eglise est bâtie sur cette » pierre. Quiconque mange l'agneau hors de cette maison est » un profane. Celui qui ne se trouvera pas dans l'arche de » Noé périra par le déluge. Qui ne recueille pas avec vous, » dissipe: en d'autres termes, celui qui n'est pas à Jésus- » Christ, appartient à l'Antéchrist. » (*Epist. ad Damasum Papam*). Dans la lettre suivante il lui dit encore: « Si quel- » qu'un est uni à la chaire de Pierre, je le suis avec lui. » Telle devra être aussi notre conclusion, soit que nous croyons avec Clément d'Alexandrie et avec tous ceux qui ont admis et soutenu après lui son explication, que le Céphas repris par S. Paul était un simple disciple distinct de l'Apôtre S. Pierre, soit que nous pensions avec les partisans de l'opinion contraire que ce Céphas était le prince des Apôtres.

BREF DE BÉATIFICATION, MESSE ET OFFICE DE LA B. MARGUERITE MARIE ALACOQUE.

Le dimanche, 18 septembre dernier, la béatification de la Vénérable Marguerite Marie Alacoque, religieuse de l'Ordre de la Visitation, décédée en 1690, au couvent de Paray-le-Monial, diocèse d'Autun, a été célébrée avec une grande pompe dans la basilique de S. Pierre.

Le matin, à dix heures, en présence de la S. Congrégation des Rites et du chapitre de la basilique, le bref de béatification a été lu à haute voix. Cette lecture a été suivie de l'exposition des reliques de la bienheureuse, du chant du *Te Deum* et d'une messe solennelle.

I.

Le bref daté de Castel Gandolfo et du 19 août, raconte la vie et fait l'éloge de l'humble religieuse à qui l'Eglise est redevable de la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus, décrit la marche et les phases du procès, proclame la vénérable *Bienheureuse*, permet d'exposer ses reliques, sans toutefois pouvoir les porter en procession, concède son office, pris au commun des Vierges, avec des oraisons propres, au diocèse d'Autun et à toutes les maisons de l'ordre de la Visitation, puis enjoint aux ordinaires de faire célébrer sous le rit double, dans le diocèse d'Autun et là où existent des religieuses visitandines, l'office et la messe de la bienheureuse, dont la fête est fixée au 17 octobre, son jour *natal*.

Pius PP. IX. *Ad perpetuam rei memoriam.* Auctor nostrae fidei et consummator Jesus, qui nimia ductus charitate, naturae mortalis infirmitate assumpta, obtulit se in ara Crucis immaculatum Deo, ut nos a peccati teterrima servitute liberaret, nihil potius habuit, quam ut flammam charitatis, qua cor ejus ureretur, in hominum animis modis omnibus excitaret, quemadmodum suis adseruisse discipulis novimus ex evangelio « ignem veni mittere in terram, et quid volo nisi ut accendatur? » Hunc vero charitatis ignem ut magis incenderet, sanctissimi sui cordis venerationem cultumque institui in ecclesia voluit, ac promoveri. Ecquis enim tam durus ac ferreus sit quin moveatur ad redamandum cor illud suavissimum idcirco transfixum ac vulneratum lancea, ut animus ibi noster quoddam quasi latibulum, ac perfugium habeat, quo se ab hostium incursione insidiisque recipiat, ac tueatur? Ecquis non provocetur ad prosequendum omni observantiae studio cor illud sacratissimum, cujus ex vulnere aqua, et sanguis, fons scilicet nostrae vitae, ac salutis effluxit? Jamvero ad tam salutarem, ac debitum pietatis cultum instituendum, lateque inter homines propagandum eligere Servator noster dignatus est Venerabilem famulam suam Margaritam Mariam de Alacoque religiosam sororem ex ordine Visitationis Beatae Mariae Virginis, quae quidem et innocentia vitae et assidua virtutum omnium exercitatione tanto officio ac muneri, divina adjuvante gratia, se dignam probavit. Haec enim vero in oppido, cui nomen Lauthecourt intra fines dioecesis Augustodunensis in Gallia, honesto genere orta jam inde a pueritia ingenium docile prae se tulit, moresque probos, et supra aetatem compositos, sic ut qualis esset futura, certis indiciis parentes ominarentur. Etenim adhuc puella ab oblectamentis, quibus illa aetatula capi solet, abhorrens, secretiora petebat domus cubicula, ubi intenta mente Deum coleret ac veneraretur, adolescentior autem frequentiam hominum devitans nihil magis habebat in deliciis, quam versari in templis assidue, precesque ad plures horas producere. Virginitatem emisso voto primis ab annis Deo consecravit, atque adeo jejuniis, flagellis, aliisque asperitatibus adfligere corpus instituit, ut iisdem quibusdam quasi spinis virginitatis florem septum custodiret. Mansuetudinis porro, atque humilitatis illustre documentum exhibuit. Etenim

demortuo patre, matre vero tum aetate, tum gravi morbo confecta, ab iis, qui rei domesticae curationem gerebant, sic dure atque aspere habita est, ut rebus etiam ad victum cultumque necessariis plerumque careret. Atqui tantam inclementiam atque injuriam, proposito sibi Christi patientis exemplo, complures annos aequo animo tulit. Novem annos nata ad Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum suscipiendum primum accessit, atque ex coelesti dape tantum concepit charitatis ardorem, ut ignis ille divinus ex ejus ore, atque oculis emicaret. Pari erga proximum charitate incensa, graviter dolebat miseram puerorum turbam fere a parentibus derelictam vitiis succrescere rerum ad salutem aeternam pertinentium ignaram, idcirco eos patienter erudiebat mysteriis fidei, ad virtutem informabat, et vero etiam non modicam quotidiani cibatus partem eisdem alendis detrahere sibi consueverat. Quum caelestem sibi sponsum delegisset, exhibitas a matre nuptias licet opulentas atque illustres constanter recusavit, et quo datam coelesti eidem sponso fidem praestaret securius, de ingrediendo sacrum virginum claustro cogitavit. Qua de re posteaquam diu multumque secum deliberasset, fusisque precibus divinam consulisset voluntatem annum agens aetatis suae vicesimum tertium in civitate, cui nomen Paray-le-Monial, intra fines Augustodunensis dioecesis, religiosis sororibus ex ordine Visitationis Beatae Mariae Virginis adscita est. In tyrocinio quum se talem probasset, qualem et egregia ad virtutem indoles, et innocenter acta vita portenderet, ad solemnia nuncupanda vota admitti promeruit. Quibus quidem nuncupatis videri coepit ad religiosae disciplinae perfectionem concitato cursu contendere; adeo sodalibus suis Deo dicatis virtutum omnium exemplar enituit. Mira quippe in ipsa elucebat humilitas, singularis et in obtemperando alacritas, et in quibusvis molestiis perferendis patientia, accuratissima legum vel minimarum observantia, in afflictando corpore assidua austeritas, numquam intermissum precationis studium, cui dies noctesque quum instaret, alienato saepe a sensibus animo, divinae gratiae donis uberrime perfundebatur. In recolendis autem Christi Domini cruciatibus tanto afficiebatur doloris sensu, tantaque inardescebat amoris flamma, ut prope exanimis plerumque languesceret. Porro quum ob virtutis praestantiam omnium sibi sodalium admirationem conciliasset, puellis, quae in tyrocinio versarentur, ad religiosam vitam exercendis informandisque praeposita fuit, eique muneri nulla potuisset aptior inveniri, quam Venerabilis Margarita Maria, utpote quae commissas suae fidei ac magisterio puellas ad ingrediendum atque excurrendum perfectionis iter erigeret, ac confirmaret exemplo suo. Jam vero ante augustissimum Eucharistiae Sacramentum eidem fervidius oranti significatum est a Christo Domino, gratissimum sibi fore si cultus institueretur sacratissimi sui cordis humanum erga genus charitatis igne flagrantis, ac velle se hujus rei curam ipsi demandatam. Qua erat humilitate cohorruit Venerabilis Dei famula, tanto se officio indignam existimans; sed tamen ut supernae obsequeretur voluntati, utque desiderio suo faceret satis divinum amorem in hominum animis excitandi, studiose egit tum apud religiosas sui Coenobii sorores, tum vero etiam apud omnes, quoad potuit, homines, ut cor illud Sanctissimum divinae charitatis sedem omni honoris significatione colerent ac venerarentur. Multae idcirco et graves Venerabili Dei famulae tolerandae fuerunt molestiae, plurimae superandae difficultates, numquam tamen ipsa dejecit animum, et spe subnixa coelestis auxilii tam operose ac constanter promovere institit id genus pietatis, ut divina favente gratia, non sine magno animarum fructu in Ecclesia auctum longe sit, ac propagatum. Denique dissolvi cupiens, ut ad coelestes agni nuptias, quas tantopere deperibat, advolaret, non tam morbo, quam flamma charitatis absumpta diem obiit supremum decimo sexto kalen. Novembris Anno MDCLXXXX. Quae de Venerabilis Margaritae Mariae sanctitate invaluerat opinio percrebuit magis postquam ipsa e vivis excessit, accedente praesertim prodigiorum celebritate, quae Venerabili Dei famula deprecante ferebantur contigisse. Quapropter anno MDCCXV. Augustodunensis Antistes de illius vita et moribus opportunas de more tabulas condendas curavit. Verumtamen ne ad Sanctae Sedis judicium deferri causa posset gravissimi rerum publicarum motus effecerunt, qui exeunte saeculo decimo octavo universam fere Europam perturbarunt. Sedata tamen turbolentissima procella temporum postulatum est Apostolicae Sedis judicium, et apud consilium S. R. Ecclesiae Cardinalium sacris ritibus tuendis praepositorum instituta de virtutibus quaestione, quibus Venerabilis Margarita inclaruisset, rebus omnibus diu multumque ponderatis, Nos tandem hereicum illas attigisse gradum ediximus decreto evulgato decimo kalendas Septembris Anno MDCCCXLVI. Exinde in eodem Cardinalium consilio proposita disceptatio est de miraculis, quibus Venerabilis Margaritae sanctitas comprobata divinitus diceretur, ac postquam severo habito examine tum a Consultoribus, tum a Cardinalibus illa fuissent probata, Nos implorato antea superni luminis auxilio, de eorumdem miraculorum veritate affirmativam evulgavimus sententiam die octava kalendas Maii anni vertentis MDCCCLXIV. Illud unum supererat, ut iidem interrogarentur Cardinales num procedi tuto posset ad Beatorum Coelitum honores Venerabili Margaritae tribuendos, iidemque coram Nobis coacti decimo octavo kalendas Julii vertentis anni procedi tuto posse unanimi suffragio responderunt. Nos porro, ut in tanta re, coelestem opem adprecati die octavo kalendas Julii Anni ejusdem decrevimus deferri tuto posse, quum Nobis visum esset, Venerabili Servae Dei Beatorum honores cum omnibus indultis, donec solemnis ejusdem canonizatio celebretur. Nos igitur permoti precibus omnium ferme sacrorum Galliae Antistitum, nec non religiosarum sororum Ordinis Visitationis B Mariae Virginis, de consilio et assensu Venerabilium fratrum nostrorum S. R. Ecclesiae Cardinalium sacris ritibus cognoscendis praepositorum auctoritate nostra Apostolica facultatem impertimur ut eadem Venerabilis Dei famula Margarita Maria de Alacoque Beatae nomine in posterum nuncupetur, ejusque corpus et reliquiae, non tamen in solemnibus supplicationibus deferendae, publicae fidelium venerationi proponantur. Praeterea eadem auctoritate concedimus ut de illa recitetur officium et missa de communi Virginum cum orationibus propriis a Nobis approbatis juxta rubricas missalis et breviarii Romani. Ejusmodi vero missae celebrationem, et officii recitationem fieri dumtaxat concedimus in Dioecesi Augustodunensi, ac in templis omnibus domorum ubicumque existentium, in quibus institutus reperitur religiosus ordo monialium Visitationis B. Mariae Virginis die XVII Octobris ab omnibus christifidelibus tam saecularibus, quam regularibus, qui horas canonicas recitare teneantur, et quantum ad missas attinet ab omnibus Sacerdotibus ad templa, in quibus festum celebratur, confluentibus. Denique concedimus, ut anno a datis hisce Litteris primo Solemnia beatificationis Venerabilis Servae Dei Margaritae Mariae de Alacoque in Dioecesi, atque in Templis, de quibus habita mentio est, celebrentur cum officio, et missis duplicis majoris ritus, idque fieri praecipimus die per ordinarios indicenda, ac posteaquam eadem solemnia in Basilica Vaticana celebrata sint. Non obstantibus Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis, ceterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut harum litterarum exemplis etiam impressis, dummodo manu Secretarii praedictae Congregationis sacrorum rituum subscripta sint, et sigillo Praefecti munita, eadem prorsus fides habeatur, quae Nostrae voluntatis significationi hisce ostensis litteris haberetur. Datum ex Arce Gandulphi sub Annulo Piscatoris die XIX Mensis Augusti Anno MDCCCLXIV. Pontificatus nostri Anno Decimonono.

CARD. N. PARACCIANI CLARELLI.

II.

La messe de la bienheureuse Marguerite Marie Alacoque, célébrée pour la première fois dans la basilique de S. Pierre, est empruntée au commun des Vierges. Il n'y a de propre que les trois oraisons de collecte, secrète et *post-communion*. Chacune d'elles fait allusion à la dévotion au Sacré-Cœur dont la visitandine d'Autun fut l'ardente instigatrice et la propagatrice infatigable.

La S. C. des Rites, sur la demande expresse de Mr. Borghi, postulateur de la cause, a révisé et approuvé les trois oraisons, par décret du 25 août 1864.

Augustodunen. seu Aeduen. Beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Sor. Margaritae Mariae Alacoque, Sanctimonialis professae Ordinis Visitationis Beatae Mariae Virginis Instituti S. Francisci Salesii.

Oratio. — Domine Jesu Christe, qui investigabiles divitias Cordis tui Beatae Margaritae Virgini mirabiliter revelasti; da nobis ejus meritis et imitatione, ut Te in omnibus, et super omnia diligentes jugem in eodem Corde tuo mansionem habere mereamur. Qui vivis etc.

Secreta. — Accepta tibi sint, Domine, plebis tuae munera et concede, ut ignis ille divinus nos inflammet, quo de Corde Filii tui emisso Beata Margarita vehementer aestuavit. Per eumdem etc.

Postcommunio. — Corporis et Sanguinis tui, Domine Jesu, sumptis mysteriis, concede nobis quaesumus, Beata Margarita Virgine intercedente, ut superbis saeculi vanitatibus exutis, mansuetudinem et humilitatem Cordis tui induere mereamur. Qui vivis etc.

Decretum. — In Apostolicis litteris in forma Brevis propediem expediendis ad assequendam formalem Beatificationem Ven. Servae Dei Sor. Margaritae Mariae Alacoque, Sanctimonialis Ordinis Visitationis Beatae Mariae Virginis Instituti Sancti Francisci Salesii, quum ex majorum praescripto et praxi Sacrorum Rituum Congregationis apponendae sint Orationes propriae in Officio et Missa de Communi in honorem novae Beatae legendae ab iis omnibus, quibus recensito in Brevi Officium ipsum persolvendi, Missamque celebrandi facultas impertitur, Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa IX, ad humillimus preces R. D. Dominici Borghi sui Cubicularii ad honorem, Causae Postulatoris, a subscripto Cardinale Praefecto ejusdem Sacrorum Rituum Congregationis relatas, suprascriptas Orationes proprias diligenti de more examine perpensas benigne approbavit, atque ab omnibus quibus Officium cum Missa concessum est post expletam formalem Beatificationem recitari posse indulsit. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 25 Augusti 1864.

C. Episcopus Portuen. et S. Rufinae CARD. PATRIZI
S. R. C. Praefectus.

Loco ✠ Signi

Pro R. P. D. Dominico Bartolini Secretario

Joseph Maria Starna Substitutus.

III.

A la demande du postulateur de la cause, et sur la présentation de deux avocats romains, qui ont invoqué l'usage, la convenance et l'édification générale, la Sacrée Congrégation des Rites s'est réunie le 27 septembre dernier, à l'effet d'approuver les trois leçons propres de l'office de la B. Marguerite-Marie.

Nous donnons le texte de ces leçons qui racontent sommairement la vie de la bienheureuse, en le faisant précéder de la demande et suivre du décret d'approbation.

Sacra Rituum Congregatione. Emo ac Rmo Domino Card. Constantino Patrizi Praefecto et Relatore. Augustodunen. seu Aeduen. Concessionis et approbationis lectionum II. Nocturni recitan. in festo B. Marg. Mariae Alacoque, monialis professae ex Ord. Visit. B. M. V. Instituti S. Francisci Salesii, instante R. P. D. Dominico Can. Borghi SSmi D. N. Pii IX. Cubiculario honorario, causae postulatore.

Eme ac Rme Dne — Quanta piorum omnium gratulatione Sanctissimus Dominus Noster Beatae nomine honoribusque decoravit Sor. Margaritam Mariam Alacoque Salesiani Ordinis decus et lumen illustre nemo tam peregrinus est qui ignoret. Cum vero id prae omnibus faustum gratumque contigerit, tum Augustodunensi dioecesi, tum insigni Visitationis Ordini, cui vivens B. Margarita nomen dederat, pronum certe fuit ut ab iis summo studio curaretur, quo honos a Sede Apostolica Sorori eximiae tributus cumulatissimus fieret.

Jamvero praeter ea omnia, quae ex pontificiis literis in forma Brevis datis die XIX mensis Augusti hujusce anni ad honestandum et amplificandum cultum Beatae Margaritae Mariae concessa sunt, hoc unum superesse videtur, ut propriarum lectionum in ejusdem Beatae honorem recitatio indulgeatur. Id nomine religiosissimi Episcopi Augustodunen. et praeclari Ordinis Salesiani vigil Causae Postulator Canonicus Dominicus Borghi enixis precibus flagitat, idque ultro a Sacra hac Congregatione concessum iri alacri spe confidimus.

Siquidem tralatitium ferme et consuetudinarium id evasit penes Sacrum hunc Ordinem, ut lectiones proprias secundi Nocturni tum pro Canonizatis tum pro Beatificatis vel per formalem, vel per solemnem beatificationem concederet atque approbaret. Hoc autem sibi singulari quodam jure vindicare B. Margarita videtur, quae nedum innocentia vitae et assidua virtutum omnium exercitatione meruit ut in exemplum fidelibus omnibus proponeretur; sed ad cultum Sanctissimi Cordis Jesu instituendum ac propagandum divinitus electa fuit, ut omnes provocarentur *ad prosequendum omni observantiae studio Cor illud sacratissimum, cujus ex vulnere aqua et sanguis, fons scilicet nostrae vitae ac salutis effluxit.* Ministerio igitur perfuncta est nobilissimo et universae Ecclesiae salutari, unusquisque enim ob redamandum cor Jesu suavissimum excitatur et illectus *in eo quoddam quasi latibulum ac perfugium habet, quo se ab hostium incursione insidiisque recipiat ac tueatur*; acceptissimum porro Servatori nostro officium obiit, qui *nihil potius habuit, quam ut flammam charitatis qua cor ejusureretur in hominum animis modis omnibus excitaret.*

Atqui eadem ipsa quae tanto studio institit ut ad dilectionem Jesu Christi homines impelleret, moribus ac gestis suis exemplum perhibuit qua ratione et modo Redemptor amantissimus redamaretur. Hinc quotquot divini officii recitatione tenentur, recolentes mirabilia Beatae mulieris acta in lectionibus expressa, aptissima quasi disciplina instituentur, novosque stimulos habebunt, ut facilius et alacrius ad charitatis exercitium ferantur, videntes quomodo redametur Deus, qui testante Chrysostomo, *plus amari voluit quam timeri.*

Ea porro quae in lectionibus comprehensa sunt nedum e purissimis ac germanis fontibus hausta fuere, prout ex appositis notulis planum fiet, verum etiam polite, ornate ac diligenter eo stylo qui liturgiam ecclesiasticam decet fuerunt exposita; quapropter non veremur ullum ex hac parte excitum iri impedimentum, quo causa retardetur. Indulgeat ergo pietas et humanitas vestra PP. EE. munus gratissimum religioso Ordini Visitationis, ac praesertim diœcesi Augustodunensi, ejusque Praesuli Amplissimo, ut quamprimum mense Octobri vestro beneficio utantur, faustum auspicatumque recordantes beatificationis diem, qua non modo prudentum aestimatione, sed

et vulgi inspectantibus oculis B. Petri Cathedrae quasi novus splendor accessit. — Quare etc.

HILARIUS ALIBRANDI ADV.

PHILIPPUS CARLINI

Revisa

Petrus Minetti Sac. Cons. Adv. S. F. Prom. Coadjut. S. R. C. Assess.

Die XVII. Octobris

IN FESTO

B. MARGARITAE MARIAE ALACOQUE V.

DUPLEX

Omnia de Communi Virginum praeter sequentia.

ORATIO

Domine Jesu Christe, qui investigabiles divitias Cordis tui Beatæ Margaritæ Virgini mirabiliter revelasti; da nobis ejus meritis et imitatione, ut Te in omnibus, et super omnia diligentes jugem in eodem Corde tuo mansionem habere mereamur. Qui vivis etc.

In primo Nocturno Lectiones de Scriptura occurrente.

IN II. NOCTURNO.

Lectio IV.

Margarita Maria Alacoque in pago Dioecesis Augustodunensis honesto genere nata, miro praevenientis gratiæ instinctu a teneris annis viam perfectionis arripuit, ac primos innocentissimi cordis affectus ad eam interioris vitae formam, ad quam divinitus electa erat, composuit. Puellula vix dum rationis compos nihil magis in deliciis habuit, quam genibus positis, junctisque manibus cœlesti sponso sistere se, Ei cor suum dicare, et virginalem devovere castitatem, Ipso interius votum supra aetatem inspirante. Studium placendi Jesu, et pietas in Deiparam, cui se ab illo commendatam novit, pariter crevere cum annis. Ex hoc Christi amore, quem producta ad plures horas meditatio alebat, ingens exarsit patiendi amor, ut Ei, quem unice diligebat, similem se exhiberet. Hinc corpus jejuniis, vigiliis, aliisque asperitatibus ad morbum usque afflixit: animum vero inter diuturnas vexationes, quas patre orbata a famulis pertulit, ad imaginem Ejus, qui mitis est, et humilis corde constanter effingens, brevi ad magnam sanctitatem in ipso sæculo pervenit.

℟. Propter veritatem, et mansuetudinem, et justitiam: * Et deducet te mirabiliter dextera tua.

Specie tua, et pulchritudine tua intende, prospere procede et regna. Et deducet.

Lectio V.

Ordinem Visitationis Sanctæ Mariæ, quo a propinquis abesset longius, Paredii ingressa, statim in tirocinio cunctis religiosæ vitæ virtutibus indubium sanctitatis specimen præbuit. Interim Christus sublimioris orationis dono, internis locutionibus, aliisque charismatis sponsam suam illustrare et ad sua consilia proprius disponere instituit. Inter varias apparitiones illa maxime celebris fuit, qua ante Eucharistiam oranti Jesus semetipsum conspiciendum obtulit, et divinum Cor suum in aperto pectore flammis incensum, et spinis constrictum ostendit, praecepitque, ut pro tali charitate, et ad reparandas ingratorum hominum injurias illa publicum Cordi suo cultum, magnis propositis gratiarum praemiis, instituendum curaret, et cunctantem humilitatis causa, seque tantae rei imparem dictitantem, promisso auxilio et praenuntiato successu confirmavit. Exinde fidissima Christi sponsa hoc unum spirare, verbis, exemplis, scriptis, jugi vitae suae sacrificio hoc unum quaerere visa est, ut sanctissimo Cordi Jesu interior, exteriorque cultus, qualem Ei placere ab Ipso didicerat, ab omnibus tribueretur, quod et tunc fieri mirabiliter coepit, et postea, approbante sancta Sede, quanto fructu sit perfectum universus orbis catholicus testatur.

℟. Dilexisti justitiam, et odisti iniquitatem: * Propterea unxit te Deus, Deus tuus oleo lætitiæ.

℣. Propter veritatem, et mansuetudinem, et justitiam. Propterea.

Lectio VI.

Quod enixe a Domino petierat, illustria Ejus dona in sui contemptum verterentur, abunde obtinuit. Nunquam enim defuere domi et foris qui illam misere illusam credentes, aut saltem dubitantes, ejus spiritum dicteriis carperent, vel certe assiduis ac duris subjicerent experimentis: in quibus tamen mitissimæ Virginis humilitas, patientia, obedientia, et charitas magis semper eluxerunt. Contumelias quoque ac minas ab extraneis ob nobilem alumnam a tirocinio fortiter dimissam invicta constantia toleravit. Accessere morbi graves, et diuturni, quibus levandis remedia a medicis oblata nocebant. Inter hæc illa in divino Christi Corde absorpta, et igne charitatis ejus incensa plura et graviora pati semper optabat, extremum morbum patientissime toleranti subito divini judicii cogitatio tantum injecit metum, ut cum tremore ac fletu Crucifixum stringens misericordiam sibi precaretur: sed mox consolationes Dei lætificaverunt animam ejus. Igitur tamquam consummata charitatis victima, die decima septima Octobris ad sponsum evolavit, annos nata tres et quadraginta. Cœlestem ejus gloriam miracula confirmaverunt, quibus rite probatis, eam Pius Nonus Pontifex Maximus magna piorum gratulatione quartodecimo Kalendas Octobris Anni Millesimi octingentesimi sexagesimi quarti beatarum Virginum cœtui adscripsit.

℟. Afferentur Regi virgines post eam, proximæ ejus, * Afferentur tibi in lætitia, et exultatione.

℣. Specie tua, et pulchritudine tua intende, prospere procede, et regna. Afferentur.

Gloria Patri. Afferentur.

In tertio Nocturno de Homilia in Evang. primo loco.

AUGUSTODUNEN. SEU AEDUEN.

Expletis jam in Patriarchali Basilica Vaticana Solemniis Beatificationis Beatae Margaritae Mariae Alacoque Virginis, Rmus D. Dominicus Canonicus Borghi Cubicularius honorarius Sanctissimi Domini Nostri PII PAPAE IX. Causaeque Postulator Lectiones Secundi Nocturni proprias Officio de Communi in honorem dictae Beatae persolvendo inserendas conficere curavit, easdemque Lectiones Sacroruum Rituum Congregationi exhibuit ut eas de more approbare dignaretur. Relata itaque hujusmodi Instantia cum Lectionibus ipsis in Ordinario Coetu Sacrorum Rituum Congregationis hodierna die ad Vaticanum habito, ab Emo et Rmo D. Cardinali Constantino Patrizi Episcopo Portuen. et S. Rufinae Sacrorum Rituum Congregationi Praefecto et Causae Relatore rescriptum prodiit. — *Pro gratia praevia revisione.*

Qua expleta per eumdem D. Cardinalem Praefectum, una cum R. P. D. Petro Minetti Sanctae Fidei Promotoris Coadjutore propositas Lectiones, uti superiori in exemplari correctae et emendatae adnotantur, Sacra Congregatio approbavit, persolvendasque indulsit iis omnibus, qui in honorem Beatae Margaritae Mariae Alacoque Virginis Officii de Communi recitandi privilegio gaudent.

Die 27 Septembris 1864.

C. Episcopus Portuen. et S. Rufinae CARD. PATRIZI S. R. C. Praefectus.

Loco ✠ Signi

Pro R. P. D. Dominico Bartolini Secretario

Joseph Maria Starna Substitutus.

DOCUMENTS RELATIFS AU CHEMIN DE LA CROIX.

Nous avons déjà publié dans les Analecta une dissertation sur le Chemin de la Croix et nous y avons joint, à diverses reprises, plusieurs autres documents.

La matière n'est pas encore épuisée et si nous revenons aujourd'hui sur le même sujet, c'est afin de publier des documents qui avaient échappé à nos recherches ou que nous n'avions pas reproduits intégralement. Nous n'avons en cela d'autre but que de compléter nos précédents articles.

I. Brefs d'Innocent XI et d'Innocent XII.

Le bref d'Innocent XI est à la date du 5 septembre 1686. Or ce bref donna lieu à quelques doutes que résolut Innocent XII par un second bref du 5 décembre 1696. Le souverain Pontife y déclare expressément que les stations du chemin de la croix ou lieux du Calvaire, à Jérusalem, sont compris dans les privilèges et indulgences accordés par ses prédecesseurs.

Declaratur in Constitutione Inn. XI circa privilegia et indulgentias ordinis Min. S. Francisci de Observ. comprehendi eorumdem Loca Viae Crucis seu Calvarii.

Innocentius papa XII. — Alias a fel. mem. Innocentio papa XI praedecessore nostro, ad preces dilecti filii Francisci Diaz a sancto Bonaventura commissarii generalis curiae pro familia ultramontana ordinis fratrum minorum S. Francisci de observantia nuncupatorum super confirmatione quarumdam litterarum apostolicarum eidem ordini ejusque ecclesiis, confraternitatibus, domibus, locis, ac omnibus et singulis utriusque sexus personis obedientiae seu directioni Ministri generalis ordinis hujusmodi subjectis circa privilegiorum, indulgentiarum et gratiarum concessionem et communicationem respective concessarum, emanarunt literae in simili forma brevis tenoris qui sequitur, videlicet:

Innocentius papa XI. Ad futuram rei memoriam. Exponi nobis nuper fecit dilectus filius Franciscus a S. Bonaventura, charissimi in Christo filii nostri Caroli Hispaniarum Regis catholici concionator et theologus, ac in Romana Curia pro ultramontana familia Ministro generali ordinis fratrum minorum S. Francisci de observantia nuncupatorum subjecta commissarius generalis, quod privilegia, gratiae, concessiones, favores et indulgentiae etiam plenariae ac penitentiarum relaxationes caeteraque indulta ordinibus, congregationibus, confraternitatibus, domibus, ecclesiis, locis, benefactoribus, ac omnibus et singulis utriusque sexus personis obedientiae seu directioni praedicti Ministri generalis fratrum minorum subjectis olim ab Apostolica Sede concessa seu communicata per plurium Romanorum Pontificum praedecessorum nostrorum constitutiones et praecipue per litteras fel. m. Clementis VIII incipientes *Ratio pastoralis*, anno 1597 expeditas ac Pauli V quae incipiunt *Injuncti nobis* anno 1609 concessas et Urbani VIII Romanorum pontificum praedecessorum pariter nostrorum incipientes *In plenitudinem* et tertio idus maii 1625 datas, confirmata et sub aliquibus modificationibus innovata fuerunt: unde praefatae utriusque sexus personae observantiae seu directioni dicti Ministri generalis subjectae quibus memorata communicatio privilegiorum, indulgentiarum et concessionum tam inter se quam cum aliis ordinibus, congregationibus et societatibus etiam Jesu, ac confraternitatibus concessa fuit juxta clausulas et praescriptum dictarum literarum apostolicarum et cum restrictionibus in illis appositis et aliter ea usae fuerunt. Cum autem sicut eadem expositio subjungebat ut praemissa firmius subsistant et conserventur, praefatus Franciscus commissarius generalis curiae praedictas Clementis ac Pauli et Urbani praedecessorum literas cum clausulis in eisdem contentis a nobis innovari et omnes aliorum Romanorum pontificum successorum concessiones ad favorem dictorum ordinum, congregationum, confraternitatum, locorum, benefactorum et aliarum utriusque sexus personarum praedictae obedientiae seu directioni subjectarum expeditas apostolicae confirmationis nostro patrocinio communiri plurimum desideret. Nos ipsius Francisci Commissarii generalis curiae votis hac in re quantum cum Domino possumus favorabiliter annuere volentes et a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et poenis a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum praesentium dumtaxat consequendum harum serie absolventes et absolutos fore censentes, supplicationibus ejus nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, de venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium negotiis et consultationibus Episcoporum et Regularium praepositorum consilio et attenta relatione quam vener. etiam frater noster Alderanus episcopus Portuensis ejusdem S. R. E. cardinalis Cybo nuncupatus dicti ordinis apud Nos et sedem Apostolicam protector eisdem cardinalibus super praemissis fecit, praedictas Clementis incipien. *Ratio pastoralis*, ac Pauli quorum initium *Injuncti nobis* et Urbani praedecessorum quae incipiunt *In plenitudinem* aliorumque Romanorum Pontificum successorum litteras super praemissis respective emanatas, dummodo tamen sint in usu, nec sint revocatae, aut sub aliqua revocatione comprehensa, sacrisque canonibus et concilii Tridentini decretis ac posterioribus constitutionibus et ordinationibus apostolicis regularibusque ordinis praedicti institutis non adversantur, auctoritate apostolica, tenore praesentium confirmamus et approbamus illisque inviolabilis apostolicae firmitatis robur adjicimus, salva tamen semper in praemissis auctoritate congregationis memoratorum cardinalium. Decernentes etc. Non obstantibus etc. Volumus autem etc. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die 5 septembris 1686, pontificatus nostri anno decimo. I. G. card. Slusius.

Postmodum vero pro parte ejusdem Francisci Nobis exposito quod a nonnullis praetendebatur in praefata communicatione privilegiorum, indulgentiarum et gratiarum memoratis personis praedictae obedientiae seu directioni subjectis, sicut praemittitur, concessa minime comprehendi loca et Ecclesias Terrae sanctae, aliarumque partium Orientis existentium extra Jerusalem; ideoque pro ejus parte nobis supplicato ut loca et ecclesiae hujusmodi ab eadem communicatione minime excludi declaramus: Nos supplicem libellum nobis super praemissis porrectum ad Congregationem venerabilium pariter Fratrum nostrorum ejusdem S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini interpretum remisimus pro voto; ipsa vero Cardinalium Congregatio per suum decretum die 16 Julii 1695 emanatum praeinsertis Innocentii praedecessoris literis perpensis, censuit, si ita nobis placuisset, praedicta loca et ecclesias Terrae sanctae aliarumque Orientis extra Jeusalem esse comprehensa seu comprehensas in dictis privilegiis, indultis et indulgentiis, servatis tamen in omnibus et per omnia forma et tenore earumdem literarum, factoque nobis subinde per tunc existentem secretarium memoratae Congregationis de praemissis relatione, nos ipsius Congregationis sententiam approbavimus, prout in dicto decreto plenius dicitur contineri.

Cum autem, sicut dictus Franciscus nobis denuo nuper exponi fecit, post decretum supradictum adhuc nonnulli dubitent, an pia loca Viae Crucis seu Calvarii nuncupata a personis supradictis ad instar stationum Montis Calvarii, vigore diversorum privilegiorum eis ab hac Sancta Sede (ut asseritur) concessorum erecta in communicatione praefata comprehendantur, nobis propterea idem Franciscus humiliter supplicari fecit ut in praemissis opportune providere et ut infra indul-

gere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur ipsum Franciscum amplioris favore gratia prosequi volentes et quibusvis excommunicationis etc., hujusmodi supplicationibus inclinati de secundo dictorum Cardinalium consilio, et attenta relatione quam dilectus modernus commissarius generalis Curiae dicti ordinis eisdem cardinalibus super praemissis fecit, etiam praefata loca pia Viae Crucis seu Calvarii in supradictis Innocentii praedecessoris literis comprehendi et proinde frui et gaudere posse indulgentiis et privilegiis in literis hujusmodi concessis et expressis, eorum tamen tenore servato, auctoritate apostolica, tenore presentium decernimus et declaramus, salva tamen semper in praemissis auctoritate secundo dictae Congregationis Cardinalium.

Decernentes etc.

In contrarium etc.

Volumus etc.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die V Decembris MDCXCVI, pontificatus nostri anno sexto.

Bullarium Romanum, t. IX, p. 446, 447.

II. Bulle d'Innocent XII.

Le 16 décembre 1696, Innocent XII revenait sur la même question, dans une bulle adressée à l'archevêque de Valence, inquisiteur général et nonce apostolique en Espagne.

Le Souverain Pontife expose l'état de la question et les interprétations antérieurement données. Il admet la communication des privilèges et indulgences pour les lieux où les stations sont reproduites à l'instar de celles de Jérusalem, puis confirme les décrets rendus à cette occasion par la S. C. du Concile déjà approuvés par lui et enjoint audit archevêque de procéder à l'exécution des lettres apostoliques contre les opposants, qui, au besoin, seront remis au bras séculier.

Le texte de cette constitution n'existe pas dans le *Bullaire Romain*, mais nous le trouvons in extenso dans l'ouvrage franciscain qui a pour titre: *Chronologiae historico legalis Seraphici ordinis Tom. III. continens omnia Capitula etc. ab anno 1655 usque ad annum 1778. Opera P. F. Caroli Mariae Perusini – Anno* 1752, pag. 422.

Literae ejusdem Pontificis ad Archiepiscopum Valentinum actu Inquisitorem generalem et Nuncium Hispaniarum circa memoratae constitutionis executionem.

Innocentius episcopus etc. *Salutem.* — Sua nobis dilectus filius F. Franciscus Diaz a Sancto Bonaventura, Sacrarum Congregationum Indicis, Rituum et super disciplina, seu Reformatione Regularium consultor, ac missionariorum diversarum provinciarum ordinis fratrum Minorum S. Francisci familiae ultramontanae procurator, petitione monstravit, quod alias ad ipsius instantiam a fel. record. Innocent. Papa XI praedecessore nostro literae in forma brevis, sub die 5 Septembris de anno Domini 1686 emanarunt, in quibus confirmata reperitur communicatio privilegiorum et Indulgentiarum, etiam plenariarum, usque tunc non revocatarum inter ecclesias, loca et Confraternitates, congregationes, ordines, et personas utriusque sexus obedientiae, vel directioni Ministri generalis ordinis fratrum Minorum S. Francisci subjectas, a pluribus Romanis Pontificibus, ipsius Innocentii, et nostris etiam praedecessoribus, eisdem per diversa privilegia concessa, a qua communicatione, prout iteratis vicibus a Sede Apostolica extitit declaratum, resultare dignoscitur, quod quando decoratum reperitur altare unius loci, vel una Ecclesia aut una Confraternitas, seu quaevis Congregatio, Ordove, aliquorum edictis personis aliqua indulgentia, sive plenaria, sive non, applicabili pro animabus purgatorii, ad favorem earumdem tantum personarum, vel omnium simul Christifidelium concessa, minime tamen revocata, qui in eo loco, altari vel ecclesia Confraternitatum, in diebus in concessione expressis, perfecerint quod per eamdem concessionem fuerit praescriptum, in omni loco, altari vel ecclesia confraternitatum, Congregationum, ordinum et personarum praefatorum eadem indulgentia ab omnibus respective acquiretur, qui iisdem diebus easdem ibi emiserint diligentias in concessione taxatis. Verum sicut eadem petitio subjungebat, praetendentibus nonnullis scrupulosis, quod in praefata communicatione generali comprehensa non veniant loca et ecclesiae Terrae sanctae, aliarumque partium Orientis existentium extra Jerusalem, ad tollenda de medio quaecumque dubia, fuit nobis pro parte praefati ordinis humiliter supplicatum quatenus non essent exclusa praememorata loca, et ecclesiae Terrae sanctae, et multo minus aliarum partium Orientis, a communicatione mutua, et reciproca, quae includitur in ea generalitate amplissima sub qua loquantur privilegia et constitutiones pontificiae praefatae ad hoc, ut indulgentiae saepe dictae eisdem concessae, et usque modo non revocatae obtineri valeant sine ullo dubio in aliis ecclesiis, altaribus, et locis piis ac devotis spectantibus ad personas praememoratas obedientiae, vel directioni subjectas, stante, quod sanctae Sedis mens fuit semper haec omnia loca reddere aequaliter condecorata et a fidelibus venerata, ob meritum aequale, uniforme, vel aequivalens, quod jam dictae personae in Dei et sanctae ecclesiae servitio peragunt de continuo declarare de benignitate Apostolica dignaremur. Nos vero praefatam declarationem commisimus Congregat. dilectorum fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum, quae sub die 16 mensis Julii currentis anni perpensis praedictis literis dicti Innocentii XI praedecess. nostri declaravit praedicta loca et ecclesias Terrae sanctae, aliarumque partium Orientis extra Jerusalem esse comprehensa sive comprehensas in dictis privilegiis, indultis et indulgentiis, et deinde sub die 27 ejusdem mensis sententiam praedictae Congregationis approbavimus, ut in Decreto dictae Congregationis desuper edito latius continetur. Sed quia adhuc post praedictum Decretum dubitabant nonnulli, ea mens dictae Congregationis fuerit stabilire, quod pia loca Viae Crucis, seu Calvarii ad recolendam, seu meditandam Christi passionem a praememoratis personis seu ordinibus, ad instar stationum Calvarii montis, juxta diversa etiam privilegia Sanctae Sedis, erecta comprehensa sint in praefata mutua communicatione, eadem Congregatio sub die 12 mensis Novembris mox elapsi declaravit, etiam praefata pia loca comprehendi in saepe dictis litteris Innocentii XI praedecessoris nostri, ac proinde frui, et gaudere posse indulgentiis, et privilegiis in eisdem literis contentis et expressis, ac nos sententiam praememoratae Congregationis, sub die 15 ejusdem mensis Novembris pariter benigne approbavimus, sicuti in Decreto praefatae Congregationis desuper similiter emanato plenius continetur. Cum autem sicut dicta petitio etiam subjungebat, idem exponens pro majori tam praefatorum Missionariorum, quam caeterarum personarum praememoratarum quiete, cupiat ut literae praefatae, ac declarationes, et decreta a memorata Congregatione, cum nostra approbatione desuper emanata, suum ubique sortiantur effectum, non obstante forsan sinistra interpretatione seu contradictione nonnullorum religiosorum aliorum ordinum mendicantium in illis partibus commorantium adversariorum, quod facere nequit absque speciali nostro rescripto, ideo, ne literae et declarationes, ac Decreta hujusmodi suo debito careant effectu, nobis humiliter supplicari fecit Exponens praedictus ut ei in praemissis opportune providere de simili benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur statum, merita causae, et causarum hujusmodi praesentibus pro expressis habentes, ipsumque Exponentem a quibusvis excommunicationis suspensionis et interdicti, aliisque censuris, et poenis ecclesiasticis a jure vel ab homine, quavis occasione latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum praesentium tan-

tum consequendum, harum serie absolventes et absolutum fore censentes, supplicationibus inclinati, discretioni vestrae, attento, sicut dictus Exponens asserit, quod agitur inter exemptos per Apostolica scripta mandamus, quatenus vos, vel duo aut unus vestrum, vocatis dictis adversariis, et aliis, qui fuerint evocandi, ad executionem memoratarum literarum, ac declarationum, nec non Decretorum hujusmodi, juxta illorum formam, et tenorem prout de jure et dummodo judicium super praemissis alibi ceptum non sit, auctoritate nostra procedatis, procedique mandetis, et faciatis. Nos enim vobis, et cuilibet, vestrum, etiam per edictum publicum constito de non tuto accessu, quos, quibus, quoties, ubi, quando opus fuerit, citandi illis, et quibus videbitur, sub sententiis, censuris et poenis inhibendi contradictores in illas incidisse, servata forma Concilii Tridentini, declarandi, aggravandi, reaggravandi, et interdicendi auxiliumque brachii saecularis ad hoc si opus fuerit, invocandi nec non alia in praemissis necessaria, et opportuna faciendi, exercendi, exequendi plenam et liberam Apostolica auctoritate, tenore praesentium concedimus facultatem. Non obstantibus praemissis ac constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, caeterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud S. Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicae 1696, decimo septimo Kal. Januarii, Pontificatus nostri anno sexto.

III. Erection du Chemin de la Croix dans la province de Venise par les Capucins.

Pie VI, en 1798, le 3 décembre, a accordé au provincial des Capucins de la province de Venise la faculté d'ériger le Chemin de la Croix dans les églises et oratoires de l'ordre, ce qu'a confirmé Pie VII, de vive voix.

Pius VI. P. M. Ministro provinciali ordinis fratrum Minorum Capucinorum provinciae Venetiae in Ecclesiis sui ordinis, Viam Crucis erigendi cum indulgentiis eidem annexis facultatem tribuit.

Très Saint Père,

Le provincial des Capucins de la province de Venise supplie humblement Votre Sainteté de daigner lui accorder la faculté d'ériger le Chemin de la Croix dans ses propres églises et dans les oratoires qui y sont annexés avec les indulgences accoutumées, à gagner par ses religieux et les fidèles de l'un et l'autre sexe.

Que la grâce etc.

Ex audientia SSmi. Florentiae, die 3 Decembris 1798.

SSmus benigne annuit pro gratia juxta petita. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

L. ✠ S. *A. M. Archiepiscopus Nuntius Apostolicus.*

Cette grâce fut confirmée *Vivae vocis oraculo* par Pie VII, à sa résidence de S. Georges, à Venise.

IV. Bref de Pie VIII.

Pierre Bombelli, graveur, fit imprimer à Rome un petit livre du chemin de la Croix, où, en face de chaque prière relative aux quatorze stations, il plaça la gravure de la station correspondante. Pie VII, par bref du 10 janvier 1804, approuva l'ouvrage et déclara par bref que les personnes malades, empêchées ou privées de l'érection canonique des stations, pouvaient gagner les indulgences en se servant uniquement de ce livre.

Joachim et Philippe Bombelli, fils de Pierre, ayant fait une seconde édition de ce livre qui avait eu grand succès, prièrent Pie VIII de vouloir bien renouveler le privilége déjà concédé par son prédécesseur. En conséquence un bref fut octroyé à la date du 23 novembre 1830, qui prescrit d'observer, pour l'acquisition des indulgences *tant plénières que partielles* attachées au pieux exercice, les formes usitées: de plus, le livre doit être accompagné d'un décret d'approbation, signé de la main du général des Franciscains.

Le décret, essentiellement personnel, ne vaut que pour l'indultaire, sa vie durant et n'a de valeur pour aucune autre personne à qui le livre des frères Bombelli serait communiqué.

Nous savons de source certaine que le général des Franciscains répugne à signer de semblables décrets que les crucifix bénits, aujourd'hui si répandus, remplacent avantageusement.

Pius PP. VIII. — Ad futuram rei memoriam. Quum sicut nobis nomine dilectorum filiorum Joachim et Philippi germanorum fratrum Bombelli de Urbe expositum est, eorum genitor bo: me: Petrus Bombelli incisor aerarius de spirituali illorum Christifidelium consolatione sollicitus, qui quatuordecim Viae Crucis Stationes in Ecclesiis seu publicis Oratoriis rite expositas non habent, vel personaliter visitare nequeunt, stationes ipsas in uno libello excutere, aereque imprimere curaverit, fel: rec: Pius PP. VII. Praedecessor noster fideles universos Stationes hujusmodi sic impressas pie ac devote recolentes omnibus et singulis indulgentiis, peccatorum remissionibus, ac poenitentiarum relaxationibus, et spiritualibus gratiis, quae ab hac Apostolica Sede pro Stationes hujusmodi publice et rite erectas visitantibus concessae sunt, benigne locupletavit. Quum autem hujusmodi libelli exempla quae dicto Petro Bombelli vivente, fuerant impressa, innumeris defecerint postulatis, et in dies ab omnibus orbis partibus avidius exposcantur, praedicti fratres Bombelli, quibus sunt ex paterna haereditate eaedem Viae Crucis in aere incisae Stationes, suppliciter a nobis petierunt, ut eumdem libellum modo et forma superius expressis denuo ab eis in posterum typis committendum, iisdem ditemur privilegiis et gratiis, quae per Pium Praedecessorum nostrum, eorum genitore supplicante, Apostolicis suis in simili forma Brevis die X Januarii MDCCCIV datis literis, concessa sunt. Nos igitur piis eorumdem fratrum votis, quantum cum Domino possumus benigne annuere volentes, supplicationibus eorum nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, auctoritate nobis a Domino tradita, ac beatorum Petri, et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, omnibus, et singulis utriusque sexus Christifidelibus Stationes Viae Crucis a memorato Petro incisas et in libello a germanis fratribus Joachimo et Philippo Bombelli in posterum typis denuo committendo impressas pie ac devote contemplantibus indulgentias tam plenarias, quam partiales aliasque spirituales gratias pro Stationes hujusmodi in quacumque Ecclesia, aut alio loco publice expositas, visitantibus jam alias impertitas, dummodo in reliquis injuncta pro illis consequendis rite expleverint, ac dummodo in unoquoque libelli hujusmodi exemplo decretum moderni et pro tempore existentis ministri, vel Vicarii generalis ordinis Minorum sancti Francisci de observantia nuncupat. vel commissarii generalis familiae Cismontanae, aut si exempla praefata ultra montes transmittantur, decretum hujusmodi a Procuratore generali dicti ordinis, vel ab officiali Curiae ultramontanae praeapponatur, firmisque desuper remanentibus ipsius ordinis privilegiis, auctoritate Apostolica tenore praesentium communicamus, tribuimus et impertimur. Non obstantibus, quatenus opus sit, Cancellariae Apostolicae regulis de non concedendis indulgentiis ad instar, aliisque constitutionibus, et ordinationibus Apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die XXIII Novembris MDCCCXXX. Pontificatus nostri anno secundo. *J. Card. Albanus.*

V. Bref de S. S. Pie IX.

Le S. Siège a accordé au général des Franciscains, aux Provinciaux et aux Gardiens de l'ordre la faculté de bénir des crucifix qui servent aux infirmes, aux prisonniers et à d'autres personnes empêchées par une cause légitime, à faire le chemin

de la Croix, en récitant vingt fois le *Pater*, l'*Ave* et le *Gloria Patri*.

S. S. Pie IX, par un bref du 11 août 1863, étend la dite faculté aux Vicaires de tous les couvents de l'ordre Franciscain, lorsque, pour un motif quelconque, les Gardiens sont absents et que les Vicaires les remplacent.

Pius PP. IX. — *Ad perpetuam rei memoriam.* — Exponendum nuper Nobis curavit dilectus Filius Raphael a Ponticulo Minister Generalis ut praefertur Ord. Fr. Min. S. Francisci jam alias ab hac Sancta Sede facultatem concessam fuisse, cujus vi Fideles vel infirmi vel carcere detenti aliave legitima causa impediti, recitantes viginti vicibus Orationem Dominicam, Salutationem Angelicam, et Trisagium ante Crucem, quam manu tenere debeant, benedictam a Ministro Generali Ord. Min. S. Francisci, vel Provinciali, aut a Guardiano quocumque dicti Ordinis indulgentias Stationum Viae Crucis seu Calvariae lucrari valeant. Cum vero ut idem dilectus Filius Nobis retulit in nonnullis Regionibus Conventus praesertim recens erecti existant, qui Guardianos non habeant, sed Superiores qui Praesides nominantur, aut etsi habeant saepe eveniat ut vel Sacris Ministeriis, et spirituali proximorum commodo, aut etiam aliis negotiis peragendis operam impensuri a respectivis Conventibus per aliquod temporis spatium abesse debeant, quo tempore eorum vices gerunt, qui Vicarii Conventus nuncupantur, hinc fit ut saepe in dictis Regionibus nullus Frater ex eodem Ordine praesto sit auctoritate praeditus, quo piis Fidelium votis et spirituali consolationi satisfieri possit. Quare praefatus Minister Generalis enixe Nobis supplicavit ut in praemissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos Fidelium commodo, quantum in Domino possumus consulere, et piis hujusmodi precibus obsecundare volentes Praesidibus nunc et pro tempore existentibus in Conventibus Fratrum Ord. Min. S. Francisci, qui Guardianos non habent, nec non Vicariis Conventuum ejusdem Ordinis, qui absentibus Guardianis respectivi Guardiani vices gerunt, facultatem memoratam, quae ab hac Sancta Sede alias Ministro Generali, Provinciali, et cuivis Guardiano praedicto Ministro Generali subdito concessa fuit benedicendi Cruces cum adnexis Indulgentiis Stationum Viae Crucis seu Calvariae, dummodo tamen omnia quae praescripta sunt ab eis serventur, tenore praesentium auctoritate Nostra Apostolica in perpetuum concedimus et elargimur. In contrarium facien. non obstan. quibuscumque.

Datum Romae apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die XI Augusti MDCCCLXIII Pontificatus Nostri Anno Decimoctavo.

Loco ✠ Sigilli

Pro Dno Card. Paracciani-Clarelli

Io. B. Brancaleoni Castellani Substitutus.

Praesentes Litterae Apostolicae in forma Brevis sub die 11 Augusti 1863 exhibitae sunt in Secretaria S. C. Indulgentiarum die quinta Septembris ejusd. Anni ad formam Decreti ipsius S. C. diei 14 Aprilis 1856. In quorum Fidem etc. Datum Romae ex Eadem Secretaria die et anno ut supra.

Copia Originali conformis

A. Archipr. Prinzivalli Substitutus.

DES SAINTES RELIQUES.

Un *Traité des Saintes Reliques* est encore à faire, au point de vue du droit canonique et de la liturgie. Nous avons bien celui du jésuite Ferrand, qui est devenu fort rare dans la librairie ancienne, mais c'est plutôt un ouvrage historique que pratique.

Un auteur qui se mettra sérieusement à l'œuvre, non seulement consultera les ouvrages qui traitent de la question *ex professo* ou indirectement, mais encore y puisera à pleines mains, tant ils abondent en documents originaux. Or ces sources, ou du moins les plus importantes, sont le jésuite Ferrand, le franciscain Ferraris, le bénédictin Mabillon, les Bollandistes, le Bullaire Romain, Benoît XIV, les décrets de la S. C. des Rites et ceux, quoique peu nombreux, de la S. C. des Reliques.

Nous groupons ici plusieurs piéces qui ne figurent pas dans les ouvrages cités et qu'il est pourtant indispensable de connaître.

I. Reliques de S. Maxentiol.

Nous avons sous les yeux une savante et lumineuse dissertation du chanoine X. Barbier de Montault, qui nous éclaire parfaitement sur l'état de la question.

Cette dissertation, destinée par l'auteur à prendre place dans la collection des Bollandistes et à fixer le jugement de la S. C. des Reliques, forme une brochure in 12 de 50 pages. Elle a pour titre: *Actes de S. Maxentiol, prêtre et confesseur*, et se divise en treize chapitres que nous allons sommairement analyser.

Le nom est d'abord étudié dans sa forme primitive, puis ses diverses transformations, tant en latin qu'en français; d'où il suit que *Maxentiol*, usité de nos jours, est la traduction littérale du *Maxentiolus* ancien.

Aucun hagiographe n'a parlé de ce saint que la tradition fait disciple de S. Martin de Tours et apôtre ou *premier curé*, comme on l'a nommé ensuite, du pays de Cunaud, au diocèse d'Angers, où il mourut sur la fin du IVe siècle.

Dès l'an 844, Charles-le-Chauve s'exprime ainsi et dans deux autres actes le répète en termes identiques: *monasteriolum quod vocatur Conaldus, ubi sanctus Maxentiolus corpore requiescit.*

Le 29 août 1859, M. Barbier de Montault, délégué de l'évêque et assisté de plusieurs ecclésiastiques, fit la récognition du corps de S. Maxentiol et ouvrit une enquête canonique sur l'immémoriabilité de son culte.

L'examen des ossements, fait par un médecin, conformément aux prescriptions d'Urbain VIII, amena à la constatation du corps presque complet de S. Maxentiol et de deux autres ossements sans nom et de provenance inconnue.

La châsse, dans laquelle le corps est conservé et exposé à la vénération publique, est en bois remarquablement sculpté et historié de scénes symboliques. Elle date du XIIIe siècle. On n'y a trouvé ni sceaux ni authentiques. Néanmoins, il n'y a pas lieu de douter de l'identité du corps de S. Maxentiol, en raison de la *possession*, de la *tradition* et *du culte*, trois choses qui, selon la sûre doctrine de Benoît XIV, constituent une *certitude morale* qui suffit en pareil cas.

S. Maxentiol est patron des deux paroisses de Cunaud et de Saugé - l'Hopital, au diocése d'Angers, et les deux églises paroissiales de ces localités remontent, d'après les données archéologiques, au XIe siècle.

Le culte public est attesté par plusieurs anciennes chartes qui donnent le titre de *confesseur* à S. Maxentiol, par sa fête fixée au 18 décembre, l'insertion de son nom dans le *Martyrologe* de Chastelain, son office propre à l'abbaye de Tournus, les processions solennelles par lesquelles on implore la cessation de la sécheresse, les honneurs particuliers rendus constamment à ses saintes reliques.

L'iconographie du saint confesseur le représente en *prêtre*, avec la chasuble pour célébrer, avec le surplis et l'étole pour administrer les sacrements.

Tout cela, et bien d'autres choses encore, est condensé, groupé habilement, avec une connaissance parfaite des règles

canoniques et liturgiques, dans le substantiel mémoire, qui forme le dossier principal et presque unique de la question. Malgré des preuves aussi positives et une logique aussi pressante, l'authenticité des reliques de S. Maxentiol fut sérieusement mise en doute.

Pour trancher toute difficulté, appel fut fait à Rome. Le plus bel éloge que nous puissions faire de la brochure déjà citée est de dire simplement que toutes ses conclusions ont été admises par la S. C. des Reliques.

Nous citerons quelques passages du *votum* du consulteur, afin de faire connaître les principes théologiques qui régissent la question.

Prudens sit oportet cultus noster, ne res profanas colamus pro sacris. Quocirca, ut Sanctorum Reliquiis cultum rite exhibeamus, probe internoscendum praeprimis est, an ipsae revera sint Reliquiae, seu aliquae portiones, seu res ad aliquem Sanctum, vel Beatum pertinentes: ubi Summi Pontificis, aut Episcopi sententia de earumdem Reliquiarum authenticitate lata non fuerit, maxime si agatur de cultu religionis publico eisdem exhibendo. Dixi 1. *Ad aliquem Sanctum vel Beatum pertinentes*, quia, ut Sacrae Reliquiae publico cultu venerari possint, debent profecto esse alicujus Sancti, vel Beati *canonizati* aut *beatificati* in vera Christi Ecclesia. Etenim, si nullus homo potest publice coli ut Sanctus, quin prius fuerit in Sanctorum numero adscriptus ritu solemni, jam liquido fluit, nullius hominis Reliquias esse cultu publico colendas, haud praevia canonizatione vel beatificatione; quum Reliquiae propter Sanctos, quorum sunt, dumtaxat colendae, proponantur, ut legitime coli valeant. Dixi 2. *Ubi Summi Pontificis, vel Episcopi sententia lata non fuerit*, etc. quatenus Summorum Pontificum, aut Episcoporum est, eas tantum pro cultu religionis publico recognoscere et approbare Reliquias, quae sint alicujus Beati vel Sancti in Ecclesia, ut paullo antea dixi, canonizati; prout patet ex capite *Finali de Reliquiis et veneratione Sanctorum*.

Animadvertendum tamen est hactenus expositam doctrinam veram esse, atque omnino retinendam, ubi sermo sit de Reliquiis recenter inventis. Si scilicet agatur de antiquorum Sanctorum Reliquiis, quae populi fidelis haud interrupta praxi, et quidem *ab immemorabili*, adoratae semper fuerint, non esset certe, cur Episcopi eas approbare non deberent, etsi antiqui illi Sancti non fuerint a Summo Pontifice, ut nunc moris est, solemni canonizationis ritu inter sanctos recensiti. Illa quippe traditio pervetusta, populique Christiani haud interrupta consuetudo vel consensus aequivalere cernitur decreto canonizationis; praesertim quod canonizationis forma, ut in praesentiarum habetur, antiquitus non fuerit in usu, prout docet Sanchez, Suarez, Bonacina, aliique cum Concina. Scilicet recensito ex fonte oritur, ac sponte fluit certitudo moralis, quae omnino sufficit ad prudenter tutoque judicandum hisce de causis. Nimirum, in rebus moralibus nonnisi certitudinem moralem esse querendam, docent omnes theologi. Haec proinde si cognovisset Episcopus Andegavensis intellexisset eo ipso respondendum esse: Ad primum *Affirmative*.....

Et quidem, juxta sanam doctrinam, quando sententia Episcopi aut ex antiqua praxi populi fidelis, aut ex adhibita prudenti diligentia, declarat Reliquias revera esse alicujus viri Sancti, easque uti tales approbat, ejusmodi Reliquiae dignae sunt, quae a fidelibus adorentur. Nec ullum est periculum erroris, saltem *formalis*, in hujusmodi adoratione, licet errari *materialiter* posset, ubi, et post adhibitam prudentem, accuratamque diligentiam, contingeret, reapse non esse Reliquias veras, quas uti tales Episcopus approbavit. Namque sic bona fide hae Reliquiae adorantur, ut adorans nec imprudenter se gerat, nec ullum formale peccatum admittat. Quare, si detur etiam casus, in quo Reliquiis certis ita immisceantur incertae, ut discerni nullo pacto queant, adorari Reliquiae certae possunt, quatenus ad eas dumtaxat utpote approbatas dirigitur adoratio. Non enim eadem est hic ratio cernenda, quae juxta philosophica principia viget pro aqua consecrata, seu benedicta. Disparitatis namque argumentum in eo se prodit esse, quod si misceatur aqua non benedicta consecratae aquae utriusque aquae extrema ita permiscentur, ut nullo valeant modo separari atque distingui; Reliquiarum vero extrema, etsi simul certae Reliquiae cum incertis ponantur, inconfusa permanent, et undequaque distincta. Hisce praehabitis, et attenta haud insolita *in Gallia* ratione, qua (ut in supplici libello) *haud difficile est in eadem Urna invenire corpora, aut corporum partes ad plures Sanctos pertinentes*, respondendum arbitror:

Ad 2.m Ossa duo praefata posse relinqui in eodem Reliquiario insimul cum Corpore Sancti Maxentioli. Non enim ad haec, verum ad corpus ejusdem Sancti, velut Reliquias certas et approbatas, populi christiani adoratio refertur.

Le 29 février 1863, la S. C. des Reliques répondit qu'il ne fallait pas inquiéter les fidèles relativement au corps de S. Maxentiol, puisque, de temps immémorial, il avait été vénéré d'un culte public et non interrompu, ce qui, à défaut d'authentiques, constituait une certitude morale, preuve suffisante d'authenticité; et que, quant aux deux ossements étrangers trouvés dans la châsse de S. Maxentiol, il ne fallait rien innover, par conséquent qu'il était opportun et sage de les laisser où ils étaient et en possession du culte dont ils avaient toujours été honorés.

Le décret du 29 février n'a été publié que le 20 août suivant. En voici la teneur.

ANDEGAVEN. — Cum in Ecclesia Parochiali vulgo de Cunaud Dioecesis Andegavensis servetur corpus S. Maxentioli, in cujus urna duo ossa inventa fuerint alio corpori pertinentia, Episcopus Andegavensis Sacrae Congregationi haec dubia solvenda proposuit.

1.° Cum desint authenticae litterae, an possessio ab immemorabili et non interrupta, ut etiam publicus cultus, id est certitudo moralis, sit res sufficiens ut dicto S. Maxentioli corpori veneratio tribuatur?

2.° Quid de duobus ossibus pertinentibus alio corpori, minime vero illi S. Maxentioli, agendum sit? Decet enim in urna relinquere, aut illa extrahere oportet?

Sacra Congregatio die 29 Februarii 1864 respondit - Ad primum - Fideles non esse inquietandos. Ad secundum - Nihil esse innovandum -

Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum.
Die 20 Augusti 1864.

Praesens copia concordat plene, et ad verbum cum originali adservato in Regesto Secretariae S. Congregationis Indulgentiarum. In quorum fidem etc. - Datum Romae ex Secretaria ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum, die 7 Septembris 1865. Philippus Can. Cossa Substitutus

La châsse de S. Maxentiol serait, paraît-il, en mauvais état et une restauration tendrait à en compromettre à la fois la solidité et le caractère de vénérable antiquité. Le gouvernement français, l'appréciant particulièrement comme monument historique et artistique, l'a prise sous sa protection immédiate et a expressément défendu de la modifier ou restaurer. En conséquence il a été décidé par les archéologues de l'Anjou, d'accord avec l'autorité ecclésiastique, que la châsse ancienne serait enfermée dans une châsse nouvelle, dont les larges vitres ne la déroberaient par aux regards studieux des amateurs.

Nous sommes heureux de confirmer cette décision pleine de sagesse et de bon sens par un décret peu connu et qui vient ici fort-à-propos. Voici, en effet, ce que la S. C. des Rites a statué, au XVIIe siècle, pour un cas analogue fourni par le diocèse de Brescia.

» Brixien. Civitas Brixien., ex quo de novo construi cu-

rasset arcam pro reponendis reliquiis SSrum Faustini et Jovitae, a Sacra Congregatione petierunt an magis expediret antiquam capsam intus novam reponere, vel ex antiqua reliquias extrahere et in novam arcam collocare? Et Sacra Congregatio mandavit poni arcam veterem intus novam. Die 21 martii 1620. » (*Analecta*. 58 livr., col. 158.)

II. Décret de la Sacrée Congrégation des Rites sur les fioles de sang considérées comme signe certain du martyre.

Avant de rapporter le texte de ce décret, il importe de faire connaître au lecteur et de bien préciser l'état de la question.

Parmi les corps de chrétiens inhumés et conservés dans les catacombes, il en est qui sont incontestablement des corps de martyrs et par conséquent de vraies reliques de saints qui doivent être l'objet de notre vénération.

Or ces corps saints sont de trois sortes ou plutôt peuvent se ranger dans trois catégories différentes: à la première appartiennent les saints qu'on nomme *historiques*, c'est-à-dire dont la vie et la passion sont parfaitement connues par leurs Actes primitifs; à la seconde se réfèrent ceux que les inscriptions apposées aux locules ou tombeaux nomment expressément *martyrs*, enfin se classent dans la troisième ceux qui ne sont reconnaissables qu'à des signes conventionnels, tels que la palme, la fiole de sang, etc.

Pour les deux premières espèces de sépultures, le doute n'est pas possible, car c'est l'histoire à la main ou avec un titre authentique sous les yeux que l'on procède. La discussion s'est attaquée dans le monde savant seulement à la troisième catégorie.

Il est incontestable que les premiers chrétiens recueillaient le sang des martyrs, soit avec des linges, soit avec des éponges. Le poète Prudence qui vivait au IVe siècle, dans l'ère de de paix qui suivit les persécutions, le dit clairement dans ces deux distiques si précis:

Palliolis etiam bibulae siccantur arenae
Ne quis in infecto pulvere ros maneat
Si quis et in sudibus recalenti adspergine sanguis
Insidet, hunc omnem spongia pressa rapit.
(Peristeph. Hymn. XI de S. Hippolyto).

On montre, sous un autel, dans l'église de Ste Pudentienne, plusieurs éponges qui ont servi à cette courageuse vierge et à sa sœur Ste Praxède, à étancher et recueillir un sang si précieux.

Aussi l'éponge est-elle l'attribut iconographique des deux illustres vierges romaines.

Dans la basilique de Ste Praxède, la jeune sainte est représentée à genoux pressurant une éponge dans un puits de sa maison où elle cache aux yeux profanes son inappréciable trésor. Ce puits, placé au bas de la grand nef de la basilique, existe encore et sa margelle de marbre porte ces quatre vers qui en expliquent l'origine et affermissent la vénération:

QVVM PIA PRAXEDES COLLEGIT IN VRBE CRVOREM
FVSVM A MARTYRIBVS, FVDIT IN HVNC PVTEVM
VT QVAE PATRICIO FVERAT DE SANGVINE CLARA
ESSET COLLECTO SANGVINE CLARA MAGIS.

Dans les locules et parfois hors de ces mêmes locules, il n'est pas rare de rencontrer des vases de verre ou d'argile. Les uns sont vides ou le liquide qu'ils contenaient s'est évaporé. Quel était ce liquide? On ne peut faire que des suppositions à ce sujet et ils n'ont en conséquence aucune valeur liturgique. Quant aux autres, ils renferment une substance tantôt liquide, tantôt réduite à l'état de sédiment ou colorant les parois du vase. Des expériences chimiques, faites à l'époque du protestant Leibnitz et renouvelées depuis, dans ces dernières années, par le P. Marchi, de la Compagnie de Jésus, ont démontré que cette matière, constamment rougeâtre, n'était autre que du sang.

De plus, trois vases scellés en dehors des locules dans la catacombe de S. Calixte ont attesté par leurs inscriptions gravées sur le mortier encore frais que le vase contenait réellement du sang: aussi les abréviations SA, SANG, SA, suivies d'un nom propre, ont-elles été interprétées *sanguis*. (Voir le magnifique ouvrage de Perret).

La fiole ensanglantée servit donc de point de repère pour la récognition des corps des martyrs.

Ecoutons à ce sujet Boldetti qui raconte les premières recherches faites par les Jésuites dans les catacombes:

» Clément VIII accorda au P. Acquaviva, général de la compagnie de Jésus, la faculté de faire extraire les corps et les reliques des martyrs des cimetières de Priscille et des Sts Hermès et Basille, sur l'ancienne voie Salaria. La même autorisation fut successivement accordée par Paul V et Grégoire XV au P. Vitelleschi, également général de la dite compagnie..... De ce même cimetière furent extraits des corps de martyrs en grand nombre.... on les reconnaissait aux vases de sang. Les susdits Pontifes les distribuèrent pour être vénérés en divers endroits. Il existe en preuve de ceci, un examen qu'eurent à subir devant le vice-gérant trois religieux de la compagnie de Jésus qui s'occupaient à ces recherches.

» Le 23 novembre 1628, acte en fut dressé par Spada, notaire du tribunal du Cardinal Vicaire. Les trois qui comparurent étaient Hubert de Fornari, Nicolas Bianchi, d'un âge avancé et Georges Brustonio, prêtre. Ils prêtèrent serment de faire déposition de toutes les circonstances et des moyens employés par eux pour extraire les corps des martyrs. Testes examinati pro comprobatione reliquiarum existentium penes Rmum P. generalem Societatis Jesu. Per acta Spadae notarii Illmi D. Cardinalis Vicarii.... Die 23 novembris 1628. Examinatus fuit Romae in domo Rmi D. Vicesgerentis per eumdem Rmum D. et per me..... R. P. Ubertus de Fornariis, Societatis Jesu, coadjutor temporalis.... Interrogatus ex quibus sepulcris corpora seu reliquiae fuerunt per istum testem et alios socios extractae, respondit: Nous avons observé cette méthode à la recherche des reliques, c'est-à-dire que nous ne prenions pas les ossements qui se trouvaient dans les sépulcres ouverts, si nous n'y trouvions les signes du martyre. Quand les tombeaux étaient intacts, avant de les ouvrir, nous avions grand soin de discerner les vrais signes du martyre et si ces signes manquaient, nous ne touchions pas aux tombeaux et les laissions tels qu'ils étaient; je sais parfaitement, que tous les corps et reliques que nous prenions étaient ceux seulement qui nous montraient les signes du martyre. Interrogatus: quae signa erant illa quibus putabant esse significativa martyrii? Respondit: Les signes, dont usaient les Pères présents avec nous et experts en ces matières, étaient ceux ci..... les vases de sang. Eadem die R. Nicolaus Blancus ejusdem Societatis coadjutor..... Interrogatus quomodo fiebant diligentiae super recognitione.... signorum quae reperiebantur in dictis sepulcris, respondit: Quant aux signes qui se trouvent sur les tombeaux ouverts en ma présence, il y avait des vases de sang. Interrogatus an praedictae reliquiae, postquam fuerunt extractae, fuerint habitae pro veris et realibus, respondit: Les susdites reliques, alors et depuis, ont été constamment et sont encore réputées vraies et authentiques et commes telles ont été distribuées par les Souverains Pontifes. Examinatus fuit ut supra R. D. Georgius Brustonius Graecus, sacerdos Societatis Jesu..... Interrogatus quae signa sunt illa quae reperiebantur tam extra quam intus sepulcra ex quibus fuerunt extracta corpora, respondit: A chacun d'eux étaient les signes

suivants..... des vases de sang. » (Boldetti. *Osserv. sopra i Cimit. dei SS. Martyr. lib. I, cap. XLXI.*)

Malgré la pratique de l'Eglise, les savants discutaient sur les signes du martyre, qui, au dire général, étaient la palme, la fiole de sang, la colombe, le poisson, etc.

Pour mettre fin à cette controverse, Clément IX, par l'organe de la Sacrée Congrégation des Indulgences et des Reliques, le 10 avril 1668, décida que la palme et la fiole de sang étaient, sans s'occuper des autres indices, des signes certains du martyre.

Mabillon, qui, dans sa première édition sous le pseudonyme d'Eusèbe, avait élevé des doutes sur la valeur de la fiole de sang, comme indice du martyre, se rétracta, dans sa seconde édition, et accepta franchement le décret de Rome: « Mihi vero, dit-il, nunquam venit in mentem alias negare ejusmodi ampullas sanguine tinctas Martyrum adeoque sacrarum reliquiarum certissima indicia esse; immo id prudenter ac sapienter a sacra illa Congregatione decretum fuisse diserte asserui... Mox subdidi ejusmodi vascula pro signis certissimis verarum reliquiarum habenda esse, si modo constet ejusmodi vasa sanguine tincta esse, non ad continendos suffitus aut odoramenta aliaque id genus apposita fuisse. (*Veter. analect.* §. IV.)

La palme et le vase étaient-ils deux signes distincts ou devaient-ils être considérés collectivement? Chacun d'eux avait-il sa valeur propre, intrinsèque? Le décret de 1668 laissait des doutes à cet égard, car la conjonction *et* semblait réunir les deux signes et les donner comme une seule et même preuve. Benoît XIV, avec toute l'autorité qui lui incombe en pareille matière, trancha la difficulté en affirmant que, dans l'intention des rédacteurs du décret, *et* était pour *aut* et que par conséquent le vase seul suffisait à prouver le martyre. « Non ergo, conclut le savant Pontife, *et* palma *et* vas, sed *aut* palma, *aut* vas sanguine tinctum constituere videntur certum martyrii indicium, prout argumentis ex theoria et praxi desumptis contendit canonicus Boldettus. » (Benedict. XIV *de cultu sanctorum tom. IV, pars. II, cap. 26.*)

L'opposition à la doctrine du S. Siége, en matière de récognition des corps des martyrs, sommeilla jusqu'en 1855, où un opuscule anonyme, mais d'un auteur connu, vint la réveiller. Cette brochure, imprimée à Bruxelles, porte pour titre: *De phialis rubricatis.* Elle rallia nombre de partisans et déjà l'autorité du décret de 1668 commençait à être ébranlée, quand, après mûr examen, sur l'avis d'une commission spéciale et avec l'approbation spécifique de Sa Sainteté, la Sacrée Congrégation des Rites, le 10 décembre 1863, confirma le susdit décret et déclara que *les fioles de verre ou les vases en terre teints de sang que l'on trouve dans les locules ou en dehors des locules dans les* catacombes *ou cimetières sacrés doivent être regardés comme un signe de martyre.*

Ce nouveau décret, par sa teneur expresse, interprète le décret antérieur et en est en même temps une confirmation solemnelle.

Voici le texte du décret de 1863, qui cite dans ses considérants le décret de 1668:

Decretum. — Postquam saeculo XVI laboribus praesertim et studiis Antonii Bosi iterum sacra suburbana patuere Coemeteria, quae a saeculo VIII exeunte Summorum Pontificum cura penitus interclusa remanserant ne barbari Romanum solum devastantes ibi aliquam inferrent prophanationem, in iis conquaeri coeperunt martyrum corpora quae adhuc ibidem permanebant in loculis abscondita. Tutissimum dignoscendi sacra haec pignora signum a majorum traditione receptum erant Phyalae vitreae, vel figulinae cruore tinctae, aut crustas saltem sanguineas occludentes, quae vel intra vel extra loculos sepultorum affixae manebant. Attamen aliquibus visum fuit viris eruditis alias praeter sanguinem admittere notas, quibus ipsi Martyres distingui autumabant. Verum ut in re tanti momenti inoffenso procederetur pede, placuit Clementi IX Summo Pontifici singularem deligere Congregationem, quae ex Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalibus, aliisque doctissimis viris constaret, cuique hac super re gravissimum commisit examen. Haec Congregatio quae a Sacris postea Reliquiis et Indulgentiis nomen habuit argumentis omnibus perpensis, die 10 aprilis anni 1668, Decretum hoc tulit: « *Cum in Sacra Congregatione Indulgentiis, Sacrisque Reliquiis praeposita de notis disceptaretur, ex quibus verae Sanctorum Martyrum Reliquiae a falsis et dubiis dignosci possint; eadem Sacra Congregatio, re diligenter examinata, censuit, palmam et vas illorum sanguine tinctum pro signis certissimis habenda esse: aliorum vero signorum examen in aliud tempus rejecit* ». Decretum hujusmodi duorum fere saeculorum decursu fideliter servatum est, quamvis praeterito vertente saeculo nonnulli selecti scriptores de Phyalae sanguineae signo diversimode dubitaverint; quibus praecipue gravissima Benedicti XIV auctoritas obstitit, quum in literis Apostolicis ad Capitulum Metropolitanae ecclesiae Bononiensis de S. Proco martyre ex coemeterio Trasonis cum vase sanguinis effosso edoceret. « *Ipsi debetur cultus et titulus sancti, quia procul dubio nulli unquam venit in mentem, quantumvis acuto ingenio is fuerit, et cupidus quaerendi, ut aiunt, nodum in scirpo, nulli, inquam, venit in mentem dubitatio, quod corpus in Catacumbis Romanis inventum cum vasculo sanguinis aut pleno, aut tincto, non sit corpus alicujus qui mortem pro Christo sustinuerit.* » At nostris hisce diebus alii supervenere viri eruditione aeque pollentes, et in sacrae archeologiae studiis valde periti, qui vel scriptis, vel etiam voluminibus editis adversus Phyalam sanguineam utpote indubium martyrii signum decertarunt. Sanctissimus autem Dominus noster PIUS PAPA IX de Decreti illius robore et auctoritate haud haesitans, quum videret tamen eruditorum difficultates in ephemeridibus tum catholicis, tum heterodoxis divulgari, ad praecavendum quodlibet inter fideles scandalum sapientissime censuit, ut hujusmodi difficultates in quadam peculiari Sacrorum Rituum Congregatione severo subjicerentur examini. Peculiaris vero Congregatio haec nonnullis ex ejusdem Sacrorum Rituum Congregationis Cardinalibus, Praelatis officialibus, ac selectis Ecclesiasticis viris pietate, doctrina, prudentia, rerumque usu eximie praeditis constituta prae oculis habens universam argumentorum seriem, nec non fidelem ejusdem Secretarii relationem, quum omnia accuratissima ponderaverit disquisitione, die 27 novembris vertentis anni, duobus his propositis Dubiis:

I. *An phyalae vitreae, aut figulinae sanguine tinctae quae ad loculos sepultorum in sacris Coemeteriis vel intus vel extra ipsos reperiuntur, censeri debeant martyrii signum?*

II. *An ideo sit standum vel recedendum a Decreto Sacrae Congregationis Indulgentiarum et Reliquiarum, diei 10 Aprilis 1668?*

Respondit ad primum « AFFIRMATIVE ».

Respondit ad secundum « PROVISUM IN PRIMO ».

Ideoque declaravit confirmandum esse Decretum anni 1668.

Facta autem de praemissis Sanctissimo Domino Nostro PIO PAPAE IX a subscripto secretario accurata omnium expositione, Sanctitas Sua sententiam Sacrae Congregationis ratam habuit et confirmavit, atque praesens Decretum expediri praecepit. Die 10 Decembris 1863.

C. Episcopus Portuen. et S. Rufinae CARD. PATRIZI
S. R. C. Praef.
D. Bartolini S. R. C. Secretarius.

III. Exhumation des corps des Martyrs des Catacombes.

La fiole de sang, ainsi que le décide le décret précédent, étant un signe certain de martyre, il est facile de discerner quels sont les corps à vénérer comme reliques.

L'exhumation de ces corps se fait avec une grande pompe par les soins de Mons. le Sacriste de Sa Sainteté et de la Commission d'archéologie sacrée, qui, après les avoir levés de terre et leur avoir rendu les honneurs spéciaux qui leur sont dûs, les transporte à la *Lipsanothèque* ou Custode des saintes Reliques, établie au palais de S. E. le cardinal-vicaire, où ils sont religieusement conservés jusqu'à ce que le Pape en dispose en faveur de quelqu'église, monastère ou personnage illustre.

On lira avec plaisir les prières prescrites par le S. Siège pour l'exhumation et translation des corps des Martyrs, reconnus comme tels et découverts dans les catacombes de Rome.

Precationes recitandae cum reperta Christi Martyrum Lipsana e sacris cryptis efferuntur. Romae, ex Typographia Rev. Cameraе Apostolicae MDCCCLVI.

Hymnus

Veni Creator Spiritus, etc.

OREMUS

Mentes nostras, quaesumus, Domine, lumine charitatis illustra, ut videre possimus, quae agenda sunt; et quae recta sunt, agere valeamus. Per Christum Dominum...

Ant. Corpora Sanctorum in pace sepulta sunt, et vivent nomina eorum in aeternum.

Psalmus 78

Deus venérunt Gentes in hereditátem tuam, polluérunt templum sanctum tuum: * posuérunt Jerúsalem in pomórum custódiam.

Posuérunt morticina servórum tuórum, escas volatilibus cœli; * carnes sanctórum tuórum béstiis terræ.

Effudérunt sánguinem eórum tamquam aquam in circúitu Jerúsalem: * et non erat qui sepeliret.

Facti sumus oppróbrium vicínis nostris: * subsannátio, et illúsio his, qui in circúitu nostro sunt.

Usquequo Dómine irascéris in finem: * accendétur velut ignis zelus tuus?

Effúnde iram tuam in Gentes, quæ te non novérunt; * et in regna, quæ nomen tuum non invocavérunt.

Quia comedérunt Jacob: * et locum ejus desolavérunt.

Ne memineris iniquitátum nostrárum antiquárum, cito anticipent nos misericordiæ tuæ: * quia páuperes facti sumus nimis.

Adjuva nos Deus salutáris noster: et propter glóriam nóminis tui Dómine libera nos: et propitius esto peccátis nostris propter nomen tuum.

Ne forte dicant in Géntibus: Ubi est deus eórum? * et innotéscat in natiónibus coram óculis nostris.

Ultio sánguinis servórum tuórum, qui effúsus est: * introéat in conspectu tuo gémitus compeditórum.

Secúndum magnitúdinem brachii tui, * pósside filios mortificatórum.

Et redde vicínis nostris séptuplum in sinu eórum: impropérium ipsórum, quod exprobravérunt tibi Domine.

Nos autem pópulus tuus, et oves pascuæ tuæ, * confitebimur tibi in sæculum:

In generatiónem et generatiónem * annuntiábimus laudem tuam.

Gloria Patri etc.

Ant. Corpora Sanctorum in pace sepulta sunt, et vivent nomina eorum in aeternum.

Hymnus

Sanctorum meritis inclyta gaudia
Pangamus socii, gestaque fortia:
Gliscens fert animus promere cantibus
Victorum genus optimum.

Hi sunt quos fatue mundus abhorruit:
Hunc fructu vacuum, floribus aridum.
Contempsere tui nominis asseclae
Jesu Rex bone coelitum.

Hi pro te furias atque minas truces
Calcarunt hominum, saevaque verbera:
His cessit lacerans fortiter ungula,
Nec carpsit penetralia.

Caeduntur gladiis more bidentium:
Non murmur resonat, non querimonia;
Sed corde impavido mens bene conscia
Conservat patientiam.

Quae vox, quae poterit lingua retexere,
Quae tu Martyribus munera praeparas?
Rubri nam fluido sanguine fulgidis
Cingunt tempora laureis.

Te summa o Deitas, unaque poscimus,
Ut culpas abigas, noxia subtrahas,
Des pacem famulis, ut tibi gloriam
Annorum in seriem canant. Amen.

℣. Exultabunt sancti in gloria.
℟. Laetabuntur in cubilibus suis.
℣. Laetamini in Domino, et exultate justi.
℟. Et gloriamini omnes recti corde.
℣. Exultent sancti in conspectu Dei.
℟. Et delectentur in laetitia.
℣. Justi autem in perpetuum vivent.
℟. Et apud Dominum est merces eorum.
℣. Mirabilis Deus in Sanctis suis.
℟. Magnificus in sanctitate, laudabilis, et faciens mirabilia.
℣. Custodit Dominus omnia ossa eorum.
℟. Unum ex his non conteretur.
℣. Orate pro nobis, Sancti Christi Martyres.
℟. Ut digni efficiamur promissionibus Christi.
℣. Domine, exaudi orationem meam.
℟. Et clamor meus ad te veniat.
℣. Dominus vobiscum.
℟. Et cum spiritu tuo.

OREMUS.

Domine Jesu Christe, Rex gloriosissime Martyrum, teque confitentium corona, qui dispositione mirabili sacra corpora tuorum militum, qui pro tua fide ac nomine sanguinem suum profuderunt in hoc loco per sanctos Angelos tuos custodire dignatus es, illosque Urbis hujus tuae dilectae Jerusalem circa muros constituisti custodes, quorum spiritus in coelis tota die ac nocte non cessant laudare nomen sanctum tuum, concede Ecclesiae tuae, ut sicuti ad majorem tui nominis gloriam, eorumque venerationem sacras ipsorum Reliquias inde transferre nititur, ita semper eorum triumphis glorietur, et jugi praesidio tueatur. Qui vivis, et regnas cum Deo patre in unitate Spiritus sancti Deus per omnia saecula saeculorum. ℟. Amen.

OREMUS

Deus qui populo tuo egredienti de Egypto, et ad promissionis terram properanti per desertum sacra Joseph Patriarchae ossa et solatio et praesidio esse voluisti: concede nobis famulis tuis, ut in hac mortalis vitae peregrinatione horum sacra martyrum patrocinia ad cœlestem Patriam nos comitentur, eorumque sequentes exempla virtutum, eo perveniamus securi, quo tendimus. Per Christum Dominum etc.

OREMUS

Domine Jesu Christe, qui servorum tuorum Martyrum sepulcra regiis aulis reddis clariora, ubi sacros cineres et ossa quondam Spiritus Sancti viva templa veneramur; da ut sicut ipsi per tuam fidem et charitatem de tuis hostibus sacrae tuae passionis imitatores effecti palmam moriendo reportaverunt; ita

nos eorum meritis et intercessione ab hostium mentis et corporis insidiis liberemur et ad Paradisi gloriam perveniamus aeternam. Qui cum Deo Patre etc.

Exeundo e Coemeteriis cum capsulis cantabitur alternatim.

Te Deum laudamus etc.

Quo completo, antequam sigillentur capsulae, Sacerdos dicit

OREMUS

Praesta, quaesumus, omnipotens Deus, ut qui gloriosos Martyres fortes in sua confessione cognovimus, pios apud te in nostra intercessione sentiamus.

Deus, qui nos concedis sanctorum Martyrum tuorum reliquias et sanguinem pro tui nominis gloria constanter fusum debita veneratione colere, de nobis in aeterna beatitudine de eorum societate gaudere.

Da nobis, quaesumus, Domine Deus noster, omnium Sanctorum tuorum Martyrum palmas incessabili devotione venerari, ut quas digna mente non possumus celebrare humilibus saltem frequentemus obsequiis. Per Christum Dominum nostrum etc.

IV. Noms donnés aux martyrs baptisés.

Parmi les corps des martyrs que renferment les catacombes romaines, il en est que leur épitaphe désigne par un nom propre ; d'autres, au contraire, n'ont aucun nom gravé sur le marbre qui clôt le locule.

De là est venu l'usage de *baptiser* les reliques inconnues, en leur donnant un nom spécial qui les fasse reconnaître et fixe la dévotion en même temps que l'attention des fidèles.

Cet usage n'est pas nouveau dans l'Eglise, car il suffit de de feuilleter le Bréviaire romain pour y trouver des dénominations analogues, aux fêtes de S. Adaucte et des Quatre-Couronnés.

Nous reproduisons ici la liste officielle des seuls noms imposés à Rome aux corps des Martyrs, avant leur exposition dans les églises. On remarquera que tous ces noms sont plutôt des épithètes et qu'ils qualifient ou une vertu déterminée ou un mode d'existence spécial et par conséquent sont communs à tous les saints, puisque la sainteté est la pratique constante et finale des vertus à un degré héroïque et qui plus qu'un martyr a été véritablement un héros?

Elenchus nominum pro sacris reliquiis SS. Martyrum quorum corpora in coemeteriis Urbis sine nomine inventa sunt.

S. Amandi m. – s. Amatoris m. – s. Amantii m. – s. Amantiae m. – s. Aurei m. – s. Aureae m. – s. Amandae m. – s. Aucti m. – s. Auctae m. – s. Adeodati m. – s. Adeodatae m. – s. Aurelii m. – s. Aureliae m. – s. Ælidori m. – s. Benedicti m. – s. Benedictae m. – s. Beati m. – s. Beatae m. – s. Benigni m. – s. Benignae m. – s. Blandae m. – s. Bonifatii m. – s. Bonifatiae m. – s. Blandini m. – s. Blandinae m. – s. Boni m. – s. Bonae m. – s. Basilei m. – s. Bonosi m. – s. Bonosae m. – s. Crescentii m. – s. Casti m. – s. Castae m. – s. Candidi m. – s. Candidae m. – s. Caelestini m. – s. Caelestinae m. – s. Clari m. – s. Clarae m. – s. Casti m. – s. Castae m. – s. Clementis m. – s. Chari m. – s. Charae m. – s. Coronatae m. – s. Cristiani m. – s. Christianae m. – s. Clementiae m. – s. Colombae m. – s. Constantii m. – s. Constantiae m. – s. Clementiani m. – s. Clementiae m. – s. Columbani m. – s. Concordiae m. – s. Desiderii m. – s. Desideriae m. – s. Diodori m. – s. Diodorae m. – s. Donati m. – s. Donatae m. – s. Digni m. – s. Dignae m. – s. Dignatiani m. – s. Eutropii m. – s. Eutropiae m. – s. Fausti m. – s. Faustini m. – s. Faustinae m. – s. Fortunati m. – s. Fortunatae m. – s. Felicis m. – s. Feliciani m. – s. Felicissimi m. – s. Felicissimae m. – s. Fidelis m. – s. Felicitatis m. – s. Fulgentis m. – s. Fulgentiae m. – s. Fructuosi m. – s. Fructuosae m. – s. Gaudiosi m. – s. Gaudiosae m. – s. Generosi m. – s. Generosae m. – s. Gaudentii m. – s. Gaudentiae m. – s. Grati m. – s. Gratae m. – s. Honesti m. – s. Honestae m. – s. Honorati m. – s. Honoratae m. – s. Illuminati m. – s. Illuminatae m. – s. Innocentii m. – s. Innocentiae m. – s. Jucundi m. – s. Jucundae m. – s. Jucundini m. – s. Innocentis m. – s. Innocentiae m. – s. Innocentii m. – s. Innocentiae m. – s. Justi m. – s. Justae m. – s. Justini m. – s. Justinae m. – s. Jucundinae m. – s. Liberati m. – s. Liberatae m. – s. Lucidiani m. – s. Lucidi m. – s. Lucidae m. – s. Leti m. – s. Letantii m. – s. Letantiae m. – s. Lucentis m. – s. Magni m. – s. Maximi m. – s. Maximae m. – s. Modesti m. – s. Modestae m. – s. Mansueti m. – s. Mansuetae m. – s. Magni m. – s. Modestini m. – s. Modestinae m. – s. Nominandi m. – s. Nominandae m. – s. Optati m. – s. Optatae m. – s. Probi m. – s. Probae m. – s. Prosperi m. – s. Prosperae m. – s. Pacifici m. – s. Pacificae m. – s. Placidi m. – s. Placidae m. – s. Pii m. – s. Piae m. – s. Reparati m. – s. Reparatae m. – s. Redempti m. – s. Redemptae m. – Restituti m. – s. Restitutae m. – s. Simpliciani m. – s. Simplicii m. – s. Simpliciae m. – s. Severi m. – s. Severae m. – s. Severiani m. – s. Severini m. – s. Severinae m. – s. Sereni m. – s. Serenae m. – s. Salvati m. – s. Salvatae m. – s. Speciosi m. – s. Speciosae m. – s. Theophili m. – s. Theophilae m. – s. Tranquilli m. – s. Tranquillae m. – s. Theodori m. – s. Theodorae m. – s. Tranquillini m. – s. Tranquillinae m. – s. Victoris m. – s. Victoriani m. – s. Victorianae m. – s. Urbani m. – s. Urbanae m. – s. Victorii m. – s. Victoriae m. – s. Venusti m. – s. Venustae m. – s. Vincentis m. – s. Vincentiae m. – s. Verecundi m. – s. Valentini m. – s. Vincentii m. – s. Verecundae m. – s. Vitalis m. – s. Venerandi m. – s. Venerandae m. – s. Urbani m. – s. Urbanae m.

LA QUESTION DES MESSES

SOUS LES PAPES URBAIN VIII, INNOCENT XII ET CLÉMENT XI.

Le XVIIe siècle est une grande époque dans l'histoire du droit canonique. Il a produit des papes pieux et zélés qui ont imprimé le mouvement et provoqué les réformes nécessaires, des cardinaux doctes et prudents qui, dans les Congrégations où brillaient leurs lumières spéciales, ont fixé par leurs décrets la législation ecclésiastique, enfin des auteurs éminents dont le nom est encore cité comme une autorité.

Or deux grandes questions, relatives au sacrement de l'Eucharistie, ont surtout préoccupé ce siècle d'une fécondité si remarquable et d'une activité si précieuse. Ce sont la *fréquente communion* et la *célébration des messes*.

Parmi les dévotions populaires, il en est peu de comparable à celle que de tout temps les fidèles ont manifestée à l'endroit du saint sacrifice, dont les effets abondants répondent à nos triples besoins. Aussi la théologie distingue-t-elle ces effets par les épithètes de *propitiatoire* pour la rémission de nos péchés, de *satisfactoire*, pour le complet acquittement de la peine temporelle qui y est attachée et *d'impétratoire* pour les demandes diverses qui nous intéressent.

Vivants, nous appliquons le fruit du saint sacrifice ou à nous-mêmes ou aux défunts: souvent aussi nous voulons que ce même sacrifice soit offert après notre mort à notre intention personnelle et pour le soulagement de notre âme, si elle expie ce qui lui reste de souillure dans les flammes du purgatoire.

De cette dévotion particulière et louable, découlent directement deux sortes de messes, qualifiées *messes des vivans* et *des morts*.

Ces messes sont *fondées*, si on les requiert dans des conditions spéciales de durée ou de perpétuité, car la fondation peut être, dans l'intention du fondateur, perpétuelle de sa nature, c'est-à-dire fixe, stable, indélébile, ou simplement limitée à un temps déterminé, comme plusieurs années.

Les messes sont encore *manuelles*, quand elles se donnent de la main à la main, ou *éventuelles* parcequ'elles affectent un caractère essentiellement transitoire. Elles se comptent une à une et n'entraînent qu'une obligation passagère.

L'apôtre a dit que le prêtre doit vivre de l'autel. Aussi l'Eglise a toujours considéré que celui qui offre le saint sacrifice, non pour lui-même, mais à une intention demandée, a droit strictement, non pas à un *salaire*, car la messe étant chose purement spirituelle n'est nullement appréciable à prix d'argent, mais à une aumône par laquelle le fidèle se montre reconnaissant envers celui qui charitablement l'a aidé et assisté.

Quand l'église ou le prêtre acceptent des messes fondées ou manuelles, il se passe donc un contrat entre deux personnes, dont l'une demande et fait son offrande en conséquence, dont l'autre accepte les conditions posées et s'engage à les remplir fidèlement.

Ce contrat, basé principalement sur la justice et la charité, ne peut être violé sans que la Sainte Eglise, gardienne inviolable des droits de tous ses enfants, n'intervienne et ne réclame, prenant en main les intérêts de l'offensé contre le coupable.

Tel est l'état de la question que le XVIIe siécle a jugée et dont nous allons énumérer les phases diverses. Il s'agit de savoir comment ce contrat peut être violé, quel concours de circonstances forme la culpabilité et quel remède exige une semblable faute.

Nous n'insistons pas sur les fâcheuses conséquences des abus que Rome a condamnés. Les papes l'ont répété à satiété: trois intérêts sont alors en souffrance, l'âme du fidèle qui est privée du secours spécial qu'elle attend et auquel elle a droit; l'intention du bienfaiteur qui n'est pas remplie et enfin la conscience du prêtre qui est chargée d'une faute grave.

Il a fallu un siècle tout entier pour vider à fond cette grosse question de la célébration des messes. Elle a commencé en 1625 et ne s'est terminée qu'en 1719: les souverains pontifes Urbain VIII, Innocent XII et Clément XI y ont attaché leur nom.

Puisque nous avons eu la bonne fortune de mettre la main, à la bibliothèque du couvent de la Minerve, sur le dossier de cette affaire, nous en donnerons les pièces principales, afin de faire voir avec quelle maturité, quelle réflexion, quelle prudence le S. Siége procéde en toutes circonstances.

Nous nous contenterons de relier entr'eux ces documents aussi nombreux, que variés et, dans l'impossibilité où nous sommes de traduire les pièces originales, nous les analyserons pour en faire connaître la substance et la doctrine. Tout l'intérêt de notre travail est précisément dans ce recueil de pièces pour la plupart inédites.

I.

Décret d'Urbain VIII, en 1625.

Ici commence à proprement parler la question.

Nous ignorons quels faits l'ont provoquée et quelle marche a suivi l'affaire. Ferraris cite le décret, mais inclus dans celui d'Innocent XII, et n'ajoute aucune réflexion en forme d'introduction. Nous pouvons seulement soupçonner, aux expressions employées par le pieux pontife, combien le mal était déjà grand et étendu. Les menaces fulminées contre les coupables sont des plus énergiques et le décret n'a pas une portée restreinte, puisqu'une déclaration subséquente le rend obligatoire *hors d'Italie*.

Il importe donc, dès le début, car ultérieurement on s'appuiera sur ce document, de bien se pénétrer de sa teneur.

Le décret d'Urbain VIII, publié le 21 juin 1625, par l'organe de la S. C. du Concile avec toute la solennité usitée pour les actes pontificaux, comprend treize paragraphes ou clauses prescriptives et prohibitives.

A la suite sont ajoutées vingt déclarations de la même Congrégation dans le but de mieux faire saisir pratiquement l'application du décret de 1625.

Dans l'analyse rapide que nous allons faire de ces deux documents importants qui sont le point de départ de la législation canonique sur la matière, nous ne les séparerons pas l'un de l'autre, mais, pour une plus grande commodité du lecteur, nous les fondrons ensemble, puisqu'ils proviennent de la même source et obligent de la même manière.

L'exorde du décret rappelle en termes vifs les graves abus qui se sont introduits dans la célébration des messes pour les quelles les fidèles offrent une aumône au prêtre et afin d'y apporter un remède prompt et sûr, déclare que l'ordonnance suivante, jugée opportune et nécessaire par la S. Congrégation, émane de l'autorité même du Souverain Pontife.

1. Il est interdit aux Evêques, dans leurs synodes diocésains et aux généraux d'ordre dans leurs chapitres, et cela sous peine de nullité de l'acte contraire au présent décret, de procéder eux-mêmes aux réductions, modérations et commutations de messes. Le S. Siège est seul compétent pour juger de semblables questions, lors même que le legs serait si minime que personne ne voudrait s'en charger. Il n'y a pas à craindre que le recours à Rome absorbe le fond, car l'expédition se fera gratuitement. Si toutefois l'acte de fondation portait que l'Evêque est expressément désigné comme modérateur des messes à l'avenir, le décret n'entend point aller contre la volonté du testateur ni invalider l'acte qui en serait la conséquence.

2. Il sera célébré autant de messes, dans quelque lieu et par quelque prêtre que ce soit, que l'exige l'aumône reçue; autrement, l'obligation ne serait pas satisfaite, le coupable serait tenu à restitution et sa conscience serait chargée d'un péché grave. C'est en pareil cas celui qui offre l'aumône qu'il faut consulter sur son intention et le nombre de messes qu'il désire. Si ce nombre n'était pas déterminé, la solution de la difficulté appartiendrait à l'ordinaire, qui déciderait conformément à la taxe adoptée dans la ville épiscopale ou la province ecclésiastique. Les prêtres qui accepteraient une aumône inférieure à celle de la taxe diocésaine n'en sont pas moins tenus d'acquitter les messes reçues dans ces conditions. Un bénéficier, chapelain ou autre prêtre déjà tenu à célébrer, ne peut recevoir une seconde aumône et satisfaire ainsi à deux obligations par une seule messe. Si le testateur demande un certain nombre de messes, sans déterminer l'aumône, l'Evêque la règle suivant l'usage du lieu et les héritiers ne peuvent la fixer à leur gré.

3. Sont révoqués tous les privilèges et indults accordés à l'effet de pouvoir satisfaire à plusieurs obligations par une seule messe, mais où l'on réciterait autant d'oraisons diverses qu'il y a d'obligations. Les mots *in futurum suscipiendis* doivent s'entendre des charges acceptées après le privilège.

4. Tout prêtre qui reçoit une aumône pour une messe qu'il fait acquitter par un autre doit remettre intégralement cette aumône à son remplaçant, sans s'en réserver une partie. Les églises et lieux pies ne doivent rien retenir de cette aumône pour les dépenses que ces messes occasionnent, comme vin, hosties, servant, ornements, etc. L'on excepte le seul cas où l'église et le lieu pie n'auraient pas d'autre revenu pour faire face à ces dépenses, mais encore n'est-il permis que de couvrir simplement ses frais, le reste de l'argent, s'il y en a, devant être affecté à des messes aux intentions des bienfai-

teurs. Un bénéficier n'est pas tenu de donner à son remplaçant une aumône proportionnée à son bénéfice, à moins que l'acte même d'érection ne l'exige, mais seulement l'aumône usitée dans la ville ou la province. Si l'aumône reçue est plus forte que ne le prescrit la taxe, il n'y a pas lieu néammoins d'en retenir une partie et de donner à un autre une part conforme à cette même taxe.

5. Quand un legs perpétuel est fait à une église ou autre lieu pie, il importe de convertir immédiatement la somme reçue en immeubles, afin d'en retirer une rente certaine et provisoirement on la dépose dans un édifice sacré ou chez une personne digne de confiance et responsable, autrement l'entrée de l'église serait interdite *ipso facto* au coupable. Si le S. Siège autorisait la vente de ces immeubles, les mêmes précautions seraient à prendre et il faudrait acheter de nouveaux immeubles productifs.

6. Il est interdit à l'avenir à qui que ce soit de recevoir un legs de messes perpétuelles sans l'autorisation par écrit de l'Evêque ou de son Vicaire général, du général ou du provincial, sous peine pour le transgresseur séculier de l'interdit de l'entrée de l'église *ipso facto* et pour le régulier de la privation à tout jamais de tous offices et de voix active et passive.

7. Les mêmes peines canoniques menacent ceux qui acceptent des aumônes manuelles ou placent un tronc destiné à les recevoir, avant qu'ils n'aient satisfait à leurs obligations antérieures. Ce principe est mitigé dans son application pratique par la faculté de recevoir des messes, mais à la condition qu'on les acquittera dans un bref délai. Or un décret postérieur entend par *bref délai* l'espace d'un mois. Si cependant celui qui offre l'aumône, en raison de l'impossibilité absolue de pouvoir faire acquitter la messe demandée dans le délai rigoureux, consentait à ajourner l'obligation, le décret ne s'oppose pas à cet arrangement volontaire. Sont compris dans le décret les troncs placés dans les églises le jour des morts. Les administrateurs d'une église où la dévotion porte le peuple en foule ne peuvent enfreindre la règle du bref délai que du consentement de ceux qui font l'aumône. Non seulement le décret s'étend aux chapitres, collèges, sociétés, congrégations, supérieurs séculiers ou réguliers de lieux pies, mais il faut entendre des simples prêtres les mots *et aliis ad quos pertinet* qui suivent l'énumération précédente.

8. Les Evêques et Généraux ne devront autoriser l'acceptation de legs perpétuels qu'après s'être assurés que par le nombre de ses prêtres l'église peut satisfaire à la fondation, que l'église n'est pas déjà grévée d'une charge qui nuirait à l'accomplissement de la dernière et que les revenus laissés soient proportionnés au tarif admis dans la ville ou la province.

9. Il est enjoint aux généraux, provinciaux et autres supérieurs religieux existant en Italie et dans les îles adjacentes, de faire, de concert avec deux ou trois religieux les plus expérimentés de la province, le relevé des immeubles, rentes, aumônes, etc. de chaque couvent, tout en se basant sur les dix années précédentes et tenant compte des réparations, pertes, etc. qui absorbent chaque année une partie du revenu. Ce relevé écrit sera soumis en chapitre à trois juges délégués par le chapitre lui-même, dans le but d'examiner avec soin combien la recette totale permet d'entretenir de religieux, y compris les frères lais, dans chaque couvent. Et pour presser davantage l'exécution de cet ordre, la S. C. veut que les actes capitulaires lui soient transmis dans l'année qui suivra le chapitre général. Une fois le nombre des religieux établi par chaque couvent, il ne sera plus loisible aux supérieurs locaux de l'augmenter sans permission de la S. Congrégation et ceux qui le feraient ou n'obtempéreraient pas aux prescriptions antérieures encourraient les peines déjà indiquées. Bien qu'en vertu d'un décret de Paul V plusieurs monastères aient réglé le nombre de religieux qui doivent l'habiter, sans tenir compte des revenus, il faut revenir sur cette détermination conformément au décret d'Urbain VIII. On peut admettre des novices à la profession dans les monastères qui ne peuvent en prendre la charge, pourvu qu'après cette même profession ils soient envoyés ailleurs, là où leur existence est assurée.

10. Toute communauté, pour être exempte, se composera de douze religieux; autrement, elle sera soumise à la visite, correction et juridiction de l'ordinaire du lieu. Cette prescription comprend aussi les Capucins et les Jésuites, quoiqu'il leur soit interdit de recevoir des legs de messes.

11. Les supérieurs locaux, sous peine de privation de leurs offices, ainsi que de voix active et passive, feront lire au réfectoire la présente ordonnance tous les six mois, le lundi après le premier dimanche d'Avent et le vendredi après l'octave de la Fête-Dieu.

12. Défense est faite à toute autorité ecclesiastique ou laïque, de déclarer et interpréter le présent décret, qui déroge expressément à toutes choses contraires.

13. La portée de ce décret, quoique limitée dans un endroit, s'étend à toute l'Italie et au delà.

Le texte se lit dans Ferraris, *Prompta bibliotheca*, édit. du Mont Cassin, t. V, p. 357 et suiv.

§. 1. Cum saepe contingat in quibusdam Ecclesiis tam magnum Missarum celebrandarum numerum, ex variis Defunctorum relictis, aut piorum eleemosynis impositum esse, ut illis pro singulis diebus praescriptis nequeat satisfieri, et tamen nova onera Missarum in dies suscipiantur, indeque fiat, ut depereant piae Testantium voluntates, obstricta Benefactoribus fides violetur, Defunctorum animae suffragiis priventur, Ecclesiis debitus subtrahatur cultus, ac Christi fideles gravi scandalo affecti, plerumque a similibus Caritatis operibus retrahantur; Cumque his malis maximum inter cetera fomentum praebeat, aut quod ii, qui Missas supra vires celebrandas suscipiunt, sperent illas brevi ad pauciorem numerum a Superioribus reductum iri; aut quod Ecclesiis, sorte pecuniarum absumpta, plerumque nuda remaneant onera Missarum absque ullo emolumento, aut quod eleemosyna pro illis celebrandis sit adeo tenuis, ut non facile inveniantur, qui velint huic se muneri subjicere, et reditus Ecclesiae, aut Monasterii adeo exigui, ut Sacerdos pro necessaria sui sustentatione novis se oneribus obstringere compellatur, Sac. Congreg. Cardin. Concilii Tridentini Interpretum animadvertens, facturam se rem Deo gratissimam, caritatique, ac justitiae maxime consentaneam, si pro viribus satagat, hunc teterrimum abusum e Christiana Republica convellere, atque eradicare: Sanctissimi D. N. Urbani Divina providentia Papae VIII. auctoritate sibi specialiter attributa, infrascripta Decreta edidit.

§. 2. Ac primo districte prohibet, atque interdicit, ne Episcopi in Dioecesana Synodo, aut Generales in Capitulis Generalibus, vel alias quoquomodo, reducant onera ulla Missarum celebrandarum, aut post idem Concilium imposita, aut in limine fundationis sed pro his omnibus reducendis, aut moderandis vel commutandis ad Apostolicam Sedem recurratur, quae, re diligenter perspecta, id statuet, quod magis in Domino expedire arbitrabitur: alioquin reductiones, moderationes, et commutationes hujusmodi, si quas contra hujus prohibitionis formam fieri contingerit, omnino nullas, atque inanes decernit.

§. 3. Deinde, ubi pro pluribus Missis, etiam ejusdem qualitatis, celebrandis, stipendia, quantumcumque incongrua, et exigua, sive a pluribus personis collata fuerunt, aut conferentur in futurum Sacerdotibus, Ecclesiis, Capitulis, Collegiis, Hospitalibus, Societatibus, Monasteriis, Conventibus, Congregationibus, Domibus, ac Locis piis quibuscumque tam Saecularibus, quam Regularibus; Sacra Congregatio, sub obtestatione Divini Judicii mandat, ac praecipit, ut absolute tot Missae celebrentur, quot ad rationem attributae eleemosynae prae-

scripta fuerint, ita ut alioquin il, ad quos pertinet, suae obligationi non satisfaciant: quinimmo graviter peccent, et ad restitutionem, teneantur.

§. 4. Id vero ut deinceps observetur exactius, Sacr. Congregatio eadem auctoritate revocat Privilegia, et Indulta omnia quibusvis Personis, Ecclesiis, ac Locis Piis, tam Saecularibus, quam Regularibus cujuscumque Ordinis, Congregationis, et instituti, quamcumque ob causam concessa, quibus indulgetur, ut certarum Missarum, vel Anniversariorum celebratione, aut aliquibus Collectis, seu Orationibus, plurium Missarum oneribus in futurum suscipiendis satisfiat.

§. 5. Ac similiter omne damnabile lucrum ab Ecclesia removere volens, prohibet Sacerdoti, qui Missam suscepit celebrandam cum certa eleemosyna, ne eamdem Missam alteri, parte ejusdem eleemosynae sibi retenta, celebrandam committat.

§. 6. Praeterea, ne in Ecclesiis, in quibus onera Missarum in perpetuum imposita sunt, Sacerdotes in eis, ut par est, adimplendis eo tepidiores, ac segniores reddantur, quod onera hujusmodi cum nulla, aut parva sint utilitate conjuncta; statuit, atque decernit, ut pecuniae, ac bona mobilia Ecclesiis, Capitulis, Collegiis, Hospitalibus, Societatibus, Congregationibus, Monasteriis, Conventibus, ac Locis omnibus, tam Saecularibus, quam regularibus, atque illorum Personis in futurum simpliciter acquirenda cum onere perpetuo Missarum celebrandarum ab iis, ad quos pertinet, sub poena Interdicti ab ingressu Ecclesiae ipso facto incurrenda, a die realis acquisitionis, statim deponi debeant penes Ædem Sacram, vel Personam fide, et facultatibus, idoneam, ad effectum illa, seu illorum pretium quamprimum investiendi in bonis immobilibus fructiferis, cum expressa, et individua mentione oneris, quod illis annexum reperitur.

§. 7. Ac si eadem bona immobilia auctoritate Apostolica deinceps alienari contingerit, eorumdem pretium sub eadem poena, ut supra, deponi, atque in aliis bonis stabilibus itidem fructiferis cum ejusdem oneris repetitione, atque annexione converti debeat.

§. 8. Ad haec Sacr. Congreg. quibusvis Capitulis, Collegiis, Societatibus, et Congregationibus, nec non omnibus, et singulis Ecclesiarum, ac Piorum Locorum, tam Saecularium, quam Regularium Superioribus, vel aliis, ad quos pertinet, districte prohibet, ne in posterum onera perpetua suscipiant Missarum celebrandarum, saeculares quidem sine Episcopi, vel ejus Generalis Vicarii, Regulares vero sine Generalis, vel Provincialis consensu, et licentia in scriptis, et gratis concedenda, alioquin Saecularis, qui hujus prohibitionis transgressor extiterit, ab ingressu Ecclesiae interdictus sit eo ipso: Regularis vero poenam privationis omnium Officiorum, quae tunc obtinebit, ac perpetuae inhabilitatis ad alia de cetero obtinenda, vocisque activae, ac passivae, absque alia declaratione incurrat.

§. 9. Eleemosynas vero manuales, et quotidianas pro Missis celebrandis, ita demum iidem accipere possint, si oneribus antea impositis ita satisfecerint, ut nova quoque onera suscipere valeant: alioquin omnino abstineant ab hujusmodi eleemosynis, etiam sponte oblatis, in futurum recipiendis, et capsulas auferant ab Ecclesia cum inscriptione illa: *Eleemosyna pro Missis*, vel alia simili, sub iisdem poenis ipso facto incurrendis, ne Fideles hac ratione frustrentur.

§. 10. Episcopus vero, seu ejus Vicarius, aut Generalis, vel Provincialis, ubi de licentia pro perpetuis oneribus fuerint requisiti, in singulis casibus diligenter inquirant, de singulis Missarum celebrandarum obligationibus cuique Ecclesiae, Monasterio, aut loco Pio incumbentibus: nec antea assensum hujusmodi, aut licentiam praebeant, quam eis legitime constiterit, illius Sacerdotes, tam novo oneri suscipiendo, quam antiquis jam susceptis satisfacere posse, praecipuamque rationem habeant, ut redditus, qui Ecclesiis, et Locis Piis relinquuntur, omnino respondeant oneribus adjunctis secundum morem cujusvis Civitatis, vel Provinciae, intelligantque, si in re tanti momenti, desides aut negligentes fuerint, in novissimo die, se hujus praetermissi muneris rationem esse reddituros.

§. 11. Postremo Illustrissimi Patres non sine gravi animi dolore intelligentes, mala fere omnia, quae Regularem disciplinam evertunt, ac praecipue nimiam hanc facilitatem fovent, in oneribus Missarum supra vires suscipiendis, veluti ex infesta radice, pullulare ex majori Regularium numero, quam ferant, redditus, et eleemosynae cujusque Monasterii inheraentes: Summorum Pontificum, ac Sacri Conc. Tridentini Decretis, hac de re editis, Sanctissimi Domini Nostri auctoritate praecipiunt, ac mandant omnibus, et singulis, Generalibus, Provincialibus, Commissariis, Ministris, Praesidentibus, Abbatibus, Prioribus, Prepositis, Guardianis, Vicariis, et quibuscumque aliis Superioribus Monasteriorum, Conventuum, ac Domorum Regularium, bona immobilia possidentium, vel non possidentium, cujuscumque Ordinis, Congreg. et Instituti existentium intra fines Italiae, et Insularum adjacentium, ut singuli, ad quos pertinet, in qualibet Provincia adhibitis duobus, aut tribus Regularibus sui Ordinis, vel Congreg. probatioribus, et rerum usu peritioribus bona immobilia, census, redditus, et proventus omnes, consuetas item eleemosynas, et obventiones, tam communes Monasteriorum, Conventuum, et Domorum ejusdem Provinciae, quam etiam singularibus Personis Religiosis assignatas, seu permissas, in communem usum deinceps conferendas, decem annorum immediate praecedentium habita ratione, diligenter, et mature recognoscant, iis omnibus detractis, quae reparationes, praestationes, grandines, sterilitates, aliave cujuslibet generis onera consueverunt absorbere.

§. 12. Eaque omnia scripto fideliter exarata, idem Superior, cujus interest, in proximo Capitulo, seu Congregat, Generali, vel Provinciali coram tribus Judicibus ab ipsomet Capitulo, seu Congregatione deligendis proponat, qui computatis hujusmodi redditibus, eleemosynis, et oneribus, ut supra detractis, sedulo examinent, quot Religiosi homines, connumeratis etiam Laicis, aliisque necessariis servientibus, in unoquoque Monasterio, Conventu, et Domo Regulari, juxta regionis, et proprii instituti morem, victum, et vestitum, et medicinalia in communi habentes, competenter valeant sustentari. Tum eorumdem bonorum redditum, eleemosynarum, et onerum praecisam notam ipsimet Capitulo, seu Congregat. exhibeant, ut in illo diligenter omnibus discussis, cujusque Familiae Monasterii, Conventus, ac Domus Regularis, in singula quaque Provincia certus earum tantum Personarum numerus Patrum Capitularium voto, praefigatur, quae redditibus, eleemosynis, et obventionibus, ut superius sufficienter ali possint.

§. 13. Ne vero Superiores, qui id praestare debent, serius, aut remissius, quam par est, suo muneri satisfaciant: mandat Sac. Congreg. ut infra annum, post proximum Capitulum Generale, vel Provinciale computandum omnia hoc de genere capitulariter gesta, in authenticam formam reducta ad Sacram ipsam Congregationem Concilii singuli mittant.

§. 14. Numerumque familiae, singulorumque Conventuum, Monasteriorum, et Domorum hujusmodi Regularium, Capituli, seu Congregat. Generalis, vel Provincialis sententia, et auctoritate praefinitum iidem Superiores, tam Generales, et Provinciales omnes quam Locales, perpetuo servare omnino teneantur, nec possint illum quoquomodo augere, etiam praetextu augmenti redditum absque Sacrae ipsius Congregationis licentia: Superiores autem hujusmodi, qui praedicta omnia in praefixo termino non praestiterint, vel numerum, ut supra praescriptum, quovis modo augere praesum-

pserint, privationis omnium Officiorum, quae tunc temporis obtinebunt, vocisque activae, ac passivae, et ad omnia suae Religionis Officia, et gradus, inhabilitatis perpetuam poenam eo ipso incurrere, atque aliis, etiam gravioribus, a Sede Apostolica infligendis poenis Sac. Congreg. subjacere voluit, et declaravit.

§. 15. Deinceps vero Monasterium, Conventus, Domus, Congregat. vel Societas Religiosorum, seu Regularium nullibi recipiatur, nisi praeter alia ad id requisita, in singulis hujusmodi locis duodecim saltem Fratres, aut Monachi, seu Religiosi degere, et ex redditibus, et consuetis eleemosynis, detractis omnibus, ut supra, detrahendis, competenter sustentari valeant, ad praescriptum Decreti fel. recor. Gregorii XV. hac de re editi: alioquin Monasteria, et loca hujusmodi posthac recipienda, in quibus duodecim Religiosi, ut supra, sustentari, atque inhabitare non poterunt, et actu non inhabitaverint, Ordinarii Loci Visitationi, Correctioni, atque omnimodae Jurisdictioni subjecta esse intelligantur.

§. 16. Porro ne ullo unquam tempore haec in oblivionem, seu desuetudinem abeant, Superiores Locales cujusque Monasterii, Conventus, ac Domus Regularis curare, atque efficere teneantur, sub poena Privationis Officii, vocisque activae, et passivae ipso facto incurrenda, ut in perpetuum, sexto quoque mense, idest feria secunda post Primam Dominicam Adventus, et feria sexta post Octavam Corporis Christi, praesentes Ordinationes in publica Mensa perlegantur.

§. 17. Omnibus, tam Ecclesiasticis Personis cujuscumque sint Ordinis, conditionis, et gradus, quam Laicis, quocumque honore, et potestate praeditis, praesentia Decreta declarandi, vel interpretandi facultate penitus interdicta.

§. 18. Non obstantibus, quoad suprascripta omnia, et singula in praesentibus decretis contenta, Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis in favorem quarumcumque personarum, atque Ordinum, tam Mendicantium, quam non Mendicantium, Militiarum etiam Sancti Joannis Hierosolymitani, Congregationum, Societatum, ac cujuslibet alterius Instituti, etiam necessario, et in individuo exprimendi Ecclesiarum, Monasteriorum, Conventuum, Collegiorum, Capitulorum, Hospitalium, Confraternitatum, et aliorum quorumcumque tam Saecularium, quam Regularium Locorum, Superiorum, nec non illorum, etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quamvis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, etiam immemorabilibus, Privilegiis quoque, Indultis, et Litteris Apostolicis, etiam Mari magno, seu Bulla aurea, aut alias nuncupatis, sub quibuscumque tenoribus, et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, et insolitis clausulis, nec non irritantibus decretis, etiam motu proprio, et ex certa scientia, ac de Apostolicae potestatis plenitudine, aut alias quomodolibet, etiam per viam Communicationis, seu extinctionis concessis, et iteratis vicibus approbatis, et innovatis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus, et formis, specialis et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales, mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita, et observata, inserti forent, praesentibus pro expressis habens, quibus quoad ea, quae praesentibus adversantur, illis alias in suo robore permansuris, Sacr. Congregat. Sanctitatis Suae auctoritate specialiter, et expresse derogat, ceterisque contrariis quibuscumque.

§. 19. Et ne praemissorum ignorantia a quoquam praetendi possit, voluit eadem Sacra Congregatio, ut praesentes Ordinationes in Valvis Basilicarum Sancti Joannis Lateranensis, et Principis Apostolorum de Urbe, ac in Acie Campi Florae, ut moris est, affixae omnes, ad quos pertinent, ita arctent, et afficiant, ac si unicuique personaliter intimatae fuissent.

§. 20. Utque earumdem praesentium transumptis, etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, et sigillo Personae in Dignitate Ecclesiastica constitutae munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quae praesentibus adhiberetur, si forent exhibitae, vel ostensae.

Datum Romae die 21 Junii 1625.

Cosmus Card. de Torres.

Prosper Fagnanus Sac. Cong. Secr.

§. 21. Excitatis autem super praemissorum Decretorum intelligentia, seu interpretatione infrascriptis dubiis, prodierunt a memorata Congregatione, simili auctoritate illi a praefato Urbano Papa VIII. specialiter attributa, responsiones, seu declarationes inferius apponendae.

Super primo Sacrae Congregationis decreto de celebratione Missarum, quo prohibetur ne Episcopi in Dioecesana Synodo, aut Generales in Capitulis Generalibus, vel alias, quoquo modo reducant onera ulla Missarum celebrandarum, aut post idem Concilium imposita, aut in limine fundationis.

Quaeritur, quid; si legatum sit ita tenue, ut non sit, qui velit onus illi injunctum subire, et, si recurrendum sit ad Sedem Apostolicam pro moderatione oneris, totum, aut fere totum insumendum sit pro expensis ad id necessariis?

Et quid, si permittatur Episcopo in fundatione ut possit hujusmodi onera moderari?

Secundo, super secundo ejusdem Congregationis decreto, quo cavetur, ut celebrentur tot Missae, quot ad rationem tributae eleemosynae praescriptae fuerint?

Quaeritur, an verba illa *praescriptae fuerint* intelligenda sint de praescriptione facta ab Offerente, vel ab Ordinario?

Tertio, an cum Ordinarius praescripserit eleemosynam congruam juxta qualitatem loci, personarum, ac temporum, Sacerdotes accipientes stipendium minus congruo, teneantur Missas illis ab Offerente praescriptas celebrare?

Quarto, an Sacerdotes, qui tenentur Missas celebrare ratione Beneficii, seu Capellae, Legati, aut salarii, possint etiam manualem eleemosynam pro missis votivis, aut defunctorum recipere, et unico Missae Sacrificio utrique oneri satisfacere?

Quinto, posito, quod Testator relinquat, ut celebrentur pro ejus Anima centum Missae absque ulla praescriptione eleemosynae;

Quaeritur, an liberum sit haeredibus eleemosynam sibi bene visam praescribere, an vero eadem eleemosyna praescribenda sit ab Ordinario?

Sexto, super tertio Congregationis decreto, in quo eadem Congregatio revocat Privilegia, quibus indulgetur, ut certarum missarum, vel Anniversariorum celebratione, aut aliquibus Collectis, seu Orationibus, plurium Missarum oneribus in futurum suscipiendis satisfiat;

Quaeritur, an verba (*in futurum suscipiendis*) intelligenda sint de oneribus suscipiendis post Privilegium?

Septimo, super quarto ejusdem Congregationis Decreto, quo prohibetur Sacerdoti, qui suscepit missam celebrandam cum certa eleemosyna, ne eamdem Missam alteri, parte ejusdem eleemosynae sibi retenta, celebrandam committat.

Quaeritur, an permittendum sit administratoribus Ecclesiarum, ut retineant aliquam eleemosynarum portionem pro expensis manutentionis Ecclesiae, Altarium, Inservientium, paramentorum, luminum, Vini, Hostiae, et similium?

Octavo, an hoc Decretum habeat locum in beneficiis, quae conferuntur in titulum, idest, an RectorBeneficii, qui potest per alium celebrare, teneatur Sacerdoti celebranti dare stipendium ad rationem redditum Beneficii?

Decimo, an Sacerdotes, quibus aliquando offertur eleemosyna major solita pro celebratione Missae, debeant dare eamdem integram elemosynam iis, quibus Missas celebrandas

committunt: An vero satis sit, ut dent celebrantibus eleemosynam consuetam?

Undecimo, super quinto ejusdem Congregationis decreto, quo inter cetera statuitur in haec verba : eleemosynas vero manuales, et quotidianas pro Missis celebrandis, ita demum iidem accipere possint , si oneribus antea impositis ita satisfecerint, ut nova quoque onera suscipere valeant: Alioquin omnino abstineant ab hujusmodi eleemosynis, etiam sponte oblatis, in futurum recipiendis, et capsulas auferant etc.

Quaeritur , an hoc Decretum prohibeat absolute , quominus accipiant novas eleemosynas ii, qui acceptis non satisfecerunt, et quid , si congruo tempore possint omnibus satisfacere?

Duodecimo, quid, si offerens eleemosynas, audito impedimento, consentiat, ut Sacerdos Missam celebret cum primum poterit?

Decimotertio, an poena Interdicti, et aliae appositae in eodem decreto afficiant tam eos, qui accipiunt eleemosynas contra formam ibi praescriptam, quam eos, qui non auferunt capsulas ab Ecclesiis, ut ibidem praecipitur?

Decimoquarto , an in hoc Decreto comprehendantur illae capsulae quae apponi solent in Ecclesiis in die commemorationis omnium Defunctorum, et vulgo dicuntur (*Casse de' Morti*).

Decimoquinto , an Administratores Ecclesiae, magnae devotionis , et concursus , possint eleemosynas pro Missis celebrandis accipere , si iisdem Missis , nonnisi post longum tempus, satisfacere valeant , ne alias cultus Ecclesiae , et devotio, ac concursus Fidelium, ut aiunt, minuantur :

Decimosexto, quia prohibitio dicti Decreti videtur aliquibus directa solis Capitulis , Collegiis , Societatibus , Congregationibus, nec non omnibus, et singulis Ecclesiarum , piorum locorum tam Saecularium, quam Regularium Superioribus, de quibus fit expressa mentio, non autem privatis Sacerdotibus , qui tamen comprehendi videntur sub clausula generali *et aliis ad quos pertinet*, supplicatur pro opportuna declaratione.

Decimoseptimo , super septimo ejusdem Sacrae Congregationis Decreto, quo cavetur, ut in singulis Monasteriis Religiosorum praefigatur numerus, qui ex consuetis redditibus, aut eleemosynis commode possint sustentari :

Quaeritur , an ubi haec praefixio facta jam fuit in vim similis decreti Sanctae memoriae Pauli V. absque tamen computatione reddituum , cujusque Religiosi , sit denuo facienda nec ne ?

Decimoctavo, an Novitii ad Habitum Regularem admissi , possint admitti ad Professionem in Monasteriis, in quibus habita, ut supra, praefixione numeri, commode ali non possunt?

Decimonono , super ultimo , quo cavetur, ut nullibi recipiantur Conventus Regularium, nisi praeter alia ad id requisita, duodecim saltem Fratres in eis degere, et competenter sustentari valeant , ita ut alioquin subsint jurisdictioni ordinariae :

Quaeritur, an hoc decretum, quod videtur editum in ordine ad celebrationem Missarum, comprehendat eas Religiones, quae non consueverunt onera Missarum recipere, ut sunt Religiones Capuccinorum, ac Societatis Jesu.

Ultimo , an idem decretum , ubi disponit, uti nullibi recipiantur Monasteria, nisi etc. habeat locum in Italia dumtaxat, ad quam est restrictum decretum proxime antecedens, an vero etiam extra Italiam?

Declarationes, seu Responsiones ad supradicta Dubia.

§. 22. Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum, auctoritate sibi a Sanctissimo Domino nostro attributa, ad singula dubia superius proposita ad hunc modum respondit, videlicet.

Ad primum, etsi legatum sit adeo tenue, nihilominus pro reductione oneris, ut supra, impositi, ab iis, ad quos pertinet, Sedem Apostolicam esse adeundam , quae absque ulla impensa id statuet, quod magis in Domino e re esse judicaverit: Verumtamen, si in ipsa Beneficii erectione expresse cautum fuerit, ut liceat Episcopo injunctum onus reducere, ac moderari, legem hanc fundationis, quam Decreta hac de re edita non sustulerunt, esse validam, et observandam.

Ad secundum , esse intelligenda de praescriptione facta ab eo, qui eleemosynam tribuit , non autem ab Ordinario: Quod, si tribuens eleemosynam numerum Missarum celebrandarum non praescripserit, tunc tot Missas celebrari, debere, quot praescripserit Ordinarius secundum morem Civitatis, vel Provinciae.

Ad tertium, teneri.

Ad quartum. Sacerdotes, quibus diebus tenentur Missas celebrare ratione Beneficii, seu Capellae, Legati, aut Salarii, si eleemosynas pro aliis etiam Missis celebrandis susceperint, non posse eadem Missa utrique obligationi satisfacere.

Ad quintum ; censuit , ubi nullam certam eleemosynam Testator reliquit, esse ab Episcopo praescribendam eleemosynam congruam, quae respondeat oneribus Missarum celebrandarum secundum morem Civitatis, vel provinciae.

Ad sextum, ita esse intelligenda.

Ad septimum , respondit permittendum non esse , ut Ecclesiae, ac loca pia, seu illorum Administratores ex eleemosynis Missarum celebrandarum ullam, utcumque minimam, portionem retineant ratione expensarum, quas subeunt in Missarum celebratione, nisi cum Ecclesiae, et Loca pia alios non habent redditus, quos in usum earumdem expensarum erogare licite possint, et tunc quam portionem retinebunt, nullatenus debere excedere valorem expensarum, quae pro ipsomet tantum Missae Sacrificio necessario sunt subeundae , et nihilominus eo etiam casu, curandum esse , ut ex pecuniis , quae supersunt, expensis ut supra deductis, absolute tot Missae celebrentur, quot praescriptae fuerint ab offerentibus eleemosynas.

Ad octavum , non habere locum , sed satis esse , ut Rector Beneficii, qui potest Missam per alium celebrare, tribuat Sacerdoti celebranti eleemosynam congruam secundum morem Civitatis, vel Provinciae , nisi in fundatione ipsius Beneficii aliud cautum fuerit.

Ad decimum , debere absolute integram eleemosynam tribuere Sacerdoti celebranti , nec ullam illius partem sibi retinere posse.

Ad undecimum , respondit, non prohibere absolute : Ac propterea, etsi oneribus jam susceptis non satisfecerint, posse tamen nova etiam onera suscipere Missarum celebrandarum , dummodo infra modicum tempus possint omnibus satisfacere.

Ad duodecimum , quamvis onera suscepta infra modicum tempus adimpleri nequeant , si tamen tribuens eleemosynam pro aliarum Missarum celebratione id sciat , et consentiat , illae ut tunc demum celebrentur cum susceptis oneribus satisfactum fuerit, decretum non prohibere, quo minus eo casu eleemosyna accipiatur pro iisdem Missis juxta Benefactoris consensum celebrandis.

Ad decimum tertium , has poenas non habere locum, nisi in suscepturis onera perpetua Missarum celebrandarum sine licentia Episcopi , vel ejus Vicarii generalis aut Generalis , vel Provincialis.

Ad decimum quartum, comprehendi.

Ad decimum quintum, non posse, nisi de consensu eorum, qui eleemosynas tribuunt , ut supra in responsione ad duodecimum.

Ad decimum sextum , comprehendi etiam privatos Sacerdotes.

Ad decimum septimum, numeri praefixionem esse iterum faciendam, servata forma ultimi decreti hac de re editi.

Ad decimum octavum, esse admittendos ad professionem, si alias habiles existant, ac deinde in aliquo alio Monasterio ejusdem Religionis esse collocandos, ubi commode ali possint.

Ad decimum nonum, censuit comprehendere.

Ad ultimum habere locum extra Italiam.

COSMUS CARD. DE TORRES.

Prosper Fagnanus S. Congr. Secr.

II.

Des messes demandées à l'autel privilégié de S. Grégoire.

L'église abbatiale de S. Grégoire sur le Cœlius, à Rome, est célèbre, dans le monde entier, par son autel privilégié, qui, en souvenir de S. Grégoire-le-Grand, porte le titre d'*autel Grégorien*, car ce pape, après trente messes consécutives célébrées au même endroit où se porte aujourd'hui la dévotion des fidèles, obtint que l'âme du défunt auquel s'appliquaient ces trente messes, sortît des flammes du purgatoire et montât au ciel. (Ferraris, t. V, p. 459).

Or, il arriva, sous le pontificat d'Urbain VIII, que les messes demandées à l'autel privilégié de S. Grégoire étaient si nombreuses que les religieux Camaldules attachés au service de l'église ne pouvaient suffire à les acquitter.

Urbain VIII, voulant remédier à ce désordre qui préjudiciait aux âmes des morts et aux intentions des vivants, adressa, le 9 décembre 1626, le bref *Cum sicut* au Prieur du Monastère et en sa personne, à tous ses successeurs dans la dite charge.

En conséquence, il est réglé qu'à l'avenir les fondations ou anniversaires perpétuels passeront avant les demandes journalières, pour l'acquittement desquelles cependant une diligence spéciale est expressément recommandée, afin que l'aumône reçue trouve le plutôt possible son application.

Tout ce qui restera non acquitté sera distribué, à Rome même, soit aux maisons de l'ordre, soit à des prêtres séculiers, soit à des prêtres réguliers, avec l' assentiment de leurs supérieurs et pourvu que cette commission ou délégation ne nuise pas aux charges personnelles qui leur sont imposées d'autre part.

Tous les six mois le Prieur devra présenter au Cardinal Vicaire ou à son délégué la note des messes ainsi distribuées et acquittées.

Si les messes demandées ne peuvent être dans un délai assez court acquittées à S. Grégoire, le religieux préposé à l'inscription de ces messes et à la réception de l'aumône correspondante, préviendra les personnes intéressées du temps approximatif où leurs pieux désirs pourront être remplis.

Dans l'espace de six mois à partir de la date du bref pontifical, toutes les messes arriérées durent être distribuées soit par l'abbé général, soit par le prieur du monastère, aux séculiers ou réguliers de Rome, et cela sous le contrôle immédiat du Cardinal-Vicaire.

Par faveur spéciale, tous les autels des églises où ces mêmes messes ainsi transférées seront acquittées, sont déclarés privilégiés, à l'instar de l'*autel Grégorien*.

Le bref d' Urbain VIII se lit dans le *Bullaire Romain*, t. XV, p. 24, N. 204, an. 1626.

Nonnullae ordinationes pro missis in Ecclesia S. Gregorii de Urbe celebrandis, et recipiendis elemosynis.

URBANUS PAPA VIII. — *Ad futuram rei memor.* Cum sicut accepimus, quamplures eleemosynae pro missis in Ecclesia Monasterii S. Gregorii de Urbe Congregationis Camaldulen. pro animarum Christifidelium defunctorum refrigerio, et salute celebrandis, eidem Ecclesiae in dies erogentur ; omnes vero missae hujusmodi ob nimiam earum quantitatem in dicta Ecclesia celebrari nequeant.

§. 2. Nos qui omnium saluti paterna charitate intendimus, piae Christifidelium intentioni, atque desiderio, quantum nobis ex alto conceditur, consulere volentes, motu proprio, et ex certa scientia, ac matura deliberatione nostris, deque apostolicae potestatis plenitudine, dilecto filio moderno, et pro tempore existenti dicti Monasterii Priori in virtute sanctae obedientiae per praesentes praecipimus, et mandamus, ut satisfactis prius oneribus perpetuis Missarum, sive Anniversariorum, quibus Monasterium hujusmodi obnoxium est, pro satisfactione eleemosynarum manualium in eadem Ecclesia de caetero ad effectum praedictum elargiendarum, sive erogandarum, majorem, quam possit, diligentiam adhibeat, ut debito eleemosynarum hujusmodi numero in Ecclesia praedicta satisfiat.

§. 3. Pro illis autem, quibus satisfacere non poterit, in Urbe per sacerdotes seculares, vel cujusvis ordinis regulares, de Superiorum suorum licentia, alteri Missarum celebrationis oneri non obnoxios, vel eas Monasteriis Congregationis hujusmodi, ut in eorum Ecclesiis celebrentur, distribuendo satisfieri omnino curet; quae Monasteria nulli Missarum celebrationi, quae distributionis vigore praesentium faciendae exequutionem non impediant, sint obligata. Dictusque Prior sexto quoque mense notulam peractae distributionis, ac satisfactionis dilecto filio nostro in alma Urbe Vicario in spiritualibus generali, vel ab eo specialiter deputato consignet.

§. 4. Quodque de caetero eleemosynae pro Missis in eadem Ecclesia S. Gregorii celebrandis, quae infra modicum tempus ibi celebrari non poterunt, illic minime recipiantur, nisi Sacrista, vel alius minister Missarum numero describendo, atque oblationibus recipiendis praefectus prius admoneat singulos, qui eleemosynas offerunt, de tempore intra quod Missae ab iis requisitae probabiliter celebrari poterunt.

§. 5. Praeterea, quod pecuniae, quae ad praesens in deposito ex eleemosynis Missarum conflatae reperiuntur, per alias ejusdem Congregationis, seu almae Urbis nostrae Ecclesias arbitrio Abbatis generalis ejusdem Congregationis, et dicti Ordinis Prioris, vel Sacerdotibus, nulli pariter alteri celebrationis Missarum oneri, ut praefertur, obnoxiis, praevio consensu, et approbatione ejusdem Vicarii nostri, vel ejus deputati, quamprimum distribuantur, ad hoc ut totidem Missae pro fidelibus defunctis quamprimum celebrentur, et infra sex menses proximos eidem Vicario nostro, vel ejus deputato notula, tam peractae distributionis, quam celebrationis Missarum per eumdem Priorem consignetur.

§. 6. Insuper Ecclesiis, seu Altaribus in quibus Missae pro eleemosynis dictae Ecclesiae S. Gregorii elargitis, ut supra, celebrabuntur, easdem Indulgentias, quae ipsi Ecclesiae S. Gregorii a Sede Apostolica concessae reperiuntur, auctoritate Nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia, ac Sanctorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, earumdem tenore praesentium concedimus.

§. 7. Decernentes, praesentes literas, et in eis contenta quaecumque semper et perpetuo valida, firma, et efficacia esse, et fore suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et obtinere, ac per dictum Priorem, aliosque, ad quos quomodolibet spectat, et in futurum pro tempore spectabit, inviolabiliter observari; sicque, et non alias per quoscumque judices ordinarios, et delegatos, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ubique judicari, et diffiniri debere, ac irritum, et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

§. 8. Non obstantibus Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis, ac quatenus opus sit, dictae Congregationis, illiusque Monasteriorum etiam juramento, confirmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus caeterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die Nona decembris 1626. Pontificatus Nostri Anno Quarto.

III.

Quatre décrets rendus de 1655 à 1676.

Le second concerne Rome, le troisième Perpignan et le quatrième Bologne. Le premier n'a pas de titre au moins dans Ferraris, t. v. p. 368. Quatre questions y sont traitées à savoir la rétention d'une partie de l'aumône, la commutation des legs, la célébration personelle et le délai prescrit pour l'acquittement des messes.

1. Le décret général en ordonnant que toutes les messes soient acquittées dans un bref délai n'avait pas précisé le nombre de jours rigoureusement obligatoire. Ce n'est qu'en 1655 que la S. Congrégation du Concile décida que le *modicum tempus* devait s'entendre, non pas comme le disaient les théologiens d'un délai de deux ou trois mois, mais seulement d'un mois entier.

La décision est rapportée par Benoît XIV, *vol. 1. in notificatione et instructione 56 super eleemosyna missae et retentione alicujus partis pro utensilibus* §. *44*.

Cum in declaratione undecimi impressa super decretis de celebratione missarum celebrandarum permittatur receptio aliorum onerum missarum celebrandarum, dummodo infra modicum tempus possit omnibus satisfieri, hodie nonnulli superiores Regulares pro conscientiarum, ut inquit, quiete, denuo quaerant: An dictum modicum tempus celebrandi missas reputetur tempus duorum vel trium mensium?

Sacra etc. respondit: Modicum tempus intelligi infra mensem. Die 17 julii 1655.

2. Une comtesse Romaine fonde, mais non à titre de bénéfice ou de chapellenie, deux messes quotidiennes à célébrer à S. Marie Libératrice. Elle fixe l'aumône de chaque messe à deux jules, un peu plus d'un franc.

La S. C. du Concile, le 7 mai 1672, déclare que l'un des prêtres à qui incombe cette obligation d'une messe quotidienne, ne peut, même pour cause légitime, se faire remplacer par un autre prêtre à qui il ne donnerait que l'aumône du tarif ordinaire, réservant pour lui le surplus: les deux jules doivent être donnés intégralement au remplaçant.

Déjà Urbain VIII avait, par une clause expresse de son décret, tranché cette difficulté. La S. Congrégation, par cette nouvelle décision, ne laisse plus de doute sur les intentions et les volontés du S. Siège.

Romana. Retentionis stipendii Missarum. De Celeb. Miss.

In testamento Comitissae Victoriae Mutae ita habetur: « In » tutti etc. instituisco erede universale il Monastero delle Zi- » telle di S. Eufemia di Roma ad effetto in primis di fare » celebrare due messe quotidiane in perpetuo nella chiesa » di S. Maria Liberatrice in Campo vaccino alle quali si » debbano dare per elemosina due giuli per ciascheduna da » pagarsi in fine di ciascun mese. Voglio però, che uno dei » sacerdoti, che dovrà cominciare a celebrare la messa se- » guita la mia morte sia D. Giuseppe Profilio sacerdote, e » l'altro D. Pietro Paolo Visconti, e questi non possono es- » sere rimossi, ma debbano continuare se così loro vorranno, » mentre viveranno, dichiarando, che non intendo di erig- » gere Cappellania, ne beneficio, ma solo voglio, che si fac- » ciano celebrare le messe sudette con l'elemosina di due » giulii per ciascheduna messa dalli sudetti e nel modo come » sopra, come avria potuto fare io medesimo persona testa- » trice in vita mia liberamente. »

Petrus Paulus Vicecomes, qui aliquando servitio Cappellae Pontificiae adstrictus per se celebrare non potest, supplicat declarari:

An ipse possit dare substituto eleemosynam currentem retento sibi eo quod superest?

Die 7 Maii 1672 Sacra Congregatio EE. S. Rom. Ecclesiae Card. Concil. Trid. interpretum respondit *Negative*.

Ita reperitur in regestro authographo Decretorum d. Sacr. Congregationis lib. 27. fol. 374. In quorum fidem etc. Hac die 14 februarii 1688.

Ita est. A. Altovitus S. C. Conc. Secretarius.

(*Mss. du Card. Casanate*, t. III, R. p. 29.)

Puisque l'occasion se présente si naturellement, qu'il nous soit permis d'en user pour dire avec Benoît XIV le dernier mot sur cette grave question de l'aumône des messes.

Ce pape, à la fois grand théologien et grand canoniste, par sa constitution en forme de bref *Quanta cura* du 30 juin 1741, lance l'excommunication réservée au Pape contre les laïques et prononce la suspense également réservée au Siège contre les prêtres qui feraient célébrer des messes pour une aumône inférieure à celle qu'ils auraient reçue et dont ils garderaient une partie, quelque soit d'ailleurs le consentement donné à la chose par celui qui se contenterait de cette partie d'aumône, au lieu de l'aumône entière.

Ce bref a été cité *in extenso* par Ferraris, pag. 367 et suiv. de sa *Prompta bibliotheca*.

Venerabilibus Fratribus Patriarchis, Primatibus, Metropolitanis, Archiepiscopis, et Episcopis universis gratiam et communionem Sedis Apostolicae habentibus.

BENEDICTUS PAPA XIV.

Venerabiles Fratres, Salutem, et Apostolicam Benedictionem.

Quanta cura adhibenda sit, ut Sacrosanctum Missae Sacrificium non solum omni Religionis cultu, ac veneratione celebretur; verum etiam ut a tanti Sacrificii dignitate cujusvis generis mercedum conditiones, pacta importuna, atque illiberales eleemosynarum exactiones potius, quam postulationes, aliaque hujusmodi, quae a simoniaca labe, vel certe a turpi questu non longe absunt, e medio tollantur, nemo est ex Catholicae fidei cultoribus, qui ignoret.

§. 1. Verum eousque tandem progressa est, sicut non sine ingenti cordis nostri moerore undique accepimus, nonnullorum sive Ecclesiasticorum, sive Laicorum virorum avaritia, quae est idolorum servitus, ut eleemosynas, quidem, seu stipendia propter Missarum celebrationem juxta locorum consuetudines, vel Dioecesanarum Synodorum Sanctiones in subsidium alimentorum uniuscujusque Sacerdotis duntaxat pro regionum opportunitatibus praescripta colligant, Missas vero celebrari curent alibi, ubi eleemosynae, seu stipendia vel consuetudine, vel Synodali lege pro singulis Missis attributa sunt minoris pretii, quam illic, ubi darentur.

§. 2. Id quam absonum sit, atque alienum ab ipsa sive expressa, sive tacita pie offerentium voluntate, omnes plane intelligunt. Nec aliter existimandum est; in illa enim potius Missas esse celebrandas quisque vult, ad quam religionis, et pietatis stimulis ductus, eleemosynas confert, aut in qua quispiam fortasse tumulatus est, quam in alia Ecclesia sibi prorsus ignota. Quod sane, veluti mercaturis faciendis a turpis lucri cupiditate inductum, non solum ab avaritiae suspicione, et vitio, verum etiam a furti crimine, unde restitutioni subjacet, haud immune, in causa est, ut bonorum quamplurimi, ad quorum notitiam mercatura hujusmodi venit, graviter offensi, ab eleemosynis ad celebrandas Missas amplius offerendis sese abstineant.

§. 3. Execrabilem hujusmodi abusum alicubi sensim irrepentem detestantes Romani Pontifices Praedecessores nostri, de consilio tum Congregationis S. R. E. Cardinalium Universalis inquisitionis contra haereticam pravitatem, tum Congregationis Cardinalium Concilii Tridentini interpretum, decretum voluerunt, nimirum a quolibet Sacerdote stipendio, seu eleemosyna majoris pretii pro celebratione Missae a quocum-

que accepta, non posse alteri Sacerdoti Missam hujusmodi celebraturo stipendium, seu eleemosynam minoris pretii erogari, etsi eidem Sacerdoti Missam celebranti, et consentienti se majoris pretii stipendium, seu eleemosynam accepisse indicasset.

§. 4. Ea propter Vos, Venerabiles Fratres, in Apostolici Ministerii, et sollicitudinis nostrae partem adscitos rogamus, et maximopere in Domino hortamur, ut custodientes vigilias super gregibus vestris, enitamini, ne ea pestis amplius pervagetur, sed ut penitus extinguatur. Ab avaritia enim tamquam a radice mala omnia germinant; quam quidem appetentes erraverunt a fide, et inseruerunt se doloribus multis. Avaritia quidem nulla potior contagio, quae conceptam apud omnes Sacerdotalis dignitatis, perfectionisque opinionem magis inficiat, evellatque. Avaritia opibus Deum posthabere, ac servire Mammonae docens, efficit ut Avari haereditatem non habeant in regno Christi, et Dei. Quod si haec in Laicis hominibus minime toleranda, atque adeo legibus coercenda, quid in Ecclesiasticis viris, qui terrenis rebus nuntium miserunt, qui in Sortem Domini vocati, qui Deo mancipati sunt? Quid, quod non per mundana lucra, sed per altaris ministerium tam sordide, et cum Sanctissimarum legum contemptu, et cum Sacerdotalis characteris dedecore in avaritiam praecipiti animo rapiuntur? Contendite igitur, Vener. Fratres, quibus Christi ovium cura demandata est, non solum ut verbo, et exemplo praeeuntes, Christi sitis bonus odor in omni loco, unde populi vestigia vestra sequantur; verum etiam, ut Ecclesiasticos primum, deinde Laicos viros ab infectis vitiorum pascuis avertentes, per viam mandatorum Dei ad Coeleste ovile currere doceatis.

§. 5. Quoniam autem ita comparatum est, ut praesentis poenae metu salutaribus monitis facilius obtemperetur; per edictum in vestris Dioecesibus proponendum affigendumque Universis notum facite, quemcumque qui, eleemosynas seu stipendia majoris pretii pro Missis celebrandis, quemadmodum locorum consuetudines, vel Synodalia Statuta exigunt, colligens, Missas, retenta sibi parte earumdem eleemosynarum, seu stipendiorum acceptorum, sive ibidem, sive alibi, ubi pro Missis celebrandis minora stipendia, seu eleemosynae tribuuntur, celebrari fecerit, Laicum quidem, seu Saecularem, praeter alias arbitrio vestro irrogandas poenas, Excommunicationis poenam, Clericum vero, sive quemcumque Sacerdotem, poenam Suspensionis ipso facto incurrere, a quibus nullus per alium, quam per nos ipsos, seu Romanum Pontificem pro tempore existentem, nisi in mortis articulo constitutus absolvi possit. Fore autem in Domino confidimus, ut unusquisque memor conditionis suae posthac bene consultum velit animae suae, nec tam salutares leges, censurasque Ecclesiasticas parvipendat. Interea Fraternitatibus Vestris Apostolicam Benedictionem, in populos etiam curae vestrae commissos redundaturam, peramanter impertimur.

§. 6. Volumus autem, ut praesentium litterarum transumptis, sive exemplis, etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, et Sigillo personae in Ecclesiastica dignitate constitutae munitis, eadem prorsus fides in Judicio, et extra adhibeatur, que adhiberetur ipsis praesentibus, si forent exhibitae, vel ostensae.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 30 mensis Junii 1741. Pontificatus Nostri Anno Primo.

D. CARDINALIS PASSIONEUS.

3. Benoît fait un legs de trois cents doublons et de deux maisons produisant annuellement une somme de trente écus, dans le but d'achever le chœur de la cathédrale d'Elne et par la suite de s'assurer un certain nombre de messes pour le repos de son âme.

Mais un double motif s'opposa à l'exécution de sa volonté dernière: d'abord l'insuffisance de la somme léguée pour mener à bonne fin l'œuvre indiquée, puis la crainte, à cause des guerres continuelles, de voir cette construction devenir inutile par suite d'une démolition possible, les chanoines de la cathédrale s'étant déjà prudemment retirés à Perpignan, où ils faisaient l'office dans la collégiale de S. Jean.

Comme dans cette collégiale il n'existait pas d'autel en l'honneur de Ste Eulalie et de Ste Julitte, protectrices du chapitre et du diocèse d'Elne, les chanoines demandèrent au S. Siège la faculté d'employer la somme reçue à l'érection d'un autel sous le même vocable. Rome accorda volontiers et confia au vicaire général le soin de vérifier l'exactitude des faits et de s'assurer du consentement des légataires, ce qui eut lieu; mais, lorsque l'on allait procéder à l'exécution du bref pontifical, survint une opposition de l'université des clercs d'Elne: appel fut aussitôt interjeté à Rome qui, par l'organe de la Sacrée Rote, maintint la validité de la commutation demandée par le chapitre et consentie par les héritiers.

Telle est la narration du fait. Voici maintenant les principes de droit sur lesquels est fondée la sentence du tribunal Romain.

Il est de toute nécessité de convertir en un autre usage le legs d'un testateur, quand rigoureusement la volonté de ce testateur ne peut être remplie. C'est ce qui a lieu dans l'espèce, car, d'une part, pour achever le chœur, il n'y a que 300 doublons, au lieu de trois ou quatre mille qui seraient indispensables, au dire des experts, plus un revenu de trente écus, qui exigerait à lui seul un délai de 200 ans.

Comme il convient de choisir pour la somme perçue l'usage le plus utile et le plus raisonnable, on ne peut mieux faire que de s'en remettre à la conscience de l'évêque, qui connaît les besoins de son diocèse. Or l'évêque et le chapitre sont d'accord pour dire que si l'argent était appliqué à la construction du chœur de la cathédrale d'Elne, ce serait en pure perte, puisque les murs qui protégeaient la ville ont été détruits, mais aussi pour affirmer que le meilleur usage qu'on peut en faire est de l'affecter à l'érection d'un autel dans la collégiale de Perpignan. De plus, le Pape approuve la commutation.

Qu'on n'objecte pas que ni les administrateurs de la fabrique ni l'université des clercs n'ont pas été entendus dans la cause et que l'on n'a pas spécifié qu'une fois la construction terminée la rente de trente écus serait affectée à la célébration des messes, car il n'y avait pas lieu de citer la fabrique qui ne s'occupe que du matériel de l'église, pas plus que les clercs qui en droit n'interviennent pas dans les traités où l'évêque agit avec son chapitre. Qu'on ne dise pas davantage que l'évêque, dans l'espèce, n'avait affaire qu'avec les exécuteurs testamentaires: l'un, il est vrai, accéda spontanement, l'autre refusa, mais, comme à cause de l'impossibilité où l'on était d'accomplir la volonté du testateur, son refus n'était pas raisonnable, on invoqua contre lui cette maxime du droit *irrasionabiliter dissentiens habetur pro consentiente*. Les clercs ne pouvaient pas davantage se plaindre de n'avoir pas été cités, parceque, ni individuellement, ni pris en corps, ils n'avaient d'intérêts engagés dans la question, qui se réduisait à une œuvre pie.

Enfin peu importe que l'on ait tu au Pape une clause essentielle du testament, puisque la nature du legs n'a pas été changée, que l'autel sera bien plutôt construit que le chœur et qu'aussitôt après cette érection commenceront les messes exigées par le défunt.

La résolution de la Rote se trouve parmi les plus récentes sous le n° 744, part. 18, pag. 574.

Elnen. Commutationis legati, 19 junii 1676.

Reliquit Benedictus jure legati fabricae Cathedralis Elnen. in perfectionem presbyterii dupplas tercentas, necnon redditus

duarum domuncularum ad summam triginta scutorum annuatim ascenden. cum hoc tamen quod eo perfecto dicti redditus in celebrationem tot missarum erogarentur.

Verum quia summa legata ad operis absolutionem non solum non sufficiebat, sed ulterius hujusmodi impensa reputabatur imprudens, ex quo ob bellorum motus saepe in illis partibus resurgentes, eidem Ecclesiae probabile demolitionis periculum timetur, ideo capitulum, et canonici dictae Cathedralis, quorum residentia apostolica auctoritate translata est ad collegiatam Ecclesiam S. Joannis oppidi Perpiniani, insteterunt coram Sanctissimo pro commutatione d. legati, et quia in praedicto oppido nullum aderat altare in honorem Sanctarum Eulaliae, et Julittae protectricum capituli, ac totius dioecesis, petiit ab eodem, ut pecuniae in illius constructionem converterentur. Qui Sanctissimus precibus annuens, commisit Vicario generali Elnen. ut veris existentibus narratis, et accedente consensu interesse habentium juxta petita commutationem faceret. Quocirca cum d. Vicarius receptis prius testibus super insufficientia, ac habito consensu exequutorum testamentariorum ad exequutionem Brevis procederet, appellavit ad hoc S. Tribunal universitas clericorum civitatis Elnen. Unde dubitavi, an commutatio substineretur, et affirmative responsum fuit.

Eo enim ipso, quo legatum juxta modum a testatore praescriptum adimpleri non potest, de necessitate in alium usum est convertendum. Cap. Nos quidem de testibus. Perez Lara, de Annivers. lib. 1, cap. 14, num. 9. Garz. de Benef. par. cap. 1, n. 108.

In casu autem nostro impossibilitas adimplementi est patens, quia ad presbyterii absolutionem vix sat esset impensa dupplarum trium, vel quatuor millium ut deponunt testes Summ. n. 5, ac proinde summa legata dupplarum trecentum nullo modo potest esse sufficiens et licet ulterius assignatus fuerit annuus redditus scutorum triginta, tamen iste nullius est momenti, quia sic ad operis absolutionem expectandum fuisset est annos biscentum.

Posito autem, quod pecuniae sint alibi erogandae quia cessante peculiari testatoris dispositione, eligendus est usus magis expediens, et rationabilis. Marta, de Jurisd. p. 4, centur. 1, Cas. 74, n. 11. Riccius, Collect. decis. p. 4, decis. 1270. Grat. discept. 458, n. 30.

Hujusmodi arbitrium de jure remissum est conscientiae Episcopi, cui notae sunt dioecesis indigentiae. Ugolin. de Offic. et potest. Episc. cap. 61, sub num. 2, §. quare.

Ac propterea cum ipse una cum Capitulo elegerit constructionem d. Altaris non solum rationabilem, sed quodammodo necessariam, et Papa approbaverit, non erit temere in materia arbitraria, et a tempore, et locorum circumstantiis pendente ab eorum judicio receden. potissimum quia quaelibet impensa, quae facta fuisset in Ecclesia Elnen. reputari posset inutilis, cum muri civitatis fuerint diruti et illa in dies subjaceat novis aerumnis, ut deponunt iidem testes Summ. n. 5.

Non obstat, quod non fuerint in commutatione citati Administratores fabricae nec Universitas clericorum, quodque Papae expositum non fuerit post presbyterii terminationem dd. annua scuta triginta erigenda esse in celebrationem tot missarum.

Quia quantum ad administratores, non erant citandi, cum eorum officium versetur tantum circa materialia et laboreria fabricae.

Quo vero ad Universitatem Clericorum vel citatio praetenditur ex dispositione juris, vel ob aliquid eorum speciale interesse, non primum, quia de jure Universitas Clericorum non admittitur ad tractatus qui expediuntur per Episcopum una cum Capitulo, gloss. in cap. penult. verb. assisios de Cler. non residen. Caesar de Grass. decis. 4, de his quae fiunt a majori parte capituli per tot. Caval. decis. 57, n. 1, ad 4.

Quinimo, legatorum commutationes solus Episcopus expedit, una cum haeredibus seu exequutoribus testamentariis. Caipio de execut. lib. 3, cap. 4, num. 22, 23 et 25, et num. 30 ad 33. Marta de Jurisdict. par. 4, centur. 1, cap. 74, num. 11. Silva de benef. par. 1, 9, 6, vers. 5. facit Crassius dec. p. 1. lib. 2. cap. 53. n. 11. Qui in casu nostro fuerunt vocati, et quorum alter consensit, et alter non consensit, nec dissensit, sed juxta jus fieri voluit et quatenus etiam ambo dissensissent nihil relevaret, quia stante impossibilitate perficiendi presbyterium tenebantur consentire et irrationabiliter dissentiens, habetur pro consentiente. Barbos. offic. et potest. Episcopi p. 3 alleg. 83 n. 6. Lotter. de re benef. lib. 1. 9. 28. n. 10. Gonz. ad reg. 8 Cancell. gloss. 47. n. 37. et 38.

Non secundum, quia ad hoc, ut quis ratione specialis interesse debeat esse tale, ut etiam singulariter ejus personam concernat. Caesar de Grassis dec. 4. num. 8. et in his terminis loquuntur Duran. decis. 78. aliique pro Universitate allegati, et alioquin illud non dicitur respicere personam, sed reducitur ad piam causam. De Leon in thesaur. for. Eccles. parte 2. cap. 26. n. 52.

Quod vero non fuerit narratum Pontifici cum dd. annuis scutis triginta post terminatum Presbyterium esse celebrandas tot missas nihil facit ad casum quia in hac parte legatum non immutabatur, immo aperte praeservabatur, ut ibi: Firma in reliquis remanente d. Benedicti voluntate: ac insuper accelerabatur cum longe minori tempore, et impensa stabit constructio altaris, quo absoluto, statim missarum celebratio inchoari poterit, ac consequenter tamquam qualitas non necessaria, et quae potius Pontificem induxisset ad facilius concedendum non erat exprimenda. Moneta, de Commut. ult. volunt. cap. 6. n. 143. et seqq. et n. 153. et seqq. Merlin. decis. 35. num. 12.

Et ita utraque parte informante resolutum fuit.

4. Un pieux testateur de Bologne fait un legs à ses héritiers ou possesseurs de ses biens, à la condition expresse qu'une messe sera célébrée chaque jour à son intention et à celle de ses ancêtres.

Le prêtre, à qui revient cette charge, une fois par semaine, se dispense d'acquitter lui-même cette messe. Il la fait acquitter par un autre, à un taux inférieur à celui qu'il perçoit et garde pour lui la différence.

Néammoins, comme il prélève une portion qui ne lui appartient pas sur l'aumône perçue et qu'il se décharge d'une obligation personnelle, la S. Congrégation du Concile, le 13 mars 1677, lui enjoint de ne pas continuer à l'avenir.

Le *votum* du cardinal Casanate, qui suit le décret, nous donne les motifs qui l'ont porté à répondre négativement. Il s'appuie sur la volonté expresse du testateur.

Le document se trouve dans le tom. 1, page 61, des Résolutions de la S. C. du Concile.

Die 13 Martii 1677.

Bononien Celebrationis.

Alias pius testator ita disposuit: *Item lascio, voglio e comando all' infrascritto mio erede ed a qualunque persona perveniranno i miei beni che debba far celebrare una messa quotidiana in perpetuo per suffragio dell'anima mia, e dei miei antenati, obligando a questo tutti quei che succederanno nella mia eredità.*

Nuper hujusmodi celebrationis onus suscepit sacerdos Orator, qui se aequiparans Cappellanis semel in hebdomada a celebratione vacavit. Quaerit:

An hoc ei licuerit? Et quatenus negative.

An pro supplendis dictis vacantiis satisfecerit, tradendo sacerdoti in alia regione celebranti, eleemosynam juxta morem illius regionis, retento sibi reliquo, in quo eleemosyna suae patriae illam excedit?

Die 13 Martii 1677.

Negative ad utrumque.

Votum du Card. Casanate - Pro Negativa responsione ad

primum quaesitum stat voluntas testatoris omnino servanda ut in §. *Disponat itaque* author. de nuptiis cum aliis vulgatis.

Pro affirmativa vero responsione ad 2· ex decreto S. Cong. impresso post tractatum Barbosae *de officio Episcopi*, pag. 59 in responsione ad 8. quaesitum, stat alterum decretum ejusdem Sac. Congregationis in *Baren. Nullius*, 11 Julii 1671, dummodo fundator non praescripserit locum celebrationis et ut sacerdos qui assumpsit onus missarum sit haeres, vel successor testatoris.

Alias si per manualem eleemosynam sibi ab haerede constitutam onus amovibiliter suscepit, negative respondendum ex decreto Sacrae Congregationis apud Barbosa, ibidem in responsione ad 9 quaesitum.

IV.

Projet de réforme proposée par Innocent XI et décrets de 1678.

1. Innocent XI, ayant appris que quelques prêtres célébraient la messe avec une telle rapidité que c'était à la fois un scandale pour les fidèles et une irrévérence pour un si auguste sacrement, et qu'ils recevaient plus de messes qu'ils n'en pouvaient acquitter, voulut que des mesures efficaces fussent prises à ce sujet. Aussi un certain nombre de propositions furent soumises à Sa Sainteté, qui en renvoya l'examen à la S. C. du Concile.

Ces propositions, au nombre de dix-huit, ont trait non seulement au saint sacrifice de la messe, qui fut la cause première de cette discussion, mais encore aux censures, peines canoniques et cas réservés.

Nous ne rendrons compte ici que des propositions qui concernent notre travail. Ce sont les quatorze premières.

1. On ne pourra sans irrévérence célébrer la messe en moins de dix-neuf minutes.

2. La faute n'admet point de légèreté en la matière.

3. Les contrevenants seront punis par des censures et des amendes.

4. Une clepsydre sera placée sur chaque autel pour mesurer la durée de la messe.

5. La contravention sera évidente chaque fois que la clepsydre n'aura pas achevé de vider son contenu.

6. A sa honte, le prêtre devra rester à l'autel, même une fois la messe terminée jusqu'à l'entier achèvement du temps prescrit.

7. En cas de non-exécution de cet article, l'excommunication suivra le fait.

8. Le clerc constatera les contraventions pour en informer le curé qui en fera son rapport à l'Ordinaire.

9. Une constitution spéciale est nécessaire sur ce sujet.

10. Chaque année et dans chaque église, elle sera lue au peuple et commentée.

11. On exigera, dans chaque sacristie, un double registre où seront inscrites les messes à dire et les messes acquittées.

12. Aucune réserve, même du quart, ne sera faite sur l'aumône de la messe, sous prétexte d'indemniser des frais de cire et autres.

13. Il sera interdit aux sacristains de retenir quoique ce soit sur cette aumône.

14. Les supérieurs veilleront à ce que les nappes de l'autel soient propres, les ornements en bon état et tout ce qui tient au sacrifice décent. Au besoin, on les y obligera par des peines canoniques et des censures.

La S. Congrégation, avec sa sagesse habituelle, répondit, le 26 mars 1678, qu'elle chargeait son secrétaire d'informer Sa Sainteté que, pour les premières propositions, il suffirait d'écrire une circulaire aux Evêques, en leur recommandant instamment de veiller à ce que le clergé, tant séculier que régulier, gardât toujours le respect convenable dans la célébration de la messe et que, pour les autres cas, les décrets d'Urbain VIII y avaient suffisamment pourvu.

Ce décret du 6 mars nous a été conservé parmi les papiers du cardinal Casanate. On le trouve au tome I, page 332, du recueil de la S. C. du Concile. En voici le texte:

De observandis et evitandis in celebrat one Missarum. De observ. et evitand. celebr. Miss. cap. unic. Sess. 22. eodem tit.

Delatum fuit SSmo a nonnullis sacerdotibus tam brevi temporis spatio Sacrosanctum Missae sacrificium peragi, ut non sine scandalosa confusione et irreverentia tremendum hoc misterium tractetur. Ad debitam itaque venerationem instaurandam proposita fuere Sanctitati Suae, et ab eodem remissa ad hanc Sac. Cong. pro examine infrascripta remedia.

1. Praescribendum seu potius declarandum non posse absque indecentia missam celebrare minori temporis spatio, quam sesquiquadrantis unius horae.

2. Ad haec declarandum in hoc non dari parvitatem materiae.

3. Adversus contravenientes infligendam poenam suspensionis et pecuniarum.

4. Proinde retinendum in quolibet altari clepsydram quae currere incipiat in Introitu.

5. Si quis ante elapsam clepsydram missam expleverit, contravenisse censeatur.

6. Et nihilominus sacerdos donec integre arenula excurrat, in altari stare teneatur, ut suae irreverentiae poenam et hanc publici pudoris sentiat.

7. Quod si non steterit in poenam excommunicationis ipso facto incurrat.

8. Acolytus contraventorem ad parochum, ut is ad ordinarium deferat.

9. Super his autem edendam Constitutionem.

10. Eamque quolibet anno, et in qualibet ecclesia legendam, et populo explicandam.

11. Pari modo delatum fuit quampluribus in ecclesiis sufficienti sacerdotum numero destitutis acceptari legata, et eleemosynas pro missis non sine detrimento fidelium qui defraudantur; expedire propterea id sub censuris prohibere, et duorum librorum retentionem injungendam, ut in uno eleemosynae, in altero celebrantes adnotentur.

12. Prohibendam detractionem quartae partis eleemosynae missarum in pluribus ecclesiis practicatam sub praetextu cerae et aliorum.

13. Prout etiam abusum quo aliquis Sacrista retinet quinque julios quolibet mense et manuali Sacerdotum eleemosyna sub ratione quod eos ad celebrationem admittat.

14. Sub gravibus poenis etiam censurarum injungendam superioribus, aliisve ad quos spectat, munditiem mapparum in altaribus, et aliorum, quae in sacrificio adhibentur, prout etiam paramentorum nitorem.

De casibus reservatis *c. 7. de cas. reserv. Sess. 14. de poenit.* In eodem delationis folio demum subditur multiplicitatem casuum reservatorum et difficultatem inveniendi sacerdotem ab iis absolvendi auctoritate suffultum, destruere potius quam aedificare. Ideo

15. Praescribendum ordinariis, ne plures quam quindecim casus reservent.

16. Et dandam absolvendi facultatem parochis et aliquot regularibus.

17. Qui tamen eumdem Poenitentem non pluries, quam bis, aut ter possint absolvere.

18. Ac pro iis imponant pœnas pecuniarias aut corporis afflictivas, puta jejunia, horas orationum.

Die 26 Martii 1678.

» Secretarius exponat SSmo S. Cong. quoad dubia judicasse » a 1.° usque ad x. inclusive sufficienter provideri litteris » circularibus ad Episcopos dirigendis, quibus eisdem injun-

» gatur ut diligenter curent, quod Sacerdotes tam seculares, » quam regulares debita cum reverentia celebrent.

» Ab 11 ad 16 inclusive sufficienter esse provisum in de» cretis sa: me: Urbani VIII.

» A 15 ad 18, Nihil esse addendum provisionibus jam » factis a Clemente VIII.

2. La Congrégation du Concile refuse de s'exprimer d'une manière générale pour la réduction des messes et répond qu'il faut spécifier les cas particuliers.

Die 30 Aprilis 1678.

Dubium Reductionis Missar.

Pro habenda regula in reductionibus Missarum peragendis, supplicatum declarari: An super censibus gravatis missarum oneribus exigi possint collectae Camerales ?

Die 30 Aprilis 1678.

Exprimant casus particulares

Le *Votum* du Card. Casanate ne conclut pas, s'appuyant sur cet oracle d'une Concile que le *premier siège ne peut être jugé par personne*. Cependant on y voit clairement exprimé ce principe que les biens, qui constituent le fonds nécessaire à l'acquittement d'un nombre déterminé de messes, sont à proprement parler des biens d'église ou pour mieux dire d'autel.

Il n'admet donc pas qu'un prince séculier frappe d'impôt un bien exempt de droit divin : mais il n'ose se prononcer si c'est le Pape qui ordonne cette levée.

De Jure nullum est dubium quatenus collectae camerales impositae fuerunt a principe laico per authoritatem principatus laici non ex dominio directo, vel pacto, nec ad naturalem conservationem praediorum, ut est magistralis distinctio coram Merlino d. 902. per totam praesertim n. 64. et hanc exemptionem jure divino competere probat ipsa decisio sub n. 7. ad 33. omnesque numerose relati a Barbos. in collectan. ad Concil. Trid. Sess. 25. *de reform. cap. 20.* §. 1. cum seq.

De jure pariter nullum dubium est quod praedia specifice gravata oneribus missarum sunt saltem pro rata oneris res ecclesiae, immo, et altaris, seu sacrificiorum, ideoque de jure divino exemptae, ut est Deus et Christus.

Praecipue autem in censibus de quibus specialiter datur praesens quaesitum, non est possibilis collecta, nisi ex impositione. Attamen quoad collectas Camerales a Summis Pontificibus impositas non est respondendum ad dubium, quia Prima Sedes a nemine judicatur, ut responsum fuit S. Marcellino Papae a Concilio Sinuessano.

(*Mss. Casanat.* t. I, p. 347.)

V.

Recours à Rome et instances de condonation, en 1679.

1. La supplique suivante que nous tenons à citer prouve toute l'étendue et la gravité du mal qu'il s'agit de combattre. Elle se trouve au tome VI, p. 74 des manuscrits du cardinal Casanate.

Un monastère demande la condonation pour les messes qu'il n'a pas acquittées. La S. C. du Concile répond qu'il appartient au Général de suppléer à ce défaut en répartissant la charge entre les religieux des autres couvents placés sous sa dépendance. Le général souleve des objections et le monastère se déclare impuissant à remplir ses obligations. Les fonds sont détériorés ou perdus et un procès pendant achevera de dépouiller le monastère.

Nous ne connaissons pas l'issue de cette triste affaire, mais ce que nous y cherchons, c'est le chiffre exorbitant de 64, 738 messes, que les religieux déclarent dans leur instance avoir laissé cumuler sans pouvoir désormais se libérer.

Emi, e Rmi Signori

Avendo l'EE. VV. fin sotto li 18. del passato mese di Decembre nell'esposta causa dell'omissione nell'adempimento di messe intitolata N. condonationis missarum, che si tratta rescritto : *Ad Generalem ad effectum ut per alios religiosos aliorum conventuum religionis mandet quod oneribus praetermissis satisfiat* ed avendo il medesimo generale risposto all'EE. VV. conforme dalla lettera sigillata e data in mano di Monsig. Illmo Secretario di questa S. Congne, però il monastero N. Oratore per lo passato al presente inerendo alla verità, e ragioni altre volte esposte soggiunge ancora che le lascite ed assegne da testatori ad effetto si dicessero le messe numero *sessanta quattro mila settecento trentotto* tralasciate non si sono potute conseguire ne si possono conseguire per essere ora inesigibili in riguardo dei fondi deteriorati, o persi e debitori decotti in conformità delle partite incluse nel foglio inserto nel memoriale dato all'EE. VV. nella Congne passata tanto più che per la sorte e principale assegnamento, ossia fondo l'inesigibilità è nata, ed anco pende coram Judice ed è probabile la sentenza contraria, stante il concorso dei creditori anteriori alli legati che gravano, e gravarono il monastero supplicante col peso di dette messe. Onde per le ragioni dedotte, informazioni, e giustificazioni portate sono l'EE. VV. supplicate alla risoluzione, o in conformità della prima supplica di condizione, o secondo il voto chiuso che avrà dato il Rmo P. Generale di Com.ne e rescritto di questa S. Congregazione. Che il tutto etc.

2. Huit suppliques anonymes arrivèrent à Rome en même temps. Elles venaient d'Italie, de Portugal, de Majorque et d'autres lieux non désignés. Toutes demandaient à entrer en accommodement pour des messes qui n'avaient pas été acquittées et dont la somme totale se montait à 232, 700. Les uns invoquaient la pénurie de prêtres, les autres l'emploi des aumônes; ceux-ci ne pouvaient trouver des colons pour cultiver leurs terres, ceux-là se plaignaient de la mortalité et de la diminution des revenus.

Le Pape renvoya l'examen de ces diverses suppliques à la S. C. du Concile en lui demandant son sentiment et le remède à apporter au mal, après mûr examen.

La Congrégation ne voulant pas avancer dans une matière aussi délicate, pour ainsi dire en aveugle, le 16 décembre 1679, rendit un décret qui exigeait, pour procéder outre, les noms et l'état des couvents, ainsi que l'indication de l'époque où ils avaient accepté les obligations.

Ces recours nombreux et si graves démontrèrent la nécessité d'une mesure prompte et efficace. Telle fut l'origine des débats qui occupèrent les années 1689, 1680 et 1684.

De Missarum Condonat. C. 4. Sess. 25. de reform. Per octo anonymos supplices libellos petita fuit a SSmo admissio ad compositionem cum fabrica S. Petri pro infrascriptis respective missis non celebratis ascendentibus in totum ad missas biscentum triginta duo mille et septingenta.

1. Ecclesia quidem regularis in Italia extra statum ecclesiasticum pro missis 130 mil. dolens de redditum diminutione ac de sacerdotum deficientia ex contagione defunctorum ita ut donec illorum numerus reintegraretur complura sacrificia omittere oportuerit.

2. Prior conventus mendicantium Ulixbonen pro missis 42 mil. quarum eleemosinae pro victu consumptae.

3. Alii regulares, qui ex legatis tenebantur ad missas quotidianas perpetuas, deputando in Cappellanos ipsos religiosos, quoniam ipsis liberam applicationem diebus Dominicis constitutiones indulgent, omissae remansere missae 156, 93.

4. Nonnulli conventus Lusitaniae pro missis 16 mil. non celebratis propter penuriam sacerdotum.

5. Alius conventus pariter in Lusitania pro missis 10 mil. consumptis eleemosynis pro victu, aliisque necessitatibus.

6. Beneficiati parochialis de Salva Majoricen. Diœces. pro missis 8000 quoniam redditus partim deperiit, partim litigiosus.

7. Clerus pro missis 10,500 quoniam capitalia periere,

terrae non coluntur propter colonorum penuriam, ac redditus decrevere.

8. Modernus Superior loci pii non regularis in statu ecclesiastico pro missis mille et biscentum, quoniam propter temporum penuriam redditus non suppetunt, imo ex eadem causa aes alienum contrahere necesse fuit.

Ad has omnes instantias Sanctitas Sua rescripsit: « Alla Congregazione del Concilio, che sopra l'esposta materia in generale maturamente esamini l'opportuno rimedio, e dia il suo voto. »

Proinde Emi PP. pro eorum perspicaci prudentia non graventur decernere, quod magis in Domino expedire judicaverint.

Die 15 decembris 1679.

Pro libellis datis explicentur nomina, tempora acceptationum et status conventuum (*Mss. Casanat.* t. II. p. 238.)

VI.

Première réunion de la S. C. du Concile, en 1679.

1. Le 13 mai 1679, la S. Congrégation du Concile s'assembla, par ordre d'Innocent XI, à l'effet d'aviser à la célébration des messes omises, pour lesquelles des instances continuelles étaient faites, soit pour obtenir la condonation, soit au moins pour se dégrever par un accommodement.

Le feuillet remis aux cardinaux insiste sur ces trois points:

Le décret d'Urbain VIII contient tout ce qui est nécessaire pour les messes perpétuelles, dont le tableau est affiché dans la sacristie.

Pour les messes manuelles, il serait opportun que l'ordinaire pût, chaque mois, attester par l'inspection qu'il ferait des livres ayant cette destination, que les charges ont été acquittées et autoriser à en recevoir d'autres pour le mois suivant.

Au lieu de confier la réception et conservation des aumônes aux sacristains, la remise pourrait en avoir lieu entre les mains du supérieur assisté de deux frères connus par leur gravité.

2. Le cardinal Casanate, dans son *votum*, observe que le décret d'Urbain VIII ne contient aucune peine contre les délinquants, que c'est seulement en 1626, que des peines sont portées à l'occasion de l'omission des messes perpétuelles et qu'il serait opportun de statuer pour l'avenir que toute contravention chez les réguliers serait punie par la privation des offices, l'incapacité à en avoir, la privation de voix active et passive, l'évêque étant délégué pour l'exécution des dites peines, même contre ceux qui seraient exempts, enfin qu'il sera rendu compte de la décharge des obligations, au moins deux fois par an, devant l'ordinaire du lieu.

3. Le décret rendu à cette occasion décida que pour assurer la stricte observation du décret d'Urbain VIII, on écrirait aux ordinaires, ferait une notification aux supérieurs en résidence à Rome et que chaque année la Congrégation du Concile recevrait le compte-rendu de l'acquittement des obligations, en conformité à une instruction spéciale.

4. Voici d'abord le *restrictus* ou feuillet destiné à cette première réunion, d'après les manuscrits du card. Casanate, t. II, p. 85 et t. III, p. 93.

Proponen. in Cong. Concilii, 13 maii 1679.

De Celebratione Missarum. SSmus D. N. pro suae pastoralis providentiae inclito zelo animadvertens in missarum celebrandarum omissionibus piorum fidelium voluntates frequenter defraudari malis hujusmodi obviare decrevit.

Id praesertim contigit in regularibus et exemptis qui ultra conventuum, et monasteriorum vires eleemosinas quantae quaeque offerant, pro missis celebrandis recipiunt, illisque consumptis missisque non celebratis pro compositione vel condonatione in dies recurrunt.

Quoad onera quidem perpetua per decretum S.M. Urbani VIII. per hanc S. Cong. editum 21 Junii 1625 si illius observantiae invigiletur satis forte consultum est, et nisi in hoc etiam aliquid addere videat. Tota provisio versari debebit circa eleemosynas quae dantur ad manus.

In notula remissa suggerit fore opportunum si etiam regularibus et exemptis prohibeatur in posterum ne pro missis eleemosynas recipiant nisi prius per libros coram ordinario docuerint antea susceptis oneribus esse satisfactum, deindeque, de mense in mensem tam eleemosinarum susceptarum quam missarum celebratarum notulas eidem ordinario exhibere teneantur. Cum caeteroqui tabellarum in Sacristia retentio nequaquam videatur sufficere, cum praecipuus defectus consistat ni manualibus eleemosinis quae dietim obveniunt, oportunum etiam futurum suggerit si praesertim regularibus prohibeantur capsulae et liberculi quos Sacristani retinere consueverunt, mandando ne in posterum eleemosinae recipi possint nisi a superiore cum assistentia duorum Patrum gravium, imponendo poenam praesertim vocis activae et passivae non solum ad superiores locales, sed etiam ad provinciales et generales in casu contraventionis. Si vero hujusmodi remedia non existiment adaequata, non graventur EE. PP. pro eorum summa prudentia decernere quod magis in Domino expedire judicaverint.

5. *Votum du Card. Casanate* (Tom. 3. pag. 93.) Ad dubia S. Congregationis Concilii additionalia pro die 13 Maii 1679.

De Celebratione Missarum.

In decretis editis sub die 21 Junii 1625 (ut apud Barbos. *de offic. Episcopi* tom. 2. p. 56. cum tribus seqq., et apud Novar. *in Summa Bullar.* p. p.ª pag. 134. cum duabus seq. optime sancitur « Eleemosynas manuales, et quotidianas pro » missis celebrandis suscipi non licere, nisi oneribus antea » susceptis fuerit satisfactum, alioqui omnino abstinendum ab » hujusmodi eleemosinarum receptione, ac etiam capsulas cum » inscriptione illa *Eleemosinae pro missis* omnino amovendas » ut §, 5. eorumdem decretorum vers. *eleemosynas vero*. Nulla tamen imposita est pœna in transgressores, neque modus reddendae rationis praescriptus, aut animadversionis. Quin immo, sequenti anno 1626, relaxatus est rigor, quia in responsione ad x. quaesitum indulgetur receptio eleemosynarum manualium etiam non satisfacto praecedentibus oneribus, dummodo infra modicum tempus satisfiat, et in responsione ad 12. dicitur pœnas solummodo impositas quoad onera perpetua missarum. Ideo non mirum si relaxata est observantia et subrepit detestabilis transgressio quoad missas manuales.

Opportunum igitur foret, ac sufficiens imponere pœnam privationis officiorum, ac inhabilitatis ad illa, ulterius etiam regularibus ut magis in hac materia deprachensis, poenam privationis de voce activa et passiva, quatenus formam primi decreti quoad missarum manualium eleemosynas fuerint transgressi; earumque pœnarum exequutionem Episcopis, aliisque locorum Ordinariis etiam contra exemptos et cujuscumque instituti regulares authoritate apostolica committere, adjecta ulterius obligatione reddendi rationem iisdem Ordinariis ipsorum arbitrio, vel saltem bis in anno, prout de piis dispositionibus provide statuit S. Concil. Trident. Sess. 22. de reform. cap. 8 cum seq.

6. *Décret de la S. C. du Concile.* – Die 13 maii 1679.

Scribatur Ordinariis locorum, et notificetur superioribus regularibus in Urbe, ut pro eorum munere incumbant pro observatione omnimoda decretorum S. Cong. approbatorum per s. m. Urbani VIII de anno 1625, et de adimplemento juxta instructionem mittendam doceant quolibet anno S. Congregationem Concilii.

VII.

Projets de décret et d'instruction.

Les demandes nombreuses de condonation pour les messes non célébrées qui sont adressées par les prêtres séculiers et réguliers à la S. C., montrent combien il est opportun d'éli-

miner des abus qui ne respectent pas la volonté des testateurs et privent les âmes des défunts des priéres qui leur sont dues. Quoique des décrets aient déjà cherché à remédier au mal, comme ce mal renaît, il importe de le détruire dans la racine et d'ajouter pour cela des remèdes nouveaux à ceux déjà employés. En conséquence, par ordre d'Innocent XI, la S. C. du Concile, rappelle aux évêques, généraux, commissaires ou présidents des ordres religieux de l'Italie et des îles adjacentes la stricte observance des décrets d'Urbain VIII, avec injonction de faire chaque année un rapport sur l'acquittement des messes, sous peine pour les religieux, en cas d'infraction, d'être soumis directement sur le point en question à la surveillance des évêques qui presseront l'accomplissement des actes pontificaux. Et afin que ledit décret ne soit pas exposé à être considéré comme suranné et qu'on ne puisse en prétexter l'ignorance, il devra être inséré dans les constitutions des divers ordres et il obligera à l'avenir qui que ce soit, comme il oblige maintenant.

A. Cum pluribus Christi fidelium quaerimoniis immo frequentibus instantiis Sacerdotum saecularium, et regularium considerabilis numeri missarum non celebratarum condonationem petentium Apostolicae Sedi notuit quanti in hac materia abusus irrepserint. Ex quo piae testantium voluntates defraudantur, obstricta benefactoribus fides violatur, ac defunctorum animae suffragiis privantur. Et quamvis malis hujusmodi saepe alias opportunis Decretis consultum fuerit, exigit tamen renascens malitia ut iisdem repetitis aliisque super auditis remediis radix tantopere perniciosa evellatur. Proinde S. Cong. Emorum S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum etiam auctoritate SSmi D. N. divina providentia Papae Innocentii XI. omnibus et singulis Episcopis, generalibus, commissariis, ac praesidentibus cujuscumque ordinis regularium, Congregationis vel Instituti districte mandat, ac praecipit quatenus ex eorum debito munere saedulo incumbant ut decreta hujus Sacrae Congregationis de celebratione missarum S. Me. Urb. VIII auctoritate edita 21 Junii 1625 ab omnibus, et singulis sacerdotibus saecularibus, et respective provincialibus ministris, abbatibus, prioribus, praepositis, guardianis, vicariis, et quibuscumque aliis superioribus, ac religiosis monasteriorum, conventuum, ac domorum regularium, cujuscumque ordinis, congregationis et institutis existentium intra fines Italiae ac insularum adjacentium omnimode, et exacte observentur, ac singulis annis eamdem S. Cong. de adimplemento certiorent juxta infrascribendam instructionem: quod si negligentes fuerint, sciant se praetermissi muneris rationem esse reddituros quodque quoad regulares eorum subditi circa praemissa subjicientur ordinariis locorum quibus propterea exequutio demandabitur.

Ne autem praesens decretum absolescat neve ullo unquam tempore ejus ignorantia praetendi valeat, mandat eadem Sac. Cong. illud inseri, et asservari in libris constitut. cujuscumque ordinis, congregationis, vel instituti, declarando ulterius quod notificatio decreti superioribus de praesenti existen. semel facta ligat omnes et quoscumque eorum successores, aeque ac si ipsis successoribus specialiter, ac legitime fuisset intimatum.

(*Mss. du Card. Casan.* t. VI, lett. M. p. 52.)

L'instruction dont il est question dans le projet de décret fut rédigée en italien par le cardinal vicaire, qui, dans l'exorde, rappelle les désordres occasionnés par la non observation des décrets de la S. C. du Concile, de la Sacrée Visite apostolique et du Vicariat, puis l'ordre donné de vive voix par Sa Sainteté pour régler tout ce qui concerne la matière. En conséquence Son Eminence prescrit les dispositions suivantes à observer désormais dans toutes les sacristies:

1.° Deux registres sont exigés. Sur l'un seront notées les obligations perpétuelles et chacune aura ses chapelains fixes ou provisoires, en cas d'absence ou de vacances, afin qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'accomplissement des charges imposées: sur l'autre seront inscrites les messes manuelles, en ayant soin d'indiquer l'intention du bienfaiteur, qui demande soit une messe des morts, soit en l'honneur de tel saint, etc. En regard de ces mêmes obligations, sur chacun des registres, le prêtre qui aura acquitté la messe fondée ou promise devra signer de son nom et désigner le jour où il aura accompli son mandat.

2.° Le supérieur de l'église désignera un sacristain ou une autre personne à son choix pour recevoir les aumônes manuelles, les inscrire sur le registre *ad hoc* et les déposer dans un tronc spécial, sous les yeux de celui qui fait l'aumône.

3. Les chapelains, chargés d'acquitter les fondations perpétuelles, devront être exacts à satisfaire à leurs obligations, soit par eux-mêmes, soit par des remplaçants en cas de légitime empêchement, et éviter de ne jamais altérer ni transférer la célébration de messes qui leur incombe.

4.° Les messes demandées expressément à telle église ou tel autel, ne pourront être acquittées à des églises ou des autels différents.

5.° Le syndic apostolique des religieux mendiants, même capucins, tiendra note sur un registre de l'argent et des objets qui lui seront remis, sous les yeux mêmes du donateur et au fur et à mesure que les messes seront acquittées, le sacristain les marquera sur un régistre analogue à celui indiqué au n.° 1. Enfin sur un troisième registre le supérieur local inscrira les sommes ou objets qui lui auront été consignés par le syndic.

6.° En dehors du mode ici déterminé, personne ne devra quêter ni donner des messes à dire, car alors l'acquittement n'en est nullement garanti.

7.° A la fin de chaque mois, les supérieurs séculiers et réguliers examineront les messes éventuelles qui sont à leur charge pour le mois suivant, afin qu'on les acquitte exactement et il est interdit d'en recevoir pour plus d'un mois, tant que la sacristie ne sera pas libérée de ses engagements du dernier mois.

8.° Toutes ces prescriptions sont obligatoires pour les sacristains et supérieurs locaux, sous peine pour les clercs et les églises séculières d'une amende de vingt-cinq écus à appliquer aux lieux pies et pour les réguliers, de privation de leurs charges, d'incapacité perpétuelle à en obtenir d'autres, de privation de voix active et passive, sans préjudice, pour les uns et pour les autres, de toute autre peine au gré du cardinal vicaire.

On remarqnera plus tard que cette instruction a passé presque tout entière dans le premier édit publié par le secrétaire de la visite apostolique, sous Clément XI, en 1704.

B. Perchè le provisioni altre volte fatte per decreti della Sacra Congregazione e della Sacra Visita Apostolica, ed anco del nostro Tribunale concernenti la celebrazione delle messe tanto perpetue come manuali, oltre la puntuale esecuzione che devono avere trovino anco pronte la giustificazione dell'adempimento, per ordine espresso della Santità di N. S. datoci a bocca abbiamo voluto prescrivere la forma di dette giustificazione da osservarsi in tutte le sagrestie delle chiese etc. Ed è

1. Che si abbiano a tenere nelle sagrestie due libri in uno dei quali siano notati con ordine tutti li pesi ed obblighi perpetui per l'adempimento dei quali s'assegnino particolari cappellani, ed in vacanza, o impedimento se ne sostituiranno altri, quali a giorno per giorno, o nei tempi, che sono prescritti dalle lascite dei fedeli debbano di propria mano notare il giorno, mese ed anno nel quale avranno celebrata la messa. Nell'altro libro poi si noteranno l'elemosine manuali con notificazione della causa in che sono date cioè per messa di defonti, di tal santo secondo l'intenzione, o altro, e similmente di contro di detta annotazione d'elemosine s'esprime da celebranti l'adempimento della forma ingiunta da che ha

dato l'elemosina con sottoscrizione del medesimo celebrante come di sopra delle messe perpetue si è detto.

2. Che queste elemosine di messe manuali si notino al libro, e si ponghino in una cassetta distinta per il ricevimento di esse, il tutto a visita di chi avrà data l'elemosina, quale non possa riceversi, se non dal sagrestano o altro depositario, che sarà a ciò destinato dal superiore della chiesa.

3. Che li Cappellani assegnati per la sodisfazione dell'obblighi perpetui non possino per qualsivoglia urgente causa ancorchè d'esequie di defonto esposto in chiesa posporre la precisa e dovuta sodisfazione pel suo obligo se non in caso di legittimo impedimento, e con sostituire altro, che adempia in suo luogo in modo, che non s' alteri ne si differisca la celebrazione che a lui tocca.

4. Che le messe lasciate a dirsi in chiesa o altare particolare non possono celebrarsi in altre chiese o altari se non a quelle o quelli contemplati da chi ha data l'elemosina, ogni volta che non vi sia qualche indulto o privilegio particolare in contrario.

5. Che il Sindaco chiamato Apostolico de' religiosi mendicanti etiam Cappuccini quali non possono ricevere denaro, debba avere un libro dove a vista dell'offerente o benefattore debba descrivere tutti li danari, e robbe, che si daranno per celebrazione di messe, ed il superiore locale parimenti debba avere un simile libro per registrare tutte le polize e robe, che riceverà da detto Sindaco, e dall'offerenti ad effetto di celebrar messe, per la soddisfazione delle quali messe dovrà il Sagrestano tenere libro o libri nella conformità, che si dice di sopra acciò che sempre apparisca la specifica soddisfazione di quelle.

6. Che non sia lecito a qualunque persona tanto religiosa come secolare fuori di questo modo prescritto questuare o ricevere elemosina tanto in danaro come in robbe in celebrare messe, avvertendo li fedeli quali fuori di questo modo daranno elemosine per messe, che non saranno sicuri della soddisfazione.

7. Che nel fine di ciascun mese tanto i superiori secolari quanto regolari debbano rivedere l' oblighi delle messe per elemosine ricevute per sodisfarle onninamente nel mese futuro con proibizione o interdetto di non poterne ricevere più del mese susseguente finchè non avranno sodisfatto all' oblighi dell'elemosine date nel mese passato, e conoscendo non potere commodamente adempire nelle loro chiese le messe per le quali viene lasciata l' elemosina, lascino onninamente di riceverla perchè non resti defraudata l'intenzione di chi l'offerisce o più lungamente del dovere procrastinato di soddisfare all'obligo che vien loro imposto dall'intenzione dei decreti.

8. Tutte le quali, e singole cose dovranno adempire, ed inviolabilmente osservare tanto li superiori locali, come li sagrestani, sotto pena per il Clero, e chiese secolari a scudi 25 per ogni contravenzione da applicarsi ai luoghi Pii, e per li regolari di privazione de' loro officii, e di perpetua inabilità d'ottenerli in avvenire, ed anco di voce attiva, e passiva senza altra dichiarazione precedente, ed altri tanto come per l'uni come per l'altri a nostro arbitrio. Datum Romae ex aedibus nostris hac die. . . . . (*Mss. Casanat.*, t. VI, lett. M. p. 54).

VIII.

Mémoires de la Rév. Fabrique de S. Pierre.

1. La Révérende Fabrique de S. Pierre se déclare, dans son premier mémoire, en vertu de nombreux indults concédés par les Souverains Pontifes, en possession, depuis Léon X et l'année 1510, de faire célébrer les messes qui n'ont pas été acquittées par des chapelains à ce spécialement députés et d'employer l'argent qui en provient à la constrution de la basilique du Prince des Apôtres.

Aussi le tribunal établi par Clément VII, quand des causes semblables lui ont été soumises, a-t-il toujours rendu sa sentence dans ce sens, mais en y insérant plusieurs clauses, telles que les suivantes: *pourvu que l'omission n'ait pas été faite par malice et avec l'intention d'entrer en accommodement avec la fabrique de S. Pierre; que semblable accommodement n'ait pas eu lieu antérieurement avec la dite fabrique; qu'à l'avenir on s'abstienne de recevoir plus de messes qu'on n'en peut acquitter; que le suppliant soit dans une condition si infortunée qu'il ne puisse restituer l'aumône perçue.* Ces clauses sont évidemment de nature à empêcher toute récidive; mais si par hasard il s'en présentait, la supplique serait aussitôt rejetée, à moins de cas exceptionnels, comme guerres, peste, qui rendent l'omission juste et excusable, puisqu'il y a impossibilité de célébrer.

Il n'y a donc pas toujours malice dans le non acquittement des messes et la pratique du tribunal démontre que divers accidents imprévus et involontaires méritent d'attirer la compassion de l'Eglise Romaine, qui doit distinguer entre celui qui est coupable et celui qui est excusable.

De plus, dans les communautés religieuses, l'arriéré provient souvent de la mutation ou mort des supérieurs qui ont accepté plus de messes que les prêtres actuels de la communauté n'en peuvent dire et une transaction devient alors nécessaire. On ne peut songer à répartir ces messes entre les couvents de l'ordre, parceque ces couvents sont déjà grevés, que la volonté des testateurs avait souvent déterminé l'église et l'autel, et qu'une pareille commutation d'un lieu à un autre n'est possible que comme l'ont fait les Souverains Pontifes en faveur de la fabrique de S. Pierre.

Enfin, comme certains pauvres prêtres et religieux sont persuadés que pour eux la première chose est de vivre et que l'aumône de la messe constitue leurs seuls moyens d'existence, ils ne se font pas scrupule de leurs omissions passées et jugent inutile de recourir à Rome.

La Révérende Fabrique de S. Pierre conclut qu'on peut prendre des mesures opportunes pour empêcher ces omissions, mais elle se prononce en faveur du *statu quo*, tout en motivant la réforme proposée sur les exemples de Clément VII et d'Urbain VIII.

C. *Istanza per la R. fabrica di S. Pietro.*

Emi e Rmi Signori.

La Rev. Fabrica di S. Pietro tra molti indulti concessigli da Sommi Pontefici gode la facultà di comporre sopra le messe non celebrate come costa per Breve di Leone X dato l'anno 1517 e dalle dichiarazioni fatte l'anno 1598 in vigore delle facoltà concedute alli deputati sopra la fabrica di S. Pietro declarandi dubia, come nel compendio dei privilegii pag. 16, §. 1, pag. 24, §. 1, pag. 29, impresse dal Quaranta super costit. Apost. in verb. fabrica S. Petri, n. 3, referite nel compen. de Privileg. di essa fabrica pag. 10, litt. D. pag. 26, §. 4, pag. 32, §. 2, e queste sono anche registrate dal Maranta resp. V., n. 58, p. 1, dove prova chiaramente che le messe non celebrate spettano alla R. Fabrica, dalla quale perciò si ritengono Cappellani deputati in S. Pietro li quali celebrano continuamente per aggiungere l'opera del Sacrificio operato all' indubitata autorità delle chiavi compartita da tanti Sommi Pontefici con l'effettiva commutazione di tutte quelle opere di pietà, che non si adempiscono dai fedeli, come se fossero realmente adempite, mentre aiutino, e contribuiscono all'edificazione del tempio del Principe degli Apostoli, ch'è la più nobil Casa di Dio, che si veneri in terra, ammettendogli a tutti gli beni spirituali della Chiesa militante, in modo, che non si può dubitare, che non suffraghi a tutto conforme insegna la fede. Ne si può dire, che le messe manuali siano piuttosto donazioni inter vivos, che li legati, perchè anche Giulio III, con la constituz. 15, in Bull. e nel compend. sud.

p. 7, concede facoltà alla fabrica di far eseguire le donazioni *inter vivos* fatte *ad pias causas*, e si commise alla R. Fabrica fossero a notizia li Sacerdoti e Religiosi ai quali fossero state date elemosine per la celebrazione delle messe potrebbe astringere a mostrare d'esse l'adempimento, così parimenti ha facoltà di potere quei liberare dall'omissioni con le composizioni.

E perciò da tempo immemorabile il Tribunale eretto da Clemente VII ha sempre convenuto tanto li sacerdoti secolari, quanto li regolari con ogni altra sorte di persone di qualunque dignità, e condizione siano a mostrare gli adempimenti quando ha avuto notizia dell'omissioni, o delle messe sudette, o di qualsivoglia opera di pietà tralasciata condannandogli al pagamento dell' elemosine ricevute a comodo di essa fabrica.

Ovvero quando non se n'è avuto notizia ha sempre composto con li supplicanti con pagamenti però, o tasse differenti secondo li casi, e povertà loro, avuta prima matura considerazione alle cause espresse, ed all'impossibilità di poterle adempire.

Apponendo alcune clausule proprie, ed adequate alli casi, che sono stati rappresentati dai supplicanti, cioè *dummodo malitiose non omiserint, animo habendi compositionem a Rev. Fabrica.*

Vel dummodo alias se non composuerint cum eadem Rev. Fabrica.

Vel dummodo in futurum abstineant a perceptione eleemosinarum ultra vires.

E quando il supplicante ha preso l'elemosine a nome proprio, e non per il Convento, o per altra sodalità in comune, e si è poi ridotto a tanta estremità, o per l'età decrepita, o per la povertà, che si è veduto non poter in alcun modo adempire, si è ammesso a composizione: *Dummodo vere orator non habeat quidquam aliud, unde satisfacere possit propter eleemosynam oblatam.*

La qual clausola senza dubio e tanto ristretta, che potrebbe moralmente suffragare ad ogni doloso detentore di robbe di altri.

Ne si deve dire che, non ostante questa formola, e clausule inserte negl' istromenti delle composizioni, li regolari, e supplicanti tralasciano, e trascurino le celebrazioni delle messe e poi di nuovo ritornino per nuove composizioni.

Poichè essendo spinto dal mero scrupolo di coscienza, e non da altro timore del Tribunale, mentre molti vengono da paesi lontanissimi *ultra maria et montes*, e riportando la grazia con le predette clausole, pare del tutto inverisimile che dopo tanta spesa, ed incommodo volessero rimanere illaqueati nel medesimo dolo, e scrupoli portando alle case loro un instromento, che non le servirebbe a niente.

Anzi si è osservato essere venute suppliche con la narrativa di essersi composte altre volte, e di aver tralasciata la celebrazione con la speranza di nuova composizione, e sono state rigettate assolutamente.

Non costumandosi di rinnovare le composizioni senza cause molto legittime e straordinarie, come di guerre notorie e di pestilenze, delle quali si scorge chiaramente la giusta, e scusabile omissione con l' impossibilità di poterle celebrare.

Da questa osservanza del Tribunale, si vede che il non adempimento delle messe non proviene sempre da malizia, ma da varii accidenti del mondo, li quali meritano, che la pietà della Chiesa Romana tenga aperte quelle porte, che con prudenza dei privati si sono spalancate, e compartite a chi con giuste cause ha meritato d' entrarvi, distinguendo *inter lepram, et lepram*, li negligenti dolosi dalli scusabili, o dagli impossibilitati da cause tolerabili a non poter in altra forma sgravar le coscienze.

Conforme appunto succede in molti visitatori delle Case regolari li quali ritrovando cumuli di messe non sodisfatte per la mutazione o morte di quei superiori che presero in varii tempi l' elemosine, non hanno il più pronto rimedio, che di ricorrere per le composizioni, perchè li sacerdoti dolosi sono assenti da quel luogo o defonti, ne li religiosi presenti sono bastanti a poterle rimettere.

Nè si può fare fondamento alcuno al ripiego di farne un ripartimento a tutti li conventi di quella sorte di religione perchè s' incorre nella medesima impossibilità, avendo tutti li loro pesi quotidiani con quali vivono.

Oltre che essendo stati destinati quei sacrificii a quegli altari precisi, o per lo più privilegiati, o di divoto concorso ai quali è stata contribuita l'elemosina, sarà sempre una commutazione di volontà *de loco ad locum.*

E se la commutazione è stata fatta già da sommi pontefici a favore della fabrica, conforme si è detto di sopra pare molto più pratticabile questa, che quella, e per la possibilità e per la forza.

E presupposta la morale impossibilità di rimettere le messe tralasciate, stimano alcuni troppo rigorosa quella legge, che indifferentemente escludesse ai fedeli il modo di liberarsi dal peccato della negligenza dei sacrificii non adempiti dopo aver consumato l'elemosine per alimento, e mantenimento dei Conventi destituiti di ogni altro presentaneo sostentamento ed impossibilitati a poter rimettere le messe tralasciate.

Poichè li religiosi disperati del rimedio pratticato vanno coltivando un opinione fondata dalla necessità degli alimenti ed accommodano le coscienze a difendere probabilmente di non essere tenuti all' impossibilile, e che l'elemosina benchè ricevuta per il sacrificio della santa Messa possa commutarsi giustamente in somministrare tenuissimi alimenti a tanti poveri sacerdoti, li quali non hanno altro modo da vivere, nè possono celebrare più di una messa il giorno per ciascheduno.

Allegando alcuni, che se è permesso anco il furto del pane, o d'altro per nudrirsi nella mera necessità del vivere, così non pare vietato l'erogarvi quel denaro, che si ha in mano senza rubbarlo, benchè per altro fine elemosinato, e con questi fondamenti stimeranno superfluo di ricorrere alla corte di Roma per le già consuete e pratticate forme dalle Congregazioni del Concilio, e Fabrica di S. Pietro.

Adunque senza vietare quei rimedj stimati opportuni e necessari per l'esperienza di tanti anni, si supplica l'EE. VV. degnarsi di lasciar continuare le composizioni per l'omissioni passate con le clausole salutari predette, ed applicare la santa mente di N. Signore alla riforma per l'avvenire con gli esempi de' Sommi Pontefici Clemente VIII ed Urbano VIII. (*Mss. Casanat.* t. VI, M. p. 56).

2. Le premier mémoire ayant soulevé quelques observations, la Révérende Fabrique de S. Pierre maintint dans un second toutes les allégations précédentes et de plus ajouta quelques nouvelles indications. Nous ne noterons que les différences.

Ceux qui avaient la conscience chargée de quelques omissions avaient trois moyens de se libérer: la Sacrée Pénitencerie, la S. C. du Concile et la R. Fabrique de S. Pierre. Mais la S. Congrégation n'a jamais traité que les questions de réduction et de commutation, laissant à la Fabrique les condonations et compositions.

Dans ces sortes d'affaires les questions de personnes, de lieux, de temps ont toujours été clairement exprimées, des clauses spéciales ont été apposées aux rescrits, de manière à ôter tout scrupule aux indultaires, en sorte qu'il paraît convenable que si la R. Fabrique peut prendre à sa charge toutes les omissions, elle peut aussi transiger avec les suppliants, comme elle l'a fait depuis plus de cent cinquante ans.

Per la fabrica di S. Pietro Memoriale. — Emi, e Rmi Signori. Benchè altre volte siano stati dati memoriali all a Penitenziaria secreta ed alla S. Congr. del Concilio per la condonazione delle messe o a questa rimessi da N. Signore, l'una e l'altra

sono state solite, quanto alle messe non celebrate, rimettersi alla Congreg. della Rev. Fabbrica, e solo la Congregazione del Concilio si è in gerita nelle reduzioni degli obblighi, o nelle commutazioni di volontà come infiniti esempi si potrebbero dedurre.

Le circostanze delle persone, luoghi, e tempi, sogliono sempre esprimersi in qualsisia supplica o memoriale, e quantunque il Memoriale si faccia per N. N. nulladimeno sempre in quello si esprime se il supplicante è regolare, o secolare, se supplica a benefizio proprio o del convento, ed esprimersi la causa per la quale ha tralasciato di non soddisfare agl'oblighi, e nell'istromento della composizione che si stipola si dichiara chi sia il supplicante, se di religione capace, o incapace, se secolare o regolare, di qual luogo sia, sicchè sempre è verissimo che tutte le circostanze delle persone, luoghi, e tempi vengano espresse, e considerate.

La prova dell'impossibilità non si stima necessaria, poichè se il supplicante esprime che egli non ha modo di sodisfare, e che non si ritrova che certa somma di danaro, quale offerisce per elemosina, in questo caso la Congregazione della Fabrica suol procedere con la seguente clausula: « *Dummodo vere orator non habeat quidquam aliud unde satisfacere possit praeter eleemosynam oblatam.* » E perchè li supplicanti ricorrono per sgravarsi è non per illaquearsi le coscienze, perciò ricevendo la grazia con detta clausola, l'impossibilità deve presumersi ed aversi per indubitata.

E se attesa l'impossibilità stimasi sia luogo alla real condonazione con ingiungere qualche altra opera pia, non dovrà al supplicante negare la composizione ch'offerisce in sgravio della propria coscienza.

La clausola *quatenus ad pinguiorem etc.* quando il sacerdote sia secolare non pare possa pratticarsi, perchè non goderebbe il supplicante quella liberazione della propria conscienza che desidera, mentre sarebbe sempre in scrupolo se egli avesse o no acquistato cosa alcuna che l'obbligasse alla sodisfazione dei pesi non adempiti.

Le considerazioni se la diminuzione delle rendite succede nel fondo, o dote lasciata per la celebrazione delle messe procede in riguardo alla reduzione, ma non ha luogo nelle composizioni che si richiedono obblighi tralasciati per qualche tempo, e nella mancanza delle rendite totali non si ricercano composizioni mentre cessa l'obligo.

La penuria dei Sacerdoti suol essere motivo alla S. Congregazione per facilitare la grazia, e mentre il supplicante dice aver mancate per penuria dei sacerdoti, confessa la sufficienza delle rendite a peso ed allegando averle consumate nel proprio uso ricorre per la grazia della composizione, sicchè il modo finora pratticato dalla S. Cong. del Concilio, e della Penitenziaria, di rimettere le suppliche, memoriali alla S. Congregazione della Rev. Fabrica per composizione, pare che debba continuarsi. Mentre questa invigilava alle composizioni dolose, sempre suole procedere con le clausule aggiustate alli duoli che possono dai supplicanti commettersi, giacchè se il supplicante ha preso elemosine per celebrazione di messe con intenzione di non adempirle e con animo di comporsi con la Rev. Fabrica, suole pratticarsi la clausola *dummodo maliciose non omiserint, animo habendi compositionem a Rev. Fabrica.*

Se vi è dubbio che li supplicanti si siano altre volte composti, e siano soliti componersi, suole ponersi la clausula « *Dummodo alias se non composuerint cum Rev. Fabrica.*

E per evitare che non ritornino a componersi, e che in avvenire ricevono l'elemosine a proporzione dei pesi che possono adempire, vi si pone la clausula *dummodo in futurum se abstineant a perceptione eleemosinarum ultra vires.*

E quando il supplicante è povero e dice non aver altro che quella certa somma di denaro ch'offerisce, si pone la clausola soprad. « *Dummodo vere Orator non habeat quidquam aliud unde satisfacere possit praeter eleemosinam oblatam.*

E mentre tutti li supplicanti ricorrono per sgravarsi la loro conscienza non è credibile che ricevono le dette clausole nelle grazie se non nelli termini che se li concedono, ed in conseguenza è stata sempre permessa a'supplicanti la strada delle composizioni alla S. Congregazione della Rev. Fabrica, la quale siccome può applicare a se tutti li pesi di messe tralasciate così può transigere con li supplicanti, conforme per più di centocinquanta anni ha giuridicamente pratticato. Che il tutto ec.

(*Mss. Casanat.* t. III, lett. R, p. II.)

IX.

Votum des Cardinaux.

Nous connaissons, par les manuscrits du cardinal Casanate, t. VI, M. p. 60, le sentiment des six cardinaux qui prirent part à la Congrégation particulière tenue, le 26 mars 1680, dans le palais de l'Eminentissime Facchinetti.

Le Cardinal Facchinetti opina pour l'expédition du décret et de l'instruction, leur observation hors l'Italie et le maintien du privilège de la R. Fabrique de S. Pierre.

Le Cardinal Ottoboni s'exprima ainsi : Pour les legs perpétuels il a été suffisamment pourvu. L'exorde du décret est injurieux aux prêtres; il faut le modifier. On ne peut forcer les fidèles à donner leur aumône au sacristain, parceque ce serait gêner la liberté individuelle. Il n'y a pas de difficulté à faire de l'omission un cas réservé, mais il importe d'obliger aussi à restitution. On peut prescrire de nouveau que chaque supérieur local, au sortir de sa charge, rendra compte en chapitre des aumônes reçues et de l'acquittement des messes, sous peine de privation de voix active et passive, et non pas de sujétion aux évêques. Quant aux curés, la menace de la suspense les maintiendra dans leurs devoirs et les évêques ne devront pas négliger ce détail dans leurs visites. L'on rédigera un décret général, pour faire observer la loi et la R. Fabrique de S. Pierre ne sera pas troublée dans ses droits et continuera à juger les cas particuliers.

Le cardinal Pio se rangea au sentiment du card. Ottoboni.

Le cardinal Carafa demanda que le décret fut divisé en chapitres et limité à l'Italie seulement.

Le cardinal de Carpegna voulut une distinction pour les messes perpétuelles, l'extension du décret à tout l'univers et le maintien des prérogatives de la R. Fabrique de S. Pierre.

Le cardinal Colonna n'admit pas la nécessité d'un nouveau décret, l'ancien suffisant avec les modifications proposées par le card. Ottoboni, demanda l'extension du décret à tout l'univers et réserva les cas particuliers.

Dans la même congrégation, il fut question aussi de la difficulté qui surgirait infailliblement si l'on ne pouvait plus conférer les ordres à titre de patrimoine, car le nombre des prêtres venant à diminuer, celui de l'omission des messes tendrait au contraire à augmenter.

D. *Vota Emorum PP.*

Die Martii 26, 1680, hora 21, in aedibus Em. Fachenetti habita fuit S. Cong. particularis super negocio missarum non celebratarum propositisque tribus dubiis, seu inspectionibus in folio descriptis.

Emus Fachenettus.

Censuit expediendum decretum *A* cum instructione *B* illudque ubique observandum, non solum in Italia. Caeterum Rev. Fabrica S. Petri prosequatur in compositionibus faciendis.

Emus Othobonus.

Censuit quoad onera, et legata perpetua sufficienter provisum. Quo vero ad eleemosynas, quae dantur ad manus delen-

dam esse praefationem decreti *A* utpote quae videtur injuriosa sacerdotibus, et potius dicendum *ut securius, ac tutius adimpleatur mens testatoris, donatoris* etc.

Circa idem decretum animadvertit non esse possibile, quod observetur conditio illa de dandis eleemosynis Sacristae, vel superiori, quia fidelium devotio arctaretur, iique, ut plurimum dant sacerdotibus benevisis.

Suggessit tamen e re futurum si hoc ponatur inter casus reservatos, et quod obligati sunt ad restitutionem.

Rursus praescribi posse, ut unusquisque superior localis in fine officii reddat rationem Capitulo de eleemosynis perceptis, et de adimplemento sub poena privationis vocis activae et passivae, dum caeteroquin existimat clausulam illam de subjiciendis regularibus Episcopo esse delendam. Quo vero ad parochos posse cogi sub poena suspensionis, et Episcopi partes erunt in actu visitationis de istis inspicere. His aptatis pro observantia resolutionis scribendum ad omnes non solum pro Italia, et Rev. Fabrica prosequatur. Descendendo itaque ad dubia proposita respondit:

Ad 1. Minuenda, et respective addenda supranotata.

Ad 2. Edendum decretum pro toto orbe.

Ad 3. Providendum in casibus particularibus prout hactenus fuit servatum.

Emus Pius.

Stetit in voto Emi Othoboni.

Emus Carafa.

Censuit videndum de qualitatibus onerum, quae distinguantur per capita in missis perpetuis et in sola Italia.

Emus de Carpineo.

Ad 1. Respondit distinguendum pro missis perpetuis ut ad proximum.

Ad 2. Edendum pro toto orbe.

Ad 3. Salvis juribus Rev. Fabricae, S. Cong. Concilii procedat juxta solitum.

Emus Columna.

Ad 1. Respondit non esse necessarium decretum, sed observantiam jam editorum, sed quatenus requiretur moderandum etiam juxta sententiam Emi Othoboni.

Ad 2. Edendum pro toto orbe.

Ad 3. Providendum in casibus particularibus.

Hac occasione consideratum fuit difficultatem etiam orituram ab ordinibus datis de non promovendo ad titulum patrimonii, quoniam quo minor erit sacerdotum numerus, eo major erit numerus omissionis missarum.

X.

Votum des Consulteurs.

Plusieurs consulteurs furent admis à faire connaître leur sentiment sur la question. Nous citons leurs travaux individuels à cause des principes théologiques et canoniques qu'ils renferment.

Votum du P. Lamy, procureur général des chanoines réguliers du S. Sauveur ou de Latran.

Les messes de fondation, dit-il, sont négligées ou parceque les revenus ont diminué et c'est alors aux évêques et aux prélats réguliers à recourir à la S. C. pour obtenir la réduction des charges, ou parcequ'il n'y a pas suffisamment de prêtres pour les acquitter et alors il faut urger l'application du décret de 1625 qui exige que le nombre des prêtres soit proportionné aux revenus et aux aumônes, ou encore parce qu'on accepte de nouvelles charges, quoique les anciennes soient déjà lourdes et il appartient aux supérieurs de veiller avec prudence sur ce point.

Parfois aussi ces messes sont totalement omises parce que le capital est resté improductif, depuis qu'il a été appliqué à des dépenses infructueuses par elles-mêmes. Mais la Congrégation y a sagement pourvu en faisant déposer cet argent entre les mains d'une tierce personne, jusqu'à ce qu'on puisse en acheter un immeuble productif.

Il n'y a donc pas lieu pour les messes de fondation de faire un nouveau décret, puisque tout est déjà réglé d'avance.

Quant aux messes éventuelles, elles sont négligées ou parceque quand on en reçoit de nouvelles, les anciennes ne sont pas encore acquittées, ce qui est contraire aux prescriptions de la Congrégation, qui devrait déclarer si le *modicum tempus* exigé pour l'acquittement des messes, s'entend avec les docteurs, seulement de deux mois; ou parceque celui qui reçoit l'aumône, en prend la meilleure part et passe la charge à un autre, qui trouvant la somme insuffisante, n'acquitte pas la messe, action doublement réprouvée par la Congrégation qui veut que l'aumône soit donnée intégralement et que la messe ne dépende pas de la modicité du salaire, quitte à régler la taxe suivant les villes et les provinces.

Les messes éventuelles sont omises ou quand une messe suffit, par privilège, pour l'acquit de plusieurs, en ayant soin d'accumuler les collectes suivant le nombre d'intentions, mais ces concessions ont été révoquées; ou quand un mauvais prêtre n'a en vue que le bénéfice et le gain, quoiqu'il sache parfaitement commettre un péché mortel et être tenu à restitution.

Il serait bon que la Congrégation procédât comme elle a fait jusqu'à présent et qu'à l'avenir l'inobservance du décret fût un cas réservé aux supérieurs. L'on pourrait également ordonner aux évêques et supérieurs d'en presser l'exécution et d'informer chaque année la Congrégation de l'acquittement des charges.

Votum Patris Lamiae Procuratoris Generalis Congreg. Canonic. Lateranensium.

Quid dicendum sit de Missis, quae omittuntur et quale remedium adhibendum sit, ne imposterum omittantur.

Onera missarum ex fundatione instituta, vel negliguntur, quia redditus attenuati sunt, et nullum remedium nisi reductio, unde posset S. C. ordinare Episcopis, et Regularium praelatis, ut exponerent similia onera in eorum ecclesiis respective subjectis ad effectum illa reducendi.

Vel negliguntur eo quia collegium non tenet numerum sufficientem sacerdotum pro celebratione missarum. Huic jam applicavit remedium Sac. Cong. in Decreto anni 1625. § postremo, ibi taxando cuique monasterio numerum regularium sufficientium onera portare juxta quantitatem redditum, seu eleemosynarum. Unde nil peragendum de novo, nisi inquirere an observetur.

Vel negliguntur, quia nova onera recipiunt cum vix numerus taxatus sacerdotum sufficiat pro oneribus jam antiquitus impositis. Huic malo subvenit in §. *Ad haec* ubi prohibet susceptionem onerum similium cuicumque Collegio, quovis nomine nuncupetur, sine licentia superiorum respective, et ibidem superioribus prudentissime praescribit modum suscipiendi onera de novo.

Vel denique omittuntur, quia eleemosynae receptae in pecunia numerata, vel mobilia consumantur in alios usus, et ipsis expensis, ac decoctis non remanet capitale fructiferum, et sic negligitur missarum celebratio.

Huic occurrit etiam S. Congreg. in §. *Praeterea*, ubi vult statim deponi hujusmodi pecunias, vel mobilia penes tertiam personam, donec implicentur in bonis immobilibus fructiferis etc.; certe non ob aliam rationem praeter expressas mihi videtur posse omitti missarum perpetuarum celebratio. Unde cum provisum jam sit, sufficit nunc exigere observantiam decreti.

Onera missarum manualium, vel negliguntur quia administratores Collegii recipiunt eleemosynas pro novis oneribus, et non possunt intra modicum tempus ists satisfacere,

eo quia sunt antiquis etiam nunc onerati; et sic tractu temporis redduntur impotentes etc. Huic manum posuit S. Cong. in citato §. *Ad haec* ubi prohibet cuicumque novas eleemosynas recipere, nisi satisfactis prioribus oneribus. Et rursus se declarat in responsione ad undecimum, ubi concedit posse quidem novas eleemosynas recipere dummodo possint prioribus satisfacere intra modicum tempus. In praesens posset declarare S. Congreg. quid intelligat pro modico tempore. Doctores fere communiter intelligunt spatium duorum mensium ad summum. Ita Quartus in rubricis Missal. Appendice de sacrificio punct. primo difficult. 2, ubi dicit quod colligitur ex Can. praesertim 7. q. 1. et ex Trid. Sess. 23. de reform. cap. 1.° docentibus absentiam Parochi per duos menses a sua parochia esse modicum tempus. Unde doctores quos ipse Quartus citat, deducunt etiam in celebratione Missarum dictam dilationem esse modicam.

Vel non celebrantur missae manuales, quia sacerdotes avaritiae studentes attenuant stipendia recepta, retinendo sibi partem pitantiae, et alteram tradendo sacerdoti ut celebret; hic vero ob tenuitatem stipendii non curat missam celebrare. Huic pariter subvenit S. C. in §. *Ac similiter*, ubi prohibet retinere partem stipendii et se explicat in responsione ad 7. similiter in §. *Deinde vult*, ut cuicumque stipendio etiam exiguo debeatur una missa et sufficienter super hoc se explicat in responsione ad 2. Hoc tamen non obstante, ut etiam collegiis, et sacerdotibus imposterum provideat de justo stipendio in §. *Ad haec* prudenter, ac sanctissime praecipit, ut redditus, qui ecclesiis, et locis piis relinquuntur omnino respondeant oneribus adjunctis secundum morem cujusque civitatis vel provinciae.

Vel omittuntur missae, quia ex privilegio poterant aliqui unica missa satisfacere pluribus et etiam poterant pluribus collectis, seu orationibus in una missa recitatis coaequare celebrationes plurium missarum. Hoc pariter privilegia quibusvis personis et quavis causa concessa omnino revocat, et annullat.

Vel tandem omittuntur missae, quia malus sacerdos illas vult omittere, plures eleemosynas congerit, licet sciat se peccare mortaliter, et teneri ad restitutionem, ut ipsum docet S. Congreg. in eodem decreto §. 1. sed huic malo, quod remedium? Qui sprevit primam legem, forsan secundam servabit? Suspendio puniuntur fures, et sub ipsa furca fures novi enascuntur.

Attamen dico, quod sicuti quoad commutationem oneris omissio missarum est casus reservatus Papae, ad quem delinquentes necessario recurrere debent, ut supra diximus §. 2. assertione 2. ita quoad absolutionem posset declarari casus reservatus superiori immediato, ad quem tantum deberet reus mitti in brevi commutantem onus, sicuti nunc solet delegari aliquis ex doctoribus Theologis ad confessiones approbatis ab ordinario.

Multis de causis mihi suadetur fore optimum hocce remedium: 1. quia non minus in hoc casu quam in aliis reservatio esset fraenum cohibens licentiam delinquentium; 2. quia superior immediatus tamquam medicus assistens infirmo, cognoscit naturam, causas, et sympthomata morbi et sic potest applicare congruens remedium ad sanitatem, ultra onus impositum a Pontifice in commutatione; 3. quia superior immediatus sciens facultates delinquentis, posset ipsum compellere ad restituendum et posset monere collegium, si illud esset obligatum pro ministro, unde fieret restitutio ejusdem in eodem, non tantam fieret in aequivalenti; 4. denique loquendo de regularibus, quibus res permittuntur ad usum, puto esse omnino necessarium hoc remedium, quia quousque monasterium possidet rem alienam bona fide (puta ornamenta Ecclesiae, constructionem fabricae, et alia hujusmodi facta in praedictis eleemosynis) non tenetur ad restitutionem nisi prius constituatur in mala fide, quod sit per notitiam rei alienae a se possessa. Idem dicerem si monasterium possideret aliquid causa illius regularis, puta substantias haereditarias vel acquisitas ejus industria, concionando, legendo etc.

Neque dicas, quod superior uteretur scientia confessionis cum gravamine poenitentis, quod fieri nequit ex decreto S. Cong. Universalis Inquisitionis sub die 18 novembris 1682. Respondeo enim negative, quia nullum esset gravamen poenitentis; qui ideo confitetur superiori, ut tali scientia pro restitutione ex facto, et dat pecuniam restitutam confessario, non potest dici gravatus, licet confessarius restitutionem faciat ex scientia confessionis. Addo etiam specialiter regularem non posse dici gravatum neque per usum scientiae, neque per applicationem remedii, quia ex vi suae professionis tenetur pluries in anno ad nutum superioris ipsi revelare non solum quantitatem, et pretium rerum eidem permissarum ad usum, sed etiam credita et debita. Hoc stante quod debitum magis urgens revelare suo superiori, quam illud quod contraxit ex talibus eleemosynis sic perceptis.

His igitur positis, ad tria quaesita proposita sic responderem.

Ad 1. Non esse faciendum novum decretum, sed instandum in observantia primi, in quo quid ultra potuit facere S. Cong., et non fecit, ut constat ex dictis?

Ad 2. Pro casibus elapsis procedendum esse a S. Cong. et a Fabrica S. Petri, prout hactenus. Pro futuris vero declarari posse inobservantiam decreti esse casum superioribus reservatum.

Ad 3. Ubique terrarum instandum pro ejus observantia, quia ubique serpit malum. Sic v. g. posset ordinare ut ab ecclesiis certiorarentur episcopi et superiores respective, ab his vero certioraretur ipsa Sac. Cong. Concilii quotannis de hujusmodi onerum satisfactione.

(*Mss. du Card. Casan.* t. VI, M. p. 67.)

Votum du P. Dominique, carme déchaussé.

Pour porter remède aux omissions coupables ou non coupables, le P. Dominique propose simplement de s'en tenir au décret du 21 avril 1623, de révoquer tous les privilèges accordés et d'en réserver à l'avenir la concession au seul Souverain Pontife. Il n'est pas d'avis que le cas d'inobservance soit réservé, mais seulement que le délinquant soit puni comme il a été antérieurement statué. On pourrait cependant réserver le cas d'omission malicieuse et consentie, soit au Pape, soit à la Sacrée Pénitencerie, chaque fois qu'il y aurait dans l'acte posé certitude de péché mortel.

Il attribue à plusieurs causes l'omission des messes perpétuelles: le peu d'utilité de la fondation, l'acceptation de nouveaux legs et l'insuffisance du nombre de prêtres, toutes choses auquelles remédie le décret dans deux de ses paragraphes.

Il estime qu'on ne doit pas recevoir de messes éventuelles ou manuelles pour plus de deux mois et que le *modicum tempus*, ainsi interprété, au sujet de l'absence du curé de sa paroisse, par le Concile de Trente, signifie un tel laps de temps.

Quoique le bienfaiteur soit consentant à un délai que motive le nombre de messes à acquitter, on ordonnerait d'inscrire sur le registre des messes un tel consentement.

Il n'est pas à craindre que les mesures prises par le S. Siége arrêtent l'élan charitable des fidèles, car ils seront certainement plutôt touchés d'un acte tout de justice, qui veille à leurs propres intérêts et sauvegarde leurs droits les plus sacrés.

Un décret universel est à souhaiter, mais une bulle ou une constitution apostolique serait préférable, car le mal est sérieux et général, les décrets des congrégations ne sont pas reçus partout, tandis qu'on accepte avec respect les bulles du Souverain Pontife.

Votum Patris Dominici Carmelitae discalceati.

1. Agendo de remediis adhibendis ne deinceps tanta, et tam frequens contingat missarum omissio sive culpabilis sive inculpabilis, dico prudentissima, et optima esse illa quae offerunt in

decreto S. Cong. Concilii Tridentini edito die 21 aprilis 1623 et primo, quod revocatis omnibus in hac re privilegiis aut juribus ad alios spectantibus solo Summo Pontifici fuerit reservata.

An autem si novum fiat decretum, vel Bulla de quo statim reservari quoque illi debeat hic casus inobservantiae illius crederem non sed sufficeret poenas istud violantibus jam impositas. Potius reservandum esset peccatum eorum qui culpabiliter, et malitiose consumerent imposterum missarum stipendia, et inde illas omitterent.

Hujusmodi vero consumptio tunc maxime culpabilis, ac malitiosa censenda esset quando fieret animo habendi compositionem a Rev. Fabrica S. Petri, quae idcirco tunc illam admittit, vel quando mali sacerdotes nec non superiores aut alii ad quos pertinet onera Missarum suscipere, et illis satisfieri curare vellent tantum illas omittere, vel absolute vel etiam illas intra praescriptum non celebrare congerendo novas semper Missarum eleemosinas, quamdiu sciant se peccare mortaliter.

Talis peccati reservatio Summo Pontifici, vel Sacrae Pœnitentiariae satis persuadere videtur tum illius gravitas, dum in in decreto teterrimus vocatur abusus, tum quia ne ita facile deinceps committeretur non mediocre fraenum esset.

2. Quia, loquendo de Missis perpetuis, earum omissio provenire potest, vel ex eo, quod illarum onera cum nulla aut parum sint utilitate conjuncta, vel nova earumdem onera recipiantur plusquam per taxatum sacerdotum numerum satisfieri possit. His abusibus decretum viam sufficienter praeclusit §. *Praeterea* et §. *Ad haec.*

Solum advertendum est circa verba in hoc §. contenta de eleemosynis manualibus, et quotidianis pro missis celebrandis, scilicet accipi posse si oneribus antea impositis ita satisfactum fuerit, ut nova quoque onera suscipi valeant, alioquin omnino abstinendum esse ab hujusmodi eleemosynis et sponte oblatis in futurum recipiendis: advertendum, inquam, circa haec verba, dubitatum fuisse, an prohibeant absolute quominus accipiant eleemosinas, qui acceptis non satisfecerunt et quid si congruo tempore possint omnibus satisfacere. Responsum autem fuisse non prohiberi absolute, ac propterea etsi oneribus jam susceptis non satisfecerint, posse tamen nova onera suscipere missarum celebrandarum, dummodo infra modicum tempus possint omnibus satisfacere.

Per modicum tempus quantum sit intelligendum omnino determinandum est, et non relinquendum uniuscujusque arbitrio; rationabile autem videtur esse illud duorum saltem mensium, conformiter ad Concil. Trid. Sess. 23 de refor. cap. 1, ubi absentia parrochi per duos menses a sua parrochia modicum reputatur tempus.

Insuper cum in responsione ad 12 dub. habeatur quod quamvis onera suscepta infra modicum tempus adimpleri nequeant, si tamen tribuens eleemosynam pro aliarum Missarum celebratione, id sciat, et consentiat, ut illae tunc demum celebrentur cum susceptis oneribus satisfactum fuerit, decretum non prohibeat, quamvis eo casu eleemosyna accipiatur pro iisdem missis juxta benefactoris consensum celebrandis. Valde conveniens mihi videretur quod ad omnem tollendam fraudem nec non occasionem calumniandi illas accipientem, quasi decreta violasset, specialem de praefato consensu mentionem fieri juberet in libro missarum, praesertim quando magnus esset illarum numerus.

3. Quia omissio missarum manualium praesertim inter regulares oriri potest ex majori eorum numero quam ferunt redditus et eleemosynae cujusque Monasterii, huic etiam malo debitum adhibuit remedium decretum §. *Postremo.*

Si dicatur dicta remedia posse esse nociva quatenus possunt retrahere fideles ab elargiendis elemosynis pro celebrandis missis, respondeo id minime sequi, imo potius contrarium; servata enim debita benefactoribus charitate et justitia in celebrandis missis eo magis excitabit corda eorum in erogandis eleemosynis.

Sed esto quod aliqui id non facerent, hujusmodi incommodum nullius est momenti respectu gravis injuriae quae contra praefatas virtutes fit illis, qui stipendia offerunt pro missis pro se dicendis, ita ut tot dicantur quot ad rationem attributae eleemosynae praescriptae sunt et tamen omittuntur. Quare Sacra Congregatio ut tantum deinceps malum impediret proportionata qualia sunt dicta remedia jure merito adhibuit et eorum observantiam quantum potest intendit.

Ad cujus majorem adhuc perfectionem valde expediret quod novum saltem fieret decretum universale, et responsionibus ad dubia super illud aliisque de novo animadversionibus compositum ad majorem explicationem, nec non etiam condemnarentur opiniones non obstante decreto, post illud absolutio docentes sacerdotes posse saltem accipere duo stipendia pro una missa vel applicanda uni partim solitam, et alteri partem quae correspondet ipsi sacerdoti vel indulgentia. Sed melius foret si concederetur bulla, vel Constitutio Apostolica Universalis: primo ratione gravitatis mali, secundo ratione universalitatis, tertio quia pluribus in locis non recipiuntur congregationum decreta, ubi cum reverentia pontificiae acceptantur bullae.

Ita salvo semper meliori judicio, ego censeo pro mea tenuitate.

(*Mss. Casanat.* t. VI, M, p. 67.)

Votum du P. Esparza, jésuite.

Le P. Esparza divise son *votum* en cinq points:

Nécessité d'un décret universel et opportunité d'une bulle pontificale; distinction à établir entre ceux qui font l'aumône à une communauté et ceux qui traitent avec des prêtres individuellement.

Pour chaque transgression des séculiers, amende imposée par l'Evêque, après en avoir statué dans le synode diocésain, ou mieux insertion au décret d'une amende dix fois plus forte que le délit et pour les insolvables, réclusion, suspense ou service dans un hôpital pendant un nombre de jours déterminé.

Pour les religieux, la privation de voix active et passive étant à la fois trop légère et trop sévère, y substituer la réclusion, le jeûne, la génuflexion pendant l'office, tant de jours et d'heures.

Afin d'éviter la complicité entre les provinciaux et les religieux, visite tous les cinq ans par un délégué d'une autre province des registres de messes.

Le jésuite conclut en renvoyant aux réponses de la Sacrée Pénitencerie et en disant qu'il respecte plus par devoir qu'il n'approuve les raisons que souvent on allègue pour trouver une excuse soit à sa négligence soit à sa culpabilité, dans les accommodements passés avec la Fabrique de S. Pierre.

Votum P. Esparza S. J. circa eleemosinas pro Missis.

1. Videtur omnino necessarium pro rei maximo momento decretum universale pro toto orbe, uti plerique Emi censuere Imo est opportunior Bulla Pontificia cujus haec est materia decentissima, atque fideles reverenter multo magis, et quod caput est reverentur universalius Bullam Pontificiam.

2. Idea, seu decreti, seu bullae est optima quae habetur in directione Emi Vicarii, in qua tamen videretur distinguendum inter eos qui dant eleemosynas, et imponunt onus missarum communitati alicui sive seculari, sive regulari, et inter eos qui agunt cum singulis seorsim sacerdotibus, ut videlicet priores contractus notentur in libris prout in directione, posteriores non perinde necesse sit notare; distinguendum rursus inter eos, qui ex obligatione aliunde sibi imposita tenentur ad erogandas eleemosynas pro missis, et inter eos, qui illas erogant ex propria spontanea devotione aut voto, ut videlicet priores teneantur

accipere syngrapham satisfactionis mutuae eamque exhibere suo quisque superiori; posteriores ad id non teneantur de necesse.

3. Taxa penae pecuniaria pro singulis transgressionibus sacerdotum secularium videbitur committenda episcopis in synodo dioecesana ut eam statuant et publicent juxta conditionem cujusque regionis. Sed melius forte statueretur universaliter lege inserta in decreto, aut bulla, ut transgressor solvat in poenam plus decuplo v. g. quam surripuerit ex missis injuste omissis. Sacerdotes vero qui non fuerint solvendi, patiantur, vel reclusionem, vel suspensionem, vel obsequium hospitalis per tot determinatas dies, vel quid simile.

4. Respectu regularium privatio vocis activae, et passivae quoad aliquos videtur pena nimis levis, quoad alios nimis gravis, et non nunquam in prejudicium etiam communitatis. Nimis quidem levis quoad aliquos, imo quoad plerosque quia plerique religiosi sunt, tam parvi, et sufficientiae, ut nullam omnino habeant spem quod possit illis aliquando prodesse vox passiva, vocem vero activam habeant serviliter in obsequium fere iuvoluntarium magnatum, ut sic dicam, Religionis. Nimis vero gravis ac vehemens erga quosdam alios qui ad maxima quaeque nati, et in precipuis muneribus antecedenter occupati cum utilitate communi, non possunt privari voce activa et passiva absque ingenti merore et absque nota valde prejudiciosa, quia et religio ipsa patietur nonnunquam detrimentum non leve, si habeat, velut emortuos, homines alioquin utilissimos pro directione et gubernatione aliorum idque propter transgressionem unam, vel aliam in missis, quae non raro contingit ex negligentia non admodum culpabili, et cum praetextu indigentiae propriae, aut communitatis nec non distractionis eleemosinarum ejusmodi, alioquin piae possent igitur penae infligi in alium modum, ut reclusio per tot dies, tot jejunia, genuflexio continua tempore officii etc. per tot horas ac dies etc.

5. Regulares comprovinciales seu qui sunt ejusdem provinciae facilius sibi invicem convivent propter dependentiam mutuam in Capitulis et quoad officia mutua saepe occurrentia, et contingit esse complices superiores, et subditos quoad usurpanda stipendia missarum; qua propter expediret, ut concederetur facultas specialis, et imponeretur obligatio generalibus religionum accipientium stipendia missarum, admittendas singulis quinquenniis visitationes ex aliis in alias provincias cum facultate speciali revidendi rationes missarum, et puniendi juxta modum prescriptum modo in numero precedenti.

Circa precedentem missarum omissionem, seu culpabilem seu non culpabilem mihi non occurrit aliud quam quod semper respondetur in Sacra Paenitentiaria, nempe ut hi ad quos pertinet, quantum, et quomodo possunt, satisfaciant. Quae enim producunt quoad compositiones in allegato pro Fabrica revereri magis debeo, quam possim approbare. Res est ut ingenue fateor et humiliter apud me, valde difficilis.

(*Mss. Card. Casanat.* t. VI, M. p. 65).

Votum du P. Ange Alemanni, de la Compagnie de Jésus.

Ce *votum* comprend six articles, qui se résument ainsi:

Modification de l'exorde du décret, dans le sens du cardinal Ottoboni, car toutes les omissions de fondations ne sont pas coupables, puisqu'elles proviennent ou de la perte ou de la diminution des revenus auxquels ces charges sont annexées.

Explication au sujet de l'aumône que les simples prêtres peuvent recevoir, car souvent elle est relative à leur personne même.

Facilité d'accepter des messes pour le mois suivant, quand le mois précédent n'est pas encore acquitté, mais en ayant soin de prévenir les fidèles de ce retard.

Rejet de la privation de voix active et passive pour les religieux, et d'une amende de vingt-cinq écus pour les séculiers; substitution de réclusion, du fouet et de jeûnes.

L'infraction réservée pour l'absolution, soit à l'évêque ou au supérieur, soit au Pape.

Recours, pour les fautes passées, à la S. C. du Concile ou la Sacrée Pénitencerie; affectation des amendes exigées, non plus à la Fabrique de S. Pierre, mais à la célébration de messes, ce qui est conforme à la volonté des testateurs.

Enfin, résumant sa pensée dans trois réponses aux questions proposées, le P. Esparza insiste pour qu'un décret général soit rendu et qu'il soit inséré dans une bulle pontificale.

Votum P. Angeli Alemanni e Societate Jesu.

Circa Decretum A. et Instruct. B. haec ea quae par est summa reverentia propono.

1. In Decreto A. mutari posset exordium juxta votum Emi Ottoboni, praesertim cum omissio in celebrandis missis perpetuis plerumque oriatur non ex malitia, aut negligentia Sacerdotum, sed ex magna immutatione, aut totali amissione redditum, quibus annexa est haec obligatio celebrandi, ut patet ex instantiis petentium condonationem missarum non celebratarum.

2. In Instructione B. videtur in 2. §. explicandum quod non intendat S. Cong. prohibere privatis sacerdotibus eleemosinas pro missis celebrandis accipere; dantur enim istae saepe a fidelibus in gratia ipsorum sacerdotum. Idem explicandum videtur in 7. §. alioquin arctaretur devotio fidelium et pauciores longe eleemosynae darentur pro celebrandis missis.

3. In eadem instructione §. 8. non videtur omnino prohibendum ne eleemosinae pro missis manualibus accipiantur mense subsequenti nisi sint prius celebratae omnes missae pro eleemosynis acceptis mense praecedenti. Cum enim non pauci sacerdotes saeculares vivant de his eleemosynis et istae uno mense copiosae sint, alio saepe nullae, redigerentur iidem sacerdotes in non leves angustias. Videtur igitur sufficere si teneantur declarare eleemosynas offerentibus quanto tempore necesse habeant differre celebrationem missarum. Ita enim nullatenus defraudabitur intentio fidelium eleemosynas praedictas offerentium.

4. In ultimo §. privatio vocis activae et passivae, omissio officiorum et inhabilitas ad eadem iterum obtinendi, est paena fere gravissima quae infligi non posset regularibus, mulcta vero vigintiquinque scutorum est poena valde levis respective sacerdotum saecularium praesertim si habeant redditus non adeo tenues: videtur igitur paenas imponendas utriusque generis sacerdotibus ad aequalitatem reducendas, ut ubi par est culpa, par etiam sit paena, ut esset exempli gratia, inclusio in carcere etc. aliquot dies pro regularibus aut flagellationes et jejunia quae utpote leviores quam praefata privatio vocis activae et passivae amissio, et inhabilitas, magis correspondent mulctae 25 scut. impositae saecularibus pro singulis transgressionibus. Addoque eidem privatio, amissio et inhabilitas non solum est gravis poena respective ad singulos regulares, sed etiam vergit in grave damnum totius religionis quae non poterit uti hominibus aptissimis ad gubernationem et directionem religionis, utpote voce activa, et passiva privatis ob trangressionem saepe quidem contingente, sed vero admodum culpabile in omissione Missarum, quodquod dabitur ansa subditis accusandi superiores plerumque minus benevisos ut in poena abjectae amissionis a gubernatione et coeteris muneribus arceant.

5. Sacerdotibus tamen culpabiliter omittentibus sive regulares, sive saeculares sint, celebrare Missas sive perpetuas sive manuales possent reservari casus respective Episcopo aut superiori totius religionis aut Summo Pontifici.

6. Pro omissionibus hactenus sequutis recurrendum ad Sac. Cong. Concilii, et Poenitentiariae, ut hactenus: an etiam admittendae compositiones in Sac. Cong. Fabricae S. Petri dubitari fortasse posset, quamvis enim certum omnino sit quod

de thesauro utpote infinito Ecclesiae possit Pontifex justa de causa defectum quemcumque Missarum celebrandarum pro vivis aut defunctis etiam iis quorum defectu supplet possit aliquod onus etiam pecuniarium imponere convertendum in aliquem usum pium etiam fabricae S. Petri, quia tantum haec in eam magnitudinem, et magnificentiam exercuit, quam omnes suscipimus. Videri nonnulli poterit consultius, et magis ad mentem testatoris aut donatoris si deffectuosi obbligentur quantum et quomodo possunt oneri missarum satisfacere et cum ad componere admittuntur totam pecuniam quam erogant in Missis celebrandis impendant. Quae tamen omnia meliori judicio submitto.

Ad 1. Itaque considerandum an addenda, minuenda, et declaranda supranotata.

Ad 2. Edendum pro toto orbe, et pro majori ejusdem Decreti robore, et reverentia Bullae Pontificiae inserendum.

Ad 3. Recurrendum, ut hactenus ad Sacram Congregationem juxta dicta in §. sexto.

Angelus Alemannus S. J. (Mss. Card. Casan., t. VI, M. p. 62.)

L'affaire soulevée par Innocent XI en resta là pour quelque temps et la Congrégation jugea à propos de différer à un autre moment sa sentence définitive sur l'obligation de célébrer les messes acceptées à titre perpétuel ou purement éventuel.

XI.

Décret particulier de l'an 1679.

Quelques solutions relatives à des cas particuliers rompent incidemment la marche de la question générale. Nous n'avons cru pour deux motifs devoir nous abstenir d'en parler, d'abord parceque ces décrets sont totalement inédits, étant antérieurs à la publication du *Thesaurus* qui ne commence qu'au XVIII.e siécle, puis parceque beaucoup de points examinés dans les décrets généraux trouvent ici soit leur confirmation, soit leur application pratique.

On remarquera à la suite du titre de chaque décret la citation du texte du Concile de Trente qui se réfère au doute proposé. La Congrégation n'est en effet chargée que de commenter, appliquer et interpréter les décrets du dernier des conciles généraux.

Emilie Muti fit à une chapelle déterminée dans l'église de S. Marcel à Rome un legs de cent écus d'or, à la charge d'en acheter une rente annuelle de six écus qui serait affectée à la célébration d'une messe par semaine et d'un anniversaire.

Le prieur et les religieux Servites sont astreints à faire la conversion de cette somme dans l'année même qui suit la mort, par les soins de l'héritier qui en consignera l'acte notarié au couvent.

La conversion n'eut lieu qu'en 1677, mais d'une manière défectueuse ; de plus la valeur de l'or avait baissé. Il s'en suivit une discussion entre les héritiers et les religieux.

Le 7 octobre 1679, la S. C. décida que la conversion ne regardait que les religieux et que les héritiers n'étaient nullement tenus à suppléer ce qui manquait.

Le *votum* du Cardinal Casanate est précieux en ce qu'il motive le décret. Les religieux en effet ont accepté le legs et c'est aux administrateurs de la chapelle à veiller au versement exact des six écus annuels. Les héritiers n'avaient mission que de s'occuper de la première conversion de la somme et non des conversions subséquentes. Le legs fut suffisant dans le principe; si maintenant il n'est plus en rapport avec les obligations, les héritiers n'ont pas à suppléer, puisque ce n'est pas de leur compétence. Le Cardinal insinue qu'en pareil cas les religieux peuvent solliciter une réduction, comme la S. C. l'a accordé en 1677 pour Camerino.

Romana Legati Miss. Cap. 4. Sess. 25. de reform. Die Sab. 7 Octobris 1679.

Romana Legati – Anno 1658, quondam Emilia Muti in testamento ita disposuit:

« Lascia alla Cappella nella chiesa di S. Marcello scudi 100 di oro in oro, delli quali se ne debba comprare un perpetuo censo di scudi sei simili per ciascheduno anno, quali scudi sei debbano venire in potere del Priore e frati di San Marcello, quali siano obligati perpetuamente celebrare in detta cappella una messa per ciascheduna settimana per l'anima etc. ed anche in quel giorno ch' essa testatrice morirà lascia che ogni anno si debba celebrare in detta cappella la messa de'morti parata; tenendone essi frati memoria *in scriptis etc.* Quale elemosina di scudi sei sopradetti si debbano spendere solamente in questa opera di messe, e li detti scudi cento al più lungo si debbano investire infrà un anno dopo la morte di essa testatrice a censo perpetuo come di sopra, e di ciò ne lascia la cura al suo erede, e comanda che con effetto si eseguisca questa sua volontà con Istromento publico, quale si debba consegnare al detto Priore, e frati del d. Monastero, per potere esiggere ogni anno li sudetti scudi sei da chi venderà detto censo per il sopradetto effetto e non altrimenti etc. »

Reinvestimentum hujusmodi factum non fuit nisi de anno 1677. Interim tamen haeredes praescriptam summam quolibet anno solverunt. Anno igitur praefato emptus fuit annuus census scutorum novem monetae pro scutis centum quinquaginta, sed nuper sequuta census disdicta, et pecunia deposita venit in controversiam cuinam incumbat onus reinvestiendi, ac rursus quoniam reinvestimentum novi reperitur ad eamdem rationem suboritur alia difficultas num intret reductio missarum? Inspiciendum itaque videtur an tam pro parte haeredis quam fratrum resolvi supplicatur.

1. An reinvestiendi onus, toties census reluitio occurret, spectet ad haeredes, vel ad fratres quorum Prior praefatum censum acceptavit?

2. An in casu descrescentiae annualitatis census ob temporum mutationes, teneatur haeres supplere, vel sit locus missarum reductioni?

Die 7 octobris 1679.

Ad primum. Spectare ad fratres. Ad 2. Haeredes non teneri supplere.

Votum du Card. Casanate — 1. An reinvestiendi onus quoties occurret reluitio census pertineat ad haeredes, vel ad Regulares?

2. An casu decrescentiae annualitatis census ob temporum mutationes teneatur haeres supplere, vel locus sit reductioni missarum?

Ad primum pertinere ad regulares, quia ipsi censum acceptarunt ad formam legati et in legato cavetur solvenda esse scuta centum auri cappellae ad effectum investiendi, seu emendi censum pro eadem Cappella et simul praescribitur ad regulares Cappellae administratores pertinere jus exigendi censum nec haeredi aliud injungitur nisi cura seu sollicitudo in prima emptione census post obitum testatricis. Ideo reinvestimentum pertinet ad cappellam uti dominam census, et ad regulares illius administratores, quibus etiam per necesse facienda est disdicta, ut notat Cenc. *de cens.* q. 103 n. 13. Duard in §. 6. *Bullae B. Pii de cens.* q. 5. per totam et viget regula, quam affert Pasqualig, *de sacrif.* tom. 2. q. 1026. n. 3. cum seq.

Ad 2. non teneri haeredem, sed locum esse reductioni, quia legatum incipit ab assignatione dotis, et consequutive adjicit onus missarum; in quibus terminis dum a principio dos est sufficiens, et tractu temporis diminuitur, non est ipsa dos supplenda sed minuendum onus, ut optima receptaque distinctione tradit Tondut. San. leger *quaest. benef.* cap. 162. p. 5. n. 4. cum seq. Pasqualig. *de sacrif.* tom. 2. q. 1075. per totam et fuit responsum in iisdem terminis sub die 24 Julii 1677 ad primum quaesitum causae Camerinen. reductionis missarum.

(*Mss. Casanat.* t. 11, p. 174.)

XII.

Reprise de la question générale, en 1680.

Les recours se multipliaient à la Sacrée Congrégation du Concile et ils étaient formulés dans des termes généraux, pour demander des réductions sur le nombre de messes à dire, quand ce nombre avait été déterminé d'avance.

La question se posait ainsi: Une somme en numéraire était comptée; elle exigeait en retour tant de messes. L'argent était aussitôt employé aux constructions de l'église ou du monastère, parfois même employé à de pieux usages. Or l'argent à l'époque où il était versé rapportait cinq, mais le cours changeant, plus tard il ne valait que quatre. Comme l'intérêt de la somme devait compter dans la détermination de la quantité de messes à dire, une réduction paraissait nécessaire, puisque la somme avait varié et ne répondait plus à la taxe fixée pour chaque messe.

Le cardinal Casanate, dont le *votum* suit le décret de la S. C., inclinait pour qu'on ne répondît pas d'une manière générale, mais suivant les circonstances.

La Congrégation en effet, le 18 mai 1680, fit une réserve expresse pour les cas particuliers, qui peuvent modifier la règle générale; cependant elle crut devoir aller plus loin et décida que si l'argent a été mis dans un fonds, il y a lieu à réduire les messes, parceque ce fonds n'a pas conservé sa valeur première; si au contraire l'argent n'a pas eu cette destination, la réduction est refusée, parceque la baisse peut d'un moment à l'autre cesser et la somme se maintenir au taux primitif.

Le décret se trouve au tome II, p. 345, des manuscrits du cardinal Casanate.

Dubium Reductionis Missarum. Cap. 4, sess. 25 de reform.

Frequentes occurrunt petitiones reductionis missarum pro illis casibus, in quibus dos accepta fuit in pecunia numerata eaque vel conversa in fabricam Ecclesiae seu Monasterii, aut in alios usus. In quibus casibus quod sit judicandum aeque, ac si pecuniae extarent fructuosae, non videtur dubitandum; sola difficultas est, nam tribuendus illis sit fructus, qui tempore acceptationis percipi potuisset, vel qui hodie perciperetur, si hodie reinvestirentur, puta tunc ad sex, hodie ad quatuor pecuniae collocantur. Si enim stetur antiquo statui, nulla, vel tenuis intrat reductio, si praesenti sensibilior reductio est. Ideo pro materia hac absque errore regulanda exquiritur ab Emis PP. pro norma regulatrici resolutio dubii:

An ad effectum, de quo agitur redditus regulandus sit juxta currentia tempora, vel juxta tempus acceptae pecuniae?

Responsa ad dubia proposita in S. Cong. Concilii die 18 Maii 1680:

Ad mentem, mens est quod reductio sit facienda si adsit fundus in specie: si vero non adsit, reductio non est facienda, nisi aliud in utroque casu suadeant particulares circumstantiae.

Votum du Card. Casanate. — An in casu proposito redditus investimenti non facti censendus sit in quantitate currentium temporum, vel temporis acceptae pecuniae, cum onere Missarum?

Proponantur casus particulares: quia certa regula dari non potest in casu generaliter proposito, nempe quod legata fuerit pecunia pro dote missarum, et de illa nullum factum investimentum in fundo fructifero ad terminos decretorum Sacrae Congregationis de anno 1625; sed eadem consumpta fuerit in fabricam ecclesiae seu Monasterii, aut usus similes hypothecatis bonis ecclesiae oneri Missarum. Inspiciendum enim est in casibus particularibus an redditus bonorum ecclesiae vel Monasterii fuerint identifice diminuti de annuis sex ad annua quatuor pro centum, an quatenus investimentum factum fuisset, fructus fundi tunc empti pro dote missarum identifice decrevissent de sex ad quatuor, an vero continuarent in eadem annua quantitate.

XIII.

Décrets particuliers rendus de 1680 à 1681.

Ces décrets ont été rendus pour les Jésuites et les diocèses de Séville, Lugo, Milan, Colle, S. Miniato, Naples et Ostuni.

On y traite de la capacité d'hériter, de l'application anticipée des messes, des obligations acceptées, de l'exiguité des revenus, de la célébration personelle et quotidienne, de l'indemnité accordée pour frais d'autel, des messes chantées et de la participation aux messes regardées comme bénéfice.

1. La S. C. du Concile ayant décidé, en 1677, que les maisons professes des Jésuites pouvaient accepter un héritage, mais à la condition de le vendre, parceque la possession des immeubles est contraire au vœu de pauvreté, il semble que la question soulevée par la R. Fabrique de S. Pierre à l'endroit des messes, ne doive pas faire de difficulté. Aussi le cardinal Casanate n'hésite pas à se prononcer pour l'affirmative, tout en disant de recourir à la Congrégation pour les cas particuliers. Les raisons qu'il allègue en faveur de son sentiment sont celles-ci: la question a été jugée dans ce sens par deux généraux de la compagnie, la possession ne s'oppose pas au vœu de pauvreté, puisque les messes sont acquittées par des prêtres étrangers, sans profit aucun pour la communauté, enfin que la volonté des donateurs ne paraît pas s'opposer à cet arrangement.

Le 18 mai 1680, la S. C. du Concile diffère son jugement et demande à entendre la Daterie et la Fabrique de S. Pierre.

Dubium Capacitatis haereditatum. Cap. 2 sess. 25 de regul.

Jam alias 12 Junii 1677 haec Sacra Congregatio in una Neapolitana censuit domum Professam Societatis Jesu esse capacem haereditatis, sed ad effectum vendendi. Et quoad haereditates, quae sine onere perpetuo deferuntur, nulla difficultas. At de iis, quae missarum, aliorumve piorum operum oneribus graventur, Rev. Fabrica S. Petri in dubium revocat. In his enim casibus cum onera fundi permanentiam requirant, stabilium retentio paupertati contraria induci videtur. Et augeretur difficultas, si onus ab ipsis Patribus Societatis exolvendum esset, tali enim casu sibi ipsis possiderent. At si onus adimplere possunt per alios, quo casu Patres si nullam redditum pro se portionem retinerent, aliis potius possidere videntur adeoque paupertatem non laedere. Ac rursus quia possent vel fundum oneri correspondentem relinquere, et reliquum vendere, vel totam haereditatem vendere cum suo onere ita ut paupertas adhuc salva remaneat in tali casu, ac tali modo de capacitate dubitatur. Ideo per libellum a SSmo pro declaratione remissum, P. Procurator generalis supplicat materiam definiri per responsa ad dubia, quae sequuntur:

1. An Domus professa Societatis Jesu possit administrare fundum a Testatore relictum cum onere missae perpetuae in casu, quo possit, et fiat celebrari per Sacerdotes extraneos?

2. An Domus professa sit capax haereditatis cum onere Missae perpetuae, separando fundum haereditarium, illumque assignando, vel alicui loco pio, vel cappellano missam celebraturo, et reliquum vendendo?

3. An sit capax ad effectum vendendi totam haereditatem, transferendo onus missarum in emptorem?

Responsa ad dubia proposita in S. Cong. Concilii *die 18 Maii 1680.*

Dilata ad primum, auditis ministris Datariae et R. Fabricae.

Votum du Card. Casanate. — 1. An Domus Professa Societatis Jesu possit administrare fundum relictum cum onere missarum ab extraneis Presbyteris celebrandam?

2. An eadem Domus sit capax haereditatis cum onere missarum separando fundum haereditarium, illumque assignando alicui loco pio, vel cappellano missas celebraturo, et reliquum haereditatis vendendo?

3. An sit capax ad effectum vendendi totam haereditatem, et transferendi onus missarum in emptorem?

Affirmative in omnibus, semper tamen consulta S. Cong. in casibus particularibus, qui contingent.

1. Quia ita definitum est a P. olim Generali Vitellesco, et P. moderno Generali Oliva, cum suis assistentibus, et haec definitio, seu interpretatio statutorum attendenda est per constitutionem 89 Gregorii XIII. §. 25, ut dixit Rota decis. 446, n. 4, et decis. 511, n. 6, tom. 2, coram Ubaldo.

2. Quia quoad simplicem administrationem fundi pro missis per extraneos Presbyteros celebrandis, nihil pro se applicando, nulla est incompatibilitas cum rigorosa paupertate, ut respondit Rota coram Merlino d. 456, n. 27, cum duobus seqq. reimpressa in rec. 365, p. 5, Novar. in *Summ. bullar.* comment. 110, n. 11, p. 2, Sanchez *in decalog.* lib. 7, cap. 26, n. 44. Pasqualig. *quaest. moral. canon.* centur. 4, quest. 337, n. 6, et specialiter pro Societ. Jesu consuluit Gabr. cons. 28, n. 2, lib. 1.

Pariter quoad separationem fundi haereditarii et illius assignatione pro missarum onere implendo nulla est incompatibilitas cum paupertate, aut inobservantia piae dispositionis, cum liceat haeredi parlamentare fundum assignare per modum dationis in solutum ut probat Pasqualig. *de Sacrif.* tom. 2, quaest. 1014, §. 1 et 9, 1078, infra num. 8. ac generaliter.

Similiter quoad venditionem haereditatis cum onere missarum nulla est incompatibilitas, aut inobservantia piae dispositionis, supposito quod pius testator non specificaverit missas celebrandas personaliter a PP. Societ. Jesu, sed simpliciter onus missarum injunxerit ad terminos decis. Merlini 825, n. 3, et 4, decis. coram Bichio 13, n. 11, cum seq. 345, n. 7, p. 12, 374, n. 3, p. 16, rec. Sic enim cum Societas Jesu non possit haereditates retinere, sed debeat vendere, per necesse venditio facienda erit cum omnibus oneribus etiam missarum saltem ex aequitate canonica, ut tradit Olca de cess. tit. 3, q. 9, n. 20, vers. *Aequitate tamen*, plene add. ad eumdem Olcam sub n. 20, per totum, specialiter de onere missarum implendo per quemcumque successorem in bonis gravatis. Rota decis. 153, n. 2, p. 14, recent.

Votum 2. Dubium *capacitatis haereditatum*. Ad primum respondendum affirmative, nam dummodo domus professa Jesuitarum onus per alios adimplere potest, quo casu pro se nulla redituum portionem retinet, alii potius videntur possidere, ideoque paupertas remanet illesa; et sicuti eadem domus professa est capax acquisitionis stabilium ad effectum illa vendendi, et ex eorum praetio propriis necessitatibus providendi, ut jam pluries S. Cong. firmavit et praecipue 12 Junii 1677, et ut docet Mandos *de privileg. ad Instar.* §. 11, n. 12, Gabr. cens. 28, in princip. n. 6 et 12, lib. 1. Jul. Negron. in *Comment. regular. contr. dictae Societatis* p. 3, sub n. 7, pag. 76, Buratt. decis. 245, n. 16. Ita etiam credere posse administrare fundum a testatore relictum cum onere missae perpetuae in casu, quo celebratio fiat per alios, quia per administrationem nullam acquirant possessionem, et ut docet Alex. in conc. *de verb. signif.* qui administrant servi dicuntur qui non sibi sed aliorum commodo ministrant, ita etiam firmavit Rot. in Rom. et fideicommissi, seu Salviani coram Tava inter impres. in p. 16, decis. 13.

Ad 2. etiam affirmative, dummodo constet de expressa testatoris voluntate ad praedictam fundi haereditarii separationem faciendam, nam in casu quoad reliqua per domum professam acquisita esset acquisitio pura ad effectum vendendi, quae ut diximus illis est permissa ex Conc. cap. 3, Sess. 25, de regul. Monach. cons. 1019, a n. 28.

Ad 3. itidem affirmative respondendum crederem, nam dato quod praedicta domus professa sit capax haereditatis ad effectum vendendi, uti jam firmavimus, poterit eodem modo haereditatem vendere cum suo onere missarum, illumque in emptorem transferre dummodo aliter expresse per testatorem cautum non sit. (*Mss. Casanate* t. 11, p. 345.).

2. Le 14 décembre 1680, la S. C. du Concile décida qu'il convenait de publier la lettre autrefois adressée au Nonce d'Espagne, afin qu'on ne pût prétexter de ne pas la connaître et obvier ainsi aux abus qui s'étaient maintenus dans ce royaume près d'un siècle.

Cette lettre, écrite à la sollicitation du cardinal de Séville, le 15 novembre 1605, explique clairement la situation. Il y avait grand nombre de prêtres, tant séculiers que réguliers, qui, sur l'opinion de quelques théologiens relâchés, disaient des messes à l'intention des personnes qui, plus tard, leur en verseraient l'aumône. Cette coutume fut condamnée par la S. C. du Concile, puis par Paul V, comme inusitée dans l'Eglise, scandaleuse et pleine de dangers. En conséquence, il fut enjoint aux archevêques et évêques, généraux et chefs d'ordre, dans les diocèses ou monastères des quels elle existerait, de l'extirper par tous les moyens possibles, même en employant contre les délinquants l'excommunication ou toutes autres peines canoniques qu'ils jugeraient opportunes et nécessaires.

Nous ne connaissons les décrets de 1605 et de 1680 que par les copies que nous a laissées le cardinal Casanate.

Die 14 Decembris 1680.

De anticipata applicatione missarum explodenda. In regesto literarum Sacrae Congregationis (lib. 9, p. 259.) reperitur epistola D. Nuntio Apostolico Hispaniarum directa tenoris sequentis.

Perillustris et Illmus D. Cardinalis Hispalensis superioribus diebus SSmo D. N. literis significavit in sua dioecesi atque adeo in universa Hispania viginti abhinc annis novam consuetudinem recentiorum aliquot theologorum opinione nixam sensim receptam in dies magis invaluisse, ut sacerdotes missam celebrantes, ejus valorem generatim applicent his, qui postea missae celebrationem postulaturi, ac pro ea eleemosynam praebituri sunt, tametsi antequam missae sacrificium perageretur, neque a Sacerdote illud rogassent, neque ei hac de causa eleemosynam praestitissent. Quam rem ut Sanctitas Sua ad Sacram Congregationem Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum pro materiae gravitate examinandam rejecisset, in ipsa Congregatione primum de ea actum fuit diligentissime, ac deinde relatum ad Sanctitatem Suam, quae ex ejusdem Congregationis sententia hujusmodi consuetudinem, tamquam pluribus nominibus periculosam, fidelium scandalis, ac offensionibus obnoxiam, atque a vetusto Ecclesiae more nimium abhorrentem explosit, ac improbavit, atque Ampl. Tuae literas dari, quod facimus, mandavit, ut omnibus ipsius regni archiepiscopis, atque episcopis, in quorum dioecesibus hujusmodi applicatio in usum inducta fuerit, per literas, aut alias scripto injungat, ut talem usum aboleant, ac prohibeant, excommunicationis etiam atque aliis quas opportunas, et necessarias existimaverint poenis. Idque praecipiat generalibus, et capitibus ordinum, quos in ipsis regnis nunc noverit commorari, ut scilicet et ipsi regularibus sibi subditis talibus applicationibus eisdem poenis propositis interdicant. Quae omnia pro tua pietate, et SSmi D. N. jussis obsequendi studio Amplitudinem tuam sedulo effecturam sperantes, omnipotentem rogamus Deum, ut eam quotidie coelestis suae gratiae donis velit auctiorem. Romae XV Novembris 1605.

Sed quoniam dubitatur nonnullos adhuc in priori opinione persistere, ex eo, fortasse, quod praemissa resolutio non innotescat. Quaeritur:

An expediat dictum decretum confirmare, et publicare?

Sacra Congregatio Concilii censuit: *Affirmative.*

La question se trouve développée et motivée dans le document suivant qui en est le complément indispensable.

3. Un prêtre peut-il dire à l'avance des messes, à une intention qu'il ne connait pas, et dans le seul but de ne pas

perdre l'aumône assignée, à l'occasion, à chaque messe? La Congrégation du Concile, appelée à statuer sur ce cas particulier, entendit le *votum* du cardinal Casanate, qui se prononça pour la négative. Il demanda que le décret de 1605 fut confirmé et publié d'une manière générale. Il s'appuie en effet sur ce décret, sur l'autorité de Paul V et le témoignage des théologiens, au moins le plus commun et le plus suivi, à savoir que l'intention du sacrifice doit être certaine et non vague, déterminée et non indécise, présente et non future, antecédente ou concomitante, mais jamais subséquente. Puis il ajoute combien il serait indécent d'agir en pareille occurrence, comme le font les propriétaires d'un magasin, qui confectionnent à l'avance des marchandises vénales pour leurs futurs acheteurs.

Le votum est à la page 479 du tome II des manuscrits du célèbre cardinal.

Votum du card. Casanate. — De anticipata missarum applicatione. An expediat decretum Sacrae Congregationis alias editum sub die 15 novembris 1605 generaliter confirmare, ac publicare.

Affirmative per rationes adductas in eodem decreto, ac literis desuper expeditis jussu S. M. Pauli V, quae hodie per extensum proponuntur, ac impressae habentur apud Pasqualig. de Sacrif. tom. I quaest. 168 n. 3 vers. Tenor autem: Et quamvis contraria opinio a pluribus Theologis fuerit approbata ut refert Pasqualig. ibidem §. 1. attamen receptior, ac communior est sententia negativa, ut apud eumdem Pasqualig. n. 2 et nefas hodie foret de ista dubitare, cum extet sanctio S. Cong. et Papae, immo etiam optima ratio quia omnis intentio in sacrificiis debet esse certa et determinata, non vaga et suspensa in futurum: alterius indecentia patet, cum hujusmodi applicatio pro futuris benefactoribus aequiparetur apothecae, in qua conficiuntur res venales pro futuris emptoribus qui ad apothecam accedent.

Conferunt quae cumulat idem Pasqualig. q. 164 et 166 ubi n. 3 applicationem collatam in alienam intentionem limitat si aliena intentio antecedat, *vel concomitetur oblationem sacrificii, non autem si subsequatur applicationem.* Ideoque omnino interdicendi sunt praesenti thesauri spirituales, qui conficiuntur ex numero missarum, applicatione collata in alienam intentionem *de futuro*, quod etiam Theologi regulares detestantur.

4. Le Cardinal Spinola se plaint que dans son diocèse de Lugo en Espagne, il arrive souvent que de pieux mais pauvres testateurs font des legs de dix écus ou environ qu'ils grèvent de charges perpétuelles. La difficulté est de placer ces fonds d'une manière stable et sûre, les administrateurs des lieux pies les refusant constamment ou exigeant une diminution dans les charges.

L'Evêque peut-il alors convertir ces messes fondées en messes manuelles, afin de pouvoir les faire acquitter ou peut-il procéder lui-même à la réduction désirée?

Le S. C. du Concile, le 20 juin 1682, répond *négativement* aux deux doutes proposés, en sorte qu'est maintenue la règle tant de fois affirmée que les réductions appartiennent au S. Siège et tel est le *votum* du Cardinal Casanate, qui nous fournit ce nouveau document. (*Mss. Casanat.* t. VI, p. 277).

Die 20. Junii 1682.

Lucen. Onerum missarum. Decret. de celebr. Miss.

Emus D. Card. Spinula Episcopus Lucen suis litteris enarrat in illa dioecesi saepius contingere, quod pii, sed pauperes testatores legant locis piis exiguas summas scut. decem, vel circiter cum perpetuo onere determinati numeri missarum; quae quidem legata acceptare renuunt locorum piorum administri ob impossibilitatem, vel saltem maximam difficultatem summas tam modicas investiendi sive in stabilia, sive in census tutos, atque securos. Unde pro summo ejus zelo et in defunctorum animas pietate consulit EE. PP.

1. An casu quo locus pius legatarius nolit hujusmodi legata cum designato missarum onere acceptare, Episcopus possit statim erogari facere summam legatam in celebrationem tot missarum juxta intentionem testatoris ad proportionatam quantitatem eleemosynae manualis?

2. An Episcopus possit onera missarum nondum acceptata reducere absque beneplacito Sedis Ap. sive hujus Cong., quoties reductionem necessariam esse judicaverit ex eo quod locus pius legatum acceptare recuset, non diminuto onere?

Die 20 junii 1682.

Negative ad utrumque.

Votum du Card. Casanate. — An in casu, quo locus pius legatarius nolit legata tenuia cum onere missarum acceptare, possit Episcopus demandare celebrationem tot missarum ex summa legata per manualem?

An possit Episcopus reducere onus missarum in fundatione quando locus pius non vult acceptare legatum nisi onere diminuto?

In omnibus, ac singulis casibus particularibus recurrendum ad Sacram Congregationem quia ita sancitum fuit in decretis de celebratione Missarum §. primo, etiam quoad commutationem, et in primo decreto explicativo quoad fundationem, ut in constitutione 45 Urbani VIII, tomo 4.

5. Le Cardinal archevêque de Milan expose que les fonds correspondant à environ 400 messes quotidiennes avaient été placés sur la banque de S. Ambroise, qui payait quatre et demi pour cent et qui, depuis 1657, ne donne plus que deux. Les titulaires des bénéfices voyant leurs revenus diminuer ont réduit leur obligations en proportion.

La Congrégation du Concile répond que l'archevêque doit insister pour l'entier accomplissement des legs et que si les revenus sont réellement insuffisants, c'est à la Congrégation elle-même qu'il faut recourir pour obtenir une réduction.

Le décret est du 19 septembre 1682 et rapporté par le Cardinal Casanate, t. III. p. 539, n. 9 de ses manuscrits.

Mediolanen. Visitationis Sac. Liminum.

Emus D. Card. Archiep. Mediolanen. pro suo pastorali zelo jam jam visitaturus dioecesim plurimum instat pro resolutione infrascriptorum Dubiorum, quae in Visitatione Sac. Liminum ante ejus ab Urbe discessum peracta proposuit. Cum autem Cong. particularis, quae super hujusmodi materiis haberi solet, protrahi possit ultra quam Eminentiae Suae necessitas exposcit, supplicat EE. PP. ut in proxima generali Congregatione non dedignentur ad ea respondere, videlicet Primum etc.

Quintum. Quadringintarum circiter missarum quotidianarum redditus in banco S. Ambrosii existebant, a quo fructus ad nomen librarum quatuor cum dimidio pro quolibet centenario solvebantur. Ab anno 1657, quo Bancum decoxit, fructus ad duo tantum pro centenario redacti sunt. Unde titulares beneficiorum, aliique ad celebrationem missarum obligati onera praefata propria auctoritate reduxerunt ad ratam redditum. Quaerit proinde quid agere debeant?

Die 19 Septembris 1682.

Ad Quintum - Cogat et si fructus non sufficiant petant reductionem in S. Congregatione.

6. Un homme pieux ordonne par son testament d'ériger plusieurs chapellenies, obligeant les chapelains, en plus de ce qui leur sera imposé par les exécuteurs testamentaires selon les revenus, à célébrer une messe chaque jour de l'octave des Morts, à l'intention du testateur et de ses ancêtres.

Les exécuteurs testamentaires érigent une chapellenie en l'honneur de S. Dominique avec obligation d'une messe chaque jour de l'octave des Morts, et tous les dimanches et fêtes, ainsi que chaque vendredi de l'année.

Les recteurs de la chapellenie s'en sont tenus aux seules

charges imposées par le testateur. Ont-ils agi en conscience ou doivent-ils, malgré l'exiguité des revenus, célébrer également aux jours désignés par les exécuteurs testamentaires?

Collen. Applicationis Sacrificii. C 4.. Sess. 25. Decret. de Celebr. Miss.

Exequutores Testamentarii cujusdam pii viri, qui postremis tabulis jusserat erigi plures Cappellanias « con obbligo alli Cappellani oltre a quelli, che da d. Operarii ed esecutori gli saranno imposti secondo le qualità dell'entrate, di celebrare ogni anno per tutta l'ottava dei Morti dal di 2. di Novembre ogni mattina la messa dei morti per l'anima del detto Testatore e suoi antenati » erexerunt de anno 1622 cappellaniam sub invocatione S. Dominici cum his oneribus: « Cui cappella seu cappellano pro tempore existent injungunt onera, et obligationes infra videlicet quod teneatur in primis celebrare singulis annis, et unoquoque die octavae fidelium defunctorum pro anima testatoris, juxta ejus dispositionem, secundario teneatur, et obligatus sit dicere ad idem altare unam missam currentem singulo die dominica et festo a S. M. E. indicto cujuslibet anni et teneatur dicere unam missam in quacumque feria VI. cujuslibet hebdomadae, seu alio die Rmo D. beneviso, juxta distributionem missarum. »

A die erectionis usque adhuc praefatae cappellaniae Rectores applicarunt sacrificium pro anima testatoris in illis tantum diebus, quos ipse expresse designavit, putantes coeteris diebus onus hujusmodi non adesse.

At hodiernus rector, licet ex Cappellania non nisi 23 scut. Monetae Florin. annuatim percipiat, pro suae conscientiae quiete supplicat declarari:

An omnibus praescriptis diebus, quibus tenetur celebrare missam, seu potius in die commemorationis defunctorum et tota illius octava tantum teneatur applicare sacrificium pro anima Testatoris et illius Antenatorum?

Die 14 novembris 1682. Affirmative.

Votum du Card. Casanate. — An omnibus diebus in quibus tenetur cappellanus celebrare, vel tantum in octava defunctorum debeat applicare sacrificium pro anima fundatoris?

Debere tantum in octava defunctorum. Etenim exequutores testamentarii cappellano injunxerunt celebrationem missarum in ea octava pro anima testatoris juxta ejus dispositionem deinde addiderunt celebrationem missarum in diebus dominicis et festivis, postmodum celebrationem in feriis sextis, non facta mentione applicationis. Ideo quamvis praesumptio caeteroqui stet pro applicatione, ut apud Pasqualig *de sacrif.* q. 908, rursus apud Sac. Congregationem in Aretina sub die 8 maii 1677 novissime in Bononien die 6 julii 1680, nihilominus discretiva dispositio exequutorum demonstrat, quod applicatio demandata sit ubi fuit expressa, non demandata ubi tacita, praesertim in eadem periodo, ut ex regula text. in l. un. §. *Sin autem* c. de caducit. tollend. notatur specialiter in dec. 229 n. 7 coram Card. Celso d. 102 n. 11 p. 18 rec. et specialissime tenuit S. Cong. in Taurinen applicationis sacrificii sub die ultima januarii prox. lapsi. Est etiam consideranda modicitas annui redditus cappellaniae in scut. 23 ut consideravit Sac. Cong. in Romana celebrationis sub die 27 julii 1680 et in eadem Taurinen. sub die ultima januarii 1682.

(*Mss. Casanat.* t. III, p. 349).

7. L'Evêque de Colle en Piémont, à la suite d'une visite pastorale dans son diocèse, soumit quelques doutes à la S. C. du Concile, qui, le 18 septembre 1683, répondit par ces trois principes canoniques:

1. Les prêtres obligés par eux-mêmes à une messe quotidienne, en raison d'un bénéfice, d'une chapellenie, d'un legs ou d'une stipendie, peuvent quelquefois vaquer à cette obligation, mais seulement pour cause légitime.

2. Il ne s'ensuit pas qu'ils puissent, alors qu'ils vaquent à cette obligation, célébrer des messes soit pour eux-mêmes, soit pour d'autres et en recevoir l'aumône.

3. Les prêtres qui ne sont pas tenus à célébrer quotidiennement par eux-mêmes, ne sont pas admis au bénéfice des vacances.

Die 18 Septembris 1683.

Collen. Celebrationis Missar. Dec. de celebr. miss.

Modernus Episcopus Collen Diœcesim visitando comperiit non sine maximo conscientiarum periculo plures irrepsisse abusus in adimplendo mentem eorum, qui missas celebrari mandarunt. Ad eos ergo tollendos discutiendum atque resolvendum videtur:

1. An sacerdotes obligati ratione beneficii, cappellaniae, legati, aut stipendii celebrare quotidie missam per se ipsos, possint aliquando a celebratione vacare? Et quatenus affirmative.

2. Quando et quoties a dicta celebratione vacare possint?

3. An diebus licitae vacationis possint missam pro se ipsis, vel aliis praeter quam pro fundatoribus celebrare. Et quatenus affirmative.

4. An pro aliis celebrando possint stipendium pro hujusmodi celebratione percipere?

5. An illius diebus, quibus licite vacant a celebratione, teneantur missam ab aliis celebrari facere juxta intentionem fundatorum?

6. An sacerdotes, ut supra obligati celebrare missam quotidie absque tamen onere celebrandi per se ipsos, possint aliquando a celebratione vacare?

Die 17 Septembris 1683.

Ad 1 et 2. Affirmative, concurrenti legitima causa.

Ad 3 et 4. Negative

Ad 5. Dilata.

Ad 6. Negative.

Votum du Card. Casanate. — 1. An Sacerdotes obligati celebrare quotidie per se ipsos possint aliquando vacare?

2. Quando et quoties?

3. An in diebus licitae vacationis possint pro se vel aliis celebrare?

4. An cum stipendio?

5. An teneantur obligationi quotidianae per alios supplere?

6. An obligati ad missam quotidianam per alios celebrandam possint aliquando vacare?

Ad 1. Affirmative, ut apud Pasqualig. *de Sacrif.* q. 1116, 1119, 1130 ex c. significatum de praeben.

Ad 2. Semel in hebdomada ex honestate, bis vel pluries ob necessitatem ut apud Pasqualig. *ibidem* et q. 1124 cum seq.

Ad 3. Affirmat. ut apud eumdem q. 1130 per totam.

Ad 4. Negative ut apud Dianam in coordinatis t. 2 *tract.* 1 resol. 61 in fine 62 per totam et 63 n. 5, alias p. 2 tract. 14 resol. 28 p. 5 tract. 5 resol. 23 p. 10 tract. 14 resol. 39, rursus apud Hurtad. *resolutionum moralium* tom. 1 tract. 2 cap. 4 resol. 7 infra n. 84.

Ad 5. Negative quoad vacantiam semel in hebdomada. In reliquis proponantur casus particulares, ut apud Pasqualig. *de Sacrif.* q. 1119 et 1122 cum tribus seqq.

(*Mss. du Card. Casanate*, t. III p. 570).

8. La S. Congrégation, dans sa dernière session, avait laissé sans réponse le cinquième doute. Le 13 novembre, elle décida qu'elle ne voulait pas établir de règle générale, relativement à la question proposée, mais qu'elle rendrait des décisions suivant la diversité des cas particuliers.

Or la question était celle-ci: Un prêtre, dispensé pour cause légitime de célébrer lui-même à l'intention des fondateurs, est-il tenu de se faire remplacer par un autre?

Le *votum* du Card. Casanate est conforme à la décision de la S. C., quoiqu'il insinue avec Pasqualigo que le prêtre peut manquer à son obligation une fois par semaine.

Die 13 novembris 1683.

Collen. Celebrationis Missarum.– Decr. de celeb. Miss.

In postrema Cong. habita die 18 novembris prox. praet. dilata fuit resolutio infrascripti dubii, quod proinde reproponitur ut EE. PP. respondere dignentur:

An illis diebus, quibus sacerdotes obligati missam per se ipsos celebrare licite vacant a celebratione, teneantur missam ab aliis celebrari facere juxta intentionem fundatorum?

Die 13 novembris 1683.

Dabitur resolutio in casibus particularibus.

Votum du Card Casanate. — An illis diebus, quibus presbyteri obligati missam per se ipsos celebrare licite vacant, teneantur missam ab aliis celebrari facere ad intentionem fundatorum?

Proponantur casus particulares. Quamvis enim quoad vacantiam semel in hebdomada de jure concessam in oneribus personalibus quotidianis nulla sit obligatio de celebratione per alterum presbyterum, ut refert Pasqualig. *de sacrif.* q. 1119 tamen in diversis facti particularitatibus diversum judicium est adhibendum, praesertim inspecto integro tenore singularum fundationum, ut patet notatis per Pasqualig. *ibidem* q. 1120 cum seqq. ad 1125.

9. Jules de Pollecchio, du diocèse de San-Miniato en Toscane, laisse à ses neveux Fabricius et Jean-Baptiste, par testament, tous les biens qu'il possède au delà du Pô, à la charge de faire célébrer chaque semaine deux messes à l'autel de S. Antoine de Padoue dans l'église des conventuels, avec recommandation expresse de se servir des descendants du défunt, s'ils sont prêtres.

De descendants prêtres, il n'y en a pas; à qui revient ou aux religieux ou aux légataires de faire acquitter ces messes?

Le cardinal Casanate était favorable aux religieux. Tel ne fut pas le sentiment de la S. C. du Concile qui, le 19 novembre 1683, régla que les légataires peuvent députer des prêtres séculiers pour l'acquit de la fondation, moyennant une indemnité aux religieux pour leurs frais d'autel, que les réguliers doivent se prêter à l'accomplissement de la volonté du testateur et que pour une cause raisonnable les légataires peuvent transférer à une autre église l'obligation des messes. (*Mss. Casanat.* t. III, p. 594).

Die 13 novembris 1683.

S. Miniati. Celebrationis Missarum.– Dec. de celebr. Miss.

Julius Petrus Gallenus de Pollecchio postremis tabulis « lasciò e legò a Fabrizio Raimondi, e Gio. Battista Zurli e figliuoli di Ottavio Galleni di Pollecchio tutti li terreni che si trova avere di la dal Padule ec., con obbligo di far celebrare ogni settimana in perpetuo due messe all'altare del glorioso S. Antonio di Padova nella chiesa dei frati di S. Francesco di detto luogo dei minori Conventuali in perpetuo, e s'intende coll'obligo del sacrifizio con dichiarazione che se de' discendenti di dd. Fabrizio e Raimondo, e Gio. Battista sopranominati ci sarà qualche prete sacerdote, avrebbe caro, che tal prete sacerdote celebrasse da per se le sudette messe, rimettendosi nondimeno a quello, che sarà fatto, purchè resti sodisfatto all'obbligo, o siano celebrate come sopra le sudette messe. »

Modo nemine ex praed. Sacerdotibus descendentibus extante et praetendentibus fratribus praefati conventus missarum celebrationem ad ipsos dumtaxat spectare, sin minus impedire, ne illae ab aliis sacerdotibus in eorum ecclesia celebrentur, supplicatum fuit Congregationi habitae die 29 maii proxime praeteriti pro declaratione:

1. An Legatarii possint deputare sacerdotes saeculares, qui missas a testatore praescriptas celebrent in dicta ecclesia, praestita Conventui congrua contributione pro usu sacrorum indumentorum, et aliis ad celebrationem missae necessariis?

2. An dicti regulares, praestita eis contributione praefata, teneantur praestare patientiam, ut praedictae missae in earum Ecclesia celebrentur?

3. An casu quo regulares de facto patientiam hujusmodi denegent, liceat legatariis onus missarum in alia ecclesia arbitrio ordinarii impleri facere?

Cum autem jussum tunc fuerit quod dubia hujusmodi ponerentur in folio, Emi PP. illis respondere non gravabuntur.

Die 13 novembris 1683.

Affirmative ad primum et secundum.

Ad 3. Affirmative ex rationabili causa.

Votum du Card. Casanate. — 1. An legatarii possint deputare praesbyteros seculares, qui missas celebrent in ecclesia regulari, praestita contributione pro usu indumentorum?

2. An regulares teneantur praestare patientiam ut supra, et esse contenti contributione?

3. An alias possint legatarii onus missarum transferre?

Audiantur regulares, quia etsi legatum quoad praedia sit pro laicis legatariis, tamen quoad onus missarum iisdem injunctum est pro Cappella S. Antonii, ut sublegataria, cujus regimen seu rectoria est apud regulares S. Francisci Conventuales. Ideo bene aptatur praesumptio juris quod commodum legati missarum pertineat ad rectores cappellae seu altaris per testatorem praescripti, ut in decis. 269 per totam et 405. §. 1. coram Cavaler. plenius apud Pasqualig. *de sacrif.* q. 998. et 999. utrobique n. 2. Nihil obstante quod testator praetulit presbyteros filios legatariorum, quia potius exceptio particularis firmat regulam in contrarium ut non extantibus iisdem filiis, commodum legati seu sublegati pertineat ad regulares. Ultra quod testator nulla prorsus efficacia loquutus est de filiis legatariorum. In quibus terminis negative ad quaesitum respondendum foret.

10. Le Marquis Vasti fonda à Naples, pour chaque jour, une messe chantée et quatre messes basses, plus un anniversaire. On demanda si ces messes chantées nécessitaient l'assistance d'un diacre et d'un sous-diacre; il fut répondu que *non*, le 29 janvier 1684 et le 6 mai suivant, cette sentence fut maintenue conformément à un décret donné pour Todi, dans l'État pontifical.

Die 29 januarii 1684. C. 5. Sess. 25. de Reform.

Neapolitana. Celebrationis Missar. Dilata in Cong. 29 augusti prox. resolutione infrascripti dubii tunc secundo loco positi, modo Procurator Collegii S. Thomae de Aquino nova allegans jure per manus circumferenda et Marchionis Vasti Procuratore citato, supplicat decerni:

An Missa quotidie cantanda debuerit, et debeat cantari cum assistentia diaconi, et subdiaconi, vel solius Acolyti?

Die 29 januarii 1684.

Voluntati testatoris cantando missas, et jam sine assistentia subdiaconi, et diaconi.

Votum du Card. Casanate. — An missa quotidie cantanda fuerit, et sit cum Ministris Sacris vel cum solo Acolyto Serviente?

Cum solo Acolyto et prout hactenus servatum fuit, quia Marchio Vasti donator injunxit onus missae quotidianae singulis diebus cantandae ultra quatuor lectas, et alterum onus solemnis anniversarii, adhibita hujusmodi loquutione discretiva, et insuper censetur disposuisse conformiter ad stylum Collegii donatarii, atque ita bene aptatur regula discretivae, ut apud Rotam d. 102, n. 11, p. 18, rec. et in Taurinen coram hac Sac. Cong. sub die ultima januarii 1682. Ulterius viget observantia interpretativa, ut in decis. allegatis in causa Tudertina.

Die 15 aprilis 1684.

Non proponitur haec causa in praesenti Congregatione.

Die 6 maii 1684.

Neapolitana. Celebrationis Missarum.

Satisfactum fuisse et satisfieri voluntati testatoris cantando Missam, etiam sine assistentia Diaconi et subdiaconi, responsum

fuit in hac causa sub die 29 Januarii proximi praeteriti, sed cum marchio Vasti adversus hujusmodi resolutionem audiri obtinuerit, et utriusque partis procuratores concordi voto differendam duxerint propositionem quae in postrema Cong. habenda erat, Emi PP. eisdem hodie informantibus respondere dignabuntur:

An sit standum, vel recedendum a decisis?

In decisis. (*Mss. Casanat.* t. IV, p. 21).

11. Dominique, fils naturel mais légitimé de Bernardin, archidiacre de la cathédrale d'Ostuni, au royaume de Naples, en vertu d'un indult apostolique, reçut les ordres sacrés et, tant du vivant de son père qu'après sa mort, célébra la messe à la cathédrale. Etant, par droit d'ancienneté, admis à participer aux aumônes des messes qui tiennent lieu de prébende, le chapitre s'y opposa formellement. De là recours à la S. C. par Dominique, que l'évêque appuie plutôt qu'il ne lui est contraire.

Le cardinal Casanate, tout en ne niant pas la force du décret du concile de Trente et l'usage de n'accorder d'indult que trente ans après la mort du père, attendu la bonne foi du suppliant et le scandale que causera à Ostuni ou le déni de l'ancienneté ou l'expulsion de l'église, incline pour la dispense.

Néammoins la S. C., le 15 avril 1684, affirme, conformément au droit, qu'un fils naturel est inhabile à participer à des aumônes qui constituent un vrai bénéfice, dans l'église où son père a déjà ou a eu un bénéfice.

Die 15 aprilis 1684.

Ostunen. Participationis. C. 17 sess. 25 de reform.

Dominicus Antonius filius naturalis et legitimatus quondam Bernardini Palmerii, Archidiaconi Ecclesiae Cathedralis Ostunen., praevio Indulto Apostolico ad Sacros etiam Presbyteratus ordines promotus fuit, et non solum vivente Archidiacono Patre, verum etiam eo mortuo per decem annos et ultra celebravit missas in dicta Ecclesia Cathedrali. Ita ut hodie antianitatis jure admittendus sit ad participationem eleemosynarum, quae pro missarum celebratione distribui solent inter sacerdotes qui longius servitium Ecclesiae praefatae praestiterunt, cum de caetero inibi desint praebendae certum numerum aut redditum habentes. Verum quia se opposuit Capitulum, ipse Dominicus Antonius supplicat injungi episcopo, ut, hujusmodi conditione spreta, cum faciat participem, in quem finem allegat Pignatelli, *Consult. Canon.*, tom. I, cap. 35 signanter n. 4.

Episcopus refert oratoris preces veritati consentaneas esse; unde summae EE. PP. sapientiae erit decernere:

An dicta qualitas filii naturalis Archidiacono Ecclesiae Cathedralis obstet Oratori, quominus ad participationem dictarum eleemosinarum in eadem Ecclesia admitti valeat?

Die 15 aprilis 1684. Obstare.

Votum du Card. Casanate. — An qualitas filii naturalis Archidiaconi obstet Oratori ne ad participationem admittatur?

Esse dispensandum, quia etsi obstet decretum S. Concilii Trident., sess. 25, cap. 15 *de reformat.* tamen etiam obstitit de praetio quoad celebrationem missarum ab Oratore factam et obstaret in futurum quoad celebrationem faciendam, ut pluribus allegatis, et decreto relato notat Barbos. *ibidem* n. 26, nihil relevantibus iis, quae tradit Pignatt. *consult.* 35 tom. 1, quatenus loquitur de indultis concessis post trigesimum annum ab obitu genitoris. Ideo cum Orator sub bona fide celebraverit et hodie scandalosum esset eum ab ecclesia ejicere vel locum antianitatis ei denegare, pertinet ad benignum arbitrium Sedis Apostolicae quasi tolerantiam dispensare, ut est regula: *turpis ejicitur, quum non admittitur hospes.*

(*Mss. Casanat.*, t. IV, p. 89).

XIV.

Nouvelle reprise de la question générale sous Innocent XI, et seconde réunion de la S. C. du Concile, en 1684.

La question générale de réforme déjà entamée par l'initiative d'Innocent XI, en 1678, 1679 et 1680, fut remise à l'étude sous le même pontife, l'an 1684.

Le cardinal Casanate nous a conservé de cette nouvelle tentative trois documents, à savoir l'historique de la question, le feuillet transmis aux cardinaux et le mémoire de la R. Fabrique de S. Pierre. Nous les étudierons successivement.

Restrictus de 1684, qui fait l'historique de la question.

Il entre en matière en rappelant les arrangements faits avec la Rév. Fabrique de S. Pierre pour les messes non acquittées, cite le décret du 13 mai 1679 qui demande une circulaire pour maintenir les décrets d'Urbain VIII et un rapport annuel à la Congrégation du Concile, mentionne l'approbation spéciale du Pape Innocent XI, avec la clause qu'en cas de désobéissance les réguliers seront soumis aux évêques et l'insertion du décret dans les constitutions des divers ordres.

Vient ensuite l'affaire des huit libelles de condonation, qui sont renvoyés à la S. C. du Concile, laquelle, le 16 décembre 1679, demande des explications plus précises et remet à une Congrégation particulière.

Cette Congrégation, le 23 mars 1680, s'applique à résoudre trois doutes. La Rév. Fabrique de S. Pierre est entendue, les cardinaux font connaître leur sentiment et l'on prend l'avis de plusieurs théologiens.

De nouvelles suppliques de condonation et de commutation ou d'accommodement arrivent à Rome, principalement par la voie de la Sacrée Pénitencerie, de la part des missionnaires, des réguliers, des sacristains et des chapitres.

En conséquence, la Congrégation est priée de revenir sur les trois doutes précédents, à savoir s'il faut ajouter au décret A et à l'instruction B, ou en retrancher quelque chose, si le décret doit être limité à l'Italie et île sadjacentes ou étendu à tout l'univers, enfin ce qu'il faut statuer pour l'omission des messes.

La S. C., le 29 juillet 1684, répondit par le mot *dilata*, renvoyant à un autre temps la solution demandée.

Ad missarum celebrationem et condonationem. Cap. 4 et 5. Sess. 25. de ref. Decret. de celeb. miss.

Alias cognito non sine maxima animi amaritudine adeo frequentes esse petitiones condonationis, vel saltem admissionis ad compositionem cum Reverenda Fabrica Sancti Petri pro Missis non celebratis, ut scandalosae hujusmodi sacerdotum, sive malitiae, sive socordiae opportuno remedio occurrendum esset, Sacra haec Congregatio sub die 13 maii 1679 ita decrevit:

» Scribatur tam ordinariis locorum, quam superioribus re-
» gularium, qui pro eorum munere incumbant pro omnimoda
» observatione decretorum S. Cong. approbatorum a sa: me:
» Urbano VIII, anno 1625 et de adimplemento juxta Instru-
» ctionem mittendam certiorent Sacram Congregationem Con-
» cilii quolibet anno ».

Hanc Sacrae Congregationis sententiam Sanctissimus approbavit, addens, *quod si Regulares prompte non obedierint, subjiciantur etiam episcopis locorum*, et facta iterum relatione in S. Congregatione, Emi PP. addiderunt: « Resolutionem ut supra
» captam inserendam, et conservandam esse in libris religio-
« num, cum declaratione quod liget omnes successores qui
» habeantur pro legitime intimatis ».

Igitur juxta praemissa extensum fuit decretum, prout in folio signato A et adjuncta instructio, prout in folio signato B.

Sed interim SSmo porrectis octo supplicibus libellis anonymis in quibus petebatur admissio ad compositionem cum Fabrica pro ingenti numero Missarum non celebratarum iisque per Sanctitatem Suam remissis cum sequenti rescripto: « Alla Congrega- » zione del Concilio, che sopra l'esposta materia in generale » maturamente esamini l'opportuno rimedio, e dia il suo voto » » editum fuit sub die 16 decembris 1679 sequens responsum: » Pro libellis datis explicentur nomina oratorum, tempora » acceptationum et status conventuum: in reliquis fiat Con- » gregatio particularis ad referendum generali. »

Deputata proinde Congregatione particulari Emorum PP. Facchenetti, Pii, Carafae, Carpinei, et Columnae, proposita fuere sub die 26 martii 1860 tria dubia, nempe 1. An dicto decreto A. jam a Sanctissimo reviso cum instructione B sit aliquid minuendum, vel addendum? 2. An edendum solum pro Italia, et insulis adjacentibus, an vero pro universo Orbe, dum malum est universale? 3. An et quid statuendum pro omissionibus hactenus secutis?

Et audito Secretario Fabricae instante eamdem manuteneri in quasi possessione juris admittendi ad compositionem pro missis non celebratis ex rationibus deductis in supplici libello signato C, atque negocio mature examinato unusquisque dd. Emorum Patrum sententiam suam dixit, prout in folio signato D.

Ut autem in re tanti momenti consultius procedatur, eisdem EE. PP. placuit, ut desuper etiam exquirerentur vota Theologorum, qui responderunt, prout in foliis signatis *E. F. G. et H.*

Interea crevit atque in dies excrescit numerus supplicum libellorum partim a SSmo D. N. sed plerumque a Sac. Poenitentiaria suppresso nomine remissorum, in quibus petitur condonatio, vel commutatio in alia pietatis opera, vel ad summum compositio cum Fabrica, quae vel summatim in praesenti folio recensere nimis longum videretur. Eorum tamen praecipua capita ad quatuor rediguntur.

Alii enim ex Oratoribus sunt regulares Missionarii allegantes pecunias pro eleemosyna missarum collectas partim in itinere deperditas, partim furto substractas, partim ex mercatorum decoctione inexigibiles redditas, et inter hos frater Angelus Carmelita ex praedictis causis supplicat pro condonatione missarum 14 mil. non celebratarum a Missionariis sui ordinis.

Alii sunt Regulares Sacrariis ecclesiarum praefecti, qui eleemosynas manuales partim in proprium, partim in Sacrarii usum, erogasse asserunt, nec tamen missas celebrari curarunt.

Alii sunt sacerdotes saeculares qui, consumptis pro se suorumque substentatione eleemosynis manualibus, allegant satisfaciendi impotentiam, attenta extrema eorum inopia.

Postrema sunt ecclesiarum Capitula, quae pro causa omissae celebrationis adducunt diminutionem redditum vel penuriam sacerdotum, et praeceteris capitulum Cathedralis Caputaquen. supplicat pro condonatione Missarum 16 mil. quarum celebrationem omisit ex praefata causa diminutionis redditum, non petita ab hac S. Congregatione reductione.

Nunc igitur superest ut, perpensis, praecitatis foliis, quae idcirco transmittantur, Emi PP. non graventur pro eorum eximia prudentia atque sapientia respondere dubiis praefatis, videlicet:

1. An dicto decreto A cum instructione B sit aliquid minuendum, vel addendum?

2. An edendum solum pro Italia, et insulis adjacentibus, an vero pro universo Orbe?

3. An, et quid statuendum sit pro omissionibus hactenus sequutis?

Die 29 Julii 1684. Dilata

(Mss. Casanat., t. IV, p. 361*).*

Feuillet trnsmis aux cardinaux pour délibérer sur les moyens à prendre.

Une Congrégation se tint le 19 août 1684, pour s'occuper de la condonation des messes non acquittées, dont le Pape et la S. Pénitencerie lui renvoyaient l'examen. Le feuillet remis aux cardinaux met en regard les cas proposés et les remèdes que l'on peut appliquer; en tout quatre paragraphes.

Les missionaires s'excusent sur ce qu'ils ont été volés, ont perdu l'argent en route, etc. Il importe donc de bien préciser si l'obligation est personnelle ou locale.

Si les sacristains réguliers ont employé l'argent des messes, ça été ou pour leur propre usage et alors, s'ils étaient incapables de recevoir, comme les capucins, il faut leur pardonner et leur imposer une pénitence; s'ils étaient aptes à recevoir, l'obligation passe au couvent. Si l'église a bénéficié de l'argent, toute la charge retombe nécessairement sur elle.

Quand un prêtre invoque son indigence, il est à propos de lui remettre en tout ou en partie son obligation.

Les chapitres alléguent la diminution des revenus et la pénurie de prêtres. Il conviendrait, dans le premier cas, d'absoudre pour un nombre de messes correspondant au déficit.

Reste à juger cette question, à savoir si les chanoines en corps sont tenus d'acquitter les messes omises par leurs prédécesseurs.

Pro Congregatione Sacri Concilii habenda die 19 aug. 1684.

De missarum condonatione. Frequenter sunt supplices libelli a SSmo D. N., et a Sacra Pœnitentiaria ad hanc Sacram Congregationem remissi pro obtinenda condonatione missarum non celebratarum: sed quia difficillimum, ac pene impossibile videtur tutam aliquam resolutionem desuper capere nisi praecognitis facti circumstantiis, ex quibus judicantis arbitrium regulatur, opus visum est in praesenti folio recensere praecipue capita, ad quae praefati supplices libelli rediguntur, et eorum singulis contraponere, quae in facto praescienda videantur, ut Emi Patres non didignentur addere, minuere, et adnotare prout et quid eximiae eorum sapientiae atque prudentiae videbitur.

I.

Alii sunt Regulares missionarii allegantes pecunias pro eleemosyna celebrandarum missarum collectas, partim in furto subtractas, partim ex mercatorum devotione inexigibiles redditas.

Exprimendae videntur circumstantiae personarum, locorum, et temporum, ut dignosci possit, an adsit nec ne impossibilitas satisfaciendi resideat dumtaxat penes eum, qui recipit eleaemosynas, vel penes ecclesiam, vel penes totum assem annui redditus missionis.

II.

Alii sunt regulares Sacrariis ecclesiarum praefecti, qui eleemosynas manuales partim in proprium, partim in Sacrarii usum erogatas asserunt, nec tamen missas celebrari curarunt.

Exprimendae itidem videntur circumstantiae praefatae, videlicet personarum, locorum et temporum, cum super hujusmodi articulo multae occurrant inspectiones.

Quo enim ad praefectos sacrario, qui eleemosinas in usus proprios converterunt, plures casus sunt distinguendi.

Aut enim isti erant incapaces illas recipiendi, quia nempe sunt cappuccini, reformati S. Francisci, et similes. Vel quia in proprii, et particulari loco ecclesiae aderat capsula pro colligendis eleemosynis missarum et his casibus obligatio satisfaciendi non videtur egredi personam recipientis, cui stante satisfaciendi impossibilitate concedenda videtur condonatio, et injungendum aliquod opus pium, addita clausula *quatenus ad pinguiorem* casu quo sacerdos sit saecularis.

Aut non erant eleemosynas recipiendi incapaces, et hoc casu videtur teneri conventus, vel ecclesia, cujus superior invigilare debebat an Sacrario praefectus esset integrae fidei et an missas celebrari curaret ad mensuram eleemosynarum.

Quo vero ad illos, qui non in proprios ecclesiae usus eleemosynas erogarunt, absolute dicendum videtur ecclesiam, seu conventum teneri ad satisfactionem.

III.

Alii sunt sacerdotes saeculares, qui consumptis pro sua, suorumque substentatione eleemosynis manualibus, allegant satisfaciendi impotentiam, attenta eorum inopia.

His indulgenda videtur condonatio vel in totum, vel pro parte, in qua satisfacere nequeunt, cum clausula *quatenus ad pinguiorem* etc.

IV.

Postrema sunt Ecclesiarum capitula quae pro causa omissae celebrationis allegant diminutionem redditiuum, vel penuriam sacerdotum.

Plures casus videntur distinguendi, et

Primus quando praetensa redditiuum diminutio contigit in fundo, seu dote relicta ab eo qui mandavit celebrari missas.

Secundus quando contigit in universo redditu ecclesiae, cui incumbit onus missarum ad illud fortasse obligato.

Primo casu, aut non supererat eleemosyna manualis correspondens numero missarum celebrandarum et facienda est condonatio pro portione excedente eleemosynam; aut supererat eleemosyna manualis, et tunc non est locus condonationi.

Secundo casu idem quod supra dicendum videtur, et eadem servanda regula.

Verum alia occurrit inspectio. Ponamus enim, quod decem abhinc annis celebrandae erant mille missae a quodam capitulo vel conventu, canonici, vel regulares tunc temporis celebrationem omiserunt, nec hodie reperiuntur amplius in humanis. Quaeritur, an canonicis, seu regularibus successoribus facienda sit condonatio vel potius remaneant pro celebrationis implemento obligata bona capituli, vel conventus, vel haeredes canonicorum defunctorum? Et quatenus agendo de regularibus obligata remaneant bona conventus, an obligatio hujusmodi locum habeat etiam si ejus redditus vix sufficiat pro alendo sufficienti regularium numero?

Caeterum quando pro causa omissae celebrationis adducitur sacerdotum penuria, quae fortasse auxit quantitatem eleemonae manualis, procedendum videtur cum eadem distinctione, an redditus fundi, seu particularis dotis relictae, vel Ecclesiae forsan obligatae satisfuerint, nec ne.

(*Mss. Casanat.*, t. IV, p. 464.)

Mémoire de la Fabrique de S. Pierre pour la Congrégation du Concile du 19 mai 1684.

Un nouveau mémoire fut demandé à la Rév. Fabrique de S. Pierre. Elle y rappelle les mémoires antérieurs, l'usage admis depuis plus de cent cinquante ans de s'en rapporter à elle pour la composition des messes non acquittées, les constitutions apostoliques qui établissent sa jurisdiction et le besoin que l'on a de ce tribunal pour la paix des consciences.

Emi e Rmi Signori.

Dovendosi parlare nella Congregazione delli 19 corrente per il provedimento da prendersi sopra le messe manuali, che si ricevono dai regolari od altri ecclesiastici e per varii accidenti che non si possono soddisfare.

Per parte della R. Fabrica di S. Pietro si supplica l'EE. VV. degnarsi di riassumere li memoriali altre volte dati ne quali si è rappresentato il stile antichissimo, e le clausole salutari secondo la varietà dei casi apposti nella composizione pratticata per più di cento cinquanta anni anco in vigore dei rescritti di questa Sacra Congregazione, cioè *Pro missis de praeterito non celebratis, ad Congregationem Fabricae.*

Aggiungendo, che le transazioni colla Fabrica di S. Pietro sono fondate sopra la giurisdizione del tribunale, attribuitagli dalle costituzioni Apostoliche, in vigore delle quali, siccome potrebbe agitare e convenire ogni sorte di persone secolari, o regolari, ed applicare a se tutte le elemosine delle messe non erogate; così può giustamente transigere e componere con quelli, che le hanno tralasciate, e che spontaneamente ricorrono da tutte le parti della Cristianità, *soluta aliquali eleemosyna juxta vires componentium.*

E questa giurisdizione approvata da tanti Sommi Pontefici per centinaia di anni, non pare che si debba oggi ponere in dubio essendo stata sempre stimata una porta necessaria per rimedio dell' omissioni passate, e per liberare le coscienze di molti regolari, li quali non hanno altro modo per soddisfare alli pesi che hanno tralasciati. Quas Deus.

(*Mss. Casanat.* t. III, lett. R. §. 7).

XV.

Décrets particuliers de 1685 à 1689.

La question générale sommeille de nouveau et le laps de dix ans compris entre l'année 1685 où on la laisse et l'année 1694 où elle reparaît définitivement, n'est rempli que par trois décrets, dont deux rendus pour Rome et San Severino.

Trois doutes sont résolus relativement au lieu de la célébration des messes et à l'aumône qui l'accompagne.

1. Un homme meurt, laissant par son testament le soin à ses héritiers de lui faire dire un nombre déterminé de messes. N'ayant point fixé de lieu spécial pour sa sépulture, il est inhumé dans l'église paroissiale. Les héritiers demandent s'ils sont tenus de faire acquitter ces messes dans cette même église ou s'ils le peuvent ailleurs.

La S. C. du Concile, par décret du 13 janvier 1685, décide que les héritiers sont libres de faire célébrer où il leur plaira.

Le cardinal Casanate nous donne la raison de ce décret en spécifiant que ces messes sont purement manuelles, puisque le testateur n'a pas désigné l'endroit où il entendait qu'elles fussent acquittées.

Die 13 januarii 1685.

Dubium Celebrationis Missar. Decret. de Celebr. Miss.

Quidam testator in suo, sub quo decessit, testamento mandavit haeredibus, ut secuto ejus obitu quingentes missas celebrare facerent, nulla facta designatione Ecclesiae in qua eaedem missae celebrandae essent cumque sepulturam non elegisset humatus fuit in Parrochiali Ecclesia. Unde quaeritur:

1. An haeredes pro eorum libito valeant dictas missas celebrari facere in quacumque ecclesia sive saeculari, sive regulari sibi magis benevisa? Et quatenus negative.

2. In quanam Ecclesia praefatae missae sint celebrandae?

Die 13 januarii 1685. *Affirmative.*

Votum du Card. Casanate — An haeredes pro locum libito possint celebrari facere missas in ecclesia, quam maluerint? Et quatenus negative.

In quanam Ecclesia missae sint celebrandae?

Affirmative ad primum, et non aliud respondendum ad secundum. Quia testator neque locum celebrationis, neque diem suae humationis expressit pro celebratione facienda, et missas manuales celebrari praecepit. In quibus terminis arbitrium pertinere ad haeredes de missis non celebratis, praesente cadavere, notat ex communi observantia Pasqualig. *de sacrif.* q. 996, n. 4. p. 214, tom. 2.

(*Mss. Casanat.* t. IV, p. 249.)

2. Le Cardinal Corradi fonda trente messes à dire chaque année, sans désignation de jour, à l'autel privilégié de l'église de S. Grégoire, à Rome, pour le repos de l'âme du Pape Innocent X. Ces messes seront acquittées par un prêtre, du

choix du Recteur de la maison professe des Jésuites, et une somme annuelle de dix écus sera affectée à l'acquit de ces trente messes.

Le prêtre chargé de cette obligation ne peut donner au prêtre qui le remplace, seulement une partie de l'aumône lors même qu'elle serait conforme à la taxe reçue, en gardant pour lui le surplus.

Joseph Loni, dans le mémoire qui précède le décret du 22 février 1688, se basant sur plusieurs décrets analogues, donne les raisons de ce même décret, d'après le sentiment des théologiens les plus accrédités. Les dix écus sont affectés spécialement au sacrifice, quelque soit d'ailleurs la personne et si la taxe est supérieure au tarif ordinaire, ce n'est nullement une chose personnelle, puisqu'il ne s'agit pas ici ni d'une chapellenie ni d'un bénéfice. Dans ce dernier cas, la question est totalement changée, car la fondation est faite en vue d'un bénéfice, d'une chapellenie, d'une rectorerie, à la charge, il est vrai, d'un certain nombre de messes, mais le salaire n'est pas donné seulement pour le sacrifice. Dans ce cas seulement, le bénéficier peut sans scrupule faire acquitter les messes qu'il ne peut célébrer lui-même, sans élever les messes au dessus du tarif admis.

Pro Ven. Monas. S. Gregorii Urbis.

Eme et Rme Dne

In Congregatione habita sub die 22 februarii prox. praet. fuit propositum dubium de quo in calce num. unico: An scilicet Sacerdos, qui pro eleemosina Missae recepit decem possit dare alteri sacerdoti pro celebranda d. Missa eleemosynam congruentem, retento sibi quod superest et responsum fuit *Negative.*

Jure quidem merito dum pluries haec Sacra Congregatio damnavit tale lucrum in simplicibus sacerdotibus, ut refert novissime Pignatelli *Consult. Canon.*, tom. 4. consul. 223 a n. 1. Passerin *de stat. homin.* in tom. 2. q. 185 art. 4. n. 863. §. *Ac similiter* et alii Canonistae alibi passim, et *ut ex decreto praed.*

Nec obstare poterunt nonnullae resolutiones Sacrae Congregationis, ut audivimus ex adverso, allegandae, quia pro omnimoda earumdem concordia distinguendi sunt duo casus : alter quando sacerdos, qui vult sibi stipendium retinere, est Cappellanus, Parochus, seu rector alicujus ecclesiae, quia tunc Cappellanus habens pinguem praebendam cum certo onere missarum potest alteri demandare celebrationem, soluta congrua eleemosyna, et residuum poterit lata conscientia retinere, ut beneficiatus, et rector dictae Cappellaniae seu beneficii. Barbos. *de offic. paroch.* p. 1. cap. 91 n. 13. et ratione assignat. Diana verb. *missar stipendium n. X.* fol. lib. vers. quia his stipendium non solum datur pro sacrificio etc.

Alter casus est in eo, qui ad solum intuitum sacrificii, dat, seu relinquit pro eleemosyna scut. 10 alicui simplici sacerdoti, ut celebret missam unam et tunc non poterit dictus Sacerdos solvere congruam eleemosynam alteri sacerdoti retinendo pro se residuum absque incursu peccati mortalis, et obligatione restituendi, et tradendi summam sacerdoti, qui celebravit, ut prosequitur Pignatell. d. consul. 223. n. 7 ubi quod illa eleemosyna uti infixa illi oneri missae, et data solum intuitu sacrificii, cessante in sacerdote onere, et sacrificio, cessat titulus retentionis pecuniae, et consequenter subintrat peccatum retinendo alienam mercedem et obligatio restituendi ut latius Pignatelli, Barbos. *de pot. Episcopi*, p. 2 alleg. 24. n. 11. ubi, relata contraria opinione, postea testatur illam non esse sequendam ob superventum decretum hujus Sacrae Congregationis de anno 1695: ibi *prohibetur* sacerdoti, qui missam suscepit celebrandam cum certa eleemosyna, ne eamdem missam alteri, parte ejusdem eleemosynae sibi retenta, celebrandam committat. Pignatell. testatur vidisse aliam consimilem resolutionem anni 1664. die 5 julii Anconitana eleemosynae et quid ita esse consulendum, et ipse consuluit Barbos. *de off. Paroch.* p. p. cap. 11. n. 13 ubi supra allegatus n. 10. in fine, ibi: *Si majus stipendium datur solum intuitu sacrificii sacerdos non potest retinere; si vero intuitu personae, potest.*

Indagando igitur an, et in quo casu nos versemur, certum est nos versari in 2. casu de dante, ac de mandante eleemosynam certam pro certo numero missarum, dum Cardinalis Corradus sic ait ibi « *Celebrentur missae triginta pro anima papae Innocentii per sacerdotem etc. cui solvantur pro eleemosina scut. decem, ut latius d. n. unico.* Ita ut d. scut. decem sunt stipendium missae. Dian. in Summa, *verb. missar.* stipendium, 6. fol. mihi 614. ibi « *Stipendium missae dicitur eleemosyna quae sacerdoti offertur pro munere celebrandi.*

Si ergo d. Adversarius electus uti simplex sacerdos ad celebrandum dictas missas termino missarum non celebret eleemosinam illam, et ut dicitur stipendium exuberans congruam taxam non percipitur qua tuta conscientia valeat pro se retinere, quia, cessante titulo, cessat retentio. Est enim eleemosyna cum suo onere missae dicendae, et non praebenda beneficii, cappellaniae, parochiae, ut dicit. Pignatell. d. n. 7. et alii supra laudati.

Adeo ut resolutiones hujus Sacrae Congregationis et dicti Adversarii in hoc proposito forsan allegandi, vel loquuntur in terminis cappellani, et similium, vel scripserunt ante resolutiones emanatas ab hac S. Congregatione, vel tandem sunt damnati, ut rejiciendo Bondonum, et alios concludit Pignat. d. cap. 223. n. 9. Barbos. *de potest Episc.* p. 2. alleg. 24. n. 11. Dian. in *Summa, verba missa* quoad stipendium n. 10 fol. 616. ubi rejicitur opinio Vasquez.

Quare etc. *Joseph Lonio*

Summ. n. Unico.

Emi et Rmi Domini

Proponitur EE. VV. sequens dubium. In testamento Emi, et Rmi D. Card. Corradi bo: me: sic habetur: « Amplius celebrentur singulis annis in perpetuum absque ulla temporis praefinitione missae triginta pro defunctis S. Gregorii communiter appellatae in ecclesia Deo, ac eidem Sancto in hac Urbe dicata ad Altaria privilegiata ibi existentia, pro anima papae Innocentii X. sa: me: summi benefactoris, per sacerdotem eligendum a R. P. Rectore pro tempore Domus Professae Soc. Jesu, cui solvantur pro eleemosina scuta decem annua ex redditibus ejusdem haeredi satis a praefatis Emis DD. executoribus in in perpetuum assignatis statuendis, et collocandis, et cum eisdem cautionibus, declarationibus superius respective expressis. Supplicatur declarari an Sacerdos sic electus possit dare alteri sacerdoti pro celebrandis dictis missis eleemosinam congruentem, retento sibi quod superest.

Die 22 februarii 1688.

S. Congregatio respondit: Negative.

(*Mss. Casanat.* t. III, R, p. 26.)

3. L'Evêque de San Severino, dans l'Etat Pontifical, se plaignit de ce que des prêtres de son diocèse avilissaient le saint sacrifice, en proposant de dire des messes à raison d'une aumône d'un demi jule, somme fort minime puisqu'elle équivaut environ à trente centimes de notre monnaie. Il suppliait en même temps le S. Siège de lui permettre de fixer toutes les messes à un jule et de punir les contrevenants.

La S. C., par décret du 16 juillet 1689, acquiesça à sa demande, pour les messes manuelles seulement, ne voulant pas que rien fût innové par rapport aux messes perpétuelles.

Sancti Severini. Eleemosinae Missarum. *Decr de obs. et vitan. sess. 22. Decret. de celebr. Miss.*

Episcopus narrat sacrosanctum missae sacrificium quodammodo vilescere, dum Sacerdotes quotidie se offerunt celebrando ad orationem tenuis eleemosinae dimidii julii pro qualibet missa. Unde supplicat declarari :

An ipse statuere possit eleemosinam manualem unius integri julii pro qualibet missa, imponendo pœnam celebrantibus pro minori quantitate?

Die 16 julii 1689.

Affirmative quoad eleemosinam manualem. In reliquis negative.

(*Mss. du Card. Casanate*, t. VI. f. 147.)

XVI.

Projet de décret, sous Alexandre VIII, en 1690.

La S. Cong. du Concile eut à délibérer sur un nouveau projet de décret qui lui fut soumis par ordre du pape Alexandre VIII.

Le décret est double: une partie est générale, l'autre regarde spécialement le Portugal.

Le projet fut distribué aux Cardinaux dès le 8 juillet 1690.

La copie dont se servit le cardinal Casanate (*Mss.* t. VI, M. p. 44) porte quelques annotations. Il y est demandé la suppression de l'exorde comme injurieux à l'ordre sacerdotal, sa distinction en paragraphes comme étant plus clair, l'insertion de quelques mots qui témoignent de la volonté expresse du Pape et des travaux de la Congrégation, le rendement de comptes devant le chapitre qui votera sur la condonation, la lecture du décret à certains jours dans les monastères, l'indiction des peines contre les contrevenants et la liste des messes arriérées, afin d'aviser à leur acquittement.

Outre le décret général, le secrétaire adressa aussi un décret particulier pour le Portugal, où les abus semblaient plus invétérés qu'ailleurs. L'annotateur exprime le désir d'une modification dans le début et de la division en paragraphes.

L'affaire fut remise aux cardinaux Panciati, Casanate, Marescotti, d'Aguirre et Spinola, pour être traitée avec promptitude, sans oublier les peines à intimer et l'abus régnant en Espagne sur la valeur d'une seule messe pour plusieurs intentions.

Décret général.

SSmus D. N. audito, me referente, tot onera perpetua missarum omittentibus nec non manuales in maxima quantitate quaesitas captantibus et vigesimam earum partem pro obtinenda compositione, et respective condonatione in arca deponentibus, maxime in regno Portugalliae, mandavit duplex confici decretum tam generale, quam particulare pro dicto regno, eaque per manus circumferri: quare utriusque exemplar annectitur quanto citius judicio E. V. corrigendum, praeterquam quoad poenas in decretis contentas, et a SSmo nihil demandatas, immo si opus fuerit majores injungendas.

Attamen pro mea tenuitate, ubi justus rigor in futurum prescribitur, videtur in praeteritum consulendum animarum detrimento, quae in hujusmodi forsan fraudulenta omissione perdurant, ea in regno Hispaniarum, ut subaudivi traditione assertae facultatis Apostolicae, unius Missae sacrificio tanquam veri infiniti valoris plurium missarum debitae celebrationi satisfieri.

Dignentur Eminentiae Vestrae notulas reformationis decretorum transmittere ad Secretariam Concilii SSmo Domino Nostro referendas.

Cum nihil magis in Ecclesia Dei noceat quam qui opus Dei negligenter agens nomen, vel ordinem Sanctitatis et Sacerdotis habet, cujus culpa in exemplum vehementer extendit, quando pro reverentia ordinis in eadem maxime, et in dies confovetur (1). Conquaerentibus itaque Christi fidelibus *de ordine sacerdotali* tam seculari quam regulari, perpetuis non adimpletis, et in magna quantitate manualibus acceptis (2), confisam a piis largitoribus, et demandatam celebrationem missarum omittente, ut in posterum tutius, et securius procedendum sit in re tam gravi pro animarum suffragio neglecta sub irrationabili et malitiosa quorumdam spe condonationem a Sede Apostolica, seu a R. Fabrica compositionem habendi, et ut abusus hujusmodi quotquot hucusque irrepserint, evellantur; proinde *S. Cong. Emorum S. R. E.* Cardinalium Concilii Tridentini interpretum (1) etiam auctoritate SSmi D. divina providentia Papae Alexandri VIII omnibus et singulis episcopis, generalibus cujuscumque ordinis, vel instituti, etiam societatis Jesu, commissariis, ac praesidentibus cujuscunque ordinis regularium, congregationis, vel instituti distincte mandat, ac praecipit, quatenus pro eorum debito munere sedulo incumbant, et exequantur decreta hujus S. Congregationis de celebrat. Missarum sa: me: Urbani VIII. auctoritate edita 21 junii 1625 et exequi faciant ab omnibus, et singulis Sacerdotibus secularibus, et respective ministris provincialibus, abbatibus, prioribus, praepositis, guardianis, vicariis, et quibuscumque aliis superioribus, ac religiosis monasteriorum, conventuum ac domorum regularium cujuscumque ordinis, congregationis et instituti ubique terrarum existentium tabellam onerum in ecclesiis exponant, et exponi faciant, dictaque onera missarum perpetua prius adimpleant, antequam manualia impares suscipiant, singulis annis de adimplemento in capitulis conventualibus (2) quibuscumque rationem reddant, redditamque ad Sacram Congregationem transmittant sub poena in casu omissionis et non adimplementi suspensionis ipso facto incurrenda, quibuscumque, et singulis SSmo D. N. reservata nec occasione cujuscumque Jubilei dimittenda, nec non superioribus localibus regularium privationis vocis activae et passivae, depositionis ab officio, aliisque poenis arbitrio injungendum.

Ne autem praesens decretum absolescat neve ullo unquam tempore ejus ignorantia praetendi valeat, mandat eadem Sac. Cong. illud inseri, et asservari in libris constitutionum cujuscumque ordinis, congregationis, vel instituti, et quotannis legi in singulis parochiis, et (3) monasteriis, declarando ulterius, quod notificatio presentis decreti superioribus de praesenti existentibus semel facta, liget omnes, et quoscumque eorum successores, sub eisdem poenis, ut supra contentis, aeque ac si ipsis successoribus personaliter, ac legitime fuisset intimatum. (4)

Minuta decreti in causa Portugall. celebr. Miss.

Planctu ecclesiae, ac ejulatu fidelium innotuit Sedi Apostolicae abusus, quo saepius in isto regno tam catholico neglectis perpetuis missarum oneribus profusiores in dies eleemosinae manuales recipiuntur quinimo surripiantur in fraudem suffragii animarum, relicta ex his vigesima parte pro quolibet centenario, quae in arca ad id designata callide deponatur ad effectum malitiosae compositionis a R. Fabrica extorquendae, quam et quas utique facultatem admittendi habet, cum solita tamen clausula, *dummodo malitiose non omiserint, animo habendi compositionem*, alias nullo modo gratia suffragetur prout suffragari non potest nec debet. Sacra Congregatio, facto verbo cum SSmo, censuit scribendum Nuncio Apostolico Portugallen.

(1) Nous mettons en note les observations marginales laissées par le Cardinal Casanate.

Si levi questo principio per essere ingiurioso all'ordine sacerdotale.

(2) Tutto questo lo distinguerei per periodi separati, perchè non resti oscuro.

(1) Direi d'ordine di N. S. *auditis* li Card. del Concilio. Ovvero direi di ordine della S. Congregazione, e poi all'ultimo aggiungerei, *facta relatione SSmus approbavit.*

(2) Qui aggiungerei che debbano dar conto dell'adempimento innanzi ai deputati del Capitolo specialmente a questo effetto, l'assoluzione o condonazione dei quali venga poi approvata da tutti li vocali prima di commetterli al voto tanto attivo, come passivo.

(3) Et in monasteriis, aggiungerei *in prima die anni, et in die Assumptionis B. M. V.* e che li superiori che trascureranno detta lettura, in detti tempi incorrano nelle censure e nella privazione della voce attiva e passiva senza che possano venire assoluti da altri che dalla Congregazione.

(4) Per porgere poi qualche rimedio alla trascuragine scorsa, ordinerei che tutti mandassero nota delle messe restate indietro, per vedere di farle sodisfare, se si potrà, e non potendosi esaminare il modo come si può suffragare alle anime dei defonti, essendo certo che molte religioni resteranno talmente in dietro nella sodisfazione delli obblighi loro, che senza alienare alcuni beni dei Conventi sarà impossibile l'adempirli.

eique injungendum, ut quoscumque tam Regulares, quam seculares inquirat, visitet, cogat ad satisfactionem onerum in praeteritum, eorumdem tabellam in ecclesiis exponi, singulis annis in conventibus capitularibus legi, de his omnibus rationem reddi, eidem Nuncio exhibendi et transmittendi, praedictam capsam sive arcam aboleri, compositiones hujusmodi interdici, quae non fuerint factae monasteriis, et aliis locis piis tamquam haeredibus ex esse vel legatariis institutis, manuales in libro sacristiae describi, et si quae receptae fuerint ab uno quoque religioso superiori conventus notificari, districtius mandet, et praecipiat sub interminatione *praecepti divini* poenisque suspensionis ipso facto incurrendis, privationis vocis activae et passivae, inhabilitationis ad confessiones et aliis ad formam, et tenorem decreti generalis de mandato SSmi emanati sub die . . . . . .

Per manus Emorum DD. Card. Panciatici, Casanate, Marescotti, De Aghirre et Spinulae.

Ricevuta ai 8 luglio 1690.

Sentiment du card. Casanate sur le projet de décret.

Voici textuellement à la date du 9 juillet 1690, par conséquent le lendemain même de la distribution du feuillet, le sentiment personnel du card. Casanate sur le double projet de décret.

Au fond, les observations sont les mêmes et faites presque dans les mêmes termes que sur la copie du projet, ce qui nous autorise à croire qu'elles émanent toutes de la même main.

Cependant, il y a ici en plus une observation importante qui ne doit pas être passée sous silence. Le cardinal exprime le vœu que l'injonction de la teneur du décret soit faite même aux jésuites, parceque, quoiqu'ils ne reçoivent pas habituellement d'aumônes de messes pour eux, le contraire peut arriver dans les Indes et ailleurs.

Osservazioni intorno alla minuta del decreto generale *pro celebratione missarum*. Si potrebbe levare il principio, per essere ingiurioso all'ordine sacerdotale.

Tutto quello che segue lo direi distintamente con periodi separati per togliere l'oscurità.

Dove dice *Proinde Sacra Congregatio* etc. *etiam auctoritate SSmi* etc. direi *de ordine SSmi D. N., auditis Emis* ovvero *de ordine Sac. Cong.* con aggiungere in fine, *et facta relatione, SSmus approbavit.*

Dove dice *Episcopi generalibus*, aggiungerei *ordinis, vel Instituti, etiam societatis Jesu*, perchè sebbene i gesuiti non ricevono obblighi di messe, può essere nondimeno, che nell'Indie, o altrove si piglino.

Dove dice *In capitulis conventualibus* aggiungerei, che tutti i vocali debbano dar conto dell'adempimento delle messe ai medesimi deputati, che prima del capitolo qualificano i meriti, o difetti del vocale, e che l'assoluzione o condannazione dei difettosi venga approvata da tutto il capitolo prima d'ammetterli al voto tanto attivo, come passivo.

Nell'ultimo §. dove dice, *et in Monasteriis* aggiungerei che detta lettura debba farsi indispensabilmente due volte l'anno, cioè nel primo giorno dell'anno, e nel giorno dell'Assunzione della B. Vergine, e che li Superiori, che trascurerano detta lettura in detti tempi incorrano nelle censure e nella privazione della voce attiva, e passiva, senza che possono venir assoluti da altri, che dalla S. Congregazione, come si prattica nel S. Offizio.

Per porger poi qualche rimedio alla trascuraggine scorsa, si potrebbe ordinare ai Vescovi, ed ai superiori delle religioni, che mandassero nota delle messe restate indietro, per vedere di farle soddisfare se si potrà, e non potendosi si esaminerà il modo, come si può suffragare alle anime dei defonti, essendo certo che molte religioni resteranno talmente indietro nella soddisfazione degli obblighi loro, che senza alienare alcuni beni de' conventi, sarà impossibile d'adempirli.

In quanto alla minuta del decreto particolare per Portogallo, modererei il principio parendomi molto esagerativo.

Dopo le parole *Scribendum Nuntio Apostolico* etc. farei distinto periodo per periodo di tutto quello che si dispone perchè il voler sempre con un sol verbo includer molte cose, se pure riesce, lascia nondimeno molto oscure le disposizioni.

Dove dice nel fine *sub interminatione praecepti divini* direi *Judicii Divini.*

Risposta 9 luglio 1690.

(*Mss. Casanat.* t. VI, M. p. 49.)

XVII.

Projet modifié distribué en 1694.

Innocent XII, après un délai de quatre années, revient à la question générale et présente un nouveau projet, modifié selon toute apparence sur les observations présentées par les cardinaux en 1690.

Avant de reproduire ce troisième projet, il ne sera pas inutile de jeter un coup-d'œil sur le feuillet dans lequel le secrétaire de la Congrégation du Concile expose l'historique de toute l'affaire.

Alexandre VIII s'occupa de la question, surtout à l'endroit du Portugal. Il fit rédiger, ainsi que nous l'avons vu précédemment, un double projet par le secrétaire de la Congrégation, le 5 janvier 1690. Son successeur Innocent XII supprima le pouvoir accordé aux évêques sur les réguliers, ainsi que la suspense *ipso facto*, puis le 18 février 1694, institua une commission composée des cardinaux de Carpegna, Casanate, Mariscotti, Colloredo, de S. Clément, Sacripante, Sfondrat et Noris.

Le 13 mars suivant, cette commission se réunit en Congrégation particulière pour examiner les deux projets de décrets modifiés suivant le sentiment de la commission précédente, et à l'effet d'aviser à la publication d'une bulle ou d'un bref, Sa Sainteté laissant toute liberté à cet égard.

Lettre du Secrétaire

Cum alias fel. record. Alexander VIII, me referente, acceperit, Episcopis et Christi fidelibus ad Sacram Congregationem pro opportuno remedio recurrentibus, tot onera perpetua missarum omitti, tot interim eleemosynas manuales expiscari, quinimmo in regno Portugalliae ex his in notabili quantitate emunctis detractam vigesimam partem pro quolibet centenario in quadam Arca ad id destinata deponi ad effectum compositionis obtinendae cum Rev. Fabrica, sive magis de non celebratis et surreptis obtinendae condonationis, injunctum fuit duplex efformari Decretum particulare pro dicto regno, et generale pro omnibus, quorum exemplar adnectitur, EE. VV. judicio et providentia in re tam gravi alias subjectam, et in hanc formam redactam, denegata tamen ex oraculo Sanctitatis Suae die 5 januarii 1690 episcopis in regulares facultate inquirendi, et deleta pœna suspensionis ipso facto, nec non de novo, de mandato SSmi, audientia habita die 18 Februarii proximi praeteriti, subjiciendum Emis Carpineo, Casanate, Mariscotto, Colloredo, S. Clementis, Noris, Sfondrato, et Sacripanti praefecto ad effectum publicationis bullae sive brevis, prout magis expedire videbitur.

Attamen pro mea tenuitate ubi justus rigor in futurum praescribitur, videbitur in praeteritum consulendum animarum detrimento, quae in hujusmodi forsan fraudulenta omissione perdurant, ea in illis et finitimis regionibus, ut sub audivi, traditione assertae facultatis Apostolicae sive opinione unius missae sacrificio tamquam veri infiniti valoris plurium missarum debitae celebrationi satisfieri.

Die 13 martii 1696.

In Cong. particulari EE. DD. CC. Carpineo, Casanate, Mariscotti, Colloredi, S. Clementis, Sacripanti, Sfondrati et Noricii.

Minuta decretis generalis.

Conquerentibus Christi fidelibus de quamplurimis a clero tam saeculari quam regulari, qui onera perpetua missarum jam diu legitime acceptata omittant, ac majora in dies manualia ex tot eleemosynis quaesita recipiant, nec recepta adimpleant sub irrationabili, et malitiosa spe condonationem a Sede Apostolica sive compositionem a Rev. Fabrica consequendi, ut in re tam gravi procedendum sit, Sacra Congregatio Eminentissimorum etc. de ordine SSmi ad effectum hujusmodi abusus, quotquot irrepserint, evellendi, et radicitus quantum fieri potest extirpandi, omnibus et singulis Episcopis, generalibus, commissariis, ac praesidentibus cujuscumque ordinum regularium, congregationis vel instituti districte mandat, et praecipit, quatenus pro eorum munere sedulo incumbant ut onera missarum adimpleantur, ac exequi omnino curent decreta dictae Sacrae Congregationis sa: me: Urbani VIII auctoritate edita 21 julii 1627 in calce praesentis decreti annectendam ab omnibus et quibuscumque rectoribus ecclesiarum saecularium, cathedralium, Capitulis, Collegiatis, Gubernatoribus confraternitatum, generalibus ordinum, et respective ministris provincialibus, abbatibus, prioribus, praepositis, guardianis, vicariis, aliisque quomodolibet nuncupatis superioribus monasteriorum, conventuum, ac domorum regularium cujuscumque ordinis, congregationis et institutis etiam societatis Jesu, et ordinis S. Joannis Hierosolymitani ubique terrarum existen. *super quibus Episcopi uti Apostolicae Sedis delegati cumulative cum Nunciis Apostolicis inquirant etiam contra regulares* super celebratione, et applicatione missarum, de quibus in eorumdem ecclesiarum status relationibus super adimplemento sive omissione S. C. certiorent et regulares non possint promoveri ad quodcumque ordinis officium nec gradum, nisi de dicto adimplemento onerum tam perpetuorum, quam manualium liquido constare fecerint, ideoque ad praemissa in Domino utiliter peragenda omnes, et singuli praedicti tabellam onerum perpetuorum in loco magis patenti, et obvio literis perspicuis, ac intelligibilibus descriptorum in quibuscumque ecclesiis exponere et exponi faciant, quibus si numerus sacerdotum ad satisfaciendum consuetus non sufficiat, exprimere debeant in dicta tabella sese ad manualia recipienda impares esse, et manualia ipsa recipere non valeant neque per se neque per interpositas personas et dd. onerum manualium librum in sacristia asservare, dietim a quocumque celebrante adnotari, et superioris manu in fine cujusque anni de celebratione testantis subscribere teneantur, praevia jurata declaratione de non receptis manualibus per se, neque per alios praeter descripta in dicto libro, ac de adimplemento docere, singulis annis rationem reddere, redditamque ad Sac. Cong. transmittere, et in casu, et casibus praedictis, et singulis contraventionis *sub poena suspensionis ipso facto* a quibuscumque transgressoribus singula praedicta non adimplentibus incurrenda, huic Sacrae Congregationi reservata nec occasione cujuscumque Jubilaei, sive in vim bullae cruciatae non relaxanda et injuncta superioribus generalibus, provincialibus, et localibus regularium ipso facto poena privationis vocis activae et pasisvae, depositionis ab officio aliisque arbitrio pariter incurrendis.

Ne autem contra praesentis decreti formam, et tenorem ullo unquam tempore ignorantia allegari, valeat eadem Sacra Congregatio mandat illud de verbo ad verbum inseri et inscribi libris constitutionum cujuscumque ordinis, congregationis vel instituti et libros per parochos, et ministros cujuscumque ecclesiae tam saeculares, quam regulares pro adnotatione manualium retinendo, quem omnino retinere teneantur sub poenis in omnibus et singulis praedictis casibus incurrend. et quotannis legi in die Epiphaniae D. N. Jesu Christi, et Assumptionis B. M. V. tam in singulis parochiis, et ecclesiis quam monasteriis, convocatis omnibus ad sonitum campanae regularibus, ne praetextu cujuscumque ignorantiae hujusmodi decreti excusationem obtendere possint, praevia declaratione quod notificatio superioribus de praesenti existen. semel facta liget omnes, et quoscumque eorum successores sub eisdem poenis ut supra contentis, ac si ipsis successoribus personaliter ac legitime fuisset intimatum praesens decretum, et in omnibus et singulis praedictis casibus contravenientes, nec absolvi, nec ad officia, ac honores religionum admitti et reintegrari valeant, priusquam ab hac Sacra Congregatione beneficium absolutionis et respective rehabilitationis consequantur.

(*Mss. du Card. Casanate*, t. VI, p. 461.)

Minuta Decreti particularis.

Innotuit Sedi Apostolicae abusus, quo saepius a quibusdam in isto regno neglectis perpetuis missarum oneribus, profusiores in dies eleemosinae recipiantur, quin immo surripiantur in fraudem suffragii animarum, sub eo et quaesito colore quod detracta ex his vigesima pars pro quolibet centenario in arca ad id designata deponatur pro componendo cum R. Fabrica quae licet utens facultate sibi legitime competenti compositiones admittat, easdem tamen non admittit, nisi cum clausula « dummodo malitiose non omiserint animo habendi compositionem, alias nullo modo gratia suffragetur « prout eisdem hac intentione impetrantibus suffragari non potest nec debet. Hinc S. Congregatio etc. approbante SSmo D. N. Innocentio divina providentia PP. XII, censuit dandas esse literas Nuncio Apostolico Portugallen. eique serio injungendum, ut quoscumque tam saeculares, quam regulares super praemissis inquirat, visitet et cogat juris remediis ad integram satisfactionem onerum, in praeteritum, non admissa ad hunc effectum opinione tenentium unius missae sacrificio tamquam infiniti valoris plurium missarum debitae celebrationi satisfieri et in futurum eorumdem tabellam in ecclesiis exponi faciat, quae singulis annis in conventu capitulariter legi debeat, et de celebratis rationem reddi coram deputatis qui merita vocalium disquirunt, ac repertus in culpa non adimplementi, ad quos spectare contigerit, a vocis activae vel passivae beneficio omnino excludat, et pro exclusis ipso jure habeantur, redditamque rationem Nuntio Apostolico exhibitam ipse Nuncius transmittat ad hanc S. Congregationem; pred. vero capsam, sive praefatam arcam aboleri ipso facto mandet, compositiones hujusmodi affectatas, et seclusa via interdicat, et juxta decretum S. M. Innocent. XI., quas a monasteriis, et aliis locis piis peti contingat, prohibeat, nisi fuerint d. monasteria et loca pia haeredes, vel legatarii ex testamento instituta; manuales insuper receptas, vel ab ipsis nominari recusantibus in libro sacristiae adnotari et si quae receptae fuerint ab unoquoque religioso superiori conventus revelari districtius praecipiat sub interminatione judicii divini contra quoscumque et qualitercumque clam recipientes, ac in praemissis singulis transgressores *paenis suspensionis ipso facto* incurrendis et respective privationis dictae vocis activae et passivae, inhabilitationis ad confessiones, et officia aliisque, arbitrio S. C. ad formam, et tenorem decreti generalis de mandato SSmi emanati sub die . . . . . obnoxios esse decernat. (*Mss. du Card. Casanate*, t. VI, p. 460.)

XVIII.

Décret d'Innocent XII, en 1697.

Le décret si longuement débattu et si impatiemment attendu parut enfin en 1697, par ordre d'Innocent XII.

Le décret d'Innocent XII porte deux dates: l'une exprime l'achèvement du travail par la S. C. du Concile, le 23 novembre 1697, l'autre son approbation par le Souverain Pontife, le 23 décembre de la même année.

Ce décret peut se résumer ainsi:

Les décrets rendus antérieurement par ordre d'Urbain VIII

sont approuvés, confirmés et au besoin même innovés: aussi leur donne-t-on insertion en tête du nouveau décret.

La Fabrique de S. Pierre est maintenue dans ses droits d'entrer en accommodement pour l'omission des messes, à condition que la cause sera raisonnable et que l'on n'agira ni par malice ni par fraude.

Les églises ne devront s'engager qu'en raison des messes temporelles ou perpétuelles qu'elles pourront acquitter: un tableau, affiché en lieu évident, indiquera les charges et au besoin l'impossibilité d'en accepter de nouvelles. Toutes devront être acquittées dans un bref délai.

Deux registres contiendront, dans chaque église, la liste des messes et les supérieurs, chaque année, en vérifieront le contenu.

Les réguliers déposeront les aumônes reçues dans un tronc, dont la double clef sera gardée par le supérieur et un député du chapitre. Tous les mois, on rendra les comptes et on vérifiera l'acquittement des messes devant les pères discrets ou conseillers.

Les contrevenants aux décrets seront punis, les séculiers par la suspense, les réguliers par la déposition des charges à perpétuité et la privation de voix active et passive.

Afin que les décrets ne soient pas tenus en oubli, on les exposera dans les sacristies et les religieux, deux fois par an, en feront lecture au réfectoire.

Les ordinaires veilleront à l'exécution des décrets tant dans leurs visites pastorales qu'en toute autre circonstance et emploieront à cet effet les mesures qu'ils jugeront nécessaires.

Même recommandation, avec menaces de peines canoniques, est faite aux généraux et provinciaux d'ordres de ne pas différer, négliger ou commuer les obligations de messes qui leur incombent, munis qu'ils sont de pleins pouvoirs pour procéder contre les coupables, et obligés à se faire attester dans les chapitres ou congrégations l'acquittement de toutes les charges.

Les provinciaux, vicaires, visiteurs, à la fin de leurs fonctions, témoigneront aux généraux de leur sollicitude pour l'accomplissement des décrets.

Chaque année, les administrateurs des archiconfréries, confréries, congrégations, hôpitaux, etc., qui sont ou totalement laïques ou mêlés d'ecclésiastiques, auront à rendre compte à qui de droit de l'acquittement des charges qu'ils surveillent et cela sous peine d'excommunication.

Tout pouvoir d'atténuer ou de dispenser sur la matière est enlevé à qui que ce soit, quelsque soient d'ailleurs son rang, sa dignité, ses privilèges et nul obstacle ne peut être invoqué pour déroger au décret qui revêt dans sa teneur finale les formules usitées par la chancellerie pour les bulles et les brefs les plus solennels.

Le décret d'Innocent XII est rapporté tout au long par Ferraris, dans sa *Prompta bibliotheca*, t. V, p. 357 et suiv.

Nuper a Congregatione Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum prodierunt Decreta tenoris infrascripti, videlicet.

Alias super celebratione Missarum, ac prohibitione illas moderandi, seu reducendi absque Sedis Apostolicae licentia, nec non supra earumdem oneribus perpetuis suscipiendis, et Religiosorum numero ultra reditus, et consuetas eleemosinas locorum Regularium non habendo, emanarunt ab hac Sacra Congregatione S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum auctoritate per fel. rec. Urbanum Papam VIII illi specialiter attributa, quamplura Decreta tenoris sequentis.

(Le décret d'Urbain VIII est inséré ici dans son entier.)

§. 23. Cum autem super praemissis diversi irrepserint abusus, illorumque occasione, quamplures querelae, et recursus ad Apostolicam Sedem pervenerint, cupiens eadem Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini interpretum hujusmodi detestabiles abusus e Christiana Republica pro viribus evellere, ac opportune providere, ut sublatis fraudibus ac emendata negligentia, piae disponentium, seu benefactorum voluntati fides illibata servetur, defunctorum animabus integra et prompta praestentur suffragia, itidemque Deo major gloria, et ecclesiis praestantior cultus reddatur, praevia auctoritate per SS. D. N. Innocentium Divina Providentia PP. XII ei specialiter attributa, infrascripta Decreta, prius in particulari nonnullorum ex praefatis Cardinalibus per Sanctitatem Suam deputata, et postea in generali hujusmodi Cardinalium Congregatione mature et accurate discussa, recognita et examinata edidit.

§. 24. In primis, praeinserta Decreta cum praemissis illorum declarationibus plenissime et amplissime approbat, confirmat et innovat, omniaque et singula ibidem contenta et expressa, iterum omni meliori modo decernit, statuit, ac ab omnibus, et singulis, etiam speciali, et individuali nota, seu expressione dignis, penitus observari et omnimodae executioni demandari decernit, sancit, et praecipit.

§. 25. Insuper, uti in re tanti momenti consultius, ac majori, ut par est, circumspectione procedatur: Si qui forsan fuerint, vel sint, qui suis pravis, et erroneis intentionibus, seu opinionibus blandiri volentes, Missarum celebrationem omittant sub malitiosa, vel irrationabili spe, earundem condonationem a Sede Apostolica, vel compositionem a Reverenda Fabrica Sancti Petri de Urbe obtinendi; Congregatio praefata, tum eosdem, tum quoscumque alios, qui posthac in adeo detestabiles abusus ausi fuerint offendere, certiores fieri, et monitos esse voluit, praefatas condonationes, et reductiones ab eadem Sede, nonnisi ex rationabili causa, seu aequa commiseratione, compositiones vero a dicta Fabrica, utente suis facultatibus et privilegiis, nonnisi ex causa pariter rationabili, et cum clausulis opportunis, et praesertim cum illa: « Dummodo malitiose non omiserint, animo habendi compositionem, alias gratia nullo modo suffragetur, « admitti consuevisse, et solere; quapropter, ut locus omnis in posterum hisce praetextibus praecludatur, memorata Congregatio tales intentiones, opiniones, seu spes, ac eleemosynarum, sive in toto, sive in parte versiones in alium, quam praefatarum Missarum usum seu satisfactionem, et quascunque alias directas, vel indirectas, immediatas, vel mediatas contraventiones, seu circumventiones, declarat prorsus irrationabiles, injustas, et illicitas, illasque omnino reprobat, damnat, et interdicit.

§. 26. Cumque hujusmodi absurda ex eo plerumque proveniant, quod onera Missarum supra vires suscipiantur, caveant omnes, et singuli Rectores, Superiores et Ministri quarumcumque, tum Saecularium, tum Regularium Ecclesiarum, seu illarum Capitula, ne onera, seu Missas, tum perpetuas, tum temporales, tum etiam manuales, quarum satisfactioni impares fuerint, quoquomodo suscipiant; utque idipsum, quoad fieri poterit, pateat, teneantur iidem conficere, semperque in loco magis patenti et obvio retinere tabellam onerum perpetuorum et temporalium litteris perspicuis et intelligibilibus descriptorum, quorum implemento, si moraliter, et intra praescriptum, sed breve tempus, satisfacere non posse, seu illa dumtaxat, et non ulteriora adimplere posse crediderint, seu credere debuerint, alias Missas, sive perpetuas, sive temporales, sive manuales, per se, vel interpositas personas quoquomodo recipere, seu acceptare omnino desistant, seu abstineant, et ulterius tali casu in eadem tabella similiter exprimant, se se propterea aliis Missis acceptandis, et celebrandis impares esse.

§. 27. Iidemque teneantur pariter in Sacrario duos libros retinere, ac in eorum altero singula onera perpetua, et temporalia: in altero autem Missas manuales, et tam illorum, quam istarum adimplementum, et eleemosynas distincte ac diligenter annotare, et annotandas, seu annotanda curare, singulisque annis de supradictis adimplementis, eleemosynis, et oneribus pariter exactam rationem suis Superioribus red-

dere, ac omnes et singulas rationes hujusmodi in praefatis respective libris simili distinctione et diligentia, tam praefati, a quibus rationes debent reddi, quam Superiores, quibus reddendae erunt, describere, seu annotare, sive describendas, vel annotandas respective curare.

§. 28. Quibus semper salvis, debeant ulterius Regulares praedicti, omnes et quascumque eleemosynas, tum manualium, tum perpetuarum ei temporalium Missarum reponere in Capsa particulari sub duabus clavibus: quarum una penes Superiorem localem, altera vero penes alium a Capitulo Conventuali deputandum retineatur, ac de iisdem eleemosynis, et celebratione Missarum coram Patribus discretis, seu Consiliariis, vel alio simili modo nuncupatis, singulis mensibus districtam rationem exigere, et respective reddere.

§. 29. Quod si praedicti, ad quos curata bellae, capsae, et librorum praefatorum respective pertinet, seu pertinere debet, suam operam praemissis, ut praefertur, minime navaverint, et Superiores tum Saecularium, tum Regularium Ecclesiarum rationem praedictam non exegerint, seu non invigilaverint, quod praefati, qui in curam tabellarum, et librorum incumbunt, suo muneri, ut praefertur, satisfaciant, in singulis respective casibus, saeculares poenam suspensionis incurrant, Regulares vero voce activa, passiva, ac gradibus et Officiis, quae obtinent, ipso facto, et absque alia declaratione privati sint, et intelligantur, necnon ad hujusmodi gradus, et officia obtinenda similiter inhabilitentur, et inhabilitati sint et intelligantur.

§. 30. Porro ne ullo unquam tempore omnia et singula decreta praedicta in oblivionem, seu desuetudinem abeant, Rectores, Superiores, seu Capitula Ecclesiarum saecularium illa retineant publice exposita in eorum Sacrario; superiores vero locales cujuscumque Monasterii, Conventus, ac Domus Regularis curare, et efficere teneantur sub poena privationis Officiorum, quae obtinent, vocisque activae et passivae ipso facto incurrenda, ut in perpetuum sexto quoque mense, idest feria secunda post primam Dominicam Adventus, et feria sexta post octavam Corporis Christi, omnes et singulae praemissae, tum insertae, seu confirmatae, tum in praesens factae ordinationes, una cum dictis declarationibus in publica mensa perlegantur.

§. 31. Meminererint igitur, et satagant Ordinarii, ut a personis, et in Ecclesiis quoquo modo, etiam in vim Decretorum Concilii Trid. sibi subjectis, Missae ea, qua par est, fide, et diligentia celebrentur, et cuncta, et singula Decreta hujusmodi omnimodae executioni demandentur, nedum justitiam requirentibus, seu instantibus reddentes, sed ex Officio, tum in Visitationibus, tum in aliis actibus, et modis, quos expedire et convenire toties quoties judicaverint, inquirentes, ne aliquid committatur, pervertatur, disseratur, vel omittatur, quod his omnibus, et singulis decretis adversetur.

§. 32. Caveant etiam respective omnes Regulares tum subditi, cum Superiores quicumque, nedum locales, sed etiam Provinciales, et Generales, ne Missarum celebratio, et omnium decretorum praemissorum executio, cum pernicie propriarum animarum, cum praejudicio illarum, quibus Missae sunt applicandae, et cum magno Christifidelium scandalo quoquomodo omittantur, differantur, negligantur, seu pervertantur; alioquin ultra propriae conscientiae onerationem, poenam privationis vocis activae et passivae, ac graduum et officiorum, quae obtinent, necnon inhabilitationis ad hujusmodi gradus, et Officia obtinenda, prorsus incurrant.

§. 33. Curent propterea praefati superiores Regulares in omnes et singulos contravenientes debitis poenis diligenter, et prompte etiam per inquisitionem animadvertere; et insuper teneantur omnes et singuli superiores locales in Provincialibus Capitulis, seu Congregationibus exhibere attestationem, seu fidem ab omnibus Sacerdotibus Conventus, Monasterii, seu cujuscumque Domus Regularis subscriptam et juratam, quod omnibus, et singulis, tum perpetuis, tum manualibus Missarum oneribus, seu obligationibus, ad limites et tenorem horum praesentium decretorum tempore regiminis fuerit omnino, et integraliter satisfactum, vel deficiente aliqua modica satisfactione, possit etiam hujusmodi residuali implemento Missarum, distincte referendarum, intra breve tempus moraliter satisfieri, et ea adjecta et omnino adimplenda conditione, quod ante praefatae attestationis exhibitionem quicumque superiores locales praedicti vocem activam, seu passivam in memoratis capitulis, seu congregationibus omnino haberi non valeant.

§. 34. Praeterea Provinciales, Vicarii, Visitatores Provinciarum, seu Congregationum debebunt in fine eorum regiminis Superioribus Generalibus in forma probante ostendere, quod executioni praesentium decretorum sedulo invigilaverint, et ad eorum tenorem in omnibus, et singulis Conventibus, seu Monasteriis, vel Domibus Regularibus Provinciae, seu Congregationis, de omnibus et singulis oneribus, et obligationibus, ac insimul satisfactionibus Missarum exactam et diligentem rationem exegerint, ac contra delinquentes ad declarationem, et executionem respective poenarum in decretis contentarum processerint, et de adimplemento circa ea, quae in praemissis ad ipsos spectant, legitime docuerint, alias ad vocem activam et passivam in Capitulis Generalibus nullatenus admittantur.

§. 35. Ceterum, quia etiam ad quamplures Archiconfraternitates, Confraternitates, Societates, Congregationes, Hospitalia, Altaria, Cappellas, Oratoria et Ecclesias, ac alia loca et opera pia, quomodolibet nuncupata, quae cuicumque curae, seu regimini, aut administrationi, vel directioni Laicorum cujuslibet gradus, status, conditionis, et praeminentiae, etiam speciali et individuali nota dignorum duntaxat, vel quorumcumque Ecclesiasticorum, et Laicorum hujusmodi mixtim commendata, annexa, seu quomodocumque commissa, vel attributa sunt, onus, seu cura celebrationis Missarum, sive manualium, sive ad tempus, vel in perpetuum pertinent. Hinc salvis semper iis, quae in praeinsertis decretis continentur, omnes, et quicumque hujusmodi Archiconfraternitatum, Societatum, Congregationum, Hospitalium, Altarium, Capellarum, Oratoriorum, et Ecclesiarum, ac aliorum locorum, et Operum piorum Rectores, seu Administratores, vel Directores, et alii hujusmodi Officiales, nec non ii, ad quos cura tabellae et librorum in praemissis spectat, tabellam, libros, et haec decreta respective, juxta modos superius expressos similiter retinere, necnon de oneribus, ac celebrationibus, et eleemosynis dictarum Missarum singulis annis rationem exigere, et respective iis, ad quos pertinet, reddere sub poenis arbitrio, et in subsidium excommunicationis teneantur.

§. 36. Postremo omnibus, et quibuscumque tam Ecclesiasticis personis cujuscumque Ordinis, status, Gradus, Regulae, Congregationis, Societatis, Conditionis, et dignitatis existant, quam Laicis quocumque honore, ac potestate praeditis, omnia, et singula praemissa decreta interpretandi, necnon Ecclesiasticis praedictis poenas in hujusmodi decretis relaxandi, seu quoquomodo circa praemissa dispensandi, omnis et quaecumque facultas sit penitus interdicta.

§. 37. Non obstantibus quoad suprascripta omnia et singula in hujusmodi Decretis contenta, Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis in favorem quarumcumque personarum, atque Ordinum, tam Mendicantium, quam non Mendicantium, Militiarum, etiam S. Joannis Hierosolymitani, Congregationum, Societatum, ac cujuslibet alterius Instituti, etiam necessario, et individue exprimendi, Ecclesiarum, Monasteriorum, Conventuum, Collegiorum, Capitulorum, Hospitalium, Confraternitatum, et aliorum quorumcumque tam saecularium, quam Regularium Locorum, nec non illorum, etiam juramento, Confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis Statutis,

Consuetudinibus, etiam immemorabilibus, privilegiis quoque, Indultis, et litteris Apostolicis, etiam Mari magno, seu Bulla aurea, aut alias nuncupatis sub quibuscumque tenoribus et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, et insolitis, nec non irritantibus decretis, etiam motu proprio, et ex certa scientia, ac de Apostolicae potestatis plenitudine, aut alias quomodolibet etiam per viam Communicationis, seu extensionis concessis, et iteratis vicibus approbatis, et innovatis, etiam si pro illorum sufficienti derogatione de illis eorumque totis tenoribus, et formis specialis, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales, mentio seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma servanda esset, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata, inserti forent, praesentibus pro expressis habens, quibus quoad ea, quae praesentibus adversantur, illis alias in suo robore permansuris Sac. Congregatio Sanctitatis Suae auctoritate specialiter, et expresse derogat, ceterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romae die 23 Novembris 1697.

JOSEPH. CARD. SACRIPANTES PRAEFECTUS.

Ferdinandus Nuptius Sac. Cong. Secret.

§. 38. Quocirca, cum Dilectus Filius noster Joseph Tituli Sanctae Mariae Transpontinae, S. R. E. Presbyter Cardinalis Sacripantes, memoratae Congregationis Praefectus, praefata Decreta Nobis retulerit, Nos considerantes eadem omnia, et singula Decreta, ea qua decet, maturitate digesta, et examinata, ac in vim Apostolicae Auctoritatis, eidem Congregationi specialiter, ut praefertur, attributae, peracta, perutilia fore censentes, illaque propterea perpetuo et inviolabiliter observari, nec non Constitutionis nostrae munimine roborare volentes: motu proprio, non ad cujuspiam Nobis super hoc oblatae petitionis instantiam, sed ex certa scientia, matura deliberatione, deque Apostolicae potestatis plenitudine, praeinserta Decreta, omniaque, et singula in eis contenta tenore praesentium auctoritate Apostolica confirmamus et approbamus, illisque inviolabilis, et irrefragabilis Apostolicae firmitatis robur et efficaciam adjicimus: quinimmo motu, scientia, deliberatione, ac potestatis plenitudine, similibus omnia, et singula in supradictis Decretis contenta, de novo statuimus, decernimus, et ordinamus, ac ab omnibus, et quibuscumque, etiam speciali, et individua nota dignis, omnino exacte, et perpetuo servari volumus, sancimus, et mandamus.

Decernentes praesentes Litteras, cum omnibus, et singulis inibi contentis, semper firmas, validas, et efficaces existere, et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri, et obtinere debere, et ab omnibus, ad quos spectat, et pro tempore quandocumque spectabit, in omnibus et per omnia, plenissime, et inviolabiliter observari; sicque, et non aliter per quoscumque Judices Ordinarios, et Delegatos, quavis auctoritate, praeminentia, aut potestate fungentes, et functuros, etiam causarum Palatii Apostolici Auditores, ac ejusdem S. R. E. Cardinales, etiam de Latere Legatos, et Sedis Apostolicae Nuncios, sublata eis, et eorum cuilibet, quavis aliter judicandi, et interpretandi facultate, judicari, et definiri debere, ac irritum, et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus omnibus, et singulis, quae praefata Congregatio, auctoritate per ejusdem recordationis Urbanum Papam VIII. et respective per Nos illi specialiter attributa, decrevit non obstare, quae pariter et iterum Nos tenore praesentium non obstare decernimus, et mandamus: quibus omnibus quo ad ea, quae praesentibus adversantur, illis alias in suo robore permansuris, etiam harum serie plenissime, specialiter, et expresse derogamus, ceterisque contrariis quibuscumque.

Volumus autem, ut praesentes Litterae, in Valvis Ecclesiae Lateranensis, ac Basilicae Principis Apostolorum, nec non Cancellariae Apostolicae, Curiaeque generalis in Monte Citatorio, ac in Acie Campi Florae de Urbe, ut moris est, publicentur, et affigantur, sicque publicatae, et affixae, omnes et singulos, quos illae concernunt, perinde arctent, et afficiant, ac si unicuique eorum personaliter intimatae fuissent.

Pariterque, ut earumdem praesentium transumptis impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, et sigillo Personae in Dignitate Ecclesiastica constitutae munitis, eadem prorsus fides adhibeatur, quae praesentibus adhiberetur, si forent exhibitae, vel ostensae.

Nulli ergo omnino hominum liceat paginam hanc Nostrarum Confirmationis, Approbationis, Statuti, Decretorum, Ordinationis, Voluntatis, Sanctionis, Mandatorum, et Derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicae millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, decimo Kalendas Januarii; Pontificatus Nostri Anno septimo.

XIX.

Edits de Clément XI, de 1704 à 1719.

Ces édits, au nombre de quatre, ont été rédigés, par ordre exprès de Clément XI, par le secrétaire de la Visite Apostolique. Ils embrassent un espace de quinze années et ont une importance toute pratique, car leur but est de faciliter l'exécution des mesures prises antérieurement.

Edit de 1704.

Le premier édit est à la date du 1 octobre 1704. En voici sommairement les dispositions, données de vive voix par le Souverain Pontife au Secrétaire de la Visite Apostolique, conformément aux décrets antérieurs d'Urbain VIII et d'Innocent XII.

L'édit s'adresse à tous les supérieurs, surintendants, députés, sacristains et chapelains de quelqu'église que ce soit, basilique, collégiale, paroisse, monastère, couvent, conservatoire, congrégation, hôpital, confrérie, chapelle, oratoire, sous peine de suspense *a divinis* pour les séculiers, de privation de voix active et passive, ainsi que des charges et offices, pour les réguliers, puis d'amendes pour tous, en cas de contravention.

Un premier registre tient note de toutes les fondations perpétuelles ou temporaires: on y inscrit le testament ou l'acte de donation, les fonds affectés à l'acquittement de la charge et les autels auxquels on doit célébrer.

Un tableau identique, divisé en colonnes, contiendra les noms des bienfaiteurs, les actes qu'ils ont faits, les messes diverses demandées par eux, chantées ou basses, quotidiennes, hebdomadaires, ou mensuelles, etc, avec désignation de l'autel où elles doivent être célébrées. Ce tableau sera affiché dans la sacristie et souscrit par le secrétaire de la visite apostolique, qui y apposera de nouveau sa signature chaque fois qu'il y sera fait par la suite quelque addition ou changement.

Deux livres sont affectés, l'un aux messes perpétuelles, l'autre aux messes éventuelles.

Le livre des messes se fera année par année: aux mois d'octobre et subséquents, le livre destiné à l'année suivante sera présenté au computiste député à cet effet qui en vérifiera l'exactitude et le fera signer par le secrétaire de la visite apostolique. La même chose sera faite au mois de janvier pour le livre de l'année écoulée.

Un modèle de la tenue de ces livres est fourni par l'édit. Tout d'abord les obligations y sont consignées en masse, de

manière à former un total et un ensemble, puis séparément et jour par jour.

Chaque fois qu'une messe ainsi enrégistrée aura été acquittée, le prêtre chargé de ce soin signera sur le livre en ajoutant le mot *celebravi* à ses nom et prénom, de suite après la messe. Pour éviter toute confusion, au cas où plusieurs messes se diraient ensemble, il sera bon d'écrire le *celebravi* avant le saint sacrifice.

Si, pour cause d'empêchement, une messe avait été omise, elle devrait être dite le plutôt possible, en ayant soin d'indiquer que l'omission a été réparée tel jour.

Le livre des messes éventuelles contient également deux parties, l'une pour l'inscription au fur et à mesure, l'autre pour le détail des obligations, messes votives, des morts, etc. Un double tableau en fournit le modèle.

Si à la fin d'une année il restait encore quelques messes pour lesquelles on aurait déjà reçu l'aumône, ces mêmes messes devraient être acquittées les premières, l'année suivante.

Ordre est donné de tenir le présent édit exposé dans les sacristies, sous peine d'une amende de dix écus d'or, pour le sacristain et de suspense de leurs fonctions pendant cinq ans pour les réguliers.

Instructio pro accurato perpetuorum onerum Missarum adimplemento.

Affinchè li obblighi delle Messe perpetue, o a tempo, o Manuali, che dalla providenza de' Fedeli Defonti prima di passare da questa all' altra vita, o dalla carità de' loro Congionti, ed Amici, ovvero dalla divozione di pii Benefattori sono stabiliti con assegnamenti di certi capitali, o con limosime quotidiane per la Celebrazione di esse, vengano puntualmente adempiti da quelli, che avendo ricevuti gli emolumenti, sono a ciò tenuti, e le povere Anime purganti ricevano ne' debiti tempi i dovuti suffragj; la Santità di N. S. Papa Clemente XI. inerendo a' Decreti sopra la celebrazione delle Messe emanati in tempo delle Ss. MM. di Urbano VIII. ed Innocenzo XII. suoi predecessori, e rinnovandone la puntuale osservanza sotto l' istesse pene in dette Costituzioni contenute, per comandamento espresso datoci a bocca, ordina, e comanda a tutti i Superiori, e Sopraintendenti, Deputati, Sagrestani, Cappellani, ed a qualunque altra persona, che con qualsisia titolo, ed offizio presiede al governo, regolamento, ed amministrazione delle Chiese Patriarcali, Basiliche, Collegiate, Parrocchiali, Monasterj, e Conventi de' Regolari dell' uno, e l' altro sesso, Conservatorj, Congregazioni, Ospedali, Confraternite Laicali, e d' ogni altra Chiesa, Cappella, ed Oratorio di Roma, che tanto nel ricevere le limosine delle Messe, quanto nel soddisfare agli obblighi nella celebrazione delle medesime, sia inviolabilmente, ed intieramente, osservata, e praticata la seguente Istruzione sotto pena a quelli, che o in tutto, o in parte la trasgrediranno, della sospensione *a Divinis*, se saranno Preti Secolari, e della privazione della voce attiva, e passiva, e delle Cariche, ed Uffizj, se saranno Regolari, ed anche d' altre pene pecuniarie, e rispettivamente Corporali ad arbitrio della Santità Sua.

Illustrazione per le Messe perpetue.

Si formerà un Catalogo, nel quale si descriveranno distintamente tutti li obblighi di Messe Cantate, e piane, sì perpetui, come *ad tempus*, da che provengono, sì per Testamento, o per donazione, o in altra forma, con li fondi, che sono stati lasciati per Dote di ciaschedun obbligo, e gli Altari, in cui si devono soddisfare.

Il detto Catalogo doveranno esibirlo poi al Signor Angelo Stantelli Computista deputato da Sua Santità, che gli sarà fatto l' esibito, e gli sarà reso.

Doveranno in oltre tenere la Tabella distinta di tutti detti obblighi con la espressione del nome del Benefattore, e indicazione del Testamento, o altro istromento, che vi sia, cioè per quali atti, e di che tempo, e ripartitamente con le sue Colonnette distinte delle Messe cantate, Messe quotidiane, Messe d' ogni mese, Messe d' ogni settimana, o altri obblighi temporanei, che si sono lasciati, che si celebrino, con l'espressione dell' Altare, in cui si dovranno celebrare etc. Qual Tabella doverà esser riconosciuta, e sottoscritta da Monsignor Segretario della Sacra Visita Apostolica *pro tempore*, e Computista Deputato, e si debba tener affissa nella Sagrestia in luogo patente, come dispongono le Costituzioni Apostoliche, e che da essa non si possa levare, nè aggiungere partita alcuna, senza ritornare a riconoscersi, e sottoscriversi da' medesimi, e succedendo infra *Annum* qualche lascito, si debba portare tanto il Catalogo, quanto detta Tabella per potersi notare.

In oltre doveranno tener due Libri, uno per gli obblighi perpetui, e l' altro per le Messe avventizie, come dispongono le medesime Costituzioni Apostoliche, e questi doveranno regolarsi nel modo, come si dirà appresso.

Il Libro delle Messe perpetue si doverà intavolare Anno per Anno, e doverà esser finito d' intavolare dentro il mese d' Ottobre di ciaschedun Anno per l' Anno avvenire, e nelli mesi di Novembre, e Decembre esibirli al Computista Deputato da Nostro Signore, acciò riconosca, se sono ben intavolati, e li contrassegni, e faccia sottoscrivere a Monsignore Segretario della Sagra Visita Apostolica *pro tempore*: e li Libri vecchi, in cui appariranno le celebrazioni dell' Anno antecedente, si dovranno parimente esibire al medesimo dentro il mese di Gennaro susseguente all' Anno finito, acciò si riconosca, se sia adempito a tutti gli obblighi, e non essendo adempito in qualche cosa si deduca la Causa, acciò si possano pigliare quegli espedienti, che pareranno più proprj.

Il modo d' intitolare detti Libri sarà il seguente; cioè

Si debba tenere un Libro bislungo per le Messe perpetue, nel quale in prima carta si devono descrivere partita per partita gli obblighi delle Messe perpetue, che vi sono, cioè

	Messe cantate.	*Messe basse.*
Per l' anima di Pietro N. N. una Messa quotidiana bassa, e un Anniversario il giorno della sua Morte, che fu il . . . come in Tabella numero primo.	*Num. 1.*	*N. 365*
Per l' anima di Paolo N. N. una Messa al Mese bassa, come in Tabella n. 2.	*Num.*	*N. 12*
Per lascito di Francesco N. N. una Messa ogni Venerdì, come in Tabella num. 3.	*Num.*	*N. 52*
Per lascito di Giovanni N. N. Messe 50. l'Anno, come in Tabella num. 4.	*Num.*	*N. 50*
	Num. 1.	*N. 479*

e così di altre, che potessero esservi, andar notando sotto detto rigo ultimo, e chiudere poi la somma dell' intero delle Messe, che si doveranno celebrare in tutto l' Anno, e il medesimo, se vi sono altri Anniversarj con la medesima dichiarazione, e succedendo poi infra annum qualche altro lascito, aggiungerlo, come sopra.

Si noterà poi nella carta susseguente a correlazione nella nota suddetta, giornata per giornata, cioè nel mezzo, a dì primo Gennaro, ed in margine dire n. 1. Messa per l'Anima di N. N. e se sono quattro Messe quotidiane di diversi, notare sotto il medesimo giorno quattro partite distinte per l'obbligo, che vi è; e così andare seguitando, ed in quella giornata, che cade il Venerdì, Sabbato, o altro giorno fisso, che

vi sia qualche disposizione, aggiungere la partita in quel giorno distintamente, che in fin d' anno il numero delle Messe tirato in margine verrà a corrispondere con la prima nota fatta in primo foglio del detto Libro per esempio.

Addì primo Gennaro 1705. Giovedì.

Num. 1. Per l' Anima di Pietro N. N.
Num. 1. Per l' Anima di Paolo N. N.
2. detto Venerdì.
Num. 1. Per l' Anima di Pietro N. N.
Num. 1. Per l' anima di Francesco N. N.
Num. 1. Per l' anima di Gio: N. N.
3. detto Sabbato.
Num. 1. Per l' Anima di Pietro N. N.

Inoltre debba ogni Sacerdote, tanto Cappellano fisso della Messa quotidiana, quanto ogni altro, che averà cura di celebrare per gli obblighi infra settimana, celebrato che averà la sua Messa, notarsi dirimpetto alla sua partita dell' obbligo, per il quale ha celebrato, N. N. *Celebravi*, e in questa forma resteranno adempite le disposizioni nel modo, che sono state lasciate, e apparirà chiaramente la celebrazione.

Per ovviare a qualche disordine, che potesse succedere in quelle Chiese, dove vi è maggior numero di Messe per obblighi fissi da celebrarsi, dove si può dar il caso, che escano più Sacerdoti a celebrare nel medesimo tempo, e uno ritornando prima metta il *Celebravi* in quella partita, che avesse adempito un altro; Si ordina, che il Sacerdote, quando va in Sagrestia per prepararsi, ricorra al Libro, e riconosca la sua partita vacante, dove deve mettere il *Celebravi* per chi la deve dire, e metta subito il suo Nome, e Cognome. E celebrato, che averà, aggiunga al detto nome *Celebravi*, che in questa forma ogn'uno, che arriverà, e che non vederà la partita contrassegnata, come sopra, saprà quella, che doverà celebrare, e non ne succederà confusione.

In caso poi, che in quel giorno, che si deve celebrare per adempimento dell' obbligo, fosse qualche Sacerdote accidentalmente impedito, onde in detto giorno non restasse celebrata la messa, dovendosi rimettere dopo, noterà quello, che celebrerà N. N. *Celebravi* sub die tali etc. perchè senza detta dichiarazione non verrebbe a corrispondere alla giornata, che vi sarà il *Celebravi*, come l'altre.

Per le Messe Avventizie.

Si riterrà il solito libro, nel quale si notano l'Elemosine, che vengono portate da'Benefattori, e queste si doveranno descrivere distintamente, se siano Votive, o pro Defunctis, e il numero esprimerlo dentro la partita in lettera con tirarlo fuori per abbaco, come per esempio.

Messe due per Defonti	num. 2.
Messe tre per S. Antonio	num. 3.
Messe quattro per S. Francesco	num. 4.

Le Messe notate in detto Libro si noteranno poi riportate in un altro Libro da tenersi in Sagrestia, nel quale si doverà notare Messa per Messa ad effetto, che il Sacerdote possa all'incontro mettere il *Celebravi* nel modo, come si è detto nelle Messe perpetue, e se ne dà la norma come appresso.

Messe una per Defonti	num. 1.
Messe una per Defonti.	num. 1.
Messe una per S. Antonio	num. 1.
Messe una per S. Antonio	num. 1.
Messe una per S. Antonio	num. 1.
Messe una per S. Francesco	num. 1.
Messe una per S. Francesco	num. 1.
Messe una per S. Francesco	num. 1.
Messe una per S. Francesco	num. 1.

Quelle Messe che non si saranno finite di celebrare in quell'anno, che si sono avute l'Elemosine, si doveranno riportare nell'anno susseguente, e notarle in prima partita con l'istesso ordine di sopra.

Procuri per tanto ciascuno di dare pronta esecuzione a quanto si ordina per espresso comandamento di sua Santità, altrimenti si procederà contro li trasgressori rigorosamente alle pene di sopra comminate. E perchè niuno possa in qualsivoglia tempo allegare ignoranza di quanto nella sopra espressa Istruzione si prescrive, si doverà in ciascheduna Sagrestia delle sopra nominate Chiese, ed Oratorj tenere continuamente affisso in luogo visibile un Esemplare del presente Editto, sotto pena, in caso di contravenzione, di Scudi dieci d'oro da pagarsi irremissibilmente dal Sagrestano, se sarà Prete secolare, e della privazione della Carica, ed inabilità a qualsivoglia Uffizio per cinque anni, se sarà Regolare.

Dato il 1. Ottobre 1704.

Giuseppe Domenico de Totis
Segretario della Sacra Visita Apostolica.

Niccolò Pignatelli
Commiss. e Fiscale della Sacra Visita Apost.

Paolo Fatii Not. della Sac. Cong.

EDIT DE 1707.

Le second édit, également ordonné de vive voix par Sa Sainteté, porte la date du 1 février 1707.

Il rappelle celui de l'an 1704, dont l'exécution a produit les résultats les plus satisfaisants et insiste sur un détail particulier, à savoir que les notaires et autres qui auront recueilli soit par testament, soit par acte, les volontés d'un bienfaiteur, devront, dans l'espace de quinze jours après l'acte ou l'ouverture du testament, remettre entre les mains du secrétaire de la visite apostolique la note exacte des messes demandées, à peine pour les transgresseurs d'une amende de 25 écus d'or applicable par moitié au dénonciateur et aux lieux pies, privation de l'office et autres au gré de Sa Sainteté.

Tout curé ou prêtre ayant charge d'âmes qui aura reçu confidentiellement un legs de messes perpétuelles ou temporaires, est tenu de faire la même déclaration dans les quinze jours, s'il ne veut encourir l'amende ou les peines canoniques.

Les camerlingues des basiliques, chapitrès et collégiales, supérieurs, recteurs et autres ont les mêmes obligations, avec les mêmes menaces.

Edictum pro notitiis Missarum onera respicientibus, quae Secretariae Sacrae Congregationis a Notariis, et aliis infra statutum tempus exhibendae sunt.

Una delle cure principali, che fin dal principio del suo Apostolico Ministero ha cagionata particolar sollecitudine nella Santa mente di nostro Signor Papa Clemente XI. è sempre stata la premura, che restino adempiti gli obblighi delle Messe, che con pia provvidenza i Fedeli hanno procurato, o in vita, o in morte, di assicurarsi con l'impiego delle proprie facoltà per suffragio delle proprie Anime, e de'loro Congiunti, Benefattori, ed Amici, e potendosi temere, che l'omissioni, e le negligenze talvolta praticate nella soddisfazione di detti obblighi, abbiano potuto provocare la Divina Giustizia, che non solo faccia provare ai Popoli le gravi percosse del suo flagello, ma anche maggiori sempre più ne minacci; Pertanto la Santità sua per sottrare il suo Gregge vivente dalle calamità, che gli sovrastano in questa vita, e l'Anime de'Fedeli defonti dall'atrocissime pene, che soffrono nell'altra per mancanza dei dovuti suffragj, comandò con ordine datoci a bocca che si pubblicasse un'Istruzione, in cui era proscritto a tutte

le Chiese, e Luoghi Pii di Roma, un modo, o metodo universale di formare, e descrivere le Tabelle, ed i Cataloghi degli obblighi delle Messe, ed intavolare i Libri dove si deve notare l'effettiva celebrazione di ciascheduna Messa di mano dell'istesso celebrante.

Ed avendo noi sin sotto il 1 Ott. 1704 per obbedire alli comandamenti di Sua Santità fatta personalmente presentare la detta istruzione à Ministri di tutte le Chiese, e luoghi Pii di Roma, dalla pronta esecuzione che ha avuto, e dalla comune osservanza della medesima per due anni già terminati, si è riconosciuto di quanto profitto sia stato per assicurare la piena soddisfazione degli obblighi alle Messe con indicibile consolazione e quiete dell'animo di Sua Beatitudine.

Ma perchè nel confronto, che di ordine parimenti della Santità Sua si va presentemente facendo di detti obblighi descritti nelle Tabelle con i Testamenti, ed altri Documenti, d'onde derivano, si è trovato in alcuni qualche difetto, o mancanza nei nomi dei notati, nel tempo, e nella quantità con pregiudizio de' suddetti suffragj: ed affinchè in avvenire le Tabelle, che di nuovo si formeranno o le addizioni, che si faranno nelle già formate de' nuovi obblighi, che giornalmente sopravvengono, sempre appariscono fatte con maggior legalità e sicurezza, e di loro in ogni tempo si possa avere una piena verificazione.

La Santità di nostro Signore con ordine datoci a bocca vuole, ed espressamente comanda, che tutti li Capo-Notari, loro sostituti, Giovani di qualsivoglia Tribunale Ecclesiastico, e secolare di Roma, ed anche quelli, che senza avere uffizio pubblico, si rogano nelle loro case private di detta città, dopo quindici giorni, che avranno stipulato qualsivoglia contratto tra vivi, in cui vi sia ingiunto obbligo di Messe, o perpetue, o a tempo luogo, che passi il decennio, o anniversarj, ne debbano portare, e lasciare nota distinta nella nostra Segretaria, o de' nostri successori nell'uffizio di Deputato a riconoscere gli obblighi delle Messe, e riportarne la fede dell'esibizione da darseli gratis, e parimenti dopo quindici giorni, che avranno aperto, e pubblicato qualsivoglia testamento, Codicillo, o donazione *causa mortis* di qualsiasi persona anche privilegiata o privilegiatissima, della quale se ne dovesse fare special menzione, benchè fosse Cardinale della S. R. C. dove siano ingionti pesi di Messe, come sopra, debbano portare, e lasciare l'istessa nota alla medesima Segreteria, e riportarne la fede dell'esibizione, sotto pena alli trasgressori di venticinque scudi d'oro da pagarsi per ciascheduna volta, che non averanno adempito quanto di sopra si contiene, da applicarsi una metà all'accusatore, il quale sarà tenuto segreto, e l'altra metà a' poveri luoghi Pii, ed anche della sospenzione, e privazione dell'uffizio, ed altre pene ad arbitrio della Santità Sua, alle quali pene saranno ancora tenuti li Notari padroni per i loro sostituti, e giovani.

E di più vuole, e comanda, che tutti li Parrocchi, o altri, che con qualsivoglia titolo esercitano cure d'anime, tanto amovibili, quanto perpetui, Secolari, e Regolari, Confessori, Sacerdoti, e Religiosi di qualsivoglia Ordine ed Instituto, di qualunque Monastero, Convento, o Ospizio di questa città, dopo quindici giorni della morte di qualsivoglia persona, come sopra, che gli avrà confidenzialmente lasciato qualche obbligo di Messe perpetue, o a lungo tempo, o anniversarj, o che in loro presenza secondo la disposizione della ragione Canonica, avrà disposto Legati di Messe, come sopra, ne debbano portare, e lasciare la nota alla sopradetta Segreteria, e riportarne la fede dell'esibizione, come sopra, sotto pena a secolari per ciascheduna volta, che mancheranno, di venticinque scudi d'oro, da applicarsi come sopra, ed ai Regolari della privazione di voce attiva, e passiva, ed anche ad ambedue della sospensione del loro uffizio, ed altre pene ad arbitrio della Santità Sua.

Inoltre comanda, che tutti li Camerlenghi, ed Uffiziali dei Capitoli di Patriarchi, Basiliche, o Collegiate di Roma, e tutti li Superiori, e Sopraintendenti, Rettori, Sagrestani, e Cappellani di qualsivoglia Chiesa, tanto de' Regolari, quanto dei Secolari, e Monasteri di Monache, e Conservatori, e tutti li Prefetti, Guardiani, Provveditori ed altri Superiori di Confraternite, Oratorj, Adunanze, Congregazioni, ed altri Luoghi, Pii in qualsivoglia modo nominati, benchè erette in Chiese, e Case Regolari, che in caso, che da qualsivoglia persona come sopra, confidentemente brevi manu, o per scrittura privata gli fosse consegnata, o in vita o in morte, qualche somma di denaro contante, o qualche stabile, luogo di monte, credito, o qualsivoglia altro capitale, con peso di celebrazione di Messe perpetue, o a lungo tempo, che passi il decennio, debbano dopo quindici giorni, che ne sarà seguita l'assegna, portarne, e lasciarne la nota alla medesima Segreteria, e riportarne la fede dell'esibizione, come sopra, sotto pena a' trasgressori secolari di venticinque scudi d'oro per ciascheduna volta, da applicarsi nel modo sopradetto, ed alli Regolari della privazione di voce attiva, e passiva, e ad entrambi della sospensione, privazione del loro Offizio, ed altre pene ad arbitrio della Santità Sua.

Intende la medesima Santità Sua, che nel presente Editto s'intendano compresi i Parochi, Vicarii perpetui, o Manuali, o altri, che sotto qualsivoglia titolo abbiano l'esercizio di cura d'Anime, Confessori, Sacerdoti Secolari e Regolari, Superiori, Prefetti, Guardiani, Sopraintendenti, Notari, e Segretarj di qualsivoglia Chiesa, Confraternita, o altro luogo Pio, benchè fosse Nazionale, e che godesse qualunque privilegio, esenzione, o Indulto Apostolico, benchè fosse per titolo di dotazione, o fondazione, o per qualsivoglia altra causa, alle quali tutte la Santità Sua, per la piena osservanza di quanto di sopra si contiene, con la pienezza della sua autorità specialmente deroga.

Procuri pertanto ciascuno di prontamente adempire quanto nel presente Editto si contiene, per non incorrere nelle pene nel medesimo comminate, che contro i trasgressori saranno puntualmente eseguite. Dichiarando, che il medesimo Editto pubblicato, ed affisso nei soliti luoghi di Roma, obbligherà tutti, come se a tutti fosse personalmente intimato.

Questo dì 1 febbraro 1707.

Giuseppe Domenico deputato dalla Santità di N. S.

Paolo Fatii Notaro A. C. delle Sacre Congregazioni.

Edit de 1708.

Le troisième édit, daté du 25 janvier 1708, a pour but d'assurer l'exécution des volontés expresses des bienfaiteurs. Aussi les prêtres qui auront acquitté les messes devront se servir désormais de cette formule: *Ego N. celebravi ad altare S. N.*, en nommant l'autel qu'avait en vue le testateur. Non seulement toute messe dite à un autre autel que celui indiqué serait tenue pour nulle et il faudrait la réitérer, mais encore le délinquant, s'il est séculier, encourrait une amende de dix écus d'or, et s'il est régulier, la suspense de ses fonctions, avec privation de voix active et passive.

Il appartient aux sacristains de veiller à la parfaite exécution de cette règle.

De plus, les messes demandées dans telle église en particulier ne peuvent être acquittées dans une autre église, lors même que celle-ci dépendrait de celle-là et qu'elle appartiendrait à des religieux du même ordre ou du même institut.

Enfin les registres doivent être présentés en temps opportun à la computisterie, afin qu'on ne soit pas exposé à des retards dans leur expédition et révision, puis le présent édit

sera affiché ostensiblement dans les sacristies, sous la sanction d'une amende ou d'autres peines canoniques.

Edictum quo plura statuuntur, atque mandantur, pro sedulo Missarum onerum adimplemento, eorumque in destinatis Libris descriptione.

Avendo la Santità di Nostro Signore Papa Clemente XI. con Editto emanato sotto il primo di Ottobre 1704. già prescritto il metodo, che universalmente deve osservarsi nell'adempimento degli obblighi di Messe, tanto perpetue, quanto manuali, ed avendo con altro simil Editto sotto il primo di Febbraro 1707. providamente ordinato, che si diano nella nostra Segreteria le notizie dei nuovi pesi di celebrare negli Altari, o Chiese destinate dai Testatori, o pii Benefattori, quindi è, che inerendo agli accennati Editti con rinnovarne la puntuale osservanza sotto le medesime pene in essi contenute, e volendo con il suo Santo Zelo sempre più provedere al totale adempimento dei sopra nominati obblighi di Messe, per ordine espressamente datoci a bocca precisamente vuole, e comanda.

Che tutti li Cappellani, e Sacerdoti, Canonici, Abbati, Rettori, Beneficiati, ed altri di qualsivoglia stato, grado, e condizione, anche privilegiati, privilegiatissimi, delli quali se ne dovesse fare speciale menzione, tanto Secolari, quanto Regolari di qualsivoglia Ordine, ed Instituto, comprese anche le undici Congregazioni, e li Padri Gesuiti, di qualunque Monastero, Convento, Ospizio, Oratorio, Chiesa, ed altro luogo Pio di quest' Alma Città di Roma, che hanno il peso di celebrare le Messe in un Altare certo, e determinato, debbano per l'avvenire celebrarle nel medesimo, e non in altro Altare, benchè ugualmente, o più privilegiato. Ed acciò apparisca tale adempimento, dovranno li suddetti, che averanno celebrato, notare di proprio carattere la celebrazione nel libro, che nelle Sagrestie si ritiene a tal affetto, con l'espressione dell'istesso Altare, come per esempio, se si hanno da celebrare le Messe nell'Altare di San Francesco, debbano scrivere di proprio carattere la celebrazione in questa forma, cioè *Ego N. celebravi ad Altare S. Francisci*; ovvero essendo notato l'Altare nel foglio contrapposto, possono scrivere in questo modo *Ego N. celebravi ad contrascriptum Altare*, e così doveranno fare di altro Altare, se l'obbligo sarà in altro Altare, altrimente incorreranno *ipso facto* nella pena di dieci scudi d'oro per ogni volta, che contravverranno, da applicarsi la metà all'Accusatore, e l'altra metà a'luoghi Pii ad arbitrio della Santità Sua, e saranno tenuti a celebrare di nuovo le Messe celebrate, o fatte celebrare in altro Altare, ovvero non notate nella forma già detta, come se non fossero in modo veruno adempite. E se saranno Regolari, quelli, che in qualunque modo contravverranno a quanto nel presente Editto si contiene, incorreranno *ipso facto* nella pena della sospensione dell'Ufficio, e della privazione della voce attiva, e passiva; ed anche tanto contro i suddetti Secolari, quanto Regolari si procederà ad altre pene ancora maggiori ad arbitrio di Sua Santità. E contro i Sagrestani, ed altri Sopraintendenti alle Sagrestie, che non invigileranno alla puntuale osservanza di tale adempimento si procederà rigorosamente con simili ed altre pene ad arbitrio di sua Beatitudine.

Similmente ordina, e comanda, che le Messe perpetue dalla pia disposizione de' Fedeli lasciate da celebrarsi in una certa, e determinata Chiesa, non possano in conto alcuno celebrarsi, o farsi celebrare in altra Chiesa, e molto meno fuori di Roma; ancorchè l'altra Chiesa, tanto dentro la Città, quanto fuori fosse dipendente dalla Chiesa, dove sono state destinate le Messe, o fosse della stessa Religione, dell'istesso Istituto. E quelli, che in qualunque maniera contraverranno, incorreranno nel medesimo modo nelle pene già sopra espresse.

Finalmente essendosi ordinato sotto il primo di Ott. 1704 nel sopra nominato Editto, o Instruzione da osservarsi per l'adempimento degli obblighi delle Messe, che il libro delle Messe perpetue debba intavolarsi anno, per anno, ed esser finito d'intavolarsi dentro il mese di Ottobre di chiaschedun anno per l'anno avvenire, e nelli mesi di Novembre e Decembre esibirsi al Computista Deputato dalla medesima Santità Sua, ed essendosi per l'esperienza riconosciuto, che l'esibirlo in detto tempo genera qualche confusione, ed incomodo, perchè molti portandolo nel fine del mese di Decembre, non possono poi subito per l'angustia del tempo, dentro il quale non può il Computista riconoscere tanti libri, nel principio del nuovo anno riaverlo, ed in conseguenza notare in esso la celebrazione delle Messe, ma sono forzati a notare la celebrazione in foglio volante; perciò la Santità Sua non cessando di sempre più procurare il miglior, e più facile modo di adempire gli obblighi delle Messe, confermando in tutto e per tutto il nominato Editto, o Istruzione, e solo in questa parte moderandolo; espressamente ordina, e comanda, che li libri delle Messe perpetue per gli anni avvenire debbano intavolarsi dentro il mese di Settembre, ed esibirsi al detto Computista dentro il mese di Ottobre sotto le medesime pene ai trasgressori già nell'accennato Editto contenute.

Avverta dunque ciascuno di puntualmente adempire quanto nel presente Editto si prescrive, altrimenti incorrerà irremissibilmente nelle pene in esso comminate, ed anche in altre maggiori ad arbitrio di Sua Beatitudine. Ed acciò niuno possa in qualsivoglia tempo allegare ignoranza di quello si contiene in questo Editto, si dovrà in ciascuna Sagrestia di tutte, e singole Chiese, e Luoghi Pii di Roma tenere continuamente affisso in luogo visibile un esemplare del medesimo Editto, sotto pena in caso di contravenzione, di scudi dieci d'oro da pagarsi irremissibilmente dalli Sagrestani, o Sopraintendenti alle Sagrestie, se saranno Preti secolari, e della privazione dell'Uffizio della voce attiva, e passiva, e dell'inabilità a qualsivoglia Uffizio, se saranno Regolari, dichiarando però, che questo editto pubblicato, ed affisso ne' soliti luoghi di Roma obbligherà tutti, e singoli, come se a tutti e singoli fosse personalmente intimato.

Questo dì 25 gennaro 1708.

Leonardo Antonio Ghezzi,
Segretario della Sagra Visita Apostolica.

Niccolò Pignatelli, Commissario
e Fiscale della Sagra Visita Apostolica.

Paolo Fatti Not. della Sagr. Congr.

Edit de 1719.

Le quatrième et dernier édit, publié en 1719, revient sur les édits précédents et y ajoute ces quelques prescriptions:

Les héritiers, chargés de legs de messes sans désignation spéciale d'église, pourront les faire acquitter où bon leur semblera, mais à la condition que chaque année ils se présentent au bureau de la Visite apostolique pour affirmer, sur un registre spécial, la pleine exécution du legs. Les peines à encourir sont, pour les séculiers, une amende de 25 écus d'or, et, pour les réguliers, suspense des fonctions et privation de voix active et passive.

Les recteurs ou sacristains des églises tiendront un registre pour y noter les messes acquittées chaque jour et ils ajouteront leur signature au bas du feuillet comme justification.

Si les héritiers ont, par volonté expresse du testateur, le choix de l'église, ils doivent, dans les six mois, désigner cette église et faire inscrire le legs qui leur a été confié sur le tableau de la sacristie.

Toute charge qui dépassera un laps de dix ans ne sera pas

considéré comme messes éventuelles, et devra en conséquence être inscrite au tableau, dans l'espace de six mois.

Six mois sont également accordés pour l'érection des chapellenies et l'assignation des fonds affectés à l'obligation: pour un temps plus long, que nécessiterait une cause juste et raisonnable, il serait nécessaire de recourir au bureau de la Sacrée Visite apostolique.

L'édit de 1719, comme tous les précédents, doit être exposé dans les sacristies, afin qu'on ne puisse en prétexter ignorance.

Edictum quo praecedentes Ordinationes instaurantur, ac plura insuper alia pro accuratiori onerum Missarum adimplemento statuuntur.

La Pastorale sollecitudine di Nostro Signore già mai si stanca di pensare a stabilire un perfetto regolamento, perchè totalmente si adempiscano Legati, e pesi delle Messe, e ne ricevano il dovuto, e pronto suffragio le anime de' Defonti, ed ajuto, e grazie di Fedeli, che non li trascurano, perciò avendo negli anni scorsi fatto publicare alcuni Editti, per mezzo de' quali si è ottenuto nella maggior parte il bramato fine, ne rimaneva ora con tutto il fervore, autorità, e comando quanto in essi viene prescritto, e sentendo tuttavia insorgere alcuni abusi nell'adempimento di molti Legati, a cui possa dirsi più opportuno rimedio, con comando espresso datoci a viva voce, vuole che si pubblichino li ordini seguenti.

Primieramente per li Legati di Messe, che restano in arbitrio di poterli soddisfare in quella Chiesa, o Chiese, dove parerà, a piacere agli Eredi, o altri che abbino per qualunque titolo l' obbligo ingiunto di adempirli, sieno tenuti li detti Eredi, o altri come sopra tanto Ecclesiastici, quanto Laici di qualsivoglia stato, grado, e condizione, in fine d'ogni anno portare la giustificazione del loro adempimento, nella Computisteria della Sagra Visita, nella quale se ne riterrà registro in libro a parte, verranno riconosciute da uno dei Computisti a tal fine deputati, sottoscritto da Monsignor Segretario della Sagra Visita Apostolica *pro tempore*, sotto pena a'Contravventori di scudi 25 d'oro da applicarsi la metà al denunziante, che sarà tenuto segreto, e l'altra metà in beneficio de' poveri Luoghi Pii, e se saranno Regolari incorreranno nella pena della suspensione dell' Uffizio, e della privazione della voce attiva, e passiva, oltre altre pene anche maggiori ad arbitrio di Sua Santità e della Sagra Congregazione della Sagra Visita.

Ordinando, e dichiarando, che le giustificazioni da esibirsi, come sopra, debbono contenere la celebrazione delle Messe notate giorno per giorno dal Celebrante in un foglio, e libretto particolare con la sottoscrizione in fine del Rettore, o Sagrestano di quella Chiesa, o Chiese, nelle quali si saranno celebrate; E per la celebrazione delle Messe, che per disposizioni de'Benefattori, o per speciale Indulto si facesse fuori di Roma, e le dette giustificazioni debbano essere legalizzate dalli Ordinarj de'Luoghi, se li celebranti saranno Sacerdoti secolari, e se Regolari, de'Superiori Maggiori della loro Religione.

E quando il Benefattore ha ingionto il peso agli Eredi, o altri di dichiarare la Chiesa, dove abbino a celebrarsi le Messe, siano quelli tenuti sotto le pene sudette, dentro sei Mesi determinare la Chiesa, nella quale abbia a farsi l'adempimento, e registrarsi nella Tabella di detta Chiesa.

Ordina parimente la Santità Sua, che tutti li pesi di Messe perpetue, o a lungo tempo che passi li dieci anni, li quali sino al presente non si trovassero espressi nelle Tabelle di quelle Chiese in cui devono soddisfarsi, o perchè l' obbligo di soddisfarli spettava ad altri, o Secolari, o Regolari, o Luoghi Pii, o pure perchè sin ora si sono fatte soddisfare, come se fossero Messe avventizie, per l'avvenire, si aggiungano alle dette Tabelle, con l'espressione che il peso di farsi soddisfare spetta a tali Eredi, Legatarj, o altri. E per la più pronta, e facile esecuzione, si ordina alli Eredi, Legatarj, o altri, come sopra, che non trovandosi espressi gli accennati pesi nelle Tabelle di quelle Chiese, dove gli devono far soddisfare, nel termine di sei mesi, ne portino la notizia in detta Computisteria sotto le pene di sopra espresse.

Inoltre la Santità Sua vuole, e comanda, che l' erezione delle Cappellanie, o assegnamento dei fondi per peso di Messe ingiunto da' Benefattori, si faccia sollecitamente, e perciò nel termine di sei mesi dovranno gli Eredi, o altri come sopra, far costare in detta Computisteria l'erezione, o assegna fatta de' fondi. E quando per qualche giusta, e ragionevol causa si richiedesse maggior tempo, dentro il medesimo termine di sei mesi, dovrà impetrarsi una proroga competente.

Essendo per tanto tutti questi ordini diretti a togliere gli abusi, e mantenere con facilità, ed esattezza l'adempimento de'Legati Pii, procuri ciascuno prontamente eseguire quanto nel presente Editto si contiene, e per secondare con la dovuta obbedienza la rettissima intenzione di Sua Beatitudine, e per non incorrere nelle pene in esso comminate, le quali irremissibilmente si eseguiranno contro gli Trasgressori; Dichiarando, che il medesimo Editto pubblicato, ed affisso nei soliti luoghi di Roma obbligherà tutti, come se a tutti, e a ciascheduno di loro fosse personalmente intimato. Ed acciocchè in qualsivoglia tempo avvenire nessuno possa allegare causa d' ignoranza di quanto nel presente Editto si contiene, si dovrà in ciascheduna Sagrestia di qualsivoglia Chiesa, e Luogo Pio di Roma tenere continuamente affisso in luogo visibile un esemplare del medesimo Editto sotto le pene sopra espresse in caso di contravenzione.

Dato li 18 Settembre 1719.

A. M. Pallavicini Segretario della Sagra Visita Apostolica.

Gaetano Ivones Commissario e Fiscale della Sagra Visita Apostolica.

Paolo Fatii Not. A. C. e della Sagra Congreg.

Ces quatre édits ont été publiés par Ferraris, *Prompta bibliotheca*, t. V, p. 465 et suiv.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-CINQUIÈME LIVRAISON.

NOTICE

SUR LE VÉNÉRABLE GÉRARD MAJELLA.

I.

Premières années du Vénérable Gérard.

La cause de béatification du Vénérable Gérard Majella a été introduite en 1847, après des enquêtes où l'on avait entendu 154 témoins constatant pleinement la vénération attachée à sa mémoire. Depuis cette époque, les procès apostoliques ont été faits et approuvés et l'on a rempli les actes de procédure qui doivent précéder l'examen des vertus héroïques.

Le vénérable Gérard est, pour ainsi parler, le Saint Louis de Gonzague de la Congrégation de S. Alphonse de Liguori. Sa vie exhale le merveilleux parfum de l'innocence, de la piété et de la charité la plus héroïque.

Il naquit à Muro petite ville du royaume de Naples, le 6 avril 1726. Son père, Dominique Majella et sa mère, Benedetta Galella étaient pauvres, mais d'excellents chrétiens. Le nom de *Gérard Marie* qu'il reçut au baptême, montre ce que dit S. Ambroise: *Habent merita sanctorum, ut a Deo nomen accipiant.* Dieu a renouvelé éminemment dans notre vénérable les merveilles qu'il opéra jadis en Saint Gérard Sagredo. Prévenu des grâces divines, il ne montra aucune des inclinations auxquelles les enfants sont sujets. Il aimait la retraite et la prière, et mettait tout son bonheur à imiter les cérémonies de l'Eglise et à faire des croix devant lesquelles il demeurait longtemps en oraison. Un jour qu'il se récréait ainsi avec d'autres enfants dans un jardin, une lumière céleste éclaira l'arbre sur lequel il avait placé une croix; un grand nombres de personnes furent témoins du prodige.

A l'âge de cinq ou six ans, Gérard commença à fréquenter l'église de Notre-Dame de Capotignano, qui se trouve à deux milles de Muro et n'est accessible que par un chemin fort étroit et couvert de rochers. Il y a une statue de la Vierge tenant l'Enfant Jésus au bras. La première fois que Gérard entra dans cette chapelle, l'Enfant Jésus quittant les bras de sa Mère vint près de lui d'un air serein et joyeux; et, après quelque temps, il lui donna un petit pain d'une blancheur éclatante, que Gérard porta dans sa maison. De là vint l'ardeur infatigable avec laquelle il se rendait de grand matin à cette chapelle, dans l'espoir de jouer avec l'Enfant Jésus et de recevoir le pain céleste; or, cet espoir ne fut jamais déçu. Depuis cette époque, la chapelle de Capotignano fut regardée comme un sanctuaire insigne, et jouit encore de cette célébrité.

Si l'on demande la raison pour laquelle l'Enfant Jésus donnait ce pain à Gérard, je répondrai que c'était sans doute pour le récompenser de la merveilleuse abstinence qu'il observait continuellement; car la ferveur de la prière faisait qu'il oubliait de manger. Sa mère recourait aux supplications, aux larmes et quelquefois aux stratagèmes pour lui faire prendre un peu de nourriture; en partant le matin pour les travaux des champs, elle priait les voisins de veiller à ce que Gérard ne manquât pas de manger: quel n'était pas son chagrin en trouvant le soir la nourriture intacte et à l'endroit où elle l'avait placée! Toute la ville de Muro eut connaissance de cette merveilleuse abstinence du pieux enfant; aussi les enquêtes renferment-elles un grand nombre de dépositions à ce sujet.

Nous avons une autre preuve vraiment surprenante de l'amour de Dieu pour cette âme privilégiée. Après avoir goûté bien des fois la douceur d'un pain céleste, Gérard désirait ardemment le pain de vie, l'Eucharistie. Assistant un jour à la messe dans la cathédrale de Muro et voyant donner la communion, il se présenta à la sainte table pour recevoir l'Eucharistie; il n'avait pas encore sept ans. Le prêtre lui refusa la communion et l'éloigna assez rudement de la balustrade. Gérard se retira dans un coin de l'église pour pleurer son infortune; mais Dieu le consola la nuit suivante en envoyant l'Archange S. Michel lui porter la sainte hostie. De là vint la tendre dévotion qu'il eut pour le saint Archange pendant toute sa vie. Ce fait vraiment singulier de la première communion donnée par la main d'un ange avant l'âge de sept ans est attesté par huit témoins de l'enquête, § 6. Voici quelques dépositions. Le XIe témoin de l'enquête de Muro, respectable vieillard de 75 ans, dépose: « Je sais de la bouche de Catherine Zaccaro morte à Muro à l'âge de 66 ans, qu'elle savait de Brigitte soeur de Gérard, que celui-ci à l'âge de sept ans avait un grand désir de communier, et que le prêtre qui donnait la communion l'éloigna de l'autel; mais Dieu pour le consoler lui fit donner la communion pendant la nuit par l'archange S. Michel; Gérard raconta le fait à sa famille le lendemain. » Un autre témoin raconte l'événement comme il suit: « Je sais par la voix publique que Gérard allait souvent prier dans les églises; un jour qu'il assistait à la messe, voyant plusieurs personnes pieuses s'approcher de la sainte table, il fut enflammé, lui aussi, du désir de communier; mais le célébrant le fit retirer à cause de son bas âge. Gérard se retira plein de confusion et de chagrin dans un coin de l'Eglise. Sa tante ayant appris ce qui s'était passé, lui dit: « Gérard, vous n'avez pas pu communier hier? » Le serviteur de Dieu répondit modestement: « Sachez, ma chère tante, que j'ai

reçu la communion la nuit dernière des mains de saint Michel Archange. » Le pieux enfant racontait la chose dans toute sa simplicité; aussi le souvenir s'en est-il conservé par tradition dans toute la ville de Muro.

Le mystère de l'Eucharistie fut révélé à Gérard, qui, plusieurs fois, vit un bel enfant dans l'hostie consacrée. Ici encore nous laissons parler les témoins: « Gérard avait l'habitude d'appeler le Saint Sacrement *mon prisonnier*. Un jour, passant devant le tabernacle, il entendit une voix disant: *oh! petit fou! petit fou!*. Et Gérard répondit: « Vous êtes encore plus fou, vous qui demeurez là prisonnier pour moi. » Autre témoin: « Je sais par la voix publique que Gérard était très pieux et fréquentait les églises où on le voyait très recueilli et à genoux. Il voyait que le célébrant rompait et déchirait un bel enfant, et il disait dans sa sainte simplicité qu'il voulait porter plainte à l'évêque; c'est ce que m'ont assuré le vieil archiprêtre de Cillis, Don Giovanni Quaremba, et l'abbé Tirico son parent. »

Des faits aussi surprenans nous forcent de reconnaître que Dieu posséda cette belle âme dès le commencement de ses voies; il l'agréa à cause de sa parfaite innocence et la confirma dans sa divine présence pour toute l'éternité; Dieu joue continuellement dans le monde et met ses délices à être avec les enfans des hommes, et enrichit ceux qui l'aiment; il remplit en peu de temps le précieux trésor que le voleur ne saurait prendre et que les vers ne peuvent pas ronger.

Un témoin dépose: « La mère de Gérard se nommait Benedetta Galella et demeurait près de ma maison, rue Celso; elle venait souvent voir ma famille. Elle m'a raconté bien des fois que Gérard étant jeune aimait beaucoup à faire des autels, à arranger des images, à allumer des cierges, à faire des processions avec des enfants dans les rues, à se tenir à genoux et à prier. En entendant les cloches de la paroisse, il disait à ses compagnons: *Allons visiter notre Jésus-Christ prisonnier*. L'archiprêtre de Cillis mort il y a quatre ans à l'âge de 92 ans m'a raconté que Gérard avait placé une petite croix de roseau sur un arbre du jardin de cet archiprêtre; aux ferventes prières de l'enfant, l'arbre fut éclairé comme un autel couvert de lumières; tout le voisinage de Cillis et la plus grande partie de la ville qui se trouve en face, fut témoin du prodige. La mère de Gérard accourut et demanda pourquoi il n'était pas venu dîner; il répondit qu'un enfant, du haut de l'arbre, lui avait donné du pain etc. La mère de Gérard m'a raconté que son fils allait souvent à la chapelle de Capotignano, où l'Enfant Jesus, après quelques jeux enfantins, lui donnait un pain que Gérard portait à sa maison. La mère émerveillée de la blancheur de ce pain, demanda qui le lui avait donné; Gérard répondit que c'était l'Enfant Jésus. La mère pour s'assurer du fait, suivit Gérard à Capotignano et vit de ses propres yeux l'Enfant Jésus donner le pain; dès lors elle garda le silence. Presque tous les habitants de Muro ont eu connaissance de ce fait. Je sais aussi par la voix commune que Gérard ayant été visité par sa soeur Brigitte, il lui dit: « Maintenant je me suis assuré que l'enfant qui me donnait le pain était l'Enfant Jésus. »

Gérard fut envoyé à l'école. Il y fit en peu de temps des progrès humainement inexplicables. Voici ce qu'atteste le témoin cité plus haut: « Je sais par la voix publique que Gérard envoyé à l'école par ses parents, se développa rapidement et qu'il apprit à lire et écrire en fort peu de temps. Lorsque Gérard manquait l'école, son maître l'envoyait appeler à sa maison, on le trouvait en prière devant les petits autels qu'il avait élevés. » Autre témoin: « Ma belle-mère me disait que Gérard allait à l'école de Donato Spicci et que sans beaucoup d'efforts et de peine il apprit à lire et écrire convenablement. »

Il n'avait pas encore dix ans lorsque les supérieurs ecclésiastiques permirent de l'admettre publiquement à la communion. Ce n'était pas la première; car nous avons dit plus haut qu'il n'avait guère que cinq ou six ans lorsque S. Michel Archange lui apporta la sainte Eucharistie. Un témoin dépose: « Plusieurs habitans de cette ville de Muro m'ont dit que Gérard à dix ans faisait publiquement la communion et communiait souvent, et il appelait Jésus dans le Saint-Sacrement *mon prisonnier*. »

Son père l'ayant mis en apprentissage chez un tailleur, il obéit consciencieusement, sans quitter les exercices de piété; mais sa patience subit de rudes épreuves dans cet atelier. Voici ce que dépose le Ier témoin du procès: « Son père voulut lui faire apprendre le métier de tailleur; quoiqu'il fût très porté à la vie solitaire et que tous ses goûts fussent dirigés vers un institut religieux, il obéit à son père avec une constance que ne purent ébranler les mauvais traitemens qu'il eut à souffrir de la part du directeur de l'atelier; il ne s'en plaignit jamais. » Autre témoin: « Ce jeune homme frappait Gérard avec une verge de fer; le saint enfant loin de se plaindre, se montrait toujours joyeux, même lorsque le chef principal venant à rentrer, le directeur l'accusait de plusieurs choses; il supportait tout sans jamais s'excuser. Il passait à l'église devant le Saint-Sacrement tout le temps dont il pouvait disposer. » Autre témoin: « Gérard, à l'époque où il travaillait dans l'atelier du tailleur Pannuti, assistait à la messe le matin et visitait le Saint-Sacrement après midi dans l'église paroissiale de S. Marc Evangéliste; son maître ne sachant pas où il allait, le maltraitait rudement; un jour pourtant, l'ayant suivi par curiosité, il le vit entrer à l'église, et faire des croix par terre avec la langue, et autres actes de piété. En rentrant à sa boutique, il prévint les ouvriers de ne plus faire de reproches à Gérard lorsqu'il sortirait. »

Vers cette époque il fut conduit au sanctuaire *Mater Domini* de Caposele, où se trouvait dès-lors une maison de Rédemptoristes. Gérard devenu religieux de l'institut de S. Alphonse passa dans cette maison les dernières années de sa vie et y mourut. Or, dès qu'il aperçut la Madone miraculeuse *Mater Domini*, il eut une extase, ainsi que l'atteste un témoin qui l'avait appris d'un chanoine de Muro: « Le chanoine Malpiede m'a dit que Gérard était si avancé dans la perfection chrétienne dès son enfance, qu'ayant visité un jour la Madone *Mater Domini*, il tomba en extase et fut privé de l'usage des sens. »

A peine Gérard venait-il d'achever son apprentissage que son père mourut. Alors il commença à travailler pour son compte, c'est à dire, au profit des pauvres; car le produit de son travail servait à trois choses: Les pauvres d'abord, les âmes du purgatoire, et ce que demandait la mère de Gérard; pour lui-même, il ne gardait presque rien. Voici ce que les témoins de l'enquête rapportent à ce sujet: « Ayant appris le métier de tailleur et commencé à opérer pour son compte, il résolut de travailler bien moins pour son entretien que pour soulager les pauvres de Jésus-Christ qu'il porta toujours dans son coeur. La vue des pauvres produisait en lui une si grande compassion qu'il se priva bien souvent de nourriture afin de leur donner ce qu'il avait gagné. La répartition ordinaire de son gain était la suivante: Il en donnait une part aux pauvres, une autre part en messes pour les âmes du purgatoire; car il disait: Ce sont aussi des pauvres qui ont besoin de secours. Ayant gagné huit tari en une semaine, il les donna entièrement pour des messes en faveur des âmes du purgatoire. Il ne gardait pour lui-même que la plus faible portion de son gain. » Autre témoin: « Je sais par relation de ma belle mère que Gérard arrivé au point de gagner sa vie avec le métier qu'il avait appris, avait coutume de distribuer aux pauvres ce qu'il gagnait. Un jour, ayant gagné une somme assez ronde, il en donna la moitié pour des messes et le reste aux pauvres. » Autre déposition: « Il se mortifiait continuellement pour la nourriture; car ce qu'il avait, il le donnait à sa mère, ou aux pauvres et aux

enfants. » Autre témoignage: « Je sais aussi par la voix commune que Gérard montrait une grande charité pour les pauvres, car il les faisait participer à ce qu'il gagnait avec son état. Je sais aussi par la voix publique qu'il mortifiait sa chair; une fois qu'il n'avait rien pris depuis trois jours, sa mère lui offrit quelque chose à manger; mais il refusa en disant qu'il était rassasié. »

Gérard fréquentait assidûment les sacrements, assistait chaque jour au sacrifice de la messe, en édifiant ses concitoyens par les longues prières qu'il faisait à l'église dans l'attitude du recueillement extatique. « La voix publique et mon oncle, dit un témoin, m'ont appris que l'enfance de Gérard fut remarquable par une piété et un recueillement vraiment merveilleux pour cet âge. Il sembla fait pour Dieu seul dès les premiers temps de sa vie; car tous ses désirs consistaient à demeurer à l'église; on le voyait y passer des jours entiers en prière, et une partie de la nuit. » Autre déposition: « Il avait un amour passionné pour le Saint-Sacrement. Outre la messe quotidienne et la visite après midi, il se rendait à la cathédrale autant que ses occupations le permettaient, et on le voyait demeurer longtemps immobile à l'autel du Saint-Sacrement. Il faisait la nuit ce qu'il ne pouvait faire pendant le jour; le sacristain de la cathédrale étant son parent, il se faisait donner la clé afin de passer la nuit devant le Saint-Sacrement; là il prenait de rudes disciplines et déplorait l'ingratitude des hommes envers Dieu. Il eut beaucoup à souffrir de la part du démon pendant ces nuits; car l'ennemi du bien se présenta plusieurs fois sous la forme d'un chien, et renversa un des gros anges de bois qui étaient sur l'autel pour écraser notre pieux Gérard. Le fait, avec toutes les circonstances que je viens de rapporter, m'a été raconté par les chanoines de Muro, et m'a été confirmé ensuite par le sacristain même qui donnait à Gérard les clés de la cathédrale pour la nuit. » Autre témoin: « Mes parents me racontaient que Gérard Majella éprouvait une grande dévotion envers Jésus-Christ et la sainte Vierge, et se préparait à leurs fêtes par des neuvaines, auxquelles il joignait le cilice et le jeûne. » Autre déposition: « L'abbé Tirico sacristain de notre cathédrale à l'époque dont il s'agit, m'a raconté que frère Gérard lui demanda plusieurs fois avec de vives instances la clé de l'église; le sacristain la lui confiait et Gérard demeurait en prière devant le Saint-Sacrement pendant toute la nuit; et le matin lorsque le sacristain frappait à la porte de la cathédrale Gérard ouvrait de l'intérieur; ou bien, si le sacristain tardait un peu, Gérard ouvrait la porte sans l'attendre et continuait son adoration. Si le sacristain refusait la clé, Gérard montait dans le clocher et redescendait précisément dans la chapelle du Saint-Sacrement; il priait et prenait de rudes disciplines; on le trouva un jour moitié mort sur le pavé avec sa discipline. »

Aussi tous les gens de bien de Muro le vénéraient-ils comme un ange dans la chair mortelle, tandis que les impies le taxaient de folie et l'accablaient d'injures que le pieux Gérard recevait avec bonheur afin de ressembler parfaitement à Jésus-Christ. « On le regardait comme un ange; dès sa jeunesse il donna des signes extraordinaires d'une sainteté consommée. Donna Emmanuella Vetromile, de Muro, avait une domestique nommée Ursule, qui tomba gravement malade au point que sa maîtresse sortit pour la recommander à Dieu dans l'église de Saint-Antoine; elle rencontra Gérard et lui fit part de son affliction; Gérard l'exhorta à la confiance et lui dit de rentrer chez elle et de faire trois signes de croix sur la malade. Cette dame qui regardait Gérard comme un saint, se conforma à son avis et la malade fut guérie instantanément. » Un autre témoin dépose: » Mon oncle et d'autres personnes me disaient que si frère Gérard était canonisé, on pourrait le comparer à saint Jean-Baptiste. » Un autre dit ce qui suit: « Comme Dieu avait destiné le frère Gérard à avoir part à sa gloire divine, celui-ci montra dès l'enfance les sentiments de piété et d'amour de Dieu qui devaient se développer avec les années; aussi se conduisit-il comme un saint dès sa plus tendre enfance. » Autre déposition. « Mon père et ma mère m'ont toujours dit que Gérard vivait comme un saint. » Il s'habillait en noir pendant la semaine sainte, et disait en cette circonstance: « L'époque de la mort de Jésus-Christ s'approche; puisqu'il est mort pour moi, je veux mourir pour lui. » Le désir ardent de la sainteté se traduisait par des expressions comme celles-ci: « Je veux me sanctifier; si je perds cette chance, je la perds pour toujours, et il me suffit d'être devant Dieu pendant toute l'éternité. » Il aimait beaucoup à enseigner le catéchisme aux enfants soit à la cathédrale, soit dans la chapelle de Capotignano.

Au sujet de la tendre dévotion de Gérard pour la sainte Vierge, outre ce qu'on a dit plus haut, voici ce que plusieurs témoins attestent: « Je sais par la voix publique que Gérard Majella était très dévot à la sainte Vierge; et lorsqu'il se mettait en prière devant quelqu'une de ses images, il ne finissait plus. Un jour il en vint à dire: « La Madone m'a pris le cœur. » Je sais aussi que quelques personnes de la ville lui ayant conseillé de se marier, il répondit: « Sous peu j'épouserai une belle dame. » On répliqua: « Qui es-tu pour pouvoir épouser une belle dame? » Gérard dissimula; le fait est qu'il contracta les fiançailles avec la Sainte Vierge le jour de la Conception; car pendant la procession il fendit la foule et mit un anneau au doigt de la statue en présence de toute la population; et lorsqu'on voulut en savoir la raison, il répondit: « Je me suis fiancé avec la sainte Vierge. » Trois témoins confirment. C'est ainsi que le vénérable Gérard fit vœu de chasteté.

Déjà la voix divine appelait Gérard à la solitude. Il se présenta d'abord chez les capucins; mais ils ne le reçurent pas à cause de la maigreur excessive qu'il avait contractée par ses continuelles macérations. Alors Gérard se retira dans un endroit désert; il avait un compagnon, et composa un réglement de vie dur et austère. Les témoins de l'enquête nous apprennent ce qui l'obligea de renoncer à ce genre de vie. « Le serviteur de Dieu sentait toujours un grand vide dans son âme parce qu'il voulait se consacrer entièrement au service de Dieu. C'est pourquoi il prit la résolution de se retirer dans un bois en compagnie d'un de ses compatriotes. Il écrivit un réglement qui énumérait les pénitences quotidiennes qu'il devrait faire; mais son compagnon dévoré par la faim l'abandonna trois jours après, et Gérard demeura seul, n'ayant pour toute nourriture que des racines, et des fruits sauvages, qu'il trouvait encore trop exquis, et qu'il assaisonnait d'herbes extrêmement amères. Quelque temps après, il voulut retourner à Muro pour se confesser; sa marraine, qu'il rencontra en route, eut la curiosité d'examiner son sac, et comme elle n'y trouva qu'un peu d'absinthe, elle demanda ce qu'il faisait de cette herbe? « Si vous saviez, répondit Gérard, quel bon goût ont ces herbes .... » Il n'acheva pas. La marraine m'a raconté tout cela, en ajoutant que si Gérard ne retourna pas au désert, c'est parce que son confesseur le lui défendit expressément. Gérard alla voir son oncle capucin à S. Menna, lequel lui fit faire une redingote et un pantalon; Gérard les donna à un pauvre qu'il rencontra en route, « parce que, dit-il, il était plus pauvre que moi. »

Le vénérable serviteur de Dieu accomplit plusieurs miracles dans son pays natal à cette époque de sa vie, ainsi que nous le dirons plus loin, à l'article des dons surnaturels et des prodiges accomplis durant sa vie; nous nous contentons d'en rapporter quelques-uns. A l'époque où il faisait son appren-

tissage du métier de tailleur, il fut envoyé à la campagne pour garder du vin nouveau; or, ayant un paquet de roseau enflammé, il mit feu à un monceau de paille sur divers points en chantant le *Miserere*; puis, il éteignit le feu par un signe de croix, à la grande surprise des personnes présentes. — Je sais par la voix publique, dit un témoin, que Joseph Giuliani, de cette ville, ayant un fils très malade par suite d'une brûlure d'eau bouillante, le conduisit à la cathédrale, pour se recommander à l'intercession des saints, mais qu'ayant fortuitement rencontré Gérard, celui-ci étendit sa main sur les parties brûlées, et la plaie disparut instantanément. Je sais aussi que Gérard allant laver du linge en compagnie d'Angela Pepe à la rivière San-Maffeo, is furent surpris par une pluie battante; Gérard pria Dieu de faire cesser cette pluie; elle cessa en effet, et ils rentrèrent à la ville sans être mouillés. J'ai entendu rapporter communément que des maçons qui bâtissaient une maison dans le quartier de la Madeleine, avaient des poutres trop courtes pour le toit; Gérard qui vint à passer, leur dit d'avoir confiance et de tirer les poutres avec des cordes; les ouvriers le firent et il se trouva que les poutres qui étaient trop courtes auparavant, acquirent la longueur convenable. Ils regardèrent cela comme un miracle. Passionné pour les souffrances du Sauveur, Gérard feignit d'être fou, afin d'être méprisé et maltraité comme Jésus-Christ. A Castel Grande, Gérard accompagné de quelques jeunes gens, se fit lier par une corde aux pieds et traîner sur des pierres l'espace d'une portée de fusil jusqu'à l'endroit nommé *la Croce*, où il arriva couvert de sang à la tête et aux épaules; or, il riait pendant que les jeunes gens pleuraient d'attendrissement. Ce fait m'a été raconté par Pietro Baccaniello, l'un des jeunes gens qui traînèrent Gérard Majella, lequel est mort il y a 38 ans, âgé de plus de 70 ans. Le même fait m'a été confirmé par mes parents et par d'autres personnes âgées dignes de foi. » Un autre témoin dépose ce qui suit: « Je sais par relation de mon oncle que Gérard se fit battre et flageller avec des cordes mouillées par François Malpiede, homme bouffon; quelquefois Malpiede répugnait à le frapper ainsi; mais Gérard disait: « Frappez maintenant, j'y trouve du plaisir. » Je sais aussi qu'il se fit suspendre la tête en bas sur l'étoupe allumée, et c'était miracle qu'il ne fût pas suffoqué. » — « Je sais par la voix commune, dit un autre témoin, que Gérard, par amour des souffrances se fit lier plusieurs fois à un arbre et flageller jusqu'au sang sur les épaules nues, pour imiter Jésus-Christ. La nuit, il se couchait sur les épines. »

CHAPITRE II.

Gérard entre au service de l'évêque de Lacedonia.

Avant de suivre sa vocation religieuse, le vénérable Gérard, âgé d'environ 17 ans, accomplit un acte de vertu qu'on ne saurait trop recommander et que Dieu glorifia par des miracles. Mgr Albini, évêque de Lacedonia, avait donné le sacrement de confirmation à Gérard dans l'église des carmélites de Muro le 5 juin 1740, par délégation de l'évêque diocésain. Or, ce prélat avait un caractère vif et irascible; nul domestique n'y pouvait tenir, et tous l'abandonnaient un mois ou deux après leur entrée; la religion souffrait de cela, et la population murmurait contre le prélat. Que fit Gérard? Il alla spontanément s'offrir à l'évêque en qualité de domestique et le servit fidèlement jusqu'à sa mort, c'est à dire pendant trois ans. Ecoutons les témoins: « Gérard semblait fait pour souffrir, sans perdre un calme parfait dans toutes ses actions. Il entra au service de l'évêque de Lacedonia, lequel était tellement violent qu'il faisait fuir en peu de temps tous ses domestiques. Mais Gérard ne le quitta qu'après son passage à l'éternité; il pleura sa mort en disant: « Monseigneur m'aimait vraiment. » Dieu voulut attester par un prodige la sainteté de Gérard. Un jour qu'il puisait l'eau dans un puits, il laissa tomber les clés de l'appartement du prélat. Si Monseigneur l'eût su, il aurait renversé la maison; c'est pourquoi Gérard prit une statue de l'Enfant Jésus, et l'ayant attachée à une corde, il dit en le faisant descendre dans le puits: « C'est toi qui dois songer à ne pas faire fâcher Monseigneur. » En effet, lorsqu'il retira la ficelle, on vit l'Enfant Jesus tenant la clé à la main. » Tous les témoins mentionnent le prodige en faisant connaître d'autres détails. Laurent Ilaria, médecin de Caposele, respectable vieillard de 82 ans, dépose : « Gérard entra comme domestique chez Monseigneur Albini, évêque de Lacedonia, lequel exerça extraordinairement sa patience par son caractère fougueux et irascible. Je me souviens à ce propos qu'un jour, en puisant l'eau au puits de l'évêché, Gérard laissa tomber les clés de l'appartement de Monseigneur, qui était hors de la maison en ce moment pour se promener; Gérard en fut très affligé, parce que le prélat contrarié de ne pouvoir entrer dans son appartement devait immanquablement s'emporter plus de coutume. Que fit Gérard? Il entra dans l'église voisine et fit une courte prière; puis, tout joyeux comme un homme sûr de son fait, il prend un Enfant Jésus dans cette église, l'attache à une corde et s'approche du puits en disant: « Il faut que tu ailles me chercher les clés, afin que Monseigneur ne se fâche pas. » Il retire la corde et voilà qu'à la grande stupéfaction des personnes présentes, l'Enfant Jésus avait les clés à la main. Ce puits est appelé encore aujourd'hui *le puits de Gerardiello* en mémoire du prodige. L'évêque Albini étant mort, Gérard pleura cette perte, lui qui avait servi le prélat pendant trois ans, au lieu que les autres domestiques pouvaient rester à peine six mois. Gérard résolut alors d'entrer au cloître, comme il en avait eu la pensée dès les premières lueurs du discernement, et Dieu sait ce qu'il lui en coûta de prières et de larmes pour être reçu dans l'institut de S. Alphouse. » Il n'est aucun des témoins de l'enquête qui ne mentionne ce miracle, qui est connu de tous les habitants de Lacedonia. Voici la déposition du vicaire capitulaire: « Frère Gérard entra au service de Monseigneur Albini et demeura plusieurs années à Lacedonia. Le naturel du jeune homme fut paisible et aimable, aux yeux de son maître lui-même, qui avait un caractère emporté. Gérard lui obéissait aveuglément et se sacrifiait en toute chose pour ne pas lui causer d'inquiétude. Il profitait de tout le temps dont il pouvait disposer pour demeurer en prière au dôme de cette ville et fréquenter les sacrements, ce qu'il faisait avec un recueillement extraordinaire qui excitait l'admiration. » Le primecier de la cathédrale, vieillard de 61 ans, dépose: « Mon père me racontait que Gérard était natif de Muro dans la Basilicata et que dans sa jeunesse il demeura à Lacedonia comme domestique de Monseigneur Albini. Ce prélat était très exigeant pour ses domestiques, qui d'ailleurs prenaient bien vite leur congé; Gérard seul, par une patience et une humilité héroïques, ne se plaignit jamais de son maître et le servit jusqu'à sa mort. Il eut un profond respect pour l'évêque, et lui obéit ponctuellement sans lui jamais causer aucun déplaisir; il ne le quitta jamais pour prendre quelque distraction, ou divertissement; lorsqu'il pouvait disposer d'un moment, il volait à la cathédrale attenante au palais, et il priait devant l'autel du Saint-Sacrement avec un recueillement extraordinaire qui excitait l'admiration générale. » Le primecier raconte le miracle de la clé retrouvée par l'Enfant Jésus, et ajoute: « Depuis cette époque toute la ville considéra Gérard comme un saint, et le puits de l'évêché prit le nom de *puits Gerardiello usque in hodiernam diem*. Ce prodige qui me fut raconté par mes parents dans mon enfance est très connu dans tout Lacedonia, et mon père en fut témoin oculaire. »

Nous finissons en rapportant la déposition d'un respectable prêtre de Lacedonia, âgé de 49 ans lors de l'enquête: « Des récits, pour ainsi dire infinis de mon aïeule et d'autres personnes m'ont fait connaître la vie et la sainteté de Gérard, mais je ne pourrais pas suivre l'ordre chronologique, parce que les dates précises me manquent, et d'ailleurs dans les récits de famille on observe moins la rigueur de l'histoire que le fond des événements qui ont le plus impressionné les sens et l'imagination. Mon aïeule qui connut mieux Gérard que les autres parce qu'elle était plus âgée, me disait qu'il était natif de Muro et que dans sa jeunesse il entra au service de Monseigneur Albini, évêque de Lacedonia. Il demeura plusieurs années dans cette ville et fut le modèle de la jeunesse par son humilité, par sa soumission envers tout le monde, surtout envers son maître, auquel il obéissait avec une telle promptitude, que, malgré le caractère impatient et emporté de l'évêque, Gérard n'eut pas beaucoup à souffrir, au lieu que les autres domestiques dégoûtés et maltraités se retiraient bien vite du service de ce prélat. Lorsque Gérard pouvait disposer d'un instant, il volait à la cathédrale pour recevoir les sacrements de pénitence et d'Eucharistie; ou bien, si c'était après midi, il restait en prière à l'autel du Saint-Sacrement. Il se dévouait entièrement au service de l'évêque et employait tout le reste du temps à la piété. C'est pourquoi il fut digne des complaisances de Dieu, qui voulut l'exalter par le prodige que je vais raconter. Monseigneur Albini sortit un jour afin de se promener, et laissa Gerardiello au palais. Celui-ci ayant besoin d'eau, alla la prendre au puits de l'évêché; par malheur, la clé de l'appartement du prélat, qu'il avait fermé en sortant, tomba dans le puits. Un frisson traversa le pauvre Gerardiello, en pensant au déplaisir qu'en aurait le prélat, vif et irascible comme il était. Beaucoup de gens de Lacedonia qui étaient là pour puiser de l'eau, avaient la même pensée que Gérard, parce qu'ils connaissaient leur évêque; mais il n'y avait pas de remède et tout le monde gardait le silence. Voilà que la plus belle espérance se présente au cœur de Gérard. Il vole à la cathédrale, prend la statuette de l'Enfant Jésus qui était à la sacristie, retourne près du puits et attache la statuette à la corde du puits. Les personnes présentes ne sachant que penser de cette action de Gérard, considéraient les apparences et non la foi extraordinaire du pieux jeune homme, qui devait les frapper de stupéfaction un instant après. Gérard fait descendre la statuette dans le puits, et tout le monde entend clairement ces mots: « Tu peux seul me rendre la clé, afin que Monseigneur ne se mette pas en colère. » Puis, il retire l'Enfant Jésus du fond du puits et tout le monde voit dans ses mains la clé, que Gérard saisit avec la plus grande joie. La stupéfaction des témoins fit qu'ils gardèrent quelque temps le silence, mais bientôt ils remplirent la ville du bruit de ce prodige en racontant le miracle accompli sous leurs yeux. Ce prodige augmenta la bonne opinion que l'on avait de Gérard, qui fut regardé comme un saint dès cette époque. » Un événement si bien constaté et dont le souvenir s'est conservé si vivement ne semble comporter aucun doute.

CHAPITRE III.

Gérard entre dans l'institut du Saint-Rédempteur.

Après la mort de Monseigneur Albini, Gérard retourna à Muro auprès de sa mère et de ses soeurs. La Providence ne tarda pas à lui offrir l'occasion de réaliser son constant désir de l'état religieux. Les témoins de l'enquête nous apprennent toutes les circonstances d'un événement aussi important dans la vie de notre serviteur de Dieu. Voici la déposition du frère Antoine, convers de l'institut de S. Alphonse, lequel passa ensuite dans l'ordre de S. Benoît: « L'évêque de Lacedonia étant mort, Gérard, après l'avoir pleuré de manière à exciter l'admiration générale, se retira à Muro son pays natal. A cette époque les Pères Liguoriens prêchaient une mission; Gérard qui désirait toujours quitter le monde, se présenta au P. Cafaro, supérieur, pour être reçu comme convers; mais le supérieur le voyant si maigre et si décharné, le renvoya. D'ailleurs, la mère de Gérard alla trouver les missionnaires pour les supplier de ne pas le recevoir, parce que la pauvre famille avait besoin de son travail. Alors le supérieur, décidé plus que jamais de ne pas l'admettre, recommanda à la digne femme d'enfermer Gérard dans sa chambre le jour du départ des missionnaires. Malgré ce refus, Gérard qui se sentait appelé à l'institut de S. Alphonse, résolut de suivre les missionnaires à leur couvent de Caposele. La veille de leur départ, la mère voyant que Gérard n'avait pas renoncé à son projet, lui dit: « Ta santé n'est pas en état de supporter de grandes fatigues; ne quitte pas ta mère, on peut servir Dieu partout. » Lorsque Dieu parle au coeur, la voix des hommes doit se taire. Gérard s'enfuit de sa chambre pendant la nuit en se sauvant par la fenêtre avec un drap de lit, et alla rejoindre les missionnaires à Rionero: « Eprouvez-moi, dit-il au supérieur, et renvoyez-moi ensuite; si vous ne me recevez pas comme convers, je viendrai demander l'aumône à la porte de votre maison. » Le Supérieur se laissa fléchir par une telle constance et donna à Gérard une lettre de recommandation pour le recteur de la maison d'Iliceto; il écrivit au recteur qu'il lui envoyait un *mangiapane*, c'est-à-dire, un homme qui ne semblait bon qu'à manger, parce que que sa complexion délicate le rendait impropre à tout; mais à cause de la bonne réputation dont il jouissait et de son ardent désir de prendre l'habit de l'institut, on l'envoyait pour l'éprouver pendant quelques mois. Voilà comme on jugeait sur les apparences. Le recteur d'Iliceto ne tarda pas à apprécier le trésor qu'il avait reçu; il écrivit au supérieur de Caposele pour le remercier de lui avoir envoyé un jeune homme qui travaillait comme quatre et dont l'excellent esprit faisait honneur à l'institut et formait la consolation de la communauté. En effet, après une conférence théologique entre les pères et les étudians, le recteur demanda à Gérard pour plaisanter, quel était le sujet de la discussion et quels arguments on avait apportés; or, Gérard répondit avec une solidité et une clarté qui auraient fait honneur à un homme consommé dans la science, lui qui savait à peine lire et écrire; les pères virent par là que l'Esprit de Dieu était avec lui. Le recteur enchanté d'une si bonne acquisition, demanda que Gérard prît l'habit, comme en effet il fut reçu au rang des convers; cela fit plaisir à toute la communauté. »

Le P. Ripoli, supérieur général des Liguoriens, entendu comme témoin de l'enquête, a fait connaître en quelques mots la carrière religieuse de Gérard et les maisons où il résida: « Je sais que le saint frère fut admis à l'habit de S. Alphonse dans la maison d'Iliceto, où il demeura quelque temps; il résida ensuite dans la maison de Caposele et y mourut; il demeura passagèrement à Corato, à Foggia, à Naples, à Pagani et en d'autres lieux où il était regardé comme un oracle, spécialement pour la direction des âmes, et surtout pour les religieuses. Dans tous ces lieux il acquit une grande réputation de sainteté pendant sa vie, et cette persuasion est si bien établie depuis l'époque de sa mort, que je n'ai jamais entendu une seule personne parler diversement, contre ses vertus, ses miracles et sa sainteté. »

Gérard demeura peu de temps à Iliceto, ainsi que nous l'avons dit. Saint Alphonse de Liguori, alors supérieur majeur de son institut, l'envoya à Caposele. « Pendant qu'il fut à Iliceto, dit un témoin, il montra clairement quel esprit l'animait et à quel degré de sainteté Dieu l'appelait, car tous

les pères admiraient son exactitude et sa fidélité dans l'accomplissement de ses devoirs, ses rudes pénitences, sa paix inaltérable, son obéissance prompte et aveugle aux volontés de tous ceux qui lui commandaient quelque chose; sa ferveur pour s'unir à Dieu et son insatiable désir de souffrir par amour pour lui. Non seulement il remplissait ponctuellement l'emploi de portier, mais il faisait aussi le travail des autres. Lorsqu'il fut à Caposele, on l'envoya quêter dans les pays voisins et jusque dans la Pouille, et partout il fut vénéré comme un saint. » Il observait la règle de S. Alphonse avec une telle ponctualité, que les missionnaires le citaient comme modèle. Il avait coutume de dire: « Accomplissons scrupuleusement tout, même la plus petite chose si nous ne voulons pas tomber dans des fautes graves que Dieu permettra pour nous punir. » Il apprit par coeur toute sa règle.

Sa charité envers le prochain fut incomparable; les pécheurs et les pauvres occupaient une grande place dans son coeur. Avant de faire l'aumône aux pauvres, il ne manquait jamais de les instruire sur la religion, et il enseignait les maximes de la perfection à ceux qui montraient plus d'intelligence que les autres.

Gérard accompagnait souvent les Pères qui donnaient des missions. Quoique simple laïque, il fut le directeur spirituel d'un grand nombre de religieuses; l'évêque donna plein pouvoir pour cela et lui permit même d'entrer dans le cloître.

Un témoin dépose: « Mon père me disait que Gérard se livrait à des pénitences extraordinaires. Il se rendait souvent à la grotte de S. Félix qui est assez rapprochée de la maison des Rédemptoristes et là il prenait de terribles disciplines qui couvraient la terre de sang; quelquefois, rencontrant des gens qu'il connaissait, il se faisait lier dans cette grotte et flageller rudement, ou il se faisait attacher sur deux troncs de bois disposés en forme de croix, afin d'imiter en toute chose Jésus Crucifié. Le jeûne et le cilice formaient pour lui un continuel martyre. La prière extatique était le seul aliment de son âme. Il recevait les sacrements de pénitence et d'Eucharistie presque chaque jour. Mon père me racontait avec stupéfaction qu'on a vu quelquefois frère Gérard à l'église en adoration devant le S. Sacrement, et en même temps préparant à la cuisine le dîner de la communauté. »

Un autre témoin dépose ce qui suit: « Diverses choses m'ont été attestées par le frère Paolo Russo, convers Rédemptoriste mort en 1835 âgé de 90 ans dans le collége d'Iliceto, et par d'autres gens du pays qui sont morts maintenant et qui eurent le bonheur de connaître Gérard Majella. Un grand amour de Dieu animait son corps exténué et décharné par la pénitence. Gérard passait des matinées entières, occupé uniquement à se confesser et à communier et à demeurer comme en extase devant le Saint-Sacrement. Comment pouvait-il préparer le dîner de la communauté en restant à l'église jusques vers midi? Ses confrères en faisaient l'observation, mais il répondait qu'il fallait bien laisser quelque chose à faire aux anges. On crut d'abord qu'il perdait la tête, mais lorsqu'on vit par expérience que le dîner était prêt à l'heure, la vénération pour Gérard ne fit qu'augmenter. »

Quoique le serviteur de Dieu n'eût pas fait d'étude, il parlait de la foi, des mystères et des matières ascétiques comme un théologien qui a consumé de longues années à l'étude de la dogmatique, comme un maître consommé de la vie spirituelle. Rempli de zèle pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, il pénétrait les coeurs de ceux qui s'approchaient de la sainte table; il les appelait secrètement et leur dévoilait les fautes qu'ils n'avaient pas confessées par honte ou autre motif, et les engageait à aller les déposer aux pieds d'un confesseur avant de se nourrir de l'Agneau immaculé. Des évêques consultaient Gérard sur des affaires difficiles de conscience et pour le gouvernement de leurs diocèses. Il dirigeait les religieuses de Ripacandida, de Foggia, de Corato, de Calitri et d'autres convents.

Le P. Pierre-Louis Rispoli, secrétaire général des Rédemptoristes, a déposé: « Je me souviens qu'étant allé voir avec plusieurs de mes collègues le P. Corsani, ce bon vieillard de 90 ans soutenait que la sainteté de frère Gérard pour la fidélité à la regle et pour les vertus fut supérieure à celle de notre saint fondateur lui-même; comme nous élevions des doutes, il soutenait que cela était rigoureusement vrai. Il nous montrait l'endroit où Gérard se mettait pour adorer le Saint-Sacrement; il nous disait que quoique son visage fût ordinairement pale et maigre, il devenait rouge comme le feu dès qu'il s'agenouillait. Ce bon vieillard nous exhortait à ne pas laisser dans l'oubli un si parfait exemple de vertu héroïque, parce que la canonisation de Gérard devait produire un grand bien dans l'institut du Saint-Rédempteur et parmi les fidèles. »

Raphael Santorelli, de Caposele, avocat, âgé de 56 ans, dépose: « Les pauvres répandirent dans tout le pays qu'un saint frère était dans le maison *Mater Domini*. Mon aïeul voulut le connaître, et reconnut bientôt la sainteté de Gérard, qu'il fréquenta tous les jours depuis lors. Il sut de Gérard que lorsque le recteur lui confia l'office de portier, il l'accepta avec une joie extraordinaire et dit en son coeur: « Ces clés doivent m'ouvrir le paradis. » Il pensait aux secours qu'il pourrait donner aux pauvres par les aumônes et les conseils de vie éternelle. En effet, dans une année de disette, que de pauvres ne nourrit-il pas? Combien de pauvres il instruisit des rudiments de la foi! Que de larmes il essuya en parlant à ces pauvres gens de la grâce que Dieu leur faisait. Il disait à tous et répétait à chacun d'eux que les pauvres sont bienheureux, parce que le royaume des cieux leur appartient. On vit alors, disait mon aïeul, manquer le blé nécessaire pour la maison, et Gérard répondait aux plaintes du recteur qui voyait tout donner aux pauvres: « Que votre Révérence se rassure, Dieu y pourvoira. » En effet, un grenier vide fut trouvé plein de blé. Un autre jour, Gérard donna aux pauvres tout le pain cuit le matin, et l'on n'en avait pas pour le souper de la communauté; Caposele était à plus d'une mille, une route détestable, et il était sept heures, une pluie torrentielle et d'épaisses ténébres empêchaient de sortir. Le recteur fit des reproches à Gérard, qui répondit sans se troubler: « Que Votre Révérence se rassure, Dieu y pourvoira. » — « Vous voulez donc des miracles, répliqua le recteur; voyons un peu si Dieu y pourvoira. » — Alors Gérard dit au réfectorier: « Examinons mieux, frère, il peut se faire qu'il y ait encore du pain au réfectoire. » On descend au réfectoire où l'on venait de faire les plus minutieuses recherches quelques moments auparavant, et voilà qu'à la stupéfaction générale, on trouve une quantité de pain pour tout le monde, et un pain excellent. Le lendemain, le recteur raconta ce prodige à mon aïeul. »

Le fait suivant est attesté par un grand nombre de témoins. Gérard allait quelquefois pour des oeuvres de charité dans le village de Lioni de Santangelo Lombardi. Une jeune fille étant devenue enceinte, l'auteur du méfait suggéra d'accuser le serviteur de Dieu. L'accusation fut présentée sous des couleurs si spécieuses, que saint Alphonse qui ne connaissait pas encore la vertu de Gérard lequel s'était toujours trouvé loin de lui, l'appela à Nocera afin de le punir. En effet, S. Alphonse le priva de la communion, et lui défendit, sous les peines les plus sévères, tout rapport avec d'autres personnes par lettres ou autrement. Gérard obéit ponctuellement avec humilité et douceur, sans se troubler; lorsqu'on voulut lui conseiller de se disculper, il répondit: « Dieu y pensera. » Et s'adressant à Dieu: « Ma cause est la vôtre; si vous voulez m'humilier, je vous embrasse, parce que vous avez aussi passé par cette étreinte. » Après quarante ou cinquante jours d'humiliation, Gérard fut reconnu innocent, parce que la jeune fille

rétracta expressément la calomnie. Saint Alphonse fut émerveillé de la patience avec laquelle Gérard supporta cette épreuve; le P. Margotta lui rendit compte des vertus de Gérard et des dons extraordinaires que Dieu lui faisait; le saint éprouva un vif déplaisir d'avoir traité Gérard si sévèrement, et en vint à dire: « N'eût-il pas d'autre vertu, sa conduite en cette circonstance me suffit. » En effet, le P. Margotta ayant demandé que Gérard fût envoyé à Naples pour sa consolation, S. Alphonse consentit de grand coeur. »

Le P. Cajone supérieur provisoire de la maison *Mater Domini* était un jour vivement préoccupé et attristé de l'état financier de cette communauté: Gérard entra, et devinant sa pensée: « Ne vous affligez pas, Père Supérieur, dit-il; Dieu sait secourir ses enfants et il le fera. » Gérard sortit immédiatement, se rendit à la porte, et porta aussitôt un grand rouleau de pièces d'argent. Le P. Cajone émerveillé demanda où il avait trouvé cette somme: « Dans le trou derrière la porte d'entrée » répondit Gérard, et il sortit en disant: « Dieu enverra ce qu'il faut. »

Nous avons dit que Gérard professa dès son enfance une dévotion spéciale envers S. Michel Archange, qui le fit communier dès l'âge de cinq ou six ans. Il voulut honorer le saint Archange en visitant le sanctuaire du Gargan; ce voyage fut une suite continuelle de prodiges. Gérard l'entreprit à pied et en compagnie de plusieurs étudiants de l'institut, et il ne prit que quelques carlins en partant. Il prit ensuite une charette, parce que la marche fatiguait beaucoup les étudiants. Lorsqu'on arriva à Manfredonia, à 40 milles d'Iliceto, la bourse était entièrement vide. Les jeunes gens commençaient déjà à se repentir de leur légèreté, lorsque Gérard, plus gai que de coutume, les engagea à avoir confiance en Dieu; en attendant, il les conduisit à l'église devant le Saint-Sacrement. La prière se prolongea outre mesure, lorsqu'il aurait fallu chercher un logement pour la nuit. Les jeunes gens se montraient presque impatients de la lenteur de Gérard; tout à coup un prêtre se présenta et leur offrit poliment sa maison, où il leur prodigua tous les soins imaginables. Un autre prêtre donna à Gérard un encensoir d'argent massif pour l'église de son couvent. Les étudiants étaient émerveillés; mais leur surprise augmenta le lendemain, lorsqu'ils montèrent sur le Mont S. Michel; Gérard eut une extase dans la mystérieuse caverne, on le crut indisposé, mais il ne voulut pas sortir d'un lieu où sa dévotion le retenait. Il était près de midi, les jeunes gens avaient faim, et Gérard encore en extase, n'entendait rien. Tout à coup se montra un beau jeune homme resplendissant d'une lumière céleste, lequel s'approcha de Gérard, déposa dans ses mains quelques pièces de monnaie roulées dans un papier et disparut comme un éclair. Gérard et tous ses compagnons s'étaient prosternés la face vers la terre à la vue du messager céleste; dans leur joie et leur profonde stupéfaction, ils ne pensaient plus au dîner, et continuaient de prier dans la sainte caverne. Gérard reprenant son affabilité montra une très grande joie; après avoir plusieurs fois baisé le sol de la grotte, il appela les étudiants et retourna à Manfredonia, où il fit préparer un bon dîner. Après huit jours de voyage, il retourna au couvent et restitua une somme supérieure à celle que le recteur lui avait donnée au départ.

Un jour on vit Gérard marcher précipitamment en passant devant l'autel du Saint-Sacrement. Quelqu'un en ayant demandé le motif, il répondit en souriant: « Celui-ci (il montrait le Saint-Sacrement) m'a frappé plusieurs fois de ses rayons. »

Un témoin dépose: « Tout était héroïsme en Gérard, mais il se surpassait pour la charité. A l'église c'était un séraphin, mais il dépassait tout prodige imaginable lorqu'on le voyait auprès du Saint-Sacrement. On entendit un jour une voix sortant du tabernacle: « Que tu es fou! » Et Gérard répondit: « Tu es plus fou que moi, puisque tu es prisonnier pour quelqu'un qui ne t'adore pas comme tu le mérites. »

Plusieurs religieuses dominicaines de Corato ont déposé ce qui suit: « Soeur Agnès Jacobi nous a raconté que le serviteur de Dieu lui parlant un jour de l'amour divin et du bonheur éternel, s'échauffa au point de perdre la respiration. Il demanda à boire, et Soeur Agnès s'empressa de lui donner un grand verre d'eau; il le but en partie et versa le restant sur son coeur, pour calmer l'incendie qui menaçait de l'étouffer. »

Une religieuse de la Visitation de Foggia a raconté ce qui suit: « Soeur Gertrude nous a raconté plusieurs fois, qu'étant jeune et pensionnaire dans ce monastère, Gérard la fit appeler au parloir lorsqu'elle venait de se confesser, et il lui dit: « Ma fille, pourquoi ne vous confessez-vous pas bien? Pourquoi avez-vous oublié de confesser tel péché (et il indiqua ce péché); retournez à votre confesseur, confessez-vous bien; je vous conseille de faire une confession générale, et de vous mettre en grâce avec Dieu. » La jeune fille tremblait et sentait vivement la douleur de ses fautes. Elle fit une confession générale; mais elle craignit ensuite de ne l'avoir pas bien faite; Gérard qui lisait dans les coeurs, la rassura en lui disant de chasser la tristesse et les scrupules, parce que sa confession ayant été bonne, Dieu l'avait pleinement agréée. Or, comme elle n'avait manifesté à personne la dure perplexité où elle était, Gérard avait lu dans son âme cette seconde fois comme auparavant. » Dans la suite Gertrude se fit religieuse d'après le conseil de Gérard.

Extrait de la déposition de la veuve Cappucci, de Lacedonia: « Gérard passa ici en allant à Melfi et reçut l'hospitalité chez mon beau-père, comme d'habitude. Plusieurs prêtres et gens de bien voulurent lui rendre visite; là, pendant qu'on parlait, le serviteur de Dieu regardait fixement une image de la sainte Vierge qui se trouvait dans la galerie. Tout à coup comme hors de lui-même, il s'écria: « Voyez comme elle est belle, voyez comme elle est belle! » Et il fut ravi en extase devant toutes les personnes présentes, qui le virent s'élever dans les airs à la hauteur de l'image, qu'il couvrit de baisers avec une merveilleuse ferveur etc. Il s'efforçait de retirer les pécheurs de la perdition par des prières et de bons conseils et il y réussit presque toujours, parce que ses insinuations et la haute opinion que l'on avait de lui, obtenaient ce que des ecclésiastiques d'ailleurs zélés n'avaient pu gagner. Son zèle à l'égard des bons chrétiens consistait à les exciter à un plus grand amour de Dieu; c'est ce qu'il fit à l'égard des soeurs de mon beau-père qui se firent religieuses de la Visitation à Foggia, parce que Gérard les exhortait continuellement à se consacrer à Dieu. Mon beau-père disait que Gérard était l'abrégé de toutes les vertus chrétiennes et qu'il les pratiqua toutes à un degré éminent et héroïque; il disait que son coeur était ardent comme celui d'un Séraphin; loin de proférer des paroles inutiles, il parlait uniquement de Dieu et du salut. Quant aux pénitences, mon beau-père disait qu'il avait été martyr par des jeûnes continuels, par les cilices et les disciplines; pendant toute sa vie il ne voulut jamais se procurer un plaisir quelconque, quelque léger et innocent qu'il fût, parce qu'il cherchait uniquement l'amitié de Dieu. Voilà ce que disait mon beau-père; mon mari me disait qu'il avait su les mêmes choses de son aïeul, Don Costantino Cappucci, très grand connaisseur de la sainteté de frère Gérard. »

Gérard se trouvant à Lacedonia vit dans la sacristie un prêtre qui se disposait à célébrer la messe; il l'appela, se jeta à ses pieds, et lui représenta, les larmes aux yeux, le grand mal qu'il faisait en célébrant la messe avec un péché qu'il n'avait jamais voulu confesser; il désigna ce péché et finit par disposer ce prêtre à se confesser. Il fut ensuite le plus exemplaire des ministres de Dieu, et il aimait à reconnaître ouvertement qu'il le devait à Gérard.

La dame Emmanuel Selvaggi, de Melfi, âgée de 60 ans lors de l'enquête, dépose : « J'ai entendu dire que Gérard eut une extase dans ma maison, ma tante présente, en voyant une image de la sainte Vierge. En arrêtant les yeux sur ce tableau, il commença par dire : « Oh ! donna Anna, quelle belle chose vous avez là ! » Son visage s'enflamma aussitôt et l'on vit le serviteur de Dieu s'élever et saisir de ses mains le tableau, qui était à huit palmes du sol. Ma tante s'évanouit en voyant cette merveilleuse extase. Le tableau existe encore. »

Sa charité brilla surtout envers les pauvres, qui sont, disait-il, très chers à Jésus-Christ. Il les réunissait presque chaque jour, il les instruisait de la foi, les appelait ses frères; il leur donnait des avis et les encourageait par des conseils de vie parfaite ; il alumait le feu pour eux pendant l'hiver, et même plusieurs feux, afin de séparer les hommes et les femmes ; il réchauffait dans ses mains celles des enfants qui tremblaient de froid, et nul ne se retirait les mains vides. Des dames et des personnes pieuses allaient souvent jouir de ce spectacle et profiter des instructions. Théodore Cleffi témoin oculaire de tous ces faits me les a confirmés. Il m'a raconté aussi un prodige dont il fut l'objet; voici ce qui eut lieu. Il se rendit au couvent un peu après l'heure de la distribution, parce qu'ayant joui d'une certaine aisance, il avait honte de se mêler aux pauvres pour demander l'aumône. Gérard qui avait tout donné, demanda à Cleffi pourquoi il arrivait si tard ? « Attendez un moment, reprit Gérard; » il rentra un instant, et apporta immédiatement un pain qui fumait comme si on l'eût retiré du four. Cleffi comprit que cela n'était pas naturel ; il entra dans le couvent, et s'assura que le four n'avait pas été allumé depuis plusieurs jours. Gérard renouvela ce miracle pour deux jeunes filles.

Allant un jour du côté de la Pouille pour la quête d'usage, il s'arrêta près des bois de Monte Milone. Un inconnu sortit de la forêt et dit à Gérard : « Que faites-vous là? Seriez-vous par hasard un sorcier qui cherche des trésors ! — « En effet, répondit Gérard, je vais maintenant en trouver un pour votre âme. » Et il mit sous ses yeux tous les délits qu'il avait commis depuis bien des années. L'inconnu proféra d'abord mille injures contre Gérard ; celui-ci, animé du désir de convertir ce malheureux, finit par lui dire : « C'est le dernier appel de la miséricorde divine pour vous; vous êtes perdu pour toujours, voyez l'enfer qui est ouvert sous vos pieds. » Ces mots furent proférés d'une manière si naturelle, si propre et si forte, que l'inconnu crut voir l'enfer entr'ouvert à ses yeux; quelques personnes ont cru qu'il le vit en réalité. Il tomba aux pieds de Gérard en déplorant les égarements de sa vie. Gérard prenant sa main, lui dit : « Le salut de votre âme s'est opéré aujourd'hui » et il prit avec lui le chemin d'Iliceto. L'inconnu se confessa aussitôt ; peu de temps après, il voulut se consacrer au service des malades dans un hôpital de Naples. Pendant qu'il était encore à Iliceto, Gérard le conjura instamment de l'attacher à une colonne et de le flageller longtemps ; le pauvre converti refusa d'abord de faire subir un pareil tourment à son bienfaiteur, mais telles furent les instances de Gérard, qu'il dut enfin consentir, et le serviteur de Dieu disait avec une joie inexprimable : « Frappez, mon frère, car je suis extrêmement heureux d'imiter les souffrances de Jésus-Christ. »

Un témoin dépose : « Mon beau-père mort âgé de 90 ans, il y a environ 30 ans, était barbier de la communauté d'Iliceto à l'époque où Gérard s'y trouvait. Il m'a raconté le miracle que je vais dire, et dont il fut témoin oculaire. Un étranger avait à la jambe une plaie gangrenée qui l'empêchait de travailler et même de mendier ; car il ne pouvait se tenir debout. Ses parents ayant entendu parler de la sainteté et des miracles de frère Gérard, prirent la route d'Iliceto avec le malade porté sur une bête de somme. Arrivés au couvent, ils demandèrent le frère Gérard, lequel, sans se faire connaître, demanda ce qu'ils voulaient. Il voulut voir la plaie, et dit que Dieu pouvait guérir des maux bien autrement terribles, et recommanda au malade une pleine confiance. Puis, il se baissa et suça de sa propre bouche tout le pus de cette horrible plaie, qui devint belle et sans puanteur. Il la pansa, et dit au malade : « Mon frère, Dieu a guéri ta plaie, tâche de ne plus l'offenser et de te mettre dans sa grâce, » et il disparut comme un éclair. Le malade et ses parents demeurèrent stupéfaits ; la douleur avait cessé entièrement ; le malade tomba à genoux pour remercier Dieu, et retourna à pied à son pays en glorifiant Dieu et le frère Gérard. La plaie se ferma entièrement en peu de jours. »

Voyant un homme qui allait communier, Gérard l'arrêta, le prit en particulier et lui dit avec une merveilleuse affection: « Mon frère, vous avez caché un péché grave et vous voulez communier ? Ne savez-vous pas que le sacrilége est un grand péché ? Je veux vous montrer quelle horrible chose est une âme sacrilége ? « Et voila qu'un damné apparut. Le malheureux trembla de tous ses membres, et demanda en pleurant de faire une confession générale, et il changea de vie.

Gérard se trouvant à Naples avec le Père Margotta, voit un bâtiment de commerce qui va faire naufrage malgré tous les efforts qu'on fait pour le sauver. Il s'élance dans la mer, va droit au bâtiment et le tire vers le bord. Le peuple crie au miracle, et Gérard couvert de confusion prend la fuite, mais on court après lui aussi longtemps qu'on l'aperçoit. Lorsque plus tard les Pères et d'autres personnes lui demandaient comment il avait pu faire, il répondait avec simplicité : « Je saisis le bâtiment avec le doigt et je le tirai à terre. » C'est ainsi que le P. Margotta et le frère Sperduto ont raconté le prodige.

Le P. Martuscelli, ex-recteur de la maison de Caposele, dépose : « Le P. Lacerra, contemporain de Gérard, n'hésitait pas à dire, tant à moi-même qu'à mes compagnons les étudiants de Caposele, que Gérard avait l'habitude de conduire des gens chargés de péchés dans une chambre près de l'ancienne chapelle de la maison, où il leur montrait l'enfer à nu, et puis il les amenait effrayés et repentants aux pieds des confesseurs. »

Gérard s'intéressait vivement au salut des âmes. Teresa Marante se confessait à un prêtre qui la conduisait à la perdition ; les exhortations incessantes de Gérard la détachèrent de ce confesseur ; Gérard l'adressa au chanoine Rossi. Je sais à n'en pas douter, dit un témoin, que Gérard conférait avec Monseigneur l'évêque (de Lacedonia) sur des affaires de conscience. Je le vis un jour conduire un pauvre au palais épiscopal, et il quitta ses souliers pour les lui donner. » Le témoin avait 98 ans lors de l'enquête.

Nous avons dit que Gérard, simple convers, était souvent consulté par des religieuses pour des choses de conscience. Celles de Melfi, de Foggia, de Ripacandida, de Corato, de Calitri et d'autres le regardaient comme leur directeur spirituel. L'évêque de Melfi ayant défendu à ses religieuses d'écrire à personne, Gérard se regardant comme compris dans cette disposition, se soumit humblement ; mais le prélat, qui était une sainte âme, fit savoir aux religieuses qu'il exceptait Gérard et qu'elles pouvaient s'adresser à lui pour leur conscience. Une carmélite de Ripacandida dépose : « Je sais indubitablement qu'il écrivait aux religieuses de ce monastère, et notamment à Sœur Marie-Michel de l'Incarnation ; j'ai vu deux de ses lettres, qui renfermaient des conseils relatifs à la vie spirituelle. »

Le penitencier de la cathédrale de Muro dépose : « Je connais par relation de Donato Spicci le fait suivant, dont il fut témoin oculaire à Caposele. On faisait bâtir, et Gérard.

qui surveillait les travaux, mit un grand nombre d'ouvriers que le recteur craignit de ne pouvoir payer à la fin de la semaine ; à toutes les observations qu'on lui adressa, Gérard répondit: « Dieu y pensera. » Le samedi étant venu, Gérard redoubla ses prières et passa la nuit devant le Saint-Sacrement, la face contre terre, en implorant le secours divin. Puis, il se leva et alla frapper à la porte du tabernacle. Au même instant, un coup de cloche se fit entendre à la porte, Gérard accourut, ouvrit la porte à moitié et trouva deux sacs d'argent, l'un de pièces de 24 grains et l'autre de 26. Le prodige fut divulgué dans le couvent, et Spicci, qui était parent de Gérard, prit deux de ces écus dans sa cellule. »

Le serviteur de Dieu pratiqua pendant toute sa vie une obéissance aveugle à l'égard de ses supérieurs, et il devinait leurs pensées secrètes. Il arriva bien des fois que lorsque le recteur pensait de prescrire quelque chose à Gérard, celui-ci en venait aussitôt à l'exécution; si le recteur en demandait la raison, il répondait modestement: « Votre Révérence en a eu le désir. » Le recteur lui dit: « Lorsqu'on sonne à la porte, laissez tout comme vous vous trouvez, et allez ouvrir, parce qu'il ne faut pas laisser souffrir du froid devant la porte les personnes qui viennent; ce sont quelquefois des gens distingués. » Peu de jours après, Gérard était à la cave, occupé à tirer du vin d'un tonneau ; on sonna. Comme le recteur lui avait dit: « Laissez les choses comme elles sont », Gérard laissa le tonneau ouvert, et partit, la clé de ce tonneau d'une main et la bouteille de l'autre. Il rencontra le recteur qui lui dit : « De quelle manière allez-vous à la porte ? » et Gérard répondit : « Votre Révérence m'a dit de tout laisser comme je me trouverais et de courir à la porte. » Le recteur perdit patience et répliqua: « Allez vous mettre dans le four. » Et Gérard alla se placer dans le four, avec la bouteille et la clé du tonneau. Quelques heures après, le frère boulanger devant faire le pain alla pour chauffer le four. Quel fut son étonnement de voir les pieds d'un homme à l'embouchure. « Qui est là? » cria-t-il avec quelque frayeur. — « C'est moi, » répondit Gérard. — « Comment vous trouvez-vous là ? » — « Le recteur me l'a ordonné, reprit Gérard. Le boulanger courut chez le recteur et lui dit que frère Gérard était dans le four, et prétendait s'y trouver par son ordre. Le recteur effrayé de cette nouvelle, ordonna au boulanger de courir à la cave, parce qu'il soupçonna que Gérard avait laissé le tonneau ouvert. Il l'était en effet, mais une goutte de vin n'était pas tombée sur le sol. Le recteur voulut voir de ses yeux le prodige et dit : « Comment ferai-je pour parler exactement à cet homme de Dieu ? »

L'avocat Laurenziello a raconté le fait suivant, qui a été attesté d'ailleurs par une foule d'autres personnes.

Le recteur d'Iliceto étant allé à Melfi voir l'évêque, lui dit, entre autres, que Dieu lui avait fait une grâce spéciale, celle d'avoir un saint religieux, nommé Gérard Majella ; et il fit un si grand éloge de ses vertus héroïques et de ses dons surnaturels, que le prélat exprima le désir de connaître Gérard en personne et proposa de l'envoyer chercher. « Ce n'est pas nécessaire d'envoyer un courrier, dit le recteur, parce qu'un ordre tacite et mental suffit. » En effet, Gérard se présenta au supérieur provisoire d'Iliceto et lui dit que le recteur l'appelait à Melfi. « Vous rêvez, dit le supérieur. Gérard affirma néanmoins que l'ordre avait été donné trois fois. Le recteur avait effectivement réitéré le commandement trois fois en présence de l'évêque de Melfi. Le supérieur d'Iliceto sachant que Gérard avait le don de pénétration des cœurs, le laissa partir sans obstacle, et il arriva à Melfi plus tôt qu'on ne pensait. Le recteur était chez l'évêque; il reçut Gérard froidement, en disant: « Pourquoi êtes-vous venu ici?» Et Gérard répondit modestement: « Votre Révérence m'a appelé trois fois, et j'ai obéi. » L'évêque voulut voir Gérard en particulier et dit ensuite que le recteur ne lui avait pas même raconté la moitié des qualités surnaturelles de ce saint homme. Il voulut le garder quelque temps pour le consulter sur les affaires du diocèse; le recteur donna permission pour vingt jours, et Dieu le permit pour le profit spirituel des religieuses d'Atella et de Ripacandida. Le terme fixé par le recteur étant expiré, Gérard voulut partir, malgré les instances du prélat et le mauvais temps. Il s'égara en route à cause des brouillards; après avoir erré d'un côté et d'autre pendant toute la journée, il se trouva vers le soir sur le bord de l'Ofanto, dont les eaux débordaient de toute part. La pluie augmentait d'un moment à l'autre, et aucun lieu de refuge n'apparaissait. Pendant que Gérard adressait ses prières à Dieu, voilà qu'un terrible démon se montra et voulut le précipiter dans le fleuve. Gérard sans se déconcerter conjura le démon en disant: « Je » te commande au nom de la Très-sainte Trinité de prendre » la bride de mon cheval, de me conduire au meilleur passage » du fleuve, sans aucun danger et de me ramener sain et sauf » dans la ville de Lacedonia. » Ce commandement héroïque par la foi de celui qui le proférait au nom de l'auguste Trinité, déconcerta le dragon infernal, qui, devenant aussitôt humble et respectueux, remplit ponctuellement l'ordre et conduisit le serviteur de Dieu sain et sauf à la maison des Messieurs Cappucci à Lacedonia, lesquels ne purent comprendre qu'il eût voyagé par une pluie torrentielle et traversé l'Ofanto, qu'on ne pouvait passer que par miracle ce jour-là. Cet événement très connu à Lacedonia, me fut confirmé à Melfi par une foule de personnes âgées qui avaient connu le serviteur de Dieu, et par Monseigneur l'évêque, il y a environ 30 ans, lorsque j'y allai pour affaires, ainsi que par le P. Juvénal, qui fut directeur spirituel de frère Gérard et que je connus à Lacedonia dans ma jeunesse; la famille Cappucci me confirma aussi ce prodige. »

L'enquête renferme environ vingt dépositions sur un fait aussi extraordinaire. Voici celle d'une personne appartenant à la famille Cappucci.

« Gérard venant de Melfi arriva à Lacedonia vers dix heures du soir et vint frapper à la porte de notre maison, où tout le monde était déjà couché. Le vieux Costantino Cappucci lui dit: « Comment peux-tu voyager par un temps aussi affreux, les diables eux-mêmes ne le font pas? » — « Et pourtant, répondit Gérard, c'est un diable qui sans le vouloir, m'a conduit sain et sauf chez toi. » On courut ouvrir la porte, le cheval fut mis à l'écurie, et l'on alluma un grand feu. La journée avait été la plus pluvieuse qu'on eût vu depuis longtemps; la neige et les brouillards avaient empêché tout le monde de voyager; l'Ofanto était sorti de son lit et formait un infranchissable torrent. Le vieux Costantino ne pouvait s'expliquer que Gérard eût pu se sauver dans l'obscurité de la nuit contre une si grande tempête, et il le pressait de lui raconter son voyage. Le serviteur de Dieu hésitait; Costantino ayant dit qu'il voulait le savoir par obéissance, Gérard raconta qu'il était parti malgré l'évêque de Melfi et le mauvais temps, parce que son supérieur lui avait ordonné de ne pas différer davantage; qu'il s'était perdu en route à cause de la neige et des brouillards; qu'à la nuit il s'était trouvé dans des broussailles au bord de l'Ofanto; que là un démon lui était apparu avec menace de le tuer; mais que recourant au nom auguste de la Très-Sainte Trinité, il lui avait commandé de prendre la bride de son cheval et de le conduire à Lacedonia par la voie la plus sûre, et voilà comment il se trouvait sain et sauf dans la maison Cappucci; qu'il priait donc Costantino de se joindre pour remercier la Très-Sainte Trinité, qui avait daigné, disait-il, user de miséricorde envers un grand pécheur et un indigne serviteur. »

(La suite prochainement)

VENERABILIBVS FRATRIBVS PATRIARCHIS, PRIMATIBVS, ARCHIEPISCOPIS, ET EPISCOPIS VNIVERSIS GRATIAM ET COMMVNIONEM APOSTOLICAE SEDIS HABENTIBVS.

PIVS PP. IX.

VENERABILES FRATRES

SALVTEM ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM

Quanta cura ac pastorali vigilantia Romani Pontifices Praedecessores Nostri exsequentes demandatum sibi ab ipso Christo Domino in persona Beatissimi Petri Apostolorum Principis officium, munusque pascendi agnos et oves nunquam intermiserint universum Dominicum gregem sedulo enutrire verbis fidei, ac salutari doctrina imbuere, eumque ab venenatis pascuis arcere, omnibus quidem ac Vobis praesertim compertum, exploratumque est, Venerabiles Fratres. Et sane iidem Decessores Nostri augustae catholicae religionis, veritatis ac justitiae assertores et vindices, de animarum salute maxime solliciti nihil potius unquam habuere, quam sapientissimis suis Litteris, et Constitutionibus retegere et damnare omnes haereses et errores, qui Divinae Fidei nostrae, catholicae Ecclesiae doctrinae, morum honestati, ac sempiternae hominum saluti adversi, graves frequenter excitarunt tempestates, et christianam civilemque rempublicam miserandum in modum funestarunt. Quocirca iidem Decessores Nostri Apostolica fortitudine continenter obstiterunt nefariis iniquorum hominum molitionibus, qui despumantes tamquam fluctus feri maris confusiones suas, ac libertatem promittentes, cum servi sint corruptionis, fallacibus suis opinionibus, et perniciosissimis scriptis catholicae religionis civilisque societatis fundamenta convellere, omnemque virtutem ac justitiam de medio tollere, omniumque animos mentesque depravare, et incautos imperitamque praesertim juventutem a recta morum disciplina avertere, eamque miserabiliter corrumpere, in erroris laqueos inducere, ac tandem ab Ecclesiae catholicae sinu avellere conati sunt.

Jam vero, uti Vobis, Venerabiles Fratres, apprime notum est, Nos vix dum arcano divinae providentiae consilio nullis certe Nostris meritis ad hanc Petri Cathedram evecti fuimus, cum videremus summo animi Nostri dolore horribilem sane procellam tot pravis opinionibus excitatam, et gravissima, ac nunquam satis lugenda damna, quae in christianum populum ex tot erroribus redundant, pro Apostolici Nostri Ministerii officio illustria Praedecessorum Nostrorum vestigia sectantes Nostram extulimus vocem, ac pluribus in vulgus editis encyclicis Epistolis et Allocutionibus in Consistorio habitis, aliisque Apostolicis Litteris praecipuos tristissimae nostrae aetatis errores damnavimus, eximiamque vestram episcopalem vigilantiam excitavimus, et universos catholicae Ecclesiae Nobis carissimos filios etiam atque etiam monuimus et exhortati sumus, ut tam dirae contagia pestis omnino horrerent et devitarent. Ac praesertim Nostra prima Encyclica Epistola die 9 novembris anno 1846 Vobis scripta, binisque Allocutionibus, quarum altera die 9 decembris anno 1854, altera vero 9 junii anno 1862 in Consistorio a Nobis habita fuit, monstrosa opinionum portenta damnavimus, quae hac potissimum aetate cum maximo animarum damno, et civilis ipsius societatis detrimento dominantur, quaeque non solum catholicae Ecclesiae, ejusque salutari doctrinae ac venerandis juribus, verum etiam sempiternae naturali legi a Deo in omnium cordibus insculptae, rectaeque rationi maxime adversantur, et ex quibus alii prope omnes originem habent errores.

Etsi autem haud omiserimus potissimos hujusmodi errores saepe proscribere et reprobare, tamen catholicae Ecclesiae causa, animarumque salus Nobis divinitus commissa, atque ipsius humanae societatis bonum omnino postulant, ut iterum pastoralem vestram sollicitudinem excitemus ad alias pravas profligandas opiniones, quae ex eisdem erroribus veluti ex fontibus erumpunt. Quae falsae ac perversae opiniones eo magis detestandae sunt, quod eo potissimum spectant, ut impediatur et amoveatur salutaris illa vis, quam catholica Ecclesia ex divini sui Auctoris institutione, et mandato libere exercere debet usque ad consummationem saeculi non minus erga singulos homines, quam erga nationes, populos, summosque eorum Principes, utque de medio tollatur mutua illa inter Sacerdotium et Imperium consiliorum societas et concordia, quae rei cum sacrae tum civili fausta semper extitit ac salutaris (1). Etenim probe noscitis, Venerabiles Fratres, hoc tempore non paucos reperiri, qui civili consortio impium absurdumque *naturalismi*, uti vocant, principium applicantes audent docere, « optimam societatis publicae rationem, civilemque progressum omnino requirere, ut humana societas constituatur et gubernetur, nullo habito ad religionem respectu, ac si ea non existeret, vel saltem nullo facto veram inter falsasque religiones discrimine. » Atque contra sacrarum Litterarum, Ecclesiae, sanctorumque Patrum doctrinam, asserere non dubitant, « optimam esse conditionem societatis, in qua Imperio non agnoscitur officium coercendi sancitis poenis violatores catholicae religionis, nisi quatenus pax publica postulet. » Ex qua omnino falsa socialis regiminis idea haud timent erroneam illam fovere opinionem catholicae Ecclesiae, animarumque saluti maxime exitialem, a rec. mem. Gregorio XVI Praedecessore Nostro *deliramentum* appellatam (2), nimirum « libertatem conscientiae, et cultuum esse proprium cujuscumque hominis jus, quod lege proclamari, et asseri debet in omni recte constituta societate, et jus civibus inesse ad omnimodam libertatem nulla vel ecclesiastica, vel civili auctoritate coarctandam, quo suos conceptus quoscumque sive voce, sive typis, sive alia ratione palam publiceque manifestare, ac declarare valeant ». Dum vero id temere affirmant, haud cogitant et considerant, quod *libertatem perditionis* (3) praedicant, et quod « si humanis « persuasionibus semper disceptare sit liberum, nunquam deesse « poterunt, qui veritati audeant resultare, et de humanae sa- « pientiae loquacitate confidere, cum hanc nocentissimam va- « nitatem quantum debeat fides et sapientia christiana vitare, ex « ipsa Domini Nostri Jesu Christi institutione cognoscat » (4).

Et quoniam ubi a civili societate fuit amota religio, ac repudiata divinae revelationis doctrina et auctoritas, vel ipsa germana justitiae humanique juris notio tenebris obscuratur et amittitur, atque in verae justitiae legitimique juris locum materialis substituitur vis, inde liquet cur nonnulli certissimis sanae rationis principiis penitus neglectis posthabitisque conclamare, « voluntatem populi, publica, quam dicunt, opinione vel alia ratione manifestatam constituere supremam legem ab omni divino humanoque jure solutam, et in ordine politico facta consummata, eo ipso quod consummata sunt, vim juris habere. » Verum ecquis non videt, planeque sentit, hominum societatem religionis ac verae justitiae vinculis solutam nullum aliud profecto propositum habere posse, nisi scopum comparandi, cumulandique opes, nullamque aliam in suis actionibus legem sequi, nisi indomitam animi cupiditatem inserviendi propriis voluptatibus et commodis? Eapropter hujusmodi homines acerbo sane odio insectantur Religiosas Familias quamvis da re christiana, civili, ac litteraria summopere meritas, et blaterant, easdem nullam habere legitimam existendi rationem, atque ita haereticorum commentis plaudunt. Nam, ut sapientissime rec. mem. Pius VI Decessor Noster docebat « re- « gularium abolitio laedit statum publicae professionis consi- « liorum evangelicorum, laedit vivendi rationem in Ecclesia « commendatam tamquam Apostolicae doctrinae consentaneam,

(1) Gregor. XVI. Epist. encycl. *Mirari* 15 aug. 1832.
(2) Eadem Encycl. *Mirari*.
(3) S. Aug. Epist, 105. al 165.
(4) S. Leo Epist. 164, al 133 § 2 edit. Ball.

« laedit ipsos insignes fundatores, quos super altaribus ve-
« neramur, qui nonnisi a Deo inspirati eas constituerunt so-
« cietates » (1). Atque etiam impie pronunciant, auferendam esse civibus et Ecclesiae facultatem « qua eleemosynas chrystianae caritatis causa palam erogare valeant », ac de medio tollendam legem « qua certis aliquibus diebus opera servilia propter Dei cultum prohibentur » fallacissime praetexentes, commemoratam facultatem et legem optimae publicae oeconomiae principiis obsistere. Neque contenti amovere religionem a publica societate, volunt religionem ipsam a privatis, etiam arcere, familiis. Etenim funestissimum *Communismi* et *Socialismi* docentes ac profitentes errorem asserunt « societatem domesticam seu familiam totam suae existentiae rationem a jure dumtaxat civili mutuari; proindeque ex lege tantum civili dimanare ac pendere jura omnia parentum in filios, cum primis vero jus institutionis, educationisque curandae ». Quibus impiis opinionibus, machinationibusque in id praecipue intendunt fallacissimi isti homines, ut salutifera catholicae Ecclesiae doctrina ac vis a juventutis institutione et educatione prorsus eliminentur, ac teneri flexibilesque juvenum animi perniciosis quibusque erroribus, vitiisque misere inficiantur ac depraventur. Siquidem omnes, qui rem tum sacram, tum publicam perturbare, ac rectum societatis ordinem evertere, et jura omnia divina et humana delere sunt conati, omnia nefaria sua consilia, studia et operam in improvidam praesertim juventutem decipiendam ac depravandam, ut supra innuimus, semper contulerunt, omnemque spem in ipsius juventutis corruptela collocarunt. Quocirca nunquam cessant utrumque clerum, ex quo, veluti certissima historiae monumenta splendide testantur, tot magna in christianam, civilem, et litterariam rempublicam commoda redundarunt, quibuscumque infandis modis divexare, et edicere, ipsam Clerum « utpote vero utilique scientiae et civilitatis progressui inimicum ab omni juventutis instituendae educandaeque cura et officio esse amovendum ».

At vero alii instaurantes prava ac toties damnata novatorum commenta, insigni impudentia, audent, Ecclesiae et hujus Apostolicae Sedis supremam auctoritatem a Christo Domino ei tributam civilis auctoritatis arbitrio subjicere, et omnia ejusdem Ecclesiae et Sedis jura denegare circa ea quae ad exteriorem ordinem pertinent. Namque ipsos minime pudet affirmare « Ecclesiae leges non obligare in conscientia, nisi cum promulgantur a civili potestate; acta et decreta Romanorum Pontificum ad religionem et Ecclesiam spectantia indigere sanctione et approbatione, vel minimum assensu potestatis civilis; constitutiones Apostolicas (2), quibus damnantur clandestinae societates, sive in eis exigatur, sive non exigatur juramentum de secreto servando, earumque asseclae et fautores anathemate mulctantur, nullam habere vim in illis orbis regionibus ubi ejusmodi aggregationes tolerantur a civili gubernio; excommunicationem a Concilio Tridentino et Romanis Pontificibus latam in eos, qui jura possessionesque Ecclesiae invadunt, et usurpant, niti confusione ordinis spiritualis, ordinisque civilis ac politici ad mundanum dumtaxat bonum prosequendum; Ecclesiam nihil debere decernere, quod obstringere possit fidelium conscientias in ordine ad usum rerum temporalium; Ecclesiae jus non competere violatores legum suarum poenis temporalibus coercendi; conforme esse sacrae theologiae, jurisque publici principiis, bonorum proprietatem, quae ab Ecclesiis, a Familiis religiosis, aliisque locis piis possidentur, civili gubernio asserere, et vindicare ». Neque erubescunt palam publiceque profiteri haereticorum effatum et principium, ex quo tot perversae oriuntur sententiae, atque errores. Dictitant enim « Ecclesiasticam potestatem non esse jure divino distinctam et independentem a potestate civili, neque ejusmodi distinctionem, et independentiam servari posse, quin ab Ecclesia invadantur et usurpentur essentialia jura potestatis civilis ». Atque silentio praeterire non possumus eorum audaciam, qui sanam non sustinentes doctrinam contendunt « illis Apostolicae Sedis judiciis, et decretis, quorum objectum ad bonum generale Ecclesiae, ejusdemque jura, ad disciplinam spectare declaratur, dummodo fidei morumque dogmata non attingat, posse assensum et obedientiam detrectari absque peccato, et absque ulla catholicae professionis jactura. » Quod quidem quantopere adversetur catholico dogmati plenae potestatis Romano Pontifici ab ipso Christo Domino divinitus collatae universalem pascendi, regendi, et gubernandi Ecclesiam, nemo est qui non clare aperteque videat et intelligat.

In tanta igitur depravatarum opinionum perversitate, Nos Apostolici Nostri officii probe memores, ac de sanctissima nostra religione, de sana doctrina et animarum salute Nobis divinitus commissa, ac de ipsius humanae societatis bono maxime solliciti, Apostolicam Nostram vocem iterum extollere existimavimus. Itaque omnes et singulas pravas opiniones ac doctrinas singillatim hisce Litteris commemoratas auctoritate Nostra Apostolica reprobamus, proscribimus atque damnamus, easque ab omnibus catholicae Ecclesiae filiis, veluti reprobatas, proscriptas atque damnatas omnino haberi volumus et mandamus.

Ac praeter ea, optime scitis, Venerabiles Fratres, hisce temporibus omnis veritatis justitiaeque osores, et acerrimos nostrae religionis hostes per pestiferos libros, libellos, et ephemerides toto terrarum orbe dispersas populis illudentes, ac malitiose mentientes alias impias quasque disseminare doctrinas. Neque ignoratis, hac etiam nostra aetate, nonnullos reperiri, qui satanae spiritu permoti et incitati eo impietatis devenerunt, ut Dominatorem Dominum nostrum Jesum Christum negare, ejusque Divinitatem scelerata procacitate oppugnare non paveant. Hic vero haud possumus, quin maximis meritisque laudibus Vos efferamus, Venerabiles fratres, qui episcopalem vestram vocem contra tantam impietatem omni zelo attollere minime omisistis.

Itaque hisce Nostris Litteris Vos iterum amantissime alloquimur, qui in sollicitudinis Nostrae partem vocati summo Nobis inter maximas Nostras acerbitates solatio, laetitiae, et consolationi estis propter egregiam, qua praestatis religionem, pietatem, ac propter mirum illum amorem, fidem, et observantiam, qua Nobis et huic Apostolicae Sedi concordissimis animis obstricti gravissimum episcopale vestrum ministerium strenuo ac sedulo implere contenditis. Etenim ab eximio vestro pastorali zelo expectamus, ut assumentes gladium spiritus, quod est verbum Dei, et confortati in gratia Domini Nostri Jesu Christi velitis ingeminatis studiis quotidie magis prospicere, ut fideles curae vestra concrediti « abstineant ab herbis « noxiis, quas Jesus Christus non colit, quia non sunt plan- » tatio Patris » (1). Atque eisdem fidelibus inculcare nunquam desinite, omnem veram felicitatem in homines ex augusta nostra religione, ejusque doctrina et exercitio redundare, ac beatum esse populum, cujus Dominus Deus ejus (2) « Docete » catholicae Fidei fundamento regna subsistere (3), et nihil » tam mortiferum, tam praeceps ad casum, tam expositum ad » omnia pericula, si hoc solum nobis putantes posse sufficere » quod liberum arbitrium, cum nasceremur, accepimus, ultra » jam a Domino nihil quaeramus, idest, auctoris nostri obliti, » ejus potentiam, ut nos ostendamus liberos, abjuremus (4). » Atque etiam ne omittatis docere regiam potestatem non ad » solum mundi regimen, sed maxime ad Ecclesiae praesidium » esse collatam (5), et nihil esse quod civitatum Principibus,

(1) Epist. ad Card. De la Rochefoucault. 10 mart. 1791.
(2) Clement XII « *in eminenti* » Benedict. XIV « *Providas Romanorum* » Pii VII « *Ecclesiam* » Leonis XII, « *Quo Graviora.* »

(1) S. Ignatius m. ad Philadelph. 3.
(2) Psal. 143.
(3) S. Caelest. epist. 22 ad Synod. Ephes. apud Coust. p. 1200.
(4) S. Innocent. I. epist. 29 ad Episc. conc. Carthag. apud Coust. pag. 891.
(5) S. Leo Epist. 156, al. 125.

» et Regibus majori fructui, gloriaeque esse possit, quam si » ut sapientissimus fortissimusque alter Praedecessor Noster » S. Felix Zenoni Imperatori perscribebat, Ecclesiam catho» licam. . . . . sinant uti legibus suis nec libertati ejus » quemquam permittant obsistere. . . . . Certum est enim, » hoc rebus suis esse salutare, ut, cum de causis Dei agatur, » juxta ipsius constitutum regiam voluntatem Sacerdotibus » Christi studeant subdere, non praeferre » (1).

Sed si semper, Venerabiles Fratres, nunc potissimum in tantis Ecclesiae, civilisque societatis calamitatibus, in tanta adversariorum contra rem catholicam, et hanc Apostolicam Sedem conspiratione tantaque errorum congerie, necesse omnino est, ut adeamus cum fiducia ad thronum gratiae, ut misericordiam consequamur, et gratiam inveniamus in auxilio opportuno. Quocirca omnium fidelium pietatem excitare existimavimus, ut una Nobisque Vobisque clementissimum luminum et misericordiarum Patrem ferventissimis humillimisque precibus sine intermissione orent, et obsecrent, et in plenitudine fidei semper confugiant ad Dominum Nostrum Jesum Christum, qui redemit nos Deo in sanguine suo, Ejusque dulcissimum Cor flagrantissimae erga nos caritatis victimam enixe jugiterque exorent, ut amoris sui vinculis omnia ad seipsum trahat, utque omnes homines sanctissimo suo amore inflammati secundum Cor Ejus ambulent digne Deo per omnia placentes, in omni bono opere fructificantes. Cum autem sine dubio gratiores sint Deo hominum preces, si animis ab omni labe puris ad ipsum accedant, idcirco caelestes Ecclesiae thesauros dispensationi Nostrae commissos Christifidelibus Apostolica liberalitate reserare censuimus, ut iidem fideles ad veram pietatem vehementius incensi, ac per Poenitentiae Sacramentum a peccatorum maculis expiati fidentius suas preces ad Deum effundant, ejusque misericordiam et gratiam consequantur.

Hisce igitur Litteris auctoritate Nostra Apostolica omnibus et singulis utriusque sexus catholici orbis fidelibus Plenariam Indulgentiam ad instar jubilaei concedimus intra unius tantum mensis spatium usque ad totum futurum annum 1865 et non ultra, a Vobis, Venerabiles Fratres, aliisque legitimis locorum Ordinariis statuendum, eodem prorsus modo et forma, qua ab initio supremi Nostri Pontificatus concessimus per Apostolicas Nostras Litteras in forma Brevis die 20 mensis Novembris anno 1846 datas, et ad universum episcopalem vestrum Ordinem missas, quarum initium « Arcano Divinae Providentiae consilio », et cum omnibus eisdem facultatibus, quae per ipsas Litteras a Nobis datae fuerunt. Volumus tamen, ut ea omnia serventur, quae in commemoratis Litteris praescripta sunt, et ea excipiantur, quae excepta esse declaravimus. Atque id concedimus, non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, etiam speciali et individua mentione, ac derogatione dignis. Ut autem omnis dubitatio et difficultas amoveatur, earumdem Litterarum exemplar ad Vos perferri jussimus.

« Rogemus Venerabiles Fratres, de intimo corde et de » tota mente misericordiam Dei, quia et ipse addidit dicens: » misericordiam autem meam non dispergam ab eis. Petamus » et accipiemus, et si accipiendi mora et tarditas fuerit, quo» niam graviter offendimus, pulsemus, quia et pulsanti ape» rietur, si modo pulsent ostium preces, gemitus, et lacrimae » nostrae, quibus insistere et immorari oportet, et si sit una» nimis oratio...unusquisque oret Deum non pro se tantum, sed » pro omnibus fratribus, sicut Dominus orare nos docuit » (2). Quo vero facilius Deus Nostris Vestrisque, et omnium fidelium precibus, votisque annuat, cum omni fiducia deprecatricem apud Eum adhibeamus Immaculatam sanctissimamque Deiparam Virginem Mariam, quae cunctas haereses interemit in universo mundo, quaeque omnium nostrum amantissima Mater « tota » suavis est.....ac plena misericordiae.....omnibus sese exo» rabilem omnibus clementissimam praebet, omnium necessi» tates amplissimo quodam miseratur affectu » (1) atque utpote Regina adstans a dextris Unigeniti Filii Sui Domini Nostri Jesu Christi in vestitu deaurato, circumamicta veritate, nihil est, quod ab Eo impetrare non valeat. Suffragia quoque petamus Beatissimi Petri Apostolorum Principis, et Coapostoli ejus Pauli, omniumque Sanctorum Caelitum, qui facti jam amici Dei pervenerunt ad caelestia regna, et coronati possident palmam, ac de sua immortalitate securi, de nostra sunt salute solliciti.

Denique coelestium omnium donorum copiam Vobis a Deo ex animo adprecantes singularis Nostrae in Vos caritatis pignus Apostolicam Benedictionem ex intimo corde profectam Vobis ipsis, Venerabiles Fratres, cunctisque Clericis Laicisque fidelibus curae vestrae commissis peramanter impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum die VIII Decembris anno 1864, decimo a Dogmatica Definitione Immaculatae Conceptionis Deiparae Virginis Mariae.

Pontificatus Nostri Anno Decimonono.

PIUS PP. IX.

(1) Pius VII Epist. Encycl. « *Diu satis* » 15 maii 1800.
(2) S. Cyprian. Epist. 11.

(1) S. Bernard. Serm. de duodecim praerogativis B. M. V. ex verbis Apocalyp.

SILLABUS

COMPLECTENS PRÆCIPUOS NOSTRÆ ÆTATIS ERRORES QUI NOTANTUR IN ALLOCUTIONIBUS CONCISTORIALIBUS IN ENCYCLICIS ALIISQUE APOSTOLICIS LITTERIS SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI PII PAPÆ IX.

§ I.

Pantheismus, Naturalismus et Rationalismus absolutus.

I. Nullum supremum, sapientissimum, providentissimumque Numen divinum exsistit ab hac rerum universitate distinctum, et Deus idem est ac rerum natura et iccirco immutationibus obnoxius, Deusque reapse fit in homine et mundo, atque omnia Deus sunt et ipsissimam Dei habent substantiam; ac una eademque res est Deus cum mundo, et proinde spiritus cum materia, necessitas cum libertate, verum cum falso, bonum cum malo, et justum cum injusto.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

II. Neganda est omnis Dei actio in homines et mundum.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

III. Humana ratio, nullo prorsus Dei respectu habito, unicus est veri et falsi, boni et mali arbiter, sibi ipsi est lex et naturalibus suis viribus ad hominum ac populorum bonum curandum sufficit.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

IV. Omnes religionis veritates ex nativa humanæ rationis vi derivant; hinc ratio est princeps norma qua homo cognitionem omnium cujuscumque generis veritatum assequi possit ac debeat.

Epist encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.
Epist. Encycl. *Singulari quidem* 17 martii 1856.
Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

V. Divina revelatio est imperfecta et iccirco subjecta continuo et indefinito progressui qui humanæ rationis progressioni respondeat.

Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.
Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

VI. Christi fides humanæ refragatur rationi; divinaque revelatio non solum nihil prodest, verum etiam nocet hominis perfectioni.

Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.
Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

VII. Prophetiæ et miracula in sacris Litteris exposita et narrata sunt poetarum commenta, et christianæ fidei mysteria philosophicarum investigationum summa; et utriusque Testamenti libris mythica continentur inventa; ipseque Jesus Christus est mythica fictio.

Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.
Alloc. *Maximo quidem* 9 junii 1862.

§ II.
Rationalismus moderatus.

VIII. Quum ratio humana ipsi religioni æquiparetur iccirco theologicæ disciplinæ perinde ac philosophicæ tractandæ sunt.

Alloc. *Singulari quadam perfusi* 9 decembris 1854.

IX. Omnia indiscriminatim dogmata religionis christianæ sunt objectum naturalis scientiæ seu philosophiæ; et humana ratio historice tantum exculta potest ex suis naturalibus viribus et principiis ad veram de omnibus etiam reconditioribus dogmatibus scientiam pervenire, modo hæc dogmata ipsi rationi tamquam objectum proposita fuerint.

Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas* 11 decembris 1862.
Epist. ad eumdem *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

X. Quum aliud sit philosophus, aliud philosophia, ille jus et officium habet se submittendi auctoritati, quam veram ipse probaverit; at philosophia neque potest, neque debet ulli sese submittere auctoritati.

Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas* 11 decembris 1862.
Epist. ad eumdem *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

XI. Ecclesia non solum non debet in philosophiam unquam animadvertere, verum etiam debet ipsius philosophiæ tolerare errores, eique relinquere ut ipsa se corrigat.

Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas* 11 decembris 1862.

XII. Apostolicæ Sedis, romanarum Congregationum decreta liberum scientiæ progressum impediunt.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

XIII. Methodus et principia, quibus antiqui Doctores scholastici Theologiam excoluerunt, temporum nostrorum necessitatibus scientiarumque progressui minime congruunt.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

XIV. Philosophia tractanda est, nulla supernaturalis revelationis habita ratione.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

N. B. Cum rationalismi systemate cohærent maximam partem errores Antonii Günther, qui damnatur in Epist. ad Card. Archiep. Coloniensem *Eximiam tuam* 15 junii 1857, et in Epist ad Episc. Wratislaviensem *Dolore haud mediori* 30 aprilis 1860.

§ III.
Indifferentismus, Latitudanirismus.

XV. Liberum cuique homini est eam amplecti ac profiteri religionem, quam rationis lumine quis ductus veram putaverit.

Litt. Apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.
Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

XVI. Homines in cujusvis religionis cultu viam æternæ salutis reperire æternamque salutem assequi possunt.

Epist. Encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.
Alloc. *Ubi primum* 17 decembris 1847.
Epist. Encycl. *Singulari quidem* 17 martii 1856.

XVII. Saltem bene sperandum est de æterna illorum omnium salute, qui in vera Christi Ecclesia nequaquam versantur.

Alloc. *Singulari quadam* 9 decembris 1854.
Epist. encycl. *Quanto conficiamur* 17 augusti 1863.

XVIII. Protestantismus non aliud est quam diversa veræ ejusdem christianae religionis forma, in qua æque ac in Ecclesia catholica Deo placere datum est.

Epist. encycl. *Noscitis et Nobiscum* 8 decembris 1849.

§ IV.
Socialismus, Communismus, Societates clandestinae, Societates biblicae, Societates clerico-liberales.

Ejusmodi pestes sæpe gravissimisque verborum formulis reprobantur in Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novemb. 1846; in Alloc. *Quibus quantisque* 20 april. 1849; in Epist encycl. *Noscitis et Nobiscum* 8 dec. 1849; in Alloc. *Singulari quadam* 9 decemb. 1854; in Epist. encycl. *Quanto conficiamur moerore* 10 augusti 1863.

§ V.
Errores de Ecclesia ejusque juribus.

XIX. Ecclesia non est vera perfectaque societas plane libera, nec pollet suis propriis et constantibus juribus sibi a divino suo fundatore collatis, sed civilis potestatis est definire quae sint Ecclesiae jura ac limites, intra quos eadem jura exercere queat.

Alloc. *Singulari quadam* 9 decembris 1854.
Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.
Alloc. *Maxima quidem* 8 junii 1862.

XX. Ecclesiastica potestas suam auctoritatem exercere non debet absque civilis gubernii venia et assensu.

Alloc. *Meminit unusquisque* 30 septembris 1861.

XXI. Ecclesia non habet potestatem dogmatice definiendi, religionem catholicae Ecclesiae esse unice veram religionem.

Litt. Apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

XXII. Obligatio, qua catholici magistri et scriptores omnino adstringuntur, coarctatur in iis tantum, quae ab infallibili Ecclesiae judicio veluti fidei dogmata ab omnibus credenda proponuntur.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

XXIII. Romani Pontifices, et Concilia oecumenica a limitibus suae potestatis recesserunt, jura Principum usurparunt, atque etiam in rebus fidei et morum definiendis errarunt.

Litt. Apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

XXIV. Ecclesia vis inferendae potestatem non habet, neque potestatem ullam temporalem directam vel indirectam.

Litt. Apost. *Ad Apostolicae* 22 augusti 1851.

XXV. Praeter potestatem episcopatui inhaerentem, alia est attributa temporalis potestas a civili imperio vel expresse vel tacite concessa, revocanda propterea, cum libuerit, a civili imperio.

Litt. Apost. *Ad Apostolicae* 22 augusti 1851.

XXVI. Ecclesia non habet nativum ac legitimum jus acquirendi ac possidendi.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.
Epist. encycl. *Incredibili* 17 septembris 1863.

XXVII. Sacri Ecclesiae Ministri Romanusque Pontifex ab omni rerum temporalium cura, ac dominio sunt omnino excludendi.

Alloc. *Maxima quidem* 9 iunii 1862.

XXVIII. Episcopis, sine Gubernii venia, fas non est vel ipsas apostolicas litteras promulgare.

Alloc. *Nunquam fore* 16 decembris 1856.

XXIX. Gratiae a Romano Pontifice concessae existimari debent tamquam irritae, nisi per Gubernium fuerint imploratae.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

XXX. Ecclesiae et personarum ecclesiasticarum immunitas a jure civili ortum habuit.

Litt. Apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

XXXI. Ecclesiasticum forum pro temporalibus clericorum causis sive civilibus sive criminalibus omnino de medio tollendum est, etiam inconsulta et reclamante Apostolica Sede.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.
Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

XXXII. Absque ulla naturalis juris et aequitatis violatione potest abrogari personalis immunitas, qua clerici ab onere subeundae exercendaeque militiae eximuntur; hanc vero abrogationem postulat civilis progressus, maxime in societate ad formam liberioris regiminis constituta.

Epist. ad Episc. Montisregal. *Singularis Nobisque* 29 septembris 1864.

XXXIII. Non pertinet unice ad ecclesiasticam jurisdictionis potestatem proprio ac nativo jure dirigere theologicarum rerum doctrinam.

Epist. ad Archiep. Frising. *Tua libenter* 21 decembris 1863.

XXXIV. Doctrina comparantium Romanum Pontificem Principi libero et agenti in universa Ecclesia doctrina est, quae medio aevo praevaluit.

Litt. Apost. *Ad Apostolicae* 22 augusti 1851.

XXXV. Nihil vetat, alicujus Concilii generalis sententia aut universorum populorum facto, summum Pontificatum ab romano Episcopo atque Urbe ad alium Episcopum aliamque civitatem transferri.

Litt. Apost. *Ad Apostolicae* 22 augusti 1851.

XXXVI. Nationalis concilii definitio nullam aliam admittit disputationem, civilisque administratio rem ad hosce terminos exigere potest.

Litt. Apost. *Ad Apostolicae* 22 augusti 1851.

XXXVII. Institui possunt nationales Ecclesiae ab auctoritate Romàni Pontificis subductae planeque divisae.

Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.
Alloc. *Iamdudum cernimus* 18 martii 1861.

XXXVIII. Divisioni Ecclesiae in orientalem atque occidentalem nimia Romanorum Pontificum arbitria contulerunt.

Litt. Apost. *Ad Apostolicae* 22 augusti 1851.

§. VI.

Errores de societate civili tum in se, tum in suis ad Ecclesiam relationibus spectata.

XXXIX. Reipublicae status, utpote omnium origo et fons, jure quodam pollet nullis circumscripto limitibus.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

XL. Catholicae Ecclesiae doctrina humanae societatis bono et commodis adversatur.

Epist. Encyl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.
Alloc. *Quibus quantisque* 20 aprilis 1849.

XLI. Civili potestati vel ab infideli imperante exercitae competit potestas indirecta negativa in sacra; eidem proinde competit nedum jus quod vocant *exequatur*, sed etiam jus *appellationis*, quam nuncupant, *ab abusu*.

Litt. Apost. *Ad apostolicae* 22 augusti 1851.

XLII. In conflictu legum utriusque potestatis, jus civile praevalet.

Litt. Apost. *Ad apostolicae* 22 augusti 1851.

XLIII. Laica potestas auctoritatem habet rescindendi, declarandi ac faciendi irritas solemnes conventiones (vulgo *Concordata*) super usu jurium ad ecclesiasticam immunitatem pertinentium cum Sede Apostolica initas, sine hujus consensu, immo et ea reclamante.

Alloc. *In Consistoriali* 1 novembris 1850.
Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.

XLIV. Civilis auctoritas potest se immiscere rebus quae ad religionem, mores et regimen spirituale pertinent. Hinc potest de instructionibus judicare, quas Ecclesiae pastores ad conscientiarum normam pro suo munere edunt, quin etiam potest de divinorum sacramentorum administratione et dispositionibus ad ea suscipienda necessariis decernere.

Alloc. *In Consistoriali* 1 novembris 1850.
Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1852.

XLV. Totum scholarum publicarum regimen, in quibus juventus christianae alicujus Reipublicae instituitur, episcopalibus dumtaxat seminariis aliqua ratione exceptis potest ac debet attribui auctoritati civili, et ita quidem attribui, ut nullum alii cuicumque auctoritati recognoscatur jus immiscendi se in disciplina scholarum, in regimine studiorum, in graduum collatione, in delectu aut approbatione magistrorum.

Alloc. *In Consistoriali* 1 novembris 1850.
Alloc. *Quibus luctuosissimis* 5 septembris 1851.

XLVI. Immo in ipsis clericorum seminariis methodus studiorum adhibenda civili auctoritati subjicitur.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

XLVII. Postulat optima civilis societatis ratio ut populares scholae, quae patent omnibus cujusque e populo classis pueris, ac publica universim instituta, quae litteris severioribusque disciplinis tradendis et educationi juventutis curandae sunt destinata, eximantur ab omni Ecclesiae autoritate, moderatrice vi et ingerentia, plenoque civilis ac politicae auctoritatis arbitrio subjiciantur ad imperantium placita et ad communium aetatis opinionum amussim.

Epist. ad Archiep. Friburg. *Quum non sine* 14 julii 1864.

LXVIII. Catholicis viris probari potest ea juventutis instituendae ratio, quae sit a catholica fide et ab Ecclesiae potestate sejuncta, quaeque rerum dumtaxat naturalium scientiam ac terrenae socialis vitae fines tantummodo vel saltem primario spectet.

Epist. ad Archiep. Friburg. *Quum non sine* 14 julii 1864.

XLIX. Civilis auctoritas potest impedire quominus sacrorum Antistites et fideles populi cum Romano Pontefice libere ac mutuo communicent.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

L. Laica auctoritas habet per se jus praesentandi episcopos et potest ab illis exigere ut ineant diocesium procurationem antequam ipsi canonicam a S. Sede institutionem et apostolicas litteras accipiant.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

LI. Immo laicum Gubernium habet jus deponendi ab exercitio pastoralis ministerii episcopos, neque tenetur obedire Romano Pontificii in iis quae episcopatuum et episcoporum respiciunt institutionem.

Litt. Apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.
Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

LII. Gubernium potest suo jure immutare aetatem ab Ecclesia praescriptam pro religiosa tam mulierum quam virorum professione, omnibusque religiosis familiis indicere, ut neminem sine suo permissu ad solemnia vota nuncupanda admittant.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

LIII. Abrogandae sunt leges quae ad religiosarum familiarum statum tutandum, earumque jura et officia pertinent; immo potest civile gubernium iis omnibus auxilium praestare, qui a suscepto religiosaae vitae instituto deficere ac solemnia vota frangere velint; pariterque potest, religiosas easdem familias perinde ac collegiatas Ecclesias et beneficia simplicia etiam juris patronatus penitus extinguere, illorumque bona et reditus civilis potestatis administrationi et arbitrio subjicere et vindicare.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.
Alloc. *Probe memineritis* 22 januarii 1855.
Alloc. *Cum saepe* 26 julii 1855.

LIV. Reges et Principes non solum ab Ecclesiae jurisdictione eximuntur, verum etiam in quaestionibus jurisdictionis dirimendis superiores sunt Ecclesia.

Litt. Apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

LV. Ecclesia a Statu, Statusque ab Ecclesia sejungendus est.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

§ VII.
Errores de Ethica naturali et christiana.

LVI. Morum leges divina haud egent sanctione, minimeque opus est ut humanæ leges ad naturæ jus conformentur aut obligandi vim a Deo accipiant.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LVII. Philosophicarum rerum morumque scientia, itemque civiles leges possunt et debent a divina et ecclesiastica auctoritate declinare.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LVIII. Aliæ vires non sunt agnoscendæ nisi illæ quæ in materia positæ sunt, et omnis morum disciplina honestasque collocari debet in cumulandis et augendis quovis modo divitiis ac in voluptatibus explendis.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.
Epist. encycl. *Quanto conficiamur* 10 augusti 1863.

LIX. Jus in materiali facto consistit, et omnia hominum officia sunt nomen inane, et omnia humana facta juris vim habent.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LX. Auctoritas nihil aliud est nisi numeri et materialium virium summa.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LXI. Fortunata facti injustitia nullum juris sanctitati detrimentum affert.

Alloc. *Jamdudum cernimus* 18 martii 1861.

LXII. Proclamandum est et observandum principium quod vocant de *non-interventu*.

Alloc. *Novos et ante* 28 septembris 1860.

LXIII. Legitimis principibus obedientiam detrectare, immo et rebellare licet.

Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.
Alloc. *Quisque vestrum* 4 octobris 1847.
Epist. encycl. *Noscitis et Nobiscum* 8 decembris 1849.
Litt. Apost. *Cum catholica* 26 martii 1860.

LXIV. Tum cujusque sanctissimi juramenti violatio, tum quælibet scelesta flagitiosaque actio sempiternæ legi repugnans, non solum haud est improbanda, verum etiam omnino licita, summisque laudibus efferenda, quando id pro patrio amore agatur.

Alloc. *Quibus quantisque* 20 aprilis 1849.

§ VIII.
Errores de matrimonio christiano.

LXV. Nulla ratione ferri potest, Christum evexisse matrimonium ad dignitatem sacramenti.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXVI. Matrimonii sacramentum non est nisi quid contractui accessorium ab eoque separabile, ipsumque sacramentum in una tantum nuptiali benedictione situm est.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXVII. Jure naturæ matrimonii vinculum non est indissolubile, et in variis casibus divortium proprie dictum auctoritate civili sanciri potest.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.
Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

LXVIII. Ecclesia non habet potestatem impedimenta matrimonium dirimentia inducendi, sed ea potestas civili auctoritati competit, a qua impedimenta existentia tollenda sunt.

Litt. Apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

LXIX. Ecclesia sequioribus sæculis dirimentia impedimenta inducere cœpit, non jure proprio, sed illo jure usa, quod a civili potestate mutuata erat.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXX. Tridentini canones qui anathematis censuram illis inferunt qui facultatem impedimenta dirimentia inducendi Ecclesiæ negare audeant, vel non sunt dogmatici vel de hac mutuata potestate intelligendi sunt.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXI. Tridentini forma sub infirmitatis pœna non obligat, ubi lex civilis aliam formam præstituat, et velit hac nova forma interveniente matrimonium valere.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXII. Bonifacius VIII votum castitatis in ordinatione emissum nuptias nullas reddere primus asseruit.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXIII. Vi contractus mere civilis potest inter christianos constare veri nominis matrimonium; falsumque est, aut contractum matrimonii inter christianos semper esse sacramentum, aut nullum esse contractum, si sacramentum excludatur.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.
Lettera di S. S. PIO IX al Re di Sardegna, 9 settembre 1852.
Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.
Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.

LXXIV. Caussæ matrimoniales et sponsalia suapte natura ad forum civile pertinent.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.
Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

N. B. Huc facere possunt duo alii errores de clericorum cœlibatu abolendo et de statu matrimonii statui virginitatis anteferendo. Confodiuntur, prior in epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846, posterior in litteris apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

§ IX.
Errores de civili Romani Pontificis principatu.

LXXV. De temporalis regni cum spirituali compatibilitate disputant inter se christianæ et catholicæ Ecclesiæ filii.

Litt. Apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXVI. Abrogatio civilis imperii, quo Apostolica Sedes potitur, ad Ecclesiæ libertatem felicitatemque vel maxime conduceret.

Alloc. *Quibus quantisque* 20 aprilis 1849.

N. B. Præter hos errores explicite notatos, alii complures implicite reprobantur proposita et asserta doctrina, quam catholici omnes firmissime retinere debeant, de civili Romani Pontificis principatu. Ejusmodi doctrina luculenter traditur in Alloc. *Quibus quantisque* 20 april. 1849; in Alloc. *Si semper antea* 20 maii 1850; in Litt. apost. *Cum catholica Ecclesia* 26 mart. 1860; in Alloc. *Novos* 28 sept. 1860; in Alloc. *Jamdudum* 18 mart. 1861; in Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

§ X.
Errores qui ad liberalismum hodiernum referuntur.

LXXVII. Ætate hac nostra non amplius expedit, religionem catholicam haberi tamquam unicam status religionem, ceteris quibuscumque cultibus exclusis.

Alloc. *Nemo vestrum* 26 julii 1855.

LXXVIII. Hinc laudabiliter in quibusdam catholici nominis regionibus lege cautum est, ut hominibus illuc immigrantibus liceat publicum proprii cujusque cultus exercitium habere.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

LXXIX. Enimvero falsum est, civilem cujusque cultus libertatem, itemque plenam potestatem omnibus attributam quaslibet opiniones cogitationesque palam publiceque manifestandi conducere ad populorum mores animosque facilius corrumpendos ac indifferentismi pestem propagandam.

Alloc. *Numquam fore* 15 decembris 1856.

LXXX. Romanus Pontifex potest ac debet cum progressu, cum liberalismo et cum recenti civilitate sese reconciliare et componere.

Alloc. *Jandudum cernimus* 18 martii 1861.

LITTERÆ APOSTOLICÆ

QUIBUS INDICITUR JUBILAEUM UNIVERSALE AD IMPLORANDUM DIVINUM AUXILIUM

UNIVERSIS CHRISTIFIDELIBUS PRAESENTES LITTERAS INSPECTURIS SALUTEM ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM.

Arcano divinae Providentiae consilio ad Apostolicae Sedis fastigium nil tale merentes evecti, probe novimus in quantas inciderimus rerum ac temporum difficultates, ut divino subsidio maximopere indigeamus ad arcendas a dominico grege ubique latentes insidias, ad Catholicae Ecclesiae res pro Nostri muneris officio relevandas, componendas. Quapropter assiduis huc usque precibus non destitimus obsecrare Misericordiarum Patrem, ut infirmas Nostras vires sua virtute roborare, et lumine sapientiae suae mentem Nostram illustrare velit, quo commissum Nobis apostolicum Ministerium rei Christianae universae bene ac feliciter eveniat, et compositis tandem fluctibus Ecclesiae navis a diuturna tempestatis jactatione conquiescat. Quoniam vero, quod commune bonum est, id communibus etiam votis postulandum, omnium Christifidelium excitare pietatem decrevimus, ut conjunctis Nobiscum precibus Omnipotentis dexterae auxilium impensius imploremus. Atqui exploratum illud est, gratiores Deo futuras hominum preces, si mundo corde, hoc est animis ab omni scelere integris ad ipsum accedant, ideirco sequuti etiam exemplum Praedecessorum Nostrorum, qui in Pontificatus primordiis idipsum praestiterunt, caelestes Indulgentiarum thesauros dispensationi Nostrae commissos Apostolica liberalitate Christifidelibus reserare constituimus, ut inde ad veram pietatem vehementius incensi, et per Pœnitentiae Sacramentum a peccatorum maculis expiati ad Thronum Dei fidentius accedant, ejusque misericordiam consequantur, et gratiam inveniant in auxilio opportuno.

Hoc Nos consilio Indulgentiam ad instar Jubilaei Orbi Catholico denunciamus. Quamobrem de Omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri, et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi ex illa ligandi ac solvendi potestate, quam Nobis Dominus licet indignis contulit, universis ac singulis utriusque sexus Christifidelibus, in alma Urbe Nostra degentibus, vel ad eam advenientibus, qui Sancti Joannis in Laterano, Principis Apostolorum, et Sanctae Mariae Majoris Basilicas, vel earum aliquam a secunda Dominica Adventus nimirum a die sexta Decembris inclusive, usque ad diem vicesimam septimam ejusdem mensis pariter inclusive, quae est dies festa Sancti Joannis Apostoli bis visitaverint intra tres illas hebdomadas, ibique per aliquod temporis spatium devote oraverint, ac quarta, et sexta feria, et Sabbato unius ex dictis hebdomadibus jejunaverint, et intra easdem hebdomadas peccata sua confessi Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum reverenter susceperint, et pauperibus aliquam eleemosynam, prout unicuique devotio suggeret, erogaverint, ceteris vero extra Urbem praedictam ubicumque degentibus, qui Ecclesias ab Ordinariis locorum, vel eorum Vicariis, seu officialibus, aut de illorum mandato, et ipsis deficientibus, per eos, qui ibi curam animarum exercent, postquam ad illorum notitiam hae Nostrae pervenerint, designandas, vel earum aliquam spatio trium similiter hebdomadarum per eosdem una cum Ecclesiis stabiliendarum bis visitaverint, aliaque recensita opera devote peregerint, plenissimam omnium peccatorum Indulgentiam, sicut in anno Jubilaei visitantibus certas Ecclesias intra, et extra Urbem praedictam concedi consuevit, tenore praesentium concedimus atque indulgemus.

Concedimus etiam, ut navigantes, atque iter agentes quum primum ad sua se domicilia receperint, operibus suprascriptis peractis, et bis visitata Ecclesia Cathedrali, vel Majori, vel propria Parochiali loci ipsorum domicilii, eamdem indulgentiam consequi possint et valeant. Regularibus vero personis utriusque sexus etiam in claustris perpetuo degentibus, nec non aliis quibuscumque tam laicis, quam saecularibus, vel regularibus in carcere aut captivitate existentibus, vel aliqua corporis infirmitate, seu alio quocumque impedimento detentis, qui memorata opera, vel eorum aliqua praestare nequiverint, ut illa Confessarius ex actu approbatis a locorum Ordinaris in alia pietatis opera commutare, vel in aliud proximum tempus prorogare possit, eaque injungere, quae ipsi pœnitentes efficere possint, cum facultate etiam dispensandi super Communione cum pueris, qui nondum ad primam Communionem admissi fuerint, pariter concedimus atque indulgemus.

Insuper omnibus et singulis Christifidelibus Saecularibus, et Regularibus cujusvis Ordinis et Instituti etiam specialiter nominandi, licentiam concedimus, et facultatem, ut sibi ad hunc effectum eligere possint quemcumque Presbyterum Confessarium tam Saecularem, quam Regularem ex actu approbatis a locorum Ordinariis (qua facultate uti possint, etiam Moniales, Novitiae, aliaeque mulieres intra claustra degentes, dummodo Confessarius approbatus sit pro Monialibus), qui eos ab excommunicationis, suspensionis, aliisque Ecclesiasticis sententiis, et censuris a jure vel ab homine quavis de causa latis, vel inflictis praeter infra exceptas, nec non ab omnibus peccatis, excessibus, criminibus et delictis, quantumvis gravibus et enormibus, etiam locorum Ordinariis, sive Nobis, et Sedi Apostolicae speciali licet forma reservatis, et quorum absolutio alias quamtumvis ampla non intelligeretur concessa, in foro conscientiae, et hac vice tantum absolvere, et liberare valeant; et insuper vota quaecumque etiam jurata, et Sedi Apostolicae reservata (castitatis religionis, et obligationis, quae a tertio acceptata fuerit, seu in quibus agatur de praejudicio tertii semper exceptis, quatenus ea vota sint perfecta et absoluta, nec non pœnalibus, quae praeservativa a peccatis nuncupantur, nisi commutatio futura judicetur ejusmodi, ut non minus a peccato committendo refraenet, quam prior voti materia) in alia pia et salutaria opera dispensando commutare, injuncta tamen eis, et eorum cuilibet in supradictis omnibus pœnitentia salutari, aliisque ejusdem Confessarii arbitrio injungendis.

Concedimus insuper facultatem dispensandi super irregularitate ex violatione Censurarum contracta, quatenus ad forum externum non sit deducta, vel de facili deducenda. Non intendimus autem per praesentes super alia quavis irregularitate sive ex delicto, sive ex defectu, vel publica, vel occulta, aut nota, aliaque incapacitate, aut inhabilitate quoquomodo contracta dispensare, vel aliquam facultatem tribuere super praemissis dispensandi, seu habilitandi, et in pristinum statum restituendi, etiam in foro conscientiae, neque etiam derogare Constitutioni cum appositis declarationibus editae a fel. rec. Benedicto XIV Praedecessore Nostro « *Sacramentum Poenitentiae* » quoad inhabilitatem absolvendi complicem, et quoad obligationem denunciationis, neque easdem praesentes iis, qui a Nobis, et Apostolica Sede, vel aliquo Praelato, seu Judice Ecclesiastico nominatim excommunicati, suspensi, interdicti; seu alias in sententias, et censuras incidisse declarati, vel publice denunciati fuerint, nisi intra tempus dictarum trium hebdomadarum satisfecerint, aut cum partibus concordaverint ullo modo suffragari posse aut debere. Quod si intra praefinitum terminum judicio Confessarii satisfacere non potuerint, absolvi posse concedimus in foro conscientiae

ad effectum dumtaxat assequendi Indulgentiam Jubilaei, injuncta obligatione satisfaciendi statim ac poterunt.

Quapropter in virtute sanctae obedientiae tenore praesentium districte praecipimus, atque mandamus omnibus, et quibuscumque Ordinariis locorum ubicumque existentibus, eorumque Vicariis, et Officialibus, vel ipsis deficientibus, illis, qui curam animarum exercent, ut cum praesentium Litterarum transumpta, aut exempla etiam impressa acceperint, illa, ubi primum pro temporum, ac locorum ratione satius in Domino censuerint per suas Ecclesias ac Diœceses, provincias, Civitates, Oppida, Terras, et loca publicent, vel publicari faciant, populisque etiam Verbi Dei praedicatione, quoad fieri possit rite praeparatis, Ecclesiam, seu Ecclesias visitandas, ac tempus pro praesenti Jubilaeo designent.

Non obstantibus Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis, praesertim quibus facultas absolvendi in certis tunc expressis casibus ita Romano Pontifici pro tempore existenti reservatur, ut nec etiam similes, vel dissimiles Indulgentiarum, et facultatum hujusmodi concessiones, nisi de illis expressa mentio, aut specialis derogatio fiat, cuiquam suffragari possint, nec non regula de non concedendis Indulgentiis ad instar, ac quorumcumque Ordinum, et Congregationum, sive Institutorum etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque indultis, et Litteris Apostolicis eisdem Ordinibus, Congregationibus, et Institutis illorumque personis quomodolibet concessis, approbatis, et innovatis, quibus omnibus, et singulis etiamsi de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica, expressa et individua, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu alia quaevis expressio habenda, aut alia aliqua exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum tenores praesentibus pro sufficienter expressis, ac formam in iis traditam pro servata habentes, hac vice specialiter, nominatim, et expresse ad effectum praemissorum, derogamus, ceterisque contrariis quibuscumque. Ut autem praesentes Nostrae, quae ad singula loca deferri non possunt, ad omnium notitiam facilius deveniant, volumus, ut praesentium transumptis, vel exemplis etiam impressis manu alicujus Notarii publici subscriptis et sigillo personae in dignitate Ecclesiastica constitutae munitis, ubicumque locorum et gentium eadem prorsus fides habeatur, quae haberetur ipsis praesentibus, si forent exhibitae, vel ostensae.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die XX mensis novembris anno MDCCCXLVI pontificatus Nostri anno primo.

A. Card. Lambruschini

DES PRIÈRES PUBLIQUES.

Les fêtes, *Te Deum*, processions et les autres exercices religieux sont des actes de religion que l'autorité spirituelle a seule le pouvoir de prescrire. Les saints canons renferment un grand nombre de prescriptions réservant à l'autorité spirituelle (à l'exclusion des magistrats temporels) le pouvoir de faire des ordonnances et des édits concernant ces solennités religieuses. Innocent X publia un bref en date du 6 octobre 1653 pour abroger un édit du gouverneur de Milan qui avait prétendu établir une fête d'obligation, celle de S. Dominique. Nous avons publié dans les *Analecta*, (fasc. 59, col. 320) le décret de la S. Congrégation des Rites et le bref d'Innocent X qui mirent à néant cette audacieuse tentative. Benoît XIV a publié le bref *Quemadmodum preces*, lequel revendique expressément en faveur de l'autorité ecclésiastique le droit exclusif de prescrire des prières publiques. Longtemps avant Benoît XIV, la S. Congrégation du Concile rendit une décision bien propre à éclairer les magistrats. Ayant retrouvé cette décision, ainsi que les consultations des canonistes, nous la publions ici.

Après la paix de Nimègue, le roi d'Espagne voulut que de solennelles actions de grâces fussent rendues à Dieu dans tous les royaumes de la monarchie pour un si grand bienfait; une circulaire fut adressée à toutes les villes. La municipalité de Valence communiqua la circulaire à l'archevêque et au chapitre, et leur fit savoir son intention de faire chanter le *Te Deum* dans la cathédrale le dimanche 12 février 1679 après l'office du matin. L'archevêque et le chapitre applaudirent à la piété du roi et de la municipalité; mais ils ne purent admettre que celle-ci s'attribuât le droit de fixer la cérémonie, la forme, le lieu et l'heure, toutes choses qui appartiennent à l'autorité ecclésiastique. Malgré des remontrances aussi bien fondées, les jurés et le magistrat publièrent, le 8 février, un édit portant qu'ils avaient délibéré, statué et déterminé de chanter le *Te Deum* solennel à la cathédrale le 12 février 1679 dans la matinée; que la magistrature assisterait au *Te Deum*, et que les habitants devraient faire l'illumination générale et chômer le samedi.

Naturellement l'archevêque et le chapitre réclamèrent contre un édit aussi blessant pour la juridiction ecclésiastique. Les jurés ayant persisté dans leur décision, l'archevêque fit la cérémonie sans eux; il leur défendit d'y assister et le *Te Deum* fut chanté à la cathédrale. Que firent alors les jurés? Dans la matinée du 12, ils promulguèrent un nouvel édit dans lequel ils firent savoir que, faisant usage du pouvoir et de l'autorité que leur attribuaient les priviléges et les ordonnances du roi, ils transféraient le *Te Deum* à l'église royale du Saint-Sacrement. En effet, les réguliers et le clergé séculier furent convoqués, on passa outre aux réclamations du recteur, et le *Te Deum* fut chanté, le jour dit, 12 février, après midi.

L'archevêque de Valence et le chapitre portèrent plainte au pape Innocent XI, et demandèrent non seulement l'abrogation, mais encore la radiation des édits des registres municipaux. Innocent XI remit l'affaire à la S. Congrégation du Concile.

La S. Congrégation voulut avant tout demander des renseignements au nonce apostolique de Madrid; mais, pour bien entendre la suite de l'affaire et la gravité du cas, il est bon d'avoir sous les yeux le texte des édits municipaux. Le premier, en date du 8 février, était ainsi conçu :

« Le roi notre maître (que Dieu garde!) ayant annoncé à cette illustre cité par une lettre royale datée de Madrid le 25 janvier dernier l'heureuse nouvelle de l'accord et du traité de paix conclu entre la majesté catholique et royale du roi notre maître et le roi très chrétien, afin que nous nous unissions à sa majesté pour rendre à Dieu les actions de grâces qui lui sont dues si justement et infiniment pour un tel bienfait; leurs seigneuries le syndic et les jurés, le rational et le justicier de cette ville de Valence, attendu la délibération du conseil général en date du 4 du courant, ont décidé, disposé et déterminé comme démonstration d'une si grande joie et allégresse et comme signe des actions de grâces que nous devons rendre à la divine Majesté qui a daigné nous concéder la paix et la concorde des princes chrétiens; ils ont décidé, que dimanche prochain 12 de ce mois de février, le matin après le grand office de la cathédrale, on chantera l'hymne *Te Deum laudamus*. En outre, dans la soirée du samedi et celle du dimanche susdit, il y aura illumination dans la ville, et l'on chômera à cet effet le samedi 11 courant. Exhortant tous les habitants de la ville et leur commandant même de prendre part à l'illumination dans lesdites soirées de samedi et dimanche, comme doivent le faire de fidèles et loyaux sujets de sa majesté; et que dans la matinée de dimanche ils aillent à ladite église majeure pour assister au *Te Deum* et remercier le Seigneur notre Dieu. Et afin que tous connaissent nos ordres et que

personne ne puisse prétexter l'ignorance, on a commandé de faire publier le présent édit public dans la ville et aux endroits accoutumés. Valence le 8 février 1679. ».

En vain l'archevêque et le chapitre protestèrent contre l'édit municipal, ainsi que nous l'avons dit; l'opiniâtreté des municipaux obligea l'autorité ecclésiastique de faire chanter le *Te Deum* à la cathédrale sans eux; c'est alors qu'ils promulguèrent leur second édit ainsi conçu:

« On vous fait savoir de la part du justicier, jurés, rational et syndic de cette ville de Valence que suivant la lettre de sa majesté en date de Madrid le 25 janvier dernier, laquelle ordonne de rendre grâces à Dieu notre Seigneur pour la paix conclue entre les couronnes d'Espagne et de France, on a publié, le 8 de ce mois, un édit prescrivant deux soirées d'illumination, savoir, samedi et dimanche prochains, 11 et 12; et dans la matinée de dimanche un *Te Deum* dans l'église majeure de cette ville. Pour certaines causes qui se sont présentées, et faisant usage des droits, priviléges et ordres royaux, l'on a cru devoir désigner un autre lieu pour chanter le *Te Deum* et prescrire pour cela le collége royal du *Corpus Domini*, aujourd'hui dimanche 12 du courant, à 4 heures après midi. L'illustre ville assistera à la cérémonie. On exhorte tous les voisins et habitants de cette ville et on leur ordonne d'aller aujourd'hui à 4 heures après midi audit collége royal pour assister au *Te Deum*, en rendant grâces à notre Seigneur pour le grand bienfait qu'il nous a accordé en rétablissant la paix etc. Valence le 12 février 1679. »

Quels pouvaient être les priviléges et les ordres de la couronne auxquels fit allusion la municipalité de Valence? Elle voulut parler d'un privilége accordé en 1493 par Ferdinand-le-Catholique, privilége autorisant la ville de Valence à prescrire des processions et des fêtes, nonobstant toute chose contraire. Le roi avait cru devoir prescrire à l'archevêque et au chapitre de se conformer aux ordonnances de la municipalité sur ce point, sous peine d'encourir l'indignation de sa majesté et d'être passibles d'une amende. C'est là assurément, un document fort curieux et qui mérite d'être rapporté. On verra que la S. Congrégation romaine n'en tint pas compte dans l'appréciation de la controverse.

» *Privilegium Regis Ferdinandi Catholici.* Nos Ferdinandus Dei gratia rex Castellae, Aragonum, Valentiae etc. Facile cuique ex subditis nostris, praetextu praesertim communis utilitatis plura nobis suggerere, et multa denique persuadere, qui rempublicam nostram magno prosequimur amoris affectu. Cum vero longa experientia compertum habeamus, ferventem amorem, qnem vos civitas et consilium civitatis Nostrae Valentiae erga Majestatem nostram continuo geritis, volentes itaque tanto amori nos reddere conformes, licentiam, et plenam facultatem disponendi et ordinandi circa infrascripta vobis duximus concedendas. Idcirco praesentium tenore, et de nostra certa scientia concedimus vobis dictae civitati, vel Juratis ejusdem quod quotiescumque vobis bene visum fuerit, tam pro fidei christianae exaltatione quam nova tam nostri, quam Serenissimae Reginae consortis nostrae, quam etiam posteritatis nostrae ingressione, quam alias ex quacumque causa vobis visa honorem, cultumque divinum, ac regium prospicienti, statuere et ordinare processiones, aut solemnizari festa quaecumque; nec non possitis, et vobis liceat absque poena aliqua habitantes in ipsa civitate, tam poena pecuniaria, quam corporali compellere, ut ea quae circa praedicta vos ordinare contigerit observent, non obstantibus ordinationibus et prohibitionibus quibusvis secus agentibus, et praesertim ordinatione officio sericorum, sive *dels Velluters* ipsius civitatis concessa quam quoad praedicta dumtaxat derogamus et derogatum esse volumus, in aliis vero illaesa et in suo robore permansura decernimus et declaramus. Quocirca spectabili et magnificis consiliariis nostris, locumtenenti generali, nec non Reverendo in Christo Patri et dilectis nostris archiepiscopo Valentino, ejusque in spiritualibus et temporalibus vicariis generalibus et officialibus, et capitulo Sedis Valentiae, gerenti quoque vices nostri generalis gubernatoris in dicto regno, seu officium idem regenti, Bajulo generali, justitiae, caeterisque demum universis et singulis officialibus, et subditis nostris praesentibus, et futuris ad quos expectet, dicimus et districte praecipiendo mandamus ad nostrae gratiae et amoris obtentum poenamque florenorum auri Aragonum duorum mille a secus agentis bonis exigendorum et nostris inferendorum aerariis, requirendos tamen requirentes et monentes, quod nostrum hujusmodi privilegium, gratiam, seu concessionem, ac omnia et singula desuper contenta teneant firmiter, et observent tenereque et observari faciant inviolabiliter et in aliquo non contrafaciant, aut contrafieri per aliquem patiantur, ratione aliqua sive causa, quanto gratiam nostram charam habent, iramque, ac indignationem nostras, ac super appositam poenam cupiunt non subire, quoniam haec est voluntas nostra, sicque fieri volumus, et observari, dubio, difficultate et consulta cessantibus quibusvis. In cujus rei testimonium praesentem fieri jussimus, nostro communi sigillo impendenti munitam. Datis in civitate Barchinonae 19 mensis octobris anno a Nativitate Domini 1493. »

Les Cortès de 1645 ayant fait des représentations au sujet du privilége de Ferdinand, le roi répondit qu'il permettait volontiers de s'y conformer, malgré l'opposition de l'archevêque et du lieutenant-général.

« *Decretum Curiarum anni 1645.* In quantum Regio privilegio 15 Domini Regis D. Ferdinandi II, de quo in corpore privilegiorum fol. 219 dispositum fuit et ordinatum, quod ad juratos civitatis Valentiae spectat, et pertinet mandare quod fiant processiones ad honorem et gloriam D. N. et Sanctorum, Rogationum, et gratiarum, et feriare, et praecipere dies et festa quae eis viderentur, et compellere ut dicta festa observentur, quodque accedant, et vadant ad dictas processiones sine dependentia locumtenentis majestatis vestrae et archiepiscopi hujus civitatis. Quo non obstante in aliquibus occasionibus praetensum fuit tam per locumtenentem generalem majestatis vestrae quam per archiepiscopum respective, quod dicti jurati ad mandandas processiones, feriandum dies, et mandanda festa habeant obligationem certiorandi dictis locumtenenti et archiepiscopo, et attentarunt eis impedire jurisdictionem, quam habent circa praedicta, quod est contra disposita et ordinata in dicto regio privilegio, et declarare, quod dicti jurati pro indicendis processionibus, feriandis diebus et praecipiendis festis habent omnimodam jurisdictionem, neque habent obligationem certiorandi, aut consulendi locumtenentem majestatis vestrae et archiepiscopum, quodque omnia supradicta pendeant solummodo a mera voluntate dictorum juratorum Rationalis, et Syndici. — *Placet suae majestati, quod observetur dictum privilegium.* »

Cela posé, voyons ce que le cardinal Millini, nonce à Madrid, répondit à la S. Congrégation du Concile.

Relation du nonce. — Après avoir fait l'exposé de la question et cité les passages décisifs des édits municipaux, le nonce reconnaît que les droits de la juridiction ecclésiastique ont été violés. « On ne peut douter, dit-il, qu'en publiant de pareils édits la magistrature n'ait violé la juridiction ecclésiastique, qui possède seule le droit de prescrire les fonctions spirituelles telles que les processions, les prières d'action de grâces et autres. Pourquoi la municipalité se crut-elle obligée de communiquer la lettre du roi à l'archevêque et au chapitre? Apparemment elle réclama leur concours pour une chose à l'égard de laquelle elle reconnaissait son incompétence. Le roi informé de ce qui s'est passé à Valence à l'occasion du *Te Deum*, a écrit à la ville le 22 février, que désormais elle devra employer des moyens plus doux et éviter les conflits; la ville n'a donc pas le pouvoir de prescrire les

fonctions religieuses. Elle se fonde sur un privilége du roi Ferdinand, lequel donne le pouvoir d'instituer des processions et des fêtes; mais comme ce prétendu privilége ne contient pas un pouvoir exclusif pour prescrire des processions et des fêtes, il faut dire que la ville doit s'entendre avec les évêques; car si le prince doit défendre la vraie religion, il n'a aucun pouvoir pour l'établir et faire des innovations. Au reste, les titres de la ville ne m'ayant pas été présentés, je ne puis exprimer mon avis sur ce point; et j'en laisse le jugement à la S. Congrégation. »

Ainsi, le cardinal-nonce croyait peu à l'authenticité du diplôme; son interprétation ne peut se concilier avec les faits énoncés dans la requête des Cortès. La relation du nonce nous apprend que le roi d'Espagne vit avec peine le nouveau conflit de Valence avec l'autorité ecclésiastique. Voici le texte de la lettre du nonce:

Informatio Emi D. Nuncii. — Emi et Rmi Patres. Mandatis EE. VV. ut obediam super expositis in supplici libello archiepiscopi et capituli metropolitani Valentiae huic S. Congregationi porrecto et mihi transmisso in litteris datis sub die 15 novembris proximi praeteriti, quoad controversias exortas inter dictum archiepiscopum et capitulum ac magistratum saecularem dictae civitatis occasione publicationis edicti pro gratiarum actione tunc Altissimo facienda de ordine regis Catholici, pro pace inter ipsum catholicum, et christianissimum Galliarum reges inita; factum ita se habet.

Postquam civitas Valentina recepit epistolam regis catholici, qua certiorabatur, quod pro ipsa pace divinae majestati gratiae redderentur, magistratus dictae civitatis pro exequutione regii praecepti communicavit archiepiscopo et capitulo praefatam regiam epistolam, ad hoc, ut suum praestaret auxilium dictae functioni, et successive publicavit edictum sub dat. 8 februarii 1679 in quo leguntur haec verba, ex idiomate Hispanico in Italicum traducta. « Avemo deliberato, provisto e determinato in dimostrazione di tanto giubilo ed allegria od in » segno delle dovute grazie, che dovemo dare a S. Divina » Maestà per averci conceduto, e permesso quello che tanto » desideravamo, e ne pregavamo ogni giorno, come è la » pace, e concordia fra principi cristiani, che il giorno di » Domenica prossimo, che faremo alli 12 del presente mese » di febraro per la mattina dopo aversi celebrato gli officii » maggiori nella chiesa maggiore, in quella si canti l'Inno *Te* » *Deum*. » Et postea sequitur: « E che nel detto giorno di Domenica per la mattina vadino in detta chiesa maggiore per » assistere al Te Deum ed in quella rendere grazie al Signore » Iddio per tanti singolari favori che si è servito farci per » sua infinita bontà. » Ex publicatione hujus edicti agnoscens archiepiscopus et capitulum laesam fuisse propriam jurisdictionem, ex quo ad Ordinarium privative spectat decernere functiones spirituales, noluit permittere, quod magistratus saecularis dictae civitatis assisteret dictae gratiarum actioni in Ecclesia metropolitana, et propterea dictus magistratus saecularis publicavit aliud edictum, in quo pariter leguntur haec verba, ut supra traducta: « Si fece publicare un pregone il giorno 8 del corrente nel quale si è ordinato due notti di luminari, che sono Sabato, e Domenica futura, che si contano 11 e 12 e che nel giorno di » Domenica si cantava il *Te Deum* nella chiesa maggiore di » detta città ed in quest'istesso tempo, per cause giuste, che sono occorse, usando dell'autorità, e potestà che tiene la detta » presente città in virtù de' fori, privilegii ed ordini reali, » gl'e parso di variare il posto dove si canti il *Te Deum*, » e che sia nel real collegio del Corpus Christi, nel giorno » d'oggi Domenica, che siamo alli 12 del corrente alle quattro » ore dopo pranzo, dove assisterà l'Illustre Città, esortando » ed ordinando a tutti li vicini ed abitatori della presente » Città, che nel giorno d'oggi alle 4 ore dopo il pranzo vadino al detto real Collegio per avere d'assistere al *Te Deum* » dando ed offerendo le grazie per tanto singolare favore, » che si è servito farci nella detta pace. » His sequutis magistratus praedictus convocavit clerum saecularem et regularem ad hoc, ut assisteret praefatae functioni, et successive ipse interfuit in dicta ecclesia, ibique cantatus fuit hymnus *Te Deum*. Hoc factum habetur in duabus scripturis impressis, una pro parte capituli, et altera pro parte civitatis, quae de facili ad manus EE. VV. pervenient; et ideo brevitatis causa omitto illarum fundamenta, ne longior efficiatur narratio. Itaque existentibus praedictis dubitari non potest, quin magistratus saecularis in publicando enunciata edicta perturbaverit ecclesiasticam jurisdictionem, ad quam privative spectat decernere functiones spirituales, quales sunt, processiones, indictio gratiarum actionis et similia. Hocque comprobatur ex ipsa participatione regiae epistolae, facta archiepiscopo et capitulo per dictum magistratum saecularem, qui agnoscens non habere jurisdictionem, auxilium archiepiscopi et capituli postulavit, ac etiam ex epistola responsiva regis catholici dictae civitati scripta sub die 22 februarii dicti anni 1679, quae habetur impressa in scriptura civitatis, ubi rex mandat, quod in similibus actibus in posterum civitas utatur mediis magis suavibus, et quod evitentur discordiae; ex quo apparet, quod civitas non habebat hanc jurisdictionem. Civitas vero fundat suam intentionem in asserto privilegio regis Ferdinandi catholici, in quo datur ei facultas statuendi et ordinandi processiones, aut solemnizandi festa quaecumque. Verum quia in asserto privilegio non legitur privativa facultas statuendi processiones, et dies festos, illud intelligi debet mediantibus episcopis, quia principi tuendae verae religionis cura commissa est; instituendae tamen, et innovandae nulla est omnino potestas. Caeterum quia jura pro parte civitatis mihi exhibita non fuerunt, non possum in hac re meam proferre sententiam, et proinde omnia praedicta subjicio prudentissimo judicio EE. VV. quarum interea manus humillime doosculor. Matriti die 18 martii 1682. EE. VV. Humillimus et addictiss. Servus *S. Card. Millinus.* »

Plaidoirie en faveur de l'autorité ecclésiastique. — L'archevêque de Valence et son chapitre confièrent leur cause à un habile apologiste, Dominique Ghelfi. Il composa un savant mémoire, qui fut imprimé et remis aux cardinaux de la S. Congrégation. Voici l'analyse de cette plaidoirie.

Après avoir raconté ce qui s'est passé à Valence au sujet du *Te Deum* et exposé par là l'objet du conflit, « nous demandons, dit-il, que les édits soient abrogés et rayés des registres de la municipalité. En effet, le pouvoir laïque ne peut pas statuer et déterminer au sujet des fonctions spirituelles et des actes ecclésiastiques; ces fonctions et ces actes sont réservés à l'Eglise. De là vient que la détermination du lieu et de l'heure pour ces solennités ecclésiastiques appartient à l'évêque seul, *cum consensu capituli*; ainsi qu'on le voit dans plusieurs décisions de la S. Congrégation des Rites. Les décrétales statuent que les laïques sont incompétents au sujet des actes temporels auxquels la spiritualité est annexée. (C. *Quanto*, de judiciis). Si nous consultons la Bible et les traditions des peuples infidèles eux-mêmes, nous voyons que le droit de prescrire et de déterminer les prières, les processions et le autres actes religieux était réservé aux prêtres. Ce serait une indignité que des catholiques voulussent usurper ce que les païens et les barbares ont respecté.

On ne peut contester que le *Te Deum* de la métropole de Valence ne soit un cérémonie spirituelle intéressant le culte divin et le saint ministère. Donc la municipalité, loin de faire des ordonnances, devait demander au Pasteur de l'église de prescrire la cérémonie. Dira-t-on que la fête ayant un côté temporel, c'est à dire l'illumination, l'abstention du travail et les réjouissances publiques, et d'autre part un côté spirituel, comme l'hymne, le lieu et le culte divin, c'est le côté

temporel que la municipalité a entendu régler; et non le spirituel, pour lequel l'édit contient un simple avis, une pure exhortation que l'on adresse au peuple afin qu'il se rende à la fonction? Cette explication semble inadmissible; car l'édit concerne principalement le spirituel, la détermination de l'hymne, de l'église et de l'heure à laquelle on fera la cérémonie. Les expressions de l'édit indiquent le précepte, la détermination avec le ton de l'autorité; c'est ce qu'expriment les mots *décider, délibérer, statuer*. Admettons que ces mots sont obscurs et qu'on pourrait les entendre aussi bien du temporel que du spirituel; la municipalité aurait dû s'expliquer et dire expressément qu'elle entendait parler du temporel seul. Du reste, comme dans notre cas les édits offensent la juridiction ecclésiastique en ce qu'ils statuent sur des actes purement spirituels, peu importe que la municipalité déclare qu'elle n'entend pas usurper, ou enfreindre la juridiction ecclésiastique; une semblable déclaration se trouverait-elle dans les édits, il serait toujours vrai de dire que la juridiction spirituelle est violée par la municipalité. En réalité, celle-ci a voulu statuer sur des choses spirituelles par voie de juridiction; elle présente le privilége du roi Ferdinand II, de 1493 et le décret des Cortès de 1645 comme des titres légitimes qui lui donnent le droit de faire des ordonnances sur les processions et les fêtes indépendamment de l'archevêque et du chapitre! Or ces titres n'ont aucune valeur. Car ce serait une témérité de supposer qu'un roi tel que Ferdinand qui mérita par sa piété le surnom de *catholique*, ait voulu usurper la juridiction spirituelle et s'arroger le pouvoir de disposer des choses religieuses. Il faut entendre le privilége du temporel seul. Les sujets devront s'abstenir des oeuvres serviles pour se livrer aux réjouissances extérieures, et tant les employés que les colléges devront assister à la fête; c'est tout ce que peut faire l'autorité civile. Si le privilége comprend les actes spirituels, il est subreptice et nul.

Il est vrai que les Cortès de 1645 demandèrent au roi pour la ville et la municipalité de Valence le pouvoir de prescrire les processions et les fêtes sans le concours de l'archevêque; que répondit le roi? Que l'on observât le privilége du roi Ferdinand. Or, ce privilége étant censé parler uniquement du temporel, ne s'applique pas à notre cas; si l'on veut qu'il regarde les choses spirituelles, il est nul, et la confirmation est entâchée du même vice. — La coutume de promulguer les édits sous cette forme n'est pas prouvée; on ne présente pas d'autres ordonnances du même genre où la municipalité prescrive des processions et des hymnes indépendamment de l'archevêque; au contraire, l'on a plusieurs édits où il est dit que l'on agit avec le concours du chapitre. Supposé que la coutume immémoriale existât en fait, elle serait sans valeur, parce qu'elle ne peut se concilier avec l'immunité ecclésiastique; les saints canons et la bulle *in Coena Domini* protègent la discipline contre les abus; d'ailleurs Urbain VIII a publié une bulle qui abroge les coutumes immémoriales préjudiciables aux droits de l'Eglise. La loi naturelle confirmée par le droit des gens veut, dit Cicéron, que les mortels ne puissent jamais rien acquérir par l'usage sur les dieux immortels.

Dira-t-on que l'archevêque et le chapitre ont toléré l'usage? Cela n'étant pas prouvé, nous le nions formellement. Leur tolérance serait-elle prouvée, c'est sans conséquence, parce que la tolérance d'un évêque ne suffit pas pour rendre valide un statut laïque qui offense l'immunité ecclésiastique, il faut que le Pape lui-même connaisse ce statut et le tolère; la simple connaissance et la tolérance ne suffisent même pas, il faut le consentement formel du Pape. En 1653, Innocent X a abrogé comme contraire à l'immunité ecclésiastique l'édit du gouverneur de Milan qui ordonnait d'observer la fête de S. Dominique, de s'abstenir des œuvres serviles et de fermer les boutiques, et de célébrer cette fête avec piété; pourtant l'on aurait pu dire que cet édit regardait uniquement le temporel, et qu'il exprimait simplement un avertissement et une exhortation.

Le cardinal nonce de Madrid se prononce expressément pour la nullité des édits dont il s'agit. Le roi d'Espagne est du même sentiment, puisque dans sa réponse à la ville il exhorte la municipalité à éviter les conflits et à prendre des moyens plus doux et plus convenables. Vingt-huit chapitres d'Espagne, dix universités, cinq colléges, onze congrégations religieuses et divers couvents, et cinq canonistes et théologiens des plus renommés en Espagne pensent que les édits de Valence offensent profondément l'immunité ecclésastique.

Tel est le résumé du mémoire, sans les citations et les preuves; on les consultera avec fruit dans le texte, que nous rapportons tout entier.

« *Valentina Jurisdictionis — Emẽ et Rmẽ Dñe* — Serenissimus rex Catholicus pro ejus ingenita pietate recognoscens a Deo beneficium pacis nuper sequutae cum serenissimo rege christianissimo, mandavit per litteras circulares, quod in omnibus suis regnis debitae gratiae Altissimo redderentur. Hinc jurati et magistratus civitatis Valentiae communicarunt archiepiscopo, et capitulo Valentino nostris principalibus, quod intendebant pro gratiarum actione, ut in ecclesia majori die dominico 12 februarii anni tunc currentis 1679 de mane post officium caneretur hymnus *Te Deum laudamus*. Archiepiscopus et capitulum libenti animo approbarunt pietatem regis, et magistratus, seque paratos exhibuerunt eam coadjuvare. Noluerunt tamen admittere, quod magistratus ipse determinaret functionem, formam, locum et tempus illius tamquam privative spectans ad ipsum archiepiscopum et capitulum; qua tamen contradictione non obstante, dicti jurati et magistratus sub die 8 februarii dicti anni 1679 publicari fecerunt edictum seu praeconium, in quo dixerunt quod in gratiarum actionem deliberaverant, providerant et determinaverant, ut in ecclesia majori die 12 februarii 1679 de mane caneretur solemniter hymnus *Te Deum-laudamus* ibique assisterent dictae solemnitati, gratiasque Deo redderent, ac fierent luminaria feriando diem sabathi.

« Verum, quia pro parte archiepiscopi et capituli reclamatum fuit adversus hujusmodi praeconium tamquam laedens jurisdictionem ecclesiasticam ad quam privative spectat determinare hanc functionem uti spiritualem, et jurati persisterent in eorum determinatione, archiepiscopus dictam functionem absolvit absque interventu magistratus et juratorum, qui magis se confovendo in usurpatione jurisdictionis ecclesiasticae, ipsa die 12 februarii de mane publicarunt aliud edictum, quo notificarunt populo, qualiter utentes potestate et auctoritate sibi competenti in vim privilegiorum, constitutionum et ordinum regiorum, variabant situm jam determinatum pro canendo hymnum *Te Deum*, et dictam functionem transferebant ad ecclesiam collegii Corporis Christi pro eadem die post vesperas. Prout convocato clero regulari, et pluribus ex secularibus, non consentiente rectore dicti collegii, de facto hymnum praedictum cantare fecerunt.

« Hinc archiepiscopus et capitulum recursum habuerunt ad SSmum Dominum Nostrum, ut reintegrando jurisdictionem ecclesiasticam laesam a praefatis edictis, dignaretur illa abrogare, et mandare deleri ex libris dicti magistratus; remissoque memoriali ad hanc Sacram Congregationem pro voto, et ab eadem expetita informatione Emi Nuncii, illaque nuper remissa, supplicamus pro voto, et resolutione favorabili abolitionis et nullitatis praefatorum edictorum.

« Etenim potestas laicalis non potest statuere, neque determinare circa functiones spirituales, et actus ecclesiasticos, quia in his solus Ecclesiasticus disponit (c. fin. *de reb. Eccles. non alien.* c. *Decernimus*, de judic.; c. *Bene qui-*

dem 96. dist. Aut. *Sed novo jure*, vers. *Laicis* C. de Epis. et Cler. Barbos. de jure Eccles. lib. 1. cap: 43. n. 161: et seq.) Adeout determinatio loci et horae pro hujusmodi functionibus ecclesiasticis ad solum episcopum, cum consensu capituli spectare pluries resolvit Sacra Congregatio Rituum teste Laur. de Franch. de controv. inter episc. et regul. p. 1. quaest. 7. n. 73. Aldan. *Compen. Canon. resol.* lib. 2. Barbos. in Collect. Apost. decis. 605.

« Immo neque respectu actuum temporalium habentium annexam spiritualitatem laici possunt quicquam statuere (c. *Quanto* de judic.; dicto c. fin. *de reb. Eccles. non alien.* ibique Panormitanus).

« Comprobari potest exemplis, tam ex sacris litteris, quam ex historicis traditionibus, quibus docemur etiam apud Etnicos et infideles jus indicendi et decernendi supplicationes et processiones, et alia sacra hujusmodi eorum sacerdotibus relinqui, ut in folio, quod datur ad partes. Quamobrem indignum est, ut catholici usurparent, quae ab Etnicis et Barbaris tanta religione custodiuntur.

« Nec dubitari potest, quin actus et solemnitas de qua agitur sit spiritualis, quia concernit functionem ecclesiasticam, cultum divinum, et ministerium sacrorum (Garz. de nobil. Genuen. in prax. Cur. Neapol. cap. 64. Decian. Tract. crim. tom. 1. lib. 5. Cap. 80. Bellet. Disqu. cleric. p. 1; Filiuc. tom. 2. tract. 27. Cap. 6. Trullench. in Expos. Decal. tom. 1. lib. 3. Cap. 1. Suarez de Relig. tom. 1. lib. 2. tit. de dieb. fest. cap. 12. et lib. 4. tit. de Simon. Cap. 15). Et propterea non poterat magistratus laicus se intromittere in illius determinatione, sed petere debebat a Pastore Ecclesiae, ut illam indiceret, ut docet Filiuc. et Suarez locis supracitatis.

« Nec suffragatur responsio, quae ex adverso affertur, quod scilicet actus ille cum habeat partem temporalem, nempe luminaria, feriam dici, et alias celebritates festivas, ac partem spiritualem, videlicet, hymnum, locum, et cultum Dei, edictum praefatum intelligi debeat de functione quoad temporalia tantum, non vero quoad spiritualia, quorum respectu importet solum monitionem, et hortationem, ut populus interesset functioni. Quoniam verba praeconii principaliter diriguntur ad spiritualia, videlicet, ad determinationem hymni, ecclesiae, et horae pro dicta solemnitate, quae ex supradictis sunt mere spiritualia. Et non sonant in monitionem, sed in praeceptum, et determinationem per viam jurisdictionis, quemadmodum intelligi debent verba *providere*, *determinare*, et *deliberare*.

« Et quando dicta verba essent dubia et possent intelligi tam de temporalitate quam de spiritualitate, opus erat declaratione, ut intelligi debeant, de sola temporalitate (Bald. in L *Jubemus* C. de Sacros. Eccles. Div. Antonin. p. 3. tit. 24 cap. 18. Felin. in c. *Ecclesia S. Mariae* de Constit. Fagnan n. 6. et caeteris omissis Del Bene *de Immunit.* tom. 1. cap. 8, etiam refert resolutionem Sacrae Congregationis Immunitatis. »

« Verum, cum in casu praesenti edicta laedant jutisdictionem ecclesiasticam disponendo de actibus mere spiritualibus non suffragaretur declaratio, seu protestatio verbalis civitatis, quod non intendat usurpare neque laedere jurisdictionem ecclesiasticam, etiamsi esset apposita in ipso edicto. (Abbas in c. *Noverit* et c. *Gravem*, de Sent. excom. Felin. in dicto c. *Eccles. Sanctae Mariae* de Const. et caeteri supra relati.)

« Tantumque abest quod jurati et magistratus non habuerint animum disponendi de spiritualibus in forma jurisdictionali, quod potius in hoc tenaciter insistant deducendo privilegium regis Ferdinandi Secundi anno 1493. Nec non actum seu decretum Curiarum anni 1645 quibus asserunt sibi attributam esse potestatem statuendi et ordinandi processiones et solemnizandi festa quaecumque independenter ab archiepiscopo et capitulo; atque compellendi sub poenis etiam corporalibus ad illis interessendum, allegando etiam consuetudinem similia edicta promulgandi, ut deducitur in scriptura impressa civitatis intitulata *Luz della Verdad* quae datur Illmo D. meo Secretario.

« Hujusmodi tamen fundamenta nihil prosunt intentioni civitatis. Quando quidem, sicut est temerarium supponere quod praefatus rex Ferdinandus, qui ob insignem ejus pietatem et religionem meruit nomen *Catholici*, voluerit occupare jurisdictionem ecclesiasticam, et sibi arrogare facultatem decernendi spiritualia, ita praesumendum est quod in dicto privilegio intellexerit de processionibus et solemnitate festorum quoad concernentia temporalitatem tantum, videlicet, quod subditi se abstinerent ab operibus servilibus ad solum gaudium temporale, quodque compellere possent officia et collegia, quamvis exempta, ad interessendum; ad quae solum se extendit potestas principis saecularis (Azor. *Instit. moral.* p. 2. lib. 1. de 3 praecepto Decalogi cap. 29. versic. *Quinto quaeritur*). Alias, si dictum privilegium intelligeretur etiam quoad actus spirituales, esset subreptitium et nullum (c. *Certum* 10. distin., dicto c. *Bene quidem*, 96. dist. c. *Ecclesia S. Mariae* et ibi Canonistae de Constit. auth. de Sacror. Eccles. et ibi DD. Felin. in cap. *cum ex officii* de praescrip. Fagnan. in C. *Explicari* de observ. jejun.)

« Minus suffragatur actus Curiarum seu Comitiorum anni 1645. Nam licet in supplicatione porrecta civitas et magistratus petierit ut in executionem privilegii praefati regis Ferdinandi ipsa posset decernere processiones, feriare dies et indicere festa absque participatione archiepiscopi, nihilominus rex solum rescripsit quod servetur privilegium praedictum. Cumque illud non praesumatur loqui nisi quoad temporalia, non applicatur ad casum nostrum. Vel si disponeret de spiritualibus, quemadmodum esset nullum, ipsa quoque confirmatio eodem vitio laboraret.

« Asserta autem consuetudo promulgandi edicta sub ista formalitate non justificatur, quia nulla alia similia exhibentur in quibus magistratus et civitas determinent processiones et hymnos independenter ab archiepiscopo. Quinimo plura dari possent, in quibus aperte dicitur processum fuisse cum determinatione capituli Ecclesiae Valentinae, et in aliis indictae fuerunt processiones per verba impersonalia, et ideo non inferunt consuetudinem favore civitatis.

« Et quatenus daretur talis consuetudo, etiam per tempus immemorabile (quod expresse negatur) illa uti repugnans immunitati ecclesiasticae non est attendenda, neque praejudicat; sed est emendanda et corrigenda (dicto c. *Noverit* de sent. excom. *Cum terra* de elect. c. *Mala consuetudo* 8 distinct.) Concordat Bulla in Coena Domini. §. 15. Nec non constitutio sa. me. Urbani VIII de praejudicialibus abrogans quascumque consuetudines etiam immemorabiles, quae sint in praejudicium jurium Ecclesiae. (Fagnan. in dicto c. *Explicari* de observ. jejun. Marta de jurisd. p. 4. Azor. *Instit. Moral.* p. 1. lib. 5. cap. 12. Barbos. in Collect. super C. de sacros. Eccles.) Ut etiam dixit Cicero de Arusp. respons.: « Lege tamen naturae communi jure gentium sancitum est, ut nihil mortales a Diis immortalibus usu capere possint. »

« Nihil relevante scientia, et tolerantia archiepiscopi et capituli; si probaretur (quae pariter negatur) quia ad validitatem statuti laicalis contra immunitatem ecclesiasticam non sufficit scientia et tolerantia episcopi, sed requiritur ipsius Papae. Surd. cons. 501. Immo non sufficit simplex scientia et tolerantia etiam Papae, sed est necessarius ipsius consensus. (C. *cum jamdudum*, de praeb. in fine; c. *Nihil prodest*, de praescription. Suarez de legib. lib. 7. cap. 13. et contra regem Angliae lib. 4. cap. 32. Caputaquen. decis. 264. n. 2. p. 3.)

« Comprobantur praedicta ex celebri exemplo et determinatione sa. me. Innocentii X, qui de anno 1653 sub die 6 octobris occasione similis edicti publicati in civitate Mediolani de mandato Gubernatoris illius super solemnizatione festi sancti Dominici, quo mandabat artifices abstinere ab operibus ser-

vitibus et apothecas claudere, et diem celebrare cum devotione ac pietate christiana, declaravit praefatum edictum fuisse contra immunitatem ecclesiasticam; et tamen poterat interpretari ut disponeret tantum de temporalitate, et sonaret in monitionem et hortationem.

« Neque contradicunt consultationes plurium religiosorum impressae post scripturam civitatis, quia vel supponunt praecessisse consensum archiepiscopi et capituli, vel quod edicta intelligenda sint quoad temporalia tantum.

« Accedit, quod Emus Nuncius in sua informatione expresse sentit pro invaliditate dictorum edictorum, et hujusmodi sententiae fuisse etiam regem catholicum, dum in responsione data civitati super functione facta in collegio Corporis Christi, de qua in scriptura impressa civitatis fol. 25, illam monet ut evitet discordias, et utatur mediis magis suavibus, et proportionatis. Et quamvis Eminentissimus Nuntius asserat sibi non fuisse exhibita jura civitatis, tamen dum vidit privilegium et scripturam impressam civitatis, ut asserit in informatione, usque omnia jura ei innotuerunt.

« Et demum, quod hujusmodi edicta laedant immunitatem ecclesiasticam, senserunt viginti octo capitula ecclesiarum cathedralium Hispaniae, sex universitates, quinque collegia, undecim religiones et diversi earum conventus, et quinque alii insignes canonistae et theologi Hispaniae, ut apparet ex eorum votis post discursum impressum registratis.

« Quare etc. *Dominicus Ghelphus.* »

Le mémoire qu'on vient de lire annonce une dissertation particulière pour montrer que le droit de prescrire les prières publiques a toujours appartenu au sacerdoce, non seulement parmi les Hébreux, mais encore chez les païens et les barbares, Troyens, Scythes, Grecs, Romains, Chinois, Mahométans et autres.

En effet, nous lisons dans le second livre d'Esdras (c. 12) que la cérémonie relative à la dédicace des remparts de la nouvelle Jérusalem, fut demandée aux lévites par les habitans et prescrite par Néhémias.

Homère raconte dans l'Iliade (lib. 6) que lorsque Hécube voulut offrir une hécatombe à Pallas et ouvrir le temple, la prêtresse s'opposa, parce qu'il lui appartenait d'ouvrir elle-même la porte.

Quoique le roi des Scythes désirât vivement diriger les baccanales, il n'osa point le faire avant d'avoir été initié aux mystères, ainsi qu'on le voit dans Hérodote. Chez les Grecs, particulièrement à Athènes toutes les fêtes religieuses dépendaient des prêtres. Les Romains eurent le même usage, Tite-Live l'atteste. Les Mahométans réservent aux Muftis le droit de prescrire les prières publiques.

« *Varia exempla diversarum Nationum circa jus indicendi processiones, aliasque Rogationes, et preces.* Habetur in secundo Esdrae, cap. 12 dedicatio muri Hierusalem, quae a Gretsero lib. primo capit. 2. Eveillon cap. 2. ol. 11. de Procession. Malvenda, Mariana, et Cornelio a Lapide super dicto textu, *processio* nuncupatur. Hanc solemnem functionem juxta Menoch. (de Repub. Hebraeor. lib. 2. cap. 6) cives Hierusalem a Levitis qui circumjectas Urbi villas habitabant, postularunt, indictio vero jussa fuit a Nehemia sacerdote, ut dicto cap. 12 Esdra versic. 31 ibi: « Ascendere feci principes Juda super muros et statui duos magnos choros laudantium etc. »

« Liceat Trojanorum quid (ut ita dicam) simile referre ex Homero Iliad. lib. 6, dum Troja a Graecis obsessa, regina magno matronarum comitatu ad Peplum offerendum, vovendasque Palladi hecatombas, ut patriae succurreret laboranti, ad limen templi accessit. Cumque illud aperire constituisset, pulchra sacerdos Theano minime hoc passa est, sed ipsa fores aperuit, reginam, matronasque introduxit, donum dicavit, votumque vovit Palladi; Hecuba regina potentissima, tot liberis fulta, et belli tempore quando jura omnia silent, nec unico quidem verbo contradicente.

« Possent etiam adduci, in aliquale exemplum Etnicorum Baccanalia, quibus etsi Scyles Scytharum rex interesse chorosque ducere in Urbe Boristenarum desiderasset, ausus tamen non fuit hujusmodi pompis se immiscere, donec Dionysii Baccanaliis initiaretur prout Herodotus refert in Melpomene pagina mihi 286.

« Constat Graecos idem observasse ex proxime allegato exemplo. Nam Graeci erant qui Scylem Bacchi sacerdotem fecerunt nec ducere pompas ante initiationem permiserunt: sed amplius ex Guilielmo Postellio in Republica Atheniensium cap. 21 comprobatur dum ait: « Romanos non tantum legum exemplum a Graecis expetivisse, sed etiam reipublicae imaginem hinc sumpsisse. Quemadmodum enim hi rege Sacrificulo sacra fere omnia administrare solebant, ita nomine sacrorum primas erat Athenis auctoritate rex. Prima enim muneris dignitas illi erat, quod Eleusina, et Bacchica, Cereri et Baccho sacra, a ludorum curatoribus fieri pro moris usu curaret.

« Romanos Etnicorum omnium sapientissimos, ita haec ad unguem consuevisse celebri *Titi Livii* testimonio comprobatur lib. 1. hist. cap 20. Sic enim ait: « Pontificem deinde Numa, Martium Martii filium, ex patribus legit, eique omnia exscripta, exsignataque attribuit, quibus hostiis, quibus diebus, ad quae templa sacra fierent, atque unde in eos sumptus pecunia erogaretur, caetera quoque omnia publica, privataque sacra Pontificis scitis subjecit, ut esset quo consultum plebs veniret, ne quid divini juris, negligendo patrios ritus, peregrinosque adciscendo turbaretur. Et in specie constat ex Lucano Pharsalic. lib. 1 vers. 584 et sequent. sacra illa Amburbalia ad civium supplicationem Arunte respondente indixisse Pontifices, sacri quibus est permissa potestas.

« Nicolaus Trigautius in Regno Chinae Cap. 10 fol. 260 loquens de sacerdotibus superstitionis Bonza nuncupatis disserit ita: « In regiis cœli, et terrae Fanis hi Sacrificuli resident, et regiis sacrificiis adsunt, sive ea rex per se, seu per nominatos magistratus exequatur, qua re una non mediocrem authoritatem adipiscuntur. » Et paulo post: « Evocantur etiam ad exequias, ad quas pretiosis induti vestibus procedunt, tibias et alia musica instrumenta pulsantes, novas etiam aedes consecraturi. Et supplicantium pompam per vicos ducturi accersuntur. »

« Quaesumus tandem utrum Mahumetici suis sacerdotibus hanc salvam esse velint authoritatem? Volunt quidem, et claro testimonio moderni, punctualissimique exempli patefiet. Joannes enim Sagredo in suis Turcicis commentariis lib. 12 fol. 711 scripsit ita: « Ordinò il Mufti a richiesta delle Sultane publiche orazioni, e con la presenza delle stesse, secondati dai più graduati Bassà e da concorso di molto popolo si ridusse sopra una collina per impetrare fortunato evento alla intrapresa funzione che non si prattica se non in gran congiunture, e particolarmente nelli contingenti di guerra. »

« Haec superstitiosa supplicatio Constantinopoli anno 1638 facta fuit ad impetrandum, quarto Amurati, a falso ipsorum propheta Mahumete auxilium adversus Persas, quibus tunc bellum Turcae gerebant. In illaque maxime debet ponderari, quod Iurici imperatoris uxores non erubuerunt precibus suis Pseudo-Pontificem excitare, licet illius auctoritas antecessoris et ipsiusmet Amuratis jussu paulo ante enervata fuisset.

« De Persis Mahumeticis etiam sed sectariis eadem pene tradit Willelmus Scikhardus in opere quem citat. « *Respublica Persica*, Cap. 4. fol. 156.

« Negabitur ergo veri Dei veris sacerdotibus quod obtentu sectae licet falsae nefandis daemonum ministris universaliter fuit permissum, ut merito Christiani cum Postello de Repub. Atheniens. cap. 20 dicere possint: « Facile non tantum a Mahumeticis, sed et ab Etnicis vincimur? Deus avertat! »

Consultation des avocats de Valence. — Les expressions, *décréter*, *déterminer*, dans les édits de la municipalité, ne sont pas contraires à l'autorité ecclésiastique et à la juridiction spirituelle, elles n'offensent pas l'immunité dont jouissent les choses religieuses.

Le monde est gouverné par deux pouvoirs qui ont chacun leurs limites. Le pouvoir civil, qui dépend du souverain, est contentieux ou politique. Les ecclésiastiques sont exempts du pouvoir contentieux, de la juridiction, au lieu que le pouvoir politique ou économique comprend les ecclésiastiques et les séculiers, pourvu qu'il ne s'exerce pas contrairement aux saints canons et aux statuts de l'Eglise. La raison en est que les ecclésiastiques sont membres de la société, vassaux du prince séculier, ses sujets pour le temporel.

De là les docteurs infèrent que les lois séculières comprennent les ecclésiastiques. Les uns disent que ce n'est que *directive ;* les ecclésiastiques sont tenus en conscience de les observer en vertu de la loi naturelle. D'autres pensent qu'ils peuvent y être contraints, *via coactiva*, et qu'il appartient au juge ecclésiastique de les contraindre ; s'il y met de la négligence, le juge séculier est libre de procéder à la monition légale. Quelques docteurs allant plus loin soutiennent que le juge séculier peut punir l'ecclésiastique qui transgresse la loi séculière. C'est la pratique de Naples pour toutes les choses qui concernent la régale et le patrimoine de sa majesté. Voir Suarez (*de legibus*, lib. 3. cap. 34).

Or, les droits régaliens ont été communiqués à la ville de Valence par le privilége de Ferdinand le catholique. Donc la municipalité peut fort bien dire dans ses édits qu'elle délibère et décide de chanter le *Te Deum* à la cathédrale. Supposé que les ordonnances du pouvoir civil n'aient pas d'autre valeur que la simple force directive, cela suffit pour obliger les ecclésiastiques à les observer par devoir de conscience.

En outre l'autorité séculière a le pouvoir de prescrire des fêtes, de sanctionner ses ordonnances par des peines dont il fait l'application aux transgresseurs. Cela n'offre pas de difficulté pour l'interruption du travail et des oeuvres serviles. Toute fête renferme un côté temporel, le culte divin, l'abstention des oeuvres serviles. Sur ce dernier point l'autorité civile peut fort bien prescrire l'observation des fêtes. Le gouverneur de Milan, dans l'édit relatif à la fête de S. Dominique, commit la faute de statuer sur le culte; c'est pour cela que le pape Innocent X cassa l'édit. Pour le temporel, l'autorité séculière peut disposer. Il s'ensuit que la municipalité de Valence avait le droit de publier son édit. Son intention n'a pas été d'offenser le moins du monde l'immunité ecclésiastique et de s'ingérer dans ce qui n'est pas de son ressort; bien au contraire, elle a voulu donner plus d'éclat à la cérémonie; or, les princes séculiers ont le pouvoir d'augmenter la splendeur du culte divin; c'est une de leurs obligations de faire des lois dans ce but et d'interpréter les constitutions ecclésiastiques: ils se conforment par là à la volonté présumée de l'Eglise; nous en avons une foule d'exemples dans le code de Justinien. L'Eglise consent tacitement à des choses d'une utilité incontestable; l'on présume la volonté de Dieu pour le bien commun.

Les lois séculières, quand elles sont honnêtes et justes, sont censées approuvées par les Papes; le droit canonique consacre cette maxime, qui s'applique surtout aux lois qui émanent du souverain. Or, la municipalité de Valence, agissant par délégation du roi, a fait une ordonnance vraiment honnête et juste; le privilége du roi Ferdinand communique à la municipalité l'autorité royale, qui règne et gouverne au nom de Dieu, comme parlent les saints livres: *Per me reges regnant et legum conditores justa decernunt*. Le pouvoir séculier de faire des lois émane de Dieu; ses actes sont censés revêtus de l'approbation de l'Eglise pour tous les princes qui vivent dans son sein. La lettre du roi, en date du 22 février 1679, approuve et ratifie les édits de la municipalité. Les décisions des princes sont toujours censées selon le Droit, attendu la grande habileté et la science des ministres qui font partie du Conseil suprême, et sont comme des parties et des membres du Souverain. Les ministres du Conseil suprême d'Aragon sont, pour ainsi dire, des parties de la poitrine et du coeur du roi notre maître; leurs lumières et leur expérience ne permettent guère de supposer que le roi puisse errer dans les choses qu'il fait avec leur conseil.

Ainsi, la municipalité a agi dans l'intérêt du bien public. Non seulement on ne peut alléguer aucune loi ecclésiastique qui condamne expressément ce qu'elle a fait, mais encore son acte est probable. Dans le doute il faut adopter l'opinion favorable. C'est le principe que plusieurs auteurs admettent par rapport aux questions d'immunité, en disant que lorsqu'un statut a été fait pour le bien public et par esprit de zèle et qu'une loi ecclésiastique ne s'y oppose pas expressément, en sorte qu'il soit douteux que ce statut viole l'immunité des clercs par rapport aux choses profanes, l'on peut embrasser le sentiment qui favorise le bien public.

Toute contravention doit être notoire. Dès qu'il y a discussion et des probabilités on ne saurait poursuivre un homme comme transgresseur. Pour toutes ces raisons, disent les avocats de Valence, nous pensons que la municipalité en publiant son édit, a suivi l'inspiration de sa piété ordinaire, même par les expressions que l'on attaque, et que dans les cas semblables, elle pourra faire usage des mêmes termes.

« *Consultatio Advocatorum perillustris civitatis Valentiae.* — Perillustris Catholica semper fidelis et pia Civitas, certum est quod a nobis non requirit nostram sententiam, sed mandat ut redigamus in scriptis consilium a nobis praestitum in functione et actu *Te Deum laudamus*, quod non deberet delere aliqua ex verbis contentis in edicto; et parentes praecepto dicimus, causas et rationes per quas consuluimus Civitati ut posset et deberet persistere in formalitate vocum et verborum edicti dicentium *decrevisse et determinasse etc.* ex quo non sint contra auctoritatem ecclesiasticam et jurisdictionem spiritualem nec laedere ejus immunitatem esse sequentes.

« Quia, ut omnibus notum est, mundus gubernatur duplici potestate, altera Ecclesiastica, altera Civili, quarum unaquaeque habet suos limites (c. *solitae*, de Major. et obed. c. *novit* de judiciis, Extravag. *Uuam Sanctam* de Majoritate et obedientia c. *Advenae*, c. *duo sunt*, 96 distinct. Pater Molina de injust. disp. 29 Martha, de jurisd. p. 4 cas. 198. Mastril. *de Magistrat.* lib. 3. n. 81. Ubert. in Congress. legal. Cong. 50. Escalera de utroque Brach. p. 2. n. 4.)

« Potestas civilis quae dependet a Principe, est in duplici differentia: altera contentiosa et mere jurisdictionalis, altera politica et oeconomica. A prima sunt exempti ecclesiastici, sed non a secunda, quia potestas politica principis comprehendit aequaliter ecclesiasticos et seculares, dummodo non sit contra sacros canones et repugnet statutis ecclesiasticis. (Victoria, de potest. Eccles. sect. 6 de justit. disput. 61. Soto, in 4 dist. 25 q. 2 art. 2. lib. 1. de Just. 9 6 art. 7. Bellarminus tom. 2 de cleric. cap. 28. Molin. de just. disput. 31. Sayr. lib. 3. Claus. Reg. cap. 4. Salas disp. 14 de leg. Bonacin. q. 1 de leg. Rodriguez quaest. regular. tom. 1 q. 61. Bald. Theolog. moral. lib. 5 disp. 33).

Quia ecclesiastici sunt cives et membra reipublicae et vassalli principis saecularis et respectu temporalis sunt subditi jurisdictioni seculari ut praedicta omnia gravi eruditione exornat modernus Jul. Cappon. *discept. foren.* discept. 102 a n. 37 usque ad 42, qui locus dignus est observatione.

« Hinc inferunt doctores quod leges seculares comprehendunt ecclesiasticos. Aliqui dicunt quod est via directiva tantum

Lessius, de Just. lib. 2 cap. 33. Zerola, in verbo *Pragmatica* dub. 2. Bellarminus de Cler. lib. 1 cap. 38; cum aliis. Fagundez de justit. lib. 50 cap. 37). Ita ut ecclesiastici teneantur in conscientia eas observare ex jure naturali (Dian. in c. *Quae in ecclesia*, de constit. Speler d. 13 noviter Palaya tomo 2 Canon. decis. tit. de cens.).

» Alii dicunt quod tenentur via coactiva, quodque coactionem facere debet judex ecclesiasticus (Guttier. *de Gabellis* q. 92 Mart. p. 4 Centur. I. Cas. I. Diana tom. 4 Resol. 8). Et si ecclesiasticus est negligens, tunc poterit secularis procedere ad condecentem monitionem. (Mexia in *Praymat. taxae panis*, conclus. 5. Salz. de L. polit. lib. I. cap. 4 n. 20). Quidquid dicat Diana tom. 4 de Immunit. Resolut. 29; quia iste auctor est suspectus et inimicus capitalis jurisdictionis regiae et perpetuus contradictor illius, ut observ. Reg. Capuc. Latro consult. 103 tom. 2 et sequitur Jul. Cappon. discep. 50 in fine.

« Quamvis non desint qui dicant ecclesiasticum teneri vi coactiva, quodque judex secularis potest contra eum exequi poenas. (Suarez de leg. lib. 3 cap. 34. Pereira de man. Reg. c. 38 lib. 2 Salzed. lib. 1 *de leg. Polit.* cap. 2 relati a Julio Cappono d. discept. 50, et dixit quod irrefragabiliter observatur Neapoli in omnibus concernentibus regaliam et patrimonium suae majestatis.

» Ex quo resultat quod cum civitati communicata sit auctoritas et regalia suae majestatis vigore regii privilegii Domini Regis D. Ferdinandi II pro faciendis festivitatibus et aliis solemnitatibus rogationum et precum etc., potuit recte deliberare et decernere, mandando fieri edictum pro functione et actu *Te Deum laudamus*. Quoniam ubi deliberationes potestatis secularis non haberent aliam partem quam directivam, haec sola sufficit ad hoc ut ecclesiastici debeant illas exequi in conscientia, ut ex supradictis remanet probatum.

« Addito quod potestas saecularis potest praecipere festivitates cum impositione poenarum, illasque exigere a transgressoribus (c. *Irreligioso* de consecr. distinct. 3. Barbos. allegat. 105 n. 42. Jul. Cappon. discep. foren. discep. 208 n. 22). Quod non habet dubium quoad cessationem a labore et operibus servilibus ob publicam laetitiam aut alios praetextus (L. *Sed et si* § si feria ff *ex quibus* caus. major. L. *dies festos* L. *a nullo* c. de fer.) Daniel pluribus relatis de nobilit. tom. 1 disp. 34; et de observantia regni Neapolis testatur Julius Capponus d. discep. 208; et in hac civitate est quoque notoria haec observantia.

» Quia in una festivitate adest actus spiritualis et actus temporalis, ut experitur in festivitate sabathi testamenti veteris, cujus loco successit pro christianis dies dominicus, ubi considerari debent duo. Unum est cultus divinus qui designatur in illis verbis: *Memento, ut diem sabathi sanctifices*. Et aliud in cessatione ab operibus servilibus, quae resultat ex illis verbis: *Septima die Dei tui non facias omne opus*. Et super hoc secundo potest secularis potestas mandare et resolvere observationem festivitatum, ut cum Divo Thoma distinguit Capon. d. discep. 208 n. 26, ubi loquitur de edicto quod publicari mandavit gubernator Mediolanensis, praecipiens observari, et solemnizari festum S. Dominici, non solum in cessatione ab operibus, sed etiam respectu cultus divini, et pro hac ultima parte Sanctitas Innocentii X retractare fecit edictum ut refert Fagnan. in 2 lib. Decretal. in c. *Conquestum*, de Feriis n. 59.

» Haec omnia procedunt non obstante quod temporalitas sit connexa cum spiritualitate, qua de causa quamvis aliqui voluerint dicere quod secularis non potest disponere circa funera defunctorum ex textu in c. ult. de reb. Eccles. non alien., tamen videatur Abbas Panormitanus super dicto textu, ubi dicit: « Sed circa concernentia pompas mondanas an valeant statuta? Credo specifice quod valeat statutum. » Et eamdem distinctionem facit q. 3. n. 4 7 et 8, et hunc sequitur comes Villasoretae D. Mart. Cutel. de recen. Immunit. lib. 2, q. 65, exornans distinctionem.

» Similiter seculares qui exercent potestatem œconomicam in gubernio ecclesiarum, possunt diminuere numerum missarum quemadmodum episcopi et praelati regulares, quia talis reductio pertinet ad auctoritatem et potestatem oeconomicam vel politicam, ut dixit post alios Passarinus q. 187 art. 50 q. 14 et sequitur Julius Capponus, discep. 154 num. 36, et 37 inquit quod haec cognitio non est per viam auctoritatis judicialis.

» Ergo in parte temporalitatis non cadit aliquod dubium quin saecularis potestas possit facere similes ordinationes, et per consequens potuit Illma Civitas decernere et mandare publicari edictum supra relatum.

» Siquidem animus Illmae Civitatis numquam fuit laedendi immunitatem ecclesiasticam nec se ingerendi in illa, imo potius agendi de ejus majori splendore, veneratione et augumento cultus divini, quod est licitum principibus saecularibus, et proprium suarum obligationum, et ad hunc effectum possunt facere leges et interpretari constitutiones ecclesiasticas, conformando se praesumptae voluntati Dei juxta leg. 28 tit. 3 lib. 1. Recopil. Cappon. discept. 154 num. 26 et hoc modo intelligimus l. *provinciarum* C. de feriis, de cujus dispositione dixerunt absque fundamento Carpan et Franc. March. relati per Capponum d. discept. 208 n. 33 quod statum laicale poterat tollere festivitates cum ita sit quod text. admittit germanam intelligentiam quam et dat Cappon. dicens valde in nostris terminis quod loquitur in ferias sed procedit interpretando quod tunc cesset prohibitio quasi quod ob praesumptam Dei voluntatem velit in tali die homines praed. mori. Et hinc oritur, quod propter communicationem regaliae potuerit Illma Civitas decernere celebritatem *Te Deum*. Nam cum esset ita ad commune beneficium et in actionem gratiarum publicae pacis, nemo poterit negare quia intercesserit Divina voluntas cum tacito assensu pro executione docti actus et multo magis cum praecesserit expressus consensus Illmi capituli.

» Et adhuc sine isto non est a ratione alienum id quod ratiocinatum est, imo est illi valde conforme, quia leges seculares quando sunt honestae et justae, intelliguntur approbatae per Romanos Pontifices (c. 1 *de novi operis nunciatione c. inquisitionis*, de Heret. in 6. c. 1. *de juramento calumniae c. Venientes*, de jurejur. L. *Cunctos populos c. de Sum. Trinit. et fide Cathol.*) Quod multo magis procedit quando lex est principis, ut ratiocinatur auctoritate plurium Capponus discept. 102 n. 34 vers. *Respondeo*; quod applicatur nostro casui, quia cum resolutio civitatis sit tam honesta, et facta auctoritate delegata a sua majestate, intelligi debet actus ejus proprius, juxta vulgare principium: Qui per alium facit, per se ipsum facere videtur. Merlin. controvers. foren. cent. p. cap. 53 n. 18 concordans cum illo: *Per me Reges regnant et legum conditores justa decernunt*. In quo secundant DD. dicentes quod potestas secularis condendi leges emanat a Deo, ut late Castil. de leg. polit. ut refert Julius Capponus, discept. 153 n. 17 vers. *Respondeo;* et per consequens intelligi potest quod concurrat approbatio Ecclesiae quae comprehendere debet illos de suo gremio.

» Hocque magis confirmatur per regiam approbationem suae majestatis, quae postea supervenit in ejus regia epistola die 22 februarii proxime praeteriti; quia resolutiones principum semper intelliguntur juxta dispositionem juris, quia habent omnia jura in scrinio pectoris (*L. omnium c. de Testamentis*) mediante magna peritia, et scientia principalium ministrorum qui ei assistunt in ejus supremo Consilio ad hujusmodi determinationes, quia isti supremi judices sunt quodammodo partes et membra principis, ut dixerunt Imperatores Arcadius et Honorius in L. *quisquis* 4. c. ad leg. Jul. Majest. ut dicit. D. Vice Cancell. Crespi observat. 9, p. 1. n. 55. Ministri sacri

supremi Consilii Aragonum sunt tamquam partes pectoris et cordis Regis Domini nostri. Cumque tanta sit eruditio et experientia Dominorum regentium, non est verisimile nec immaginabile quod cum eorum voto et consilio sua majestas possit errare.

» Postremo ex omnibus supra relatis recognosci debet ad minus, quod actio civitatis in casu proposito, cum sit ex causa et ratione boni publici, et justo zelo mota, nec adsit lex ecclesiastica quae in individuo ei resistat, imo potius habeat probabilitatem, debet eligi opinio quae faveat operationi civitatis juxta punctualem doctrinam divi Chrysostomi quam refert et sequitur D. Mar. Catel. de Recent. Immunit. lib. 2, q. 66, n. 11, his verbis: « Quoties ergo statutum boni publici causa processit bonoque zelo editum fuerit, si lex ecclesiastica specifice non adversetur, adeo ut dubium sit an immunitati clericorum in profanis causis et rebus obsit, illa opinio quae bono publica favet sequi poterit. »

» Quod congruit omni juri, quia quocumque modo dici non potest adesse contraventionem nisi in notorio, ita etiam non potest accusari de contraventione illud in quo adest probabilitas et disputatio, ut dicit et optime probat D. Vice Cancell. Crespi p. 1, observ. p. n. 110, et a num. 286, usque ad n. 316, fundans hoc in jure ecclesiastico et civili. Ex quibus omnibus sumus in sententia quod perillustris Civitas in eo quod egit circa publicationem praefati edicti formalitate verborum in eo contentorum se conformavit cum pietate quae procedit, quodque in ceteris casibus qui ei contingent ejusdem qualitatis, poterit agere eadem forma et continuare stylum supra relatum. Ita sentimus et subscribimus in civitate Valentiae die 16 martii 1679. — *Doctor Joseph Lopez.* — *Doctor Joannes Baptista Lopez de Perona.* — *Doctor Gaspar Fornet.* — *Doctor Petrus Joseph Borrulli.*

Décision. — Malgré l'habileté des avocats, la S. Congrégation du Concile se prononça contre les édits de Valence, et ordonna de les radier des registres de la municipalité. Pourtant on ne manqua pas de mettre en relief les considérations les plus propres à insinuer l'indulgence, savoir: que la municipalité avait protesté publiquement qu'elle n'avait pas eu l'intention d'attenter à la juridiction de l'Eglise ni d'usurper son autorité; que douze communautés de réguliers et la plupart des jurisconsultes avaient approuvé l'acte de la municipalité; que le roi l'avait ratifié, en prévenant toutefois qu'on aurait pu procéder avec plus de modération. Ces considérations n'arrêtèrent pas le coup de foudre; la S. Congrégation prescrivit la radiation des édits. Voici le texte de la décision, et le *folium* d'usage:

Valentina Jurisdictionis — « Neomagi pace inita, Serenissimum Hispaniarum Rex jussit ut per universam ejus ditionem publicae gratiarum actiones Deo redderentur. Receptas desuper regias literas magistratus civitatis Valentiae capitulo et canonicis metropolitanae ecclesiae communicavit, addendo, quod sibi visum fuerat, ut in ipsa ecclesia caneretur *Te Deum.*

» Ex hoc loquendi modo capitulum arguens, magistratum nimiam sibi in hac materia auctoritatem usurpare, habito colloquio cum archiepiscopo, qui est etiam regni prorex, illorum reformationem curavit, sed obtinere non potuit. Quin imo magistratus publico praeconio edixit, qualiter juxta resolutionem in consilio captam *deliberabat, providebat*, et *determinabat*, quod die Dominico 12 februarii de mane et postquam majora officia fuissent celebrata, in eadem ecclesia caneretur *Te Deum laudamus*, quodque diebus 11 et 12 de sero fierent luminaria, feriando ad hujusmodi effectum diem 11, quae erat sabathi.

» Unde archiepiscopus et capitulum animadvertentes hanc edicti formulam ecclesiasticae jurisdictioni adversari, praefatum hymnum absque interventu magistratus in dicta die 12 februarii cani curarunt, sed eodem contextu magistratus aliud edictum promulgavit quo mediante, *utendo* (sunt verba edicti) *auctoritate et potestate sibi competente vigore privilegiorum et regiorum ordinum, notificavit eadem die de sero canendum fore Te Deum in regia ecclesia corporis Christi*, prout secutum fuit.

» Quocirca archiepiscopus et capitulum SSmo D. N. supplicarunt, quatenus mandaret abrogari, et ex libris magistratus deleri edicta praefata, et cum Sanctitas sua supplicem libellum huic Sacrae Congregationi remiserit pro voto, datae fuerunt literae pro informatione ad Emum Nuntium, cujus responsi exemplar habetur in sommario archiepiscopi et capituli impresso, quod una cum Informatione per manus circumferetur.

» Praeter autem in ea contenta non abs re videtur addere magistratum in quadam scriptura casum hunc enarrante palam protestari, intentionis suae non fuisse jurisdictionem ecclesiasticam quoquomodo laedere, aut sibi usurpare, in quibus saltem terminis duodecim regularium collegia, et plerique Jurisperiti magistratus factum approbarunt, editis desuper consultationibus, quarum postrema uti uberior Emis PP. perlegenda transmittitur, ut non informantis quoque jura innotescant; regemque ipsum per suas literas ab Emo Nuntio indicatas idem factum approbasse, licet Majestas Sua in eisdem literis magistratum postea moneat his verbis: Quod uti poterat mediis magis temperatis, qualia exigebat actus tam religiosus ».

» Summae itaque EE. PP. prudentiae erit decernere *An edicta praefata sint abroganda, et e libris magistratus delenda?*

» Sacra Congregatio rescripsit: *Affirmative.* Die 29 augusti 1682. »

Encyclique de Benoît XIV. Le savant pontife adressa cette Encyclique à tous les évêques du monde chrétien, afin de revendiquer pour l'Eglise le droit exclusif de prescrire des prières publiques. Il mentionne une autre décision de la S. Congrégation du Concile, distincte de celle que nous venons de publier; il exhorte les évêques à s'opposer énergiquement à toute empiètement de la part des magistrats. Voici l'Encyclique.

Venerabilibus Fratribus, Patriarchis, Primatibus, Archiepiscopis, et Episcopis. *Benedictus Papa XIV.* Venerabiles fratres, salutem et Apostolicam Benedictionem. — Quemadmodum preces ad Deum pro principibus effundere, valde consentaneum est, ita convenit, ut precum ipsarum formulae sint ex illis, quas Ecclesia usu recepit; maxime vero si ejusmodi preces in celebratione missarum adhibendae sint. Praeterea ad ecclesiasticam auctoritatem unice spectat preces illas statuere atque indicere; cum nulli saeculari potestati fas sit decernere, praeceptoque mandare, ut publicae preces fiant, sive ad persolvendas Deo gratias pro beneficio aliquo accepto sive ad illius opem in gravi aliqua necessitate implorandam.

§. 1. Divus Paulus *in prima ad Timotheum cap. 2*, ut Vos bene nostris, ita loquitur. : *Obsecro igitur primum omnium fieri obsecrationes, orationes, postulationes, gratiarum actiones pro omnibus hominibus, pro Regibus, et omnibus qui in sublimitate sunt.* Quod si expediat hoc loco praxim ostendere, qua primaeva Ecclesia utebatur in orationibus, et precibus ad Deum pro principibus offerendis, eam satis patefacere poterunt Sancti Dionysii Episcopi Alexandrini ad Praesidem Aemilianum epistola, Tertullianus *in lib. ad Scapulam, et in Apologetico*; Sanctus Cyprianus *in epistola ad Demetrianum*, Origenes *in respon. ad Celsum*, et Athenagoras *in sua legatione ad Imperatores pro Christianis.*

2. Multum quidem inter se conveniunt credendi, et orandi ratio. Proinde in celebratissimis epistolae S. Coelestini ad Galliae Episcopos additionibus cap. 11 legitur: *Obsecrationum quoque sacerdotalium Sacramenta respiciamus. . . . ut legem credendi lex statuat supplicandi.*

Atque hinc oritur, in publicis supplicationibus formulas ab Ecclesia praescriptas esse adhibendas; praesertim si res agatur de orationibus, quae recitari debeant in missa, ut dictum est. Idcirco etiam a Sacro Concilio Tridentino cavetur, ne preces in missarum celebratione adhibeantur, *praeter eas quae ab Ecclesia probatae, ac laudabili usu receptae fuerint.* Quamobrem in Missali Romano pro omni fere necessitate existunt piae quidem, ac religiosae orationes, e vetustis, ac venerabilibus sacramentariis opportune depromptae.

3. Neque vero putamus nimium progredi, immo inter aequos auctoritatis nostrae limites nos certe consistere credimus, cum asserimus, ad ecclesiasticam quidem, non autem ad saecularem potestatem pertinere, de ecclesiasticis, ac spiritualibus rebus disponere. Magnus ille Osius episcopus Cordubensis apud sanctum Athanasium in epistola ad solitariam vitam agentes, ecclesiastica sane libertate, ad Constantium Imperatorem haec scripsit: *Ne te misceas Ecclesiasticis rebus, neque nobis in hoc genere praecipe; sed potius ea a nobis disce. Tibi Deus Imperium commisit; nobis quae sunt Ecclesiae. . . . . cave, ne quae sunt Ecclesiae ad te trahens, magno crimini obnoxius fias. Scriptum est: Quae sunt Caesaris, Caesari, et quae sunt Dei, Deo.*

4. Ad viciniora autem tempora et ad rem, quae epistolae huic nostrae occasionem dedit, propius accedentes, dicimus, a laicorum ipsorum tribunali abrogata fuisse atque rescissa saecularis alicujus magistratus decreta, quibus publicae pro principibus preces indictae fuerant, quod ejusmodi decreta nullius auctoritatis, aut roboris esse per se innotesceret. Et non multis ab hinc annis Sacra Concilii Congregatio, praedecessoribus nostris annuentibus, publice abrogavit irritumque fecit saecularis potestatis edictum, quo illa, ob partam a principe victoriam, indixerat pro gratiarum actione *Te Deum laudamus* etiamsi protestationem inseruisset de praejudicio Ecclesiastico juri non inferendo, quod nimirum facto protestatio ipsa adversaretur.

5. Ut igitur aequitatis jure, rectoque ordine omnino procedatur, monemus Vos atque hortamur, ut tum Vos, tum alii opera vestra, Deum sedulo rogent pro incolumitate, ac felicitate vestrorum principum, quemadmodum et Nos pro principibus catholicis quotidie facimus. Aequo libentique animo accipite, quod potestates saeculares a vobis petant, ut pro se publicae preces fiant, atque operam date, ut Ecclesiae formulae in illis usurpentur, neque novae, aut inusitatae orationes in missa recitentur.

6. Sin autem, quod Nobis persuadere non possumus, laicalis aliqua potestas, usu vel consuetudine aliqua (quae abusus revera dici debet), praesumat auctoritatem vestram in hoc minime agnoscere, sed jure suo directe velit publicas preces indicere, immo et poenam parere renuentibus statuere audeat; loquimini et Vos, quemadmodum Osius ad Imperatorem locutus est. Rationes adducite, quas, qui errant, fortasse ignorant. Palam ipsis facite, hanc nullatenus esse rationem exorandi Deum, atque id, quod cupiunt, consequendi: ad Vos confugere eos debere, cum Vos ii sitis, qui licet *ex hominibus assumpti, tamen estis pro hominibus constituti in iis quae sunt ad Deum,* ut ad Haebreos Apostolus loquitur: nec, praeter Vos, posse aliquem opus hjusmodi suscipere, et hunc sumere sibi honorem, *Sed qui vocatur a Deo tamquam Aaron.*

Quod si dictis non acquiescant, neque a Vobis opportunum judicetur in eos ita procedere, ut ecclesiasticae disciplinae jura exigerent; Vobis stricte mandamus, ut nos quamprimum certiores de iis faciatis, opportunis quoque transmissis ad manus nostras documentis: cum Nos parati simus ea omnia facere, quae clarissimi praedecessores nostri in ejusmodi occasionibus facere consueverunt. Nolumus enim, ad supremum Dei Tribunal vocati, de neglectis sanctuarii juribus sontes judicari. Interea Vos paterno amore complectimur, Vobisque Apostolicam Benedictionem impertimur.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem die 23 martii 1743 Pontif. Nostri anno tertio.

JURIDICTION PAROISSIALE SUR LES SÉMINAIRES.

I.

Les Séminaires ne sont pas exempts de la juridiction paroissiale, qui comprend surtout, pour ce qui les concerne, l'administration du viatique et de l'extrême-onction, les droits funèbres, la bénédiction locale que prescrit le Rituel romain pour le samedi saint, et enfin la communion pascale. C'est au curé de la paroisse qu'appartiennent légitimement ces divers actes du ministère paroissial; les supérieurs et directeurs des séminaires doivent obtenir un indult apostolique pour ces diverses choses, d'autant plus que l'indult romain est nécessaire pour conserver le Saint-Sacrement dans la chapelle d'un séminaire.

Nous pouvons faire trois hypothèses: 1. Les séminaires dirigés par des prêtres séculiers. 2. Ceux qui sont confiés aux congrégations séculières, Oratoriens, Doctrinaires, Lazaristes de S. Vincent de Paul, Rédemptoristes, et autres instituts ou compagnies de la même nature, qui ne font pas de voeux ou ont uniquement des vœux simples. 3. Enfin, les séminaires qui sont confiés aux réguliers proprement dits qui jouissent déjà de l'exemption vis à vis de la juridiction paroissiale en vertu des priviléges accordés par le Saint-Siége aux Ordres où l'on professe les voeux solennels.

I. Si nous parlons des séminaires dirigés par des prêtres séculiers qui ne forment pas congrégation, il est tout à fait certain que ces séminaires ne sont pas exempts de la juridiction paroissiale, sauf un indult spécial, que nul autre que le Saint-Siége ne peut accorder d'une manière stable et canonique. Les directeurs étant soumis à la juridiction paroissiale, *à fortiori* les séminaristes n'en seront-ils pas exempts. La VIe livraison des *Analecta* (col. 1110) mentionne un Bref de Pie VII, du 10 juillet 1804, lequel exempte le séminaire d'Aveiro, en Portugal, de toute juridiction paroissiale et autorise l'évêque à confier au recteur et au vice-recteur l'administration des sacrements, même dans le temps pascal et à l'article de la mort par rapport aux séminaristes et généralement pour toutes les personnes qui demeurent dans la maison, aimi que le pouvoir de faire l'office funèbre dans la chapelle du séminaire. Un second exemple se trouve dans le bref de Léon XII du 9 avril 1824, lequel a exempté le séminaire romain de toute juridiction paroissiale, en attribuant tous les droits curiaux au recteur. Le même privilége a été donné au Séminaire Pie.

II. Les congrégations séculières ne jouissant pas de l'exemption, ne peuvent la communiquer aux séminaires dont elles prennent la direction. C'est pourquoi elles ont besoin d'un indult apostolique pour administrer le viatique et l'extrême-onction et pour la communion pascale. Nous avons cité des exemples de semblables indults, notamment dans la 62e livraison des *Analecta*, col. 760.

Au mois de juin 1864, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a statué sur le recours d'un curé qui réclamait l'exercice de sa juridiction sur un séminaire dirigé par des réguliers; nous parlerons de cette affaire plus loin. Il nous suffit pour le moment de citer la *consultation* rédigée pour les cardinaux de la Congrégation. Voici ce qu'on lit dans ce document:

« La S. Congrégation a eu l'occasion de traiter d'autres

» fois ce sujet de la juridiction paroissiale sur les séminaires. » Je parlerai des cas qui sont à ma connaissance.

» Le 15 juin 1860, les Maristes, qui constituent un nouvel » institut de voeux simples, obtinrent (outre le pouvoir ad » *decennium* d'accepter la direction des séminaires épiscopaux » et celui de les administrer au spirituel et au temporel sans » les députés que prescrit le concile de Trente), ils obtinrent, » dis-je, le pouvoir d'administrer aux séminaristes les sacre- » ments à l'article de la mort, ainsi que la communion en » accomplissement du précepte pascal. On voit par là que » cette S. Congrégation a tenu que les évêques n'ont pas » le pouvoir de soustraire les séminaires à l'autorité que les » saints canons attribuent aux curés.

» Ce qui eut lieu pour les Maristes a été renouvelé au sujet » des Prêtres de Saint-Sulpice, qui ont le but spécial de former » les jeunes clercs des séminaires aux sciences et à la dis- » cipline ecclésiastique. Cette pieuse société fut jadis fondée » au XVIIe siècle par M. Olier, guidé en cela par l'illustre » S. Vincent de Paul; mais elle n'a eu l'approbation formelle » du Saint-Siége que très récemment, c'est à dire, le 17 juil- » let 1863. A cette occasion l'on a, à l'exemple des Maristes, » concédé divers indults; or, ceux qui concernent les sémi- » naires sont ainsi conçus:

» Administrandi tam sociis, quam alumnis Seminariorum » infirmis sacrum viaticum, necnon iisdem in articulo mortis » constitutis Sacramentum Extremae Unctionis, de licentia ta- » men respectivi Ordinarii, ac salvis juribus parochialibus ad » formam SS. CC. quoad funeralia absolvenda. Alumni in- » super poterunt in dictis Ecclesiis, seu oratoriis ecclesiastico » praecepto de paschali communione satisfacere. »

» Acceptandi ab ordinariis directionem Seminariorum, quin » in singulis casibus recursus ad S. Sedem habeatur, uti pe- » ragendum esset ex Apostolicis sanctionibus: necnon Semi- » naria eorum directioni concredita administrandi tam in spi- » ritualibus quam in temporalibus sine deputatorum interventu, » qui juxta Conc. Trid. sess. 23 cap. 18 de Ref. disciplinae » et administrationi bonorum advigilare deberent, ita tamen » ut in omnibus tam superior generalis, quam socii depen- » dere a respectivo ordinario et rationem redituum eidem in » fine cujuslibet anni reddere teneantur, praesentibus duobus » de Capitulo totidemque de Clero Civitatis. Praesens vero » indultum ad decennium tantum erit duraturum, eoque elapso » iterum ad S. Sedem erit recurrendum. »

» Les deux exemples que nous venons de citer montrent » que cette S. Congrégation estime que pour pouvoir confier » la direction des séminaires aux corporations religieuses l'au- » torité épiscopale ne suffit pas et qu'il faut le *beneplacitum* » du Saint-Siége etc. Au reste, l'opuscule intitulé: *Methodus* » *quae in S. Congregatione Episcoporum et Regularium ser-* » *vatur in approbandis novis institutis votorum simplicium,* » lequel a été publié l'an dernier, renferme à ce sujet, la » maxime suivante, p. 25: *Cum ex concilio Tridentino se-* » *minaria ad episcopos, adhibito deputatorum consilio omnino* » *spectent, eorum curam non possunt alicui Instituto com-* » *mittere inconsulta Apostolica Sede, licet Institutum ipsum* » *in genere pro directione seminariorum ab Apostolica Sede* » *approbatum sit. Hinc in singulis casibus oportet Summi* » *Pontificis licentiam obtinere.* Et dans les *Animadversiones* » concernant l'institut des Missionnaires de S. François de » Sales, pag. 32 n. 4, on lit : « *Non possunt episcopi con-* » *cedere directionem seminariorum ordinibus reguluribus* » *aliisque institutis sine venia Apostolicae Sedis.* »

« Les raisons que l'on donne pour montrer la nécessité » du *beneplacitum* apostolique sont, que lorsqu'on confie les » séminaires aux corporations religieuses, on leur abandonne » par là même le pouvoir de désigner les professeurs, le » supérieur, et les autres membres du personnel ; les reli- » gieux assument aussi la direction de la discipline et de » l'administration temporelle. Or, l'on ne peut nier que la double » *députation* prescrite par le concile de Trente (c'est à dire, » celle des deux chanoines *seniores* désignés par l'évêque » pour la discipline, et celle du temporel, composée de deux » chanoines dont un nommé par le chapitre et l'autre par » l'évêque, et de deux ecclésiastiques de la ville dont un » pareillement nommé par le clergé et l'autre par l'évêque), » on ne peut nier, dis-je, que cette double *députation* n'ait » reçu du concile de Trente le droit, indépendamment de » l'évêque, de surveiller la direction interne et l'administra- » tion temporelle, et notamment la régularité des comptes. » Or, le Pape seul a le pouvoir de déroger à ce droit, et » l'évêque est incompétent. En outre, les évêques qui confient » les séminaires aux corporations religieuses, doivent natu- » rellement renoncer, ordinairement parlant, à une partie de » la juridiction qui leur appartient sur ces maisons. Or, ils » pourront fort bien renoncer pour ce qui les concerne per- » sonnellement, mais ils ne pourront jamais engager leurs » successeurs; le Pape seul a le pouvoir d'imposer l'obligation » de respecter la donation. »

Nous avons voulu citer textuellement la *consultation* afin qu'on s'assure des principes en cette matière. L'indult rapporté ci-dessus montre que les congrégations séculières ne sont pas exemptes de la juridiction paroissiale pour ce qui concerne leurs propres membres, et encore moins pour les séminaristes ; car l'indult permet de donner le viatique et l'extrême-onction aux prêtres de l'institut, *Sociis*, et aux séminaristes, *alumnis*, en réservant toutefois les droits paroissiaux pour les funérailles. En outre, les séminaristes pourront remplir le précepte de la communion pascale dans la chapelle du séminaire.

III. Il reste à parler des réguliers proprement dits, qui professent les vœux solennels et dont les maisons possèdent le privilége de l'exemption vis à vis des Ordinaires; il faut voir s'ils communiquent le privilége aux séminaristes qui vivent sous leur direction ? Assurément, quoique les Séminaristes résident avec des exempts, ils ne sont pas exempts eux-mêmes de l'évêque; en effet, les indults apostoliques qui permettent de confier la direction des séminaires aux réguliers, renferment invariablement la clause: *Alumni nominentur ab episcopo, et seminarium sit sub patrocinio, protectione, et subjectione episcopi.* La bulle d'Urbain VIII concernant le séminaire romain confié aux clercs réguliers de la Compagnie de Jésus et l'indult accordé à l'évêque de la Conception, en Amérique, indult mentionné par Benoît XIV (lib. 5 *de Synodo*, c. 11), expriment ces conditions. Ainsi, les séminaristes n'étant pas exempts de l'évêque, on ne saurait les assimiler aux *perpetui commensales* dont parlent le concile de Trente et la bulle *Circumspecta*, de Grégoire XIII. Le concile de Trente a maintenu l'exemption en faveur de ceux *qui praedictis locis* (les monastères et autres lieux exempts) *aut militiis actu serviunt, et infra eorum septa ac domos resident, subque eorum obedientia vivunt* (Sess. 24 de Ref. c. XI). Toutes ces conditions doivent concourir au maintien du privilége ; il faut donc que les domestiques soient réellement au service, qu'ils demeurent dans les maisons exemptes et vivent sous l'obéissance des exempts. A ces trois conditions, l'exemption est maintenue ; *Quae omnia simul concurrere intelligantur*, dit la constitution de Grégoire XIII. Il serait absurde de comprendre les séminaristes dans cette catégorie; ils demeurent donc soumis entièrement à l'autorité épiscopale; tout consiste à définir leur position vis à vis de la paroisse. Voici divers indults qui facilitent l'appréciation de la question.

Paul V, par le bref *Cum ad utilitates*, de 1606, accorda aux clercs réguliers Somasques de S. Jérôme Emilien le privilége

d'administrer l'extrême-onction et l'Eucharistie à l'époque de Pâques et à l'article de la mort à toutes les personnes qui demeurent dans les colléges et dans les séminaires dirigés par ces religieux : « Singuli presbyteri professi congregationis de Somascha omnibus et quibuscumque personis degentibus et commorantibus in orphanotrophiis, seminariis, academiis et convictorum collegiis sub cura et regimine et administratione dictae congregationis existentibus, extremae unctionis, nec non etiam tempore Paschatis Resurrectionis Dominicae festivitatis, SS. Eucharistiae sacramenta absque aliquo censurarum vel pœnarum incursu ministrare possint. » Urbain VIII confirma le privilége, par le bref : *Alias felicis*, du 22 décembre 1632. Il en est fait mention dans un autre bref pontifical, dans celui d'Alexandre VII : *Alias postquam*, du 18 mars 1659. Le privilége des Somasques est donc certain.

Les autres réguliers en jouissent-ils par communication ? On sait que le Saint-Siége n'entend jamais accorder des priviléges préjudiciables aux droits d'autrui, sauf la mention expresse, et la dérogation formelle à ces droits. Nous avons déjà traité ce point dans les *Analecta*, 7e livraison, col. 1276 et seqq. Tel est l'attachement des Papes pour la justice, que lors même qu'ils déclarent agir dans la plénitude de leur puissance, ils protestent qu'ils entendent et veulent sauvegarder les droits d'autrui; les priviléges doivent toujours être interprétés d'après ce principe fondamental, qui est exprimé dans la XVIIIe Règle de la Chancellerie, *de jure quaesito non tollendo*. Or, les curés ont le droit d'exercer leur juridiction sur toutes les personnes qui résident dans le territoire paroissial; ce droit subsiste, à moins que le Pape n'y déroge expressément. Les Somasques peuvent incontestablement administrer le viatique et l'extrême-onction à leurs séminaristes et aux élèves de leurs colléges en vertu des brefs pontificaux qui le permettent expressément; il ne s'ensuit pas que les autres réguliers possèdent le même droit, par cela seul que le Saint-Siége leur a communiqué les priviléges des Somasques. Il faut établir une grande différence entre les priviléges préjudiciables aux droits d'autrui et ceux qui ne portent tort à personne. Nul canoniste n'admet que la communication des priviléges des réguliers suffise pour exempter une congrégation de l'autorité épiscopale; ce principe s'applique à la juridiction paroissiale, qui est préservée par les mêmes maximes du Droit. On peut consulter la 40e livraison des *Analecta*, col. 147 et seqq., où nous avons démontré que le Saint-Siége n'a pas coutume de conférer l'exemption par la simple communication des priviléges. Ainsi, il nous semble que les Somasques seuls peuvent se prévaloir de l'indult qui leur a été expressément et nommément concédé pour leurs séminaristes et les élèves de leurs colléges, et que les autres réguliers doivent produire de meilleurs titres que les priviléges communiqués.

En 1757, sur la plainte d'une curé de Coïmbre qui voulait exercer sa juridiction sur le séminaire dirigé par les prêtres de la congrégation d'Aragon, la S. Congrégation du Concile approuva que les droits paroissiaux fussent exercés par l'institut. Le *dubium* était ainsi conçu : *An sit locus exercitio jurium et functionum parochialium in seminario Colimbricensi, seu potius constet de libertate ejusdem seminarii in casu.* Sacra Congregatio censuit : *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.* L'évêque de Coïmbre qui avait fondé le séminaire à ses frais, tenait à l'exempter, afin que les religieux eussent la pleine administration spirituelle. D'ailleurs l'usage presque général de l'Espagne était que les réguliers exerçassent l'entière juridiction paroissiale dans les séminaires confiés à leurs soins; il faut supposer que les curés n'élevaient pas de réclamations. Ces deux considérations semblent avoir motivé l'indult du 12 mars 1757.

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a rendu, le 21 juillet 1848, une décision qui réserve la juridiction paroissiale *in mortis casu* dans un collége d'éducation dirigé par des réguliers. Il s'agit du collége Marie-Louise à Parme, où furent appelés les Barnabites en 1833. L'évêque rendit un décret autorisant les religieux à administrer les sacrements d'Eucharistie, de pénitence et d'extrême-onction non seulement aux religieux de la communauté et à leurs domestiques, mais aussi aux élèves du collége et aux personnes reçues dans la maison à titre d'hospitalité, et même à tous ceux qui seraient surpris dans le collége par un accident imprévu qui ne laisserait pas le temps de prévenir le curé. En outre, le décret épiscopal permit aux Barnabites de célébrer les obsèques de toutes les personnes qui mourraient dans leur maison. Le curé réclama auprès de la S. Congrégation contre des concessions aussi insolites. En effet, la permission d'administrer le viatique et l'extrême-onction aux étrangers, *hospitibus*, est en opposition avec des milliers de décrets des SS. Congrégations, qui, de tout temps, ont sauvegardé les droits paroissiaux au sujet des étrangers, et pour l'enterrement et pour les derniers sacrements. Contentons-nous d'un ou deux exemples: « Sacra Congregatio, auditis partibus, censuit fratribus minorum conventualium S. Francisci conventus Montis Bodii non licuisse forensi, qui ad dictam terram se transtulerat et in eodem conventu commorabatur administrare SSmum Eucharistiae sacramentum, extremae unctionis, nec illius cadaver in eorum ecclesia sepelire absque licentia parochi, cui solvenda est quarta funeralis, dictosque fratres consulere debere propriae conscientiae. » Un autre décret porte généralement que les réguliers n'ont pas le droit d'administrer le viatique et l'extrême-onction aux laïques qui demeurent dans leurs convents à titre d'hospitalité ou à tout autre titre, excepté les commensaux continuels qui font partie de la communauté. Voici le *dubium* extuel : « An regulares possint laicis ratione hospitii, et similis habitantibus in eorum conventibus, si ibidem infirmentur ministrare SSmum Eucharistiae Sacramentum pro Viatico, nec non sacramentum extremae unctionis? Sacra Congregatio respondit: *Non posse, sed tantum illis, qui sunt continui commensales, et de familia conventuum.* (*Analecta*, 8e livraison, col. 1389). » La S. Congrégation des Evêques et Réguliers ne pouvait que se conformer à ces précédents en statuant sur la plainte du curé de Parme contre les Barnabites du collége Marie-Louise.

Le décret du 21 juillet 1848 distingue nettement les domestiques *qui actu religiosis inserviunt*, il les distingue, dis-je, des élèves d'un collége et des autres pensionnaires perpétuels qui demeurent dans la maison. Aux premiers s'applique la disposition du concile de Trente qui conserve l'exemption, exemption complète devant l'évêque et le curé comme celle des réguliers. En ce qui concerne les seconds, c'est à dire, les collégiens, les professeurs qui demeurent dans la maison, et les personnes qu'on reçoit par hospitalité, par rapport à toutes ces personnes la décision du 21 juillet 1848 réserve expressément les droits du curé *in casu mortis*, c'est à dire, que le viatique et l'extrême-onction ne pourront être administrés qu'avec permission du curé, dont les droits devront d'ailleurs être respectés pour ce qui concerne les funérailles. Quoique nous ayons rapporté le décret du 21 juillet 1848 dans l'ancienne *Correspondance de Rome* (tome 1er p. 23) nous croyons utile de le reproduire ici. Le voici: « In congregatione generali S. R. E. cardinalium negotiis et consultationibus episcoporum et regularium praepositorum, habita die 21 julii 1848 in palatio apostolico Quirinali, referente Emo Orioli praefecto, Emi Patres rescripserunt: Decretum episcopi (Parmensis) esse reformandum juxta mentem. Mens est, quod (firmo remanenente decreti dicti tenore quoad omnes

» et singulos clericos et fratres congregationis S. Pauli, et » relate ad eorum domesticos et familiares qui religiosis actu » inserviunt, expensisque praefatae domus intra ejus septa re- » sident et sub eorumdem religiosorum obedientia vivunt juxta » praescriptum S. Concilii Tridentini sess. 24 cap. XI *de* » *Reformatione*, et constitutionis sa. me. Gregorii XIII in- » cipien. *Circumspecta*, diei 25 novembris 1580) pro alumnis, » seu adolescentulis, hospitibus perpetuis commensalibus aliis- » que personis in memorato decreto enunciatis jura parochi » in casu mortis salva remaneant; ac insuper superior dicti » collegii notulam religiosorum, alumnorum, commensalium, » hospitum, famulorum et aliarum personarum in eadem domo » degentium parocho quotannis dare teneatur. »

Ainsi, la S. Congrégation écarte à la fois les priviléges des réguliers et la concession épiscopale des droits paroissiaux en faveur des Barnabites. La plus large communication des priviléges n'est pas censée porter atteinte au droit d'autrui; d'autre part, il n'est pas au pouvoir de l'évêque d'exempter perpétuellement de la juridiction paroissiale une personne et *a fortiori* un établissement entier. Le droit d'un tiers, du curé étant engagé dans la question, la coutume en faveur des réguliers doit réunir les qualités de la presciption, qui ne court pas contre celui qui ignore son droit ou n'a pas le moyen d'en réclamer l'observation. Ce qu'il importe de bien faire remarquer, c'est que les pensionnaires des colléges et par conséquent les séminaristes dont la condition est la même que les collégiens, ne peuvent pas être assimilés aux domestiques *qui actu serviunt et intra regularium septa et domos resident, ac sub eorum obedientia vivunt, quae omnia simul concurrere intelligantur*, comme s'exprime la constitution *Circumspecta* de Grégoire XIII. Ceux-ci sont exempts de l'évêque et du curé et participent au privilége des réguliers, au lieu que les séminaristes et les pensionnaires continuent d'être soumis à la juridiction de l'évêque, et n'ont vis à vis de la paroisse que les exemptions qu'il plait au Saint-Siége de leur donner. Dans l'affaire de Parme la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a sauvegardé les droits paroissiaux seulement *in casu mortis* par rapport aux élèves du collége, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut. Les indults accordés à quelques congrégations séculières dont nous avons parlé ci-dessus, sont plus larges pour les séminaires; car ils permettent d'administrer le viatique et l'extrême-onction aux séminaristes, et conservent les droits paroissiaux uniquement *quoad funeralia absolvenda*, conformément aux dispositions canoniques.

II.

Les choses précédentes ouvrent la voie à la nouvelle affaire dont s'est occupée la S. Congrégation des Evêques et Réguliers dans l'assemblée générale du 8 juin 1864. On comprendra que nous rendions compte de cette affaire en passant les noms propres sous silence.

Vers l'an 1600, la ville de N. fit construire une belle église et un couvent et en fit donation aux Religieux NN. qui établirent un collége, lequel fut très florissant jusqu'à la fin du dernier siècle. La révolution ayant dispersé les religieux, Pie VII céda la maison et l'église à l'évêque *pro tempore*, pour y placer le séminaire diocésain; cette cession eut lieu en 1809. L'établissement est sur la paroisse Saint-Michel; le curé paraît avoir, depuis cette époque, exercé constamment ses droits paroissiaux sur l'église, la maison, les séminaristes et les domestiques; il a administré les sacrements, assisté les moribonds, fait les enterrements et donné la bénédiction d'usage le samedi saint.

En 1861, l'évêque autorisé par le Saint-Siége, a confié la direction du séminaire aux réguliers qui possédaient la maison avant la révolution; ils sont rentrés par conséquent dans leur ancienne propriété et ont formé une communauté de douze religieux qui occupent les chaires du séminaire et administrent l'établissement sous la dépendance de l'ordinaire.

Nonobstant le changement survenu dans l'état du séminaire, le curé de Saint-Michel a cru avoir le droit d'exercer les attributions paroissiales sur l'établissement comme auparavant. Ayant rencontré des obstacles, il a soumis plusieurs questions à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers: — 1. L'église du séminaire, précédemment fille ou succursale de la paroisse, est-elle, par suite de la rentrée des réguliers, devenue exempte de la juridiction du curé, même pour les confréries qui ont leur siége dans cette église? — 2. En cas de maladie appartient-il au curé d'administrer les sacrements aux religieux, aux séminaristes et aux domestiques, et de leur faire la recommandation de l'âme? — 3. Si le droit de bénir le séminaire, le samedi saint, appartient au curé, comme auparavant. — 4. Enfin si, au décès des religieux, des séminaristes et des domestiques, le curé a le droit de célébrer les obsèques dans l'église du séminaire ou à la paroisse et de percevoir le casuel.

La S. Congrégation a voulu consulter l'évêque diocésain et le général des réguliers. Elle a aussi invité le curé à presenter ses titres.

Mgr l'évêque nie que l'église du séminaire soit succursale de la paroisse. Il est d'avis que les réguliers prennent la direction des confréries, sauf les droits paroissiaux pour les enterrements. Comme les religieux forment un vraie communauté dans le séminaire, on ne peut révoquer en doute leur exemption pour l'administration des sacrements, pour l'assistance spirituelle en cas de maladie et les funérailles. Quant aux séminaristes, le prélat juge qu'il vaut mieux que le recteur les assiste en cas de maladie et que les obsèques soient célébrées par les religieux et les élèves, sauf la quarte paroissiale. Enfin, comme le séminaire dépend entièrement de l'évêque, le prélat pense avoir le droit de laisser aux religieux le soin de faire la bénédiction du samedi saint.

Allégations du curé. Invité par une lettre de Mgr l'évêque à présenter à cette S. Congrégation mes titres à l'appui de mes droits paisibles et imprescriptibles que contestent les révérens pères qui dirigent présentement le vénérable séminaire diocésain, je m'empresse d'exposer respectueusement mes raisons avec le calme qui découle naturellement du bon droit et qui tend uniquement à empêcher une violation visible des attributions inaliénables à la défense desquelles j'ai consacré par serment ma conscience et ma vie. C'est pour mettre ma responsabilité à couvert que je me suis adressé au tribunal suprême de vos Eminences révérendissimes; j'espère obtenir de leur sagesse une décision favorable et pleinement conforme aux constitutions apostoliques qui nous régissent.

Je ne pense pas que ma démarche ait déplu; car la force du serment fait oublier toute considération humaine pour ne rappeler que Celui devant qui il a été fait, et de qui nous devons craindre le plus grand de tous les malheurs. Me voici donc.

La base fondamentale sur laquelle s'appuyent les droits paroissiaux que je réclame, c'est l'usage invétéré, immémorial, lequel n'a jamais été interrompu et qui a donné à mes prédécesseurs et à moi-même depuis 22 ans l'exercice libre et incontesté des droits en question sur le séminaire diocésain et sur l'église annexée à cet établissement, l'un et l'autre placés dans la paroisse Saint-Michel. En effet, tout le monde sait fort bien que le curé a administré les sacrements en cas de maladie, non seulement aux séminaristes et aux domestiques, mais encore aux recteurs et aux professeurs; il a célébré les funérailles et perçu le casuel, comme prouvent les registres paroissiaux depuis 22 ans. Le curé précédent a fait de

même pendant toute sa gestion, qui a duré 25 ans. Or, si pendant 47 ans tant moi-même que mon prédécesseur immédiat nous avons exercé sans obstacle la juridiction paroissiale sur le séminaire, n'est-ce pas un injustice de vouloir m'en dépouiller aujourd'hui? Il en est de même de la bénédiction du samedi saint; je l'ai toujours faite, même l'an dernier, quoique les religieux fussent déjà installés au séminaire, et j'ai perçu les trente sous d'usage comme les années précédentes. Ce n'est que cette année-ci que *motus magnus factus est etc. Illi autem clamabant: tolle, tolle.*

Qu'on ne vienne pas dire que les droits paroissiaux doivent cesser parce que le séminaire est aujourd'hui confié aux religieux. Les pères ont été accueillis et mis au séminaire comme des professeurs et nullement pour se constituer en communauté. Autrement l'évêque lui-même ne pourrait exercer aucun acte de juridiction dans la maison. Si l'évêque exerce toute sa juridiction, c'est parce qu'il s'agit d'un séminaire, au lieu d'une maison religieuse. Or, le curé suit la juridiction de l'évêque; puisque celui-ci conserve son autorité sur la maison en tant que séminaire, il ne faut pas que le curé soit dépouillé de ses droits.

Le concile de Trente accorde aux évêques le direction immédiate des séminaires, sans abolir la juridiction du curé dans la paroisse duquel ils sont établis. Le concile traite surtout la partie administrative; il faut, en effet, que les évêques s'en préoccupent diligemment; mais l'administration des sacrements, l'assistance des moribonds et les funérailles étant déjà attribuées aux curés par d'autres dispositions du concile, il n'a pas eu besoin d'en parler au sujet des séminaires.

Toutes les lois sont *ad aedificationem, non ad destructionem, ad ordinem et non ad confusionem.* Quel désordre ne serait-ce pas de voir un prêtre étranger dépourvu de tout titre et de tout droit exercer la juridiction dans la paroisse d'autrui? Dira-t-on que la commission de l'Ordinaire fournit un titre qui autorise cet étranger à exercer légitimement la juridiction paroissiale. Mais si la Sagesse incarnée condamne les mercenaires qui prennent la fuite devant le loup; si elle réprouve comme un voleur *qui intrat per fenestram*, peut-on supposer qu'un supérieur terrestre ait la pensée d'approuver ce que Jésus-Christ a condamné et qu'il veuille remplacer le pasteur *qui dat animam suam pro ovibus suis*, le remplacer, dis-je, par un mercenaire?

Il faut se conformer au droit commun dans tous les cas où il n'existe pas de loi spéciale et explicite pour enlever ou restreindre la juridiction paroissiale. Il n'y a pas de loi spéciale qui enlève au curé sa juridiction sur un séminaire situé dans sa paroisse. D'autre part, les saints canons et le Rituel romain accordent au curé (exclusivement à tout autre) la juridiction sur sa paroisse; ils lui accordent le droit exclusif de bénir toutes les maisons de sa paroisse le samedi saint, ainsi que celui d'administrer les sacrements à ses paroissiens et de les accompagner à la tombe. Comme le séminaire est une maison de la paroisse, (peu importe que ce soit une maison d'éducation), il doit être compris dans le droit commun et régi suivant ses dispositions, conformément à l'axiôme bien connu: *Ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus.* La juridiction du curé semble donc inaltérable.

Ce que nous disons du séminaire s'applique à l'église. Elle a toujours été regardée comme une succursale de la paroisse Saint-Michel; le curé y a exercé les attributions paroissiales *per se vel per alium.* En 1845, pendant qu'on restaurait l'église paroissiale, c'est à dire six mois entiers, le curé dit la messe, prêcha, administra les sacrements et assista aux mariages dans l'église du séminaire sans demander l'agrément du supérieur ecclésiastique. Il a toujours prêché aux assemblées du soir. Le dernier curé y prêchait le mois du Précieux Sang et la bonne mort. Son prédécesseur y célébrait splendidement le mois de Marie avec un grand concours de fidèles. Le curé a toujours pris la cire après les neuvaines et les triduos que les fidèles ont fait célébrer par dévotion. Le précédent évêque ordonna aux curés de la ville d'obtenir l'agrément de celui de S. Michel pour célébrer des obsèques dans l'église du séminaire, où se trouve la confrérie des *Sacconi*; le curé de S. Michel était donc regardé comme recteur immédiat de cette église. Un autre décret de ce prélat défendit à tous les prêtres de sonner la messe les jours de fête ou de la dire avec les portes fermées dans l'église du séminaire avant la messe paroissiale. Le prélat eût-il agi de la sorte si l'église du séminaire eût été exempte de la juridiction paroissiale?

Tout cela prouve jusqu'à l'évidence que le curé de S. Michel a exercé de tout temps sans obstacle toute la juridiction paroissiale sur le séminaire et l'église attenante. Sept évêques qui ont occupé le siége depuis 47 ans, hommes insignes par leur piété et leurs lumières, ont reconnu et respecté cette juridiction.

J'ose espérer que l'approbation de tant d'illustres prélats sera un argument irréfragable pour me conserver intégralement les droits qui m'ont été confiés, afin que je puisse les transmettre intacts à mes successeurs.

Plaidoirie des religieux. Le supérieur général des réguliers a fait imprimer un mémoire de 54 pages in 4°, renfermant les raisons les plus spécieuses et les plus propres à faire trancher la controverse par voie de déclaration, au lieu de l'assoupir par un nouvel indult. C'est pourtant ce dernier parti que la S. Congrégation a cru devoir adopter.

Nous allons résumer le mémoire en passant rapidement sur les points déjà éclaircis plus haut. Il est divisé en plusieurs paragraphes où l'on examine successivement les diverses questions qui font l'objet de la controverse.

1. L'église du séminaire de N. n'est pas une succursale de la paroisse Saint-Michel. Une inscription lapidaire constate que cette église fut construite par la municipalité l'an 1600 et cédée aux réguliers qui la possédèrent jusqu'à l'époque de la révolution. Pie VII en donna l'usage au séminaire, en 1809; plusieurs indults postérieurs du Saint-Siége l'ont exonérée de toute charge et reconnue comme la chapelle particulière du séminaire; et jamais une autorité compétente ne la déclara succursale de la paroisse. Si les curés lui en donnèrent quelquefois le nom, ce fut une prétention arbitraire, de leur part; et l'usage qu'ils en firent fut motivé par la commodité qu'ils y trouvèrent.

2. Le curé a-t-il le droit d'administrer le viatique et l'extrême-onction aux religieux qui résident dans le séminaire? Cette prétention exorbitante ne mérite pas d'arrêter l'attention. Il est pourtant nécessaire de résoudre la question afin que les religieux soient délivrés des vexations du curé. C'est même la question principale, et qui a fait surgir toute la controverse; car le curé voulut d'abord administrer deux religieux qui tombèrent malades, et bientôt il prétendit faire l'enterrement. Quelque soit le titre en vertu duquel les réguliers se trouvent dans le séminaire, ils sont exempts du curé; ce ne sont pas des religieux *extra claustra*, ils forment une communauté de douze personnes, laquelle est complètement constituée avec son supérieur, son procureur et tous les emplois réguliers. D'ailleurs ne sont-ils pas légitimement rentrés en possession de leur ancienne maison, qui n'a jamais été vendue et dont l'usage provisoire fut cédé au séminaire jusqu'à ce qu'ils fussent en état de la reprendre?

3. En cas de mort d'un religieux résidant dans le séminaire, le curé a-t-il le droit de célébrer les funérailles dans la chapelle du séminaire ou dans l'église paroissiale et de percevoir les taxes d'usage? Le décret général de la S. Congrégation des Rites, du 4 décembre 1704, décide (art. 20) que le curé n'a le droit de célébrer l'office funèbre sur les

cadavres qui doivent être ensevelis dans les églises et chapelles publiques des confréries, que *si tumulandus est subjectus parocho intra cujus fines est ecclesia vel oratorium*. En aucune partie du monde les curés n'ont juridiction sur les réguliers. La partie adverse allègue l'usage établi dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la suppression des religieux et leur retour; or, ce n'était pas alors une église de réguliers, ou confiée à des réguliers. C'est une erreur de supposer qu'un ordre religieux appelé à diriger un séminaire soit censé n'envoyer que des individus qui ne forment pas communauté; cela serait passablement anormal et contraire au droit commun, lequel veut qu'ils vivent en communauté. Or, les priviléges généraux de tous les réguliers proprement dits, priviléges qui constituent une vraie discipline et font loi, exemptent ces religieux de la juridiction paroissiale et en attribuent tous les droits au supérieur local.

4. Le curé doit-il administrer le viatique et l'extrême-onction et faire la recommandation de l'âme aux séminaristes qui tombent malades et meurent dans le séminaire?

Quelques observations préliminaires sont nécessaires pour préciser la question. Nous parlons de réguliers proprement dits; les congrégations séculières ne jouissent pas des mêmes priviléges et demandent par conséquent au Saint-Siége l'exemption de la juridiction paroissiale; les indults qui leur sont accordés ne peuvent fournir un argument contre les réguliers.

Les réguliers assument la direction des séminaires de plusieurs manières. Quelquefois les deux communautés demeurent entièrement distinctes; quelquefois elles sont unies de sorte qu'on ne peut exercer la juridiction dans le local des séminaristes sans l'exercer en même temps dans celui des religieux. Ce n'est pas le même cas. Le droit paroissial peut s'exercer dans la première hypothèse, sans conséquence pour la seconde.

Il est des cas exceptionnels qui ne font pas règle. Ainsi, la décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers du 21 juillet 1848 par rapport aux Barnabites de Parme et au collége Marie-Louise semble motivée par le titre spécial de *la coutume*; on ne peut l'appliquer aux cas où la coutume en faveur du curé n'est pas démontrée. Il y a aussi des résolutions où l'une des parties est condamnée par contumace, ou parce qu'elle ne sait pas faire valoir ses titres. Les lois civiles et les saints canons s'accordent à reconnaître l'axiôme: *Res inter alios judicata aliis non nocet*. Sans doute une décision rendue sur un point a une grande valeur pour les cas semblables; mais il faut toujours examiner les raisons intrinsèques qui peuvent avoir été mal représentées.

En règle générale le privilége est *res odiosa*. Cette règle souffre des exceptions. Dans une question comme celle-ci où il s'agit de décider si les élèves d'un séminaire et d'un collége dirigé par des réguliers participent à leur exemption pour les droits paroissiaux, il faut examiner à fond la nature d'un semblable privilége. Le concile de Trente consacre l'exemption des domestiques *qui actu serviunt, et intra septa monasterii vivunt*. Les séminaristes et les collégiens semblent avoir droit à un privilége de même nature; ils vivent dans le lieu exempt et sont beaucoup plus sous la direction des réguliers que les domestiques, lesquels ne sont soumis que *circa aliquid* et par rapport au service matériel, au lieu que les élèves dépendent entièrement des réguliers pour la formation spirituelle. Qui pourra nier que l'Eglise n'entoure de sa prédilection les étudiants, surtout ceux qui forment ses plus chères espérances? Le privilége des séminaristes est donc de la même nature que celui des domestiques; s'il y a quelque différence, c'est dans un sens tout à fait favorable à notre thèse.

Le concile de Trente voulut restreindre les exemptions et les priviléges autant qu'on le pouvait; il le dit expressément au commencement du chap. XI, sess. 24 *de reformatione*. Pourtant dès qu'il s'agit des personnes qui *actu serviunt et vivunt intra claustra*, l'exemption est reconnue sans opposition, parce que cette participation des priviléges des réguliers était si bien fondée sur l'équité, sur la raison et sur l'intérêt des âmes que l'on ne pouvait pas l'abolir ou la restreindre. Ce n'est pas même un privilége dans la rigueur du mot, parce que, supposé l'exemption des réguliers d'une part et la condition de ces domestiques, d'autre part, c'est une conséquence logique et équitable, qui est d'ailleurs réclamée par le bien des âmes, qui ne peuvent trouver dans le curé les secours spirituels que leur donnent les religieux leurs maîtres. Ainsi, le privilége est plutôt favorable qu'odieux; à plus forte raison devons-nous appliquer ce principe aux séminaristes et collégiens, leur exemption ne saurait être regardée comme un privilége odieux. Le service spirituel des élèves sera toujours mieux fait par les réguliers qui les dirigent que par le curé de la paroisse qui ne les connaît pas. C'est pourquoi le Saint-Siége accorde volontiers des indults aux instituts qui ne peuvent se prévaloir de l'exemption en vertu de priviléges généraux; les Maristes et les Sulpiciens sont un exemple recent. Des prêtres séculiers qui ne forment pas communauté, ont obtenu aussi le privilége d'administrer les sacrements paroissiaux aux séminaristes; ainsi, le recteur du collége écossais à Rome, le recteur du séminaire romain, et plusieurs autres.

Ces considérations préliminaires nous permettent d'aborder avec assurance la question, savoir: Si dans les séminaires confiés à la direction des réguliers, l'exemption des séminaristes envers la juridiction paroissiale découle de celle des réguliers que nous supposons dans le même local, de sorte que le curé ne pourrait exercer sa juridiction dan le lieu où sont les séminaristes sans l'exercer en même temps dans la demeure des réguliers; c'est l'hypothèse que nous examinons; car si les deux maisons étaient entièrement distinctes, nous ne voudrions pas affirmer que l'exemption des séminaristes découlât nécessairement de celle des réguliers sauf un privilége spécial.

L'exemption d'une des parties s'étend à l'autre et lui est communiquée, comme dit Benoît XIV: *Exemptio, quae uni ex partibus competit, ad alteram, secundum etiam leges civiles, extenditur, eique communicatur* (Lib. 6, *de Synodo*, c. 6) Le savant pontife, dans un autre endroit de son admirable traité (lib. 5, c. 11) enseigne avec raison qu'un indult apostolique est nécessaire pour appeler les réguliers à la direction des séminaires. Pourquoi? Serait-ce parce que les réguliers sont inhabiles? Assurément, non; le savant pontife le nie expressément. Les évêques ne sont-ils pas libres d'appeler les directeurs qu'ils jugent les meilleurs? Encore moins. Pourquoi donc la permission du Saint-Siége? Le motif est exprimé dans les clauses que renferment les indults: *Dummodo seminarium sit sub patrocinio, protectione et subjectione episcopi*. En déclarant que se permission est nécessaire et en employant cette clause, le Saint-Siége déclare implicitement que la cession du séminaire à des réguliers exempts aurait pour conséquence de le soustraire à la juridiction épiscopale, et comme le séminaire doit dépendre de l'évêque, de là vient la nécessité de l'indult apostolique pour donner les séminaires aux réguliers. Cela n'aurait pas lieu si l'Ordre régulier ne communiquait pas son exemption au séminaire qui lui est incorporé; donc il communiquerait cette exemption; si le Saint-Siége n'avait pas soin de sauvegarder la juridiction de l'évêque au moment où l'union s'effectue, cette juridiction serait perdue. Je demande de quel droit le curé pourrait exercer sa juridiction dans le séminaire, puisque l'évêque lui-même ne pourrait faire usage de la sienne si elle n'était préservée par un acte formel du Saint-Siége.

Le concile de Trente consacre l'exemption des domestiques parce qu'ils vivent *intra septa*, c'est à dire, dans la même maison que les réguliers, et dépendent d'eux, vu leurs rap-

ports intimes avec la communauté et attendu le profit spirituel que leur assure la direction des religieux. Cette double raison ne s'applique-t-elle pas *à fortiori* aux séminaristes?

La pratique ancienne et constante confirme le privilége des réguliers pour les séminaires dont ils ont la direction. Pellizzari (*Manuale Regularium*, tract. 8, c. 8. n. 302) demande: « An regulares vi dictorum privilegiorum ministrare possint » Eucharistiam per modum viatici convictoribus collegii aut » seminarii, quibus ipsi praesunt, si illi existant in articulo » mortis? » Il répond: *Posse, et probatur tum ex praxi religiosorum, qui solent praeesse ejusmodi collegiis ac seminariis, tum ex ratione etc.* Pichler a écrit toute une dissertation pour démontrer *ex professo* que les séminaires que dirigent les Jésuites sont entièrement exempts de la juridiction paroissiale, et il atteste que telle est la pratique: *Eadem doctrina confirmatur ex praxi et consuetudine. (Jus canonicum* part. 2, decis. 177). Schmalzgrueber a laissé un *consilium* dans le même sens. Dans la cause de Coïmbre traitée devant la S. Congrégation du Concile le 12 mars 1757, il est dit que l'usage général en Espagne est que les séminaires dirigés par les réguliers ou par des communautés de prêtres qui ont les priviléges des réguliers, jouissent de l'exemption à l'égard de la paroisse. Actuellement encore, les colléges des Bénédictins, des chanoines réguliers du Latran, des Jésuites et autres réguliers ont cette exemption; les supérieurs consultés à propos du cas actuel, ont répondu qu'ils n'ont jamais vu ni entendu dire que les curés aient exercé un acte quelconque de juridiction paroissiale dans les colléges de jeunes gens dont ils ont la direction.

Enfin l'on a les priviléges spéciaux. Paul V et Urbain VIII ont accordé aux Somasques le privilége d'aministrer le viatique, l'extrême-onction et la communion pascale aux élèves des séminaires et des colléges qu'ils dirigent. Nous avons cité textuellement la concession plus haut; elle est certaine. Or, les réguliers intéressés dans la présente affaire communiquent à tous les priviléges des Ordres mendiants et non mendiants, comme si ces priviléges leur étaient directement et nommément concédés. Ils possèdent donc, comme les Somasques, le droit d'administrer la communion pascale et les derniers sacrements à l'article de la mort.

5. Il reste à examiner ce qui concerne les funérailles des séminaristes. D'abord, le curé n'a pas le droit de les célébrer dans la chapelle du séminaire, laquelle appartient aux réguliers auxquels elle a été cédée par l'évêque et qui en ont d'ailleurs la propriété par l'ancien titre de fondation. Le curé a-t-il au moins le droit de prendre le défunt à la porte du séminaire et de le porter à la paroisse? Plusieurs auteurs le nient, Schmalzgrueber, entre autres, lequel traite la question, tom. I. Consil. 32; il met les séminaristes au rang des domestiques dont l'enterrement n'appartient pas au curé: « Ii » qui sunt addicti monasterii servitio, et alii familiares, si » habeant requisita bullae Gregorii XIII, quae incipit *Circumspecta*, scilicet ut vivant in conventu, et sub obedientia » superioris regularis, ac actu serviant, et sint continui commensales, quamvis habeant electionem sepulturae, quia non » carent velle et nolle, si tamen non elegerint, possunt sepeliri in ecclesia regularium, et ante mortem extremis morientium sacramentis muniri, cujuslibet licentia ad hoc minime requisita etc. Et ratio est, quia familiares conviventes » cum religiosis videntur translati aliquo modo in eorum familiam et sic dicuntur esse extra territorium parochi. Unde, » sicut parochus nullum jus habet circa defunctum qui obiret » in aliena parochia, ita si obeat in monasterio. Proinde cum » alumni collegii, seu seminarii Trium Regum sint continui » commensales patrum illud regentium et vivant sub obedientia illorum, etiam, si in eo collegio decedant, gaudebunt » jure sepulturae in collegii praefati ecclesia, etiam irrequisito super hoc parocho etc. Cum familiaribus et continuis » commensalibus religiosorum sacramenta administrentur a » superiore religionis excluso parocho, etiam ibi sepeliendi » sunt, cum maximam dependentiam habeat sepultura ab » administratione sacramentorum etc. Et sic ab uno ad alterum bene arguitur, et inde concludi optime potest, concesso uno, etiam concessum esse secundum. Ratio est, quia » isti aliquo modo translati sunt in religiosorum familiam, et » sic cum habeant jus recipiendi sacramenta intra collegium, » intrat eorum praesumpta voluntas electionis sepulturae, non » secus ac pro ecclesia parochiali militaret praesumptio, si, » non electa sepultura, decederent in loco non exempto, » et parochiali ecclesiae subjecto. » L'impartialité nous oblige d'ajouter que les pensionnaires des couvents quoique exemptes de la juridiction paroissiale tout le temps qu'elles cohabitent avec les religieuses, doivent, à leur mort, être ensevelies à la paroisse; une décision de la S. Congrégation du Concile, du 12 avril 1742, consacre cette règle. Mais il faut observer que les religieuses ont une défense spéciale d'ensevelir des laïques dans leurs églises, défense qui n'existe pas pour les religieux, puisque les lois canoniques leur donnent, au contraire, une entière liberté pour la sépulture dans leurs églises. Au surplus, si le curé n'a pas le droit de réclamer le corps d'un séminariste défunt, on lui doit la taxe d'usage, et il est juste de lui en tenir compte.

5. Il reste à parler de la bénédiction du samedi saint. Il n'y a qu'un mot à dire; le séminaire étant aujourd'hui une maison de réguliers vivant en communauté, les prétentions du curé sont inadmissibles.

Le Mémoire finit par des certificats des supérieurs généraux de plusieurs Ordres, qui attestent que les élèves de leurs séminaires ou de leurs colléges sont regardés partout comme exempts de la juridiction paroissiale.

Décision. Nous avons dit qu'au lieu de rendre une déclaration suivant le droit, le Saint-Siége a mieux aimé trancher la controverse par la concession d'un indult. Le 8 juin 1864, les Emes Cardinaux de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, en assemblée générale au Vatican, délibérèrent sur le *dubium* suivant: « Si, et comment (depuis que les Pères NN. ont pris la direction du séminaire N.) il appartient au curé de S. Michel d'exercer ses droits paroissiaux comme auparavant sur le séminaire, l'église attenante et les confréries; d'administrer les sacrements aux séminaristes et autres personnes de l'établissement en cas de maladie; de les assister à la mort, de célébrer leurs funérailles et d'en percevoir les émoluments, et enfin de bénir le séminaire le samedi saint? » Il fut répondu à cette question, le jour susdit: *Dilata et dividantur dubia.* Plus tard l'affaire ayant été portée à l'audience du Pape, Sa Sainteté a concédé un indult formel qui exempte en grande partie les séminaristes vis à vis de la juridiction paroissiale.

III.

Une des raisons qui exigent l'indult apostolique pour appeler les congrégations religieuses à la direction des séminaires, c'est que le concile de Trente confère, à la double députation des droits auxquels le Pape seul peut déroger. Toute transaction à cet égard doit être munie de l'approbation du Saint-Siége. Voici une décision, inédite jusqu'à ce jour, concernant une transaction entre l'évêque et le chapitre de Saint-Omer.

« *Audomaren. Confirmationis concordiae.* — Pendente » lite inter Episcopum ex una, et Capitulum, sive cantorem » Ecclesiae Cathedralis super privativa, aut cumulativa administratione seminarii clericorum ejusdem civitatis, praetendente Episcopo privativam, salvo dumtaxat consilio duorum de Capitulo ad formam Sac. Concilii, et e converso » cantore, sive capitulo cumulativam in vim fundationis, doven-

» tum fuit ad concordiam sub reservatione Beneplaciti Apostolici, qua mediante stabilitae fuerunt infrascriptae conventiones : Primo videlicet, quod administratio in futurum pertineat privative ad Episcopum cum consilio dumtaxat cantoris et deputati a capitulo loco duorum deputatorum a sacro Concilio praescriptorum. Secundo quod Ordinarius, ejusque pro tempore successores nullam communitatem clericorum, sive saecularium, sive regularium cujusvis ordinis, aut instituti in dicto seminario introducere possint. Tertio quod Episcopus in compensationem singularium beneficiorum per capitulum liberaliter praestitorum seminario, consentiat perpetuae extinctioni annui census librarum 140 super mensa capituli, et alterius quindecim librarum, et duodecim solidorum super dignitatibus et graduatis, alias impositorum pro necessitatibus seminarii diœcesani. Et quarto denique, quod episcopus cedat eidem capitulo, et cantori jus conferendi sex capellanias ejus ordinariae collationis. Ita tamen, quod vicarii, aliisque ecclesiae cathedrali inservientes privative quoad alios, dummodo habiles existant, de illis provideantur, quodque primo vacatura conferatur a capitulo, secunda a cantore, et sic deinceps alternis vicibus in perpetuum.

» Supplicarunt partes SSmo Domino Nostro pro confirmatione hujusmodi concordiae, remissisque precibus pro voto ad hanc S. Congregationem, auditus desuper fuit Emus Nuncius Apostolicus Galliarum, qui veritatem expositorum approbans, credit confirmationi petitae annui posse; nam licet in tertio capite interesse seminarii aliqualiter laedatur, hujusmodi praejudicium est tolerabile, et compensabitur per majora commoda, tam spiritualia, quam oeconomica, quae illi successive in statu quietis, et non litigii, ac sub regimine episcopi diœcesani obvenient, et quia etiam plurimum interest, ut quoad fieri potest disciplina concilii in iis partibus introducatur.

» Recitatis hujusmodi litteris in praecedenti Congregatione, injunctum fuit, ut causa describeretur in folio. Hinc quaeritur hodie ab EE. VV.

An sit locus petitae confirmationi Concordiae in Casu es.

» Sacra Congregatio Concilii respondit : *Confirmandam esse concordiam deleto tertio articulo.* Die 16 januarii 1700. »

IV.

Voici l'indult donné le 3 septembre 1864 afin d'assoupir la controverse que nous avons rapportée plus haut:

» Ex audientia habita ab infrascripto cardinali praefecto S. Congñis Episcoporum et Regularium sub die 3 septembris 1864, sanctitas sua benigne annuit juxta preces, cum exemptione tam seminarii quam adnexae ecclesiae una cum confraternitatibus ibi erectis a jurisdictione parochi, salva tantum eidem parocho quarta funeraria in casu obitus alumnorum et seminario actu inservientium, dummodo intra ejusdem seminarii septa resideant, nec non praedictis confraternitatibus adscriptorum, quatenus confratres in enunciata ecclesia jure sepulturae gaudeant; ita tamen ut seminarium et confraternitates maneant sub patrocinio, protectione, et subjectione episcopi. Contrariis quibuscumque non obstantibus. »

Il est si vrai que la communication des priviléges ne suffit pas pour enlever les séminaires et les colléges à la juridiction paroissiale, que les clercs réguliers de la Compagnie de Jésus, qui jouissent d'ailleurs de la plus large communication de priviléges qu'on puisse souhaiter, ont obtenu des indults spéciaux pour les séminaires et les colléges qu'ils ont voulu exempter. Voici un bref de Benoît XIV qui soustrait à la juridiction paroissiale les séminaires et les colléges de la Compagnie dans le Brésil:

« Sanctissimi in Christo Patris, et Domini Nostri Domini Benedicti divina providentia Papae XIV Literae Apostolicae in forma brevis in quibus Collegia, et Seminaria erecta et erigenda sub cura Patrum Societatis Jesu in Indiis Regi Fidelissimo subjectis declarantur exempta et libera ab omni parochorum jurisdictione.

« Benedictus Papa XIV. *Ad perpetuam rei memoriam.*

I. Collegia, et Seminaria ad pueros, et adolescentes in christianae pietatis, et sacrosanctae religionis studiis, ac scientiarum doctrinis, disciplinisque erudiendos salutaria, et opportuna semper visa, atque adeo ubique locorum tam a Summis Pontificibus Praedecessoribus nostris, quam ab ipsis Regibus, et summis laicorum potestatibus fundata, et erecta, quantum revera prosint, tam ipsi Praedecessores Nostri, quam Reges quoque considerantes, non solum nova erigere et fundare studuerunt, verum etiam indultis, privilegiis, praerogativis, honoribus, immunitatibus, et exemptionibus insignire, et cumulare non destiterunt.

II. Quoniam autem, sicut dilectus filius Joannes Honorato presbyter regularis Societatis Jesu procurator negotiorum Brasiliae suae provinciae Nobis nuper exponi fecit, in ipsa Brasilia, et Maranonia ditionis, et dominii charissimi in Christo filii nostri Josephi Portugalliae, et Algarbiorum Regis fidelissimi nonnulla ejusmodi collegia, et seminaria per memoratae Societatis presbyteros, et missionarios sub eorumdem cura, gubernio, et directione erecta, et instituta reperiuntur, ac nova in dies ejusdem Josephi Regis jussu fundari debent, ac proinde ipse Joannes procurator collegia, et seminaria hujusmodi sive erecta, et fundata, sive deinceps erigenda, et fundanda, et sub eisdem cura, gubernio, directione, et educatione administranda, iisdem immunitatibus, et exemptionibus, ac indultis, quae Nos per quasdam Nostras in simili forma Brevis die XX novembris MDCCXLIX expeditas Litteras Collegio Nostro Illyrico Civitatis Nostrae Lauretanae inter caetera concessimus, insignire plurimum desiderat: Nobis propterea humiliter supplicari fecit, ut in praemissis opportune providere, et ut infra, indulgere de benignitate Apostolica dignaremur.

III. Nos igitur piis ejusdem Joannis procuratoris votis hac in re quantum cum Domino possumus favorabiliter annuere volentes, eumque a quibusvis excommunicationis, suspensionis, et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, et poenis a jure, vel ab homine quavis occasione, vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatus existit, ad effectum praesentium tantum consequendum, harum serie absolventes, et absolutum fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati.

IV. Collegia, et seminaria per memoratos ejusdem Societatis presbyteros jam erecta, et fundata, ac alia similia tum jussu, et mandato ejusdem Josephi, et pro tempore existentis Portugalliae, et Algarbiorum Regis Fidelissimi in Indiis sub cura, regimine, gubernio, administratione, et educatione presbyterorum, et missionariorum dictae Societatis in posterum erigenda, et fundanda, nec non illorum collegiales, et ministros a quibusvis juribus parochialibus exempta, et exemptos auctoritate Apostolica tenore praesentium esse decernimus, et declaramus, ac ipsa collegia, et seminaria jam erecta, et alia, sicut praemittitur, erigenda, ac omnes, et quoscumque illorum ministros, officiales, rectores, magistros seu lectores, Alumnos, et Convictores, aliosque illis inservientes, intra tamen collegiorum, et seminariorum hujusmodi septa degentes, a parochiis, seu parochialibus Ecclesiis, intra quarum limites existunt et pro tempore erunt fundanda, ac modernis, et pro tempore existentibus illarum rectoribus, seu parochis, auctoritate, et tenore praedictis perpetuo eximimus, et liberamus, eosque sic exemptos, et liberatos modernis pariter, et pro tempore existentibus eorumdem collegiorum, seu seminariorum rectoribus, seu aliis ab illis deputandis in iis, quae ad administrationem Sanctissimae Eucharistiae etiam pro Viatico,

ac Extremae Unctionis Sacramentorum; aliisque omnibus, quae ad animarum curam spectant, penitus, et omnino subjicimus.

V. Quapropter dictis modernis, et pro tempore existentibus parochis districtius inhibemus, ne in posterum se in praemissis ingerere, ac desuper collegia, et seminaria praedicta sive erecta, sive deinceps erigenda. ac personas praedictas in illa degentes, seu eorum aliquem molestare audeat, seu praesumat. Praeterea iisdem modernis, et pro tempore existentibus praedictorum collegiorum, et seminariorum rectoribus, ut in privato cujuscumque Collegii, seu seminarii hujusmodi oratorio, dummodo decenter ornatum, sacrisque supellectilibus munitum reperiatur, super quo eorum conscientiam oneramus, Augustissimum Eucharistiae Sacramentum, ac Sanctum Oleum, seu Oleum Infirmorum ab Episcopo benedictum facultatem asservandi, et retinendi, auctoritate et tenore praedictis concedimus, et impertimur, ita tamen ut ante ciborium lampas accensa diu, noctuque detineatur, ac ejusdem ciborii clavis per eumdem cujuscumque seminarii, seu collegii rectorem, seu alium ab ipso deputandum in sacro presbyteratus ordine constitutum custodiatur.

VI. Decernentes easdem praesentes literas, et in eis contenta quaecumque, etiam ex eo quod moderni parochi, seu rectores parochialium ecclesiarum praedictarum aliique in præmissis interesse habentes, seu habere quomodolibet praetendentes cujuscumque status, gradus, ordinis, conditionis, praeeminentiae, dignitatis, seu alias speciali, et individua mentione digni illis non consenserint, nec ad ea vocati, citati, et auditi, neque causae, propter quas eaedem praesentes literae emanarunt, adductae, specificatae, et justificatae fuerint, aut ex alia quacumque quantumvis justa, legitima, et privilegiata causa, colore, praetextu, et capite, etiam in corpore juris clauso, etiam enormis, enormissimae, et totalis laesionis nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostrae, aut interesse habentium consensus, alioque quolibet etiam quantumvis magno, et substantiali defectu notari, impugnari, infringi, retractari, ad viam, seu terminos juris reduci, aut in controversiam revocari, seu adversus illas aperitionis oris, restitutionis in integrum, aliudque quodcumque juris, facti, vel gratiae remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, seu etiam motu proprio, ac ex certa scientia, et potestatis plenitudine concesso, vel emanato, quempiam in judicio, vel extra illud uti posse; sed ipsas praesentes literas, et in eis contenta hujusmodi semper firma, valida, et efficacia existere, et fore, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, ot obtinere, ac illis, ad quos spectat, et pro tempore quandocumque spectabit, in omnibus, et per omnia plenissime suffragari, et ab illis respective inviolabiliter, et inconcusse observari.

VII. Sicque in praemissis per quoscumque judices ordinarios, et delegatos, etiam causarum palatii Apostolici auditores, ac Sedis Apostolicae nuntios, aliosque quoslibet quacumque praeeminentia, et potestate fungentes, et functuros, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter judicandi, et interpretandi facultate, et auctoritate, judicari, et definiri debere, ac irritum, et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

VIII. Non obstantibus, quatenus opus sit, nostra, et Cancellariae Apostolicae Regula de Jure quaesito non tollendo, ac Apostolicis et in Universalibus, Provincialibusque. et Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, et Ordinationibus, necnon dictarum Parochialium Ecclesiarum etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, etiam immemorabilibus, privilegiis quoque, indultis, et Literis Apostolicis eisdem Parochialibus Ecclesiis, illiusque Parochis, seu Rectoribus, aliisque quibusvis sub quibuscumque verborum tenoribus, et formis. ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis, et insolitis clausulis, irritantibusque; et aliis decretis in genere, vel in specie, et alias in contrarium quomodolibet concessis, approbatis, et innovatis.

IX. Quibus omnibus, et singulis, etiamsi pro sufficienti illorum derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, et individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quaevis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata exprimerentur, et insererentur, praesentibus pro plene, et sufficienter expressis, et insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad praemissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, caeterisque contrariis quibuscumque.

X. Volumus autem quod earumdem literarum transumptis, seu exemplis etiam impressis manu alicujus notarii publici, seu dilecti filii moderni et pro tempore existentis secretarii generalis dictae societatis subscriptis, et sigillo dictae societatis munitis eadem prorsus fides in judicio, et extra illud habeatur, quae ipsis praesentibus haberetur, si forent exhibitae vel ostensae.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die 7 septembris 1753, Pontificatus Nostri Anno Decimo Quarto. D. Card. Passioneus.

MARIAGE NUL.

Rapt et violence.

I.

Federicus Aemilius Trajecti Francorum (vulgo Francfort) natus argentariam Parisiis exercebat, cum forte ineunte anno 1858 Oditta sese eidem obtulit conspiciendam. Eam annum agentem duodevicesimum jam viduus Æmilius statim cepit deperire, unde ab illius patre Carolo nummulario et ipso percelebri ut eam sibi nuptui dare vellet mense februario ejusdem anni semel, iterumque postulavit. Carolus autem existimans Æmilium Hebraeum esse religione, iteratas illius postulationes iterato rejecit, hac de re certiorem faciens Odittam, quae et ipsa Patris repulsas probasse et confirmasse fertur. Quoad religionem Æmilii haec habentur : scilicet ejus patrem ex Hebraeorum in Protestantium Lutheranorum sectam transiisse, atque ipsum Æmilium baptismate a Lutheranis ablutum fuisse.

Praemonendum hic est, Carolum jam a pluribus annis ab uxore sua Anna divortium quoad torum et habitationem obtinuisse, facta tamen filiis eam conveniendi et invisendi potestate. Quae vero de hac muliere in actis prostant hujusmodi sunt, ut de ejus honestate non parum suspicionis ingerere videantur.

Insuper animadvertendum, puellae Odittae tamquam ancillam seu potius tanquam magistram et custodem (vulgo *Gouvernante*) addictam fuisse quamdam Saram, quae se veluti filiam Ministri Anglicani Odittae venditabat, eidemque Odittae non ancillari sed imperare videbatur.

« Jam vero videns Æmilius sese apud Patrem Odittae operam perdere, apud matrem cum qua ipsi magna necessitudo intercedebat, agere cepit, nec arduum fuit, ut ipsa marito adversa et Æmilio amica collatis cum Anglica Sara consiliis per vim fraudemque moliretur, quod sponte legitimeque consequi non dabatur.

« Accidit interea sub initium mensis junii, quo tempore Carolus penes Imperatorem apud Fontem Bellaqueum (*Fon-*

tainebleau) commorabatur, ut sorori ejusdem Odittae natu minori balnea maritima valetudinis causa praescripta fuerint. Itaque ambae cum Sara custode Deppam ad hunc finem profectae sunt; cumque ea in civitate Anna mater esset, idem quod mater diversorium incolendum adierunt. Quadam die mater ab Oditta petiit, ut una cum Sara quandam domum remoto in loco sitam secum conspiciendam accederet, quam a se conductam asserebat ut ibi commodius quam in publico diversorio degeret. Oditta nihil suspicata, matris dictis capitur: at simul ac domum illam subit, mater causata negotium quoddam sibi sine mora expediendum, simulque affirmans se quantocius redituram, domum egreditur; paulo post Sara custos aliam causam praetexens dilabitur, et illico fere Æmilius sese Odittae sistit, eamque in sua esse domo ac potestate derelictae puellae denuntiat. Hic Oditta, si eidem credimus (nemo enim alius interfuit qui haec testari potuerit) clamores attollere, et omnem vim exerere ut viam ad exeundum sibi aperiret. At frustra, cum neque clamores audiri, neque fores, quae omnes clausae erant, effringi valerent. Noctem itaque integram cum Æmilio ducere coacta, et ut Æmilius fatetur . . . . , nonnisi sequenti die tarda jam hora a Sara revisa est.

» Redeunte Sara, Oditta statim consilium cepit domum paternam eodem die remeandi: at mater antequam filia discederet, eamdem adiit, atque una cum Sara, quasi ambae indignae proditionis pretium amittendum pertimescerent, exteritae puellae suasit, ne domum patris repeteret qui propter ea quae ipsi acciderant cum Æmilio, ira incensus existimandus erat, sed potius ad publicum aliquod diversorium Parisiis se conferret, ut ibi quid factu esset opportunius et tempus et copia deliberandi daretur. Hic vero duo praetereunda non sunt 1m scilicet ab Æmilio quaesitum fuisse quendam navis gubernatorem, qui se cum quadam puella in proximam Angliam trajiceret, ut ibi matrimonium celebrare posset: 2m Ipsius Æmilii opera in vulgus manasse quod circa Odittam acciderat, immo studio ipsius per publicas Ephemerides Lutetiae etiam Parisiorum famam insueti eventus percrebuisse; idque eo consilio ab Æmilio (fortasse non sine Annae consensu) peractum fuisse, prout ex actis datur conjicere, ut publicato eventu licet indigno, Odittae inter matrimonium et dedecus nulla evadendi via pateret.

» Sed ut ad facti historiam redeam, sciendum est, Odittam eodem die, advesperascente coelo, viae ferreis assibus stratae sese commisisse, ut Lutetiam reverteretur, quo in itinere Saram sociam habuit, quae se ab ejus latere nunquam dimovit; quatenus vigil adhuc custos eadem esset aetatis Dominae suae et pudicitiae.

» At cum ad stationem quandam non longe a Deppa ventum est, en Aemilius eumdem currum, idemque stallum ingreditur, ubi Oditta considebat, quae viso Aemilio tanto horrore perculsa est, tantosque clamores extulisse dicitur, ut ipse curruum gubernator intervenerit, Aemilioque indixerit, ut ab eo loci recederet: quod ille, consulente etiam quodam N. simul ac Rotomagum appulerunt, praestitit. At Oditta cum hoc rem suam contulit, qui ei suasit ut si Patris iram effugere vellet, una cum Sara parvum quoddam Parisiense diversorium in via vulgo *D'Arcole* situm peteret. Verum ex actis haud obscure deprehenditur, istum etiam Aemilii fautorem fuisse, atque eidem hac in re adjutricem operam praestitisse.

Oditta itaque diversorium istud ingressa tribus ibidem hebdomadis commorata est. Cubiculum vero, agente Sara, hujusmodi assignatum ei fuit, ut ad illud non nisi per Sarae cubiculum daretur accessus, ejusque fenestrae non viam publicam sed atrium tantummodo introrsum respicerent. Quare nullus exeundi aditus puellae patebat sine Sarae venia, quae tam caute tamque arcte eam custodiebat, ut quoties domo exiret, toties cubiculum clavibus obseraret, atque firmaret. Toto proinde tempore, quo ibidem commorata est Oditta, saepius ab Aemilio invisitur, quem tamen ipsa vel repulit vel si quando eum recepit, invita recepit. Hoc tempore infirma se valetudine usam asserit Oditta, eo quod permolestum ei esset absolutum imperium vigilisque custodia quam Sara circa eam agebat, ita ut ei nec egredi, nec quemquam alloqui, neque epistolas scribere liceret. Cum tamen ipsa vellet omnino jurisconsultum aliquem adire, idque Sara totis viribus prohiberet, ita clamare et altercare coeperunt ut diversorii famuli adfuerint, iisdemque vel adjuvantibus vel Saram improbantibus, egredi Oditta potuit, ipsa tamen comitante Sara. Convenit vero jurisconsultum N. non procul a diversorio commorantem eidemque conditionem suam aperuit, quidve sibi agendum esse duceret expostulavit. Juris ille consultus, nullum aliud huic malo remedium adesse respondit praeter matrimonium, atque in hunc finem ad Carolum patrem misit epistolium, quo, narrato rerum eventu, matrimonium necessarium esse concludebat. Carolus re perpensa, in matrimonium, licet invitus, consensit propterea quod actum esse de filiae suae fortuna eidem videbatur. Oditta vero animadvertens et ipsa, sibi tantummodo inter monasterium et matrimonium eligendi facultatem esse, hoc praetulit, quia religiosa vocatione se carere sentiebat. Omnes hoc amici atque inimici, tamquam unicum malo remedium proponebant, praesertim cum fama de illius raptu late manasset, et per hominum ora volitasset.

» Interea Aemilio curae fuit, dispensationem super religiosae professionis disparitate consequi; eidemque Odittae datum, ut confessionem matrimonio praemitteret. Bis itaque diversorio egressam puellam reperimus: primo cum jurisconsultum adiit, secundo cum ad Ecclesiam exomologesis causa perrexit, Sara tamen perpetuo comitante, neque ab ejus latere ante matrimonium sese unquam disjungente.

» Celebratum vero hoc fuit matrimonium die 30 junii 1858 in ecclesia S. M. Magdalenae Parisiis coram parocho illius ecclesiae. In ea tamen celebratione omnia tristitiam redolebant, ita ut, ipso parocho testante non nuptiae sed funus agi videretur. Oditta licet tristis, externa consensus signa praestitit, ejusque pater etiamsi pene stupens adstiterit, actum tamen obsignavit.

» Eodem die Æmilius longissima itinera aggressus est, variasque Europae regiones peragravit, secum semper ferens Odittam, quam a se numquam dilabi passus est. Toto quadriennio, quo simul habitarunt conjuges, nunquam Odittae, si eidem fides habeatur, licuit reclamare contra vim quam patiebatur, nec contra pressiones et etiam verbera, quae bis a viro pertulit. Ipsum vero Æmilium eo devenisse narratur, ut neque egredi ad religionis officia obeunda, neque quemquam convenire aut alloqui, neque literas mittere vel excipere, nisi quas ipse legisset, uxori sineret. Ambo tandem asserunt, matrimonium nunquam fuisse consummatum; imo neque in eodem lectulo simul se obdormisse, si unam alteramque vicem excipias, qua iter agentes, duo cubilia reperire nequiverunt.

» Mense septembri anni 1862 Oditta nacta occasionem, qua Æmilius necessarium iter aggressurus erat, aegram sese fingens a viro sequendo sese exemit, et simul ac ille digressus est, ad Patrem evolavit, eodemque suadente, monasterium ingressa est.

» Æmilius cum frustra uxorem ad se accivisset, Trajecti (ubi domicilium habebat) civile tribunal adiit, a quo divortii sententiam obtinuit die 18 decembris 1862. At Oditta mense augusto 1863 curiae episcopali Limburgensi supplicem libellum obtulit, ut matrimonium suum utpote per vim contractum, nullum declararet. Haec vero curia propriam incompetentiam allegans, mulieri consuluit ut vel curiam Parisiensem, vel ipsum Pontificem Maximum directe adiret.

» Haec itaque supplicem illico libellum SSmo dedit, quo

petiit, ut matrimonium suum nullum declarare dignaretur, et causa, confecto per curiam Parisiensem processu, apud S. Congregationem ageretur. Die 18 novembri ejusdem anni preces illius remisi archiepiscopo Parisiensi, ab eo quaerens, cur quaestio super asserta matrimonii nullitate acta non fuerit coram curia archiepiscopali tamquam in prima judicii sede ad tramites Constit. S. M. Benedict. XIV *Dei miseratione*. Cujus rei Vicarius generalis hanc retulit causam; quia nempe procurator Odittae examen conficiendum cuidam parocho dioecesis commiserat, bona fide ratus, id satis esse. In hoc vero examine una cum Oditta octo testes excussi sunt, eorumque juratas depositiones supradictus vicarius ad H. S. O. remisit adjungens: « *Oso supplicare di voler dare prosecuzione a questo affare, che interessa ad un si alto grado la supplicante di già separata con divorzio civilmente.*

Verum haec cum juridicam matrimonialis processus formam minime explerent, SSmus in audientia diei 11 januarii hujus anni *mandavit, ut causa, contrariis quibuscumque minime obstantibus, proponeretur coram S. Congregatione, servatis de jure servandis, ac praesertim citato matrimonii defensore ex officio, idque notificaretur archiepiscopo Parisiensi eum in finem, ut conficeret processum canonicum super asserta matrimonii nullitate, servata forma Constit. s. m. Bedicti XIV « Dei Miseratione » ac instructione ad rem eidem archiepiscopo transmittenda.* Elaborata a defensore hujusmodi instructione, eaque ad curiam archiepiscopalem Parisiensem transmissa, confectus canonice fuit processus adstante matrimonialis vinculi defensore, cujus animadversiones in actis prostant; et in summario mulieris sub n. 33 exhibentur. Illud tamen dolendum, neque sororis Odittae, neque matris neque Sarae depositiones, imo vero neque septimae manus subsidium adhiberi potuisse: circa Saram quidem opinio est eam in Anglia vel potius in America impraesentiarum degere, matrem Odittae Europam peragrare, de sorore autem altum silentium. Itaque acta transmittens vicarius generalis ait « *ho l'onore di trasmettere .... il risultato delle nostre ricerche, ossiano gl'interrogatorii dei conjugi e di altri dieci testimonii, i soli che malgrado tutto il nostro zelo in questo affare abbiamo potuto far comparire ed esaminare.*

» His quoad rei historiam expositis, meum nunc erit, ex testium depositionibus ea excerpere, quae praesentem controversiam genuina in luce collocare valeant; ac deinde ex defensoris Odittae nec non adsertoris vinculi matrimonialis oratione praecipua argumentorum capita colligere, ut EE. Vestris via pateat ad hanc causam dijudicandam. Quoniam vero omnes in secundo examine coram Vicario generali et defensore matrimonii Parisii habito ea confirmarunt, quae penes Parochum deposuerant, nonnulla tantum addentes; hinc utriusque examinis praecipuas partes in unum colligam, ut facilius, atque uno pene intuitu omnia dignosci valeant.

Quae ab Oditta relata sunt, haec majus pondus habere videntur. Rogata utrum ejus parentes in matrimonium consenserint, respondit « *Mio Padre non vi ha acconsentito e se si presentò alla Chiesa al momento del mio matrimonio, fu per evitare lo scandalo.* » In secundo vero examine addidit « *Mio padre ha protestato fino all'ultimo; se ha dato il suo assenso, si fa perchè l'hanno persuaso, che non vi era altro mezzo di uscire da questa situazione compromittente: si è rifiutato ad ogni accomodamento pecuniario; e non ho ricevuto niente da esso se non dopo il divorzio.* » Contra de matre asseruit « *Era questa che aveva tutto combinato.* » Ad interrogationem vero, an serio et valide contractum matrimonium illud putaverit, negative respondit: *Non ho dato*, inquiens, *che un consenso tacito, non essendo stata libera di manifestare la mia opposizione.* » (Refert tamen Vicarius generalis, Odittam per consensum tacitum intellexisse consensum tantum externum, ut postea declaravit.) Circa Æmilium vero retulit: « *L'aveva incontrato per caso qualche volta. Ha dimandato tre volte la mia mano a mio padre, che glie l'ha negata a mia preghiera. Mio padre essendo stato costantemente opposto al mio matrimonio, il Sig. Emilio si è diretto a mia madre... Mia madre essendosela intesa per sua parte colla mia governante, manifestamente complice mi ha fatto venire a Dieppe.* » Caetera quae ab ipsa narrantur conformia omnino sunt iis, quae in facti specie exposita sunt. Unum tandem hic addam, quod ipsa nempe respondit cum interrogaretur utrum ante matrimonii celebrationem suum confessarium viderit, eique conditionem suam pandiderit. « *Si*, illico ait, *io gli ho detto, che se trovava un mezzo fino all'ultimo momento, di fuggire a questo impegno, mi darei tutta la premura d'accoglierlo.* »

» Post Odittae depositiones, eae hic essent adferendae quae ab Aemilio prolatae fuerunt, attamen cum in iisdem in genere ea omnia confirmata reperiantur, quae huc usque adnotata sunt, paucas tantum illius responsiones referam, quae tempus respiciunt, quo Oditta in diversorio Parisiensi morabatur quaeque singulare pondus habere videntur. Rogatus ipse utrum Sarae injunxerit « *di non abbandonare detta abitazione* » nempe diversorium « *d'Arcole e di non permettere, che la Signorina Oditta l'abbandonasse* » *Certamente* respondit; utrum vero fecerit « *qualche visita alla Signorina in detta abitazione; ed essa vi ha ricevuto. Sono stato a vederla più volte* » retulit » *Ella non voleva giammai ricevermi; ma era costretta, poichè era ritenuta sotto i miei ordini.* At *la Signora Oditta non ha forse tentato di reclamare? Si, ma essa non poteva andare presso suo padre, che era irritatissimo. E' stata distornata dalla sua governante, e da me, che avrei adoperato altri mezzi coi quali mi sarei assicurato di rendergli ciò impossibile.* » . . . . .

Exponam modo per summa capita tum quae Odittae Patronus, tum quae vinculi Defensor ad respectivam thesim comprobandam fuso calamo disserunt.

Viam sibi muniens Odittae orator ad veram raptus naturam in praesenti themate demonstrandam, materialem abductionem de loco ad locum negari non posse contendit; quo posito veri raptus matrimonium dirimentis speciem exinde verificari demonstrat; 1. quia ad hoc satis esse vult, violentiam contra patriam potestatem fuisse illatam; 2. quia satis pariter existimat, mulierem invitam per dolum fraudemque in viri manus pervenisse. 3. quia ne apertam quidem violentiam in praesenti controversia desiderari tuetur.

A primo itaque capite incipiens ostendit et ratione et auctoritate, raptum vere ac proprie dari, etiamsi mulier consentiat, dummodo contra patris voluntatem abducta fuerit: ratione quidem, quia nulla honesta ac verecunda puella sine patris venia abducta credi potest, quin illius libertas per dolum fraudemque violata fuerit: auctoritate vero, quia hanc tenuisse sententiam contendit Navarr. *Consil. seu Resp. lib. 5 cons.* 2. De Luca *De Matrim. disc. 5.* Cosci *De sep. thori cap. 15 n. 11 seq.* Riganti *ad Reg. 49 Cancell. n. 68 seqq.* Mascard. *De Justis* aliosque, Rotam Decis. 498 part 14 et alibi.

Secundum caput ut demonstret, sic ratiocinatur: violentum dicitur quidquid contra voluntatem committitur; at hoc verificatur, quoties aliquid per fraudem patratur. Idcirco distinguitur physica a morali coactione, atque auctores affirmant, in matrimonio libertatem laedere, quidquid vi simile ad extorquendum consensum videatur, quod allata auctoritate Cosci *de Sep. Thori lib. 1 cap. 55 num. 2 seq.* Sanchez *de Matrim. lib. 7 disp. 12. num. 15.* Reinffestuel *lib. 4 decret. tit. 1 § 10 nam. 573* aliorumque confirmat.

Verum ad apertam violentiam demonstrandam progrediens, certum imprimis esse clamat, contrariam fuisse puellæ voluntatem ad matrimonium cum Æmilio contrahendum; certas

deinde matris insidias ad eamdem de domo educendam; certam denique violentiam qua in domo ab Æmilio conducta, detenta est. Igitur etiamsi raptus violentia morali inceperit, vi tamen materiali consummatus est: ac si raptus initium a materiali violentia repetere debet, hanc tunc inchoatam fuisse contendit, cum Æmilius Odittam invitam ac reluctantem detinuit.

Cum verum itaque propriumque raptum in hac causa adesse appareat, nisi hic purgatus fuerit, matrimonium inde contractum nullum fuisse concludit.

Verum purgatum hoc in casu minime fuisse raptum ex eo demonstrat, quod ad hujusmodi purgationem ex mente Tridentinorum Patrum requiratur, 1. ut mulier rapta in raptoris potestate non manserit, 2. ut a raptore ipso separata sit, 3. ut in loco tuto, et libero fuerit constituta, 4. ut his omnibus positis, raptorem in virum habere consenserit; quas omnes conditiones in praesenti casu desiderari, enarratis iis, quae vel in itinere inter Deppam Parisiosque, vel in ipso Parisiensi diversorio acciderunt, invicte demonstrasse opinatur. Nos autem cum jam haec eadem in facti specie exposuerimus, ab iisdem iterum afferendis abstinemus, EE. VV. judicio eadem pensanda relinquentes. Objectiones etiam nonnullas sibi Odittae Defensor opponit, at ne folii limites longius quam par est deducere videar, EE. VV. rogo, ut eas in allegatione ipsa Defensoris Odittae perlegere consueta benignitate dignentur.

Illud denique sibi suscipit ostendendum, hujusmodi nempe matrimonium, nunquam toto quadriennio quo simul Oditta et Æmilius cohabitarunt, ratihabitum fuisse, cum conjuges in saevissima animorum alienatione, in disjunctione thalami, improles vixerunt; uxor itineribus a viro defatigata, oppressa, ac verberibus affecta fuerit.

Quod si raptu praetermisso ex solo capite vis et metus hoc etiam in casu ratihabitionem deficere contendit. Nam hujusmodi impedimentum tum tantum diuturna cohabitatione deleri et matrimonium convalescere autumat cum occultum fuerit, quod si publicum, revalidari idem negat allata auctoritate Barbosae *de Off. Episc. coll. 23 num. 149* Fagnan. *in Cap. de illis 11 de spons. imp. num. 13* Schmalzgrueber *jus. Eccl. univ. tom. 4 p. 1 tit. 1 § 420* Cosci, aliorumque; S. Congr. in *Panormitana nullitatis matrim. 30 Sept. 1719* et in *Caeneten. 10 Apr. 1723*.

Defensor autem matrimonii ex officio, illud undequaque validum affirmat. Imprimis enim ex universa factorum serie in genere animadvertit, puellam Odittam nulla causa externa, non physica vi, nec morali violentia per minas et gravem metum ad conjugium ineundum fuisse pertractam, bene vero electione propria, et facti consideratione, cum scilicet apprime intelligeret, matrimonii celebrationem melius esse vel saltem minus malum, quo post lugendum Deppae eventum per Ephemerides ubique pervulgatum proprio honori consuleret. Quod sedulo ostendere nititur sive ex testimonio ipsius Odittae, sive ex altero Patris vel Parochi celebrationi matrimonii adsistentis, sive tandem ex ipsa mulieris agendi ratione, cum dissociationem connubii quoad thorum et cohabitationem non alio sub praetextu petierit quam propter impossibilem conciliationem animorum et vitae communionem. *Il Signor Emilio*, ut ipsa ait, *allegava per motivo il rifiuto che aveva emesso di seguirlo a Frankfort, ove voleva prendere un domicilio permanente: per mia parte aveva emesso questo rifiuto a causa dei cattivi trattamenti di cui già era stata l'oggetto, e che avea maggiormente luogo a temere ancora per il momento in cui mi trovassi in paese straniero.*

Gradum deinde faciens ad seorsim examinanda impedimenta quae ad infirmandum conjugale vinculum allegantur, Defensor ipse contendit, exulare prorsus in casu sive verum raptum, sive vim et metum; quin imo dato quod haec unquam extiterint, illico purgata fuisse subjungit per quadriennalem et intimam individuae vitae consuetudinem.

Quod ad raptum attinet, praemittit ex D. Thoma 2. 2. *q.* 164 *a.* 7, Sanchez *diss.* 12. *l.* 7 *n.* 6. aliisque, compertum esse istiusmodi impedimentum nullatenus posse consistere nisi duo simul concurrant, renuentiam nimirum mulieris et physicam abstractionem de loco ad locum a raptore perpetratam, ita ut nonnisi ex falsa interpretatione Tridentini procedentes nonnulli auctores, et vestigia tantum rationis juris civilis super crimine raptus prementes contrarium docere potuerint. Quo posito deficit in themate utrumque raptus extremum; violentia nempe ut ait, cum Oditta licet ignorans, plene tamen consentiens per famulam et matrem, nulla adhibita vi vel metu, in domum Aemilii traducta fuerit; procul abest vero abductio a raptore patrata, cum Aemilius Odittae vim minime intulerit ut in propriam domum transferret. Idcirco deest prorsus initium quo raptus essentialiter constituitur; at comperti juris est, quod initium omnino inspici debeat ut raptus extet, ceu ad rem Sanchez *lib. 7 disp. 13 n. 9 de Matrim.*

Dato insuper quod mater Odittae tanquam Aemilii mandataria, eam dolo induxerit ad domum viri petendam, alienum tamen id foret a genuina raptus natura matrimonium dirimentis ceu docent Clericatus, Giraldi, aliique communiter, et s. m. Pius VII declaravit. Deinde ex auctoritate canonistarum et H.S.C. in *Olomucen 9 julii 1769* raptum negat, quoties tractatus de matrimonio praecesserint. Et licet Pater Odittae Aemilii petitiones rejecerit, hoc ideo accidit, non quia Aemilium Oditta repulerit, sed quia a Patre Hebraeus putabatur. Ceterum si apud Patrem hujusmodi tractatus defecerunt, apud matrem finem suum sortiti sunt.

Sed admisso etiam initio raptus, purificatum dicit ex quo mulier separata fuerit a potestate viri, ex quo domo ejusdem libera evaserit, ex quo sub potestate Aemilii nunquam postea remanserit, non in itinere, in quo communem cum ceteris currum habuit; non Lutetiae ubi diversorium adiit non coacta, sed matris et famulae obtemperans consilio, et ad Patris iram vitandam; non in ipso diversorio, in quo famulae jugum excussit quoties voluit v. g. cum advocatum consultura petiit.

Neque demum in ipsa matrimonii celebratione ullam vim sive physicam sive moralem intercessisse contendit, quia et Pater adstabat, et ipsa libere consensit.

Quibus fuse absolutis Defensor matrimonii vim etiam metumque ab hoc matrimonio explodit, cum conditiones a juristis ad tale impedimentum requisitae in themate omnino deficiant. Exigitur enim ut objectum metus sit damnum grave, ut incutiens metum possit vel saltem putetur posse minas exequi, et ut istae minae non facile devitari queant per recursum ad superiores, parentes, vel amicos. Quae omnia in praesenti controversia minime verificari ex actis aperte colligi tuetur.

Postremo proponit doctrinam canonistarum docentium quadriennalem cohabitationem plus quam satis esse ad hoc matrimonium ratihabendum, quia tam diuturna vitae consuetudo inducit praesumptionem juris et de jure, mulierem libere consensisse. Immo cum tale matrimonium in forma conciliari celebratum fuerit, ipsis actibus conjugalibus, sine forma etiam exteriori revalidatum censet, praesertim cum toto quadriennio Oditta contra matrimonii vinculum nunquam reclamarit.

His summatim per me enarratis, rursus EE. VV. rogo, ut in gravissima hac controversia sedulo expendere dignentur ea omnia, quae tum a Defensore mulieris tum a vinculi Assertore diserte pertractantur ut ea, qua pollent sapientia sequens dirimere valeant dubium:

An constet de nullitate matrimonii in casu. — Sacra Congregatio Concilii rescripsit: *Affirmative.* Die 23 junii 1864.

II.

« Gravissima haec controversia EE. VV. sapientiae dijudicanda primum proposita fuit in comitiis habitis die 25 junii currentis anni sub hac dubii formula: « *An constet de nullitate matrimonii in casu* » et strenue dimicantibus tum matrimonii vindice, tum mulieris oratore, responsum prodiit: *Affirmative*. Benedictinae constitutioni innixus S. Vinculi assertor, sui muneris explendi sollicitus, novae audientiae beneficium imploravit, obtinuitque. Hodie igitur judicii aleam iterum subit matrimonialis haec quaestio; cujus speciem in folio praedicta die 25 junii distributo EE. VV. recolere dignabuntur; quod etiam benigne facient quoad defensionem mulieris, ea scilicet revolvendo quae ejus patrocinator superioribus allegationibus fuso calamo deduxit. Hodie vero memoriale tantum reassumptionis *distribuit*; dum matrimonii Defensor aliam elucubravit orationem, qua jura sacramenti supremis viribus vindicanda suscepit; ex qua proinde mei muneris esse duco ea summatim colligere, quae majoris momenti esse videbuntur.

Arguit itaque imprimis, veram processus formam in hac causa deficere, propterea quod praecipui, qui venditantur raptus actores, discussi non sunt. Deest matris, deest Sarae testimonium, quae rem cum Aemilio molitae dicuntur; nulla sororis apparet depositio, quae tamen moliminis ignara utpote cum Oditta convivens existimari non debuit. Itaque omnis quae de raptu habetur notitia ex ipsa Oditta actrice et ex ejus Patre profluxit. At negat, testimonium Actricis pro se et Patris pro filia deponentis veram probationem constituere ac talem, quae sacrosanctum matrimonii vinculum dirimere valeat.

Sed posito etiam quod Odittae ejusque Patris testimonium aliquid probaret, in praesenti themate nullam eorum habendam esse rationem contendit, ex eo quod pluribus antilogiis eorum depositiones peccent. Non sequemur matrimonii defensorem in hisce antilogiis expiscandis, secus omnis ejusdem excribenda esset oratio; id tantum notabimus, pugnantes ab eo reperiri Patris depositiones a Filiae assertionibus 1. circa vices, qua expetita dicitur Odittae manus ab Aemilio cum Pater *semel aut bis*, filia *ter* id factum affirmet; 2. circa causam propter quam Aemilii petitio rejecta est, quam ex illius hebraica religione Pater, ex propria aversione filia repetit; 3. circa personam a qua repulsa profecta est, cum Pater se, inconsulta filia, Aemilium rejecisse referat, haec vero deponat ideo Patrem *si ricusò a questa dimanda*, quia *gli dichiarai non avere alcuna inclinazione a questo maritaggio*.

Deinde illud statuere connititur, nullo testimonio raptum probari. Nam 1. nullus testis probat *recursum* quem a Patre Odittae rejectus ad matrem habuit, nec ipsa Oditta ejusque Pater qui hoc affirmant unde aut a quo id rescierint, aperiant. 2. Quam relationem sibi cum Odittae matre intercessisse asserit Aemilius ea non fraudis struendae causa, sed negotii fuisse apparet. 3. Ipse Aemilius fatetur non raptus perpetrandi causa, sed ut se inviserent, domum suam advenisse, cum Deppae moraretur, Odittam, ejusque matrem atque educatricem: *Fu ivi che la Signora Anna, la sua figlia e la governante son venute a farmi visita*. 4. Nullus testis affertur, qui deponat initam Aemilium inter, et Odittae matrem et Saram de raptu consummando conspirationem. Unde cum ex qua parte id rescire potuerit Oditta non appareat, ejus sic deponentis testimonium rejiciendum esse conclamat. Quidquid itaque cognoscitur circa ea quae Deppae evenerunt, ea tantummodo ex conjugum depositionibus profluxerunt, quibus nulla fides habenda est, cum ambo in matrimonii dissolutionem consentiant; duo vero testes qui Deppae commorabantur, nihil de propria scientia deponunt; et quae auditu narrant, ea valde confusa et incerta sunt.

Ad tantas tenebras excutienda Ephemerides, inquit, saltem quae factum narrarunt, earumque scriptores, quibuscum egit Aemilius ut rei fama vulgaretur, in medium afferendi fuissent. Quod si reponatur, fieri non potuisse ut hujusmodi probationes habeantur, tunc subsumit matrimonii Defensor, concludendum esse, probatione deficiente, non raptum fuisse perpetratum, sed matrimonium esse validum, sin minus, novum examen esse instituendum, ut in causa *Herbipolen* factum fuisse constat, idque ea etiam de causa, ut clarius appareant ea, quae Deppa relicta, circa Odittam evenerunt, cum ex tot testibus qui rerum eventibus interfuerunt unus tantum ex itinere fuerit adhibitus, de diversorio admodum pauci.

Repetit hic Defensor matrimonii, Odittam postquam Deppa profecta est, non sub potestate Aemilii, sed liberam omnino remansisse; potuisse ipso in itinere Aemilium a se repellere; Parisios perventam non fuisse coactam domum adire quae ab Aemilio assignata est, sed quam ipsa elegit; repulisse Aemilium, eamdem invisere cupientem; Sarae imperium quando reapse voluit, detrectasse et excussisse; imo ipsam Sarae vim eam exire prohibentis, ab Oditta fuisse devictam; in matrimonium vero consensisse non Aemilii coactione compulsam, sed quia re mature perpensa et collatis eum advocato Augustino N. consiliis, per illud famae suae optime consuli perspiciebat: nequivisse Aemilium in Odittam imperium suum exercere Parisiis, ubi ejus Pater potentissimus erat, et nomine ipso filiam satis tuebatur: libere Patrem ipsum in matrimonium consensisse, cum absurdum sit cogitare, etiam in Patre fuisse ab Aemilio exercitam potestatem: libere proinde interveniente Patre et filiae voluntatem defendente, matrimonium fuisse celebratum.

Expendens denique tum raptus naturam et conditiones, negat in themate dari 1. *abductionem*, cum per se Oditta domum Aemilii, matre ac Sara comitante, petierit, 1. *violentiam*, quam abfuisse ipse ejus Defensor non negat; 3. *mandatum* quia nullibi apparet, hoc ab Aemilio matri vel Sarae datum fuisse, 4. *causam* quia ex facto ipso ad libidines potius Aemilii explendas in ejus domo relictam fuisse Odittam apparet, quam ad matrimonium contrahendum. Quod si raptus omnino reperiri in praesenti casu velit, is ad eam speciem referretur, quae *seductionis* appellatur, quaeque a Pio VII expungitur. Ex his deducit auctoritate Navarr. *Consil.* 1. *de Raptoribus*, Clericat. *De Matrim. decis.* 33. *n.* 5. Sanchez. *disp.* 12. *lib.* 7. *n.* 6. S. Congreg. in *Olomucen.* 26. *Aug.* 1769 veri nominis raptum a praesenti specie exulare.

Sed posito etiam, quod raptus haberetur, ea quae superius adduxit de mulieris libertate post factum Deppae, satis superque esse contendit ad raptum ipsum purgandum. Exemplum vero *Herbipolen* 1858, licet theoriae juris eodem recidant, a praesenti causa quam maxime differre exinde statuit, quod eo in casu concurrebat vis physica, non moralis, et violenta mulieris abductio, qua vir puellam sensibus destitutam, curru impositam alio transtulit, tuti posthac domicilii compotem nunquam futuram. Ex his rationum momentis matrimonii Defensor petit ab EE. VV. ut vel probationes coadjuvandas esse jubeatis, vel matrimonii validitatem asseratis. Quibus positis proponitur consuetum

DUBIUM. *An sit standum vel recedendum a decisis in casu?*

Sacra Congregatio Concilii rescripsit: *In decisis*. Die 27 augusti 1864. »

MÉLANGES.

—*Indulgences accordées pour la récitation d'une jaculatoire.* Sixte V, par la bulle *Reddituri* du 11 juillet 1587, accorda une indulgence de cinquante jours aux personnes qui se salueraient, en quelque langue que ce fût, de la manière suivante : *Jésus-Christ soit loué*, ℟. *Dans tous les siècles*, ou *ainsi soit-il*, ou *toujours*. De plus l'indulgence plénière à l'article de la mort est concédée à ceux qui pendant leur vie auront pratiqué cette louable coutume.

Par décret du 30 novembre 1762, Clément XIII permit aux Carmes d'ajouter à la jaculatoire le nom de Marie, sous cette forme: *Soient loués Jésus et Marie.*

Enfin, par décret du 26 septembre dernier, S. S. Pie IX a étendu à l'univers entier le privilége octroyé aux Carmes avec les mêmes indulgences que précédemment.

La formule est celle-ci : *Soient loués Jésus et Marie.* ℟. *Aujourd'hui et toujours*, ou quelque réponse analogue, comme l'indique la bulle de Sixte V.

Decretum Urbis et Orbis. — « Cum non sit aliud Nomen » sub coelo, in quo nos oportet salvos fieri, nisi Nomen Jesu » in quo est vita, salus, et resurrectio nostra, per quem sal- » vati et liberati sumus, idcirco Sixtus V fel. rec. Pont. Max. » sub die 11 julii 1587 in Bulla *Reddituri* Indulgentiam con- » cessit quinquaginta dierum omnibus et singulis Christifidelibus » qui quocumque idiomate sic se salutaverint : *Laudetur Jesus* » *Christus*: vel responderint *In saecula*, vel *Amen*, aut *Sem-* » *per*, plenariam vero in mortis articulo iis qui hanc laudabilem » consuetudinem habuerint, modo ore, vel corde (si ore non » potuerint) Jesu nomen invocaverint.

« Nonnullis deinde in locis cum mos invaluisset Jesu No- » mini et illud Mariae in se invicem salutando addere, » Clemens PP. XIII ad humillimas preces Generalis Ordinis » Carmelitarum per Decretum die 30 novembris 1762 be- » nigne impertitus est pro Carmelitis eamdem Indulgentiam » quinquaginta dierum quotiescumque in mutua salutatione » verba usurpaverint « *Sia lodato Gesù e Maria* ».

« Nunc vero SSmus Dominus Noster Pius Papa IX nonnul- » lorum episcoporum precibus peramanter inclinatus, refe- » rente me infrascripto Sacrae Congregationis Indulgentiarum » Cardinali Praefecto in audientia diei 26 septembris 1864 » ut magis magisque fideles utriusque Nominis Jesu et Mariae » salutares percipiant effectus, et illa quam saepissime in ore » et corde retineant, eamdem concessionem ad omnes et sin- » gulos Christifideles extendit, ita ut qui se invicem salutando » hac forma, in quocumque idiomate, utantur « *Sia lodato* » *Gesù e Maria* » vel responderint « *Oggi e sempre* », aut » similibus verbis, easdem plane Indulgentias, quae in prae- » fata Bulla memorantur, consequi possint et valeant. Quam » gratiam voluit Sanctitas Sua perpetuo suffragari absque ulla » Brevis expeditione.

« Datum Romae ex Secretaria ejusdem Sacrae Congrega- » tionis Indulgentiis, Sacrisque Reliquiis praepositae die 26 » septembris 1864. — Fr. Antonius M. Card. Panebianco Prae- » fectus — A. Colombo Secretarius.

— *Décret de la S. Congrégation des Indulgences sur les autels privilégiés.*

La S. C. des Indulgences, par décret du 20 août 1864, a résolu trois difficultés, soumises par le diocèse d'Angers et relatives aux autels privilégiés.

1. L'indulgence de l'autel privilégié n'est applicable, à chaque messe, qu'à un seul défunt et non à plusieurs.

2. L'évêque ayant obtenu un indult à l'effet de pouvoir faire célébrer dans son diocèse, trois fois la semaine, des messes de *Requiem*, même aux jours de fêtes doubles, l'indulgence attachée à l'autel privilégié peut être gagnée ces mêmes jours, pourvu toutefois qu'il n'y ait pas dans la semaine de fête semidouble, auquel cas la messe devrait être retardée jusqu'à ce jour.

3. Il en est de même du prêtre qui a le privilége personnel.

Andegaven. — In generalibus comitiis Sacrae Indulgen- » tiarum Congregationis habitis die 29 februarii 1864 epis- » copus Andegavensis sequentia dubia enodanda proposuit.

» I. Utrum privilegium altaris sive reale sive personale » applicari possit pluribus defunctorum animabus in cujus- » cumque diei missa ?

« II. Utrum facultas Apostolica concessa Ordinario Ande- » gavensi *ut in omnibus ecclesiis parochialibus diaecesis An-* » *degavensis ter in qualibet hebdomada celebrentur cum cantu* » *missae de Requiem dum officia occurrunt ritus duplicis*, » *quibusdum tantum exceptis*, possit libere in praxim deduci » an vero missae de Requiem differendae sint in alias dies » ejusdem hebdomadae, in quibus sit ritus semiduplex ?

» III. Utrum sacerdos gaudens privilegio personali altaris » possit in hebdomada cum recurrit festum duplex celebrare et » lucrari indulgentias, an debeat expectare festa semiduplicia » ad easdem lucrandas ?

» Sacra Congregatio respondendum censuit :

« Ad primum : *Negative.*

« Ad secundum : *Affirmative, quatenus non occurrant festa* » *semiduplicia in hebdomada.*

« Ad tertium : *Ut in secundo.*

« Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis indulgen- » tiarum, die 20 augusti 1864. — *Philippus Can. Cossa* » *Substitutus.*

— *Archiconfrérie de S. Joseph — Décision récente de la S. Congrégation des Indulgences.*

Une archiconfrérie de S. Joseph a été établie par bref du 6 septembre 1861, à Angers, dans l'église des Pères Jésuites: elle s'étend à tout l'empire français. Depuis, une seconde archiconfrérie du même titre a été canoniquement érigée à Beauvais.

La S. C. des Indulgences, répondant aux doutes qui lui étaient soumis à cet égard, a déclaré le 29 février 1864, que:

L'inscription d'individus n'habitant pas le territoire français est invalide.

Généralement parlant, dans les cités les plus populeuses, il n'est pas permis d'exiger deux confréries du même titre. Dans les cas particuliers et quand il y aura de graves motifs, il faudra recourir à la Congrégation elle-même.

Dans les lieux où l'archiconfrérie de Beauvais a déjà érigé une confrérie, celle d'Angers ne peut en affilier une autre et cela réciproquement.

Il ne convient pas d'ériger des confréries dans les églises des communautés enseignantes qui ont des jeunes filles soit pensionnaires soit externes.

Andegaven. — « Nicola Louis della Compagnia di Gesù » avendo eretta nella Chiesa del Noviziato in Angers con » Breve del 6 settembre 1861 l'Arciconfraternita di S. Giu- » seppe per tutto l'Impero francese propone i seguenti dubbj.

« 1. Se sia valida l'ascrizione d'individui abitanti fuori » dell'Impero medesimo?

« 2. Se nelle più popolate città della Francia sia lecito » di eriggere più di una Confraternita.

« 3. Poco dopo la concessione del sopracitato Breve essendo » stata eretta un' altra Arciconfraternita in Beauvais egual- » mente per tutto l'Impero francese, si domanda se possa l'Ar- » ciconfraternita di Angers aggregare una confraternita in » quelle Città nelle quali ne esiste già altra erettavi da quella » di Beauvais ?

« 4. Se possono erigersi delle Confraternite nelle Chiese

» delle Educatrici, che vivono in comunità tenendo scuole e » riunioni di giovanette tanto esterne che convittrici?

« Sacra Congregatio ita respondendum duxit in generalibus » comitiis habitis die 29 februarii 1864:

« Ad Primum. — *Negative.*

« Ad Secundum. — *Generatim negative; obveniente autem » gravi causa recurrant in casibus particularibus.*

« Ad Tertium. — *Negative.*

« Ad Quartum. — *Non expedire.*

« Praesens copia concordat plene et ad verbum cum ori- » ginali adservato in Regesto Secriae S. Congnis Indulgen- » tiarum. In quorum fidem etc. Datum Romae ex Secria ejus- » dem S. Congnis Indulgentiarum die 7 septembris 1864.

« Philippus Can. Cossa Substitutus. »

— *Bénédiction des Rosaires et des chapelets de Notre-Dame des sept Douleurs. — Formules qu'il faut employer.*

Consultée par plusieurs vicaires généraux la S. C. des Indulgences a répondu que les décrets des 11 avril 1840, et 7 janvier 1843, qui autorisent à bénir les chapelets par le seul signe de la croix, ne s'appliquent ni aux Rosaires ni aux chapelets de N.-D. des Sept-Douleurs. En conséquence, il faut, pour les bénir non seulement *licitement*, mais encore *validement*, employer les formules prescrites et asperger les chapelets d'eau bénite.

Quant à la dispense demandée à cet égard, la S. Congrégation croit devoir la refuser d'une manière absolue.

Nous ferons suivre ici le décret du 20 août 1864, des deux formules de bénédiction en usage à Rome chez les Dominicains et les Servites.

« **Galliarum.** — Cum nonnulli Vicarii generales in Gallia » Sacrae Indulgentiarum Congregationi dubium exposuerint: » Utrum Benedictio Coronarum quarumlibet etiam S. Domi- » nici et Septem Dolorum fieri valide et licite queat solo si- » gno crucis quin adhibeatur formula consueta benedictionis, » et aspersio aquae lustralis; et quatenus negative, dispensa- » tionem imploraverint ea omittendi; Sacra Congregatio in » generalibus comitiis habitis die 29 februarii 1864 respon- » dendum censuit :

« Pro Coronis Rosarii et Septem Dolorum servandam for- » mulam cum responsa Sacrae Congregationis dierum 11 apri- » lis 1840, et 7 januarii 1843 non comprehendant casus de » quibus agitur in precibus »

« Quoad dispensationem. Non expedire. — Datum Romae ex » Secretaria S. Congreg. Indulgentiarum die 20 augusti 1864. » Philippus Can. Cossa Substitutus. »

Formule pour les Rosaires.

℣. Adjutorium nostrum in nomine Domini.
℟. Qui fecit coelum et terram.
℣. Domine exaudi orationem meam.
℟. Et clamor meus ad te veniat.
℣. Dominus vobiscum.
℟. Et cum Spiritu tuo.

Oremus.

Omnipotens, et misericors Deus qui propter eximiam charitatem tuam, qua dilexisti nos, Filium tuum unigenitum Dominum nostrum Jesum Christum, de coelis in terram descendere, et de Beatissimae Virginis Mariae, Dominae nostrae, utero sacratissimo, Angelo nunciante, carnem suscipere, crucemque, ac mortem subire, et tertia die gloriose a mortuis resurgere voluisti, ut nos eriperes de potestate diaboli: obsecramus immensam clementiam tuam, ut haec signa Rosarii, in honorem et laudem ejusdem Genitricis filii tui ab Ecclesia tua fideli dicata, bene ✠ dicas, et sancti ✠ fices eisque tantam infundas virtutem Spiritus sancti; ut quicumque, horum quodlibet secum portaverit, atque in domo sua reverenter tenuerit, et in eis ad te, secundum ejusdem sanctae Societatis instituta, divina contemplando mysteria, devote oraverit, salubri, et perseveranti devotione abundet, sitque consors, et particeps omnium gratiarum, privilegiorum, et indulgentiarum, quae eidem Societati, per Sanctam Sedem Apostolicam, concessa fuerunt, ab omni hoste visibili et invisibili semper, et ubique in hoc saeculo liberetur, et in exitu suo ab ipsa beatissima Virgine Maria, Dei genitrice, tibi plenus bonis operibus, praesentari mereatur. Per eumdem etc. in unitate ejusdem etc. Amen.

Aspergantur aqua benedicta.

Formule pour le scapulaire et les chapelets de N. D. des Sept Douleurs.

℟. Adjutorium nostrum in Nomine Domini.
℣. Qui fecit Caelum, et Terram.
℟. Dominus Vobiscum.
℣. Et cum Spiritu tuo.

Oremus.

Omnipotens sempiterne Deus, qui morte Unigeniti tui mundum collapsum restaurare dignatus es, ut nos a morte aeterna liberares, et ad gaudia regni coelestis perduceres: respice, quaesumus, super hanc familiam Servorum in nomine Beatissimae Virginis septem Doloribus sauciae congregatam, de cujus gremio hic famulus tuus (*vel haec famula tua*) esse cupit; (*vel hi famuli tui, vel hac famulae tuae esse cupiunt*) ut augeatur numerus tibi fideliter servientium: ut omnibus saeculi, et carnis perturbationibus liberatus (*liberata*) (*liberati*) et a laqueis diaboli securus (*secura*) (*securi*) intercessione ejusdem Beatae Mariae Virginis, et Beatorum Augustini, et Philippi ac septem nostrorum Beatorum Patrum Ordinis nostri fundatorum, vera gaudia possideat (*vel possideant*). Per Christum Dominum nostrum. Amen.

Inde benedicat Habitum, et Coronam, dicens:

Oremus.

Domine Jesu Christe, qui tegumen nostrae mortalitatis induere dignatus es, obsecramus immensam largitatis tuae abundantiam, ut hoc genus vestimentorum, quod Sancti Patres nostri ad innocentiae, humilitatisque indicium, in memoriam septem dolorum B. Mariae V. nos ferre sanxerunt, ita benedicere ✠ digneris, ut qui illis fuerit indutus, corpore pariter, et animo induat te Salvatorem nostrum. Qui vivis et regnas in saecula saeculorum. Amen.

Oremus.

Omnipotens, et misericors Deus, qui propter nimiam charitatem, qua dilexisti nos filium tuum Unigenitum Dominum nostrum Jesum Christum pro redemptione nostra, de caelis ad terram descendere, carnem suscipere, et Crucis tormentum subire voluisti: obsecramus immensam clementiam tuam, ut hanc Coronam, in memoriam septem Dolorum Genitricis Filii tui ab Ecclesia tua fideli dicatam benedicas ✠ sanctifices ✠ et ei tantam Spiritus Sancti virtutem infundas, ut quicumque eam recitaverit, ac secum portaverit, atque in domo sua reverenter tenuerit, ab omni hoste visibili, et invisibili, semper, et ubique in hoc saeculo liberetur, et in exitu suo a Beatissima Virgine Maria tibi bonis operibus coronatus praesentari mereatur. Per Christum Dominum nostrum Amen.

Tandem aspergit dicens: Asperges me etc.

Praebendo habitum et coronam dicat.

Accipe carissime frater (*vel carissima Soror*) Habitum B. M. Virginis singulare signum servorum suorum, in memoriam septem dolorum, quos ipsa in vita, et morte Unigeniti Filii sui sustinuit, ut ita indutus (*vel induta*) sub ejus patrocinio perpetuo vivas. Amen.

Accipe Coronam B. Mariae Virginis, in memoriam septem Dolorum contextam, ut dum eam ore laudaveris, ejus poenas toto corde compatiaris. Amen.

Benedictio Dei Omnipotentis etc.

— *Aliénation des biens ecclésiastiques. Constitution de Paul II non reçue. Coutume.*

Plusieurs auteurs mentionnent une décision de la S. Congrégation du Concile qui condamna l'usage milanais de procéder à l'aliénation des biens ecclésiastiques avec permission de l'archevêque, sans observer les saints canons et la constitution *Ambitiosae*, de Paul II, d'après laquelle il faut obtenir la permission du Pape pour ces aliénations, ainsi que pour mettre des hypothèques et faire des locations *ultra triennium*, sous peine de nullité des contrats, et des censures par le seul fait. Nous sommes en mesure de publier le texte de la décision, qui est du 14 mars 1682.

La prétendue désuétude de la bulle n'a pas le pouvoir de rendre valides les contrats stipulés sans le *beneplacitum* apostolique : Paul II les annulle expressément, par conséquent le non-usage ne peut pas être allégué, quoiqu'il puisse excuser des censures. Ceux qui ne connaissent pas la constitution de Paul II pourront ne pas commettre de faute; l'aliénation est nulle néanmoins.

Saint Charles Borromée conçut de grands doutes sur la légitimité de l'usage qu'on suivait à Milan. Il avait formé une commission de théologiens et de canonistes qui examinait sérieusement les affaires et sans le consentement de laquelle le prélat n'autorisait jamais les ventes ; néanmoins, S. Charles voulut s'assurer de la volonté du Pape. Il écrivit deux fois à l'abbé Speciano, son agent à Rome; la réponse ne fut pas aussi formelle que le saint archevêque le souhaitait. Sa première lettre à l'agent était ainsi conçue:

« C'est une très-ancienne coutume que les archevêques de Milan autorisent l'aliénation des biens ecclésiastiques et des lieux pies; les aliénations ont leur entier effet sans autre approbation du Saint-Siége, malgré la bulle de Paul II qui les défend, et l'on dit vulgairement qu'elle n'est pas reçue par l'usage dans ces pays. Il me vient quelquefois des doutes sur ce point, et, si mes souvenirs sont exacts, j'en écrivis à M. le cardinal Simonetta à l'époque de Pie V ; le cardinal me répondit qu'il n'y avait pas le moindre doute, et que la bulle de Paul II n'était pas acceptée ici dans l'usage. Il me semble avoir entendu dire la même chose au cardinal dans la Signature publique en présence du Pape. On a continué indistinctement cet usage jusqu'à ce moment-ci; le cas sont très fréquents, vu la qualité des biens, l'etendue du diocèse et l'éloignement de Rome; le grand hôpital recourt très souvent à l'archevêque pour des permissions de ce genre, pour ne rien dire des autres. Néanmoins, les bulles de Paul IV et de Pie V qui défendent aussi ces aliénations sont survenues; quoique, en fait, elles n'aient pas été mises à exécution dans ce pays, on ne peut dire formellement qu'elles sont *non receptae usu*, vu leur date récente, surtout la dernière, à moins qu'on n'allègue que ces bulles étant basées sur celle de Paul II, ne s'appliquent pas aux pays que celle-ci ne regarde pas; il me semble que c'est ce que répondit ledit cardinal Simonetta, et peut-être en présence de Sa Sainteté; il me semble que le Saint-Père examina ou fit examiner la question lorsqu'il était *in minoribus*, mais je n'en suis pas certain. Or donc je voudrais avoir l'assurance de pouvoir continuer cet usage en bonne conscience malgré le doute susdit; je ne pense pas pouvoir le faire sans l'avis de personnes de Rome consommées dans la profession, ou sans l'avis et un nouveau consentement du Saint-Père lui-même, c'est la voie qui me semble la plus directe; je ne puis supposer qu'il ne soit parfaitement informé de toute cette question. Je me contente d'être assuré de ce consentement par une lettre qui tranquillise ma conscience et celle des contractants; quant à la validité extérieure des contrats, personne ne la met en doute. Tâchez donc de m'obtenir cette assurance de la part de Sa Sainteté. »

L'agent soumit la question à Grégoire XIII; le Pape exprima le désir que l'on introduisît peu à peu l'observation de la constitution de Paul II à Milan, et il ne parla expressément que des locations *ultra triennium*. Voici la réponse de Speciani : « Au sujet des aliénations des biens ecclésiastiques qui ont eu lieu avec la simple autorisation de V S. et de ses prédécesseurs, Sa Sainteté dit que Votre Seigneurie Illustrissime peut continuer sans scrupule, et elle le permet, en supposant que V. S. et ses prédécesseurs ont toujours agi ainsi. Sa Sainteté désire que pour introduire l'observation de la bulle de Paul II, V. S. tâche, sans obligation toutefois, de faire envoyer à Rome les locations *ultra triennium* et les autres contrats surtout des gens riches, pour s'assurer que ces contrats sont évidemment avantageux. »

Saint Charles écrivit de nouveau; l'agent promit de parler de nouveau au Pape; on ne sait pas s'il le fit. Voici la seconde lettre de S. Charles: « Au sujet de la bulle de Paul II, je dis qu'il ne s'agit pas seulement des locations *ad novennium*, mais que l'archevêque de Milan a coutume d'expédier aussi les aliénations, échanges et autres choses de ce genre sans aucune permission ou approbation de Rome; je voudrais être certain de pouvoir exercer ce droit, tant moi que mes successeurs, pour l'utilité du diocèse; car il se présente bien des cas où il serait gênant et dispendieux, ou vraiment onéreux de devoir s'adresser à Rome. » Réponse de Speciani : « Je parlerai de nouveau au Saint-Père des doutes que conserve V. S. Illme touchant les aliénations des biens des églises et lieux pies contrairement à la bulle de Paul II, quoique je pense que la première décision suffit pour trancher ce point, parce que la bulle n'est pas en usage là-bas. » Nous ne savons pas ce que répondit Grégoire XIII.

Les successeurs de S. Charles à Milan continuèrent de permettre les aliénations. Néanmoins, ils recoururent quelquefois au Saint-Siége pour des cas spéciaux.

En 1655, le cardinal Litta, archevêque de Milan, faisant la visite *ad limina*, parla dans sa relation, de l'usage de procéder aux aliénations sans indult apostolique ; il allégua le non-usage, la non-réception de la bulle de Paul II ; il parla des sérieuses discussions que faisait la commission de théologiens et de canonistes avant d'autoriser les contrats. Néanmoins, la S. Congrégation du Concile décida, à l'unanimité, que l'usage milanais n'était pas licite: que les aliénations étaient nulles: que ceux qui y avaient pris part devaient pourvoir à leur conscience.

L'archevêque fut très ému de cette décision ; il écrivit à la S. C. que l'abrogation de la coutume aurait les conséquences fâcheuses prévues par S. Charles. En effet, les administrateurs des hospices et lieux pies firent dès-lors les contrats d'aliénation sans demander permission à personne, ni au Pape, ni à l'archevêque; le gouvernement imposa les biens comme laïques, et prétendit qu'on ne pouvait pas les vendre sans son agrément.

En cet état de choses, on crut devoir consulter de nouveau la S. Congrégation du Concile. Elle maintint, le 14 mars 1682, la décision qu'elle avait rendue en 1655. Le *votum* du cardinal Casanate, que nous avons retrouvé dans ses manuscrits, énonce parfaitement les raisons qui ne permettaient pas de regarder la coutume de Milan comme légitime.

« Servetur decretum S. Congregationis de anno 1655. Constitutio enim Pauli II continet decretum irritans annullando alienationes, et contractus beneplacito Apostolico non validatos, ideo nihil revelat non usus, sive contraria observantia etiam longaeva, cum adhuc contractus remaneant nulli etiam ignoranter initi, ut apud Rotam d. 349 n. 1 coram Priolo d. 32 n. 18 192 n. 10 430 n. 17 p. 18 rec. et specialius in hac causa judicatum fuit anno 1655 per S. Cong. plenis votis, licet non usus sat esset ad praeservandos transgressores a pœnis, et censuris, prouti etiam sat esset ad praeservandos ignorantes a culpa.

« Quatenus allegetur permissio Sedis Apostolicae nihil probatur in facto, cum epistola Speciani sit fides extrajudicialis, et unica nihil probans, quinimmo nec S. Carolus ei fidem adhibuerit, ut dignoscitur ex literis responsivis ibi: *Quanto alla bolla Paolina etc. vorrei essere certo etc.*

« Quatenus vero allegetur consuetudo immemorabilis quod alienationes fiant cum beneplacito archiepiscopi ac si esset beneplacitum Apostolicum, nihil probatur in facto, immo et S. Carolus de sua jurisdictione dubitavit, ac etiam constat bo. mem. card. Federicum Borromaeum fuisse usum beneplacito Apostolico, ut habetur in dec. 403 coram bo. me. card. Celso infra n. 9 et in dec. 139 per totam p. 14 rec. Ideo improbabilis est consuetudo immemorabilis, dum constet de usu contrario, ut in d. 115 n. 7 ad 9 p. 14 rec.

« Neque valet ratio adducta quod alias contractus fiunt sine ullo beneplacito nec archiepiscopi, nec Papae: quia his terminis omnes ecclesiae possent contemnere constitutiones Apostolicas seque ab eis eximere, atque ita nihil probat, quod nimis probaret, ut in d. 440 n. 4 vers. *cum enim* p. 13 rec. »

La S. Congrégation se prononça contre l'usage de Milan, comme elle l'avait fait en 1655, malgré la non-réception de la bulle, malgré le prétendu consentement du Saint-Siége et la coutume immémoriale. Voici le *folium* de toute l'affaire, suivi de la décision.

Mediolanen de rebus Ecclesiae non alienandis. — Emus Archiepiscopus Mediolanen. in visitatione Sacrorum liminum ante ipsius ab Urbe discessum peracta, retulit inter cetera, quod

» Licet Paulus II in extravaganti *Ambitiosae*, de rebus Ecclesiae non alienandis, expresse prohibuerit omnium rerum et bonorum ecclesiasticorum alienationem, omneque pactum per quod ipsorum dominium transfertur, concessionem, hypothecam et locationem ultra triennium absque Romani Pontificis consensu, hac tamen constitutione non obstante, antistites Mediolanensis Ecclesiae ab antiquis usque temporibus ultra hominum memoriam fuerunt in pacifica et quieta possessione res et bona suarum ecclesiarum alienandi, permutandi, locandique ultra triennium et concedendi alias similes facultates, praevio voto congregationis ad hoc per ipsos specialiter destinatae, haecque consuetudo scientibus, et consentientibus Summis Pontificibus a temporibus etiam divi Caroli, et successorum semper fuit usu recepta praxique quotidiana confirmata. Quod ita verum est, ut etiamsi suborto scrupulo S. Carolus dubitaverit de validitate hujusmodi consuetudinis, consultis pro securitate suae conscientiae Summis Pontificibus Pio V ac Gregorio XIII, iisdem annuentibus perseveravit ipse successoresque in archiepiscopatu in antiqua hujusmodi possessione. Testantur hoc litterae divi Caroli ad abbatem Specianum negociorum suorum in alma Urbe gestorem cum responso ejusdem Speciani, replicatione divi Caroli ac altero responso ipsius Speciani tenoris videlicet:

Literae S. Caroli de anno 1577 ad Abbatem Specianum. — È antichissima consuetudine che l'Arcivescovi di Milano interponghino l'autorità nell'alienazioni dei beni ecclesiastici, e dei luoghi Pii, e con questa senza altra approvazione della Sede Apostolica hanno l'alienazioni il suo pieno effetto non ostante la bolla Paolina, quale proibisce queste alienazioni, e si dice volgarmente non è ricetta in uso in queste parti. Mi viene alle volte qualche dubio in questa materia, e se bene mi ricordo, ne scrissi al Sig. Cardinale Simonetta al tempo di Pio V, il quale mi replicò che non vi era dubio dentro, e che quella bolla non era qua accettata in uso. Queste istesse parole mi pare anche averle intese dire in voce dal medesimo cardinale in Segnatura publica alla presenza di Nostro Signore.

In questo uso si è anche continuato sin qui indistintamente, e ve n'è grandissimo per la qualità dei beni di questa Chiesa e per la grandezza di questa diocesi e distanza di qua a Roma; e da sapere che l'Ospedale grande solo ricorre all'Arcivescovo per simile consenso spessissime volte.

Nondimeno essendo sopravenute le Bolle di Paolo IV e Pio V proibitive pure di queste alienazioni, le quali sebbene in fatto non hanno avuto esecuzione qua, pare nondimeno, che per essere ancora recenti, massime l'ultima, non si possono dire formalmente *non receptae usu*, se non dicessimo, che essendo queste Bolle appoggiate a quella bolla Paolina, non hanno luogo, dove non l'ha avuto quella, e questa mi pare risposta, che diede il sud. cardinale Simonetta, e forse Nostro Signore presente, il quale anche pare ricordarmi d'aver conferito, o fatto conferire questo dubio, quando egli era in minoribus, sebbene non ne ho certezza.

Ora dunque vorrei assicurarmi di poter continuare in questo uso con buona coscienza non ostante il dubio sopradetto; il che non mi pare di poter fare senza il parere di più persone di la consumate nella professione, ovvero senza il parere, e nuovo consenso di Nostro Signore istesso e questa mi pare la più spedita, non potendo imaginarmi, ch'egli non ne sia informatissimo di tutto questo fatto; del qual consenso mi basterà aver certezza per lettera, poichè serva solamente alla conscienza mia, e delli contraenti, che quanto alla validità esteriore de'contratti, non vedo pur uno, che la metta in dubbio.

Però mi procurarete da S. Santità questo rimedio, trattandone voi istesso, e se anche bisognasse ne trattarete con il mezzo del cardinale Alciati che ne dovrà esser informatissimo forse anche esso se bene mi ricordo etc.

Responsum Speciani. — Quanto alle alienazioni dei beni ecclesiastici che si fanno costì alle quali Ella, o li suoi Antecessori sono stati soliti a prestare li consensi, dice Sua Santità che V. S. Illustrissima può perseverare senza scrupolo, e quella se ne contenta presupponendo, che così si sia servato e da lei, e dall'altri. Avrà ben caro Sua Beatitudine che per introdurre l'osservanza della Paolina anche costì ella usi diligenza, però senza obbligazione, per le locazioni ultra triennium, massime fatte da uomini ricchi ed altre sorti di alienazioni fatte dalli medesimi, si mandi qua per il *si in evidentem.*

Capitulum literarum a S. Carolo datarum ad Abb. Specianum. — Quanto alla bolla Paolina dico, che non sta il punto delle locazioni, che si fanno ad novennium, ma che l'arcivescovo di Milano soleva spedire ancora le alienazioni, livelli, e commutazioni e cose simili passim senza licenza, o approvazione alcuna da Roma, la quale facoltà vorrei essere certo di poter esercitare non meno per i successori, che per me per utile di questa diocesi, poichè occorrono varii accidenti, nei quali sarebbe di molto scommodo e spesa ovvero danno l'aver a ricorrere sempre a Roma per simili cose.

Responsum Spetiani. — Riparlerò di nuovo a Nostro Sig. del dubio che V. S. Illma ha delle alienazioni che si fanno costì dei beni di chiese e luoghi pii contro la forma della Paolina, se bene io credo che la prima risoluzione basti a risolvere anche in questa parte, perchè la bolla non è in uso costì.

Quae omnia firmant validitatem, et usum laudabilis consuetudinis fundatae in non usu Paulinae, quae non obligat ubi non est recepta. Neque inconsulte hoc negocium agebatur; Deputaverat enim S. Carolus theologorum, et canonistarum Congregationem quae singulis hebdomadis coram se, vel vicario suo generali habebatur, in qua matura discussione exquirebatur, An contractus, alienationesque hujusmodi cessurae essent in evidentem Ecclesiae utilitatem, nec prius decretum interponebatur, quam communibus votis evidens Ecclesiae locorumque piorum utilitas cognosceretur. In hoc plane usu modis et formis per Divum Carolum traditis perseverarunt successores archiepiscopi, Gaspar Vicecomes, Federicus cardinalis Borromeus, Caesar card. Montius vicariique etiam capitulares in sedibus vacantibus, ac demum archiepiscopus nondum cardinalis Litta usque ad annum 1655, quo tempore cum ad eum

datae fuissent haec S. Congregationis inveteratam consuetudinem abrogantes tenoris infrascripti:

Litterae S. Congregationis Concilii datae ad Emum Litta Archiep. Mediolanensem — Dubio jussu SSmi D. N. in Sacra Congregatione Emorum Card. Concilii Tridentini interpretum proposito: An ex allegato non usu sive contraria consuetudine in dioecesi istius archiepiscopatus, ac aliis in relatione per amplitudinem tuam transmissa deductis, fieri liceat alienationes, locationes ad longum tempus, aliasque concessiones bonorum ecclesiasticorum et locorum piorum non obtento prius Sedis Apostolicae Beneplacito a constitutione Pauli II fel. re: incipien. *Ambitiosae* aliisque constitutionibus confirmatoriis requisito? Emi PP. omnibus deductis mature perpensis, unanimi consensu responderunt: *Nullo modo licere*, ideoque Amplitudini tuae demandandum, prout praecise his demandatur, ut pro tua pietate, et erga Sedem Apostolicam reverentia, ac pro salute animarum, et validitate alienationum, locationum aliarumque concessionum id sedulo in futurum exequatur et exequi omnino curet, et in praeterito consulatur propriae conscientiae. Romae . . . novembris 1655.

Valde est commotus, ac indoluit, malaque omnia ex hac abrogatione secutura eidem S. Congregationi significavit, prout in publicum ejusdem ecclesiae damnum quotidie suboriuntur, quae fuerunt a S. Antistite praevisa. Requirebant enim prius administratores hospitalium, locorumque piorum in alienationibus, permutationibus, locationibus ultra triennium aliisque hujusmodi contractibus ordinarii consensum, nunc vero ejusdem ordinarii consensu non requisito, neque beneplacito Apostolico ob difficultates impetrationis reportato, quascumque alienationes, permutationes, locationes et contractus propria auctoritate ineunt. Quinimo ministri laici bona hospitalium, locorumque piorum pro laicalibus habent, et in laicalium codicibus referunt gravantque pro eorum libito, et etiam contendunt, quod ipsis inconsultis hujusmodi alienationes, permutationes, locationesque fieri non possint.

Cum autem res visa fuerit digna particulari discussione, quam Emus Archiepiscopus cito fieri efflagitat, supplicatur Emis PP. decernere: *An et quomodo super praemissis sit providendum?* Die 14 martii 1682 S. Congregatio respondit: *In decisis de anno 1655.*

— *Chapelet de l'Immaculée-Conception. Indult donné aux Capucins et à leur procureur général pour subdéléguer la bénédiction.*

La 24e livraison des *Analecta* renferme (col. 526) un bref en date du 22 juin 1855, lequel accorde de précieuses indulgences aux fidèles qui récitent le petit chapelet de l'Immaculée-Conception, composé, comme on sait, de quinze grains divisés en trois séries. Nous avons dit au même endroit que les prêtres Capucins ont le pouvoir d'indulgencier le chapelet en question, qui doit son origine à un religieux de l'Ordre de la province de Bologne; mais nous n'avons pas publié le titre, qui n'est autre qu'un rescrit du secrétariat des Brefs en date du 26 février 1858. Il constate que les prêtres de l'Ordre ont reçu *ad decennium* (par conséquent jusqu'au 26 février 1868) le pouvoir d'indulgencier les chapelets de quinze grains. En outre, le procureur général de l'Ordre peut subdéléguer les prêtres séculiers ou réguliers pour cette application d'indulgences. Voici le document; nous donnons le texte italien de la supplique, suivie de l'indult:

» Beatissimo Patre. Fr. Alfonso da Rumilly procuratore generale de'Cappuccini prostrato al bacio de'SSmi piedi espone come la Beatitudine Vostra degnavasi con rescritto delli 6 marzo 1855 di accordare *ad triennium* la facoltà, che qualunque sacerdote Cappuccino potesse benedire le Coroncine della B. Maria Vergine Immacolata con l'applicazione delle Indulgenze altra volta sotto il giorno 19 settembre 1851 concesse, e che tanto il Procuratore e Commissario generale allora supplicante, quanto il di lui successore entro all'anzidetto spazio di tempo potesse a ciò suddelegare qualunque altro sacerdote secolare e regolare. Pertanto l'umilissimo Oratore desideroso di dilatare questa piissima pratica istituita da un Religioso del suo ordine, e per accrescere maggiormente nel popolo cristiano la devozione verso la Bma Vergine Immacolatamente concetta, che la Cappuccina famiglia si vanta di venerare qual sua special protettrice, supplica che venga confermato in perpetuo il sopraesposto benignissimo Indulto, e che inoltre i fedeli, i quali reciteranno l'accennata Coroncina benedetta, possano lucrare ancora le Indulgenze dalla S. V. concesse con rescritto dei 22 giugno 1855. Che della grazia ecc.

Ex audientia SSmi. — Die 26 februarii 1858. SSmus » Dnus noster Pius PP. IX benigne annuit juxta preces ad » decennium hinc proximum tantum, ut quique fratrum or- » dinis Minorum S. Francisci Cappuccinorum nuncupat. intra » hoc temporis spatium Coronulas Beatae Mariae Virginis ab » origine Immaculatae benedicere valeant, cum applicatione » Indulgentiarum alias ab ipso sub die 19 septembris 1851 con- » cessarum, dummodo omnia in ea concessione injuncta pera- » gantur, atque tum supradictus procurator generalis tum ejus in » dicto munere successor, intra memoratum spatium temporis » subdelegare ad hoc alios quoscumque sacerdotes saeculares, vel » regulares ad idem tempus possit. Non obstantibus contrariis » quibuscumque. Datum Romae ex Secretaria Brevium. – *Pro* » *Dno Card. Macchi.* – *J. B. Brancaleoni Castellani.* »

— *Bref autorisant la communication des indulgences de l'Ordre de S. François aux Tertiaires franciscains de France.*

Un bref du 20 mai 1859 accorde aux congrégations de Tertiaires franciscains établies en France, la communication de toutes les indulgences attachées à la visite des églises franciscaines, même de la Portioncule pour les confrères qui visiteront les églises où ces mêmes confréries sont établies.

Trois conditions sont apposées à cette concession. Il faut qu'il n'y ait pas dans l'endroit d'église franciscaine. Tout ce qui est prescrit pour gagner lesdites indulgences sera littéralement accompli. Enfin le présent bref n'est valable que pour dix ans, c'est-à-dire jusqu'en 1869.

Ad futuram rei memoriam. — Expositum est Nobis » in Galliarum dioecesibus mire auctas ac propagatas fuisse » Sodalitates Tertii Ordinis Sancti Francisci, et in Ecclesiis, » in quibus dictae Sodalitates erectae existunt magno nu- » mero Christifideles concurrere. Modo vero dilectus Filius » hodiernus procurator Generalis Fr. Ord. Min. S. Francisci » Cappuccin. nuncupat. enixas preces Nobis porrexit, ut » majori bono ac commodo spirituali Christifidelium e praefatis » dioecesibus consulere de benignitate Nostra Apostolica di- » gnaremur, facultatem concedentes, cujus vi Christifideles » Ecclesias, ubi memoratae Sodalitates canonice erectae exis- » tunt visitantes iisdem Indulgentiis frui possint, ac si Fratrum » Ordinis S. Francisci Ecclesias visitarent. Nos ad augendam » Fidelium religionem et animarum salutem coelestibus Eccle- » siae thesauris pia charitate intenti, precibus Nobis porrectis » quantum in Domino possumus obsecundare voluimus. Quare » de Omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli Apos- » tolorum ejus auctoritate confisi, omnibus et singulis utrius- » que sexus Christifidelibus, qui Ecclesias Sodalitatum Tertii » Ordinis S. Francisci Assisien. in Galliarum dioecesibus exis- » tentes visitaverint ut eas omnes et singulas Indulgentias » etiam de Portiuncula nuncupatas, peccatorum remissiones ac » poenitentiarum relaxationes consequi libere ac licite possint, » auctoritate Nostra Apostolica concedimus, quas conseque- » rentur si quamlibet Ecclesiam Fratrum Ord. Min. S. Fran- » cisci devote visitarent, dummodo tamen Ecclesiae dictarum » Sodalitatum sint in iis locis, ubi Ecclesiae et Conventus FF.

» Ord. Min. S. Francisci haud existant, et Fideles ea omnia » quae pro Indulgentiis consequendis injuncta sunt rite praes- » titerint. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Aposto- » licae regula de non concedendis Indulgentiis ad instar, » aliisque Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis, ce- » terisque contrariis quibuscumque. Praesentibus ad decen- » nium tantum valituris. Volumus autem ut praesentium Li- » terarum transumptis, seu exemplis etiam impressis manu » alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo Viri in Ec- » clesiastica dignitate constituti munitis eadem prorsus fides » adhibeatur, quae adhiberetur ipsis praesentibus, si forent » exhibitae vel ostensae.

» Datum Romae apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris » die XX Maji MDCCCLIX Pontificatus Nostri Anno Deci- » motertio.

» Loco✠Sigilli. *Pro Dño Cardinali Macchi*: Jo. B. Bran- » caleoni Castellani Substitutus. »

— *Circulaire adressée aux évêques par la Congrégation de l'Index au sujet des mauvais livres.* — Les livres impies ou immoraux pullulent de nos jours. Aussi les dénonciations sont fréquentes à Rome pour les faire condamner. Mais la multiplicité même des ouvrages ainsi soumis au jugement du tribunal suprême nécessite d'inévitables retards et la condamnation paraît souvent alors que le livre est déjà répandu et presque dans les mains de tous. Pour obvier à ce grave inconvénient, la S. C. de l'Index vient, par une circulaire du 24 août dernier, adressée à tous les évêques, de leur tracer la règle à suivre désormais en pareille matière. L'addition prescrite par Léon XII, aux décrets de l'Index, est remise en vigueur. Les évêques, dans leurs diocèses devront écarter des mains des fidèles tous les livres dangereux et s'occuper non seulement de ceux qui sont imprimés dans l'étendue de leur juridiction ordinaire, mais encore de ceux qui y ont été propagés. Les évêques procéderont comme délégués du siége apostolique. Le recours à Rome n'aura plus lieu que pour les ouvrages qui exigent un examen plus approfondi ou dont l'importance est telle qu'elle nécessite une sentence de l'autorité suprême.

« *Eminentissime ac Reverendissime Domine.* — Inter mul- » tiplices calamitates, quibus Ecclesia Dei luctuosis hisce tem- » poribus undique premitur, recensenda profecto est pravorum » librorum colluvies universum pene orbem inundans, qua per » nefarios ac perditos homines divina Christi Religio, quae ab » omnibus in honore est habenda, despicitur, boni mores, » incautae praesertim juventutis, penitus labefactantur, et so- » cialis quoque consuetudinis jura et ordo sus deque vertitur, » et omnimode perturbatur. Neque ut vetus ipsorum mos erat, » id praestare tantum nituntur libris magno apparatu scientiae » elaboratis, sed et parvis, qui minimi veneunt libellis, et per » publicas, atque ad hoc confectas ephemerides, ut non lit- » teratis modo et scientibus, virus illud insinuent; sed rudioris » cujusque et infimi populi fidem, simplicitatemque corrumpant.

» Qui autem super gregem Christi vigilias agunt legitimi » Pastores ut hanc perniciem a populis sibi commissis aver- » tant ad Sacram Indicis Congregationem quoscumque ex iis » libris de more deferunt zelo adlaborantes, ut Romanae Sedis » habito judicio, et proscriptione a vetita lectione talium li- » brorum fideles deterreant. Neque iis difficilem se praebuit, » et praebet S. Congregatio, quae quotidianam operam stu- » diumque impendit, ut officio sibi a Romanis Pontificibus » demandato satisfaciat. Quia tamen ex toto Christiano orbe » increbrescentibus denuntiationibus praegravatur, non id prae- » stare perpetuo valet, ut promptum et expeditum super quavis » causa ferat judicium: ex quo fit, ut aliquando serotina ni- » mis sit provisio, et inefficax remedium, cum jam ex lectione » istorum librorum enormia damna processere.

» Ad hoc incommodum avertendum non semel Romani Pon- » tifices prospexerunt, et ut aliarum aetatum exempla tacea- » mus, aevo nostro per sa: mem: Leonem XII Mandatum » editum est, sub die 26 martii 1825, ad calcem regularum » indicis insertum, et hisce litteris adjunctum, vi cujus ordi- » nariis locorum praecipitur, ut libros omnes noxios in sua » dioecesi editos, vel diffusos, propria auctoritate proscribere, » et e manibus fidelium avellere studeant.

» Cum autem hujus Apostolici mandati provida constitutio » praesentibus fidelium necessitatibus, et tuendae doctrinae » morumque incolumitati optime respondeat, SSmo Dño No- » stro Pio Papae IX placuit ejus memoriam esse recolendam, » tenorem iterum vulgandum, et ab ordinariis locorum obser- » vantiam exigendam, quod excitatoriis hisce nostris litteris, » nomine et auctoritate Apostolicae Sedis sollicite praestamus. » Queis si debita obedientia respondeat (sicuti pro certo habe- » mus), gravissima mala removebuntur in iis praesertim dioe- » cesibus, in quibus promptae coercitionis urgeat necessitas. Ne » vero quis praetextu defectus jurisdictionis, aut alio quaesito co- » lore ordinariorum sententias et proscriptiones ausu temerario » spernere, vel pro non latis habere praesumat, eis Sanctitas » sua concessit, sicut nomine et auctoritate ejus praesentibus » conceditur, ut in hac re, etiam tamquam Apostolicae Sedis » delegati, contrariis quibuscumque non obstantibus, procedant.

» Ad Apostolicum autem judicium ea deferantur opera vel » scripta, quae profundius examen exigant, vel in quibus ad » salutarem effectum consequendum supremae auctoritatis sen- » tentia requiratur.

» Interim tibi Emae et Rmae Domine copiosa divinorum cha- » rismatum incrementa ex animo precamur, et ad pergrata » quaeque officia non paratissimos exhibemus.

» Datum Romae, die 24 augusti 1864. Amplitudinis tuae » Addictissimus. — Ludovicus Cardinalis De Alteriis S. Indicis » Congregationis. Praefectus Loco✠Sigilli. — Fr. Angelus Vin- » centius Modena Ord. Praed. Sacrae Indicis Congr. a Secretis.

Mandatum S. M. Leonis XII additum Decreto Sac. Congreg. Indicis, die Sabbati XXVI Martii 1825. Sanctitas Sua mandavit in memoriam revocanda esse universis Patriarchis, archiepiscopis, episcopis, aliisque in ecclesiarum regimen praepositis ea quae in regulis Indicis Sacrosanctae Synodi Tridentinae jussu editis atque in observationibus, instructione, additione, et generalibus decretis Summorum Pontificum Clementis VIII Alexandri VII et Benedicti XIV auctoritate ad pravos libros proscribendos, abolendosque Indici librorum prohibitorum praeposita sunt, ut nimirum, quia prorsus impossibile est, libros omnes noxios incessanter prodeuntes in indicem referre, propria auctoritate illos e manibus Fidelium evellere studeant, ac per eos ipsimet fideles edoceantur quod pabuli genus sibi salutare, quod noxium ac mortiferum ducere debeant, ne ulla in eo suscipiendo capiantur specie, ac pervertantur illecebra.

— *Secret de la confession. Abus des cas réservés dans les communautés religieuses.*

L'Eglise tient essentiellement à ce que le secret de la confession soit parfaitement observé, afin de ne pas éloigner les fidèles de la pratique de ce sacrement.

Lorsque l'évêque de Vigevano eut informé la S. Congrégation que les supérieurs réguliers de son diocèse employaient des moyens de nature à violer le secret prescrit, celle-ci y porta remède de suite, en défendant aux religieux de dire à leurs supérieurs le *nombre* et le *nom* des personnes qu'ils entendaient en confession, parce que si ce nombre était restreint, quand les religieux s'adressaient au supérieur afin d'absoudre des cas réservés, il n'était pas difficile au supérieur de savoir quelle était la personne qui avait besoin de dispense et quelle faute elle avait commise et accusée.

La confession n'étant point instituée dans les diocèses ou

communautés comme un moyen de police ou d'administration, il importe que toute liberté soit laissée au pénitent d'accuser ses fautes, sans qu'il ait à craindre que le supérieur sache par une indiscrétion les fautes révélées au seul confesseur.

« *Regularium. De Casibus reservatis.* — Viglevanensis Episco- » pus exponit praelatos regulares, quorum zelum vocat indiscre- » tum, dum casus quoad subditos sibi reservarunt, jubere quos » ad confessiones regularium audiendas exponunt ut verbo, aut » scripto declarent non solum numerum religiosorum, sed et no- » mina eorum, qui regulariter iis confitentur. Hinc resultare quod » cum unus confessarius quatuor vel sex poenitentes habeat, si » contingat ut petat licentiam absolvendi ab aliquo casu reser- » vato, jam praelatus circiter quatuor vel sex scire debeat quis- » nam illud commiserit, et cum longa experientia mores singu- » lorum percalleat, possit digito ostendere sine erroris periculo » quisnam iste sit, qui absolvi a reservato valeat. Id putans » repugnare arctissimo confessionis secreto instat decerni:

» *An liceat ut confessarii singuli exhibeant superiori nomina* » *eorum, qui ad suos pedes gratia sacramentalis confessionis* » *accedunt?*

« Sacra Congregatio Concilii respondit: *Non licere.* Die » 26 martii 1678. »

— *Réguliers — Prédications dans leurs églises en même temps qu'à la cathédrale.*

La S. Congrégation du Concile n'a pas voulu décider généralement si les évêques peuvent s'opposer à ce qu'on prêche dans les églises des réguliers, par la seule et unique raison que ces prédications diminuent le concours des fidèles à la cathédrale. La S. Congrégation se réserve de statuer sur les cas particuliers.

» *Dubium facultatis concionandi.* — Sa: me: Clemens X » in sua bulla quae incipit: *Superna magni Patris fami-* » *lias etc.*, edita de anno 1670 statuit, regulares in propriis » ecclesiis praedicare volentes, teneri benedictionem petere » ab ordinariis, qua non obtenta, per eos abstinendum esse a » concionibus; episcopum tamen absque justa et rationabili causa » contradicere non debere, prout latius habetur in dicta bulla.

» Quia vero multoties contingit, quod ordinarii, vel nulla, » vel parum rationabili causa assignata contradicant regulari- » bus in propriis ecclesiis concionare volentibus, procurator » generalis ordinis fratrum Minorum S. Francisci de obser- » vantia haec exponens supplicat, ut ad tollendam jurgiorum » materiam ab hac S. Congregatione declaretur:

» An posita dispositione bullae sa: me: Clementis X, incpien. » *Superna magni Patris familias*, praetextu quod regulares ha- » bendo conciones in propriis ecclesiis diminuant concursum po- » puli ad concionem, quae habetur in ecclesia cathedrali, sit » causa sufficiens, ut episcopus possit eisdem regularibus con- » tradicere, ne dictas conciones habeant in propriis ecclesiis?

» Sacra Congregatio respondit: *Dabitur resolutio in casibus* » *particularibus.* Die 12 julii 1687. »

— *Réguliers. Bénédiction des champs. Autorisation du curé. Etole.*

» *Dubium juris benedicendi.* Procurator generalis capuci- » norum supplicat declarari.:

» 1. An regulares dicti ordinis requisiti ab agrorum dominis » possint absque licentia parochi benedicere agris, et male- » dicere locustis, bruchis, et caeteris hujus generis vermibus? » et quatenus affirmative.

» 2. An in functionibus hujusmodi peragendis possint iti- » dem absque licentia parochi uti stola?

» Sacra Congregatio respondit: *Ad utrumque Negative.* Die » 18 augusti 1680. »

— *Vicaire capitulaire. — Concession des indulgences. — Examen et révocation des confesseurs.* — Le pouvoir de concéder des indulgences faisant partie de la juridiction, plusieurs auteurs ont regardé comme probable que le vicaire capitulaire, lequel hérite de toute la juridiction épiscopale, peut en accorder. Ainsi, Zerola (*Praxis* verb. *Indulgentiae*) Barbosa (juris eccles. lib. I. Cap. 32), Pellegrinus (*Praxis vicariorum*, part. I. sect. 4) March. (*De Vicario Capitulari*, part. 2. tit. 24). Passerinus (*de indulgentiis* quaest. 4.).

D'autres pensent que c'est une prérogative annexée à la dignité episcopale, en dehors de la juridiction proprement dite.

Sans se prononcer sur la question *de jure*, la S. Congrégation du Concile a décidé que le vicaire capitulaire doit s'abstenir de concéder des indulgences.

» *Dubium Indulgentiarum.* — Quaeritur: An vicarius ca- » pitularis, sede episcopali vacante, facultatem habeat con- » cedendi indulgentias quas caeteroquin concedere potest epis- » copus vivens?

» Sacra Congregatio respondit: *Vicarius Capitularis se abstineat.* Die 13 novembris 1688. »

On a mis en doute si le vicaire capitulaire pouvait révoquer les permissions de confesser données par l'évêque défunt. Nous ne parlons pas des réguliers qui ont obtenu des patentes en forme, pour un temps déterminé, après examen; il existe des décisions formelles sur ce point. Dans les autres cas le pouvoir du vicaire capitulaire est incontestable. Voici la décision expresse de la S. Congrégation du Concile.

» *Casalen. Confessariorum.* Exponit vicarius capitularis » comperiisse plures tam seculares quam regulares obtinuisse » facultatem a defuncto episcopo audiendi confessiones nullo » praevio examine, eosque esse ita imperitos, ut complura » scandala proveniant. Ideo supplicat pro facultate eos vo- » candi ad examen, et quos idoneos repererit, approbandi, » et e contra inhabiles prohibendi.

» His per summarium relatis in proxime habita Congre- » gatione, res visa est digna discussione; proindeque man- » datum poni in folio. Quare hodie quaeritur:

» 1. An vicarius capitularis hoc possit, et quatenus negative.

» 2. An petita facultas sit concedenda?

» S. Congregatio Concilii respondit: Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. » *Provisum in primo.* Die 5 februarii 1688. »

— *Maitres d'école. — Si on peut les obliger, clercs ou laïques de faire le catéchisme à leurs élèves.*

La constitution publiée par Léon X dans le cinquième concile général de Latran impose aux maîtres d'école l'obligation d'enseigner la doctrine chrétienne. (§ 32) Cependant le pontife ne statue pas de peine.

Benoit XIV (*Institution ecclésiastique IX*), après avoir dit que l'obligation d'enseigner la doctrine chrétienne concerne principalement les évêques et les curés, parle d'une décision de la S. Congrégation du Concile en date du 17 juillet 1688; cette décision porte que les évêques peuvent obliger les maîtres d'école, d'abord par l'exhortation ensuite par le commandement. Le savant pontife se contente de citer les *dubia* que l'archevêque de Spalatro transmit à la S. Congrégation. Nous croyons utile de publier la décision textuelle. Elle est ainsi conçue:

» *Spalaten. Doctrinae Christianae.* Archiepiscopus intelli- » gens quanti momenti sit ad animarum salutem quod ludi- » magistri pueros scholares doctrinam christianam edoceant, » illos graviter monuit ad munus hujusmodi obeundum; at » quoniam aliqui parere renuunt, indubie putat se posse illos » cogere, sive clerici, sive laici, sive a communitatibus sive » a nemine conducti sint illi qui hujusmodi officium praece- » ptoris exercent, innixus praesertim dispositioni Concilii La- » teranens. sub Leone X ut in ejus Bulla VII, §. 33.

» Nihilominus a sapientissimo hujus S. Congregationis ora- » culo supplicat responderi:

1. *An clericos tam minorum, quam majorum ordinum ad officium ludimagistri exercendum a communitatibus conductos cogere possit, ut pueros rudesque scholares Doctrinam christianam edoceant?*

2. *An ad idem cogere possit ludimagistros laicos itidem a communitatibus conductos?*

3. *An ad idem cogere possit ludimagistros, sive clericos, sive laicos a nemine conductos?*

4. *Qua poena praefatos ludimagistros cogere possit?*

Sacra Congregatio rescripsit: *Posse prius hortando et deinde praecipiendo.* Die 17 julii 1688. »

— *Irrégularité pour la mutilation d'une partie du membre, et non du membre entier, par exemple, du pouce. Dispense ad cauthelam.*

« *Dubium irregularitatis.* — Orta fortuito rixa inter quen» dam clericum, qui ex agro rediens sclopum venatorium ex » ordinarii sui permissu deferebat, et alium sclopo quidem » carentem, sed alius generis armis munitum, dictus cle» ricus ira percitus ictum explosit, ex quo dexterae adver» sarii pollex omnino abscissus remansit, ita ut vulnus pas» sus irregularis evaserit propter deformitatem exinde pro» venientem.

« Licet autem episcopus opinetur praedictum clericum, qui » pacem ab offenso et absolutionem ab episcopali curia cae» teroquin obtinuit, nullam contraxisse irregularitatem, attento » quod ille non mutilavit membrum, sed membri partem » dumtaxat, attamen clericus ipse conscientiae suae serenitati » consulendo supplicat declarari: An in irregularitatem inci» derit?

« Sacra Congregatio respondit: *Dilata ad mentem. Mens » est, quod supplicet pro dispensatione ad cauthelam.* Die » 12 julii 1687.

« Die 31 januarii 1688. *Dubium irregularitatis.* Clerico » anonimo quaerenti, an ipse in irregularitatem inciderit ex » eo quod ira percitus sclopum venatorium exploserat, ex » cujus ictu pollex dexterae manus adversarii abscissus re» mansit? Sacra haec Congregatio sub die 12 julii proxime » praeteriti respondit: *Ad mentem, quae fuit ut Orator sup» plicaret pro dispensatione ad cauthelam.*

» Sed quia ad expediendam in Dataria dispensationem » super irregularitate ad ordines et beneficia, quae orator » consequi posse confidit, non modica requiritur impensa, » quam si fieri potest orator effugere cupit. Ideo expresso » proprio nomine Marci Antonii Mincioni Capuani, atque juris » consultatione per manus Emorum Patrum transmissa sup» plicat iterum declarari:

« An ex praefata causa in irregularitatem inciderit, ita » ut indigeat dispensatione apostolica?

« Sacra Congregatio Concilii respondit: *In decisis et am» plius.* Die 31 januarii 1688. »

— *Chartreusines. Voeux simples. Consécration suivant les prescriptions du Pontifical romain.*

» **Gratianopolitan.** — Rmus Dominus Joseph Maria » Achilles Ginoulhiac episcopus Gratianopolitan. ab hac Sacra » Rituum Congregatione humillime postulavit ut declarare di» gnaretur utrum ipse procedere possit ad benedictionem et » consecrationem Sanctimonialium Ord. Carthusianorum dioe» cesis suae juxta ritum Pontificalis Romani titulo *De Con» secratione Virginum* uti usque ad hanc diem fieri consuevisse » asserunt, quamvis impraesentiarum in Gallia moniales habean» tur veluti non emittentes vota solemnia, sed simplicia dum» taxat? Sacra porro rituum Congregatio ad Vaticanum hodierna « die coadunata in ordinariis comitiis, re mature considerata » rescribendum censuit: *Inductam consuetudinem in casu ser» vari posse.* Die 9 julii 1859. »

— *Congrégation des soeurs de S. Cajetan, dans le diocèse d'Udine; décret d'éloge.*

» **Decretum.** — Anno 1847 in civitate Utinensi erecta » fuit domus sororum sub patrocinio S. Cajetani, quae a Pro» videntia nuncupantur, quaeque in dioecesi Concordien. deinde » diffusae sunt. Praedictae sorores operam praestant in insti» tuendis et recipiendis puellis pauperibus derelictis et peri» clitantibus, et in ministrandis infirmis. Subsunt moderatrici » generali, et praevia probatione per annum, atque tyrocinio » per biennium, consueta vota simplicia paupertatis, castitatis » et obedientiae sine praefixione termini emittunt, ita ut pro « earum libitu a pia societate egredi possint. Nuper commen» datae ab archiepiscopo Utinen. et ab episcopo Concordien. » enixis precibus Sanctitatem suam deprecatae sunt ut piam » societatem ejusque constitutiones approbare dignaretur. Fa» cta relatione SS. D. N. Pio PP. IX in audientia habita ab » infrascripto, etc. die 7 februarii 1862, Sanctitas Sua prae» fatum institutum juxta finem seu scopum superius expressum » attentis litteris commendatitiis dictorum antistitum, uti piam » congregationem votorum simplicium sub regimine modera» tricis generalis, salva jurisdictione ordinariorum cujusque » dioecesis ad praescriptum sacrorum canonum et apostolica» rum constitutionum, commendavit et laudavit, dilato ad op» portunius tempus constitutionum examine.

» Datum Romae etc., die et anno ut supra. »

— *Bref portant communication d'une partie des indulgences accordées au baisement du pied de la statue de S. Pierre, dans la basilique Vaticane.*

Ce bref est *personnel* en ce sens qu'il n'est accordé à l'indultaire que sa vie durant et que l'indulgence n'est communiquée qu'à ses parents et alliés.

La statue de S. Pierre est en bronze et identique pour la forme à celle de la basilique Vaticane.

L'indulgence, renouvenable à chaque baisement du pied, est restreinte à cinquante jours seulement. Elle peut être appliquée aux âmes des défunts par manière de suffrage.

» Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem. Spi» rituali consolationi ac saluti tuae, quantum cum Domino » possumus, consulere volentes, tibi tuisque consanguineis et » affinibus, si saltem corde contrito pedem aerei simulacri » S. Petri Apostolorum Principis siti in cappella publica quae » est in tuo castello vulgo de la Tremblay nuncupat., ut as» seris, posito intra fines paroeciae loci Meigné qui nomina» tur, Andegaven. Dioecesis, devote osculatus fueris vel oscu» lati fuerint, qua vice id egeris vel egerint, quinquaginta dies » de injunctis eis seu alias quomodolibet debitis poenitentiis » in forma Ecclesiae consueta relaxamus; quae omnes et sin» gulae indulgentiae peccatorum remissiones ac poenitentiarum » relaxationes etiam animabus Christifidelium quae Deo in cha» ritate conjunctae ab hac luce migraverint per modum suf» fragii applicari possint, indulgemus. In contrarium facien» tibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus tua vita » naturali durante valituris. Datum Romae apud S. Petrum sub » annulo piscatoris, die 29 aprilis 1864 pontificatus Nostri » anno decimo octavo. »

— *Célébration de la messe à un autel papal en vertu d'une bulle spéciale.*

Le maître-autel dans les basiliques patriarcales de S. Jean de Latran, S. Pierre au Vatican, Ste Marie Majeure, S. Paul hors-les-murs, et S. Laurent hors-les-murs, ainsi qu'au *Sancta Sanctorum*, est nommé *autel papal*, parce que le Pape seul peut y célébrer.

Si les cardinaux ou évêques y célèbrent quelquefois, par exemple à l'occasion d'une chapelle papale qui se tient dans une de ces basiliques, c'est en vertu d'une bulle spéciale

et personnelle, qui reste exposée pendant tout le temps de la messe solennelle à une des colonnes du baldaquin.

Ces sortes des bulles sont fort brèves et contiennent simplement l'indult pontifical avec un exorde et une clause fort courte. Comme elles sont expédiées en *forme grâcieuse*, elles ont leur sceau de plomb pendant à des lacets de soie jaune et rouge.

Voici un spécimen de la teneur ordinaire de ces bulles:

« Pius Episcopus Servus Servorum Dei. Dilecto filio Nostro » Benedicto tituli Sanctae Mariae Transtiberim S. R. E. » presbytero cardinali Barberini nuncupato Ecclesiae Latera- » nensis archipresbytero, salutem et apostolicam benedictio- » nem. Devotionis tuae erga Nos et Sanctam Romanam Ec- » clesiam quam geris magnitudo requirit ut ea omnia quae » in augmentum ipsius devotionis cedere possunt favorabi- » liter concedamus. Itaque in proximo die sacro nativitati » sancti Joannis Baptistae praecursoris ad altare majus Ec- » clesiae Lateranens. ut missam aliaque divina praesentibus » Nobis vel absentibus solemni ritu celebrare possis licen- » tiam tibi per praesentes concedimus et impertimur. Con- » trariis quibuscumque non obstantibus. Nulli ergo omnino » hominum liceat hanc paginam Nostrae concessionis et im- » partitionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si » quis autem hoc attentare praesumpserit indignationem Omni- » potentis Dei ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus » se noverit incursurum.

« Datum Romae apud Sanctum Petrum anno Incarnationis » dominicae millesimo octingentesimo quinquagesimo sexto » duodecimo Kalendas julii, Pontificatus Nostri anno deci- » mo. — V. Card. Macchi — Muguccius — Franciscus Vici » Subdatarius. »

— *Insignes canoniaux. Croix pectorale. Formule du bref apostolique.*

Les chanoines, au choeur, sont vêtus comme les simples clercs, c'est-à-dire que, suivant le droit commun, ils n'ont aucun insigne spécial et comme le clergé dont ils sont la partie la plus élevée, ils portent uniquement le surplis et la barrette noire.

Cependant, il est de tradition ecclésiastique, basée sur un long usage et une convenance rigoureuse, que les chanoines méritent un costume à part qui les distingue du reste du clergé.

C'est une règle du droit, maintes fois exprimée dans les décrets de la S. C. des Rites, que l'Ordinaire ne peut, en vertu de son autorité propre, accorder une distinction quelconque aux chanoines de son diocèse. Cette faculté est expressément réservée au S. Siége.

Les insignes canoniaux sont nombreux et ils comprennent le rochet, la mosette, l'aumusse, la *cappa*, le mantelet, les pontificaux, la croix pectorale, etc.

Le bref du 1 octobre 1864, que nous allons citer et qui a été accordé à la demande de Mgr l'Evêque d'Aire concerne seulement une croix pectorale à porter sur les vêtements choraux par les chanoines, tant titulaires qu'honoraires de la cathédrale.

La croix est d'or, émaillée de blanc et à l'effigie, d'une part, de la Ste Vierge, titulaire de la cathédrale, et de S. Vincent de Paul, né dans le diocèse même; de l'autre, à l'effigie du Pape. Des inscriptions latines rappellent la date de la concession, le nom du Souverain Pontife et le chapitre honoré de la faveur pontificale.

La croix est attachée à un cordon tressé aux deux couleurs qui dominent dans la croix.

» Ad perpetuam rei memoriam — Quae ad augendam ec- » clesiasticorum virorum amplitudinem dignitatemque facere » possunt ornamenta, ea lubenti animo luctuosissimis hisce prae- » sertim temporibus concedimus, quum Ecclesiae Dei et mi- » nistris ejus nefarium bellam indicitur, ut illis augustiores facti » tum externis dignitatis ornamentis, tum integerrimae vitae » laude ad excurrendum virtutis iter fidelibus praeluceant. Hoc » potissimum consilio venerabilis fratris Ludovici Mariae Oli- » verii episcopi Aturensis obsecundare votis, quantum cum » Domino possumus voluimus, qui cathedralis ecclesiae suae » canonicis a nobis petiit pectoralis crucis insigne. Quo igitur » hi luculentum habeant paternae erga se benevolentiae no- » strae testimonium, atque ad sacri ministerii partes clarius » diligentiusque obeundas ex hac nova dignitatis accessione » inflammentur, omnes et singulos, quibus nostrae hae lit- » terae favent ab quibusvis excommunicationis et interdicti, » aliisque ecclesiasticis censuris sententiis et poenis quavis » de causa latis si quas forte incurrerint hujus tantum rei » gratia absolventes et absolutos fore censentes, dilectis filiis » canonicis tam titularibus, quam honorariis cathedralis ec- » clesiae Aturensis hisce litteris perpetuo auctoritate nostra » Apostolica concedimus ut supra chorales vestes deferre li- » bere liciteque possint crucem auratam octangulam cujus in » medio numisma sit, quod in adversa parte Imaginem referat » Immaculatae Virginis Deiparae Aturensis dioecesis Patronae, » et Sancti Vincentii a Paulo ejus genibus provoluti, in aversa » insculptam habeat effigiem nostram, atque in extremo utrius- » que partis orbe propriam exhibeat inscriptionem juxta typum » in tabulario Secretariae nostrae brevium asservandum, quae » sane Crux ex chordula serica caerulea ac flava super pectus » pendeat. Haec concedimus, decernentes praesentes litteras » firmas validas et efficaces existere et fore suosque plenarios » et integros effectus sortiri et obtinere, dictisque canonicis » eorum successoribus, futurisque temporibus plenissime suf- » fragari; sicque in praemissis per quoscumque judices ordi- » narios ac delegatos etiam causarum Palatii Apostolici audi- » tores judicari et definiri debere irritumque et inane si secus » super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter » contigerit attentari. Non obstantibus Benedicti XIV Prae- » decessoris nostri super divisione mater; aliisque Apostolicis » ac in universalibus provincialibusque et synodalibus conciliis » editis generalibus vel specialibus constitutionibus et ordina- » tionibus, nec non dictae ecclesiae etiam juramento confir- » matione Apostolica vel gravis firmitate alia roboratis statutis » et consuetudinibus ceterisque contrariis quibuscumque.

» Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die » 1 octobris 1864. Pontificatus nostri anno decimonono.

— *Ordre pontifical de S. Sylvestre et de l'Eperon d'or. Notice. Formule du diplôme.*

Parmi les trois ordres pontificaux, par lesquels le S. Siége récompense le mérite civil ou militaire, le plus ancien est sans contredit celui de *S. Sylvestre* et de l'*Eperon d'or*.

L'*Ordre de l'Eperon d'or* nommé aussi la *Milice d'or*, remonte à Constantin qui, au témoignage d'Eusèbe, après sa victoire sur Maxence, établit *cinquante nobles guerriers, dont il forma un ordre équestre souverain, pour la garde et la défense du Labarum impérial*. Le premier empereur chrétien reçut la croix des mains mêmes du Pape S. Sylvestre et depuis lors ce fut un usage de la Cour Romaine que, chaque fois que le Souverain Pontife sacrait un empereur ou un roi, il terminait la cérémonie en lui remettant les insignes de l'ordre.

Les trois pièces historiques les plus importantes sont : la constitution de Pie IV, qui confère la noblesse aux chevaliers, lesquels jusqu'au pontificat de Pie VII, où la révolution modifia toutes choses, portèrent le titre de *comtes palatins*; le bref de Benoît XIV, en date du 7 septembre 1746, qui détermina la forme de la croix; enfin le bref de Grégoire XVI qui, le 31 ottobre 1841, adjoignit au titre ancien de *l'Eperon d'or* celui de *S. Sylvestre*, en souvenir de son origine première, partagea l'ordre en *commandeurs* et *chevaliers* et fit le règlement qui est actuellement en vigueur.

La croix est d'or et à huit pointes émaillées de blanc. aux deux pointes inférieures est soudé un éperon d'or. Au centre un médaillon, à champ d'azur, offre l'effigie de S. Sylvestre et son nom en légende. Sur le revers on lit la date du rétablissement et le nom de Grégoire XVI.

La croix s'attache à un ruban noir, rayé de trois raies rouges. Les chevaliers la portent sur la poitrine au côté gauche, tandis que les commandeurs la suspendent au cou sur l'uniforme; elle pend à un large collier d'or, dont les anneaux sont reliés par des étoiles et des monogrammes du Christ, en souvenir du *Labarum* et de Constantin.

L'uniforme se compose ainsi: chapeau à claque, avec plumes blanches, galons d'or et cocarde pontificale; habit d'écarlate, à boutons d'or, col et paremens vers brodés de feuilles d'olivier en or et épaulettes de colonel en or avec le dessus en manière d'écailles et une étoile d'or; épée droite au côté, à manche de nacre; pantalon blanc galonné d'or; souliers avec éperons dorés.

Nous reproduisons ici le bref qui est délivré aux chevaliers par le cardinal Secrétaire des Brefs, grand-chancelier des ordres pontificaux.

» Dilecte Fili, salutem et Apostolicam Benedictionem. Gratum est acceptumque Nobis eos viros luculentis prosequi » paternae benevolentiae Nostrae testimoniis, qui ad alia » praeclara merita laudem adjiciant pietatis, et erga Nos » Sedemque Apostolicam fidei, et observantiae singularis. Jam» vero cum ex gravi tui NN. Antistitis documento com» pertum habeamus te, dilecte fili, illorum accenseri numero » optimo jure posse, in id consilii devenimus, ut Equestris » tibi deferamus titulum dignitatis, qui voluntatem erga te » Nostram testetur. Itaque ab quibusvis excommunicationis, » et interdicti, aliisque ecclesiasticis censuris sententiis et » poenis quovis modo vel quavis de causa latis si quas forte » incurristi hujus tantum rei gratia te absolventes et abso» lutum fore censentes, te hisce Litteris Equitem Ordinis » Sancti Silvestri Papae auratae militiae nuncupati eligimus, » facimus teque in nobilissimum illum coetum ab Gregorio XVI » Decessore Nostro recolendae memoriae innovatum, et ma» jori auctum honore coaptamus. Proinde tibi concedimus » ut ejusdem Ordinis insignia, nempe torquem aureum et » ensem, atque aurata calcaria gestare possis et valeas atque » utaris fruaris omnibus et singulis privilegiis, et facultatibus, » quibus alii ejusmodi militiae Equites utuntur fruuntur vel » uti frui possunt et poterunt, praeter privilegia et facultates ab » Concilio Tridentino sublatas Sanctae hujus Sedis auctoritate » confirmato. Volumus autem ut Crucem auream octangulam » alba superficie, imaginem S. Silvestri Papae in medio refe» rentem gestare queas, quae taenia serica rubro nigroque » distincta colore extremis oris rubris sinistro pectoris latere » ex aliorum Equitum more dependeat. Ne quod vero inter » ejusdem militiae Equites discrimen sit appositum schema » tibi jussimus tradi.

« Datum in Arce Gandulphi sub Annulo Piscatoris die » 11 Septembris 1864. Pontificatus Nostri Anno decimonono.

— *Bref privilégiant l'autel souterrain de la confession de S. Pierre et permettant une messe votive.*

Grégoire XVI, par son bref du 17 juin 1836, privilégia à perpétuité, tant pour les vivants que pour les morts, l'autel situé dans la confession de la basilique Vaticane, au dessus des corps des SS. Apôtres Pierre et Paul et au dessous de l'autel papal. Sa Sainteté autorisa de plus tous les prêtres qui y célébreraient, à dire la messe votive des SS. Apôtres, excepté aux fêtes de l'Epiphanie, Dimanche des Rameaux, Semaine Sainte, Pâques, Pentecôte, Noël et Assomption.

Pendant l'octave de S. Pierre, la messe sera du jour de la fête et du rit double.

Les fidèles qui, après s'être confessés et avoir communié, visieront ledit autel, prieront les SS. Apôtres aux lieux ordinaires, une fois par mois, y gagneront ce jour-là une indulgence plénière. Chaque visite et prière à l'autel de la confession rendra, en toute autre circonstance, une indulgence de 300 jours. Toutes les indulgences sont applicables aux âmes du purgatoire.

Gregorius PP. XVI. Ad perpetuam rei memoriam.

Ad Beatissimi Principis Apostolorum, cui Nos nullis certe promeritis successimus, memoriam quam maxime celebrandam, Romani Pontificis, Praedecessores Nostri, mira quadam pietatis, ac munificentiae contentione, non modo exquisitissimis basilicae Vaticanae operibus, atque ornamentis splendide consuluerunt, verum etiam amplissimis privilegiis, ac spiritualibus donis eam cumulandam existimarunt. Merito autem, atque optimo jure gloriosum Apostolorum sepulcrum, in ejusdem Basilicae hypogeo positum summa colentes veneratione, magnificum super eo Altare, quod eorumdem Apostolorum sacrae exuviae angustius efficiunt, extruendum censuere. Nos igitur Praedecessorum Nostrorum vestigiis inhaerentes, et commemoratum sepulcrum singulari animi Nostri devotione prosequentes, amplioribus illud indulgentiarum muneribus locupletare statuimus. Itaque de omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, altare subterraneum Sanctorum Apost. Petri et Pauli Vaticanae Basilicae, quod majori pontificio altari subest, privilegiatum tam pro vivis, quam pro defunctis perpetuum in modum declaramus. Praeterea concedimus, ut exceptis tantummodo diebus Epiphaniae, Dominicae Palmarum, ac totius Majoris Hebdomadae, et Paschatis Resurrectionis, Pentecostes, Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi, et Assumptionis Beatae M. Virginis toto anni tempore Missa votiva Sanctorum Apostolorum Petri, et Pauli a quocumque Sacerdote Saeculari vel cujusvis Ordinis Congregationis et Instituti Regulari eodem in Altari possit celebrari. Octo vero continentibus diebus a festivitate Apostolorum Petri, et Pauli, missam, prout in festo, sub duplici ritu celebrari posse permittimus. Denique ad augendam fidelium religionem, et animarum salutem caelestibus Ecclesiae thesauris pia charitate intenti, omnibus Christifidelibus, qui semel in mense vere poenitentes, et confessi, ac S. Communione refecti idem Altare devote visitaverint, ibique pro felici statu Sanctae Romanae Ecclesiae et pro fidei Orthodoxae propagatione Beatorum Apostolorum Petri, et Pauli patrocinium implorantes, pias ad Deum preces effuderint, quo die id egerint, plenariam omnium peccatorum suorum Indulgentiam, et remissionem misericorditer in Domino concedimus. Indulgentiam vero tercentum dierum, quoties ipsum Altare visitaverint, ibique ex propria cujusque pietate Deum exoraverint, liberaliter elargimur. Quas omnes et singulas Indulgentias, peccatorum remissiones, et poenitentiarum relaxationes etiam animabus Christifidelium, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, per modum suffragii applicari posse iterum concedimus. Praesentibus perpetuis futurisque temporibus valituris, non obstantibus Constitutionibus et sanctionibus Apostolicis, ceterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud S. Petrum sub Annulo Piscatoris die XVII mensis Junii 1836 Pontificatus nostri anno sexto. — *P. Card. De Gregorio.*

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Castellacci Villanova Arch. Pet. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

TABLE ANALYTIQUE DE LA SEPTIÈME SÉRIE.

A.

Abbé régulier. Insignes honorifiques. Col. 6. 31. 40. 44. 63. 79. 95. 96. 98. 105. 149. 154. 157. 158. 315. 367. Concession d'indulgences. 57. Bénédiction d'ornements pour les églises étrangères 97. 310. 368. Taxe des bulles. 311. Préséance après la nomination. 382. Coadjuteur. 384. Abbé-général des Célestins. 60. Mont-Vierge. 92. Hiéronymites. 114.

Abbé séculier. Pontificalia. 357. Trône. 364.

Abbesse *ad tempus*. Bénédiction. 393.

Absoute. 355.

Actions industrielles. 494.

Adoration du Saint-Sacrement. 56. 167. 292. 326. 349. 370.

Africaines (martyres). 131.

Agnus Dei. 299.

Agonisants. 180. 223. 283. Sainte Marie des agonisants. 273.

Aire. Insignes canoniaux. 1134.

Alatri. Fête de S. Sixte. 21. 64.

Albert (S.) à Bruxelles. 127.

Alexandre VII. Condamnation du bréviaire cistercien. 469.

Alexis (S.). 366.

Alicante. Collégiale de S. Nicolas. 85. Offices propres. 128.

Aliénation. 1131.

Amérique espagnole. Offices accordés à l'Espagne. 357.

André (S.), apôtre. Messe votive. 357. S. André Avellin. 275.

Ange gardien. Office. 8. 29. 39. 43. 87. 136. 171. 198. 311. 382.

Angelus, et prière pour les morts. Carmes réformés. 383.

Angleterre. Martyrs de Londres. 278. 280.

Anna-Maria Taïgi (la vénérable). 385. 673.

Anne de Jésus, carmélite. 207.

Anneau. Protonotaire. 379.

Année du jubilé. Office. 168.

Anonymes. Dénonciation. 587.

Antiennes 261. 265.

Antoine (S.) de Padoue en capucin. 322. 359.

Antoine Fatati, prétendu bienheureux. 208.

Antonins. Offices. 363.

Antonin (S.) martyr. 39.

Aost. Usages contraires aux rubriques. 63. Bréviaire. 213. Démembrement. 621.

Apôtres. Office de leur séparation. 307.

Apollinaire (S.). 326. 334.

Apollonie (Ste). Dent. Office. 327.

Archevêque transféré à un évêché. 37.

Archiconfrérie. Abus. Gratuité. 599. 883. Archiconfrérie de l'Assomption des PP. Rédemptoristes pour les âmes du purgatoire. 599.

Artilleurs. Sainte Barbe. 276. 280.

Atton (le B.) 38.

Auditeurs de Rote. 336. Auditeur des confidences et préséance sur les référendaires. 164.

Augustin (S.). Hymne. 158.

Augustins. 46. 196. 238. Religieuses augustines. 25. 45. 47.

Autels des cathédrales. 109. 207. 214. Nouvelle consécration. 245. Autel privilégié. 765. 1117. Autel papal. 1134. Autel souterrain de S. Pierre. 1136.

Auxiliatores (XV). Office et messe condamnés. 145. 208.

Avent. Mariage. 67.

Avignon. Ambassadeur dans la chapelle papale. 51.

Avocats consistoriaux. 241. 336.

B.

Baldaquin. 95. 152. 163. 175. 203. 264. 294. 312. 333. 344. 361. Barons. 253. 310. 312.

Banqueroute. Irrégularité. 482.

Barberini (princesse Vittoria). Relation concernant la vénérable Anna-Maria Taïgi. 725.

Barcelone. 88. Observation des fêtes. 497.

Barette. 160. 172. 182. 159. 244, 255.

Bari. Offices propres *more parisiensi*. 222. S. Nicolas 283. 380.

Barletta. Erection du siége. 877.

Barnabites. 147.

Baron. 165. 248. 267. 378. 384.

Basiliens. Office grec. 27. Titres. 239. Basiliens d'Espagne. Coulle. 359. Gallicie. 630.

Bénédictins. 8. 22. 30. 31. 69. Approbation du bréviaire monastique. 89. 106. Obligation de l'adopter. 134. 156. 168. 261. 291. 292. Bénédictins d'Espagne. Obligation du bréviaire monastique. 172. 197. 202. 245. 318. 369. Petit office de la Ste Vierge et office des morts. 191. Bulle de Grégoire XIII sur la préséance. 195. Office votif de S. Benoit. 201. 258. Cluny. 69. 201. Bénédictins d'Allemagne. 293. Pologne. Office de la victoire remportée sur les Turcs. 316. Surplis. 343. S. Grégoire et Ste Scolastique. 360. Communication des priviléges. 755. S. Gall. Offices propres. 89. Extra claustra; bréviaire romain. 217. Indult pour le secrétaire d'un abbé. 314.

Bénédictines. 2. 202. Saintes. 274. Namur. *Ibid.*

Bénédiction. Epiphanie. 243. Samedi saint. 257. Formule de la bénédiction des champs. 260. 262. Bénédiction des rosaires. 1119.

Bénéficier. 119. 250. 147. 148.

Benoit (S.) Fête de précepte en Portugal. 19. Office. 52. 201. 258. Mémoire. 351.

Benoit XIV. Complices. 595. 665. Prières publiques. 1090. Séminaires et colléges des Jésuites. 1105.

Bergame. Offices propres. 131.

Bernard (S.). Messe composée par Innocent III. 438.

Bernard de Morroy et ses compagnons martyrs. 192.

Besançon. Bréviaire. 380.

Béziers. Offices propres. 314.

Bienheureux. Office. 292. Images. 340. Reliques. 362. Titulaires. 378. Voir *Canonisation*.

Bonnet. 251. 266. 314. Viatique. 356.

Bréviaire monastique. Portugal. 30. 31. S. Gall. 89. Approbation pour tout l'Ordre de S. Benoit. 106. Obligation. 134. 156. 168. 261. 291. 292. Hymnes. 356. 357. Dissertation. 428.

Bréviaire Cistercien de Vaussin. Condamnation. 360. 362. 365. 370. 373. 377. 379. 381. 582. 384. Dissertation historique. 428.

Bréviaire romain adopté par les congrégations monastiques, surtout par les religieuses. 15. 19. 34. 41. 53. 69. 160. 206. 292. (Voir *Cisterciennes.*).

Burgos. S. Juste et S. Pasteur. 20.

C.

Calahorra. Transaction. 59.

Caloger (S.). Office pour la Sicile. 9.

Camaldules. Petit Office de la sainte Vierge. 268. 271. 329. 333. Cérémonial approuvé. 257. 261.

Canaries. Office de S. Gondislavus. 20.

Canonisation. Procédure. Décrets généraux. 33. 81. 162. 164. 165. 166. 168. 170. 178. 200. 217. 218. 221. 224. et seqq. 245. 280. 290. 309. 312. 315. 318. 321. 334. 337. 346. 355. 370. 382.

Cantiques approuvés. 344.

Capucins. 355. 322. 359. Chapelet. 1125. Capucines. 380.

Cardinaux. Obsèques. 26. 37. Réception du prince royal de Pologne. 169.

Carmes. Bréviaire. 16. 261. 379. Préséance. 36. Office de S. Thomas. 133. Vicaire général dans la chapelle papale. 239. Antienne avant le dernier évangile. 253. Offices généraux. Obligation. 309.

Carmes déchaussés. Messes propres. 45. Offices propres. 95. 203. Victoire de Prague. 290. 358. Surplis. 367.

Carmélites. Offices propres. 108.

Casimir (S.). 162. 163.

Catéchisme. Maître d'école. 1130.

Catherine (Ste). Office et octave. 151.

Catherine de Sienne (Ste). 6. 7. 8. 205. 212. 214. 219. 276. 277. 370.

Caudataire. 107.

Cas réservés. L'évêque peut-il réserver tous les péchés mortels *contra sextum*. 594. 751. Encyclique de Clément VIII. 594. Réguliers. 1128.

Célibat. 179.

Céphas repris par S. Paul. On examine longuement s'il s'agit de S. Pierre prince des apôtres. 897.

Cérémonial des Evêques. 147. 151. 153. 182. 192. 240. 306. 310. 312. 316. Coutume opposée. 93. 96. 112. Cérémonial de Gavantus. 167. 168. Cérémoniaux des réguliers. 240. Camaldules. Cérémonial approuvé. 257. 251.

Chambéry. Erection de la province ecclésiastique. 621.

Chanoines. 19. 77. 84. 189. 215. 44. 58. 129. 137. Voir *Préséance. Coadjuteur. Insignes canoniaux etc.*

Chanoines réguliers. 80. 127. 371. Voir *Abbé*. Abbé général des chanoines réguliers du Latran. Indulgences de sainte Brigitte. 629.

Chantres laïques. Préséance. 247.

Chants dans les églises. 164.

Chapelet. 1119. 1125.

Chapelle publique. Droits paroissiaux. 77. 261. 262. 270. 283. 355. 356. 378.

Chapitres des cathédrales. Origine apostolique. 518. Assemblées. 62. 64. Voir *Chanoines*.

Chapitre de S. Jean de Latran. 196. Sainte Marie-Majeure. 16. 54. 58. 62. 115.

116. 198. 380. Saint-Pierre, s. Marie de Transtevere et S. Laurent. 24. 57. 312.
Chapitres des réguliers. 428. 759.
Charles Borromée (S.) 96. 109. 143. 315. 1221.
Chartreux. Reliques. 45. Bréviaire. 429. Chapitres généraux. *Ibid.* Petit office. 435. Nature de l'approbation accordée à leur liturgie. 451. Chartreusines. 1132.
Chemin de la Croix. 941.
Cimetière. 42. 69.
Cisterciens. 266. Milan. 342. 358. Bavière. 19. Pologne. 25. Bréviaire. 182. 186. 203. 242. Bréviaire de Vaussin condamné par Alexandre VII. 360. 362. 365. 370. 373. 377. 379. 381. 382. 384. Dissertation sur l'ancien rite de Citeaux et la condamnation de Vaussin 428. et seqq.
Cisterciennes. Bréviaire de Paul V. 137. Abandon du rit cistercien pour le romain. 206. 309. 310. 316. 318. 321. 329. Offices des religieuses de sainte Suzanne. 340.
Claire (sainte). 272.
Cléophas (S.). Office. 127.
Clercs de la Chambre. 336.
Cloches. 48. 83. 91. 131. 310.
Clou (Saint). Office. 340.
Coadjuteur. 78. 90. 121. 126. 149. 154. 156. 157. 161. 188. 215. 238. 258. 271. 305. 341.
Collégiale. 54. 74. 97. 119. 141. 160.
Colette (sainte). 100. 107. 214. 216. 222. 255.
Cologne. Habit canonial. 170. 195.
Commerce défendu aux ecclésiastiques. 474.
Communion. Actes de la S. Congrégation du Concile sous Sixte V et Innocent XI. 781. Préparation. 831. Vendredi saint. 837. Communion de régle chez les Cisterciens. 440.
Complices. Dénonciation. 594. 641. Absolution. Si l'évêque peut enlever la juridiction pour toute la vie. 752.
Compostelle. Défense de faire entrer les femmes. 122. Office votif de S. Jacques. 163.
Condamnés à mort. 194.
Confréries. 59. 134. Voyez *Chapelle.*
Confession. Secret. 641. Réguliers, peuvent-ils se confesser aux prêtres séculiers. 886. Etole et Surplis 206. Réguliers. 1128. Approbation. 1130. Voyez, *Cas réservés, Complice.*
Congrégation (S.) du Saint-Office. Circulaire sur les abus qui se commettent dans les confréries. 883.
Congrégation des Rites (S.). Décrets authentiques. 1 — 384. Premiers travaux. 10. Signature du secrétaire. 167. Réunions dans le palais du doyen. 158. Consulteurs. 164. 207. Notaire. 169. 180. 197. 211. 241. 276. 284. 289. 349. 350. 357. 379. Obligation de référer au Pape. 180. Signature du cardinal préfet. 183. 222. Impression des décrets sans dépendre du maître du sacré palais. 185. Appel. 291. Mandat de procuration. 318. Excommunication. 363. Frais d'expédition. 272.
Constantin (S.). 334.
Constantinople. Vicaire patriarcal. 202. Offices. 294. Patriarches 513. 527. 531.
Corfou. Office de S. Spiridion. 20.
Coussin. 104. 271.
Coutances. Reliques. 6.
Coutumes opposées au Cérémonial des évêques. 93. 96. 112. Observation du dimanche. 497. Immunité. 1087.
Crédence. 138.
Croix. 266.
Crucifix avec les mains élevées. 166.
Cunégonde (sainte) de Hongrie. 171.
Curé. 84. 118. 194. 222. 860. 1096.
Cursores du Pape. 66. Intimation des fêtes. 218.

D.

Daniel (S.) 109.
Dédicace. 90. 262. 294. 303. 340.
Défunts portés sans luminaire. 168.
Dénonciation des complices. 593. 641.
Désiré (S.). 554.
Dié (Saint). Bréviaire romain. 78. Usages opposés. 85. Propre. 348.
Dignité (première). 112. 118. 117. Voyez *Office.*
Dijon. Office votif. 287. 340. 356.
Dimanche. 158. 163. 243. 260. 272. 303. 497.
Docteur. 96. 107. 137. 155. 190. 202. 243.
Doctrinaires. 369.
Dominicains. Espagne. 83. Office de sainte Marguerite. 98. Irlande. 197. Constantinople. 202. B. Albert. 261. Processions. 326. Rosaire. 359. 360. 1119.
Dominique (S.). 317.
Dominique du Paradis. 211.
Donnino (S.). 71.

E.

Ecclésiastiques. Interdiction du commerce. 474. Irrégularité. Mutilation. 1131.
Ecole d'Alexandrie. 520.
Eglise polluée. 279. 305.
Egypte. Hiérarchie ecclésiastique. 518. 538.
Elisabeth (Ste) soeur de S. Louis roi de France. 265.
Emygdius (S.). 345. 358.
Empire romain germanique. 323.
Encensement. 363.
Engrata (sainte). 82.
Epine de la sainte couronne. 242. 321.
Erasme (S.). 153.
Erreurs modernes. 1059.
Esclavage de la sainte Vierge. 240.
Escurial. Reliques. 73. Autel privilégié. 321.
Etienne (S.). diocèse de Lyon. 339.
Etole. Préséance. 120. Curé régulier. 20.
Eucharistie. Eglises non paroissiales. 8. 33. 199. 210. 223. 224. 247. 269. 291. 307. 1096. Procession de Pâques. 220. Viatique. 251. Sermon. 262. Rite de l'exposition. 269. 292. 326. Patron local. 270. Procession. 278. 308. Chapelle papale. 344. 381. Tabernacle hors de l'autel. 628.
Eugénie (sainte). 329.
Euphémie (sainte). 40. 314.
Evangile de S. Jean à la messe. 239.
République de Raguse. 3.
Evêque. Droit liturgique. 6. 141. 172. 173. 175. 221. 223. 265. 273. 333. 361. Accompagnement à la cathédrale. 153. 156. 371. Préséance sans distinction de rit. 158. 219. Il doit quitter et reprendre sa barette lui-même. 159. 244. 255. 256. Mémoire au canon. 163. Ce que les Papes ont fait pour l'autorité des évêques. 565. Résidence. 766. L'évêque célébrant en particulier n'a pas droit à l'assistance des chanoines. 215. 296. Archidiacre exempt. 380. Vice-légat. 296. Habit épiscopal avant le sacre. 307. Confirmation dans une chambre privée. 371. Evêque *in partibus* chanoine. 171. Pontificalia. 191. 296. Evêque régulier. Offices. 296. 281. 292. 360. Obligation d'observer la règle. 728. Séminaires. Droits paroissiaux. 1092.
Evora. Propre. 60.
Excommunication portée par la S. C. des Rites. 363.

F.

Félix (S.) martyr bénédictin. 70.
Fermo. Chanoines. 172. 182.
Ferrare. Insignes. 49. 51. 52. 70.
Fête d'obligation. S. Benoit. 19. 249. 307. Présentation. 19. S. Bernard. 21. S. Sixte à Alatri. 21. 64. S. Jean Evangéliste à Séville. 36. S. François. 37. 164. 339. Vœu. 58. 246. S. Louis roi de France. 79. Sainte Anne. 255. Sainte Claire. 262. 272. Bulle sur les fêtes d'obligation. 281. 283. 285. 287. 289. 290. Immaculée-Conception en Espagne. 301. Deux patrons. 309. Voeu. 314. S. Dominique prescrit à Milan par édit du gouverneur. 320. Fête du Saint-Crucifix en Afrique. 357. Coutume opposée aux fêtes à Barcelone. 497.
Feuillans. Bréviaire. 443. et seqq.
Fiole de sang signe de martyre. 951.
Firmin (S.). 39.
Foi (sainte). 153.
Foire. Translation de fête. 18. Clercs fréquentant les foires. 483.
Fonts baptismaux. 258.
Fontevraud. Office de sainte Léocadie. 298. Offices prescrits par l'abbesse. 348.
France. S. Louis fête de précepte et double. 79. 101. 154. 156. Erreurs dans le bréviaire de l'imprimerie royale. 370.
Franciscains. Sceau. 228. Préséance des observants sur les conventuels. 243. 347. Processions de la corde. 238. Guastalla. 345. Laïque sacristain. 356. Sandales. 889.
François d'Assise (S.). Habit des tertiaires. 349. 350.
François de Paule (S.) 169.
François de Sales (S.). 178.
François-Xavier (S.). 207.
Françoise Romaine (sainte). Leçons propres. 106. 306. 310. Archange. 421.
Fructus (S.). 96.

G.

Gavantus. 167. 168. 208.
Gaz dans les églises. 849.
Géminien (S.). 115.
Gênes. 151. 362. 340.
Geneviève (sainte). 257. 265.
Genuinus et Albinus (SS.) à Belluno. 359.
Gérard Sagredo (bienheureux) bénédictin de Venise. 9.
Gérard Majella (le vénérable). 1041.
Géronce (S.). 39.
Gloire de Dieu. Office. 338.
Godescalc. Erreurs. 540.
Gondislavus (S.) aux Canaries. 20.
Grades universitaires. Profession de foi. 640.
Gran en Hongrie. Propre. 222.
Grata (sainte) à Bergame. 139.
Grec. Capucin changeant de rite. 37. Bréviaire de Clément VIII. 337. 345. 384. Latin pourvu d'un bénéfice demande à se faire ordonner de nouveau suivant le rite grec. 338. Célibat. 179. Chasuble latine. 354. Liturgies. 625.
Grégoire VII. (S.) Office. 112.
Grégoire (S.) patriarche d'Arménie. 159. 259. 260.
Guillaume Saltamochius martyr jésuite. 355.

H.

Habit clérical. 107. Habits sacrés à l'autel pour maladie. 366.
Habitués (prêtres). Sépulture. 860.
Henri (S.). Oraison critiquée. 343.
Henry. Traité *de residentia.* 766.
Hiérarchie. L'Eglise n'a pas copié le civil. 513.
Hincmar et le concile de Valence. 540.
Homobon (S.). 145.
Hongrie. Propre. 239.
Huiles (saintes). 36. 140. Huile de la lampe; pétrole. 847.

Hymnes revisés. 211. 349. 356. 357.
Hymne de S. Benoit et de S. Scolastique. 316.

I.

Ignace (S.) de Loyola. 10. 154. 173. 178. 302. 329. 349.
Illuminé (S.). 291.
Image miraculeuse. 5. 186. 191. 201. 254. 290. Découvrir les images. 268 372.
Immémorial. Culte. 208.
Impression des procès de béatification. 370. 374. Défense de les imprimer hors de Rome. 377.
Index. Circulaire. 1127.
Indulgences. S. Laurent in Lucina. 3. Abbé *nullius* 57. Ostension des reliques. 57. Passion méditée. 133. Archiconfrérie des Rédemptoristes pour les âmes du purgatoire. 599. 883. Chapelets de sainte Brigitte; privilége de l'abbé général du Latran. 629. Autel privilégié. 765. Jaculatoire. 1117. Tertiaires. 1126. 1130. S. Pierre. 1136.
Inscription païenne. 257.
Insignes pontificaux. 71. 80. 88. 94. 106. 149. 340. Voyez: *Abbé regulier.*
Insignes canoniaux. 49. 51. 54. 64. 67. 85. 99. 157. 281. 282 294. 299. 320. 364. 366. 1134.
Instituts de prêtres séculiers. Ordination. 744. Paroisses, direction des séminaires et des religieuses. 760. Frères professant les vœux simples ; prêtres exclus des principaux emplois. 891.
Ipres. S. Martin. 137.
Irrégularité pour violation de suspense. 582. Mutilation. 1131.
Isaïe, de Bologne, prétendu saint. 222.
Isidore (S.) 165.
Ives (S.) 306.

J.

Jacques (S.) Oraison propre pour l'Espagne. 252.
Jacques Salomoni (le B.) Dominicain. 150.
Jacques de Sales, martyr jésuite. 355.
Jaen. Cloches. 48. Préséance. 49.
Jansénistes. 769. 810. 847.
Japonais. Martyrs. 201. 208. 216. 252. 253.
Japon. Indult. 4.
Jean-Baptiste (S.). Octave de la Décollation à Gênes. 340. 362.
Jean Gualbert (S.) Nom de famille. 369. 372.
Jean Capistran (S.). Oeuvres. 313.
Jérôme (S.). Langue. 213.
Jérusalem. Messes votives. 299. 328.
Jésuites. Bénédiction des ornements sacrés. 165. 188. Offices votifs. 176. Rochet. 248. Catalogue des écrivains. 272. Observation des rites. 317. Commerce. 477. S. Louis roi de France. rite double 342. Chapitres généraux. 759. Séminaires. 1105.
Jeudi saint. 84. 159. 207. 263.
Joachim (S.). 76. 165.
Josaphat (B.). 209.
Joseph (S.). Octave aux carmélites de Séville. 56. Transitus 20 juillet. 214. 319. Petit office prohibé. 165. 221. Bénédiction des rameaux. 259. Fête de précepte. 245. 264. Archiconfrérie. 1118.
Joseph d'Arimathie (S.). 269.
Joséphites belges. 896.
Jubilé. 1071.
Julien (S.) évêque. 2. 127.
Justin (S.). 74.

L.

Laïques. Sanctuaire. 312. 345. Sacristain. 356. Siéges. 374. 17. 263. 344. Juridiction. 1073.
Léocadie (S.). 298.
Léon en Espagne. 6. 40.
Léon-Luc (S.) 125.
Lérida. Insignes. 54.
Lessius. 308.
Liberata (Sainte). 161.
Licerius (S.). 101.
Limbania (sainte). 89.
Litanies aux messes de morts. 166. Nouvelles litanies. 208. Avant la messe au bas de l'autel. 308.
Liturgie romaine. 437.
Lorette. 22. 92. 247. 256.
Louis (S.) roi. 79. 101. 154. 156.
Louis Bertrand (S.). 92. 110.
Louis (S.) des Français. S. Barthélemy. 342. Préséance prétendue par des laïques. 344.
Lucie (S.) en Sicile. Nullius. 27. 145. 336.
Lyon. Collégiale de S. Chaumont. 300.

M.

Magistrats séculiers ou municipaux. 7. 17. 100. 102. 121. 138. 205. 208 Lieutenant du vice-roi. 157. Attentats. 271. 284. 287. Préséance. 303. 378. Fêtes. 320. Révérence après la messe. 322. Commissaires. 339. 339. Prières publiques. 1073.
Maitre des cérémonies. Costume. 150. Serment pour la canonisation. 342.
Maitre d'école. 1130.
Malte (Ordre de) Préséance. 83. 93.
Mandataires du Vicariat. 66.
Manipule. 356.
Marc (S.). Vie et reliques. 513.
Marchés. Défense de les fréquenter. 483.
Marguerite (sainte) tertiaire dominicaine. 98. 101. 284.
Marguerite-Marie Alacoque (B.) 934.
Mariage. Rapt. 1108.
Marie (Vierge.) 170. 184. 273. 335. 429. 435. 438. 450. 457.
Marie Egyptienne (sainte). 372.
Marie de Cabezzo, femme de S. Isidore. 135.
Marin (S.). 210. 214.
Martyrs. Nécessité des miracles. 290. Fiole remplie de sang. 951. Exhumation des catacombes. 954. Noms. 957.
Martyrologe. 2. 141.
Mathieu (S.) apôtre. Messe votive quotidienne. 258.
Mathieu de Mantoue, dominicain. 177.
Matines. 47. 50. 61. 72. 95. 210. 260. 327. 335. 366.
Maurice (S.) en Savoie. 8.
Maxentiol (S.). 948.
Maxime (sainte). 176.
Mercurial (S.) 23.
Messe. Défunts. 63. 764. Pro prole obtinenda 161. Navires. 251. Messe votive quotidienne de la Vierge chez les Bénédictins. 256. Messe férialc. 263. Messes de l'année. 273. Messes avant celle de la paroisse. 280. 305. Messe conventuelle. 298. Baiser la main du célébrant. 322. Demi-heure après midi. 328. Messe propre de l'Enfant Jésus. 334. Affaire des messes sous Urbain VIII. et Innocent XII. 958.
Michel (S.). 28. Messe votive. 300. Mitre. 344.
Milan. 18. 22. 43 Rite ambrosien pour les Cisterciens. 130. 358. Aliénation. 1121.
Missions. Commerce. 475.
Mitre. Baldaquin. 344.
Modène. S. Géminien. 115.
Mucantius (Paul), secrétaire de la S. C. des Rites. 10.

N.

Nancy. Primat. 88.
Naples. 37. 38. 53. Cimiarque. 155. S. Janvier. 168. Protecteurs. 174. 177. 274. 279. 337. 362.
Nazareth. Messe votive de l'Annonciation. 247.
Neuvaine. 360.
Nice-Insignes canoniaux. 220.
Nicolas (S.). Manne. 283. Petit office. 380.
Noel. Messe de minuit et communion. 282. 283.
Nole. Insignes. 67.
Nom de Dieu (S.). Nouvel office. 361.
Nom (S.) de Jésus. 2.
Nonce de Suisse. 260.
Notaire Chancelier de la S. C. des Rites. 169. 180. 197. 211. 241. 276. 284. 289. 349. 350. 357. 379.

O.

Octavaire de Gavantus. 165.
Office divin. 4. Quinze degrés de la Passion. 7. Votifs sans omettre l'office férial. 24. 28. 120. 153. 188. 197. 202. 244. 299. 303. 346. 327. 333. 337. 342. 349. 356. Offices votifs pendant l'avent et le Carême. 105. Immaculée-Conception. 119. 124. 125. 277. Trinitaires. 135. S. François. 146. 152. 177. Rite semi-double. 247. Offices *ad libitum*. 246. Antérieurs à S. Pie V. 246. Offices généraux obligeant ceux qui ont un bréviaire particulier. 309. 445. Office des saints exhumés des catacombes et nommés arbitrairement. 318. Obligation des curés pour l'office des morts. 140. Petit office de la S. Vierge. 10. 139. 209. 306. 170. 174.
Office à la Cathédrale en l'absence de l'évêque. 94. 99. 105. 132. 136. 140. 151. 279. 305. 319. 366.
Olivétains. 134. 296.
Onésime (S.). 309.
Oratoriens français. 192. 241. 338. 348. 373. 578.
Ordination. Congrégations séculières. Dimissoires et patrimoine. 744. 758. Intention. 756.
Ordre de S. Sylvestre. 1134.
Ornemens gothiques. 627.
Ornemens sacrés. Bénédiction avec indult. 7. 41. 50. 52. 57. 63. 79. 93. 94. 129. 139. 140. 163. 210. 228. 249. 250. 300. 321. 360. 368.
Otrante. Martyrs. 382.

P.

Palestrina. Plain-chant. 6.
Pape Couronnement. 21. Vicaire de S. Pierre. 297.
Paroisses. Origine apostolique. 518.
Passau. Offices. 65.
Patriarches. 513. 527. 531.
Patrons. 216. 255. 263. 273. 339. Patrons du clergé. 362. Patrons des ordres religieux. 333.
Paul (S.). reprenant Céphas. 897.
Pedicini (cardinal). Relation de la vénérable Anna-Maria Taïgi. 385. 727.
Pensionnat commercial. 892. Pensionnaire dans un couvent de religieuses. 194.
Père Eternel. Office 344.
Pérouse. Propre. 49. Anneau de la S. Vierge. 57. 166.
Pétrole. 847.
Pharmacies des religieux. 490.
Philippe (S.) de Néry. 317. S. Philippe Argereone. 258.
Philippe (P.) carme, confesseur de la vénérable Anna-Maria Taïgi. 673.
Pierre de Luxembourg (B.). 203.
Pierre-Thomas (S.) carme. 206.
Placide (S.) et ses compagnons. 113.
Plaisance. Ste-Franca et S. Raymond. 21. Propre. 79. 100.
Plantin. 2. Office de la Passion. 196.
Pontifical romain. 193. 296. 381.
Portugal. Complices. 641.
Prague. Propre. 284.
Prédestination. 540.
Prélats inférieurs 367. 372. 373. 194.

195. 309. 311. Ornemens sacrés 145. Insignes. 152.
Prémontré. Rite romain. 3. Insignes. 72. Habit noir. 65.
Préséance. Vice-légat. 16. Vicaires paroissiaux. 23. 61. 71. 120. Confréries. 29. 46. Chanoines et simples prêtres. 49. 90. 275. Collégiale et paroisses. 54. Chanoines et magistrats. 303. Curés 91. Réguliers. 104. 126. Moines ; extension de la constitution de Grégoire XIII. 155. 157. Ordre sacré. 159. 195. Curés et chapelains. 362. Ancienneté de possession. 362. 307. 316. 328. Moines et chanoines réguliers. 295. 322. Curé amovible et simples prêtres. 299. bénéficier. 250. Cathédrale et collégiales. 308.
Prêtre assistant. 84. 161. Prêtres exclus des congrégations de frères. 891.
Prie-Dieu. 179. 318.
Prières vocales; dispense. 219. Prière pour Rome. 224. Prières publiques ordonnées par les magistrats séculiers. 1073.
Prince royal. Réception des cardinaux. 169.
Priviléges des réguliers. Communication. 755. 758. 1098.
Processions. 55. 253. 284. 259.
Profanation d'un couvent. 85.
Profession de foi; validité des grades universitaires. 640.
Promoteur de la foi. 218. 254.
Propagande. Messe pour les cardinaux et les bienfaiteurs. 289.
Prosper (S.) et S. Venerius. Reliques. 8.
Protonotaires. 9. 31. 65. 114. 118. 167. 204. 205. 256. 264. 280. 290. 367. 379. Causes de canonisation. 33. 81. 82. 220. 254.
Provinces ecclésiastiques. 518.
Publius (S.) premier évêque de Malte. 270.
Purification et Sexagésime. Habits des Cardinaux. 21.
Purificatoires lavés par les religieuses 264. 267.

Q.

Quentin (S.) 312.
Quito. Hopital. 3.

R.

Raguse. Evangile. 3.
Raphael (S.) 311.
Ratisbonne. Propre. 112.
Recanati. Procession à Lorette. 22.
Rédempteur (S.) Venise. 370.
Rédemptoristes. Archiconfrérie. 599.
Référendaires. Baldaquin du Pape. 337. 164.
Réguliers. 4. 5. 82. 104. 129. Rochet. 344. 367. Exposition du Saint-Sacrement. 197. Cérémoniaux. 240. Bénédiction des ornemens sacrés. 245. 255. 256. Processions extérieures. 259. Sépulture. 70. 162. 279. 285. 355. 370. Extrême-onction. 266. Préséance. 282. Manteau à la chapelle papale. 322. Clôture. 365. Quarte funèbre 369. Convers. 383. Chapitres généraux. 430. Commerce et actions industrielles. 489. Régulier élevé à l'épiscopat. 728. Confession aux prêtres séculiers. 886. Communication des priviléges. 886. 1098. Minimes et Mercedaires. 134. Dominicains et conventuels. 135. Rogations. 141. Préséance des prêtres séculiers. 153. Direction des séminaires. 1094. Cas réservés. Secret de la confession. 1128. Prédication. 1129. Bénédiction des champs. *Ibid.*
Religieuses soumises aux Ordinaires. 15. 252. 267. Chapelains. Messes propres. 126. Prières vocales. 219. Converses. 241. Absolution à l'article de la mort. 272. Droits paroissiaux. 275. Préséance. 298. Clôture. 338. Calendrier diocésain. 348. Commerce; actions industrielles. 490. Instituts avec supérieures. 632.
Reliques. Inscriptions. 23. Clés. 33. S. Raymond à Barcelone; défense de séparer la tête. 24. S. Gaudentius à Montalbodo. 48. 80. 91. 103. 126. 128. Ostension; indulgences. 57. Escurial. 73. Le B. Sauveur d' Orta. 73. S. Placide et ses compagnons 113. Martyrs d'Otricoli 123. Processions. 153. Nouvelle châsse. 158. Translation privée. 184. Ste Epine. 242. Mamelle de sainte Agathe. 253. Langes de N.-S. 268. Encensement. 294. S. Bruno. 295. Sépulture perpétuelle. 298. 319. 326. Baldaquin. 368. Martyrs des catacombes. 947.
Remy (S.) de Lyon. Prédestination 540.
Résidence. 766.
Rimini. Prières approuvées. 17.
Rite romain. 3. 4. 75.
Rituel romain. 335.
Rochet. 7. 162. 206. 344. 367.
Roi des Romains. Sermon et messe dans la chapelle papale. 322.
Rupert (S.). 156.

S.

Sacriste. 207.
Saints non compris dans le martyrologe. 348.
Salamanque. Chapelle royale de Saint Marc. 3.
Samedi saint. 91. 131. 274. 300.
Saragosse. Insignes. 99. 112.
Ségovie. Propre. 74. S. Fructus. 96. Insignes. 124.
Séminaire. 368. Direction des réguliers. 760. Députés. 865. Juridiction paroissiale. 1092.
Sépulture. 70 269. 309. 860.
Sépulcre du jeudi saint. 251.
Seriano. Cérémonial approuvé. 160.
Sermon dans la chapelle papale pour la mort du roi des romains. 322.
Servites. Imposition des mains. 179. Propre. 221. 223.
Séville. 32. 37.
Sicile. SS. Martyrs. 67.
Siguenza. 60.
Siméon (S.) 300.
Simonie dans la résignation d'une paroisse. 756.
Sociétés commerciales interdites aux clercs. 482.
Soleil de la vénérable Anna-Maria Taïgi. 419.
Somasques. 1094.
Solennité de Jésus. Office. 170.
Soleure. Propre. 74.
Sollicitation *ad turpia*. 586.
Sorrento. 35.
Sourds-muets. Messe basse de mort. 764.
Sous-diacres apostoliques. 56. 286.
Sperandia (Ste). 9.
Stanislas (S.) évêque. 4.
Statues des saints. Processions. 260.
Stygmates de S. François. 138.
Suède. Offices. 40.
Sulpiciens. 1093.
Suspense *ex informata conscientia*. 563.
Symbole. 169.

T.

Tabernacle. 627. 769.
Taïgi (Anna-Maria) vénérable. 385. 673.
Taureau dans les églises. 182. 184.
Taxe de la S. C. des Rites pour la béatification. 180. 289. 350.
Tertiaires franciscains réguliers. 282. 333. Séculiers. Offices de l'Ordre. 196. Aumônes. 283. Indulgences. 1126.
Théatins. Sépulture. 29. 69. 74. Deux titulaires. 73. Chèvre. 374.
Thècle (Sainte). 40. 75.
Thérapeutes. 521.
Thérèse (sainte). 142. 160. Patronage 211. Office général. 302.
Thomas (S.) de Villeneuve. 365. 366.
Titien (S.). 53.
Titulaire. Couvens. 73. 92. Cathédrale. 108. 266. Eglises unies. 294. Religieuses. 342. Chapelle publique. 356.
Tolède. Chapitre. 5. 51. Etrangers admis au chœur. 64. Lépante. 102. Propre. 114. Victoire du 6 septembre. 350.
Toul. Abbesse d'Epinal. Bréviaire romain. 34.
Tours. S. Victorin. 380.
Trani. Démembrement. 877.
Trappistes. Bréviaire de Vaussin condamné par le Saint-Siége. 428 et seqq.
Trinitaires. Bénédiction de S. Agnès. 243. Bréviaire romain. 273.
Turin. Deux confréries. 35.
Tutèle. Evêque. 485 et seqq.

U.

Ubald (S). 45. 50.
Udine. Chapitre. 43. 81.
Urbain IV (le B.). 319.
Urbain VIII. 301.
Urbino. Reliques. 23.
Ursule (sainte) et ses compagnes. 127. 272.
Ursule Benincasa (vénérable). 299.

V.

Valence. Chapelle du S. Sacrement. 17. Procession du jeudi saint. 59. S. Louis Bertrand. 92. 110. *Te Deum* ordonné par la municipalité. 1075.
Vallombreuse. 210. 212. 213.
Vases sacrés. Permission de toucher. 17. 263.
Vatican. Basilique. Ornements des béatifications et canonisations. 359.
Vaussin. Bréviaire condamné. 360 et seqq. 461 et seqq.
Veille de la Conception. Messe nocturne. 199. Apôtres. 255. S. Mathieu. 287.
Venise. Sainte Justine. 74. S. Marc. 528.
Vendredi saint. Communion. 165. 837. Adoration. 322.
Vérone. Préséance. 17.
Vêtements du Pape et des cardinaux. Livre spécial. 17.
Vicaire capitulaire. Indulgences. Approbation des confesseurs. 1130.
Vicaire général. Prétentions excessives. SS. Encensement. 144. Préséance. 133. 143. 155. Son des cloches. 199. Baisement de l'évangile. 204. Cercle. 223. 225. Assistance des chanoines. 267. Chanoines ayant les ornements sacrés. 268. 348. Gouverneur. 347. Processions auxquelles les magistrats assistent. 365.
Vicaire forain. 50. 116. 125. 144. 150. 211. 265.
Vicaire paroissial. 195.
Vice-légat. Préséance. 296.
Vich. Baton d'argent. 67.
Vienne en Autriche. Propre. 306.
Vincent (S.) martyr à Clermont. 329.
Visitation. Octave. 139. Religieuses de la Visitation. Indult pour réciter le petit Office de la Vierge au lieu du grand office. 170. 174.
Vœu de réciter l'office double. 326.
Wolfang (S.). Office dans toute l'Allemagne. 270.

X.

Ximénès, cardinal (Vénérable). Relation des vertus et des miracles. 330.

Z.

Zacharie (S.) prophète. Office. 103. 121.
Zamora. Propre. 44.
Zénon. (S.). 39.

FIN DE LA SEPTIÈME SÉRIE.

ANALECTA

JURIS PONTIFICII.

DISSERTATIONS SUR DIVERS SUJETS

DE

DROIT CANONIQUE, LITURGIE ET THÉOLOGIE

HUITIÈME SÉRIE.

(Seconde partie du quatrième Volume).

ROME,
PLACE DE VENISE, 114.

1866.

TABLE DES ARTICLES

RENFERMÉS DANS LA HUITIÈME SÉRIE.

La huitième série des *Analecta* comprend neuf livraisons, depuis la soixante-sixième jusqu'à la soixante-quatorzième, inclusivement. Voici les articles que ces neuf livraisons renferment.

LXVIe LIVRAISON.

Décrets inédits de la S. Congrégation des Rites, du 17 mars 1663 au 10 février 1685. (Voir, série précédente, la 59e livraison) Col. 1137.

LXVIIe LIVRAISON.

Continuation des décrets inédits de la S. Congrégation des Rites, du 10 février 1685 au 8 mai 1700. Col. 1265.

Principes sur la coutume. Difficulté de démontrer la légitimité des coutumes. Consentement légal. Bulle du Pape Urbain VIII pour la préservation des droits de l'Église contre l'usurpation, ou contre la négligence des ministres du Saint-Siége. Col. 1389.

Visite des communautés religieuses par l'Ordinaire. Réguliers. Instituts de frères et de sœurs de vœux simples. Col. 1408.

LXVIIIe LIVRAISON.

Mémoires pour servir à l'histoire du Cartésianisme, par Huet évêque d'Avranche. Col. 1409.

Le Commerce illicite pour les ecclésiastiques. Anciens canons et décrétales. Peines édictées contre les clercs qui font du commerce. Constitutions de Pie IV et de S. Pie V qui confisquent le lucre au profit du Saint-Siége. Argent gagné par les clercs en exerçant illégitimement la médecine.-Constitutions d'Urbain VIII et de Clément IX pour les missions. Décisions.-Pharmacies des réguliers. Fabrique de liqueurs. Discipline particulière pour Rome.-Commerce indirect. Jurisprudence de la Rote. Constitution de Benoît XIV. Encyclique de Clément XIII. Actions des sociétés en commandite. Col. 1455.

Traité liturgique, canonique et symbolique des *Agnus Dei*. Origine – Matière et forme – Symbolisme – La consécration des *Agnus Dei* est réservée au Pape. – Privilége des Cisterciens pour la confection. – Rite de la consécration des *Agnus*– Distribution – Vertu des *Agnus*. Usage et emploi. Col. 1475.

Missions de Palestine. Décrets apostoliques qui réservent les principales stations aux Franciscains de l'Observance. Les ordres contemplatifs et les instituts de vœux simples sont-ils compris dans ces décrets? Col. 1523.

Mélanges. Prêtres étrangers renvoyés par la seule raison qu'ils n'appartiennent pas au diocèse. – Documents déposés dans les chancelleries épiscopales. Secret. - Institut de missionnaires. Correction des constitutions. – Indulgences des Capucins – Confréries du Rosaire. Col. 1531.

LXIXe LIVRAISON.

De la Vocation à l'épiscopat et de l'obligation de choisir les plus dignes. Dissertation de Charlas. Col. 1537.

Sacrement de Baptême (Voir 47e livraison, Col. 1079). Seconde Partie : *Matière et forme*. – De la matière et de la forme des sacrements en général – Matière du baptême. Prodiges opérés par l'eau baptismale. Missions – Immersion – Baptistères. Droits paroissiaux. Privilége des églises matrices. Forme du baptême. Changements essentiels. Doute réel. Formules vicieuses. Col. 1557.

Mélanges – Séminaires. Résidence des chanoines. Vacances. Office quotidien et messe conventuelle. Distributions. Matines après complies. Pénitencier. Théologal. Curé. Suspense *ex informata conscientia*. Translation forcée. Col. 1625.

LXXe LIVRAISON.

Notice sur la vénérable Marie Rivier, fondatrice de la Congrégation de la Présentation de Marie. - Introduction de la cause. Décret *de non cultu*. Lettres rémissoriales et compulsoriales relatives au procès apostolique. Approbation de ce procès. Col. 1649.

Sacrement de Baptême (Suite) Troisième partie : *Le ministre du sacrement*. – Du ministre des sacrements en général. Intention. Dogmes. Controverses scolastiques. Nécessité de l'intention intérieure. Etat de grâce. – Ministre ordinaire du baptême. Irrégularité qu'on encourt en renouvelant le baptême sans un doute fondé. Forme conditionnelle.– Quatrième partie : *Les parrains*. Actes de la S. Congrégation du Concile sur la parenté spirituelle dans le baptême privé. Théologiens et canonistes. Parrain par procuration. Registres paroissiaux. Enfants baptisés par les ministres hérétiques. Pays de mission. Col. 1669.

Juridiction paroissiale sur les communautés de vœux simples. Sacrements paroissiaux; censures; funérailles. Restitu-

tion des dots. Communion pascale. Un évêque pourrait-il exempter une communauté de la juridiction paroissiale? Communautés de femmes et nécessité de l'indult apostolique pour les soustraire aux droits paroissiaux. Col. 1742.

Mélanges. Curé déposé par mesure administrative - Francs maçons. Nature des vœux des religieuses des Etats-Unis d'Amérique. Fondation canonique des couvents; clôture pontificale. Col. 1760.

LXXIe LIVRAISON.

Notice sur le vénérable Angle del Pas, franciscain réformé. Etat de la cause de béatification. Col. 1777.

Privilèges du clergé – Principes généraux. Dignité de l'état clérical – Devoirs essentiels – Communication des privilèges militaires. Incarcération pour dettes. Privilèges patrimoniaux. Donations – Etrennes et contributions du clergé en faveur de son évêque. Cathédratique. Subside. – Obligation de porter la soutane longue sous peine d'amende. Habit noir – Inviolabilité personnelle des clercs. Canon *Si quis suadente* – Jeu et théâtre. Masques. Danse. – Ecclésiastiques musiciens. – Defectus lenitatis. Armes. Affaires criminelles. Guerre. Homicide. Chasse. – Cohabitation des femmes. Privilèges des Orientaux. Parents. Galères. Dispense de la continence. Col. 1789.

LXXIIe LIVRAISON.

Privileges du clergé (Suite). Affaires séculières. Médecine. Fonctions d'avocat. Commerce. Chanoine nommé conseiller municipal. Testament d'un évêque – Obligations qui ne peuvent pas être imposées généralement au clergé. Offices paroissiaux, processions etc. Retraites ecclésiastiques – Obéissance canonique – Sortie du diocèse sans permission de l'Ordinaire. Permission de célébrer renouvelée tous les ans – Prêtres étrangers. Domicile acquis. Régulier partant pour Rome sans la permission de ses supérieurs. – Personnes exclues du clergé. Enfants illégitimes; enfants des infidèles et des hérétiques. Constitution de Benoît XIV sur l'entrée des clercs dans les congrégations religieuses. Col. 1905.

Le vénérable Ange del Pas (Suite). Vertus et dons surnaturels. Ecrits. Col. 2001.

Mélanges – Lettre d'Amyot sur la tolérance – Droits épiscopaux sur les réguliers – Religieuses appelées dans les séminaires – Rituel. – Messe *pro populo* chez les Orientaux et dans les missions. Col. 2029.

LXXIIIe LIVRAISON.

Notes de S. Vincent Ferrier sur la Somme de S. Thomas. Manuscrit de la Somme. Col. 2033.

Traité de l'autel privilégié. – Origine de l'autel privilégié. Autels les plus célèbres de Rome. – Autel privilégié dans les églises cathédrales et paroissiales. – Ordres religieux. – Archiconfréries et confréries – Nature de l'autel privilégié – Nature et application de l'indulgence – Messe et couleur des ornements. Col. 2040.

Instructions de la S. Pénitencerie sur le mariage civil en Italie. Col. 2167.

Mélanges – Communion. Double génuflexion. – Réguliers; confession des personnes séculières – Direction des communautés de vœux simples – Sainte Catherine de Sienne déclarée patronne de Rome. Col. 2168.

LXXIVe LIVRAISON.

Culte immémorial de Saint Convoyon, fondateur et abbé du monastère de Saint-Sauveur à Redon. Col. 2177.

Les Oblats dans les Ordres religieux. Age pour les recevoir. Donation des biens. Vœux simples. Ordination. Expulsion; dispense des vœux. Tertiaires franciscains et services qu'ils rendent pour le maniement de l'argent. Oblats chez les Olivétains. Hommes mariés. – Oblates dans les couvents de femmes. Divers cas où l'on admet à l'oblation au lieu de permettre la profession des grands vœux. Indult apostolique pour chaque cas particulier. Col. 2191.

Usage des ornements violets pour les messes de morts afin de pouvoir donner la communion avec des hosties préconsacrées. Col. 2235.

Cause matrimoniale. Le mariage accompli sous l'empire de la contrainte n'est pas revalidé par la cohabitation subséquente; les époux doivent comparaître de nouveau devant le curé et les témoins. Col. 2241.

Mélanges. S. Convoyon. Le bienheureux Jean Soreth. – Messe *pro populo*. Age des séminaristes. Gratuité des fonctions d'examinateur synodal. Théologal. Pénitencier. Chapelain. Heure pour dire matines. Statuts capitulaires. Condition de ne pas se remarier – Le vénérable Marie Generoso. Col. 2259.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-SIXIÈME LIVRAISON.

DECRETA AUTHENTICA
CONGREGATIONIS SACRORUM RITUUM. (1)

1763. **Brixien.**

Cardinali Episcopo Brixien. — Institum fuit ad S. Sanctae Inquisitionis Congregationem pro licentia imprimendi librum sub titulo : *Processionale non tam in lustrandis agris , quam tempestatibus fugandis adhibendum* auctore Bartholomeo Corsetto; verum cum in eo de ritibus ageretur , fuit ad hanc S. Rituum Congregationem pro approbatione transmissus; quae mature perpensis ritibus, et aliis in eu contentis decrevit, nedum praedictam facultatem esse denegandam, sed etiam Eminentiae Vestrae significandum , ut dignaretur omnino cavere ne typis mandetur; et dum ipse munere meo fungor, Emae Vestrae reverenter manus deosculor. Romae 17 martii 1663.

1764. **Albanen.**

Emilius Bigazzinus canonicus Marini paralysiae morbo impeditus , gradus altaris ascendere non valens , supplicavit S. Rituum Congregationi pro licentia se vestiendi in altari pro celebranda missa. Et eadem S. Congregatio censuit concedi posse, dummodo tamen non sumat paramenta ab altari, facto verbo cum Emo Ginnetto episcopo Albanen. suo ordinario. Die 28 aprilis 1663. Prout facto per me deinde verbo, Eminentia Sua approbavit die 4 maii 1663.

1765. **Bisuntina.**

Clerus pro usu breviarii romani, et faciendis officiis sanctorum propriorum: *Lectum*. Die 28 aprilis 1663.

1766. **Oscen.**

Exponente episcopo Oscen., undecim ex illis canonicis cum una dignitate capitulari ter congregatis nedum de facto, et propria auctoritate, sed etiam aliis novem cum tribus aliis dignitatibus injunctis, et contradicentibus, ac sine licentia et consensu ipsius episcopi decrevisse mutationem habitus choralis, ac etiam contra ipsius monita, et praecepta incepisse uti, ac nolle desistere. Et modo alios unum, alios alterum deferre habitum. S. Rituum Congregatio mandavit ut pareant episcopo. Die 16 junii 1663.

1767. **Parisien.**

Ad petitionem, et preces R. P. D. de Piccolominibus archiepiscopi Cesareae , S. Rituum Congregatio concessit ad quinquennium monialibus capucinis Parisiis facultatem recitandi officium quinque Plagarum D. N. Jesu Christi in prima die veneris quadragesimae prout etiam alias die 13 julii 1658 pariter concesserat. Die 16 junii 1663.

1768. **Neapolitana.**

Propositis de ordine SSmi in S. Rituum Congregatione controversiis inter deputatos Thesauri S. Januarii et fratres S. Dominici , cuinam ipsorum debeatur patronatus regni Neapolitani, Sanctone Januario, vel potius Sancto Dominico? Et Emi PP. bene et mature perpensis hinc inde deductis censuerunt, deberi divo Januario, ac proinde festum de praecepto tamquam de principaliori patrono regni Neapolitani fieri debere per totum regnum de dicto sancto Januario episcopo, et martyre; non obstantibus litteris apostolicis datis die 23 augusti 1640 caeterisque decretis ejusdem S. Congregationis, si ita SSmo visum fuerit. Hac die 4 augusti 1663.

1769. **Parisien.**

Controversias inter confraternitatem SSmi Sacramenti in ecclesia parochiali S. Petri terrae Gonesii noviter erectam ex una, et confraternitatem SSmi Rosarii et conventum Praedicatorum , ex altera super processionibus et aliis exercitiis et functionibus spiritualibus, Emi S. Rituum Congregationis cardinales remiserunt Ordinario pro concordia. Hac die 4 augusti 1663.

1770. **Romana.**

Remissis S. Rituum Congregationi per SSmum precibus Sanctitati Suae porrectis a Carmelitis discalceatis B. Mariae Victoriae super translatione seu permutatione festi ejusdem B. Mariae; Emi PP. concesserunt, ut in posterum celebrari possit in dicta ecclesia B. M. Victoriae Urbis festum ejusdem quolibet anno in perpetuum secunda dominica mensis novembris cum omnibus indultis et gratiis usque nunc patribus, et ecclesiae antedictis concessis, et non obstante quod per antea ex concessione sa. me. Gregorii XV celebratum fuerit die 8 ejusdem mensis novembris. Hac die 4 augusti 1663.

1771. **Viennen.**

Emi S. Rituum Congregationi praepositi pio cesareae majestatis desiderio favorabiliter annuentes concesserunt, ut in posterum ab universis et singulis personis ecclesiasticis, qui ad horas canonicas tenentur, tum secularibus, tum quorumvis ordinum regularibus tam publice in choro , quam privatim recitari possit in tota Germania officium S. Henrici imperatoris sub ritu duplici , quamvis in calendario sit appositum sub ritu simplici et ita servari mandarunt. Hac die 4 augusti 1663.

1772. **Interamnen.**

Viso, et bene perpenso per Emos S. Rituum Congregationis praepositos decreto ab Emo Fachinetto facto super compositione controversiarum inter episcopum et magistratum Interamnae occasione obsequiorum, eidem Emo a Sacra Congregatione remissarum cum facultate judicandi, concordandi,

(1) Vide fasc. 57, 58, 59, col. 1-384.

et componendi omni et quacumque appellatione remota, tenoris infrascripti:

Avendo con amplissima facoltà la Sacra Congregazione dei Riti benignamente onorato la mia persona, ordinandomi di terminare, definire, e di prescrivere con mezzi prudenziali, e che a me parranno più opportuni ed espedienti, omni, et quacumque appellatione remota, come, e dove abbia il magistrato di Terni da accompagnare Monsignor Vescovo, quando deve egli calare per celebrare nei giorni consueti pontificalmente in Domo; e finita la messa, i vesperi, o altre solenni funzioni, fino dove l'abbia da accompagnare, come chiaramente si legge nel decreto da me mostrato alle parti, a loro lasciatone copia autentica. Quindi è che ubbedendo io ai riveriti commandamenti di sì gran tribunale, e valendomi delle facoltà amplissime nel sudetto decreto contenute. Informato appieno dalla non mai abbastanza lodata moderazione, e pastorale tenerezza di Monsignor Gentile vescovo di Terni verso i suoi figli, e prelato esemplarissimo, il quale l'onore della mitra vescovile giustamente desidera, acciocchè a gloria di Dio onorandola i di lui figli spirituali sempre maggiori crediti col Cielo ne acquistino, non già perchè a lui le pompe inutilmente compiacciono. E per l'altra parte consapevole, che le città di Terni nella pietà e nel rispetto verso del suo pastore a niun'altra dello Stato Ecclesiastico cede, ne seconda, anzi reso io certo che di niuna cosa più si maceravano le menti nobili di questi piissimi cittadini, che di non essere presenti alle funzioni ecclesiastiche, e perpetuamente a lato pel loro vescovo per in chiesa, e nelle funzioni sacre ritrarre del fiato del loro sacerdote e principale ministro di Dio, spiriti di religione e di profitto spirituale. E per torre alle genti minori lo scandalo di non vedersi il magistrato nella cattedrale, tesoro de'fedeli. Ed in somma avidi di aumentare verso dei loro vescovi l'avita ed hereditaria devozione, e coltura, mosso io dico da sì reciproche, e commendabili considerazioni ed usando pienamente della facoltà datami, dalla quale niuna delle parti può iscostarsi: sentite prima ambe le parti, definisco, dichiaro, ed ordino, che tutte le volte, che Monsignor Gentile vescovo di Terni e i di lui successori in perpetuo caleranno in Domo, per quivi pontificalmente celebrare nelle solennità consuete, o per fare altre solenni funzioni, debba il magistrato portarsi sino a capo delle scale publiche del palazzo episcopale, per poi accompagnare in chiesa Monsignor Vescovo, il quale nell'atto del voler scendere le sudette scale, dovrà a capo di esse un gradino o due più basso, o più alto salutato dal magistrato, accompagnarsi col medesimo e calare unitamente in chiesa, dove il magistrato assisterà alla messa, vesperi, ed altre solenni funzioni. E questa, e questi finiti, ed ispogliato Monsignor dei paramenti sacri, il magistrato lo raccompagnerà fino quasi il portone del vescovado fuori della Chiesa, cioè pochi passi lontani dallo stesso portone. Qual modo dovrà parimenti tenersi nel riaccompagnare Monsignore sudetto quando egli volesse entrare nel suo palazzo per la porta che è dentro la chiesa; con che cominci il presente magistrato a pratticare quest'ordine mio nei primi vesperi dell'Assunta di quest'anno, senza che si possa dire in contrario, ne replicare cosa veruna, sotto pena della scommunica ipso facto incurrenda, della indignazione di Sua Santità ed altre pene ad arbitrio della medesima. Ed acciò che tutto succeda senza equivoco, e confusione, sarà parte dai maestri di cerimonia di fare sapere ai Signori del magistrato l'ora che Monsignor Vescovo dovrà calare in chiesa, affinchè il magistrato sia prontamente a servirlo, e respettivamente Monsignor Vescovo si trovi pronto a mettersi in camino, tosto che ei sapia, che il magistrato comincia a salire le scale.

E perchè deesi anche serbare equalità nel sedere alla predica, ordino, che il banco dei Signori priori si proporzioni nel sito e nell'altezza totalmente eguale a quella dei Signori canonici; onde avendo io ocularmente osservato, che il banco ora destinato per il magistrato esistente a mano sinistra del soglio del vescovo, ha di rimpetto il banco che chiude le donne, le quali intervengono alla predica, e che questo per la sua altezza impedisce al medesimo magistrato di vedere commodamente il predicatore; però determino, che il detto banco delle donne si riformi, in modo, che dal pavimento sino alla cima di detto banco sia di palmi sei; e perchè ancora ho fatto riflessione, che è molto angusto il sito dell'istesso pavimento avanti il banco del magistrato, per tanto dichiaro, che si dilati il detto sito, o platea a segno che sia di latitudine di quattro palmi. Volendo io che l'istessa dichiarazione tanto del sito quanto dell'altezza del banco delle donne, sia precisamente osservata dai Signori Canonici nell'altro banco, che parimenti chiude le donne dalla loro banda nel modo, e forma, che si è detto del magistrato. E che siano tenute ambe le parti di eseguire questi miei ordini avanti la prossima festa dell'Assunta sotto le pene comminate di sopra. E perchè più apparisca la risoluta propensione ed affetto di Monsignor Vescovo verso di questo publico, lascia egli alle mie istanze, quello che secondo la mente del cerimoniale espressa potesse dirsi del luogo del magistrato in chiesa, quando ai divini officii egli assiste; come all'incontro io giusta le facoltà datemi ricordo l'osservanza di tutti gli altri decreti. Ed acciocchè le risoluzioni predette abbiano d'avere inviolabilmente la dovuta esecuzione, deputo Monsignor Vescovo sudetto acciò in mia vece e nome possa astringere gli ecclesiastici nella precisa osservanza di esse; E nell'istesso modo deputo Monsignor della Molara hora governatore di Terni, acciò possa parimenti astringere il magistrato alla medesima osservanza, communicando all'uno, ed all'altro per detto effetto ogni facoltà necessaria ed opportuna. Ed in comprobazione delle sudette mie determinazioni le ho sottoscritte di mia propria mano e munite col mio solito sigillo. Dato in Terni in casa dei Sigg. Francesco Maria e fratelli de Castelli questo di 7 agosto 1663.

Eadem S. Congregatio nedum in omnibus, et per omnia approvabit, et juxta illius formam mandavit procedi, et in posterum inviolabiliter observari, sed etiam dictum Emum qui se hac de re summa pietate ad civitatem Interamnae personaliter contulit, summopere laudandum, illique pro gratiarum actione scribendum esse jussit. Hac die 6 septembris 1663.

1773. **Sabinen.**

Frater Andreas S. Bonaventurae ordinis S. Bernardi reformati institit pro licentia celebrandi missam juxta ritum monasticum contra formam decreti S. Congregationis: *Lectum*. Die 6 septembris 1663.

1774. **Galliarum.**

Patres Discalceati ordinis Eremitarum S. Augustini nomine totius congregationis Gallicanae humiliter SSmo supplicarunt, sibi licentiam impertiri recitandi officium Bmae Virginis Septem Dolorum ab omnibus fratribus dictae Congregationis singulis diebus sabbati in suis ecclesiis ad instar concessionis factae a sa: me: Paulo V de anno 1606 fratribus Servorum B. Mariae. Et Sanctitas Sua piis precibus benigne annuit et praedictum decretum expediri mandavit. Hac die 26 septembris 1663.

1775. **Romana Ordinum Redemptionis Captivorum.**

Cum Fr. Franciscus de la Rosa vicarius et procurator generalis ordinis S. Mariae de Mercede redemptionis captivorum, supplicem libellum SSmo porrexisset, quo se suumque ordinem admodum laesos conquerebatur de assertionibus, quas dictim typis, ac viva voce tum in concionibus, tum in publicis et privatis disputationibus evulgari student fratres ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum, nempe quod ipsis fratribus de Mercede non ex primaevo eorum

ordinis instituto injunctum fuerit, sed ex voto, mox iisdem accesserit Christifideles captivos e manibus Barbarorum redimendi onus: sortibusque olim commissum firmatumque ut idem ordo de Mercede ordini SSmae Trinitatis tandem uniretur. Quae praesertim contineri asserebat in libello novissime impresso Romae typis Angeli Bernabò a verme anno 1660 cui titulus est: *Vitae SS. Joannis de Matha et Felicis Valois fundatorum ordinis SSmae Trinitatis.* Sanctitas Sua speciali ejus rescripto, ob lites inter ecclesiasticas et regulares personas dirimendas absque strepitu et figura judicii, atque ad sedanda scandala ex inde orta et oriunda, potissimum vero ad perpetuam inter fratres praedictorum ordinum charitatem stabiliendam, rei amicabiliter inter eos consulendum et componendum provinciam commisit R. P. D. Phoebeo tunc S. Rituum Congregationis a secretis, qui accersitos, ac pluries seorsim et una simul auditos procuratores generales utriusque ordinis, nempe praedictum fratrem Franciscum de la Rosa Mercedarium et fratrem Joannem a Conceptione excalceatum SSmae Trinitatis (pariter asserentem, quod fratres Mercedarii his prorsus non dissimilia evulgant de fratribus SSmae Trinitatis) in eam tandem sententiam adduxit ne sub poena privationis vocis activae et passivae in perpetuum, aliquis eorum audeat seu praesumat in posterum scriptis aut viva voce tum in concionibus tum in publicis, et privatis disputationibus praedicta sub quovis praetextu, vel quaesito colore praedicare, asserere, disputare, et affirmari facere et curare, siquidem adversantur litteris summorum pontificum, praesertim vero Clementis VIII incipien.: *Romana Catholica Ecclesia*, dat. Kal. maii 1601 super canonizatione S. Raymundi de Pennafort § 17 et 18, ac respective litteris Innocentii III aliorumque pontificum. Praeterea libellum de quo supra in novis impressionibus a pag. 155 ad pag. 158 omnino conformandum esse enunciatae constitutioni Clementis VIII, ac sub iisdem poenis denuo non imprimi, nisi ab eodem libello expunctis assertionibus praefatis. Verum quia inter haec praefatus R. P. D. Phoebeus ad praeceptoriam S. Spiritus in Saxio promotus fuit, et ipse secretariae Congregationis Sacrorum Rituum addictus sum, SSmus mihi per aliud subsequens rescriptum mandavit, ut desuper praedictis omnibus et singulis decretum ederem, ac idem in acta S. Congregationis referrem sub expressis poenis, aliisque gravioribus arbitrio Sanctitatis Suae infligendis executioni omnimode demandandum, prout demandari mandat. Die 2 octobris 1663.

1776. **Placentina.**

Joannes Franciscus Georgius vicedomus cathedralis exposuit, episcopum Placentinum nedum retardare informationem ab eo dandam ad formam litterarum S. Congregationis alias illi scriptarum et redditarum super controversia inter ipsum vicedomum ex una, et primicerium et alios sacerdotes cathedralis Placentinae ex altera, super jure faciendi functiones absentibus praeposito, et archipresbytero, sed etiam nulla habita ratione dictarum litterarum, recursus habiti ad dictam S. Congregationem et litis in ea pendentis, velle tamquam ordinarium procedere ad dictarum controversiarum decisionem ad instantiam archidiaconi, qui pariter praetendit jus faciendi dictas functiones in casu praedicto ad ipsum privative quoad omnes alios spectare. Et quia contingentiae causarum non sunt dividendae; ideo supplicavit inhiberi eidem episcopo ne procedat, sed informationes desuper acceptas et accipiendas transmittat quoad omnes. Eadem S. Congregatio respondit: *Episcopo qui pareat.* Hac die 24 novembris 1663.

1777. **Tolosana.**

Visa sententia per vicarios generales dioecesis Tolosanae lata die 16 septembris proximi super diversis controversiis inter fratres Dominicanos et Franciscanos, et per procuratorem S. Dominici in S. Rituum Congregatione exhibita, Emi S. Congregationi praepositi eamdem sententiam servandam esse jusserunt. Hac die 24 novembris 1663.

1778. **Aquilana.**

Episcopus Aquilae S. Congregationi supplicavit declarari, an canonicis cathedralis liceat in sacristia ob magnum frigus recitare solitum officium; et eadem S. Congregatio respondit, non licere. Hac die 26 januarii 1664.

1779. **Interamnen.**

Episcopus Interamnen iterum supplicavit S. Rituum Congregationi pro declaratione, an sibi liceat cogere confraternitates ad interessendum processionibus in festo SSmi Corporis Christi et Congregatio respondit: *Episcopus suadeat.* Die 26 januarii 1664.

1780. **Galliarum.**

Patres Discalceati Galliarum ordinis S. Augustini, ea qua possunt veneratione festum SSmae Conceptionis prosequi studentes, coram Sacrorum Rituum Congregatione humiliter institerunt, ut officium cum octava sibi recitare permitteretur. S. eadem Congregatio, ad preces serenissimae Alexandrae Christinae Suevorum reginae benigne inclinata, gratiam praedictam concessit. Hac die 15 martii 1664.

1781. **Urbis et Orbis.**

Cum alias sub die 19 mensis junii 1651 SSmus Dominus Noster mandasset apponi in martyrologio Romano nomen S. Petri Nolaschi confessoris, ac fundatoris ordinis B. Mariae de Mercede redemptionis Captivorum, idemque executioni demandatum fuerit: Nunc demum Sanctitas Sua ad preces serenissimi regis Hispaniarum Catholici, ejusdem Sancti officium et Missam in breviario, et missali romano imprimi, et ab omnibus utriusque sexus tum saecularibus, tum regularibus qui ad horas canonicas tenentur, die 29 januarii recitari praecepit. Die 11 junii 1664.

1782. **Toletana.**

Relatis SSmo D. N. D. Alexandro Papae VII per R. P. D. Fidei Promotorem, omnibus et singulis, quae ipsemet scripto et voce proposuit ac exposuit in S. Rituum Congregatione hac die 22 praesentis mensis in relatione causae venerabilis Servae Dei Joannae a Cruce tertii ordinis S. Francisci facta per Emum Gualterium. Et exposito mentem ipsius S. Congregationis fuisse decretandum in dicta causa ut infra, si placuerit Sanctitati Suae, videlicet.

Assertas indulgentias quae dicuntur concessae rosariis et granis Joannae de Cruce, declaratas fuisse apocryphas et pro talibus omnino habendas esse.

Non esse admittenda, nec asserenda, et scribenda pro certis et indubiis illorum delationem in coelum et benedictionem ibi factam a Deo, contactuque manus ejusdem maxima odoris fragrantia divinitus illis impressa.

De assertis tam granorum originalium, quam aliorum cum ipsis contactorum virtutibus et gratiis, nihil statuendum esse antequam fuerint plane discussa omnia et singula, quae deducentur ad eas comprobandas, nec non actum, ac plene cognitum de virtutibus theologalibus et cardinalibus caeterisque eisdem annexis, perpensaque veritas singulorum, quae afferuntur pro operationibus, effectibus miraculosis, seu miraculis eorum medio patratis, cunctaque in causa necessaria et opportuna praevia diligenti discussione solide firmata.

Interim vero posse cum praeservativa sine praejudicio quorumcumque agendorum in causa concedi remissoriam pro conficiendo processu particulari super non cultu in adimplementum decretorum fe. re. Urbani VIII in Congregatione SSmae Inquisitionis.

Nec non in executionem statuti libello novissimorum decretorum pag. 54 §. *Praeterea*, ad ipsam Congregationem deferri, ab eaque ad limites praefati statuti recognosci et magna cum animadversione diligenter examinari omnia scripta in duobus libris a sorore Maria Evangelista. Altero quidem unius supra septuaginta sermonum, quos ipsa Joanna protulisse dicitur in extasi; altero vitae, actorumque ipsius Joannae, quorum ultra Dazzam et alios, meminit Wadingus in ejus vita,

quae data fuit impressa pag. 23. §. *Appropinquante* verso *et Caelestis*.

Sanctitas Sua, auditis praedictis omnibus, visaque formula supradicti decreti, eaque pluries lecta, annuendo jussit illud in actis redigi, observari et exequi, ac in illius executionem dictam remissoriam concedi pro confectione processus particularis super non cultu, nec non praeassertos libros una cum eorum exemplis si adsint, reipsa ad Urbem deferri, ipsique Congregationi exhiberi, ab ea juxta formam supradicti statuti recognoscenda, ac diligenter examinanda servatisque de jure, atque ex forma novissimorum decretorum servandis in hujusmodi causa procedi posse, et debere, non obstante, etiam quatenus opus sit; decreto per Sanctitatem suam adjecto, ut supradictae commissioni reassumptionis illius, cui in his quae possent quoquomodo obstare praedictorum executioni, et prosecutioni specifice derogavit omni etc. — Hac die 28 novembris 1664.

1783. **Tolosana.**

D. Archiepiscopo Tolosano. Quamvis omnes litterae apostolicae sint ea qua decet reverentia recipiendae, eisque promptissime obtemperandum, illis praecipue parendum erat, quas SSmus D. N. D. Alexander papa VII concessit Praedicatoribus istius civitatis Tolosae, sub datum Romae apud S. Mariam majorem sub annulo Piscatoris die 27 maii proximi praeteriti, super observatione decreti S. Rituum Congregationis, partibus hinc inde auditis atque plene informantibus, editi die 15 martii antecedentis, referente Emo Franciotto, super prohibitione fratribus Minoribus ordinis S. Francisci de Observantia nuncupatis, atque confraternitati in eorum ecclesia magni conventus erectae sub titulo conceptionis SSmae Virginis Immaculatae, illiusque confratribus istius civitatis Tolosae faciendi processionem, prima Dominica cujuslibet mensis, nec non inducendi, praedicandi, et docendi novum rosarium sub titulo *Seraphici*, aut novem novendarum, vel alterius rationis, nec in litaniis B. Virginis aliquid innovandi, nec tabellam exponendi, in qua B. Virgo Dei Mater det Rosarium Sanctis Francisco et Clarae, prout latius in dicto decreto et litteris in forma brevis, ad quae etc. Verum quia dicti fratres Minores parere minime curarunt, et curant, imo viceversa contra illorum tenorem, et seriem non sine totius populi scandalo irreverenter attentant, prout ab eisdem patribus Praedicatoribus expositum fuit; Ideo Emi S. Rituum Congregationi praepositi, antequam ipsi fratres Minores audiantur in eadem Sacra Rituum Congregatione super juribus ab eis noviter deductis, nedum praedictis litteris ab eis parendum, sed etiam docendum esse de paritione judicarunt, prout in alio ipsorum decreto hodie facto. Insuper, ut dictae litterae debitam ac indubitatam habeant executionem, insigni et singulari Amplitudini tuae committi jusserunt, ut observantiam dicti decreti et litterarum Apostolicarum omnino curet atque exequi faciat; contravenientes vero omnibus facti et juris remediis, etiam sub censuris cogat, et compellat, non solum uti ordinarius, sed etiam delegatus ejusdem S. Congregationis; communicantes ad effectus praedictos omnes facultates desuper necessarias, et opportunas. Et dum ipse meo munere fungor, diu precor incolumem. Romae hac die 22 novembris 1664.

1784. **Decretum SSmi.**

SSmus D. N. Alexander papa VII in benigna audientia a Sanctitate Sua habita, mihi secretario significavit mentem Sanctitatis Suae esse deinceps in unaquaque causa beatificationis et canonizationis beatorum et servorum Dei, velle Sanctitatem Suammet deputare et subrogare in relatorem Cardinalem sibi benevisum; ideoque imposterum, ita fieri et servari mandavit. Hac die 25 februarii 1665.

1785. **Decretum SSmi.**

Deinde SSmus in eadem audientia mandavit ne in posterum decreta edita et edenda in congregationibus habitis, et habendis coram Sanctitate Sua in causis beatificationum et canonizationum tradantur partibus, nempe decreta constare de virtutibus tam theologalibus quam cardinalibus. Die 3 martii 1665.

1786. **Urbis.**

Humillimis precibus SSmo porrectis per fratrem Jacobum Ladore ordinis minimorum generalem procuratorem, quibus sibi concedi enixe supplicavit, ut in omnibus praedictae religionis conventibus tam in Italia, quam in Gallia, Hispania, et Germania constitutis, particulare festum et officium S. Francisci de Sales fieri possit cum indulgentiis a quolibet Christifideli lucrandis. Et facta de praedictis per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit et litteras in forma brevis expediri mandavit. Hac die 10 junii 1665.

1787. **Adjacensis.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo Dno cardinali Brancatio, electionem S. Francisci Xaverii Indiarum apostoli e societate Jesu in compatronum per civitatem Bastiae dioecesis Adjacensis in Corsica factam, omniaque similibus compatronis competentia eidem deberi ac de eo fieri posse declaravit et concessit. Hac die 31 julii 1665.

1788. **Cenomanen.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit Francisco Bardet presbytero Coenomanen. dioecesis rectori parochialis ecclesiae Sancti Medardi de Bruyera ejusdem dioecesis, protonotario apostolico, ac regis Christianissimi consiliario et eleemosynario benedicendi sacras suppellectiles in quibus tamen sacra unctio non adhibeatur, et de consensu ordinarii ad triennium. Hac die 31 julii 1665.

1789. **Romana.**

Cum S. Rituum Congregatio die 19 junii 1655 decreverit, ut ab Eremitis Camaldulensibus in recitatione officii parvi Beatae Virginis in choro serventur rubricae breviarii monastici, tam circa dies quam psalmos consuetudine contraria non obstante; et deinde in capitulo generali a praedictis Eremitis recenter habito resolutum fuerit ut supplicaretur apud eamdem S. Congregationem pro observantia eorum antiquae consuetudinis et constitutionum. Et S. Congregatio, firmo remanente decreto quoad psalmos, benigne concessit ut in posterum dictum officium quoad dies recitari possit juxta eorum veterem consuetudinem et constitutiones. Hac die 31 julii 1665.

1790. **Sabaudien.**

SSmus Dominus Noster Alexander papa VII humillimis et enixis precibus RR. Monialium Visitationis B. Mariae Annesii in Sabaudia benigne concessit, ut solemnia canonizationis S. Francisci Salesii fieri et peragi possint prius in dicto earum monasterio tamquam primo per eumdem sanctum erecto, antequam in quocumque alio monasterio fiant, et peragantur, non obstante quod bulla dictae canonizationis non sit adhuc expedita. Hac die 5 augusti 1665.

1791. **Hispaniarum.**

Sacra Rituum Congregatio ad preces patris fratris Joannis a Conceptione procuratoris generalis Carmelitarum discalceatorum Congregationis Hispaniarum benigne indulsit omnibus ex dicta congregatione ut recitare possint officium de eorum sancta matre et fundatrice Theresia de Jesu sub ritu semiduplici, prout in breviario romano continetur, prima die non impedita cujuslibet mensis. Hac die 19 septembris 1665.

1792. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio jussit, ut solvantur Michaeli Angelo Lapio subpromotori fidei decem ducati aurei pro quolibet processu semel tantum ad formam decretorum sa. mem. Urbani VIII pag. 62. Quoad reliqua emolumenta fiet Congregatio. Hac die 19 septembris 1665.

1793. **Romana.**

Cum SSmus D. N. D. Alexander papa VII die 4 julii pro-

xime praeteriti impertitus fuerit toto ordini franciscano minorum Observantium facultatem faciendi officium, et celebrandi missam B. Felicis ordinis Capucinorum eadem die, modo et forma quibus sa. me. Urbanus VIII concesserat dicto ordini capucinorum, prout Sacrae Rituum Congregationi expositum fuit a commissario generali minorum Observantium. Et festum dicti Beati cadat die 18 maii, et capucini faciant officium sub ritu duplicis majoris. Et eadem die 18 maii cadat festum Translationis S. Bernardini, et praedicta dies assignata fuerit a S. Congregatione tamquam propria, et de hoc fiat officium sub ritu duplicis minoris, supplicatum fuit pro assignatione alterius diei festo supradicti Beati, vel assignari aliam diem non impeditam pro officio translationis S. Bernardini, cum de hoc fiat sub ritu duplicis minoris. Et S. eadem Congregatio censuit transferendum esse festum beati Felicis. Hac die 21 novembris 1665.

1794. **Galliarum.**

SSmus D. N. D. Alexander papa VII piis ac enixis precibus Emi D. cardinalis Antonii Barberini benigne inclinatus, facultatem indulsit omnibus monialibus SSmae Passionis ordinis S. Clarae nuncupatis capucinis in Galliarum regno, ut recitare possint officium duplex Beatae Catherinae de Bononia, quae fuit ejusdem ordinis sanctae Clarae et cujus festum secundum martyrologium romanum cadit die 19 martii. Hac die 16 januarii 1666.

1795. **Romana.**

Moniales S. Mariae in Campo Martio supplicarunt pro facultate recitandi vesperas ante prandium in choro, et deinde cantandi in vigilia S. Benedicti. *Lectum.* Die 13 februarii 1666.

1796. **Giennen.**

S. Rituum Congregatio ad preces episcopi, cleri, et regimenti civitatis et dioecesis Giennen., referente Emo et Rmo D. cardinali Sforzia, censuit concedendum esse, prout concessit, ut in dicta civitate et dioecesi Giennen. recitari possit officium S. Angeli Gabrielis sub ritu duplici, prout recitatur in quamplurimis civitatibus et dioecesibus Hispaniarum sub die 18 martii et prout in dicta civitate, et dioecesi Giennen. recitabatur ante sa. me. Pium V. Hac die 13 februarii 1666.

1797. **Paderbornen.**

SSmus D. N. D. Alexander papa VII, ad enixas preces episcopi Paderbornen. annuit indultum Innocentii II sub datum Laterani nonis julii 1133, super usu Rationalis concesso episcopo Paderbornen. ejusque successoribus in Coena Domini, Pascha, Ascensione, Pentecoste, Natali Beati Joannis Baptistae, festivitatis Beatorum Apostolorum Petri et Pauli, solemnitatibus B. Mariae et omnium Sanctorum, Natali Domini, et Epiphaniae, in consecrationibus quoque ecclesiarum, nec non etiam ordinationibus clericorum et anniversario dedicationis Paderbornen. ecclesiae, et in festivitate S. Liborii, prout in dicto brevi et indulto, ad quod nedum confirmandum, sed etiam tam pro dicto episcopo supplicante, quam pro suis successoribus in perpetuum extendendum ad festum Corporis Christi, Circumcisionis Domini, et inventae, atque exaltatae crucis, prout confirmavit, extendit, et litteras in forma Brevis expediri mandavit. Hac die 17 februarii 1666.

1798. **Divionen.**

SSmus D. N. Alexander papa VII benigne concessit, ut in ecclesia Divionensi recitari possit officium SSmi Sacramenti qualibet die jovis per annum non impedita. Hac die 17 februarii 1666.

1799. **Belgica.**

Propositis in S. Rituum Congregatione dubiis,: 1. an officium S. Theresiae virginis recitandum sit cum lectionibus primi nocturni de Communi virginum ab omnibus Christifidelibus, prout dicitur in approbatione dicti officii facta per S. M. Urbanum VIII, et prout recitatur a patribus Carmelitis discalceatis, qui illius festum celebrant sub ritu duplici. Vel potius de scriptura currenti, ex quo ab aliis dictum festum celebratur sub ritu semiduplici ex indulto ejusdem Urbani VIII. 2. An in festo S. Hermenegildi recitandae sint lectiones de homilia in evangelio, *Ego sum vitis vera;* vel potius in evangelium, *Si quis venit ad me.* Et S. Rituum Congregatio respondit. Quoad primum: *Ad formam concessionis Urbani*, scilicet, *de communi virginum.* Quoad secundum: *in Evangelium, Si quis venit ad me.* Hac die 10 aprilis 1666.

1800. **Colimbricen.**

Canonici et dignitates ecclesiae cathedralis Colimbricen. in regno Portugalliae exposuerunt S. Rituum Congregationi, se ab anno 1615 uti cappuccio, seu mozzetta juxta consuetudinem aliarum ecclesiarum cathedralium dicti regni, et quod canonici medii, et terzenarii obtinuerunt eodem tempore a capitulo usum mozzettae absque cappuccio, ut distinguerentur in vestibus a canonicis et dignitatibus juxta praescriptum Caeremonialis romani; sed cum postea de anno 1616 non acquiescentibus mediis canonicis, et terzenariis obtinuerint a capitulo aequalem habitum cum aliis canonicis et dignitatibus, denuo iidem canonici et dignitates institerunt a S. Congregatione declarari. Primo. An mediis canonicis, et terzenariis liceat uti in choro, et aliis functionibus ecclesiasticis aequali habitu cum eisdem canonicis, et dignitatibus. 2. An capitulum potuerit indulgere praedictis mediis canonicis et terzenariis, ut aequali habitu cum canonicis, et dignitatibus incedant. Et Sacra eadem Congregatio, quoad I respondit: Non licere mediis, ut ajunt canonicis, neque terzenariis uti in choro et aliis functionibus ecclesiasticis aequali habitu cum canonicis et dignitatibus, hoc est, mozzetta cum cappuccio, sine indulto apostolico. Quoad 2. Non licuisse, nec licere canonicis et capitulo Colimbricen, indulgere praefatis mediis canonicis, neque terzenariis ut possint mozzetta cum cappuccio, vel aequali habitu cum canonicis, et dignitatibus in functionibus ecclesiasticis incedere. Hac die 10 aprilis 1666.

1801. **Marsicen.**

Sacra Rituum Congregatio declaravit, archidiaconum Marsicensem (dum in solemnioribus festivitatibus debet exercere officium presbyteri assistentis) posse assumere, et superinduere pluviale, vel in plano supremi gradus cathedrae episcopalis, vel in sacristia secundum solitum dictae ecclesiae cathedralis quod servandum esse jussit. Hac die 26 junii 1666.

1802. **Hispaniarum.**

Sacra Rituum Congregatio ad preces fratres Joannis a Conceptione procuratoris generalis carmelitarum discalceatorum Congregationis Hispaniarum, benigne concessit toti religioni ut ultra facultatem quam habent recitandi semel in anno officium SSmi Nominis Beatae Mariae Virginis, illud recitare possint pariter semel per quatuor menses infra annum, hoc est, semel in unoquoque ipsorum mense prima die non impedita officio novem lectionum. Hac die 14 augusti 1666.

1803. **Januen.**

Sacra Rituum Congregatio declaravit, moniales S. Mariae Misericordiae Januen. non posse recitare officium sub ritu duplici, et celebrare missam de Nativitate B. Mariae Virginis mutato nomine, etiam quod nuper aedificata fuerit ecclesia insignis sub dicto titulo misericordiae, et dicata B. M. Virgini, in eoque festum sub die 18 martii celebrari consueverit, atque etiam quod dictum officium, et missa sic recitari, et celebrari soleat (ut expositum fuerit) in civitate Savonae in simili ecclesia. Hac die 14 augusti 1666.

1804. **Itala.**

Superiores Carthusianorum in Italia supplicarunt in Sacra Rituum Congregatione pro moderatione eorum caeremonialis ad evitanda intervenientium scandala praecipue standi capite cooperto SSmo exposito. Et Sacra Congregatio respondit: *Cum Emo Protectore.* Die 14 augusti 1666.

1805. **Romana, seu Polona.**

Exponente procuratore in causa canonizationis beati Stanislai Koska societatis Jesu, se gravari a Lando Pino notario Emi vicarii praetendentis scutata 636, 30 pro copia processus per illius acta compilati, et sessionibus factis in examinandis septem testibus contra formam tam taxae ipsius Sacrae Congregationis quam reformationis Pauli quinti. Et Sacra Congregatio servari jussit taxam reformationis Pauli V. Hac die 14 augusti 1666.

1806. **Lunen Sarzanen.**

Sacra Rituum Congregatio declaravit Joanni Fanton rectori ecclesiae parochialis SS. Jacobi et Antonii terrae Fivizani et protonotario apostolico non licere uti habitu protonotarii in actibus et functionibus parochialibus. Hac die 18 septembris 1666.

1807. **S. Marci.**

Sacra Rituum Congregatio declaravit praecedentiam post reintegrationem deberi fratribus Dominicanis in terra Bonifati adversus fratres S. Francisci de Paula ejusdem loci, prout competebat ante suppressionem eorum conventus, et prout etiam ipsa Sacra Congregatio dari, et concedi jussit, atque mandavit. Hac die 18 septembris 1666.

1808. **S. Severinae.**

Exponente fratre Thoma a S. Severino ordinis minorum observantium reformatorum provinciae Marchiae librum nuncupatum compilationem statutorum ejusdem ordinis defecisse in essentialibus quoad seriem praecedentiae, quocirca supplicavit declarari, an deficiente in essentialibus dicta compilatione standum ei, vel recurrendum sit ad originalia statuta pro veritate recipienda? Et Sacra Congregatio respondit: *In quibus deficit compilatio, recurrendum ad originalia.* Hac die 18 septembris 1666.

1809. **Mediolanen.**

Sanctissimus D. N. D. Alexander Papa VII declaravit et mandavit expositionem Numismatis cum promulgatione indulgentiarum per Patres Barnabitas civitatis Mediolani esse faciendam his verbis in edicto exprimendis: « Indulgenza plenaria d'acquistarsi una sola volta tanto per li vivi, quanto » per li morti da chi visiterà la chiesa di S. Alessandro nelli » giorni dell'Invenzione ed Esaltazione della Croce. E tenghino chiuse le porte, onde si possa far giro attorno alla » chiesa, e nella domenica, o altro giorno antecedente alla » festa sudetta, dal predicatore facciano pubblicare ed insinuare al popolo l'acquisto delle suddette indulgenze, anco » d'applicarsi per modo di suffragio all'anime dei defonti per » una sol volta durante dette solennità, » prout alias exponi, et promulgari jussit per PP. Theatinos ejusdem civitatis, ut in litteris R. P. D. Phaebei eisdem Theatinis de ordine Sanctitatis Suae scriptis die 14 aprilis 1665, quas iterum approbavit, et ad unguem exequi, et per ipsos quoque Barnabitas inviolabiliter servari mandat. Hac die 21 octobris 1666.

1810. **Decretum generale**

super declaratione alterius decreti generalis editi die 5 augusti 1662 de non celebrandis missis de requiem in duplicibus.

Sanctissimus D. N. D. Alexander papa VII ad tollenda quamplurima dubia in diversis mundi partibus orta, et in S. Rituum Congregatione deducta occasione decreti ejusdem S. Congregationis sub die 5 augusti 1662 editi et per Sanctitatem Suam approbati de non celebrandis missis de Requiem in duplicibus, approbando in primis aliud decretum ejusdem S. Congregationis editum in una *Novarien* die 22 novembris 1664, quo declaratum fuit anniversaria et missas cantatas de requiem relictas ex dispositione testatorum quotannis in die ipsorum obitus, etiam in duplici majori contigenti posse celebrari, et non comprehendi in dicto decreto. Alterius quoad altaria perpetuo privilegiata, et in quibus proinde quotidie etiam in duplicibus celebrandae sint missae de Requiem ex obligatione, declaravit per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri dictis obligationibus, et suffragari cum eisdem indulgentiis perinde ac si essent celebratae missae de requiem ad formam privilegiorum. Hac die 1 decembris 1666.

1811. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio die 27 novembris proxime praeteriti ad pias preces totius Hispaniarum cleri porrectas per dominum Didacum de Colmenares de Mendoza archidiaconum de Campos in ecclesia cathedrali Palentina, et agentem generalem status ecclesiastici regnorum Hispaniarum in Urbe commorantem, censuit extendi posse ad universum Hispaniarum clerum indultum jam concessum a sa: me: Gregorio XV clero civitatis et diœcesis Compostellanae recitandi singulis diebus feriae secundae (exceptis adventu, et quadragesima, atque festo duplici, vel semiduplici) non impeditis officium S. Jacobi apostoli unici et singularis Hispaniarum patroni sub ritu semiduplici, si SSmo visum fuerit. Et facta de praedictis relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit, et litteras in forma brevis expediri mandavit. Hac die 11 decembris 1666.

1812. **Clusina.**

Vicario Generali. Rme Dne, S. Rituum Congregatio censuit tibi committendum esse, ut priorem et officiales Societatis Corporis Christi Castri del Piano istius dioecesis Clusinae, cogas et compellas ad subministrandum baldachinum et ceram, quando SSmum defertur a parocho S. Leonardi ejusdem loci infirmis, ac etiam pro servitio sepulchri in hebdomada sancta, prout hactenus subministrare consuevisse annexo exemplari supplicis libelli expositum fuit. Atque eisdem priori, officialibus et eorum capellanis prohibeas processionem tertia dominica cujuslibet mensis cum eodem SSmo etiam per loca ipsius confraternitatis et plateas sine licentia, consensu ac interventu ipsius parochi, et ejus crucis, nec non expositionem ejusdem SSmi in eorum altari donec celebretur missa privata prout introduci etiam expositum fuit; pariterque prohibeas celebrationem missarum in eorum ecclesia antequam celebretur in ipsa parochiali ad evitanda scandala, et praejudicia quae inde oriri asseritur. Sic exequeris, et si quid in contrarium habeas, certiores et diu bene vale. Romae hac die 13 februarii 1667.

1813. **Januen.**

S. Rituum Congregatio mature perpensis, ac discussis rationibus et allegationibus fratris Dionysii de Janua ordinis reformatorum S. Francisci super jure celebrandi missas a S. Congregatione approbatas pro regularibus alicujus ordinis, in ejus libro impresso Januae anno 1666 sub titulo *Via lactea* (f. 80 et 81) censuit persistendum esse in decisis et servandum esse decretum editum die 19 decembris 1665, scilicet saecularibus in ecclesiis monialium S. Clarae, vel S. Augustini quae utuntur breviario et missali romano, non licere in festis propriis earumdem religionum celebrare missas proprias concessas regularibus Minoritis, vel Augustinianis, quarum praesertim aliquae habent praefationes et sequentias, quae non habentur in missali romano, sive ecclesia sit diversi, sive romani ritus. Hac die 2 aprilis 1667.

1814. **Carnoten.**

Abbatissa et moniales monasterii S. Corantini ordinis S. Benedicti Carnoten. dioecesis S. Rituum Congregationi supplicarunt sibi facultatem impartiri recitandi officium S. Sacramenti qualibet die feriae quintae non impedita festo novem lectionum sub ritu semiduplici, nec non celebrandi festum SSmae Conceptionis cum octava. Et eadem Congregatio ad preces Exc. D. Elisabethae de la Frette uxoris Exmi D. Ducis de Chaune christianissimi regis Romae oratoris utrumque benigne concessit; exceptis tamen diebus quadragesimae et adventus quoad officium SSmi Sacramenti. Hac die 2 aprilis 1667.

1815. **Viennen.**

SSmus D. N. D. Clemens divina providentia papa IX ad

pias preces Augustissimi imperatoris sibi porrectas per Emum Dñum Cardinalem Spinolam indulsit, ut in omnibus provinciis ac ditionibus tam haereditariis quam aliis sibi ut Romanorum Caesari, Hungariae, ac Bohemiae regi subjectis officium S. Angeli Custodis cum octava ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus libere recitari possit prima dominica septembris cujuslibet anni, prout ex indulto sa. me. Pauli V Augustissimo Ferdinando secundo pro Styria tantum concessum fuit. Hac die 30 julii 1667.

1816. **Gebennen.**

Commemoratio S. Francisci Salesii episcopi et confessoris.

Ad Vesperas. Replevit sanctum Franciscum Dominus spiritu intelligentiae et ipse fluenta doctrinae ministravit populo Dei.

Ad Laudes. O Oliva fructifera in domo Dei, beate Francisce, ardens charitate, coruscans miraculis, fac nos ejus qua frueris lucis suavitatisque participes.

Vers. Ora pro nobis beate Pater Francisce. *Resp.* Ut digni efficiamur promissionibus Christi. *Oremus.* Deus qui ad animarum salutem etc.

SSmus D. N. D. Clemens papa nonus ad pias preces sanctimonialium Visitationis Beatae Mariae Virginis concessit, ut suprascriptae antiphonae a S. Rituum Congregatione recognitae, et approbatae a praefatis monialibus ad vesperas et laudes pro quotidiana commemoratione S. Francisci Salesii ejusdem ordinis fundatoris recitari possint. Hac die 27 augusti 1667.

1817. **Longueville**

Joannes Ludovicus Orleans Dux Longuevilla clericus, cupiens inservire missionibus, supplicat pro facultate tangendi vasa sacra: *Adeat SSmum.* Die 10 septembris 1667.

1818. **Parisien.**

Ad preces per Exc. regis christianissimi oratorem SSmo porrectas concessit praesentibus, et futuris abbatissae, et monialibus monasterii B. Mariae-Aux-Bois nuncupatarum Cisterciensis ordinis ut in nova ecclesia dicti monasterii Parisiis aedificata et SSmae Trinitati dicata, in posterum perpetuis futuris temporibus festum SSmae Trinitatis sub ritu duplici et cum octava eodem modo, quo in ecclesia fratrum Minimorum S. Francisci de Paula in monte Pincio de Urbe celebratur, celebrari possit. Hac die 10 septembris 1667.

1819. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens IX, ut cultum S. Ignatii societatis Jesu fundatoris de universali Ecclesiae adeo benemerentis ubique terrarum augeret, mandavit, ut ejus festum, quod sub ritu semiduplici ad hanc usque diem celebratum est, jam sub duplici celebretur. Ideoque praecepit ut omnes tam saeculares quam regulares cujuscumque sexus qui ad horas canonicas tenentur, eas in posterum sub praedicto ritu recitent, et sub eodem romano calendario apponatur. Hac die 27 septembris 1667.

1820. **Urbis et Orbis.**

Remisso a SSmo D. N. Clemente IX S. Rituum Congregationi supplici libello sibi porrecto nomine Serenissimae Hispaniarum reginae ab Exmo D. Marchione de Astorga catholicae majestatis oratore, quo supplicabatur pro facultate apponendi in breviario Romano officium Sancti Vincentii Ferrerii ordinis Praedicatorum; eadem S. Congregatio, re mature perpensa sub die 19 novembris censuit, si SSmo visum fuerit apponi posse sub ritu semiduplici ad libitum recitandum ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus tum regularibus utriusque sexus. De quo facta per me secretarium SSmo relatione, Sanctitas sua benigne annuit, et praedictum decretum promulgari concessit. Hac die 19 novembris 1667.

1821. **Ordinis Canonicorum Regularium Sancti Spiritus.**

Rmus D. Archiepiscopus Tarsensis praeceptor Nosocomii ac totius ordinis S. Spiritus generalis magister Emis patribus Sacrorum Rituum Congregationi praepositis exposuit, ex antiquorum codicum imaginibus ac modernis pariter in sacrario ecclesiae pictis existentibus comprobari, fratres canonicos regulares S. Spiritus olim gavisos fuisse usu almutiae ex saia violacea; cum tamen usum mox in desuetudinem abiisse in grave totius ordinis praejudicium, cum nullum religionis ejusdem professis sacerdotibus, aut alias in sacris, vel saltem minoribus ordinibus constitutis in choro et processionibus distinctivum a simplicibus laicis, vel canonicis regularibus insignia aliqua modo supersint. Praeterea adjecit, praeceptores olim pontificalia in divinis adhibuisse, satis superque testari monumenta ordinis, ac mitras desuper gentilitiis praeceptorum praedefunctorum insigniis expressas, quibus undique ecclesiae, oppida, et casalia ordinis redundant. Verum post secularizatam praeceptoriam ad eam assumptis plerumque episcopis, novissime autem aliquibus episcopali ac interdum sacerdotali ordine fortasse carentibus, usum pontificalium intermissum esse: tametsi praeceptoris jurisdictioni plene subdantur fratres et moniales ordinis, ejusque nutui tum in spiritualibus tum in temporalibus pareant incolae locorum sub ditione archihospitalis S. Spiritus existentium, ab ordinariorum quorumcumque jurisdictione prorsus exempti. Praeterea quod praeceptor, ultra praeeminentiam quam ubique obtinet tum in cappella Pontificia supra reliquos omnes abbates generales duodecim congregationum etiam perpetuos, et alios quoscumque praelatos usu pontificalium etiam in Urbe gaudentes; privilegiorum protonotariis de numero a Sixto V concessorum communicatione fruitur, quibus usus pontificalium extra urbem competit in divinis. Tandem subdit praeceptorem in capella pontificia cappam pontificalem induere, eamque propterea sibi magis competere in propriis ecclesiis, prout Auditores Rotae, et Clerici Camerae eam, quam gestant in cappella alibi, ubi jurisdictiones exercent tum in prophanis adhibent. Quamobrem S. Congregationi supplicavit declarare dignaretur, sibi et successoribus potestatem inesse praedicta quandocumque pro libito reassumendi. Et S. Congregatio non indigere, et suo jure in praedictis omnibus uti posse respondit. Die 19 novembris 1667. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit et praedicta executioni demandari posse concessit et mandavit. Die 19 decembris 1667.

1822. **Romana.**

S. Rituum Congregatio ad preces procuratoris generalis monachorum reformatorum S. Bernardi ordinis Cisterciensis concessit, ut officium S. Nonnosi abbatis recitandum singulis annis die secunda septembris in monasterio S. Oresti dicti ordinis ex decreto ejusdem Sacrae Congregationis sub die 7 septembris 1658, recitari possit in omnibus aliis monasteriis et ecclesiis in quibus fuerunt erecta et dicata altaria dicto sancto. Hac die 10 decembris 1667.

1823. **Mediolanen.**

S. Rituum Congregatio censuit, servandum esse rituale in benedicenda navi, non obstante quacumque asserta consuetudine in contrarium in Statu Mediolanensi. Hac die 24 januarii 1668.

1824. **Avenionen.**

S. Rituum Congregatio ad enixas preces Joannis Josephi Fogasse de Bastida primi consulis et oratoris extraordinari civitatis Avenionensis apud SSmum benigne concessit, ut propter innumera, intercessione Divae Barbarae a Deo accepta beneficia, recitari possit ejusdem Sanctae officium sub ritu duplici in ejus festo 4 decembris ab omnibus Christifidelibus tum saecularibus tum regularibus, qui ad horas canonicas tenentur in dicta civitate et dioecesi Avenionensi, nec non in castris, et territoriis locorum Bastidae et Regnandorum dioecesis Tricastinensis, et Deinterchiass. Vasionen. dioecesis ad ipsum oratorem spectantibus et sub dominio S. Sedis Apostolicae. Hac die 10 martii 1668.

1825. **Baren.**

Archiepiscopus Baren. certioravit in curia saeculari regii

consilii fuisse denegatum *Exequatur regium* decretis S. Congregationis super remotione baldachini erecti per Carolum de Mariis in ecclesia terrae Aquaevivae, sed etiam fuisse concessam manutentionem dicto Carolo de Mariis in quasi possessione illud retinendi. Et S. Congregatio declaravit non indiguisse, neque indigere dicto *Exequatur* pro exequend is decretis S. Congregationis et proinde, facto verbo cum SSmo, censuit scribendum esse archiepiscopo Baren. ut propria auctoritate procedat ad illorum executionem, prout, facto verbo, hac eadem die Sanctitas Sua annuit et omnino scribi et exequi mandavit. Die 10 martii 1668.

1826. **Romana.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo D. Cardinali Estensi, ad pias preces D. Marci a S. Andrea procuratoris generalis monachorum reformatorum S. Bernardi ordinis Cisterciensis, benigne concessit monachis reformatis S. Bernardi Ordinis Cisterciensis, totique religioni, ut qualibet tertia feria non impedita festo duplici vel semiduplici, aut vigiliis, excepto tempore quadragesimae et adventus, recitare valeant sub ritu simplici officium dicti Sancti Bernardi. Die 10 martii 1668.

1827. **Baren.**

Archiepiscopus Baren. iterum exposuit in S. Rituum Congregatione se causa baldachini principis Aquavivae et interdicti auctoritate regia vocatum fuisse ad civitatem Neapolitanam. Et eadem S. Congregatio jussit committi Secretario congregationis Immunitatis, ut eidem archiepiscopo scribat et mandet de ordine et mandato etiam SSmi, ne accedat, neque a sua dioecesi hac de causa discedat sine licentia ejusdem SSmi et S. Congregationis. Die 21 aprilis 1668.

1828. **Biterren in Gallia.**

Sacra Rituum Congregatio censuit servandas esse rubricas in ecclesia Biterren in Gallia quoad ecclesiasticas functiones in expositione SSmi tam in die festivitatis, et infra octavam quam infra annum. Die 21 aprilis 1668.

1829. **Chianciani.**

Sacra Rituum Congregatio ad relationem Patris praedicatoris Chianciani jussi committi episcopo, ut omnino removeat abusum dandi quadrantem immediate post susceptionem SSmae Eucharistiae. Hac die 21 aprilis 1668.

1830. **Augustana.**

Cum ad praesens reperiantur in dioecesi Augustae quamplurima milliaria altarium pollutorum sola violatione sepulchrorum ex quibus sacrae reliquiae extractae fuerunt in praeteritis Suevorum invasionibus; ideo episcopus supplicavit S. Rituum Congregationi pro facultate illa reconciliandi sola repositione reliquiarum, iis tantummodo servatis caeremoniis quae in Pontificali romano praescribuntur. Et S. eadem Congregatio, referente Emo Brancatio, censuit in hoc casu gratiam praedictam concedi posse, si SSmo placuerit. Die 21 aprilis 1668. Et facta de praedictis per me secretarium SSmo relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 1 maii 1668.

1831. **Mediolanen.**

Cum alias sa: me: Alexander papa VII decretum evulgari praeceperit tenoris, ut sequitur:

» SSmus D. N. D. Alexander papa VII declaravit, et mandavit expositionem Numismatis cum promulgatione indulgentiarum per patres Barnabitas civitatis Mediolani esse faciendam his verbis in edicto exprimendis: « Indulgenza plenaria » d'acquistarsi, una sol volta tanto per li vivi, quanto per » li morti da chi visiterà la chiesa di S. Alessandro nelli » giorni dell'Invenzione, ed Esaltazione di S. Croce, e tenghino chiuse le porte, onde si possa far giro attorno alla » chiesa; e nella domenica, o altro giorno antecedente alle » feste sudette, dal predicatore facciano publicare ed insinuare » al Popolo l'acquisto delle sudette indulgenze anco da applicarsi per modo di suffragio all'anime dei defonti per una » sol volta durante dette solennità » prout alias exponi et promulgari jussit per patres Theatinos ejusdem civitatis, ut in litteris R. P. D. Phaebei eisdem Theatinis de ordine Sanctitatis suae scriptis die 18 aprilis 1665 quam iterum approbavit, et ad unguem exequi et per ipsos quoque Barnabitas inviolabiliter servari mandavit. Hac die 21 octobris 1666: » Sanctissimus D. N. D. Clemens papa IX ad formam praedicti decreti patribus Theatinis indulsit, ut imposterum diebus Inventionis, et Exaltationis SSmae Crucis numisma Justini imperatoris in ecclesia S. Antonii Mediolanensis quotannis exponere valeant. Hac die 25 maii 1668.

1832. **Neapolitana.**

Cum S. Congregatio super negociis Episcoporum et Regularium ac Emus Ginettus ab eadem delegatus respective super differentia vertente inter fratres calceatos ordinis Carmelitarum ex una, et fratres discalceatos ejusdem ordinis civitatis Neapolitanae ex alia partibus, occasione processionum S. Theresiae decreverint, ut infra:

Die 4 septembris 1666 S. Congregatio Emorum S. R. E. Cardinalium negotiis et consultationibus episcoporum et regularium praepositorum, re partibus auditis diligenter considerata, ad relationem Emi Othoboni censuit et decrevit, fratres discalceatos dictae civitatis debere invitare fratres calceatos ejusdem civitatis, hosque impedire non posse quominus interveniant una cum dictis fratribus excalceatis processioni solemni de mense octobris, et alteri processioni solemni de mense maii in quibus defertur statua S. Theresiae fieri solitis, ita tamen ut fratres calceati suprascripti teneantur invitare dictos fratres excalceatos, eosque non impediant quominus intervenire possint processioni solemni B. Mariae de Monte Carmelo a dictis fratribus calceatis fieri solitae de mense julii, et quandocumque occurrat canonizatio alicujus sancti ordinis suprascripti nullo habito respectu ad instrumentum concordiae inter easdem partes initae de mense octobris anni proximi. Et ita horum vigore imposterum exequi et servari mandat, ac perpetuum desuper silentium imponit in contrarium non obstantibus quibuscumque. *E. Episcopus Camerin. Secretarius.*

Super differentia vertente inter fratres Carmelitas calceatos civitatis Neapolitanae ex una, et fratres Carmelitas excalceatos ejusdem civitatis ex altera partibus, occasione processionum S. Theresiae quae de mensibus maii et octobris respective fieri solent in dicta civitate. S. Congregatio Emorum S. E. Cardinalium negociis et consultationibus Episcoporum et Regularium praeposita, re denuo partibus auditis mature discussa et perpensa, censuit et declaravit quoad processionem mensis maii licere fratribus tam calceatis quam excalceatis in ea intervenire cum intorstitiis ex utroque latere statuae S. Theresiae, a dextris a fratribus calceatis, et a sinistris a fratribus excalceatis deferendis, et statuam S. Theresiae debere portari et deferri pariformiter ab utrisque, nimirum a calceatis a dextris, et ab excalceatis a sinistris, et ita eadem S. Congregatio in posterum omnino observari harum vigore mandat ac praecipit. Quo vero ad processionem mensis octobris remittit arbitrio et prudentiae Emi Ginetti ordinis hujusmodi apud hanc S. Sedem protectoris, qui decernat quod in Dño conveniens judicaverit, in contrarium allatis aut praetensis minime obstantibus. Romae 21 januarii 1667. *M. Cardinalis Ginnettus. E. Episcopus Camerinen. Secr.*

Martius episcopus Portuen. S. R. E. cardinalis Ginnettus SSmi D. N. Papae vicarius generalis, ac totius ordinis Carmelitarum Protector.

Attento rescripto S. Congregationis Episcoporum et Regularium arbitrio nostro remisso in causa vertente inter fratres Carmelitas calceatos ex una, et fratres Carmelitas discalceatos ex altera, super delatione statuae S. Matris Theresiae quae fit Neapolis de mense octobris quolibet anno e capella Thesauri ad ecclesiam Matris Dei discalceatorum, et reporta-

tione dictae statuae a dicta ecclesia ad praefatam capellam Thesauri. Decrevimus et declaramus delationem et reportationem praefatae statuae ad dictos fratres Carmelitas discalceatos tantum tamquam eorum propriam functionem spectare et pertinere, injungentes fratribus Carmelitis calceatis, ne ullo modo interveniant in delatione seu reportatione dictae statuae et ita observari volumus, et mandamus. Datum Romae hac die 27 januarii 1667. *M. Cardinalis Ginnettus, protector.*

Fratres discalceati recursum habuerunt ad SSmum exponentes decreta praedicta emanasse contra formam dispositam et prohibitiones litterarum apostolicarum et brevium Clementis VIII die 20 decembris 1593, confirmationis Pauli V die 3 aprilis 1610 ac alterius ejusdem super beatificatione dictae Sanctae Theresiae die 24 aprilis 1614, ac etiam Gregorii XV super canonizatione die 19 septembris 1622, ac demum Urbani VIII die 1 decembris 1632 et 29 augusti 1643, dictamque S. Theresiam fuisse eorum fundatricem, illiusque processionem ad eos tantum privative tamquam rem propriam spectare in eaque, et praesertim in illa mensis maii in dicta civitate Neapolis se ingerere aut immiscere non posse ad praescriptum constitutionis Sixii V die 20 septembris 1586. Et proinde supplicantes sibi concedi Breve confirmationis illorum Clementis VIII et Pauli V primo loco dictorum cum declaratione et prohibitione expressa, atque cum derogatione specifica decretis praefatis, clausula sublata et decreto irritanti, ne ipsi calceati aliquo pacto in quibusvis processionibus generalibus et privatis dictae sanctae per ipsos excalceatos faciendis aliisque eorum rebus et negociis se ingerere aut immiscere valeant, prout quoque disponi praetendunt in dicta bulla Clementis VIII § *Minusque*, sibique in omnem casum praecedentiam deberi. Et Sanctissimus remisit eorum preces ad S. Rituum Congregationem, quae praedictis bene et mature perpensis, ac auditis quoque fratribus calceatis, censuit standum esse in decretis dictae S. Congregationis super negociis Episcoporum et Regularium ac Emi Ginetti respective prout illa approbando stetit, eaque servanda et exequenda esse quibuscumque non obstantibus, prout servari et exequi voluit, et mandavit. Die 9 junii 1668.

1833. **Romana.**

S. Rituum Congregatio ad preces Fr. Andreae Lao procuratoris generalis ordinis Carmelitar. Calceatorum declaravit officium B. Nominis Mariae Virginis alias concessum et semel per quatuor menses recitandum, esse recitandum per dictos quatuor menses sub ritu duplicis majoris, prout recitatur die 17 septembris. Die 9 junii 1668.

1834. **Urbis, et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens IX ad pias preces Caesareae majestatis, ut cultum S. Henrici imperatoris de universali ecclesia adeo benemerentis ubique terrarum augeret, mandavit, ut ejus festum, quod ad hanc usque diem sub ritu simplici celebratum est, jam sub semiduplici celebretur. Ideoque praecipit, ut omnes tam saeculares quam regulares cujuscumque sexus qui ad horas canonicas tenentur, eas imposterum sub praedicto ritu recitent, et sub eodem romano calendario apponatur. Die 13 junii 1668.

1835. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio mandavit reponi et annotari in regesto decretorum ejusdem Congregationis infrascriptum decretum eidem remissum a Congregatione SSmae Inquisitionis hac die 9 junii 1668; cujus tenor talis est ut infra videlicet.

Feria IV. Die 23 Maii 1668. In Congregatione generali S. Romanae et Universalis Inquisitionis, habita in conventu S. Mariae super Minervam coram Emis et Rmis DD. S. R. E. Cardinalibus in tota republica Christiana adversus haereticam pravitatem generalibus Inquisitoribus a Sancta Sede apostolica specialiter deputatis.

Cum dubitatum fuisset, utrum decretum S. Inquisitionis editum die 2 octobris 1625 et confirmatum per Breve apostolicum a sa. me. Urbani VIII die 5 julii 1634 una cum declarationibus inde emanatis, exigeret, ante impressionem librorum continentium gesta, miracula, seu revelationes eorum qui cum fama sanctitatis decesserunt, approbationem ordinarii, quoad veritatem scriptorum miraculorum etc. Fuit resolutum, decretum suprascriptum cum Breve et explicationibus inde emanatis respicere approbationem tantum libri, non autem miraculorum, revelationum, aliarumque rerum gestarum, ut supra et ideo sufficere protestationes, et quod libri praedicti approbentur ab ordinariis cum participatione theologorum, expectato responso a S. Sede apostolica. *Franciscus Riccardus S. R. et Univ. Inquisit. Notarius.*

1836. **Nullius.**

S. Rituum Congregatio censuit concedi posse generali religionis S. Hieronymi in Longobardia unius ex undecim congregationibus usum mantellettae et mozzettae, eodem modo et forma quibus utuntur generales praedictarum aliarum congregationum, extra tamen romanam curiam, si SSmo placuerit. Die 21 julii 1668. Et facta per me secretarium de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 27 ejusdem mensis julii 1668.

1837. **Romana seu Neapolitana.**

Cum S. Rituum Congregatio die 19 novembris 1667 declaraverit statuam et simulacrum S. Antonii de Padua esse exponendum in sacrario et ecclesia metropolitana Neapolis in habitu conventualium, et nullo modo in habitu capucinorum in eadem ecclesia, prout in dicto decreto etc. Et quod postea fratres Conventuales istud typis mandaverint Romae, Venetiarum, Brixiae, Mediolani, et Novariae cum hujusmodi intitulatione: *Decretum S. Congregationis super simulacro divi Antonii Patavini, ne ipsum ullo modo in habitu capucinorum exponatur, sed tantummodo in habitu minorum S. Francisci Conventualium.* Et proinde exponentibus capucinis varia exinde oriri discrimina, cum a nonnullis interpretatur non in sola metropolitana Neapolitana, sed ubique locorum. Eadem S. Congregatio ad illa removenda et majorem cauthelam et satisfactionem, declaravit emanare et intelligi pro, et in sola metropolitana civitatis Neapolis. Die 21 julii 1668.

1838. **Urbis et Orbis.**

Officium S. Theresiae Virginis ordinis Carmelitarum nuper breviario romano ex praecepto recitandum sub ritu semiduplici idibus octobris appositum, SSmus D. N. piis catholicorum fere omnium principum votis annuendo, ex sententia Congregationis Sacrorum Rituum, imposterum sub ritu duplici in eodem breviario imprimi ab omnibus Christifidelibus tum saecularibus tum regularibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur in tota ecclesia recitari praecepit. Die 21 julii 1668.

1839. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. ex sententia Congregationis Sacrorum Rituum calendario et breviario Romano officium S. Petri de Morono in pontificatu Caelestini V sub ritu semiduplici apponi mandavit, die 19 maii de communi confessoris pontificis cum commemoratione et nona lectione Sanctae Pudentianae Virginis, ab omnibus qui horis canonicis obstricti sunt ex praecepto recitandum et cum lectionibus et oratione mox approbandis in eodem breviario imprimendum. Die 21 julii 1668. Lectiones approbandae fuerunt commissae Emo D. cardinali Brancatio, qui videat et referat in S. Congregatione.

1840. **Decretum generale in causis canonizationis.**

SSmus D. N. Clemens IX ad omnem haesitationem desuper penitus tollendam die 10 septembris 1668 in Congregatione habita coram Sanctitate Sua declaravit, ac respective decrevit, quod imposterum in causis Servorum Dei qui aliqua veneratione et titulo Beati a Romanis pontificibus decorati sunt, cardinalis in ordine ponens in Congregatione coram Summo

Pontifice habenda, plenam et distinctam relationem facere tantummodo debeat eorum quae cultus concessionem praecesserunt, et quae intuitu ipsius venerationis quomodolibet elargita fuerunt. Ea vero qua post indultam venerationem, seu cultum quomodolibet supervenerunt, debeant per juridicas probationes discuti, ac praevia matura discussione ad juris trutinam redigi, prout hactenus inconcusse servatum fuit, ut ex iis constare possit, num Sedes Apostolica tuto valeat ad solemnem illius canonizationem juxta S. R. E. ritum et canonicas sanctiones devenire. Die 10 septembris 1668.

1841. **Forosempronien.**

S. Rituum Congregatio proponente Emo D. cardinali Gualterio, utraque parte informante in causa inter capitulum et canonicos cathedralis ecclesiae Forosempronien, et confratres SSmi Rosarii extra dictam cathedralem, sic respondit: citra approbationem societatis SSmi Rosarii, quae dicitur *del Sacco*, licere eis confratribus in processione quae fit prima dominica octobris deferre post capitulum et canonicos cathedralis statuam, seu aliam imaginem SSmae Mariae Matris Christi Domini Nostri, et ante episcopum, nec non cum intorticiis illam lateribus imaginis, et extra ordinem processionis associare, dum tamen societas praedicta loco sui ante regulares et clerum incedat. Quo vero ad validum statum dictae societatis et subsistentiam suae erectionis vel aggregationis, fuit dilata resolutio. Die 15 septembris 1668.

1842. **Spiren.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo D. cardinali Gualterio, in supplicatione a Dataria remissa eidem S. Congregationi censuit, si Sanctitati Suae libuerit conveniens esse, ut ad preces serenissimi marchionis Baden, praeposito insignis collegiatae Illmi oppidi Baden indulgeatur usus indumentorum pontificalium, annuli et baculi, ad formam tamen praescriptam per decretum hujus S. Congregationis circa usum pontificalium praelatis episcopo inferioribus concessorum latum sub die 27 septembris 1659. Non autem concedatur facultas petita consecrandi calices et benedicendi ecclesias. Die 15 septembris 1668.

1843. **Farfen.**

S. Rituum Congregatio ad preces canonicorum collegiatae S. Mariae Novae terrae Tophiae abbatiae Farfen. declaravit SSmum Sacramentum in processione fieri solita die dominico cujuslibet mensis, esse deferendum per celebrantem indutum pluviali, non autem planeta qua celebravit, prout imposterum in praedicta collegiata servari voluit, et mandavit. Die 24 novembris 1668.

1844. **Forolivien.**

S. Rituum Congregatio ad preces episcopi Forolivien. declaravit illius vicarium generalem praecedere debere magistratibus ejusdem civitatis in omnibus functionibus, in quibus simul interveniant. Die 24 novembris 1668.

1845. **Messanen.**

Civitas Messanen. supplicavit pro licentia celebrandi festum sub titulo epistolae B. Mariae Virginis. Et S. Rituum Congregatio respondit et mandavit, referente Emo Celsio, juxta mentem, quae fuit imponi silentium. Die 24 novembris 1668.

1846. **Nemausen.**

S. Rituum Congregatio declaravit abbatissam et moniales monasterii B. Mariae Virginis de Fontibus oppidi Alesti et S. Clarae ordinis Cisterciensium cogi non posse a visitatore ad recitanda officia ritu monastico et omittendam illorum recitationem ritu romano, ut de praesenti recitant. Die 24 novembris 1668.

1847. **Nuscana.**

S. Rituum Congregatio declaravit servanda esse decreta ipsius S. Congregationis ad unguem et litteraliter, non obstante quacumque alia declaratione ab episcopo contra illorum formam et tenorem facta in controversiis inter fratres Dominicanos et Carolum Garsana archipresbyterum terrae Bagnoli Nuscanae dioecesis. Die 24 novembris 1668.

1848. **Rhemen.**

Enixis precibus Emi Domini cardinalis Antonii Barberini archiepiscopi Rhemensis per Emum D. cardinalem Carolum Barberinum SSmo porrectis, quibus supplicabatur ut officium S. Remigii episcopi quod hactenus die prima octobris sub ritu simplici recitatum est, in posterum ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur, per totum orbem sub ritu duplici recitaretur; Sanctitas Sua, audito sensu S. Rituum Congregationis habitae die 24 novembris currentis, annuit et concessit, ut in toto Galliarum regno de praecepto ab omnibus sub ritu duplici et alibi ad libitum sub ritu semiduplici recitetur. Die 28 novembris 1668.

1849. **Romana.**

S. Rituum Congregatio censuit concedi posse, ut propter magnam populi et eleemosynarum concurrentiam, perpetuo in ecclesia B. Mariae ut dicitur *del Pianto* in Urbe celebrari possint missae defunctorum una hora post meridiem, etiam festivis duplicibus, dummodo non sint de praecepto et litteras in forma brevis expediri mandavit, prout officiales dictae ecclesiae SSmo supplicarunt, qui preces remisit ad ipsam Sacram Congregationem. Die 24 novembris 1668.

1850. **Belgii.**

S. Rituum Congregatio mandavit scribi internuncio Belgii, ne gravetur illico significare omnibus episcopis, vicariis et capitulis officia de praecepto et ad libitum ex decretis S. Congregationis jussu SSmi D. N. Clementis papae IX in breviario apponenda, ab omnibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur sub ritibus in illis assignatis recitanda. Die 12 januarii 1669.

Rmo D. Internuncio Belgii. Eme Dne uti frater. Cum SSmus D. N. Clemens IX mandaverit infrascripta officia sanctorum in breviario romano apponi ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur, sub ritibus in illis assignatis recitanda, S. Rituum Congregatio, ad hoc ut omnibus istius Belgicae nationis innotescat quod a SSmo jussum fuit, tibi scribendum esse censuit, ut ne gravetur illico omnibus episcopis, vicariis et capitulis indicare praefata decreta ejusdem Sacrae Congregationis. Et dum ego meo munere fungor, amplitudinem suam precor incolumem. Romae die 12 januarii 1669.

Officia de praecepto et ad libitum ex decretis S. Rituum Congregationis, jussu SSmi D. N. Clementis papae IX in breviario apponenda.

S. Ignatii Societatis Jesu fundatoris sub ritu duplici de praecepto recitandi die 31 julii.

S. Vincentii Ferrerii ordinis Praedicatorum sub ritu semiduplici ad libitum recitandi die 5 aprilis.

S. Henrici imperatoris sub ritu semiduplici de praecepto recitandi 15 julii.

S. Theresiae ordinis carmelitarum sub ritu duplici de praecepto recitandi die 15 octobris.

S. Petri de Morono in pontificatu Cœlestini V sub ritu semiduplici de praecepto recitandi die 19 maii.

S. Remigii episcopi Remensis in toto Galliarum regno sub ritu duplici de praecepto. Et alibi sub ritu semiduplici ad libitum recitandi die prima octobris.

1851. **Romana.**

S. Rituum Congregatio referente Emo Celsio loco Emi Ginetti impediti, censuit non constare de identitate corporis S. Joannis de Matha nunc existentis. Hac die 16 februarii 1669.

1852. **Urbis et Orbis.**

Officium S. Romualdi ordinis Camaldulensium fundatoris jampridem sub ritu duplici ab ecclesia universali ex indulto sa. me. Clementis VIII recitatum, et postea in reformatione

breviarii romani ad ritum semiduplicem reductum, denuo S. Rituum Congregatio ad enixas preces totius ordinis Camaldulensium, referente Emo D. cardinalis Vidono protectore ejusdem ordinis censuit, si SSmo visum fuerit, in posterum recitari posse ab omnibus Christifidelibus, qui ad horas canonicas tenentur sub ritu duplici. Die 16 februarii 1669. Et facta de praedictis per me secretarium SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit et mandavit, servandum esse breve Clementis VIII datum sub die 9 julii 1595. Die 23 februarii ejusdem anni 1669.

1853. **Constantien.**

Cum S. Rituum Congregatio de anno 1648 ad relationem Emi Franciotti in causa Servi Dei Nicolai de Flue eremitae Helveti, declaraverit super cultu constare de casu excepto per longissimi temporis cursum super hominum memoriam ex actibus etiam excedentibus metam annorum centum; ideoque paritum esse decretis Sacrae Congregationis; denuo oratores septem cantonum catholicorum in Helvetia ad SSmum D. Nostrum missi, universae reipublicae nomine enixe petierunt eidem indulgeri, ut etiamsi causa canonizationis dicti Servi Dei Nicolai de Flue eremitae Subsilvari defuncti die festo divi Benedicti anno 1487 nondum absoluta sit, quae plurimis ab hinc annis discutitur in Congregatione Sacrorum Rituum, liceat permissu Sedis apostolicae in parochiali ecclesia oppidi Saxella in Subsilvania, ad quam corpus ejusdem Nicolai ab episcopo Lausanensi translatum fuit anno 1518, reassumere celebrationem officii ac missae in honorem dicti Servi Dei ibidem peractam per annos 62 usque ad annum 1603. Et remissa praedicta instantia per SSmum ad S. Rituum Congregationem, eadem, re mature perpensa, decrevit, committi episcopo Constantien, qui remoto impedimento permittat celebrari missam et officium in ecclesia ubi corpus requiescit, si SSmo visum fuerit. Die 16 februarii 1669. Et facta de praedictis per me secretarium SSmo relatione, Sanctitas Sua benigne annuit et litteras in forma Brevis expediri mandavit. Die 23 februarii 1669.

1854. **Aragoniae.**

S. Rituum Congregatio benigne concessit, ut in toto regno Aragoniae ab omnibus Christifidelibus recitari possit officium S. Claudii confessoris archiepiscopi Bisuntini sub ritu duplici, et ad formam breviarii romani, et prout recitatur in dicta civitate et dioecesi Bisuntina. Die 8 junii 1669.

1855. **Galliarum.**

Supplicatum fuit in S. Rituum Congregatione pro approbatione officii cum missa SSmi Cordis B. M. Virginis impressi Galliarum anno 1650 etc. Et S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Non esse approbandum*. Die 8 junii 1669.

1856. **Januen.**

Canonici ecclesiae metropolitanae Januen. supplicarunt S. Rituum Congregationi pro declaratione: an capellani de Massa in dicta ecclesia stare debeant detecto capite, quando canonici in medio chori cantant sequentia in annualibus, seu missis defunctorum, vel etiam quando pariter in medio chori cantant tractum seu graduale in diebus dominicis et festis totius anni? Et S. eadem Congregatio respondit: *Stantibus canonicis, debent stare et beneficiati*. Die 8 junii 1669.

1857. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio declaravit, patres Jesuitas in domo professa civitatis Neapolis se conformare debere cum ritu romano in celebrandis missis, et signanter cum assistentia diaconi et subdiaconi. Die 8 junii 1669.

1858. **Parisien.**

S. Rituum Congregatio censuit non esse concedendum Michaeli Gazil sacerdoti, et superiori in seminario Missionum facultatem celebrandi missam privatim saltem diebus festivis, et interdum ad subsidium debilitatis pedum causa infirmitatis, qua non potest firmis pedibus stare toto missae tempore, paululum quiescendi, et sedendi. Ideo abstineat. Die 8 junii 1669.

1859. **Urbis et Orbis.**

Officium S. Philippi Nerii congregationis Oratorii fundatoris, quod hactenus sub ritu semiduplici ab Ecclesia universali recitatum est, SSmus D. N. Clemens IX de consilio Emorum Cardinalium S. Congregationi praepositorum ob suam erga dictum sanctum peculiarem devotionem mandavit, ut in posterum sub ritu duplici recitetur, et in calendario romano sub eodem ritu apponatur ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur utriusque sexus tum saecularibus tum regularibus recitandum. Hac die 8 junii 1669.

1860. **Galliarum.**

Fratres et Sorores saeculares ordinis S. Francisci in Gallia super habitu: *Lectum*. Die 20 julii 1669.

1861. **Panormitana.**

Cum SSmus D. N. Clemens papa IX de voto etiam S. Congregationis, sede tamen archiepiscopali vacante, concesserit dignitatibus, et canonicis metropolitanae Panormi, ut ipsi quibuscumque anni temporibus in perpetuum in dicta ecclesia et ejus choro, dum missae sacrificio, horis canonicis aliisque divinis officiis deservire contigerit, ac etiam extra ecclesiam in processionibus et funeralibus, et aliis actibus capitularibus tam publicis quam privatis pro majori dictae ecclesiae decore et splendore, nec non majori in ea divini cultus incremento, habitu antiquo retento, mitra uti; illamque et cappam magnam cum suis caudis, ut moris est, et suo caputio violacei coloris cum fasciis rubeis et alias ad instar capituli et canonicorum ecclesiae Messanensis deferre, et gestare libere et licite valeant; et modernus archiepiscopus praetendit hujusmodi concessionem habere locum solummodo quando ipsi canonici assistunt ipsi archiepiscopo celebranti propter illa verba: *dum missae sacrificio, horis canonicis aliisque divinis officiis deservire contigerit*, non autem quando ipsi canonici, eo absente, vel impedito celebrant. Ideo supplicarunt declarari habere locum in utroque casu. Et eadem S. Congregatio referente Emo Celso respondit: *Probetur usus metropolitanae ecclesiae Messanensis, et interim non licere*. Die 20 julii 1669.

1862. **Urbis, et Orbis.**

S. Rituum Congregatio ad preces primicerii, guardiani et confratrum archiconfraternitatis sacrorum stigmatum S. Francisci in Urbe benigne concessit ut officium dictorum sacrorum stigmatum recitari solitum die 17 septembris sub ritu semiduplici ad libitum, in posterum recitetur ab omnibus Christifidelibus, qui ad horas canonicas tenentur de praecepto, et sic etiam apponatur in breviario romano, si SSmo placuerit. Die 20 julii 1669. Et facta SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 13 augusti 1669.

1863. **Salernitana.**

S. Rituum Congregatio ad preces collegii medicorum Salerni declaravit non esse contrarium ritui ecclesiastico, imo laudabilem antiquum usum dictae civitatis dandi in ecclesia lauream doctoralem ipsis physicis. Hac die 20 julii 1669.

1864. **Viennen. Urbis, et Orbis.**

S. Rituum Congregatio ad preces Emi Dni cardinalis de Hassia etiam nomine Caesareae majestatis supplicantis officium S. Henrici imperatoris imposterum recitari sub ritu semiduplici cum tribus lectionibus, et oratione propriis per eamdem S. Congregationem approbandis; eadem S. Congregatio, referente Emo Vidono, dictisque lectionibus per manum Emorum ejusdem Congregationis prius transmissis respondit, esse recitandum cum oratione, et quarta lectione quae habentur in breviario. Reliqua vero fieri de communi. Die 20 julii 1669.

1865. **Urbis, et Orbis.**

Officium S. Monachae amantissimae Divi Augustini parentis, quod hactenus ab Ecclesia universali sub ritu simplici recitatum est, S. Rituum Congregatio habita die 8 junii proxime prae-

teriti, ad humillimas preces Rmi Patris Domini Joseph Usani SSmi D. N. Clementis IX Sacrarii Praefecti, ac etiam totius ordinis eremitarum procuratoris generalis, censuit concedi posse, ut in posterum sub ritu semiduplici recitetur, si SSmo visum fuerit. Et facta per me secretarium Sanctitati Suae relatione, idem SSmus benigne annuit, et in calendario romano sub eodem ritu apponi mandavit, ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus recitandum. Die 14 julii 1669.

1866. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa IX ad preces catholicae majestatis, ac etiam Sacri Collegii Emorum et Rmorum DD. Cardinalium benigne inclinatus indulsit, ut officium S. Raymundi Nonnati ordinis B. Mariae de Mercede Redemptionis captivorum, et S. Romanae Ecclesiae cardinalis, ultimo loco a sa: me: Alexandro VII dictae religioni concessum, describatur in calendario romano, ab omnibus qui ad horas canonicas teneatur utriusque sexus recitandum sub ritu semiduplici ad libitum. Die 13 augusti 1669.

1867. **Ampurien.**

Capitulum et canonici Ampurien. exposuerunt quod in regno Sardiniae ab omnibus ecclesiasticis celebrantur officia sanctorum Hispaniarum juxta praescriptum constitutionis sa. me. Gregorii XIII, sub datum apud S. Petrum die 30 septembris 1573 eo quod dicta constitutio loquitur: *Item volumus, quod festivitates sint in tota Hispania generales;* et inferius: *Haec volumus, et intelligantur concessa ecclesiis insularum, et terrae firmae Indiarum dicto Regi Catholico subjectarum.* » Ideo supplicarunt declarari: An rite per eos celebrentur dicta officia sanctorum Hispaniarum? Et S. Rituum Congregatio respondit: *Non rite celebrari.* Die 31 augusti 1669.

1868. **Xantonen.**

S. Rituum Congregatio ad preces Franciscae de Foix abbatissae abbatiae regalis SSmae Virginis extra maenia civitatis Xantonensis immediate subjectae Sanctae Sedi Apostolicae, atque ordinis S. Benedicti, concessit ut religiosae dictae suae abbatiae obligatae ad recitationem officii juxta breviarium romanum recitare valeant et licite possint officia sanctorum ordinis prout recitantur a monachis Benedictinis, ac etiam officium S. Guglielmi de Aquitania praefatae abbatiae fundatoris sub ritu duplici. Die 31 augusti 1669.

1869. **Galliarum.**

S. Rituum Congregatio benigne concessit congregationi sacerdotum Oratorii Domini Jesu ad instar Oratorii S. Philippi Nerii ab Emo Cardinali a Berullio in Gallia fundatae et institutae, tum ipsis cum futuris in perpetuum ejusdem instituti viris ubique locorum existentibus, ut quotannis persolvere et recitare valeant officia solemnitatis Domini Jesu et B. Mariae Virginis, nec non et missas olim a S. eadem Congregatione vel alias Apostolica Sede approbata semel tantum singulis mensibus sub ritu duplici, et hoc die jovis, et sabbati non impeditis officio novem lectionum, vel aliis diebus similiter non impeditis tamquam de patronis primariis per fel. me. Alexandrum VII dictae congregationi concessis die 20 martii 1657, exceptis tamen temporibus adventus et quadragesimae, et servatis rubricis breviarii romani. Quo vero ad officia S. Mariae Magdalenae et S. Michaelis per dictum Emum Berullium auctoritate apostolica eidem Congregationi, ut asseritur, concessa exhiberi jussit, et mandavit. Die 31 augusti 1669.

1870. **Ordinis Carmelitarum Discalceatorum.**

S. Rituum Congregatio ad preces procuratoris generalis Carmelitarum discalceatorum congregationis Hispaniarum approbavit, ut singulis diebus quotidiana commemoratione, quae fit a dictis fratribus, recitari possit in vesperis et laudibus immediate post commemorationem de B. Virgine sequens antiphona de S. Josepho ab initio eorum erectionis patrono totius religionis.

Ant. Joseph Fili David, noli timere accipere Mariam conjugem tuam; quod in ea natum est, de Spiritu Sancto est; pariet autem filium, et vocabis nomen ejus Jesum. *Vers.* Constituit eum dominum domus suae. *Resp.* Et principem omnis possessionis suae. *Oratio.* Sanctissimae etc. Die 31 augusti 1669.

1871. **Orbis ac ordinis S. Francisci.**

Cum S. Petrus de Alcantara strictioris observantiae professor ordinis fratrum minorum S. Francisci ex hac vita ad superos evolasset die 18 octobris eaque die ejusdem felicis exitus memoriam quotannis recolendam in actu solemnis canonizationis de Ecclesiae more SSmus D. N. asseruisset. Verum ea ipsa dies sit impedita festo S. Lucae evangelistae, Sanctitas Sua, ut in similibus servatum est, solemnitatem S. Petri de Alcantara transtulit, ac perpetuo translatam censeri voluit ad diem proximam decimam nonam ejusdem mensis octobris. Ac proinde memoria ipsius S. Petri tum in martyrologio romano, tum in calendario ordinis S. Francisci et aliorum quibus officium de eodem sancto recitari posse concessum est, pariter die decimanona octobris apponi et recenseri mandavit, ac praesens decretum in acta S. Congregationis referri jussit. Die 28 septembris 1669.

1872. **Lemovicen.**

S. Rituum Congregatio ad preces rectoris et aliorum de clero ecclesiae primae S. Crucis oppidi de Antisson Lemovicen. dioecesis, nec non et confraternitatis SSmi Eucharistiae Sacramenti in dicta ecclesia erectae benigne concessit, ut recitare valeant in dicta eorum ecclesia officium SSmi Sacramenti feria 5 cujuslibet hebdomadae non impedita officio novem lectionum, et exceptis temporibus adventus et quadragesimae. Die 5 octobris 1669.

1873. **Tolosana.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit fratribus conventus generalis Eremitarum ordinis S. Augustini Tolosanae dioecesis, rectandi officium duplex B. M. Virginis de Pietate quolibet die veneris immediate sequenti post dominicam Passionis, prout alias in una *Galliarum*, sub die 16 januarii 1666 concessum fuit aliis alterius religionis. Die 5 octobris 1669.

1874. **Tudertina.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo Dno cardinali Brancatio, declaravit episcopum non cardinalem assistentem cum cappa magna, non autem cum pluviali, et mitra missae celebratae per canonicum esse thurificandum post oblationem. Quo vero ad associationem diaconi quando portat bursam ad altare, servandum esse Caeremoniale. Die 5 octobris 1669.

1875. **Americae et Indiarum.**

Electionis et declarationis B. Rosae de S. Maria ordinis Sancti Dominici in universalem et principaliorem patronam provinciarum et regnorum Americae, et Indiarum.

Tametsi alias decreta apostolica universim prohibeant, ne usquam beati nondum ab Ecclesia Romana canonizati assumantur publice in civitatum, regnorum, locorumque patronos, SSmus D. N. Clemens IX specialiter et paterne respiciens ad merita catholicarum majestatum Caroli secundi Hispaniarum regis, et serenissimae reginae viduae ejus genitricis, quibus universales ecclesias pro sua avita pietate afficiunt, et porro afficere pergunt, earumdem devotis instantiis benigne concedens, dispensando super omnibus decretis in contrarium facientibus, et etiam si requisita necessaria deessent pro valida electione annuit. Et auctoritate apostolica elegit ac declaravit, Beatam Rosam de Sancta Maria virginem Limanam, ordinis S. Dominici in principaliorem patronam civitatis Regum, et totius regni Peruani cum omnibus praerogativis principalioribus patronis debitis, cum festo de praecepto in universo regno de patrona principaliori ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus illic degentibus de praecepto servando, et sicut alia festa de praecepto celebrando cum missa, et officio ab universo clero tum sacculari, tum regulari de principaliori patrona juxta

rubricas missalis, et breviarii romani inibi recitando et respective celebrando, non obstantibus constitutionibus apostolicis et decretis Congregationis Sacrorum Rituum, ac dispositionibus sa. me. Urbani VIII, caeterisque in contrarium facientibus quibuscumque. Exinde SSmus D. N. attendens, quod praedicta gloriosa virgo Rosa de S. Maria, utpote in orbe novo genita, educata, tumulata, suo in coelis validissimo patrocinio peculiariter fovebit cives suos, et firmabit universas illorum climatorum regiones in fide Christi ibidem recens plantata inque salutifera unione ac obedientia S. Sedis Apostolicae romanae, praedictam gratiam extendendo auctoritate apostolica eligit, ac declarat memoratam Beatam Rosam de Sancta Maria in universalem et principaliorem patronam omnium et singularum provinciarum, regnorum, insularum, regionum, Terrae firmae totius Americae, Philippinarum, et Indiarum cum eisdem praerogativis, officio, et missa, festo de praecepto, prout constituerat pro civitate Regum, totoque regno Peruano, dispensando in omnibus his, quae pro dicto civitatis Regum, et regni Peruani patronatu voluit dispensare, firmis simul remanentibus particularibus patronatibus si qui sunt pro aliqua, vel aliquibus civitatibus, aut locis praedictarum regionum alias legitime constitutis, et ita servari mandavit quibuscumque in contrarium non obstantibus. Die 3 novembris 1669.

1876. **Urbis, et Orbis.**

Enixis precibus SSmo D. N. Clementi divina providentia papae X porrectis per Excell. D. Marchionem Astorga nomine catholicae majestatis, quibus supplicabatur, ut Sanctitas Sua dignaretur concedere recitari posse in posterum ab Ecclesia universali sub ritu duplici de praecepto officium Sanctae Clarae Virginis, et matris monialium ordinis S. Francisci, quod hactenus sub ritu duplici ad libitum recitatum est. Eadem Sanctitas Sua, audito etiam sensu S. Rituum Congregationis, benigne annuens, mandavit sub eodem ritu duplici de praecepto apponi in calendario Romano ab omnibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus recitandum. Die 27 maii 1670.

1877. **Marcani.**

Sacra Rituum Congregatio ad preces episcopi Marcani, pro sua quiete petentis, declaravit ipsum in recitando officium se conformare debere cum breviario romano, et non religionis a qua fuit assumptus, non obstante quod non habeatur, ut asseruit clerum cum quo se conformare valeat, et quod non sit exemptus ab oneribus dictae suae religionis, exceptis illis quae impediunt curam episcopalem. Die 31 maii 1670.

1878. **Terrae Sanctae.**

S. Rituum Congregatio ad preces fratris Theophili de Nola minorum observantium praesidentis Terrae sanctae, sacri Montis Sion et Custodiae Hierosolimitanae, benigne concessit, ut in sancto loco Nazareth in quo annunciatum fuit SSmum mysterium Incarnationis D. N. Jesu Christi, celebrari possit missa SSmae Annunciationis cum *Gloria*, et *Credo*, modis et formis quibus concessa fuit et celebratur missa SSmae Resurrectionis D. N. Jesu Christi in Sancto Sepulcro, Nativitatis ejusdem in Praesepio, et Assumptionis B. Mariae Virginis in valle Josaphat. Die 31 maii 1670.

1879. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X in eminenti principis apostolorum sede divina disponente clementia constitutus, ob peculiarem devotionem erga apostolicum sanctum Franciscum Xaverium Societatis Jesu et ad augendum toto orbe terrarum illius cultum, jussit ut ejus officium de mandato sa. me. Alexandri VII in calendario romano sub ritu semiduplici appositum, sub ritu duplici de praecepto in eodem apponatur ab omnibus, qui ad horas canonicas tenentur, tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus ubique de praecepto recitandum, et litteras in forma brevis expediri mandavit. Die 4 junii 1670.

1880. **Urbis et Orbis.**

Supplicante Exc. D. Marchione de Astorga nomine majestatis catholicae SSmo D. N. Clementi X ut dignaretur concedere Ecclesiae universali officium proprium S. Petri de Alcantara, Sanctitas Sua benigne annuendo mandavit apponi in breviario romano sub ritu semiduplici ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus de praecepto recitandum cum lectionibus propriis approbandis a S. Rituum Congregatione. Die 18 junii 1670.

1881. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens divina providentia papa X ad preces Emi Barbadici episcopi Patavien. benigne indulsit, ut officium S. Antonii de Padua, quod hactenus ab Ecclesia universali sub ritu semiduplici recitatum est, in posterum sub duplici ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur, tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus de praecepto recitetur, et ita servari mandavit. Die 18 junii 1670.

1882. **Aquilana.**

Exponente procuratore fiscali curiae et mensae episcopalis Aquilae in praedicta curia processum fuisse contra capitulum et canonicos cathedralis usque ad citationem ad dicendam causam quare non debeant declarari esse incursos in ecclesiasticum interdictum per episcopum comminatum ne absque illius licentia facerent solitam processionem in die SSmae Annunciationis, sed illam transferrent post octavam Paschatis SSmae Resurrectionis justis de causis. Et replicante dicto capitulo interdictum praefatum fuisse sibi intimatum in actu processionis jam inceptae, et non potuisse per ipsum episcopum prohiberi contra antiquum solitum et ab eo fuisse appellatum ad A. C. Sacra Rituum Congregatio, cui hujusmodi causa remissa fuit a S. Congregatione Episcoporum et Regularium per quam avocata fuerat ab A. C. proponente Emo D. Cardinali Brancatio, respondit: *Episcopus cognoscat in prima instantia*. Hac die 21 junii 1670.

1883. **Januen.**

Iterum proposita per Emum cardinalem Spinulam in S. Rituum Congregatione causa *Januen habitus* ad instantiam Angeli Antonii Paganini beneficiati et procuratoris beneficiatorum metropolitanae ecclesiae contra capitulum et canonicos ejusdem ecclesiae civitatis Januae atque iterum exhibito habitu de quo agitur, et partibus hinc inde plene informantibus, seque melius declarantibus et ex noviter deductis eadem S. Congregatio, recedendo ab omnibus aliis declarationibus in contrarium factis, et litteras apostolicas tam sa: me: Innocentius VIII anno 1490 quarto calendas maii, quam fel. record. Clementis IX anno 1668 calendis septembris, ut votum ipsius S. Congregationis de quo in his ultimis litteris declarando et interpretando censuit, licere dictis beneficiatis uti habitu controverso, nempe a festivitate omnium sanctorum usque ad festivitatem Resurrectionis Dominicae Rocchetto, Cappa et Caputio subsuto, et cooperto cremisino in anteriori parte, nempe circuente collum, atque in ipsa terga pendente. In exteriori autem parte, videlicet, pendente ante pectus pellibus de dossiis ad formam brevis dicti Innocentii VIII. Ex festivitate autem Resurrectionis Dominicae usque ad festivitatem omnium sanctorum uti eadem cappa cum caputio cooperto et subsuto pariter cremesino in parte interiori circuente collum, et a tergo pendente ut supra mutatis solis pellibus de dossiis in parte exteriori ante pectus in multitium cum colore in totum violaceo, ex taffectano non autem cremisino ad formam litterarum praefati Clementis IX, adeo ut illa verba cum colore in totum violaceo, et taffectano intelligantur restrictive ad solam dictam partem exteriorem ante pectus, et non extendi ad partem interiorem circuentem collum, et a tergo pendentem, et proinde ipsis beneficiatis tempore aestivo licere uti cappa cum multitio coloris in totum violacei, et taffectanei in dicta parte exteriori ante pectus, et cum caputio subsuto cremesino in praefata

parte interiori, non autem in totum coloris violacei et taffectanei quoad utramque partem, ut hactenus declaratum fuit. Die 21 junii 1670.

1884. **Urbis, et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens X ad preces sibi porrectas per Emum D. Cardinalem de Hassia nomine Caesareae majestatis benigne annuit, ut in breviario romano apponatur officium proprium Sanctae Mariae Magdalenae De Pazzis ordinis Carmelitarum sub ritu semiduplici de praecepto ab omnibus recitandum cum lectionibus a S. Rituum Congregatione approbandis. Die 9 julii 1670.

1885. **Urbis, et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens X enixis precibus sibi porrectis per Emum D. Cardinalem de Hassia nomine Caesareae majestatis Leopoldi Romanorum Regis in imperatorem electi benigne annuit, ut ab Ecclesia universali officium S. Wenceslai martyris, ducis, et patroni regni Bohemiae imposterum recitetur sub ritu semiduplici ad libitum, et in breviario romano inseratur sub eodem ritu recitandum die 28 septembris ab omnibus, qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus. Die 26 julii 1670.

1886. **Assisien.**

Cum ad aures Emorum DD. cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum pervenerit in civitate Assisien. in litaniis majoribus, rogationibus et aliis processionibus per capellanum qui intervenit cum duobus aliis capellanis pluvialibus indutis dici orationem, et preces, eosque incedere ante capitulum; ideo eadem S. Congregatio declaravit abusum, et in posterum vel praedictos capellanos praecedere debere canonicis ratione sacrorum paramentorum, vel dictas functiones cum eisdem sacris paramentis esse faciendas per canonicum. Die 19 julii 1670.

1887. **Carmelitarum.**

S. Rituum Congregatio ad preces fratris Matthei Orlandi generalis ordinis Carmelitarum benigne concessit universo ordini Carmelitarum ut officium B. Mariae Virginis sub ritu semiduplici singulis diebus sabbati per annum vel (aliquo illorum impedito festo semiduplici eadem die occurrente, aut octava) feria proximiori iisdem non impedita, excepto tamen tempore quadragesimali recitari concessum die 12 junii 1628, in posterum recitari etiam possit tempore quadragesimae, prout etiam dicto tempore de praesenti recitari expositum fuit per plures, et diversas religiones similia officia particularia, praesertim quia dicta B. Virgo Maria est patrona singularissima dictae religionis Carmelitarum. Die 19 julii 1670.

1888. **Florentina.**

Supplicantibus monialibus S. Annae civitatis Florentiarum ordinis S. Benedicti: An in recitandis officiis sanctorum earum ordinis cum breviario romano ad formam concessionis die 31 maii proxime praeteriti eisdem indultae, liceat dicere lectiones proprias 2 et 3 nocturni ad instar breviarii benedictini, stante quod secundum romanum dici debeant de Communi Sanctorum, cum in eo non contineantur dictae lectiones propriae sanctorum dicti earum ordinis. Et eadem S. Rituum Congregatio respondit: *Omnia ex breviario romano.* Die 19 julii 1670.

1889. **Meliten.**

S. Rituum Congregatio declaravit archipresbytero cathedralis Meliten. non licere in functionibus parochialibus uti stola super mozzetta coloris violacei quam ipse defert super rocchetto pro insignitate dicti capituli et cathedralis. Die 19 julii 1670.

1890. **Ordinis Carmelitarum Excalceatorum.**

Cum supplicaverit procurator generalis Carmelitarum excalceatorum congregationis Hispaniarum apud SSmum ut antiphona et versiculus dicto suo ordini concessa tam in vesperis, quam in laudibus die ultimo augusti proximi praeteriti de divo Josepho sponso B. Virginis Mariae, recitari etiam possint in officio festivitatis ejusdem, et idem SSmus remiserit supplicem libellum S. Rituum Congregationi, quae respondit: *Negative et recitetur prout in breviario romano.* Hac die 19 julii 1670.

1891. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens X, ad preces sibi porrectas per Emum D. cardinalem Barberinum decanum nomine congregationis SSmae Inquisitions, benigne indulsit, ut in posterum officium S. Petri martyris ordinis Praedicatorum, quod hactenus sub ritu semiduplici ab Ecclesia universali recitatum est, sub ritu duplici recitetur, et sub eodem ritu in breviario romano apponatur, ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus de praecepto recitandum die 29 aprilis et ita servari mandavit. Die 26 julii 1670.

1892. **Collegii Anglorum Urbis.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo D. cardinali Vidono, ad preces rectoris collegii Anglorum de Urbe nomine totius collegii benigne concessit, ut in posterum liceat quotannis in dicto collegio celebrare festum S. Eduardi confessoris Regis Angliae, ejusque officium sub ritu duplici recitare, ac sacrum de eo facere sub die 13 octobris festo illius translationis, stante quod dies 5 januarii illius obitus cadat in vigilia Epiphaniae, et praedicta dies translationis olim in Anglia erat festum in populo et celebrabatur cum particulari officio, et sacro, ut in antiquo ecclesiae Anglicanae missali, et breviario quae hic Romae, ut asseritur, in bibliotheca nationis asservantur. Die 9 augusti 1670.

1893. **Fulginaten.**

Orta controversia inter Diomedem Trenfanellum priorem primam dignitatem et curatum ecclesiae cathedralis civitatis Fulginaten. ex una, et decanum canonicorum, nec non et canonicum hebdomadarium ejusdem cathedralis partibus ex altera occasione processionis diebus elapsis factae a patribus Missionariis Societatis Jesu in dicta civitate circa delationem SSmi Sacramenti, dum praetendebat dictus decanus spectare ad ipsum in locum canonici hebdomadarii per quem ad hunc finem se fecit delegare, et prior praedictus tamquam prima dignitas praetendebat spectare ad se privative quoad omnes, et praecipue quoad dictum hebdomadarium, ad quem, ut exposuit dicta prima dignitas, non spectare nisi functiones ordinarias et certas, quae cadunt in ejus hebdomada, et non extraordinarias, et incertas. Quare ad evitandas in posterum dissensiones et lites quae oriri possunt inter ipsos in similibus casibus humillime supplicavit praedicta prima dignitas a S. Rituum Congregatione declarari: Ad quemnam eorum spectet delationem SSmi Sacramenti et alias ecclesiasticas functiones peragere? Et S. eadem Congregatio respondit: *Spectare ad curatum et primam dignitatem.* Die 9 augusti 1670.

1894. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio habita die 9 augusti 1670 censuit, si SSmo visum fuerit, posse concedi, ut officium S. Canuti martyris regis Daniae apponatur in breviario romano sub ritu semiduplici ad libitum cum oratione et lectionibus propriis per eamdem S. Congregationem approbandis, recitandum ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus tum regularibus utriusque sexus. Et facta de praedictis SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 10 ejusdem mensis augusti 1670.

1895. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad humillimas preces sibi porrectas per Emum D. cardinalem Alterium nomine prioris et canonicorum S. Venantii martyris protectoris civitatis Camerini benigne inclinatus, annuit et mandavit apponi in calendario breviarii romani officium praedicti S. Venantii martyris sub ritu semiduplici de praecepto recitandum die 18 maii

ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tum saecularibus tum regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, cum lectionibus propriis a S. Rituum Congregatione approbandis. Die 23 augusti 1670.

1896. **Urbis et Orbis.**

Crescente in dies mirabili populorum devotione erga beatam Rosam de S. Maria Virginem Limensem ex tertio ordine S. Dominici, ac virtutum illius fragrantia se se latius quaquaversus diffundente, SSmus D. N. Clemens papa X, admissis Excell. D. marchionis de Astorga instantiis ex nomine catholicae majestatis sibi porrectis, universo tam saeculari, quam regulari clero per totum terrarum orbem benigne indulsit pro futuris perpetuis temporibus, quod de praedicta beata Rosa possit ubique in ecclesiis quorumcumque tum regularium tum saecularium celebrari missa per anni circulum sive ex voto, sive ex libera devotione juxta rubricas, ac dispositionem missalis romani, tametsi nondum praedicta B. Rosa solemni canonizationis ritu fuerit ab universali Ecclesia inter sanctas relata: et ad hunc effectum specialiter dispensavit in decretis tum fel. record. Urbani papae VIII tum S. Congregationis Rituum, et quibuscumque aliis huic indulto quomodocumque obstantibus. Die 27 augusti 1670.

1897. **Maceraten.**

S. Rituum Congregatio declaravit Josephum Cattuccium civitatis Maceratensis sacerdotem simplicem cogi posse ad interessendum functionibus olei sancti etiam quod in ecclesia cathedrali adsint canonici 17, mansionarii quinque, curati tres, et alii beneficiati. Die 13 septembris 1670.

1898. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio declaravit, capellanos S. Mariae Patientiae Cesareae nuncupat. Neapolis, vel duos saltem ex ipsis etiam in habitu clericali consueto absque superpelliceis non teneri excipere abbatem dictae ecclesiae ex loco suae habitationis, et illum associare ad ecclesiam quando in festis diebus accedit privatim in habitu simplici cum subtana et pallio, occasione celebrandi missam lectam vel assistendi in choro ad missam conventualem vel ad alia divina officia, non obstante quod dictus abbas habeat prout expositum fuit, ex indulto apostolico mitrae et baculi usum et quoties celebraturus accedit cum rocchetto et mantelletta excipiatur e dicto loco suae habitationis a suis capellanis superpelliceis indutis et ad ecclesiam associetur. Die 13 septembris 1670.

1899. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X de voto etiam Emorum S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 13 septembris proximi praeteriti, ad enixas preces Emi D. Cardinalis Lantgravii Hassiae benigne annuens mandavit, ut officium praedictae S. Elisabethae viduae sub ritu semiduplici ad libitum apponatur in calendario breviarii romani recitandum die 19 novembris ejus festo ab omnibus utriusque sexus christifidelibus, qui ad horas canonicas tenentur, cum lectionibus et oratione propriis dictae Sanctae revisis per Emum D. Cardinalem Bonam et in eadem S. Congregatione relatis, et approbatis. Die 20 septembris 1670.

1900. **Namurcen.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit monialibus monasterii N. D. de Pace nuncupatis in oppido et dioecesi Namurcensi ordinis S. Benedicti, recitandi officium Sanctorum dicti earum ordinis prout recitantur a monachis Benedictinis. Die 19 septembris 1670.

1901. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio, ad preces episcopi Elenopolis Sacristae SSmi D. N. censuit festum S. Nicolai de Tolentino ordinis S. Augustini celebrari posse sub ritu duplici in vim indulti sa. me. Sixti V et ad gratiam et facultatem in eo concessam sic recitandi officium, et celebrandi festum reintegrari debere, si SSmo visum fuerit. Die 13 septembris 1670. Et facta de praedictis SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua approbavit, et mandavit in posterum recitari sub dicto ritu duplici de praecepto ab Ecclesia universali. Die 20 septembris 1670.

1902. **Urbis et Orbis.**

Cum sa. me. Paulus V concesserit clero tum regulari, tum saeculari officium SS. Angelorum Custodum sub ritu duplici ad libitum die prima non impedita officio novem lectionum post festum S. Michaelis Archangeli, hodie S. Rituum Congregatio, ad preces archiconfraternitatis SS. Angelorum Custodum Urbis censuit ad conservandam et magis augendam devotionem erga dictos Angelos Custodes in universa Ecclesia summopere auctam, assignari posse diem propriam secundam octobris pro illorum festo cum officio duplici, et de praecepto recitando tam ab ipsa confraternitate quam universa Ecclesia et in calendario romano apponendo, si SSmo visum fuerit. Die 13 septembris 1670. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 20 ejusdem mensis septembris 1670.

1903. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens X, attentis singularibus meritis quibus S. Catharina de Senis tertii ordinis S. Dominici virgo S. Sedem Apostolicam sibi obstrinxit dum vivebat in terris, nec non eximia celebritate suae sanctimoniae et qua exinde per universum orbem colitur mirifica devotione, ad preces sibi porrectas per fratrem Joannem Thomam de Roccaberti magistrum generalem ordinis Praedicatorum, benigne indulsit, et constituit, ut in posterum annuale de praenominatae virgine officium, quod hactenus sub ritu semiduplici ab Ecclesia universali fuit celebratum, deinceps sub ritu duplici recitetur, et sub eodem ritu in breviario apponatur ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus de praecepto recitandum die 30 aprilis, et ita servari mandavit. Die 9 octobris 1670.

1904. **Hispaniarum.**

Cum Ignatius Velarde eques ordinis Calatravae, agens et procurator generalis majestatis catholicae regis Hispaniarum ejusdem ordinis et Sancti Jacobi de Spata, atque Alcantarae humillime in supplici libello exposuerit SSmo D. N. Clementi papae X, quod prior sacerdos regularis conventus majoris ordinis praedicti Calatravae ex indulto felic. record. Alexandri VI datum Romae anno 1501 8 calendas decembris, in eadem militia auctoritatem et plures praeeminentias habeat, et signanter existentibus in domo dicti conventus, et parochialibus dictae militiae subjectis, ac parochialibus et aliis ecclesiis ad eamdem communiter, vel divisim pertinentibus quamvis pleno jure non subsint, benedictionem solemnem post missarum et vesperarum, et matutinorum solemnia (dummodo in benedictione hujusmodi aliquis antistes, vel sedis apostolicae legatus praesens non existat) elargiendi, nec non quibuscumque fratribus seu militibus, et aliis personis militiae, et ordinis praedictorum quatuor ordines minores conferendi, casulas quoque et paramenta et alia ornamenta, ac vasa ecclesiastica pro usu dictae domus, et illius, ac domorum dictae militiae ecclesiarum benedicendi, ac eamdem ecclesiam et illius, ac domorum dictae militae ecclesias benedicendi, ac eamdem ecclesiam, et illius altaria quotiescumque sanguine vel semine polluta fuerint aqua prius per aliquem catholicum antistitem (ut moris est) benedicta reconciliandi. Ac ulterius exposuerit quod in praedicto suo conventu retineat pro habitu togam ecclesiasticam cum bireto nigro et mantum album militare cum cordulis, floccis, et cruce rubea, et extra suum conventum ferat habitum clericalem cum cruce militari. Et propterea supplicaverit, ut ipsi priori et successoribus pro tempore concedere dignaretur praerogativam mozzettae et habitus pontificalis tam intus, quam extra conventum, sicut gaudent priores conventuum S. Jacobi de Veles, et S. Marci de Leone ordinis praedicti S. Jacobi de Spata ex pluribus summorum Pontificum indultis approbatis per sa. me.

Pium V datum Romae anno 1566 5 idus januarii seu etc. quorum privilegia ex concessione sa. me. Pauli III ad preces majestatis caesareae Caroli V fuerunt communicata praedicto ordini et militiae Calatravae ex suo indulto datum Romae 4 augusti 1540. Et idem SSmus supplicationem remiserit ad hanc S. Rituum Congregationem pro sensu. Eadem S. Congregatio habita die 29 novembris proxime praeteriti, visis privilegiis, ut supra, censuit posse concedi, si Sanctitati Suae placuerit. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua annuit, et litteras per Datariam expediri mandavit. Die 6 decembris 1670.

1905. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio censuit in expressione nominum quinque beatorum, qui canonizandi sunt servandum esse ordinem Hierarchiae ecclesiasticae, et si plures sint ex eodem ordine, praeferatur dies mortis, et ideo in casu de quo agitur, ponatur in primo loco. Primo Cajetanus. Secundo, Borgia; Tertio Benitius. Quarto, Bertrandus, et Quinto, Rosa; Si SSmo visum fuerit. Die 29 novembris 1670. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua annuit. Die 6 decembris 1670.

1906. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio censuit officium S. Josephi apponi posse in breviario romano sub ritu duplici secundae classis, Si SSmo visum fuerit. Die 29 novembris 1670. Et facta de praedictis SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuens, sensum Congregationis approbavit et confirmavit. Die 6 decembris 1670.

1907. **Urbis et Orbis.**

Officium S. Nicolai de Bari episcopi Myrensis, quod hactenus sub ritu semiduplici de praecepto recitatum est, S. Rituum Congregatio censuit in posterum concedi posse sub ritu duplici pariter de praecepto pro Ecclesia universali recitandum ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tum saecularibus, tum regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, si SSmo placuerit. Die 29 novembris 1670. Et facta de praedictis SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 6 decembris 1670.

1908. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio censuit officium S. Caeciliae virginis et martyris, quod hactenus sub ritu semiduplici de praecepto recitatum est, in posterum recitari posse sub ritu duplici pariter de praecepto ab omnibus in universa Ecclesia utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, si SSmo visum fuerit. Hac die 29 novembris 1670. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 6 decembris 1670.

1909. **Aquen.**

Praetendente confraternitate SSmi Sacramenti in ecclesia parochiali S. Leonardi oppidi Cancellarum Aquen. dioecesis esse supprimendam confraternitatem sub eadem invocatione in ecclesia parochiali S. Thomae ejusdem loci tamquam aggregatam anno 1669 venerabili archiconfraternitati in ecclesia S. Laurentii in Damaso Urbis postquam ipsa in ecclesia S. Leonardi fuerat aggregata altera in ecclesia S. Mariae super Minervam, et sic contra formam constitutionis sa. me. Clementis VIII prohibentis novam erectionem confraternitatis in eodem loco, et sub eadem invocatione et eodem instituto, ut latius in ipsa constitutione, ad quam; et excipiente ipsa confraternitate in ecclesia S. Thomae se esse antiquiorem erectione tamquam aggregatam etiam usque ab anno 1574, dictam constitutionem loqui de erigendis, et non erectis ante illam, et confraternitatem SSmi Sacramenti in illa non comprehendi sed plures esse posse in eodem loco. S. Rituum Congregatio referente Emo D. cardinale Bonacursio, censuit dictas constitutiones non comprehendere antedictam confraternitatem et praecedentiam inter ipsas deberi antiquiori erectione. Die 24 januarii 1671.

1910. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio ad quam per SSmum fuerunt remissae preces sibi porrectae per Exc. D. Marchionem de Astorga et majestatis catholicae oratorem ordinarium, ejusque nomine benigne concessit, ut indultum sa. me. Alexandri papae VII in bulla formalis beatificationis ab eodem factae Beati Petri de Arbues, alias magistri Epilae nuncupati canonici metropolitanae ecclesiae S. Salvatoris civitatis Caesaraugustanae et primi inquisitoris apostolici in regno Aragoniae, recitandi illius officium sub ritu duplici et celebrandi missam de communi martyris in locis et causis designatis in ipsa bulla sub die 17 aprilis 1664 ad quam etc. extendatur ad omnes Christifideles, et ecclesias civitatum, ubi adsunt tribunalia SSmae Inquisitionis, cujus munus auctoritate apostolica dictus beatus obtinuit, a quibus omnibus in dictis civitatibus recitari et celebrari posse indulsit idem officium et missam, prout recitatur et celebratur ex praefato indulto in locis designatis in dicta bulla. Die 24 januarii 1671.

1911. **Ordinis Praedicatorum.**
Servorum Beatae Virginis.

Cum S. Rituum Congregatio declaraverit sub die 29 mensis novembris, ita etiam annuente SSmo die 6 mensis decembris proxime praeteriti, in futura proxima canonizatione servandam esse ordinem hierarchiae ecclesiasticae, nempe antecedere debere primo illos status clericalis; secundo, illos status regularis; et tertio inter plures ejusdem ordinis, attendendum esse tempus mortis; attamen supplicantibus tam PP. ordinis Praedicatorum, quam servorum Beatae Virginis tantum attendi debere tempus mortis, quo beati obdormierunt in Domino juxta stylum hactenus servatum, et auditis illis de statu clericali, eadem Congregatio S. Rituum stando in decretis, declaravit praedictum decretum intelligi debere sine praejudicio praecedentiae tam PP. Praedicatorum quam servorum B. Virginis quomodolibet in omnibus et quibuscumque actibus ac functionibus publicis et privatis de jure, ac ex consuetudine hactenus competentis. Die 24 januarii 1671. Et facta de praedictis relatione SSmo per me infrascriptum secretarium, Sanctitas Sua annuit. Die 26 ejusdem mensis januarii et anni 1671.

1912. **Urbis et Orbis.**

Officium S. Eustachii et sociorum martyrum, quod hactenus ab Ecclesia universali sub ritu semiduplici die 20 septembris recitatum est, denuo SSmus D. N. Clemens divina providentia Papa X indulsit ad preces Excell. D. Ducis de Segorbia et Cardoni Neapolis pro-regis et apud Sanctitatem Suam catholici regis obedientiae oratoris, ut in posterum sub ritu duplici recitetur. Et ideo mandavit ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus sub eodem recitari. Die 26 januarii 1671.

1913. **Hispalen.**

Cum S. Rituum Congregatio die 29 maii 1655 ex deductis in processu authoritate apostolica confecto super casu excepto, declaraverit de illo constare ex cultu exhibito servo Dei Ferdinando III regis Castellae et Legionis cognomento sancti per immemorabilem temporis cursum excedentem metam centum annorum ante decreta Urbani VIII cum scientia et tolerantia ordinariorum, et hujusmodi decretum Alexander VII approbaverit per verbum: *Annuit*, die 31 ejusdem mensis et anni, et inter alia plenissime constiterit de celebratione missarum in honorem praedicti servi Dei, prout fit aliis sanctis tam in sacrario vetere, quam in capella B. Mariae Regum cathedralis Hispalensi, ubi extat illius sepulchrum. Ideo SSmus D. N. Clemens X ad preces serenissimi Caroli II regis catholici et Mariannae viduae matris ei porrectas per Excell. D. Don Petrum ab Aragonia ducem Segorbiae et Cardonae Leopolis pro-regem et legationis obedientiae munus apud

Sanctitatem Suam obeuntem, concessit et indulsit, ut in omnibus regnis Hispaniarum et Ditionibus eidem regi catholico subjectis, et in ecclesia sanctorum Jacobi et Ildefonsi nationis Hispanicae de Urbe, missa et officium de communi confessorum non pontificum sub ritu duplici die 30 maii anniversaria ejus obdormitionis in Domino ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur perpetuo celebretur, hujusmodique indultum per litteras in forma brevis expediri mandavit. Quibuscumque in contrarium non obstantibus. Die 4 februarii 1671.

1914. **Juliae Caesareae.**

S. Rituum Congregatio ad preces Joannis de Vacher vicarii apostolici benigne concessit, ut in civitate Juliae Caesareae celebretur de praecepto festum S. Cypriani martyris episcopi Carthaginen. ac illarum partium protectoris die 16 septembris eidem Sancto martyri dicato cum officio sub ritu duplici primae classis et cum octava. Die 28 februarii 1671.

1915 **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio ad preces Emi D. Cardinalis de Medicis protectoris, benigne concessit congregationi Vallisumbrosae, ut officium S. Gualberti illius fundatoris ponatur in breviario romano sub ritu semiduplici ad libitum. Die 28 februari 1671.

1916. **Bambergen.**

S. Rituum Congregatio ad preces episcopi Bambergensis suprascripta officia Sanctorum dioecesis Bambergensis ad ritum breviarii romani sic digesta, et a clero pro qualitate cujusque festi dictorum sanctorum in praefata dioecesis celebrari solita diligenter revisa per Emum D. cardinalem Bonam approbavit pro dicto clero ac imprimi posse concessit. Die 28 februarii 1671.

1917. **Ulixbonen.**

S. Rituum Congregatio, stante quod ad praesens, ut asseritur, in regno Portugalliae nulla inveniatur persona ab eadem Congregatione deputata pro edendis, et continuandis divini officii calendariis a presbyteris et aliis ecclesiasticis personis officium hujusmodi aliasque horas canonicas recitare debentibus, deputavit Josephum Netto de Silva presbyterum Ulixbonen. J. U. doctorem ac protonotarium apostolicum, eique facultatem concessit edendi et continuandi dictum calendarium dummodo tamen subordinetur Rmo Nuncio, apud quem praecedant opportuna examina, aliaeque qualitates oratoris, et afferantur praedicta calendaria eidem S. Rituum Congregationi pro illorum approbatione. Die 21 martii 1671.

1918. **Urbis et Orbis.**

Dum nuper Excell. Dux Segorbiae et Cardonae pro-rex Neapolitanus, atque ex nomine catholicae majestatis regius orator obedientiae SSmo D. N. Clementi X reduxisset in memoriam praeclara merita S. Raymundi de Pennafort confessoris non pontificis ordinis Praedicatorum, quibus hic olim S. Sedem apostolicam et Universalem Ecclesia affecit, una humiliter supplicavit quatenus dignaretur mandare quod praenominati Sancti confessoris officium breviario ac missali romano inseratur tamquam ex praecepto deinceps ab universo clero annue recitandum. Proinde Sanctitas Sua aequitatem hujus petitionis agnoscens, et pie considerans quam sit divino obsequio consentaneum devotionem erga hunc sanctum adeo eximium ubique terrarum dilatari, clementer annuit, praecepitque dictum officium et missam quotannis die 23 mensis januarii sub ritu semiduplici cum nona lectione et commemoratione Sanctae Emerentianae celebrari ab omnibus tum saecularibus, tum regularibus, quotquot ad recitandas horas canonicas obligantur, atque ad hunc effectum praefatam missam, et officium respective missali, breviario, et martyrologio romanis apponi et praesens decretum expediri mandavit. Die 24 martii 1671.

1919. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad enixas et reiteratas preces Emi et Rmi D. Cardinalis Lantgravii Hassiae benigne annuendo mandavit, ut officium S. Elisabeth viduae semiduplex cum oratione et lectionibus propriis a S. Rituum Congregatione habita die 13 septembris 1670 recognitum et approbatum, de mandato ejusdem SSmi in Breviario romano apponendum, et ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus, qui ad horas canonicas tenentur ad libitum recitandum die decimanona novembris, in posterum recitetur sub ritu dupliei de praecepto. Die 29 maii 1671.

1920. **Imolen.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo declarationibus factis pro Casali majori die 22 novembris 1664 et 2 aprilis 1667 contra archipresbyterum ejusdem loci, iterum declaravit, audita quoque relatione vicarii generalis, non licere archipresbytero terrae Lugi celebrare neque processionem seu novenam facere dicti Sancti Antonii de Padua in die illius festi, et infra octavam respective, sed tale jus spectare ad fratres minores conventuales S. Francisci ejusdem loci ab immemorabili. Die 13 junii 1671.

1921. **Decretum Generale.**

S. Rituum Congregatio censuit supplicandum esse SSmo pro editione decreti, ne fiat per quinquaginta annos verbum in S. Congregatione super concessione novorum officiorum. Die 13 junii 1671. Et facto per me secretarium de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua annuit et ita decrevit. Die 20 junii 1671.

1922. **Ordinis Eremitarum S. Augustini.**

SSmus D. N. Clemens papa X ad preces fr. Joseph Eusanii Aquilani episcopi Helenopolitani apostolici sacrarii praefecti benigne concessit, ut omnes utriusque sexus religiosi sui ordinis Eremitarum S. Augustini die 23 augusti recitare libere et licite possint ac valeant officium sanctorum septem Christi martyrum monachorum Africanorum dicti ordinis, Liberati, Bonifacii, Servi, Rustici, Rogati, Septimi, et Maximi in martyrologio romano die 17 commemorati sub ritu semiduplici de communi plurimorum martyrum, cum oratione et lectionibus propriis a deputatis pro correctione officiorum ejusdem ordinis ex Victore Uticensi apud Baronium desumendis, et in calendario breviarii et missalis praedicti ordinis de praecepto apponendis, et imprimi posse concessit. Hac die 20 junii 1671.

1923. **Portugallien.**

Pro parte Christifidelium regni Portugalliae expositum fuit S. Rituum Congregationi, quod a tempore immemorabili usque modo summa semper fuit devotio erga S. Catharinam virginem et martyrem in dicto regno Portugalliae, adeo ut annuatim celebrari soleant tredecim missae in honorem dictae virginis incipiendo a die 12 usque ad 24 novembris inclusive, idque in memoriam tredecim dierum, quibus praefata virgo detenta fuit in carcere. Ideo supplicatum fuit declarari, utrum pro continuatione tantae devotionis praedictae missae dici possint cum *Gloria* et *Credo* (uti hactenus), etiam quocumque festo occurrente, vel dominica, vel saltem facultatem concedere legendi praefatas tredecim missas in ecclesia parochiali S. Catharinae de Monte Sinai extra muros civitatis Ulixbonensis, cum praedicta ecclesia constructa sit in ejus honorem ejusdemque sit patrona. Et S. eadem Rituum Congregatio respondit quod serventur rubricae. Die 13 junii 1671.

1924. **Germaniae.**

S. Rituum Congregatio declaravit licuisse Francisco Matteo Kirchosten presbytero, et canonico cathedralis ecclesiae Reginobradecen. sede episcopali vacante, ut primo canonico absente, vel impedito vicario, publicari facere in praefata sua ecclesia bullam jubilaei subscriptam a Rmo Nuncio. Die 18 julii 1671.

1925. **Patavien.**

S. Rituum Congregatio ad tollendas quascumque controversias quae oriri possent, utque decretum ipsius editum die

13 junii proxime praeteriti super prohibitione assumendi sacra paramenta in et de altari debitae executioni demandetur, declaravit dictum decretum servandum et exequendum esse quacumque consuetudine in contrarium etiam immemorabili non obstante, prout servari et exequi voluit, et mandavit. Die 18 julii 1671.

1926. **Congregationis Vallisumbrosae.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad preces Emi D. cardinalis Medicei benigne annuit atque concessit, ut in posterum a generali praesenti ejusque successoribus congregationis Vallisumbrosae gestari possit et valeat habitus praelatitius ad instar aliorum generalium, nempe Caelestinorum, Montis Virginis, et Olivetanorum, et mandavit expediri gratiam per Datariam. Die 22 augusti 1671.

1927. **Sacristiae et Basilicae S. Petri de Urbe.**

Cum sa. me. Alexander VII sub die 27 septembris 1659 mandaverit ne in posterum secretarius Congregationis S. Rituum decreta canonizationum et beatificationum quae ab ipsa Congregatione in fine causarum eduntur in actis ejusdem S. Congregationis referat, neque evulget aut sub quovis praetextu procuratoribus et postulatoribus praedictarum causarum vel aliis quibuscumque consignet, nisi docto se sacristis majoribus basilicae S. Petri de Urbe consignasse sacram suppellectilem veri valoris scutorum aureorum mille pro canonizando, quingentorum vero similium pro beatificando, arbitrio tamen dictorum sacristarum majorum pro tempore, prout latius in dicto decreto usque adhuc adamussim observato, ad quod etc. Modo perpensa per capitulum et canonicos ejusdem S. Petri magna impensa in paranda dicta basilica omnibus anni festivitatibus paramento serico damasceno noviter confecto, capitulariter resolutum fuit, ut supplicaretur SSmo quatenus concedere dignaretur, quod scuta quatuor millia, et sexcentum circiter residualia pro ultimis decretis canonizationum quinque sanctorum eroganda ad formam dicti decreti investiantur vel in locis montium cameralium non vacabilibus, vel stabilibus, seu censibus cum locis piis arbitrio ipsius capituli et sacristarum majorum pro tempore, ad effectum tamen illorum fructum vertendi, et erogandi in expensas in posterum faciendas pro dicta basilica paranda. Et facta de praedictis per me secretarium ejusdem S. Rituum Congregationis ac etiam dictae basilicae canonicum de mandato ipsius capituli relatione SSmo D. N. D. Clementi papa X, Sanctitas Sua benigne annuit, derogando ad effectum praedictum et pro hac vice tantum dicto decreto sa. me. Alexandri VII et praesens decretum expediri mandavit in solita audientia habita die 24 mensis julii 1671.

1928. **Constantien.**

S. Rituum Congregatio, ad preces episcopi Constantien et omnium cantonum catholicorum SSmo porrectas, et per eumdem ad eamdem S. Congregationem remissas censuit ut officium et missam servus Dei Nicolai de Flue alias ab eadem S. Congregatione habita die 16 februarii 1670 ac etiam annuente sa. me. Clemente IX die 23 ejusdem mensis et anni celebrari, et recitari permissa in ecclesia ubi ejusdem Servi Dei Nicolai corpus requiescit, extendi posse etiam ad universum clerum omnium praedictorum cantonum catholicorum et civitatis et dioecesis Constantien, si SSmo visum fuerit. Die 12 septembris 1671. Et facta de praedictis SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit, et litteras in forma brevis expediri mandavit. Die 16 septembris 1671.

1929. **Hispaniarum.**

Cum alias sa. me. Gregorius XIII die prima aprilis 1573 suo motu proprio indulserit, quod festum SSmi Rosarii debeat ubique et perpetuo celebrari in iis ecclesiis, in quibus adest altare, seu capella dicti Sancti Rosarii Bmae Virginis duplici majori officio in prima dominica octobris, serenissima Marianna Hispaniarum regina, cujus animus ab incunabilis pia et exemplari devotione erga dictum SSmum mysterium efferbuit, cupiens, ut in omnibus fidelibus continuum suscipiat incrementum, supplicavit SSmo suis propriis litteris, quatenus dignaretur concedere, quod dictum festum celebretur ad formam dicti motus proprii ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tum saecularibus tum regularibus, qui ad horas canonicas tenentur in omnibus ecclesiis Hispaniarum regnorum ac provinciarum, ditionum majestati catholicae subjectarum, etiam si in praefatis ecclesiis non adsit altare seu capella dicti SSmi Rosarii, et cum officio, et missa propriis, prout ad praesens recitatur. Et SSmus dictis precibus benigne inclinatus annuit et litteras in forma brevis expediri mandavit. Die 16 septembris 1671.

1930. **Romana Monachorum S. Gregorii.**

Cum S. Rituum Congregatio declaraverit ad favorem monachorum S. Gregorii Urbis, sub die 13 augusti 1667, nemini licere facere octavam mortuorum in octava omnium sanctorum sine indulto apostolico, et decretum hujusmodi fuerit confirmatum auctoritate apostolica, cum clausula sublata et decreto irritanti. Et postea ad preces canonicorum S. Mariae de Rotunda tacentium supradicta omnia, licet ipsis citatis, et auditis obtenta de ordine SSmi fuerit deputata quaedam congregatio praelatorum super eisdem; Idem SSmus, ad preces dictorum monachorum et ad relationem mei secretarii de praefatis omnibus informatus, mandavit mihi secretario oretenus injungi R. P. D. Vicesgerenti, ut abstineat a propositione dictae causae in dicta congregatione deputata, et speciali gratia concessit dictis canonicis et capitulo quod iterum possint audiri in ipsa S. Congregatione firmis tamen remanentibus decretis ejusdem S. Congregationis per praedictas litteras apostolicas confirmatis. Die 16 septembris 1671.

1931. **Societatis Jesu.**

SSmus D. N. Clemens X benigne indulsit ad preces praepositi generalis societatis Jesu, ut in martyrologio romano noviter imprimendo apponatur B. Ludovicus Gonzagae e praedicta Societate Jesu sub 21 junii, die ejusdem obitus. Die 3 octobris 1671.

1932. **Montis Casini.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit abbati et monachis monasterii Montis Casini, ut in locum anniversariorum SS. Zachariae et Gregorii III pontificum ex constitutione apostolica ab eis faciendorum et fieri solitorum ante illorum canonizationem, dicere valeant officium dictorum sanctorum sub ritu duplici in diebus assignatis in martyrologio romano. Die 21 novembris 1671.

1933. **Urbis.**

Cum alias fel. re. Alexander papa VII per suum Breve datum Romae apud S. Mariam majorem sub annulo Piscatoris die 12 decembris 1666 indulserit, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis ordinis regularis missam defunctorum in tempore tantum quo corpus cujuscumque monialis monasterii Turris Speculorum de Urbe recenter defunctae in inferiori ecclesia nuncupata B. M. V. expositum erit ad altare majus dictae ecclesiae inferioris celebrabit, anima ipsa de thesauro ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur. Modo S. Rituum Congregatio ad relationem Emi D. Cardinalis Brancatii declaravit, missam de Requiem pro defunctis ad effectum praedictum celebrari posse ad praefatum altare majus situm in inferiori ecclesia dicti monasterii praesente corpore, etiam in duplicibus. Die 21 novembris 1671.

1934. **Cusentina.**

Archiepiscopus Cusentinus supplicavit ut declararetur: An moniales Cisterciensis comprehendantur in decreto pro monachis Cisterciensibus edito die 24 januarii 1615, et confirmato 23 julii 1661 impresso in breviario monastico approbato a sa. me. Paulo V, adeo ut ipsae quoque moniales illo et missali

monastico uti teneantur. Et S. Rituum Congregatio, referente Emo D. Card. Bona, censuit comprehendi etiamsi sint sub cura ordinarii, ac uti teneri. Die 19 decembris 1671.

1935. **Bergomen.**

Supplicavit in S. Rituum Congregatione episcopus Bergomensis, attenta sua gravi aetate et mala valetudine, ac vastitate ipsius dioecesis pro facultate, ut subdelegare possit, toties quoties opus fuerit, abbatibus Cassinensibus, Lateranensibus, Coelestinis et Vallisumbrosanis habentibus monasteria in dicta ejus dioecesi, licentiam benedicendi altaria, campanas, ecclesias, calices, patenas, et alia. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi D. Cardinalis Bonae, censuit petita posse concedi, dummodo tamen praedicti abbates habeant a Sede Apostolica facultatem benedicendi et consecrandi. Die 6 februarii 1672.

1936. **Elogia.**

Sacra Rituum Congregatio habita die 6 februarii 1672, ad relationem Emi D. Card. Brancatii, infrascripta Elogia ut jacent, apponenda in martyrologium imprimendum, mandavit registrari, tenoris ut infra videlicet.

Sexto Idus Januarii. Venetiis depositio beati Laurentii Justiniani confessoris, primi ejusdem Urbis patriarchae.

Idibus Januarii. Mediolani in coenobio S. Marthae, beatae Veronicae virginis de Bisasco ordinis S. Augustini.

Pridie Kalendas februarii. Romae B. Ludovicae Albertoniae viduae romanae tertii ordinis S. Francisci, virtutibus clarae.

Decimo septimo Kalendas Junii. Mirandulae in Aemilia Sancti Possidii episcopi Calamensis, discipuli S. Augustini ejusque praeclarae vitae scriptoris.

Undecimo Kalendas Junii. Cassiae in Umbria B. Ritae viduae, monialis ordinis Eremitarum S. Augustini quae post saeculi nuptias aeternum sponsum Christum unice dilexit.

Septimo Kalendas Junii. Romae S. Philippi Nerii congregationis Oratoris fundatoris, virginitatis, prophetiae dono, et miraculis insignis.

Pridie Idus Junii. Salamanticae in Hispania S. Joannis a Sancto Facundo confessoris ordinis Eremitarum S. Augustini, fidei zelo, vitae sanctimonia, et miraculis clari.

Pridie Kalendas Augusti. Romae natalis Sancti Ignatii confessoris fundatoris Societatis Jesu, sanctitate et miraculis clari, et catholicae religionis dilatandae studiosissimi.

Septimo Idus Augusti. Neapoli in Campania S. Gaetani Thienoei, clericorum regularium fundatoris, qui singularis in Deum fiducia pristinam apostolicam vivendi formam suis colendam tradidit, et miraculis clarus a Clemente X inter sanctos relatus est.

Decimoquinto Kalendas septembris. In Monte Falco Umbriae B. Clarae virginis, monialis ordinis Eremitarum Sancti Augustini, in cujus visceribus dominicae passionis mysteria renovata maxima cum devotione venerantur.

Decimaquarto Kalendas octobris. Valentiae in Hispania S. Thomae de Villanova archiepiscopi, insignis propter flagrantem in pauperis charitatem, ab Alexandro VII in Sanctorum numero adscripti, cujus jussu festum hac die celebratur.

Septimo Idus octobris. Valentiae in Hispania Tarraconensi Sancti Ludovici Bertrandi ordinis Praedicatorum, qui apostolico spiritu clarus, evangelium quod Americanis praedicaverat, vitae innocentia multisque editis miraculis confirmavit.

Decimo quarto Kalendas novembris. Arenis in Hispania S. Petri de Alcantara confessoris, ordinis minorum, quem propter admirabilem poenitentiam, multaque miracula Clemens IX sanctorum numero adscripsit.

Nono Kalendas decembris. Mantuae B. Joannis Boni, ordinis Eremitarum S. Augustini, cujus praeclaram vitam sanctus Antoninus scripsit.

Sexto Kalendas januarii. Lugduni in Gallia natalis Sancti Francisci Salesii episcopi Gebennensis, propter flagrantissimum zelum in convertendis haereticis ab Alexandro VII in sanctorum numerum relatum. Ejus festus dies agitur de mandato ejusdem pontificis quarto Kalendas februarii.

A martyrologio Venetiis impresso deleta sunt sequentia verba quae habebantur quinto decimo Kalendas novembris in natali S. Lucae evangelistae, nempe; « Inde Venetias delata, « et in ecclesia S. Job condita sunt, » ut patet ex declaratione facta tempore Pii papae II.

1937. **Congregationis Casinensis.**

Cum alias fel. re. Clemens IX die 20 martii 1668 indulserit monialibus monasterii Conceptionis B. M. V. Immaculatae in Campo Martio de Urbe ordinis S. Benedicti, ut in earum ecclesia singulis annis celebrare possint festum S. Benedicti cum octava. Et die 16 februarii 1669 idem SSmus eisdem monialibus pariter concesserit, ut celebrare possint in eadem earum ecclesia festum cum octava S. Scholasticae earumdem ordinis; Hinc est quod procurator generalis congregationis Casinensis tam nomine proprio, quam capituli generalis ejusdem ordinis S. Benedicti enixe supplicavit apud SSmum D. N. Clementem papam X pro extensione hujusmodi gratiae celebrandi praedictum festum S. Benedicti et Sanctae Scholasticae cum octava etiam ad totam eorum congregationem Casinensem, nempe tam ad monachos, quam ad moniales eidem congregationi subjectas. Et Sanctitas Sua ad petita benigne annuit, atque concessit. Die 17 februarii 1672.

1938. **Bajocen.**

Henricus Poirier presbyter monachus professus monasterii S. Stephani de Caen ordinis S. Benedicti Bajocen. dioecesis ac camerarius ejusdem monasterii humiliter exposuit S. Rituum Congregationi quod ipse ad certam capellam dictae suae camerariae membrum, in qua nonnulli sacerdotes saeculares quasi in communi viventes divinum officium Deo persolvunt quandoque divertit, ibique commoratur et cum eisdem sacerdotalibus vitam communem tam in choro quam extra traducit; ut ipse igitur commodius et utilius dictae capellae inservire valeat, supplicavit quatenus sibi indulgere dignaretur, ut quando ipsum apud dictam capellam residere contigerit, loco breviarii monastici ordini praescripti, breviarium romanum recitare illique in omnibus et per omnia se conformare possit. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi D. Cardinalis Bonæ, gratiam petitam benigne indulsit, atque concessit. Die 8 martii 1672.

1939. **Ambianen.**

Cum alias sa. me. Clemens VIII per suas litteras in forma brevis expeditas sub die 27 decembris 1604 concesserit facultatem abbatissae et monialibus Gandaven, monasterii S. Clarae ordinis ejusdem Sanctae recitandi officium B. Colletae de communi unius virginis anniversario die ejus obitus singulis annis, et eodem die missam in eadem ecclesia in illius honorem pariter libere celebrare facere, prout latius in dicto brevi. Et propterea praedictum indultum a fel. re. Paulo V extensum fuerit universis monasteriis monialium reformatarum ordinis S. Francisci in omnibus provinciis Belgii existentibus prout in suis literis apostolicis sub die 2 septembris anno 1610 sexto sui pontificatus; denuo S. Rituum Congregatio, ad supplicationem Emi Dni Cardinalis Bonae, referente Emo D. cardinali de Maximis, praedictam gratiam extendi posse censuit monachis S. Petri de Corbie ordinis S. Benedicti Ambianen. dioecesis, si SSmo placuerit. Die 26 martii 1672. Et facto verbo de praedictis SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 5 aprilis 1672.

1940. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio ad preces P Magistri Ildephonsi de Mier procuratoris generalis congregationis Benedictinae Hispaniarum benigne concessit, ut in omnibus monasteriis utriusque sexus militantibus sub regula S. Benedicti dictae congregationis Hispaniarum, celebrari possit festum dicti S. Benedicti cum octava, prout a SSmo D. N. D. Clemente papa X con-

cessum fuit monasterio Conceptionis B. M. V. Immaculatae in Campo Martio Urbis. Die 26 martii 1672.

1941. **Ordinis Carmelitarum.**

SSmus D. N. Clemens X benigne concessit Rev. Fr. Mattheo Orlando priori generali ordinis fratrum B. Virginis Mariae de Monte Carmelo, ut ad formam brevis alias et sub die 17 augusti 1602 expediti, breviarium dicti ordinis per ipsum accurate examinetur, et si quae depravata, aut omissa praesertim circa festa sanctorum dicti ordinis esse animadverterit, emendare, et restituere procuret, apponendo praesertim nova officia a S. Sede Apostolica approbata; atque sic emendatum, et restitutum praevia revisione et approbatione per Emum D. Cardinalem Bonam, in universo ordine divulgari, et usu recipi possit. Die 5 aprilis 1672.

1942. **Andegaven.**

Supplicantibus rectore, et presbyteris et capellanis parochialis ecclesiae S. Michaelis de Clivio civitatis Andegaven. sibi facultatem concedere recitandi officium SSmi Sacramenti qualibet die jovis non impedita festo novem lectionum, exceptis tamen diebus quadragesimae et adventus, sub praetextu quod in eadem ecclesia erecta sit una confraternitas sub invocatione augustissimi Sacramenti a qua singula die jovis fit processio, et postea ab ejus capellanis cantetur missa solemnis SSmi Sacramenti; S. Congregatio respondit concedi arbitrio ordinarii. Die 14 maii 1672.

1943. **Galliarum.**

Remisso ad S. Rituum Congregationem supplici libello ad SSmum D. N. Clementem X per moniales S. Mariae Misericordiae totius regni Galliarum porrecto humiliter supplicantes pro facultate celebrandi missam B. Virginis Pietatis cum *Gloria* et *Credo* feria 6 dominicae Passionis una cum approbatione sub ritu duplicis primae classis. Eadem S. Congregatio petitis benigne annuit, stante quod sit titularis. Die 14 maii 1672.

1944. **Baren.**

Propositis dubiis pro parte archiepiscopi Baren in S. Rituum Congregatione, 1. An ei et subditis licitum sit recitare officium nonnullarum reliquiarum concessarum a sa. me. Clemente IX et an hoc permittere possit tamquam ordinarius? 2. Pariter licitum sit ordinare sub ritu duplici in dicta ejus diaecesi officium SS. Leonardi, Blasii, Bmae Virginis a Monte Carmelo et della Vita? S. Congregatio respondit: Ad primum, *negative*; et ad secundum ut melius informet. Die 14 maii 1672.

1945. **Comen.**

Renuentibus capitulo et canonicis cathedralis Comi excipere in presbyterio cum pulvinaribus et strato serico gubernatorem et decurionem ejusdem civitatis, qui praetendebant ut archidiaconus canonicis assistentibus inter missarum solemnia descenderet e plano chori ad recipiendum paramentum quod praestare intendebant ad defensionem Immaculatae Conceptionis, et exponentibus S. Rituum Congregationi quod, id non obstante, fratres conventuales ejusdem civitatis die dominica Passionis anni currentis 1672 parvipendentes dispositionem Coeremonialis exceperunt in presbyterio dictos decurionem, et gubernatorem ad dictam functionem aliisque caeremoniis ritui ecclesiastico repugnantibus, prout latius in supplici libello porrecto. Eadem S. Congregatio capitulum et canonicos praedictos laudavit et e contra hanc causam remisit S. Congregationi Episcoporum pro correctione regularium. Die 14 maii 1672.

1946. **Congregationis Casinensis.**

S. Rituum Congregatio ad preces D. Stephani Romani abbatis, et procuratoris generalis congregationis Cassinensis benigne concessit, ut officium S. Benedicti patris ejusdem sub ritu simplici de communi confess. non pontific. cum solitis lectionibus a dicta S. Congregatione approbatis recitari solitum per ipsam congregationem Cassinensem feria tertia non impedita, in posterum recitari possit sub ritu semiduplici a tota praedicta congregatione Cassinensi et monasteriis monialium ejusdem ordinis eidem congregationi subjectis. Die 11 julii 1672.

1947. **Conchen.**

Cum fel. record. Clemens VIII litteris expeditis sub annulo Piscatoris anno 1594 die 18 octobris, de voto venerabilium fratrum S. R. E. Cardinalium Congregationi Sacrorum Rituum propositorum, qui orationem propriam et tres lectiones secundi nocturni ex historia vitae S. Juliani episcopi Conchen. approbarunt, indulserit episcopo et capitulo, canonicis et clero universo civitatis et dioecesis Conchen. ut die 28 januarii festum praedicti S. Juliani episcopi Conchen. et illius commemorationem die 5 septembris celebrare possent, et valerent, idemque officium cum ejus octava confirmaverit Paulus V similibus litteris sub datum 21 maii 1613. Eadem S. Rituum Congregatio, ad enixas preces Emi et Rmi D. cardinalis Nitardi apud SSmum D. N. oratoris catholici Sanctitati Suae nomine majestatis catholicae porrectas, eidemque Congregationi remissas, una cum instantiis omnium fere archiepiscoporum, episcoporum plurimorumque capitulorum, et civitatum Hispaniae, referente Emo D. cardinali de Maximis, concessit extensionem praedicti officii cum octava in omnibus et singulis regnis Hispaniarum tam die festo ejusdem S. Juliani episcopi Conchen. quam commemorationis illius, iisdem modo et forma quibus a praedictis Summis Pontificibus Clemente VIII et Paulo V indultum fuit pro civitate et dioecesi Conchen. Die 16 julii 1672.

1948. **Ordinis Carmelitarum Discalceatorum.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad preces procuratoris generalis ordinis Carmelitarum discalceatorum, benigne annuit atque concessit, ut officia cum additionibus et correctionibus de mandato ejusdem SSmi ab Emo D. cardinali Bona recognita et emendata inserenda breviario ordinis Carmelitarum, inseri etiam possint breviario ordinis Carmelitarum Excalceatorum et a religiosis ejusdem ordinis recitari. Die 27 julii 1672.

1949. **Urbis et Orbis.**

SSmus Dominus noster Clemens papa X, de consilio Emorum cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum, ad preces sibi porrectas per Excell. Ducem de Estrée, nomine serenissimae Galliarum reginae benigne annuit, ut officium S. Petri Nolaschi fundatoris ordinis B. M. de Mercede Redemptionis captivorum, quod hactenus sub ritu semiduplici recitatum est, in posterum sub ritu duplici recitetur. Ideo mandavit sub eodem ritu in calendario Breviarii Romani apponi et ubique ab omnibus, qui ad horas canonicas tenentur tum saecularibus, tum regularibus utriusque sexus de praecepto recitari. Die 23 julii 1672.

1950. **Salisburgen.**

S. Rituum Congregatio ad preces Rmi D. Volfangi Gandulphi archiepiscopi Salisburgensis suprascriptum officium, ut jacet, proprium sanctorum archidioecesis Salisburgen. ad normam martyrologii, missalis et breviarii romani accommodatius et emendatius editum, auctoritate et jussu ejusdem archiepiscopi diligenter revisum, et relatum per Emum et Rmum D. Cardinalem Brancatium approbavit, et concessit, ut omnes et singuli ex suo clero, qui ad horas canonicas tenentur dictum officium, sic approbatum licite et libere recitare possint et valeant, ac imprimi posse permisit. Die 16 julii 1672.

1951. **Bononien.**

S. Rituum Congregatio ad preces Emi Dni Cardinalis Boncompagni archiepiscopi Bononiensis, marchionis Paleotti oratoris, rectoris et collegialium collegii majoris S. Clementis Hispaniarum Bononiae SSmo D. N. Clementi X porrectas, et per eumdem S. Congregationi remissas, concessit ut officium et missa Beati martyris Petri de Arbues (alias magistri de Epila nuncupati) primi inquisitoris apostolici regni Aragoniae

recitari possit die 17 septembris in omnibus ecclesiis saecularium et regularium civitatis Bononiae tantum (ex eo quia dictus Beatus fuit collegialis praefati collegii majoris, et in universitate Bononien. lector publicus Logicae et magister in sacra theologia) sub ritu duplici de communi unius martyris alias concessum pro metropolitana ecclesia S. Salvatoris Caesaraugustae ubi dictus martyr fuit canonicus et ejus corpus veneratur; pro parochiali oppidi de Epila, in quo natus est et pro omnibus ecclesiis generalis Inquisitionis Hispaniarum. Et die 24 januarii 1671 extensum ad omnes ecclesias civitatum praedictorum regnorum in quibus tribunalia SSmae Inquisitionis adsunt. Hac die 18 mensis julii 1672.

1952. **Britanniae.**

SSmus D. Noster Clemens papa X, ad enixas preces serenissimae reginae Catherinae magnae Britanniae sibi porrectas per residentem Portugalliae, benigne annuit ut officium, et missa Sancti Gundisalvi Portugallien. die 10 januarii, et beati Pii V die 5 maii recitari, ac respective celebrari possint in ejus regia capella et litteras in forma brevis expediri mandavit. Hac die 24 augusti 1672.

1953. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio declaravit, quod ubi in Hispaniis auctoritate apostolica aut ejusdem S. Congregationis conceditur, ut officium et missa Beati martyris Petri de Arbues (alias magistri de Epila nuncupati) primi Inquisitoris apostolici regni Aragoniae recitari et celebrari possit die 17 septembris sub ritu duplici de communi unius martyris, et praecipue in metropolitana ecclesia S. Salvatoris Caesaraugustae ubi dictus martyr fuit canonicus et ejus corpus veneratur; in parochiali oppidi de Epila, in quo natus est, et in omnibus ecclesiis generalis Inquisitoris Hispaniarum, ibi transferatur festum sub invocatione SSmi Nominis Mariae, celebrari solitum ex concessione apostolica in tota Hispania sub eadem die 17 septembris ad aliam diem ab ordinario eligendam et ita decrevit et servari mandavit. Die 3 septembris 1672.

1954. **Ordinis Eremitarum S. Augustini.**

S. Rituum Congregatio, ad preces fratris Josephi Eusanii Aquilani episcopi Porphyriensis, sacrarii apostolici praefecti, summopere cupientis quod memoria S. Augustini sui ordinis fratrum Eremitarum fundatoris ac patris, qui in Ecclesia Domini suavissimo nitore resplendens, superni luminis claritate radiat, per specialem cultum et venerationem jugiter commendetur in filiis, benigne indulsit et concessit, ut omnes et singuli utriusque sexus ejusdem sui ordinis Eremitarum S. Augustini religiosi tam fratres quam moniales in quibuscumque mundi partibus existentes, licite et libere recitare possint et valeant semel in hebdomada extra tempus adventus et quadragesimae die non impedita duplici vel semiduplici festo, officium et missam de commemoratione ejusdem S. Augustini sub ritu semiduplici juxta rubricas breviarii dicti ordinis cum lectionibus secundi et tertii nocturni desumendis ex operibus S. Augustini, vel aliorum Sanctorum Patrum et respective distribuendis pro singulis mensibus a deputatis pro correctione officiorum ejusdem ordinis et in calendario breviarii et missalis ordinis praefati apponendis, et imprimi posse concessit. Die 3 septembris 1672.

1955. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio ad preces SSmo porrectas per Emum D. Cardinalem Nitardum oratorem majestatis catholicae nomine ejusdem, et a Sanctitate Sua ad eamdem S. Congregationem remissas benigne inclinata, concessit posse apponi in martyrologio romano Beatum Ferdinandum III regem Castellae et Legionis cognomento *Sanctum*, cum verbis tamen approbandis ab eadem S. Congregatione, si SSmo visum fuerit. Die 3 septembris 1672.

1956. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X, de consilio Emorum DD. Cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 3 septembris currentis, ad preces caesareae majestatis per Emum D. Cardinalem Lantgravium Hassiae eidem Sanctitati Suae porrectas, mandavit ut officium S. Norberti episcopi et confessoris, institutoris ordinis Praemonstratensis, quod hactenus sub ritu semiduplici recitatum est, in posterum ab omnibus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu duplici de praecepto recitetur. Die 7 ejusdem mensis septembris 1672.

1957. **Ulyxbonen.**

SSmus D. N. Clemens papa X benigne indulsit monialibus monasterii S. Marthae ordinis S. Francisci strictae observantiae in civitate Ulyxbonensi, ut recitare possint in choro officium S. Antonii Patavini semel in mense, nempe prima die non impedita, absque alia obligatione aliud officium recitandi. Die 12 novembris 1672.

1958. **Aretina.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit monialibus S. Clarae montis Sancti Savini dioecesis Aretinae, ut earum sacristanae pro tempore tangere possint vasa et alia suppellectilia sacra earumdem sacristiae. Die 3 decembris 1672.

1959. **Valentina.**

S. Rituum Congregatio, visa supplicatione per Datariam ad eamdem remissa pro suo sensu, super eo: An sit concedendum indultum utendi mitra et aliis pontificalibus ad favorem magistri generalis totius ordinis B. M. de Mercede redemptionis captivorum, ad relationem Emi D. Cardinalis Brancatii, censuit supplicationem posse signari, et concedi generali tantum, quamdiu fuerit generalis, servatis decretis generalibus, si SSmo D. N. placuerit. Die 3 decembris 1672.

1960. **Contra Subpromotorem Fidei.**

S. Rituum Congregatio, in causis beatificationis, et canonizationis Beatorum et servorum Dei, ad relationem Emi D. Cardinalis Brancatii praefecti, decrevit, quod subpromotor fidei non subscribat nisi viderit processus, et quod eidem non debentur emolumenta quando processus non fuerint ab ipso visi et subscripti. Et insuper jussit per eumdem subpromotorem fidei servandum esse decretum SSmi facti sub die 6 februarii 1652, in quo decrevit et jussit, quod deinceps depositiones testium examinandorum in causis beatificationum et canonizationum recipiantur, ac scribantur eodemmet sermone ac idiomate quibus proferuntur ab ipsis testibus; eorumque dicta non amplius a subpromotore fidei, sed ab ipsis judicibus pro tali examine a S. Congregatione deputatis seu deputandis, fore et esse dictanda. Die 3 decembris 1672.

1961. **Urbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad preces Excm. DD. principum Gasparis et Angeli de Alteriis benigne annuit atque concessit, ut in qualibet ecclesia parochiali locorum jurisdictionalium domui Alteriae subjectorum in dioecesi Portuensi erigi possit altare in honorem B. Lodovicae Albertoniae cum extensione officii et missae pro die festo dictae Beatae eodem modo, quo praefata concessa fuerunt ecclesiae S. Francisci ad Ripam de Urbe, et extensa ad religionem franciscanam quibuscumque constitutionibus apostolicis, decretis S. Rituum Congregationis aliisque in contrarium non obstantibus. Die 31 decembris 1672.

1962. **Societatis Jesu.**

SSmus D. N. Clemens X, humiliter supplicante R. P. D. Joanne Paulo Oliva praeposito generali Societatis Jesu, benigne concessit, ut provinciae ejusdem societatis ad Hispaniae assistentiam pertinentes et singulae earumdem provinciarum et assistentiae personae semel in hebdomada die non impedita festo duplici aut semiduplici, missam et officium de S. Ignatio Societatis Jesu fundatore et parente celebrare et recitare licite et libere valeant sub ritu semiduplici exceptis tamen adventu et quadragesima. Die 5 januarii 1673.

1963. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Excmi Ducis de Sermoneta benigne indulsit, ut in ecclesia clericorum regularium S. Laurentii in Lucina de Urbe die vigesima secunda januarii libere celebrari possint missae de B. Virgine ratione concursus. Die 21 januarii 1673.

1964. **Minorien.**

Cum ad praesens multa sint aequivoca super denominatione S. Trofimenae, cujus festum cadit die 5 julii, ex eo quia aliquando reperitur vocata Trifina, Trifomena, et Trofomena, ideo episcopus et populus civitatis Minoris S. Rituum Congregationi supplicaverunt, ut in posterum eadem Sancta, quae est protectrix et titularis ecclesiae cathedralis dictae civitatis, cujus corpus asservatur in dicta ecclesia, ad tollenda praedicta aequivoca, apponatur in martyrologio romano, ac in eorum calendario sub nomine S. Trofimenae. Et eadem S. Congregatio ad petita benigne annuit atque concessit. Die 21 januarii 1673.

1965. **Avenionen. Habitus.**

Canonici supernumerarii hebdomadarii nuncupati et beneficiati metropolitanae ecclesiae Avenionen. exposuerunt in S. Rituum Congregatione quod Julius cardinalis de Ruere archiepiscopus Avenionensis specialiter deputatus a Sede Apostolica pro reformatione ecclesiae metropolitanae, statum illius regularem in saecularem redegit, dignitates designavit, numerum canonicorum praescripsit et statuta pro regimine et cultu ecclesiae ordinavit. In articulo octavo ejusdem statuti dedit formam habitus tum canonicorum quam capellanorum ejusdem ecclesiae, et constituit, ut juxta temporum diversitatem praefati canonici et beneficiati habitum immutarent, ordinando nimirum, ut super pellibus seu almutiis canonici et beneficiati induerentur a vesperis sabathi Paschae usque ad vigiliam omnium sanctorum cappis; vero cum rocchetto desursum absque manicis a vesperis dictae vigiliae omnium sanctorum usque ad vesperas diei sabbathi Paschae. Rursus constituere volens aliquam differentiam inter habitum canonicorum et beneficiatorum, decrevit ut praepositus, archidiaconus, thesaurarius, praecentor, canonici numerarii hebdomadarii nuncupati uterentur almutiis de griseis de vareis foderatis de squirollis. Mandavit praeterea, ut cappae praepositi, archidiaconi, thesaurarii, praecentoris et aliorum canonicorum et hebdomadariorum essent de panno violeto foderatae de pellibus salticis; et cappae capellanorum seu beneficiatorum essent de panno violeto paulo obscuriori cum foderatura de griseis ut plenius constat ex tenore dicti statuti. Cum visum fuerit bo. me. Areosto archiepiscopo Avenionen. habitum hujosmodi immutare, ordinando ut dignitates et canonici ecclesiae in choro et processionibus uterentur rocchetto cum manicis angustis, et super rocchetto induerentur toto anno cappa cum paludamento panni rubei coloris, hac constituta differentia inter aestatem et hyemem, ut tempore aestivo cappa haberet foderaturam sericam, et paludamentum esset panni levioris paludamento temporis hyemalis; ordinando insuper ut eodem habitu induerentur canonici hebdomadarii, salvo quod eorum rochettum esset sine manicis angustis. Et quoad beneficiatos idem bo. me. Areostus decreverit quod illi toto anno, tam aestate quam hyeme, deferrent cappam violaceam cum rochetto sine manicis, ut in suo decreto ad quod etc. Quapropter iidem canonici, hebdomadarii et beneficiati recursum habuerunt ad hanc S. Rituum Congregationem supplicantes ordinari, ut praevia circumscriptione dicti decreti bo. me. Areosti, servetur forma statuti dictae ecclesiae in delatione habitus etiam quoad colorem, tam respectu canonicorum quam beneficiatorum. Et eadem S. Rituum Congregatio censuit habitum etiam quoad colorem reducendum esse in pristinum ad formam statuti dictae ecclesiae. Die 21 januarii 1673.

1966. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens X, ob singularem suam pietatem erga S. Cajetanum Thienaeum clericorum regularium Theatinorum fundatorem nuper a Sanctitate Sua in sanctorum numerum relatum, praecepit ut in posterum de dicto sancto die septima augusti celebretur ejus festum cum officio de communi confessoris non pontificis sub ritu semiduplici de praecepto ab omnibus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, et sub eodem ritu in calendario Breviarii Romani apponatur, et praesentem gratiam per litteras in forma brevis expediri mandavit. Die 8 martii 1673.

1967. **Tertii ordinis S Francisci.**

S. Rituum Congregatio supradictum officium S. Ludovici regis Franciae confessoris tertii ordinis S. Francisci duplex cum octava, ad preces fratris Antonii Cottoni procuratoris generalis tertii ordinis S. Francisci, referente Emo Dno cardinali Raspono, approbavit pro fratribus et sororibus ejusdem tertii ordinis ubique terrarum, ac imprimi posse concessit. Die 4 maii 1673.

1968. **Sabaudien.**

Cum alias SSmus D. N. Clemens papa X, die 12 novembris 1672 ad preces serenissimae D. Adelaidae de Sabaudia Ducissae Electricis Bavariae indulserit, ut festum B. Margaritae de Sabaudia ordinis S. Dominici celebrari possit in ecclesia parochiali S. Petri civitatis Monaci cum officio et missa de communi nec virginis nec martyris die 27 novembris ad instar brevis per eamdem Sanctitatem Suam die 29 aprilis 1671 toti ordini S. Dominici concessi. Iterum ad enixas preces ejusdem oratricis, Sanctitas Sua benigne annuit, ut imposterum festum dictae Beatae Margaritae, loco ecclesiae parochialis ut supra, celebrari possit in alia ecclesia SS. Adelaidae et Cajetano dicata, quam ipsa aedificare facit in dicta civitate Monaci, nec non, et in ecclesiis parochialibus infrascriptarum trium civitatum, nempe Ingolstadio, Burgahanson, et Straunbinga eodem modo et forma quibus celebratur a praefatis religiosis ordinis Praedicatorum S. Dominici. Die 19 aprilis 1673.

1969. **Asten. delationis Maxae.**

Relata controversia in S. Rituum Congregatione, per Emum D. cardinalem Bonam loco Emi D. cardinalis Sigismundi Chisii, orta inter canonicos ecclesiae cathedralis ex una, et capellanos beneficiatos ejusdem ecclesiae cathedralis partibus ex altera, de et super delatione Maxae; eadem S. Congregatio, utraque parte informante, censuit eamdem solitam Maxam in annualibus processionibus deferendam esse ante praedictos capellanos beneficiatos, et ita declaravit, et in dicta cathedrali Asten. servari mandavit. Die 6 maii 1673.

1970. **Corisopiten.**

Pro parte Caroli Josephi S. Pern sacerdotis nobilis rectoris parochialis de Besha dioecesis Corisopoten. supplicatum fuit in S. Rituum Congregatione pro suo voto ad indultum eidem a Dataria transmissum, prout in supplicatione SSmo porrecta per praedictum oratorem ad effectum, ut Sanctitas Sua eidem concedere dignaretur licentiam benedicendi cruces, imagines, campanas, tabernacula, vasa, thuribula, vestimenta, mappas, paramenta, et ornamenta ecclesiastica, ac sacerdotalia quaecumque ad cultum praedictum necessaria cum solitis solemnitatibus, et coeremoniis ac pro usu matricis, illius saecularium ecclesiarum et capellarum etc. stante distantia locorum. Et eadem Sacra Congregatio censuit posse concedi de consensu ordinarii, si SSmo placuerit. Die 6 maii 1673.

1971. **Pistorien.**

S. Rituum Congregatio ad preces P. Joannis Vagnoli declaravit, non licere celebrare missam cujuslibet Sancti descripti in martyrologio romano devotionis causa; nec non in litaniis Sanctorum alium sanctum addere. Die 6 maii 1673.

1972. **Reformatorum Ordinis S. Francisci.**

Fratris Bernardini Crucifixi in Aracoeli pro licentia cele-

brandi festum S. Bernardini unica tantum missa cantata ratione concursus die sabbati vigiliae Pentecostes: *Non licere.* Die 6 maii 1673.

1973. **Britanniae.**

SSmus D. N. Clemens Papa X ad pias preces sibi porrectas nomine serenissimae Reginae Magnae Britanniae benigne annuit, ut in regia capella sub invocatione SSmae Conceptionis Immaculatae Virginis Mariae sita in suo palatio Somersetano, qualibet die sabbati per annum etiam impedita festo duplici cujuscumque classis celebrari possit missa votiva SSmae Conceptionis Immaculatae Virginis Mariae, exceptis tamen diebus sabbati sancti, vigiliae Pentecostes, nec non vigiliae et festi SSmae Nativitatis Dni, si venerit in sabbato. Die 19 julii 1673.

1974. **Romana.**

Angelus Faveri exposuit, quod exercuit nomine quondam Horatii de Abbatibus usque ad ejus obitum officium notariatus hujus S. Rituum Congregationis; supplicavit propterea mandari, quod exemplaria perfecte completa, et litterae remissoriales et compulsoriales in quibus requiritur sola subscriptio Illmi protonotarii sumantur ab eodem oratore, tribuendo eidem facultatem illa subscribendi et publicandi seu etc. Et S. Rituum Congregatio respondit: *Excepta publicatione notarii, debentur omnia emolumenta haeredi defuncti.* Die 12 augusti 1673.

1975. **Veneta.**

Exponentibus Joanne, et Gaspare Guerigli impressoribus Venetis quod cum per ipsos impressum fuerit novissime Venetiis martyrologium, non possunt illud publicare ex eo quia in festo Sancti Lucae in ipso martyrologio asseritur corpus dicti S. Lucae esse Pataviae in ecclesia S. Justinae; et in altero martyrologio in quo asseritur corpus dicti Sancti esse Venetis in ecclesia S. Jobi, supplicantibus propterea pro aliquo opportuno remedio ad effectum illud publicandi; S. Rituum Congregatio respondit: *Expuncta narrativa quod sit in uno vel in alio loco, imprimatur, et publicetur.* Die 12 augusti 1673.

1976. **Ordinis Cisterciensis.**

S. Rituum Congregatio inhaerens decreto die 23 julii 1661 edito quo declaravit, monachos Cistercienses uti debere breviario monastico a sa. me. Paulo V approbato, retentis officio proprio cum octava S. Bernardi, nec non officiis sanctorum ordinis de communi praedicti breviarii desumendis, suprascriptas lectiones proprias pro sanctis ipsius ordinis diligenter revisas per Emum D. Cardinalem Bonam approbavit, et imprimi posse concessit. Die 12 augusti 1673.

1977. **Hispalen.**

Cum SSmus D. Noster Clemens papa X per litteras in forma brevis sub data apud Sanctam Mariam Majorem die 7 februarii 1671 concesserit, ut de Beato Ferdinando Tertio Castellae et Legionis Rege cognomento *Sancto*, in omnibus regnis Hispaniarum et ditionibus Serenissimo Carolo Secundo regi catholico subjectis, et in ecclesia SS. Jacobi et Ildephonsi de Urbe nationis Hispaniarum missa et officium de communi confessorum non pontificum sub ritu duplici juxta rubricas breviarii et missalis romani quotannis die 30 maii qua idem Sanctus Rex obdormivit in Domino celebrari, et ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus, qui ad horas canonicas tenentur recitari, libere et licite possent et valerent. Mox ad enixas preces majestatis catholicae Sanctitati Suae per Emum et Rmum D. Cardinalem Nitardum apud S. Sedem Apostolicam ejusdem oratorem porrectas, et Congregationi S. Rituum ab eadem remissas, eadem S. Congregatio censuit posse concedi, ut de praecepto sub ritu duplici servari, et celebrari possit festum praedicti Beati Ferdinandi regis in omnibus regnis Hispaniarum cum lectionibus propriis ab eadem Sacra Congregatione approbandis, non obstantibus quibuscumque in contrarium facientibus. Die 12 augusti 1673.

Et facta per me secretarium de praedictis relatione SSmo, Sanctitas Sua, nedum benigne annuit, sed hujusmodi concessionem approbavit et confirmavit, et litteras in forma brevis expediri mandavit. Die 16 augusti 1673.

1978. **Aragonen.**

S. Rituum Congregatio ad enixas preces Emi et Rmi D. Cardinalis Landgravii de Hassia protectoris regnorum coronae Aragoniae SSmo D. N. Papae Clementi X porrectas, et per eumdem dictae Congregationi remissas, ejusque nomine, benigne concessit, ut officium, et missa B. Martyris Petri de Arbues (alias magistri de Epila nuncupati) in posterum recitari et celebrari possit sub ritu duplici de communi unius martyris die 17 mensis septembris, qua idem servus Dei migravit in coelum, ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus totius coronae Aragoniae in Hispania tantum qui ad horas canonicas tenentur, ex eo quod dictus gloriosus martyr fuit primus inquisitor apostolicus regni Aragoniae, et jam sub eodem ritu ejus officium erat concessum in primis die 17 aprilis 1664 pro metropolitana ecclesia S. Salvatoris civitatis Caesaraugustanae ubi praedictus B. Canonicus extitit, ac palmam martyrii reportavit, et ejus corpus veneratur; pro parochiali villa de Epila, ubi natus, et sacro fonte baptizatus fuit. Ac pro omnibus ecclesiis generalis inquisitionis Hispaniarum. Et die 24 januarii 1671 extensum ad omnes alias ecclesias civitatum dictorum regnorum, in quibus tribunalia S. Inquisitionis resident. Et denique die 16 mensis julii 1672 ad omnes ecclesias saecularium et regularium civitatis Bononiae, quia ibi memoratus martyr fuit collegialis majoris collegii S. Clementis Hispaniarum, ac ejus universitatis magister in Sacra Theologia, et logicae publicus professor. Die 16 septembris 1673.

1979. **Congregationis Vallisoletanae.**

Referente Emo Dno Card. Bona, S. Rituum Congregatio, supplicante P. Magistro Ildefonso de Mier procuratore generali congregationis Vallisoletanae ordinis S. Benedicti in Hispania, et S. R. ac Universalis Inquisitionis qualificatore, declaravit breviarium monasticum Pauli V pro omnibus militantibus sub regula S. Benedicti non obstare, quin monachi ipsius congregationis Vallisoletanae possint officium recitare de sanctis propriis Hispaniarum et Angliae inscriptis calendario veteris breviarii, quo prius utebantur, sicut recitabant antequam reciperent breviarium praedictum Pauli V, eodem ritu et cum iisdem lectionibus. Die 16 septembris 1673.

1980. **Cadicen.**

S. Rituum Congregatio benigne indulsit clero de Gibraltar Cadicen. diaecesis, ut ipse qualibet die jovis per annum non impedita tamen festo novem lectionum recitare possit officium SSmi Sacramenti ad instar concessionis alias factae religioni S. Augustini. Die 2 decembris 1673.

1981. **Cassanen.**

In causa Cassanen. praeeminentiarum vertente inter capellanum et clerum S. Mariae de Gambio Terrae Sarracenae ex una, et archipresbyterum et clerum S. Leonis dicti loci dioecesis Cassanen. partibus ex altera, S. Rituum Congregatio, referente Emo D. cardinali Vidono, utraque parte plene informante, declaravit, vigore decretorum ejusdem S. Congregationis non licuisse vicario generali facere benedictionem segetum, sed spectare ad capellanum S. Mariae absente et defuncto archipresbytero S. Leonis. Et quoad divisionem respondit: Scribatur episcopo pro informatione. Die 2 decembris 1673.

1982. **Nullius in dioecesi Melden.**

Supplicante in S. Congregatione Henrichetta de Lorena de Chevreuse abbatissa monasterii regii Nostrae Dominae de Jouarre ordinis S. Benedicti Nullius in dioecesi tamen Melden. existentis, ut imposterum ipsa et moniales dicti sui monasterii celebrare possint festum S. Marthae cum officio duplici ob peculiarem venerationem quam habent erga dictam Sanctam;

eadem S. Congregatio ad petita benigne inclinata annuit. Die 2 decembris 1673.

1983. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio ad pias preces catholicorum Scotiae SSmo porrectas et per eumdem ad ipsam S. Congregationem pro suo sensu remissas, benigne inclinata censuit, posse concedi, ut imposterum recitari possit officium S. Margaritae reginae Scotiae semiduplex ad libitum de communi nec virginis nec martyris die 10 junii ejusdem festo ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tum saecularibus tum regularibus, qui ad horas canonicas tenentur in Ecclesia universali, si SSmo D. Nostro placuerit. Die 2 decembris 1673.

1984. **Congregationis Vallisoletanae.**

Cum S. Rituum Congrgatio habita die 16 septembris 1673, referente Emo D. Cardinali Bona, snpplicante P. magistro fratre Ildefonso de Mier procuratore generali praedictae congregationis Vallisoletanae ordinis S. Benedicti in Hispania, et S. R. ac universalis Inquisitionis qualificatore, declaraverit, breviarium monasticum Pauli V pro omnibus militantibus sub regula S. Benedicti non obstare, quin monachi ipsius congregationis Vallisoletanae possint officium celebrare de Sanctis propriis Hispaniarum, et Angliae inscriptis calendario veteris breviarii, quo prius utebantur, sicut recitabant antequam reciperent breviarium praedictum Pauli V eodem ritu et iisdem lectionibus. Nunc vero eadem S. Congregatio, referente eodem Emo, ad instantiam pariter praedicti procuratoris generalis censuit concedi posse, prout concessit, ut per patrem magistrum fratrem Josephum Gomez generalem praedictae congregationis et Angliae seligi possint quatuor religiosi ex dicta congregatione sibi benevisi ad effectum revidendi lectiones praedictorum sanctorum contentas in dicto breviario antiquo, illasque reformandi et redigendi ad meliorem formam, nec non commutandi et addendi orationes proprias, capitula, antiphonas cum hymnis ad laudes, et per horas, evangelia et homilias sanctorum patrum congruentia illorum virtutibus, dummodo tamen praedicta omnia ipse generalis transmittat ad eamdem S. Congregationem pro illorum revisione, examine et approbatione. Die 3 martii 1674.

1985. **Urbis et Orbis.**

Enixis precibus SSmo D. N. Clementi papae X porrectis per Emum D. Cardinalem Nitardum nomine serenissimae Hispaniarum reginae, quibus Sanctitati Suae supplicabatur, ut dignaretur concedere, quod officium S. Brunonis confessoris fundatoris ordinis Carthusiensis hactenus ab Ecclesia universali sub ritu semiduplici recitatum, in posterum sub duplici recitaretur ab omnibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, et remissis a Sanctitate Sua ad S. Rituum Congregationem; eadem, ad relationem Emi D. Cardinalis Sfortiae, censuit praedictam gratiam concedi posse, si eidem SSmo Dno Nro visum fuerit. Die 3 martii 1674. Et facta de praedictis SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 14 ejusdem mensis martii et anni 1674.

1986. **Ordinis S. Benedicti in Germania.**

Monachi ordinis S. Benedicti Congregationis Sveviae in Germania supplicaverunt in S. Rituum Congregatione, quatenus dignaretur licentiam sub die 16 junii 1673 concessam congregationi Vallisoletanae praedicti ordinis Hispaniarum, utriusque sexus monachis scilicet et monialibus pro recitatione officii S. Benedicti singulis feriis tertiis in hebdomada per annum sub ritu semiduplici, et quatenus dicta dies feriae tertiae sit impedita, dictum officium recitari etiam possit alia die ejusdem hebdomadae, excepto die sabbathi, extra tamen tempus adventus, quadragesimae et vigiliarum ipsis extendere secundum tenorem ejusdem concessionis. Similiter etiam humillime supplicarunt monachi Scoti et Angli congregationis Scotiae praedicti ordinis in Germania pro eadem gratia. Et eadem S. Congregatio gratiam petitam eisdem benigne indulsit, atque concessit. Die 14 aprilis 1674.

1987. **Salisburgen.**

Pro parte D. Francisci Abbatis ordinis S. Benedicti in monasterio S. Lamberti in Styria provinciae Salisburgen. immediate subjecto S. Sedi Apostolicae expositum fuit, quod praedictus orator habet dominium temporale et spirituale in multis locis Styriae, et plures ecclesias subjectas suae jurisdictioni in quibus sunt nonnulla altaria non consecrata, id est non est consecrata mensa integra altaris (ut moris est in Germania quae denominantur altaria fixa) sed solum habent consecratam parvulam lapidem collocatam in medio altaris super qua celebratur missa, et haec altaria nuncupantur portatilia, quae sunt per modum provisionis et denotant quod ecclesia sit imperfecta, et non finita, quod diminuit cultum et forsan etiam devotionem fidelium. Supplicatum fuit propterea quod eidem dignaretur concedere facultatem ut ipsemet possit et valeat praedicta altaria consecrare. Et eadem S. Congregatio censuit praedictam gratiam posse concedi in locis tantum suae jurisdictionis, si SSmo placuerit. Die 14 aprilis 1674.

Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 21 ejusdem mensis aprilis et anni 1674.

1988. **Audomaren. in Flandria.**

Pro parte episcopi Audomaren in Flandria iterum supplicatum fuit S. Rituum Congregatione declarari: An liceat abbatibus benedicere thus in ecclesiis propriis, sive aliis quamvis exemptis a jurisdictione ordinariorum praesentibus episcopis. Et eadem S. Congregatio respondit: *Non licere*. Die 16 junii 1674.

1989. **Tarraconen. Habitus.**

Pro parte capituli et canonicorum cathedralis Tarraconen. expositum fuit quod haec S. Rituum Congregatio habita die 12 augusti 1673 ad eorum instantiam declaravit non licere archiepiscopo Tarraconen. religioso professo ordinis S. Benedicti gestare habitum cardinalitium sericum ad instar aliorum saecularium et pro ejusdem decreti observatione expeditae fuerunt literae remissoriales ab Auditore Camerae, eique archiepiscopo personaliter notificatae. His vero non obstantibus, continuavit in gestatione dicti habitus serici coloris rubei, et quod majus est, quia nonnullae dignitates et canonici dictae cathedralis qui consueverunt associare dictum archiepiscopum ab ejus palatio ad ecclesiam, recusarunt ultimo loco illum associare, eo quia contraveniendo antedicto decreto ac litteris monitorialibus praedictum habitum gestabat, idem archiepiscopus declaravit illos excommunicatos, et quia pro dicta causa per oratores praefatos fuerunt reproductae dictae litterae monitoriales, ac doctum de positiva contraventione, nec non servati quatuor termini ad docendum de paritione pro obtinenda sententia declaratoria incursus censurarum in praedictis litteris fulminatarum, idem archiepiscopus ad evitandam dictam declaratoriam, et continuandam gestationem dicti habitus, adivit R. P. D. Secretarium hujus S. Congregationis Rituum, et instetit coram illo inhiberi ipsis oratoribus ne auderent ad ulteriora procedere in Tribunali Auditoris Camerae, et allegavit se suosque antecessores extitisse et existere in immemorabili quasi possessione gestandi dictum habitum, et propterea posse continuare dictam possessionem, instetitque sibi concedi litteras remissoriales ad probandam dictam immemorabilem; et dictus D. secretarius remisit partes ad hanc S. Congregationem et mandavit supersederi usque ad primam Congregationem. Hodie vero eadem S. Congregatio, auditis instantiis factis tam pro parte dicti archiepiscopi supplicantis pro suspensione dicti decreti et concessione litterarum remissorialium ad probandam dictam immemorabilem, quam pro parte canonicorum supplicantium ordinari quod Auditor Camerae ad ulteriora in causa procedat attenta notoria contumacia in parendo man-

datis hujus S. Congregationis, visisque aliis juribus et rationibus hinc inde deductis atque allegatis, declaravit: Non licere dicto archiepiscopo uti cappa rubea et omnino abstineat, et quoad censuras, suspendantur ad tres menses et audiatur archiepiscopus, et ita declaravit, et servari mandavit. Die 16 junii 1674.

ADNOTATIO.

Juvat hic referre pauca ex informatione capituli:

Illmus D. Secretarius summa cum benignitate procedendo, retardavit expeditionem decreti (12 augusti 1674) et per suas litteras certioravit Illmum D. archiepiscopum de dicto decreto, cum commonendo se abstineret ab ulteriori gestatione dicti habitus, et successive quia ex justificationibus sibi exhibitis constitit, quod adhuc post receptionem dictarum literarum continuabat sicut antea in gestatione dicti habitus, relaxavit et expedivit dictum decretum cujus vigore fuerunt expeditae dictae litterae Monitoriales; quibus non obstantibus, continuavit in gestatione dicti habitus, et quod est pessimi exempli, declaravit excommunicatos dignitates et canonicos quia recusarunt eum associare, videntes quod contemnendo decretum S. Congregationis, gestabat dictum habitum sibi non licitum, neque permissum, cum potius debuisset statim recurrere ad hanc S. Congregationem, et interim se abstinere a gestatione dicti habitus ob reverentiam debitam huic S. Congregationi, unde pro parte meorum principalium ad cauthelam supplicatur pro absolutione.

Immemorabilem vero esse penitus improbabilem, patet ex eo quia cum Illmus D. Royas Sacrae Rotae Auditor, qui desiit esse talis de mense februarii 1653 per promotionem ad ecclesiam Tarraconensem, est ex cujus persona effectus fuit talis archiepiscopus D. adversarius, est impossibile reperiri testes qui de ea deponere valeant; siquidem unum ex praecipuis requisitis est quod testis per 40 annos viderit ita fuisse observatum et ad hujusmodi effectum est necesse quod testis sit aetatis 14 annorum ante quadragenariam per ipsum testem de visu probandam; atque ita cum d. Illmus Royas esset saecularis, admisso sine veri praejudicio quod alii antiquiores archiepiscopi fuissent regulares, quod tamen est falsissimum, testes ad probandam dictam quadragenariam deberent esse ad minus aetatis 75 annorum. Cumque, antequam dictus Illmus Royas efficeretur talis, archiepiscopatus Tarraconensis occasione revolutionum ac bellorum Cathaloniae extiterit vacans fere per decennium, hinc est quod dicti testes deberent esse aetatis 85; quo casu S. Rota denegat remissoriam.

Superaddito maxime, quod de anno 1626 erat archiepiscopus D. Joannes de Manzada pariter saecularis, prout etiam immediate praecedenter talis D. Joannes de Hoces pariter saecularis; unde eo difficilior, ac penitus impossibilis redditur dicta praetensa probatio immemorabilis.

Ultra quod cum dictus habitus sericus rubei coloris cardinalitii expresse fuerit prohibitus regularibus professis in Caeremoniali episcoporum ut in cap. I. lib. I. et sa. me. Innocentius papa X suo speciali Brevi dictum Caeremoniale omniaque disposita et ordinata confirmaverit et inviolabiliter observari jusserit, prout etiam sa. me. Clemens papa VIII, ut in brevibus registratis in principio libri dicti Caeremonialis, graviterque peccet praelatus illud non observando. Barbos. *de Off. et pot. Episcop.* part. I. tit. I. cap. 4. n. 17 prope finem; inde sequitur dictum D. archiepiscopum adversarium non posse juvari contraria consuetudine tamquam nutritiva peccati, et consequenter denegandam remissoriam.

1990. **Ulyxbonen.**

Patres congregationis Oratorii Assumptae sub instituto S. Philippi Nerii, Ulixbonen. dioecesis supplicarunt apud S. Rituum Congregationem, quatenus eisdem concedere dignaretur, ut possint continuare et dicere addendo in *Confiteor* et Litaniis sanctorum nomen S. Philippi eorum patriarchae, sicut hactenus consueverunt, ut moris est apud omnes religiosos in regno Portugalliae addendi in *Confiteor* et litaniis nomen Sancti sui patriarchae. Et eadem S. Congregatio respondit: *Posse tolerari*, et ita censuit. Die 16 junii 1674.

1991. **Syracusana.**

Pendente in S. Rituum Congregatione controversia inter capitulum ecclesiae S. Georgii civitatis Modicae ex una, et illud S. Petri ejusdem civitatis super praecedentia parte ex altera, eadem S. Congregatio, sub die 24 maii 1636 referente Emo Caesarino, decrevit ecclesiam S. Georgii esse matricem, eique competere praecedentiam: capitulum vero et canonici S. Petri dictae resolutioni ut obviarent, de anno 1654 bullam a Dataria super usu pontificalium, ut ecclesiae S. Georgii praeminerent, extorquere curarunt, et quamvis praefata Bulla de speciali mandato SSmi (prout ex litteris Emi Corradi tunc Prodatarii sub die 5 junii 1660) fuit nulla, invalida, subreptitia, et obreptitia declarata, eo quod numquam obtinuissent, si de aliis decretis per dictam S. Congregationem emanatis sub die 10 julii et 24 augusti 1655 tale indultum prohibentibus mentionem fecissent; et cum decretis dicti anni 1636 obstricte parere recusaverint, fuerunt ab Auditore Camerae judice executore de anno 1662 censuris subjugati; qui per duodecim annos maxima cum insordescentia non solum vixerunt, et ad praesens vivunt, et ad gremium S. matris Ecclesiae redire non curant, sed sic interdicti, suspensi, et excommunicati publice divina sacrificia magno apostolicarum clavium contemptu, et populi scandalo quotidie celebrare et iram Dei thesaurizare non timuerunt, neque formidant, et, quod dolenter fertur, tempora temporibus certando ad tribunalia Regni recursum habuerunt, et executionem dictae bullae (non obstante nullitate supradicta) temerario ausu obtinuerunt, et sub 15 et 19 octobris 1673 archipresbyter in dicta ecclesia S. Petri ob dictam executionem a dicto tribunali saeculari obtentam, pontificaliter celebrare et canonici cum aliis presbyteris, ac si excommunicati non essent, assistere eidem celebranti praesumpserunt. Et cum per curiam episcopalem Syracusanam fuerint aliae censurae emanatae contra ipsos, ex quo moniti a praedicto pontificalium usu ac divinorum sacrificiorum celebratione et administratione non desisterent, non solum non paruerunt, sed de praedictis censuris a tribunali regiae Monarchiae absolutionem impetrarunt, imo contra ministros praefatae curiae Syracusanae dictus archipresbyter S. Petri (nescitur qua jurisdictione fulcitus) censuras temere publicare fuit ausus. Quibus stantibus, pro parte abbatis et capituli S. Georgii cum fuerit supplicatum pro expeditione bullae motus proprii super declaratione nullitatis dictae bullae concedentis usum pontificalium et suppressione dictae ecclesiae S. Petri; et facta de praedictis omnibus relatione per Emum Molinum in S. Rituum Congregatione, decretum fuit, supplicandum esse SSmo pro expeditione dictae bullae, pro qua ad Emum Prodatarium. Die 16 junii 1674

1992. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio ad preces Emi D. cardinalis Bonae facultatem indulsit monialibus S. Francisci de Sales, ut imposterum singulis annis earum capellani in ecclesia monasterii ipsarum in quacumque mundi parte existentes, celebrare possint et valeant missam praedicti S. Francisci de Sales, et Visitationis B. Mariae Virginis per totam octavam utriusque festi. Die 4 augusti 1674.

1993. **Urbis et Orbis.**

Cum ad aures Emorum DD. Cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum pervenerit impressio facta officiorum S. Philippi Benitii ordinis Servorum B. M. V. et S. Raymundi de Pennafort ordinis Praedicatorum cum lectionibus et orationibus propriis ab Ecclesia universali sub ritu semiduplici de praecepto recitandorum absque illorum recognitione et approbatione ipsius S. Rituum Congregationis et mandato SSmi, ut in iisdem officiis supponitur; eadem S. Congregatio omnino

prohibendam esse jussit, prout prohibuit recitationem praedictorum officiorum in quacumque mundi parte sic impressorum : Excepto tamen officio praedicti S. Raymundi de Pennafort recitandum sub ritu semiduplici de praecepto, omnia de communi confessorum non pontificum juxta decretum a Sanctitate Sua die 23 martii 1671 emanatum. Et ita decrevit et ubique servari mandavit. Die 4 augusti 1674.

1994. **Bruxellen.**

Porrecto SSmo D. N. Clementi X supplici libello ab Emo D. Cardinali Rospiglioso nomine Excmi D. Comitis de Montereis gubernatoris Flandriae, quo expositum fuit, quod ab immemorabili tempore in ecclesia collegiata SS. Michaelis, et Gudulae Bruxellis dominica immediate sequenti post diem decimam tertiam mensis julii celebratur quotannis festum in commemoratione SSmi Sacramenti cum magno populi concursu ex Brabantia, Flandria et aliis ditionibus Belgii, cum officio et missa solemnitatis SSmi Corporis Christi. Ideo idem Exmus SSmo supplicavit ut in posterum Sanctitas Sua ad augendam populi devotionem dignaretur concedere facultatem celebrandi praedictum festum cum eadem octava SSmi Sacramenti in dicta ecclesia tantum. Et Sanctitas Sua enixis precibus benigne inclinata annuit, et petitam gratiam concessit. Die 29 augusti 1674.

1995. **Collegii protonotariorum de numero Participantium.**

Protonotariorum collegium, cujus initium providentiae S. Clementis papae primi tribuitur, vetustate conspicuum, clarorum virorum nomine propagatum, cardinalium qui ex eo quamplurimi prodierunt ornatum fascibus, imo et aliquot summorum pontificum in minoribus ei adscriptorum majestate insignitum fel. rec. Paulus papa V plenis votis S. Rituum Congregationis (ubi rei periculum fieri voluit) eo speciali cumulavit honore, ut omnes et singuli protonotarii participantes in hoc collegium relati, pileum nigrum cordulis violaceis circumornatum et etiam serico violaceo suffultum cum floccis, et ornamentis ejusdem coloris deferre possint, et valeant privative quoad omnes alios praelatos, et etiam privative quoad omnes et quoscumque alios protonotarios qui de dicto collegio, et numero participantium non sunt, et ita humanissimus princeps praerogativam illam quae ante annos centum et quinquaginta hujusmodi protonotarios praeferebat episcopis et jam e more deflexerat compensavit, ut videre est ex regesto S. Rituum Congregationis sub die 17 februarii 1607. Verum quia felic. record. Alexandro VII placuit facultatem gerendi pileum cum violaceo cingulo circumcinctum communem facere S. Rotae Romanae Auditoribus, quod privilegium SSmus D. N. Clemens papa X etiam ad R. Camerae Apostolicae clericos extensum voluit, praefatum collegium nuper humillimas eidem SSmo D. N. Clementi papae X porrexit preces, ut Sanctitas Sua dignaretur aliud decernere signum quo singuli protonotarii de numero participantium ab aliis praelatis distinguerentur; idem SSmus commisso negotio Emis et Rmis Dominis cardinalibus Brancatio, Raspono, De Maximis, Carpineo Prodatario, et Casanate S. Rituum Congregationi praepositis ad idem specialiter deputatis, ac mature discusso die 6 augusti 1674 in aedibus praefati Emi Brancatii, omnes fuerunt in voto, quod omnes et singuli protonotarii apostolici de collegio et numero participantium privative quoad omnes et singulos alios praelatos, et etiam privative quoad omnes alios protonotarios qui de dicto collegio et numero participantium non sunt, deferre possint, et valeant Romae, et ubique locorum pileum nigrum serico cingulo rosacei coloris cadentibus floccis serico subsuto, et extremitate plici vulgo Cajarello ejusdem rosacei coloris, si eidem SSmo D. Nro visum fuerit. Et facto de praedictis omnibus verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua nedum sensum eorumdem Emorum cardinalium approbavit et confirmavit, verum etiam et hoc in signum singularitatis et in praerogativam nemini ex praelatis et protonotariis extra dictum collegium competentem concessit perpetuo valitura sanctione. Die 29 augusti 1674.

1996. **Ordinis Camaldulensis.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad pias et enixas preces procuratoris generalis totius religionis Camaldulensis benigne annuit atque concessit, ut omnes et singuli religiosi monachi eremitae, et moniales praefati ordinis Camaldulensis in futurum singulis annis recitare possint et valeant qualibet feria tertia non impedita tamen festo duplici 12 lectionum, et excepto tempore adventus, quadragesimae et vigiliarum, officium cum missa respective S. Romualdi abbatis et confessoris praedictae religionis fundatoris sub ritu semiduplici. Die 29 augusti 1674.

1997. **Avenionen.**

S. Rituum Congregatio iterum facultatem indulsit Ludovico Boyer sacerdotis dioecesis Tolonensis in Gallo-provincia, nunc inservienti ecclesiae loci Barbentanae dioecesis Avenionen. benedicendi sacra suppellectilia ecclesiastica in quibus tamen sacra unctio non adhibetur, et de consensu ordinarii ad quinquennium. Die 20 septembris 1674.

1998. **Avenionen.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit Bonifacio Pasqualis vice-curato ecclesiae parochialis de Châteaurenard dioecesis Avenionen. benedicendi sacras suppellectiles in forma et ad triennium. Die 10 octobris 1674.

1999. **Bisuntina.**

S. Rituum Congregatio inhaerendo decreto in similibus edito in causa Militen. die 14 augusti 1666 iterum declaravit, ecclesiae collegiatae S. Anatholii oppidi Salinarum Bisuntinae dioecesis ex vi privilegii insignitatis in eadem S. Congregatione exhibiti quod a Sancta Sede obtinuit simul cum cappa, et rocchetto ad instar collegiatarum insignium Urbis, competere jus praecedendi in ecclesiasticis functionibus alias collegiatas simplices non insignes, nec utentes similibus habitibus, quae prius praetendebant esse cum eadem aequalis praecedentiae, ac etiam non obstante quod sint antiquioris erectionis. Die 17 novembris 1674.

2000. **Feretrana.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam universitatis et populi terrae Majoli Feretranae dioecesis, inhaerendo decreto alias in similibus emanato in una Gebennen. in Sabaudia die 3 martii proximi, facultatem indulsit archipresbytero ecclesiae parochialis S. Blasii dicti loci, ut ipse toties quoties opus fuerit, possit maledicere scilicet ut vulgo dicitur Grilli et alia similia animalia noxia, nec non benedicere possessiones existentes in hujusmodi territorio. Die 17 novembris 1674.

2001. **Galliae.**

S. Rituum Congregatio ad supplicationem sororis Mariae de Moronillians abbatissae monasterii monialium S. Clarae recollectarum, facultatem indulsit, ut praedictae moniales die 23 maii in festo B. M. Virginis miraculorum quotannis in earum ecclesia dioecesis Massiliae ubi adest, ut asseritur, altare praefatae B. M. Virgini miraculorum dedicatum, recitare possint et valeant officium ut in festo B. Mariae ad Nives sub ritu duplici. Die 17 novembris 1674.

2002. **Indiarum Occidentalium.**

Expositum fuit apud S. Rituum Congregationem ad instantiam fratris Roderici a Cruce procuratoris Societatis Fratrum Bethlemitarum nuncupatae hospitalium Pauperum Convalescentium in Indiis occidentalibus, qualiter a Sancta Sede nuper sunt approbata in forma specifica statuta et constitutiones pro bono regimine praedictae Societatis et dictorum hospitalium pauperum convalescentium, et signanter cum facultate habendi in hospitalibus ecclesiam, seu capellam, et per sacerdotes sacramenta fratribus et pauperibus convalescentibus administrandi, ac missas celebrandi; nunc vero ad tollendum omne dubium quod in regionibus tam remotis facile evenire solet

et quibus recursus difficilis est, pro parte praefati oratoris supplicatum fuit, ut dignaretur declarare: An liceat fratribus societatis in eorum ecclesiis seu capellis recitare officium divinum, ac etiam illud majoris hebdomadae et celebrare omnia festa a Sancta Sede apostolica approbata? Et eadem S. Congregatio respondendum esse censuit: *Licere de consensu tamen ordinarii*, si SSmo D. N. visum fuerit. Die 17 novembris 1674. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua, attento quod agatur de partibus tam remotis benigne annuendo respondit, petita eisdem licere atque libere et licite per eosdem recitari ac celebrari posse concessit absque consensu Ordinarii. Die 21 novembris 1674.

2003. **Viennen.**

Porrectis SSmo D. N. Clementi divina providentia papae X precibus augustissimi imperatoris Leopoldi per Emum D. Cardinalem Pium, ut in suis litteris sub datum die 10 januarii proximi praeteriti, quibus exposuit quod ipse, prae aliis post Deiparam S. Josephum ejusdem B. Virginis Sponsum ex peculiari quo in eum fertur affectu pietatis zelo, in patronum omnium suorum regnorum et provinciarum haereditariarum eligendum statuit, accedente tamen ad id prius Sanctitatis Suae assensu, de quo instanter supplicavit. Et Sanctitas Sua piis precibus benigne inclinata, praedictam electionem approbavit et confirmavit, et de dicto S. Josepho ut praefertur in patronum electo, praerogativas eisdem patronis regnorum et provinciarum competentes decrevit juxta rubricas breviarii et missalis romani, et ad formam constitutionis fel. rec. Urbani VIII sui praedecessoris super observatione festorum emanatae die 13 septembris 1642, quibuscumque in contrarium non obstantibus. Die 14 februarii 1675.

2004. **Toletana.**

SSmus D. N. Clemens papa X ad pias preces Emi et Rmi D. Cardinalis Aragoniae protectoris Hispaniae, et archiepiscopi Toletani Hispaniarum primatis, nec non Emi et Rmi D. Cardinalis Portocarraro comprotectoris Hispaniae, et ejusdem metropolitanae Toletanae ecclesiae decani. Et capituli ejusdemmet ecclesiae benigne inclinatus indulsit canonicis et capitulo praefatae ecclesiae metropolitanae Toletanae, ut iidem imposterum singulis annis die 26 augusti in dicta eorum ecclesia celebrare possint et valeant festum translationis reliquiae, quae est, ut traditur, notabilis pars brachii dexteri S. Ildefonsi olim archiepiscopi Toletani, cum officio et missa sub ritu duplici, juxta rubricas breviarii et missalis romani, nec non una cum oratione et lectionibus propriis a S. Rituum Congregatione approbandis Die 23 februarii 1675.

2005. **Congregationis Cisterciensium.**

Pro approbatione decreti facti a suo capitulo generali super uniformitate in recitando officio: *Audiatur Procurator generalis Galliarum*. Die 30 martii 1675.

2006. **Lauretana.**

Proposita causa per Emum D. Cardinalem Albitium in S. Rituum Congregatione super controversiis verten. inter capitulum ecclesiae Lauretanae ex una, et musicos illius ecclesiae parte ex altera, eadem Sacra Congregatio censuit non licere musicis praedictis canere mottetta in missis extraordinariis celebrandis a beneficiatis ejusdem ecclesiae, nisi de licentia hujusmodi capituli, et ita declaravit, et imposterum servari mandavit. Die 30 martii 1675.

ADNOTATIO.

Supplex libellus canonicorum Lauretanorum ad S. Congregationem est tenoris sequentis:

Emi e Rmi Signori. — Per disposizione di più Sommi Pontefici e particolarmente della sa. me di Paolo V con Breve speciale che comincia: *Inter varias sollicitudines*, sotto la data delli 13 ottobre 1620 nella chiesa e santuario di Loreto tutte le donazioni, offerte, elcemosine, largizioni, o per messe, per divini officii, per voto, o per qualsisia causa pia si devono ricevere dalli deputati alla custodia di S. Casa dall'Emo Protettore, e da quelli far soddisfare i pesi ingiunti con proibizione amplissima a qualunque altro di riceverle sotto pena di scommunica da incorrersi *ipso facto*.

In esecuzione delle suddette disposizione sino li 27 marzo 1623, li Signori Ministri di S. Casa per soddisfare ai pesi ingiunti e che fossero per ingiungersi, per instromento di concordia obbligarono il Capitolo e Clero di detta Chiesa, non solo a celebrare un certo numero di messe private, ma anche a cantare tutte le messe straordinarie oltre le conventuali e votive, con patto che dovendosi cantare le messe straordinarie con l'assistenza del capitolo, a questo si diano da S. Casa scudi 4 moneta per ciascuna; ma dovendosi cantare senza intervento di capitolo, si diano ai beneficiati e chierici celebrante ed assistenti giulj 2, come in detto Istromento al Cap. 1 a 13. Ai musici poi in ciascuna di dette messe straordinarie, da la S. Casa paoli 2, come anco si giustifica dalle Costituzioni Sinodali.

Quindi quando qualche devoto, o per sua devozione o in onore di qualche Santo, vuol fare cantare in quella chiesa e santuario qualche messa straordinaria, se la vuole senza assistenza del solo capitolo dà 3 soli scudi ai custodi di S. Casa, i quali dandone giulj 12 a'musici e giulii 2 al beneficiato e chierici ed assisenti, ritengono il rimanente per il Santuario, ma se la vuole con l'assistenza del capitolo, vi aggiunge per questo altri scudi 4 moneta; non variandosi però la ricognizione de'musici.

Il rito poi antico e pacifico, col quale è stato sempre solito cantarsi le dette messe tanto straordinarie quanto ordinarie, si è che celebrandosi da uno delle dignità e canonici, i musici cantino l'introito, graduale, offertorio, e mottetto, e l'antifona Communio in canto figurato scritto, o a mente in contrapunto, ma celebrandosi da'beneficiati, li musici cantino l'introito, graduale, ed antifona in canto fermo, e senza mottetto. Siccome attestano 12 testimoni in maggior parte Sacerdoti vecchi, che hanno lungo tempo servito la Chiesa ed al presente non servono; si che la loro testimonianza non ammette ombra veruna.

È non dimeno vero che da pochi anni in qua per le messe straordinarie che si cantano dai beneficiati senza l'assistenza del Capitolo, li musici alle volte hanno fatto accordo coi devoti che le fanno cantare, di ricevere da loro a parte qualche denaro, oltre li 12 giulj che gli danno per mezzo di S. Casa, ed all'incontro di cantar essi in tali messe qualche mottetto; ma questa novità è stata alle volte permessa da'beneficiati perchè anch'essi con l'esempio de'musici hanno ricevuto a parte qualch'altra elemosina, oltre i due giulj che loro si danno per mezzo di S. Casa; altre volte è stata contradetta od impugnata dai medesimi beneficiati, e tal volta ha causato uno scandaloso inconveniente, cioè che i musici hanno cantato dopo l'offertorio qualche mottetto lungo, e il beneficiato celebrante ha proseguito la messa bassa. Ma sempre la detta novità è seguita senza scienza e consenso del capitolo, che non v'interviene; anzi avendone avuto notizia ultimamente per causa di un di detti inconvenienti successo, il capitolo riconoscendo dettta novità per contraria alle suddette disposizioni apostoliche, al rito antico della Chiesa ed alla suddetta distinzione sempre osservata in riguardo ai celebranti, e volendo anco rimediare ai scandali che ne seguivano, stimò espediente ordinare ai beneficiati che non ricevano altro che li soliti due giulii della S. Casa ed al maestro di cerimonie, che non permettesse più in simili messe il cantar mottetti.

Non quietandosi a ciò li musici e, come non soggetti al Capitolo minacciando voler onninamente cantar detti mottetti a loro arbitrio, obbligarono il capitolo a ricorrere a Monsignor vescovo, perchè egli dichiarasse non doversi cantare i pretesi mottetti da'musici nelle dette messe; e Monsignor vescovo,

rimessa la decisione a questa S. Congregazione, per ovviare a' scandali e per modo di provisione, proibì il cantar detti mottetti sino novi ordini dell'EE. VV.

Nè fu sufficiente questa diligenza per evitare i disturbi, poichè essendo soliti i sartori di Loreto il 13 novembre solennizzare la festa di S. Omobuono col far cantare una messa straordinaria nell'altare di S. Antonio nella Chiesa dai beneficiati, ed essendo accomodato il detto altare ed avendo i sartori dato li soli 3 scudi a' custodi di S. Casa per la messa, e non richiedendo mottetto veruno, come il deputato dei sartori espressamente si dichiarò, i musici per vincere la picca di cantar i mottetti a loro arbitrio, la sera precedente delli 12 si dichiararono col maestro di cerimonie, che eglino avriano la mattina seguente cantato il mottetto nella messa per S. Omobuono, e perciò il maestro di cerimonie si portò a riferirlo a Mons. vescovo, il quale per ovviare onninamente ai scandali, considerando essere meglio il non far celebrare una festa della quale la Chiesa nemmeno fa commemorazione che il permetterla con disturbi pubblici, ordinò che la notte si levassero gli ornamenti di detto altare e il quadro postovi di S. Omobuono; e fu di notte eseguito. Sebbene poi Monsignor vescovo, risaputo che li signori ministri di S. Casa esageravano ritornare in danno del santuario l'impedire la detta festa e messa, per torre simile doglianza fece la mattina di buona ora raccomodare il detto altare, e ordinò s'intimasse il detto suo rescritto ed ordine di non cantare mottetti al maestro di cappella per sperimentare la sna discrezione. Aggiustatosi pertanto il detto altare sul mattino, fù intimato il detto rescritto ed ordine di Monsignor vescovo al maestro di cappella, il quale con qualche disprezzo il lasciò andare a terra, e fu citato incontinente il medesimo maestro di cappella avanti questa S. Congregazione a dedurre le sue ragioni ed a vedersi inibire in forma che intanto non facesse cantar detti mottetti.

Ciò però non ostante sù l'ora di terza si vidde accommodare l'altare dell'Annunziata di S. Casa, giurisdizione di Monsignor Governatore con altro quadro di S. Omobuono; e giunta in chiesa la corte secolare con tutti i sbirri e col capitano di fanteria con 30 e più soldati armati, fu cantata con mottetti la messa di S. Omobuono da un sacerdote che non è di capitolo e clero nel detto altare dell'Annunziata attorniato da sbirri, e soldati con non poco scandalo; assistendogli anco Monsignor Governatore con la cimarra da camera, e ferrajuolo paonazzo lungo; nel tempo istesso che in Coro cantavansi l'ore canoniche che ne seguiva dissonoranza scandalosa, mentre vicino il coro cantavasi ad un tempo la detta messa.

A causa dunque di tal successo, il Capitolo riverentemente ricorre all'EE. VV. per l'opportuno rimedio, e le supplica dichiarare non essere lecito a detti musici il cantar mottetti nelle dette messe straordinarie che si celebrano dalle dignità e canonici, e molto meno l'esiggere dai devoti altro denaro, oltre quello loro si dà per mezzo di S. Casa, e pare di giustizia.

1. Perchè intanto i musici hanno introdotto alle volte il cantare detti mottetti nelle messe straordinarie che si cantano da' Beneficiati, in quanto eglino ricevono a parte dai devoti altro emolumento di denari e ciò non può permettersi come proibito dalla costituzione di Paolo V, con la deroga d'ogni uso in contrario.

2. Perchè il rito solito, antico e pacifico circa il cantare in quella chiesa non solo le messe conventuali ed ordinarie, ma anche l'estraordinarie è stato sempre, che cantando le dignità o li canonici, i musici cantano in canto figurato, o contrapunto; ma celebrando il beneficato, i musici cantano in canto fermo, come si è provato; così il detto non deve alterarsi per illecito interesse de' musici.

3. Se i musici, come si è provato, devono cantare e cantano l'introito ed altre parti nècessarie della messa quando celebra il beneficiato in solo canto fermo, molto meno dovranno e potranno cantare in altro canto che fermo quello che non è necessario nella messa, cioè a dire il mottetto; essendo certo che quello che non è lecito nelle cose di necessità, non puol essere lecito nelle cose di mera volontà; onde se i musici non possono cantare in canto figurato l'introito, graduale, e altre parti necessarie della messa, ne anche possono cantare in canto figurato, le parole de' mottetti meramente volontari.

4. Il mottetto cantasi in luogo dell'offertorio; ed i musici, se avessero a cantare l'offertorio, per la ragione sudetta non possono cantarlo che in canto fermo nelle messe de'beneficiati; dunque non possono, ne devono cantare il mottetto in canto figurato, poichè questi come surrogato all'offertorio, deve vestirsi dell'istessa natura di quello che è surrogato, ed in conseguenza cantarsi come quello si canterebbe.

5. La ragione di cantare il mottetto non dipende da ricevere i musici emolumento a parte da chi fa cantar la messa, ma bensì dalla qualità del celebrante, anco rispetto alle messe straordinarie e fuori di Coro, che però celebrando messe staordinarie la dignità o il canonico, come nelle messe per la maestà del Rè christianissimo e per la serenissima Republica di Venezia, per il signor Duca Altemps, per la festa di S. Ignazio ed altri simili, i musici, benchè ricevano i soli 12 giulii per mezzo di S. Casa, cantano nondimeno tutto in canto figurato, ed anco l'offertorio o mottetto; ma celebrando il beneficiato non devono cantare, che in canto fermo, come si è detto.

E nulla rileva il preteso possesso de'musici il cantar i mottetti nelle messe straordinarie dei beneficiati, perchè da pochi anni in qua e di raro ve li hanno cantato per lo più con contradizione dei beneficiati, ed anco con scandali e sempre senza saputa del Capitolo, al quale si pregiudicherebbe, se i musici non osservassero la sudetta distinzione rispetto alla qualità de' celebranti. A far maggiormente conoscere che i musici non hanno avuto il preteso possesso di cantar detti mottetti nelle messe straordinarie de'beneficiati, aggiungesi che sino i custodi di S. Casa proibirono a loro e fecero desistere dal cantar il mottetto in una messa simile straordinaria de' beneficiati che si cantava per la confraternita del SSmo.

2007. **Romana.**

S. Rituum Congregatio ad pias et enixas preces monialium S. Ambrosii, ut dicitur *della Massima* de Urbe sub regula S. Benedicti, benigne inclinata, indulsit, ut ipsae imposterum singulis annis in earum ecclesia celebrare possint festum S. Satyri fratris germani S. Ambrosii die 17 septembris cum officio et missa de communi sub ritu duplici. Die 30 martii 1675.

2008. **Sarzanen.**

S. Rituum Congregatio, controversia orta inter sacerdotes simplices, et in ordine antiquiores ex una, et sacerdotes beneficiatos ecclesiae S. Martini loci de Horto-novo dioecesis Sarzanen. partibus ex altera, de et super praecedentia, inhaerendo decretis alias in similibus editis in Aquipendien. 13 junii 1671, Papien. 2 decembris 1673 et Montis Falisci 14 aprilis 1674, censuit praecedentiam spectare ad sacerdotes beneficiatos, et ita declaravit et servari mandavit. Die 30 martii 1675.

2009. **Valentina. Censurarum et picturarum.**

Pro parte et ad instantiam P. magistri fratris Mathiae de Cardona vicarii ac procuratoris generalis ordinis B. M. de Mercede redemptionis captivorum, tam nomine proprio quam suae religionis institum fuit apud S. Rituum Congregationem pro relaxatione censurarum contra patres conventus ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum civitatis Valentiae, eo quod habuerunt recursum ad judices civitatis Valentiae, et ab eo inhibitionem extorserunt contra praedictos patres de Mercede ad impediendum ne isti uterentur decretis ejusdem

Congregationis et brevibus apostolicis pro celebratione dici festi B. Petri Paschasii martyris olim episcopi Giennen., et religiosi professi ordinis de Mercede dipicti et sculpti a praedictis fratribus Trinitariis in eorum habitu. Et viceversa supplicantibus patribus Trinitariis praefatis (absolutis prius a censuris, et poenis ecclesiasticis quibuslibet propter recursus habitos ad judices laicos) pro concessione litterarum remissorialium et compulsorialium ad effectum, servatis servandis, examinandi testes et compulsandi scripturas tam respectu possessorii quam petitorii, et probandi praedictum B. Petrum Paschasium fuisse filium religionis Trinitariae, et alias latius etc. prout hinc inde plene informante, allegatis, deductis atque discussis, proponente Emo et Rmo Dno Cardinali Portocarraro, Et eadem S. Congregatio inhaerendo decretis alias in causa praedicti Beati editis 3 septembris 1661, et 30 maii 1670, censuit litteras remissoriales non esse concedendas et picturas dicti B. Petri Paschasii depictas, et sculptas a praedictis fratribus Trinitariis in eorum habitu esse delendas, et ita declaravit atque decrevit. Die 30 martii 1675.

2010. **Ordinis Carmelitarum Excalceatorum Congregationis Hispaniarum.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad pias preces P. fratris Joannis a Conceptione procuratoris generalis ordinis Carmelitarum discalceatorum congregationis Hispaniarum ac procuratoris specialiter constituti in causa beatificationis et canonizationis venerabilis Servi Dei fratris Joannis de Cruce primi carmelitae discalceati ejusdem ordinis benigne inclinatus, indulsit atque concessit, ut prima festivitas Urbis Romae celebranda de praedicto servo Dei fratre Joanne de Cruce in religione carmelitarum (post peractam illius solemnem beatificationem habendam in Sacrosancta basilica Principis Apostolorum die 21 mensis aprilis currentis) solemnizari possit solummodo a patribus carmelitis excalceatis hospitii congregationis Hispaniarum in eorum ecclesia SS. Joachim et Annae cum solita capella Emorum et Rmorum DD. Cardinalium die 28 ejusdem mensis aprilis a Sanctitate Sua assignata. Et ita voluit, et servari mandavit. Die 6 aprilis 1675.

2011. **Congregationis Cisterciensium.**

Supplicante procuratore generali congregationis Cisterciensium pro approbatione infrascripti decreti facti a capitulo generali dictae congregationis Italiae cujus tenor est: « Censuerunt patres definitores, officium defunctorum recitandum esse omnibus diebus, quibus fit de feria etiam toto tempore paschali, excepta octava Paschae sicut etiam feria 2, 3 et 4 hebdomadae penosae; et hoc, ut servetur uniformitas in officiando. » Et S. Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 18 maii 1675.

2012. **Romana.**

Pro parte Rmi P. magistri S. Palatii expositum fuit in S. Rituum Congregatione quod ob incuriam revisoris vitae Beati Joannis de Cruce impressae Romae antequam esset numero Beatorum adscriptus, in qua habetur in capitulo sexto lib. 1: quod dictus Beatus esset confirmatus in gratia aetate sua annorum 25, et hoc absque sufficienti probatione; ideoque idem supplicavit pro declaratione an ipse orator debeat admittere dictam vitam cum folio ubi fit mentio confirmationis in gratiam, vel cum folio per ipsum correcto. Et eadem S. Congregatio, audito fratre Philippo Maria de Sancto Paulo carmelita excalceato, uno ex consultoribus ejusdem Sacrae Congnis a quo dicta vita fuit typis data, rescripsit: *Bene provisum a R. P. magistro sacri palatii*. Die 18 maii 1675.

2013. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X de consilio Emorum D. Cardinalium Congregationi S. Rituum praepositorum, habitae die 18 mensis maii currentis mandavit ut officium S. Apollinaris episcopi et martyris die 23 julii ejusdem festo hactenus sub ritu semiduplici de praecepto ab Ecclesia Universali recitatum, imposterum eadem die recitetur sub ritu duplici pariter de praecepto in universali Ecclesia ab omnibus utriusque sexus tum saecularibus tum regularibus qui ad horas canonicas tenentur. Die 25 maii 1675.

2014. **Urbis.**

Ex congregatione generali S. Romanae et Universalis Inquisitionis habita die 24 octobris 1674 ad S. Rituum Congregationem remissus fuit liber cujus titulus est: *Mare magnum sanctorum*, auctore fratre Antonio Maria concionatore capucino Piceno Brandomontano, SSmo D. N. Clementi X nuncupatus. Et eadem S. Congregatio mandavit illum servari in archivio ejusdem S. Rituum Congregationis. Die 18 maii 1675.

2015. **Toletana.**

Cum in ecclesia Toletana antiquitus auctoritate apostolica celebrari soleat magna cum solemnitate festum SSmi Nominis B. Virginis Mariae sub ritu duplici majori die 17 mensis septembris singulis annis, et eadem die occurrat etiam festum B. Martyris Petri de Arbues primi inquisitoris regni Aragoniae sub ritu duplici dumtaxat, ideo ad tollendam omnem confusionis ansam quae forsan ob id oriri posset inter fideles civitatis et dioecesis Toletanae, S. Rituum Congregatio, ipsis precibus capituli ecclesiae Toletanae Hispaniarum primatis, referente Emo D. Cardinali Portocarrero, benigne inclinata, mandavit, ut deinceps festum SSmi Nominis B. Virginis Mariae in civitate et dioecesi Toletana celebretur cum suo officio et missa sub die 17 septembris, et festum cum officio et missa dicti martyris Petri de Arbues (quod ab hac S. Congregatione concessum fuit eadem die) transferatur et celebretur die prima immediate non impedita, non obstante decreto ejusdem S. Congregationis emanato in una *Hispaniarum* sub die 3 septembris 1672, aliisque in contrarium quibuscumque. Die 22 junii 1675.

2016. **Aquen.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad pias preces Emi et Rmi D. Cardinalis Grimaldi benigne inclinatus indulsit, ut superior et sacerdotes socii communitatis seminarii ab eodem Emo Grimaldo archiepiscopo Aquensi in provincia Provinciae et in civitate Aquensi fundati, cujus ecclesia in honorem SSmi Sacramenti consecrata est, imposterum recitare possint in praedicta ecclesia officium SSmi Eucharistiae Sacramenti qualibet die prima jovis cujuslibet mensis totius anni, in qua tamen non occurret recitandum officium novem lectionum, et excepto tempore adventus, quadragesimae et vigiliarum. Die 3 julii 1675.

2017. **Congregationis Cisterciensis Italiae.**

Exposuit procurator congregationis Cisterciensis Italiae, quod per hanc S. Rituum Congregationem die 23 julii 1661 resolutum fuit, ipsos teneri assumere breviarium monasticum romanum, alias non satisfacere praecepto; salva insuper manente antiquissima ipsius ordinis consuetudine recitandi quotidie officium parvum B. Mariae semper Virginis, nec non officium defunctorum diebus illis, quibus hactenus recitare consueverunt. Et quia praetenderunt ex hoc decreto ipsos debere continuare officium defunctorum juxta rubricas antiquas breviarii prohibiti, ideo delata praetensione per modum dubii ad capitulum generale Italiae, fecit decretum, quod recitaretur in solis diebus feriae, in primis diebus hebdomadae sanctae et delata resolutione ad eamdem S. Congregationem proxime praeteritam pro confirmatione rescripsit: *Lectum*. Huic responso non acquiescente d. procuratore, repetendo, rubricas esse incompatibiles, et non adaptari novum breviarium, ideo commissa causa Emo D. cardinali Columnae, denuo supplicavit confirmari dictam resolutionem capituli generalis, vel reduci ad breviarium novum romanum. Et eadem S. Congregatio, referente Emo Columna, censuit, quod servetur rubrica novi breviarii, et ita declaravit. Die 13 julii 1675.

2018. **Romana.**

Cum S. Rituum Congregatio habita die 30 martii proxime

praeteriti indulserit, ut moniales S. Ambrosii ita dictae *della Massima* de Urbe in earum ecclesia celebrare possint festum S. Satyri fratris germani S. Ambrosii die 17 septembris singulis annis cum officio et missa de communi confess. non pontif. sub ritu duplici. Nunc vero suprascriptum officium cum lectionibus propriis, ut jacet, S. eadem Congregatio approbavit ad usum tantum praedictarum monialium S. Ambrosii de Maxima de Urbe, ac imprimi posse concessit. Die 13 julii 1675.

2019. **Ordinis B. Mariae de Mercede Redemptionis Captivorum.**

Collecta. Et famulos tuos papam nostrum N. antistitem nostrum N. et regem nostrum N. reginam et principem cum prole regia, populo sibi commisso, et exercitu suo ab omni adversitate custodi, pacem et salutem nostris concede temporibus, et ab Ecclesia cunctam repelle nequitiam, et gentes paganorum et haereticorum, dexterae tuae potentia contere, et captivos christianos, qui Saracenorum potestate detinentur tua misericordia liberare et fructus terrae dare, et conservare digneris.

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi et Rmi D. cardinalis Rusponi, supplicante fratre Francisco de S. Marco procuratore generali discalceatorum ordinis B. Mariae de Mercede Redemptionis Captivorum nomine totius praedicti ordinis tam calceati quam excalceati, praedictam collectam, ut jacet, approbavit, et in universa Hispania ab omnibus sacerdotibus tum saecularibus tum regularibus tam in missis cantatis, quam privatis post orationes in missali descriptas juxta concessionem sa. m. Pii V et Gregorii XIII dici, ac imprimi posse concessit. Die 13 julii 1675.

2020. **Viennen.**

SSmus D. N. Clemens papa X unanimi voto Emorum DD. Cardinalium Congregationi S. Rituum praepositorum ad pias preces augustissimi imperatoris benigne inclinatus indulsit, ut in regno haereditario Bohemiae eidemque incorporatis provinciis majestati suae subjectis quotannis solemniter celebrari possit et valeat cum officio et missa sub ritu secundae classis festum B. Virginis Mariae de Victoria dominica post octavam omnium sanctorum Die 13 julii 1675.

2021. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo Dno cardinali Raspono, preces porrectas pro parte capituli et canonicorum sacrosanctae Basilicae Lateranenis de Urbe, in quibus expositum fuit, quod dicta basilica est dedicata non solum SS. Joanni Baptistae et Evangelistae, sed primario et principaliter SSmo Salvatori, cujus festum proprium est Transfiguratio D. N. Jesu Christi, quod cadit die 6 augusti, ideo iidem supplicarunt, ut ipsa dignetur declarare, quod imposterum dictum festum uti titulum propriae ecclesiae, in eadem basilica et sub praefata die celebrari debeat sub ritu duplici primae classis et cum octava, juxta dispositionem rubricarum breviarii et missalis romani. Et eadem S. Congregatio desuper petita benigne concessit. Die 13 julii 1675.

2022. **Suessionen.**

S. Rituum Congregatio mandavit, quod imposterum a canonicis collegiatae ecclesiae S. Petri in Parvisio Suessionen. dioecesis, qui tenentur ex pacto quotidie post missam celebrare missam de B. M. Virgine in ecclesia monialium B. M. Virginis ordinis S. Benedicti, serventur omnino rubricae missalis romani, non obstante quacumque contraria consuetudine et ita declaravit. Die 13 julii 1675.

2023. **Ordinis Eremitarum S. Augustini.**

SSmus D. N. Clemens papa X, ad preces Rmi fratris Josephi Eusanii Aquilani episcopi Porphyriensis, sacrarii apostolici praefecti suique confessarii, summopere cupientis ut principalis solemnitas archiconfraternitatis cincturatorum et cincturatarum nuncupatae S. Augustini et S. Monicae sub invocatione B. Virginis Mariae de Consolatione nuncupatae in ecclesia S. Jacobi Bononiis canonice institutae sive aliarum quorumcumque locorum confraternitatum ei debite annexarum, quae ex concessione sanctitatis suae in brevi *Ex injuncto nobis*, die 27 martii 1675, a prima dominica adventus ad dominicam primam post festum S. Augustini cum solemni processione et indulgentia plenaria translata est, praecipua veneratione et singularibus praeconiis quotannis recolatur ac celebretur. benigne indulsit et concessit, ut omnes et singuli utriusque sexus ejusdem ordinis Eremitarum S. Augustini religiosi tam fratres quam moniales in quibuscumque mundi partibus existentes, licite et libere recitare possint et valeant praedicta dominica prima post festum S. Augustini officium et missam de B. M. Virgine sub ritu duplici prout in festo S. Mariae ad Nives exceptis lectionibus secundi nocturni, quae desumi poterunt ex sermone S. Joannis Damasceni: *Ex antiquo accepimus*, ut in quarta die infra octavam Assumptionis ejusdem B. Virginis et in calendario breviarii et missalis ordinis praefati apponi et imprimi posse concessit. Die 7 augusti anno jubilaei 1675.

2024. **Urbis.**

Capitulum, et canonici sacristiae basilicae principis apostolorum de Urbe per supplicem libellum SSmo D. N. D. Clementi divina providentia papae X supplicarunt, ut Sanctitas Sua dignaretur annuere, quod ex residuis pecuniae traditae a procuratoribus causarum beatificationis et canonizationis sacristiae dictae basilicae per decreta juxta dispositionem sa. me. Alexandri VII, possit aliqua summa erogari in tot loca montium ad effectum fructus eorum applicandi servitio dictae sacristiae. Et Sanctitas Sua humillimis precibus benigne inclinata, nedum facultatem indulsit dominis sacristis majoribus pro tempore, sed sensum capituli laudavit, et approbavit. Die 7 augusti 1675.

2025. **Papien. Habitus.**

Confraternitas S. Rochi civitatis Papien., quae ex suo instituto, comitatur ad patibulum reos ultimo supplicio damnatos, de anno 1636 obtinuit indultum utendi eodem habitu quo utebantur confratres S. Joannis Decollati civitatis Mediolani, qui erat talaris et lugubris. Postea relicto dicto habitu antiquo coepit uti alio breviori crespis ornato ad instar rocchetti. Ex hac mutatione orta fuit controversia super praecedentia inter confratres SSmae Trinitatis ejusdem civitatis, et praedictos S Rochi; et habito recursu ad S. Rituum Congregationem, eadem, die 21 januarii 1673, referente Emo Dno cardinali Vidono, utraque parte informante, rescripsit, quod si dicta confraternitas S. Rochi vellet praecedere, uti deberet habitu antiquo de anno 1636 tempore concessionis. Cui resolutioni non acquiescente, imo iterum pluries supplicante apud eamdem S. Congregationem pro hujusmodi moderatione, asserente pro majori suo fundamento habitum confratrum S. Joannis Decollati Mediolani esse nunc similem et uniformem habitui confratrum praedictorum S. Rocchi; eadem S. Congregatio sub die 18 maii proximi praeteriti, scribi mandavit Emo archiepiscopo Mediolani, qui informaret super habitu quo utuntur confratres S. Joannis Decollati ejusdem civitatis ad praesens, et transmitteret formam habitus tempore institutionis. Tandem eadem S. Congregatio, audita relatione praedicti Emi archiepiscopi, proponente eodem Emo Vidono, utraque parte plene informante, et inhaerendo decreto sub dicta die 21 januarii 1673 emanato, iterum rescripsit: *Utantur habitu talari.* Et ita declaravit, atque decrevit. Die 28 septembris 1675.

2026. **Segobicen. Beati Joannis de Cruce.**

Cum SSmus D. N. Clemens papa X concesserit indultum solemnis beatificationis datum Romae apud S. Mariam Maiorum sub annulo piscatoris die 25 januarii 1675 Pontificatus sui anno V, Beato Joanni de Cruce primo religionis fratrum Beatae Mariae de Monte Carmelo Excalceatorum nuncupatorum professo, cum officio et missa; indulgendo pariter quod

ejus corpus et reliquiae venerationi fidelium (non tamen in processionibus circumferenda) exponantur. Nunc vero Sanctitas Sua, ad pias preces cleri et populi civitatis Segobiae sibi porrectos, benigne annuit atque concessit facultatem, ut reliquiae dicti Beati circumferri possint in solemni processione facienda die earum translationis, quo clerus et populus praedictae civitatis illam peragere statuit non obstante prohibitione in praedicto Brevi apposita, neque decreto super cultu Beatis adhuc non canonizatis praestando a S. Rituum Congatione annuente et approbante fel. rec. Alexandro VIII edito die 27 septembris 1659; aliisque in contrarium quibuscumque. Die 2 octobris 1675.

2027. **Ordinis Monastici.**

Cum alias ex concessione apostolica indulta sit monachis Cisterciensibus facultas recitandi officium S. Nonnosi abbatis in omnibus ecclesiis habentibus altare dicti sancti; nunc vero S. Rituum Congregatio, ad pias preces Emi et Rmi D. cardinalis de Alteriis, accedentibus etiam enixis supplicationibus P. D. Sebastiani a Mediolano procuratoris generalis Casinensis nomine totius ordinis, benigne inclinata concessit universo praedicto ordini, ut imposterum dictum officium sub ritu duplici recitari, ac in breviario monastico imprimi possit et valeat. Hac die 23 novembris 1675.

2028. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo D. cardinali Casanate, approbavit et confirmavit electionem S. Nicolai Myrae episcopi, cujus sacrum corpus in civitate Barensi requiescit, in compatronum inter alios sanctos patronos minus principales Neapolis per clerum, et populum dictae civitatis factam servatis servandis juxta decretum fel. rec. Urbani VIII in eadem S. Congregatione emanatum die 23 martii 1630; eadem praedicto S. Nicolao, ut praefertur, in compatronum minus principalem praedictae civitatis electo, praerogativas eisdem competentes decrevit juxta rubricas breviarii et missalis Romani et ad formam constitutionis praenemorati Urbani VIII super observatione festorum. Die 23 novembris 1675.

2029. **Neapolitana.**

Jo. Antonii Ghezzi pro expositione Mannae S. Nicolai etc: *Lectum*. Die 23 novembris 1675.

2030. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Clemens papa X ad pias preces Emi D. Cardinalis Nitardi majestatis catholicae oratoris mandavit, ut supradicta missa propria de S. Ignatio societatis Jesu fundatore, a S. Rituum Congregatione habita die 21 januarii 1673 diligenter revisa et approbata, ad relationem Emi Dni Cardinalis Portocarrero, in posterum ubique celebretur ab omnibus sacerdotibus tum saecularibus, tum regularibus, eamque imprimi, atque in missali romano apponi praecepit. Die 18 decembris 1675.

2031. **Marianen.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam cleri Marianen. seu Bastiae oretenus commisit episcopo Marianen. qui in occasione processionum generalium, tam Corporis Domini quam in aliis in quibus defertur S. Eucharistiae Sacramentum, mandet suo vicario generali, ut se abstineat ab illis, et non interveniat. Die 11 januarii 1676.

2032. **Lusitaniae. Societatis Jesu.**

Supplicante SSmum D. N. Clementem papam X P. Antonio de Macedo Societatis Jesu rectore domus probationis Ulyxponensis ac procuratore ad Urbem misso ad congregationem generalem singulis trienniis fieri solitam, quatenus eadem Sanctitas Sua dignaretur concedere, ut provinciae Societatis Jesu ad Lusitaniae assistentiam pertinentes singulaeque earum provinciarum et assistentiae personae semel in hebdomada die non impedita festo duplici aut semiduplici, missam et officium de S. Ignatio Societatis Jesu fundatore et parente celebrare, et recitare licite et libere possint et valeant sub ritu semiduplici, exceptis tamen adventu, et quadragesima, sicut etiam praedictum officium, et missam de dicto Sancto ut supra recitant et celebrant provinciae ejusdem Societatis Jesu ad Hispaniae assistentiam pertinentes, singulaeque earum provinciarum, et assistentiae personae ex concessione ejusdem Sanctitatis Suae nuper facta sub die 5 januarii 1673. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua gratiam desuper petitam benigne concessit. Die 29 januarii 1676.

2033. **Bisuntina.**

Pro parte monialium ordinis SSmae Annunciatae Coelestis nuncupati monasterii Nazarethi in Bisuntina dioecesi supplicatum fuit pro concessione facultatis recitandi officium S. Gabrielis archangeli juxta breviarium Bisuntinum sub ritu duplici die 18 martii, ut moris est in eadem dioecesi. Et S. Rituum Congregatio censuit, attenta consuetudine dictae dioecesis, praefatum officium oratricibus posse concedi, prout concessit. Die 21 martii 1676.

2034. **Colonien. seu Capucinorum.**

Pro parte provincialis capucinorum provinciae Coloniae supplicatum fuit pro declaratione: An dicta sua religio possit tuta conscientia et debeat se conformare usui communi praedictae suae religionis et facere officium et festa sanctorum dioecesanorum approbata pro talibus a Sancta Romana Ecclesia? Et S. Rituum Congregatio respondit: *Debet se conformare cum directorio officii suae religionis*; et ita declaravit. Die 21 martii 1676.

2035. **S. Miniati.**

S. Rituum Congregatio iterum facultatem indulsit Joanni Francisco Bonaparte vicario generali S. Miniati benedicendi sacram supellectilem ecclesiasticam in qua tamen Sacra Unctio non adhibetur, et de consensu ordinarii ad triennium. Hac die 21 martii 1676.

2036. **Regni Scotiae.**

S. Rituum Congregatio, audita instantia eidem remissa a S. Congregatione de Propaganda Fide porrecta pro parte procuratoris missionum Regni Scotiae, censuit posse declarari S. Margaritam reginam Scotiae in patronam et protectricem secundariam illius regni Scotiae, ac de praedicta Sancta Margarita uti patrona secundaria dicti regni praerogativas omnes eisdem patronis regnorum competentes decerni, juxta tamen rubricas breviarii, et missalis romani, et ad formam constitutionis fel. rec. Urbani VIII super observatione festorum emanata die 13 septembris 1642 quibuscumque in contrarium non obstantibus, si SSmo D. N. visum fuerit. Die 21 martii 1676. Et facta de praedictis SSmo relatione per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 28 martii 1676.

2037. **Viennen.**

Cum SSmus D. N. Clemens papa X sub die 14 februarii 1675 precibus augustissimi imperatoris Leopoldi per Emum Cardinalem Pium porrectis, approbaverit et confirmaverit electionem gloriosi patriarchae S. Josephi Sponsi B. M. V. factam in patronum omnium suorum regnorum et provinciarum haereditariarum, et praedicto sancto in patronum sic electo praerogativas omnes eisdem Sanctis Patronis regnorum et provinciarum competentes decreverit, juxta tamen rubricas breviarii et missalis romani, et ad formam constitutionis fel. rec. Urbani VIII super observatione festorum emanatum die 13 septembris 1642. Nunc vero ad reiteratas preces ejusdem augustissimi imperatoris, accedentibus pariter instantiis electorum Sacri imperii romani et principum ecclesiasticorum eidem SSmo porrectis per eumdem Emum Pium, supplicantium pro concessione, ut ipsi quoque habere possint eumdem sanctum pro protectore et patrono totius imperii et Germaniae. Et eadem Sanctitas Sua gratiam desuper petitam benigne extendendo, electionem de dicto S. Josepho in patronum, ut praefertur, approbavit et confirmavit, cum iis praerogativis desuper con-

cessis, quibuscumque in contrarium non obstantibus. Dei 28 martii 1676.

2038. **Mechlinen.**

Archiepiscopi de Malines adversus Regulares super observatione sui decreti et declaratione dubiorum circa expositionem SSmi Sacramenti et alias processiones, referente Emo Albicio, utraque parte informante, fuit resolutum ad favorem archiepiscopi, prout in folio reposito in fasciculo memorialium Congregationis S. Rituum habitae die 21 martii 1676. Sanctitas Sua ad instantiam regularium Belgii, mandavit suspendi decretum praedictarum resolutionum ad effectum componendi pro concordia. Die 28 ejusdem mensis martii anni 1676. Deinde Emus Cybo de ordine SSmi D. N. Innocentii papae XI, mandavit in hac causa non publicari praedictum decretum et nihil innovari. Die 8 novembris 1676.

ADNOTATIO.

Ex allegatione pro archiepiscopo ad S. Congregationem porrecta:

« Inhibuit Illmus D. archiepiscopus Mechlinien. pro eximio suo erga divinum cultum studio et ad tenorem synodi provincialis sub tit. 7 cap. 8, ne venerabile SSmae Eucharistiae Sacramentum nisi in publicis supplicationibus et ex causis arduis pacis et publicae necessitatis circumferretur, aut publicae verationi exponeretur, ac si quando circumferri ut supra contingeret, vetuit una devehi sanctorum reliquias et imagines.

Et quamvis decretum praefatum non modo synodalibus sanctionibus esset prorsus consentaneum, sed undequaque etiam rationabile et ob invalescentes abusus apprime necessarium, visum est tamen prudentissimo antistiti palam facere motiva, quae ipsum ad id congruenter impellerent, et proprio impresso typis libello cum epigraphe epistolae pastoralis, monuit quanto cum jure ad ita inibi decernendum devenisset.

Quae tamen cum satis probata non remanserint apud aliquos ejus dioecesis regulares, qui pro dicti decreti moderatione adhuc pertinacius insistunt, supplicamus proinde ut praevia ejusdem decreti in omnibus confirmatione, perpetuum silentium reclamantibus indicatur.

Sicuti enim S. Concilium Tridentinum (sess. 21 cap. 8. ac sess. 22 in dto de observ. et evit. et alibi passim) demandavit ordinariis ut divini cultus augmentum pro viribus procurarent abususque qui irrepserant praesertim in exhibenda augustissimo sacramento reverentia sedulo evellerent. Ita pariter compertum est eosdem ordinarios saltem tamquam apostolicae sedis delegatos posse etiam regularibus ac quibusvis exemptis inhibere, ne sacrosanctam Eucharistiam nisi ex causa publica ab ipsis ordinariis approbanda in ipsorum ecclesiis exponant, ut adductis duodecim resolutionibus S. Congregationis firmat Nicolius in *flosculo*, verbo *Eucharistia*, n. 23. Gavant. in *Manuali Episcoporum* verb. *Eucharistia*, n. 53, et 54. et verb. *Regulares* jur. sub. episc. n. 19 et 20 Lezana *summ. quaest. regul.* tom. 2, cap. I. n. 26; et tom. 3, verb. *Eucharistia*, n. 24. Novarius in *Lucerna Regul.* eadem verbo. vers. *Expositio* et alibi pluries; et omnes adducunt in comprobationem varias S. Congregationis resolutiones, quibus addi potest resolutio S. Congregationis Concilii declarans hanc controversiam esse jamdiu decisam ac definitam.

Consonat autem haec moderatio in SSmo Eucharistiae Sacramento circumferendo intentioni S. Conc. Trid. sess. 13 cap. 5, ubi collaudata religiosa consuetudine quod singulis annis peculiari festo die solemnitas celebretur, in processionibus honorifice circumferatur, subdit aequissimum esse sacros aliquos statutos esse dies, quibus christiani se pro tam singulari beneficio gratos ac memores testentur, et victrix veritas de mendacio ac haeresi triumphum agat, quibus quidem diebus nimirum intra ejus solemnitatis octavam licet omnibus indistincte in processionibus circumferre, ut praeter DD. supra relatos etiam sancitum fuit in constitutione S. M. Gregorii XIII, Bullar. nov. tom. 2. fol. 280; quae tamen ultra dies praedictos extendi nullatenus valet ut constat ex ipsa litera.

Accedit inconcussa observantia consimilia decreta etiam respectu regularium promulgandi in synodis tam dioecesanis quam etiam provincialibus, ut in eadem Mechlinensi annis 1570 et 1607; in Antuerpiensi anno 1610; in Sylvaeducensi anno 1612; in Iprensi anno 1629; in Cameracensi anno 1631. Et extra Belgium idem passim receptum videtur in synodis Gallicanis, ut in Lemovicensi anno 1619; in Cadurcensi anno 1638; in Rothomagensis anno 1639; in Aurelianensi anno 1644; in Meldensi anno 1654; a quibus tamen nec reclamatum nec eisdem contraventum unquam apparet.

Quinimo non solum ab universo saeculari clero sed per plures etiam ex regularibus decreto Illmi D. archiepiscopis fuit consensum, ut ex actibus nuper sequutis summ. n. 3 ultra coeteros enunciatos in dicta epistola pastorali fol. 21, 22, 23; ac per consequens allegabilis non est contraria possessio, seu potius abusus et corruptela, tam ob actuum deformitatem, tum etiam resistente lege, quae possessionem improbam efficit et inefficacem ad effectum manutentionis et praesertim contra superiorem, qualis juncto etiam titulo delegationis apostolicae plene censendus est ordinarius.

Quo tandem ad SS. Reliquias et Imagines in processionibus cum SSma Eucharistia non deferendis, ultra observantiam in eadem provincia, de qua constat sum, n. 3. ac in exemplis cumulatis in epistola Pastorali dd. pag. 21, 22, 23; ultra rationem adeo consonam ne populus a debito majori cultu distrahatur, adsunt etiam duo supremae auctoritatis ac pietatis documenta idem suadentia; alterum, scilicet, S. Caroli archiepiscopi Mediolanensis, qui id vetuit cum declaratione quod ita ferret Romanae Ecclesiae consuetudo et veteris instituti religio. Alterum vero SSmi D. N. qui pariter prohibuit in synodo Camerinen. tit. 12 decret. 6 anno 1650.

Ut proinde quod tot S. Congregationis decreta, quod provinciarum consensus, quod in eadem ipsa provincia communis observantia induxerunt ac retinuerunt, non debent ad paucorum instantiam et aemulationem retractari. »

Insuper supplex libellus exhibitus fuit S. C. ex parte archiepiscopi:

L'Arcivescovo di Malines supplica riverentemente l'EE. VV. acciò si degnino riassumere le sue scritture date più volte in ordine alla confermazione che spera quanto prima del suo decreto sinodale del 29 agosto 1674 per rimediare ad innumeri scandali nella sua Diocesi.

Acciò non possino dubitare l'EE. VV. dell'urgente necessità che ha d'un pronto rimedio detta Diocesi a tanti inconvenienti, di nuovo rappresenta con suo sommo cordoglio che gl'eccessi di alcuni regolari della medesima diocesi sono arrivati a tal estremo, che non solamente dopo detto decreto espongono il SSmo Sacramento in quattro cinque o sei altari d'una medesima chiesa in un medesimo tempo, suscitando nelle prediche pubbliche, e dove possono il popolo contro l'oratore e procurando di diffamarlo, ma ancora ardiscono intentare l'istesso con le scritture che per questa causa presentarono all'EE. VV. di che si duole l'oratore con lettera speciale all'Emo Prefetto e spezzano con tanta irreverenza l'immunità e dignità Ecclesiastica, che per fomentar l'intento loro contro il decreto sudetto, si sono indotti a sollecitare da sua maestà cattolica lettere, le cui copie si danno qui annesse, e per le quali s'approva quanto si è attentato contro detta immunità, e si qualifica di novità quello ha operato il zelo pastorale del prelato in vigore delle costituzioni apostoliche per reintegrare l'onor prostituto del SSmo Sacramento, togliere li abusi scandalosi ed intollerabili delle processioni, e ridurle all' antico istituto della S. Chiesa Romana.

E perchè, Emi Signori, queste lettere sono estorte, inaudito oratore, che non ha mai ricorso, che non al suo legittimo

tribunale apostolico, supplica di nuovo la somma vigilanza dell'EE. VV. di reprimere con la confermazione di detto decreto questi eccessi, di riparare così manifeste lesioni dell'immunità ecclesiastica, e d'appoggiare con la propria autorità quella de' vescovi quali Iddio ha istituiti per il governo della sua chiesa, la cui uniformità e decenza avendo a cuore il Re cattolico più che niun monarca, non potrà informato che sarà, se non lodare la riformazione dell'abbusi ripugnanti all'istituto antico della Romana chiesa, ed al sacro culto del Signore.

E perchè ha presentito l'oratore che questa causa potrebbe rimettersi ad un tribunale inferiore ad effetto di comporre le parti, il che risulterebbe in sommo pregiudizio, non solo della dignità arcivescovile, ma ancora della curia dove s' informa da un anno in qua in detta causa, supplica per la total terminazione in Roma sottomettendosi onninamente Monsig. Arcivescovo alla somma prudenza et equita dell'EE. VV. »

Litterae reginae Hispaniarum ad Consilium Status Belgii: « Sua maestà (che Dio guardi) si è servita comandare di scrivermi la lettera del tenore seguente. - Mio cugino, avendomi il conte di Monterei durante il suo governo delli Paesi Bassi inviato con lettere delli 23 gennaro passato una consulta del Consiglio di Stato costi, con diverse scritture annesse alla medesima concernenti la novità che il Nunzio di Sua Santità m'aveva rappresentato essersi ordinate da esso nella processione di S. Michele in Bruxelles, non ostante il decreto dell'arcivescovo di Malines, dicendomi tutto quello che qui avanti era stato osservato, e le ragioni, che l' avevano mosso a quanto di sopra, aggiungendomi quelle dell' arcivescovo sudetto, acciò, visto il tutto, ordinassi quello saria trovato convenire, di che potrete esser più particolarmente informato e istruito dal detto Consiglio di Stato. Questa sarà per dirvi che avendo considerato maturamente il tutto, ho fatto dar al nunzio copia della lettera, che l'arcivescovo scrive a detto conte sopra questo fatto, e le scritture di sei delli più famosi teologhi dei Paesi Bassi, acciò sia particolarmente informato del negozio, e dell' inconvenienti, e scandali che di ciò potevano risultare per più ragioni in esse scritture devolute, se non vi fosse rimediato, essendo constantissimo, che il detto conte si è portato perfettissimamente su questo; ed al contrario l'arcivescovo è quello che ha voluto introdurre novità contro quelle che si era usato da tempo immemorabile all' intiera sodisfazione de' più zelosi cattolici. Ho fatto ancora insinuare a detto nunzio che conviene che Sua Santità commandi al suo internunzio residente in Bruxelles di interporsi acciò che questi imbarazzi non passino avanti, ne pigliano radice, assicurandolo, che io ordinavo a voi (come fo con questo) di fare cessare tutto quello contro l'immunità ecclesiastica saria stato operato toccante a questo particolare, acciò che con questo mezzo ogni inconveniente sia rimediato. In tanto, mio cugino, Nostro Signore vi guardi. Madrid 30 giugno 1675. Marchese di Castelrodrigo, vidit. - Anna-Maria-Don Baldassar Molinet.

Nella cui conformità il Consiglio disporrà, che si dia compimento a quello che Sua Maestà Cattolica si compiace di commandare nella preinserta lettera, e in caso di essere necessario il prevenire alcuna circostanza, m' informerà qeullo converrà per restar avvisato di essa. Nel campo a'23 luglio 1675. Duque de Villaermosa al Consiglio di stato di Bruxelles.

Litterae Consilii Status ad archiepiscopum Mechlinensem: Per il Rè - Illmo Padre in Dio Carissimo, e fedel ec. Avendo voi ricusato al rivisore della confraternita del SSmo Rosario nella città di Alloste la licenza di poter fare camminare la processione che celebrano ogni anno la prima domenica di ottobre all'onore della SS. Vergine Maria con la solennità qui avanti solita; cioè con l' Immagine della S. Vergine e circolazione del Venerabile; detti provisori hanno avuto ricorso a noi con supplica, lamentandosi di questo. Pertanto avendo visto il vostro rescritto a noi inviato sopra detta supplica, vi scriviamo questo per dirvi che trovamo convenire, che il clero e popolo di dette città siano lasciati nell' uso antico di fare la detta processione nella maniera sudetta, senza introdurre in questo particolare alcuna novità, avendo la regina nostra madre fatto intendere con sue lettere delli 23 luglio prossimo scritta al governatore generale di questo paese, che tale era la sua volontà, e che gli dispiaceva quello che aveva voluto mutare, qualificandolo di novità e non intendendo che pigli radice. Pare a noi pertanto che conviene aderirvi in quanto al presente, sino a tanto che con un regolamento generale la S. Sede dopo matura deliberazione potesse ordinare altrimenti etc. Bruxelles 4 ottobre 1675. *Routart.*

Superest ut referamus resolutionem S. Rituum Congregationis, diei 21 martii 1676, de qua in decreto num. 2038.

Ad primum. Non posse fieri processiones cum SSmo extra octavam, nisi ex causa publica et necessitate loci approbandis ab episcopo vel nisi fuerint permissae per concessionem apostolicam.

2. An possint deferri imagines et reliquiae in processionibus in quibus defertur venerabile Sacramentum? - ℟. *Episcopum potuisse prohibere.*

3. An fieri possit processio pro S. Rosario cum sacramento? - ℟. *Non posse.*

2039. **Sabaudien.**

Emi et Rmi cardinales S. Rituum Congregationi praepositi, habita notitia de re gesta in funere ducis Sabaudiae cum episcopis, ad dignitatis episcopalis imminutionem, censuerunt admonere, eisque stricte praecipere, ut imposterum quovis loco eisdem adesse contigerit, etiam extra dioecesis terminos, pulvinar ad genua flectenda paratum semper habeant. Et super iisdem scripta fuit epistola circularis infrascriptis archiepiscopo, et episcopis Sabaudiae et Subalpinae, videlicet, Rmo archiepiscopo Tarantasien et Rmis episcopis Vercellen; Ipporegien, Augustan; Asten; Fossanen; Montis Regalis provinciae Taurinen; Salustiarum; Maurianen; Gebennen.; Nicien, Alben, Lausanen; et Bellicen., ad quam etc. Die 21 martii 1676.

2040. **Celsonen.**

S. Rituum Congregatio, supplicante Rmo episcopo Celsonen, declaravit, non licere recitare officium consecrationis altaris in cathedrali ecclesia Celsonen. non obstante contraria consuetudine. Die 13 junii 1676.

2041. **Romana.**

S. Rituum Congregatio censuit, supplicantibus duce, officialibus, ac militibus Helvetis custodiae pontificiae, ut imposterum singulis annis die 21 martii in festo B. Nicolai de Flue eremitae Helveti celebrari possit unica missa solemnis de dicto Beato ante illius imaginem in eorum ecclesia S. Pellegrini sita in Burgo de Urbe, si SSmo D. N. placuerit. Die 13 junii 1676. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 17 junii 1676.

2042. **Hispaniarum-Jesus, Maria, Joseph.**

Nos Fr. Stephanus a sancto Josepho vicarius generalis ordinis Carmelitarum discalceatorum; Fr. Ludovicus de Jesu Maria, diffinitor generalis pro provincia Castellae Veteris, Fr. Rodericus a S. Josepho pro provincia Andalusiae, Fr. Josephus a Jesu Maria pro provincia Aragoniae, et Catalauniae, Fr. Joannes a Jesu pro provincia Portugalliae, Fr. Antonius a S. Josepho pro provincia Castellae Novae, et Fr. Blasius a S. Hieronymo pro provincia novae Hispaniae in regno Mexicano; congregati in hoc nostro collegio Patris Nostri Sancti Cyrilli villae Complutensis in ordinaria congregatione, quam celebramus in hoc suprascripto collegio, dicimus, quod stante quod decessit nostra gloriosa et sancta mater Theresia de Jesu in conventu nostrarum religiosarum villae de Alba de Tormes, dum esset hospes in conventu suprascripto die 4 octobris

anni 1582 transiens versus conventum Abulen, cujus erat actualiter priorissa, superiores tunc existentes in religione transportarunt ejus sanctum corpus ad suprascriptum conventum nostrarum religiosarum Abulen. et pro parte Exmi D. Ducis de Alba Don Antonii Alvarez de Toledo obtentum fuit breve a Sua Sanctitate SSmo D. N. Sixto V, ad instantiam et supplicationem Excmi D. Don Ferdinandi de Toledo ejus avunculi magni prioris Sancti Joannis, ut dictum Sanctum Corpus nostrae gloriosae et Sanctae Matris reportaretur ad dictum conventum nostrarum religiosarum de Alba, unde fuerat extractum, ex quo non removeretur a religione post illud positum. Et quod pro complemento et executione suprascripti brevis, praefati superiores restituerunt dictum sanctum corpus praedicto conventui de Alba die 23 augusti anni 1586; et dum existit a tempore suprascripto in hoc loco, absque eo quod a religione esset innovatum, aut praetensum unquam extrahere dictum sanctum corpus, et desiderantes modo praedicti firmitatem, et permanentiam, ac stabilitatem perpetuam his concedere; stante magna pietate, affectu et devotione a nostra sacra religione experta semper in Exmis DD. Ducibus de Alba antecessoribus et quae hodie continuatur ab Eccmo Dno D. Antonio Alvarez de Toledo hodierno, de cujus munificentia recepimus valde praecipua beneficia cum cordiali defensione et protectione, et hodie denuo recepimus illud quod Excae Suae placuit concedere licentiam, ut in dicta ejus villa de Alba de Tormes nostra religio fundare possit hospitium religiosorum saeculare, seu ecclesiasticum, et quod existente opportunitate mediorum, possimus transire ad fundationem conventus religiosorum, cum sit unicus finis suprascripti Exmi Ducis major veneratio et cultus Nostrae Sanctae Matris, quem semper Excnia Sua omni studio, et devotione sollicitavit. Et quod in dicto conventu et loco nostra gloriosa et Sancta mater habuit tempore quo ibi permansit, quotidie augmenti desiderium, quodque speramus semper augeri sub protectione dictorum Excmorum DD. praecise ex medio assistentiae religiosorum quam Excae Suae concedere placuit, juncta magna veneratione, quam erga dictum Sanctum Corpus habuit, nec non junctis magnis favoribus a divina majestate ex ejus intercessione tributis, quae sunt indicia, ex quibus qualificatur esse divinam voluntatem, ut perseveret dictum sanctum corpus in loco, ubi decessit et tanta veneratione collocatum fuit. Attentis omnibus suprascriptis, ac in remunerationem, et recognitionem singularium beneficiorum, quae, sicut fassi sumus, et certum est, recepimus a dictis Exmis DD. Ducibus de Alba, et valde principaliter quae recognoscimus a suprascripto Excmo DD. Antonio Alvarez de Toledo hodierno. Nomine totius religionis, et illis melioribus via et forma, quibus possumus, et de jure est locus, recedimus a quocumque titulo, jure, aut actione quam habemus, et habere possumus, ut dictum sanctum corpus amoveatur, aut asportetur ad aliquem conventum, vel ad aliam quamcumque partem, et ex nunc volumus et consentimus quod dictum sanctum corpus veneretur, et perseveret in suprascripto conventu nostrarum religiosarum suprascriptae villae de Alba de Tormes, absque eo quod unquam a nobis, seu ab illis post nos futuris intentari, peti, vel reclamari possit in contrarium, et quatenus postuletur, volumus non audiri, quia ex hac recessione desistimus et recedimus a quacumque actione, vel titulo, quem habemus, aut habere possemus, et ad majorem abundantiam illis renunciamus ad favorem dicti conventus religiosarum villae de Alba de Tormes, et Excmi DD. Ducum de Alba uti illius protectorum, et volumus reputari semper hanc concessionem pro contractu oneroso, et quod habeat contra nos et contra suprascriptam nostram religionem majores vires, de quibus in jure locus erit, stante quod declaramus, et fatemur, esse nobis utilem et convenientem, et pro illius majori robore offerimus, et nos obligamus nunquam contra illam reclamare et quod successores idem facient. Et pro omnium suprascriptorum securitate, obligamus omnia bona spiritualia et temporalia suprascriptae nostrae religionis, et pro veritate nos propriis nominibus subscripsimus. Compluti die 15 aprilis 1676. — Fr. Stephanus a S. Josepho vicarius generalis — Fr. Rodericus a S. Josepho diffinitor generalis. — Fr. Blasius a S. Hieronymo diffinitor generalis. — Fr. Ludovicus de Jesu Maria diffinitor generalis. — Fr. Joannes a Jesu diffinitor generalis. — Fr. Antonius a S. Josepho diffinitor generalis etc.

Frater Antonius a S. Josepho primus diffinitor pro provincia Novae Castellae, frater Alonsius a Matre Dei secundus diffinitor pro provincia Castellae Veteris, frater Franciscus a S. Maria tertius diffinitor pro provincia Andalusiae, frater Nicolaus a Sancto Elia quartus diffinitor pro provincia Coronae Aragonum, frater Antonius a Sancta Theresia quintus diffinitor pro provincia Portugalliae, frater Franciscus a S. Elia sextus diffinitor pro provincia Indiarum, frater Ludovicus a Jesu Maria diffinitor praeteritus pro Castella Veteri, frater Rodericus a S. Josepho diffinitor praeteritus Andalusiae, frater Joannes diffinitor praeteritus Portugalliae, frater Blasius a S. Hieronymo diffinitor praeteritus Indiarum; frater Josephus a Jesu Maria diffinitor praeteritus Coronae Aragonum, frater Augustinus ab Annunciatione provincialis praeteritus Castellae Veteris, frater Gabriel a S. Josepho provincialis praeteritus Castellae Novae, frater Blasius a S. Joanne Baptista provincialis praeteritus Andalusiae; frater Thomas a S. Theresia provincialis praeteritus Coronae Aragonum, frater Franciscus a S. Maria provincialis praeteritus Portugalliae, frater Petrus a Sanctis socius capituli Castellae Veteris, frater Joannes a Visitatione hodiernus provincialis Castellae Novae, frater Petrus a Jesu Maria socius capituli pro Castella Nova, frater Joannes a Conceptione provincialis Coronae Aragonum, et frater Franciscus a SSmo Sacramento socius capituli pro provincia Portugalliae, omnes capitulares ad praesens existentes in hoc capitulo celebrando, seu quod celebrant. Attenta cessione facta a diffinitorio in collegio S. Cyrilli civitatis Complutensis die 15 aprilis praeteriti hujus anni, de jure et actione quam habere poterant in removendo sanctum corpus nostrae gloriosae matris Sanctae Theresiae a villa Alba de Thormes ad aliam partem; dixerunt approbare et ratificare dictam cessionem in omnibus et per omnia, secundum et prout in ea continetur, et se obligarunt illam habere firmam toto tempore, et se subscripserunt praesentibus testibus Francisco del Arenal naturali civitatis de Corpa, et Petro Neutero famulis supradictorum capitularium, qui certificarunt de eorum cognitione et Bartholomaeo Sanchez incola de Pastrana, et ego praesens notarius fidem facio quod constat ex libro capituli esse tales generalem, et capitulares religiosos supradictos.

S. Rituum Congregatio ad preces Excmi D. Ducis de Alba suprascriptum decretum tenoris, ut jacet, factum ad favorem praefati oratoris a patribus ordinis Carmelitarum Excalceatorum congregationis Hispaniae, et ex idiomate Hispano in linguam latinam fideliter redactum, ad hoc ut firmius, et validius existat, referente Emo Dno cardinali Portocarrero comprotectore Hispaniae, approbavit, et confirmavit. Die 13 junii 1676.

2043. **Amalphitana.**

Officium festi S. Andreae apostoli cum octava, quod celebratur in ecclesia ejusdem S. Apostoli singulis annis per clericos regulares ibidem existentes, hic Romae in vim indulti fel. rec. Clementis papae VIII dati Romae apud S. Marcum sub annulo Piscatoris die 21 octobris 1600; S. Rituum Congregatio, ad instantiam capituli ecclesiae cathedralis Amalphitanae benigne annuens concessit, ut etiam celebrari et recitari possit in praedicta civitate et dioecesi Amalphitana. Die 14 novembris 1676.

2044. **Ordinis Cisterciensis.**

S. Rituum Congregatio, ad preces Emi D. Card. Nitardi nomine majestatis catholicae censuit, posse concedi, si SSmo placuerit, ut imposterum religio de Montessa et S. Georgio de Alfana ordinis Cisterciensis, possit relinquere breviarium et missale Cisterciense cum suis caeremoniis, et transire in omnibus et per omnia ad illa ritus Romani ex causis per dictam religionem deductis et allegatis. Die 14 novembris 1676. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 7 decembris 1676.

2045. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Innocentius divina providentia papa XI, de consilio Emorum D. cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 16 novembris proxime praeteriti, supplicante Emo D. Card. Caracciolo archiepiscopo civitatis Neapolis, ut cultus S. Januarii episcopi et martyris ubique terrarum augeretur, mandavit, ut festum praedicti S. Januarii et sociorum martyrum, quod die 19 septembris singulis annis sub ritu semiduplici ad hanc usque diem celebratum est, jam sub duplici celebretur. Ideoque praecepit, ut ab omnibus tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, imposterum officium et missa de praedicto Sancto et sociis martyribus sub praefato ritu duplici in universali Ecclesia recitetur, ac respective celebretur, et sub eodem in calendario breviarii et missalis Romani apponatur. Die 7 decembris 1676.

2046. **Colonien.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam abbatis et monachorum ordinis S. Benedicti monasterii de Brouller Colonien. benigne concessit, ut imposterum in eorum ecclesia in ultimis tribus diebus Bachanalibus exponere possint et valeant SSmum Eucharistiae Sacramentum quadraginta horis de die tantum, et non de nocte, non obstante quod in concessione praedictae expositionis alias a S. Sede Apostolica obtenta adest particula *continuate et non interpolate*, et hoc justis de causis in supplici libello expressis. Die 16 januarii 1677.

2047. **Galliarum.**

Pro festo de praecepto feriae V in Coena Domini, Angeli Custodis et S. Mariae Magdalenae, et pro celebratione missae SSmi Rosarii: *Lectum*. Die 16 januarii 1677.

2048. **Hispaniarum.**

SSmus D. N. Innocentius divina providentia papa XI, ad enixas preces sibi porrectas per Emum D. Cardinalem Nitardum nomine serenissimi Hispaniarum regis catholici benigne annuit, ut imposterum in regnis Castellae festum S. Augustini doctoris Ecclesiae de praecepto celebretur, et litteras in forma brevis expediri mandavit. Die 26 januarii 1677.

2049. **Bisuntina.**

Archiepiscopo Bisuntino. Perillis et Rme Dne uti frater. Cum a nonnullis ex canonicis expositum sit apud S. Rituum Congregationem, quod in ista metropolitana ecclesia Bisuntina invaluit antiqua consuetudo, ut plerique illius canonici dum missas canonicales aut alias ex fundatione dec tantur, oblationem hostiae, et calicis accelerent, et ordinem in missali descriptum non servent, panem et vinum offerendo antequam diaconus evangelium decantaverit, ac offertorium nec a choro inchoatum, aut symbolum Nicoenum non absolutum nedum etiam inchoatum, ita ut omnia ab epistola submissa voce uno contextu recitent usque ad praefationem. Quocirca Emi Patres eidem S. Congregationi praepositi agnoscentes praedicta omnia adversari ritibus in ecclesia ubique receptis, ac rubricis missalis romanis, audita quoque relatione Amplitudinis tuae perlectae ab Emo D. cardinali Sigismundo Chisio, cui hujusmodi causa fuit commissa, censuerunt scribendum esse eidem, ut reducat ritum ad formam caeremonialis. Dum ipse itaque meo munere fungor, Amplitudo tua id quod eidem injungitur omnino exequi curet, quam diu precor incolumem. Romae die 3 aprilis 1677.

2050. **Bononien.**

S. Rituum Congregatio declaravit, non licere sine licentia capellanis saecularibus ecclesiarum monialium habentium usum breviarii romani, quando occurunt festa ordinis ipsarum monialium, celebrare missam propriam sanctorum regularibus tantum illius ordinis concessam. Die 3 aprilis 1677.

2051. **Officium effusionis Sanguinis D. N. Jesu Christi.**

Officium Effusionum sanguinis D. N. Jesu Christi ad usum eorum qui voluerint illud privatim ex devotione recitare, impressum Romae typis Rev. Cam. Apost. 1667 auctoritate R. P. D. Vicesgerentis et Magistri S. Palatii Apostolici, S. Rituum Congregatio censuit posse permitti, non omisso tamen officio diei currentis, quod ex obligatione debet recitari. Die 3 aprilis 1677.

2052. **Veneta.**

S. Rituum Congregatio benigne concessit, ut Paulus Baglioni impressor Venetus imprimere possit breviarium romanum ad usum totius ordinis Eremitarum S. Augustini utriusque sexus, cum facultate inserendi in corpore breviarii in suis locis officia sanctorum ejusdem ordinis et aliorum sanctorum auctoritate fel. re. Clementis X et aliorum Summorum Pontificum, ac ejusdem S. Congregationis approbata et concessa recitanda ab universo praedicto ordine cum infrascripto frontispicio, nempe: *Breviarium Augustinianum ad usum fratrum et monialium totius ordinis Eremitarum S. Augustini juxta breviarium romanum ex decreto Sacrosancti Concilii Tridentini, B. Pii V pont. max. jussu editum, Clem. VIII et Urbani VIII auctoritate recognitum, in quo officia sanctorum ejusdem ordinis ex privilegio Clementis X aucta et recognita; nec non Sanctorum nuper auctoritate apostolica approbata, et concessa ordinate disponuntur*. Die 3 aprilis 1677.

2053. **Avenionen.**

Civitatis Avenionen. pro festo B. Petri a Luxemburgo: *Negative*. Die 10 junii 1677.

2054. **Perusina.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam Rmi episcopi Perusini declaravit nullo modo licuisse, neque licere canonicis cathedralis ejusdem civitatis deferre cappam stratam, et expansam per terram cum caputio in capite in processionibus, et aliis functionibus ecclesiasticis, quacumque praetensa contraria consuetudine non obstante, quam abusum esse decrevit, eosque de praedictis per eumdem episcopum monendos esse mandavit. Die 10 julii 1677.

2055. **Velliterna.**

Exposuit in S. Rituum Congregatione Sylvester Cinelli archipresbyter prima et unica dignitas cathedralis civitatis Veliternae, ac protonotarius apostolicus de numero non participantium habere signum almutiae tantum, sicut caeteri canonici ejusdem ecclesiae; supplicavit propterea pro concessione facultatis, ut ipse orator imposterum interesse possit in choro, processionibus et aliis functionibus ecclesiasticis in habitu protonotarii, et lucrari fructus et distributiones quotidianas. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi Gasparis cardinalis de Carpineo, censuit gratiam desuper petitam esse concedendam arbitrio Emi D. Cardinalis Barberini episcopi ordinarii. Die 10 julii 1677.

2056. **Urbis.**

Nonnullorum Theologorum pro festo SSmae Trinitatis primae classis: *Lectum*. Die 10 junii 1677.

2057. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Dominus Innocentius divina providentia papa XI, de voto Emorum DD. Cardinalium Congregationis S. Rituum habitae die 10 julii 1677, mandavit, ut officium S. Raymundi Nonnati confessoris ordinis B. Mariae de Mercede redemptionis

captivorum et S. R. C. cardinalis diaconi tituli S. Eustachii, semiduplex a S. Rituum Congregatione sub die 13 augusti 1669 recognitum, et approbatum, et de mandato fel. re. Clementis IX sui praedecessoris omnibus utriusque sexus Christifidelibus, qui ad horas cenonicas tenentur usque adhuc recitatum ad libitum die 31 augusti, imposterum sub eodem ritu semiduplici de praecepto recitetur, et in calendario breviarii et missalis romani apponatur. Die 22 julii 1677.

2058. **Decretum de excarcerando Claudium Bouillaud.**

Humillimis precibus SSmo porrectis per D. de Vecchis pauperum advocatum nomine Claudii Bouillaud in carceribus retenti de mandato S. Rituum Congregationis pro causis sibi bene visis, quibus supplicabatur pro excarceratione, attenta non levi sui corporis indispositione, et remissis ad ipsam S. Congregationem, eadem de mandato SSmi, congregata post capellam S. Bonaventurae in conventu SSorum XII Apostolorum numero 15 cardinalium, re mature perpensa, unanimi voto censuit, praedictum Claudium posse excarcerari, praestita fidejussione scutorum trium millium de se repraesentando ad omne mandatum ejusdem S. Congregationis, si ita SSmo placuerit. Die 14 julii 1677. Et facta de praedictis relatione ab Emo et Rmo D. Cardinali Cybo, Sanctitas Sua sensum S. Congnis approbavit, et executionem hujusmodi decreti commisit Rmo Dno gubernatori Urbis sub eadem die 14 julii 1677.

2059. **Limana.**

Relatis in S. Rituum Congregatione ab Emo et Rmo D. Cardinali Sigismundo Chisio oppositionibus excitatis in causa Limana servi Dei Torribii Alphonsi Mogrobesii archiepiscopi Limani a Claudio Bouillaud, quibus mature perpensis a Congregatione particulari cum interventu consultorum, eadem unanimi voto declaravit dictas oppositiones esse omnino irrelevantes in causa de qua agitur; et ministros ejusdem S. Congregationis rite et recte processisse. Et interim injungendum praedicto Claudio Bouillaud, qui imposterum, se abstineat ab exercitio procurae in causis S. Congregationis arbitrio ipsius S. Congregationis. Die 7 augusti 1677. Et facta de praedictis SSmo relatione per Emum Sigismundum Chisium, Sanctitas sua praesens decretum approbavit et expediri mandavit. Die 16 augusti 1677. Sub eadem die SSmus D. N. Innocentius papa XI deputavit R. P. D. Negronum ad revidendas expensas factas a canonico de Vagliadolio in praedicta causa ad effectum cognoscendi praetensum excessum, et referendi Congregationi a SSmo deputatae octo Emorum Cardinalium, qui sunt Emi et Rmi Dni Ludovisius, Cybo, Vidonus, Corsinus, Alterius, Maximus, Gaspar de Carpineo, et Sigismundus Chisius, quibus etiam injunxit onus discutiendi quid imposterum sit faciendum pro directione causarum canonizationum super modo compilandi summaria processuum aliaque ad meliorem stylum reducendum, si opportuerit atque Emis deputatis videbitur. Sanctitas Sua loco Emi de Maximis defuncti deputavit Emum Molinum. Die 16 septembris 1677.

2060. **Parisien.**

Supplicantibus monialibus Clarissis monasterii Longi Campi sub invocatione Humilitatis B. M. V. ordinis minorum S. Francisci dioecesis Parisiensis apud S. Rituum Congregationem, quatenus sibi concedere dignetur facultatem recitandi officium cum octava S. Ludovici confessoris Francorum Regis fundatoris praedicti monasterii alias approbatum et concessum fratribus et sororibus tertii ordinis S. Francisci ab eadem S. Congregatione sub die 4 martii 1673, Et eadem S. Congregatio gratiam desuper petitam benigne concessit. Die 20 novembris 1677.

2061. **Limana.**

Emi Dni Cardinales S. Rituum Congregationi praepositi mandarunt, in causa Ven. Servi Dei Torribii Alphonsi Mogrobesii archiepiscopi Limani esse expungendum a decreto clausulam: *Et majori parte consultorum*, nec appprobandam in posterum. Die 20 novembris 1677.

2062. **Decretum super Scripturis in causis beatificationis et canonizationis Congregationis S. Rituum.**

Proposito ac discusso dubio in S. Rituum Congregatione: An subpromotor debeat subscribere scripturas Claudii Bouillaud ab ipso jam factas? Et Emi Patres eidem S. Congregationi praepositi devenerunt ad infrascriptum decretum nempe: « Subpromotor non admittat scripturas ab agentibus seu ab aliis a S. Congregatione non approbatis subscriptas. Eae vero factae a Bouillaud, quae ante prohibitionem consignatae fuerunt S. Congregationi vel datae R. P. D. promotori vel subpromotori, et de quibus detur notula Emo D. Columnae, ita demum admittantur, quatenus de novo sint revisae ab eodem promotore. Die 20 novembris 1677.

2063. **Bisuntina.**

Supplicantibus monialibus Annunciationis oppidi Lozerethi Bisuntinae dioecesis pro licentia recitandi officium defunctorum de sero post officium omnium sanctorum; S. Rituum Congregatio respondit: *Non indigere licentia.* Die 22 januarii 1678.

2064. **Cornetana.**

S. Rituum Congregatio, audita relatione Rmi episcopi Montis Falisci super expositis pro parte artis calceolariorum civitatis Corneti, circa controversiam praecedentiae vertentem inter homines juratos ad exercendam praedictam artem sutorum ex una, et cives et nobiles viros dictae civitatis ex altera in processione vigiliae S. Agapiti associantes reliquias dicti Sancti cum facibus accensis, respondit: *Servetur decretum ejusdem episcopi*, editum die 29 aprilis 1677, nempe quod cives praefatis praeferantur, et praecedant omnibus aliis et praecipue sutoribus, et ita censuit et servari mandavit. Die 22 januarii 1678.

2065. **Romana.**

S. Rituum Congregatio declaravit non licere sacerdotibus saecularibus in ecclesia monialium S. Marthae de Urbe militantium sub regula discalceatorum S. Augustini, celebrare missas sanctorum earumdem ordinis cum missali praedicti ordinis, sed cum missali romano. Die 22 januarii 1678.

2066. **Tarragonen., et Caesaraugustana.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo brevi fel. record. Gregorii XV datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die 9 julii 1622, indulto religiosis utriusque sexus congregationis monachorum claustralium ordinis S. Benedicti nuncupatae Tarraconen., et Caesaraugustanae, concessit iisdem religiosis utriusque sexus praedictae congregationis facultatem recitandi officia sanctorum ordinis S. Benedicti a monastico in romanum reducenda tam contenta in corpore breviarii monastici, quam nuper approbata et concessa congregationi Hispaniarum S. Benedicti nuncupatae Vallisolitana sub diebus 5 octobris 1672, 17 junii et 16 septembris 1673, 13 januarii et 22 septembris 1674 ex causis deductis instante Fr. Didaco Matthas procuratore generali praefatae congregationis. Die 22 januarii 1678.

2067. **Mediolanen.**

Supplicante principe di Linga gubernatore status Mediolani pro concessione facultatis habendi locum in presbyterio metropolitanae, sicut aliis suis praedecessoribus concessum fuit, S. Rituum Congregatio censuit, posse concedi, facto verbo cum SSmo. Die 22 januarii 1678.

2068. **Viennen.**

SSmus D. N. Innocentius papa XI, ad enixas preces serenissimae imperatricis regnantis Eleonorae Magdalenae Theresiae sibi porrectas per Emum D. Cardinalem Pium et relatas ab Emo D. Cardinali Alterio in Congregatione S. Rituum habita die 22 januarii currentis, de voto ejusdem S. Congre-

gationis benigne annuit, atque indulsit ut deinceps singulis annis die 23 januarii celebrari possit festum Desponsationis B. M. Virginis cum suo officio et missa, in omnibus provinciis haereditariis et patrimonialibus augustissimi imperatoris, sicut celebratur in provincia Moraviae et per totam dioecesim episcopatus Olomucensis, instante pariter P. Fr. Carolo Felice de S. Theresia procuratore generali carmelitarum discalceatorum. Die 27 ejusdem mensis januarii et anni 1678.

2069. **Hispaniarum.**

Cum alias Rituum Congregatio declaraverit pro capitulo S. Petri de Urbe, quod anniversaria, quae fiunt ex dispositione testatorum, possint fieri etiam in festo duplici, denuo eadem S. Congregatio ad preces patrum Realis Monasterii de Escurial nullius dioecesis; praedictum indultum extendendo concessit, ut dicti patres possint imposterum satisfacere obligationibus anniversariorum quibus iidem tenentur etiam in festis duplicibus. Die 22 januarii 1678.

2070. **Decretum de subscribendis summariis in quolibet folio.**

S. Rituum Congregatio a SSmo D. N. Innocentio XI deputata pro directione causarum beatificationis et canonizationis, decrevit ut imposterum omnia summaria spectantia ad supradictas causas antequam typis mandentur, tam a postulatoribus causarum quam a subpromotore in quolibet folio subscribantur, et unum ex originalibus remaneat penes subpromotorem, cui onus incumbat collationandi et corrigendi dicta summaria. Die 4 februarii 1678. In reliquis, et quoad emolumenta subpromotoris remisit ad Congregationem generalem ordinariam.

2071. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio censuit, festum S. Margaritae reginae Scotorum cum officio et missa semiduplici ad libitum de communi nec virginis nec martyris ex concessione apostolica in Ecclesia universali hactenus celebratum die 10 junii, imposterum transferendum, et celebrandum esse singulis annis die 8 julii justis de causis, si SSmo D. N. placuerit. Die 22 januarii 1678. Et facto de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 9 februarii 1678.

2072. **Belgii.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi D. cardinalis Norfolk, benigne indulsit, ut de Beatis decem et novem martyribus Gorgomiensibus quotannis die 9 julii eorum transitus recitari possit officium et missa celebrari de communi plurimorum martyrum juxta rubricas breviarii et missalis romani et ad formam brevis beatificationis praedictorum beatorum martyrum a fe. re. Clemente papa X emanati die 14 novembris 1675, etiam in omnibus Belgii ecclesiis saecularibus tam cathedralibus, et collegiatis, quam parochialibus ab illis omnibus qui dictis ecclesiis sunt adscripti, seu sub illis resident, et domicilium habent. Die 12 martii 1678.

2073. **Avenionen.**

Cum praepositus ecclesiae Avenionen. uti prima post pontificalem dignitas, in eadem ecclesia multos obtineat tam a statuto quam a consuetudine honores et praeeminentias, praesertim quod triplici ductu thuribuli, absente tamen archepiscopo, thurificetur, et quod pulvinari de corio utatur in choro ex antiqua et immemorabili consuetudine, quae a S. Rituum Congregatione fuit olim quoad triplicem thurificationem sub die 20 novembris 1610 confirmata, et approbata. Nunc vero eadem S. Congregatio ad preces D. Ludovici de Cabanes moderni ejusdem ecclesiae praepositi, praefatam consuetudinem roboravit et confirmavit, ac etiam ex integro, in quantum opus est, praefati pulvinaris usum sibi suisque successoribus benigne concessit. Die 12 martii 1678.

2074. **Bisuntina.**

Episcopi pro erectione altaris B. Aloysii Gonzagae: *Lectum*. Die 9 julii 1678.

2075. **Decretum**

De non dandis, nec recipiendis imposterum sportulis, seu propinis pro decretis in causis canonizationis factis, et faciendis.

Proposito in S. Rituum Congregatione: An expediat, quod pro decretis canonizationis tam factis quam imposterum faciendis, non dentur nec recipiantur sportulae seu propinae, S. Congregatio unanimi voto censuit omnino expedire, ac ideo decrevit, quod imposterum propinae non dentur, nec ab ullo penitus recipiantur, quodque supplicetur SSmo pro confirmatione. Die 15 octobris 1678. Et facta per me infracriptum relatione praesentis decreti SSmo D. Nro Innocentio XI cum ejus lectura, Sanctitas Sua non solum laudavit et approbavit, atque ab omnibus observari perpetuo mandavit, sed etiam se ipsum sub eo comprehensum esse voluit, et declaravit, ejusque successoribus ut idem faciant insinuavit, eosque monuit. Die 15 ejusdem mensis octobris et anni 1678.

2076. **Decreta Novissima**

S. Rituum Congregationis, servanda in causis beatificationum et canonizationum Sanctorum, edita jussu SSmi D. N. Innocentii XI; et ab eodem laudata, confirmata et approbata. Accedunt etiam taxae pro advocatis, procuratoribus et notario ab eadem S. Congregatione factae, et a SSmo confirmatae.

SSmus D. N. Innocentius XI provide considerans, quod in tota Ecclesiae gubernatione nihil majus aut gravius sit, quam homines declarare pro Sanctis, eosque uti tales colendos, et venerandos decernere, et perpendens, quod licet fel. rec. Urbanus VIII de consilio Congregationis SSmae Inquisitionis nonnulla super hoc ediderit decreta, subindeque S. Rituum Congregatio alias ordinationes fecerit secundum casuum contingentias a Summis Pontificibus approbatas, nihilominus experientia docuit, quod adhuc nonnulla desiderantur pro meliori causarum hujusmodi directione. Idcirco jussit materiam diligenter discuti primum in Congregationibus particularibus deinde vero in generalibus, prout factum fuit, et sub diebus 9 julii et 6 augusti 1678 emanarunt resolutiones sequentes si eidem SSmo placuerit publicandae.

1. Animadvertens eadem S. Congregatio, quod necessarium sit, ut processus auctoritate ordinaria fabricandi conficiantur cum maxima diligentia, censuit mandari ordinariis locorum, ut ultra testes inductos a postulatoribus, teneantur ipsi quoque inquirere atque examinare alios testes bene instructos super vita et moribus Servi Dei, et si aliquid repererint in contrarium, quod ipsis videatur relevans, supersedeant in ulteriori inquisitione, donec S. Congregatio ab eis certiorata per litteras, mandet quid agendum sit.

2. Hujusmodi diligentias servari vult etiam in processibus auctoritate apostolica faciendis a judicibus delegatis, quibus per litteras particulares S. Congregationis enixe commendari debeant. Et idem faciat promotor fidei in litteris scribendis subpromotoribus.

3. Et pro majori cautela praescribi debeat in litteris remissorialibus, quod non solum interrogatoria retineantur semper clausa et sigillata cum sigillis eorumdem judicum, non aperienda nisi in actu examinis, et claudenda in fine, sed ulterius depositiones ipsae, antequam processus sit absolutus in fine cujuslibet sessionis claudi et signari debeant cum sigillis judicum, nec possint aperiri, nisi in praesentia ipsorum in principio cujuslibet examinis et sessionis, ac hujusmodi diligentiae fieri debeant etiam in processibus fabricandis in curia. Iidemque judices, prout etiam subpromotores et notarii, tam in partibus, quam in curia, ac testes, et in curia etiam protonotarius debeant ante inchoationem processuum praestare juramentum de servando secretum religiose sub poena excommunicationis ipso facto in casu contraventionis incurrendae juxta formulam ejusdem juramenti imprimendam in fine decretorum, et pro omnimoda observantia transmittendam judici-

bus delegatis in ipsis litteris remissorialibus, et subpromotoribus in litteris promotoris.

4. Considerans quoque S. Congregatio, quod principale fundamentum in causis beatificationum et canonizationum constitui debet in fideli interpretatione processuum extero idiomate confectorum, et quod licet ex laudabili observantia interpres semper fuerit electus ab Emo Ponente, citato et audito R. fidei promotore, nihilominus super hoc decreta generalia nihil disponunt. Idcirco decrevit, quod in posterum in qualibet causa interpres eligatur ab Emo Cardinali Ponente, citato et audito P. Fidei promotore; et pro majori cautela postquam interpretatio fuerit facta, revideatur ab aliquo viro probo et perito, qui secreto ad hoc officium assumatur ab eodem Emo Ponente, et si reperiatur aliquis error substantialis, interpres severe puniatur arbitrio S. Congregationis, per quem Emum deferri debeat tam interpreti quam revisori juramentum de fideliter sibi munus commissum adimplendo, quibus etiam eadem S. Congregatio assignavit mercedem pro suis laboribus, nempe carolenum unum pro quolibet folio reducto, ita ut facies sit linearum 24, et linea syllabarum 16.

5. Advertens etiam quam necessaria sit diligens custodia processuum originalium, decrevit, quod ii, sicuti etiam interpretationes originales illorum, qui sunt extero idiomate confecti, retineri debeant in archivo Sacrae Congregationis in Vaticano in loco clauso et separato ab aliis scripturis, nec possint amoveri, nisi de ordine Emi Cardinalis Ponentis, vel ad instantiam R. P. Promotoris ad effectum videndi, quatenus opus sit, et deinde reportandi, cujus archivi duae sint claves, una penes protonotarium apostolicum, qui pro tempore intervenerit S. Congregationi, et altera penes secretarium, et clavis loci, in quo custodiuntur dicti processus, stet penes eumdem protonotarium, alterius vero, in quo retinentur aliae scripturae S. Congregationis penes Secretarium.

6. Idemque protonotarius curam habeat revidendi inventarium dictorum processuum, et quatenus non adesset, illud diligenter fieri mandet cum quatuor copiis, quarum una stet penes eumdem protonotarium, altera penes promotorem, altera penes secretarium, et quarta in eodem archivo, et in fine anni iidem protonotarius, promotor, et secretarius revidere debeant dictum inventarium, et conferre cum processibus, ad effectum recognoscendi an aliquid deficiat, et curandi ut reportentur, et secretarius referat in prima sequenti Congregatione.

7. Cum pluries dubitatum fuerit circa intelligentiam decretorum pag. 28, quod non prius Sedes Apostolica moveri soleat, quam reges, principes et aliae personae authenticae et honestae instanter supplicaverint Summo Pontifici, et tunc etiam non statim, sed expectare, quod diu pulsetur, nam si perdurabunt miracula et supplicantium instantiae, tunc Summus Pontifex, si ei videbitur, committit causam S. Congregationi. Ideo, si ita SSmo visum fuerit, censuit eadem S. Congregatio commissionem non esse signandam, nisi post elapsum tempus decem annorum a die praesentationis processus auctoritate ordinaria fabricati, et cum praecedenti rigorosa discussione ejusdem processus cum scriptura et summario, et insuper habitis post decennium a die fabricationis illius novis litteris episcoporum circa percrebescentiam famae sanctitatis et miraculorum ac devotionis populi, enixe pro beatificatione et canonizatione instantis. Nisi tamen in aliqua causa ex peculiaribus circumstantiis S. Congregatio existimaverit anticipari posse tempus in discussione processuum auctoritate ordinaria confectorum, et SSmus hoc approbaverit.

8. In causis servorum Dei ante decreta fel. rec. Urbani VIII introductis, non signentur commissiones reassumptionis nisi prius per S. Congregationem examinatis processibus, tam auctoritate ordinaria confectis, quam auctoritate apostolica, quatenus adsint.

9. Cum in decreto approbato a fel. rec. Urbano VIII die 12 martii 1631 impresso in libello pag. 57, S. Congregatio cognoscens, quod in hac re, utpote gravissima, rite sancteque procedendum est, prohibuerit omnibus et singulis personis ecclesiasticis, tam saecularibus quam regularibus quantumvis speciali nota dignis, ne audeant per se, vel per alios capere informationes super sanctitate aut miraculis alicujus, nec ullo modo exquirere aut obtinere ad hunc effectum extrajudiciales testificationes aut subscriptiones, sub poenis arbitrio ipsius S. Congregationis infligendis, illud confirmando jussit, quod hujusmodi extrajudiciales attestationes non solum exquiri, aut obtineri non valeant, sed rursus quod hactenus obtentae, sive in futurum obtinendae, non faciant aliquem gradum probationis, nec inseri possint in processibus tam ordinaria quam apostolica auctoritate fabricandis.

10. Subpromotor fidei a Rev. Pres. promotore deputatus cui onus incumbit, primo loco spoliandi processus, (ex quibus pendet beatificationum et canonizationum substantia) ad effectum referendi eidem promotori, debeat hujusmodi munus diligentissime ac cum omni rigore adimplere, summaria quae solent a procuratoribus fieri antequam typis mandentur, conferat cum processibus, subsecuta attestatione, quod fuerunt per ipsum revisa, et in quolibet folio se subscribat. Eamdemque diligentiam conferendi cum exemplari manuscripto iterum faciat, postquam fuerint impressa, cum iterata subscriptione in fine, quam subsequatur subscriptio, et sigillum secretarii; nec ante praedictas subscriptiones possint tam summaria quam informationes publicari sub gravissimis poenis, tam quoad postulatores, quam etiam quoad impressorem, arbitrio S. Congregationis, seu Emi Cardinalis praefecti infligendis. Idemque subpromotor (quatenus ipse D. Promotor ex diligenti et accurata revisione processuum, quam facere solet, necessarium, vel opportunum duxerit) teneatur aliud summarium objectionale ad comprobationem oppositionum conficere, quod S. Congregatio plurimum expedire cognoscit, ad hoc ut veritas magis elucescat. Et pro quolibet processu ab eodem subpromotore examinando in quolibet dubio, persolvatur ei stipendium decem ducatorum auri praescriptum in decretis generalibus pag. 62 cum declaratione tamen, quod respectu processuum auctoritate apostolica in specie qui pluries ad diversum effectum examinari debent, dictum stipendium debeatur pro tribus dubiis tantum, nempe prima vice quando disputatur validitas, secunda vice quando disputatur de virtutibus, seu de martyrio et causa martyrii, et tertia vice quando disputatur de miraculis, quamvis disputationes alicujus ex dictis dubiis pluries reiterari contingat, seu eadem dubia in diversas inspectiones pro faciliori resolutione dividantur.

11. Et quia materiae gravitas et dignitas exposcit, ut pertractetur et dirigatur a viris notae probitatis, experientiae, et peritiae, censuit S. Congregatio, quod ad conficiendum tum informationes in facto, quam summaria in quibus potissimum consistit causarum pondus, assumantur solum procuratores Collegii S. Palatii Apostolici; tribuendo postulatoribus libertatem eligendi ex dicto coetu quem voluerint, dummodo quilibet ex eis non possit eodem tempore patrocinari plures causas quam quatuor, ad hoc ut eis facilius operam dare possint, sub poena inhabilitatis amplius scribendi in casu contraventionis, et liceat postulatoribus in quocumque statu causae, rationabiliter tamen, et praevia licentia Emi Ponentis, mutare procuratorem, dummodo alius in ejus locum subrogandus, sit de eodem collegio et non habeat in totum plures causas, quam quatuor.

12. Advocati vero ad scribendum in jure assumi debeant ad libitum postulatorum, dummodo sint ex collegio S. Consistorialis Aulae, vel ex duodecim aliis approbatis a Sacra Congregatione, ita tamen, ut quilibet eorum sex tantum causas patrocinari possit.

13. Pro mercede autem praedictorum, ac etiam notarii,

S. Congregatio jussit servari taxas ab ea diligenter revisas, quae, ut omnibus innotescant, typis mandari debeant, et in fine decretorum inseri.

14. Cum etiam observatum fuerit saepe postulatores dare scripturas medicorum, vel chirurgorum pro confirmatione miraculorum, et ex alia parte non fuerit solitum responderi per peritos ejusdem professionis. Ideo videtur necessarium ad hoc, ut respondeatur secundum artem, quod Emus Ponens deputet ex officio, secreto, ac praevio juramento, alium medicum vel chirurgum celebriorem, qui respondeat pro veritate, ad effectum videndi, an asserta miracula excedant vires naturae. Die 15 octobris 1678. Facta per me infrascriptum relatione SSmo praefatorum decretorum cum eorum integra lectura, Sanctitas Sua laudavit et approbavit, atque servari mandavit, et publicari.

Jo. Baptista de Luca auditor, et secretarius memorialium. Locus ✠ sigilli. *Bernardinus Casalius S. Rituum Congregationis secretarius.*

Forma juramenti judicum ante inchoationem processuum.

Ego infrascriptus tactis sacrosanctis evangeliis coram me positis, juro et promitto fideliter adimplere munus mihi commissum circa fabricationem processus in causa beatificationis et canonizationis servi Dei N. juxta formam decretorum S. Congregationis Rituum et praecipue novissimorum quae confirmata fuerunt a SSmo D. N. Innocentio XI. Nec non juro et promitto religiose servare secretum, tam de contentis in interrogatoriis, quam de testium depositionibus super iisdem, et super articulis, nec de iis loqui cum aliqua persona, exceptis aliis judicibus, et subpromotore, ac notario pro eodem processu deputatis, et in curia excepto etiam protonotario, sub poena perjurii, et excommunicationis latae sententiae, a qua nonnisi a Summo Pontifice (excluso etiam majori poenitentiario) praeterquam in mortis articulo absolvi possim. Et ita promitto, et juro; sic me Deus adjuvet, et haec sancta Dei evangelia.

Idem juramentum praestabitur a subpromotore et notario, et in curia etiam a protonotario, mutatis mutandis.

Forma juramenti testium.

Ego infrascriptus tactis sacrosanctis evangeliis coram me positis, juro dicere veritatem, tam super interrogatoriis, quam super articulis, super quibus examinabor, nec non servare secretum, nec alicui penitus revelare, tam contenta in iisdem interrogatoriis, quam responsiones, ac depositiones a me factas, sub poena perjurii et excommunicationis latae sententiae, a qua non nisi a Summo Pontifice (excluso etiam majori poenitentiario) praeterquam in mortis articulo absolvi possim. Et ita promitto, et juro; sic me Deus adjuvet, et haec sancta Dei evangelia.

TASSA

Per gli avvocati, e procuratori, che patrocinano le cause di beatificazione e canonizazione nella S. Congregazione dei Riti, rinnuovata, e stabilita dalla medesima S. Congregazione.

1. Per lo spoglio universale che si fà pro una vice tantum, si osservi la tassa del 1658 al §. 3 ove si dice, che non si possa dare più di scudi 4 per ogni centinaro di fogli di esso processo ridotto, cioè che il foglio sia di due facciate e ciascheduna facciata sia di linee 24 e la linea di sillabe 16.

2. Per le scritture nei due soli dubii principali, cioè super virtutibus et miraculis, si possino dare scudi 20 per ciascheduna, e non più.

3. Per le risposte nei medesimi dubii si possono dare scudi 10, e per tutte le altre scritture, che riguardano fatica considerabile in tutti gli altri dubii si possono dare scudi 15 per ciascheduna scrittura e non più.

4. Per le scritture d'introduzione delle cause nuove, e di riassunzione di quelle introdotte avanti li decreti del 1632 ad ad effetto di segnarsi all'une e nell'altre la commissione, si possono dare scudi 15 e non più.

5. Per le copie originali di tutte le scritture si paghino bajocchi 15 il foglio ridotti come sopra.

6. Per il Sommario, che si farà sopra ciascuno dubio si diano 5 bajocchi per carta dell'istesso sommario che sarà fatto, ridotte le carte come sopra.

7. Per li memoriali di qualsivoglia sorte, o grandi o piccoli che siano, non si diano più di giuli 12 per ciascheduno eccettuate le scritture di reassunzione, o d'introduzione delle cause, quali sogliono andare sotto nome di memoriali, per i quali s'osservi ciò, che si è disposto di sopra al n. 4.

8. Per la prima copia originale tanto delli sopradetti sommarii quanto dei memoriali, si dia solo bajocchi 6 la carta, ridotta come sopra.

9. Per l'informazione in voce, quando s'informa tutta la Congregazione con l'intervento dei consultori, non si diano più di scudi 30 tra il procuratore e gli avvocati, e quando s'informa la sola Congregazione ordinaria si dia la metà.

10. L'emolumento degli avvocati sia di scudi 10 per la scrittura, e per l'informazione a voce sia il medesimo, che si dà ai procuratori.

11. Per la minuta di qualsivoglia commissione, non si paghi più di giulii 15, e per le due copie da darsi al Sig. Card. Ponente ed al segretario, si paghi a ragione di bajocchi sei il foglio ridotto come sopra.

12. Per l'accesso del procuratore al Sig. card. Ponente ed al promotore, e per la minuta o copia originale del fatto concordato non si paghi più di giulii 12.

13. Per l'informazione in voce di Nostro Signore, e dell'Auditore di Sua Santità, si diano al procuratore scudi 3 moneta, ed altrettanti all'avvocato, se informerà anche esso.

14. Per le citazioni ed intimazioni non si paghi cosa alcuna, e per l'esecuzione di esse si paghi a ragione della tassa de' cursori.

15. Le copie dell'opposizioni del promotore, eccetto la prima originale, si facciano fare dalle parti, le quali fatte che saranno, dovranno portarle al promotore, che sigillate le darà alle medesime parti per distribuirle alli Signori cardinali, protonotario, segretario e consultori.

16. Per qualsivoglia fatica, e scrittura non espresse di sopra s'intenda l'arbitrio dei Signori cardinali prefetto della S. Congregazione, e ponente della causa, ne possino i curiali arbitrare da se medesimi.

17. E li sudetti ordini si debbano registrare nei registri della S. Congregazione, e si debbano fare stampare, e publicare e puntualmente osservare sotto pena di perpetua privazione del patrocinio, e sollecitazione delle cause vertenti nella detta Congregazione, e sotto altre pene ad arbitrio della medesima S. Congregazione.

A 15 ottobre 1678, avendo io infrascritto fatto relazione della presente tassa a Nostro Signore Innocenzo XI, la Santità Sua l'ha lodata, ed approvata ed ha comandato che si osservi, e si publichi.

Gio. Battista de Luca Auditore e Segretario de' memoriali. Luogo ✠ del Sigillo. – *Bernardino Casali Segretario della S. Congregazione dei Riti.*

Ordini e Tassa.

Da osservarsi dal notaro della S. Congregazione dei Riti rinnuovati e stabiliti dalla medesima S. Congregazione.

1. Si ordina che il notaro non faccia registri, se non degli atti giudiziarii, e non dell'esame de' testimoni, o altro, e quelli siano senza estensione de termini, ripetizioni dei titoli, eccetto che nel primo atto, quali registri debbano onninamente farsi in tutte le cause.

2. Che per ogni centinaio dei fogli di registro ben fatto e secondo la riforma della fel. mem. di Paolo V sotto il titolo del registro, non pigli più di quattro scudi, ne per collationatura, ne per rubricatura, ne per qualsivoglia altro pretesto.

3. L'istanze dei principi, religioni, università, ed altri nelle cause di beatificazioni e canonizazioni dal Segretario si consegnino al notaro, il quale le registri negli atti, non altrimenti *per extensum*, ma indicando solamente il nome del principe, o altri che fa l'istanza e la data della lettera, cioè *pro introductione causae instant talis rex suis litteris datis die tali etc. et talis rex* etc. od in altra separata o susseguente carta dopo gli atti fatti per l'introduzione della causa scriva: *Pro causae prosequutione ad effectum obtinendi litteras remissoriales in genere instant N. Rex etc.* e gli originali si conservino nell'archivio, ne se ne dia l'estratto *de verbo ad verbum*, ma ogni volta che sarà richiesto il notaro ne dovrà dare un ristretto da cavarsi dal detto registro o manuale come sopra, e per esse copie si paghi a ragione di copia come si dirà al seguente numero 4. E per la fede di esse si diano due giulii per ciascuna copia, delle quali una si darà all'Emo sig. card. Ponente, l'altra a monsignor Segretario, e l'altra a monsignor Promotore della fede.

4. Per la copia degli atti fatti in curia, o fuori di essa in forma di buon originale, non si paghi più di bajocchi 7 e mezzo per foglio da tutte due le bande, e la facciata sia di linee 24 e la linea di sillabe 16; ed essendo scritta in forma di registro, si paghi a ragione di registro come sopra.

5. Per la copia publica di qualsivoglia processo tanto fatto *auctoritate ordinaria*, quanto *apostolica*, si paghino al notaro bajocchi sette e mezzo per foglio solamente, senza alcun altro emolumento, o mercede per detta copia, o scrittura, ed il foglio sia di facciate, linee e sillabe, come al detto num. 4.

6. Tutti li registri, copie, e scritture si debbono fare in carta buona e lettera intelligibile e secondo la riforma ed ordini sopradetti; altrimenti il notaro sia tenuto farla copiar di nuovo senza altra spesa.

7. Che li processi che vengono *de partibus* tanto fatti *auctoritate ordinaria* quanto *auctoritate apostolica*, non si registrino per conto alcuno secondo la detta riforma, ancorché non passassero 20 fogli, ma solo si possano rubricare se non saranno rubricati e non intieramente, nel qual caso si possa solo rubricare quello che manca e non altro.

8. Per la rubricazione di qualsivoglia cosa che ne abbia bisogno, ridotto il processo a carte buone, conforme alla detta riforma, oltre detti bajocchi sette e mezzo per foglio per la scrittura; si paghino giulii 10 per cento, e tale rubricazione debba in sostanza contenere tutto quello, che contiene il corpo della scrittura, e venendo processo, o altra scrittura rubricata *de partibus*, non essendo intieramente rubricata si paghi solamente quello che manca come si è detto.

9. Per l'ascoltazione, o collazione dei processi ogni volta che sia continuata a ragione di sei ore il giorno, non si paghi al notaro più d'uno scudo il giorno, oltre gli emolumenti sudetti, e gli ajutanti siano deputati dalle parti, dalle quali se gli paghi quel tanto che sarà convenuto, e per la fede dell'ascoltazione di tutto il processo si paghino giulii cinque per la prima copia solamente, e quando le parti volessero altre copie autentiche di detti processi, oltre la prima, non possa il notaro pretendere più di bajocchi cinque per foglio ridotto come sopra, compresovi la rubricatura; ma oltre detti bajocchi cinque per foglio, se gli abbia la mercede della collationatura od ascoltazione, come sopra, e per la fede di detta ascoltazione bajocchi 25 per ciascuna di dette copie dupplicata.

10. Per le compulsorie si paghino giulii 12 conforme prescrive la riforma sudetta di Paolo V al Tribunale dell'A.C.

11. le Perremissorie in genere, anco *super non cultu, super casu excepto*, o altre, in osservanza ed esecuzione dei decreti della SSma Inquisizione, non si paghi più di scudi sei; per quelle in specie, di scudi dieci in tutto, compresavi la scrittura, ed ogni altra cosa spettante alle medesime spedizioni. Ne per la scrittura degl'interrogatorii, che si mandano chiusi prenda il notaro mercede alcuna; ma per gli articoli l'eccessività della scrittura sopra quindici fogti, se gli paghi a ragione di bajocchi sette e mezzo il foglio, come al n. 5; ed occorrendo di dette lettere darne dupplicati, non debba il notaro per essi esigere altro che la metà della mercede stabilita per la prima spedizione, ed essendovi necessità di scrittura dell'articoli, come sopra debba la detta eccessività pagarsi a ragione di bajocchi cinque il foglio.

12. Per compulsa di qualsivoglia scrittura fuori di officio, per l'accesso a sessione di tre ore non possa pigliar più di otto giulii. Per la fede in fine del processo compulsato, cinque giulj; e per la scrittura, a ragione di bajocchi sette e mezzo come al num. 4. Dentro l'officio per ciascuna sessione di tre ore giuli cinque, per la fede e scrittura come sopra.

13. Dovendosi compulsare libri stampati dandosi dalle parti un sunto, sia tenuto il notaro inserirlo in fine del processo, senza farne copia o registro di sorte veruna.

14. Per ogni esame nell'officio che finisce in una sessione si paghino giulii tre; se ci vogliono più sessioni, sin che si finisca l'esame di detto testimonio, non possa il notaro pretendere più di giulii due per sessione e fuori dell'officio il doppio.

15. Per le surrogazioni dei giudici, o nuovi termini nelle cause di beatificazioni e canonisazioni, non se li paghi più di 15 giulii in tutto per ciascuna spedizione di lettere remissoriali, o compulsoriali, proroghe di termini, e surrogazioni di giudici da farsi solamente per comandamento dell'Emo Sig. Card. Prefetto della S. Congregazione, o ponente; nelle cause controverse, non si paghi più di quello, che prescrive la riforma sudetta al Tribunale dell'A. C

16. Per qualsivoglia citazione semplice da spedirsi solamente come sopra, e da eseguirsi fuori di Roma, non si paghi più di giulii tre; e per quelle che si spediscono con l'inibizioni in virtù delle commissioni, giulii 10.

17. Per il dupplicato di qualsivoglia scrittura publica, o privata con sottoscrizione, sigillo ec. o senza, non si debba pagar più di cinque bajocchi per foglio.

18. Occorrendo dar altra scrittura, o far altre fatiche non espresse nella presente tassa, l'emolumento si stabilisca dall'Emo Sig. Card. Prefetto, ne possa il notaro prendere alcun' altro emolumento, ancorchè concorra la medesima, o maggior ragione delle mercedi espresse.

19. Che nelli processi delle beatificazioni e canonizazioni, s' osservi puntualmente per le commissioni, remissorie, comcompulsorie, articoli, interrogatorii, ed altro la forma prescritta nelli Decreti a norma di fare detti processi publicati d'ordine della Santa memoria di Urbano VIII l'anno 1642, ed ora confermati da N. Signore coll' aggiunte che si sono fatte.

20. Che il notaro debba ritenere il libro *receptorum*, e fedelmente in esso notare quanto gli entra in mano dei suoi emolumenti, sotto pena della privazione dell' offizio.

21. Che si facciano due manuali cioè, uno degli atti delle cause di beatificazioni e canonizazioni, e l'altro degli atti delle cause controverse, nelli quali si registrino tutte le comparse, proteste, citazioni ed intimazioni con le sue intitolazioni, quali restino sempre nell'officio, ne per questi si paghi cosa alcuna, e possano sempre da tutti gl' interessati essere veduti, e letti gratis, ed il notaro sia sempre obligato mostrarli.

22. Non possa il notaro estrarre fuori d' officio gli processi originali o qualsivoglia altra scrittura prodotta, ma debba darne copia publica, o semplice secondo che le parti chiederanno.

33. Per la restituzione di qualsivoglia scrittura prodotta *dimissa copia*, si diano tre giuli, e debba il notaro far buoni due fogli, e dalli due in su se li paghi a ragione di sette bajocchi e mezzo, come sopra al N. 4; ma se si restituiscono in una volta più scritture prodotte in un sol atto, si debbano

solamente tre giulii e di più l' eccessività della copia come sopra.

24. Che volendo le parti veder processo o qualsivoglia altra scrittura originale dentro l'officio, sia il notaro tenuto lasciarli vedere senza mercede alcuna.

25. Sappiano le parti, che nella Segreteria della S. Congregazione tutto si spedisce gratis, ne perciò debbono al notaro per sigillo, scrittura, sottoscrizione, o qualunque altra cosa, che si faccia in Segretaria, emolumento o mercede alcuna.

26. Che non possa pretendere il notaro per il viatico cosa alcuna nell'andare a leggere citazioni.

27. Che il notaro debba dare il giuramento in S. Congregazione d'osservare la presente tassa ed ordini, nella forma seguente.

Ego N. Notarius a S. Congregatione specialiter deputatus in causis ejusdem S. Congregationis, tactis sacrosanctis Dei evangeliis juro et promitto fideliter exercere officium mihi concessum, et ad unguem observare supradictam taxam sub poena perjurii, privationis officii ipso facto incurrenda, et restitutionis contra, et ultra dictam taxam habitorum et acceptorum aliisque paenis arbitrio ipsius S. Congregationis.

28. Che si facciano stampare li presenti ordini e tassa, ed il notaro debba tenerli publicamente affissi nell' officio a fine che a ciascuno possano apparire, ed il tutto sia obligato ad osservare tanto nelle cause de beatificazioni e canonizazioni quanto respettivamente in quelle dei Sacri Riti, sotto le pene contenute nel detto giuramento, dandosi facoltà di ricorrere ad ognuno che si sentisse gravato, e vedesse non osservarsi quanto è espresso di sopra, perchè vi si prenderà la debita provisione. Dato in Roma li 6 agosto 1678.

A 15 ottobre 1678. Avendo io infrascritto fatto relazione della sudetta tassa a Nostro Signore Innocenzo XI con la sua intiera lettura, la Santità Sua l'ha lodata ed approvata, ed ha commandato che si osservi, e si publichi.

Gio. Batta de Luca Auditore e Segretario dei Memoriali Luogo † del sigillo. Bernardino Casali Segretario della S. Congregazione dei Riti.

2077. **Arboren.**

S. Rituum Congregatio censuit posse absolvi prout absolvit fratrem Vincentium Ferrerio ordinis Praedicatorum a vinculo excommunicationis in qua incurrit dum existebat in conventu de Busach dioecesis Arboren in vim decreti ejusdem S. Congregationis sub die 11 januarii 1676 emanati ad instantiam archiepiscopi Arboren contra regulares celebrantes tres missas die commemorationis omnium fidelium defunctorum. Die 26 novembris 1678.

2078. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio, audita relatione Emi Archiepiscopi Neapolitani, mandavit, ut in posterum per abbates pro tempore ecclesiae S. Petri ad Aram canonicorum regularium Lateranensium ejusdem civitatis Neapolis, servetur omnino decretum circa usum Pontificalium praelatis episcopo inferioribus concessorum a S. eadem Congregatione habita coram fel. re. Alexandro VII die 27 septembris 1659 emanatum, sub poenis in eodem contentis, non obstante brevi Urbani VIII et Alexandri VII ad sui favorem allegato. Die 26 novembris 1678.

2079. **Romana.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam Michaelis Angelis Lapii respondit: Praedictus Michael Angelus Lapi eligat quatuor causas beatificationis et canonizationis sibi benevisas, reliquas vero relinquat. Die 26 novembris 1678.

2080. **Romana**
Procuratorum Collegii Apostolici.

Emi et Rmi Signori. Li procuratori del collegio devotissimi Oratori dell'EE. VV. riverentemente rappresentano, come volendo riempire cinque luoghi in esso vacanti, vi è fra' molti concorrenti il signor Frediano Castagnori, per il quale fu insinuato dal sig. card. Ludovisio che ammettendolo si incontraria il gusto della S. Congregazione. E perciò l'Oratori intendevano preferirlo ad altri più provetti. Ma avendo monsignor Casali secretario detto all'Oratori non essergli noto tale sentimento della S. Congregazione, e che perciò stimava conveniente sospendere l'aggregazione finchè si fosse sentito il senso dell'EE. VV.; perciò l'Oratori, per camminare con la dovuta maturità ed ossequio verso detta S. Congregazione, hanno stimato necessario soprasedere, e supplicare, come fanno umilmente, l'EE. VV. a degnarsi participargli il sentimento di essa Congregazione, acciò possino prontamente eseguirlo e della grazia etc.

Et eadem S. Rituum Congregatio respondit admittendum. Die 26 novembris 1678. Et facta relatione SSmo per me secretarium de decreto S. Congregationis pro admissione Fridgiani Castagnori, Sanctitas Sua declaravit neminem esse admittendum in collegio nisi ad formam statuti. Die 4 decembris 1678.

2081. **Senen.**

Congregationi S. Rituum exposuit Emus, et Rmus D. Flavius cardinalis Chisius, inter ceteras insignes sanctorum reliquias publicae venerationi expositas in sacello B. Mariae Virginis Immaculatae a sa. mem. Alexandri VII Pontificis Maximi ejus patruo in metropolitana Senensi ecclesia extructa et suo aere magnificentissime ornato, corpus S. Sergii martyris sub ara collocatum fuisse. Ac inter nonnullas indulgentias idem sacellum certis quibusdam diebus devote visitantibus elargitas concessam quoque contineri indulgentiam plenariam die festo ejusdem martyris. Instetit propterea idem Emus D. Cardinalis eo quod ignorentur dies martyrii, depositionis et translationis, certam diem assignari ad hujusmodi festum quotannis celebrandum cum officio et missa; quamvis non constet, sacras easdem exuvias ejus martyris esse de quo fit mentio in martyrologio romano. Et S. Congregatio, ob plurimas adeoque graves causas, et circumstantias, quae in praesenti casu concurrunt in exemplum idcirco de facili nequaquam deducendo (nempe quod auctoritate Summi Pontificis sacrum ejusmodi pignus e coemeterio S. Callisti eductum, et translatum, ibique repositum fuerit: ac Indulgentia plenaria perpetua semel singulis annis ejus festo idem sacellum visitantibus concessa habeatur, tantisque signis univocis ejus corporis identitas, utpote martyris denotetur et comprobetur; praeter enim signum ☧ martyrum sarcophagis inscribi consuetum, nomen ejus appareat et pars in qua passus est memoretur his verbis: *Sergius in corde passus quiescit in pace*, nec non subnexae inspiciantur imagines in eodem marmore incisae, cordis humani sagitta transverberati et columbarum rostro olivarum ramos ferentium) petitis annuens assignavit diem tertiam octobris ad recolendum ejusdem Sancti martyrium, cum officio et missa sub ritu duplici minori de communi unius martyris, et oratione: *Praesta quaesumus etc. ut intercedente B. Sergio*, cum officio, scilicet, per capitulum et clerum ejusdem metropolitanae ecclesiae recitando, cum lectionibus primi nocturni de feria currente; secundi nocturni de expositione S. Ambrosii *Principes persecuti sunt:* Tertii demum de Homilia S. Gregorii papae in Evang. *Si quis vult post me venire.* Et cum missa *Laetabitur justus;* cum Gloria, et Credo etiam a presbyteris ad eamdem metropolitanam confluentibus in eaque celebrantibus. Non obstantibus quibuscumque etiam generalibus decretis aliisque in contrarium quomodolibet facientibus, quibus pro hac vice dumtaxat, attentis causis, et circumstantiis praedictis derogavit, alias in suo robore perpetuo permansuris. Die 26 novembris 1678.

2082. **Hispaniarum seu Toletana.**

Cum in civitate et dioecesi Toletana auctoritate apostolica recitetur die 15 novenbris cujuslibet anni sub ritu duplici of-

ficium S. Eugenii episcopi et martyris uti patroni ecclesiae Toletanae Hispaniarum primatis, ideo Emus et Rmus D. Cardinalis Portocarrero archiepiscopus Toletanus, et Orator extraordinarius majestatis regis catholici apud SSmum, supplicavit S. Rituum Congregationi, tam nomine majestatis suae et proprio, quam capituli Toletani et aliorum episcoporum Hispaniarum per suas litteras particulares, quatenus eadem dignaretur concedere extensionem recitationis officii de praedicto S. Eugenio sub eodem ritu duplici etiam ad omnes civitates et dioeceses Hispaniarum. Et eadem S. Congregatio extensionem desuper petitam, benigne concessit. Die 21 januarii 1679.

2083. **Senogallien.**

Supplicante praefecto ceremoniarum cathedralis Senogallien. pro resolutione infrascripti dubii: Inter duos canonicos cathedralis in vesperis quae diebus festivis in choro decantantur controversia est, cui, absentibus tribus dignitatibus, in recitandis antiphonis primum occupare locum de jure competat, sibi arrogans primus canonicus in cornu epistolae assidens pronunciare priusquam posterior in evangelii commorans, qui stante praedictae ecclesiae consuetudine antiquitus introducta, etiam ratione dignioris cornu, in accipiendo thure et pace antiquiori praecedit. Et eadem S. Rituum Congregatio respondit: *Servetur consuetudo ecclesiae*, et ita declaravit. Die 21 januarii 1679.

2084. **Veliterna.**

Cupiente equite Caesare Toruzzi civitatis Veliternae facere professionem in ecclesia cathedrali Veliterna, in qua aliae similes functiones non semel sunt peractae, attento quod orator obtinuit ex justitia crucem S. Stephani a magno duce Etruriae, et cum orta sit differentia circa locum ubi sedere debeat dum facit praedictam professionem, et circa modum, et tempus eum incensandi, eique dandi pacem, idest, si ante, vel post magistratum, licet olim in praedictis functionibus peractum sit, quod eques qui facit professionem sedeat in choro post ultimum canonicum, a manu sinistra in stallo, et quod tempus illum incensandi, illique dandi pacem, postquam incensatus est ultimus canonicus, supplicavit propterea mandari, ut servetur solitum, seu aliter, ut melius videbitur. Et S. eadem Rituum Congregatio respondit: ad mentem, quae est facere verbum cum abbate de Pelagio, et Congregatio inclinat pro tolerantia. Die 21 januarii 1679.

2085. **Vercellen.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam parochorum civitatis Vercelli declaravit non licere moderno parocho S. Thomae ejusdem civitatis incedere cum habitu protonotarii in processionibus, functionibus et congregationibus menstruis parochorum, sed incedere debet in habitu parochiali, sicut alii parochi, et praecedere secundum antianitatem suae ecclesiae parochialis, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 21 januarii 1679.

2086. **Hispaniarum.**

Cum SSmus D. N. sub die 7 augusti 1677, ad preces sororis Dorotheae de Austria, monialis in Regali conventu discalceatarum ordinis S. Francisci Matriti, indulserit, ut in ecclesia praedicti conventus (ubi servatur quaedam miraculosa Imago B. Virginis sub titulo Refugii) quolibet anno die dominico ab ordinario assignando celebrari possit festum peculiare in honorem B. Virginis cum ejus missis votivis de tempore, concedendo indulgentiam plenariam lucrandam ab omnibus dictam ecclesiam visitantibus, pro qua litteras in forma brevis expediri mandavit. Nunc vero ad reiteratas preces ejusdem sororis Dorotheae de Austria S. Rituum Congregationi porrectas, eadem benigne inclinata concessit, ut praedictum festum celebrari possit cum officio, et missa ut in festo B. Mariae ad Nives. Die 21 januarii 1679.

2087. **Catacen.**

Pro festo S. Agathae virginis et martyris cum officio duplici pro Ecclesia universali: *Negative, imo supplicandum esse SSmo pro reformatione breviarii.* Die 18 martii 1679.

2088. **Gallicana.**

Exponente in S. Rituum Congregatione Francisca de Foix abbatissa abbatiae B. Virginis extra moenia civitatis Xantonensis in Gallia immediate subjectae Sedi Apostolicae ordinis S. Benedicti, quod alias ab eadem S. Congregatione fuit ipsis monialibus concessum, licet utantur breviario romano, quod possint recitare officia sanctorum particularium dicti ordinis S. Benedicti a Sede Apostolica ipsi ordini concessa, dummodo juxta rubricas breviarii romani recitentur. Nec non fuit ipsis etiam concessum, ut officium S. Gullielmi de Aquitania dictae abbatiae fundatoris sub ritu duplici recitare possint. Nunc vero abbatissa et moniales praefatae supplicarunt, quatenus eidem placeat banc concessionem sub hac clausula extendere, quod in perpetuum possint recitare officia particularium Sanctorum dicti ordinis S. Benedicti, quae in omnibus et singulis ejusdem ordinis congregationibus recitantur juxta tamen rubricas breviarii romani, quo praefata abbatissa, et moniales utuntur. Et eadem S. Congregatio gratiam desuper petitam benigne concessit. Die 18 martii 1679.

2089. **Mutinen.**

Pro parte parochorum civitatis Mutinensis supplicatum fuit pro declaratione: An liceat confraternitatibus occupare locum parocho assignatum in rituali romano, De exequiis defunctorum, vers. *Constituto tempore.* Et S. Rituum Congregatio respondit: *Non licere*, et mandavit, ut servetur dictum rituale romanum ad unguem. Die 18 martii 1679.

2090. **Orien.**

Supplicavit capitulum et plebs loci caenobii novi dioecesis Orien. in provincia Otranten. pro licentia continuandi et faciendi sepulchrum in ecclesia collegiata dicti loci ad effectum reponendi SSmum Sacramentum a die feria V in Coena Domini usque ad sabbatum sanctum, donec intonetur, *Gloria in Excelsis Deo.* Et S. Rituum Congregatio respondit: *Serventur rubricae.* Die 18 martii 1679.

2091. **Decretum.**

S. Rituum Congregatio decrevit, ut in posterum non legantur memorialia in causis beatificationis et canonizationis in eadem S. Congregatione sine subscriptione procuratorum etc. Ac insuper non publicentur decreta beatificationis, et canonizationis concernentia concessiones et expeditiones litterarum remissorialium nisi conferantur cum D. Promotore. Die 18 martii 1679.

2092. **Hispaniarum.**

SSmus D. N. Innocentius divina providentia papa XI, de consilio S. Rituum Congregationis habitae die 18 martii 1679, ad pias preces majestatis regis catholici per Emum D. Marchionem de Carpio suum oratorem ordinarium sibi porrectas benigne inclinatus, approbavit et confirmavit electionem gloriosi patriarchae S. Josephi sponsi B. M. Virginis factam in patronum et protectorem omnium regnorum et dominiorum majestatis suae, et de praedicto Sancto in patronum et protectorem sic electo praerogativas omnes eisdem patronis et protectoribus regnorum, et dominiorum competentes decrevit, juxta tamen rubricas breviarii et missalis romani, et ad formam constitutionis fel. rec. Urbani VIII super observatione festorum sub die 13 septembris 1642 emanatae, quibuscumque decretis, et aliis constitutionibus apostolicis in contrarium non obstantibus. Die 23 martii 1679.

2093. **Fanen.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo aliis decretis in similibus editis, iterum declaravit episcopo Fanensi competere usum baldachini in omnibus ecclesiis regularium suae dioecesis et ita decrevit. Die 5 aprilis 1679.

2094. **Bavariae, seu Monacen.**

S. Rituum Congregatio, ad preces serenissimi Ferdinandi

Mariae utriusque Bavariae ducis S. R. I. Electoris et vicarii, porrectas per D. Abbatem Pompejum de Scarlattis ejus ministrum in Romana curia benigne inclinata, indulsit, ut in honorem sanctorum et sanctarum omnium quorum reliquiae asservantur in ecclesia aulica electoralis palatii civitatis Monacensis B. M. Virgini dicata, celebrari possit et valeat in posterum singulis anni 11 julii tam in praedicta ecclesia electorali, quam in tota civitate Monacensi et suburbiis festum duplex secundae classis cum officio et missa de communi plurimorum martyrum ut in breviario, et missali romano excepta tamen oratione, pro qua erit dicenda: *Deus qui nos conspicis etc.* quae habetur in praedicto breviario die 14 octobris in festo S. Callisti papae et martyris. Die 6 maii 1679.

2095. **Hispaniarum.**

Ad pias preces majestatis regis catholici Hispaniarum per Exmum D. Marchionem de Carpio suum oratorem ordinarium porrectas SSmo, et per eumdem remissas ad S. Rituum Congregationem, eadem, benigne annuens, gratiam extendendo, indulsit, ut festum Patrocinii Bmae Mariae Virginis alias concessum per litteras in forma brevis sub datum die 28 julii 1656 celebrandum in regnis Hispaniarum cum officio et missa singulis annis in una ex dominicis novembris, imposterum celebrari possit et valeat etiam in omnibus et singulis dominiis ejusdem majestatis catholicae. Die 6 maii 1679.

2096. **Ordinis SSmae Trinitatis Redemptionis Captivorum.**

Cum expositum sit quod festa SS. Joannis de Matha et Felicis de Valois fundatorum ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum incidant in dies impeditos, videlicet festum S. Joannis 17 decembris in qua incipiunt antiphonae majores breviarii romani; Et festum S. Felicis 4 novembris dicata S. Carolo Borromeo; S. Rituum Congregatio habita die 14 novembris 1676 concessit, ut supradicta festa transferantur ad primos dies non occupatos festis novem lectionum; unde fit, quod hujusmodi festa in illis regnis, in quibus ex indulto apostolico celebrantur cum officio et missa, ob diversa impedimenta, diversimode celebrentur. Quare fr. Philippus a Jesu procurator generalis discalceatorum congregationis Hispaniae supradicti ordinis, supplicavit quatenus eadem S. Congregatio dignaretur dictis festis particulares dies assignare. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi D. cardinalis Facchineti, remisit hujusmodi assignationem dierum arbitrio ejusdem Emi Facchineti, qui assignavit, videlicet, festo S. Joannis diem 8 februarii, et festo S. Felicis diem 20 novembris, ut pariformiter ab omnibus, quibus a Sancta Sede Apostolica concessum est, celebrari possint et valeant. Die 6 maii 1679.

2097. **Treviren.**

Deputati ordinarii trium ordinum statutum ducatus Luxemburgensis et comitatus Cliviacensis exposuerunt apud S. Rituum Congregationem, quod B. Maria Mater Jesu Consolatrix afflictorum, quae colitur in capella eodem sub titulo dedicata, et ad collegium Societatis Jesu Luxemburgi pertinente, sita vero extra et juxta moenia ejusdem civitatis Luxemburgi Trevirensis dioecesis, electa fuerit in protectricem et patronam tum a tribus ordinibus statuum, tum a populo singularum civitatum praefatorum ducatus et comitatus per secreta suffragia, et interveniente consensu episcopi et cleri dictarum civitatum. Quare supplicarunt pro confirmatione et approbatione hujusmodi electionis. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi D. cardinalis Columnae, cognita causa de electione dictae B. Mariae Matris Jesu Consolatricis afflictorum in protectricem et patronam ducatus Luxemburgensis, et comitatus Cliviacensis, quorum nullus ante hac fuit communis et universalis patronus, facta, servatis servandis juxta dispositionem decreti ejusdem S. Congregationis super electione sanctorum in patronos de mandato fel. rec. Urbani VIII editi die 23 martii 1630, praedictam electionem confirmavit et approbavit, et de praefata B. Maria Matre Jesu Consolatrice afflictorum in protectricem et patronam sic electa, praerogativas omnes eisdem protectoribus et patronis competentes decrevit, juxta tamen rubricas breviarii et missalis romani, et ad formam constitutionis ejusdem Urbani VIII super observatione festorum sub die 13 septembris 1642 emanatae. Die 6 maii 1679.

2098. **Belgien.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi D. cardinalis Casanate, auditis animadversionibus Rmi fidei promotoris concessit ut S. Waldetrudis describatur in martyrologio romano sub die 9 aprilis, supplicante collegio canonissarum Montensium in Belgio. Die 6 maii 1679.

2099. **Belgien.**

Montibus in Hannonia Beatae Waldetrudis, vitae sanctimonia et miraculis clarae - S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi D. cardinalis Casanate, auditis animadversionibus Rmi fidei promotoris, censuit suprascriptum elogium, ut jacet B. Waldetrudis apponendum et describendum esse in martyrologio romano, supplicante collegio canonissarum Montensium in Belgio, et ita decrevit. Die 6 maii 1679.

2100. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Innocentius divina providentia papa XI, de consilio Emorum D. Cardinalium S. Congregationi Rituum praepositorum habitae die 6 maii 1679, ad pias preces per Emum D. Cardinalem de Norfolcia sibi porrectas pro catholicis Anglicanis benigne annuens mandavit, ut in posterum in Ecclesia universali recitetur de praecepto officium semiduplex cum missa S. Eduardi regis Angliae ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur de communi confessoris non pontificis die 13 octobris cujuslibet anni a Sanctitate Sua assignata, et apponenda in calendario breviarii et missalis romani (attento quod die 5 januarii festo dicti Sancti descripto in martyrologio romano occurrit festum Epiphaniae Domini) quibuscumque decretis in contrarium non obstantibus. Die 29 maii 1679.

2101. **Bituntina.**

Pro parte Rmi episcopi Bituntini supplicatum fuit pro declaratione: An vicarius generalis sive absente, sive praesente episcopo, tam in functionibus quae fiunt in ecclesia, quam in publicis processionibus praecedere debeat regio gubernatori et syndico civitatis? Et S. Rituum Congregatio, inhaerendo aliis decretis in similibus editis, respondit: *Affirmative*, et ita declaravit. Die 17 junii 1679.

2102. **Neapolitana.**

Pro parte hebdomadariorum ecclesiae cathedralis Neapolis supplicatum fuit pro declaratione: An canonici teneantur aperire caput cum antiphona intonatur ab uno ex hebdomadariis et illis de quadraginta nuncupatis, sicut etiam clerici Seminarii assurgere? Et S. Rituum Cong. respondit: *Servetur consuetudo ecclesiae*, et ita decrevit. Die 17 junii 1679.

2103. **Baren. Functionum.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo Cardinali Molino, in causa Baren. functionum, vertente inter primicerium Antonium Molignanum et archipresbyterum Antonium Bernal terrae Aquavivae, utraque parte informante, mandavit ut detur decretum in causa Andrien. emanatum die 3 decembris 1672, in quo eadem S. C. declaravit functiones pontificales cum additione primi patroni et titularis. Die 2 septembris 1679.

2104. **Castren.**

Supplicante pro declaratione archidiacono cathedralis Castren. provinciae Hydruntinae, qui est protonotarius apostolicus et primam dignitatem in dicta ecclesia obtinet: An ipse possit in choro, processionibus, et aliis functionibus deferre habitum praelatitium nempe rocchettum et mantelletum, se-

dendo, et incedendo in loco sibi tamquam primae dignitati competente, et distributiones quotidianes tunc lucrari? Et S. Rituum Congregatio respondit: *Negative*. Die 2 septembris 1679.

2105. **Leodien.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam capellanorum collegiatae ecclesiae S. Servatii Trajecti ad Mosam Leodien. dioecesis, mandavit servari omnino rubricas missalis romani juxta dispositionem fel. record. Urbani VIII circa delationem soliti bireti per praedictos capellanos euntes et redeuntes de sacristia ad chorum et de choro ad sacristiam, non obstante praetensa contraria consuetudine allegata per decanum et capitulum praedictae ecclesiae. Die 2 septembris 1679.

2106. **Mediolanen.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo decreto alias emanato ad favorem comitii Ferrantis Cavinago sub die 15 januarii 1660, censuit in ecclesia collegiata Modoetiae posse permitti comiti Jacobo Durino Mediolanensi sedem cum genuflexorio, et tappeto, non tamen gradatam, neque fixam, sed amovibilem et extra presbyterium, eidemque pacem cum instrumento. Et quoad thurificationem, eidem dandam esse per diaconum. Die 2 septembris 1679.

2107. **Ordinis observantium S. Francisci.**

S. Rituum Congregatio ad preces P. ministri generalis ordinis S. Francisci minorum de Observantia benigne concessit, ut imposterum ab omnibus fratribus et monialibus regimini praedicti Patris ministri generalis subjectis, celebrari possit die 4 augusti festum S. Dominici fundatoris ordinis Praedicatorum cum officio et missa sub ritu duplici secundae classis, et cum octava tantum. Hac die 2 septembris 1679.

2108. **Papien.**

Nisi infra mensem sodales S. Rocchi Papiae docuerint quod integre et effective paruerint decretis S. Congregationis Rituum, eadem S. Congregatio ex nunc declarat suppressam confraternitatem, eamdem dissolvit, et interdicit eidem ne audeat se unire neque functiones aliquas facere in ecclesia sub poena excommunicationis latae sententiae. Die 2 septembris 1679.

2109. **Poloniae.**

S. Rituum Congregatio, ad preces Rmi archiepiscopi Poloniae metropolitani totius Russiae et abbatis generalis monachorum Ruthenorum ordinis S. Basilii magni, benigne concessit ut festum B. martyris Josaphat archiepiscopi Polocen. praedicti ordinis, quod hactenus celebratum est die 12 novembris, ut per indultum apostolicum sub datum die 16 maii 1643, in posterum justis de causis, transferri et celebrari possit et valeat in regno Poloniae tantum die 26 mensis septembris cujuslibet anni. Die 2 septembris 1679.

2110. **Sabinen.**

Emus D. Cardinalis Ludovisius episcopus Sabinensis, requisitus a clero et populo Manleani declarari a S. Sede Apostolica: An debeat honorare pro protectore illius civitatis et pro titulari ecclesiae cathedralis S. Liberatorem, vel S. Liberatum, supplicavit SSmum quatenus dignaretur committere decisionem hujusmodi articuli S. Rituum Congregationi, prout Sanctitas Sua benigne annuit, et commissa causa Emo D. Card. Casanate, eadem S. Congregatio, audita relatione ejusdem Emi, et rationibus hinc inde deductis pro patrocinio utriusque sancti, censuit colendum Sanctum Liberatum tamquam titularem ecclesiae, et patronum civitatis. Et ita declaravit. Die 2 septembris 1679.

2111. **Urbis.**

Supplicante P. rectore seminarii romani nomine totius illius communitatis, pro concessione facultatis retinendi SSmum Eucharistiae Sacramentum in capella destinata publicis exercitiis pietatis, S. Rituum Congregatio, re mature discussa et bene perpensa, respondit: Non liquet et interim cum SSmo. Die 2 septembris 1679. Et facta SSmo relatione, Sanctitas Sua renuit. Die 16 septembris 1679.

2112. **Hispaniarum.**

In officio et missa recitanda in festo B. M. V. sub invocatione de Refugio in monasterio discalceatarum ordinis Minorum S. Francisci Villae Matriti conceditur oratio ut petitur et in praefatio dicatur: *Et te in protectione*. Et antiphona remittatur Emo Casanate pro correctione. Die 30 septembris 1679.

2113. **Senogallien.**

Supplicante Rmo episcopo Senogallien. pro approbatione infrascripti sui decreti cujus tenor est, videlicet.

Ad tollendos nonnullos abusus, qui saepe dant causam litibus in hac civitate, introductos occasione delationis cadaverum ad sepulchrum, nec non funeralium et exequiarum, praesenti nostro decreto, quod inviolabiliter servari mandamus, sub poenis arbitrio nostro reservatis statuimus ac ordinamus, quod in posterum, juxta antiquam et laudabilem consuetudinem, defunctorum cadavera custodiri debeant post mortem domi inhumata cum luminibus accensis saltem per duodecim horas a transitu, nec ullo pacto permittat parochus ea citius sepulturae tradi, ut disponitur in nostra synodo. Vel deferri possint ad aliquam ecclesiam pro beneplacito haeredis, non tamen sepeliri, et inde postea processionaliter transferri hora congrua ad ecclesiam in qua sunt tumulanda cum intortitiis haeredi bene visis, cum hoc tamen, quod nihil avare, vel indigne committatur. Liceat insuper haeredi mittere cum defuncto candelas, vel intortitia extincta donanda confraternitatibus, modo duplum earum deferantur accensae. Expletis autem exequiis, mandamus sub eisdem poenis statim extingui intortitia, et cadavera tumulari. Si vero terminato officio mortuorum haeredibus placitum fuerit cadavera per aliquod temporis spatium cum aliquibus luminibus accensis inhumata remanere, de aliis intortitiis ipsi provideant, et cerae quae supersunt eidem ecclesiae acquisitae intelligantur.

Et S. Rituum Congregatio respondit: oretenus cum agente, terminato officio extinguantur intortitia, in reliquis videtur servandum decretum episcopi, sed Congregatio non vult approbare. Die 30 septembris 1679.

2114. **Papien.**

S. Rituum Congregatio ad relationem Emi et Rmi D. cardinalis Casanate, instante Hieronymo Rolandi rectori loci de Ottobiano dioecesis Papien., declaravit praecedentiam deberi vicario foraneo in congregationibus casuum conscientiae tamquam vicario supra omnes rectores, curatos, praepositos, et alios eidem subjectos in dicto vicariatu, quibuscumque in contrarium non obstantibus. Die 30 septembris 1679.

2115. **Hispaniarum.**

Cum SSmus D. N. Innocentius papa XI, de consilio S. Rituum Congregationis habitae die 18 martii 1679, ad pias preces majestatis regis Catholici, approbaverit electionem gloriosi patriarchae S. Josephi sponsi B. M. V. factam in patronum et protectorem omnium regnorum et dominiorum majestatis suae per litteras in forma brevis sub datum die 19 aprilis proximi praeteriti, et confirmaverit absque ulla praeservativa antiqui patronatus S. Jacobi apostoli in omnibus regnis Hispaniarum, propterea supplicante agente ecclesiarum Hispaniae, nomine etiam ecclesiae Compostellanae, illiusque Rmi archiepiscopi et cleri apud SSmum, quatenus dignaretur indulgere, ut practicatum fuit in patronatu S. Theresiae, intelligeretur concessus sine praejudicio aut innovatione, vel diminutione aliqua patronatus S. Jacobi apostoli in universa Hispaniarum regna. Et remisso per Sanctitatem Suam supplici libello ad S. Rituum Congregationem pro voto, eadem S. Congregatio censuit, si eidem SSmo videbitur, posse fieri per Breve aliam declarationem similem jam factae pro S. Theresia, dempta ultima parte approbationis, seu electionis faciendae per civi-

tates et cleros. Die 30 septembris 1679. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 15 novembris 1679.

2116. **Biseglien.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam canonicorum collegiatae S. Nicolai civitatis Biseglien. declaravit, quod abbas in processionibus procedere debet in medio duorum canonicorum. Die 16 decembris 1679.

2117. **Buscoducen.**

S. Rituum Congregatio, ad preces Emi D. cardinalis de Norfolcia, censuit, posse signari supplicationem, et concedi facultatem indulti utendi baculo et mitra, et aliis pontificalibus Francisco Galliardi abbati monasterii de Postel ordinis canonicorum regularium Praemonstraten. Buscoducen. dioecesis, audita relatione episcopi Ruremunden. vicinioris, cui scriptum fuit pro informatione, si SSmo placuerit. Die 16 decembris 1679.

2118. **Calaritana.**

Supplicante confraternitate SSmae Trinitatis de Mariana Calari pro concessione facultatis faciendi sepulchrum feria V Coenae Domini in ejus ecclesia, S. Rituum Congregatio remisit hujusmodi concessionem arbitrio ordinarii. Die 16 decembris 1679.

2119. **Castren.**

S. Rituum Congregatio declaravit, quod archidiaconus cathedralis Castren. provinciae Hydruntinae qui est protonotarius apostolicus et primam dignitatem in dicta ecclesia obtinet potest deferre habitum protonotarii, nempe rocchettum et mantellectum sedendo, et incedendo in loco sibi tamquam primae dignitati competente, amissis tamen tunc distributionibus quotidianis. Die 16 decembris 1679.

2120. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio, supplicante patre procuratore generali ordinis Vallisumbrosae, censuit posse concedi, ut officium S. Joannis Gualberti abbatis fundatoris supradicti ordinis, quod hactenus recitatum est quotannis die 12 julii de communi confess. non pontif. sub ritu semiduplici ad libitum, in posterum recitetur sub ritu duplici de praecepto in Ecclesia universali ab omnibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, quibuscumque in contrarium non obstantibus, si SSmo D. N. placuerit. Die 16 decembris 1679. Et facto de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua annuit. Die 18 januarii 1680.

2121. **Atrebaten.**

Cum pro parte capituli et canonicorum collegiatae ecclesiae S. Petri oppidi Duacen. Atrebaten. dioecesis expositum sit, quod officium S. Remigii in regno Galliae et in aliis ditionibus regis christianissimi sub ritu duplici fieri solet, et dictum oppidum modo subjacet dominio ejusdem regis, iidem supplicarunt pro facultate celebrandi in dicta ecclesia officium S. Remigii sub ritu duplici, ac transferendi officium S. Platti qui accidit eodem die quo S. Remigius, ad diem tertiam non impeditam mensis octobris ex eo quod die secunda fit officium SSrum Angelorum Custodum. Et S. Rituum Congregatio gratiam desuper petitam benigne concessit. Die 27 januarii 1680.

2122. **Ordinis Eremitarum S. Augustini.**

Cum pro parte R. P. magistri fr. Dominici Valvasori Mediolanen. generalis totius ordinis Eremitarum S. Augustini supplicatum sit pro declaratione: An moniales quae militant sub regula S. Augustini, sed subjectae ordinariis locorum, et vivunt sub eorum cura, possint uti breviario Augustiniano (quod solum differt a Romano, ex eo quia ibi sunt apposita, et adjuncta nonnulla alia officia sanctorum ejusdem ordinis) sicuti eodem breviario utuntur moniales quae sunt sub gubernio religiosorum Augustinianorum? Et S. Rituum Congregatio respondit: *Affirmative*, et ita declaravit. Die 27 januarii 1680.

2123. **Veneta.**

S. Rituum Congregatio ad pias preces Marci Antonii Mozenigo nobilis Veneti benigne inclinata indulsit, ut in posterum sacerdos Dominicus Baroni possit celebrare missam SSmi Rosarii in ecclesia S. Simeonis prophetae civitatis Venetae in locum sacerdotis Horatii Francisconi defuncti, ex concessione ejusdem S. Congregationis habitae die 20 julii 1674 supplicante Emo D. Cardinali S. Sixti. Die 27 januarii 1680.

2124. **Deputatio Congregationis particularis pro reformatione expensarum canonizationis.**

In primis deputata fuit Congregatio particularis de mandato SSmi pro reformatione expensarum canonizationis, qui sunt Emi et Rmi Domini Cardinales Facchinettus Praefectus, Ludovisius, et Casanate; et Illmi et Rmi D. praelati Phaebeus, Bottinus, Negronus, et Casalius, secretarius. Et Sanctitas Sua hujusmodi deputationem approbavit. Die 27 februarii 1680.

2125. **Asculana.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo Dno Cardinali de Carpineo, auditis juribus hinc inde deductis, tam pro parte Rmi episcopi Asculani quam pro parte Joannis de Amicis prioris collegiatae terrae Ophydae dioecesis Asculanae, illisque visis ac mature discussis, utraque parte plene informante, censuit, servandum esse decretum praefati episcopi factum in visitatione sub die 24 augusti 1679, nempe, non licere praedicto priori collegiatae Ophydae sedere in stallo medio chori, nec in sede cum pradella suptus cooperta panno quando assistit concionibus, sed tantummodo in banco canonicali; eique non licere per alium almutiam asportari facere, nec sine illa ad chorum, sive ad functiones alias ecclesiasticas accedere, sed supra brachium illam ferre, prout alii canonici illam gerunt, et ita declaravit die 27 februarii 1680.

2126. **Bambergen, seu ordinis S. Benedicti.**

S. Rituum Congregatio ad pias preces Emi et Rmi D. Cardinalis Boncompagni, auditis animadversionibus Rmi fidei promotoris factis super petitis in Bambergen. concessionis, seu declarationis ritus officii et missae S. Cunegundis romanorum imperatricis Augustae in vim bullae suae canonizationis a sa. me. Innocentio III editae tertio nonas aprilis anno 1201 seu etc. benigne annuendo concessit, ut in posterum a tota religione ordinis Benedictini utriusque sexus recitari, ac respective celebrari possit officium et missa praefatae Sanctae Cunegundis quotannis die 3 martii de communi virginum non martyrum sub ritu duplici. Die 27 februarii 1680.

2127. **Gandaven.**

S. Rituum Congregatio benigne concessit, ut in posterum moniales congregationis Conceptionis B. M. V. Immaculatae ex natione Anglicana civitatis Gandavensis sub regula S. Benedicti, subjectae tamen ordinario, recitare possint officia sanctorum earumdem ordinis S. Benedicti, sicut modo recitant monachi ejusdem ordinis. Die 27 februarii 1680.

2128. **Civitatis Plebis.**

Supplicantibus capellanis beneficiatis cathedralis Civitatis Plebis pro declaratione: An parochi dictae civitatis praecedere debeant in processionibus oratores procedendo unitim cum capitulo cathedralis? Et S. Rituum Congregatio, audita relatione episcopi respondit: *Capellani non sunt dividendi a capitulo*, et ita declaravit. Die 27 februarii 1680.

2129. **Grossetana.**

Supplicante episcopo Grossetano pro licentia consecrandi ecclesiam parochialem de Goncarico, attento quod dicta ecclesia non potest circumdari; Et S. Rituum Congregatio respondit: *Non indigere*. Die 27 februarii 1680.

2130. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces majestatis regis catholici porrectas per Excmum D. Marchionem de Carpio suum oratorem SSmo D. N. et remissas ad eamdem Coñgnem, benigne annuendo concessit, ut in posterum officium Despon-

sationis B. Virginis Mariae cum S. Josepho duplex alias sub die 22 januarii 1678, annuente quoque Sanctitate Sua die 27 ejusdem mensis, et anni recognitum, et approbatum ad preces serenissimae imperatricis recitandum quotannis die 23 januarii in omnibus provinciis haereditariis et patrimonialibus augustissimi imperatoris, recitari etiam possit in omnibus regnis et dominiis Hispaniarum majestati suae subjectis, si SSmo D. N. placuerit. Die 24 februarii 1680. Et facto de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 27 februarii 1680.

2131. **Panormitana.**

Porrectis SSmo D. N. Innocentii papae XI supplicibus libellis tam pro parte abbatissae et nonnullarum monialium monasterii SSmi Salvatoris civitatis Panormi sub regula S. Basilii supplicantium nihil innovari circa recitationem officii in choro juxta ritum Dominicanum, quam vice et nomine plurimarum monialium ejusdem monasterii deprecantium pro observatione usus breviarii Romani, et remissis ad S. Rituum Congregationem, Emi et Rmi D. Cardinales eidem S. Congregationi praepositi, referente Emo et Rmo Dno card. Facchinetto praefecto, visis atque mature perpensis juribus ab utraque parte hinc inde deductis, et audita relatione Rmi Archiepiscopi Panormitani, cui super praemissis scriptum fuit pro informatione, decreverunt, ut in posterum omnes et singulae moniales praedicti monasterii (relicto breviario dominicano) assumere debeant breviarium romanum et juxta ritum et praescriptum in praedicto breviario romano psallere debeant in choro, ad hoc ut uniformiter laudes Deo persolvantur, cum obligatione solummodo recitandi officia sanctorum earumdem ordinis S. Basilii de communi breviarii romani, et ita omnino servari mandarunt, non obstante brevi fel. rec. Alexandri VI datum Romae de anno 1501, sive etc. aliisque in contrarium quibuscumque, si SSmo placuerit. Die 24 februarii 1680.

2132. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces D. Fr. Petri de Jesu Maria procuratoris generalis ordinis Carmelitarum Excalceatorum congregationis Hispaniae in curia romana, subscriptum officium proprium cum missa Patrocinii S. Josephi confessoris ordinis Carmelitarum Excalceatorum patroni et protectoris diligenter revisum et relatum per Emum et Rmum D. cardinalem Casanate, approbavit pro usu praedictae congregationis Hispaniae tantum, recitandum sub ritu duplici secundae classis dominica tertia post Pascha, ab omnibus religiosis utriusque sexus ejusdem congregationis Hispaniae, ac imprimi posse concessit. Die 6 aprilis 1680.

2133. **Ordinis Carmelitarum Excalceatorum congregationis Italiae.**

Supplicante fr. Carolo Felice a Sancta Theresia procuratore generali Carmelitarum Excalceatorum congregationis Italiae, quatenus S. Rituum Congregatio dignaretur concedere extensionem gratiae, ut etiam a religiosis suae congregationis recitari possit officium Patrocinii S. Josephi confessoris sub ritu duplici secundae classis dominica tertia post Pascha, approbatum et concessum religiosis Excalceatis Carmelitis congregationis Hispaniae sub eadem infrascripta die et anno. Et eadem S. Congregatio gratiam desuper petitam benigne extendendo concessit. Die 6 aprilis 1680.

2134. **Parisien.**

Supplicantibus patribus canonicis regularibus S. Augustini ordinis S. Crucis Parisiis, quatenus S. Rituum Cogregatio dignaretur sibi concedere extensionem gratiae alias factae canonicis Lateranensibus recitandi diebus assignatis officium et missam sanctorum qui fuerunt canonici S. Augustini nominati et comprehensi in Bulla B. Pii V concessa praedictis canonicis Lateranensibus sub die 18 decembris 1570 ut asseritur. Et eadem S. Congregatio, ad preces Excmi oratoris regis christianissimi, gratiam desuper petitam benigne extendendo concessit. Die 6 aprilis 1680.

2135. **Viennen.**

S. Rituum Congregatio, ad reiteratas preces augustissimi imperatoris porrectas per Emum cardinalem Pium et relatas ab Emo cardinali Alterio benigne inclinata indulsit, ut in posterum etiam per universum imperium celebrari possit festum Desponsationis Bmae Virginis Mariae cum S. Josepho, una cum suo officio proprio et missa sub ritu duplici recitandum ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus qui ad horas canonicas tenentur quotannis die 23 januarii, sicut celebratur ex concessione ejusdem S. Congregationis habitae die 22 januarii 1678, annuente etiam SSmo, die 27 ejusdem mensis et anni, in omnibus provinciis haereditariis et patrimonialibus caesareae majestatis suae. Die 6 aprilis 1680.

2136. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio ad pias preces Emi et Rmi cardinalis de Norfolcia, lectiones secundi nocturni cum oratione propria recitanda cum officio in festo S. Eduardi confessoris die 13 octobris quotannis in Ecclesia universali ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus, tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur sub ritu semiduplici de praecepto diligenter revisas et relatas per Emum et Rmum D. cardinalem Casanate approbavit, ac imprimi posse concessit. Die 6 aprilis 1680.

2137. **Neapolitana.**

Audita epistola Emi archiepiscopi Neapolitani sub data die 19 aprilis proxime praeferiti, ubi quaesitum fuit declarari: An per litteras die 6 aprilis mensis elapsi sibi transmissas circa prohibitionem expositionis simulacri S. Antonii Patavini in habitu PP. Capucinorum in ecclesia SSmae Annuntiationis civitatis Neapolis derogatum censeatur decreto die 21 julii 1668 favore Capucinorum edito, quo dictum fuit decretum editum die 19 novembris 1667 favore patrum minorum Conventualium emanasse, et intelligi non pro tota civitate Neapolis, sed pro et in sola metropolitana ejusdem civitatis? S. Rituum Congregatio, supplicante P. Procuratore generali minorum Conventualium declaravit, decretum emanatum die 21 julii 1668 pro Patribus Capucinis intelligi debere pro tota civitate Neapolis, et non pro sola metropolitana ejusdem civitatis, quibuscumque in contrarium non obstantibus. Et scriptum fuit Emo Archiepiscopo pro executione. Die 6 maii 1680.

2138. **Alatrina.**

S. Rituum Congregatio, audita relatione episcopi ordinarii Alatrini, censuit, servandum esse solitum in thurificando judicem et magistratum communitatis de Fumone dioecesis Alatrinae in solemnitatibus et publicis functionibus ecclesiasticis, et ita declaravit, instante communitate dicti loci praetendente praedictos thurificandos esse per diaconum juxta dispositionem Caeremonialis, et non per sacristam. Die 22 junii 1680.

2139. **Mediolanen.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Excmi D. Livii Odeschalchi benigne inclinata indulsit, ut moniales capucinae S. Barbarae Mediolani in posterum, relicto ritu Ambrosiano, officiare possint more romano juxta praescriptum regulae S. Clarae earum matris, et sicut practicatur a monialibus capucinis Angelorum ejusdem civitatis Mediolanensis. Die 22 junii 1680.

2140. **Neapolitana.**

Clericis regularibus congregationis Matris Dei S. Mariae in Porticu de Chiaia civitatis Neapolis exponentibus, quod, licet eorum ecclesia sit jam dicata in honorem Nativitatis Bmae Virginis Mariae, nihilominus ex quadam miraculosa imagine depicta ad instar S. Mariae in Porticu Urbis Romae, et de mandato fundatricis posita in altari majore dictae ecclesiae coepit habere nomen, et vocatur communiter *Sancta Maria*

in Porticu, et de qua celebratur principalis et major solemnitas, nulla habita a populo consideratione titulo nativitatis B. Virginis in fundatione. Quare iidem oratores supplicarunt sibi concedi facultatem in dicta festivitate S. Mariae in Porticu et ejus octava, recitandi officium eodem modo, quo illud recitant Patres S. Mariae in Porticu in Campitellis de Urbe ex concessione S. Rituum Congregationis. Et eadem S. Congregatio gratiam desuper petitam, benigne extendendo concessit. Die 22 junii 1680.

2141. **Panormitana.**

Orta controversia in civitate Panormi inter patres Carmelitas et patres Theatinos super celebratione festi S. Caetani, et S. Alberti occurrentium quotannis eadem die 7 augusti, de quonam sit prius festum celebrandum, an de S. Alberto tamquam antiquiori patrono minus principali, vel de S. Caetano uti clerico et patrono pariter minus principali praedictae civitatis? Et S. Rituum Congregationi, audita relatione Rmi archiepiscopi ordinarii transmissa una simul cum allegationibus Caroli de Amico cathedralis Panormitanae ecclesiae beneficiati, et ejusdem ecclesiae ordinarii compositoris, placuit respondere: *Fiat translatio de S. Caetano, et manuteneatur S. Albertus*, et ita declaravit. Die 22 junii 1680.

2142. **Urbis.**

Cum SSmus D. N. Innocentius papa XI, sub die 7 augusti 1677, ad pias preces sororis Annae Dorotheae de Austria de Cruce monialis in regali conventu Discalceatarum ordinis S. Francisci Matriti indulserit, ut in ecclesia praedicti conventus ubi tenetur imago B. Virginis Mariae sub titulo Refugii qualibet die dominica ab ordinario assignanda celebrari posset festum peculiare in honorem B. Virginis Mariae cum ejus missis votivis de tempore, concedendo indulgentiam plenariam lucrandam ab omnibus dictam ecclesiam visitantibus, pro qua litteras in forma brevis expediri mandavit. Et successive S. Rituum Congregatio habita die 21 januarii 1679 concesserit, ut praefatum festum celebrari posset cum officio et missa ut in festo B. Mariae ad Nives. Nunc vero ad reiteratas preces ejusdem sororis Annae Dorotheae de Austria, procurante R. P. D. Josepho Guaxardo, et Marta, SSmo D. N. Capellano et S. Rotae Auditore, eadem Congregatio suprascriptas lectiones secundi nocturni, antiphonam et orationem, ut jacent, diligenter revisas et relatas ab Emo Card. Casanate, approbavit pro usu monialium praedicti conventus seu monasterii, ab iisdem monialibus recitandas quotannis dominica tertia mensis octobris, easque imprimi posse concessit. Die 22 junii 1680.

2143. **Hispaniarum Patronatus S. Jacobi Apostoli.**

Cum pro parte D. Francisci Jose de la Espiella Valdes canonici ecclesiae cathedralis Legionen. agentis, ac procuratoris generalis omnium ecclesiarum cathedralium et totius status ecclesiastici regnorum Hispaniae expositum sit apud S. Rituum Congregationem, quod serenissimus rex catholicus obtinuit a SSmo D. N. Innocentio papa XI, mediante speciali brevi sub datum die 9 aprilis 1679, in vim decreti ipsius S. Congregationis habitae die 18 martii, annuente etiam SSmo die 23 ejusdem mensis et anni, confirmationem patronatus S. Josephi SSmae Virginis Mariae sponsi, quem in patronum et protectorem suorum regnorum pro peculiari ejus devotione elegerat et deputaverat. Verum quia nulla in eo fiebat mentio antiquissimi patronatus S. Jacobi Apostoli in universa Hispaniarum regna, propterea habito recursu ad SSmum pro parte Rmi archiepiscopi, cleri, et populi civitatis Compostellanae pro suspensione executionis dicti brevis; et remissa instantia ad ipsam S. Congregationem, eadem, sub die 30 septembris annuente quoque SSmo die 15 novembris anni proximi, rescripsit breve praefatum censeri concessum sine praejudicio aut diminutione aliqua patronatus S. Jacobi, juxta formam, et tenorem alterius brevis sa. me. Urbani VIII de anno 1627 pro patronatu S. Theresiae, Nunc vero ad instantiam praefati agentis, nomine pariter omnium ecclesiarum cathedralium ac totius status ecclesiastici regnorum Hispaniae supplicatum fuit per eamdem Sacram Congregationem declarari, praedictum breve patronatus S. Josephi nedum concessum censeri sine praejudicio patronatus S. Jacobi, sed ulterius in nihilo suffragari perinde ac si non emanasset. Et eadem S. Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo D. Card. Carpineo, respondit: *Non suffragari breve attenta inobservantia decretorum ipsius S. Congregationis;* et ita declaravit. Die 31 augusti 1680.

2144. **Ordinis Carmelitarum Excalceatorum congregationis Hispaniae.**

S. Rituum Congregatio, ad pias et enixas preces P. fr. Petri de Jesu Maria procuratoris generalis Carmelitarum Excalceatorum congregationis Hispaniae benigne inclinata, indulsit, ut in posterum a religiosis utriusque sexus praedictae suae congregationis Hispaniae celebrari possit quotannis festum Conceptionis B. Virginis Mariae cum officio et missa sub ritu duplici primae classis. Die 31 augusti 1680.

2145. **Sabaudien.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam status generalis nuncupati *dell'artiglieria* ducis Sabaudiae, benigne eidem concessit, ut in posterum possit continuare in faciendo celebrare unicam missam cantatam die festivo S. Barbarae virginis et martyris in sua capella erecta in ecclesia monialium Visitationis civitatis Taurinen. ratione concursus. Die 31 augusti 1680.

2146. **Decretum pro causis beatificationis et canonizationis de non recipiendis scripturis sine subscriptione procuratorum.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo decreto sub die 18 martii 1679 ab eadem emanato, quod in posterum non legantur memorialia beatificationis et canonizationis sine subscriptione procuratorum, iterum mandavit, quod non recipiantur in futurum memorialia, et scripturae beatificationis et canonizationis, nisi sint subscripta a procuratoribus, et ita decrevit et servari mandavit. Die 31 augusti 1680.

2147. **Decretum generale de non apponendis in posterum in martyrologio romano nisi Sanctis canonizatis.**

Cum bo. me. Cardinalis Bellarminus in Congregatione S. Rituum habita die 30 julii 1616 proposuerit, nonnullos impressores librorum cupere de novo martyrologium romanum imprimere, et in eo addere sanctos illos et beatos qui post ultimam editionem, seu impressionem dicti martyrologii fuerunt canonizati seu declarati beati; et eadem S. Congregatio declaraverit juxta mentem et ordinationem SSmi D. N. Papae: « In martyrologio romano de novo imprimendo addendos esse sanctos illos tantum, qui fuerunt canonizati, non autem qui declarati fuerunt beati post ultimam impressionem dicti martyrologii. » Nunc vero iterum eadem S. Rituum Congregatio jussit, ut servetur in posterum praedictum decretum de non apponendis in martyrologio romano nisi sanctis canonizatis, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 31 augusti 1680.

2148. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. D. Innocentius papa XI, ad pias et enixas preces per D. Ducem Michaelem Radizil serenissimi Joannis III regis Poloniae ad praestandam obedientiam Sanctitati Suae porrectas pro praedicto serenissimo rege, benigne inclinatus, indulsit, ut in posterum quotannis die 17 octobris in festo Sanctae Hedvigis viduae Ducissae Poloniae et monialis ordinis Cisterciensis, possit recitari officium et celebrari missa de communi non virginum in universali Ecclesia ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur sub ritu semiduplici ad libitum, cum oratione propria, et tribus lectionibus secundi noc-

turni a S. Rituum Congregatione approbandis, reservato tamen die 15 octobris descripto in martyrologio romano, quo festum ejusdem sanctae in regno Poloniae celebrari solet. Die 17 septembris 1680.

2149. **Albinganen.**

In causa controversae praecedentiae verten. inter clericum Fabianum Litardi et presbyterum Julianum Vivaldi capellanos ecclesiae collegiatae Tabiae Albinganen. dioecesis, S. Rituum Congregatio, iterum auditis juribus ab utraque parte deductis, censuit, standum esse in decisis sub die 28 septembris 1675, favore praedicti Vivaldi, nempe praecedentiam deberi presbytero, non obstantibus contraria consuetudine allegata et monitorio cum inhibitione super possessione praecedendi ab Auditore Camerae per praefatum Fabianum Litardi obtento, et ita declaravit, et servari mandavit. Die 7 decembris 1680.

2150. **Corduben.**

Episcopi et capituli pro celebratione festi Conceptionis B. M. V. Immaculatae sub ritu duplici primae classis, et cum octava pro civitate et dioecesi Corduben, S. Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Et in posterum ad mentem, quae est, quod non proponatur ulla instantia SSmae Conceptionis inconsulta S. Congregatione SSmae Inquisitionis. Die 7 decembris 1680.

2151. **Neapolitana.**

Prioris montis pauperum Neapolis pro licentia faciendi sepulchrum feria quinta in Coena Domini in eorum ecclesia: audita relatione Emi archiepiscopi ordinarii, S. Congregatio respondit: *Instent coram Emo Archiepiscopo*. Die 7 decembris 1680.

2152. **Tranen.**

Iterum S. Rituum Congregatio, inhaerendo decreto in simili lato edito sub die 9 julii 1678, declaravit, ad instantiam capituli ecclesiae collegiatae S. Mariae Majoris de Barletta Tranen. dioecesis, non licere Antonio de Massa ad praesens vicario foraneo usum sedis per ordinarium concessae in ecclesia ratione sui vicariatus, ideoque servanda esse jussit decreta ejusdem S. Congregationis, quibuscumque in contrarium non obstantibus. Die 7 decembris 1680.

2153. **Tranen.**

Cum expositum sit, quod alias S. Rituum Congregatio in Tarraconen. sub die 24 januarii 1615, censuit et declaravit, omnes monachos et moniales, qui, et quae militant sub regula S. Benedicti, posse et debere uti breviario Benedictino, nuper de mandato SSmi D. N. papae edito pro omnibus religiosis qui militant sub regula S. Benedicti, non obstante quod aliqui ex eis in praeteritum usi fuerint romano, vel alio breviario. Et postea cum sit quod praedictum decretum ad instantiam monachorum ordinis Cisterciensis fuit confirmatum et extensum etiam pro dicto ordine Cisterciensi. Hinc est quod pro parte abbatissae et monialium benedictinarum congregationis Coelestinorum monasterii S. Stephani de Barletta Tranen. dioecesis viventium sub gubernio presbyterorum, supplicatum fuit per P. abbatem D. Joannem Baptistam Riccardi procuratorem generalem praefatae congregationis Coelestinorum in Romana Curia, pro concessione facultatis ut dictae moniales, relicto breviario romano, seu *pretino*, assumere possint et valeant breviarium monasticum approbatum a fel. re. Paulo V, ad effectum ut se uniformare possint cum toto ordine Benedictino ad formam et tenorem supradicti decreti. Et eadem S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi et Rmi D. Cardinalis Ludovisii S. R. E. majoris Poenitentiarii, benigne inclinata pro gratia, rescripsit: *Servetur praefatum decretum latum die 24 januarii 1615*, et ita decrevit. Die 7 decembris 1680.

2154. **Decretum in causis beatificationis et canonizationis.**

Fuit decretum a S. Rituum Congregatione, ut in posterum in litteris remissorialibus, attenta difficultate recognoscendi sigilla et manus judicum, in fine processus inseratur attestatio notarii super recognitione dictae manus, et quod sigilla sunt talis formae designando illam praecise una cum legalitate episcopi pro comprobanda identitate tam manus, quam eorumdem sigillorum. Hac die 11 januarii 1681.

2155. **Cremonen.**

S. Rituum Congregatio, proponente Emo et Rmo D. cardinali Molino, et audita relatione Imi episcopi Cremonensis, benigne concessit collegio parochorum civitatis Cremonae indultum utendi caputio violaceo cum lembo coloris rubei deferendo super cotta ad distinctionem parochorum forensium. Die 11 januarii 1681.

2156. **Ordinis Eremitarum Camaldulensium congregationis Montis Coronae.**

S. Rituum Congregatio, auditis animadversionibus Rmi fidei promotoris factis circa imagines fr. Pauli Justiniani ordinis Eremitarum Camaldulensium congregationis montis Coronae impressas Venetiis absque debita licentia cum laurea circa caput et infrascriptis verbis: *B. Paulus Justinianus patricius Venetus, eremita Camaldulensis congregationis Montis Coronae auctor et institutor, clarissimum religiosae observantiae lumen, ac perpetuus eremiticae austeritatis vindex, admirabili vitae sanctimonia, ac virtutum splendore vir conspicuus obiit 1528 die 24 junii, anno vero aetatis suae 52;* mandavit ut colligantur omnes imagines una cum aere, et consignentur secretario, et injungatur procuratori generali praedicti ordinis, qui certioret de decreto omnes superiores ordinis et curet executionem. Die 11 januarii 1681.

2157. **Neapolitana.**

Pro officialibus congregationis montis Pauperum Neapolis iterum supplicantibus pro concessione licentiae exponendi Sanctissimum ultimis diebus Baccanalibus et faciendi sepulchrum feria V in Coena Domini in eorum ecclesia. S. Congregatio Rituum censuit desuper petita posse concedi arbitrio Emi ordinarii. Die 11 januarii 1681.

2158. **Albanen. S. Job.**

Fiat praeceptum suffraganeo, ne impediat celebrationem missae in sacello S. Job. Die 1 martii 1681.

2159. **Arelaten. in Gallia.**

S. Rituum Congregatio justis de causis facultatem indulsit, ut in posterum in ecclesia S. Petri de Campo Eliseo nuncupata civitatis ac dioecesis Arelaten. in Gallia festum Bmae Virginis Mariae Lauretanae celebrari possit, et valeat semel in anno die sexta maii. Die 1 martii 1681.

2160. **Civitatis Castelli.**

Cum pro parte praepositi Alphonsi Masii, et canonici Martini Paolucci, ac capituli cathedralis Civitatis Castelli, contra archipresbyterum et priorem nuncupatur de Pelle, ac Rmum episcopum ejusdem civitatis, expositum sit, quod licet per S. Rituum Congregationem fuerit decretum sub die 11 januarii proximi praeteriti, removendam esse suspensionem dictorum praepositi et canonici Paolucci a divinis, parito resolutionibus ejusdem S. Congregationis latis, et praecipue sub die 22 junii anni praeteriti, favore archipresbyteri et prioris de Pelle, et jam fuerit paritum mediante concordia inita inter capitulum, priorem, et archipresbyterum Pellatos, ita ut sit factus locus remotioni suspensionis. Attamen, cum tale decretum supponat validitatem et justitiam ejusdem suspensionis, quae potest ipsi praeposito et canonico praejudicialem notam afferre, et eorum valde interest quod appareat suspensionem non processisse ex justa causa. Ideo praefati praepositus et canonicus Paolucius, habito recursu, supplicarunt pro declaratione: An de jure potuerit per episcopum contra ipsos promulgari sententia suspensionis ex deductis? Et eadem S. Rituum Congregatio, proponente Emo et Rmo Dno cardinali Columna, partibus hinc inde auditis et informantibus,

respondit: *Suspensionem non sustineri*, et ita declaravit. Die 10 martii 1681.

2161. **Urbis et Orbis S. Petri Coelestini Summi Pontificis et confessoris.**

SSmus D. N. Innocentius papa XI, de consilio Emorum Cardinalium praepositorum S. Rituum Congregationi habitae die 7 decembris praeteriti anni 1680, referente Emo et Rmo Dno Cardinali Ludovisio S. R. E. majori poenitentiario, ad preces porrectas a D. Joanne Baptista Riccardi abbate, ac procuratore generali Coelestinorum, nomine suae congregationis, praecepit ut officium proprium S. Petri Coelestini summi pontificis et confessoris ordinis S. Benedicti, et institutoris congregationis Coelestinorum, ab eadem S. Congne Rituum recognitum et approbatum de mandato fel. rec. Clementis IX in calendario breviarii et missalis romani appositum sub ritu semiduplici de praecepto ab omnibus utriusque sexus usque adhuc recitatum die 19 maii in festo ejusdem sancti, in posterum sub ritu duplici de praecepto recitetur ab omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur in Ecclesia universali, et in calendario breviarii et missalis romani apponatur. Die 10 martii 1681.

2162. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Innocentius papa XI, de consilio Emorum cardinalium praepositorum S. Rituum Congregationi habitae die 7 decembris anni praeteriti 1680, referente Emo et Rmo D. cardinali Molino, ad pias preces serenissimi Hispaniarum regis per suas litteras ab Exmo D. Marchione de Carpio ejus oratore apud Sanctitatem Suam porrectas, accedentibus etiam instantiis Emi et Rmi D. cardinalis Ottoboni protectoris ordinis B. Mariae de Mercede redemptionis captivorum. Nec non P. magistri fr. Josephi Linas vicarii ac procuratoris generalis praedicti ordinis nomine suae religionis, praecepit, ut officium proprium S. Raymundi Nonnati confessoris ordinis praefati et S. R. E. cardinalis diaconi tituli S. Eustachii, appositum de mandato Sanctitatis Suae in calendario breviarii et missalis romani, sub ritu semiduplici de praecepto usque adhuc recitatum die 31 augusti in festo ejusdem sancti, in posterum recitari debeat sub ritu duplici de praecepto ab omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus, tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur in Ecclesia universali, et in calendario breviarii et missalis romani apponatur. Die 10 martii 1681.

2163. **Valentina.**

Cum expositum sit, quod in conventu villae Regalis provinciae S. Joannis Baptistae Discalceatorum S. Francisci in regno Valentiae aedificata est quaedam capella pro collocando corpore B. Paschalis Baylon, quod in eodem conventu requiescit et veneratur, ut translatio fiat cum debita facultate Apostolica, ideo pro parte totius praedictae provinciae supplicatum fuit quatenus S. Rituum Congregatio dignaretur concedere facultatem faciendi hujusmodi translationem. Et eadem S. Rituum Congregatio, audita relatione Rmi D. archiepiscopi Valentini, gratiam desuper petitam benigne indulsit atque concessit. Die 10 martii 1681.

2164. **Tridentina.**

Fratres minores reformati S. Francisci exposuerunt, qualiter in civitate Bolzani dioecesis Tridentinae de recenti fuerunt in eorum ecclesia extructa tria altaria, scilicet primum in honorem S. Antonii de Padua, secundum in honorem S. Annae, tertium in honorem S. Petri de Alcantara, et non habent spem, quod episcopus Tridentinus illuc accedat ad consecrandum, tum quia senex sit et maxime distet, tum quia hac de causa ejusdem accessus non haberi posset nisi cum maximo dispendio, quod oratores ob notissimam eorum paupertatem subire non possunt. Cumque se obtulerit gratis accessurum ad hujusmodi effectum quidam vicinior praelatus infulatus in loco Gries nuncupato commorans, nomine Jacobus ordinis S. Augustini canonicorum regularium, ideo oratores supplicarunt, quatenus S. Rituum Congregatio eidem praelato, sin minus alteri episcopo viciniori dignaretur licentiam impartiri, ut valeat consecrare dicta tria altaria. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi cardinalis de Norfolcia, censuit, dummodo vera sint exposita, hujusmodi licentiam desuper petitam posse concedi, prout concessit, episcopo Brixinensi viciniori. Die 19 aprilis 1681.

2165. **Celsonen.**

Ad instantiam factam pro parte rectoris et canonicorum ecclesiae parochialis et universitatis castri de Tarraga dioecesis Celsonen. supplicantium pro concessione facultatis, ut festum Coronae Domini celebretur de praecepto in dicto loco et districtu sub ritu duplici majori, et cum octava, attento quod duae spinae Coronae Domini, quae in praedicta ecclesia asservantur, electae fuerunt in patronas. Et S. Rituum Congregatio, referente Emo cardinali Albitio, respondit: Videatur inter Dños consultores Theologos, an Spinae Domini eligi possint in patronas, et Congregatio fiat coram Emo Ludovisio, et Rmus E. promotor fidei scribat. Die 7 junii 1681.

2166. **Hierosolymitana.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Emi cardinalis De Norfolcia porrectas ad instantiam patris custodis Sacri Montis Sion, supplicante etiam P. Michaele Astarriaga commissario generali Terrae Sanctae in curia Romana benigne inclinata indulsit, ut festum S. Helenae imperatricis cum officio et missa sub ritu duplici, in civitate Hierosolymae ejusque jurisdictione die 18 augusti hactenus celebratum, in posterum justis de causis in Palestina et Galilea celebrari possit cum officio et missa sub ritu duplici secundae classis et cum octava singulis annis die 30 ejusdem mensis augusti. Die 7 junii 1681.

2167. **Lemovicen.**

Canonicorum collegiatae S. Martialis pro festo Sancti Raphaelis Archangeli: *Lectum*. Die 7 junii 1681.

2168. **Meliten.**

Die 29 mensis martii quarta indictione 1681.

Cum sit quod in actis magistri notarii Petri Attardi fuerit et sit stipulatum instrumentum tenoris sequentis videlicet. Die 20 mensis martii quarta Indictione 1681. Ex quo in S. Congregatione Rituum pendet lis et differentia inter perillustres et admodum RR. DD. cantorem et thesaurarium cathedralis ecclesiae Meliten. super aliquibus praeeminentis, super quibus fuit commissa informatio Illmo et Rmo Dno episcopo Meliten. vigore literarum Emi Domini Praefecti dictae S. Congregationis sub datum Romae die 31 augusti 1680. Quoniam vero litium eventus dubius et incertus esse soleat, nolentesque partes praedictae et infrascriptae praedictam litem amplius prosequi, et pro evitandis expensis et pro bono pacis, communi inter easdem partes interveniente tractatu; ideo partes praedictae et infrascriptae devenerunt, ac eis et eorum cuilibet devenire placuit et placet ad infrascriptam transactionem, amicabilem conventionem et accordium per modum ut infra. Hinc est quod hodie praesenti praetitulato die perillustris et Rmus D. Martianus Kaselach, utriusque juris doctor coadjutor Illmi Joannis Francisci Sceberas, utriusque juris doctoris, thesaurarii praedictae cathedralis ecclesiae Meliten. mihi notario infrascripto cognitus, praesens coram nobis, veluti commissionatus ejusdem D. Thesaurarii, sui principalis, pro quo de rato, ratique habitione promisit etc. alias etc. non vi, sed sponte etc. cessit et cedit praedictae liti et praetensioni per eumdem D. Thesaurarium motae, et intentatae super nonnullis praeeminentiis, de quibus in dicta litera una cum omnibus inde secutis. Promittens hujusmodi litem amplius non prosequi, nec prosequi facere, nec per se, nec per submissas personas. Volens et mandans hujusmodi litem et praetensionem una cum omnibus inde secutis de hinc fore et esse cassam,

et nullam nulliusque roboris, et efficaciae, ac si minime mota et intentata fuisset. Renuncians etc. et stante hujusmodi cessione ac intuitu, et contemplatione praesentis transactionis, et accordii, perillustris et ad Rndus D. Caesar Camillerius coadjutor D. Joannis Mariae Zahra, juris utriusque doctoris, cantoris praedictae cathedralis ecclesiae et provicarii mihi notario quoque cognitus, praesens coram nobis, veluti commissionatus ejusdem D. Cantoris sui principalis, pro quo de rato, ratique habitione promisit etc. alias non vi, sed sponte etc. contentatus fuit, et est ac contentatur praedictum D. Thesaurarium, suosque in praedicta dignitate thesaurariatus successores, existente R. Episcopo in choro in suo stallo, in absentiam DD. archidiaconi et decani ejusdem cathedralis ecclesiae, annunciare pacem, praebere incensum, cum officium dicti D. Cantoris sit assistere in choro, a quo non dimovetur nisi ad intonandum hymnos et antiphonas episcopo solemniter celebrante. Et vice versa, in vim praesentis transactionis, praedictus D. Martianus praesens coram nobis, nomine quo supra, sponte contentatus fuit et est, ac contentatur, quod in casu absentiae praedictorum DD. archidiaconi, et decani, et sic, quando dictus thesaurarius suprascriptas functiones agit in choro, ut supra, non debet thurificari immediate post Illmum episcopum, sed prius thurificetur dictus D. Cantor, tamquam praeeminens in dignitate, et non aliter etc. Hoc tamen intellecto et sub hac conditione, quod per praesens transactionis instrumentum nullum praejudicium intelligatur illatum DD. canonicis utriusque chori, et non alias, aliter, nec alio modo ex parte etc. quam quidem transactionem etc. et juraverunt, unde etc. actum Melitae in civitate Vallettae praesentibus ibidem D. M. Spectabile doctore utriusque juris, D. Thoma Constantio assessore generali, et D. subdiacono D. Josepho Fenech, testibus notis, ad praemissa vocatis specialiter habitis atque rogatis ex actis mei notarii Petri Attardi Melitae facta collatione, salva etc.

Hinc est, quod hodie praesenti praestituta die, lecto, et declarato toto tenore et forma proximi praeinserti instrumenti transactionis, et toto eo quod in eo continetur in vulgari eloquio et sermone ut jacet a prima usque ad ultimam lineam praefatae, D. Joanni Maria Zahra, juris utriusque doctori, cantori cathedralis ecclesiae Meliten., pro quo in eodem praeinserto instrumento transactionis fuit de rato promissum, praesenti, audienti, et per eum bene et optime intellecto, et considerato, qui quidem D. Joannes Maria Zahra, cantor, mihi notario infrascripto cognitus, praesens coram nobis, non vi, sed sponte etc. praeinsertum instrumentum transactionis omniaque et singula in eo contenta ratificavit et ratificat, laudavit et laudat, acceptavit et acceptat, approbavit et approbat, plenissime confirmavit et confirmat; et se contentavit et contentat de omnibus et singulis in eo contentis, et hoc cum et sub omnibus et singulis illis obligationibus, renunciationibus, juramentis, clausulis, cautelis, et aliis in praedicto praeinserto instrumento transactionis contentis, singula singulis referendo praedicta attente etc. et hoc tacto pectore etc. unde etc. Actum Melitae in hac civitate Notabili. Testes RR. PP. Fr. Benedictus Pace, et Fr. Albertus Ciurpara ordinis Carmelitarum, et magister Ugolinus Camenzuli etc,

S. Rituum Congregatio, ad instantiam cantoris et thesaurarii duarum dignitatum ecclesiae cathedralis Meliten. suprascriptam concordiam, prout jacet, desumptam a proprio originali authentico in eadem S. Congregatione exhibitam, initam inter d. dignitates ejusdem cathedralis, approbavit. Die 7 junii 1681.

2169. **Suessana.**

Referente Emo cardinali Carpineo causam controversiae ortae inter fratres minores Conventuales et minores Observantes civitatis Suessae, de et super praecedentia in processionibus, nec non et concordiam die 4 januarii 1672 initam inter dictos fratres pro bono pacis et ad tollendas altercationes, ubi convenerunt: Che in futurum nelle processioni d'obbligo, una volta venghino li padri Osservanti, et una altra li padri Conventuali, et pro approbatione hujusmodi concordiae patres et guardiani tam minorum Conventualium quam minorum Observantium ejusdem civitatis supplicarunt. Et S. Rituum Congregatio respondit: *Procedant ambo in processionibus, sed unus praecedat in uno anno, et alter in altero anno cum alternativa;* et ita declaravit et servari mandavit, non obstante dicta concordia. Die 7 junii 1681.

2170. **Bononien.**

Pro parte ecclesiae S. Petronii civitatis Bononiae supplicatum fuit pro declaratione: An in ecclesia supradicta uni certo capellano qui non est de capitulo, nullum habet jus in bonis ejusdem capituli, non est de comprehensis in bulla erectionis, nullum cognoscit superiorem in stando, vel recedendo a choro, nullius est ordinis; sed solum cognoscit in superiorem quandam societatem laicorum a qua ad hoc ut choro tantum praesentiam praestet, recipit certum determinatum stipendium, debeatur a mansionario, qui in officio diaconi ad missam, et aliquando cum pluviali ad vesperas, incensum respective, et pacem (ut ipse intendit sibi deberi), an tantum hoc debitum convenientiae et urbanitatis illi competat ab acolytho recipi? Et eodem S. Rituum Congregatio respondit: *In casu proposito incensum et pacem non deberi praedicto capellano a mansionario praefato, sed ex convenientia ab acolyto, nisi aliter concordatum fuerit cum capellano praedicto vel societate laicorum,* et ita declaravit. Die 7 junii 1681.

2171. **Urbis et Orbis.**

Piis precibus majestatis catholicae serenissimi Hispaniarum regis per suas literas SSmo D. N. Innocentio XI porrectis per Excmum D. marchionem de Carpio ejusdem majestatis catholicae oratorem, et per Sanctitatem Suam ad S. Rituum Congregationem remissis, et in ea relatis ab Emo cardinali Columna, instante pariter P. fr. Petro Esponin procuratore generali ordinis minorum de Observantia nomine suae religionis, eadem S. Congregatio benigne inclinata pro concessione officii et missae S. Didaci confessoris ordinis praefati, censuit posse apponi in calendario breviarii et missalis romani sub ritu semiduplici de praecepto officium et missam in posterum recitandum, ac respective celebrandam quotannis die 13 novembris in festo dicti Sancti ab omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus qui ad horas canonicas obstricti sunt in Ecclesia universali de communi confessoris non pontificis vigore constitutionum Sixti V in ejus bulla canonizationis quae est la 82, et Clementis VIII sub datum 26 martii 1598. Nec non mandavit ut lectiones propriae pro secundo nocturno examinentur ab Emo cardinali Casanate, non obstantibus animadversionibus Rmi fidei promotoris, si SSmo D. N. placuerit. Die 7 septembris 1680. Et facto de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua benigne annuens sensum ejusdem S. Congregationis approbavit et confirmavit. Die 19 julii 1681.

2172. **Sedunen et Tarantasien.**

Pro parte congregationis canonicorum regularium Lateranensium, ac praepositi et capituli monasteriorum ac simul hospitalium S. Bernardi de Mentone, Montis, et Columnae Jovis dioecesis Sedunen. et Tarantasien. supplicatum fuit pro concessione facultatis, ut praedictus S. Bernardus, confessor, canonicus regularis, et praedictorum monasteriorum et hospitalium fundator, apponi et describi possit in martyrologio romano ex motivis deductis in supplici libello. Et S. Rituum Congregatio, referente Emo et Rmo D. cardinali Columna, respondit, casum non esse comprehensum in decreto de anno 1616; ideo esse concedendum prout concessit, ut praedictus S. Bernardus apponatur et describatur in martyrologio romano, cum verbis tamen approbandis ab eadem S. Congregatione, instante Joanne Petro Persod canonico et coadjutore

praepositurae ejusdem S. Bernardi Montis et Columnae Jovis, procuratore specialiter deputato in hujusmodi causa. Die 9 augusti 1681.

2173. **Celsonen.**

S. Rituum Congregatio declaravit, non licuisse eligere in patronas sacras Spinas Coronae Domini Nostri Jesu Christi, et ideo mandavit scribi episcopo Celsonen, qui declaret nullitatem electionis factae ab universitate Castri Tarragae Celsonen. dioecesis, et certioret de executione. Die 20 septembris 1681.

2174. **Congregationis Cassinensis.**

Supplicatum fuit pro parte monasterii SSmae Trinitatis Cavensis ordinis S. Benedicti congregationis Cassinensis pro concessione sibi facultatis recitandi in officio S. Simeonis prophetae lectiones proprias, et alia desumpta ex festo Purificationis B. M. V. Et S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi cardinalis de Norfolcia, respondit: *Negative*. Die 20 septembris 1681.

2175. **Cajetana.**

S. Rituum Congregatio declaravit, non licere, neque licuisse tribuno militum, gubernatori, et procuratoribus capellae Sancti Erasmi civitatis Cajetae assistere cooperto capite cum pileo quando episcopus pontificaliter celebrat missas et vesperas, vel assistit in throno in solemnitatibus. Die 20 septembris 1681.

2176. **Ordinis Cisterciensis.**

Procuratoris generalis pro officio S. Benedicti et S. Scholasticae cum octava: *Negative*. Die 20 septembris 1681.

2177. **Vigilien.**

S. Rituum Congregatio censuit, servandum esse decretum episcopi emanatum occasione visitandi ecclesiam collegiatam et parochialem SS. Matthaei et Nicolai civitatis Vigilien. ad evitandam litem verten. inter Carolum de Leone et Abbatem et Canonicos praedictae collegiatae super directione chori, cujus tenor est ut infra, videlicet: « Jus intonandi tam in missis ac processionibus, quam in deferendis defunctorum cadaveribus spectavisse et spectare ad chori directores vocatos capichori, et ad illum in cujus parte residet hebdomada et ejus defectu ad rectorem alterius partis chori. Quibus deficientibus, ad canonicum antiquiorem, et successive ad alios. Verum quoad functiones spectantes abbatibus dictae ecclesiae, illis deficientibus ad canonicum antiquiorem spectavisse et spectare » et ita decrevit. Die 20 septembris 1681.

2178. **Barchinonen.**

Per parte del capellano maggiore e communità di preti della Chiesa della Madonna vulgo detta del Palan de la contea e della città di Barcellona e del parocho della chiesa parochiale della terra di Martorel Barchinonen. diocesi, umilmente si espone all'EE. VV. come avendo la sa. mem. del B. Pio V a di 15 di febraro 1571, e 5 marzo 1572 concessa Indulgenza perpetua per dette chiese nel giorno 7 di ottobre con facoltà che in dette chiese in detto giorno 7 di ottobre si celebrasse la festa della Madonna della Vittoria con rito duplice di seconda classe senza ottava e si recitasse l'officio nel modo che in die Nativitatis, mutato verbo Nativitatem in festivitatem, il che si è osservato fino al giorno presente con grandissima devozione e concorso di popolo, con titolo della festività della Madonna della Vittoria e del Rosario, e recitato l'officio in detta forma come nella Natività; ed avendo Clemente X di sa. me. concesso a tutte le chiese di Spagna di recitare l'officio della Madonna del Rosario ut in die della Madonna ad Nives, determinando la giornata della domenica prima di ottobre. Pertanto supplicano all'EE. VV. si degnino dichiarare che a di 7 ottobre in dette chiese possino continuare in celebrare detto officio come nella Natività, secondo l'indulto e breve del B. Pio V, stante che hanno l'indulgenza plenaria perpetua per quel giorno. E nella prima domenica di ottobre devono celebrare come l'altri, conforme il decreto della sa. me. di Clemente X. Che etc.

Et S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi cardinalis Columnae, respondit: *Utantur indulto B. Pii V tantum*, et ita decrevit. Die 20 septembris 1681.

2179. **Urbis Romae.**

S. Rituum Congregatio censuit, posse concedi, prout concessit capitulo et canonicis basilicae Lateranensis de Urbe facultatem faciendi pro unica vice tantum semel in anno commemorationem omnium Sanctorum Pontificum, qui successerunt S. Sylvestro primo, summo pontifici, cum officio et missa sub ritu duplici die non impedita assignanda arbitrio Emi et Rmi Domini cardinalis Chisii archipresbyteri ejusdem basilicae. Die 22 novembris 1681.

2180. **Firmana.**

Praepositus parochialis ecclesiae SS. Joannis et Benedicti terrae montis S. Mariae in Georgio Firmanae dioecesis, a S. Rituum Congregatione declarari postulavit: An permittendus sit abusus a regularibus ejusdem loci aliquibus ab hinc mensibus introductus, eumdi scilicet in funeribus, recto tramite, ad domos defunctorum, et levandi etiam absque interventu et licentia parochi eorum defunctorum cadavera, quae ad ipsorum regularium ecclesias humanda deferuntur. Et S. eadem Congregatio inhaerendo decretis alias in similibus editis respondit: Regulares praedictos nullo modo posse levare cadavera defunctorum absque interventu vel saltem licentia parochi. Et omnes tam saeculares quam regulares ad funus vocatos, et processionaliter in eodem incedere debentes, non posse expectare per vias vel ire ad domum defuncti, sed semper et quandocumque, statuta hora, convenire debere in ecclesiam parochialem, et inde cum parocho stola supra cottam induto procedere ad domum defunctorum, etiamsi eorum cadavera humanda deferantur ad ipsorum regularium ecclesias; in quibus tamen absolutionis officium, aliasque functiones circa cadavera peragenda ad ipsos regulares non ad parochum spectare declaravit: » Et ita in casu proposito servari, et contrarium abusum aboleri mandavit. Die 22 novembris 1681.

2181. **Decretum de modo tenendo super introductione causae beatificationis et canonizationis.**

Firmatum jam fuit pro regula occasione discussionis instantiae pro introductione causae Limanae Servi Dei fr. Gundisalvi Diaz in ultima hac S. Congregatione habita die 22 novembris 1681, necessariam esse quidem relationem vitae, virtutum ac miraculorum Servi Dei, sed minime opus esse, ut ejusdem virtutes in gradu heroico, sicut etiam miracula discutiantur in specie, ac exacte probentur, quia hoc reservandum est ad discussionem dubiorum super virtutibus in specie et super miraculis, postquam, signata commissione, fabricati fuerint processus auctoritate apostolica. Fuitque conclusum, quod tota vis, ad effectum de quo agitur, constitui debet in examinando: An plene et concludenter probata fuerit fama publica sanctitatis, et miraculorum tam in vita, quam post obitum, illiusque continuatio usque ad tempus, quo petitur signari commissionem, nec non in recognoscendo an concurrant instantiae per reges aliasque personas authenticas pluries factae juxta decreta generalia pag. 28. Ac etiam utrum considerari queant aliqui defectus qui retrahere valeant ab introductione causae.

Ita testatum per Rmum D. fidei promotorem in suis animadversionibus super memoriali pro signanda commissione introductionis causae Servi Dei Vincentii Kadlabek episcopi Cracovien. in Congregatione Rituum habita die 18 aprilis 1682.

2182. **Florentina.**

Pro parte societatis laicorum et Benedicti Blanchi Florentiaram expositum fuit apud S. Rituum Congregationem, quod usque a primaeva erectione, consueverunt confratres officiare

suam ecclesiam juxta ritum Breviarii Romani, servando in recitatione officii divini ordinem ecclesiae metropolitanae, quamvis correctoris, idest capellani munus in eadem societate semper exercuerit aliquis pater ordinis Praedicatorum, qui correctores in recitatione missae se conformaverunt ritui eorumdem fratrum, eam celebrando correspondentem ipsorum confratrum officio, cum hac aliquando diversitate, quod aliqui eorum usi sunt missali romano, alii vero missali proprio ordinis Praedicatorum. Sed quia modernus corrector intendit celebrare missam correspondentem officio religionis Praedicatorum, non confratrum, et proprio missali uti, et non romano; quapropter supplicatum fuit pro opportuno remedio, seu declaratione. Et S. Rituum Congregatio, audita relatione Emi archiepiscopi, cui scriptum fuit pro informatione et voto, respondit: *Recitetur sub ritu regularium missa de sancto currente correspondente cum officio confratrum*, et ita declaravit et servari mandavit. Die 24 januarii 1682.

2183. **Romana**

Notarii Congregationis S. Rituum.

Porrecto Congregationi S. Rituum per Jacobum Sassum illius notarium supplici libello, in quo exposuit praetensionem notarii inservientis Sacro Palatio Apostolico, penes ipsum et in ejus officio deberi actitari causas controversas in eadem S. Congregatione, eodem modo, quo practicatur in causis vertentibus in Congregatione Episcoporum et Regularium, et in nonnullis aliis proprio notario carentibus, sub praetextu quod haec S. Congregatio non habeat notarium nisi pro causis beatificationum, non autem pro aliis in eadem S. Congregatione vertentibus: Re matura discussa, et attento quod ex dicti notarii S. Congregationis taxa, manualibus antiquis, citationibus, aliisque actis in ejus officio et archivio respective existentibus appareat per acta ejusdem causas hujusmodi actitatas fuisse; et considerato etiam quod sicuti SS. Congregationes SSmae Inquisitionis, Rmae fabricae S. Petri, Confinium et aliae habent notarium proprium pro actitandis quibuscumque causis ad eas Sacras Congregationes pertinentibus. Ita quoque eumdem haberi debeat ipsa S. Rituum Congregatio in quibuscumque causis per eamdem cognoscendis, praesertim ad evitanda absurda, et labores partium in inveniendis processibus, et scripturis productis penes alios notarios et majora illarum dispendia quam penes proprium notarium qui omnino tenetur observare taxam illius. Eadem S. Congregatio de communi voto censuit, atque decrevit, omnes causas penes eamdem controversas et imposterum controvertendas et ab ea cognoscendas illarumque acta omnino spectare ad notarium ejusdem S. Congregationis, privative quoad omnes alios notarios quorumcumque tribunalium; et ita observari mandavit, non obstantibus quibuscumque. Die 24 januarii 1682.

2184. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio, proponente Emo D. card. Facchinetto praefecto, censuit, officium S. Caetani fundatoris clericorum regularium Theatinorum, posse imposterum recitari de praecepto sub ritu duplici in universali Ecclesia ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus qui ad horas canonicas tenentur, si SSmo D. N. visum fuerit. Die 24 januarii 1682. Et facta de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua distulit resolutionem. Die 28 ejusdem mensis januarii 1682.

2185. **Tirasonen. Servae Dei**

Sororis Mariae de Jesu de Agreda.

Epistola sororis Annae Dorotheae directa Emo Gallio pro causa beatificationis Servae Dei Sororis Mariae de Jesu de Agreda circa libros ab eadem compositos. etc. Die 24 januarii 1682.

2186. **Decretum circa folium de causis proponendis ad Emos cardinales transmittendum.**

S. Rituum Congregatio mandavit, ut imposterum mittatur folium Emis cardinalibus de causis proponendis ab Emis cardinalibus prout servatur in Congregatione Episcoporum et Regularium. Die 28 februarii 1682.

2187. **Firmana.**

Ad instantiam fratrum Augustinianorum terrae de Monte Corsaro dioecesis Firmanae supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem, pro declaratione decreti alias sub die 3 aprilis 1677 ad favorem magistratus dictae terrae super salutatione emanati, et signanter in illis verbis, *in ingressu et regressu*. Et eadem S. Congregatio respondit: *In ingressu et regressu magistratus salutari debent ex urbanitate toties quoties ipsi fratres voluerint, et non aliter*, et ita declaravit. Die 28 januarii 1682.

2188. **Hispaniarum.**

Ad pias preces majestatis catholicae regis Hispaniarum porrectas SSmo D. N. per Exc. D. Marchionem de Carpio suum oratorem ordinarium apud Sanctitatem Suam, et ad S. Rituum Congregationem remissas, accedentibus etiam instantiis Rmi episcopi, capituli et civitatis Gerunden, eadem S. Congregatio, proponente Emo cardinali Sabello, benigne annuendo indulsit, ut in posterum officium una cum missa S. Narcissi episcopi et martyris alias approbatum et concessum pro civitate, et dioecesi Gerunden. recitandum die 29 octobris quotannis in festo ejusdem sancti, recitari possit et valeat etiam in regnis Aragoniae et Valentiae et in principatu Cataloniae sub ritu duplici secundae classis ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur; instante pariter D. Michaele Vingoles canonico cathedralis ecclesiae Gerunden. in Romana Curia commorante. Die 28 februarii 1682.

2189. **Hispaniarum.**

Pro parte Rmorum archiepiscoporum et ecclesiarum Toletanae, Valentinae, Granatensis et Giennensis, sede vacante, per suas litteras SSmo D. N. directas, et ad S. Rituum Congregationem remissas expositum fuit qualiter in supradictis ecclesiis et dioecesibus tam clerum saecularem, quam regularem utriusque sexus auctoritate apostolica singulis annis die 23 octobris recitare officium de beato Petro Paschasio episcopo et martyre ordinis B. M. de Mercede redemptionis captivorum de communi unius martyris; Et cum praedictae religioni die 22 junii 1680 sint concessae ab eadem S. Congregatione lectiones propriae secundi nocturni pro officio dicti Beati, ideo oratores ob peculiarem devotionem quam habent erga dictum beatum, supplicarunt quatenus eadem S. Congregatio dignaretur extendere talem concessionem ad dictas ecclesias et dioeceses pro utroque clero utriusque sexus ita ut in illis possint in posterum recitari supradictae lectiones secundi nocturni propriae. Et eadem S. Rituum Congregatio, proponente Emo cardinali de Norfolcia, gratiam desuper petitam benigne indulsit, atque concessit, supplicante pariter etiam nomine suae religionis P. Magistro Fr. Josepho Linas vicario ac simul procuratore generali ordinis B. Mariae de Mercede redemptionis captivorum in romana curia existente. Die 28 februarii 1682.

2190. **Gratianopolitana.**

Rmo D. Episcopo Gratianopolitano. Rme D. uti frater. Habito recursu ad S. Rituum Congregationem pro parte monialium ordinis Carthusianorum supplicantium pro concessione stolae ab Amplitudine tua paucis abhinc mensibus denegatae, quam caeteri episcopi in die consecrationis seu benedictionis ipsarum monialium, ultra alias caeremonias in pontificali romano praescriptas, eis semper dederunt absque ulla difficultate ex deductis in annexo exemplari supplicis libelli. Et Emi PP. eidem S. Congregationi praepositi censuerunt super expositis non esse quidquam decernendum nisi prius consulta Amplitudine tua, cui mandarunt scribi pro informatione. Ne gravetur itaque quamcitius eamdem transmittere, diuque

Amplitudo Tua felix incolumisque vivat. Romae die 21 januarii 1682.

2191. **Casalen.**

Rmo D. Episcopo Casalen. Rme Dme uti frater. Emis Patribus S. Rituum Congregationi propositis non sine admiratione renunciatum est, amplitudinem tuam in praecipuae episcopalis dignitatis detrimentum ab accessu ad ecclesiasticas functiones abstinere, illisque interdum, non ea, qua sacros praesules decet, majestate, nempe absque baldacchino, adstitisse. Quamvis autem Emi PP vocem hanc malevolam prorsus et veritati absonam crediderint, cum abusus hujusmodi sacrorum canonum, et ceremonialium legum dispositioni adeo sit odiosus: tamen has litteras amplitudini tuae dirigi mandarunt, libenter audituri, quod eadem religiosissimi, vigilisque pastoris partes usque adhuc sedulo expleverit, easque ferventi, ut par est, zelo et sollicitudine in dies exequi non praetermittet. Ne quidquid episcopalis dignitatis diminutionis isthic emergi contingat, ab amplitudine tua merito inquirendum sit, diuque vivat incolumis. Romae die 24 januarii 1682.

2192. **Maceraten.**

Rmo D. Episcopo Maceraten. Rme D. uti frater. Relatis litteris amplitudinis tuae super duabus particulis hostiae repertis in capsula inter reliquias cathedralis ecclesiae Tolentinae asservata, et amplitudinem tuam, quamvis in visitatione ejusdem ecclesiae sedulo studio id investigaverit, scire nequivisse, an eaedem particulae sint consecratae. Emi PP. S. Rituum Congregationi praepositi, amplitudini tuae injungi mandarunt, ut easdem particulas illico, secreto tamen, et ea, qua par est dexteritate. ne scandalum exinde oriatur, consumi faciat, diuque felix incolumisque vivat. Romae die 24 januarii 1682.

2193. **Lauden.**

Proposita per Emum cardinalem Casanate in S. Rituum Congregatione causa Lauden. praecedentiae verten. inter ecclesiam collegiatam S. Blasii terrae Codonei, ex una, et ecclesiam collegiatam SS. Gervasii et Protasii terrae Malei, parte, ex altera, Lauden. dioecesis; eadem Congregatio, utraque parte audita et informante, censuit: *In concursu ecclesiae collegiatae Malei, praecedentiam deberi ecclesiae collegiatae Codonei*; et ita declaravit. Die 28 februarii 1682.

ADNOTATIO.

Relatio EmiCardinalis Ponentis in S. Rituum Congregatione:

Da Urbano VIII sa. me. nell'anno 1634 fu e etta in collegiata con proposto, 12 canonici, prebenda Teologale, coro, capitolo, arca, e sigillo, la chiesa parocchiale di S. Biagio nella terra di Cottogno diocesi di Lodi, e nell'anno 1646 ad istanza del signor cardinale Trivulzio, precedendo il voto di questa S. Congregazione la medesima chiesa fu insignita da Innocenzo X sa. me. con insigne pontificali nella persona del preposto che li fu dato l'indulto della mitra, bacolo, anello pastorale, e facoltà di dar la benedizione solenne dopo la messa.

Ultimamente nella sinodo diocesana ha preteso la chiesa collegiata di S. Gervasio e Protasio della terra di Maleo diocesi di Lodi, precedere nelle funzioni publiche alla sudetta collegiata insigne di Cottogno, ed in questa pretensione il vicario generale di Lodi per decreto ha negata la precedenza alla collegiata di Maleo, dandola a quella di Cottogno.

Oggi introdotta la causa in questa S.Coñgne per ricorso avuto dalla collegiata di Maleo, si controverte l'istessa precedenza.

Adduce la collegiata di Cottogno ch'essendo insigne per indulto apostolico ed eretta in luogo assai cospicuo e con maggior numero di canonici, merita la precedenza sopra le altre collegiate non insigni anco più antiche, come si trova risoluto da questa S. C. appresso al Barbosa de Can. cap. 2. n. 19. et decis. apost. collect. 181 n. 5. Maggiormente perchè nell'indulto non vi è la clausula: *Sine alterius praejudicio*; e quando vi fosse ne anco osterebbe, come ha deciso questa Congregazione riferita dal Barbosa in d. n. 5; essendo certo clausulam sine alterius praejudicio non impedire praejudicium, quod est implicite in dispositione contentum, come ha detto la Rota nelle decis. 743. n. 26. av. Merlino, 1721. n. 36. avanti Coccino, 115 n. 7. avanti Amato Dunoz. 139. n. 11. p. 14. recent.

Deduce la collegiata di Maleo molte prove per provar la sua collegialità di sei canonici ed antichità di quasi 200 anni, dal 1497. Ma ne l'uno ne l'altra si controverte.

Per provar poi la qualità d'insigne, adduce alcune enunciative fatte nella collazioni Apostoliche dell'Arcipretato dall'anno 1625 al 1652, ed un altra enunciativa fatta nel libro delle congregazioni sinodali dell'anno 1619. Ma si risponde che tali enunciative fatte ad istanza e narrativa di supplicanti, o comparenti, non fanno alcuna prova, come ha detto la Rota nella d. 340 part. 13. Anzi l'istessa collegiata di Maleo nel suo Sommario n. 2. da un breve di Giulio II dell'anno 1511, nel quale si enuncia collegiata, ma non si dice insigne.

Deduce ancora un asserto privilegio nell'arciprete di conferir canonicati, e beneficii. Ma tralasciando se questo basti alla qualità d'insigne, si risponde non costare di tal privilegio, dandosi solamente una istituzione di un canonicato di giuspadronato nell'anno 1675 per fondazione e dotazione come è il caso della d. 15, p. 7. rec. Da che si conosce non per privilegio generale, ma per condizione di jus padronato eretto col consenso del Vescovo, appartenere all'arciprete la collazione di detto canonicato (se pure è vero quel che si dà in Somm.) e generalmente potersi evitare anco le collazioni apostoliche de'beneficii di juspadronato ha fermato la Rota in detta decisione 157, p. 7; e fu tenuto dalla S. Congñe del Concilio nella causa Januen. 14 di giugno p. p.

2194. **Mediolanen.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo concessioni alias in simili casu clar. mem. card. Littae jam archiepiscopo Mediolanen. sub die 20 novembris 1660 factae, iterum facultatem attribuit Emo et Rmo Dño cardinali Vicecomiti archiepiscopo Mediolanensi delegandi consecrationem calicum et campanarum abbatibus tantum in sua dioecesi existentibus, quibus tamen alias a S. Sede Apostolica indultum sit hujusmodi consecrationes pro servitio suarum ecclesiarum peragere; ad triennium. Die 28 februarii 1682.

2195. **Angliae.**

S. Rituum Congregatio piis ac devotis precibus nomine serenissimae Ducissae Eboraci, de catholica religione adeo benemeritae, oblatis per Emum et Rmum cardinalem Cibo benigne inclinata, facultatem concessit, ut in ejus capella in regnis Angliae, Scotiae, et Hiberniae ejusdem capellani officia et missas B. Virginis Mariae de Monte Carmelo, et Rosarii et Nominis Mariae, et septem Dolorum ejusdem B. Virginis, in diebus, in quibus hujusmodi solemnitates ex apostolica concessione recoluntur, cum breviario tamen et missali romano, ac juxta formam, et regulas eorumdem, licite et libere recitare, ac respective celebrare possint et valeant. Ac insuper ad excitandam et confirmandam ejusdem aulicorum pietatem ac religionem, ut in praefata capella confraternitates SSmi Sacramenti et Rosarii institui possint, opportunam potestatem impartiri posse censuit et declaravit. Die 28 februarii 1682.

2196. **Taurinen. et Gebennen.**

Alias die 29 augusti 1681 SSmus D. N. Innocentius XI, praevio S. Rituum Congregationis voto, ad preces serenissimae ducissae Mariae Joannae Baptistae viduae, matris serenissimi Victoris Amedei II Sabaudiae ducis, benigne indulsit, ut imposterum de Beato Amedeo ejusdem Sabaudiae duce tertio, Vercellis et Thononi quotannis celebrari posset missa, et recitari officium, de communi confessorum non pontificum sub ritu duplici, ab omnibus Christifidelibus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, die 30 martii anniversario obitus dicti Beati. Deinde, incidente, ut plurimum,

dicta die in hebdomadam majorem, vel Pascha, eadem S. Congregatio, supplicantibus capitulo et canonicis dictae civitatis Vercellarum, die 22 novembris dicti anni 1681 concessit Rmo illius episcopo facultatem transferendi festum dicti beati ad aliam diem non impeditam. Postmodum eamdem facultatem impartivit pro Augusta Taurinorum illius Rmo archiepiscopo. Et pro Thonone Rmo episcopo Gebennensi, eamdem unanimiter postulantibus. Die 28 februarii 1682.

2197. **Toletana.**

S. Rituum Congregatio censuit justis de causis, posse concedi, prout concessit, Emo Cardinali Portocarrero archiepiscopo Toletano facultatem examinandi testes in capella sui palatii Matriti, in quo habitat, ad effectum conficiendi processum particularem super non cultu in causa beatificationis et canonizationis servi Dei P. Simonis de Roxas ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum, in vim literarum remissorialium ab eadem S. Congregatione habita die 20 septembris 1681, annuente etiam SSmo D. N. die 27 ejusdem mensis et anni, concessarum, et eidem Emo archiepiscopo Toletano directarum, non obstante quod in praedictis literis remissorialibus sit apposita solita clausula, ut testes debeant examinari in ecclesiis, oratoriis publicis etc. Die 28 februarii 1682.

2198. **Civitatis antiquae N.**

Si rappresenta all'EE. VV. Rme che in una antica città furono due cleri, il maggiore è della chiesa metropolitana, ed il minore dello spedale grande, nella sua chiesa officiata etiam con l'ore canoniche in Coro, e così andavano ordinariamente anche alle processioni generali con le sue croci, quando, fondato un terzo coro d'una insigne collegiata della Madonna SSma, alla prima processione SSmi Corporis Christi la mattina stessa, ove senza dubio la collegiata massimamente insigne precedeva allo spedale, come la metropolitana alla collegiata, il rettore dello spedale, persona laica, ordinò e piuttosto disordinò, per non cedere alla collegiata, la soppressione del suo Clero, che riposta la sua croce andasse per Clero della metropolitana, fino a vedersi sotto la croce metropolitana, i primi una mano dei sacerdoti, o confessori onorati a cura della Chiesa e di tante anime in quantità, ed il maggiore con la mozzetta nera del Clero e coro dello spedale, ed appresso i seminaristi, e clerici, ed altri della metropolitana. E perciò che questa cosa pare contra ogni rito e contra all'onore delle processioni e della città, fino a scandalo di tre cleri fatti, anzi finti due, e con tanto disordine e solamente, quando concorrono, uno di due classi, della propria e dell'aliena, così disordinato, e l'altro, della collegiata, pure contro suo decoro. Si supplica l'EE VV. RRme per una opportuna dichiarazione rituale di tre Cleri, quali sono, e come deve osservarsi.

S. Congregatio Rituum, secundum ea quae proponuntur, declaravit, procedendum, ut supra, ordine dignitatis, adeoque decori Cleri inferioris, et ecclesiae et civitatis expedire, praevia cruce propria exprimi, cum suo capite, non supprimi sub alieno. Die 18 aprilis 1682.

2199. **Nolana.**

Emi et Rmi Signori. Giacinto Capasso paroco di S. Arcangelo, Antonio Figliola paroco di S. Giorgio, Antonio Tramontano paroco di S. Croce, Nicola Sepa paroco di S. Pietro della terra di Somma, diocesi di Nola, divotissimi oratori dell'EE. VV. umilmente espongono, come per l'erezione fatta in detta terra di una chiesa collegiata, gli oratori nelle processioni generali sono andati sotto la Croce di quella per la sola negligenza dei predecessori, che non hanno curato di continuare i loro diritti, avendo ogni altra chiesa parocchiale la sua croce propria. Ricorrono perciò all'EE. VV. e le supplicano, si degnino ordinare, che gli sia lecito erigere la croce, così nelle processioni generali e particolari, come nell'esequie, sotto la quale vada il clero che abita nel distretto di ciascheduna parochia, eccettuati quelli che stanno ascritti alla collegiata. Che.

Et S. Rituum Congregatio, super expositis in supplici libello porrecto ad instantiam praefatorum parochorum terrae Summae contra capitulum et canonicos ecclesiae collegiatae ejusdem terrae, Nolanae dioecesis, audita relatione Rmi episcopi Nolani, cui sub die 20 septembris 1681 scriptum fuit, pro informatione, audito capitulo dictae collegiatae, respondit: *Negative*. Die 18 aprilis 1682.

2200. **Senen.**

S. Rituum Congregatio enixis precibus Rmi archiepiscopi Senensis benigne inclinata, indulsit, ut ipse in omnibus divinis officiis et celebratione missarum, uti possit pileolo propter aeris rigorem suae dioecesis excepto tamen tempore quo SSmum Sacramentum erit expositum. Die 18 aprilis 1682.

2201. **Avenionen.**

In causa Avenionen. juris sedendi vertente inter dignitates et canonicos numerarios metropolitanae ecclesiae Avenionen. ex una, et canonicos supranumerarios hebdomadarios nuncupatos ejusdem ecclesiae partibus ex altera, proponente Emo Casanate in S. Rituum Congregatione dubium, illudque discussum: An liceat canonicis supranumerariis hebdomadariis nuncupatis sedere in choro immediate post canonicos numerarios, ex deductis ab utraque parte hinc inde et informante, eadem S. Congregatio respondit: *Canonicis hebdomadariis licere sedere immediate post canonicos numerarios*, et ita declaravit. Die 13 junii 1682.

2202. **Hispaniarum.**

Cum S. Rituum Congregatio habita die 24 februarii 1680 annuente SSmo die 27 ejusdem mensis et anni, ad pias preces serenissimae majestatis regis catholici, benigne gratiam extendendo indulserit, recitari posse quotannis die 23 januarii officium Desponsationis B. Virginis Mariae cum S. Josepho sub ritu duplici in omnibus regnis et dominiis Hispaniarum majestati suae subjectis; cumque vero dicta die 23 januarii celebretur in ecclesia Toletana et sua dioecesi, et in aliis Hispaniarum festivitas S. Ildefonsi patroni, et archiepiscopi ecclesiae Toletanae cum officio duplici primae classis, ideoque ad reiteratas preces majestatis catholicae porrectas per Eccm. D. Marchionem de Carpio suum oratorem, accedente etiam instantia Emi Portocarrero archiepiscopi Toletani, in quibus supplicabatur, quatenus S. Rituum Congregatio dignaretur concedere, ut in posterum praedictum festum Desponsationis B. Virginis cum S. Josepho possit transferri et celebrari die 26 novembris. Et eadem S. Congregatio gratiam desuper petitam benigne concessit. Die 13 junii 1682.

2203. **Nemausen.**

Canonicorum collegiatae ecclesiae S. Petri Balmodien. pro licentia cantandi post completorium de sero matutinum cum laudibus: *Lectum*. Die 13 junii 1682.

2204. **Romana.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo decreto alias sub die 10 novembris 1667 lato ad favorem Joannis Baptistae Oliverii coadjutoris Vincentii Grigi capellani de Angelis in sacrosancta Basilica S. Mariae Majoris de Urbe iterum declaravit, competere Joanni Cruciani coadjutori Caroli de Marchis capellani Toletani in eadem ecclesia S. Mariae Majoris locum in choro praesente ejus coadjuto, dummodo sedeat in ultimo loco post omnes alios veros capellanos; iisdem supervenientibus stallum dimittere et digniorem locum deferre, et si sufficiant tantum veris capellanis, omnibus iisdem praesentibus vel supervenientibus, a choro discedere coadjutorem teneri, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 13 junii 1682.

2205. **Tolosana.**

S. Rituum Congregatio gratiam benigne extendendo indulsit, ut in posterum fratres Eremitae S. Augustini provinciae

Tolosae et Aquitaniae, recitare possint officium Sanctarum Virginum et Martyrum Ursulae, Barbarae, Margaritae et Apolloniae sub ritu duplici semel in anno die festo dictarum Sanctarum, sicut concessa fuerunt PP. Minoribus Conventualibus et Capucinis. Die 13 junii 1682.

2206. **Turritana.**

Supplicante moderno archiepiscopo de Sassari, seu Turritano, ordinis S. Dominici pro concessione facultatis, ut ipse in locum officii sui ordinis possit recitare officium juxta breviarium romanum; S. Rituum Congregatio respondit: *Non posse uti ritu nisi romano*, et ita declaravit. Die 13 junii 1682.

2207. **Urbis.**

S. Rituum Congregatio benigne concessit canonicis et capitulo S. Petri de Urbe, ut recitare possint officium omnium Summorum Pontificum de communi martyrum sub ritu duplici semel in anno, die prima non impedita post octavam Sanctorum Apostolorum Petri et Pauli cum lectionibus sumendis ex S. Leone, vel ex S. Gregorio et approbandis ab Emo Casanate. Die 13 junii 1682.

2208. **Aquilana.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam abbatis et monachorum Caelestinorum monasterii Collis Majoris civitatis Aquilae porrectam per abbatem Caelestinum Guicciardini procuratorem generalem ejusdem congregationis Caelestinorum, censuit, servandum esse antiquum solitum, et consuetum aspergendi aqua benedicta totum Clerum per unum ex dictis monachis quando capitulum ecclesiae cathedralis dictae civitatis ingreditur eorum ecclesiam vel alias ecclesias ab illa pendentes occasione processionum, seu aliarum functionum, non obstante alio ordine in contrarium nuper per illius episcopum facto et usu ab archidiacono dictae cathedralis novissime introducto, et ita decrevit. Die 22 augusti 1682.

2209. **Caesaraugustana.**

Cum S. Rituum Congregatio habita die 3 septembris 1672 declaraverit, quod ubi in Hispaniis auctoritate Apostolica aut ejusdem S. Congregationis conceditur, ut officium, et missa B. Martyris Petri de Arbues, alias magistri de Epila nuncupati, primi inquisitoris Apostolici regni Aragoniae, recitari et celebrari possit die 17 septembris sub ritu duplici de communi unius martyris, et praecipue in metropolitana ecclesia S. Salvatoris Caesaraugustana ubi dictus martyr fuit canonicus, et ejus corpus veneratur; in parochiali oppidi de Epila, in quo natus est, et in omnibus ecclesiis generalis Inquisitionis Hispaniarum, ibi transferatur festum sub invocatione SSmi Nominis Mariae celebrari solitum ex concessione apostolica in tota Hispania sub eodem die 17 septembris ad alium diem ab ordinario eligendum. Cumque itaque modo dubitatum sit: An dictum festum Nominis Mariae debeat transferri, etiam ubi in Hispaniis et in aliis locis auctoritate apostolica aut ejusdem Congregationis conceditur, ut officium et missa praedicti B. martyris recitari, et celebrari possit dicta die 17 septembris sub ritu duplici de communi unius martyris. Ideo ad instantiam capituli ecclesiae metropolitanae Caesaraugustanae supplicatum fuit pro hujusmodi declaratione. Et eadem S. Congregatio respondit: *Debet transferri*, et ita declaravit. Die 22 augusti 1682.

2210. **Galliarum.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo de Lauraea, facultatem indulsit abbatissae et monialibus nuncupatis il Giglio ordinis Cisterciensis in dioecesi Senonensi in Gallia, recitandi officium S. Bernardi Abbatis qualibet die martis sub ritu semiduplici non impedita tamen alio officio duplici vel semiduplici, et excepto tempore adventus, quadragesimae et vigiliarum. Die 22 augusti 1682.

2211. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Columnae, cognita causa, quod regio illa Cantabriae, quae hispanice Vizcaia nuncupatur, per omnium civitatum et locorum suffragia elegit sibi patronum unicum S. Ignatium de Loyola societatis Jesu fundatorem ob praestantem ejus sanctitatem et specialem omnium propensionem in eum, utpote illius dominatus originarium, et hujusmodi electio facta fuit servatis servandis juxta decretum super electione sanctorum in patronos ab eadem S. Congregatione jussu fel. rec. Urbani VIII sub die 23 martii 1630 emanatum, praedictam electionem approbavit, et confirmavit, et de praedicto S. Ignatio, ut praefertur, in unicum patronum principalem sic electo, praerogativas omnes eisdem unicis sanctis patronis principalibus competentes decrevit, juxta tamen rubricas breviarii et missalis romani, et ad formam constitutionis ejusdem Urbani VIII super observatione festorum die 13 septembris 1642 editae. Die 22 augusti 1682.

2212. **Legionen.**

Pro parte Rmi episcopi, decani, capituli et canonicorum ecclesiae cathedralis civitatis Legionen. in Hispania expositum fuit apud S. Rituum Congregationem, quod in altari majore eorum ecclesiae asservatur corpus S. Froilani jam episcopi dictae civitatis, et auctoritate S. Sedis apostolicae de praedicto sancto celebratur festum annuatim die 5 octobris sub ritu duplici cum octava tam in dicta civitate quam in tota illius dioecesi. Et quia in dies intercessione praefati sancti ab Altissimo gratiae et beneficia recipiuntur, ideo oratores praedicti supplicarunt, quatenus ipsa S. Congregatio dignaretur concedere ut celebratio festi dicti Sancti sub ritu duplici et cum octava extendatur etiam ad omnes alias ecclesias cathedrales Hispaniarum, accedentibus ad hunc effectum supplicationibus non solum majestatis regis catholici, verum etiam omnium episcoporum et capitulorum Hispaniarum cum suis litteris. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi Casanate, supplicante pariter D. Francisco Josè Espriella Valdes magistro scholae, dignitate ac canonico ejusdem cathedralis ecclesiae Legionensis, nec non agente ac procuratore generali ecclesiarum Hispaniae in romana Curia commorante, gratiam benigne extendendo concessit, ut festum dicti sancti celebretur in omnibus ecclesiis cathedralibus Hispaniarum, ut supra, sub ritu duplici secundae classis, et sine octava. Die 22 augusti 1682.

2213. **Papien.**

In Congregatione S. Rituum, proponente Emo Ludovisio, discussa causa controversae processionis fieri solitae die solemnitatis SSmi Corporis Christi, vertente inter monachos Carthusianos Papiae et promotorem fiscalem mensae episcopalis ejusdem civitatis, eadem S. Congregatio, utraque parte hinc inde audita et informante, declaravit, licere patribus Carthusiae Papien. facere processionem in festivitate Corporis Christi, apertis januis, intra claustra, et ita decrevit. Die 22 augusti 1682.

ADNOTATIO.

Informatio episcopi Papiensis in S. Rituum Congregatione exhibita contra PP. Carthusianos.

Solevano altre volte e prima dell'anno 1668 i PP. della Certosa di Pavia nel giorno del Corpus Christi fare la processione con tanta pompa di musiche e di apparati, e con tanto concorso di popolo e di nobiltà trattata da essi con incredibile lautezza, che restava in giorno così solenne abbandonata quasi da tutti la processione del vescovo e della cattedrale con infinito pregiudizio dell'onorificenza e concorso ad essa dovuto, e riservatoli dal Ceremoniale nei giorni più solenni, il quale disordine divenuto insopportabile alla buona memoria di Monsignor Meltio vescovo antecessore, lo necessitò sin dall'anno 1668 a suppresentarlo a questa S. Congregazione, la quale, auditis partibus, decretò che i PP. Certosini si astenessero in avvenire dal fare la processione in detto giorno, e che la dovessero fare nella Domenica *infra octavam*.

Ed avendo preteso i Padri di non essere tenuti ad obbedire col supposto dell'immemorabile consuetudine in contrario da essi specialmente articolata, la S. Congregazione, sotto li 23 marzo 1669, denegatali la remissoria, stetit in decisis.

E benchè a queste reiterate resoluzioni i Padri si siano acquetati per lo spazio di tanti anni con aver sempre fatto la processione nella Domenica *infra octavam*, tuttavia con l'occasione di altre differenze suscitate contro il presente Monsignor vescovo, hanno voluto rinnovare l'antica pretensione di far detta processione nel giorno del Corpus Domini col solito colorato pretesto che siano a ciò astretti dalle proprie constituzioni del loro ordine, e su questo fondamento, non citato Monsignor vescovo, sotto li 24 maggio prossimo, ottennero un decreto provisionale che potessero far detta processione *intra claustra monasterii clausis januis et absque concursu saecularium*; benchè poi, nel farla, eccedessero di gran lunga i limiti del detto decreto con sontuosità di apparati, musiche ed ammissione di secolari.

Ma perchè il fine de'Padri non è veramente di soddisfare alli dettami della regola del loro Instituto con fare una modesta e privata processione, ma di emulare col vescovo, e di ritornare a fare l'antica solenne processione in pregiudizio della cattedrale come si faceva prima dell'anno 1668, perciò oggi facendo riproporre la causa dall'Emo sig. card. Ponente, rinnovano l'istanza per la concessione delle remissorie ad effetto di provare la pretesa immemorabile consuetudine processionandi in die Corporis Christi, la quale però vengono umilmente supplicate l'EE. VV. a degnarsi rigettare, ed a confermare le vecchie risoluzioni, come si spera.

Imperocchè non si puol rivocare in dubio la chiara disposizione del Cerimoniale nel cap. 33 lib. 2, secondo la quale jus solemniter processionandi in die Corporis Christi spectat ad ecclesiam cathedralem privative quoad omnes alios; alla quale sono obbligati tutti d'intervenire, tanto secolari, quanto regolari di qualsivoglia sorte, come più volte ha risoluto questa S. Congregazione, e particolarmente in una Pisana 22 maii 1615 riferita dal Barbosa, in Summ. Apost. decis. Collect. 606.

Ne osta che essendo il monastero della Certosa distante dalla città di Pavia per lo spazio di cinque miglia, essi per tal causa non siano obbligati d'intervenire alla processione della cattedrale, imperciocchè altra cosa è ch'essi debbono intervenire alla processione della cattedrale, il che dal vescovo non si è mai preteso ne si pretende, ed altra cosa è ch'essi non intervenendo possino fare da se un'altra processione egualmente solenne per pregiudicare al concorso della cattedrale, il che non se li deve alcun modo permettere per il jus privativo, che ha la cattedrale, come altre volte è stato deciso, e specialmente in detta Pisana di sopra allegata.

Siccome parimente non osta la pretesa immemorabile consuetudine articolata dalli avversarj, perchè trattandosi di una consuetudine irragionevole, e contraria al rito della Chiesa universale, e che non è onesta ne laudabile, non suole da questa S. Congregazione attendersi, benchè forse di mille anni, anzi come abuso e corrutela debet sperni.

Onde con gran ragione detta consuetudine non fu attesa nelle passate proposizioni, perchè non ha in se alcuna causa, che la renda apparentemente onesta e laudabile.

Non le Costituzioni del loro ordine, perchè a quelle possono soddisfare con una modesta e privata processione *intra claustra monasterii*, ricca di umiltà e di devozione interna, e non di pompe e sontuosità mondane.

Non il maggior culto e venerazione del SSmo, perchè questo riceve senza dubio maggior culto nel farsi una sola e solenne processione con il concorso di tutto il popolo, come ordina il Ceremoniale, che facendosene due o più con scissure del medesimo popolo, e con emulazione e concorrenza tra di loro, come regolarmente succede in simili materie.

Ne devesi attendere la mendicata scusa di voler fare detta processione per devozione de'coloni e de'lavoratori de'terreni della Certosa, i quali per la distanza di 4 a 8 miglia non possono andare alla città, imperciocchè non trattandosi nella presente controversia che il nudo punto, se detta processione debba farsi nel giorno del Corpus Domini o nella domenica *infra octavam*, niun pregiudizio si fa alla divozione di detta gente, mentre non se le leva la processione, ma se li differisce due soli giorni, e se li dà maggior occasione di esercitare la divozione con abituarli a potere intervenire a tutte due.

Anzi, essendo questi contadini del territorio della città di Pavia, ogni ragion vuole, che in quel giorno accedant ad civitatem, come si prattica da per tutto, non potendosi permettere che si faccino due processioni eadem die, una nella cattedrale pro civibus, e l'altre in territorio per li abitatori della campagna come vorrebbero dolcemente insinuare i Padri avversari.

Non tralasciandosi di rappresentare all'EE. VV. che essendo il monastero della Certosa ricchissimo, la maggior parte de'terreni di quel territorio, o sono proprii, o responsivi del medesimo monastero, e così il permettere la processione per i loro coloni e lavoratori, sarebbe un farla fare per tutte le genti del territorio con infinito pregiudizio della cattedrale, oltre di che in tal caso nè meno potrebbe impedirsi l'intervento di altre genti solite concorrere in gran numero alle funzioni di detto monastero, per l'estraordinaria cortesia di quei religiosi, come è notorio. Essendo adunque la contraria consuetudine irragionevole et sine causa, con somma ragione fù negletta et abrogata da questa S. Congregazione nelle dette vecchie risoluzioni perchè le consuetudini irragionevoli, e non laudabili, e che non habent aliquam causam honestatis, in se, benchè immemorabili, la S. Congregazione le reputa abusi e corrutele, ne s'intendono altrimenti preservate dalla bolla confermatoria del Ceremoniale, ma piuttosto in quella abrogate e condannate, come pienamente in termini della consuetudine immemorabile si ferma nella decisione 71 per tot. p. 5 recent.

La qual propositione molto più deve abbracciarsi nel caso nostro, nel quale le vecchie resoluzioni di questa S. C. fatte in questa causa sono state dall'avversario accettate ed eseguite con aver fatto la processione per il corso di tanti anni sempre nella domenica *infra octavam*; e quel che più stringe, si è che ex adverso non si porta alcun nuovo fondamento per il quale si debba da quella recedere per le sue risoluzioni fatte ed eseguite dopo il corso ed acquiescenza di tanti anni.

Allegatio pro parte PP. Carthusianorum in S. Rituum Congregatione exhibita:

Avendo questa S. Congregazione riconosciuto l'insussistenza dei supposti che altre volte furono fatti dal promotor fiscale della mensa episcopale di Pavia, quale suppose essere nuova introduzione la processione che si fa nel giorno del Corpus Domini da quella Certosa, mentre si è giustificato essere questa consuetudine immemorabile assistita dall'antico statuto della religione confermato dalla Sede Apostolica, et considerato ancora che la detta Certosa è lontana dalla città per cinque miglia, e che la processione si fa intra claustra monasterii, e che la privativa che tiene la cattedrale non si estende tanto lontano, come si dimostrò con l'osservanza di molte altre chiese, che essendo fuori della città, fanno la processione il medesimo giorno come dalle fedi e testimoni respettivamente che si presentarono, e la S. Congregazione, come si crede, deliberò di permettere alla detta Certosa la processione liberamente conforme al consueto, e domandandosi per parte del promotor fiscale la dilazione, si degnò la S. Congregazione rescrivere che per quest'anno si facesse come fu fatta la processione in detto giorno *clausis januis*, e poi si sentisse monsignor vescovo. Ed oggi reproponendosi dall'Emo sig. card.

Ludovisio la causa, si supplicano l'EE. VV. degnarsi decretare che sia lecita alla medesima Certosa la detta processione liberamente come prima, *intra claustra tamen monasterii*, come si spera, non solo per le ragioni e prove addotte nella passata Congregazione, ma anco per quelle che si aggiungono nella presente, dalle quali apparisce l'osservanza universale dall'altre Certose.

1. Nella Certosa di Milano lontana tre miglia dalla città, come nella fede segnata lett. A in mano dell'Emo Ponente.

2. Nella Certosa di Firenze lontana parimenti tre miglia, come nella fede segnata lett. B.

3. Nella Certosa di Siena lontana per un terzo di miglio lett. C.

4. Nella Certosa di S. Martino di Napoli, posta nel monte, e dentro alla città lett. D.

5. Nella Certosa di Venezia dentro la città lett. E.

6. Nella Certosa di Ferrara parimenti dentro la città lett. F.

Sicchè se le prove passate congiunte con la considerazione della distanza del luogo, e della qualità di farsi *intra claustra*, e della consuetudine immemorabile di questa Certosa di Pavia, e dello statuto universale della religione ed uso dell'altre chiese distanti dalla città parvero bastanti, molto maggiormente si spera essere esuberanti con l'aggiunte delle suddette, che qualificano, e comprovano l'uniforme consuetudine ed osservanza del detto Statuto Certosino; non tralasciando di considerare che in altra forma si causerebbe novità in tutta la religione, e si leverebbe la consuetudine dello statuto e confirmazione apostolica, che ha forza di privilegio.

2214. **Regii in Lombardia.**

Monialium S. Mariae Magdalenae ordinis S. Benedicti pro concessione recitandi officia Sanctorum ordinis ad instar Cassinensium: *Lectum*. Die 22 augusti 1682.

2215. **Tranen.**

S. Rituum Congregatio, audita relatione vicarii generalis Rmi archiepiscopi Tranen. ad instantiam archipresbyteri S. Mariae Majoris Barlettae, supplicantis pro declaratione, quo modo deferri debeat signum almutiae a sacerdotibus capitularibus participantibus de parte, seu massa majori illius ecclesiae respondit: *Deferendum esse super brachio*, et ita declaravit, et ab omnibus servari mandavit. Die 22 augusti 1682.

2216. **Aquilana.**

Pro parte nobilitatis civitatis Aquilae supplicatum fuit pro declaratione: An liceat uxori praesidis dictae civitatis habere praerogativas et praeeminentias (ut in supplici libello) quae eidem a diversis superioribus religiosis dictae civitatis permittuntur? Et S. Rituum Congregatio declaravit: *Non licere*, et mandavit injungi superioribus ordinis qui abstineant. Oretenus. Die 26 septembris 1682.

2217. **Nurimbergen.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit presbytero Joanni Francisco Christi Equiti ordinis Teutonici Nurimbergae, benedicendi sacra supellectilia ecclesiastica, in quibus sacra unctio non adhibetur, pro usu tantum suae ecclesiae, et de consensu ordinarii ad triennium. Die 26 septembris 1682.

2218. **Augustana.**

S. Rituum Congregatio ad pias preces serenissimi principis Maximiliani Philippi ex ducibus Bavariae, comitis palatini Rheni, per D. abb. Pompejum de Scarlattis serenissimi electoris utriusque Bavariae ducis in Romana curia administrum porrectas, referente Emo de Alteriis, benigne concessit, ut in ecclesia parochiali oppidi de Tirkeim Augustanae dioecesis ejusque territorio, ubi praefatus serenissimus dux Maximilianus Philippus construi fecit insignem capellam in honorem Sacrae Sindonis, recitari possit officium alias approbatum pro civitate Taurinen. sub ritu duplicis majoris singulis annis die 21 mensis julii. Die 28 novembris 1682.

2219. **Lausanen.**

Cum fratres Capucini in oppido de Biello Lausanen. dioecesis in Helvetia existentes exposuerint, ob haereticorum grassationem et injuriam temporum nullam aliam patroni titularis et diei consecrationis suae ecclesiae extare notitiam, praeterquam quod anno 1501 a Sebastiano de Monte Falcone episcopo Lausanen. eam consecratam fuisse tradatur, et B. M. Virginis de Compassione nuncupetur, nec non quod in altari majori Imago B. Mariae Virginis Christo mortuo compatientis, a longe, lateque confluentibus populis ob miraculorum frequentiam summa devotione colitur, praesertim feria sexta post Dominicam Passionis; quocirca jam ab antiquo, tam a capucinis, quam a canonicis prius dictam ecclesiam officiantibus officium de Septem Doloribus B. M. Virginis recitari solebat. Cum autem, praeter traditionem et consuetudinem, nulla alia adsit auctoritas, ideo praedicti oratores supplicarunt, quatenus S. Rituum Congregatio dictam feriam sextam Passionis, quae solemnissime ab oppido feriatur, pro die titularis assignare, in eaque officium de Septem Doloribus B. M. V. tam sibi, quam reliquo Clero, utpote processionaliter in dictam ecclesiam concurrenti, recitandi licentiam concedere. Ac determinationem diei consecrationis ecclesiae cum sua octava celebrandae Rmo ordinario remittere dignaretur. Et eadem S. Congregatio, in casu proposito, veris existentibus narratis, quoad officium Septem Dolorem B. M. V., concessit juxta petita. Quod vero ad determinationem diei consecrationis ecclesiae, remisit arbitrio ordinarii assignationem diei consecrationis dictae ecclesiae, quae dies semel assignata nunquam imposterum varietur. Die 28 novembris 1682.

2220. **Avenionen.**

Gio. Battista Sibourd, sacerdote di Avignone, umilmente supplica l'EE. VV. per la resoluzione sopra il dubio seguente, cioè: An in civitatibus in quibus adsunt plures parochiales ecclesiae, presbyteri degentes in districtu parochiae possint recitare officium cum octava, tam in festo SS. Titularis ecclesiae parochialis, quam in dedicatione ecclesiae ejusdem, etiam cum octava, aut sine octava? Et eadem S. Congregatio tam ad primum, quam ad secundum respondit: *Negative*, et ita declaravit. Die 28 novembris 1682.

2221. **Urbis Romae.**

Le monache della Visitazione di S. Maria di Roma dell'ordine di S. Francesco di Sales, devotissime Oratrici delle EE. VV. rappresentano riverentemente, come, per privilegio speciale concesso dalla Santità di fel. mem. di Gregorio XV, e confermata da Urbano VIII di sa. me. non sono obligate a recitare l'ore canoniche, ma solo l'officio semplice della Madonna.

E però vero che per uso introdotto dal Santo sudetto fanno le commemorazioni straordinarie nei giorni seguenti, cioè:

A dì 6 gennaro nel giorno dell'Epifania, primi e secondi vesperi con l'ottava.

A dì 17 detto, S. Antonio.

A dì 18 detto, la Cattedra di S. Pietro in Roma.

A dì 20 detto, SS. Fabiano e Sebastiano.

A dì 25 detto, la Conversione di S. Paolo.

A dì 22 febraro, la Cattedra di S. Pietro in Antiochia.

A dì 24 o 25, S. Mattia apostolo.

A dì 19 marzo, S. Giuseppe.

A dì 23 aprile, S. Giorgio martire.

A dì 25, S. Marco.

A dì 1 maggio, SS. Filippo e Giacomo apostoli.

A dì 3 detto, l'Invenzione della Croce.

A dì 3 detto, la festa del SSmo Sudario.

A dì 5 detto, S. Monica.

A dì 6 detto, S. Giovanni ante portam latinam.

A dì 8 detto, l'apparizione di S. Michele.

A dì 6 giugno, S. Claudio vescovo, per essere il giorno in cui principiò la congregazione del sudetto instituto.

A dì 11 detto, S. Barnaba.
A dì 24 detto, S. Giovanni Battista.
A dì 29 detto, SS. Pietro e Paolo.
A dì 2 luglio, la Visitazione di Maria Vergine ed ottava.
A dì 22 detto, S. Maria Maddalena.
A dì 25 detto, S. Giacomo apostolo.
A dì 26, S. Anna.
A dì 1 agosto, S. Pietro in Vincoli.
A dì 5 detto, la Madonna della Neve.
A dì 6, la Transfigurazione di N. Signore.
A dì 10, S. Lorenzo.
A dì 15, l'Assunzione della Vergine SSma con ottava.
A dì 16, S. Rocco.
A dì 24, S. Bartolomeo apostolo.
A dì 25, la festa di S. Luigi.
A dì 38, S. Agostino.
A dì 29, la decollazione di S. Giovanni Battista.
A dì 8 settembre, la Natività della V. SSma con ottava.
A dì 21, S. Matteo apostolo.
A dì 29, S. Michele Arcangelo.
A dì 2 ottobre, l'Angelo Custode.
A dì 28, SS. Simone e Giuda apostoli.
A dì 21 novembre, la Presentazione della Madonna.
A dì 30, S. Andrea apostolo.
A dì 8 decembre, la Concezione della Vergine SSma.
A dì 21, S. Tommaso apostolo.
A dì 25, il Natale di N. S. con ottava.

In tutte le domeniche, la commemorazione nei secondi Vesperi.

Nei tre giorni della settimana Santa, dicono l'officio della Chiesa, ripigliando nel Sabato Santo l'officio della Madonna e seguitano la commemorazione nell'ottava.

L'Ascensione con ottava.

La Pentecoste con ottava.

La Trinita.

Il Corpus Domini con ottava.

Nelle feste di devozione, che corrono nelle città, fanno pure la commemorazione.

Tralasciati tutti gli altri giorni in doppio e semidoppio, nei quali le monache per sua devozione hanno l'uso di fare la commemorazione del Santo loro Institutore cioe di S. Francesco di Sales dalla sua canonizazione in poi, che fu l'anno 1662.

Però ricercano se possono continuare senza veruno scrupolo in questa loro devozione, ed uso di fare la commemorazione del loro Santo fondatore, in quei giorni, nei quali non cade alcuna delle medesime commemorazioni introdotte dal suddetto Santo loro fondatore.

Et S. Rituum Congregatio respondit: *Oratrices possunt continuare usum praefatum.* Die 14 novembris 1682.

2221. **Decretum.**

S. Rituum Congregatio decrevit, ut imposterum non proponantur causae ab Emis Cardinalibus, nisi prius fuerint intimatae ipsis Emis, qui proponant per turnum, exceptis tamen causis beatificationum et canonizationum. Hac die 23 januarii 1683.

2222. **Portugallien.**

Supplicante fr. Antonio Perera Brandas equite Hierosolymitano, commendatario ac balivo commendae de Leca in regno Portugalliae pro declaratione circa modum recitandi officium divinum. S. Rituum Congregatio respondit: *Praedictus orator recitet officium divinum juxta calendarium Melivetanum.* Die 23 januarii 1683.

2223. **Bisuntina.**

Monialium Annunciationis oppidi de Nazareth, pro licentia recitandi officium Annuciationis qualibet die sabbati non impedita: *Lectum.* Die 20 martii 1683.

2224. **Sarzanen.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam capituli et cleri cathedralis ecclesiae Sarzanen., ubi asservatur, ut asseritur una ex manibus SS. Innocentium, declaravit, in die SS. Innocencentium ratione praedictae reliquiae non posse celebrari missam cum *Gloria in excelsis.* Die 20 martii 1683.

2225. **Tranen.**

Oratio ad Sanctum Nicolaum Peregrinum confessor.

Deus qui B. Nicolaum Crucis filii tui reverentia, ac novo peregrinationis studio ad animarum salutem mirabilem effecisti; concede propitius, ut ejus exemplo et intercessione, crucem patienter feramus, et cum illo coronari mereamur. Per eumdem etc.

S. Rituum Congregatio, ad instantiam capituli et cleri et totius civitatis Tranen. suprascriptam orationem propriam S. Nicolai Peregrini confessoris patroni et protectoris ejusdem metropolis et civitatis, ab Emo cardinali de Laurea diligenter revisam et relatam, approbavit, et concessit recitari posse in dicta civitate et dioecesi Tranen. ab omnibus utriusque sexus tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur cum officio et missa in die festivitatis et translationis ejusdem Sancti alias ab eadem S. Congne sub die 5 julii 1603 approbatis ac imprimi posse concessit. Die 20 martii 1683.

2226. **Augustana. Habitus.**

In causa Augustana, Habitus, proposita ab Emo Pamphilio pro Rmo episcopo Augustano, contra praepositum seu abbatem canonicorum regularium Lateranensium in Westenhausen, S. Rituum Congregatio, auditis juribus hinc inde deductis pro utraque parte, declaravit: *Usum habitus violacei coloris praeposito antedicto non licere, neque concedendam esse remissoriam ad probandam contrariam consuetudinem*, et ita decrevit. Die 22 maii 1683.

2227. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio declaravit, canonicum Cimiliarcum ecclesiae Neapolitanae, qui est etiam caput congregationis hebdomadariorum, et cum eis in digniori loco accedit ad omnes processiones et functiones quae per illos fiunt, indutus vestibus canonicalibus et habens in manibus baculum argento ornatum in signum superioritatis, non teneri incedere cum candela accensa, justis de causis quando in dictis functionibus defertur per hebdomadarios dicta candela accensa. Die 22 maii 1683.

2228. **Parisien.**

Monialium tertii ordinis S. Francisci monasterii S. Elisabeth viduae reginae Hungariae, pro officio dictae Sanctae semel in mense etc. *Lectum.* Die 22 maii 1683.

2229. **Theanen.**

S. Rituum Congregatio, super controversia orta inter fratres minores Observantes reformatos ordinis S. Francisci civitatis Theani ex una, et fratres Capucinos ejusdem civitatis partibus ex altera, circa processionem S. Antonii Patavini, inhaerendo decretis alias ad favorem capucinorum emanatis, et signanter in Romana seu Neapolitana sua die 21 julii 1668 et Beneventana 17 junii 1673, censuit processionem S. Antonii esse faciendam per dictos fratres minorum Observantium in die festivitatis S. Antonii cum delatione statuae ejusdem Sancti in eorum habitu. Et per fratres Capucinos in dominica infra octavam pariter cum delatione simulacri S. Antonii in habitu capucinorum, et ita declaravit. Die 22 maii 1683.

2230. **Bruxellen.**

A secretaria status sub die 25 aprilis 1683 transmissum fuit ad S. Rituum Congregationem folium, cujus tenor est, ut infra, videlicet: a Monsig. Casali.

Al Sig. conte Cesare Airoldi si è risposto essere contento Nostro Signore, che il funerale di Monsignor Airoldi suo fratello si faccia nella chiesa del giardino dei PP. minori reformati di S. Francesco ove è l'altare e sepolcro della sua casa. Ma quanto all'erezione del baldachino sopra il feretro, essere

di parere la S. Congregazione dei Riti, che non si permetta, non ostante gli esempi, che si adducono in contrario, non volendosi permettere più ad alcuno nell'avvenire. Die 22 maii 1683.

2231. **Urbis.**

Cum pro parte capituli ecclesiae S. Joannis in Laterano supplicatum fuerit S. Rituum Congregationi quatenus concedere dignaretur facultatem celebrandi missas et recitandi officia propria Sanctorum Romanorum pontificum in suprascripto catalogo descriptorum sub ritu duplici. Eadem S. Congregatio ad preces etiam Emi Chisii archipresbyteri ejusdem ecclesiae, audito oretenus et in scriptis Rmo promotore fidei, censuit, et declaravit, praefato capitulo et clero dictae ecclesiae Lateranensis dumtaxat licere de dictis Sanctis Romanis Pontificibus celebrare missas et recitare officia propria ab Emis Patribus eidem S. Rituum Congregationi praepositis approbanda sub ritu duplici pro diebus juxta regulas rubricarum. Die 22 maii 1683.

2232. **Leodien.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo decretis alias in similibus emanatis, et signanter in Mantuana die 3 aprilis 1677, iterum declaravit quod protonotarius canonicus non lucratur fructus et distributiones quotidianas, nisi proprio canonicali habitu intersit choro, processionibus et aliis functionibus ecclesiasticis. Si vero voluerit uti habitu protonotarii, debet sedere post canonicos et abbates si aderint, et ita decrevit et in cathedrali ecclesia Leodien. servari mandavit. Die 24 julii 1683.

2233. **Melphiten.**

Pro parte episcopi Melphiten. supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem, prout in supplici libello, tenoris, ut infra:

Carlo Loffredi, vescovo di Molfetta, espone riverentemente all'EE. VV. come in detta città vi sono alcuni religiosi, che fuori del costume in occasione di festa solenne della loro chiesa, al preside della provincia posero in mezzo la chiesa due gradini coperti con una sedia, e lo fecero stare ivi seduto tutto il vespero solenne, con farlo anco incensare nel medesimo tempo, che si incensò il celebrante. E perchè tutte queste cose sono molte indecenti, come l'EE. LL. possono riflettere, maggiormente che per il vicerè di Napoli non solo nell'altre chiese, ma anche nella capella reale dentro il proprio palazzo quando tengono capella reale, la sedia sta nel mezzo su il tappeto senza gradini, ed all'incontro li presidi della provincia di Bari hanno voluto in Molfetta stare nella chiesa come ogni altro. Supplica pertanto l'EE. LL. d'opportuno rimedio. Quam Deus.

Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi Columnae, rescripsit : *Episcopus inhibeat et procedat cum facultatibus S. Congregationis contra quoscumque regulares, etiam Societatis Jesu,* et ita decrevit. Die 24 julii 1683.

2234. **Papien.**

Cum S. Rituum Congregatio in causa controversae praecedentiae per confraternitatem SSmae Trinitatis civitatis Papiae, supra confraternitatem S. Rochi ejusdem civitatis, ob assertam mutationem habitus, inter alia decreta emanata decreverit, sub die 2 septembris 1679, annuente etiam SSmo die 16 ejusdem mensis et anni : Nisi infra mensem sodales S. Rocchi Papiae docuerint quod integre et effective paruerint decretis Congregationis Rituum, eadem S. Congregatio ex nunc declarat suppressam confraternitatem, eamdem dissolvit, et interdicit eidem ne audeat se unire neque functiones aliquas facere in ecclesia, sub poena excommunicationis latae sententiae. Cumque autem sub die 31 martii proximi praeteriti, ad instantiam confraternitatis ejusdem S. Rocchi, de mandato ipsius S. Congregationis scriptum fuerit R. D. episcopo Papien. ut ad effectum docendi de paritione decretis, permitteret sodalibus S. Rocchi sese unire in eo numero quo commode potuerint, habitumque induere, et illius quoquomodo sit, descriptionem publico instrumento fieri mandaret, eamdem cum sua relatione transmitteret prout dictus Rmus D. episcopus praedicta omnia adimplevit, et transmisit. Nunc vero eadem S. Congregatio audita relatione de praedictis facta ab Emo Ludovisio Ponente, ac praefecto ejusdem S. Congregationis, nec non visis ac discussis juribus hinc inde allegatis ab utraque parte informante ac visa oppositione acriter facta per sodales SSmae Trinitatis praetendentes adhuc decretis paritum non fuisse, eo quia habitus sit crispatus, et non lugubris, ea non obstante, quia S. Congregatio alias sub die 25 septembris 1675 decrevit tantum habitum talarem, ideo censuit constare de sufficienti paritione in casu de quo agitur, et ideo revocandam suspensionem, et ita declaravit, atque decrevit, et pro hujusmodi executione scribi mandavit R. D. episcopo Papien. Die 24 julii 1683.

2235. **Hispaniarum.**

Cum alias S. Rituum Congregatio habita die 22 augusti 1682, ad pias preces serenissimi Caroli Secundi Hispaniarum regis catholici, indulserit officium et missam S. Francisci Borgiae tertii praepositi generalis Societatis Jesu recitari ac celebrari debere sub ritu duplicis 2 classis de communi confessorum non pontificum quotannis die 3 octobris in omnibus regnis et dominiis regi catholico subjectis ab omnibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus qui ad horas canonicas tenentur, ad instar indulti alias concessi Patribus Societatis Jesu. Verum cum aliquae subortae sint difficultates in ipsa S. Congregatione ratione ritus duplicis secundae classis, eo quod videbatur praejudicium inferri aliis festis aliquoties concurrentibus vel occurrentibus, ideo eadem S. Congregatio, ad illas evitandas, sub die 22 maii proxime praeteriti censuit, transferendum esse indultum jam concessum ad diem decimam octobris, firmo tamen remanente ritu secundae classis, et ita decrevit, et in posterum etiam a Patribus Societatis Jesu ubique degentibus servari voluit, quibuscumque in contrarium non obstantibus. Et cum praefatum decretum expeditum non fuerit attentis nonnullis animadversionibus iterum eadem S. Congregatio, proponente Emo Columna, et audito pariter R. D. fidei Promotore in voce et in scriptis, fuit in voto pro confirmatione gratiae, et pro translatione, facto verbo cum SSmo. Die 24 julii 1683. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit, et praesens decretum confirmavit, ac expediri mandavit. Die 17 augusti 1683.

2236. **Sabaudien.**

Postquam S. Rituum Congregatio die 16 januarii 1677, in causa canonizationis Beati Amedei ducis III Sabaudiae, rescripsit constare de cultu immemorabili praestito dicto Beato et casu excepto a decretis fel. rec. Urbani VIII in Congregatione SSmae Inquisitionis editis cum subsecuta approbatione SSmi D. N. die 3 martii dicti anni, deinde ad preces Serenissimae Ducissae Mariae Joannae Baptistae viduae matris serenissimi ducis Victoris Amedei II, ac illius statuum regentis, die 9 augusti 1681 ex peculiaribus circumstantiis indulsit, ut deinceps die trigesima martii anniversaria obitus dicti Beati, de eodem quotannis posset celebrari missa et recitari officium de communi confessoris non pontificis sub ritu duplici ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam secularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, Thononi ubi praedictus Beatus ortus est, Vercellis, ubi ejusdem corpus quiescit, et Augustae Taurinen; dictoque indulto SSmus D. N. die 29 ejusdem benigne annuit, ac postmodum, attento quod festum dicti Beati sub memorata die 30 martii ut plurimum incidit in hebdomadam majorem, vel Pascha dominicae Resurrectionis, eadem S. Congregatio, sub diebus 21 novembris 1681 et 28 februarii 1682, respective impertivit Rmis archiepiscopo Taurinen. et episcopis Vercellarum et Gebennen. illud transfe-

rendi ad aliam diem non impeditam. Verum percrebescente in dies pietate et devotione populorum praesertim Sabaudiae, Pedemontis, Niceae, ac etiam hujus Almae Urbis erga dictum Beatum, iterumque nomine serenissimae ducissae praefatae porrectis SSmo D. N. precibus per Illmum D. Comitem Horatium Provanam in dicta Alma Urbe residentem, ut antedictam missae et officii concessionem extendere dignaretur ad omnes praefatos Status serenissimi ducis, nimirum Sabaudiam, Pedemontium, et Niceam pro die ab ordinariis locorum translata seu transferenda, ac etiam ad ecclesiam nationalem in hac Alma Urbe sub titulo SSmi Sudarii, in cujus altari majori dictus Beatus publice colitur, remissoque supplici libello ad S. Congregationem, et ad instantiam R. P abbatis Antonii Cinzanotti canonizationis procuratoris, et agentis proposita causa per Emum Azzolinum pro Emo Albitio Ponente, censuit eadem S. Congregatio, si SSmo D. N. placuerit, praefatum indultum missae et officii extendendum fore ad omnes antedictos status serenissimi ducis. Et quoad ecclesiam nationalem in Alma Urbe respectu celebrationis missarum prout in supradictis aliis locis; respectu vero celebrationis officii, pro vesperis solemnibus tantum in die festo, quibuscumque forsan in contrarium facientibus non obstantibus. Die 24 julii 1683. Et facta SSmo D. N. de praedictis relatione, Sanctitas Sua benigne annuit, approbavit, et confirmavit et litteras in forma brevis expediri jussit. Die 17 augusti 1683.

2237. **Matheranen.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam capituli cathedralis et parochorum Matheranen. inhaerendo decretis alias in similibus editis, iterum declaravit non esse permittendum abusum introductum a regularibus ejusdem civitatis ad funus vocatis, expectandi per vias, vel eundi sine capitulo, vel parocho ad domum defunctorum, sed semper teneri dictos regulares prius convenire in ecclesia cathedrali, vel parochiali, et inde cum capitulo seu parocho cum stola supra cottam induto, processionaliter procedere ad domum defunctorum. Et ita decrevit, et servari mandavit. Die 24 julii 1683.

2238. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces majestatis catholicae regis Hispaniarum porrectas per D. Franciscum Bernardum de Quiros dictae majestatis in Romana Curia agente generali, suprascriptum officium S. Raphaelis Archangeli, ut jacet diligenter revisum et relatum ab Emo Casanate, approbavit, atque indulsit, ut imposterum in omnibus regnis ac dominiis regi catholico subjectis, quotannis die 24 octobris sub ritu duplici minori ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, recitari, ac imprimi posse concessit. Die 22 maii 1683.

2239. **Hieracen.**

Vicarius apostolicus Hieracen. supplicavit a S. Rituum Congregatione declarari: An gubernatori regio, suspensa jurisdictione dictae civitatis, etiam cum officio seu titulo, ut dicitur, de capitano a guerra, dum assistit missae, divinisque officiis in cathedrali et aliis ecclesiis, etiam regularium, una cum syndicis dictae civitatis, competat sella cum suppedaneo strato, et pulvinari, prout dicti syndici dixerunt ad illum spectare, et pro appositione dictorum suppedanei etc. coram eodem vicario apostolico insteterunt. Et quomodo dictus Vicarius se gerere debeat in permittendo, vel denegando. Et eadem S. Congregatio respondit: *Non licere*, et ita declaravit. Die 2 octobris 1683.

2240. **Ordinis S. Benedicti.**

Officium S. Cunegundae romanorum imperatricis Augustae et virginis, ordinis S. Patris Benedicti, duplex de praecepto pro regularibus utriusque sexus ejusdem ordinis. Die 3 martii.

Oratio.

Deus, qui Beatae Cunegundae virgini tuae terrena despicere, et ad coelestis imperii culmen anhelare tribuisti; concede quaesumus, ut ejus imitatione calcatis mundi illecebris, ad gaudia aeterna securi pervenire valeamus. Per Dominum nostrum.

Lectiones primi nocturni de epistola B. Pauli Apostoli ad Corinth. de virginibus, ut in Comm. virgin.

In 2. nocturno. Lectio V.

Cunegundis Augusta, germanorum nobilissima, ab inaeunte aetate praeclara exhibuit sanctitatis indicia, ac Deiparae virginis cui se totam addixerat patrocinio, mundi illecebras, et fluxas carnis voluptates ea morum severitate coercuit, ut virginitatem quoque perpetuam colere, atque angelicam in terris vitam agere proposuerit. Verum parentum jussu qui illam in matrimonium desponderant, obtemperare coacta, illud a coelesti sponso, qui pascitur inter lilia, precibus efflagitavit, ut quem susciperet virum, virginitatis suae custodem inveniret. Tu autem Domine etc.

Lectio VI.

Henrico itaque Bavariae duci, cognomento Pio, postea romanorum imperatori, in matrimonium tradita, raro exemplo virginitatem, ipso annuente, illibatam servavit; in cujus testimonium cum aliquando instigante humani generis hoste, suspicio quaedam contram ipsam fuisset exorta, nudis pedibus super ignitos vomeres incedens illaesa, egregium suae innocentiae praebuit argumentum; quod sanctus ipse Henricus supremo mortis tempori appropinquans, abundantius declaravit; accitis namque imperii proceribus, aliisque principibus viris, ac sanctae virginis consanguineis: Quam mihi (inquit) eam assignastis talem reddo; virginem dedistis, virginem reddo. Tu autem Domine etc.

Lectio VII.

Singulari erga ecclesias pietate praedita, S. Henricum conjugem suum ad eas constituendas exhortationibus incitavit, opibus adjuvit. Bambergensem itaque episcopatum propriis facultatibus fundatum B. Petro Apostolorum Principi Romanaeque ecclesiae vectigalem fecerunt, pluribus aliis templis et caenobiis caesarea plane munificentia locupletatis. Cumque pene omnia quae habebat in terris, Christi ecclesiis, ac pauperibus distribuisset, se ipsam quoque defuncto viro in Jesu Christi obsequium impendit, ac Sancti Patris Benedicti regulam professa, et regnum mundi, et omnem ornatum seculi ingenti animi demissione contemnens, sanctum religiosae vitae propositum usque ad mortem exactissime custodivit. Tu autem Domine etc.

Lectio VIII.

Jugi itaque virtutum exercitio, cum annos quindecim in coenobio, bonorum operum meritis cumulata, transegisset ad coelestis Agni nuptias, quas unice optaverat, invitata, sancto fine quievit. Famulae suae sanctitatem Deus illico multis et crebris miraculis demonstravit, nam ad ejus tumulum coeci visum, claudi gressum, surdi auditum, muti loquelam, aliique multis ac diuturnis affecti languoribus salutem retulerunt, sed illud in primis nobile quod pulvis de sepulchro ejus assumptus saepe in frumentum converti repertus sit. Quibus rite probatis ab Innocentio III pontifice maximo, Sanctarum Virginum est numero adscripta. Tu autem Domine etc.

In 3 Nocturno Lect. IX Evangelium — Simile est regnum caelorum decem virginibus etc. cum Homil. S. Gregorii Papae, ut in comm. virg.

Missa ut in commun. virg. tantum, quae incipit *Dilexisti justitiam* etc. excepta prima oratione, quae habetur propria ut supra.

S. Rituum Congregatio suprascriptum officium cum lectionibus propriis et oratione sanctae Cunegundis virginis ordinis S. Benedicti, duplex de praecepto recitandum pro die 3 martii, prout jacet, alias concessum, ad pias preces Emi Boncompagni diligenter revisum et relatum ab Emo Casanate, approbavit

pro usu totius religionis utriusque sexus ordinis S. Benedicti tantum, ac imprimi posse concessit. Die 2 octobris 1683.

2141. **Congregationis Caelestinorum.**

Cum S. Rituum Congregatio sub die 4 augusti 1674 decreverit non licere capitulo cathedralis ecclesiae civitatis Lucerinae ingredi ecclesiam monachorum Coelestinorum ejusdem civitatis cum cruce, et officia super cadavera defunctorum et alia munia peragere; modo vero eadem S. Congregatio, precibus P. abbatis Coelestini Guicciardini procuratoris generalis Caelestinorum, ad tollendam omnem haesitationem a capitulo collegiatae ecclesiae terrae Vasti excitatam, iterum declaravit, in praedicto decreto et resolutione intelligi et comprehendi, non solum ecclesias abbatiarum, sed etiam prioratuum ejusdem congregationis Coelestinae. Die 2 octobris 1683.

2242. **Rhenen.**

Provincialis Capucinorum provinciae Rhenen. pro licentia continuandi in celebrando missam de agonia Domini: *Lectum*. Die 2 octobris 1683.

2243. **Aquilana.**

S. Rituum Congregatio decrevit, servari consuetudinem accedendi cum processionibus tam ad ecclesiam Patrum Coelestinorum extra civitatem Aquilae, quam ad alias in dicta civitate eisdem subjectas, nec ad praedictum accessum eludendum, licere exponere in aliena ecclesia imaginem divi Petri Coelestini protectoris. Et proinde mandavit scribi episcopo, qui cogat clerum tam ad executionem praesentis decreti, quam alterius circa aspersorium ab abbate, et non ab archidiacono, seu quovis alio, eidem porrigendum ab hac S. Congregatione nuper emanati, et de utrorumque executione suo loco, et tempore eamdem S. Congregationem certioret. Die 20 novembris 1683.

2244. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio, ob insignem gratiam intercessione B. Virginis Mariae obtentam de liberatione civitatis Viennae in Austria a Turcarum obsidione, censuit, ut ejusdem memoria in martyrologio romano die 12 septembris apponatur, nec non in Ecclesia Universali cum officio et missa SSmi Nominis Mariae quotannis die dominica infra octavam Nativitatis Beatissimae Virginis sub ritu duplici majori de praecepto ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tum saecularibus, tum regularibus qui ad horas canonicas tenentur, si SSmo D. N. placuerit. Die 20 novembris 1683. Et facto de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 25 novembris 1683.

2245. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. D. Innocentius papa XI, de consilio Emorum et Rmorum D. Cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 24 julii proximi praeteriti, ad pias preces serenissimi magni ducis Etruriae benigne indulsit, ut in posterum in Ecclesia universali quotannis die 10 maii possit recitari officium, et celebrari missa S. Antonini olim archiepiscopi Florentini ordinis Praedicatorum, de communi confessorum pontificum sub ritu semiduplici ad libitum, juxta rubricas breviarii et missalis romani, ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur. Die 17 augusti 1683.

2246. **Beneventana.**

Vicario generali. Emi Patres S. Rituum Congregationi praepositi non sine animi admiratione audierunt, quod praesidi Montisfusci istius dioecesis Beneventanae ab immemorabili fere tempore est solitum dari osculum evangelii quando assistit in functionibus ecclesiasticis in alio missali separato, quod eidem porrigitur osculandum ab uno canonico ecclesiae collegiatae ejusdem terrae Montisfusci, in qua solent perfici capellae, seu functiones ecclesiasticae. In missis vero privatis pariter in missali separato traditur deosculandum evangelium a clerico eidem missae inserviente. Et cum iidem Emi D. cardinales declaraverint, non licere dicto praesidi tradere osculum evangelii in casibus praedictis, ideo mandarunt scribi tibi (attenta absentia Emi archiepiscopi) ut omnino id prohibeas, et de hujusmodi executione certiores eamdem S. Congregationem. Sic itaque exequaris, diuque bene valeas. Romae die 20 novembris 1683.

2247. **Mediolanen.**

Capitulo basilicae S. Joannis Baptista Modoetiae, pro missa SS. Trinitatis in locum anniversarii Theodolindae reginae Longobardorum, referente Emo Casanate: *Nihil*. Die 4 decembris 1683.

2248. **Ordinis Hierosolymitani.**

Ad enixas preces Emi et Rmi D. fr. Gregorii Carafae, ordinis S. Joannis Hierosolymitani magni magistri SSmo D. N. Innocentio XI pont. max. oblatas, et per Sanctitatem Suam S. Rituum Congregationi remissas, eadem S. Congregatio, ob praeclara ejusdem Emi Domini magni magistri ejusque ordinis merita, quippe qui pro fidei catholicae adversus christiani nominis hostes defensione indefesse laborant, benigne indulsit, ut in memoriam victoriae a classe Veneta et Melitensi de Turcica die 26 junii 1676, dum ipse Emus D. Melitensium triremium praefectum gerebat navali bello apud Dardanum reportatae, festum Sanctorum Joannis et Pauli eo ipso die occurrens tum in civitate et dioecesi Melitensi, tum in omnibus et singulis praefati ordinis ecclesiis in posterum sub ritu duplici minori celebretur. Die 4 decembris 1683.

2249. **Senen.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Rmi D. Archiepiscopi Senen. decrevit (attento quod festum S. Catharinae Senensis cum ejus officio et missa in civitate Senarum celebrari soleat die 29 aprilis obitus ejusdem Sanctae) ut imposterum festum S. Petri martyris in praedicta civitate celebrari debeat cum suo officio et missa die 30 ejusdem mensis aprilis, et in futurum dicta dies 30 aprilis semper habeatur pro die fixo, et non pro translato, et ita servari mandavit. Die 4 decembris 1683.

2250. **Bruxellen.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Emi de Norfolcia porrectas pro monialibus Anglicis ordinis S. Benedicti monasterii Bmae Virginis Assumptae dictae civitatis Bruxellensis ordinario loci subjectis, benigne inclinata indulsit, ut imposterum praedictae moniales recitare possint officium S. Benedicti sub ritu semiduplici singulis feriis tertiis in anno non impeditis tamen alio officio duplici, vel semiduplici, et exceptis temporibus adventus, quadragesimae, quatuor temporum et vigiliarum. Nec non celebrare possint festa ejusdem S. Benedicti, et S. Scolasticae cum suis octavis. Ac insuper eisdem concessit, ut recitare valeant officia Sanctorum ordinis S. Benedicti, sicut de illis recitant moniales civitatis Gandavensis ejusdem ordinis, ex concessione ejusdem S. Congregationis sub die 24 februarii 1680 et 22 novembris 1681 habitae. Die 5 februarii 1684.

2251. **Mileten.**

S. Rituum Congregatio, ad supplicationem Josephi de Urso parochi oppidi de Acquaro dioecesis Mileten. inhaerendo decretis alias in similibus editis, et signanter in una Mileten. sub die 3 decembris 1661. Taurinen. die 20 martii 1683 et Melphiten. die 2 octobris 1683 iterum declaravit, regulares et praecipue fratres Augustinianos dicti oppidi de Acquaro, vocatos ad associandos defunctos sepeliendos tam in propriis ecclesiis quam in alienis, teneri convenire in ecclesia parochiali, de cujus parochia defunctus existit, et nullo modo expectare debere per vias, et plateas, vel in domo defuncti, quacumque consuetudine in contrarium non obstante quam abusum esse declaravit, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 5 februarii 1684.

2252. **Ordinis S. Benedicti in Svevia.**

Pro parte R. Praesidis et P. secretarii congregationis Cassinensis ordinis S. Benedicti in Svevia, supplicatum fuit pro concessione facultatis, ut religiosi praedictae congregationis in novis sanctorum festis sub ritu duplici sive semiduplici de praecepto celebrandis cum officio et missa, et in calendario breviarii et missalis romani appositis, vel apponendis, recitare possint in choro officium parvum B. M. Virginis ob peculiarem devotionem, quam habent erga B. V. M. et ad conservandum laudabilem usum recitandi hujusmodi officium. Et S. Rituum Congregatio respondit, ut serventur rubricae breviarii et missalis romani, et decreta ejusdem S. Congregationis. Die 5 februarii 1684.

2253. **Urbis et Orbis.**

Cum SSmus D. N. D. Innocentius papa XI, de consilio Emorum D. Cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 20 novembris 1683, praeceperit, ut festum Nominis B. Virginis Mariae, quod jam in plerisque ecclesiis die 17 septembris cum officio et missa ex indulto Apostolico hactenus celebratum est, imposterum in memoriam insignis victoriae ab armis christianis de Turcis reportatae et civitatis Viennae in Austria ab arctissima obsidione solutae, celebrari debeat dominica infra octavam Nativitatis ejusdem B. Virginis sub ritu duplici majori quotannis in ecclesia universali ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur cum officio proprio et missa ab eadem S. Congregatione approbandis, prout eadem S Congregatio habita die 4 decembris prox. praet. suprascriptum officium proprium Nominis Bmae Virginis Mariae ut jacet diligenter atque accurate revisum et relatum ab Emo Casanate, approbavit; et demum idem officium, sicut praefertur, publicari et in breviariis in futurum edendis cum iisdem rubricis imprimi mandavit. Die 5 februarii 1684.

2254. **Urbis et Orbis.**

Cum SSmus D. N. Innocentius papa XI, de consilio Emorum et Rmorum DD. cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 20 novembris 1683 praeceperit, ut festum Nominis B. Virginis Mariae, quod jam in plerisque ecclesiis die 17 septembris cum officio et missa ex indulto Apostolico hactenus celebratum est, imposterum in memoriam insignis victoriae ab armis Christianis de Turcis reportatae et civitatis Viennae in Austria ab arctissima obsidione solutae, celebrari debeat dominica infra octavam Nativitatis ejusdem B. Virginis sub ritu duplici majori quotannis in ecclesia universali ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus, tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur cum officio proprio et missa ab eadem S. Congregatione approbandis, prout eadem S. Congregatio habita die 4 decembris proximi praeteriti, suprascriptam missam propriam Nominis Beatae Mariae Virginis, ut jacet, diligenter atque accurate revisam, et relatam ab Emo Casanate approbavit. Et demum eamdem missam, sicut praefertur, publicari et in missalibus in futurum edendis, cum iisdem rubricis imprimi mandavit. Die 5 februarii 1684.

2255. **Ordinis B. Mariae de Mercede.**

Elogium. Die 10 augusti. In Hispania. Apparitio B. M. Virginis, quae sanctis Petro Nolasco, et Raymundo de Pennafort ac Jacobo primo Aragoniae regi se conspiciendam dedit, ut fundaretur ordo B. M. Virginis de Mercede redemptionis captivorum.

S. Rituum Congregatio, ad pias preces serenissimi Hispaniarum regis catholici porrectas per D. Franciscum Bernardum de Quiroz S. Jacobi equitem, et supradictae catholicae majestatis agentem generalem, suprascriptum elogium, ut jacet, diligenter revisum, et relatum ab Emo Columna, approbavit, et in martyrologio romano describi ac imprimi mandavit. Supplicante pariter R. P. magistro fr. Ferdinando de Carnajet et Ribera vicario ac procuratore generali ordinis B. M. Virgini de Mercede redemptionis captivorum in romana curia, nomine suae religionis. Die 11 martii 1684.

2256. **Literae Circulares pro Nunciis patriarchis, archiepiscopis et episcopis.**

Dextera Domini fecit virtutem in insigni exercitus christiani victoria a trecentis circiter Turcarum millibus Austriae Viennam artissima obsidione vallantibus reportata, nedum ea Urbe, ac simul toto orbe a barbarorum tyrannide ereptis, verum etiam praesidio terribilis ut castrorum acies ordinata B. Dei Genitricis, hostibus profligatis ac fractis. Hinc SSmus D. N. suasione et consilio Emorum PP. Sacris Ritibus praepositorum, ut pro coelesti hoc beneficio a Christifidelibus grati animi monumentum erigatur ac triumphatrici Virgini exhibeatur, apostolico zelo motus praecepit, ut in martyrologio romano ad diem septembris duodecimam ea memorata victoria faustam verba haec referantur: Eodem die Commemoratio SSmae Virginis Mariae, quam Innocentius XI P. M. ob insignem victoriam a Christianis de Turcis reportatam, Viennamque Austriae ab arctissima obsidione liberatam instituit, et quotannis dominica infra octavam Nativitatis B. M. V. celebrari decrevit. » Atque insuper jussit die dominica infra octavam Nativitatis ejusdem Bmae Virginis, de illius gloriosissimo Nomine ab universa Ecclesia quotannis celebrari missam et recitari officium proprium, prout in exemplari annexo exaratum extat. Quamobrem S. Rituum Congregatio, ex ipsius SSmi mandato, amplitudinem tuam certiorem de praedictis per hanc epistolam fieri decrevit, ut in martyrologiis, quae in ecclesiis istius dioecesis leguntur, suprascripta verba recenseri, atque in calendario festum ejusmodi annotari faciat. Justum est enim, ut patrocinii in tanta rei christianae necessitate de coelo praestiti gratiae Altissimo rependantur, et adversus Mahumetanos juge imploretur auxilium. Haec et majora eadem S. Congregatio sibi suadet pastoralem sollicitudinem Amplitudinis Tuae exequuturam libenter fore ad gloriam nominis Christi, qui eam diu servet incolumem. Datum Romae die 5 februarii 1684.

2257. **Oxomen, seu Vallisoletana.**

Cum S. Rituum Congregatio habita die 24 julii 1683, annuente etiam SSmo D. N. Innocentio papa XI die 17 augusti ejusdem anni, in causa canonizationis B. Petri Regalati ordinis minorum S. Francisci, et inter primos ejus primitivae observantiae in Hispania restauratores praecipui (qui Vallisoleti in provincia Veteris Castellae anno 1390 natus sanctissime in Domino obiit die 31 martii 1456 in conventu domus Dei Aquileriae Oxomen. dioecesis, ubi ejus corpus honorifice tumulatum requiescit) censuerit constare de cultu immemorabili dicto beato exhibito, et casu excepto a decretis fel. re. Urbani VIII. Cumque serenissimus catholicus rex Hispaniarum Carolus secundus, et serenissimae catholicaeque reginae DD. Marianna de Austria ejus mater, et Maria Ludovica de Borbon ejus uxor, per suas supplices litteras eidem SSmo porrectas per Illmum D. Franciscum Bernardum de Quiros S. Jacobi equitem, et supradictae catholicae majestatis agentem generalem, accedentibus etiam precibus Emi et Rmi D. archiepiscopi Toletani, S. R. E. cardinalis Portocarrero, RR. DD. episcoporum, capitulorum et civitatum Osmae, et Vallisoleti, plurimorumque Hispaniae magnatum. Nec non Rmi P. fratris Petri Marini Formani Mediolanensis, ministri generalis supradicti ordinis S. Francisci; instante pariter R. P. fr. Hieronymo Guttierez provinciae observantis Conceptionis apud Hispanos custode, recollectionis praedictae provinciae filio, et in romana curia hujusmodi causae procuratore a praedicto Rmo patre generali specialiter constituto, supplicaverint, quatenus Sanctitas Sua dignaretur indulgere, ut in posterum de praedicto Beato in die anniversario sui obitus quotannis posset recitari officium missaque celebrari de communi confessorum non pontificum, ab omnibus utriusque sexus religiosis totius

praedicti ordinis, cujus filius extitit, in civitate et dioecesi Vallisoletana, ubi ortum habuit, et in civitate et dioecesi Oxomen. ubi per plurimos annos vixit, diemque clausit extremum, et ubi ejus corpus cum praefato cultu honorifice asservatur, ab omnibus utriusque sexus, tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur. Placueritque Sanctitati Suae hujusmodi preces ad eamdam S. Congregationem remittere pro voto. Ideo proposita instantia per Emum Casanate ponentem in S. Rituum Congregatione habita die 5 februarii prox. praet.; eadem S. Congregatio, audito Rmo D. fidei promotore praesente, censuit gratiam desuper petitam in sequentem modum posse concedi, videlicet pro tota religione utriusque sexus ordinis minorum de Observantia Sancti Francisci sub ritu duplici minori; pro civitatibus autem Vallisoletana et Oxomen. ab omnibus utriusque similiter sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu semiduplici, si SSmo D. N. placuerit. Et facto de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua benigne annuit die prima martiis subsequentis.. Et demum eadem S. Congregatio, ad relationem ejusdem Emi Casanate (attento quod tam dies 31 martii obitus dicti beati quam die 15 maii translationis corporis ejusdem, sint impediti) censuit pro assignatione fixa diei festi praefati beati, assignandam esse, prout assignavit diem decimatertiam ejusdem mensis maii. Die 11 martii 1684.

2258. **Decretum**

S. Rituum Congregatio commisit Illmo D. Secretario ejusdem S. Congregationis, ut imposterum deputet et subroget Emum Cardinalem in ponentem, seu relatorem causarum beatificationis et canonizationis beatorum et servorum Dei. Die 22 aprilis 1684.

2259. **Aquen.**

Patrum Dominicanorum conventus S. Maximi Aquen. in Gallia, pro concessione celebrandi festum conversionis S. Mariae Magdalenae referente Emo de Norfolcia: *Nihil.* Die 22 aprilis 1684.

2260. **Augustana.**

Antiphonae in officio divino de S. Sindone explendae.

In primo nocturno.

Antiphona I. ut in officio Taurinen.

2. Tradidit in mortem animam suam, ut vivificaret populum suum.

3. Sicuti ovis ad occisionem ductus est, et dum male tractaretur, non aperuit os suum.

In secundo nocturno.

Antiphona 1. ut in officio Taurinen.

2. Diviserunt sibi vestimenta mea, et super vestem meam miserunt mortem.

3. Plangent eum quasi unigenitum, quia innocens Dominus occisus est.

In tertio nocturno.

Antiphona 1. ut in officio Taurinen.

2. A facie iniquitatis sublatus est justus, et erit in pace memoria ejus.

3. In pace factus est locus ejus, et in Sion habitatio ejus.

Cum S. Rituum Congregatio habita die 22 martii 1683, piis precibus serenissimi principis Maximiliani Philippi ex ducibus Bavariae comitis Palatini Rheni. per Dominum abbatem Pompejum de Scarlattis serenissimi electoris utriusque Bavariae ducis in romana Curia administrum porrectis, benigne indulserit, ut officium et missa Sacrae Sindonis approbata pro civitate Taurinen. recitari possent in tota parochia loci de Tirken Augustanae dioecesis sub ritu duplici majori quolibet anno die 22 julii, assignata pro celebratione ibidem festivitatis S. Mariae Magdalenae die 27 ejusdem mensis, cum commoratione et nona lectione S. Pantaleonis martyris. Cumque hujusmodi festum inibi celebretur tempore paschali. Eadem S. Congregatio, ad reiteratas preces praefati serenissimi principis exhibitas per eumdem D. abbatem de Scarlatiis, suprascriptas antiphonas in praedicto officio divino de Sacra Sindone expleudas diligenter revisas et relatas ab Emo Casanate, approbavit, atque imprimi posse concessit. Die 22 aprilis 1684.

2261. **Civitatis Castellanae.**

S. Rituum Congregatio, audita relatione Rmi Episcopi Civitatis Castellanae, et inhaerendo decreto ejusdem S. Congregationis in Nicien die 30 januarii 1616, et decreto in Synodo tertia dioecesana die 30 septembris 1646 editis declaravit, priores confraternitatis SSmi Sacramenti in processione SSmi Sacramenti debere incedere a latere Baldacchini hinc inde post canonicos, non autem ante eos. In aliis vero processionibus, in quibus SSmum non defertur, et signanter in processione quae fieri solet die 16 septembris in festo sanctorum Marciani et Joannis specialium protectorum ejusdem civitatis, quorum sanctorum reliquiae deferri solent sub baldacchino, praefatos priores debere in eorum loco una simul cum aliis suis confratribus, non autem in loco immediate post baldachinum ante gubernatorem dominum festivitatis, et magistratum, non obstante inhibitione A. C. et ita decrevit, et servari mandavit. Die 22 aprilis 1684.

2262. **Ordinis Praedicatorum.**

Patrum Praedicatorum conventus civitatis de Langres in Gallia, pro translatione festi S. Hyacinthi in diem dominicam: *Nihil.* Die 22 aprilis 1684.

2263. **Baren.**

Pro parte Rmi archiepiscopi Baren. expositum et supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem, in supplici libello vulgari sermone tenoris sequentis. Monsig. Ruffo arcivescovo di Bari umilmente espone all'EE. VV., che mentre vacava la sede arcivescovile per morte del suo antecessore, il priore di S. Nicolò della medesima città di Bari ha introdotto una novità con erigere nella detta chiesa di S. Nicolò il trono con gradini e baldacchino con sede vescovile di lama d'oro più alta della stessa sede, o trono arcivescovile con codazza alla Vescovile; ma perchè ciò viene proibito dai sacri canoni, e particolarmente nella sede vacante, nella quale non si puol fare alcuna novità in pregiudizio della giurisdizione vescovile. Pertanto supplica l'oratore umilmente l'EE. VV. a degnarsi di commandare che il sudetto trono posto dal priore sia levato, dando le facoltà opportune a detto Monsignore arcivescovo ad effetto, che possi fare obbedire il priore al decreto dell'EE. VV. che per altro se il medesimo priore avrà alcuna pretenzione, potrà, dopo avrà obbedito, dedurre le sue ragioni in questa S. Congregazione dei Riti. Che ec.

Et eadem S. Rituum Congregatio respondit. *Non licere*, et archiepiscopo qui cogat removeri auctoritate Sa. Congregationis, etiam cum censuris. Et nuncio, qui assistat, quatenus opus sit; et ita declaravit, atque decrevit. Die 17 junii 1684.

2264. **Germaniae.**

Cum Augustissimus Leopoldus imperator electus, suis litteris SSmo D. N. porrectis, et per eumdem ad S. Rituum Congregationem remissis supplicaverit, ut festum Sancti Archangeli Gabrielis (sub cujus tutela ex singulari sua in eum devotione militarem copiam contra immanissimum Turcarum tyrannum transmissam subdidisse asseruit) sicut in quibusdam provinciis, et a franciscana familia cum officio et missa sub ritu duplici majori celebratur, ita pariter in sacro romano imperio, et regnis et provinciis suis haereditariis ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus qui ad horas canonicas tenentur hujusmodi festum cum iisdem officio et missa, ac sub eodem ritu duplici majori celebrari possit, et valeat. Eadem S. Rituum Congregatio, piis precibus majestatis Caesareae benigne inclinata, gratiam desuper petitam indulsit, atque concessit. Die 17 junii 1684.

2264. **Hispaniarum.**

Ad pias et enixas preces a Serenissima Marianna Hispaniarum regina matre vidua, literis suis SSmo D. N. porrectis et per Sanctitatem Suam ad S. Rituum Congregationem remissis, eadem S. Congregatio benigne inclinata indulsit, atque concessit, ut festum S. Archangeli Gabrielis, quemadmodum in ecclesia Toletana cum officio et missa sub ritu duplici majori celebratur, ita imposterum etiam in omnibus Hispaniarum regnis ac dominiis majestati regis catholici subjectis, ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, hujusmodi festum cum iisdem officio et missa ac sub eodem ritu duplici majori celebrari possit et valeat. Die 17 junii 1684.

2265. **Urbis et Orbis.**

Piis precibus serenissimae Mariannae Hispaniarum reginae matris viduae; nec non magni Ducis Etruriae per suas litteras directas SSmo D. Nostro et ad S. Congregationem Rituum remissas et relatas ab Emo Columna, eadem S. Congregatio benigne inclinata, censuit posse concedi ut imposterum in Ecclesia universali recitetur officium et celebretur missa S. Philippi Benitii ordinis Servorum B. Mariae Virginis de communi confessoris non pontificis quotannis die festo ejusdem Sancti ab omnibus utriusqus sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu semiduplici de praecepto, et in calendario breviarii et missalis romani apponatur, si eidem SSmo D. N. placuerit. Die 17 junii 1684. Et facto de praedictis verbo cum SSmo, Sanctitas Sua renuit die 26 junii 1684.

2266. **Valentina.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Rmi archiepiscopi Valentini, mandavit, ut imposterum in civitate et in tota sua dioecesi Valentina, occurrente eadem die festo Transfigurationis Domini duplici majori cum festo SS. Justi et Pastoris duplici secundae classis, celebrari debeat festum Transfigurationis Domini cum suo officio et missa, justis de causis, ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus qui ad horas canonicas tenentur; transferendo festum cum officio et missa de praedictis sanctis ad primam diem immediate non impeditam, quibuscumque in contrarium non obstantibus, et ita decrevit et servari mandavit. Die 17 junii 1684.

2267. **Germaniae.**

SSmus D. N. Innocentius papa XI, ad pias preces a caesarea majestate Sanctitati Suae oblatas, de consilio Emorum Patrum S. Rituum Congregationi praepositorum, benigne indulsit ut festum SSmi Nominis B. V. Mariae in memoriam liberationis civitatis Viennae in Austriae ab arctissima obsidione, et insignis victoriae ejusdem SSmae Virginis ope de Turcis reportatae qualibet dominica, infra octavam Nativitatis ejusdem B. Virginis in Universali Ecclesia sub ritu duplici majori celebrari concessum, in romano imperio et regnis ac provinciis haereditariis Caeserae majestatis sub ritu duplici secundae classis libere et licite recoli possit et valeat. Die 1 augusti 1684.

2268. **Nullius sive Asturicen.**

Rector et collegium societatis Jesu Villefrancae del Vierso Nullius sive Asturicen. Dioecesis exposuit, quod cum ejusdem collegii ecclesia consecrata ac dicata fuerit S. Ignatio in die festo ipsius scilicet 31 julii, qui semper est impeditus celebratione ejusdem festi, ideo supplicavit, quatenus S. Rituum Congregatio dignaretur assignare alium diem opportunum pro celebratione festi dedicationis praefatae ecclesiae. Et eadem S. Congregatio (inhaerendo decreto alias in simili casu in una Nolana sub die 7 augusti 1655 emanato) arbitrio ordinarii concedendum dimisit, modo in eadem ecclesia festum Sancti Ignatii celebretur tamquam de titulari. Die 13 augusti 1684.

2269. **Aesina.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo aliis decretis pluries emanatis, et signanter in una Urbis S. Mariae ad Martyres die 29 martii et 27 septembris 1659, in casu proposito pro parte Alexandri Florii beneficiati sacerdotis in ecclesia collegiata oppidi de Macciaciso dioecesis Aesinae, contra clericum Casimirum Corradi beneficiatum ejusdem ecclesiae, iterum declaravit beneficiato sacerdoti praecedentiam deberi in choro, extra in processionibus, capitulo, et in reliquis functionibus ecclesiasticis, non autem beneficiato clerico, quamvis antea proviso de beneficio, et de illius anteriori possessione, quacumque contraria consuetudine non obstante, quam abusum esse decrevit, et ita servari mandavit. Die 23 septembris 1684.

2270. **Ordinis Carmelitarum.**

Procuratoris generalis pro officio S. Caroli Borromei sub ritu duplici majori pro sua religione, ponente Emo Spinula: *Negative*. Die 23 septembris 1684.

2271. **Provinciae Brixien.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam fr. Simeonis a Darfo sacerdotis capucini provinctae Brixien. declaravit, juxta rubricas missalis romani, et decreta alias in Placentina 19 martii 1667, et Urbis 27 julii 1669 edita, hymnum *Gloria in excelsis Deo* dicendum esse in missis votivis de S. Maria, etiam privatis, quae celebrantur in sabbato quamvis non fiat officium de ea, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 23 septembris 1684.

2272. **Spoletana.**

Pro monialibus monasterii S. Luciae de Trevi Spoletanae dioecesis supplicantibus pro licentia benedicendi campanam earumdem ecclesiae noviter factam, S. Rituum Congregatio censuit, attenta sede ecclesiae Spoletanae vacante, posse committi et indulgeri facultatem benedicendi seu consecrandi hujusmodi campanam episcopo Fulginaten. uti viciniori, cui scriptum fuit. Die 23 septembris 1684.

2273. **Divionen.**

Decani et canonicorum collegiatae ecclesiae etc.: *Doceant de identitate reliquiae S. Theodorae, et quod sit descripta in martyrologio romano*. Die 2 decembris 1684.

2274. **Parisien.**

Monialium monasterii S. Ursulae pro licentia recitandi officia S. Floriani et Coelestii. *Lectum*. Die 2 decembris 1684.

2275. **Aquitanien.**

Monialium S. Theresiae conventus Auxitani pro licentia retandi officium B. Mariae de Victoria die 17 junii sub ritu duplici secundae classis: *Lectum*. Die 2 decembris 1684.

2276. **Bononien.**

Supplicantibus capitulo, et canonicis metropolitanae Bononien. pro opportuno remedio adversus vicarium capitularem qui in licentiis, patentibus et aliis notificationibus, quae quotidie imprimi occurrunt utitur in principio earum stemmate proprio, non autem capituli, sed simpliciter utitur sigillo. Immo in patentibus concionatorum tam civitatis quam dioecesis, praetendit uti etiam proprio sigillo. S. Rituum Congregatio mandavit scribi ab Emo Luduvisio decano, et praefecto ejusdem S. Congregationis, quod imposterum vicarius abstineat, sed non publicetur decretum. Die 10 februarii 1685. (1)

(1) Sciendum in praedictis edictis et bannimentis et omnibus aliis constitutionibus, prohibitionibus, licentiis etc. ipsum vicarium (capitularem) non apponere in principio stemma suae familiae, sed capituli. Sicut non utitur proprio sigillo, sed capituli, ut contingit aliquid sigillo muniri. Caeterum intitulatio praedictorum bannimentorum fit nomine proprio ipsius vicarii (Marchetti, *Praxis vicarii capitularis*, tit. 30, part. 2. num. 63.)

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Castellacci Villanova Arch. Pet. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-SEPTIÈME LIVRAISON.

DECRETA AUTHENTICA

CONGREGATIONI SACRORUM RITUUM (1)

2277. **Ordinis B. Mariae de Mercede Redemptionis Captivorum.**

S. Rituum Congregatio ad instantiam R. P. Magistri fratris Ferdinandi de Carvajal et Ribera procuratoris generalis ac vicarii ordinis B. Mariae de Mercede redemptionis captivorum, praecepit, ut deleantur verba illa apposita in martyrologiis romanis impressis Venetiis anno 1683 apud Guerilios et Bononiae in praesenti anno 1685 sumptibus Petronii de Ruinettis, in quibus pro diebus translationis festi SS. Joannis de Matha et Felicis de Valois leguntur verba delenda tenoris sequentis: « Die 8 februarii, S. Joannis de Matha confessoris, qui fuit « unus de primis fundatoribus ordinis S. Mariae de Mercede « redemptionis captivorum. » Et die 20 novembris: « Felicis « de Valois confessoris qui fuit unus de primis fundatoribus « ordinis S. Mariae de Mercede redemptionis captivorum. » Ac insuper eadem S. Congregatio mandavit, ut imposterum librarii non possint vendere martyrologia romana nisi correcta, et ita decrevit, et servari jussit. Die 10 februarii 1685.

2278. **Sancti Severi.**

Pro excarceratione primicerii de mandato vicarii generalis in domo sua pro carcere retenti, ex quo renuit idem primicerius dare eidem vicario titulum Rmi: *Scribatur episcopo, qui mandet excarcerari*. Die 10 februarii 1685.

2279. **Tarentina.**

Cum S. Rituum Congregatio habita die 7 decembris 1680, inhaerendo decretis alias factis, et signanter in Melphiten. sub die 16 februarii 1669, declaraverit, quod sacerdotes simplices non participantes de massa capitulari collegiatae ecclesiae terrae Martinae Tarentinae dioecesis, non possint per ordinarium cogi, et compelli ad interessendum in choro cum cotta diebus festivis, nec non ad processiones, et alias functiones fieri solitas ab illis qui gaudent emolumentis et distributionibus quotidianis in praedicta ecclesia. Cumque vero ex noviter deductis pro parte Rmi archiepiscopi Tarentini, ac capituli et canonicorum ejusdem collegiatae, iterum per Emum Pamphilium Ponente sub die 23 martii 1683 proposito dubio: An clerus terrae Martinae ex numero non participantium, inspecta consuetudine, sit compellendus inservire ecclesiae matrici cum cotta, officio subdiaconatus, et diaconatus, dominicis et festivitatibus solemnibus anni, ac ad processiones solemnes accedere, quoties aliqui ex dicto clero reperiantur descripti in solitis tabellis per cantorem et primicerium conficiendis quibus deficientium expensis, alii ad libitum subrogantur? Et eadem S. Congregatio, auditis juribus ab utraque parte deductis, suspensa resolutione, censuerit concedendam esse remissoriam hinc inde. Tandem transmisso processu remissoriali, et reproposito per Emum Pamphilium supradicto dubio eoque discusso, visisque ac auditis juribus hinc inde deductis et allegatis ab utraque parte, etiam informante, eadem S. Congregatio recedendo a desuper decisis sub dicta die 7 decembris 1680, respondit: *Teneri*, et ita declaravit, et servari mandavit. Die 24 martii 1685.

2280. **Altamurae.**

Expositum fuit, quod die 16 januarii 1682, ad relationem Emi Casanate, S. Congregatio Episcoporum concessit erectionem novi monasterii monialium in Altamura nullius dioecesis provinciae Baren. sub titulo S. Clarae atque etiam sub regula ejusdem Sanctae. Ideo ex tunc moniales coeperunt solemniter celebrare festum S. Clarae uti titularis et fundatricis regulae. At quia moniales S. Mariae de Succursu eamdem regulam S. Clarae profitentes molestias inferunt adversus monasterium noviter, ut supra, erectum, quatenus contendunt non licere in ecclesia dicti novi monasterii solemniter celebrare officium et missam de Sancta Clara. Ideo moniales monasterii noviter erecti supplicarunt a S. Rituum Congregatione declarari, eis licere solemniter celebrare festum, officium et missam de S. Clara uti titulari et fundatrice. Et eadem S. Congregatio, proponente eodem Emo Casanate, cui hujusmodi causa fuit commissa, citato pariter Joanni Felice Polello ex adverso procuratore monasterii S. Mariae de Succursu respondit: *Licere utrique monasterio*, et ita declaravit. Die 2 junii 1685.

2281. **Messanen.**

Ad instantiam prioris, et fratrum Carmelitarum de Troina Messanen. dioecesis, S. Rituum Congregatio mandavit, ut amoveatur imago de S. Elia quae adest depicta in ecclesia Patrum Basilianorum in eadem civitate de Troina, attento quod sit contra dispositionem constitutionis sa. me. Urbani VIII editae die 15 martii 1642 circa formam et habitum sacrarum imaginum. Hac die 2 junii 1685.

2282. **Ordinis Carthusianorum.**

Circa officia Sanctorum et illorum rubricas recitanda juxta dispositiones generalis ejusdem ordinis, supplicatum fuit pro opportuno remedio; referente Emo Azzolino, responsum fuit: *Cum P. Procuratore generali ordinis*. Die 2 junii 1685.

2283. **Regni Hiberniae.**

Pro officio sub ritu semiduplici de praecepto S. Patritii recitando ab Ecclesia universali, referente Emo de Norfolcia,

(1) Vide fasc. praeced.

S. Rituum Congregatio censuit posse concedi, si SSmo placuerit. Die 2 junii 1685. Et facto verbo cum SSmo, Sanctitas Sua renuit. Die 23 junii 1685.

2284. **Neapolitana.**

In causa Neapolitana processionum verten. inter regulares congregationum non mendicantium civitatis Neapolis, nempe Sancti Severini congregationis Cassinensis; S. Petri a Majella congregationis Coelestinorum; Montis Oliveti congregationis Olivetanae; S. Petri ad Aram congregationis Lateranensis, S. Angnelli e cappella SSmi Salvatoris congregationis S. Basilii, et congregationis Montis Virginis ex una, et promotorem fiscalem curiae archiepiscopalis Neapolis, partibus ex altera, praetendentem praedictos regulares posse compelli accedere ad tres publicas processiones a vicario capitulari indictas pro electione novi pastoris; S. Rituum Congregatio proponente Emo Columna, utraque parte hinc inde audita et informante respondit: *Supradictos regulares non potuisse, neque posse compelli in casu de quo agitur*, et ita declaravit. Die 28 julii 1685.

2285. **Neapolitana.**

Super controversia verten. inter presbyteros inservientes ecclesiae Incoronatae Neapolis, ex una, et promotorem fiscalem curiae archiepiscopalis ejusdem civitatis parte ex altera, occasione trium publicarum processionum a vicario capitulari indictarum pro electione novi pastoris, proposita causa per Emum Columnam, S. Rituum Congregatio, utraque parte hinc inde audita et informante, respondit: *Non potuisse, neque posse compelli accedere ad praedictas processiones presbyteros seculares ecclesiae Incoronatae in casu de quo agitur*, et ita declaravit. Die 28 julii 1685.

2286. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Innocentius papa XI, de consilio Emorum et Rmorum DD. Cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 24 januarii 1682, et ad enixas preces ab Emo Cybo nomine religionis clericorum regularium Theatinorum reiteratas, praecepit, ut officium S. Caetani, quod hactenus sub ritu semiduplici de praecepto quotannis die 7 augusti in festo ejusdem sancti recitatum est, imposterum sub ritu duplici recitetur ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, et in calendario breviarii et missalis romani respective imprimi et apponi mandavit. Die 4 augusti 1685.

2287. **Urbis et Orbis.**

SSmus D. N. Innocentius papa XI, de consilio EE. et RR. DD. cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum habitae die 2 junii proximi praeteriti, ad enixas et reiteratas preces regni Hiberniae relatas ab Emo de Norfolcia benigne annuens, indulsit, ut officium S. Patritii episcopi et confessoris, quod ab Ecclesia universali sub ritu simplici quotannis die 17 martii hactenus recitatum est, imposterum recitetur sub ritu semiduplici de praecepto ab omnibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, et in calendario breviarii et missalis romani respective apponi mandavit. Die 7 septembris 1685.

2288. **Bisuntina.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Emi card. Cybo porrectas pro abbatissa et monialibus monasterii S. Clarae de Aussone Bisuntinae dioecesis, benigne indulsit, ut imposterum praedictae moniales recitare possint officium Septem Dolorum B. M. Virginis feria sexta infra dominicam Passionis. Die 15 septembris 1685.

2289. **Officium Conceptionis.**

Pro impressione parvi officii B. Mariae Conceptionis intitulati Instituti Clericorum vitae communis, referente Emo de Laurea: *Nihil et adversus officium*. Die 15 septembris 1685.

2290. **Fanen.**

In controversiae causa verten. inter archidiaconum et nonnullos canonicos ecclesiae cathedralis civitatis Fani, ex una; et canonicum Sebastiani Veronici, et alios canonicos ejusdem ecclesiae parte ex altera, de et super modo salutandi tenendo per canonicum celebrantem. S. Rituum Congregatio, visa planta chori aestivi, et juribus hinc inde auditis, censuit in casu de quo agitur, quod salutentur prius canonici, et deinde altare, et ita declaravit, et servari mandavit. Die 24 novembris 1685.

2291. **Novarien.**

S. Rituum Congregatio, audita relatione vicarii capitularis, declaravit, non licere absque licentia parochi, priori generali doctrinae christianae pro tempore in civitate et dioecesi Novariensi in actu novae electionis officialium praedictae doctrinae et in aliis functionibus in fine, benedicere populo, ut fieri solet ex altare majori illius ecclesiae in qua fit praedicta doctrina. Instante Andrea Majardi curato S. Jacobi praedictae civitatis. Die 24 novembris 1685.

2292. **Ordinis Minorum Capucinorum.**

S. Rituum Congregatio, supplicante P. procuratore generali Capucinorum, benigne concessit, ut imposterum in religione Capucinorum fieri possit officium omnium sanctorum ordinis semel in anno die 26 novembris sicut recitatur a patribus minorum Observantium et reformatorum et minorum Conventualium ex concessione ejusdem S. Congregationis. Hac die 24 novembris 1688.

2293. **Tolonen.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi de Laurea, facultatem indulsit monialibus ordinis S. Benedicti civitatis Tolonen. in provincia Provinciae, ut imposterum dictae moniales recitare possint officium SSmi Sacramenti qualibet die jovis non impedita tamen alio officio duplici vel semiduplici et excepto tempore adventus, quadragesimae, et vigiliarum. Die 24 novembris 1685.

2294. **Melevitana.**

Licet contra capitulum ecclesiae Melitae, ejusque archidiaconum, dignitates et canonicos per istam S. Congregationem fuerit sub diebus prima octobris et 3 decembris 1661, ac 21 januarii 1662, contra immemorabilem et antiquissimam consuetudinem illius ecclesiae resolutum ex nonnullis allegatis probationibus contrariae consuetudinis, praecedentiam deberi vicario, adhuc concessa capitulo remissoria ad probandam immemorabilem consuetudinem, et delato procesu ad S. Congregationem, illoque una cum aliis juribus ad relationem Emi Columnae ponentis examinaato, acriter utraque parte informante, in Congregatione habita sub die 28 julii proxime praeteriti censuit: *Praevio recessu a decretis praecedentiam deberi in choro et processionibus Capitulo*. Verum quia Antonius Mansus modernus vicarius generalis, aegreferens hanc resolutionem, et excogitans modum illam supplantandi et eludendi, et imposterum inquietandi capitulum, ejusque capitulares, incoepit se jactare velle amovere a choro consuetam et fixam sedem vicariis generalibus assignatam in ordine capellanorum, illamque in aliam ecclesiae partem transportare et situare, etiam in eminenti loco; unde capitulum praedictum, ad tollenda futura inconvenientia et scandala, et eliminandas novas lites et praetensiones, denuo recurrit, parte citata, ad EE. PP. pro confirmatione dicti decreti emanati die 28 julii proximi praeteriti ad ejus favorem, et impositione perpetui silentii eidem vicario supra dicta praetensa praecedentia, ipsique etiam inhiberi, ne ullo modo audeat amovere sedem fixam, vel aliam de novo in quovis alio loco ponere, idque sperat obtinere ex rationibus et fundamentis deductis in scriptis alias sub memoriali datis, et aliis quae dantur in praesenti. Et Deus etc.

Iterum per Emum Columnam proposita causa Melevitana praecedentiae pro capitulo et archidiacono cathedralis contra vicarium generalem, S. Rituum Congregatio, ad relationem ejusdem Emi Columnae, rescripsit: *Episcopus non permittat ali-*

quid innovari per vicarium inconsulta S. Congregatione. Quo vero ad praecedentiam, in decisis, et imponatur perpetuum silentium, et ita decrevit. Die 24 novembris 1685.

ADNOTATIO.

Facti. Pro capitulo, archidiacono et dignitatibus ecclesiae Melevitanae contra vicarium generalem episcopi.

Quamvis capitulum ecclesiae cathedralis Melevitanae ejusque archidiaconus, et aliae dignitates ab antiquissimo et immemorabili tempore citra semper consueverint praecedere vicarium episcopi in choro aliisque functionibus, et actibus ecclesiasticis, tam praesente quam absente eodem episcopo, nihilominus D. Antonius Mansus vicarius generalis moderni episcopi dictae ecclesiae pretendens modo praecedere velle dictum capitulum ejusque dignitates non paratos, et aspirans prae ceteris in choro occupare stallum illius primae dignitatis, in quo perpetuo sedere soluit archidiaconus capituli, in prosecutionem consimilis praetensionis alias et de anno 1661 propositae in hoc S. Tribunali ad relationem cl. me. card. Franciotti, et respective tunc excitatae a D. Alexandro Bononia canonico ejusdem ecclesiae olim officium vicarii bo. me. Belaguer episcopi exercente hujus praetensionis et novationis introductore; verum quia, ostenso pro parte capituli die 2 julii 1661, quod revera illi praecedentia deberetur, censuit ipsa S. C. ut praefata antiquissima consuetudo pro capitulo servaretur. Et praesentato successive hujusmodi decreto dicto episcopo Belaguer, praedictus Alexander Bononia ejus vicarius intuens se omni jure destitutum ad sustinendam excitatam novitatem et propriam ejus ambitionem praecedere volentis, et excogitans modum non minus supplantandi capitulum, quam fraudandi dictum decretum, tandem modum invenit impugnandi eamdem consuetudinem, quae pro capitulo semper viguit, negando illam viguisse, et conando se contrarium probare, curavit de proprio ejus marte, et absque ullo ordine et remissoria hujus S. Congregationis septem testes ad perpetuam rei memoriam examinari in ipsamet curia episcopali, et fecit subinde suum episcopum reclamare adversus praedictum decretum, et in suis litteris reclamatoriis eidem S. C. directis, ut magis reclamatio ista reciperet fomentum, adjecit, et respective inseruit fidem publicam depositionum dictorum septem testium asserentium contrariam consuetudinem ab illa capituli pro vicario vigere et viguisse. Unde auditis ab eadem S. C. ipsius episcopi Belaguer reclamationibus, ac visis depositionibus dictorum testium ita exhibitis prodiit, nullo ex parte capituli citato, decretum dicto Alexandro Bononiae vicario 1 octobris ejusdem anni favorabile, cum quo responsum fuit illi praecedentiam deberi. A quo petita nova audientia ad instantiam capituli, non solum haec fuit denegata propter testimonium dictorum septem testium; sed, quod deterius est, favore dicti vicarii Bononiae statum fuit in decisis die 3 decembris ejusdem anni 1661; et successive 22 januarii 1662 capitulo fuit quoque denegata remissoria et compulsoria ad probandam inveteratam ejus consuetudinem et possessionem praecedendi ab antiquissimo tempore citra, quasi fuisset impossibile, ob dictum testimonium septem testium ipsi S. Congregationi ab eodem episcopo adductum potuisse probari contrarium.

Quare audientes tunc archidiaconus et canonici ejusdem capituli seriem horum decretorum S. Congregationis emanatorum contra ipsam consuetudinem ejusque veritatem in capitulo vigentem, et perpetuo observatam pro eodem archidiacono, et aliis dignitatibus, venerunt ad Urbem, et comprobato fumo dictae consuetudinis et ejus veritatis, die 5 augusti 1662 ab eadem S. Congregatione obtinuerunt remissoriam et compulsoriam, cum solita clausula: *Non retardata executione decreti pro dicto vicario Bononia emanati, ut supra die 1 octobris 1661.*

Cumque expedita postmodum ad partes dicta remissoria, et compulsoria examinatisque 22 testibus et compulsatis diversis antiquis et modernis juribus, fuit, his mediantibus, concludenter probatum, capitulum semper praecessisse et praecedere vicario, et nullatenus unquam vicarium praecessisse capitulo ejusque dignitatibus; ut infra demonstrabimus. Et quia etiam examen praedictorum testium absque ordine hujus S. Congregationis, sed de proprio marte examinatorum ad instantiam praedicti vicarii Bononiae, in quo nimium Congregatio se fundavit, erat falsum, et malis artibus ab eodem Bononia extortum et a suo episcopo Belaguer suppositum, obstricti fuerunt praedicti canonici, qui ad curiam venerunt, etiam recurrere ad Summum Pontificem Alexandrum VII adversus violentiam contra eos publice in choro cum magno populi scandalo peractam a dicto vicario, cum fomento dicti sui episcopi Belaguer, et respective adversus falsitatem eorumdem testium, ut supra, machinatam; et successive introducta falsitatis causa hujusmodi in judicio criminali coram A. C. contra dictum Bononiam vicarium, eoque ad Urbem accersito, et constituto, ac postea habilitato sub fidejussione de habendo domum et deinde Urbem pro carcere, compertum fuit quod aliud in dicto examine fuerat scriptum ab actuario curiae episcopalis, quam deposuerint et dixerint ipsi testes, qui unanimiter repetiti totum contrarium probando, hanc falsitatem detegerunt.

Et quia deveniendum erat ad sententiam declaratoriam falsitatis dicti examinis, et respective condemnatoriam ejusdem vicarii, iste in suis defensionibus negavit testes fuisse examinatos de ejus ordine, minusque eum illos examinasse, sed eosdem examinasse notarium curiae episcopalis, et ita ob defectum probationis propriae culpae suam evitavit condemnationem cum clausula tamen: *Ex hactenus deductis.* Et quoad examen fuit per judicem criminalem de voto Congregationis ipsius A. C. declaratum falsum et prorsus nullam mereri fidem in judicio, nec extra, prout ex sententia desuper promulgata et in judicatum transacta.

Sequuta autem dicta declaratione falsitatis examinis, et remanente nostro capitulo et canonicis in suo primaevo jure et in eorum quieta et pacifica possessione praecedendi, ac defuncto praedicto episcopo Belaguer, ei successit bo. me. Boena, cui morienti successit bo. me. Astiria, et huic pariter decedenti successit Rmus Molina; et pro toto tempore horum episcoporum Meliten. capitulum semper extitit in eadem quieta possessione praecedendi, illamque etiam pacifice continuavit absque eo, quod nullus prorsus ex quinque vicariis generalibus episcoporum praedictorum et capitularibus umquam praetendisset dictam possessionem intervertere et praecedere eidem capitulo, et suis dignitatibus, donec et quousque praedictus Rmus Molina ab ecclesia Melevitana transivit ad ecclesiam Ilerden, in qua cum anno praeterito successisset Rmus Coccus modernus episcopus Melevitanus, fuit resuscitata per praedictum dictum Antonium Mansum ejus vicarium generalem dicta praetensio praecedendi ad suggestionem supradicti canonici Bononiae, et nonnullorum aliorum canonicorum ejusdem capituli, propter eorum particulare interesse et fines quos, ita faciendo, in gratiam dicti moderni episcopi, sperant assequi posse in praejudicium et in supplantationem jurium ipsius ecclesiae ejusque capituli.

Rebus itaque in hoc statu se habentibus, hodie tota causae quaestio restringitur ad praecedentiam, et respective ad ejus manutentionem et cui eadem debeatur, scilicet, an capitulo, et ejus dignitatibus? An vero dicto moderno vicario? Et utramque deberi capitulo et suis dignitatibus, non autem vicario responderi supplicamus ex infrascriptis.

Licet enim in abstracto loquendo de jure determinatum non sit praecedentiam deberi potius vicario quam capitulo, cum solum in hoc pugnant duae opiniones; altera Abbatis in cons. 21 lib. 1 vicario favorabilis, et alia Menochii illi contraria et favorabilis capitulo in cons. 51 et cons. 275 et comprobat Riccardus apud eumdem Menochium in cons. 52 sitque opinio Abbatis magis recepta, etiam quod fundamenta et rationes

suae opinionis, saltem in aliqua eorum parte, videantur prorsus grossae et inanes cum dicit convenire vicario praecedentiam etiam de jure divino, ut contra eum increpat Navarrus in cons. 1 de major. et obed. cum aliis hinc inde relatis a bo. m. card. de Luca de praeem. disc. 18.

Nihilominus loquendo in concreto casus nostri, nullum dubium est quin praecedentia capitulo debeatur. Versamur enim in materia praecedentiae, in qua debet attendi observantia, et consuetudo ipsius capituli, etiam ad formam caeremonialis romani tit. de sedib. Episcop. fol. 87; quae cum semper in hac ecclesia viguerit ad illius favorem et nequaquam ad favorem vicarii non debet eadem alterari neque mutari, sed debet servari juxta modum prius observatum, et praeteritam consuetudinem, ut millies respondit ipsa S. Rituum Congregatio et signanter in Alexandrina 15 maii 1608, ut testatur et refert Barbosa in Summa Apost. decis. collect. 714 verbo *Vicarius* n. 1. et alias refert resolutiones Pignatellus lib. 4 consult. 73 n. 5. Sperell. decis. 76 n. 3 et caeteris relatis tradit card. de Luca in Miscell. eccles. discurs. 39 n. 4. et de praeem. discurs. 18 n. 1 in fine. Tum quia non sunt introducendae novitates in ecclesia, quae semper dicuntur damnabiles, ut in puncto praecedentiae tradit card. de Luca in Misc. eccles. dicto discursu 39 n. 3 et 17. Tum etiam quia ex ipso novationis et subversionis ordine, scandalum generaretur in populo, quod omnino cohiberi oportet, ut in eisdem terminis praecedentiae observat Sperellus d. decis. 76 n. 13. cum seq.

Quod autem in casu nostro capitulum ejusque dignitates et prae ceteris archidiaconus praecesserit in choro aliisque functionibus vicario episcopi, controverti non potest, neque debet. Primo, quia vicarius in ipso choro semper habuit proprium stallum constructum et positum subtus sedem ipsius episcopi in primo loco ante capellanos, in quo ipse indutus vicariali habitu perpetuo sedere consuevit ut probant 22 testes examinati vigore remissoriae hujus S. Cong. Summario n. 4. quod demonstrat ad evidentiam consuetudinem sedendi in primo stallo archidiaconi post sedem pontificalem non fuisse vicarii sed ipsius archidiaconi in eo sedentis, cum nemo possit duplicem sedem et locum habere in uno eodemque choro, et de ratione egregie Ubaldus decis. 121 n. 2 cum seqq. et signanter n. 4. nec liceat proprium deserere locum et alienum occupare, ut dixit Rota decis. 254 n. 27 p. 10 recent. Sed quilibet debet suas sedes retinere et in eisdem sedere juxta modum praescriptum in ipso choro, qui consuetudinem sedendi, et respective praecedendi designat, quive modus praeposterari et deturpari non debet, ut docet Baldus in Cap. dum olim de consuetud. et observat Sperellus dicta decis. 76 n. 3. in fine et pluries resolvit haec S. C. sicut refert Barbosa in Summa Apost. decis. collect. 228 in verbo consuetudo n. 14. et in verbo vicarius collect. 714 n. 1 et 2.

Secundo consuetudo capituli probatur esse quidem antiquissima ex septem testibus compulsatis in vim decreti hujus S. Congregationis et examinatis usque ab anno 1528 a Rmo de Nasis episcopo Nicopolensi vicario generali archiep. Panormi metropolitani, et ab isto delegato in Insula Melitae cum facultatibus necessariis et opportunis ad derimendas praetentiones quas tunc pariter excitabat vicarius generalis praecedendi capitulum et ejus dignitates. Summ. n. 5.

Tertio probatur eadem consuetudo capituli ex sententia subsecuta de eodem anno 1528 prolata a dicto delegato metropol. mediante examine praedictorum septem testium ibi: « Quoniam in choro et processionibus nullum locum tenere vicarium nobis constat etc. » Summ. n. 6 quae optime consuetudinem probat, nedum quia ex actis, et dictorum testium depositionibus justificata remanet, sed etiam quia cum in eadem sententia antiquissima fiat commemoratio consuetudinis et observantiae, tam dicti capituli Melevitani, quam totius metropolitanae dioecesis Panormi, eadem consuetudo remansit concludenter probata, praesertim propter ejusdem sententi e antiquitatem, ut per Gravetam de antiquitate temporum par. 2 per totam et signanter n. 8.

Quarto consuetudo capituli probatur quoque a duobus historicis scilicet a Rmo Abbate Pirro et a Commendatore Abela facientibus mentionem de supradictis testibus examinatis anno 1528 et de sententia praedicti delegati et de vicario praecedentiam non habente in nostro choro et processionibus supra canonicos Summario n. 7; quibus historicis maxime est deferendum in casu nostro, ut alias in similibus respondit Rota decis. 193 n. 5. p. 13. et decis. 503 n. 6. et decis. 574. n. 6. et decis. 574. n. 5. et decis. 679. n. 9. et decis. 679. n. 9. et decis 749. n. 2. p. 18 rec.

Quinto etiam probatur consuetudo capituli ab aliis testibus receptis et examinatis anno 1540 et 1545 deponentibus eos vidisse capitulum et dignitates semper praecedere vicariis generalibus et numquam vidisse illos capitulo et dignitatibus praecessisse Summ. n. 8.

Sexto comprobatur consuetudo capituli et respective ejus possessio praecedendi ex quodam decreto bo. me. Duzzinae Visitatoris Apostolici ex adverso dando emanato de anno 1575 in quo ipse visitator arbitrans non convenire vicarium generalem sedere in choro, et incedere in processionibus post canonicos declaravit, ibi: « — (Sunt propria verba decreti) R. vicarius generalis videtur absurdum quod post omnes canonicos sedeat in choro et processionibus. — Cum autem in dicto decreto fiat mentio de praecedentia per canonicos retenta, ergo eorum erat consuetudo praecedendi, non obstante quod haec ipsi visitatori videretur absurda, quia potius erat congrua, et honesta, ac debita in vim praecedentis legitimae consuetudinis probatae per testes desuper recensitos, et examinatos, annis 1528, 1540 et 1545, ut etiam fuerat declaratum in praedicta sententia delegati metropolitani Panormi, cui sententiae et probationibus omnino standum erat, praesertim cum ab anno 1528 prolationis ipsius sententiae usque ad annum 1575 esset elapsum tempus annorum 40 et ultra et sententia fuisset observata pro toto tempore d. 40 annorum et ultra; unde propterea plane absurdum fuit ipsius visitatoris declarare vicarium praecedere debere canonicis contra ipsam consuetudinem, cum sententia quae dictam consuetudinem prius canonizaverat, et quae etiam in judicatum erat transacta et tanto tempore observata de jure retractari non potuisset, vel aliud fieri contra eam, ut dixit Rota dec. 152. n. 12. p. 17. rec. et cor. Celso d. 523 n. 13. et cor. Remboldo dec 331. n. 4. vers. maxime quia d. sententia juncto n. 5. et proinde licet a praedicto visitatore hujusmodi emanasset decretum, hoc tamen fuit etiam undique nullum, quia prodiit capitulo non citato, nec causa cognita et ideo tamquam tale numquam fuit habitum in consideratione nec habuit effectum, nec demandatum executioni, prorsus evanuit, quia semper capitulum remansit in sua praecedentia, et in continuatione suae possessionis.

Septimo justificatur quoque consuetudo capituli vicario praecedendi ex epistola anni 1606 hujus S. Congnis Sum. n. 9 ad quam cum recurrisset capitulum ex quo episcopus dicti temporis se jactabat velle suum vicarium praecedere, et capitulum perturbare, fuit in d. epistola ordinatum, ut circa praecedentiam ejusque consuetudinem, et possessionem penes capitulum residentem nihil innovaretur, quodque si aliquid ipse episcopus in contrarium praetenderet, recurreret, praevia tamen citatione contra idem capitulum per ipsum facienda coram dicta S. Cong. et cum d. epistola fuisset in partibus expedita, et praesentata episcopus numquam citavit capitulum, sed acquievit, et proprias deseruit jactationes, remanente semper capitulo in ejus quieta et pacifica possessione et observantia suae consuetudinis praecedendi vicarium.

Octavo consuetudo inconcussa capituli est quoque probata per 22 testes vigore remissoriae hujus S. Cong. examinatos et

datos in Summ. d. n. 4. qui non solum illam concludentissime probarunt cum observantia continuata per 40 et ultra annos, sed etiam cum qualitate, et requisitis verae consuetudinis immemorabilis, ut liquet ex lectura eorum depositionum relatorum d. Summario n. 4.

Nono demum consuetudo capituli probatur in casu nostro nedum ex alia consimili consuetudine vigente in metropolitana ecclesia Panormi, cui nostra ecclesia Melevitana est suffraganea ut liquet ex praefata sententia metropolitani data in Summ. n. 6. sed etiam a generali consuetudine pariter vigente in toto regno Siciliae, ut testatur Rmus archiep. Messanen. in sua ep. scripta huic S. C. Summ. n. 10. ut dixit Rota cor. Ubaldo p. 1. dec. 229. per totum et cor. Seraphino dec. 624. n. 4. et cor. Dunoz. decis. 246. n. 2. et indubitanter, cum etiam Insula Melitae vivat cum consuetudinibus d. Regni ut dixit Rota dec. 356. n. 3. p. 14. rec. et testatur card. de Luca de dote disc. 90 n. 5 et de fideic. in supplement. disc. 217 n. 8. cum duobus seqq.

Ex quibus ita adductis, et insinuatis, sicut amplius dubitari nequit de praecedentia capituli ejusque dignitatum et de illius consuetudine, et possessione, ut in terminis consuetudinis praecedendi dixit Rota cor. Pamphil. dec. 127, n. 2. ita eidem capitulo, et dignitatibus competere debet manutentio in quieta et pacifica possessione ejusdem praecedentiae, ut dixit Rota dec. 102. p. 10. et dec. 320. p. 11. et dec. 148. p. 12. et dec. 168. et 303. p. 16. et decis. 781 p. 28. rec.

His praemissis non adversatur assertum compromissum anni 1546 inter tunc archidiaconum, et episcopum Meliten. quia compromissum hujusmodi non tenet cum agatur de praecedentia et sic de re gravissimi praejudicii, nisi factum esset cum solemnitatibus de jure requisitis, ut per Gonzal. super reg. 8 § 4 proem. num. 30 et seqq. et in terminis praecedentiae inter vicarium et capitulum card. de Luca de canonicis disc. 30 num. 19, 20 lib. 12 et legitur factum ab ipso solo archidiacono nullam facultatem habente a capitulo, et amplius non fuit factum ad decidendam controversiam super praecedentia, sed solum ut supersederetur in lite, quae tunc, ut in dicto compromisso refertur, verti sperabatur super dicta praecedentia coram episcopo Melevitano et nihil innovaretur interim quo d. Episcopus, qui se contulerat ad Urbem, non reverteretur, ut ulterius pro eodem interim voluerunt stare declarationi fratris Martini Portalrubio, qui alias functus fuerat officio vicarii generalis, adjecta clausula, sine praejudicio jurium ambarum partium. Sum. num. 11.

Unde quamvis d. Portalrubio declaraverit se dum erat vicarius sedisse in propria sede episcopi, subdit decanum, qui est secunda dignitas contra ipsum protestatum fuisse, eumque requisivisse ut vellet declarare, quod propterea nullum censeretur factum praejudicium canonicis et dignitatibus, prout ita idem compromissarius declaravit Sum. n. 12 et propterea sequitur quod licet dictus Portalrubio sederit in sede episcopi in sui absentia, sicut quoque deponit unus testis solitus ex adverso allegari examinatus anno 1545, non tamen potest dici aliquod jus sive possessionem d. vicario fuisse quaesitam stante d. protestatione, et declaratione, ac etiam quia postea idem Portalrubio in processionibus nullam habuit praecedentiam, ut idem testis deponit Summ. num. 13, incessit una cum officialibus, sive magistratu saeculari, qui certe non praecedunt canonicis, et allegare dictam possessionem in propria sede episcopali est allegare maximum absurdum, quia vicarius numquam potest occupare sedem episcopi, ut censuit S. Cong. Rituum in una Brundusina 16 julii 1605 relata per Barbosam in summa Apost. dec. collect. 714 n. 5 et quo tollit funditus omnem amaritudinem est quia hujusmodi actus inconveniens fuit ultra centum annos, et consequenter etiam ex hoc capite amplius allegari non posset.

Minusque obstat decretum hujus S. Cong. anni 1619 emanatum pariter solitum ex adverso allegari pro praecedentia vicarii, quia, ultra quod numquam fuit observatum nec demandatum executioni, fuit extortum, capitulo non citato et tacita supradicta antiquissima sententia metropolitani anni 1528, nec non inveterata observantia et consuetudo capituli, qua mediante, illud fuit semper in quieta et pacifica possessione praecedendi. Fuit quoque attentatum et respective extortum contra formam alterius decreti ejusdem S. Cong. praecedenter pro capitulo emanati usque ab anno 1606. Summ. d. n. 9, in quo dictum fuerat ab ipsa S. Cong. quod capitulum non molestaretur in sua praecedentia, nisi ipso citato coram eadem S. Cong.

Nec refragantur alia decreta ejusdem S. C pariter pro vicario emanata d. annis 1661 et 1662, quia cum haec prodierint sub falso examine septem testium, tunc a vicario Bononia suppositorum, statim atque doceatur de dicta falsitate prout doctum fuit ex repetitione eorumdem testium et ex sententia declarante illorum falsitatem Summ. n. 2 et 3, et cum successive ab ipsamet S. Cong. fuisset capitulo concessa remissoria et compulsoria, in cujus executionem fuerunt compulsata praedicta jura et respective examinati 22 testes praecedentiam capituli justificantia, et respective probantes, ut liquet ex Summario in numeris allegatis d. decreta, sicut remanent sine fundamento probationis, et adversantur undique eisdem d. nostra jura compulsata, et testium depositiones, non solum attendi non debent, sed plane veniunt revocanda et persistendum in primo decreto facto die 2 julii d. anni 1661 favore capituli, in quo fuit ordinatum, ut antiquum solitum servaretur non obstante quodam alio praetenso decreto pro parte D. moderni vicarii obtento sub die 2 decembris proximi praeteriti, quia dictus vicarius illud obtinuit non solum capitulo non citato, sed etiam tacita et dissimulata lite, quae in ipsa S. Cong. pendebat, et pendet, de qua hodie agimus et propterea uti subreptitium allegari non meretur.

Et demum nullius est relevantiae quod dicti testes vigore remissoriae examinati non probent immemorabilem consuetudinem capituli, tum quia constet de initio ejus praecedentiae desumpto a praedicta sententia anni 1528. Tum etiam quia constet de praedictis actibus vicarii in contrarium, nam ultra quod immemorabilis fuit concludenter probata per dictos testes remissoriales etiam cum suis debitis requisitis, ut patet ex eorum lectura et tenore relato in Summ. d. n. 4. respondemus non subsistere in facto quod a praedicta sententia anni 1528. desumatur initium possessionis capituli. Ea enim licet prodierit dicto anno, tamen cum fuisset promulgata praevio examine septem testium tunc receptorum et deponentium ante dictum tempus capitulum praecessisse vicario, Summ. d. n. 5. aut quod memoria possessionis capituli ejusque initii non constat et propterea sententia praedicta non destruit immemorabilem sed potius illam comprobat ut dixit Rota coram Buratto decis 436. a n. 4. cum seq. et decis. 730. n. 3. et 4. et in Recent. p. 10. decis. 168. n. 35 et par. 19. decis. 136. n. 32. cum seq. et comprobat card. de Luca de regalib. in supplem. disc. 184. n. 5. et 11 et de judiciis dis. 21. n. 61. Non obstantibus praedictis actibus in contrarium, quia ultra quod illi nunquam fuerunt effectuati, non percutiunt possessionem praecedendi vicarium capitulo, quia numquam per vicarium docetur aliquem fuisse actum possessorium supra capitulum, et dignitates in choro, et aliis functionibus et consequenter dicti actus utpote non concernentes immemorabilem possessionem capituli, ejusque consuetudinem illam non tollunt, sed potius cum non fuerint effectuati eamdem confirmant, ut tradit Pignatellus lib. 1. consult. 104. n. 52.

Praeterea nec eget capitulum immemorabili, et quatenus illa egeret, ei sufficeret praedicta sententia anno 1528, quae deservit pro valido vel saltem titulo colorato sufficienti ad praescribendum juxta glossam in cap. si diligenti in verbo fides

de praescrip. et dixit Rota cor. Comitulo dec. III. n. 9 cum quo proinde juncta quadragenaria ista equipollet immemorab. et operatur eumdem effectum juxta textum in cap. 1. de praescript. in 6. et dixit Rota coram Coccino decis. 295. per totam.

Praesertim cum non agatur de praecedentia vicario debita ex aliqua lege et juris constitutione, sed ex communiori doctorum opinione, quo casu cum consuetudo non sit contra jus, sed praeter jus, eo magis remanet praescripta non solum per dictam quadragenariam cum titulo putativo ut in specie tradit Card. de Luc. de praecem. disc. 18. n. 6. et 7. et dixit Rot. dec. 20. n. 7. p. 3. rec. Sed per decennalem Rota coram Dunoz. Jun. decis. 855. n. 6, et in Recent. p. 10. decis. 102. n. 10 et par. 18. et decis. 102. n. 5 cum seqq. Pamphil. decis. 127 n. 6. et ibi. Adden. n. 7. non obstante quod dicatur irrationabilis dicta consuetudo, ut capitulum praecedat vicario, quia ultra quod capitulum est magis dignum, quam persona vicarii, maxime dum accipitur collective et collegialiter, ut ex pluribus allegatis habetur in his terminis per card. De Luca de praecemin. d. dis. 18. n. 2. et seq. satis rationabilis remanet in praesenti hypothesi cum si ea immutaretur, remaneret turbatus totus ordo chori, et causaret scandalum, nedum in ista ecclesia Melevitana sed etiam in illa metropol. Panormi, caeterisque ecclesiis totius Regni Siciliae et proinde satis, ut haec inconvenientia tollantur constare dicitur de consuetudinis rationabilitate, ut in specie observat Sperellus dec. 76 n. 13. Et ex his responderi supplicamus praecedentiam deberi capitulo et dignitatibus ac respective mandari vicario sedere in suo solito stallo posito in prima sede ante capellanos eidemque imponi perpetuum silentium, ut semel tandem illius praetensio ita finem accipiat. Quare etc.

Nicolaus Gallus.

Juris. Pro capitulo et dignitatibus ecclesiae Melevitanae contra vicarium generalem.

Praecedentia et respective manutentio debetur capitulo et ejus dignitatibus, quia quoad primam partem licet sententia Abbatis cons. 21. lib. 1. praevaluerit opinioni, quam contra eum tuetur Menoch. Cons. 51. n. 55. et seqq. et subscribentes, non tamen locum sibi vindicare debet adversus consuetudinem, quam in materia precedentiae omnino attendendam esse advertit bo. mem. Fagnanus in cap. cum certum n. 16. ubi etiam si repugnaret dispositioni juris communis de majorit. et 06. Zabarell. cons. 62. n. 1. Gratian. discept. 298. n. 8. Pignatell. consult. canon. 19. sub n. 12. consult. 25. n. 1. et sub n. 4. et sub n. 10. tom. 4. Sperell. decis. 76. n. 3. Seraph. decis. 335. n. 3. et dec. 964. n. 1. Mantic. dec. 244. n. 2. Bich. d. 566. n. 9. et in recent. dec. 288. in fine p. 1. dec. 214. n. 2. par. 4. tom. 5. et decis. 156. n. 1. p. 17. et respondit haec S. Congr. in hac causa Summ. n. 1.

Multo magis cum eadem non modo sit conformis consuetudini Ecclesiarum vicinarum secundum quam cessante juris dispositione, ut in casu nostro judicandum esse respondit Innocent. III. in cap. super eo 22 de censibus glossa in cap. statuimus 15. verb. potiorem prope finem vers. sed videtur quod revertendum sit de majorit. et obedien. Abbas in cap. cum olim n. 4. et 7 de consuetud. Innoc. in cap. fin. n. 8. de Offic. Archid. Pignatell. dicta consult. 25. n. 8. Rota decis. 389. n. 10. ubi quod recurritur ad regionem circumvicinam pro substinend. titulo ex consuetudine resultante p. 5. recent.

Quinimo consuetudini ipsius metropolitanae Panormi Sum. n. 6. quae sicut aliarum ecclesiarum est mater, ita justum est esse illarum magistram, canon *de iis* 13. distinct. 12. canon institut. de conseer. distinct. 2. Ventrig. de Jurisd. Archiep. cap. 81. n. 3.

Et totius Provinciae, Regnique Siciliae Summ. n. 10. per quam certum est abrogari ipsas leges etiam generales et latas pro tota Ecclesia ut advertit Suarez de legibus lib. 7. cap. 18. n. 6. et lib. 8 cap. 7. sub n. 5. vers. minor.

Consuetudo igitur nostrae Ecclesiae non solum est decennalis, quod sufficeret in iis quae non sunt contra, sed praeter jus juxta glossam in cap. fin. verb. consuetudo de consuetud. in 6. Innoc. in cap. cum dilectus de consuetud. Pignat. d. consult. 25. sub n. 11. ubi quod per eam inducitur titulus praesumptus Cassad. decis. 2 de caus. poss. et pret. Sperell. decis. 89. n. 23. Rota decis. 163. n. 4. p. 2. divers. et in recent. decis. 375. n. 8. p. 2. et decis. 214 n. 2. quae loquitur in materia praecedentiae p. 1. tom. 2. utique non controversa ab anno 1664 quo per sententiam A. C. falso declarato examine testium favore vicarii Bononiae examinatorum tempore quinque vicariorum et trium episcoporum, dignitates et capitulum vicarios praecesserunt.

Sed immemorabilis cum usque ab anno 1528, quo primo orta fuit hujusmodi controversia, productis pro parte dignitatum et canonicorum articulis ad probandam antiquissimam consuetudinem, in cujus contrarium memoria hominum non existebat, quod vicarii generales Eporum, ac capituli Sede vacante, tam praesentibus ipsis episcopis, quam etiam absentibus, nullam omnino habebant praecedentiam, sive in choro, sive in aliis sessionibus et processionibus ratione muneris vicariatus, et super eis examinatis testibus, n. 5. auctoritate metropolitana lata fuit sententia, qua declaratum fuit eisdem vicariis propter vicariatus officium nullum locum competere ut in Summ. n. 6. de qua etiam sententia praevia testium depositione ut supra, testantur historici Ecclesiae et respective Insulae Melevitanae Summ. n. 7. quibus plenam fidem esse adhibendam advertit J. C. l. 1. vers. a quibusdam scriptoribus ff. de offic. Praef. Praetor, Bart. in l. 1. n. 22. ff. si cert. pet. Rota coram Merlino decis. 817. n. 4. coram Coccino decis. 1867. n. 19. et in recent. decis. 93. n. 14. et decis. 353. n. 23. p. 5. prout successive alii testes examinati fuerunt de annis 1540 et 1545. Summ. n. 8.

Eadem etiam immemorabilis post instauratam de anno 1661 eamdem controversiam in hac S. Cong. a vicario tunc temporis Bononia, altero ex modernis instigatoribus, probata fuit cum omnibus suis requisitis per testes 22 servatis serv. vigore remissoriae dictae S. Cong. qui dantur Summ. num. 4. Immem. autem dicitur habere eamdem vim, quam haberet privilegium apostolicum capitulo, ejusque dignitatibus concessum l. hoc jure §. 7 ff. de aqua quotidiana, et aestiva; glosa in cap. novit verbo consuetudinem de judiciis et in canone conquestus 9 quaest. 3 et latissime probat Suarez de legib. lib. 8 cap. 7 n. 5 et seq. Rota decis. 815 n. 3 et decis. 864 n. 2, 7 et seq. coram Coccino, et in Recent. decis. 671 n. 16 p. 18 et contra eam nihil esse innovandum constantissime semper respondit haec S. Congreg. ut penes Pignatell. d. consult. 25 n. 12 tom. 4.

Non obstant decreta favore vicarii emanata primo de anno 1575 a Vicario Apostolico et ultimo loco favore dicti Bononiae ab Sacra Cong. prima octobris et 3 decembris 1661, quia illud visitatoris non afficit capitulum ejusque dignitates non citatas, easque sua possessione privare non potest, ut respondit Rota dec. 802 n. 7 p. 1 divers. decis. 267 n. 12 p. 4 tom. 2 et decis. 64 n. 2 p. 11 recent. prout vere privatae non fuerunt ob continuatam semper eamdem possessionem, ut ex dicta immemorabili successiva probatur.

Illa autem hujus S. Cong., cum emanaverint super depositionibus testium, quae nullam merebantur fidem, ut declaratum fuit per sententiam A. C. in criminalibus, Sum. n. 3, laborant manifesta obreptione, ideoque nullius sunt roboris, et efficaciae cap. 2 de fid. Presbyt. in 6; Clementina prima de praebendis. Rota decis. 352 n. 8 p. 10 dec. 14 n. 25 et decis. 414 n. 4 p. 13 recent.

Nullum etiam ex dictis decretis aptum fuit sententiam in judicatum transactam et spatio 40 annorum et ultra observatam tollere dictam immemorabilem, vel interrumpere, ut res-

pondit Rot. cor. Burat. decis. 739 n. 3 et in Rec. decis. 136 n. 32 et seq. ubi quod dempto per aliquam sententiam contrariam tempore finito, semper remanet tempus infinitum per immemorabilem repraesentatum.

Unde cum vicarius habeat in choro propriam sedem subtus illam episcopi, primam scilicet in ordine capellanorum cum genuflexorio et tapete et locum in processionibus inter magistratum juratorum immediate post archidiaconum et dignitates easdem processiones claudentes, ut signanter deponit tertius testis d. n. 4 et alter n. 13; non debet alienum locum occupare, praesertim illum episcopi absentis, ut in puncto declaravit haec S. Cong. in Brundusina penes Barbos. decis. apost. collect. 714 n. 5 nec novitates excitare quae ad totam provinciam Panormitanam regnumque Siciliae, in quibus eadem viget consuetudo extenderentur, quas quidem esse periculosas, et perniciosissimas juxta responsum Honorii III in cap. consuetudinis de consuetud. et Innocent. in canone quis nesciat 11 diffinit. observ. Pignatell. d. consult. 25 n. 5 et consult. 64 n. 7 tom. 4 et in casu nostro satis demonstravit observantia.

Quoad manutentionem, cum possessio saltem a d. anno 1664 ut dixi sit incontrovertibilis, eadem denegari non potest vulgato §. retinendae instit. interdict. Bart. in l. 1 §. quod ait praetor n. 14 etc. uti possidetis Tho. dec. 35 n. 15 Buratt. dec. 566 n. 5.

Absque eo quod considerari possint actus possessorii forsan facti a d. vicario Bononia ante dictum annum 1664 vigore dictorum decretorum S. Cong. anni 1661 quia superventa postmodum sententia A. C. in criminalibus, ut dixi, capitulum et dignitates eorum antiquam possessionem pacifice continuarunt et certum est quod vicarius per negligentiam possidendi per decennium propriam possessionem amisit ex theorica Bart. in l. Celsus n. 13 ff. de usucap. Rota decis. 378 sub n. 2 vers. quia p. 1 div. Burat. decis. 604 n. 1 ibique Alden. n. 18 et seqq. Ubald. decis. 437 n. 11. Quare etc.

Urbanus Spretus Adv.

Facti. Pro eodem capitulu contra vicarium generalem in secunda propositione.

Postquam in hac causa prodiit decretum 28 julii prox. pro praecedentia capituli in choro et processionibus vicarius generalis Meliten. adversarius aegreferens hanc S. Cong. resolut. adeo justam propter inconcussam et inveteratam consuetudinem Eccles. in causae discussione ostensam excogitare cepit modum quomodo posset in futurum idem capitulum inquietare et supplantare decretum desuper factum; unde jactando velle amovere a choro consuetam et fixam sedem vicariis assignatam in primo loco ante capellanos, illamque asportare in aliam ecclesiae partem et situare in eminentiori loco ejusd. eccles. Cogimur propterea hodie recurrere ad Emos PP. ut deinceps aliae removeantur conquestiones et scandala, humiliter supplicando mandari praevia confirmatione dicti decreti imponi eidem vicario perpetuum silentium ipsique inhiberi, ne audeat d. ejus consuetam sedem amovere et alio asportare, et speramus annuendum.

Nam quoad mutationem sedis vicariis assignatam in primo loco ante capellanos ejus amotionem et collocationem in alio eminentiori loco d. Eccles. videtur omnino talis novitas prohibenda, tum quia vicarius debet habere locum juxta consuetudinem ecclesiae quae non est mutanda, ut respondit Sacr. Rit. Cong. in una Alexand. 15 martii 1608 tum etiam quia Vicarius non potest sedem arbitrio suo sibi parare, sed debet sedere in sede solita vicariis assignata, ut pariter censuit ead. Sacra Rituum Cong. ut testatur et refert Barbosa in Summ. Apost. decis. collect. 714. n. 1. 2.

Quo vero ad confirmationem decreti et impositionem perpetui silentii, nostra supplicatio undique videtur congrua et rationabilis et consequenter admittenda, ut finis liti imponatur et futura jurgia praesertim inter eccles. radicitus deleantur et tanto magis huic nostre petitioni annuere supplicamus. Tum quia pluries partem adversam provocavimus ad dicendam causam quam decretum non sit ab hac S. Cong. confirmandum et perpetuum silentium imponendum ut ex citationibus et intimationibus originaliter datis in fasciculo Emi D. Ponentis; tum etiam quia in rei veritate idem decretum est undique justum, ut fuit ostensum in praeterita nostra positione, quatenus opus sit, benigne reassumenda et revidenda et illius justitia etiam ex abundantia hodie comprobabitur ex aliis rationibus infra adducendis. Et ob id cum nos habeamus justitiae fundamentum cui idem decretum innititur locus est confirmationi et impositioni perpetui silentii.

Justitia autem decreti redditur incontrovertibilis in casu nostro non solum ex quo nunquam vicarii Episcoporum Meliten. ab immemor. tempore citra praecesserunt capitulo, sed capitulum illis perpetuo praecessit, ut in dicta ñra praeterita positione, verum et q. hodie docemus quod vicarius episcopi de anno 1622 qui capitulo de more regionis non praecedebat contendit primum locum habere adversus magistratum in processionibus, unde cum magistratus numquam in functione ecclesiastica praecedat capitulo, ut millies respondit ipsa S. Rituum Cong. ut testatur Barbosa in Summa Apostolicarum decis. collect. 460 per tot. et colect. 714. n. 24 et vicarius d. temporis anno 1622 succubuerit in d. praecedentia cum magistratu Summ. n. 1. Ergo vicarius non praecedebat eidem capitulo quia si illi praecessisset, utique contendisset de praecedentia cum magistratu capitulum non praecedente et dum praecedentiam obtinuit magistratus contra ipsum vicarium, recurrit eadem consequentia, quod illam non habebat contra capitulum et consequenter nec hodie habere poterit juxta axioma si vincam vincentem te, eo fortius vincam te, de quo late mille ad propositum relatis tradit Barbos. tract. varii axioma 226. a n. 1. et per tot.

Ac insuper dicebatur in praeterita proposit. ex adv. pro parte moderni vicarii quod post rumorem causatum anno 1661 et 1662 a vicario Bononia tunc malis artibus occupante nostram praecedentiam ut ostensum fuit in praeterita propositione capitulum non docere praecessisse vicariis generalibus minusque suam possessionem continuasse usque ad praesens et ob eam rem inferebat eidem capitulo praecedentiam non deberi; nam ultra qu. hoc gratis asserebatur, veritatem praecedentiae capituli ejusque poss. probarunt quoque quatuor testes qui tunc per inadvertentiam fuerunt praetermissi, et propterea dantur hodie Summ. N. 2. et consequenter semper magis remanet inconcussa justitia decreti. Quare etc.

Nicolaus Gallus.

2295. **Germaniae.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces augustissimi imperatoris porrectas ab Emo Pio gratiam benigne extendendo indulsit, ut in posterum officium et missa Sanctorum Joannis de Matha et Felicis de Valois fundatorum ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum, recitari ac celebrari respective possint, et valeant, quotannis die festo eorumdem Sanctorum sub ritu duplici minori in tota Germania et statibus haereditariis suae majestatis caesareae, ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus tam saecularibus, quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, ad instar concessionis alias a Sancta Sede apostolica factae pro Hispania et aliis mundi partibus; supplicante pariter P. Procuratore generali Discalceatorum congregationis Hispaniae ejusdem ordinis, etiam nomine suae religionis. Die 26 januarii 1686.

2296. **Calaguritana.**

Promotor fiscalis curiae episcopalis Calaguritanae supplicavit a S. Rituum Congregatione declarari: An reliquiae sanctorum quae deferuntur in processionibus per civitatem et oppidum, debeant deferri sub baldachino? et eadem S. Congregatio respondit: *Negative.* Die 23 martii 1686.

2297. **Perpinianen.**

S. Rituum Congregatio ad pias preces Rmi episcopi Perpinianensis, facultatem indulsit, ut in tota sua dioecesi recitari possit officium cum missa de Septem Doloribus B. M. V. semel in anno, feria sexta Dominicae Passionis. Die 23 martii 1686.

2298. **Romana Basilicae S. Mariae Majoris.**

S. Rituum Congregatio, ad preces capituli et canonicorum S. Mariae Majoris de Urbe, benigne indulsit, ut in posterum celebrari possit a clero dictae basilicae festum omnium Sanctorum Pontificum cum officio approbato pro basilica Vaticana. Die 23 martii 1686.

2299. **Spoletana.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Azzolini, censuit thurificationem deberi gubernatori civitatis Spoleti ante priorem et dignitates capituli cathedralis ejusdem civitatis, instante praefata civitate Spoleti. Die 23 martii 1686.

2300. **Bisuntina.**

S. Rituum Congregatio, ad preces sororis Hubertae Franciscae abbatissae et monialium conventus Poligny pauperum capucinarum ordinis S. Clarae, et reformationis B. Colletae Bisuntinae dioecesis, facultatem indulsit earum confessario pro tempore, benedicendi sacra suppellectilia ecclesiastica, in quibus tamen sacra unctio non adhibetur pro usu tantum earumdem ecclesiae, et de consensu ordinarii, ad triennium. Die 23 martii 1686.

2301. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio mandavit adnotari infrascriptam instantiam vulgari sermone tenoris sequentis.

Nella S. Congregazione dei Riti, che si tenne sabbato 4 del corrente, si propose dall'Emo Sig. Card. Azzolino l'istanze dell'agente delle chiese di Spagna a nome di tutto il clero, di poter continuar l'antica consuetudine di portare il SSmo Sacramento nelle processioni solenni del Corpus Domini sopra le spalle de'sacerdoti vestiti con paramenti sacri. E la medesima fu di senso che per consolazione di quei popoli si scrivesse per via della Segreteria di Stato a Monsig. Nuncio che lasciasse correre la suddetta consuetudine antica in quelli regni. Die 4 maii 1686.

2302. **Belgii.**

Patrum Carmelitarum Discalceatorum pro festo S. Josephi duplici primae classis: *Lectum*. Die 20 julii 1686.

2303. **Aesina.**

In causa Aesina verten. inter Rmum D. episcopum et magistratum ejusdem civitatis, super modo incedendi in processionibus et aliis functionibus ecclesiasticis; S. Rituum Congregatio respondit: *Ad mentem, quae est, ut magistratus non incedat in linea cum episcopo, sed parum post. Et cum Emo Cybo*. Die 20 julii 1686.

ADNOTATIO.

Il confaloniere e priori di Jesi servi, ed oratori umilissimi dell'EE. VV. riverentemente le rappresentano, qualmente il medesimo confaloniere si ritrova in quieto e pacifico possesso di caminar a mano sinistra di Monsig. vescovo in assenza di Monsig. governatore nelle processioni ed altre funzioni nelle quali interviene detto Monsig. vescovo con la cappa magna; qual modo e forma si è sempre pratticato sin ora senza alcuna contradizione tanto in tempo di Monsig. Cybo e d'altri successori, quanto in tempo dell'istesso moderno Monsignor vescovo, il quale oggi pretende, che il confaloniere debba andare dietro al caudatario ed anche al prete che vi fosse a portar la bugia, e perchè questa pretensione è contro il solito, e contro ogni dovere supplicano pertanto l'EE. VV. a degnarsi d'ordinare che si osservi il suddetto stile come sperano dalla somma giustizia e clemenza di questa S. Congregazione.

E la pretensione di Monsignor vescovo contro il solito; mentre secondo questo in simili occasioni si prattica, che se vi interviene Monsignor governatore, allora vanno insieme Monsignor vescovo e Monsignor governatore, ed immediatamente seguono il confaloniere a mano dritta ed il luogotenente a mano manca. In assenza poi di Monsignor governatore, procede il luogotenente, che va a mano sinistra di Monsignor vescovo; ed in assenza di Monsignor governatore come del luogotenente, il confaloniere va egli a mano sinistra di Monsignor vescovo un tantino indietro, quanto dimostra l'ossequio e riverenza verso il proprio Pastore e superiore, ma mai dietro al caudatario, come si giustifica per fedi così pubbliche come private.

Nè questo è un solito particolar solo della città di Jesi, ma è un solito universale di tutta la provincia e città della Marca, nella quale si prattica indifferentemente nell'istesso modo in termini assai più forti, cioè, anco in quelle città e vescovati, ne' quali presiedono Emi Cardinali che non sdegnano ai loro fianchi condurre il confaloniere del magistrato. Così si prattica col magistrato d'Ancona dall'Emo Conti, come dalla lettera originale di quella città. L'istesso in Fermo dall'Emo Ginetti. In Camerino è stato così sempre pratticato dalla sa. me. di Clemente X già cardinal vescovo di quella città, ed oggi si osserva dall'Emo Franzoni a S. Severino.

Par anco ingiusta la pretenzione di Monsignore, mentre in simile materia non vi è ne forma ne costituzione precisa, che il magistrato debba andare positivamente dietro al caudatario; ma siccome deve il magistrato riconoscere il suo vescovo con atti di riverenza, e sommissione nel accompagnarlo, così il vescovo deve con altrettanta dolcezza e clemenza ricevere il confaloniere, che in fine va a servirlo e rappresenta il corpo tutto della città; che però insorta già simil pretenzione dal signor cardinal vescovo di Fermo, non vuole questa S. Congregazione ordinare che il magistrato fosse astretto andar dietro, ma si ricevessero senza usarli violenza, come letteralmente si legge dalla stessa lettera di questa S. Congregazione addotta e comprovata con autorità dal Panemolle d. l. adnot. 11 num. 19 al 20 tom. 1.

A tuttociò si aggiunge, che etiam in terminis praecisis ed individualibus civitatis Aesinae, abbiamo il caso deciso in questa S. Congregazione sub die 3 augusti 1602, dove fu risoluto ut magistratus associet episcopum in Ecclesiam et in med. inter officiales magistratus deducant Aldan. in compend. Can. resol. lib. 3 tit. 14 num. 46 quam refert et sequitur Barbosa, in Summa Apost. decis. collect. 224.

Indi non osta che il cerimoniale si dica che post episcopum incedat magistratus; sopra di che si è inteso essere il fondamento di Monsignor vescovo, si perchè il cerimoniale parla quando il vescovo porta la mitra con paramenti sacri, e con l'assistenza dei canonici parimenti parati, o intervenientibus praelatis e così extra casum.

Si perchè la difficoltà non consiste nemmeno di andar un poco addietro a Monsignore, ma non dietro al caudatario, come egli pretende, menando anche a quest'effetto il prete con la bugia per impossibilitare il confaloniere ad accostarsi, ed in sostanza di lasciarlo totalmente indietro.

Finalmente si aggiunge, che tanto più apparisce illegittima la pretensione di Monsignor vescovo, quanto esso non ha ripugnanza di condursi vicino il luogotenente, ed attualmente ve lo conduce, e non vi vuole il confaloniere, che precede all'istesso luogotenente. Che ec.

2304. **Larinen.**

Supplicante clero de terra Capriola dioecesis Larinen. pro opportuno remedio circa associationem praetensam ab episcopo residente in conventu S. Angeli P. Reformatorum minorum Observantium S. Francisci distante a dicta terra 400 passibus circiter, S. Rituum Congregatio respondit cum agente juxta mentem, quae est ut episcopus accedat ad terram. Die 20 julii 1686.

2306. **Lexovien in Gallia.**

Ecclesiae parochialis oppidi Pontundono pro licentia recitandi officium septem dolorum B. M. V.: *Lectum*. Die 20 julii 1686.

2307. **Mantuana.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces serenissimi principis Ferdinandi Caroli Ducis Mantuae et Montis Ferrati, relatas ab Emo Casanate, pro Emo et Rmo D. Card. Pamphilio benigne inclinata, indulsit, ut imposterum in totis statibus sibi et domui Gonzagae subjectis recitari, ac respective celebrari possit officium proprium et missa Inventionis pretiosissimi Sanguinis D. N. Jesu Christi tam die duodecima martii in festo hujusmodi Inventionis, quemadmodum celebrari solet in Mantua, quam diebus veneris per annum non impeditis tamen alio officio duplici vel semiduplici. Die 20 julii 1686.

2308. **Neapolitana.**

Attenta dilatione vicarii capitulari ecclesiae metropolitanae Neapoli recusantis benedicere ecclesiam conservatorii Sacri Hospitii nuncupati *delle povere vergognose* ad formam brevis apostolici vigore decreti S. Rituum Congregationis sub die 24 novembris 1685 emanati; S. Rituum Congregatio mandavit scribi Nuncio apostolico Neapolitano, qui benedicat praedictam ecclesiam auctoritate ipsius S. Congregationis sine praejudicio jurium Ordinarii. Die 20 julii 1686.

2309. **Poloniae.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam archihospitalis Sancti Spiritus et suorum religiosorum regni Poloniae, attentis eorum privilegiis a Summis Pontificibus sibi concessis, et in specie a Sixto IV in sua constitutione incipien. *Provisionis nostrae*, declaravit, praedictos oratores non esse comprehensos in decreto ab eadem S. Congregatione die 24 martii 1685 edito pro parte promotoris fiscalis dioecesis Gnesnen, in quo declaratum fuit, regulares existentes in curia Cassiliensi teneri in festo Corporis Christi ad ecclesiam matricem reassociare SSmum, ibique permanere usque ad benedictionem, et ita decrevit. Die 20 julii 1686.

2310. **Charsen.**

Exposuit apud S. Rituum Congregationem Bartholomeus Maria Poveda commissarius Inquisitionis S. Officii, et vicarius generalis episcopatus S Crucis de la Sierra, nec non parochus imperialis villae Potosi in regno Peruano Charsen. dioecesis vulgo *de las Charcas* in Indiis occidentalibus, qualiter in sua ecclesia matrice dictae villae ex sua fundatione tres extant parochi, uni ex quibus ordinarie conferri solet vicariatus foraneus ejusdem ecclesiae; verum quia cum Franciscus de Zamora Montenegro novus et ultimus inter alios duos ejusdem ecclesiae parochos, idest inter oratorem, et doctorem Petrum de Campos, in vicarium foraneum electus omnino praecedere praedictis antiquioribus parochis praetendat contra decreta ipsius S. Congregationis pluries emanata; qua propter idem supplicavit pro opportuno remedio, et declaratione. Et eadem S. Congregatio, inhaerendo decretis alias editis, et praesertim in Papien. die 30 septembris 1679, et Firmana 7 junii 1681, iterum declaravit, praedicto vicario foraneo nullam praecedentiam ratione sui officii vicariatus supra antiquiores dictae ecclesiae parochos competere in choro, sessionibus, processionibus, aliisque actibus ecclesiasticis, non obstante quacumque consuetudine aut ordinatione episcopi in contrarium praeterquam in congregationibus casuum conscientiae, quae de mandato episcopi singulis mensibus fieri solent, in quibus tamquam delegatus episcopi omnibus praecedere debet, et ita decrevit et servari mandavit. Die 31 augusti 1686.

2311. **Syracusana.**

Pendente in S. Rituum Congregatione controversia inter capitulum et canonicos ecclesiae S. Georgii Modytae reum conventum ac respective actorem, ex una, et illud ecclesiae S. Petri ejusdem loci actorem et respective reum reconventum, partibus ex altera, super matricitate et praecedentia dictae ecclesiae et capituli S Georgii; eadem S. Congregatio, sub die 24 maii 1636, referente Emo Cesarino, decrevit, partibus auditis, ecclesiam S. Georgii esse matricem, eique competere praecedentiam. Et cum sub diebus 10 julii et 24 augusti 1655 emanaverint alia decreta ab eadem S. Congregatione super usu pontificalium pro primis dignitatibus dictarum ecclesiarum S. Georgii et S. Petri, et inde pro parte capituli S. Petri, nulla mentione facta praedictorum decretorum 1655 talem usum prohibentium, anno 1659 extorta fuerit bulla super praedicto usu pontificalium, ideoque declarata fuerit nulla, invalida, subreptitia, et obreptitia de mandato SSmi (prout ex litteris Emi Corradi tunc Prodatarii sub die 5 junii 1660). Et cum archipresbyter, dignitates et canonici dicti capituli S. Petri de anno 1662 fuerint excommunicati ab Auditore Camerae judice executore, ob non paritionem supradictis decretis 1636 et 1660. Et adhuc contumaces insorduerint et divina sacrificia, magno apostolicarum clavium contemptu, et populi scandalo quotidie celebrare, et iram Dei thesaurizare non timuerint, et ad gremium S. Matris Ecclesiae redire non curaverint, neque curent, sed sic suspensi, excommunicati, et interdicti in dictis censuris et in tali damnationis statu persistere non timuerint, dictusque archipresbyter sic excommunicatus, sacramenta suis parochianis subministraverit, et subministret, et demum pontificalia exercuerit, et pontificaliter celebraverit, ac dignitates et canonici supradicti, ac si excommunicati non essent, eidem assistere et celebrare praesumpserint, spretis etiam monitionibus et censuris ob id contra ipsos per curiam episcopalem Syracusanam emanatis; imo dictus archipresbyter S. Petri contra ministros praefatae curiae Syracusanae (nescitur qua jurisdictione fulcitus) censuras temere publicare fuerit ausus. Et facta de praedictis omnibus relatione per Emum Azzolinum in S. Rituum Congregatione, eadem S. Congregatio, sub die 16 junii 1674, decrevit, supplicandum SSmo pro expeditione bullae motus proprii super declaratione nullitatis dictae bullae usum pontificalium concedentis, et suppressionis dictae ecclesiae S. Petri. Et denuo sub die 14 novembris 1686.

2312. **Rothomagen in Gallia.**

Monialium Eremitarum pro licentia celebrandi festum Sancti Mathaei apostoli cum octava: *Lectum*. Die 23 novembris 1686.

2313. **Tolosana.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit monialibus Melitensibus de Tolosa, recitandi officium S. Joannis Baptistae uti earum patroni semel in hebdomada, feria quarta, vel feria quinta non impedita tamen alio officio duplici, et excepto tempore adventus et quadragesimae. Die 23 novembris 1686.

2314. **Indiarum Occidentalium.**

Rector et collegium Societatis Jesu civitatis Cordubensis regni Tucumani Indiarum occidentalium exposuerunt, quod ipsi hactenus festum consecrationis illius ecclesiae celebraverunt die 30 augusti. Verum cum praedicta die celebretur festum S. Rosae sub ritu duplici primae classis cum octava, uti patronae totius regni Peruani, atque adeo festum consecrationis ex hac causa non possit amplius celebrari illa die. Ideo praedicti oratores supplicarunt pro facultate transferendi festum consecrationis ad aliam diem non impeditam arbitrio S. Rituum Congregationis, vel ejusdem mandato ab Ordinario loci designandam. Et eadem S. Congregatio, inhaerendo decretis alias in similibus editis in Nolana die 7 augusti 1655 et nullius sine Asturicen 12 augusti 1684, dimisit arbitrio ordinarii loci aliam diem fixam non impeditam ab eodem ordinario designare, numquam amplius immutandam, pro celebratione consecrationis supradictae ecclesiae. Supplicante R. P. Joanne de Ceneda ejusdem Societatis procuratore generali Hispaniarum et Indiarum occidentalium. Die 23 novembris 1686.

2315. **Urbis et Orbis.**

Piis precibus augustissimi imperatoris Leopoldi per suas litteras SSmo D. N. Innocentio papae XI porrectas et ad S. Rituum Congregationem remissas, quibus supplicabatur, ut Sanctitas Sua dignaretur assensum praebere ac demandare, ut officium divi Stephani Hungariae regis, quod hactenus ab Ecclesia universali sub ritu simplici recitatum est, imposterum ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur utriusque sexus, sub ritu semiduplici de praecepto recitaretur. Eadem S. Congregatio habita die 23 novembris 1686, re mature perpensa, censuit petitam gratiam, si SSmo D. N. placuerit, esse concedendam, ac etiam assignari posse diem secundum septembris pro celebratione supradicti festi in perpetuam memoriam insignis et gloriosae victoriae ab armis Caesareis contra Turcas ope divina, obtentae in strenua expugnatione propugnaculi Budensis, olim dicti Sancti residentiae. De quibus facta per Emum Cybo SSmo relatione, Sanctitatis Sua benigne annuit, et hujusmodi decretum expediri mandavit. Die 28 ejusdem mensis novembris et anni 1686.

2316. **Germaniae.**

Supplicavit P. procurator Germaniae Societatis Jesu pro concessione facultatis continuandi in celebrando festum S. Francisci Xaverii in dioecesi Curiensi die 2 decembris ut hactenus celebratum est, cum approbatione et consensu ordinarii, attento quod tertia decembris est impedita festo S. Lucii patroni dictae dioecesis, et quarta dies ejusdem mensis impedita festo S. Barbarae V. et M. sub ritu dup. Et S. Rituum Congregatio respondit: *Serventur rubricae.* Hac die 22 februarii 1687.

2317. **Ordinis B. Mariae de Mercede redemptionis captivorum.**

S. Rituum Congregatio ad preces R. P. magistri fratris Bartholomaei de Ribera vicarii ac procuratoris generali totius ordinis B. Virginis Mariae de Mercede redemptionis captivorum, referente Emo Cardinali Capisuccio indulsit officium cum missa S. Raymundi de Pennafort ordinis Praedicatorum, quod hactenus sub ritu duplicis minoris quotannis die 23 januarii recitatum est a religiosis utriusque sexus praedicti ordinis B. Mariae de Mercede, imposterum ab eisdem religiosis utriusque sexus de Mercede recitari ac respective celebrari possit et valeat sub ritu duplici secundae classis cum octava, eo quod idem S. Raymundus cum S. Petro Nolasco primo fundatore et Jacobo primo Aragoniae rege in civitate Barchinonensi de anno 1218 fuit confundator praedicti ordinis B. Mariae de Mercede. Die 22 februarii 1687.

2318. **Ordinis S. Benedicti.**

S. Rituum Congregatio, universum ordinem S. Patriarchae Benedicti, qui in Ecclesia Dei singulari quodam splendore refulget, specialibus gratiis et favoribus prosequi volens, ad pias humilesque preces procuratoris generalis ab Emo Casanate delatas, omnibus ejusdem ordinis congregationibus, monasteriis, collegiis, domibus et locis nec non cunctis et singulis monachis, monialibus, oblatis sub ejusdem S. Benedicti vexillo, quomodolibet militantibus, et in quibuslibet orbis partibus existentibus, benigne facultatem attribuit recitandi sub ritu semiduplici in qualibet hebdomada feria tertia sive alia die festo duplici vel semiduplici non impedita (extra tamen adventus et quadragesimae tempus) officium praefati S. Benedicti congregationi Casinensi die 16 julii 1672 concessum et ab eadem Casinensi congregatione recitari consuetum. Et insuper omnibus et singulis supra expressis et nominatis indulsit, ut semel in mense feria similiter non impedita festo duplici vel semiduplici, S. Scholasticae Virginis, ejusdem S. Benedicti sororis, officium, quod habetur in ejus festo die 10 februarii, sub ritu semiduplici libere et licite recitare valeant, et praesens decretum imprimi posse concessit. Die 22 februarii 1687.

2319. **Bisuntina.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo de Lauraea, facultatem indulsit monialibus tertii ordinis S. Francisci monasterii S. Elisabeth, caeterisque monialibus hujusmodi ordinis et instituti Bisuntinae dioecesis recitandi officium praedictae S. Elisabeth, semel in mense sub ritu semiduplici, die non impedita festo novem lectionum, et excepto tempore adventus, quadragesimae et vigiliarum. Die 10 aprilis 1687.

2320. **Melden.**

S. Rituum Congregatio, piis precibus Emi Chisii pro abbatissa et monialibus monasterii de Farmoutiers nuncupati ordinis S. Benedicti dioecesis Melden. benigne inclinata indulsit, ut imposterum praefatae moniales celebrare possint et valeant festa S. Benedicti et S. Scholasticae ejus sororis cum octavis, ad instar concessionis alias sub die 5 octobris 1672 factae congregationi Benedictinae Hispaniarum. Die 19 aprilis 1687.

2321. **Ordinis Carthusianorum.**

Circa usum stolae et manipuli pro monialibus: *Non proposita per Emum de Norfolcia.* Die 19 aprilis 1687.

ADNOTATIO.

In tutto l'ordine Certosino non si trovano che cinque monasteri di monache, essendo nelli Statuti una proibizione di riceverne d'avantaggio, che ha fatto rifiutare molte fondazioni che grandi persone s'offrivano di fare, e premevano, tra altre, la regina di Francia Anna di Austria madre del re regnante.

Queste monache facendo professione non ricevono che il velo bianco, ed il superiore glielo da; non ne portano altro sin al giorno della loro consacrazione.

Quando sono arrivate all'eta di 25 anni, e che sono molte a consacrare, v'accede il vescovo della diocesi, il quale viene, le consacra, e nella loro consacrazione leva a quelle monache che si hanno da consacrarsi il velo bianco, il quale hanno portato sin li, e le da il velo nero.

Così in tutti quelli cinque monasteri si trovano delle monache di quelli due veli, l'uno bianco, della professione, e l'altro il nero della consacrazione.

Le monache del velo nero, come consacrate cantano l'evangelo a matutino e l'epistola alla messa cantata; quelle del velo bianco non lo fanno mai, ma solo cantano l'officio.

Costuma il vescovo di dar la stola, il manipolo ed una picco'a croce alle monache, che viene da benedire, e questo si fa immediatamente dopo che ha detto queste parole del Pontificale Romano: *Accipite librum ut incipiatis horas canonicas et legatis officium in Ecclesia.*

Dando a ciascheduna il manipolo dice: *Expecta Dominum, viriliter age, et confortetur cor tuum et sustine Dominum.*

Dando la stola dice: *Tolle jugum Domini semper, et disce ab eo quia mitis est et humilis corde.*

Dando la croce pronuncia queste parole: *Abnega temetipsam, et tolle crucem tuam quotidie, et sequere Dominum.*

Ma non portano la stola ed il manipolo, che quel giorno della loro sacra, il cinquantesimo anno dopo se sono vive, ed il giorno della loro morte.

Tutte le sopradette cose sono dall'uso o immemorabile, e dal principio dall'ordine in quelli monasteri.

Nella consacrazione fatta alla Certosa di Premol nel mese di giugno 1680, l'Emo Vescovo di Grenoble, che faceva difficoltà di dare la stola, non per altro perchè non trovava questa cerimonia nel Pontificale, rispose che volentieri l'avrebbe data se le fosse stato ordinato da questa S. Congregazione, dove essendo la religione ricorsa, ed avendo voluto sentire il Card. Vescovo, in oggi riferendosi, sono supplicate l'EE. VV. a degnarsi ordinare l'osservanza di ciò che si è sempre costumato, e presentamente in altri monasteri si costuma, e si spera per le seguenti ragioni.

1. Per il possesso immemorabile nella quale la religione ha sempre continuato sin dal suo principio in questo monastero.

2. La stima che questa concessione di stola, e manipolo aggiunge a queste vergini, quali con questo segno, di vantaggio sentonsi spronate più dell'altre vergini a santificarsi.

3. E che come nell'ordine le nostre monache consacrate, cioè, benedette con la benedizione pontificale delle vergini, sono nell'uso immemorabile di cantar l'epistola nella messa cantata, ancora presente il vescovo, è necessario qualche segno esteriore di questo potere che è grande, rispetto a monache vergini, e la chiesa non dando mai giurisdizione ecclesiastica senza qualche segno esteriore, necessariamente ne segue che dando a queste vergini benedette questa potestà singolare di cantare l'epistola come sopra, deve farlo con qualche segno esteriore che pare non si possa meglio esprimere che con darli la stola, ed il manipulo.

L' Emo cardinale vescovo dice per la sua informazione, che le ragioni, le quali l'hanno impedito per il passato dal permettere a quelle monache la stola ed il manipolo nelle ceremonie della loro consacrazione sono:

1. Che il Pontificale Romano non parla di questi ornamenti nella consacrazione delle vergini.

2. Che il suo predecessore immediato non l'aveva mai dati, consacrando le monache.

3. Che non si vede nemmeno nella primitiva chiesa che le diaconesse la portassero.

4. Che pare contro l'ordine che un ornamento che si dà al tempo dell'ordinazione alli diaconi fosse commune con le donne.

Aggiunge poi il detto cardinale quello che segue:

« In tanto, essendo stato informato dalle monache della Certosa di Premol di questa diocesi, che esse a tempo loro l'avevano visto dare alle loro suore, e che non portano tal stola e manipolo, se non il giorno della loro consacrazione e quello della loro morte, quando le seppelliscono, e che non se ne servono per alcuna funzione in chiesa. Il generale di quell'ordine ci ha communicato un antico Pontificale del quale si servono presentemente in Arras ed in Tournay, dove apparisce, che le danno la stola ed il manipolo; ed il medesimo generale ci ha mostrato le stampe di religiose con la stola e manipolo, e che c'ha assicurato che, quando era visitatore dei conventi del suo ordine in Fiandra, lo vidde pratticare dalli vescovi di Arras e di Bruges, e che lui ne ha seppellite con la stola, e che si vede alla porta della loro chiesa una figura di pietra così antica che la fabbrica della chiesa, la quale rappresenta una religiosa con la stola e manipolo inginocchiata d'avanti l'imagine della Vergine, e che queste figure sono fatte da 350 anni e più in qua. Io non vedo punto di difficoltà se V. E. e la S. Congregazione lo giudica a proposito che si ristabilisca l'antico costume di dar la stola e manipolo alle monache certosine il giorno della loro consacrazione e morte, seppellendole con la stola ed il cinquantesimo anno dopo la loro consacrazione. Tanto più facilmente che la stola non è un segno di giurisdizione ma d'innocenza, e così conviene molto bene alle vergini, le quali nell'istesso Pontificale moderno sono consacrate a domanda della Chiesa, il che non si fa alli suddiaconi. Ed io senza difficoltà le darò a quelle della mia diocesi, quando V. E. avrà fatto sapere che così giudica bene. »

Onde pare loco alla grazia, non ostante le dette quattro ragioni addotte dal sig. Cardinal Vescovo.

Non ostando la prima, poichè non perchè non è nel Pontificale non deve osservarsi; anzi in queste materie, il Pontificale si riporta alla consuetudine, massime immemorabile, come infra.

Ne la seconda, perchè al tempo del suo antecessore non sarà mosso dall'istesso motivo, che non è nel Pontificale.

Ne la terza e quarta, poichè anticamente le diaconesse portavano la stola, e si consacravano, benchè non solamente non fossero separate dal secolo per una ritiratezza e solitudine così santa ch'è quella delle nostre monache Certosine, le quali menano una vita angelica in un corpo mortale in terra, ne pure erano sposate come vergini elette della Chiesa al Figlio di Dio per il vescovo ministro di questo grande sagramento, ma erano anche vedove; e così parevano molto meno capaci e meno degne di ricevere questa stola dalle mani della Chiesa.

La Chiesa intanto non ha fatto difficoltà di concederle questa stola, ma anche molte altre cose le quali conferiva alli diaconi nella loro ordinazione.

Perchè non ostante che l' ordinazione delli Diaconi fosse un ordinazione sagramentale, quella delle Diaconesse non fosse semplicemente che ceremoniale, queste due ordinazioni non lasciavano però d' essere uguali in molte cose.

Perchè l'una e l'altra si chiamava χειροτεσια et χειροτεσια. l' una e l'altra si celebrava all' altare per il vescovo e nell' istesso luogo della liturgia. Nell' una come nell' altra, il vescovo pregando imponeva le mani, e nell' uno e nell'altra quello e quella che era ordinato, o ordinata, riceveva la communione all' altare, dopo di questo si metteva tra le mani dell'uno e dell'altra il calice pieno di Sangue di nostro Signore Gesù Cristo per participarsi.

E così si vede che la Chiesa per questa condotta ha mostrato che non vi era ripugnanza che quello che si conferiva alli diaconi nel tempo proprio della loro ordinazione, s'accordasse pure alle persone elette tra le vedove, ed anche più per conseguenza alle vergini sposate a Nostro Signore Gesù Cristo per il vescovo in nome della Chiesa.

E l'ha osservato non solo la Chiesa Greca (Euchologium, sive Ritu le Graecorum juxta usum Orientalis Ecclesiae Jacobus Goar fol. 262) ma anche la Chiesa Romana (Ordo Romanus Bibliothec. Patrum ultimae edit. tom. 13 pag. 376 Morin. de Sac. Ordinat. p. 3 fol. 188 n. 11.

E si vede pure per conseguenza che non vi è altro che una ragione legitima, cioè la prima, per la quale abbia potuto sospendere l' Emo Sig. Vescovo di Grenoble quest' uso della stola e che le altre tre non essendo più legittime, si deve solamente considerare questa prima, la quale è che nel Pontificale Romano non si parla di questa stola.

Ma vengono supplicate EE. VV. di considerare che non si trova veruna proibizione nella Chiesa di concederla.

E se oggi ha sospeso l'officio delle diaconesse, è perchè il loro ministero era divenuto non solamente inutile, ma anche pericoloso per l'avvenire, come de facto erano le Paulianiste benchè convertite. Lasciando però come sopra ne'monasteri delle vergini quali ne avevano conservato l'uso alcune reliquie delli onori, prerogative, e titoli di queste dignità delle diaconesse, come si vede per il Pontificale Romano qui citato.

Onde sono supplicate l'EE. VV. di volere conservare circa questo in tutti i monasteri dell'ordine l'uniformità sin adesso pratticata nei suoi costumi e santa osservanza.

2322. **Ordinis Carmelitarum seu Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio benigne indulsit, ut officium S. Andreae Corsini, ad libitum sub ritu semiduplici recitare permissum in Ecclesia universali die 4 februarii impedita semper in Hispania festo S. Juliani episcopi Conchen. quod celebratur cum octava, imposterum transferri et recitari possit et valeat in tota Hispania die 16 februarii, supplicantibus provincialibus, diffinitoribus, et fratribus Carmelitarum Hispaniarum. Die 19 aprilis 1687.

2323. **Albanen.**

Expositum, et supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem in supplici libello vulgari sermone tenoris sequentis. Il promotore fiscale della mensa vescovile di Albano rappresenta

umilmente all'EE. VV. che nell'ultimo sinodo fatto dalla ch. me. del Card. Carpegna all'ora vescovo di detta città; essendo nata controversia di precedenza tra due collegiate insigni di quella iocesi, cioè della Riccia e di Marino, fu preso espediente per modo di provisione, senza alcun pregiudizio delle ragioni delle parti, che sedesse prima e precedesse l'arciprete della Riccia, e da poi l'abbate di Marino, dopo il quale seguisse un canonico della Riccia, e un canonico di Marino, e così si proseguisse a dar luogo alternativamente a tutti gli canonici di ambe le collegiate. E perchè dopo la sudetta provisione, le parti predette hanno trascurato di far decidere a quale di loro si deve la precedenza, ed ora si trova imminente la celebrazione del nuovo sinodo intimato per il giorno della SSma Trinità 25 del corrente maggio, perciò, ad evitare ogni disordine, il sopradetto promotore fiscale supplica riverentemente l'EE. VV. a degnarsi d'ordinare, che si osservi l'istessa provisione, che fu osservata nell'ultimo sinodo di detto cardinale Carpegna, senza alcun pregiudizio delle ragioni delle parti, le quali avranno poi incombenza di far decidere formalmente la controversia. Quod Deus etc.

Et eadem S. Congregatio, attentis narratis, censuit in proxima synodo ab Emo Chisio episcopo Albanen. celebranda in sua dioecesi, servandam esse eamdem provisionem ab Emo Cardinali Carpineo in ultima synodo captam juxta desuper petita, et ita decrevit et servari mandavit. Die 19 aprilis 1687.

2324. **Consistorium publicum.**

Feria 5 die 22 maii 1687 habitum fuit consistorium publicum in consueta Aula, ut vocant, ducali palatii Pontificii Quirinalis pro tradendis galeris Emis DD. Cardinalibus Cicero, Petruccio, et Medicaeo. In quo SSmus D. N. Innocentius papa XI, in eminenti solio sub umbraculo sedens stantibus in ejusdem solii area Emxis DD. Ruggerio Palmerio Comite de Castelmaine a rege Angliae ad Sanctitatem suam Oratore ablegato, ac Laurentio comitistabule Columna, et hinc inde a solii gradibus plurimis Romanae curiae praelatis cappa indutis, inter quos promotor fidei, et ego S. Rituum Congregationis secretarius, Emos DD. Cardinales ad solitam obedientiam excepit. Deinde D. Bernardinus Scottus consistorialis aulae advocatus coram Sanctitate Sua genuflexus, relationem habuit de vita et virtutibus servi Dei Dominici a Jesu Maria Carmelitae Discalceati. Eaque absoluta Rmus D. Bottinus archiepiscopus Myrensis promotor fidei, de more protestatus fuit, nihil fieri super hac instantia, nisi servatis servandis, ac praecipue decretis fel. rec. Urbani VIII et Sanctitatis Suae; quae, audita protestatione hujusmodi, instantiam S. Rituum Congregationi juxta stylum commisit, dicendo : *Sacra Rituum Congregatio audiat et referat*. Tunc consuetis caeremoniis praedictos galeros praefatis Cardinalibus tradidit, finemque actioni imposuit.

2325. **Abulen. in Hispania.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo de Lauraea, ad preces universitatis terrae S. Stephani Abulen. dioecesis, gratiam benigne extendendo indulsit, ut imposterum festum B. Petri Baptistae unius ex viginti tribus martyribus Japponen. ordinis fratrum minorum S. Francisci de Observantia discalceatorum celebrari possit, et valeat cum officio et missa sub ritu duplici primae classis cum octava in ecclesia in honorem praedicti Beati aedificata in dicta terra S. Stephani patria ejusdem beati. Die 14 junii 1647.

2326. **Comen.**

Expositum et supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem in supplici libello vulgari sermone tenoris sequentis:

Il clero della Valtellina, e contadi adjacenti di presente sottoposti al dominio temporale dei Signori Grigioni con gl'ecclesiastici della Pieve di Locarno e Lugliano, e Bellinzona etc. sottoposto ai Signori Svizzeri di qua dei Monti, tutti diocesani di Como, umilissimi oratori dell'EE. VV. desidererebbero poter anche essi recitare l'officio e messa propria concessa dalla Santa Sede per gli stati del rè cattotico in alcune solennità di Nostra Signora, e nelle feste dei SS. Arcangeli Gabriele e Raffaele, S. Francesco Borgia, e S. Rosa, e godere il privilegio dato per la festa di S. Giuseppe. E però ricorrono alla somma pietà dell'EE. VV. umilmente supplicandole restar servite estendere la concessione delli detti officii e messe anche all' ecclesiastici supplicanti dei paesi suddetti, come accessori alla parte principale, e capo della diocesi, ch'è la città, territorio e diocesi di Como soggette al re cattolico, Sì per non vedere difformità dei riti ed offciatura sacra nelle parti della medesima diocesi, come per avere un istesso direttorio; Sì perché le sudette parti non solo sono annessi e contigui allo stato regio, ma anche furono, non ha gran tempo, membri sottoposti in temporalibus al medesimo dominio regio, com'è notorio. Che.

Et eadem S. Rituum Congregatio gratiam desuper petitam benigne concessit ad formam rituum, qui servantur in cathedrali Comensi. Die 14 junii 1687.

2327. **Ordinis Carthusianorum.**

Examinatis breviario et missali, quibus utuntur monachi Carthusiani, ac etiam Sacris Bibliis, quae sunt eadem ac Vulgata S. Romanae Ecclesiae, S. Rituum Congregatio, ad instantiam P. procuratoris generalis praedicti ordinis, referente Emo Colloredo ponente, censuit licere uti. Caetera ad mentem ejusdem Emi Ponentis. Die 14 junii 1687.

2328. **Toletana.**

S. Rituum Congregatio, ad preces decani et capituli ecclesiae Toletanae porrectas per R. D. Joannem Suarez agentem generalem ecclesiarum Hispaniarum, censuit in praedicta ecclesia Toletana continuandam esse recitationem officii et missae sanctorum martyrum Justi et Pastoris die 9 augusti non obstante decreto ejusdem S. Congregationis die 26 septembris 1682 lato, ubi statuitur quod officium praedictorum sanctorum martyrum sub ritu duplici secundae classis sine octava in regnis Hispaniarum recitetur quotannis die 6 augusti, in quo occurrit festum Transfigurationis Domini duplex majus; attento quod eadem S. Congregatio in una ordinis SSmae Trinitatis sub die 23 maii 1686, in Angelopolitana die 20 julii ejusdem anni mandavit, ut in posterum festum Transfigurationis Domini celebretur die 6 augusti. Et festum sanctorum martyrum Justi et Pastoris transferatur ad diem nonam ejusdem mensis augusti. Die 14 julii 1687.

2329. **Asten.**

In causa Asten. delationis capparum, pro promotore mensae episcopalis cathedralis ecclesiae Asten., contra capitulum, et canonicos dictae cathedralis. S. Rituum Congregatio, referente Emo Casanate, utraque parte hinc inde audita et informante, censuit, quod dignitates, et canonici uniformiter gestent cappas et cottas super rocchetto pro temporum diversitate. Et quoad pelles armellinas, adeant SSmum pro concessione, et interim abstineant. Et ita decrevit, et servari mandavit. Die 19 julii 1687.

3129. **Bituntina.**

S. Rituum Congregatio approbavit decretum episcopi Bituntini latum ad favorem parochorum civitatis Bituntinae quoad delationem stolae super cotta in processionibus ad distinctionem aliorum sacerdotum simplicium. Die 19 julii 1687.

2331. **Hispaniarum.**

Officium sanctorum martyrum Cyriaci et Paulae Virginis celebrandum sub ritu duplici in civitate et dioecesi Malacae die 17 junii cum octava a S. Rituum Congregatione habita die 15 januarii 1611 approbatum, Eadem S. Congregatio piis precibus majestatis catholicae regis Hispaniarum per R. D. Franciscum Bernardo de Quiros suum agentem in romana curia allatis, referente Emo Carpineo, gratiam benigne extendendo

indulsit ut recitari possit etiam in regnis Castellae et Legionis, sine tamen octava. Die 19 julii 1687.

2332. **Ordinis Praedicatorum.**

In Congregatione S. Rituum, referente Emo Casanate, proposita et resoluta fuerunt ut infra, circam novam impressionem Missalis PP. Dominicanorum.

1. Officia apposita post constitutionem Clementis VIII quae sunt sub ritu semiduplici in Breviario romano, reducantur ad ritum simplicem dominicanorum. Et officia sanctorum ejusdem ordinis, etiam si non sint in breviario romano, apponantur ad formam approbationis obtentae a Sede apostolica quatenus fuerit obtenta.

2. Omittantur officia ad libitum.

3. Octavae de S. Thoma de Aquino, de S. Maria Magdalena, de S. Augustino, et de S. Rosa, quae prius habebant octavam solemnem, reducantur ad octavam memoriae.

4. Feria 5 post sexagesimam celebretur tantum missa votiva de Sancta Catherina absque expressione Sponsalitii. Et die 15 septembris celebretur pariter missa votiva de Sancto Dominico absque expressione delationis imaginis ejusdem sancti.

5. Quoad officia B. Jacobi Salomonii et B. Ambrosii Sansedonii, fuit dilata resolutio.

6. Officium B. Joannis de Colonia non celebretur singulariter, sed cum aliis martyribus Gorgomiensibus. Imposterum nihil addatur calendario approbando sine licentia Sedis Apostolicae. Decreta suprascripta communicentur procuratori generali. Die 19 julii 1687.

2333. **Parisien.**

Clericorum regularium Theatinorum S. Annae, pro approbatione antiphonae dictae Sanctae: *Utantur de communi.* Die 19 julii 1687.

2334. **Sancti Flori in Gallia.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Rmi episcopi S. Flori in Gallia, benigne indulsit, ut in sua ecclesia cathedrali recitari possit officium SSmi Sacramenti sub ritu semiduplici qualibet die jovis non impedita tamen alio officio novem lectionum, et excepto tempore adventus, quadragesimae et vigiliarum. Die 19 julii 1687.

2335. **Ordinis Minorum S. Francisci.**

Cum S. Rituum Congregatio habita die 23 novembris 1686, ad relationem Emi Casanate, supplicante fr. Balthassare Milatio de Naro procuratore generali ordinis minorum Conventualium S. Francisci censuerit, breviarium imprimendum ad usum fratrum minorum Conventualium extendendum etiam ad usum monialium tam S. Clarae quam tertii ordinis. Cumque pro parte P. procuratoris generalis minorum Observantium institum fuerit pro declaratione supradicti decreti, quod intelligatur solummodo, ut novum praefatum breviarium extendi debeat solis monialibus Clarissis, et dictis tertii ordinis quae sunt subjectae gubernio minorum Conventualium, et non aliis quae sunt subjectae minoribus Observantibus et ordinariis loci. Et S. Congregatio, sub die 19 aprilis proximi praeteriti, referente Emo Colloredo, et audito P. Procuratore generali minorum Conventualium responderit: *Lectum.* Iterum ad instantiam P. procuratoris generalis minorum Observantium reproposita causa, utraque parte hinc inde audita et informante, eadem S. Congregatio respondit: *Licere praedictis monialibus S. Clarae et tertii ordinis uti breviario, vel patrum Conventualium, vel patrum Observantium.* et ita declaravit. Die 30 augusti 1687.

2336. **Galliarum.**

Emo et Rmo D. Card. Ranutio Nuncio Apost. Galliarum. Cum pro parte praepositi generalis et canonicorum regularium ordinis S. Augustini congregationis nuncupatae Salvatoris Nostri in Lotharingia S. Rituum Congregationi supplicatum fuerit pro licentia transferendi corpus servi Dei Petri Forerii praepositi generalis dicti ordinis (cujus beatificationis et canonizationis causa jamdiu in eadem S. Congregatione introducta extat,) e pago Mattaincuriae, in quo specie depositi collocatum fuit, Mussipontium ubi generales dicti ordinis viventes residentiam et mortui sepulturam habent, ibique in ecclesia dictorum canonicorum regularium sepeliendi ob plures rationes adductas, eadem S. Congregatio die prima martii 1681, mandavit scribi Rmo D. episcopo Tullensi pro habenda certiore negotii hujusmodi relatione. Receptis autem ejus litteris responsivis, quibus ipse per easdem et alias rationes dictam translationem laudavit, S. eadem Congregatio, die 7 junii ejusdem anni, censuit praefatam translationem esse juri consonam, annuente subsequenter SSmo D. N. Ideoque ad praedictum Rmum episcopum Tullensem iterum scriptum fuit, ut eam fieri curaret secreto, et privata forma, et absque ulla penitus pompa, aut solemnitate. Dictus autem Rmus episcopus suo vicario injunxit, ut auditis Mattaincuriensibus, qui se opponebant, executioni demandaret litteras S. Congregationis, prout, iis auditis, ac frivolis cognitis exceptionibus, translationem decrevit: sed interjecta a Mattaincuriae oppidanis appellatione, non ad hanc S. Congregationem, ut omnino debuerant, si quodammodo sese gravatos sensissent, sed ad vicarium metropolitani Trevirensis, qui licet audivisset canonicos regulares excipientes a nullo alio tribunali, quam ab hac S. Congregatione causam cognosci posse, sententiam protulit declarantem, bene quidem judicatum in curia Tullensi fuisse, condemnatis etiam in expensis Mattaincuriensibus; sed circa punctum translationis corporis servi Dei, e Mattaincuria minime amovendum esse, donec aliter a competente judice decisum foret, reservato semper recursu ad metropolitanum. At quoniam sententia hujusmodi prae aliis exceptionibus, destruebat rescriptum hujus S. Congregationis, eadem, die 20 julii anni 1686, circumscriptis omnibus gestis per officialem Trevirensem, commisit Rmo D. episcopo Virdunensi, ejusque vicario generali, ut alter eorum audiret hinc inde partes earumque jura, nulla prolata sententia super dicta translatione, S. Congregationi subinde referret et transmitteret acta. Quod decretum expeditum fuit per litteras apostolicas SSmi D. N. in forma brevis, quarum exemplar hic annectitur. Verum quia pro parte eorumdem canonicorum regularium expositum fuit, quod Mattaincurienses apud regios ministros impedire nituntur dicti brevis executionem, eo sub praetextu quo concordata gallicana rubr. de causis etc. prohibeant decisionem causarum regni Franciae in romana curia, Emi PP. eidem S. Congregationi praepositi, referente Emo D. Card. Carpineo Ponente causae praedicti servi Dei opportunum et aequum duxerunt scribendum esse Eminentiae Vestrae, ut ipsa, ea qua pollet dexteritate et prudentia, operam suam apud regios officiales impendat, ne praememorati brevis apostolici executio diutius impediatur aut retardetur, cum quaesitus color concordatorum gallicanorum nullius ponderis detegatur; omissis enim aliis rationibus Eminentiae Vestrae praenotis, dicta rubrica de causis § *Statuimus quoque*, expresse excipit causas majores, cujus generis esse translationem corporis dicti servi Dei, cui beatificationi et canonizationi jam, ut innuitur, SSmus D. N. manum apposuit, adeo ut nullus alius in incidentibus, dependentibus et annexis dictae beatificationis et canonizationis se ingerere valeat ambiguum non est. Quocirca Eminentiam Vestram talem solertiam et curam adhibituram fore speratur, qualem tanti momenti res ad Dei gloriam, et Sedis Apostolicae dignitatem pertinens exigit. Dum ipse itaque meo munere fungor, Eminentiae Vestrae manus humillime deosculor. Romae die 30 augusti 1687.

2337. **Melevitana.**

In causa Melevitana juris pulsandi campanas, proposita pro parte archipresbyteri B. M. V. Assumptionis insulae Gaudisii contra parochum S. Georgii de eadem, referente Emo Colloredo pro Emo Denhoff, S. Rituum Congregatio, audita relatione Rmi inquisitoris, una cum juribus deductis atque allegatis pro dicto archipresbytero, respondit: *Non licere parocho*

S. Georgii pulsare campanas in sabatho sancto ante ecclesiam S. Mariae Assumptionis Gaudisii. Et quod poenas non molestetur parochus S. Georgii. Et ita declaravit, decrevit, et servari mandavit. Die 20 septembris 1687.

ADNOTATIO.

Haec causa, quae proposita non fuit in proxima Congregatione, ob angustiam, ut credimus, temporis, proponetur ab Emo Colloredo subrogato in hac praesenti Congregatione diei 20 currentis mensis septembris, ideoque supplicamus pro reassumptione scripturarum tunc datarum prae manibus, quibus pro faciliori favorabili resolutione addimus sequentia.

Cum etenim pro parte R. D. archipresbyteri matricis et collegiatae ecclesiae Assumptionis B. M. Virginis Insulae Gaudisii nostri principalis, instetur ne R. Parochus S. Georgii adversarius possit pulsare campanas in die sabathi sanctae haebdomadae antequam illas pulset nostra collegiata et matrix ecclesia, et ante expulsionem tormentorum bellicorum nostrae Arcis, eo innixi fundamento, quod ante majorem ecclesiam nulla alia possit ecclesia pulsare campanas juxta constitutionem Leoninam, Caeremoniale Episcoporum, et varias resolutiones S. Congregationis in praeterita allegatas, et ad fundandam nostram intentionem plura attulerimus documenta in jure et in facto concludentia ecclesiam nostram esse matricem totius insulae, Hodie ex scripturis de partibus ad manus nostras perventis res caret omni difficultate, cum in manibus Emi D. Ponentis et hic in calce porrigamus duas incontrovertibiles comprobationes super matricitate nostrae ecclesiae; unam, scilicet, ordinarii Melevitani qui de anno 1623, erigendo in collegiatam nostram ecclesiam, tunc simplicem parochialem, illam in erectione pluries atque pluries vocat parochialem matricem totius insulae; et alteram sa. me. Alexandri VII, qui pariter in confirmatione ipsius collegiatae, semper eam denominat parochialem matricem ipsius insulae.

Ex quibus tam Pontificis quam ordinarii enunciativis et denominationibus, junctis cum aliis in nostra praeterita deductis, non est in aliquo haesitandum, quod matricitas nostrae ecclesiae non sit perfecte probata. Et de enunciativa Papae est textus in Clem. unica, de probat. Gabriel infinite congerens auctoritates titul. de n. 42. Genua de enunciat. lib. 2. 9. 2. n. 30. et de assertionibus ordinarii circa statum et qualitatem suarum ecclesiarum dixit Rota dec. 460. n. 10. p. 18. rec. ea ratione, quia optime praesumitur informatus de suis ecclesiis ratione visitationis quotannis sibi injunctae Rota., dec. 233. p. 1. et dec. 30. p. 6. rec.

Ideoque, hac supposita probatione super matricitate nostrae ecclesiae, credimus prohibendum esse dicto adversario, ne audeat imposterum amplius ante nostram ecclesiam pulsare campanas et condemnandum ad poenam in Leonina contentam.

2338. **Spoletana.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam communitatis et publicorum repraesentantium loci Caesarum Spoletanae dioecesis inhaerendo aliis decretis emanatis, declaravit vicario foraneo ratione sui vicariatus nullam deberi praeeminentiam circa praecedentiam controversam inter praedictos communitatem et vicarium foraneum in recipiendo candelas, cineres et palmas et ita declaravit. Die 20 septembris 1687.

2339. **Bitecten.**

Episcopus Bitecten. retulit in sua epistola super remotione baldacchini principissae illius civitatis ab ipso facta, quod retinebat in ecclesia cathedrali. Et quod pro dicta remotione adfuit praesentata epistola hortatoria regii collateralis Neapolis etc. Et S. Rituum Congregatio respondit oretenus cum agente, qui scribat episcopo, qui non curet hortatoriam. Die 22 novembris 1687.

2340. **Italiae Societatis Jesu.**

Cum alias sub die 5 januarii 1673 fel. rec. Clemens papa X indulserit, ut provinciae Societatis Jesu ad Hispaniae assistentiam pertinentes, singulaeque provinciarum et assistentiae personae semel in hebdomada die non impedita festo duplici vel semiduplici, missam et officium de S. Ignatio Societatis Jesu fundatore et parente celebrare et recitare licite et libere valeant sub ritu semiduplici, excepto tamen adventu et quadragesima. Deinde eadem Sanctitas Sua die 29 januarii 1676 praedictam gratiam extenderit ad assistentiam Germaniae, et Lusitaniae. Nunc vero S. Rituum Congregatio, ad pias preces P. Joannis Andreae Serra procuratoris generalis ejusdem Societatis Jesu allatas ab Emo Franzono, benigne inclinata eamdem gratiam indulsit, atque extendit etiam ad assistentiam Italiae. Die 22 novembris 1687.

2341. **Parisien.**

S. Rituum Congregatio piis precibus per Emum de Alteriis allatis pro Clericis regularibus Theatinis Sanctae Annae nuncupatae regalis Parisiensis gratiam benigne extendendo indulsit, ut imposterum praedicti religiosi annuatim recitari possint officium expectationis Partus B. M. Virginis sub ritu duplici incipiendo in prima die novenae Nativitatis D. N. Jesu Christi, sicut recitatur auctoritate S. Congregationis in aliis diversis mundi partibus. Hac die 22 novembris 1687.

2342. **Gandaven.**

Auditis attestationibus factis sub die 2 martii 1686 a fr. Francisci Arbes Cambronensis vicario generali et ab aliis etc. tenoris sequentis. Nos infrascripti attestamur, diversis vicibus consuevisse dominam Victoriam Boele monialem professam abbatiae B. Mariae de Costeicloo ordinis Cisterciensis in civitate Gandavensi, in eaque invenisse et vidisse varia vulnera, seu stigmata tam in palma, et dorso utriusque manus, quam in planta et dorso utriusque pedis, et latere dextro ad longitudinem circiter trium digitorum. Aliud insuper in eodem latere dextro quasi a sagitta infixum, cui ex adverso in latere sinistro corresponderet vulnus ejusdem fere magnitudinis, quae omnia vulnera diversis vicibus sanguinem emisisse purum et copiosum sine ulla corruptione, alteratione, vel inflammatione compertum habemus, et post diligens examen supranaturalia judicamus. In quorum fidem etc. Datum Gandavi 2 maii 1686.

Et eadem S. Congregatio, discussa materia, cognitionem hujusmodi negotii remisit ad Congregationem S. Officii. Die 22 novembris 1687.

2343. **Adjacen.**

Super asserto miraculo sanguinis emanati ex manu statuae S. Francisci die 6 septembris anno 1684 in ecclesia patrum ordinis minorum Observantium S. Francisci civitatis Adjaci in Corsica, re mature discussa, referente Emo de Lauraea, S. Congregatio Rituum declaravit non constare de miraculo. Et ad aures dicatur ut infra: Conducatur statua S. Francisci ad statum pristinum, et dealbetur. Die 22 novembris 1687.

2344. **Ordinis Carthusianorum.**

Cum S. Rituum Congregatio sub die 14 junii 1687, me referente, decreverit licere patribus Carthusianis uti missali et breviario quibus utuntur, ac etiam Sacris Bibliis, quae sunt eadem ac Vulgata S. Romanae Ecclesiae; caetera vero quae majori indigebant discussione, ad mentem mei, tamquam ponentis dimiserit. Adhibita diuturna diligentia, declaro, quod mens est, ut retentis caeteris, quae venerandae innituntur antiquitati, ac conformia etiam prisco Ecclesiae romanae usui perspexi; cum nova fiet editio breviarii anno 1643 et missalis anno 1679 impressorum, corrigantur infrascripti loci, in hunc, qui sequitur modum.

Praeterea ut omnis imposterum novitati obstruatur aditus mens est, sic omnes praefatorum breviarii, missalisque rubricas, ac in eis citata statuta, seu ordinarium Carthusiense ab omnibus Carthusianis observari debere, ut nec in majori ecclesia Carthusiae romanae, nec in quibuslibet aliis ordinis ecclesiis aut sacellis ad eos pertinentibus, ulli umquam eorum licitum sit, sine capituli generalis consensu quidquam in officiis

divinis, maxime vero in missae ritu et celebratione omittere, addere, immutare vel peragere contra, aut praeter praefatas rubricas, ordinarium, et statuta. Sed id in iis tantummodo ecclesiis liceat, quae de ordine Carthusiano non sunt juxta num. 16 c. 32 dicti ordinarii, seu primae partis statutorum. In quorum omnium fidem.

MISSALE CARTHUSIANUM	SIC CORRIGATUR
P. 184. Quando lavat manus etc. ut audiam vocem laudis tuae.	— Quando lavat manus etc. ut audiam vocem laudis.
Ibid. In spiritu humilitatis etc. et sic fiat sacrificium nostrum ut a te suscipiatur hodie et placeat tibi Domine Deus.	— In spiritu humilitatis etc. et sic fiat sacrificium nostrum in conspectu tuo hodie, ut placeat tibi Domine Deus.
P. 264. Qui manducat meam carnem et bibit meum sanguinem.	— Qui manducat carnem meam et bibit sanguinem meum.
P. 310. In festo S. Andreae Corde creditur.	— Corde enim creditur.
P. 317. In Cathedra S. Petri in epistola In habitaculum Dei in Spiritu Sancto.	— In habitaculum Dei in spiritu.
P. 334. In Oratione Sancti Francisci de Paula. Deus humilium etc. gloria exaltasti etc.	— Deus humilium etc. gloria sublimasti etc.
P. 362. Ad offert. S. Annae, Confortamini, et jam nolite timere, ecce enim Deus noster retribuens judicium. ipse veniet et salvos nos faciet.	— Confortamini et nolite timere ecce Deus vester ultionem adducet retributionis. Deus ipse veniet, et salvabit vos.
P. 394. In festo S. Dionisii ad epist. resp. et regnabit illorum Rex in aeternum.	— Et regnabit Dominus illorum in perpetuum.
P. 494. Item in festo SSmum Reliquiarum. 3 Item in communi plurimorum martyrum.	
P. 399. Epistola Justi in perpetuum vivent etc. sumet scutum inexpugnabile aequitatem, ibunt directe emissiones, ad certum locum deducet illos Dominus Deus noster.	— Justi autem in perpetuum etc. sumet aequitatem. Hic terminatur epistola.
P. 491. In epistola vidi Angelum ascendentem.	— Vidi alterum Angelum ascendentem.
P. 12. In Communi unius doctoris euge serve fidelis.	— Euge serve bone et fidelis.
P. 79. In missa pro defunctis si ambulem.	— Si ambulavero.
P. 33. Offerentur.	— Afferentur.

L. Card. Colloredus Ponens.

BREVIARIUM CARTHUSIANUM	SIC CORRIGATUR
Tit. de Rub. N. 4. Quaedam etiam festa solemniter coli possunt vel in quibusdam provinciis, vel in peculiaribus domibus pro devotione, si fuerint jam a S. Romana Ecclesia approbata et si talis consuetudo in usu erit, servata tamen hujus breviarii forma, et si a capitulo generali vel a R. P. Priore Carthusiae probata, rata, et confirmata fuerit, etiam cum officiis privatis, pariter approbatis.	
P. 45. In lectione. Leva ad eum manus tuas, et miserebitur tui.	— Leva ad eum manus tuas pro anima parvulorum.
P. 116. Empti estis pretio magno.	— Empti enim estis pretio magno.
P. 122. Peccata quique impugnatur.	— Peccata quibus impugnatur.
P. 141. Tu in nobis est Domine.	— Tu autem in nobis es Domine.
P. 148. Comminabitur contumaciis.	— Comminabitur contumacibus.
P. 169. Ad Bened. Levate capita vestra quia.	— Levate capita vestra quoniam.
P. 176. Ad Bened. Docebit nos de viis suis et ibimus in semitis ejus.	— Docebit nos vias suas et ambulabimus in semitis ejus.
P. 185. Ant. ad mag. Appropinquabit enim regnum coelorum.	— Appropinquavit enim regnum coelorum.
P. 186. Ant. ad Bened. Ecce mitto Angelum, qui praeparabit viam tuam, ante faciem tuam.	— Ecce mitto Angelum meum et praeparabit viam ante faciem meam.
P. 188. Et projiciet omnia peccata nostra.	— Et projiciet in profundum maris omnia peccata nostra.
Ibid. Miserebitur Dominus.	— Miserebitur enim Dominus.
P. 195. Adtus Domini appropinquabit.	— Adtus Domini appropinquavit.
P. 217. Resp. Lect. 7. Natum ex virgine factum sub lege.	— Factum ex muliere factum sub lege.
P. 220. Eamus Bethleem et videamus.	— Transeamus usque Bethleem et videamus.
P. 226. Domine accipe spiritum.	— Domine Jesu suscipe spiritum.
P. 229. Et inaltavit eum.	— Et exaltavit eum.
P. 232. Sedere autem mecum.	— Sedere autem ad dexteram meam vel sinistram.
P. 239. Multifarie.	— Multifariam.
P. 254. Ad mag. Hi empti sunt ex omnibus.	— Hi empti sunt ex hominibus.
P. 280. Salvatorem expectamus Dominum Jesum.	— Salvatorem expectamus Dominum nostrum Jesum.
P. In nomine Jesu flectatur omne genu.	— In nomine Jesu omne genu flectatur.
P. An. ad Bened. sic placitum est ante te.	— Sic placitum fuit ante te.
P. 334. Tu es meus Protector.	— Tu es Protector meus.
P. 336. Odoratus est Dominus.	— Odoratusque est Dominus.
P. 355. 360. 362. Missus sum ad oves.	— Non sum missus nisi ad oves.
P. 561. Bonum mihi quod humiliasti me.	— Bonum mihi quia humiliasti me.
P. 392. Deus meus ne elonges a me.	— Deus meus ne elongeris a me.
P. 396. Vos ascendite etc. ego non ascendam.	— Vos ascendite etc. ego autem non ascendo.
P. 407. An. ad Bened. Cum dilexisset suos in finem dilexit nos.	— Cum dilexisset suos qui erant in mundo in finem dilexit eos.
P. 414. Coenantibus autem accepit Jesus panem.	— Caenantibus autem illis accepit Jesus panem.
P. 417. Memento mei Domine Deus cum veneris in regnum tuum.	— Domine memento mei cum veneris in regnum tuum.
P. 423. Vesp. aut. Sab. etc. et alia Maria videre Sepulchrum.	— Vesp. aut. Sab. et altera Maria videre Sepulchrum.
P. 454. In me gratia etc. In me est omnis spes vitae.	— In me gratia etc. in me omnis spes vitae.
P. 464. Ascendit Deus in jubilatione Dominus etc.	— Ascendit Deus in jubilatione et Dominus etc.
P. 484. Illi autem etc. Deo cooperante, et sermonem confirmante etc.	— Illi autem Domino cooperante et sermonem confirmante etc.
P. 505. Si diligeretis me gauderetis utique, quia ad patrem vado.	— Si diligeretis me gauderetis utique quia vado ad patrem.
P. 525. Lavabo etc. ut offeram sacrificium laudis.	— Lavabo etc. ut audiam vocem laudis.

P. 527. Qui manducat carnem meam. — Qui manducat meam carnem.
P. 653. Deus et pater Domini Nostri Jesus Christi scit qui benedictus in saecula quod non mentior. — Deus et pater Domini Nostri Jesu Christi qui est benedictus in saecula scit quod non mentior.
P. 708. Honestavit illum in laboribus suis. — Honestavit illum in laboribus.
P. 738. 739. 740. Non remaledicebat. — Non maledicebat.
P. 888. Et cum eo Sanctorum millia. — Et cum eo centum quadraginta quatuor millia.
P. 894. Laetamini justi, et exultate in Domino. — Laetamini in Domino, et exultati justi.

IN COMMUNI SANCTORUM.

P. 1. Ad mag. An. Dum steteritis etc. nolite praemeditari qualiter respondeatis. — Dum steritis etc. nolite praemeditari, quemadmodum respondeatis.
P. 10. Effugaverunt gladii. — Effugerunt aciem gladii.
P. 13. Et candidas eas fecerunt. — Et dealbaverunt eas.
P. 94. Fallax est gratia. — Fallax gratia.

L. Card. Colloredus Ponens.

S. Rituum Congregatio, ad pias preces R. P. D. Joannis Baptistae Berger procuratoris generalis ordinis Carthusiensis, inhaerendo decreto alias sub die 14 junii proximi emanato, suprascriptas correctiones missalis et breviarii praedicti ordinis diligenter revisas ab Emo Colloredo, ejusque totum votum, seu decretum, prout jacet, approbavit, ac imprimi posse concessit. Die 22 novembris 1687.

2345. **Pampilonen.**

Expositum fuit apud S. Rituum Congregationem, quod in parochiali ecclesia S. Saturnini civitatis Pampilonen, quae per vicarium perpetuum curam animarum gerentem, per sacristam, ac per quatuordecim alios beneficiatos, choristas nuncupatos, deservitur, omnes et singulae functiones, sive actus, tam in choro quam extra, juxta inveteratam consuetudinem, ab eodem vicario perpetuo utpote digniore, exercentur, quatenus praesens reperiatur: Sin minus, supplet sacrista; et, eo etiam absente, vel impedito, succedunt choristae juxta ordinem antianitatis. Unus ex actibus suprascriptis est delatio reliquiae S. Saturnini ecclesiae patroni ad infirmos morbo periculoso laborantes, pro qua dictus vicarius, vel alter in ejus locum, juxta ordinem antedictum, reliquis capellanis associatus, dictamque reliquiam velo serico coopertam gerens (privatim tamen et absque ulla solemnitate) domum infirmi accedit, eoque perventus ipsam reliquiam supra mensam adorationi exponit, et successive psalmi, evangelia et orationes recitantur, ac caetera fiunt quae in visitationibus infirmorum per Rituale Romanum praescribuntur. Cum autem aliquando contingat quod de tempore, quo vicarius penes aliquem infirmum moratur pro administrando sacramento extremae unctionis, vel alia de causa, superveniat sacrista, sive alter beneficiatus reliquiam praedictam deferens; Dubitatum fuit, ad quem ex ipsis spectet celebratio ceremoniarum visitationis dicti Infirmi, an scilicet ad illum, qui reliquiam detulit et quodammodo per hujusmodi delationem videtur functionem inchoasse, an potius ad vicarium tamquam digniorem et praesentem atque allegantem dictas ceremonias esse actum diversum et separatum ab ipsa delatione reliquiae? Quapropter pro parte praefati vicarii supplicatum fuit pro hujusmodi declaratione. Et eadem S. Congregatio respondit, in casu proposito, spectare ad vicarium tamquam digniorem et ita declaravit. Die 22 novembris 1687.

2346. **Ordinis Praedicatorum.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam P. procuratoris generalis ordinis Praedicatorum, declaravit, non licere ullo modo recitare Rosarium S. Josephi nec non rosarium B. Virginis ante altare B. M. V. de Monte Carmelo in ecclesia praepositurae S. Blasii sita prope conventum et ecclesiam S. Catherinae patrum Dominicanorum existen. in burgo Finali Januae. Die 24 januarii 1688.

2347. **Parisien.**

S. Rituum Congregatio, ad pias et reiteratas preces abbatissae et monialium monasterii vulgo Longi Campi juxta muros Parisienses sub regula S. Clarae, relatas ab Emo de Lauraea; instante pariter R. P. Antonio Perier ordinis S. Francisci de Paula generali, benigne indulsit, atque concessit eisdem facultatem celebrandi in illarum monasterio tantum festum beatae Elisabeth sororis S. Ludovici Francorum regis earum fundatricis cum officio a S. Sede nuper approbato, et missa respective etiam cum octava. Die 24 januarii 1688.

2348. **Romana.**

S. Rituum Congregatio piis precibus ab Emo Columna delatis pro praesidente, et oblatis Turris Speculorum de Urbe benigne inclinata indulsit, atque ad formam decreti facti pro sancto Benedicto et S. Scholastica sub die 22 februarii 1687 concessit eisdem facultatem recitandi officium S. Franciscae Romanae viduae earum fundatricis et matris sub ritu semiduplici semel in qualibet hebdomada die tamen non impedita festo duplici vel semiduplici, et extra tempus adventus et quadragesimae. Die 24 januarii 1688.

2349. **Bononien.**

Pro parte, et ad instantiam civitatis Bononiae expositum et supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem vulgari sermone tenoris sequentis.

Essendosi rifabbricata la chiesa delle monache del Corpus Domini di Bologna, ampliata ed ornata con nobile struttura mediante le carità universali di detta città per la gran devozione che tutti generalmente hanno al Sagro Corpo della Beata Catarina che in detta chiesa ri iede, con tal occasione viene ad ampliarsi altresì la celletta, ove stà collocato il detto sacro corpo, e vi sono soggetti, che esibiscono far spesa considerabile per ornamento di detta nuova celletta, ma non potendosi aggiustare perfettamente le cose senza muovere la detta Beata, e trasportarla in luogo proprio nella nuova celletta, che è però nel sito della vecchia ampliato, l'ambasciatore di Bologna a nome di tutta la città supplica l'EE. VV. di benigna licenza per poter ciò effettuare in quelle forme, che siano più dovute, e con l'assistenza di quei personaggi ch' elle comanderanno. E della grazia etc. Quas Deus etc.

Et eadem S. Rituum Congregatio desuper petitum benigne concessit, servatis servandis, et cum assistentia Emi Legati. Die 13 martii 1688.

2350. **Juvenacen.**

Cum archipresbyter terrae Terlisii Juvenacen. diaecesis praetenderet habere usum pontificalium, ferre cingulum viridum, retinere thronum fixum in ecclesia S. Angeli dictae terrae, et se induere more episcoporum, ad instantiam cleri dictae terrae Terlisii sub die 7 junii 1681 S. Rituum Congregationi placuit respondere: *Archipresbyter doceat de privilegiis, et interim abstineat ab usu pontificalium et aliorum*, juxta resoluta in decreto circa usum pontificalium praelatis episcopo inferioribus concessorum ab eadem S. Congregatione habita coram sa. me. Alexandro VII emanato die 27 septembris 1659. Et vigore dictae resolutionis et litterarum ejusdem S. Congregationis die 2 junii 1685 editarum, demandatum pariter fuerit eidem archipresbytero, injuncto praecepto ab episcopo, ut exhibere deberet dictum indultum et interim se abstineret ab usu pontificalium. Exhibito itaque in actis ipsius S. Congregationis praefato indulto concesso a fel. rec. Sixto IV de anno 1488 pridie calendas augusti; et proposita causa in S. Rituum Congregatione, referente Emo Cardinali Casanate Ponente, sub die 30 augusti 1687 ad instantiam Rmi D. Fr. Agnelli

Alphesii episcopi Juvenacensis, contra dictum archipresbyterum terrae Terlisii, fuit rescriptum: *Decretum episcopi Juvenacen. sustineri*. Et tandem reproposita causa ad instantiam ejusdem episcopi supplicantis pro declaratione rescripti emanati sub die 30 augusti 1687. Et viceversa instante dicto archipresbytero pro dilatione et nova audientia, eadem S. Congregatio utraque parte hinc inde audita, referente eodem Emo Casanate, declaravit indultum pontificalium non sustineri, et mandavit ut episcopus Juvenacensis inhibeat auctoritate ejusdem S. Congregationis, et ita decrevit. Die 13 martii 1688.

2351. **Ordinis Praedicatorum.**

Expositum et supplicatum fuit in supplici libello vulgari sermone tenoris sequentis:

Il procuratore generale dell'ordine de' Predicatori umilmente espone all'EE. VV. come in esecuzione della commissione data da cotesta S. Congregazione all'Emi Azzolino, Casanate, e Colloredo di regolare il messale Domenicano, hanno le sudette Eminenze fatte molte disposizioni differenti dalla disposizione nella quale si trova attualmente il messale. Che però il procuratore generale, col consiglio degl'Emi sopranominati, ha stimato necessario supplicare la benignità dell'EE. VV. a degnarsi voler concedere le grazie infrascritte, sottoponendosi con tutta l'obbedienza che deve a tutto il restante.

1. Che la festa della circoncisione di Nostro Signore si mantenga nel rito tutto doppio.

2. Che la festa di S. Apollonia si celebri almeno con rito doppio, dove prima si celebrava tutto doppio.

3. Che l'ottava di S. Tommaso d'Aquino dottore della Chiesa si celebri solenne.

4. Che l'ottava di S. Rosa si celebri similmente con rito solenne.

5. Che essendosi compiaciuta la S. Congregazione concedere che alli 15 settembre si celebri una festa particolare di S. Domenico sotto questo titolo: *Commemoratio S. Dominici*, si compiacciano, che s'aggiunga per esplicazione: *In Suriano*.

6. Che le feste dei Beati dell'ordine non ancora canonizati si celebrino con rito tutto doppio.

Et eadem Congregatio, referente Emo Casanate, respondit: *Lectum*, et serventur in omnibus resoluta per Congregationem particularem habitam in aedibus Emi Colloredo die 22 februarii proximi. Die 13 martii 1688.

2352. **Mediolanen.**

Expositum et supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem in supplici libello vulgari sermone tenoris sequentis:

Galeazzo Visconti d'Aragone dottore collegiale e nobile di Milano, umilissimo oratore supplica riverentemente l'EE. VV. doverseli ad esso, e suoi successori la sedia nel primo luogo dopo l'ecclesiastici coll'inginocchiatore, e tapeto fuori del presbiterio, e la turificazione, e la pace dopo l'ecclesiastici privativamente a tutti gli altri secolari nelle terre, castelli, e luoghi dei quali è signore, e padrone feudatario, e particolarmente nei castelli d'Oleggio e Innorio superiore, nella diocesi di Navara, luoghi antichissimi della sua casa, come altre volte ha cotesta S. Congregazione conceduto al conte Ferrante Cavenago di Milano sotto il 15 gennaro 1661, 17 giugno 1673 ed 11 gennaro 1676, come dall'annesso foglio lettera A. B. C. E non solamente nella diocesi di Milano, ma ancora in molte altre ha costumato ai signori temporali cotesta S. Congregazione di concedere simili indulti, come appare da diverse resoluzioni riferite dal Barbosa nelle sue collettanee in verbo *Baro* n. 5, et 6. verbo *Dominus*, n. unico et verbo *Pax*, n. 6. Che ec.

Et eadem S. Rituum Congregatio, referente Emo Chisio, petitam facultatem in omnibus benigne indulsit Galeatio de Vicecomitibus ab Aragonia Mediolanen. ejusque successoribus in terris, oppidis, et locis de quibus ipse est Dominus et feudatarius, et signanter in castris de Olegio, de Innorio superiore in diaecesi Novarien. juxta praedicta decreta comiti Ferranti Cavenago alias concessa sub die 15 januarii 1661, 17 junii 1673 et 11 januarii 1676. Die 29 maii 1688.

2353. **Albanen.**

Pro parte capituli et canonicorum ecclesiae collegiatae Castri Nettuni Albanen. dioecesis expositum est, quod in praedicta collegiata canonicatus omnes sunt aequales sine ulla certi ordinis distinctione, adeo ut aliquando contingat antiquiorem canonicorum esse clericum non sacerdotem, juniorem vero esse sacerdotem, atque uti talem praecedere in functionibus canonicalibus. Quia vero saepe evenit, ut ille antiquior canonicus clericus postea tractu temporis promoveatur ad sacerdotium, ideo supplicatum fuit declarari: An iste canonicus clericus factus sacerdos redire debeat ad locum suae antiquioris provisionis, et praecedere caeteris canonicis sacerdotibus junioribus, perinde ac si a principio suae provisionis fuisset sacerdos? Et S. Rituum Congregatio, inhaerendo decretis alias in similibus editis, et signanter in una Urbis S. Mariae ad martyres de Rotunda die 29 martii et 27 septembris 1659, respondit: *Negative*. Nam primo promotus ad gradum sacerdotalem jus praelationis semel adeptum nunquam amittit, et ita declaravit, atque decrevit. Die 10 julii 1688.

2354. **Ordinis Praedicatorum.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces R. P. magistri generalis ordinis Praedicatorum allatas ab Emo Colloredo, benigne concessit, ut festum Circumcisionis Domini (quod est, ut exponitur, unum ex solemnitatibus majoribus et propriis religionis, celebrando festivitatem SSmi Nominis Jesu, sub cujus nomine in omnibus ecclesiis ordinis est erecta societas et confraternitas dicata pluribus thesauris indulgentiarum) celebrari possit cum ritu toto duplici, sicut celebratur de sanctis ejusdem ordinis et de aliis solemnitatibus. Die 10 julii 1688.

2355. **Tolosana.**

P. Provincialis, et provincia Tolosana ordinis Praedicatorum supplicarunt apud S. Rituum Congregationem, quod cum corpus S. Thomae Aquinatis repositum sit in ecclesia conventus Tolosani, et ipse S. Thomas sit specialis patronus dicti conventus Tolosani et totius provinciae Tolosanae ipsiusque etiam academiae Tolosanae, quae ab Urbano V ad defendendam ejus doctrinam erecta est, liceat praedicto conventui ac praedictae provinciae celebrare octavam S. Thomae Aquinatis sub ritu octavae solemnis juxta ritum ordinis Praedicatorum. Et eadem S. Congregatio, referente Emo de Norfolcia, gratiam desuper petitam benigne indulsit, atque concessit. Die 10 julii 1688.

2356. **Avenionen.**

S. Rituum Congregatio facultatem indulsit Rmo Dno Archiepiscopo Avenionen subdelegandi licentiam benedicendi in sua dioecesi sacra suppellectilia ecclesiastica in quibus tamen sacra unctio non adhibetur sacerdotibus in aliqua dignitate ecclesiastica constitutis ad triennium. Die 21 augusti 1688.

2357. **Januen.**

Audita relatione Rmi archiepiscopi Januen. et actis ceptis in curia archiepiscopali Januae die 24 junii proximi praeteriti occasione praetensi miraculi facti ab imagine Crucifixi existentis in ecclesia fratrum Carmelitarum discalceatorum S. Caroli ejusdem civitatis Januae et exinde die 17 mensis julii transmissis ad S. Rituum Congregationem. Nec non audita instantia praedictorum fratrum; eadem S. Congregatio mandavit, ut removeatur ab ecclesia et reponatur in loco secreto arbitrio ordinarii, ubi non possit haberi concursus. Die 21 augusti 1688.

2358. **Senen.**

Supplicante P. Joanne Ambrosio Centurione Societatis Jesu rectore nobilis collegii de Tholomeis civitatis Senensis pro concessione, ut in capella dicti collegii possit infra annum retineri SSmum, et illud exponere per aliquam horam diei

occasione quod illi equites ibi educati faciunt exercitia spiritualia, ut in supplici libello etc. S. Rituum Congregatio remisit arbitrio et prudentiae Rmi archiepiscopi. Die 21 augusti 1688.

2359. **Melevitana.**

Aequum est, ut Apostolica Sedes eorum vota, qui de catholica regione benemeriti sunt, in cassum ire non sinat, ad ejusdem incrementa procuranda ardentibus excitentur, et inflammentur. Propterea S. Rituum Congregatio, ad enixas preces Emi Gregorii Carafae ordinis S. Joannis Hierosolymitani magni magistri, cujus spectata virtus, ac probata in Sanctam Sedem religio, novis in dies commendatur promeritis, benigne indulsit, ad relationem Emi Colloredo, ut fratres et moniales praedicti ordinis, nec non capellani et ministri eorum ecclesiarum conventualium servitio addicti, qui ad horas canonicas tenentur, qualibet feria quarta, festo novem lectionum non impedita, exceptis tamen tempore adventus et quadragesimae ac vigiliis, et quatuor temporibus, officium, et missam S. Joannis Baptistae recitare ac respective celebrare possint, et valeant sub ritu semiduplici. Die 21 augusti 1688.

2360. **Sorana.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam archipresbyteri de Brocco contra capellanum B. M. V. della Stella nuncupata ejusdem loci dioecesis Soranae, circa celebrationem missarum diebus festivis, mandavit servari decretum Rmi episcopi etc. vulgari sermone tenoris sequentis: « Stante l'esposto e per evitare ogni disturbo e pregiudizio dell'anime e servizio di Dio, il predetto capellano presente, e futuro della Madonna SSma della Stella non ardisca celebrare e far celebrare in detta chiesa, seu capella rurale se prima non sia celebrata la messa parochiale della chiesa matrice del Brocco. E se questa andasse troppo tardi, possa sbrigarsi il sudetto capellano due ore dopo la levata del sole; sotto pena di una libra di cera bianca lavorata da applicarsi alla chiesa del Brocco per ciascheduna trasgressione ed altre ad arbitrio nostro. Dato in Sora li 10 aprile 1683. Tom. vescovo di Sora. » Et ita decrevit die 21 augusti 1688.

2361. **Ordinis Eremitarum Camaldulensium.**

Emi e Rmi Signori. Avendo la congregazione degli eremiti Camaldolesi di Monte Corona oratrice nella dieta ultimamente tenuta esaminato il disordine de' religiosi nella celebrazione degl'officii de'Santi ad libitum per celebrarsi da chi in un modo e da chi in un altro; perchè le costituzioni della loro regola dispongono di doversi essi uniformare al nuovo breviario monastico Cassinense, acciò in appresso non segua tal disordine, si supplicano umilmente l'EE. VV. a degnarsi ordinare sotto precetto, che i religiosi della Congregazione oratrice si uniformino in tutto e per tutto al detto nuovo breviario monastico, ed ordinario Cassinense come sta giorno per giorno esposto in detto ordinario, mentre loro ancora militano sotto la regola di S. Benedetto.

Ed anco si supplicano l'EE. VV. per la facoltà di poter celebrare le feste della SSma Trinità, e del Corpus Domini con incenso, e mensa commune, come celebrano quelle di prima classe e di poter fare nel giorno del Corpus Domini la processione per la chiesa e dare la benedizione, non venendo ciò proibito dalle loro constituzioni, tanto più che si fa dalle Congregazioni di Germania e Polonia. Che etc.

S. Rituum Congregatio, referente Emo Colloredo, remisit arbitrio Emi Protectoris. Die 21 augusti 1688.

2362. **Cracovien. ac Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio 21 augusti 1688, censuit super infrascriptis officiis, si SSmo D. Nostro placuerit, nempe:

Beati Simeonis de Lypnica sacerdotis ordinis minorum Observantium S. Francisci Cracovien., ponente Emo Pamphilio, posse concedi officium et missam de communi confessorum non pontificum, sub ritu semiduplici recitan. die ejus festo pro regno Poloniae tantum, ad preces majestatis regis Poloniae cum suis litteris directis Sanctitati Suae.

S. Anselmi episcopi Canturiensis ac doctoris, ordinis S. Benedicti, Ponente Emo Azzolino, posse concedi officium, et missam sub ritu semiduplici de praecepto de communi Confessorum Pontificum recitandum in Ecclesia universali die ejus festo, apponendo in calendario breviarii et missalis romani. Et committi Emo Casanate revisionem lectionum.

S. Francisci Borgiae Societatis Jesu, Ponente Emo Columna posse concedi officium et missa jam concessa, ut petitur, sub ritu semiduplici de praecepto recitanda in Ecclesia universali die ejus festo, apponendum in calendario breviarii, et missalis romani.

Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium in solita audientia, Sanctitas Sua de praedictis tribus officiis distulit approbationem. Die 1 septembris 1688.

2363. **Urbis. S. Alexii et Sanctae Paulae, officium.**

D. Angelo Francisco Porro professo congregationis Lombardiae procuratore generali ad praesens monasterii S. Alexii supplicante in supplici libello directo SSmo et ab eodem S. Rituum Congregationi remisso, quatenus dignaretur concedere ut officium S. Alexii sub ritu semiduplici, seu duplici de praecepto imposterum recitetur in Ecclesia universali. Nec non indulgere suae religioni octavam S. Paulae matris ejusdem ordinis. Et facto de praedicto verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua non approbavit. Die 1 septembris 1688.

2364. **Asculana in Apulia.**

Supplicante duce civitatis Asculanae in Apulia, pro declaratione, licere ducissae ejus conjugi uti genuflexorio cum pulvinari: *Scribatur episcopo pro tolerantia ad formam petitionis.* Die 25 septembris 1688.

2365. **Bergomen.**

S. Rituum Congregatio, ad preces Rmi episcopi Bergomensis allatas ab Emo Colloredo, inhaerendo alteri concessioni ejus praedecessori die 6 februarii 1672 factae, et attenta necessitate illius dioecesis, eidem oratori facultatem indulsit, ut subdelegare possit toties quoties opus fuerit, abbatibus Cassinensibus, Lateranensibus, Coelestinis, et Vallisumbrosanis habentibus monasteria in dicta ejus dioecesi, licentiam benedicendi altaria, campanas, ecclesias, calices, patenas, et alia, dummodo tamen praedicti abbates habeant a Sede Apostolica facultatem benedicendi et consecrandi. Die 25 septembris 1688.

2366. **Nullius, seu Baren.**

In causa nullius, seu Baren praecedentiae introducta a patribus minoribus Observantibus terrae Putignani contra patres Capucinos ejusdem loci, de et super jure praecedendi in processionibus aliisque actibus publicis, S. Rituum Congregatio referente Emo Sacchetto, nec non visis et auditis juribus hinc inde deductis et allegatis ab utraque parte, et informante, censuit manutenendos esse in possessione praeaedendi patres Capucinos. Et ita decrevit. Die 25 septembris 1688.

2367. **Tudertina.**

S. Rituum Congregatio, ad instantiam prioris et fratrum S. Philippi civitatis Tudertinae, contra curatum S. Nicolai ejusdem civitatis, inhaerendo decretis alias editis, et signanter in Sulmonen. die 22 novembris 1687, quoad delationem Crucis in funeralibus, iterum declaravit, unicam tantum Crucem esse deferendam et illam esse debere illius ecclesiae ad quam corpus defuncti defertur ad sepeliendum, et ita decrevit, in casu proposito, et servari mandavit, contraria consuetudine non obstante. Die 25 septembris 1688.

2368. **Catanien.**

Tres dignitates, et duodecim canonici ecclesiae collegiatae loci Paternionis Catanien. dioecesis supplicarunt pro indulto utendi cappa magna, rocchetto, et mozzetta, ut in supplicatione directa SSmo et a Dataria remissa ad S. Rituum Con-

gregationem pro voto. Et eadem S. Congregatio referente Emo Colloredo pro Emo Carpineo ab Urbe absente, censuit, si SSmo D. N. placuerit, gratiam desuper petitam posse concedi, juxta votum Emi Carpinei, quod est ad formam consensus capituli cathedralis Catanien. tenoris sequentis, nempe: Cum hac tamen clausula et praeservatione praecedente, quod dicta insignia nunquam gestari possint in praesentia dicti Rmi capituli praedictae civitatis Cataniae, et praesertim tempore synodi et cujuscumque congregationis in quibus intervenerit supradictum Rmum capitulum, ejusque dignitates et canonici praedictae cathedralis ecclesiae Catanien. et non aliter nec alio modo etc. Animadvertendum tamen esset, pro tempore quo intervenerit dictum capitulum cathedralis tam in synodo, quam in aliis congressibus, quem habitum debuerint deferre isti canonici collegiatae oratores. Die 25 septembris 1688.

2369. **Neapolitana.**

Audita electione S. Michaelis Archangeli in patronum et protectorem civitatis Neapolis et illius regni facta occasione terrae motus secuti sub die 5 junii currentis anni, ab electis et deputatis praedictae civitatis, accedente etiam consensu capituli cathedralis et assensu Emi Archiepiscopi Neapolitani, juxta decretum jussu fel. rec. Urbani VIII de modo eligendi Sanctos in patronos editum a S. Rituum Congregatione habita die 23 martii 1630. Eadem S. Congregatio praedictam electionem approbavit, et confirmavit, et de praedicto Sancto sic electo praerogativas omnes similibus Sanctis patronis, et protectoribus minus principalibus competentes decrevit ad formam et tenorem rubricarum breviarii et missalis romani, et constitutionis fel. rec. praefati Urbani VIII super observatione festorum die 13 septembris 1642 emanatae. Die 13 octobris 1688.

2370. **Avenionen.**

Moniales ecclesiae S. Mariae Aegyptiacae pauperum foeminarum poenitentium ejusdem civitatis Avenionen. supplicantes petierunt sacerdotibus saecularibus et regularibus concedi facultatem celebrandi missam de communi nec virginum, nec martyrum cum oratione propria in festo S. Mariae Aegyptiacae, et per ejus octavam in ecclesia praedictae Sanctae dicata in praefata civitate Avenionen, quae quidem oratio propria concessa fuit olim a S. Rituum Congne sub die 15 decembris 1656. pro monialibus reformatis civitatis Neapolis; sub die 4 martii 1673 pro ecclesia armenorum catholicorum Urbis. Et S. Rituum Congregatio, praedictis supplicationibus et decretis inhaerendo, mandavit, et indulsit dictis monialibus juxta petita, ad formam tamen missalis romani et ita decrevit. Die 4 decembris 1688.

2371. **Congregationis Reformatae Monachorum S. Bernardi Ordinis Cisterciensium.**

S. Rituum Congregatio referente Emo Capisucco, ad enixas preces patris D. Nicolai a S. Mauro procuratoris generalis congregationis reformatae monachorum S. Bernardi ordinis Cisterciensium gratiam benigne extendendo concessit, ut imposterum a tota sua praefata congregatione militante sub regula S. Benedicti recitari possint officia nonnullorum sanctorum ordinis Benedictini ad instar concessionis alias de mense septembris 1674 factae congregationi Vallisoletanae, et postea de mense februarii 1680, Congregationi Cassinensi, et successive extensae congregationi Caelestinorum, Vallisumbrosae, Camaldulen., ac demum Sylvestrinorum officium S. Gertrudis virginis et abbatissae recitari possit, non quidem sub die 17 martii, sed 17 novembris, ut jacet, noviter positum, et impressum in breviario ex decreto ejusdem S. Congregationis alias 30 martii 1675 edito; et ita decrevit. Die 4 decembris 1688.

2372. **Goana Societatis Jesu.**

S. Rituum Congregatio, ad preces patrum Societatis Jesu provinciae Goanae Indiae orientalis porrectas per P. Franciscum Sarmiento ejusdem provinciae procuratorem ad hanc curiam missum, referente Emo Carpineo, benigne concessit patribus ejusdem provinciae indultum recitandi et celebrandi officium et missam S. Francisci Xaverii illius provinciae fundatoris sub ritu semiduplici semel in hebdomada, die alio officio duplici aut semiduplici non impedita, et excepto tempore adventus, et quadragesimae. Die 4 decembris 1688.

2373. **Neritonen.**

Relatis in S. Rituum Congregatione ab Emo Columna epistolis episcopi Neritonen, quibus inuotuit se executioni mandasse decretum ejusdem Congregationis snper remotione baldacchini comitis de Conversano ab ecclesia et presbyterio cathedralis Neritonen. Eadem S. Congregatio mandavit responsum reddere eidem episcopo, et scribi Nuncio Neapolitano, ut agat cum Exccmo prorege, qui dignetur assistere executioni decretorum S. Congregationis, et Emo Ursino archiepiscopo Beneventano, qui pariter in sua dioecesi exequi faciat decreta et hortetur suos suffraganeos pro executione, et scribi etiam epistolam circularem omnibus regni episcopis et archiepiscopis pro omnimoda executione decreti generalis super remotione baldachinorum etc. editi sub die 13 martii 1688, et ita decrevit. Die 4 decembris 1688.

2374. **Pedemontana.**

S. Rituum Congregatio instantiae parochorum civitatis Turrae in Pedemontana petentium approbationem cujusdam decreti illius episcopi pro delatione et usu stolae in processionibus ut ab aliis ruralibus parochis discriminentur, respondit et censuit non esse concedendum, nec permittendum, ut stolam deferant. Die 4 decembris 1688.

2375. **Segobien.**

Dubitantibus capitulo et canonicis cathedralis ecclesiae Segobien, an emanata de anno 1686 ab hac S. Rituum Congregatione concessione celebrandi in Hispania festum SS. Martyrum Justi et Pastoris sub ritu duplici secundae classis, assignataque pro hujusmodi celebratione die 9 augusti, in qua festivitate gloriosi martyris S. Laurentii ritus et classis similium habentur primae vesperae. Cumque bene innotescat in concurrentia hujusmodi, totum de digniori, et tantum de minus digno sit facienda commemoratio; dubitatur a dictis cononicis de quonam ex sanctis praefatis uti digniori totum, et de quonam uti minus digno tantum commemoratio sit in dicto vespere facienda? Et S. Rituum Congregatio respondit: Dignitatem personarum attendendam esse tantum inspectis expressis in rubrica XI breviarii romani titulo de concurr. officii n. 2. vers. *Inter festa aequalis ordinis etc.* ut pluries respondit, ideo in casu proposito vssperae sunt dimidiandae, nempe peragendum est a capitulo de sequenti, cum commem. de praecedenti, quemadmodum in praeterita Congregatione responsum fuit, et ita iterum declaravit. Die 4 decembris 1688.

2376. **Cracovien.**

Piis precibus Serenissimi Poloniae regis SSmo exhibitis per Emum Barberinum nomine majestatis suae, quibus enixe petiit, ut Sanctitas Sua dignaretur indulgere in toto regno Poloniae recitari posse ab omnibus christifidelibus utriusque sexus, tam saecularibus quam regularibus officium et missam de B. Simone de Lypnica sacerdote ordinis S. Francisci de Observantia, et remissis a Sanctitate Sua ad S. Rituum Congregationem; eadem, ad relationem Emi Pamphilii, per plures vices omnibus mature perpensis, audito in voce et in scriptis Rmo Dno fidei promotore, censuit, in SSmo placuerit, petitam gratiam concedi posse cum officio et missa de communi confessorum non pontificum sub ritu semiduplici; attento quod praedicta causa non sit comprehensa in decreto Urbani VIII de anno 1628, et ita decrevit. Die 4 decembris 1688. Et facta de praedictis SSmo relatione, Sanctitas Sua benigne annuit die 17 januarii 1689.

2377. **Thelesina.**

Non sine animi admiratione ad aures EE. DD. Card. S. Ri-

tuum Congregationi praepositorum pervenit, fuisse ab Amplitudine tua, non solum toleratum, sed nec etiam expositum eidem S. Congregationi introductionem baldacchini factam a duce Mataloni in ecclesia Cerreti. Ideo iidem Emi PP. mandarunt injungi Amplitudini tuae, ut praecipiat ministris ducis, et custodibus ecclesiae sub poenis sibi benevisis, ut infra breve tempus baldachinum removeant, quo elapso, nisi paruerint, procedat ad poenas in praecepto comminatas, et pro suo arbitrio etiam interdictum apponat. Nec non mandarunt transmitti eidem annexum decretum super remotione baldacchini etc. ad effectum ut curet omnimodam ejusdem decreti observantiam et executionem. Sic itaque exequatur Amplitudo tua, diuque vivat incolumis. Romae die 3 aprilis 1688.

2378. **Neritonen.**

Episcopo. — Facta relatione per Emum Columnam in S. Rituum Congne super expositis circa baldachinum cum sedibus pro D. comite Conversani et conjuge sua collocatum in choro istius ecclesiae cathedralis Neritonen, Emi PP. eidem S. Congregatio praepositi mandarunt scribi Amplitudini tuae, ut praecipiat ministris dicti comitis et custodibus ejusdem ecclesiae sub poenis sibi benevisis, ut infra breve tempus removeant et removere faciant baldachinum in ecclesia existen; quo elapso, nisi paruerint, procedat contra eosdem ad poenas comminatas, et pro suo arbitrio apponat etiam ecclesiae interdictum, et de hujusmodi executione certioret. Item jusserunt, ut transmittatur eidem annexum exemplar decreti circa remotionem baldacchini, ad effectum ut curet omnimodam ejusdem decreti observantiam et executionem. Ne desinat itaque exequi id quod eidem injungitur, diuque A. T. vivat incolumis. Romae die 3 aprilis 1688.

2379. **Neapolitana.**

Rmo Nuncio Neapolitano. Ad eliminandos abusus, qui magno ecclesiae dedecore in Neapolis regno irrepserant dandi evangelium osculandum personis saecularibus in celebratione missarum, usum baldacchini in ecclesia, et assistentiam in presbyterio; S. Congregatio renovando plura decreta super his alias edita, novissime et districtius, id fieri omnino prohibuit, ut ex annexo decreto impresso. At quoniam parum est leges condere, nisi exequutioni itidem demandentur, eadem S. Congregatio pietate et prudentia Amplitudinis Tuae confisa, enixe exoptat, et injungit, ut apud Exmum D. Proregem regni Neapolis omnem opem impendat, ad hoc, ut dignetur assistere executioni praememorati decreti in omnibus regni ecclesiis. Ne gravetur igitur exequi quod injungitur, et diu vivas incolumis. Romae die 5 decembris 1688.

2380. **Neritonen.**

Rmo Episcopo. Relatis ab Emo Columna litteris Amplitudinis tuae, S. Congregatio laudavit zelum honoris Dei et ecclesiastici juris propugnationem, ac simul curabit, ut Emus D. Card. Ursinus ea, qua pollet fortitudine et dexteritate, in sua dioecesi exequi faciat decreta S. Congregationis, et mediis opportunis agetur cum Exmo pro-rege regni Neapolis ut dignetur eidem executioni decretorum assistere, ac etiam omnibus dicti regni episcopis id ipsum insinuabitur: cum intentio S. Congregatio sit, ut praedicta decreta in dicto universo regno serventur. Quo vero ad propositionem factam Amplitudini Tuae a Domino regente Carillo regiae jurisdictionis delegato super repositione baldacchini, poterit Amplitudo Tua respondere, nullum in hoc negocio arbitrium habere, sed spectare ad SSmum, a quo jussa recepit. Interea prosequatur Amplitudo Tua ecclesiae jura tueri, ut praemium a bonorum datore ulterius obtineat, et diu vivat incolumis. Romae 5 decembris 1688.

2381. **Beneventana.**

Emo Ursino Archiepiscopo Beneventano. Licet pluries haec S. Congregatio interdixerit deosculationem evangelii personis saecularibus in celebratione missarum, usum baldachini in ecclesia, et assistentiam in presbyterio, nihilominus enixe cupiens id omnino servari, recentius dictos abusos prohibuit annexo decreto generali, quod ad Eminentiam Vestram transmittitur, ut zelo divini honoris, et strenua pii animi fortitudine illud exequi jubeat in tota dioecesi, et ad eamdem executionem hortetur suffraganeos. Pro aliis vero ecclesiis regni S. Congregatio episcopis et archiepiscopis mentem suam aperiet, quod praefatum decretum omnino ab omnibus servandum sit, et dum ego meo munere fungor, E. V. manus humillime deosculor. Romae die 5 decembris 1688.

2382. **Licien.**

Supplicante capitulo cathedralis Licien. et universitate ejusdem civitatis pro facultate et approbatione patronorum minus principalium per dictam civitatem electorum, nempe SS. Antonii de Padua, Ignatii Loyola, Francisci Xaverii, S. Dominici, S. Francisci de Paula, S. Francisci Assisien., S. Nicolai de Tolentino, S. Annae, S. Gaetani, S. Francisci Borgiae, S. Rosae, S. Josephi, et B. Stanislai Koskae. S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Colloredi, dictam electionem approbavit, facultatesque dictis patronis competentes concessit, eamque confirmando, benigne annuit pro gratia, excepto B. Stanislao, absque ritus alteratione, et juxta constitutiones Urbani VIII. Die 22 januarii 1689.

2383. **Panormitana.**

Supplicante Josepho Silvestri canonico cathedralis Panormitanae ecclesiae et rectore seminarii civitatis ejusdem apud S. Rituum Congregationem pro indulto ad instar oratorii tyrocinii Societatis Jesu, asservandi in tabernaculo SSmum Eucharistiae Sacramentum in ecclesia S. Barbarae ejusdem seminarii, attenta qualitate praedictae ecclesiae nonnullis gratiis exornatae, et numero commorantium. Eadem S. Cong. in dorso supplicis libelli: *Ordinario pro sua prudentia*, rescribendum esse censuit. Die 22 januarii 1689.

2384. **Taurinen.**

Expositum et supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem in supplici libello tenoris, prout infra. videlicet etc.

Emi et Rmi Signori. L'abbadessa e monache di S. Maria di S. Carità civitatis Montis Regalis provinciae Taurinen. dell'ordine Cisterciense, devotissime oratrici dell'Emze V. umilmente espongono che non ritrovandosi più breviarii per recitare il divino officio alla monastica, hanno avuto ricorso da Monsig. vescovo di detta città per la permissione di conformarsi in tal recitazione al rito romano. Il che dal medesimo gli è stato concesso in virtù della bolla del B. Pio V. avendo prima avuto il consenso del capitolo di dette monache. Ma perchè le medesime, oltre il detto officio monastico, per consuetudine antica hanno sempre recitato quotidianamente l'officio della Bma Vergine che ora le resta di molto aggravio, stante la recitazione dell'officio romano per la dissonanza grande del medesimo, che gli obbligherebbe le medesime oratrici a tenere in coro due breviarii di rito differente. Pertanto desiderando conformarsi totalmente al breviario romano e sue rubriche, come hanno fatto le altre monache dell' istesso ordine, tanto di detta città che di quella di Fossano, e del luogo di Millesimo diocesi di Alba, ricorrono umilmente all'EE. VV. supplicandole di poter recitare l'uno, e l'altro offizii sudetti in tutto, e per tutto conforme al detto breviario romano, e sue rubriche, come usano l'altre monache sudette. Che ec.

Et Sacra Rituum Congregatio respondit: *Recitetur officium Bmae Virginis juxta rubricas breviarii Romani in casu de quo agitur*, et ita decrevit. Die 22 januarii 1689.

2385. **Ordinis Praedicatorum.**

S. Raymundi die 23 januarii.
S. Thomae Aquinatis die 7 martii.
S. Vincentii Ferrerii die 5 aprilis.
S. Petri martyris die 29 aprilis.

S. Catharinae Senensis die 30 aprilis.
S. Antonini archiepiscopi Florent. die 10 maii.
S. Hyacinthi confessoris die 16 augusti.
S. Ludovici confessoris die 10 octobris.

Supplicante Rmo Patre fr. Antonio Cloche magistro generali ordinis Praedicatorum S. Rituum Congregationi, ut de supradictis sanctis suae religionis in praenotatis eorum festis imposterum a toto ordine utriusque sexus quotannis recitari possit officium cum octava simplici juxta ritum ejusdem ordinis. Eadem S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Casanate, petitam gratiam concessit, servatis alias rubricis praefati ordinis PP. Praedicatorum, et ita decrevit, et ubique servari mandavit. Die 22 januarii 1689.

2386. **Caesaraugustana.**

Ad instantiam capituli metropolitanae ecclesiae Caesaraugustanae S. Rituum Congregationi expositum fuit, dignitates et canonicos dictae metropolitanae hyemali tempore cappis nigris cum capuciis et rocchettis cum almutiis ac superpelliceis ex indulto apostolico uti consuevisse. Verum quia alia capitula cathedralium ecclesiarum regni Aragonen, maxime suffraganearum eodem habitu ad instar capituli dictae metropolitanae, indistincte, et de facto utuntur; idem capitulum, ut aliqua dignioris habitus nota ab aliis capitulis praedictis distinguatur, praefatae Sacrae Congregationi supplicavit pro indulto, ut loco capparum nigrarum hujusmodi, rocchetto et cappa magna, veste talari ejusdem violacei coloris imposterum uti valerent, cum inhibitione, ne ulla alia ecclesia dicti regni Aragonen. eodem habitu, nisi ex Sedis Apostolicae indulto utatur. Cumque fuerit supplicatio SSmo directa ad formam praedictae petitionis remissa a Dataria ad hanc S. Rituum Congregationem pro voto; eadem S. Congregatio, ad enixas preces serenissimi regis catholici, referente Emo Spinula Lucen. episcopo benigne inclinata, censuit eidem capitulo metropolitanae ecclesiae Caesaraugustanae privative hujusmodi gratiam juxta petita concedi posse, si SSmo D. N. placuerit. Die 22 januarii 1689.

2387. **Congregationis Camaldulensium Eremitarum.**

Cum fuerit per S. Rituum Congregationem sub die 23 septembris 1684, ad pias preces Emi Nerli protectoris congregationis Camaldulensium ordinis S. Benedicti, indulta facultas celebrandi festum cum missa quamplurimorum sanctorum ejusdem ordinis, et recitandi officium religiosis praedictis utriusque sexus una cum celebratione festorum S. Benedicti fundatoris et S. Scholasticae cum octava, juxta concessiones et decreta alias emanata pro congregatione Cassinensi de mense februarii 1680, et Vallisumbrosa anno 1683 de mense decembris. Modo Congregatio eremitarum Camaldulensium utriusque sexus sub praedicta regula S. Benedicti militantium, cupiens extensionem praedictae facultatis, et comprehendi in praefatis relatis decretis, dictaque officia imposterum ad instar dictarum Congregationum recitare libere et licite possit, et valeat et respective missas et festa ipsorum SSrum celebrare. Eadem S. Congregatio, ad novissimas preces Emi Nerli protectoris, benigne inclinata, gratiam petitam concedi posse censuit, et ita decrevit. Die 12 martii 1689.

2388. **Baren.**

Proposita per Emum Colloredum instantia praeeminentiarum inter D. Sergium de Bellis archipresbyterum Casamassimae, et Rmum D. archiepiscopum Baren. in S. Rituum Congregatione super declaratione infrascriptorum dubiorum. 1. An liceat in solemnibus anni festivitatibus praefato archipresbytero benedicere populum in fine missae tribus successivis benedictionibus? 2. celebrare cum sex luminibus et assistentibus presbyteris, indui ante altare, aut in sede ad hoc destinata sacris vestibus de altari sumendis? Eadem S. Congregatio, utraque parte informante, auditisque juribus pluries hinc inde deductis, tam in voce, quam in scriptis, censuit: 1. Non competere archipresbytero de Casamassima trinam benedictionem. 2. Non posse sumere paramenta sacra de altari. Et ita decrevit. Die 12 martii 1689.

2389. **Gerunden.**

Ad enixas preces majestatis catholicae Hispaniarum regis SSmo D. Nostro per Exemum D. Marchionem de Cogalludo suum ordinarium oratorem apud eamdem Sanctitatem Suam porrectas, ad S. Rituum Congregationem remissas, accedentibus etiam instantiis D. Michaelis Mascharo praecentoris et canonici cathedralis ecclesiae Gerunden. ex parte Rmi episcopi capituli et civitatis ipsius pro extensione missae, et officii S. Narcissi episcopi, et martyris dudum impressi, alias sub die 8 aprilis de anno 1628 ipsi civitati et dioecesi Gerunden. concessi; ut imposterum quotannis in regnis suae ditioni subjectis celebrari, et respective recitari libere et licite possit, et valeat ab omnibus utriusque sexus Christifidelibus tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, in die ejus festo 29 octobris et 18 martii, prout hactenus celebratur et recitatur in praedicta civitate et dioecesi Gerunden. in vim praefatae concessionis. Eadem S. Congregatio, proponente Emo de Laurea, benigne annuens, praedictam extensionem juxta petita indulsit pro regnis Hispaniarum tantum, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 12 martii 1689.

2390. **Neritonen.**

Expositum fuit apud hanc S. Rituum Congregationem per abbatem Joannem Franciscum Cristaldum fuisse per Rmum episcopum Neritonen. relaxatas censuras et affixos cedulones contra Joannem Thomam Cristaldum ejus fratrem, eo quia tamquam minister D. Comitis de Conversano monitus sub censurarum poena ad amovendum baldacchinum ipsius comitis a presbyterio cathedralis, ubi fuerat erectum, obtemperare noluerit, dictique cedulones adhuc affixi remanent, licet dictus Joannes Thomas obierit. Ideo supplicavit declarari dictas censuras fuisse nulliter, et injuste per episcopum relaxatas, attento quod praefatus Joannes Thomas non erat minister praedicti comitis, et propterea cedulones esse amovendos. Eadem S. Congregatio respondit, censuras non substineri, et removeantur cedulones. Die 12 martii 1689.

2391. **Sagien.**

Pro Armando Bouthillier abbate regulari S. Mariae de la Trappa Sagien. dioecesis, pro recitatione officii SS. Joannis Climaci et Mariae Aegyptiacae, referente Emo de Laurea: *Lectum*. Die 12 martii 1689.

2392. **Matinen.**

Expositum et supplicatum fuit apud S. Rituum Congregationem vulgari sermone, videlicet:

Emi et Rmi Signori. Le dignità e canonici ed altri beneficiati della insigne collegiata e capitolo di Carpi umilmente rappresentano all' EE. VV. come avendo ciascuno le case loro lontane dal duomo, ed essendo la chiesa assai grande, e nella quale si và tuttavia fabbricando, dovendo cantar la mattina il matutino e le laudi, estremamente patiscono, con rendersi talvolta inabili alle funzioni loro particolarmente per essere raffreddati, come può attestare l'ordinario proprio, presente in curia appresso il Sig. card. d'Este. Supplicano pertanto l' EE. VV. a concedergli da novembre sino all' aprile che possano cantare il detto matutino e laudi dopo i vesperi conforme fanno i canonici della cattedrale di Modena. Che della grazia ecc.

Et eadem S. Congregatio, ad relationem et preces Emi Estensis, praedictam gratiam petitam concessit quotannis per tres menses ad decennium, et ita decrevit et servari mandavit. Die 12 martii 1689.

2393. **Alatrina.**

Inter clerum, et populum civitatis Alatrinae, et episcopum ejusdem, ut in supplici libello vulgaris sermonis, videlicet:

Il clero e popolo della città di Alatri oratori umilissimi

dell'EE. VV. le rappresentano come monsig. Stefano Ghirardelli loro vescovo, ha sospese due cento e più reliquie della cattedrale di detto luogo, quali si mostravano nel terzo giorno di Pasqua con grande divozione al popolo, e genti convicine, che accorrevano alla festa di S. Sisto primo papa e martire protettore di detta città; non ostante, che fossero tutte approvate dai vescovi, suoi antecessori da cento e più anni. Supplicano pertanto l'EE. VV. voglino degnarsi ordinare, che sia restituito il culto a dette reliquie venerate con tanta devozione, e frequenza dei popoli convicini per non far pregiudizio alla fede publica avuta per un secolo, e più. Quam Deus. S. Rituum Congregatio respondit: *Cum agente episcopi, ut prudentiam adhibeat.* Die 12 martii 1689.

2394. **Neapolitana.**

Cum S. Rituum Congregatio sub die 25 septembris 1688 servari mandaverit decreta ejusdem sub die 19 januarii 1619 et 22 maii 1683 emanata, quibus fuit declaratum canonicum Cimiliarcam metropolitanae Neapolis, qui est caput congregationis hebdomadariorum, et cum eis in dignioribus accedit ad omnes processiones et functiones, quae per illos fiunt vestibus canonicalibus indutos, et habens in manibus baculum argento ornatum insigne superioritatis, non teneri accedere cum candela accensa, quando in dictis functionibus per hebdomadarios sit deferenda dicta candela accensa. Ideo supplicatum fuit pro parte D. Aloysii Capicii Galeota moderno Cimiliarca declarari: An consequi debeat candelam, quae datur singulis hebdomadariis interessentibus functionibus praedictis, non obstante quod illam non deferat, ex causis praemissis, stante praesertim immemorabili quasi possessione illam consequendi? Eadem S. Congregatio rescripsit: *Emo Ordinario pro sua prudentia.* Die 12 martii 1689.

2395. **Amalphitana.**

Instante Salvatore Gargano presbytero sibi deberi praecedentiam ab Andrea Joannino pariter sacerdote tam in choro, quam in processionibus, aliisque functionibus ecclesiasticis in parochiali ecclesiae S. Mariae Magdalenae terrae Atrani Amalphitanae dioecesis; relataque in S. Rituum Congregatione informatione episcopi, fuisse a praedicto Gargano ante Joanninum solemniter celebratum priusque celebranti praecedentiam deberi juxta regionis illius consuetudinem; S. Rituum Congregatio, praedictae informationi inhaerendo, censuit praecedentiam deberi Gargano supra Joanninum, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 18 junii 1689.

2396. **Aquen.**

Proposito in Sacra Rituum Congregatione dubio PP. S. Hieronymi terrae Campi dioecesis Aquen. provinciae Mediolanen. super consuetudine recitandi in choro qualibet die jovis officium SSmi Sacramenti; die sabbati B. M. Virginis, et semel in mense officium S. Augustini et S. Hieronymi: An in praedictis casibus satisfaciant praecepto recitandi divinum officium? S. Rituum Congregatio declaravit non licere, nisi ex speciali concessione Sedis Apostolicae sub poenis in constitutione Pii V, Clementis VIII et Urbani VIII contentis, non obstante mandato prioris, cujus jurisdictioni subsunt, quemadmodum in similibus respondit, et signanter in *Galliarum* 6 aprilis 1658. Quatenus vero extet concessio, intelligenda est, exceptis diebus adventus, quadragesimae, vigiliarum, et quatuor temporum; juxta declarationem ejusdem S. Congregationis die 10 novembris 1612 et 11 aprilis 1641; et ita servari mandavit. Die 18 junii 1689.

2397. **Eugubina.**

Instantibus monialibus Calceatis viventibus sub secunda regula S. Clarae, quae Urbanistae appellantur, prout pariter excalceatae ex constitutione 19 Leonis X teneri persolvere officium secundum consuetudinem fratrum minorum, et ideo dubitantibus quemnam ritum sequi debeant tuta conscientia, minorum Conventualium, an de Observantia, eo magis quia PP. minores de Observantia et Conventuales ambo in eorum breviariis pro quolibet ordine impressis, extendunt ad moniales S. Clarae absque ulla declaratione? S. Rituum Congregatio referente Emo de Laurea respondit: *Eligant alterutrum quod volunt, et eo semper utantur*, et ita declaravit. Die 18 junii 1689.

2398. **Cathacen.**

Proposita in S. Rituum Congregatione controversia inter dignitates, capitulum et canonicos Cathacen. cathedralis ecclesiae vertente ex una, et promotorem fiscalem curiae episcopalis, ex altera partibus, super jure terminandi omnes horas canonicas ante missam conventualem, etiam diebus festis, et instantibus dictis canonicis et capitulo pro obtinendis litteris remissorialibus ad probandam inveteratam ipsius ecclesiae consuetudinem; eadem Congregatio, referente Emo Columna, censuit: *Nihil de remissorialium concessione, et servetur decretum episcopi*, et ita decrevit. Die 18 junii 1689.

2399. **Brixien.**

Cum in ecclesia parochiali, praepositurali et collegiata Sanctorum Faustini et Jovitae terrae Chiave Brixien. dioecesis, nonnullae quamplurimorum colantur reliquiae, quarum pleraeque insignes, omnes tamen recognitae et ab ordinario tamquam authenticae approbatae, ut erga illas major adhibeatur devotio, et concursus augeatur, S. Rituum Congregatio attenta relatione episcopi, praedictas reliquias jampridem spartim quamplurimis diebus ostensas, imposterum simul et semel quotannis venerari et publice exponi posse secunda dominica mensis maii concedi posse censuit, et ita servari mandavit. Die 30 julii 1689.

2400. **Ordinis Praedicatorum seu Romana.**

Expositum et supplicatum fuit in S. Rituum Congregatione in supplici libello vulgari sermone, prout infra, videlicet:

Emi e Rmi Signori. La priora e madri del monastero di S. Caterina di Siena dell'ordine di S. Domenico di Roma, espongono umilmente all'EE. VV. come avendo nel loro coro due corpi santi, cioè di S. Costanza martire tantum, della quale ne hanno fatto ogni anno l'officio alli 18 luglio, e di S. Donato martire, del quale parimente ne hanno fatto ogni anno per il passato alli 4 febrajo l'officio de communi unius martyris; il P. Generale ha con sua ordinazione proibito a tutto il suo ordine, che non si possa fare l'officio di qualsivoglia santo particolare senza saputa o consenso di cotesta S. Congregazione. Supplicano pertanto l'EE. VV. a voler concedergli licenza di poter celebrare l'officio dei sopradetti Santi come hanno fatto per il passato. Che etc.

Eadem S. Congregatio, attentis narratis, remisit Rmo Patri Magistro Generali praedicti ordinis pro suo arbitrio et prudentia. Die 30 julii 1689.

2401. **Romana.**

Relatis per Emum Spinulam Lucen. episcopum in S. Rituum Congregatione precibus monialium Coelestium seu Turchinarum Urbis fundat. a Maria-Victoria Burghesia supplicantium, tam pro se quam pro universo ipsarum ordine imposterum quotannis libere et licite recitare possint et valeant officium SSmi Nominis Jesu, alias approbatum, nec non facultatem celebrandi solemniter festum SSmae Purificationis B. M. V. sub ritu primae classis ad instar concessionis consimilis clericis regularibus factae, eo magis quia instituto proprio festum praedictum cum octava celebrant. Eadem S. Congregatio, adhibitis etiam precibus Emi Ponentis, gratiam juxta petita concessit. Die 30 julii 1689.

2402. **Terrae Sanctae.**

S. Rituum Congregatio, piis precibus P. Bernardi Joseph a Jesu Maria pro locis Terrae Sanctae procuratoris et commissarii generalis in hac Romana Curia praesentis, benigne annuens gratiam extendendo concessit, ut imposterum omnes et singuli tam conventuum fratres, quam missionarii ordinis

Minorum S. Francisci in praefatis Terrae Sanctae locis commorantes, vel in aliis sub jurisdictione et directione Patris Guardiani Sacri Montis Sion existentes, libere et licite recitare possint et valeant officium proprium Desponsationis B. V. M. cum S. Joseph, eo modo quo antea praedictum officium omnibus utriusque sexus fidelibus, tam secularibus quam regularibus in omnibus regnis et provinciis catholico Hispaniarum regi, ac provinciis haereditariis et patrimonialibus augustissimo imperatori subjectis a SSmo D. N. Innocentio XI pro die 23 januarii concessum fuit, eo magis, quia praedictum Sanctum Sponsalitium eo loci Terrae Sanctae editum fuerit. Die 30 julii 1689.

2403. **Sutrina.**

Proposita per Emum Spinulam Lucen. episcopum in S. Rituum Congregatione instantia Bonaventurae Felicis Cocciante sacerdotis canonici collegiatae ecclesiae Bracciani Sutrinae dioecesis, posterius provisi, et ultimi in possessione dicti canonicatus ex una, adversus Philippum Morenghum non sacerdotem pariter praedictae collegiatae canonicum primo provisum, et antiquiorem in possessione, ex altera partibus, super jure praecedentiae; eadem S. Congregatio, auditis juribus hinc inde deductis, utraque parte, tam in voce, quam in scriptis informante censuit servari decretum de anno 1674, inhaerendo decreto de S. Maria ad Martyres alias emanatum, in quo fel. rec. Alexander papa VII in Congregatione ordinaria coram eodem habita, decrevit canonicos sacerdotes, quamvis possessione canonicatus posteriores, ubi praebendae non sunt distinctae, semper et ubique praeferendos esse canonicis inferioris ordinis, etiam possessione canonicatus anterioribus, non obstante immemorabili consuetudine, quam abusum imprescriptibilem declaravit, et ita decrevit et servari mandavit. Die 30 julii 1689.

2404. **Venafrana.**

Exponentibus primiceriis, seu dignitatibus cathedralis ecclesiae Venafranae, archidiaconum ejusdem non solum jampridem antiquam episcopi privatam sedem usurpasse, sed aliam novam, recentem pariter ovatam, ac sumptuosiorem, vetusta altiorem sibi ad instar pontificalis construxisse cum scabello, seu ligneo suppedaneo, ac quamplurimis amplificata ornamentis, ut ex planta ostensum fuit. Et petentibus atque instantibus mandari per S. Rituum Congregationem, quacumque tolerantia et immemorabili consuetudine non obstante, amoveri, et insuper decerni; et declarari, nequaquam licuisse, nec de caetero licere ipsi archidiacono dictam sedem ovatam, et altiorem, ac digniorem canonicorum retinere, sed omnino indifferenti stallo cum reliquis dignitatibus et canonicis imposterum uti debere. Eadem S. Congregatio, auditis juribus hinc inde deductis, utraque parte informante, tam in voce, quam in scriptis, referente Emo Spinula Lucen episcopo, censuit, juxta petita praedictam sedem ovatam, de qua agitur, archidiacono praefato, distinctam a canonicis et dignitatibus ipsius cathedralis ecclesiae non competere, sed omnino abolendam, et ad instar aliorum sedilium primiceriorum et canonicorum reducendam fore declaravit, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 30 julii 1689.

2405. **Ordinis S. Benedicti.**

Cum alias de anno 1672 fel. rec. Clemens Papa X monachis ordinis S. Benedicti Congregationis Cassinensis benigne indulserit, ut singulis annis festum S. Scholasticae cum octava celebrare possint, S. Rituum Congregatio, inhaerendo decreto alias emanato sub die 17 februarii 1672 favore supradictae Congregationis Cassinensis, enixis precibus P. Ambrosii Mengin ejusdem ordinis SS. Vitoni et Hidulphi Congregationis procuratoris generalis per Emum de Aguirre relatis, censuit praedictam gratiam extendi posse pro monachis et monialibus eidem suae Congregationi subjectis, ut imposterum praedictum festum S. Scholasticae libere et licite quotannis cum octava celebrare possint, et valeant, et ita decrevit et servari mandavit. Die 30 julii 1689.

2406. **Ejusdem Ordinis.**

Cum alias de anno 1672 fel. rec. Clemens papa X, monachis ordinis S. Benedicti Congregationis Cassinensis benigne indulserit, ut singulis annis festum S. Scholasticae cum octava celebrare possint, S. Rituum Congregatio, inhaerendo decreto alias emanato sub die 17 februarii 1672 favore supradictae Congregationis Cassinen. enixis precibus P. Claudii Stephanutii ejusdem ordinis Congregationis S. Mauri procuratoris generalis in regno Galliae constituta, per Emum de Aguirre relatis, censuit praedictam gratiam extendi posse pro monachis et monialibus eidem suae Congregationi subjectis, ut imposterum praedictum festum S. Scholasticae libere et licite quotannis cum octava celebrare possint et valeant, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 30 julii 1689.

2407. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio, ad preces serenissimi regis catholici porrectas sa. me. Innocentio papae XI per manus Excmi D. Ludovici a Zerda marchionis de Cogalludo apud Sedem Apostolicam oratoris, et ab eodem pontifice ad hanc S. Congregationem remissas, quibus supplicabatur, ut officium proprium et missa S. Francisci Borgiae jam alias ad hac Congregatione revisa, et approbata sub die 17 junii anni 1684, et omnibus regnis et dominiis ejusdem serenissimi regis catholici sub ritu duplici secundae classis concessa, pro Ecclesia universali extendi, et in breviario romano apponi sub ritu duplici minori, aut semiduplici praecipere dignaretur, censuit praedictum officium, ac missam S. Francisci Borgiae posse concedi sub ritu semiduplici juxta petita si SSmo placuerit, et ita decrevit. Die 21 augusti 1688. Et facta de praedictis per me secretarium SSmo Dno Nostro Alexandro VIII relatione, Sanctitas Sua benigne annuit, sensum Congregationis approbavit, et decretum publicari, et expediri mandavit. Die 8 novembris 1689.

2408. **Viennen.**

Piis ac enixis precibus augustissimi imperatoris Leopoldi per suas litteras SSmo Dno Nro a R. P. D. Emerix S. Rotae auditore oblatas institum fuit, quod Sanctitas Sua facultatem tribuere dignaretur, ut festum S. Rosaliae virginis, cujus patrocinio et intercessione apud Altissimum (ut in iisdem litteris addebatur) plura in dies experitur beneficia, die 4 septembris cum officio et missa sub ritu duplici majori tamquam de patrona in regnis et provinciis haereditariis suae Caesareae Majestati subjectis, libere et licite recolatur, ac celebretur. Et hujusmodi instantia a Sanctitate Sua ad S. Rituum Congregationem remissa, Emi PP. eidem S. Congregationi praepositi, ob singularia ejusdem Caesareae Majestatis in Sedem Apostolicam promerita, petitam gratiam concedendam esse censuerunt, ac sic, ut praefertur, opportunum decretum expediri mandarunt. Die 30 julii 1689.

2409. **Pampilonen Visitationis Infirmorum.**

Cum in sacrario ecclesiae parochialis S. Saturnini civitatis Pampilonen. asservetur reliquia S. Saturnini ejusdem ecclesiae titularis, quae juxta consuetudinem ad infirmos deferebatur, orta fuerit controversia inter sacristam et beneficiatos ex una, et vicarium praedictae ecclesiae ex altera partibus, an existente vicario in domo infirmi, ad ipsum vicarium potius, vel ad presbyterum dictam reliquiam deferentem spectet ipsum actum visitationis explere; cumque S. Rituum Congregatio, sub die 22 novembris 1687, declaraverit actum spectare ad vicarium uti digniorem. Iterum vero, commissa causa Emo cardinali Estensi, et stante ejusdem absentia, per Emum Columnam relata; eadem S. Congregatio, utraque parte, tam in voce, quam in scriptis informante, auditisque juribus hinc inde deductis, et instantibus dictis sacrista et beneficiatis pro revocatione supradicti decreti, censuit func-

tiones inchoatas a sacrista, seu alio beneficiato dictae ecclesiae ab eodem esse terminandas. Ideoque actum visitationis infirmorum cum dicta reliquia S. Satu.nini explere, ad deferentem spectare decrevit, et ita deinceps, quibuscumque non obstantibus, servari mandavit. Die 21 januarii 1690.

2410. **Urbis et Orbis.**

Supplicante rev. P. magistro Ildephonso De Mier procuratore generali ordinis S. Benedicti Hispaniarum S. Rituum Congregationi, ut extendere et approbare dignaretur officium proprium et missam S. Anselmi ordinis Sancti Benedicti, archiepiscopi Canturiensis, eaque ab universali Ecclesia sub ritu semiduplici de praecepto de communi confessoris pontificis recitari, et respective celebrari, ejusque festum in calendario breviarii et missalis romani apponi praeciperet; eadem S. Congregatio die 21 augusti 1688, censuit posse concedi, si SSmo D. Nostro placuerit. Cumque SSmus D. N. Alexander papa VIII, ad novissimas et enixas preces ab eodem oratore porrectas sub die 22 novembris praefato decreto benigne annuerit, easque ad praedictam S. Congregationem remiserit; eadem Congregatio supradict s lectiones proprias (prout jacent) referente Emo Casanate, una cum oratione revisas, ordinatas, ac mature perpensas approbavit, ac deinceps ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur, tam saecularibus, quam regularibus utriusque sexus die 21 aprilis sub ritu semiduplici de praecepto recitari debere, ejusque festum cum eadem missa, quae die 14 januarii in festo S. Hilarii adhibetur celebrari, ac praesens decretum de mandato SSmi juxta superius recentita edi et imprimi praecepit. Die 21 januarii 1690.

2411. **Mantuana.**

Cum institum fuerit coram episcopo Mantuano a parochis et capellanis civitatis Mantuae tamquam divisim viventibus a canonicis et beneficiatis cathedralis ejusdem, vigore eorum statuti sibi competere jus erigendi proprium vexillum, et obtinuerint ex decreto praefati episcopi sub die 3 junii 1689 emanato, eisdem parochis et capellanis licere erigere pallium, seu vexillum, sub quo incedere debeant in processionibus in eodem loco, quo incesserunt in processione divi Marci anni proximi elapsi 1689. Modo capitulum et beneficiati praedicti recursum habuerunt ad hanc S. Rituum Congregationem pro infirmatione et revocatione praedicti decreti episcopi. Et eadem S. Congregatio utraque parte audita, et informante, tem in voce, quam in scriptis, referente Emo de Laurea, censuit decretum episcopi non sustineri et quoad locum audiantur interesse habentes, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 11 februarii 1690.

2412. **Neapolitana.**

Cum pro parte civitatis Neapolis ab electis nobilibus quinque regionum ipsius civitatis et populi, fuerint allatae preces in S. Rituum Congregatione pro approbatione et confirmatione electionis S. Josephi Sponsi B. M. V. in protectorem et patronum ipsius civitatis; eadem S. Congregatio, praedictis supplicationibus ab Emo de Laurea relatis benigne annuens, cognita causa de hujusmodi electione servatis servandis peracta juxta dispositionem decreti emanati de mandato fel. rec. Urbani VIII super electione sanctorum in patronos, praedictam electionem approbavit et confirmavit. Et praefato sancto sic electo praerogativas omnes protectoribus et patronis competentibus attribuit, ad formam tamen rubricarum missalis et breviarii romani et constitutionis praedicti Urbani VIII super observatione festorum die 13 septembris 1642 editae, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 11 februarii 1690.

2413. **Passavien.**

Abbas monasterii Garstensis in Austria ordinis S. Benedicti dioecesis Passavien. nuper, ad augendam sanctorum sui ordinis gloriam et honorem, et sui ac suorum religiosorum devotionem, humiliter preces afferens in S. Rituum Congregatione pro facultate celebrandi in dicto monasterio festum S. Anselmi ac aliorum SS. ordinis S. Benedicti, prout celebrant monachi Benedictini Cassinenses, et Vallisoletani. Eadem S. Congregatio censuit annuendum, dummodo sint ejusdem ordinis.

2414. **Ordinis S. Francisci de Sales.**

Monialium totius ordinis S. Francisci de Sales pro continuatione commemorationis dicti sancti earum fundatoris: *Ad mentem*. Die 11 martii 1690.

2415. **Neapolitana.**

Attenta relatione facta per Emum Colloredum electionis in compatronum S. Petri martyris ordinis Praedicatorum a septem edilibus civitatis Neapolis, ac enixis et reiteratis precibus SSmo D. N. porrectis, ad hanc S. Rituum Congregationem remissis pro confirmatione et admissione inter alios principaliores patronos dictae civitatis ob innumera beneficia et gratias propediem ab omnipotenti Deo sibi collata intercessione et meritis praedicti sancti. Eadem S. Congregatio hujusmodi electionem factam juxta decretum fel. rec. Urbani papae VIII de electione sanctorum in patronos editum die 23 martii 1630 approbavit, et confirmavit, ac praedicto sancto sic electo praerogativas omnes sanctis compatronis et comprotectoribus principalibus competentes decrevit ad formam et tenorem constitutionis praefati Urbani VIII super observatione festorum die 13 septembris 1642 emanatae, ac rubricarum breviarii et missalis romani. Die 8 aprilis 1690.

2416. **Ordinis Praedicatorum Urbis.**

La priora e monache di S. M. Maddalena a monte Cavallo dell'ordine di S. Domenico espongono riverentemente all'EE. VV. come per concessione del loro padre generale fra Sisto Fabbri ottennero sino dal mese di ottobre 1583 la facoltà di potere recitare in un giorno della settimana non impedito da festa maggiore di 3 lezioni, l'offizio di S. Maria Maddalena, ed hanno continuato a ciò fare per tutti li venerdì non impediti, fuori però della quaresima per il corso di 107 anni. Inoltre essendo detta Santa Maria Maddalena titolare del monastero, sono state sempre solite celebrare ogni anno l'officio con l'ottava solenne di detta santa. Di più ritrovandosi in detta loro chiesa il corpo di S. Giulia vergine e martire ed il corpo di S. Felicita parimenti vergine e martire, sono state sempre solite celebrare nel giorno della loro festa l'officio con rito di tutto doppio. Ma perchè in oggi è uscito ordine dal loro padre generale, che nessuno possa celebrare officii particolari senza licenza di cotesta S. Congregazione; per tanto supplicano l'oratrici umilmente l'EE. VV. a voler concedergli grazia potere per speciale divozione continuare la celebrazione di detti officii. Che.

Super quibus eadem S. Congregatio rescripsit: *Rmo D. P. magistro generali praefati ordinis pro suo arbitrio et prudentia*. Die 22 aprilis 1690.

2417. **Neapolitana.**

All'Illmo, e Rmo monsignor Nunzio di Napoli.

Illmo, e Rmo come fratello. Dalla S. Congregazione dei Riti con approvazione di N. Signore è stata più volte incaricata ai vescovi del regno la pronta esecuzione del decreto fatto alli 21 marzo 1688, del quale se ne trasmette a V. S. qui annessa la copia, in cui ai laici si proibisce nelle chiese l'uso dei baldacchini, il bacio dell'evangelo e la permanenza dentro il presbiterio. Ma tuttavia per fiacchezza di varii vescovi restano ancora in diverse chiese alzati più baldacchini, come segue nelle cattedrali di Conversano, Giovenazzo, e Minervino, e nelle chiese di Illiceto, e Terlizzi, l'una della diocesi di Bovino e l'altra di Giovenazzo, onde se ne rinnovano a quei vescovi gli ordini, dei quali N. S. ne vuole omninamente l'adempimento, ed a Monsignor Arcivescovo di Bari si scrive, che procuri con maggior vigilanza della passata, che i suoi suffraganei diano esecuzione al predetto decreto. Ma perchè si sente che in alcune chiese del regno, benchè siano

stati rimossi i baldacchini, vi restino le aste de'baldacchini eretti, postergali o suppedanei, o altri instromenti da innalzare detti baldacchini con facilità, si ordina per tanto non solo alli predetti vescovi, ma ancora a quelli di Andria, Avellino, Nardò, Ascoli, ed all'arcivescovo di Taranto, che facciano rimuovere anche detti segni, quando vi sieno, non volendosi che resti neppur vestigio, o memoria alcuna, che vi sieno mai stati baldacchini, e che contro gl'inobbedienti procedano alle censure, interdetti, ed altre pene canoniche, e che diano pronto avviso dell'operato. Di tutto si è stimato necessario di rendere ragguagliata V. S. acciò ella anche per ordine espresso di N. S. dia ogni mano, che i predetti vescovi eseguiscano quanto loro viene imposto, e sarà molto opportuno a V. S. con lettere circolari dare ordini alli collettori e succollettori di spogli, che le diano distinto conto delle cattedrali o chiese del regno, dove tuttavia si riterranno baldacchini, o segni di essi e se per parte dei ministri regj venisse fatta qualche difficoltà, che non si crede, potrà V. S. renderli capaci della convenevolezza di rimuovere questi scandali dalle chiese e dalla sua diligenza si attenderanno tutte le notizie concernenti questo affare. Mentre a V. S. le prego dn Dio vera prosperità. Roma 22 aprile 1690.

2418. **Baren.**

All'Illmo e Rmo Monsignor arcivescovo di Bari. Dall'inclusa lettera diretta al vescovo di Minervino e di Ruvo, vedrà V. S. che cotesti suoi suffraganei non hanno eseguiti l'ordini della S. Congregazione col far rimuovere i baldacchini, che ritiene quel duca nelle loro chiese cattedrali; e sebbene essi meritino ogni correzione, con tutto ciò la S. Congregazione sperava che V. S. che è loro metropolitano, dovesse stimolarli ad eseguire gli ordini della medesima, ed avvisare la S. Congregazione di questa loro disubbidienza. Vuole però la S. Congregazione esigger da loro maggiore ubbidienza, e desidera in V. S. maggior attenzione e nel stimolar loro, e nell'avvisar qua quanto occorre, trattandosi di rimuovere un abuso scandalosissimo. E perchè è stato insinuato a questi Emi miei Signori, che non sempre si ritengono i baldacchini nella chiesa, ma si tengono in luogo particolare aste, o bastoni eretti, nei quali si piantano con facilità i baldacchini, vuole la S. Congregazione che anche questi si rimuovino, e che non vi resti segno, o vestigio alcuno, non solo da erigere in futuro il baldacchino ma che giammai vi sia stato eretto. Quanto poi agli abusi, che si pratticano in questa materia nella chiesa di S. Nicolò, a V. S. ed a monsig. Nunzio si daranno a suo tempo gli ordini necessari. Riceverà intanto la qui annessa copia di decreto per farlo puntualmente osservare, mentre prego a V. S. da Dio in ogni tempo prosperità. Roma 22 aprile 1690.

2419. **Juvenacen.**

Al Rmo Monsignor Vescovo di Giovenazzo. Essendosi inteso dalla sua lettera, che tanto nella chiesa cattedrale di Giovenazzo, quanto nella collegiata di Terlizzi vi si ritengano dal padrone temporale i baldacchini; vuole la S. Congregazione ed ordina, che gli faccia rimuovere, poco importando che siano dentro, o fuori del presbiterio, mentre la retenzione dei baldacchini in qualsivoglia luogo è abuso scandaloso, qual vuole Nostro Signore onninamente che si rimuova. E per questo se le incarica di nuovo a far che si levino col sforzare gli inobedienti colle censure ed interdetti delle chiese, dove questi si ritengono. E perchè si è saputo, che non di continuo si ritengono detti baldacchini eretti, ma sempre si ritengono nelle chiese in un sito particolare aste ed altre cose per erigere i baldacchini, e che indicano che i baldacchini vi siano stati, vuole la S. Congregazione che anche questi siano rimossi in modo che non vi resti vestigio, che vi siano stati baldacchini, in conformità dell'annesso decreto, mentre le desidero da Dio ogni bene. Roma 22 aprile 1690.

2420. **Ordinis Visitationis B. Mariae Virginis.**

Exposito S. Rituum Congregationi in supplici libello vulgari sermone, tenoris ut infra, videlicet:

Emi, e Rmi Signori. Le monache tutte, cioè l'ordine unito della Visitazione di S. Maria instituito di S. Francesco di Sales, devote oratrici dell'EE. VV. rappresentano riverentemente come al loro monastero di Roma per decreto dell'EE. VV. dalli 14 di novembre 1682 qui per copia annesso, fu concessa la permissione di continuare nel loro uso delle commemorazioni; perciò supplicano l'EE. VV. degnarsi concedere l'estensione di questo decreto a tutto l'ordine della Visitazione. Che della grazia etc.

Eadem S. Congregatio gratiam petitae extensionis in faciendis imposterum commemorationibus benigne indulsit monialibus oratricibus totius ordinis Visitationis S. Mariae sub instituto S. Francisci de Sales ad instar monialium Urbis ejusdem ordinis juxta praemissum decretum ipsarum favore die 14 novembris 1682 editum. Et ita censuit, et decrevit. Die 27 maii 1690.

2421. **Neapolitana.**

Enixis precibus electorum, et edilium civitatis Neapolis in S. Rituum Congregatione ab Emo Pamphilio relatis pro confirmatione electionis in compatronam dictae civitatis Sanctae Mariae Magdalenae de Pazzis ordinis Carmelitarum. Eadem S. Congregatio hujusmodi electionem a praedictis oratoribus factam juxta decretum super electione sanctorum in patronos editum 23 martii 1630 a fel. rec. Urbano VIII, approbavit, et confirmavit, ac praedictae sanctae sit electae praerogativas omnes sanctis compatronis, et comprotectoribus principalibus competentes decrevit ad formam et tenorem constitutionis praefati Urbani VIII super observatione festorum emanatae die 13 septembris 1642, ac rubricarum missalis et breviarii romani. Die 10 junii 1690.

2422. **Congregationis Coelestinorum.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo Casanate, ad preces R. P. Alberti Angonii procuratoris generalis totius congregationis Coelestinorum, attenta praesertim attestatione bo. me. cardinalis Rannutii, olim apud regem Christianissimum apostolici Nuntii, gratiam extendendo indulsit monachis praedictae congregationis civitatis Parisien, ut imposterum singulis annis in die festo B. Petri de Lucemburgo recitare possint officium ipsius Beati ad formam concessionis factae a fel. record. Urbano VIII monachis praefatae congregationis civitatis Avenionen. de communi confessoris non pontificis, ac juxta rubricas breviarii romani. Die 15 julii 1690.

2423. **Bituntina Stolae.**

Iterum proposita ab Emo Colloredo in S. Rituum Congregatione causa Bituntina Stolae, attenta nova audientia sub die 22 aprilis proxime praeteriti capitulo et canonicis, ac sacerdotibus participantibus cathedralis Bituntinae concessa adversus parochos ejusdem civitatis, firmis tamen remanentibus decretis super dicta controversia editis. Eadem S. Congregatio, instantibus modo dictis capitulo, canonicis et sacerdotibus participantibus, et petentibus concessionem remissorialium ad probandam consuetudinem, utraque parte audita et informante, censuit non esse dandas litteras remissoriales, et acquiescant. Die 15 julii 1690.

2424. **Ordinis Cisterciensis.**

S. Rituum Congregatio indulsit P. Abbati de Sept-Fonts strictioris observantiae ordinis Cisterciensis facultatem benedicendi ad triennium sacram supellectilem, et vasa ecclesiastica, in quibus sacra unctio non adhibeatur, dummodo interveniat ordinarii consensus. Die 15 julii 1690.

2425. **Colimbricen.**

Dubio prioris S. Marinae, ejusque visitatoris ordinis Colimbricensis dioecesis: An deferenda sit crux in administratione baptismi? Respondit: *Servetur Rituale romanum.* Die 5 augusti 1690.

2426. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio enixis precibus catholicae majestatis serenissimi Caroli II Hispaniarum regis SSmo porrectis, et ad eamdem S. Congregationem remissis, referente Emo Capizuccho, benigne annuens, declaravit, et elegit in patronum principalem totius novi regni Granatae in Indiis occidentalibus S. Ludovicum Bertrandum ordinis Praedicatorum (cujus patrocinio et intercessione apud Altissimum, ut in iisdem litteris addebatur, plura in dies recipiuntur beneficia) cum omnibus praerogativis principalibus patronis competentibus juxta constitutionem sa. me. Urbani papae VIII super observatione festorum sub die 13 septembris 1642 editae, ac proinde decrevit, ut ejus festum singulis annis die 10 octobris cum officio sub ritu duplici primae classis tamquam de patrono recolatur ad formam rubricarum missalis et breviarii romani. In caeteris vero regnis et ditionibus ipsi regi catholico subjectis, ab omnibus, qui ad horas canonicas tenentur tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus, juxta praefatas rubricas sub ritu duplici minori in posterum recitetur et respective celebretur in die ipsius festo cum lectionibus propriis pro secundo nocturno ab Emo Colloredo revisis et approbatis. Die 24 septembris 1690. Et facto de praedictis per me secretarium verbo cum SSmo D. N. papa Alexandro VIII, Sanctitas Sua benigne annuit, quibuscumque in contrarium disponentibus non obstantibus. Die 3 septembris 1690.

2427. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo Colloredo, electionem factam ab edilibus civitatis Neapolis in patronum minus principalem S. Blasii episcopi et martyris, ad formam dispositionis decreti fel. rec. Urbani VIII die 23 martii 1630 super electione sanctorum in patronos editi, approbavit et confirmavit, ac praedicto Sancto sic in patronum dictae civitatis, ut supra, electo, praerogativas omnes sanctis patronis minus principalibus competentes attribuit juxta rubricas missalis et breviarii romani, ac constitutionis super observatione festorum die 13 septembris 1642 ab eodem Urbano VIII emanatae, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 5 augusti 1690.

2428. **Neapolitana.**

Ad enixas serenissimae D. Mariae Annae ab Austria Hispaniarum catholicae reginae SSmo D. N. porrectas preces ab eoque ad hanc S. Rituum Congregationem remissas, eadem Congregatio benigne inclinata gratiam concessit, ut in posterum festum S. Augustini Ecclesiae doctoris in civitate Neapolis ab omnibus Christifidelibus, tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus audiendo missam, et respective vacando ab operibus de praecepto recolatur, ejusque officium et missa juxta rubricas breviarii et missalis romani ab universo clero ejusdem civitatis, prout hactenus, recitetur et respective celebretur, ac ita servari mandavit. Die 5 augusti 1690. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua annuit et praemissum decretum edi et publicari praecepit. Die 7 ejusdem mensis et anni 1690.

2429. **Galliarum.**

Remissis a SSmo D. N. Alexandro papa VIII ad S. Rituum Congregationem precibus eidem porrectis nomine majestatis regis christianissimi ab Excmo Dno Duce Chaulmensi apud S. Sedem oratore ordinario, quibus supplicatum fuit, quatenus dignaretur concedere, ut deinceps ab omnibus Christifidelibus utriusque sexus, tam saecularibus, quam regularibus qui ad horas canonicas tenentur in regno Galliarum, celebrari possit festum B. Virginis Mariae de Mercede singulis annis dominica proximiori calendis augusti, cum missa et eodem officio proprio sub ritu duplici de praecepto, quibus utuntur auctoritate apostolica religiosi de Mercede redemptionis captivorum a S. Rituum Congregatione approbata sub die 18 martii 1679, ad instar concessionis alias factae die 18 januarii 1680 pro regnis Hispaniarum, Eadem S. Congregatio, accedentibus pariter supplicationibus PP. Gabrielis Blandinieres procuratoris generalis, ac provincialis nationis Gallicanae dicti ordinis, gratiam juxta petita concedi posse censuit, si SSmo D. R. placuerit. Die 2 decembris 1690. Et facto de praedictis per me secretarium verbo cum SSmo, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 4 ejusdem mensis decembris et anni 1690.

2430. **Societatis Jesu.**

S. Rituum Congregatio piis precibus R. P. Petri Calvi assistentiae Franciae procuratoris benigne annuens gratiam extendendo indulsit, ut omnes et singuli religiosi provinciarum dictae Societatis ad assistentiam Galliarum pertinentium semel in hebdomada, die non impedita festo duplici vel semiduplici respective recitare et celebrare possint et valeant officium et missam de S. Ignatio eorum fundatore sub ritu semiduplici, exceptis tamen adventu et quadragesima, ad instar aliarum concessionum in provinciis ad assistentiam Hispaniarum, Germaniae, Lusitaniae, et Italiae dictae societatis pertinentibus alias factarum. Die 2 decembris 1690.

2431. **Cracovien.**

Cum per S. Rituum Congregationem declaratum fuerit sub die 10 junii proximi praeteriti 1690, annuente etiam SSmo sub die 11 ejusdem mensis et anni, sententiam latam ab episcopo Cracovien. esse confirmandam super cultu ab immemorabili tempore praestito B. Cunegundae reginae Poloniae ordinis S. Clarae, instante P. Magistro fr. Balthassare Milatio de Naro postulatore hujusmodi causae, regente collegii S. Bonaventurae de Urbe, ac procuratore monialium S. Clarae totiusque provinciae Poloniae suae religionis minorum Conventualium, ac modo iterum supplicante eodem postulatore, ut S. Congregatio praefata dignaretur concedere officium et missam in honorem dictae Beatae Cunegundae celebrandam, et respective recitandum in toto ordine Conventualium, et regno Poloniae. Eadem S. Congregatio, ad relationem Emi Casanate Ponentis, audito pariter fidei promotore in voce et in scriptis, ex deductis et immemorabili jam probata, et in specie quoad cultum cum missa, et officio ad tenorem decreti emanati sub die 20 novembris 1628 et a sa. me. Urbano VIII approbati, praedictum officium et missam ab omnibus religiosis et monialibus dicti ordinis Conventualium, et a toto clero regni Poloniae tam saeculari quam regulari utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu semiduplici in die ejusdem Beatae festo singulis annis respective recitari, et celebrari posse censuit, si SSmo D. N. placuerit. Die 16 decembris 1690. Et facto de praedictis verbo cum SSmo D. N. Alexandro papa VIII per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuens, nedum sensum S. Congregationis approbavit, verum etiam gratiam ampliavit, et extendit per universum ordinem Seraphicum utriusque sexus, et decretum edi et expediri mandavit. Die 17 decembris 1690.

2432. **Decretum.**

Cum innotuerit S. Rituum Congregationi, quod a nonnullis typographis Venetiarum, Mediolani, Laudae et forsan aliarum Urbium temere impressum fuerit officium S. Agrippini cum lectionibus propriis, recitandum de praecepto ab Ecclesia universali, ex concessione (ut ibi falso praesupponitur) SSmi D. N. Alexandri papae VIII; S. eadem Congregatio, cum approbatione Sanctitatis Suae, assertam recitationem officii dicti Sancti declaravit, et declarat expresse apocrypham, et ubique abolendam et prohibendam (excepta tamen ecclesia Neapolitana, cui ab anno 1670 concessa fuit specialiter recitatio officii ejusdem Sancti tamquam unius ex suis protectoribus) prout omnibus praesulibus in suis dioecesibus penitus prohibere jubet, ipsisque praecipit, ut in impressores juxta reatus qualitatem debitis poenis animadvertant. Et ut hoc facilius pateat cunctis Christifidelibus qui ad horas canonicas tenentur, praesens decretum edi, ac publicari mandavit. Die

16 decembris 1690. *A. Episc. Ostien. Card. Cybo. — Joseph. Vallemanus S. Rit. Cong. Secret.*

2433. **Bitecten.**

Rmo Dno Episcopo Bitecten. Cum S. Rituum Congregationi innotuerit quod fratres reformati ordinis S. Francisci istius civitatis, sub praetextu alicujus rescripti, alias ab hac S. Congregatione emanati quod corpus cujusdam P. Jacobi de Schiavone nuncupati ejusdem ordinis esset reponendum in loco decenti, illud publicae venerationi collocaverint in eorum ecclesia in sacello baronis seu domini istius civitatis impensis constructo, super altari cum titulo Beati, ejusque festum celebraverint cum missa, processione, ac delatione digiti ipsius P. Jacobi; eadem S. Congregatio decrevit, quod praedictum corpus removeatur ab altari, et collocetur in loco decenti subtus terram, etiam cum digito, ubi non pateat accessus, non fiat processio, neque festivitas et episcopus de executione certioret. Ideoque Amplitudini tuae committit, ut praedicta repositio se praesente, vel suo vicario generali, secreto fiat, absque ulla pompa aut assistentia populi, ipsumque corpus cum capsa in loco subterraneo eo modo quo nunc extat reponi curet, ne ullo unquam, quamvis longissimi temporis cursu, exinde inferri aut induci possit veneratio vel venerationis fama, aut opinio, nec quidquam ejus existimationi adjungi vel aliquo modo comprobari. Et insuper Amplitudo Tua prohibeat sub poena excommunicationis latae sententiae ipso facto incurrendae, a qua nonnisi a Romano Pontifice quis possit absolvi, ne occasione dictae translationis seu repositionis corporis una cum digito, quispiam cujuscumque fuerit gradus, status, dignitatis, vel conditionis, audeat seu praesumat a dicta capsula, sepulchro, seu tumba dicti P. Jacobi aliquid etiam ex devotione subtrahere, aut auferre. Hoc quanto citius Amplitudo tua exequatur aut exequi faciat, Sacramque Congregationem de paritione certioret, et diu felix incolumisque vivat. Romae 15 julii 1690.

2434. **Cadurcensis.**

S. Rituum Congregatio piis precibus abbatissae et monialium ordinis S. Joannis Hierosolymitani parochiae S. Joannis de Luz Cadurcensis dioecesis in Aquitania benigne annuens concessit, ut ipsae oratrices in posterum recitare possint officium SSmi Sacramenti approbatum semel in hebdomada feria V non impedita officio novem lectionum, dummodo utantur breviario romano, et juxta illius rubricas, exceptis tamen diebus adventus, quadragesimae et vigiliarum. Die 20 januarii 1691.

2435. **Comitatus Venaissini.**

S. Rituum Congregatio, ad novissimas, et enixas preces Joannis Josephi de Fogasse Domini Bastidae electi a baronibus et feudatariis Sanctae Sedis Comitatus Venaissimi, et Alexandri Roleti primi consulis civitatis Carpentoratensis oratorum deputatorum pro praestanda obedientia nomine dicti Comitatus ad SSmum D. N. Alexandrum papam VIII, gratiam extendendo concessit ut officium S. Barbarae virginis et martyris sub ritu duplici cum lectionibus propriis pro secundo nocturno approbatis et recitari concessis pro civitate et dioecesi Avenionen. aliisque locis sub die 3 septembris 1672, in posterum recitari etiam possit die 4 decembris ejusdem Sanctae festo de communi virginis et martyris ab omnibus, tam saecularibus, quam regularibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur totius dicti comitatus Venaissini sub eodem ritu duplici, et cum lectionibus propriis, ut supra, approbatis. Die 20 januarii 1691.

2436. **Rothomagen.**

S. Rituum Congregatio indulsit priorissae et monialibus monasterii S. Catharinae Senensis locis Albaemalae, vulgo *Aumale*, dioecesis Rothomagensis, ut in posterum singulis hebdomadis cujuslibet anni die non impedita officio novem lectionum recitare possint officium ejusdem sanctae jam approbatum, dummodo utantur breviario romano, et juxta illius rubricas, exceptis tamen diebus adventus, quadragesimae, vigiliarum, ac quatuor temporum. Die 20 januarii 1691.

2437. **Melevitana.**

Ad preces Emi magni magistri sacrae religionis Hierosolymitanae, S. Rituum Congregatio censuit esse concedendum, ut in die 5 decembris, in qua in insula Melevitana celebratur festivitas translationis manus S. Joannis Baptistae, a religiosis utriusque sexus dicti ordinis possit recitari officium, et celebrari missa, prout in festo Decollationis ejusdem sancti, si SSmo D. N. visum fuerit. Die 20 januarii 1691.

Et facto de praedictis per me secretarium verbo cum SSmo D. N. Innocentio papa XII, Sanctitas Sua benigne annuit, et decretum expediri mandavit. Die 4 augusti 1691.

2438. **Neapolitana.**

Relatis in S. Rituum Congregatione ab Emo de Laurea humillimis precibus edilium civitatis Neapolis pro confirmatione et approbatione electionis S. Francisci de Assisio inter alios patronos ipsius civitatis ob innumera a Deo optimo maximo intercessione praedicti Sancti accepta beneficia; eadem S. Congregatio, attenta electione praedicta servatis servandis facta juxta constitutionem fel. record. Urbani papa VIII de electione Sanctorum in patronos editam die 23 martii 1630, praefatam electionem confirmavit et approbavit, ac praedicto Sancto sic electo prorogativas omnes compatronis et comprotectoribus competentes (sine tamen praejudicio antiquiorum protectorum) ad formam et tenorem constitutionis praefati Urbani VIII super observatione festorum die 13 septembris 1642 emanatae, ac rubricarum missalis et breviarii romani attribuit, atque decrevit. Die 11 augusti 1691.

2439. **Novodomen. Indulti.**

Remissis ad S. Rituum Congregationem pro voto precibus sa. me. Alexandro VIII porrectis a Hieronymo Pozzi praeposito infulato Novodomensi in Bohemia, in quibus supplicabatur, ut facultas usus pontificalium ab Urbano VIII concessa praepositis pro tempore infra limites dictae praeposituraе extendere dignaretur ubique et extra ipsam praeposituram pro se suisque pro tempore successoribus. Eadem S. Congregatio, referente Emo de Laurea, censuit extensionem petitam usus dictorum pontificalium oratori et successoribus in posterum praepositis ubique et extra suam praeposituram concedi posse, dummodo ad usum hujusmodi privilegii extra ipsam Novamdomum, archiepiscopi Pragensis pro tempore existentis, aut ordinarii loci respective, ubi dicta pontificalia exerceri debent, expressus adhibeatur consensus, nullusque antistes praesens sit, ac servatis omnino in reliquis a praedicto praeposito, ejusque pro tempore successoribus contentis in decreto emanato ab eadem S. Congregatione habita coram fel. rec. Alexandro papa VII sub die 27 septembris 1659, si SSmo D. N. placuerit. Die 11 augusti 1691.

2440. **Aretina.**

Concessionis officii cum lectionibus B. M. V. Lacrymarum: *Lectum*. Et ad mentem, quae est, ut in posterum a quibuscumque impressoribus non imprimantur lectiones a S. Rituum Congregatione approbandae, nisi sint prius subscriptae a secretario ejusdem S. Congregationis et sigillo munitae. Die 11 augusti 1691.

2441. **Aliphana.**

Relata in S. Rituum Congregatione instantia dignitatum et canonicorum cathedralis Aliphanae supplicantium per S. Rituum Congregationem prohiberi novam formam habitus assumpti propria auctoritate a canonicis collegiatarum S. Mariae Majoris, SSmae Annunciatae, et S. Crucis loci Pedemontis Aliphanae dioecesis; eadem S. Congregatio, attenta relatione episcopi ejusdem civitatis, cui scriptum fuit pro informatione, mandavit ut praefatus episcopus prohibeat delationem habitus canonicalis canonicis dictarum collegiatarum absque S. Sedis indulto ab ipsis assumpti, eosque omnino cogat auctoritate

S. Congregationis ad illum deponendum, et ad reassumendum antiquum, quibuscumque non obstantibus. Die 15 septembris 1691.

2442. **Argentinen.**

Cum Placidus abbas monasterii ad S. Mariam in Gengenbach ordinis S. Benedicti Argentinen. dioecesis supplicaverit S. Rituum Congregationi pro facultate reconciliandi (cum aqua tamen benedicta a viciniori catholico antistite) ecclesiam sui monasterii, tum etiam parochialem dicti loci aliasque ecclesias suae ecclesiae incorporatas, et altaria respective prophanata ob bellorum injuriam, etiam irrequisito Argentinensis episcopi suffraganeo pro hac vice tantum, ob ejus non tutum accessum. Et eadem S. Congregatio, sub die 15 septembris proximi rescripserit: *D. Secretario cum SSmo.* Facto igitur de praedictis per me secretarium verbo cum SSmo D. N., Sanctitas Sua gratiam desuper petitam oratori pro hac vice tantum benigne concessit. Die 19 octobris 1691.

2443. **Lucen.**

Reproposita rursus instantia confraternitatis Castrinovi sub titulo SSmi Sacramenti loci de Graffignano status Mutinen. et Lucen. dioecesis, super processione peragenda de mane juxta assertum solitum feria V in Coena Domini extra ecclesiam per ambitum dictae terrae, S. Rituum Congregatio respondit: *Assignetur alia dies arbitrio Emi episcopi.* Die 15 septembris 1691.

2444. **Hydruntina.**

S. Rituum Congregatio, quaesito Donati Mariae Colucciae sacerdoti terrae S. Petri in Galatina Hydruntinae dioecesis, ecclesiae sub titulo S. Honuphrii beneficiati, respondit: Dummodo beneficium sit insigne nec alium titulum similem orator possideat, festum S. Honuphrii titularis ecclesiae, sub cujus invocatione orator beneficium habet, ab ipso celebrari posse sub ritu duplici primae classis cum octava cum officio de communi confessoris non pontificis, et lectionibus de eodem communi, quia pro secundo nocturno de praedicto sancto propriae non adsunt. Infra octavam vero lectiones ab octavario romano desumendas esse censuit, et ita declaravit. Die 15 septembris 1691.

2445. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Cardinalis Ursini archiepiscopi Beneventani censuit, ut in posterum a clero metropolitanae ecclesiae Neapolis singulis annis festum translationis sanguinis S. Januarii martyris principalioris protectoris ejusdem civitatis occurrens in prima dominica maii celebrari possit cum octava juxta rubricas breviarii, et octavarii romani, ac insuper recitari, et respective celebrari officium et missam praefati S. Januarii sub ritu semiduplici semel in mense die non impedita officio novem lectionum, servatis tamen rubricis missalis et breviarii romani, et exceptis diebus adventus, et quadragesimae, si SSmo D. N. placuerit. Die 15 septembris 1691. Et facto de praedictis verbo cum SSmo per me secretarium, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 29 ejusdem mensis septembris et anni 1691.

2446. **Rothomagen.**

Monialibus ordinis S. Dominici terrae de Aumale dioecesis Rothomagen in Normandia supplicantibus S. Rituum Congregationi pro facultate recitandi officium S. Archangeli Gabrielis semel in anno die ejus festo ad instar concessionum alias factarum nonnullis monasteriis ejusdem ordinis. Eadem S. Congregatio, referente Emo Cardinali de Forbin, gratiam benigne concessit, servatis rubricis breviarii romani. Die 15 septembris 1691.

2447. **Tolosana.**

Abbatissa et moniales ordinis S. Clarae dioecesis Tolosanae humiliter supplicaverunt S. Rituum Congregationi, ut ipsis tribueretur facultas recitandi singulis mensibus imposterum officium S. Clarae diebus officio novem lectionum non impeditis, nec non singulis sabbatis non impeditis officium Conceptionis B. M. V. juxta concessiones alias factas religiosis S. Francisci. Et S. Congregatio, ad relationem Emi de Forbin, gratiam benigne concessit, exceptis tamen temporibus adventus et quadragesimae, et servatis rubricis breviarii romani. Die 15 septembris 1691.

2448. **Veronen.**

Relata in S. Rituum Congregatione instantia Collegii Ecclesiasticorum et saecularium S. Crucis in oratorio ecclesiae collegiatae S. Zenonis erecto civitatis Veronen. pro concessione delationis stolae a sacerdotibus et respective Crucis signum in pectore a saecularibus in functionibus publicis peragendis. Eadem S. Congregatio, referente Emo Costaguto, censuit, rejecta instantia quoad stolam, in reliquis adeundum esse episcopum. Die 15 septembris 1691.

2449. **Urbis et Orbis.**

Nationis regni Scotiae. Pro concessione recitationis officii S. Margaritae reginae Scotiae sub ritu semiduplici de praecepto ab universo clero saeculari, et regulari utriusque sexus: *Pro gratia, si SSmo placuerit.* Die 15 septembris 1691.

2450. **Beneventana.**

Emo archiepiscopo Beneventano. Innotuit S. Rituum Congregationi, quod nonnulli episcopi suffraganei istius Beneventanae metropolis, sui status obliti et sacrorum canonum, apostolicarum sanctionum, et Concilii praecipue Tridentini praecepti in sess. 25 cap. 17 de Reform. tam indecenti submissione cum baronibus et regiis ministris se gerant, ut in subscriptionibus et reliqua forma litterarum, in mutuis visitationibus, omnique alio commercio habeant se tamquam inferiores, et tam extra quam intra ecclesias cedant illis locum digniorem. Haec et alia his similia cum sacrosancto Concilio Tridentino S. Congregatio detestans, et probe noscens ecclesiasticum zelum quo flagrat Eminentia Vestra, ex praecepto etiam SSmi D. Nostri papae Innocentii XII, committit eidem, ut auctoritate non solum metropolitica sed etiam delegata ab hac S. Sede, praecipiat suffraganeis suis, quod ab hujusmodi in posterum omnino se abstineant; mandet eisdem, ut tam in ecclesia quam foris, suum gradum et ordinem prae oculis habentes, ubique patres, Pastores, et magistros se esse meminerint, et omnia, quae in canonicis sanctionibus, et in Sac. Rituum Congregationis Decretis ad dignitatis episcopalis decorem et gravitatem pertinentia continentur, adamussim servent, et, si opus fuerit, tam barones quam omnes alios laicos ut episcopos paterno honore ac debita reverentia prosequantur, serio admoneat. Ita exequi dignetur E. V. cui manus humillime exosculor. Romae 29 septembris 1691.

2451. **Agrigentina.**

Fratre Hieronymo siculo Agrigentino tertii ordinis S. Francisci supplicante S. Rituum Congregationi, ut dignetur declarare festum S. Mariae Consolationis titularis ecclesiae patrum dicti tertii ordinis dictae civitatis Agrigenti non posse in posterum celebrari dominica in Albis, cum sit contra rubricas generales breviarii romani, sed transferri in feriam secundam post dictam dominicam in Albis. Eadem Congregatio respondit: Festum praedictum S. Mariae Consolationis transferendum esse ad primam diem non impeditam juxta rubricas breviarii romani. Die 24 novembris 1691.

2452. **Hispaniarum.**

Cum alias concessa fuerit a S. Rituum Congregatione ecclesiae cathedrali Calciatensi, et successive civitati et dioecesi praedictae recitatio officii S. Dominici Calciaten. cum oratione et lectionibus propriis secundi et tertii nocturni pro utroque clero recitandis approbatis. Eadem S. Congregatio, piis et enixis precibus serenissimi Hispaniarum regis nuper ab Eccmo Domino duce Medinae Caeli ejus oratore allatis, gratiam extendendo, praedictum officium de praefato sancto ab omnibus tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus,

qui ad horas canonicas tenentur in tota Hispania regi catholico dumtaxat subjecta sub ritu semiduplici semel in anno die ejusdem Sancti festo recitari posse censuit, si SSmo D. Nostro placuerit. Die 24 novembris 1691. Et facta de praedictis SSmo D. N. Innocentio papae XII per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit, et decretum expediri mandavit. Die 29 decembris ejusdem anni 1691.

2453. **Neapolitana.**

Exhibitis in S. Rituum Congregatione publicis documentis super electione facta ab edilibus civitatis Neapolis de S. Caecilia virgine et martyre, in comprotectricem ejusdem civitatis ad formam decreti sub Urbano VIII editi de anno 1630; eodem S. Congregatio, ad relationem Emi de Laurea, ipsam electionem approbavit et confirmavit, ac praedictae Sanctae, sic ut praefertur, in comprotectricem electae, praerogativas omnes sanctis comprotectoribus et compatronis competentibus juxta constitutionem ejusdem Urbani VIII super observatione festorum anno 1642 editam, ac rubricas breviarii et missalis romani attribuit, atque decrevit. Die 24 novembris 1691.

2454. **Passavien.**

Cum modernus episcopus Passavien. exposuerit SSmo, quod in ipsius dioecesi ob illius amplitudinem multae reperiantur ecclesiae a sede episcopali plurium dierum itinere remotae, ideoque aerariis ecclesiarum ob subsidia pro sustentando bello contra Turcorum tyrannum exhaustis, durissimum accidat campanas ecclesiarum pro earum benedictione Passavium deferri curare, et suffraganeum ablegare ad illas benedicendas in ipsis locis non minus grave, et sumptuosum reddatur. Et propterea supplicaverit pro facultate delegandi alios ad illas benedicendas intra limites suae dioecesis, et hujusmodi preces a SSmo fuerint ad S. Congregationem remissae; S. Congregatio, attentis narratis, censuit episcopo Passavien. posse ad quinquennium indulgeri facultatem subdelegandi aliquem praelatum, vel abbatem infulatum, qui in propria ecclesia habet jus campanas benedicendi; si autem hic non reperiatur, concedi facultatem substituendi vel praelatum vel abbatem, qui ad minus habeat jus exercendi pontificalia. Die 24 novembris 1691. Et facta de praedictis SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit.

2455. **Bergomen. Prohibitionis festi.**

Cum episcopus Bergomen. sub die 26 maii anni proxime praeteriti 1690 prohibuerit in dioecesi festivitatem assertae Apparitionis B. Virginis, et homines loci Viciniae Sanctae Catharinae dioecesis praedictae, parere edicto recusaverint, recursumque habuerint ad tribunal nunciaturae Venetiarum, a cujus auditore manutentionem pro continuatione dicti festi obtinuerunt, absque tamen officio et missa, aut commemoratione ipsius apparitionis celebrandi, nisi prius obtenta a Sac. Rituum Congregatione necessaria licentia. Propterea institit idem episcopus Bergomen. a S. Rituum Congregatione declarari:

1. An permittenda sit dicta celebratio festi, quamvis non fiat officium proprium aut missa, aut commemoratio de asserta apparitione?

2. An quatenus permittenda esset, celebrari possit missa solemnis de Beata Virgine die 18 augusti impedita officio duplici de S. Projectitio martyre, et primo archidiacono, ac fundatore capituli cathedralis Bergomensis?

Et S. eadem Congregatio, singulis facti circumstantiis bene ponderatis, referente Emo Colloredo, ad utrumque dubium respondit: *Negative in omnibus*. Die 24 novembris 1691.

ADNOTATIO.

Anno 1603 in dioecesi Bergomensi vicinia seu burgus S. Catharinae proprio marte et irrequisito ordinario, instituit votivum et peculiare festum Bmae Virginis celebrandum quotannis cum solemni processione, officio et missa propriis die 18 augusti in memoriam cujusdam assertae apparitiones ejusdem Bmae Virginis; ac propria pariter auctoritate, anno 1613 inchoavit et exinde continuavit celebrationem dictae votivae festivitatis, oscitantibus tunc temporis ordinariis. Hinc ansam coeperunt caeteri oppidani in multis ecclesiis ejusdem dioecesis dies festos agendi sub praetextu similium apparitionum. Cumque Illmus D. Daniel Justinianus modernus episcopus principalis et disciplinae ecclesiasticae zelantissimus vindex, compererit nullum legitimum documentum assertarum apparitionum existere, ac talia festa sine assensu apostolico immo et ecclesiastico celebrari, die 26 maii anni 1690, inhaerens sanctioni Concilii Tridentini sess. 25 de Invocat. Venerat. et Reliq. et Sacr. Imag. edictum typis impressum promulgavit, quo hujusmodi festivitates assertarum Apparitionum prohibuit. Huic edicto reverenter paruerunt omnes, praeter dictam Viciniam S. Catharinae adversariam, quae a praefato edicto appellavit ad nunciaturam apostolicam Venetiarum, cujus auditor die 26 martii praesentis anni, concessit per sententiam dictae viciniae manutentionem in quasi possessione celebrandi dictum festum absque tamen officio, aut missa aut commemoratione in eis de asserta Apparitione, nisi obtentis debitis licentiis ab S. Cong. Et deinde die 16 julii subsequentis per aliam sententiam in petitorio pronunciavit, non obstante edicto Illmi D. episcopi, licere viciniae celebrare dictam festivitatem cum eadem prohibitione commemorandi assertam apparitionem.

His stantibus, pro parte Illmi principalis supplicantur EE. VV. declarare infrascripta dubia, et quatenus negative, ut credimus resolvantur, scribere Rmo Nuntio Apostolico, ut servari jubeat praememoratum edictum.

Circa primum dubium, negative resolvendum videtur; nam designare festa non ad populum, sed ad episcopos pertinet, can. pronunciandum, dist. 3. de consacrat. ibi: « Et illae festivitates, quas singuli episcopi in suis episcopalibus cum populo collaudaverint, indicendae sint. » Et de his festis votivis post Navarrum (de hor. canon. cap. 11 n. 30) pro certo firmat Guyetus in Heortolog. 1 cap. 12 quaest. 3 in princip. pag. 100. Immo respectu officii et missae omnino requiritur licentia hujus S. Congregationis ex decreto edito die 8 aprilis anni 1628.

Eoque minus tale festum permittendum est, cum respiciat apparitionem nullo legitimo fundamento probationis innixam, ut patet ex dictis sententiis nunciaturae prohibentibus de eadem fieri commemorationem; quod tamen non sufficit, ex infra dicendis; timor namque falsitatis urget in hac materia prorsus vitandae, dicente S. Aug. lib. de mendac. cap. ult.: « Non est mentiendum in doctrina pietatis, magnum enim scelus est, et primum genus detestabilis mendacii. » Idcirco Guyetus, ubi supra (lib. 3 cap. 1 quest. 4 pag. 257) admonet: « Quid ne enim de eo, qui falsas laudes Deo litat? dixeris melius quam de offerente sacrificium e substantia pauperum: quasi qui victimat filium in conspectu Patris sui. Eccles. 34. Ubi etiam notat, non mirandum tam sedulam adhibuisse operam B. Pium V, quo remotis, ut ipse profitetur in Bulla, iis quae aliena et incerta essent, breviarium ad rectam precandi formam revocaretur; concludens auctor, alienorum vero, et incertorum, seu, quod idem est, falsi suspicione laborantium nomine veniunt. Quae incertitudo potissimum cavenda est in apparitionibus; nam, ut cardinalis Bona de discret. spirit. (cap. 19 sub n. 6) maligni spiritus non solum in Angelos lucis transfigurant se, sed et Christi Domini et Beatae Virginis sanctorumque personam saepius assumere audent, tanta calliditate et versutia, ut viros etiam probatae virtutis non semel in errorem induxerint.

Maxime quod error populi est adeo alligatus dictae diei 18 augusti, ut quamplures idiotae opinentur singulis annis ea die Beatissimam Virginem apparere, signumque extrinsecum apparitionis adesse per ventum extinguentem candelam,

aut lampadem, vel per aliud simile judicium, et quod pejus est, nonnullae mulieres se fingentes obsessas clamitant: *Ecce nunc Maria apparet*. Quamobrem ad haec absurda tollenda, Illmus D. Episcopus praememoratum promulgavit edictum, prohibens hujusmodi apparitionum festivitates, et quod similes apparitiones proponendae non sint venerationi fidelium, nisi certae undequaque constiterint, tradit Pignatellus consult. canon. 64 n. 4 tom. 4. Et sane Romana Ecclesia non aliam Apparitionem B. Virginis veneratione et cultu approbavit, praeter illam S. Mariae ad Nives die 5 augusti ex certissimis documentis, quae prodit cardinalis Baronius in notis martyrologii ad dictam diem 5 augusti. Et ego nec parum laboravi ut describeretur in eodem martyrologio ad diem 10 augusti apparitio B. Mariae de Mercede redemptionis captivorum facta Jacobo I regi Aragoniae, Sanctisque Raymundo de Pennafort, et Petro Nolasco, quam tamen descriptionem obtinui die 21 martii anni 1684, referente clar. mem. cardinali Columna, quia talis apparitio patebat ex constitutione 77 Clementis VIII edita pro canonizatione dicti S. Raymundi Bullar. tom. 3. Non ita obtinere potui pro Apparitione B. M. in civitate Dertusen. ad relationem cl. mem. card. Ludovisii, licet plura, non tamen ita certa documenta exhibuerim.

Quod si diceretur tale festum cadere in majorem Deiparae honorem, usurparem verba D. Bernardi circa festivitatem ejusdem Dei Genitricis nondum ab Ecclesia probatam Epist. 164: « At valde honoranda est, inquis, mater Domini; bene admones, sed honor reginae judicium diligit; Virgo Regia falso non eget honore. »

Neque haec evitantur, quoties in hujusmodi festo omittitur asserta apparitionis commemoratio ad tenorem sententiarum Nuntiaturae; quoniam cum populus sciat tale festum habere originem ab eadem asserta apparitione, et de hac per plures annos in officio et missa commemoratio publica facta fuerit, etiamsi hodie de ea mentio non fieret, nihilominus ex dicta festivitate satis continuaretur memoria dictae apparitionis, et ad eamdem, tamquam ejusdem titulum et initium, referretur, quia actus praesumitur gestus in executionem originis et tituli precedentis. Rot. decis. 242. n. 4. coram Coccin. et decis. 550 n. 17 per 18 Recent. et sic semper confoveretur error populi, ad quem removendum urgent omnia, quae ex incertitudine assertae apparitionis superius animadvertimus.

Nullius quoque momenti est longa possessio et consuetudo hujusce festivitatis, quia contra ecclesiasticae disciplinae nervum, quaevis consuetudo non tenet (cum inter 5. de consuetud.) atque abusus, et corruptela tollenda est, ubi potest esse falsitatis suspicio. Guyet lib. 1. cap. 13. quaest. 4. per totam pag. 111. et lib. 3. cap. 1. quest. 6 in princip. pag. 260. maxime post Bullam Pii V omnem consuetudinem abrogantis. Guyet dicta quaest. 4. sub initium.

Circa 2 dubium, licet superfluum ob rationes recensitas, negative pariter respondendum videtur, quoniam dies 18 augusti est impedita, ex eo quod in calendario ab hac S. Cong. ordinato pro civitate et dioecesi Bergomensi, ea die celebratur officium duplex ex praecepto de S. Projectitio Martyre protoarchidiacono et fundatore capituli cathedralis; quod officium sub tali ritu olim concessum fuit anno 1587 a Sixto V, et subinde revisum a Ven. Card. Bellarmino, et die 23 augusti approbatum ad hac S. Cong., ut ex libello in manibus Emi D. Cardinalis Ponentis. Quamobrem tali die celebrari nequit festum votivum. Quart. in Rubric. Missal. quaest. fundam. sect. 3. punct. 2, dicens: Si quis tenetur ex voto celebrare missam votivam, exempli gratia Beatae Virginis tali die, eum non posse licite eam dicere si in eodem die incidat festum duplex; nec votum esse causam excusantem ab obligatione legis ecclesiasticae id prohibentis.

Nec dicatur, quod hoc casu vel duplex missa eodem die solemniter cani debeat, una de S. Projectitio, et altera de B. Virgine, vel sit locus translationi alterutrius ex dictis festis ad praescriptum rubricae missalis tit. 6. de translat. festor. Quia tunc intraret inspectio, si festum B. Virginis ex causa assertae apparitionis approbatum foret, cum dicta rubrica loquatur de festis certis et ab Apostolica Sede permissis, cujus generis non est hoc de quo agitur ex jam adductis. Quare etc.

Frigdianus Castagnorius Colleg. Patron. caus. S.P. Ap.

2456. **Vesontionen.**

S. Rituum Congregatio benigne concessit monialibus Bernardinis loci dicti de Pontarlier Vesontionen. dioecesis in Burgundia, ut singulis annis imposterum recitare possint officium proprium Conversionis S. Augustini Ecclesiae Doctoris et earum protectoris, alias approbatum in die ejusdem conversionis festo sub eodem ritu quo recitatur a religiosis ordinis ipsius sancti, servatis in reliquis rubricis breviarii romani. Die 24 novembris 1691.

2457. **Messanen.**

Dno Archiepiscopo — Iterum instantibus PP. Ordinis Carmelitae istius metropolitanae civitatis Messanensis in S. Rituum Congregatione pro opportuno remedio super nova devotione introducta ab isto parocho ecclesiae sub titulo B. Virginis de Itria, eique prohiberi, ne deinceps habitus ejusdem B. Virg. seu scapulares hujusmodi fidelibus dispenset. Emi PP. eidem S. Cong. praepositi, attenta relatione Amplitudinis tuae, statuerunt dictum parochum a praedictis abstinere debere; ac propterea Amplitudini Tuae committunt, ut omnino formiter eidem parocho prohibeat, ne in posterum hujusmodi habitus, seu scapulares dispensare praesumat. Hoc Amplitudo adimplere Sacramque Congregationem de exequutione certiorare ne gravetur, dum ipse permaximam, ac diuturnam, ut exopto, felicitatem precor. Romae 24 novembris 1691.

2458. **Asculana.**

Cum S. Congregatio sub litteris datis die 25 septembris 1688, rescripserit A. T. ut toleraret pro ducissa istius civitatis Asculanae in ecclesiis regularium usum genuflexorii extra presbyterium cum unico pulvinari et sine strato. Eadem S. Congregatio, ad tollendas controversias quae sunt ortae pro executione praedictarum literarum, iterum censuit posse tolerari pro dicta ducissa usum genuflexorii extra presbyterium absque strato, et cum unico pulvinari, dummodo idem genuflexorium non collocetur in medio ecclesiae, et ubi solet parari pro episcopo, sed in aliquo ex lateribus ejusdem ecclesiae, et injungendum etiam duxit Amplitudini tuae, ut eidem ducissae concederet usum sediolae ex palea confectae, dummodo ipsa utatur in loco distanti, et separato a genuflexorio. Ita Amplitudo tua exequi ne gravetur, et diu felix incolumisque vivat. Romae 24 novembris 1691.

2459. **Urbis et Orbis.**

Officium S. Francisci Salesii episcopi Gebennensis, ac ordinis sanctimonialium Visitationis B. M. Virginis fundatoris, quod hactenus sub ritu semiduplici de praecepto recitatum est, S. Rituum Congregatio, referente Emo cardinali Estense, censuit in posterum concedi posse sub ritu duplici pariter de praecepto pro Ecclesia universali recitandum ab omnibus tam saecularibus quam regularibus, qui ad horas canonicas tenentur, si SSmo D. N. placuerit. Die 24 novembris 1691. Et facta de praedictis SSmo D. N. Innocentio papae XII per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit, et decretum expediri mandavit. Die 24 decembris 1691.

2460. **Societatis Jesu. Indiarum Occidentalium.**

S. Rituum Congregatio, ad preces PP. Societatis Jesu provinciarum Indiarum Occidentalium per P. Joannem Ceneda earumdem provinciarum et assistentiae Hispaniae procuratorem in Urbe porrectas, benigne concessit, ut iidem oratores, qui ad horas canonicas tenentur, in posterum recitare et respective celebrare possint officium et missam de S. Francisco Xaverio ejusdem Societatis, Indiarum Apostolo, sub ritu semi-

duplici semel in hebdomada, die alio officio duplici vel semiduplici non impedita, exceptis tamen diebus adventus et quadragesimae, ad instar concessionis alias factae ab ipsa S. Congregatione sub die 4 decembris 1688 pro patribus praefatae Societatis Indiarum Orientalium provinciae Goanae. Die 15 decembris 1691.

2461. **Rothomagen.**

Monialibus ordinis S. Dominici oppidi Albaemalae dioecesis Rothomagensis supplicantibus S. Rituum Congregationi pro facultate faciendi officium duplex singulis annis sanctarum Apolloniae, Barbarae, Margaritae, Ursulae, et Sociarum ad instar fratrum minorum Capucinorum, de quorum privilegiis participant; eadem S. Congregatio respondit: *Praedictas oratrices servare debere officia ordini Dominicano concessa.* Die 15 decembris 1691.

2462. **Ordinis Capucinorum.**

Cum in nonnullis exemplaribus martyrologii in Urbe usque de anno 1630 impressi, juxta decretum S. Rituum Congregationis sub die 23 martii ejusdem anni 1630 editum, compertum fuerit ibidem reperiri impressum elogium B. Felicis a Cantalicio approbatum videlicet:

« Die 18 maii. Romae B. Felicis confessoris ordinis minorum Capucinorum S. Francisci, qui apud eamdem Urbem mira humilitate, et maxima totius populi aedificatione quadraginta annos ostiatim pro alendis fratribus mendicavit, tandem virtutibus et miraculis clarus, ibidem obdormivit in Domino. »

In aliis vero martyrologiis recentioribus praedictum elogium forsan ob typographorum incuriam non videatur impressum, procurator causae canonizationis ejusdem Beati humiliter supplicavit S. Rituum Congregationi, ut dignarentur Emi PP. eidem praepositi mandare, ut in proxima impressione, et in posterum praefatum elogium in martyrologio imprimendo, prout supra jacet, apponatur. Ipsa S. Congregatio, verificatis narratis, omnibusque perpensis, referente Emo Colloredo, gratiam petitam concedendam esse censuit, si SSmo D. N. placuerit. Die 15 decembris 1691.

Et facta de praedictis SSmo D. N. Innocentio papae XII per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit, et decretum edi, et publicari mandavit, quibuscumque non obstantibus. Die 12 januarii 1692.

2463. **Neapolitana.**

S. Rituum Congregatio ad relationem Emi de Abdua ponentis, in controversia inter PP. ordinis Carmelitarum et moniales ejusdem ordinis sub titulo S. Mariae Magdalenae de Pazzis circa celebrationem festi cum processione ejusdem Sanctae in patronam dictae civitatis Neapolis electae, attenta etiam informatione Emi ordinarii, decrevit processionem debere accedere ad ecclesiam patrum Carmelitarum, et ita servari mandavit. Die 19 januarii 1692.

2464. **Theatina.**

Cum expositum fuerit SSmo D. N. Innocentio XII, quod ab anno 1626 ad sedandas controversias ortas inter capitulum ecclesiae S. Mariae Majoris, et capitulum S. Petri Terrae Vasti Theatinae dioecesis super praecedentiis in processionibus aliisque functionibus peragendis, fuerunt facta capitula per vicarium generalem Theatinum, illaque per archiepiscopum Perutium approbata, in quibus mandatum fuit praecedentiam deberi capitulo ecclesiae S. Mariae Majoris; at recusantibus parere presbyteris S. Petri, causaque ab anno 1656 in S. Rituum Congregatione introducta, eadem S. Congregatio pluries declaravit, servanda esse capitula praedicta archiepiscopi Theatini ad favorem capituli S. Mariae Majoris. Et recurrentibus presbyteris S. Petri ad signaturam SSmi, et remissa causa ad eamdem S. Congregationem cum voto Rotae super legalitate et relevantia capitulorum, quae respiciunt hujusmodi controversiam, ibique dato conformi dubio, et per duas vices causa acerrime disputata, prodierunt duae favorabiles decisiones pro capitulo S. Mariae, una scilicet sub die 4 maii 1674, et altera sub die 4 martii 1675; ibique resolutum constare de illorum legalitate et relevantia, ac juxta ejusdem tribunalis votum emanarunt quatuordecim decreta ad favorem dicti capituli S. Mariae Majoris; in quorum ultimo die 20 aprilis 1690, ad relationem Emi Colloredi, responsum fuit: *In decisis, et amplius causa non proponatur.*

Ac proinde ad removendas ulteriores controversias et hujusmodi lites, hisque finem imponendum, fuerit a SSmo D. Nostro petitum votum hujus S. Congregationis: An breve motu proprio cum clausulis amplissimis, et impositione perpetui silentii super dictorum decretorum confirmatione concedi possit? Eadem S. Congregatio, omnibus mature perpensis, ac diligenter consideratis, eodem Emo Colloredo referente, censuit posse concedi per breve apostolicum motu proprio confirmationem praedictorum decretorum in hac causa ad favorem ecclesiae S. Mariae Majoris ab ipsa S. Congregatione, ut supra, editorum, si SSmo D. N. placuerit. Die 19 januarii 1692.

2465. **Tarraconen. Provinciae.**

Officium suprascriptum, missam cum oratione, lectionibus, responsoriis, et antiphonis propriis S. Theclae virginis, et faeminarum protomartyris, ac Tarraconen. ecclesiae patronae ab Emo Colloredo revisas ac mature consideratas, ad pias et enixas majestatis catholicae Hispaniarum regis preces ab Excmo D. Duce de Medina Coeli suo apud S. Sedem ordinario oratore porrectas, accedentibus pariter supplicationibus archiepiscopi, capituli, senatus Tarraconen. omniumque episcoporum et capitulorum dictae provinciae, nec non regnorum utriusque Castellae, Aragonum, ac fere totius Hispaniae per D. Onophrium del Fau cathedralis Barchinonen. majorem archidiaconum instantem praesentatis; S. Rituum Congregatio, ad relationem ejusdem Emi Colloredi ponentis, approbavit, ac in posterum singulis annis ab universo clero tam saeculari quam regulari utriusque sexus provinciae Tarraconen. qui ad horas canonicas tenentur die 23 septembris ipsius sanctae festo sub ritu duplici primae classis cum octava celebrari et respective recitari, ac imprimi posse censuit, si SSmo D. Nostro placuerit. Die 19 januarii 1692. Facta igitur deinde SSmo D. Nostro Innocentio papae XII per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 23 ejusdem mensis januarii et anni 1692.

2466. **Romana.**

S. Rituum Congregatio, attentis particularibus et gravissimis circumstantiis, censuit, posse concedi Joanni Baptistae Barberio facultatem, ut in posterum conficere possit informationes et summaria in facto tamquam procurator in causa canonizationis B. Jacobi de Marchia Ordinis minorum Observantium S. Francisci, licet idem non sit descriptus in albo procuratorum Collegii Sacri Palatii apostolici, si SSmo D. N. placuerit. Die 11 februarii 1692. Et facta de praedictis SSmo D. N. Innocentio papae XII per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit, quibuscumque non obstantibus, volens quod hujusmodi indultum nunquam possit adduci in exemplum. Die 13 ejusdem mensis februarii anni 1692.

2467. **Gadicen.**

S. Rituum Congregatio attribuit ad triennium praeposito pro tempore congregationis Oratorii S. Philippi Nerii facultatem benedicendi sacram suppellectilem pro usu tantum suae ecclesiae, in qua tamen sacra unctio non adhibeatur, dummodo accedat expressus ordinarii consensus. Die 9 februarii 1692.

2468. **Pennen.**

Rmo episcopo. Cum pervenerit ad aures Emorum Patrum S. Rituum Cungregationi praepositorum, quod auditor generalis status, quem in Aprutina provincia possidet serenissimus Parmae dux, in ecclesia S. Nicolai istius civitatis Pennen. inter missarum solemnia, quae celebrata fuerunt ad honorem dicti

sancti in die ejus festo, parochus evangelium porrexerit ad osculandum: idem Emi Patres, qui pluries secularibus osculum evangelii etiam sub censuris prohibuerunt, non sine gravi cordis moerore hujusmodi transgressionem audiverunt, amplitudini tuae injungunt, ut postquam parochum et omnes delicti participes pro hac vice severe de memorato excessu admonuerit, curet omnino ne in posterum vel in missis publicis, vel in privatis quidquam tale amplius attentetur, et si aliquis attentaverit, etiam sub censuris delinquentes ab observantiam decretorum S. Congregationis compellat. Ita exequatur Amplitudo tua, et diu incolumis vivat. Romae 9 februarii 1692.

2469. **Hispaniarum.**

Relatis in S. Rituum Congregatione per Emum cardinalem de Abdua enixis et piis precibus serenissimi Caroli secundi catholici regis ab Exmo D. duce Medinae Coeli ejus apud S. Sedem oratore porrectis, pro extensione festi S. Torquati episcopi cum missa et officio proprio alias pro civitate Gadicen. approbato. Eadem S. Congregatio censuit esse concedendum, ut ab omnibus ecclesiasticis tam saecularibus, quam saecularibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur regnorum Hispaniae ipsi catholicae majestati subjectorum, in posterum singulis annis recitari possit sub die 15 maii ejus festo officium et missa sub ritu semiduplici de praedicto sancto, servatis in reliquis rubricis breviarii et missalis romani, si SSmo D. N. placuerit. Die 16 aprilis 1692. Facta igitur deinde SSmo D. N. Innocentio papae XII per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 25 ejusdem mensis aprilis et anni 1692.

2470. **Congregationis reformatae S. Bernardi ordinis Cisterciensis.**

Supplicante D. Henrico de S. Philippo Nerio procuratore generali congregationis monachorum reformatorum S. Bernardi ordinis Cisterciensis S. Rituum Congregationi pro facultate, ut in posterum semel in hebdomada qualibet feria tertia, aut alia die non impedita officio duplici vel semiduplici, recitari possit sub ritu semiduplici a religiosis utriusque sexus dictae congregationis reformatae officium proprium S. Bernardi approbatum, et sub die 10 martii 1668 recitari concessum, exceptis diebus vigiliarum, adventus et quadragesimae. Eadem S. Congregatio petitam gratiam concedendam esse censuit, si SSmo D. N. placuerit. Die 17 maii 1692. Facta igitur deinde SSmo Dno Nostro Innocentio papae XII per me secretarium relatione. Sanctitas sua annuit. Die 21 ejusdem mensis et anni 1692.

2471. **Ordinis Servorum, in solemni commemoratione Septem Dolorum B. Mariae Virginis dicti ordinis titularis et patronae.**

Cum S. Rituum Congregatio alias approbaverit et ad usum universi ordinis Servorum B. Mariae Virginis officium proprium in commemoratione Septem Dolorum ejusdem B. Virginis dicti ordinis titularis et patronae, in dominica tertia septembris et semel in hebdomada, nec non cum lectionibus pariter propriis pro singulis mensibus, uti devotionem proprie, et principaliter ad dictum ordinem spectantem, recitandum concesserit: mox ad reiteratas et supplices preces R. P. Joannis Francisci Mariae Poggi generalis praefati ordinis Servorum, ac P. Petri Antonii Rossi procuratoris generalis totius suae religionis nomine, in S. Rituum Congregatione porrectas et ab Emo Albano relatas, eadem S. Congregatio benigne inclinata, concedendum esse censuit, ut in posterum omnes et singuli religiosi utriusque sexus ordinis praedicti, qui ad horas canonicas tenentur, celebrare possint et valeant quolibet anno, dicta dominica tertia septembris, idem festum ipsius B. Mariae Virginis Septem Dolorum cum officio, et missa sub ritu duplici secundae classis cum octava. Lectiones vero pro secundo et tertio nocturno infra dictam octavam desumendas esse ex praedictis mensibus, servato earum ordine in qualibet die per totam octavam successive recitandas, si SSmo D. N. placuerit. Die 2 augusti 1692. Facta igitur deinde SSmo D. N. Innocentio papae XII per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 9 ejusdem mensis augusti et anni 1692.

2472. **Ordinis Minorum de Observantia.**

Oratio.

Concede, quaesumus, omnipotens Deus, ut ad meliorem vitam sanctorum tuorum ordinis nostri B. Francisci exempla nos provocent, quatenus, quorum memoriam agimus, etiam actus imitemur. Per etc.

Supradictam orationem propriam, prout jacet, ab Emo Casanate relatam, S. Rituum Congregatio approbavit, et ab omnibus religiosis utriusque sexus ordinis Observantiae S. Francisci qui ad horas canonicas tenentur, quando juxta rubricas breviarii romani fieri debeant commemorationes in laudibus et vesperis in posterum recitandam concessit. Die 2 augusti 1692.

2473. **Parisien.**

S. Rituum Congregatio, ad pias preces Emi Cardinalis de Janson, censuit esse concedendum, ut in posterum singulis annis moniales S. Clarae burgi S. Marcelli civitatis et dioecesis Parisien. ratione insignis reliquiae S. Ludovici confessoris Galliarum regis quae in earum ecclesia ab eodem Sancto fundata asservatur, celebrare possint festum ipsius sancti Ludovici cum officio et missa sub ritu duplici majori, servatis in reliquis rubricis breviarii et missalis romani, si SSmo D. N. placuerit. Die 2 augusti 1692. Facta igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 8 ejusdem mensis augusti et anni 1690.

2474. **Comen.**

Cum alias sub die 15 septembris 1691, S. Rituum Congregatio, ad preces capituli cathedralis, et communitatis civitatis Comen. electionem habitam de S. Petro martyre in compatronum ejusdem civitatis approbaverit, et praedicto sancto omnes praerogativas compatronis competentes ad formam constitutionis Urbanae et rubricarum missalis, et breviarii romani concesserit; dubitatum fuit: An festum ejusdem S. Petri martyris compatroni celebrandum sit eodemmet ritu, scilicet duplici primae classis cum octava, quo celebratur festum S. Abundii principalis patroni ejusdem civitatis? Et eadem Congregatio mandavit servandam esse dispositionem praefatae constitutionis et rubricarum breviarii et missalis romani, nempe festum S. Petri martyris compatroni celebrandum fore sub ritu duplici majori tantum, sine octava; et festum S. Abundii patroni principalis sub duplici primae classis cum octava; et ita declaravit et omnino exequi praecepit. Die 30 augusti 1692.

2475. **Ordinis Praedicatorum.**

Relata in S. Rituum Congregatione ab Emo de Alteriis instantia patrum Praedicatorum super festo delationis miraculosae imaginis S. Dominici in Suriano; S. eadem Congregatio censuit, in martyrologio eorumdem patrum Praedicatorum posse apponi sub die 15 septembris commemorationem sancti Dominici in Suriano. Quoad reliqua respondit: *Negative.* Die 30 augusti 1692.

2476. **Mantuana.**

Rmo episcopo. Relatis in S. Rituum Congregatione litteris Amplitudinis Tuae, quibus excusare nititur parochorum istius civitatis contumaciam et officiales suos, qui non demandarunt debitae exequutioni decreta hujus S. Congregationis, et praecipue illud quod emanavit die 17 maii proxime praeteriti; Emi Patres eidem S. Congregationi praepositi, rescribendum esse existimarunt Amplitudini Tuae, decreta hujus S. Congregationis per Amplitudinem Tuam et per omnes alios ordinarios ex proprio munere exequenda esse, absque eo quod S. Congregatio teneatur eorum exequutionem suis litteris praecipere. Nec inhibitoriales ex parte canonicorum intimatae ullum praestare poterant impedimentum ut Amplitudo Tua non se inge-

reret in exequutione decreti; quia inhibitoriales impediebant quidem Amplitudinem Tuam ut auctoritatem suam ordinariam amplius interponeret, postquam Sedes Apostolica manus in negotio apposuerat, sed nulla ex illis potest deduci excusatio quominus Amplitudo Tua debitae exequutioni decreta S. Congregationis demandaret. Ita ergo se gerat Amplitudo Tua in posterum erga decreta S. Congregationis, et praecipue erga illud, quod emanavit contra parochos die 17 maii, ut eorum exequutio nulla tergiversatione, vel excusatione retardetur, ne S. Congregatio ad graviora remedia adigatur, et diu Amplitudo Tua vivat incolumis. Die 30 augusti 1692.

2477. **Lamacen.**

Quaesitum fuit a S. Rituum Congregatione: An praesentibus in choro decano, qui est prima dignitas post pontificalem in ecclesia Lamacen, et cantore, qui secunda est, cui illorum in principio horarum venia petenda sit, et quis mandare incipere, dare ictum ad incipiendas lec iones nocturnorum, et facere signum exeundi de choro debeat? Et S. eadem Congregatio, juxta alias resoluta respondit: Ad primam dignitatem praesentem in choro spectare dare signum incipiendi et inchoandi divinum officium, et a choro exeundi. Reliqua vero munia ad regimen chori spectantia ad cantorem pertinere declaravit. Die 30 augusti 1692.

2478. **Lavellina.**

Josephus Constantinus presbyter civitatis Lavelli supplicavit S. Rituum Congregationi, ut attenta ejus infirmitate, concedere dignaretur, posse sacris indumentis indui in abaco iuxta altare collocato, quoties missam celebrat. Et S. Congregatio hujusmodi instantiam arbitrio et prudentiae ordinarii remittendam esse censuit, absque tamen decreto. Die 30 augusti 1692. Et scriptum fuit episcopo, ut in litteris sub hac eadem die.

2479. **Sanctimonialium S. Ursulae.**

S. Rituum Congregatio, ad enixas preces caesareae majestatis ab Exemo principe de Lichtenstein, ejus oratore SSmo D. N. porrectas, et ad ipsam S. Congregationem remissas, concedendum esse censuit, ut omnes moniales Ursulinae nuncupatae, in posterum singulis annis celebrare possint festum S. Ursulae virginis, et martyris, cum officio et missa sub ritu duplici minori in earum ecclesiis et capellis, servatis tamen, in reliquis, rubricis breviarii et missalis romani, si eidem Sanctitati Suae placuerit. Die 30 augusti 1692. Facto igitur deinde verbo cum SSmo D. N. per me secretarium, Sanctitas Sua annuit. Die 3 mensis septembris ejusdem anni 1692.

2480. **Puteolana.**

In causa inter capitulum ecclesiae cathedralis Puteolanae ex una, et Franciscum Constantinum, ac Franciscum Pollicem dictae cathedralis subcantores ex altera partibus, propositis in S. Rituum Congregatione ab Emo et Rmo D. Francisco Cardinali Barberino ponente, infrascriptis dubiis, videlicet:

1. An subcantoratus sit dignitas in casu?

2. An subcantoribus dictae cathedralis ecclesiae licitum sit deferre signum pelliceum sicuti dignitatibus, seu canonicis ejusdem cathedralis?

3. An et quod stallum competat dictis subcantoribus, et an eis competant salutationes, thurificationes, et aliae praerogativae, quibus gaudent dignitates, seu canonici praefatae cathedralis?

Et S. Congregatio, visis et auditis juribus hinc inde ab utraque parte informante deductis, respondit: *Negative in omnibus*. Die 13 septembris 1692.

2481. **Macaen.**

Rmo episcopo Macaensi. Cum exposuerit S. Rituum Congregationi R. P. Fulgentius Pravallonius prior generalis totius ordinis Eremitarum S. Augustini nomine religionis et PP. congregationis Indiarum Occidentalium ejusdem ordinis, quod ex relatione oretenus habita a fratre Joanne de Plagis ejusdem ordinis missionario in curia praesente, cadaver Venerabilis Servi Dei patris Ferdinandi a S. Josepho sacerdotis dicti ordinis S. Augustini in Japponia anno 1617 in odium fidei, ut asseritur, necati, et illinc ad regnum de Madagascar, deindeque ad istam civitatem Macaensem translatum, modo reperiatur penes Catharinam de Noronha viduam relictam quondam Francisci Viera, et ab ea absque cultu et veneratione retineatur. Et propterea supplicaverit Emis PP. eidem S. Congregationi praepositis, quatenus dignarentur mandare Amplitudini tuae, ut auctoritate S. Congregationis idem corpus a domo ipsius Catharinae de Noronha, sive in casu mortis ipsius, a quocumque alio loco, ubi quomodolibet repertum fuerit, amoveatur, et ad ecclesiam Patrum dicti ordinis S. Augustini transferatur, ad effectum illud tumulandi, et servandi absque ulla veneratione, usque ad declarationem martyrii dicti Servi Dei. Eadem S. Congregatio ad relationem Emi Colloredi, censuit committendum Amplitudini tuae, ut verificata coram eadem Amplitudine tua identitate d. cadaveris adhibitaque omni majori circumspectione et cautela in hujusmodi decreti et litterarum exequutione, ne ulla controversia aut scandalum oriri possit, illud consignari faciat praedictis patribus oratoribus ad effectum tumulandi in dicta eorum ecclesia; dummodo tamen dicta translatio, seu tumulatio praesente tuo vicario generali, vel alia persona in ecclesiastica dignitate constituta Amplitudini tuae benevisa, secreto fiat, absque ulla pompa aut assistentia populi, ipsumque corpus, una cum capsa in loco separato in dicta ecclesia ordinis praedicti S. Augustini cum debitis sigillis et clausuris, adeo ut omni futuro tempore agnosci facile possit, et in loco profundo subterraneo reponi curet, ne ullo unquam quamvis longissimi temporis cursu exinde inferri, aut induci possit veneratio vel venerationis fama, aut opinio, nec quicquam ejus existimationi adjungi, vel aliquo modo comprobari; injungendo insuper eidem vicario, vel alteri personae, cui Amplitudo tua praedictam assistentiam committet, quatenus prohibeat sub poena excommunicationis latae sententiae ipso facto incurrenda, a qua non nisi a Romano Pontifice quis absolvi possit, ne occasione dictae translationis et tumulationis, quispiam cujuscumque fuerit status, dignitatis, gradus aut conditionis, audeat, seu praesumat a sepulcro, seu tumba, vel capsa dicti Servi Dei aliquid, etiam ex devotione subtrahere aut auferre, vel subjicere, sed diligenter animadvertat, ut omnia, quae in veteri capsa reperta fuerint, in nova reponantur in loco subterraneo ut supra locanda, et dum in negotio tam gravi S. Congregatio plene de Amplitudinis tuae prudentia et circumspectione confidit, eidem diuturnam exopto felicitatem. Romae 13 septembris 1692.

2482. **Albanen.**

Quaesitum fuit a capitulo et canonicis cathedralis Albanen. An liceat monachis eremitis S. Pauli dictae civitatis facere processiones extra ambitum eorum ecclesiae, et erigere altare in propria parochia oratorum de licentia ordinarii irrequisito parocho? Et S. Rituum Congregatio, inhaerendo decretis alias in similibus pluries editis, respondit: *Sufficere licentiam ordinarii*, et ita declaravit. Die 13 septembris 1692.

2483. **Urbis. S. Mariae Majoris.**

Oratio.

Annue, quaesumus, Domine, ut merita tibi placita beati Pii confessoris tui atque pontificis pro gregibus, quos sincero ministerio gubernavit, pietatem tuam semper exorent. Per Dominum etc.

Suprascriptam orationem Beati Pii V, prout jacet, ab Emo Casanate in S. Rituum Congregatione relatam, eadem S. Congregatio, ad preces Emi cardinalis de Norfolcia archipresbyteri basilicae S. Mariae Majoris de Urbe, approbavit, et in poste-

rum a capitulo et clero dictae basilicae in missa et officio recitari, ac pro eorum commoditate imprimi posse concessit. Die 13 septembris 1692.

2484. **Compluten.**

Super nonnullis caeremoniis exorbitantibus, et a communi aliarum regni illius ecclesiarum usu discordibus, quae in receptione et publicatione transumpti bullae Cruciatae inoleverunt in civitate Complutensi, S. Rituum Congregatio audita relatione Nuncii Apostolici Hispaniarum a Secretaria status huic S. Congregationi transmissa, ad relationem Emi Albani rescripsit: *Ad D. Secretarium juxta mentem;* mens fuit, quod scribatur Emo archiepiscopo Toletano, ut pro sua prudentia curet ecclesiam Complutensem in caeremoniis de quibus agitur, se conformari praxi caeterarum ecclesiarum Hispaniae. Die 14 junii 1692.

2485. **Imolen.**

Inter capitulum et canonicos cathedralis ecclesiae Imolen. ex una, et promotorem fiscalem curiae episcopalis ejusdem ex altera partibus, pro declaratione: 1. An legile, de quo agitur, debeat fieri sumptibus canonicorum, vel mensae capitularis. 2. An dictum legile debeat ornari, seu cooperiri panno aureo, et serico, vel ejusdem materia sacrorum paramentorum, quibus utitur capella. 3. An revocandum sit decretum poenale ab episcopo editum pro simplici contraventione in cantu epistolae? Responsum fuit: ad mentem, cum agente episcopi absque decreto; et mens fuit, nempe: Legile debet fieri expensis mensae capitularis, et debet fieri ex eadem materia paramentorum, quibus utitur capella. Epistola debet cantari et non legi; sed poena apposita contra subdiaconum, qui ex defectu vocis, vel ex alio, non cecinerit cum solitis punctis, est revocanda. Die 14 junii 1692.

2486. **Lauretana.**

Expositum S. Rituum Congregationi ex parte beneficiatorum ecclesiae S. Domus Lauretanae, quod licet ipsi consueverint uti pulvinaribus quoties insimul ab canonico hebdomadario (eisque coeteris canonicis non utentibus) pluvialibus parati genuflexi assistebant ante altare SSmae Annunciatae, et alibi (absente tamen episcopo) occasione processionum, et praecipue SSmi Rosarii peragi solitae in prima dominica cujuslibet mensis. Nihilominus ab episcopo dictae civitatis fuerit eis prohibitum dictum usum pulvinarum. Eadem S. Congregatio, supplicantibus dictis beneficiatis pro opportuna provisione, attenta relatione Emi episcopi Auximani, cui scriptum fuit pro informatione et voto, rescripsit: Servandam esse consuetudinem favore dictorum beneficiatorum juxta votum ejusdem episcopi. Die 20 decembris 1692.

2487. **Lusitana.**

Relatis in S. Rituum Congregatione nonnullis precibus nomine serenissimi Lusitaniae regis SSmo porrectis, et eidem S. Congregationi remissis, super officio S. Elisabeth Portugalliae reginae, Emi PP. censuerunt esse solummodo concedendum, ut singulis annis imposterum in regnis et provinciis, ac dominiis eidem regi subjectis, ab omnibus saecularibus et regularibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur, nec non in ecclesia nationali de Urbe recitari possit officium praedictae sanctae sub ritu duplici secundae classis die ejus festo, et servatis in reliquis rubricis breviarii romani, si SSmo D. N. placuerit. Die 20 decembris 1692. Facta igitur deinde SSmo Dno Nostro per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die ultima ejusdem mensis decembris et anni 1692.

2488. **Neriton.**

Instante in S. Rituum Congregatione archipresbytero seu parocho et capitulo collegiatae ecclesiae de Galatone dioecesis Neritonen. prohiberi PP. ordinis Praedicatorum, ne imposterum peragere possint processiones SSmi Rosarii cum cruce propria per vicos et plateas dictae terrae absque licentia ipsius archipresbyteri seu parochi. Eadem S. Congregatio, inhaerendo decretis alias in similibus factis, declaravit, non posse impediri dictos PP. ordinis Praedicatorum facere dictas processiones ad formam praefatorum decretorum ad favorem eorumdem editorum et juxta bullam fel. record. Clementis papae VIII. Die 20 decembris 1692.

2489. **Ordinis Praedicatorum.**

Cum alias fuerit a S. Rituum Congregatione commissa Emo Casanate, et deinde sub die 22 februarii 1688 approbata revisio calendarii missalis ordinis Praedicatorum noviter reformati, et successive die 22 januarii 1689 fuerint ab eadem S. Congregatione concessae octavae pro nonnullis sanctis ejusdem ordinis. Cumque oportuerit postea revideri nonnullas mutationes ex consilio Patrum ipsius ordinis in eorum breviario factas, quoad lectiones officiorum caeteraque hujusmodi in supplici libello exposita, iisque omnibus iterum a praefato Emo Casanate ex praescripto S. Congregationis diligenter examinatis, et per Emum Colloredum relatis; S. eadem Congregatio, ad preces R. P. fratris Henrici de Guzman vicarii generalis dicti ordinis pro eorum approbatione respective supplicantis, rescripsit: *Affirmative juxta votum Emi Ponentis*, videlicet: Approbandas lectiones noviter confectas et reformatas et adnotatis in fine breviarii, quae corrigenda erunt, posse idem breviarium permitti, et publicari. Die 20 decembris 1692.

2490. **Romana.**

Remisso a SSmo D. N. Papa S. Rituum Congregationi supplici libello porrecto Sanctitati Suae per R. P. D. Alexandrum aliosque de Falconeriis, in quo supplicatum fuit, ut Sanctitas Sua dignaretur prorogare ad alios sex annos terminum praefixum a bo. me. Francisco Falconerio in suo testamento pro multiplico cujusdam portionis suae haereditatis, erogando in causis beatificationum et canonizationum servorum Dei Alexii, et Julianae de Falconeriis, alias prorogatum ad sexennium a sa. me. Clemente X per suas litteras apostolicas expeditas in forma brevis datum Romae apud S. Mariam Majorem die 18 januarii 1671. Eadem S. Congregatio censuit dictum terminum posse prorogari ad alios sex annos, si eidem Sanctitati Suae placuerit. Die 20 decembris 1692.

2491. **Toletana.**

Remisso S. Rituum Congregationi pro voto a SSmo D. N. supplici libello majestatis catholicae sibi ab Exmo Domino duce de Medina Coeli apud S. Sedem ordinario illius oratore praesentato, super facultate concedenda imposterum exponendi in sua regia capella SSmum Eucharistiae Sacramentum cum ejusdem missae celebratione singulis mensibus per annum. S. Congregatio praefata, ad relationem Emi de Laurea, censuit petitam gratiam expositionis concedi posse in diebus arbitrio ipsius serenissimi regis semel tantum designandis, et nunquam deinceps immutandis et servatis quoad missam rubricis missalis romani. Die 10 januarii 1693.

2492. **Urbis et Orbis.**

Remisso S. Rituum Congregationi supplici libello SSmo porrecto, in quo rex et regina Magnae Britanniae exponentes principem Walliae die 10 junii ortum habuisse, supplicabant Sanctitati Suae nedum pro repositione festi S. Margaritae Scotorum reginae cum officio ad dictam diem 10 junii, alias ad octavam julii translati, verum etiam ut officium S. Margaritae praedictae hactenus in Ecclesia universali ad libitum sub ritu semiduplici recitatum, imposterum, prout alias die 15 septembris 1691 concessum fuerat, de praecepto, sub eodem tamen ritu semiduplici, recitari benigne concederet. Eadem S. Congregatio hujusmodi festum cum officio sub ritu semiduplici de praecepto ab omnibus tam saecularibus quam regularibus, utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur recitando in pristina die 10 junii in martyrologio romano descripta celebrandum esse decrevit, si SSmo D. N. placuerit. Die 21 februarii 1693. Facta igitur deinde de praedictis omnibus SSmo

D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 4 martii ejusdem anni 1693.

2493. **Meliten.**

Rmo Dno episcopo. Rme Dne uti frater. Super expositis in supplici libello S. Rituum Congregationi porrecto circa abolitionem festi in duobus castris istius dioecesis sub nomine S. Constantini nuncupati, quod celebratur de eodem asserto sancto, sub praetextu quod descriptus inveniatur in martyrologio Graeco. Eadem S. Congregatio, referente Emo Colloredo, inhaerendo alteri epistolae sub die 8 martii 1692 tibi transmissae censuit in hac re laudandum esse studium Amplitudinis tuae, ac propterea iterum significandum duxit, ut hujusmodi consuetudinem omnino prohibeat. Quamvis enim piissimus imperator sit optime de Ecclesia meritus, numquam tamen veluti sanctus ab Ecclesia Latina fuit honoratus. Ita exequatur Amplitudo tua, Sacramque Cong. de paritione certioret, diuque vivat incolumis. Romae 7 martii 1693.

2494. **Hispaniarum.**

Relatis in S. Rituum Congregatione ab Emo Albano precibus Exemi ducis de Medina Coeli serenissimi catholici regis apud S. Sedem oratoris, nomine ejusdem majestatis porrectis, pro extensione officii S. Rosaliae virginis, alias pro regno Siciliae, nonnullisque mundi partibus concessi; eadem S. Congregatio censuit esse concedendum, ut in posterum singulis annis die 4 septembris ejusdem sanctae festo recitari possit in omnibus regnis et dominiis praefato Hispaniarum regi subjectis sub ritu semiduplici et juxta rubricas breviarii romani, firmis in reliquis remanentibus indultis sub ritu duplici jam concessis, si SSmo D. N. placuerit. Die 14 martii 1693. Facta igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 18 ejusdem mensis martii et anni 1693.

2495. **Romana.**

Ad augendam suorum, et caeterorum fidelium devotionem supplicantibus duce, officialibus et militibus Helvetis custodiae pontificiae, ut dignarentur Emi PP. S. Rituum Congregationi praepositi concedere facultatem singulis annis imposterum die 21 martii, in quo incidit festum B. Nicolai de Flue eremitae Helveti in ecclesia nationali de Urbe sub titulo sancti Peregrini in suburbio, praeter unicam missam solemnem ex concessione apostolica anno 1676 obtentam, celebrandi etiam missas privatas in altari ejusdem ecclesiae ante effigiem beati Nicolai tantum; eadem S. Congregatio praedictam instantiam arbitrio Emi cardinalis Urbis vicarii remitti censuit. Die 14 martii 1693.

2496. **Tullen.**

Ad preces Achillei Francisci Massan praepositi generalis ad vitam canonicorum regularium S. Augustini congregationis Salvatoris Nostri pro indulto utendi mitra et baculo pro se et successoribus; S. Congregatio censuit, sub die 14 martii proximi praeteriti, posse concedi in ecclesiis suae jurisdictionis tantum, servata tamen forma decreti felic. record. Alexandri papae VII anno 1659 die 27 septembris editi. Et cum postea dubitatum fuerit: An in concessione praedicta comprehendatur etiam facultas benedicendi suppellectilia ecclesiastica, et alia hujusmodi, in quibus sacra unctio requiritur: Eadem S. Congregatio respondit: *Non comprehendi*. Die 18 aprilis 1693.

2497. **Isernien. Praecedentiae.**

Martinus de Marco canonicus Isernien. canonicatu privatus ab episcopo ob censuras, quibus pro quodam civili debito usque de anno 1680 innodatus fuerat, et in eumdem reintegratus ab Auditore Camerae, petiit a S. Rituum Congregatione: An modo, attenta hujusmodi reintegratione, sibi pristinus locus competat in choro? Et eadem S. Congregatio respondit: *Affirmative*. Die 9 maii 1693.

2498. **Mediolanen.**

Supplicante Rmo P. fr. Antonio Cloche magistro generali ordinis Praedicatorum ut S. Rituum Congregatio, ex quo conventus S. Crucis loci de Bosco Mediolanen. dioecesis fundatus fuit a Beato Pio papa V, concedere dignaretur PP. tantum dicti conventus ordinis Praedicatorum, facultatem celebrandi festum et recitandi officium dicti beati singulis annis imposterum cum octava. Eadem S. Congregatio petitam gratiam patribus dicti conventus dumtaxat (dummodo non transeat in exemplum) concedendam esse censuit, si SSmo D. N. placuerit. Die 9 maii 1693. Facta igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit. Die 16 ejusdem mensis maii et anni 1693.

2499. **Januen.**

Supplicantibus S. Rituum Congregationi gubernatore et guardiano confraternitatis mortis loci de Clavari Januen. dioecesis pro approbatione et confirmatione edicti ab archiepiscopo Januen. editi sub die 18 februarii currentis anni 1693, et in eadem S. Congregatione exhibiti, tenoris videlicet.

Fra Giulio Vincenzo etc. Avendo presentito, che nella parochiale di S. Giovanni Battista di Chiavari diocesi nostra di Genova, si sia introdotto da qualche tempo in qua l'abuso, che molti sacerdoti vestiti di cotta, beretta, e stola in forma di capellani vadino dietro all'arti di detto luogo, o d'altre compagnie, in occasione ch'intervengono a processioni, o danno sepolture ai morti, e che ciò segua, essendovi anche presente l'arciprete di detta chiesa, e volendo noi abolire un inconveniente così ispproprio alli sacri riti di detta chiesa e ad ogni altro buon fine ed effetto: avendo prima fatto avvisare più volte detto arciprete, e sentite le risposte da esso mandate in scritto, come dall'atti di questa corte: Perciò avuta sopra di ciò la dovuta considerazione, ordiniamo, e comandiamo, che in avvenire non sia lecito ad alcun parroco il permettere, ne ad alcun sacerdote tanto secolare quanto regolare andare in detta forma ed abito con dette arti o compagnie, sotto pena di sospensione a divinis ipso facto incurrenda, e d'ogni altra a noi arbitraria, esclusa però dal presente ordine nostro e decreto la confraternita della Morte ed Orazione di detto luogo di Chiavari, ai privilegii della quale ad essa concessi in vigore di bolle pontificie non s'intenda in modo alcuno pregiudicare. Ed acciò il presente nostro ordine e decreto venga a notizia di ciascheduno, dovrà esser copia di questo affissa alla porta della chiesa sudetta parochiale di detto luogo di Chiavari, e così affissa vaglia, come se fosse ad ogn'uno personalmente intimata. Dato in Genova nel palazzo arcivescovile li 18 febrajo 1693. Fr. Giulio Vincenzo arcivescovo di Genova. Giacomo Leonardo Badaraco Cancelliere — Loco † sigilli.

Et S. Congregatio censuit servandum esse praedictum edictum archiepiscopi, et mandavit, ut parti adversae intimetur. Die 13 junii 1693.

2500. **Bisluianen.**

Rmo Dno Episcopo. — Rme Dne uti frater. Perlecta in S. Rituum Cong. relatione Amplitudinis tuae in litteris datis sub die 18 aprilis currentis anni 1693, eidem S. Congregationi transmissis super novitate introducta a barone saeculari loci de Torano istius dioecesis in ecclesia parochiali illius loci cum erectione cujusdam coronidis ligneae fabricatae parieti affixae, in cujus medio pendebat pannus cum stemmate ejusdem Baronis, cui adhaerebat sedes, et scabellum ad formam absidis ad effectum, ut in ea se assideret quoties ad praedictam ecclesiam accederet, nec non genuflexorium fixum cum strato coloris viridis et pulvinaribus, etc. prout latius in dictis litteris etc. quibus auditis, eadem S. Congregatio mandavit servandum esse decretum Amplitudinis tuae pro remotione praedictorum omnium, appellatione praedicti Baronis interposita in nihilum obstante. Ita Amplitudo tua cum facultatibus S. Congregationis adamussim exequatur, Emos PP. eidem praepositos de paritione certioret, diuque incolumis vivat. Romae 13 junii 1693.

2501. **Nullius et Nolana.**

Allatis in S. Rituum Congregatione nonnullis controversiis super usu, ac retentione baldachini in ecclesia parochiali S. Petri terrae Cicciani sub commenda ordinis S. Joannis Hierosolymitani nullius, seu Nolanae dioecesis. Eadem S. Congregatio censuit, usum baldachini in commenda Cicciani, de qua agitur, non comprehendi in decreto emanato super remotione baldachinorum baronum saecularium, et ita decrevit. Die 11 julii 1693.

2502. **Ordinis Capucinorum.**

S. Rituum Congregatio, ad preces P. Procuratoris generalis ordinis Capucinorum, gratiam extendendo benigne concessit, ut in posterum ab omnibus fratribus ordinis Capucinorum celebrari possit die 4 augusti in festo S. Dominici ordinis Praedicatorum fundatoris officium cum octava, et missa ad instar concessionis alias factae die 3 septembris 1679 ordini minorum Sancti Francisci de Observantia. Die 11 julii 1693.

2503. **Quiten.**

Traditis Joanni Guerrero de Salazar provinciae Quiten. processibus confectis super sanctitate vitae, virtutibus, ac miraculis venerabilium Mariannae de Jesu, ac Sebastianae de Casso monialium tertii ordinis S. Francisci, nec non aliis confectis, super non cultu dictis Dei famulabus praestito, juxta decreta fel. record. Urbani VIII, ac illis deperditis sub die vigiliae Pentecostes anni 1691 in littore nuncupato della Vipera una cum omnium bonorum jactura, quae praedictus Joannes de Guerrero pro hujusmodi causae introductione asportabat ad Urbem, attento, prout assertum fuit, naufragio navis, in qua reperiebatur idem Guerrero; ex quo moniales praedicti ordinis, attenta earum maxima paupertate, novas expensas pro constructione aliorum processuum sustinere non valeant, supplicavit SSmo ad effectum praedictum, ut perbenigne in provincia Quitensi quaestuandi facultatem sibi concedere dignaretur. Et precibus praedictis a SSmo huic S. Rituum Congregationi remissis, eadem Sacra Congregatio censuit, dictam quaestuationem posse concedi pro expensis necessariis, ad effectum conficiendi novos processus in partibus dumtaxat de consensu ordinariorum, et cum cautelis ab eisdem ordinariis praescribendis, si eidem Sanctitati Suae placuerit. Die 11 julii 1693.

2504. **Quiten.**

Episcopo-Remisso S. Rituum Congregationi pro voto a SSmo D. N. supplici libello sibi a Joanne Guerrero de Salazar porrecto, in quo Sanctitati Suae supplicabatur pro concessione brevis super confirmatione decretorum sub fel. record. Urbano VIII et novissimorum Innocentii XI editorum et servandorum in causis beatificationum et canonizationum, ut illa magis praecise et adamussim servarentur in constructione processuum super fama sanctitatis, virtutum, et miraculorum servorum Dei in Indiis defunctorum, et praesertim venerabilium monialium, Mariannae de Jesu et Sebastianae de Casso tertii ordinis S. Francisci monasterii civitatis istius Quiten. Eadem S. Congregatio censuit, decreta praedicta de mandato dictorum Summorum Pontificum alia confirmatione non indigere. Verum quia dicta decreta fortasse in regionibus istis usque adhuc non innotuere, ad preces praedicti Oratoris non solum de praedictis Amplitudinem tuam certiorem reddo, verum etiam dicta novissima decreta fel. record. Innocentii XI a secretario subscripta et sigillo ejusdem S. Coñgnis munita, Amplitudini tuae transmitto, ut illa adamussim servari faciat, diuque incolumis vivat. Romae 11 julii 1693.

2505. **Florentina.**

Cum S. Rituum Congregatio, sub die 9 maii proximi praeteriti, per speciales litteras mandaverit Rmo archiepiscopo Florentino, ut faceret observare rubricas sacerdotibus Congregationis SSmae Conceptionis civitatis Florentiae, qui absque apostolico indulto loco missae votivae de S. Maria in sabbato cantabant missam, prout in festo Conceptionis. Excitato modo dubio: An vigore immemorabilis assertae consuetudinis liceat eisdem sacerdotibus dictam missam Conceptionis celebrare? Eadem S. Congregatio stetit in decisis. Die 1 augusti 1693.

2506. **Forolivien.**

Al vescovo — Essendosi riferito in S. Coñgne dei Riti il processo da V. S. Illma trasmesso sopra le grazie segnalate che si asseriscono fatte da S. D. Maestà a Margarita Curti, e ad Antonio Gattamorte per mezzo della Sacra Immagine della Bma Vergine già situata in una celletta del sig. Paolo Gambi, detta la Madonna di Sulo. Ed avendo la medesima S. Congregazione sotto il primo del corrente rescritto: *Juxta mentem*, e datomi ordine, che io spiegassi a V. S. Illma la mente della medesima, le partecipo, che la S. Coñgne inclina, che V. S. Illma colle facoltà, che le dà il Sacro Concilio Tridentino, nella Chiesa parochiale di Sulo, dove presentemente si ritrova detta imagine, possa farla esporre alla pubblica venerazione a suo arbitrio, e che ha ordinato che l'elemosine, che sono state fatte fin ora a detta Sacra Immagine, s'impieghino nell'ornamento e fabrica della capella nella quale ordinerà V. S. Illma che sia collocata la sudetta imagine, come sopra, etc. Roma 19 agosto 1693.

2507. **Urbis et Orbis.**

Ad supplices preces R. P. Joannis Francisci Poggi generalis ordinis Servorum B. M. V. et P. Petri Antonii Rossi procuratoris generalis nomine totius suae religionis ab Emo Ottobono in S. Rituum Congregatione relatas, eadem S. Congregatio concedendum censuit, ut officium S. Philippi Benitii praefati ordinis alias pro Ecclesia universali sub ritu semiduplici ad libitum recitari concessi, singulis annis die 23 augusti ejusdem Sancti festo, imposterum ab omnibus tum saecularibus tum regularibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu semiduplici de praecepto recitetur, si SSmo D. N. placuerit. Die 22 augusti 1693. Facta igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit, et decretum expediri mandavit. Die 26 ejusdem mensis augusti et anni 1693.

2508. **Cremonen.**

Cum ad notitiam S. Rituum Congregationis pervenerit, quod licet sa. me. Innocentius papa X, de consilio ejusdem S. Congregationis per breve datum apud S. Mariam Majorem die 6 octobris anni 1653, litteras senatus Mediolani circulares et edictum gubernatoris illius status laicali auctoritate emanatum sub diebus 20 et 30 junii ejusdem anni, in quibus senatus et gubernator praedicti Mediolani praecipiebant, ut populi et subditi illius status abstinerent ab operibus servilibus, et artifices tabernas et apothecas clausas tenerent, observando festum S. Dominici die 4 augusti cujuslibet anni in toto illo dominio, prout servantur caetera festa ex praecepto, et cum omni devotione, ac pietate christiana celebrandum esse mandaverant. Cum principes laici, (quos in rebus Ecclesiae obsequendi potius manet necessitas, quam auctoritas imperandi) non habeant facultatem indicendi dies festos in honorem sanctorum, fuisse et esse omnino nulla nulliusque roboris, et momenti, nec aliquo modo servanda declaraverit, nihilominus modernus praetor Cremonae, ad instantiam prioris conventus S. Dominici ejusdem civitatis, nedum edictum gubernatoris Mediolani praefatum circa observantiam praedicti festi S. Dominici, prout servantur caetera festa ex praecepto renovare, et promulgare sub die 28 julii proxime praeteriti ausus fuerit, verum etiam edicta episcopalia festivitatem praedictam S. Dominici absque obligatione audiendi missam et ex sola devotione celebrandam declarantia a satellitibus Curiae saecularis lacerari mandaverit, ac insuper curia Cremonensis, sub die 3 augusti proximi elapsi, alterum edictum renovatorium, et confirmatorium praefatorum edictorum promulgaverit, in quo etiam regaliae regis catholici noxia, et seditiosa episcopi edicta dicuntur: Emi PP. eidem S. Congregationi praepositi, mature discussis attentatis prae-

dictis, praefata edicta auctoritate laicali emanata super observatione praedictae festivitatis S. Dominici omnino nulla, nec aliquo modo servanda declararunt, et decreverunt 1. Expediendum esse novum breve revocatorium utriusque edicti, cum clausula praeservativa ulteriorum provisionum a S. Sede capiendarum, si SSmo placuerit. 2. Conficiendum ab episcopo processum super defixione, et laceratione edicti episcopalis, et transmittendum. 3. Per P. generalem sui ordinis vocandum esse ad Urbem priorem S. Dominici civitatis Cremonae. 4. Scribendum per secretariam status nuncio apostolico Hispaniarum per modum quaerelae. Die 22 augusti 1693.

Facta igitur deinde de praedictis omnibus SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit die 26 ejusdem mensis augusti et anni 1693.

2509. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi de Aguirre, supplicante serenissimo rege catholico, episcopo et capitulo Mindonien. una cum episcopis et capitulis fere totius Hispaniae, concedendum esse censuit, ut deinceps singulis annis die 1 martii festo S. Rudesindi episcopi et confessoris, omnes tam saeculares quam regulares utriusque sexus ecclesiarum Hispaniae tantum, qui ad horas canonicas tenentur, recitare possint officium ejusdem Sancti de communi confessoris pontificis cum suprascriptis lectionibus secundi nocturni, et oratione propriis, alias pro ordine S. Benedicti approbatis, et ad tres tantum ab eodem Emo ponente ex praescripto S. Congregationis nuper reductis, servatis in reliquis rubricis breviarii romani, si SSmo D. N. placuerit. Die 22 augusti 1693. Facta igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua annuit die 17 octobris ejusdem anni 1693.

2510. **Venetiarum.**

Moniales Sanctae Mariae della Celestia nuncupatae civitatis Venetiarum ordinis Cisterciensis, supplicaverunt S. Rituum Congregationi pro facultate et permissione, ut imposterum possint uti breviario romano, prout hactenus consueverunt, non obstante decreto alias edito sub die 24 januarii 1615. Et S. eadem Congregatio censuit dictas oratrices posse continuare. Die 22 augusti 1693.

2511. **Caesaraugustana.**

Die 17 septembris in festo B. Petri de Arbues martyris, canonici ecclesiae Caesaraugustanae et primi inquisitoris in regno Aragoniae.

In II. Nocturno Lectio IV.

Petrus cognomento de Arbues, Epilae in Aragonia natus, a piis honestisque parentibus, una cum sanguinis claritate hausit etiam pietatem; ab ipsis enim incunabilis optimis moribus imbutus, pueritiam ita transegit, ut nihil prius in aetate illa sibi duxerit excolendum, quam literas, et christianas virtutes. Adolescens liberalibus disciplinis eruditus, Bononiae in collegio Hispanorum adscriptus, doctrina et eruditione adeo excelluit, ut inde magistralem sacrae theologiae lauream reportaverit. Mox in canonicum metropolitanae ecclesiae Caesaraugustanae adscitus, regularem, quam voverat, observantiam, constantissime semper retinuit. Suaeque non modo, sed alienae etiam saluti pari studio ac sollicitudine invigilans, virtutibus omnibus sic enituit, ut Ferdinandus et Elisabetha catholici Hispaniarum reges, cum vellent e suis finibus judaicam exterminare perfidiam, ipsum fidei inquisitorem in Aragonia primum eligendum curaverint. Tu autem etc.

Lectio V.

Cum igitur sacrum inquisitionis munus pari animi ardore, et fidei catholicae emolumento perageret, magnum sibi contraxit odium ab iis, qui judaicam perfidiam mordicus asserebant, in eamque relapsi fuerant. De quorum insidiis per amicos et consanguineos certior factus, eisque suadentibus, ut si vitae consulere vellet, suscepto se ministerio abdicaret, constanter respondit, libenter se talem ob causam mortem subiturum, idque unice optare se ex malo sacerdote bonum fieri martyrem. Nec abfuit optatis eventus; quippe nefarii illi homines, habito saepe inter se conventiculo, necem in Dei servum machinati sunt, conductisque ad scelus perpetrandum sicariis, Petrum ante chorum metropolitanae ecclesiae orantem in principio nocturni officii, cum ea Psalmi verba decantarentur: *Quadraginta annis proximus fui generationi huic, et dixi: Semper hi errant corde,* iterato vulnere, lethaliter affecerunt. Tu autem etc.

Lectio VI.

Biduum supervixit, Deo gratias agens, quod pro fidei defensione mortem mereretur oppetere; eumdemque pro interfectoribus suis deprecans, post recepta ecclesiae sacramenta 15 kalendas octobris, anno a reparata salute millesimo quadrigentesimo octogesimo quinto obdormivit in Domino. Non defuerunt post mortem prodigia, quorum illud in primis memorabile, multiplicatio nimirum, et effervescentia effusi cruoris Apostolicae Sedis judicio comprobatum. Ejus corpus in eodem loco, in quo martyrium passus fuerat, Ferdinandus, et Elisabetha regali munificentia elaborato marmore sepeliendum curarunt, in sacellum deinde a canonicorum ejusdem ecclesiae collegio magnifice constructum translatum fuit, ubi ad praesens honorifice colitur; ejusque memoria, ut in cathalogo Beatorum martyrum in posterum haberetur, Alexander papa VII indulsit. Tu autem etc.

Oratio.

Praesta, quaesumus, omnipotens Deus, ut B. Petri martyris tui fidem congrua devotione sectemur, qui pro ejusdem fidei defensione martyrii palmam meruit obtinere. Per Dominum etc.

Orationem et lectiones suprascriptas secundi nocturni proprias B. martyris Petri de Arbues ab Emo Casanate correctas, revisas, et relatas, S. Rituum Congregatio, ad preces archiepiscopi, canonicorum et capituli Caesaraugustani a R. P. magistro fr. Bernardo Carignena y Pensa vicario, et procuratore generali ordinis B. M. V. de Mercede et causae canonizationis ejusdem Beati postulatore porrectas approbavit, et in praedicta cathedrali ecclesia, ac Beatae Mariae de Pilar tantum dictae cathedrali unita in posterum singulis annis in festo praefati B. Petri recitari posse concessit. Die 5 decembris 1693.

2512. **Ostunen.**

Supplicantibus S. Rituum Congregationi Paschali Milone, Laurentio Sassio, Josepho Giannone alias Giuppone, Dominico Leopardo et Mauro Poti civitatis et dioecesis Ostunen. pro absolutione a vinculo excommunicationis in quo innodati existunt ob violentas manus injectas in personam Marci Antonii Bagnardi presbyteri impedientis in cathedrali Ostunen. erectionem sedilis, seu throni praetensa a duce Thoma de Zevallos. Eadem S. Congregatio respondit: *Expectetur satisfactio partis.* Die 5 decembris 1693.

2513. **Bovinen.**

Al vescovo. Avendo il P. Guardiano del convento dei minori Osservanti del luogo di Illiceto di cotesta diocesi di Bovino, supplicato questa S. Congregazione dei Riti per la remozione dell'interdetto per ordine della S. Congregazione apposto alla medesima con molta ragione da V. S. Illma per avervi dato nelle funzioni ecclesiastiche al marchese di Brasigliano figliuolo del sig. marchese padrone di detta terra trattamento eccedente nel genuflessorio, con strato grande e cuscini, e sedia camerale ed in alto, come rappresenta V. S. Illma. Questa S. Congregazione si è compiaciuta anche coll'istanza di V. S. Illma di rimettere al suo arbitrio il rimuovere affatto il detto interdetto, con che però ammonisca il P. Guardiano sudetto seriamente a non volere in avvenire trascorrere altra volta in simile errore, e ad eseguire puntualmente i decreti della S. Congregazione; di che ella dovrà assicurarsene con avvisare immediatamente alla S. Congregazione quando dal medesimo per l'avvenire si trasgredisse. Roma 5 dicembre 1693.

2514. **Ostunen.**

Alla Segreteria di Stato. Essendosi questa mattina riferito nella S. Congregazione dei Riti, che in Ostuni si ritenghino carcerate le donne del promotor fiscale di quella curia ecclesiastica e di altri, a ragione che questi si opposero alla erezione del trono al duca di Zevallos, non ostante che monsignor Nunzio di Napoli avvisasse altra volta con sua lettera che il sig. regente Moles aveva detto, ch'erano state scarcerate; la S. Congregazione, inerendo alla risoluzione già presa, ha nuovamente risoluto, che per Segretaria di Stato si torni a scrivere di nuovo a monsignor Nunzio sudetto perchè a dirittura col signor vicerè facci istanza premurosa per la scarcerazione delle medesime donne con rappresentarle che non essendo stato in Ostuni obedito il mandato di monsignor A. C., hanno però quelli ecclesiastici obbedito alla S. Congregazione dei Riti con non permettere l'erezione del trono, che si voleva fare erigere nella chiesa cattedrale di quella città dal duca di Zevallos, avendo la S. Congregazione non solo proibito l'uso de'baldacchini, ma ancora tutte quelle cose, che possono aver sembianza di baldacchino, gradini, e sedie fisse, e tutt'altro, che intendeva far mettere nelle chiese di Ostuni il detto signor duca di Zevallos. Dalla Segreteria dei S. Riti li 19 dicembre 1693.

2515. **Bituntina.**

Caetanus Alburquerque presbyter et canonicus Bituntinus exposuit S. Rituum Congregationi, quod ob sui devotionem suaeque familiae commodum magnopere exoptat aedificare ecclesiam suis propriis sumptibus, eamque competenter dotare, ac insuper inibi fundare beneficium ecclesiasticum pro rectore, cui incumbat onus celebrandi missam in eadem ecclesia. Ea tamen conditione, ut possit in ipsa ecclesia, praeter publicas fores, habere aliam portam in sacrario respicientem viridarium ipsius oratoris per quam possit a praedicta sua familia haberi aditus pro audienda missa et custodiendis supellectilibus dictae ecclesiae. Ideoque supplicavit eidem S. Congregationi, ut petitam gratiam sibi concedere dignaretur. Et eadem S. Congregatio (attentis narratis, et audita relatione Rmi episcopi dictae civitatis, cui pro informatione scriptum fuit) instantiam praedictam arbitrio ejusdem ordinarii remittendam censuit. Die 19 decembris 1693.

2516. **Nucerina Paganorum.**

Edito ab episcopo Nucerino edicto, cujus vigore capellae habentes duplicem ingressum, publicum scilicet, et absque indulto apostolico alterum privatum, qui saecularibus particularium in aedibus pateret, interdicebantur; Franciscus Solimani civitatis Nucerinae praedictae S. Rituum Congregationi exposuit, prope suam domum reperiri quamdam capellam sub titulo S. Mariae Gratiarum habentem duas portas, unam nempe in via publica, alteram vero in curtile suae domus, et ob malam valetudinem, imbecillitatem visus, et senectutem suae matris et materterae, supplicavit pro facultate continuandi, prout hactenus consuevit in usu portae praedictae. Et S. Congregatio, perlectis litteris informativis episcopi, et attentis narratis, ad relationem Emi Costaguti, gratiam petitam arbitrio ejusdem episcopi remittendam censuit. Die 19 decembris 1693.

2517. **Ostunen.**

Al vescovo di Ostuni. — Dovendosi d'ordine espresso di Nostro Signore dirigere al vicario generale di V. S. commissione di grandissima urgenza, se le ne dà il presente cenno, acciocchè ella per qualunque causa e pretesto non faccia partire dalla sua diocesi il sudetto suo vicario generale col promotor fiscale di cotesta sua corte vescovile, senza espressa licenza in scritto di questa S. Congregazione dei Riti, così portando il servizio di Nostro Signore, e di questa Santa Sede, sotto pena dell'indignazione di Sua Santità; ed alla ricevuta di quest'ordine ne dovrà dare immantinente avviso, ed in appresso se gli faranno pervenire le notizie di ciò che ella dovrà operare, e Dio la feliciti. Roma 23 gennaro 1694.

2518. **Urbanien.**

Al vescovo. Essendosi riproposta dall'Emo signor cardinale Sacchetti nella S. Congregazione dei Riti la controversia insorta tra il P. Guardiano, e PP. Conventuali di S. Francesco della città di Urbania da una parte, ed il capitolo e canonici della cattedrale della città sudetta dall'altra parte, sopra l'accompagnamento della statua di S. Antonio di Padua nella processione solenne solita farsi ogni anno nel giorno della solennità di detto Santo; la S. Congregazione stimò doversi rescrivere: *Ad mentem*, e la mente fù, che nella vigilia della festività di detto Santo dalli sudetti PP. Conventuali processionalmente si debba prendere dal luogo dove si ritrova collocata la statua del Santo, e portarla alla cattedrale ed ivi lasciarla. E che nel giorno della festività si faccia la solita processione con la statua sudetta, la quale debba terminare nel luogo di dove nella vigilia fù levata, in maniera tale che venga riposta nel suo solito luogo dove si conserva in tutto l'anno. E finalmente che terminata la funzione, siano tenuti li padri Conventuali riaccompagnare processionalmente il capitolo alla cattedrale. Roma 23 gennaro 1694.

2519. **Nuscana.**

Al vescovo. Avendo fatto ricorso alla S. Congregazione dei Riti donna Candida Maccarelli, perchè gli venisse impedito l'uso del cuscino, e di una sedia camerale nella collegiata della chiesa, dove ella presentemente habita, supplicò la medesima S. Congregazione sotto il primo di agosto prossimo passato per la grazia di poter continuare nell'uso dell'uno e dell'altra, e la S. Congregazione rescrisse: *Lectum quoad sedile*, e volle dire, che non gli permetteva l'uso della sedia camerale, ma bensì l'altro del cuscino. Dopo questo rescritto la sudetta donna Candida fece altro ricorso alla S. Congregazione sudetta, perchè gli venisse impedito ancora l'uso di una sedia di paglia, e la S. Congregazione sotto li 5 di decembre rescrisse: *Ad mentem*; e la mente fù, che si scrivesse a V. S. Illma, che la S. Congregazione, con aver proibito la sedia camerale, non intendeva di proibir l'uso della sedia di paglia, e perchè vi sono nuovi ricorsi, perchè non se gli permetta l'uso della sudetta sedia di paglia, da me si partecipa tuttociò a V. S. Illma, acciò possa dare gl'ordini opportuni per l'esecuzione della mente di questa S. Congregazione. Roma 30 gennaro 1694.

2520. **Congregationis Sylvestrinorum.**

Remisso S. Rituum Congregationi pro voto a SSmo D. N. supplici libello sibi porrecto a R. P. abbate generali congregationis Sylvestrinorum, in qua supplicabat, ut eidem oratori et successoribus pro tempore dictae congregationis abbatibus generalibus concederetur facultas deferendi ejusdem coloris sui habitus mantellettum, ad instar nonnullorum abbatum generalium monachorum aliarum congregationum, qui ex indulto apostolico eodem mantelletto utuntur. Eadem S. Congregatio, ad relationem Emi Costaguti, si eidem Sanctitati Suae placuerit, gratiam petitam per literas in forma brevis expediendam concedi posse censuit. Die 23 januarii 1694. Et facta deinde per Emum Albanum Sanctitati Suae relatione, Sanctitas Sua annuit juxta decretum, sed mandavit expediri per litteras apostolicas sub plumbo juxta expeditiones ab Alexandro VII pro abbatibus generalibus congregationis Olivetanae et canonicorum regularium S. Salvatoris ordinis S. Augustini, et a Clemente X pro abbate generali congregationis Vallisumbrosae factas. Die 22 februarii 1694.

2521. **Vercellen.**

Relatis ab Emo Costaguto Ponente in S. Rituum Congregatione contentis in processu de mandato ejusdem S. Congregationis constructo ab episcopo Vercellensi super prohibitione concionandi facta a gubernatore illius civitatis concionatori

cathedralis in praeterita quadragesima anni proximi elapsi 1693, nec non omnibus inde sequutis, et praecipue exilio injuncto canonico syndico capituli cathedralis praedictae, ac carceratione sequuta in personam concionatoris proximi praeteriti adventus ab eodem gubernatore demandata. Eadem S. Congregatio mandavit, ut episcopus, veris existentibus narratis, procedat, prout de jure, et nuncius assistat. Die 23 januarii 1694.

2522. **Melevitana.**

Rmo Domino episcopo. Petente canonico Joanne Maria Zahara cathedralis istius ecclesiae Melevitanae cantore mandari, quod ipse associetur a magistro caeremoniarum personaliter et non per substitutum, quando idem cantor ex officio suo accedit ad suggerendum episcopo tonum *Gloriae*, *Credo*, Antiphonarum et Hymnorum; S. Rituum Congregatio, audita relatione cum voto D. Inquisitoris Melevitani, censuit, ut Amplitudo Tua curet adesse duos magistros caeremoniarum, quorum alter serviat soli episcopo, alter dignitatibus et canonicis ad sacras caeremonias opportune peragendas, et de exequutione certioret, diuque incolumis vivat. Die 13 martii 1694.

2523. **Faventina Praecedentiae.**

Proposita in S. Rituum Congregatione ab Emo cardinali de Abdua causa Faventina praecedentiae inter parochum collegiatae S. Stephani ex una, et praepositum et canonicos ejusdem collegiatae terrae Mutilianae ex altera partibus; eadem S. Congregatio, visis et auditis juribus tam in voce quam in scriptis hinc inde deductis, censuit, recedendum esse a secundo loco decisis 19 julii 1670, et standum esse in primo loco decisis sub die 15 septembris 1668, nempe praecedentiam competere parocho, et ita servari mandavit. Die 27 martii 1694.

2524. **Ferrarien.**

Inter vice-legatum civitatis Ferrariae ex una, et capitulum cathedralis ejusdem civitatis, referente Emo de Abdua: Ad mentem, et mens est, quod thurificentur assistentes Emo legato ante vice-legatum; oretenus et absque decreto. Die 27 martii 1694.

2525. **Ferrarien.**

Al vicario capitolare. Essendo stata di sentimento la S. Congregazione dei Riti, che nella solennità di S. Giorgio si debbano incensare i signori canonici assistenti all' Emo signor cardinale Legato prima di monsignor Illmo Vicelegato, e da me se ne dasse la notizia a V. S. perchè debba partecipare questi sentimenti della medesima S. Congregazione a monsignor Illmo Vicelegato sudetto estragiudizialmente e colle forme doverose, compisco a questa parte, mentre con tutta osservanza mi constituisco etc. Roma 27 marzo 1694.

2526. **Ordinis Minorum S. Francisci.**

Cum expositum fuerit S. Rituum Congregationi, in ultimo capitulo generali ordinis S. Francisci de Observantia Romae anno 1688 celebrato conditum fuisse statutum quod asseritur reperiri inter constitutiones impressas ipsiusmet capituli sub titulo: *Pro tertiariis et cordigeris*, num. 48, hujusmodi tenoris, videlicet: « Ex instantia trium statuum tertii ordinis obedientiae nostrae, a directioni subjectorum, statuitur, ut sicut ipsi omnia officia sanctorum et beatorum primi ordinis recitant, eorumque solemnitates sub eo celebrant ritu, sub quo celebrantur a nobis: ita nos, obtenta prius a S. Rituum Congregatione hujusmodi decreti approbatione, officia sanctorum, et beatorum sui ordinis sub ritu apud praememoratum directorium trium ordinum relato et inter ipsos consueto facere et recitare teneamur. Cumque P. fr. Franciscus Diaz a S. Bonaventura praefati ordinis diffinitor generalis ac SS. Congregationum Rituum et Indicis consultor, de consensu P. procuratoris generalis ejusdem ordinis, humillime supplicaverit huic S. Congregationi pro approbatione statuti praedicti ab eadem hucusque minime obtenta; eadem S. Congregatio, ad relationem Emi de Judice, praedictum statutum benigne approbavit. Die 27 martii 1694.

2527. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio ad relationem Emi Casanate, humiliter instantibus inquisitore generali Hispaniarum et deputatis regni Aragoniae, nec non R. P. magistro Bernardo Carignena et Ipensa vicario et procuratore generali ordinis B. M. Virginis de Mercede redemptionis captivorum, causae canonizationis Beati martyris Petri de Arbues postulatore, benigne concessit, ut in regno Aragoniae, et in ecclesiis generalis inquisitionis Hispaniarum in posterum recitari possint oratio et in secundo nocturno lectiones propriae dicti Beati Petri, alias sub die 5 decembris 1693 pro metropolitana ecclesia Caesaraugustana ab eadem S. Congregatione approbatae. Die 15 maii 1694.

2528. **Parisien.**

S. Rituum Congregatio, ad preces Emi cardinalis de Janson benigne concessit, ut imposterum moniales ordinis Carmelitarum monasterii SSmae Matris Dei civitatis Parisien. recitare possint officium SSmi Sacramenti sub ritu semiduplici in feria quinta cujuslibet hebdomadae alio officio novem lectionum non impedita, et exceptis diebus adventus, quadragesimae, quatuor temporum et vigiliarum, et servatis in reliquis rubricis breviarii romani. Die 15 aprilis 1694.

2529. **Urbis et Orbis.**

Ad pias majestatis Caesareae preces per Exm principem de Lichtenstein ordinarium apud S. Sedem ejusdem oratorem SSmo D. N. porrectas, Sacraeque Rituum Congregationi remissas, et ad perquam humillimas P. fratris Petri a Jesu procuratoris generalis ordinis discalceatorum SSmae Trinitatis redemptionis captivorum instantias ab Emo de Judice relatas benigne eadem S. Congregatio inclinata, posse concedi censuit, ut officium SS. Joannis de Matha et Felicis de Valois dicti ordinis fundatorum, hactenus in toto fere orbe catholico sub ritu duplici minori ad libitum ex pluribus concessionibus apostolicis recitatum, imposterum singulis annis sub eodem ritu duplici minori in diebus eorum festorum ab omnibus tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, et in Ecclesia universali de praecepto recitetur, si SSmo D. N. placuerit. Diebus 27 martii et 15 maii 1694. Factaque igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 19 ejusdem mensis maii et anni 1694.

2530. **Viterbien.**

Cum soror Maria Angela Salvatori monialis professa monasterii Montis Carmeli terrae Vetrallae dioecesis Viterbien. et actu ad praesens inserviens sacristiae ejusdem monasterii, S. Rituum Congregationi humiliter supplicaverit, ut sibi licite pertractandi sacra omnia suppellectilia ad sacristiam pertinentia facultatem benigne impertiretur; eadem S. Congregatio respondit: *Adeat episcopum*. Die 29 maii 1694.

2531. **Comen.**

Cum ex parte infrascriptorum canonicorum ecclesiae cathedralis Comen. porrectus fuerit in S. Rituum Congregatione supplex libellus tenoris sequentis, videlicet:

Emi e Rmi Signori. Avendo li canonici della cattedrale di Como Marc'Antonio, e Luigi Caimi, Francesco Fontana, Paolo Giovio, e Baldassare Porro dati tutti li testimoni maggiori del loro umilissimo ossequio, venerazione, ed obbedienza verso l'Emo Sig. Cardinale Ciceri loro vescovo, come si degnerà di attestarlo all'EE. VV. l'Emo Sig. Card. Colloredo, supplicano di concedere loro la permissione di ritornare a servire alla loro chiesa ed ordinare che siano ammessi alla plenaria partecipazione delle distribuzioni quotidiane, non ostante l'assenza per le cause note all'EE. VV. Che ec.

Eadem S. Rituum Congregatio, sub die 17 julii 1694, supradictas preces remisit ad Emum Colloredum causae ponentem, juxta mentem. In quorum etc.

Praedictus vero Emus Colloredus Ponens decrevit, ut infra.

Attentis expositis, et iis praecipue, quae ab Oratoribus acta sunt cum Emo Cardinali de Judice, prout latius continetur in relatione, quae extat apud R. P. D. Secretarium S. Rituum Congregationis, exequentes mentem ejusdem nobis communicátam sub die 17 julii proximi praeteriti, facultatem concedimus eisdem oratoribus redeundi in patriam ad inserviendum propriae ecclesiae, et quoad petitam distributionum quotidianarum participationem, eam remittimus dispositioni Rmi Domini Menatti electi episcopi Comensis, vel capituli: Firmis de caetero remanentibus omnibus et singulis in hac causa nuper decretis ab eadem S. Rituum Congregatione. Datum ex aedibus nostris hac die 4 augusti 1694. L. Card. Colloredus Ponens.

Sequitur relatio enunciata in decreto Emi et Rmi D. Cardinalis Colloredi Ponentis in causa Comen. Associationis et plurium inter promotorem fiscalem Comen. et nonnullos canonicos ecclesiae cathedralis edito die 4 augusti 1694.

Avendo l'Emo Sig. Card. Ciceri vescovo di Como, di ch. me. in esecuzione di più decreti altre volte emanati dalla S. Congregazione dei Riti, ordinato alli canonici della sua cattedrale di portarsi capitolarmente alle stanze del palazzo episcopale, per indi associare l'Eminenza Sua fino alla chiesa nel giorno delli 17 maggio dedicato alla SSma Trinità, e successivamente nella festività dell'Assunta dell'anno scorso 1693, furono alcuni di essi accusati di avere in quell'occasione, e nel tempo della compieta dello stesso giorno diecisettesimo di maggio, mancato al rispetto da essi dovuto alla persona, famiglia, e palazzo del medesimo Sig. Cardinale. Fattasene però da S. E. querela alla S. Congregazione dei Riti, e trasmessi alla medesima li due processi sopra ciò fabbricati, dopo essere stato in Como rilasciato il canonico Paolo Giovio dalla carcere dove stava rinchiuso per tal causa, ed essere svaniti più trattati maneggiati in Milano per la reintegrazione del medesimo. La S. Congregazione, sotto li 13 marzo dell'anno corrente 1694, a relazione dell'Emo Colloredo deputato ponente di questa causa, confermando gli antichi decreti in essa fatti, ordinò la carcerazione del sudetto canonico Paolo Giovio allora presente in Curia, e fece citare a comparire personalmente in Roma li canonici Francesco Fontana, Luigi e Marco Antonio fratelli Caimi, e Baldassare Porro, come quelli che nei sopradetti processi venivano più degli altri aggravati.

All'avviso di questo decreto, il canonico Giovio si ritirò subito in luogo sacro, e gli altri, dopo più atti di sommissione prestati all'Emo loro pastore, si portarono personalmente in Roma dentro il termine loro prescritto (eccettuatone il canonico Fontana legitimamente impedito dalla vecchiaia e da attuale infermità) dove essendo riuscita infruttuosa la mediazione di altre persone per terminare estragiudizialmente questa causa, fecero essi unitamente ricorso all'Emo Cardinale del Giudice, affinchè si degnasse impiegare l'autorità della sua intercessione per rimetterli nella buona grazia dell'Emo loro Vescovo, dandogli a questo fine quattro fogli in bianco da essi sottoscritti con facoltà di riempirli con tutte quell'espressioni della loro umiliazione, che all'Eminenza Sua paressero opportune, e come più ampiamente si vede dalla sequente copia di lettera scritta a Sua Eminenza dal canonico Giovio, che per essere tuttavia ritirato in luogo sacro, non pote con gli altri portare in voce le sue suppliche.

Emo e Rmo Sig. Colmo. Per le mie note controversie supplico l'Ema V. dei suoi favori, e perchè a Vostra Eminenza possa costare il mio umilissimo rispetto e venerazione verso la persona dell'Emo Sig. Cardinal Ciceri, le mando l'annesso foglio sottoscritto di mia mano, perchè V. E. voglia riempirlo come più le parerà, ponendomi totalmente nelle braccia dell'Eminenza Vostra, quale, mentre supplico con la sua autorità degnarsi d'interporsi appresso V. E. affinchè con le sue autorevoli intercessioni restino terminate queste pendenze. Ed all'E. V. profondamente m'inchino. Di V. S. Umo Dmo ed Obblig. Servitore, *Paolo Giovio*.

Avendo perciò l'Emo del Giudice, con approvazione della Sacra Congregazione, assunto il peso di comporre queste pendenze e ricevutane anche dall'Emo Ciceri con lettera delli 9 giugno prossimo ogni più ampla facoltà, formò con la partecipazione dell'Emo ponente la seguente minuta di memoriale da sottoscriversi e presentarsi dagli oratori a Sua Ema medesima, per nuovo e più espresso testimonio della loro totale rassegnazione, cioè:

« Emo e Rmo Signore. Paolo Giovio, Marco Antonio Caimo, Luigi Caimo, Baldassare Porro, e Francesco Fontana canonici della chiesa cattedrale della città di Como, infrascritti umilissimi oratori di V. Eminenza riverentemente le rappresentano e sinceramente le attestano di aver sempre ed in ogni congiuntura ardentemente bramato e studiosamente procurato di rendere all'Emo Signore cardinale Ciceri loro vescovo le riprove del più umile ossequio ed esatta obbedienza, e non esser loro mai caduto in pensiero l'incorrere nel detestabile errore di traviare per qualsivoglia motivo dall'esercizio della loro costante ed indispensabile venerazione, nella quale accompagnata con li più rispettosi sentimenti verso l'Eminenza Sua, continueranno incessantemente per tutto il tempo della loro vita. Che per le differenze insorte intorno all'associazione, hanno stimato di aderire agli altri capitolari solamente per la difesa giuridica della loro pretenzione, onde rammarico inesplicabile ad essi è arrivato dal presupporsi che ne' processi fabbricati si contenga attestazioae contraria, sicchè per tal cagione si riconoscono deteriorati nel pregiatissimo concetto del Signore cardinale loro superiore. Ritrovandosi dunque costituiti nella maggiore afflizione, ricorrono alla protezione di V. E. perchè si degni con l'interposizione dei suoi valevoli ufficii appresso il loro Emo vescovo implorargli la reintegrazione nella di lui stimatissima grazia. E se l'E. V. conoscesse che li medesimi canonici inavvedutamente fossero incorsi in qualche fallo, supplicano altresì vivissimamente V. E. ad impetrar loro dal Signor cardinale il sospirato perdono, assicurandola che qualsivoglia mancamento e trasgressione sarebbe stata stata involontaria, e derivata da accidentale inavvertenza, anzi contro la loro volontà, determinata totalmente, e subordinata all'esattissima obbedienza e profondo ossequio verso dell'Ema Sua. Affidati dunque nell'E. V. e nella sua protezione, le si rassegnano col più riverente rispetto etc. »

Ma perchè fratanto pervenne a Roma l'avviso della morte del medesimo Sig. cardinale Ciceri seguita in Como li 24 giugno sudetto, stimò l'Emo del Giudice non essere più luogo alla mediazione da Sua Ema maneggiata; laonde avendo gli oratori fatto nuovo ricorso alla S. Congregazione per la spedizione della loro causa, questa sotto li 17 luglio le rimise all'arbitrio e prudenza dell'Emo Colloredo ponente della medesima.

Riflettendo pertanto l'Ema Sua al pregiudizio che il servizio divino riceverebbe nella cattedrale di Como dalla più lunga assenza di tanti canonici, e considerando che dopo gli accennati incomodi, travagli, viaggi, mortificazioni, e spese e molto più dopo una si libera ed intiera rassegnazione ed umiliazione dagli oratori mostrata nella consegna dei fogli in bianco, poteva credersi sufficientemente soddisfatto, e riparato dai medesimi a quei mancamenti di rispetto verso l'Emo loro pastore, dei quali venivano accusati, ha loro permesso di ritornarsene al servizio della loro chiesa, con il seguente decreto formale sotto il memoriale da essi esibito:

Attentis expositis, et iis praecipue quae ab oratoribus acta sunt cum Emo Domino meo cardinali de Judice, prout latius continetur in relatione quae extat apud R. P. D. secretarium S. Rituum Congregationis, exequentes mentem ejusdem nobis

communicatam sub die 17 julii proximi praeteriti, facultatem concedimus eisdem oratoribus redeundi in patriam ad inserviendum propriae ecclesiae. Et quoad petitam distributionum quotidianarum participationem, eam remittimus dispositioni Rmi Domini Menatti electi episcopi Comen., vel capituli, firmis de caetero remanentibus omnibus et singulis in hac causa nuper decretis ab eadem S. Rituum Congregatione. Datum ex aedibus nostris hac die 4 augusti 1694. *L. Card. Colloredus Ponens.*

E perchè di tutto questo rimanga nella segreteria della S. Congregazione perpetua prova, ha fatto trasmettere alla medesima la presente relazione enunziata nell'antecedente decreto, insieme con le minute, e lettere originali in essa inserite, o mentovate, e con li sopradetti quattro fogli in bianco, vergati però per ordine di S. Eminenza, affinchè non possano servire ad altro uso.

2533. **Cremonen.**

Episcopus Cremonen. exposuit S. Rituum Congregationi, nonnullos parochos suae dioecesis, praepositos nuncupatos, nec non praepositum loci Caravaggio ejusdem dioecesis, primam dignitatem collegiatae auctoritate tantum ordinaria erectae praesumpsisse, et praesumere in functionibus ecclesiasticis deferre rocchettum discoopertum solis canonicis cathedralium et collegiatarum tantummodo ex indulto apostolico permissum, deque opportuno remedio humiliter supplicavit. Et S. Congregatio respondit: *Utatur jure suo.* Die 17 julii 1694.

2534. **Aesina Praecedentiae.**

Relato ab Emo Costaguto dubio: An in ecclesia parochiali S. Leonardi oppidi seu terrae Massatii Aesinae dioecesis, competat praecedentia Dominico Ferranti posteriori in possessione, et anteriori in ordine sacerdotali supra Eleazarum Ceccarellum in possessione anteriorem, et posteriorem in ordine sacerdotali. S. Rituum Congregatio, visis et auditis juribus utriusque partis, tam in scriptis quam in voce deductis, respondit: *Praecedentiam deberi Ferranti*, et ita declaravit, et servari mandavit. Die 7 augusti 1694.

2535. **Armeniae.**

Supplicantibus PP. Societatis Jesu in Perside et Armenia pro conversione infidelium ac haereticorum commorantibus, sibi concedi facultatem transferendi festa et officia SS. Josephi, Ignatii et Francisci Xaverii ad dominicas sequentes, celebrandi festum S. Gregorii Illuminatoris sub ritu duplici primae classis cum octava eadem die, qua celebratur ab Armenis, vel potius dominica sequenti; nec non recitandi officia sub ritu duplici eorum sanctorum Armenorum, seu Persarum, quorum memoria ab ecclesia Romana celebratur; et Sanctorum Thaddei, et Bartholomei sub ritu primae classis cum octava; S. Congregatio respondit: *Lectum.* Die 7 augusti 1694.

2536. **Bellunen.**

S. Rituum Congregatio attribuit ad triennium episcopo Bellunen. facultatem delegandi suo vicario generali, dignitatibus suae cathedralis aliisque presbyteris in aliqua tamen ecclesiastica dignitate constitutis, et parochis, sive curatis suae dioecesis benedictionem sacrae supellectilis pro usu eorum ecclesiarum tantum, et in qua sacra unctio non adhibeatur. Die 7 augusti 1694.

2537. **Montispelusii.**

Die 16 septembris. In festo S. Euphemiae virginis et martyris, omnia de communi virginis et martyris, praeter ea quae hic ponuntur. In primo nocturno lect. de script. curren. In secundo nocturno:

Lectio IV.

Euphemia Philophronii praeclarissimi senatoris et Theodosiae piissimae matronae filia, Chalcedone nata, fidem quam ab ineunte aetate suscepit, constantissime semper coluit: nec ullis valuit, aut blanditiis, aut minis a sancto proposito revocari. Nam jubente Prisco Asiae proconsule, ut stata die ad tubae clangorem, omnes convenirent in Martis templum ad immolandum, ipsa effecta christianorum dux fortiter renuit. Quamobrem una cum ipsis sistitur ad tribunal, quibus cum vultus loris durissime caederentur, ipsa rotis alligari jubetur, quae ossa confringerent, et carnem dilaniarent; sed crudeli machina mirifico salutiferae crucis signo dissoluta, omni curato vulnere vegetior et solito formosior evasit. Tu autem Domine etc.

Lectio V.

Ignibus deinde adjudicata a militibus, quorum nomina Victor, et Sosthenes, nequaquam valuit colligari, asserentibus se viros terrifico aspectu intueri, qui nedum minacibus oculis in ipsos intenderent, sed etiam paratum ignem, huc illucque dispergerent, quamobrem Christo nomina dederunt. Suffectis autem eorum loco Caesare et Vario, in vehementer incensam fornacem immittitur, sed renovato Babylonicae fornacis miraculo, perditi satellites igne absumuntur: virgo autem in medio fornacis Deum laudabat, nullo in ea apparente ignis vestigio. Victor interim et Sosthenes objecti feris, et earum morsibus leniter suffocati, beatissimo fine quieverunt. Tu autem Domine etc.

Lectio VI.

Paratur post haec novum tormenti genus, ferro lapidibusque compactum, ad omnimodam corporis dilaniationem; sed hoc etiam divina virtute destructo, jubet tyrannus in medio stadii parari cisternam aqua plenam, et omni carnivoro pisce refertam, in quam crucis signo se muniens, Euphemia insiliit, sed ferarum humeris sustentata, ab quis illaesa emersit. Parantur inde peracutae serrae ad secandum, sed acies serrae obtusae sunt, et ignis sartaginum extinctus est. Denique quatuor leonibus, et tribus ursis in theatro exposita, Deum precata ut agoni suo finem imponeret, lambientibus ejus pedes caeteris, unius ursae morsu leniter pressa, tot passionum ornata monilibus, evolavit ad sponsum. Corpus a parentibus honorifice tumulatum, multis postea miraculis claruit. Tu autem Domine etc.

Oratio. Deus qui inter caetera potentiae tuae miracula etiam in sexu fragili victoriam martyrii contulisti: concede propitius, ut qui beatae Euphemiae virginis et martyris tuae natalitia colimus, per ejus ad te exempla gradiamur. Per Dominum.

S. Rituum Congregatio, ad humillimas preces capituli, cleri et populi civitatis Montis Pelusii provinciae Basilicatae eidem porrectas, et ab Emo Colloredo relatas benigne concessit, ut in dicta civitate tam saeculares quam regulares utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, recitare possint in festo S. Euphemiae eorum principalis protectricis singulis annis in secundo nocturno suprascriptas lectiones proprias ejusdem sanctae, cum oratione: *Deus qui inter caetera etc.* pro ecclesia Lateranensi alias approbatas, demptis tamen in tertia lectione illis verbis: Caput vero, usque ad finem; et dummodo nihil eisdem superaddatur. Die 7 augusti 1694.

2538. **Ordinis Minorum S. Francisci.**

Cum R. P. fr. Franciscus Diaz a S. Bonaventurae, lector generalis jubilatus et pater ordinis fratrum minorum Observantiam S. Francisci, hujusque S. Rituum Congregationis consultor, de consensu R. P. procuratoris generalis ordinis minorum Observantium enixe institerit, atque humiliter S. Rituum Congregationi supplicaverit pro approbatione et confirmatione decreti Emi cardinalis Cybo, Sacri Collegii Decani, hujus S. Congregationis praefecti, et praefati ordinis Observantium protectoris, alias editi sub die 8 julii 1693, tenoris, videlicet:

Alderanus miseratione divina episcopus Ostien. et Veliternen. S. R. E. cardinalis Cybo, sacri collegii decanus, et seraphici ordinis S. Francisci apud Sanctam Sedem protector, corrector et gubernator: Dilectis nobis in Christo omnibus et singulis fratribus et monialibus, ac aliis utriusque sexus personis ordinum et congregationum obedientiae seu directioni P. ministri generalis ordinis Seraphici, nunc et pro tempore subjectis, salutem.

Alias sub die 20 junii 1682 decretum edidimus, quo omnibus utriusque sexus religiosis in obedientia P. ministri generalis totius ordinis Altissimo famulantibus, quocumque nomine nuncupatis, expresse mandavimus, ut calendarium ad eorum specialem usum dispositum a Congregatione S. Rituum revisum et approbatum, una cum rubricis et declarationibus pariter revisis, et approbatis in recitatione divini officii exacte et fideliter observarent; nec ulli liceret imposterum aut calendarium praedictum immutare, aut alterum sub quocumque praetextu correctionis vel additionis promulgare, nisi per superiorem generalem et religiosos sacrorum Rituum peritos id approbatum fuerit, ac de ejus expressa licentia permissum, prout in dicto decreto latius continetur. Quamvis autem ad ipsius decreti seu calendarii limites impressum fuerit jam ab anno 1684 Venetiis breviarium, quod hactenus communi religiosorum usui et profectui deservivit; exigente nihilominus in praesens necessitate, vel saltem utilitate aptandi suis loco, et tempore recentia sanctorum officia, quae ab eadem S. Congregatione noviter approbata fuerunt, aliaque apostolica decreta, P. commissarius generalis hujus cismontanae familiae nonnullique alii graviores utriusque familiae Patres petierunt a nobis, ut novam breviarii impressionem Romae faciendam permittere dignaremur. Eorum igitur postulationi annuentes, et P. ministri generalis absentis vices in hac parte supplentes, auctoritate, qua muneris nostri ac Seraphicae regulae ratione fungimur, petitam facultatem benigne duximus concedendam, prout tenore praesentium benigne concedimus, et impartimur. Ne vero dissonae voces personent in conspectu Dei, sed chori religiosorum, tamquam Angelorum, Divinam ejus Majestatem unanimes laudent, et socia exultatione concelebrent, monemus atque hortamur in Domino omnes praefatas utriusque sexus personas in obedientia seu directione P. ministri generalis totius ordinis S. Francisci degentes, quocumque nomine nuncupatas, eisque in virtute Spiritus Sancti sub districto obedientiae praecepto committimus, et mandamus, ut si imposterum de breviariis, tum pro communi tum pro particulari usu providendum sit, non alia, quam Romae impressa aut ad normam eorumdem alibi forsan imprimenda provideantur, taliter quod unum et idem omnino sit in tota religione nostrae et P. ministri generalis jurisdictioni subjecta breviarium romanum Seraphicum, ad divinas laudes persolvendas approbatum, atque dispositum. Quia tamen mens nostra non est onera oneribus addere, nec conventus aut religiosos novis expensis subjicere, per praesentes declaramus, quod qui breviaria Venetiis impressa actu habere reperiuntur, eorum usum, donec vetustate fuerint consumpta, continuare possint, servata nihilominus forma breviarii supradicti noviter praescripta, sicque ab omnibus fideliter observandum confidimus, ut valeant benedictionem a Domino promereri; sicque tandem observari praecipimus, non obstantibus in contrarium quibuscumque. Datum Romae hac die 8 julii 1693. *A. cardinalis Cybo protector*. Loco ✝ sigilli. *Joannes Michael de Gais secretarius.*

S. eadem Congregatio, ad relationem Emi de Judice ponentis, pro approbatione hujusmodi decreti Emi Protectoris respondit, praevia ejusdem reformatione quoad moniales respectu quarum mandavit servari decretum hujus S. Congregationis sub die 30 augusti 1687 editi, et ita in posterum, quibuscumque non obstantibus, servari mandavit. Die 7 augusti 1694.

2539. **Brugnaten.**

Obtenta sub die 14 maii 1672 ab episcopo civitatis Brugnati pro clero terrae Segestri ejusdem dioecesis in S. Rituum Congregatione facultate celebrandi die 9 maii festum Translationis S. Nicolai episcopi Myren., vulgo de Bario nuncupati, et recitandi officium quod recitatur dicta die translationis in tota provincia Barensi, et sub eodem ritu, usque adhuc in eadem terra Segestri in die translationis praedictae fuit recitatum officium quod ad Ecclesia universali die 6 decembris natalitio ejusdem sancti recitatur, prout in civitate et dioecesi Barensi recitari consuevit. Verum quia Laelius Ripettus, de anno proxime praeterito quoddam officium proprium diversi ritus pro festo dictae translationis, quod asseritur in civitate Barensi recitari, Januae imprimi curavit; episcopus Brugnatensis praedictus apud S. Rituum Congregationem recursum habuit, et petiit ab eadem declarari: An sibi liceat illius recitationem permittere? Et demandata prius sub die 23 januarii 1694 episcopo transmissione officii praefati Januae impressi, tandem S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Colloredi, cui revisio hujusmodi officii commissa fuit, attenta etiam relatione archiepiscopi Baren, censuit non esse admittendum, omnino suppositam concessionem S. Congregationis Rituum, quam praefert in officio edito Januae, sed tantum posse Segestri recitari officium de S. Nicolao, eo modo, quo recitatur in cathedrali et dioecesi Baren. in die translationis ejusdem Sancti, et ita declaravit, et servari omnino mandavit. Die 4 septembris 1694.

2540. **Urbis et Orbis.**

Ad pias preces serenissimi regis catholici ejusque reginae matris Sanctitati Suae ab Exmo Dno de Medina Coeli apud Sanctam Sedem praefatae majestatis oratore porrectas, Sacraeque Rituum Congregationi remissas; Sacra eadem Congregatio, ad relationem Emi de Judice, concedendum censuit ut officium sancti Thomae de Villanova, ordinis Eremitarum Augustini, alias pro Ecclesia universali sub ritu semiduplici ad libitum recitari concessum, singulis annis die 18 septembris ejusdem sancti festo in posterum ab omnibus tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu semiduplici de praecepto recitetur, si SSmo D. Nostro videbitur. Die 4 septembris 1694. Facta igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 11 ejusdem mensis septembris et anni 1694.

2541. **Barchinonen.**

Canonizationis Beatae Mariae de Socos ordinis B. Mariae Virginis de Mercede redemptionis captivorum.

Remisso S. Rituum Congregationi supplici libello a R. P. Magistro Fr. Bernardo Carignena, et Ipenza vicario et procuratore generali ordinis B. Mariae Virginis de Mercede redemptionis captivorum, et hujusmodi causae postulatore, SSmo Domino nostro porrecto, in quo humillime supplicabat Sanctitati Suae, ut de Beata Maria praedicta, de cujus cultu immemorabili die 9 februarii anni 1692 cum subsequuta approbatione SSmi die 13 ejusdem mensis et anni, fuit responsum: *Constare*, facultatem pro sua religione recitandi officium et celebrandi missam de communi virginum sub ritu semiduplici die 19 septembris natalitio ejusdem Beatae singulis annis benigne concedere dignaretur. S. eadem Congregatio, ad relationem Emi Casanate ponentis, audito prius tam in scriptis, quem in voce Rmo Archiepiscopo Myren. fidei promotore, omnibus bene perpensis ac mature consideratis, gratiam petitam pro religiosis utriusque sexus dicti ordinis Beatae Mariae de Mercede tantum concedi posse censuit, si SSmo Domino Nostro videbitur. Die 2 octobris 1694. Facta igitur SSmo D. Nostro de praedictis per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 9 ejusdem mensis et anni 1694.

2542. **Montis Alti.**

Prioribus loci de Porchia dioecesis Montis Alti exponentibus S. Rituum Congregationi ex multiplici scamnorum numero pro saecularium usu pro libito cujuslibet sparsim in ecclesia parochiali S. Luciae dicti loci existentium, nonnulla scandala exoriri, ex eo quia ecclesiastici et religiosi a saecularibus sic impediti ab audiendis concionibus abstineant. Et propterea humillime supplicantibus pro facultate removendi dicta scamna

et in dicta ecclesia alia uniformia eorum sumptibus de novo construenda, nedum pro commodo ecclesiasticorum et religiosorum, verum etiam pro decenti usu laicorum per ordinem reponenda; S. Congregatio, audita relatione episcopi, cui pro informatione scriptum fuit, ejusdem arbitrio instantiam praedictam remittendam esse censuit. Die 2 octobris 1694.

2543. **Nuscana.**

Renuente adhuc, prout S. Rituum Congregationi assertum fuit pro parte D. Candidae Maccarelli, episcopo Nuscano permittere eidem Candidae in ecclesia parochiali terrae Bagnoli ejusdem diocesis usum sedis ex paleis confectae, apud eamdem S. Congregationem iterum de opportuna provisione institum fuit. Et Emi PP. eidem S. Congregationi praepositi, audito etiam supplici libello contra usum sedis praedictae SSmo D. N. porrecto, et eidem S. Congregationi remisso, rescripserunt: *Episcopus toleret sedem praedictam ex paleis confectam.* Die 2 octobris 1694.

2544. **Ordinis Praedicatorum.**

Commissa Rmo archiepiscopo Myren. fidei promotore sub die 4 septembris proxime praeteriti revisione orationis ac lectionum pro officio Beatae Joannae Alphonsi V Lusitaniae regis filiae monialis non professae ordinis S. Dominici, illisque revisis, et per manus Emorum Patrum pro approbatione remissis, et demum ab Emo Colloredo in S. Rituum Congregatione relatis, S. eadem Congregatio respondit: *Lectum.* Die 2 octobris 1694.

2545. **Senogallien.**

S. Rituum Congregatio attribuit Antonio Ceccarino rectori ecclesiae parochialis S. Mariae de Flore loci de Moro Senogallien. dioecesis facultatem benedicendi pro hac vice tantum, et de consensu ordinarii, quamdam picturam repraesentantem figuram Domini Nostri Jesu Christi a mortuis resurgentis, una cum imaginibus B. M. V. et S. Joannis Evangelistae in eadem pictura unitis, ad effectum illam publicae venerationi in uno ex altaribus dictae ecclesiae exponendi. Die 2 octobris 1694.

2546. **Urbis et Orbis.**

Ad humillimas R. P. Joannis Francisci Mariae Poggi generalis, et P. Petri Antonii de Rubeis procuratoris generalis ordinis Servorum B. M. V. supplicationes totius eorum religionis nomine SSmo D. N. porrectas, Sacraeque Rituum Congregationi remissas, et ab Emo Ottobono relatas, benigne S. eadem Congregatio inclinata posse concedi censuit, ut officium S. Philippi Benitii professoris, seu potius dicti ordinis propagatoris hactenus die 23 augusti sub ritu semiduplici ad libitum, et deinde de praecepto in Ecclesia universali recitatum, imposterum singulis annis ab omnibus tam saecularibus quam regularibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu duplici minori de praecepto recitetur, si SSmo D. N. videbitur. Die 2 octobris 1694. Facta igitur deinde SSmo D. N. de praedictis per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 9 ejusdem mensis et anni.

2547. **Avenionen.**

Relata in S. Rituum Congregatione ab Emo D. cardinali Pamphilio contra capitulum et canonicos parochialis et collegiatae ecclesiae S. Petri civitatis Avenionensis PP. Conventualium instantia supplicantium prohiberi dictis canonicis et capitulo celebrare festum S. Antonii de Padua, quaestuationem, processionem, ac novenas ejusdem sancti peragere in grave eorum praejudicium, nec non decretorum hujus S. Congregationis in hac eadem materia pluries editorum; eadem S. Congregatio, visis et auditis juribus a patribus praedictis tam in scriptis quam in voce deductis, respondit: *Non licere canonicis et capitulo collegiatae praefatae sine licentia episcopi facere quaestuationem, processionem, et novenas;* et ita imposterum exequi, et servari mandavit. Die 20 novembris 1694.

2548. **Massalubren.**

Perlectis in S. Rituum Congregatione litteris episcopi Massalubren. in quibus narravit, in ecclesiis suae dioecesis abusum invalescere, nonnullos cives, doctores, et mercatores capillamentum gestare solitos, ut plurimum absque eis ad ecclesias accedentes cum pileolo albo lineo, eoque SSmum Eucharistiae sacramentum etiam in actu elevationis tecto capite salutare et adorare; quod aegre ferens, pro opportuno remedio idem orator supplicavit. Et S. eadem Congregatio ordinario pro sua prudentia respondendum censuit. Die 18 decembris 1694.

2549. **Massilien.**

S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Cardinalis de Janson, monialibus tertii ordinis S. Francisci civitatis Massilien. benigne concessit, ut imposterum singulis annis, exceptis diebus adventus, quadragesimae, quatuor temporum et vigiliarum, semel in mense in die officio novem lectionum non impedito, et servatis rubricis breviarii romani, officium S. Elisabeth reginae Hungariae earumdem patronae sub ritu semiduplici recitare possint et valeant. Die 18 decembris 1694.

2550. **Ordinis Minimorum.**

Exponente P. Zaccharia Rosset ordinis Minimorum procuratore generali, sanctum Franciscum Salesium, dum vitam agebat, speciali devotione et affectu sanctum Franciscum de Paula nedum coluisse, verum etiam, prout ipse orator asserebat, tertiam ejusdem regulam amplexatum fuisse; et humillime supplicante de commissione speciali capituli generalis novissime celebrati S. Rituum Congregationi, quatenus omnibus religiosis sui ordinis officium S. Francisci Salesii praedicti cum octava annuatim recitandi facultatem imposterum concedere dignaretur. S. eadem Congregatio precibus praedictis ab Emo Albano relatis benigne annuens, gratiam petitam benigne concessit, servatis tamen rubricis breviarii romani. Die 18 decembris 1694.

2551. **Terrae Sanctae.**

S. Rituum Congregatio, ad humillimas preces guardiani et custodis Terrae Sanctae ordinis minorum S. Francisci ab Emo de Abdua relatas, officia alias approbata, et recitari concessa Pretiosissimi nempe Sanguinis die 12 martii, et 4 maii Coronae Spineae D. N. Jesu Christi, imposterum singulis annis a religiosis dicti ordinis in Terra Sancta degentibus, servatis rubricis breviarii romani, recitari posse benigne concessit. Die 18 decembris 1694.

2552. **Trecensis.**

Supplicantibus S. Rituum Congregationi monialibus de Fovis ordinis de Fontevrault dioecesis Trecensis, pro concessione facultatis recitandi officium S. Marthae sub ritu duplici secundae classis, nedum in dicto monasterio, verum etiam in toto earumdem ordine. Eadem S. Congregatio respondit: *Lectum.* Die 18 decembris 1694.

2553. **Teramo.**

Al vescovo — Rmo Signore come fratello. Dovendosi d'ordine di Nostro Signore dirigere a V. S. commissione di grandissima urgenza, se le ne dà il presente cenno, acciò ch' ella per qualunque causa o pretesto non si parta dalla sua diocesi senza espressa licenza in scritto di questa S. Congregazione dei Riti, così portando il servizio di Nostro Signore e di questa Santa Sede, sotto pena dell'indignazione di Sua Santità, ed alla ricevuta di quest'ordine dovrà dare immantinente avviso, ed in appresso se gli faranno pervenire le notizie di ciò che ella dovrà operare. Roma 18 decembre 1694.

2554. **Urbis et Orbis.**

Remisso S. Rituum Congregationi supplici libello nomine serenissimi regis Lusitaniae a D. Benedicto de Fonseca ejusdem in Urbe residente SSmo D. N. porrecto, in quo Sanctitati Suae supplicabat, ut officium S. Elisabeth regni praedicti reginae hactenus in Ecclesia universali ad libitum sub ritu semiduplici recitatum, imposterum sub ritu duplici de praecepto recitari benigniter concederet. S. eadem Congregatio, ad re-

lationem Emi de Abdua, officium Sanctae praedictae in posterum singulis annis ab Ecclesia universali sub ritu semiduplici de praecepto recitari, eidemque diem octavam julii fixam assignari posse censuit, si SSmo D. N. videbitur. Die 18 decembris 1694. Facta igitur deinde SSmo D. N. de praedictis per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 19 januarii 1695.

2555. **Ordinis Praedicatorum**

Cum S. Rituum Congregatio, sub die 29 maii proximi praeteriti, nedum toti ordini Praedicatorum, verum etiam regno Portugalliae officium et missam de Beata Joanna Alponsi V regis filia et ordinis praedicti religiosa non professa, a SSmo concedi posse censuerit. Cumque Sanctitas Sua, sub die 9 junii ejusdem anni, sub ritu semiduplici benigniter annuerit; Rmus P. fr. Antonius Cloche, ordinis praefati generalis magister, de nullo suae religionis sancto officium fieri sub ritu semiduplici S. Rituum Congregationi nuper exposuit, cum ritus praedictus in calendario ab eadem S. Congregatione reformato, prout asseruit, non habeatur, et proinde officium et missam Beatae praedictae pro sua religione tantum sub ritu duplici concedi humiliter supplicavit. Et eadem S. Congregatio gratiam pro ritu duplici non toto concedi posse censuit, si SSmo D. N. videbitur. Die 22 januarii 1695. Facta igitur deinde SSmo D. N. per me secretarium de praedictis relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 26 februarii ejusdem anni 1695.

2556. **Panormitana.**

Supplicante Joseph Silvestri canonico cathedralis Panormitanae ecclesiae, et rectore seminarii civitatis ejusdem apud S. Rituum Congregationem, pro indulto ad instar oratorii tyrocinii Societatis Jesu asservandi in tabernaculo SSmum Eucharistiae Sacramentum in ecclesia S. Barbarae ejusdem seminarii, attenta qualitate praedictae ecclesiae nonnullis gratiis exornatae, et numero commorantium. Eadem S. Congregatio in dorso supplicis libelli: *Ordinario pro sua prudentia*, rescribendum censuit. Hac die 22 januarii 1695.

2557. **Salisburgen.**

Abbas, monachi, et moniales ordinis S. Benedicti congregationis Salisburgensis, asserentes in Hungaria, Moravia, et Bohemia consuetudinem vigere in monasteriis dicti ordinis recitandi officia sub ritu duplici cum lectionibus propriis sanctorum ejusdem ordinis, et praecipue sanctorum episcoporum Columbani, Bonifacii et Adalberti, supplicaverunt S. Rituum Congregationi, quatenus ipsis extensionem officiorum praedictorum sanctorum ad instar dictarum provinciarum impertiri dignaretur. Et eadem S. Congregatio, ad relationem Emi Colloredi: *Oratores se conforment in omnibus officio approbato a Paulo V pro Benidictinis*, respondendum censuit. Die 22 januarii 1695.

2558. **Grandimonten.**

Bmo Padre. L'abbate generale dell'ordine Grandimontense, a nome del medesimo ordine, umilissimo oratore della S. V. riverentemente espone, qualmente essendo stata supplicata l'anno passato l'istessa S. V. per la concessione dell'officio e della messa propria di S. Stefano fondatore di detto ordine col rito doppio di precetto per la Chiesa universale, ed ancora per la descrizione del medesimo nel martirologio romano, si degnò di rimettere la supplica alla Congregazione dei Sacri Riti.

Stante detta remissione fu proposta la medesima istanza in detta S. Congregazione sotto li 10 luglio, e fù rescritto all'Emo Sig. cardinale di Janson, che vedesse, e riferisse.

Ripropostasi poi a relatione del medesimo con le opposizioni in scritto ed in voce di Monsignor promotore sotto li 4 settembre di detto anno passato, perchè fu dubitato della legalità della bolla di canonizazione del medesimo santo, fu differita la resoluzione, ed ordinato che si riconoscesse la detta bolla. Ripropostasi alla fine per la terza volta sotto li 22 gennaro prossimo passato, e riconosciutasi per legale la mentovata bolla, fu divisa la resoluzione nelli tre seguenti decreti, cioè: 1. Quoad descriptionem in martyrologio romano, annuendum cum elogio componendo ab Emo Colloredo. 2. Quoad concessionem officii, examinentur lectiones ab eodem Emo Colloredo. 3. Quoad ritum dilata, et D. secretarius cum SSmo pro facultate faciendi verbum.

Il motivo della suddetta dilazione, rispetto all'ultima parte della grazia che si domandava, concernente il rito doppio di precetto per la Chiesa universale, fu per essersi addotto in questa parte da Monsignor promotor della fede l'ostacolo d'un decreto emanato sotto li 11 luglio 1671, ed approvato dalla sa. me. di Clemente X sotto li 20 detto mese, che proibisce per lo spazio di 50 anni farsi parola nella Congregazione suddetta sopra la concessione di nuovi officii, adducendo perciò detto Monsignore promotore essere necessario, che preceda dispensa della S. V. di poter far parola. Ed in tanto fu decretato in quest'ultima parte nella sopra riferita forma, perchè non fù forse considerato, esservi almeno implicitamente la sudetta facoltà, mentre l'istanza fatta prima alla S. V. era stata, come sopra, rimessa alla detta S. Congregazione.

Uditosi poi che nel farsi relazione da Monsignor secretario a V. Beatitudine delli suddetti decreti, la Santità Vostra abbia avuto difficoltà di concedere la soprascritta facoltà, per parte dell'oratore sudetto, riverentemente di nuovo si supplica per essa, e se ne spera dalla sua somma clemenza il benigno rescritto:

1. Perchè si tratta di un santo fondatore d'un ordine regolare canonizzato secondo il rito di S. Madre Chiesa sin dall'anno 1189 da papa Clemente III, come costa dalla bolla di canonizzazione sopra mentovata, nella quale si vede che quel pontefice procedè a detta canonizzazione per la certezza della santità e dei miracoli di detto santo, risultante non solo dalla piena investigazione precedentemente fattane da papa Urbano suo predecessore per mezzo di suoi legati, come anche dalle testimonianze, che n'ebbe il medesimo Clemente III, ai quali santi fondatori regolarmente vedesi conceduto il sudetto rito doppio di precetto.

2. Perchè, come si è detto, tal facoltà di poter far parola nella S. Congregazione sopra la detta istanza, già potrebbe dirsi dalla Santità Vostra benignamente conceduta, mediante la soprariferita remissione, siccome in virtù di somiglianti rescritti remissivi altre volte la stessa S. Congregazione ha riconosciuto i fondamenti di somiglianti istanze, ed ha risoluto potersi concedere simili grazie, in sequela delle quali resoluzioni sono poi emanate dalla S. Sede ed anche dalla S. V. le concessioni, conforme, tra gli altri esempi che si potrebbero addurre, uno è quello di S. Filippo Benitio, al quale benchè non sia stato il primario fondatore del suo ordine de' Servi di Maria, ma solo un insigne professore e propagatore di esso, con decreti dell'istessa S. Congregazione (alla quale precedentemente come nel caso nostro erano state rimesse le suppliche) approvati poi dalla S. V. fu conceduto l'anno 1693 il rito semidoppio di precetto, e l'anno passato parimenti il rito doppio di precetto, di modo che molto più facilmente giova sperare dall'istessa somma pietà della S. V. la richiesta facoltà, che può dirsi, come sopra, già implicitamente data per un santo primario fondatore dell'ordine Grandimontense. Ed il tutto ec.

Die 22 januarii 1695: *Serventur decreta.*

2559. **Urbis et Orbis.**

Supplicante R. P. generali Grandimontensis S. Rituum Congregationi pro concessione officii et missae S. Stephani institutoris dicti ordinis pro Ecclesia universali de praecepto, nec non pro descriptione ejusdem in martyrologio romano; eadem S. Congregatio, ad relationem Emi cardinalis de Janson,

rescripsit: Quoad descriptionem in martyrologio romano annuendum cum elogio componendo ab Emo Colloredo. Quoad concessionem officii examinentur lectiones ab eodem Emo D. cardinali Colloredo. Et quoad ritum, dilata et D. secretario cum SSmo. Die 22 januarii 1695.

2560. **Nullius Altamurae.**

Relata in S. Rituum Congregatione ab Emo de Abdua controversia inter canonicos ex una et capellanos collegiatae ecclesiae Altamurae Nullius provinciae Baren. super jure sedendi in stallis choralibus canonicorum immediate post canonicos a capellanis praedictis praetenso; eadem S. Congregatio, visis et auditis juribus tam in scriptis quam in voce ab utraque parte informante deductis, respondit: *Licere capellanis sedere in octo stallis superioribus canonicorum juxta solitum.* Die 5 martii 1695.

2561. **Fesulana.**

Exponentibus capitulo, clero et populo civitatis et dioecesis Fesulanae in decreto sub die 11 julii 1693 pro concessione recitationis officii S. Romuli episcopi et martyris pro civitate et dioecesi Volaterrana edito, fuisse S. Romulum praedictum, omissa episcopatus sui Fesulani, scilicet, denominatione, solummodo nuncupatum episcopum. Et propterea S. Rituum Congregationi enixe supplicantibus benigniter mandari in decreto praedicto episcopum Fesulanum denominari debere. Eadem S. Congregatio in concessione praedicta pro civitate Volaterrana edita, sanctum Romulum, non tantum episcopum, sed et Fesulanum episcopum denominandum censuit. Die 23 aprilis 1695.

2562. **Tertii Ordinis S. Francisci.**

Supplicante fr. Zaccharia Parisino tertii ordinis Sancti Francisci, ut S. Congregatio concedere dignaretur monialibus ejusdem tertii ordinis dioecesis Bisuntinae facultatem recitandi semel in mense officium S. Elisabeth; Eadem S. Congregatio, referente Emo Denhoff, respondit: *Nihil.* Die 23 aprilis 1695.

2563. **Gallicana.**

Supplicantibus S. Rituum Congregationi capellanis gentis bellicae nationis Gallicanae in seminario Patrum Societatis Jesu conviventibus, ac sub eorumdem directione in ecclesia dicti seminarii celebrantibus, ut ipsis facultatem officia sanctorum et beatorum juxta consuetudinem et ritum praefatae societatis facultatem benigniter concedere dignaretur; eadem S. Congregatio respondit: *Lectum.* Die 7 maii 1695.

2564. **Hispaniarum.**

Cum S. Rituum Congregatio sub die 16 julii anni 1672, annuente sa. me. Clemente X die 27 ejusdem mensis et anni, in omnibus et singulis regnis Hispaniarum extensionem officii S. Juliani episcopi Conchen, cum octava, nedum die 28 januarii festo praefati sancti, verum etiam 5 septembris ipsius commemorationis eisdem modo et forma a summis pontificibus Clemente VIII et Sixto V pro civitate et dioecesi Conchen. alias indultis benigniter concesserit; cumque SSmus D. N. D. Innocentius papa XII serenissimi regis et reginae Hispaniarum ac reginae matris preces sibi ab Excmo duce de Medina Coeli apud S. Sedem ipsius catholicae majestatis oratore pro impetranda extensione officii praefati S. Juliani pro die 28 januarii ad omnia etiam dominia eidem regi catholico subjecta porrectas, S. eidem Congregationi nuper remiserit. Eadem S. Congregatio, ad relationem Emi de Judice, gratiam petitae extensionis pro die 28 januarii praedicta sub ritu tamen semiduplici ad libitum concedi posse censuit, si SSmo D. Nostro videbitur. Die 7 maii 1695. Facta igitur deinde de praedictis SSmo D. Nostro per me secretarium relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 25 ejusdem mensis maii et anni 1695.

2565. **Matheranen.**

Proposito ab Emo et Rmo D. Cardinali de Judice in S. Rituum Congregatione dubio super controversia praecedentiae inter PP. reformatos de Ferrandina Matheranen. dioecesis ex una, et PP. Capucinos ex altera partibus excitata, nempe: An Patribus Capucinis debeatur manutentio praecedendi, sin minus, cui debeatur praecedentia in casu? Eadem S. Congregatio, visis et auditis juribus ab utraque parte informante tam in scriptis quam in voce deductis, et praesertim relatione Rmi Archiepiscopi Matheranen. cui pro informatione scriptum fuit, censuit: *Manutenendos esse Patres Capucinos*, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 7 maii 1695.

2566. **Neapolitana.**

Relatis ab Emo de Abdua in S. Rituum Congregatione precibus civitatis Neapolis pro confirmatione electionis S. Joannis Baptistae inter alios patronos minus principales ejusdem civitatis, servatis servandis electi, et juxta decretum sa. me. Urbani VIII super electione Sanctorum in patronos die 23 martii 1630 editum, nec non approbatione electionis ecclesiae in qua celebrari debeat festum praefati Sancti. Eadem S. Congregatio praedictam electionem in patronum, ut supra, servatis servandis factam approbavit et confirmavit, ac praedicto sancto sic in patronum minus principalem electo praerogativas omnes sanctis protectoribus minus principalibus competentes juxta rubricas breviarii et missalis romani attribuit atque concessit; ac insuper supplicationem civitatis ejusdem quoad electionem ecclesiae sanctae Mariae Donnae Romitae approbandam esse declaravit. Die 7 maii 1695.

2567. **Potentina.**

Relata ab Emo Costaguto in S. Rituum Congregatione controversia inter patres Capucinos ex una, et patres Observantes conventus S. Michaelis Archangeli loci Vincolae dioecesis Potentinae ex altera partibus, super jure praecedendi. Eadem S. Congregatio, visis et auditis juribus utriusque partis tam in scriptis quam in voce deductis: *Praecedentiam patribus Capucinis competere* censuit, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 7 maii 1695.

2568. **Coenomanen.**

Franciscus Gualtier, et vicarius ecclesiae parochialis S. Venerandi de Lavallo in dioecesi Coenomanensi in Galliis, aliique sacerdotes ejusdem ecclesiae supplicaverunt S. Rituum Congregationi pro facultate utendi breviario romano etiam in locis ubi adest copia breviarii proprii dioecesani, nec non recitandi officia propria sanctorum loci, seu dioecesis in qua morabuntur ad formam breviarii romani et sanctorum antistitum Coenomanensium sub ritu duplici. Et S. eadem Congregatio respondit: *Lectum.* Die 18 junii 1695.

2569. **Galliarum.**

Quaesitum fuit a nonnullis praesbyteris saecularibus in Galliis degentibus pro suarum conscientiarum securitate: An qui sunt addicti regulae tertii ordinis S. Francisci, esto sint saeculares, possint recitare omnia officia propria et missas sanctorum et beatorum trium ordinum sancti Francisci, et eodem ritu, quo celebrantur a patribus tertiariis regularibus? Et S. Rituum Congregatio respondit: *Negative.* Die 18 junii 1695.

2570. **Ordinis B. M. V. de Mercede redemptionis captivorum.**

S. Rituum Congregatio, ad humillimas preces R. P. Magistri Fratris Bernardi de Carignena et Ipensa vicarii ac procuratoris generalis ordinis B. M. V. de Mercede redemptionis captivorum ab Emo Casanate relatas, audito tam in scriptis quam in voce Rmo archiepiscopo Myren. fidei promotore, utriusque sexus religiosis ordinis praedicti imposterum recitandi officium et missam celebrandi de B. Petro Paschasio martyre et episcopo Giennen. sub ritu duplici secundae classis cum octava, alias sub ritu duplici concessa, facultatem concedi posse censuit, si SSmo D. N. placuerit. Die 18 ju-

nii 1695. Facta igitur deinde per me secretarium de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 22 ejusdem mensis et anni 1695.

2571. **Tolosana.**

Asserentibus S. Rituum Congregationi monialibus ordinis S. Augustini monasterii S. Pantaleonis civitatis Tolosanae in Gallia, maxima cum solemnitate populique concursu de ordinarii licentia pluribus ab hinc annis diem festum Expectationis partus B. M. Virginis celebrare consuevisse, et humiliter supplicantibus pro concessione facultatis imposterum singulis annis recitandi officium Expectationis praedictae ad instar concessionis alias pro regnis Hispaniarum impartitae. S. eadem Congregatio monialibus praedictis pro gratia petitae concessionis, servatis rubricis, benigniter respondendum censuit. Die 18 junii 1695.

2572. **Cadurcen.**

Monialibus ordinis S. Joannis Hierosolymitani Meliten. dioecesis Cadurcen. regni Galliae humiliter S. Rituum Congregationi supplicantibus, ut eis facultatem recitandi officium B. M. Virginis quolibet sabbato, vel alio die infra hebdomadam non impedito, dignaretur concedere. S. eadem Congregatio respondit: *Lectum*. Die 9 julii 1695.

2573. **Januen.**

Supplicante S. Rituum Congregationi P. Hyacintho Maria a Sancto Gregorio ordinis PP. Discalceatorum S. Augustini ac in tyrocinio religioso prope ecclesiam S. Nicolai civitatis Januae morum magistro, facultatem concedi asservandi SSmum Eucharistiae Sacramentum in ecclesia, seu oratorio praedicti tyrocinii, in quo binae quotidie celebrantur missae, et recitantur horae divinae, attentis maxime quadrigentorum circiter passuum distantia ejusdem ab ecclesia S. Nicolai praedicti, nec non pergravi incommodo tempore praecipue hyemali ad illam accedendi. S. eadem Congregatio archiepiscopo pro sua prudentia rescribendum censuit. Die 9 julii 1695.

2574. **Lugdunen.**

Monialibus S. Bernardi congregationis strictioris observantiae in civitate et dioecesi Claromontensi, et in civitate Lugdunensi regni Galliae humiliter S. Rituum supplicantibus, ut eis facultatem recitandi officium B. Mariae Virginis quolibet die sabbati, vel alio die infra hebdomadam non impedito, SSmi Sacramenti qualibet feria V per annum, et S. Bernardi concedere dignaretur; S. eadem Congregatio respondit: *Lectum*. Die 9 julii 1695.

2575. **Neapolitana.**

Relatis ab Emo de Abdua in S. Rituum Congregatione, nedum civitatis Neapolis, verum etiam P. Procuratoris Generalis Societatis Jesu precibus pro confirmatione electionis S. Francisci Borgiae ejusdem Societatis inter alios in patronum minus principalem dictae civitatis servatis servandis et juxta decretum sa. me. Urbani papae VIII super electione sanctorum in patronos die 23 martii 1630 editum, electi; eadem S. Congregatio praedictam electionem approbavit et confirmavit, ac praefato sancto sic in patronum minus principalem electo, praerogativas omnes patronis minus principalibus competentes ad formam rubricarum missalis et breviarii romani, attribuit, atque concessit. Die 9 julii 1695.

2576. **Ordinis B. M. V. de Mercede redemptionis captivorum.**

Cum alias sub die 2 octobris 1694, ad humillimas preces R. P. Magistri fratris Bernardi de Carignena et Ipensa procuratoris et vicarii generalis, religiosis utriusque sexus ordinis praedicti S. Rituum Congregatio singulis annis de B. Maria de Socos die ejusdem natalitio officium recitare missamque sub ritu semiduplici celebrari posse benigne indulserit. Cumque idem orator diem natalitium B. praedictae in festo S. Januarii martyris, quod ab Ecclesia universali sub ritu duplici recitatur occurrere exposuerit, et propterea, ne festum ejusdem Beatae omnino transferendum quotannis vagetur, S. Rituum Congregationi humiliter supplicaverit, ut pro celebratione festi praedictae Beatae diem fixam decerneret, et, si magis placeret, 25 mensis septembris. Emi PP. ejusdem S. Congregationi praepositi pro celebratione festi dictae Beatae imposterum diem 25 mensis septembris fixam et nunquam immutandam, pro religione assignandam, benigne censuerunt. Die 9 julii 1695.

2577. **Ravennaten.**

Archiepiscopo. Requisita S. Rituum Congregatione ex parte Casimiri Galamini abbatis titularis Camaldulensis in monasterio Classis istius civitatis Ravennaten. commorantis, declarare: An contenta in §. 21 decretorum generalium hujus S. Congregationis sub Alexandro VII circa usum pontificalium praelatis episcopis inferioribus concessum, observari debeant ab omnibus abbatibus, tam localibus, quam titularibus, praesertim congregationis Camaldulensium, non obstante quacumque consuetudine contraria quoad missas privatas introducta? S. eadem Congregatio, ad relationem Emi Petruccii respondit: *Ad mentem*, et mens fuit, quod Amplitudo tua curet omnino observantiam decretorum praedictorum die 27 septembris 1659 editorum. Ita igitur Amplitudo tua exequatur Sacramque Congregationem de exequutione certioret, diuque felix et incolumis vivat. Romae 13 augusti 1695.

2578. **Tullen.**

Rmo Dno Episcopo. Cum P. Praepositus Canonicorum Regularium istius congregationis Salvatoris Nostri generalis asseruerit ex diligentiis, tam in archivo generali quam extra in aliis conventibus religionis non reperiri infrascripta opuscula a venerabili Servi Dei Petro Forerio praedictae congregationis Salvatoris Nostri praeposito generali et reformatore composita, Emi PP. S. Rituum Congregationi praepositi, ad relationem Emi de Carpineo hujusmodi causae ponentis, existimantes majores diligentias esse adhibendas ad veritatem indagandam in re tanti ponderis, mandarunt scribi Amplitudini tuae, ut dignetur operam tuam non omittere, ad hoc, ut veritas elucescat, et ad hunc finem transmittitur annexa distincta instructio, secundum sensum ejusdem S. Congregationis, quod, adamussim exequi curet; diuque felix et incolumis vivat. Romae 13 decembris 1695.

Alterum manuscriptum semiustum eo igne, qui subrepserat in ejus opusculo, et a quo illesae remanserunt constitutiones ab eodem confectae.

Alterum manuscriptum duobus titulis distinctum: *De bonis Ecclesiae*, et *contra abusum bonorum ecclesiasticorum*, octo paginas in totum continens.

Epistolam describentem Parochorum officia.

Vetus manuscriptum, multis titulis distinctum, quorum alter continet quaedam media pro anima religiosa ad conceptam pietatem fovendam ex locis Sacrae Scripturae.

Multa scripta, conferentias et discursus spirituales apud moniales oppidi S. Michaelis.

Regulas pro pueris adscriptis sodalitio Pueri Jesu.

2579. **Portugalliae.**

Relato in S. Rituum Congregatione ab Emo de Abdua supplici libello SSmo D. N. Innocentio XII nomine serenissimi regis Lusitaniae a D. Benedicto de Fonseca ejusdem majestatis in Urbe residente porrecto, et a Sanctitate Sua eidem S. Congregationi remisso, in quo enixe supplicabatur, ut in omnibus regis praefati dominis officium S. Francisci Borgiae hactenus sub ritu semiduplici de praecepto recitatum, imposterum sub ritu duplici secundae classis recitandum benigne concedere dignaretur. S. eadem Congregatio gratiam petitam pro omnibus tantum dominiis eidem regi Lusitaniae in Europa subjectis posse concedi censuit, si SSmo D. N. videbitur. Die 9 julii 1695. Et facta igitur per me secretarium deinde de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 24 decembris 1695.

2580. **Conchen.**

Cum S. Rituum Congregatio sub die 7 maii anni 1695, annuente etiam SSmo D. N. Innocentio papa XII, officii S. Juliani episcopi Conchen. alias in omnibus et singulis regnis Hispaniarum sub die 16 julii 1672 cum subsequuta sa. me. Clementis papae X approbatione die 27 ejusdem mensis et anni concessi pro omnibus etiam dominiis regi catholico subjectis extensionem sub ritu tamen semiduplici ad libitum die 28 januarii recitandi benigne indulserit. Cumque modo episcopus, capitulum, et clerus universus civitatis et dioecesis praedictae Conchen. humiliter S. Rituum Congregationi supplicaverint omnibus praedictis dominiis regi catholico subjectis, orationem, et lectiones secundi nocturni proprias ex ipsius S. Juliani historia desumptas, alias de Emorum et Rmorum DD. S. Rituum Congregationi praepositorum cardinalium sententia a sa. me. Clemente papa VIII recitari concessas, benigne concedere dignaretur. S. eadem Rituum Congregatio orationem et lectiones praedictas secundi nocturni, denuo ab Emo Colloredo revisas et relatas in omnibus praefatis dominiis regi catholico subjectis die 28 januarii festo S. Juliani praedicti recitari posse benigne indulsit atque concessit. Die 17 decembris 1695.

2581. **Spoletana.**

Cum Paulus Antonius Spetia de Cuppis protonotarius apostolicus, prior et prima dignitas ecclesiae collegiatae S. Michaelis Archangeli terrae Mevaniae dioecesis Spoletanae, humiliter S. Rituum Congregationi supplicaverit declarari: An sibi in choro assistenti cum habitu protonotarii deberentur distributiones; et S. Rituum Congregatio, sub die 9 julii labentis anni 1695, negative respondendum censuerit. Cumque hujusmodi decreto non acquiescens, SSmo D. N. Innocentio papae XII humiliter supplicaverit, ut sibi magis specialiter facultatem in choro aliisque functionibus ecclesiasticis deferendi habitum protonotarii cum superlucratione distributionum, nec non cum approbatione usque adhuc perceptorum benigne concedere dignaretur. Et SSmus D. N. quoad distributiones perceptas ad S. Rituum Congregationem pro justitia; quo vero ad petitum indultum in futurum, ad eamdem S. Congregationem pro voto rescripserit. Propositis modo ab Emo Petruccio Ponente hujusmodi instantiis; S. eadem Congregatio, tam in voce, quam in scriptis auditis partibus, omnibusque interesse habentibus: *Distributiones restituendas esse a die decreti sub die 9 julii proxime praeteriti editi, et indultum non esse concedendum*, respondit, et ita decrevit et declaravit. Die 17 decembris 1695.

2582. **Spoletana.**

Rmo Dno Episcopo. — Cum Paulus Antonius Spetia de Cuppis protonotarius apostolicus, prior et prima dignitas ecclesiae collegiatae S. Michaelis Archangeli terrae Mevaniae dioecesis Spoletanae humiliter S. Rituum Congregatio supplicaverit declarari: An sibi in choro assistenti cum habitu protonotarii deberentur distributiones? et S. Rituum Congregatio sub die 9 julii labentis anni 1695 negative respondendum censuerit. Cumque hujusmodi decreto non acquiescens, SSmo D. N. Innocentio papa XII humiliter supplicaverit, ut sibi magis specialiter facultatem in choro aliisque functionibus ecclesiasticis deferendi habitum protonotarii cum superlucratione distributionum, nec non cum approbatione usque adhuc perceptorum benigne concedere dignaretur, et SSmus D. N. quoad distributiones perceptas ad S. Rituum Congregationem pro justitia; quo vero ad petitum indultum in futurum, ad eamdem S. C. pro voto rescripserit; propositisque ab Emo Petruccio ponente hujusmodi instantiis, S. eadem Rituum Congregatio, tam in voce quam in scriptis auditis partibus omnibusque interesse habentibus, distributiones restituendas esse a die decreti sub die 9 julii proximi praeteriti editi. Indultumque non esse concedendum responderit, ac insuper episcopo scribendum mandaverit ad mentem, nempe, quod quatenus prior Spetia de Cuppis praedictas exerceat functiones more praelati, illum Amplitudo tua coerceat, ut abstineat. Tui idcirco muneris erit sensa omnia S. Congregationis praedictae exequi facere. Diuque felix et incolumis vivat. Romae 17 decembris 1695.

2583. **Theanen.**

Cum episcopus Theanen. gubernatoribus et oeconomis ecclesiae SSmae Annunciatae civitatis praedictae prohibuerit, ne imposterum in diebus solemnibus celebrantes in sedibus cum suppedaneo, tapetio et appodio sedere facerent, gubernatores et oeconomi praedicti ad S. Rituum Congregationem habito recursu pro concessione litterarum remissorialium ad probandam consuetudinem sedere faciendi celebrantes eisdem modo et forma, ut supra expressis, institerint. S. eadem Rituum Congregatio ad relationem Emi Pamphilii ponentis, prius visa relatione episcopi, cui pro informatione scriptum fuit, nec non auditis tam in voce quam in scriptis, tum episcopo tum gubernatoribus et oeconomis praedictis: *Servetur Caeremoniale*, respondit, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 17 decembris 1695.

2584. **Ordinis Olivetani.**

S. Rituum Congregationi P. D. Antonio Maria Bernardi Lucensi, abbate et procuratore generali congregationis Olivetanae humiliteo supplicante, ut toti congregationi praedictae qualibet hebdomada, die non impedita officio duodecim lectionum, S. Franciscae Romanae praefati ordinis oblatae et cujus corpus in ecclesiae S. Mariae Novae requiescit, officium recitandi, eisdem modo, et forma quibus a monialibus Turris Speculorum recitatur, facultatem benigne concedere dignaretur: S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi de Abdua, pro ecclesia S. Mariae Novae de Urbe tantum, et semel in mense exceptisque quadragesimae, adventus, et vigiliarum temporibus, facultatem recitandi officium praedictum petitam benigne concessit. Die 21 januarii 1696.

2585. **Portugalliae.**

Patris Antonii Bollado religiosi S. Augustini episcopi coadjutoris in provincia Portugalliae. Pro facultate recitandi officia juxta calendarium suae religionis: *Negative*. Die 21 januarii 1696.

2586. **Senogallien.**

Cum sub die 23 aprilis anni 1695 super controversia exorta inter PP. minores Conventuales ex una et PP. Capucinos civitatis Senogallien. postulantes manuteneri in possessione praecedendi dictos PP. Conventuales, olim suppressos, ac postea restitutos licet antiquiores in loco, ex altera partibus ab Emis et RR. DD. S. Rituum Congregationi praepositis cardinalibus, ad relationem Emi Pamphilii, praecedentiam deberi PP. minoribus Conventualibus responsum fuerit. Cumque huic resolutioni PP. Capucinis praedictis minime acquiescentibus, eisdem sub die 17 decembris anni praedicti 1695 fuerit nova audientia benigne concessa. Reproposita modo ab eodem Emo Pamphilio in S. Rituum Congregatione hujusmodi controversia: S. eadem Congregatio, utrisque partibus tam in voce quam in scriptis plene informantibus auditis, a primo loco decisis recedendum censuit, et PP. Capucinis praecedentiam deberi decrevit et ita servari mandavit. Die 21 januarii 1696.

2587. **Cabilonen.**

Monialium S. Benedicti loci Lancharrae dioecesis Cabilonen. pro concessione facultatis recitandi officia SSmi Sacramenti quolibet die jovis et S. Benedicti quolibet die martis, nec non octavam S. Scholasticae tempore quadragesimae, referente Emo de Janson: *Lectum*. Die 18 februarii 1696.

2588. **Ordinis Carmelitarum Discalceatorum.**

Quaesitum fuit S. Rituum Congregationi: An PP. Carmelitae praedicti attenta consuetudine peragendi commemorationem de octava S. Teresiae in die festo S. Lucae duplici se-

cundae classis, eisdem in posterum praedictam commemorationem peragere liceat? Et S. Rituum Congregatio rubricas servandas esse respondit. Die 18 februarii 1696.

2589. **Trecen.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo de Janson, abbatissae et monialibus monasterii Nostrae Dominae civitatis Trecen. benigne concessit, ut in posterum qualibet die jovis non impedita officio novem lectionum et exceptis adventus, quadragesimae, et vigiliarum temporibus, officium SSmi Sacramenti sub ritu semiduplici et juxta rubricas recitare possint et valeant. Die 18 februarii 1696.

2590. **Urbis et Orbis.**

Cum R. P. Magister Bernardus Cariguena et Ypensa, vicarius et procurator generalis ordinis B. M. V. de Mercede redemptionis captivorum, humiliter SSmo D. N. Innocentio pp. XII supplicaverit, ut officii B. M. V. de Mercede praedictae alias sub die 16 decembris anni 1679 in omnibus regi catholico subjectis dominiis, et sub die secunda decembris anni 1690 in regno christianissimi regis Galliarum ab omnibus utriusque sexus qui ad horas canonicas tenentur sub ritu duplici de praecepto dominica calendis augusti proximiori recitari concessi, pro universali Ecclesia sub eodem ritu, et de praecepto, extensionem una cum missa dignaretur concedere; Cumque Sanctitas Sua hujumodi supplices preces ad S. Rituum Congregationem remiserit, easque ad pias majestatis caesareae instantias, Emus Ottobonus in eadem S. Rituum Congregatione retulerit. S. eadem Rituum Congregatio, audito tam in voce quam in scriptis Rmo Dno archiepiscopo Myren. fidei promotore: Pro gratia sub eodem ritu de praecepto et pro die ab Emo Colloredo assignanda respondendum censuit, ac insuper officium, prout in die S. Mariae ad Nives, exceptis tantum lectionibus secundi nocturni, et oratione propriis recitari mandavit, si SSmo Domino Nostro videbitur. Die 18 februarii 1696. Et facta deinde per me secretarium de praedictis omnibus Sanctitati Suae relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 22 februarii 1696.

2591. **Urbis et Orbis.**

Cum S. Rituum Congregatio, sub die 18 currentis februarii 1696, referente Emo Ottobono, missam et officium B. Virginis de Mercede missali et breviario romano inseri, et ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur celebrari et respective recitari mandaverit sub ritu duplici de praecepto, pro die ab Emo Colloredo designanda. Idem Emus D. Cardinalis Colloredus, ejusdem S. Congregationis mentem exequens, elegit, et assignavit diem vigesimam quartam mensis septembris. Die 23 februarii 1696.

2592. **Quiten.**

Relata ab Emo Pamphilio iterum in S. Rituum Congregatione controversia olim exorta inter PP. ordinis S. Dominici civitatis Quitensis ex una, praetendentes ad ipsos spectare privative jus peragendi processionem dominica infra octavam SSmi Corporis Christi, et PP. minores familiae Ultramontanae conventus civitatis praedictae privativam praedictam impugnantes, ex altera partibus. S. eadem Rituum Congregatio, auditis utrisque partibus tam in voce quam in scriptis informantibus, respondit: Recedendum a decisis sub die 10 februarii 1695 et in casu de quo agitur, licere fratribus minorum familiae Ultramontanae conventus Quiten. facere processionem die dominica infra octavam SSmi Corporis Christi, sed patribus ordinis S. Dominici de mane, PP. vero minoribus praedictis de sero; et ita decrevit, et servari mandavit. Die 24 martii 1696.

2593. **Barchinonen.**

Cum archidiaconus, vicarius perpetuus et confratres Societatis S. Isidori ecclesiae parochialis S. Mariae del Mare nuncupatae civitatis Barchinonen. Sacrae Rituum Congregationi exposuerint, diem festum S. Isidori praedicti saepe saepius vel in die feriali, vel infra octavas Ascensionis Domini et Pentecostes occurrere, et propterea ad augendam populi Barchinonensis devotionem, humiliter supplicaverint, quatenus sibi facultatem saltem transferendi processionem praedictam cum missa solemni ad dominicam immediate sequentem non impeditam concedere dignaretur. S. eadem Congregatio, referente Emo Pamphilio, annuendum pro processione tantum, et quo ad missam, *lectum*, et amplius, respondendum censuit. Die 7 aprilis 1696.

2594. **Calaguritana.**

Remisso a SSmo D. N. Innocentio papa XII, ad S. Rituum Congregationem supplici libello episcopi Calaguritani humiliter, attenta maxima fidelium pietate erga B. M. Virginis Imaginem in ecclesia campestri, loci de Codes nuncupati existentem, supplicantis, ad augendam magis atque magis eorumdem devotionem, pro concessione facultatis in ecclesia praedicta asservandi SSmum Sacramentum; S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 7 aprilis 1696.

2595. **Ordinis Minorum Conventualium.**

Cum ad supplicationem Patris Laurentii Bruni de Tarento, procuratoris generalis minorum Conventualium ordinis S. Francisci, S. Rituum Congregatio, sub die 7 currentis aprilis, benigne indulserit, posse hoc anno transferri in aliam diem ab Emo Colloredo assignandam, jejunium ad quod praefata religio, in vim constitutionum Urbanarum tenetur in vigilia S. Antonii de Padua occurrente in feria tertia post dominicam Pentecostes, idem Emus Colloredus, ejusdem S. Congregationis auctoritate, supradictum jejunium transtulit in diem 19 mensis junii, quae immediate praecedit diem octavam ejusdem sancti. Die 13 aprilis 1696.

2596. **Quiten.**

Cum S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Pamphilii ponentis, in causa Quiten. processionis inter PP. minores familiae Ultramontanae, et PP. ordinis Praedicatorum civitatis praedictae, sub die 24 martii proximi praeteriti recedendum a decisis sub die 10 februarii 1695 et in casu de quo agitur, licere patribus minoribus familiae Ultramontanae conventus Quiten. facere processionem in die dominica infra octavam SSmi Corporis Christi, sed patribus S. Dominici de mane, patribus vero Minoribus praedictis de sero declaraverit, ac decreverit. Non acquiescentibus modo P. Minoribus hujusmodi decreto, in ea tantum parte in qua eisdem hora faciendi processionem ipsam praescribitur, et humillime instantibus in hac parte decretum praedictum reformari, et rescribi, sibi licere processionem facere die Dominico infra octavam SSmi Corporis Christi hora consueta; repropositis ab eodem Emo Pamphilio ponente in S. Rituum Congregatione instantiis praedictis: S. eadem Congregatio, P. Minoribus praedictis tantum informantibus: In decisis super negotio principali, et licere P. Minoribus facere processionem etiam de mane, distinctis tamen horis ab episcopo rescribendum censuit, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 7 aprilis 1696.

2597. **Urbis, et Orbis.**

Elogium. Die 8 februarii.

Apud Muretum in agro Lemovicensi, Natalis S. Stephani abbatis, ordinis Grandimontensis institutoris, virtutibus, et miraculis clari.

Supradictum elogium S. Stephani abbatis ordinis Grandimontensis institutoris, a S. Rituum Congregatione Emo et Rmo D. Card. Colloredo, sub die 22 januarii 1695 commissum, eadem S. Rituum Congregatio approbavit, et in martyrologio romano, prout jacet, sub die 8 februarii ultimo loco describi ac imprimi posse concessit. Die 7 aprilis 1696.

2598. **Lucana.**

Dominicus Orsi rector ecclesiae parochialis S. Margaritae dioecesis Lucanae, S. Rituum Congregationi humiliter supplicavit, sibi benigne concedi facultatem faciendi processionem

prima dominica post octavam SSmi Corporis Christi. Et S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Pro alia die infra eamdem octavam.* Die 9 junii 1696.

2599. **Ordinis Carmelitarum discalceatorum.**

Supplicante humiliter S. Rituum Congregationi P. Josepho a SSmo Sacramento ordinis Carmelitarum discalceatorum et procuratore generali congregationis Hispaniarum, pro concessione officii proprii infra octavam S. Theresiae virginis pro religiosis utriusque sexus ejusdem ordinis; S. eadem Rituum Congregatio, referente Emo Colloredo, concessionem petitam, quoad lectiones octavarii tantum benigne indulsit, et in reliquis ad Emum ponentem ad mentem rescribendum censuit. Die 9 junii 1696.

2600. **Ordinis Minorum Observantium S. Francisci.**

Ad humillimas preces P. procuratoris generalis ordinis minorum Observantium S. Francisci ab Emo Petruccio relatas, S. Rituum Congregatio religiosis minoribus Observantibus praedictis et reformatis utriusque sexus benigne indulsit, ut toties quoties recitant officium S. Francisci, seu de ejusdem stygmatibus per annum, commemorationem S. Dominici facere possint et valeant, dummodo tamen fiat separatim eisdem modo et forma quibus P. Dominicani commemorationem peragunt de S. Francisco, et servatis rubricis. Die 9 junii 1696.

2601. **Tullen.**

Beatificationis et canonizationis Venerabilis Servi Dei Petri Forerii canonicorum regularium S. Augustini congregationis Salvatoris Nostri Praepositi generalis, et reformatoris, ac monialium ordinis congregationis Nostrae Dominae nuncupatae institutoris.

Instruzione.

Si compiacerà monsignor vescovo di Toul o per se, o per mezzo di persona grave costituita in dignità ecclesiastica da lui deputata, coll'intervento di un notaro e di testimoni, far la visita dell'archivo generale e della libreria delli monasteri e canoniche dei canonici regolari di S. Agostino sudetti fondati dal sudetto venerabile Servo di Dio Pietro Forerio, e riconoscere, se in essi vi sia alcuno dei trattati o manoscritti, composti dal sudetto Servo di Dio Pietro Forerio, e descritti sotto la lettera della S. Congregazione ed essendovi, procuri, che sia riconosciuta la mano di chi l'ha scritto; e dopo se lo faccia consegnare. In evento poi che non si ritrovasse alcuna cosa, il medesimo monsignor vescovo, o deputato da lui come sopra riceva le deposizioni giurate tanto de'superiori, quanto degli altri canonici particolarmente dei più antichi, li quali attestino tutto ciò che è a loro notizia in questo particolare, ed il notaro stenda un istromento autentico di tutti li atti sopradetti.

Mentre poi con tutte le sopradette diligenze nella città di Toul non possa aversi alcuna notizia che si ritrovino i trattati stampati, o manoscritti, e descritti nella lettera della S. C. ne in tutto, ne in parte, si compiacerà monsignor vescovo di Toul di scrivere una lettera circolare alli superiori di tutti li conventi della religione, ed ordinar loro che riconoscano per se medesimi negli archivii e librerie ed in ogni altro luogo dei loro monasteri o canoniche, se si trovino li trattati sudetti composti dal detto Servo di Dio; quando siano manoscritti, ed in evento, che non si trovino, debbano i medesimi superiori dare il giuramento a tutti li canonici più antichi di riferire tuttociò che circa i detti trattati possa essere a loro noti ia, e li medesimi superiori, di poi, parimenti con loro giuramento nelle lettere responsive a monsignor vescovo, con le quali gli daranno parte delle sudette diligenze, confermino questa veri à.

E perchè non ritrovandosi nelli archivii li trattati sudetti, si potrebbe dare il caso, che si ritrovassero appresso altre persone della città di Toul e sua diocesi, tanto ecclesiastiche quanto secolari, potrà monsignor vescovo far tutte le diligenze possibili per ritrovarli, e chiarirsi se appresso le medesime vi siano o nò; e per tal effetto potrà far publicare editti, con li quali obblighi ciascuno di detta città e sua diocesi, tanto ecclesiastiche quanto secolari ad esibirli quando l'abbia, ed a rivelare le persone appresso le quali si ritrovassero, con la comminazione a suo arbitrio, ancora delle censure contro quelle persone, le quali ritenendoli non le consegnassero, e sapendo appresso di chi fossero, non li rivelassero, pratticando sempre nel riceverli le formalità dette di sopra etc.

2602. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio, ad enixas preces sororis Mariae Annae a Cruce ex Austria monialis professae in regali conventu discalceatarum Matriti, in Ecclesia universali ab omnibus qui ad horas canonicas tenentur tam saecularibus, quam regularibus utriusque sexus in die festo S. Clarae pro secundo nocturno lectiones proprias sanctae praedictae ab Emo Petruccio revisas et relatas recitari mandavit ac insuper imprimi et breviario romano inseri posse benigne concessit. Die 9 junii 1696.

2603. **Larinen.**

Supplicavit humiliter S. Rituum Congregationi episcopus Larinen. quatenus sibi facultatem distribuendi nonnullas reliquias S. Pardi episcopi Polipponensis benigne concedere dignaretur. Et S. Rituum Congregatio respondit: *Negative.* Die 21 julii 1696.

2604. **Ordinis Minorum Observantium S. Francisci.**

Supplicantibus P. Minoribus Observantium S. Francisci sibi concedi vota ab Emis Cardinalibus et episcopis in consistorio publico super canonizatione S. Joannis de Capistrano prolata ad effectum imprimendi, ac operibus a praedicto Sancto compositis inserendi; S. Rituum Congregatio respondit: *Negative.* Die 21 julii 1696.

2605. **Quiten.**

In causa Quiten. inter PP. ordinis Minorum familiae Ultramontanae conventus civitatis Quiten. ex una, et P. Dominicanos ejusdem civitatis ex altera partibus, ab Emo Pamphilio reproposita dumtaxat super dubio processionis SSmi Corporis Christi. Eadem S. Congregatio, auditis utrisque partibus tam in voce quam in scriptis informantibus, censuit, recedendum a decisis, et in casu de quo agitur, licere P. Franciscanis facere processionem die dominica infra octavam SSmi Corporis Christi, sed P. ordinis Praedicatorum de mane, vero Minoribus de sero, et ita decrevit, et servari mandavit, Die 24 martii 1696. Attamen non acquiescentibus praedictis P. ordinis Minorum familiae ultramontanae conventus Quiten. hujusmodi decreto in ea tantum parte, in qua hora peragendi processionem ipsis praescribitur, reproposito ab eodem Emo Pamphilio in S. Rituum Congregatione hujusmodi dubio, S. eadem Rituum Congregatio, P. Dominicanis licet citatis non informantibus, in decisis super negotio principali, et licere P. Franciscanis facere processionem etiam de mane, distinctis tamen horis ab episcopo rescribendum censuit. Et ita servari mandavit die 7 aprilis 1696. Sed ab hujusmodi decreto reclamantibus P. Dominicanis, proposita iterum causa per eumdem Emum Pamphilium, utraque parte informante, et juribus hinc inde discussis, S. Congregatio praedicta rescribendum censuit: In decisis super negotio principali, et licere processionem extra claustra per loca solita etiam de mane distinctis tamen horis ab episcopo, et data electione horae P. Dominicanis, a qua, semel electa, non liceat amplius recedere. Et ita decrevit, et servari mandavit. Die 1 septembris 1696.

2606. **Senogallien.**

Iterum ab Emo Pamphilio, vigore novae audientiae P. Minoribus conventualibus concessae, proposita in S. Rituum

Congregatione controversia inter P. Minores Conventuales praedictos et P. Capucinos civitatis Senogallien. super jure praecedendi in processionibus aliisque functionibus, sub die 21 januarii proxime praeteriti ad favorem P. Capucinorum resoluta. S. eadem Rituum Congregatio, auditis utrisque partibus, tam in voce quam in scriptis plene informantibus, in ultimo loco decisis sub dicta die 21 januarii 1696, respondendum censuit, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 1 septembris 1696.

2607. **Virdunen.**

Petri Colin canonici regularis congregationis SSmi Salvatoris, pro concessione facultatis, relicto usu breviarii romani et calendario sui ordinis, recitandi officium juxta morem regionis et civitatis praedictae Virdunen: *Nihil.* Die 1 septembris 1696.

2608. **Panormitana.**

Exponentibus humiliter S. Rituum Congregationi guardiano, et PP. ordinis minorum Conventualium S. Francisci civitatis Panormi, quod licet eadem S. Rituum Congregatio super jure solemniter celebrandi duodecim dies sabbati ante diem festum Immaculatae Conceptionis B. M. V. proxime praecedentes, sub die 23 martii 1686 referente Emo de Norfolcia cla. me. censuerit prohibendum esse prout prohibuit PP. discalceatis B. M. de Mercede redemptionis captivorum ejusdem civitatis, hujusmodi celebrationem, quam competere P. Conventualibus decrevit et declaravit: praetendant nihilominus et se jactent P. discalceati de Mercede, praedicta prohibitione et decreto super enunciatis non obstantibus, duodecim dies sabbati praefatos cum musicis cantionibus, accensione plurium candelarum, aliisque pompis celebrare, eo scilicet sub praetextu, quod musicae cantiones, accensio candelarum, aliaeque consimiles pompae non veniant sub prohibitione solemniter celebrandi praedictos dies sabbati, ut supra decreta, et propterea supplicantibus de aliqua opportuna provisione, EE. et RR. PP. eidem S. Congregationi praepositi hujusmodi supplici instantiae respondendum censuerunt: *Servetur ad unguem decretum sub die 23 martii 1686 editum, et interim nihil innovetur.* Et ita decreverunt, et servari mandarunt. Die 1 septembris 1696.

2609. **Aquarum Sextiarum.**

Concessionis facultatis recitandi officium Immaculatae Conceptionis B. M. Virginis qualibet die sabbati non impedita per annum, pro monialibus monasterii ordinis S. Bernardi civitatis Aquarum Sextiarum: *Lectum.* Die 6 octobris 1696.

2610. **Compluten.**

Cum S. Rituum Congregationi universitas collegii majoris S. Ildephonsi civitatis Compluten. humiliter exposuerit S. Thomam de Villanova, antequam eremitarum S. Augustini amplecteretur institutum, in collegio majori praedicto litteris operam dedisse, et curriculo Sacrae Theologiae confecto, philosophicas, theologicasque quaestiones explanasse; propterea in quarta ex lectionibus officii alias recitare concessis supplicaverit, immediate post illa verba, *Exacta pueritia Compluto, quo missus fuerat*, pro ecclesia universali, addi: *Ut alumnus in collegio S. Ildephonsi.* Et paulo infra post illa verba, *eodemque statim reversus est*, similiter pro concessione additionis sequentium, nempe: *Et curriculo sacrae theologiae confecto: adeo doctrina excelluit, ut in eadem universitate cathedram ascendere jussus, philosophicas, theologicasque quaestiones mirabiliter explanaverit;* S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Petruccii, respondit: *Pro additione, pro nunc ad usum universitatis praedictae tantum*, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 6 octobris 1696.

2611. **Ordinis Minorum S. Francisci.**

S. Rituum Congregatio, ad humiles supplicesque preces a P. Francisco Diaz a S. Bonaventura ejusdem S. Congregationis consultore, de commissione P. Ministri generalis ordinis Minorum S. Francisci praedicti porrectas, et ab Emo de Janson earumdem ponente relatas, audito prius tam in voce quam in scriptis Rmo Archiepiscopo Myren. fidei promotore, toti utriusque sexus ordini praefato singulis annis in posterum facultatem celebrandi missas et recitandi officia de communi, Beatae Elisabeth S. Ludovici Galliarum regis sororis, religiosae Clarissae secundi ordinis, sub ritu semiduplici; et beatae Humilianae de Cerchis tertiariae S. Francisci, sub ritu simplici: nec non novo breviario ordinis inserendi, et calendario respective addendi posse concedi censuit, si SSmo D. N. videbitur. Die 6 octobris 1696. Facta igitur deinde per me secretarium de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 10 ejusdem mensis et anni 1696.

2612. **Salisburgen.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo Sacchetto, benigne concessit abbatibus, monachis et monialibus ordinis S. Benedicti congregationis Salisburgensis facultatem recitandi officia, et respective celebrandi missas Sanctorum Columbani et Bonifacii juxta breviarium et missale monasticum jussu Pauli V editum, et sub eodem ritu in praedictis breviario et missali eisdem Sanctis concesso. Die 6 octobris 1696

2613. **Sipontina.**

Ad humillimas preces capituli et cleri ecclesiae collegiatae Montis Gargani dioecesis Sipontinae, a Carolo Gambadoro ejusdem collegiatae primicerio S. Rituum Congregationi porrectas, et ab Emo Colloredo relatas, S. eadem Rituum Congregatio, dummodo non in die impedita officio duplici vel semiduplici, non infra octavas, nec quadragesimae, adventus, et vigiliarum temporibus recitetur, benigne indulsit, ut capitulum et clerus collegiatae praedictae officium proprium Apparitionis S. Michaelis Archangeli semel in mense recitare possit, et valeat. Die 6 octobris 1696.

2614. **Urbevetana.**

Cum magistratus et consilium civitatis Urbevetanae occasione terraemotus anni 1695 legitime aggregati, reservata S. Rituum Congregationis approbatione, in posterum observare de praecepto cum jejunio diem festum S. Barnabae apostoli, dictoque die missae solemni, ab episcopo celebrandae in ecclesia cathedrali assistere, cereum librarum decem B. M. Virgini in ecclesia S. Britii offerre solemnemque processionem cum delatione reliquiae S. Josephi protectoris peragere devoverint; Cumque ex parte civitatis Urbevetanae praedictae humiliter eidem S. Congregationi pro approbatione praedictorum supplicatum fuerit, S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Petruccii: *Quoad festum de praecepto et jejunium Lectum;* quoad cetera, *non indigere approbatione* respondendum censuit. Die 6 octobris 1696.

2615. **Abulen.**

Concessa olim, prout assertum fuit, civitati et dioecesi Abulensi facultate recitandi officium S. Secundi episcopi ejusdem civitatis sub ritu duplici primae classis cum octava, et cum lectionibus propriis a S. Sede apostolica, die 5 aprilis 1594, approbatis; S. Rituum Congregationi ab omnibus modo archiepiscopis, episcopis et ecclesiis regnorum serenissimo regi Hispaniarum subjectorum pro extensione ejusdem officii saltem sub ritu duplici, et cum eisdem lectionibus ad omnia regna praedicta humiliter supplicatum fuit. Et S. eadem Rituum Congregatio, omnibus bene perpensis et mature consideratis, ad relationem Emi Ottoboni, respondendum censuit: *Gaudeant impetratis.* Die 24 novembris 1696.

2616. **Algaren.**

Supplicante humiliter S. Rituum Congregationi episcopo Algarensi ordinis Praedicatorum, pro facultate recitandi officia Sanctorum juxta calendarium suae religionis, S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Recitet juxta ritum suae dioecesis.* Die 24 novembris 1696.

2617. **Ancyrana.**

Archiepiscopi Ancyrani ordinis Carmelitarum discalceatorum supplicantis sibi concedi facultatem recitandi officia juxta calendarium suae religionis: *Recitet juxta ritum suae dioecesis*. Die 24 novembris 1696.

2618. **Januen.**

Reproposita ab Emo Pamphilio in S. Rituum Congregatione controversia inter collegiatam S. Mariae et SS. Fabiani et Sebastiani de Carignano ex una, et parochos Urbanos civitatis Januae ex altera partibus, super jure praecedendi in processionibus exorta. S. eadem Rituum Congregatio, auditis tam in voce quam in scriptis utrisque partibus informantibus, rescribendum censuit: *Praecedentiam supra parochos deberi collegiatae Carignani*, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 24 novembris 1696.

2619. **Sulmonen.**

Relata ab Emo Colloredo in S. Rituum Congregatione controversia inter sacerdotem Josephum Sigismundum primum admissum ad exercitium officii sacristae in ecclesia parochiali et receptitia S. Hyppoliti oppidi Rocchae Rasuli Sulmonen. dioecesis, posteriorem vero in ordine sacerdotii ex una, et sacerdotem Lauretum in exercitio officii sacristae ecclesiae predictae posteriorem, anteriorem vero in ordine sacerdotii ex altera partibus excitata super dubio: An et cui sit danda praecedentia in casu? S. eadem Rituum Congregatio, auditis utrisque partibus, tam in voce quam in scriptis plene informantibus: *In casu de quo agitur, praecedentiam competere Sigismundo*, respondendum censuit. Et ita decrevit, et servari mandavit. Die 24 novembris 1696.

2620. **Tucumana.**

Rmi episcopi civitatis Tucumanae ordinis Praedicatorum supplicantis pro facultate recitandi officia et celebrandi missas sanctorum suae religionis, secundum tamen ritum breviarii romani: *Recitet secundum ritum suae dioecesis*. Die 24 novembris 1696.

2621. **Florentina.**

Concessa sub die 14 junii 1687 a S. Rituum Congregatione priori ecclesiae parochialis S. Nicolai ultra Arnum civitatis Florentiae, et societati SSmi Rosarii cum solitis privilegiis, et indulgentiis in eadem ecclesia canonice erectae extensione ad decennium privilegiorum PP. ordinis Praedicatorum concessorum videlicet, quod in primis dominicis cujuscumque mensis unicam missam votivam SSmi Rosarii cum superlucratione indulgentiarum, tam pro celebrante quam pro celebrare faciente ac cunctis interessentibus, celebrare valerent. Humiliter modo eidem S. Rituum Congregationi prior supradictus supplicavit, quatenus extensionem praedictam ad aliud decennium prorogare dignaretur. Et S. eadem Rituum Congregatio, attento quod ecclesia parochialis praedicta a duobus insignibus conventibus patrum ordinis Praedicatorum in civitate Florentiae existentibus longe distet, gratiam petitae extensionis ad aliud quinquennium ex speciali favore benigne concessit atque prorogavit. Die 22 decembris 1696.

2622. **Lingonen.**

Supplicantibus monialibus Carmelitis de urbe Calvomonto dioecesis Lingonensis sibi concedi facultatem recitandi officia S. Raphaelis Archangelis tertia dominica post Pascha; S. Barbarae die 4 decembris sub ritu duplici et demum singulis mensibus diebus non impeditis S. Josephi earumdem ordinis patroni; S. Rituum Congregatio: *Nihil respondendum*, censuit. Die 22 decembris 1696.

2623. **Argentolensis in Gallia.**

Superiorissa et moniales Bernardinae civitatis Argentolensis sub regula S. Benedicti militantes, licet sequantur ritum romanum, humiliter S. Rituum Congregationi supplicarunt, quatenus ipsis benigne concedere dignaretur, posse recitare semel in mense die non impedita officio novem lectionum sub ritu semiduplici, officia Sanctorum Mauri et Placidi martyrum: nec non singulis diebus sabbati similiter non impeditis, officium de Immaculata Conceptione B. M. V. sub ritu semiduplici. Et demum semel in qualibet hebdomada feria tertia, vel alia die non impedita, officium S. Bernardi abbatis. Et S. Rituum Congregatio respondit: *Nihil*. Die 29 januarii 1697.

2624. **Bitecten.**

Reclamantibus PP. ordinis Praedicatorum conventus civitatis Bitecten. adversus edictum ab episcopo ejusdem civitatis die 26 septembris anni 1695 promulgatum, quo regularibus, sub poena suspensionis et mandati, ipso jure incurrenda, in die vigiliae festivitatis S. Michaelis Archangeli praecipiebatur accessus ad processionem ex causa terraemotus die 8 septembris anni 1694 secuti pro gratiarum actione ab eodem episcopo indictam, et propterea ad instantiam eorumdem PP. ordinis Praedicatorum, ab Emo Petruccio in S. Rituum Congregatione proposito dubio: An teneantur accedere ad processionem de qua agitur et edictum episcopi substineatur? S. eadem Rituum Congregatio, visis et auditis juribus ab utraque parte tam in voce quam in scriptis deductis, respondendum censuit edictum episcopi non substineri, cum omnibus inde secutis, et ita decrevit et declaravit. Die 19 januarii 1697.

2625. **Galliarum.**

Recitante singulis annis in sabbato hebdomadae Passionis tota congregatione Galliarum ordinis eremitarum S. Augustini discalceatorum, prout assertum fuit ex indulto speciali, officium de Septem Doloribus B. M. V. ejusdem congregationis patronae principalis, P. Valerianus a S. Caecilia congregationis praedictae procurator generalis, nomine ejusdem humiliter modo S. Rituum Congregationis supplicavit, quatenus, incidente in sabbato praedicto hebdomadae Passionis festo Annunciationis Beatae Virginis, toti suae congregationi praedictae in tali casu facultatem recitandi praefatum officium de Septem Doloribus feria VI ejusdem hebdomadae Passionis concedere dignaretur. Et S. Rituum Congregatio benigne annuens, gratiam petitam oratoribus indulsit, atque concessit. Die 16 martii 1697.

2626. **Capuana.**

S. Rituum Congregatio, ad pias enixasque preces Rmi archiepiscopi civitatis Capuae benigne indulsit atque concessit, ut prima die septembris festo S. Prisci episcopi et martyris singulis annis in civitate et dioecesi praedicta, in missa evangelium S. Lucae: *Designavit Dominus alios septuaginta duos*, et in officio homilia super eodem evangelio recitari possit et valeat. Die 6 martii 1697.

2627. **Herbipolen.**

Reproposita ab Emo Albano in S. Rituum Congregatione humillima petitione monachorum ordinis S. Benedicti civitatis et dioecesis Herbipolen. pro benigna concessione facultatis recitandi officium SS. Chiliani episcopi, ejusque sociorum martyrum, die 8 julii, sub ritu duplici primae classis cum octava, tamquam principalium patronorum praedictae civitatis et dioecesis, quemadmodum ab universo clero saeculari hactenus recitari consuevit: S. eadem Rituum Congregatio, ex variis circumstantiis, petitae concessioni annuendum censuit. Die 30 martii 1697.

2628. **Hispaniarum.**

S. Rituum Congregatio, ad supplices preces PP. Societatis Jesu assistentiae Hispaniae per P. Jonnem Zrigoyen assistentiae Hispaniae procuratorem in Urbe porrectas, et ab Emo de Judice relatas, benigne indulsit atque concessit, ut iidem oratores semel in mense prima die non impedita, nec non vigiliarum diebus, ac adventus, et quadragesimae temporibus exceptis, officium recitare missamque de S. Francisco Xaverio sub ritu semiduplici celebrare possint et valeant. Die 30 martii 1697.

2629. **Lucana.**

Priore et fratribus ordinis Praedicatorum conventus S. Romani civitatis Lucen. humiliter S. Rituum Congregationi supplicantibus ad magis atque magis ecclesiam S. Romani praedicti exornandam sibi impertiri facultatem in eadem collocandi statuas nonnullorum religiosorum eorumdem ordinis, qui saeculis anteactis maxima cum fama virtutis et doctrinae floruere. S. eadem Rituum Congregatio, ab oratoribus nomina eorumdem exprimenda esse respondit. Die 30 martii 1697.

2630. **Ordinis Monialium Visitationis B. Virginis Galliarum.**

S. Rituum Congregatio, ad supplices preces serenissimae Mariae Angliae reginae, SSmo D. N. porrectas, eidem S. Congregationi Rituum remissas, et ab Emo et Rmo Domino Cardinali de Janson relatas, monialibus Visitationis Beatissimae Virginis sub instituto Sancti Francisci Salesii militantibus, benigne indulsit atque concessit, ut in earumdem ecclesiis quotannis feria sexta immediate post octavam Augustissimi Corporis Christi, sacerdotibus tam inservientibus eisdem ecclesiis, quam exteris ad easdem tali die confluentibus, liceat missam Quinque Vulnerum Jesu Christi celebrare, si SSmo D. N. videbitur. Die 30 martii 1697. Facta igitur deinde per me secretarium de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 3 aprilis ejusdem anni 1697.

2631. **Nullius Terlitien.**

Relata ab Emo Noris in S. Rituum Congregatione controversia super praetensione a PP. minoribus Conventualibus S. Francisci S. Mariae de Nova Terlitii privative celebrandi eadem die festum S. Antonii de Padua contra PP. Capucinos ejusdem loci exorta, S. eadem Rituum Congregatio, etiam dictis PP. Minoribus Conventualibus tantum informantibus, Censuit rescribendun, licere etiam PP. Capucinis celebrare die currenti festum S. Antonii de Padua. Et ita decrevit, et servari mandavit. Die 30 martii 1697.

2632. **Lingonen in Gallia.**

Maria de Choiseul abbatissa monasterii de Poulangy dioecesis Lingonensis humiliter S. Rituum Congregationi supplicante quatenus sibi suisque monialibus qualibet hebdomada die non impedita facultatem recitandi officium S. Benedicti patroni, sub ritu semiduplici concedere dignaretur; S. eadem Rituum Congregatio, quatenus utantur breviario benedictino, et servatis ejusdem rubricis, pro sola feria tertia cujuslibet hebdomadae non impedita, gratiam petitam oratrici benigne concessit. Die 27 aprilis 1697.

2633. **Posnanien.**

Priore et monachis monasterii Lubinensis ordinis S. Benedicti Posnanien. dioecesis in Polonia humiliter exponentibus, alias abbatem et monachos ejusdem monasterii ob deficientiam breviariorum et librorum juxta ritum regulae S. Benedicti, per decennium de consensu et licentia ordinarii, romano usos fuisse; deinde huic S. Rituum Congregationi pro simili licentia et consensu supplicasse, eamque sub die 23 junii 1607, absque ulla limitatione temporis, benigne ipsis fuisse concessam; successive autem authoritate Sedis Apostolicae editis novis breviariis et libris choralibus reformatis pro monachis militantibus sub regula praedicti S. Benedicti, non solum ad illa unanimiter recipienda omnes monachos ejusdem ordinis, indulgentias recipientibus et recitantibus elargiendo Sa. Me. Paulum V per breve sub datum die prima octobris 1612 hortatum fuisse, verum etiam hanc Sacram Congregationem die 24 januarii anni 1615 censuisse et declarasse, eosdem monachos debere uti dictis breviariis reformatis, non obstante quod aliqui exempti in praeterito romano vel alio usi fuerint breviario; et his tandem minime obstantibus ipsos priorem et monachos oratores, a supradicto anno 1607 usque in praesens semper permansisse in consuetudine utendi breviario romano; et propterea, cum inter ipsos orta fuerit dubitatio, an licentia praedicta utendi breviario romano, alias a S. Congregatione illimitate obtenta, sublata et revocata remanserit per subsequentem editionem breviariorum monasticorum, nec non per decreta ejusdem S. Congregationis superius recensita, humiliter pro securitate et quiete eorum conscientiae supplicantibus declarari: An ipsi oratores, non obstante usu et consuetudine praedictis, teneantur assumere breviarium monasticum, seu potius possint tuta conscientia continuare usum breviarii romani? eadem Rituum Congregatio, referente Emo Colloredo, in casu de quo agitur, oratoribus, quod possint continuare, benigne concessit. Die 27 aprilis 1697.

2634. **Ordinis Grandimonten.**

Remissis a SSmo D. N. Innocentio PP. XII ad S. Rituum Congregationem reiteratis humillimis precibus, Sanctitati Suae nomine totius ordinis Grandimontensis ab abbate ejusdem generali porrectis, quibus enixe pro concessione officii proprii de S. Stephano praedicti ordinis Grandimontensis fundatore, pro Ecclesia universali sub ritu duplici de praecepto supplicabatur. Ipsisque ab Emo de Janson relatis, S. eadem Rituum Congregatio, pro regnis ac dominiis christianissimo regi Galliarum subjectis tantum officium S. Stephani praefati singulis annis die ejusdem festo, servatis tamen rubricis breviarii romani, sub ritu semiduplici de praecepto recitandum cum lectionibus propriis, ab Emo Colloredo approbandis, posse concedi censuit, si SSmo Domino nostro videbitur. Die 22 junii 1697. Facta igitur deinde per me secretarium SSmo D. N. de praedictis relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 3 julii ejusdem anni 1697.

2635. **Tertii Ordinis S. Francisci Provinciae Franciae.**

Concessionis indulti persolvendi diu noctuque canto firmo ecclesiastico horas canonicas, pro procuratore generali et PP. tertii ordinis S. Francisci provinciae Franciae: *Serventur constitutiones.* Die 22 junii 1697.

2636. **Rhemen.**

Concessionis indulti recitandi officium et celebrandi missam Sanctae Familiae pro abbatissa et monialibus monasterii S. Petri civitatis Rhemensis ordinis S. Benedicti: *Lectum.* Die 22 junii 1697.

2637. **Vercellen.**

Porrecto ex parte monialium monasterii S. Catharinae oppidi de Biella dioecesis Vercellen. SSmo D. N. Innocentio papae XII infrascripto supplici libello, videlicet:

Bmo Padre. Le monache di S. Catarina dell'ordine Cisterciense nella città nuncupata di Biella diocesi di Vercelli, espongono umilmente alla S. V. come per il passato il monastero predetto era governato dalli monaci di detto ordine, e perciò participava dei privilegii, grazie, ed indulgenze di esso ordine; ma essendo poi, che dette monache con il loro monastero sono state sotto la giurisdizione dell'ordinario, hanno dubbio, se per tale separazione restino prive dei privilegii, grazie ed indulgenze, che prima godevano. Per tanto ora supplicano umilmente la S. V. a volersi degnare di concederli indulto di poter godere di tutti e singoli privilegii, prerogative, e preeminenze, favori, indulgenze, indulti e grazie, tanto spirituali come temporali, che godono l'altre monache Cisterciensi, e quelle della congregazione riformata di S. Bernardo di detto ordine, con facoltà di potere recitare l'offizio dei santi del detto ordine e congregazione respettivamente, e tanto delle governate da secolari, come da regolari in conformità delli brevi concessi alle monache Capucine di Genova e Milano dalla santa memoria d'Innocenzo XI nel principio del suo pontificato. Che ec.

Eoque ad S. Rituum Congregationem remisso, et ab Emo Colloredo relato, eadem S. Rituum Congregatio pro gratia in

iis quae spectant ad breviarium tantum rescribendum censuit. Die 22 junii 1697.

2638. **Ordinis Coelestinorum.**

Recitantibus ex indulto apostolico PP. congregationis monachorum Coelestinorum ordinis S. Benedicti semel in mense exceptis adventus, quadragesimae et vigiliarum temporibus, officium S. Petri Coelestini papae et confessoris eorumdem congregationis institutoris, humiliter P. procurator generalis nomine totius suae congregationis S. Rituum Congregationi supplicavit pro concessione lectionum propriarum singulo quoque mense per annum ab eadem congregatione recitandarum: S. eadem Rituum Congregatio, cum sub die 19 januarii proximi praeteriti ab EE. cardinalibus Petruccio ponente et Noris examinari mandaverit, easdem sic revisas et examinatas, ad relationem ejusdem Emi Petruccii, approbandas esse censuit, et a tota congregatione praedicta posse recitari benigne censuit. Die 13 julii 1697.

2639. **Romana. Expositionis SSmi Sacramenti.**

Concessa ad septennium ecclesiae parochiali SS. Vincentii et Anastasii in Trivio, per breve SSmi D. N. Innocentii papae XII datum die 16 octobris anni 1694, expositione SSmi Sacramenti cum indulgentiis in feria secunda cujuslibet hebdomadae pro suffragiis animarum defunctorum de Urbe, ab hujusmodi concessione reclamantibus, nec non pro revocatione brevis apostolici praedicti, vel pro translatione in aliam diem instantibus Conventualibus PP. SS. Apostolorum, et viceversa PP. Clericis minoribus praefatae ecclesiae Sanctorum Vincentii et Anastasii indulgentias obtentas in perpetuum prorogari supplicantibus, cum hujusmodi supplices preces a SSmo D. N. sub die 17 novembris anni 1696 S. Rituum Congregationi fuerint pro voto remissae; S. eadem Rituum Congregatio, tam in voce quam in scriptis informantibus utrisque partibus auditis, ad relationem Emi de Carpineo, censuit, consulendum SSmo pro translatione indulgentiae ad feriam quartam, addita perpetuitate. Die 13 julii 1697. Facta igitur deinde per me secretarium SSmo D. N. de praedictis relatione, Sanctitas Sua benigne annuit, et translationem indulgentiae, ut supra, approbavit. Et ita servari mandavit. Die 24 ejusdem mensis et anni 1697.

Adnotatio.

Cupientes PP. Clerici Minores ecclesiae parochialis SS. Vincentii et Anastasii augere in eorum ecclesia cultum divinum, illamque caelestibus ditare thesauris, utpote illa, quae prae ceteris aliis de Urbe est parochia Apostolici Palatii, a cujus aulicis frequentatur, et a palatino populo incolitur, preces porrexerunt anno 1694 SSmo Dno Nostro, ut dignaretur concedere eidem ecclesiae expositionem SSmi Sacramenti in feria secunda cujuslibet hebdomadae cum indulgentiis pro animabus in Purgatorio detentis, eisdemque precibus remissis R. P. D. Vicesgerenti, iste votum favorabile nostrae ecclesiae protulit, directum Emo D. Card. Albano; in cujus executionem SSmus Breve Apostolicum concessit; illudque demandatum fuit executioni, cum maximo spirituali fidelium fructu, et populi pietate, et in solito diario typis dato divulgatum. Verum quia PP. SS. Apostolorum adversarii praetendunt se gravatos ex hujusmodi concessione, praetextu diminutionis concursus populi in eadem feria secunda ad eorum ecclesiam accedentis pro devotione S. Antonii Patavini, et instantes pro revocatione Brevis Apostolici, vel pro translatione in aliam diem. Et viceversa PP. mei principales petentes tales indulgentias in perpetuum prorogari, fuit causae cognitio ad petitionem dictorum PP. meorum principalium a Summo Pontifice huic S. Congregationi remissa pro voto sub die 17 novembris anni currentis; coram qua nunc supplicamus Emis PP. pro favorabili resolutione praeinserti dubii et annuendum speramus.

Siquidem una ecclesia parochialis non valet alteri ecclesiae idem jus coaequale possidenti prohibere exercitium jurium parochialium, cum par in parem non habeat imperium; et libere potest quilibet parochus exercere in sua parochia omnia ea, quae proveniunt a jure parochiali. Pignatell. consult 99 in princip. tom. 4.

Indubitatum autem est in jure, expositionem SSmi Sacramenti esse in jurisdictione parochi, dum firmatum habemus illud exponi non posse citra causam et speciale indultum in alia, quam in ecclesia parochiali; et quamvis parochus impedire non possit, ne aliae ecclesiae non parochiales intra fines suae parochia existentes talem expositionem faciant. Quarant. in Summ. Bullar. verb. *Missa*, in fine. Pasqualing de Sacrif. Missae quaest. 353, n. 1. Nicol. verb. *Confraternit.* n. 19. verb. *Parochus* n. 18. Marchin. de Sacram. ordin. pag. 8. n. 6. et est actus jurisdictionis per quem sacerdos solemniter populum benedicit. Gavant in Rubr. Missar. par. 4. tit. 9. n. 1. Pignatell. cons. 79. n. 10. tom. 2. Quam benedictionem decet ut parochiani recipiant in propria parochia, a qua sacramenta accipiunt. Fusc. de Visit. lib. 2. cap. 2. n. 2.

Impediretur quippe nostrae parochiali ecclesiae praedicti juris exercitium, si eidem prohiberetur pro tali die expositio jam ab ordinario approbata, et in cujus possessione supra triennium reperitur essetque gravior talis prohibitio, tamquam revocatoria gratiae, cum praecedenti matura informatione concessae, et quae semel concessa numquam a principe revocari solet, absque causa necessaria, justa, et urgentissima uti post Surd. cons. 419. n. 44. et 45. tradit. Castil. controv. quotid. tom. 7. cap. 16. n. 140 Mans. consult. 362. n. 29.

Nulla in facto neque in jure, nedum inest causa revocationis, sive transmutationis nostrae expositionis sed potius perpetuae concessionis in eadem feria secunda, non obstante quod PP. SS. Apostolorum adversarii eadem die in honorem Divi Antonii Patavini faciant expositionem. Quia PP. praedicti non ostendunt eorum indultum fuisse obtentum cum privativa contra nostram, vel alias Urbis ecclesias. Nam hae duae collitigantes ecclesiae sunt parochiales, quaelibet de per se existens a principio fundationis, et unicuique jus suum liberum inest et separatum cum omni facultate quascumque functiones parochiales ad pascendas oves peragendi intra ecclesiam et confinia parochiae, sicuti episcopus exercet in sua dioecesi, Abbas in cap. 2. 28. de dolo et contum. Barbos. de off. et potest. parochi p. 1. cap. 9. n. 3. Panimol. decis. 1. adnot. 9. n. 1. et seqq. et hoc quotidie praticatur exemplo processionum, quae fiunt a duabus ecclesis, licet eadem die, et hora uno motivo et una intentione, eamdem in utraque ecclesia festivitatem celebrando, ut late discusso articulo decisum habetur in Caesaraugustana dedicationis decis. 618. p. 1. recent. et decis. 549 et 801 coram Manzanedo; et potissimum de processione Corporis Christi, quod fieri possit in dominica infra octavam a quacumque parochiali ecclesia, prout in una eademque die ejusdem octavae sancitum legitur in constitutione Gregorii XIII quae incipit *Cum interdum*, de qua Barbos. collect. Apost. decis 231, n. 2.

Tum etiam quia expositio SSmi Sacramenti, quae fit in nostra ecclesia, non oppugnat, neque minuit gloriam et honorem S. Antonii; immo est potius occasio, ut magis ejusdem sancti augeatur devotio, quia fideles qui veniunt ad nostram ecclesiam ad suffragia praestanda suis defunctis, possunt pariter transire ad ecclesiam PP. adversariorum, et obsequium dicto sancto praestare, et e contra alii ab illa ecclesia ad nostram venire, cum maximo ad animas refrigerandas lucro. Unde potius videretur, has duas ecclesias debere se mutua charitate foveri, ac sancta aemulatione fideles ad pia opera excitare, quam ad invicem se destruere

Certissimum enim est fideles posse in eadem die plures indulgentias lucrari, ad modum suffragii pro defunctis, unde non videtur pia et recta instantia PP. adversariorum tamquam

adversans bono spirituali viventium ob facilem fertilioremque fructum bonorum operum et impeditiva suffragiorum pro animabus defunctorum.

Nec talis expositio cum indulgentiis debet in aliam diem transferri; potissime quia ex pia SS. PP. sententia fuit prae ceteris diebus feria secunda pro earum suffragiis assignata, ad hoc ut animae qua in die dominico a poenis requiescunt, die lunae ad eadem non redeant, sed potius ab illa requie, mediantibus suffragiis, directe ad paradisum pergant, ut ad litteram docet Damian. lib. 2. epist. 14. ad Desiderium §. *praeterea*, ibi: « Scias quod secundum virorum illustrium pias opiniones atque sententias, quaelibet animae defunctorum in diebus dominicis requiescunt, atque suppliciis feriantur, secunda vero feria ad ea quibus assignata sunt poenarum ergastula revertuntur; idcirco ipso potissimum die angelis missarum honor impenditur, ut mortuis patrocinalis earum defensio procuretur. » Et sequitur Baron. dicens ad ann. 1056 in latina edit. fol. mihi 227, n. 9. quod insuper ad alios ritus spectat etc. « Nos jam vidimus ubique in ecclesia occidentali receptum, nempe, ut feria secunda animabus defunctorum liberandis a poenis sacrosancto sacrificio sit adscripta, feria 6 pro memoria Dominicae Passionis, sabbatum vero in honorem Virginis Mariae. » Et pro communibus suffragiis instituta est feria secunda, ut Pia Mater Ecclesia suam ostendat sollicitudinem prima hebdomadis die ad illas liberandas. Gavant. p. 1. lit. 5. et de hoc ritu rubricae omnes missalis romani testantur. « Atque, ut innuit idem Damianus lib. 5. epistol. 18 ad Ubertum, necesse est, antiquitus circa ritus ordinata potissimum prout Romana tenet Ecclesia, conservare. »

Si igitur ex tantorum PP. sententia quam pia mater Ecclesia amplexa fuit, feria secunda est illa dies privilegiata pro animabus defunctorum, sacra in eorum utilitatem peragendo; quo jure PP. adversarii commutare praetendunt in aliam diem publicum exercitium orationum, quae in illarum beneficium in nostra ecclesia tali tempore explentur, cum feria secunda singulariter sit destinata, vel pro felici transitu animarum ad gloriam, vel pro tranquillitate et refrigerio earumdem?

Et in rei veritate, parochiani libentius accedunt in tali privilegiata die ad propriam parochiam, ubi consanguineorum amicorumque custodiuntur sepulcra, pro quibus erga Deum ferventius preces fundunt, Venerabile Sacramentum ardentiori pietate adorando, ut animae citius liberentur a poenis, ut ex D. Gregorio infra citando.

Si igitur parochi officium est, congregare suas oves in propria parochiali ecclesia, inaniter recurrunt adversarii ad oppetitam diminutionem concursus populi ad eorum ecclesiam.

Tam quia, ex abundantia populi in Urbe, exuberat concursus in utraque ecclesia, ut testatur R. P. D. Vicesgerens in voto edito in hac causa.

Tum quia tale motivum in simili casu fuit rejectum a Rota in decis. 166. n. 17. p, 16. rec.: « Esse nullius momenti praejudicium, quod PP. pati possunt ob diminutionem concursus populi ad eorum ecclesiam, quia divini cultus favor et augumentum omne praejudicium prorsus excludit et antecellit. »

Indubitanter quia tale motivum tamquam perniciosum et adversans charitati et unioni ecclesiae est potius punibile, quam quod a S. Cong. admittatur; estque causa contentionis, ac pessimum malum, quod debet omnino ab Ecclesia Dei repelli, ut pacifice unusquisque suae ecclesiae deserviat. Unde episcopus Aurelianensis relatus a Baronio, anno 835, volens hoc malum repellere, presbyteris suae ecclesiae scripsit: « Unusquique sua ecclesia, et populo contentus sit, quisquis autem contravenerit, aut gradum se sciat amissurum, aut in carceribus longo tempore detinendum. » Vetitumque semper fuit alienum populum ad se trahere, de consecr. dist. 1. cap. 82. Sixtus extrav. *Vices*.

Cessat insuper ex supradictis alterum objectum, nempe altaris contra altare, quia hoc tunc locum haberet si expositio SSmae Eucharistiae fieret una eademque die ad unum finem et effectum intra limites et confinia unius parochiae.

Sed funditus tale objectum evertitur. Nam sicuti una parochialis ecclesia non est contra alteram, ita functiones unius etiam si essent ejusdem rationis et in eodem tempore non sunt contra functiones alterius, hoc enim disponit distinctio tot parochiarum gregum et pastorum, quae facta est a Spiritu Sancto (Paulus ad Titum) ut omnis evitetur confusio, et pulchritudo servetur (Trid. sess. 14. cap. 9.) ex quarum pluralitate sequitur exercitium divini cultus, qui numquam dominui debet augeri. Text. in cap. ex parte de constit. cap. fin. de rescript. Rota decis. 801. n. fin. coram Manzanedo, et iste est finis praeoptatus et expressus a nostro Summo Pontifice in concessione nostrarum indulgentiarum in principio: « Ad augendam fidelium religionem, et animarum salutem coelestibus Ecclesiae thesauris pia charitati intenti, omnibus Christifidelibus etc. »

Cum igitur adversarii nullum habeant jus fundatum et rationabilem causam impugnandi nostram expositionem cum indulgentiis, ex quo potius sunt calumniosi quam legitimi contradictores, ut late Menochius de adipiscend. remed. 3. n. 556. Rot. decis. 15. n. 10. p. 7. rec. Ridolph. in praxi, p. 2. cap. 7. n. 68; hinc gratiam nobis ad septennium concessam in perpetuum ex rationibus praemissis prorogari supplicamus; attentis praecipue qualitatibus illis honorificis quibus ista nostra parochialis ecclesia prae ceteris aliis de Urbe decorata et insignita est. Primo quia est parochia apostolici palatii. Secundo, Summis Pontificibus sacramenta administrat. Tertio eorum praecordia recipit et conservat. Etenim cum nostra ecclesia frequentetur a populo, et ab aulicis Palatinis, isti inspicientes sepulchra in quibus gloriosi pontificum cineres conservantur, eorum memoria excitatur et pietas pro illis orandum, indulgentias iisdem applicando — Divo Greg. sup. citat. in cap. cum gravia 17. 13. quaest. 2. ibi: « Hoc prodest mortuis, si in ecclesia sepeliantur, quod eorum proximi, quoties ad eadem sacra loca veniunt, suorum quorum sepulchra aspiciunt, recordantur, et pro eis Domino preces fundunt. » Adeoque cum Breve nostrarum indulgentiarum nedum respiciat favorem nostrae ecclesiae animarumque poenantium, sed etiam ipsorum Summorum Pontificum, quorum cineres illa conservat, causam tueatur, humillime Emos Patres rogamus pro voto, ut illud in perpetuum prorogetur.

Quare. *Jo. Baptista Bondacca.*

2640. **Anagnina.**

Expositum fuit in ecclesia cathedrali civitatis Anagninae, praeter alia asservari corpora S. Magni episcopi et martyris, civitatis protectoris, S. Petri episcopi, et S. Secundinae civis ejusdem civitatis; et cum de iisdem sanctis in die eorumdem festo in civitate tantum celebrentur officia, et commemorationes in semiduplicibus et ferialibus recitentur. Quaesitum fuit a S. Rituum Congregatione declarari: An in dioecesi omnia, vel aliqua ex praedictis officiis veniant recitanda? Et S. Rituum Congregatio: *De nullo in dioecesi officium esse recitandum*, respondit. Die 3 augusti 1697.

2641. **Neapolitana.**

Ad humillimas preces civitatis Neapolis SSmo D. N. Innocentio papae XII porrectas ad S. Rituum Congregationem remissas, et ab Emo Petruccio relatas, S. eadem Rituum Congregatio, attento quod electio S. Candidae junioris in patronam minus principalem electae fuerit servatis servandis et legitime facta, et juxta decretum fel. record. Urbani VIII pro patronis in posterum eligendis die 23 martii 1630 editum, ipsam approbavit et confirmavit, ac praedictae Sanctae Candidae juniori, sic in patronam minus principalem ut supra, electae, praerogativas omnes sanctis compatronis ac protecto-

ribus minus principalibus competentes attribuit, atque concessit. Die 3 augusti 1697.

2642. **Urbis et Orbis.**

Ad enixas supplicesque preces Rmi D. Laurentii Corsini archiepiscopi Nicodemiae et SSmi D. N. papae Innocentii XII thesaurarii generalis ab Emo et Rmo D. Cardinali Ottobono relatas, S. Congregatio Rituum posse concedi censuit, ut officium S. Andreae Corsini episcopi, alias pro Ecclesia universali sub ritu semiduplici ad libitum singulis annis die 4 februarii ejusdem festo recitari concessum, in posterum ab omnibus tum saecularibus tum regularibus utriusque sexus, qui ad horas canonicas tenentur, sub ritu semiduplici de praecepto recitetur, si SSmo D. N. videbitur. Die 31 augusti 1697. Facta igitur deinde per me secretarium de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 4 mensis septembris ejusdem anni 1697.

2643. **Urbis et Orbis.**

S. Rituum Congregatio, ad pias Emi Pamphilii instantias, posse concedi censuit, ut officium S. Alexii, hactenus in Ecclesia Universali, sub ritu simplici de praecepto, vel semiduplici ad libitum die 17 julii ejusdem festo ex concessionibus apostolicis recitatum, in posterum ab utroque clero tum saeculari tum regulari utriusque sexus sub ritu semiduplici de praecepto recitetur, si SSmo D. N. videbitur. Die 31 augusti 1697. Facta igitur deinde per me secretarium de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 4 mensis septembris ejusdem anni 1697.

2644. **Urbis et Orbis.**

Cum S. Rituum Congregatio, sub die 6 octobris anni proximi, pro universitate collegii majoris S. Ildephonsi civitatis Complutensis benigne indulserit, in quarta lectione officii S. Thomae de Villanova, immediate post illa verba: *Exacta pueritia Compluto, quo missus fuerat*, facultatem addendi; *ut Alumnus in collegio S. Ildephonsi*. Et paulo infra, post verba: *Eodemque statim reversus*, posse addi sequentia, videlicet: *Et curriculo sacrae theologiae confecto, adeo doctrina excelluit ut in eadem universitate cathedram ascendere jussus, philosophicas, theologicasque quaestiones mirabiliter explanaverit*. Cumque modo archiepiscopus Caesaraugustanus, et collegium S. Ildephonsi praedictum reiterato supplici libello, eidem S. Rituum Congregationi humiliter supplicaverint, ut in breviariis in posterum imprimendis, facultatem inserendi lectiones pro officio S. Thomae de Villanova cum additionibus supradictis benigne concedere dignaretur. S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Petruccii, respondit: *Posse addi in breviariis in futurum imprimendis, et ad mentem Emi ponentis*. Die 31 augusti 1697.

2645. **Elboren.**

Exposito S. Rituum Congregationi a priorissa et monialibus monasterii ordinis militaris S. Joannis de Poenitentia oppidi de Extremos Elboren. dioecesis, ipsas juxta ordinis constitutiones a die Dominico Resurrectionis Domini usque ad solemnitatem nativitatis B. M. V. teneri in meridie, nedum nonas recitare, verum etiam, et per dimidium horae orationi mentali maximo cum discrimine vitae ob excessivos regionis calores vacare. Humiliter S. Rituum Congregationi supplicarunt, quatenus ipsis facultatem recitandi nonam post sextam, et orationi mentali praedictae ante primam vacandi facultatem dignaretur concedere. Et S. eadem Rituum Congregatio, *nihil quoad translationem nonae*; quo vero ad alteram orationis mentalis, ad aliam horam vespertinam arbitrio ordinarii respondendum censuit. Die 5 octobris 1697.

2646. **Ordinis Recollectionis Excalceatorum B. M. Virginis de Mercede redemptionis Captivorum.**

Cum recollectio Excalceatorum ordinis B. M. V. de Mercede redemptionis captivorum unicum patronum principalem, nempe S. Petrum Nolascum ipsius fundatorem agnoscat, et subinde Sanctum Michaelem Archangelum patronum minus principalem veneretur; cumque hac de causa capitulum generale ordinis supradicti, sub die 20 decembris anni 1696 congregatum, existimaverit festum Apparitionis S. Michaelis Archangeli celebrandum quidem sub ritu duplici majoris tantum, sed (in gratiarum actione pro beneficio fundationis recollectionis in die Apparitionis S. Michaelis Archangeli suscepto) cum cantu solemni, et apparatu primae classis donec, et quousque S. Rituum Congregatio quid in praedictis agendum decrevisset; instante fratre Francisco a S. Ildephonso ejusdem ordinis recollectionis, Sacrae Theologiae lectore, nomine praedicti capituli generalis in S. Rituum Congregatione declarari S. Petrum Nolascum esse solum et unicum patronum principalem dictae recollectionis, S. vero Michaelem Archangelum esse quidem ipsius patronum minus principalem, sed posse ab eodem ordine in gratiarum actione suscepti beneficii fundationis, ejusdem Apparitio cum cantu et apparatu primae classis celebrari S. eadem Rituum Congregatio, referente Emo Petruccio, respondit: *Servandum esse solitum*, et ita declaravit. Die 5 octobris 1697.

2647. **Parisien.**

Concessionis indulti canendi cum notis hymnos, et versiculos in benedictione SSmi Sacramenti, et missis solemnibus defunctorum. Pro PP. Eremitis Discalceatis ordinis S. Augustini congregationis Gallicanae, referente Emo Petruccio: *Ad S. Congregationem Episcoporum et Regularium*. Die 5 octobris 1697.

2648. **Viennen.**

Ad supplices preces Rmi archiepiscopi Seleucien. et apud caesaream majestatem nuncii apostolici, nomine comitissae de Valdestheim SSmo D. N. Innocentio papae XII porrectas et ad S. Congregationem remissas, quibus Sanctitati Suae enixe supplicabatur, ut monialibus Ursulinis civitatis Viennensis facultatem celebrandi festum SSmi Cordis Jesu prima die veneris post octavam Corporis Christi benigne concedere dignaretur. S. Rituum Congregatio, re mature perpensa, censuit respondendum: *Non expedire*. Die 5 octobris 1697.

2649. **Altamurana.**

Supplicantibus humiliter S. Rituum Congregationi dignitatibus ecclesiae Altamuranae, injungi canonicis ejusdem ecclesiae delationem almutii ad normam Caeremonialis Episcoporum: S. eadem Rituum Congregatio, audito ordinario loci, referente Emo Petruccio respondit: *Servetur Caeremoniale juxta mentem*; et mens est, quod tam dignitates quam canonici deferant aequale almutium complicatum super humero sinistro, numquam patens a parte obserica, sed semper a parte pellicea, et dum assurgunt, dimittant illud a dicto humero ad brachium sinistrum, juxta caeremoniale lib. 1. cap. 18. Et ita decrevit et servari mandavit. Die 16 decembris 1697.

2650. **Viennen.**

Ad augendam Christifidelium pietatem erga Scalam Sanctam noviter constructam in ecclesia S. Crucis PP. minorum Conventualium ordinis S. Francisci civitatis Viennen. fr. Andreas Schoelleng.ieb, praefati ordinis minister generalis, S. Rituum Congregationi humiliter supplicavit pro facultate illam sacro chrismate consecrandi; et S. Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 14 decembris 1697.

2651. **Casalen.**

Parocho et hominibus Villae Beatae dioecesis Casalen. humiliter S. Rituum Congregationi supplicantibus, pro translatione diei festi dedicationis eorumdem ecclesiae parochialis sub invocatione B. M. V. Assumptae occurrentis cum die festo Nativitatis ejusdem B. M. V. ad aliam diem ipsi S. Congregationi bene visam; eadem S. Rituum Congregatio respondit: *Recitent de Nativitate B. M. V. sub ritu duplici*

primae classis cum octava ejusdem Nativitatis. Die 25 januarii 1699.

2652. **Elboren.**

Ad reiteratas humillimas preces priorissae et monialium monasterii ordinis militaris S. Joannis de Poenitentia, oppidi de Extremos Elboren. dioecesis, supplicantium sibi indulgeri facultatem recitandi tempore aestivo horam nonam post sextam, non obstantibus constitutionibus, juxta quarum tenorem tenentur recitare in meridie. S. Rituum Congregatio benigne inclinata, translationem dictae horae nonae petitam arbitrio archiepiscopi remittendam censuit. Die 25 januarii 1698.

2653. **Baren.**

Confluentibus ad ecclesiam S. Nicolai civitatis Baren. ex omnibus mundi partibus erga eumdem pietate motis peregrinis sacerdotibus, tam saecularibus quam regularibus, capitulum, et canonici ecclesiae praedictae humiliter S. Rituum Congregationi supplicarunt, peregrinis praedictis, ad eorumdem solamen concedi, ut quolibet anni tempore missam propriam S. Nicolai praedicti celebrare possent et valerent. Et S. eadem Rituum Congregatio benigne inclinata, exceptis diebus festis solemnibus et duplicibus primae classis, nec non tota majori hebdomada, in reliquis peregrinis praedictis facultatem in missis peragendi commemorationem de S. Nicolao praefato attribuit atque concessit. Die 19 aprilis 1698.

2654. **Cavallicen.**

Supplicante humiliter S. Rituum Congregationi abbate de Tachè protonotario apostolico et praeposito ecclesiae collegiatae Insulae Venaissinae Cavallicensis dioecesis, sibi concedi facultatem deferendi in choro et processionibus habitum protonotarii; S. eadem Rituum Congregatio facultatem petitam, cum amissione tamen distributionum, oratori posse concedi censuit. Die 31 maii 1698.

2655. **Catanien.**

Remissa ab Emo cardinali Prodatario pro voto ad S. Rituum Congregationem humillima supplicatione capituli et canonicorum collegiatae ecclesiae B. M. V. Assumptae oppidi Adernionis civitatis nuncupatae, Catanien. dioecesis, supplicantium pro indulto deferendi cappam magnam, rocchettum et mozzettam ubique locorum in perpetuum; eaque ab Emo Pamphilio relata, cum S. Rituum Congregatio, audito prius episcopo cui pro informatione scriptum fuerat, sub die 24 martii negative respondendum censuerit; obtento modo per praedictos canonicos oppidi Adernionis novo consensu moderni episcopi et capituli cathedralis Catanien. ad novam supplicationem porrectam pro eodem indulto usus cappae magnae, rocchetti et mozzettae ubique in perpetuum, exceptis tamen locis ubi capitulum ecclesiae cathedralis Catanien. ejusque dignitates et canonici conveniunt; EE. et Rmi PP. eidem S. Congregationi praepositi, referente Emo Cardinali Francisco Barberino, rochettum et mozzettam tantum, cum aliquali tamen differentia respectu mozzettae a cathedrali Catanien., arbitrio episcopi posse concedi censuerunt; si SSmo D. N. videbitur. Die 5 julii 1698.

2656. **Massilien.**

Concessionis facultatum tangendi sacra, utpote calices et similia, pro fratre Casimiro a S. Margarita laico professo ordinis Eremitarum S. Augustini discalceatorum: *Lectum.* Die 5 julii 1698.

2657. **Messanen.**

Supplicantibus humiliter S. Rituum Congregationi capitulo et clero ecclesiae collegiatae S. Nicolai oppidi Nicosiae civitatis nuncupatae, quatenus ipsis tertia dominica mensis maii facultatem recitandi officium et respective celebrandi missam Coronae Domini singulis annis concedere dignaretur; et ex eo potissime, quia, prout asserebant, in ecclesia praedicta integra ejusdem coronae Spina asservabatur. S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Cardinalis S. Clementis, unicam tantum missam solemnem de Corona Domini, non omissa conventuali, post nonam cantandam, et citra approbationem spinae praedictae, celebrandi facultatem oratoribus benigne concessit. Die 5 julii 1698.

2658. **Nicien.**

S. Rituum Congregatio, ad humillimas preces monialium Visitationis sub instituto S. Francisci Salesii Herculis Monaci portus Nicien. dioecesis ab Emo Francisco Barberino relatas, benigne indulsit atque concessit, ut in earumdem ecclesia quotannis, feria sexta immediate post octavam Augustissimi Corporis Christi, sacerdotibus tam inservientibus eidem ecclesiae quam exteris ad eamdem supradicta feria sexta confluentibus, liceas missam Quinque Vulnerum Jesu Christi, servatis tamen rubricis missalis romani, celebrare. Die 5 julii 1698.

2659. **Placentina.**

Humiliter S. Rituum Congregationi monialibus monasterii S. Bernardi ordinis Cisterciensium civitatis Placentiae supplicantibus declarari: An vigore decreti ad instantiam P. procuratoris generalis Italiae ordinis Cisterciensium sub die 13 julii anni 1675 editi possint ipsae ac debeant se conformare rubricis novi breviarii monastici romani reformati. S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Cardinalis S. Clementis, respondit: *Teneri se conformare rubricis breviarii quo utuntur.* Die 5 julii 1698.

2660. **Baren.**

S. Rituum Congregatio, referente Emo Cardinali de Judice, ad humillimas preces capituli et canonicorum ecclesiae collegiatae S. Nicolai civitatis Baren. per Josephum Davanzatum thesaurarium ejusdem ecclesiae porrectas, benigne concessit, ut in collegiata tantum praedicta, exceptis vigiliarum, quadragesimae et adventus temporibus, die non impedita festo novem lectionum, semel in mense juxta breviarium et missale romanum et eorumdem rubricas, officium cum missa S. Nicolai episcopi Myren. sub ritu semiduplici recitari possit et valeat. Die 2 augusti 1698.

2661. **Lauretana.**

Cum inter dignitates, canonicos et poenitentiarios ecclesiae cathedralis civitatis Lauretanae, quoad sacrorum indumentorum et calicum qualitatem, nec non quoad servitium a clericis ecclesiae praedictae in sacrario ejusdem sacerdotibus praestandum, semper inconcusse servata fuerit aequalitas, et quidem vigore synodi sub die 8 februarii anni 1626 a clar. mem. Emi cardinalis Roma celebratae, in ejus tertia parte sequentia verba perleguntur: « Avvertendo in particolare che alle molte reverende dignità, canonici e penitenzieri si diano paramenti distinti, e calici d'argento, e ricondotto che avranno il sacerdote in sagrestia, porteranno il messale ed ampolle al suo luogo, ed ajuteranno a spogliare piegando li paramenti e camisce. » Cumque erga PP. poenitentiarios praedictos, nonnullis ab hinc mensibus ab observantia decreti synodalis praedicti, maximo cum eorum praejudicio, cessatum fuerit, habito ab ipsis ad hanc S. Rituum Congregationem recursu, humiliter eidem supra praemissis pro opportuna provisione supplicaverunt. Et S. eadem Rituum Congregatio, pro omnimoda observantia supra recensiti decreti synodalis rescribendum censuit. Die 2 augusti 1698.

2662. **Valentina.**

Supplicantibus humiliter S. Rituum Congregationi capitulo et canonicis ecclesiae metropolitanae civitatis Valentiae, pro facultate recitandi officium proprium S. Thomae de Villanova, vigore facultatum a sa. me. Clemente X sub die 15 novembris 1670 obtentarum, una cum aliis officiis ac integro breviario ordinis Eremitarum S. Augustini correctum ac renovatum, et ab eodem Clemente X per breve datum sub die 23 aprilis 1673 pro ordine praedicto approbatum, et recitari concessum, S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi de Judice, respondit: *Capitulum Valentinum posse recitare*

officium S. Thomae de Villanova juxta correctionem approbatam a Clemente X. Die 2 augusti 1698.

2663. **Algaren.**

Relatis in S. Rituum Congregatione humillimis precibus P. Joannis Mancha ordinis minorum Conventualium S. Francisci conventus civitatis Algaren. prout in infrascripto supplici libello, videlicet.

Emi e Rmi Signori. Il Padre fra Giovanni Mancha, sacerdote professo de' minori Conventuali, espone umilmente all'EE. VV. trovarsi in età di 45 anni affatto privo di vista dall'occhio sinistro a causa d'un tumore, e cataratta, come anco di avere per consenso del male poco sano il destro, onde riuscendogli affatto impossibile il poter leggere continuamente, mentre subito se gli confonde la vista, non è in conseguenza capace di celebrare messe si solenni, come private, che abbiano qualche cosa di proprio, che obblighi ad una attenta lettura; supplica pertanto l'EE. VV. compiacersi dargli licenza di celebrare, in vece delle sudette messe proprie, quelle del commune del messale romano, con la facoltà di poterle celebrare in un oratorio privato per qualsivoglia giorno, che gl'occorresse per detta infermità.

S. eadem Rituum Congregatio, visis relatione procuratoris generalis sui ordinis, nec non attestatione physici oratori (dummodo celebret in sacello privato) gratiam petitam benigne concessit. Die 22 novembris 1698.

2664. **Bavariae.**

Ad pias preces serenissimi Maximiliani Emmanuelis S. R. I. principis electoris, utriusque Bavariae ducis, per baronem Joannem Baptistam de Scarlattis ejusdem serenissimi ducis in Romana curia proministrum SSmo D. N. Innocentio XII porrectas, et a Sanctitate Sua ad S. Rituum Congregationem remissas, S. eadem Rituum Congregatio, referente Emo Colloredo pro statu serenissimi ducis praedicti posse concedi censuit, ut a clero tam saeculari quam regulari utriusque sexus possit recitari officium et celebrari missa respective de S. Bennone episcopo sub ritu duplici, cum orationibus et lectionibus in S. Rituum Congregatione exhibitis, si SSmo D. N. placuerit. Die 22 novembris 1698. Et facta deinde per me secretarium de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 29 ejusdem mensis novembris et anni 1698.

2665. **Brundusina.**

Obtenta a dignitatibus et canonicis collegiatae et parochialis ecclesiae Mesapiae, Brundusinae dioecesis, sub die 16 martii 1664 facultate recitandi officium sub ritu duplici primae classis cum octava B. M. Virginis de Monte Carmelo in patronam principalem electae et approbatae, prout in festo S. Mariae ad Nives cum lectionibus per octavam, ad formam octavarii Gavanti; concessoque postmodum ab eadem S. Rituum Congregatione pro omnibus dominiis majestati regis catholici subjectis officio proprio praedictae B. M. V. de Monte Carmelo, humiliter modo dignitates et canonici ecclesiae collegiatae praedictae S. Rituum Congregationi supplicaverunt pro facultate recitandi praefatum officium proprium die 16 julii festo ejusdem B. M. V. et per octavam prout hactenus recitarunt, orationes, antiphonas, responsoria, hymnos, et lectiones ad formam octavarii Gavanti. Et S. eadem Rituum Congregatio, veris existentibus narratis, respondit: *Non indigere.* Die 22 novembris 1698.

2666. **Comitatus Burgundiae.**

Relatis in S. Rituum Congregatione humillimis precibus PP. Societatis Jesu civitatis Graii comitatus Burgundiae, supplicantium pro translatione festi dedicationis eorumdem ecclesiae a die 19 septembris ad diem 20 octobris: S. Rituum Congregatio respondit: *Lectum.* Die 22 novembris 1698.

2667. **Argentinen.**

Jacobus abbas monasterii S. Mariae Virginis ad Schutteram ordinis S. Benedicti Argentinen. dioecesis in Brisgovia, ecclesia abbatiali praedicta ab igne fere tota consumpta, seu potius reaedificata expositoque perdifficili Emi et Rmi episcopi Argentinen. ejusque Rmi suffraganei ad monasterium praedictum accessu, humiliter S. Rituum Congregationi supplicavit, quatenus ipsi cum oleo, ab aliquo viciniori catholico antistite benedicto, nonnulla altaria ejusdem ecclesiae abbatialis denuo constructa consecrandi facultatem benigne concedere dignaretur; et S. eadem Rituum Congregatio, referente Emo Colloredo, facultatem ut supra, petitam, pro hac vice tantum posse concedi censuit, si SSmo D. N. placuerit. Die 6 decembris 1698. Et facta deinde per me secretarium de praedictis SSmo D. N. relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Die 20 ejusdem mensis decembris et anni 1698.

2668. **Congregationis reformatae S. Bernardi Ordinis Cisterciensis, sub lectionibus.**

Cum S. Rituum Congregatio, sub die 17 maii 1692, monachis utriusque sexus Congregationis reformatae S. Bernardi ordinis Cisterciensis semel in hebdomada qualibet feria 3 vel alia die officio duplici vel semiduplici, vigiliis, quadragesima, et adventu non impedita, officium proprium S. Bernardi approbatum, posse recitari sub ritu semiduplici benigne concesserit. Ad humillimas modo preces D. Joannis Mariae Gabrielli procuratoris generalis congregationis praedictae, retroscriptas lectiones proprias singulo quoque mense per annum recitandas ab Emo Colloredo revisas, et in S. Rituum Congregatione relatas, S. eadem Rituum Congregatio approbavit, et a monachis utriusque sexus congregationis praedictae cum supradictis exceptionibus, ut supra, recitari, nec non a typographis imprimi posse benigne concessit. Die 6 decembris 1698.

2669. **Meldensis.**

Monialium monasterii de Collinance ordinis Fontis Ebraldi dioecesis Melden. supplicantium pro facultate recitandi officia reliquiarum penes ipsas existentium nonnullorum sanctorum ex coemeteriis Urbis desumptarum: *Obstant decreta.* Die 5 decembris 1698.

2670. **Bononien.**

Pro parte fratrum S. Mariae gratiarum civitatis Bononien. quaesitum fuit: An stantibus rubricis breviarii in quibus cavetur, quod quando recitatur officium parvum B. M. non est opus amplius de ea facere commemorationem cum officio currenti, locum habeant dictae rubricae in ecclesiis B. M. dicatis, maxime, cum ex eisdem rubricis breviarii colligatur commemorationes patronorum ecclesiae non esse omittendas? Eadem S Rituum Congregatio respondit: Numquam satis laudes et commemorationes in honorem B. M. V. recitari posse, et ideo laudabile, ut in ecclesiis eidem dicatis de ea fiat commemoratio in officio currenti, etiam si officium ejus parvum prius recitatum fuerit, et ita censuit, et declaravit. Die 10 januarii 1604.

Et ita pro cathedrali ecclesia Polensi declaravit die 6 decembris 1698.

2671. **Provinciae de Guipuscoa seu Calaguritana.**

Cum sub die 6 maii 1679 S. Rituum Congregatio, ad humillimas preces populi et cleri Villae de Beasain provinciae de Guipuscoa, Pampilonen. dioecesis indultum recitandi officium et celebrandi missam de Viginti tribus martyribus ex ordine minorum strictioris Observantiae S. Francisci, olim concessum a fel. me. Urbano VIII, extenderit pro cathedrali ecclesia Pampilonensi, et provincia de Guipuscoa, et deinde ad supplicationes episcopi, capituli, et totius cleri saecularis civitatis Pampilonensis praedictae officii, et missae Martini de Ascensione et Lainaz unius ex praefatis viginti tribus martyribus extensionem ad totum episcopatum Pampilonensem sub die 7 decembris 1680 benigne concesserit. Cumque dioecesis Pampilonen. non comprehendat totum districtum provinciae de Guipuscoa, prout fortasse suppositum fuit, cum in eodem adsint nonnullae ecclesiae intra limites

dioecesis Calaguritanae, et cunctus populus dictarum ecclesiarum veneretur eumdem B. Martyrem Martinum de Ascensione et Lainaz, ut in litteris episcopi Calaguritani, cleri et deputatorum provinciae de Guipuscoa praedictae ad SSmum D. N. Innocentium XII scriptis, et a Sanctitate Sua ad S. Rituum Congregationem remissis, ad earumdem tenorem S. Congregationi supplicatum fuit ex parte episcopi Calaguritani, cleri et deputatorum provinciae de Guipuscoa, quatenus declarare dignaretur, in supradicta concessione extensionis sub die 6 maii 1679 editae, comprehendi omnes ecclesias dicti districtus, licet sitas in dioecesi Calaguritana, vel ad easdem dictam extensionem concedere. Et S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Cardinalis S. Clementis pro Emo Sacchetto, respondit: *Non indigere nova extensione*. Die 5 decembris 1698.

2672. **Urbis et Orbis.**

Concessa sub die 19 januarii 1697 extensione officii de S. Ildephonso Archiepiscopo Toletano pro Ecclesia universali, cum clausula, quod lectiones revideantur ab Emo Colloredo Ponente, datisque ab eodem Emo prae manibus EE. Cardinalium S. Rituum Congregationi praepositorum duobus exemplaribus hujusmodi lectionum, primo desumpto ex breviario Toletano, altero ex concionibus S. Thomae de Villanova; placuit sub die 22 junii ejusdem anni 1697 eidem S. Rituum Congregationi rescribere pro approbatione lectionum desumptarum ex breviario Toletano, cumque praefatus Emus Colloredus causae relator praedictas lectiones dubitaverit publicare cum iis verbis Beatae Leocadiae quae leguntur in quinta videlicet: *Per te, Ildephonse, vivit domina mea*; hinc est, quod nomine serenissimi regis Hispaniarum, et Emi Archiepiscopi Toletani, ejusque capituli, atque cunctarum ecclesiarum Hispaniarum, iterum supplicatum fuit S. Rituum Congregationi, stare in decisis circa praefatarum lectionum approbatione, cum praerecensitis verbis B. Leocadiae: *Per te Ildephonse vivit domina mea*. Et S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem ejusdem Emi et Rmi D. Cardinalis Colloredi censuit respondendum: *Emo Ponenti ad mentem* et mens est, quod non apponantur illa verba: *Per te, Ildephonse, vivit domina mea*. Die 6 decembris 1698.

2673. **Derthonen.**

Cum S. Rituum Congregatio, sub die 23 martii 1692, confirmaverit decreta episcoporum Dertonensis Gambarae et Fossati, quibus praecipiebatur super controversiis inter archipresbyterum, capitulum et clerum oppidi Vigueriae ex una, et alterum archipresbyterum, capitulum et clerum oppidi Novarum ex altera partibus, super jure praecedendi in ecclesiasticis functionibus, et praesertim in synodis dioecesanis exortis, praecedentiam deberi illi archipresbytero cum suo capitulo et clero, qui prius archipresbyteratus possessionem adeptus fuisset: cumque de praesenti archipresbyteratus Vigueriae sit sub coadjutoria, et coadjutus reperiatur absens a civitate Dertonensi, et coadjutor, licet sit praesens, sit tamen posterior in adeptione archipresbyteratus in concursu archipresbyteri oppidi Novarum, praetendat iste sibi deberi praecedentiam ad exclusionem coadjutoris. Ad tollenda scandala, quae oriri possent in prima celebranda synodo, Rmus episcopus Dertonen. humiliter S. Rituum Congregationi supplicavit declarari, cuinam eorum competat praecedentia? Et S. Rituum Congregatio respondit: *Praecedentiam non deberi coadjutori*. Et ita declaravit. Die 7 februarii 1699.

2674. **Neapolitana.**

Relatis ab Emo Petruccio in S. Rituum Congne supplicibus precibus electorum civitatis Neapolis super confirmatione electionis S. Antonii abbatis in protectorem minus principalem electi, SSmo D. N. Innocentio XII porrectis et a Sanctitate Sua eidem S. Congregationi remissis; S. eadem Rituum Congregatio, attento quod in electione praedicta servatis servandis et juxta decretum S. M. Urbani papae VIII pro patronis seu protectoribus eligendis die 23 martii 1630 editum, fuerit processum, eamdem electionem approbavit et confirmavit, et S. Antonio abbati praedicto, sic in protectorem minus principalem electo, praerogativas omnes protectoribus minus principalibus competentes ad formam decretorum attribuit atque concessit. Die 7 februarii 1699.

2675. **Parisien.**

Supplicantibus humiliter S. Rituum Congregationi abbatissa et monialibus monasterii Longi Campi ordinis S. Clarae dioecesis Parisien. pro facultate recitandi officium Quinque Vulnerum D. N. Jesu Christi feria sexta post cineres; S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Lectum*. Die 7 februarii 1699.

2676. **Rhemen.**

Concessionis celebrandi festum S. Familiae in una ex diebus infra octavam Nativitatis B. M. V. pro abbatissa et monialibus monasterii S. Petri civitatis Rhemen. ordinis S. Benedicti: *Lectum*. Die 21 februarii 1699.

2677. **Cavallicen.**

Propositis ab Emo cardinali S. Clementis in S. Rituum Congregatione infrascriptis dubiis inter praepositum et canonicos ecclesiae collegiatae Insulae Cavallicen. dioecesis in comitatu Venaissimo.

1. An liceat praeposito in choro uti rocchetto?

2. An praepositus teneatur in choro cantare antiphonam post officiantem?

3. An praepositus debeat surgere, quando unus ex canonicis cantat in choro antiphonam sibi delatam a chorista, adstantibus omnibus aliis canonicis?

4. An praeposito non officianti debeatur trina thurificatio ad contradistinctionem canonicorum non officiantium qui duplici ductu thurificantur?

S. Rituum Congregatio respondit. Ad primum: *Satis provisum*. Ad secundum: *Teneri*. Ad tertium: *Teneri*. Ad quartum: *Non deberi trinam thurificationem*. Et ita declaravit et servari mandavit. Die 21 martii 1699.

2678. **Tranen. seu Nazarena.**

Promotore fiscali curiae archiepiscopalis Nazarenae humiliter S. Rituum Congregationi supplicante provideri, ne, prout alias archipresbyter ecclesiae collegiatae terrae Baruli Tranen. dioecesis in feria sexta in Parasceve intempestivam suae et aliarum campanarum pulsationem in contemptum ecclesiae cathedralis Nazarenae demandaret, S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Secretario ad mentem*, quae est, quod per eumdem scribatur archiepiscopo Tranen. quod pulsationem campanarum praedictam extra horam consuetam non permittat. Die 21 martii 1699.

2679. **Valentina.**

Concessionis usus cantus figurati pro patribus minoribus S. Francisci oppidi Reis Valentinae dioecesis, referente Emo cardinali S. Clementis: *Lectum*. Die 21 martii 1699.

2680. **Viterbien.**

Concessis sub diebus 22 januarii et 12 martii 1678 monialibus Visitationis B. M. V. della Duchessa, nuncupatis ordinis Cisterciensis civitatis Viterbii facultatibus recitandi officia S. Benedicti et Scholasticae cum octava, nec non officia aliorum sanctorum ordinis S. Benedicti congregationi Cassinensi recitari concessa, cum post impetratas facultates praedictas quamplurima officia ordinibus et congregationibus sub regula S. Benedicti viventibus concessa fuerint, humiliter modo moniales praedictae S. Rituum Congregationi supplicaverunt quatenus ipsis etiam benigne concedere dignaretur facultatem recitandi officia sanctorum, tam Cisterciensibus quam aliis ordinibus, seu congregationibus sub regula S. Benedicti militantibus a Sancta Sede apostolica, prout supra, concessa, et in futurum concedenda, sub eodem ritu quo ab ordinibus praedictis recitantur. Et S. eadem Rituum Congregatio, ad rela-

tionem Emi Colloredi, censuit respondendum: *Gaudeant impetratis*. Die 21 martii 1699.

2681. **Mexicana.**

Supplicantibus humiliter S. Rituum Congregationi capitulo et canonicis metropolitanae ecclesiae Mexicanae pro concessione officii Boni Latronis, alias a sa. me. Sixto V sub die 10 novembris anni 1587 ordini B. M. V de Mercede redemptionis captivorum vigore brevis recitari concessi. Eadem S. Rituum Congregatio, ad relationem Emi Ottoboni, censuit negative respondendum. Die 4 aprilis 1699.

2682. **Viennen. in Austria**

Indulta a S. Rituum Congregatione praeposito et patribus domus professae civitatis Viennen. in Austria Societatis Jesu translatione festi dedicationis eorum ecclesiae ad aliam diem arbitrio episcopi assignandam, dummodo non dominicam; iterum praepositus Societatis Jesu praedictus humiliter S. Rituum Congregationi supplicavit, quatenus petitam translationem libere ipsi concedere benigne dignaretur; et S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Cardinalis Colloredi, respondit: *Gaudeant impetratis*. Die 4 aprilis 1699.

2683. **Urbis.**

Ad humillimas preces fratris Davidis a S. Carolo ordinis Carmelitarum discalceatorum et rectoris seminarii conventus S. Pancratii de Urbe ejusdem ordinis, ab Emo Ottobono in S. Rituum Congregatione relatas, S. eadem Rituum Congregatio benigne indulsit atque concessit, ut in sola ecclesia conventus S. Pancratii praedicti a religiosis ejusdem conventus tantum die 19 augusti singulis annis missa S. Julii Senatoris in martyrologio romano sub dicta die descripti, celebrari, et officium ex communi unius martyris sub ritu duplici per annum recitari possit, et valeat, citra tamen ulla approbatione identitatis asserti corporis ejusdem sancti, quod in eadem ecclesia S. Pancratii sub nomine S. Julii martyris de praesenti veneratur. Die 4 aprilis 1699.

2684. **Carpentoracten.**

Cum in sacello confratrum sodalitatis Poenitentium alborum loci Carumbi Carpentoracten. dioecesis quinquies per annum SSmum Eucharistiae Sacramentum exponatur, et obstantibus decretis de nocte in eodem sacello nequeat retineri, sed ante occasum solis ad ecclesiam parochialem debeat deferri, cumque ob parochiae distantiam et aliquando ob temporum injurias non tam decenter, imo cum maximo incommodo delatio praedicta fieri contingat, confratres sodalitatis praedictae S. Rituum Congregationi, pro facultate retinendi sacrosanctam hostiam in suo sacello per noctem subsequentem, usquedum a sacerdote in aurora proximae diei a celebrante consumetur, humiliter supplicaverunt. Et S. eadem Rituum Congregatio, audita relatione episcopi Carpentoractensis cui scriptum fuerat pro informatione, attento maxime consensu parochi, gratiam petitam, dummodo cum custodia et lampadibus decenter asservetur, nec non clavis tabernaculi sacerdoti in aurora diei subsequentis quam citius consummaturo consignetur, oratoribus benigne indulsit atque concessit. Die 9 maii 1699.

2685. **Urbanien.**

Relatis in S. Rituum Congregatione omnibus non minus nulliter quam attentate per superiorem domus SSmi Crucifixi clericorum regularium Minorum Joannem Baptistam Mancia, occasione proximae praeteritae processionis Rogationum sub die 23 labentis mensis maii gestis, ipsisque ab eadem non sine maxima admiratione auditis; censuit superiori domus praefatae SSmi Crucifixi clericorum regularium Minorum Joanni Baptistae Mancia praedicto injungendum esse, quod intra terminum quindecim dierum debeat se conferre ad Urbem et praesentare coram secretario S. Rituum Congregationis sub poena suspensionis a divinis ipso facto incurren. aliisque poenis arbitrio ejusdem S. Congregationis in casu non paritionis; et episcopo scribendum, qui nomine ejusdem S. Congregationis superiori domus Joanni Baptistae Mancia praedicto omnia contenta in supradicto decreto mandet, atque praecipiat eidem assignando terminum supra expressum quindecim dierum a die tamen praesentati praecepti incipiendum et decurrendum, et ita decrevit. Die 30 maii 1699.

2686. **Amerina.**

Cum S. Rituum Congregatio, in causa sedilium inter Rmum episcopum et magistratum civitatis Amerinae vertente, ad relationem Emi et Rmi D. Cardinalis de Noris, sub die 6 decembris anni 1698 unum ex magistris caeremoniarum cum instructionibus necessariis et sumptibus utriusque partis, ad civitatem praedictam transmittendum esse censuerit: Emus de Noris praedictus, inhaerendo hujusmodi decreto ad effectum praedictum, cum omnibus et singulis facultatibus necessariis et opportunis abbatem Candidum Cassinam elegit ac deputavit. Die 15 julii 1699.

2687. **Conimbricen.**

Cum moniales conventus S. Clarae ordinis minorum Observantiae S. Francisci civitatis Conimbricen. juxta decretum sub die 20 decembris anni 1692 editi, hactenus celebraverint festum et recitaverint die 4 julii officium S. Elisabeth reginae Portugalliae sub ritu duplici secundae classis. Exorta modo inter nonnullas dubio: An ab ipsis monialibus praedictum festum, ut supra, veniat celebrandum, attento alio decreto S. Rituum Congregationis sub die 14 decembris anni 1694 edito, in quo pro Ecclesia universali celebratio festi S. Elisabeth praedictae die 8 julii sub ritu semiduplici de praecepto praescribitur; humiliter S. Rituum Congregationi pro ejusdem dubii declaratione supplicaverunt. Et S. Rituum Congregatio respondit: Posse continuare in celebratione festi S. Elisabeth praedicti, et recitatione ejusdem officii prout hactenus consueverunt. » Die 11 julii 1699.

2688. **Cortonen.**

Praetendente magistratu loci pii *Unionis* civitatis Cortonen. nuncupati, in functionibus ecclesiasticis a religiosis minorum Conventualium S. Francisci ejusdem civitatis celebrari solitis, intra presbyterium ab eisdem religiosis recenter constructum assistere, guardianus, et religiosi praedicti humiliter super praemissis, pro opportuna provisione S. Rituum Congregationi magis bene visa supplicaverunt. Et S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Colloredi, respondit: *Non esse permittendum*. Die 11 julii 1699.

2689. **Neapolitana.**

Puellis ac monialibus Conservatorii S. Mariae nuncupat. *del Buon Cammino* civitatis Neapolis, humiliter S. Rituum Congregationi supplicantibus pro indulto retinendi venerabile Eucharistiae Sacramentum in ecclesia conservatorii praedicti; S. eadem Rituum Congregatio, attentis relatione Emi archiepiscopi Neapolitani ac consensu parochi, indulti petiti concessionem pro ecclesia exteriori tantum, arbitrio ejusdem Emi archiepiscopi remittendam censuit. Die 11 julii 1699.

2690. **Theatina.**

S. Rituum Congregatio, inhaerendo concessionibus alias in similibus factis, attenta absentia Rmi archiepiscopi Theatini a suo archiepiscopatu, eidem facultatem attribuit delegandi ad triennium consecrationem calicum et campanarum abbatibus tantum in sua dioecesi existentibus, dummodo tamen abbates praedicti habeant a Sede Apostolica facultatem benedicendi et consecrandi. Die 11 julii 1699.

2691. **Urbanien.**

Cum in consultatione generali a P. Pietro Aguado praeposito generali ordinis clericorum minorum habita die 2 junii proxime effluxi, omnibus PP. suffragantibus, ob audax et inexcogitabile attentatum irrationabilis interdicti per publicos cedulones affixi ecclesiae SSmi Crucifixi civitatis Urbaniae a P. Joanne Baptista Mancia praesidente illius domus, conspirantibus in idem attentatum omnibus et singulis ejusdem do-

mus de familia patribus, ad effectum perperam non recipiendi in praefatam ecclesiam SSmi Crucifixi Rmum Episcopum cum suo clero, occasione solemnium Rogationum processionum, decretum fuerit omnes et singulos PP. praedictos puniendos esse, prout punierunt cum assignatione conventus loco carceris, privatione nedum munerum suae religionis, verum etiam vocis activae et passivae. Cumque dictus P. Joannes Baptista Mancia vocatus parendo decretis S. Rituum Congregationis sub die 30 maii proximi praeteriti occasione praedictorum attentatorum editis, se contulerit ad Urbem, et propterea procurator generalis ordinis praefati clericorum minorum nedum pro remotione interdicti a praedicta ecclesia SSmi Crucifixi civitatis Urbaniae praedictae; verum etiam, attentis omnibus praemissis, pro aliqua indulgentia erga praefatum P. Joannem Baptistam Mancia valetudinarium, humiliter S. Rituum Congregationi supplicaverit; S. eadem Rituum Congregetio benigne inclinata instantiam arbitrio Emi Cardinalis de Noris remittendam censuit. Die 11 julii 1699.

2692. **Congregationis Cassinensis.**

Cum dies festus S. Gregorii Magni inter coetera scriptoris vitae S. Benedicti et benefactoris insignis ejusdem ordinis ob praecedens festum S. Felicis abbatis et martyris et subsequens SSrum Ramiri et Sociorum martyrum, tum primas quam secundas in congregatione Cassinensi numquam integras habeat vesperas; praeses, ac procurator generalis ejusdem congregationis humiliter S. Rituum Congregationi supplicavit, quatenus ritum officii S. Gregorii Magni praedicti, a minori ad duplicem majorem pro tota sua congregatione Cassinensi elevare benigne dignaretur. Et S. eadem Rituum Congregatio, referente Emo Petruccio, ex supradictis circumstantiis pro tota congregatione Cassinensi praedictam gratiam petitam benigne indulsit atque concessit. Die 22 augusti 1699.

2693. **Neapolitana.**

Denegata sub die 21 martii proximi praeteriti a S. Rituum Congregatione pro civitate Neapolis confirmatione electionis S. Mariae Aegyptiacae in patronam minus principalem a clero et plateis, seu edilibus ejusdem civitatis servatis servandis electae. Ad reiteratas modo supplices preces dictae civitatis, ab Emo S. Clementis relatas, S. eadem Rituum Congregatio electionem praedictam benigne confirmavit, et approbavit, et S. Mariae Aegyptiacae praedictae, ut supra, in patronam minus principalem electae, praerogativas omnes patronis minus principalibus competentes, servatis missalis ac breviarii romani rubricis, attribuit atque concessit. Sed imposterum hujusmodi instantias pro civitate Neapolis praedicta amplius admitti vetuit. Die 22 augusti 1699.

2694. **Rhemen.**

Abbatissae et monialium monasterii S. Petri ordinis S. Benedicti civitatis Rhemen. supplicantium pro facultate celebrare faciendi in una ex diebus infra octavam Nativitatis B. M. V. missam solemnem Sanctae Familiae: *Doceant de approbatione hujusmodi missae petitae.* Die 22 augusti 1699.

2695. **Congregatione Camaldulensium Montis Coronae.**

Humiliter S. Rituum Congregationi a P. Procuratore generali congregationis Camaldulensium Montis Coronae supplicatum fuit declarari:

An aliquibus eremitis suae congregationis, nempe S. Bernardi civitatis Brixiae et S. Georgii civitatis Veronae, attenta consuetudine recitandi inter suffragia sanctorum commemorationes S. Bernardi et S. Georgii ut supra praedictorum eremorum titularium, a S. Rituum Congregatione monachis Cisterciensibus, et civitati ac dioecesi Ferrariae alias recitari concessas, licite possint imposterum in earumdem commemorationum recitatione continuare, cum in eisdem eremis, tam in festo S. Bernardi quam S. Georgii officia de communi recitentur.

Et S. eadem Rituum Congregatio posse continuari benigne concessit. Die 12 septembris 1699.

Commemorationes, de quibus supra fuit facta mentio, sunt quae sequntur:

Commemoratio S. Bernardi Abbatis concessa a S. Rituum Congregatione monachis Cisterciensibus ut infra.

Ad Vesperas. Consurgens diluculo quaesivit bona pater sanctus, quasi florens lilium germinavit.

℣. Ora pro nobis S. Bernarde.

℟. Ut digni efficiamur promissionibus Christi.

Ad Laudes. Beatus Bernardus ab infantia spiritum sortitus est bonum, per quem erat puer docilis et amabilis valde.

℣.) ut supra.
℟.)

Oratio. Perfice, quaesumus, Domine, pium in nobis sanctae religionis effectum, et ad obtinendam tuae gratiae largitatem, Beatus Bernardus Abbas et Doctor egregius suis apud te meritis et precibus intercedat. Per Dominum. etc.

Commemoratio S. Georgii martyris concessa una cum officio a S. Rituum Congregatione civitati et dioecesi Ferrariensi, nec non congregationi S. Georgii in Alga.

Ad vesperas. Beatus Georgius de militia translatus in militiam, terreni tribunatus, quo fungebatur officium, christianae militiae professione mutavit.

℣. Ora pro nobis Beate Georgi.

℟. Ut digni efficiamur promissionibus Christi.

Ad Laudes. Dum inclytus martyr Georgius gravissime, vaneque torqueretur, et constantissime pro Christi nomine tormenta perferret, plurimi ejus exemplo ad constantiam profecerunt.

℣.) Ut supra.
℟.)

Oratio. Deus qui nos B. Georgii martyris tui meritis et intercessione laetificas, concede propitius, ut qui tua per eum beneficia poscimus, dono tuae gratiae consequamur. Per Dominum etc.

2696. **Florentina**
Processionis B. M. Virginis de Rosario.

Meditantibus in proxima festivitate SSmi Rosarii conventu et fratribus S. Mariae Novellae ordinis Praedicatorum civitatis Florentiae solemni pompa ultra septa monasterii processionem iisdem modo et forma peragere, quibus usque ad hodierna tempora fuit a conventu et fratribus S. Marci ejusdem ordinis, et civitatis similiter peracta; conventus, et fratres S. Marci praedicti pro omnimoda consueti observantia humiliter S. Rituum Congregationi supplicaverunt. Et S. eadem Rituum Congregatio, audita prius relatione procuratoris generalis ordinis, utraque parte tam in voce quam in scriptis informante, et referente Emo Colloredo, censuit, servandum esse solitum, et ita decrevit et servari mandavit. Die 22 septembris 1699.

2697. **Lugdunen.**

Religiosis abbatiae S. Claudii ordinis S. Benedicti dioecesis Lugdunen. a parte comitatus Burgundiae supplicantibus, humiliter sibi impertiri facultatem recitandi officium Conceptionis B. M. V. Immaculatae singulis diebus sabbati: *Lectum.* Die 12 septembris 1699.

2698. **Tropeana.**

Cum S. Rituum Congregationi a Lucio Micheli asserto archipresbytero terrae Longobardorum Tropeanae dioecesis expositum fuerit, ad instantiam fratrum minimorum S. Francisci de Paula, non solum a populo et clero terrae supradictae fuisse electam in patronam, et protectricem ejusdem terrae assertam S. Innocentiam martyrem, cujus corpus a caemeteriis Urbis extractum, et in ecclesia praedictorum fratrum ordinis S. Francisci de Paula translatum, in eadem publicae venerationi expositum reperitur, verum etiam praedictae electioni per sententiam ab episcopo Tropeano, reservata tamen approbatione

S. Rituum Congregationis et confirmatione, suum assensum, consensum, ac beneplacitum fuisse impertitum: S. eadem Rituum Congregatio non sine maxima admiratione omnibus praemissis auditis, pluries super iisdem episcopo de sua informatione frustra requisito; tandem, ad praedicti asserti archipresbyteri Lucii Michaeli reiteratas instantias, censuit: Non potuisse S. Innocentiam martyrem, de qua agitur, a clero et populo terrae Longobardorum eligi in patronam, et protectricem. Et in cultu eidem exhibendo, omnino servandum esse decretum 11 augusti anni 1691 editum, et ita decrevit, et servari mandavit. Die 12 septembris 1699.

2699. **Picena**

Sub officio proprio cum missa Translationis Almae Domus Lauretanae.

Cum S. Rituum Congregatio, ad humillimas provinciae Picenae preces, accedentibus piis Emorum et Rmorum DD. Cardinalium Pallavicini et Cincii commendationibus, sub die 4 aprilis proxime praeteriti, referente Emo Ottobono, officium proprium cum missa juxta modum ab Emis Cardinalibus Colloredo et Otobono praescribendum in die festo translationis Almae domus Beatae Mariae Virginis recitandum in tota provincia Picena benigne concesserit. Iidem Emi Domini, virtute facultatum ipsis concessarum ab eadem S. Rituum Congregatione, praesens officium, una cum missa, eo modo, et forma, quo scriptum, et exaratum reperitur, praescripserunt, ac in universa Picena provincia recitari posse censuerunt, si SSmo D. N. videbitur. Die 2 septembris 1699.

2700. **Mazzarien.**

Porrecto SSmo D. N. Innocentio papae XII supplici libello a confratribus confraternitatis, seu congregationis S. Mariae Agonizantium in ecclesia saeculari S. Caroli oppidi Parlannae Mazzarien. dioecesis canonice erectae, quo Sanctitati Suae humiliter supplicabatur, ad augendam spem habendi suffragium Eucharistiae expositionis in articulo mortis, devotionem et pietatem, tam ipsorum confratrum quam caeterorum oppidanorum, pro indulto asservandi perpetuo in ecclesia praedicta SSmum Eucharistiae Sacramentum: eoque a Sanctitate Sua ad Sacram Rituum Congregationem remisso, S. eadem Rituum Congregatio, referente Emo Cardinali S. Clementis, attentis relatione ordinarii et consensibus tam parochi quam beneficiarii ecclesiae S. Caroli praedictae, concurrentibus pro gratia peculiaribus requisitis ad decentem in eadem ecclesia SSmi Sacramenti custodiam; gratiam petitam arbitrio episcopi esse remittendam censuit. Die 3 octobris 1699.

2701. **Puteolana.**

Super controversiis inter Franciscum Costantini et Franciscum Pollicem subcantores ex una, et capitulum et canonicos ecclesiae cathedralis Puteolanae, ex altera partibus, excitatis, ab Emo Francisco Barberino in S. Rituum Congregatione propositis infrascriptis dubiis.

1. An subcantores cathedralis Puteolanae teneantur ad servitium ecclesiae quotidie, stante tenuitate redditituum? et quatenus affirmative.

2. An, et quae insignia, quod stallum, et praerogativae ipsis debeantur?

S. eadem Rituum Congregatio, tam in voce quam in scriptis partibus informantibus auditis, respondit. Ad primum: *Teneri juxta onus eis injunctum, et in praeteritum observatum*. Ad secundum: *Negative*, et detur decretum sub die 13 septembris 1692 editum. Et ita decrevit, et servari mandavit. Die 3 octobris 1699.

2702. **Veneta.**

Concessionis hymni proprii S. Luciae virginis et martyris, pro parocho ecclesiae parochialis S. Luciae civitatis Venetiarum, referente Emo et Rmo D. Cardinali Petruccio: *Lectum*. Die 3 octobris 1699.

2703. **Neapolitana.**

Cum in ecclesia fratrum Minimorum S. Francisci de Paula civitatis Neapolis S. Ludovico dicata, die 25 augusti tamquam de titulari veniat recitandum officium S. Ludovici, et alterum S. Bartholomei sit transferendum. Cumque die 26 ejusdem mensis augusti celebretur tamquam de patrona minus principali festum cum officio S. Patritiae, a fratre Urbano de Neapoli et sacrista ecclesiae S. Ludovici praedictae humiliter S. Rituum Congregationi quaesitum fuit declarari: An dicta die 26 augusti sit recitandum officium de S. Bartholomeo, vel potius de S. Patritia? Et S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Recitandum esse a regularibus ecclesiae praedictae de S. Bartholomeo*. Die 3 octobris 1699.

2704. **Caesenaten.**

Contendentes acerrime, ac etiam violenter in civitate Caesenae super jure praecedendi per vias, et ut vulgo dicitur, per il muro, Franciscus Settembrini canonicus ecclesiae cathedralis decanus, et Alexander Aldinus prior ecclesiae S. Petri civitatis praedictae, ad quemnam ipsorum praecedentia praedicta spectaret, humiliter a S. Rituum Congregationi supplicaverunt declarari. Et S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Controversiam non spectare ad Sacros Ritus, et episcopus utatur jure suo*. Die 21 novembris 1699.

2705. **Lugdunen.**

Concessionis facultatum celebrandi missas Spiritus Sancti, B. M. Virginis et defunctorum, attento impedimento oculorum etiam in festis duplicibus pro Philiberto Frillet rectore parochialis ecclesiae loci de Ravonnaz in Brixia Lugdunen. dioecesis: *Lectum*. Die 21 novembris 1699.

2706. **Urbis et Orbis.**

Relatis in S. Rituum Congregatione litteris Emi Cardinalis S. Crucis apud Caesaream majestatem nuncii apostolici nomine serenissimi regis Romanorum commendantis humillimas preces Nicolai Squillantis presbyteri congregationis S. Philippi Nerii civitatis Neapolis, supplicantis pro approbatione novi officii proprii cum missa S. Joseph B. M. Virginis Sponsi pro Ecclesia universali. S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Ad mentem*. Die 19 decembris 1699.

2707. **Congregationis Monachorum Ordinis S. Benedicti provinciae Franconiae in dioecesi Herbipolen.**

Supplicantibus humiliter S. Rituum Congregationi abbatibus ac monachis ordinis S. Benedicti provinciae Franconiae in dioecesi Herbipolen. quatenus ipsis pro recitatione officiorum, usum breviarii quo monachi ejusdem ordinis congregationis Cassinensis utuntur, concedere benigne dignaretur. S. eadem Rituum Congregatio, referente Emo Petruccio petitam concessionem breviarii PP. Cassinensium oratoribus indulsit, dummodo illo solo utantur privative quoad omnia alia, etiam propria et sina ulla additione, inconsulta S. Rituum Congregatione. Die 23 januarii 1700.

2708. **Cracovien.**

Humiliter S. Rituum Congregationi prior et fratres conventus Cracoviensis ordinis Praedicatorum provinciae Poloniae exponentes ex indulto apostolico, prout asseruerunt, ab ipsis festum S. Hyacinthi ejusdem ordinis et regni patroni cum officio et octava in dominica infra octavam Assumptionis B. M. Virginis singulis annis celebrari, attento quod dies dominica praedicta in altera ecclesia maxime earumdem fratrum ecclesiae propinqua, solemniter etiam celebretur tamquam de dominica infra octavam Assumptionis B. M. Virginis. Ad tollendam aemulationem et ne simultanea dictarum festivitatum celebratio altera alteri sit praejudicialis; enixe S. Rituum Congregationi supplicaverunt, quatenus ipsis facultatem transferendi festum praedictum S. Hyacinthi cum officio et octava ad dominicam primam octavam Assumptionis B. M. Virginis proxime sequentem benigne concedere dignaretur. Et S. ea-

dem Rituum Congregatio ad relationem Emi Petruccii, gratiam petitam oratoribus concessit. Die 23 januarii 1700.

2709. **Ordinis Eremitarum discalceatorum S. Augustini congregationum Italiae et Germaniae, Hispaniarum ac Indiarum.**

Remisso a SSmo D. N. Innocentio papa XII ad S. Rituum Congregationem supplici libello ex parte fratris Celidonii a S. Josepho Italiae, ac Germaniae, et fratris Didaci a S. Bonaventura Hispaniarum et Indiarum congregationum ordinis Eremitarum S. Augustini Discalceatorum procuratorum generalium, Sanctitati Suae porrecto, quo humiliter supplicabatur, quatenus officium et missam Patrocinii S. Josephi in tertia dominica post Pascha recitandum et respective celebrandam, alias pro religione Carmelitarum discalceatorum concessa, ad Congregationes ipsorum ordinis praedictas extendere dignaretur. Eoque ab Emo Petruccio relato, S. eadem Rituum Congregatio, pro Congregationibus Italiae ac Germaniae, Hispaniarum et Indiarum praedictis mutato tamen hymno ad vesperas, et introitu missae, extensionem petitam benigne indulsit, atque concessit. Die 23 januarii 1700.

2710. **Recineten.**

Praetendentes abbas ac monachi Sanctae Mariae de Platea congregationis Sylvestrinorum civitatis Recineti in processionibus generalibus gaudere facultate, qua gaudent monachi omnes, deferendi crucem sine pallio appenso, cum quo usque adhuc eam detulerunt, ad hanc S. Rituum Congregationem praedicti humiliter pro facultate praedicta supplicantes recursum habuerunt, et exquisita prius super praemissis episcopi relatione; proposito ab Emo Cardinali Francisco Barberino, ad instantiam capituli, dignitatum ac canonicorum ecclesiae cathedralis civitatis Recineti praedictae dubio: An liceat monachis Sylvestrinis praedictis in processionibus generalibus fieri solitis in civitate Recineti, deferre crucem discoopertam, vel potius cum pallio appenso elevare teneantur? S. eadem Rituum Congregatio, abbate et monachis licet intimatis minime comparentibus, pro parte capituli, dignitatum et canonicorum, tam in voce quam in scriptis informantibus tantum auditis; servandum esse solitum respondit. Et ita decrevit et servari mandavit. Die 23 januarii 1700.

2711. **Catanien.**

Remissis ab Emo Cardinali Prodatario ad S. Rituum Congregationem humillimis precibus collegiatae ecclesiae SSmae Annunciatae Jacis civitatis nuncupatae Catanien. dioecesis, supplicantium pro concessione indulti deferendi in diebus quadragesimalibus, ac exequiis defunctorum mozzettam sericeam nigri, intus vero ex cremesino rubri coloris cum suo capputio etiam cremisino hujusmodi foderato, nec non rocchettum album cum suis manicis etiam albis, aliis vero festivitatibus et diebus ferialibus mozzettam etiam sericeam violacei, intus ex ermesino ut supra, nec non rochettum album cum suis manicis praefatis eisque ab Emo Cardinali de Noris relatis, S. eadem Rituum Congregatio, mozzettam laneam nigri coloris super rocchettum posse concedi censuit, si SSmo D. N. placuerit. Die 13 februarii 1700.

2712. **Carpentoracten.**

Approbationis officiorum S. Siffridi asserti patroni civitatis Carpentoracten, et S. Ursulae virginis et martyris, nec non descriptionis in martyrologio romano dicti S. Siffridi pro capitulo, dignitatibus et canonicis cathedralis ecclesiae Carpentoracten. referente Emo Petruccio: *Lectum*. Die 13 februarii 1700.

2713. **Messanen.**

In S. Rituum Congregatione, una cum litteris archiepiscopi Messanen. datis Messanae die 12 octobris anni proxime elapsi 1699, relatis omnibus quae post Thomae Dini mortem obvenerunt et in dies accidunt in civitate Messanensi; S. eadem Rituum Congregatio, re mature perpensa ac considerata, censuit respondendum: Archiepiscopo qui imagines omnes Thomae Dini praedicti impressas una cum typo aeneo retrahat; qui librum a canonico Benedicto Dini fratre germano ejusdem Thomae conscriptum, in quo, prout assertum fuit, continentur visiones, extases, ac alia dona supernaturalia recepta dum vixit ab ipso Thoma, nec non miracula ab Omnipotenti Deo, ipsius intercessione patrata, in suo posse curet habere, et una cum praedictis imaginibus ac typo aeneo ad S. Rituum Congregationem transmittat, ac insuper cadaver ejusdem Thomae a sepulchro, in quo de praesenti reperitur, amoveri, et in commune, ubi prius sepultum fuerat, mandet reponi. Et ita decrevit, et exequi mandavit. Die 13 februarii 1700.

2714. **Curien.**

Cum in civitate et dioecesi Curien. pluribus ab hinc annis officia SSmi Nominis Jesu sub ritu duplici secundae classis die 14 februarii, S. Raphaelis Archangeli sub ritu duplici majori die dominica tertia post Pascha, et B. Pii V Papae sub ritu semiduplici die quinta maii recitata fuerint; et episcopus Curiensis dubitans de Sedis Apostolicae concessione, de qua sibi minime constare asseruit, ad pacandas piorum conscientias S. Rituum Congregationi pro indulto praedicta officia, ut supra, recitandi humiliter supplicaverit; S. eadem Rituum Congregatio, ad relationem Emi Colloredi officia SSmi Nominis Jesu, S. Raphaelis Archangeli, et B. Pii Papae V praedicta sub ritibus et diebus, prout hactenus recitata fuerunt, etiam imposterum in civitate et dioecesi Curien. posse recitari benigne indulsit, atque concessit. Die 13 martii 1700.

2715. **Mexicana Praecedentiae.**

Remissa ab Auditore SSmi D. N. Innocentii papae XII ad S. Rituum Congregationem causa praecedentiae inter PP. Discalceatos strictioris observantiae S. Francisci provinciae S. Didaci ex una, et PP. Augustinianos provinciae SSmi Nominis Jesu, ex altera partibus, in regno Mexicano ultimo loco agitata super executione decretorum ejusdem S. Rituum Congregationis diversis temporibus ad favorem eorumdem PP. discalceatorum S. Francisci alias editorum, et signanter lati sub die 3 junii 1676, et per literas in forma brevis datas 19 junii ejusdem anni a sa. me. Clementis papae X approbati, ac confirmati; propositoque ab Emo Petruccio in eadem S. Rituum Congregatione infrascripto dubio, videlicet: An fratribus Discalceatis strictioris observantiae ordinis S. Francisci, non solum in processionibus solitis et sub propria Cruce, sed etiam in concionibus, disputationibus, concurrentia praelatorum aliisque actibus tam publicis quam privatis, interveniente vel non interveniente familia de Observantia, competat praecedentia supra fratres S. Augustini? S. eadem Rituum Congregatio, tam in voce quam in scriptis, partibus acerrime informantibus auditis, respondit: In casu de quo agitur, praecedentiam competere patribus Discalceatis S. Francisci, ac amplius dubium proponi vetuit. Et ita decrevit, et servari ac exequi mandavit. Die 13 martii 1700.

2716. **Colonien.**

Fundato nuper ab abbatissa et monialibus S. Ursulae civitatis Coloniae, novo ejusdem ordinis monasterio in civitate Borsten. pro indulto transferendi aliquam reliquiarum portionem in earumdem monasterio Coloniae existentium ad recenter fundatum monasterium praedictum, humiliter S. Rituum Congregationi supplicaverunt; et S. eadem Rituum Congregatio respondit: *Ordinarius utatur jure suo*. Die 8 maii 1700.

PRINCIPES SUR LA COUTUME.

1. Les coutumes, particulièrement celles qui sont en opposition avec les règles canoniques, doivent être prouvées légalement, afin qu'on puisse s'y conformer en toute sécurité. L'assertion des auteurs ne suffit pas; on ne peut pas s'en rapporter à leurs affirmations sur une chose de telle conséquence. Les canonistes sont formels, et les tribunaux romains ont toujours agi d'après ce principe. Nous lisons dans le cardinal de Luca: « Doctoribus attestantibus de consuetudine non defertur, cum illa utpote facti probanda sit, etiamsi esset versatus in loco, juxta decis. Mohed. 2 et 3 de consuetudine... Rota in Treveren. Abbatiae coram Coccino Dec. 23 post Tamburin. de jure Abb. tom. 3. rep. decis. 724. part. 4. recent. ubi habetur, quod semper Rota reprobavit opinionem tenentium credendum esse Doctori testanti de consuetudine, eo quia versatus esset in loco vel in foro. (Disc. 13, *de beneficiis*, n. 9.) Le savant canoniste exprime la même maxime en plusieurs endroits de ses oeuvres. Ainsi: « Non defertur attestationibus Doctorum de consuetudinibus, et statutis, ac aliis quae facti sunt. Dec. cons. 285 et 402 etc. Etiamsi esset Doctor versatus in regione. Ottobon. dec. 149 (Discursus 107, *de dote*, n. 8). » Ailleurs: « In iis quae facti sunt, credendum non est Doctorum assertionibus (*De canonicis*, disc. 12, n. 6). Enfin, le cardinal dit formellement: « Ubi agitur de consuetudine contra jus in concernentibus decisoria et rei substantiam, non statur assertionibus Doctorum. (Disc. 55, *de feudis*, n. 5). » Si les canonistes eux-mêmes ne méritent pas qu'on s'en rapporte à leurs assertions relativement à l'existence et à la légitimité des coutumes, encore moins peut-on prendre pour règle les affirmations des moralistes et des théologiens.

2. Il faut donc prouver la coutume; celui qui veut s'en prévaloir, doit apporter la preuve. Or les canonistes s'accordent à dire qu'il n'est pas facile de prouver la légitimité d'une coutume. La glose ordinaire, chapitre dernier *de consuetudine*, dans les Décrétales de Grégoire IX, exprime parfaitement la difficulté: *Et sic videtur quod difficile sit probare consuetudinem*. Les lois et les statuts, dit Reiffenstuel, comportent bien moins le doute que la coutume. Comme ils sont déjà publiés solennellement, ils n'ont guère besoin d'une autre preuve, au lieu qu'on rencontre le plus souvent une grande difficulté pour prouver la coutume. Voici le texte du savant canoniste: « Leges, et statuta in facto minorem recipiunt dubitationem, quam consuetudo. Illae siquidem, cum jam sint solemniter publicatae, probatione amplius vix indigent: econtra vero magna plerumque est difficultas in probanda consuetudine (Reiffenstuel, tit. *de consuetudine*, n. 20). Au paragraphe VII du même titre, Reiffenstuel traite *ex professo* de la probation de la coutume, *de probatione consuetudinis*; il se demande si la preuve de la coutume est difficile, et quelle en est la raison: « An, et cur consuetudo sit difficilis probationis? Respondeo consuetudinem esse difficilis probationis passim fatentur doctores omnes. » Le Panormitain dit que la démonstration de la coutume est une chose très difficile, *difficillimam* (Consil. 53, lib. 3.) En effet, il faut constater par des preuves péremptoires tout ce qui est requis pour une coutume; surtout, si la plus grande partie de la société s'y conforme en connaissance de cause; il faut savoir si le temps exigé pour la prescription légitime s'est écoulé et s'il n'y a pas eu d'acte contraire qui ait interrompu la prescription. Enfin, il faut s'assurer du consentement formel ou tacite du législateur dans tous les cas où le consentement légal ne saurait être allégué. Qui ne voit combien il est difficile de prouver péremptoirement ces divers points, sans lesquels on ne peut pourtant affirmer la légitimité des coutumes? Les canonistes insistent sur la nécessité de constater les choses que nous venons d'énoncer pour la validité des coutumes; on peut consulter, entre autres, Reiffenstuel, qui s'exprime ainsi: « Ad ejus (consuetudinis) probationem necesse est probare omne id, quidquid ad consuetudinem requiritur, ac praesertim, an a majori parte communitatis et animo eam inducendi, ac per tempus legitimum continuoque usu fuerit observata: hoc enim probare, quam sit difficile, quis non videt? etc. Accedit quod consuetudo debeat plene probari, ut tradit Bartolus in repetitione l. consuetudinis quaest. 27, cap. quae sit longa consuetudo, et alii apud Mascardum concl. 428. Simul ipsa sit probanda in specie, imo et in individuo, cum non extendatur de casu ad casum, ut loquitur cardinalis de Luca, discurs. 55 de feudis, n. 4. Quae omnia simul sumpta reddunt probationem consuetudinis difficilem. » (Reiffenst. de consuet. § 7) En matière de coutume, on ne peut arguer d'un diocèse à un autre, comme le dit fort bien le cardinal de Luca; en certains cas on ne peut pas étendre à tout le diocèse la coutume qui n'est bien constatée que sur un point: In materia consuetudinis argui non potest ab una dioecesi ad alteram, cum dicta extensio non detur in eadem dioecesi, quinimo in eodem capitulo de uno actu ad alterum (Card. de Luca, discurs. 65 de beneficiis, num. 16).

3. Le cardinal Gousset, dans le livre intitulé: *Exposition des principes du droit canonique*, s'exprime en ces termes, n. 402: « Quand on considère toutes les conditions nécessaires, soit pour qu'un usage ou une coutume de *fait* acquière force de loi, soit pour que cette coutume puisse fixer l'interprétation d'une loi ou introduire une nouvelle loi, ou modifier une loi préexistante par dérogation, ou l'abolir par abrogation, on est forcé de convenir, vu surtout l'étonnante variété des opinions, que le droit qu'on attribue à la coutume d'abolir les lois anciennes et d'en établir de nouvelles doit être très-restreint. Il est très rare, dit l'abbé de la Blandinière, surtout en matière ecclésiastique, qu'une coutume contraire aux lois établies soit appuyée sur des motifs assez solides et assez considérables pour pouvoir les abroger. La raison en est que, ces lois étant portées dans l'ordre du salut et n'ayant pour but que de le procurer, il est difficile que ce qui y est opposé puisse être légitime et doive être autorisé. C'est pourquoi les coutumes contraires aux saints canons sont presque toujours traitées par les conciles et les constitutions de Papes, *d'abus*, *de déréglements*, de désordres, auxquels il ne faut avoir aucun égard, et qui ne peuvent que troubler ou renverser tout l'ordre de la discipline ecclésiastique. (Conférences d'Angers, *sur les lois*, conf. XI, quest. 2). Il y a certainement très-peu de coutumes, ajoute le savant cardinal, qui dérogent réellement aux lois écrites; la plupart de celles qu'on nous donne comme telles sont au moins douteuses. Or, dans le doute si une loi est abrogée par une coutume, soit générale, soit locale, ou si elle est encore en vigueur dans tel ou tel pays, on doit, de l'aveu de tous, prendre et suivre le parti le plus sûr, c'est à dire, le parti qui est pour l'observation de la loi. »

4. C'est à celui qui allègue la coutume qu'il appartient de la prouver. Les canonistes soutiennent ici les mêmes principes qu'au sujet de la prescription. Le card. de Luca dit fort bien: « Allegans praescriptionem tenetur probare illius requisita (Disc. 115 de feudis). In dubio contra eam est respondendum (Disc. 21, de judiciis). Consuetudo probanda est ab allegante (Discurs. 53 de feudis). Eaque probanda in specie, imo in individuo (de jurisd. disc. 46, 64). » Reiffenstuel demande à qui incombe l'obligation de prouver la coutume, et répond que, sans le moindre doute c'est celui qui allègue la coutume qui doit la prouver, conformément au principe général qui exige que l'obligation de prouver regarde celui qui affirme. Les choses de fait ne se présumant pas, doivent être prouvées. Quand bien même le fait, l'usage serait notoire et qu'il n'aurait pas besoin d'être constaté légalement, il faudrait encore prouver les autres

conditions de la coutume légitime, par exemple, que cet usage ne provient pas de l'ignorance de la loi: qu'il n'est contredit par aucun acte contraire: enfin, il reste à prouver le consentement du législateur ; ou du moins il faut prouver que le législateur connait l'usage; ce consentement est un fait, qui doit être prouvé, comme tout autre; car on ne peut le présumer. Voici le passage de Reiffenstuel, § 7, *de consuetudine:* « Cui incumbat onus probandi consuetudinem? —Resp. Certum est, quod allegans consuetudinem , teneatur ipsam probare. Ratio est clara; quia generale est, quod affirmanti incumbat probatio l. 2 ff. de probationibus. Simulque consuetudo consistit in facto (cap. 1, de constitut. in 6°). Quae autem consistunt in facto, non praesumuntur, sed indigent probatione. Nam facta ex sui natura sunt incerta (l. in omnibus ff. de juris et facti ignorantia) sicque non praesumuntur, nisi probentur. » Carpzovius, cité par le cardinal Gousset (n. 391) dit que celui qui invoque une coutume contraire à la loi doit prouver que cette coutume existe et qu'elle est connue du prince: « Qui consuetudinem legi contrariam allegat, probare illam (actuum frequentiam) et scientiam principis debet. »

5. Un autre principe commun à la prescription et à la coutume, c'est que l'ignorance fait obstacle à l'une et à l'autre. D'une part, c'est un principe de droit, que la prescription ne s'établit pas contre celui qui n'a pas connaissance de ses propres droits et ne peut par conséquent les réclamer. De même, l'usage de transgresser une loi que l'on ne connaît pas, ne prescrit jamais contre cette loi. Le cardinal de Luca énonce parfaitement ces maximes fondamentales: « Praescriptio non currit non valenti agere. Adversus longissimam praescriptionem datur restitutio in integrum ex capite ignorantiae. (Disc. 21, de judiciis.) » Une coutume erronée est sans valeur, dit Reiffenstuel; il faut qu'elle ait été introduite avec une connaissance certaire, et non par erreur; telle est la doctrine commune: « Consuetudo erronea nihil juvat: siquidem ad eam, inter alia, requiritur, ut ex certa scientia, et non per errorem sit inducta, juxta communiter receptam glossam fin. cap. ultimi (Reiffenstuel, *de consuetudine*, n. 28). » Le savant canoniste dit ailleurs, que la coutume exige des actes volontaires de la part de ceux qui l'établissent; autrement la cause efficiente de la coutume manque; cette cause efficiente c'est le consentement des intéressés, lequel doit être prouvé par les choses mêmes et par les faits. Il s'ensuit que la coutume exige une connaissance certaine; l'usage qui provient de l'ignorance n'a aucune valeur légale. Les hommes qui font pendant longtemps des actes contraires à une loi qu'ils ne connaissent pas, ne prescrivent pas contre cette loi. Citons encore le texte du savant canoniste: « Certum est, ad consuetudinem requiri actus voluntarios, ab illis per quos ipsa inducitur. Alioquin enim deficeret causa efficiens consuetudinis, qui est consensus populi, rebus ipsis, et factis demonstrandus. Unde infertur, quod consuetudo debeat induci ex certa scientia, et non per ignorantiam, seu errorem. Nihil magis voluntati est contrarium , quam ignorantia , et error. Hinc si populus longo tempore eliceret actus contrarios legi, quam ignoraret esse positam, non praescriberet adversus legem. Castro Palao, dip. 5. Infertur ulterius, quod si vi, aut per metum gravem, obligetur populus ad exercendum actum quempiam longo tempore, non idcirco censeatur praestare consensum requisitum ad introducendam consuetudinem. (Reiffenstuel, *de consuetudine*, n. 125 et seqq.). Attirons l'attention du lecteur sur le principe énoncé en dernier lieu, savoir, que toute contrainte de nature à influencer la volonté, empêche le consentement qu'il faut pour la validité des coutumes. Ainsi, pour invoquer la coutume, il faut prouver que ceux qui l'ont introduite, ont connu la loi contre laquelle ils ont agi; il faut constater aussi que leurs actes ont été librement exercés et sans aucune pression. Car, ne l'oublions pas, on ne peut invoquer la coutume qu'après avoir prouvé péremptoirement toutes les conditions qu'elle exige. Ce principe présente une grande importance au point de vue pratique. Combien de lois canoniques et de constitutions pontificales sont transgressées parce qu'on ne les connaît pas ! Il serait absurde de venir invoquer la coutume.

6. Les auteurs discutent longuement sur le consentement formel, ou simplement légal du législateur. Le consentement légal ou juridique est ainsi appelé, parce qu'il est renfermé dans les lois mêmes qui approuvent et autorisent toute coutume revêtue des conditions prescrites par le droit. Le législateur ayant déclaré, par une loi positive, qu'une coutume qui a certains caractères a force de loi, dès qu'il s'en trouve quelqu'une qui les réunit tous sans exceptions, alors il n'est pas nécessaire que le prince y consente positivement. Il y a consenti par avance de la manière la plus solennelle, en établissant les conditions sous lesquelles la coutume peut passer en loi. Aussi, lorsqu'il est parlé, dans le droit, des qualités que doit avoir une coutume pour introduire une loi nouvelle ou en abroger une ancienne, il n'est point souvent question du consentement du souverain, parce que la réunion de toutes ces qualités renferme nécessairement son consentement. Le droit canonique ne semble demander, dans une coutume, rien autre chose que d'être raisonnable et légitimement prescrite. Cette définition du consentement *légal* est admise par Reiffenstuel: « Consensus legalis juridicus est ille, qui datur per legem, sive per jus ipsum, quatenus legislatores per publicam legis auctoritatem consentiunt in omnes consuetudines rationabiles, ac legitime praescriptas. » D'après cette théorie, certaines coutumes peuvent devenir légitimes sans que le souverain en ait connaissance. Le consentement légal suffit-il? Plusieurs auteurs le pensent; beaucoup d'autres le nient, et soutiennent que le souverain doit nécessairement avoir connaissance de la coutume, et consentir, au moins tacitement. Ils raisonnent pour la coutume comme on le fait au sujet de la prescription. C'est un principe communément admis qu'on ne prescrit pas contre l'homme qui ignore son droit ou ne peut le revendiquer; de même, pour prescrire contre le Souverain Pontife et sa loi, il faut qu'il ait connaissance de l'usage opposé, et qu'il ne réclame pas, lorsqu'il est libre de réclamer. On peut voir cette discussion dans le cardinal Gousset, ouvrage déjà cité: *Exposition des principes du droit canonique*, num. 385 et seqq. Le savant cardinal ne regarde point le consentement *légal* comme un vrai consentement, comme une véritable approbation, et il exige au moins le consentement *tacite* du législateur. Après avoir cité un grand nombre d'auteurs qui exigent que la coutume se soit établie *sciente et patiente principe*, il ajoute, n. 389: « Comment le Pape pourrait-il ratifier une coutume qui déroge aux saints canons, aux décrets et aux constitutions apostolique, s'il n'a aucune connaissance de cette coutume? Comment pourrait-il juger si elle est raisonnable, vraiment utile aux diocèses, aux provinces qui l'ont introduite, si elle leur est plus utile que la loi qui lui est contraire? Comment pourrait-il approuver un usage dont il ne connait ni l'origine ni l'objet; sans savoir s'il n'est point fondé sur l'ignorance d'une loi, sur une pression morale et persévérante, incompatible avec le volontaire etc. Quand il s'agit d'une coutume locale contraire à un point de discipline générale, il est impossible de savoir si elle est légitime, à moins que le pape en ayant connaissance, n'ait fait connaître, par un acte quelconque, ou par les déclarations de ses tribunaux, qu'on peut la suivre, ou la tolérer jusqu'à nouvel ordre etc. Mais, si l'usage ou une coutume ne peut avoir force de loi sans le consentement au moins tacite du législateur, connaissant cette coutume, il s'ensuit que le consentement *légal* ou *juridique*, si toutefois on peut lui donner le nom de consentement, ne suffit pas pour ratifier un usage. »

7. Sans entrer pour le moment dans cette discussion, nous croyons utile de poser certaines conclusions communément admises par les partisans des deux opinions, et qui doivent par conséquent être mises hors de cause.

8. D'abord, on ne peut invoquer le consentement ni légal ni présumé et tacite du Pape pour les coutumes réprouvées dans les saints canons. Il faut ranger dans cette catégorie les coutumes qui donnent l'occasion du péché, celles qui brisent le nerf de la discipline, celles qui blessent la liberté et l'immunité ecclésiastique. L'ordre hiérarchique est garanti par les saints canons contre la coutume; car l'inférieur ne peut prescrire contre le supérieur, surtout en ce qui concerne la réforme des moeurs. Tout usage qui tend à favoriser la corruption et le relâchement, est imprescriptible. Reiffenstuel dit fort bien, loc. cit. n. 60: « Obedientia, atque visitatio et consequenter morum corretio, extinctive prescribi non potest, ita scilicet, ut nulli competat visitatio, morumque correctio, et nulli debeatur obedientia: ne videlicet dentur acephali, sicut locustae, unde oriretur confusio, et inordinatio, quae foret summe nociva bono commuui. Adhuc tamen praescribi valet obedientia translative: nempe, ut jus visitandi, et pravos mores corrigendi transferatur ab uno in alium, et alteri quam episcopo competat visitatio, ac debeatur obedientia. » Une coutume contraire à la liberté et à l'immunité ecclésiastique ne prescrit jamais; les saints canons la condamnent comme *irrationabilis et Divinitati injuriosa* (Cap. 1, 3, 5 *de consuetudine;* cap. *Cum terra*, de electione; cap. *Clerici*, de judiciis; cap. *Noverit*, 49, de sententia excommunicationis). Le code de Justinien annulle les statuts et les coutumes contraires à la liberté de l'Eglise et des personnes ecclésiastiques. Une autre disposition du code prescrit de punir le juge qui traduit un moine devant le tribunal séculier, *tamquam Divinitati contumeliam faciens*. (Auth. *Causa quae*). Ainsi, l'usage de faire juger les clercs par les tribunaux séculiers, n'est jamais légitime sans l'indult apostolique; la coutume et la prescription n'ayant aucune valeur à ce sujet, il faut la concession formelle du Saint-Siége; son consentement ne se présume pas, et les actes, les promesses ou la connivence des ministres du Saint-Siége ne peuvent nuire aux règles canoniques. La bulle *Romanus Pontifex*, publiée par Urbain VIII le 5 juin 1641, annulle et casse tout ce que les légats, les nonces et les autres ministres du Saint-Siége peuvent faire ou tolérer contre les droits du Saint-Siége, ou contre la liberté et l'immunité ecclésiastique. Cette déclaration solennelle détruit toute supposition de consentement légal ou tacite de la part du Souverain Pontife. Il nous semble que les canonistes auraient pu tirer un meilleur parti de la bulle d'Urbain VIII qu'ils ne l'ont fait généralement; c'est ce qui nous engage à la reproduire intégralement à la fin de cet article, car elle n'est pas connue comme elle le mérite. Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le paragraphe 4, qui concerne le point dont nous parlons: « Toutes les tolérances, les silences, les connivences, les permissions, les déclarations, les exécutions, les approbations, ou les confirmations émanées des légats, des nonces et des ministres apostoliques, par rapport aux actes préjudiciables au Saint-Siége, à la juridiction, à l'immunité, à la liberté ecclesiastique, ou aux églises et aux personnes ecclésiastiques; actes provenant de laïques de toute condition, même revêtus du pouvoir impérial ou royal; même sous le prétexte que les constitutions apostoliques n'ont pas été publiées, ou reçues par l'usage, ou qu'elles ont été abrogées par l'usage opposé; même en permettant l'impression de livres préjudiciables au Saint-Siége, ou contenant des opinions condamnées; ou bien en admettant ou mettant à exécution une fausse interprétation de ces bulles et constitutions; ou en faisant et approuvant des choses qui affaiblissent en quoi que ce soit ou blessent la discipline ecclésiastique; tous ces actes de tolérance et d'adhésion de la part des nonces et autres ministres du Saint-Siége, Urbain VIII déclare solennellement qu'ils ont été et sont nuls *ipso jure*, illégitimes, illicites, et qu'ils n'ont pu et ne peuvent causer aucun préjudice aux droits du Saint-Siége et de l'Eglise, nonobstant la pratique très-ancienne et immémoriale, ni faire présumer le *beneplacitum* apostolique. Car l'intention des Souverains Pontifes n'a jamais été d'approuver les choses susdites et autres préjudiciables, à moins que l'approbation ne soit constatée par les registres apostoliques et les autres voies officielles; bien au contraire, tous ces préjudices ont été réprouvés et condamnés par les saints canons, par les constitutions apostoliques et par les conciles généraux; Urbain VIII les condamne de nouveau, déclare que ses prédécesseurs ont refusé expressément le *beneplacitum* apostolique, comme il le refuse lui-même; et, autant que besoin est, il les casse et les annulle, avec tous leurs effets, observances, usages, et coutumes, quelque longues et immémoriales qu'on veuille les supposer. » Nos lecteurs consulteront avec fruit le texte de la bulle et verront que nous n'exagérons pas. Que devient, après cela, le consentement légal, ou tacite du Souverain Pontife, suprême législateur? Nous devons conclure que la coutume immémoriale elle-même n'a aucune valeur pour toutes les choses dont nous parlons.

9. Lorsque les lois pontificales et les décrets des conciles généraux sont munis de la clause spéciale: *Decretum irritans*, pour parler le langage des canonistes, laquelle abroge les coutumes passées et futures, on ne peut invoquer le consentement légal ou la connivence tacite, en sorte que la coutume opposée à la loi, en ce cas, doit obtenir l'approbation formelle du Souverain Pontife. Les canonistes de toutes les écoles doivent souscrire à cette conclusion, quel que soit d'ailleurs leur sentiment par rapport aux lois que ne garantit pas la clause susdite, comme on le verra bientôt. Reiffenstuel, qui étend aussi loin que possible le pouvoir et l'efficacité de la coutume, enseigne expressément qu'il ne faut rien moins que l'observance immémoriale: « Si lex simpliciter prohibeat consuetudinem contra legem induci, eam tamen veluti irrationabilem non damnet, non valet consuetudo postea contra ejusmodi legem tempore ordinario inducta, bene tamen consuetudo immemorabilis. (Reiffenstuel, *de consuetudine*, num. 47). Le consentement légal fait ici défaut, ajoute-t-il; la loi parle toujours, et empêche l'introduction de la coutume opposée. Telle est la doctrine du canoniste modéré par excellence. Les auteurs romains s'expriment plus nettement. Le cardinal de Luca, qui occupe le premier rang, soutient avec raison que la coutume opposée aux saints canons n'a aucune valeur, surtout, ajoute ce prince des canonistes, si la constitution apostolique renferme le *decretum irritans*; car cette clause empêche la naissance même de la coutume: « Consuetudo contra sacros canones non observanda, maxime si apostolica constitutio contineat decretum irritans impediens consuetudinis nativitatem (*De beneficiis*, disc. 13). Observantia non datur adversus decretum irritans, neque adversus S. Concilium Tridentinum (Disc. 96) Adversus Concilium Tridentinum ob decretum irritans non admittitur contraria consuetudo, vel observantia. » Comment supposer le consentement légal lorsque le Pape déclare expressément qu'il n'entend pas que l'usage puisse jamais prévaloir contre sa loi. Dans la bulle *Romanus Pontifex* déjà citée, Urbain VIII déclare nulles et sans effet toutes les transgressions et tous les excès commis contrairement aux dispositions des saints canons, des constitutions apostoliques et des conciles généraux, surtout ceux de Latran sous Alexandre III et Innocent III, de Vienne sous Clément V, du dernier concile de Latran sous Léon X, et du concile de Trente; transgressions accomplies au préjudice du Saint-Siége, de la juridiction, immunité et liberté ecclésiastique, et des églises et des personnes ecclésiastiques: quand

bien même ces transgressions aient eu leurs effets; Urbain VIII les déclare nulles et illicites, nonobstant l'usage, et malgré la connivence, la tolérance, le silence, l'autorisation et la permission des nonces et de tous les autres ministres du Saint-Siége; leurs actes ne doivent jamais faire présumer le beneplacitum apostolique, ni produire la bonne foi, la possession, ou la quasi-possession, ou la prescription au détriment du Saint-Siége et de ses droits. Car les Souverains Pontifes n'ont jamais eu l'intention d'approuver les transgressions, abus, usages et coutumes dont il s'agit. (Bulle *Romanus Pontifex*, § 8). Le décret *irritans*, annullatif, exprime clairement la négation péremptoire du consentement légal de la part du Souverain Pontife à l'égard de toute coutume, qui est arrêtée par là avant sa naissance juridique, et ne peut par conséquent progresser vers la prescription canonique. Les auteurs expliquent parfaitement les effets de la clause dont il s'agit, comme on voit dans Barbosa, que résume la bibliothèque de Ferraris, au mot *clausula*, n. 48 et seqq. « Decretum irritans. Haec clausula...inficit possessionem et titulum...et propterea nullum remedium possessionum valet...et irritum omnino est judicium tam in possessorio, quam in petitorio, et id p accipue si adest clausula *Sublata*. Demum generaliter irritat haec clausula, quidquid operatur contra dispositionem, in qua apposita fuit. » Il suffit d'examiner la bulle d'Urbain VIII, que nous donnons plus loin, surtout le paragraphe 14 et les suivants, pour reconnaître que non seulement la coutume antécédente est abolie, mais aussi que toute coutume à venir est impossible. Le Pontife ordonne aux juges ordinaires et délégués, y compris les SS. Congrégations de Cardinaux, de décider conformément aux dispositions de sa bulle, il leur enlève tout pouvoir de juger et d'interpréter autrement, et déclare nul et sans valeur tout ce qu'on pourrait tenter, sciemment ou par ignorance. Enfin il déroge au droit des tiers, aux coutumes immémoriales et à toutes choses contraires, ainsi qu'on le verra dans le texte même de la bulle. En matière de liturgie, le Saint-Siége a condamné la coutume plus que centenaire, en opposition avec les bulles de S. Pie V et des autres Papes sur le bréviaire et le missel. Nous ne connaissons pas un seul cas où les SS. Congrégations, qui sont les organes et les tribunaux du Pape, aient admis la validité d'une coutume opposée aux décrets du concile de Trente; c'est, au contraire, une maxime fondamentale que la coutume ne prescrit jamais contre le concile de Trente, parce que le consentement du Souverain Pontife fera toujours défaut: on ne peut présumer ce consentement, attendu que les constitutions apostoliques ne cessent d'élever la voix contre la naissance même de la coutume. On a des résolutions de la S. Congrégation du Concile qui condamnent la coutume de 250 ans, et au delà. On peut voir dans Benoît XIV, particulièrement dans les *Institutions ecclésiastiques*, les passages où il affirme *ex professo*, que la coutume opposée au concile de Trente n'a aucune valeur; ainsi, Inst. 60, n. 7: « Licet ejusmodi consuetudo constans haberetur, nihili tamen facienda esset, quum Tridentino Concilio apertissime repugnet...hanc Constitutio Pii IV, quae incipit: *Benedictus Deus*... abrogat omnia quae Tridentinae Synodo contraria esse videantur; ideoque singula ejusdem Concilii capita complectitur, et nullius efficit momenti consuetudines, quae leges aliquas in iisdem capitibus praescriptas violent. » C'est ainsi que la sagesse de l'Eglise, assistée par le Saint-Esprit, a mis à couvert sa discipline contre les usages locaux qui en scinderaient la parfaite unité. Son exemple a été imité par la plupart des législateurs modernes; le Code Napoléon, entre autres, écarte toute coutume opposée au texte de la loi. Le Droit coutumier et provincial, qui forme un des caractères du Moyen-Age, répugne à l'esprit des temps modernes.

10. Il nous reste à parler des lois pontificales qui ne sont pas munies et préservées par les clauses que nous venons d'expliquer. C'est à leur sujet que se produit la divergence d'opinions; les uns enseignent que le consentement légal suffit pour légitimer la coutume, au lieu que d'autres soutiennent qu'il faut que le Pape ait connaissance de cette coutume, et et qu'il l'approuve et la tolère, tout au moins tacitement. Le cardinal Gousset (loco ut supra) cite un assez grand nombre d'auteurs qui requièrent, comme condition essentielle, que le Pape soit informé d'une coutume et la tolère, afin que cette coutume prescrive légitimement contre la loi. Il est certain que les canonistes *romains*, c'est à dire, ceux qui ont vécu et ont composé leurs livres à Rome, sous les yeux des Souverains Pontifes, soutiennent unanimement ce sentiment, qui a été canonisé mainte fois par les décisions de la Rote. En effet, la maxime constante de cet illustre tribunal fut qu'il faut prouver que le Pape a connu la coutume et l'a tolérée; autrement la loi prévaut. Entre mille décisions qu'il serait facile d'invoquer, nous nous contentons de rapporter les résolutions 197 et 213 dans la collection de Farinacci, lesquelles concernent une bulle de Nicolas III. Le sommaire résume la doctrine Rotale: « Constitutio Papae non tollitur per non usum, neque per contrarium usum, nisi data scientia Papae, et illius tolerantia, et acquiescientia, et insuper cursu 40 annorum. » Voici des extraits: « Eo ipso quod sunt promulgatae constitutiones Papae dicuntur effectuatae, nec potest contra illas induci non usus, neque contrarius usus, nisi data scientia ipsius Papae. Abbas in cap. ult. de treuga et pace. Felin. in c. I. cod. tit. ubi assignat rationem, quia scilicet princeps sciendo et tolerando videtur acquiescere. Et testatur de communi coram. Var. resol. lib. 2, c. 16. Usus enim et observantia non requiritur in constitutione Papae de forma substantiali, sed accidentali. » A la seconde audience, la Rote confirme qu'une loi n'est pas abrogée par la désuétude, ou par l'usage contraire, à moins qu'on ne prouve que le législateur en a eu connaissance: « Lex, seu statutum non tollitur per non usum, nec etiam per contrarium usum sine scientia Principis. » Les constitutions pontificales sont regardées comme exécutées et reçues par l'usage, par le fait même de la promulgation. Le non-usage contraire, fût-il de mille ans, n'abroge pas la loi, si on ne prouve que le Pape en a connaissance: « Constitutiones papales, cum eo ipso, quod promulgatae fuerint, habentur pro effectuatis, et usu receptis. Non videbatur obstare non usus pro parte capituli allegatus, quia per non usum etiam per mille annos nunquam tollitur lex, vel statutum .... prout etiam neque obstare videbatur contrarius usus, quoniam cum non probaretur scientia Papae, contrarius usus non suffragabatur. Auctoritas Papae non est ab homine, et ideo inferioribus sine ejus permissione non licet expresse contravenire. (C. consequens, dist. cum aliis ibi allegatis). » La décision Rotale 461, dans Farinacci, explique nettement la manière de prouver la désuétude d'une constitution pontificale et la saine appréciation qu'il faut en tirer. Il s'agit de la constitution de Clément VII qui ordonne d'enregistrer le résignations dans les livres de la Chambre Apostolique dans le delai de 15 jours, sous peine de nullité. La Rote, considérant que le non-usage, ou l'usage opposé n'a aucune valeur contre la validité des constitutions apostoliques sans la consentement du Pape; considérant toutefois que dans l'espèce, la désuétude a eu lieu dans la Chancellerie apostolique, qui est l'organe du Pape, qui est censé avoir connaissance d'un usage qui est connu de ses ministres; par conséquent le Pape est censé avoir consenti à l'abrogation de sa loi, attendu que les actes de ses ministres sont les siens; c'est lui-même qui semble abroger la loi. La désuétude s'est produite en cour romaine, dans l'enceinte même du palais apostolique. Les Souverains Pontifes ayant gardé le silence, c'est qu'ils ont été contens que les constitutions dont il s'agit tombent en désuétude. En fait, le non-usage est

prouvé pour bien des cas depuis 70 ans; sept notaires de la Chambre apostolique, et autres praticiens de Rome attestent la même chose. La bulle est observée sur les autres points, ce qui n'empêche pas qu'elle ne soit tombée en désuétude sur le point dont il s'agit. Voici des extraits de la décision, sans les citations qui appuyent les conclusions.

Conchen. Beneficii de Valdegudios. — Dubitavi an constitutiones felicis recordationis Clementis VII, et aliorum antecessorum de extendendis consensibus in libris Camerae infra 15 dies a die missae obstarent Gregorio, qui illas non observavit, et quia Gregorius pro sui defensione faciebat totum fundamentum in non usu praedictarum constitutionum, difficultas fuit restricta ad duo. Primum an probaretur dictus non usus. Secundum an probatus relevaret.

« Quo ad primum fuit dictum, constare de non usu ex plurimis consensibus spatio septuaginta annorum praestitis post quindecim dies a die missae, quorum copia fuit data pro parte Gregorii, nec non etiam ex testibus curialibus, et practicis pro ejus parte examinatis, et ex fide septem notariorum Camerae, hoc idem attestantium, ut ulterius ex decisione Oradini in causa *Barchionen. Canonicatus*, hoc idem per testes usque tunc examinatos affirmabatur.

« Quibus non obstare visum fuit quod multi consensus fuerint etiam praestiti intra quindecim dies, unde infertur istum usum tamquam difformem non suffragari ex allegatis; quia fuit responsum, constitutiones habere duas partes; primam quod consensus debeant extendi infra quindecim dies, alteram quod illis non extensis resignatio sit nulla, et beneficium moriente resignante vacet per obitum. Prima pars admittitur varie observata, secunda vero nequaquam, cum non probetur, quod aliquando ob non extensum consensum intra quindecim dies fuerit annullata resignatio.

« Ulterius fuit dictum, quod quando diversitas reperitur in actibus, qui se compatiuntur cum consuetudine, talis diversitas non impedit consuetudinem, sive desuetudinem, quia qui potest extendere post quindecim dies, multo magis intra quindecim dies, unde extensio facta intra quindecim dies, non attribuitur observantiae constitutionis, sed facultati facientis.

« Non etiam obstare visum fuit, quod in pluribus decisionibus fuerit habita ratio istarum constitutionum, nempe apud Verall. 225, lib. 1. Veronen. S. Zenonis coram Aldobrandino, qui postea fuit Clemens Papa VIII; et in alia Veronen. pensionis coram Plato, quia in praedictis decisionibus minime fuit actum de non usu praedictarum constitutionum. Nam decisio Veral. firmat tantum constitutionem Clementis esse extravagantem, non autem simplicem regulam Cancellariae. Decisio Clementis Papae VIII, dictam constitutionem praesupponendo, disputat de intellectu, et ante disputationem super usu causa fuit concordata, ut fuit repertum in illius adnotationibus. Decisio coram Illmo Plato fuit facta una parte informante, et sic nemine opponente de non usu; propterea quando fuit formiter actum de usu et examinati testes, Rota censuit pro non usu ut in dicta Barchionen. Oradini.

« Similiter fuit dictum non obstare quod constitutiones adhuc observentur quoad multa, nempe in descriptione consensuum in libris Camerae, adnotatione missae super supplicatione, et similibus, quia fuit responsum non esse novum, quod constitutio servetur quoad aliqua et quoad alia abeat in desuetudinem.

« Circa secundum Domini habebant pro indubitato, quod non usus, sive contrarius usus populorum sine consensu Papae nihil potest operari contra validitatem Constitutionum Apostolicarum.

« Difficultas erat in hoc casu, quod iste non usus, sive contrarius usus fuit observatus in ipsamet Cancellaria Apostolica quae dicitur organum Papae; unde inferebatur non solum ad scientiam ipsius Papae, quae regulariter infertur ex scientia ejus Officialium, verum etiam ad consensum, qui colligitur tam ex eo quod quicquid gessit Cancellaria videtur gestum ab ipsomet Papa, cujus ipsa est organum, et sic ipsemet Papa videtur fuisse, qui legem abrogavit, non subditi; dicitur enim factum Papae etiamsi ipse gesserit cum alio. Quam etiam ex altero, nempe, quia iste non usus, sive contrarius usus fuit in Curia Romana, intra parietes Sacri Palatii. Unde Summi Pontifices ob nullam aliam causam videntur tacuisse, quam quia contenti fuerint praedictas constitutiones in desuetudinem abire. Et per praedictam rationem, quod non usus sive contrarius usus fuerit observatus in Cancelleria Ap., quae est organum Papae et dictae constitutiones fuerint abrogatae, conclusit Rota in decis. Oradini supra allegata.

« Ceterum quatenus praedicta possent pati difficultatem circa abrogationem dictarum constitutionum considerabant Domini, quod Gregorius non intendit sustinere, quod dictae constitutiones amplius non ligent, immo offert se paratum illas in futurum semper observare, sed dicit, se excusandum a poena dictarum constitutionum propter justam causam, quam ex praedictis habuit, credendi, quod non essent amplius in usu, siquidem communis error excusat a poena. »

11. Le sentiment le plus autorisé est donc que le Pape doit avoir connaissance de la coutume, et l'approuver. Le consentement formel est-il nécessaire, ou bien l'adhésion tacite est-elle réputée suffisante dès qu'on prouve d'ailleurs que le Pape est informé de la désuétude? Selon Fagnan, le consentement tacite est insuffisant. Le cardinal de Luca se prononce pour le sentiment opposé, parce que le Pape et ses ministres n'exigeant pas l'observation de la loi, et tolérant l'usage contraire, qu'ils voient fort bien, ils semblent par là s'écarter tacitement ou par le fait, et abroger la loi, et la Rote a souvent jugé ainsi. Voici ce que dit l'illustre cardinal: « Licet enim constitutiones Papae in hoc ab aliorum principum legibus differant, quod istae robur accipiunt a subditorum usu, et acceptatione, illae autem secus, ex ea differentiae ratione, quod alii principes potestatem habent a populo, Pontifex autem habet immediate a Deo, ut occasione bullae (S. Pii V) de censibus ut in titulo de censibus, et saepius sub aliis materiis; atque contrarius usus in apostolicis constitutionibus non attendatur, ob decretum irritans in eis contentum, quod quemcumque contrarium actum inficit; attamen id procedit, ubi legis inefficacia allegaretur ex non acceptatione, vel non usu, seu contrario usu subditorum, secus ubi idem Papa ejusque officiales longissimo tempore non curarunt legis usum, et praxim, atque videntes contrarium servari, tolerarunt, seu non providerunt, quia tunc videntur ab ea lege, tacite et de facto recessisse, seu eam abrogasse, ut optime ista distinguendo firmat Rota decis. 194 part. 4 recent. Licet Fagnanus in cap. *Si quis* n. 70 de foro compet. velit quod non sufficiat tacitus, sed omnino requiratur expressus consensus Papae, hujus tamen contrarium docet praxis, quia multas habemus constitutiones et provisiones apostolicas, quae Papa sciente, et tacite approbante non servantur, ac recesserunt ab Aula (Disc. 4 de *feudis*). » Le cardinal Gousset se range au même avis, n. 392 et suivants. Bien entendu que le consentement tacite ne s'étend pas à toutes les lois pontificales, surtout à celles qui sont garanties contre la coutume par les clauses spéciales dont nous parlons plus haut.

12. Enfin, il est nécessaire que la coutume soit raisonnable. Or, une coutume contraire à une loi n'est certainement raisonnable qu'autant que, tout considéré, elle est certainement plus convenable, plus utile que la loi, certainement plus propre à la fin que le législateur s'est proposé en publiant cette loi. L'appréciation étant laissée à l'arbitrage du juge compétent, on ne peut être rassuré à cet égard que par un jugement formel. Reiffenstuel dit fort bien, n. 41: « Loquendo

in specie, sive in casibus particularibus, num haec vel illa consuetudo sit rationabilis, nec ne, id prudentis judicis arbitrio relinquendum est. Ita doctores communiter etc. In praxi autem oportet omnia diligenter perpendere, et ponderare rationes hinc inde militantes. » La glose du chapitre *Abbate*, au titre *de verborum significatione*, dans les décrétales de Grégoire IX s'exprime ainsi: « Ad hoc, ut consuetudo valeat, oportet, ut sit obtenta contradicto judicio, id est, si ex adverso negetur consuetudo. Contradictum autem judicium dicitur, puta, cum ego dicerem, hanc esse consuetudinem; adversarius dicebat, hanc non esse consuetudinem, et judicatum fuit, quod erat consuetudo. » Il existe plusieurs décision Rotales qui sont de nature à faire apprécier sainement les conditions qu'il faut afin que la coutume soit admise *tanquam rationabilis*. On peut voir part. 3 *Recentiorum*, décision 28, et la note qui accompagne la décision; nous croyons utile de prendre dans cette annotation les extraits suivants: « Judex debet perpendere et pensare, et informare animum suum, non tantum quoad principium, sed etiam animadvertere utrum finis talis consuetudinis, sit bonus nec ne, et facit id quod inquit Caesar apud Salustium, omnia mala exempla a bonis initiis orta esse. Item perpendere debet, an ea sit aliqua justa ratione inducta etc. Judex etiam animadvertere debet, bonam et rationabilem consuetudinem, tres comites debere habere, scilicet, ut religioni conveniat, congruat disciplinae, et saluti prospiciat, ut egregie loquitur textus in can. *Consuetudo*, dist. I . . . . Si judices in omni judicio sedulo veritatem rimari debeant, id praesertim habebit locum in casu isto, nempe, si arbitrandum veniat, an sit rationabilis, vel irrationabilis, et hoc propter mala infinita, quae sequi possent, si admitteretur aliqua corruptela. Itaque judex maturo consilio, gravi judicio, summaque prudentia quid statuat in hac materia a jure remissa, subtiliter animadvertere debet; unde sat non erit, si in genere, et in confuso consideret, an consuetudo quae praetenditur induci sit bona, necne, sed intus vigili oculo omnia penetrare tenetur. Nam quidem multa sunt aequa in genere, quae ita primo intuitu apparent, sed si ea altius, et in specie, et in certis casibus, et circumstantiis, et locis perpendantur, satis sunt evidenter iniqua. »

13. N'omettons pas de signaler un principe communément admis. Une coutume, quoique mauvaise et illicite, excuse pourtant des peines canoniques qui frappent les transgresseurs de la loi: « Consuetudo quamvis mala excusat a poena (Card. Luca disc. 60, *de beneficiis.*). Reiffenstuel enseigne que la coutume *mala*, sans mettre à couvert de la peine *gehennalis* devant la conscience, excuse dans le for extérieur: « Consuetudo diuturna, minus tamen justa, seu mala, plures tamen habet effectus. Excusat a poena fori exterioris, licet non interioris, et gehennalis, et aeternae in foro conscientiae (Reiffenstuel, *de consuetudine*, n. 167).

14. Concluons qu'il n'est pas facile de prouver la légitimité d'une coutume, ainsi que nous l'avons dit en commençant. L'édition abrégée de Reiffenstuel, publiée à Paris en 1853 par la librairie Leroux et Jouby en 3 volumes in-12, reproduit presque tout le traité de la coutume, excepté le §. 7 *de probatione consuetudinis*, où le savant canoniste enseigne, d'après la doctrine commune, qu'il est difficile de prouver la légitimité des coutumes. A l'endroit où Reiffenstuel dit qu'on ne prescrit pas par des actes opposés à une loi inconnue, l'éditeur introduit une note captieuse. Il falsifie le n. 196, vers la fin du traité, en disant que pour retourner au droit commun, il faut tout le temps requis pour établir la coutume, au lieu que Reiffenstuel enseigne qu'il faut moins de temps, parce que le retour au droit commun mérite faveur : « Loquendo de consuetudine contra legem (quae alio nomine *desuetudo* appellatur) ad hujus abrogationem, utpote per quam reditur ad jus commune, non est necessarius lapsus temporis caeteroquin ad consuetudinem introducendam requisitus etc. Sufficere tempus decem annorum tenet Abbas, Felinus, Mascardus etc. Si lex ab initio non fuerit recepta, neque observata per aliquod tempus sufficiens, non idcirco lex censetur omnino annullata et revocata ; ac proinde, si postea communitas mutet animum, legemque illam generaliter latam incipiat recipere, ac pro majori parte observare, revera lege illa obligari incipit absque nova legislatoris voluntate etc. Consuetudo, per quam fit regressus ad jus commune, seu ad priorem regulam, sive legem, censetur favorabilis ac benigna. »

15. L'auteur des *Praelectiones juris canonici habitae in Seminario S. Sulpitii*, ne laisse pas soupçonner les sérieuses difficultés que présente la légitimité des coutumes ; nulle part il ne mentionne la nécessité des preuves juridiques qu'on doit exiger, au lieu de s'en rapporter aux affirmations gratuites des auteurs. Il applique la doctrine du consentement *légal* à toutes les lois pontificales sans exception, en ajoutant que tel est le sentiment commun. Pourtant les canonistes et les tribunaux romains méritent d'être mentionnés; il n'est pas exact de prétendre « *omnes* fateri consensum legalem non requirere specialem scientiam superioris de tali consuetudine ». Examinant la question de savoir si les décrets du Concile de Trente peuvent être tempérés par les coutumes opposées, les *Praelectiones* prétendent que les bulles de Pie IV ne portent pas que la coutume à venir ne pourra déroger à quelques décrets. Il n'y a qu'à lire la teneur de ces bulles pour se convaincre du contraire. Ainsi, la bulle *In principis apostolorum*, de l'an 1565, déclare que tout ce qui s'est fait contre les règles du concile de Trente, à partir du jour qu'il est devenu obligatoire (c'est à dire, à partir du 1er mai 1564) est nul et sans valeur; et qu'il en sera de même de ce qui se fera à l'avenir contairement aux prescriptions de ce même concile; la faculté de juger, au for de la conscience et au for extérieur, autrement qu'il ne l'ordonne, ayant été enlevée à tous les ordinaires: « Decernentes omnia et singula quae... facta et gesta quomodolibet fuerint et in posterum fient, in his, in quibus dicti concilii decretis adversantur, nulla, invalida et irrita esse et censeri, ac nemini etiam quantumlibet, ut praefertur, qualificato, tam in foro, quod aiunt, fori quam conscientiae, suffragari posse et debere : et ita per quoscumque locorum ordinarios, aliosque judices et commissarios, quavis auctoritate fungentes, etiam S. R. E. Cardinales, sublata eis et eorum cuilibet, quavis aliter judicandi facultate, in utroque foro judicari et definiri debere ; ac quidquid secus a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter attentari contigerit irritum et inane decernimus ; non obstantibus praemissis ac constitutionibus et ordinationibus apostolicis, caeterisque contrariis quibuscumque. » La doctrine des *Praelectiones* sur la coutume pourra être utilement complétée et réformée.

Constitutio super praeservatione Jurium Sedis Apostolicae, et inferiorum ecclesiarum, personarumque ecclesiasticarum a quibuscumque praejudicialibus.

Urbanus Papa Octavus. — *Ad perpetuam rei memoriam.* — Romanus pontifex in sacra Beati Petri Sede a Domino constitutus, non valens curam suae pastoralis solicitudinis in gregem sibi commissum personaliter in qualibet mundi parte exercere, Legatos etiam de Latere, ac Nuntios, aliosque ministros apostolicos ad diversas provincias, et regna, prout cognoscit in Domino expedire, consuevit destinare, ut vices suas supplendo, facultatesque sibi concessas non excedendo, errata corrigant, et commissis sibi populis justitiae, et gratiae incrementa ministrent, juraque Sedis Apostolicae, jurisdictionem, immunitatem, et libertatem ecclesiasticam tueantur, ac de gravioribus Summum Pontificem reddant certiorem, remediaque,

ac mandata opportuna apostolica expectent, et exequantur.

1. Cum autem, ut accepimus, a nonnullis praetendatur, quosdam ex legatis sive natis, sive aliis etiam de Latere, etiam S. R. E. Cardinalibus, Nunciisque, ac aliis ministris apostolicis quovis nomine nuncupatis, ac etiam ex rectoribus, seu gubernatoribus provinciarum, civitatum et locorum ditionis temporalis Sanctae Romanae Ecclesiae per Romanos Pontifices praedecessores nostros, ac etiam per nos missis, caeterisque officialibus Camerae Apostolicae, et Romanae curiae, etiam Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalibus, etiam vicecancellariis, et camerariis, ac feudatariis quantumlibet qualificatis et individua mentione dignis, ac etiam Baronibus, aliisque jurisdictionem quomodolibet exercentibus aliqua eidem Sedi, aut jurisdictioni, vel immunitati, seu libertati ecclesiasticae, ecclesiisque, et personis ecclesiasticis praejudicialia praeter, aut contra facultates sibi concessas nedum fecisse, declarasse, concessisse, ac decrevisse, seu alias quomodolibet disposuisse, sed etiam praedicta, et quaecumque alia eis prejudicialia a quibuscumque aliis, sive ecclesiasticis, sive Laicis quomodolibet qualificatis, sufficientem facultatem apostolicam non habentibus, commissa, et facta; oneraque super ecclesiis, ac earum bonis, et juribus, earumque fructibus absque sufficienti facultate apostolica imposita, transgressionesque, et excessus contra sacrorum canonum, constitutionum apostolicarum, et conciliorum universalium dispositionem, contra Sedem Apostolicam, jurisdictionem, immunitatem aut libertatem ecclesiasticam, seu ecclesias, vel personas ecclesiasticas, earumque bona, et jura quaecumque quomodolibet commissos, et perpetratos tolerasse, et approbasse, vel quomodolibet permisisse, seu eisdem praejudicialibus consensisse, immo ex ipsorum legatorum, nuntiorum, et ministrorum apostolicorum, ac etiam respective gubernatorum provinciarum, civitatum, et locorum ditionis temporalis ejusdem Sedis Apostolicae, et quorumcumque aliorum ipsius officialium, seu cujuslibet eorum asserta scientia, taciturnitate, tolerantia, vel consensu, ipsorumque praejudicialium observantia inferri posse tam in praedictis, quam in caeteris quibuscumque praejudicialibus, nedum ad praesumptam scientiam, tolerantiam, consensum, seu approbationem Romanorum Pontificum praedecessorum nostrorum, et cujuslibet eorum ac nostrum, sed etiam ad praesumendum super eis, et eorum quolibet fuisse concessum beneplacitum apostolicum, etiamsi praedecessores nostri praedicti multoties ea via, qua licebat, se opposuerint, et nos quoque contradixerimus, concessiones quoque et gratias quascumque, ac investituras etiam civitatum, terrarum, castrorum, aliorumque locorum et bonorum etiam jurisdictionalium ad eamdem apostolicam Sedem, seu ad ecclesias inferiores respective spectantium, ab aliquibus ex eisdem praedecessoribus nostris vel a praelatis, seu rectoribus ecclesiarum inferiorum praedictarum quomodocumque, et quandocumque ad certas vitas, aut generationes, seu lineas, vel ad certum tempus jam elapsum, illorumque, ac illarum pignorationes, seu in pignus dationes, ac alienationes cum pacto redimendi factas ex praedicta asserta scientia et tolerantia Sedis Apostolicae nedum longius protrahi, sed etiam perpetuari, aliaque indebita, et injusta praetendantur in praedictae Sedis Apostolicae, jurisdictionis, immunitatis, seu libertatis ecclesiasticae aliarumque ecclesiarum, et personarum ecclesiasticarum, maximum detrimentum, et populorum grave scandalum, animarumque ipsorum praetendentium, transgredientium vel occupantium, seu usurpantium, ac in censuris eo ipso incursis insordescentium perniciem.

2. Propterea nos, sicut ex onere pastorali tenemur, indemnitati Sedis Apostolicae, jurisdictionisque, et immunitatis, ac libertatis ecclesiasticae, ecclesiarumque, et personarum ecclesiasticarum, quantum nobis ex alto conceditur, prout iidem praedecessores nostri omnibus praejudiciis obviam ire exoptarunt, consulere volentes, attendentesque, quod praedicti legati, nuntii et cardinales, etiam vicecancellarii, et camerarii, aliique omnes, et singuli praedicti sine speciali papae mandato nulla eidem Sedi, et ecclesiis, aliisque praedictis praejudicialia unquam tacite, vel expresse facere potuerunt, vel possunt, quodque ob locorum distantiam, ac negotiorum molem, quibus Sedes Apostolica premitur, hujusmodi praejudicia non fuerunt Summo Pontifici pro tempore existenti, minusque ejus successoribus nota saltem cum suis circumstantiis praejudicium inferentibus, et aggravantibus; quodque confirmationes, approbationes, et beneplacita papae praesertim ubi actum fuit, vel agitur de praejudicio perpetuo, semper consueverunt in scriptis expediri, praecipue per litteras apostolicas sive sub plumbo, sive in forma brevis sub annulo piscatoris, prout etiam pontificatu nostro expediuntur, ideo si in regestris apostolicis, quae fideliter custodiuntur, et asservantur, praedictorum quorumcumque praejudicialium approbationes, confirmationes, vel beneplacita apostolica non reperiuntur descripta, seu registrata, vel non exhibentur originalia litterarum apostolicarum, aut transumpta juxta formam constitutionis nostrae desuper alias editae sub datum Romae apud S. Mariam Majorem sub die 1 junii 1635 pontificatus nostri anno duodecimo, inde deducitur, neque Romanos pontifices, praedecessores nostros, nec nos umquam praejudicialia approbasse, vel confirmasse beneplacitaque apostolica super praejudicialibus numquam concessisse: ac denique quod Romani pontifices praedecessores nostri pro damnandis, impugnandis, et evitandis omnibus, et singulis praejudicialibus, illisque et praetensis tolerantiis, conniventiis, consensibus, possessionibus, intrusionibus, occupationibus, usurpationibus, observantiis, et praescriptionibus quibuscumque impediendis, interrumpendis, penitusque avertendis, et excludendis hactenus consueverunt quolibet anno in die Coenae Domini facere processus generales, bullas ejusdem Coenae nuncupatas, et publicare contra quoscumque, prout etiam Nos fecimus et publicavimus, ideirco etiam praedicta omnia, et singula eidem Sedi Apostolicae, jurisdictioni, vel immunitati, aut libertati ecclesiasticae, seu ecclesiis, vel personis ecclesiasticis, earumve bonis, juribusque, ac fructibus quomodolibet praejudicialia, per praedictos, et alios quoscumque contra, aut praeter facultates eis concessas, facta; eo ipso fuerint et sint nulla et invalida.

3. Nihilominus abundantiori cautela uti volentes, omniumque et singulorum quomodolibet praejudicialium quandocumque, et a quibusvis, ac ex quacumque causa, et quovis modo factorum, et gestorum, ac inde sequutorum quorumcumque, caeterorumque hic de necessitate forsan exprimendorum, ac inserendorum tenores, etiam majores, et veriores pro plene expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, motu proprio, certaque scientia, ac matura deliberatione nostris, deque apostolicae potestatis plenitudine, motique ex praedictis causis, aut illarum altera, seu ex aliis justis et rationabilibus animum nostrum moventibus ad quarum omnium, et singularum verificationem Ecclesiam Romanam praefatam, Sedemque Apostolicam, et quemcumque alium nunquam teneri volumus, ultra quascumque revocationes hactenus factas, hac nostra perpetua constitutione declaramus, omnia et singula acta, decreta, statuta, indulta, concessiones, ordinationes, declarationes, concordias, et pacta, etiam nomine ejusdem Sedis Apostolicae inita, venditionesque, et alienationes officiorum, aliorumque ejusdem Sedis jurium, et quascumque alias dispositiones quocumque nomine nuncupata, eidem Sedi Apostolicae Romanaeque Ecclesiae, seu quibuscumque aliis Ecclesiis, et locis piis ac personis ecclesiasticis, seu jurisdictioni, vel immunitati, aut libertati ecclesiasticae quomodolibet praejudicialia, et praejudiciales a quibuscumque legatis etiam de latere, etiam Sanctae Romanae Ecclesiae cardinalibus, nunciis, seu aliis ministris apostolicis, Cameraeque apostolicae et Romanae curiae officialibus, et ministris etiam cardinalibus, vice-cancellariis, et camerariis, et respective rectoribus, et gubernatoribus, feudatariis, baronibus, et

caeteris jurisdictionem quomodolibet exercentibus, aliisque praefatis quantumlibet qualificatis, et individua expressione dignis, quandocumque, qualitercumque, et quomodocumque, praeter vel contra facultates eis concessas facta, et gesta, factasque, et gestas, aut alias quovis modo ab eis emanata, et emanatas hactenus etiam per modum edicti, declarationis, constitutionis, pragmaticae, reformationis, ac prohibitionis, etiam generalis, ac alias quomodolibet, etiam cum clausula, salvo, vel reservato Sedis apostolicae beneplacito, vel fortasse etiam cum intentione data, vel promissione etiam facta illud ab hac Sancta Sede, seu a Romano Pontifice, aut etiam a nobis impetrandi, etiam cum praetensa illarum exequutione et observantia quantumlibet longissima, ac aliis inde quomodolibet sequutis quibuscumque, etiam in favorem, seu intuitu, vel contemplatione imperatoris, regum, aliorumque principum etiam supremorum, etiam laicorum, nationum, rerum publicarum, provinciarum, regnorum, aliorumque dominorum, et officialium quorumcumque, vel civitatum, universitatum, etiam studiorum generalium, collegiorum, religionumve, seu militiarum, ecclesiarum, et monasteriorum quorumcumque ordinum, vel aliorum quorumvis etiam speciali nota dignorum, ex quacumque ratione, occasione, vel causa quantumlibet pia, publica, favorabili seu privilegiata, etiam transactionis, vel concordiae, seu belli, treguae, vel pacis etiam universalis, et ad majus malum, vel scandalum, ut asseritur, evitandum, seu ex aliis rationibus et causis, etiam omnibus insimul concurrentibus, ac alias individuam expressionem requirentibus.

4. Nec non quascumque tolerantias, taciturnitates, conniventias, permissiones, consensus, declarationes, exequutiones, approbationes, vel confirmationes expresse, vel tacite dicto, vel facto, ac alias quomodolibet praeter, aut contra suas facultates ab iisdem legatis, nunciis, ac ministris apostolicis, et respective rectoribus, et gubernatoribus, ut asseritur, factas, seu habitas, vel respective praestitas, in quibuscumque actibus eidem Sedi Apostolicae, seu jurisdictioni, immunitati, seu libertati ecclesiasticae, aut ecclesiis, vel personis ecclesiasticis quomodolibet praejudicialibus per quoscumque alios, etiam laicos quantumlibet, ut praemittitur, qualificatos, quavis auctoritate et potestate, etiam imperiali, regali, aut quacumque alia individuam expressionem requirente fungentes, etiam sub praetextu quod bullae, seu constitutiones apostolicae non fuerint publicatae, vel usu receptae, aut contrario usu etiam decennali, et quantumlibet longissimo, ut praetenditur abrogatae, vel sub praetextu constitutionum, litterarum, seu dispositionum apostolicarum, de quarum existentia per canonica documenta apostolica non constat, seu revocatae, aut non sufficientes sunt, ac etiam in permittendo editionem, seu impressionem librorum eidem Sedi, aliisque praejudicialium, seu continentium opiniones damnatas, vel in admittendo, seu exequendo minus legitimam earumdem constitutionum, literarum, seu dispositionum apostolicarum interpretationem, vel faciendo, aut approbando ea, quibus disciplina ecclesiastica quomodolibet enervatur, seu laeditur, factis, et gestis.

5. Molestias quoque, vexationes, et impedimenta quaecumque legatis, nunciis, vel aliis ministris, et officialibus apostolicis, per quoscumque etiam laicos cujusvis status, gradus, conditionis, qualitatis, dignitatis, etiam ecclesiasticae ut praemittitur, existentes quomodolibet factas, et illatas, factaque et illata, tam eorum ingressum in provincias sibi commissas denegando, quam ne suas facultates libere in illis exercerent, impediendo, ac eos ab illis expellendo.

6. Nec non quascumque contributiones, collectas, gabellas, militum hospitationes, decimas, vel alias fructuum partes, aliaque onera, et gravamina quaecumque super ecclesiis, monasteriis, et locis piis, praesertim vacantibus, vel personis ecclesiasticis, earumque, vel eorum bonis, seu fructibus etiam praetextu, vel causa facultatis bona stabilia acquirendi, seu retinendi, ac alias quomodolibet per laicos praefatos, et quoscumque alios quomodolibet qualificatos absque sufficienti facultate apostolica impositas, et imposita, exactasque et exacta, etiam a sponte dantibus, vel contribuentibus.

7. Item molestationes, perturbationes, acta, carcerationes, exequutiones, et attentata quaecumque a quibusvis laicis, etiam officialibus quomodolibet qualificatis, contra personas ecclesiasticas, vel ecclesias, seu cujuslibet earum bona, sive jura vel fructus, tam civiliter, quam criminaliter, et alias quomodolibet quandocumque hactenus facta, gesta, et commissa, etiam de facto exequutioni, etiam pluribus vicibus, et quocumque temporis cursu, etiam longaevo, et longissimo, ac ut praetenditur immemorabili, etiam cum fama asserti privilegii quomodolibet demandata.

8. Nec non quascumque transgressiones, et excessus contra dispositiones sacrorum canonum, constitutionum apostolicarum, et conciliorum universalium praesertim Lateranen. sub Alexandro III, generalis nuncupati sub Innocentio III Viennensis sub Clemente V, Lateranen. ultimi sub Leone X fel. rec. Romanis pontificibus praedecessoribus nostris, seu Tridentini a quibuscumque, et ex quibusvis causis quomodolibet, et quandocumque factas in praejudicium Sedis Apostolicae, sive jurisdictionis, vel immunitatis, aut libertatis ecclesiasticae, seu ecclesiarum, vel personarum ecclesiasticarum, earumque bonorum, sed fructuum etiam effectum, ut praemittitur, de facto sortitos, et inde sequuta quaecumque.

9. Item quascumque prorogationes, extensiones, protractiones, seu perpetuationes quarumcumque gratiarum, concessionum, et investiturarum a Sede apostolica, vel a praelatis, seu rectoribus ecclesiarum inferiorum quandocumque hactenus factarum ad certas vitas, aut generationes, seu lineas jam finitas, vel extinctas, sive ad certum tempus jam elapsum, pignorationumque, et venditionum cum pacto redimendi, permutationum aliorumque contractuum, ac dispositionum quarumcumque de civitatibus, terris, dominiis, castris, locis et bonis etiam feudalibus, vel jurisdictionalibus, ac juribus ejusdem Sedis Apostolicae, vel ecclesiarum inferiorum, a quibuscumque quantumlibet, ut praemittitur, qualificatis quandocumque praetensas, etiam exequutioni demandatas, et quocumque temporis cursu continuatas. Nec non reliqua omnia quotcumque, et qualiacumque eidem Sedi Apostolicae, vel jurisdictioni, immunitati, aut libertati ecclesiasticae, seu ecclesiis, vel personis ecclesiasticis, earumve juribus, bonis, et fructibus quomodolibet praejudicialia, per quoscumque sufficienti, et legitima facultate apostolica non munitos, facta, gesta et respective perpetrata cum omnibus, et singulis quomodocumque inde secutis, et quocumque tempore longissimo executioni demandatis, ac observatis, fuisse, et esse ipso jure nullas, et invalidas ac nulla, et invalida, nulliusque roboris, vel momenti, indebitaque, et illicita, ac de facto praesumptas, et praesumpta, nullumque praejudicium iisdem intulisse, nec inferre unquam posse, illasque, et illa ex quocumque temporis cursu, nec etiam ex quacumque praetensa observantia quantumlibet diuturna, longaeva, longissima seu immemorabili, etiam cum fama praetensi privilegii apostolici, ac etiam juncta quavis scientia, conniventia, tolerantia, taciturnitate, facultate, et permissione etiam ex actibus positivis non legitimis resultante praelatorum ecclesiarum inferiorum, legatorum, nunciorum, et aliorum quorumcumque ministrorum apostolicorum, ac etiam respective quorumvis rectorum et gubernatorum aliorumque praedictorum, etiam Sedis apostolicae, ac baronum, caeterorumque jurisdictionem quomodolibet exercentium, ac forsan Romanorum pontificum praedecessorum nostrorum, et nostra, nequaquam fuisse hactenus, nec in posterum fore approbata, convalidata, neque respective prorogata, extensa, protracta, vel perpetuata, minusque inde aliquam approbationem, vel praesumptionem alicujus beneplaciti apostolici, neque aliquam bonam fidem, posses-

sionem, vel quasi, aut praescriptionem in aliquo etiam impediente, imponente, exigente, attentante, vel respective occupante, usurpante, vel transgrediente, aut quomodolibet continuante, nec in quocumque alio potuisse, nec unquam posse resultare, vel induci respective in Sedis Apostolicae, jurisdictionis, immunitatis, aut libertatis ecclesiasticae, seu ecclesiarum, vel personarum ecclesiasticarum, earumve jurium, ac bonorum, et fructuum praejudicium, talemque praesumi fuisse semper mentem et intentionem Romanorum pontificum praedecessorum nostrorum praedictorum, ac respective nostram fuisse, et esse quovis modo praedicta, et quaecumque alia praejudicialia nunquam approbandi, seu confirmandi, nisi de praetensa approbatione, vel confirmatione apostolica constiterit ex praedictis registris apostolicis, vel alias juxta formam praedictae alterius constitutionis nostrae. Quinimo omnia, et singula praejudicialia fuisse a sacris canonibus, constitutionibus apostolicis, et conciliis, etiam universalibus, praesertimque a praedicta bulla in Coena Domini legi solita respective reprobata, ac damnata, prout etiam ad abundantiorem cautelam tenore praesentium reprobamus, et damnamus, beneplacitaque apostolica per praedecessores nostros, et per nos hactenus denegata fuisse declaramus, sicut etiam harum vigore denegamus, et quatenus foret opus, omnia, et singula praejudicialia praedicta, omniaque alia, si quae sint, irritamus et annullamus ac respective revocamus cum inde secutis quibuscumque, praesertim intrusionibus, occupationibus, usurpationibus, et observantiis, ac usibus, et consuetudinibus quantumvis longissimis, et immemorabilibus, etiam cum asserta fama privilegii Apostolici, quas et quae illicitas et illicita, irrationabilesque, et irrationabilia declaramus, ac pro reprobatis, illicitis, irrationabilibus, irritis et annullatis perpetuo haberi volumus, decernimusque, et damnamus; ita quod in posterum illa, et illae non possint unquam in judicio, nec extra judicium a quoquam quomodolibet allegari, deduci, probari, nec ab aliquo admitti ad quemcumque effectum, et quatenus opus foret, adversus illas, et illa, ac alia quaecumque quomodolibet praejudicialia harum serie eamdem Sedem Apostolicam, Romanamque ecclesiam, et ecclesias inferiores, ac personas ecclesiasticas quascumque plenarie, et plenissime ex justis causis nobis benevisis, ac si talia nunquam extitissent, in integrum, et pristinum, in quo antea erant statum, restituimus, reponimusque, ac reintegramus, praejudicialiaque hujusmodi, ne imposterum perpetuis futuris temporibus fiant, etiam interdicimus et prohibemus.

10. Insuper cum etiam nobis innotuerit, quod aliquando in provisionibus ecclesiarum cathedralium, metropolitanarum, primatialium, et patriarchalium, aliisque gratiis et dispositionibus apostolicis fuit ob incuriam quorumdam Sedis apostolicae, seu Romanae Curiae officialium inadvertenter in praejudicium liberae provisionis earum narrata, vel etiam forsan de facto admissa praesentatio, nominatio, vel supplicatio alterius quantumlibet, ut praemittitur, qualificati, absque eo quod de ejus jure praesentandi, nominandi, vel supplicandi constitisset, et aliquando praedicta, seu alia eidem Sedi Apostolicae narrativa praejudicialis fortasse in praetenso ecclesiarum ultimo statu fundata extitit, etiamsi de contrario statu, aut alias de libera provisione, etiam per literas erectionis, aut alio modo appareret, seu constare posset; aliquando etiam in provisionibus ecclesiarum pro cultu divino, et ipsarum ecclesiarum felici gubernio apponuntur diversa decreta, quae per obitum provisorum, vel alias asseruntur expirasse, cum nihilominus perdurare debeant, donec fuerint adimpleta.

11. Quandoque etiam in conceden. facultatibus, indultis, seu aliis gratiis, per Sedem Apostolicam etiam regibus, et principibus, rebus publicis, seu dominiis ac feudatariis quomodolibet qualificatis, ac speciali expressione dignis concedi solitis in quibus juxta antiquum stylum erant prius habendae literae declarationis, et promissionis per privilegiatos scribendae papae concedenti, quibus ipsi petentes facultates, et privilegia, se e converso obligare debent pro observatione, et conservatione quarumcumque immunitatum, libertatum et jurium Sedis Apostolicae, ecclesiarum, et personarum ecclesiasticarum, ac bonorum ecclesiasticorum quorumcumque, et tamen illis literis non receptis fuerunt concessae facultates, indulta, et gratiae apostolicae praefatae, etiam absque aliquo onere illas intra aliquod tempus scribendi, et eidem Sedi praesentandi, immo etiam aliquando officiales Camerae apostolicae, sive notitiam jurium, et scripturarum Camerae non habentes, seu memoria non retinentes, vel alias expediverunt, sive expediri a Romanis pontificibus, seu etiam a nobis fecerunt, vel permiserunt vigore conventionum, concordatorum, transactionum, et compactorum cum Sede apostolica initorum quasdam gratias, facultates, seu concessiones, et privilegia, uti debitas, ac debita, cum tamen conventiones, concordiae et pacta, tunc per obitum personarum, vel alias quomodolibet, etiam ex lapsu temporum saltem in ea parte cessassent, seu expirassent, quae omnia, eorumque singula, etiam praetenduntur in magnum ipsius S. Sedis redundare detrimentum.

12. Idcirco motu, scientia, deliberatione, ac potestatis plenitudine paribus praesentium literarum tenore praefatas narrativas, enunciativas, seu assertiones quomodolibet eidem Sedi praejudiciales factas, seu admissas, ac respective easdem facultatum, indultorum, et gratiarum apostolicarum concessiones, ac literarum expeditiones factas non expectatis, nec receptis literis ipsorum privilegiandorum; concessiones quoque in vim conventionum et pactorum quomodolibet expiratorum fuisse, et esse erroneas, erroneeque respective expeditas, nullumque propterea, cum non sit aequum, ut error veritati praevaleat, intulisse, nec inferre potuisse, neque in futurum posse praejudicium Sedi Apostolicae, ac statui ecclesiarum, statumque ultimum ipsarum ecclesiarum et respective civitatum, terrarum, dominiorum, castrorum, et locorum jurisdictionalium praedictorum, et quarumcumque facultatum, gratiarum, concessionum, aliorumque jurium Sedis Apostolicae, et ecclesiarum inferiorum non fuisse, nec unquam esse attendendum, ubi de antecedenti contrario statu, vel initio constat, modo, et forma praemissis pariter declaramus, ac decernimus et respective omnia praejudicialia tollimus et irritamus, ac decreta in provisionibus praedictarum ecclesiarum apposita non expirasse, nec expirare, sed donec adimpleta fuerint, vigere, et in sequentibus censeri repetita etiam declaramus, sicque imposterum perpetuo observari volumus. Et quatenus umquam contingeret, tam super praesentium literarum, quam super quarumcumque concessionum, facultatum, indultorum, gratiarum, ac dispositionum apostolicarum in favorem imperatoris, regum, principum, rerum publicarum, dominiorum, nationum, provinciarum, seu regnorum per Romanos pontifices praedecessores nostros, et per nos concessarum, seu alias a Sede Apostolica emanatarum interpretatione, vel declaratione haesitari, vel dubitari, tunc omnibus, et singulis cujuscumque status, gradus, conditionis, qualitatis, ac dignitatis etiam ecclesiasticae existentibus, etiam quomodolibet, ut praemittitur, qualificatis, etiam regularibus cujuscumque ordinis, instituti, congregationis, ac societatis, de quibus individua expressio facienda foret, quamlibet interpretationem, ac declarationem sub majoris excommunicationis latae sententiae, ac nullitatis omnium gerendorum poenis eo ipso etiam nulla facta declaratione, incurrendis prohibemus, et interdicimus, et quamcumque declarationem quomodolibet necessariam, seu opportunam desuper quandocumque faciendam dumtaxat nobis, ac Romanis Pontificibus successoribus nostris canonice intrantibus perpetuo reservamus, et ante factas declarationes hujusmodi volumus praesentes nostras literas, et quascumque gratias, concessiones, ac dispositiones apostolicas praedictas intelligendas esse ad literam prout jacent.

13. Praesentes quoque literas, ac omnia, et singula in eis

contenta, etiam ex eo quod quicumque in praemissis, seu eorum aliqui interesse habentes, seu habere quomodolibet praetendentes, illis nullatenus consenserint, et ad ea vocati, citati, vel auditi non fuerint, minusque causae, propter quas eaedem praesentes emanarunt, deductae, verificatae, seu alias sufficienter, aut etiam nullo modo justificatae fuerint, nullo unquam tempore de subreptionis, obreptionis, nullitatis, aut invaliditatis vitio, seu intentionis nostrae, aut alio quovis, quantumlibet magno, inexcogitato, et substantiali defectu, aut ex quovis alio capite a jure, vel facto, aut statuto, vel consuetudine resultante, sive praescriptionis etiam quadraginta annorum, et immemorabilis, ac enormis, enormissimae et totalis laesionis, aut quocumque alio colore, vel praetextu, etiam in corpore juris clauso, seu ex quacumque causa, et occasione, etiam quantumvis justa, rationabili et privilegiata, etiam tali, quae ad effectum validitatis praemissorum necessario exprimenda foret, aut quod de voluntate nostra hujusmodi, et aliis superius expressis, seu relatis nihil ullibi appareret, seu aliter probari posset, notari, impugnari, invalidari, retractari, in jus, vel controversiam revocari, aut ad terminos juris reduci, vel adversus illas restitutionis in integrum, aperitionis oris, reductionis ad vias, et terminos juris, aut aliud quodcumque juris, facti, gratiae, vel justitiae remedium impetrari, seu etiam motu proprio, et alias quomodolibet concedi, aut sic impetrato, vel concesso quempiam uti, seu se juvare in judicio, vel extra illud minime posse, sed easdem praesentes semper validas, firmas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac ab omnibus et singulis, ad quos spectat et spectabit quomodolibet in futurum, inviolabiliter observari.

14. Sicque et non aliter in praemissis omnibus, et singulis per quoscumque judices ordinarios, et delegatos etiam causarum palatii apostolici auditores, clericosque praesidentes, ac Cameram, et quosvis Sedis et Camerae praedictarum ministros, et officiales, necnon S. R. E. Cardinales, etiam vicecancellarios, camerarios, ac etiam de latere legatos, ejusdemque Sedis nuntios, ac quascumque congregationes etiam specialem expressionem requirentes etiam quorumcumque S. R. E. Cardinalium et praelatorum, et quosvis alios quacumque auctoritate fungentes, nunc et pro tempore existentes, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter judicandi, declarandi, et interpretandi facultate, et auctoritate, semper, et ubique judicari, et definiri debere, ac irritum, et inane quidquid secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari, similiter decernimus.

15. Non obstan. praemissis, ac quibusvis constitutionibus et ordinationibus apostolicis tam generalibus, quam specialibus, etiam in conciliis universalibus editis, et quatenus opus sit, regula nostra de non tollendo jure quaesito et fel. rec. Pii papae IV etiam praedecessoris nostri de gratiis qualecumque interesse Camerae apostolicae concernentibus infra certum tunc expressum tempus in eadem Camera praesentandis, et registrandis, itaut praesentes nullo unquam tempore in eadem Camera praesentari, seu registrari necesse sit; nec non quibusvis conniventiis, tolerantiis, consensibus, taciturnitatibus, permissionibus, usibus, consuetudinibus etiam longissimis, et immemorabilibus, etiam cum asserta fama privilegii apostolici, ac statutis, etiam juramento, confirmatione apostolica vel quavis alia firmitate roboratis, privilegiis quoque indultis, concessionibus, licentiis, et literis apostolicis quibuscumque personis etiam, ut praemittitur, qualificatis ac provinciis, regnis, civitatibus, universitatibus, ecclesiis, ordinibus etiam militaribus, etiam Sancti Jo. Hierosolymitani, congregationibus, institutis, etiam soc. Jesu, aliisque locis, et personis quibuslibet, etiam speciali nota, et expressione dignis, etiam motu, scientia, deliberatione, ac potestatis plenitudine similibus, etiam consistorialiter sub quibuscumque tenoribus et formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, et insolitis clausulis, et decretis, etiam irritan. et aliis quomodolibet in contrarium praemissorum concessis, editis, factis, ac pluries, et iteratis vicibus confirmatis, approbatis, et innovatis. Quibus omnibus, et singulis, etiamsi pro sufficienti illorum derogatione de illis, eorumque totis ten. specialis, specifica, individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quaevis alia expressio facienda, aut alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum inserti essent, praesentibus pro plene, et sufficienter expressis, et insertis, formamque in illis traditam pro servata habentes, ad praemissorum effectum specialiter, et expresse derogamus, ac derogatum esse volumus, caeterisque contrariis quibuscumque. Non intendimus autem, per praesentes tollere declarationes et causarum terminationes, ac alia, quae etiam respectu jurisdictionalium tam allodialium, quam feudalium, praesertim in ditione temporali Sedis Apostolicae consistentium, factae seu facta fuerunt hucusque, vel in futurum fient judicialiter, vel etiam extrajudicialiter, causa tamen cognita in Romana curia, per Rotam, vel cameram, aut etiam per specialiter deputatam, seu deputatum a Romanis pontificibus praedecessoribus nostris, vel a nobis, seu a seccessoribus nostris congregationem, aut judicem. Nec etiam tollere centenariam praescriptionem concurrentibus de jure requisitis. Nec immemorabilem, nisi in casibus, in quibus per sacros canones, seu concilia universalia, vel constitutiones, ordinationes, aut dispositiones apostolic. illa reprobatur, seu illi derogatur, aut alias de jure illa non suffragatur, firma tamen, et illibata remanente bulla Coenae Domini, tam per nos, et Romanos pontifices praedecessores nostros publicata, quam in posterum a nobis, et successoribus nostris publicanda, quoad omnia, et singula, quae in ea continentur.

16. Volumus autem, et apostolica auctoritate decernimus, ut eaedem praesentes ad valvas basilicae principis apostolorum, cancellariae apostolicae, ac in acie campi Florae de Urbe per aliquem ex cursoribus nostris publicentur, et affigantur, quae sic publicatae, et affixae omnes, et singulos, quos concernunt, arctent, et afficiant, perinde ac si illorum unicuique personaliter intimatae, et notificatae fuissent.

Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris Die 5 junii 1641. Pont. Nostri anno XVIII.

— *Droit de l'Ordinaire pour la visite des communautés religieuses qui dépendent d'un supérieur général ou d'une supérieure générale.*

Un illustre prélat a consulté la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, pour savoir si le décret du Concile de Trente qui oblige l'Ordinaire de visiter les communautés religieuses de son diocèse, comprend aussi celles qui ont un supérieur général, ou une supérieure générale, qui souvent demeurent fort loin et ne peuvent bien connaître l'état réel de ces maisons. La question a été posée ainsi: « Utrum lex qua juxta S. Concilium Tridentinum Ordinarius tenetur communitates et monasteria dioecesis suae visitare, extendatur etiam ad communitates et monasteria quae a superiore vel superiorissa generali reguntur? » La décision a été négative par rapport aux réguliers exempts, affirmative au sujet des instituts de voeux simples: « Ex audientia SSmi habita die 27 februarii 1863; » Sanctitas Sua rescribendum mandavit, nempe: Quoad re- » gulares exemptos, *negative*, exceptis casibus a jure expres- » sis. Relate vero ad fratres et sorores piarum congregatio- » num votorum simplicium non exemptarum, affirmative, salvis » statutis et constitutionibus ab Apostolica Sede approbatis. »

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Castellacci Villanova Arch. Pet. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-HUITIÈME LIVRAISON.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU CARTÉSIANISME. (1)

INTRODUCTION.

Personne ne doit s'intéresser plus que vous à cet ouvrage, car comme les vôtres qui vous ont fait tant d'honneur et de profit, vous ont acquis sans contredit la réputation du plus ferme appui de l'Ecole Cartésienne, et que vous êtes aujourd'hui reconnu dans toutes les ruelles et parmi les dames spirituelles et virtuoses pour protecteur de la matière subtile, patron des globules, et défenseur des tourbillons, je ne puis douter que vous ne soyez agréablement surpris de voir ressuscité l'inventeur de toutes ces merveilles. Cette découverte, Monsieur, est le fruit de mes voyages. Ma curiosité m'ayant porté en Suède il y a quelques années, j'entendis dire sourdement, qu'un homme inconnu enseignait le Cartésianisme dans la Lapponie, avec tant de suffisance et d'autorité que Monsieur des Cartes en personne ne pourrait pas mieux faire. Moi, qui ai toujours été assez alerte sur cette doctrine, je partis aussitôt pour m'éclaircir de la vérité, et je trouvai plus que je n'avais espéré; car les portraits que j'avais vus de M. des Cartes me le firent reconnaître après l'avoir un peu considéré, quoique d'abord je le prisse à sa figure pour un Lappon. Véritablement j'eus peur de quelque enchantement, ayant ouï parler souvent de ce que les Lappons savent faire, et croyant bien qu'un homme qui peut prendre la figure d'un loup, peut aisément prendre la figure d'un autre homme; mais quand j'eus entretenu celui que je voyais, je connus aussitôt que ce ne pouvait être un autre que le véritable M. des Cartes. Mon étonnement fut augmenté par le récit qu'il me fit des événemens extraordinaires de sa vie, qui sont rapportés dans la relation que je vous présente: et ma joie fut infinie, de me trouver à la source de toutes les belles choses que j'avais lues dans ses ouvrages, et qui sont si bien expliquées dans les vôtres. Mais quoiqu'il ait pris soin de me découvrir les mystères de sa philosophie, j'avoue néanmoins que je me trouve encore bien éloigné de cette profondeur dans laquelle vous avez pénétré, et j'oserais quasi dire que vous êtes plus Cartésien que M. des Cartes lui-même. Car lorsque j'ai lu ce que vous avez écrit touchant diverses questions, sur lesquelles je l'avais consulté, j'ai trouvé que vous l'entendiez bien autrement, et bien mieux qu'il ne s'entendait. Il me parut même quelquefois embarrassé sur les objections que lui faisaient les jeunes Lappons, dont vous vous tirez sans peine par la subtilité de vos nouvelles distinctions; de sorte que l'on peut dire, que vous êtes presque aussi inventif, et beaucoup plus résolutif, que lui. Ayant su néanmoins de lui-même qu'il était de la Confrérie des Rose-Croix, gens qui courent le monde sous diverses figures, j'ai douté quelquefois s'il n'aurait point pris la vôtre, s'il ne serait point le véritable auteur de tous vos beaux écrits, et si lorsque je vous dédie celui-ci, ce ne serait point à lui que je le dédie. Je m'en rapporte à votre conscience, Monsieur, contre laquelle je ne vous soupçonnerai jamais de rien dire, comme vous savez que font tant d'autres gens, et je vous conjure de déclarer qui vous êtes, afin que si vous êtes M. des Cartes, l'on vous rende tout l'honneur qui vous est du. Pour mon particulier, je n'ai pas trop de besoin de cet éclaircissement; je ne fais nulle différence entre vous, et je vous estime également, car soit que vous soyez M. des Cartes, ou M. Régis, et auquel de vous deux que j'adresse cette épître dédicatoire, je la tiens toujours très bien adressée, et elle ne saurait porter à faux, ni tomber qu'en bonne main. Au surplus, comme je promis à M. des Cartes, en le quittant, de retourner bientôt vers lui, je lui tiendrai parole; car quoiqu'on dise, les gens de mon pays n'y manquent guères. Quand je n'y serais attiré que par la promesse qu'il m'a faite de m'apprendre ses plus rares secrets et ses coups de maître, et principalement l'art de me rendre invisible quand je voudrai; je l'irais chercher à l'autre bout du monde. Lorsque je serai parvenu à ce point d'érudition Cartésienne, vous me verrez à toute heure auprès de vous, et quand nous nous serons un peu familiarisés, nous aurons ensemble des entretiens bien plus mystérieux que celui-ci. J'espère même que l'envie vous prendra, comme à moi, d'aller voir notre maître dans sa retraite: et si une fois nous pouvons nous réunir et mettre nos trois têtes dans un bonnet, c'est fait d'Aristote, et de toute sa sequelle. Lisez cependant, Monsieur, cette première partie de mes mémoires. C'est un morceau de l'histoire de M. des Cartes, qui serait demeurée inconnue sans moi. Elle vous tirera de l'erreur, où il vous a jeté avec le public, et vous désabusera de la fausse opinion de sa mort. Il importe que le chef visible du Cartésianisme soit instruit des aventures merveilleuses de son chef invisible. Les parties qui suivront celle-ci vous expliqueront de quelle manière il a mis en pratique dans son auditoire Lappon son admirable méthode, et avec com-

(1) Imprimé à Paris en 1711. L'introduction est adressée sous forme de lettre à *M. Régis, prince des philosophes cartésiens.*

bien de justice il s'est vanté qu'en la trouvant il avait trouvé la véritable clef de toutes les sciences. Je me tiendrai bien payé de mon travail, si vous l'honorez de votre protection, et s'il vous persuade que l'estime que j'ai pour votre mérite, est aussi sincère que la profession publique que je fais d'être,

Monsieur, Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Mémoires.

Quand le bruit de la mort de Monsieur des Cartes arrivée en Suède, se répandit en France, l'abbé Picot, son confident, ne fut pas de ces dupes qui la crurent. « La nouvelle est fausse, dit-il publiquement dans la salle du palais. Je sais bien ce qu'il m'a dit, il connaissait trop bien sa machine. » L'abbé Picot avait raison. M. des Cartes se portait bien, et voici comme les choses se passèrent.

Lorsqu'il vit que la reine Christine ne goûtait pas sa nouvelle philosophie autant qu'il l'avait espéré, et qu'elle disait tout haut qu'elle s'en tenait à son Platon, et à son Aristote, et que rêveries pour rêveries, les anciennes valaient bien les nouvelles, il prit la résolution de quitter la Suède. Il proposa ce dessein à son ami M. Chanut, ambassadeur de France, homme de bon sens, qui en fut surpris, et lui en demanda la raison : « Ne voyez-vous pas, répondit M. des Cartes, comme la reine me traite? Elle est obsédée d'un tas de Péripatéticiens, de Poëtes et de Grammairiens, qui lui remplissent la tête de grec, et de latin, et la dégoûtent de ma philosophie. Elle en plaisante même quelquefois à ma barbe; et hier encore, comme je regardais du coin de l'oeil la belle Sparre, elle s'en aperçut, et me dit devant toute sa cour, qu'apparemment il sortait des particules striées des yeux de cette fille, qui me faisaient tourner la tête de son côté. Une autre fois elle me demanda si le principe de l'amour consistait dans la matière subtile, ou dans les globules du second élément. Je lui montrais dernièrement un livre que j'ai composé dans ma jeunesse, et que j'ai intitulé, *Democritica:* ce sont les premières ébauches de mon système. Mais quoi, me dit-elle, ne vous avais-je pas ouï dire que vous ne connaissiez ni Démocrite, ni sa doctrine? Cette princesse est vive, et rompt en visière, et ses brusqueries ne laissent pas d'embarrasser. Vous étiez présent, Monsieur, lorsque pour me tourner en ridicule, elle me voulut faire danser au bal. Elle eut beau m'alléguer l'exemple d'Aristippe, je ne donnai pas dans ce panneau-là; cela eût été bon du temps que je m'habillais de vert: je m'en serais alors acquitté comme un autre et peut-être mieux qu'un autre ; car les règles de la danse dépendent de la statique, et par conséquent de la géométrie, et j'avais dessein d'en écrire, lorsque je composai mon traité de l'escrime. Je ne pus me défendre des sollicitations de la reine qu'en lui donnant le change, et m'offrant de faire des vers pour le ballet qu'elle fit danser le jour de sa naissance. »

M. Chanut l'interrompit là-dessus: « Je fus bien fâché, dit-il, de vous entendre faire cette avance, car je me doutai bien que vous seriez pris au mot. » – «Et moi, lui répondit M. des Cartes, je ne m'en repends point; car mes vers furent assez bien reçus, et ce succès me flatta si agréablement, que j'entrepris de faire la comédie que vous avez vue. La reine affriandée par mes premiers vers, ne put résister à l'impatience de voir ces derniers. Il fallut les lui lire avant que la pièce fût achevée. Elle fit assembler tous les beaux esprits de la Cour, et vous fûtes témoin de l'applaudissement que cette pièce reçut de toute l'assistance. »

— Non pas de toute, reprit M. Chanut, car tandis que plusieurs gros Suédois, et Allemands, pour paraître savoir bien notre langue, qu'ils n'ont jamais apprise que dans la grammaire française, vous applaudissaient, j'aperçus dans trois ou quatre français, qui étaient auprès de moi, un souris moqueur qui n'était pas favorable à votre ouvrage. Je les entendais se disant entr'eux, tantôt qu'un vers était trop court, tantôt qu'un autre n'était pas français, et que vous l'aviez apporté de Poitou, ou de la Nort-Hollande. Le jeune Vossius même s'approcha de la reine, et lui dit, qu'on reconnaissait bien dans cette comédie le mépris que vous faisiez d'Aristote, parce que si vous aviez lu sa poétique, vous auriez mieux observé les règles du poème dramatique. Vous voyez bien qu'il a cherché à se venger par ce discours, de celui que vous tintes dernièrement à la reine, pendant qu'il lui enseignait le grec, lorsque vous dites un peu trop crûment à cette princesse que *vous vous étonniez qu'elle s'amusât à ces bagatelles, et que Dieu merci, vous aviez oublié tout ce que vous en aviez appris dans le Collége.*

— Vraiment, dit M. des Cartes, je n'avais garde de manquer à lui porter ce coup. Qu'eût pensé de moi la princesse Elisabeth, à qui je l'avais promis? Etait-il digne d'une reine comme elle, de s'abaisser à ces pauvretés-là, et d'un philosophe comme moi de le souffrir?

— Cela ne la fit pas pourtant changer de conduite, répliqua M. Chanut, et Vossius ne vous le porta pas loin; car j'ai su que si tôt que vous fûtes sorti, il alla quérir votre géométrie française, et montra à la reine un endroit où, après avoir cité un passage de Pappus, vous ajoutez ces paroles: « Je cite plutôt la version que le texte grec, afin que chacun l'entende plus aisément. » Et lui fit remarquer, qu'encore que de votre propre aveu, vous ignoriez entièrement la langue grecque, et même que Pappus n'ait jamais été imprimé en grec, vous aviez pourtant affecté par une ostentation puérile de paraître savant en grec ; car on ne soupçonnera pas un homme entièrement ignorant dans cette langue d'aller consulter les originaux grecs.

— Pour celui-là, dit M. des Cartes, je ne puis le désavouer; car je croyais bonnement qu'il y avait quelque édition grecque de Pappus; et encore que je n'approuve pas qu'on fasse son capital de la langue grecque, j'estimais néanmoins que ce serait quelque sorte d'ornement pour ma philosophie, que l'opinion qu'on aurait que je saurais cette langue. Mais je n'y serai pas repris, et je donnerai bon ordre pour faire effacer ces paroles dans les éditions, et dans les versions qu'on pourra faire à l'avenir, de cet ouvrage. Après tout, croyez-vous que ce soit un si grand crime d'user de ces petits déguisemens; il y a un certain art dans la vie pour se faire du nom, que bien des gens connaissent, mais que fort peu savent pratiquer adroitement. Croyez-vous que tous les savans sachent tout ce qu'ils paraissent savoir? Et croyez-vous au contraire qu'ils ignorent tout ce qu'ils feignent d'ignorer? Quand j'ai publié mes principes, il m'aurait fait beau voir d'aller dire, que je les ai pris de Démocrite, de Plutarque, de Brunus, de Kepler, et de tant d'autres. Je m'en suis bien gardé J'ai pris grand soin au contraire de persuader à tout le monde que je faisais peu de cas de tous ces gens-là, et que je ne daignais pas les lire. Ne me serais-je pas fait bien de l'honneur, si lorsque je proposai ma démonstration de l'existence de Dieu, qui a fait tant de bruit, j'avais averti le public qu'elle est de Saint Anselme, et que je l'avais trouvée dans la Somme de Saint Thomas, et si je m'étais vanté que j'avais tiré du livre de Gallien, de l'usage des parties, cette jolie découverte, que le principal siége de notre âme est dans la glande pincale? L'adresse de s'approprier finement les choses, donne toute la gloire de l'invention.

— Oui, dit M. Chanut, pourvu que cela se fasse si finement, qu'on n'en aperçoive jamais rien ; mais si l'on vient à en soupçonner quelque chose, comme il arrive tôt ou tard, tout est perdu.

— Nullement, repart M. des Cartes; on en est quitte pour dire que les bons esprits se rencontrent.

— Vous avez pourtant vu, répond M. Chanut, l'embarras où

vous a mis la reine sur vos Démocritiques. Et pensez-vous que tous ces gens savans, que vous avez traités avec tant de mépris, les Gassendi, les Hobbes, les Roberval, ne découvrent jamais cet artifice, et que quand ils l'auront découvert, ils aient pour vous plus d'indulgence, que n'en a eu Vossius sur l'affaire de Pappus, et qu'ils vous en croient sur votre parole, lorsque vous direz que vous vous êtes rencontré par hasard avec les inventeurs de vos opinions? Il n'y aurait personne qui sur ce pied-là ne se pût faire inventeur de tout ce qu'on a jamais découvert de plus beau. Il aurait mieux valu, ce me semble, pour votre intérêt, ménager un peu davantage ces gens-là, et garder avec eux un peu plus de mesures d'honnêteté. Ils vous auraient bien passé des choses qu'ils releveront à la fin fort désagréablement pour vous.

— Il est vrai, dit M. des Cartes, qu'en prenant cet air de hauteur avec ces gens-là, il peut y avoir quelque chose à perdre; mais à mon avis, il y a beaucoup plus à gagner en les abaissant; et il importe peu que ce soit en les mettant au dessous de soi, lorsqu'on ne se peut mettre au dessus d'eux, pourvu qu'ils ne nous égalent pas. Quand on a acquis un certain degré d'estime, on peut tout hasarder. A la faveur de cette autorité que je me suis donnée, j'ai fait recevoir ma doctrine sans être examinée, et j'ai mis les choses en tel état, qu'il n'y a point de proposition si extravagante, que je ne fasse passer. Je veux vous en dire quelques exemples. J'avais donné à la terre le même mouvement que Copernic lui donne. Je sus que Galilée avait été maltraité à l'Inquisition, pour avoir soutenu cette opinion. Je ne changeai pas pour cela de senti ment. J'imaginai seulement une nouvelle définition, du mouvement, bizarre il est vrai; car il s'ensuit qu'un homme pourra aller d'ici à la Chine sans bouger de sa place; mais qui a pourtant ébloui tous mes sectateurs, par la confiance avec laquelle je l'ai proposée. On me faisait quelques objections importunes contre ce fameux raisonnement, qui est le fondement de ma philosophie, par lequel de ce que je pense, je conclus que je suis. Je ne balançai point à répondre que ce raisonnement, qui renferme trois termes, comme tous les raisonnements du monde, n'est pourtant point un raisonnement, mais une simple proposition, qui néanmoins n'en doit renfermer que deux. Mes disciples se feraient tuer aujourd'hui pour soutenir cette réponse, toute insoutenable qu'elle est. Je ris quelquefois de leur simplicité, quand je les vois défendre de bonne foi, ce que j'avais avancé au plus loin de ma pensée; mais je ne laisse pas d'en profiter. Et voilà de quoi servent cette fierté, cette adresse, et cette dissimulation que vous désapprouvez. Mais revenons à notre Comédie.

— Ce qui me déplut davantage, continua M. Chanut, lorsque vous la lutes, c'est que la reine vous faisait répéter malicieusement tous les mauvais endroits. Elle s'arrêta particulièrement sur ces deux vers, qui en effet ne sont pas dignes de vous, soit qu'ils viennent de votre cru, ou que vous les ayez pris ailleurs.

En ce cas vous auriez Dorinde pour épouse;
C'est un fort bon parti, Monsieur, entre autre chouses.

J'aurais bien voulu interrompre cette farce; mais j'en fus empêché par le respect de la reine, qui paraissait s'y divertir plus que je n'aurais voulu.

— Il est vrai que je ne remarquai rien de tout cela, dit M. des Cartes; mais quand je l'aurais remarqué, croyez-vous que je me fusse arrêté? Tant pis pour ceux qui n'ont point de goût. Vous avez vu par mon Traité des Passions, que j'en connais bien les causes, et que je sais par conséquent les moyens de les exciter, et de les calmer à coup sûr. Et ça été principalement pour m'en assurer, que j'ai voulu essayer ma comédie sur ces Suédois et ces Allemands, dont vous parlez, qui sont de bonnes gens, francs, et droits, agissant naturellement, et dont le goût n'a point été corrompu par ces fausses règles d'Aristote, ni par ces mauvaises comédies de Corneille et de Des Marais, et des cinq Auteurs, qui ont fait tant de bruit en France. Je prétends avec ma méthode, qui est la véritable clef de toutes les sciences, inventer une nouvelle Poëtique, qui fera voir clairement qu'Aristote n'y entendait rien, non plus qu'en Physique et en Logique. Mais ce n'est pas dans un lieu comme celui-ci, que j'exécuterai mes desseins; il me faut de la retraite, du repos, de la liberté et des gens capables de profiter de mes lumières, des gens simples, dociles, sans préjugés, ou capables de s'en défaire? Je ne vous dissimulerai point, car vous êtes trop de mes amis, que j'étais venu ici dans l'attente, non pas de m'aggrandir, car je méprise fort la fortune; mais de me mettre un peu plus au large que je ne suis. Si les espérances que mes amis de Paris me donnèrent si mal à propos, il n'y a guère plus d'un an, avaient réussi, peut-être m'en serais-je contenté. Ce fut alors que croyant me faire plaisir, ils me mandèrent que j'étais si fort désiré à la Cour de France, que si j'y paraissais, j'y charmerais tout le monde, et qu'ils étaient assurés pour moi d'une grosse pension. Je fus assez simple pour le croire, je quittai les douceurs de ma solitude d'Egmont, et je vins à la cour par le messager. Je pris un logement vers le quartier du Louvre, pour être à portée du Palais Royal et de Saint-Germain. Me souvenant pourtant que j'étais philosophe, je ne crus pas qu'il me convînt de me loger dans ces grands hôtels, ou il y a un trop grand abord de toutes sortes de gens. Je choisis une petite porte ronde, et pour éviter le bruit, je me mis au troisième étage. Je me fis habiller en cavalier, et à peu près comme les gens de la cour. J'aurais continué de porter là, comme ailleurs, mon plumet blanc, et mon habit vert, qui me plaisait si fort, si je n'avais appréhendé quelque raillerie semblable à celle que le Tudesquin y avait essuyée en cas pareil quelques années auparavant, dans un Poème, qui commençait ainsi:

Déjà le Tudesquin par trois suivans hyvers
Avait fait voir en cour ses habillemens verts.

Je fis savoir mon arrivée à ces messieurs qui m'avaient appelé. Qui fut bien étonné, ce furent eux, voyant que j'avais pris au pied de la lettre, ce qu'ils ne m'avaient mandé, disaient-ils, que comme un souhait et par complaisance. Mais je fus encore plus étonné qu'eux, lorsqu'au lieu de toucher cette pension dont on m'avait leurré, je fus obligé de payer l'expédition d'une espèce de brevet qu'ils avaient extorqué de quelque commis, et dont un de mes proches avait fait les avances. Je ne fus pas moins surpris lorsque me présentant à la porte de la chambre du ministre, et demandant à saluer son Eminence, un huissier me la ferma au nez sans me répondre. J'eus besoin de toutes mes règles de morale pour digérer cet affront, d'autant plus rude, que je m'étais imaginé que toutes les portes s'allaient ouvrir devant moi. Je le digérai pourtant, et personne ne le sut, car je n'étais connu d'aucun de ceux qui en furent témoins. Je résolus bien dans ce moment de m'envelopper désormais de ma vertu, et de renoncer aux vanités de ce monde. Cependant toutes mes résolutions s'évanouirent à ces nouveaux rayons d'espérance que vous me donnâtes pour m'attirer ici. J'y suis venu, et vous voyez comme j'y suis reçu. Je pardonnerais pourtant volontiers à la reine toutes ses railleries, si elle exécutait la proposition qu'elle vous fit dernièrement de me donner une baronie de dix mille livres de rente dans le duché de Brême, quoique dans les bruyères de ce pays-là, il faille un grand terrain pour produire un tel revenu. Car enfin, philosophe tant qu'il vous plaira, l'argent ne gâte rien, quand ce ne serait, que pour fournir aux expériences. Le revenu de ma terre du Perron, que je vendis avec une autre terre pour la somme de mille écus, ne m'aurait pas mené loin; mais j'usais d'industrie, mes amis fournissaient l'argent, et moi les raisonnements.

— Hé bien, lui dit M. Chanut; mais enfin à quoi vous résolvez-vous?

— Je vais vous le dire, répond M. des Cartes. Mon dessein vous paraîtra bizarre; mais écoutez toutes mes raisons et peut-être l'approuverez-vous. Vous savez combien je suis connu en Hollande; j'avais choisi la solitude d'Egmont, comme un asile contre l'importunité des visites, j'y trouvai du repos dans le commencement, mais présentement que j'y suis achalandé, ce n'est plus cela. Les fainéans et les curieux, Hollandais, Français, Allemands, m'y viennent assassiner de leurs doutes, de leurs problémes, et de leurs objections. On ne peut soutenir toujours cette *qualité onéreuse d'oracle du genre humain*. Il faut bien se démasquer quelquefois, et revenir à son naturel; et c'est ce qui ne m'est plus permis en ce pays-là. Vous ne sauriez vous imaginer combien ma pauvre fille Francine m'a causé d'ennuis, non seulement quand je la perdis, quoique je l'aie pleurée à me crever les yeux, mais encore quand elle naquit. Ce fut dans le temps que j'étais occupé à faire des expériences pour mon traité *de la formation du fétus*. Toute cette racaille de Voetius, de Schookius, de Revius, de Triglandius, s'en formalisèrent, et me firent avaler mille couleuvres. Jugez de quoi ces gens-là se mêlent; m'informai-je de ce qu'ils font dans leurs ménages? On n'est point exposé en France à de semblables dégoûts. Du temps que j'étais en Touraine, et que j'en contais à madame de la Michaudière, je ne trouvai point en mon chemin de tels censeurs. Il est vrai qu'elle prévint les discours par le peu de cas qu'elle fit de ma galanterie; mais c'est que mon livre des Passions n'était pas fait, et que je ne connaissais pas encore les causes et la nature de l'amour. Les clabauderies de ces professeurs Hollandais me firent prendre pourtant un peu plus de précautions en quelques autres rencontres pareilles, car entre nous, la grandeur de mes révélations ne m'empêche point d'être tenté comme un autre homme. La mère de cet enfant, dont les services m'étaient commodes dans ma retraite depuis longtemps, fut contrainte de me quitter, ne pouvant plus soutenir leur babil. On la montre encore au doigt, comme une rareté. Trouvez-vous tout cela bien agréable, Monsieur? On m'a fait pis encore; les juges d'Utrect, à l'instigation de ce pédant de Voetius, m'ont cité et condamné comme un criminel.

Le public a été susceptible de ces impressions, je le remarque à la contradiction qu'on apporte à mes livres en les lisant, et à l'indifférence qu'on a pour les lire; les libraires se plaignent qu'ils n'en ont pas le débit, et refusent d'en imprimer de nouveaux. Les marchandises qu'on apporte ici de Hollande, ne sont couvertes que de mes écrits, et mon valet Schluter me rapporta l'autre jour je ne sais quelle drogue qu'il venait d'acheter pour moi, enveloppée d'une feuille de mes méditations. L'eussiez-vous jamais cru, Monsieur, que j'eusse le déplaisir de voir tomber dans un si indigne mépris des ouvrages qui feraient le bonheur de ce siècle, si ce siècle était capable de connaître son bonheur? Pour comble de chagrin, mon disciple Regius, que je me croyais fidèlement attaché, pour la mort, ou pour la vie, que je croyais *le premier martyr du cartésianisme*, en est devenu le premier schismatique, et l'a abjuré comme une hérésie.

— Fut-ce là la cause de votre rupture? demanda M. Chanut; car encore que cette affaire ait fait beaucoup d'éclat, je ne l'ai jamais sue à fond.

— Ce ne fut pas tant sa révolte qui le brouilla avec moi, repart M. des Cartes, que la manière audacieuse dont il la fit. Comme je lui ai appris tout ce qu'il sait, j'étais en droit de l'avertir de ses fautes. Il trouva que je le faisais un peu trop magistralement. Cette insolent me traita à son tour de visionnaire et d'enthousiaste; ma métaphysique, d'extravagante, d'obscure, et d'incertaine; et ma preuve de la distinction du corps et de l'âme, de téméraire, et d'indiscrète. Il n'était pas de ma dignité de me commettre avec un tel brutal; j'aimai mieux filer doux, et le laisser là pour ce qu'il vaut: tout cela m'a si fort dégoûté de la Hollande, que j'étais sur le point de la quitter, quand vous avez persuadé à la reine de m'appeler ici.

— Cela étant, dit M. Chanut, pourquoi choisiriez-vous une autre demeure que celle de votre pays? Si c'est la solitude que vous cherchez, vous trouverez des Egmont en Bretagne plus que vous ne voudriez; car pour vous parler franchement, il m'a paru comme à bien d'autres, quelque chose de fantasque et de bourru dans votre retraite de Nort-Hollande. Si c'était le repos que vous cherchiez, combien auriez-vous pu trouver en France de lieux plus commodes, plus agréables, et aussi tranquilles que votre Egmont? Mais on a bien connu par toutes les pirouettes que vous avez faites en Hollande, errant de ville en ville, et ne vous fixant jamais en aucun lieu, que ce n'était ni le monde ni l'embarras que vous fuyez.

— Je vous l'avoue franchement, répond M. des Cartes; car pourquoi déguiser les choses à un ami aussi discret que vous l'êtes? Ce n'étaient point là les raisons qui me faisaient quitter la France, non plus que la chaleur du climat, que je prenais pour prétexte, comme s'il eût été contraire à mon tempérament. Je sais que la nature nous fait vivre, là où elle nous fait naître, et que ce n'est pas tant la disposition de l'air, que celle de notre esprit, qui nous fait produire des chimères. C'est encore moins l'obligation de paraître à la Cour, qui m'a chassé de mon pays. Je crois que j'aurais pu demeurer sur mon pailler, sans qu'on se fût aperçu à la Cour de mon absence. Mais la liberté philosophique, pour laquelle j'ai toujours été fort passionné, me faisait craindre la délicatesse des Théologiens, et les censures de la Sorbonne. Si les protestans de Hollande, à qui tout est bon, n'ont pu me souffrir, qu'eussé-je du attendre des Thomistes, des Scotistes, et des Jesuites, gens si pointilleux, et irrités du mépris que j'ai fait d'Aristote? J'ai bien peur néanmoins que toutes mes précautions ne me défendent pas toujours de l'indice expurgatoire.

Vous ne me proposeriez pas de me retirer en Bretagne si vous saviez la raison que j'ai de m'en éloigner. Je n'y puis penser sans douleur, ni vous la dire sans confusion. Mes proches ont de la peine à m'avouer pour leur parent. Ils ne me connaissent que sous le titre odieux de Philosophe, et ne me regardent que comme la honte de leur race. D'ailleurs la vivacité des esprits français ne me paraît pas une disposition propre à recevoir mes dogmes. Je crus trouver dans ces entendemens Hollandais, dans ces têtes frisonnes, dans ces cerveaux Westphaliens, quelque chose de plus mou, de plus souple, et de plus maniable. Toutes les disgrâces que ma doctrine m'a attirées de la part de ces gens-là, m'ont bien désabusé. Si j'en étais le maître, je ne voudrais que des femmes pour mes disciples. Je les ai trouvées plus douces, plus patientes, plus dociles.

— Je ne vois pas néanmoins, dit M. Chanut, que vous ayez beaucoup à vous louer de la docilité de cette reine-ci.

— Aussi, répliqua M. des Cartes, affecte-t-elle l'air et les manières des hommes. Mais quoi qu'il en soit, le dessein que j'ai conçu, me dédommagera comme j'espère, de tout le passé.

Tandis que M. des Cartes parlait ainsi, M. Chanut l'écoutait avec beaucoup d'attention, et croyant qu'il allait cesser de parler, continuez, dit-il, je vous prie, car j'ai une extrême impatience de savoir votre dessein.

— Je n'en ai pas une moindre, lui répondit M. des Cartes, de vous le dire. Vous saurez donc, Monsieur, qu'un professeur de l'académie d'Upsal, m'écrivit dernièrement pour me consulter sur quelqu'un de mes principes. Sa lettre me fut apportée par un de ses écoliers. La physionomie de ce jeune

homme, qui me parut un peu sauvage, me donna la curiosité de savoir son pays. Il m'apprit qu'il était Lappon. Je fus bien aise de voir un homme de ce pays-là, dont j'avais oui dire de si étranges choses, et pour connaître son génie, je lui fis diverses questions sur la Philosophie qu'il étudie et je vous avoue, que je fus surpris de la pénétration et de la netteté de son esprit. Je voulus aussi me servir de cette occasion pour connaître la nature de la Lapponie. Je l'arrêtai pour cela un jour entier, et il m'apprit mille choses curieuses qui me seront fort utiles pour ma Physique. Pour ne vous tenir point plus long-temps en suspens, je pris dès ce moment la résolution de me retirer en ces quartiers-là. J'y trouverai le repos et la solitude que je cherche, j'y ferai des disciples plus fidèles, plus dociles, et plus reconnaissans, qu'aucun de ceux que j'ai pris soin d'instruire jusqu'à cette heure. Ce seront des tables rases sur lesquels je pourrai tracer les premiers traits de la vérité, sans craindre l'obstacle des préjugés. Je pourrai d'ailleurs y envisager la nature d'un côté qu'on ne la connaît point. J'ai toujours eu inclination pour le Nord. Vous ne sauriez vous imaginer combien la Nort-Hollande m'a appris de singularités de la nature, que je n'aurais jamais apprises en France. Ce sera toute autre chose en Lapponie; les phénomènes de ce pays-là, les longs jours d'été sans nuit, les longues nuits d'hiver sans jour, les crépuscules prématurés, causés par les réfractions, cette Aurore Boréale sur laquelle M. Gassendi s'est mêlé de raisonner, les minéraux, les animaux, les plantes, les hommes mêmes, tout cela mérite d'être vu de près. Mais principalement ces spectres qui apparaissent si souvent, ces Démons en forme de mouches, ces boules animées et enchantées, ces cordons dont les nœuds étant défaits excitent des tempêtes, ce trafic qui se fait des vents parmi ces peuples, le pouvoir qu'ils ont d'arrêter les navires en pleine mer, au milieu de leur course; et surtout les effets étonnans de leurs tambours magiques; toutes ces choses me donneront de grandes lumières pour connaître la fin des choses naturelles et le commencement des surnaturelles.

Mais quoi, Monsieur! continua M. des Cartes, je vous vois hausser les épaules et froncer le sourcil. Est-ce qu'un dessein si raisonnable vous choque?

— Il me choque assurément, reprit M. Chanut, et plus que vous ne sauriez croire, car vous ne voulez pas qu'on vous flatte. Comment en bonne foi, une fantaisie si extravagante a-t-elle pu entrer dans une tête comme la vôtre? Quoi! vous vous résoudriez à quitter, pour ainsi dire, le commerce du genre humain, pour vous aller reléguer parmi des bêtes féroces, qui n'ont rien d'humain que la figure, et dans un climat où vous trouverez plus véritablement que vous ne dites, la fin des choses naturelles? la pensée seule m'effraie. Mais que diront vos amis, et vos ennemis? Les uns diront que la cervelle vous aura tourné, et s'en réjouiront, les autres seront forcés de l'avouer, et s'en affligeront.

— J'ai prévu tout cela, répondit froidement M. des Cartes, et je ne serais pas Philosophe, si je m'en alarmais. Epiménide fut-il déshonoré pour avoir fait une retraite de cinquante-sept ans, étudiant la nature dans la solitude, sans avoir aucune société avec les hommes, et feignant à son retour d'avoir dormi tout ce temps-là? Bien loin d'être déshonoré, il passa pour un Dieu, ses compatriotes lui firent des sacrifices. Les longues absences et les grands voyages de Pythagore lui valurent le même honneur, et ses disciples le prirent pour l'Apollon des Hyperboréens. Il est vrai qu'Aboris, l'un d'entre eux, les induisit dans cette opinion. Il était Hyperboréen lui-même, et il avait été prêtre d'Apollon dans son pays. Il en était parti pour venir prendre des leçons de Pythagore, et il assura ses compagnons qu'il reconnaissait Apollon sous la figure de leur maître. Zamolxis, valet du même Pythagore, autre Philosophe du premier ordre, quoique sorti du fond du Nord, fut estimé être Saturne par les Gètes ses compatriotes; et il ne serait jamais parvenu à cette gloire, s'il n'avait eu l'adresse de se cacher pendant trois ans dans une logette souterraine qu'il s'était préparée. Les Lappons valent bien les Hyperboréens, et les Gètes; et c'est une grande erreur que de croire que les peuples du Nord soient si brutaux, témoins ceux que je viens de vous nommer; témoin Anacharsis Scythe, qui fut mis par les Grecs au nombre des Sages; témoin Orphée, poëte et philosophe de si grande réputation, qui naquit dans le fond de la Thrace, et témoin encore ce jeune Lappon que j'ai entretenu. Et il ne faut pas que vous vous imaginiez que pour être dans la Lapponie, je renonce au commerce des hommes, et de mes anciens amis. Vous me verrez au coin de votre feu, lorsque vous y penserez le moins.

— Comment l'entendez-vous? dit M. Chanut.

— C'est un grand secret, répliqua M. des Cartes, mais je n'ai rien de secret pour vous.

Sachez donc, Monsieur, que dans ma jeunesse je vins en Allemagne et m'engageai dans les troupes du Duc de Bavière, pour y servir, non en soldat, mais en philosophe; c'est à dire non pour faire la guerre, et m'engager dans les occasions, mais seulement pour en être spectateur. Je commençai donc ma campagne par me mettre en quartier d'hiver dans une chambre garnie. Ce fut alors que je m'abimai dans mes pensées philosophiques, sans me mettre fort en peine des discours qu'on faisait dans les troupes de cette nouvelle manière de faire la guerre. Un Officier Italien, mauvais railleur, me harcelait plus que les autres. Un jour que j'eus besoin de prendre l'air, étant sorti avec un assez gros parti de nos gens, nous en rencontrâmes un autre plus fort des ennemis, qui nous chargea brusquement. Comme nous nous retirions je reçus une légère blessure au bras, qui m'obligea de porter le bras en écharpe assez longtemps. Cet Italien jaloux de me voir ces marques honorables, m'abordant un jour en bonne compagnie; Monsieur, me dit-il, ce combat où vous avez été blessé, y étiez-vous? - Votre demande, lui répondis-je, implique contradiction: comment pourrait-on être blessé à un combat où l'on ne serait pas? la blessure suppose la présence. — « Que sais-je, répliqua-t-il, si vous ne vous êtes point fait blesser avec de la poudre de sympathie? Un homme curieux comme vous, sait bien d'autres secrets. » Je méprisais ces froides plaisanteries, et j'allais toujours mon chemin, faisant des progrès incroyables dans la recherche de la vérité. Comme j'étais au fort de mes méditations, il m'arriva pendant une nuit qui suivit une soirée du jour de saint Martin, après avoir un peu plus fumé qu'à l'ordinaire, et ayant le cerveau tout en feu, de me sentir saisi en dormant d'une espèce d'enthousiasme, pendant lequel je fus favorisé de visions, et de révélations merveilleuses. L'esprit de vérité descendit sensiblement sur moi, et m'ouvrit les trésors de toutes les sciences; et même il me fit connaître les principaux événemens qui m'étaient préparés dans la suite de ma vie. Je songeai entre autres choses, qu'on m'avait fait présent d'un melon, ce qui me présageait les douceurs que je devais goûter dans la solitude, et c'est ce qui me détermina dans la suite à me retirer dans la Nort-Hollande, et ce qui me fait résoudre encore à m'aller cacher dans la Lapponie. Il est vrai que ces visions me jetèrent dans l'âme de grandes frayeurs, quoique le Génie qui excitait en moi cet enthousiasme m'eût prédit ces songes avant que je me misse au lit: et je ne pus calmer mon esprit que par le vœu que je fis d'aller en pélerinage à Notre-Dame de Lorette, et que j'accomplis quelque temps après. »

Monsieur Chanut l'interrompit à ce discours, pour lui

demander comment il avait reconnu que toutes ces visions étaient des révélations du Ciel, et non pas des songes ordinaires, excités peut-être par les fumées du tabac, ou de la bierre, ou de la mélancolie.

— Je l'ai reconnu par ma méthode, et par l'analyse, lui répond brusquement M. des Cartes. J'ai pris ces révélations pour vraies, parce que je les ai reconnues certainement et clairement pour être vraies. J'ai examiné en particulier chacune des causes que je pouvais avoir de douter de leur vérité, j'ai disposé par ordre les réflexions que j'y ai faites, en commençant par ce qu'elles avaient de plus simple; et enfin je n'ai laissé passer aucune des difficultés que peut fournir cette matière, sans l'examiner.

— Est-ce là ce que vous appelez votre méthode, reprit M. Chanut?

— Assurément, répond M. des Cartes, et elle est si sûre, que je sais par cette voie tout ce qui est vrai, et tout ce qui ne l'est pas, comme je sais qu'un et un font deux.

— Je ne vois pas bien, lui dit M. Chanut, comment vous pouvez découvrir par là qu'un melon signifie la solitude, et je doute fort que vous puissiez apprendre ce secret à vos Lappons.

— C'est en quoi cette méthode est admirable, répliqua le Philosophe, de déterrer des vérités si éloignées de la raison humaine. Mon système est composé d'une infinité d'autres pareilles, qui ne sont à l'usage que d'un petit nombre d'esprits d'une trempe singulière, et que je n'ai découvertes que par ce secours. Quoi qu'il en soit, l'impression que ces visions firent dans mon âme, fut si forte, que j'en fus troublé plusieurs jours; et elle durait encore lorsque j'entendis parler pour la première fois des Frères de la Rose-Croix. Vous savez, je crois, Monsieur, quelles gens ce sont qu'on appelle ainsi.

— J'ai oui dire, répliqua M. Chanut, qu'il y en a de deux sortes, les uns sont trompeurs, et les autres trompés.

— Ils ne sont ni l'un ni l'autre, repartit M. des Cartes. Je l'ai cru comme vous, mais j'en suis désabusé. Ce sont des gens inspirés extraordinairement de Dieu pour la réformation des sciences utiles à la vie des hommes, de la médecine, de la chimie, et généralement de toute la physique. Ils mêlent à ces connaissances un peu de cabale et de sciences occultes. Ils vivent en apparence, comme les autres hommes, mais en effet fort différemment. Ils observent le célibat, ils aiment la solitude, il pratiquent la médecine sans intérêt, et ils sont obligés de se trouver tous les ans à un Chapitre général de la Confrérie. Ce qu'on me rapportait d'eux, me donna une grande curiosité de les connaître, particulièrement ces secrets qu'ils ont de se rendre invisibles quand ils veulent, de prolonger leur vie sans maladies, jusqu'à quatre et cinq cents ans, et de connaître les pensées des hommes. Le soin qu'ils prennent de se cacher, fit que j'eus de la peine à découvrir quelqu'un de cette secte; mais enfin j'en vins à bout. On me fit connaître un des Frères. Celui-là m'en fit connaître d'autres, et je fus enfin présenté aux supérieurs majeurs. Je fus charmé des merveilles que l'on me fit voir et je ne balançai pas un moment à demander d'être reçu. On accorda sans peine cette grace aux bonnes dispositions qu'on remarqua en moi. Je fis mon noviciat et ensuite ma profession. J'ai passé depuis par tous les degrés de la confrérie, et j'ai enfin été élu un des inspecteurs. L'exactitude avec laquelle je me suis assujetti aux statuts, m'a mérité cet honneur. J'ai renoncé au mariage, j'ai mené une vie errante; j'ai cherché l'obscurité et la retraite: j'ai quitté l'étude de la géométrie, et des autres sciences, pour m'appliquer uniquement à la physique, à la médecine, à la chimie, à la cabale, et aux autres sciences secrètes.

— Je me souviens bien, lui dit sur cela M. Chanut, d'avoir entendu dire alors à Paris que vous étiez frère de la Rose-Croix, et que vous prétendiez établir cette secte en France; mais on me dit en même temps que ces discours ne vous plaisaient pas, que vous faisiez tout votre pouvoir pour en désabuser le monde. Comment accordez-vous cela avec ce que vous me contez?

— Fort bien, répond M. des Cartes. M'eussiez-vous conseillé de l'avouer, et ne connaissez-vous pas le peuple? Tout le monde m'aurait regardé comme un sorcier: et d'ailleurs ne viens-je pas de vous dire que les statuts de la secte défendent aux confrères de se faire connaître? Je l'avouai à mes bons amis, le Père Mersenne et l'Abbé Picot, et je fis devant eux des tours du métier dont le Père était souvent effrayé et en avait de grands scrupules. Vingt fois il m'a trouvé dans sa cellule, lorsqu'il me croyait en Poitou; et vingt fois je lui ai redit, non seulement tout ce qu'il avait dit, et fait dans mon absence, mais même ce qu'il avait pensé. Ne vous souvient-il point d'avoir vu quelquefois en ce temps-là mes amis en peine de moi, ne sachant ce que j'étais devenu? J'étais parmi eux et au beau milieu de Paris, et je me donnais un plaisir que les rois ne se peuvent donner. Je jouissais de ma réputation sans soupçon de flatterie, et je connaissais mes vrais amis, et mes ennemis. Je ne vous dis pas plusieurs autres avantages que j'ai tirés de cette secte. Les principaux sont que je suis assuré de cinq cens ans de vie, sauf à prolonger, si le cas y échoit; et d'une vie accompagnée d'un agrément infini, puisque sans l'anneau de Gygez, et sans le casque de Pluton, j'aurai le plaisir de pénétrer ce qu'il y a de plus secret dans les actions des hommes et non seulement dans leurs actions, mais encore dans leurs pensées. Je défie les Péripatéticiens d'en faire autant, et c'est là, si je ne me trompe, ce qui s'appelle jeter de la poudre aux yeux des anciens philosophes qu'on a tant vantés, d'Epiménide, qui n'a vécu que deux cens quatre-vingt-dix-neuf ans, et n'a pu parvenir aux trois cents, d'Abaris qui était porté en l'air, et traversait les terres et les mers, monté sur une flèche d'or, qu'Apollon lui avait donnée, et dont Pythagore à qui il la donna, fit un si bon usage, qu'on le vit en un même jour à Metaponte en Italie et à Taurominium en Sicile, et d'Apollonius même, qui se vantait de connaître les pensées des hommes quoiqu'il donnât ensuite mille marques qu'il les ignorait. Or le principal fruit que je prétends retirer de tous ces biens c'est l'avancement de ma philosophie, et voici comment.

Vous savez que les Lappons, par le moyen de leurs tambours magiques, sont portés en esprit partout où ils veulent, et que dans vingt-quatre heures ils en rapportent des nouvelles certaines, et des marques reconnaissables. J'enverrai ces gens-là à la découverte; je saurai quel sera l'état de ma secte à Paris, à Leide, à Utrect, et ce qu'on dira de moi à Stockholm, et selon les besoins je m'y transporterai. Je me ferai connaître à mes sages amis, et à mes fidèles disciples. Je leur donnerai les conseils et les préceptes nécessaires pour la propagation de ma secte, et pour l'extirpation du Péripatétisme. Quand quelque homme de mauvais sens s'élevera contre ma doctrine, je lui susciterai des adversaires à qui je fournirai des distinctions captieuses, des termes équivoques, des expressions ambigues, propres à arrêter tout court les plus fins dialecticiens, dont pourtant je ne laisserai pas de défendre l'usage par mes préceptes, pour pouvoir m'en servir plus sûrement. Je les aguerrirai contre toutes sortes d'objections et quand ils seraient pris en flagrante contradiction, comme il m'est arrivé quelquefois, je leur épaissirai le front pour ne s'en point étonner, et pour se sauver hardiment sur quelque solution spécieuse. Et je n'attendrai pas autant de siècles qu'Aristote pour avoir une aussi longue liste de commentateurs que lui. En cinq cents ans de vie on fait bien des affaires. »

Quelque bonne opinion que M. Chanut eût de la sagesse

de M. des Cartes, il ne laissa pas d'être choqué de l'irrégularité de tous ces desseins, et il voulut quasi se repentir de son estime et croire que la méditation continuelle et la longue contention de cet esprit sublime en avait un peu relâché les ressorts. Il aima mieux néanmoins se défier du sien, selon sa modestie ordinaire. Il ne laissa pas pourtant de lui représenter les inconvéniens de cette entreprise, combien elle était indigne de la sincérité d'un Philosophe, à combien d'accusations, de reproches et de railleries il exposait sa secte, combien la reine, et toute la cour seraient choquées, et quand elle le verrait abuser de la simplicité de ses sujets, et employer des moyens que le Christianisme juge criminels, et qu'il tâche d'abolir, à satisfaire une vaine curiosité. M. des Cartes n'était pas homme à se rendre à de telles raisons; il tint bon contre de si sages remontrances, et crut, ou feignit de croire, qu'elles ne venaient que du défaut d'amitié. M. Chanut ne put résister à un soupçon si injurieux. Puisque vous expliquez si mal, dit-il, les avertissemens d'un ami fidèle, je veux bien sacrifier mon devoir pour vous. Prenez telle résolution qu'il vous plaira; je vous promets, non pas de l'approuver, mais de ne m'y opposer point, et de vous garder le secret. C'est tout ce que l'amitié peut exiger de moi. Mais après tout, comment espérez-vous donc sortir d'ici? Disparaîtrez-vous tout d'un coup devant la Reine, comme fit Apollonius devant Domitien? prendrez-vous congé d'elle? Lui ferez-vous confidence du lieu de votre retraite?

— Rien de tout cela, repart M. des Cartes. J'ai imaginé un moyen plus sûr et plus commode que tous ceux que vous me pourriez proposer. Je vous le communiquerais volontiers, si je ne craignais d'inquiéter la délicatesse de votre morale, et de mettre à une épreuve trop difficile, la gravité de votre caractère. Vous trouverez donc bon, s'il vous plaît, que je ne vous en dise rien. »

M. Chanut le trouva meilleur que M. des Cartes ne voulait; craignant d'entrer dans une conduite qui lui paraissait s'écarter un peu des routes ordinaires de la droite raison. Le moyen que le Philosophe imagina pour sortir de Suède, fut de faire semblant d'être malade; puis de mourir, et de se faire enfin enterrer; cependant de se retirer secrètement chez son Lappon. Il ne reçut dans cette confidence que son fidèle valet Schluter pour les services ordinaires; un Français de sa secte, moitié chirurgien, moitié médecin, pour le gouverner dans sa maladie, et le faire mourir par les formes, et pour avoir soin de son âme, un ecclésiastique savoyard, enfariné de la Philosophie ancienne, et curieux de la nouvelle, qui se trouva à Stokholm sous un habit de cavalier, et qui s'était fait connaître à lui. Il assembla ces trois personnages, et après les avoir engagés au secret par de grands sermens, il leur proposa ce nouveau système de supercherie, qu'il avait imaginé. Ces Messieurs en admirèrent la subtilité, et l'assurèrent du secours de leur ministère. Il fut arrêté entre eux, qu'il commencerait à se trouver mal dès le lendemain, qu'il garderait le lit, et qu'il ferait semblant d'être assoupi, et d'avoir le cerveau attaqué, pour avoir lieu de ne parler à personne, non pas même à son hôte et à son ami M. Chanut, et encore moins à Madame l'Ambassadrice, sans avoir égard aux droits sacrés de l'hospitalité; et de ne se laisser voir qu'à ceux qui seraient du complot: et qu'il ferait venir cependant son nouveau disciple Store (car c'est ainsi que s'appelait son Lappon) qu'il s'embarquerait avec lui et irait surgir à la côte d'Uma, ville de Lapponie, près du golfe Botnique.

— Vous n'y songez pas, interrompit le prêtre Savoyard: Cette mer est présentement toute glacée.

— Je ne songeais pas en effet à cela, repart M. des Cartes; mais les traîneaux tirés par des rennes ne nous manqueront pas. Mon Lappon sera mon guide; il aura soin de l'équipage; d'Uma il me conduira dans sa cabane, et sera bien fin qui m'y découvrira: et de peur que cela n'arrive, je prendrai un autre nom. Ce sera là le siége de la vérité et la métropole de la bonne Philosophie. Elle n'est pas éloignée de l'école de Lyksala, d'où Store m'amènera plusieurs de ses anciens camarades qui y étudient et plusieurs de ceux qu'il vient de quitter à Upsal, et qu'il se promet de faire revenir dans ce quartier-là, et comme Ovide apprit aux Gètes à faire des vers, j'apprendrai aux Lappons à se servir si utilement de leur raison, qu'il n'y aura point d'Hibernois hérissé de syllogismes, qui tienne devant eux. »

Pour exécuter les choses comme elles avaient été proposées, M. des Cartes commença dès le lendemain à se plaindre d'une grand mal de tête. Il ne mangea point pendant tout le diner, quelque soin que prît Madame l'Ambassadrice de lui servir tout ce qu'elle croyait plus propre à réveiller son appétit. Il se mit au lit l'après dînée. On laissa le moins de jour que l'on put dans la chambre, pour tenir cachée la bonne couleur du malade; et le soir quand le monde fut retiré, M. des Cartes se leva en robe de chambre, et soupa fort bien avec son médecin, de ce que son valet avait apprêté en cachette dans une garderobe. Cela se pratiquait ainsi d'ordinaire dans la suite; et ce médecin ne laissait pas de se réserver encore assez d'appétit, pour souper une seconde fois avec Monsieur et Madame Chanut, lorsqu'il allait leur rendre compte de sa visite; et il ne perdait pas cette occasion de leur faire entendre que la tête et la poitrine du malade étant principalement attaquées, il était très-important qu'il vît fort peu de monde, et ne parlât point du tout. Le Savoyard venait de temps en temps, au commencement comme ami, et ensuite comme ministre nécessaire à un homme qu'on jugeait en danger de mort et prenait part cependant à ces petits soupés sur l'assiette, qui se faisaient à la dérobée dans la chambre de M. des Cartes, et Dieu sait comme ils se divertissaient du succès de cette farce, aux dépens des bons Suédois, et quelquefois même de M. Chanut avec ses scrupules. Les visites de M. Weulles, Hollandais, médecin de la reine, et envoyé par elle, les embarrassèrent; mais M. des Cartes se tira d'affaires en le querelant, et le chassant fort rudement de sa chambre, et lui défendant d'y rentrer. Le médecin, qui depuis qu'ils s'étaient connus en Hollande, ne l'aimait guères, et ne l'estimait point du tout, n'eut pas de peine à avoir cette complaisance pour lui; et depuis ce jour il ne gouverna sa maladie que par l'entremise et sur les rapports du médecin français. Ce fut sur ces rapports qu'il fit son pronostic, et condamna le malade à mourir dans trois jours. Dans le conseil secret qui se tint le soir entre les acteurs de la comédie, on ne jugea pas à propos de perdre l'occasion que leur présenta ce pronostic pour rendre la mort de M. des Cartes plus vraisemblable; elle fut arrêtée au troisième jour; mais l'indiscrétion de Schluter pensa gâter tout le mystère.

Le malade toujours bien buvant et bien mangeant, eut envie de manger des panais le jour qui lui avait été marqué pour mourir. Schluter, au lieu de les lui apprêter dans sa garderobe, comme il lui apprêtait tous les jours à manger, pria le cuisinier de M. Chanut de les lui faire cuire, pendant qu'il allait à quelque autre commission. Les domestiques qui virent préparer ce mêts, et qui savaient qu'il était au goût de M. des Cartes, crurent assurément qu'il était guéri, n'ayant jamais vu d'agonisant manger des panais. Schluter qui reconnut sa sottise, eut bien de la peine à la réparer, en jurant qu'il les avait fait apprêter pour lui-même, et que son maître lui avait appris à les aimer; et pour le mieux persuader, il les mangea devant eux, et en alla promptement faire cuire d'autres dans sa chambre.

Enfin l'heure fatale du trépas arriva. On eut soin de tenir

toujours les rideaux bien fermés. L'ecclésiastique, qui assistait le malade dans cette extrémité, et qui était bon prédicateur, s'étendit en longues remontrances et fort pathétiques. M. des Cartes attendait qu'elles fussent finies pour rendre le dernier soupir, et l'Ecclésiastique attendait qu'il le rendît pour finir, faute d'avoir concerté cet acte important de la pièce. Enfin ce dernier se lassa et finit, et couvrit le visage du mort. Les valets pleurèrent, Schluter fit le désesperé, et M. et Mme Chanut, touchés d'une véritable douleur, s'enfermèrent et ne voulurent voir personne. Mais quand tout le monde fut retiré, les trois confidens remontèrent secrètement pour voir comment se portait le défunt. Ils le trouvèrent en mauvaise humeur contre ce bon Ecclésiastique, de sa longue exhortation.

— « A quoi pensiez-vous donc, Monsieur, lui dit-il, de me tenir si longtemps en cet état? Où en étions-nous, s'il m'avait pris envie de tousser, ou d'éternuer? Croyez-vous qu'on puisse fournir à être quatre heures à l'agonie?

— Il ne s'agit plus de cela, interrompit l'Ecclésiastique; il faut penser à votre enterrement.

— J'y ai pensé, répondit M. des Cartes; vous pouvez me rendre un très-bon office, et contribuer à mettre ma secte en grande réputation, si vous pouvez persuader à M. Chanut, qu'avec son adresse ordinaire il obtienne de la reine qu'elle me fasse enterrer dans l'église de l'Ile des Chevaliers, où l'on a coutume d'enterrer les rois et les grands seigneurs du royaume, et qu'elle veuille honorer ma sépulture de quelque monument, qui marque au public et à la postérité la vénération, qu'a eu cette princesse pour la saine et véritable philosophie. »

A ces discours le Prêtre complaisant part de la main, et va travailler auprès de M. Chanut pour satisfaire la noble ambition du Philosophe. Il n'y travailla pas long-temps: M. Chanut était facile, et il estimait le défunt. Il promit tout ce qu'on voulut, et dès l'après-dinée il alla voir la reine, et après lui avoir rendu compte de ce qu'il croyait savoir de la maladie et de la mort de M. des Cartes; « comme je ne doute pas, Madame, dit-il, que Votre Majesté ne veuille bien permettre qu'un homme que son mérite a mis hors du commun des autres hommes pendant sa vie, soit distingué d'eux après sa mort, et qu'il soit enterré avec les seigneurs de votre royaume, je me suis réservé pour ma part d'en faire toute la dépense; et je prétends lui faire dresser un tombeau de marbre, le plus magnifique qu'il me sera possible. » Ce discours ne fut pas reçu de la reine, comme il avait cru. Elle répondit froidement que le marbre serait difficile à trouver en Suède, et les ouvriers encore plus. M. Chanut voyant son artifice inutile, se repentit de s'être si fort engagé; mais enfin la qualité de philosophe, le mépris des hommes et des pompes du monde furent le prétexte dont on se servit pour faire les funérailles sans cérémonie. Tandis que les choses se disposaient, une buche emmaillottée proprement par les soins de Schluter, aidé de l'Ecclésiastique, fut honorée du caractère représentatif du prince des philosophes, et enfermée dans une bierre. M. des Cartes cependant caché dans un entresol, prêtait attentivement l'oreille aux regrets et aux éloges qu'il ne doutait pas que le public ne fit de lui, mais du lieu où il était, il n'entendit rien. S'il n'eut pas ce plaisir, il en eut un autre assez rare, qui fut de se faire enterrer *incognito*, et de voir passer son enterrement. La magnificence du sépulcre se réduisit par provision à une machine de bois couverte de toile peinte et chargée sur les quatre faces de superbes inscriptions et de louanges démesurées; le tout à juste prix. M. des Cartes, qui s'était chargé du soin de composer ces ouvrages, ne se les était pas épargnées, fondé sur l'ancienne maxime, qu'on doit louer les gens après leur mort. Mais il arriva quelques jours après qu'un certain péripatéticien d'Osnabruk, qui voyageait en Suède, sut je ne sais comment, que M. des Cartes avait fait lui-même ces inscriptions pendant sa maladie, et ignorant les règles des épitaphes, qui appellent les choses par des noms honorables, et lisant ces paroles: *Sub hoc lapide*: Est-ce ainsi, dit-il, que le restaurateur de la vérité nous en donne à garder encore après sa mort, et ajouta furtivement et méchamment ce mot avec du charbon, *ligneo*.

Cependant le Lappon Store avait préparé des traineaux pour porter M. des Cartes en son pays. Il les posta près de Stockholm, dans un village, dont on était convenu, et vint quérir M. des Cartes dans l'obscurité de la nuit. Il partit avec son valet Schluter, et son futur disciple Store, après les avoir chargés tous deux de son petit équipage philosophique. A l'aide des rennes, et à la faveur des glaces et des neiges que la rigueur du froid avait fort endurcies, ils arrivèrent en peu de jours à Uma, et de là dans la cabane de Store. Les Lappons reçoivent charitablement tous les étrangers. Cette inclination jointe aux soins de Store, fit que M. des Cartes fut reçu avec beaucoup de caresses. Cet accueil le charma. Il fut logé dans une cabane séparée, qui lui avait été dressée. Tandis qu'il s'y accommodait, Store retourna à Upsal pour lui lever des disciples. Il leur dit qu'un grand Docteur était venu de bien loin dans leur pays, qui promettait de leur apprendre tout ce qui est, ce qui a été et ce qui sera; qui se moquait de tous les professeurs d'Upsal, et de leur philosophie; qui n'était pas si sévère qu'eux, quoique ce qu'il disait fût bien difficile à comprendre, et encore plus difficile à croire que ce qu'ils disaient; que c'était un fort bon homme, assez fait comme eux, et qu'ils prendraient aisément pour un de leurs compatriotes, à la petitesse de sa taille, à la grosseur de sa tête, à la noirceur de son poil, et à la couleur olivâtre de son teint. Il en débaucha sept ou huit par ces discours. Quatre ou cinq autres sur de pareilles remontrances désertèrent l'école de Lyksala et le suivirent. Quand ils se furent tous rendus auprès de leur nouveau maître, il ne tarda pas à faire l'ouverture de ses leçons.

DU COMMERCE ILLICITE POUR DES ECCLÉSIASTIQUES.

I. Ce que prescrivent les canons.

1. Un ecclésiastique doit s'abstenir de tout ce qui est mauvais en soi, et aussi de tout ce qui offre l'apparence du mal. Le négoce envisage le lucre terrestre; or, l'ecclésiastique doit avoir un profond mépris de cette convoitise. Vu la difficulté pour un commerçant, de ne pas pécher, tout au moins en paroles, le négoce est dangereux, il expose à commettre bien des fautes. Enfin, les sollicitudes inhérentes au trafic sont incompatibles avec les devoirs spirituels des clercs. Voilà les trois raisons sur lesquelles se fondent les canons pour interdire aux clercs le commerce et les négoces.

2. Quel scandaleux abus, que les clercs fissent du trafic dans le but d'amasser et de gagner, eux qui doivent avoir constamment dans leurs mains et sous leurs yeux le psautier, et consacrer leur vie à la prière et au service de Dieu. Sans vouloir contester que la profession de négociant soit licite en elle-même, on ne peut nier qu'elle n'offre bien des périls, comme on le voit dans Cicéron: *Officium mercatoris non est officium apti, non simplicis, non ingenui, non justi, non boni viri : sed versuti, obscuri, astuti, fallacis, et callidi.* Platon signale la déplorable influence du trafic sur les mœurs; plusieurs républiques de l'antiquité exclurent les marchands de toute magistrature. Les Carthaginois avaient un quartier spécial pour eux, ne voulant pas les recevoir dans les autres parties de la ville.

3. Dans le psaume 70 : *Quoniam non cognovi litteraturam, propterea introibo in potentias Domini,* la version des Septante porte : *Quoniam non cognovi negociationes.* Les théologiens et les canonistes ont écrit de longs commentaires sur cette variante.

4. Le commerce, pour les clercs, est un *délit* canonique. Ce n'est pas seulement une faute grave, un péché mortel : c'est un *délit*, que les saints canons punissent sévèrement. La prohibition canonique est formelle; les peines qui la sanctionnent, constatent la gravité de la faute. Il y a plus: le droit divin interdit le commerce, comme prouve la maxime de S. Paul : *Nemo militans Deo, implicat se negotiis secularibus.* Or, l'acte contraire au commandement exprimé dans une loi divine, est un péché mortel. Nous lisons dans le Panormitain, qui est un des canonistes les plus accrédités: « Puto ego negotiatorem clericum committere peccatum mortale, non ex eo solum, quod constitutiones canonicae super » negotiationibus stant praeceptive : sed quia stat prohibitum » lege divina, et quidquid est contra praeceptum legis divinae, mortale peccatum est. »

5. Quelles sont les peines canoniques des clercs négociants ? 1. L'ancien droit renfermé dans Gratien prescrit la déposition. 2. Les décrétales autorisent l'emploi des censures canoniques, suspense, interdit, excommunication, anathème. 3. Le droit nouveau, résultant des bulles de Pie IV, de S. Pie V et de Benoît XIV, prescrit la confiscation de tous les bénéfices commerciaux; d'ailleurs le bien mal acquis ne peut se garder. Il y a d'autres peines.

6. C'est un privilége des clercs, de ne pouvoir être incarcérés pour dettes. On connait le fameux canon *Odoardus*, titre *de solutionibus*, dans les Décrétales, lequel consacre le privilége en question. Le clerc négociant le perd, sinon pour toute sorte de dettes, au moins pour celles qu'il a contractées en faisant du commerce. Quelques auteurs vont plus loin, et enseignent que le clerc qui après les monitions de l'Ordinaire, ne se désiste pas du négoce, perd tous les priviléges de la cléricature, excepté celui du canon. Carolus de Grassis, traité *de effectibus clericatus*, effect. 6 et 7: « Quarta poena est quod si ter ab episcopo vel ab alio qui » habet jurisdictionem quasi episcopalem fuerit monitus, ut » a negotiationibus desistat, et non desistit, amittat clericale privilegium quoad immunitatem a gabellis, non autem » quoad canonem vel forum. cap. fin. de vita et honest. » cleric. c. quamquam de censibus in 6. clem. fin. Bertacc. » tract. de gabellis, et tract. divers. 12 tom. p. 59 dicit » quod solum retinet privilegium canonis, et quod cetera » omnia privilegia amittat. Est bene verum, quod statim quod » a negotiatione desistit, omnia privilegia recuperat. Quae » omnes poenae sunt etiam confirmatae ex dispositione S. Concilii Tsidentini, c. 1. sess. 22 de reform. etc. Isto casu » amittit privilegium cap. *Odoardus* in poenam sui delicti, » quia clericus exercendo mercaturam delinquit, quia facit » contra id quod est ei interdictum ; nec est mirum quod » propter mercaturam amittat privilegium dicti capitis *Odoardus*, quod est introductum de jure positivo, si propter idem » delictum amittit privilegium fori, quod est introductum de » jure divino etc. Quam tamen limitationem intelligendam » esse puto in debitis contractis ratione mercaturae, quia » si pro eis conveniatur, non poterit opponere de dicto beneficio, secus in debitis alia occasione contractis. »

7. Le décret de Gratien renferme un grand nombre de monumens de l'antiquité ecclésiastique concernant la prohibition du négoce par rapport aux clercs. On peut voir, dans la première partie du décret, la distinction 87, 88, et 91; dans la seconde partie, la cause 14, question 4, et la cause 21, question 3, et autres endroits. On y trouve les canons des conciles, les décrétales des Papes, les sentences des Saints Pères exprimant leur profonde répulsion à l'égard des clercs qui laissent le service divin pour s'adonner aux affaires séculières. Nous nous contentons de citer les principaux documens, selon l'ordre chronologique.

8. Le septième canon des apôtres inflige la peine de la déposition à tout évêque, prêtre, diacre qui s'ingère dans des affaires séculières : *Episcopus, aut presbyter, aut diaconus nequaquam seculares curas assumat ; sin aliter, dejiciatur.* A l'époque où ces canons furent rédigés, c'est à dire vers la fin du IIIe siècle, S. Cyprien proclame hautement l'obligation pour les clercs de s'abstenir des affaires séculières, par la raison qu'ils doivent vaquer jour et nuit aux choses divines. Voici ce qu'on lit dans son épître *ad presbyteros, et plebem Furnitanorum*: « Molestiis et laqueis secularibus obligari non debent, qui divinis rebus, et spiritualibus occupati ab Ecclesia recedere, et ad terrenos, et seculares actus vacare non possunt. » Toute la lettre insiste sur cette obligation.

9. Le premier concile de Nicée ordonne d'expulser du clergé ceux qui se procurent du lucre par le négoce. C'est le canon XVII, qui n'atteint pas seulement les clercs qui font l'usure, puisqu'il désigne aussi ceux qui veulent gagner de l'argent par un négoce quelconque. Gratien donne deux versions de ce canon ; celle de Denys le Petit est plus claire que l'autre, pour le sujet que nous traitons: « Censuit sancta » et magna Synodus, ut si quis inventus fuerit post hanc » definitionem usuras accipiens, aut ex adinventione aliqua, » vel quolibet modo negotium transigens, aut hemiolia, id » est, sescupla exigens aut aliquid tale prorsus excogitans turpis lucri gratia, dejiciatur a clero, et alienus existat a » regula. » Ces derniers mots signifient que le clerc négociant doit être expulsé de tout grade ecclésiastique. Ce n'est donc pas seulement l'usure que le concile de Nicée condamne, c'est tout négoce entrepris dans un but lucratif, sous peine de dégradation pour les clercs, conformément à la discipline traditionnelle déjà exprimée dans les canons des apôtres.

10. Saint Augustin décide nettement que le commerce est illicite pour les clercs: « Antequam enim ecclesiasticus quis

» sit licet ei negotiari: facto jam, non licet. » Saint Jérôme recommande à Népotien de fuir comme une peste le clerc négociant, et enrichi: « Negotiatorem clericum, et ex inope » divitem, ex ignobili gloriosum, quasi quamdam pestem fuge. » Tous les saints pères censurent hautement le commerce de la part des clercs.

11. Les conciles particuliers déployent le même zèle. Entre tous ceux de Carthage citons seulement le troisième de l'année 397, lequel prohibe absolument tout commerce: « Episcopi, presbyteri, et diaconi, vel clerici non sint conductores, neque procuratores, neque ullo turpi, vel inhonesto » negotio victum quaerant; quia respicere debent scriptum » esse : *Nemo militans Deo implicat se negotiis saecularibus.* »

12. Après le concile de Nicée, se présente à nous celui de Chalcédoine, dont le troisième canon condamne la convoitise qui porte les clercs à s'occuper d'affaires séculières. « Pervenit ad sanctam Synodum, quia de iis, qui in clero » connumerantur, quidam propter turpis lucri gratiam, alienarum possessionum conductiones, et causas seculares suscipiunt; et à sacris quidem officiis se per desidium separant, ad domos autem secularium concurrunt, et substantiarum eorum gubernationes avaritiae causa suscipiunt. Decrevit ergo sancta et magna Synodus, neminem horum » deinceps, hoc est, episcopum, sive clericum, aut monachum » conducere possessiones, aut misceri secularibus procurationibus etc. Si quis vero transgressus fuerit haec praecepta, » correctioni ecclesiasticae subjaceat. »

13. La décrétale de S. Gélase aux évêques de Lucanie (492) énonce clairement et confirme la *déposition* dont se rendent passibles les clercs adonnés au commerce. « Nous avons appris, dit le Pontife, que plusieurs clercs se livrent aux négoces déshonnêtes et à des lucres vraiment honteux. Ils lisent sans rougir le passage de l'Evangile, où il est dit que Notre-Seigneur frappa les marchands avec des verges et les expulsa du temple; ainsi que le mot de l'Apôtre : *Nul de la milice de Dieu ne s'implique dans les affaires séculières.* Ils feignent de ne pas entendre le chant du psalmiste : *Quoniam non cognovi negotiationes, introibo in potentias Domini.* Qu'ils sachent donc qu'ils doivent s'abstenir désormais de ces indignes occupations, et abandonner toute sorte de négoce, et de cupidité; autrement on les forcera de laisser les offices cléricaux, quelque grade qu'ils occupent; car la maison de Dieu doit être une maison de prière et être honorée comme telle, au lieu que le négoce en fait une caverne de voleurs. »

14. Qui veut appartenir au clergé, doit s'abstenir du métier consistant à acheter à bas prix pour revendre plus cher. Car les statuts canoniques expulsent des rangs du clergé tout homme qui veut exercer ce métier. C'est ce que dit le concile de Tarragone, de 516, deuxième canon : « Canonum » statutis firmatum est, ut quicumque in clero esse voluerit, » emendi vilius, vel vendendi carius studio non utatur. Quod » certe si voluerit exercere, cohibeatur a clero »

15. Tous les canons que nous venons de citer sont dans Gratien. Les décrétales de Grégoire IX confirment pleinement la discipline traditionnelle, en ajoutant l'autorisation formelle de procéder à la fulmination des censures contre les clercs négociants. En effet, la dégradation, ou déposition exprimée dans les anciens canons, parfaitement efficace pour les clercs des Ordres mineurs, ne peut s'appliquer aussi efficacement à ceux qui ont reçu les ordres sacrés. On peut consulter dans les décrétales, le titre *de vita et honestate clericorum*, et surtout le titre : *Ne clerici vel monachi saecularibus negotiis se immisceant.* Il y a aussi, dans le Sexte de Boniface VIII, le chap. 4, *de censibus*, et la dernière Clémentine, même titre.

16. Le concile de Latran sous Innocent III, en 1216, défend expressément aux clercs les emplois et les négoces séculiers : *Clerici officia vel commercia secularia non exerceant, maxime inhonesta* (canon 16). Alexandre III, dans la décrétale adressée à l'évêque de Londres, renouvelle la prohibition du négoce pour les clercs et les moines, sous peine d'anathème : « Secundum instituta canonum sub interminatione anathematis prohibemus, ne monachi vel clerici » causa lucri negotientur : et ne monachi a clericis vel laicis » suo nomine firmas habeant, neque laici ecclesias ad firmam teneant » (Cap. 6, *Ne clerici etc.*). Les saints canons frappent aussi des censures les clercs qui exercent l'autorité temporelle dans les tribunaux civils, ou acceptent les fonctions de procureurs, de ministres des laïques, de préfets séculiers; ces charges civiles sont interdites. Le chap. 4 *de censibus*, du Sexte, et la clémentine finale exemptant des impôts les marchandises que les clercs demandent pour leur usage, exceptent celles que les clercs prétendraient importer dans un but de commerce. La perte de l'exemption réelle, en ce qui concerne tous les biens des clercs adonnés au commerce, est clairement exprimée dans le canon *Ex litteris*, titre *de vita et honestate clericorum.* Les canonistes vont plus loin, ainsi que nous l'avons dit, en enseignant que le clerc négociant perd tous les priviléges ecclésiastiques, excepté celui du canon.

17. Tels sont les principes sur lesquels se fonde la doctrine des canonistes au sujet de l'interdiction rigoureuse du négoce en ce qui concerne les clercs. Le cardinal de Turrecremata, qui était aussi bon canoniste que profond théologien, a composé un commentaire de Gratien, et il explique avec un soin particulier la 88e distinction, qui renferme dix monumens de l'antiquité sur la question dont nous parlons – « Ostendit clericos, (dit le savant cardinal) non debere exercere opera cupiditatis, scilicet negotia secularia, » et hoc per decem auctoritates sanctorum patrum ». Le but de la milice terrestre, ajoute Turrecremata, est de vaincre les ennemis de la patrie; c'est pour cela que les soldats doivent s'abstenir de tout ce qui les empêche de se bien battre, c'est à dire, des affaires et des plaisirs. L'homme qui lutte dans l'arène, se prive de tout. (I Cor. c. 9). Ainsi, le but de la milice spirituelle est de remporter la victoire sur tous les ennemis de Dieu. Il est donc nécessaire de se tenir loin de tout ce qui distrait de Dieu. Les affaires séculières ont ce danger, car la sollicitude du siècle étouffe la parole divine. Voici les expressions du savant cardinal : « Causa cupiditatis secularia negotia tractare, sive gerere non licet clericis. Ista conclusio probatur ex illo » Apostoli, 2 ad Tit. c. 2 : Nemo militans Deo implicat se » negotiis secularibus. Sicut namque finis militiae corporalis » est, ut obtineat victoriam contra hostes patriae; ideo milites debent abstinere ab his, quae abstrahunt a pugna, » puta a negotiis, et deliciis; sicque militiae spiritualis finis » est, ut victoriam habeat ab omnibus quae sunt contra » Deum. Ideo oportet quod abstrahant ab omnibus quae distrahunt a Deo. Haec sunt negotia secularia, quia sollicitudo hujus seculi suffocat verbum. » La décrétale de S. Gélase étant des plus formelles sur la question, le cardinal de Turrecremata l'explique avec soin, en s'étendant assez longuement sur le psaume 70, d'après les Septante : *Quoniam non cognovi negotiationes*, c'est à dire : « Non feci, nec » approbavi ea quae faciunt mundi negotiatores. Avidus » enim acquirendi, ut inquit glossa, pro damno blasphemat, » pro pretiis rerum mentitur et pejerat; et ita tota die in » ore ejus non est laus Dei. » Ce sont les périls inhérents à tout négoce. Le cardinal aborde une question assez discutée, et qui n'a été tranchée que longtemps après, par la constitution de Clément XIII; savoir, s'il est permis aux

clercs de faire du négoce pour cause de réelle nécessité? Aujourd'hui cela n'est pas permis, sauf la permission expresse du Pape, en Italie, ou de l'Ordinaire, pour les autres pays; c'est ce que statue la constitution de Clément XIII. A l'époque du cardinal, des canonistes soutenaient que les saints canons défendent rigoureusement le commerce, sans excepter le cas de nécessité. Le cardinal se prononce avec indulgence: » Sed hic surgit quaestio: Utrum omnino interdicatur cle- » ricis negotiatio, etiam causa necessitatis, vel causa pupil- » lorum? Respondetur, quod quidam dicunt, quod sic. » Argum. ad hoc hujus tituli C. negotiatorem, et C. forni- » cari, et C. ejiciens, et C. quam quid aliud. Ubi ostendi- » tur, quid sit negotiari, scilicet, aliquid eo intuitu emere, » ut id immutatum carius vendatur. Sed isti, qui ita dicunt, » mentiuntur, secundum Hugocionem. Unde dicebat Joannes » de Fant. quod causa necessitatis hoc fieri potest. »

II. Constitutions de Pie IV et de S. Pie V.

18. Pie IV a publié, en 1560, une bulle qui ordonne la confiscation des bénéfices que peuvent faire les clercs par le commerce. Il ne faut pas croire qu'auparavant ils pussent garder licitement ces bénéfices; car les canonistes enseignaient communément qu'il y avait une vraie obligation de conscience de les donner aux pauvres, ou aux établissemens de charité. C'est un point qu'il importe de bien établir, parce que, faisant abstraction de la bulle pontificale, reste toujours l'obligation de restituer.

19. Les anciens canonistes, de beaucoup antérieurs à la bulle de Pie IV, enseignèrent communément l'obligation de restituer. Ainsi, Hostiensis et le Panormitain: « Exercens illicitas ne- » gotiationes tenetur in foro animae quidquid fuerit inde lu- » cratus, in pauperes, vel alios pios usus erogare. » Innocent, au chapitre *Plerique*, titre *de immunitate ecclesiarum*, dit aussi que les bénéfices du commerce illicite doivent être donnés aux pauvres, ou aux églises, et le confesseur doit l'exiger: « Si » autem illicitas negotiationes faciant, sacerdos debet eis in- » jungere, ut in bonos usus sic acquisita expendant, puta » erogando pauperibus, vel ecclesiis, vel aliis. » Redoanus (traité *de Spoliis*) démontre longuement que tout le gain que fait un clerc en négociant doit être restitué, *tamquam ex turpi causa*, et employé entièrement en œuvres pies. Ce n'est pas que l'on puisse censurer ce gain comme injuste; autrement ce n'est pas aux pauvres qu'il faudrait restituer, et Pie IV n'aurait pu confisquer pour la chambre apostolique les bénéfices réalisés par les clercs; car la restitution devrait se faire en faveur des intéressés; ainsi, les contrats sont valides, au point de vue de la justice; néanmoins, l'Eglise ne permet pas que le clerc garde les bénéfices illicites. Quelques auteurs ont cru que les contrats faits par les clercs concernant le négoce et le trafic sont nuls. Charles de Grassis dit fort bien: « Puto » tamen, quod contraria opinio sit verior, quia licet clerici » negotiando perperam faciant, nihilominus eorum contractus » erunt validi. » Le cardinal de Luca (disc. 18, *de cambiis*) explique parfaitement la question: « La prohibition du commerce pour les clercs ne renferme pas l'incapacité d'acquérir; c'est seulement une peine concernant la rétention. Tout ce qu'un clerc a gagné par le trafic et le négoce étant acquis d'une manière indigne et honteuse, l'Eglise l'en prive, et se l'applique; or, cette disposition serait inique, si le clerc n'avait pas le domaine légitime; car elle prendrait un bien qui n'appartiendrait pas au clerc et devrait être restitué à ceux avec qui il a fait du commerce; il est absurde de supposer une semblable chose. »

20. Jean Azorius Lorcitanus (traité *de spoliis clericorum*, c. 2) reconnaît que les anciens canons appliquaient au monastère tout ce qu'un religieux acquérait par le négoce ou de toute autre manière; c'est ce que montre le canon, *Cum olim, de privilegiis;* et dans Gratien, le canon, *Ne dicatis*, 12, qu. I. En ce qui concerne les clercs séculiers, il semble, d'une part, que l'évêque doit distribuer aux pauvres les biens acquis par le clerc qui a fait du commerce contrairement aux canons, supposé que ce clerc meure sans testament. Néanmoins, quelques auteurs ont émis l'avis que ces biens appartiennent aux héritiers naturels. Il était nécessaire que le Saint-Siége réglât la question.

21. Paul IV, le premier, confisqua au profit de la Chambre apostolique, les biens acquis par le commerce illicite des clercs. Apprenant que l'on élevait des doutes à ce sujet, Pie IV rendit la constitution *Decens esse* en date du 9 novembre 1560, laquelle statue et déclare que toutes les choses et tous les biens acquis par les clercs et les religieux de tout institut en se livrant au négoce prohibé par les saints canons, appartiennent à la chambre apostolique. La constitution de Pie IV est universelle, tant sous le rapport des pays que pour la qualité des personnes; elle comprend les évêques et les dignitaires des rangs supérieurs; elle embrasse les pays en deçà et au delà des monts et des mers. La confiscation atteint tous les biens acquis par négoce illicite, ou de toute autre manière, contrairement aux saints canons, ainsi que nous l'expliquerons plus loin. Enfin, la bulle est munie des clauses les plus solennelles, et surtout du decretum aunullatif et de la clause *Sublata*, dont nous avons expliqué dernièrement l'efficacité contre la désuétude. Voici le texte de cette importante disposition.

« *Pius episcopus Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei* « *memoriam.* — Decens esse censentes et aequum, ut nos, » qui alios in sua justitia confovemus, camerae apostolicae » jura non negligamus, quinimo, ne praetextu incertitudinis, » illa ab aliquibus usurpari, aut super eis, dubia aliqua oriri » contingat, ita nostrae declarationis remedium provideamus, » quo a nemine desuper dubium aliquod deduci possit. Cum » itaque, sicut accepimus, a nonnullis vertatur in dubium, an » res et bona, per clericos etiam in sacris ordinibus consti- » tutos, ex negociatione illicita, aut alias contra sacros ca- » nones acquisita, uti spolia, vel alias ad cameram praefatam » jure legitimo spectare et pertinere debeant. Nos omnem » desuper haesitationis materiam submovere, ac cavillationibus » et altercationibus, ac litibus viam praecludere et denique » malitiis eorum, qui jura dictae camerae usurpare satagunt, » obviare, aliasque in praemissis opportune providere vo- » lentes: Motu proprio, et ex certa nostra scientia, ac de » apostolicae potestatis plenitudine decernimus, et declaramus, » omnia et singula, res et bona, cujuscumque qualitatis, et » quantitatis existentia, ac in quibusvis regionibus, et regnis, ac » dominiis tam citra, quam ultra montes et maria consisten- » tia, per quosvis clericos, tam seculares, quam quorumvis, » etiam mendicantium ordinum ac militiarum regulares, etiam » in sacris ordinibus constitutos, cujuscumque status, ordinis, » et conditionis fuerint, ac archiepiscopali, episcopali, vel » alia majori dignitate praefulgeant, ex negociatione illicita, » aut alias contra sacros canones, quomodolibet acquisita, » quae pro tempore, post obitum eorum, qui etiam ex facul- » tate, quam habuerint testandi, condito testamento, ubivis » locorum decesserint, et decedent, aut quibus illos, etiam » eis viventibus, privari, et eis destitui contigerit, et prae- » sertim quondam Andreae Japiro de sancto Joanne Rotundo » presbyteri, seu religiosi, extra Rom. Curiam, ad illam forsan » veniendo defuncti hactenus remanserunt, remanent, et re- » manebunt, ad eandem cameram, et non alios etiam in qui- » busvis cathedralibus, etiam metropolitan. et collegiatis, ac » aliis ecclesiis, monasteriis, hospitalibus, militiis, caeterisque » beneficiis ecclesiasticis, cum cura et sine cura saecularibus, » et quorumvis ordinum regularibus, qualitercumque qualifi-

» catis, successores illa in titulum, commendam, administra-
» tionem, commissionem, ac alias quomodolibet pro tempore
» obtinentes, etiam si ad illa, vigore prioris tituli, jus re-
» grediendi, seu accedendi, et ingrediendi, aliquibus con-
» cessum fuerit, spectasse, et spectare ac sub nomine spolio-
» rum venire, illaque, uti spolia ad cameram ipsam pertinentia,
» perpetuo colligi, et recuperari potuisse, et posse ac debere,
» et ita per quoscumque judices quavis auctoritate fulgentes,
» in quacumque instantia, sublata eis, quavis aliter judicandi
» et interpretandi facultate, et auctoritate, judicari et defi-
» niri debere. Nec non irritum et inane, quicquid, secus super
» his a quoquam, quavis auctoritate scienter, vel ignoranter
» contigerit attemptari. Mandantes dilecto filio nostro Guidoni
» Ascanio, Sanctae Mariae in via lata, Diacono Cardinali, de
» Sancta Flora nuncupato camerario nostro, et ejus in came-
» rariatus officio successoribus, quatenus spolia ipsa, prout
» alia ipsius camerae jura, exigi, et recuperari, ac praesentes
» inviolabiliter observari faciat, nec permittat cameram ipsam,
» vel pro eo, ea agentes, desuper modo aliquo, molestari,
» perturbari, aut inquietari. Contradictores quoslibet et rebelles,
» per censuras, et poenas ecclesiasticas, appellatione postpo-
» sita compescendo. Nec non legitimis, super his, habendis,
» servatis processibus, censuras, et poenas ipsas, etiam iteratis
» vicibus, aggravando. Invocato etiam ad hoc, si opus fuerit,
» auxilio brachii secularis. Non obstantibus fe. rec. Bonifacii
» papae VIII praedecessoris nostri de una et concilii generalis,
» de duabus dietis et aliis constitutionibus, et ordinationibus
» apostolicis, nec non ecclesiarum, monasteriorum, ordinum,
» militiarum, et beneficiorum praedictorum, juramento, con-
» firmatione apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis sta-
» tutis et consuetudinibus, privilegiis quoque, indultis, et
» literis apostolicis, illis et dilectis filiis illorum capitulis, con-
» ventibus, superioribus, et personis, sub quibuscumque te-
» noribus et formis, ac cum quibusvis clausulis et decretis,
» etiam motu, et scientia similibus, concessis, approbatis et
» innovatis. Quibus omnibus, illorum tenores, praesentibus
» pro sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore
» permansuris, hac vice dumtaxat specialiter, et expresse de-
» rogamus, contrariis quibuscumque. Aut, si aliquibus com-
» muniter, vel divisim, ab apostolica sit sede indultum, quod
» interdici, suspendi, vel excommunicari non possint per li-
» teras apostolicas, non facientes plenam et expressam, ac de
» verbo ad verbum, de indulto hujusmodi mentionem. Nulli
» ergo omnino hominum liceat, hanc paginam nostri decreti,
» declarationis, mandati, et derogationis infringere, vel ei
» ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare
» praesumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac bea-
» torum Petri et Pauli, apostolorum ejus, se noverit incur-
» surum. Datum Romae apud S. Petrum, anno Incarnationis
» Dominicae 1560 9 novembris, pontificatus nostri anno I.
» *Fed. Card. Caesius-Glorierius-Barenqus.* »

22. La constitution de Pie IV a été confirmée par la bulle *Romani Pontificis providentia circumspecta* de S. Pie V, en date du 30 août 1567; car, en statuant que les bénéficiers qui ont eu moins de trente ducats d'or de revenu ecclésiastique, ne sont pas compris dans les bulles concernant le *spolium*, le Pontife met pour condition que ces bénéficiers n'aient pas fait de commerce illicite et prohibé par les prescriptions canoniques: « Nullum spolium Camerae praefatae (apostolicae) fieri, nec a quibusvis spoliorum Camerae hujusmodi collectoribus vel subcollectoribus exigi possit, per obitum illius qui, dum viveret, unum vel plura beneficia ecclesiastica obtinuerit, cujus, vel quorum insimul fructus, redditus, et proventus, triginta ducatorum auri de camera, secundum communem aestimationem valorem annuum non excesserit, aut qui pensiones annuas super quibusvis fructibus ecclesiasticis, usque ad dictum valorem annuatim perceperit, dummodo tamen is se ab omni illicita negociatione et a sacris canonibus prohibita abstinuerit. » S. Pie V approuve par conséquent que le clerc qui a fait le commerce illicite et défendu aux personnes de son état, soit passible de confiscation, au profit de la Chambre apostolique. Voilà comment S. Pie V confirme la constitution de son prédécesseur. Antérieurement à cette constitution, les édits des Cardinaux-Vicaires de Rome renouvelaient fréquemment la prohibition du négoce. Redoanus (*de spoliis*, quaest. 2, n. 44) atteste d'avoir vu l'édit du cardinal Savelli, en date du 30 octobre 1560, par conséquent antérieur de quelques jours à la constitution de Pie IV: « Vidi » saepe in bannimentis et ordinationibus cardinalis Vicarii » Papae, et praesertim in editis per Illmum cardinalem de » Sabellis sub die 30 octobris 1560 statutum: *Clerici merca-* » *turam non exerceant, praedia ne conducant.* » Il paraît que Paul IV, le premier, confisqua les bénéfices commerciaux des clercs au profit de la Chambre apostolique. Auparavant, il y avait simplement l'obligation de conscience de les donner aux pauvres et en oeuvres pies.

23. Les canonistes qui ont écrit *de spoliis clericorum* commentent la constitution de Pie IV et sont unanimes à reconnaître la prohibition du commerce, et la confiscation des bénéfices. Ainsi, Redoanus, traité *de spoliis clericorum*; le célèbre Navarre, *de spoliis clericorum*, § 7; Joannes Azorius Lorcitanus, *de spoliis clericorum*, cap. 2; et plusieurs autres.

24. Redoanus justifie la constitution de Pie IV et en expose les motifs. Il prouve que le négoce est, pour les clercs, un *délit* canonique et un péché mortel. Les canonistes embrassent communément ce principe; entre autres, Molina, traité *de contractibus* (disp. 342) cite un grand nombre d'auteurs qui regardent comme un délit pour les clercs, de s'adonner au commerce. Redoanus soutient avec raison, indépendamment de la constitution de Pie IV, que c'est une obligation de conscience de donner aux pauvres et en oeuvres pies tout ce qu'un clerc gagne dans le commerce; et il cite les anciens canonistes qui pensent de même.

25. Navarre donne per *extensum* la constitution de Pie IV et la fait suivre de plusieurs notes explicatives. D'abord, tout ce que les clercs gagnent par le commerce illicite, appartient au Saint-Siége, soit après leur mort, soit qu'on les en prive pendant la vie: « Omnia quaesita per negotiationem illicitam » clericorum et religiosorum, quae tempore mortis eorum man- » serint inconsumpta, vel quibus in vita privantur, pertinent » ad Sanctam Sedem apostolicam. » Navarre parle d'un religieux apostat qui se rendit en Amérique et gagna vingt mille écus en faisant du commerce; certains docteurs décidèrent que cette somme appartenait au monastère où ce religieux fit profession. « Je ne puis approuver cette décision, dit Navarre, les anciens canons disposent ainsi, c'est vrai; mais le contraire se trouve dans la constitution de Pie IV, dont ces docteurs n'eurent pas connaissance. Il importe de le bien faire remarquer, car c'est d'un usage de chaque jour; lorsque des religieux s'enrichissent ainsi par le commerce, il faut conseiller aux monastères de transiger avec la Chambre apostolique, qui leur transfère ses droits, afin qu'ils puissent se faire rendre les biens. »

26. Un autre passage de la constitution de Pie IV annoté par Navarre, est celui-ci: *Vel alias contra sacros canones.* Cela prouve que l'argent que gagnent les personnes ecclésiastiques par des moyens que les saints canons défendent, outre le commerce, que tout cela, dis-je, appartient au Saint-Siége. Ainsi, les bénéfices possédés contrairement au droit; les emplois séculiers que des ecclésiastiques remplissent, contre les prescriptions canoniques; l'exercice de la médecine et de la chirurgie; les services inconvenants à l'égard des rois et autres séculiers; ce sont là des voies illicites pour des clercs et des religieux; tout l'argent qui en provient est confisqué. Il n'est

pas permis de le garder en conscience. Voici textuellement Navarre: « Tertio noto illa verba, *vel alias contra sacros canones*, per quae probatur, quod quaesita per personas ecclesiasticas per modos eis a canonibus prohibitos, etiam aliter quam per negotiationem illicitam, sunt reservata Papae, si morientes illa inconsumpta relinquant, vel viventes eis priventur. Quae profecto magna ampliatio est; nam eam consequitur, quod quaesita per quascumque personas ecclesiasticas ex beneficiis contra jura retentis, ex officiis secularibus contra jura exercitis, ex arte medica et chirurgica, vel alia eis prohibita; ex obsequiis item indecenter regibus et aliis secularibus personis contra statuta canonum exhibitis, sunt reservata Papae. »

27. Nous trouvons de plus grands développemens dans Azorius Lorcitanus, jésuite, traité *de spoliis clericorum*, chap. 2. D'abord, il établit le principe fondamental. Tout le produit du commerce appartient au Saint-Siége, sans distinction de pays; car la constitution de Pie IV est une loi générale : « Omnia acquisita a clericis, vel monachis, vel » religiosis per negotiationem illicitam, vel alias contra sacros » canones, quae post obitum ipsorum extant, vel quibus in » vita privantur, ubique gentium ad fiscum pertinent apostolicum etc. Ex quo fit, ut post constitutionem Pii IV, si monachus vel religiosus, sine legitima facultate monasterium » egressus, aliquid lucretur, quod post obitum ipsius extet, » vel quo in vita privetur, totum id Camerae Apostolicae, non » ipsi monasterio debeatur; quod si monasterium id sibi » usurpaverit, restituere debet Camerae pontificiae. » Après avoir exposé l'ancien droit et les hésitations de quelques auteurs sur la question de restitution, Azorius rend grâces au ciel de la constitution de Pie IV : « Unde perspicitur, » jure optimo Romanos Pontifices sibi haec bona vindicasse, » et fisco apostolico addixisse tamquam spolia. »

28. Avant la sentence du juge ecclésiastique condamnant le clerc à restituer, les biens acquis par le commerce sont-ils dûs au Saint-Siége, y a-t-il obligation de conscience pour le clerc de s'en dessaisir, et de les rendre? Quelques auteurs ne le pensent pas, dit Azorius, parce que la confiscation est la peine du délit de négoce illicite; or, nulle obligation de conscience de subir la peine avant la condamnation. D'autre part, cela semble ne pouvoir se concilier avec la constitution pontificale, car Pie IV statue que ces biens appartiennent à la Chambre apostolique; il déclare que ce sont des *Spolia*; par conséquent ils sont dûs à la Chambre apostolique à ce titre, et l'on peut, comme tels, les exiger et les prendre. Les clercs pèchent en faisant du négoce contre la défense des canons; le Pape se réserve les bénéfices provenant de ce négoce, non seulement comme punition du délit, mais aussi parce que ce sont des biens mal acquis, et dont le fisc apostolique s'empare, comme il le fait des autres revenus que les clercs devaient verser dans le sein des pauvres. De là vient que la constitution de Pie IV ne mérite pas d'être rangée parmi les dispositions odieuses et pénales qu'il faut interpréter strictement et rigoureusement. Loin de là, on doit l'entendre largement, d'autant plus qu'au fond, elle fixe l'ancienne discipline, au lieu d'en établir une nouvelle, et Pie IV l'insinue par ces mots de la bulle : *Nos omnem desuper haesitationis materiam submovere cupientes decernimus et declaramus etc.*

29. Comme Navarre et les autres canonistes, Azorius Lorcitanus explique fort bien que ce ne sont pas seulement les biens acquis par le commerce qui sont confisqués; car cette mesure comprend aussi tout ce qu'un clerc gagne par l'exercice illégitime de la médecine et de la chirurgie, en remplissant des emplois civils, en exerçant les fonctions d'avocat et de procureur près les tribunaux séculiers. Les saints canons qui prohibent les affaires séculières, trouvent leur sanction dans cette terrible peine de la confiscation. Notre auteur signale les canons des décrétales qui renferment ces diverses prohibitions. « Quid significetur illis verbis : *Vel* » *alias contra sacros canones acquisita*? Respondeo haec » verba fuisse addita a Pontifice (Pio IV) ut multa alia » comprehenderet, praeter ea quae ex negociatione clericis » interdicta quaeruntur; hujusmodi nimirum sunt, quae cle- » rici perceperunt ex beneficiis contra jura possessis, ex of- » ficiis civilibus, vel regularibus contra canones administratis, » exercitatione medicinae, chirurgiae, aliarumve artium ad » corporis curam pertinentium, quae nimirum sine sanguinis » effusione non exercentur; et ex multis aliis obsequiis » quae clerici regibus, principibus aliisque primariis viris » contra quam statuerunt Ecclesia canones, exhibere so- » lent. Cap. 1 et 2, et cap. *Sed nec procuratores*, c. se- » cundum, *ne clerici vel monachi*, multa officia, contractus, » et obsequia clericis et monachis, interdicuntur. » Les sommes gagnées au jeu sont-elles sujettes à la confiscation pontificale? Assurément, dit notre auteur, s'il s'agit de jeux prohibés par les saints canons. Les statuts synodaux ne sont pas au même rang que les lois générales de l'Eglise; par conséquent les jeux qu'ils prohibent, ne le sont pas sous peine de confiscation. « An quae clericus, mona- » chus, vel religiosus ex ludo sibi comparavit haberi in- » ter spolia debeant? Debent haberi, si ludus sit clericis » per sacros canones interdictus, qualis est aleae lusus . . . » Non tamen quidquid saeculares clerici lucrifecerint ex ludo » synodalibus tantummodo constitutionibus interdicto, ad » spolia pertinet; nec item si quid clericus acquisierit, sive » ex lusu, sive ex contractu, sive ex officio, contra speciale » solummodo, vel generale episcopi mandatum, venit no- » mine spolii; haec enim, et similia nequaquam contra sa- » cros Ecclesiae canones comparantur. » Les religieux sont censés gagner au jeu contre la défense des canons toutes les fois qu'ils jouent sans permission du supérieur, parce qu'ils ne peuvent avoir une volonté propre. Il faut remarquer que le Pape confisque seulement les biens acquis sans injustice; autrement l'on doit restituer au tiers lésé dans son droit, et il n'est pas permis de supposer que le Pape entende s'attribuer le bien d'autrui. Azorius Lorcitanus pose la question : « An etiam comprehendantur praedictis verbis, » turpiter vel male acquisita, quae restitui debent ei a quo » sunt accepta? » Il répond que non; car, quoique le Pontife parle en général, il n'est pas censé vouloir déroger au droit d'un tiers. D'ailleurs, les choses qu'on doit restituer, ne comptent pas dans les biens du clerc. Il y a obligation de restituer lorsqu'il y a eu vol, oppression, dol, ou calomnie. Cela comprend tous les cas où l'on peut répéter, soit par bénéfice de la loi, soit par arrêt du tribunal. Le droit naturel et la loi civile imposent la restitution en bien des cas. Le clerc qui accepte une chose de la part d'un mineur sans le consentement de son père ou tuteur, doit restituer; on ne saurait comprendre ces biens dans la confiscation dont nous parlons ici.

30. Lorsqu'on doute que les biens laissés par le clerc aient été acquis dans un négoce illicite, faut-il présumer qu'il les a licitement acquis? Notre auteur décide que l'on doit plutôt croire que les biens sont licites; car le négoce étant interdit aux clercs, on ne peut croire qu'un clerc a prévariqué en faisant du commerce contre les canons, si ce n'est pas bien constaté, suivant la maxime d'équité d'après laquelle nul n'est présumé coupable, à moins que ce ne soit prouvé. Le Panormitain dit fort bien: « Praelatus non videtur ex negocia- » tione acquisivisse: neque enim credendum est, eum in ne- » gociando delictum admisisse; nemo enim, nisi cum mani- » feste constat, creditur esse malus (cap. 1, *de peculio cleri-* » *corum*). » Le négoce est une chose de fait; les faits ne se présument pas et doivent être prouvés.

31. Carolus de Grassis, traité *de effectibus clericatus*, imprimé en 1622, reproduit savamment la doctrine commune. Nous citons de préférence les auteurs qui ont écrit avant les constitutions d'Urbain VIII et de Clément IX; elles ont imprimé une nouvelle impulsion à la discipline, en manifestant hautement l'invincible répulsion de l'Eglise pour le négoce, en ce qui concerne les clercs. Or, il importe de connaître la doctrine commune, à l'époque où elle se fondait uniquement sur les anciens canons et sur les bulles de Pie IV et de S. Pie V. Ainsi, d'après Carolus de Grassis, le sixième effet du cléricat, c'est la prohibition de faire du négoce. Cette prohibition est sanctionnée par plusieurs peines. La première peine est l'anathème et l'excommunication, qui n'est pas *latae*, mais *ferendae sententiae*. La seconde peine est celle de suspense et de déposition, suivant les canons de Gratien. La troisième est que les clercs négociants pèchent mortellement, car les deux peines précédentes ne sont infligées que pour un péché mortel. La quatrième peine est que le clerc qui, mis en demeure par les monitions canoniques de laisser le commerce, le continue néanmoins, perd les priviléges ecclésiastiques surtout celui de ne pouvoir être incarcéré pour dettes. Enfin, la cinquième peine est la confiscation de tout le lucre, profit, gain et bénéfice obtenu par le commerce.

III. Constitutions d'Urbain VIII et de Clément IX.

32. Les missions d'Asie et d'Amérique, par la facilité des spéculations commerciales, offrirent un nouveau danger qui attira bientôt l'attention du Saint-Siége. Urbain VIII, par un bref du 22 février 1633, défendit sévèrement aux missionnaires réguliers des Indes (ce qui comprend les deux Amériques) de la Chine et du Japon le commerce direct ou indirect, sous peine de confiscation des marchandises, excommunication par le seul fait, privation de voix active et passive et des emplois et dignités, et inhabilité perpétuelle. Nous avons cité le texte de la constitution dans la 60e livraison des *Analecta*, col. 476.

33. Les missionnaires séculiers n'étant pas nommés dans le bref d'Urbain VIII, se regardèrent comme n'y étant pas compris, ni atteints par les peines spéciales qu'elle renferme, quoiqu'ils fussent d'ailleurs passibles des peines édictées dans les canons et la constitution de Pie IV. Voulant remplir cette lacune, Clément IX publia la constitution *Pastoralis officii*, en date du 17 juin 1669; après avoir confirmé les saints canons qui défendent aux ecclésiastiques toute spéculation et tout commerce lucratif; après avoir renouvelé le bref d'Urbain VIII concernant les missionnaires réguliers; Clement IX défendit de nouveau aux missionnaires tant séculiers, que réguliers de tout Ordre et institut, de faire du commerce, de spéculer directement ou par intermédiaire, sous peine d'excommunication *latae sententiae*, et de confiscation au profit des hôpitaux pauvres, des séminaires et oeuvres pies. Clément IX désigna expressément les missionnaires séculiers et réguliers des Indes Orientales, notamment ceux du Japon où était une province de la Compagnie de Jésus, et ceux de l'Amérique septentrionale et méridionale. A l'égard des réguliers, Clément IX innova les peines édictées par Urbain VIII. Nous avons cité textuellement la constitution de Clement IX dans la 60e livraison des *Analecta* col. 477. Néanmoins, nous croyons devoir reproduire les passages saillans, pour l'intelligence de ce que nous dirons plus loin. « Omnibus et singulis personis ecclesiasticis, tam secularibus quam regularibus... quae ad insulas, provincias et regna Indiarum orientalium, et praesertim in provinciam societatis Jesu de Japone nuncupatur, ac in partes Americae, tam australes, quam septentrionales, quae a Sede apostolica aut ab eorum superioribus sub nomine missionariorum, aut quovis alio titulo, pro tempore missae fuerint, aut in illis partibus quomodolibet morabuntur... prohibemus et interdicimus, ne mercaturis et negociationibus secularibus hujusmodi, quovis praetextu, titulo, colore, ingenio, causa, occasione et forma, etiam semel, per se, aut mediantibus ministris, seu aliis personis subsidiariis, directe, vel indirecte, tam nomine proprio, quam suarum religionum .... et alias quovis modo et qualitercumque se ingerant, vel immisceant. » Le Pontife ordonne de restituer le lucre provenant du négoce aux Ordinaires ou aux vicaires apostoliques qui devront les appliquer aux hôpitaux, séminaires et lieux pies. Nul ne pourra être absous des censures avant la restitution du lucre, de la manière susdite. Les supérieurs qui ne punissent pas les coupables, encourent les mêmes censures; les généraux d'Ordres et les provinciaux sont compris dans la disposition.

34. Les ecclésiastiques séculiers de l'Inde et de l'Amérique, lesquels ne sont pas missionnaires, sont-ils compris dans la constitution de Clément IX? La S. Congrégation du Concile a décidé qu'ils sont compris; en effet, la constitution parle de tous les ecclésiastiques qui demeurent dans ces pays, à quel titre que ce soit. Voici la décision de la S. Congrégation :

« *Indiarum negociationis*. Anno 1669 a sa. me. Clemente IX emanavit constitutio motu proprio per haec verba: Omnibus, et singulis personis ecclesiasticis tam secularibus quam regularibus cujuscumque status, gradus, conditionis, et qualitatis, ac cujusvis ordinis, congregat. et instituti tam mendicantium, quam non mendicantium etiam Soc. Jesu et earum cuilibet, quae ad insulas, provincias, et regna Indiarum Orientalium a Sede Apostolica vel Congregatione etc. aut earum superioribus sub nomine missionariorum aut quovis alio titulo pro tempore missae fuerint, aut in illis partibus quomodolibet morabuntur, sub excommunicationis, ac privationis vocis activae, et passivae et officiorum dignitatum et graduum quorumcumque ac aliis nostro et Congregationis arbitrio imponendis poenis prohibemus, et interdicimus ne mercaturis, et negociationibus secularibus hujusmodi per se aut mediantibus ministris directe vel indirecte tam nomine proprio, quam suarum respective religionum, seu congregationum aut societatum etiam Jesu, vel aliorum quorumlibet, et alias quovis modo, et qualitercumque se ingerant, vel immiscent. »

« Nunc per libellum a SSmo remissum cum rescripto ad Congregationem Concilii, quae provideat, pro parte ecclesiasticorum Indiarum petitur declarari:

« An praedicta constitutio comprehendat clericos, qui non sunt missionarii?

« Sacra Congregatio censuit: *Affirmative esse comprehensos omnes ecclesiasticos*. Die 23 januarii 1677. »

35. Le P. Ortega, de la compagnie de Jésus, missionnaire aux Philippines, soumit plusieurs questions à la Propagande, qui les remit à la S. Congrégation du Concile.

Avant la publication de la constitution de Clément IX, avant d'en avoir la moindre connaissance, un couvent avait acheté quelques marchandises pour son usage: peut-on maintenant les vendre plus cher? — La S. Congrégation du Concile répond que si les marchandises ont été achetées dans un but de lucre, on peut les vendre, mais le gain doit être appliqué conformément à la constitution d'Urbain VIII. Si elles ont été achetées pour être consommées dans le couvent, ce n'est pas le négoce prohibé.

On demande si un religieux peut licitement acheter des marchandises aux iles Philippines et les envoyer à la Nouvelle-Espagne, pour en rapporter du cacao et autres denrées? — La S. Congrégation dit que ce n'est pas permis.

Un religieux des Philippines possède une quantité de riz qui lui reste de son salaire ou recueilli à titre d'aumône.

Les Indiens ont besoin de riz, mais ils paient avec d'autres denrées, parce qu'ils n'ont pas de monnaie. On demande si le religieux dont il s'agit peut vendre ces denrées plus cher, et s'il est tenu de restituer le bénéfice qu'il retire de cet échange? — La réponse est affirmative; l'échange est permis pourvu qu'il n'y ait aucune fraude pour éluder la loi.

Enfin transgresse-t-on la constitution dans l'hypothèse suivante. Un religieux recevant cent écus de son supérieur pour secourir sa mère qui est dans l'indigence, les emploie en marchandises qu'il envoie en Amérique, afin d'en retirer une plus grande somme pour sa mère. Est-ce prohibé par la constitution de Clément IX? La S. Congrégation répond que c'est là une transgression de la constitution. Voici la décision textuelle:

« *Dubia negociationis.* S. Congregatio de Propaganda » Fide ab Episcopo Eliopolitano consulta super dubiis infra» scriptis S. hujus Congregationis decreta expetit. Proinde » proponuntur ut jacent.

» Dubia circa constitutionem Clementis PP. IX in qua » prohibetur negociatio ecclesiasticis et religiosis. Quaeritur.

» 1. Ante constitutionis publicationem, seu ante habitam » ullam de ea notitiam, merces aliquas ad conventus utili» tatem collectas apud se tenebat: An eas in civitate cariori » pretio vendere possit?

» 2. An liceat religioso res aliquas emere ex insulis Phi» lippinis in Hispaniam novam mittendas, ut ex earum pretio » cacaum, aliave id genus ad se reportentur?

» 3. In dictis insulis religioso cuidam superest aliqua orisae » quantitas ex stipendio, aut eleemosyna collecta, hujus orisae » Indi non parum indigent, sed cum pecuniam non habent » unde pretium solvant, illud in aliis generibus solvunt. » Quaeritur an dicto religioso genera illa cariori pretio ven» dere liceat, et si inde ditior factus fuerit, iis a quibus pro» venerint genera illa, lucrum restituere teneatur?

» 4. An dictam constitutionem infringat religiosus qui cen» tum nummorum eleemosynam, quam sibi a praelato con» cessum est, ut indigenti matri largiatur, in mercibus occu» pat, quas ad novam Hispaniam mittit, major ut inde matri » oriatur utilitas?

« Sacra Congregatio rescripsit. Ad I. *Si collectio fuit facta » ad lucrum captandum, posse vendere, sed lucrum applican» dum esse juxta constitutionem Urbani VIII. Si vero » collectio fuit facta ad solam sustentationem monasterii, non » esse veram negotiationem prohibitam.* Ad II. *Negative.* » Ad III. *Affirmative, dummodo non adsit fraus.* Ad IV. *Af» firmative, scilicet infringere.* Die 11 martii 1679. »

Le P. Ortega signala un livre espagnol, intitulé: *Itinéraire du curé*, lequel fesait grand bruit dans toute l'Amérique, et renfermait des principes permettant d'éluder la constitution de Clément IX et tous autres décrets prohibitifs du commerce, en ouvrant une large voie pour trafiquer impunément. Voici ces principes. Les lois ecclésiastiques, comme celles qui ont été portées contre les clercs et les religieux adonnés au commerce n'obligent pas en cas de nécessité. On ne peut exiger la nécessité extrême; il suffit qu'on se trouve dans une nécessité vraiment grave. Tout homme a le droit de vivre selon sa condition; or la condition exige plus ou moins d'aisance et de confortable. Supposons un clerc pourvu d'un bénéfice insuffisant pour vivre convenablement; par exemple, il lui faut des chevaux, des domestiques et des servantes, des livres, quelques dîners pour ses amis, quelques rémunérations pour les personnes qui lui rendent des services. Ce clerc doit être regardé comme pauvre, et peut se livrer à des spéculations d'ailleurs licites. Voilà les principes de l'*Itinéraire*. C'est pourquoi le P. Ortéga proposa plusieurs questions à la S. Congrégation. Dans l'hypothèse dont il s'agit, les ecclésiastiques, bénéficiers, ou simples prêtres et religieux, surtout dans les missions, peuvent-ils licitement se livrer au commerce sans transgresser la constitution de Clément IX, et sans encourir les peines qu'elle édicte? Ceux qui n'ont absolument pas de quoi vivre, peuvent-ils faire du commerce, en ayant soin d'écarter tout scandale? Les autres questions concernent les pays où la monnaie n'a pas cours, ou bien le dépôt de capitaux dans les banques et chez les négociants. La S. Congrégation du Concile se contenta de décider les quatre *dubia* cités plus haut. La constitution de Clément XIII pourvoit clairement au cas d'indigence réelle, et les décrets de la Propagande tracent la ligne de conduite qu'il faut suivre dans les autres cas.

36. La constitution de Clément IX confisque les bénéfices commerciaux, dans les pays de mission d'Asie et d'Amérique, non au profit de la Chambre apostolique, comme en Europe, mais au profit des hôpitaux pauvres, des séminaires et autres œuvres de charité. Cette disposition est-elle remplie par un ecclésiastique, lequel laisse par testament ses biens aux pauvres et aux établissemens pies? La S. Congrégation du Concile a répondu négativement. Voici les circonstances de l'affaire qui a donné lieu à cette décision.

Un chanoine de Santa-Fé étant décédé en laissant un testament qui donne tous ses biens aux pauvres et à des établissemens de bienfaisance, on a trouvé dans ses papiers trois actes par lesquels diverses personnes s'engagent à restituer certaines sommes dans un an, avec bénéfice. De là le doute que le défunt ait fait du commerce, et encouru les peines de la constitution de Clément IX. L'archevêque de las Charcas a consulté des hommes éclairés, qui se sont partagés en divers sentiments.

Premièrement la constitution du Clément IX a-t-elle son effet après la mort des délinquants, lorsque l'action judiciaire n'a pas été commencée avant leur décès?

Les uns ont dit que Clément IX n'inflige pas de peine corporelle; mais seulement l'excommunication *ipso facto* et la perte *ipso jure* des bénéfices réalisés par le négoce illicite. Le coupable étant mort, la peine est éteinte, en même temps que le délit. Il en est autrement de la confiscation, car la constitution applique les bénéfices *ipso jure* aux hôpitaux et autres établissemens: *Ex nunc prout ex tunc tenore praesentium applicamus etc.* Le délit subsiste après la mort, en ce qui concerne la confiscation des biens, quoique nul acte judiciaire n'ait été entrepris avant la mort du chanoine. Les canonistes disent communément que le fisc peut s'emparer des biens du coupable défunt, parce que la mort de ce dernier n'enlève pas au fisc ses droits. — D'autres embrassant le sentiment opposé, pensent qu'à l'égard des délits privés, on ne peut pas confisquer les biens du défunt qui n'a pas été traduit au tribunal. La peine est sans objet à l'égard d'un homme qui n'est plus de ce monde. Quoique la confiscation soit prononcée *ipso jure*, le coupable n'est pas obligé de prévenir la sentence du juge ecclésiastique, nulle sentence n'a été prononcée du vivant du chanoine, à l'abri d'ailleurs de toute diffamation pendant sa vie.

Secondement, la perception de cinq ou six pour cent, à titre de prêt et autres transactions semblables, doit-elle être rangée dans le négoce illicite que prohibe la constitution de Clément IX? Quelques-uns ont répondu affirmativement. Le prêt d'argent, pour en retirer quelque lucre, est une opération de commerce. La décrétale *Thorum*, titre *de verborum significatione*, porte expressément: « Negociatio in commerciis » dicitur, ubi aliquid datur, ut majora lucretur. » Or, Clément IX défend toute sorte de négoce direct ou indirect. — Les autres théologiens de l'archevêque ont opiné dans le sens opposé, parce que le commerce s'entend de la vente des marchandises. La perception de l'intérêt n'étant pas considérée comme un acte de commerce, on ne saurait appliquer la disposition

pénale de Clément IX. D'ailleurs, dans la supposition que l'usure ait été illicite, il faudrait restituer au débiteur, au lieu de vouloir appliquer la somme aux hôpitaux.

Sur la troisième question, savoir: Supposé que le défunt soit compris dans la constitution de Clément IX, l'a-t-il remplie suffisamment, en laissant tous ses biens aux pauvres et aux œuvres pies? Les théologiens de l'archevêque se sont partagés en divers sentiments. Les uns ont dit que la constitution se contente d'appliquer aux hôpitaux et aux séminaires les bénéfices et le lucre, sans confisquer les autres biens du coupable; or le chanoine défunt a laissé aux pauvres par testament tout ce qu'il avait; il a donc rempli surabondamment la disposition pontificale. — D'autres ont opiné diversement; car, du moment de la perpétration du délit, les biens ont été appliqués aux hôpitaux et autres œuvres pies par la bulle même; dès lors le chanoine ne pouvait en disposer, son testament est nul.

Devant une si grande divergence d'opinions, l'archevêque a cru devoir porter la question au Saint-Siége. Un canoniste romain a été chargé de présenter le fait, avec les raisons *hinc inde*, par le mémoire suivant:

«*Indiarum. Resolutionis Dubiorum super motu proprio Clementis IX.* — Clemens IX inhaerendo dispositioni sacrorum canonum, nec non constitutionum apostolicarum, signanter fel. record. Urbani VIII, in quibus indistincte omnibus personis ecclesiasticis prohibentur mercaturae et negociationes saeculares, motu proprio, et ex certa scientia mediante speciali constitutione prohibuit, et interdixit praefatis ecclesiasticis tam saecularibus, quam regularibus mendicantibus, et non mendicantibus, etiam Societatis Jesu in regnis Indiarum degentibus sub certis poenis in ea expressis, mercaturas, et negociationes saeculares, tam per se, quam etiam, per interpositas personas, directe, vel indirecte, seu alias quovis modo; decernens insuper, quod quoties casus evenerit, merces et lucra quaecumque ex hujusmodi mercaturis et negociationibus provenientia, in usus et commodum pauperum hospitalium, aliorumque piorum locorum erogentur, et prout latius in dicta constitutione continetur.

» Post illius publicationem in regnis Indiarum, mediante regia cedula, et latum decretum super illius observantia per Archiepiscopum de las Charcas, ab humanis decessit Don Franciscus Sambran Bastan canonicus cathedralis ecclesiae S. Fidei. Et quia in ejus haereditate fuerunt reperta inter alias scripturas tria publica instrumenta ad sui favorem celebrata, nonnullas pecuniarum summas continentia, in quibus obligati promittebant infra annum a die stipulationis dictorum instrumentorum restituere d. D. Francisco Sambran Bastan summas in eis contentas. Fuit desuper dubitatum, an dictus defunctus negociationem exercuerit, ita ut sub poenis in dicta constitutione Clementina comminatis comprehensus dicatur; Unde attenta gravitate materiae, praefatus Archiepiscopus proposuit infrascripta dubia, videlicet.

» 1. An constitutio Clementina locum habeat, etiam post obitum delinquentium, etiamsi cum defuncto judicium coeptum non fuerit, vel aliqua lis contestata?

» 2. An exactio quinque, vel sex pro centenario, ultra sortem, ex mutuo, vel similibus contractibus sit de negociationibus illicitis, et prohibitis in dicta constitutione?

» 3. Denique, quatenus praefatus canonicus defunctus esset sub dicta constitutione comprehensus, eo quod reliquit sua bona pauperibus et locis piis adimpleverit disposita in dicta constitutione, quod scilicet omnia lucra, ex mercaturis et negociationibus provenientia piis operibus distribuantur?

» Super dictis tribus dubiis praefatus Archiepiscopus exquisivit vota et suffragia virorum insignium illarum partium; qui cum non fuerint concordes, ut infra demonstrabitur, decrevit suspensionem processus hujus causae, illamque ad Romanam Curiam remisit, et nuper obtinuit a SSmo remissionem dictae causae ad hanc S. Congregationem pro declaratione dictorum trium dubiorum.

» Itaque resolutio primi dubii: An scilicet procedi possit contra defunctum, non obstante quod, dum vixit, nullum contra eum fuerit motum judicium, nec contestata lis? praecipue fundatur in eo, quod constitutio Clementina nullam imponit poenam corporalem contra delinquentem, sed tantum poenam ipso facto, et ipso jure amissionis bonorum provenientium ex mercaturis, et illicitis negociationibus. Primo casu, mortuo delinquente, prorsus remanet cum delicto extincta etiam et poena. Est Text. clarus in L. *Defuncta* ff. de public. Judic.: ibi « defuncto eo qui reus fuit criminis est poena extincta. » Et notant ibi gloss. Bart. Alberic. Angel. et communiter DD. Bald. in Leg. unica C. ex delictis defunctorum col. 2. N. 2. ubi quod poena corporalis imponi nequit defuncto, nec contra eum procedi. Secundo vero casu poena amissionis bonorum est imposita a constitutione ipso facto, et ipso jure: « *Et ex nunc prout ex tunc etc. tenore praesentium applicamus mercaturas et quaecumque lucra etc.* Et tunc durat delictum quoad poenam amissionis bonorum etiam post mortem delinquentis, etiamsi in vita nullum fuerit contra eum motum judicium ut probant Text. in leg. *Cajus* ff. ad Sillonian. l. *Ex judiciorum* de accusation. Anton. Gomez var. resolut. tom. 3. de delict. n. 80. et 81. Solorzan. in sua *Politica Indiarum*, lib. 5. cap. 11. per tot. Covarr. lib. 3. var. resol. Cap. 3. N. 7. ubi, quod contra haeredes usurarii defuncti agi ac procedi potest ad restitutionem usurarum pro delicto defuncti actione rei persecutoriae, quamvis ad haeredes ex eo crimine nihil devenerit, nec lis cum defuncto fuerit contestata. Confirmatur haec sententia ex traditis per Bonacinam (tom. 2. de contract. disp. 3. p. 8. punct. ultim.) ubi quaerit: Utrum bona defuncti delinquentis, quae ipso facto fuerunt addicta fisco, possint publicari et capi a fisco? Resp. Affirmative, ea ratione, quia fiscus post mortem criminosi non amisit jus, et affert differentiam inter poenam ipso jure latam, et poenam ferendam, seu comminatoriam.

» Quoad secundum dubium: An exactio quinque, vel sex pro centenario, ultra sortem ex mutuo et similibus contractibus, sit de negociationibus illicitis, et prohibitis in dicta constitutione?

» Affirmative respondetur in votis eorum hanc sententiam tenentium, videlicet committi negociationem prohibitam in dicta constitutione, quoties quis tradit pecuniam ad lucrum sive sit ecclesiasticus, sive saecularis, sive regularis, juxta doctrinam Molin. de Just. et Jur. cap. 25. dub. 2. Castropal. eod. tract. dub. 8. punct. 2. Bonacin. dub. 3. q. 6. punc. I. Tamburin. de Contract. lib. 9. tract. 8. cap. 2. per tot. Quod autem negociatio sit prohibita clericis, probatur ex text. in cap. *Quod vero* 14. q. 4. et cap. seq. Ibi: « Clerici ab indignis questibus noverint abstinendum, et » ab omni cujuslibet negociationis ingenio, vel cupiditate » cessandum. » Et in cap. *Thorum*, de verb. significatione: « Negociatio in commerciis dicitur ubi aliquid datur, ut ma- » jora lucretur etc. » Cumque constitutio claris et expressis verbis loquatur de mercaturis et negociationibus quovis praetextu, titulo, vel colore, vel ingenio, tam per se, quam per alios, directe vel indirecte, utique Pontifex omnem negociationem voluit ecclesiasticis prohibere, eo quod negociatio, ut ait divus Thomas (2. 2. quaest. 77. art. 4.) continet in se speciem mali; et S. Hieronymus ait: « Negociatorem » clericum ex inope divitem, ex ignobili gloriosum quasi » quamdam pestem fuge. »

» Ad tertium dubium, quatenus canonicus defunctus esset sub constitutione comprehensus, eo quod reliquit sua bona pauperibus, et locis piis adimpleverit disposita in dicta constitutione, quod scilicet, omnia lucra ex mercaturis, et negociationibus provenientia piis operibus distribuantur?

» Respondetur in dictis votis, Defunctum relinquendo omnia sua bona pauperibus non satisfecisse dictae constitutioni, quia eo ipso, quod commisit delictum, illico fuerunt applicata bona pauperibus hospitalibus aliisque piis locis, ut clare desumitur ex verbis ejusdem constitutionis: « Et ex nunc prout ex tunc, et e » contra post successum casum tenore praesentium applicamus » mercaturas, et quoscumque fructus etc. pro usu et commodo » pauperum hospitalium etc. et non in aliis usibus. » Et sic non poterat defunctus extra usus destinatos in dicta constitutione bona applicare, attento quod a die commissi delicti hospitalibus ac aliis piis operibus jam fuerat in bonis ex illicita negociatione defuncto obventis jus quaesitum, ita ut applicatio postea facta ab ipso defuncto extra usus destinatos, nulla sit, et invalida, tamquam de bonis dictorum hospitalium et piorum locorum, non de propriis.

» Contrariam sententiam quoad omnia suprascripta tria dubia tenuerunt alii. Respectu enim primi dubii: An constitutio locum habeat etiam post obitum delinquentis quamvis judicium contra eum in vita institutum non fuerit, absolute firmantes, non posse hoc casu contra bona defuncti procedi. Et pro clariori et faciliori resolutione suprascripti dubii, adducunt distinctionem inter delicta publica, ex quibus principaliter laeditur utilitas publica, pax et tranquillitas reipublicae, et delicta privata, ex quibus principaliter laeditur privata persona, licet in consequentiam resultet damnum publicae utilitatis. Quando enim agitur de delictis privatis, ad hoc ut actiones poenales amissionis bonorum mortuo delinquente, transeant ad illius haeredes, opus erit, ut defunctus in vita fuerit accusatus, et cum eo fuerit contestata lis, sive accusatio. Haec tamen requisita necessaria non sunt in delictis publicis, ut bene suprascriptam distinctionem comprobat Text. in leg. *judiciorum*, 20. ff. de accusat. Cujus verba haec sunt: « Ex judiciorum publicorum » effectibus non alias transeunt adversus haeredes poenae bo- » norum ademptionis, quam si lis contestata,et condemnatio » fuerit sequuta, excepto repetendarum, et majestatis judicio, » quae etiam mortuis reis, cum quibus nil actum est, adhuc » exerceri placuit, ut bona eorum fisco vindicentur, adeo ut » divus Severus, et Antoninus rescripserunt, ex quo quis » aliquod ex his causis crimen contraxit, nil ex bonis suis » alienare, aut manumittere eum posse. Ex caeteris vero de- » lictis poena incipere ab haerede ita demum potest, si vivo » reo, accusatio mota est, licet non fuerit condemnatio se- » quuta etc. »

» Et secundum suprascriptam distinctionem inter delicta publica et privata, bene applicari valet generalis regula quod poenae corporales et pecuniariae morte delinquentis extinguntur; quod procedit tam de jure civili, ut in L. *defuncto* de public. judic. l. 1. de privat. delict. l. prima et 2. C. si reus, vel accusator mortuus fuerit; quam etiam de jure canonico, ut in cap. *quorundam* 26 distinct. « Sed quia jam » ille examini divino relictus, humano judicio accusari non » potest etc. » Cum primarius finis puniendi delinquentem in eo consistat, ut ille corrigatur, et emendetur in futurum, ut qui stultus fuit in culpa, sapiens sit in poena etc. cap. *Qui ea*, 39 distinct. Inde sequitur quod mortuo delinquente cesset finis correctionis et emendationis, et poena ad haeredem non transit. L. *Si poena* ff. de poena. « Si poena alicui » irrogatur, receptum est commentitio jure, idest antiquo jure, » ne ad haeredes transeat etc. » Et hanc rationem sequuntur Donell. in L. Unica n. 10. C. ut ex delict. defunct. Francis. Amaya in L. eorum C. de jur. fisc. Gomez Var. resol. lib 3. cap. 1. n. 76.

» Et quamvis poena a lege imposita amissionis bonorum ipso facto, et ipso jure post commissum delictum exequi possit, mortuo reo, contra ejus bona, ea quidem ratione, nam in ipso instanti commissi delicti censetur a lege prolata sententia contra ejus bona, ut notant Tiraquell. in leg. *Si unquam* C. de revocandis donat. n. 296. Jul. Clar. in praxi lib. 5 q. 4. n. 14. Gomez lib. 3 var. cap. 1. n. 80. Vers. sextus casus, Guazzin. de confiscat. conclus. 15. Fragos. de repub. Christiana p. 1. tom. 4. disp. 11. Attamen opinio contraria videtur verior, et magis rationabilis; nam poena amissionis bonorum ipso facto, et ipso jure nullatenus exequi potest contra haeredes delinquentis, quoties eo vivente, non praecessit sententia declaratoria talis delicti, ut firmant Amaya in L. *Eorum*, 10 c. de jur. fisc. Noguerol. alleg. 12. n. 157. Scacc. de jud. lib. 2 cap. 9 n. 243. Curt. sen. cons. 59. Menoch. de Arbitr. cas. 240 n. 6. Peregrin. de jur. fisc. lib. 4 tit. 5 n. 8.

» Nec refert, si dicatur, quod quando poena comminatur a lege ipso facto et ipso jure, statim post commissum delictum fiscus in bonis delinquentis acquirit jus in re, et delinquens amittit dominium bonorum, quia haec conclusio non videtur tuta; nam delinquens, non obstante poena amissionis bonorum ipso facto et ipso jure, nec etiam in conscientia obligatur ad restitutionem bonorum ante sententiam declaratoriam judicis. D. Thomas in 2. 2. quaest. 62 art. 3. Bonacin. de Leg. disp. prima quaest. prima p. 7 §. 2 n. 8. Sanchez ad praecepta decalog. lib. 2 cap. 22 n. 7 ubi refert plures concordantes, et firmat nimis durum videri, reum ante judicis sententiam esse exequutorem propriae poenae. Hinc patet, verba constitutionis Clementis contra tales delinquentes: *Qui delinquentes teneantur tradere similes mercaturas, et utilitates ordinariis locorum, vel eorum vicariis etc.* intelligenda esse ut procedi possit contra bona delinquentis post sequutam sententiam declaratoriam judicis, non autem ante.

» Ex quibus dicendum videtur, non posse hoc casu contra canonicum defunctum, esto quod deliquerit, procedi ad poenas contentas in dicta constitutione mediante exequutione in propriis bonis, dum in ejus vita non fuit contra eum prolata sententia declaratoria talis delicti, vel saltem quod fuerit in vita uti negotiator publice diffamatus, ut probat Text. in cap. cum oporteat de accus. « mandamus, quod nisi super prae- » sentes famam illius laesam esse noveritis, ad inquisitionem » non procedatis etc. » Et ad propositum hujus materiae notat Divus Thomas (in 2, 2, quaes. 70 art. 1) quod judex procedens contra delinquentem occultum, et non diffamatum, ob defectum partis laesae peccat contra justitiam. Ex quibus convincitur, quod judicium super crimine, quando non est publicum et notorium, tunc illius cognitio pertinet ad solum Deum, ut habetur in cap. *Erubescant*, 32 distinct. ibi. « Occulta peccata » Dei judicio reservantur; de manifestis loquimur; secretorum » autem et cognitor Deus et judex est etc. » Navarr. in Rubric. de judic. n. 92. D. Anton. 3 parte tit. 9 cap. 7. Et statutum permittens, ut procedi possit contra non diffamatum est ipso jure nullum. Clementina prima de offic. ordin. L. milites C. de quaest.

» Circa secundum dubium: An exactio quinque vel sex pro centenario ultra sortem ex mutuo, et similibus contractibus sit de negociationibus illicitis et comprehensis in constitutione?

» Pariter quoad hoc secundum dubium vota contraria firmant, talem exactionem non esse comprehensam sub dicta constitutione, et moventur ex eo, nam negociatio vere, et stricte sumpta est species mercaturae, et verificatur solum quando quis rem aliquam emit animo, ut integram, et immutatam vendendo, lucretur. Ita colligitur ex cap. *Ejiciens* 88 distinct. Rebell. de just. et jur. p. 2, q. ultima dicit, quod negociatio prohibita usurpatur pro eo quod est lucri causa mercaturam exercere. Zevall. in suo *Specul. comm. opin.* quaest. 810, n. 16, ait, quo clericus puniri possit tamquam negociator, concurrere debet, quod rem, quam emit, revendat in eadem specie, et forma, nihil addendo, vel mutando, nec ponendo industriam, et proprium laborem. Barbos. de potest. Episcop. p. 2 alleg. 13 n. 11 in fin. Dum ergo constitutio

solum prohibet mercaturas et negociationes saeculares, sub hac dispositione non est comprehensus tractus usurarius mutui; idque comprobatur ex eo, nam recipere supra sortem non est tractus, nec contractus mercaturae, et constitutio cum sit poenalis, non est extensibilis ad omnia genera delictorum, sed tantum ad expressa, nec valet argumentum de uno ad aliud. Nam excommunicatio lata contra furantem, non extenditur etiam ex identitate rationis ad homicidam licet homicidium sit majus peccatum furto et regulariter odia sunt restringenda, non amplianda, vulgata juris regula in cap. poenae de poenit. distinct. I. Ex quibus dicendum venit pro resolutione suprascripti secundi dubii constitutionem tamquam odiosam et poenalem non comprehendere lucrum quinque vel sex pro centenario, quia tale lucrum non est mercatura, nec stricta negociatio, de quibus tantum constitutio loquitur, non de aliis, et sic non est extensibilis ad tale lucrum, patet ex cap. 2 ne clerici, vel monachi, ubi dicitur: *Prohibemus ne monachi, vel clerici causa lucri negocientur etc.*

» Quod autem constitutio hoc casu locum non habeat, patet ex eo, nam, esto, quod canonicus defunctus exegerit quinque vel sex pro centenario, certum est, quod tale lucrum tenebatur restituere ei qui illud solvit. D. Thomas 2. 2. q. 78. art. 3. Ergo si defunctus tenebatur restituere dicta lucra ei, a quo fuerunt soluta, non poterant proinde talia lucra per dictam constitutionem applicari hospitalibus, seminariis, aliisque piis operibus.

» Denique quoad tertium dubium, an defunctus, quatenus sit comprehensus sub dicta constitutione, ei sufficienter satis fecisse dicitur, dum omnia sua bona reliquit pauperibus, ac piis locis?

» Respondetur in dictis votis, dictum canonicum relinquendo omnia sua bona pauperibus ac piis locis, sufficienter adimplevisse contenta, et disposita in dicta constitutione, quae solum applicat hospitalibus et seminariis lucra provenientia ex mercaturis et negotiationibus, non autem alia bona delinquentis aliunde acquisita, per consequens dum in ejus testamento non solum dd. lucra sed reliqua ejus bona pauperibus distribuit, abunde satisfecisse dicitur suprascriptae constitutioni.

» In hac discrepantia suprascriptorum votorum, non valens D. Archiep. aliquid deliberare, causam ad Romanam Curiam remisit, ad effectum ut ab hac S. Congregatione, cui a Papa resolutio dictorum trium dubiorum nuper demandata fuit, dicta dubia resolvantur, et declarentur, ad hoc ut in illis partibus a Romana Curia remotissimis valeat dictus archiepiscopus, non solum in praesenti causa, sed etiam in posterum deliberare, quid in similibus casibus statuere debeat, prout instantissime petit declarationem dictorum dubiorum. Quare etc. — *Thomas Grillus.* »

La S. Congrégation du Concile, réunie le 30 mars 1680, juge que le délit n'est pas assez constaté pour permettre de décider le cas particulier qui lui est soumis; car il n'est pas prouvé que le chanoine défunt ait fait du commerce. Elle ordonne donc d'examiner les trois questions en général. Voici le *folium*, et la décision textuelle:

« *Indiarum negociationis.* — Clemens IX sa. me. per motum proprium quascumque negotiationes ecclesiasticis tam saecularibus, quam regularibus in Indiis arctissime prohibuit, sub quibusdam poenis, et in casu contraventionis merces et lucra locis piis applicari voluit.

« Post dicti motus proprii publicationem et decretam ab archiepiscopo de las Charcas observantiam, decessit Franciscus canonicus cathedralis S. Fidei, inter cujus scripturas reperta fuere tria instrumenta, in quibus mercatores promittebant summas pecuniarum acceptas restituere intra annum cum aliquo lucro. Ideo dubitari coepit num in poenas d. motus proprii incidisset. Sed quia canonico vivente non fuerat inchoatum judicium ac rursus ille sua bona pauperibus, et locis piis reliquit ita ut constitutioni satisfactum videri possit, archiepiscopus de Las Charcas per libellum a SSmo remissum supplicari declarari:

» 1. An dictus motus proprius locum habeat etiam post obitum delinquentium, etiamsi cum defuncto nec judicium coeptum, nec lis contestata fuerit?

» 2. An exactio quinque, vel sex pro centenario ultra sortem ex contractu mutui, et similibus sit de negociationibus illicitis, et prohibitis in dicta constitutione?

» 3. An (quatenus decidatur dictum canonicum incidisse in dictam constitutionem) adimpleverit disposita in eadem constitutione, dum reliquit bona sua pauperibus et locis piis?

» S. Congregatio rescripsit: *Ex deductis non constare de negotiatione illicita, proinde non egere dubia responsione, et ad mentem; Mens est, quod dentur dubia in genere.* Die 30 martii 1680. »

Un an s'écoule avant que les *dubia* soient soumis *in genere* à la S. Congrégation. Elle décide: 1. La perception de 5 ou 6 pour cent d'intérêt n'est pas comprise dans la constitution de Clément IX. 2. Ce n'est pas remplir cette constitution, que de laisser ses biens aux pauvres par testament; assurément, cela ne met pas le clerc négociant à l'abri des censures. D'ailleurs il ne peut disposer de biens qui ne lui appartiennent pas. 3. Sur la question de savoir, si la constitution de Clément IX a son effet après la mort des coupables contre lesquels on n'a pas procédé, la S. Congrégation diffère son jugement. Nous ne trouvons pas que la question ait été proposée de nouveau.

« *Indiarum negociationis.* Cum de hujusmodi materia actum fuisset 30 martii 1680, visum est Emis Patribus, praescindendo a casu tunc proposito, mandare disputari dubia in abstracto. Repetendum itaque est qualiter.

» Urbanus VIII anno 1633 per literas in forma brevis prohibuit religiosis omnibus in Indiis degentibus omnem et quamcumque mercaturam, seu negociationem quocumque modo ab eis fieri contingeret, sive per se sive per alios.

» Et Clemens IX anno 1669 confirmans et amplians praefatas literas, ita disposuit: Motu proprio omnibus et singulis personis ecclesiasticis tam saecularibus quam regularibus sub excommunicationis latae sententiae, ac privationis vocis activae et passivae et officiorum et graduum quorumcumque, et inhabilitatis nec non amissionis mercium et lucrorum omnium ipso facto incurrendis districte prohibemus, ne mercaturis, et negotiationibus saecularibus hujusmodi quovis praetextu, titulo, colore, ingenio, causa, occasione, et forma etiam semel per se, aut mediantibus ministris, et alias quovis modo et qualitercumque, se ingerant, vel immisceant. Ac ex nunc prout ex tunc, et e contra postquam casus evenerit merces et lucra quaecumque in usus et commodum pauperum hospitalium etc. applicamus.

» His positis dubitari contingit:

» 1. An exactio quinque, vel sex pro centenario ultra sortem ex contractu mutui, et similibus sit de negotiationibus illicitis, et prohibitis in dicta constitutione?

» 2. An si quis incidens in dicta constitutione bona relinquat pauperibus et locis piis sibi benevisis satisfactum sit dictae constitutioni?

» 3. An dictus motus proprius locum habeat etiam post obitum delinquentium etiamsi cum defuncto nec judicium coeptum nec lis contestata fuerit?

» Sacra Congregatio etc. Ad 1. *Non esse exactionem fructuum ex mutuo comprehensam in bulla Clementis IX, sed satis prohibitam in jure. Quo vero ad secundam partem dubii, similibus etc. exprimantur casus particulares.* Ad 2. *Negative, et servandam formam constitutionis Clementis praedicti.* Ad 3. *Dilata.* Die 10 maii 1681. »

IV. Diverses questions décidées par la S. Congrégation du Concile.

37. Fagnan, qui publie diverses résolutions de la S. Congrégation du Concile concernant le négoce, n'a pu donner les trois que vous venons de rapporter, parce qu'elles sont postérieures. Il en est plusieurs autres qu'il n'a pu connaître par la même raison.

38 L'achat et la vente des bestiaux nourris dans les prairies des terrains ecclésiastiques ou des biens patrimoniaux des clercs n'ont jamais été rangés parmi les opérations commerciales prohibées. Les décisions qui se trouvent dans Fagnan sont formelles à cet égard. Les évêques eux-mêmes peuvent fort bien faire acheter des troupeaux pour consumer le foin croissant dans les biens de leurs menses épiscopales. En 1679, l'évêque de Tricarico consulta la S. Congrégation. Après avoir fait défricher et mettre en culture une partie des biens de la mense, il trouva des terrains impropres à toute autre production que les paturages; d'où la nécessité d'acheter des bestiaux. Le prélat ne pouvait croire que ce fût là un commerce illicite. Car le commerce prohibé consiste à acheter pour revendre plus cher. Ici, ce n'est pas dans ce but qu'on achète les bestiaux; c'est la culture des terres qui l'exige. Aucune loi n'interdit d'acheter des bestiaux fructifères. Les Chartreux et les Jésuites du pays agissent ainsi sans scrupule. D'après les décisions que rapportent les auteurs, les clercs peuvent licitement acheter, pour la culture et l'usage, des bœufs et d'autres bestiaux et vendre les produits; or, la S. Congrégation a décidé de la sorte au sujet des biens patrimoniaux et bénéficiaux des clercs. A ces causes, l'évêque de Tricarico fit présenter à la S. Congrégation la supplique suivante:

« *Tricaricen. Negociationis. — Pro Rmo D. Episcopo Tricaricen.* Cum Rmus D. Episcopus Tricaricen humillimus EE. VV. Orator partim ad evitandam infructuositatem terrarum mensae, partim etiam ad augendum annuum fructum expenderit de proprio plura scutorum millia et sic aliquas ex eisdem terris incultas propriis sumptibus reduxerit ad culturam, pro reliquis vero terris ad pascua tantum aptis animalia de propriis partim emerit, et partim emere intendat, ut majorem fructum ex eisdem terris mensae percipiat habendo fructus de animalibus propriis, qui etiam erunt mediati fructus terrarum, valdeque pinguiores, quam si terrae ad pascua locarentur..

» Supplex igitur petit Episcopus ab hac S. Congregatione responderi: An hae industriae sint illicitae negotiationes?

» Et pro negativo responso supplicamus considerari, quod illicita clericorum negotiatio consistit tantum in emptionibus et venditionibus per modum apothecae videlicet in eo, quod minori pretio eadem res emitur, ut cariori vendatur. In hac autem industria non committitur emptio rei ut eadem carius venundetur, sed tantum fit cultura terrarum; omnino licita, est emptio gregis animalium, ut corporis fructiferi, nempe vaccarum, ovium, et similium quas emere, ac emptas in terris ad ecclesiam pertinentibus vel aliis quibuscumque, ubi episcopus jura pascui habet, pascere mediantibus ministris ruralibus, nulla lege, vel ratione illicitum est. Quinimmo in illis partibus haec faciunt PP. Carthusiani, et PP. Societatis Jesu: vigetque regula generalis licere clericis secularibus emptiones, ac venditiones, in quibus non committitur apothecaria industria, ut notat Passerin. de stat. homin. tom. 2. q. 187 sub act. 2. ve bo, *negotiatio*, a N. 146 per tres seqq. specialiter etiam habemus decisionem hujus S. Cong. apud Barbosam, juris ecclesiastici lib. 1 cap. 40 n. 127. rursus apud Passerin. alleg. art. 2 n. 153 oc. 155 in responsione ad 2 quaesitum « Posse clericos pro cultura et usu boves, aliaque animalia emere, illorumque foetus justo pretio vendere. » Ubi advertendum ex primo quaesito S. Congregationem loqui de terris patrimonialibus, ac beneficialibus clericorum: Nec ullo modo interdictum est clericis pro majori lucro quamcumque industriam adhibere, dummodo non sit apothecaria, ut generaliter notat Barbosa, ibidem n. 124 et Passerinus, eodem art. 2 sub n. 158 circa finem a vers. *Et addit.* — *Joannes Vincentius Russophilus.* »

En effet, la S. Congrégation du Concile déclara que les industries en question ne pouvaient être rangées dans le négoce illicite. Le *folium* est bref, et ne contient aucune des raisons propres à justifier la décision.

» *Tricaricen. Negociationis.* Inter caetera bona spectant ad » mensam episcopalem terrae ad pascua tantum aptae; ut uberes » ex iis fructus percipiat episcopus, partim emit de proprio » et partim emere intendit animalia illorumque fructus et foetus » honesta ratione vendere. Supplex quaerit:

» An hujusmodi industriae sint negociationes illicitae?

» S. Congregatio respondit: *Negative.* Die 13 maii 1679. »

39. Voici un autre cas où la vente des denrées est permise. Un prêtre, un bénéficier retire de ses vignes une quantité de vin qu'il vend très difficilement; peut-il les échanger contre d'autres produits dont la vente est plus facile? Evidemment c'est permis, pourvu que tout se passe loyalement, et sans vouloir éluder la loi. Il existe une décision que la S. Congrégation du Concile rendit pour un diocèse de Portugal. Le négoce illicite ne consiste pas à acheter ou échanger des choses vénales, ni à vendre plus cher en employant quelque industrie pour l'époque ou le lieu de la vente; c'est l'achat ou l'échange de choses vénales avec l'intention de les revendre avec bénéfice, comme l'observe Passerinus, *de Stat. homin.* tom. 4, quast. 187. Voici le *folium* de la S. Congrégation:

« *Angren. negotiationis.* Presbyter beneficiatus in Insula » S. Georgii percipiens ex propriis vineis quantitatem vini » difficillime potest vendere. Proinde ne illud depereat, sup» plicat declarari:

» An possit cum aliis rebus vendibilioribus permutare, » easque deinde per se, vel administratores suos honesto » pretio vendere absque illicitae negociationis reatu?

» S. Congregatio respondit: *Affirmative, seclusa fraude.* » Die 10 junii 1679. »

49. Un ecclésiastique ayant reçu pour patrimoine d'ordination trente boeufs de labour, dont le revenu est plus industriel que naturel, craint d'être accusé de commerce illicite; il soumet à la S. Congrégation deux questions: 1. Est-ce commerce prohibé d'affermer des biens ecclésiastiques, pour les faire cultiver par des paysans, en sorte que, la rente payée au propriétaire, le recourant, qui prête ses boeufs, perçoive une portion du revenu, et retire par là un produit des boeufs? Secondement, est-il permis de former une société sur les boeufs de labour pour recevoir une portion du revenu de la ferme, au lieu du salaire qu'on devrait donner pour le travail des boeufs?

A l'appui de sa demande le recourant fait présenter à la S. Congrégation le mémoire suivant, où il s'attache à montrer que les deux choses susdites sont permises.

« *Melphien. negotiationis.* Emi ac Rmi Dni. Cum Joseph Donadies de Atella Melphien. dioecesis ordinatus fuerit ad titulum patrimonii, et in ejus computum habuerit triginta boves aratorios, quorum fructus magis sunt industriales, quam naturales, timeatque sub praetextu illicitae negotiationis vexari; supplicat propterea per hanc S. Congregationem decerni:

» Primo. An conductio terrarum Ecclesiae ad culturam pro certa portione dominicali, ut mediante opera colonorum ipse presbyter adhibendo suos boves aratorios percipiat partem portionis colonicae, atque hoc modo fructus ex bobus obtineat, illicita sit negotiatio?

» Secundo. An dare boves aratorios ad societatem (vulgo soccita) pro certa portione colonica loco pensionis debitae

pro servitio a bobus praestando in cultura terrarum illicita sit negotiatio?

» Et pro negativo responso ad utrumque supplicamus adverti regulam traditam a Passerino *de Stat. Hom.* q. 187 n. 146 ad 152 pag. 327 tom. 2, nempe, nunquam committi negotiationem illicitam, nisi per emptionem ad effectum vendendi, et carius vendendi rem emptam, in eodem statu absque mutatione; alias vero, nisi hae conditiones cumulative uniantur, semper negotia clericis saecularibus sunt licita, ut plenissime probat Passerinus ibidem.

» In casu autem praesenti nulla committitur emptio ad effectum vendendi, et carius vendendi rem emptam in eodem statu absque mutatione, ut per inspectionem quaesitorum super facto proposito satis patet.

» Specialius pro negativo responso ad primum quaesitum stant decreta hujus S. Congregationis apud Passerinum, ibidem sub n. 153, vers. *ad quintum* pag. 328 et sub n. 155, vers. *Sed postea*; insuper aliud decretum S. Congregationis Episcoporum, ibidem sub n. 167, pag. 333, ac tenent auctores ab ipso Passerino allegat. sub eodem n. 167 in fine.

» Pariter specialius pro negativo responso ad secundum quaesitum stant decreta hujus S. Congregationis apud Passerinum ibidem n. 153, vers. *ad sextum* et n. 154, vers. *ad septimum*, ubi explicite definitur casus concessionis bovum a gioviatico sive ad societatem (vulgo soccita) pro certa tritici aliorumque segetum seu frugum quantitate loco pensionis, cum revera hujusmodi concessio non aliud in substantia sit, nisi locatio ad fructum. Ulterius extat decretum penes eumdem auctorem ibi sub n. 155, vers. *Item censuit*, pluribusque allegatis firmat ipse Passerinus sub n. 164, pag. 332, cum seq.

» Nec Donadies emit boves animo locandi; quod ad coercendam avaritiae libertatem, vel e divinis diversionem S. Congregatio reprobavit iisdem decretis hic allegatis, et novissime apud Passerinum ibidem infra n. 189 pag. 340. Hypothesis enim quaesitorum est quod boves orator habuerit in constitutione patrimonii pro sua ordinatione in sacris.

» Neque contemnenda sunt quae accurate disserit idem Passerinus contra rigorem decretorum sub n. 187 vers. *Sed in contrarium* pag. 339. — *Joannes Vincentius Russophilus.* »

La S. Congrégation ne peut condamner, dans l'espèce, la ferme des biens et le louage des boeufs; mais elle prescrit que l'évêque oblige le recourant de se procurer un patrimoine suivant l'esprit du concile de Trente, qui requiert, pour le patrimoine d'ordination, des immeubles ou tout au moins des rentes perpétuelles légalement constituées. L'évêque qui a ordonné l'ecclésiastique dont il s'agit, devait rejeter un titre d'ordination aussi irrégulier.

Voici le *folium* de la S. Congrégation, et la décision:

« *Melphien. Negotiationis.* — Cum Joseph Donadies presbyter de Atella Melphien. dioecesis ordinatus fuerit ad titulum patrimonii et in ejus computum habuerit 30 boves aratorios, quorum fructus magis sunt industriales quam naturales, timeatque sub praetextu illicitae negotiationis vexari, supplicat propterea per hanc Sacram Congregationem declarari:

» 1. An conductio terrarum ecclesiae ad culturam pro certa portione dominicali, ut mediante opera colonorum ipse presbyter adhibendo suos boves aratorios percipiat partem portionis colonicae, atque hoc modo fructus ex bobus obtineat, illicita sit negotiatio?

» 2. An dare boves aratorios ad societatem (vulgo soccita) pro certa portione colonica loco pensionis debitae pro servitio a bobus praestando in cultura terrarum, illicita sit negotiatio? »

» Sacra Congregatio respondit: *Negative in casibus de quibus agitur, et episcopus cogat ad reducendum patrimonium ad formam Concilii.* Die 16 martii 1680. »

41. Nous remarquons une décision semblable, même année, *Tusculana negotiationis.* L'archiprêtre de Monte Porzio a hérité de sa mère quarante juments et trente bœufs de labour; il les a cédés par acte de société pour cinq ans, en se réservant la moitié du produit naturel et industriel. Le revenu a servi pour l'entretien de la famille de l'archiprêtre et pour offrir l'hospitalité à une foule d'étrangers et de prélats romains qui vont pendant l'été respirer l'air des montagnes. S'est-il rendu coupable de commerce illicite? Les décrets de la S. Congrégation, dans le but d'extirper l'avarice et les occupations séculières, défendent aux clercs d'acheter des bestiaux pour les louer. Dans l'espèce, il s'agit d'animaux acquis par héritage. Ce n'est pas l'avarice qui a inspiré l'opération; on doit y voir une honnête industrie dans le but de faire valoir le patrimoine et de pouvoir exercer l'hospitalité. Les préoccupations n'ont pas été telles, que l'archiprêtre ait été fréquemment distrait de ses devoirs de pasteur; la société dure cinq ans, et les comptes ne sont faits qu'à l'expiration. — La S. Congrégation décide dans l'espèce, que ce n'est pas du négoce illicite.

Voici le mémoire présenté au nom de l'archiprêtre, contenant les raisons propres à justifier sa conduite.

« *Tusculana Negotiationis.* — Emi ac Rmi Domini. R. Angelus de Maximis archipresbyter Montis Portii Tusculanae dioecesis equas numero quadraginta circiter ab haereditate matris quaesitas, et successive ad numerum conservandum etiam per aliarum loco deficientium emptionem renovatas, pluribus abhinc annis dare consuevit ad societatem quinquennalem (vulgo *soccita di cinque anni*) quae contrahitur inter socium majorem et minorem, non tamen ad caput salvum, ut hac mediante societate fructus tum naturales nempe pullos seu foetus earumdem equarum annuatim pro medietate, tum industriales, nempe frumenti portiones debitas pro tritura, quae post messem fit per ipsas equas, pariter annuatim, a socio minore perciperet, ad sui, suaeque familiae, ac etiam hospitum sustentationem; si quid vero ex his fructibus superfuit, honesta ratione venditum fuit.

» Itidem boves aratorios numero triginta circiter olim natos ex propriis vaccis, et successive ad numerum conservandum etiam per aliorum loco deficientium emptionem renovatos dare consuevit ad societatem quinquennalem alicui colono, socio minori pro novalibus conficiendis, ut annuatim vel tot frumenti quantitates, vel pretia eorumdem novalium pro portionibus socio majori debitis, perciperet pariter ad sui, suaeque familiae, ac etiam hospitum sustentationem; si quid vero ex eisdem frumenti quantitatibus annuatim superfuit, honesta ratione venditum fuit.

» Nunquam tamen in hujusmodi operibus personaliter se ingessit, sed omnia per socios minores laicos peracta expletaque fuere.

» Ne autem calumniis aliisque molestiis vexetur idem Angelus, supplex petit ab hac S. Congregatione decerni:

» 1. An contractus societatis quinquennalis quoad equas ut supra exponitur, illicitae fuerint negotiationes?

» 2. An contractus societatis quoad boves, ut praefertur, initi fuerint illicitae negotiationis?

« Et pro negativo responso ad utrumque supplicamus ad regulam traditam a Passerino (de stat. homin. tom. 3. q. 187 n. 146 ad 152) videlicet, solam esse negotiationem clericis illicitam ubi fit emptio ad eamdem rem carius vendendam, quae species negotiationis in societatibus supra enarratis commissa non fuit, sed potius datio ad fructum similis locationi. Et licet Sacra Congregatio, ad cohibendam avaritiae libertatem vel clericorum immersiones in seculares curas, animalia coemi eo animo ut continuate in affictum dentur, reprobaverit decretis relatis per Passerin. (ibidem n. 154, vers. *ad secundum*, et infra n. 189) attamen societates, quae hic proponuntur,

non continent originarias emptiones animalium eo animo factas, ut continuate in affictum darentur, sed vel animalia originarie quaesita ex haereditate matris, vel nata ex aliis propriis animalibus, atque ita in his terminis vigent specialia decreta de non illicitis negotiationibus penes Passerinum, (ibidem n. 153 vers. *Ad* 6, et n. 154. vers. *Ad* 7, rursus n. 155. vers. *Item censuit*) pluribusque allegatis firmat ipse Passerinus sub n. 164. Nec contemnenda sunt quae accuratius disserit sub n. 187. vers. *Sed in contrarium*, pag. 339.

» Quinimmo nec avaritiae studium intercedere potuit super quadraginta equabus, et triginta bobus, nec immersio in seculares curas, sed tantum honesta industria ex modico peculio ad domesticam sustentationem, incessantiumque hospitum etiam nobilium, ac Romanae Curiae praelatorum commodam exceptionem. Neque frequens fuit animi applicatio ad hujusmodi contractus, sed tantum semel singulis quinquenniis, quae nullo modo potuit animum avertere a servitio ecclesiae vel animarum cura.

» Et aptissime ad hos terminos ex eisdem rationibus hic deductis nuper S. Congregatio, me informante in causa *Tricaricen. negotiationis*, sub die 13 maii 1679; rursus in causa *Melphien.* sub die 16 martii proxime lapsi decrevit tales industrias non esse illicitas negotiationes. — *Joannes Vincentius Russophilus.* »

Le *folium* de la S. Congrégation expose longuement les circonstances du fait, presque dans les mêmes termes que le mémoire qu'on vient de lire. Nous le rapportons intégralement, pour ne pas tronquer ces documens inédits jusqu'à ce jour.

« *Tusculana negotiationis.* Angelus de Maximis archipres-
» byter Montis Portii Tusculanae dioecesis aequas n° quadra-
» ginta circiter ab haereditate matris quaesitas, et successive
» ad numerum conservandum renovatas etiam per aliarum loco
» deficientium emptionem pluribus abhinc annis dare consuevit
» ad societatem quinquennalem (vulgo *soccita di cinque anni*),
» quae contrahitur inter socium majorem et minorem, non
» tamen ad caput salvum, ut hac mediante societate fructus
» tum naturales nempe pullos seu foetus earumdem aequarum
» annuatim pro medietate, tum industriales, nempe frumenti
» portiones debitas pro tritura, quae post messem fit per
» ipsas aequas pariter annuatim a socio minore perciperet,
» ad sui, suaeque familiae, ac etiam hospitum substentatio-
» nem, si quid vero ex his fructibus superfuit honesta ratione
» venditum fuit.

» Itidem boves aratorios numero triginta circiter olim natos
» ex propriis vaccis, et successive ad numerum conservan-
» dum renovatos per aliorum loco deficientium emptionem
» dare consuevit ad societatem quinquennalem alicui colono
» socio minori pro novalibus conficiendis, ut annuatim, vel
» tot frumenti quantitates, vel pretia eorumdem novalium pro
» portionibus socio majori debitis perciperet pariter ad sui,
» suaeque familiae, ac etiam hospitum substentationem; si
» quid vero ex eisdem frumenti quantitatibus annuatim super-
» fuit, honesta ratione venditum fuit. Numquam tamen in hu-
» jusmodi operibus personaliter se ingessit, sed omnia per
» socios minores laicos peracta, expletaque fuere.

» Ne autem calumniis, aliisque molestiis vexetur, idem
» Angelus petit ab Sacra Congregatione decerni:

» 1. An contractus societatis quinquennalis quoad aequas
» ut supra exponitur, illicitae fuerint negotiationes?

» 2. An contractus societatis quinquennalis quoad boves
» ut praefertur initi, fuerint illicitae negotiationes?

» S. Congregatio respondit: *Negative ad utrumque.* Die
» 28 septembris 1680. »

42. Thomas Monzilla, prêtre de Gallipolis, représente humblement que Léonard Monzilla, son frère, laïque, étant commissionnaire de quelques gros négociants de Naples pour leur procurer des huiles et autres denrées du pays, et ledit Léonard étant peu instruit, et chargé d'une nombreuse famille, il est obligé de recourir aux conseils du recourant, comme son frère et propre à lui donner la direction dont il a besoin. Mais comme les commissaires de Mgr le Nonce attaqueraient probablement le recourant s'ingérant dans cette direction, sous prétexte de négoce illicite, le recourant demande humblement qu'on déclare: *Non esse illicitam negotiationem.* La simple direction qu'on donne à un frère, n'est pas et ne peut être du négoce. D'ailleurs, la commission de procurer des huiles et d'autres denrées, commission pour laquelle on reçoit simplement un salaire, n'est pas un commerce illicite; la S. Congrégation l'a décidé ainsi, pour Ischia, le 18 août 1668. — La S. Congrégation répond: *Juxta exposita non indigere.* 10 maii 1681. »

V. Pharmacies des réguliers.

43. Un décret de la S. Congrégation de la Visite apostolique, en date du 29 août 1637, a établi des dispositions spéciales pour les réguliers et les ecclésiastiques de Rome, en leur défendant l'exercice des arts lucratifs, quels qu'ils soient. L'inconvenance que des personnes consacrées à Dieu s'occupent d'affaires séculières et de métiers lucratifs; d'autre part, le préjudice que l'on causerait aux artistes, aux ouvriers et à leurs familles; voilà les deux motifs sur lesquels se fonda la S. Visite, pour défendre aux réguliers et aux ecclésiastiques de Rome et du district, d'exercer des métiers lucratifs, tels que la pharmacie, la boulangerie, le tissage et fabrication des étoffes, et de vendre aux étrangers les remèdes, la pain, le viande, ou d'autres ouvrages, quoique richement confectionnés. Il est défendu de faire ces choses tant au nom de la communauté qu'au nom des particuliers, *per se, vel per alios*, dans les couvents, ou en dehors, sous peine de confiscation des bénéfices et des capitaux employés à ces fabriques. Le décret de la S. Visite a été rapporté dans les *Analecta*, 19e livraison, col. 2808.

44. Ce décret spécial va plus loin que le droit commun, qui entend par négoce l'achat des marchandises qu'on se propose de revendre plus cher qu'elles n'ont coûté, sans leur faire subir de changement. Il est vrai que les saints canons prohibent plusieurs professions inconvenantes aux clercs et aux religieux; en outre, les SS. Congrégations ont souvent rendu des décisions portant défense aux religieux d'être pharmaciens et de vendre des remèdes aux étrangers; ces décrets sont rapportés dans la 60e livraison des *Analecta*, col. 490 et suivantes. Malgré cela, le décret du 29 août 1637, par sa généralité et par la pénalité qui lui sert de sanction, constitue une disposition spéciale aux ecclésiastiques et aux réguliers de Rome.

45. La ville et les ouvriers de Barcelone demandèrent jadis l'extension de ce décret, en se fondant sur les considérations qui le motivèrent, savoir, l'inconvenance des arts et métiers pour des religieux; d'autre part, le préjudice qu'ils causaient aux pauvres ouvriers. Le mémoire présenté à la S. Congrégation en leur nom, porte l'empreinte d'une animosité qui semble indiquer que les réguliers causaient aux pauvres un préjudice réel par leurs productions industrielles.

« *Barchinonen. extensionis decreti.* — Cum ad reducendum regulares ad veram regulam et disciplinam ecclesiasticam illosque a negotiis saecularibus deviandum, et ad pauperes artifices earumque familias sublevandum, S. Congregatio Visitationis Apostolicae pro Urbe Romae ejusque districtu contra eosdem regulares de anno 1637 sub die 29 augusti sanciverit prout in decreto, cujus copia datur. Eodem morbo nunc grassante in civitate Barchinonen. illius universitas et pauperes artifices pro ejusdem decreti ad civitatem praedictam

extensione, et inviolabili observatione ad SSmum Dominum Nostrum supplicem porrexerunt libellum, et cum eidem placuerit illum ad hanc S. Congregationem remittere, supplicantur Emi PP. pro resolutione favorabili annuendo extensioni praedictae, et quatenus opus sit, illius novae concessioni, prout justitia assistente obtineri speratur.

» Etenim satis vulgare est juris axioma, quod ubi viget eadem ratio, ibi eadem dispositio vigere debet. Eamdemque rationem vigere ad favorem oratorum non est ambigendum, cum hoc facere satis adstricti sint ad tollenda scandala et damna evitanda quae in diem insufferenter super exercitio eorum artium a religiosis recipiunt, qui loco Ecclesiae Dei inserviendi ac Christum eique animas lucrifaciendi, in mundanis negotiis se immiscendo mechanicasque et quaestuosas artes exercendo, non sine maxima oratorum jactura pecunias lucrari student, et valde laborant, quae fuit ratio unde dicta Apostolicae Visitationis Congregatio ad dictum decretum devenit. Ideo cum eodem gravamine oratores sint oppressi, eodem sublevamine demereri non debent, quia et ipsi sunt filii, et pater omnes filios aequaliter tractare debet; et multo magis, magis indigentibus et propter magnam itineris longitudinem qualibet die et a quolibet particulari gravamine ad SSmum recurrere non valentibus; quo casu, ut populi sublevati remaneant, leges praeventivae fieri debent.

» Multoque fortius quia justa petenti non videtur denegandus assensus, concurrente maxime pertinacia regularium, qui licet hodie, ne a cultu divino et piis operibus, quibus destinati sunt, distrahantur, eis de congrua substentatione provisi reperiuntur; quod secus erat tempore antiquo; multoque sanctorum qui propriis manibus victum quaerere coacti erant; ultra quod omni tempore coelesti militiae adscripti et cultui divino destinati ab hujusmodi quaestimoniis fuerunt alieni, tamen non desinunt frequenter occasiones praebere quod ultra sacros canones Summi Pontifices Sacraeque Emorum PP. Congregationes super hac materia et decreta et constitutiones apostolicas quotidie renovare defatigentur. Et ideo etc. »

La S. Congrégation refusa d'étendre à Barcelone le décret de la Visite apostolique de 1637; mais elle transmit copie de ses décisions qui prohibent aux réguliers les pharmacies et autres industries défendues par les saints canons. Vraisemblablement c'est à cause de la confiscation que la S. Congrégation refusa l'extension pure et simple du décret de 1637.

» *Barchinonen Aromatariae.* — Alias a S. Congregatione » Visitationis Apostolicae sub die 29 augusti 1637, dicitur » emanasse contra regulares aliosque ecclesiasticos quaestuosas » artes in Urbe, ejusque districtu exercentes pro secularibus » decretum cujus copia datur per informantem. Decretum hoc » tamquam rationi congruum Communitas et Artistae Barchi- » nonen ad eamdem civitatem per libellum a SSmo remissum » extendi supplicant. Proinde quaeritur:

» An petita extensio sit concedenda?

» Sacra Congregatio etc. *Extensionem petitam denegan- » dam. Sed danda decreta S. Congregationis in hac mate- » ria.* Die 12 augusti 1679. »

L'abus continua de régner; car nous remarquons une décision rendue pour la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en 1707 pour l'Espagne, décision renouvelant les décrets qui défendent aux réguliers, aux religieuses et généralement à tous les établissements pies, sous peine de suspense par le seul fait et de privation de voix active et passive, de faire de la pharmacie et de vendre des médicamens aux étrangers, directement ou par l'intermédiaire d'autrui, dans leurs couvents ou ailleurs. La décision reproduit textuellement, en ce qui concerne la pharmacie, le décret de la Visite de 1637, en y comprenant les religieuses dont ce dernier ne parle pas, et en substituant à la confiscation la suspense *a divinis* et les autres peines dites plus haut: « Superiores quorumcumque » Ordinum... ac domorum regularium utriusque sexus, et quo- » rumvis piorum locorum, nec non particulares religiosos, et » ecclesiasticos quoscumque non posse, sive religionis ac loci » pii nomine, sive particulariter, per se vel per alios exer- » cere in suis conventibus, seu domibus, aut alibi in quo- » cumque loco venalem artem aromatariam, praeterquam pro « suis, aut alumnorum usibus etc. » On peut voir l'entière décision, 60e livraison des *Analecta*, col. 490.

46. Quoique la confection des liqueurs ne soit pas un commerce proprement dit, et puisse être placée au rang des industries qui ne sont pas défendues aux ecclésiastiques et dont il est parlé dans les Actes, c. 20: *Ad ea, quae mihi opus erant, et his, qui mecum sunt, ministraverunt manus istae;* néanmoins, les distractions que ces industries apportent, motivent assez souvent l'interdiction. Ainsi la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a prescrit récemment au général d'un Ordre régulier de réduire notablement la fabrication d'une liqueur très recherchée aujourd'hui dans le monde entier. En outre, elle a prescrit de transférer la fabrication de la liqueur hors du monastère, et de céder tout le produit à un négociant, qui sera chargé de faire les expéditions et de traiter avec les acheteurs. En effet, des hommes voués à la vie contemplative ne peuvent qu'être distraits de leurs oraisons par une fabrication qui se fait sous leurs yeux et dans de grandes proportions. Le négoce, répétons-le, consiste à acheter des marchandises qu'on revend sans les altérer par une opération, ou industrie quelconque. En dehors des saints canons, les décrets des SS. Congrégations prohibent aux réguliers des deux sexes et aux ecclésiastiques l'exercice de la pharmacie et la vente des médicaments. Rome et son district sont régis par une loi spéciale qui range dans la catégorie du commerce illicite pour les ecclésiastiques et les religieux non seulement l'exercice de la pharmacie, mais aussi toute espèce d'industrie, de fabrication, de métier lucratif, sous peine de voir confisquer les bénéfices et les capitaux affectés à ces industries. Hors de Rome, elles ne sont pas toutes prohibées *ipso jure;* mais elles offrent d'assez grands dangers pour obliger fréquemment le Saint-Siége de les interdire absolument ou d'en modérer l'exercice.

47. La chambre des pharmaciens de Valence dénonça jadis à la S. Congrégation du Concile divers ecclésiastiques, et particulièrement les chanoinesses régulières de S. Christophe, qui prétendaient préparer et vendre des médicamens, sans les faire examiner par les médecins; d'où résultait un grave préjudice pour les recourants. L'archevêque représenta que les religieuses préparaient des sirops, et non des médicamens, et que ces sirops excellents au goût et très stomachiques, n'avaient rien de commun avec la médecine. D'autre part, la vente des liqueurs implique une occupation pour convenable pour des religieuses. La S. Congrégation du Concile remit la question à celle des Evêques et Réguliers. Voici le *folium.*

» *Valentina Pharmacorum.* — Collegium Pharmacopolarum » asserit se vigore constitutionum regiarum jus habere prohi- » bendi cuicumque personae dummodo ab illius magistratu » non approbatae, ne conficiat et vendat medicamina, aliaque » pharmaca ad eorum exercitium spectantia; sed quia nonnulli » ecclesiastici, et signanter moniales seu canonissae S. Chris- » tophori congregationis Lateranensis S. Augustini contra for- » mam dictarum constitutionum praetendunt illa vendere et » conficere absque eo quod a medicis sint revisa, in grave » oratorum ac etiam publicum praejudicium, earumque ordinis » dedecus et vilipendium. Idcirco supplicant injungi archie- » piscopo ut venditionem et confectionem pharmacorum hu- » jusmodi prohibeat, et aliis inconvenientibus exinde orituris » occurrat.

» Archiepiscopus praevia diligenti et accurata informatione » a physicis habita, et post laudatam sanctimonialium nobi-

» litatem et honestatem, sic refert: Licet sit verum quod ipsae » moniales stillatitios liquores arte indulcatos hauriant, tamen » absque medicorum judicio sunt omnino potabiles, non vero » illos conficiunt syropos, qui medicinae reconditis indigent » regulis; solum deserviunt ad saporem, et suavitatem dul- » cedinis, et ad animi firmitatem excitandam, et naturae in- » dulgendum, ut solent mulieres ad proprios domesticos usus » hujusmodi syropos et eclimata saccaro aut melle decoquere, » ac conficere. Ex hoc igitur exercitio neque religioni supra- » dicti monasterii, caeterorumque civitatis, neque ipsis mo- » nialibus ullum incommodum aut dedecus repugnat.

» Alterius testatur ab immemorabili tempore dicte moniales » esse in possessione conficiendi istos stillatitios liquores, et » medicos magis approbare medicamenta praedicta facta per » moniales, quam per pharmacopolos, suamque sententiam sic » aperit: Utinam omnia monasteria consimilibus uterentur emo- » lumentis; multa enim vastavit paupertas, et inopiae ruina, » proh dolor! prophano fœditatum consortio, et ad tollendum » tam flagitiosum scelus jugiter insudamus.

» Hujus rei difficultas pendere videtur non quidem ex pro- » hibitione contenta in regiis constitutionibus, quae dum per- » sonarum ecclesiasticarum expressam mentionem non faciunt, » illas non comprehendunt ex defectu voluntatis constituen- » tium, et quatenus expresse comprehenderent, attamen de- » fuisset in constituentibus potestas comprehendendi, ces- » sante apostolica confirmatione; sed potius ex eo quod exer- » citium praefatum repugnare videtur regulari sanctimonialium » statui, unde Emorum PP. prudentiae erit decernere:

» An confectio, et venditio praefatarum rerum sit monia- » libus prohibenda, vel potius permittenda aut toleranda?

» Sacra etc. *Ad S. Congregationem Episcoporum*. Die 27 » novembris 1683. »

48. L'exercice de la pharmacie fait-il encourir l'irrégularité? Aucune loi ne déclare les pharmaciens irréguliers; les médecins eux-mêmes ne le sont pas, s'ils exercent diligemment leur profession et s'abstiennent de toute incision et combustion chirurgicale. On peut voir Diana, tom. 5, tract. 5, resol. 74. Un infirmier qui accélère involontairement la mort de son malade sans qu'il y ait de sa faute, encourt-il l'irrégularité? Diana ne le pense pas (Resol. 75.)

Après avoir exercé publiquement la profession de pharmacien pendant vingt ans, Pierre-Paul Bologna a reçu les ordres mineurs et majeurs sans demander dispense de l'irrégularité *ad cautelam*, et a dit quelques jours la messe. Des personnes éclairées l'ayant averti qu'il a peut-être encouru l'irrégularité par la profession susdite, il s'est aussitôt abstenu d'exercer les ordres; quoique l'évêque pense qu'il n'est pas irrégulier, néanmoins, sa conscience n'est pas entièrement tranquille. Il demande donc à la S. Congrégation du Concile de vouloir décider s'il a encouru l'irrégularité par l'exercice de la pharmacie; et s'il l'a réellement encourue, il implore la dispense. — La S. Congrégation décide que l'irrégularité n'est pas encourue.

« *Sancti Marci Irregularitatis*. — Per supplicem libellum » Sacrae Pœnitentiariae oblatum, et ab ea ad hanc S. Con- » gregationem remissum, Petrus Paulus Bologna exposuit quod » postquam XX circiter annorum spatio artem pharmacopolae » non minus rite et fideliter, quam publice et palam exer- » cuerat, minores atque majores ordines a proprio episcopo » sibi conferri obtinuit, nulla tamen praevia dispensatione » super irregularitate, si quam propter dictam artem exercitam » contraxisset, et per aliquos dies missam celebravit, donec » a nonnullis viris doctis admonitus de contracta forsan irre- » gularitate, ab ulteriori sacrorum ordinum exercitio abstinuit.

» At licet ordinarius, re cognita atque perpensa, censuerit » oratorem non esse irregularem, et proinde tuto posse mis- » sam celebrare, attamen dictus orator pro tutiori conscien- » tiae suae quiete humiliter instat ut stantibus praemissis, quae » hodiernus vicarius capitularis vera esse testatur, Eminentis- » simi PP. respondere non dedignentur:

» 1. An ex praefata causa irregularitatem contraxerit? et » quatenus affirmative.

» 2. An cum eo sit dispensandum?

» Sacra Congregatio censuit: An 1. *Negative*. Ad 2. *Non* » *indigere dispensatione*. Die 5 junii 1688. »

49. Quoique la S. Congrégation n'approuve pas que les clercs et les religieux fréquentent les foires et les marchés, et confirme par conséquent la défense qu'en font les Ordinaires par des peines pécuniaires, comme prouvent les décisions citées 60e livraison des *Analecta* (col. 483); néanmoins, les censures en cette matière, surtout les censures *ipso facto* ne seraient pas soutenables. L'évêque de Meath, en Irlande promulgua jadis entre autres un statut synodal défendant aux prêtres de fréquenter les foires, sous peine de suspense réservée à l'Ordinaire. Ce prélat ayant demandé l'approbation de ses statuts à la Propagande, celle-ci en remit l'examen à la S. Congrégation du Concile; les réguliers portèrent plainte et demandèrent la révocation de plusieurs statuts, dont le dernier était précisément celui dont nous parlons. La S. Congrégation, faisant toutes réserves en cas de négoce illicite, décréta la révocation du statut en question.

« *Miden. Decretorum Synodalium*. Transmissis ab episcopo » Midensi ad Urbem decretis in dioecesana synodo editis, » in eum finem, ut a S. Congregatione Propagandae Fidei » approbarentur, insurrexit P. Portel nomine regularium illius » provinciae praetendens eorum plura corrigenda, et revo- » canda esse, et signanter illa, in quibus dicitur etc.

» 12. Cum negociatio clericis sit prohibita, et a numerosis » saecularium conventibus et congressibus convenit ut absti- » neant si ex officio adesse non debeant, nullus sacerdos ad » nundinas se conferat sub poena suspensionis ordinario re- » servatae.

» Cum autem S. Congregatio praefata decretorum hujus- » modi revisionem ad hanc S. Congregationem rejecerit, Emi » PP. pro eorum summa prudentia respondere dignabuntur.

» An, et quae ex dictis decretis sint approbanda, aut re- » probanda vel reformanda, et quomodo?

» Sacra Congregatio censuit. Ad 12. *Excepto casu illicitae* » *negociationis, esse revocandum*. Die 24 augusti 1686. »

VI. Commerce indirect.

50. Les décrets cités au § précédent prohibent aux ecclésiastiques et aux réguliers l'exercice de la pharmacie *sive per se, sive per interpositam personam*, soit en leur nom, soit sous celui d'autrui. Urbain VIII et Clément IX, dans les constitutions concernant l'Amérique et les missions, ont eu soin de prohiber le commerce indirect que voudraient faire les missionnaires *per interpositam personam*. Comme les anciens canons et la bulle de Pie IV se contentent de prohiber le négoce, sans spécifier qu'ils entendent l'interdire aussi *per alium et sub alieno nomine*, un assez grand nombre de théologiens estimèrent jadis qu'il n'y avait que le commerce direct qui fût rigoureusement prohibé, et que rien ne s'opposait à ce qu'un ecclésiastique prêtant des capitaux en retirât un bénéfice modéré. Ainsi, Barbosa, Charles de Grassis, Belletti, Vermiglia, Bonacina, Layman, Balonius et autres cités dans un mémoire qu'on verra plus loin. D'ailleurs, antérieurement à la constitution de Clément XIII, les canonistes eux-mêmes admettaient assez communément que les clercs *in sacris* pouvaient licitement, en cas de nécessité réelle faire négocier des capitaux *per alium*, pour leur entretien et celui de leur famille.

51. Quelques auteurs permettaient aux clercs les opérations de change *per interpositam personam*. Ainsi, Sigismond Scaccia, traité *de commerciis et cambio*, §. 1, quaest. 7, pag. 362:

« Clerici seculares qui paupertatem professi non sunt, possunt, mediante aliquo laico, dare suas pecunias ad cambium, non pro se ditando, sed pro sua, vel suorum necessitate, et dummodo non dent scandalum, neque a cultu divino distrahantur... Contra facit quod scribit Mich. Sal. ad D. Thomam, q. 78, dicens in casu, de quo ipse loquitur, quod etiam is, qui pecuniam dat campsori, seu mercatori, ut illam negocietur in cambiis, censetur campsor, seu mercator, non immediate, sed mediate. » Quoique sachant parfaitement que les agents de l'administration romaine *spoliorum* confisquaient les bénéfices réalisés par des clercs dans les opérations de change, le cardinal de Luca pensait que c'était à cause du scandale, et pour se conformer à l'opinion vulgaire, qui considérait le change comme un négoce illicite; mais qu'au fond c'était permis *sub aliorum nomine*, parce que le scandale cesse. (Card. de Luca, *de cambiis* disc. 18) Néanmoins, lorsque la S. Congrégation du Concile fut consultée, le cardinal de Luca conseilla de ne pas répondre, eu égard au scandale.

52. Trois fois la S. Congrégation examina la question, en 1676, en 1681, et en 1686; et elle refusa toujours de s'expliquer. Dans le premier cas, il s'agissait d'un chevalier de Malte qui trouva dans la succession de son père des changes actifs avec plusieurs débiteurs, lesquels avaient désigné des banquiers pour la circulation des traites. Le chevalier désirant continuer ces opérations, reconnut en sa faveur l'opinion assez répandue parmi les auteurs, d'après lesquels le change est licite, surtout lorsqu'il ne sagit que de continuer des opérations déjà en cours. Néanmoins, en réfléchissant que d'autres auteurs embrassent, en ce qui concerne les personnes ecclésiastiques, le sentiment opposé, le chevalier conçut des doutes et des scrupules, sans cesser de regarder l'opinion affirmative comme plus vraie. Il voulut donc, pour la tranquillité de sa conscience, consulter la S. Congrégation, en faisant observer que son nom ne paraissait pas sur les lettres de change, attendu que des banquiers étaient désignés, ou que les débiteurs faisaient eux-mêmes l'opération en leur nom. — La S. Congrégation, avons-nous dit, refusa de s'expliquer, et déguisa son refus sous cette formule adoucie: *Non proposita*, qu'elle a coutume d'employer, par ménagement pour les recourans que pourrait troubler une décision formellement négative. D'ailleurs, le grand nombre de partisans que comptait à cette époque le sentiment affirmatif, exigeait aussi une haute circonspection.

« *Dubium cambiorum.* — Cum N. N. eques Hierosolimytanus ex testamento haeres patri suo successisset, et in haereditate inter alia credita invenisset plura cambia activa favore dicti sui genitoris a diversis personis contracta, in quorum instrumentis, vel reperitur deputata ab ipsomet debitore persona certi mercatoris ad effectum transmittendi pecunias et spaccia per nundinas et plateas sub ipsius mercatoris nomine, vel per debitorem assumptum onus id per seipsum adimplendi; suaque intersit in dictis cambiis continuare; invenit suo desiderio favere magis communem doctorem opinionem firmantium licitam continuationem et perceptionem cambiorum. Verum quia aliqui doctores in contrariam iverunt sententiam licitam dictorum cambiorum perceptionem in persona ecclesiastica impugnantes, aliquam dubitationem seu scrupulum in ejus mente excitavit dictorum doctorum negativa opinio; et licet orator hanc opinionem minus veram existimet ex dicta magis communi opinione doctorum, cum per nundinas et plateas nomen dicti equitis non compareat, sed alterius mercatoris deputati, vel ipsiusmet debitoris nomen, adhuc pro majori securitate dictae opinionis super hoc EE. PP. oraculum exposcit humiliter supplicans sequens dubium decidi:

» An ipse licite possit continuare cambia praefata, et illorum fructus percipere?

« Sacra Congregatio: *Non proposita.* Die 28 septembris 1676. »

53. Un banquier de Florence est mort, laissant à ses trois fils sa succession composée de plusieurs contrats de change. L'aîné, engagé dans les ordres sacrés et prêtre depuis, a pris l'administration en son nom et comme procureur de ses frères. Quelques-uns des changes ayant été éteints, on a procédé au placement des capitaux; mais d'autres lettres de change devront probablement être renouvelées. Pour la tranquillité de sa conscience, le prêtre dont il s'agit, prie la S. Congrégation de décider les questions suivantes: 1. A-t-il exercé un négoce illicite? 2. L'absolution de la perception illicite du lucre, ainsi que celle des censures et des peines doit-elle être accordée? 3. Faut-il permettre la continuation des opérations de change pour un temps déterminé? 4. Peut-on permettre la même chose pour le plus jeune des fils; sans que cela l'empêche d'être promu aux ordres sacrés?

Un habile avocat de Rome rédige un mémoire en faveur du recourant, et fait valoir les plus spécieuses raisons.

Inutile d'examiner si un ecclésiastique *in sacris* peut licitement contracter des changes actifs, comme pensent plusieurs auteurs accrédités, attendu que la bulle de S. Pie V, par les conditions qu'elle prescrit, rend ces contrats aussi licites que tout autre. Mais toute difficulté disparaît dans un cas comme celui-ci, où les opérations sont faites par intermédiaire. Aucune loi ne prohibe aux clercs de faire valoir leurs capitaux par des séculiers. Les prohibitions ecclésiastiques concernent personnellement les clercs, sans comprendre le cas où ils entendent agir par intermédiaire et sans scandale. C'est ce qu'enseignent une foule d'auteurs, dont quelques-uns parlent expressément des opérations de change *per interpositam personam.* D'ailleurs, un clerc peut licitement faire valoir *per alium* ses capitaux, pour vivre; c'est là une conclusion communément reçue, surtout lorsqu'il s'agit uniquement de continuer un commerce; sur ce dernier point l'on a aussi le témoignage d'une foule d'auteurs, qui montrent une grande tolérance pour un cas aussi spécial.

On voit que le mémoire de l'avocat romain est une plaidoirie complète et d'autant plus spécieuse qu'elle se fonde sur une foule d'auteurs. Benoît XIV semble l'avoir eu sous les yeux en rédigeant sa bulle, qui pulvérise toutes ces doctrines indignes de la pureté de la discipline.

« *Florentina Negociationis Pro N. Sacerdote et N. ejus Fratre.* — Reliquit campsor tribus filiis suis haereditatem consistentem in pluribus cambiis quae a natu majore clerico olim, et postea sacerdote, nomine proprio et procuratorio fratrum per administrationem exercita fuerunt, ac partim extincta et partim renovata.

» Quoniam haec exigenda et forsan renovanda supersunt, praedictus sacerdos et alter ex fratribus ad statum clericalem anhaelans pro quiete eorum conscientiae obtinuerunt proponi in hac S. Congregatione:

» 1. An dictus sacerdos illicitam negociationem exercuerit? et quatenus affirmative.

» 2. An sit absolvendus ab illicita fructuum perceptione et a censuris et poenis in quas hac de causa inciderit?

» 3. An sit indulgenda continuatio dictorum cambiorum per quinquennium proximum, seu aliud tempus benevisum?

» 4. An eadem continuatio indulgenda sit fratri natu minori, ita ut ei non obstet quominus ad sacros etiam ordines promoveri valeat?

» Pro parte itaque dictorum fratrum supplicatur humiliter responderi negative ad primum, ex quo alia dependent.

» Quidquid enim sit de quaestione, an clericus in majoribus possit cambia activa contrahere post bullam B. Pii V quae illa reduxit ad justitiam, eisque dedit certam formam, ita ut ut hodie habeantur ad instar aliorum contractuum, veluti census

et similium, in quibus nulla penitus considerari potest discrepantia, seu alias illicita negociatio, prout, articulo discusso, sensit Turrius *de cambiis* dis. 1. q. 14, cum seqq. Emus de Luca, *de cambiis* disc. 18 n. 8 per tot.

» In casu de quo agitur, cessat difficultas, eo quia exercita sunt et actualiter exercentur per interpositam personam, per quam, semoto scandalo, prohibitum non est clericis eorum pecunias dare ad honestum lucrum, quia ecclesiasticae prohibitiones loquuntur in personam clerici, et tamquam poenales et exhorbitantes non debent extendi, quando per alium haec agere sine scandalo clerici intendunt. Layman. (lib. 3 tract. 4, c. 17, n. 43, §. *Praeterea*) Azor. Instit. moral. (p. 2, lib. 7, c. 12 ad finem vers. 2 quaeritur) Aragon. (2, 2, q. 77, art. 4) Bonac. de contract. (disp. 2. q. prima puncto 1 n. 15 vers. 3 sententia) Sopr. ad Filiuccium (tract. 83 c. 8 q. s. n. 5) Salas de empt. (dub. 2 n. 8) Balonius de just. et jure (c. 17 n. 4 contr. 4 n. 6). Fagund. de contract. (lib. 5. c. 11. n. 5. et c. 12. n. 1), Diana, Moral. (tom. 1. tract. 8 rereprop. 68, et 72 vers. *Et mihi* In coord. resp. 180, et 18 tom. 6 tract. 6) Cotonius (Controv. celeb. lib. 3 de clericis controv. 3. cap. cap. 8 n. 158) Vermig. cons. 150 n. 1 et seqq. Barbosa, de jure Eccles. (lib. 1 cap. 39 §. 1. n. 67 et 65 et c. 40 n. 21) Grassus (effect. cleric. 6. n. 25) Bellet. disq. cleric. (p. 1 §. 21 n. 17) Caball. ad cons. statut. Marchiae lib. 5 cap. 10, verbo *mercatores*. Nicol. in flosc. verbo *clericus* n. 9.

» Et in terminis cambii per interpositam personam exercendam Scaccia de cambiis (§. 1 q. 7 p. 2 ampliat. 11 n. 6). Rota in recen. decis. 209 n. 29 p. 15. Emus de Luca d. disc. 18 n. 8.

» Eoque magis, quia haec cambia non fuerunt voluntaria vel lucri cupiditate seu avaritia a sacerdote ab initio creata, sed continuata tantum ex quadam necessitate haereditatem paternam in hujusmodi consistentem manutenendi, in qua etiam laici habent partem, et ex ea se et familias alendi et substentandi cum suis filiis, cum campsor nil aliud praeter hujusmodi cambia reliquerit. Unde duo resultant.

» Alterum quod clerico in sacris licitum est ad sui et suorum debitam sustentationem dare ad honestum lucrum pecunias per alium negociandas. Abbas in cap. 1 n. 8 et cap. 8 n. 2. ibique Hostien. n. 1 Barbosa (in cap. 6 ibique Brich. de cleric. vel monachis) Card. de Lugo (disp. 26 n. 37) Castropalao (tract. 16, disp. 4. p. 12. n. 7) Sanchez (de matrimonio lib. 7, disp. 16 n. 26) Barbosa (de jure eccles. cap. 39 §. 5 n. 18 c. 40 n. 119) Grassus (eff. 6 n. 24) Bellet. citat. § 21 c. 25. Ciarlin. (controv. 55 n. 27). Farinac. (in fragm. criminali verbo *clericus* n. 169). Pignatell. (consult. canon. 34 n. 6. lib. 2). Antonelli (de regimine ecclesiae lib. 6 c. 7 n. 7). Vulpius in Pravi (cap. 33 n. 6) qui referunt decreta S. Congregationis.

» Et in terminis cambii exerciti per interpositam personam ad sui et suorum sustentationem Genuen. de cambiis (in principio n. 45 et 46 inter tract. mag. tom. 6 fol. 415) ubi quod est opus valde laudabile et commendabile. Scaccia de cambiis (§. 1 q. 7 p. 2 ampliat. 11 n. 6.) Rota decis. 209 n. 21 p. 15 et Emus de Luca citat. disc. 18 n. 8 vers. *unde propterea*, de cambiis.

» Alterum quod est mera continuatio negocii paterni, seu successio, quae quantumvis involvat mercaturam et negociationem, non impedit quin clericus possit continuare, praesertim dum habet fratres laicos forsan continuationem placitantes, maxime dum non per seipsum, sed per interpositam personam omnia peraguntur. Glos. in cap. 1 verb. *conductae* et ibi Abbas n. 8. Bunius n. 4 Hostien n. 6. Joannes Andreas n. 3 Barbosa n. 5 Fagnan n. 8 ibique Gonzalez, cap. *ne clerici vel monachi*. Vermig. cons. 450 n. 3 ubi de continuatione societatis et mercaturae paternae. Sylvester. verbo *clericus* 3. p. 11. Azor. d. p. 2 lib. 7 c. 15 vers. *Habet ex patrimonio*, ubi de negociatione et paterna mercatura. Lessius de Just. et jure lib. 2 cap. 21 n. 6. Bonacina, de censuris in bulla caenae, q. 19 punct. 3 §. 3 n. 5 vers. *secus*. Redoanus in pract. q. 2 n. 12. Bellett. disquis. clericor. tit. de disciplina cleric. 11 §. 21 n. 35. Antonell. de regim. ecclesiae lib. 6 c. 7 n. 5 Lezzanus in verbo *negocio* n. 8 et adsunt decreta S. Congregationis in *Caputaquen.* ad 6, de qua Barbosa, de jure eccl. lib. 1 c. 40 n. 127.

» Quinimo habemus nuperrime casum decisum in *Tusculana negociationis* die 28 septembris 1680, in qua ab hac S. Congregatione determinatum fuit licere sacerdoti continuare gregem equarum sibi a matre relictarum, eas conservando et renovando, prout ex ipso folio et decreto, quae dantur in calce.

» Multa enim quae non potest agere clericus uti clericus, potest agere uti laici successor, praesertim in communione cum consuccessoribus laicis, et per interpositam personam, ut notat Felinus in capitulo *quia*, vers. *quia ipse*, de judiciis. Barbatus cons. 1 n. 59 lib. 3. Lopez in L. 45 verbo *arrendatores* tit. 6 p. prima.

» Et in quacumque rigoriosiori opinione ad reddenda licita praedicta cambia per interpositam personam exercita, sufficit quaelibet circumstantia illa excusans. Vermigl. citat. con. 450 n. 3 et 4, ubi quod ex circumstantia dicitur negociatio per accidens. Molina de just. et jure (disp. 347 n. 10 vers. *Ego quamvis*) Grassus (effect. cleric. §. 4 n. 25) Lessius de just. et jure (lib. 2 cap. 21 dub. 1 n. 6) Squillant. de obligat. cleric. (p. 2 n. 43) Diana d. resolut. 72, vers. *sed tota*) Barbos. de jure eccles. c. 40 n. 121.

» Hinc non esset opus ad alias descendere. Caeterum, breviter ad secundum, in casu isto absolutio denegari non potest, quia vel nulla adest illicita negociatio, vel certe in ea excusandus est presbyter, dum omnia peregit per interpositam personam, quo casu practicari solet absolutio ad cautelam ad tradita per DD. in cap. ven. 7 §. *Sane* et in cap. *praesentatio* et cap. finali de sententia excommunicationis in 6. Sayr. de censuris lib. 2, c. 17. Nicol. instit. canon. lib. 5 tit. 38 de absol. n. 47 vers. 10 notand. Pignatell. consult. canon. 59 n. 50 ubi refert multa decreta S. Congregationis. Quae tamen absolutio a censuris necessaria non videtur, quia licet clerico negociatori sit imposita poena anathematis ut in cap. 6. *ne cler. vel monachi*, tamen excommunicatio non est latae sententiae, sed ferendae, ut inquit Barbosa, in cap. *Cum esset* n. 9 de testam. et tradit Molin. disp. 432 n. 2 Gibal. de clerico negocia. c. 3 art. 2 n. 4. Diana resol. 72.

» Ad 3 et 4 pariter affirmative, quia, ut supra dictum est, quaelibet circumstantia excusat, quando clericus non per se, sed per extraneam et interpositam personam exercet, juxta notata per Vermigl. d. cons. 450 n. 4 Molin. cit. consult. 437 n. 10 vers. *ego quamvis*. Grassus, de eff. 6 n. 22. Barbosa, de jure ecclesiast. cap. 40 n. 121 et antea cap. 39 §. 5 n. 67. Reginald. in praxi fori poenitent. lib. 25 cap. 21 n. 325 vers. *Quinta*.

« Quare etc. — *Octavius De Jandis Advoc.* »

Le mémoire qu'on vient de lire renferme assurément bien des citations d'auteurs accrédités. Néanmoins, le sentiment opposé était représenté par des canonistes de grand poids. Un savant dominicain, Passerinus, soutint avec talent et vigueur que les ecclésiastiques *in sacris* ne peuvent pas licitement faire du commerce par l'intermédiaire d'un gérant, ou d'un associé. (*De statu hominum*, tom. 2, question 187, art. 2, n. 208 et seqq.) La Rote retint constamment la maxime d'après laquelle le commerce indirect *per alium* n'est pas moins interdit aux clercs que le personnel et le direct. Benoît XIV (*de Synodo*, lib. 10, cap. 6) parle de l'affaire de Florence de 1681, et dit que Mgr Altoviti secrétaire de la S. Congrégation, dans son mémoire, fut d'avis que les actes

de commerce *per alium*, quoique inconvenants pour les clercs, n'étaient pourtant pas défendus et illicites: « Verum quidem » est, hunc negotiandi modum, per interpositam personam, » licet non prohibitum, nec illicitum, non esse tamen decen» tem statui clericali, ideoque non esse ad praxim deducendum. Il ne faut pas croire que tous les membres de la S. Congregation, embrassant l'avis du secrétaire, regardaient comme licite en soi, et non prohibé le négoce *per interpositam personam*. Car le sentiment opposé est formellement exprimé dans le *votum* du cardinal Casanate, qui, les deux fois que l'affaire fut appelée devant la S. Congrégation, vota pour l'adoption pure et simple de la jurisprudence de la Rote. Ainsi, disait-il, le prêtre en question s'est rendu coupable de commerce illicite; car les clercs, surtout ceux engagés dans les ordres sacrés, ne peuvent faire de commerce à l'aide d'un gérant ou d'un associé. Néanmoins, à condition qu'il s'en abstienne désormais, on pourra l'absoudre des censures et des peines qu'il a encourues, et lui permettre aussi de garder les bénéfices, qui autrement seraient passibles de confiscation. Pour ce qui est de lui permettre de continuer les opérations de change, *negative*; il peut fort bien, en l'état présent, reconnaître sa part d'héritage, et laisser le négoce à ses frères pour leur portion; on ne peut permettre le commerce sans nécessité. Enfin, on peut accorder l'indult au plus jeune des frères qui n'est pas encore clerc minoré; car c'est une chose controversée en droit, si les clercs minorés peuvent ou non exercer le commerce, et cela suffit pour accorder l'indult ad *cauthelam*.

Voici le premier *votum* du cardinal, suivant les *dubia* rapportés plus haut:

« *Affirmative ad primum*. Quia clericis praesertim in sacris interdicta est negotiatio ad lucrum, etiam per extraneum administratorem, vel socium, ut optime notat Passerinus *de statu homin.* tom. 2. q. 187, sub art. 2, verbo *Negotiatio*, n. 208 cum duobus seqq. pag. 345 cum seq. ubi refellit contrariam opinionem, praesertim in negotiatione per socium, vel ministrum.

» *Ad* 2. *Affirmative*, quatenus abstineat in futurum.

» *Ad* 3. *Negative*, cum possit portionem suam agnoscere in statu praesenti, et negotiationem fratribus dimittere quoad eorum portiones, nec citra necessitatem sit permittendum negotiari.

» *Ad* 4. *Affirmative*. Quia est controversum in jure an clericis in minoribus ordinibus interdicta sit negotiatio, ut refert Passerinus, ibidem n. 213 cum duobus seqq. quod sufficit pro indulto ad cautelam, imo Rota in decis. 209 n. 22 p. 15 recent. tenuit clericis non adhuc ad sacros ordines promotis non esse interdictam negotiationem; quanto magis non promoto ad ordines minores. »

Ce *votum* fut rédigé pour la Congrégation du 19 novembre 1681. Dans le second, pour celle du 21 février 1682, le cardinal Casanate soutient de nouveau que le prêtre de Florence s'est rendu coupable de commerce illicite; il se fonde, non plus seulement sur Passerinus, mais aussi sur les décisions de la Rote, d'après lesquelles on ne doit permettre la banque *per interpositam personam* qu'aux ecclésiastiques qui n'ont pas d'autre moyen d'existence. Sans être usuraire, le lucre est illicite, à cause des censures et des peines canoniques; donc il y a lieu d'accorder l'absolution, même pour qu'on puisse garder les bénéfices. Le besoin de continuer n'étant pas constaté, l'indult ne doit pas s'accorder.

« *Affirmative ad primum*. Quia clerico in sacris interdicta est negotiatio ad lucrum, etiam per administratorem vel socium, ut notat Passerinus (de statu Hom. tom. 2. q. 187. sub art. 2. verbo. *Negotiatio* n. 213 cum duobus seqq. pag. 345. cum seq.) et specialiter de cambiis ad lucrum Rota decis. 479, n. 21. p. 13; decis. 41, n. 13; 173, 251. utrobique n. 6. p. 14; decis. 209, infra n. 19. p. 15 recent. Solumque permittitur clerico in sacris per interpositam personam exercere artem campsoriam quando idem clericus victum aliunde non habet, nec honeste potest habere, ut in d. 41. n. 14; 173 §. ultimo; 251. n. 7, p. 14. recentior.

» *Affirmative ad secundum*. Quia non ideo illicita est perceptio lucrorum quatenus non sint usuraria, sed tantum clericus subjacet poenis et censuris per sacros canones inflictis, ut attente firmatum fuit in decis. 15, n. 6; dec. 16, n. 7, dec. 17, N. 10, penes Novarium in *summa bullarum*.

» *Negative ad tertium*. Quia non constat de ulla indigentia continuandi ad terminos praellegatarum decisionum 41, 173, 251, p. 14 Recent.

» *Ad quartum*, nullam esse necessitatem indulti. Quia frater minor non est clericus nec primae tonsurae. Immo etsi esset clericus, non comprehenderetur sub prohibitione canonica, ut tenuit Rota in decis. 209, n. 22, p. 15. rec.; et dec. 15, n. 5. apud Novarium in *Summa bullarum*, quamvis haec opinio inter doctores sit controversa, ut refert Passerinus, de stat. hom. allegata q. 187. verbo *Negotiatio* sub n. 213 cum seq. »

La S. Congrégation du Concile s'abstint de trancher la question. La première fois, c'est à dire le 19 novembre 1681, elle renvoya simplement à une autre séance. A la seconde proposition, le 21 février 1682, elle manquait de renseignemens précis pour répondre aux quatre questions; car il aurait fallu savoir si la famille, et surtout le prêtre avaient d'autres moyens d'existence et si ce dernier pouvait séparer sa portion et la former des capitaux retirés du commerce et placés. Nous n'avons pas trouvé que la S. Congrégation se soit occupée ultérieurement de l'affaire. Vraisemblablement les intéressés comprirent qu'il était inutile d'insister.

« *Florentina Negotiationis*. — Defuncti patris haereditas » consistens in pluribus, et quidem exiguis cambiis ab illo » contractis tribus filiis superstitibus obvenit. Inter hos natu » major tunc clericus paulo post sacerdos evasit. Secundus » apud consanguineum educabatur. Tertius in minori aetate » constitutus studiis operam navabat. Eorumdem vero cam» biorum negotium ab extraneo administratore ad id assumpto » exercebatur, ita ut contractis aliis novis cambiis ex lucro » priorum, conflatum fuerit capitale inter eosdem fratres » commune, cujus universalis procurator constitutus fuit a » fratribus eorum major.

» Cum autem impossibile sit omnia praedicta cambia cito » exigere, ad quem effectum plurimae diligentiae hucusque » incassum adhibitae sunt, ac injectus fuerit scrupulus illicitae » negotiationis exercitae respectu primi, qui est sacerdos et » tertii qui statum pariter clericalem cupit, supplicant iidem » fratres pro eorum conscientiae quiete declarari:

» 1. An frater natu major, atque sacerdos illicitam nego» tiationem exercuerit? et quatenus affirmative.

» 2. An absolvendus sit ab illicita fructuum perceptione, » et a censuris, et poenis, in quas hac de causa inciderit?

» 3. An eidem sit indulgendum, ut praefata cambia con» tinuare possit per quinquennium proximum, seu aliud tem» pus benevisum?

» 4. An eadem continuatio indulgenda sit fratri natu mi» nori, ita ut ei non obstet, quo minus ad sacros etiam » presbyteratus ordines promoveri valeat?

» Sacra Congregatio respondit: *Dilata*. Die 19 novem» bris 1681. Reproposita causa rescriptum fuit: *Ad mentem*, » et mens est, *ut orator explicet casum praecise cum suis* » *circumstantiis*. Die 21 februarii 1682. »

54. Nous avons dit que la S. Rote Romaine soutint constamment le principe d'après lequel les clercs ne peuvent

faire du négoce ni directement ni *per interpositam personam*. Les *Recentiores* renferment plusieurs sentences dans ce sens. On a, par exemple, partie 13, la décision 479, *Romana cambii*, confirmée par plusieurs sentences conformes, laquelle annulle des opérations de change et exonère le débiteur de l'obligation de payer les intérêts, par la raison, entre autres, que le change avait été contracté en faveur d'un ecclésiastique, lequel négociait les lettres sous le nom d'un autre. Et la S. Rote se fonde sur la prohibition canonique, attestée par un grand nombre d'écrivains accrédités. Nous nous contentons de citer le passage suivant : « Praesertim cum Vantius ad cujus favorem fuit creatum id cambium in eo nudum nomen haberet, totumque commodum et incommodum spectaret ad Bernardinum Larizzam, uti Vantius medio juramento declaravit etc. Larizza autem cum esset sacerdos non poterat pecunias sub cambiis girare, ex quo de jure hujusmodi personis interdictum est mercaturam exercere, ut in toto titulo, *Ne clerici vel monachi*, cap. *fiat, de vita et honestate clericorum*, et cap. *Praedicator*, 16, quaest. 2; cap. *Negotiatorem*, dist. 88. Natt. consil. 530, Menoch. cons. 12. Imol. cons. 16. Ricc. in praxi fori eccles. part. 3, resol. 205. Carolus de Grassis de effect. clericat. effect. 6. n. I. Modernus Januensis *de cambiis*, disp. I. quaest. 2. Unde eo difficilius facultas cambiandi potuit transferri in Sanctorium cessionarium, quia nec plus juris potest in alium transferre, quam habeat in se, et istud medium inhabile impedit extrema conjungi. » Au second examen de la question (Recentiorum, part. 14, decis. 41) la S. Rote nomme d'autres auteurs à l'appui de sa jurisprudence, et ajoute que ceux qui permettent le commerce *per interpositam personam*, entendent parler de la vraie nécessité où serait un clerc dépourvu de tout autre moyen d'existence. « Cum sine controversia admittatur Larizzam esse clericum, prohibita ei erat negotiatio et mercatura. Rollandus a Valle cons. 38, cum aliis citatis per Carolum de Grassis; et quamvis juxta aliquorum sententiam clericis secularibus, qui paupertatem professi non sunt, sit per aliam personam permissa negotiatio, et pecunias suas ad cambium dare, loquuntur tamen in casu quo positi essent in mera necessitate, et nullum haberent exercitium ex quo salva eorum honestate victum quaerere possent, ut explicat Scaccia, de commerciis et cambiis §. I, quaest. 7, p. 2, ampliat. 11, n. 6. Grassus ibid. n. 23; qui non est casus noster, nec proinde est circa id immorandum. et quicquam modo definiendum, sed inhaerendum est veriori sententiae secundum quam clericis est interdicta negotiatio ex praecitatis et cumulatis per Zigarelli decis. 83. Adden. decis. 444, num. 36 cum seq. part. 4, tom. 2 Recent. » Le troisième examen de la question se lit dans les *Recentiores*, part. 14, n. 173; là encore, la S. Rote invoque de nouvelles autorités pour soutenir que les clercs ne peuvent exercer le commerce sous un autre nom, sans vouloir examiner si le besoin réel est un titre qui puisse excuser; nous citons textuellement, parce que nul écrivain n'a signalé les décisions Rotales : « Minus in vim alterius cessionis Larizzae cambii creditoris, licuit dicto Santorio pecunias sub cambiis retinere, quia sicut id non permittebatur eidem Larizzae cedenti clerico, cui interdicta est negotiatio et mercatura. Gratianus, discept. forens. cap. 826, num. 6; ita nec Santorio cessionario, in quem cedens non potuit transferre facultatem, qua per se carebat, et exceptio quae illum repellit, obstat etiam huic etc. Replicatio vero quod etiam clericis sit permissum negotiationem exercere per interpositas personas. Lessius, de just. et jur. lib. 2. cap. 21; tollitur responsione allata in ultima decisione, ut tolerari possit in clericis in extrema necessitate positis, et nullum exercitium habentibus, ex quo substentari possint, salva ipsorum honestate et in certis casibus relatis per Modernum Spoletanum, *Privilegia pauperum*, privilegium 284. Vivian. de jure patron. lib. 6. c. 1. inter quos non est hic in controversiam deductus, et ideo non applicantur. » Au quatrième et dernier examen de la même affaire *Romana, cambii* (Recent. part. 14, Decis. 251) la S. Rote soutint son principe, et cita des canonistes omis dans les précédentes décisions, pour établir que le commerce sous un autre nom est aussi strictement interdit aux clercs que le négoce direct: « Cum Larizza esset clericus, per declarationem Vantii ad ejus favorem factam non venit facultas cambiandi, ex quo clerico et personae religiosae activae et passivae mercaturae sunt interdictae, sicque non licet accipere, nec dare cambio. 88 distinct. Federicus de Senis, consil. 207. Faber in tractat. de cambiis, initio n. 45, vers. *nona*, tom. 6, part. I. Cost. de remed. subsid. remed. 73; cum aliis in dicta postrema decis. alleg. ubi respondetur contrariis admittentibus clericos ad negotiationem per interpositam personam, quia loquuntur de clericis in extrema necessitate positis et aliunde non habentibus unde vivere possint. »

55. Il était temps que le Saint-Siége définît la controverse. L'autorité de la Rote, quoique très grave comme doctrine, n'était pas décisive. A peine élevé au trône pontifical, Benoît XIV publie la constitution *Apostolicae servitutis*, en date du 25 février 1741, laquelle étend et applique aux clercs qui fort le commerce sous le nom d'autrui les peines édictées par les saints canons, la confiscation comprise, suivant la bulle de Pie IV, renouvelée par le Pontife, avec toutes les autres constitutions pontificales sur cette matière. Les clercs héritiers d'un établissement de commerce doivent interrompre le négoce, et séparer leur portion, sous peine d'être poursuivis conformément aux canons. Voici cette importante disposition.

« Benoît XIV, pape, pour mémoire perpétuelle.

» Le devoir de la charge apostolique que Dieu nous a confiée, nous oblige d'exercer une sollicitude incessante et éclairée, pour réprimer, autant que cela dépend de nous, les maux que cause la convoitise déréglée des hommes, et pour diriger, avec l'aide de la grâce divine, le troupeau du Seigneur vers la céleste patrie. Mais nous devons principalement surveiller ceux qui, agrégés à l'ordre ecclésiastique et appelés à une plus grande sainteté, doivent, par leur conduite, éclairer les autres dans la voie du salut. Car nous craignons vivement, qu'au lieu d'édifier les autres fidèles par leurs discours et leurs exemples, comme la sainteté de leur état les y oblige, ils ne les détournent de l'amour des choses célestes et ne les portent aux cupidités de ce monde.

» En conséquence, ayant appris avec vive douleur, que l'amour déréglé des biens de ce monde a gagné les cœurs de quelques clercs, en sorte que, mettant de côté la crainte de Dieu, l'honneur de leur état et le péril éternel de leurs âmes, ils osent exercer témérairement et invalidement le commerce interdit aux ecclésiastiques, et cela sous le nom d'autrui, afin d'éluder les peines édictées par les saints canons et les constitutions apostoliques des Pontifes romains nos prédécesseurs; ce qu'ils n'osent entreprendre ouvertement par crainte des châtiments temporels, ils le font hardiment sous des prétextes et avec des raisons vraiment inexcusables, comme s'ils pouvaient se dérober aux yeux de Dieu qui éclairera les profondeurs des ténèbres et manifestera les secrets des cœurs, et se soustraire au jugement du juge infaillible. Pour nous, considérant qu'un clerc si avide de richesses terrestres, témoigne par là même qu'il méprise et foule aux pieds les biens célestes, et que le clerc négociant qui parvient à la richesse et au luxe, doit être fui comme la peste, ainsi que parle S. Jérôme; voulant extirper une plaie aussi dangereuse du corps ecclésiastique; afin que les hommes attachés au service de la sainte Eglise prennent en horreur toute passion de lucre sordide, et s'efforcent de s'en-

richir en bonnes œuvres et de se former un trésor impérissable; nous renouvelons toutes les constitutions des Pontifes romains nos prédécesseurs et chacune d'elles contre les clercs de tout rang qui se livrent au commerce prohibé, en quelle manière que ce soit; avec toutes et chacune des peines édictées contre les mêmes clercs qui spéculent illicitement; voulons que ces constitutions et chacune d'elles soient regardées comme insérées intégralement et sans rien omettre, dans les présentes lettres; les confirmons et approuvons de notre propre mouvement, de science certaine, et dans la plénitude de la puissance apostolique, et les munissons de la nouvelle force de la fermeté apostolique et de l'observance inviolable. Ces constitutions ainsi renouvelées, confirmées et approuvées, avec toutes les peines que chacune d'elles renferme contre les clercs négociants illicites, nous les étendons par le même mouvement, science et plénitude de puissance, comme ci-dessus, et les appliquons perpétuellement aux clercs qui font illicitement du commerce sous le nom d'un laïque, absolument comme s'ils exerçaient eux-mêmes le négoce sous leur propre nom, et comme si toutes les constitutions pontificales et chacune d'elles eussent été édictées contre eux et s'ils y étaient désignés et nommés. Voulons et déclarons que tous les biens par eux illicitement acquis sous le nom d'autrui, soient passibles de la peine irrémissible de la confiscation, conformément à la constitution de Pie IV notre prédécesseur, laquelle commence: *Decens esse*.

» En outre, voulant que ceux qui sont appelés à être la portion spéciale du Seigneur, quittent toutes les sollicitudes mondaines et tous les dangers que présente la convoitise terrestre, et que, foulant aux pieds les richesses d'ici-bas, ils suivent plus librement et plus facilement Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui, étant riche, s'est rendu pauvre pour nous, afin de nous enrichir par sa pauvreté; nous souvenant du salutaire avertissement de ce bienheureux apôtre qui crie à haute voix: *Nul de la milice de Dieu ne s'implique dans les affaires séculières, afin de plaire à celui à qui il s'est dévoué*; par les présentes lettres perpétuellement valables, de mouvement propre et dans la plénitude de la puissance apostolique, comme ci-dessus, nous statuons aussi et déclarons que si un négoce illicite pour les ecclésiastiques, non établi par eux, mais commencé par un laïque, leur échoit par succession ou par un autre titre, soit en particulier, soit communément, séparé, ou uni à d'autres biens et conjointement avec des cohéritiers; et s'ils ont continué ce négoce par eux-mêmes et sous leur nom, ou par d'autres, et sous un nom étranger, même par leurs cohéritiers, ils doivent l'abandonner aussitôt. Mais si ce négoce ne peut être laissé sur le champ sans un préjudice temporel pour le clerc, en ce cas, il devra demander l'autorisation de le garder pendant quelque temps; en Italie et iles adjacentes, cette permission devra être demandée à la Congrégation des cardinaux de la sainte Eglise romaine interprètes du concile de Trente; hors de l'Italie, à cette même Congrégation, ou à l'ordinaire du lieu. En attendant, le négoce sera géré par un laïque. Puis, la même Congrégation, ou l'ordinaire, toutes circonstances pondérées, accordera la permission, et fixera un délai pour quitter ce negoce. Et si ce négoce non établi par lui, le clerc le garde sans la permission susdite, laquelle lui sera toujours donnée gratuitement, ou s'il le conserve au delà du délai permis, ou bien encore si pendant le temps permis il le gère lui-même, nous voulons et définissons perpétuellement, par mouvement et plénitude de puissance comme plus haut, qu'il devra être regardé comme négociant illicite, et comme passible de toutes les peines susdites, y compris la confiscation.

» Enfin, comme notre prédécesseur Pie IV, d'heureuse mémoire, déclara, par les lettres qui commencent: *Romanus Pontifex*, que sa constitution prescrivant la confiscation des lucres commerciaux des clercs ne comprenait pas les prélats, officiers et autres clercs séculiers ou réguliers et autres de tout état, grade, ordre et condition, lesquel décéderaient dans Rome, sa curie et son district, pourvu qu'ils eussent par indult spécial du Siége apostolique, par privilége de leurs offices ou par tout autre titre la faculté de tester, codiciller, et disposer de leurs biens, ou de les transmettre à leurs proches lorsqu'ils mourraient sans testament; vu aussi que Paul V, pareillement notre prédécesseur, par les lettres qui commencent: *In eminenti*, exempta du *spolium* les clercs, les citoyens et les curiaux, ou habitans de cette auguste ville, alors sienne et maintenant nôtre, en ce qui concerne les biens situés dans cette même ville et son district dans le rayon de dix milles, sans excepter les biens acquis par eux avec les revenus ecclésiastiques; ce qui fait douter si cet indult comprend aussi les biens provenant d'un négoce illicite, et si ces biens échappent à la confiscation de notre Chambre apostolique; nous statuons et déclarons de notre propre mouvement que lesdites constitutions de Pie IV et de Paul V nos prédécesseurs ne sont d'aucun effet pour les biens acquis dans un négoce illicite par les citoyens et curiaux, ou habitans dont il s'agit et par les clercs de quel ordre et dignité que ce soit, munis de tous les indults et priviléges qu'on voudra; quoique ces biens soient situés dans Rome et son district, ou partout ailleurs. Voulons que les biens provenant du commerce illicite soient dus à notre Chambre apostolique, et que les constitutions de Pie IV et de Paul V ne puissent pas empêcher l'effet des choses susdites, absolument comme si elles n'avaient pas été rendues, et nous les abrogeons et abolissons, pour autant que lesdites choses obtiennent leur plein effet.

» Décrétons que les juges et les commissaires de tout degré devront juger ainsi dans toutes les choses susdites et dans chacune d'elles, les privons de tout pouvoir et de toute autorité de juger et d'interpréter autrement; et déclarons nul et sans valeur tout ce qui, sciemment ou par ignorance, pourra être attenté par quelle personne et quelle autorité que ce soit. En conséquence, mandons à notre vénérable frère Annibal, évêque de Sabine, cardinal Albani, notre camerlingue, et à ses successeurs dans l'office du camerlingat, de faire observer inviolablement nos présentes lettres et de réclamer et prendre les *spolia* provenant de biens produits par le commerce illicite, comme de vrais *spolia*, absolument comme les autres biens appartenant à la Chambre apostolique. Et qu'il ne permette pas que la Chambre et ses agens soient molestés, troublés, inquiétés; autrement, qu'il inflige aux récalcitrans des censures et des peines ecclésiastiques, sans être arrêté par l'appel; et qu'après avoir procédé par les voies légales, il puisse agraver les censures et les peines, et, s'il le faut, réclamer le concours du bras séculier. Nonobstant les constitutions de Pie IV et de Paul V etc. (Suivent les clauses les plus solennelles et les plus amples dérogations).

» Donné à Rome près sainte Marie Majeure l'an 1741 de l'Incarnation du Seigneur, 5e jour des calendes de mars. »

56. La traduction ne nous dispense pas du texte latin, surtout dans les clauses finales, qu'il importe d'examiner, afin de pouvoir apprécier la validité de la coutume.

» *Benedictus Episcopus. Servus Servorum Dei.* Ad perpe-
» tuam rei memoriam. — Apostolicae servitutis commissum No-
» bis divinitus officium assidue vigilare nos admonet, ut ex prava
» hominum cupiditate suborientia mala, quantum in nobis est,
» provida sollicitudine coercentes, Dominici ovilis gregem su-
» perna opitulante gratia, ad aeternam patriam dirigamus. Sed
» praecipua cura constringit de iis qui ecclesiastico ordini ad-
» scripti, et ad sanctioris vitae genus electi aliis in via sa-
» lutis actuum suorum claritate praelucere debent. Vehementer
» enim timidi, ac solliciti sumus, ne caeteros christifideles,
» quos pro gradus sui sanctitate verbis, et exemplo aedifi-

» care debent, morum suorum pravitate, a coelestium rerum » amore ad terrena desideria avertant.

» 1. Cum itaque, ut non sine gravi animi nostri moerore accepimus, vesana humanarum rerum cupiditas ita nonnullorum clericorum invaserit animos, ut illicitam ecclesiasticis » negotiationem, ad evitandas poenas adversus illam exercentes » a sacris canonibus, et apostolicis Romanorum Pontificum » praedecessorum Nostrorum constitutionibus sancitas, sub » alieni nominis velamine, Dei timore, ecclesiastici nominis » decore, et aeterno suarum animarum periculo posthabitis, » temere, nulliterque exercere non dubitent; et quod palam » temporalium poenarum metu aggredi non audent, quaesitis » deinde coloribus, et vanis inanium rationum praetextibus » clam efficere non timeant; quasi vel Dei oculos, qui et illuminabit abscondita tenebrarum, et manifestabit consilia » cordium, latere, vel Supremi Judicis, qui non fallitur, examen effugere possint: Nos attendentes, quod clericus, qui » tantopere mundanis divitiis parandis inhiat, coelestia despicere, et pro nihilo putare convincitur, et quod clericus » negotiator ex inope dives, et ex ignobili gloriosus, tanquam » pestis, ut Beatus Hieronymus docet, fugiendus est; ad exitiosam hujusmodi labem ab ecclesiastico coetu eliminandam, » et ut sancto Ecclesiae Dei famulatui addicti, ab omni turpis » lucri cupiditate abhorrentes, studeant bene agere, et divites » fieri in bonis operibus, thesaurizantes sibi fundamentum » bonum in futurum; omnes et singulas Romanorum Pontificum praedecessorum nostrorum praedictorum constitutiones, » illarumque quamlibet contra quoscumque clericos illicitos » negotiatores desuper quomodolibet respective, cum omnibus, » et singulis poenis, contra eosdem clericos illicite negotiantes, editas, quas constitutiones hujusmodi, ac earum quamlibet praesentibus de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, » pro insertis haberi volumus, motu proprio, et ex certa » scientia, maturaque deliberatione, ac de Apostolicae potestatis plenitudine nostris innovamus, confirmamus, et approbamus, eisque et earum cuilibet novum Apostolicae firmitatis, et inviolabilis observantiae robur adjicimus; illasque » sic innovatas, confirmatas, et approbatas, cum omnibus, et » singulis poenis in eis et earum qualibet adversus clericos » illicitos negotiatores hujusmodi contentis, ad clericos illicite » sub alieno laici nomine quomodolibet negotiantes, perinde » ac si per ipsos, ac proprio eorum nomine negotia ipsa illicita exercerent, omnesque, et singulae constitutiones, » earumque quaelibet adversus eos desuper editae fuissent, » et in eis, et earum qualibet expressi, et denominati reperirentur, motu et potestatis plenitudine praefatis perpetuo » extendimus, et ampliamus; illorumque omnia, et singula » bona sic ab eis alieno nomine illicite acquisita, sub inevitabili spolii poena, ad formam constitutionis fel. record. » Pii Papae IV similiter praedecessoris nostri, quae incipit: » *Decens esse*: subjicimus, et subjecta esse volumus, et declaramus.

» 2. Insuper ut in sortem Domini vocati, depositis quocumque mundanarum curarum onere et humanarum cupiditatum impedimentis, Christum Dominum, qui propter nos » egenus factus est, cum esset dives, ut illius inopia nos » divites essemus, per calcatas mundi opes liberius, et expeditius sequantur, memores salutaris illius Beati Apostoli moniti, qui clamat, et dicit: *nemo militans Deo implicat se » negotiis saecularibus, ut ei placeat, cui se probavit*, per » easdem Nostras praesentes perpetuo valituras, motu et potestatis plenitudine praefatis decernimus, ac pariter declaramus, quod si aliquod negocium ecclesiasticis illicitum » personis licet ab eis minime institutum sed a laica persona » inchoatum, et ad eosdem clericos, sive haereditario jure, » aut quocumque alio titulo, sive singulariter, sive communiter, sive separatim, sive conjunctim cum aliis bonis, et » aliis cohaeredibus, vel sociis laicis existentibus delatum fuerit, » vel per se ipsos, eorumque nomine proprio, vel per alios, » aut alieno nomine etiam per suos cohaeredes, aut socios » prosequuti sint, illud statim dimittere teneantur. Si vero » negotium hujusmodi sine ipsius clerici temporali detrimento » statim dimitti nequeat, tunc, si intra Italiam Insulasque » adjacentes existat clericus, a Venerabilium fratrum Nostrorum » Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium Decretorum Concilii » Tridentini interpretum Congregatione, si vero extra Italiam, » ab eadem Congregatione, vel ab ordinario loci licentiam » illud ad aliquod tempus retinendi, proviso interim, quod » negotium hujusmodi a laico administretur, impetrare teneatur; dictaque Congregatio, aut ordinarius loci, perpensis » singulorum casuum circumstantiis, licentiam impertiatur, » tempusque in eo ad idem negotium dimittendum praescribat; » et si clericus negotium praefatum licet a laico, ut praefertur, institutum, absque licentia hujusmodi gratis semper » sibi impertienda, aut illud ultra tempus sibi permissum retinuerit, vel etiam intra tempus praedictum negotium per » se ipsum administraverit, pro negotiatore illicito haberi, » illumque omnibus, et singulis etiam spolii poenis praefatis » subjectum esse, motu et potestatis plenitudine dictis perpetuo volumus, et definimus.

» 3. Ac demum, eo quod fel. rec. Praedecessor Noster » Pius Papa IV per suas literas, quarum initium est: *Romanus Pontifex*, declaravit, praefata constitutione super spoliis » clericorum ob illicitam negotiationem a se edita, praelatos, » officiales, ac alios saeculares, et cujusvis ordinis regulares » clericos, aliosque cujuscumque status gradus, ordinis, conditionis, et praeeminentiae in Urbe, et Curia, ejusque districtu decedentes, testandi tamen, codicillandi, et alias de » bonis suis quibuscumque quomodolibet disponendi, vel ad » ipsorum proximiores, decedentibus illis ab intestato, transmittendi facultatem ex speciali Sedis Apostolicae indulto, » vel suorum officiorum privilegio, vel alio quovis titulo obtinentes, nullatenus comprehendi, et quod Paulus Papa V » pariter praedecessor noster per suas literas, quae incipiunt: » *In eminenti*, clericos cives, et curiales, sive incolas hujus » Nostrae Almae Urbis, tunc suae, exemit a spolio, quoad » bona in eadem Urbe, ejusque districtu intra decem milliaria » consistentia, etiam ex redditibus ecclesiasticis per eos acquisita, unde dubitari contingit, an suffragetur quoque ad evitandum spolium Camerae Nostrae Apostolicae competens » pro bonis ex illicita negotiatione provenientibus: Nos constitutiones Pii, et Pauli praedecessorum nostrorum praefatas, » quoad bona ex illicita negotiatione hujusmodi a civibus, et » curialibus, sive incolis clericis, cujuscumque ordinis, ac dignitatis, quibuscumque indultis, ac privilegiis munitis, comparata, et in Urbe, ejusque districtu praefatis et ubicumque » existentia, minime ad praemissorum effectum suffragari, sed » illa sic provenientia Camerae Nostrae Apostolicae vero jure » spolii, deberi, perinde ac si constitutiones Pii, et Pauli » praedecessorum hujusmodi ad praemissorum omnium et singulorum effectum impediendum minime emanatae fuissent, » motu simili pariter declaramus, et statuimus, dictasque Pii, » et Pauli praedecessorum constitutiones, quoad praemissorum » effectum sortiendum, plenarie abrogamus, et abolemus.

» 4. Decernentes sic in praemissis omnibus, et singulis per » quoscumque judices, et commissarios quavis auctoritate fungentes, sublata eis, et eorum cuilibet quavis aliter judicandi, » et interpretandi facultate, et auctoritate, judicari et definiri » debere, ac irritum et inane quidquid secus super his a quovis » quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari. » Quocirca Venerabili Fratri Nostro Annibali S. R. E. Cardinali Episcopo Sabinen. Albani nuncupato Camerario nostro, » et ejus in Camerariatus officio successoribus, per apostolica » scripta mandamus, quatenus spolia ipsa ex bonis ex illicita

» negotiatione provenientia, uti vera spolia, prout alia ipsius » Camerae jura, exigi, et recuperari, ac praesentes Nostras » literas inviolabiliter observari faciat, nec permittat, Cameram » ipsam, vel pro ea agentes desuper modo aliquo molestari, » perturbari, aut inquietari; contradictores quoslibet, et re- » belles per censuras, et poenas ecclesiasticas, et appellatione » postposita compescendo, nec non legitimis super his habendis » servatis processibus, censuras et poenas ipsas etiam iteratis » vicibus aggravando, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, » auxilio brachii saecularis. Non obstantibus praedictis Pii et » Pauli praedecessorum, aliisque Apostolicis, ac in provincia- » libus, et Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel spe- » cialibus constitutionibus, et ordinationibus, ac quibusvis fa- » cultate testandi, aliisque privilegiis, indultis, et literis Apos- » tolicis quibusvis concessis approbatis, et innovatis, etiam » si de illis eorumque totis tenoribus specialis, et expressa » mentio facienda esset, illorum tenores pro sufficienter ex- » pressis habentes, illis in reliquis in suo robore permanen- » tibus, caeterisque contrariis quibuscumque; etiam si aliquibus » communiter, vel divisim ab Apostolica sit Sede indultum, » quod interdici, suspendi, vel excommunicari non possint, » per literas apostolicas non facientes plenam, et expressam » de indulto hujusmodi mentionem. Et quia difficile foret » praesentes nostras literas ad singula quaeque loca deferri, » volumus, et declaramus, quod earum transumptis etiam im- » pressis, manu notarii publici subscriptis et alicujus praelati » sigillo munitis, eadem prorsus fides in judicio, et extra » adhibeatur, quae praesentibus adhiberetur, si forent exhi- » bitae, vel ostensae. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc » paginam nostri decreti, approbationis, confirmationis, in- » novationis, declarationis, statuti, ordinationis, concessionis, » derogationis, et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario » contraire: Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indi- » gnationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, et Pauli » Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romae apud » Sanctam Mariam Majorem anno Incarnationis Dominicae » millesimo septingentesimo quadragesimo, quinto kalendas » martii, pontificatus nostri anno I. *D. Card. Passioneus* » *Sub-Datarius.*

57. Ainsi, la constitution de Benoît XIV, qui renouvelle toutes celles que ses prédécesseurs ont portées contre le commerce illicite des clercs, est munie de clauses solennelles qui la préservent contre la coutume. Le *Decretum irritans* et la clause *Sublata* apparaissent solennellement dans tous ces actes de l'autorité pontificale. Nous avons récemment, dans la dissertation intitulée: *Principes canoniques sur la coutume*, expliqué l'effet et la force de ces clauses préservatrices, sans donner toutefois à nos assertions les développemens qu'elles comportent. Guillaume a Monte Lauduno compare le *Decretum irritans* à un glaive qui perce les plus grandes profondeurs; car, ajoute-t-il, ce glaive est d'une nature si maligne, qu'il détruit tout ce qu'il trouve: « Decretum irritans est penetrabilius omni » gladio ancipiti, omnia interiora et occultissima afficiens et » astringens: nam est tam malignantis naturae, quod quidquid » invenit, destruit, et in oppositum ducit. » Les décrétales renferment bien des exemples de clauses annullatives de tout acte contraire, clauses par conséquent préservatrices de la loi contre la coutume opposée, qui ne peut jamais prévaloir, le consentement du législateur faisant défaut. On peut voir le § final du canon *Statutum*, titre *de rescriptis*, Sexte de Boniface VIII; de même, la Clémentine *Cum rationi*, de rescriptis. La doctrine commune des canonistes est que le *Decretum irritans* abroge les coutumes passées et futures. Nous lisons dans Jérôme Mainatias (*consultatio de spoliis*) num. 11 et seqq. « Clausula decreti irritantis tanti est effectus, ut » liget etiam ignorantes, ita ut quidquid fiat contra hujusmodi » decretum, pro infecto habeatur, secundum plenissime tra- » dita per Gabrielem... nec non etiam consuetudinem tollat » nedum in praeteritum, sed etiam in futurum, ut ex com- » muni tradit idem Gabriel... Non video quomodo valide re- » cedendum sit ab ipsis specialibus constitutionibus apostolicis... » Maxime vero stante clausula illa, *Sublata*, cum decreto ir- » ritanti, quae operatur, ut judices careant jurisdictione, qua- » tenus velint judicare contra formam et tenorem ipsius cons- » titutionis, et claudit os cuicumque, ut non possit in con- » trarium audiri, quousque ei per Papam aperiatur os... » Constitutio in qua est adjectum decretum irritans, ligat » etiam ante ejus publicationem secundum magis communem » opinionem, quod tamen sane intelligitur quoad actorum an- » nullationem, secus vero quoad poenarum incursionem. » Ainsi, aux constitutions pontificales contre le commerce illicite des clercs, impossible d'opposer la désuétude ou l'ignorance. La clause annullative renfermée au *Decretum irritans* s'oppose à l'introduction légale de la coutume; d'autre part elle empêche l'ignorance de droit et l'on ne peut l'alléguer en faveur de la validité des actes, quoiqu'elle mette à couvert des peines, comme dit l'auteur précité.

VII. Encyclique de Clément XIII. Actions des sociétés en commandite.

58. La constitution de Benoît XIV condamne expressément le commerce indirect sous le nom d'autrui, et enlève toute probabilité au sentiment trop longtemps soutenu par un assez grand nombre d'auteurs. Un point encore obscur pouvait servir de prétexte aux abus. La plupart des théologiens admettaient que la nécessité permettait le commerce indirect, et que le clerc qui ne possédait nul autre moyen d'existence, pouvait licitement employer ses fonds en opérations commerciales, pourvu qu'il le fît sans scandale, *per interpositam personam*. Clément XIII publia son encyclique, et régla cette difficulté, tout en renouvelant d'ailleurs les constitutions pontificales prohibitives du commerce. Il paraît qu'un événement du temps fournit aussi l'occasion de publier cette encyclique. Un procès scandaleux fut agité devant les tribunaux contre un religieux que l'on accusait, à tort ou à raison, d'avoir fait, à la Martinique, du commerce sur une vaste échelle, pendant plusieurs années. L'argent de la Martinique perdait un tiers quand il était transporté en Europe; c'est pourquoi les insulaires convertissaient leurs deniers en des productions de l'île, et ils envoyaient en Europe ces denrées, sur lesquelles ils perdaient moins qu'ils n'eussent perdu sur des espèces monnayées. Or, le religieux dont nous parlons, profita, dit-on, de cet état de choses pour organiser un commerce très lucratif; il fit annoncer qu'il était disposé à faire compter en Europe tous les fonds qu'on voudrait lui remettre, sur le pied de leur valeur numéraire en Amérique, sans aucune diminution, par la voie de lettres de change, dont l'échéance était à 30 ou 36 mois. Toute l'opération se basait sur ce long délai. L'argent qui lui était donné, le religieux l'employait en marchandises d'Amérique, qu'il faisait transporter en Europe, et que ses correspondants avaient tout le temps de vendre, avant l'échéance des traites. Les bénéfices étaient considérables, dit-on; ces faits énoncés dans les mémoires des avocats, ne furent pas constatés légalement. Par malheur, la guerre de 1755 dérangea tout ce plan; tandis que l'on avait tiré des traites pour quinze cent mille livres sur plusieurs banquiers, les Anglais capturèrent les vaisseaux de la Martinique où se trouvaient les marchandises dont le produit devait faire les fonds pour payer les traites; les banquiers ne pouvant acquitter les effets acceptés par eux, déposèrent leur bilan; de là un procès qui eut le plus déplorable retentissement devant les tribunaux et l'opinion. Une autre version est que les marchandises capturées, loin d'être un objet de spéculation, étaient

simplement les récoltes des biens que l'institut possédait à la Martinique. Quoiqu'il en soit, Clément XIII adressa aux évêques du monde catholique la circulaire suivante, qui renouvela les prohibitions canoniques, et sanctionna plusieurs dispositions nouvelles.

« Dès l'époque où une inexplicable disposition de l'éternel Pasteur nous a placé sur la chaire du bienheureux Pierre et nous a confié la garde des ouailles du Seigneur, des hommes de zèle, surtout des pasteurs des âmes et des prédicateurs de la parole divine qui parcourent les villes et les provinces en prêchant aux peuples la pénitence et la conversion, se sont accordés à nous signaler l'avarice et la soif d'amasser, qu'ils ont fréquemment remarquées en quelques ecclésiastiques, entre autres abus qu'ils ont observés et tâché de réprimer, autant qu'ils l'ont pu. Le Saint-Esprit appelle cette cupidité, la racine de tous les maux ; aussi ne doit-on pas s'étonner que tous ceux dont elle a pénétré les cœurs, si elle ne les précipite pas dans de grands crimes, tout au moins elle les rend négligens pour le culte de Dieu et pour l'accomplissement des devoirs de leur vocation ; elle excite en eux le désir des choses terrestres, et les attache à des sollicitudes mondaines et aux occupations auxquelles ils ont rénoncé publiquement, lorsque, dans les mystères de leur initiation, ils ont pris Dieu seul pour la part de leur héritage. De là vient aussi qu'ils deviennent infailliblement chicaneurs et amis des procès, et qu'ils sont disposés à plutôt remuer ciel et terre, que perdre un vil lucre sur lequel ils comptent ou qu'ils se sont déjà procuré. De là provient encore qu'ils ne rougissent pas de prendre toute sorte d'emplois indignes de leur caractère. Aussi la plupart des laïques méprisent-ils de pareils ecclésiastiques et même le clergé tout entier, et sont animés de sentimens de dépit et d'animosité envers des gens qui leur ont suscité des controverses et des procès pour des choses temporelles, ou leur ont fermé les voies par lesquelles ils auraient pu pourvoir honnêtement à leur entretien et à celui de leurs familles.

» Ces relations, que nous avons toute raison de croire exactes, concernent aussi des religieux qui se laissent emporter hors des limites de la modération ecclésiastique dans leur sollicitude des avantages temporels de leurs communautés. Nous avons compris que nous devions, par l'autorité apostolique dont nous sommes revêtus sans mérite de notre part, remédier à des abus qui scandalisent le peuple fidèle et causent d'autres effets très pernicieux.

» Mais comme, depuis l'origine même de l'Eglise jusqu'à nos jours, il n'est rien que les décrets des conciles et les constitutions des Pontifes Romains nos prédécesseurs prescrivent aussi formellement et aussi sévèrement, rien que les saints pères et les pasteurs des âmes recommandent aussi fréquemment et aussi instamment, que l'obligation pour les ministres de l'Eglise, clercs ou religieux, de s'abstenir de la convoitise des lucres temporels et des sollicitudes des affaires séculières; et comme des censures spirituelles et de très grandes peines temporelles ont été édictées contre ceux qui ont la présomption de transgresser et de violer les règles canoniques sur ce point, nous avons pensé qu'il ne nous restait qu'à vous exprimer, Vénérables frères, notre ferme et constante volonté d'ailleurs entièrement conforme à la pensée de nos prédécesseurs et à l'esprit de l'Eglise, et qu'à vous exciter par nos exhortations fraternelles à faire observer, par les ecclésiastiques soumis à votre juridiction ordinaire ou déléguée, les saintes prescriptions des canons et des constitutions apostolique, et les statuts synodaux de chaque diocèse.

» Or, afin qu'on connaisse clairement notre désir constant et l'intention invariable du Siége apostolique pour l'observation religieuse des lois en question; et afin d'enlever toute force à l'usage, à la pratique, ou à la coutume contraire, dont les ecclésiastiques prétendraient s'autoriser pour excuser leur intervention criminelle dans les affaires et les sollicitudes temporelles; coutumes qu'il faut appeler corruptèles et abus, si nous voulons les désigner sous leur vrai nom; nous approuvons par les présentes, confirmons et renouvelons toutes les lois canoniques, et toutes les constitutions des Pontifes romains nos prédécesseurs contre les clercs qui font du commerce ou s'ingèrent dans les affaires séculières, surtout les constitutions de Pie IV, d'Urbain VIII et de Clément IX, y compris la dernière de Benoît XIV, notre prédécesseur immédiat, en date du 5 des calendes de mars 1741, première année de son pontificat. Confirmons ces constitutions, avec toutes les peines et toutes les censures qu'elles renferment, absolument comme si toutes leurs dispositions et toutes leurs sanctions pénales étaient insérées aux présentes lettres. Décrétons et déclarons que toutes ces lois et ces peines comprennent et doivent concerner toutes et chacune des personnes ecclésiastiques du clergé séculier et régulier, de tout ordre, congrégation, société et institut, quels que soient les indults, les priviléges et les exemptions dont on les suppose munis, quand bien même il faudrait en faire mention expresse et individuelle; en sorte que tous ceux qui pécheront contre les lois dont il s'agit, encourront les peines qu'elles édictent, et devront être réellement châtiés et punis par qui de droit, suivant les divers cas et conformément à la procédure prescrite par le concile de Trente, ou par les constitutions apostoliques, nonobstant tout usage, style, ou coutume contraire, fût-elle immémoriale, que l'on pourrait supposer en vigueur dans un lieu, diocèse, ou institut quelconque; par la teneur des présentes nous condamnons une pareille coutume, lui ôtons toute valeur, et la proscrivons comme un abus damnable, et une corruptèle imprescriptible.

» En outre, nous vous exhortons tous, vénérables frères, et vous conjurons en Dieu, de veiller à l'intégrité de la discipline ecclésiastique, dont l'observation est si importante pour le salut des âmes ; examinez la conduite de tous les clercs qui dépendent de votre pouvoir ordinaire ou délégué; si vous en trouvez que la souillure de l'avarice ait portés à transgresser les canons et les constitutions apostoliques, procédez contre eux en toute rigueur, suivant la teneur de ces mêmes canons et constitutions.

» Pour cela, vous devrez bien faire attention à deux choses; la première est de ne pas laisser tromper votre vigilance par les artifices et les ruses que les coupables ont coutume d'employer. Car il arrive souvent que ceux qui connaissent les dispositions des lois, arrangent leurs affaires avec des artifices qui leur permettent, au cas où l'on procède, de soutenir qu'ils n'ont rien fait contre les règles. Tantôt c'est une autre personne qui comparaît, les opérations et les registres portent son nom; dès lors le clerc soutiendra hardiment que le négoce, que la ferme ne le regarde pas. Tantôt sachant les limites des lois, ils disposeront toutes choses de manière à pouvoir dire que leur intention n'a pas été de faire du lucre, par esprit d'avarice, mais que lorsqu'ils pensaient uniquement à éviter une perte, ils ont eu fortuitement un bénéfice inespéré. Quelquefois aussi ce ne sont pas leurs propres biens qui sont employés au négoce ; ce sont ceux de leurs parents; c'est par devoir de charité, et à titre de direction qu'ils les aident à se procurer des moyens d'existence.

» Notre expérience de la charge pastorale nous a montré qu'il est quelquefois assez difficile d'apprécier en certains cas si le clerc accusé de négoce illicite a agi de mauvaise foi; Ne croyez pourtant pas que votre diligence soit sans résultat; car les ecclésiastiques verront tout au moins que vous n'usez d'aucune connivence avec la transgression de ce point très important de la discipline. Vous retirerez au contraire un grand fruit, en témoignant fréquemment votre profond éloi-

gnement et la répulsion de l'Eglise pour ces prévarications secrètes; à l'occasion, vous annoncerez hautement à vos clercs, qu'on ne se moque pas de Dieu, qui examine les reins et les coeurs, et que son tribunal saura écarter un jour les subterfuges par lesquels on cherche de tromper maintenant le supérieur ecclésiastique et d'éviter les peines des lois. Au reste, il ne sera pas entièrement impossible de découvrir la vérité, et de surprendre le crime occulte, si on examine attentivement la conduite des hommes; car ils se trahissent par l'ensemble de leurs actes, et les circonstances permettent de discerner avec probabilité les excuses légitimes de celles qui ne sont qu'apparentes. Nous pourrions le montrer par des exemples, si nous n'avions, comme il le faut, une entière confiance en la sagesse et en l'expérience de vos fraternités.

» L'autre chose à laquelle vous devez également prendre garde, c'est la fausse interprétation par laquelle on affaiblit la rigueur des prescriptions canoniques, ou l'on porte leur indulgence au delà des bornes que trace l'intention et l'esprit de l'Eglise; ce sont des opinions privées, dépourvues de l'approbation du supérieur légitime et accommodées aux exigences des cas particuliers; n'admettez pas ces opinions relâchées lorsque vous devrez porter un jugement légal sur le négoce des clercs séculiers ou réguliers. Si on doute de la licéité d'un contrat usité parmi les ecclésiastiques de quelque diocèse, il n'est pas juste de prendre pour règle la fréquence des actes, ou l'opinion personnelle des contractans; mais le plus court chemin pour dissiper les doutes et réprimer l'audacieuse témérité des intéressés, sera de consulter ce Siége apostolique; comme il a défini jadis plusieurs questions de ce genre surtout par l'organe de la S. Congrégation du Concile, ainsi désormais il ne manquera pas de résoudre les cas qui lui seront soumis, et il rendra des décisions qui traceront des règles pour agir et pour juger.

» A ce propos, nous avons appris qu'on désire une décision formelle de nous et du Siége apostolique sur le change actif, savoir, s'il est licite pour des clercs; quoique nous pensions que rien ne comporte moins le doute, néanmoins, voulant écarter tous les subterfuges, nous déclarons et définissons par la teneur des présentes, que le change actif est, de sa nature, un acte de vrai commerce; par conséquent on doit le regarder comme prohibé à tous les ecclésiastiques, tant sous leur nom propre, que par l'intermédiaire d'autrui; et tout membre du clergé séculier ou régulier qui fait un contrat de change actif, devient passible de toutes les peines et censures qui sont édictées contre les clercs négociants.

» Mais si un ecclésiastique allègue l'indigence et la nécessité pour excuser son ingérence dans les affaires séculières, non assurément son besoin personnel, (car tout clerc doit avoir un titre canonique d'ordination, ou tout au moins un patrimoine suffisant et bien constitué, à défaut desquels il pourvoit à ses besoins par des occupations convenables et en rapport avec sa profession) s'il allègue, disons-nous, l'indigence de ses parens, ou de ses soeurs, et autres personnes que le devoir naturel l'oblige de secourir; nous voulons d'abord et décrétons que le supérieur ecclésiastique n'admette pas cette excuse et qu'elle ne préserve nullement le clerc des peines canoniques que sa faute mérite, s'il ne prouve qu'il a précédemment exposé ce besoin au Siége apostolique, si ce clerc se trouve en Italie ou dans une des îles adjacentes; s'il est dans les pays éloignés, il devra l'exposer au moins à l'Ordinaire du lieu, et que, en vue de cette nécessité, il a obtenu du Siége apostolique, ou de l'Ordinaire, suivant la différence des cas, la dispense qu'il faut, et la permission d'aider par son industrie les personnes précitées.

« Ensuite, en ce qui regarde les administrations de notre cour romaine, nous faisons savoir que c'est notre intention et notre volonté que les dispenses et les permissions de ce genre ne soient données qu'à la condition que les motifs allégués sont conformes à la vérité, et lorsqu'il constera en même temps que l'on n'a aucun autre moyen de subvenir à l'indigence des parents; et, même en ce cas, qu'on n'autorise jamais les ecclésiastiques à prendre un genre de commerce inconvenant pour l'état et le caractère clérical; on devra, au contraire, indiquer et prescrire dans les indults et les lettres les moyens les plus convenables de secourir les parents dans leur pauvreté, en observant la modération voulue, et dans la juste mesure du besoin. Toutes ces règles, les Ordinaires devront les observer, en ce qui les concerne, en accordant les dispenses et les permissions en question; et en prenant garde aussi que les ecclésiastiques, sans juste cause et sans indult spécial, prennent comme permis généralement ce que le Siége apostolique ou les Ordinaires accordent à quelques clercs en particulier, par de justes motifs, par exemple, affermer les biens ecclésiastiques et les faire cultiver, en payant la rente.

» Du reste, nous voulons que les permissions obtenues comme il est marqué plus haut, soient considérées comme toujours révocables quant à la durée, et qu'elles soient censées nulles et révoquées toutes les fois que la cause alléguée, l'indigence des parents, cessera, ou qu'on trouvera un autre moyen légitime de les secourir; et nous chargeons la conscience des Ordinaires locaux de l'exécution et de l'accomplissement de toutes ces choses.

» Mais ce n'est pas seulement au négoce qu'il faut attribuer l'abjection de la dignité ecclésiastique, telle que nous la voyons actuellement. En effet, il y a d'autres abus par lesquels les ecclésiastiques se déshonorent et jetent la défaveur sur tout le corps auquel ils appartiennent; cela, d'autant plus fréquemment et avec d'autant plus de sécurité, que sachant que ces abus ne sont pas en opposition directe avec la lettre des saints canons et des constitutions apostoliques, ils ne redoutent pas de tomber dans les peines et dans les censures. En effet, les mêmes relations portent que plusieurs, en administrant leurs biens et en les exploitant, en vendant les produits, les bestiaux et les autres denrées qu'ils retirent de leurs biens patrimoniaux et des propriétés ecclésiastiques, ou en achetant les choses nécessaires pour leur usage ou pour la gestion de leurs biens, font publiquement des choses si inconvenantes, ils se montrent tellement plongés dans les affaires et sollitudes terrestres, et si avides de lucre, que par là ils se placent au dessous des hommes de la plus abjecte condition, eux que la grandeur de la dignité sacrée élève au dessus de la condition humaine. Tandis qu'ils devraient être et se montrer enfants de lumière, ils semblent surpasser les enfants du siècle par l'anxiété de la cupidité terrestre. On nous assure qu'ils fréquentent toutes les foires et tous les marchés, où ils portent un costume et des allures qui ne ressemblent à rien moins qu'à la modération, à la modestie, à la convenance et à la gravité ecclésiastique.

» Nous leur faisons savoir ouvertement que nous ne leur défendons rien de ce qui leur est indubitablement permis en soi, pour la bonne administration du patrimoine ecclésiastique, et de ce que les saints pères et les auteurs des lois canoniques recommandent à leur vigilance. Mais il est bien des choses non défendues au fond, et dont l'usage est pourtant subordonné, pour les clercs, à un certain mode et à une certaine forme, en sorte que ceux qui transgressent le mode prescrit et violent la forme sanctionnée par la discipline ecclésiastique, tombent sous les peines temporelles ou spirituelles édictées par les canons, comme le prouvent les innombrables exemples que nous en avons dans les lois générales du droit canonique, et aussi dans les statuts particuliers des diocèses, lesquels renferment bien des prescriptions relatives à la vie, à l'honnêteté, à l'habit et à la ton-

sure des clercs. Il faut donc, vénérables frères, que vous examiniez attentivement la conduite de tous les ecclésiastiques qui demeurent dans vos diocèses; s'il est constaté qu'ils font fréquemment des choses indécentes pour le caractère clérical, vous les avertirez par des instructions salutaires, de réfléchir à la grandeur de la dignité qui leur a été conférée, et de ne point croire qu'il leur soit permis de la souiller par des actes inconvenants, et d'éteindre dans l'esprit des fidèles l'estime et le respect dûs à l'ordre ecclésiastique, lesquels exercent une salutaire influence sur le bien spirituel des populations; qu'ils se souviennent qu'appelés au service spécial de Dieu, ils doivent chercher et procurer les intérêts de Jésus-Christ, et non leurs intérêts propres et terrestres. En outre, vous publierez les décrets opportuns et des édits empreints d'une plus grande sévérité, si vous les jugez nécessaires pour obvier à cette turpitude et à cette cupidité des clercs; vous punirez les fautes en proportion de la gravité du scandale, tantôt par des réprimandes, tantôt par des pénitences salutaires, tantôt par le glaive des peines et même des censures, pour le bon exemple.

» Un autre abus exige de votre part une sollicitude égale, et même plus grande; car il détourne plusieurs ecclésiastiques du service de l'Eglise et les entraîne aux sollicitudes du monde. En effet, nous avons appris que certains ecclésiastiques qui devraient, par obligation de charité, consacrer toute leur existence au culte de Dieu et au bien du prochain, l'emploient à des services abjects qu'ils rendent aux laïques, dont ils gèrent les affaires pour un vil salaire. En cela il est difficile de juger s'il faut davantage déplorer l'aveuglement de ceux qui foulent aux pieds la dignité de leur état, ou censurer l'audace des laïques qui considèrent si peu les ministres du sanctuaire auxquels ils devraient demander l'enseignement de la vie chrétienne et les secours du salut éternel, au point d'oser se servir d'eux pour des emplois domestiques et des ministères serviles.

» Mais ce qui frappe plus profondément notre esprit, c'est que ce mal provient peut-être d'un abus aussi détestable, savoir, que ceux qui aspirent témérairement à l'état clérical, trompent quelquefois leur Ordinaire par des documens apocryphes ou falsifiés, et lui présentent un patrimoine fictif, dont le revenu est nul, ou ne leur appartient pas; ils reçoivent ainsi les ordres sacrés sans avoir les revenus qu'il faut pour vivre convenablement selon leur état. Par conséquent, aucun de vous, vénérables frères, ne doit s'étonner que nous saisissions cette occasion de vous exhorter tous, et de vous recommander instamment d'user de plus de circonspection et de vigilance; n'admettez aux ordres sacrés aucun de vos sujets qui n'aura pas réellement, sans collusion ni fraude, le revenu annuel que prescrivent les statuts de chaque diocèse ou la coutume légitime, soit que ce revenu provienne d'un bénéfice ecclésiastique, ou d'une pension ecclésiastique, ou du patrimoine, dans les cas où le droit permet de recevoir les ordres sacrés sous ce dernier titre.

» Quant aux clercs et aux prêtres qui remplissent dans les maisons des laïques des emplois indignes de leur caractère et de leur état, et qui les détournent du service de Dieu et de la culture de leur propre perfection, pour les jeter dans des occupations serviles et dans le tracas des affaires séculières, quoiqu'ils s'efforcent de dissimuler cette espèce de domesticité sous des titres convenables en apparence, ne les laissez pas croupir tranquillement dans une condition aussi déshonorante, ni se glorifier, s'ils sont endurcis, de leur honteuse défection du camp ecclésiastique; au contraire, avec tout le zèle de votre sollicitude pastorale, et, s'il le faut, avec toute l'autorité de votre juridiction ordinaire et déléguée, conformément au droit, ramenez-les aux institutions de la vie ecclésiastique et aux exercices de la milice cléricale.

» Telles sont, vénérables frères, les choses que l'obligation de notre ministère apostolique nous fait juger devoir suggérer et recommander instamment à votre sollicitude pour défendre et venger l'honneur et la dignité de l'ordre ecclésiastique. En une matière comme celle-ci, qui dépend surtout des circonstances particulières des actions, la principale part vous est nécessairement réservée; car vous pouvez mieux connaître et apprécier plus justement les actions de vos sujets et les circonstances qui s'y rattachent, les besoins et les mœurs des pays, et les choses que les gens de bien estiment convenables ou indignes. Afin que vous puissiez librement corriger et réformer tout ce qui sera déréglé en ce genre, nous vous permettons de modérer, selon les sages inspirations de votre prudence, tout indult de dispense ou d'autorisation accordé jusqu'à ce jour par les bureaux de la cour romaine; et voulons qu'on n'en donne aucun désormais sans demander au préalable l'information et le vote de vos fraternités, et en mettant des clauses et des conditions qui vous laissent si parfaitement libres de l'exécution, que nul ecclésiastique ne pourra, contre votre défense, entreprendre ou continuer un commerce ou ministère quelconque qui ne soit pas convenable. En attendant, nous reposant sur votre zèle pastoral, nous vous donnons du fond du cœur la bénédiction apostolique à vos fraternités.

» Donné à Rome près Sainte Marie-Majeure le 17 septembre 1759, deuxième année de notre pontificat. »

59. L'encyclique nous trace un tableau saisissant des mœurs du clergé, vers la fin du siècle dernier, et révèle les abus que causait alors la propriété ecclésiastique ou patrimoniale. L'époque actuelle offre d'autres usages et d'autres périls, par l'immense développement qui a été donné aux institutions de crédit, aux sociétés industrielles et commerciales, qui offrent tant de facilités pour le placement et la mise en rapport des capitaux.

60. Nous avons publié dans la 60e livraison des *Analecta* une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers concernant les sociétés en commandite, sur la question de savoir si les ecclésiastiques peuvent en conscience en prendre des actions. N'ayant pas donné alors le texte de la décision, nous croyons utile de le publier, en l'empruntant à une collection officielle qui est sous presse:

» **Civitatis Castelli**. *Super dubio an liceat Clericis acquirere actiones societatis vulgo dictae di accomandita.*

» Episcopus Civitatis Castelli huic S. Congregetioni (Episcoporum et Regularium) exposuit instituendam esse ea in civitate societatem argentariorum, vulgo dictam *Banca* o Società di Accomandita. Cum porro institutores, ad fiduciam, nomenque eidem societati conciliandum, cupiant etiam ecclesiasticos viros eidem societati cooptare, eos nempe invitando ad acquirendas actiones, idcirco idem episcopus animadvertens, quod sacri canones prohibeant clericos in sacris ordinibus constitutos vel beneficia ecclesiastica retinentes, quamlibet exercere negotiationem, huic S. Congregationi dubium proposuit an liceat dictis clericis hujusmodi societatis actiones acquirere, societatis institutum et finem exponebat, nempe Art. 3. la Società farà il commercio del denaro, della carta, presterà sopra derrate, sopra mercanzie, e sopra ogni altro oggetto etc. S'incaricherà inoltre di ordini, commissioni, riscossioni, e negoziazioni di effetti commerciali mediante una provigione. Art. 16. Al primo marzo di ogni anno dovrà essere compilato il bilancio, e gli amministratori metteranno i dividendi a disposizione degli azionisti.

» Hujus S. Congregationis consultor de sua sententia rogatus, definitione, divisioneque istius societatis praemissa, concludit, eamdem nil aliud esse quam veram negotiationem; ideoque relate ad clericos subjici censuris omnibus a sacris canonibus et a summis pontificibus comminatis, praesertim

» a Benedicto XIV in bulla : *Apostolicae servitutis ; contra* » *clericos, etiam per interpositam personam, illicitam negotiationem exercentes.* Idem consultor concludit clericis » in sacris ordinibus constitutis, vel beneficia ecclesiastica » obtinentibus illicitum esse hujus societatis actiones acquirere.

» In congregatione itaque generali habita die 30 januarii 1846 sequentia dubia fuerunt proposita:

» 1. Se sia permesso ai chierici promossi agli ordini maggiori, » o possessori di benefici di acquistare le azioni della banca » accomandataria di Città di Castello nel caso? *Et quatenus* » *negative.*

» 2. Se si abbia a supplicare Sua Santità per un benigno » indulto nel caso?

» Emi Patres, referente Emo Orioli, rescripserunt:

» Ad 1. *Non licere.*

» Ad 2. *Provisum in primo.* Die 30 januarii 1846. »

TRAITÉ
LITURGIQUE, CANONIQUE ET SYMBOLIQUE
DES
AGNUS DEI.

Introduction.

Parmi les objets de dévotion que les fidèles aiment à recueillir dans la ville éternelle pour les porter ensuite dans leur patrie, où ils les conservent religieusement, il convient de placer les *Agnus Dei* au premier rang.

Un double motif explique cette pieuse et intelligente avidité. D'abord, l'Eglise ayant rangé les *Agnus* au nombre des sacramentaux, la vertu qui en résulte, lorsqu'on en fait usage, les rend extrêmement précieux, car les effets qu'ils produisent sont à la fois de l'ordre spirituel et de l'ordre temporel.

De plus, les *Agnus* étant consacrés par le Pape seul et à peu près exclusivement dans la ville de Rome où il fait sa résidence habituelle, c'est ensemble un souvenir de la ville sainte et de la personne sacrée du Pontife.

Depuis le XVIe siècle on a beaucoup écrit sur l'antiquité, l'origine, l'usage et la bénédiction des *Agnus*. De nos jours encore, plus d'une brochure a traité ce sujet, mais à part l'ouvrage du jésuite Baldassari, peu de publications ont été sérieuses ou complètes. Chaque écrivain s'est placé à un point de vue spécial et souvent la dévotion pure et simple ou l'édification des fidèles a préoccupé le plus grand nombre.

En résumant ici tout ce qui a été écrit et imprimé sur les *Agnus*, et en complétant les documents connus par de nouvelles études, notre but a été moins d'édifier que d'éclairer, de favoriser la piété que de donner satisfaction aux savants.

Ce traité aura donc une couleur exclusivement scientifique; et, par ce mot de science, j'embrasse ici les diverses branches des connaissances ecclésiastiques, qui sont la liturgie, le droit canonique, l'histoire, le symbolisme, l'archéologie et la bibliographie.

Par la liturgie, nous saurons avec quelle solennité et quelles formules de prières les *Agnus* sont bénits, consacrés et distribués. Les bulles et brefs des Papes, ainsi que les édits publiés en leur nom, nous apprendront les lois canoniques qui règlent la confection, la conservation, l'usage, la valeur des *Agnus*, en même temps que la confiance que nous devons avoir dans ces objets sanctifiés sera attestée et affirmée par la voix la plus auguste qui soit sur terre. L'histoire ecclésiastique, unie à l'archéologie, dont elle est la compagne inséparable, nous fera remonter, sinon à une origine très reculée, voisine des premiers siècles, au moins à une haute et respectable antiquité. Le symbolisme, où excelle le moyen-âge, nous guidera dans cette voie d'ascension si pleine de charmes qui conduit des choses visibles aux choses invisibles matériellement exprimées pour s'approprier aux besoins de la vie. Enfin, la bibliographie nous renseignera sur des ouvrages, qui dorment aujourd'hui dans les bibliothèques, mais que doit néanmoins consulter quiconque veut étudier à fond la question.

Je me suis imposé cette longue tâche. Pour l'éviter en partie à ceux que les monuments authentiques et premiers intéressent, j'ai cru devoir reproduire *in extenso* les textes qui viennent à l'appui de mes assertions. J'espère que l'on me saura gré d'avoir groupé ensemble tout ce qu'il importe de savoir scientifiquement sur le passé et le présent des *Agnus*, et, par une division en chapitres déterminés, d'avoir établi l'ordre, la clarté, la méthode qui permettent de se servir facilement de ce traité.

I.

Origine et antiquité des Agnus.

L'antiquité des *Agnus* est incontestable. Rien n'est moins certain, au contraire, que l'origine qu'on leur attribue.

Molanus prétend qu'ils remontent au IVe siècle et cite les noms des papes S. Melchiade et S. Sylvestre comme auteurs de cette dévotion. Valerio se contente du Ve siècle et met en avant le nom du pape S. Zozime, qui fut élu le 19 août 417.

Malgré l'autorité qui s'attache au savoir du cardinal Baronius (1), il semble difficile d'admettre avec lui que les *Agnus* aient remplacé les bulles d'or ou autres objets profanes et même licencieux que les jeunes païens portaient suspendus au cou, car il ne cite aucune preuve pour justifier une affirmation souvent répétée de confiance après lui.

Hospinien voit également dans les *Agnus* un rit d'origine païenne ou judaïque et en reporte l'idée aux *sigilla* donnés à l'occasion des saturnales.

On fit quelque temps grand bruit d'un monument qui, disait-on, était très concluant, puisqu'il avait été trouvé dans la basilique de S. Pierre, dans le tombeau de Marie, fille de Stilicon et femme d'Honorius. Mais il est certain aujourd'hui que l'objet en question n'était pas un *Agnus Dei*, mais une bulle d'or à l'effigie de l'Agneau (2).

Panvini a peut-être été trop absolu quand il a avancé que l'institution des *Agnus* date du IXe siècle seulement. Il serait plus exact, je crois, de dire que des textes certains et authentiques en parlent à cette époque, comme d'une chose, non d'institution récente, mais transmise par la tradition et la pieuse dévotion des fidèles.

Ennodius nous apprend qu'au VIe siècle, on se servait de morceaux de la cire du cierge paseal pour conjurer les orages et les dangers: la formule de bénédiction contenait ce passage explicite: « Sumptam ex hoc cereo contra procellas vel

(1) « Cerae illae quae ex cereo paschali acceptae aliisque puris admixtae et sacro chrismate delibutae ac benedictione sanctificatae sunt eo quod agni, Christi typum prae se ferentis, impressam imaginem habent, Agnus Dei dici consueverunt easque recens baptizati suspensas ad collum ferunt. Nam cum suis infantibus bullas Gentiles, ad avertendas fascinationes, ut Varro docet de Latina lingua, lib. 6, re turpicula consignatas vel aliter superstitionibus auctas, collo appenderent, ad eas abolendas placuit, superstitione in religionem mutata, ex ejusmodi sacris cereis bullas confici quas agni Christum prae se ferentis imaginem insignitas geniti in Christo gestarent. Cordis item imaginem in bullis suis Gentiles ferre consueverant, quo, ut tradit Macrobius, lib. 1, c. 6. Saturnal. sic noscerent se esse homines si corde praestarent, Christiani vero Christi agni imagine discerent exemplo ejus esse mites et humiles corde. » (Baronius)

(2) De Rossi. *Bulletin d'archéologie chrétienne*, 1863, p. 55. — Cancellieri. *De secretariis veteris basilicae Vaticanae*, p. 995 - 1002, 1032 - 1039. — *La Bolla di Maria moglie di Onorio imperatore che si conserva nel museo Trivulzio.* Milan. 1819.

omnes incursus, fac, Domine, dimicare particulam. » Au XIIIe siècle, Guillaume Durand ajoute que cet usage s'est conservé dans beaucoup d'églises particulières, mais qu'à Rome ce rôle d'auxiliaire était directement rempli par les *Agnus*. « Hi agni a fulgure et tempestate fideles et credentes defendunt propter virtutem consecrationis et benedictionis. Sane secundum quarumdam ecclesiarum consuetudinem cereus distribuitur in octava Paschae populo ad suffumigandas domos, ad significandum quod in ultima resurrectione Christus fidelibus in praemio tribuetur, ad quod expressius significandum Romana Ecclesia agnos facit supradictos. »

Les *Agnus Dei* ne se faisaient donc qu'à Rome, par les soins et sous les yeux des Souverains Pontifes.

On croirait, à lire les *Ordres* primitifs, que l'archidiacre faisait et distribuait seul les *Agnus*, pour ainsi dire de son autorité privée (1). Mais les textes des Ordres postérieurs lèvent toute ambiguité à cet égard.

» Sabbato in albis statio est apud Sanctum Joannem Lateranensem, ubi cum dominus Papa eodem die celebrat » missarum solemnia et Agnus Dei cantatur a primicerio et » schola cantorum, ipse dominus Papa distribuit agnos con» fectos chrismate et cera, per episcopos, cardinales et alios » tam clericos quam laicos. » (*Ordo XII.*)

Le Pontifical, connu sous le nom de *Pontifical de Poitiers* parce qu'il s'en voyait un exemplaire manuscrit fort ancien dans cette ville, s'exprime ainsi:

» Morem autem benedicendi cerei Romana Ecclesia frequentat..... Sedente domno Apostolico in consistorio Lateranensi, Archidiaconus indutus dalmatica accipit ab eo chrisma in ampulla argentea et pergit ante sanctum altare et fundit illud in modum crucis in caldariam argenteam plenam cera liquefacta et commiscet cum virga argentea tam ceram quam chrisma, de qua cera fiunt Agni et datur ex eis ab Apostolico in octavis Paschae pro benedictione fidelibus. Et sicut fidelium relatione traditur, multa sanitatum genera per adhibitionem ipsius cerae efficiuntur, etiam, sicut dicunt, mortuorum resuscitatio. »

» Domnus Apostolicus expendit per populum hac ratione » ut sicut filii Israel in Egypto positi, praecepto Domini » de sanguine immaculati Agni in liminibus domorum scrip» serunt hoc signum T ne ab angelo percuterentur, ita et nos » de sanguine passionis immaculati Agni Christi debemus hoc » signum scribere in limine domorum nostrarum per fidem » ne a diabolo et vitiis percutiamur et a potestate diaboli li» beremur. » (*Ordo XI.*) — Quicumque habuit de cera prae» dictorum Agnorum et ex ea in domo sua crucem habuerit » vel secum portaverit, non laedetur ab aliquo phantastico » spiritu et a tonitruo. » (*Ordo XI.*)

Enfin l'*Ordo* de l'évêque Amélius décrit longuement la manière dont procédèrent les papes au XIVe siècle.

» Et sciendum quod dominus Clemens Papa VI, pontifi» catus sui anno VII, anno Domini MCCC quinquagesimo, » dedit cuilibet cardinali tres Agnus Dei, licet tempore do» mini Johannis Papae XXII et Benedicti XII, non esset con» suetum dare nisi duo cardinalibus et praelatis, aliis vero » unum. Praeterea sciendum est quod Romani Pontifices non » consueverunt facere illam solemnitatem in hoc die, nec per » se, nec per alium, nisi in primo anno suae creationis et » in septimo anno et deinceps sic de VII in VII annis. Et » bene verum quod in primo anno in propria persona te» nentur facere officium hac die (sabbato in albis). Idem fe» cerunt Pontifices Urbanus V, Gregorius XI in Avinione » et Dominus Urbanus VI Romae in sancta Maria Trans» tiberim. Verum quod iste dedit etiam post prandium Agnus » Dei omni volenti et misit eum parionibus regionum et of» ficialibus Urbis, anno Domini MCCCLXXVII... Et extensa » tobalea super genu Papae, praedictus subdiaconus flexis ge» nibus semper tenet platellum cum Agnus ante Papam et » Papa dedit cuilibet cardinali tres et cuilibet praelato duo, « aliis vero clericis et laicis unum et perfecit missam suam » (Urbanus VI). Depositis magnis paramentis sacris, reassump» tis pluviali et mitra aurifrisiata, consistorialiter sedit intra » cancellum capellae et unum pedem extra regias tenebat et » omni venienti dedit unum Agnus Dei. Sciendum quomodo » dictus frater Petrus episcopus fecit Agnus Dei. Primo nam» que cera munda et albissima fuit posita supra altare beati » Petri apostoli. Deinde sibi tradita per clericos camerae et » per magistrum cerae Papae, qua recepta confecit illam diem » cum chrismate antiquo quod remansit de anno praeterito. » Verum quod etiam miscuit cum chrismate novo propter » majorem devotionem et impressit illam in illis sigillis seu » formulis ad hoc deditis: deinde benedixit sicut benedicuntur » candelae in die candelarum, mutatis vocabulis: demum eas » immersit in aquam benedictam. »

Je termine ce chapitre par quelques observations, qui font voir par quelles transformations passa le rit de la consécration des *Agnus*, qui ne fut irrévocablement fixé qu'au XVIe siècle, et qui s'est maintenu jusqu'à nos jours dans l'ordre établi par le cérémonial de la chapelle papale.

Anastase le Bibliothécaire rapporte que le pape S. Hormisdas, l'an 514, reçut de l'empereur Justin deux boites d'or qu'il offrit à la basilique de S. Pierre: « Thecas cerei aureas II, pens. singulas lib. VI ». Peut-être ces boites étaient-elles destinées à recevoir les morceaux de cire bénite, provenant du cierge pascal, que l'on distribuait ensuite aux fidèles. Je préfère cette interprétation à celle donnée par Vignoli, qui suppose que ces boites d'or renfermaient le cierge pascal lui-même et faisaient la fonction d'étui.

La cire était anciennement placée sur le maître-autel de la basilique de S. Pierre pour qu'elle fût préalablement sanctifiée par le contact du corps du prince des apôtres (1). C'était là, en effet, que les clercs de la chambre la remettaient entre les mains du sous-diacre apostolique qui, assisté des acolytes du palais, se chargeait ensuite de la transformer en *Agnus*. Ce soin passa ensuite au sacriste de Sa Sainteté.

Longtemps le saint chrême fut mêlé à la cire même qu'il assouplissait et rendait plus maniable et facile à couler dans les moules. Le cérémonial moderne y a substitué le bain dans l'eau bénite, dans laquelle quelques gouttes d'huile bénite ont été d'abord versées.

Les prières usitées au moyen-âge étaient plus courtes que celles dont se sert la liturgie moderne. Cependant on peut affirmer qu'elles n'ont pas substantiellement varié.

II.

Matière et forme des Agnus.

L'*Agnus Dei*, tel que nous le voyons depuis deux cents ans, peut se définir: Un médaillon de cire blanche, de forme ovale, marqué aux effigies de l'Agneau pascal et des saints, que le Pape bénit et consacre à des époques déterminées.

(1) « Mane primo sabbato sancto venit archidiaconus in ecclesiam et fundit ceram in vas mundum majus et miscitat ibidem oleum et benedicit ceram et ex ea fundit similitudinem agnorum et servat eos in loco mundo. In octavis vero Paschae dantur ipsi Agni ab archidiacono in ecclesia post missas et communionem populo et ex eis faciunt in domibus suis accendi incensum et ad fumigandum in domibus suis pro quacumque necessitate eis evenerit. » (*Ordo du VIIIe ou IXe siècle*)

(1) « Quando fiunt Agnus Dei, acolythi recipiunt ceram mundam ab altari beatissimi Petri principis apostolorum et conficiunt illam ceram cum chrismate quod remansit anno praeterito et imponunt illa sigilla in formulis propter hoc adiaventis ». De même dans l'*Ordo XIV*.

Reprenons pour les expliquer tous les termes de cette définition.

La cire naturelle, produite par les abeilles, est, à l'exclusion de toute autre cire artificielle, la matière nécessaire de l'*Agnus*; de plus elle doit, non pas garder sa couleur native, mais être préparée de manière à changer sa teinte jaune et dorée pour la blancheur immaculée que requièrent à la fois la tradition, la rubrique et le symbolisme.

Toute cire, même blanche, n'est pas indifférente. La cire prescrite est celle du cierge pascal, qui a brûlé, à l'église, les années précédentes. Aussi se sert-on pour les *Agnus*, non seulement de la cire du cierge pascal de la chapelle Sixtine, mais encore de celle que peuvent fournir les cierges des basiliques et des églises de Rome. Si la cire ainsi recueillie ne suffisait pas, on y joindrait de la cire ordinaire que l'on mélangerait avec l'autre. Le cierge pascal ayant été béni solennellement et ayant servi aux offices divins, la cire qui en provient est déjà une cire bénie et non commune et profane. Pour les grandes consécrations on emploie jusqu'à vingt-cinq mille livres de cire et mille en temps ordinaire.

Cette cire du cierge pascal, amollie par le feu, est jetée dans un moule où le gâteau qu'elle forme reçoit sur les deux faces une double empreinte. Comme il existe plusieurs moules différents, le gâteau varie aussi dans ses dimensions et son épaisseur. Il y a des *Agnus* de plusieurs grandeurs: les plus petits ressemblent à des médailles et mesurent trois centimètres; les plus développés atteignent une hauteur de vingt et une largeur de dix.

Les *Agnus* affectent la forme ovale ou plutôt oblongue avec angles adoucis et arrondis, de manière à figurer un médaillon gracieux.

Leurs deux faces portent deux empreintes différentes et en relief. Autrefois l'Agneau pascal était représenté des deux côtés (1). On ne le voit plus maintenant qu'à la face principale.

Or cet Agneau est figuré couché, mais vivant, sur le livre apocalyptique aux sept sceaux, nimbé du nimbe crucifère et tenant l'étendard de la résurrection. La légende qui le contourne porte les paroles de S. Jean, plus ou moins abrégées selon l'espace: ECCE AGNUS DEI QUI TOLLIT PECCATA MUNDI.

Au dessous de l'Agneau se lisent le nom du Pape consécrateur, l'année de la consécration et celle du Pontificat, sous cette forme :

PIVS . IX . PON . MAX
ANN . XII
1851

Si l'espace le permet, on y ajoute les armoiries du souverain Pontife.

Le champ du revers est entièrement occupé par un ou plusieurs saints personnages, dont le nom se lit autour de l'*Agnus*. J'en citerai quelques exemples, empruntés au pontificat de Pie IX.

Les saints sont fournis par le Martyrologe Romain et l'on y voit des apôtres, des martyrs, des pontifes, des confesseurs, des vierges, des abbés, etc. J'ai noté entr'autres S. Matthieu, S. Joseph, S. Augustin, S. Christophe, S. Janvier, S. Pascal Baylon, S. Turribe, S. Bernard, S. Pie V, S. Bruno, S. Gaétan, Ste Thérèse, etc.

La Sainte Vierge y occupe une place distinguée: tantôt c'est N. D. des sept douleurs, tantôt la Madone du Quirinal ou bien celle que vénèrent des ordres religieux ou des contrées particulières, comme la Vierge du Rosaire, la Vierge de Mechoacan, etc.

(1) Il existe au Musée chrétien du Vatican un *Agnus Dei* consacré par Jean XXII dont il porte le nom. L'Agneau y est représenté debout, tenant l'étendard de la résurrection et versant son sang dans un calice. On lit en légende. AGNE DEI MISERERE MEI QUI CRIMINA TOLLIS.

Les légendes sont également latines. En voici un échantillon :

O PAR BEATUM IOACHIM ET ANNA — SANCTUS CLEMENS PAPA ET MARTYR — SANCTUS CHRISTOPHORUS — REGINA MONT. REGALIS.

La coutume de placer l'effigie des saints au revers des *Agnus* n'est pas ancienne. Benoît XIV la fait remonter aux derniers siècles et insinue que le choix dépendait de la dévotion des Pontifes. Clément XI fut le premier qui ajouta les saints de l'église grecque à ceux de l'église latine. Pie VI fit de même, avec cette différence que les noms furent écrits en grec.

Innocent XIII s'abstint de figurer les bienheureux sur les *Agnus*, quoique, au témoignage du savant Prosper Lambertini, alors promoteur de la foi, cela eût été fait pour le B. Pie V et le B. Louis de Gonzague (1) Benoît XIV ne fit pas difficulté de représenter sa parente la B. Imilde Lambertini, religieuse de l'ordre de S. Dominique.

L'*Agnus* ainsi préparé et travaillé est remis solennellement entre les mains du Souverain Pontife, qui, dans une cérémonie liturgique faite en présence du Sacré Collége et de la prélature, procède à sa bénédiction et consécration. En effet, le Pape plonge l'*Agnus* dans l'eau bénite, où il a versé en forme de croix le baume et le saint chrême. Ainsi imprégné de cette triple substance que l'Eglise a sanctifiée par ses prières, l'*Agnus* devient un objet saint et est élevé à la dignité des sacramentaux. De cette bénédiction et consécration qu'accompagnent des prières demandant à Dieu cette fin spéciale, l'*Agnus* tire les vertus nombreuses et merveilleuses qui lui donnent tant de prix aux yeux des fidèles.

Le Pape s'est réservé le droit de bénir et de consacrer les *Agnus* et il est inoui dans l'histoire ecclésiastique que ce pouvoir souverain ait été jamais délégué à quelque personne que ce soit.

Cette cérémonie imposante se renouvelle périodiquement. Elle a lieu la première année de chaque pontificat, puis se répète successivement tous les sept ans. Quelque absolue que soit cette règle, comme il s'agit avant tout de répondre à la dévotion générale, les Papes consacrent d'une manière privée et sans solennité des *Agnus* aux époques de grande affluence d'étrangers à Rome, comme jubilé, canonisation, ou encore quand ils le jugent opportun.

III.

Symbolisme des Agnus.

La forme et la matière des *Agnus* ne sont pas purement arbitraires ou indifférentes. L'Eglise a voulu qu'elles eussent une signification élevée, en rapport avec la sublimité de ses dogmes et de son enseignement; et pour cela elle les a embellis avec son symbolisme, qui est la poésie de son culte.

Nier ce symbolisme serait absurde, car c'est l'Eglise elle-même qui a entendu le formuler ainsi, et la tradition des siècles nous est transmise par la voix même des Souverains Pontifes.

Dans l'*Agnus* tout est plein de mystères et le sens caché que fait entrevoir l'objet visible reporte exclusivement et di-

(1) « Sanctorum imagines in his cereis agnis imprimuntur et Clemens XI, ut in ejus vita legitur, imprimi voluit imagines sanctorum Graecorum in nonnullis cereis agnis a se benedictis.

« Porro, tempore Innocentii XIII, interrogatus ipse an in his agnis cereis imprimi posset imago cujusdam beati, dixi nihil huic rei obstare, utque fidem meo dicto conciliarem, exhibui summo Pontifici Agnum cereum in quo erat impressa imago Pii V beatificati et nondum canonizati. Processus quoque exhibui factos pro canonizatione S. Aloysii Gonzagae, in quibus nonnulli testes famam sanctitatis ejus testantes, inter caetera dixerunt se id tuto scire, cum viderint ejusdem imaginem impressam in cereis agnis. Mihi nimirum haec apta ad rem videbantur: sed Innocentius censuit in ea facti, ut aiunt, contingentia abstinendum esse ab impressione imaginis beati in agnis cereis a se benedicendis ». (Benedictus XIV p. 774).

rectement à Jésus-Christ: « Designant nobis mysteria summi Agni polorum principis » (*Jules III.*)

La cire figure le corps, la chair, l'humanité du Sauveur: elle est blanche comme sa conception a été immaculée; elle a été préparée par l'abeille, pure et féconde, image de Marie, vierge et mère tout ensemble.

« Hos Agnos de cera virginea formatos in significationem conceptionis Unigeniti Domini Nostri quae absque contagione humana, virtute divina peracta est. » (*Formule de bénédiction*) — « Hi enim Agnus Dei ex cera alba, pura, virginea, conficiuntur ad denotandam Christi humanitatem ex sanctissimo utero, absque ulla contagione et sola Dei virtute susceptam. » (*Sixte V.*) — « Conficiuntur hi Agnus Dei ex cera alba, pura, virginea, qua humana denotatur natura, a Christo virtute divina, sine ulla mixtione aut contagione culpae in purissimo Mariae Virginis utero assumpta? » (*Benoît XIV.*)

Telle est, en effet, dans la liturgie catholique, la signification de la cire et il suffit pour s'en convaincre d'ouvrir les livres des auteurs les plus anciens et les plus accrédités, comme S. Grégoire le Grand, Amalaire Fortunat, S. Anselme, Fulbert et Yves de Chartres, etc, dont les témoignages sont aussi clairs que précis.

» Per ceram significantes carnem ipsius (Christi) virginalem: apis enim et cerae et mellis opifex sine coitu maris et foeminae procreatur. » (*Fulbert. episc. Carnoten.*) — « Cera ex odoriferis floribus deprompta fructus est apis, virginis videlicet animantis cujus, sicut legitur, sexum nec masculi violant nec foetus quassant. Itaque symbolum est illius divini infantis qui nec in concipiendo nec egrediendo matris integritatem violavit. » (*Yvo Carnoten. Episc.*) — « Cera quam apes gignunt sine commixtione significat carnem Christi natam de Virgine sine corruptione. » (*Petrus de Natalibus Episc. Exquilinus*). — « De Agnis, de cera factis, benedicendis. Romanus libellus narrat eodem die benedici ceram oleo mixtam indeque fieri Agnos.... Cera Christi humanitatem designat, ut Gregorius in homiliis: » Favus quippe mel in cera est, mel vero in cera, est divinitas in humanitate. « Agni quos Romani faciunt Agnum pro nobis factum immaculatum designant... Quando Agnum de cera videmus, Agnus praefiguratus et in pascha immolatus ad memoriam reducitur. » (*Amalarius Fortunat.*) — « Agni isti significant agnum illum immaculatum qui tollit peccata mundi. Cera significat ejus humanitatem, sicut beatus Gregorius dicit: *mel in cera, divinitas in humanitate*. Apis quidem quae operatur ceram cum melle, nulla resolvitur libidine, et Beata Virgo eum qui est Deus et homo, concepit sine virili semine. » (*Guillelm. Durand.*) — « Cera quam apis virgo confecit significat Christi carnem quam Maria virgo genuit. » (*S. Anselm. in Evangel. Enarrat. Lucae.*) — « Cera mellis significat carnem Christi quam habuit passibilem quae liquefacta fuit in Passione. » (*Vincentius Valentinus in serm. de Purif. B. M.*) — « Apes sunt frugales in sumptibus, in procreatione castissimae, aedificant cellulas cereo liquore fundatas.... partus non edunt, sed ore legentes concepti foetus reddunt examina, sicut exemplo mirabili Christus ore paterno processit, foecunda est sine partu virginitas, quam utique Dominus dignatus se carnalem matrem habere virginitatis amore constituit. — O vera beata et mirabilis apis cujus nec sexum masculi violant, foetus non quassant, nec filii destruunt castitatem. Sicut beata Maria concepit virgo, virgo peperit, virgo permansit. » (*Panvin. p. 81-82 d'après les mss.*)

Les *Agnus* sont plongés dans l'eau bénite, afin de sanctifier la cire et de lui enlever tout ce qu'elle pourrait avoir de profane; aussi pour rappeler que l'eau est un des éléments que Dieu, dans les deux testaments, a choisi comme matière de ses sacrements ou agent de ses prodiges.

» Adhibetur aqua benedicta, cujus substantia ad maxima quaeque sacramenta in veteri et novo testamento usus est Deus » (*Sixte V.*) — « Adhibetur aqua benedicta, quo mirum elemento cum in veteri tum in novo fœdere praeclara sacramenta et prodigia a Deo effecta sunt. » (*Benoît XIV.*)

Le baume mêlé à l'eau exprime le parfum des vertus dont le Christ fut le modèle accompli et que tout chrétien doit pratiquer à son exemple. « Aquae miscetur balsamum, unguentorum omnium praestantissimum, ad designandam famam quam christianus, veluti suavissimi odoris fragrantiam, in sua conversatione debet redolere. » (*Sixte V.*) — « Miscetur in ea balsamum, quo bonus Christi odor significatur, quem in omni actu et conversatione redolere debent Christifideles. » (*Benoît XIV.*)

Le saint chrême répandu sur l'eau est l'emblème de la charité, la plus douce et la plus insinuante des vertus. C'est avec lui que sont consacrés les temples, les autels, les pontifes, les hommes et les objets destinés au culte divin. C'est lui aussi qui fait des *Agnus* un objet, non pas seulement béni, mais encore consacré.

» Postremo superinfunditur chrisma, quo charitas, virtutum omnium maxima, figuratur et quo eodem templa, altaria, vasa et ipsi homines Dei cultui praeparantur et consecrantur. » (*Sixte V.*) — Superinfunditur chrisma, quo res aliae divino cultui specialiter addictae, veluti templa, altaria, sacerdotes praeparari solent ac consecrari atque in eo praestantissima virtutum omnium charitas figuratur. » (*Benoît XIV.*)

« In cera admiscetur oleum seu chrisma, quia Dominus noster plenus est misericordia, quae per oleum designatur. In octava distribuuntur, quia in octava resurrectionis Dominus sua proemia distribuit. Rursus agnus in agno cereo praefiguratur ut in pascha immolatus, cui beatus Gregorius oleum infundi instituit quando *paschalis agni* mysteria reservavit. » (*Guill. Durand.*) — « Odor balsami in oleo, opinionem bonarum virtutum late dispersam, operante gratia Spiritus sancti, demonstrat. Additur oleo balsamus quia nitet in vultu Christi coelestis splendor. Unde Hieronymus in psalmo XLIV: « Virgo de Virgine qui non ex voluntate viri, sed ex Deo natus est. Ipse nitor exhilarat.... David prophetico spiritu vultus nostros in oleo exhilarandos esse cantavit. » (*Amal. Fort.*) — « Quemadmodum enim panis Eucharistiae post Sancti Spiritus invocationem, non amplius est panis communis, sed est corpus Christi, sic et sanctum hoc unguentum non amplius est unguentum nudum neque si quis ita appellare malit, commune, postquam jam consecratum est, sed est Chrisma Christi quod adventu Spiritus Sancti per ipsius divinitatem energiam habet. » (*S. Cyrill. Catech. Mystag.* 3). — « Charitatem, quae signatur per oleum, cum suis frondentibus foliis plantat in mente (Christus) et odorem bonae notitiae a nobis exhalat, sicut ex balsamo bonus odor redolet. » (*Amalar. Fortunat.*)

L'Agneau fut, dans l'ancienne loi, une des figures les plus significatives du Christ. L'iconographie chrétienne, adoptant cette idée, a souvent représenté le Sauveur sous la forme d'un Agneau. Les prières de la consécration rappellent spécialement l'agneau offert par Abel, le bélier substitué à Isaac, les agneaux consumés dans le temple, le sang de l'Agneau empreint sur les portes des Hébreux, toutes figures qui n'ont trouvé leur application que dans la loi nouvelle où J.-C., vrai Agneau par sa douceur et son sacrifice, a été immolé pour la rédemption du genre humain. Il était donc tout naturel que J. C. figurât sur les *Agnus* sous la forme la plus ancienne et la plus expressive.

« Deus.... qui ad agnum sacrificii Abel respexisti, qui pro Isaac immolando in figuram redemptionis nostrae arietem vepribus haerentem sacrificari voluisti et juge sacrificium in agnis offerri Moysi praecepisti... sicut ad conspectum sanguinis quo populus tuus superliminaria et postes asperserat, Angelus percutiens sine domorum sic aspersarum lesione transivit... Domine Jesu Christe, qui es verus Agnus innocens pro mundi

salute in ara crucis immolatus, cujus morte genus humanum a morte aeterna et diabolica potestate ereptum et ad vitam revocatum est » (*Formule de bénediction*) — « Imago Agni, quae in illis est, Agnum illum immaculatum praesentat, qui pro humani generis reparatione in ligno crucis est immolatus. » (*Sixte V.*) « Agni imago in illis imprimitur, Agni illius immaculati symbolum, qui pro humana reparatione in ara crucis immolatus est. » (*Benoît XIV.*)

S. Jean, dans son Apocalypse, a parlé de l'Agneau qui lui apparut au ciel, et il le dépeint à la fois mort et vivant, « *Et vidi agnum stantem tamquam occisum* (*Apoc.* V, 6.) et seul digne, au témoignage des vieillards qui l'entourent, d'ouvrir le livre mystérieux de la vie, par l'efficacité de sa mort. » Et cantabant canticum novum, dicentes: Dignus es, Domine, accipere librum et aperire signacula ejus: quoniam occisus es et redemisti nos Deo in sanguine tuo ex omni tribu et lingua et populo et natione (*Apoc.* V, 9).

L'Agneau figuré sur les *Agnus Dei*, n'est donc pas un agneau ordinaire. Aussi plusieurs attributs spéciaux le caractérisent. Il est nimbé, en raison de la sainteté de celui qu'il représente, mais son nimbe est timbré d'une croix, car il est le symbole d'un Dieu, et tel est en iconographie l'attribut distinctif des trois personnes divines. Autrefois, l'agneau était représenté debout, *stantem*, en vainqueur. De nos jours, il est couché, c'est l'agneau du sacrifice, qui s'offre en expiation. La croix qu'il porte levée, indique quel fut l'autel de son immolation: *Ara crucis*. Mais comme le Christ mort est ressuscité, la vie, son triomphe de la mort et de l'enfer, sont attestés par l'étendard de victoire qui flotte au sommet de la croix, qui n'est plus un instrument de supplice, tout au contraire, un trophée glorieux. Sous ses pieds est étendu, fermé et scellé, le livre mystérieux que lui seul peut ouvrir.

L'Agneau, dans cette attitude et avec ces divers attributs, porte en iconographie le nom très significatif d'Agneau pascal, pour le distinguer du type usuel de l'Agneau de Dieu. C'est en effet, au jour de Pâques, que l'Agneau immolé revient à la vie. N'était-il pas convenable que la cérémonie, destinée à commémorer ce fait parmi les fidèles d'une manière sensible, eût lieu dans l'octave même de Pâques, consacrée tout entière à fêter la glorieuse résurrection du Sauveur? Aucun temps de l'année n'était mieux approprié à une représentation où domine exclusivement le symbolisme.

Le cierge pascal, qui brûle pendant quarante jours, a été établi par l'Eglise pour perpétuer le souvenir de la résurrection de J.-C. et son séjour sur la terre jusqu'à son Ascension triomphante. C'est, comme l'Agneau, une nouvelle figure de Jésus glorieux. Quelle matière pouvait donc avoir plus de droits et mieux convenir pour servir à façonner les *Agnus* que cette cire déjà bénite et prédestinée par les prières et l'usage liturgique à figurer l'Agneau de Dieu mort victime, il est vrai, mais ressuscité plein de vie et de majesté?

Les *Agnus Dei*, nous dit Guillaume Durand, signifient aussi les nouveaux baptisés. « Ibi etiam Agni cerei figurant agnos novellos de quibus cantat Ecclesia in sabbato in albis. » L'Eglise le croit aussi, car tel est le sens des paroles que prononce par trois fois et sur un ton solennel le sous-diacre apostolique lorsqu'il présente au Pape, le samedi *in albis*, les *Agnus* nouvellement consacrés: « Pater sancte, isti sunt agni novelli, qui annunciaverunt vobis alleluia, modo veniunt ad fontes, repleti sunt claritate, alleluia. » Paroles évidemment symboliques et qui cachent un sens mystérieux, comme si le ministre sacré disait: « Très-saint Père, je vous présente les *Agnus* que vous avez bénits et consacrés; ils sont pour nous l'emblème de ces chrétiens purifiés par le baptême, qui désormais, par la vertu du sacrement, sont devenus blancs et sans taches comme des agneaux: vainqueurs de la mort et du péché, du démon qui les tenait captifs, ils ont pu vous annoncer par leurs chants joyeux *l'alleluia* de la résurrection, eux qui, comme le Christ et par lui, sont ressuscités à une vie nouvelle: ils viennent de la source sacrée, des fonts bénis où ils se sont purifiés par un bain salutaire; maintenant la grâce qui les illumine, les remplit des vives clartés de la foi: louons Dieu de son triomphe sur la mort; la mort corporelle, il l'a domptée pas sa résurrection, la mort spirituelle, il l'a anéantie par le baptême. « Consepulti ei (Christo) in baptismo, in quo et resurrexistis per fidem operationis Dei qui suscitavit illum a mortuis. » (*S.Paul. ad Coloss. c.* 11 ℣. 12.)

Si l'*Agnus* est le symbole du chrétien régénéré, il était fort à propos que la consécration en fut faite dans la semaine même de Pâques où les nouveaux baptisés, par respect pour le sacrement qu'ils avaient reçu, portaient la robe blanche, emblème de leur innocence.

Il convenait aussi que la distribution en fût faite dans cette même semaine, au dernier jour de l'octave, selon la raison que nous en donne Guillaume Durand: « In octava distribuuntur, quia in octava resurrectionis Dominus sua praemia distribuit. » En effet, pour suivre dans tout son développement l'ordre d'idées simplement énoncé ici par l'éminent symboliste du XIIIe siècle, le baptême nous fait naître à la vie de la grâce; les sept jours qui suivent notre naissance spirituelle, sont la carrière que nous avons à parcourir, et si, pendant ces jours d'épreuve, nous savons nous conserver purs et sans souillure, alors, au huitième jour, qui est celui du repos et de la gloire, nous sommes admis au ciel par le Christ, qui reconnaît en nous les imitateurs de l'Agneau et nous invite à ses noces éternelles.

Ad regias Agni dapes
Stolis amicti candidis,
Post transitum maris rubri
Christo canamus principi.

Enfin, Jésus-Christ s'est nommé lui-même dans l'Evangile le Bon Pasteur: nous formons donc son troupeau. Et ce troupeau se compose des brebis qui sont les chefs spirituels et des agneaux qui sont les simples fidèles. Les uns et les autres sont confiés à la garde de Pierre. Brebis et agneaux ont cela de commun, que le but auquel ils tendent, est le même, et s'ils l'atteignent avec l'éclat des vertus, l'Eglise les constitue à part et leur décerne les honneurs de la sainteté. Voilà pourquoi l'Agneau n'est plus représenté seul sur les *Agnus*. Il a sa cour avec lui, formée de tous ceux qui ont marché à sa suite. Aussi, par un rapprochement ingénieux, les *Agnus* portent des effigies de saints. Les saints ont retracé en eux les traits caractéristiques de l'Agneau et sont devenus à leur tour nos modèles. Ils partagent donc le triomphe de l'Agneau, Agneaux eux-mêmes, ainsi que l'a constamment figuré dans ses sarcophages et sur ses mosaïques l'Eglise des premiers siècles, à Rome.

IV.

Constitution de Paul II qui réserve au Souverain Pontife la confection, bénédiction et consécration des Agnus.

Paul II, pour remédier au mal toujours croissant de la fabrication clandestine et du commerce que l'on faisait des *Agnus*, au grand détriment de la religion, publia le 21 mars 1470, une constitution en forme de bulle, qui réserve au Souverain Pontife le droit de faire, bénir et consacrer les *Agnus*.

En conséquence, il est défendu aux ecclésiastiques comme aux séculiers, de faire des *Agnus* et, consacrés ou non, de les vendre ou échanger, en public ou en particulier, lors même qu'ils seraient enchâssés dans l'or, l'argent ou des thèques précieuses.

Tous ceux qui possèdent de ces contrefaçons d'*Agnus*, sont tenus, sous les peines canoniques, de les remettre dans l'espace de huit jours entre les mains de l'évêque de Lesina qui indemnisera par une quantité égale de cire ou quelque autre objet équivalent.

Les contrevenants aux prescriptions pontificales encourent l'excommunication et sont punis en outre, s'ils sont laïques, d'un an de prison et, s'ils sont clercs, de la privation de tous leurs bénéfices et offices ecclésiastiques.

Le Pape, pour motiver cette sentence sévère, énonce en passant les nombreuses vertus des *Agnus*, dont les fidèles se servent avec dévotion pour effacer leurs péchés, s'exciter à louer Dieu, se préserver de l'incendie, du naufrage de la foudre, de la grêle, des tempêtes, des attaques du démon et enfin pour procurer aux femmes enceintes une heureuse délivrance.

La bulle de Paul II, qui fut renouvelée en 1471 par Sixte IV, a été publiée par les éditeurs du Bullaire Romain.

« Conficiendi, benedicendi et consecrandi Agnus Dei vulgariter nuncupatos Romano dumtaxat Pontifici potestatem reservat.

« Paulus Episcopus Servus Servorum Dei. Ad futuram rei memoriam.

« Immoderata perversorum cupiditas nesciens abstinere a vetitis et inordinatis affectibus legem imponere rationis digne praesidentis officium ad executionem justitiae excitat, ut praesumptorum cohibeatur audacia et ipsorum coercitio cedat religionis in exemplum.

« Horum igitur consideratione inducti et ne de rebus sacris aut Deo dicatis ad devotionem et salutem credentium Sanctorum Patrum ordinatione provida institutis et pro impetranda venia ac peccatorum macula abstergenda inventis lucri causa fiat commercium aut passim ut prophana tractentur, universis et singulis cujuscumque status vel conditionis fuerint, ecclesiasticis saecularibusque personis auctoritate apostolica, tenore praesentium districtius inhibemus ne aliquas cereas formas innocenti simi Agni imagine figuratas, quas Agnus Dei communis usus appellat, et Romano tantum Pontifici pro supremae potestatis arbitrio illas conficere, benedicere, consecrare et cum devotione poscentibus pro remissione peccaminum elargiri licet, ut Christifideles per ejus tactum et usum inter cetera invitentur ad Dei laudes, ab incendio atque naufragio liberentur, procella quoque, turbinum fulgura, grandines, tempestates, et omne malignum molimen procul ab eis pellantur, praegnantes absque partus periculo conserventur, quovis modo etiam auro, argento vel aliis thecis inclusas, consecratas aut temeritate propria confectas per se vel alium seu alios publice vel occulte vendere aut distrahere seu permutare praesumant.

« Si quis autem contra inhibitionem nostram hujusmodi temere venire praesumpserit, sententiam excommunicationis incurrat et si clericus fuerit, omnibus quae obtinuerit beneficiis et officiis ecclesiasticis privatus existat et nihilominus laicus quoties id fecerit per annum carceri mancipetur ob tanti facinoris ultionem.

« Volumus autem quod ii qui cereas imagines sive Agnos Dei confectos hujusmodi apud se habuerint, infra octo dierum spatium a prohibitione praesentium computandum illos venerabili fratri Nostro Nicolao Episcopo Pharensi consignare teneantur, recepturi pro cera aequivalentem compensam vel satisfactionem condignam, alioquin sententias et poenas praedictas ipso termino elapso incurrant.

« Nulli ergo etc.

« Datum Romae apud S. Petrum anno Incarnationis Dominicae millesimo quadringentesimo septuagesimo, duodecimo calendas aprilis, Pontificatus nostri anno sexto (1).

(1) *Bullar. ampliss. collect.* Romae, 1743, t. III, pars III, p. 130-131.

V.

Confection des Agnus par les Cisterciens.

La confection des *Agnus* fut longtemps réservée au palais pontifical sous la surveillance du sous-diacre apostolique et plus tard du sacriste de Sa Sainteté.

Quelques abus décidèrent Clément VIII à retirer ce privilége aux serviteurs du palais et, pour que les choses saintes fussent traitées saintement, à le concéder aux Feuillants qui habitaient alors le monastère de Sainte Pudentienne.

Léon XI, satisfait du résultat obtenu, maintint la décision de son prédécesseur.

Enfin Paul V, par bref du 28 mars 1608, établit définitivement les Feuillants de Sainte Pudentienne et de S. Bernard, à l'exclusion de tous autres, dans la possession et le droit de faire à perpétuité les *Agnus* nécessaires au Souverain Pontife, sous la responsabilité du général de l'Ordre qui peut choisir pour cela parmi ses religieux qui bon lui semble.

Les Feuillants ayant cessé d'exister à Rome, le privilége a passé aux religieux Cisterciens de Sainte Croix de Jérusalem, qui, comme eux, suivent la règle de S. Benoît, avec les constitutions propres de S. Bernard ou de Citeaux.

J'emprunte au Bullaire Romain le bref de Paul V, dont Baldassari se contente de donner la traduction.

« Quod sacrum opus Agnus Dei in cera signandi et fractum renovandi perpetuo spectet ad monachos dumtaxat Congregationis B. Mariae Fulien. in Urbe, Cisterciensis Ordinis S. Benedicti.

« Paulus Papa V. Ad perpetuam rei memoriam.

« Romanum decet Pontificem in supremo Sedis Apostolicae solio divina dispositione constitutum, ad ea munera in quibus sacra et sancta ex catholicae religionis ritu tractanda sunt, viros ex delectu peculiari cura et sollicitudine assumere, qui aeque vitae integritate, ornatu ac usu et peritia praediti in muneribus hujusmodi hinc cum utilitate et fide, illinc cum rerum dignitate versari possint et velint.

« Quod prudenti consilio a fel. rec. Clemente Papa VIII Praedecessore nostro factum fuit. Nam cum animo destinasset ad opus sacrum Agnus Dei in cera signandi et fractum renovandi, certas et idoneas personas deputare quae ad hoc pium et devotum munus deligerentur, religiosos Congregationis B. Mariae Fulien. dignos et idoneos judicavit, ac etiam pro insigni sua pietate toto suo Pontificatus tempore delegit.

« Religiosi autem ipsi delatum munus agressi, expectationi dicti Clementis Praedecess. abunde responderunt.

« Quod permovit piae me. Leonem Papam XI etiam Praedecessorem nostrum ut ipsos religiosos in eo munere confirmaret.

« Cujus vestigiis Nos inhaerentes ac existimantes ipsos religiosos in praedicto retinendos ac speciali aliquo Sedis Apostolicae privilegio et decreto, in eam sententiam cohonestandos, motu proprio, non ad ipsorum religiosorum vel alicujus alterius Nobis pro eis oblatae petitionis instantiam, sed ex certa scientia meraque deliberatione nostra ac de Apost. potestatis plenitudine, dictae Congregationi illiusque religiosis nunc et pro tempore existentibus, munus et officium sacrum Agnus Dei in cera signandi et fractum renovandi, in monasterio S. Pudentianae et Prioratus S. Bernardi de Urbe dictae Congregationis, ac quolibet eorum vel alibi (si ita Nobis et Romano Pontifici pro tempore existenti visum fuerit) per religiosos ad id a moderno et pro tempore existente ejusdem Congregationis Generali deputandos, debitis temporibus obeundum et exercendum auctoritate Apostolica, tenore praesentium, perpetuo committimus et mandamus ac etiam concedimus et assignamus, ipsosque religiosos ad opus, munus et officium hujusmodi ab illis modo et forma praemissis obeundum et exercendum cum

plena, libera et omnimoda facultate et auctoritate, omnia et singula circa illud necessaria faciendi et exequendi, perpetuo constituimus et deputamus.

« Districtius propterea praecipientes et inhibentes omnibus et singulis quorumcumque Ordinum, Congregationum, Societatum et Hospitalium Monachis, Fratribus et Religiosis, ac quibuscumque aliis personis tam ecclesiasticis quam saecularibus cujuscumque status, gradus, ordinis, conditionis et auctoritatis fuerint, in virtute sanctae obedientiae, ne in opere, munere et officio hujusmodi per se vel alium seu alios se ingerere vel immiscere seu religiosos dictae Congregationis Fulien. desuper quoquo praetextu vel causa molestare, perturbare seu inquietare quovis modo audeant seu praesumant.

« Ac irritum decernentes et inane quicquid secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari.

« Non obstan. praemissis et quibusvis constitutionibus et ordinationibus apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque.

« Datum Romae apud S. Petrum, sub annulo piscatoris, die 28 martii 1608, pont. Nostri anno tertio (1).

VI.

Bénédiction et consécration solennelle des Agnus.

La cérémonie solennelle de la benédiction et consécration des *Agnus* n'a lieu que la première année du pontificat et ensuite de sept en sept ans.

Baldassari nous a laissé une description très-détaillée et très-complète du cérémonial usité en pareille circonstance. Je ne puis mieux faire que de traduire en français, tout en usant d'une certaine latitude, les explications liturgiques que le savant jésuite a si exactement développées en italien.

« De nos jours le baptême ou la consécration des *Agnus Dei* a coutume de se faire en public, trois jours avant le samedi *in albis*. Le lieu destiné pour la fonction sacrée est ou la salle royale qui sert aux consistoires publics ou la salle des consistoires secrets, si la fonction se fait au Vatican. Lorsque le Pape habite le Quirinal, elle a lieu dans la salle ducale.

« Un tiers du Sacré-Collége est présent chaque matin à la cérémonie et sur l'invitation nominale du Pape. Il y a toujours des cardinaux des trois ordres, évêques, prêtres et diacres. Les maîtres des cérémonies ont soin pour cela d'en tenir une note très-exacte.

« Afin que les habitants de Rome et les étrangers puissent commodément jouir de la fonction, les ouvriers du palais font des séparations en bois que gardent les soldats de la garde suisse. Il appartient aux chefs de ce corps de faire entrer les personnes dans l'intérieur des barrières, selon que le jugent à propos les maîtres des cérémonies à qui est confié le soin de diriger les cérémonies pontificales.

« Au fond de la salle se dresse sous un dais et élevé d'une marche le siége pontifical. A main droite est un autel paré de tous les ornements ordinaires. Du côté de l'évangile, sont disposées des caisses de bois peint, pleines d'*Agnus Dei*, et du côté de l'épître est une crédence qui sert à recevoir le saint chrême, le baume, l'encensoir, la navette, deux chandeliers avec cierges allumés et auprès de la crédence la croix sur sa hampe.

« Entre cette crédence et le trône pontifical, il y en a une autre qui contient tout ce qui est nécessaire pour laver les mains au Souverain Pontife.

« Devant le siége pontifical, on prépare un grand bassin d'argent plein d'eau et quatre autres plus loin hors du degré du trône, le long de la salle, à des distances convenables, deux de chaque côté, avec autant d'escabeaux qu'il y a de cardinaux qui doivent prendre part à la fonction. Ces quatre bassins contiennent également de l'eau.

« Dans la chambre contigue à la salle on dresse plusieurs tables que gardent les religieux Cisterciens. Ces tables sont couvertes de tapis sur lesquels se mettront les *Agnus* pour les faire sécher, quand ils y seront apportés par les prélats qui les tiennent dans des bassins et des corbeilles d'argent, afin que la moindre goutte d'eau bénite ne tombe pas sur le pavé.

« Les maîtres de cérémonies doivent faire en sorte que les prélats et autres officiers soient choisis parmi les plus dignes pour porter les *Agnus* des bassins aux tables et les moins dignes pour les porter des caisses aux bassins. De plus, ceux qui servent d'une façon ne doivent pas servir de l'autre, et ceux qui ont été employés un matin ne le sont pas un autre jour; aussi donne-t-on une note à cet effet aux doyens des différents ordres de la prélature.

« Monseigneur Garde-robe de Sa Sainteté fait préparer un certain nombre de tabliers que l'on distribue aux cardinaux, prélats et autres officiers.

« Tous, à l'heure indiquée, se rendent dans l'antichambre de Sa Sainteté, qui, après avoir célébré ou entendu la messe dans sa chapelle privée, en habit ordinaire de la semaine *in albis*, c'est à dire soutane, rochet, mozette et calotte blanches, se rend à la salle désignée, suivi des cardinaux. A son entrée, il bénit le peuple, s'agenouille devant l'autel où il fait une courte prière, se lève et revêt les ornements sacrés, amict, aube, ceinture, étole blanche et mitre simple. Il monte ensuite au trône, s'assied un instant, quitte la mitre et dit une oraison sur l'eau qu'a déjà bénite Mgr Sacriste. Il reprend la mitre, puis verse successivement, en forme de croix, le baume et le saint chrême, en récitant quelques paroles. Il va ensuite près des caisses où sont les *Agnus*, y quitte la mitre, lit quelques oraisons et encense les *Agnus*. Il reprend la mitre, monte à son trône, reçoit un tablier et une bavette, puis plonge dans l'eau, avec une cuiller d'argent doré, les Agnus qui lui sont présentés. Il est aidé par les deux cardinaux diacres qui l'assistent et qui retirent de l'eau les Agnus que des prélats reçoivent sur des bassins dorés et portent aux tables susdites.

» Les cardinaux quittent la mozette, mettent un tablier par dessus le mantelet et s'asseyent devant les quatre autres bassins où, avec des cuillers d'argent, ils plongent et retirent les Agnus. Pendant ce temps, les chantres du palais exécutent en musique l'hymne du temps pascal *Ad regias Agni dapes*.

« Cette immersion, métaphoriquement nommée baptême, étant terminée, Sa Sainteté quitte le tablier et la bavette, et précédée de la croix portée par un Auditeur de Rote entre deux acolytes avec des cierges allumés, se rend à la chambre où sont à sécher les *Agnus*. On lui ôte la mitre et il récite quelques oraisons. Il retourne à l'autel, y quitte les vêtements sacrés, reprend la calotte et la mozette, donne la bénédiction au peuple et rentre dans ses appartements, suivi des cardinaux qu'il remercie de leur assistance à la cérémonie.

« Cette cérémonie commence le mercredi de l'octave de Pâques et continue le jeudi et le vendredi, de la même manière que le premier jour, à cette seule différence près que l'eau ne se bénit plus ni ne se consacre, la même servant aux trois jours; et s'il en reste, on la garde dans des vases décents, pendant les sept ans qui suivent, au cas où les *Agnus* viendraient à manquer et pour satisfaire la piété des fidèles.

« Quand les *Agnus* sont secs, monseigneur garde-robe et autres ministres en font autant de paquets qu'il est nécessaire pour la distribution qui a lieu le samedi *in Albis*.

(1) *Bullar. ampliss. collect.* Romae, 1753, t. V, p. 303 - 403.

Mais tous ne sont pas égaux, les uns sont grands, les autres moindres et enfin il y en a de petits. Les grands, destinés aux cardinaux, contiennent une centaine d'*Agnus*: dans les autres on en met de soixante-dix à quarante. Les *Agnus* sont enveloppés dans du coton et du papier, liés par un ruban. » Baldassari, p. 44–54.)

VII.

Formule de bénédiction et consécration.

Je dois à l'obligeance de Mgr Marinelli, évêque de Porphyre et Sacriste de Sa Sainteté, d'avoir pu copier la formule de prières usitée pour la bénédiction et la consécration des *Agnus Dei*. dans le livre même qui sert au Pape en pareille circonstance et qui est conservé dans la sacristie de la chapelle Sixtine.

De format in-folio, ce livre se compose de seize pages de parchemin blanc, entièrement écrites à la main, avec rubriques rouges et enluminures aux initiales. Le caractère est gros pour être vu à distance, ferme et net. Chaque lettre a été peinte séparément au moyen de cartons découpés dont l'ajour se remplissait au pinceau. Les grandes initiales des oraisons sont en or et encadrées dans des ornements de couleur aussi variés que bien exécutés. La première page offre, sur un fond d'azur, les lettres A. B., signature abrégée de l'auteur de ce travail, qui a dû être fait sous Innocent XIII, c'est-à-dire de 1721 à 1724 et plus probablement la première année de son pontificat. En effet, la reliure en maroquin rouge, gaufré et doré, porte sur chacun de ses plats les armes de la maison Conti, sommées de la tiare et des clefs pontificales, qui, se blasonnent: *de gueules, à l'aigle éployée, échiquetée d'argent et de sable, couronnée de sable*. Au haut de la couverture est imprimé ce titre :

BENEDICTIO . AQVAE
AGNI . NOVELLI

Voici, d'après ce manuscrit, le texte même de la formule liturgique, (1) employée par les Souverains Pontifes pour les bénédictions et consécrations, tant solennelles que privées:

Benedictio aquae agni novelli (2).
Pontifex stans sine mitra, dicit:

℣. Adjutorium nostrum in nomine Domini.
℟. Qui fecit coelum et terram.
℣. Dominus vobiscum.
℟. Et cum spiritu tuo.

Oremus.

Domine Deus, Pater omnipotens, conditor elementorum omnium datorque gratiae spiritualis, de cujus Unigeniti latere sanctissimo, una cum sanguine, aquae profluxerunt, quique per eumdem Unigenitum tuum aquas in Jordane sanctificasti et in ipsis omnes gentes baptizari voluisti et denique in aquarum substantia maxima sacramenta constituisti, adesto benignus et clemens, et hoc elementum aquae bene✠dicere et sancti✠ficare digneris ut famulis tuis orbes cereos in ea immersos pie venerantibus crimina abluantur et gratiae conferantur, ut cum electis tuis vitam percipere mereantur aeternam. Per eumdem Christum Dominum nostrum. Amen.

(1) Catalani a reproduit les anciennes formules. La formule actuelle se trouve imprimée dans les ouvrages d'Hospinien et du cardinal Borgia. Moroni dit que Benoît XIV la fit imprimer en 1752. L'abbé Caron l'a rééditée en 1865.

(2) Le Cérémonial Romain ajoute cette rubrique : *Et si magis placet potest aqua illa prius benedici ab aliquo episcopo domestico Papae.*

Completa oratione, Pontifex assumit mitram et ministrante Cardinali antiquiore balsami ampullam, quam sacrista porrigit Cardinali, Pontifex infundit balsamum ex ampulla in aquam per modum crucis, dicens:

Consecrare et sanctificare digneris, Domine, aquas istas per istam sanctam balsami infusionem et nostram benedictionem.

Hic ter manu signat, dicens:

In nomine ✠ Patris et Filii ✠ et Spiritus ✠ Sancti. Amen.

Deinde ex alia ampulla Chrismatis, ministrante antiquiore cardinali, ut supra, Pontifex infundit in eamdem aquam sanctum Chrisma per modum crucis dicens :

Consecrare et sanctificare digneris, ✠ aquas istas per istam sanctam unctionem Chrismatis et nostram benedictionem.

Hic ter manu signat, dicens :

In nomine Pa ✠ tris et Fi ✠ lii et Spiritus ✠ Sancti. Amen.

Benedicta aqua, Pontifex cum ligula sive cochleari argenteo, accipit de illa aqua et infundit in alias aquae concas in modum crucis, nihil dicens. Deinde vertit se ad capsas in quibus sunt Agnus Dei et stans prope eas, deposita mitra, dicit:

℣. Dominus vobiscum.
℟. Et cum Spiritu tuo.

Oremus.

Deus, omnium sanctificationum author, qui ad agnum sacrificii Abel respexisti, qui pro Isaac immolando in figuram redemptionis nostrae arietem vepribus haerentem sacrificari voluisti et juge sacrificium in agnis offerri Moysi praecipisti, te suppliciter deprecamur ut has cereas formas innocentissimi Agni imagine figuratas bene ✠ dicere et sanctifi ✠ care digneris, ut ad earum praesentiam fragor grandinum, procella turbinum, impetus tempestatum, ventorum rabies, infesta tonitrua dissipentur, et sicut ad conspectum sanguinis quo populus superliminaria et postes asperserat, Angelus percutiens sine domorum sic aspersarum lesione transivit, ita ad harum imaginum conspectum fugiant atque tremiscant maligni spiritus et illas devote gestantibus mors improvisa non officiat, non praevaleat inimicus homo, nulla adversitas dominetur, nulla umbra timorem incutiat, nulla aura pestilens, aut aeris corruptio, non epilepticus neque alius violentus morbus, non maris procella et tempestas, non fluminum aut aquarum inundatio, non ignium incendium noceat : per invocationem Unigeniti Filii tui Domini nostri Jesu Christi qui tecum vivit et regnat in unitate Spiritus Sancti Deus, per omnia saecula saeculorum.

℟. Amen.

Oremus.

Domine, Jesu Christe, qui es verus Agnus innocens pro mundi salute in ara crucis immolatus, cujus morte genus humanum a morte aeterna et diabolica potestate ereptum et ad vitam revocatum est, bene ✠ dicere, sanctifi ✠ care et et consecra ✠ re digneris has cereas Agni imagines, ut eas devote deferentes ob reverentiam et honorem nominis tui a morte subitanea et ab omni versutia et nequitia infernae fraudis liberentur et matrum parturientium dolores ita leniantur ut partus cum matre incolumis servetur per virtutem passionis tuae. Qui vivis et regnas in unitate Spiritus Sancti Deus, per omnia saecula saeculorum.

℟. Amen.

Oremus.

O alme Spiritus, qui aquas foecundas et tuo flamine sanctificas et earum amaritiem in dulcedinem vertis, hos cereos agnos aqua et sacro chrismate perfundendos bene ✠ dicere, sanctifica ✠ re et consecra ✠ re digneris, ut omnes gestantes fortitudine tuae virtutis roborati tua consolatione laetentur, qui vere Paraclitus diceris et cum Patre et Filio vivis et regnas Deus per omnia saecula saeculorum.

℟. Amen.

Orationibus completis, Pontifex ponit incensum in thuri-

bulo, ministrante naviculam Cardinale presbytero, benedicens illud more solito, dicendo :

Ab illo benedicaris in cujus honorem cremaberis.

Postea incensat Agnus Dei ter ducto thuribulo. Deinde assumit mitram, accingitur linteo et accipit epitogium quod vulgo dicitur bavarola, sedens medius inter duos Cardinales ad unam ex conchis aquae benedictae. Cardinales quoque linteo accincti sedent hinc inde ad extrema latere ejusdem conchae versis vultibus. Cubicularii vero et alii in mundioribus lancibus argenteis deferunt Agnus Dei ad conchas aquae, ubi immerguntur. Pontifex et Cardinales ei assistentes eosdem cum coclearíis argenteis ex aquis extrahunt ac reponunt in eisdem lancibus in quibus fuerunt delati vel in aliis eosdem recipientibus Cubicularíis et reportantibus ad locum ad id praeparatum, quos deponunt super mensas cum mappis mundis ad id praeparatas, ut, humiditate deposita, detergantur. Cardinales quoque reliqui hac de causa vocati, accinctis linteis apud reliquas aquae benedictae conchas sedent et delatos Cubicularíis Agnus Dei immergunt et extrahunt cum coclearíis argenteis eo modo quo supra et reportantur ad locum jam dictum.

Ablutis jam per Pontificem et Cardinales Agnus Dei, Pontifex ad cameram in qua supra mensas existunt accedens et stans sine mitra dicit :

℣. Dominus vobiscum.

℟. Et cum Spiritu tuo.

Oremus.

Rogamus immensam clementiam tuam, omnipotens Deus, ut deferentes hos Agnos immaculatos quos de cera virginea formatos in significationem conceptionis Unigeniti Domini Nostri, quae absque contagione humana, virtute divina peracta est, per opera crucis, sacra unda sacroque chrismate consecravimus, ab omnibus malignorum spirituum terroribus, nec non incendiis, inundationum, fulguris, tempestatis, adversi puerperii caeterisque periculis ac morbis liberati, ab hoc saeculo illaesi evadant et tecum in futuro sine fine laetentur, qui in Trinitate perfecta vivis et regnas Deus per omnia saecula saeculorum.

℟. Amen.

His finitis, reponuntur Agnus Dei in capsis et Sabbato in Albis, cantato Agnus Dei in missa, distribuuntur.

VIII.

Distribution des Agnus.

Les *Agnus* sont distribués ou par le Pape d'une manière solennelle et au jour fixé par la rubrique ou en tout autre temps par un prélat de sa maison.

Tel est le rite établi pour la distribution publique et solennelle :

Le matin du samedi *in albis*, la messe se chante à la chapelle Sixtine. Après l'*Agnus Dei* et à la suite de la communion du cardinal officiant, les cardinaux revêtent les ornements sacrés de couleur blanche qui conviennent à leur ordre, ce que font aussi les archevêques et évêques, les abbés mitrés (1) et les pénitenciers de la basilique de s. Pierre.

Un auditeur de rote, vêtu de la tunique blanche, en qualité de sous-diacre apostolique, et précédé de la croix papale et de deux chandeliers, va prendre à la chapelle Pauline les *Agnus Dei* bénits et quand il est de retour à la Sixtine, il chante par trois fois: *Pater Sancte, isti sunt Agni novelli qui annuntiaverunt vobis Alleluia : modo venerunt ad fontes, repleti sunt claritate. Alleluia.* Puis montant au trône, il y soutient le bassin. Le Pape commence alors à distribuer les *Agnus* qui sont enveloppés de coton et réunis en divers paquets, liés avec des rubans violets.

Les cardinaux baisent la main du Pape, son genou et les *Agnus* qu'ils reçoivent dans leur mitre.

Les archevêques et évêques baisent le genou et les *Agnus* qui sont également mis dans leur mitre; de même pour les abbés mitrés qui baisent les *Agnus* et le pied de Sa Sainteté.

Les pénitenciers, en chasuble blanche, baisent les *Agnus* et le pied puis reçoivent dans leur barrette.

Viennent ensuite tous ceux qui ont rang à la chapelle et les nobles étrangers, dans le même ordre que pour les cierges, les palmes et les cendres (1). Ils baisent le pied du Pape et les *Agnus*.

C'est dans le Cérémonial même de la chapelle papale qu'il faut lire cette imposante cérémonie. Voici le texte de la rubrique qui n'a pas varié depuis le XVIe siècle:

« Consueverunt summi Pontifices annis primo, septimo, deinceps singulis septenniis benedicere Agnus Dei post festa Paschalia in camera sua ..... in sabbatho in albis in capella publice distribuunt hoc ordine ..... Die sabbathi in albis, quando Agnus Dei distribui debent, celebrat missam aliquis presbyterorum cardinalium in paramentis albis more consueto. Post orationem diei, dicitur oratio contra paganos et alia pro Pontifice et non fit sermo. Alia omnia sicut more consueto usque ad Agnus Dei. Quo dicto, cardinalis assistens accedit solito more ad altare, accipit pacem et eam defert ad Pontificem et distribuitur ut alias. Post acceptam pacem, cardinales et praelati omnes capiunt paramenta alba ordinibus suis convenientia : cardinales in locis suis, praelati vero et officiales extra cancellum cappellae. Celebrans, facta communione, lavat manus et dicit postcommunionem more solito: Deinde vadit ad faldistorium sedensque accipit mitram, incepta per cantores post communionem, ministranteque presbytero cardinali naviculam, Papa ponit incensum more consueto. Tum praecedente subdiacono capellae cum cruce inter ceroferarios, ante quos thuriferarius incedit cum thuribulo fumigante, subdiaconus Apostolicus, indutus sacris vestibus, ac si epistolam solemniter lecturus esset, una cum clerico caeremoniarum, sequentibus ipsum duobus aliis capellanis celebrantis, superpelliciis indutis, vadit ad locum ubi sacrista lancem unam magnam Agnus Dei in bombice indutis plenam, mappula pulchra serica coopertam ornavit et lancem cum Agnus Dei accipiens, praecedente thuriferario, ordine quo iverat revertitur ad Pontificem. Cum fuerint intra ostium capellae, genuflectunt omnes et subdiaconus cantat competenti voce, ita ut ab omnibus audiatur, dicens: *Pater sancte, isti sunt agni novelli, qui annunciaverunt vobis alleluia, modo veniunt ad fontes, repleti sunt claritate. Alleluia.* Cantores respondent ea voce *Deo gratias, alleluia.* Quod secundo facit subdiaconus, dum fuerit ante ostium cancelli et tertio ante solium pontificis genuflexus. Pontifex interim semper cum mitra sedet, nisi quod intrante cruce a principio omnes surgunt et statim sedent. Deinde ascendit ad dextram Pontificis, ubi genuflexus dictam lancem tenet usque ad finem distributionis. Thuriferarius autem cum aliis omnibus ad sua loca divertit: accedunt autem ad pontificem duo auditores cum mantili quod diaconi cardinales assistentes gremio Pontificis superponunt, ipsis auditoribus illud hinc et inde genuflexis tenentibus. Tum veniunt ante Pontificem per

(1) La chape ou pluvial pour les cardinaux-évêques, la chasuble pour les cardinaux-prêtres, la dalmatique pour les cardinaux-diacres, la chape unie pour les archevêques, évêques et abbés.

(1) Prince assistant au trône, prélature, généraux des ordres mendiants, sénateur et conservateurs de Rome, auditeurs de Rote, votants de la signature, diacre et sous-diacre de la chapelle, Maîtres des cérémonies, Maître du sacré Palais, camériers, avocats consistoriaux, huissiers du palais, procureurs-généraux des ordres religieux, procureurs de collège, chantres et acolythes de la chapelle, caudataires des cardinaux, massiers du palais, députation du collége germanique, ambassadeurs, nobles étrangers.

ordinem omnes cardinales, unus post alium a seniore ad juniorem et factis debitis ac consuetis reverentiis porrigunt mitras suas, cornua mitrae deorsum retinentes et Papa imponit eis tot Agnus Dei quot ei placet . . . . . Cardinales osculantur ejus manum primo, deinde genu dextrum. Cardinalis celebrans venit de faldistorio solus suo tempore et in ordine suo juxta scamnum, capit Agnus Dei ut alii et revertitur ad faldistorium ubi sedet cum mitra usque ad finem distributionis. Praelati simili modo sicut cardinales, sed genuflexi Agnus Dei in mitras accipiunt et osculantur genu dextrum Papae, non manum. Protonotarii et omnes alii capiunt Agnus Dei in manus, genuflexi osculantur pedem Papae. Finita distributione, Papa lavat manus more consueto. Cardinales et omnes alii deponunt paramenta. Celebrans revertitur ad altare, dicit in medio *Dominus vobiscum* et apud librum *Oremus* et orationes more consueto. *Ite Missa est* dicitur cum duplici *alleluia*. Papa dat benedictionem et indulgentias quas pronunciat celebrans. » (Patrizi, p. 277 et suiv.)

Ce qui reste d'*Agnus* après la distribution du samedi *in albis*, est divisé en deux parts. L'une est confiée à Mgr. le Caudataire de Sa Sainteté et exclusivement réservée au Pape, l'autre à Mgr. le sous garde-robe et destinée à être distribuée aux fidèles qui en font la demande (1).

Mgr. le Sous-garde-robe, qui habite une des dépendances du palais apostolique du Quirinal, tient les *Agnus* enfermés dans de grandes caisses oblongues, disposées à terre, le long des parois de son oratoire privé. Chaque distribution particulière, faite sur simple présentation, est accompagnée d'une feuille imprimée qui motive la vénération que doivent avoir les fidèles pour les *Agnus* et engage à avoir confiance en leur vertu.

L'obtention de la faveur pontificale est essentiellement gratuite.

IX.

Bénédiction et consécration privées des Agnus.

Cette cérémonie, moins solennelle, puisqu'elle n'est pas publique et ne se répète pas trois jours consécutifs, a lieu chaque fois que, dans l'intervalle des sept ans, le Pape désire suppléer au manque complet d'*Agnus Dei*. Moroni qui y a assisté la décrit ainsi:

« Le Pape se rend à la salle du consistoire public ou en tout autre lieu qu'il a désigné, vêtu de la soutane, de la ceinture, du rochet, de la mozette et de l'étole. Il fait sa prière devant l'autel qui y est érigé, puis ayant quitté l'étole et la mozette, se lave les mains, le majordome présentant l'aiguière et le maître de chambre la serviette.

« Il prend alors l'amict, l'aube, la ceinture, l'étole blanche et la mitre, puis monte au trône assisté de deux cardinaux diacres. On lui ôte la mitre, il dit *Dominus vobiscum*, récite l'oraison *Pater omnipotens*, bénit l'eau, et y verse en forme de croix le baume et le saint chrême.

» Il descend du trône, prend avec une cuiller d'argent de cette eau bénite et en verse dans plusieurs bassins, ce que font également quatre cardinaux.

« Le Pape remonte au trône et tourné vers les Agnus Dei, après avoir dit *Dominus vobiscum*, récite trois oraisons et encense les *Agnus*. On lui met la mitre, un tablier et une bavette.

« Les camériers servants portent les *Agnus Dei* au bassin placé devant lé Pape, qui, aidé par les deux cardinaux-diacres, les plonge dans l'eau bénite, d'où ils sont retirés avec une cuiller d'argent, et remis aux camériers secrets et d'honneur qui les portent sur des tables préparées exprès et recouvertes de nappes blanches pour les faire sécher.

« Pendant que le Pape met les *Agnus* dans un bassin, quatre cardinaux, deux évêques et deux prêtres font la même chose dans deux autres bassins.

« Les chantres du palais chantent alors l'hymne *Ad regias Agni dapes*, qu'ils terminent par le verset *Exaudiat nos omnipotens et misericors Dominus*.

« Le Pape récite une oraison sur les *Agnus* et donne la bénédiction.

« Il revient devant l'autel, où il se déshabille, fait sa prière, puis rentre dans ses appartements.

« Des places sont réservées au Sacré Collége, à la prélature et à quelques étrangers privilégiés. »

En 1862, lorsque les évêques du monde catholique se réunirent à Rome pour la canonisation des Martyrs Japonais, Pie IX voulut leur offrir des *Agnus*. Mais comme il n'y en avait plus au palais apostolique, Sa Sainteté procéda à la bénédiction et consécration, d'une manière privée, dans la sacristie de la basilique de Ste Croix de Jérusalem, ainsi que l'avaient fait ses prédécesseurs Léon XII en 1823 et Grégoire XVI, en 1832.

A cette occasion et pour rappeler cette circonstance mémorable, les religieux Cisterciens qui desservent la basilique, ont fait peindre sur les murs même de la sacristie l'inscription suivante:

KAL . IVN . AN . M . DCCCLXII
QVO . DIE . AVSPICATISSIMO
D . N . PIVS . VIIII . PONT . MAX.
PROPVGNATOR . INVICTVS . SACRI . PRINCIPATVS
AEDEM . SESSORIANAM . S. CRVCIS . HIEROSOLYMITANAE
MAIESTATE . SVA . IMPLEVIT
CEREAS . IMAGINES . AGNI . STAVROPHORI
A . MONACHIS . CONGREGATIONIS . CISTERCIENSIVM
EX . VETERI . PRIVILEGIO . IMPRESSAS
SECVNDO . IBIDEM
STATIS . COEREMONIIS . PIAVIT
OMNEMQUE . RELIGIOSAM . FAMILIAM . CARITATE . SVMMA . EXCEPIT
SVAVI . ADLOQVIO . BEAVIT
VNIVERSVS . ORDO . CISTERCIENSIS . LAETITIA . GESTIENS
PVBLICVM . HONORIS . ANIMI . MONVMENTVM
PATRI . ET . MAGISTRO . CHRISTIANI . NOMINIS . SAPIENTISSIMO
DE . RE . CATHOLICA . ET . CIVILI
PER . ADVERSA . TEMPORA . EGREGIE . MERITO
PONENDVM . CENSVIT

X.

Lettres pontificales accompagnant l'envoi d'Agnus à de hauts personnages.

Les Papes, à toutes les époques, ont envoyé des *Agnus* aux souverains, ainsi qu'à de hauts personnages, en témoignage d'amitié et pour leur faire un cadeau qui fût à la fois agréable et utile. Plusieurs lettres pontificales qui accompagnèrent ces envois, nous ont été conservées. Je les publie d'autant plus volontiers qu'elles expriment toutes des sentiments fort touchants et très propres à exciter la dévotion; d'ailleurs elles énoncent les vertus que l'Eglise attribue à l'emploi des *Agnus*.

La première lettre, écrite en vers latins dont l'hémistiche rime avec la finale, date du XIVe siècle. Elu pape à Avignon en 1362, Urbain V ne vint à Rome qu'en 1366. Ce fut dans cette dernière ville qu'il reçut l'empereur de Constantinople Jean Paléologue, à qui il envoya, quand il fut

(1) « Paulus autem secundus, nostro tempore, per totum illum diem et etiam sequentem, post prandium distribuit Agnus Dei populo romano et omnibus utriusque sexus ad palatium venientibus » (*Ceremonial. Roman.*)

de retour dans sa capitale, trois *Agnus* qu'accompagnaient ces onze vers d'une facture si gracieuse et pleine de poésie.

« Balsamus et munda cera (1) cum chrismatis unda
Conficiunt Agnum (2), quod munus do tibi magnum (3),
Fonte velut natum per mystica sanctificatum.
Fulgura desursum depellit et omne malignum.
Peccatum frangit ceu Christi sanguis et angit.
Praegnans servatur simul et partus liberatur (4).
Munera fert dignis (5), virtutem destruit ignis.
Portatus munde de fluctibus eripit undae.
Morte repentina servat (6) Satanaeque ruina.
Si quis honorat eum retinet super hoste trophaeum.
Parsque minor tantum tota valet integra quantum.
Agnus Dei, miserere mei
Qui crimina tollis, miserere nobis. »

La seconde lettre fut écrite au nom de Paul II, à Elien Spinola, par le cardinal Jacques de Pavie, dans les œuvres de qui elle se trouve.

« Heliano Spinulae.

« Pontifex Paulus, a quo filium recepisti, munere ad te mittit hunc Agnum Dei circumclusum auro et ornatum unionibus tredecim. Sacratus est manibus suis et ex illo munere sumptus ex quo munerari Reges est solitus: donum pretiosum non magnum sed virtute et gratia maximum. Id agit videlicet sancta ejus dignatio ut memor sis ejus, ut pignus in sacrario teneas, sui in te animi testem et custodem denique maximum habeas vitae et rerum tuarum. Accipiendus est osculo, cum devotione servandus, virtuti ejus credendum et in comitatu habendus, si quando terra peregrinaris vel mari. Linitus est sacramentali liquore, benedictus voce et manu vicarii Jesu Christi mysterioque magno verborum sacer identidem factus. Si credis, in omnem casum fidum praesidium tenes. Age Pontifici gratias pro reddito filio et pro suo dono. In utroque es illi debitor, quia in utroque te aestimavit. Non cuivis ambo haec contigissent. Vale et me ama (7). »

Jules III bénit et consacra des *Agnus*, le 12 avril 1550. Le Roi de France Henri II en reçut de sa part quelques-uns. A cette occasion, Janus Vitalis, poète de Palerme, consigna dans des vers élégants, mais d'une facture trop classique, la faveur du pontife et les vertus des *Agnus*.

« Candida cera Dei divini ope numinis Agnos
Agnos novellos conficit.
Adduntur succo mox balsama pinguis olivi
Et lympha puri gurgitis.
Conceptis verbis, arcano et munere sacrat
Romanus illos Pontifex
Et quia designant nobis mysteria summi
Agni polorum principis,
Restituit nobis proprio qui funere vitam,
Agni rogat Vicarius
Ventorum ut rabiem excutiant pelagique procellas
Ictusque frangant fulminum,
Ut stygios nostris pellant a sedibus hostes,
Ut foeda tergant crimina,
Cunctantem educant utero de sospite foetum,
Matris dolores abrogent,
Flammarum extinguant incendia dira bonisque
Opes honoris augeant;
Praeterea mortis horrendae pericula tollant,
Mortis repente concitae.
Sit victor quisquis pugnans dat laudis honores
Agnis novellis debitos.
Exorent nobis divini numinis auram
Opis sequestres coelitum;
Omnia sint votis nostris atque omnia possint
Culti fideli Spiritu;
Ut sunt in se ipsis pars totum quaelibet utque est
Totum illud absque partibus.
Haec rogat et sanctis undis simul abluit agnos
Pastor gregis mortalium.
Hinc ad te mittit sacratos Julius Agnos,
Henrice Regum maxime,
Ut Tibi succedant votis optata secundis,
O Principum clarissime (1). »

De tous les documents qui figurent dans ce chapitre, le plus complet et le plus intéressant est le bref adressé, le 20 avril 1586, par Sixte V au doge de Venise, Pascal Cicogna. On peut dire que la question y est traitée à fond, sans laisser rien à désirer.

En citant les vers d'Urbain V, le pape leur attribue un caractère d'authenticité et de plus en confirme la teneur par l'insertion dans son propre bref.

« Dilecto Filio Nobili Viro Paschali Ciconiae, duci Venetiarum.

« Sixtus papa V.

« Dilecte fili, Nobilis vir, salutem et apostolicam benedictionem. Sancta Romana Ecclesia Christi Domini Nostri Sponsa nullam habens maculam, neque rugam, Ecclesiarum omnium caput ac vere pia et solicita cunctarum gentium Mater atque Magistra, pro ea cura quam in visceribus charitatis de filiorum suorum salute gerit, nullo umquam tempore cessavit, quin optimis legibus et institutis praeceptisque salutaribus, omni denique opportuna ratione rem totam ecclesiasticam constituere et stabilire ac universum Dei populum fidei suae commissum in officio continere et per rectas justitiae ac probitatis semitas ducere conaretur atque etiam considerata humanae naturae imbecillitate ac Sathanae astutiâ et fraudibus populum ipsum variis benedictionibus, gratiis atque muneribus spiritualibus fovere ac roborare studeret, ut scilicet illis tanquam scalarum gradibus ascendere et facilius ad coelestem patriam pervenire posset.

« Enimvero inter spiritualia haec dona longe praeclarum obtinet locum forma illa benedicta, quae Agnus Dei vocatur, cujus benedictio et consecratio, ex antiquissimo Ecclesiae more et instituto, paschali tempore, a solo Romano Pontifice, solemni ritu ac ceremonia et summa cum religione fieri et celebrari solet. At quam eximio cultu quantâque veneratione digna sit haec sacra res, quicumque illius materiam, formam, consecrationis modum, preces ac mysteria quae in ea continentur, noverit et attente consideraverit, facile intelliget.

« Hi enim Agnus Dei ex cerâ albâ, purâ, virgineâ conficiuntur, ad denotandam Christi humanitatem ex sanctissimo Virginis utero, absque ulla contagione et solâ Dei virtute sumptam. Imago Agni, quae in illis est, Agnum illum immaculatum repraesentat, qui pro humani generis reparatione in ligno crucis est immolatus. Adhibetur aqua benedicta, cujus substantia ad maxima quaeque sacramenta in veteri et novo testamento usus est Deus. Aquae miscetur balsamum, unguentorum omnium praestantissimum, ad designandam famam optimam quam christianus, veluti suavissimi odoris fragrantiam, in sua conversatione debet redolere. Postremo superinfunditur chrisma, quo charitas virtutum omnium maxima figuratur, et quo eodem templa, altaria, vasa et ipsi homines Dei cultui

(1) Balsamus et cera munda (*Panvini, Baldassari*)
(2) Conficiunt Agnos (*Ciacconi*)
(3) Quem do tibi munere magnum (*Ciacconi*)
(4) A vae partus liberatur (*Panvini*)
(5) Dona parat dignis (*Panvini*) Dona confert dignis (*Ciacconi*)
(6) Morte repentina salvat (*Ciacconi*)
(7) Baldassari, p. 242. - Jacq. Piccolomini, p. 44. - Benoît XIV, p. 773.

(1) Panvini p. 39, 40, 160.

praeparantur et consecrantur. In hac vero aquâ benedictâ balsamo et chrismate mixta, hi agnus Dei ab ipsomet pontifice merguntur et baptizantur et tam ante quam post mersionem, sanctissimis precibus et orationibus idem pontifex Deum obsecrat ut easdem illas formas cereas imagine Agni impressas benedicere, sanctificare, consecrare eisque virtutem celestem infundere dignetur, ita ut qui illas pie et devote et cum fide habuerint et detulerint, eorum crimina deleantur, maculae peccatorum abstergantur, veniae impetrentur, gratiae conferantur, praeterea ut fragor grandinum, procella turbinum, impetus tempestatum, ventorum rabies et infesta tonitrua temperentur, fugiant et contremiscant maligni spiritus, nulla hic adversitas dominetur, nulla aeris corruptio, nullus morbus caducus, nulla maris tempestas, nullum incendium, nullave iniquitas noceat, parturientes cum partu incolumes conserventur, omnes denique ab aquarum inundatione, a morte subitaneâ et a cunctis adversis liberentur. Haec sane propitiationis et gratiarum dona a Deo misericordiarum Patre et bonorum omnium largitore, tribui atque concedi his cereis formulis sic benedictis et baptizatis, praesertim summo sacerdote ipsius Christi in terris vicario tam pie orante ac supplicante, firmiter credendum est, sicuti idipsum saepissime magnis et variis miraculis quae diversis temporibus divina bonitas per haec sacra operari dignata est, fuit saepius comprobatum. Nec mirum esse debet si non semper idem contingat effectus, quoniam id ex infirma utentis fide vel ex alia occultâ causâ, non ex defectu virtutis rei sacrae, accidere certum est.

« De hujus sacri praestantia atque virtutibus extat inter caetera luculentissimum testimonium Urbani Papae Quinti, qui magni muneris loco tres Agnus Dei ad Graecorum Imperatorem cum his verbis misit:

» Balsamus et munda cera cum Chrismatis unda
Conficiunt Agnum quod munus do tibi magnum,
Fonte velut natum per mystica sanctificatum.
Fulgura desursum depellit, omne malignum,
Peccatum frangit, ut Christi sanguis, et angit,
Praegnans servatur simul et partus liberatur.
Dona defert dignis, virtutem destruit ignis
Portatus mundè de fluctibus eripit undae.

« Cum igitur Nos his diebus paschalibus Ecclesiae et Praedecessorum Nostrorum Rom. Pontificum probatissimum morem secuti, quod nostri fuit muneris peregerimus, huic solemni sacro operam dantes, visum fuit Nobis, sicuti in ceteris rebus, ita in hoc eximiam dilectionem charitatemque nostram erga inclytam istam Rempublicam et Nobilitatem tuam, qui in eâ principem locum tenes, ostendere ac declarare. Itaque mittimus tibi capsam unam harum formarum cerearum plenam, ut senatoribus omnibus et aliis quibus visum fuerit ex eis largiter impertiri possis.

« Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die 20 aprilis 1586, pontificatus nostri anno primo.

« Antonius Buccapadulius (1) »

La cinquième lettre, également donnée sous forme de bref, émane d'Urbain VIII. Elle est datée du 4 janvier 1630 et adressée par le pape à son neveu Thadée Barberini, qui avait fait don d'un *Agnus* consacré par S. Pie V à la Reine de Hongrie.

Or Urbain, par une faveur spéciale et sans antécédents, accorde à ladite reine, à l'occasion de la possession de cet *Agnus*, une indulgence plénière à gagner, les dimanches et fêtes de précepte, aux conditions expresses qu'elle portera l'*Agnus* sur elle-même, accomplira certaines œuvres de piété et de charité, se confessera et communiera, puis priera aux intentions du Souverain Pontife. Les œuvres prescrites, et elle a le choix parmi les suivantes, sont: la récitation de l'office divin, ou de la Vierge ou des morts: des psaumes de la pénitence ou des psaumes graduels; du chapelet de N. S. ou du tiers du Rosaire: la visite des malades dans un hôpital, et l'assistance des pauvres.

« Dilecto Filio Nobili viro Thaddaeo Barberino, nostro secundum carnem ex fratre nepoti.

Urbanus Papa VIII.

« Dilecte fili, Nobilis vir, salutem et apostolicam benedictionem.

« Quae sit paterna nostra erga charissimam in Christo filiam nostram Mariam, Hungariae et Bohemiae Reginam illustrem, charitas et dilectio, ex hoc vel maxime ab omnibus cognosci posse arbitramur quod nullam occasionem paterna studia et officia nostra eidem exhibendi, quantum cum Domino possumus, praeterlabi nullo modo patiamur.

« Cum itaque sicut ex insinuatione a Nobilitate tua nobis facta accepimus, Nobilitas tua quemdam Agnum Dei cereum a felic. recordat. Pio Papa Quinto praedecessore nostro benedictum, et quamdam imaginem ab utraque parte depictam Adae scilicet et Evae in paradiso terrestri ac transitus Moysis et filiorum Israel in medio mari per siccum, necnon duo sacris sanctorum et sanctarum reliquiis decorata reliquiaria eidem reginae Mariae donare intendat.

« Nos spirituali ejusdem Mariae Reginae consolationi et animae saluti per amplius consultum esse cupientes, eidem Mariae ut quamdiu Agnum Dei, sive imaginem aut unum ex reliquariis hujusmodi apud se habuerit, quotiescumque officium divinum ordinarium aut beatissimae Virginis Mariae, vel defunctorum, aut septem psalmos poenitentiales, seu graduales, vel coronam Domini aut tertiam partem rosarii recitaverit, aut infirmos alicujus hospitalis visitaverit, vel pauperibus Christi subvenerit, quoties aliquod praestiterit ex operibus hujusmodi ac vere poenitens et confessa, sacerdoti ab ordinario approbato, in aliquo ex Dominicis aut festis diebus de praecepto sacram communionem sumpserit, piasque ad Deum preces fuderit pro haeresum et schismatum extirpatione, pro fidei catholicae propugnatione, christianorum principum concordia, aliisque Sanctae Matris Ecclesiae necessitatibus, semel in hebdomada omnium peccatorum suorum indulgentiam consequatur et deinceps alias indulgentias condonamus.

« Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris die IV januarii MDCXXX, pontificatus nostri anno octavo.

« M. A. Maraldus (1). »

XI.

Formule imprimée par ordre de Benoît XIV pour être distribuée aux fidèles.

Benoît XIV, toujours zélé pour tout ce qui peut instruire et édifier les fidèles, a fait imprimer, puis insérer dans son Bullaire, une formule latine dont la Rév. Chambre Apostolique a édité également des traductions italiennes. Cette formule, depuis le XVIIIe siècle, n'a cessé de se réimprimer chaque fois qu'une nouvelle bénédiction et consécration d'*Agnus* a eu lieu et, par les soins des pontifes, elle en a toujours accompagné la distribution tant publique que privée.

Cette formule, que je n'hésite pas à attribuer à Benoît XIV lui-même, tellement elle est érudite et substantielle, se tire sur une feuille de format in folio. Au dessous du titre sont placées deux gravures sur bois. L'une représente l'Agneau de Dieu, avec l'exergue évangélique : ECCE . AGNVS . DEI . QVI . TOLLIT . PECCATA . MVNDI: l'autre les armoiries du

(1) Baldassari, p. 250-257. Flam. Cornelio. *Ecclesiae Venetae*, Venise, 1749, t. VI, p. 346-347.

(1) Panvini, p. 153-155.

Pape sous lequel les *Agnus* ont été renouvelés et la formule réimprimée.

Cette formule débute par quelques mots sur l'antiquité des *Agnus Dei*: puis elle examine successivement leur confection, leur symbolisme, leurs nombreuses vertus que résument exactement les vers du jésuite André Frusio, et termine en indiquant la source des grâces qu'ils communiquent et en excitant la foi qui doit en accompagner l'usage.

J'ai sous les yeux les deux éditions de 1752 et 1862, c'est-à-dire la première et la dernière. Toutes les deux sont identiques et conformes au texte que je vais reproduire.

« *De ritu et usu cerearum formarum quae benedici et consecrari solent a Romano Pontifice.*

« *Formula impressa de mandato Sanctissimi Domini Nostri anno MDCCLII.* —

« Pervetustus in Ecclesia Romana ritus est ille, quo Summi Pontifices benedicere et consecrare solent Cereas Formas, quae *Agnus Dei* vulgo appellantur. In Ordine Romano, qui Eruditorum judicio antiquior est saeculo octavo, innuitur praefatus ritus; in coeremoniali vero ejusdem Romanae Ecclesiae designantur materia, forma et preces in hujusmodi consecratione adhibendae, quae sacras continent mysticasque significationes.

« Conficiuntur hi *Agnus Dei* ex Cera alba, pura, virginea, qua Humana donotatur natura a Christo virtute Divina, sine ulla mixtione aut contagione culpae, in purissimo Mariae Virginis utero assumpta. Agni imago in illis imprimitur, Agni illius immaculati symbolum, qui pro humana reparatione in Ara Crucis immolatus est. Adhibetur Aqua benedicta, quo nimirum elemento cum in veteri, tum in novo Foedere praeclara Sacramenta et prodigia a Deo effecta sunt. Miscetur in ea balsamum, quo bonus Christi odor significetur, quem in omni actu et conversatione redolere debent Christifideles. Superfunditur Chrisma, quo res aliae Divino cultui specialiter addictae, veluti Templa, Altaria, Sacerdotes praeparari solent ac consecrari, atque in eo praestantissima virtutum omnium Charitas figuratur.

« In Aqua igitur prius benedicta, ac balsamo et Chrismate mixta, Cerei illi *Agnus Dei* immerguntur, et Summus Pontifex tam ante, quam post mersiones sanctissimis precibus Deum exorat, ut eas Formas benedicere, sanctificare et consecrare dignetur, iisque tantam impertiat virtutem, ut quicumque recta fide ac vera pietate iisdem usus fuerit, haec dona ac beneficia consequatur.

« I. Ut aspectu vel contactu Agni in Cereis illis Formis impressi, excitentur Fideles ad memoranda sub eo symbolo Redemptionis nostrae mysteria, conceptisque grati animi sensibus, Divinam in nos Bonitatem benedicant, venerentur, ac diligant, fidentes fore, ut per eam peccatorum veniam obtineant, et maculas omnes abstergant.

« II. Ut ad vivificae Crucis signum in iisdem Cereis impressum maligni spiritus contremiscant et fugiant, facessant grandines, subsidant venti, dissipentur tonitrua, abigantur turbines, fulgura et tempestates.

« III. Ut Divinae benedictionis virtute non praevaleant diabolicae fraudes, insidiae et tentationes.

« IV. Ut Parturientes cum foetu incolumes serventur, eumque feliciter in lucem emittant.

« V. Ut iisdem devote utenti nulla dominetur adversitas, nulla noceat pestilentia aerisve corruptio, nullus comitialis morbus eum corripiat, nulla maris tempestas, nullum incendium, nulla inundatio, nulla adversus eum praevaleat malignitas.

« VI. Ut in prosperis adversisque casibus Divina protectione muniatur; ab humanis vel diabolicis insidiis, a subitanea et improvisa morte, a cunctis denique malis et periculis liberetur, per Vitae ac Passionis Jesu Christi mysteria.

« Mirabiles hujus Sacri virtutes explicatae jam olim fuere, atque in his versibus comprehensae.

« *Pellitur hoc signo tentatio Daemonis atri,*
Et pietas animo surgit, abitque tepor.
Hoc aconita fugat, subitaeque pericula mortis.
Hoc et ab insidiis vindice tutus eris.
Fulmina ne feriant, ne saeva tonitrua laedant,
Ne mala tempestas obruat, istud habe.
Undarum discrimen idem propulsat et ignis.
Ullaque ne noceat vis inimica valet.
Hoc facilem partum tribuente, puerpera foetum
Incolumen mundo proferet atque Deo.
Unde, rogas, uni tam magna potentia signo?
Ex Agni meritis, haud aliunde fluit (1).

« Quae quidem beneficia et gratiarum dona a bonorum omnium Largitore Deo Fidelibus tribui ac concedi virtute hisce Sacris Cereis communicata per benedictionem ac precationes in primis, quas Christi Vicarius Romanus Pontifex Universae Ecclesiae nomine in eorum consecratione fundere solet, res est firmiter omnino credenda ac variis eximiisque miraculis saepissime confirmata. Quod si optatus non semper obtineatur effectus, id non defectui virtutis rei sacrae, sed vel infirmae exiguaeque utentium fidei ac devotioni, vel alteri occultae causae Deo compertae ac probatae tribuendum est (2). »

XII.

Vertus des Agnus.

L'Eglise a placé les *Agnus* au nombre des sacramentaux, c'est-à-dire qu'elle leur attribue une vertu particulière qui répond à nos besoins tant spirituels que temporels.

Comme les autres sacramentaux, les *Agnus* ne peuvent pas par eux-mêmes ou, selon le langage de la théologie, *ex opere operato*, sanctifier l'âme de la même manière que les sacrements, mais ils le peuvent *ex opere operantis*, en raison des bonnes dispositions de celui qui s'en sert. Ils excitent en nous de pieux sentiments qui augmentent la charité et nous portent à devenir meilleurs; ils effacent non seulement les fautes vénielles et quotidiennes, mais encore la peine des péchés déjà remis par la pénitence. Ils confirment en nous la douleur pour le passé coupable et développent le désir de satisfaire pour les péchés commis.

Outre cette vertu générale de favoriser la piété et d'accroître en nous les sentiments de foi, d'amour, de repentir, etc., les *Agnus* ont certaines vertus spéciales qu'ils tiennent des prières mêmes et de l'intention formelle du Souverain Pontife qui les bénit et les consacre.

C'est à ces prières et aux actes pontificaux qu'il faut recourir pour savoir, de source certaine, la mesure de confiance que nous devons accorder aux *Agnus* et dans quelles circonstances déterminées nous pouvons les employer et en tirer avantage, soit pour notre âme, soit pour notre corps.

Après avoir énuméré les propriétés multiples des *Agnus*, je citerai, pour corroborer mon assertion, les témoignages concluants d'Urbain V, de Paul II, de Jules III, de Sixte V, de Benoît XIV et du Pontifical Romain. On ne peut étayer une opinion théologique sur des autorités plus compétentes.

1. L'*Agnus*, par la représentation de l'Agneau immolé mais triomphant, nous porte à méditer sur le mystère de la rédemption, provoque en nous des sentiments de reconnaissance

(1) Benoît XIV, p. 73, cite ces vers comme étant du jésuite André Frusio, qui vivait au XVIe siècle, tandis que Théophile Raynaud les attribue à Guillaume Estius.

(2) *Benedicti XIV Bullarium*, Romae, 1753, t. III, p. 555-566.

pour la bonté infinie de Dieu, nous excite à l'aimer, le bénir, le vénérer et à chanter ses louanges.

« Ut aspectu vel contactu Agni in cereis illis formis impressi, excitentur fideles ad memoranda sub eo spectaculo redemptionis nostrae mysteria conceptisque grati animi sensibus, divinam in nos bonitatem benedicant, venerentur ac diligant. » (*Benoît XIV*) – « Christifideles invitentur ad Dei laudes. » (*Paul II*).

2. L'*Agnus* confère ou augmente la grâce en ceux qui s'en sont rendus dignes, favorise la piété, dissipe la tiédeur, met à l'abri du vice et dispose à la vertu.

« Munera fert dignis » (*Urbain V*) – « Bonisque opes honoris augeant » (*Jules III*) – « Gratiae conferantur » (*Sixte V*) – « Pietas animo surgit abitque tepor » (*Benoît XIV*) – « Qui nos tutaris vitiis, virtutibus ornas » (*Pontifical Romain*) – « Gratiae conferantur (*Form. de bénéd.*)

3. L'*Agnus* efface les péchés véniels et purifie de la tache du péché mortel déjà pardonné par le sacrement de pénitence.

« Pro impetranda venia ac peccatorum macula abstergenda » (*Paul II*) – « Peccatum frangit ceu Christi sanguis (1) et angit » (*Urbain V*) – « Ut faeda tergant crimina » (*Jul. III*) – « Eorum crimina deleantur, maculae peccatorum abstergantur, veniae impetrentur » (*Sixte V*) – « Fidentes fore ut per eam peccatorum veniam et maculas omnes abstergant. » (*Ben. XIV*) – Crimina abluantur (*Form. de bénéd.*

4. L'*Agnus* fait trembler et met en fuite le démon, délivre de ses tentations et suggestions perfides, et préserve de la ruine éternelle.

« Ad harum imaginum conspectum fugiant atque tremiscant maligni spiritus » (*Formule de bénédiction*) – « Ab omni versutia et nequitia infernae fraudis liberentur » (*Ibid.*) – « Servat satanaeque ruina » (*Urb. V*) – « Ut stygios nostris pellant a sedibus hostes « (*Jul. III*) – « Fugiant et contremiscant maligni spiritus » (*Sixte V*) – « Ut ad vivificae Crucis signum in iisdem cereis impressum maligni spiritus contremiscant et fugiant » (*Ben. XIV*) – « Ut divinae benedictionis virtute non praevaleant diabolicae fraudes, insidiae et tentationes » (*Ben. XIV*) – « A diabolicis insidiis liberetur » (*Id.*) – « Pellitur hoc signo tentatio daemonis atri » (*Id.*) – « Qui premis inferno quidquid ab hoste ruit daemoniumque fugas » (*Pont. Rom.*)

5. L'*Agnus* préserve de la mort subite et imprévue.

« Illas devote gestantibus mors improvisa non officiat » (*Form. de bénéd.*) – « Eas devote deferentes ob reverentiam et honorem nominis tui a morte subitanea liberentur » (*Ibid.*) « – Morte repentina servat » (*Urb. V*) – « Praeterea mortis horrendae pericula tollant, mortis repente concitae » (*Jul. III*) – « A morte subitanea liberentur » (*Sixte V*) – « A subitanea et improvisa morte liberatur » (*Ben. XIV*) – « Subitaeque pericula mortis » (*Id.*) – « Subitis qui mortibus obstas » (*Pontif. Rom.*)

6. L'*Agnus* met en garde contre la frayeur qu'inspirent les fantômes et les terreurs qu'occasionnent les mauvais esprits.

« Nulla umbra timorem incutiat » (*Form. de bénéd.*) – « Ab omnibus malignorum spirituum terroribus liberati. » (*Ibid.*)

7. L'*Agnus* munit de la protection divine contre l'adversité, fait éviter le péril et le malheur, donne la prospérité.

« A cunctis adversis liberentur » (*Sixte V*) – « Ut in prosperis adversisque casibus divina protectione muniatur » (*Ben. XIV*) – « Et reddis ductu prospera cuncta tuo » (*Pont. Rom.*) – « A cunctis denique malis et periculis liberetur » (*Ben. XIV*) – « Nulla adversitas dominetur » (*Form. de bénéd.*) – « Nulla hic adversitas dominetur » (*Sixte V*) – « Ut iisdem devote utenti nulla dominetur adversitas » (*Ben. XIV.*)

8. L'*Agnus* protège dans les combats et procure la victoire.

« Sit victor quisquis pugnans dat laudis honores Agnis novellis debitos » (*Jul. III*) – « Qui confers laetos infesto ex hoste triumphos » (*Pont. Rom.*) – « Si quis honorat eum retinet super hoste trophaeum » (*Urb. V.*)

9. L'*Agnus* délivre des embûches et de l'iniquité de l'homme ennemi ainsi que du poison.

« Hoc et ab insidiis vindice tutus eris » (*Ben. XIV*) – « Omne malignum molimen procul ab eis pellatur » (*Paul II*) – « Non praevaleat inimicus homo » (*Form. de bénéd.*) – « Nulla iniquitas noceat (*Sixte V*) – Ab humanis insidiis liberetur » (*Bened. XIV*) – « Hoc aconita fugat » (*Id.*) – « Ullaque ne noceat vis inimica valet » (*Id.*) – « Depellit et omne malignum » (*Urb. V*) – « Nulla adversus eum praevaleat malignitas » (*Ben. XIV.*)

10. L'*Agnus* est un préservatif contre les maladies et aussi un remède.

« Neque alius violentus morbus noceat » (*Form. de bénéd.*) « Morbis liberati » (*Ibid.*) – « Nullus comitialis morbus eum corripiat » (*Ben. XIV.*)

11. L'*Agnus* est souverain contre l'épilepsie.

« Non epilepticus morbus noceat » (*Form. de bénéd.*) – « Nullus morbus caducus noceat » (*Sixte V.*)

12. L'*Agnus* empêche les ravages de la peste, de l'épidémie, de la corruption de l'air.

« Nulla aura pestilens aut aeris corruptio noceat » (*Form. de bénéd.*) « Nulla aeris corruptio noceat » (*Sixte V.*) – « Nulla noceat pestilentia aerisve corruptio » (*Ben. XIV*).

13. L'*Agnus* apaise les vents, dissipe les ouragans, calme les tourbillons, éloigne les tempêtes ou les empêche de nuire.

« Ventorum rabies dissipetur » (*Form. de bénéd.*) – « Ventorum ut rabiem excutiant » (*Jul. III*) – « Ventorum rabies dissipetur » (*Sixte V*). « Subsidant venti » (*Ben. XIV.*)

« Procella turbinum temperetur » (*Sixte V*) – « Abigantur turbines » (*Ben. XIV*) – « Procella turbinum pellatur » (*Paul II*) – « Non maris procella noceat » *Form. de bénéd.*)

« Tempestates pellantur » (*Paul II*) – « Impetus tempestatum dissipetur » (*Form. de bénéd.*) – « Tempestatis periculis liberati » (*Form. de bénéd.*) – « Impetus tempestatum temperetur » (*Sixte V*) – « Abigantur et tempestates » (*Ben. XIV*) – « Nulla maris tempestas praevaleat » (*Id.*) – « Ne mala tempestas obruat habe » (*Id.*) – « Non maris tempestas noceat. » (*Form. de bénéd.*) – « Excutiant pelagique procellas » (*Jul. III*) – « Nulla maris tempestas noceat » (*Sixte V.*)

14. L'*Agnus* sauve du naufrage.

« A naufragio liberentur. » (*Paul II.*)

15. L'*Agnus* écarte les orages et fait échapper aux dangers de la foudre.

« Fulgura pellantur » (*Paul II*) – « Infesta tonitrua dissipentur » (*Form. de bénéd.*) « Fulguris periculis liberati » (*Ibid.*) – « Fulgura desursum depellit » (*Urb. V*) – « Ictusque frangant fulminum » (*Jul. III*) – « Infesta tonitrua temperentur » (*Sixte V*) – « Dissipentur tonitrua » (*Ben. XIV*) – « Abigantur fulgura » (*Id.*) – « Fulmina ne feriant, ne saeva tonitrua laedant » (*Ben. XIV*) – Quique fugas fulgur. » (*Pont. Rom.*)

16. L'*Agnus* chasse les nuées qui portent la grêle et en modère la fureur.

« Grandines pellantur » (*Paul II*) — « Ad earum praesentiam fragor grandinum dissipetur » (*Form. de bénéd.*) — « Fragor grandinum temperetur » (*Sixte V*) — « Facessant grandines » (*Ben. XIV*).

(1) L'expression *ceu Christi sanguis*, qui s'entend ici de la communion, est justifiée par ce texte du Concile de Trente, *sess. XIII, cap. 2* : « Sumi autem voluit sacramentum..... tamquam antidotum, quo liberemur a culpis quotidianis et a peccatis mortalibus praeservemur. »

17. Avec l'*Agnus* les ravages de l'incendie ne sont pas à craindre.

« Ab incendio liberentur » (*Paul II*) — « Non ignium incendium noceat » (*Form. de bénéd.*) – « Incendiis liberati » (*Ibid.*) – « Virtutem destruit ignis » (*Urb. V*) – Flammarum extinguunt incendia dira » (*Jul. III*) – « Nullum incendium noceat » (*Sixte V*) – « Nullum incendium praevaleat » (*Ben. XIV*) – « Discrimen idem propulsat et ignis » (*Id.*) – « Qui nos flammae servas periclis » (*Pont. Rom.*)

18. L'*Agnus* a aussi une vertu contre les pluies torrentielles, les inondations, les débordements des fleuves.

« Non fluminum aut aquarum inundatio noceat » (*Form. de bénéd.*) – « Inundationum periculis liberati » (*Ibid.*) – « Portatus munde de fluctibus eripit undae » (*Urb. V*) – « Omnes ab aquarum inundatione liberentur » (*Sixte V*) « Nulla inundatio praevaleat » (*Ben. XIV*) – « Undarum discrimen idem propulsat » (*Ben. XIV*) – « Servas undaeque periclis » (*Pont. Rom.*)

19. Enfin l'*Agnus* conserve la mère et l'enfant pendant tout le temps de la grossese et les tire de danger au moment de la délivrance, dont il calme et abrège les douleurs.

« Praegnantes absque partus periculo conserventur » (*Paul II*) – « Matrum parturientium dolores ita leniantur ut partus cum matre incolumis servetur per virtutem passionis tuae » (*Form. de bénéd.*) – « Adversi puerperii periculis liberati » (*Ibid.*) – « Praegnans servatur simul et partus liberatur » – (*Urb. V*) – « Cunctantem educant utero de sospite foetum, matris dolores abrogent » (*Jul. III*) – « Parturientes cum partu incolumes conserventur » (*Sixte V*) – « Ut parturientes cum foetu incolumes serventur eumque in lucem feliciter emittant » (*Ben. XIV*) – « Hoc facilem partum tribuente, puerpera foetum incolumen mundo proferet atque Deo » (*Id.*) – « Qui partum pariter cum pariente juvas » (*Pont. Rom.*)

XIII.

De l'usage et de l'emploi des Agnus.

Les *Agnus* étant institués par l'Eglise pour nos besoins personnels, c'est à elle encore que nous demanderons la manière de les employer et de nous en servir.

L'énumération faite dans le chapitre précédent des nombreuses vertus de l'*Agnus* indique très-clairement en quelles circonstances spéciales, il est à propos d'y recourir. Je me contenterai ici d'insister sur certaines règles générales et, autorisé soit par l'usage, soit par les déclarations des papes, de donner quelques conseils pratiques pour guider les personnes pieuses.

1. Un *Agnus* placé dans une maison préserve l'édifice et toutes les personnes qui l'habitent. Il importe alors qu'il soit mis dans un lieu décent, à l'abri de toute irrévérence.

2. On peut également le porter sur soi, suspendu au cou ou placé dans les vêtements, mais il est convenable qu'il soit enveloppé dans du métal, de la soie ou toute autre matière, qui le préserve de la souillure d'un contact et d'un frottement continuels.

Les Papes supposent qu'on le garde ou qu'on le porte ayant soin d'ajouter immédiatement que ce doit être avec piété, vénération, dévotion et confiance, toutes dispositions commandées par le respect dû aux choses sacrées. « Orbes cereos pie venerantibus » (*Benoît XIV*) – « Illas devote gestantibus » (*Form. de bénéd.*) – « Eas devote deferentes » (*Ibid.*) – « Omnes gestantes » (*Ibid.*) – « Deferentes hos Agnos immaculatos » (*Ibid.*) – « Illas pie et devote habuerint et detulerint » (*Sixte V*) – « Cum devotione servandus » (*Paul II*) – « Ut iisdem devote utenti » (*Benoît XIV*).

3. Grégoire XIII a défendu de peindre et dorer les *Agnus*, afin de ne pas leur ôter leur blancheur symbolique, mais il n'a nullement interdit de les placer par respect dans des cadres, des médaillons, des cassettes, etc., ornés et décorés avec art. Paul II nous en donne lui-même l'exemple: « Mittit hunc Agnum Dei circumclusum auro et ornatum unionibus tredecim. » Rome a continué depuis et c'est surtout dans les communautés que les religieuses excellent à encadrer et ornementer les *Agnus* avec un goût exquis.

4. L'Eglise, qui est un lieu de réunion pour tous les fidèles, peut avoir aussi ses *Agnus*. On en a trouvé jusque dans les clochers, où ils avaient pour mission d'éloigner la foudre. Il importe seulement qu'on ne les place pas avec des reliques dans un reliquaire commun, parce que, d'une part, il y a culte et de l'autre simple vénération: ceci toutefois ne doit pas s'entendre des *Agnus* qui contiennent de la poussière d'ossements de martyrs, car on les considère alors comme de vraies reliques. Ces *Agnus* ainsi conservés dans le lieu saint, préservent l'édifice matériel et les fidèles qui s'y assemblent. L'église de S. François *a Ripa* en tient plusieurs constamment exposés dans des monstrances entre les chandeliers, aux autels des chapelles (1).

5. Dans un palais, un château, un grand monument, le lieu le plus convenable pour y déposer l'*Agnus* est la chapelle. « Pignus in sacrario teneas, custodem maximum habeas vitae et rerum tuarum » (*Paul II*).

6. Aucune loi ecclésiastique n'empêche de toucher aux *Agnus* quelle personne que ce soit, même les femmes (2). Il importe toutefois que cet acte soit toujours extrêmement révérentieux.

7. En voyage, sur terre ou sur mer, il est sage de se faire accompagner d'un *Agnus*. « In comitatu habendus, si quando terra peregrinaris et mari » (*Paul II*).

8. Dans les moments difficiles, où l'on sent le besoin de recourir à son *Agnus*, on peut le baiser, « accipiendus est osculo » (*Paul II*), le présenter au danger, l'appliquer sur la partie malade: « Ad harum imaginum conspectum » (*Form. de bénéd.*) – « Ut aspectu vel contactu » (*Ben. XIV*) – « Per ejus tactum et usum » (*Paul II*).

9. La meilleure prière qui puisse aider dans ces temps d'épreuve, de tentation, de danger, est celle même d'Urbain V:

» Agnus Dei, miserere mei.
» Qui crimina tollis, miserere nobis. »

10. On a vu des fidèles plonger des *Agnus* dans de l'eau et boire ensuite cette eau. D'autres fois, ils en ont détaché des parcelles pour les avaler et les prendre comme remèdes. Rien ne s'oppose à un tel usage.

11. Il en est de l'*Agnus* comme des autres sacramentaux, des saintes huiles, de l'eau bénite, du pain bénit, qui, quoique divisés à l'infini, conservent toujours dans chacune de leurs parties la bénédiction de l'Eglise et la vertu qui en est la conséquence. Les fragments d'*Agnus* ont donc la même propriété que les *Agnus* entiers.

« Parsque minor tantum tota valet integra quantum » (*Urbain V*). – « Ut sunt in se ipsis pars totum quaelibet utque est totum illud absque partibus » (*Jules III*).

(1) Sixte V, le 26 septembre 1581, fit placer par l'évêque de Ferentino, un *Agnus* dans la croix de bronze qui surmonte l'obélisque élevé par ses soins au milieu de la place de S. Pierre. Le chapitre de la basilique se rendit processionnellement au pied de l'obélisque où l'on avait dressé un autel.

(2) C'est donc tout-à-fait à tort et sans fondement raisonnable qu'Azor, *cap. 9, quaest. 31*, a avancé qu'il fallait être dans les ordres sacrés pour toucher aux *Agnus* et que les toucher par mépris et irrévérence constituerait un péché mortel. Marcello est tombé dans la même exagération. *Marcell. Magal. in prompt. theologico moral. V.° Agnus Dei*, ainsi que Turlot et autres.

Sanchez n'est pas plus soutenable (*ad praecepta decalogi lib. 2, c. 45, n. 27*), quand il les appelle des *reliques*, tandis que ce ne sont que de pieux objets, rendus plus vénérables par la bénédiction et consécration du Pontife, mais où N. S. Jésus-Christ n'est figuré que symboliquement.

12. Quand la nécessité l'exige, on peut sans irrévérence jeter des *Agnus* dans le feu ou dans l'eau. C'est avec beaucoup de circonspection, par crainte de scandale et de manque de respect, qu'on peut les employer dans les champs ou dans les étables, pour protéger les récoltes et les animaux.

13. Les *Agnus* n'opérant pas malgré nous et sans notre participation, il est essentiel que nous ayons confiance en leur vertu et que, pour y trouver le secours dont nous avons besoin, nous croyons sincèrement à leur efficacité. Les Papes n'ont pas cessé d'insister sur cet acte de notre volonté: « Virtuti ejus credendum » (*Paul II*) – « Si credis, in omnem casum praesidium tenes » (*Id.*) – « Illas cum fide habuerint et detulerint. » (*Sixte V*) – « Fidentes fore » (*Ben. XIV*).

14. L'effet attendu pourra bien quelquefois ne pas répondre à nos désirs. Ne nous en prenons pas à l'*Agnus*, dont la vertu ne peut être contestée, mais à nous-mêmes, à notre foi débile, douteuse, incertaine, à notre dévotion faible, impuissante, ou encore à une cause que Dieu nous cache à dessein.

« Nec mirum esse debet si non semper idem contingat effectus, quoniam id ex infirma utentis fide, vel ex alia occulta causa, non ex defectu virtutis rei sacrae, accidere certum est » (*Sixte V*) – Quod si optatus non semper obtineatur effectus, id non defectui virtutis rei sacrae, sed vel infirmae exiguaeque utentium fidei, ac devotioni vel alteri occultae causae Deo compertae ac probatae tribuendum est. » (*Benoît XIV*).

XIV.

Exemples des prodiges opérés par les Agnus.

Sixte V et Benoît XIV n'hésitent pas à affirmer que les *Agnus* ont opéré des prodiges d'un ordre surnaturel et qu'ils doivent cette vertu aux prières et aux bénédictions du pontife qui les consacre.

« Haec sane propitiationis et gratiarum dona a Deo misericordiarum Patre et bonorum omnium largitore, vere tribui atque concedi his cereis formulis sic benedictis et baptizatis praesertim summo Sacerdote ipsius Christi in terris vicario tam pie orante ac supplicante, firmiter credendum est, sicuti idipsum saepissime magnis et variis miraculis quae diversis temporibus divina bonitas per haec sacra operare dignata est, fuit saepius comprobatum » (*Sixte V*) — « Quae quidem beneficia et gratiarum dona a bonorum omnium largitore Deo fidelibus tribui ac concedi virtute hisce sacris cereis communicata per benedictionem ac precationes in primis quas Christi Vicarius Romanus Pontifex, universae Ecclesiae nomine in eorum consecratione fundere solet, res est firmiter omnino credenda ac variis eximiisque miraculis saepissime confirmata. » (*Benoît XIV*).

L'histoire ecclésiastique est pleine de faits qui viennent en confirmation de la croyance populaire et de la tradition de l'Eglise. Certains auteurs, comme Théophile Raynaud, Del Rio, Baldassari, etc. se plaisent à les rapporter. Je n'en citerai que quelques-uns et encore fort en abrégé, parceque tel n'est pas le but de ce livre.

S. Pie V distribue des *Agnus* aux troupes qui partent pour Lépante et ces troupes sont victorieuses.

Un soldat catholique qui porte au cou un de ces *Agnus* consacrés par le Saint Pontife, ne peut être atteint par les balles ennemies des protestants, tant que l'objet sacré reste sur lui (1).

Le Tibre avait débordé d'une manière effrayante et ravageait plusieurs quartiers de Rome. S. Pie V fait jeter dans les eaux un *Agnus* et le fleuve rentre dans son lit (1).

En 1568, un *Agnus* consacré par S. Pie V est jeté dans l'Adige et Vérone est délivrée d'une terrible inondation.

En 1585, un *Agnus* arrête l'incendie de Messine.

En 1690, le feu prend à la ville de Vienne. L'empereur Léopold donne un *Agnus* consacré par Innocent XI: à son contact les flammes s'éteignent immédiatement.

En 1691, les cardinaux s'étaient réunis en conclave au Quirinal, après la mort d'Alexandre VIII. Le feu prend au palais, dure six heures et brûle cinq chambres. On ne sait comment arrêter ses progrès. Aussitôt qu'un *Agnus* d'Innocent XI a été jeté au milieu des flammes, l'incendie cesse et les cardinaux émerveillés, au lieu de fuir comme ils en avaient intention, restent au palais apostolique. On retrouva l'*Agnus* intact, mais la cassette d'argent qui le conservait avait été fondue par le feu.

XV.

Constitution de Grégoire XIII qui défend de dorer, peindre et vendre les Agnus.

Grégoire XIII, pour conserver aux *Agnus* leur blancheur symbolique et traditionnelle, publia une bulle, à la date du 25 mai 1572, dans le but d'arrêter et de prévenir les abus.

Par cette bulle il est défendu, sous peine d'excommunication *ipso facto*, de dorer, peindre, colorier, les *Agnus*, qui doivent rester tels qu'ils ont été consacrés par les Souverains Pontifes. La vente, stimulée par ces ornements inconvenants, est également prohibée.

L'exécution de la constitution est confiée aux ordinaires et à leurs vicaires-généraux, spécialement chargés de la publier promptement dans leurs diocèses et de procéder contre les délinquants par des peines canoniques à leur gré, outre l'excommunication.

Cette bulle a soulevé parmi les théologiens qui l'ont commentée une double difficulté, à savoir, si tout ornement est interdit, et si la vente des *Agnus* est rigoureusement prohibée.

La bulle semble suffisamment claire sur le premier point. Il est évident que le pape n'a entendu défendre que l'ornementation qui tendrait à dénaturer le vrai caractère symboli-

1 « Non est hoc loco omittendum quod in hoc bello (Belgico) magna omnium admiratione atque utinam pari haereticorum ad rectam fidem conversione, divinitus accidisse, graves auctores memoriae mandarunt Hispaniarum militem catholicum inter alios quos peremerunt, ab Aurantio captum arboriqne alligatum impii milites haeretici aeneorum tormentorum ictibus occidere conati, tantum abfuit ut illum confoderent ut ne creberrimis quidem ac vehementissimis ignitis globis in eum emissis vel minimum laedere potuerint. Quo viso obstupefacti eum vestibus exuere caeperunt, rati hominem occultis quibusdam armis communitum, quae tormentorum vis penetrare non posset. Sed cum nihil in eo praesidii reperissent, praeter sacrum Agnum a collo pendentem ex iis, ut conjectura erat, quos Pius V, primo sui pontificatus anno, de more consecraverat, (eorum namque magnum numerum in Hispaniam, Galliam et Belgium, praesertim militibus pro fide catholica dimicantibus distribuendos curaverat) hoc illi detracto, primo ictu transverberatus occubuit. »

(Ant. Gabutius. *Vita Pii V, lib. II*).

(1) « Omnium mentes ad Deum rite colendum ac suam quemque salutem procurandam excitaret, precatorias coronas, piaculares calculos, aereas tum cruces, tum Sanctorum imagines ac cereas Agni coelestis effigies, res ad augendam piorum religionem in primis accomodatas, plurimas variis temporibus consecravit. Quae res tanta pietate et veneratione ab omnibus excipiebantur, quantam ex omni memoria recordari nemo potest. Nam etsi salutarem illam vim rebus ejusmodi divinitus adjunctam a pontificia potestate proficisci non ignorabant, tamen propter singularem hujus pontificis sanctitatem, nescio quomodo ad hos cereos ab ipso potius quam a caeteris pontificibus consecratos in dies magis ac magis offici iisque munitos se in periculis tutiores fore existimare, jam per annos ferme XL cum foris tum in Urbe conspicimus; in quo vel ii in quos ipse aliquando animadverterat, admirabile studium pietatis in illum ostenderunt. Verum neque iis religionis instrumentis sive etiam pontificis sanctitati divinae virtutis defuit testimonium, nam cum tumescentem in Tiberim ex alveo summo populi Romani cum terrore parique periculo defluentem, unus ex cereis illis orbiculis, jubente Pio, projectus fuisset, confestim impetus aquae resedit. »

(Ant. Gabutius, *Vita Pii V, lib. II*).

que de la cire et par la superposition de l'or ou de couleurs habilement nuancées, ferait de l'*Agnus* un objet vénal. L'*Agnus* restant identiquement le même, tel qu'il est sorti des mains du pontife après la consécration, on peut sans inconvénient, et tel est l'usage général, l'encadrer, l'enchâsser, l'entourer d'or, de fleurs, etc., comme une relique, une chose sainte à laquelle on témoigne de cette manière sa vénération et son respect.

Le second point n'est pas moins clair, sinon dans le texte même, au moins par les décisions subséquentes et l'usage commun. Vendre un *Agnus*, en tant qu'objet bénit et consacré, serait une simonie réelle; car ce serait estimer à un prix temporel une faveur purement spirituelle. Vendre l'entourage de l'*Agnus*, le cadre, la cassette qui le renferment n'est pas une action simoniaque; cette ornementation accessoire a un prix réel qui peut être apprécié et au même titre se vendent tous les jours des calices, des patènes, etc. Bien entendu, le prix n'atteint que la valeur matérielle ou artistique de l'objet, l'*Agnus* même n'étant compté pour rien dans le marché.

Quelques théologiens pensaient que Grégoire XIII ne prohibait pas la vente des *Agnus* en général, mais seulement celle des *Agnus* peints ou dorés et la question se réduisait à ceci : les *Agnus* étant composés de cire et la cire ayant une valeur matérielle, peut-on, abstraction faite de la bénédiction et de la consécration, vendre cette cire au taux de la cire ordinaire? Ceux qui pencheraient pour l'affirmative seront bientôt détrompés par les édits des cardinaux vicaires qui, par ordre des papes, ont interdit ce genre de commerce. Quoique ces édits ne concernent que Rome, nous ne croyons pas que l'on puisse avoir une règle de conduite plus sûre hors de Rome et qui réponde mieux aux intentions du Saint Siège. D'ailleurs, les *Agnus* sont distribués gratuitement par les Souverains Pontifes. Pourquoi ne se transmettraient-ils pas de même? Puis, tout bien considéré, il entre une si petite quantité de cire dans la confection de chaque *Agnus*, que la vente de cet objet pieux produirait un résultat aussi mesquin que ridicule.

La bulle de Grégoire XIII mérite d'être citée en entier. Elle a été renouvelée et confirmée par Clément XI, en 1716.

« Prohibitio depingendi sive miniandi aut venales proponendi Agnus Dei a Romano Pontifice benedictos.

« Gregorius episcopus servus servorum dei. *Ad perpetuam rei memoriam.* Omni certe studio et opera a Nobis procurandum est ut ea tollantur quae non conveniunt ac nostrum et aliorum bonorum piorumque Christifidelium animos offendunt. Itaque provide considerantes certas formas innocentissimi Agni imagine figuratas et per Romanos Pontifices statutis temporibus consecrari solitas, sicut Agni puri et mundi a Summo Pontifice benedicuntur, ita ab omnibus postmodum immaculatas, non autem auro et coloribus ullis depictas, sed in sua albedinis munditie sanctificatas congruenti cum reverentia teneri et conservari debere.

« Statuimus et ordinamus ac sub excommunicationis poena ipso facto incurrenda, prohibemus et interdicimus ne quisquam sive vir, sive mulier, saecularis aut ecclesiastici etiam regularis ordinis ille sit, et quocumque gradu, conditione, statu, nomine, dignitate et honore praecellat, posthac in perpetuum Agnus Dei per Romanum Pontificem pro tempore existentem benedictos depingere, inficere, minio notare, vel aurum aut colorem aliquem illis imponere, aut quiddam aliud super inducere, neque depingi aut miniari facere, nec illos venales proponere seu tenere quovis praetextu, qualibetve de causa audeat. Verum eos albos et mundos Agnum illum purum et innocentem repraesentantes qui occisus praeciosissimo sanguine suo nos redemit, decenter ac reverenter a cunctis haberi, deferri et custodiri praecipimus et ita ab omnibus fieri et censeri debere decernimus.

« Mandantes omnibus et singulis locorum Ordinariis per universum Christianum orbem constitutis eorumque Vicariis in spiritualibus generalibus, ut praesentem nostram constitutionem ac prohibitionem in suis quisque civitatibus et dioecesibus statim publicare procurent, ita ut ad omnium notitiam quamprimum pervenire possit.

« Quicumque vero inobedientes fuerint, praeter excommunicationis poenam quam, ut praefertur, incurrent, etiam aliis paenis ipsorum ordinariorum seu vicariorum plecti et mulctari volumus et jubemus.

« Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, ceterisque contrariis quibuscumque.

« Volumus etiam quod praesentium literarum exemplis, etiam impressis, manu notarii publici subscriptis, et sigillo alicujus praelati ecclesiastici obsignatis, plena eademque prorsus fides ubique adhibeatur quae ipsis praesentibus adhiberetur si forent exhibitae vel ostensae.

« Datum Romae apud Sanctum Petrum anno incarnationis Dominicae, millesimo quingentesimo septuagesimo secundo, octavo kalendas junii, Pontificatus nostri anno I. » (1)

XVI.

Prescriptions du Ve concile de Milan.

Grâce à la sollicitude et à la piété de S. Charles Borromée, le cinquième concile provincial tenu à Milan, en 1579, s'est occupé des *Agnus Dei* et a rédigé plusieurs prescriptions qui, en droit, n'ont qu'une valeur purement locale, mais qu'il importe néammoins de connaître, parceque, outre qu'elles sont applicables partout, elles offrent l'avantage d'avoir été inspirées par l'esprit de foi et de respect qui anime la sainte Eglise.

Après avoir rappelé la constitution de Grégoire XIII qui veut que les *Agnus Dei* conservent la blancheur symbolique de la cire dont ils sont formés, le cinquième concile de Milan trace des règles fort sages pour en déterminer l'emploi et l'usage.

C'est une pieuse coutume de garder chez soi des *Agnus*, mais il convient qu'ils soient placés dans un lieu décent.

Si on les porte sur soi, suspendus au cou, le respect qu'on doit avoir pour les choses saintes, exige qu'on les tienne renfermés dans un reliquaire, afin qu'ils ne soient pas souillés par un contact continuel.

Les ornements qui les entourent doivent être à la fois convenables et religieux, non profanes, car l'*Agnus* n'est pas un objet de luxe ou de vanité: en conséquence il ne convient pas de l'enchâsser dans un anneau.

La plus petite parcelle d'*Agnus* ne peut augmenter le prix d'un objet ni devenir une cause de lucre et de commerce.

La présence de l'*Agnus* commande le respect, la vénération et la réserve.

A l'exemple de ce qui se pratiquait autrefois, on peut avec ces *Agnus* faire des fumigations dans les champs et les vignes pour les préserver des orages: mais il serait téméraire de les suspendre ou attacher aux arbres et de les jeter dans les champs.

Le Concile de Milan a adopté le sentiment de certains théologiens rigoristes qui, comme Azor, ne permettent qu'aux clercs dans les ordres sacrés de toucher aux *Agnus*. Cette précaution, bonne en soi, n'est plus suivie et paraît même contraire à l'usage général. Il ne faut donc pas lui donner plus d' importance qu'elle n'en a réellement.

Je cite maintenant le texte de ce concile.

(1) *Bullarum amplissima collectio*, Romae, 1746, t. IV, pars III. pag. 233.

« Sanctissimi item veterisque instituti est a Summo Pontifice formas illas cereas quas Agnus Dei a figura impressa vocamus, solemnis benedictionis ritu multisque religiosis caeremoniis non solum primo, sed septimo quoque Pontificatus anno consecrari.

« In quo consecrationis munere, sicut ille Christi Vicarius (cujus oratio tanto majoris est momenti quanto ejus officium in Ecclesia sublimius et cum eodem Christo Domino conjunctius) multa sancta precetur a Deo illis concedi qui animo pio devotoque eos Agnos apud se habuerint: ita a fidelibus magna devotione iidem gestandi sunt ad eosque usus religiose adhibendi, ad quos sacrae preces ex Ecclesiae instituto referuntur.

« Quare decreto Concilii provinc. tertii, quod ex constitutione Sanctissimi Pontificis Gregorii XIII de illis minio non inficiendis cautum est, haec etiam adjungenda censuimus.

« Primo cum illi domi asservantur, ut piae consuetudinis est, loculo decenti recondantur : cum autem collo appensi gestantur, in thecam auream, argenteam, eburneam, cristallinamve aut alterius generis decentis recte inclusi sint, ita ut tactu violari non possint.

« Nec vero ad ornatum habeant quidquam quod profanum sit quodque minime deceat.

« Thecarum fabri ne ullo modo eos tangant attrectentve, ne chyrothecis quidem, forcipe aut ullo alio instrumento, sed ad eos thecis includendos clericus in sacris constitutus adhibeatur.

« Ne minimam item particulam sacrae illius cerae e qua agni imago effecta est, in eis includant, quo pluris opus suum vendant, sed ab eo accipiant qui thecam agni causa faciendam locarint.

« Neque autem quisquam sacrum illum agnum annulo gestet, cum ita parum religiose gestetur ut aliqua foeditate turpive tactu violari facile queat.

« Qui sacros Agnos gestant haec religiosius caveant ne quid impure turpiterve agant aut a sacra ejusmodi re alienum.

« Nec praeterea in agri campum hi agni projiciantur nec vero cuiquam arbori affigantur neque e ramis suspendantur, sed quod antiqui est instituti eorum cera adoleatur ad suffumigationem in agris vineisque ob imminentem tempestatem aliasve diabolicas illusiones depellendas (1). »

XVII.

Edits du Vicariat de Rome.

Le Vicariat de Rome, pour prévenir tout désordre et scandale, a pris des mesures sévères au sujet des *Agnus* (1).

Il déclare que vendre les Agnus, une fois qu'ils ont été consacrés, c'est commettre le péché de simonie, lors même que le vendeur n'aurait l'intention que d'en retirer le prix de la cire.

Toute vente demeurant expressément prohibée et toute exposition pour vendre étant formellement interdite chez les marchands, tous ceux qui volontairement et sciemment enfreignent la loi promulguée, sont passibles, outre les peines qu'encourent *ipso facto* les simoniaques quels qu'ils soient, de toutes autres peines corporelles, telles que l'exil, les galères, l'amende au gré de Sa Sainteté.

Malgré mes recherches, soit aux archives de l'Imprimerie camérale, soit même dans la célèbre collection d'édits que possède la bibliothèque de Sainte Marie-sur-Minerve, je ne connaissais le plus ancien édit que par les extraits qui en ont été faits ou plutôt par le résumé que rapportent deux auteurs du XVIIe siècle, Ricciuolo et Bonacina. Voici ce que disent ces deux canonistes.

« Vigore specialis edicti Eminentissimi Card. Urbis Vicarii, licet Agni Dei ante acceptam pontificalem benedictionem possint sine scrupulo vendi, tamen postquam sunt benedicti, vendi non possunt, etiam ratione materiae, ad tollendas fraudes quae fieri poterant et scandala que in dies oriebantur. »
(Ricciuolo p. 20)

« Ad scrupulos rejiciendos, mos inolevit in urbe ut artifices cupientes Agnos Dei in thecis includere licentiam id faciendi petant ab Eminentissimo Domino Cardinali Vicario seu ejus Vicesgerente, qui eam dare consuevit viris probatis, ad tempus sibi benevisum et gratis. » (*Id.* p. 19)

» In urbe Roma extat specialis prohibitio vendendi hujusmodi Agnos et cum hujusmodi prohibitio facta sit ad vitandum simoniae periculum, dicendum est vendentem hujusmodi Agnos reum esse simoniacae labis jure humano vetitae, etiamsi eos vendat solum ratione materiae nec plus exigat ratione consecrationis. » (Bonacina p. 73)

Heureusement les archives du Vicariat m'ont été complaisamment ouvertes par un des ecclésiastiques attachés au Secrétariat et j'ai pu ainsi prendre copie sur les registres mêmes des édits de 1623 et 1624, dont voici la traduction.

1. Edit de 1623.

« Avis défendant de vendre et de peindre les Agnus Dei.

» Jean Garsia, par la miséricorde divine titulaire des Quatre saints Couronnés, prêtre de la Sainte Eglise Romaine, Cardinal Millini, Vicaire général de Notre Saint Père le Pape et juge ordinaire de la Cour Romaine et de son district.

» Considérant le discrédit et l'avilissement des choses saintes, ainsi que le scandale occasionné dans le monde, lorsqu'on voit les Agnus Dei, bénits ou même non bénits, tenus publiquement dans les boutiques pour être vendus, et voulant nous même remédier à de tels inconvénients, en vertu de cet édit, par ordre exprès de Notre Saint Père le Pape, nous commandons et défendons à tous et à chacun en particulier et quelque personne que ce soit, quelque soit son état, d'oser ou de tenter de faire des Agnus Dei, les peindre ou colorier, de les vendre en public ou en particulier, dans leurs boutiques ou autres lieux, sous peine de cinq cents écus à encourir sans autre déclaration et autres peines corporelles au gré de Sa Sainteté et l'exécution de cette peine se fera sans rémission.

» De cette amende cent écus seront remis à l'accusateur, dont le nom sera tenu secret, et l'autre part reviendra à la Révérende Chambre Apostolique.

» Nous déclarons que si quelqu'un n'avait pas le moyen de payer en son entier la dite amende, on prendrait ce qu'on trouverait pour payer les cent écus à l'accusateur et le reste serait commué en peines corporelles à notre gré.

» Donné à Rome au palais de notre résidence ordinaire, le 10 février 1623.

« A. E. Hieracen. Vicesger.
« Od. Tibaldus Secr.

» Rome, à l'imprimerie de la Révérende Chambre Apostolique 1623 ». (1)

2. Edit de 1624.

« Edit concernant les Agnus Dei et les Reliques.

» Jean Garzia.

» Nous considérant dans quel discrédit et avilissement tombent les choses sacrées et aussi quel scandale occasionne au

(1) Concil. V Mediolanen., ann. 1579 apud *Acta Eccles. Mediolanen.* t. 1. p. 176-177.

(1) Nicolas V, par sa bulle du 7 décembre 1452, impose des peines très graves à Jean Urioch et Denis de Molinis qui ont fabriqué de faux *Agnus Dei*.

(1) Archives du Vicariat. *Bandimenti* de 1619 à 1628, p. 102, 103.

monde d'entendre dire qu'on vend des Agnus Dei ou des parcelles de Reliques, qu'elles soient vraies ou fausses, et encore que l'on peint et colorie les Agnus Dei, voulant pourvoir à semblables inconvéniens, par ordre exprès de Notre Saint Père le Pape Urbain VIII, nous défendons et commandons :

» Que personne, de quelqu'état, grade et condition qu'elle soit, ecclésiastique ou séculière, à moins d'être à ce spécialement députée par Sa Sainteté, n'ose ou ne tente de mouler des cires en forme d'Agnus Dei et de les distribuer ou donner comme bénites, sous peine de faux et d'être sévèrement châtié, jusqu'aux galères inclusivement, au gré de Sa Sainteté.

» Que personne, comme ci-dessus, n'ose ou présume colorier ou peindre les Agnus Dei benits, avec or, minium et couleurs de quelqu'autre manière que ce soit, sous peine de deux cents écus d'or, à appliquer partie à l'accusateur, dont le nom sera tenu secret et partie à la Révérende Chambre Apostolique, et même de prison et d'exil à notre gré, outre la peine d'excommunication qui s'encourt *ipso facto* en vertu de la constitution de Grégoire XIII d'heureuse mémoire.

» Et de plus nous défendons et commandons qu'aucun artiste, de quelque métier qu'il soit, puisse, dans sa boutique ou ailleurs, vendre ou retenir, même pour peu de temps, à l'effet de vendre, des espèces de cires ou Agnus Dei, bénits ou non bénits, ni des reliques ou parcelles d'os de saints, grands et petits, lors même qu'ils seraient mis dans des chapelets, des statues, des croix, des médailles ou objets analogues. De plus nous voulons et ordonnons que quiconque aurait ou retiendrait de telles choses soit obligé de les porter et consigner, dans l'espace de six jours, en nos mains ou celles de Mgr le Vice-gérant pour qu'il soit fait selon qu'il sera ordonné par nous, sous la même amende de deux cents écus d'or et autres peines à notre gré, comme ci-dessus. Avertissant que pour l'exécution du présent édit, on poursuivra en toute rigueur, lors même qu'on alléguerait que les dites choses sont à autrui ou qu'on les retient dans un autre but que la vente, tandis qu'au contraire on ne montrerait pas la permission *in scriptis*. Que la copie du présent edit, affiché et publié aux lieux accoutumés, comprenne tous ceux à qui il s'adresse.

» Donné à Rome dans le palais de notre résidence ordinaire, le 30 novembre 1624.

« A. Epus Hieracen. Vicesger.

« Od. Tibaldus Secr.

« Rome, à l'imprimerie de la Révérende Chambre Apostolique. 1624 (1). »

3. Edit de 1716.

» Edictum quo Sacrarum Reliquiarum sacrarumque formarum Agnus Dei nuncupatarum venerationi consulitur.

» Nicolas, par la miséricorde divine archevêque de Capoue, prêtre de la Sainte Eglise Romaine, du titre des SS. Sylvestre et Martin aux Monts, cardinal Caracciolo, pro-vicaire général de N. S. Père le Pape, etc.

» Sa Sainteté voulant, en raison de son zèle apostolique, pourvoir en faveur des reliques sacrées des Saints, qui furent les membres vivants du Christ et le temple du saint Esprit, ainsi que des cires bénites et consacrées avec le saint chrême par les Souverains Pontifes, que l'on nomme communément *Agnus Dei*, au maintien du respect et de l'honneur qui leur sont dûs et aussi enlever tous les abus, conformément à la disposition des saints canons et du concile de Trente, dans la session 25 *de invocatione et veneratione et reliquiis Sanctorum*, aux constitutions apostoliques et aux édits spéciaux émanés autrefois par ordre des Souverains Pontifes, particulièrement de Pie V et de Clément VIII de sainte mémoire, qu'Elle confirme, innove et étend.

» Sa Sainteté ordonne pareillement et commande expressément que personne ne soit assez hardi et présomptueux pour peindre, colorier ou faire peindre et colorier de quelque couleur que ce soit ou même dorer les Agnus Dei bénits et ainsi ornés de les vendre ou les retenir pour vendre, sous peine d'excommunication *ipso facto*, fulminée par la bulle de Grégoire XIII, de sainte mémoire et autres peines réservées à notre gré, voulant que tous avec décence les tiennent, portent et gardent blancs et sans tache, comme représentant l'innocent et divin Agneau dont ils portent l'image imprimée.

« Paul V, de sainte mémoire, par sa bulle qui commence *Romanum licet Pontificem* a confié aux seuls moines de S. Bernard et de Ste Pudentianne le soin sacré de faire les Agnus ou de les renouveler, s'ils sont brisés, avec les moules que l'on conserve au Palais apostolique. En conséquence que personne n'ose retenir et fabriquer de faux moules ou faire des Agnus Dei faux ou de quelque manière que ce soit donner à la cire la forme d'Agnus, sous peine, si le délinquant est homme, d'encourir dix ans de galères et pour les femmes dix ans de prison et le fouet.

« Encourra la même peine quiconque distribuera sciemment des Agnus Dei faux, comme s'ils étaient vrais ou bénits, débitera sciemment des reliques fausses ou commettra le vol sacrilége de reliques sacrées et d'Agnus Dei bénits, changera ou altérera malicieusement le nom ou le chiffre du Souverain Pontife empreints sur chaque Agnus bénit.

« Sa Sainteté renouvelle également, en cette matière sainte et religieuse, les peines portées par les saints Canons contre les Simoniaques et outre les peines ci-dessous indiquées veut et commande qu'aucun orfèvre, fabricant de chapelets, tourneur, fabricant de reliquaires ou de quelque autre métier ou profession, regrattier ou revendeur, ou autre personne de quelque état, grade ou condition, ose publiquement ou en particulier, vendre, faire vendre ou tenir pour vendre dans sa maison, boutique, devanture de magasin ou ailleurs de sacrés reliques, de quelqu'espèce qu'elles soient, ou des Agnus Dei et pas même leurs plus petites parcelles, lors même qu'elles seraient renfermées et scellées dans des croix, images statues, urnes, chapelets, reliquaires ou autres ornements semblables de quelque sorte qu'ils soient et encore moins de les exposer en vente dans les rues, places, foires, marchés, chambres à louer, portiques des églises, couvents et autres lieux publics, mêlés à d'autres objets exposés en vente. On leur permet seulement d'avoir dans leurs maisons, boutiques ou devantures et dans les lieux susdits, les simples ornements, à l'effet de les vendre comme tels, dans lesquels on les placera, mais avec un espace ou un médaillon vides, à l'effet de les vendre sans reliques ni Agnus.

« Pour la commodité publique des fidèles et la conservation des choses sacrées on permettra, avec notre autorisation qui s'accordera gratis, aux fabricants de Reliquaires que connaîtra le custode soussigné des saintes Reliques et que nous approuverons ou qu'approuvera Monseigneur Vice gérant, de placer dans des ornements décents les reliques qui leur seront distribuées pareillement gratuitement par notre custode ou par Monseigneur le sacriste du Palais apostolique, et de vendre, comme ci-dessus, la pure valeur des ornements: et aussi d'arranger les reliques et les Agnus Dei qui leur seront portés par des particuliers pour leur usage et de les garder dans leur boutique jusqu'à ce qu'ils soient arrangés et qu'ils les rendent à leurs propriétaires, sans pouvoir jamais les tenir en montre, garnis ou non garnis, comme il est ordonné . . . . . Finalement pour l'exacte observation de cet édit, Sa Sainteté commande qu'il soit inviolablement exécuté par tous, de quelque état, grade ou condition et sexe qu'ils soient, ecclésiastiques

(1) *Baldimenti*: p. 140-141.

seculiers ou réguliers, même dignes de mention spéciale, sous peine de deux cents écus d'or à appliquer à des usages pieux, réservant le quart à l'accusateur dont le nom sera tenu secret, de la prison, de l'exil et même des galères, selon la qualité des transgressions et des personnes et pour les réguliers, sous peine de privation de voix active et passive et autres peines corporelles à notre gré, outre la confiscation des reliques, Agnus Dei et leurs ornements. Et l'on procédera encore par inquisition, ou tout autre moyen plus avantageux à la Cour sur chacun des paragraphes susdits. Après trois jours à dater de la publication et de l'affichage aux lieux accoutumés, l'edit atteindra tout le monde, comme s'il avait été personnellement intimé à chacun.

« Donné à Rome en notre résidence accoutumée, le 14 octobre 1716.

« N. Card. Caracciolo pro-vicaire.

« M. A. Chanoine Boldetti, custode des Saintes Reliques.

« N. A. Chanoine Cuggio secrétaire (1) »

4. Edit de 1750.

« Edit sur le culte des Saintes Reliques et des Agnus Dei bénits.

Armoiries de Benoit XIV.

« Fr. Jean Antoine du titre des SS. Silvestre et Martin aux Monts, prêtre de la Sainte Eglise Romaine, cardinal Guadagni, Vicaire général de Sa Sainteté.

» Notre Saint Père le Pape ayant, par son zèle apostolique, abondamment pourvu à ce que le peuple chrétien qui de toutes les parties du monde se rendra à Rome pour gagner le Jubilé de l'année Sainte 1750, ne rencontre que des sujets d'édification tant dans la beauté, la majesté et le culte des églises que la sainteté des mœurs des citoyens qui l'habitent, à cet effet, à plusieurs fois, a fait prêcher des missions. Soupçonnant que ce pourrait être un motif de scandale de voir que les reliquaires sont exposés en vente dans les boutiques garnis de reliques de Saints (quoiqu'assurément on ne vende que les reliquaires) Sa Sainteté nous a commandé par oracle de vive voix de renouveler les édits publiés antérieurement par nos prédécesseurs contre cet inconvénient et spécialement celui que nous avons publié le 5 juin 1737, que par le présent édit nous entendons confirmer et renouveler. Bien plus, conformément aux mêmes édits, et pour ôter tout soupçon, même le plus petit, de commerce dans une matière aussi sainte et religieuse, Sa Sainteté veut et commande qu'outre les peines déjà imposées aux simoniaques par les saints canons, qu'aucun orfèvre, marchand de chapelets, tourneur, fabricant de reliquaires, de quelque art et profession qu'il soit, regrattier ou revendeur, ou autre personne de quelqu'état, grade, condition qu'elle soit, ose ou publiquement ou en particulier vendre ou tenir pour vendre dans sa maison, boutique ou devanture de boutique ou ailleurs, quelque sorte de reliques que ce soit ou Agnus Dei et même pas leurs plus petites parcelles, lors même qu'elles seraient renfermées dans des croix, images, statues, urnes, chapelets, reliquaires ou autres semblables ornements de quelque sorte qu'ils soient et encore moins de les exposer en vente dans les rues, les places, les foires, les marchés, les chambres à louer, les portiques des églises et couvents et autres lieux publics, ni même avec d'autres objets que l'on peut vendre. On leur permet seulement d'avoir dans leurs maisons ou boutiques de simples ornements avec un espace ou cercle vide, sans reliques ou Agnus Dei, à l'effet de vendre seulement les susdits ornements.

« Pour la commodité publique des fidèles et la conservation desdites choses sacrées, on pourra, avec notre permission accordée gratis, les fabricants de reliquaires, qui seront connus de notre custode soussigné des saintes reliques, approuvés par nous ou par Monseigneur Vice-gérant, ou Monseigneur le Sacriste du palais apostolique, pourront placer dans des reliquaires ou des châsses décentes les reliques qui leur seront également dispensées par notre custode, ou par le susdit Monseigneur Sacriste et vendre la pure valeur des ornements ci-dessus désignés; comme aussi ils pourront arranger des reliques et les Agnus Dei que les particuliers leur porteront et les garder dans leur boutique jusqu'à ce qu'ils soient arrangés pour les rendre à leurs maîtres, sans jamais pouvoir les mettre en montre, ni garnis, ni dégarnis, comme il a été ordonné.....

« Toutes les choses susdites contenues dans le présent édit devront, par ordre et commandement de Sa Sainteté, être inviolablement exécutées par tous de quelque état, grade et condition qu'ils soient, même ecclésiastiques tant séculiers que réguliers ou dignes de mention spéciale, sous peine de deux cents écus d'or à appliquer aux lieux pies et le quart à l'accusateur, dont le nom sera tenu secret, de la prison, de l'exil, des galères, selon la qualité des personnes et des transgressions et quant aux réguliers, sous peine de privation de voix active et passive, et autres peines corporelles à Notre gré, outre la perte des reliques, Agnus Dei et leurs ornements. Et l'on procédera en ceci même par voie d'inquisition ou autre manière pour chacun des chefs susdits.

» Nous voulons encore que le présent édit soit publié et affiché aux lieux accutumés et ait la même force, etc.

« Donné à Rome au palais de Notre résidence habituelle, le 26 janvier 1750.

Fr. J. A. Card. Vicaire.

« Jean chanoine Marangoni custode.

« G. archiprêtre Ori secrétaire.

» Die, mense et anno quibus supra, supradictum edictum affixum et publicatum fuit ad valvas Curiae Innocentianae et in Acie Campi Florae ac in aliis locis solitis et consuetis Urbis, per me Antonium Rota tribunalis Eminentissimi Vicarii Mandatariorum decanum.

« Rome, imprimerie de la Révérende Chambre Apostolique, 1750.

5. Autre édit de 1750.

« Notification à ajouter à l'édit de l'an 1750 au sujet des Saintes Reliques.

S. Pierre. *Armoiries de Benoit XIV.* *S. Paul.*

» Fr. Jean Antoine, par la miséricorde de Dieu évêque de Frascati, de la Ste Eglise Romaine cardinal Guadagni, Vicaire général de Notre Saint Père le Pape, etc.

» Pour enlever complètement tout soupçon de commerce, même le plus minime, en matière de saintes reliques, Notre saint Père le Pape, conformément aux édits imprimés plusieurs fois sur cette matière et spécialement a celui imprimé le 26 janvier 1750 (que nous entendons confirmer par la présente) veut et commande qu'aucun orfèvre, argentier, fabricant de chapelets et de reliquaires, tourneur, quelque soit son art ou sa profession, regrattier, revendeur, ou autre personne, de quelqu'état, grade et condition qu'elle soit, ose en public ou en particulier vendre ou garder pour vendre, à la maison, à la boutique, ou à la devanture de la boutique ou ailleurs, quelque sorte de reliques ou Agnus Dei que ce soit, et même pas leurs plus petites parcelles, ou quoique ce soit, et encore moins de les exposer en vente dans les rues, places, foires, marchés, chambres à louer, portiques des églises, couvents et autres lieux publics, ni même avec d'autres objets que l'on peut vendre, sous peine de deux cents écus d'or à appliquer à des usages pies et le quart à l'accusateur (dont le nom sera tenu secret), de la prison, de l'exil et même des

(1) Ferraris. *Bibliotheca prompta, édit. du Mont Cassin.* t. 1, p. 171-173.

galères, selon la qualité des personnes et des transgressions, outre les peines imposées par les saints canons contre les simoniaques. On leur permet seulement de retenir dans les maisons ou boutiques et lieux susdits les simples thèques ou reliquaires avec un espace ou cercle vide au milieu, sans reliques ou Agnus Dei, à l'effet de vendre seulement les susdites thèques ou reliquaires.

« Fr. J. A. Card. Vicaire

« Augustin Honorante, custode des saintes Reliques.

« Die, mense et anno quibus supra, supradicta Notificatio affixa et publicata fuit ad valvas Curiae Innocentianae et in Acie Campi Florae ac in aliis locis solitis et consuetis Urbis per me Antonium Rota Tribunalis Emi Vicarii Mandatariorum Decanum »

« Rome, Imprimerie de la Révérende Chambre Apostolique. 1753. »

6. Edit de 1775.

« Edit sur le culte des Saintes Reliques et des Agnus Dei bénits.

Armes de Pie VI.

« Marc Antoine, prêtre de la Sainte Eglise Romaine, du titre de Sainte Marie de la Paix, Cardinal Colonna, Vicaire Général de Sa Sainteté, etc.

« Sa Sainteté Notre très-Saint-Père le Pape Pie VI. ayant singulièrement à cœur que les fidèles qui, en cette année sainte 1775, se rendront à Rome de toutes les parties du monde catholique pour y gagner les indulgences du saint Jubilé, n'y trouvent que des sujets d'édification, et craignant que ce ne soit pour eux un sujet de grand scandale de voir ou d'entendre dire qu'on y fait le plus petit abus des Saintes Reliques, Nous a ordonné de renouveler et de confirmer les Edits autrefois publiés par Nos Prédécesseurs contre tous les inconvénients qui pourraient avoir lieu à ce sujet, Edits que Nous entendons renouveler et confirmer par la présente Ordonnance, et plus particulièrement ceux en date des 5 Juin 1737 et 26 Janvier 1750, ainsi que la notification du 8 Novembre 1753 relative au même sujet. Conformément, en conséquence, à ces mêmes édits et pour faire entièrement disparaître toute apparence de trafic en une matière aussi sainte et religieuse, Sa Sainteté confirmant les peines imposées aux Simoniaques par les S. Canons, veut et ordonne qu'aucun orfèvre, marchand de chapelets, tourneur, fabricant de reliquaires, ou d'une profession quelconque, comme regrattier ou revendeur, quelqu'en soit l'état, le grade et la condition, ne se permette de vendre publiquement, ou en particulier, tenir chez soi, ou en magasin, ou ailleurs, pour les vendre aucune sorte de reliques ou *Agnus Dei*, fussent-ils renfermées dans des Croix, Images, statues, urnes, chapelets, reliquaires ou dans toute autre sorte d'ornements, et moins encore de les mettre en vente sur les voies et places publiques, dans les foires, marchés, chambres à louer, Hôtels, portiques d'Eglise, couvents et autres endroits publics; l'Eglise l'ayant considéré et détesté comme un abus injurieux et contraire à la Sainteté des Reliques qu'elle a d'ailleurs toujours regardées comme objets exclusivement pieux que l'on ne peut échanger contre choses temporelles, et c'est pour cette raison qu'elle a voulu et ordonné que la distribution s'en fit gratis et sans récompense aucune.

« De peur qu'on ne puisse révoquer en doute la vérité et l'identité des saintes Reliques, il est expressément défendu, par ordre de Sa Sainteté, à toutes sortes de personnes, quelqu'en soit l'état ou la condition, de reconnaître ou authentiquer aucune relique ; les reliques devant être reconnues et authentiquées exclusivement par Nous, par Monseigneur Notre Vice-Gérant ou par Monseigneur le Sacriste des Sacrés Palais Apostoliques. Quiconque agira contrairement encourra non seulement les peines ci-dessous énoncées, mais encore les reliques par lui distribuées et authentiquées seront considérées comme non authentiquées.

« Pour la même fin et sous les mêmes peines il est défendu à toute personne, même Ecclésiastique, d'ouvrir sans notre permission, ou sans l'assistance de Monseigneur Vice-Gérant, de Monseigneur Sacriste ou de notre custode des Reliques soussigné, celles qui sont munies de notre sceau ou de celui de notre Vice-Gérant ou de Monseig. Sacriste, ainsi que les Reliquaires authentiques des Eglises ou tout autre, même sous prétexte de les réparer. Il est également défendu aux Recteurs ou autres Ministres des Eglises de donner aucune parcelle de ces Reliques, pour petite qu'elle soit, sans une expresse autorisation, ni d'exposer aucune relique à la vénération publique sans authentique récognition et approbation, comme il a été dit plus haut.

« Sa Sainteté veut et ordonne que tout ce qui est contenu dans le présent Edit soit inviolablement exécuté par tout le monde, quelqu'en soit l'état, le grade et la condition, Ecclésiastiques, séculiers, réguliers, ou toute autre personne digne d'une mention plus spéciale, sous peine d'une amende de deux cents écus d'or à appliquer à des œuvres pies et dont la quatrième partie sera donnée à l'accusateur qui sera tenu secret, et de l'incarcération, de l'exil et même des galères, suivant la qualité des personnes et des transgressions, et quant aux Réguliers, sous peine de la privation de voix active et passive et d'autres peines corporelles à notre gré, outre la perte des Reliques et des *Agnus Dei* et leurs ornements. Et à tout ce, il sera procédé même par inquisition ou en toute autre meilleure manière.

« Nous voulons en conséquence que le présent Edit soit publié et affiché aux lieux ordinaires et qu'il ait la même force que s'il avait été notifié à chacun personnellement.

« Donné à Rome, au Palais de notre Résidence ordinaire, le 5 mars 1775.

M. A. Card. Vicaire.

Jean Marie Tojetti, custode des saintes Reliques.

Luc Antoine Corelli curé, secrétaire.

« Die, mense et anno quibus supra, supradictum Edictum affixum et publicatum fuit ad valvas Curiae Innocentianae et in Acie Campi Florae ac in aliis locis solitis et consuetis Urbis per me Cyrum Bonifatii Eminentissimi et Reverendissimi D. Card. Vicarii Mandatariorum Decanum.

« Rome, à l'imprimerie de la Révérende Chambre Apostolique, 1775.

XVIII.

Agnus contenant des reliques de saints.

Benoît XIV parle, dans un passage de son Traité de la Canonisation des saints, d'un *Agnus* contenant des reliques de s. Gaëtan: « Allatus est, ut vocant, Agnus Dei in quo beati Cajetani reliquiae contineri dicebantur. »

J'ignore si des faits analogues se sont renouvelés souvent. Toujours est-il qu'ils n'ont pas dû être fréquents, car aucun auteur, parmi ceux qui ont spécialement traité la question des *Agnus*, n'y fait allusion. De nos jours, je n'ai point eu connaissance de rien de semblable, au moins pour des reliques de saints dont les noms soient inscrits au Martyrologe ou jouissent d'une certaine renommée.

Mais voici ce qui se pratique actuellement et daterait, paraît-il, d'une époque déjà reculée. Parmi les martyrs trouvés dans les catacombes de Rome et exhumés par les soins du Vicariat pour être exposés dans les églises à la vénération publique, il en est quelquefois qui n'ont pas de nom et dont les ossements sont réduits en poussière.

C'est cette même poussière, vraie relique, qui, pieusement

recueillie, est ensuite mêlée à la cire, à laquelle elle donne une couleur jaunâtre et foncée, pour former ce qu'on appelle en conséquence *Pâte de martyrs*.

Les *Agnus* ainsi composés ont donc la double valeur que leur communiquent à la fois les reliques qu'ils renferment et la bénédiction qu'ils reçoivent des mains du Souverain Pontife. Aussi les tient-on en plus grande estime et leur rend-on un culte spécial.

La poussière d'ossements de martyrs leur tenant lieu de consécration, ils ne sont pas plongés comme les autres Agnus dans le bain d'eau bénite.

En même temps que ces *Agnus* en pâte de martyrs sont donnés aux fidèles qui en font pieusement la demande, Mgr. le sous-garde robe du palais apostolique leur remet sur un feuillet imprimé tout ce qu'il importe de savoir et de faire relativement à cette pâte sacrée. Voici le texte de ce feuillet:

ARMOIRIES

De ritu et usu cerarum

vulgo

PASTE DE'SS. MARTIRI.

« Cerae eadem forma qua *Agnus Dei*, obscuro tamen colore, quae a primis Ecclesiae saeculis a Summo Pontifice donantur fidelibus, vulgo *Paste de' SS. Martiri* nuncupantur, quia cereis paschalibus et pulvere ex ossibus SS. Martyrum conficiuntur: et ideo tanquam sacrae Reliquiae fidelium utilitati in Ecclesia Dei magna veneratione asservantur et habentur. »

XIX.

De la valeur des Agnus dans les causes de béatification et de canonisation.

Quand il s'agit d'introduire ou de poursuivre une cause de béatification et de canonisation, une discussion sérieuse s'établit sur les miracles opérés par l'intercession du serviteur de Dieu ou du bienheureux.

Or il est arrivé que certains miracles, dans les causes de s. Gaétan, de s. Pie V et du vénérable Innocent XI, ont eu lieu par suite de l'application d'*Agnus* ou contenant des reliques ou consacrés par ces deux souverains pontifes. La difficulté soulevée en pareille circonstance est celle-ci: A qui faut-il raisonnablement attribuer le miracle en question, ou à la vertu de l'*Agnus* ou à l'intercession du personnage en cause?

Benoît XIV, avec sa science et sa sagacité ordinaires, a tranché le doute de la manière la plus satisfaisante. Telle est en substance son raisonnement: l'*Agnus* a certainement une grande valeur, mais il ne produit pas de miracles proprement dits; ce sont plutôt des grâces spéciales, des faveurs extraordinaires, un secours éminemment utile. Il n'appartient qu'aux saints de se signaler par de vrais miracles. Il en est des *Agnus* comme de la messe que les dispositions du célébrant peuvent rendre plus fructueuse. La sainteté des Papes qui les ont consacrés a donc pu augmenter leur vertu et les fidèles en sont tellement persuadés que ce sont ceux qu'ils recherchent davantage. Les circonstances seules du miracle consignées dans le procès apostolique peuvent faire connaître si c'est véritablement aux *Agnus* ou à une cause étrangère qu'il faut reporter le miracle. Or, dans les trois cas que cite le savant pontife, le miracle provient directement, non pas de l'*Agnus* qui ne remplit ici qu'un rôle secondaire et accessoire, mais soit à la présence des reliques de S. Gaétan, soit à l'invocation spéciale du B. Pie V ou du vénérable Innocent XI. Pour que le miracle prouvât complétement en faveur de l'*Agnus*, il faudrait que seul il figurât dans le procès, tandis qu'il est certain qu'une cause plus puissante, déterminante, s'ajoute là où l'insuffisance réelle du sacramental est pleinement constatée.

C'est dans Benoît XIV même qu'il faut lire l'historique de la question et les motifs sur lesquels il étaie son opinion, qui est devenue, dans l'espèce, celle du S. Siége.

« Antequam ad officium fidei promotoris assumptus fuissem et munere tantum sacrae consistorialis aulae advocati fungerer, actum fuit in Sacrorum Rituum Congregatione de miraculis S. Pii V, ut ad ejus solemnem canonizationem deveniri posset et Joannes Baptista Bottinius, fisci et camerae apostolicae advocatus, et specialiter a Clemente Papa XI deputatus ad supplendas vices Prosperi Bottinii, archiepiscopi Myrensis, fidei promotoris, aetate et laboribus attriti, inter ceteras quas docte proposuit animadversiones hanc quoad nonnulla miracula proposuit, eorum videlicet non esse habendam rationem cum facta fuissent per applicationem cerearum formarum, vulgo Agnus Dei, quae ab eodem S. Pio V fuerant benedictae, ostendendo prodigiosos effectus non ejus intercessioni sed virtuti sacrarum cerearum formarum esse ascribendos; et ipse postea promotor hac eadem animadversione usus sum in causa Ven. servi Dei Innocentii XI, dum ageretur de eadem introducenda; opposui quippe famam miraculorum non esse comprobatam, cum miracula facta essent, applicatis sacris cereis formis ab eodem Dei servo benedictis.

« Postulatores causae Ven. Innocentii XI facili negotio a proposita animadversione evaserunt: dixerunt etenim famam miraculorum esse probatam eamque cum fama virtutum in gradu heroico sufficere pro causa introducenda; utrum autem ea forent Dei Servo, an virtuti sacrarum cerearum formarum adscribenda, id esse discutiendum, cum de approbatione miraculorum legitima quaestio institueretur. Sed cum haec responsio locum sibi vindicare non posset in causa Sancti Pii V, in qua de miraculorum approbatione (uti dictum est) agebatur, mihi tunc more advocati scribenti necesse fuit aliis inniti fundamentis et alias rationes et argumenta afferre »

(*Suit une digression sur la vertu des Agnus d'après le bref de Sixte V au doge Cicognara et plusieurs auteurs, tels que Panvini, Suarez, cardinal Valerio. Th. Raynaud et Frusio*).

« In sacrificio missae distinguitur opus operantis ab opere operato; quocirca admittitur fructuosiorem esse missam boni sacerdotis quam mali, juxta doctrinam D. Thomae, *3 part. quaest. 82. art. 6*. Hoc ipsum procedit etiam quoad sacratos Agnos cereos, cum plus inesse virtutis dicatur in illis si ab optimo quam si a bono pontifice benedicantur. Res hoc modo explicatur a Theophilo Raynaldo, *Oper. tom. 10, tract. de Agno cereo, cap. 12, sub num. 4, pag. 373*, ubi loquendo de agnis cereis benedictis a s. Pio V ex Gabutio haec habet: « Additque alibi eodem opere (sermo est de Gabutio) sanctissimi illius vereque pii pontificis exemplo increbuisse mirum in modum religionem harum sacrarum plaguncularum quam incensissima ubique erat aviditas, earum praesertim quas ipse consecrasset: quod tam etsi omnium sacrorum agnorum a quocumque demum consecrati fuerint, insignis debeat esse religio, tamen ut pii sacerdotis sacrificium ex opere operantis fructuosius est, quam quod offertur a minus pio sacerdote, ita accessu precium tanti tamque sancti pontificis ad communes Ecclesiae preces omnibus aeque sacris Agnis conclusas, accessionem fieri efficacitatis ad fructuum speratorum assecutionem persuasum esset fidelibus. »

(*Citation d'Oldoino et de Gabutio sur les miracles opérés par les Agnus de s. Pie V.*)

« His itaque fundamentis innixus ostendere conatus sum non virtuti cerei agni, sed intercessioni s. Pii V adscribendum esse miraculum, de quo quaestio erat, cum de ejus canonizatione ageretur. Absolutum enim fuerat et conclusum judicium de ejus heroicis virtutibus; alia miracula ejus intercessione putata ante formalem beatificationem jam fuerant admissa; in ea

de quo disputabatur invocatio non deerat; fidelium consensus ex supra relatis historiis desumebatur, miracula ascribens non virtuti cereorum Agnorum sed precibus s. pontificis. Illud insuper insinuavi mira quaedam, utilia multa et gratias, non autem vera miracula, inter virtutes cereorum agnorum enumerari, cum ceteroquin credentibus in Christum et sanctis ejus pro temporum opportunitate a Christo promissa fuerit miraculorum patratio, majorum quae ipse patraverat (*Textes de s. Jean et de s. Augustin*). Omnia haec simul juncta pro eo de quo agebatur fuerunt a Sacra Congregatione admissa quae, Clemente XI approbante, pro canonizatione s. Pii V miraculum recensuit et admisit, licet sanatio subitanea facta fuisset, applicato mulieri aegrotanti cereo agno ab eodem S. pontifice benedicto: et eo magis quod novum hoc non erat, sed aliud simile praecesserat exemplum, de quo in relatione Rotae Auditorum exarata in causa S. Cajetani, miraculo septimo, ubi sic legitur: « Francisca Berta Veneta linea veste in oculum impacta, magnis per aliquot dies doloribus divexata, sanguine suffuso lacrymisque exundantibus ac nebula lumen offuscante. Allatus est a matre, ut vocant, Agnus Dei, in quo beati Cajetani reliquiae contineri dicebantur. Invocavit ergo Cajetani opem cumque ter oculum praedicto signo signasset, dolore statim depulso, ac lacrymarum sanguinisque fluxu cessante, pristinae sanitati restituta est. » In codice bibliothecae Vaticanae num. 3933, fol 218, a tergo extant nonnullae epistolae Julii Poggiani Novariensis scriptae tempore pontificatus S. Pii V, ubi post multa exposita de ejus laudabilibus et heroicis gestis, haec de agnis cereis ab ipso benedictis habentur: « Nulla hic aetas, nullus ordo, nullus sexus non gestat cereas divini agni imagines ab hoc pontifice consecratas. Nam etsi vim illam salutarem cereis imaginibus divinitus adjunctam a pontificia potestate proficisci intelligunt, tamen propter singularem Pii V pontificis maximi integritatem ac religionem, nescio quomodo his divini agni simulacris ab hoc quam a ceteris pontificibus confectis se in periculis tutiores fore arbitrantur ». (1)

J. Bertondelli a consacré un opuscule tout entier à relater les prodiges opérés par les *Agnus* sortis des mains du vénérable Innocent XI. Les faits rapportés datent de 1690 et 1691, mais on voit par le récit même que l'intercession spéciale du pontife est, sinon la seule cause du prodige, au moins la cause principale et la plus efficace.

Soeur Marie Joseph, clarisse, guérit de fièvres continues après avoir, trois jours de suite, et à jeun, pris quelques parcelles d'*Agnus*.

Soeur Eléonore Séraphine est délivrée du mal de dents par l'absorption d'un fragment d'*Agnus*.

Jérôme Ceschi est préservé de la mort et guéri de ses blessures par la présence d'un *Agnus* qu'il portait sur lui, à la suite d'une chûte de cheval.

Le père Gilles, franciscain, trois jours consécutifs, prend de l'*Agnus*: ses fièvres disparaissent.

Une femme enceinte fait deux chûtes mortelles: par la vertu de l'*Agnus* elle accouche heureusement.

Le prêtre Jérôme Bertondelli, se sentant frappé de cécité et ne pouvant plus dire la messe, fait le signe de la croix sur ses yeux avec un *Agnus* et recouvre la vue.

Une jeune mère se guérit d'une douleur au sein, en avalant de l'*Agnus*. Elle rend la santé par le même moyen à son fils malade de la fièvre et d'une tumeur au cou.

Marie del Frato, enfant de six ans, voit la fièvre cesser au troisième jour où elle a commencé à prendre de l'*Agnus*.

Madeleine Dordi est délivrée d'un accouchement très laborieux par une triple potion d'eau bénite dans laquelle elle a mis des morceaux d'*Agnus*.

(1) Benedict. XIV, p. 71-75.

L'application de l'*Agnus* sur les parties malades guérit un enfant d'hydropsie et Marguerite Alpruna d'une enflure du genou compliquée de fièvre.

Une religieuse aveugle fait le signe de la croix avec un *Agnus* sur ses yeux qui retrouvent aussitôt la lumière.

XX.

Vers à la louange des Agnus.

La poésie, du XIVe au XVIIe siècle, s'est exercée à célébrer les louanges et à exalter les vertus des Agnus.

Je serai sobre à cet endroit, car j'en ai assez dit sur ce sujet. Néammoins peut-être trouvera-t-on quelque charme à lire le salut d'un poète du XVIe siècle, souvent cité, mais dont le nom ne nous est parvenu. Et si ce n'est pas abuser, j'ajouterai à la suite quelques strophes françaises que leur facture naïve recommande à l'attention du lecteur.

Tels sont les vers écrits par le poète latin anonyme:

Salve, nostra salus, Agnus mitissime, salve,
  Sanguine qui tollis crimina nostra tuo.
Salve, quem sacra confecit chrismatis unda
  Ceraque candidior balsameusque liquor.
Salve, quem sacro quasi natum e fonte levavit
  Romanae Antistes Maximus Ecclesiae.
Salve, sancte Agnus, subitis qui mortibus obstas,
  Qui premis inferno quidquid ab hoste ruit,
Qui nos e flammae servas undaeque periclis,
  Quique fugas fulgur daemoniumque fugas.
Qui nos tutaris vitiis, virtutibus ornas,
  Qui partum pariter cum pariente juvas.
Qui confers laetos infesto ex hoste triumphos
  Et reddis ductu prospera cuncta tuo.
O Salvatoris monumentum nobile nostri!
  O magni salve mystica forma Dei!

Voici maintenant les vers francais dont le curé Turlot pourrait bien être l'auteur :

Le blanchissant Agnelet
  Rondelet,
Eslevé dessus la cire
Qui est de baume sacré
  Consacré
Est tout ce que je désire.

O beau présent et plaisant
  Si puissant!
En qui Dieu par son Eglise
Comme dans un cabinet
  Saint et net
Sa vertu semble avoir mise.

Car si le tonnerre ardant
  Et grondant,
Nous menace d'aventure,
Nous opposons à ses feux
  Courageux
Cet Agneau de cire pure.

Il sert encore d'autre part
  De rempart
Contre l'horrible puissance
Des infernales terreurs
  Et fureurs
Qu'elles ne portent nuisance.

Et si le feu s'est espris
Au pourpris
Par malheur de ta demeure,
Comme quelque torrent d'eau
Cet Agneau
L'assoupira tout-à-l'heure.

N'aye aussi peur d'abismer
Sur la mer
Portant au col cette image
Les flots qui vont s'eslevans
Et les vents
La sentans, quiteront leur rage.

Il gardera que l'effort
De la mort
Trop soudain ne t'oste l'ame
Et que ton corps froid gisant,
Blémissant,
Ne soit rangé sous la lame.

Ton espouse il benira
Et fera
T'estant sexe profitable
Que tu voye tes enfans
Triomphans
Tout à l'entour de ta table (1).

XXI.

Bibliographie.

1. Ennodius Ticinensis, auteur du VIe siècle, apud *Sirmondi opera*, t. I.

2. Amalaire Fortunat, évêque de Trèves, au IXe siècle. *De ecclesiasticis officiis*, lib. 1. cap. XVII, apud Melchior. Hittorp. *De divinis catholicae ecclesiae officiis*, Paris, in f.° 1624, col. 341.

3. Alcuin, auteur du IXe siècle, *De divinis officiis*, apud Hittorp. col. 256.

4. *Ordo Romanus I*, apud Mabillon, *Museum Italicum*, t. II. p. 24, 31.

5. Benoît, chanoine de S. Pierre, au XIIe siècle. *Ordo Romanus XI*, apud Mabillon, *Museum italicum*, Paris, 1689, in 4.°, t. II. p. 138, 144-145.

6. Cenci Savelli, au XIIe siècle. *Ordo Romanus XII*, apud Mabillon, *Museum Italicum*, t. II, p. 202-203.

7. Guillaume Durand, évêque de Mende, au XIIIe siècle. *Rationale divinorum officiorum*, liv. VI, chap. 79. édit. de Venise, 1568, pag. 232.

8. Cardinal Gaëtani, au XIVe siècle. *Ordo Romanus XIV*, apud Mabil. *Mus. Italic.* t. II, pag. 375-377.

9. Amelius, évêque de Sinigaglia, au XIVe siècle. *De Caeremoniis Sanctae Romanae Ecclesiae*, apud Mabil. *Mus. Italic.* t. II. p. 480, 500, 508.

10. Trois manuscrits du Vatican et un autre de la Bibliothèque de la Minerve, des XIVe et XVe siècles, apud Gattico, *Acta selecta ceremonialia*, Rome, 1753, p. 43, 157-159, 478.

11. Jacques Piccolomini, cardinal de Pavie. *Epistolae et Commentarii Jacobi Piccolomini Cardinalis Papiensis*. Milan, 1506, in 8.°, p. 44-45.

12. Augustin Patrizi. *Sacrarum Caeremoniarum liber*, *livr.* I. chap. 6. Venise, 1516.

13. Onuphre Panvini, augustin. *De baptismate paschali origine et ritu consecrandi Agnus Dei*, *liber ex commentariis Onuphrii Panvinii Veronensis fratris eremitae Augustiniani in historiam ecclesiasticam excerptus*. Rome, 1560, in 8° de 16 pages.

14. *Sacrarum Caeremoniarum sive rituum ecclesiasticorum S. Romanae Ecclesiae libri tres*. Venise, 1582, in 4°, p. 62-63, 178.

15. Fr. Vincent Bonardo, dominicain. *Discorso intorno all' origine, antichita et virtu degli Agnus Dei di cera benedetti*. Rome, 1586, in 4° de 32 pages. Cet opuscule a eu également deux autres éditions à Rome, en 1591 et 1624.

16. Jean Molanus. *Oratio de Agnus Dei*, à la suite de *De canonicis libri tres*, Cologne, 1587, in 8°, p. 349-383.

17. Cardinal Valerio, évêque de Vérone. *De benedictione Agnorum Dei a Gregorio XIV summo pontifice, anno salutis 1591, primo sui pontificatus peracta*. Imprimé à la suite de Suarez, en 1656, pag. 165-189.

18. Cardinal Baronius. *Annales ecclesiastici*, Rome, 1596, in f°, t. I, p. 551, ad ann. 58; t. VIII, ad ann. 692, pag. 613.

19. Jean Gabuzi, barnabite. *De vita et rebus gestis Pii V.* Rome, 1605, in f° p. 82, 201, liv. VI, chap. 1.

20. Martin Del Rio, jésuite. *Disquisitionum magicarum libri sex*. Lyon. 1612, in f.°, p. 27, 335, 449-451, 455.

21. Rodolphe Hospinien. *Festa christianorum, hoc est de origine, progressu, ceremoniis et ritibus festorum dierum christianorum liber unus*. Tiguri, 1612, in f°, pag. 76-78.

22. Jacques Grétser, jésuite. *De benedictionibus libri duo*. Ingolstadt, 1615, in 4° de 288 pag., chap. XXXIV-XXXVII.

23. Tobie Corona, barnabite. *Sacri tempii, dove si rappresenta quanto appartiene al culto*. Rome, 1625, in 4° pag. 711-712.

24. P. Théophile Raynaud, jésuite. *Agnus cereus pontificia benedictione consecratus, symbolum christiani per baptismum ex Christo Patre et Ecclesia Matre Filii Dei*, apud *Opera*, Lugduni, 1675, t. X, p. 267-400.

25. Antoine Ricciulo, évêque de Belcastro, puis archevêque de Cosenza. *Lucubrationum ecclesiasticarum* libri sex. Naples, 1643, in f° p. 17-20.

26. J. B. Casali. *De veteribus sacris Christianorum ritibus*. Rome, 1645, in 4°, chap. XLVIII.

27. Suarez, évêque de Vaison. *Onuphrius Panvinius, O. S. A., de baptismate paschali et origine ac ritu consecrandi Agnos Dei, cum corollariis Josephi Mariae Suaresii, Episcopi Vasionensis*. Rome, 1656, in 8° de 189 pages.

28. César Rasponi, chanoine de la basilique de Latran. *De basilica et patriarchio Lateranensi*. Rome, 1656, in f°, pag. 142-149.

29. Paul Fatica. *Origine ed antichità degli Agnus Dei*. Reggio, 1664, in 4°.

30. Aug. Castano. *De maxima supernaturali Agni Dei virtute*. Venise, 1669.

31. Domin. et Charles Macri. *Hierolexicon, sive sacrum dictionarium*. Rome, 1677, in f°, p. 18-19, V° *Agnus Dei*.

32. Nicolas Turlot, docteur en théologie et curé de Namur. *Le vray thrésor de la doctrine chrétienne*, 15e édit. Lyon, 1684, in 4° pag. 391-396.

33. Jérôme Bertondelli. *Miracoli operati dell' onnipotenza divina per mezzo degli Agnus Dei Papali benedetti dalla s. m. d'Innocenzo XI*. Venise, 1691. in-12 d'une feuille. 2e édit. Venise, in 12 de 24 pages.

34. Mart. Bonacina, référendaire de l'une et l'autre Signature. *Opera Omnia*. Venise, 1698, in f° t. 1, p. 673, t. 11, p. 147; t. 11, p. 169-170.

35. P. Antoine Baldassari, jésuite. *I Pontifici Agnus Dei dilucidati*. Rome, 1701. Venise, 1714, 3e édition, in 8° de 279 pages La 4e édition fut imprimée à Rome en 1716.

36. *Mémoires pour l'histoire des sciences et des beaux-arts, recueillis par l'ordre de Son Altesse Sérénissime Monsei-*

(1) Turlot, p. 394 - 395.

gneur Prince Souverain de Dombes. Trévoux, octobre 1722, p. 2010-2011.

37. Benedictus XIV. *De servorum Dei beatificatione et canonisatione sanctorum*. Padoue, 1743, 2e édit., t. IV, pars 1, cap. V; pars 11, cap. XXI.

38. J. Catalani. *Sacrarum caeremoniarum sive rituum ecclesiasticorum sanctae Romanae Ecclesiae libri tres ab Augustino Patritio ordinati et a Marcello Corcyrensi archiepiscopo primum editi, nunc vero commentariis aucti*. Rome, 1750, 2 vol. in-f°, t. 1, p. 281-290, ch. v.; t. 11, p. 232-233, 277-280.

39. P. Pacciaudi, théatin. *De sacris christianorum balneis*. Rome, 1758, in-4°, p. XV.

40. Pasc. Copeti. *Delle pernotazioni che i novelli battezzati facevano e dell'antica costumanza di dispensar gli Agnus Dei di cera benedetta* apud *Discorsi di liturgia recitati alla presenza di Benedetto XIV, discorso quarto*, p. 63-81, in 8° Rome, 1766.

41. Et. Borgia. *Augustini card. Valerii opusculum de benedictione Agnorum Dei illustratum et Sanctissimo D. N. Pio sexto p. m. dicatum*. Rome, 1775, in-4° de 65 pages.

42. Lucius Ferraris, franciscain. *Prompta bibliotheca canonica, juridica, moralis, theologica*. Rome, 1784; 3e édit., édit. du Mont Cassin, 1844, in f° v.° *Agnus Dei*.

43. Jos. de Novaes. *Elementi della Storia de' Sommi Pontifici*. Rome, 1821, in-12, 3e édit., t. 1, p. 154-155.

44. Moroni. *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*. Venise, 1840, t. 1, p. 127-132, v.° *Agnus Dei*.

45. D. Ambr. Ceresole. *Notizie storico-morali sopra gli Agnus Dei*. Rome, 1845, in-8° de 42 pag.

46. L'abbé J. Caron. *Notice sur les Agnus Dei*. 1863. Il y a eu une 2e édition en 1864.

47. L'abbé Jules Caron. *Etude sur l'origine, l'usage et l'histoire des Agnus Dei*. Rome, 1865, 3e édit.

Je m'abstiens à dessein de mentionner dans ce catalogue les ouvrages de Pamphili et de Niccolini, cités par quelques auteurs, parce qu'il m'a été impossible d'en retrouver un seul exemplaire dans les bibliothèques publiques de Rome.

MISSIONS DE PALESTINE.

Un franciscain jadis commissaire et procureur-général des missions de Terre-Sainte, fr. François Ripol, profès de la province de Catalogne, publia à Rome, en 1655, un recueil de décrets de la S. Congrégation de la Propagande. Une seconde édition en fut donnée à Paris en 1700, *apud Christophorum Journel, via Jacobaea, sub signo Coronae Franciae, superiorum permissu*. L'Ordre franciscain de l'Observance semble n'être pas demeuré étranger à cette dernière édition, pour ne pas dire qu'elle fut entièrement son œuvre, comme l'indique le soin qu'on prend de marquer sur le frontispice le généralat du temps: *Decreta... nunc de novo typis data anno primo generalatus Rmi Patris de la Torre*.

I. Le premier décret, en date du 30 juin 1626, dispose que les missionnaires de tout ordre et institut, envoyés en Orient par la Propagande ou par d'autres avec son autorisation, n'ont pas besoin de l'agrément du gardien observantin de Terre-Sainte, pour exercer le ministère par la prédication de la foi et l'administration des sacrements.

En effet, considérant qu'il serait bien inutile de consacrer aux missions tant de dépenses et de travaux, et d'y braver de si grands périls, si les missionnaires trouvaient des obstacles qui les empêcheraient d'exercer leur office, la S. Congrégation de la Propagande décida que les missionnaires de tout Ordre et de tout institut, envoyés par elle-même ou par d'autres avec sa permission en Palestine, en Syrie, et dans les autres provinces de l'Orient qui dépendaient alors du gardien observantin de Terre-Sainte, pouvaient se contenter de montrer les lettres patentes de leur mission au gardien précité, ou à ses vicaires et ministres; après quoi, leur agrément obtenu ou non, ils pouvaient librement remplir leur office. Urbain VIII approuva le décret, en dérogeant aux anciens priviléges.

« *Decretum S. Congregationis de Propaganda Fide, habitae* » *coram SSmo die 30 junii 1626*. — Instantibus fratribus » Josepho et Leonardo Parisiensibus capucinis missionum Pic- » taviensium et Turonensium in Galliis, ac nonnullarum alia- » rum per eos ex auctoritate S. Congregationis ad orientales » partes factarum et faciendarum praefectis, guardiano Hie- » rosolymitano praecipi, ne missionarios capucinos ad Pales- » tinam, Syriam, aliasque Orientis provincias ejusdem guar- » diani curae commissas, destinatos vel destinandos impediret, » quominus in locis ubi non sunt fratres Ordinis Minorum de » Observantia, officio suo per evangelii praedicationem, et sa- » cramentorum administrationem fungi possint.

» S. Congregatio considerans, quod frustra missiones cum » tot expensis, laboribus et periculis fierent, si missionariis » impedimenta, et praesertim ab aliis religiosis in eorum officii » executione praestarentur; desuper censuit, missionariis cu- » juscumque Ordinis et Instituti, a se vel ab aliis auctoritate » sua ad praedictas provincias destinatis, seu destinandis, » sufficere, ut litteras patentes suae missionis guardiano Hie- » rosolymitano, aut ejus vicariis, vel ministris ostendant: » quibus ostensis, sive obtenta, sive non obtenta ab eo, vel » ab eis licentia, posse eosdem libere et licite suum officium, » ac munus exequi. Deinde praecipiendum esse censuit, prout » decreto praesenti districte praecipit guardiano praedicto, » ejusque vicariis ac ministris, ne post illis ostensas patentes » praedictas, ullo modo impedire missionarios debeant, quo- » minus in locis ubi non sunt fratres Ordinis Minorum de » Observantia, suum officium exercere possint ac valeant, » alioquin pro modo culpae, severe a SSmo Domino Nostro » punientur.

» Eodem die, referente Illmo Dno cardinali Marcomontio, » SSmus Dominus noster Urbanus VIII decretum S. Congre- » gationis confirmavit et approbavit; non obstantibus quibus- » cumque privilegiis guardianis Hierosolymitanis concessis, » etiam cum derogatoriis derogatoriarum, et aliis omnibus in » contrarium quomodolibet facientibus. »

II. Quels sont les pays de l'Orient dépendant du gardien de Jérusalem, où les réguliers des autres ordres ne pouvaient établir des missions? Par décret du 22 février 1627, la Propagande décida qu'il ne fallait pas entendre par là les endroits où les Observantins auraient simplement des hospices et des résidences; par conséquent la disposition devait être restreinte aux pays où les Observantins auraient un couvent formel renfermant le nombre de religieux que prescrivent les constitutions apostoliques, c'est-à-dire, douze; et aux trois villes de Palestine: Jérusalem, Bethléem, et Nazareth. Partout ailleurs, là même où les Observantins possédaient des résidences et des hospices renfermant moins de douze religieux, les réguliers des autres ordres pouvaient, aux termes du décret précité, établir librement des missions. Comme le décret nomme expressément les *réguliers* qui font des missions, c'est-à-dire, prêchent, et administrent les sacremens aux fidèles, comprend-il les instituts dédiés à la contemplation? les congrégations qui ont un but tout différent du ministère, par exemple, les écoles, hôpitaux, établissemens de charité? les congrégations de vœux simples dont les membres ne sont pas des *réguliers* dans le sens rigoureux et canonique du mot; Oratoriens, Doctrinaires, Lazaristes, Rédemptoristes, Passionistes, et les autres instituts fondés récemment, qui se composent, il est vrai, de prêtres dédiés aux œuvres du saint ministère, sans former toutefois un Ordre de *réguliers*, n'ayant pas les vœux solennels? Sauf quelque disposition spéciale du Saint-Siége, il

semble que les instituts que nous venons de citer ne paraissent pas compris dans le décret prohibitif, suivant la maxime de droit: *Odia restringenda*. Les religieuses, contemplatives ou actives, semblent encore moins atteintes par le décret.

« *Decretum in S. Congregatione de Propaganda Fide habita coram SSmo, die 22 februarii 1627.*

» Decretum editum die 30 junii 1626, de missionibus non » faciendis ad loca subjecta guardiano Hierosolymitano, in » quibus jam sunt Minores de Observantia, S. Congregatio » declaravit, per illa verba intellexisse arbes Hierusalem, » Bethleem, Nazareth, ac Syriae, Egypti, vel Palestinae loca, » in quibus dicti fratres Minores habent conventus formatos » cum numero fratrum a constitutionibus pontificiis praescripto, » et non loca ubi hospitia tantum habent, vel ut capellani » consulum degunt: ad haec enim missiones fieri posse censuit; non obstante quod ibi fratres praedicti vel hospitia, » vel capellanias obtineant. – *E. Card. Ludovisius Praef.* » † Locus sigilli. – *Franciscus Ingolus Secret.* »

III. Les consuls français d'Orient prenaient des capucins pour chapelains. La S. Congrégation consacra pour eux le droit de faire les fonctions ecclésiastiques dans les chapelles des consulats, sauf les sacremens paroissiaux. Un décret subséquent permit toutefois la communion pascale et le viatique, ainsi que nous le dirons plus loin.

« *Decretum coram SSmo die 25 septembris 1628.* — Referente Illmo Dño card. Bentivolo, omisso primo articulo, » in quo probantur instructiones guardiani Hierosolymitani.

» 2. S. Congregatio circa articulum in instructione memoratum in primo articulo, dixit, et quatenus opus sit, declaravit noluisse, nec velle per illius generalitatem dominis » consulibus Gallis praejudicare, quominus pro functionibus » ecclesiasticis in propriarum domorum capellis missionariorum Capucinorum opera utantur; dummodo tamen sacramenta parochialia a Minoribus de Observantia, utpote veris » parochis si ibi fuerint, recipiant; quod si ibi non fuerint, » iisdem Dominis Consulibus licitum esse etiam a praefatis Capucinis sacramenta parochialia suscipere. – *C. Card. Ludovisius Praefectus.* Loco † Sigilli. – *Franciscus Ingolus Secretarius.* »

IV. Un long décret en 10 articles fut rendu en congrégation particulière le 19 septembre 1630, et approuvé par la Congrégation générale de la Propagande devant le Pape le 1er octobre.

a). Le décret du 22 février 1627 permet aux réguliers de s'établir dans tous les lieux de la Palestine où les Observantins n'auraient pas de couvent formel. Quels sont les sacrements qu'ils peuvent administrer? Il faut distinguer les pays où les Observantins ont une résidence et exercent la cure, et ceux où ils ne se trouvent pas. Par rapport aux premiers, la S. Congrégation décide que les missionnaires capucins peuvent, sans l'agrément du gardien de Jérusalem, et de ses vicaires (après l'avoir demandé toutefois) prêcher dans leurs églises et oratoires, et dans les autres églises et chapelles, avec l'agrément des recteurs; ils peuvent prêcher, disons-nous, aux fidèles et aux infidèles, aux hérétiques et aux schismatiques qui demeurent dans lesdits pays ou s'y trouvent fortuitement. En ce qui concerne les sacremens, ils peuvent, (sans l'agrément, comme il est dit plus haut) les administrer tous à tous les fidèles qui demeurent ou se trouvent dans les mêmes pays et les demandent. Sont exceptés la confirmation, l'ordre, et les sacrements paroissiaux. Selon l'article 2 du décret, les sacremens paroissiaux ce sont: 1. La communion pascale. On verra plus loin que les chapelains des consulats peuvent la donner aux familles des consuls. 2. Le mariage. 3. L'extrême onction. 4. Le viatique. Le baptême n'étant pas désigné parmi les sacremens paroissiaux, il semble que tous les missionnaires ont le pouvoir de le conférer. Enfin, dans l'hypothèse dont nous parlons, les missionnaires capucins peuvent faire librement usage des pouvoirs qui leur sont accordés par le Saint-Siège, et remplir toutes les parties de l'office de missionnaire et de la propagation de la foi. Voilà ce qui est réglé pour les pays occupés par les Observantins.

b). Dans ceux où ils ne sont pas, les missionnaires capucins administrent librement tous les sacremens paroissiaux, sans avoir besoin de l'autorisation des Observantins. Le décret prévoit le cas où ces derniers viendraient s'établir dans un pays préoccupé par les capucins.

c). Les capucins doivent demander, et le gardien ne peut refuser la permission de donner le viatique aux malades qui veulent l'avoir de leur main.

d). Les lettres patentes approuvées par les supérieurs des missions des capucins doivent être admises comme légitimes et légales.

e). Le gardien de Terre-Sainte n'a aucune autorité, pouvoir, ou juridiction sur les missionnaires capucins.

f). Le décret du 25 septembre 1628 en faveur des consuls français est confirmé.

g). Défense aux Observantins et aux capucins de se nuire mutuellement.

h). Les capucins ne sont tenus de demander qu'une seule fois l'autorisation du gardien de Terre-Sainte, en arrivant aux missions, bien entendu qu'ils n'ont pas besoin de l'obtenir, comme il est dit plus haut.

« *Decretum S. Congregationis de Propaganda Fide habitae* » *die 1 octobris 1630.* Referente Emo Dño cardinali Barberino » decreta particularis Congregationis habitae die decima nona » septembris hujus anni super missionibus PP. Capucinorum Syriae, Palestinae et Egypti, Sacra Congregatio illa » confirmavit, et approbavit, nonnullis additis, et mutatis. » Decreta autem juxta placitum ejusdem Congregationis emendata, sunt quae sequuntur, videlicet.

» *Die 19 septembris 1630.* — Fuit Congregatio particularis in Quirinali in habitationibus Emi Domini cardinalis » S. Honuphrii super missionibus patrum capucinorum Syriae, » Palestinae et Egypti, cui interfuerunt tres cardinales, videlicet, ipsemet cardinalis S. Honuphrii, S. Sixti, et Barberinus, et Rmus Azzolinus episcopus Ripanus, et admodum » Reverendus Pater Franciscus de Nigro, procurator generalis » capucinorum, et SSmi Dni nostri concionator.

» In ea relatis petitionibus regis christianissimi circa praefatas missiones, Congregatio ad tollendas omnes controversias exortas, et quae in futurum oriri possent inter guardianum Hierosolymitanum, et ejus fratres ex una, et PP. » Capucinos praedictos ex altera partibus, decernendum esse » censuit, prout sequitur, videlicet.

» 1. Licere missionariis praedictis, salvis infra dicendis de » sacramentis parochialibus, etiam petita, et non obtenta a » praedicto guardiano vel ejus vicariis licentia, omnia sacramenta praeter confirmationem et ordinem, quibuscumque » fidelibus dicta loca incolentibus, vel ibi repertis, aut reperiendis, qui illa ab eis recipere voluerint, administrare: » facultatibus jam concessis et concedendis in eorumdem fidelium profectum et utilitatem spiritualem uti: Verbum Dei » in domibus, ecclesiis et oratoriis propriis et in alienis (de » rectorum tamen licentia) fidelibus, et infidelibus, haereticis, » et schismaticis, in eisdem locis degentibus, et qui in eisdem » locis reperientur, praedicare, aliaque omnia pro salute animarum facere, gerere, et exequi, quae ad missionarii munus et officium ac fidei propagationem spectant et pertinent.

» 2. Eisdem missionariis licere petita ut supra, licet non obtenta licentia a Guardiano et vicariis praedictis, omnibus » fidelibus sacramenta parochialia administrare, hoc est communionem in paschate conferre, matrimoniis celebrandis assistere, extremam unctionem, et viaticum infirmis praebere,

» in omnibus et singulis locis praedictorum regnorum, et pro-
» vinciarum in quibus non erunt fratres Minores de Obser-
» vantia, ad curam animarum a guardiano praedicto deputati.
» Quod si post praesentium decretorum publicationem, Guar-
» dianus ad loca, in quibus Capucini hospitia interim rece-
» perint, fratres suos ad curam animarum deputare voluerit,
» eo casu liceat patribus capucinis praedictis per annum in-
» tegrum sacramenta etiam paschalia administrare, etiam pe-
» tita, et non obtenta ut supra licentia; ea tamen conditione,
» ut idem PP. Capucini de adventu fratrum Minorum de Ob-
» servantia ad loca illa admonere S. Congregationem de Pro-
» paganda Fide teneantur; quae postmodum decernet penes
» quos, elapso anno, jus administrandi sacramenta parochialia
» esse debebit.

» 3. Censuit non licere missionariis praedictis salvis infra
» dicendis de viatico, sacramenta parochialia fidelibus admi-
» nistrare in locis praedictorum regnorum, et provinciarum,
» ubi Minores de Observantia habent conventus, vel capel-
» lanias cum animarum cura, nisi de guardiani praedicti, vel
» fratrum ab eo in praefatis locis deputatorum licentia.

» 4. Precipiendum esse censuit, prout praesenti decreto
» praecipit guardianis Hierosolymitanis pro tempore, ut pe-
» tentibus missionariis licentiam praebendi viaticum infirmis,
» qui illud ab eis recipere voluerint, omnino concedant; alio-
» quin etiam eadem licentia non obtenta, id eisdem missio-
» nariis intelligatur concessum; ea tamen conditione, ut mis-
» sionarii qui viaticum contulerint, schedam collati infirmo
» viatici quamprimum fratribus ad curam animarum deputatis,
» in utroque concessae vel non concessae licentiae casu, tra-
» dere debeant et teneantur.

» 5. Ne imposterum antedictis missionariis difficultates circa
» litterarum patentium recognitionem a guardiano, et fratribus
» praedictis fieri possint, S. Congregatio declaravit praefatas
» patentes legitimas et legales tunc esse censendas, cum illae
» per testimoniales literas a superioribus missionum praedic-
» tarum fuerint approbatae.

» 6. Declaravit per instructionem praefati guardiani nullam
» penitus illi fuisse, aut esse per S. Congregationem de Pro-
» paganda Fide concessam auctoritatem, potestatem, aut ju-
» risdictionem in saepe memoratos missionarios, sed solum
» ei impositum, ut quae de vita, et moribus ac progressibus
» eorumdem missionariorum extrajudicialiter a personis fide
» dignis cognoverit, certiorem faciat S. Congregationem de
» Propaganda Fide.

» 7. Confirmavit decretum editum die 25 septembris 1628
» ad favorem Consulum Gallorum, ut scilicet, si voluerint,
» possint (parochialibus sacramentis exceptis, cum declaratione
» tamen, de qua supra, quoad viaticum) in suis capellaniis
» uti opera praedictorum missionariorum, non obstante quod
» in illis locis existant fratres Minores de Observantia.

» 8. Ne missionarii sibi invicem, neve guardianus vel ejus
» fratres missionariis, aut e contra missionarii guardiano aut
» ejus fratribus in iis peragendis, quae ad eorum munia et
» officia, seu ad fidei propagationem pertinent, mutua prae-
» beant impedimenta, aut difficultates interponant : S. Congre-
» gatio generaliter omnibus et singulis eorum distincte prae-
» cipiendum esse censuit, prout praesenti decreto praecipit,
» ne alter alterum mediate vel immediate, per se vel per alios,
» ac praecipue infideles, haereticos, vel schismaticos; quovis
» modo, via, praetextu, aut quaesito colore, directe vel in-
» directe, ut praefertur, impediat, aut molestias inferat, aut
» denique difficultates injiciat, sub poena privationis vocis
» activae et passivae ipso facto et absque aliqua declaratione
» incurrenda, aliisque arbitrio ejusdem Sacrae Congregationis
» de Propaganda Fide.

» 9. Censuit instructiones praedicti guardiani esse diligenter
» ab omnibus ad quos spectat observandas, juxta decreta circa
» illas edita: exceptis tamen quoad praedictos PP. Capucinos,
» iis in quibus per supradicta aliquo modo corriguntur et de-
» clarantur.

» 10. Et postremo declaravit, quod ubi de licentiae peti-
» tione fit mentio intelligendum est, quod unusquisque patrum
» capucinorum praedictorum, eorumque singuli, cum primum ad
» loca suarum missionum pervenerint, illam semel tantum pe-
» tere debeant ac teneantur, et postea sive illa obtenta sive
» non, munia sua exercere ac facultatibus suis uti, juxta su-
» periora decreta. »

V. Vingt ans s'étant écoulés, une controverse s'engagea devant la Propagande; le vicaire général des Observantins, le procureur du gardien de Jérusalem, le procureur général des capucins et le procureur spécial de leurs missions furent réunis en congrès par devant le cardinal Cecchini et le secrétaire de la Propagande. On décida de commun accord les points suivants:

a). Le gardien de Jérusalem et ses représentants n'ont aucune autorité et juridiction sur les missionnaires capucins. Seulement, ils peuvent rendre compte à la Propagande.

b). Dans les lieux où les Observantins ne sont pas, les missionnaires capucins peuvent exercer librement les attributions paroissiales, dès qu'ils ont montré ou envoyé leurs patentes au gardien ou à ses représentans; ce qui doit se faire devant témoins, ou par l'intermédiaire d'un mandataire certain.

c). Les chapelains des consulats pourront donner la communion pascale aux familles des consuls, c'est à dire, aux consuls mêmes, à leur femme, à leurs enfants, parens et domestiques résidents dans leur maison; en demandant, il est vrai, la permission au curé, mais sans attendre qu'elle soit accordée. L'administration du viatique et des autres sacremens paroissiaux et fonctions paroissiales est interdite, là où les Observantins résident en qualité de vrais curés.

d). L'aumône de trois écus que les capitaines de vaisseau ont coutume de donner pour le bon voyage, est réservée au Mont-Sion.

e) Dans les contrées qui ont des évêques, des administrateurs et des vicaires apostoliques résidents, les missionnaires ne sont pas tenus de reconnaître une autre jurisdiction.

f). Ordre de publier les fêtes comme c'est réglé dans la constitution d'Urbain VIII.

g). Les missionnaires ne doivent se rendre aux lieux saints c'est-à-dire, à Jérusalem, à Bethléem et à Nazareth, que comme pélerins et par dévotion. Même observation que plus haut, où il a été dit que cette disposition semble devoir comprendre seulement les *réguliers missionnaires*, à l'exclusion des *réguliers* qui ne sont pas missionnaires et s'occupent de vie contemplative et d'autres œuvres de charité que la prédication et l'administration des sacremens; à l'exclusion aussi, semble-t-il (sauf meilleur avis) des missionnaires qui, appartenant à une congrégation, sont néanmoins, des prêtres séculiers par institut. Le 16 septembre 1864, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers formellement consultée et après avoir longuement examiné les raisons *hinc inde*, a décidé que les Rédemptoristes, par exemple, ne sont pas *regulares* et qu'il n'est pas à propos de leur en accorder le titre et les qualités par grâce spéciale. En effet, tous les décrets et tous les brefs qui émanent du Saint-Siége, les nomment constamment: *Presbyteri seculares, clerici seculares*. Ainsi, Grégoire XVI, bref *Piorum hominum*, du 8 juin 1841 : *Congregatio clericorum secularium SSmi Redemptoris* etc. Le Pape régnant, bref *Expositum est*, du 22 janvier 1861 : *Congregationis clericorum secularium Sanctissimi Redemptoris*. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, décret du 2 juillet 1841, spécialement approuvé par Grégoire XVI, lequel décret commence ainsi : *Presbyterorum secularium congregationem sub invocatione Sanctissimi Re-*

demptoris S. Alphonsus Maria de Ligorio etc. On peut consulter la 61e livraison des *Analecta*, col. 606 et seqq. Si donc les instituts dont nous parlons ne prétendent pas à la qualité de *réguliers*, l'équité semble exiger qu'on ne leur en impose pas les charges, des prescriptions aussi odieuses que la prohibition et l'exclusion, surtout pour une chose aussi favorable que la pieuse occupation et l'exercice de l'apostolat dans les lieux sanctifiés par le Sauveur et les apôtres.

« *Decretum S. Congregationis de Propaganda Fide die 25 » martii 1651.* — Fuit congressus eorum D. cardinali Cecchino vigore decreti S. Congregationis de Propaganda Fide » super jurisdictione et jure patris Guardiani Herosolymitani, » et missionariorum apostolicorum in partibus Orientalibus, » in quo congressu adfuerunt Rmus Pater Daniel a Dongo » Ordinis Minorum, et strictioris Observantiae S. Francisci » vicarius generalis, et fr. Picavilla Gallus, procurator patris » guardiani Hierosolymitani ex una, nec non pater Marcus » Antonius a Carpinedulo procurator generalis ordinis Capucinorum, et fr. Britius a Rennes procurator missionariorum ex altera, et auditis ab Eminentia sua in contradictorio partibus, praesente D. Secretario praelibatae S. Congregationis de Propaganda Fide, ut quilibet possit ad » omnipotentis Dei gloriam, fidei catholicae propagationem, » et populorum aedificationem ac salutem in vinea Domini » laborare, et proprio officio satisfacere, fuit a dicto Emo » Dno sancitum prout infra, ad effectum, quod, facta relatione » Emis et Rmis Patribus S. Congregationis de Propaganda » Fide cardinalibus, et approbatis per ipsos, et per S. D. N. » si opus fuerit capitulis, et decretis infra dicendis, omnimode » et inviolabiliter sub poenis infra praescribendis ab omnibus » et singulis supradictis et ab eorum successoribus in perpetuum observentur, et executioni respective mandentur.

» Et primo confirmando decreta alias edita sub die 19 septembris 1630, et pracipue illud, in quo cautum est nullam » fuisse vel esse per S. Congregationem de Propaganda Fide » datam aut concessam auctoritatem, seu jurisdictionem P. » Guardiano Hierosolymitano, aut ejus vicariis, et officialibus, » seu alicui ex confratribus aliquo modo, causa, vel titulo » inquirendi de iis quae ad vitam et mores missionariorum » progressus spectant sine expresso mandato dictae Congregationis de Propaganda Fide. Poterit tamen pater Guardianus, sive ejus officialis eamdem S. Congregationem in casibus particularibus consulere, eamque certiorem reddere, si » missionarii in aliquod delinquantur, et maxime si praesentium decretorum observationi per inobedientiam aliquod » praejudicium per eosdem inferatur, ut opportuna possint » desuper praeberi remedia.

» 2. Quod in locis, in quibus actualiter et cum effectu non » erunt patres Minores de Observantia, quando missionarii illuc » pervenerint, prout statutum est die supradicta 19 septembris 1630, possent iidem missionarii, post productionem » coram patre Guardiano aut ejus officialibus vel missionem » litterarum patentalium ad unum, vel ad alterum supradictorum, absque impedimento, aut ulla contradictione munia » parochialia libere administrare, advertendo quod ante dictam productionem vel missionem dictarum litterarum nullo » modo officium missionariorum valeant exercere, et propterea productio debeat fieri coram testibus, et missio per inpositam et certam personam, ut nec unum, vel aliud possit » in dubium revocari. Loca autem quae usque nunc petierunt » missionarii, ubi non sunt patres Minores supradicti, sunt » Tripolis, Baruti, et Abaii et similiter cautum est, quod in » posterum non liceat missionariis ad nova loca se conferre, » vel alio quovis modo missionem extendere, nisi certiorata » prius S. Congregatione de Propaganda Fide, et obtenta » licentia, de qua certiorem reddere teneantur praedictum » patrem Guardianum aut ejus Officiales modo et forma, qua » supra. Insuper etiam sancitum est, quod si fratres Minores » de Observantia loca ab ipsis jam derelicta, vel ubi numquam extiterunt intra jurisdictionem memorati P. Guardiani Hierosolymitani petant, ibique missionarii extent, nulla » prorsus praevia innovatione in jurisdictionalibus eamdem » S. Congregationem certiorem statim reddere teneantur, ut » desuper quod magis erit expediens pro populorum aedificatione et animarum salute fiat et exequatur.

» 3. Quod ad favorem Consulum qui proprias habent capellas, sit licitum eorum capellanis in propriis capellaniis » omnibus et singulis ex familia dictorum Consulum sacrosanctam Eucharistiam in Paschate administrare, petita, etiamsi » non obtenta, a parocho licentia, declarando, quod de familia » tantum intelligantur uxor, filii, et consanguinei qui cohabitant in eadem domo, ac famuli domestici actuales ipsorum » consulum, cum ea tamen conditione quod quilibet capellanus teneatur infra mensem schedulam seu notulam eorum » qui communionem receperunt parocho loci tradere; penitus interdicta viatici aliorumque sacramentorum omnium ac » functionum parochialium administratione, ubi sunt memorati » PP. Observantiae uti veri parochi.

» 4. Quod eleemosynae quae erogari solent et erogantur » a capitaneis seu ductoribus navium pro bono itinere, ut aiunt » *de 3 piastre*, in futurum intelligantur et reputentur in utilitatem cedere, et ad beneficium datae S. Montis Sion juxta » antiquam, et laudabilem consuetudinem sub poenis contentis » in constitutionibus apostolicis.

» 5. Quod in locis ubi sunt, vel erunt episcopi, seu administratores, aut vicarii apostolici personaliter in propria » dioecesi residentes, eorum tantum teneantur missionarii, » et non aliam recognoscere jurisdictionem, ne alicui in his, » quae de jure eis competunt, aliquod praejudicium inferatur. » In aliis vero locis jurisdictionis saepe memorati P. Guardiani, ubi supradicti personaliter in propria dioecesi non » resident, jurisdictionem guardiani recognoscant.

» 6. Quod in omnibus locis a parochis, vel ab his, qui » parochi, seu missionarii officium exercent, publicentur dies » festi juxta formam, et dispositionem bullae Urbani VIII » fel. rec. et non aliter aut alio quovis modo sub poenis in » eadem bulla contentis, aliisque arbitrio S. Congregationis » infligendis.

» Caeterum quod missionarii non mittantur ad loca sancta, » videlicet Hierusalem, Bethleem, et Nazareth, nec iisdem in » locis possint permanere, nisi uti peregrini, et devotionis » causa. Item quod litteras patentales suorum superiorum, cum » primum ad loca missionum venerint, producere, vel mittere » teneantur, ut supra. Item quod in casibus alicujus difficultatis, controversiae, seu declarationis praeteritorum praesentium et futurorum decretorum, et in quibuscumque aliis occasionibus, et causis ad solam S. Sedem Apostolicam, et » S. Congregationem de Propaganda Fide privative, quoad alios » quoscumque sit recurrendum, et quod omnibus et singulis » aliis decretis de anno 1630 die supradicta 19 septembris editis, et publicatis stantibus, et obedientibus, exceptis his quae » nunc in praesentibus statuuntur. Iterum fuit sancitum, et » decretum sub poenis alias inflictis aliisque pro arbitrio, et » juxta inobedientiam et praevaricationem a SSmo D. N. vel » a S. Congregationem de Propaganda Fide infligendis. »

Innocent X, en congrégation générale de la Propagande du 28 mars 1651, approuva pleinement le concordat précité et en prescrivit l'observation ainsi que de tous les autres décrets rendus par la Propagande sous peine d'excommunication *latae sententiae*, avec d'autres peines.

» *Die 28 martii 1651 in Congregatione generali coram » SSmo.* — Referente Emo D. Cardinali Cecchino supradicta decreta, et concordiam factam inter PP. Minores de » Observantia, et missionarios in partibus Orientalibus, Sanc-

» titas Sua diligentiam, dexteritatem, et justitiam dicti D. » Cardinalis laudavit, et praecepit dictam concordiam, et de- » creta alias per Emos DD. Cardinales S. Congregationis de » Propaganda Fide approbata, esse omnimode observanda sub » poena excommunicationis latae sententiae et privationis vocis » activae et passivae, et inhabilitatis ad omnes et singulos » gradus, et religionis officia contra non observantes, et non » obedientes, aut contravenientes, sive in totum, sive in » parte; non obstantibus quibuscumque. »

VI. L'état de choses résultant des décrets précités a été modifié, on le conçoit, par le rétablissement du patriarcat latin de Jérusalem, qui est un fait accompli depuis vingt ans. L'article 5 du décret du 23 mars 1651 prévoyait le cas, en statuant que là où étaient dès lors, ou seraient dans la suite, des évêques, des administrateurs ou des vicaires apostoliques, les missionnaires n'auraient pas à reconnaître une autre juridiction.

MELANGES.

— *Prêtres domiciliés dans un diocèse étranger. Peut-on les renvoyer sans leur faire une procès canonique?*

Une circulaire que publia la S. Congrégation des Evêques et Réguliers par l'ordre de Grégoire XVI en 1839, a condamné la maxime et la pratique de renvoyer les ecclésiastiques du diocèse où ils résident, par la seule et unique raison qu'ils n'appartiennent pas à ce diocèse. Nous avons publié cette importante décision dans la 50e livraison des *Analecta*, col. 1550. Grégoire XVI reconnut que la maxime en question n'est pas fondée, et que loin d'être appuyée par le droit elle est diamétralement opposée aux règles canoniques, à moins que des motifs raisonnables ne conseillent de renvoyer les ecclésiastiques étrangers.

Lorsqu'un ecclésiastique a acquis le domicile dans un diocèse en y demeurant plusieurs années, peut-on le renvoyer sans un procès canonique? La S. Congrégation des Evêques et Réguliers s'est prononcée pour la nécessité de la sentence canonique. Voici les cirsonstances du cas.

Après avoir résidé pendant vingt ans dans un diocèse auquel il n'appartient pas hiérarchiquement par son ordination, le prêtre NN. reçoit l'ordre de quitter ce diocèse dans le délai d'un mois, sous peine de suspense par le seul fait. En recevant intimation d'un pareil décret, il réfléchit qu'il est domicilié dans le diocèse depuis une vingtaine d'années; qu'il y a fait l'acquisition de quelques propriétés et d'une maison, et que sa conscience ne lui reproche rien; néanmoins, il obéit et se retire dans un diocèse voisin; mais il demande en même temps qu'on l'entende. L'archevêque, consulté par la S. Congrégation, répond que l'ecclésiastique n'a pas raison de se plaindre, parce qu'il n'appartient pas au diocèse, n'y a pas acquis domicile, et sa conduite est scandaleuse. Deux fois la S. Congrégation suggère à l'archevêque de tolérer le prêtre dans le diocèse par la raison que sa conduite scandaleuse n'est pas prouvée par les pièces transmises; s'il y a des raisons plus graves, il faut ouvrir une enquête canonique et procéder légalement. L'archevêque ne veut prendre ni l'un ni l'autre parti, et garde désormais le plus profond silence, quoique dûment averti que la S. Congrégation décidera la question conformément au droit. D'autre part, le prêtre prouve pardevant la S. Congrégation qu'il a réellement son domicile dans le diocèse; que les choses dont on l'accuse ne sont pas fondées: que le droit ne permet pas de priver un citoyen de son domicile sans de graves raisons légalement prouvées.

La S. Congrégation casse et annulle le décret archiépiscopal d'expulsion.

« *Spoletana. De confirmando vel revocando decreto expul-* » *sionis.*

» Sacerdos NN. anno 1822 ab Urbe discedere coactus ob » quasdam processuales conclusiones, se contulit ad oppidum » Montisfalchi, ubi moratus est annis circiter decem. Ex illo » se transtulit ad contiguum oppidum Cannajolae, ubi jugiter » degit usque ad mensem septembris anni 1843.

» Archiepiscopus Spoletanus, cujus jurisdictioni illa oppida » subjiciuntur, die 12 augusti 1843 mandavit praefato sacer- » doti, « ut ab illa archidiocesi discederet non serius die 15 » septembris ejusdem anni, sub poena suspensionis a divinis » ipso facto incurrenda in transgressionis casu. »

» Presbyter, hoc accepto decreto, secum reputans se do- » micilium ea in dioecesi habuisse viginti circiter annorum » spatio, in arce Cannajolae proprietates ac etiam domum » acquisivisse, nulloque suam conscientiam pulsari crimine, » licet praecepto obtemperaverit petens Fulginatensem dioece » sim; tamen eodem tempore petiit, ut ad sui defensionem » admitteretur, et hoc tum apud curiam Spoletanam, tum apud » S. Congregationem Episcoporum et Regularium.

» Super petitione sacerdotis NN. requisitus archiepiscopus » Spoletanus, respondit, hunc qui jam ab alma Urbe ejectus » fuerat, frustra conqueri de lato contra eum praecepto « cum » non sit dioecesanus, non habeat in Spoletana dioecesi do- » micilium, et sit scandalosus. »

» S. C. bis monuit archiepiscopum ut praefatum sacerdotem » in sua dioecesi toleraret, cum ex transmissis actis de ejus » scandalosa vitae ratione non constaret. Quod si ipse gra- » viores causas ad expulsionem haberet, suae curiae mandaret » ut processum conficeret, et prout de jure procederet. Verum » neutrum archiepiscopo placuit; ideoque S. Congregatio per » rescriptum indulsit sacerdoti NN. ut absque incursu in sus- » pensionem, in dioecesim Spoletanam redire, et in eadem » per duos menses remanere posset, addiditque clausulam: In- » terim vero sua jura quoad meritum causae deducat penes » S. Congregationem.

» Archiepiscopus vero altum servavit silentium non obstan- » tibus S. Congregationis admonitionibus.

» At presbyter NN. sua jura deduxit penes S. Congrega- » tionem, et documenta exhibuit quibus demonstrabat ipsum » in dicta dioecesi domicilium revera habere; nec tam in jure » quam in facto substineri, quae contra dictum sacerdotem » ab archiepiscopo objiciebantur; et a jure absonum esse ci- » vem privari suo domicilio sine gravibus rationibus prout de » jure comprobandis.

» Quibus omnibus cum documentis atque partium rationibus » Emorum Patrum judicio perpendendis exhibitis, in congre- » gatione generali habita die 6 martii 1846, propositum fuit » hoc dubium:

» An decretum expulsionis contra sacerdotem NN. latum » sit confirmandum vel revocandum in casu?

» Emi Patres, referente Emo Acton, rescripserunt: *Nega-* » *tive ad primam partem, affirmative ad secundam partem,* » *et amplius.* Die 6 martii 1846. »

— *Les pièces déposées dans les chancelleries épiscopales sous la loi du secret, ne peuvent être extraites pour servir de preuve devant le tribunal civil.*

La maxime que nous venons d'énoncer, fut consacrée, il y a quelques années, dans une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Une question de succession étant pendante devant le tribunal civil, l'une des parties en litige ayant intérêt à prouver que l'héritier testamentaire était le fils naturel et adultérin du testateur, présenta requête au tribunal pour avoir communication de pièces déposées à la chancellerie épiscopale; le tribunal rendit un décret pour ordonner l'exhibition des documens. L'Ordinaire refusa d'obtempérer à

la réquisition, et justifia son refus devant la S. Congrégation en attestant que les documens du testateur lui avaient été confiés, comme en confession sacramentelle et par l'impulsion d'une conscience timorée. Après avoir pris l'avis de ses théologiens et mûrement examiné la question, la S. Congrégation décida qu'il n'y avait pas lieu de communiquer les pièces au tribunal, et elle imposa un silence perpétuel.

« *Super secreto commisso.* — Documenta quae sub lege » secreti commissi in episcopalibus cancellariis deponuntur, » non possunt exinde extrahi quamvis necessaria sint in ju- » dicio civili ad usum probationis.

» N. N. suo testamento edixerat, ut sua conjux sibi su- » perstes esset haeres usufructuaria cun onere, ut alimenta » praestaret cuidam Filiae et filio hujus Alexandro; haeres au- » tem proprietarius esset iste Alexander, qui si decessisset im- » prolis, filios Mariae suae ex sorore nepotes, substitutos voluit.

» Maria statim post mortem testatoris in judicio civili actio- » nem de testamenti nullitate promovit, contendens Alexan- » drum esse adulterinum testatoris filium. Quod ut concluden- » ter constare posset, petivit, ut quaedam documenta, quae » in cancellaria archiepiscopali deposita affirmabat, in lucem » edi juberentur. Hinc judices civiles decreverunt, *costare » del diritto di Maria a conseguire l'esibizione dei docu- » menti mediante il compulso.*

» Cum autem Ordinarius huic decreto parere detrectaret, » penes S. C. Epis. et Reg. reclamatum est, contendente » eodem Ordinario, *che i documenti di N. N. (testatore) fu- » rono confidati a me quasi come a maniera di sacramen- » tale confessione e per impulso di timorata coscienza.*

» S. C. in plenario conventu diei 25 febr. 1842, audito » voto consultoris propositoque dubio : *Se e come si abbiano » a comunicare i richiesti documenti all'accennato tribunale » di.... o piuttosto imporre sull' oggetto un perpetuo silenzio?*

» Emi Patres rescripserunt. *Negative ad primam partem, » affirmative ad secundam.* »

— *Congrégation séculière de prêtres vivant en communauté Observations sur les Constitutions.*

La pratique moderne de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers est de transmettre des observations sur les constitutions des instituts religieux, non seulement avec le décret d'éloge, mais souvent aussi lorsqu'elle concède l'approbation formelle. Quelquefois le sens des premières observations n'a pas été bien pris; d'ailleurs, le Saint-Siége doit naturellement se montrer plus exigeant, à mesure qu'il revêt les nouveaux instituts d'une approbation plus expresse et plus explicite.

Nous publions plus loin les observations transmises assez récemment, en même temps que le décret d'approbation formelle, sur les constitutions d'une congrégation de prêtres professant les vœux simples, avec supérieur général.

Le décret *super statu regularium*, en date du 25 janvier 1848, prescrit, par rapport aux instituts d'hommes, que tout postulant doit obtenir les testimoniales de son Ordinaire, mais le consentement de ce dernier n'est pas requis. La constitution de Benoît XIV: *Ex quo dilectus*, consacre pour les clercs le droit d'entrer en religion, même, au besoin, sans le consentement de l'Ordinaire; c'est la liberté d'embrasser un état plus parfait. Cette constitution de Benoît XIV, le Saint-Siége l'applique volontiers aux instituts modernes de vœux simples; d'ailleurs, elle est l'expression de la discipline traditionnelle.

C'est aujourd'hui une maxime fermement établie, de ne jamais autoriser la réélection des supérieurs généraux, sans la permission de la S. Congrégation pour chaque cas. La perpétuité offre moins d'inconvéniens, tout considéré, que cette faculté de réélire, laquelle supprime en partie la liberté du chapitre, et ouvre la porte à des abus constatés par l'expérience. Un décret récent fixe à douze ans le généralat dans plusieurs Ordres, Dominicains, Franciscains et autres; bien entendu que le chapitre n'aura pas le pouvoir de réélire le général pour une autre période de douze ans.

Il est rare que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers ne se voie pas contrainte d'élever la voix contre un abus vraiment subversif de la discipline; c'est qu'on ne laisse pas les novices faire tranquillement le noviciat dans la maison *ad hoc* et sous la direction immédiate du maître des novices. Les fondations prématurées font que les supérieurs ont hâte d'envoyer les sujets dans les établissemens, au lieu de leur donner le temps de se former aux vertus religieuses. Et pourtant, les sujets ayant droit à l'éducation religieuse, c'est commettre envers eux une véritable injustice, que de les priver du noviciat régulier, tel que le prescrivent les saints canons. L'abus est très commun dans les instituts modernes de vœux simples; on peut s'en convaincre par les *Animadversiones* que nous avons publiées; car il en est bien peu où cette dangereuse routine ne soit flétrie. Un autre abus consiste à garder des sujets qui ne font pas les vœux au terme du noviciat, tandis que le concile de Trente prescrit d'admettre les novices à la profession, ou de les renvoyer, s'ils n'offrent pas les dispositions voulues. Les canonistes permettent sans doute, de différer la profession pendant quelques mois, afin d'éprouver les sujets dont les dispositions semblent douteuses; mais aucun n'a jamais dit qu'il fût licite de les garder sans vœux pendant des années, hors du noviciat et appliqués aux oeuvres de l'institut. Ici encore c'est se rendre coupable d'injustice envers les sujets que l'on prive de la grâce de la profession, en les exposant aux dangers, sans la force morale qui les ferait surmonter. En outre, c'est tromper l'Eglise et la société, qui croient traiter avec des profès, lorsqu'elles n'ont devant elles que de purs laïques. Cela montre l'importance de la 3e observation.

Des religieux qui s'annoncent comme chanoines ou vicaires généraux honoraires, sont assurément une invention de notre siècle. La S. Congrégation condamne cette prétention comme opposée à l'humilité et à l'égalité religieuses. (5e observation).

Les autres observations ne comportent aucune difficulté. Le lecteur remarquera que la S. Congrégation déclare de nouveau, que le compte de conscience est facultatif, jamais obligatoire.

« Novae animadversiones in constitutiones congregationis » Presbyterorum N. N. (Expeditae die 22 augusti 1863).

» 1. Jure communi absonum est, eos, qui pium institutum » ingredi postulant, licentiam ab Ordinariis assequi debere. » Necesse tantum erit, ut eorum testimoniales litteras obtineant » juxta decretum S. Congregationis super Statu Regularium » diei 25 januarii 1848, de quo fiat mentio in constitutionibus.

» 2. Declarandum expresse erit, superiorem generalem in » suo munere confirmari non posse pro secundo quinquennio, » eoque vel magis pro sequentibus quinquenniis, nisi prius » per supplicem libellum postuletur, atque obtineatur indultum » hujus S. Congregationis.

» 3. Juxta sanctionem concilii Tridentini sess. 25, cap. 16, » expleto novitiatu, novitii aut ad professionem admittendi » sunt per superiores, si eos habiles invenerint, aut ejiciendi, » si inhabiles. Quapropter tolerari non potest, ut post novi- » tiatum professio ad aliud tempus differatur, prout in cons- » titutionibus statuitur, et novitii ante professionem extra » novitiatus domum commorentur.

» 4. Magis consonum erit postremis S. Congregationis su- » per Statu Regularium decretis, si, antequam vota perpe- » tua, licet simplicia in piis institutis emittantur, alumni prima » vice eadem vota ad triennium profiteantur, idque, ut servetur » in posterum, in constitutionibus praescribatur.

» 5. Inusitatum est, et ab humilitate alienum, mentionem

» fieri in constitutionibus de dignitatibus, quas extra institu-
» tum alumni assequi poterunt.

» 8. Quum de manifestatione conscientiae agitur, declaran-
» dum erit, eam non solum restringi ad publicas transgres-
» siones constitutionum, et ad progressum in virtutibus, ve-
» rum etiam non esse obligatoriam, sed facultativam.

» 7. Quod praescribitur de numero assistentium, seu con-
» siliariorum generalium augendo, vel diminuendo, nimis pe-
» riculosum est, atque ideo supprimendum; et si in posterum
» justa intervenerit causa, ob quam praefatus assistentium nu-
» merus vel augendus, vel diminuendus sit, recurrendum erit
» in singulis casibus, et facultas obtinenda ab hac S. Con-
» gregatione.

» 8. Nimis ampla videtur, atque ideo supprimenda facultas
» superioris generalis dispensandi alumnos, de consensu con-
» silii generalis a quocumque constitutionum articulo.

» 9. Supervacaneum est, ac ideirco expungendum quod edici-
» tur de mutatione, quae futuris temporibus fieri poterit quoad
» naturam, et numerum votorum, quae in instituto emittuntur. »

— *Indulgences de Lorette, d'Assise et de Varallo accordées aux capucins.*

Par décret de la S. C. des Indulgences en date du 24 août 1785, Pie VI, à la demande expresse du général des Capucins qui se plaignait de ce que ses religieux demandaient souvent la permission de faire quelque pélerinage, accorda aux conditions ordinaires, une indulgence plénière à gagner une fois l'an aux religieux et religieuses de l'ordre que rempliront la visite des sept églises par une promenade sept fois autour des cloitres et une visite au S. Sacrement, le voyage de Lorette par trois tours de cloitre et une visite à l'autel ou à l'image de la Vierge, le pélerinage de Monte Varallo par trois tours de cloitre et une visite à l'autel ou l'image du Crucifix; le pélerinage d'Assise ou d'Alverne par trois tours de cloitre et une visite à l'autel ou à l'image de S. François.

» Bmc Pater. F. Erhardus Radkerpurgo minister generalis
» Ordinis Minorum S. Francisci Capucinorum ad pedes S.V.
» humiliter provolutus exponit, qualiter ipse a multis sui Or-
» dinis Religiosis, continuo et instantissime rogetur pro con-
» cedenda licentia visitandi loca sancta Romae, Laureti, mon-
» tis-Varalli, Assisii et Alverniae, ita ut, denegata licentia, ad
» evitandam fratrum evagationem, aut ob alia justa motiva,
» ipsi novas faciunt instantias, interponendo etiam recom-
» mendationes, et superiorem saepius in augustias reducendo.
» Ideirco Orator similia inconvenientia, quantum fieri potest,
» impedire desiderans quadam cum recompensatione qua, et
» ex una parte lucrarentur thesaurum indulgentiarum sacra-
» rum, visitationi memoratorum sanctuariorum annexarum, et
» ne ex altera parte se a propriis removerent conventibus.

» Supplicat humiliter summam S. V. clementiam, quatenus
» omnes utriusque sexus religiosi suae obedientiae subjecti
» lucrari possint praefatas indulgentias, mediante quadam de-
» vota peregrinatione per sua respectiva claustra, et succes-
» siva propriarum ecclesiarum visitatione videlicet.

» Pro septem ecclesiis Urbis eundo per claustrum septem
» vicibus, et visitando in fine SSmum Sacramentum.

» Pro sanctuario Laureti eundo per ter vices claustrum, et
» semel visitando altare, aut imaginem Beatissimae Virginis.

» Pro sancto Monte Varalli, eundo pariter ter per claustrum
» et visitando altare aut Imaginem Crucifixi.

» Et demum pro sanctuario Assisi, et Alverniae, eundo si-
» militer ter per claustrum et visitando altare, aut imaginem
» S. P. Francisci, orando semper in praedictis circuitibus aut
» peregrinationibus, et respective sacris visitationibus pro
» exaltatione S. matris Ecclesiae, extirpatione haeresum, con-
» servatione Summi Pontificis et pro christianorum principum
» pace et concordia, Quod Deus.

» Ex audientia SSmi, Die 25 septembris 1779.

» SSmus D. noster PP. VI attentis expositis praefati P.
» Ministri Generalis Ordinis Minorum S. Francisci Capuci-
» norum precibus annuendo, omnibus et singulis religiosis viris
» atque monialibus dicti Ordinis eidem ministro generali subiec-
» ctis unumquodque ex ante enunciatis piis exercitiis devote
» peragentibus, semel in anno, eo respective, die, quo prae-
» missa sacramentali confessione, sumptaque SS. Eucharistia et
» pias ad Deum preces, uti in supplici libello enuntiatur, fun-
» dendo, hujusmodi peregerint, plenariam omnium peccatorum
» indulgentiam in forma ecclesiae consueta benigne concessit.

» Datum Romae ex Secretaria S. Congnis Indulg. — Julius
» Caesar de Somalia S. Cong. Ind. Secret. »

— *Confréries du Rosaire. Nécessité d'obtenir l'autorisation du général des Dominicains.*

Ordinis Praedicatorum. *Decretum.* — Cum Sacra Con-
» gregatio Indulgentiis, sacrisque Reliquiis praeposita decla-
» rasset per decretum die 19 augusti 1747, approbatum, et
» confirmatum, sub die 26 praedicti mensis a san. mem.
» Benedicto XIV, Solidalitates SSmi Rosarii erectas, inscio
» Magistro generali Ordinis Praedicatorum, Indulgentiis in
» Brevi Apostolico expressis non gaudere, tamen plures epis-
» copi in propriis dioecesibus etiam nunc sodalitates insti-
» tuunt sub titulo SSmi Rosarii vigore apostolicarum facultatum, quae ab ipsis impetrantur in genere, erigendi nempe
» sodalitates cujuscumque tituli, et invocationis; itaque mo-
» dernus Magister generalis ejusdem Ordinis Praedicatorum,
» eidem Sacrae Indulgentiarum Congregationi dubium solven-
» dum proposuit — Utrum absque expressa mentione deroga-
» tionis privilegii Ordini praefato concessi, et sola vi gene-
» ralis communicationis Indulgentiarum, quibus gaudent Ar-
» chiconfraternitates Urbis, Confraternitatibus, quae in aliqua
» dioecesi sub iisdem titulis ab ordinario eriguntur, concessae,
» etiam Societates sub titulo SSmi Rosarii absque Magistro
» Ordinis Praedicatorum institutae Indulgentiis, huic societati
» elargitis, frui possint et valeant? —.

» Cum autem praefatum dubium in congregatione habita
» die 29 februarii 1864 in Palatio Apostolico Vaticano ab
» Eminentissimis Patribus fuerit rite discussum, respondendum
» esse duxerunt — Provisum per responsum ab hac S. Con-
» gregatione die 19 augusti 1747, confirmatum a Benedicto
» XIV die 26 praedicti mensis, facto verbo cum SSmo —.

» Facta deinde per me infrascriptum Secretarium SSmo Dno
» Nostro Pio PP. IX relatione, in audientia diei 11 aprilis
» ejusdem anni, Sanctitas Sua, votum Emorum Patrum benigne
» confirmavit. Etsi autem, per praefatum Benedictum XIV De-
» cretum cautum sit, ne in posterum virtute Brevis Apostolici
» in genere impetrati, erigantur Confraternitates SSmi Rosa-
» rii, inconsulto Magistro generali Ordinis Praedicatorum, ta-
» men ne devotionis fervor tepescat, sed potius sodalium pietas
» magis augeatur et florescat, Sanctitas Sua Confraternitates
» tali modo hactenus erectas, dummodo nihil aliud obstet,
» motu proprio, ac de plenitudine potestatis sanavit, et validas
» esse declaravit, contrariis quibuscumque, etiam speciali men-
» tione dignis, non obstantibus. Idem vero SSmus D. N. de
» plenitudine pariter potestatis voluit, et expresse mandavit,
» ut in posterum Confraternitates SSmi Rosarii, nonnisi ad
» formam Decreti Benedicti XIV erigantur, servatis insuper
» caeteris de jure servandis.

» Datum Romae, ex Secretaria S. Congregationis Indulgen-
» tiarum die 11 aprilis 1864. »

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Castellacci Villanova Arch. Pet. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-NEUVIÈME LIVRAISON.

DE LA VOCATION A L'ÉPISCOPAT.

INTRODUCTION.

Avant de fixer sa résidence à Rome, Antoine Charlas, auteur de la dissertation que nous publions, avait été supérieur du séminaire et ensuite vicaire-général de Pamiers et s'était fait remarquer par un grand zèle pour les droits de l'Eglise dans l'affaire de la régale. Le livre qu'il publia sur cette question, et dans lequel il réfuta savamment les mauvaises doctrines et les faussetés historiques qu'on alléguait pour justifier cette déplorable oppression de la liberté ecclésiastique, lui valut une ordonnance royale qui l'exila du royaume. Heureusement, le décret d'expulsion ne fut pas exécuté; le livre de Charlas, traduit en italien, fut ensuite imprimé à Rome, en 1680. Après la mort de l'évêque de Pamiers, les premiers dignitaires du clergé ayant été incarcérés ou bannis pour leur résistance à l'exercice du droit de régale, Charlas comprit la nécessité de céder à l'orage et partit pour Rome, où l'appelait d'ailleurs Augustin Favoriti, lequel connaissait parfaitement ses vertus et ses talents. Innocent XI s'empressa de lui accorder une pension qui pourvut à ses besoins. Pour ne pas éveiller la susceptibilité de l'ambassadeur, Charlas dut se résigner à vivre dans l'obscurité, et consacra tout son temps à la prière et à l'étude.

Les quatre articles de 1682 ayant été publiés, Charlas prit la plume par l'ordre d'Innocent XI, et composa l'admirable traité: *De libertatibus ecclesiae gallicanae*, qui fut imprimé à Liége en 1684. L'ouvrage était trop solide pour qu'on essayât de le réfuter ex *professo;* aussi ne rencontra-t-il aucun contradicteur. La seconde édition, entièrement refondue par l'auteur d'après un meilleur plan, fut imprimée à la Propagande.

Noël Alexandre ayant inséré dans son histoire ecclésiastique une dissertation contre le *traité de la régale*, Charlas le réfuta solidement, en publiant le livre intitulé: *L'affaire de la régale expliquée à fond*, lequel parut à Liége, en 1685. Deux ans après, il publia le traité *de potestate Ecclesiae*, contre Maimbourg, qui, sous le voile de l'impartialité, sapait habilement l'autorité du Saint-Siége, principalement dans l'ouvrage sur l'établissement et les prérogatives de l'évêque de Rome.

Ces divers écrits provoquèrent l'indignation du parti opposé. Charlas se vit contraint de changer de nom et de s'entourer de la plus complète obscurité, au point qu'il n'était guère connu que des hommes que le Pape avait chargés de l'aider dans la composition de ses ouvrages. Lorsque le marquis de Lavardin se disposait à entrer dans Rome avec une escorte en qualité d'ambassadeur du roi très-chrétien, Charlas se retira prudemment à Naples; mais, le danger ayant disparu, il fut rappelé à Rome après quelques mois d'absence et reprit son genre de vie accoutumé. Modeste dans ses goûts, content de son sort, extrêmement sobre pour le sommeil et la table, il partageait ses modiques ressources avec ses compatriotes, qui souffraient, comme lui, la persécution et l'exil pour la bonne cause. Il conserva toute sa vie l'honorable pension que lui assigna Innocent XI dès son arrivée.

Il a composé aussi la dissertation: *De opinionum delectu*, dans laquelle il combat le probabilisme relâché, en recommandant les sentences de l'Ecriture, la doctrine des pères et les exemples de la primitive Eglise. La dissertation que nous publions: *De vocandis ad episcopatum*, fut prononcée devant une réunion distinguée, à la Sapience, et vivement applaudie dans la bouche d'un homme qui témoignait un si profond éloignement des dignités ecclésiastiques, quoique digne de les remplir. On a aussi: *Defensio pastoralium literarum cardinalis Denhoffii circa poenitentiae sacramentum – De arcendo a judiciis juramento reorum – De necessitate divini amoris in sacramento poenitentiae – De Felicis Urgelitani, et Elipandi Toletani erroribus;* et autres écrits du même genre.

Charlas était très lié avec le bienheureux cardinal Thomasins, avec le cardinal Casanate, avec le cardinal Albani, plus tard élevé au trône pontifical (Clément XI). Il eut la consolation de retrouver au couvent de Sainte-Sabine le dominicain Raimond Mailhat, qui, cinquante ans auparavant, avait encouragé ses premiers travaux, à l'université de Toulouse.

Il mourut à Rome à l'âge de 64 ans, et ses obsèques furent célébrées à Sainte-Sabine.

La dissertation *de vocandis ad episcopatum* fut imprimée à Rome en 1697, à l'imprimerie de Jacques Komarek, célèbre allemand, non tout à fait comme Charlas l'avait prononcée à l'académie théologique de la Sapience, mais retouchée et augmentée par l'auteur.

La thèse est qu'il ne faut pas rechercher l'épiscopat, et que c'est le devoir des supérieurs de le conférer aux plus dignes. Il nous semble qu'aucun auteur n'a traité cette grande question aussi solidement que Charlas; et c'est ce qui nous porte à rééditer sa dissertation.

Bien des hommes, dit Charlas, retranchant l'ambition et l'avarice dans leur esprit sans les mortifier dans leur cœur, aspirent à l'épiscopat, et il en est peu, sans excepter les gens éclairés et vertueux, qui ne désirent une dignité redoutable pour les anges eux-mêmes.

Premièrement, les exemples du Sauveur et des saints rendent illicite ce désir de l'épiscopat: *Christus non semetipsum*

clarificavit, ut pontifex fieret. Le Sauveur désigna et appela tous ses apôtres, et S. Paul déclare pour tout le monde en général, que nul ne s'arroge l'honneur de l'épiscopat, mais seulement celui qui est appelé de Dieu. On ne verra jamais qu'aucun des Saints vénérés par l'Eglise, aucun des hommes dont elle loue les vertus, ait aspiré spontanément à l'épiscopat; au contraire, la plupart l'ont redouté et fui. Ne sait-on pas que S. Ambroise usa d'artifices qui semblent excessifs; car il compromit sa réputation en faisant entrer dans sa maison des femmes de mauvaise vie, et il ordonna de flageller des prisonniers pour faire croire qu'il était cruel. S. Augustin fut ordonné par surprise et violence. Il fallut user d'artifice pour faire sortir S. Martin de son monastère. S. Césaire se cacha dans un tombeau, d'où on le retira pour le forcer de recevoir l'ordination épiscopale. La résistance de S. Grégoire est célèbre. Le bréviaire romain renferme bien des exemples aussi édifiants: S. Félix, S. Raimond de Pennafort, S. André Corsini, S. Thomas d'Aquin etc. Les saints ont redouté l'épiscopat, alors même qu'ils ont reconnu que la volonté divine les y appelait.

Secondement, nous avons leur doctrine sur ce point. Saint Augustin condamne toute aspiration aux dignités ecclésiastiques: *Indecenter appetitur.* Saint Jean Chrysostôme enseigne que le désir de l'épiscopat doit être arraché du cœur avec tout le zèle possible: *Toto studio ab animo abjiciendum.* Tout homme, dit S. Anselme, qui désire l'honneur de l'épiscopat, au lieu d'y être appelé de Dieu, attire la malédiction divine sur sa tête; car c'est un vol de la grâce, c'est usurper le droit d'autrui. Saint Thomas démontre *ex professo* qu'il n'est pas permis de prévenir la vocation divine par le désir de l'épiscopat. Il faut être bien orgueilleux ou bien injuste, dit le saint docteur, pour désirer la prélature; c'est se croire meilleur et plus digne que tous ceux qu'on doit gouverner. C'est la charité qui rend apte à la charge pastorale; or nul ne peut savoir d'une manière certaine s'il la possède. N'est-ce pas une intolérable présomption que de se croire tellement fort, qu'on puisse vivre en sécurité au milieu des périls. S. André Avellin dit, dans une lettre, qu'avant d'étudier le droit, il aurait accepté volontiers l'épiscopat si on le lui eût offert: « Plus tard, ajoute-t-il, ayant étudié le décret de Gratien et d'autres ouvrages des Saints, et ayant vu à quel danger de damnation s'exposent ceux qui ambitionnent et prennent volontiers les évêchés et les autres bénéfices ecclésiastiques, non seulement je tremblais lorsque l'occasion d'être fait évêque se présentait, mais je ne pus jamais me résoudre à accepter un bénéfice simple. Et lorsque le cardinal de Pise me donna ses habits épiscopaux dans l'intention de me faire donner un évêché en reconnaissance des grands services que je lui rendis au péril de ma vie lorsqu'il fut envoyé en qualité de légat auprès de l'empereur, je vendis ces habits et j'entrai au couvent; ce qui lui déplut extrêmement. » S. André Avellin dit qu'on ne doit pas accepter l'épiscopat sans un commandement formel.

En troisième lieu, l'ambition de l'épiscopat est en opposition avec la raison même. Pour éviter la témérité et les autres dangers dont nous avons parlé plus haut, il ne suffit pas d'être choisi et nommé par ceux qui en ont le droit: cette institution confère, sans doute, le caractère et la juridiction qui sont nécessaires; car Dieu n'a pas voulu que la validité des sacremens dépendît de la bonté ou de la malice personnelle des ministres; mais cela ne détruit pas le vice de l'ambition et ne met pas la conscience en sûreté, d'autant plus que ceux qui nomment ou instituent, ne connaissent pas bien les candidats. Comme de nos jours Dieu n'appelle pas à l'épiscopat par des miracles, il faut employer la plus grande diligence pour connaître sa volonté. Une charge aussi difficile et aussi pesante requiert plusieurs dons de Dieu, outre la piété et la science; par exemple, la prudence, la force, et autres. Celui qui institue l'évêque est simplement l'interprète de la vocation divine, sans la donner; s'il n'est pas fidèle, il charge sa propre conscience, sans exonérer celle d'autrui.

L'évêque est responsable de toutes les âmes qui lui sont confiées; si quelqu'une périt par son ignorance, sa négligence ou ses mauvais exemples, l'évêque rendra âme pour âme; car, dit le concile de Trente, si le loup mange les brebis, le pasteur n'est pas excusable de l'ignorer.

L'ordination des clercs est d'une si haute importance, qu'un évêque ne peut lire sans trembler ce passage du Pontifical: « Puissions-nous n'être pas condamnés par Dieu pour votre » avancement, et vous-même pour votre entrée dans un si » grand office. » L'évêque est responsable devant Dieu des erreurs, des fautes, du mal fait aux âmes et des autres préjudices qui dérivent de la mauvaise distribution des charges et de la communication imprudente du pouvoir d'administrer les sacremens.

On a coutume de citer le mot de S. Paul: *Si quis episcopatum desiderat, bonum opus desiderat*, pour en conclure que l'ambition de l'épiscopat, étant bonne en soi, ne peut être condamnée absolument et généralement. Mais S. Paul ne dit pas que ce désir est bon; il dit seulement que l'œuvre est bonne; il veut parler du salut des âmes. S. Thomas démontre clairement que le désir de l'épiscopat n'est pas licite, parce que ce serait une présomption de croire qu'on a l'aptitude qu'exige une charge aussi difficile; d'où le docteur angélique conclut qu'il ne faut accepter l'épiscopat que lorsqu'il est imposé.

L'homme est souvent le jouet de grandes illusions lorsqu'il croit agir avec des intentions vraiment pures; car il est bien plus facile de mortifier l'esprit que le cœur.

Mais s'il n'est pas permis de désirer l'épiscopat, sera-t-il permis de le demander? Tout homme qui demande la cure des âmes, s'en rend indigne pur cette présomption même; les supplications sont par conséquent pour un indigne.

Nous nous contentons de ces extraits. Le traité de Charlas mérite une étude attentive.

DISPUTATIO MORALIS

DE VOCANDIS AD EPISCOPATUM.

PRAEFATIO.

Cum Christus Dominus noster de contemnendis divitiis dissereret, *Audiebant*, inquit Sanctus Lucas Evangelista (1) *omnia haec Pharisaei, qui erant avari, et deridebant illum.* Idem fere accidit omnibus, qui aliquid, verum quidem, sed hominum cupiditatibus contrarium, proponunt: quoniam qui secundum carnem tantum sapiunt, quorum maximus est numerus, stultitiae tribuunt contemtionem earum rerum, quas et ipsi avidissime appetunt, et appeti ab aliis pene omnibus cernunt. *Sed in via*, ait Ecclesiastes (2), *stultus ambulans, cum ipse insipiens sit, omnes stultos aestimat.* Itaque minime mirum videri debet, si ejus generis homines aversentur, aut etiam ludant exponentes sententiam, episcopatum concupiscere vetantem, praecipientemque, illum dignioribus conferre: quandoquidem haec dignitas a tam multis tam ardenter appetitur, quaeritur tam diligenter, tam importune postulatur, ut illi, qui ad hanc dignitatem efferendos nominant, aut eligunt, saepe ut amicis faveant aut consanguineis, vel ne potentum

(1) Luc. 16. v. 14.
(2) Eccles. 10. v. 3.

commendationem nihili fecisse putentur, dignioribus praeferunt minus dignos.

Verum quia multi aut aliorum exemplo ducti, aut sacrorum canonum, Sanctorum Patrum et praestantissimorum theologorum doctrina non satis instructi, rei natura minus diligenter investigata et considerata, se se imprudentes conjiciunt in periculum, non est ob scandalum Pharisaeorum supprimenda veritas, omnibus necessaria, multis, ut sperandum est, profutura.

Nemini profecto episcopatum invideo, sed omnibus tantae dignitati paribus ex animo deprecor; quoniam (1) *messis quidem multa, operarii autem pauci*, nimirum strenui atque idonei. Hoc tantum ago, ut qui virtutum, illi muneri congruentium, semina divinitus acceperunt, in eas excolendas diligentem operam conferentes, honore se praebeant dignos, quo indignos reddit ambitio; atque hoc pacto sine suae, ac nominantium, aut eligentium, salutis discrimine provehi possunt. Faxit Deus, ut consilio respondeat eventus.

QUAESTIO PRIMA.

« Utrum liceat episcopatum desiderare, atque ad eum obti-
» nendum preces adhibere?

Quoniam desiderium episcopatus haud ita malum est, ut non possit aliquando ob circumstantias evadere licitum; pauci sunt, etiam inter eos, qui docti, piique videntur, quin ambiant onus illud, Angelicis humeris formidandum. Etenim cum in episcopatu multa sint, mente, non corde recidentes ambitionem et avaritiam, solam Dei gloriam et animarum salutem spectare sibi videntur. Qua in re, ut observavit S. Gregorius (2), « plerumque hi, qui subire magisterium pastorale cupiunt, nonnulla quoque opera bona animo proponunt; et quamvis hoc intentione elationis appetunt, operaturos se tamen magna pertractant; fitque ut aliud in imis intentio supprimat, aliud tractantis animo superficies cogitationis ostendat. » Atque adeo difficile est appetitum episcopatus ab omni vitio expurgare, tamque raro culpa vacat, ut morali loquendi modo et generatim affirmandum sit, non esse licitum episcopatum desiderare, vel ad eum obtinendum preces adhibere: quod sequentibus argumentis demonstro.

CAPUT I.

Exemplis Christi Apostolorum aliorumque Sanctorum, probatur, non esse licitum episcopatum desiderare, vel ad eum obtinendum preces adhibere.

Non ad solum humilitatis specimen, quod dedit nobis sapientia aeterna in lavandis discipulorum suorum pedibus, sed ad omnem prorsus agendi rationem pertinet, quod ait: « Exemplum dedi vobis ut quemadmodum ego feci vobis, ita et vos faciatis (3). » Non minus actione, quam sermone docet nos, et in omnibus est *via, veritas et vita* (4) nostra. Inter omnes porro, qui Christiano nomine gloriantur, quo significantur et fidei, et legis Christi professio, cum primum locum obtineant ejus Ecclesiae ministri, hi accuratius debent et legem ejus meditari, et imitari gesta, praesertim in iis quae spectant ad sacerdotium et pontificatum, qui ab eo tamquam capite manat in universos Ecclesiae rectores, ac ministros. Igitur cum in omnibus quaestionibus, tum in hac maxime de vocandis ad episcopatum consulenda sunt oracula, et exempla veritatis, quae de se dixit: *Magister vester unus est Christus* (5).

(1) Math. 9. v. 37.
(2) Pastor par. I. cap. 9.
(3) Ioan. 3. v. 15.
(4) Ibid. 14. v. 16.
(5) Math. 22. v. 10.

Ad hujus nos praeceptoris scholam misit Pater aeternus dicens: Hic est filius meus dilectus, in quo mihi bene complacui: ipsum audite (1).

« Christus autem, ut inquit Apostolus, non semetipsum clarificavit ut pontifex fieret, sed qui locutus est ad eum: Filius meus es tu, ego hodie genui te. Quemadmodum et in alio loco dicit: Tu es sacerdos in aeternum, secundum Melchisedech (2). »

Neque ipse omnes, quos ad suam disciplinam vocavit, vel quoslibet ex iis promiscue Apostolatus dignitate auxit; sed quibusdam dumtaxat dixit: *Venite post me, et faciam vos fieri piscatores hominum*, ut scribit Evangelista S. Marcus: *Et ascendens in montem vocavit ad se quos voluit ipse* (3). Cujus vocationis memoriam eis refricans aiebat: « Non vos me elegistis: sed ego elegi vos, et posui vos ut eatis, et fructum afferatis (4). »

Non de solis apostolis, aut etiam de Christo, sed generatim pronunciat Apostolus: « Nec quisquam sumit sibi honorem, sed qui vocatur a Deo tamquam Aaron (5). Percutiantur, inquit S. Anselmus, hac sententia, qui honores ecclesiasticos, ad quos divinitus non vocantur, accipere cupiunt; qui enim se ingerit, et propriam gloriam quaerit, non sumit honorem, si Pontifex aut Praelatus in ecclesia factus fuerit, sed gratiae Dei rapinam faciens jus alienum usurpat, et ideo non accipit benedictionem, sed maledictionem. »

Is fuit Sanctorum omnium sensus; nec memini, me unquam legisse, quemquam ex iis quos Ecclesia colit ut Sanctos, vel etiam ut bonos commendat, ultro appetiisse, sed potius plerosque omnes fugisse episcopatum. Peregrinus est in historia ecclesiastica, qui plurima rei hujus exempla non legit, cum passim occurrant.

De S. Cornelio Papa scribit B. Cyprianus (6): « Episcopatum non postulavit, nec voluit, sed pro pudore virginalis conscientiae suae, et pro humilitate ingenitae sibi, et custoditae verecundiae, non ut quidam, vim fecit, ut episcopus fieret, sed ipse vim passus est, ut episcopatum coactus exciperet. »

De ipso S. Cypriano in ejus vita Pontius ejus diaconus: « Non praeteribo enim, inquit, illud eximium quemadmodum, cum in dilectionem ejus, et honorem totus populus aspirante Domino prosiliret, humiliter ille secessit: antiquioribus cedens, et indignum se titulo tanti honoris existimans. »

Quibus artibus non est usus S. Ambrosius, ne Mediolanensis ecclesiae constitueretur episcopus? Vix potest immoderata non judicari ejus industria, quandoquidem non modo famae suae non pepercit, inductis in domum suam infamibus feminis, ut incontinentiae suspicionem sibi accerseret; sed etiam crudelem quodammodo se exhibuit, secrete publiceque damnatis reis, et supplicio affectis. « Quam resistebam, inquit (7), ne ordinarer; postremo cum cogerer, saltem ut ordinatio protelaretur. Sed non valuit praescriptio, praevaluit impressio. »

De S. Augustino Possidonius Calamitanus episcopus in ejus vita hoc narrat: « Eodem itaque tempore in ecclesia Hipponensi catholica, Valerius sanctus episcopatum gerebat. Qui cum flagitante ecclesiastica necessitate, de providendo et ordinando presbytero civitatis, plebem Dei alloqueretur, et exhortaretur, jam sciens catholici Sancti Augustini propositum et doctrinam, manu injecta, quoniam et idem in populo securus et ignarus, quid futurum esset astabat. Solebat autem laicus, ut nobis dicebat, ab eis tantum ecclesiis

(1) Ibid. 17. v. 5.
(2) Hebr. 5. v. 5.
(3) Marc. 3. v. 13.
(4) Io: 15. v. 16.
(5) Hebr. 5. v. 4.
(6) Epist. 52.
(7) Epist. 52.

» quae non haberent episcopos suam abstinere praesentiam. » Eum ergo tenuerunt, et, ut talibus consuetum est, episcopo » ordinandum intulerunt; omnibus id uno consensu, et desi- » derio fieri perficique petentibus, magnoque studio et cla- » more flagitantibus, ubertim eo flente: nonnullis quidem lacry- » mas ejus, ut nobis ipse retulit, tunc superbe interpretantibus, » et tamquam eum consolantibus ac dicentibus: quia locus » presbyteri, licet ipse majore dignus esset, appropinquaret » tamen episcopatui. Cum ille homo Dei, ut nobis retulit, » majori consideratione intelligeret, et gemeret, quam multa » et quam magna suae vitae pericula de regimine, et guber- » natione Ecclesiae impendere, ac pervenire spectaret, atque » ideo fleret. »

Sanctus Martinus, ut narrat S. Sulpicius Severus in ejus vita, « ad episcopatum Turonicae ecclesiae petebatur: sed cum » erui a monasterio suo facile non posset, Huricius quidam » unus de civibus uxoris languore simulato, ad genua illius » provolutus, ut egrederetur obtinuit. Ita dispositis jam in » itinere civium turbis, seu quadam custodia ad civitatem » deducitur etc. »

De Sancto Fulgentio dicitur in ejus vita cap. 17: « Ag- » gregata violentae multitudinis manu repente Beatus Fulgen- » tius, dolens oculos, in cella propria reperitur, invaditur, » tenetur, ducitur, et pontifex esse non rogatur sed cogitur. »

In vita S. Caesarii episcopi Arelatensis a Cypriano quodam ejus discipulo conscripta apud Surium di 27 augusti, ejus in fugiendo episcopatu diligentia his verbis refertur: « Cum autem » pervenisset ad notitiam Patris nostri, de quo agimus, quod » esset ordinandus episcopus, intra quaedam sepulchra sese » abscondit. Sed latere non potuit, quem detexit non culpa, » sed gratia. Trahitur igitur e quodam sepulchro vivens, quem » non mortuum, sed celatum vitae claritas ostendebat. Cogi- » tur episcopatus sarcinam suscipere. »

Sanctus Gregorius Magnus tamdiu fugit ac detituit, quoad per miracula aspectabilia, intellexit, se non posse pontificatum recusare, nisi divinae voluntati obstinate repugnando.

Plures occurrunt vel ipsum officium divinum recitantibus, ut ipso quo haec scribo die 14 januarii S. Felix Nolanus, S. Raymundus de Pennafort die 23 ejusdem mensis, S. Andreas Corsinus die 4 februarii, die 7 martii S. Thomas Aquinas, S. Bernardus die 20 aug. etc. Sed ut appareat, ecclesiam catholicam eodem ubique animari spiritu, Latinorum exemplis addenda sunt quaedam ex Graecis.

In sancti Epiphanii vita, cujus auctor est Joannes unus ex ejus discipulis haec leguntur num. 34: « Unus vero ex dia- » conis, capite apprehenso Epiphanio, eum vi duxit ad altare, » adeo ut multi quoque alii convenerint, ut eum servarent » ad altare. Eum itaque ordinat diaconum: et rursus dat ei » pacem, et ipsum ordinat presbyterum. Rursus fit conse- » quentia, et eum ordinat episcopum. Post dimissionem autem » ab Ecclesia ascendimus in episcopatum. Dixit autem Pappus » Epiphanio: Age fili, adhortare patres, ut fruamus et laete- » mur de tua paternitate. Cum hoc graviter ferret Epiphanius, » et angeretur animo et fleret. Dixit Pappus: Oportebat qui- » dem nos tacere, o fili Epiphani. Et num. 35. Ne irascaris, » Pater. Sum enim homo, nec sufficio implendae mensurae » Sacerdotii. »

De Ammone sanctissimo monacho refert Palladius Historiae Lausiacae cap. 12 eum resecuisse sibi auriculam, ut se redderet irregularem, et ad episcopatum, ad quem vocabatur a Timotheo Alexandrino episcopo, non cogeretur. De Nilamone item monacho narratur a Sozomeno lib. 8. cap. 19 (et legitur in Martyrologio die 6 januarii) eum mortem a Deo expetiisse, obtinuisseque, ne episcopatum urbis Geras susciperet.

Quantum restiterit, ne ad episcopatum efferretur, Synesius, ex multis ejus epistolis intelligitur. In undecima haec scribit presbyteris: « Neque vobis antea superior esse potui, cum totis viribus, et adhibitis machinis omnibus detrectarem: neque me modo vos superastis; sed divinitus profecto contigit, ut et nondum tunc, et nunc primum ita sit factum. Equidem non unam mortem ejus functionis vitandae causa subiissem. Neque enim satis idoneum me putabam, qui rei dignitatem sustinerem. »

Omitto SS. Basilium, Gregorium Nazianzenum, Theodoretum, et plures alios: sed praetermittere non possum Sanctum Joannem Chrysostomum, qui se idcirco episcopatum fugisse affirmat (1), quod ejus desiderium animo suo inesse sentiret. « Nos autem cupiditatis, desideriique istius morbo vehementer » laboramus; quae res una cum aliis omnibus non parum nos » exterruit atque in fugam hanc vertit..... Porro una haec » causa non mediocris est, quae ut sola existat, tamen idonea » fuerit, quae nos a munere isto arceat. » Deus bone! quam pauci S. Joannis Chrysostomi religione anguntur! Tantum abest ut Ammon, Nilamon, aut alii, quorum modo mentionem feci, multos nostris temporibus habeant imitatores, ut sine temeritate judicari possit, plures futuros, qui sibi aures praeciderent, si ad consequendum episcopatum foret opus, quam si necessarium esset ad eum fugiendum.

Sed exemplorum satis, forte etiam nimis. Nam sive numeri, sive ponderis habeatur ratio, qui tantae auctoritati non cesserit, ejus insanabilis videtur ambitio. Hinc ergo, ut cum Sancto Gregorio dicam, « Quique praecipites colligant, cum » quanta culpa ex appetitu proprio caeteris praeferri, non me- » tuunt, si sancti viri plebium ducatum suscipere Deo etiam » jubente timuerunt etc. (2). »

Praeponenda fuerant Sanctorum facta eorum dictis; quoniam, ut ait S. Bernardus (3), « Sermo vivus, et efficax, exemplum » operis est, plurimum faciens suadibile quod dicitur, dum » monstrat factibile quod suadetur. » Postquam igitur vidimus quid egerint Sancti, audiamus quid dixerint.

CAPUT II.

Sanctorum doctrina de appetitu episcopatus.

« Bonum est, inquit Origenes (4), non prosilire ad eas, » quae a Deo sunt dignitates et principatus et mysteria Ec- » clesiae, sed imitari Moysen, et dicere cum eo: Provide » alium, quem mittas. Neque ad principatum Ecclesiae venit, » qui salvari vult, sed ad servitutem ecclesiae. » Sed multi statim auditis verbis, *bonum est*, negligunt quae sequuntur, ea de consilio, non de praecepto, interpretantes.

Eamdem interpretationem adhibebunt huic vocabulo, *indecenter*, in hoc loco S. Augustini *de Civit. Dei lib. 19, cap. 19*. « Locus superior sine quo regi populus non potest, etsi ita » teneatur, atque administretur, ut decet, indecenter tamen » appetitur. Quamobrem otium sanctum quaerit charitas ve- » ritatis: negotium justum suscipit necessitas charitatis; quam » sarcinam si nullus imponit, percipiendae atque intuendae » vacandum est veritati: si autem imponitur, suscipienda est » propter charitatis necessitatem. »

Sed quo diverticulo vim effugiant loci S. Anselmi jam adducti, aut hujus Sancti Joannis Chrysostomi (5)? « Multa enim » inquit, alia sunt Basilii, praeter ea quae jam a nobis dicta » sunt, quae sacerdotem praestare oportet, ac quae certo in » nobis non agnoscimus. Inter quae illud praecipuum, sacer- » dotis animum honoris illius desiderio undique vacare oportet. » Itemque, si quis episcopi munus appetit, honestum opus de- » siderat. At ego non operis ipsius, sed dominationis ac » potentiae desiderium pestilens esse dixi. Atque hoc ego

(1) Lib. 3. de Sacerd.
(2) Past. p. 1. cap. 7.
(3) Serm. in Natal. S. Bernard.
(4) Homil. 6. in cap. 6. Isa.
(5) Epist. 3.

» desiderium sic toto studio ab animo abjiciendum esse censeo, » ut ne animum quidem ipsum prorsus permittas ab illo occupari, ut is rerum omnium libere arcendarum potestatem » habeat. »

Atque etiam si quis ab omni ambitione, et a caeteris vitiis solutus esset et liber; quod vix quisquam potest sine arrogantia de se existimare; non tamen propterea, si deessent alia signa continuo judicandum esset, eum ad episcopatum divinitus vocari. Nec enim Deus ad id munus destinavit, omnes bonos, omnesve sapientes. Quamobrem S. Bernardus a quodam Brunone consultus de accipiendo episcopatu Coloniensi, ad quem fuerat electus, respondet: « Quaeris a me consilium, vir illustris Bruno, an volentibus te promovere ad » episcopatum acquiescere debeas. Quis hoc mortalium defi» nire praesumat? Deus forsitan vocat: quis audeat dissuadere? » Forte non vocat: quis appropinquare consulat? Utrum vero » vocatio Dei sit, an non sit; quis scire possit, excepto spi» ritu, qui scrutatur etiam alta Dei, vel si cui forte revela» verit ipse? » Ex quibus intelligitur, quanti momenti sit in suscipiendo episcopatu divina vocatio.

Ejus necessitatem, etiam dum electi virtutibus praediti sunt, declarat idem Sanctus (1) dum Albericum electum Catalaunensem commendans Summo Pontifici scribit: « Novimus homi» nem sanae fidei et doctrinae hactenus extitisse; et speramus » in domo Dei (audi conditionem) si tamen ipse elegit eum, » fore vos in honorem, et utilem futurum non solum illi, sed » et omni Gallicanae Ecclesiae. »

Nec vero Sancti Bernardi aliorumque Sanctorum Patrum, sensus religioni, seu scrupulo, ut vulgo loquuntur, qui omnia sibi parum grata, quamvis vera, ut severiora rejiciunt, tribuendus est, aut hyperbolae, cujus figurae, aut etiam amplificationis nomine aliqui exervare conantur quae austeriora videntur in scriptis Sanctorum Patrum, quasi fuerint ab eis vehementiori cum zelo concionanter dicta. Etenim Angelicus Doctor, qui et in veritatem acutissimo ingenio penetrare solet, et pro sua maxima sapientia et prudentia, justis inter extrema finibus eam circumscribere, non modo non tradit, sed robustis etiam rationibus confirmat, non licere divinam vocationem praevenire desiderio episcopatus.

Secunda secundae quaest. 185. art. 1. cor. « Respondeo, inquit, dicendum « quod in episcopatu tria possunt conside» rari; quorum unum est principale et finale, scilicet episco» palis operatio, per quam utilitati proximorum intenditur... » Aliud autem est altitudo gradus: quia episcopus super alios » constituitur... Tertium autem est, quod consequenter se » habet ad ista, scilicet reverentia et honor, et sufficientia » temporalium... Appetere ergo episcopatum ratione hujusmodi » circumstantium bonorum, manifestum est, quod est illicitum, » et pertinet ad cupiditatem vel ambitionem... Quantum autem » ad secundum, scilicet ad celsitudinem gradus, appetere epis» copatum est praesumptuosum... Sed appetere proximis pro» desse, est secundum se laudabile et virtuosum. Verum quia » prout est episcopalis actus, habet annexam gradus celsitu» dinem, praesumptuosum videtur quod aliquis praeesse appetat » ad hoc, quod subditis prosit, nisi manifesta necessitate im» minente, sicut Greg. dicit in pastor. quod tunc laudabile » erat episcopatum quaerere, quoniam per hunc quemquam du» bium non erat ad supplicia graviora pervenire. »

Quodlib. 2. art. 11. cor. ait: « Qui appetit praelationem » aut est superbus, aut injustus. Injustitia enim est, quod » aliquis velit sibi plus de honore accipere, aut de potestate, » aut de aliis bonis, ni sit majoribus dignus, ut dicitur in » 5 Ethicorum. Quod autem aliquis aestimet se esse magis » dignum praelatione omnibus illis super quos praelationem » accipit, superbiae, et praesumptionis est. Unde patet quod » quicumque praelationem appetit, aut est injustus aut super» bus. Et ideo nullus suo appetitu debet ad praelationem per» venire, sed solum Dei judicio. » Et quodlib. 3. art. 9. corp. » Charitatem per quam aliquis est idoneus ad officium pasto» rale, non potest aliquis certo scire se habere. Et ideo semper » est vitiosum Pontificatum appetere. »

Item de perfectione vitae spiritualis (quod est opus. 18) c. 19: « Quod aliquis sponte ad praelationis statum aspiret, » vel nimiae praesumptionis est, si se tam fortem existimet » esse, ut inter pericula possit manere securus, vel omnino » suae salutis curam non habet, si peccata vitare non curat. » Ex his ergo apparet, quod praelationis status, etsi perfectus » sit, tamen absque vitio concupiscentiae appeti non potest. »

Tantum autem abest, ut Sanctus Doctor ex iis fuerit, qui dicunt, et non faciunt; qui alligant onera gravia et im» portabilia, et imponunt in humeros hominum: digito autem » suo nolunt ea movere (1), » cujus hypocrisis pharisaicae benigniores, ut vocari volunt, doctores, alios insimulant, quos rigoristarum, aut rigidorum nomine notant; ut non modo non ambierit dignitates ecclesiasticas, sed etiam oblatas constantissime recusaverit. « Ab Urbano IV Romam vocatus, inquit Ecclesia in ejus officio » adduci non potuit, ut honores acciperet. Archiepiscopatum Neapolitanum etiam deferente Clemente IV recusavit. Eamdem agendi rationem in omnibus, aut fere omnibus iis observare licet, quos supra commemoravi.

Sed profero testes in re certa non necessarios. Nec enim dubium esse potest cuiquam rerum ecclesiasticorum vel mediocriter perito, Sanctorum factis ac dictis damnari episcopatus desiderium. Verum ne cupiditas cuiquam persuadeat rerum statum ita hodie immutatum esse, ut similia exempla omnino deficiant; ex multis recentibus quae commemorare possem unicum haud ita antiquum adjiciam.

Beatus Andreas Avellinus Clericus Regularis in epistola, quae in ejus vita cap. 19 refertur a P. Joanne Baptista Castaldo ejusdem Instituti, quid hac de re sentiret, quidque ipse fecisset narrat verbis vulgaribus, quorum haec est sententia: « Mihi, ut ingenuo dicam, plurimum displicuit, quod » dominatio tua libenter acceperit episcopatum, nullo prae» cepto compulsa: quoniam quamvis ipse priusquam juri civili » et canonico operam dedissem, libens oblatum suscepissem; » tamen cum ante quinquaginta duos annos decreto studerem, » et aliis sanctorum libris, cognosceremque quanto se damna» tionis periculo exponant, qui appetunt, et libenti animo ac» cipiunt episcopatus, et alia beneficia ecclesiastica; non solum » expavescebam, cum accipiendorum episcopatuum se dabat » occasio, sed ne ullum quidem beneficium simplex, et ab » animarum cura liberum, volui unquam accipere, quamvis » invito mihi conferrentur. Atque dum cardinalis Pisanus vestes » suas episcopales donavit mihi, volens ad episcopatum me » provehere ob insignia beneficia etiam cum vitae periculo » a me illi praestita, quando Legatus ad imperatorem missus » fuit: ipse venditis vestibus episcopalibus ingressus sum re» ligionem, quod ille rediens aegre admodum tulit. Fili mi » jam error admissus est, ejus poenitens sic vitam institue, » ut eum tibi Deus condonet. »

Apparet igitur non modo sanctorum consensus de non appetendo episcopatu, verum etiam ratio multiplex ejus sententiae. Attamen ut veritas clarius eluceat, juvabit distincte breviterque singulas rationes exponere.

CAPUT III.

Rationibus ostenditur, illicitam esse episcopatus appetitionem.

Primo, Nemo sanae mentis, ac praejudiciis cupiditatibusque vacuus non intelligit, impudentem eum fore, qui primarium officium in domo principis occuparet contra ejus voluntatem,

(1) Epist. 23.

(1) Matth. 23. v. 3 et 4.

vel etiam praeter ejus accersitum, quantumvis se judicaret idoneum. Num igitur in Domo Dei, quae est ecclesia, licebit, usurpare praefecti munus ac dignitatem sine patris familias assensu, aut etiam ipso non vocante, quantumvis aliquis sibi dignior videatur?

Responderit fortasse, se temeritate, aliisque vitiis atque etiam periculis, saltem proximis, esse liberum, quoniam in episcopalem dignitatem non ipse se infert auctoritate privata, sed ab iis, ad quos id juris pertinet, eligitur, nominatur, et admittitur.

At 1. Hinc quidem sequitur eos qui ad episcopatum efferuntur, non carere charactere ac jurisdictione necessariis, ut valeant sacrificia, sacramenta, et alia quae conficiunt; quoniam haec Deus Optimus Maximus propter Ecclesiae bonum et fidelium salutem noluit a ministrorum bonitate vel nequitia pendere : verum ambitionis vitium non propterea tollitur ex animis expetentium, neque in tuto ponitur eorum conscientia; maxime quando, ut fere semper contingit, eliguntur aut instituuntur ab iis, quibus eorum vita, prudentia, moresque comperti perspectique non sunt.

2. Non omnes illi qui operam conferunt ad praeficiendos episcopos, verbi gratia, testes, electores etc. ecclesiae utilitatem, aut animarum salutem spectant, sed magis vel sua, vel amicorum commoda.

3. Frustra si sua ipsorum conscientia testatur, eos virtutibus necessariis non esse praeditos, culpam in alios conjicere student.

3. Non sola pietas, vel doctrina, desideratur, sed multa simul naturae bona, et Dei dona, v. g. prudentia, fortitudo etc. ut quis judicetur divinitus vocatus ad tam difficile tamque arduum munus. Nam cum hodie aspectabilibus miraculis Deus ad episcopatum non vocet, maxima diligentia utendum est in exploranda ejus voluntate. Neque enim qui episcopum instituit, eum sua auctoritate vocat, sed Dei vocantis est interpres; qui nisi fidelis sit, et ipse grave suscipit conscientiae pondus, neque alterius liberat conscientiam.

Secundo, qui episcopatum desiderat, et consectatur, vel illo se dignum existimat, vel indignum: si dignum putat, admodum arrogans est: si indignum, valde temerarius. Etenim cum tot difficultates totque pericula occurrant hoc munus exercentibus, ob eamque causam, ut in quaestione sequenti firmabitur, non nisi dignioribus conferendum sit, postpositis etiam dignis quidem, sed minus quam aliis: quis sine superbia nimiaque sui existimatione potest se privato judicio aliis omnibus praeferre, tamquam illis omnibus tam arduae administrationi magis idoneum? Quis prudens tantum discrimen ultro subire, *onus Angelicis etiam humeris formidandum* sponte sua sibi imponere non vereatur?

Tertio, Episcopus, ut ipsius nomen significat, excubare debet ac vigilare, ut omnes fideles gubernationi suae subjecti, ad leges divinas sic conforment vitam, moresque suos, ut ad vitam et gloriam aeternam pervenire mereantur. Quod si ejus ignorantia, negligentia, vel pravo exemplo aliquis pereat, reddet animam pro anima, cum *certissimum sit*, ut ait Concil. Tridentinum (1), *non admitti pastoris excusationem si lupus oves comedit, et pastor nescit.*

Quarto, Quid? Quid non solum de peccatis a fidelibus episcopali curae commissis ratio exigatur ab episcopo, sed etiam de illorum profectus detrimento. Debent enim episcopi non modo purgare, sed etiam illuminare ac perficere omnes illos quibus praefecti sunt. Quo igitur pacto culpa vacabunt, si ambitiose se intulerint in rectionem animarum, quam alii gesturi erant majori cum utilitate fidelium, et Dei gloria.

Quinto, qui a se divitias et honores abdicant, carnisque fugiunt illecebras, vix possunt se a diaboli laqueis expedire: num tuto aliquis in statu, in quo haec omnia plerumque, abunde suppetunt, sua se sponte potest collocare? Quis confidat, honorem episcopis deferri solitum se ad Deum fideliter relaturum? Bona Ecclesiae tamquam Dei bona in usus ad quos destinata sunt, se accurate dispensaturum? Non abusurum sua potestate? Non transiturum modum in corporis, vitae, dignitatisque cultu?

Sexto, Quam metuendum est, ne episcopum propinquorum ac consanguineorum amor emolliat; ne eos cum suo et ipsorum periculo ac pernicie bonis, et redditibus Ecclesiae augeat, ne proventuum Ecclesiasticorum administrationis faciat partes, cum ecclesiae detrimento majoris ejus utilitatis specie.

Septimo, Tanti momenti est electio clericorum, praesertim eorum, qui sub episcopo curam fidelium gesturi sunt, ut mirum sit, episcopos non perhorrescere, dum haec verba proferunt ex Pontificalis praescripto: « Quatenus nec nos de vestra » provectione, nec vos de tanti officii susceptione damnari a » Domino, sed remunerari potius mereamur. »

Et vero episcopus errores, culpas, animarum ruinas, aliaque damna, quae ex praepostera vel imprudenti beneficiorum distributione, sacramentorum administrandorum facultate manant, praestare seu poenas dare cogitur apud supremum Judicem, a quo *judicium durissimum his qui praesunt fiet* (1).

CAPUT IV.

Dissolvuntur argumenta ambientium episcopatum.

Primo, Nihil tam frequenter decantatur ab ambientibus episcopatum, quam illud Beati Pauli (2): *Si quis episcopatum desiderat, bonum opus desiderat*, quod putant solidum esse suae ambitionis propugnaculum. Enim vero cum bonitas et malitia voluntatis, consilii, et actionis, ab objecto manet, rei bonae non videtur nisi bonum esse posse desiderium, nisi aliqua circumstantia corrumpatur. Non igitur damnanda videtur, saltem simpliciter et generatim, episcopatus ambitio, quem et apostolus commendat, et rem esse sanctissimam nemo fidelis negaverit.

Ut hoc argumentum saepe oppositum, ita semper a Sanctis Patribus, et Theologis dissolutum est. « *Ex hoc*, inquit » Doctor Angelicus *Comment.* in haec ipsa verba 1. ad Ti- » mot. 3. lect. 1. sumpserunt aliqui occasionem ambitionis » episcopatus et praelationis. Sed non recte intelligunt quod » hic dicitur. Apostolus enim hic voluit ostendere quid per- » tineat ad episcopum. Episcopus est nomen graecum; scopos » enim idem est quod intentens, epi. id est supra. Episcopus » ergo dicitur quasi super intendens. Duo ergo sunt consi- » deranda in episcopo, scilicet gradus superior, et actio plebi » utilis. Aliqui enim projiciunt forte oculum ad ea quae cir- » cumstant eum, scilicet quod qui praeest honoratur, et quod » habet potestatem. Et qui propter ista desiderat episcopatum, » nescit quid sit episcopatus. Et ideo dicit Apostolus quid sit » episcopatum desiderat, quia bonum opus. Non dicit bonum » desiderium habet, sed bonum opus, scilicet utilitatem plebis. » Sed numquid licet ipsum desiderare? Augustinus dicit quod » non. Glo. Locus superior sine quo regi non potest populus, » et si teneatur et administretur decenter, tamen indecenter » appetitur. Et idem dicit 19. de Civ. Dei, cujus ratio est, » quod nullus debet appetere aliquid supra vires suas non sibi » proportionatum, alias esset stultus. Horatius: Ludere qui » nescit, campestribus abstinet armis. Ille ergo bene episco- » patum desiderare posset, cujus facultas episcopatui esset pro- » portionata. Ad hoc autem nullus est idoneus: quia praelatus » secundum gradum, et convenientiam debet omnes alios exce-

(1) Sess. 6. de Reform. cap. 1.

(1) Sap. 6. v. 6.
(2) 1. Timot. 3. v. 1.

» dere in conversatione et contemplatione: ita ut in respectu » sui alii sint grex. Et hanc idoneitatem de se praesumere, » est maximae superbiae. Aut ergo appetit circumstantias, et » tunc nescit quid appetat, quia non est hic episcopatus, vel » ipsius opus, et hoc est superbiae. Et ideo non est acci- » piendum nisi impositum. » His similia docent Sancti Patres. Igitur episcopatus bonus est, imo excellentissimus, sed hoc ipso administratu difficillimus; ex quo fit ut raro possit sine arrogantia vel temeritate appeti; atque tam raro, ut secundum moralem loquendi modum exceptiones regulae generali minime derogent.

Secundo. At, inquies, si non solum episcopatus, sed etiam ejus desiderium aliquando bonum est; quidni semper, modo prava circumstantia non accedat? Etenim cum finis, et aliae circumstantiae sint in potestate hominis, potest eas cum voluerit, adjuvante Deo, removere. Respondeo S. Thomam 2, 2. quaest. 185. art. 1. cor. unicum, ad summum duas exceptiones regulae generali adhibere his verbis: « Verum quia prout » est episcopalis actus, habet annexam gradus celsitudinem, » praesumptuosum videtur quod aliquis praeesse appetat ad hoc » quod subditis prosit, nisi manifesta necessitate imminente, » sicut Greg. dicit in pastoral. quod tunc laudabile erat episco- » p tum quaerere, quoniam per hunc quemquam dubium non » erat ad supplicia graviora pervenire. Unde non de facili » inveniebatur qui hoc onus assumeret, praesertim cum aliquis » charitatis zelo divinitus ad hoc incitatur. » Patet autem continuo mortis timore facile excludi superbiam, et alia vitia, quorum periculum subeunt qui ultro ambiunt episcopatum. Quod si necessitas oriretur ex hominum ad id muneris idoneorum penuria, quae vix tanta, hoc praesertim tempore contingere potest, ut absque humilitatis detrimento judicare cuiquam liceat, ecclesiae grave damnum inferendum, nisi ipse ad dignitatem episcopalem extollatur: tum si evidens esset necessitas, posset aliquis episcopatum sine praesumptione seu nimia sui existimatione desiderare; quoniam etsi qui sponte officium aliquod suscipit, debet in se vires virtutesque illi pares agnoscere; alioqui sons est non solum ob malum admissum, sed etiam ob bonum omissum; at vero cum non suppetant homines nisi qui obfuturi magis sint, quam profuturi; licet aliquis officium suum partibus omnibus expleturum non confidat; tamen velle potest id efficere quoad potest. Melius enim est Ecclesiam ex parte juvari, quam omnino desertam esse. Atque tum prudenter sperari potest divinum subsidium, cum Deus ipsa necessitate vocare videatur, ac dicere: *Quem mittam? Et quis ibit nobis?* Itaque temeritate vacaret, qui cum Isaia responderet (1): *Ecce ego mitte me*. Dummodo vitiis careret, quae tanto munere faciunt indignum, atque etiam virtutibus praeditus esset, quae dignum aliquo modo, et utilem redderent. Qui autem instinctu Spiritus Sancti ad episcopatus desiderium incitaretur, quoniam divinus ille impulsus sibi fideliter obsequentes non modo ad bonum, sed etiam bene inducit, ambitionis aliorumque vitiorum periculo non se committeret, nisi ipse Dei opus inquinaret. In quo tamen cavendum est, ne aestus gloriae sit, qui divinus spiritus putatur. Hoc enim tempore rarissime accidit ut aliquis a Spiritu Sancto impellatur ad desiderandum episcopatum; cum praesertim, ut jam observatum est, non sit tanta necessitas, et idoneorum hominum inopia.

Tertio. Quaeritur, cum constet, episcopatum, quippe per se bonum, laudabiliter, vel saltem sine culpa, desiderari posse, nisi desiderium prava aliqua circumstantia corrumpatur; quin poterit homo, et bonum finem sibi proponere, et pravas praevidere circumstantias? Cumque possit, cur judicabimus eos non facere qui episcopatum appetunt? Quamvis enim conjunctus sit honor, et quidquid necessarium est ad vitam commode ornateque degendam; tamen quoniam neque hoc malum est, quin potius ad exequenda episcopalia munera perquam utile, et juri divino, et ecclesiastico valde congruit; poterunt illa commoda exoptari tamquam functionum ecclesiasticarum adjumenta.

Respondeo, longe difficiliores esse praecisiones cordis, quam mentis, quando voluntate separanda sunt commoda cum appetitus sensitivi cupiditatibus congruentia, ab aliis rebus, quibuscum sunt conjuncta. « Nam, ut ait S. Gregorius (1), saepe » sibi de se mens ipsa mentitur, et fingit se de bono opere » amare quod non amat, de mundi autem gloria non amare » quod amat. » Quin etiam cum in appetendis dignitatibus et officiis debeat esse proportio inter virtutes hominis, et praestantiam rei, non video quomodo quis possit absque arrogantia dignitatem ambire, cujus munera sunt adeo ardua, ut non nisi a viris perfectis, et qui possint alios perficere, tuto possint obiri. Enim vero episcopatus status est perfectionis non acquirendae tantum, qualis est monachorum et religiosorum, qui excolendae animae suae dumtaxat vacant, sed jam acquisitae. « In genere perfectionis secundum Dionysium » (verba D. Thomae) (2) episcopi se habent ut perfectores, » religiosi autem ut perfecti; quorum unum pertinet ad actio- » nem, alterum autem ad passionem. Unde manifestum est, » quod status perfectionis potior est in episcopis, quam in » religiosis. » Quis autem de se potest existimare se virtutibus omnibus pollere, quae requiruntur ut omnes dioecesis suae fideles ad perfectionem, ad quam Deus illos destinavit, perducat? « Appetere, inquit idem Sanctus Doctor (3), proximis » prodesse, est secundum se laudabile et virtuosum, verum » quia prout est episcopalis actus, habet annexam gradus cel- » situdinem, praesumptuosum videtur, quod aliquis praeesse » appetat ad hoc, quod subditis prosit, nisi manifesta neces- » sitate imminente. » Itaque quamvis avaritia, et commodorum consectatio possent ab episcopatus desiderio sejungi; non tamen praesumptio, si ultro appetatur: quoniam nemo potest se huic dignitati parem existimare, nisi se maximis virtutibus praeditum judicet, et reliquis omnibus meliorem, atque ad exequendas tam arduas functiones aptiorem.

Quarto. Opponunt, alia ardua et difficilia, verbi gratia, divini verbi praedicationem, martyrium, et perfectionem ipsam, sine praesumptione posse exoptari; quidni poterit etiam episcopatus; quippe si ad vires nostras attendamus, eas vincit vel minimum bonum ordinis supernaturalis? « *Sed quae* im- » possibilia sunt apud homines, possibilia sunt apud Deum (4), » qui, ut dixit, sine me nihil potestis facere (5), ita etiam; » sufficit tibi gratia mea (6). Itaque, qui sufficientes non sumus » cogitare aliquid a nobis quasi ex nobis (7). Omnia possu- » mus in eo qui nos confortat (8). »

Sed facilis est responsio. Nam primo etiam praedicatio suscipi non debet sine divino vocatu, seu missione: *Quomodo praedicabunt nisi mittantur?* inquit Doctor gentium (9). Quamobrem etsi Deus quasi quaerere videretur praedicatorem; *Quem mittam? et quis ibit nobis?* Isaias hoc audiens se quidem obtulit: Ecce ego mitte me (10). Verum praeterquam quod divinam missionem postulavit, certus erat se charitate necessaria praeditum, quod ei significaverat Angelus, os ejus accenso carbone purgans. Accedebat necessitas, verbis sollicitudinem et anxietatem significantibus expressam: *Quem mittam?* etc. Quamobrem sine arrogantia et praesumptione judicare

(1) Isa. 6. v. 8.

(1) Part. p. 1. cap. 9.
(2) 2. 2. qu. 34. art. 7.
(3) 2. 2. qu. 185. art. 1.
(4) Luc. 18. v. 27.
(5) Joan. 1. 5. v. 5.
(6) Corint. 12. v. 19.
(7) Cor. 3. v. 5.
(8) Philip. 4. v. 13.
(9) Rom. 10.
(10) Isai. 6. v. 8.

poterat, se rem Deo gratam facturum, et ab eo juvandum. Secundo neque martyrium ipsum licet ultro adire, nisi Spiritus Sancti peculiari instinctu: quod declaravit Ecclesia, dum eos ut Sanctos coli vetuit, qui se sponte sua tam arduo certamini exposuissent. Tum quidem, ut supra monuimus, Deus opem fert, cum necessitate quasi quadam voce, denunciat, velle se arduum aliquod opus, vires nostras vincens, a nobis edi; sed cum ultro et absque necessitate extraordinarium aliquid aggredimur, ipsa praesumptione digni sumus qui ab eo deseramur. Tertio, est praesumptuosum, inquit Doctor Angelicus (1), « quod aliquis perfectum se reputet, non autem, quod » ad perfectionem tendat. » Quamobrem statim addit: « Ille » qui statum religionis assumit, se aliis subjicit ad spiritualia » capienda, et hoc cuilibet licet. Unde August. 19 de Civit. » Dei dicit: A studio cognoscendae veritatis nemo prohibetur, » quod ad laudabile otium pertinet: sed ille qui transit ad » statum episcopalem, sublimatur ad hoc, quod aliis provideat, » et hanc sublimationem nullus debet sibi assumere. »

CAPUT V.

Conclusio primae quaestionis.

Si quis episcopatus ambitum licitum esse contenderit post Christi, Apostolorum, innumerabilium sanctorum exempla, contra eorum sententiam, contra rationes allatas, consideratis responsionibus ad argumenta contraria: contra eum diutius disputandum non esse, persuasissimum habeo; nec tam illustrandum ratione vel auctoritate animum ejus censeo, quam orandum Deum ut ejus voluntatem moveat et flectat.

Illum his S. Joannis Chrysostomi verbis alloquar (2): « Omnium » quos regis mulierum et virorum et puerorum a te reddenda est ratio, et tanto igni caput tuum subjicis? Miror an » fieri possit, ut aliquis ex rectoribus sit salvus, cum videat » post minas et praesentem socordiam, aliquos adhuc accurrentes, et se conficientes in tantam molem rationis et » administrationis. Nam si ii qui necessitate trahuntur, non » habent quo confugiant, et quo se excusent, si rem male » administrent et sint negligentes. . . . quanto magis ii qui » in hoc suum studium ponunt, et in id irruerunt? Qui est » autem talis, longe magis omni se privabit venia etc. »

Sed adhuc gravius Sanctus Bernardus (3). « Tollitis, inquit, » et non accipitis claves; de quibus Dominus quaeritur per » Prophetam: Ipsi regnaverunt et non ex me. Principes extiterunt, et ego non vocavi eos. Ose. 8. v. 4. Unde tantus » praelationis ardor? Unde ambitionis impudentia tanta? Unde » vesania tanta praesumptionis humanae? Audet ne aliquis vestrum terreni cujuslibet reguli, non praecipiente, aut etiam » prohibente eo, occupare ministeria, praeripere beneficia, negotia dispensare? Nec tu Deum putes, quae in magna domo » sua a vasis irae aptis in interitum sustinet, approbare. » Multi quidem veniunt, sed considera quis vocetur. Et infra: » Vae ministris infidelibus, qui necdum reconciliati, reconciliationis alienae negotia, quasi homines qui justitiam fecerint apprehendunt. Vae filiis irae, qui se ministros gratiae » profitentur. Vae filiis irae qui pacificorum sibi usurpare » gradus et nomina non verentur. Vae filiis irae, qui fideles » sese mediatores pacis, ut peccata populi comedant mentiuntur. Vae qui ambulantes in carne Deo placere non possunt, » et placare vel praesumunt. Non miramur, fratres, quicumque praesentem statum Ecclesiae miseramur; non miramur » de radice colubri regulum orientem. » Haec S. Bernardus et alia his similia.

Quod si episcopatum desiderare non licet; num licere putamus, ad illum obtinendum preces adhibere? « *Si vero*, inquit, Sanctus Thomas (1), aliquis pro se rogat ut obtineat » curam animarum, ex ipsa praesumptione redditur indignus: » et sic preces sunt pro indigno. »

Sed de candidatis episcopalibus satis, licet parum, si cum multitudine rerum quae dici possent comparetur; quorum omnium conclusio et summa sit sapientissima haec S. Gregorii Magni sententia (2): « Inter haec itaque quid sequendum est? » Quid tenendum? Nisi ut virtutibus pollens coactus ad regimen veniat, virtutibus vacuus nec coactus accedat. »

Jam ad eos sermonem convertamus, quorum est episcopos designare vel instituere, qui si recte officio suo fungantur, dissolvunt vanas ambitiosorum excusationes. Nam, verbi gratia, quod hi dicunt: Putas, nos, si fugiamus, si lateamus, ad cathedras trahendos? Non quidem, si fuga et latebra contentus sis. Esset enim perfacilis ad episcopatum via; sed si vera humilitate a dignitatum aucupio recedens in acquirendas virtutes totus incumbas. Nam, ut sanxerunt etiam imperatores Leo et Anthemius I. Si quemquam 79. Cod. de episcopis, » et Clericis VI: Tantum ab ambitu debet esse repositus (qui » eligitur episcopus) ut quaeratur cogendus; vocatus recedat, » invitatus effugiat; sola illi suffragetur necessitas excusandi. » Profecto enim indignus est sacerdotio, nisi fuerit ordinatus » invitus. »

CAPUT VI.

Proponitur et dissolvitur altera quaestio: Utrum sit peccatum digniioribus posthabitis, minus dignos ad episcopatus eligere: et in quo sita sit illa major vel minor dignitas.

Superfluere fortasse cuipiam videbitur haec quaestio; quoniam responsio facile colligi potest ex iis, quae in explicatione superioris dicta sunt. Verum cum multi sint, qui, rei natura et gravitate non bene consideratis, satis esse arbitrentur, si dignus eligatur, quamvis suppetant digniores, aut saltem peccatum grave non esse, non eligere digniorem; omnino necessarium est hujus rei veritatem diligentius inquirere, ac palam facere.

Principio igitur examinandum est, in quo posita sit illa major vel minor dignitas eligendorum: quod loculenter Doctor Angelicus explicuit (3) his verbis: « Dignitas alicujus personae potest attendi dupliciter. Uno modo simpliciter, et secundum se, et sic majoris dignitatis est ille, qui magis » abundat in spiritualibus gratiae donis. Alio modo per comparationem ad bonum commune. Contingit enim quandoque » quod ille, qui est minus sanctus, et minus sciens, potest » magis conferre ad bonum commune propter potentiam, vel » industriam saecularem, vel propter aliquid hujusmodi. Et » quia dispensationes spiritualium principalius ordinantur ad » utilitatem communem secundum illud 1. ad Cor. 12: Unicuique datur manifestatio spiritus ad utilitatem: ideo quandoque absque acceptione personarum in dispensatione spiritualium illi, qui sunt simpliciter minus boni, melioribus » praeferuntur. »

Dum autem meliores eligendi dicuntur, hoc de illis est accipiendum, qui post allatam convenientem diligentiam possunt haberi. Etenim quid juvat praestantissimos viros, et episcopali officio pares alicubi existere (si tamen tanto munere quisquam inter homines par dici potest) quando ad illud capescendum neque adduci possunt, neque cogi? Praeterea non ad solam episcopatus praestantiam spectandum est, dum ei quispiam praeficiendus est: alioqui lustrandus esset orbis universus, ut vir maxime idoneus inveniretur. Sufficit igitur, et

(1) 2. 2. q. 185. art. 1 ad 2.
(2) Hom. alt. in Epist. ad Hebr.
(3) De convers. ad Cler. Cap. 19.

(1) 22. 9. 100 ar. 5 ad 3.
(2) Past. par. 3. cap. 10.
(3) 2. 2. 9. 6. art. 2. in Cor.

necesse est eorum, qui adhibita diligentia, et prudenti inquisitione, ut in rebus arduis fieri solet, haberi possunt, dignissimum aliis, quamvis dignis, anteponere. Quod quidem, ut jam indicavi, ex iis quae de prima quaestione dicta sunt abunde liqueret, nisi contra id quod cupiunt homines nihil satis clarum, aut satis certum videretur.

In foro quidem externo, dummodo qui electus est sit dignus, quamvis proponeretur dignior, non immutatur electio, ut observat Sanctus Thomas in loco modo citato ad tertium: « Quantum ad hoc, inquit, quod electio impugnari non possit in » foro judiciali, sufficit eligere bonum, nec oportet eligere » meliorem, quia sic omnis electio posset habere calumniam. » Sed quantum ad conscientiam eligentis, necesse est eligere » meliorem vel simpliciter, vel in comparatione ad bonum » commune. » Verum secundum fori etiam externi leges eligendi sunt digniores, ut ostendetur cap. 8, quamvis, ut dicebam, non rescindatur electio minus digni, dummodo dignus sit.

CAPUT VII.

Ratione ac Patrum auctoritate probatur, vocandos ad episcopatum digniores, posthabitis aliis.

Tam pauci virtutibus illis praediti sunt, quas Apostolus (2) in iis, qui ad eam dignitatem efferendi sunt, requirit, ut vix in uno simul omnes reperiantur. Quapropter si quis regulam Apostoli sequatur accurate, raro poterit eligere dignum, nisi digniorem eligat, ac si ei multi aequales videantur, metuendum est, ne illa aequalitas in ejus aestimatione potius sit, quam in re ipsa, seu in hominibus quorum merita comparantur, quippe majora fere semper apparent bona eorum quos amamus, aut quibus favere cupimus; minora eorum, quos optamus postponi.

Quod si Dei gloriam, animarum salutem, spectent, qui eligunt, non sua commoda, hominum commendationes, aut alia his similia, non puto eos electuros nisi digniores: quod ipsa naturalis ratio praescribit, non satis esse judicans bonos praeferre malis, sed meliores etiam praecipiens anteponere bonis; praesertim ad ea officia, in quibus parva virtutis inaequalitas magnum saepe discrimen parit in eventibus.

Enim vero cum fidelitas, cura et diligentia negotiorum gravitati pares esse debeant, nihil autem Dei gloriae, et populorum saluti magis conducat, quam si boni pastores, et ecclesiae gubernandae idonei praeficiantur, non potest hac in re negligentia, vel infidelitas, non esse grave peccatum. Certe si interfecto, vel aliter deficiente exercitus Imperatore, is, qui alium substituendi haberet a principe potestatem, postposito duce quem omnibus consideratis judicaret aptissimum, alium sibi consanguinitate, vel amicitia conjunctum praeficeret, peccaret graviter in principem, atque in Rempublicam. Nam cum victoria saepe a minimis rebus pendeat; summa imprudentia est, rerum summam ei non deferre, qui omnium optime possit Reipublicae salutem in tuto ponere. Ac profecto qui peccasset in ducis delectu, non putaret justam fore suam excusationem, quod elegisset bonum ducem, cum posset habere meliorem: qua igitur ratione se excusabunt apud supremum mundi Dominum, qui cum possent et deberent operam praestare ad constituendos praefectos domus Dei, quae est Ecclesia, relictis iis, qui potuissent et plura mala corrigere et ad plura bona in Dei honorem, et in utilitatem animarum, pretioso Sanguine Christi redemptarum, adjuvare, alios instituissent minus idoneos?

Ea fuit Sanctorum ratio, ut in praeficiendis pastoribus ecclesiis vacantibus, primo ut arcerent indignos, deinde ut optimos deligerent: quod S. Gregorius (1) significat his verbis: » Si melior inveniri non valet, et ipse nullis criminibus te» netur involutus, conscendi ad eum, cogente nimia necessitate » potest. Et epist 47. qui a clero et plebe ecclesiae Syra» cusanae, Agatho ab aliquibus autem alter eligitur: huic qui » a clero et plebe electus est, ad nos interim venire necesse » est, ut utrisque cominus constitutis, ille qui Deo placuerit, » et utilior visus fuerit, ordinetur. »

Manifestum electi prae caeteris omnibus dignitatem esse volebat S. Leo (2): « Metropolitano, inquit, defuncto, cum » in locum ejus alius fuerit subrogandus, provinciales epis» copi ad civitatem metropolitanam convenire debebunt; ut » omnium clericorum atque omnium civium voluntate discussa » ex presbyteris ejusdem ecclesiae, vel ex diaconibus optime » eligatur. »

Non inceperat ab illis Pontificibus haec disciplina: siquidem Origenes (1) jam scripserat: « Requiritur in ordinando sa» cerdote et praesentia populi, ut sciant omnes et certi sint, » quia qui praestantior est ex omni populo, qui doctior, qui » sanctior, qui in omni virtute eminentior, ille eligitur ad » sacerdotium. »

Neque ullo, etiam nostro, tempore defuerunt, qui se parentibus et amicis beneficia, etiam inferiora, petentibus excusarent, quod sibi liberum non esset, ea quibus vellent, conferre, sed necessario, et sub poena peccati mortalis, esse dignioribus elargienda: ut qui secus agunt nulla possint ad Supremi Judicis Tribunal excusatione se tueri, quippe omnium seculorum testibus et exemplis convicti.

CAPUT VIII.

Eligendos ad episcopatum digniores, confirmatur auctoritate Juris Pontificii.

Quamvis juris Pontificii conditoribus, et interpretibus propositum sit, animas ad salutem aeternam perducere; ob eamque causam non solum nihil praescripserint Legi Dei contrarium, sed potius complura tradiderunt ei observandae apprime utilia, atque etiam necessaria: tamen quia in constituendis canonibus maxime utilitas publica spectatur, nonnulla tolerantur, quae si absque graviori Ecclesiae detrimento fieri posset, omnino abrogarentur. Itaque ut minuatur litium numerus, paci et tranquillitati admodum infestus, non arcentur a dignitatibus ecclesiasticis, qui jam eas adepti sunt, modo sint digni, quamvis adsint alii digniores. Verum jura saepe inculcant digniores esse aliis, quamvis dignis, praeferendos. Ex quo intelligitur, officio suo electores, collatores, et patronos, nisi hanc regulam prae oculis semper habeant, et sequantur, non facere satis.

Quod quidem multis in locis probat Illustriss. Prosper Abbas Fagnanus, vir in primis doctus ac pius, et de Ecclesia ob sua scripta bene meritus. « In omni electione, inquit in cap. » Cum dilectus. de consuet. num. 18. ille est praeferendus » qui caeteris est melior, ac morum et vitae sanctitate praes» tantior, cap. licet ergo 8. q. 1. cum concord. de quibus » per gloss. in cap. 2. in ver. sanctiones, de offic. custod. » et Lambert. de Jure patr. lib. 2. par. 1. quest. 10. art. 3 » n. 5 et 6 etc. Postea num. 19. Et quamvis pro validitate » electionis satis sit, si dignus eligatur, et electio de digno, » omisso digniori sustineatur, cap. Monasterium 16. quaest 7. » cap. Cum nobis, de elect. et tradit post alios Covarr. in reg. » Peccatum par. 2. §. 7. num. vers. Sed hoc in hunc sensum. » Id tamen procedit postquam facta est electio, quae ex omis» sione dignioris non retractatur, ut litium occasiones ampu» tentur; sed ante electionem omnia jura clamant, ut meliores,

(2) 1. Tim. 3 tit. 1.

(1) lib. 4. ep. 19.
(2) Epist. 84. cap. 6,

» et sanctiores eligantur; et ideo peccant contra justitiam dis-
» tributivam, qui omisso digniori dignum eligunt, ut notant
» omnes in cap. Constitutis de Appell. S. Thomas in 2. 2.
» q. 63. art. 2. ad 3. Covarruvias et Rota etc. Idem tradit
» in cap. Bonae memoriae 1. de postulat. n. 71. »

Fusius tractat hoc argumentum in cap. Eum te de Aetat. et qualit. a num. 20. quem locum adire poterunt qui plura desiderant. Interim in hujus celeberrimi jurisconsulti testimonio modo allato diligenter notandum est, non privatam esse illius sententiam, sed omnium communem consensum, quo « ante
» electionem omnia jura clamant, ut meliores, et sanctiores
» eligantur; et ideo peccant contra justitiam distributivam qui
» omisso digniori dignum eligunt, ut notant omnes. »

Sed ne leviter uni doctori fidem adhibere videamur, proferenda est ipsius juris canonici doctrina.

In cap. Quoniam, de jure patronatus, ex concil. Lateran. sub Alexand. III. cap. 17. statuitur quod « si forte in plures
» partes fundatorum se vota diviserint, ille praeficiatur ec-
» clesiae, qui majoribus juvatur meritis, et plurimorum eligi-
» tur et approbatur assensu. »

Idem sancitur cap. « Si forte » distinct. 63. « Si forte quod
» nec reprehensibile, nec irreligiosum judicamus, vota eligen-
» tium in duas se diviserint partes: Metropolitani judicio is
» alteri praeferatur, qui majoribus et studiis juvatur et meritis. »

Et cap. Constitut. de Appellat. Ut secundum Deum et conscientiam suam unum eligerent de duobus in quos partes videbantur oculos extendere, quem ecclesiae magis utilem et idoneum reputarent.

Sed quorsum tam multa cum omnem dubitandi locum sustulerit oecumenici Concilii auctoritas?

CAPUT IX.

Declaratio Concilii Tridentini de dignioribus ad Episcopatum eligendis.

Si quis animo sincero voluerit Ecclesiam audire, non excusare excusationes in peccatis; huic profecto ut persuasum habeat, in episcoporum electione digniores aliis etiam dignis esse anteponendos, satis erit legere declarationem in Concilio Tridentino, totam Ecclesiam per suos pastores repraesentante, editum; nec enim alia declaratione, vel interpretatione indiget. « Omnes vero, inquit sacrosancta Synodus (2) et sin-
» gulos, qui ad promotionem praeficiendorum, quodcumque
» jus, quacumque ratione, a Sede Apostolica habent; aut alio-
» quin operam suam praestant; nihil in iis pro praesenti tem-
» porum ratione innovando, hortatur, et monet, ut in primis
» meminerint, nihil se ad Dei gloriam, et populorum salutem
» utilius posse facere, quam si bonos pastores, et ecclesiae
» gubernandae idoneos promoveri studeant; eosque alienis pe-
» catis communicantes mortaliter peccare, nisi quos digniores
» et ecclesiae magis utiles ipsi judicaverint, non quidem pre-
» cibus, vel humano affectu, aut ambientium suggestionibus,
» sed eorum exigentibus meritis praefici diligenter curaverint,
» et quos ex legitimo matrimonio natos, et vita aetate, doctri-
» na, atque aliis omnibus qualitatibus praeditos sciant, quae
» juxta Sacros Canones, et Tridentinae hujus Synodi decreta
» requiruntur. »

Nonne hoc decreto infractae, dissipataeque sunt excusationes hominum, carni et sanguini magis quam Deo placere studentium? Omnes doctorum eis indulgentium argutiae? Quas potes personas excipere? Quod jus? Quod officium? cum Concilium tam generaliter dicat: « Omnes vero et singulos,
» qui ad promotionem praeficiendorum, quodcumque jus, qua-
» cumque ratione, a Sede Apostolica habent; aut alioquin
« operam suam praestant. etc. » Oppones, legem positivam esse, quae potuerit aut non acceptari, aut usu contrario dissolvi? At concilium non jus novum condit, sed jus divinum ac naturale declarat; non praecipit, sed praeceptum *monet*, atque ut serves *hortatur*. Num res est parvi momenti? *Nihil ad Dei gloriam, et populorum salutem utilius.*

Dicesne hic, ut faciunt in aliis nonnulli, peccatum grave intelligendum esse de peccato gravi intra latitudinem peccati venialis, non autem de peccato mortali? At concilium verbis expressis hoc tibi effugium praeclusit. Legistine multa decreta Conciliorum generalium, definientia quippiam esse peccatum mortale? *Eos peccare mortaliter* etc.

Fortassis, inquies, Concilium voluit tantum, indignos necessario repellendos, dignos eligendos, aut summum, quando fit concursus, digniores. Auderesne hanc interpretationem adhibere? postquam a Sancta Sede, praeunte Sacrae Congregationis Inquisitionis decreto damnata fuit in hac propositione, quae est ordine quadragesima septima in eo decreto diei secundae martii ann. 1679: « Cum dixit Concilium Triden-
» num, eos alienis peccatis communicantes mortaliter peccare,
» qui nisi quos digniores, et Ecclesiae magis utiles ipsi ju-
» caverint, ad ecclesias promovent, concilium, vel primo vi-
» detur per hoc, digniores, non aliud significare velle, nisi
» dignitatem eligendorum, sumpto comparativo pro positivo,
» vel secundo locutione minus propria ponit digniores, ut
» excludat indignos, non vero dignos, vero tandem loquitur
» tertio, quando fit concursus » Quin etiam supervacanea fuisset haec censura, nisi moderni quidem Theologi interdum res luce meridiana clariores suis interpretationibus obscurarent, et robustiora quaeque argumenta futilibus distinctiunculis enervare conarentur. Etenim quibus verbis mentem suam manifestius declarare potuisset Concilium quam his: *Nisi digniores*, et caeteris jam relatis? quae utriusque mihi propositae quaestionis nodos omnes expedire videntur: « Nisi quos
» digniores, et Ecclesiae magis utiles ipsi judicaverint, non
» quidem precibus, vel humano affectu, aut ambientium sug-
» gestionibus, sed eorum exigentibus meritis praefici diligen-
» ter curaverint; et quos ex legitimo matrimonio natos et vita,
» aetate, doctrina, atque aliis omnibus qualitatibus praeditos
» sciant, quae juxta Sacros Canones et Tridentinae hujus Sy-
» nodi decreta requiruntur. » Excluditur ambitio (*non ambientium suggestionibus*), repudiantur preces, atque etiam affectus humani (*non quidem precibus vel humano affectu*); declaratur gravitas culpae illorum, qui operam non dederint, eamque diligentem, ut digniores praeferantur; (*mortaliter peccare nisi quos digniores judicaverint praefici diligenter curaverint*;) in quibus consistat dignitas, indicatur: « (Ecclesiae magis utiles,
» vita, aetate, doctrina atque aliis omnibus qualitatibus prae-
» ditos, quae juxta Sacros Canones, et Tridentinae hujus Sy-
» nodi decreta requiruntur). »

Causam cur peccent mortaliter indicat concilium his verbis *alienis peccatis communicantes*; et tamen fortasse haec fuit petra scandali, ad quam offenderunt auctores propositionis damnatae, quam paulo ante recitavi. Extimarunt enim, iis verbis indignos tantum excludi ab episcopatu. Qui enim hoc munere digni sunt, puri sunt a peccatis gravibus, quibus communicaturi sint, qui eos eligant. At quis nescit, sub nomine communi *peccati*, contineri non solum peccata commissionis, sed etiam omissionis? Quin etiam, ut quisque episcopus sanctissimus est, ita maxime timet aeternae salutis periculum? non tam propter commissa peccata, quae facilius et cognosci possunt et emendari, quam propter omissa bona, vel neglectam malorum correctionem.

Cum igitur Deus Optimus Maximus Ecclesiae suae summum pontificem dederit qui quos digniores et ecclesiae magis utiles judicat, « non quidem precibus vel humano affectu,
» aut ambientium suggestionibus, sed eorum exigentibus me-

(1) Sess. 24. de reform. cap. 1.

» ritis, » ad dignitates efferre adeo diligenter curet, ut si praestantiores nosset, vel posset accersere, hos sine dubio, aliis postpositis, omnino proveheret: debent ii, quorum opera in inquirendis, examinandis aut promovendis episcopis, utitur, aut quoquo modo ejus rei participes sunt, ratissimae ejus voluntati sese accommodare; praesertimque prae oculis semper habere auream illam S. Bernardi sententiam (1) in hoc delectu maxime servandam: « Alius pro alio, alius forte et » pro se rogat. Pro quo rogaris sit suspectus: qui ipse rogat » pro se jam judicatus est. » Nam ut ex Doctore Angelico diximus « Si aliquis pro se rogat, ut obtineat curam anima- » rum, ex ipsa praesumptione redditur indignus. »

Igitur pro certo habeant, et qui ad dignitates ecclesiasticas accedunt, se fures et latrones esse, nisi per Christum, qui ostium est, nempe illo vocante, intrent; et qui eos admittunt, nisi a Christo vocatos ex virtutibus eis divinitus collatis intelligant, esse non solum imprudentes, sed etiam infideles. Quamobrem Sanctus Gregorius ad haec verba I. Reg. v. 3. » Unges quem monstravero tibi, addit: ut cum ad culmen » Sacerdotii persona quaeritur, cum magna subtilitate requi- » ratur. Quibus nimirum verbis ordinatoribus ecclesiarum in » electione nihil suum relinquitur (quem ait, monstravero » tibi, illum unges). Qui sunt qui ungant, quos non mons- » trat Deus, nisi qui carnali affectu ad ecclesiarum culmen » ordinandos ducunt, qui non merita discernunt, sed perso- » nas accipiunt? Isti quidem Reges ungunt, sed non qui a » Deo monstrantur. Quod suum est faciunt: quod Dei est » tollunt: Dei quidem, personam monstrare est, ordinatoris, » praebere unctionem. »

LE SACREMENT DE BAPTÊME (2).

SECONDE PARTIE.

MATIÈRE ET FORME DU BAPTÊME.

CHAPITRE Ier.

De la matière et de la forme des sacremens en général.

76. Les théologiens se demandent si les sacremens sont essentiellement un rit extérieur et sensible? Dieu ne pouvait-il pas élever des choses purement spirituelles à la dignité des sacremens? Quelques théologiens pensent qu'un acte de foi, ou l'oraison mentale aurait pu être instituée comme signe pratique de la grâce que Dieu aurait conférée toutes les fois que cet acte aurait été rempli. Cette opinion a eu des partisans estimés, tels que Gabriel, Arauxo, Vasquez, Grégoire de Valentia, Gonet et autres. Le sentiment opposé est plus commun; c'est celui de Jean de S. Thomas, de Ruiz, de Granados, de Bellarmin, de Suarez, et autres. La principale raison en est que le sacrement étant essentiellement un signe, doit nécessairement être extérieur et sensible, suivant la définition de S. Augustin, adoptée par S. Thomas et toute l'école: *Signum est, quod praeter speciem, quam ingerit sensibus, facit aliquid aliud in cognitionem venire.* Un sacrement formé de choses spirituelles appartiendrait à un autre ordre, et serait moins en rapport avec la condition présente de l'homme qui prend ses connaissances dans les sens. D'où il suit qu'un sacrement purement spirituel constituerait un genre distinct. Du reste, le premier sentiment ne manque pas de probabilité.

(1) Lib. 4. de consid. cap. 4.
(2) Voir 47e livraison, col. 1079.

77. En fait, tous les sacremens que Dieu a établis dans l'ancienne loi et dans la nouvelle, se composent de choses sensibles. Cette conclusion est de foi en ce qu'elle énonce le fait providentiel. La seule et unique raison en est dans la volonté de Dieu; car les sacrements étant des signes *ad placitum* par institution divine, ils sont ce que Dieu a voulu qu'ils fussent; or il a voulu qu'ils eussent quelque chose de sensible. Les raisons de convenance sont parfaitement indiquées par S. Thomas. Le sacrement est un signe de la grâce invisible, qui n'est connue que par l'intelligence; l'homme parvenant naturellement par les objets sensibles à l'intelligence des choses spirituelles, Dieu s'est conformé à cette disposition naturelle, en prenant les objets sensibles familiers à l'homme pour établir les sacremens qui servent à son instruction et à sa sanctification. Les théologiens citent volontiers le célèbre passage de S. Denys, *de coelesti hierarchia*, livre 1er: « Neque enim par erat infirmitati nostrae lucere divinum radium, nisi sacrorum varietate velaminum, quibus ad superiora ferremur, opertum; et his, quae nobis familiaria sunt, providentia paterna naturae mortalium sese accomodante, vestitum. » Saint Jean Chrysostôme dit fort bien: « Si vous étiez incorporel, Dieu vous eût laissé des dons incorporels; mais comme votre âme est maintenant unie au corps, il vous a donné les choses intelligibles sous des objets sensibles (Hom. 83 in Math.). Dans la 60e homélie au peuple d'Antioche: « Le Christ ne nous a rien laissé qui soit insensible; ce sont des choses sensibles, il est vrai, mais toutes intelligibles; car dans le baptême, c'est par une chose sensible (l'eau) que le don est conféré; mais la chose intelligible qui est opérée, c'est la génération et la rénovation. » Voici une autre raison. Composé de corps et d'âme, l'homme doit servir Dieu dans sa double nature, et c'est ce qu'il fait en se soumettant aux sacremens, signes sensibles produisant pourtant des effets spirituels. L'Eglise visible doit avoir des sacremens visibles, qui distinguent les fidèles et sont une protestation publique de foi et de religion. Les Manichéens et d'autres hérétiques jugeaient indigne de l'homme de s'assujettir à des créatures inertes qui occupent le dernier rang de l'échelle, tandis que Dieu veut être adoré en esprit et vérité. Les pères ont parfaitement répondu que les objets matériels, quoique imparfaits de leur nature, ne le sont plus lorsqu'ils remplissent, par institution divine, l'office de signes, pour conduire l'homme aux biens spirituels. Si l'homme s'y assujettit, il le fait à cause de Dieu, et il obéit à Dieu, instituteur des sacremens. De même qu'il a voulu s'incarner pour conférer à l'homme la divine adoption et la gloire surnaturelle, ainsi il lui a plu de conférer la grâce par les élémens matériels, et de montrer sa puissance en opérant le salut de l'homme par des choses usuelles.

78. Dans la première partie du traité, nous avons expliqué ce qu'étaient les sacremens dans la loi de nature et sous la loi de Moïse. C'est la doctrine de S. Thomas que, dans la loi de nature, Dieu ne détermina pas immédiatement la matière des sacremens, et encore moins leur forme: « Sicut in statu legis naturae homines nulla lege exterius data, sed solo interiori instinctu movebantur ad Deum colendum: sic etiam ex interiori instinctu determinabatur eis, quibus rebus sensibilibus, ad Dei cultum uterentur. » S. Augustin exprime le même sentiment, lib. 19 *contra Faustum*. Nous trouvons pourtant quelques sacremens institués antérieurement à Moïse, par exemple, la circoncision. Il est probable que Dieu institua aussi des sacrifices, tels que le pain et le vin qu'offrit Melchisedech. Ce n'est pas que dans l'état de nature la détermination des sacremens fût laissée au gré des individus, car il semble plus rationnel de penser que la communauté, la société les déterminait, surtout en ce qui concerne le sacrifice, lequel était offert en son nom.

79. Les sacremens de la loi de Moïse eurent leurs matières

et leurs rits prescrits immédiatement par Dieu, sans que nous sachions d'une manière certaine s'il prescrivit en même temps la forme des sacremens, c'est-à-dire les paroles prononcées par le ministre en les administrant. La première partie de l'assertion est de foi; l'Exode et le Lévitique renferment la détermination claire et précise des cérémonies et des sacremens que devait employer le peuple hébreu. Nous savons d'ailleurs que l'ancienne loi fut donnée par le ministère des anges, comme dit S. Paul: *Lex ordinata per angelos in manu mediatoris* (Galat. c. 3). C'est donc par le ministère des anges que Dieu détermina dans l'ancienne loi les rites des sacremens. D'autre part, l'Ecriture, prescrivant les rites et les cérémonies des sacremens, tels que l'agneau pascal, la circoncision, l'ordination des prêtres, et autres, ne mentionne nullement des paroles sacramentelles qu'il fallait prononcer en les conférant. C'est pourquoi les théologiens disent communément que les sacremens de l'ancienne loi n'avaient pas des formules sacramentelles instituées par Dieu comme parties intégrantes. La raison qu'ils en donnent, est, que les sacremens de l'ancienne loi étant imparfaits, leur signification symbolique étant obscure à cause des ombres et des allégories qu'ils renfermaient, il n'était pas nécessaire qu'ils eussent la signification claire et précise que donnent les paroles. S. Thomas dit nettement que les formules appartiennent aux sacremens de la loi nouvelle: « Commune est omnibus sacramentis, quod consistant in rebus sensibilibus gratiam invisibilem significantibus: speciale autem est in sacramentis novae legis, quod rebus verba adduntur. » Alexandre de Alès, Melchior Canus, Bellarmin, et les théologiens anciens et modernes pensent communément comme le docteur angélique. Durandus, qui affectait la singularité lorsqu'il le pouvait, soutient que l'assertion n'est pas vraie généralement; car le sacrifice *pro peccato* (chap. 5 du Lévitique) renfermait des prières sacramentelles: *Et orabit sacerdos pro eis, et pro peccato eorum, et dimittentur ab eis.* Mais d'abord, l'Ecriture ne détermine pas expressément la formule de ces prières; d'ailleurs, rien ne prouve qu'elles fissent partie essentielle du sacrement. Le chapitre précité du Lévitique prescrivit le sacrifice pour les péchés du prêtre, sans mentionner des prières. Quant au rit de la zélotypie qui est aussi objecté par Durandus, c'était un rit qu'on employait pour découvrir l'adultère; ce n'était pas un sacrement. Il est hors de doute que les anciens usassent quelquefois de paroles déprécatives, que l'on employait aussi pour d'autres rites que les sacremens; sans faire partie intégrante des rites, ces paroles se rapportaient au culte divin, et renfermaient des instructions pour les fidèles, de même que nous avons bien des supplications et des formules qui ne sont pas des parties essentielles ni intégrantes de nos sacremens.

80. Les sacremens de la loi nouvelle se composent de rits et de formules vocales déterminées par l'institution divine. Parlons d'abord des rites extérieurs et sensibles. La matière de tous les sacremens est notoirement connue, l'eau du baptême, le pain et le vin de l'Eucharistie, et ainsi des autres. La tradition apostolique nous désigne la matière des sacremens à l'égard desquels l'Ecriture est muette. Nous lisons dans S. Denys, *de ecclesiastica hierarchia*, lib. I: « Primi duces sacerdotalis muneris visibilibus signis coelestia sacramenta tenuerunt, et partim non scriptis institutionibus nobis tradiderunt. » Toutes les raisons de convenance énoncées plus haut dans le but de prouver que les sacremens doivent être des rites extérieurs et sensibles, s'appliquent surtout à la matière, qui constitue principalement cette qualité perceptible à nos sens. Le concile général de Florence, décret d'union des Grecs, enseigne que tous les sacremens requièrent des choses comme matière, des paroles comme forme, et le ministre: « Haec omnia sacramenta tribus perficiuntur, rebus tanquam materia, verbis tanquam forma, et persona ministri conficientis sacramentum. » De là vient aussi la preuve de la seconde partie de l'assertion, savoir, que des paroles sacramentelles font partie intégrante de tous les sacremens de la nouvelle loi. En effet, le baptême a les paroles prescrites par Jésus-Christ, dans S. Mathieu: *Baptizantes eos in nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti.* La formule sacramentelle de l'Eucharistie se trouve dans S. Mathieu, S. Marc, S. Luc et S. Paul: *Hoc est corpus meum, hic est sanguis meus.* A l'égard des sacremens dont l'Ecriture ne mentionne pas la forme, nous avons la tradition perpétuelle de l'Eglise. Aussi le mot de S. Augustin: *Accedit verbum ad elementum, et fit sacramentum*, lequel a été dit du baptême, est-il appliqué par les théologiens à tous les sacremens. Quelle est la raison de cette institution? Les théologiens n'en assignent pas d'autre que la volonté de Dieu, qui a établi les sacremens sous cette forme. Néanmoins ils indiquent quelques raisons de convenance, dont nous allons dire un mot. Tout sacrement est un signe expressif. Les sacremens de la nouvelle loi sont les plus parfaits de tous, et méritaient par conséquent la plus parfaite signification. Or, parmi tous les signes, la parole occupe le premier rang. Tout ayant été créé par le Verbe, il était convenable que toutes choses fussent réparées par des paroles, et non pas seulement par des rites silencieux et muets. En outre, les sacremens constituent des remèdes surnaturels qui doivent être en rapport avec le médecin qui les emploie et avec le malade qu'il veut guérir; le médecin, Jésus-Christ, est composé du Verbe et de l'humanité; le malade, l'homme, se compose de corps et d'âme; or, par les paroles sacramentelles, les sacremens s'adressent au Verbe divin et à l'esprit de l'homme; par les choses, ou les rites, ils sont en relation avec la chair du Christ et avec le corps de l'homme. On peut voir S. Augustin, lib. 19 *contra Faustum*, le Maître des sentences, Alexandre de Alès, S. Thomas et les autres. Quelques théologiens dont parlent S. Bonaventure et Soto sans les nommer, ont estimé que les paroles internes suffisent, sans qu'il soit nécessaire de les proférer extérieurement d'où il s'ensuit qu'un sourd-muet pourrait conférer le baptême. C'est une erreur; car, selon la tradition certaine et perpétuelle de l'Eglise, le baptême exige des paroles vocales, comme dit S. Augustin, lib. 6, *de baptismo contra Donatistas*, c. 25: « Deus adest verbis evangelicis suis: sine quibus baptismus Christi consecrari non potest. » Et le pape Alexandre III déclare nul le baptême où l'on ne profère pas la formule sacramentelle: « Si quis puerum in » aqua ter immergat, non autem proferat illa verba, Ego te » baptizo, sacramentum non perficit » (Cap. I, *de baptismo*, decretal.)

81. On a vu plus haut que certains hérétiques et notamment les Manichéens censuraient le caractère extérieur et sensible des sacremens, comme nous lisons dans S. Irénée, lib. I, cap. 18: « Alii istorum dicunt divina et inenarrabilia mysteria non debere perfici per istas visibiles et objectas creaturas. » Les Cataphrygiens et les Paulianistes supprimèrent ou changèrent les formules sacramentelles. Les protestants les ont condamnées comme rappelant les opérations de magie. Brentius dit, dans son catéchisme, que le Christ n'a pas établi le baptême sur certaines lettres, syllabes, ou distinctions; il n'a pas institué une magie attachée à des formules et à des rites indispensables. Bucer a nié que le Sauveur ait prescrit de proférer les paroles sacramentelles sur le pain pour le consacrer: *Hoc est corpus meum.* Mais il faut observer que le démon imite quelquefois les œuvres de Dieu. De même qu'il a fait établir des sacrifices en son honneur, ainsi il a enseigné les secrets magiques, qui se composent de formules et de rites déterminés et sont une détestable parodie des sacremens. Comme il serait absurde et impie de dire qu'il ne faut pas sacrifier à Dieu parce que les magiciens sacrifient au démon,

ainsi ce serait une erreur de condamner l'usage des formules dans les sacremens parce que les magiciens en usent dans leurs enchantemens. Faudra-t-il ne jamais dire la vérité, vu que le démon la dit quelquefois? Au reste, c'est la détermination formelle du sens qui est essentielle aux sacremens; personne n'attribue une vertu cabalistique aux paroles, aux lettres et au son des mots. Quoique le son matériel varie, le sens est le même dans toutes les langues et pour tous les hommes. Et c'est ce qui fait dire à S. Thomas, que la parole opère dans les sacremens, « non secundum extériorem sonum vocis, sed secundum sensum verborum, qui fide tenetur. »

82. Disons un mot d'une question purement théologique. La matière et la forme sont-elles des parties intrinsèques et essentielles des sacremens de la nouvelle loi? Quelques théologiens l'ont nié, par la raison que le concile de Florence place la matière et la forme au même rang que le ministre, qui, assurément, n'est pas une partie intrinsèque et essentielle du sacrement; car la forme perfectionne la matière, sans être l'essence, ni une partie d'elle. Ainsi pensent Pierre de Ledesma et Pierre de Cabrera. D'autres, comme Scot, Vasquez, Conink, Suarez et autres, tout en reconnaissant que les sacremens se composent essentiellement de choses et de paroles qui en sont la matière et la forme, exceptent l'Eucharistie, où les paroles ne forment pas une partie essentielle, et concourent simplement comme une cause efficiente qui est toujours une chose extrinsèque par rapport à son effet. Néanmoins, le sentiment commun des théologiens enseigne que la matière et la forme sont des parties intrinsèques et essentielles du sacrement. C'est la doctrine de S. Thomas communément suivi par son école, Arauxo, Jean de S. Thomas, Prado, Gonet, et d'autres; hors de l'école thomistique, Vasquez, Grégoire de Valentia, Granados, Lugo etc. Dans le commentaire des sentences (Dist. 1, quaest. 1, art. 3). S. Thomas s'exprime ainsi: « Dicendum quod sacramentum est aliquid unum in genere signi, vel causae, quorum utrum relationem importat. Non est autem inconveniens, ut quae sunt in se distinctae, uniantur in relatione ad aliquid unum, sicut accidit de multis trahentibus navim, qui sunt una causa tractus navis; et sicut pater et mater sunt unum in generatione. Sic etiam verba et res sunt unum in causando et significando; et per consequens efficiunt unum sacramentum. Et quia virtus causandi est in rebus ex verbis significantibus; ideo verba sunt formalia et res materiales per modum, quo omne completivum forma dicitur. » La même doctrine se lit en plusieurs endroits de la Somme. Après le passage précité, le docteur angélique enseigne que les paroles et les choses sacramentelles sont de l'essence du sacrement: « Ad sacramenta concurrunt verba, et res, et facta: sed facta pertinent ad usum, vel dispensationem sacramentorum; verba autem, et res sunt de essentia sacramenti. » L'Eglise ne peut rien sur l'essence des sacremens; si les paroles n'étaient pas de l'essence, elle pourrait les changer, ce que nul théologien n'admet. En outre, l'essence du sacrement est dans l'idée de signe exprimant la grâce que le sacrement produit; les rites, pris séparément des paroles sacramentelles, ne signifient pas assez explicitement la grâce; car ce sont surtout les paroles qui déterminent la signification. C'est le composé tout entier qui constitue essentiellement le signe. Autrement, supposé que les paroles fussent quelque chose d'extrinsèque et que toute l'essence du sacrement fût dans les choses, ou pourrait dire absolument, qu'il n'y a qu'elles qui le composent, par exemple, que l'ablution est le baptême, que le pain est l'Eucharistie, et ainsi des autres.

83. La matière et la forme, parties essentielles du sacrement, forment-elles un seul tout et un composé vrai et réel? Quelques auteurs n'ont vu là qu'un composé impropre et métaphorique, par la raison que l'union réelle requiert le contact des parties, lequel n'existe pas par rapport à la matière et à la forme. D'autres théologiens embrassent le sentiment diamétralement opposé au précédent, par la raison que les expressions des conciles et des théologiens doivent être prises à la lettre; et comme ils disent que les sacremens se composent de choses et de paroles qui en sont comme la matière et la forme, terminologie solennelle dans toute l'école depuis que Guillaume d'Auxerre l'introduisit vers l'année 1215, il s'ensuit que le composé est vrai et propre, physique par conséquent; car tous les composés de matière et de forme sont physiques; d'ailleurs la matière et la forme ne seraient pas des parties essentielles et intrinsèques si le composé n'était pas physique. Nugnus soutient ce sentiment *ex professo*; Jean de S. Thomas penche en sa faveur. Un troisième sentiment, soutenu par Soto et plusieurs autres, est que le composé est réel, mais moral, non physique. L'union hypostatique est *physique*, sans être pourtant matérielle et naturelle: de même, la présence réelle de Jésus-Christ dans les espèces eucharistiques est appelée *physique* par les pères et les théologiens. Le discours se compose réellement de syllabes successives, ce qui montre que la coexistence des parties n'est pas essentiellement requise pour tout composé. Ainsi dans les sacremens, la matière et la forme ne doivent pas coexister physiquement pour pouvoir former un tout réel; par exemple, dans le baptême, l'ablution et la formule composent vraiment et réellement un seul sacrement, quoiqu'elles ne coexistent pas physiquement. Comme les parties ne sont pas du même ordre, il est impossible que le composé soit autre autre chose que moral. Il est pourtant réel, parce qu'on ne concevrait pas un composé dont les parties ne seraient pas réellement unies.

84. Les sacremens de la nouvelle loi ont des paroles déterminées par l'institution divine, sinon quant aux expressions matérielles, du moins pour le sens. Les mots qui expriment le même sens sont formellement les mêmes, quoique proférés en diverses langues. C'est de la détermination formelle qu'il s'agit ici. Etant de foi que Jésus-Christ a institué tous les sacremens évangéliques, il a donc établi aussi les choses qui les composent essentiellement, et par conséquent les paroles qu'il faut prononcer pour les produire. D'après le concile de Trente, l'Eglise ne peut changer la substance des sacremens; Jésus-Christ l'a donc déterminée; or, la forme est de l'essence. Les Evangiles rapportent les paroles relatives au baptême, ainsi que celles de la consécration, et nous savons par la tradition que Jésus-Christ a déterminé par là la forme de ces deux sacremens. Tertullien: *Lex tingendi imposita est, et forma praescripta* (Lib. 1, de baptismo). Saint Cyprien, epist. 73: *Verborum solemnitas et sacri invocatio nominis visibile celebrant sacramentum. Remissio peccatorum ex eo baptismate non provenit, qui non sit datus in certa Trinitatis invocatione.* Saint Basile, traité *de Spiritu Sancto*, c. 12: *A vita et gratia excedit, qui aliquid addit vel detrahit praescriptae formae baptismatis.* Le concile de Nicée rejeta le baptême des Cataphrygiens et des Paulianistes parce que ces hérétiques altérèrent la forme; S. Augustin fait observer qu'on trouve plus facilement des hérétiques qui ont supprimé entièrement le baptême, que d'autres qui aient altéré la forme (Lib. 6 de baptismo, c. 25).

85. L'Evangile ne donne clairement la forme que pour le baptême et l'Eucharistie. On peut néanmoins ranger dans la même classe le sacrement de pénitence institué par Jésus-Christ *per modum judicii*, lequel implique nécessairement l'absolution ou la condamnation. La seconde classe comprend les sacremens dont les formes ont été promulguées par les apôtres: ce sont la confirmation, l'ordre et l'extrême-onction. Jésus-Christ a institué tous ces sacremens, et, par conséquent il en a aussi déterminé les formes, que nous a transmise la tradition universelle et perpétuelle de l'Eglise; mais il n'a pas cru devoir

les faire écrire dans les évangiles, comme le sont les sacremens du premier ordre. Le sacrement de mariage constitue une classe à part, qui est la troisième; ayant élevé à la dignité de sacrement le contrat naturel que produit le consentement des époux, Jésus-Christ n'a pas prescrit d'autre forme que celle qui exprime suffisamment ce consentement. Comme le baptême, la pénitence et l'Eucharistie sont extrêmement nécessaires à la communauté et aux individus, il a fallu les mentionner expressément dans l'Evangile avec leurs formes. Les sacremens du second ordre n'étant pas autant nécessaires, il a suffi que les apôtres en reçussent l'institution de la bouche de Jésus-Christ, pour la transmettre à l'Eglise par tradition. Le mariage est encore moins nécessaire au salut; il a donc suffi que Jésus-Christ l'ait approuvé dans l'Evangile et qu'il l'ait élevé à la dignité de sacremens, en laissant aux contractans le choix des paroles et des signes propres à exprimer leur consentement, comme dans les autres contrats.

86. Les paroles sacramentelles produisent ce qu'elles signifient; elles ne sont pas simplement concionatoires et instructives pour les fidèles. S'il fallait n'y voir qu'une instruction destinée à exciter la foi, aucune détermination ne serait requise, car un sermon comporte diverses paroles et divers sens s'appliquant à divers sujets. S. Pierre enseigna l'Evangile à Corneille, sans le baptiser lui-même. S. Paul distingue clairement la parole instructive de la sacramentelle: *Non enim me misit Christus baptizare, sed evangelizare* (I. Cor. I). Une femme peut baptiser, et ne peut prêcher. Si les paroles sacramentelles ne servaient qu'à exciter la foi ou la piété, les sacremens seraient nuls ou ne pourraient pas être administrés dans une foule de cas; par exemple, les enfans, les sourds-muets, ceux qui ne comprennent ou n'entendent pas les paroles; une autre déduction de ce faux principe, c'est que le baptême donné aux hérétiques ou par eux serait nul. Les pères s'accordent à dire que les paroles sacramentelles sont consécratoires et se rapportent à la consécration de la matière. S. Basile: *Magnum baptismatis mysterium invocatione Trinitatis perficitur* (Lib. *de Spiritu Sancto*, c. 15). Saint Cyrille: *Aquam simplicem per sancti Spiritus, Christi et Patris invocationem sanctitatem consequi.* (Catech. 3). Saint Augustin: *Nomen Domini super aquas invocari, et verbis evangelicis baptismum consecrari.* (Lib. 3 de baptismo, c. 10). Saint Augustin a réfuté par anticipation une grande absurdité avancée par Luther; ce dernier a dit que les enfans que l'on baptise ressentent certains mouvemens intérieurs par lesquels ils entendent l'instruction et y ajoutent foi. « Ces enfants ont l'usage de la raison, ou ils ne l'ont pas. S'ils ne l'ont pas, ils n'entendent rien. S'ils l'ont, ils commettent un grand sacrilége, car leurs vagissemens et leur résistance outragent le sacrement; loin d'être purifiés, ils deviennent plus souillés. (S. Augustin, epist. 57). Les Luthériens et les Calvinistes font usage de la formule sacramentelle du baptême, en la regardant comme une partie de l'instruction, sans croire qu'elle soit efficace et consécratoire par elle-même. En ce qui concerne l'Eucharistie, les Calvinistes, supprimant la forme, l'ont remplacée par un sermon.

87. Quel est le pouvoir de l'Eglise sur la matière et la forme des sacremens? Antérieurement au concile de Trente, plusieurs théologiens ont pensé que tous les sacremens n'ont pas été institués immédiatement par Jésus-Christ; d'où il suit que l'Eglise, en ayant établi plusieurs, a le pouvoir de les abolir et de les remplacer par d'autres. Ainsi, le Maître des sentences, Guillaume d'Auxerre, Alexandre de Alès, S. Bonaventure et d'autres. Ces auteurs ont cru que le baptême des Grecs n'est pas valide chez les Latins, ni celui des Latins valide chez les Grecs; ce qui suppose que les formes diffèrent essentiellement, et que tout au moins l'une d'elles est d'institution ecclésiastique. Examinons la marche suivie au concile de Florence, où la question fut discutée avec une grande chaleur. Il semble que si l'Eglise avait le pouvoir de changer essentiellement la forme des sacremens on aurait pu concilier facilement les Grecs et les Latins. Il suffisait d'approuver les deux formules quoique diverses, celle des Latins: *Ego te baptizo*, et celle des Grecs: *Baptizetur*, ou *baptizatur servus Christi*, en en prescrivant l'emploi dans chaque rit respectif. Or, l'Eglise s'abstint de s'arroger un tel pouvoir, et procéda autrement. D'une part, elle supposa de n'avoir pas le pouvoir de changer les formes des sacremens; d'autre part, elle montra que les deux formules ne diffèrent pas essentiellement, *formaliter*, quant au sens. Et c'est ainsi que le pape Eugène IV mit fin à la controverse: « Quoniam cum principalis causa, ex qua baptismus virtutem habet, sit sancta » Trinitas; instrumentalis autem sit minister, qui tradit exterius sacramentum: si exprimitur actus, qui per ipsum exercetur ministrum, cum sanctae Trinitatis invocatione, perficitur » sacramentum. » La formule des Grecs semble avoir pour but d'empêcher l'erreur de ceux qui attribuaient la vertu du baptême au ministre, suivant le mot de S. Paul: *Ego sum Pauli, ego Cephae.* Le concile de Trente définit comme article de foi, que tous les sacremens ont été institués par Jésus-Christ. En outre, il reconnaît (sess. 21, c. 2), que l'Eglise ne peut rien sur la substance des sacremens: *Salva eorum substantia.* La matière et la forme sont de l'essence des sacremens; si l'Eglise avait le pouvoir d'altérer les matières et les formes, elle pourrait donc instituer des sacremens. Comment expliquer que l'Eglise primitive ait conféré le baptême *in nomine Christi*, sans invoquer expressément les trois personnes de la Trinité, comme c'est essentiel aujourd'hui pour la validité du baptême? Saint Thomas estime que les apôtres agirent de la sorte par suite d'une révélation spéciale, afin d'honorer le nom du Christ, si odieux aux Juifs et aux Gentils: « Dicendum quod ex speciali Dei revelatione apostoli in primitiva Ecclesia in nomine Christi baptizabant: ut nomen Christi, quod erat odiosum » Judaeis et Gentilibus honorabile redderetur per hoc, quod ad » ejus invocationem Spiritus Sanctus dabatur in baptismo. » (3. p. quaest. 66. art. 6). Ce fut donc une dispense spéciale que Dieu concéda au dessus de la loi, d'après laquelle la forme du baptême, comme Jésus-Christ l'a établie, requiert l'invocation explicite de la Trinité. Cette dispense ayant cessé, le baptême n'a pu être administré que par la forme ordinaire. Ainsi, l'Eglise n'a jamais changé la forme du baptême. Ces diverses raisons concourent à établir que l'Eglise n'a pas le pouvoir de changer essentiellement les matières et les formes des sacremens; et c'est le sentiment très commun des théologiens modernes.

88. Nous avons dit plus haut que la matière et la forme sont des parties essentielles des sacrements. Les théologiens se demandent si l'intention du ministre est aussi une partie intrinsèque de leur composition? S. Thomas le nie, avec toute son école; presque tous les théologiens qui suivent une autre bannière souscrivent à cette doctrine, sauf le cardinal de Lugo, qui embrasse le sentiment opposé. Il est bien entendu que l'intention de faire ce que fait l'Eglise est nécessaire pour la validité des sacremens. Mais il s'agit de savoir si cette intention entre intrinsèquement dans la composition des sacremens. C'est ce que nient la plupart des théologiens. Bien des choses sans lesquelles les sacremens ne sont pas valides n'appartiennent pourtant pas intrinsèquement à leur composition. Ainsi, pour recevoir validement le baptême, il est essentiel que l'on n'ait pas été baptisé, et pourtant il serait absurde de soutenir que le défaut de baptême fait partie intrinsèque de ce sacrement. Pour recevoir la confirmation, il faut avoir été baptisé; qui voudra soutenir que le baptême fait partie intrinsèque de la confirmation? Si l'on voulait por-

ter le raisonnement jusqu'aux dernières limites, il faudrait en venir jusqu'à soutenir que la personne du ministre et sa juridiction, ainsi que la personne du sujet, son corps, son âme, sa vie, son intelligence et sa volonté sont des parties intrinsèques, tandis qu'il faut y voir de pures conditions qui sont essentielles, il est vrai, sans entrer pourtant dans la composition du sacrement comme parties intrinsèques. Quoique la présence du curé soit nécessaire pour la composition du mariage, personne ne dira que le curé soit partie intrinsèque de ce sacrement. Ainsi, d'après le sentiment le plus autorisé, l'intention du ministre n'est nullement partie intrinsèque du sacrement, comme le sont la matière et la forme. Les scolastiques enseignent que la cause efficiente, quoique essentiellement requise pour produire son effet, n'appartient pourtant pas à la nature intrinsèque de cet effet, parce qu'elle est quelque chose d'extérieur et de distinct de la matière et de la forme, qui constituent les causes intrinsèques.

CHAPITRE II.

Matière du baptême.

89. C'est un dogme de foi, découlant à la fois de l'Ecriture et de la tradition, que l'eau naturelle est la matière du sacrement de baptême. Le Sauveur prescrit clairement l'emploi de l'eau: *Nisi quis renatus fuerit ex aqua etc.* (Joan. c. 3). Les Apôtres se servirent toujours de l'eau naturelle pour conférer le baptême, comme on voit dans les Actes, surtout au chap. 7, où est rapporté le baptême de l'eunuque de Candace. Enfin, c'est la tradition de tous les pères et de tous les siècles, que le baptême ne peut être conféré que par l'eau. Ce sacrement étant nécessaire à tous les hommes pour le salut éternel, Dieu a voulu prescrire une matière qui ne pût jamais manquer. L'eau symbolise merveilleusement l'effet du baptême, lequel purifie l'âme des souillures du péché, et la rafraichit, en amortissant le feu de la concupiscence. Tertullien signale les raisons qui ont fait choisir l'eau pour le baptême (Lib. de baptismo); il dénonce des hérétiques qui en contestaient la nécessité. Les Séleuciens et les Hermiens croyaient que le feu est la matière du baptême, suivant ce que dit S. Jean-Baptiste, en parlant du Sauveur: *Ipse vos baptizabit in Spiritu Sancto, et igne;* au lieu que toute la tradition entend ce passage des langues de feu que reçurent les apôtres le jour de la Pentecôte, ou bien elle y voit une métaphore désignant l'Esprit Saint, qui consume le péché, éclaire l'esprit et enflamme le cœur. Les Manichéens, qui regardaient l'eau comme un mauvais principe, soutenaient que le baptême conféré avec cet élément était nul, et même coupable.

90. L'histoire ecclésiastique renferme un grand nombre de faits extraordinaires et miraculeux concernant le baptême. On lit dans les Actes de S. Pierre d'Alexandrie, que l'eau du baptistère se trouva gelée instantanément, lorsque le saint patriarche se disposait à baptiser des enfans que leur mère avait baptisés avec l'eau de mer pendant un naufrage. Les actes en question sont cités par Christianus Lupus, dans les scholies sur les conciles, *Dissertatio proemialis*, tome 1er, p. 136: « Hic est Petrus, cui Antiochena illa mulier filios » suos adduxit, ut eos baptizaret, concrevitque aqua baptisma» lis, ut minime illos patriarcha baptizare potuerit. Qua de » re diligenter disquisivit a matre ipsorum causam. Quae ait » illi: Mare concitatum est tempestatibus et jamjam naufragii » periculum nobis aderat. Eductis tunc uberibus consignavi » eos sanguine, et aqua maris baptizavi. Ait illi patriarcha: » Bene baptizati sunt fide tua. » Socrate parle d'un juif qui, après s'être fait baptiser plusieurs fois, essaya la même supercherie auprès de l'évêque Novatien de Constantinople; au moment où cet évêque se disposait à conférer le sacrement, l'eau se dessécha; on remplit de nouveau le baptistère, et de nouveau l'eau s'évapora en un instant. Ce miracle attira un grand concours de personnes, et il y en eut qui reconnurent le juif, comme ayant été baptisé précédemment par un autre évêque de Constantinople. Voici le passage de Socrate: « Judaeus quidam veterator, christianam fidem simulans » saepius baptizatus fuit. Per quam fallaciam multas corrasit » pecunias. Postquam autem multos ex variis sectis homines, » Arianorum enim ac Macedoniorum baptismum receperat, dolo » ludificatus, non habebat amplius, quibus imponeret. Tandem » ad Paulum Novatianorum episcopum venit. Cumque vestem » splendidam pro illo emisset, et baptisterii alveum aqua im» pleri jussisset Judaeum eo deduxit, ut illi baptismum impar» tiret. Verum aqua universa, divina quadam virtute, est subito » exhausta. Ac cum neque episcopus, neque alii aderant accu» rate considerarent, qua ratione id accidisset; sed aquam » per foramen, quod in imo alveo fluit, per quod etiam alias » aquam solebant educere, effluxisse existimarent, baptisterii » alveum de integro, undique foraminibus in eo firme obtu» ratis, diligenter implent. Ac cum Judaeus esset secundo ad » baptisterii alveum deductus, aqua rursum penitus evanuit. » Itaque tum Paulus, inquit: o homo, aut veteratoris partes » agis, aut baptismum ignorans recepisti. Quare ubi ob mi» raculum a multis eo concursum erat, forte quidam Judaeum » de facie novit, eumque ab Attico Constantinopolitanae ec» clesiae orthodoxo episcopo, baptizatum viderat. Hoc mira» culum per Paulum Novatianorum episcopum fuit editum. » Ce ne sont pas les mérites de l'évêque Novatien qui opérèrent ce miracle; mais Dieu voulut confirmer la foi au sacrement du baptême, en manifestant l'impiété du juif anabaptiste. Voici un autre miracle du même genre. On sait que les Ariens rejetèrent l'ancienne formule: *Gloria Patri et Filio et Spiritui Sancto*, et la remplacèrent par celle-ci: *Gloria Patri per Filium in Spiritu Sancto.* Ils altérèrent aussi la forme évangélique du baptême, et ils eurent l'audace de conférer le sacrement en prononçant les paroles suivantes: *Baptizatur N. in nomine Patris per Filium in Spiritu Sancto.* Le lecteur Théodore raconte que l'évêque arien de Constantinople étant occupé à baptiser un certain Barbas, employa la formule ainsi altérée; or, l'eau s'évapora instantanément, et Barbas prenant la fuite, publia ce miracle. « Deuterius Arianorum Constantinopoli episcopus, cum Barbam quemdam baptizaret, reprobata et corrupta dominica traditione, ausus est inter baptizandum dicere: baptizatur Barbas in nomine Patris per filium in Spiritu » Sancto. Quo dicto, aqua in Colymbethra evanuit. Barbas » vero arrepta fuga exivit: et miraculum hoc cunctis signi» ficavit. »

91. Il existait en divers lieux des baptistères qui s'emplissaient d'eau surnaturellement la veille de Pâques, et qui servaient à signaler les erreurs où l'on tombait quelquefois en assignant l'époque de cette solennité. Nous avons sur ce point des témoignages irrécusables, tels que S. Paschasinus légat de S. Léon au concile de Chalcédoine, Grégoire de Tours, S. Sophronius patriarche de Constantinople, et plusieurs autres. S. Paschasinus, dans sa lettre à S. Léon, raconte un fait extraordinaire qui eut lieu sous le pontificat de S. Zosime, et la onzième année de l'empereur Honorius. Dans une petite et pauvre église située au milieu des montagnes et sur un domaine appelé Mettinas, on voyait, chaque année la nuit de Pâques, le baptistère se remplir d'eau, sans aucun canal et aucune source qui pût expliquer naturellement ce phénomène. Or, l'année susdite, on célébrait Pâques le 25 mars, au lieu du 20 avril; tout était préparé pour le baptême, mais l'eau ne vint pas, et les néophytes durent se retirer; le samedi qui précéda le 20 avril, la fontaine se remplit, à l'heure voulue, et ce miracle rendit manifeste l'erreur des Occidentaux. La lettre de S. Paschasinus est tellement précieuse, que S. Isidore de

Séville a placé l'auteur dans son catalogue des hommes illustres. Voici le témoignage de l'illustre légat de S. Léon: « Tunc cum declinaretur, ne decimo calendas maii dies Paschae teneretur, celebratum octavo die calendas aprilis, id » est pro Embolismo communi est annus tentus, et error gravissimus est ortus, in tantum ut ministerio certo, quod dono » S. Spiritus ministratur, haec veritas probaretur. Quod propterea credidi exponendum, quia locus ipse etiam sancto atque » a me venerando Fratri meo Libanio diacono notissimus est, » cujus mysterii miraculum tale est. Quaedam vilissima possessio Mettinas appellatur, in montibus arduis ac sylvis densissimis constituta, illicque perparva atque vili opere constructa est Ecclesia. In cujus baptisterio nocte sacrosancta » Paschali, baptizandi hora, cum nullus canalis, nulla sit » fistula nec aqua omnino vicina, fons ex se repletur, paucisque » qui fuerint consecratis, cum deductorium nullum habeat, ut » aqua venerat, ex sese descendit. Tunc ergo cum sanctae » memoriae Domino quondam meo ac Beatissimo Papa Zozymo, » cum apud Occidentales error ortus fuisset, consuetis lectionibus nocte sacra discussis, cum presbyter secundum morem » baptizandi horam requireret, usque ad lucem aqua non veniente, non consecrati, qui baptizandi fuerant, recesserunt. » Ut ergo breviter narrem, illla nocte quae luscebat in diem » Dominicam, decimo die calendas maii fons sacer hora competente repletus est. Evidenti ergo miraculo claruit Occidentalium partium fuisse errorem. » Le même miracle eut lieu en Espagne, une année où l'on célébrait Pâques le 12 des calendes d'avril, au lieu que dans les Gaules on la fit le 14 des calendes de mai; Dieu se prononça contre les Espagnols; car leurs baptistères miraculeux demeurèrent secs le samedi saint, et s'emplirent la veille du jour où l'on célébrait Pâques dans les Gaules. Nous avons sur ce point le témoignage formel de Grégoire de Tours, et la Chronique de Reims, à l'année 577: « Hispani et » Franci de Pascha celebrando dissentiunt. Hispanis duodecimo » calendas aprilis, Francis vero quartodecimo calendas maii » Pascha celebrantibus. Sed Francos recte celebrasse, per hoc » divinitus claruit, quod fontes in Hispania, qui in sabatho » sancto Paschae ad baptizandum divinitus sponte repleri solent, non in Hispanorum, sed in Francorum Pascha repleti » sunt. » Grégoire de Tours atteste aussi ce fait surprenant. « Cette année-là, dit-il, il y eut doute sur l'époque de Pâques. Dans les Gaules, nous la célébrâmes le 14e des calendes de mai, et plusieurs cités firent de même; d'autres imitant l'exemple des Espagnols, la firent le 12e des calendes d'avril. Mais on assure que les fonts qui en Espagne s'emplissent par disposition divine, le furent à notre Pâques » « Eo anno dubietas » Paschae fuit. In Galliis vero nos, cum multis civitatibus, » quartodecimo calendas majas sanctum Pascha celebravimus. » Alii vero cum Hispanis duodecimo calendas aprilis solemnitatem hanc tenuerunt. Tamen ut ferunt, fontes illi, qui in » Hispania nutu Dei complentur, in nostro Pascha repleti sunt. » Grégoire de Tours parle de nouveau du fait, dans un autre passage de son histoire, et dit la source de l'erreur où l'on était par rapport à Pâques, en confirmant absolument le fait miraculeux qui s'opéra dans les baptistères espagnols : « In » cujus ecclesia fontes divinitus replentur (in castro Asser): » Dubietas Paschae fuit ob hoc, quod in cyclo Victor luna » decima quinta scripsit Pascha fieri. Sed ne christiani ut » Judaei sub hac luna haec solemnia celebrarent, addit, Latini autem luna vigesima secunda. Ob hoc multi in Galliis » quinta decima luna celebrarunt. Nos autem vigesima secunda. Inquisivimus tamen studiose: Sed fontes Hispaniae, » qui divinitus implentur, in nostrum Pascha repleti sunt. » Saint Marcellin, premier évêque d'Embrun, fit surgir une fontaine miraculeuse qui s'emplissait d'eau le samedi saint et demeurait ainsi pendant l'octave, comme l'atteste le martyrologe d'Adon, en ces termes: « Sanctus Marcellinus divino jussu » cum sanctis sociis Vincentio et Domnino ex Africa veniens, » maximam partem Alpium maritimarum, verbo, et signis » admirandis, quibus usque hodie refulget, ad fidem Christi » convertit; ita ut baptisterium, quod ipse apud praefatam » urbem condidit in sacrosanctis Paschalis festi vigiliis, divina virtute singulis annis, aquis subitis inundetur, et per » septem ejusdem solemnitatis dies, gratia exuberante permaneat. » Les églises d'Orient furent témoins d'un semblable prodige. Saint Sophronius, patriarche de Jérusalem, parle (*Pratum spirituale*) d'un baptistère qui existait dans une ville de Lycie, et qui s'emplissait surnaturellement, depuis Pâques jusqu'après la Pentecôte. « Si quelqu'un doute, dit le saint patriarche, qu'il aille voir, la Lycie n'est pas fort loin. » Il mentionne un autre baptistère de cette province, lequel suait de l'eau pendant trois heures, à l'Epiphanie; après l'administration du baptême, l'eau commençait à diminuer, et disparaissait peu à peu: « Soruba vicus quidem est ad radices » montis, in quo sita est Caenensium civitas. In eo baptisterium est, quod in sanctis Epiphaniis sudat. Qui sudor per » tres horas continuis incrementis augetur, et post baptisma » peractum decrescere incipit. Et tribus aliis horis sensim » deficit. Est et in castello Celebratis, quod sub monte Aenoandron civitatis situm est, baptisterium, quod in Paschali » sanctae Resurrectionis festivitate cum sit lapis unus, ex se » ipso continuo impletur. Duratque aqua illa usque ad Pentecosten, moxque transacta Pentecoste evanescit. Utraque » vero ista miracula in provincia Lyciae fiunt. Si quis autem » haec ita esse non credit, usque ad Lyciam, non est grande » iter, pergat, ut rei veritas fidem illi faciat. »

92. L'eau baptismale a souvent opéré des guérisons miraculeuses. S. Paul en est premier et le plus illustre exemple; car nous lisons dans les Actes, que le baptême le guérit de la cécité dont il avait été frappé au moment de sa conversion. Le martyrologe d'Adon parle d'un miracle semblable qu'opéra le pape S. Calixte à l'égard d'un soldat nommé Privatus, qui, couvert d'ulcères et souffrant terriblement, fut guéri instantanément par le baptême. « Erat miles quidam, nomine » Privatus, ulceribus plenus, qui doloribus continuis cruciabatur. Hic misit se ad pedes sancti Callixti Pontificis, rogans » ut sanaret eum ab ulceribus, et doloribus suis. Quem mox » sanctus Pontifex ab ulcerum dolore ac foeditate, simul et » ab infidelitate in nomine SSmae Trinitatis baptizatum curavit. » Adon rapporte aussi le miracle opéré par S. Sabinus, évêque de Spolète; car, lorsqu'il était en prison, la pieuse veuve Serena lui amena son neveu Priscianus, qui était aveugle. Le saint martyr lui rendit la vue. Venustianus, préfet, l'ayant appris, demanda le baptême et fut guéri instantanément d'une très grande douleur qu'il souffrait aux yeux. « Serena christianissima vidua curam habens S. Sabini episcopi, adduxit ad » eum in carcerem nepotem suum Priscianum, qui erat caecus: » Tunc sanctus Sabinus truncos suos super oculos ipsius posuit et in fide Christi oratione facta, eum illuminavit. Quod » cum nuntiatum esset Venustiano praesidi, indoluerant enim » ei oculi, et prae dolore neque cibum, neque somnum capere poterat, misit uxorem suam et duos filios, ut adducerent beatum Sabinum ad domum ejus; de carcere adducto » itaque prostravit se ad ejus pedes Venustianus cum fletu, » uxorque ejus et filii, agentes poenitentiam, et rogantes se » baptizari. Mox baptizatus, ut de pelvi levatus est, nullum « dolorem oculorum sensit. » C'est pourquoi les Turcs de l'Orient ont souvent présenté leurs enfans pour les faire baptiser, dans la persuasion que ces enfans seraient tourmentés par le démon et sentiraient mauvais comme les chiens, s'ils ne recevaient pas le baptême des chrétiens. Ce fait vraiment singulier est attesté par Balsamon, scholie du 84e canon du concile *in Trullo*: « Tempore autem SSmi Agareni Domini Lucae, synodice adfuerunt Agareni. Et cum ab eis postularetur

» ut baptizarentur, dixerant, quod in suis regionibus antea » baptizari fuerant. Et interrogati, responderunt esse consuetu- » dinem, ut omnes Agarenorum infantes orthodoxis sacerdo- » tibus baptizarentur, non tamen admissi fuerunt. Audierant » enim, quod baptismus quem infideles a christianis petunt, » non bona affectione et orthodoxo proposito petatur, sed » propter corporalem medicinam. Persuasum est enim Aga- » renis fore ut sui liberi a daemone vexentur et tamquam canes » male oleant nisi baptismum christianum assequantur. Quam » ob rem non ut omnium animae sordium mundatorem, di- » vinaeque lucis ac sanctificationis praebitorem baptismum » postulant, sed tamquam veneficium et incantationem. » Sous le pontificat d'Eugène III, les Arméniens envoyèrent une députation à Rome, pour consulter, entre autres choses, au sujet des enfans que les infidèles présentaient au baptême, uniquement pour faire disparaître la mauvaise odeur qu'ils exhalaient naturellement. Ce que nous disons est attesté par Othon de Frisingue, en ces termes: « Retulit etenim prae- » fatus episcopus, quod in Armeniae confinio quaedam partes » essent quae foetus suos foetentes generarent, eosque statim » ad aquas Armeniorum lavandos transmittant. Quos cum illi » baptismatis unda tingentes, innatam eis foetorem propelle- » rent, mox tamen remissi ad paganismi ritum et spurcitias » redibant. Quod utrum faciendum esset, item romanam ec- » clesiam consuluerunt. » Othon ne dit pas si le Saint-Siége répondit. Assurément, Eugène III ne tomba pas dans l'erreur de Luc, patriarche de Constantinople, lequel décida que le baptême était nul par défaut d'intention du côté des parens infidèles, comme on lit dans Constantin Harmenopulus, en ces termes: « Agarenorum liberi, qui ab orthodoxis sacer- » dotibus baptizantur, non pia intentione illorum, qui ad » baptismum eos adducunt, sed quasi veneficio vel incanta- » tione utentium, si re ipsa ad fidem accesserint, rebapti- » zantur. Hoc enim ita in synodo pronuntiatum est. » Sans doute, les parens qui offrent l'enfant, regardent le baptême comme un enchantement et un sort, et n'ont en vue qu'un remède temporel, au lieu de penser au salut éternel. L'Eglise n'a jamais dit que l'intention du côté de ceux qui offrent l'enfant fût nécessaire pour la validité du baptême; S. Augustin enseigne positivement le contraire, dans sa lettre à l'évêque Boniface. Un fait intéressant, qui se rapporte à la fin du XIIIe siècle, est relaté par Thomas Walsingam, au sujet du frère du roi des Tartares qui expulsa les Sarrasins de Jérusalem; l'annaliste en parle à deux endroits de sa chronique, nous choisissons le passage le plus détaillé: « Frater magni » regis Tartarorum Cassiam, cum esset paganus, adamavit filiam » regis Armeniae christianam, quam a patre sibi petiit in conju- » gem dari. Rex autem Armeniae noluit acquiescere, nisi fieret » christianus. At ille praevalens viribus et potentia ei intulit » minas belli. Tandem rex accepto consilio, quod meliores » sint nuptiae quam pugnae, annuit postulatis. Deinde susci- » tata prole masculini sexus inter eos, inventus est pilosus » et hispidus, velut ursus. Quo patri oblato, dixit non esse » suum, et statim jussit igne cremari. Mater vero contradi- » cens, petiit sibi dari infantem. Quo accepto, jussit eum » baptizari. Et statim post trinam immersionem in sacro fonte » cecidit omnis pilositas de infante et apparuit lenis et pul- » cherrimus puerorum. Hoc viso, credidit pater et domus ejus » tota. » S. Antonin raconte le même fait, en l'attribuant au roi des Tartares lui-même, au lieu de son frère. Encore aujourd'hui, la plupart des Turcs feraient baptiser volontiers leurs enfans pour les préserver des maladies, si les missionnaires le permettaient.

93. Quoique l'eau naturelle suffise pour la validité du baptême lorsqu'il y a urgence de le conférer, l'Eglise a eu dès le principe, l'usage de bénir solennellement cette eau et de la conserver dans les baptistères. Le saint chrême désigne l'onction de l'Esprit divin. S. Cyprien, S. Ambroise, S. Augustin et autres pères latins attestent la bénédiction solennelle de l'eau baptismale; les écrivains grecs en parlent aussi, en sorte que l'on ne peut révoquer en doute la haute antiquité de ce rite. Tertullien atteste que Pâques et la Pentecôte étaient les deux fêtes où l'Eglise administrait solennellement le baptême. Les Grecs eurent l'usage de conférer solennellement le baptême à l'Epiphanie, et ils faisaient une double bénédiction de l'eau; la veille de l'Epiphanie, ils bénissaient l'eau que les fidèles portaient et conservaient dans leurs maisons, et dont on se servait aussi pour la bénédiction des champs; le lendemain à la messe, on bénissait l'eau pour baptiser les catéchumènes.

94. Dans les missions qui ne possèdent pas les baptistères et où l'on ne peut conserver commodément l'eau bénie par l'infusion des saintes huiles, le Saint-Siége s'est vu contraint de tolérer plus d'une fois l'usage de l'eau naturelle. Il existe plusieurs décrets de la S. Congrégation du Saint-Office et de la Propagande sur ce point. Ainsi, un décret en date du 16 décembre 1758, concernant la Bulgarie, permet d'employer l'eau naturelle, là où manquent les fonts baptismaux. En 1770, les missionnaires de l'Afrique consultent le Saint-Siége pour savoir si parmi les populations qui se montrent hostiles à la propagation de l'Evangile, on ne pourrait pas baptiser les enfans moribonds en frottant le front avec une éponge imbibée d'eau, et se servir d'une eau mêlée de parfums odoriférans, qui en changent la couleur sans en altérer la substance; en réponse à cette consultation, le pape Clément XIV, statuant en congrégation générale du Saint-Office, donna l'ordre de transmettre aux missionnaires une instruction, qui rappelle l'obligation de se conformer au Rituel romain, autant que possible; dans les cas de nécessité extrême comme ceux dont il s'agit ici, les missionnaires peuvent et doivent faire usage d'une matière douteuse, mais le baptême serait nul si on prétendait l'administrer sous forme de breuvage, comme aussi il n'est pas permis de conférer le sacrement avec l'eau dont la substance serait altérée par le mélange d'essences odoriférantes; bien entendu que les enfans baptisés de la sorte devront être rebaptisés sous condition s'ils ne meurent pas. Voici cette précieuse Instruction de Clément XIV: « Die 8 no- » vembris 1770. Ad dubia proposita a missionariis Loanghi » in Africa. Dubium primum; an apud populos, qui adver- » santur evangelii propagationi, liceat baptizare infantes mo- » ribundos fricando frontem eorum in parte tantum ante- » riore vel aliam corporis partem notabilem cum spongia aqua » imbuta, absque eo quod aqua infundatur, ne scilicet id » advertant parentes baptismo adversantes qui missionarium » attente observant? Dubium quartum. An liceat (in similibus » circumstantiis) uti aqua in qua mixti fuerunt succus vel aliae » res odoriferae, vel colorem aquae mutantes, absque altera- » tione ejus substantiae, eam infundendo super caput, vel » aliam partem, quasi id refrigerandum vel ad lavandum oculos » vel ad mundandas plagas, vel dando eam per modum potus » vel alio modo eam adhibendo sub specie remedii, sed super » omnia intendendo baptismum conferre, atque formam sacra- » menti, interim submissa voce pronunciando? SS. D. N. Cle- » mens XIV in sacra congregatione generali sancti officii, au- » ditis eminentissimorum cardinalium votis decrevit dandam » esse missionariis sequentem instructionem. Debet 1° Mis- » sionariis inculcari gravis obligatio qua tenentur sequi omnino » Rituale romanum quantum fieri potest, etiam in privata » baptismi collatione; in casu vero extremae necessitatis, et » non aliter, imminente infantis morte, et deficiente oppor- » tuniori occasione eum visitandi, parentibusque baptismo » adversantibus, ut exponitur in dubiis, possunt et debent in » tali casu missionarii, uti materia sive proxima, sive remota, » quantumvis dubia; subsidium enim etiam incertae regene-

» rationis infantis praevalere debet periculo invaliditatis sa-
» cramenti, possunt igitur et debent adhiberi modo baptizandi
» relati in dubiis excepto modo baptismum conferendi per mo-
» dum potus (qui baptismus esset certe illicitus et invalidus)
» excepto etiam usu succorum et odorum quibus alterata sit
» aquae naturalis substantia. Monendi etiam missionarii ut cu-
» rent aliquam aquae portionem fluere super caput si possi-
» bile sit, alioqui saltem supra aliquam partem specialem cor-
» poris infantis. Curent etiam omni meliori modo possibili, ut
» infantes sic baptizati cum dubio validitatis sacramenti, in
» casu quo sanitatem recuperaverint, iterum sub conditione
» baptizentur et instruantur. »

95. L'usage de l'eau naturelle en cas de nécessité est formellement autorisé par une lettre que la S. Congrégation de la Propagande adressa en 1806 au vicaire apostolique du Tonkin occidental: « Omnino teneantur missionarii in conferendo
» baptismo, omnia agere ad praescriptum Ritualis romani; vel
» in ea etiam parte, quae respicit sacramentalia, et usum aquae
» ad id in baptismali fonte asservatae. At ubi aquam praes-
» cripto ritu benedictam asservari gravis sit incommodi, aut
» periculi, licebit eo casu missionariis, vel cuilibet alii qui
» ad hoc sacramentum conferendum, pro rerum opportunitate
» aptus erit, uti aqua communi, praesertim si benedicta fuerit,
» pro aqua fontis baptismalis, quae nonnisi gravi cum incom-
» modo aut periculo haberi possit. » Les chaleurs excessives, amenant la corruption des fonts baptismaux, ont fait préférer quelquefois l'eau naturelle non fécondée par les saintes huiles. En 1839, le vicaire apostolique de Pondichéry représenta que l'eau baptismale se corrompt facilement à cause des chaleurs, et demanda: « 1. Utrum valide baptizetur cum aqua, quae etsi
» suam liquiditatem omnino servet, magnum tamen et inju-
» cundum foetorem exhalat. 2. Utrum posita validitate baptismi
» cum tali aqua, et altera bona sacro chrismate foecundata
» non habeatur, melius sit uti ista aqua putida, quam aqua
» pura et naturali, chrismate non foecundata? » Les cardinaux du Saint-Office répondirent que le baptême conféré avec une eau corrompue avait été valide, quoique illicite, excepté le cas de nécessité; et que dans ce cas de nécessité, il vaut mieux employer l'eau naturelle: « In congregatione feria IV
» die 17 aprilis 1839, Emi PP. dixerunt, baptismos collatos
» cum aqua corrupta faisse validos, quamvis illicitos extra ca-
» sum necessitatis, et in casu necessitatis praeferendam esse
» aquam naturalem, sed providendum esse renovationi aquae
» fontis baptismalis juxta Rituale romanum. » Ce décret a été étendu au vicariat de Xansi en 1841, lorsque le vicaire apostolique proposa la même question.

96. La fidélité que montre l'Eglise à la conservation des traditions, confond la témérité des protestants, qui non seulement ont rejeté l'eau bénie pour le baptême, mais ont mis en doute, contrairement au texte des saints livres que l'eau fût la matière nécessaire du baptême. Luther n'osa pas décider si l'eau mêlée avec du vin fournirait une matière valide et dit qu'il fallait remettre cette question au jugement de Dieu. Théodore de Bèze plus hardi, décida qu'on pouvait faire usage de quel liquide que ce soit, lorsqu'on n'a pas d'eau. Contrairement à l'enseignement de toute l'antiquité, Calvin et d'autres protestans ont interprété l'eau dont parle l'Evangile dans le sens allégorique, en disant qu'elle désigne la mortification et la tribulation, suivant ce qu'on lit dans les psaumes: *Intraverunt aquae usque ad animam meam*. Les Pauliciens, anciens hérétiques, avaient soutenu qu'aucune matière n'était prescrite pour le baptême, et qu'il suffisait de prononcer les mots: *Ego sum aqua viva*, parce que Jésus-Christ a dit qu'il était l'eau vive. Inutile de prendre le temps à refuter ces erreurs; car nous savons certainement par la tradition des pères et les définitions de l'Eglise, que le passage de l'Evangile: *Nisi quis renatus fuerit ex aqua*, doit s'entendre nécessairement de l'eau naturelle. Tout catholique sait que l'eau distillée, l'eau de rose ne sont pas une matière valide. Il est des protestants qui confèrent le baptême, l'un versant l'eau, et un autre prononçant la formule sacramentelle; le sacrement est nul en ce cas, et il faut rebaptiser.

CHAPITRE III.

Baptême par immersion.

97. Le baptême peut être conféré par infusion de l'eau sur la tête du néophyte, ou par immersion dans l'eau, ou par aspersion. Les deux premiers rites sont usuels. Nous voyons dans les Actes des apôtres, que les disciples du Sauveur employèrent l'un et l'autre rite. Ainsi, S. Philippe baptisa l'eunuque de Candace par immersion: *Descenderunt uterque in aquam*. Saint Pierre à Jérusalem baptisa trois mille personnes le même jour, et cinq mille en une autre circonstance; or, il n'aurait pu baptiser une si grande multitude, si le baptême eût été conféré par immersion. Saint Cyprien démontre solidement la validité du bapême par infusion (Epist. 76). C'est par infusion que S. Laurent baptisa S. Romain; l'on en remarque plusieurs autres exemples dans les actes des martyrs. Le pape Etienne II se trouvant en France, l'an 754, fut consulté par rapport au baptême par infusion, et décida qu'il était valide: « Si licet in necessitate, cum concha aut cum manibus infanti
» in necessitate posito aquam super caput fundere, et sic
» baptizare? » Décision du Pape: « Hoc baptisma, si in no-
» mine sanctae Trinitatis peractum fuerit, firmiter permane-
» bit, praesertim cum necessitas exposcit, ut ille, qui aegri-
» tudine detentus est, hoc modo renatus, particeps Dei regni
» efficiatur. » Hors le cas de nécessité l'on baptisait toujours par immersion, au point qu'un concile de l'an 816 défend le baptême par infusion: « Sciant etiam presbyteri, quando
» sacrum baptisma ministrant, ut non effundant aquam super
» capita infantium, sed semper mergantur in lavacro, sicut
» exemplum praebuit per semetipsum Dei Filius omni credenti,
» quando esset ter mersus in undis Jordanis. Ita necesse est
» secundum ordinem servari, et haberi. » L'immersion était encore observée généralement dans l'Eglise latine au XIIIe siècle, à l'époque de S. Thomas, comme il l'atteste, dans sa Somme: « Communiter observatur in baptismo trina immersio,
» et ideo graviter peccaret aliter baptizans, quasi ritum Ec-
» clesiae non observans (part. 3, q. 66, art. 8). Néanmoins, S. Thomas démontre parfaitement la validité du baptême par infusion, parce que l'eau baptismale est comme une ablution corporelle qui exprime l'ablution intérieure de l'âme; or l'ablution par l'eau peut avoir lieu, non seulement par immersion, mais aussi par effusion et aspersion. Il est plus sûr de baptiser par immersion, dit S. Thomas, parce que tel est l'usage plus commun; mais on peut baptiser aussi par aspersion et par effusion, suivant ce que dit le prophète Ezéchiel: *Effundam super vos aquam mundam*. Quels motifs ont-ils fait adopter presque généralement le baptême par effusion dans l'Eglise latine? Vraisemblablement la difficulté d'avoir une quantité suffisante d'eau bénie et consacrée, le danger que l'immersion présente quelquefois pour la santé des enfans; les forces insuffisantes de la part du prêtre lorsqu'il s'agit de retirer de l'eau les enfans, et surtout des adultes, tels paraissent être les inconvéniens qui ont fait abandonner communément l'immersion dans l'Eglise latine, sans qu'on sache au juste l'époque de ce grand changement. Toutefois, loin de condamner l'immersion, le Rituel romain l'autorise partout où l'usage s'en est conservé: « Baptismus, licet fieri possit, aut per infusionem aquae,
» aut per immersionem, aut per aspersionem, primus tamen,
» vel secundus modus, qui magis sunt in usu, pro ecclesiarum
» consuetudine retineantur, ut trina ablutione caput baptizandi
» perfundatur, vel immergatur in modum crucis etc. » Pour

les adultes, le Rituel romain approuve aussi le baptême par immersion, « sive totius corporis, sive capitis tantum. Sacer- » dos accipiat electum per bracchia prope humeros, et supe- » riore parte parte nudatum, reliqua honeste contectum etc. » Le pape Benoit XIII conféra fréquemment le baptême par immersion, soit à Bénévent où il fut longtemps archevêque, soit à Rome, où il baptisa, étant Pape, une foule innombrable de personnes. Le Rituel ambrosien prescrit l'immersion, en disant: « *Ter occiput mergit in aqua in crucis formam;* il permet toutefois de baptiser les adultes eux-mêmes par effusion, lorsqu'on ne peut employer commodément l'immersion, qui est, d'ailleurs, impraticable par rapport aux femmes.

98. Le baptême est valide, si, par manque d'eau l'on précipite un enfant prêt de mourir dans un fleuve ou un puits, pour le baptiser; quoique l'action soit impie, le sacrement est validement conféré. Le cas n'est pas chimérique; car le Panormitain en cite un exemple, et nous en remarquons un autre dans les décisions de la S. Congrégation du Concile. En 1682, pendant le siége de Vienne par les Turcs, un curé prit la fuite avec ses paroissiens, parmi lesquels se trouvait une femme enceinte. Celle-ci, par l'agitation de la course, accoucha d'un enfant, sur le bord du Danube. Les Tartares n'étaient pas loin; le curé, qui manquait d'eau pour baptiser l'enfant, ne savait à quel parti se vouer; en portant l'enfant, on s'exposait à l'étouffer par cette fuite précipitée, et l'on n'osait pas l'abandonner, de peur qu'il ne fût massacré par les Tartares. Enfin, le curé, aimant mieux perdre l'enfant temporellement, que perdre à la fois son âme et son corps, le jeta dans le Danube, du consentement de sa mère, et proféra en même temps la forme du baptême, et il continua de fuir devant l'ennemi. Après la guerre, le curé craignant d'avoir encouru l'irrégularité par cet homicide volontaire, qui n'était pourtant qu'une faute vénielle et excusable, demanda dispense à la S. Pénitencerie, laquelle consulta la S. Congrégation du Concile. Celle-ci décida, en effet, que l'irrégularité avait été encourue, et elle accorda la dispense. Voici la décision:

« Dubium irregularitatis. — Turca obsidente Viennam, Ti- » tius parochus irruentes Tartaros fugiebat una cum suis paro- » chianis, inter quos Berta praegnans prae motus agitatione » puerum est enixa prope ripam Danubii. Casus iste consilii » expertem reddidit parochum, deerat enim aqua, nec procul » aderant Tartari. Si mox natus infans portaretur, eum in » cursu suffocari; si humi desereretur, a Tartaris trucidari time- » batur. Tandem parochus ipse, mallens infantem temporaliter » tantum quam temporaliter insimul et aeternaliter perdere, » Berta matre annuente, illum projecit in Danubium profe- » rendo formam baptismi, et inceptum prosequens cursum, » vix cum paucis agilioribus a Tartarorum manibus evasit. » Facto hujusmodi ad notitiam confessarii, et de istius con- » silio ad sac. poenitentiariam delato, haec Emos PP. consulit » super eo.

» 1. An Titius parochus praemissa de causa in irregulari- » tatem inciderit? et quatenus affirmative.

» 2. An sit dispensandus?

» Sacra Congregatio respondit: *Affirmative ad utrumque.* » Die 14 aprilis 1685. »

CHAPITRE IV.

Baptistères et droits paroissiaux.

99. Les Grecs appellent les baptistères, *Illuminatoria.* Venantius Fortunatus: *Aula baptismalis.* Grégoire de Tours: *Templum baptisterii.* Les Capitulaires de 793: *Baptismales ecclesiae.* Charles le Chauve: *Plebes.* Flodoard: *Baptismales titulos.* On en construisit un très-grand nombre dès l'époque de Constantin, le plus souvent hors des églises, à cause du baptême par immersion, et il y en avait de distincts pour les femmes. Comme le baptême des adultes n'avait lieu que deux fois par an, à Pâques et à la Pentecôte, les baptistères renfermaient plusieurs fonts. Lorsque les soldats se présentèrent pour arrêter S. Jean-Chrysostome le samedi saint, trois mille catéchumènes avaient déjà reçu le baptême, les autres prirent la fuite, et des femmes, que l'on baptisait séparément, s'enfuirent précipitamment, sans avoir le temps de s'habiller, car elles étaient nues. On raconte que S. Othon, apôtre de la Poméranie, fit construire trois baptistères où toutes choses étaient disposées de manière à respecter la pudeur; car, entre autres précautions, un voile était suspendu devant le prêtre et ses ministres, comme on le voit dans Surius, au 2 juillet. On suspendait dans les baptistères, des colombes d'or et d'argent pour représenter le Saint Esprit; le second concile de Nicée atteste cet usage. On y plaçait aussi l'image de S. Jean-Baptiste. Comme les néophytes communiaient immédiatement après le baptême, on érigeait quelques autels dans les baptistères pour y célébrer le sacrifice; c'est ainsi que le pape S. Hilaire fit construire, dans l'ancien baptistère du Latran, trois oratoires, ou autels dédiés à S. Jean-Baptiste, à S. Jean Evangéliste et à la Croix. Nous lisons aussi que S. Symmaque fit élever un oratoire de la Croix dans les fonts baptismaux de la basilique Vaticane. La consécration solennelle d'un baptistère nous est décrite par Sidoine Apollinaire (Lib. 4 Epist. 4). On y déposait les reliques, comme l'atteste Grégoire de Tours, *de vitis patrum*, c. 8.

100. Aujourd'hui les baptistères sont le plus souvent dans les églises mêmes, et d'ordinaire à droite de la porte d'entrée. Le Rituel romain et les statuts de S. Charles Borromée recommandent d'avoir, comme jadis, l'image de S. Jean-Baptiste baptisant le Sauveur. Le vase des fonts baptismaux doit être en pierre. Un décret de Gratien prescrit que si l'on ne peut avoir des fonts en pierre, il y ait tout au moins un vase décent qui ne serve qu'au baptême et reste toujours dans l'église. Le Rituel romain, §. 32, recommande que le baptistère soit dans un lieu décent, que la forme en soit convenable, la matière solide et retenant bien l'eau; qu'il soit décemment orné, entouré de grille, bien fermé à clé, et inaccessible à la poussière. C'est l'usage de toute l'antiquité que les fonts baptismaux soient de forme ronde, comme les baptistères, *in modum dolii.* Saint Charles Borromée, *Instructiones fabricae et supellectilis ecclesiasticae*, explique dans le plus grand et complet détail tout ce qui concerne les fonts et la piscine; voici ce qu'on lit, *Acta ecclesiae Mediolanensis*, part. 4: « Sacrarii prima forma haec sit, ut vas scilicet e marmore, » lapideve solido fiat, instarque fontis baptismalis concavetur; » longe patens sit cubitum unum, late uncias sexdecim, forma » rotunda, vel ovata, vel quadrata, aliave, quae minus situm » impediat. In medio fundo concavo foramen habeat forma » quadrata, quod large ab omni parte pateat uncias circiter » quinque, suffulciatur columella quadrata, aliave pro ratione » vasis, supposita parvula basi; ita ut ab Ecclesiae pavimento » usque ad summum ejus labrum alto extractum sit cubitis » duobus. Habeat sub foramine parvulum tubulum, aquae- » ductumve, in media columella effossum, sculptumve; qui » quadrata etiam forma, ample itidem pateat uncias quinque, » ut per eum, quae cineres, aliaque id generis, quae effun- » dentur, aut projicientur, deorsum effluant. Infra hunc tubu- » lum, aquaeductumve cisterna suffodiatur, in quam quae- » cumque effusa, projectave erunt, recipiantur. Id sacrarium » integumento operiatur, quod ex tabulis nuccis sit atque ejus- » modi, ut a parte superiori sensim leni acclivitate, quasi » pyramidis instar emineat. Claudatur autem firmissime pes- » sulo, sera, et clave. »

101. Les fonts baptismaux sont réservés aux églises paroissiales qui sont matrices, à l'exclusion des églises filiales,

ou succursales. Le droit paroissial comprend aussi bien les adultes que les enfans en bas âge ; il n'est pas au pouvoir de l'Ordinaire de priver les paroisses de leur droit ou d'exiger une permission spéciale pour le baptême des adultes. Il est vrai aussi que la jurisprudence canonique admet rarement la prescription au détriment des églises paroissiales et au profit de la cathédrale. Nous allons établir tous ces points avec des décisions formelles, la plupart inédites.

102. La bénédiction des fonts baptismaux appartient à l'église matrice, dont les droits sont ordinairement réservés dans l'érection des succursales. On peut consulter Barbosa, *de parochis*, c. 12; Gratianus, discept. 578. Les conciles provinciaux de S. Charles Borromée approuvent la coutume d'aller à l'église matrice pour la bénédiction des fonts baptismaux, et interdit l'usage contraire, là où il n'existe pas. En 1683, la S. Congrégation du Concile confirma cet usage pour Novare. Voici la décision :

« Novarien. benedictionis fontis baptismalis. — Jurgiorum » tollendorum praetextu, et ob intermedia duo flumina, quae » hyemali tempore liberum transitum impediunt, rectores cu- » rati ecclesiarum filialium vicariatus seu plebaniae Funi, sup- » plicarunt huic S. Congregationi decerni, quod imposterum » benedictio fontis baptismalis sabatho sancto in dicta ecclesia » matrice fieri solita, in eorum ecclesiis alternative, et per » turnum facienda esset.

» Super hujusmodi precibus informare jussus episcopus, re- » ticito fluminum impedimento, retulit constare de praefatis » jurgiis, et scandalis, quae ex causa preefata oriri solent inter » incolas in actu benedictionis, quibus per adhibito ab eo re- » medio satis occurri non potuit, sentiens proinde precibus » annui posse.

» At vicarius, seu plebanus praetendit utrumque suppositum » a veritate alienum, quinimmo jus suum multipliciter esse » fundatum ex deductis in informatione quibus e converso » respondet procurator rectorum.

» His itaque perpensis opus erit eximiae prudentiae EE. PP. » decernere:

» An praemissis precibus sit annuendum?

» Sacra Congregatio Concilii respondit: *Negative*. Die 26 » junii 1683. »

103. En 1685, Naples vit surgir une controverse dans laquelle fut impliqué S. François de Hieronymo, de la compagnie de Jésus, lequel fut privé quelque temps du pouvoir de confesser. L'affaire commença devant la S. Congrégation du Concile; elle fut évoquée devant celle des Evêques et Réguliers; mais deux ans après, elle reparut devant la S. Congrégation du Concile pour certaines difficultés subséquentes. Voici les faits qui donnèrent lieu à la controverse. Quatre Turcs engagés dans les galères du roi d'Espagne ayant témoigné le désir de recevoir le baptême, S. François de Hieronymo les instruisit des mystères de la foi; après quoi, il les conduisit processionnellement à l'église de la forteresse de Castronovo, et le curé les baptisa, comme ses paroissiens à raison du domicile. Le vicaire capitulaire publia un édit dans lequel, supposant comme chose certaine, que le baptême des infidèles était réservé à l'église métropolitaine en vertu d'un usage immémorial, il défendit de faire ces baptêmes dans les autres églises des séculiers et des réguliers, sous des peines et des censures de la dernière rigueur. Donnant un effet rétroactif à son édit, le vicaire capitulaire déclara atteints par les censures tous ceux qui avaient eu part au baptême des quatre Turcs; en outre, il infligea nommément à S. François de Hieronymo la suspense de la confession.

Le Saint porta plainte à la S. Congrégation du Concile; celle-ci interpella le vicaire capitulaire, qui représenta longuement les raisons qu'il croyait avoir pour justifier son édit; d'autre part, de célèbres jurisconsultes romains écrivirent en faveur du Saint.

Voici le *folium* préparé pour la Congrégation du Concile du 1er septembre 1685 :

« Neapolitana edicti. — Quatuor Turcas regiis triremibus » mancipatos sacro baptismi lavacro regenerari cupientes P. » Franciscus de Hieronymo Societatis Jesu in civitate, et regno » Neapolis a pluribus annis missionarius, in christianae fidei » mysteriis instruxit, jamque instructos ad ecclesiam particu- » larem unius ex arcibus dictae civitatis Castri Novi nuncu- » patae processionaliter duxit, ubi illius parochus eos bapti- » zavit sub die 17 junii proxime praeteriti.

» At vicarius capitularis putans ecclesiae cathedrali illatum » fuisse praejudicium, typis imprimi et sub die 23 dicti men- » sis publicari curavit edictum cujus tenor, omisso exordio, » talis est :

» Avendo detta nostra cathedrale fra le molte sue dovute » prerogative quella, che in essa solo e per mani del proprio » suo paroco, e non in altra chiesa ossia del clero secolare » o del regolare, nè per altra mano senza espressa nostra » licenza in scriptis, possa solennemente ministrarsi il santo » battesimo all'infedeli che coll'ajuto e lume della divina gra- » zia vengono chiamati ed instrutti alla nostra santa fede. Vo- » gliamo ed espressamente comandiamo pigliando anche in » osservanza di quella tutti i mezzi, e rimedii opportuni che » detto lodevol uso immemorabile de jure puntualmente e » senza eccezione alcuna s'osservi. E perchè non senza nostro » dolore abbiamo inteso, che nei giorni addietro da una chiesa » di questa città uscirono processionalmente con suoni, e canti » ed altre ostentazioni di pompa, quattro schiavi maomettani » portati ed associati da RR. PP. di detta chiesa, e da se- » colari laici delle di loro congregazioni a battezzarsi solen- » nemente in un altra chiesa senza espressa nostra licenza e » con gravissimo pregiudizio della nostra cattedrale, nè senza » gran meraviglia per non dire scandalo del publico, che tutti » ben sanno non in altra chiesa che nella detta cattedrale » doversi ministrare simili battesimi. Noi che per ovviare e » riparare insieme una tale rovina di così sfacciato pregiudi- » zio etc. vogliamo ordiniamo e comandiamo a tutti e qual- » sivoglia così preti secolari, come regolari, o laici d'ogni » condizione, o stato che siano, che sotto pena di sospen- » sione a preti secolari, e d'interdetto alle loro chiese ipso » facto da incorrersi, et a regolari d' interdetto similmente » alle loro chiese ipso facto e di sospensione dall'ascoltare » le confessioni ai colpevoli, che all'interdetto dassero causa. » Ed ai laici sotto pena di scommunica, anche ipso facto, se » per l'avvenire avessero l'ardire sotto qualsivoglia pretesto, » colore, causa, o privilegio di fare uscire simili processioni, » radunanze, o comitive delle loro chiese ed associare, o se- » cretamente o in qualsivoglia modo, e forma portare detti » infedeli da battezzarsi in altre chiese che nella nostra cat- » tedrale.

» Dichiarando ancora nelle suddette pene incorrere le chiese » tutte e qualsisia persona se nelle loro chiese operassero, o » permettessero, favorissero, o consultassero che a detti in- » fedeli si ministrasse solennemente il santo battesimo. Come » anche sotto pena di sospensione dal loro officio da ipso » facto incorrersi, ordiniamo ai nostri parochi che nelle loro » parocchie, e in altre chiese così di secolari come de'rego- » lari non abbiano ardire ministrare solennemente battesimo » ai suddetti infedeli, ma che colla dovuta carità si debbano » mandare alla nostra cattedrale, come è stato sempre solito, » ne somministrare acqua benedetta dalle loro fonti battesi- » mali per detto effetto, senza espressa nostra licenza in scriptis » sotto l'istesse pene.

» E per quello che sino ad esso è successo, li dichiariamo » incorsi nelle pene e censure di scommunica, sospensione, » ed interdetto nei SS. Concilii, Canoni, bolle, e constitu- » zioni communi, e sinodali late contro quelli che ardiscono

» turbare, ed usurpare in qualsivoglia modo, cooperando, fa-
» vorendo, o consultando la giurisdizione e dritti della catte-
» drale singolarmente sede vacante.

» Insuper dictum P. Franciscum suspendit ab audiendis
» confessionibus.

» Cum autem dictus P. Franciscus apud hanc S. Congre-
» gationem reclamaverit, auditus fuit ipse vicarius capitularis,
» qui late respondit, prout in ejus litteris per extensum cir-
» cumferendis, unde utraque parte ore et scriptis informante,
» dubitare contingit:

» 1. An edictum de quo agitur substineatur quoad casum
» baptismi ut supra collati?

» 2. An substineatur suspensio audiendi confessiones per-
» sonarum saecularium inflicta dicto P. Francisco? »

Pendant que l'affaire se traitait ainsi devant la S. Congrégation du Concile, et que tout était disposé pour la décision, puisque la cause était portée au rôle du 1er septembre, S. François de Hieronymo apprit que le nonce de Naples avait écrit au Pape, et que le Saint-Père avait remis l'examen de la controverse à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Celle-ci ayant le droit exclusif d'agir, tant *jure praeventionis* que par commission spéciale du Pape, le Saint lui fit présenter la supplique suivante:

« Emes et Rmes Seigneurs. Le P. François de Hieronymo, profès de la Compagnie de Jésus, représente à vos Eminences que son affaire avec le vicaire capitulaire de Naples, laquelle était déjà inscrite dans le *folium* de la S. Congrégation du Concile, ne sera pas appelée devant ladite S. Congrégation, parce qu'il a été notifié au procureur du recourant que Mgr le nonce de Naples ayant écrit à notre Saint-Père le Pape sur cette affaire du baptême et de l'édit, Sa Sainteté l'a remise à vos Eminences, et l'on a écrit au vicaire capitulaire depuis le 6 juillet dernier.

» Mais comme le recourant ignorait tout cela, il s'adressa à la S. Congrégation du Concile, en se plaignant seulement d'avoir été suspendu de la confession, et, le 7 juillet dernier, la S. Congrégation écrivit pro informatione audit vicaire capitulaire, lequel a répondu, et transmis une multitude de titres et de raisons.

» Le procureur du recourant ne sachant pas qui comparaissait pour ledit vicaire capitulaire, et Mgr le secrétaire de la S. Congrégation du Concile l'ignorant aussi, on fit des recherches, et finalement on découvrit qu'il demeurait chez M. l'abbé Paolucci, et on lui communiqua les *dubia* le 21 courant; il dit qu'il écrirait sur ces *dubia*, et on lui communiqua aussi les titres originaux.

» Les mémoires du recourant avaient été déjà distribués aux Emes cardinaux, lorsque le procureur du vicaire capitulaire a fait entendre que l'affaire était pendante devant cette S. Congrégation des Evêques et Réguliers et que les pièces étaient remises au cardinal *Ponens* depuis dimanche dernier.

» Cette nouvelle a causé une très grande affliction et un très grand trouble au recourant, parce qu'il a cru, et il croit encore que tout cela a été fait afin qu'il demeure plus longtemps privé du pouvoir de confesser; ce qui est très regrettable tant pour lui-même que pour ses fils spirituels et pour les missions auxquelles il se livre depuis si longtemps. En effet, il lui importait fort peu de porter son affaire devant une Congrégation ou devant une autre, et s'il eût connu que le Saint-Père avait transmis les pièces à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, c'est à elle qu'il aurait porté plainte; en outre, il aurait fait distribuer les mémoires qui l'ont été aux cardinaux de la S. Congrégation du Concile s'il eût été averti à temps, et si la partie adverse, en transmettant les pièces à l'Eme *Ponens* samedi dernier, eût intimé au procureur du recourant la pendance de la cause.

» Aujourd'hui donc pour la consolation du recourant, dont les qualités ont pu être connues de vos Eminences à l'aide des mémoires distribués pour la S. Congrégation du Concile, et le vicaire capitulaire ne fait pas d'objection, sauf l'affaire du baptême, pour laquelle vos Eminences ont déjà vu s'il y a faute et dol imaginable; il demande que l'on ordonne au vicaire capitulaire de lui rendre la confession pour le laps de temps que vos Eminences croiront; en sorte que le recourant puisse continuer son ministère de missionnaire, qui est interrompu depuis le jour de S. Jean-Baptiste, avec grand préjudice et scandale pour la population et vive affliction pour le recourant. »

Le Saint fut défendu par un habile avocat, qui mit son innocence dans le plus grand jour. Voici les passages saillans de son mémoire.

La première partie de l'édit, laquelle défend de baptiser désormais les adultes sans l'autorisation expresse de l'Ordinaire, regarde les paroisses, et non le Saint. Il suffit donc d'examiner la seconde partie, qui prétend donner un effet rétroactif aux dispositions pénales. Or, pour une faute déjà consommée, en supposant qu'il y ait eu faute, le vicaire capitulaire ne pouvait pas promulguer des censures sans recourir d'abord aux monitions. L'injustice est encore plus flagrante vis à vis du P. de Hieronymo, qui ne fit pas autre chose en qualité de missionnaire que conduire les quatre Turcs à la paroisse, où le curé les baptisa. Le père qui conduirait son enfant pour le faire baptiser hors de sa paroisse, encourrait-il l'excommunication? Bien plus, le curé qui baptise un enfant étranger n'est, suivant le droit, passible d'aucune censure. D'ailleurs, le P. de Hieronymo a fait tout cela avec une parfaite bonne foi, qui le met à l'abri de toute censure et de toute faute. Dans le laps de 115 ans, la paroisse de Castronovo a baptisé 168 mahométans. On ne cite aucun fait opposé; y en eût-il, cela ne prouverait pas la mauvaise foi du P. de Hieronymo; l'église de Castronovo est notoirement paroissiale.

Le vicaire capitulaire prétend que la coutume immémoriale et les statuts synodaux de Naples réservent à la cathédrale le baptême des adultes, mais il ne montre pas les statuts synodaux, et ne prouve pas l'usage immémorial, puisque la coutume opposée est constatée pour les cent dernières années.

Secondement, il reproche d'avoir fait sans permission une procession publique, à laquelle prirent part les associés des congrégations de la maison professe, les galériens, les néophytes entourés d'enfans habillés en anges, des musiciens etc. Or, les décrets défendent aux réguliers de faire des processions hors de l'enceinte de leurs églises. — Le P. de Hieronymo répond que ce ne fut nullement une procession publique. Nul prêtre de la Compagnie n'y assista, excepté le P. de Hieronymo, qui voulut toucher les assistants par ce spectacle profane, pour ainsi parler. C'est l'usage à Naples que les congrégations organisent ainsi des processions privées, sans permission spéciale de l'Ordinaire.

Troisièmement, le vicaire capitulaire soutient que tout a été fait dans le but d'établir un nouveau droit de régale du chapelain majeur sur la paroisse de Castronovo. C'est une grave accusation sans preuve. Il est faux que le P. de Hieronymo ait demandé permission au chapelain majeur; le curé en demanda l'autorisation. Il est également faux que l'on ait fait recours aux tribunaux séculiers; l'édit fut publié le 23 juin, et le recours au Saint-Siége est du 27:

« *Neapolitana. Edicti et Baptismi. Pro Rev. P. Francisco de Hieronymo Societatis Jesu et aliis, contra Promotorem fiscalem, seu Rev. D. Vicarium Capitularem. — facti.*

« Dub. 1. An edictum, de quo agitur substineatur quoad casum baptismi jam sequuti?

» 2. An substineatur suspensio inflicta patri Francisco de Hieronymo ab audiendis confessionibus personarum saecularium?

« Cum quatuor Infideles maumethani mancipati triremibus regis catholici in civitate Neapoli vellent nostram fidem amplecti et sacro baptismatis lavacro regenerari, fuerunt instructi, et cathechizati a R. P. Francisco de Hieronymo Societatis Jesu professo, ac in dicta civitate et regno a multis annis indefesso missionario, et omnibus christianis virtutibus ornato, ut testantur Rmus archiepiscopus Iconiensis Summ. N. 1. litt. A. quindecim Nobiles Neapolitani d. Summ. N. 1. litt. B. et alii quinquaginta probati viri d. N. 1 Litt. C. et tandem ab eodem Patre fuerunt conducti ad parochialem ecclesiam Castri Novi, ubi a parocho dictae ecclesiae fuerunt baptizati sub die 17 junii proxime praeteriti.

« Ex hoc actu putavit Adm. R. D. Vicarius Capitularis fuisse laesum jus ecclesiae cathedralis, et proinde publicavit edictum, ac affigi mandavit sub die 23 dicti mensis, in quo narratis praetenso jure ecclesiae cathedralis faciendi hujusmodi baptisma adultorum, Summ. N. 2 litt. A. ac etiam supradicto baptismo jam sequuto, mandat omnibus sacerdotibus saecularibus et regularibus et laicis cujuscumque conditionis, ne sub poena suspensionis, interdicti et excommunicationis, respective ipso facto incurrendis audeant similia perpetrare d. Summar. N. 2. Litt. B extendendo easdem poenas ad cooperantes, permittentes, fautores, aut consultores, ut d. N. 2 Litt. C et quoad actum sequutum et consumatum generaliter declaravit incursos omnes praenominatos in praefatas poenas, prout dicto num. 2 Litt. D.

Immo ex post dictus D. Vicarius deveniendo ad individua, eumdem P. Franciscum de Hieronymo ab exercitio confessionum suspendit, unde habito recursu ad Emos Patres, fuerunt datae litterae pro informatione ad eumdem Vicarium, qui respondendo plura cumulavit contra dictum Patrem de Hieronymo ad effectum substinendi edictum, et suspensionem, quibus omnibus infra satisfaciam in facto et in jure et illorum insubsistentiam, saltem quoad casum praesentem, demonstrabo.

« Stante hac facti serie, omissa disputatione primae partis edicti quoad futura baptismata, uti concernente jus parochiale seu praescriptum ecclesiae Castri Novi, quodque in alia Congregatione defendent illi ad quos spectat, fuerunt pro parte dicti P. Francisci de Hieronymo data supradicta duo dubia negative resolvenda, stantibus nullitate et injustitia.

» Siquidem quoad primum dubium, certum est quod dictus D. Vicarius capitularis pro culpa et offensa praeterita (si tale nomen iste actus meretur) non poterat promulgare sententiam excommunicationis, suspensionis, et interdicti, absque competenti monitione text. expres. in Cap. *Romana* 5 de sent. excomm. in 6 ibi: « *Sed nec in specie, nec in genere pro culpis et offensis praeteritis vel praesentibus excommunicationum sententias absque competenti monitione praemissa promulgent, et si contra praesumpserint, injustas noverint esse illas.* »

« Crescit injustitia quoad Patrem de Hieronymo, omnesque alios, quia ipse uti instructor spiritualis solum duxit dictos Maumethanos ad ecclesiam parochialem Castri Novi, et baptismum contulit parochus dictae ecclesiae; et esset ridiculum dicere, quod si pater et consanguinei ducerent filium ad baptizandum extra parochialem, essent excommunicati, quando nec etiam baptizans solemniter infantem alicujus parochiae sine licentia proprii parochi, licet peccet mortaliter cum usurpet alienam jurisdictionem et munus, nullam incurrit excommunicationem vel irregularitatem, cum haec poena nullibi reperiatur expressa. Barbosa, *de Paroch.* Cap. 18, N. 11.

« Tanto magis quod dictus P. Franciscus de Hieronymo totum fecit bona fide, et bona fide factum non meretur aliquam poenam. Caputaquen. decis. 82 N. 6 p. 1 et cum bona fides excusat a culpa, in consequentiam etiam excusat ab excommunicatione et censura, ut de communi testatur Pignatell. consult. 16 N. 5 p. 1. Bona fides est indubitata, dum in dicta ecclesia parochiali Castri Novi ab anno 1571 usque ad annum 1685 fuerunt sacro fonte baptismi abluti Maumethani et Hebraei centum nonaginta octo, et dictae functiones in totum sunt centum sexaginta octo, ut ex partitis extractis ex libris dictae parochiae Castro Novi legalizatis a R. P. D. Nuntio Summ. N. 3 nec ullus ex adverso datur actus contrarius; et quatenus daretur, non ex hoc causaretur mala fides in P. de Hieronymo, ac in nullo alio, et de parochialitate ecclesia Castri Novi in triremibus, etiam quoad alia sacramenta, est indubitatum per totam Darsenam; et nulla super hac fuit allata justificatio tamquam de notorio, et eo quia Pater de Hieronymo non intendit disputare de juribus ecclesiae praedictae, prout quoque ex hoc capite fuerunt omissa privilegia Clementis VII et Leonis X quibus ibi passim discurritur esse munitam, sed erunt partes parochi suo tempore hoc facere.

« His in facto et in jure praemissis, respondendum remanet motivis a D. Vicario Capitulari in sua informatione deductis, quae sunt:

« Primo, quod cum pertineat ad solam cathedralem baptismus infidelium adultorum ex consuetudine immemorabili, edictis, synodis et statutis praedecessorum, et ex Rubrica Ritualis Romani, non poterat, nec debebat in hoc Pater de Hieronymo perturbare jus ecclesiae cathedralis, et subvertere ejus pacificam possessionem.

« Secundo, quod ad hunc effectum fuerunt factae processiones solemnes egredientes bini ab ecclesia SSmi Jesu ad illam Castri Novi per plateas, et vias magis conspicuas et frequentes, praeeuntibus fratribus congregationum dictae Domus Professae, et comitante caterva mancipiorum triremium cum eorum musicis instrumentis et cantu, sequente Cruce, ante quam ibant baptizandi mixtis pueris more angelorum vestitis et adolescentulis delli Torchini cum eorum cottis ac instrumentis et cantu, et ob hoc fuisse contraventum publicis decretis de non faciendis processionibus a regularibus extra ambitum eorumdem ecclesiarum.

« Tertio, quod totum factum fuit animo fundandi novam regaliam in dicto Castro sede vacante unitim cum capellano majore, a quo petierunt licentiam, dum die antecedenti R. P. D. Nuncius Apostolicus denegaverat.

« Quarto tandem, quod ad movendum omnem lapidem contra cathedralem fuit habitus recursus ad regia tribunalia, et stante istorum rejectione, habuerunt recursum Romam ad EE. VV. contra cathedralem, ostendentes se ingratos uti immemores beneficiorum.

« Sed generaliter posset omnibus responderi, quod gratis asseruntur a D. Vicario, et quod illa non subsistunt; tamen dictus Pater de Hieronymo ad primum respondet, quod ipse, nec sua religio unquam habuit in animo intervertere jus cathedralis, nec intervertere ejus possessionem, nec alicujus jura fovere, sed solum sequutus fuit antiquum morem practicatum supra centum et decem annos, ut in Summ. N. 3 et est improprium dicere, quod dicti actus sint furtivi et clandestini, dum sunt tot et per tantum tempus et in civitate et coram praesulibus vigilantissimis, quando etiam plura baptismata facta fuerunt publice, ut ex fide Congregationis detta *dei Banchi* Summ. N. 4 et apparet etiam ex Summ. N. 5.

« Quo vero ad constitutiones synodales non ostenduntur, et enunciatae de anno 1584 solum disponunt, quod adulti non baptizentur temere, sed sint bene instructi, aliae sunt ignotae et possunt dici tangere aliam jurisdictionem, non autem illam Castri Novi, quam non intendit ipse probare, cum ipse sequutus fuerit consuetudinem plusquam centenariam, quae sufficit etiam contra Ecclesiam Romanam. Innocent. in Cap. *ad audientiam* 13 de praescrip.

« Ad secundum respondetur quod processio, de qua agitur,

non fuit publica, cum talis modus incedendi sit in usu in dicta civitate quoad fratres Congregationis et filiolos Pietatis, ut ex attestationibus Summ. d. N. 5 et certum est, quod in associatione non intervenit ex sacerdotibus Societatis nisi Pater de Hieronymo, et sic non potuit esse processio, sed hic necessarium est dicere, quod si dicta associatio fuisset facta ad cathedralem, non diceretur hodie publica processio, et dictus Pater de Hieronymo libentius accessisset ad cathedralem, nisi contraria consuetudo plusquam centenaria contrarium non suasisset, et ipse nullum alium in hoc habuit finem, quam cum isto apparatu et quasi prophana solemnitate movere animum aliorum infidelium praesentium, et caeterorum adstantium et intervenientium.

« Ad tertium ignoramus ubi D. Vicarius fundet suam assertionem graviter injuriantem Societatem, nempe de animo introducendi novam regaliam contra cathedralem viduatam, cum horreat animus in solo auditu, sed solum fuit sequutus antiquum morem et consuetudinem plusquam centenariam.

« Minusque est vera assertio, quod Pater de Hieronymo petiit licentiam a Capellano Majore, et quod antecedenter fuerat denegata a Rmo Nuncio, et ulterius, ad magis convincendum ostenditur licentiam fuisse petitam a parocho a suo cappellano majore, ut ex attestatione Summ. N. 5 et a D. Nuncio non fuit petita licentia baptizandi in parochia Castri Novi, sed incidenter et ex se absque alicujus ordine a P. Cardino baptizandi sub asserto exemplo in ecclesia Societatis, et fuit dictum quod daretur exemplum assertum, et quia non fuit datum, ita nec amplius discursum fuit, nec etiam concessa licentia, ut ex juribus Summ. N. 7.

« Quoad quartum et ultimum cum non exprimat D. Vicarius illos qui habuerunt recursum ad regia tribunalia, non esset respondendum, sed ultra quod constanter negatur, est improbabilis assertio, quia utique regii non neglexissent jura regiae parochiae, et etiam quia edictum fuit affixum die 23 junii et die 27 fuit habitus recursus ad S. Congregationem et sub die 7 habitum rescriptum, immo sub die 26 junii Rmus D. Nuncius ex officio litteras dederat ad SSmum D. N. Nisi tamen D. Vicarius intelligat pro recursu ad regios procurasse fidem baptismatum habitorum in parochia Castri Novi ad effectum transmittendi cum aliis scripturis ad S. Congregationem, quod non potest dici recursus, sed parari defensiones.

« Ex quibus sequitur pariter negativa resolutio ad secundum dubium, quia cum Pater de Hieronymo in nihilo deliquerit, nec in aliquo saltem temere, seu sine bona fide laeserit praetensa jura cathedralis, utique non poterat, nec debebat privari facultate audiendi confessiones personarum saecularium; ex qua suspensione et edicto Vicarii, non autem ex gestis per dictum Patrem de Hieronymo orta sunt scandala maxima in civitate Neapolitana, ut est notorium.

Quare ec. »

On voit que la défense du Saint est péremptoire. Quoique les accusations du vicaire capitulaire soient déjà connues, nous croyons devoir reproduire son mémoire, afin que le lecteur ait sous les yeux les pièces du procès.

« *Neapolitana Edicti – Pro D. Vicario Capitulari metropolitanae – Facti.*

» Emc et Rmc Domine. De jure communi infideles adultos ad baptismum admittere citra casum instantis necessitatis privative spectat ad episcopos. c. *Cunctis* 16, q. 1, quoniam cum episcopi sint caput in ecclesia, ipsorum est cognoscere an haec vel illa membra, in quibus ob aetatem dubitari potest de dolo et malitia, debeant corpori ecclesiae incorporari, quod etiam cum solemnitate fieri debet, dum in can. 14, *de Cathecumenis* et can. *Venerabilis* 16, dist. 4. de cons. statutum est, ut solum in Paschate, et Pentecoste baptismata hujusmodi celebrentur.

» Rursus baptizare solemniter, scilicet adhibitis exorcismo, sale, saliva, et unctione, aliisque solemnitatibus ab ecclesia institutis, Lancellot. in Inst. canonici tit. de baptismo §. *Postremo*, pertinet ad solos etiam episcopos, sive presbyteros proprios, nempe parochos can. constit. 17. dist. 4. et late exornat, ac firmat eruditissimus Gonzales Tellez in cap. 1. de cler. non ordin. ministr. n. 10. et seqq.

» Praeterea de jure etiam communi non licet regularibus processiones instituere extra claustra sine licentia ordinarii, ut est notissimum, et saepissime censuerunt S. Cong. EE. et Regul. Concilii et sac. Rituum et refert Donatus de reg. tom. 1. tract. 13. q. 81.

» Sed ultra jus commune in ecclesia Neapolitana tum circa baptismum cathecumenorum, quam circa processiones habemus jus municipale; siquidem pro cathechesi instituta est in cathedrali ante annum 1574 Archiconfraternitas sacerdotum cum suo priore, sub cujus directione baptisma celebrari debet, ac dumtaxat in cathedrali, ut ex ordinationibus factis a bo. me. Annibale de Capua tunc archiepiscopo de anno 1584. Summ. num. 1. – ibi: – Il battesimo di detti catecumeni non si facci se non nella chiesa cattedrale a giornate solenni, e con le solite e debite cerimonie come dal priore sudetto sarà ordinato. » Et ideo quotiescumque contigit baptizare cathecumenos semper factum fuit in cathedrali, vel si fieri debuit extra eam, factum fuit cum interventu authoritativo prioris generalis dictae Archiconfraternitatis; et de licentia archiepiscopi, ut ex partitis, ab anno 1581 usque ad praesens. Summ. num. 2; inter quas complures sunt sclavi regiarum triremium, imo etiam servi ipsius Capellani majoris et Praefectorum Arcium regiarum.

» In processionibus etiam per constitutiones synodales de annis 1628, 1632 et 1676 prohibiti sunt musici et modulati cantus et incessus puellarum comptarum, vel mysteria repraesentantium. Summ. num. 3.

» Nihilominus jura hujusmodi intervertendo nonnulli PP. Societatis Jesu de mense junii proximi praeteriti publicam processionem sub insolita forma instituerunt, qua de mane e regiis triremibus ad eorum ecclesiam duxerunt quatuor sclavos, et post prandium cum eadem solemni processione duxerunt eosdem ad parochialem ecclesiam arcis regiae Castri Novi, ubi dicti sclavi fuerunt baptizati, prout ex depositionibus septem testium Summario num. 4.

» Ex attentatis hujusmodi D. Franciscus Verde vicarius capitularis principalis meus sentiens multipliciter perturbatam jurisdictionem ordinariam, et vulnerata jura ecclesiae viduatae, sui muneris partes existimavit prohibitivo paenali edicto similia in posterum coercere, et per declarationem incursionis in poenas a jure communi et particulari inflictas praesentem transgressionem plectere, prout in edicto Summ. num. 5.

» Ab his reclamans P. Franciscus de Hieronymo ex adverso comparens revocavit in dubium subsistentiam edicti, et suspensionis ab audiendis confessionibus in ipsum inflictae; utrumque tamen substineri a S. Congregationis justitia resolvendum speramus.

» Et quidem edictum duo prohibet in futurum, et duo plectit pro praeterito, celebrationem nempe baptismi cathecumenorum extra cathedralem et processionem publicam et inusitatam.

» In ordine ad baptismum pro eo quod respicit futurum cum illud sit unum ex septem sacramentis, et Ordinarius sit minister proprius illius, a quo tamquam a fonte jurisdictio ministrandi emanat in alios in sua dioecesi, non potest in dubium revocari, quod super modo, tempore, ac loco possit legem ponere, salva substantia sacramenti, juxta doctrinam universalis ecclesiae. Ideoque potuit statuere, quod cathecumenorum baptisma celebretur tantum in cathedrali in tali ac tali die.

» Nec obstat, quod nonnulli ex cathecumenis sunt sclavi in regiis triremibus; ideoque subjecti videntur regio Capellano majori, quoniam Capellanus major nullam habet jurisdictionem

sacramentalem, et praetensum indultum Leonis decimi fuit personale, ut demonstrabitur, si fiet in hoc difficultas, et pro nunc sufficiant declarationes SS. Congregationum episcoporum et Conc. Summ. num. 6.

» Ita etiam quoad processiones cum ordinarius sit dominus territorii, et processiones sint actus jurisdictionis spiritualis, Ric. part. 1. decis. 90. num. 2. absque dubio super iis dare potest leges, quas vult, et poenas apponere, dum leges forent contemptibiles nisi poenarum formidine vallarentur.

» In eo vero quod respicit praeteritum, manifestum est quod ordinaria jurisdictio violata fuit in duobus, nempe in celebratione baptismi, et in ductione processionis.

» Baptismus de quo agitur fuit solemnis, quia celebratus cum solemnitatibus ab ecclesia praescriptis, juxta praecitatam explicationem Lancellotti. Celebratus fuit extra dies a supra citatis canonibus praefinitos, et extra locum statutum ab archiepiscopo in ordinatione anni 1584. Summ. dict. num. 1. Imo quia talis baptismus est reservatus Ordinariis, quicumque illum usurpat manifeste invadit jura Ordinarii ideoque incurrit in poenas statutas contra usurpatores jurisdictionis Ordinariae.

» Processio etiam, ut duximus, est jurisdictionis ordinariae, et actus sequutus in ducendis sclavis fuit vera processio, quoniam praecedebat vexillum, magna Crux deferebatur, bini et bini, etiam incedebant sclavi, bini procedebant complures pueri repraesentantes Angelos cum coronis, ac bini demum sex religiosi Societatis ante et post crucem. Imo circa vexillum alia sclavorum turba fistulas ac tubas sonando, et circa crucem pueri musici vulgo *li Turchini* cum superpelliceis ac biretis canentes hymnos, non secus ac fit in processionibus generalibus, ut de his omnibus deponunt septem testes Summ. d. num. 4.

» Ideo in hoc etiam ordinaria jurisdictio turbata fuit, ac propterea turbatores in poenas canonicas et synodales incurrerunt.

» Nec subsistit excusatio quoad talis modus incedendi sit in usu in dicta civitate; quoniam imo testes dicto Summ. n. 4. dicunt formam nuperrimam fuisse insolitam, et fides ex adverso allatae non merentur fidem, dum in exemplis adductis praxis est contraria; licet enim antiquitus in associandis ad communionem triremibus mancipatos et in festivitate Pentecostes incederent processionaliter pueri cum vestibus Angelorum, nihilominus a viginti retro annis fuerunt haec prohibita, et non sunt amplius in usu, ut ex attestationibus in Summ. num. 7. Imo exemplum in tributo cerae S. Dominici numquam fuit in usu, ut ex attestatione Summ. num. 8. et in associatione funerum infantium est expresse prohibitum in synodo d. Summ. num. 3. in processione quae fit feria 5 in Parasceve intervenit licentia Ordinarii Summ. num. 9. prout etiam in delatione simulacri S. Francisci Xaverii Summ. num. 10.

» Constat igitur quod tam in administratione baptismatis, quam in processione peragenda jurisdictio ordinaria fuit perturbata.

» Nec allegari potest bona fides, quoniam contra dispositiones ignorantia non excusat, et multo minus Neapoli ubi adest copia Doctorum, et multo minus PP. Societatis, qui ubique sunt omniscii. Imo dixerim constare de mala fide, quoniam PP. Societatis notum esse debet quod baptismus cathecumenorum celebrari nequit extra cathedralem, nisi cum licentia Ordinarii, et cum interventu prioris generalis Archiconfraternitatis cathecumenorum, dum alias occasione pariter sedis vacantis PP. tentarunt baptismum peragere in eorum ecclesia de licentia Domini Nuntii Apostolici superintendentis; et non habuit effectum, quia in limine functionis idem D. Nuntius mandavit ne fieret absque interventu dicti prioris et parochi cathedralis Summ. num. 11. Ac si PP. non existimassent licentiam Ordinarii esse necessariam, utique nullus illorum adivisset D. Nuntium modernum pro ea obtinenda, quod sive tegatur uno modo, sive altero, negari non potest quod fuit petita et apparebit veritas ex litteris D. Nuntii qui PP. remisit ad Vicarium capitularem; sed clarius apparet in Patribus scientia necessitatis petendi licentiam, dum ita practicatum fuit in baptismate celebrato in eorum ecclesia de annis 1635 et 1636 Summ. num. 12.

» His positis descendendo ad dubia, ad primum: *An edictum substineatur?* respondendum venit *affirmative*, non solum pro futuro, verum etiam pro praeterito, quoniam quoad futurum continet prohibitionem poenalem, quae fieri potest ab Ordinario. Et quoad praeteritum continet punitionem duplicis excessus perturbationis jurisdictionis ordinariae.

» Non obstat si dicatur debuisse praecedere monitionem ad textum in cap. *Romana* de Sententia excom. in 6. quoniam in notoriis et quando non fertur sententia condemnatoria, sed tantum declaratoria censurae, non requiritur citatio, ut bene distinguit Felinus in cap. *Cum non ab homine* de Judic. In casu autem nostro vicarius processit per viam declaratoriae, non condemnatoriae ut ex verbis edicti: E per quel che sino ad esso è successo, li dichiariamo incorsi nelle pene, e censure di scommunica, sospensione, ed interdetto nei sacri Concilii, canoni, bolle e constituzioni communi e sinodali late contro quelli, che ardiscono turbare ed usurpare in qualsivoglia modo cooperando favorendo e consultando, la giurisdizione e jus della cattedrale singolarmente sede vacante.

» Non excusat praetensa bona fides quia jus cathedralis, ut in ea tantum baptizentur cathecumeni, ultra constitutiones particulares ecclesiae Neapolitanae dicto Summario num. 1. et consuetudinem dicto Summ. num. 2. est fundatum in jure, cujus ignorantia, ut diximus, non excusat. Imo bonae fidei praesumptio prorsus excluditur per licentias secundum tempora petitas, quando baptismata celebrata fuere extra cathedralem, et per interventum prioris generalis Archiconfraternitatis nostrae cathedralis Summ. dicto num. 2. et num. 12; etiam in ipsa Arce Castri Novi, quando necessitas custodiendi baptizandum condemnatum exposcebat, ut celebraretur in loco tuto, ut etiam ex fide ex adverso data Summ. advers. num. 4.

» Ac rursus bona fides adstrui non potest ex praetensa multiplicitate actuum in dicta arce, quia, vel fuerunt cum debita licentia, et haec etiam nunc peti debebat, vel fuerunt clandestini, prout deducitur ex attestatione a nobis data dicto Summario num. 11. et non debent authorizare contraventionem juris communis notorii et particularis ecclesiae cathedralis.

» Nec suffragatur licentia regii capellani majoris, dum iste in materia sacramentorum nullam habet jurisdictionem ut ex declarationibus datis Summ. num. 6.

» Neque dicatur constitutionem factam anno 1584 non praejudicare consuetudini centenariae Arcis, quoniam etiam admissis partitis ex adverso datis, quae incipiunt ab anno 1571, facto computo ad tempus constitutionis vix effluxerant anni tredecim, non centum; praeterquam quod deberet ostendi consuetudinem fuisse introductam cum scientia Ordinarii, quae tantum abest quod ostendatur, quod imo docemus de contrario dicto nostro Summ. num. 11.

» Sed quando adhuc in hoc (quod non credimus) aliquid condonari deberet ignorantiae, certe in alio puncto contraventionis per processionem celebratam contra jus et contra decreta SS. Congregationum, et sub forma per constitutiones synodales prohibita, manifesta est ac notoria perturbatio jurisdictionis ordinariae, praesertim cum negari non possit delatio et erectio magnae crucis extra claustra, quae est actus jurisdictionis ric. d. p. 1. decis. 90. num. 2. Ideoque potuerunt puniri, excommunicari, et interdici ab ordinario uti turbatores jurisdictionis ordinariae, ut firmat Donatus dicta q. 91. num. 10 ex Tamburino et Rotario. Et quoniam agitur de facto notorio,

substinetur declaratoria censurarum absque intimatione, ut ostendimus ex Felino.

» Posita igitur subsistentia edicti, deveniendo ad secundum dubium, cum pater de Hieronymo esset declaratus incurrisse in censuras, non solum potuit, quin imo debuit suspendi ab audiendis confessionibus, ut beneficio juridictionis ordinariae, contra quam peccaverat, se privatum sentiret.

» Nec dicat ipsum ignorasse ea, quae P. Tardini egit cum Domino Nuntio, quoniam dum idem Tardinus testatur non potuisse reperiri documenta, manifeste colligitur quod ergo factae fuerunt diligentiae, quas non innotuisse patri de Hieronymo habeo pro impossibili, dum ipse faciebat principaliorem personam in hoc negocio. Neganda igitur PP. Societatis excusatio, quae in aliis claustralibus admittitur a Lapo in alleg. 73 num. 6. quoniam in his non militat incuria et rusticitas, quae ex doctrina Lapi in aliis admittitur. In his certe numquam admittam ne meos magistros, quos cautissimos ac doctissimos expertus sum, declarem incautos.

» Nec taxetur vicarius de injurioso erga Societatem, quasi dixerit tentatum novam regaliam fundari, quoniam vicarius Societatem veneratur, sed de aliquo in particulari utinam vicarius mentiretur, neque in haec materia, utpote politica, ubi simplex suspicio praevalet, requirenda sunt documenta clara.

» Quibus stantibus, cum P. de Hieronymo non possit excusari offendisse jurisdictionem ordinariam et incurrisse in poenas sive propter baptismum, sive propter processionem, cujus ipse fuit ductor, ut ex testibus in Summario num. 4, jure merito comprehensus fuit in declaratoria, ac proinde merito etiam ab audiendis confessionibus suspensus. Quare. — *Gregorius de Firmanis.*

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers donna gain de cause à S. François, en lui rendant le pouvoir de confesser. Voici la décision : *Reintegrandum esse P. Franciscum de Hieronymo ad facultatem audiendi confessiones saecularium.* Die 31 augusti 1685. »

La controverse Napolitaine dura plusieurs années après cette décision. Au mois de novembre, S. François de Hieronymo demanda à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers de déclarer nul et sans valeur l'édit du vicaire capitulaire en ce qui concerne le baptême; car la décision du 31 août concernait uniquement la privation de la confession, et l'on pouvait craindre que les censures comminées généralement par l'édit atteignissent le Père François. La S. Congrégation répondit : *Satis provisum quoad P. de Hieronymo.* Cette réponse tranquillisa le saint missionnaire, en lui donnant l'assurance qu'il n'avait encouru aucune censure. Neanmoins, comme l'édit demeura affiché aux portes de la cathédrale et à d'autres endroits, et comme il désignait tous les réguliers, les sociétés, les congrégations et les autres personnes qui avaient accompagné les quatre Turcs, quelques-uns des intéressés supplièrent la S. Congrégation de vouloir déclarer qu'ils n'avaient encouru aucune censure, suspense et interdit, pour pouvoir être tranquilles en conscience et être en mesure d'exhiber la déclaration implorée. Considérant l'édit comme suffisamment frappé par la décision du 31 août, la S. Congrégation se contenta de répondre: *Non indigere.* Le 7 mars 1686.

104. L'affaire revint l'année suivante à la S. Congrégation du Concile. Cette seconde fois tous les curés de Naples prirent part à la controverse, parce que celui de la cathédrale manifesta la prétention de baptiser les infidèles, soit par lui-même, soit par délégué ; de là vint que les curés soumirent à la S. Congrégation la question suivante: Le droit de baptiser les infidèles convertis à la foi appartient-il au curé de l'église métropolitaine, ou plutôt aux curés des paroisses dans les limites desquelles les néophytes demeurent?

Les deux parties présentèrent un grand nombre de mémoires et de titres; comme il serait difficile de les reproduire, nous nous contentons de donner ceux des curés, qui gagnèrent leur procès. L'affaire ayant été portée à la S. Congrégation trois fois, il y eut plusieurs mémoires de part et d'autre; le dernier des curés est le plus complet.

Après avoir établi que la paroisse de la cathédrale est une paroisse particulière dont le district est déterminé, et non celle de toute la ville, le défenseur des curés soutient que le curé de la cathédrale, ayant un territoire particulier, ne peut administrer les sacremens aux fidèles qui demeurent dans un autre district paroissial ; le droit canonique s'y oppose. L'archevêque n'a pas le pouvoir de déléguer généralement ou fréquemment les baptêmes des infidèles au curé de la cathedrale, au préjudice de leur curé légitime; car l'Ordinaire doit respecter le droit d'autrui, et se garder de toute partialité. On oppose la coutume; mais d'abord, le curé de la cathédrale peut-il être témoin dans sa propre cause ? Ensuite, il faudrait prouver que les autres curés ont toléré sans réclamer. Enfin, comme l'on sait d'autre part que les curés ont fait aussi bien des baptêmes d'adultes, l'usage de la cathédrale ne prouve rien contre la possession de ces curés. Quant aux statuts synodaux qui réservent le baptême des adultes à la cathédrale, nous devons les interpréter suivant le droit et le Rituel romain, qui parlent de la cathédrale comme siége de l'évêque, et non comme paroisse particulière. En effet, le Rituel porte que le baptême des adultes doit être déféré à l'évêque s'il peut le faire commodément; dans le cas contraire, le curé use de son droit. Voici le premier mémoire, que nous venons d'analyser brièvement.

« *Neapolitana Baptismi.* — An parochus ecclesiae metropolitanae ut parochus baptizare possit infideles conversos ad fidem, et suae curae non subditos, seu filianos degentes in districtibus aliarum parochiarum? et quatenus negative.

» An archiepiscopo licitum sit eadem baptismata perpetuo vel frequenter delegare parocho ecclesiae cathedralis?

» Emi ac Rmi DD. Praetentiones in praeinsertis quaesitis expositae patenter exorbitantes dignoscuntur distinguendo ecclesiam cathedralem, seu metropolitanam, quamvis unam materialem in duas formales, seu spirituales, videlicet cathedralem et particulariter parochialem.

» Quod enim una ecclesia materialis possit esse duplex formalis seu spiritualis habemus in Urbe, ubi ecclesiae patriarchales sunt cathedrales pro summo pontifice cum cardinalibus, et collegiatae pro archipresbyteris cum canonicis; extant etiam ecclesiae titulares simul et regulares, itidem regulares simul et parochiales. Eadem duplicitas notatur in dec. unica de sepultur. in antiquis num. 3. litt. D. pag. 435, in dec. 67. coram Verallo p. 1. pag. 43. in dec. 225. num. 21. ad 24. p. 19. recent. fuitque per hanc S. Cong. comprobata in Ragusina sub die 16 martii 1680 rursus per Sac. Cong. episcoporum in Reatina sub die 7 julii 1684; quinimo specifice, quod eadem ecclesia materialis sit duplex formalis videlicet cathedralis pro episcopo cum canonicis et particulariter parochialis pro parocho praecisi districtus, tenuit haec S. Congregatio in *Tiburtina* sub die 12 mensis mai 1685, reprobans similes praetentiones parochi ecclesiae cathedralis, quem tale nuncupandum demonstrative, non specificative censuit, et habendum ac si particularis parochia instituta foret in particulari ecclesia extra cathedralem. Adest insuper decretum relatum a Barbosa, dec. apostol. collect. 556, num. 2. ac notat Lavor. elucubrat. tit. 2. cap. 11. num. 78.

» Hac distinctione praemissa, et constito de particulari districtu parochiae in ecclesia metropolitana erectae, ut in nostro Summario num. 1; negative ad ambo quaesita respondendum est, ut suppliciter instamus.

» Generaliter enim vetitum est parocho ecclesiae cathedralis, quia est parochus territorii particularis, ministrare sacramenta degentibus in districtu alterius parochiae, vel extra

suum particularem districtum, ut decrevit Sacra Congregatio relata per Barbosa (collect. 556. num. 2). Rursus *de officio parochi*, cap. 19. num. 14; etiam quoad canonicos ecclesiae cathedralis in territorio alterius parochiae habitantes, ut firmat Lap. alleg. 62. L. D. Lavor. elucubrat. tit. 2. cap. 11. n. 77. censuitque Sac. Cong. in *Mantuana* sub die 16 martii 1680, super 4 quaesito; in *Sarzanen.* sub die 5 julii 1681. Rursus in eadem *Tiburtina* sub die 12 mensis maii 1685. Nequit ergo parochus ecclesiae cathedralis licite alienos filianos baptizare, dum in propria illorum parochia extat fons baptismalis, ut de jure vetitum notat Barbosa, *de officio parochi* cap. 18, n. 7 ad 11, loquens de baptismo. Bonac. de Sacram. disput. 2 quaest. 2, punt. num. 10. pag. 45. t. 1.

» Quae ipsa est ratio ne liceat archiepiscopo per generalem delegationem vel frequentes delegationes baptismata infidelium delegare parocho ecclesiae cathedralis cum praejudicio propriorum parochorum, ut decretum refert Nicol. in *Floscul.* verbo *parochus* num. 27; quia debet unicuique tribuere jus suum a partialitatibus abstinendo.

» Ad praetensam consuetudinem a parocho ecclesiae metropolitanae deductam faciles sunt responsiones: 1. Quod ipsum baptizasse alienos filianos non probatur attestatione sua de hac qualitate, cum nequeat esse actor, et testis, ut in dec. 160 et 324 num. 5. coram Coccino. 2. Quod haec asserta baptismata non constito de scientia et patientia proprii parochi nihil valent nec ad simplicem possessionem manutenendam, ut abunde apud Posth. observ. 40; num. 6 ad 18 stante praesertim assistentia juris pro parocho proprio, quam deducimus sub §. generaliter enim. 3. Quod haec asserta baptismata constito de aliis factis a proprio parocho adultorum ad fidem conversorum, ut in nostro Summ. num. 2 cum seqq. nihil valent in praejudicium proprii parochi possidentis, nec indicium assertae consuetudinis important in dec. 538 num. 25; 742 num. 7; dec. ultima num. ult. p. 18. recent.

» Ad praetensam reservationem pro ecclesia cathedrali factam facilis pariter est responsio, eam intelligendam prout de jure, videlicet, pro ecclesia cathedrali ut tali quatenus sedes archiepiscopi est ad praescriptum ritualis de baptismo adultor. pag. 20. praecipientis hujusmodi baptismum si commode fieri potest ad episcopum deferri, ut ipse si voluerit baptizet, alias parochus utatur jure suo. Quod nihil prodest parocho cathedralis habentis particularem districtum, nec importat, quod proprii parochi baptizare debeant jure delegato, vel de licentia episcopi, ut per se patet, ac etiam diu comprobavit observantia interpretativa. — *Joannes Vincentius Russophilus.* »

Un second mémoire fut rédigé pour montrer que le curé de la cathédrale ne pouvait être considéré comme un vicaire de l'évêque, attendu son institution après concours et à titre de collation, comme cela se pratique pour les autres paroisses, avec délimitation de la circonscription paroissiale. On oppose un décret de l'archevêque en date du 26 mars 1586 qui prescrit de ne faire le baptême des catéchumènes que dans la cathédrale, un jour de solennité et avec les cérémonies d'usage. Nous avons déjà dit que cette réserve ne concerne pas le curé de la cathédrale, ni le baptême sacerdotal; il faut donc l'interpréter conformément au Rituel. D'ailleurs, la paroisse de la cathédrale n'était pas encore formellement érigée à cette époque. Dans son traité *de ecclesia cathedrali*, Francès semble dire que le curé de la cathédrale baptise au nom de la cathédrale elle-même, mais il ne donne aucune preuve; ailleurs, il distingue fort bien la cathédrale siége de l'évêque et la paroisse spéciale qui s'y trouve. Dans la pensée de l'adversaire, le curé de la cathédrale serait une sorte d'intermédiaire entre l'évêque et les curés des districts, ce qui ne peut se concilier avec le concile de Trente.

« *Neapolitana Juris baptizandi.* — Emi ac Rmi DD. Pars adversa, ut parochum ecclesiae cathedralis ostenderet vicarium archiepiscopi, attulit in hodierno summario literas patentes; sed ipsae literae patentes verificant vicarium curatum ecclesiae cathedralis verum esse parochum particularis parochiae cum titulo collativo, videlicet, publico edicto affixo in concursu ad formam concilii, et eumdem titulum collativum patentius verificat decretum bo. me. Cardinalis Gesualdi, ut in nostro summario impresso « Parochorum titulos collativos » erexit in ecclesia metropolitana S. Eligii etc. » Nec dubitandum est de praefinitione territorii, ac personarum: « Cons- » tituit limitavit terminos, intra quos debeant parochi minis- » trare sacramenta commorantibus in iisdem confinibus. » Ecce quod vicarius curatus ecclesiae cathedralis est parochus titulatus particularis, quales sunt omnes, non minister mercenarius pro episcopo, ut apud Fagnan. in C. *Constitutus*, N. 24 de filiis presbyt. primi decret. p. 2. pag. 340 in C. *Ex parte*, infra primi decretal. pag. 387 cum seq.

» Ad ostendendam vero assertam reservationem baptismorum pro ecclesia cathedrali, dat pars adversa decretum Emi Archiepiscopi sub die 26 martii 1586, videlicet: « Il battesimo « dei Catecumeni non si faccia se non nella chiesa cattedrale « in giornata solenne con le solite ceremonie. » Sed ultra responsionem alias datam quod talis reservatio non loquens de vicario curato ecclesiae cathedralis, nec de baptismo minus solemni ad simplicem ritum presbyteralem, intelligenda sit conformiter ad dispositionem Ritualis romani, pag. 20 § 3, adhuc si Emus Archiepiscopus anno 1586 reservationem fecisset pro vicario curato in statu vicarii quando cura residens in archiepiscopo exercebatur per simplices vicarios mercenarios ejusdem, nec ullus extabat titulus collativus, postmodum anno 1597 talis reservatio novata, et extincta fuisset per extinctionem vicariatus in statu simplicis ministerii mercenarii pro archiepiscopo, et erectionem tituli collativi parochorum, etiam in ecclesia cathedrali cum praefinitione territorii, et personarum in exequutionem juris communis, sacrique Concilii Trident. Sess. 24 de reformat. Cap. 13 vers. *In iis quoque*. Mutato igitur statu curae per institutionem tituli collativi parochorum, ex tunc viguit regula juris in can. 1, 13 q. 1 S. Concilii Sess. 24 cap. 13 ac plurium doctorum, quos retulimus in scripturis impressis § *Est enim*, nec ab inde potuit archiepiscopus quidquam decernere contra regulam juris, et Concilii, prout nihil decrevit.

« Eadem responsione confutatur objectum praetensae consuetudinis; nam ultra responsiones datas in scripturis impressis § *Deduxit* usque ad finem, sat esset respondere quod si vicarius curatus ecclesiae cathedralis continuavit baptismos in exequutionem decreti facti anno 1586 postmodum anno 1597 novati, seu sublati, nulla est consuetudo in continuatione, ut notat Soccin. in L. si filius n. 7 ff. de liber. et posthum. quia nullus fuit animus consuetudinem inducendi, ut legem non scriptam, sed tantum error in continuando exequutionem decreti extincti.

« Nec subsistit opinio Frances *de Cathed. eccles.* cap. 21 infra n. 87, ubi supposuit, quod parochus ecclesiae cathedralis baptizat jure proprio ipsius cathedralis; hoc enim suppositum Frances, nec probavit ullo textu, aut doctrina, nec probare potuit contra regulam, et Sac. Concilium Tridentinum; quinimmo convincitur per suam ipsius doctrinam sub n. 66 ubi distinxerat duplicem usum ecclesiae cathedralis, videlicet, ut cathedralis pro episcopo, et ut particulariter parochialis pro parocho particularis districtus, ac si duae forent ecclesiae materiales, duoque fontes baptismales, alias posset parochus in ecclesia cathedrali ministrare omnia sacramenta omnibus dioecesanis, quod ut contrarium sacro Concilio improbavit SSmus die 7 februarii 1682, atque ideo argumentum, quod nimis probaret, nihil probat, ut in dec. 440 n. 4 p. 13 rec.

« Et quidem ad sensum partis adversae, parochus titulatus in cathedrali esset tertium quid cumulative medium inter epi-

scopum et parochum domiciliarem, contra Sacrum Concilium taxative loquens de parocho videlicet: *A quo solo sacramenta suscipiant* et contra Rituale loquens de parocho post episcopum praeceptive: *Parochus ipse baptizet.* — *Joannes Vincentius Russophilus.* »

Pour le besoin de la cause, on fit prendre dans les archives des Evêques et Réguliers plusieurs décrets qui dénient à l'Ordinaire le pouvoir de déléguer fréquemment la permission de baptiser, sans l'agrément du légitime curé. Voici, en effet, une lettre de la S. Congrégation au vicaire capitulaire de Naples: « Cette S. Congrégation a appris qu'à l'occasion des baptêmes et des mariages qui doivent avoir lieu dans cette ville de Naples, surtout entre nobles, vous avez coutume, sans demander le consentement des curés, d'autoriser d'autres prêtres et des religieux à administrer ces sacremens, même hors des églises paroissiales. Et comme cela cause un grand préjudice aux curés, qui sont chargés de ces fonctions par le saint concile de Trente, ces Emes Seigneurs m'ont prescrit de vous dire qu'il ne convient pas ordinairement d'enlever ces fonctions aux curés sans quelque très grave raison. Vous devrez donc être attentif désormais à ne pas déléguer d'autres prêtres pour l'administration des sacremens susdits, si ce n'est pour des occasions importantes, et lorsque vous le jugerez nécessaire sous quelque rapport. Rome le 14 décembre 1604. »

La S. Congrégation du Concile s'occupa de la question deux fois, le 30 août et le 27 septembre 1687. La première fois les avis furent tellement partagés, qu'il fut impossible de prendre une décision. Enfin, à la seconde proposition, la S. Congrégation décida que le curé de la cathédrale de Naples n'avait nullement le droit de baptiser les infidèles qui se convertissent, ce droit appartenant aux curés des paroisses où résident les néophytes, sauf la disposition du Rituel romain qui réserve à l'évêque le baptême solennel des adultes. Voici le *folium* et la décision.

« Neapolitana juris baptizandi. — Praetendente parocho » seu vicario curato ecclesiae metropolitanae sibi competere » jus baptizandi per se, vel per alios ab ipso delegandos in- » fideles ad fidem conversos privative, quoad parochos paro- » chiarum, intra quarum limites baptizandi degunt, iidem pa- » rochi recursum habuerunt ad hanc S. Congregationem pro » quaestionis resolutione.

» Vicarius tunc temporis generalis auditus plura retulit fa- » vore dicti vicarii curati, ut ex ejus relatione per manus » circumferenda, qua perpensa simul cum caeteris per in- » formantes deducendis decernendum est:

An jus baptizandi dictos infideles ad fidem conversos com- » petat vicario curato ecclesiae metropolitanae, vel potius pa- » rochis parochiarum intra quarum limites baptizandi degunt?

» Sacra Congregatio rescripsit: *Iterum proponatur.* Die 6 » septembris 1687. »

« Neapolitana. Juris baptizandi. — Cum ob suffragiorum » discordiam jussum fuerit in anteacta Congregatione causam » hanc iterum proponi, dignabuntur Emi PP. in presenti » decernere:

« An jus baptizandi infideles ad fidem conversos competat » vicario curato ecclesiae metropolitane, vel potius parochis » parochiarum, intra quarum limites baptizandi degunt?

« Sacra Congregatio rescripsit: *Spectare ad parochos do- » micilii servata forma Ritualis Romani.* Die 27 septem- » bris 1687. »

Ne se tenant pas pour entièrement vaincu, le curé de la cathédrale de Naples demanda la révision de l'affaire. De là nouveaux mémoires des canonistes et des avocats. Il suffira de rapporter celui des curés de la ville.

Le droit d'administrer les sacremens appartient incontestablement au curé du domicile, à l'exclusion de toute autre personne; le Concile de Trente est formel, Sess. 24, c. 13, de reform. Les canonistes appliquent ce principe au baptême des adultes; ainsi, la glose commune, le cardinal de Turrecremata, Bellamera, Germonius, et d'autres. D'autre part, tout le monde reconnait que le curé de la cathédrale de Naples, loin d'être le curé de toute la ville, administre un district spécial. Faut-il le considérer comme le délégué de l'évêque? Mais il n'est pas au pouvoir de l'évêque de déléguer ainsi l'administration du baptême, au préjudice du curé légitime; on a plusieurs décrets de la S. Congrégation sur ce point, lesquels défendent aussi de déléguer les mariages, et les fonctions solennelles du choeur. La délégation d'un acte qui appartient à autrui *jure proprio* serait une injustice. Le pape Innocent XI a condamné la prétendue délégation du curé du Latran et du curé de S. Pierre par rapport à la communion pascale. Le Rituel romain recommande de déférer le baptême des adultes à l'évêque, lorsque cela peut avoir lieu commodément, afin qu'il les baptise pontificalement, s'il veut; et le Rituel ajoute: *Alioquin parochus ipse baptizet statuta caeremonia.* Il n'est pas dit que l'évêque peut déléguer le baptême, au préjudice du curé domiciliaire. Telle est aussi la pratique de Rome; le cardinal vicaire, ou le vice-gérant baptise *pontificaliter* les adultes, mais il n'y a pas d'exemple que le baptême sacerdotal ait été conféré par le curé de S. Jean de Latran ou par un délégué. Le curé de la cathédrale de Naples oppose la coutume, ou la prescription sans la prouver légalement. Un grand nombre de baptêmes ont eu lieu à la cathédrale, rien ne prouve que les néophytes fussent d'une autre paroisse. Les permissions données par le vicaire général ou par le prieur de l'archiconfrérie de la doctrine chrétienne concernent l'aptitude des néophytes sous le rapport de l'instruction catéchistique, et non l'autorisation de conférer le baptême. Il n'est pas prouvé que les curés aient toléré tranquillement que le baptême des adultes fût administré par le curé de la cathédrale. On a bien des exemples de baptêmes conférés par les curés domiciliaires, ce qui empêche la coutume, ou la prescription. D'ailleurs, le concile de Trente condamne l'usage que les curés étrangers administrent les sacremens, cet usage fût-il immémorial. Voici le mémoire entier:

« *Neapolitana. Juris baptizandi pro DD. Parochis habentibus fontem baptismalem contra vicarium curatum ecclesiae metropolitanae. Altera facti et juris pro confirmatione Decreti.*

« *An sit standum in decretis?*

« Emi ac Rmi DD. Die 27 septembris proxime lapsi prodiit ab hac Sacra Congregatione decretum *baptismos adultorum pertinere ad parochos domicilii*, rejecta praetensione parochi ecclesiae cathedralis, et hodie id ipsum decretum confirmari suppliciter instamus.

« Est enim certum et non controvertitur, jus administrandi sacramenta pertinere ad parochos domicilii privative quoad omnes, ut est lex in Can. 1, 13 quaest. 1 et sancitur in Concilio Tridentino Sess. 24 de reform. cap. 13, videlicet: « Peculiarem parochum assignent, qui eas cognoscere valeat, « et a quo solo licite sacramenta suscipiant, » ut etiam specifice de baptismo tenent Bonac. de Sacram. disp. 2 q. 2. punct. 5 N. 10 pag. 45 tom. 1 Barbos. *de paroch.* cap. 18 n. 7 Frances *de Cathedralibus eccles.* cap. 21 ad num. 82 ac magis specifice de baptismo adultorum (qui sunt termini nostri) glossa interpretans Can. *Nec numerus* 10 quaest. 3 sub verbo *Aut in electa.* Optime cardinalis Turrecremata tom. 2 fol. 175 ad eumdem can. *Nec numerus* « ibi » Cae- » terum illud nota quod si pagani, vel judaei habent domi- » cilium in parochia mea, non sunt suscipiendi ad baptismum » in alia parochia. » Praepositus 2 pag. decreti ad eumdem can. *Nec numerus* n. 2 fol. 200 Archidiac. ibidem num. 2 Bellamera in decretum, causa 10. quaest. 3 § *Nec numerus*

versic. in glossa, Germonius ibidem vers. *Sed illico nota*, fol. 285.

« Certum pariter est, nec controvertitur, quod parochus ecclesiae cathedralis non est parochus dioecesis, vel civitatis, sed particularis districtus, quem Neapoli distincte descriptum assignavit bo. me. card. Gesualdus Archiepiscopus anno 1597, ut authentice apud D. Secretarium, atque ita patet, quod hic parochus non potest licite sacramenta ministrare in alio districtu aut parochianis alterius parochiae, obsistentibus legibus hic allegatis, sed tantum potest ministrare in suo districtu suisque parochianis, ut extat decretum bo. me. Card. Gesualdi, quod damus in subnexo Summ. n. 1. Atque contra parochum Ecclesiae cathedralis decrevit Sacra Congregatio relata per Barbos. decis. Apost. Collect. 556. num. 2. per Gavantum in *Manuali Episcop.* verbo *Parochorum munera* in additione num. 2 et distinguendo ecclesiam cathedralem, quatenus est Sedes Episcopi, ab eadem ecclesia quatenus est sedes parochi particularis, comprobat Frances, de Cathedral. eccles. cap. 21. num. 66. Tenuit quoque S. Congregatio in *Tiburtina* sub die 12 mensis maii 1685, non secus ac si duae forent ecclesiae materiales separatae cathedralis, et parochialis. Unicum objectum, quod parochus in cathedrali existens saltem jure delegato per episcopum, sive ut habens delegata jura ecclesiae cathedralis, possit licite baptismum conferre alienis parochianis facile refellitur decreto Card. Gesualdi limitativo juris parochialis in ecclesia cathedrali quoad particulares personas in eo contentas, ut literaliter in subnexo Summ. num. 1. De jure pariter improbatur talis praetensa delegatio super parochianis ecclesiarum parochialium habentium fontem baptismalem, erga quos licitum non est episcopo delegare baptismos, nec in ecclesia cathedrali, praesertim presbyteris aequalibus proprio parocho in ordine presbyteratus, ut authoritate Sac. Concilii Tridentini decrevit S. Congregatio Episcoporum decreto relato per Nicol. in *Flosculis* verbo *parochus* num. 27; quod hic damus in subnexo Summ. num. 2. Nec matrimonia licite potest episcopus delegare, ut ibidem, neque functiones solemnes in choro celebrandas, etsi ad episcopum pertineant, ut apud Barbos. dec. Apost. collect. 253 infra num. 19. collect. 391. num. 2. Juris Ecclesiastici lib. 1. cap. 24. num. 46. de Canonic. cap. 5. num. pariter 46 tenuitque Sac. Cong. Rituum in *Baren.* ad relationem D. Card. Azzolini sub die 6 maii 1679 perpetuum silentium desuper imponendo: quibus Decretis ita praevalentibus nihil valet opinio cujusque doctoris in contrarium, quia nefas foret particularem doctorem opponere oraculis Sac. Congregationis immo et S. Concilii Tridentini.

» Praevalet insuper ratio potissima, nam delegare quod alteri debetur jure proprio, injuria est, non committenda per episcopos, qui dati sunt ad jura singulis servanda, ut specifice praetensam delegationem in parochis Lateranen. ac Vaticano quoad communionem in Paschate improbavit SSmus D. N. Innocentius XI die 5 februarii 1682 praesentibus DD. Card. Carpineo et de Angelis tunc Vicesgerente, cum omnibus parochis, derogavitque consuetudini etiam immemorabili, privilegiis, et decretis SS. Congregationum, ut refert D. Pignatellus, consult. 89. num. 17 tom. 7 per me reviso mandante Rmo D. Magistro S. Palatii ad proximam editionem.

» Nec parocho cathedralis prodest, sed obest Rituale romanum pag. 20. §. 3 quia praeceptive loquitur: « Adultorum » baptismus, ubi commode fieri potest ad episcopum defera» tur, ut si placuerit solemnius ab eo conferatur, alioquin pa» rochus ipse baptizet statuta caeremonia. » Ecce literalem legem Ritualis distincte mandantis quod requiratur episcopus, an baptizare velit adultos ritu solemniori, videlicet pontificali praescripto ibidem pag. 41; episcopo autem nolente, parochus ipse baptizet statuta caeremonia, videlicet ritu presbyterali praescripto ibidem pag. 13 ad 19. Nec Rituale dicit, quod episcopus deleget, vel delegatus episcopi baptizet ritu presbyterali, quia talem injuriam proprio parocho facere noluit, atque ita Rituale conformatur cum dispositione juris communis, qua baptismus adultorum pertinet ad parochum domicilii, ut firmatur sub §. *Est enim.*

» Viget quoque notissima observantia juris communis, et Ritualis in Urbe omnium ecclesiarum magistra, nam baptismi pontificaliter, et ita solemnius conferuntur adultis per eminentissimum vicarium vel Rmum Vicesgerentem, numquam tamen ritu presbyterali per vicarium curatum Lateranensem, nec ut delegatum, neque per alium similem presbyterum, excluso proprio parocho, ut ex certa scientia testificari possunt Emi DD. mei Carpineus et de Angelis. Quae observantia in facto et non facto praevaleret interpretationi de jure meliori, si opus foret, ut in dec. 520. num. 11. ad 15. p. 1. dec. 5 num. 17 ad 20, p. 14. dec. 21. num. 15. p. 19.

» Deduxit novissime vicarius curatus ecclesiae cathedralis praetensam consuetudinem, seu praescriptionem de baptismis adultorum; sed nullatenus consuetudo, seu praescriptio subsistit.

» Quatenus enim deducuntur testimonia extrajudicialiter emendicata, nihil valent ad consuetudinem, vel praescriptionem verificandam, ut dixit Rota dec. 1014, coram Coccino 331. n. 11 p. 16 recent.

» Quatenus deducuntur mille baptismi adultorum notati apud Congregationem doctrinae christianae ab anno 1597 ad 1687, nihil ex adverso probatur, quia partitae hujusmodi baptismorum non specificant adultos alienae parochiae a cathedrali, quamvis dicant eos baptizatos in cathedrali; estque regula, quod consuetudo, vel praescriptio probetur tantum actibus certis, et specificis, seu specifice conformibus ad terminos controversos, ut in decis. 379. num. 23. coram Priolo 355. n. 3. pag. 14 decis. 96. num. 20. cum seq. 188. num. 30. 208. num. 16. 279. num. 7. p. 17. recent.

» Quatenus quoque deducuntur ducentum baptismi administrati extra ecclesiam cathedralem de licentia vicarii generalis Neapolitani, vel prioris ejusdem congregationis, non probatur delegatio, sed tantum licentia necessaria quoad capacitatem adultorum qui fide christiana instruuntur apud congregationem doctrinae christianae, suntque incapaces baptismi donec constet ipsos fuisse sufficienter instructos. Ideo patet nihil probare hujusmodi actus non specificantes praetensam delegationem in proprios parochos baptizatorum.

» Praeterea nullibi constat de scientia et patientia parochorum, quod baptismi non solemnes ministrarentur in ecclesia cathedrali a vicario curato; estque certum sine scientia et patientia ejus, cujus interest, nullam induci consuetudinem, vel praescriptionem, ut notat Spada cons. 42. num. 11. tom. 2. Rot. decis. 19. num. 12. cum seq. coram Buratt. 266. num. 25. p. 15. dec. 340. num. 21. p. 19.

» Ulterius constat de baptismis adultorum per proprios parochos domiciliares collatis, ut in subnexo Summ. n. 3; quibus impedita est omnis consuetudo, vel praescriptio in contrarium, ut apud Rotam, decis. 288. num. 5. coram Pamphilio 114. num. ult. coram Carillo 232. infra num. 8. coram Celso 566. num. 21. cum seq. coram card. Cerro 206. num. 17. p. 16. decis. 208. num. 15. 279. infra num. 8. p. 17. decis. 538. num. 25. 742. num. 7. decis. 820. num. ult. part. 18.

» Quinimo Sacrum Concilium Tridentinum sess. 24 c. 13. de reformat. improbat consuetudines etiam immemorabiles pro alienis parochis, quod omnia sacramenta, praesertim in civitatibus, aut locis, ubi parochiae sunt distinctae, prout in Urbe improbavit SSmus D. N. die 5 februarii 1682.

» Neque relevant praetensae attestationes, quas importunis requisitionibus pars adversa extorsit a manu aliquot parochorum. Quia sunt aequivocae, ac recta datur interpretatio ad terminos Ritualis per eosdem parochos, ut in subnexo Summ.

num. 4. et 5. utque de jure licitum dixit Rota decis. 582. num. 11. coram Pamphilio decis. 63. num. 5. p. 17. per Text. in l. si quis intentione 66. cum glossa, et Bartolo num. de judic. Immo rectoribus ecclesiarum agentibus pro ecclesiis licitum est improbare factum proprium etiam juratum, ut in decis. 490 num. ult. coram Merlin. 313. num. 10. p. 13. Sed insuper constat de vano labore in emendicandis, vel extorquendis attestationibus, dum generaliter Sac. Concilium Tridentinum improbat consuetudinem immemorabilem pro alieno parocho in omnibus sacramentis. — *Joannes Vincentius Russophilus* — *Nicolaus Clausus.* »

La S. Congrégation du Concile confirma son jugement contre les prétentions du curé de la cathédrale. Voici la décision définitive :

« Neapolitana. Juris baptizandi. — Adversus resolutionem » quae in secunda hujus causae propositione capta fuit sub » die 27 septembris proximi praeteriti informantes pro vicario » curato ecclesiae metropolitanae plura cumulant, tam in facto, » quam in jure, quibus perpensis Emi PP. non gravabuntur » decernere :

» An sit standum, vel recedendum a decisis?

» Sacra Congregatio respondit: *In decisis.* Die 21 februa- » rii 1688. »

105. La controverse présenta un dernier incident. A la demande du curé de la cathédrale et du prieur de l'archiconfrérie de la doctrine chrétienne, le vicaire général de Naples rendit un décret qui défendit aux curés de la ville et du diocèse de baptiser les infidèles, à moins d'en demander au préalable la permission, et d'obtenir un certificat du chanoine prieur de l'archiconfrérie de la doctrine chrétienne, attestant que les néophytes connaissent suffisamment le catéchisme et peuvent licitement recevoir le baptême; attestation qui devrait être donnée sous la foi du serment et par écrit, sous peine de suspense. Les curés de la ville et du diocèse portèrent plainte à la S. Congrégation du Concile contre un décret qui semblait rendre illusoires les décisions du Saint-Siége. La S. Congrégation ne voulut pas que les curés fussent obligés de demander la permission de baptiser les infidèles; mais elle permit le certificat du prieur de la doctrine chrétienne concernant l'instruction catéchistique et l'aptitude des néophytes.

« Neapolitana juris baptizandi. — Postquam Sacra Con- » gregatio sub die 27 septembris 1687 et 21 februarii cur- » rentis anni decreverat, jus baptizandi infideles ad fidem » conversos spectare ad parochum domicilii baptizandorum, » servata forma Ritualis Romani, prior archiconfraternitatis » Doctrinae Christianae et vicarius curatus ecclesiae metro- » politanae oblatis vicario generali Emi Archiepiscopi preci- » bus, sequens rescriptum, seu decretum ab eadem obti- » nuerunt: Rev. parochi civitatis, et dioecesis Neapolitanae » non audeant in futurum baptizare infideles nisi prius pe- » tita licentia obtentaque attestatione a D. Canonico priore » generali Archiconfraternitatis Doctrinae Christianae nostrae » cathedralis, an sufficienter sint instructi catechismo ca- » tholico, et an sint capaces dicti Sacramenti, quae attes- » tatio super utraque qualitate fiat jurata, et in scriptis, sub » poena suspensionis.

» Hinc parochi caeterarum ecclesiarum civitatis et dioe- » cesis opinantur tali modo clusa esse decreta Sacrae Con- » gregationis nihil a quopiam addito vel detracto adamussim » servanda. Unde utraque parte informante resolvendum pro- » ponitur:

» An supradictum rescriptum, seu decretum vicarii gene- » ralis Neapolitani sit servandum ?

» Sacra Congregatio respondit :

» *Ad mentem.* Mens est, *quod deleantur a decreto vicarii* » *illa tantum verba* petita licentia. Die 28 augusti 1688. »

CHAPITRE V.

Suite du même sujet. Privilèges des églises matrices.

106. La S. Congrégation reconnut pour le curé de la basilique Vaticane, en 1700, le droit de baptiser tous les enfants de Rome, en vertu d'un privilége formel des Souverains Pontifes Innocent III, Grégoire IX, Innocent VI et S. Pie V. Les curés de Rome pensèrent que le privilége concernait uniquement les églises filles de la basilique, loin de comprendre toutes les paroisses de la ville. Ils dirent aussi que la coutume n'était pas prescrite légalement, et que d'ailleurs des réclamations judiciaires en avaient interrompu le cours. Néanmoins, la S. Congrégation rendit la décision suivante :

« Romana. Juris baptizandi. — Praetendente parocho Sa- » crosanctae basilicae S. Petri in Vaticano, vigore cujusdam » asserti decreti visitatoris apostolici, consuetudinis etiam le- » gitime praescriptae, ac indultorum Summorum Pontificum » et signanter Innocentii III, Gregorii IX, Innocentii VI, » ac Beati Pii V ad se spectare cumulative jus baptizandi » infantes natos etiam in omnibus aliis parochiis Urbis, et e » converso asserentibus illarum parochis assistentia juris suf- » fultis, dictum decretum visitatoris intelligi debere de pa- » rochiis filialibus. Consuetudinem non esse legitime prae- » scriptam, sed pluries per reclamationes etiam judiciales » usque et ab anno 1635 interruptam, nullamque in dictis in- » dultis pontificiis mentionem fieri de hoc praetenso jure bap- » tizandi cumulative alienos infantes, imo eamdem cumula- » tivam excludi ex limitata quatuor parochiarum assignatione » eidem sacrosanctae basilicae in eisdem literis apostolicis » expressa, cum individuali subjectione fontium baptismalium. » Jure merito in hac ancipiti, et inter partes adeo agitata » quaestione, rectissimum EE. VV. expectatur judicium:

» An curato S. Petri in Vaticano, liceat baptizare commo- » rantes in omnibus aliis parochiis Urbis?

» Sacra Congregatio censuit: *Affirmative.* Die 15 maii 1700. »

107. Quelques conciles provinciaux prescrivent de faire baptiser tous les enfans à la cathédrale pendant l'octave de Pâques et celle de la Pentecôte, conformément à l'ancienne discipline, qui s'est ainsi conservée dans certaines provinces. Cette disposition est-elle digne d'approbation ? La S. Congrégation la confirma jadis pour Savone; elle décida en même temps que le baptême était exclusivement réservé à la cathédrale et que les enfans nés pendant les deux octaves devaient également être baptisés à la cathédrale, quoique le baptême eût lieu après l'octave. La décision est du 17 juin 1713, et par conséquent antérieure à l'édition du *Thesaurus resolutionum* de la S. Congrégation du Concile, qui commence en 1718. On l'a pourtant insérée dans le recueil d'anciennes décisions qui se trouve tome 9 du *Thesaurus*, à la fin du volume. Mais on n'y a pas mentionné une décision du 16 décembre 1713, qui confirma pleinement la précédente en s'en référent au concile de la province: *In decisis in omnibus ad formam Concilii provincialis et amplius.*

108. Quelquefois, en permettant l'érection des fonts baptismaux dans les églises paroissiales qui en étaient privées, on laisse aux habitans la liberté de porter les enfans à d'autres paroisses. Tout dépend de l'usage, lequel se fonde le plus souvent sur la commodité topographique. Un exemple se lit dans le *Thesaurus*, tome 1er, p. 283, et 332. L'évêque a permis l'érection des fonts baptismaux dans l'église paroissiale de sainte Marie, de Seroni; le curé de S. Antonin fait opposition, parce qu'auparavant on baptisait les enfans dans sa paroisse; celle-ci n'étant nullement matrice par rapport à Seroni, la S. Congrégation autorise l'érection, *relicta libertate parochianis S. Mariae Castri Seronis deferendi juxta solitum*

filios baptizandos etiam ad alias parochias (Thesaur. tom. 1, pag. 332).

109. Lorsque plusieurs paroisses d'une ville ont de temps immémorial des fonts baptismaux communs, qui sont placés dans la principale église du pays, il est rare que la S. Congrégation consente à changer un pareil état de choses, qui n'offre aucun inconvénient sérieux puisqu'il s'agit de la même ville. On peut consulter le *Thesaurus resolutionum* de la S. Congrégation du Concile (tome 5, p. 97, 269). Campobassi diocèse de Bojano, a quatre paroisses; la première, sous le titre de sainte Marie Majeure, est gouvernée par un archiprêtre; les trois autres ont des curés distincts, qui exercent la juridiction sur certaines familles, quel que soit leur domicile. Les fonts baptismaux à l'usage de tous les curés se trouvent dans l'église archipresbytérale, où l'on conserve aussi le livre des baptêmes; l'on avait d'autres fonts baptismaux dans la collégiale de S. Léonard, qui est distincte des quatre paroisses. Des controverses ayant surgi, et les curés des trois paroisses ayant exprimé le désir d'ériger les fonts baptismaux, la S. Congrégation décide aussi: Il conste de la majorité de l'église archipresbytérale, il ne conste pas de sa matricité. Il n'y a pas lieu d'ériger les fonts baptismaux dans chaque paroisse; par conséquent on conservera les anciens fonts baptismaux communs à toute la ville, et il n'y aura qu'un seul registre de baptême, comme c'est l'usage. Les curés feront la bénédiction des fonts baptismaux à tour de rôle, conformément à une ancienne convention, et chacun baptisera ou fera baptiser par délégué ses paroissiens, sans que l'archiprêtre puisse s'attribuer la collation du sacrement par rapport aux enfans qui ne sont pas de sa paroisse (*Thesaur.* tom. 5, p. 270).

110. Lorsque la matricité d'une église n'est pas bien prouvée, la S. Congrégation accorde facilement l'autorisation de construire des fonts baptismaux dans les paroisses qui en sont privées. Fagnan rapporte une ancienne décision de la S. Congrégation, statuant que toutes les paroisses doivent avoir des fonts baptismaux, à moins qu'il n'existe une église matrice: « Censuit S. Congregatio in omnibus ecclesiis parochialibus » debere esse fontem baptismalem, nisi essent in aliquibus » specialiter ecclesiis deputati fontes baptismales, qui matri- » ces, vel baptismales ecclesiae vocantur, ita ut fiat distinctio » matricum ecclesiarum ab aliis curatis (Fagnan, cap. *Cum » contingat*, n. 59). » Le concile de Trente reconnaît cette distinction. Mais si la matricité n'est pas bien prouvée, la S. Congrégation permet l'érection, surtout si des circonstances particulières semblent l'exiger. Voici un exemple que fournit le *Thesaurus*, tom. 5. Fabriano a quatre paroisses, la cathédrale, la collégiale de S. Nicolas, S. Blaise qui appartient aux Camaldules, et S. Benoît qui appartient aux Sylvestrins. La cathédrale et la collégiale possédaient seules les fonts baptismaux et baptisaient les enfans des autres paroisses. En 1729, l'abbé des Camaldules a fait construire les fonts baptismaux dans son église paroissiale, après avoir prévenu l'évêque, qui a répondu qu'il pouvait faire tout ce qui serait conforme au droit. La question ayant été déférée à la S. Congrégation, les Camaldules nient que leur église de S. Blaise dépende de la cathédrale en tant que matrice. Les chanoines demandent tout au moins que les parents soient libres de faire baptiser leurs enfans à la cathédrale, comme par le passé. La S. Congrégation autorise l'érection des fonts baptismaux de S. Blaise, et refuse au curé de la cathédrale le privilége de baptiser les enfans des autres paroisses. (*Thesaur. resolut.* tome 5, p. 277, 283, 312, 314; tome 6).

111. Quoique la S. Congrégation s'inspirant des maximes du droit, refuse quelquefois l'érection des fonts baptismaux, les transactions entre les intéressés ne sont pas défendues; on est libre de renoncer à un droit. Voici ce qu'on lit tom. 7 du *Thesaurus*. Campomarano, diocèse de Guardia, a deux paroisses, dont une n'avait pas de fonts baptismaux; l'évêque les autorisa par décret en visite pastorale; mais l'archiprêtre, qui ne consentit pas, ayant fait recours au Saint-Siége, la S. Congrégation du Concile, en 1654, cassa le décret épiscopal. Douze ans après, une transaction stipula que le curé pourrait bénir les fonts baptismaux, à condition que la fonction du samedi saint se ferait d'abord dans l'église archipresbytérale de sainte Marie Majeure, et que celle-ci, pour conserver un vestige de l'ancien usage, sonnerait la première les cloches au *Gloria;* l'évêque confirma la transaction, et prit la qualité de délégué du Saint-Siége, conformément au concile de Trente, sess. 21, c. 13. La convention de 1666 était observée depuis de longues années, lorsque l'archiprêtre l'attaqua, en prétendant que son église devait rentrer en possession de ses droits de matricité. La S. Congrégation délibéra sur les *dubia* suivants: 1. *An concordia anni 1666 sit observanda, vel potius sint exequenda decreta hujus S. Congregationis emanata sub diebus 13 junii et 8 augusti 1654?* 2. *An constet de matricitate, seu praeeminentia ecclesiae S. Mariae Majoris oppidi Civitae Campimarani, vel alterius ecclesiae S. Gregorii ejusdem loci?* S. Congregatio, die 21 maii 1735, rescripsit: Ad 1. *Affirmative quoad primam partem, negative quoad secundam.* Ad 2. *Constare de praeeminentia tantum.* (*Thesaur.* tom. 7, p. 56).

112. La matricité étant contestée, et l'église qui possède les fonts baptismaux étant située dans une position peu centrale dont l'accès est incommode et quelquefois dangereux pour les enfans, la S. Congrégation permet l'établissement d'autres fonts baptismaux. Voici une décision rapportée tom. 7 du *Thesaurus*. Castro, diocèse de Véroli, a trois paroisses, dont une seule possède des fonts baptismaux. L'évêque reconnaissant qu'il était fort incommode pour les curés et leurs paroissiens de faire baptiser les enfans dans l'église archipresbytérale de Sainte Olive qui est à l'extrémité du pays, a donné l'ordre de construire de nouveaux fonts baptismaux dans l'église paroissiale de sainte Marie. L'archiprêtre de sainte Olive réclame pour l'ancien privilége de sa paroisse, au lieu que le curé de sainte Marie nie tout droit de matricité. La S. Congrégation approuve la construction des fonts baptismaux. *An sit locus erectioni fontis baptismalis in ecclesia parochiali S. Mariae terrae Castri in casu?* Sacra etc. *Affirmative.* (*Thesaur.* tom. 7, p. 276, 278).

113. Les fonts baptismaux peuvent se trouver quelquefois dans une église qui n'est pas paroissiale, comme dit le cardinal Petra, ad const. 2 Gregorii XI, tom. 4. Pourrait-on ériger des fonts baptismaux dans deux églises qui appartiennent à la même paroisse? Une longue controverse concernant Bolsène diocèse d'Orvieto, est rapportée dans le *Thesaurus resolutionum*, tomes 11, 15, 16, 17. Nous la résumons rapidement. Bolsène, avec une population de 1300 habitans, offrait la situation suivante. La collégiale dédiée à S. George et à sainte Christine avait la cure de tout le pays, cette église est dans la plaine, où se trouvait aussi la majorité des habitans. Les fonts baptismaux étaient dans l'ancienne église du Saint-Sauveur, au sommet de la montagne; environ 300 habitans résidaient dans ce quartier. L'évêque, considérant l'incommodité qu'il y avait à transporter les enfans sur la montagne pour les faire baptiser, ordonna la construction d'autres fonts baptismaux dans la collégiale. Les habitants du château réclamèrent vivement contre cette innovation: les saints canons (cap. *Plures*, du concile de Tolède) défendent d'ériger plusieurs fonts baptismaux dans une seule et même paroisse; c'est un très ancien usage que les fonts baptismaux n'aient été jusqu'ici que dans l'église du Saint-Sauveur, cette église est censée matrice, car c'est toujours par elle que commencent les processions. Il n'est pas vrai qu'il y ait péril pour la vie des enfans, car les médecins attestent que ce danger est

chimérique. Une ancienne décision de la S. Congrégation, en date du 17 août 1626, autorise le démembrement plutôt que de permettre l'érection d'autres fonts baptismaux: « Episco- » pum Sedunensem non posse constituere fontem baptismalem » in dicta ecclesia sub parochia Leucensi constituta, sed illam » concurrente necessitate, seu incommodo propter distantiam » ejusdem ecclesiae parochialis in novam parochiam constitui » posse ad praescriptum c. 4 sess. 21. (Lib. 13. Decret. p. 93). » La S. Congrégation ne permet pas facilement l'érection des fonts baptismaux dans les annexes, où l'on administre d'ailleurs tous les sacremens. A ces causes, la S. Congrégation donna gain de cause à l'église du Saint-Sauveur de Bolsène: *An sit locus constructioni fontis baptismalis in ecclesia parochiali et collegiatae SS. Georgii et Christinae martyrum terrae Vulsini juxta decreta in visitatione edita ab episcopo Urbevetano etc.*? Sacra Congregatio censuit: *Negative et amplius* (*Thesaur.* tom. 11, p. 126). La question semblait finie; l'auditeur de la Chambre apostolique rendit une sentence qui enjoignit l'exécution de la décision, révoqua les décrets de l'évêque et défendit au chapitre de sainte Christine et au promoteur de l'évêché la construction des nouveaux fonts baptismaux. Néanmoins, trois ans après, l'évêque en visite pastorale rendit un nouveau décret qui prescrivit d'ériger les fonts baptismaux dans la collégiale et de détruire ceux qui existaient dans l'église du Saint-Sauveur. Nouvelle et plus vive réclamation des habitans du château; c'est un attentat contre l'autorité du Saint-Siége. C'en est fait de l'autorité des tribunaux, et de la S. Congrégation en particulier, si les évêques peuvent impunément faire le contraire des choses jugées et autoriser ce qui leur est expressément défendu. La S. Congrégation jugea qu'il y avait attentat, et donna l'ordre de rétablir les fonts baptismaux dans l'église du Saint-Sauveur aux frais de l'évêque. « *An constet de attentatis in casu*? et quatenus affirmative, *quomodo sint purganda*? Sacra Congregatio censuit: *Affirmative, et fontem esse reponendum in ecclesia Sanctissimi Salvatoris sumptibus episcopi, et ad mentem* (*Thesaur.* tom. 15, p. 52). L'année suivante, de nouvelles instances furent faites à la S. Congrégation pour la révision de l'affaire; néanmoins, elle se montra inflexible, en refusant même l'autorisation de construire d'autres fonts baptismaux dans la collégiale (*Ibid.* tom. 16, p. 46, 49, 51). Ce n'est que l'année d'après, que la S. Congrégation se faissa fléchir, vu surtout la topographie des lieux et le nombre prépondérant des habitans de la plaine: *Praevio recessu a decisis affirmative, et episcopus incumbat omnino ne ecclesia Sanctissimi Salvatoris debitis fraudetur obsequiis* (*Thesaur.* tom. 17, p. 48, 64, 67).

114. Verceil compte quatre paroisses; deux seulement, la cathédrale et Sainte Marie Majeure, possèdent les fonts baptismaux et les saintes huiles et administrent le baptême et l'extrême-onction à tous les habitants de la ville. Cette disposition vraiment singulière remonte à une haute antiquité. En 1669 les deux curés privés des fonts baptismaux et des saintes huiles, présentèrent une requête; mais l'évêque, vu l'opposition que firent les chanoines de la cathédrale, rejeta l'instance. En 1744, l'evêque enjoignit à tous les curés d'avoir les saintes huiles: les deux curés de la ville ne crurent pas devoir obtempérer à cet ordre, par la raison qu'il aurait fallu, au lieu de faire la chose à demi, accorder aussi les fonts baptismaux: car les dispositions canoniques sont identiques pour les deux sacremens. La S. Congrégation du Concile ne ratifia pas l'édit épiscopal, et décida que les choses pouvaient demeurer en l'état. (*Thesaur.* tom. 16. p. 46, 49).

115. L'usage immémorial en vertu duquel les fonts baptismaux et le droit exclusif de baptiser sont réservés à la cathédrale, doit être maintenu, quoique ce soit une collégiale qui demande l'autorisation d'ériger les fonts baptismaux, quoique l'évêque favorise la demande. C'est ce qui résulte de la décision qui fut rendue pour Camérino, dont la cathédrale est la seule église de la ville qui possède les fonts baptismaux, en sorte que c'est elle qui de temps immémorial, baptise tous les enfants de la ville, quoiqu'ils appartiennent à l'une des deux autres paroisses. Les chanoines de S. Venance désirant construire les fonts baptismaux dans leur collégiale, recoururent à la S. Congrégation du Concile en disant que l'obligation de conduire les enfants à la cathédrale, offrait des inconvéniens, et même du danger, l'hiver surtout. Quoique l'évêque fut d'avis qu'on ne pouvait pas refuser, la S. Congrégation rejeta la demande. (*Thesaur.* tom. 17, p. 15).

116. C'est l'esprit de l'Eglise que les anciennes institutions soient respectées. Au XVIe siècle, Viterbe possédait seulement deux paroisses dont la position n'était pas centrale; Léon X accorda le privilége de baptiser les enfants des quartiers éloignés, dans l'église des Carmes. D'autres paroisses ayant été fondées dans la suite, le besoin qui motiva le privilége en question cessa; néanmoins, on conserva la coutume de faire baptiser les enfants dans l'église des Carmes, qui se maintint en possession par là, d'un droit cumulatif avec les nouvelles paroisses. En 1749, le curé de la collégiale de SS. Faustin et Jovitte se plaignit de cet état de choses, qu'il dépeignit comme vraiment abusif, en ce qu'il lui enlevait le moyen d'exercer sur ses paroissiens une vigilance efficace. Quoique l'évêque dît que le privilége de Léon X était devenu sans objet, la S. Congrégation du Concile fut d'un avis contraire. *An omnes infantes qui nascuntur in parochialibus unitis S. Lucae et SS. Faustini et Jovittae sint baptizandi in ecclesia collegiata dictorum SS. Faustini et Jovittae, seu potius possint cumulative baptizari tam in dicta ecclesia, quam in alia S. Joannis in casu*? Sacra Congregatio respondit: *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.* (*Thesaur.* tom. 18, p. 12, 16).

117. Le démembrement qui incorpore une paroisse à un nouveau diocèse, détruit tout lien de dépendance à l'égard d'une église matrice qui continue d'appartenir à l'ancien diocèse, et il donne par conséquent le droit d'ériger les fonts baptismaux. Un exemple en est, tome 49 du *Thesaurus*. L'église de sainte Lucie était jadis matrice de plusieurs paroisses, entre autres, de S. Laurent et de S. Ange; celles-ci ayant été incorporées au diocèse voisin, ont été, par la même, affranchies. S. Ange n'ayant pas de fonts baptismaux, et sentant chaque jour l'inconvénient de porter les enfants à trois ou quatre milles pour les faire baptiser, a demandé à l'évêque l'autorisation de construire des fonts baptismaux; mais l'archiprêtre de S. Laurent fait opposition, parce que, dit-il, on peut fort bien faire baptiser les enfants dans son église, comme cela s'est pratiqué jusqu'ici. S. Ange nie d'être une église filiale de S. Laurent, et dit que si on y a quelquefois porté les enfants c'est uniquement pour raison de plus grande commodité, comme on les a portés à d'autres paroisses voisines. Suivant les canonistes, une distance de trois ou quatre milles suffit pour autoriser l'érection de fonts baptismaux dans les églises filiales mêmes; *à fortiori*, maintenant que S. Ange a recouvré sa liberté. *An sit locus erectioni fontis baptismalis in casu*? S. Congregatio censuit: *Affirmative* (*Thesaur.* tome 49, p. 7, 19.)

118. La matricité, au sens rigoureux, est distincte de la prééminence, qui n'est qu'une matricité impropre. Dans le premier cas, le curé de l'église matrice où sont les fonts baptismaux, a le droit exclusif de conférer le baptême aux enfants des paroisses filiales. Dans le second cas, il peut se faire que l'église matrice soit la première en tout et possède seule les fonts baptismaux, et que pourtant chaque curé y baptise ses paroissiens; et si cet état de choses est ancien, on doit le respecter. Voici ce qu'on lit, tome 66 du *Thesaurus*. Il

s'agit d'une église qui possède de temps immemorial les droits de matricité sur deux autres paroisses du pays; les curés assistent à la bénédiction des fonts dans l'église mère le samedi saint et la veille de la Pentecôte, et ils y prennent les saintes huiles. Une ancienne inscription constate le titre de *matrix*; c'est elle qui le samedi saint donne le signal des cloches; par elle commence toujours la visite pastorale. Quoique les fonts baptismaux n'existent que là, tous les curés en ont les clés, et baptisent librement leurs paroissiens dans l'église archipresbytérale, perçoivent les offrandes, inscrivent les néophytes dans leurs régistres paroissiaux et délivrent les certificats; ce qui est le signe de la simple majorité, de la matricité improprement dite. Les fonts baptismaux ne sont pas essentiels à toute paroisse, car là où existe une église *matrice*, même au sens impropre de ce mot, l'évêque n'a pas le pouvoir de permettre l'érection des fonts baptismaux dans les églises filiales. Il faut savoir aussi que les deux curés, il y a cinquante ans environ, se disposèrent à contester les droits de l'église; mais l'archiprêtre obtint un monitorium épiscopal qui le maintint en quasi possession. Dernièrement, ils ont montré la prétention de faire des fonts baptismaux; malgré un monitorium de l'Auditeur de la Chambre qui renferme une défense formelle, l'évêque a permis. Ne réfléchissant pas que la majorité, ou matricité improprement dite est distincte de la matricité parfaite, le prélat estime que l'église archipresbytérale n'a aucun droit d'empêcher l'érection des fonts baptismaux dans les autres paroisses. L'appréciation de la S. Congrégation est bien diverse; car la permission épiscopale est annullée. Voici les *dubia*. « 1. An constet de matricitate ecclesiae archipresbyteralis » S. Petri terrae Supini? 2. An constet de jure privativo » ejusdem ecclesiae archipresbyteralis habendi fontem baptis- » malem? Et quatenus affirmative. 3. An archipresbyter re- » latae ecclesiae S. Petri sit manutenendus in possessione » juris peragendi in ipsa ecclesia benedictionem dicti fontis, » missamque solemnem cantandi cum assistentia parochorum » S. Mariae et S. Nicolai praedictae terrae Supini in sab- » batis sanctis ante Paschata Resurrectionis et Pentecostes? » 4. An constet de attentatis, et quomodo sint illa purganda? » Sacra etc. Ad 1. *Constare de majoritate, non constare* » *de matricitate*. Ad 2. *Affirmative*. Ad 3. *Affirmative*. » Ad 4. *Affirmative per viam nullitatis, et quoad omnia amplius* (*Thesaur.* tome 66, p. 47).

119. L'exemple de Naples cité plus haut, prouve qu'il n'est pas au pouvoir de l'évêque de réserver à la cathédrale le droit exclusif de baptiser les néophytes qui appartiennent à quelque autre paroisse. Ce principe s'applique au droit cumulatif. D'ailleurs, l'usage n'étant pas bien constaté, le principe en faveur de l'église paroissiale subsiste. Dans le tome 66 du *Thesaurus* se trouve une affaire relative à une ville qui renferme quatre paroisses dans les faubourgs, érigées au XVIe siècle; auparavant les fonts baptismaux n'étaient nulle part ailleurs qu'à la cathédrale; depuis lors, elles ont des fonts baptismaux, excepté une. Seulement le curé de la cathédrale croit avoir *cumulative* le droit de baptiser les enfans des autres paroisses. En effet, les synodes de 1658 et de 1741 lui accordent ce droit, et l'usage est tel depuis un siècle et demi. On répond que les statuts synodaux ne peuvent rien contre le droit commun; d'ailleurs, les registres des curés portent que c'est de leur consentement que des baptêmes ont été faits à la cathédrale; la prescription n'est donc pas prouvée. La S. Congrégation se prononce contre le curé de la cathédrale (*Thesaur.* tome 66, p. 142).

120. L'intérêt spirituel des paroissiens est une loi suprême devant laquelle doivent plier les droits de matricité. Voici une affaire qui fut traitée devant la S. Congrégation en 1823 et les années suivantes. Il s'agit d'une ville qui a trois paroisses, parmi lesquelles sont deux collégiales munies des fonts baptismaux. La troisième paroisse, S. André, ne les a jamais eus; la plupart des paroissiens, dispersés à la campagne, font baptiser leurs enfans dans les paroisses voisines appartenant même à d'autres diocèses; le curé ne sait pas où ils ont été baptisés et l'on est souvent embarrassé lorsqu'il faut se procurer les certificats de baptême. Il arrive souvent que les parens et les parrains se disputent pour décider en quelle église on fera baptiser les enfans. A ces causes, le curé a demandé à la S. Congrégation l'autorisation de construire des fonts baptismaux; tout en prévoyant que les collégiales verraient cette innovation de mauvais oeil, quoique, en réalité, elles n'aient aucun droit exclusif sur S. André, attendu que les enfans sont baptisés dans les paroisses étrangères, l'évêque a appuyé la demande; la S. Congrégation a donné l'indult: *Pro gratia juxta petita*, et le curé de S. André s'est empressé de faire des fonts baptismaux. C'est alors que l'opposition des collégiales se montre avec toute son énergie. L'indult, disent les chanoines, est obreptice et subreptice. Il est faux que les deux collégiales n'aient pas le droit de matricité. Les actes des visites épiscopales constatent que les enfans de S. André ont toujours été baptisés dans l'une ou l'autre des collégiales. Il faudra toujours porter les enfans à la ville; quelle nécessité y a-t-il de dépouiller les collégiales de leurs droits immémoriaux? Néanmoins, l'usage récent ne donnant pas un titre exclusif en faveur des collégiales, et la nécessité d'obvier aux abus précités étant réelle, l'évêque propose que le curé de S. André baptise ses paroissiens avec l'eau baptismale qu'il prendra chaque année dans celle des collégiales qui fera la bénédiction des fonts; car l'alternative existe. La S. Congrégation goûte le projet de l'évêque, décide que la majorité des collégiales est prouvée, oblige le curé de S. André à assister à la bénédiction des fonts dans les collégiales, et prescrit à l'évêque de forcer les paroissiens de faire baptiser leurs enfans dans leur paroisse, en défendant aux curés, au besoin, de baptiser les étrangers. Voici les *dubia*. « 1 An constet de matricitate, seu majo- » ritate collegiatarum in casu. 2. An constet de jure privativo » fontis baptismalis favore collegiatarum in casu. 3. An et » quomodo sit servandum rescriptum S. Congregationis in » casu. Sacra Congregatio censuit. Ad 1. *Constare de ma-* » *joritate*. Ad 2. *Affirmative*. Ad 3. *Consulendum SSmo* » *pro concessione fontis juxta votum episcopi, addita lege* » *assistentiae parochi S. Andreae benedictioni fontis in col-* » *legiatis; et ad mentem*. Mens est, *ut episcopus omnibus* » *juris et facti remediis cogat parochianos, ut infantes ad* » *propriam parochiam deferant ad suscipiendum sacramentum* » *baptismi, facta etiam parochis, quatenus opus sit, inhibi-* » *tione alienos parochianas baptizandi*. Die 14 maii 1825. » Die vero 22 julii 1826: *In decisis et amplius*. (*Thesaur.* » tome 84, p. 307; tome 85, p. 100; tome 86, p. 162.)

121. La cathédrale de Rieti représente fidèlement l'ancienne discipline; le baptistère, dédié à S. Jean *in fontibus* est un bâtiment entièrement distinct de l'église, avec laquelle il communiquait autrefois par une porte intérieure, au lieu qu'on y entre aujourd'hui par le portique de la cathédrale; du reste, le baptistère n'a ni clocher ni sacristie. Il paraît que l'église de S. Jean *in fontibus* formait autrefois une paroisse distincte; après qu'elle eut été unie au chapitre vers le XVe siècle, l'évêque condamna le système d'amovibilité et voulut instituer un curé perpétuel pour l'exercice de la cure, qui appartient *habitu* aux chanoines. De temps immémorial, le curé baptise dans l'église de S. Jean *in fontibus*, où se trouve le seul et unique baptistère de la ville et des faubourgs; l'église sert aux baptêmes et pour la communion pascale; hors de ces deux cas, elle est toujours fermée, les fonctions paroissiales se font dans la cathédrale. En 1822, l'évêque rendit, en visite pa-

storale, un décret qui obligeait le curé à demander permission aux chanoines une fois l'an pour confesser dans la cathédrale; autrement il devrait confesser dans S. Jean *in fontibus*, avec défense de confesser dans toute autre église de la ville et du diocèse, sous peine de suspense *ipso facto*. En outre, il l'obligea de demander permission aux chanoines pour dresser un petit autel dans le baptistère, comme c'est l'usage pour les gens nobles. Enfin, au cas où le curé refuserait aux chanoines la permission de faire les baptêmes, l'évêque se réserva de déléguer. On pense bien que le curé s'empressa de porter plainte au Saint-Siége. Comme l'évêque différa quelque temps de répondre à la S. Congrégation, et que, d'autre part, les paroissiens se plaignirent d'être mal assistés, le Pape suspendit le décret épiscopal *usque ad exitum causae*. Le plaidoyer des chanoines ne fut pas exempt de contradictions; d'une part, ils dirent que la paroisse de S. Jean étant distincte du chapitre, le curé n'avait aucun droit de confesser dans la cathédrale. Puis, ils alléguèrent que le baptistère ayant appartenu jadis à la cathédrale, ils conservaient des droits à cet égard, d'autant plus que le curé est un simple mandataire du chapitre, à qui appartient la cure habituelle, et qui pourrait, à la rigueur, déléguer à son gré l'administration du baptême. Le décret de la S. Congrégation des Rites du 13 mai 1719 dispose expressément qu'il faut la permission de l'évêque pour ériger un petit autel à côté du baptistère; l'évêque de Rieti a d'autant mieux pu exiger l'agrément des chanoines, que ceux-ci supportent les frais. – La S. Congrégation du Concile jugea autrement; car, après avoir annullé entièrement l'édit épiscopal en ce qui concerne la confession, elle décida que le curé n'avait pas d'autre permission à demander que celle de l'évêque pour ériger le petit autel, dont il devrait d'ailleurs faire les frais; en ce qui concerne la délégation des baptêmes, le prélat devrait se régler d'après le Rituel romain. Voici les *dubia:* « 1. An, et quomodo servandum sit decre-
» tum episcopi quoad confessiones audiendas in casu. 2. An
» idem decretum sit servandum quoad petendam veniam pro
» erigendo altari in collatione baptismatis in casu. 3. An
» sustineatur reservata in decreto facultas episcopo sacerdotem
» delegandi pro administratione baptismi in casu. Sacra Con-
» gregatio etc. Ad 1. *Negative in omnibus*. Ad 2. *Negative*,
» *et veniam erectionis altaris sumptibus vicarii (curati) fa-*
» *ciendae esse petendam ab Ordinario*. Ad 3. *Negative quoad*
» *formam decreti, et episcopus utatur jure suo ad formam*
» *Ritualis Romani, et amplius in omnibus*. Die 9 julii 1825
» (*Thesaur.* tome 85, p. 121, 143).

122. L'usage est un maître auquel on défère volontiers lorsque le bien spirituel des âmes n'en souffre pas. Des chanoines investis de la cure habituelle peuvent prescrire contre le curé actuel au sujet de la collation du baptême. Le tome 90 du *Thesaurus* parle d'une collégiale dont les chanoines se sont réservé, de temps immémorial, le droit de baptiser les enfans; la preuve en est que le sacristain du chapitre garde les clés du baptistère, et que les chanoines ont toujours supporté les frais, comme c'est constaté par les registres depuis deux siècles. Un statut de 1743 porte que les clés du baptistère et des saintes huiles doivent être gardées par le sacristain, afin que les chachanoines puissent s'en servir au besoin, sans dépendre du curé. Il est vrai qu'ils lui ont quelquefois demandé la permission de baptiser; mais ils ont agi ainsi par politesse, et afin de faire enregistrer exactement les baptêmes. – La S. Congrégation approuve cet usage de deux siècles, en exigeant toutefois que le curé enregistre les baptêmes et qu'on lui donne une clé des saintes huiles. « 1. An cura habitualis parochialis
» et collegiatae ecclesiae S. Bartholomei sit penes capitulum
» in casu. 2. An reservatum sit capitulo jus baptizandi pueros,
» ac retinendi claves baptisterii et olei sancti in casu. Sacra etc.
» Ad 1. *Affirmative*. Ad 2. *Affirmative ad formam consuetudi-*
» *nis, dummodo per abbatem (curatum) referantur baptismata*
» *in parochialem librum et eidem abbati tradatur altera ex*
» *clavibus olei sancti*. (*Thesaur.* tome 90, p. 2, 13). »

123. Quoique la S. Congrégation regarde avec peine le cumul en fait de baptême, il est des cas particuliers qui exigent la dérogation de la règle. Le tome 92 du *Thesaurus* en offre un exemple. La cathédrale de Spolète et la collégiale de S. Pierre eurent pendant longtemps le droit exclusif de baptiser les enfants de toute la ville. En 1825, Léon XII réorganisant les paroisses, érigea celle de S. Philippe qu'il confia aux Oratoriens, sans prendre aucune disposition au sujet des fonts baptismaux. Etait-ce l'intention de Léon XII que toutes les paroisses de Spolète eussent les fonts baptismaux? L'archevêque étant venu à Rome, lui en référa et il a certifié plus tard que le Pape manifesta cette intention, quoiqu'il soit vrai de dire que les cardinaux et les secrétaires des SS. Congrégations ont seuls qualité pour attester légalement *oraculum vivae vocis*. Le fait est que pendant plusieurs années, nul des curés de Spolète n'érigea les fonts baptismaux. En 1827, les Oratoriens les firent construire et commencèrent à baptiser les enfans, non seulement ceux de leur paroisse, mais aussi ceux des autres paroisses de la ville et de la campagne. On ne dit pas si Léon XII était mort lorsqu'ils commencèrent à accueillir indistinctement tous les enfans. Ils assurèrent que Léon XII leur avait accordé verbalement l'autorisation de construire les fonts baptismaux pour baptiser indistinctement tous les enfans qu'on porterait, comme on l'avait toujours fait à la cathédrale et à S. Pierre. L'archevêque leur ayant intimé une défense formelle, ils recoururent à Pie VIII, qui remit la question à la S. Congrégation du Concile. Les chanoines alléguèrent l'usage immémorial, que le droit reconnaît en cette matière. L'indult de Léon XII fut donné sans consulter les parties intéressées; d'ailleurs, les Oratoriens auraient du présenter cet indult à la chancellerie épiscopale, pour qu'on pût examiner s'il était obreptice et subreptice. L'usage immémorial et la prescription de cent ans pourraient seuls conférer le droit de baptiser les enfans des autres paroisses, et il est entièrement faux qu'il soit incommode de porter les enfans à la cathédrale et à S. Pierre, car ces églises sont peu éloignées du centre. « An, et quomodo probanda sit fontis baptismalis erectio in
» ecclesia parochiali S. Philippi in casu. Sacra Congregatio etc.
» Affirmative in omnibus juxta votum archiepiscopi pro in-
» fantibus paroeciae S. Philippi tantum, firma facultate paro-
» chianis ejusdem ecclesiae libere deferendi infantes bapti-
» zandos ad ecclesiam cathedralem et ad collegiatam S. Petri,
» oblato quotannis metropolitanae ecclesiae canone unius li-
» brae cerae. Die 18 februarii 1832. (*Thesaur.* tom. 92, p. 43, 51).

124. Les registres de l'état civil produisent quelquefois des effets imprévus. La cathédrale de Sulmona est en possession depuis onze cents ans, de fonts baptismaux qui servent à baptiser les enfans des huit paroisses de la ville. Une délibération capitulaire de 1480 détermine une semaine à chacun des chanoines pour faire les baptêmes; les registres existent intacts dans les archives capitulaires à partir de 1580. Le synode diocésain de 1629 confirme cette prérogative de la cathédrale; la visite apostolique de 1726 constate que les chanoines seuls administrent le baptême pour toute la ville. Notez que la cathédrale est à 195 pas, au niveau et par conséquent à la température de la ville. Vers 1830, une panique soudaine s'empare des habitans; on assure que les registres de l'état civil constataient un fait trop longtemps dissimulé par les chanoines, qui avaient intérêt à le tenir caché, savoir: que le nombre des décès d'enfants était considérable pendant l'hiver, cinq fois plus grand que l'été; évidemment, les fonts baptismaux de la cathédrale en étaient cause.

Plusieurs habitans s'effrayèrent, et demandèrent l'érection de fonts baptismaux dans les églises paroissiales de l'intérieur de la ville; non contens de poursuivre l'affaire devant l'autorité ecclésiastique, ils recoururent au roi de Naples leur souverain; et le roi, sans prétendre décider la question déjà portée au Saint-Siége, fit écrire à l'évêque de désigner provisoirement une église de l'intérieur de la ville pour baptiser les enfans, et l'évêque désigna la paroisse de S. Philippe. Or, les médecins attestèrent pleinement que le baptême des enfans à la cathédrale n'exerçait aucune influence sur la mortalité, qui provenait d'autres causes; partout il meurt plus d'enfans l'hiver que dans les autres saisons. Aucune raison canonique de changer un usage de onze siècles. Tous les curés s'opposent au changement, et l'évêque est d'avis de maintenir le chapitre en possession de son privilége. « 1. An constet de jure pri» vativo, ita ut sit manutenendum capitulum in possessione » administrandi et erigendi unicum fontem baptismalem in » casu. 2. An sit locus erectioni novorum fontium baptisma» lium favore parochorum in casu. Sacra etc. Ad 1. *Affirma» tive in omnibus, et amplius.* Ad 2. *Negative et amplius.* » Die 22 augusti 1835. (*Thesaur.* tom. 92, p. 296, 385). »

125. La cathédrale peut cesser d'être paroisse sans perdre les fonts baptismaux. Un exemple en est à Rieti, qui eut avec le curé de S. Jean la controverse dont il est rendu compte plus haut, num. 121. En 1836, un bref de Grégoire XVI supprima la paroisse unie au chapitre, en réservant toutefois le baptistère à la cathédrale et aux chanoines le droit exclusif de baptiser tous les enfans de la ville et des fauxbourgs. En 1860, les curés demandèrent l'autorisation d'ériger les fonts baptismaux, en se fondant sur la négligence des prêtres de la cathédrale qui étaient chargés de faire les baptêmes; et si l'on ne croyait pas devoir accorder les fonts baptismaux, ils demandèrent tout au moins que le chapitre fût obligé de remettre à chaque curé des certificats attestant la collation du baptême, afin qu'ils pussent avoir des indications certaines sur l'âge des paroissiens, comme c'est nécessaire pour ne pas s'exposer à faire administrer la confirmation avant sept ans, ainsi que pour les filles qui concourent aux dots. Le chapitre de la cathédrale s'opposa à la double demande des curés; à la première, à cause du droit immémorial de la cathédrale; à la seconde, pour les raisons suivantes. L'obligation de consigner aux curés les billets de baptême, deviendrait une source incessante de controverses. C'est une servitude indigne de la cathédrale, et qui n'existe dans aucune des églises qui possèdent les fonts baptismaux communs à plusieurs paroisses. Du reste, c'est parfaitement inutile. Il est inoui que des enfans légitimes aient été cachés par les parens; les enfans naturels sont inscrits comme provenant de parens inconnus et l'on ne sait jamais à quelle paroisse ils appartiennent. Le livre de l'état des âmes constate l'existence des personnes, sans s'occuper de leur âge. L'âge de sept ans n'est pas rigoureusement prescrit pour le sacrement de confirmation; car l'enfant doit discerner la nature et l'importance du sacrement; les livres paroissiaux ne peuvent prouver ce discernement. Quant aux filles qui concourent aux dots, le chapitre n'a jamais refusé le certificat de baptême. L'évêque est d'avis de laisser les choses comme elles sont. - Décision. « 1. An et quomodo sit annuendum pe» titioni parochorum pro erectione fontis in casu. *Et quate» nus negative.* 2. An sit locus traditioni schedularum collati » baptismatis in casu. Sacra Congregatio rescripsit: Ad 1. *Ne» gative.* Ad 2. *Negative.* Die 14 januarii 1860. »

126. Nous devrions traiter maintenant des droits réservés aux curés par rapport à leurs vicaires ou dans les annexes pour l'administration du baptême. Il existe, en effet, une grand nombre de résolutions de la S. Congrégation qui confirment l'autorité paroissiale sur ce point; mais ces décisions étant rapportées pour la plupart dans notre *Traité des vicaires paroissiaux* (liv. 45 et 46 des *Analecta*), nous nous contentons d'y renvoyer le lecteur.

CHAPITRE VI.

Forme du baptême.

127. Nous ne voulons pas répéter ici ce qu'on a vu plus haut sur la forme du baptême considérée en général, et comme partie essentielle déterminée par l'institution divine qui n'a pas donné à l'Eglise le pouvoir d'en altérer la substance, quoiqu'il soit vrai de dire que la détermination ayant été formelle, quant au sens, et non matérielle pour le son naturel des mots, le changement qu'on ferait dans la formule sacramentelle en laissant subsister le sens, ne porte pas atteinte à la validité du baptême. Ce principe posé, nous devons traiter les questions pratiques, et donner les décisions du Saint-Siége sur les cas difficiles.

128. Alexandre VIII a condamné la proposition d'après laquelle le baptême aurait été jadis valide en omettant: *Ego te baptizo.* Donc cette formule n'a jamais été valide. Voici la proposition condamnée: « Valuit aliquando baptismus sub hac forma collatus: *In nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti*, praetermissis illis verbis: *Ego te baptizo.* »

129. Les théologiens s'accordent à dire que tout changement qui altère le sens, annulle le sacrement. Ainsi, la formule inventée jadis par les Ariens, et dont nous avons parlé plus haut. De même le baptême serait nul, si l'on employait la formule suivante: « *Ego te baptizo in nomine Patris majoris, et Filii minoris*; car le changement serait essentiel.

130. Le baptême serait-il nul, si on ajoutait à la formule: *Et B. Mariae Virginis*? Quelques auteurs regardent ce changement comme essentiel et comme rendant le sacrement nul, parce que le sens naturel est que c'est par la vertu des personnes invoquées que le baptême est conféré; pourtant S. Thomas explique qu'à la rigueur le baptême serait valide si l'on n'avait pas d'autre intention que d'implorer l'intercession de la Vierge pour le néophyte; tout dépend de l'intention.

131. L'omission de *Te* annulle le baptême, parce qu'on ne détermine plus la personne de celui qui est baptisé. Le pronom *Ego* n'est pas essentiel; le baptême est valide.

132. L'omission d'une ou deux syllabes si elle est purement accidentelle, n'empêche pas la validité. De même l'altération des mots, à moins qu'elle ne renverse le sens, ce qui a surtout lieu pour les lettres initiales; par exemple, *Matris*, au lieu de *Patris*. Le changement à la fin des mots n'est pas essentiel, régulièrement parlant.

133. Il est des transpositions qui peuvent altérer le sens et annuller le sacrement; ce qui est surtout vrai pour l'Eucharistie, si on disait, par exemple: *Meum est hoc corpus. Te ego baptizo* serait valide. L'interversion de l'ordre des personnes pourrait, selon quelques théologiens annuller le sacrement. Par exemple, la formule: *Ego te baptizo in nomine Spiritus Sancti, et Patris, et Filii*; Alexandre d'Alès est d'avis que le baptême est nul, parce que, dit-il, les personnes divines doivent être exprimées selon l'ordre de l'émanation *ad intra*. Scot pense que le baptême est valide, parce que la formule conserve le sens qu'il faut, et l'invocation expresse et distincte des trois personnes divines. Ce sentiment est plus probable que l'autre.

134. Les synonymes ne donnent qu'un changement accidentel, pourvu que l'on y attache communément le même sens. Ainsi la formule: *Abluo te*, serait valide; mais ce serait un péché contre la vertu de religion, un sacrilége par conséquent, péché mortel *genere suo*, suivant le sentiment plus commun des théologiens, quoique Soto et Serra pensent

que, sauf le scandale, qui pourrait rendre le péché grave, le mot *abluo* ne serait pas un péché mortel. Le changement de la forme entière en une autre équivalente, serait, en toute hypothèse, une faute grave. Le latin qui emploie la formule grecque pèche mortellement quoique le sacrement soit valide; à moins qu'il ne connaisse que cette formule; car la nécessité oblige d'administrer le sacrement sous cette forme.

135. Les théologiens se demandent si l'intention du ministre peut faire que le changement de forme soit essentiel? Il est bien entendu que le ministre doit avoir l'intention de faire ce que fait l'Eglise, et qu'il ne faut pas que le changement des mots soit essentiel en lui-même; la question est de savoir si le ministre qui a l'intention générale de faire ce que fait l'Eglise, et qui change pourtant la formule sacramentelle, en ajoutant, en retranchant, ou en employant des paroles ambigues, avec l'intention de prendre un rite matériellement opposé à la vérité; si le ministre, en ce cas, peut annuller le sacrement par cette intention vicieuse et coupable? Le sentiment commun des théologiens est qu'il ne dépend pas de l'intention du ministre que le changement de formule soit essentiel, supposé que les expressions dont il fait usage expriment le sens et que le changement soit accidentel. Le sacrement est valide, quoique le ministre soit dans l'erreur et ait l'intention d'introduire un nouveau rite. La validité des sacremens n'exige pas autre chose que la matière et la forme, et l'intention de faire ce que fait l'Eglise; du moment que le changement opéré avec intention particulière n'est pas essentiel, l'intention ne peut rendre le sacrement nul. Les Grecs hérétiques sont persuadés que la forme qu'ils emploient pour le baptême et la consécration sont essentielles, et ils ont cette intention en administrant les sacremens; pourtant l'Eglise regardant leurs sacremens comme valides, ne rebaptise nullement leurs enfans et ne refuse pas l'adoration à l'hostie que ces prêtres ont consacrée. L'intention formellement opposée à celle de l'Eglise, annullerait le sacrement; dans l'hypothèse de l'opposition purement matérielle, le sacrement subsiste. L'homme qui ayant une erreur contraire à la doctrine de l'Eglise et la connaissant comme telle, veut conférer le sacrement suivant cette erreur, pourra être considéré comme n'ayant pas l'intention commune de l'Eglise, puisqu'il entend opérer contrairement à ce qu'elle veut; mais si cet homme ne connait pas son erreur et croit être dans le vrai, il a formellement l'intention générale de l'Eglise, avec une erreur purement matérielle qui n'atteint pas la validité du sacrement

136. L'emploi de paroles ambigues peut annuller le sacrement, et cela dépend de l'intention; par exemple, en ajoutant l'invocation de la Vierge au baptême, comme nous l'avons dit.

137. Quelques anciens théologiens ont été d'avis que si le ministre qui change la forme en la moindre chose, a l'intention d'exprimer une erreur, ou un nouveau rite, et d'en introduire l'usage, en ce cas il change essentiellement la forme, et le sacrement est nul. Ainsi, Alexandre de Alès, S. Bonaventure, S. Antonin etc. D'autres auteurs pensent que si le rite que le ministre a l'intention d'exprimer est toléré par l'Eglise, comme sont la plupart des rites Grecs, le changement de forme n'est pas essentiel, et le sacrement subsiste validement; mais si le ministre a l'intention d'exprimer une erreur que l'Eglise ne tolère pas, le sacrement est nul. Soto défend ce sentiment. Enfin, il est des théologiens qui pensent que l'intention d'ajouter ou de retrancher une chose que le ministre croit essentielle, quoiqu'elle ne le soit pas en réalité d'après l'institution divine, le changement devient essentiel et annulle le sacrement. Ainsi pensent Scot, Gabriel, et d'autres. Ces trois opinions s'accordent à reconnaître qu'il dépend de l'intention du ministre de rendre essentiel un changement qui, en soi, est purement accidentel, contrairement à ce que nous avons dit précédemment. Ajoutons que l'ancienne Eglise eut l'usage de ne pas rebaptiser les hommes baptisés pas les hérétiques qui, tout en professant des erreurs sur le mystère de la Trinité, employaient pourtant la forme prescrite. Saint Augustin dit fort bien que le baptême des Marcionites était valide, quoique ces hérétiques attribuassent à la formule sacramentelle un sens erroné: « Si evangelicis verbis, in nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti Marcion baptismum consecrabat, integrum erat sacramentum, quamvis ejus fides sub eisdem verbis aliud opinantis non esset integra, sed fabulosis falsitatibus inquinata. (Lib. 3 *de baptismo*, c. 15). »

138. On doit présumer pour la validité du baptême, quand bien même l'on aurait quelque soupçon au sujet de la forme; la présomption est pour la validité, comme le prouve Diana, tom. 1 tract. 1, resolut. 58. Nous rapporterons ici une décision de la S. Congrégation du Concile dans une affaire de Tournai. Thérèse a eu un enfant naturel, que l'accoucheuse a aussitôt baptisé, parce qu'on craignait pour sa vie. Comme on dit qu'il y a beaucoup de sorcières dans le pays, Thérèse, craignant que l'accoucheuse en fût une, et voyant le lendemain sa fille très malade et sur le point de rendre l'âme, l'a rebaptisée sous condition. Il s'agit de contracter mariage avec Maximilien, père de l'enfant. Mais on doute si le baptême sous condition n'a pas établi l'empêchement *cognationis spiritualis*. Une chose augmente le doute; c'est que, trois jours après, lorsqu'on a porté l'enfant à l'église pour suppléer les cérémonies, l'accoucheuse a témoigné une grande indignation, en disant que le baptême qu'elle a donné vaut mieux que celui du curé, parce qu'elle a ajouté deux mots.

La S. Congrégation juge qu'il n'y a pas d'empêchement entre Maximilien et Thérèse. En effet, le baptême de la sage-femme ayant été valide, le baptême subséquent de la mère a été nul, et n'a pu produire l'empêchement. Peu importe que la sage-femme ait assuré d'avoir ajouté quelques mots à la formule sacramentelle; il suffit qu'elle ait proféré les mots de rigueur, et ait eu l'intention de donner le baptême de l'Eglise, et, sans un doute fondé, l'on doit présumer la validité.

« Tornacen. Cognationis spiritualis. — Massimilianus Cambrier sub jurata promissione de contrahendo matrimonio » rem habuit cum Theresia Sculchriz, ex hac copula orta est » filia, quam obstetrix statim baptizavit. At quoniam ibi magnus esse dicebatur sagarum numerus, Theresia dubitans » praefatam obstetricem esse unam ex eis, ideoque baptismum ab illa minus rite collatum, die sequenti videns filiam » aegrotare et morti proximam reperiri, iterum sub conditione baptizavit.

» Hinc dubitatur ortam fuisse inter Maximilianum et Theresiam spiritualem cognationem, atque dubitandi ratio augetur » ex eo, quod dum infans post triduum ad ecclesiam duceretur » pro catechismo, obstetrix visa est indignari, et audita fuit » dicere baptismum ab ea collatum esse meliorem baptismo » solemni, attento quod ipsa in actu collationis addiderat duo » verba praeter illa, quae proferri solent a parocho. »

« Juxta hanc facti speciem Maximilianus, et Theresia humiliter supplicant declarari :

» An inter eos orta fuerit spiritualis cognatio, ita ut matrimonium inter eos contrahi, vel post controversam cognationem contractum subsistere valeat ?

» Sacra Congregatio etc. *Non fuisse ortam cognationem spiritualem*. Die 16 decembris 1684. »

139. Si l'on doute réellement que la forme ait été proférée, il faut en ce cas rebaptiser sous condition. Voici une décision de la S. Congrégation. Ferdinand a exposé à l'archevêque de Consa, que, comme il n'est pas trop aimé de son curé, celui-ci, en baptisant une fille du recourant, n'a

pas proféré la forme. An lieu des paroles sacramentelles: *Ego te baptizo*, il en a dit d'autres. Au moment où il versait l'eau sur la tête de l'enfant, la sage-femme a dit que l'eau froide lui inspirait de la compassion pour le nouveau-né et l'archiprêtre a répondu: « Laissez faire; elle est dure comme son père, » sans proférer les paroles de la forme. L'archevêque a fait une enquête, et tant le sacristain que la marraine, qui étaient présents, avouent le fait. La sage-femme le nie, il est vrai, et prétend avoir entendu les paroles de la forme, outre celles que proféra le curé, comme il est dit plus haut. Le curé nie d'avoir proféré les paroles qu'on lui prête, et assure d'avoir prononcé la formule sacramentelle. Quatre témoins exaltent les bonnes qualités du curé, surtout au sujet de l'administration des sacremens, et disent que le sacristain est suspect, comme beau-frère de Ferdinand, et comme inspirant peu de confiance. Une autre femme qui se trouvait à l'église, assure d'avoir entendu les paroles du sacrement; mais on réplique qu'elle est suspecte à son tour, de partialité pour le curé. La sage-femme n'a pas de tête.

Les choses étant ainsi et le doute subsistant, la S. Congrégation ordonne de rebaptiser sous condition.

« Compsana Baptismi. — Archiepiscopus per suas litteras » ad hanc S. Cong. datas ita refert. Un tale Leandro Rio » della Terra dell'Oliveto luogo di questa diocesi fe' istanza » al mio tribunale contro l'arciprete del detto luogo no- » minato D. Ferdinando Sasso, esponendo che passando » inimicizia con detto arciprete, questo nel battesimo di una » sua figliuola non aveva proferito la forma di detto sacra- » mento, e che in luogo delle parole *Ego te baptizo* aveva » proferito altre parole, cioè che mentre stava buttando l'acqua » del santo battesimo su la testa di detta bambina disse la » mammana che ne aveva compassione per l'acqua fredda, » che si buttava su la detta testa, e che il medesimo arci- » prete buttando l'acqua in cambio di proferire Ego te baptizzo » disse (rispondendo alla mammana): Lasciala andare, che » questa è cozzale come il padre, senza proferire la detta » forma.

» Se ne prende sopra di ciò informazione, e con l'esame » di D. Marco Giorgio sagrestano che assisteva al detto bat- » tesimo vicino al detto arciprete, ed anco con la deposi- » zione di una tale Aurelia Quintino comare di detta bam- » bina che la sosteneva in braccio, mentre si battezzava, si » prova il tutto. E vero bensì che la mammana nega questo » fatto, ed afferma d'avere inteso proferire si dette parole, » lasciala andare, che questa è cozzale come il Padre, come » anche la forma del santo sacramento del battesimo.

» Si costituisce il sud. arciprete e nega tutto l'apposto, » confessa di aver proferita la forma e non esser vero di aver » detto lasciala andare ec. per il che se li danno le difese » ed a suo prò si esaminano quattro testimoni che dicono » essere l'arciprete di buona vita, e buono esempio, minis- » trare li sacramenti con accuratezza e non saperlo di ciò » inquisito. Depongono di più su la repulsa de' testimoni » prodotti dai querelanti repulsando D. Marco di Giorgio, » come cognato del detto querelante, e per aver avute alcune » contese col detto arciprete, e che Aurelia Quintino sia » stata donna di male affare. Si porta di più per parte di » detto arciprete la deposizione d'una tale Carmosina Moscato » che dice ritrovandosi in Chiesa in tempo del detto bat- » tesimo, e che nel mentre l'arciprete buttava l'acqua su la » testa di detta bambina, essa stando seduta su la pradella » d'un altare ivi vicino, intese proferire le parole Ego te » baptizo.

« A questo replica il querelante che la mammana sia senza » cervello come essa stessa lo depone; che essa Carmosina » sia commare d'esso arciprete, e che dall'altri testimonj » uno ne sia anche compare ed un altro sia stato instrutto » su di che doveva deporre, come essi testimoni confessano » ed anche che la contesa avuta fra detto arciprete e detto » di Giorgio sia stata dopo essersi esaminato, e non prima.

» Il querelante fa due istanze nel mio tribunale, la prima » che si castighi l'arciprete, la 2 che si ribattezzi la bam- « bina. Intanto supplico l'EE. VV. per la retta direzione della » giustizia darmi su di ciò la loro risoluzione.

» Dignabuntur propterea Emi PP. respondere:

» An puella de qua agitur saltem sub conditione sit re- » baptizanda?

« Sacra Congregatio censuit: *Esse rebaptizandam sub con- » ditione.* Die 9 februarii 1686. »

140. En 1720, la S. Congrégation du Saint-Office, consultée sur la validité du baptême conféré à deux enfans, sous cette forme: « Je te baptise *avec* le nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit; » et s'il fallait les rebaptiser sous condition, répondit: « Pueros, de quibus agitur, fuisse valide baptizatos, » ideoque non esse rebaptizandos, neque sub conditione. »

141. L'omission de la particule *et* annulle-t-elle le baptême? Voici ce qu'on lit dans le *Thesaurus*, tome 22. L'évêque de Ceneda transmet le cas suivant: Une sage-femme, ignorante et octogénaire a baptisé un enfant à l'article de la mort sous cette forme: « *Je t'abbatise au nom du Père, et du Fils du Saint-Esprit.* » Le curé doutant de la validité de la formule à cause de l'omission de la particule *et*, a consulté l'évêque, qui a ordonné de rebaptiser sous condition, non seulement pour l'omission de la particule qui exprime la distinction des personnes divines, mais aussi à cause de la nouvelle expression, *j'abbatise*, qui n'a aucun sens, et si elle en a un, veut dire *faire l'abbé*, ou se présenter comme tel. C'est pourquoi l'évêque demande s'il a bien fait d'ordonner de rebaptiser l'enfant pour ces deux raisons, ou bien seulement à cause de l'omission de la particule. Il demande aussi ce qu'il faut faire à l'égard des autres enfans baptisés par cette femme, qui exerce depuis cinquante ans les fonctions d'accoucheuse. La S. Congrégation se contente de répondre: *Scribatur juxta mentem* (*Thesaur.* tom. 22 p. 45). La S. Congrégation fut d'avis que le baptême était valide, comme on voit dans le *Thesaurus*, tome 83, p. 136, dans l'affaire de Fossombrone du 24 mai 1823, où il est rapporté aussi que la S. Congrégation écrivit à l'évêque de faire instruire et examiner les sages-femmes et de défendre l'exercice de la profession à celles qui ne sont pas bien instruites et approuvées pour la formule sacramentelle: « Ut suae dioecesis obstetrices de recte proferenda baptismi forma in casu necessitatis, praevio examine, curet edoceri, eisque hujusmodi exercitium inhibeat nisi circa eamdem formam, optime instructae, et approbatae fuerint. » Au lieu de nous donner l'explication de l'énigme: *Ad mentem*, Zamboni met dans une note les diverses formules douteuses. Ainsi, La forme est douteuse si on dit: 1. Ego te baptizo *in virtute* Patris, et Filii et Spiritus Sancti. 2. Ego te baptizo in Patre, et Filio, et Spiritu Sancto. 3. In uno Deo Patre, Filio et Spirito Sancto. – 4. Ego te baptizo in nomine Genitoris, Geniti, et Procedentis ab utroque. 5. In nomine Ingeniti, Geniti, et Doni. – 5. In nomine Creatoris, Redemptoris, et Sanctificatoris. – 7. In nomine Omnipotentis, Sapientis, et Boni. – 8. In nomine Primae, Secundae, et Tertiae Personae SS. Trinitatis. – 9. Ego te baptizo in nomine Filii, Patris, et Spiritus Sancti, ou bien Spiritus etc. – 10. Ego Patris baptizo te in nomine, et Filii, et Spiritus Sancti. » Toutes ces formes étant douteuses, on doit rebaptiser sous condition. Zamboni met parmi les formules douteuses celle qui omet: *Ego te baptizo*, au lieu que la proposition condamnée par Alexandre VIII nous rend certains que cette formule est essentiellement vicieuse. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de l'omission de la particule, *in*.

142. C'est surtout au commencement des mots que le chan-

gement d'une seule lettre peut compromettre la validité. Voici une intéressante décision au sujet d'un baptême conféré in *homine Patris*, au lieu de dire: *In nomine*.

« Santandrien. — In primo ipso vitae articulo periclitantem puerulum baptizavit obstetrix in quodam pago Santandrien dioecesis; itaque baptizatum Infantem Parentes obtulerunt parocho, ut catechismum suppleret, sacrosque ritus celebraret. Parochus prae munere sibi imposito duxit interrogandum obstetricem, qua potissimum formula usa esset, cum puerum abluerit. A qua semel pluriesque accepit: se vernaculo idiomate loci (qui est in provincia Castellae veteris) pronunciasse formulam « *Io te baptizo en el Hombre del Padre y del Hijo, y del Espiritu Sancto* » aeque ac si latine dixisset: « *Ego te baptizo in Homine Patris* etc. » Nam hispanica dictio *en el Hombre* latine redditur *in homine*.

» Ex iis percitae sunt aures parochi et alterius boni viri, qui aderat praesens, dum obstetrix examini subjiciebatur. Ratus hinc parochus in hac formula a muliere adhibita mutatum fuisse *substantiale* vocabulum – *en el Nombre in nomine* – in alterum – *en el Hombre, in homine* – censuit irritum ab ea collatum sacramentum, quod ipso facto non *sub conditione*, sed *pure* denuo in eumdem infantem iteravit. Cum vero eadem obstetrix saepe alios per annos viginti plurimos in periculo constitutos infantes baptizasset, subverens parochus, ne illa eamdem semper formulam pronunciasset, binos quos habebat curae animarum socios consuluit de baptismatum hoc modo collatorum validitate. At caeteri parochi responderunt, nil sibi umquam dubii fuisse de validitate baptismatum, quae ab ea muliere administrata fuere, cum saepius antea facto periculo novissent obstetricem protulisse semper validam probatamque formulam « *en el Nombre in nomine*. Tum parochus, ut se ab omni cura expediret Episcopum suum Santandrien per epistolam certiorem reddidit de iis quae evenisse narravimus.

« Nequivit Episcopus, ut in votis habuit, obstetricem interea temporis e vivis ereptam maturo examini subjicere, cumque requisiti caeteri loci parochi constanter assererent, se pluries interrogatam obstetricem audivisse *rite formam proferentem nullo nec levi mixto errore*, mandavit ipsis, ut inquirerent usum populi in pronunciando vocabulo « *Nombre.* » Facta per ipsos diligenti inquisitione « *unus* quidem retulit » fama compertum quosdam olim cruce se signantes *Hombre* » pro *Nombre* usurpasse; pro praesenti vero nullum sic aber- » rantem reperiri: alter in juvenem incidisse, qui interro- » gatus de forma baptismi, quem nuper ministraverat, visus » fuit dixisse « *In homine* » at iterum proferre jussus « *in* » *Nomine* » pronunciasse. Alter pueros quotquot primis rudi- » mentis operam dabant jussos se Cruce signare, in Nomine » protulisse incunctanter et clare. Alter vero vetulas duas » septem ab hinc annis in examine annuo catechistico audisse » dicentes *el en Hombre*, cum se similiter signarent, et in- » trogatas quid pro *in homine* in homine intelligerent, idem » prorsus dixisse ac *in Nomine*. » Tandem parochus, quaestionis motor, in sua consultatione ad Episcopum dissertis dixerat verbis compertum sibi satis esse erroneam mutationem apud foeminas coevas obstetricis suae; illas enim caute interrogatas en et Hombre pro en el Nombre audivisse dicentes (cujus sunt lata verba).

Anceps Episcopus, quid consilii caperet theologos consuluit, qui in diversam abierunt sententiam. Alter enim stetit pro nullitate Baptismi ab obstetrice collati, alter vero pro validitate. In hoc opinionum discrimine prudentiae suae existimavit rem omnem S. hujus Congr. judicio submittere, ideoque postulat ab EE. PP. quid sibi agendum, tum quoad baptismum ab obstetrice collatum cum praecitata formula; tum quoad parochum, qui baptismum pure iteravit, tum demum quoad omnes alios infantes ab eadem obstetrice baptizatos, et eos praecipue, qui cum adoleverint, vel sacros ordines susceperunt, vel matrimonium contraxerunt.

« In primo itaque dubio praecipua quaestio EE. VV. oblata est: utrum irritus censeri debeat baptismus, in casu, quo dubitatur aliquam variationem vel mutationem irrepsisse in forma ab obstetrice prolata. Constat vero apud omnes theologos et canonistas, quod si in administrando sacramento quid *variationis* aut *mutationis* inciderit in verbis formae praescriptis, unde sensus moralis et substantialis tollatur formae sacramentalis, tum irritum sit sacramentum quod non perficitur, nisi iis adhibitis verbis, retentaque illa significatione, quae a divina institutione proficiscitur quamque variare nefas est..... Hinc duplex in casu proposito incidit dubitatio: Altera facti num scilicet revera obstetrix mutaverit dictionem illam – *en el Nombre* – in alteram – *en el Hombre* – Altera juris: num haec variatio tanti sit per quam moralis et substantialis sensus formae inficiatur. Quae duo conjunctim expendenda videntur.

» Pro mutatione et variatione stat judicium aurium parochi et alterius boni viri, qui interfuit, dum Parochus obstetricem interrogabat. Isti enim episcopo testati sunt mulierem saepius interrogatam pronunciasse semper « *en el Hombre* « *in Homine* » ita ut ipsi audientes ex materiali sonitu verborum mente percepissent, quod obstetrix « *hombre* » hominem significare voluerit.

» Quamquam enim una tantum littera N in H mutata sit, attamen cum variatio hujusmodi incidat in principio dictionis, facilius per eam tollitur sensus moralis et substantialis ex regula tradita ab eodem *Angelico Loc. citat.*, quam exemplis illustrat. Nam si quis pronunciaret » *In nomine Matris* loco « *Patris*, et *Milii* – loco *Filii* » certe quidem ex variatione unius literae initialis poenitus sublatus esset sensus moralis, et substantialis formae sacramentalis. Ita pari modo variatus omnino videtur, dum obstetrix « *in homine* » protulit pro « *in nomine.* » Deficeret enim substantiale vocabulum – *In Nomine* » per quod exprimitur Invocatio, et Unitas Sanctissimae Trinitatis, quae salva sacramenti validitate omitti non potest ut ex Cap. Matthei XXVIII.....

» Verumtamen haec obtinent, cum manifesta sit mutatio verborum formae, et variatio sensus substantialis. An vero in casu exposito revera contigerit mutatio hujusmodi, ut obstetrix mutaverit: « *Nombre in Hombre* ut potius *in homine*, quam in *nomine* significaret, de hoc prudenti ratione dubitandum videtur.

» Maxime quia ut mulier « *Hombre, hominem* » significaret oportet ut literam H ante O praeponeret. Nam deficiente praeposita *H*, ombre nihil ferme significat. In iis vero regionibus praesertim a ruricolis aspiratur littera *H* instar gutturalis *C* Tuscorum, ita ut verbum Hombre sonitum reddat ac si aspiratum *Combre* vel *Xombre* quis diceret. Sive autem *Hombre*, sive *Ombre* pro *Nombre* dixerit obstetrix, variatio ex modo pronunciandi desumenda videtur. Etenim qui hispanicam linguam callent, quique has de modo pronunciandi suppeditant animadversiones, testantur quod concurrentibus duobus consonantibus posterior saepissime eliditur, ut in casu « *en el Nombre* elisa littera *N*. ob concursum praecedentis *L* sonitu verborum exprimeretur » *en el Ombre*.

« En itaque cur Parochi, ita de mandato Episcopi inquirentes vulgarem pronunciandi usum illius regionis qua controversa baptismata collata sunt, retulerunt fama compertum quosdam olim, ibi Cruce se signantes Hombre pro Nombre usurpasse: alterius etiam nunc in juvenem incidisse, qui ita verba in nomine pronunciavit ut in Ombre dixisse visus sit; demumque plures coaevas obstetrici feminas invenisse, quae dum se Cruce signant erroneam mutationem retinent; quod si pueri atque adolescentes recte nunc verba promunt en el Nombre, vigilantiae, solertique studio parochorum tribuendum est. Nil mirum igitur si annosa et rudis obstetrix communem

pronunciationis modum quam a teneris unguiculis didicerat semper retinuit.

» Ex quibus EE. PP. judicabunt num obstetrix potius quam variationem, et mutationem substantialem accidentalem per additionem vocabuli, et infletionem pronunciationis juxta morem regionis commisisse videatur. Tum enim ex doctrina D. Thomae in 3. par. quaest. 50 artic. 7. obtinet regula: « Si autem » hoc faciat ex lapsu linguae..... si non totaliter auferatur » sensus locutionis per ejusmodi corruptelam; nihilominus » perficitur sacramentum. Quamvis enim hujusmodi verba cor- » rupta nil significent ex virtute impositionis, accipiuntur tamen » ut significantia ex accomodatione usus et ideo licet mutetur » sonus sensibilis; remanet tamen idem sensus. » Quae sane fluunt ex Cap. Retulerunt 76 de de Consecrat. dist. 4, in quo Pontifex Zacharias validum pronunciavit baptismum « *In nomine Patria et Filia et Spiritua Sancta*, collatum a sacerdote « errorem non introducens, aut haeresim, sed pro sola ignorantia Romanae locutionis infringendo linguam.

« Hanc ipsam regulam sequuta est S. Congregatio in Ceneten. 12 maii 1753 in qua scripsit Episcopo non oportere reiterare baptismum quippe collatum in regione non acatholica, quamvis sub corrupta formula: *Mi t'abattezzo in nome del Padre e del Figliuolo, dello Spirito Santo.*

« Quatenus vero EE. PP. contra nullitatem baptismi judicaverint, in secundo dubio quaeritur utrum parochus inciderit in irregularitatem et suspensionem ob iteratum baptisma, quod unum esse ab Apostolo ad Ephes. 4, Ecclesia accepit, et constanter semper docuit et praecipue in concil. Trident. sess. 7, de sacrament. in gen. Canone 9, de baptismo Canon 13, contra rebaptizantes inflicta est irregularitatis poena in cap. Ex litterarum 2, de apostatis et reiteran. baptis. in quo licet agatur de solo ministrante reiterationi baptismi; attamen ex consuetudine extenditur etiam ad rebaptizantes.... quaest. 5. Pirhing Jus Canon lib. 5, tit. 9, num. 37, et haec irregularitas protenditur etiam ad jam promotos et impedit quominus ordines exerceantur, secundum probatiorem sententiam quam tuetur Benedict. XIV in Instruct. 84, num. 5.

« Nam cum dubium est num baptismus aut omnino aut non rite collatus sit constans Ecclesiae disciplina est, quod *sub conditione* iterum tuto conferri possit. Id quod expresse sancitum ab Alex. III, legitur in *cap. 2 de baptismo.*

« Ex iis vero quae super primo dubio in utramque partem disputata sunt statuere possunt EE.VV. num parochus in probabili dubio de validitate baptismi constitutus post iterum iterumque interrogatam obstetricem et adhibitum in consilium *bonum virum* licite baptismum iteravit. Rursus judicabunt num licite processerit ad iterationem baptismi pure non sub conditione secundam disciplinam post seculum VIII in ecclesia introductam quam expresse probavit Alexandri III in allegato *Cap. 2. de Baptismo.* Si autem haec ipsa iteratio baptismatis sub conditione non temere adhibenda est, sed post diligentem investigationem, ita ut qui secus faciat ab irregularitatis poena non sit immunis, ut ex doctrina catechismi Romani, p. 2. de sacr. baptism. num. 17, probat Benedictus XIV in alleg. Inst. 84, num. 11; certe quidem reprehendendus est parochus qui omissa conditione iteravit baptismum aberrando a vigente ecclesiae disciplina, et in irregularitatem incidisse dubitari potest.

» Ponderandum quidem est, quod in nullo juris loco irregularitatis poena praescribitur iis, qui in probabili dubio constituti baptisma pure iterant. Nec *allegatum* cap. 2, *de baptismo* ad illos pertinet qui scienter baptismum denuo ministrant. Doctrina vero Catechismi Romani attingit illos qui formam conditionatam adhibent nulla praemissa investigatione, et sine probabili dubio. Si poenae extendendae non sunt (leg. 42. ff. de poenis) neque irregularitas incurritur nisi in casibus expressis, ut ex *cap. Is qui*, de Senten. Excommunicat. *arguit Suarez dist. 4, sect. 5, num. 5, Liguor. in Theolog. Moral. lib. 7, cap. 3, Dub. 3, num. 344.*

» Quatenus parochus irregularitate et suspensione irretitus videatur, ei a SSmo impetranda erit dispensatio et absolutio quae indulta fuit in terminis presbyteri scienter, sed non mala fide iterantis baptisma in *Murana* Irregularitatis 15 novembris 1716, et in dubio quolibet semper fuit in more positum ut Sacra Congregatio pro absolutione ad cautelam rescriberet ut pluribus omissis in *Assisien.* 9 februarii 1797.

» In tertio proponitur, an et quomodo prospiciendum sit aliis infantibus ab eadem obstetrice baptizatis, eis praecipue qui jam adulti, vel S. ordines susceperunt vel matrimonia contraxerunt. De nullitate horum baptismatum, quae in praeteritum obstetrix contulit, dubitatur ex quo ipsa in postremo baptismo eam pronunciavit formam, ut disputetur, num ex ea perfectum sit sacramentum. Hinc timendum semper in unoquoque baptismo administrando eamdem formam adhibuisse, adeoque de validitate collatorum baptismatum ex deductis in primo dubio dubitari potest.

» Pro validitate autem facit praesumptio juris in cap. *Veniens* de sacramentis ibi: « Certe de illo qui natus de chris- » tianis parentibus, et inter christianos fideliter conversatus, » tam violenter praesumitur quod fuerit baptizatus, ut haec » praesumptio pro certitudine sit habenda donec evidentissi- » mis argumentis contrarium probetur. » Haec vero praesumptio confirmatur ex testimonio parochorum, qui affirmant nullum sibi umquam dubium subiisse de validitate sacramentorum quae obstetrix contulit, cum examini subjecta semper protulit legitimam probatamque formam *nullo, nec levi mixto errore.*

» Nihilominus haec omnia, si EE. VV. erit dubitatio de validitate horum baptismatum, prospici poterit iis qui ab obstetrice sacramenta susceperunt, ut denuo baptizentur sub conditione et secreto ad evitanda scandala ut notat Giraldus in *Exposit. Juris Pontif.*, p. 1, Decretal. tit. 42, *de baptismo* sec. 615; quoad illos vero qui ordines susceperunt, aperta est juris canonici dispositio ut iterum ordinentur in cap. 1 et 3 *De presbyteris non baptizatis.* Quoad illos vero qui matrimonia contraxerunt, diversa subest ratio. Nam matrimonium licet ob non rite susceptum baptismum in discrimen veniret qua sacramentum, validum tamen foret ut contractus pure civilis, et naturalis. Nam inter non baptizatos verum existit et validum matrimonium licet non ratum secundum Innocentium I qui scribens Eusebio, caeterisque episcopis Macedoniae matrimonium a cathecumeno contractum dixit legitimum, ideoque etiam validum, legitimamque prolem ex eo susceptam ut in cap. *Deinde* 2, dist. 26, quod sequuntur theologi et canonistae, et praecipue Habert Theolog. Dogmat. et Moral. cap. 9, §. 2, de cultus disparit. Pirrhing. de divort. num. 3. Atque ita etiam censuit Sacra haec Congregatio in *Ripana* 12 decembris 1733; in *Tarvisina baptismi* 4 maii 1737, in qua agebatur de matrimonio contracto per Lauram Dolfini de cujus baptismate dubitabatur, et ad dubium: *An Laura Dolfini baptizari debeat sub conditione*, rescriptum fuit: *Affirmative et secreto, et sine praejudicio validitatis matrimonii.*

Post haec spectat ad amplissimos Patres respondere tribus dubiis: 1. An constet de nullitate baptismi ab obstetrice in periculo collati in casu etc. Quatenus negative ad primum. 2. An parochus inciderit in suspensionem, et irregularitatem ita ut sit consulendum SSmo pro absolutione et dispensatione. Quatenus affirmative ad primum. 3. An et quomodo prospiciendum sit, iis qui ab eadem obstetrice baptizati sunt, et iis qui postea vel S. Ordines susceperunt, vel matrimonium contraxerunt? Sacra Congregatio etc. Ad 1. *Provisum in secundo.* Ad 2. *Consulendum SSmo pro absolutione ad cautelam.* Ad 3. *Acquiescant.* (*Thesaur.* tom. 67, p. 127.

143. L'omission de la préposition, *in*, est-elle de nature à rendre le baptême nul? Cette question est longuement exa-

minée dans le *Thesaurus*, tome 67, p. 211 et seqq. Il semble, d'une part, que l'omission de la particule détruit le sens, et annulle par conséquent le baptême, soit qu'on agisse à dessein, ou par ignorance. D'autre part, il peut arriver qu'il n'y ait là qu'un défaut de prononciation. En Toscane, par exemple, l'usage général supprime la voyelle *i*, toutes les fois qu'elle est suivie d'une consonne; Dante et Bocace en ont des exemples. Le peuple prononce de la même manière; ainsi, au lieu de dire *in nome*, il semble redoubler *l'n*, comme s'il prononçait *nnome*, et il a l'intention de prononcer, *in nome*. Le son varie, et non le sens. Cela posé, voici le cas au sujet duquel l'évêque de Fiesole consulta la S. Congrégation. Sante Milanesi, ordonné prêtre depuis six ans et vicaire d'une paroisse du diocèse, a découvert fortuitement qu'il n'a pas été bien baptisé. Une sage-femme actuellement âgée de 70 ans affirme, qu'elle baptisa l'enfant en danger de mort avec la formule suivante: *Je te baptise nom de Père, de Fils et du Saint-Esprit* (en italien: *Io ti battezzo nome di Padre, di Figliuolo, e dello Spirito Santo*). En outre, la même femme, le père et la tante de ce prêtre assurent qu'il ne fut pas baptisé par le curé, actuellement défunt, parce qu'on se borna à suppléer les cérémonies. Néanmoins, le registre paroissial porte expressément que le curé baptisa lui-même l'enfant; le curé était un excellent prêtre, très exact dans tout ce qui se rapportait au ministère; lorsqu'il ne faisait que suppléer les cérémonies, il n'oubliait pas d'en faire mention dans le registre. L'évêque a fait prendre par trois curés la déposition juridique de la sage-femme, du père et de la tante, et de deux autres témoins qui ont connu de près le curé défunt. Il ajoute que toutes les personnes du peuple ont l'habitude de dire, en faisant le signe de la croix: *Nome del Padre*, en supprimant la particule, *in*. Assurément, l'accoucheuse n'eut pas l'intention d'attacher un sens erroné à ce qu'elle disait. De même, la suppression de l'article *del*, remplacé par *di*, et de la conjonction *et* ne semble pas une chose essentielle, attendu que la distinction des Personnes semble suffisamment exprimée par leurs noms. – La S. Congrégation juge qu'il conste du baptême; par conséquent il n'y a pas lieu de pourvoir à son ordination, ni aux personnes auxquelles le prêtre en question a administré les sacremens. (*Thesaur.* tom. 67, p. 211).

144. Nous avons vu que le baptême conféré *avec* le nom du Père, au lieu de dire: *au nom du Père*, est valide. C'est ce que décida le Saint-Office en 1720. La S. Congrégation du Concile ne jugea pas autrement en 1823, dans le cas suivant. Un enfant ondoyé par une femme de la campagne étant mort, on le porta à l'église pour la sépulture religieuse. Le curé examina la femme qui avait conféré le baptême, et constata qu'elle avait employé cette formule: « Je te baptise » *avec* le nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. » Le curé pensa que la formule était nulle, et refusa la sépulture. Suivant la relation de l'évêque, la femme est une bonne chrétienne, dont les sentimens sont en parfaite harmonie avec sa foi; on ne peut supposer qu'elle ait eu l'intention d'introduire l'erreur; c'est par ignorance et par une innocente rusticité qu'elle s'est exprimée de la sorte. L'évêque estime le baptême valide, parce que l'unité divine est exprimée par le mot: *Nom*, pendant que les trois personnes divines se trouvent dans l'invocation expresse de la formule. La substitution de la particule, *avec*, à l'autre particule, *au*, est un changement purement accidentel, car en latin elles sont souvent prises l'une pour l'autre. D'autre part, on peut dire que la particule, *avec*, est copulative, et semble exprimer la coopération, ce qui renverse le sens de la formule. – La S. Congrégation décide que le baptême est valide, et que l'enfant doit être enseveli en terre sainte, si c'est possible. « 1. An valida sit baptismi » collatio in casu. 2. An recte se gesserit rector denegando » infanti ecclesiasticam sepulturam in casu. 3. An, et quo- » modo sit providendum quoad futurum in casu. Sacra Con- » gregatio respondit. Ad 1. *Affirmative*. Ad 2. *Non esse re-* » *prehendendum in casu, et nunc ab eo curandum, ut si fieri* » *potest, detur infanti ecclesiastica sepultura*. Ad 3. *Detur* » *decretum ut in Ceneten. 12 maii 1755*. (*Thesaur.* tom. 83, » pag. 137). »

145. En 1828, la S. Congrégation décida de nouveau, pour Sienne, que la particule, *avec*, ne rend pas le baptême nul. Voici le cas. Il est arrivé quelquefois dans le diocèse de Sienne et dans les pays circonvoisins, que les sages-femmes appelées à baptiser les enfants en danger de mort, se sont servies de cette formule: « Je te baptise avec le nom du Père, du Fils, » et du Saint-Esprit. » Les parents ayant des doutes sur la validité de cette formule, ont recouru à leurs curés, dont la plupart ont jugé le baptême valide et ont refusé de rebaptiser, même sous condition, tandis que quelques-uns, étant d'un avis opposé, ont conféré de nouveau le baptême. Un d'eux craignant d'avoir encouru l'irrégularité, a consulté l'archevêque, qui a déféré la question au Saint-Siége, en avertissant que les sages-femmes ont altéré la formule par pure ignorance, et sans aucune intention d'introduire quelque erreur. – La suppression du mot, *nom*, qui exprime l'unité de nature des trois personnes divines, renfermerait un changement essentiel qui entraînerait la nullité du sacrement; mais le remplacement de la préposition, *au*, par l'autre (*avec*) semble une chose accidentelle. - La S. Congrégation juge, comme en 1823, que le baptême est valide, elle dispense le curé de l'irrégularité *ad cautelam*, et recommande à l'archevêque de faire instruire et examiner les sages-femmes, en leur défendant d'exercer sans l'approbation ecclésiastique. « 1. An sit validus » baptismus ex ignorantia collatus sub hac forma: Io ti bat- » tezzo col nome del Padre, del Figliuolo, e dello Spirito » Santo, in casu. 2. An, et quomodo sit providendum quoad » futurum in casu etc. 3. An sacerdos Aloisius Papi in irre- » gularitatem inciderit, ita ut sit consulendum SSmo pro dis- » pensatione in casu etc. Sacra Congregatio etc. Ad 1. *Affir-* » *mative*. Ad 2. *Detur decretum in Ceneten. 12 maii 1755*. » Ad 3. *Consulendum SSmo pro dispensatione ad cautelam*. » Die 16 augusti 1828. (*Thesaur.* tom. 88, p. 225). »

146. La S. Congrégation du Saint-Office a jugé nul le baptême conféré avec cette formule: *Ego volo ministrare tibi sacramentum baptismi peccatorum, in nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti*. Cette décision est du 23 juin 1840. Le baptême étant nul, il faut rebaptiser absolument et sans condition.

MÉLANGES.

I. Séminaires.

1. L'Eglise a institué les séminaires dans le but d'élever gratuitement les clercs dépourvus de ressources. Les enfans des riches ne sont pas exclus, dit le concile de Trente, mais ils devront s'entretenir à leurs frais. D'où il s'ensuit clairement que les pauvres ont droit à l'entretien gratuit; l'intention de l'Eglise ne serait pas remplie si l'on ne recevait dans les séminaires que les élèves payant pension, car ce serait s'exposer infailliblement à diminuer le nombre des vocations ecclésiastiques. Le séminaire n'est pas un collége d'éducation pour les classes de la société qui ont les moyens de donner l'instruction à leurs enfans; c'est une pépinière de ministres pour la sainte Eglise. Il n'y a qu'à lire attentivement le décret du concile de Trente pour se convaincre qu'il a imposé à tous les évêques l'obligation de fonder un ou plusieurs séminaires afin d'élever gratuitement les enfans pauvres à partir de douze ans; par conséquent, l'éducation gratuite n'est pas seulement pour les séminaires où l'on enseigne la théologie ; elle doit s'appliquer aussi à l'intruction littéraire, à partir de douze ans; et tout enfant qui fait espérer par ses bonnes dispositions la vocation ecclésiastique, doit, dès cet âge, être reçu au séminaire, sans payer pension. Aussi le Concile de Trente a-t-il donné aux évêques des pouvoirs extraordinaires pour créer des ressources aux séminaires. Non seulement ils peuvent unir les bénéfices simples, mais surtout ils ont le pouvoir d'établir une taxe sur tous les revenus ecclésiastiques du diocèse; cette taxe, qui est ordinairement de trois pour cent, peut être portée à cinq pour cent, en cas de besoin. Lorsque ces moyens sont insuffisants, le Saint-Siége autorise le démembrement et l'application d'autres revenus ; il permet quelquefois d'établir des pensions perpétuelles sur les paroisses riches. Les décisions récentes de la S. Congrégation du Concile en offrent deux exemples.

En 1845, l'évêque des siéges unis de Melfi, Giovinazzo et Terlizzi dans le royaume de Naples, désirant fonder un séminaire à Terlizzi, demanda à Grégoire XVI l'autorisation de démembrer une portion des biens de trois canonicats de la cathédrale, et d'affecter ces biens au nouveau séminaire. Le Pape permit et la S. Congrégation du Concile rendit un indult approuvant le démembrement des revenus en question, qui formaient au total cent cinquante ducats, et leur application au séminaire. Depuis cette époque, le temporel du séminaire est florissant; le revenu s'élève à 1500 ducats.

Dernièrement, les chanoines ont fait parvenir au Saint-Père une supplique dans laquelle ils demandent la restitution des cent cinquante ducats en donnant pour raison que l'augmentation des taxes et des impôts de tout genre ne leur laisse pas assez pour vivre convenablement, au lieu que le séminaire, dont les ressources ont augmenté depuis vingt ans, peut se passer sans inconvénient des cent cinquante ducats alloués en 1845. Le vicaire capitulaire confirme l'exposé, et appuye la demande. Les députés du séminaire de Terlizzi consentent pleinement. Un don, même perpétuel, semble devoir cesser avec la cause qui l'a motivé; l'équité semble exiger qu'un bienfait qui devient superflu pour quelqu'un, cesse pour favoriser celui au préjudice duquel il a été jadis accordé. – D'autre part, les règles du droit exigent que les bienfaits d'un Pape soient permanents; surtout à l'égard d'un établissement dont la conservation et la prospérité intéressent tout le diocèse. L'indult de Grégoire XVI renferme une donation irrévocable motivée par des causes canoniques, et dont le retrait causerait un préjudice au séminaire, qui est le seul endroit où l'on puisse, en ces temps infortunés, élever la jeunesse. La prébende des chanoines, supérieure à cent ducats, semble suffisante, au lieu que les quinze cents ducats de revenu du séminaire sont bien peu de chose. – La S. Congrégation du Concile a rejeté l'instance. « An et quomodo annuendum precibus in casu? Sacra etc. *Negative in omnibus.* Die 26 novembris 1864. »

2. En 1843, le cardinal Lambruschini obtint de Grégoire XVI la constitution d'une pension perpétuelle de trente écus sur la paroisse de Mentana alors vacante, en faveur du séminaire de Magliano. Le Pape écrivit de sa main sur la supplique du cardinal : *Pro gratia.* Le lendemain, 9 février 1843, le cardinal annonça cet indult à l'évêque suffragant, en exprimant sa détermination d'établir à perpétuité cette pension de trente écus en faveur du séminaire ; cette charge fut imposée expressément au nouveau curé dans la bulle d'institution.

Pendant vingt ans, les curés de Mentana ont payé régulièrement la pension. Dernièrement le curé actuel a déposé une plainte à la S. Congrégation du Concile contre l'économe du séminaire qui insiste pour le paiement de cette pension non acquittée depuis deux ans, attendu que le recourant n'en a vraiment pas le moyen. Il a présenté un mémoire tendant à prouver, d'une part que l'indult de Grégoire XVI qui porte simplement la signature du Pape, n'est pas un titre suffisant, parce qu'il aurait fallu une bulle ; d'autre part, que le revenu de la paroisse n'est pas de nature à supporter une telle charge. En outre, le curé a pris un avocat, qui a soutenu la même thèse. Après avoir entendu le Cardinal évêque de Sabine et les députés du séminaire de Magliano, la S. Congrégation du Concile a rejeté l'instance. Voici le *folium*, et la décision, en date du 17 décembre 1864.

» Sabinen. Pensionis. (*Sess. 24 c. 15 de Reform.*) *Die 17 Decembris 1864.* — Cum ecclesia parochialis Nomenti, S. Nicolao dicata, anno 1843 suo viduata esset pastore, Emus Lambruschini tunc temporis Sabinensis episcopus supplex rogavit sa. me. Gregorii XVI. ut sibi liceret pensionem annuam scutatorum 30 imponere praedictae paroeciae favore Malleanensis seminarii, quod necessariis destituebatur mediis ad congruam clericorum institutionem. Precibus arrisit praelaudatus Pontifex die 8 februarii rescribens *Pro gratia.* Hinc Emus idem Lambruschinius literis subsequentis diei 9 februarii certiorem reddidit suffraganeum episcopum de facultatibus a supremo principe sibi concessis, quarum vigore ajebat « *ho determinato d'imporre, ed ho effettivamente imposto sulla detta cura una altra pensione di scudi 30 annui a favore del seminario stesso, e questa in perpetuo . . . e quest'obbligo fu indossato al nuovo Arciprete nella Bolla stessa com'è di regola* ».

« Ab ipso impositae pensionis die ad haec usque tempora nemo ex Nomentanis parochis exceptionem promovit, qua ab ejusdem solutione eximi se posse autumaret. Verum hodiernus paroeciae rector Callixtus Ranfi die 1 junii 1863 supplicem obtulit libellum huic S. Congregationi, quo conqueritur praefatum pontificium rescriptum executioni fuisse demandatum haud inspectis paroeciae reditibus, quos ceteroquin impares novo hujusmodi oneri ferendo affirmat; ideoque Beatissimum Patrem exorat ut *si degni di togliere pro gratia detta pensione di scudi 30 sopraccennata e così liberare l'attuale parroco oratore da tal peso e dalle assidue vessazioni, che gli vengono fatte dall'esattore del seminario per essere rimasto arretrato nei pagamenti di due anni, e ciò propriamente per mancanza di mezzi.* » Cui insuper petitioni adjecit quasdam deductiones, quibus in dubium revocare nititur rescripti authenticitatem, tum quia desideratur consueta clausula: *Ex audientia SSmi*; tum quia neque nomen neque scriptura Papae concedentis ibidem occurrit. Sed hisce etiam praetermissis, subdit pensionem consistere in casu nec potuisse nec posse ex Tridentini sanctione in Sess. 24, cap. 13, semel iterumque deinceps

confirmata, qua cautum est ne pensionibus praegravari valeant paroeciae, quarum reditus annua scutata 100 minime pertingant. Ab hujusmodi enim summa longe abesse reditus Nomentanae paroeciae demonstrare contendit exhibito statu praebendae, qui praesefert in activo scutata 292, in passivo vero 221: adeo ut vix parocho superessent scut. 71 ex quibus detrahenda adhuc foret pensio favore Seminarii.

« Requisitus hac super re Emus Episcopus de informatione et voto, ac rogatus insuper ut auditis seminarii deputatis in scriptis, referret de annuo reditu et oneribus paroeciae, comprehensis incertis utriusque stolae, ducto calculo per decennium, ac de tempore, quo orator parochiae possessionem nactus fuit, haec sedulo exposuit: « Impositio pensionis, de qua quaeritur, titulum certum agnoscit ex authographo rescripto S. » M. Gregorii XVI et literis pedissequis cl. me. Card. Lambruschini datis die 9 februarii 1843. Nulla profecto moveri potest quaestio super valore et pleno effectu gratiae » praedictae, quia gratia Pontificis, de qua plene constat, » suum sortitur effectum ex sola Papae signatura, etiam in » materia pensionis, quin sit necessaria literarum expeditio, » cum gratia sola signatura perficiatur, et literae apostolicae » non requirantur ad alium effectum quam probationis, uti » passim docent auctores, quos inter Lotterius de re benef. » lib. 1, qu. 37, n. 56; et Tondutus de pension. cap. 50, » n. 18, et alibi: et accedit S. Rotae auctoritas frequenter » hac super re pandita, et S. istius Congregationis, prae caeteris in *Nepesina* 8 julii 1786. Alia quoque potentior ratio » desumitur ad pensionis firmitatem ex observantia post gratiae exequutionem. Tam enim parochus Massucci immediatus oratoris antecessor qui parochialem praebendam obtinuit, » quam orator Callixtus, a die possessionis ab anno 1852 » repetendae usque ad annum 1861 pensionem sine querela » seminario pensitarunt. Anno autem 1862, cum parochus » Ranfi primum renuisset pensionis solutionem, judiciali Curiae » sententia solvere coactus est. Et nunc pendet apud eamdem » Curiam alia seminarii instantia ad solutionem pensionis anni » subsequentis obtinendam.

» Neque causa illam revocandi legitima adest ob redituum » parochialium, uti parochus asserit, tenuitatem. Si enim fides » habenda esset parocho Malaspina, qui nuncium misit illi » paroeciae anno 1851, annui reditus scut. octoginta supra » tercentum excederent (quod equidem rei veritati respondet, » aut non multum abest a veritate), et pensiones annuae tunc » scutatis centum respondebant, uti colligere fas est ex adnexo » statu et declaratione. Ducto namque calculo per decennium » reditus parochiales haud profecto computari possunt minores » scutatis tercentum et quinquaginta in singulos annos, comprehensis incertis stolae, et fructibus legatorum, quae beneficio parochiali stabiliter adhaerent. Et sane, ni ita esset, » importabile faisset onus pensionis annuae scut. 120 favore » Caesaris Bianchi impositae parocho Nomentano sub initium » labentis saeculi, eaque extincta, novam scut. 50 pro Laureto Santucci, quae una cum altera scut. 30 favore Dominici Malaspina soluta est a parocho usque ad annum 1851. » Et notandum ab eo tempore paroeciales reditus auctos potius tantisper esse, quam imminutos.

» Hinc immerito queritur hodiernus Nomenti parochus de » unica pensione scut. 30, seminario reservata, eam dictitans » nimis onerosam. Atque, ut quamdam justae querimoniae speciem exhiberet, statum attulit in parte activa depressum, » quia neque incerta stolae scutatis saltem viginti quotannis » computanda, neque fructus legatorum non minus aliis scut. » viginti, deductis oneribus, recensendos, nec reditus parochialis domus ab eo locatae scut. circiter decem aestimandos in notula produxit, nec veram frugum responsionem » retulit quae quidem est duplicanda: in parte vero passiva » statum exhibitum ita exageravit, ut non unus articulus sit » omnino expungendus, aliique nunnulli ad veram quantitatem reducendi, ceu apparet ex animadversionibus suis ibi » locis adjectis. Adeo ut, si tota annui exitus quantitas, pensiones seminario solvenda computata, annuis scutatis quinquaginta aut sexaginta ad summum supra centum assignetur, profecto major esse nequeat; quod sane parochus Ranfi » vel ipse anno 1861 in statu passivo mihi exhibito ad alium » effectum, ultro fassus est. Quare libera et certa parocho pro » congrua scutata biscentum circiter remanent.

» Sequitur exinde ut, habita ratione veri parochiae status, » longe majoribus in quantitate pensionibus a parochis antecessoribus supportatis, paroecialibus reditibus hodie aliquantulum auctis, pensio favore seminarii imposita sit omnino » servanda, cum nec in jure, nec in facto parochi hodierni » recursus quidquam ponderis ex dictis habere videatur. Eoque » magis servandam esse pensionem legitimo modo ac potestate » assignatam urget conditio oeconomica seminarii Sabinensis, » quae longe potioribus indiget auxiliis. »

» Deputati autem seminarii recolunt in primis varias pensiones quibus, ut Emus episcopus supra retulit, paroecia fuit obnoxia jam ab anno 1801. Recolunt deinde quomodo Emus Lambruschini sponte sua pensionis impositionem favore seminarii decreverit « *dopo avere esaminato l'inventario dello stato attivo e passivo della parrocchia.* » Quapropter concludunt injuria parochum Ranfi obsistere unicae pensionis solutioni favore seminarii, quam non solum vires praebendae late ferunt, sed ipsi etiam Oratoris praedecessores, qui iisdem reditibus, vel fortassis etiam tenuioribus fruebantur, una cum aliis atque aliis pensionibus sine querela persolverunt.

» Nihilominus parochus, adscito sibi defensore ac fusiori allegatione mihi exhibita, praeallata momenta rationum, quibus innituntur tum Emus episcopus tum seminarii deputati convellere studet. Ac primum animadvertit sententiam Lotterii ex adverso prolatam pro validitate rescripti, unica Papae signatura praediti, minime arrisisse Francisco Tonduto qui in *quaest. ac resolut. Benefic. cap. 26. num. 20*, eam reprobat, ac insuper in *quaest. et resol. Paris. cap. 1, num. 45*, diserte docet, ad impositionem pensionum esclesiasticarum necessariam omnino esse confectionem literarum, et expeditionem Bullarum Apostolicarum. Subdit deinde ipsum rescriptum falsum praesumi, vel de falsitate suspectum esse, quippe quod contra praxim et stylum curiae romanae nullam habent mentionem Tridentinae legis cui derogat, ad monita per *Pirhing lib. 1, tit. 3, sect. IV. de rescript. cap. 23, assert. 2.* Nec magis prodesse ait observantiam quae, praeterquam quod pluribus obnoxia foret exceptionibus exhibet insuper parochum Massucci, qui onus pensionis primus sustinuit, adeo aere alieno ob redituum imparitatem gravatum, ut post septennium paroeciam dimittere debuerit. Quod quidem aes alienum partim ex insolutis seminario pensionibus conflatum, dimissum interim fuit ab Emo episcopo Brignole, cui proinde idem Massuccius cessit annua scut. 15 quae sibi pensionis titulo super paroecia reservaverat.

» Sed quamvis hujusmodi pensio rite ab initio imposita fuisset, eam tamen sin minus removendam hodie esse contendit, ut parochialis congrua sarcta tectaque oratori servetur. Frustra enim, inquit, ex adverso, ut reditus paroeciae amplificentur, provocatur ad inventarium parochi Malaspina, qui cum illud confecerit in actu resignationis curae animarum ac conspicuam sibi reservare pensionem optaret, nihil magis prae oculis habuisse jam sponte praesumitur, quam praebendam praeseferre plus aequo ditiorem. Hinc nil mirum si parochialem congruam liberis scutat. 211, 60 annuis constare retulerit. Quam tamen summam revera exageratam esse demonstrari, ait parochi defensor, ex rationum redditionibus cujusdam Jacobi Frosi, qui cum paroeciam administraverit post Malaspinae renunciationem annis 1851-52 exhibuit integri biennii activum scutat. 561, 14,

passivum vero scutat. 534, 49. Constituto igitur tamquam comparationis termino hujusmodi administrationis reditu, inferendum censet magis veritati consonum esse calculum institutum ab oratore, quam inventarium praedecessoris Malaspina. Sed de falsitate insuper evinci hujusmodi inventarium inquit, dum parocciae adscribit quaedam nomina, quae debitores ibi designati numquam se persolvisse testantur, aut quaedam praedia quae vel peculiaribus quibusdam fidelium legatis adnumeranda sunt, vel onus habent injunctum totidem priorum operum pro respectiva cujuslibet fundi capacitatem. Proprie enim paroecialis praebenda ne hortulum quidem umquam possedit.

» Ac re vera, ipse defensor pergit, parochiales reditus nonnisi in jure decimandi consistere, quod quidem jus locupletem ab initio pastori exhibebat congruam, quippe quod eidem vicesimam suppeditabat fructuum partem super integro Nomenti tenimento. At postmodum dimidia harum decimarum pars cessit favore religiosorum Patrum SS. Salvatoris in Lauro; donec tandem anno 1767 parochus tunc temporis Nomentanae plebis hujusmodi jus decimarum perpetuo locavit principi Burghesio pro annua responsione scutorum 240. Satis proinde imminuta jam videbatur parochialis praebenda, ut praeter onera eidem adnexa, congruam rectoris sustentationem ferret. Nihilominus, ac si primaevae paroeciae conditiones adhuc efflorescerent, praegravari tunc coepit parochus pensionibus; quibus necessario factum est ut frequenter parochi suo valedicerent gregi, ac sacrae suppellectiles et parochialis ecclesia in deterius quotidie vergerent, deficientibus mediis ad necessariam earumdem reparationem. Hinc Emus episcopus Ferretti in altera, quam peregit, dioecesis visitatione ecclesiam parochialem per biennium suspendere coactus fuit, ut interim sordescentibus sacris utensilibus ac fatiscenti aedificio prospiceretur.

» Verum cum hisce ecclesiae necessitatibus satis occurri nequiverit ob inopiam parochialium redituum, consequitur, ut eaedem adhuc perdurent, et peculiares impensas perpetuo exigant. Quibus hinc inde perpensis, inferendum esse ait praefatus parochi defensor, statum ab oratore exhibitum optime cohaerere cum statu annorum 1851-52 quibus parochia administrationi concredita fuerat, nec non cum ipsius paroeciae conditionibus, quin minimum facessere contra ipsum valeant adversae exceptiones, quae opportunis ac validis argumentis minime fulciuntur. Quapropter concludit vel nullam habendam esse ab initio impositionem pensionis, prae tituli vitio, vel sin minus eamdem pensionem, esse hodie abolendam, quia res incidit in casum, quo Tridentina synodus vetuit, ne pensio cujuslibet generis inopi paroeciae imponi queat.

» Haec quae ex actis, et parochi defensione decerpsi, satis, ni fallor, ostendunt, sapientiae EE. VV. potius facti quam juris quaestionem proponi. Indubium enim in jure est supremum Pontificem beneficia ecclesiastica pensionibus etiam perpetuis quolibet modo subjicere posse, ceu post text. in cap. licet 2, de praebend. in 6, et Clementin. si duobus l. ut lit. pend. §. ult. cum communi tradit Ferraris verb. pensio, Indubium pariter est, quod episcopus nequeat auctoritate ordinaria pensiones perpetuas beneficiis imponere: attamen et ipsum episcopum procedere posse ad impositionem perpetuae pensionis ex facultatibus sibi a Pontifice delegatis nemo est qui ambigat. Quin aliquid interesse videatur utrum Pontificis gratia solae signaturae rescripti innitatur, vel Apostolicarum literarum expeditio insuper locum habuerit. Gratiae enim substantia haud residet in expeditione literarum Apostolicarum, quae ad solemnem solum datae gratiae probationem expediuntur, ceu tradit Rigant. ad Regul. 52, Cancell. n. 13 et seq. et Rota in Calaguritana Canonicatus 17 januarii §. 11, et 27 junii §. 11, 1752. cor. Canillac. Tota igitur quae superest controversia, referenda unice videtur ad praebendae parochialis capacitatem, utrum scilicet ejusdem vires tales renunciari debeant, ut propositum pensionis onus perferre potuerint, ac nunc etiam possint.

» Licet porro doctores uno ore doceant Pontificem ex potestatis plenitudine pensionem constituere posse etiam ultra dimidiam fructuum partem, tradunt nihilominus hujusmodi onus ita imponi solere, ut interim beneficiatis satis supersit sustinendae decenti suae tuitioni, uti inter caeteros tradit Fagnan. in cap. Nisi de praeb. n. 27, et S. Congreg. in Verulana pensionis 20 martii 1830 §. nihilominus. Quod si pensio imponenda sit episcopis aliisque animarum curatoribus, tum caveri solet, ut integra praebendatis servetur conciliaris congrua, ceu idem Fagnan. loc. cit. et S. Congreg. in Ariminen. pensionis 8 augusti 1829, §. episcopi. Hujusmodi autem conciliaris congrua respectu parochorum a Tridentina lege praefinitur in ducatis annuis centum: nihilominus praetereundum non est, quod ad minorem etiam quantitatem eam redegerit S. Pius V in percelebri constitutione incipiente *Ad exequendum*. Haud semel enim haec S. Congregatio pro variis casibus parochialem congruam dimetiri consuevit ad tramites praefatae Pianae constitutinnis ceu in Civitatis Castellanae 24 novemb. 1821 ad II dub. Tudertina 27 aprilis 1822 §. ut., et in Forolivien. dismembrationis et applicationis 26 februarii 1825.

» In casu porro de quo agitur praeter documenta, quae, ut innuit Emus episcopus, suadere videntur de sufficientibus parocciae reditibus, ad sustinendam controversam pensionem una cum parochi exhibitione, accedit ipsamet oratoris agendi ratio. Nedum enim ipse sine exceptione accepto habuit ab initio praebendam illiusmodi onere affectam, sed ipsam etiam pensionem pluries deinde persolvit. Quare ut hodie tandem jure meritoque petere posset reductionem vel deletionem illius oneris, necessum ipsi esse reditus sibi pro congrua assignatos, ut post text. in Can. Nemo, de consacrat. dist. 1, tradit Rebuff. de congrua d. 20 et S. Congreg. in Ferentina unionis 20 februarii 1802 et in Praenestina congruae 18 martii 1809 §. Pro. Quod nisi liquido evincatur, seminarium Malleanense videtur versari in legitima quasi possessione, a qua exturbandum non foret; ac praesumendum vicissim esset rectoris congruam sarctam adhuc superesse. Ea autem superextante in una Ferentina pensionis et reparationis ecclesiae 11 junii 1825, licet parochus ob inopiam redituum resistere solutioni pensionis impositae pro ecclesiae reparatione, S. Congr. ad dubium « An tollenda vel reducenda sit pensio in casu » respondit » Negative in omnibus. »

» Inspectis igitur distinctis activi et passivi status paroeciae schematibus in separato folio huic adiuncto una cum Emi episcopi animadversionibus, erit EE. VV. perpendere, an reditus ecclesiae Nomentanae sint adhuc pares sustinendae controversae pensioni, ac dirimere dubium: *An sustinenda sit pensio favore seminarii in casu.* – Sacra Congregatio rescripsit: *Affirmative et amplius.* Die 17 decembris 1864. »

II. Chanoines. Résidence. Procédure contre les absents.

4. Le concile de Trente défend aux chanoines de s'absenter au delà de trois mois, sous peine d'être privés, la première année, de la moitié de leur revenu; la seconde année, du revenu entier, et la troisième, ils doivent être déposés. (sess. 24, c. 12 *de reformatione*). Ces peines sont *ferendae sententiae*. Il est certain que, pour procéder à la déposition, il faut envoyer la citation pour mettre le chanoine en demeure de faire valoir les raisons qu'il peut avoir; la S. Congrégation l'a décidé ainsi par les résolutions que cite Benoît XIV, Institution 107, n. 37: « An hujusmodi contumaces, » et absentes, sint prius monendi ad residendum, antequam » puniantur, sicut moneri mandat idem Concilium omnes cu- » ratos non residentes: Sacra etc. censuit, non esse citandos, » aut monendos ad residendum; sed si ultra tres menses » abfuerint, tunc citandos ad allegandum, quare non debeant

» privari secundum decretum Concilii. » Monacelli a, dans ses formules, la citation qu'il faut lancer contre un chanoine qui mérite d'être puni pour cause d'absence: « Citetur et mo- » neatur N. canonicus nostrae cathedralis (sive collegiatae N.) » ad allegandam in termino causam, quare ob suam absen- » tiam non debeat puniri ad formam decreti Concilii Triden- » tini, instante promotore fiscali. » La citation est-elle de rigueur lorsqu'il s'agit, non de la déposition, mais simplement de priver de la moitié du revenu, ce qui est le premier degré des peines canoniques? La S. Congrégation du Concile a confirmé récemment une sentence épiscopale qui sans la citation préalable, avait condamné un chanoine à la perte de la moitié du revenu. Voici les circonstances du cas.

Jean-Baptiste, chanoine d'une collégiale aux environs de Rome, vint passer ses vacances trois ans consécutifs dans la ville sainte dans le but de soigner sa santé. En 1859, un médecin lui ayant intimé qu'un plus long séjour à Rome serait nécessaire, il demanda et obtint de la S. Congrégation un indult qui l'autorisa à prolonger son séjour jusqu'à la fin de septembre. A l'expiration de l'indult, il en demanda la prorogation pour six mois, et il l'obtint. Il sollicita encore la prorogation; comme l'évêque réclama, la S. Congrégation, le 26 juin 1860, émit le rescrit: *Gaudeat impetratis*. Alors le chanoine fit présenter au Pape une nouvelle supplique, en demandant un an pour délibérer s'il valait mieux pour lui donner sa démission du canonicat, ou reprendre sa résidence; la réponse fut: *Relatum*, 28 septembre 1860. Néanmoins, l'absence se prolongea sans permission. Au mois de mai 1861, le chapitre voyant qu'il ne retournait pas, le fit cita devant la curie ecclésiastique « pour qu'il fût privé de tout ou de la moitié du revenu de son canonicat, revenu déjà perdu de fait, suivant le concile de Trente. » Il y eut la citation *ad sententiam*, mais non la citation *ad allegandam causam quare ob suam absentiam non debeat privari fructibus*. Le juge rendit une sentence conforme à l'instance du chapitre. Aussitôt le chanoine fit appel à la S. Congrégation.

Voici ses raisons. La privation du revenu, dont parle le concile de Trente, est *ferendae sententiae*, tout le monde en convient. Or, toute peine qui dont être infligée par sentence du juge, requiert nécessairement la fixation d'un terme afin que l'intimé puisse présenter au juge une juste raison d'éviter cette peine; en un mot, les chanoines absents doivent être cités *ad allegandum quare non debeant puniri*. Dans notre cas, le chapitre a négligé cette procédure essentielle. Secondement, le chapitre n'avait pas qualité pour agir: à l'évêque seul les décrétales réservent le droit de rappeler les chanoines et de les punir, contumaces (cap. 5 et seqq. *de clericis non residentibus*). Le Concile de Trente n'a pas modifié la discipline sur ce point. C'est si vrai que les canonistes disent que le vicaire général même n'a pas le pouvoir de procéder à la déposition, car elle est réservée à l'évêque, qui doit aussi appliquer aux œuvres pies le revenu que perd le chanoine absent. C'est donc le promoteur fiscal qui aurait dû faire instance, et non le chapitre, qui, du reste, s'est emparé du revenu. Au surplus, l'appelant avait de fortes raisons de ne pas retourner dans son pays; quatre médecins renommés attestent la nécessité pour lui de prolonger son séjour à Rome; leurs certificats vont de 1848 à 1861.

D'autre part, le chapitre dit que deux choses sont nécessaires pour éviter la peine du Concile: Une cause juste et nécessaire, et la permission du supérieur. Depuis le 1er avril 1860 où cessa l'indult de la S. Congrégation, jusqu'au jour où le chanoine a été traduit au tribunal, non-seulement il n'a pas eu la permission du supérieur, mais il y a eu la volonté expresse de l'évêque qui le rappelait à la résidence. Les causes qu'il alléguait, avaient été rejetées par la S. Congrégation. Toutes les maladies n'excusent pas. Ne serait-ce pas absurde d'exiger la mise en demeure pour amender l'absence passée, qui ne saurait jamais se changer en présence. Quoique nécessaire lorsqu'il s'agit de la déposition, la monition ne l'est pas pour la privation du revenu. (voir Reiffenstuel, Giraldi, Ferrari, Gardia, Benoît XIV; la S. C. *Romana fructuum*, 1786; *Trium fontium*, 1817). La décrétale *Ex tuae* n'exige la monition que pour la déposition. Au surplus, les refus réitérés que le recourant a trouvés auprès de la S. Congrégation lorsqu'il a demandé la prorogation de son indult, et les ordres de rappel qu'il a reçus de son évêque, compensent largement l'omission de la formalité relative à la monition et à la citation *ad allegandum quare*, etc., laquelle peut-être aurait dû être affichée aux portes de la collégiale.

La S. Congrégation a confirmé la sentence et rejeté l'appel. « *An sententia curiae episcopalis sit confirmanda vel infirmanda in casu*. Sacra etc. *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam et amplius*. Die 6 junii 1683. »

5. Le chanoine qui s'absente illégitimement perd assurément les distributions, et mérite d'être privé, d'abord de la moitié de la prébende, et ensuite du revenu tout entier. On peut demander s'il est, en outre, passible des pointes que l'on fait payer aux absents, et dont le produit se partage *inter praesentes*? Les distributions sont, comme on sait, distinctes des pointes, que certains statuts infligent à titre d'amende.

Le cas s'est présenté dernièrement à la S. Congrégation du Concile.

Don Epifanio, bénéficier d'une collégiale de Gênes, demanda à l'archevêché, en 1860, la permission d'aller dans l'Amérique du Sud pour des affaires de famille, en promettant de retourner dans trois mois ou de donner sa démission, s'il n'obtenait un indult apostolique. Près de deux ans s'écoulèrent sans avoir aucune nouvelle, sinon qu'il était chantre dans une église de Buenos-Ayres. Alors le chapitre a cru devoir consulter la S. Congrégation. 1. Le chapitre a un statut spécial approuvé par Innocent XII, d'après lequel tout bénéficier qui s'absente illégitimement trois mois consécutifs, doit être privé des émoluments d'un an. Faut-il comprendre dans cette disposition la prébende même, c'est-à-dire, la pension du trésor? 2. Supposé qu'on inflige la privation du revenu conformément au concile de Trente, la masse capitulaire a-t-elle le droit d'exiger, en outre, les pointes pénales que sanctionnent les statuts confirmés par des constitutions pontificales, et par décrets des Ordinaires, tant que le bénéficier conservera son bénéfice? Les pointes ont été établies dans le but d'obtenir plus d'exactitude dans le service. On introduirait un pernicieux exemple si on exemptait des pointes ceux qui s'absentent sans permission; ce serait, d'ailleurs, porter préjudice aux tiers, à ceux qui ont droit au partage des pointes à titre d'indemnité du surcroit de charges qu'entraîne l'absence. — La S. Congrégation a jugé que le bénéficier absent est soumis aux pointes, outre la perte des distributions, qu'il encourt dès ce moment et la privation de la prébende qui lui sera infligée si, mis en demeure, par une monition canonique, de rentrer à sa résidence, il désobéit encore. « *Dubia*. 1. An et quibus fructibus » et a quo tempore privari debeat presbyter N. in casu. 2. An » praeter emolumentorum omissionem punctaturis subjacere » debeat in casu. Sacra Congregatio etc. Ad 1. *Affirmative* » *exceptis fructibus praebendae a die expirati indulti, et ar-* » *chiepiscopus procedat ad formam concilii Tridentini sess. 24* » *c. 12 de reform*. Ad 2. *Affirmative in omnibus*. Die 8 au- » gusti 1863. »

III. Vacances des chanoines. Distributions.

6. Des statuts capitulaires approuvés expressément par le Saint-Siége avant le concile de Trente, autorisent les chanoines à percevoir les distributions pendant les vacances, sans

assister à l'office. Le plus souvent il s'agit de chapitres où les distributions dépassent le tiers du revenu; des lors l'équité demande que les chanoines ne les perdent pas entièrement pendant les trois mois de vacances. La S. Congrégation a décidé que ces statuts spéciaux ne sont pas censés révoqués par le concile de Trente.

Antérieurement au concile de Trente, Paul III, en 1544, approuva *ex certa scientia* les statuts du chapitre de Vicence, d'après lesquels les nouveaux chanoines devaient servir gratuitement pendant six mois, et céder ensuite le revenu de la première année à la sacristie pour une moitié et l'autre moitié aux anciens chanoines. Ce n'est qu'après ce service gratuit et après avoir abandonné le revenu de la première année, que les nouveaux chanoines acquéraient la libre possession de leur prébende et jouissaient du privilége de prendre trois mois de vacance chaque année sans perdre les distributions.

La légitimité de ces usages a soulevé des doutes, attendu la discipline du Concile de Trente. C'est pourquoi la S. Congrégation a été saisie de la question, et s'en est occupée en 1860, 1863, et 1864. Le 7 juillet 1860, elle a déclaré illicite l'usage de réserver aux anciens chanoines la moitié du revenu de la première année, ainsi que les distributions pendant le semestre de service gratuit; néanmoins, elle a concédé l'absolution quant au passé. Voici les *dubia*. « An et » quomodo servanda sit consuetudo tam in assignanda me- » dietate fructuum praebendae primi anni, quam in gratuito » sex mensium servitio absque perceptione distributionum quo- » tidianarum favore canonicorum residentium in casu. Et qua- » tenus negative in omnibus. 2. An annuendum sit precibus » quoad sanationem et condonationem super indebite hucusque » perceptis in casu? Sacra etc. Ad 1. *Negative in omnibus.* » Ad 2. *Affirmative facto verbo cum SSmo.* Die 7 julii 1860. »

Lorsque cette décision fut notifiée au chapitre, quelques sommes qui étaient dues aux anciens chanoines pour le service gratuit, n'avaient pas encore été soldées par suite de circonstances fortuites: ils pensèrent avoir le droit de les percevoir, parce qu'elles se rapportaient au temps antérieur à la décision du 7 juillet 1860. La S. Congrégation, à qui ce doute a été déféré de nouveau, a jugé autrement; car c'est en considération de la bonne foi que la S. Congrégation donna l'absolution quant au passé; on ne peut plus parler de bonne foi à partir de la décision qui a déclaré injuste la perception du revenu en question. C'est une règle de droit, que le possesseur du revenu d'une chose étrangère n'acquiert légitimement qu'à deux conditions, c'est-à-dire, la bonne foi et la perception effective; cette bonne foi est exigée pour chaque moment; les fruits doivent être séparés du sol, et les lois considèrent le fait, sans excepter le cas où des circonstances fortuites empêchent la perception. Conformément à ces principes, la S. Congrégation a décidé que les anciens chanoines n'avaient aucun droit sur les distributions non perçues par suite de circonstances fortuites, avant la notification de la décision: « An pars fructuum praebendae primi anni nondum » perceptorum senioribus vel recentioribus debeatur in casu. » Sacra etc. *Negative ad primam partem, affirmative ad se- » cundam.* Die 8 augusti 1863. »

Sur la troisième question concernant le statut spécial approuvé par Paul III *ex certa scientia*, d'après lequel les chanoines de Vicence prennent trois mois de vacance chaque année, sans perdre les distributions quoiqu'ils n'assistent pas à l'office, la S. Congrégation a décidé le 27 février 1864, que ce statut pouvait être conservé en sûreté de conscience, malgré les dispositions du concile de Trente. En 1643, la S. Congrégation fut appelée à se prononcer sur la même question, et la décida comme elle vient de le faire en 1864. Voici le *dubium* qui lui fut déféré jadis: « Cum in statutis ecclesiae » cathedralis Vicentiae concessum sit canonicis et ab imme- » morabili consuetudine servatum ut residendo novem dum- » taxat mensibus lucrentur totius anni distributiones, ita tamen, » ut qui uno tantum die ultra trimestre non resideat, amittat » distributiones totius trimestris. Quaeritur an per sacrum Con- » cilium Tridentinum cap. 12, sess. 24 de reform. sit sublata » ista consuetudo et derogatum praedictis statutis a Sede Apo- » stolica ex certa scientia confirmatis? Sacra Congregatio res- » pondit: *Statuta per Sedem Apostolicam ex certa scientia » confirmata non esse revocata per decretum sacri Concilii » Tridentini cap. 12 sess. 24 de reform.* Die 7 februarii 1643. »

La S. Congrégation suivit sur ce point la jurisprudence précédemment établie. En juillet 1586, elle décida pour Bologne que les statuts confirmés par le Saint-Siége n'étaient pas révoqués par le concile de Trente: cette décision, qui se trouve lib. 4, *Decretorum*, p. 166, est ainsi conçue: « Quaeritur an » liceat canonicis abesse per hos tres menses et interim lu- » crari distributiones quotidianas: et quid in illis canonicis » qui haberent constitutiones Sedis Apostolicae auctoritate » factas aut confirmatas ante concilium Tridentinum, quae con- » cederent illis vacationem duorum mensium, et interim habe- » rentur pro interessentibus et lucrarentur distributiones: an » hujusmodi constitutiones censeantur revocatae a concilio Tri- » dentino? Sacra Congregatio respondit: Ad 1. *Abesse licere, » sed non lucrari distributiones.* Ad 2. *Constitutiones a Sede » Apostolica confirmatas non censeri sublatas.* » Dans une affaire de Pistoie traitée en décembre de la même année (1586), la S. Congrégation décida expressément que le concile de Trente ne déroge pas aux priviléges: « Congregatio Concilii censuit, con- » cilium Tridentinum cap. 12, sess. 24, non obstare quominus » canonici juxta indultum Sixti IV possint gaudere vacatio- » nibus permissis, et nihilominus percipere distributiones quo- » tidianas, quae assignari debent interessentibus tantum; quia » concilium in hac parte non derogat privilegiis. » Benoît XIV fait mention de cette jurisprudence; dans l'institution 107, §. 36, après avoir dit que les chanoines perdent les distributions pendant les vacances, il ajoute: « Nisi forte peculiares ipsorum » constitutiones a Sede Apostolica confirmatae ante Synodum » Tridentinam hoc etiam emolumentum ipsis canonicis imper- » tiant. » Cette exception se fonde sur des raisons d'équité; car les décisions concernent des chanoines qui prennent deux mois de vacances au lieu de trois, ou dont les statuts affectent aux distributions quotidiennes bien au delà du tiers du revenu total. En effet, en ce qui concerne Vicence, l'évêque a transmis l'état des prébendes, d'où il résulte que le chiffre en est inférieur aux distributions; car celles-ci s'élèvent à 600 francs, au lieu que les prébendes sont quelques-unes de 600 fr., et d'autres bien inférieures. Les chanoines subiraient un trop grand préjudice s'ils devaient perdre les distributions pendant les vacances qu'ils emploient presque toujours au service du diocèse.

IV. Office quotidien. Messe conventuelle.

7. Les saints canons imposent aux chanoines l'office quotidien et la messe conventuelle. Ni des usages anciens, ni le petit nombre des canonicats, ni la modicité du revenu ne dispensent par eux-mêmes de cette grave obligation; sans doute, le Saint-Siége les prend en considération pour accorder des indults; mais il y a obligation d'implorer ces indults formels, au lieu de se fonder sur l'usage, quelque ancien qu'on veuille le supposer.

En 1864, la S. Congrégation s'est occupée d'un chapitre cathédral, qui renferme sept chanoines, avec environ six cents francs de revenu. Quoique l'usage très ancien ait été de ne réciter au chœur que les petites heures, la S. Congrégation a jugé que les chanoines étaient tenus à tout l'office; néanmoins,

elle a accordé un indult d'après lequel les chanoines pourront se contenter des petites heures, excepté les grandes fêtes, où ils devront dire l'office entier. Elle a permis aussi de restreindre aux fêtes de précepte l'application de la messe conventuelle pour les bienfaitaurs en général. Les grandes fêtes sont assez nombreuses pendant l'année, ce sont celles de l'office pontifical.

Comme le *folium* traite assez complètement le sujet, nous le reproduisons :

« S. Hippolyti servitii chori et missae conventualis. — *Die 25 januarii 1864 Sess. 24 c. 12 de Reform.* Quum anno 1857 episcopus S. Hippolyti in Austria inferiori morem constitutioni Xisti V *Romanus Pontifex* diei 20 decembris 1585 gerens quadriennalem suae dioecesis relationem perfecisset, innotuit huic S. Congregationi in illiusmodi cathedrali ecclesia, officium divinum nonnisi ex parte quotidie persolvi, missam vero conventualem numquam pro benefactoribus applicari. Quapropter eadem haec S. Congregatio sub kalendis julii 1859, jussit ut canonici cathedralis apposito libello efflagitarent absolutionem pro praeteritis omissionibus, et veniam pro conservanda in posterum eadem consuetudine. Cui quidem mandato obsequentes canonici, haec ad adstruendam pervetustam consuetudinem tamquam rationabilem et confirmatione dignam, exponunt.

« Neostadiensi episcopali sede una cum capitulo ad S. Hippolyti civitatem ex bulla sa. me. Pii VI diei 29 januarii 1785 translata nova cathedralis juribus et oneribus capituli Neostadiensis successit. Jamvero capitulum Neostadiense quod anno 1468 primum a Paulo II erectum, subversum fuerat anno 1490 in bello Hungarico, et restitutum translatumque deinde ad ecclesiam S. Udalrici iterum evanuerat anno 1531 ut accederat bonis mensae episcopalis cladem passae a Turcarum armis, tandem anno 1693 ab antistite Royas de Spinola excitatum, conflatumque fuit ex beneficiis natura et origine sua simplicibus. quibus proinde neque choralis officiaturae neque missae conventualis applicationis onus inhaerebat. Neque ex nova erectione illiusmodi beneficia indolem immutarunt, cum erigens antistes spondere beneficiatis debuerit: 1. ut officia fundationibus inhaerentia intacta remanerent; 2. ne circa chorum novum onus etiam in futurum imponatur, nisi quod jam antea libere susceperint, nocturnum scilicet quotidie in Ecclesia communiter recitandi. Quae conditiones in praxim deductae fuerunt usque ad praefatam translationis epocham, qua translati canonici auctoritate episcopi Henrici De Kerens moti, in eo ad commune praescriptum magis accesserunt, quod bis in diem choro adessent, ut ante meridiem primam et tertiam, post meridiem vero vesperas, et completorium psallerent, vel canerent diebus festis et aliis diebus quibus et alii clerici choro adesse solerent. Missae tamen conventualis applicatio numquam assumpta fuit.

» Sed praeter canoniae originem, jugemque observantiam, obstitit integro persolvendo officio exiguus septem canonicorum numerus, qui praeterea diversis aliis officiis praepositi sunt : obstitit defectus redituum quibus vicarii chori et cantores remunerari queant. Quibus innixi canonici S. Sedem exorant « pro gratia approbationis consuetudinis pervetustae in hoc capitulo vigentis in choro nonnisi partem officii divini persolvendi, ac libertatis ab onere missam conventualem pro benefactoribus ecclesiae cathedralis applicandi ».

» Acceptis hisce precibus, episcopum de more rogavi ut, transmissa particula statutorum ad rem faciente, referret super bono jure, sin minus super legitima concessionis causa, deque annuo reditu et oneribus praebendarum canonicalium comprehensis distributionibus, ac suum votum panderet. Quibus satis episcopus faciens retulit super bono jure, vel legitima concessionis causa, vix aut ne vix quidem exemptionem ab integro persolvendo officio probari posse, tum quia ipsae sponsiones ab episcopo Royas praestitae implicent in capitulo agnitionem necessariae officiaturae choralis, tum quia refertur in quodam scripto cui titulus Casus intentionem episcopi praedicti fuisse, ut canonici ad integri officii recitationem obligarentur, idque a canonicis revera episcopum exegisse. Quod confirmari subdit ex ejusdem episcopi literis die 20 januarii 1692 ad Viennae Nuntium datis, quibus significatur una cum canonicali dignitate onus quotidiani et perpetui officii adjunctum novis canonicis fuisse. Accedit Pontificis insequentis anni 1693 responsum, qui gratulabatur de invecto more officium decantandi. Accedunt tandem pastorales ejusdem Pontificis literae, quibus singuli canonici praefatae cathedralis ad chorum obligati renunciati fuerunt. Propositum itaque infert episcopi Royas fuisse ut integrum persolveretur officium, sed canonicorum tergiversationibus factum esse, ut idem episcopus onus chorale quotidianum ad unum nocturnum, vesperas et completorium reduceret. Quod in consuetudinem abiit, donec primus Sanhippolytanus episcopus literis diei 27 maii 1785, conatus est canonicos adigere ad matutinum, vesperas et completorium quotidie decantandum. Cum autem id grave nimis prae exiguo canonicorum numero eorumdemque variis officiis deinde agnovisset, onus chorale iterum redegit ut tertiae, vesperae et completorium decantarentur, exceptis vigiliis pro defunctis cum requiem, in quibus prima et tertia praetermitti valeret ; in feriis vero etiam prima recitaretur, matutinum vero in Nativitatis pervigilio, in hebdomada majori, et infra octavam Corporis Christi psalleretur. At episcopus successor anno 1801 constituit ut recitanda simpliciter forent completorium quotidie, excepta quadragesima, in officiis vero ferialibus, semiduplicibus et simplicibus etiam tertia et vesperae, ac tandem in officio kleseliano laudes, servata consuetudine in diebus festis.

» Circa consuetudinem quae actu viget, ait in festis de praecepto decantari tertiam, vesperas, et completorium, matutinum vero in vigiliis Paschatis et Nativitatis nec non in Coena Domini, Parasceve et Sabbato Sancto; in reliquis diebus primam, tertiam, vesperas et completorium vel recitari, vel decantari si pars junior cleri adsit : in vigiliis omnium defunctorum matutinum pro defunctis cantari omissis prima et tertia, uti etiam omittuntur, quando ex fundationibus matutinum defunctorum sit persolvendum. Quam quidem praxim concludit episcopus commendari a parvo canonicorum numero, ab episcoporum concessionibus, a defectu dotis pro constituendis chori vicariis: « ut adeo (sunt verba episcopi) Sancta et Apostolica Sedes gratiosissime in posterum ratam habere dignetur ego ipsissime deprecor. »

» Quoad missam conventualem animadvertit, nullum suppetere documentum comprobans episcopum Royas, qui ceteroquin obligationem integri persolvendi officii a canonicis exegit, celebrationem illius missae praescripsisse; quod pariter affirmandum ait de primo Sanhippolytano episcopo : nullum praeterea subdit adesse vestigium, quod in facto unquam celebratae fuerint; ac usum tantummodo adesse ut post chorum missa praecinatur, quin tamen applicetur. Infert igitur obligationem missae conventualis neque ex primaeva beneficiorum indole, neque ex lege erectionis cathedralis Neostadii, neque ex consuetudine scatere; nec noviter induci posse ex praescripto constitutionis Benedicti XIV pro Italia tantum, ut ait, proclamatae. Ideoque confidit fore ut Sancta Sedes ab eadem applicatione suum capitulum etiam in posterum eximere velit.

» De annuo tandem canonicatuum reditu refert singulos canonicos 107 scutata Romana, dignitates vero scutata 166 percipere. Sed cuique praebendae addit inesse onus annuum 128 missarum, nec non publicum vectigal pro imperio, pro provincia, ac pro municipio, quod universe singulis canonicis imponit summam florenorum sexaginta ac septuaginta dignitatibus. Addit distributiones quotidianas nullas esse in capi-

tulo Sanhippolytano, neque communem existere capsam ex qua stipendium pro missa conventuali depromi valeat dum e contra eleemosynae et symbolae pietatis vel humanitatis causa frequentiores largioresque a canonicis prae eorumdem dignitate exiguntur, adeo ut pauca supersint ad honestam eorum substentationem, attenta praesertim victualium aliorumque vitae mediorum caritate, nec non publici aerarii angustia, quae capitularis dotis augmentum sperare non sinit. Adjecit praelaudatus episcopus particulam constitutionum gapitularium, quae a prioribus duobus Sanhippolytanis Episcopis inductae dicuntur, quaeque super expositae consuetudini officium persolvendi omnino respondent. Atque hisce absolvuntur facti circumstanttae, quibus praesens controversia dirimenda proponitur.

« Notissimum in jure est unumquodque beneficium propter officium conferri; officium vero beneficiorum cathedralium vel collegiatarum in chorali servitio consistere nemo est qui dubitet. Clemens namque V in concilio Viennensi inter cetera diserte sanxit *ut in Cathedralibus regularibus et collegiatis ecclesiis horis debitis devote psallatur*. Quod munus singulis personaliter incumbere declaravit Tridentina Synodus in sess. 24 cap. 12, de reform. nec non Benedictus XIV in Constit. *Cum semper oblatas* 19 augusti 1744, in *Instit.* 107 §. 1 et in *Synod. Dioeces.* lib. XIII cap. 12. firmavitque S. C. in *Setina chori* 21 januarii 1786, ac in *Bituntina Servitii Chori* 15 septembris 1770. Quantopere vero Ecclesiae semper interfuerit, ut singuli canonici hujusce munere integre fungerentur late demonstrant canones quibus idcirco residentia beneficiatorum praescripta fuit, nec non mulctae et praemia, quae punctaturae sive fallentiae vulgo audiunt, constituta, ut desides punirentur, ac diligentes remunerarentur. Atqui ecclesia Neostadii in cathedralem erecta, statim ejusdem beneficia evehebantur ad canonicalem dignitatem, cujus substantiale extremum est, ut beneficiato stallum tribuat in choro officii divini solemniter peragendi causa. Quapropter constito de legitima cathedralis erectione, dubitari nequit ejusdem capitulo ea omnia esse propria, quae hujusmodi instituto essentialiter ex legis sanctione insunt. Nec alia revera videtur fuisse mens erigentis episcopi Royas qui integram officii choralis satisfactionem a beneficiatis exegit. Quin obsit primaeva beneficiorum simplicitas, vel quaevis conditio in erectionis limine a beneficiatis adjuncta: illa enim evanuit statim ac beneficia ad canonicalem dignitatem evecta naturam immutarunt; haec vero prouti juri communi et canoniae indoli contraria, veluti non adjecta censenda videtur.

« Si igitur chorale officium ipsam instituti naturam afficit, capituli constitutiones, et episcoporum concessiones minime illud subvertere aut diminuere valebant, quippe quae juri communi derogare numquam possent. Multo autem minus id praestaret asserta consuetudo, quae incideret in censuram constitutionis sa. me. Pii IV *in Principis Apostolorum* quamlibet consuetudinem Concilio Tridentino contrariam nullam et irritam declarantis. Ea enim constitutio singula ejusdem Concilii capita complectitur, ceu monet Benedictus XIV *Inst. Eccles.* 60, num. 7. Hinc Barbosa *de Offic. et potest. Episc.* Alleg. 33, num. 131, 133, pluribus allatis auctoritatibus, tradit: « Canonici et qui dignitates obtinent in ecclesiis cathedralibus et collegiatis etiam seclusa consuetudine vel statuto..... tenentur psallere in choro..... Omnibus diebus..... et horis debent canonici interesse..... et non possunt juvari aliqua consuetudine quin teneantur omnibus septem horis inservire. » S. autem Congregatio constanter exemptionem ab officio chori denegavit, quae consuetudini, licet pervetustae et immemorabili inniteretur, ceu exempla prostant in *Setina* 21 januarii 1786, in *Albanen.* 1789 ac in *Ariminen. Servitii Choralis* 13 septembris 1862.

« Neque aliquid petitae exemptioni conferre videtur exiguus canonicorum numerus vel tenuis praebendarum reditus, prae necessariarum rerum caritate, et diversis canonicorum officiis et oneribus. Septenarius enim numerus adeo exiguus censendus haud videtur, ut par ad chorale munus obeundum non sit. Exiguitati vero redituum facile occurri poterit juxta Tridentinae Synodi praescriptionem in sess. 24 cap. 15, de reform. quod scilicet « liceat episcopis cum consensu capituli vel aliquot simplicia beneficia, non tamen regularia iis (praebendis) unire, vel si hac ratione provideri non possit, aliquibus ex iis suppressis cum patronorum consensu, si de jure patronatus laicorum non sint, quorum fructus et proventus, reliquarum praebendarum distributionibus quotidianis applicentur, eas ad pauciorem numerum reducere. » Cui quidem praescripto adhesit praxis H. S. C. ceu in *Caesenaten.* 25 septembris 1728 et in *Zamoren.* 19 aprilis 1738. Ne vero capitulares propter alia officia plus nimis a chori servitio distrahantur, immo ut facilius ad servitium alliciantur, consuli facile poterit per quotidianas distributiones quae in capitulo Sanhippolytano instituendae omnino videntur. Tridentinum namque Concilium eas vel ad debitam quantitatem augendas vel de novo inferendas absolute praescriptis cuivis capitulo in Sess. 21 cap. 3 et Sess. 22 cap. 3 de reform. Cujus canonis observantiam nunquam confirmare desiit haec S. Congregatio uti in *Cattaren.* 13 februarii 1741, in *Triventina* 3 aprilis 1841, *Monasterien.* Visit. SS. LL. 1845, *Tergestina* 23 novembris 1850.

« Quoad missam vero conventualem, pronum jam esset inferre ex ipsis superexpositis, unicuique canonico pariter eam incumbere. Ea enim est divini officii pars, imo praecipua, ad quam horas canonicas ordinari liquet ex cap. *Cum Creatura*, de celebr. Missae, Gavant. in Rubr. miss. tom. 1. part. 1. tit. 7. rub. 2. Sac. Congreg. in *Mazzarien.* 18 martii 1826. §. *Canonicorum*, et in *Terracinen. seu Privernen.* Missae conventualis 15 septembris 1827. Diserte vero illiusmodi obligationem in casibus propositis S. C. decrevit quotidie esse explendam uti in *Camerinen* 6 junii 1705, et 5 jun. 1706. *Tusculana* 21 aprilis 1708 *Montisfalisci* 12 februarii 1718. *Fundana* 13 septemb. et 2 octobr. 1721 quod explicita lege deinde sanxit Benedictus XIV in percelebri constit. *Cum semper oblatas*: qui praeterea addidit quod « excusationes ad declinandam applicationem quotidianam missae conventualis pro benefactoribus in genere provide e medio sublatae fuerant. » Hinc nihili faciendam esse contrariam consuetudinem constituit ibidem laudatus Pontifex, uti jam antea declaraverat S. Congreg. in *Squillacen.* 17 martii 1714; *Camerinen.* 9 junii 1714; *Ferrarien.* 16 martii 1719, ac alibi pluries. Circa redituum vero tenuitatem sapienter ipse Pontifex monuit in praefata constitutione §. 19: « Tridentina » quidem Synodus sess. 24 cap. 15, opportunas rationes » ostendit quibus canonicalium praebendarum inopiae valeat » provideri. Si vero designatam a concilio viam, ut fere eve» nire solet, nequaquam iniri posse contingat, reliquum erit » ad Congreg. Concilii recursum habere, cujus erit, perspecto » ex vestris relationibus rerum statu, auctoritate apostolica a » predecessoribus nostris eidem impertita, et a nobis etiam » praesentium tenore confirmata, quotidianam applicationem « missae conventualis pro benefactoribus in genere ut alias » ad festos tantummodo dies reducere. » Quin imo quoad ipsam reductionem S. Congregatio quam numquam concessisse omnimodam exemptionem in thesauro resolutionum reperitur, difficilem semet praebuit; aliorum onerum reductionem potius, quam sacrorum, indulgens uti habetur in *Signina* 16 decembris 1837 et in *Mazarien.* missae conventulis 20 decembris 1862. Nec mirum; quandoquidem seclusa communi massa, eidem applicationi tamquam oneri beneficio adnexo etiam sine eleemosyna satisfieri a singulis debere tradunt Pignatel. tom. 1. consult. 321. num. 1. et seq. Ursaya tom. 2

p. 1. disp. 32. num. 7. seq. Ferrar. verb. Canonicus art. 5 num. 76.

« Haec quidem sunt circa petita generales juris dispositiones. Attamen perpendendum videtur quod chorale onus est veluti correspectivum canonicalis honoris et utilitatis, cui si aliquando illud haud respondeat, aequitati consonum esse videtur ut congrue etiam reducatur. Hinc eadem S. haec C. non dubitavit in variis casibus et pro peculiaribus circumstantiis generalem juris sanctionem emollire. Aliquando enim vacationes duorum vel trium mensium concessit canonicis, qui ceteroquin quotidie, nullo excepto anni tempore ad chorum tenebantur uti in *Atrien.* 19 novembris 1722, et alibi; aliquando attenta redituum tenuitate, vel locorum difficultate vel aeris inclementia, et remanente sufficienti canonicorum numero, chori servitium ad turnum p r mediarias vel ternarias redigit, uti in S. *Severinae* 13 julii 1725, in *Castri Maris Servitii chori* 30 julii 1735, in *Tranen.* 22 novembris 1738, in *Civitatis Castellanae reductionis* 6 augusti 1808, in *Bituntina servitii chori* 15 septembris 1770; *Firmana servitii chori* 4 augusti 1817, *Conversana servitii chori* 20 decembris 1834. Alias etiam servitium chori reduxit ad dies festos tantummodo, exceptis tamen adventus ac quadragesimae temporibus, nec non solemnioribus quibusdam diebus ut in *Ferentina servitii chori* 3 augusti 1782, in *Cathan. servitii chori* 5 septembris 1699, in *Castri Maris servitii chori* 30 julii 1735. *Albanen.* 29 augusti 1739; et in *Cusentina* 23 jun'i 1838 §. *Canonicos.* Legitimis tandem gravibusque urgentibus causis haud raro S. Congreg. indulsit partem tantum divini officii, nempe aliquas chorales horas persolvi ceu incunctanter traditur in *Tergestina et Justinopolitana* 23 novembris 1854, §. *respicit.*

« Atqui inter legitimas gravesque illiusmodi causas commemorari etiam praebendarum tenuitatem et exiguum choralium numerum traditur in eadem *Tergestina* §. legitimae. Quum igitur in casu hujusmodi causas adamussim urgere referant canonici, ac testatur luculenter episcopus, congruum videtur ut eadem benignitas hujus S. Ordinis favore capituli effulgeat. Praesertim cum partialem tantum horarum persolutionem concedendo, antiquus ordo religiose custodiendus non immutatur, sed illud penitus confirmatur quod jamdudum ab ipsa cathedralis erectione servatur, et a constitutionibus capitularibus, nec non a consensu et episcoporum concessionibus comprobatum fuit. Quae quidem omnia, scilicet jugis et pervetusta observantia, constitutiones capitulares, et episcoporum concessiones eo magis in pretio habenda videntur quod legitimam causam ab ipsa tenuitate redituum, et exiguitate numeri canonicorum forte ab ipso initio habuerint, et ab eadem causa ad haec usque tempora honestata fuerint. Perpendendum igitur videtur ab EE. VV. an in casu tenuitas praebendarum et exiguitas numeri canonicorum revera concurrat, et attentis locorum et temporum circumstantiis tales sint ut legitimam exhibeant petitionis causam. Recolam enim in genere tenues censeri praebendas quae 30 vel 40 scutatorum reditum non exhibeant, ceu traditur in *Camerin.* 14 decembris 1793, in *Massanen.* red. oner. 14 decemb. 1822, §. *ast*, et in *Argentina* servitii chori 23 junii 1838. Attamen pro peculiaribus circumstantiis S. O. ab hac regula aliquando recessit, ceu prostat in *Cattaren.* 13 februarii 1841 § *profecto.*

« Difficilior vero videtur omnimoda missae conventualis exemptio, quae in capitulo Sanhippolytano hucusque adfuit; hinc enim prostat diserta lex obligans, inde vero deest quodvis exemplum omnimodae exemptionis. Nihilominus animadvertendum videtur in casu specialiter concurrere quod peculiaria suffragia missarum cuivis beneficiato imposita sint, eaque satis gravia, quotannis celebrentur, adeout supplere censeri possint missae pro benefactoribus in genere. Ceterum superallatae causae, quae partialis officiaturae adprobationem mereri videntur, etiam quoad missam conventualem quatenus integra exemptio reprobetur, sin minus largiorem Sacri Ordinis benignitatem in casu forte expostulant. Hinc recolam non infrequenter ob tenuitatem praebendarum vel parvum capitularium numerum applicationem missae conventualis reductam fuisse ad dies dominicos aliosque festos sive de praecepto sive reductos uti in *Amerina Missae Conventualis* 12 martii 1746 *Placentina* 30 julii 17-5, *Camerin. Missae conventualis* 19 aprilis 1823; *Massanen. reduct. oner.* 14 decemb. 1822; *Civitatis Plebis missae conventualis* 24 aprilis 1830. *Mazzarien. missae convent.* 22 aprilis 1826. Aliquando etiam eamdem applicationem reduxit ad dies festos de praecepto tantum uti in *Camerinen.* 5 junii 1706; *Narnien.* 11 junii 1712, *Veliterna* 14 martii 1722, *Pientina* 19 januarii 1729, *Spoletan.* 23 julii 1729, et recent. *Mazarien. missae conventualis* 20 decembris 1862. Haud tamen praetermittam quod et hujusmodi reductiones ad tempus, vel donec tenuitas redituum perduret concedi consuevit uti colligi fas est ex *Massanen.* 14 decemb. 1822, *Ariminen.* 18 septembris 1751, et ex praecitata *Mazarien.*

« Quatenus autem EE. VV. dijudicaverint praeallatas causas minime suffragari, quominus canonici in antecessum integre choraliter officia expleverint, animadvertam statutum a Concilio Tridentino fuisse in Sess. 23 cap. 1. de reform. absentem « pro rata temporis absentiae fructus suos non facere, nec tuta conscientia alia etiam declaratione non secuta illos sibi detinere posse. » Quod confirmavit S. C. in *Senogallien.* 3 aprilis 1794. Quapropter attento juris rigore canonicos teneri conferre quod perceperunt in bonum et utilitatem Ecclesiae debito cultu injuste defraudatae docent Antonelli cap. ult. *de honorib. cleric.* art. 11 de publ. div. off. Covar. lib. 3. cap. 13. n. 7. Macigni de Canon. cap. 11. n. 107. Quin imo ubi fieri potuit omissionibus suppleri S. C. mandavit uti in *Balneoregien.* 19. augusti 1713. Nihilominus posita bona fide condonari solent fructus quamvis male percepti L. 48. ff. de acqniren. rer. dom. Garzia *de Benef.* part. 3. cap. 3 n. 53, et seq. Barbosa *de Canonic.* cap. 17, n. 23. Quapropter S. C. ex eadem causa absolutionem a praeteritis omissionibus indulsit in *Spoletan.* Miss. Convent. 1 mart. 1729; *Romana fructuum* 15 april. 1780. *Feretrana* 17 septembris 1808. *Mazzarien.* 2 junii 1821. *Tranen. distributionum* 20 decembris 1862.

Quibus perpensis erit EE. VV. dirimere dubia :

1. An canonici cathedralis ecclesiae S. Hippolyti teneantur quotidie integras horas canonicas in choro persolvere, missamque conventualem pro benefactoribus applicare in casu. Et quatenus affirmative.

2. An consulendum sit SSmo pro absolutione super praeteritis omissionibus et condonatione fructuum male perceptorum in casu.

3. An et quomodo consulendum sit SSmo pro reductione servitii choralis favore eorumdem canonicorum in casu.

4. An et quomodo consulendum sit SSmo pro reductione oneris missae conventualis in casu.

Sacra Congregatio respondit: Ad 1. *Affirmative in omnibus* Ad 2. *Affirmative in omnibus celebrata unica missa cum cantu integro adstante capitulo.* Ad 3. *Affirmative ad horas minores, exceptis diebus festis solemnioribus, ac quatuor postremis diebus hebdomadae majoris ad decennium.* Ad 4. *Affirmative ad dies festos tantum de praecepto ad decennium.* Die 23 januarii 1864. »

V. Pointes Capitulaires.

8. Comme les chapitres cathédraux, ceux des collégiales doivent établir les distributions, dans le but d'assurer l'assiduité à l'office. En 1864, la S. Congrégation a traité *per summaria precum*, une question de ce genre concernant une collégiale qui a négligé jusqu'ici de les établir.

La collégiale fut érigée par une bulle de Pie VI, qui ordonna de former une masse commune des biens de trois paroisses et de divers bénéfices simples, avec injonction d'en réserver le tiers pour les distributions. En 1816, le service du chœur fut réduit aux dimanches, à l'avent et carême et octave de la Fête-Dieu. En 1817, un decret de la S. Congrégation prescrivit la division de la masse en prébendes distinctes en réservant de nouveau le tiers pour les distributions. Par malheur, cela ne fut pas exécuté; en 1823, les chanoines partagèrent la masse et l'affectèrent entièrement aux prébendes, sauf une portion qui fut réservée à la sacristie. En 1824, l'évêque prescrivit un tarif de pointes, qui ne fut pas mieux observé que le décret de la S. Congrégation, en sorte que ni les distributions ni les pointes n'ont existé jusqu'à ce jour. Les chanoines demandent donc la confirmation du partage, quoiqu'il n'ait pas été fait selon les injonctions de la S. Congrégation; ils implorent aussi l'absolution pour les pointes qu'ils n'ont pas soldées depuis cinquante ans bientôt, et enfin, une taxe pour ces pointes à l'avenir.

Les prébendes ne sont pas égales; l'archiprêtre a un revenu net de 123 écus, les chanoines curés des deux autres paroisses agglomérées à la collégiale ont 84 écus, et les simples chanoines en ont 40. L'évêque propose donc d'affecter aux pointes, 41 écus pour l'archiprêtre, 28 pour les chanoines curés et 13 pour les simples chanoines; ces pointes devront être soldées chaque trimestre.

Le partage de 1823 a été nul, sans le moindre doute, puisqu'on n'a pas observé une clause essentielle du rescrit de la S. Congrégation, celle qui concernait les distributions. D'autre part, un nouveau remaniement offrirait des inconvénients d'autant plus grands, que les chanoines se montrent satisfaits de leurs prébendes, et chacun est persuadé que la sienne est la meilleure.

En principe les pointes sont dues, quoiqu'elles n'aient pas été acquittées depuis trente ans, comme le prouve Moneta, *de distributionibus*, p. 3, §. 3. Il existe plusieurs décisions conformes de la S. Congrégation. Comment réclamer ces pointes aux héritiers des chanoines défunts, lesquels ne paieront pas assurément, si on ne leur fait un procès? Quel embarras pour les chanoines actuels, d'autant plus qu'on n'a pas de registre des pointes? Le seul remède est l'absolution générale du passé.

Le système que propose l'évêque pour l'avenir est en parfaite harmonie avec le concile de Trente, qui prescrit de couvertir le tiers des prébendes en distributions; ici, les amendes tiendront lieu des distributions.

La S. Congrégation ratifie le partage des prébendes, donne l'absolution pour le passé, et approuve la nouvelle taxe des pointes. « Sacra etc. *Supplicandum SSmo tam pro convalidatione actualis praebendarum divisionis, quam pro absolutione praeteritarum omissionum celebrata unica missa cum cantu integro adstante capitulo, et una missa lecta per singulos canonicos, taxata imposterum fallentiarum solutione juxta modum ab episcopo propositum.* Die 23 aprilis 1864. »

VI. Heure de matines au chœur.

9. Les règles canoniques ne permettent pas que les chanoines récitent au chœur matines et laudes dès la veille, comme c'est toléré dans la récitation privée. La coutume peut-elle en donner le droit? C'est ce que la S. Congrégation a examiné dernièrement, par rapport à la cathédrale de Bagnorea.

L'usage est depuis longtemps de réciter matines après complies pendant le carême et les féries de l'avent qui précèdent les jours de fête. Il paraît que les précédents évêques n'ont jamais fait d'objection. En apprenant que les chapitres des cathédrales circonvoisines ne se croient pas autorisés à anticiper de la sorte la récitation de matines en temps de carême, l'évêque actuel crut devoir appeler l'attention de ses chanoines sur la question, quoique plusieurs alléguassent le titre de la coutume. Plusieurs réunions capitulaires eurent lieu, on consulta les canonistes et des hommes éclairés. Bientôt l'évêque, en transmettant au Saint-Siége la relation *de statu ecclesiae*, parla de cette question; la S. Congrégation répondit, en date du 20 décembre 1858, que l'usage ne pouvait être légitime que s'il était expressément confirmé par le Saint-Siége. Les chanoines s'empressèrent d'envoyer une supplique par laquelle ils demandèrent l'autorisation d'anticiper matines pendant le carême en les récitant le jour précédent après complies, afin d'avoir plus de temps dans la matinée pour confesser, attendu qu'il n'y avait qu'une paroisse.

La S. Congrégation écrivit à l'évêque, suivant l'usage, *pro informatione et voto*, principalement au sujet de la coutume et des raisons légitimes sur lesquelles pourrait se fonder un indult. Aucune réponse ne vint pendant quatre ans; pendant ce temps les chanoines, tout en attendant un indult conforme à leurs vœux, se sont conformés aux rubriques avec une piété et une obéissance vraiment dignes d'éloges.

Dernièrement ils ont fait parvenir un nouveau mémoire à la S. Congrégation. L'expérience de ces quatre ans, disent-ils, a montré que la récitation de matines et de laudes dans la matinée enlève du temps pour les confessions et devient préjudiciable au bien des âmes; quelques chanoines ne peuvent dire la messe à une heure avancée, comme ce serait nécessaire pour la commodité des fidèles. Le chapitre doutant de pouvoir reprendre l'ancien usage de réciter le soir après complies matines et laudes du lendemain, en implore le privilége pour tous les jours du carême, pour ceux de l'avent qui précèdent les jours de fête où il y a sermon, les trois jours des Rogations, le jour de S. Bonaventure et de S. Hildebrand comprotecteur, tous les jours des quatre-temps et les vigiles des apôtres où l'on a une seconde messe chantée.

Comme en 1859, la S. Congrégation a demandé des informations à l'évêque. Le prélat s'est montré favorable aux vœux du chapitre, sauf quelques restrictions.

Quelle est la jurisprudence de la S. Congrégation sur ce point? En règle ordinaire, elle maintient la discipline qui prescrit de réciter au chœur l'office aux heures traditionnelles qui sont indiquées par leur nom même. Les religieux seuls ont conservé l'usage de dire matines à minuit. Comme le jour commence à vêpres en ce qui concerne l'office ecclésiastique et la célébration des fêtes, la récitation privée de matines après complies est tolérée; mais cette anticipation n'est pas admise pour le chœur, où l'on doit réciter matines à l'aurore et un peu avant le lever du soleil, excepté les trois derniers jours de la semaine sainte. L'évêque a le pouvoir d'accorder dispense *ad actum:* mais s'il s'agit d'une permission assez longue, il faut recourir au Saint-Siége. La rigueur du climat ou les besoins du ministère sont les deux causes sur lesquelles se fondent ordinairement les indults.

Le *folium* de la S. Congrégation résume assez complètement la question et cite les précédents. C'est pourquoi nous croyons devoir citer tout ce qui se rapporte à la discussion de l'affaire, qui a été traitée *per summaria precum*.

» Nullum quidem dubium, quin chori servitium juxta ecclesiae leges certis statutis horis persolvendum sit. Clementina siquidem *de celebr. Missar.* cap. 1, palam decernit *ut in cathedralibus, regularibus, et collegiatis ecclesiis horis debitis devote psallatur*. Quod ipsis praeterea nominibus canonicarum horarum, et suis respectivis hymnis satis aperte indigitatur. Quanam autem hora recitandum sit matutinum cum laudibus (laudes enim a matutino non sejunguntur nisi in nocte Natalis Domini, ceu auctoritate Amalarii docet Benedictus XIV, *Instit.*

eccl. 24, n. 9, et 107, n. 20), non eadem semper praxis in Ecclesia fuit. Olim christiani, ut refert card. Bona *tract. de Div. Psalmod.* cap. 4, §. 3, n. 2, tribus primis vigiliis tres nocturnos divisim, quarta vero vigilia laudes recitabant. Tantus erat ardor caritatis ut quater in nocte surgerent ad orationem. Tempus mediae noctis pro matutino praescribitur cap. 1 *de celebr. miss.* in fin. ubi dicitur per hanc horam expleri illud Psalmi 118: *Media nocte surgebam, ergo his temporibus laudes Creatori nostro super judicia suae justitiae referamus.* Haec autem nocturnae orationis methodus vix extra religiosorum monasteria in ecclesiis saecularibus hodie perseverat, et dum matutinum et laudes, juxta communem usum in privata divini officii recitatione licite praemittuntur post completorium diei praecedentis, ut post D. Thomam in Quodlibeto 5, quaest. 13, art. 28, ceu omnes doctores tenent, quia quantum ad ecclesiasticum officium, et solemnitatum celebrationem dies incipit a vesperis, in choro tamen hujusmodi anticipatio locum non habet, nisi ultimis diebus majoris hebdomadae; sed inducta est consuetudo et disciplina, ut matutinum et laudes circa auroram paulo ante ortum solis recitentur. Quod nomen ipsum matutini clare ostendit, et aurorae mentio, quae in laudibus incidit magis comprobat. Bened. XIV *Inst. eccl.* 24, n. 9, et de *Syn. dioec.* lib. 13, c. 9, n. 13.

» At licet hora recitandi matutinum mane diei immutari non debeat, consentiunt tamen doctores, posse episcopos ex rationabili causa in hac temporis circumstantia, licet tantum *ad actum*, dispensare. Haec vero Sacra Congregatio die 12 novembris 1644 consulta hac super re censuit, *petitam facultatem recitandi matutinum post completorium praecedentis diei esse concedendam*, pro arbitrio tamen episcopi. Lib. decr. 17, pag. 379, Benedict. XIV loc. cit.

» Re quidem vera cum ad hujusmodi gratiam obtinendam justa aliqua causa requiri soleat, non raro ab Apostolica Sede rejectae fuerunt canonicorum preces ad memoratum effectum exhibitae, ceu videre est apud Gardellini *Decr. authent.* Congr. SS. Rituum n. 102, 105, 111, et 4062, et in *Parmen.* 31 maii 1794, in qua cum anticipatio matutini expostularetur ob frigiditatem non caeli sed ecclesiae ex marmore constructae, Sacra haec Congregatio ad dubium: *An sit concedendum indultum etc.*, respondit: *Negative.* Contraria tamen non desunt exempla ob rationabiles causas, quae in porrectis precibus exhibitae huic Sacro Ordini aliquando fuerunt. Et his praetermissis exemplis, quae propitium sortita fuerunt effectum ob climatis rigorem et ob frigus horis matutinis nimis incommodum, et sanitati corporum perniciosum, uti in *Montis Politiani* 26 junii 1723, aliisque ab ipso Benedictio XIV *de Syn. dioc.* l. c. allatis; binas afferam Sacri hujus Ordinis resolutiones ad casum de quo agitur aptiores.

» Praemittam canonicos oratores indultum anticipationis exoptare, ut tuta conscientia longius quo fieri poterit matutinis horis in ecclesia cathedrali, quae unica in civitate parochia est, excipiendis fidelium confessionibus vacent, cujus sacramenti administratio valde Deo accepta est, et magnopere animabus proficua, ita ut ob bonum publicum et publicam utilitatem, quandopere onus audiendi confessiones etiam oneri celebrationis missarum praeferri meruerit, quoties de alterutrius reductione quaestio proponeretur, ut in *Aquen.* 19 decembris 1772. Jam vero in *Casalen.* 21 septembris 1822, cum anticipatio matutini expostularetur inter alias causas ob theologi et poenitentiarii officium, et ob munus ad fidelium confessiones excipiendas pluribus canonicis concreditum, et magnum obveniret fidelibus detrimentum, quoties ob recitationem matutini cum laudibus mane diei festi ab hujusmodi administrando sacramento canonici distraherentur, ad dubium: *An et quomodo sit concedendum indultum in casu*, responsum prodiit: *Affirmative arbitrio et conscientiae episcopi ad decennium facto verbo cum SSmo.* Et in *Messanen.* 15 decembris ejusdem anni 1822, eodem proposito dubio, eadem causa audiendi confessiones concurrente, rescriptum est: *Affirmative juxta votum episcopi ad decennium facto verbo cum SSmo.*

» Accedit in casu, non agi in exhibitis precibus de nova gratiae concessione, sed de confirmatione immemorabilis consuetudinis, quae licet in facto interrupta fuerit quatuor his ultimis annis, ne canonici episcopi voto se opponerent, neve per inobedientiam communem pacem turbarent, in jure tamen adhuc perseverasse reputari posset, cum idem canonici ubi ex literis S. Ordinis resciverunt, eamdem consuetudinem S. Sedis approbatione indigere, statim a sacratissimo Principe ratihabitionem expostularunt, et expectantes usque felicem precum suarum successum ab antiquo ecclesiae Balneoregiensis more recesserunt. Dum vero eamdem ratihabitionem orant, non in proprium commodum gratiam expostulant, sed ut melius fidelium utilitati et necessitati provideatur. Quare nec episcopi propitio suffragio destituuntur, licet idem suffragium certis nonnullis conditionibus limitetur, quae sapienti judicio Emtiarum Vestrarum subjiciuntur. Item ab Emtiis Vestris perpendendum est, utrum vetus consuetudo approbanda, vel potius indultum concedendum sit; in utroque vero casu utrum adducta a canonicis causa pro iis etiam diebus suffragetur, quae in precibus indigitantur, licet vetus consuetudo nonnisi quadragesimale tempus et ferias adventus respiciat, quae festivos dies, quibus concio habetur, praecedunt. Quare etc. »

La S. Congregation a été d'avis d'accorder l'indult pour dix ans, suivant le sentiment de l'évêque: *Pro gratia juxta votum episcopi ad decennium, facto verbo cum SSmo.* De 25 junii 1864. »

VII. Pénitencier. Option.

10. Le concile de Trente prescrit formellement d'ériger dans toutes les cathédrales un canonicat fixe et déterminé pour un pénitencier. Ce n'est pas remplir l'injonction du concile œcuménique, que d'avoir un pénitencier amovible qui remplisse les fonctions, en confessant dans la cathédrale; car, dans la pensée du concile de Trente, le pénitencier doit recevoir l'institution canonique et être inamovible, non seulement comme chanoine, mais encore comme pénitencier, et posséder une juridiction non déléguée, mais *ordinaire* pour l'administration du sacrement de pénitence.

La S. Congrégation a eu récemment l'occasion de confirmer cette importante règle et d'en exiger la fidèle observation.

Il s'agit d'un chapitre qui se compose de dix chanoines. La prébende théologale a été érigée il n'y a pas bien longtemps; mais l'office de pénitencier n'a jamais été constitué comme l'exige le concile de Trente; car c'est un usage déjà ancien qu'il soit exercé par des prêtres amovibles *ad nutum;* pour tout dire, voilà vingt ans qu'il n'y a plus de pénitencier. L'évêque a vu parfaitement tout ce qu'il y avait d'irrégulier dans cette situation; il en a parlé dans sa relation *ad limina* de 1858; et la S. Congrégation l'a prévenu de l'obligation qui lui incombait d'aviser aux moyens de rétablir la prébende du pénitencier. Cette réponse ayant été communiquée au chapitre, les chanoines disent plaisamment qu'il sera bien difficile de rétablir une chose qui n'a jamais existé. Au fond, ils n'entendent pas renoncer à l'option; bientôt ils décident capitulairement et à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu d'ériger canoniquement la pénitencerie. Alors le prélat s'adresse de nouveau à la S. Congrégation du Concile, et montre que l'érection est possible, tandis que les chanoines insistent pour la conservation de leur droit d'option.

La S. Congrégation ordonne l'abolition du pénitencier amovible, et l'érection du canonicat réservé d'une manière fixe au chanoine pénitencier.

Voici les passages saillants du *folium*, avec les *dubia* et la décision.

Bellunen. Erectionis praebendae poenitentialis. — *Die 23 aprilis 1864. (Sess. 24, c. 8, de ref.)*. Praeter theologalem praebendam quae recentioris est fundationis, novem canonicatus habet cathedralis Bellunensis, quorum praebendae a vetustissima aetate optionis juri sunt obnoxiae. Hinc poenitentiarii officium nulli adnexum praebendae precario exerceri consuevit, ac viginti circiter abhinc annis penitus in eodem capitulo desideratur. Huic ergo incommodo ut occurreret Bellunensis antistes, simulque satisfaceret notissimo Tridentini decreto et articulo 23 solemnis conventionis inter S. Sedem et Imperialem Austriacam majestatem initae, in relatione de statu ecclesiarum Feltriensis et Bellunensis anno 1858 exhibitae, S. hanc Congregationem certiorem reddidit de defectu praebendae poenitentialis (quam tamen olim extitisse ferebatur) et deinde capitulo hujus S. Ordinis responsum notificavit, quo eidem episcopo commendabatur, ne desineret rationem exquirere, qua ad tramites juris poenitentiariae praebenda restitueretur. At capitulum die 29 maii 1859 respondit, restitui non posse praebendam quae nunquam adfuerat. Addiditque praeterea, se minime obsistere institutioni poenitentiarii, quae peragi posset sine perantiqui juris optandi detrimento. Si tamen necesse foret aliquam in specie praebendam illiusmodi officio perpetuo assignare, id commode fieri posse autumabat super praebenda, nuncupata Graziana vecchia vix ac lis super nonnullis ejusdem bonis exorta propitium sortiretur effectum.

» Supersedit tunc episcopus, optatum litis exitum expectans. Cum tamen die 29 decembris 1861 vacasset praebenda cui nomen Salcis, capitulo significavit eam in poenitentiariam esse erigendam. Ast capitulum die 16 januarii 1862 unanimi suffragio hujusmodi propositionem respuit...

» Hanc ideo S. Congregationem rursus adiit episcopus expostulans quonam tandem modo sibi proprium officium adimplere liceret, et capitularium obstacula superare. Ac certior factus per literas S. Congregationis die 18 augusti 1862 de facultate, qua pollebat perpetuo erigendi ex tunc in poenitentiariam aliquam in genere praebendam licet optabilem pro tempore quo primum vacatura esset, praefatas literas capitulo patefecit. Ipso nihilominus magis magisque obsistente, quominus per poenitentiariae erectionem sibi jus optandi in aliqua praebenda praecideretur, judicio tandem EE. VV. rem dirimendam detulit episcopus.....

» Manifesta lex est Tridentinorum Patrum super erectione praebendae poenitentialis, eaque his concepta verbis prostat sess. 24, cap. 8. de Reform. « In omnibus etiam cathedra-» libus ecclesiis ubi id commode fieri poterit poenitentiarius » aliquis cum unione praebendae proxime vacaturae ab epis-» copo instituatur. » Quae diserta Tridentinae Sanctionis verba, dum institutionem poenitentiarii episcopis demandant in omnibus cathedralibus, nullam exceptionem in primis exhibent prae qualitate et natura praebendarum. Tam longe praeterea est, ut ea decreti verba « ubi id commode fieri poterit » in favorem saltem privilegiati juris optionis, restringere quodummodo intelligantur facultatem episcoporum erigendi in poenitentiariam praebendam primo vacaturam, ut doctores communiter doceant, praefatam erectionem poenitentiariae jure optionis non impediri. Garcias *de Benef.* part. 5, cap. 4, num. 128. Card. Petra *in Const.* 2. *Innoc. VI*, num. 24 et S. Congr. in *Squillacen.* 29 martii 1601, lib. 9 Decr. pag. 136.

» Jus enim optandi cum nonnisi in vacatione praebendae liberae locum habeat, in ea exerceri non potest quae libera non est, sed affecta, ut puta pro theologo, quoties primo vacatura formaliter in theologalem erecta fuerit; id. Card. Petra l. c. Poenitentiarius vero theologo fere in omnibus parificatur et quae de thelogali traduntur, poenitentiariae etiam conveniunt. Benedictus XIII in Const. *Pastoralis* anni 1725. Sacr. Congregatio in *Pisauren.* 23 maii 1648 lib. 18 Decret. p. 478.

» Equidem inter antiquas hujus S. Ordinis resolutiones nonnullae reperiuntur quae aliquod dubium valent ingerere, utrum nempe erectio praebendae poenitentiariae juri optionis praevalere debeat. Enimvero in Volaterrana 16 junii 1591 lib. 7 Decr. p. 15 Sacr. Congregatio rescripsit: « Theologalis prae-» bendae erectio non habet locum, cum capitulum jus optandi » habet sed hoc casu praebenda quae dimittitur ab ultimo ca-» nonico optante theologo assignanda est. » E contra Garzias *de Benef.* c. 4, n. 130 refert quamdam aliam resolutionem, qua declaratum fuit in praebenda primo vacatura locum haud habere optionem, sed theologo eam affectam manere. Nihilominus hujusmodi apparentem contradictionem facile componi posse tenent Garzias ac laud. Card. Petra l. c. n. 24, siquidem distinguatur an formalis praebendae theologalis vel poenitentiariae erectio vacationem praecesserit nec ne. Primo enim in casu praevalet erectio, ac via quaevis praecluditur optioni, in altero vero praevalet optio circa praebendam nondum affectam, et ultima quae, peracta optione, vacat in Poenitentiariam erigitur.

» At juxta propositam distinctionem, ubi erectio ante vacationem perfecta non fuerit, deterior fieret poenitentiarii conditio. Praebenda enim ab ultimo optante derelicta minima prae omnibus foret; et probabiliter ita tenuis, ut pro officio poenitentiarii sufficiens non reputetur. Hinc poenitentiarii officium, quod est inter praeclariora et graviora, deteriori praebendae perpetuo adhaereret, quod videtur incongruum. Huic incommodo occurrere autumat Berardi tom. 1, pag. 340, hisce verbis: « Tridentinum Concilium expresse ait proxime vacaturam prae-» bendam Poenitentiario uniendam esse; haec autem unio » videtur perpetua. At e contrario videri potest Tridentinos » Patres eam unionem praestituisse gratia potius Poenitentiarii » ne ipse diu sine praebenda maneat, proptereaque, licere » poenitentiario etiam optare quoties quae primo vacavit tenuis » admodum videretur, ne forte dicatur gratiam Tridentinam » in damnum Poenitentiarii ejusdem torqueri. In hac dubita-» tione ego censerem prudenter facturum episcopum, quoties » in erectione Poenitentiariae assignaret quidem Poenitentiario » instituto proxime vacaturam praebendam, reservato jure, » gratia poenitentiarii, ut ipse valeat meliorem optare, quoties » altera inde vacaverit, donec tandem postremo loco optata » remaneat veluti dos perpetua poenitentiariae, nullius amplius » optionis vicissitudinibus obnoxia. »

» Verum in episcoporum potestate hujusmodi optionis reservatio esse minime videtur. Regulariter enim Poenitentiarius optare minime potest Barbosa *de Canon. et dignit.* cap. 26. n. 23. Garzias *de benef.* part. 5. cap. 4. n. 132. et seq. et et Sacr. Congreg. in praecitata *Volaterrana* 18 maii 1598 et in *Sebenicen* 6 decembrii 1642, lib. 17 Decr. pag. 129. Rectius igitur tradidisse videtur praefatus Card. Petra loc. cit. n. 25 quod S. hujus Congregationis benignitas ex speciali Summi Pontificis commissione poenitentiario facultatem impertiri soleat optandi meliorem ubi ultima praebenda ipsi devincta tenuis sit nimis. Et re quidem vera S. C. *in Pisauren.* 23 maii 1648 lib. 18 decret. pag. 478 decrevit: « Canonico poenitentiario oratori dandum esse indultum optandi » praebendam pinguiorem, quae in futurum semper conferatur » canonico poenitentiario si SSmus D. N. annuat. » Insuper in Sebenicen. anni 1651 resolutum fuerat, theologum et poenitentiarium non esse admittendos ad jus optandi: Sed cum episcopus SS. Limina visitans exposuisset tenuitatem praebendarum theologalis et poenitentiarii, die 8 maii 1688 rescriptum fuit: « Ceterum ut necessitati, qua praebenda Poenitentialis » et Theologalis laborat provide consulatur, S. Congregatio » auctoritate sibi per SSmum specialiter attributa benigne in-» dulsit ut Poenitentiarius et Theologus cathedralis Sebenicen » praebendas optare possint sicut ceteri canonici, donec ad » aliquam ex pinguioribus praebendis ascendant, quae perpetuo » affectae Poenitentiario et Theologo pro tempore esse intel-

» gantur ac sint. » Ac tandem in *Melevitana* 23 februarii 1726 ad dubium: « An Canonicus Poenitentiarius sua praebenda » dimissa, aliam optare possit, quae affecta officio Poeni- » tentiarii perpetuo remaneat. » Responsum fuit: *Pro gratia.*

» An vero unio praebendae cum officio poenitentiarii possit esse accidentalis et personalis tantummodo, seu potius esse debeat realis et perpetua, ex ipsis Tridentini verbis videtur definiri. Unio enim ex communi et ordinaria acceptione circa beneficiorum materiam, perpetuum regulariter praesefert vinculum inter officium et praebendam. Praesertim vero cum ad officium poenitentiarii specialis desideretur personae industria et habilitas, quae congruam etiam praebendam exposcit. Et quoniam a theologo inferri ad poenitentiarium facile permittitur, recolam Card. Petra loc. cit. num. 26. indubie tradere praebendam theologalem dici perpetuo unitam, atque inseparabilem ab officio, ad quod fuit semel et in perpetuum deputata. Quin imo divisionem praebendae theologalis a munere theologi tamquam absurdum habent Passerin. in c. *cum in tua.* quaest. unic. art. 2. num. 200 cum seq. de consuet. in 6. Novar *de reb. eccles. non alien.* cons. 14. Corrad. in *praxi benef.* lib. 2 cap. 5 n. 24 et seq. Pax Jordan. *elucubr. can.* lib. 7 tit. 3 n. 26 et seq. Gonzalez ad reg. cancel. gloss. 34 n. 78 et seq. Rota in dec. 100. n. 2 cor. Merlino. Hinc in casu adamussim quod praebenda natura sua optabilis ideoque variabilis in *Volaterrana* 18 maii 1593 lib. 9 decr. pag. 70: « quod prae- » benda theologalis non possit amplius optari, sed perpetuo » ab ipso theologo obtineatur. » Ac pariter in *Bellunen.* 14 decembris 1647: « Optio locum non habet in praebenda Theologali. » Quibus consonant resolutiones editae in *Massen.* 16 septembris 1656; in *Bononien.* 10 januarii 1698, et in *Tibicinen.* 8 maii eodem anno.

« Innuunt deinde praecitata Concilii verba officio poenitentiarii uniendam esse praebendam. Neque loco praebendae assignari posse certa beneficia respondit relate ad theologum Sacra Congregatio in *Cephaluden.* 15 januarii 1593 lib. 7 decr. pag. 86: licet exiguitati praebendae theologalis suppleri per fructus simplicium beneficiorum posse tradat Card. Petra loc. cit.

« Inter plures tandem capituli alicujus praebendas, non ea quae magis lubet sed quae ab incerto futuro vacationis eventu determinatur poenitentiario adscribenda videtur. Maxime enim Tridentinorum Patrum intererat, ut praeclarum hujusmodi officium quantocius in cathedralibus excitaretur, quod tamen sero etiam nimis contingere posset, si aliqua specialis praebenda designaretur. Quare iidem Patres Tridentini non quamlibet praebendam, sed proxime vacaturam uniendam praeceperunt. Quin imo refert praelaudatus Card. Petra loc. cit. n. 16 ex manuscriptis cardinalis Alciati Sess. 5 c. 1 recenseri, quod proposito Dubio, an liceat episcopo primam praebendam vacaturam assignare poenitentiario, potiusquam theologo, Sacra Congregatio responderit: « Id non » esse in arbitrio episcopi, et primam assignandam esse theo- » logo propter verba Concilii *ipso facto*, et ideo si aliquo » loco magis visum fuerit expedire ut prius de poenitentiario » provideatur, habendam esse confirmationem apostolicam. » Et hinc ipse Card. Petra veluti generalem regulam statuit: integrum non esse episcopo hujusmodi erectionem retardare, praebendam vacantem ad alium usum convertendo.

Resolvere itaque dignentur Eminentiae Vestrae dubia:

1. An et quomodo sit locus erectioni praebendae poenitentialis in casu. Et quatenus affirmative. 2. An et quae praebenda determinari valeat ab episcopo pro officio poenitentiarii in casu.

Sacra Congregatio Concilii respondit. Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Affirmative juxta votum episcopi facto verbo cum SSmo.* Die 23 aprilis 1864. »

11. En règle générale, le canonicat du pénitencier est excepté de l'option, et doit être conféré à un chanoine qui y est institué d'une manière fixe et perpétuelle. Il arrive toutefois que la prébende est insuffisante pour un si important office, tandis que d'autres canonicats jouissent d'une dotation supérieure. En ce cas, la S. Congrégation autorise par indult spécial le pénitencier à prendre par droit d'option et à tour de rôle les prébendes qui deviennent vacantes, jusqu'à ce qu'il en rencontre une qui soit suffisamment dotée pour demeurer à tout jamais l'apanage du chanoine pénitencier. Plusieurs indults de ce genre se rencontrent dans les anciennes décisions de la S. Congrégation. En 1648, par indult en date du 23 mai, elle autorisa le chanoine pénitencier de Pesaro, à opter une prébende bien rétribuée, qui devrait désormais être exemptée de l'option et affectée au chanoine pénitencier: *Sacra etc., censuit, canonico poenitentiario dandum esse indultum optandi praebendam pinguiorem, quae in futurum semper conferatur canonico poenitentiario.* Pour Sebenico, il fut décidé, le 8 mai 1688: *S. Congregatio benigne indulsit ut poenitentiarius et theologus cathedralis Sebenicensis praebendas optare possint sicut caeteri canonici, donec ad aliquam ex pinguioribus praebendis ascendant.* Pour Malte, le 23 février 1726, la S. Congrégation autorisa le chanoine pénitencier, *ut sua praebenda libere dimissa, aliam optare possit, quae affecta officio poenitentiariae perpetuo remaneat.* Cette discipline manifeste combien l'esprit de l'Eglise est opposé à toute idée d'amovibilité par rapport au pénitencier, puisque non-seulement elle exige l'institution canonique et la perpétuité de l'office, mais qu'elle veut aussi que le même canonicat soit perpétuellement affecté à la pénitencierie. Toute la tradition ecclésiastique répugne à un pénitencier amovible *ad nutum episcopi;* il faut que le titulaire soit inamovible, non seulement comme chanoine, mais aussi comme pénitencier.

Tout récemment la S. Congrégation du Concile a pris une résolution semblable aux précédentes pour un pénitencier dont la prébende était trop peu doteé. Voici le cas.

Les canonicats de la cathédrale de Segni sont soumis à l'option. Lorsqu'un canonicat devient vacant, les chanoines ont le droit d'en prendre la prébende en laissant la leur, de sorte que c'est ordinairement le canonicat le moins rétribué qui est pourvu d'un nouveau titulaire. Le pénitencier est exclu de cette prérogative de pouvoir opter pour un canonicat d'un revenu supérieur, et il doit garder la prébende qui a été affectée à la pénitencerie, ou cesser d'être pénitencier, en optant un canonicat supérieur. Or, la prébende du pénitencier est mal dotée, car le revenu annuel est à peine de sept écus et demi (40 francs par an); les distributions quotidiennes s'élèvent à trente-six écus. De là vient que les pénitenciers ne durent pas longtemps; ils sont contraints, en quelque sorte, de passer aux canonicats supérieurs. Aussi cinq changements de ce genre ont-ils eu lieu depuis une vingtaine d'années.

Le pénitencier actuel a transmis à la S. Congrégation une supplique par laquelle il a demandé l'autorisation d'opter comme ses collègues, ou bien que l'évêque pro *tempore* puisse affecter à la pénitencerie une meilleure prébende *nunc pro tunc.*

La S. Congrégation a écrit à l'évêque d'interpeller le chapitre par écrit, d'envoyer l'article des statuts sur la question, de faire connaître le revenu et les charges du canonicat pénitencier, ainsi que l'usage relativement au pénitencier et au théologal en ce qui concerne le droit d'option; de dire s'il y a quelque canonicat vacant, et enfin d'exprimer son sentiment.

Toutes ces demandes ont été parfaitement remplies par le digne prélat, qui a confirmé l'exactitude des faits relatés plus haut.

Les chanoines assemblés capitulairement, ont adhéré à la demande de leur collègue, tout en réservant leurs droits. Voici l'acte capitulaire qui a été transmis à la S. Congrégation par

le prélat: « Le chapitre observe qu'il ne pourrait pas s'opposer raisonnablement à la demande *in genere*, ni laisser le pénitencier dans sa position actuelle. Toutefois le Rme chapitre ne consentirait pas et il ferait usage de ses droits si le pénitencier prétendait obtenir le privilége d'opter pour les prébendes riches qui vaqueront les premières au détriment et au préjudice des chanoines plus anciens que lui, lesquels ont un droit acquis, car nos statuts portent clairement que la diversité de la dotation des prébendes tend à rémunérer le service plus long des uns et des autres. Son Excellence pourra déterminer une prébende riche pour la pénitencerie, lorsque le pénitencier sera parvenu à l'acquérir par l'option régulière. »

L'évêque fait observer que si l'on s'en tient à l'option régulière, le pénitencier, qui est présentement le dernier des chanoines, ne parviendra que bien difficilement à obtenir une prébende vraiment suffisante; probablement il mourra lorsqu'il se trouvera en possession d'une prébende médiocre, et ce sera à recommencer pour son successeur.

Le pénitencier aimerait mieux obtenir un indult qui, en dérogeant aux droits acquis par ceux de ses collègues qui sont plus anciens que lui, permettrait de prendre la première prébende riche qui viendra à vaquer, pour l'affecter à la pénitencerie. Autrement, plutôt que de se voir obligé d'attendre la vieillesse pour avoir une prébende médiocre, il devrait embrasser le parti, d'ailleurs fort regrettable, de se démettre de la pénitencerie, comme l'ont fait ses prédécesseurs.

La S. Congrégation, réservant le droit des chanoines actuels, accorde au pénitencier l'autorisation de passer graduellement aux prébendes jusqu'à ce qu'il en ait une qui soit au gré de l'évêque et qui sera affectée perpétuellement à la pénitence. « An et » quomodo annuendum sit oratoris precibus in casu. Sacra etc. » *Affirmative juxta modum, nempe, ut salvo jure optionis ca-* » *nonicorum nunc existentium, poenitentiario ascensio grada-* » *tim detur juxta ultimam partem voti episcopi quousque asse-* » *quatur unam ex pinguioribus praebendis ab eodem episcopo* » *designandam, quae nunc pro tunc poenitentiario perpetuo* » *addicatur, facto verbo SSmo*. Die 23 junii 1864. »

Voici la partie du *votum* de l'évêque, à laquelle on devra s'en rapporter:

« Indultum concedendum esse submisse arbitrarer, ut poe- » nitentiarius jus optandi habeat sicut ceteri canonici, ea » tamen lege ut qui ei in officio succedet, quamquam junior » sit, et ultimum stallum occupet, tamen pro exercitio juris » optionis considerari debeat perinde ac si sederet in stallo » sui antecessoris, adeoque officium poenitentiarii, quoad » optionem nunquam vacans censendum sit, donec ipsi prae- » benda pinguior perpetuo sit adnexa; aliter enim, ut dixi, » poenitentiarius canonicus numquam pinguiorem praebendam » assequeretur. »

VII. Théologal.

12. La bulle *Pastoralis officii* de Benoît XIII prescrit pour l'Italie et les îles adjacentes, de nommer le théologal et le pénitencier au concours. Cet examen doit se faire d'après les règles sanctionnées par le concile de Trente pour les paroisses, qui doivent pareillement être conférées au concours, non seulement en Italie, mais encore dans toute l'Eglise, sous peine de nullité des collations. Il y a pourtant cette différence qu'au lieu des examinateurs synodaux qui sont employés pour les paroisses, des examinateurs désignés par l'évêque sont préposés au concours du théologal et du pénitencier. En tout le reste, la bulle de Benoît XIII prescrit de conférer la prébende théologale et la pénitencerie, *eo plane modo, quo parochiales ecclesiae conferuntur*. Ainsi, les examinateurs doivent voter sur l'âge, la conduite, l'instruction, la prudence et les autres qualités des candidats. En outre, l'évêque n'est pas tenu de choisir le candidat que les examinateurs placent le premier sur leur liste; c'est à lui de choisir celui qu'il juge le plus digne, dans la liste des candidats approuvés par les examinateurs.

La S. Congrégation du Concile s'est occupée dernièrement du théologal de Subiac. La prébende étant vacante par suite du décès du titulaire, S. Em. le cardinal d'Andréa, abbé commendataire, a promulgué le concours; les examinateurs ont approuvé les deux candidats qui se sont présentés, l'un avec vingt-cinq points et demi, l'autre avec vingt-quatre. L'Eme commendataire a fixé son choix sur le premier, M. l'abbé Mariani, et a donné l'ordre d'expédier les lettres de collation. Peu de jours après, le compétiteur de M. Mariani a fait dans la chancellerie abbatiale l'opposition *Nihil transeat*, en ces termes:

« Pro R. D. Antonio N. contra quoscumque. Nihil transeat » in collatione, et possessione praebendae theologalis Su- » blacen. de qua concursus ad formam etc. Cum enim supra- » dictus sacerdos Sublacensis ex duplici laurea ad honorem, » quas consecutus est in Archigymnasio Romano, videlicet prima » laurea ad honorem in facultate theologica, prima pariter lau- » rea ad honorem in facultate juris utriusque, jure praela- » lationis gaudeat, praemisso concursu, et coeteris paribus, » et frui potest juribus et facultatibus omnibus, quibus frui » posse datum est iis, qui ad hujusmodi dignitatis gradum eve- » huntur. Cumque ratione habita sive legitimae reductionis » requisitorum ad formam juris consuetudinarii in nostra ab- » batia vigentis ab immemorabili religiose observati, sive » elevationis requisitorum ad sex ex lege ab ipsis examina- » toribus data in unoquoque ex quatuor casibus saltem in » pari gradu ipse reperiatur; nec non ad formam bullae Be- » nedicti XIII et Concilii Tridentini sess. 5 cap. 1, et insu- » per ex constitutionibus et bullis pro censoribus emeritis Aca- » demiae Theologicae praeferri pariter debeat, et aliis ad for- » mam edicti prout suis loco, et tempore justificabitur, nisi » prius discussa causa, et citato dicto D. comparente, et non » alias etc. »

Il ne paraît pas que l'opposant ait en même temps fait appel au Saint-Siége. Néanmoins, S. Em. s'est abstenu de donner possession à M. Mariani. Ce n'est que vingt-huit jours après, que l'opposant a fait appel *a mala examinatorum relatione, et irrationabili judicio episcopi*. De là une longue controverse sur la validité de l'appel interposé bien au-delà des dix jours accordés par le droit.

Le cardinal abbé commendataire, consulté par la S. Congrégation, a jugé d'abord que l'appel hors du terme de rigueur était sans valeur, et que toute la question se réduisait à juger l'affaire *Nihil transeat* en première instance à Subiac. Voici un extrait de la lettre de S. Em. à la S. Congrégation:

« Intra decem dies itaque Prosperius debuisset appellatio- » nem a die praedictae collationis interponere, ceu praescri- » bit adamussim Instructio istius S. Congregationis diei 10 » januarii 1721 ad tramites juris. Unicus actus a sacerdote » Prosperi in Curia Abbatiali prolatus est quaedam inhibitio » contra quoscumque, quae vulgo dicitur « Nihil transeat » » die 6 ejusdem novembris triduo scilicet post literas colla- » tionis exhibita. Hujusce actus exemplar authenticum trans- » mitto, ut pateat agi non posse de appellatione, ubi haec » nec in Curia, nec extra fuit utili tempore interposita, ceu » contingit in casu. Ille quippe actus *nihil transeat*, cum non » aliud sit quam impedimentum appositum possessioni capien- » dae, nec contineat, ut inquit Rota, nisi praeceptum citandi » partem prohibentem, succedere profecto nequit loco appel- » lationis, quae debet esse clare et formiter interposita cum » explicita partis declaratione se velle ad judicem superiorem » provocare.

« Cum igitur recursus ejusdem Antonii ad S. Congrega- » tionem datus sit extra terminum appellationi praefixum, sub

» finem videlicet praefati mensis novembris, et tunc quidem » eo tantum sub obtutu avocandi causam, quae jam a parti- » bus contestata in mea Curia Abbatiali pendebat et pendet » adhuc super unico objecto lacerationis seu remotionis impe- » dimenti *Nihil transeat* nuncupati, meum esse putavi rem » declarare E. V. ut facile intelligat non esse locum injunctae » actorum concursus transmissioni, quum supposititium tan- » tummodo fuerit appellationis fundamentum. »

Néanmoins, comme l'opposant a prétendu d'avoir présenté un appel extrajudiciaire en même temps que le *Nihil transeat*, la S. Congrégation a évoqué toute l'affaire.

Le cardinal abbé commendataire a dit qu'en préférant M. Mariani à son compétiteur, il n'a fait qu'user du droit que lui donnent le concile de Trente et les constitutions apostoliques:

» Cum ambo fuerint ab examinatoribus approbati, imo ma- » jora tulerit suffragia sacerdos Mariani, hunc prae Antonio » seligendum in Domino judicavi; nam et ipse studiorum cur- » riculum laudabiliter confecit in seminario Romano et laurea » doctorali tum in utroque jure, tum in theologica facultate » est honestatus, et nunc cathedrae theologiae dogmaticae » in seminario abbatiali in ipsa civitate Sublaci merito mo- » deratur. Quod si sacerdos Prosperi majora etiam retulisset » in scrutinio suffragia, conqueri jure non posset de com- » petitoris sui praeelectione, quia usus essem facultatibus mihi » a SS. Canonibus et a constitutione Benedicti XIII, cujus » initium *Pastoralis officii* tributis, eligendi nimirum inter » approbatos quem magis idoneum in Domino judicassem. Et » certe Prosperio non venit in mentem, nec veniri potest, » Marianium esse reprobandum, ita ut cerebrosa contentio » evidenter appareat. Nunquam autem hactenus audivi, aut » legi civem in ejusmodi praesertim beneficiis conferendis » dioecesano fore anteponendum. »

Son Em. dit ensuite que trois théologiens de Rome auxquels il a cru devoir soumettre *privatim* les actes du concours, ont pleinement confirmé le jugement des examinateurs de Subiac.

La S. Congrégation a, de son côté, remis les actes à un théologien et à un canoniste; le premier a ratifié pleinement le jugement de Subiac, le second l'a confirmé aussi *quoad partem scientiae*, mais non *quoad partem requisitorum*, parce qu'il lui a semblé que l'opposant réunissait un ensemble de meilleurs titres.

Nous prenons dans le *folium* de la S. Congrégation ce qui concerne les lois du concours, la relation des examinateurs et le droit de l'Ordinaire au sujet de la nomination du candidat qu'il juge le plus digne.

« Orator Marianii haud malam fuisse examinatorum relationem affirmat, eoque minus irrationabile episcopi judicium. Quoad examinatorum relationem invocat cap. 18 sess. 24 de Reform. Concilii Tridentini, quo eorumdem officium his verbis assignatur: *Peracto examine, renuncientur quicumque ab eis idonei judicati fuerint aetate, moribus, doctrina, prudentia et aliis rebus ad vacantem ecclesiam opportunis.* Quibus praescriptionibus plenissime confirmatis et magis etiam explicatis in superallata constitutione Benedicti XIV apprime satisfactum fuisse per Sublacenses examinatores contendit, singula eorumdem munera expendendo, quo factum esse ait, ut quoad requisitorum merita pares Prosperius et Marianius renunciarentur. Praemisso deinde, quod juxta legem Tridentinam et ad tramites citatae Benedictinae constitutionis requisita concurrentium non numeranda tantummodo sint sed potius expendenda et cribranda, ut omnibus conjunctim expensis inhabiles per sua suffragia examinatores rejiciant, et idoneos episcopo renuncient, rejicit ipse adversarii querelas inde adamussim ab illo derivatas, quod examinatores tria suffragia eidem tribuerint qui majori requisitorum numero pollebat, et tria pariter Marianio qui minori gaudebat. Additque honestatem, gravitatem, prudentiam, aliaque virtutum ornamenta non numerari profecto; quod absurdum: sed aestimari juxta naturalem rationem: et contrariam consuetudinem minime Sublaci vigere, et si vigeret rejiciendam prorsus esse, veluti irrationabilem, quippe quae Tridentinae legi, et Pontificiis praescriptionibus directe adversaretur. Tam longe proinde est, ut Sublacensium examinatorum relatio mala dici debeat, quod contrarium potius de ea affirmaverint tres Urbis theologi et canonistae, qui eamdem perpensis actis concursus ex mandato Emi Abbatis debito examini subjecerunt.

» Quoad episcopi judicium, rectum omnino illud fuisse in eligendo Marianio tuetur. Enimvero ex §. *Demum* cit. constitutionis Benedictinae prono alveo fluere contendit judicium episcopi unum inter approbatos eligentis (praesertim si ille qui majora retulit suffragia eligatur) adeo justum et aequum praesumi, ut nonnisi evidentissimis argumentis convelli valeat; ceu docet Rota in *Calaritana parochialis* 15 januarii 1759 num. 1 coram Frangipane; hujusmodi enim negocium ita episcopus *eum eligat quem ceteris magis idoneum judicaverit*: ex quo probe Doctores deducunt judicium episcopi nunquam de irrationabilitate redargui posse, modo inter approbatos electus reperiatur. Rota *ibid.* num. 5. Card. De Luca *Adnot. in Conc. Trid.* disc. 32. num. 25. Et merito quidem: si enim Ordinarius hujusmodi potestate inter approbatos careret, munus eligendi potiusquam episcopo, examinatoribus esset tribuendum contra sanctionem Concilii Tridentini et Benedictinae Constitutionis in qua §. 11 habetur: *Absoluto examine ut omnibus compertum est, fit tantummodo potestas examinatoribus renunciandi quotquot..... idoneos judicaverint, reservata uni episcopo electione dignioris. Adeo enim luculenta sunt verba, quibus Trid. renuntiare digniorem inter approbatos episcopi judicio committit, ut mirum nobis videatur aliquos reperiri Doctores, qui id juris adscripserint examinatoribus.* Idem Bened. XIV. de Syn. Dioec. lib. 4 c. 7 n. 8. et ita communiter Doctores quemadmodum Garcias p. 9 de Benef. c. 2 n. 18 et 26. Rota in *Firmana Parochialis* 16 junii 1752, n. 5 cor. Molino. Sacr. Congreg. in responso ad Episcop. Patavin. edit. ann. 1573 (Lib. Decr. 1 pag. 110); in *Ariminen Concursus* 7 maii 1735; in *Urbevetana Concursus* 11 julii 1846. Quae omnia, etsi ad collationem parochialium referantur, rectissime tamen hac super re ad praebendas theologales aptantur, quae ut in constitut. Benedicti XIII *Pastoralis Officii* « eo plane modo, quo parochiales ecclesiae conferuntur. » Ita vero sensit Rota in *Imolen Canonicatus Theologalis* 2 aprilis 1753 n. 14 cor. Molino, et apertissime declaravit formiter discusso articulo Sacra haec Congregatio in *Aversana Canonicatus Theologalis et Poenitentiarii* 21 novembris 1829; siquidem ad dubium: *An episcopus polleat jure eum eligendi ad praebendam theologalem et poenitentiariam quem ipse inter approbatos in formali concursu digniorem judicaverit, seu potius illum eligere teneatur, quem magis idoneum in eodem concursu examinatores renunciaverint.* Emi Patres responderunt: *Affirmative ad primam partem, Negative ad secundam.* Et ad hujus resolutionis tramites prodiit rescriptum in Urbevetana Concursus 11 julii 1846. Cum ergo nec ipse Prosperius inficietur, Marianium recensitum fuisse inter approbatos, in allatis juribus arguit Mariani Defensor omnem illegalis arbitrii notam prorsus e ulare ab electione ab Emo viro peracta. Cui nullatenus impedimento esse potuisse contendit privilegia quibus Prosperius se praeferendum exhibet, cum vel iisdem privilegiis Marianius gaudeat, et privilegiatus contra aeque privilegiatum uti privilegio non possit; vel si aliquo destituatur, quo Prosperius gaudet, nonnisi ceteris paribus vim aliquam adducto in contrarium privilegio Orator attribuit. »

La S. Congrégation a confirmé le concours, et le choix de l'Ordinaire. Le 17 décembre 1864.

VIII. Indult jubilationis.

13. Les chanoines ont droit à la retraite après quarante ans de service, en vertu d'un privilége qui repose sur l'usage; car aucune disposition écrite n'est la source de ce privilége. Ils conservent la prébende et les distributions sans assister à l'office du chœur. On sait toutefois que l'indult *jubilationis* doit être obtenu de la S. Congrégation *in singulis casibus*.

Lorsqu'il s'agit de chanoines qui ont charge d'âmes, l'indult concerne uniquement le chœur, sans s'étendre aux fonctions curiales, à moins que les circonstances ne conseillent de donner un coadjuteur, outre l'indult *jubilationis*. C'est une chose assez fréquente dans les collégiales, que plusieurs chanoines soient obligés *in solidum* d'aider le curé; en ce cas, supposé que le ministère n'en doive pas souffrir, la S. Congrégation n'hésite pas à exempter de tout service le chanoine *jubilatus*, en ce qui concerne tant le chœur que le service de la paroisse, sauf les obligations spécialement annexées à sa prébende, telles que la célébration de messes à certains jours ou dans des églises déterminées.

Dernièrement un chanoine de la collégiale de Cripta, diocèse de Montefiascone, entré au service en 1816 comme bénéficier et bientôt après pourvu d'un canonicat, a demandé a la S. Congrégation l'indult *jubilationis*, après 47 ans de service. Il est un des quatre capitulaires, l'archiprêtre compris, qui doivent célébrer à tour de rôle la messe *pro populo*, dire une messe vers midi le dimanche et pendant le carême, dire une messe de morts tous les lundis, confesser, en un mot, ils doivent aider le curé pour l'assistance des malades, l'administration des sacremens et toutes les fonctions paroissiales. Ces obligations ne regardent pas les dix autres chanoines de la collégiale, qui sont *secundae erectionis*. Déjà en 1853, un des quatre capitulaires a obtenu l'indult *jubilationis* sans autre restriction que quelques obligations spéciales de sa prébende. Si l'on accorde au recourant l'indult sans restriction, tout le service de la paroisse pèsera sur deux. En outre, il semble établi que le recourant est réellement le premier vicaire de l'archiprêtre, qu'il doit remplacer toutes les fois que ce dernier est empêché.

En cet état de choses, la S. Congrégation a accordé l'indult en ce qui concerne le service du chœur seulement. « An » et quomodo concedendum sit oratori indultum jubilationis » in casu. Sacra etc. *Affirmative quoad servitium chorale* » *tantum*. Die 30 julii 1864. »

IX. Curé. Suspense ab officio. Suspense a divinis ex informata conscientia.

14. Après avoir été frappé de suspense *ab officio* par son évêque, et bientôt après, de suspense a divinis *ex informata conscientia* par décret du vicaire général, le curé de N. a fait recours à la S. Congrégation du Concile en demandant l'annullation de ces dispositions.

Voici ce qui résulte des informations transmises par le prélat. La conduite morale du curé semble irréprochable; mais il est médiocrement instruit et il aurait besoin de refaire sa théologie morale. Sur une plainte du syndic et de la municipalité, le vicaire général a ouvert une enquête sommaire qui a constaté: 1. Pendant dix ans le curé n'a fait le catéchisme que pendant le carême et l'avent. 2 Il a négligé gravement l'assistance spirituelle des malades. 3. Il a négligé aussi l'administration du temporel. 4. Il est mal vu des paroissiens pour les motifs susdits, et aussi pour son caractère grossier et dur. C'est cette enquête qui a amené la suspense *ab officio*. Le prélat qui voulait simplement s'assurer de l'aptitude du curé en l'obligeant de subir un nouvel examen, n'a pas fait continuer le procès. Mais comme le curé s'est obstinément refusé, non seulement à passer l'examen, mais aussi à faire dix ou quinze jours de retraite après lesquels le prélat était disposé à lui rendre l'exercice du ministère paroissial pourvu qu'il prît l'engagement de revoir la morale et de montrer en quelque manière ce qu'il saurait; alors, à la suite d'une lettre peu respectueuse, le vicaire général l'a suspendu de la célébration de la messe.

En ce qui concerne le catéchisme, le curé dit que l'Ordinaire aurait dû l'avertir d'abord; d'ailleurs, c'est l'usage de la paroisse de ne faire le catéchisme que pendant l'avent et le carême; usage qui semble devoir prévaloir sur les statuts diocésains. – D'autre part, ce ne sont pas seulement les statuts diocésains, c'est le concile de Trente (sess. 5, c. 2), c'est la bulle de Benoît XIV *Etsi minime* qui obligent les curés à faire le catéchisme tous les dimanches et fêtes; par conséquent l'usage opposé n'a aucune valeur.

Au sujet de l'administration des sacremens, le curé nie la plupart des choses qu'on lui reproche; il avoue pourtant qu'en dehors du temps pascal, il a toujours refusé de porter la communion aux malades qui la demandaient par dévotion.

Passons à la suspense *ex informata conscientia*. D'abord, dit le curé, c'est une chose fort douteuse que le vicaire général ait le pouvoir d'infliger une suspense de cette nature; car les canonistes réservent ce pouvoir à l'évêque. En second lieu, une faute quelconque ne suffit pas, il faut un crime très grave, une faute mortelle et occulte. Ici le curé a été frappé pour n'avoir pas voulu faire une retraite ni subir un nouvel examen. Le concile de Trente ne dit pas d'infliger des censures au curé qui avec des mœurs irréprochables, est soupçonné d'incapacité et d'ignorance; mais le concile prescrit de lui donner un coadjuteur.

Un évêque peut-il réellement obliger les curés à se soumettre à un nouvel examen? Le *folium* de la S. Congrégation concernant l'affaire dont nous parlons, traite brièvement la question; voici ce qu'on y lit:

« Hac in re distinguendum putant Doctores, an parochus » examini subjici velit ab eodem episcopo qui illum jam ap- » probaverat, vel a successore. Si agatur de episcopo suc- » cessore, eum posse parochum examinare *pro sola quiete con-* » *scientiae suae* tradidit Rota in decis. 258, rec. p. 19 tom. 1. » et Benedictus XIV *Instit. Eccles.* 9, n. 16. Idque episco- » pum praestare posse tum in visitatione tum extra, docent » Barbosa in *Summa Apost. Decis.* verbo *examinare* n. 11. » idemque Benedictus XIV. loc. cit. nec non S. Congregatio » in *Placentina* 28 augusti 1628. Recte nihilo minus monere » videtur Monacellus tom. 1. tit. 10. *Formul.* 15. n. 3 ne epis- » copi hujusmodi facultate utantur, nisi cum magna cautela, » et praecedente diffamatione, vel conjectura imperitiae. Pa- » rochus enim, alias adprobatus, est in possessione suae ido- » neitatis, ideoque non debet sine causa turbari, nec ejus » fama in discrimen revocari.

» Si vero res sit de episcopo qui parochum approbaverat, » censuit equidem S. Pius V in constit. *Romani Pontificis* » eum non debere parochum iterum examinare. Id tamen in- » telligendum videtur non absolute sed de parocho contra quem » suspicio imperitiae non urgeat, quo in casu non posse epis- » copum novum examen exigere definivit hic Sacra Ordo in » *Pampilonen.* 22 septembris 1668 (*lib. Decr.* 26. p. 108) ex » qua Sacrae Congregationis resolutione solam conscientiae » sedandae rationem non sufficere tradit Benedictus XIV *loc.* » *cit.* Alias enim docent communiter doctores eumdem etiam » episcopum posse ad novum examen parochum adigere, quo- » ties de ejus imperitia vehementia superveniant indicia. (Mo- » nacell. *loc. cit.* n. 12.) Quaenam autem esse valeant hujus- » modi indicia tradit Pignatel. tom. 1. consult. canon. 133. » n. 7. cum scilicet defectus scientiae sit notus, praecedatque » fama imperitiae, vel id ipsum episcopus arguere probabiliter

» valeat, quia parochus studio non vacavit, ideoque scien-
» tiam antecedentem forte deperdidit. Nec ad haec indicia
» probanda testes juridice deponentes proferantur oportet, sed
» sufficit talem imperitiam constare episcopo extrajudicialiter,
« vel quia illi per personas fide dignas ita relatum fuerit, vel
» ex dictis et factis parochi, vel ex aliis circumstantiis ipse-
» met gravem conjecturam imperitiae depromat, ceu diserte
» definitum fuit ab hoc Sacro Ordine in alia *Pampilonensi* 15
» januarii 1667 (lib. Decr. 25, p. 298) in qua Sacra Con-
» gregatio respondens ad III dubium, censuit *ad hujusmodi*
» *examen faciendum haud necesse esse, ut judiciales probatio-*
» *nes imperitiae praecedant*. Item in *Legionen.* 15 decem-
» bris 1725, in qua cum resolutum fuerit *Observanda esse*
» *antiqua decreta*, laudatus Benedictus XIV *de Synod. Dioe-*
» *ces. lib. 13 cap. 9.* n. 21, diserte explicat eadem decreta ad
» sequentia reduci; nimirum a prudenti episcopo in re tam
» gravi non esse inconsiderate procedendum; non esse prae-
» bendas nimis faciles aures fallacibus vulgi vocibus, claman-
» tis imperitum parochum esse et administrandae Paroeciae
» ineptum: si vero de ejusdem imperitia et ignorantia pro-
» babiles notitiae et gravia argumenta suppetant, tum in pote-
» state episcopi esse monet etiam extra visitationem, omni ju-
» dicii forma seclusa, hujusmodi parochum ad examen revocare,
» quamvis alias ab eodem episcopo in praecedenti examine
» fuerit approbatus. Quam quidem conclusionem confirmat
» Pignatellius loc. cit. etiam ex facultate quam Tridentini Patres
» sess. 21, cap. 6 episcopis tribuerunt, dandi scilicet coadju-
» tores rectoribus imperitis; quippe non admisso novo exa-
» mine aut numquam darentur coadjutores, aut injuria da-
» rentur iis rectoribus qui forsan habiles essent et periti. »

La municipalité, dans sa plainte à l'évêque, dit que les sermons du curé sont plus propres à faire perdre la foi qu'à la confirmer. — D'autre part, un prélat étranger rend témoignage de l'instruction du curé et la juge suffisante pour une population agricole comme celle-ci.

La S. Congrégation prescrit de rétablir le curé dans ses fonctions après dix jours de retraite. « Ad mentem. Mens » est, ut scribatur episcopo pro absolutione et rehabilitatione » praeviis spiritualibus exercitiis per decem dies in loco ab » eodem episcopo designando. Die 6 junii 1863. »

15. Un curé perpétuel peut-il être contraint de se démettre sous prétexte qu'il a perdu la considération publique, et comment le prouver? La S. Congrégation a traité dernièrement une affaire dans laquelle ce principe était engagé; malgré toutes les circonstances de fait, et toutes les raisons de droit qui ont été alléguées dans le sens affirmatif, elle a ordonné la réintégration du curé, auquel on offrait, d'ailleurs, une autre paroisse.

Le curé de C. était dans sa paroisse depuis dix ans lorsque le nouvel évêque, en 1861, reçut des plaintes sur sa négligence, qui lui faisait perdre l'affection de ses paroissiens. Le prélat ayant donné des avis paternels, le curé sembla d'abord les recevoir avec soumission et gratitude; mais bientôt on rapporta à l'évêque que le curé se vantait d'être inamovible et de n'avoir rien à craindre de la part de personne. Pendant la visite pastorale, le prélat essaya de calmer les esprits. Le dimanche suivant, le curé commit l'imprudence, à la fin du sermon, de dire un mot des plaintes qu'on avait portées contre lui, et il prit l'auditoire à témoin, s'il avait jamais refusé d'assister les malades et omis un seul dimanche de prêcher et de faire le catéchisme.

Peu de jours après, le prélat, qui continuait sa visite dans le diocèse, écrivit au curé au sujet de cette allocution, et lui enjoignit de se retirer dans un couvent pour y faire les exercices jusqu'à nouvel ordre, sous peine de suspense *ipso facto*. Le curé obéit; après dix jours complets d'exercices spirituels, le supérieur lui remit une lettre pour le prélat. Le vicaire général félicita le curé de sa retraite; sans lui en parler, ni dire mot de retourner au couvent, le prélat lui proposa de se démettre avec une pension de 400 fr.; et, sur le refus du curé, il le suspendit verbalement *a divinis* dans le district de la paroisse, non dans les autres parties du diocèse.

Pendant six mois, le curé a tout fait pour fléchir le prélat, et obtenir la permission de retourner dans sa paroisse. Loin de se rendre à ses vœux, le prélat a provoqué un arrêté du gouvernement qui a enlevé au curé la jouissance du presbytère et la plus grande partie de son traitement.

Le curé a transmis une plainte au Saint-Siége, en déclarant qu'il ne voulait pas se démettre, et qu'il était prêt à se soumettre à une enquête canonique. La S. Congrégation a écrit plusieurs fois à l'évêque; ce dernier a déclaré constamment que sa conscience ne lui permettait pas d'autoriser le retour du curé dans une paroisse où il ne peut plus faire le bien; et que, d'ailleurs, le gouvernement, parfaitement informé de l'aversion de la population, s'y opposerait. Au surplus, le prélat a promis de faire avoir une pension, et même de lui donner une autre paroisse. Depuis son retour de Rome, le curé se vante qu'il sera bientôt réintégré dans sa paroisse, et que l'évêque sera condamné sous peu. Tout cela produit une fâcheuse impression dans le public, et tend à faire mépriser l'autorité diocésaine.

L'affaire a été portée au rôle pour la Congrégation du Concile du 17 décembre 1864.

Le curé dit que toutes les dispositions dont il a été l'objet (réclusion dans un couvent pour un temps indéfini, suspense partielle *a divinis* en ce qui concerne le district de la paroisse, suspense de l'administration de la cure, privation du presbytère et du traitement) sont nulles pour vice de forme, et par défaut d'une cause légitime; il demande la réintégration, et la restitution des revenus. Il n'a pas été fait d'enquête canonique; la décrétale *Qualiter* exige la diffamation, la communication des dépositions des témoins, le droit de défense et la réplique. On n'a pu produire que deux témoins, tandis que 120 chefs de familles (la paroisse en compte 160) et la municipalité tout entière demandent la réintégration du curé. Où est donc la diffamation? On ne peut dire que l'évêque a procédé *ex informata conscientia*; car il ne l'a pas déclaré en ordonnant les exercices spirituels comme il l'eût fallu; d'ailleurs, il ne le pourrait pas, le crime (la fameuse allocution en chaire) étant public; encore moins pouvait-il infliger *ex informata conscientia* la réclusion, la suspense et la privation de la cure pour un temps indéterminé. Le refus de donner la démission est d'autant plus légitime que les accusations de négligence qu'on fait au curé ne sont pas fondées; la municipalité et 120 chefs de famille attestent le contraire. L'aversion et l'impopularité n'existent pas, les mêmes attestations en font foi. Ce n'est donc pas un des cas où l'on puisse contraindre un curé à changer de paroisse.

D'autre part, un habile avocat a été chargé de défendre les actes de l'autorité diocésaine en une aussi épineuse affaire; il insisté sur le droit d'exiger la démission, et la translation à une autre paroisse. Nous croyons devoir rapporter un long extrait du *folium* de la S. Congrégation, résumant la plaidoirie de l'avocat :

« Contra vero qui episcopi partes tuetur, quoad facti speciem praenotat Antistitem nonnisi ex pastoralis officio post iteratas parochianorum et civilis auctoritatis querimonias motum fuisse, ut in parochum animadverteret. Quem ceteroquin benigne adeo pertractavit, ut parochiam accedens, penes eumdem hospitium receperit, eumque paterne admonuerit ne se saecularibus negotiis immisceret. Ulterius addit, episcopum suis sumptibus jam ab anno 1860 bono spirituali fidelium illius paroeciae consulere studuisse, et tunc tantum injunxisse parocho, ut religiosam domum peteret, in eaque ad indeter-

minatum tempus permaneret, spiritualibus exercitiis vacans, quando parochus ex evangelii cathedra se suamque agendi rationem excusavit cum admiratione fidelium, et sequenti hebdomada idem se facturum praenunciaverit, novasque querelas praecedentibus adjuncturum. At etiamsi spiritualia exercitia juxta mentem episcopi non compleverit, eum tamen episcopus ab officii parochialis exercitio non suspendit, nisi postquam illum modis omnibus ad renunciandum praefatae paroeciae hortatus fuerit. Cui renunciationi ipsemet parochus accedebat, eamdemque necessariam reputabat episcopus, ne graviora damna ex reditu parochi cumularentur. Utque ea damna eo meliori modo quo posset impediret, salutari remedio usus est suspensionis archipresbyteri in districtu paroeciae. Eo vero ulterius obsistente et agente penes hunc Sac. Ordinem, perpensis utriusque partis allegationibus, editum est rescriptum diei 18 augusti 1862: *Orator dociliter se submittat mandatis episcopi, eique exhibeat indubia emendationis ac resipiscentiae signa*, et serius eidem vicissim episcopo datae sunt literae ut de resultantibus ex hujusmodi decreto referret. Respondit quidem episcopus, simulque ad hanc Sacr. Congregationem transmisit libellum, quo ferme biscentum incolae Clantii reintegrationi parochi sese opponebant.

» Nullum porro, juxta episcopi literas, sive pietatis sive resipiscentiae signum exhibitum fuisse a parocho Orator memorat, quamvis occasio eidem praesto fuerit, tum in exercitiis spiritualibus, quibus universus convenit clerus, tum in aliis pietatis officiis. Concludit tandem in facto perpendens, quod si nonnulli archipresbytero favere videantur, hoc secundum humanam naturam esse subdit, quae ex commiseratione et importunitate movetur; id tamen dissentiones et discordias non extinguit, sed validius etiam auget.

» His praejactis, amicam resolutionem ad primum ex propositis dubiis reddi, ita disserendo, expostulat. Causa non deficiente, sustinendam esse suspensionem praemittit; gravitatem vero causae dimetiri ait ex circumstantiis quibus eadem circumvestitur, quamvis per se levis esse videatur: Devoti *Inst. Canon.* lib. 4, t. 20, §. 29. Bened. XIV *de Syn. dioec.* lib. 10, c. 5. Atqui in re gravi quae bonum totius paroeciae respiciebat, post benignas monitiones parochus obedire debuisset juxta illud Apostoli: *Obedite Praepositis vestris et subjacete eis.* Quod eo magis urgebat cum ad evitandum jurisdictionis conflictum non proprie censura usus fuerat episcopus, sed quamdam potius salutarem adhibuerat providentiam, qui ex certis factorum adjunctis valent episcopi animabus spiritualiter consulere, monente Berardi *Jus Eccl.* par. 2, dis. 3, c. 7, sitam esse aliquando suspensionem in poenitentia vel poena, quando quis ad certum et determinatum tempus jubetur a sacris officiis abstinere, et in eo praeterea aliquando consistere suspensionem, ut quis episcopali providentia a sacro ministerio arceatur, non sane quod criminis reus qui suspenditur, sed quod minime deceat sancta tractari ab eo, contra quem fama publica aliquod minus honestum referat. Unde arguit hujusmodi remedio usum fuisse episcopum, ne parochus nullam timens irregularitatem graviores perturbationes in paroeciam inferret.

» Alterum quod spectat dubium, remotionem cum aliqua provisione sustinendam esse contendit. Primum quia episcopis ex jure divino gregem Dei pascentibus SS. Canones multa concesserunt, ut valeant sine impedimentis dioeceses administrare: ad text. in Cap. 5. *de rerum permut.* « Si episcopus » (ibi) causam inspexerit necessariam, licite poterit de uno » loco ad locum transferre personas, ut quae uni loco sunt » minus utiles, alibi se valeant utilius exercere. » Quo Cap. freti canonistae sentiunt, integrum esse episcopis cogere parochum, quatenus id publica necessitas exigat, ad permutandam paroeciam cum alio beneficio. Reiffenst. ad cit. cap. n. 38. Schmalzgr. *de permut. benef.* tit. 19. n. 7. Ex his autem deducit Orator 1. Cognitionem causae ad transferendum parochum Ordinarii judicio committi. 2. Inter causas recenseri etiam majorem populi utilitatem; quam in themate confirmari subdit, cum absente parocho refloruisse contendat parochianorum religionem, quae eo praesente ita languescebat, ut referente Syndico ann. 1860 in una popolazione di 858 anime appena 20 o 30 donne hanno soddisfatto il precetto pasquale. Quapropter Tridentina Synodus Sess. 21, c. 6, *de Reform.* prudentiae episcoporum relaxavit judicium quoad parochiarum rectores, ut scilicet, quando ii minus apti sint sacris officiis, valeant episcopi vel deputare vicarios, vel aliter providere paroeciis.

» Attamen non de utilitate tantum parochianorum in themate agitur, sed de odio res est, de dissidentia et inimicitiis in dies excrescentibus, ita ut praefectus Alpium Maritimarum provisionem aliquam contra parochum ab episcopo expostulaverit ceu parochus ipse non diffitetur. At hoc semel odium existens causam canonicam exhibere episcopo ad parochum removendum, vel in aliam parochiam transferendum contendit ex compertissimo juris principio « Quem mala plebs odit » etiamsi nullam odii causam parochus praebuerit; distinctio siquidem inter justum aut injustum odium, inter rationabiles parochianorum inimicitias archipresbytero prodesset quidem ut non poena privationis officii sed remotionis remedio esset procedendum, attamen licet innocens paroeciam permutare saltem deberet, ceu animadvertebatur in cit. *Bergomen. suspensionum et privationis paroeciae* 5 decemb. 1863 allato exemplo ex una *Eistetten. Permutationis Paroeciae* 11 augusti et 25 septembris 1742, in qua affirmativo responso judicatum curiae episcopalis super permutatione paroeciae parocho injuncta ad avertenda mala, quae ex odio et inimicitiis adversus parochum concitatis graviora fieri pertimebantur, prima et altera vice ab hoc Sacro Ordine confirmatum fuit. Idemque affirmativum responsum, injuncto tamen episcopo ut parochum provideret de alia paroecia seu beneficio reditus aequivalentis prodiit tum in *Limburgen. Permutationis Paroeciae* 27 junii et 19 decembris 1857, quamvis Ordinarius solemniter attestatus fuisset, suam plenam satisfactionem de morali vita atque zelo parochi; tum in *Herbipolen Parochialis* 22 decemb. 1860 in qua cum proponeretur dubium: *An sententiae (suspensionis scilicet latae ad praecavenda scandala, et bonum fidelium promovendum, nec non permutationis paroeciae) Curiae episcopalis sustineantur in casu*, Emi Patres responderunt: *Attentis peculiaribus circumstantiis esse locum permutationi cum altero beneficio reditus fere aequivalentis infra sex menses.*

» Post haec paucis sese expedit Orator quoad restituendos fructus, damnaque reficienda, hoc unum adnotans, videlicet quod in quacumque hypothesi, novum esset, ut episcopus ad ista damnetur, qui bona fide et causis innixus, nec non dioecesano consilio audito ita se gessit uti pastoralis sollicitudo expostulabat, quique ne graviora mala ex parochi reditu gignantur, necessariam omnino reputat in themate vel paroeciae permutationem vel aliam quamcumque provisionem, qua parochus a paroecia removeatur. »

La S. Congrégation a ordonné la réintégration du curé: *Inhibitionem amplius non sustineri, ideoque parochum esse reintegrandum.* Die 17 decembris 1864. »

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Castellacci Villanova Arch. Pet. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-DIXIÈME LIVRAISON.

LA VÉNÉRABLE MARIE RIVIER

FONDATRICE

DE LA CONGRÉGATION DE LA PRÉSENTATION.

1. Commission d'introduction signée par le Pape.

La cause de la vénérable Marie Rivier, fondatrice des sœurs de la Présentation de Marie dont la maison-mère est à Bourg S. Andéol, diocèse de Viviers, a été introduite en 1853, quinze ans après la mort de la sainte femme. Quoiqu'un grand nombre d'instituts consacrés à l'éducation chrétienne des jeunes filles aient été fondés dans le cours du présent siècle, la vénérable Marie Rivier est la première fondatrice dont la cause ait été introduite.

Le 7 mai 1853, la S. Congrégation des Rites en assemblée ordinaire dans le palais apostolique du Vatican, sur le rapport du cardinal Lambruschini, *relator* de la cause, et après avoir entendu de vive voix et par écrit le promoteur et le sous-promoteur de la foi, émit un avis favorable à l'introduction de la cause. Le Saint-Père ayant confirmé la décision susdite, la S. Congrégation promulgua solennellement et fit afficher aux endroits accoutumés de Rome le décret d'introduction.

Le même jour où le Saint-Père confirma la décision susdite, c'est-à-dire, le 12 mai 1853, il signa la commission donnant plein pouvoir à la S. Congrégation des Rites de procéder aux actes ultérieurs, en faisant ouvrir toutes les enquêtes nécessaires. On sait que le Pape signe ces sortes de pièces avec ses noms de baptême. Voici textuellement la commission signée par le Saint-Père pour la vénérable Marie Rivier.

« Vivarien. – Beatissime Pater – Adeo hactenus aucta fuit et in dies magis magisque augetur fama sanctitatis venerabilis Servae Dei Mariae Rivier fundatricis Congregationis a Praesentatione Beatae Mariae Virginis nuncupatae oppidi Montpegat Vivariensis dioeceseos quae die tertia februarii anni millesimi octingentesimi tricesimi octavi obdormivit in Domino, una cum miraculis quae omnipotens Deus ejus meritis et intercessione operari dignatur, ut concepta in Gallia, et apud alias etiam gentes erga eam devotione a plerisque in eorum necessitatibus invocetur, et plurimorum etiam gravium virorum aestimatione, beatificationis et canonizationis honore digna, accedente infallibili Sanctitatis Vestrae judicio reputetur. Ex quibus moti, piaque et speciali in dictam Servam Dei devotione ducti plures archiepiscopi, et universitates per suas litteras instanter, atque iterato Sanctitati Vestrae supplicarunt ut ad ejusdem Servae Dei beatificationem et canonizationem procedere dignaretur. Propterea cum jam fuerit confectus processus auctoritate ordinaria super sanctitate vitae, virtutibus, et miraculis ejusdem Dei famulae, idemque praevia ejus praesentatione in actis Sacrorum Rituum Congregationis ac legitima aperitione, mature in eadem Sacra Congregatione ordinaria habita die 7 maii currentis anni 1853 is examinatus fuerit et ad relationem reverendissimi cardinalis Lambruschini a Sanctitate Vestra in ponentem deputati, audito in voce R. P. S. C. Assessore et S. Fidei subpromotore, atque in scriptis reverendo Patre promotore Fidei judicatum fuerit ad hujus causae introductionem deveniri posse. Pro parte devoti Sanctitatis Vestrae Oratoris Equitis Raphaelis Ferrucci causae postulatoris specialiter deputati humiliter supplicatur quatenus S. V. dignetur causam et causas beatificationis et canonizationis seu cognitionis virtutum et miraculorum, ac publicae famae sanctitatis dictae Servae Dei et populorum erga ipsam devotionis, cum omnibus et singulis suis incidentibus, emergentibus, dependentibus, adnexis et connexis quibuscumque, confirmando quatenus opus sit in ponentem eumdum reverendissimum cardinalem Lambruschini eidem Sacrae Congregationi committere et mandare cum facultate in primis et ante omnia discutiendi processum auctoritate ordinaria factum super observantia decretorum S. M. Urbani Papae octavi super non cultu editorum, audito reverendo Patre Fidei promotore, ex eodemque declarandi dictis decretis sufficienter fuisse et esse satisfactum, dein vero facta Sanctitati Vestrae relatione et ab eadem approbata ejusmodi declaratione, citato et audito reverendo Patre Fidei promotore, si eidem Sacrorum Rituum Congregationi visum fuerit, et Sanctitati Vestrae placuerit, ipsa S. V. indulgere dignetur eidem Sacrae Congregationi ut possit deveniri ad generalem inquisitionem super fama sanctitatis devotionis populi et miraculorum, aliisque denuntiandis dictae Servae Dei, liberam facultatem concedendo ut extra curiam aliquibus archiepiscopis, seu episcopis committere valeat ut per se ipsos inquirant de fama et devotione populi, deque virtutibus et miraculis aliisque denuntiandis dictae Servae Dei, in genere tantum et non in specie et quoad famam si eadem vigeat de praesenti. Ad hunc autem effectum articulos, de eadem transmittat, super quibus et juxta pariter interrogatoria per dictum reverendum Patrem Fidei promotorem conficienda, illi debeant per se ipsos et non per alios testes examinare cum interventu subpromotoris fidei per eumdem promotorem in curia nominandi, cum potestate citandi et inhibendi, quos, quibus, quoties, uti et quando opus fuerit etiam sub censuris etc. Invocato etc. cum omnibus aliis facultatibus neces-

sariis et opportunis. Quibus peractis ea quae invenerint fideliter rescribant, et processum hujusmodi ad eamdem Sacram Congregationem suo sigillo clausum per fidelem nuncium transmittant, cum ipsorum litteris in quibus significent an eis videatur quod praedictis testibus et eorum depositionibus sit danda fides. Quo processu recepto et per Sacram Congregationem discusso, eadem Sacra Congregatio Sanctitati Vestrae referat, quid de ejus relevantia sentiat ad effectum ut Sanctitas Vestra statuere possit an sit deveniendum ad inquisitionem specialem. Quod si Sanctitas Vestra ei locum esse judicaverit, eidem Sacrae Congregationi mandare pariter et injungere dignetur quatenus episcopo Vivariensi, ejusque vicario generali, et quatuor dignitatibus seu canonicis, vel etiam si hi sint impediti, aliis sacerdotibus sibi benevisis committere valeat, ut veritatem super dictae Servae Dei fama, devotione populi, vitae sanctitate, virtutibus et miraculis, et aliis a sacris canonibus requisitis exacte, fideliter et prudenter secundum articulos et interrogatoria per dictum reverendum Patrem fidei promotorem danda, et illis transmittenda, in specie inquirant, et jura ac monumenta exhibenda coram ipsis recipiant cum interventu subpromotoris per eumdem reverendum Patrem fidei promotorem in curia nominandi, et quidquid per hujusmodi specialem inquisitionem invenerint suis sigillis inclusum caute ad eamdem Sacram Congregationem transmittant, ut deinde omnibus mature examinatis in Congregatione coram Sanctitate Vestra habenda, decernatur an talia sint, propter quae ad beatificationem, seu ad canonizationem dictae Servae Dei Mariae Rivier juxta sacrorum canonum decreta, et sanctae romanae Ecclesiae ritum deveniri possit, cum facultate super praemissis omnibus litteras remissoriales et compulsoriales citato eodem reverendo Patre fidei promotore ad quascumque mundi partes decernendi et relaxandi, atque etiam in curia toties, quoties, jura et monumenta quaecumque recipiendi, et si opus fuerit testes per reverendissimum cardinalem vicarium, seu episcopos, et in loco ab eo deputando praevia citatione, et cum interventu dicti reverendi Patris promotoris fidei, vel ejus subpromotoris super iisdem articulis, vel aliis de novo dandis, et juxta interrogatoria per eumdem reverendum Patrem fidei promotorem danda examinari faciendi, sub censuris et poenis, cum omnibus aliis facultatibus desuper necessariis et opportunis caeteraque omnia et singula in praemissis, et circa ea quomodolibet necessaria et opportuna faciendi, gerendi, et exequendi usque ad ultimum et finalem complementum praedictae canonizationis, servata tamen in omnibus et singulis forma decretorum sanctae memoriae Urbani Papae octavi et Innocentii undecimi, et non alias etc. non obstantibus constitutionibus etiam in universalibus et synodalibus conciliis editis, atque aliis ordinationibus Apostolicis, regulis cancellariae, stylo palatii et curiae, coeterisque contrariis quibuscumque statum etc. tenores etc. pro plene et sufficienter expressis haben. etc. Placet J. M. »

2. Décret sur le non-culte.

Avant la concession des lettres rémissoriales et compulsoriales pour le procès apostolique *in genere*, il faut constater que, suivant les décrets d'Urbain VIII, aucun signe de culte public n'est donné au vénérable personnage dont on poursuit la cause. Le décret en question fut rendu par la S. Congrégation des Rites dans l'assemblée ordinaire du 17 septembre 1853 et approuvé par le Pape le 22. Voici ce document:

« Vivarien. beatificationis et canonizationis venerabilis Servae Dei sororis Mariae Rivier fundatricis Congregationis Praesentationis Beatae Mariae virginis – Signata nuperrime manu Sanctissimi domini nostri Pii noni pontificis maximi commissione introductionis causae venerabilis Servae Dei sororis Mariae Rivier fundatricis Congregationis Praesentationis Beatae Mariae virginis in Sacrorum Rituum Congregatione, perillustris dominus Eques Raphael Ferrucci vigilantissimi postulatoris hujus causae munere fungens illico institit ut quamprimum ageretur de cultu eidem venerabili Servae Dei nunquam exhibito, ac proinde eminentissimus ac reverendissimus dominus cardinalis Constantinus Patrizi episcopus Albanensis, loco et vice eminentissimi et reverendissimi domini cardinalis Aloysii Lambruschini episcopi Portuen. sanctae Ruphinae, et Centum Cellarum Sacrae eidem Congregationi praefecti, et ipsius causae relatoris in hodiernis ordinariis Sacrorum Rituum Congregationis Comitiis ad Quirinale habitis sequens propositum dubium – An sententia lata a judice delegato a reverendissimo Vivarien. episcopo super cultu venerabili Servae Dei nunquam exhibito sive super paritione decretis sa. me. Urbani Papae octavi sit confirmanda in casu et ad effectum de quo agitur? Sacra eadem Congregatio omnibus maturo examine perpensis auditoque voce et scripto reverendo Patre domino Andrea Frattini sanctae fidei promotore rescripsit sententiam esse confirmandam. Die decima septima septembris millesimi octingentesimi quinquagesimi tertii – De praemissis postea a me subscripto sacrae ejusdem Congregationis secretario facta Sanctissimo domino nostro Pio nono pontifici maximo relatione fideli, Sanctitas Sua rescriptum Sacrae Congregationis in omnibus approbavit. — Die vigesima secunda iisdem mense et anno — Aloysius cardinalis Lambruschini Sacrorum Rituum Congregationis praefectus — Loco ✠ Sigilli — Dominicus Gigli Sacrorum Rituum Congregationis secretarius. »

3. Expédition des lettres rémissoriales et compulsoriales pour le procès apostolique.

Le postulateur de la cause fit instance pour l'expédition de lettres rémissoriales et compulsoriales autorisant le procès apostolique sur la vie, les vertus et les miracles in genere. Cette autorisation fut donnée pour l'évêque et le vicaire général de Viviers, et quatre dignitaires et chanoines titulaires ou honoraires de la cathédrale. Les lettres rémissoriales renferment les décrets précités, les formalités que devront observer les juges délégués, la formule du serment qu'ils devront prêter, le serment des témoins, les précautions à prendre pour la transmission de l'enquête à Rome, et autres règles de procédure. Ces lettres rémissoriales furent expédiées le 21 avril 1860 au nom de S. Em. le cardinal Patrizi agissant en qualité de préfet de la S. Congrégation des Rites.

« Constantinus S. R. E. cardinalis Patrizi episcopus Albanen. sanctissimi domini nostri Papae vicarius, et Sacrorum Rituum Congregationi praefectus.

Illustrissimo ac reverendissimo episcopo Vivariensi, ejusque vicario generali et quatuor dignitatibus, seu canonicis etiam honorariis cathedralis ecclesiae Vivarien. ab eodem reverendissimo episcopo eligendis, et nominandis judicibus, per sanctissimum dominum nostrum Pium Papam nonum sacrorumque Rituum Congregationem, ac eminentissimum et reverendissimum dominum cardinalem Franciscum Gaude infradicendae causae relatorem delegatis ad effectum conficiendi in civitate et dioecesi Vivariensi processum Apostolicum super fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere venerabilis Servae Dei Mariae Rivier fundatricis Congregationis a Presentatione Beatae Mariae Virginis nuncupatae, cum clausula tamen quod idem reverendissimus episcopus, cum suo vicario generali, vel eorum alter cum duabus e praefatis dignitatibus seu canonicis, vel utroque impedito eaedem quatuor dignitates seu canonici singulis actis conjunctim semper assistant, factaque potestate eidem reverendissimo episcopo alium vel alios in casu mortis, vel impedimenti unius vel plurium ex nominatis substituendi cum termino unius anni a die praesentationis harum litterarum computandi ad dictam inquisitionem absolven-

dam, salutem in Domino, et in commissis obedientiam ac nostris hujusmodi, immo verius Apostolicis firmiter obedire mandatis. Noverit Amplitudo tua reverendissima, episcope Vivarien., vosque illius vicarie generalis, et quatuor dignitates seu canonici ecclesiae cathedralis ut supra eligendi et nominandi noveritis, quod constructo in ista civitate et dioecesi Vivarien. informativo processu super fama sanctitatis vitae, virtutibus, et miraculis dictae venerabilis Servae Dei, omnibusque juxta receptum morem dispositis in ordinariis Sacrorum Rituum Congregationis comitiis habitis die septima maii 1853 sequens dubium propositum fuerit:

An sit signanda commissio introductionis causae in casu et ad effectum de quo agitur? Eminentissimi ac reverendissimi Patres sacris tuendis Ritibus praepositi, allatis singulis diligenti examini perpensis, auditoque voce et scripto R. P. D. Andrea Maria Frattini S. Fidei promotore rescribendum censuere: Signandam esse commissionem si Sanctissimo placuerit, prout ex decreto eadem die facto et a Sanctissimo approbato die duodecima iisdem mense et anno, ad quod habeatur relatio, et patet ex originali commissione eadem die duodecima maii manu Sanctissimi signata, et successive in actis cancellariae exhibita, quae ita se habet. (*Sequitur tenor commissionis ut supra*).

Post haec cum in Sacrorum Rituum Congregatione ordinaria habita die decima septima septembris ejusdem anni millesimi octingentesimi quinquagesimi tertii ad relationem eminentissimi cardinalis Constantini Patrizi loco et vice eminentissimi cardinalis Aloysii Lambruschini tunc relatoris, nunc vita functi, dubium super non cultu propositum fuerit, nimirum – An sententia lata a judice delegato a reverendissimo Vivarien. episcopo super cultu venerabili Servae Dei nunquam exhibito, sive super paritione decretis sa. me. Urbani Papae octavi sit confirmanda in casu, et ad effectum de quo agitur? Sacra eadem Congregatio omnibus maturo examine perpensis, auditoque voce et scripto reverendo Patre domino Andrea Maria Frattini sanctae fidei promotore, rescripsit: sententiam esse confirmandam ceu patet ex decreto dicta die facto et a Sanctissimo approbato die vigesima secunda iisdem mense et anno, quod est ut sequitur. (*Sequitur tenor decreti super non cultu ut supra*).

Deinde vero illustrissimus dominus Eques Raphael Ferrucci hujusmodi causae postulator Sanctissimo domino nostro Pio nono humillimas porreverit preces pro concessione litterarum remissorialium ad effectum conficiendi in civitate et dioecesi Vivarien. processum Apostolicum super fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere ejusdem venerabilis Servae Dei, ac Sanctitas Sua petitas litteras benigne concesserit dirigendas illustrissimo ac reverendissimo domino episcopo Vivariensi ejusque vicario generali, et quatuor dignitatibus seu canonicis cathedralis ecclesiae Vivarien. ab eodem reverendissimo episcopo eligendis et nominandis cum clausula tamen ut idem reverendissimus episcopus cum suo vicario generali, vel eorum alter cum duabus a praefatis dignitatibus seu canonicis, vel utroque impedito eaedem quatuor dignitates seu canonici singulis actis conjunctim semper assistant factaque potestate eidem reverendissimo episcopo alium vel alios in casu mortis vel impedimenti unius vel plurium ex nominatis substituendi cum termino unius anni a die praesentationis harum litterarum computandi ad dictam inquisitionem absolvendam, Sanctitas Sua ejusmodi precibus clementer deferens petitas litteras remissoriales expediri mandavit prout ex decreto diei decimae februarii proxime praeteriti, cujus tenor ita se habet:

Vivarien. beatificationis et canonizationis venerabilis Servae Dei Mariae Rivier fundatricis Congregationis a Praesentatione Beatae Mariae virginis nuncupatae. – Signata jam commissione introductionis causae venerabilis Servae Dei Mariae Rivier praedictae in Sacrorum Rituum Congregatione, approbatoque dubio super cultu eidem numquam praestito, quum ulterius procedendum sit, perillustris dominus Raphael Eques Ferrucci postulator causae ipsius a Sanctissimo domino nostro Pio Papa nono humillime postulavit ut ad construendum processum auctoritate Apostolica super fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere ejusdem venerabilis Servae Dei litteras remissoriales concedere dignaretur dirigendas reverendissimo episcopo Vivariensi, ejusque vicario generali, et quatuor dignitatibus, seu canonicis illius cathedralis ecclesiae, cum clausula quod idem reverendissimus episcopus cum suo vicario generali, vel eorum alter cum duabus a praefatis dignitatibus seu canonicis, vel utroque impedito eaedem quatuor dignitates seu canonici singulis actis conjunctim semper assistant, factaque potestate eidem reverendissimo episcopo alium vel alios in casu mortis vel impedimenti unius vel plurium ex nominatis substituendi cum termino unius anni a die praesentationis earumdem litterarum computandi ad dictam inquisitionem absolvendam, Sanctitas Sua referente subscripto Sacrorum Rituum Congregationis secretario, ejusdem precibus clementer deferens, petitas litteras remissoriales expediri mandavit. Die decima februarii millesimi octingentesimi quinquagesimi noni. Constantinus episcopus Albanensis, cardinalis Patrizi Sacrorum Rituum Congregationis praefectus – Loco✠Sigilli – Hannibal Capalti Sacrorum Rituum Congregationis secretarius. – Postmodum autem quum significatum fuit impossibile esse habere omnes judices ex capituli cathedralis gremio, Sanctitas Sua ad instantiam causae postulatoris benigne concessit easdem litteras remissoriales inscribere, seu dirigere canonicis etiam honorariis ejusdem cathedralis Vivariensis, ceu patet ex altero decreto diei octavae martii anni currentis, quod ita se habet:

Vivarien. beatificationis et canonizationis venerabilis Servae Dei Mariae Rivier fundatricis Congregationis a Praesentatione Beatae Mariae Virginis nuncupatae. Quum superiori anno millesimo octingentesimo quinquagesimo nono a Sanctissimo domino nostro Pio Papa nono concessae fuerunt litterae remissoriales Sacrorum Rituum Congregationis inscribendae reverendissimo episcopo Vivariensi, ejusque vicario generali, et quatuor dignitatibus seu canonicis cathedralis ecclesiae Vivariensis ad construendum in dioecesi Vivariensi processum auctoritate Apostolica super fama in genere venerabilis Servae Dei Mariae Rivier praedictae, reverendissimus episcopus significavit in plerisque ex canonicis cathedralis suae ad labores obeundos in propriorum munerum perfunctione accedere vel gravem aetatem, vel infirmam valetudinem, adeo ut impossibile sit habere judices ex capituli cathedralis gremio, nisi liceat canonicos honorarios deputare. Quamobrem quum nondum enunciatae litterae concessae expeditae fuerint, Eques Raphael Ferrucci hujus causae postulator eumdem Sanctissimum dominum nostrum humillime exoravit ut facultatem concedere dignaretur enunciatas litteras inscribendi, seu dirigendi canonicis etiam honorariis cathedralis Vivariensis. Sanctitas Sua, referente subscripto Sacrorum Rituum Congregationis secretario benigne annuit juxta preces, contrariis non obstantibus quibuscumque. Die octava martii millesimi octingentesimi sexagesimi - Constantinus episcopus Albanensis cardinalis Patrizi Sacrorum Rituum Congregationis praefectus – Hannibal Capalti Sacrorum Rituum Congregationis secretarius – Citato igitur coram praelaudato eminentissimo ac reverendissimo domino Francisco cardinali Gaude causae ponente seu relatore reverendo Patre domino Andrea Maria Frattini sanctae fidei promotore primo ad dicendum contra dictam commissionem praefataque decreta et successive contra positiones et articulos in actis facto datos quorum copia sibi transmissa fuit, videndum illas et illos ad probandum admitti, testesque desuper inducendos examinari litterasque remissoriales in civitate et dioecesi Vivarien. exe-

quendas Amplitudini tuae, reverendissime episcope Vivarien. vobisque illius vicario generali, et quatuor dignitatibus seu canonicis etiam honorariis cathedralis ecclesiae Vivarien. ab eodem reverendissimo episcopo eligendis et nominandis, dirigendas concedi et expediri, cum clausula quod idem reverendissimus episcopus cum suo vicario generali, vel eorum alter cum duabus e praefatis dignitatibus seu canonicis, vel utroque impedito eaedem quatuor dignitates seu canonici singulis actis conjunctim semper assistant, factaque potestate eidem reverendissimo episcopo alium vel alios in casu mortis vel impedimenti unius, vel plurium ex nominatis substituendi, cum termino unius anni a die praesentationis harum litterarum computandi ad dictam inquisitionem absolvendam juxta formam in omnibus et per omnia ante dicti decreti, concordandum de judicibus ante dictis termino et locis, locorumque locis et portitore, dandum interrogatoria in iisdem litteris includenda, constituendumque aliquem seu aliquos fidei subpromotorem, seu subpromotores per acta infrascripta notarii et cancellarii, qui in dicta civitate et dioecesi Vivarien, commode citari possint, ac processui antedicto et examinibus testium intersit, sive intersint, alias videndum dictos testes examinari sine dictis interrogatoriis, ac respective procedi per affixionem ad valvas cathedralis ecclesiae Vivarien. sive majoris alterius loci intra illius dioecesim deputandi, et decretum quodcumque desuper necessarium et opportunum fieri et interponi ad infrascriptam diem. Qua adveniente ac in dicto citationis termino comparuit in judicio illustrissimus dominus Eques Raphael Ferrucci postulator, prout in actis constitutus et facto produxit positiones seu articulos in calce praesentium registrandos, petiitque et institit illas et illos ad probandum admitti, testes ut supra examinari, litterasque remissoriales concedi et expediri praefatis delegatis judicibus dirigendas cum omnibus facultatibus necessariis et opportunis ad annum a die praesentationis harum litterarum remissorialium, dictis delegatis judicibus faciendae inchoandum duraturis, aliaque fieri et exequi prout in dicta citatione habetur et continetur: dictusque eminentissimus ac reverendissimus dominus cardinalis Ponens earumdem commissionis et postremi decreti formam exequendo easdem positiones et articulos ad probandum admisit, testesque desuper inducendos examinari mandavit in dicta civitate et dioecesi Vivarien. intra terminum unius anni ut supra inchoandi, praefatasque remissoriales litteras super fama sanctitatis in genere dictae venerabilis Servae Dei ut supra delegatis judicibus dirigendas cum superius expressa clausula ad formam praefati decreti decrevit et relaxavit, ac expediri, claudi et sigillari mandavit cum insertione plici interrogatoriorum et contemporanea transmissione litterarum deputationis subpromotorum per reverendum patrem dominum promotorem faciendae. Pro loco et locis dictam civitatem et dioecesim, pro loco vero loci, seu locis locorum locum et loca in dicta civitate et dioecesi Vivarien. per dictos delegatos judices eligenda, portitoremque pro earumdem litterarum adsportatione seu transmissione deputavit ac alias prout latius patet in actis Sacrorum Rituum Congregationis notarii et cancellarii, et prout in dicta citatione habetur. Nosque Constantinus cardinalis Patrizi Sacrorum Rituum Congregationis praefectus antedictus ad praemissa instanter requisiti, considerantes aequum et christiana religione dignum esse Dei gloriam, quae in sanctis suis resplendet, manifestam fieri, volentesque ea quae a sancta Sede Apostolica committuntur, quaeque in dicta Sacrorum Rituum Congregatione statuta sunt, debitae executioni demandare, easdem litteras modo et forma quibus supra ac etiam inferius exprimendis expediri et exequi mandavimus, injungendo juxta dispositionem novissimorum decretorum Sacrorum Rituum Congregationis, quod ante inchoationem processus, vigore praesentium nostrarum litterarum per Amplitudinem tuam reverendissimam episcopum Vivarien. tacto pectore, perque vos vicarium generalem et quatuor dignitates seu canonicos cathedralis ecclesiae Vivarien. ut supra eligendos et nominandos tactis sacrosanctis Dei evangeliis juramentum praestetur in dicto processu omnino registrandum sequenti forma videlicet « Ego NN. tacto pectore » tactis sacrosanctis Dei evangeliis coram me positis juro et » promitto fideliter adimplere munus mihi commissum circa » fabricationem processus Apostolici in causa beatificationis et » canonizationis venerabilis Servae Dei Mariae Rivier, fundatricis Congregationis a Praesentatione Beatae Mariae Virginis » nuncupatae juxta formam decretorum Sacrorum Rituum Con» gregationis et praecipue novissimorum quae confirmata fuere » a venerabili Servo Dei Innocentio Papa undecimo, nec non » juro et promitto religiose servare secretum, nec alicui peni» tus revelare tam contenta in interrogatoriis, quam testium » depositiones super iisdem et super articulis, nec de iis loqui » cum aliqua persona, exceptis aliis conjudicibus, subpromo» toribus, ac notario pro eodem processu deputatis, sub poena » perjurii et excommunicationis latae sententiae a qua nonnisi » a Summo Pontifice excluso etiam majori poenitentiario, prae» terquam in mortis articulo absolvi possim, et ita promitto » et juro, sic me Deus adjuvet, et haec sancta ejus evan» gelia. » Quocirca Amplitudinem tuam reverendissimam episcopum Vivariensem, ejusque vicarium generalem et quatuor dignitates seu canonicos etiam honorarios antedictos judices ut supra delegatos, de quorum fide, integritate, zelo religionis, perpetuaque ac debita erga sanctam Sedem Apostolicam obedientia plurimum in Domino eadem Sacra Congregatio confidit, et nos quoque confidimus, requirimus et monemus, eisdemque etiam Apostolica qua dicta Sacra Congregatio et nos in hac parte fungimur, ac ejusdem Sacrae Congregationis ordinaria auctoritatibus committimus et mandamus ut vigore ac in executionem praesentium nostrarum litterarum, vel idem reverendissimus episcopus cum suo vicario generali, vel eorum alter cum duabus ex praefatis dignitatibus seu canonicis, vel utroque impedito eaedem quatuor dignitates seu canonici singulis actis conjunctim semper assistant cum termino unius anni ad hujusmodi inquisitionem absolvendam computato a die praesentationis hujusmodi litterarum remissorialium et non alias aliter, neque alio modo, vice ejusdem Sacrae Congregationis, et nostra in singulis actibus respective procedentes ac pro tribunali sedentes intra designatum unius anni terminum, ut supra inchoandum processum Apostolicum super fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere dictae venerabilis Servae Dei Mariae Rivier, conficientes, illumque absolventes, in eodem omnes et singulos testes, juraque omnia ad processus hujusmodi validitatem necessaria, qui et quae coram illis ex dictis delegatis judicibus praesentes litteras exequentibus in dicta civitate et dioecesi Vivarien. a personis legitima mandata procurae habentibus induci et exhiberi contigerit, recipiant et admittant et primo eosdem testes juxta interrogatoria per dictum reverendum patrem dominum promotorem fidei data clausa et sigillata, praesentibus nostris adjuncta, non aperienda nisi coram delegatis judicibus easdem litteras exequentibus in actu examinis dictorum testium denuoque claudenda et obsignanda eorumdem judicum sigillis in fine cujuslibet sessionis examinis ipsorum testium (prout simili modo claudi obsignari et aperiri debebunt eorumdem testium depositiones exprimendo tamen sigillatim in eodem processu actus aperitionis et clausurae hujusmodi) sicque clausa et sigillata eadem interrogatoria cum praefatis testium depositionibus retinenda usque ad absolutionem examinum omnium et singulorum testium, et deinde super inferius transcriptis positionibus et articulis a dicto causae postulatore datis in ecclesiis, oratoriis, piisque locis, et in loco cujuslibet ex iisdem locis, et quoad infirmos, moniales claustrales, aut alias legitime impeditas in aliis quibuscumque locis per illos ex delegatis judicibus a quibus praesentes litterae exequentur, deputandis et semper exprimendis

tam in citationibus contra eosdem testes et fidei subpromotorem seu subpromotores a dicto reverendo patre domino promotore fidei nominandum, vel nominandos exequendis, quam in juramentis ab eisdem testibus praestandis, et examinibus ab eis faciendis diligenter ut supra, testes omnes et singulos coram ipsis delegatis judicibus hasce litteras modo praemisso exequentibus examinari faciant, curent, et mandent, recepto tamen prius in manibus eorumdem judicum vigore praesentium dicto processui assistentium a dictis testibus cujuscumque status, sexus et conditionis existant, etiam sacerdotali caractere insignitis, tactis sacrosantis Dei evangeliis et non alias, juramento in processu similiter adnotando non solum de veritate dicenda de iis super quibus examinabuntur, verum etiam de servando secretum religiose sub poena excommunicationis ipso facto in casu contraventionis incurrendae juxta sequentem formulam videlicet « Ego NN. tactis sacrosanctis Dei evangeliis coram » me positis juro et promitto dicere veritatem, tam super in- » terrogatoriis, quam super articulis super quibus examinabor » in causa beatificationis et canonizationis venerabilis Servae » Dei Mariae Rivier fundatricis Congregationis a Praesenta- » tione Beatae Mariae Virginis nuncupatae, nec non religiose » servare secretum, nec alicui penitus relevare tam contenta » in iisdem interrogatoriis, quam responsiones a me faciendas » super iisdem et super articulis, sub poena perjurii et excom- » municationis latae sententiae a qua nonnisi a Summo Pon- » tifice, excluso etiam majori poenitentiario, praeterquam in » mortis articulo absolvi possim, et ita promitto et juro; sic » me Deus adjuvet et haec sancta ejus evangelia. » Eademque testium dicta, depositiones recipiant atque per fide dignum notarium publicum sive Apostolica, sive ecclesiastica auctoritate creatum ab illis ex dictis delegatis judicibus praesentes litteras exequentibus deputandum in scriptis redigi faciant, praevio tamen juramento a dicto notario tactis sacrosantis Dei evangeliis in manibus praefatorum judicum praestando, et in eodem processu similiter transcribendo de officium suum fideliter exercendo et secreto servando juxta formulam ut supra, dictis delegatis judicibus praescriptam, mutatis tamen mutandis animadvertendo quod testes nequaquam se referant ad attestationes alias redditas, neque illis recitentur ea quae alias ipsi deposuere, sed quidquid habent explanate ac per extensum deponant. Sicuti etiam delegati judices, qui testium et contestium examinibus intererunt, sedulo diligenterque curare debebunt ne testes ad articulos respondentes generice se expediant, aiendo vera esse quae in articulo sive articulis continentur: nam quidquid sciunt debent clare et explanate deponere cum omnibus et singulis circumstantiis quae iisdem, vel de visu vel de auditu, aut alio quocumque modo notae sunt, etiamsi eadem illa sint, quae in articulo vel articulis ponuntur, et non alias aliter, neque alio modo. Coetera vero processus acta aliasque scripturas et jura, ut praefertur, exhibenda in loco solitae audientiae dictorum judicum, seu alio ab eis deputando recipiant. Absoluto tamen examine testium a procuratore causae inductorum alios testes bene informatos de fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum dictae venerabilis Servae Dei pariter in genere a praefatis judicibus nominandos et inducendos ex officio iidem judices nominent ac examinari curent, et mandent juxta praefata interrogatoria reverendi Patris domini promotoris fidei ac praevio juramento ab iisdem testibus juxta formulam superius expressam de veritate dicenda et secreto servando in actis, et in manibus dictorum judicum praestando ad formam pariter novissimorum decretorum Sacrorum Rituum Congregationis; si vero testes ut supra a postulatore causae inducendi, aliique ex officio nominandi sese examini subjicere distulerint, seu recusaverint, testes ipsos ad se examini subjiciendum sub censuris et poenis canonicis, aliisque juris et facti remediis necessariis et opportunis, omni et quacumque appellatione postposita cogant atque compellant; utque praedicta omnia et singula liberius executioni mandare possint, nuncium seu nuncios cursores pro citationibus, mandatis et decretis exequendis in dicta civitate et dioecesi Vivarien. iidem judices delegati eligant et deputent, praestito tamen ab unoquoque ex dictis cursoribus in manibus praefatorum judicum delegatorum juramento de fideliter officium suum exercendo. Absoluto dicto processu, tam omnium testium dicta, depositiones, quam citationes et *accitula* quaecumque ac jura omnia producta fideliter transcribi, et transumptari et coram iisdem judicibus praesentium executoribus adhibito alio notario publico apostolica sive ecclesiastica auctoritate creato, qui pariter juramentum de fideliter officium suum exercendo praestare debebit ut de alio notario ad causam deputando dictum est, transcriptionem et transumptum hujusmodi cum suis originalibus collationari, auscultari et concordari faciant, et mandent; ac proinde transcriptionem et transumptum a judicibus praesentes litteras exequentibus subscriptum eorumque sigillis ab intra munitum, et in publicam authenticamque formam redactum cum subsequenti attestatione dicti notarii actuarii super recognitione subscriptionum et sigillorum eorumdem judicum, describendo etiam formam et qualitatem eorumdem sigillorum cum legalitate in fine seu attestatione Amplitudinis tuae reverendissime episcope Vivarien, tam super approbatione manus et signi dicti notarii, quam super identitate subscriptionum dictorum judicum propria Amplitudinis tuae manu firmata, proprioque sigillo in parte interna finali dicti transumpti processus munita, illudque clausum et obsignatum et ab extra eodem reverendissimi episcopi Vivarien. sigillo tantum in pluribus locis communitum nuncio seu portitori cum obligatione et juramento de fideliter adsportando ab iisdem judicibus deputando tradant atque consignent, et ad Sacrorum Rituum Congregationem et nos transmitti et adsportari curent et faciant, significantes per litteras illorum ex dictis delegatis judicibus qui constructioni praefati processus et examinibus testium interfuerunt eidem Sacrae Congregationi et nobis non solum generaliter quae fides testibus desuper examinatis sit adhibenda, verum etiam particulariter super iis, quae per eosdem deposita fuere, et an in deponendo iidem judices aliquid viderint seu animadverterint per quod eorum depositiones, sive alicujus eorum depositio suspecta reddatur. Volumus tamen atque decernimus quod in omnibus et singulis actibus coram judicibus ut supra praesentes litteras exequentibus aut alias circa praemissa faciendis citetur aliquis ex subpromotoribus fidei per reverendum patrem dominum promotorem fidei nominandis in plico ejus litterarum una cum praesentibus transmittendo. Processus vero originalis omniaque acta pariter originalia ad archivium episcopale Vivarien asportentur, ibique sub sigillis asserventur et fideliter custodiantur. Pariterque decernimus irritum et inane quidquid contra formam praesentium nostrarum litterarum scienter vel ignoranter fuerit executum, eidemque Sanctissimo domino nostro Papae, seu dictae Congregationi reservamus absolutionem omnium et singulorum qui dictas poenas et censuras incurrerint. Pro praemissis omnibus autem et singulis exequendis talem diligentiam, curam et fidem vos judices modo quo supra delegatos adhibituros speramus quales gratiam et benevolentiam ab eadem Sacra Congregatio, et retributionem laboris ab Altissimo pro servis suis valeatis vobismetipsis comparare. In quorum testimonium praesentes a nobis subscriptas et infrascriptorum reverendorum Patrum dominorum protonotarii et secretarii dictae Sacrae Rituum Congregationis manibus firmatas nostroque sigillo munitas per acta infrascripti notarii, cancellarii et archivistae ejusdem Congregationis expediri jussimus. Datum Romae ex aedibus nostris anno a salutifera Domini nostri Jesu Christi Nativitate millesimo octingentesimo sexagesimo, die vero vigesima prima aprilis, indictione tertia, pontificatus autem Sanctissimi domini nostri Pii Papae noni anno decimoquarto. »

4. Transmission du procès à Rome.

Les juges délégués ont achevé le procès Apostolique en moins d'un an. Pour se conformer à une disposition des lettres rémissoriales, ils ont adressé à la S. Congrégation des Rites une lettre particulière dans laquelle ils ont attesté que tous les actes de la procédure avaient été réguliers, et que les juges n'avaient rien observé qui rendît les témoins suspects. Voici cette lettre:

« Eminentissimi ac Reverendissimi Patres

In judices delegati a Sanctissimo domino nostro Pio Papa nono sacrorumque Rituum Congregatione ad effectum conficiendi in civitate et dioecesi Vivariensi processum Apostolicum super fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere venerabilis Servae Dei Mariae Rivier, fundatricis Congregationis a Praesentatione Beatae Mariae V. nuncupatae, cum gaudio vobis annuntiamus, eminentissimi ac reverendissimi Patres, commissum munus nos absolvisse.

Grandis quidem fuit labor, suscepti tamen officii nos non taeduit, spe ductos nobismetipsis comparandi gratiam, ut ferunt vestrae litterae honoratissimae ac indulgentiam a Sacra Congregatione nonnullamque laboris ab Altissimo retributionem.

Itaque omnem diligentiam, curam ac fidem adhibere studuimus, ut omnia et singula earumdem litterarum remissorialium praescripta sedulo executioni mandarentur; adeo ut, si quid in condendo processu actisque conscribendis minus conforme regulis irrepserit, humanae distractioni, incuriae nullatenus adscribi debeat.

Testamur ac plenam vobis facimus fidem, eminentissimi ac reverendissimi Patres, testes omnes examinatos sive quos induxit causae postulator, sive quos ex officio vocavimus, probitate, religione, pietate, prudentia conspicuos esse, ac firmo judicio, ipsos insuper ne minimum quidem tergiversationis vel haesitationis indicium in sui examinis decursu exhibuisse, sed prompte, ingenue, bona fide, ac alacritate animi, interrogatoriis, articulis, nec non omnibus cujusvis generis quaestionibus quae sive a promotore fidei, sive a nobis factae fuerunt, responsum dedisse; unde testes illi, nostro quidem judicio, omnimoda fide digni haberi debeant. Fidem praeterea facimus nullam prorsus sessionem habitam fuisse, nihilque omnino factum in his quae ad processum pertinerent, nisi praesente alterutro e promotoribus, et adfuerimus nos infrascripti, vicarius generalis scilicet et duo ex canonicis in conjudices delegatis. Non tamen felici omnino eventu perfectum opus. Namque R. D. Pleynet caanonicus titularis ecclesiae Vivariensis, qui fuerat in nostrum conjudicem ab illustrissimo et reverendissimo episcopo electus ac nominatus, obiit vix incoepta testium depositione. Nec satis, reverendus enim Dominus Chabal canonicus ipse, in notarium actuarium deputatus, cui ob infirmam valetudinem adjunctus fuerat in notarium substitutum M. Delhome subdiaconus de repente in gravem morbum incidit, quo etiam nunc periculose laborat; hinc erit intelligere cur acta ultimarum sessionum quae ad collationem et ascultationem depositionum spectant, a praefato notario substituto confecta sint.

Absoluto igitur processu, exemplum seu transumptum ad vos mittimus, eminentissimi ac reverendissimi Patres, exaratum a duabus venerabilis Servae Dei filiabus quae in eo perficiendo omnem quam potuerunt curam contulere.

Unum jam nobis superest, quod toto conatu faciemus, Deum scilicet deprecari, ut opus quod ad ejus gloriam honoremque sanctae romanae Ecclesiae persolvimus ad hos optatissimos fines perducat – Paternitatis vestrae eminentissimi ac reverendissimi Patres – Humillimi ac obsequentissimi servi.

J. Dabert vicarius generalis judex delegatus.
I. D. Contagnet canonicus judex delegatus.
G. Delmas canonicus judex delegatus.
Sarni judex canonicus delegatus.

Les sous-promoteurs ont dû écrire de leur côté au promoteur de la foi afin d'attester la parfaite régularité de la procédure.

« Acceptis litteris tuis datis Romae die 21 aprilis 1860 ex quibus cognovimus nos nominari et delegari in subpromotores fidei ad construendum in civitate et dioecesi Vivariensi processum Apostolicum super fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere venerabilis Servae Dei Mariae Rivier fundatricis Congregationis a Praesentatione Beatae Mariae Virginis nuncupatae, magnopere gavisi sumus, quippe qui in nobilissimum munus deputabamur.

Nec parvo nunc gaudio afficimur, absoluto demum processu; magnus enim adfuit labor, magna nobis cura incubuit; suscepti tamen officii nos non toeduit, animum erigebat reputare nos opus peragere gratum Deo, sanctae romanae Ecclesiae gloriosum, nobis autem utilissimum. Processum quidem absolvimus, sed non fausto ex omni parte eventu. Namque, incepto vix testium examine, R. D. Pleynet canonicus titularis, unus ex judicibus, vita decessit, ut constabit ex certificatione ejus obitus in actis processu inserta, in cujus locum nemo suffectus est, tribus aliis judicibus operi faciendo sufficientibus. Insuper R. D. Chabal, etiam canonicus titularis, in notarium actuarium deputatus cui ob valitudinem infirmam adjunctus fuerat in nonotarium substitutum M. Delhome subdiaconus, de repente in gravem incidit morbum: ex quo intelligere fas erit cur instrumenta ultimarum sessionum quae ad auscultationem et collationem depositionum spectant a praefato notario substituto confecta sint.

Absoluto igitur processu, admodum reverende pater, ejus exemplum seu transumptum tibi mittimus, exaratum a duabus venerabilibus monialibus V. S. D. quae in perficiendo hujusmodi penso omnem curam contulerunt.

Nunc vero, quod ad nos attinet, fidem tibi facimus nos in conficiendo processu quantam potuimus adhibuisse diligentiam et sedulo servari studuisse tam decreta sanctae romanae Ecclesiae de obsignandis et claudendis interrogatoriis in fine cujuslibet sessionis et de juramento ante inchoationem praestando quam mandata litterarum tuarum de vocandis ex officio testibus et de conservando originali processu ad archivium episcopatus Vivariensis. Testamur etiam nihil omnino factum fuisse quod ad processum pertineret nisi praesente nostrum alterutro.

Asserimus tandem omnes testes examinatos sive inductos a postulatore, sive ex officio vocatos probos esse, religione plenos, prudentes ac firmi judicii; ipsos quoque in examine nullum edidisse haesitationis indicium, sed prompte, ingenue, ac bona protulisse fide quidquid noverant, ac perspicue et sine ulla tergiversatione nostris interrogationibus respondisse; ita ut nobis omni fide digni videantur.

Quod superest, Te rogamus, admodum reverende Pater, ut quod a nobis non recte factum inveneris ignorantiae non negligentiae tribuas, Deumque Omnipotentem enixe deprecamur, qui glorificatur in Sanctis Suis, ut Te operamque tuam benedicat, quatenus processum ad peroptatum finem valeas perducere.

Paternitatis Tuae,

Reverendissime Domine – Humillimi et addictissimi Servi – Joseph A. Boneyr canonicus secretarius curiae episcopalis Vivariensis, subpromotor electus.

V. Hilaire canonicus archipresbyter promotor fiscalis curiae episcopalis Vivariensis, subpromotor deputatus.

5. Mémoire des postulateurs pour l'approbation du procès apostolique.

Le procès étant parvenu à Rome et ouvert suivant les règles, on s'est occupé immédiatement de le faire approuver, non seulement en ce qui concerne la légalité des actes,

mais aussi pour les preuves qu'il renferme, à l'effet de constater *in genere* la sainteté, les vertus et les miracles de la vénérable Marie Rivier. La plaidoirie suivante a donc être composée pour être mise sous les yeux des cardinaux de la S. Congrégation des Rites:

« *Informatio super dubio: An constet de validitate et relevantia processus apostolica auctoritate Vivarii constructi super fama sanctitatis vitae, virtutum, et miraculorum in genere dictae Venerabilis servae Dei in casu et ad effectum de quo agitur?*

1. Edicebat Urbanus VIII per sua decreta generalia: « Si » non probetur fama sanctitatis, in loco praesertim, ubi mor- » tuus fuit ille pro quo instatur, concedi non debet remissoria » super inquisitione in specie. » Et sane cur nam inquireretur in heroicitatem singularum virtutum ac caelestium charismatum illius, cujus vita et mors adeo non excedere visae sunt communem proborum modum, ut nullam omnino excitarint ac reliquerint sanctitatis opinionem? Cum itaque cupiamus concedi quantocius in hac causa remissoriales litteras super inquisitione in specie, demonstrandam alacriter suscipimus existentiam famae sanctitatis in genere.

2. Bifariam autem haec demonstratio sponte dividitur; cum ostendendum principio sit, rite ac validum confectum esse processum; deinde eam esse, sive extrinsecam, sive intrinsecam probationum vim, ut famam sanctitatis plane demonstrent.

3. Quoad primum, nos qui diuturna experientia edocti novimus quam difficile negotium sit apostolicos condere processus iis, qui in jugi harum rerum praxi non versantur, et quam salebrosum minuta illa omnia servare, quae sub irritante clausula praecipiuntur a litteris Apostolicis, mirari plane debuimus sedulitatem, constantiam, solertiam eorum, qui huic inquisitioni operam dederunt, quas sane ejusmodi ducimus, ut humanissimi ipsius censoris laudes sibi sint vindicaturae.

4. Revera, cum remissoriales litterae Vivarium pervenissent, exhibitae fuerunt a postulatore die quarta julii anni 1861 Illmo et Rmo Vicariensi episcopo ejusque vicario generali pro tribunali sedentibus, qui externa earum inscriptione lecta conjudices deputarunt (1). Isti vero prolatis sui canonicatus bullis ac credito munere libenter excepto, una cum Illmo et Rmo episcopo, ejusque meritissimo vicario generali Dabert (hodie episcopali infula insignito qui praecipuas in toto hoc processu partes habuit) jusjurandum ediderunt post litterarum earumdem lecturam ad sancta Dei evangelia de munere fideliter explendo ac secreto servando (2). Exhibitae quoque fuere Rmo D. Promotori Fiscali curiae episcopalis litterae R. P. D. Fidei Promotoris, eique traditus plicus interrogatoriorum remissorialibus litteris inclusus, non aperiendus nisi in actu examinis. Et is quoque, excepto libenter munere, idem edidit juramentum, quod etiam praestitit alter Fidei Subpromotor ex delegatione S. Fidei Vindicis deputatus: pariterque exceperunt officium ac jurarunt notarius actuarius et nuncius seu cursor (3).

5. Constituto sic tribunali ejusque competentia a judicibus declarata, Postulator, qui instabat pro articulorum admissione, et testium examine, quorum exhibebat notulam, subjectus fuit juramento calumniae, ac receptus in legitimum causae postulatorem in vim mandati procurationis, quod produxit (4)

6. Citati deinde fuerunt testes a postulatore oblati, et, delato antea singulis juramento, interrogati secreto et in loco sacro prius super interrogatoriis deinde super articulis praesente semper sessionibus necessario judicum numero, alteroque e subpromotoribus, ac clauso semper in fine uniuscujusque sessionis fasciculo interrogatoriorum et depositionum, apertoque incunte tantum sequenti examine (1). Eorum vero testium depositionibus absolutis Illmi et Rmi Judices juxta mandatum litterarum remissorialium duos alios testes induxerunt ex officio, quos citatos de more et juratos examini subjecerunt (2).

7. Universis ita testibus auditis, instante postulatore, publicatus fuit processus, deputati amanuenses ad acta exscribenda iisque delatum juramentum de munere fideliter explendo, deputatus item notarius adjunctus, qui cum actuario daret operam collationi apographi cum autographo vix ac amanuenses demandatum opus absolvissent. Expleto vero apographo diligens instituta fuit collatio, ac demum declaratum, eam rite recteque fuisse peractam, atque idcirco eamdem apographo fidem habendam esse, quam ipsi autographo. Tunc vero, petente postulatore ut portitor deputaretur ad deferendum Romam processum, Illmus et Rmus episcopus id se munus suscepturum dixit. Quamobrem processus solemni more clausus et obsignatus fuit, et ab Illmo et Rmo episcopo exceptus una cum instrumento clausurae et epistolis delegatorum judicum ac subpromotorum, quae omnia reapse detulit paulo post ad Sacram hanc Congregationem (3). Cum itaque omnia tam diligenter exacta fuerint ad normam litterarum remissorialium, luculentissimam esse patet actorum validitatem.

8. Parum tamen id esset, si probationes in se spectatae minus firmae videri possent. Verum quicumque testium catalogum inspiciat illico animadvertit, duodecim ad testimonium ferendum testes accitos esse in inquisitione hujusmodi, quae per sex aut octo testes utplurimum absolvi consuevit. Ex hisce autem tres esse sacerdotes, quatuor virgines Deo sacras, ceteros ipsa conditione sua spectabiles, quos inter aliquot e natali Servae Dei solo, aliquot e loco ubi illa suae Congregationis prima jecit fundamenta: omnes vero imprimis idoneos, utpote deponentes sive ex propria de Ancilla Dei notitia, sive ex communi opinione complurium urbium et locorum. Quamobrem sive numerum testium inspicere placeat, sive eorum qualitates, sive singulorum scientiae causam, omnia aeque extrinsecam probationum nostrarum faciem firmissimam esse demonstant (4).

9. Quod vero spectat vim earum intrinsecam, ut ea plane perspici posset, cuperemus, ipsas potius processus tabulas subjectas esse judicantium oculis, quam summarium. Dum enim a causarum patronis decerpi consuevit e processu quidquid eminet, quidquid acrius legentium animos afficere potest; nos ab indole judicii cohibiti, pleraque et praestantiora omittere debuimus. Tanta enim rerum copia deponentibus affluebat, ut crederes, eos luculentissime disseruisse de virtutibus in specie potius, quam de mera fama sanctitatis in genere. Quae vero de singulis virtutibus enarrarunt adeo splendida sunt, animumque ita demulcent et commovent, ut suaves saepe lacrimas a legente eliciant. At ubi de virtutibus in specie agendum non erat, pleraque ex hisce mittenda plane fuerunt. Hinc totus in eo fuit labor noster, ut e tanta rerum ubertate ea potissimum eligeremus, quae generalius universam vitae seriem ejusque habitus spectare videbantur. Et quoad haec etiam eam servavimus oeconomiam, ut licet multa a multis aeque laudarentur, ne tamen summarii moles plus justo excresceret, quod ab uno depromeremus omitteremus in altero, ut repetitionibus (quoad fieri potuit) vitatis intra justi summarii limites plenissimam haberemus probationem ex universo depositionum complexu emergentem.

10. Ceterum ea quae protulimus oculis exhibent alterum ex iis miraculis divinae providentiae, quae gravissimis Ecclesiae populorumque malis medelam allatura, infirma et contemptibilia mundi adhibere consuevit, eorumque ope miranda perficere, ut non glorietur omnis caro in conspectu ejus. Uti

(1) Proc. fol. 1, 2.
(2) Ibid. fol. 7 ad 11.
(3) Ibid. fol. 5, 11 ad 14.
(4) Proc. fol. 15 et 16, et sum. num. 3, 4.

(1) Ibid. fol. 57 ad 934, et sum. num. 7.
(2) Ibid, fol. 935 ter. ad 978, et sum. num. eod.
(3) Proc. 978 ad fin.
(4) Summ. num. 5 ad 7.

enim alias populorum dissidiis, morum corruptioni, schismati opposuit Catharinam Senensem, Margaritam Cortonensem, Rosam Viterbiensem, sic dum praeterita aetate acerrimum indictum fuit religioni bellum, auctoritas omnis in coeno convoluta, licentia morum ad apotheosim evecta, et ne quid usquam exundanti impietatis torrenti obstare posset, execrata fuere templa, disjectae religiosae familiae, sacerdotes ad necem quaesiti; Deus puellam excitavit conditione obscuram, rhachiticam, nullis excultam litteris, eamque apostolico spiritu ab infantia repletam tanto objecit inferorum molimini, ac in omnium regularium ordinum ruina fundatricem constituit novae religiosae familiae, quae non modo adolescentulas institueret, sed et sacrorum ministrorum vice quodammodo functa, sive per catechesim, sive per adhortationes, sive per pia cujusvis generis exercitia, fidem in adultis vel confirmaret vel restitueret, ita ut, urguente periculo, martyrium ab istis passim expeteretur. Opus vero istud ita provexit, ut antequam fundatrix ex hac vita migraret, domus novae Congregationis plus centum triginta Galliam universam aliasque regiones longe lateque occupaverint (1).

11. Nec minus luculentum divinae gratiae prodigium in hac Ancilla Dei praetulit virtutum omnium cum theologalium tum moralium chorus, quibus ipsa a pueritia ad obitum claruit: quaeque universae a sedula, officiosa, materna, studiosissima caritate eam speciem ducebant, eam vim, eumque splendorem, ut proprio quodam ac peculiari charactere in ea notatae viderentur.

12. Sic eam Christi caritas urgebat, ut ardua quaeque et nobilissima susceperit opera ad ejus regnum ampliandum. Verbo, scriptis, exemplo, curis innumeros ad virtutem adduxit, lucrumque animarum nedum fluxis hisce rebus praetulit, sed ipsi caelestis gaudii fruitioni: dicere solita, diuturnam se idcirco malle vitam et ad finem usque saeculi porrigendam, seque, si liceret, detracturam etiam Caelites ipsos e suis sedibus, et ad tantum opus advocaturam. Non immanes labores, non egestas, non insectationes, diuturni morbi, aerumnae, pericula eam unquam deterrere potuerunt a proposito, aut alacritatem ejus retundere, quae imo ab adversis excitari atque augeri videbatur. Solo angebatur peccato, cujus odio flagrabat, et cui pertinax bellum indixerat. Neque a tot curis se unquam a Deo abstrahi sinebat, quem imo ita semper praesentem habebat, ut omnes ab eo actus exordiretur, nec quidquam omnino faceret prece non praemissa, sic ei fidens, ut prodigia quoque immota expectaret ab ejus providentia, et haud raro assequeretur.

13. Nihil se latere passa fuit eorum, quae in suae Congregationis domibus fierent, disciplinae, oeconomiae, spirituali profectui, rerum summae prospectura aeque ac minimis animi et corporis omnium et singularum necessitatibus. Pallor aliquis vultus, oculorum moeror, vestes necessario graviores aut leviores, desiderium inconsulto etiam significatum verbulo aut nutu, perinde sollicitudinem ejus provocare videbantur ac regimen amplissimae Congregationis. Nihil erat quod ejus obtutum effugeret, nihil quod vigilantiae ejus ac sedulitati se subduceret, nulla indoles, cui ingenium non accommodaret suum; sic ut unaquaeque prae ceteris ab ea diligi censeret, omnesque amantiorem propria matre parentem in ipsa se invenisse arbitrarentur. Maternum puella exeruerat amorem in pauperes, quos nudos, famelicos domum adduxerat alendos fovendosque, ac detractis etiam sibi vestibus operiendos. Provecta vero aetate matrem se praebuit orphanis, quarum innumeras Congregationis suae domibus excepit ac suavissima caritate complexa fuit. Matrem se praebuit aegris, egenisque omnibus sive occurrentibus, sive studiose quaesitis, in quos curas omnes, pecuniam, vestes, alimenta, subsidia quaevis tam copiose effudit, ut ipsa aequaverit eorum desideria (1).

14. Quae omnia cum divino charismatum ac miraculorum splendore passim cumularentur (2), mirum non est, insignem de ea latissime percrebuisse sanctitatis opinionem ac famam, sive dum vivebat, sive postquam evolavit ad superos. Ea vero ad nos usque producta non modo urbes et oppida ejus praesentia olim decorata occupavit, benevero universam praetergressa Galliam, dissitas regiones, transmisso etiam Oceano, pervasit, vulgusque et proceres, doctos et indoctos, laicos et clericos, ipsosque ecclesiae pastores in eumdum laudum concentum conjunxit. Sepulcrum ejus, intra privati cultus limites summa veneratione visitatur et colitur: commentaria de ejus gestis in fomentum pietatis a fidelibus perinde adhibentur ac vitae sanctorum: lipsana undique expetuntur in opem praesertim aegrotantium, novemdiales preces passim instituuntur ad implorandum ipsius patrocinium apud Deum, compluresque sanationes plane mirae ea suffragante impetratae vulgantur: ita ut nihil omnino sit, quod intrinseca probationum nostrarum vis ad praeclarissimae famae sanctitatis demonstrationem desiderandum relinquat (3).

15. Quamobrem, actorum validitate probata, demonstrataque uberrime extrinseca atque intrinseca probationum relevantia, non est cur dubitemus, quin Emi Patres pro sua sapientia responsuri sint: *Affirmative in omnibus si SSmo visum fuerit.*

Quare etc. »

6. Animadversions du promoteur de la foi.

Le promoteur de la foi n'a fait aucune objection sur les formalités du procès; il a signalé quelques contradictions apparentes, et accusé les témoins d'une affection excessive pour la vénérable servente de Dieu.

« *Animadversiones R. P. D. Promotoris Fidei super dubio an constet de validitate et relevantia etc.*

1. Duplex in hac judicii sede disquisitio proponitur, an scilicet processus Vivarii initus sua validitate consistat; an fama nec ne vigeat sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere V. Mariae Rivier. De primo quaestionis capite nihil animadvertam, ac potius judices cumulabo laudibus qui collatum munus solertissime expleverunt. Fama autem, licet prima fronte se se exhibeat, nisi tamen me fallit animus, vereor ne intimius excussa evanescat, aut saltem obscura fiat et incerta.

2. Venerabilis enim Dei Famula, dum viveret, omnium sibi amorem conciliavit, tot tantisque omnes cumulavit beneficiis, ut singuli eam ex animo diligerent, peculiari benevolentia prosequerentur et colerent. Quos inter sane ii potissimum praestant, qui in hoc processu testimonium tulere. Jam vero qui nimia affectione exaestuat a testimonio ferendo repellitur juxta doctrinam *Abb. in cap. insuper n. 9. Vers. Dubium est.* Neque conjectando id assero, sed constat ex actis. Ait namque testis III (*Proc. fol. 474. t.*) « Amò sempre le sue scolare, e aveva *una » specie d'attrazione magnetica per attirarle a se.* Fu così » durante tutto il tempo che ella fece la sua scuola a Mont- » pezat, poi a S. Martino de Valamas, a Thueyts. Lo stesso » si avverò durante tutta la sua vita. » Ac testis IV (*Proc. fol. 541*): « Si prestava in tutto ciò che poteva ai desiderii » delle scolare, e così guadagnava la loro amicizia. »

3. At enim, inquies, jurisjurandi religionem a suspicione testes purgare. Fateor: neque enim is ego sum, qui perjurii testes arguam. Scio tamen, amoris aestum celare defectus, quae obstant occulere, atque inanes species informare animo. Quod reipsa contigit in hoc rerum themate. Dixerat testis II

(1) Summ. num. 8.

(1) Summar. num. 9.
(2) Ibid. num. 10.
(3) Summar. num. 11, 12.

(*Proc. fol.* 223) de V. Dei Ancilla « Il mondo..... motteggiò » molto sulla nuova Comunità, e ne fece il soggetto delle sue » satire quotidiane. Come pensa ella di voler fare un monas- » tero con tali soggetti? Essa ha perduto la testa: e da quel » tempo cessarono i piccoli doni che le si facevano » Subinde testata, Venerabilem foeminam subiisse *contradizioni e calunnie* (*Sum. pag.* 69, §. 51). Haec tamen oblita deinceps asserebat: « La riputazione (V. D. S.) non è stata mai interrotta, » essa è andata sempre crescendo. *Io non conosco nessuno » che, sì vivente la nostra Madre, sì dopo la sua morte abbia » detto la più piccola parola sfavorevole contro le sue virtù* » (*Proc. fol.* 288. *t.*) Ceterum quonam pacto dici haec possent? Ipsa siquidem V. Dei Ancilla ascetriis suis persaepe referebat, *che la Congregazione era sorta in mezzo a croci e sofferenze di ogni genere, che essa non era giunta al grado in cui la vedevano, se non passando attraverso una moltitudine di contradizioni, di critiche, di calunnie e di persecuzioni* (*Proc. fol.* 643.)

4. Neque hic finis est. Inquit testis III (*Proc. fol.* 321): « Un'altro giorno passando per una strada di Montpezat Ma- » damigella Rivier vide un soldato che folleggiava con una » giovane, ella si avanzò verso di lui con un tuono di auto- » rità, gli comandò di lasciare andare quella giovane, che » ella prende al tempo istesso per la mano. Il soldato non » fece alcuna resistenza e si ritira confuso: allora Madami- » gella Rivier, *avendo fatto entrare la giovane nella prima » casa che trovò aperta, la schiaffeggiò e la riprese di tal » modo, ch'ella dovette essere più riservata in avvenire.* » Ac testis IV (*Proc. fol.* 555, 556) refert: « In quei giorni che » precedettero la nostra grande rivoluzione ogni luogo, per » quanto fosse di poca entità, aveva la sua guarnigione. Questi » soldati introdussero in tutti i luoghi da essi abitati una grande » dissipazione. Essi formavano la domenica delle riunioni, nelle » quali si giuocava e si ballava. Le ragazze più dissipate, stras- » cinate da una pericolosa curiosità, si accostavano al teatro » di questi divertimenti, e vi si fermavano anche per vedere » ciò che vi si faceva. Dache la nostra Ven. Madre era in » quel luogo, esse vi andavano con una certa agitazione – Se » Madamigella Rivier ci vedesse – dicevansi desse, e a questo » pensiero erano prese da timore. Questo timore era vera- » mente un po' fondato. Spesso la nostra Ven. Madre giun- » geva improvvisa. Allora esse si allontanavano in tutta fretta, » e se qualcuna non cedeva subito all'impressione di timore » cagionata dalla sua presenza, bisognava da vero, il voles- » sero o nò, che si ritirassero, in seguito delle riprensioni » *e degli schiaffi che ella dava a queste ragazze*..... Rac- » contando questi fatti la nostra Ven. Madre aveva ben cura » di aggiungere al suo racconto la raccomandazione di guar- » darci bene dal prenderla in tutto ciò per esempio, e ce » ne ha fatto fare la proibizione nelle nostre sante regole. »

5. Dices utique, ista ab hac judicii sede prorsus esse aliena, ac profecto illud Horatii iterabis « *non erat hic locus,* » quia in praesentiarum non de virtutibus, sed de puro putoque agitur facto, scilicet de fama. Verum haec haud profero, ut V. Ancillae Dei succenseam. Tantum commemoro, ut pateat, testes nostros parvi faciendos, quippe amoris aestu quodammodo abreptos. Et re quidem vera, si duas hasce subinde audias, V. S. D. Maria Rivier heroicas virtutes vel ab infantia coluit, temperantia excelluit, atque uti typus habenda est, quem ceteri imitentur (*confer Summ. tabulas num.* 8, 9). Testes itaque nostri ita sunt comparati, ut si qui defectus V. Ancillae Dei eorum menti appareat, illico, ut fulgur, evanescat, neque aliud videant nisi virtutum simulacra.

6. Potius ergo quam testes, facta recolamus. Ven. Maria Rivier diem obit supremum, in communi Ascetriarum sepulchro exuviae deponuntur: quod minime fuisset actum, si ipsa sanctitatis fama tunc praefulsisset. Subinde quidem illae erutae et in peculiari tumulo conditae; sed lapis superponitur, in quo ad ejus piandam animam Christi fideles excitantur. Quod vel ex Summarii tabulis patet. Ait namque testis VI: « Dopo ch'esso » (corpus V. S. D.) riposa lateralmente alla porta della Chiesa... » io non una sola volta ho, credo, mancato, entrando nella » Casa madre e dopo avere adorato nella Cappella il SSmo » Sagramento, d'andar poi ad inginocchiarmi dinanzi alla sua » tomba, non per *recitare i deprofundis, come è scritto nel- » l'Epitafio,* ma un Pater ed un'Ave » (*Sum. pag.* 127, §. 48). Neque dicas, testem, aliosque ad V. Ancillae Dei sepulchrum accedere, ut patrocinium ejus implorent. Horum enim agendi ratio privatam dumtaxat aliquorum; inscriptio autem super tumulum posita communem exhibet opinionem.

Quae dicta sint sub censura salvo etc. – Andreas Mariae Frattini S. Fidei Promotor.

7. Réponse des postulateurs aux difficultés précitées.

« 1. Quod vix unquam, et nonnisi rerum evidentia compellente, fieri posse constat in hisce causis, ut nempe S. Fidei Vindex et Patronus ita inter se conveniant, ut quod iste asseruit ille confirmet; id factum perspicit in praesentiarum quisquis *informationem* nostram conferat cum amplissimi Censoris *animadversionibus*.

2. Conditum de fama sanctitatis processum principio nos expendentes quoad ea quae juris formam respiciunt, cum rei difficultatem compertam haberemus, facere non potuimus, quin eorum commendaremus diligentiam et peritiam, qui ei operi manum admoverant; ac scripsimus (1): « Mirari plane debuimus » sedulitatem, constantiam, solertiam eorum, qui huic inqui- » sitioni operam dederunt, quas sane ejusmodi deducimus, ut » humanissimi ipsius Censoris laudes sibi sint vindicaturae. » Eodem autem processu evoluto, scripsit S. Fidei Promotor (2): « De primo quaestionis capite nihil animadvertam, ac potius » judices cumulabo laudibus, qui collatum munus solertissime » expleverunt. »

3. Intrinsecam deinde considerantes vim inquisitionis diximus: « luculentum divinae gratiae prodigium in hac Ancilla » Dei praetulit virtutum omnium cum theologalium tum mo- » ralium chorus, quibus ipsa a pueritia ad obitum claruit: quae- » que universae a *sedula*, *officiosa*, *studiosissima caritate* » eam speciem ducebant, eam vim, eumque splendorem, ut » proprio quodam ac peculiari charactere in ea notatae vide- » retur (3). » Simulque monuimus, tot, tanta, ac tam praeclara esse, quae hisce de laudibus referuntur a testibus in inquisitionis tabulis, ut « dum a causarum patronis decerpi » consuevit quidquid acrius legentium animos afficere potest, » nos ab indole judicii cohibiti pleraque et praestantiora omit- » tere debuerimus (4). »

4. Atqui dum animadversiones in praesenti themate totae in eo esse consueverunt, ut arguant defectum famae sanctitatis, aut saltem ejus fundamentum nutare suadeant; in re nostra e converso nimium famae splendorem insectentur, et hoc potissimum nomine testes *affectionis* insimulent. Fundamentum vero famae non modo non convellant, sed in incensissima et effusissima caritate statuant, aientes: « Venerabilis » Dei famula, dum viveret, omnium sibi amorem conciliavit, » tot tantisque omnes cumulavit beneficiis, ut singuli eam ex » animo diligerent, peculiari benevolentia persequerentur et » colerent (5). » Quid autem haec sonant, nisi amplissimam heroicae caritatis laudem, et encomium propterea ceterarum

(1) Inform. §. 3.
(2) Anim. §. 1.
(3) Inform. §. 11.
(4) Ibid. §. 9.
(5) Anim. §. 2.

virtutum omnium? Scriptum est enim « *qui diligit proximum legem implevit* (1), et teste S. Hyeronimo (2), S. Joannes rogatus causam perpetuae illius monitionis *Filioli diligite invicem*, respondit: *quia praeceptum Domini est, et si solum hoc fiat sufficit*. Quamobrem in illud Pauli (3): *caritatem habete, quod est vinculum perfectionis*, Cornelius a Lapide scitissime observat: *sicut anima unit omnia membra totumque corpus integrat et perficit... ita caritas unit omnes virtutes completque totum corpus perfectionis, quod in aggregatione virtutum christianarum consistit*.

5. Hinc in heroica caritate, quam Censor noster non modo non dissimulat, sed apertissime commendat, laus reapse continetur perfectionis ceterarum virtutum – siquidem animadvertente Augustino (4): *caritas inchoata inchoata justitia est, caritas magna magna justitia est, caritas perfecta perfecta justitia est*. Id vero dum confirmat solidissimum in casu famae sanctitatis fundamentum, solvit profecto testes omni affectionis criminatione; simulque demonstrat, ea virtutum specimina obversa fuisse ob oculos egregii Censoris in scrutandis processus actis, quae evincant, nos ab indole judicii coactos pauca tantum, uti asseruimus, nec praestantiora, ex amplissimis depositionibus excerpsisse.

6. Generali hac observatione posita, mirifice profecto ei adstipulantur quae singillatim objiciuntur. Mirum enim zelum miramque fortitudinem omnino redolent quae de distractis colloquiis, choreis, ludis, spectaculisque referuntur, et admirationem prorsus excitavit vis divinitus collata humili, incultae, pusillae, rhachiticae puellae, per quam non modo efficaci imperio dissipare posset adolescentularum, imo mulierum, virorum, ipsorumque militum perniciosos conventus, debacchante ubique licentia; sed etiam omnium sibi obsequia conciliare. Nonne haec rursum suffragantur illis informationis nostrae verbis: « Ea quae protulimus oculis exhibent alterum ex iis » miraculis divinae providentiae, quae gravissimis ecclesiae » populorumque malis medelam allatura infirma et contempti- » bilia mundi adhibere consuevit, eorumque ope miranda perfi- » cere, ut non glorietur omnis caro in conspectu ejus (5)? »

6. Quod si Ancilla Dei haec gesta commemorans « aveva » ben cura di aggiungere al suo racconto la raccomandazione » di guardarci bene di prenderla in tutto ciò per esempio, e » ne ha fatto fare la proibizione nelle regole (6); » inde novum habetur adminiculum ad eas asserendas virtutes, quae famae sanctitatis fundamentum suppeditarunt. Nam quae, insolita missione per miserrima tempora a Deo decorata, collatam sibi vim sentiebat et gratiam ad ejusmodi imperii actus utiliter exercendos, noverat simul, eos communis prudentiae regulas excedere: nec omnibus indiscriminatim suadendum esse, ut ad Christi imitationem, facto flagello de funiculis, ejiciant vendentes de templo et mensas subvertant.

7. Eodem quoque nomine famae sanctitatis suffragantur calumniae, insectationes, aerumnae, quas Virgo nostra perpessa fuit in sui apostolatus exercitio, et in molienda fundatione suae Congregationis (7). Dum enim infracta constantia et incensissimus ejus zelus inde multo luculentius elucent, simul ostenditur, quam firmo fundamento communis opinio de ejus sanctimonia nitatur.

8. Frustra autem notat animadversio, haec a se non objici ad vellicandas virtutes Ancillae Dei, de quibus in praesentiarum disceptandum non est; bene vero ut ostendat, testes quae ista retulerunt nimio laborare in illam studio (1), siquidem, veluti dictorum suorum immemores, asserere postea non verentur: « La riputazione non è stata mai interrotta; essa è » andata sempre crescendo. Io non conosco nessuno, che, sì » vivente la nostra madre, sì dopo la sua morte, abbia detto » la più piccola parola sfavorevole contro le sue virtù (2). » Frustra inquam haec notat, sive famam respicias, sive testium fidem. Et sane quidquid ostendit a virtutibus derivari famam sanctitatis, famae eidem profecto adstipulatur. Qua de re, dum egregius Censor facta recenset virtutum splendorem referentia, hoc ipso confirmat quae de fama testes asseruerunt, eorumque propterea auctoritatem, utcumque invitus, commendat.

9. Perspicuum autem est, eos qui praeteritas adversitates, quibus non interfuerunt, uti ab aliis acceptas, commemorant, immerito taxari affectionis, dum de posteriore tantum et propria experientia loquentes asseverant, se neminem audivisse famae sanctitatis obloquentem. Ubi tempora distinguuntur frustra contradictio quaeritur; et perperam idcirco contradictionis nomine testibus afflingitur studii criminatio. Tritum est illud S. Hieronymi (3): *Falsus rumor cito opprimitur, et vita posterior judicat de priore. Fieri quidem non potest, ut absque morsu hominum vitae hujus curricula quis pertranseat..... Sed tamen cito ignis stipulae conquiescit, et exundans flamma, deficientibus nutrimentis paulatim emoritur*. Atqui de postremo hoc stadio nimirum agunt testes, dum ajunt « *non conosco* » *nessuno* che... abbia detto la più piccola parola sfavore- » vole contra le sue virtù. »

10. Demum sponte corruit argumentum e sepulcro depromptum adversus sanctitatis famam, non modo utpote inane per se, sed etiam utpote mero fretum errore. Nam constat, Ancillae Dei exuvias in communi quidem coemeterio, sed in sejuncta fovea illico fuisse conditas, indeque insequenti die eductas, ut a cadavere sejungerentur cor, oculi, ac manus dextera alibi servanda; postea vero eidem tumulo fuisse redditas ubi quievere, donec multo serius, ut obviae esse possent petentibus, ad ecclesiam translatae sunt. Quod vero titulo hisce verbis concepto « Qui riposa la nostra Madre Maria Rivier fondatrice » e prima superiora della Congregazione della Presentazione » di Maria nata a Montpezat il 19 decembre 1768, morta » borgo Sant Andeol il 3 febbraio 1838; De profundis (4); » quod inquam huic titulo addita fuerint verba *de profundis*, id non aliud probat, quam obedientiam decretis de non-cultu, et obsequium in ecclesiae mentem tribuentis cuivis cum quantavis sanctitatis fama sublato suffragia defunctorum. Ceterum ea verba minime retulisse communem illarum sententiam, quae titulum posuerant, non modo testantur preces ad tumulum Servae Dei fundi solitae impetrandi ejus patrocinii gratia, sed in ipso funeris actu demonstrarunt precatoriae coronae, pii libri, aliaque cadaveri ab omnibus admota « *per conservarli poi come reliquie* (5). »

11. Equidem vix est ut credamus, eos qui legerint animadversiones causae adeo propitias supervacaneam hanc nostram lucubrationem leturos. Opportunam tamen nacti occasionem a crediti muneris functione oblatam, ea animo preces nostras votis adjicimus totius Congregationis a Presentatione B. M. V. nuncupatae, et diligentissimi Postulatoris Equitis Raphaelis Ferrucci, qui secundum validitati et relevantiae processus exhibiti responsum ab aequitate et sapientia Vestra flagrante praestolantur desiderio.

Quare etc. »

(1) Rom. 18, 8.
(2) In cap. 6 epist. ad Galatas.
(3) Coloss. §. 14.
(4) De natur. et grat. cap. ult.
(5) Inform. §. 10.
(6) Anim. §. 4 in fin.
(7) Anim. §. 4.

(1) Ibid. §. 5.
(2) Anim. §. 3.
(3) Epist. 54 ad Furiam num. 13.
(4) Videsis sum. sup. non cultu pag. 11 et seq.
(5) Loc. cit.

8. Décret de la S. Congrégation portant approbation du procès apostolique.

La S. Congrégation des Rites, assemblée au Vatican le 27 septembre 1864, a ratifié le procès apostolique et reconnu par conséquent la continuation de la réputation de sainteté dont est entourée la mémoire de la vénérable Marie Rivier.

Il reste à entreprendre le procès sur la sainteté, les vertus et les miracles *in specie*, lequel servira de base pour prononcer l'héroïsme des vertus et la béatification.

Voici le décret du 27 septembre 1864, confirmé par le Saint-Père le 1er octobre.

» Vivarien. Beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Mariae Rivier Fundatricis Congregationis a Praesentatione B. M. V. nuncupatae. — Cum agi debeat in Congregatione Sacrorum Rituum Ordinaria, absque interventu et voto Consultorum ex dispensatione Apostolica, de validitate processus Apostolica auctoritate constructi super fama sanctitatis ejusdem Venerabilis Servae Dei, Ponente Emo et Rmo Domino Cardinale Villecourt, in Ordinariis comitiis ad Vaticanum hodierna die habitis propositum fuit sequens dubium « *An constet de validitate et relevantia processus Apostolica auctoritate Vivarii constructi super fama sanctitatis vitae, virtutum et miraculorum in genere dictae Ven. Servae Dei in casu et ad effectum de quo agitur?* » Emi et Rmi Patres sacris tuendis ritibus praepositi rescribendum censerunt « *affirmative* ». Die 27 septembris 1864.

Facta postmodum de praemissis Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae IX a subscripto Cardinali Praefecto relatione, Sanctitas Sua Sacrae Congregationis sententiam ratam habuit et confirmavit. Die 1 octobris eodem anno. C. Ep. Portuen. et S. Rufinae Card. Patrizi S. R. C. Praef. *Pro R. P. Dominico Bartolini Secretario*: Joseph Maria Starna Subst.

SACREMENT DE BAPTÊME (1).

TROISIÈME PARTIE.

MINISTRE DU BAPTÊME.

CHAPITRE I.er

Du ministre des sacrements en général.

147. Après avoir montré que l'homme *viator* est le ministre ordinaire des sacrements, les théologiens se demandent si les Anges peuvent en être les ministres extraordinaires en vertu d'un mandat spécial qu'ils en reçoivent de la part de Dieu. Des historiens dignes de foi rapportent, en effet, que les Anges ont quelquefois administré les sacrements. Ainsi, nous lisons dans Nicéphore que S. Amphiloque ayant été consacré évêque au désert par les Anges, les autres évêques ratifièrent cette ordination. Saint Onuphre anachorète recevait, dit-on, la communion de la main d'un Ange tous les dimanches. Un Ange consacra le calice de S. Proculus évêque et martyr. Nous lisons dans l'office de l'Apparition de S. Michel au 8 mai que les Anges consacrèrent la basilique du Mont Gargan. Prado a recueilli un grand nombre d'autres exemples. Aussi les théologiens s'accordent-ils à reconnaître que les Anges peuvent être chargés par Dieu d'administrer extraordinairement les sacrements.

(1) Voyez la livraison précédente.

148. Il est toutefois permis de douter que les sacrements administrés par les Anges soient de la même nature que les nôtres, qui se composent essentiellement de matière et de forme, de choses et de mots; car les sons proférés par les Anges n'auraient pas la nature de la voix articulée par l'homme, parce que ne vivant pas et n'exerçant pas réellement les actes corporels dans les corps qu'ils prennent, ils ne peuvent parler vraiment et réellement; ce sont des sons qui ressemblent à la voix humaine, comme le dit S. Thomas. De là vient que quelques théologiens pensent que les Anges ne peuvent pas administrer des sacrements de même nature que l'homme *viator*, quoiqu'ils puissent, par dispense divine, produire la grâce, le caractère et les autres effets de nos sacrements. Quoique ce sentiment ne soit pas improbable, d'autre part S. Thomas admet sans la moindre réserve que les Anges ont le pouvoir d'administrer en qualité de ministres extraordinaires les sacrements que l'homme confère comme ministre ordinaire. En outre, si les Anges peuvent en vertu d'une dispense divine produire la grâce et les autres effets des sacrements, c'est que la puissance divine ne s'est pas liée à nos sacrements au point de s'interdire d'en produire les effets directement ou par le ministère des Anges. Dieu n'étant pas obligé de se servir nécessairement des hommes pour administrer les sacrements, s'est réservé le pouvoir de produire indépendamment des hommes, non seulement les effets, mais aussi les sacrements eux-mêmes. Enfin, quoique les sons proférés par les Anges diffèrent matériellement de la voix humaine, ils ont la même entité spécifique et formelle, celle d'un signe sensible qui représente la chose signifiée. Dieu, ou l'Ange ou l'homme proférant les mots: *Je te baptise*, exprime en tout cas la même chose, l'ablution extérieure ou intérieure. Les sacrements étant formellement des signes, *in genere signi*, et non un être, une cause, la diversité des mots suivant qu'ils sont proférés par l'Ange ou par l'homme est purement matérielle en ce qui concerne les sacrements.

149. Si l'on veut objecter que d'après cela les mauvais anges pourraient être ministres des sacrements, nous répondons que ce n'est pas absolument impossible; Dieu qui se sert des hérétiques et des païens pour conférer le baptême, peut se servir aussi du démon, étant certain que, loin d'exercer la moindre influence par sa propre vertu, le ministre est un pur instrument de la puissance divine. Nous ne connaissons aucun fait de l'histoire qui nous présente les démons ministres des sacrements; si cela arrivait, dit S. Thomas, on devrait craindre qu'ils n'eussent pas l'intention qu'il faut afin de baptiser validement; car il n'est pas vraisemblable qu'ils veuillent jamais procurer à l'homme l'ineffable bienfait de la régénération spirituelle.

CHAPITRE II.

Intention du ministre.

150. Commençons par énoncer ce qui est de foi contre les hérétiques; nous discuterons ensuite les questions controversées dans les écoles catholiques.

151. En appliquant la matière et la forme, le ministre doit agir sérieusement et avoir l'intention ou tout au moins le propos de faire ce que fait l'Eglise; s'il agit par dérision ou sous forme de représentation théâtrale, le sacrement n'est pas valide. – Cette conclusion étant de foi, tous les docteurs catholiques l'admettent sans hésiter. En effet, la bulle de Léon X contre Luther condamne entre autres, l'article XII de cet hérésiarque: « Si sacerdos non serio, sed joco absolveret, si » tamen credat quis se esse absolutum, verissime est abso- » lutas. » On peut voir le concile de Florence, et celui de Trente (sess. 7, c. 11; session 14, canon 9), pour se convaincre que la négation de la nécessité de l'intention de faire ce que

fait l'Eglise est une hérésie déclarée. – On ne peut exiger l'intention de la part du néophyte si elle n'est pas nécessaire du côté du ministre; or, nous savons que l'intention de recevoir le sacrement est tellement nécessaire que le baptême est nul sans cela, comme le décide le pape Innocent III (cap. *Majores*, de baptismo). Donc le baptême conféré par le ministre sans l'intention de le donner est nul et ne fait pas un vrai sacrement. – Dieu aurait pu, sans doute, faire conférer les sacrements par la simple application de la matière et de la forme, sans exiger l'intention du ministre, qui l'aurait eue, à son gré, bonne ou mauvaise et agir sérieusement ou par jeu. Mais en fait, Dieu instituant les sacrements sur d'autres principes, a voulu qu'ils ne fussent validement conférés que lorsque le ministre agirait sérieusement et avec le propos d'appliquer au sujet la forme et la matière. Ce sont les mêmes paroles de l'Evangile qui ont établi les apôtres ministres de la prédication et du baptême: *Docete omnes gentes baptizantes eos etc.*; de même que l'enseignement suppose l'intention, ainsi il la faut dans le baptême. En ce qui concerne le sacrement de pénitence, les apôtres étant établis juges et ministres de l'absolution, qui croira que cette absolution soit valide si elle est donnée sans connaissance de cause et sans examen? L'Eucharistie doit être consacrée en mémoire du Sauveur: *Hoc facite in meam commemorationem;* ce qui exige l'intention humaine. Quant au sacrement de l'extrême-onction, il est administré sous forme de prière, et la prière est éminemment un acte humain. La forme du sacrement de l'ordre: *Accipe potestatem*, suppose l'intention de donner réellement le pouvoir. Le mariage qui est un contrat élevé à la dignité de sacrement, exige à son tour l'intention et le consentement des contractants. Ainsi, dans l'ordre actuel de l'institution divine, l'application de la matière et de la forme ne suffit pas, et il faut qu'elle soit faite sérieusement. S. Thomas donne d'excellentes raisons de cette disposition divine. Les rites qui peuvent indifféremment exprimer diverses choses, dit le saint docteur, doivent être déterminés à celle qu'on veut signifier; or, l'ablution, (l'on peut dire de même des matières et des actions extérieures qui constituent tous les sacrements), l'ablution est, en soi, une chose indifférente qui peut servir au corps, à la santé, à un rite religieux; pour en faire un rite sacré et exprimer un sacrement, il faut préciser par une chose qui ne peut se trouver en dehors de l'intention du ministre; car la formule ne détermine pas assez le rite sacramentel; les mots: *Je baptise*, c'est-à-dire, *je lave*, expriment indistinctement l'ablution et la guérison corporelle, ou la guérison spirituelle de l'âme. Quoiqu'il soit vrai de dire que la matière est déterminée par la forme et l'action par la parole, celle-ci ne détermine qu'autant qu'elle procède de l'intention du ministre et la représente, comme le dit S. Thomas: *Haec intentio exprimitur per verba*. Puisque Dieu veut que l'homme soit le ministre des sacrements, il veut aussi que l'homme remplisse un acte humain, avec le propos, l'advertance et l'intention qui constituent cet acte. L'instrument inanimé n'a pas d'intention par rapport à l'effet qu'il produit, parce que le mouvement que lui imprime l'agent doué d'intelligence en tient lieu; au contraire, l'agent animé opère sous l'action du mouvement qui lui est imprimé et sous l'impulsion de sa propre volonté; et c'est pourquoi il doit avoir l'intention de se soumettre au principal agent. En ce qui concerne les sacrements, l'agent principal, c'est Jésus-Christ, c'est l'Eglise; donc le ministre doit avoir l'intention de faire ce que font Jésus-Christ et l'Eglise. – La disposition opposée conduirait à de grandes absurdités; car le sacrements seraient produits en bien des cas où ils ne doivent pas l'être. Ainsi, une nourrice qui en lavant un enfant chanterait par dévotion: *Je te lave au nom du Père etc.*, baptiserait cet enfant. Un prêtre ne pourrait prononcer à table: *Hoc est corpus meum*, ou lire l'épitre de la messe du Saint-Sacrement sans consacrer. Deux personnes libres ne pourraient pas représenter le mariage dans une comédie sans se marier réellement.

152. Afin d'expliquer la nature de l'intention qu'exige l'administration des sacrements, S. Thomas fait observer que le jeu en cette matière peut avoir lieu de deux manières.

Supposons premièrement un homme qui n'a pas l'intention de conférer le baptême, et se propose expressément de le simuler, comme dans les comédies; en ce cas il n'y a pas de sacrement, par défaut d'intention. Mais s'il a vraiment l'intention de conférer le baptême et de faire ce que font les chrétiens, quoiqu'il veuille s'amuser, ou tourner la religion chrétienne en dérision, ou toute autre intention coupable, le sacrement est conféré validement, attendu que l'application de la matière et de la forme est accompagnée de l'intention de faire la chose, quoique cette intention soit dirigée vers un but coupable. Ainsi, lorsque S. Athanase baptisa pour s'amuser quelques enfants de son âge, l'évêque d'Alexandrie jugea ce baptême valide; car l'enfant eut deux intentions et voulut deux choses distinctes; d'abord il eut l'intention de baptiser et de faire ce qu'il avait vu faire à l'église, intention suffisante pour la validité du sacrement; il voulut secondement s'amuser avec les enfants, intention vraiment mauvaise et coupable si l'ignorance n'eût servi d'excuse, mais intention extrinsèque qui n'empêcha pas la première. Comme Athanase avait douze ans et avait été élevé parmi les catholiques, on ne peut supposer qu'il eût l'intention de se moquer des sacrements; il voulut, au contraire, conférer le baptême comme il le pouvait, d'autant plus que s'agissant de catéchumènes, il ne pouvait avoir uniquement l'intention de jouer en représentant le baptême. Aussi, lorsqu'on l'interrogea, il répondit nettement qu'il avait voulu imiter ce qu'il avait vu faire à l'église par l'évêque.

153. Un autre fait se remarque dans l'histoire de S. Ginesius qui, étant comédien et dans une représentation en présence de l'empereur Dioclétien tournant en dérision les mystères chrétiens, fut converti par une inspiration de la grâce et baptisé sur le théâtre même, comme le rapporte le martyrologe romain au 25 août. Quoique Bellarmin et Vasquez prétendent que le saint martyr fut baptisé par un chrétien, il semble que les comédiens firent la cérémonie; apparemment celui qui conféra le baptême voulut expressément faire ce qu'il savait que font les chrétiens en baptisant, quoiqu'il eût même temps l'intention de tourner en dérision le baptême et le christianisme. Or, la première intention qui est absolue, suffit pour la validité du baptême.

154. Il n'est pas nécessaire que le ministre ait explicitement en vue l'effet du sacrement. Comme celui-ci est distinct de son effet, et peut en être quelquefois séparé, il n'est pas indispensablement requis que l'intention du ministre se porte sur l'effet, d'autant plus qu'en se proposant de conférer le sacrement il a implicitement en vue l'effet lui-même, qui y est renfermé comme dans sa cause.

155. Abordons une question vivement débattue entre les théologiens, au sujet de l'intention intérieure. – Suffit-il pour la validité du sacrement d'avoir l'intention de faire sérieusement l'acte extérieur tel qu'il est extérieurement en usage dans l'Eglise; ou faut-il l'intention de faire cet acte comme sacramentel, c'est-à-dire, faut-il l'intention de faire ce que Jésus-Christ a institué, ce que l'Eglise entend faire, ce que ses ministres ont coutume de faire? Toutes ces expressions et réflexions étant virtuellement comprises dans l'intention de faire ce que fait l'Eglise, la question se réduit à examiner si cette dernière intention est essentiellement requise pour la validité du sacrement?

Le sentiment affirmatif est soutenu par S. Thomas et très communément par les théologiens, Soto, Cajetan, Nugnus,

Cabrera, Serra, Prado, Gonet, Sylvius, Victoria, les Salmanticenses et autres thomistes. Hors de l'école, on peut citer Hugues de S. Victor (lib. 2 de sacram. part. 6, c. 13) Alexandre de Ales, S. Bonaventure (in 4 dist. 6). Scot, Gabriel, Ricardus, Adrianus. Parmi les modernes, Bellarmin, Vasquez, Suarez, Ochagavia, François de Lugo, Bonacina, Granados, Henriquez, Trullench, Aversa, Hurtado, Bernal, Diana, Léandre, et une foule d'autres qu'il est inutile de citer. Bellarmin et d'autres estiment que la conclusion est immédiatement de foi, et que la doctrine opposée est par conséquent hérétique. Suarez, Cabrera, Ledesma, Serra, Prado et d'autres pensent qu'elle n'est de foi que *mediate;* d'où il suit que le sentiment opposé serait simplement erroné. Abstenons-nous de toute qualification arbitraire.

D'autre part, on sait que le célèbre Ambroise Catarinus soutint l'opinion contraire dans un opuscule qu'il soumit au jugement du Pape, et au concile de Trente auquel il assista. Il ne faut pas croire que Catarinus ait été le seul et unique partisan de l'opinion dont il s'agit; car elle fut soutenue par Salmeron (tom. 13, epist. S. Pauli); par Jérôme Colombus *(de hierarchia angelica et humana*, lib. 4, cap. 20); Scribonius (disp. 1 *de sacram. in genere*); Pasqualigo (tom. 2 *moralis disciplinae*, disp. 72). Contenson pense que lorsque la matière et la forme sont appliquées extérieurement avec une intention sérieuse, la validité du sacrement ne peut jamais être ébranlée par l'intention du ministre, quelque coupable qu'on la suppose. Contenson prétend que tel est le sentiment de la Sorbonne, et il l'attribue aussi au Maître des sentences et à S. Thomas. Il cite aussi Angelus de Clavasio, Estius, Samborius, Sylvester, Paludanus, Jovellus, Viguer; mais bien à tort. Le Maître des sentences dit que le sacrement conféré extérieurement d'une manière sérieuse est réputé valide au for extérieur, et pour la tranquillité des consciences quant à l'obligation de recevoir les sacremens; mais il ne dit pas que le sacrement soit valide réellement et devant Dieu lorsque le ministre n'a pas l'intention intérieure de le conférer. Tel est aussi le sentiment d'Estius et de Sylvestre. Javellus s'abstient de décider; Paludanus finit par embrasser le sentiment commun. Les autres sont des modernes, et ne jouissent pas d'une assez grande autorité pour prévaloir contre la doctrine commune.

Il importe de montrer que S. Thomas est bien éloigné de ce sentiment, quoique Vasquez ait fait tout ce qu'il a pu pour le faire croire. Dans l'art. 8, il observe que l'ablution extérieure est une chose indifférente et doit être déterminée à l'effet sacramentel par l'intention, et cette intention est exprimée par les paroles que profère le ministre en disant: *Je te baptise au nom du Père etc.* Ainsi, d'après le saint docteur, il faut de la part du ministre une intention par laquelle il ait en vue l'ablution extérieure, non seulement comme devant être faite sérieusement, mais encore en tant qu'elle est un effet sacramentel; les paroles expriment cette intention intérieure et la supposent, car sans cela elles seraient fausses. Mais quelle doit être cette intention pour former le sacrement? S. Thomas l'enseigne clairement: « Instrumentum animatum (sicut est minister) non solum movetur, sed etiam » quodammodo movet seipsum, in quantum sua voluntate mo» vet membra ad operandum. Et ideo requiritur ejus intentio, » qua se subjiciat principali agenti: ut scilicet intendat facere, » quod facit Christus, et ecclesia. » Il ne parle pas moins clairement art. 10 de la même question: « Intentio ministri potest » perverti dupliciter. Uno modo respectu ipsius sacramenti: » puta cum aliquis non intendit sacramentum conferre, sed » derisorie aliquid agere. Et talis perversitas tollit veritatem » sacramenti praecipue quando suam intentionem exterius ma» nifestat. » Les autres passages de S. Thomas que l'on objecte prouvent simplement que l'on doit se tranquilliser lorsque le ministre a proféré sérieusement les paroles de la forme, sans s'inquiéter de l'intention.

Voyons les preuves du sentiment commun. Les décrets des Souverains Pontifes et des Conciles définissent qu'en dehors de la nature et de la forme il faut l'intention de la part du ministre pour la validité du sacrement. Il ne suffit donc pas qu'il ait l'intention extérieure et sérieuse d'appliquer la matière et la forme; mais il faut l'intention mentale, par laquelle il veut faire cette application comme un rit sacré, tout au moins *in confuso*, selon l'intention de l'Eglise. Lorsque les Papes et les Conciles enseignent que la validité du sacrement exige la matière et la forme, ils y comprennent la volonté intérieure de faire l'acte extérieur. Donc, en disant qu'outre la matière et la forme l'intention du ministre est nécessaire ils ne font que se répéter s'il exigent une chose déjà renfermée dans l'application sérieuse de la matière et de la forme; et comme cette hypothèse est absurde et en opposition avec la gravité de ces décisions, il faut reconnaître que l'intention de faire sérieusement l'acte extérieur ne suffit pas pour la validité des sacrements; et si une autre intention est nécessaire, elle doit concerner tout au moins l'acte connu comme sacré, *in confuso*, et selon l'intention de l'Eglise.

Les Papes et les Conciles définissent que l'intention est nécessaire de la part du ministre, et ils précisent le terme et l'objet de cette intention, qui est tout au moins de faire ce que fait l'Eglise. Ce que fait l'Eglise, ce n'est pas une simple cérémonie extérieure et que des païens peuvent faire en dehors de l'Eglise, mais c'est le sacrement lui-même, c'est-à-dire un rite institué par Jésus-Christ pour signifier la grâce et la produire. Ainsi, pour la validité du sacrement il ne suffit pas que le ministre entende simplement appliquer la matière et la forme; il faut, en outre, qu'il ait l'intention de faire un rite sacré, au moins *in confuso*, et sous la condition implicite de faire ce que fait l'Eglise.

Contenson oppose à cet argument que les décrets ne définissent pas que le ministre doit avoir l'intention de faire ce que l'Eglise entend faire, mais ils exigent simplement qu'il doit avoir l'intention de faire ce qu'elle fait: ce qui est bien différent; quoique l'Eglise ait en vue l'idée formelle du sacrement, ce qu'elle fait n'est autre que l'acte extérieur par lequel on applique sérieusement la matière et la forme dont se compose le sacrement. Le ministre remplit donc son devoir et confère réellement le sacrement par l'intention d'employer sérieusement la matière et la forme, quoiqu'il n'ait aucune autre intention mentale de produire le sacrement et qu'il ait même l'intention contraire L'Eglise entend non seulement conférer le sacrement, mais encore son effet, le caractère et la grâce; et pourtant, afin que le ministre produise un vrai sacrement, il n'est pas nécessaire qu'il ait l'intention de communiquer l'effet: donc pareillement de ce que l'Eglise entend conférer un vrai sacrement, et de ce que le ministre doit avoir l'intention de faire ce que fait l'Eglise, il ne s'ensuit pas, dit Contenson, qu'il doive considérer l'acte extérieur sous l'aspect de sacrement pour faire un sacrement véritable.

Les sophismes de Contenson laissent dans toute sa force l'inconvénient signalé plus haut, que c'est bien inutilement que les Papes et les Conciles exigent l'intention de la part du ministre, outre la matière et la forme, s'il ne faut pas d'autre intention que celle de faire le rite extérieur, comme il a été dit plus haut. Abordons directement la difficulté. Il est certain que l'Eglise non seulement fait le rite extérieur en appliquant la matière et la forme matérielle, mais elle confère aussi un vrai sacrement d'après sa nature essentielle. Le sacrement n'est pas produit seulement par Dieu, car Dieu le confère par ses ministres opérant comme des agents subordonnés au principal agent. Si le ministre doit avoir l'intention de faire ce que fait l'Eglise (admettons qu'il ne doive pas avoir

l'intention de faire ce qu'entend l'Eglise), il faut qu'il ait en vue explicitement ou implicitement et *in confuso* de faire un sacrement, il ne suffit pas qu'il s'arrête au rite extérieur, il doit s'élever à une pensée supérieure, qui est celle de produire un vrai sacrement. En ce qui concerne l'effet du sacrement, l'intention implicite suffit; car puisque le ministre a non seulement en vue le rite extérieur, mais la chose sacrée que fait l'Eglise, il se propose nécessairement et implicitement l'effet du sacrement. L'effet est renfermé dans sa cause, quand bien même par une autre intention diverse et inefficace on ne voudrait pas cet effet. Le médecin qui veut absolument donner au malade un excellent remède et le donne, veut par le fait sa guérison, quoique par une autre intention inefficace il ne voudrait pas qu'il se guérît. Les théologiens ne contestent pas la nécessité de l'intention par rapport à l'effet, mais ils nient, contrairement à ce que pensait Alexandre de Alès, la nécessité de l'intention *explicite*. Il y a une grande différence entre celui qui ne veut faire que la chose extérieure, et celui qui entend la faire comme un rite sacré, comme elle se fait dans l'Eglise, quoiqu'il n'aille pas plus loin, et n'ait pas explicitement en vue l'effet du sacrement; le premier n'a aucune intention explicite ou implicite de faire le sacrement; le second se propose implicitement l'effet du sacrement, quoiqu'il ne le veuille pas d'une manière explicite. La raison de la différence est que l'acte extérieur, en soi, quoique fait d'une manière sérieuse, n'est pas la cause du sacrement, c'en est purement la matière, et il ne le contient pas virtuellement; d'où il suit que l'intention relative à l'acte extérieur seul ne s'étend aucunement au sacrement, ni explicitement ni implicitement comme cause. D'autre part, le sacrement renferme virtuellement son effet, qui est la grâce et la sanctification de l'homme; le ministre qui veut absolument faire le sacrement, veut au moins implicitement l'effet du sacrement, quoiqu'il n'ait pas l'intention explicite de produire cet effet, parce qu'il ne le connaît pas ou parce qu'il est dans l'erreur à ce sujet.

Jésus-Christ n'a pas établi les ministres des sacremens comme de simples exécuteurs de l'acte extérieur, mais il leur a donné véritablement le pouvoir de dispenser les mystères du royaume de Dieu, de conférer les sacrements, et d'en communiquer les effets. Afin que l'homme produise les sacremens comme ministre de Jésus-Christ, il doit avoir l'intention de faire la chose extérieure, et élever aussi sa pensée jusqu'au sacrement, au moins d'une manière implicite en voulant faire ce que fait l'Eglise. L'homme devant opérer comme ministre de Jésus-Christ, dont il est l'instrument, la validité du sacrement exige, non seulement l'intention de faire la chose extérieure matériellement considérée, mais aussi celle de la faire comme une chose sacrée, au moins d'une manière confuse, en rapportant son intention à ce qui se fait dans l'Eglise. Dans le sacrement de pénitence, par exemple, n'est-il pas évident qu'il ne suffit pas de diriger seulement l'intention à la prononciation sérieuse des paroles: *Ego te absolvo;* le prêtre exerce un acte judiciaire, il prononce une sentence en qualité de juge; il faut donc qu'il ait intention d'absoudre; autrement il ne confère pas le sacrement, dont l'administration consiste précisément dans l'intention d'absoudre, au moins *in confuso*, et comme cela se fait dans l'Eglise. De même pour les autres sacrements.

Contenson et Scribonius objectent que si le juge profère la sentence d'absolution, l'accusé est réellement absous, quoique le juge n'ait pas l'intention mentale d'absoudre, et qu'il ait même l'intention opposée. Pourquoi n'en serait-il pas de même du prêtre qui donne l'absolution? Le pénitent n'est-il pas véritablement absous, quoique le prêtre n'ait pas l'intention de conférer le sacrement, et qu'il ait même l'intention contraire, pourvu qu'il ne la manifeste pas et qu'il agisse sérieusement? Ne peut-on pas raisonner de même pour le baptême et le mariage? Quoique les contractants n'aient pas l'intention de s'obliger, s'ils font pourtant d'une manière sérieuse le rit extérieur, ne produisent-ils pas vraiment le sacrement de mariage et ne sont-ils pas obligés à en remplir les devoirs? – Ainsi raisonnaient les Sorbonistes au siècle dernier, sans prévoir que quelques-uns de leurs héritiers autoriseraient la dissolution du mariage de Bonaparte Ier et de Joséphine par défaut de consentement intérieur.

Disons que ces objections sont en opposition formelle avec la doctrine unanime des théologiens et des jurisconsultes. En effet, ils enseignent que nul acte légitime n'est valide au for de la conscience s'il est fait sans le consentement intérieur; quoique dans le for extérieur, par ignorance de ce vice latent, on le juge valide, et qu'on en exige le maintien. Ainsi le défaut de consentement, dans la profession religieuse ou le mariage fait déclarer *passim* la nullité de ces actes. C'est donc une grande témérité de soutenir contre le sentiment commun que ces actes sont valides dès que la formalité extérieure est faite sérieusement, quoique sans aucun propos intérieur, et même avec le propos contraire. Examinons la nature de l'absolution sacramentelle. Le concile de Trente enseigne que l'absolution est un acte judiciaire au for de la conscience; de l'aveu des adversaires, cet acte doit être rempli par un prêtre agissant sérieusement et avec la disposition de vraiment absoudre; mais s'il n'a pas l'intention d'absoudre, il a l'intention de ne pas confectionner le sacrement de pénitence dont la vertu consiste à effacer les péchés. Ainsi la validité du sacrement ne requiert pas seulement que le prêtre absolve sérieusement au for extérieur, s'il n'a pas l'intention d'absoudre, ou qu'il ait une intention contraire. On lit dans le Concile de Trente, sess. 14, c. 6: « Non debet poenitens adeo sibi de sua » ipsius fide blandiri, ut etiam si nulla illi adsit contritio, » aut sacerdoti animus serio agendi, et vere absolvendi desit; » putet tamen se propter suam solam fidem vere, et coram Deo » esse absolutum. » Le concile exige aussi clairement l'intention de réellement absoudre que celle d'agir sérieusement.

La plupart des arguments de Catharinus et de ses partisans peuvent être invoqués en faveur de Luther, qui voulait que le sacrement pût être administré sans aucune intention sérieuse. Si les sacrements sont des remèdes spirituels, dont l'effet ne dépend nullement de l'intention du médecin, il s'ensuit que les sacrements administrés par dérision produisent toujours leur effet. Comment ne pas voir la grande disparité qui existe entre des remèdes naturels et les sacrements? Les remèdes sont des causes naturelles qui portent en eux-mêmes la vertu de guérir, au lieu que la matière naturelle et les paroles n'ont pas la vertu du sacrement et des parties sacramentelles, et ont besoin de l'intention du ministre qui les élève à la sphère sacramentelle selon l'intention de J.-C.

156. Lorsque le ministre n'a pas l'intention qu'il faut pour la validité du sacrement, Dieu supplée-t-il ce défaut, en conférant, sans le sacrement, l'effet de ce sacrement; de sorte que, par exemple, si le ministre qui baptise, par malice, ou par négligence n'a pas l'intention requise, Dieu dans sa miséricorde confère-t-il à l'enfant la grâce sanctifiante sans un vrai baptême? Si le prêtre qui donne l'absolution n'a pas l'intention qu'il faut pour la validité du sacrement de pénitence, le pénitent qui est animé de bonnes dispositions, obtient-il par la miséricorde divine la grâce de la rémission du péché?

Tous les théologiens semblent admettre que le caractère et la grâce sacramentelle ne sont pas produits lorsque le ministre fait défaut à l'intention requise. Mais pour l'autre effet du sacrement, qui est la grâce commune et sanctifiante, plusieurs théologiens anciens et modernes penchent à croire que Dieu supplée miséricordieusement la grâce. C'est ce qu'enseignent S. Bonaventure (in 4. dist. 6 in 2 part. art. 3). Durandus, Ga-

briel, Alexandre de Alès, Sylvestre, Zanardus, Grégoire de Valentia, la Somme des confesseurs, Angelus, Paludanus, Viguerius, Vivaldus, Molfesius et autres. La raison fondamentale de cette opinion est que l'on doit présumer que la miséricorde divine ne permet pas la damnation éternelle d'un enfant à cause de la méchanceté et du défaut d'intention de celui qui administre le baptême, et qu'elle supplée en conférant à l'enfant la grâce commune qui justifie. La même présomption semble subsister pour l'adulte qui s'approche du sacrement de pénitence avec de bonnes dispositions, et qui, par la malice du ministre qui n'a pas l'intention d'absoudre, n'obtient pas l'absolution sacramentelle.

Néanmoins les théologiens enseignent communément que lorsque le sacrement est nul par défaut d'intention de la part du ministre, Dieu ne supplée pas ce défaut en conférant la grâce. Ainsi pensent de graves théologiens Soto, Cajetan, Capreolus, Henriquez, Sylvius, Naldus, Homobonus, Heredias, Diana, Cabrera, Suarez, Vasquez, Bonacina, Sayrus, Vega, Estius, Tabiena, Armilla, Leander, Gonet, Aversa, Dicastillo, et les autres communément. S. Thomas se range clairement à ce sentiment, Quodl. 6, art. 4, où il dit. « Manifestum est, quod » in pueris nondum habentibus usum rationis non potest esse » motus fidei, et dilectionis, aut propositum suscipiendi bap- » tisma. Et ideo non possunt salvari, nisi per baptismum » aquae, vel per baptismum sanguinis; si propter Christum » occidantur. » Or aucune de ces deux choses n'a lieu lorsque le baptême conféré à l'enfant est nul par défaut d'intention du côté du ministre; Dieu ne supplée donc pas le défaut de baptême en communiquant la grâce; autrement l'enfant pourrait être sauvé sans le baptême ou le martyre; ce qui est contraire à la doctrine commune des théologiens. Le fondement très solide est dans la règle générale d'après laquelle on ne peut entrer dans le royaume de Dieu, sans la renaissance spirituelle, en réalité ou en désir; or, les enfans étant incapables de recevoir le baptême de désir ne peuvent recevoir la grâce que par le sacrement validement conféré. Tous les Pères enseignent que nul ne peut être sauvé sans baptême. S. Augustin, epist. 28 *ad Hieronymum*: « Quisquis dixerit » quod in Christo vivificabuntur parvuli qui sine sacramenti » ejus participatione de vita exeunt, hic profecto et contra » apostolicam praedicationem venit, et totam condemnat Ec- » clesiam, ubi propterea cum baptizandis parvulis festinatur, » et curritur, quia sine dubio creditur aliter eos in Christo » vivificari non posse. » Dieu ne supplée pas la matière et la forme lorsqu'elles sont défectueuses: pourquoi veut-on qu'il supplée l'intention lorsqu'elle n'est pas ce qu'elle doit être? S. Thomas (art. 8. ad 3.) rapporte le sentiment contraire, mais il faut bien entendre ce qu'il dit. Il parle des deux effets du baptême, de la grâce et du caractère; il ne soutient pas l'opinion quant au caractère, mais seulement quant à la grâce, et non généralement, mais seulement en ce qui concerne les adultes; pour les enfants, il n'approuve pas positivement. Les raisons que l'on donne ne sont pas concluantes. La miséricorde de Dieu n'empêche pas que plusieurs enfants ne puissent pas recevoir le baptême et ne jouissent pas du paradis; de même il en est qui reçoivent un baptême nul et encourent la même damnation. La miséricorde divine a institué des remèdes en commun pour tous les hommes sans être tenue d'empêcher le cours des causes naturelles qui s'opposent quelquefois à l'application de la grâce.

157. L'intention du ministre qui est nécessaire pour la validité du sacrement, est-elle altérée par l'erreur touchant la personne, à laquelle le sacrement est conféré, comme lorsque l'on croit baptiser un garçon au lieu d'une fille?– Il est certain que si le ministre avait l'intention déterminée au sujet au point d'exclure toute autre personne, s'il disait, par exemple: Je veux baptiser cet homme ici présent, fils de Pierre, et je ne veux pas en baptiser un autre; en ce cas l'erreur de personne empêcherait le sacrement. *Quid* si l'erreur a lieu sans cette intention expresse? Hostiensis, Angelus, Rosella et autres pensent que le baptême est nul, parce que l'erreur produit l'involontaire, et exclut l'intention par rapport à la personne, comme dans le mariage. Toutefois le sentiment commun admet que l'erreur du ministre sur la personne n'empêche pas, *per se loquendo*, la validité du sacrement. Ainsi pensent Soto, Victoria, Suarez, Vasquez, Gonet, Tabiena, Tolet et communément les autres. La raison en est que, quoique le ministre se trompe matériellement et spéculativement sur la personne qui reçoit le sacrement, néanmoins il n'erre pas, pratiquement et formellement, parce qu'il dirige son intention actuelle et l'applique sur la personne présente devant ses yeux, et il a absolument l'intention de baptiser la personne présente. Isaac se trompa sur la personne de Jacob, qu'il prit pour Esaü; la bénédiction fut pourtant valide parce qu'il voulut la donner absolument. Il n'y a pas de parité à établir entre le baptême et le mariage, qui est un contrat, où l'erreur de personne est essentielle.

158. L'intention habituelle suffit-elle pour la validité des sacrements? Commençons par définir exactement les termes, car les auteurs ne s'expriment pas toujours avec toute la précision souhaitable. L'intention actuelle est celle par laquelle on veut actuellement, comme l'indique le terme. Elle se divise en intention formelle et en intention virtuelle. L'intention actuelle formelle est celle qui existe formellement, comme, par exemple, lorsqu'on produit et que l'on continue cet acte: *Je veux*. L'intention actuelle virtuelle peut exister de deux manières: D'abord, lorsque l'intention actuelle formelle n'est pas interrompue par un acte contraire, dirige les actes subséquents, et subsiste en eux comme dans son effet; ainsi, l'intention de la fin demeure actuellement virtuellement dans l'emploi des moyens. Le prêtre qui a chez lui l'intention de dire la messe, sort, entre à l'eglise, s'habille, et profère les paroles de la consécration, conserve virtuellement la première intention quoiqu'il n'y pense plus. L'intention virtuelle subsiste aussi lorsque, quoique passée elle est pourtant répétée d'une manière confuse, et en commun, et qu'elle fait produire quelques actes. L'intention habituelle est celle qui n'existe pas formellement et virtuellement, mais qui a existé quelquefois, sans subsister présentement, sans être répétée en commun et d'une manière confuse. A l'époque de S. Thomas toute intention qui n'était pas actuelle formelle était appelée habituelle. Cela posé, voici la proposition: L'intention habituelle ne suffit pas de la part du ministre pour la validité des sacrements; mais toute intention actuelle suffit, actuelle formelle, ou virtuelle, ou par la permanence dans l'effet, ou par le renouvellement en commun ou d'une manière confuse. – La première partie de la proposition est commune parmi les théologiens. L'intention actuelle n'est pas nécessaire, parce qu'il est impossible que le ministre du sacrement l'ait constamment; c'est au-dessus des forces humaines; dans tous les actes humains l'intention virtuelle suffit.

159. Nous placerons ici quelques décisions du Saint-Siége propres à montrer que l'intention du ministre ne voulant pas conférer les sacrements en certaines circonstances, en empêche la validité. La première décision regarde la confirmation, et la seconde concerne le sacrement d'Ordre.

160. L'évêque de Fiesole, administrant la confirmation dans une paroisse rurale, a fait déclarer à plusieurs reprises qu'il n'a pas l'intention de confirmer les personnes qui sont du diocèse de Florence. Malgré cela, quelques-unes qui n'ont pas eu connaissance de cette protestation, se sont présentées au milieu des autres. On demande si elles ont été confirmées?

L'agent de l'évêque soutient qu'elles ne l'ont pas été, et

que le prélat n'a commis en cela aucune faute. Voici son mémoire :

» *Fesulana Confirmationis.* – Praesupposita veritate infallibili, quod ad validam sacramentorum collationem requiratur intentio ministrantis, ut post Concilium Florentinum definitum legitur in Tridentino sess. 7 de Sacram. in genere can. 11, proposito dubio: An dioecesani Florentini fuerint confirmati? Negative respondendum videtur prout humillime supplicamus.

» Quod enim Rmus episcopus Fesulanus non habuerit intentionem illos confirmandi multipliciter constat.

» 1. Ex antecedenti, et per unum ex suis sacerdotibus saepius repetita protestatione, quod non intendebat confirmare dioecesanos Florentinos, qui licentiam in scriptis ordinarii sui non exhibuissent.

» 2. Ex negativa responsione ab eodem episcopo data parocho interroganti an habuisset intentionem confirmandi dioecesanos Florentinos, quos erronee obsignaverat.

» 3. Ex ipso facto remotionis vittae, et abstersionis frontis eorumdem dioecesanorum Florentinorum tamquam ex defectu intentionis episcopi non confirmatorum.

» Ex responso dato huic Sacrae Congregationi, qualiter neque ante, neque in actu unctionis habuerit intentionem illos confirmandi.

» Ex quibus patet responsio ad ea, quae subtiliter, et in abstracto dici possunt, quod scilicet episcopus ministrans post emissam protestationem non intentionis possit in actu obsignandi elicere actum intentionis conferendi sacramentum, quodque haec posterior intentio praesumatur dum ex duabus intentionibus contrariis praevalere debet illa, quae est magis appretiativa, qualis in concursu intentionis non confirmandi alienum subditum reputatur intentio valide conferendi sacramentum.

» Omisso enim quod mutatio intentionis non praesumitur, Rota decis. 194 n. 15 coram Merlino; quodque in casu nostro intentio magis appretiativa sine dubio fuit illa non confirmandi dioecesanos Florentinos absque licentia eorum ordinarii ad evitandam non solum culpam lethalem, sed etiam offensionem Emo archiepiscopo, cui praesertim a Rmo episcopo Fesulano summum obsequium debetur ad tradita per clar. mem. card. Pallavicinum de sacram. lib. 6 *de Sacram. in genere*, cap. 9 P. Esparza simili tractatu quaest. 17.

» Difficultas omnis cessat ex iteratis declarationibus factis a Rmo episcopo, quibus stantibus non est ulterius quaerendum quae, et qualis fuerit ejus intentio, ut praecise tradunt Suarez de sacram. q. 64 art. 10 disp. 13 sect. 3. §. Sed quaeres circa medium. Dicastill. eodem tract. p. disp. 3. n. 187. Anton. a Spirit. Sanct. in direct. confess. tract. 1 disp. 3 sect. 5 n. 62 in fine.

» Non enim agitur in praesenti, vel de casu in abstracto vel de interpretanda mente, et intentione hominis mortui, quo casu necessario recurrendum est ad conjecturas, et praesumptiones, sed de casu in concreto in quo episcopus, qui actum gessit apertissime declaravit se neque ante, neque in actu habuisse, aut in ejus mentem venisse intentionem ullam confirmandi dioecesanos Florentinos licentiam ordinarii sui non exhibentes, cui declarationi non intentionis omnino standum est rejectis praesumptionibus, et conjecturis, quae alias pro inducenda intentione adduci possent. Rot. d. d. 194 n. 15 et 28 cor. Merlin.

» Si quis autem ex EE. PP. ultra terminos dubii propositi in quo stricte quaeritur, an dioecesani Florentini fuerint confirmati, fortasse dubitaret, an Rmus episcopus rite et recte se gesserit, supplicamus super hoc particulariter audiri. Etenim ostendemus eumdem D. episcopum voluisse se conformare monito Divi Caroli in concilio provinciali Mediolanensi impressi penes Acta illius Ecclesiae part. 1 lib. 2 tit. 2 *de his quae pertinent ad Sacram. Confirm.* n. 17, f. 96 ibi: « Caveat » porro ne cum hujus ministrationis munus obit, alienae dioe- » cesis hominibus de jure non exemptis, qui in sua dioecesi » domicilium non habent sine episcopi concensu aut assensu » scripto. Quo igitur tempore ministrat, populum ea ipsa de re » per parochos praemoneri jubeat. »

» Et instructioni impressae per Pacem Jordanum episcopum Tragurien. elucubr. Eccles. tom. 1 lib. 3 tit. 2 de Sacr. Confirm. n. 82 versic. 5 non si appresenti etc.

» Ne committeret peccatum mortale confirmando dioecesanos Florentinos absque licentia Emi archiepiscopi.

» Si enim ubicumque concurrit sola et simplex praesumptio confirmationem futuram esse gratam proprio episcopo confirmandorum, alter episcopus debet se ab illorum confirmatione abstinere, ut monuit idem episcopus Tragurien. loco mox citato n. 49 ubi post relatas opiniones, an episcopus hoc casu peccat mortaliter, addit: « In facti tamen contingentia nunquam volui obsignare alienum subditum absque licentia, quia in conflictu opinionum satius est tutiorem partem amplecti et abstinendo a labore evadere animae scrupulos et scopulos.

» Et magis abstinere debuit Rmus Fesulanus, qui non solum poterat dubitare, quinimo certo sciebat Emo archiepiscopo non fore gratum quod ipse dioecesanos Florentinos confirmaret, ut cum opus fuerit ostendemus, quo casu nemo controvertit episcopum confirmantem si non suspensionem a pontificialibus, saltem peccatum mortale incurrere.

» Quare etc. – *Scipio Zanellus Agens.* »

Nous avons retrouvé le *votum* du cardinal Casanate sur l'affaire en question. Le savant cardinal reconnaît que les diocésains de Florence n'ont pas été confirmés par défaut d'intention du côté du prélat; mais il ajoute qu'on peut difficilement l'excuser de péché mortel, pour avoir exposé le sacrement au péril de nullité, tandis qu'il n'y avait aucun motif d'exclure les étrangers, car la permission tacite, ou présumée de l'Ordinaire suffit. Voici ce *votum:*

« Negative: quia episcopus Fesulanus explicite propalavit animum suum quod nolebat confirmare Florentinos Ordinarii licentiam non exhibentes, immo post ministratum Sac. Confirmationis Sacramentum interrogatus respondit non habuisse intentionem, eaque negata per conditionem negativam sacramentum Chrismatis quoad Florentinos non fuit confectum, ut ad terminos Sacri Concilii Tridentini sess. 7 de Sacrament. in genere can. 11. notat Bonaccina oper. moral. (tom. 1 disp. 1 q. 3 punct. 2 §. 3 num. 18 pag. 19.) Hurtado, de Sacram. (disp. 4 diff. 6 §. *Sed quamvis* et diff. 7 §. 1 pag. 36).

» Quatenus vero episcopus exposuit sacramentum periculo nullitatis, ut evenit, non esset excusandus a peccato mortali, ut notant allegati auctores, cum nulla esset causa excludendi Florentinos, sufficiente licentia tacita seu praesumpta Ordinarii Florentini ex solito, ut advertit Barbos. in collect. ad Concil. sess. 7 de confirm. n. 5 ».

La S. Congrégation du Concile décida que dans l'espèce les fidèles appartenant au diocèse de Florence n'avaient pas reçu le sacrement de confirmation. Le *folium* expose longuement le fait et avec plus de précision qu'on ne l'a vu dans les documents qui précèdent. Voici la décision textuelle:

« Fesulana confirmationis – Episcopus Fesulanus in ec- » clesia rurali suae dioecesis Confirmationis sacramentum ad- » ministraturus praemisit protestationem ab uno ex ejus pres- » byteris alta voce saepius repetitam, qualiter nolebat, neque » intendebat confirmare dioecesanos Florentinos, qui legitimam » eorum praesulis licentiam non exhibuissent. Hanc protestatio- » nem ignorantes nonnulli ex dicta dioecesi Florentina, fece- » runt se sacro Chrismate inungi ab episcopo qui tunc illos, » quales erant, non novit. At unctione secuta, parochus quidam » dioecesis Florentinae, qui cum illis tanquam parochianis suis » venerat ad ecclesiam in qua confirmatio ministrabatur, ha-

» bita notitia praefatae protestationis emissae ab episcopo, » comparuit coram isto, interrogans eum, an intentionem habuisset confirmandi dioecesanos illos Florentinos quos unctos » fuisse indicavit. Ad haec respondit episcopus intentionem « non habuisse et proinde mandavit, ut remotis vittis lineis » dictorum dioecesanorum Florentinorum uti non confirmatorum frontes abstergerentur, prout secutum fuit, et ab hac » Sacra Congregatione informare jussus, retulit sibi in actu » illos ungendi in mentem non venisse intentionem actualem » eos confirmandi, ex quo certo credidit, neminem ex dioecesanis Florentinis post emissam ab eo non intentionis suae » protestationem fore accessurum. Unde quaeritur:

» An praefati dioecesani Florentini fuerint confirmati?

» Sacra etc. *Negative*. Die 8 augusti 1682. »

161. Un évêque de l'Amérique du Sud publia un édit avant l'ordination, protestant que nul descendant des Indiens jusqu'à la quatrième génération ne devrait se présenter parce que le prélat n'aurait pas l'intention de leur conférer les ordres. Cette protestation fut renouvelée plus expressément au moment de l'ordination, car le prélat déclara qu'il n'aurait aucune intention actuelle ou virtuelle à l'égard de tous ceux qui n'étaient pas espagnols purs. Malgré cela, plusieurs descendants d'Indiens ou de mulâtres reçurent les ordres et les exercèrent. Le Saint-Siége fut consulté sur la validité de ces ordinations.

Quoique le cardinal Casanate reconnût la nullité des ordinations, il exprima nettement l'avis que ces intentions négative étaient gravement illicites. Voici son *votum:*

» Ad 1. et 2. *Negative*. Quia explicita intentio episcopi de non conferendis ordinibus restitit validae collationi, ut ex Sacro Concilio Tridentino sess. 7, *de sacramentis in genere*, can. 11 nota Bonacina (oper. moral. tom. 1 disp. p. q. 3 punct. 2 §. 3). Hurtad. de Sacram. (disput. 4 difficult. 6 §. *Sed quamvis;* rursus difficult. 7. §. 1 pag. 36.) P. Diana (in coordinatis tom. 2 tract. 5 resol. 106 §. 1 alias p. 5 tract. 13 Miscell. p. resol. 66 et fuit resp. in *Fesulana* confirmat. sub die 8 mensis augusti 1682.

» Ad 3. Acriter corrigendum episcopum ut abstineat ab hujusmodi negativis intentionibus de jure illicitis, sed tamen caute inquirat de personis, et insuper monendos invalide promotos, ut curent se iterum ordinari sub conditione, quatenus non sint valide ordinati, ut advertunt iidem auctores specialius Diana ibidem sub §. 1. »

La S. Congrégation du Concile jugea que l'ordination avait été nulle, et qu'il fallait avertir tous les évêques d'Amérique qu'ils devraient s'abstenir désormais de ces intentions négatives et qu'ils n'avaient pas le droit d'écarter des saints ordres les Indiens et les Nègres, ni aucun de leurs descendants du côté paternel ou maternel, supposé qu'ils eussent les qualités exigées par les canons. Le nonce de Madrid fut chargé de faire cette signification à tous les évêques des possessions espagnoles d'Amérique. Voici la décision de la S. Congrégation:

Carchien Ordinationis. – In supplici libello a SSmo D. N. » remisso exponitur fratrem Antonium Gonzalez de Acuna » episcopum civitatis Carchien. in Indiis Occidentalibus sub » dominio regis catholici sacram ordinationem habiturum edicto » cavisse, ne quis trahens originem ab Indis, seu, ut vocant, a Mulatis intra quartum gradum auderet accedere ad » sacros ordines suscipiendos, quia ipsius mens et intentio » erat hujusmodi personis sacramentum ordinis non conferre; » quam protestationem denuo atque expressius ore proprio » emisit in actu ordinationis jurejurando affirmans se neque » actualem neque virtualem intentionem habere, aut habiturum fore ordinandi dictas personas, sed habere intentionem » dumtaxat ordinandi sanguine puros; quod et postea confirmavit, dum interrogatus a guardiano conventus S. Francisci, » an quidam comprehensus intra gradus ab eo prohibitos esset valide ordinatus, absque ulla haesitatione respondit negative ex defectu intentionis. Plura hinc scandala et inconvenientia exorta sunt; multi enim originem trahentes ab » Indis seu, ut vocant, a Mulatis, (cum inibi pauci sint sanguine puri) ordines susceperunt, et subinde missas celebrarunt, confessiones audierunt, aliaque susceptis ordinibus » congruentia munera exercuerunt, et e contra non desint » in populo, qui sic uti male promotos digito ostendunt.

» Supplicatur propterea decerni:

» 1. An hujusmodi personarum ordinatio fuerit valida?

» 2. An actus ab illis vigore susceptorum ordinum exerciti fuerint validi? Et quatenus negative.

» 3. Quonam remedio hisce malis consuli debeat?

» Sacra Congregatio rescripsit: Ad 1 et 2. *Negative*. Ad 3. » *Ad mentem*. Die 13 februarii 1683. »

L'affaire ne finit pas de si tôt. En recevant la décision de la S. Congrégation, le nouvel évêque voulut ordonner de nouveau tout le monde, même les Espagnols purs, qu'il contraignit de se faire ordonner sous condition. De là de nouvelles perplexités qui exigèrent de recourir au Saint-Siége, comme on le voit dans la pièce suivante:

Carchien. ordinationis. – In supplici libello per SSmum » remisso alias expositum fuit fr. Antonium Gonzalez tunc » episcopum Carchien. sacram Ordinationem habiturum edicto » cavisse, ne quis trahens originem ab Indis, seu, ut vocant » a Mulatis intra quartum gradum auderet accedere ad sacros » ordines suscipiendos, quoniam ipsius mens, et intentio erat » hujusmodi personis sacramentum ordinis non conferre; quam » protestationem denuo, ac expressius ore proprio emisit in » actu ordinationis, jurejurando affirmans, se neque actualem, » neque virtualem intentionem habere aut habiturum fore ordinandi dictas personas, sed habere intentionem dumtaxat » ordinandi sanguine puros, quod et postea confirmavit dum » interrogatus a Guardiano S. Francisci: An quidam comprehensus intra gradus ab eo prohibitos, esset valide ordinatus? Absque ulla haesitatione respondit negative ex defectu intentionis. Plura hinc scandala et inconvenientia » exorta sunt, multi enim originem trahentes ab Indis, seu » ut vocant Mulatis (cum inibi pauci sint sanguine puri) ordines susceperunt et subinde missas celebrarunt, confessiones » audierunt, aliaque susceptis ordinibus congruentia munera » exercuerunt, et e contra non desunt in populo, qui sic ordinatos effugiunt, ac uti male promotos digito ostendunt.

» Institum proinde fuit decerni:

» 1. An hujusmodi personarum ordinatio fuerit valida?

» 2. An actus ab illis vigore susceptorum ordinum exerciti fuerint validi? Et quatenus negative.

» 3. Quo remedio hisce malis consuli debeat?

» Et sub die 13 februarii 1683 responsum fuit ad primum » et 2. Negative. Ad 3. Ad mentem, quae est, ut supplicetur SSmo quatenus jubeat omnibus Indiarum episcopis ne » deinceps praesumant in ordinatione habere intentionem conditionalem, eosque animadvertat, nullo jure arcendos esse » ab ordinum aliorumque sacramentorum receptione Indos et » Nigros, omnesque ab eis per paternam vel maternam lineam » descendentes dummodo caetera per sacros canones requisita » in illis concurrant et observentur.

» Facta de praemissis relatione SSmo per secretarium habitaque Sanctitatis Suae approbatione, expeditum fuit Breve » Apostolicum pro observantia responsi editi super primo et » secundo dubio, et quoad tertium datae fuerunt litterae ad » Emum Hispaniarum Nuncium ad hoc, ut Sacrae Congregationis quinimo Sanctitatis Suae mentem aperiret omnibus » ordinariis Indiarum.

» Modo sub nomine Josephi Meler rectoris curati ecclesiae » cathedralis exponitur quod modernus episcopus supradicti fratris Antonii Gonzalez interea mortui successor, habita dicti » brevis notitia per edicta publica seculares et regulares omnes

» ab antecessore ordinatos indistincte suspendit donec aliter » mandaretur, cum explicatione, quod suspensio non indice- » batur ex aliquo personali ordinatorum defectu, vel delicto; » et recepto deinde ipso Brevi exposuit aliud edictum quo » mandavit omnibus utriusque cleri et utriusque sexus per- » sonis, ut infra tres dies manifestarent dubium, seu scrupu- » lum de sua vel de aliorum, quos scirent in brevi apostolico » comprehensos ordinatione. Qualis autem esset ista com- » prehensio, vel quid in Brevi contineretur nequaquam ex- » plicavit, ac tamen elapso termino per tertium edictum absque » alia expressione nisi generali, nisi ex causis et motivis sibi » notis mandavit, ut omnes ab antecessore ordinati compare- » rent, et ordines de novo sub conditione susciperent.

» Cum autem episcopus Gonzalez per spatium decennalis » fere regiminis in episcopatu latissimo innumeros ordinas- » set, proposita fuerunt a piis viris nonnulla media, ne cons- » cientiarum carnificina sequeretur et praesertim ut comprehensi » in prohibitione edicti lati a praefato episcopo Gonzalez dis- » tinguerentur a non comprehensis.

» At episcopus nullo pacto induci potuit ad distinguendum, » voluitque omnes sub conditione iterum ordinare; et quamvis » complures per aliquot hebdomadas restitissent, demum in » novo orbe tam longe dissito, ubi nullum remedium erat, » nullusque ad quem recurreretur, oportuit ei parere, et si- » mulato actu sacramentum offendere.

» Hinc conscientiae illorum, qui bene ordinati fuerant scru- » pulis angustiantur tantaque exinde in tota provincia exorta » tempestas super actibus gestis ab omnibus dum omnes reor- » dinati sunt, et super gerendis ab iis, qui bene ordinati erant, » dum eos censuras incurrisse dubitari potest.

» Nec aliter super honore, existimatione, sacrificiis, con- » fessionibus, aliisque hujuscemodi serenitas sperari potest » in illa regione, nisi ex hujus Sacrae Congregationis oraculo » declaretur :

» 1. An posita declaratione invaliditatis susceptionis ordi- » num quoad eos qui intra quartum gradum laborabant im- » puritate sanguinis et comprehendebantur in edicto episcopi » Gonzalez, ordinatio illorum qui non erant comprehensi, » fuerit valida?

» 2. An modernus episcopus debuerit praecipere, et co- » gere ad ordines de novo suscipiendos eos, qui notorie erant » ex puro sanguine, neque comprehendebantur in intentione » negativa episcopi antecessoris, quique sunt filii legitimi » nati in regnis Castellae non trahunt originem, neque ab » Indis, neque a Mulatis, et super quibus non cecidit scan- » dalum?

» 3. An modernus episcopus in vim dicti decreti Sacrae » Congregationis, antequam deveniret ad iterandam ordina- » tionem, debuerit prius diligenter inquirere de qualitatibus » originariis ordinatorum, cogendo etiam populum sub cen- » suris ad declarandum super comprehensione in edicto an- » tecessoris?

» 4. An stante eadem declaratione Sacrae Congregationis, » debuisset quoad comprehensos in edicto episcopi Gonza- » lez uti forma absoluta, et non conditionata conferendi or- » dines?

» 5. An stante declaratione nullitatis gestorum ab invalide » ordinatis (et quoniam iidem fuerunt ordinati sub conditione, » et non absolute) isti teneantur iterum satisfacere missis ca- » pellaniarum quas obtinebant, seu obtinent, et aliis missis » eleemosynarum manualium?

» 6. An confessiones a dictis invalide ordinatis auditae sint » iterandae ?

» 7. An etiam iteranda, seu convalidanda matrimonia con- » tracta coram eisdem qui curam animarum gerebant?

» 8. An illi, qui ab episcopo Gonzalez rite et valide or- » dinati fuerant incurrerint in censuras ex eo quod a mo- » derno episcopo reordinati fuerint sub conditione, et qua- » tenus incurrerint.

» 9. An committenda sit parochis facultas eos absolvendi?

» Sacra Congregatio censuit: *Non esse respondendum.* Die 21 junii 1687. »

La S. Congrégation n'ayant pas cru devoir s'expliquer, il est d'autant plus intéressant de connaître le sentiment d'un de ses membres les plus distingués. Voici le *votum* du cardinal Casanate sur les *dubia* précités:

« Tota haec causa stat in publicatione per defunctum episcopum facta, super qua decretum Sac. Cong. prodiit sub die 13 februarii 1683, videlicet, *noluisse ordinare impuros sanguine intra quartum gradum.* Quia vero naturaliter non est possibile haberi certam veritatem et infallibilem de puritate, vel impuritate sanguinis intra quartum gradum, etsi alius notorie purus reputetur, alius notorie impurus, nec a defuncto episcopo quidquam distinctius de sua intentione sciri potest super singulis ordinatis; Ideo aptissima est doctrina relata per Dianam tom. 2 tract. 5resol. 105 §. 1 in fine, alias p. 5 tract. 13 resolut. 66 videlicet « *ordines sub conditione reiterari, et omne periculum invaliditatis extingui.* Quibus praemissis.

» Ad 1. Fuisse validam, sed ob dubium licuisse reordinationem conditionalem.

» Ad 2. Non debuisse, at ob dubium prudenter reordinasse sub conditione.

» Ad 3. Non debuisse cogere ad reordinandum sub conditione.

» Ad 4. Negative. Quia per reordinationem absolutam episcopus subjacebat periculo duplicatae ordinationis, quod evitatum fuit ordinatione conditionali ob implicitam negativam.

» Ad 5. Quatenus fuerint in mala fide teneri, quatenus in bona fide non teneri.

» Ad 6 et 7. Negative. Quia supplet Ecclesia, ut apud Dianam tom. 1 tract. 3 resolut. 19 seu p. 2 tract. 16 resol. 45. Barbosa in Concil. Sess. 24 de reform. matrim. cap. 1 infra n. 88.

» Ad 8 et 9. Negative ob dubium validitatis. »

Il paraît néaumoins que la S. Congrégation fut d'avis de faire absoudre par l'organe de la S. Pénitencerie les Espagnols purs qui avaient été ordonnés sous condition. Voici un document qui prouve ce que nous disons:

Carchien communicationis facultatum — Joseph Meler » sacerdos hispanus rector curatus cathedralis ecclesiae Ca- » rachien in Indiis occidentalibus humiliter exponit, quod » alias 13 februarii 1683 Sacra Congregatio Concilii respon- » dendo ad quaedam dubia proposita sub nomine Rmi Gon- » zalez olim episcopi Carchiensis declaravit invalidam ordi- » nationem illorum, qui intra quartum gradum trahebant ori- » ginem ab Indis, seu mulatis, ex quo idem episcopus in » edictis ordinationum denunciaverat ipsum non intendere » ordines conferre taliter infectis, et in ipsa ordinatione de- » claraverat se non habere, nec habiturum neque actualem » neque virtualem intentionem hujusmodi personas ordinandi, » et licet praemissa in facto non subsisterent, et quatenus » vera essent, nihilominus distinguendum erat, et inspicien- » dum quinam essent infecti, et qui non essent ad effectum, » ut declarationis et brevis desuper per Sanctitatem vestram » concessi executio caderet super ipsis, et non super aliis: » nihilominus modernus episcopus praevia generali suspen- » sione omnium et quorumcumque ab antecessore ordinato- » rum mandavit et voluit, ut omnes indistincte de novo ordines » sub conditione reciperent. Ac non obstante resistentia ora- » toris, et aliorum qui sciebant se valide ordinatos, dum super » iis non cadebat intentio negativa episcopi antecessoris, » etiamsi vera fuisset, omnes et quoscumque de novo sub con- « ditione ordinavit. Ex quo tam orator quam alii praedicti » ob sacramenti iterationem absque ullo probabili dubio secu-

» tam, etiamsi a dicto moderno episcopo coacti valde dubi-
» tant censuras et poenas canonicas incurrisse, et nihilominus
» tum propter summam distantiam a S. Sede, tum quia partim
» curati, partim aliis obligationibus obstricti celebrarunt et
» celebrant ac sacramenta administrarunt, aliaque ordinis
» ministeria exercuerunt et exercent, ex quo forsan etiam ir-
» regularitatem contraxerunt. Propterea tam orator, quam Pe-
» trus Lozano sacerdos pariter hispanus, et alii tam regulares
» quam saeculares, qui absque probabili dubio ordinum susce-
» ptionem licet sub conditione iterare coacti fuerunt, humil-
» lime supplicant Sanctitati Vestrae, quatenus dignetur cum
» iis benigne agere, ac propterea quibuslibet parochis et con-
» fessariis sive saecularibus sive regularibus facultatem con-
» cedere absolvendi a quibuslibet censuris et poenis prae-
» missa de causa incursis, nec non super irregularitate subinde
» contracta dispensandi, et gesta quaecumque, quatenus opus
» sit, revalidandi, cum propter distantiam partim centum,
» partim centum quinquaginta leucarum a civitate Carchiensi
» necessaria sit hujusmodi generalis facultatum communicatio,
» tum etiam quia episcopus, qui non obstantibus inconvenien-
» tium motivis ipsi repraesentatis ad ordinum reiterationem
« processit, absolutionem ac dispensationem fortasse denega-
» ret, vel retardaret, et interim oratores gravioribus scrupulis,
» et conscientiae anxietatibus affligerentur cum summo tum
» suarum animarum, tum aliarum eorum respective curae com-
» missarum, vel committendarum praejudicio propter summam
» a Sede Apostolica distantiam pro novo recursu etc.

« Sacra Congregatio rescripsit : *Pro absolutione*, *fiatque per S. Poenitentiariam.* »

CHAPITRE III.

De l'état de grâce.

162. Le ministre pèche-t-il mortellement en administrant les sacrements en état de péché mortel? Distinguons deux espèces de ministres dans les sacrements: les ministres consacrés et administrant solennellement, et ceux qui n'ont qu'une députation commune comme dans le baptême et le mariage. Le prêtre peut administrer d'office avec toutes les cérémonies, ou par nécessité. Ces distinctions posées, nous disons que le ministre administrant solennellement et d'office les sacremens en état de péché mortel, pèche mortellement. – Quelques théologiens ont pensé le contraire. Llamas, Louis de S. Jean, (qu. 8 de poenitentia) Henri de Gand (quodlibet. 6, quaest. 30) Martin de Ledesma. Ces auteurs pensent que le prêtre qui est en état de péché mortel, peut administrer les sacrements, sauf l'Eucharistie, même hors le cas de nécessité, pourvu qu'il ne se trouve pas facilement un autre prêtre. Ce sentiment est soutenu comme probable par Marc Vidal (*Arca theologiae moralis*, de ministro sacramenti); Crousers (in regulam S. Francisci c. 7) Christophorus de S. Joseph (tom. I *Receptarum opin.* dub. 18 de Sacramentis). Toutefois ces auteurs ne peuvent prévaloir contre le décret de l'Inquisition d'Espagne dont il sera parlé plus loin, et contre le sentiment très commun des théologiens. D'abord S. Thomas et tous les Thomistes, Cajetan, Nugnus, Cabrera, Sylvius, Prado, Gonet, Labat, Contenson, Soto, les Salmanticenses, Ledesma, Victoria et les autres thomistes. Cette doctrine est admise per Sylvestre, Paludanus, Durandus, Gabriel, Henriquez, Sayrus, Reginaldus, Anglès, Granados, et les autres. S. Augustin (lib. 4 de Trinit. c. 14) voulant prouver que le sacrifice ne peut être offert licitement *nisi per sacerdotem sanctum et justum*, allègue ce passage de l'Exode, 21: « Sacerdotes, qui accedunt ad » Dominum sanctificantur, ne percutiam eos. » Ces préceptes expliquent la loi naturelle qui prescrit de traiter saintement les choses saintes Les pères argumentent *a fortiori* pour prouver que les ministres des sacrements de la loi nouvelle doivent être saints. S. Gélase rapporté par Gratien, in can. *Sacrosancta* 1. q. 1. S. Grégoire le grand, can. *necesse* 1. q. 1: « Necesse est ut esse munda studeat manus, quae di- » luere sordes curat, ne tacta quaeque deterius inquinet, si » sordida ipsa stercoris lutum tenet. » Cela montre la nécessité de la pureté spirituelle du ministre. S. Nicolas Ier réponse aux consultations des Bulgares: « Mali bona administrando, se tantummodo laedunt. » Et il parle d'un prêtre incontinent qui dit la messe. Grégoire IX, dans le chap. ult. *de temporibus ordinationum*, parlant des prêtres qui font des fautes, décide que l'on ne doit pas les empêcher d'exercer le ministère après qu'ils ont fait pénitence; et il ajoute que s'ils ne s'amendent pas, il faut les avertir et les conjurer » sub interminatione divini judicii ut in testimonium suae dam- » nationis in susceptis etiam ordinibus non ministrent. » Il suppose donc une faute grave en administrant indignement les choses saintes. Le même Pape Chap. Ult. *De cohabitatione clericorum et mulierum*, dit que les clercs concubinaires, dont le crime n'est pas notoire, ne doivent pas être évités dans les offices divins; mais il ajoute que chacun de ces clercs doit savoir que le péché mortel le rend suspens: « Etsi » quemlibet pro mortali peccato quoad seipsum constet esse » suspensum. » Donc le péché mortel s'oppose entièrement à l'exercice des ordres. Les Pères enseignent fréquemment et clairement cette verité. S. Denis l'aréopagite: « Audax ni- » mium hujusmodi est, qui non veritur ea, quae sunt divina » praeter meritum exequi (Epist. 8. ad Demoph.). S. Augustin, S. Ambroise, S. Jean Chrysostôme disent la même chose. Aussi lorsque Jérôme Llamas (1 part. cap. 1 et part. 2 cap. 2) enseigna le sentiment contraire, que ce n'était pas un péché mortel que les ministres en état de péché administrent les sacrements excepté l'Eucharistie, l'Inquisition d'Espagne ordonna d'effacer cette doctrine, comme on le voit dans l'Index Espagnol de 1640. On prouve la même chose par une raison théologique empruntée à S. Thomas. Un grave désordre en matière grave est un péché grave. Or, tel est l'acte d'un ministre consacré qui administre d'office les sacrements. Car c'est un grave désordre que le ministre de Dieu, agissant dans un but très saint soit couvert de péché et dans l'inimitié de Dieu. La raison veut que le ministre soit en harmonie avec l'agent principal et avec le ministère qu'il remplit. Dieu et J. – C. étant les causes principales et saintes d'un effet pareillement saint, le ministre en état de péché mortel et privé par conséquent de la sainteté est en désaccord avec la cause principale et avec l'effet, et ne peut agir avec la conformité qui est recommandée par l'Ecriture: *Sancti eritis, quoniam ego Sanctus sum.* S. Paul: *Exhibeamus nosmetipsos sicut Dei ministros.* Il ne faut pas moins de pureté de la part du ministre que du côté des vases qui servent au culte de Dieu; puisque l'usage des vases sordides constituerait une faute grave, ainsi le ministre qui se présente dans l'état honteux du péché ne peut être excusé de péché grave. Tous ces arguments de S. Thomas montrent que l'obligation dont il s'agit ne dérive pas seulement du droit positif, et qu'il se fonde aussi sur le droit naturel; supposé l'institution surnaturelle des sacrements, la raison naturelle dicte que celui qui les administre d'office doit être saint.

163. Quant aux ministres non consacrés et n'agissant pas solennellement, le sentiment commun est qu'ils ne pèchent pas mortellement en administrant les sacrements en état de péché mortel. Ainsi pense S. Thomas, art. 6: « In articulo tamen » necessitatis non peccaret baptizando, in casu, in quo etiam » posset laicus baptizare: sic enim patet, quod non exhi- » beret se ministrum Ecclesiae, sed subveniret necessitatem » patienti. » Les Thomistes enseignent communément la même chose, Cabréra, Montesinos et les autres.

164. Il n'est pas nécessaire que le ministre consacré, existant en état de péché, se confesse pour administrer les sacrements sauf l'Eucharistie. C'est le sentiment commun des théologiens, disent les Salmanticenses, *de ministro sacramentorum*, n. 70: « Necessarium non esse, quod minister consecra- » tus existens in peccato, ut licite administret sacramenta (si » Eucharistiam excipiamus) debeat praemittere confessionem. » Car il n'existe aucun précepte divin ou humain qui l'exige; l'administration des sacrements exige simplement l'état de grâce, que l'on acquiert par la contrition accompagnée du désir de la Confession. L'attrition ne suffirait pas, parce qu'elle ne justifie pas l'homme sans le sacrement; mais l'attrition que l'on croirait probablement être la vraie contrition quoiqu'elle ne le fût pas réellement, serait suffisante. L'homme ne pouvant pas savoir d'une manière certaine s'il est en état de grâce, si l'attrition ou une autre disposition qui serait réputée moralement comme contrition ne suffisait pas, celui qui a péché ne pourrait pas administrer un sacrement sans se confesser préalablement: or nous venons de voir que ce n'est pas nécessaire. Il suffit donc que le ministre, que nous supposons avoir commis un péché, administre le sacrement avec une contrition qui soit réellement telle, ou soit jugée probablement telle. C'est le sentiment des théologiens. Cependant quelques-uns ne font pas de différence entre le ministre consacré et celui qui ne l'est pas, croyant que l'un et l'autre pèchent mortellement en administrant le sacrement en état de péché mortel. Ainsi Navarrus, Pierre de Ledesma, Pontius, Lugo, Ochagavia, et plusieurs autres.

165. Quelle influence exerce le ministre consacré sur la grâce qui est conférée par le sacrement? – Le ministre influe réellement sur la grâce qui est produite en ceux qui reçoivent les sacrements. Cette conclusion, *prout jacet*, sans entrer dans la nature du concours, est de foi. L'Ecriture Sainte n'attribue pas moins aux ministres des sacrements l'influence sur la grâce qu'aux sacrements eux-mêmes: *Quorum remiseritis: quodcumque solveritis*. Le ministre remet donc le péché, délie du péché, ce qui n'est vrai que s'il cause la rémission et la solution; rémission et solution qui se font formellement par la grâce de la justification produite en ceux qui reçoivent le sacrement: car notre justification n'a pas lieu sans la justice inhérente. La même expression se trouve dans ces paroles de J.-C.: *Euntes ergo docete omnes gentes, baptizantes eos etc.* Car elles signifient que le ministre du baptême non seulemente lave extérieurement, mais intérieurement l'âme des souillures du péché; ablution qui se fait par la grâce. La bulle de Martin V au concile de Constance contre Wiclef, laquelle ordonne de demander aux hommes suspects sous le rapport de la foi, s'ils croient qu'un mauvais prêtre, employant la matière et la forme avec l'intention de faire ce que fait l'Eglise, consacre véritablement, baptise et absout vraiment etc. Le concile pensait donc que le ministre produit vraiment ces effets. Le concile de Trente enseigne que l'absolution du prêtre n'est pas un pur ministère pour annoncer l'évangile ou pour déclarer que les péchés sont remis; le prêtre en donnant l'absolution cause vraiment la rémission des péchés dans le sacrement de pénitence. Si le ministre qui dispense les sacrements ne causait pas vraiment l'effet de la grâce qui est produite en ceux qui les reçoivent, les formes des sacrements, *ego te baptizo, confirmo, absolvo*, ne seraient plus vraies; car elles signifient dans le sens propre et naturel que le ministre purifie des péchés, délie des péchés; afin donc que ces formes soient vraies, il faut nécessairement que la chose se passe de manière que le ministre purifie, délie, et confirme vraiment dans l'ordre spirituel; les formes des sacremens devant être vraies dans toute la propriété que les termes comportent, elles permettent et exigent que le ministre cause vraiment l'effet, l'ablution formelle, et la rémission des péchés; d'ailleurs, comme rien ne s'oppose à ce que le ministre exerce cette influence, car la répugnance ne semble pas plus grande pour le ministre que pour le sacrement lui-même; il s'ensuit que la vérité des formes sacramentelles exige que le ministre influe vraiment sur la grâce, qui est l'effet du sacrement. Une autre raison est que les ministres consacrés et agissant d'office sont établis tels par le caractère, qui est une vertu instrumentale pour produire les effets des sacrements; les ministres consacrés et agissant d'office sont donc constitués instruments *in actu primo* par le caractère; donc ils produisent vraiment quoique instrumentalement les effets des sacrements. Il s'ensuit qu'il appartient au ministre non seulement d'appliquer les sacrements, mais encore de les faire, et de produire en même temps leurs effets. Cette conclusion de foi n'est combattue que par les hérétiques qui nient que le ministre des sacrements exerce une vraie influence sur la grâce. Passons aux opinions des théologiens sur la nature de cette influence.

166. Les théologiens qui enseignent que les sacrements sont des instruments physiques pour produire la grâce et que le caractère est une vraie puissance physique, soutiennent logiquement que le ministre des sacrements produit *instrumentaliter physice* la grâce qui est l'effet des sacrements. Ainsi pensent communément les Thomistes, à la suite du docteur angélique. Capreolus, Deza, Herveus, Soto, Aegidius romanus, Ferrara, Cajetan, Arauxo, Joannes à S. Thoma, les Salmanticenses, Contenson, Pierre Soto, Labat, Pierre Ledesma, Prado, Gonet, Jean de Naples, Sylvestre, Soncinas, Viguerius, Bannez, Ripa, Nazarius, Alvarez, Medina, Coquetius, Palacios, Vega, Ruardus, Bellarmin, Valentia, Henriquez, Granados, Isambert, Meratius, Rubius, Binsfledius, Pesantius, Marchinus, Torreblanca, et une foule d'autres. Cette conclusion se fonde sur la raison suivante. Le ministre cause la grâce comme les sacrements eux-mêmes; s'ils causent *physice instrumentaliter* la grâce, il faut admettre que les ministres la causent de la même manière. Puisqu'il ne répugne pas que les sacrements produisent *physice* la grâce, il ne répugne pas non plus que les ministres opèrent *physice*. La dignité des sacrements du nouveau testament requiert qu'ils causent *physice* la grâce: ainsi il est de la dignité des ministres de la loi de grâce qu'ils opèrent physiquement. Une autre raison est que la puissance instrumentale qui a été donnée pour produire les effets des sacrements n'existe pas seulement dans les sacrements, et existe aussi dans les ministres. incomplète en chacun en particulier, elle se complète par leur action commune. La vertu qui opère dans les sacrements étant physique, les sacrements produisent *physice instrumentaliter* leurs effets; il y a donc aussi dans le ministre une puissance physique. S. Thomas se sert de la comparaison suivante. Dieu est l'agent principal; le sacrement et le ministre sont pour lui comme la main et la plume par rapport à l'âme qui est le principal auteur de la pensée exprimée par l'écriture; le même mouvement dirige la main et la plume; c'est aussi le même mouvement divin qui dirige le ministre et le sacrement pour produire la grâce; de même donc que le sacrement agit physiquement et influe *physice* sur la grâce, il faut dire autant du ministre.

167. Le ministre des sacrements cause moralement la grâce des sacrements. Tous les théologiens souscrivent à cette conclusion, à plus forte raison ceux qui ne pensent pas que les sacrements influent *physice* sur la grâce, et admettent seulement l'influence morale. Les théologiens qui enseignent que les sacrements influent *physice* sur la grâce, peuvent néanmoins soutenir, sans se contredire, que le ministre cause moralement la grâce, quoiqu'il y influe aussi physiquement, comme on vient de le voir. Il y a une grande différence entre l'instrument inanimé, tel que l'eau, l'huile etc, et

l'instrument doué de raison, tel que l'homme. Les sacrements étant des actions extérieures incapables de raison et de liberté, ne peuvent être des causes morales. Il en est autrement de l'homme qui agit avec raison et liberté; c'est pourquoi il doit opérer avec intention; agent libre et soumis aux lois, il influe moralement sur les effets qu'il produit comme ministre; il s'ensuit que le ministre des sacrements est un instrument à la fois physique et moral, et qu'il influe des deux manières sur l'effet des sacrements, de même que l'humanité du Christ concourt de l'une et l'autre manière à cet effet, avec la différence pourtant que l'humanité du Christ est un instrument uni à la divinité, au lieu que l'homme en est un instrument séparé. Le ministre étant capable d'agir moralement et physiquement a, outre le concours physique qui lui est commun avec le sacrement, un concours moral qui lui est propre. Supposons un serviteur qui prend un glaive par ordre de son maître et tue un homme: le serviteur et le glaive causent physiquement la mort; mais le glaive n'y concourt que physiquement au lieu que le serviteur y concourt physiquement et moralement.

168. Le ministre produit moralement *proxime et immediate* la grâce des sacrements. Cette conclusion découle assez clairement des précédentes, et en expose le vrai sens. Elle est enseignée par Soto, Cajetan, Cabrera, les Salmanticenses, Serra, et les autres communément. Vasquez, Bernal et d'autres l'embrassent aussi. Il est facile de le prouver pour ce qui concerne le concours moral; car si le ministre influe sur la grâce en qualité d'instrument moral, ainsi qu'il a été dit, il n'y a pas d'autre instrument immédiat. Le sacrement n'est pas un instrument moral, et n'influe pas moralement, comme nous l'avons dit; donc entre le ministre opérant moralement et l'effet du sacrement, il n'y a aucune autre instrument moral. Si on parle de l'instrument physique et propre, on peut prouver la même chose en observant que le ministre et le sacrement ne forment pas plusieurs instruments physiques, mais un seul complet, avec une certaine subordination: c'est ainsi que la matière et la forme constituent non plusieurs sacremens, mais un seul sacrement complet avec subordination des parties entr'elles; de même l'instrument physique tout entier comprenant le sacrement et le ministre influe immédiatement et *proxime* sur l'effet. Une autre raison est que l'instrument physique immédiat est celui qui reçoit immédiatement la vertu de l'agent principal; or la vertu divine, principal agent, est reçue immédiatement par le ministre, comme le prouve le caractère qui est la vertu instrumentale inhérente intrinsèquement au ministre. D'où il suit que les sacrements dépendent du caractère; le ministre concourt immédiatement et *proxime* comme instrument physique. L'écriture n'est pas faite immédiatement par la plume toute seule sans la main, ni par la main seule sans la plume; mais elle est produite immédiatement par l'une et par l'autre, constituant ensemble un seul instrument physique complet: de même, la grâce des sacrements n'est pas produite immédiatement par le sacrement seul sans le ministre, ni immédiatement par le ministre seul sans le sacrement, mais elle dépend immédiatement de l'une et de l'autre constituant un instrument complet et total, qui opère par une seule influence qui cause indivisiblement l'effet. C'est ce qu'enseigne S. Thomas (in 4 dist. 8, art. 5): « Dicendum, quod quando » aliquod opus pluribus instrumentis perficitur, in quolibet » eorum est virtus aliqua, licet imperfecte. Unde in sacer- » dote, et in verbo est virtus sicut in manu, et calamo. Sed » quia sacerdos propinquior est principali agenti; ideo virtus » ejus simpliciter dignior est, et permanentior, et ad plures » effectus. Quia vero operi verbum propinquius est, secundum » hoc dignius est. »

Quelques théologiens, tels que Granados, Aversa, Suarez, de Lugo et autres nient que le ministre produise *proxime* et *immediate* l'effet du sacrement; mais qu'il y concourt *mediate*, et d'une manière éloignée, en tant qu'il produit le sacrement, qui est l'instrument immédiat de la grâce. En outre, le ministre n'agit que par le caractère, qui n'étant qu'un signe, ne peut exercer une influence réelle. Afin que l'on puisse dire que le ministre absout et donne véritablement la grâce, il suffit qu'il applique les sacrements d'où ces effets procèdent immédiatement. Le médecin qui donne un remède est censé conférer la guérison, il est inutile de dire que le ministre cause *proxime* immédiatement les effets des sacrements. - Ces raisons ne sont pas très convaincantes. D'abord on peut les rétorquer contre les opposants; car si elles prouvent quelque chose, c'est que le ministre n'est pas vraiment cause de la grâce qui est produite dans les sacrements; ce qui contredit non seulement le sentiment commun des théologiens, mais la foi elle-même. En effet, l'application d'une cause à son effet, est une simple condition. Si le ministre ne concourt que comme appliquant la cause, il n'influe vraiment pas sur la grâce. Le passage de S. Paul: *Ego plantavi*, *Apollo rigavit*, *Deus autem incrementum dedit*, ne prouve pas que Dieu soit la cause unique de la grâce sacramentelle à l'exclusion de toute influence de la part du ministre; cela prouve seulement que Dieu est la cause principale de la grâce; ce qui n'empêche pas l'influence instrumentale du sacrement et du ministre.

169. Ce que nous venons de dire concerne le ministre consacré et agissant d'office. Cette doctrine s'applique pourtant aussi au ministre non consacré, au laïque qui baptise, aux époux qui contractent mariage. Quelques théologiens ont cru que le ministre non consacré ne produisait pas *proprie et immediate* les effets des sacrements. La doctrine enseignée plus haut n'admet pas cette exclusion; et les théologiens l'étendent communément à tous les ministres par les raisons suivantes. Le ministre non consacré emploie la même forme que le ministre consacré; cette forme signifie qu'il est la cause de l'ablution spirituelle; pourquoi n'exprimerait-elle pas la même chose lorsqu'elle est employée par un ministre non consacré? Pour que cette formule soit vraie il faut que l'effet soit réellement ce que les paroles expriment; donc le ministre non consacré exerce vraiment une influence sur la grâce. Les conciles, et particulièrement celui de Florence enseignent que les sacrements se composent de matière, de forme et de ministre, et comprennent sous ce nom le ministre consacré et celui qui ne l'est pas; donc le ministre, alors même qu'il n'est pas consacré, est vraiment et proprement ministre; et puisque le ministre consacré cause vraiment et proprement l'effet du sacrement, comme on l'a dit plus haut, il faut dire de même du ministre non consacré.

CHAPITRE IV.

Ministre ordinaire du baptême.

170. Les évêques étaient jadis les ministres ordinaires du baptême; les prêtres et les diacres ne pouvaient le conférer qu'avec leur permission. Tertullien l'atteste, c. 17, *de baptismo*; avant lui, S. Ignace d'Antioche (epist. ad Smyrnenses) S. Jérôme, S. Léon constatent cette discipline, qui était encore en vigueur dans le huitième siècle. De même que dans la discipline actuelle le diacre ne baptise pas en présence d'un prêtre, ainsi jadis le baptême solennel était réservé à l'évêque. Le grand nombre des néophytes ou la multiplicité des occupations amenèrent les évêques à confier aux prêtres et aux diacres le soin de baptiser les enfans, en se contentant d'en baptiser eux-mêmes quelques-uns. Le septième *Ordo* romain, publié par Mabillon (*Museum Italicum*) renferme un passage ainsi conçu: « Deinde pontifex baptizat » unum, aut duos, vel quantum ei placuerit de ipsis infantibus;

» ceterique a diacono, cui ipse jusserit, baptizantur. » Le dixième et le douzième *Ordo* contiennent des prescriptions analogues. Le concile de Londres de 1227 reprochant aux évêques de ne pas administrer le baptême, cite l'exemple du Pape: « Cum summus Pontifex personaliter illud mysterium solemni» zet, et diebus baptizet solemniter memoratis, et in aliis » mundi partibus servet Ecclesia illud ipsum. » Benoît XIII, sans parler des autres papes, avait coutume de baptiser les enfans et les adultes, surtout les juifs, le samedi saint et la veille de la Pentecôte. Encore aujourd'hui le baptême des adultes a lieu solennellement à S. Jean-de-Latran le samedi saint et le samedi avant la Pentecôte. S. Charles dans son 4e concile provincial, ordonna de porter à la cathédrale pour le baptême tous les enfans qui naitraient depuis le samedi saint jusqu'au samedi *in albis*, et depuis la veille de la Pentecôte jusqu'au samedi suivant. Au 12e et au 13e siècle, les cardinaux baptisaient dans leurs titres, mais ils devaient en demander la permission au Pape.

171. Aujourd'hui les curés sont les ministres ordinaires du baptême, aucun prêtre ne peut baptiser sans leur permission, ou tout au moins sans celle de l'évêque, qui, d'ailleurs ne doit pas le permettre fréquemment, comme le prouvent les décrets de la S. Congrégation que nous avons rapportés plus haut. Dans le baptême de nécessité, un clerc doit être préféré au laïque, et l'homme doit conférer le sacrement de préférence à la femme; toutefois, les sages-femmes étant généralement mieux instruites de la manière d'administrer le baptême, on leur permet de conférer le sacrement en cas de danger, supposé qu'elles aient été examinées et approuvées par l'Ordinaire.

CHAPITRE V.

Irrégularité qu'on encourt en réitérant le baptême sans un doute fondé.

172. Dans l'ancienne discipline toutes les fois qu'on doutait du baptême on rebaptisait sans aucune hésitation. Le 5e concile de Carthage de l'année 398, a un décret ainsi conçu: « Placuit de infantibus, quoties non inveniuntur certissimi » testes, qui eos baptizatos esse sine dubitatione testentur, » neque ipsi sunt per aetatem idonei de traditis sibi sacra» mentis respondere, absque ullo scrupulo esse baptizandos, » ne ista trepidatio eos faciat sacramentorum purgatione pri» vatos. » Les pères des sept premiers siècles pensaient qu'il n'y avait aucun danger de réitérer le sacrement lorsqu'on le conférait en doutant qu'il eût été validement administré. S. Léon, epist. 37: « Non potest in iterationis crimen de» venire, quod factum esse omnino nescitur. » Plusieurs autres passages sont rapportés dans Gratien, *de consecratione*, dist. 4. Le concile *in Trullo* ordonne de rebaptiser *absque ulla offensione* les enfants dont le baptême n'est pas prouvé par des témoins qui l'affirment sans aucun doute: « Canonicos Patrum » ritus sequentes de infantibus quoque decernimus, quoties » non inveniuntur firmi testes, qui eos absque ulla dubita» tione baptizatos esse dicant, nec ipsi propter aetatem de » sibi tradito mysterio apte respondere possint, debere absque » ulla offensione baptizari. Ne forte ejusmodi dubitatio eos » ejusmodi purificationis sanctificatione privet (Canon. 84). Christianus Lupus, commentant ce canon, cite une décision qui se trouve à la fin du IIIe concile d'Orléans, en réponse à la consultation de l'évêque de Nantes: « Statutum noveris, » ut quicumque se baptizatum fuisse non recolit, nec ab alia » persona id factum fuisse probatur, baptismum absque ulla » dilatione percipiat, ne a nobis anima illius si a baptizatis » separata fuerit, requiratur. » Quoique la forme conditionnelle ait été connue dans l'Occident dès le VIIIe siècle, les Grecs continuèrent de baptiser sans condition. Luc patriarche de Constantinople prescrit ce qui suit: « Cum infantes ex » Christianorum regione a Scythis, et Agarenis capti essent, » et empti a Romanis, dubitatum est an oporteat venundatos » rebaptizari. Dicebant enim nonnulli, quoniam ex Christiana » regione capti sunt, praesumptio est eos fuisse baptizatos » in patria, aetate infantili, nec denuo esse baptizandos. Magis » tamen placuit eos debere baptizari, quod nesciant an in » infantia fuerint baptizati, nec ulli inveniantur qui baptis» mum affirment. Eos autem, qui ex infidelium regione ca» piuntur, indistincte baptizandos statutum est, nisi testes » profiteantur eos post captivitatem fuisse baptizatos. »

173. La forme conditionnelle est clairement indiquée dans les statuts de S. Boniface de Mayence, lequel consulta sur ce point les papes S. Grégoire II, S. Grégoire III et S. Zacharie. S. Grégoire II décida qu'il fallait baptiser les enfants qui ayant été enlevés à leurs parents, ne savent pas s'ils ont reçu le sacrement: « De parvulis, qui a parentibus sub» tracti sunt, et an baptizati sint, an non, ignorant, eos » ut baptizare debeas secundum patrum traditionem, ratio » poscit. » Les Gaules étaient alors remplies de prêtres impies qui offraient des sacrifices aux divinités païennes; comme on pouvait douter de leur foi et de l'emploi de la formule sacramentelle, S. Grégoire III prescrivit de rebaptiser tous ceux auxquels ces prêtres sacriléges conféraient le baptême: « Eos qui se dubitant fuisse baptizatos, vel qui a » presbytero Jovi mactante, et carnes immolatitias vescente » baptizati sunt, ut rebaptizentur praecipimus. » S. Zacharie confirma pleinement les décisions de ses prédécesseurs dans la longue et célèbre lettre qu'il adressa à S. Boniface. Ainsi, ce dernier, dans les statuts de l'an 745, prescrivit la disposition suivante: « Si de aliquibus dubium sit, utrum » sint baptizati, absque ullo scrupolo baptizentur, his tamen » verbis praemissis: non te rebaptizo, si nondum es bapti» zatus, ego te baptizo etc. » Les Capitulaires prescrivent la même chose, livre VI, chap. 184. Longtemps avant les discussions des scolastiques, Isaac évêque de Langres ordonne la forme conditionnelle, presque dans les mêmes termes que S. Boniface.

173. Alexandre III confirma l'usage de la forme conditionnelle, par une décrétale qui est dans la collection de Grégoire IX, lib. 3, titre 44 c. 4. Ce canon fit introduire l'usage de la forme conditionnelle dans toute l'Eglise latine. Peu de temps auparavant, quelques théologiens mettaient encore en doute qu'elle fût licite. Pierre Cantor, docteur de Paris, écrivait à ce sujet: « In confirmatione, vel in bap» tismo de quo dubitatur, an sit collatus, non approbamus » conditionem appositam sic: si non es baptizatus etc, quia » sacramenta non sunt conditionaliter conferenda. » Jean XXII renouvela et confirma la constitution d'Alexandre III. Le rituel romain permet l'usage de la forme conditionnelle pourvu qu'on l'emploie *prudenter, et ubi, re diligenter pervestigata, probabilis subest dubitatio, infantem non fuisse baptizatum.* Le catéchisme de S. Pie V condamne ceux qui rebaptisent indistinctement sous condition tous ceux qui ont été baptisés dans les maisons privées, lorsqu'on a cru qu'il y avait urgence. C'est, dit-il, commettre un sacrilége et encourir l'irrégularité. La même chose se lit dans les instructions de S. Charles. On peut consulter Benoît XIV (lib. 7 de Synodo, c. 6 et Inst. 84) où il parle de l'irrégularité encourue par ceux qui baptisent sous condition sans s'assurer si le baptême conféré précédemment est valide. Estius et les autres théologiens exigent un doute probable de sorte qu'après une enquête diligente on n'ait pas la certitude morale du fait. Il condamne ceux qui rebaptisent les enfans baptisés par les accoucheuses uniquement parce qu'il peut se faire qu'elles n'aient pas eu l'intention requise ou qu'elles se soient trompées en prononçant

les paroles sacramentelles, quoique l'accoucheuse interrogée atteste qu'elle a administré le sacrement selon toutes les règles.

175. Le Saint-Siége a confirmé maintes fois la règle du catéchisme romain, laquelle défend, sous peine d'encourir l'irrégularité, de rebaptiser sous condition sans un doute vraiment fondé; l'emploi de la formule conditionnelle ne met pas à l'abri de l'irrégularité.

176. Un dominicain de Cuba représenta à la S. Congrégation du Concile, en 1683, que les curés avaient l'usage de rebaptiser sous condition tous les enfants ondoyés à domicile, par la seule et unique raison que le baptême n'avait pas été conféré dans l'église paroissiale; ils rebaptisaient aussi les hérétiques sous prétexte qu'on ne pouvait pas savoir avec quelle intention on les avait baptisés. La S. Congrégation du Concile, voulant obvier à un tel abus, décida qu'il n'était pas permis de rebaptiser sous condition, hors le cas d'un doute probable sur la nullité du premier baptême. La décision, qui est du 17 mars 1683, a été souvent citée par les auteurs; mais nous ne pensons pas qu'on l'ait jamais publiée textuellement en entier.

Dubia baptismi. – Fr. Matthias Hernandez Ordinis Praedicatorum in supplici libello a SSmo remisso, exponit quod in civitate Havana, aliisque locis dioecesis S. Jacobi de Cuba in Indiis occidentalibus parochi solent rebaptizare sub conditione tum infantes domi in casu necessitatis baptizatos, non alia moti ratione quam baptismum non fuisse in ecclesia parochiali collatum, tum etiam haereticos ad catholicam fidem conversos, licet asserentes se baptizatos fuisse servata forma, et adhibita materia ab Ecclesia praescripta, sub unico praetextu quod ignoretur quae et qualis fuerit intentio, cum qua fuerint baptizati. Supplicat propterea opportune desuper provideri. Ut igitur parochi ex hujus S. Congregationis oraculo edoceantur, Emi PP. respondere dignabuntur:

» 1. An et in quibus casibus infantes domi in casu necessitatis baptizati, sint sub conditione rebaptizandi?

» 2. An, et in quibus casibus haeretici debeant sub conditione rebaptizari, si ad fidem catholicam convertantur?

» Sacra Congregatio respondit: Ad I. *Negative nisi adsit probabile dubium invaliditatis baptismi.* Ad 2. *Ut ad primum.* Die 27 martii 1683. »

177. En 1679, un curé du diocèse d'Aleth demanda à la S. Congrégation la dispense de l'irrégularité qu'il avait encourue en rebaptisant sous condition un enfant déjà baptisé par un curé voisin. Il avait commis deux délits, d'abord en refusant de baptiser l'enfant et en obligeant par là les parents de le présenter à la paroisse voisine, ensuite en le rebaptisant sous condition, quoiqu'il sût parfaitement qu'il avait été baptisé. C'est pourquoi il demanda à la Daterie l'absolution des censures, la dispense de l'irrégularité, et la réhabilitation aux ordres et aux bénéfices. La Daterie remit la supplique à la S. Congrégation du Concile. Celle-ci ayant écrit à l'évêque *pro informatione et voto*, le prélat rendit grâces de cet acte de déférence ; sa lettre est rapportée dans le *folium* cité plus loin.

Le cardinal Casanate, dans le *votum* concernant cette affaire, exprima l'avis que le curé devait quitter sa paroisse. Aucune excuse, disait-il, ne peut le mettre à couvert des peines édictées contre les rebaptisants. Peu importe qu'il ait fait usage de la formule conditionnelle; car cette condition, ou protestation étant démentie par le fait est sans valeur, attendu que la formule conditionnelle ne doit être employée que lorsqu'on a quelque doute probable sur le baptême ou sa validité. Le savant cardinal fonde ses conclusions sur Gonzalez, Hurtado, Diana qui s'accordent à ne pas admettre l'ignorance du droit sur un point aussi important.

« An Orator ex baptismi reiteratione conditionali sit reus irregularitatis, seu alterius poenae?

» An et cum quibus conditionibus absolutio, et rehabilitatio concedenda sit?

» Ad primum, affirmative in casu proposito, et ad secundum, esse oratorem absolvendum, ac habilitandum ad beneficia, exceptis curatis. Nullo enim modo excusari potest orator a rebaptismo et poenis quas plenissime recenset Gonzalez in c. 2 *de Apostatis* sub n. 2 cum seq. attenta confessione in precibus, quod *sciens puerum suae parochiae in sui recusationem ab alio rectore vicino fuisse baptizatum adstrinxit parentes, ut puerum deferrent ad suam parochiam et ibi eum sub conditione rebaptizavit.* Ecce quod orator duo delicta fatetur, primum injustae denegationis baptismi, alterum rebaptismi.

» Nec relevat quod rebaptizaverit sub conditione, ut alias ex probabiliori sententia tenet Diana in coordinatis tom. 5 tract. 5 resolut. 20 num. 2 alias part. 3 tract. 4 resol. 9. Quia talis conditio uti protestatio contraria facto et scientiae, quam in precibus orator fatetur, nulla est, nec alias excusatur parochus rebaptizando sub conditione, nisi per aliquam probabilitatem non dati aut invalide collati baptismi, ut optime tradit Hurtad. de baptismo disput. prima difficult. 12 per totam.

» Neque ignorantia juris excusat ut apud Gonzalez in c. 2 de Apostatis sub n. 2 vers. *Et si dure videtur.* »

Quoique l'évêque d'Aleth fût d'avis qu'il fallait retirer le curé de sa paroisse, non seulement à cause de l'irrégularité qu'il avait encourue en réitérant le baptême, mais encore pour la déconsidération attachée à sa personne, la S. Congrégation montra plus de tolérance; car elle accorda l'absolution *ad cautelam* en réservant à l'évêque le droit d'imposer les pénitences qu'il jugerait opportunes. On remarquera dans le *folium* du secrétaire que les canonistes étaient divisés au sujet de l'irrégularité provenant de la réitération du baptême sous condition; car des écrivains estimés croyaient encore à cette époque que la forme conditionnelle garantissait de l'irrégularité. Nous publierons plus loin des documents propres à élucider la question. Voici le *folium* de la S. Congrégation et la décision textuelle:

Alethen. Asolutionis. – Petrus Arcens presbyter et rector parochialis ecclesiae exponit, quod alias sciens unum puerum suae parochiae in sui recusationem ab alio rectore vicino fuisse baptizatum, adstrinxit tamen parentes dicti pueri baptizati, ut deferrent puerum ad suam parochiam, et ibi eum sub conditione rebaptizavit. Cum autem dubitet propter praemissa ecclesiasticas sententias, censuras, et poenas incurrisse, et irregularitatem contraxisse, per supplicationem a Dataria remissam supplicat pro absolutione, ac rehabilitatione ad ordines et beneficia.

» Circa preces hujusmodi episcopus pro informatione requisitus responsivas litteras dedit dignas, quae per extensum inserantur, ex eo praesertim capite, quod super iis pro parte episcopi per ejus agentem in curia aliquod responsum petitur. Literae igitur sunt hae: – Eme Cardinalis – Gratias tibi debeo maximas, quod me eo persequaris honore ut mentem meam expostules circa libellum supplicem SSmo D. N. oblatum pro parte Petri Arcens rectoris loci de S. Just Alethen. dioecesis. Servet Deus incolumem revera sanctum et peritissimum, quem praefecit Ecclesiae suae Summum Pontificem, qui, qua pollet auctoritate, ea non nisi in aedificationem uti omnibus viribus nititur, nec ad id certe efficacior modus haberi potest, quam si quae ab Apostolicae Sedis fastigio penitus pendent, nihilominus tamen cum ordinariis locorum perpendantur sive ad rei gestae elucidationem sive ad meritorum explorationem. Jam itaque de facto dicam, circa quod, cardinalis Eme quid veri sit indagas. Dicam mihi constare rem ita se habere, uti in supplici libello exponitur. Meum non est de gravitate casus mentem meam proponere, sed de persona quoniam inquisitum est, monebo

» me eam novisse data occasione visitationis parochiae de » Saint-Just, cui praefectus est, mihique compertum fuit non » illud tantum rebaptizationis crimen objici, sed et multis in » rebus suspectos fuisse illius mores praedecessori meo Ni- » colao de Pavillon, parumque probatos esse ipsius parochianis. » Vir sexagenarius est, magna difficultate aurium praepeditus. » His omnibus adductus momentis hortatus sum ut loco suo » cedere vellet, quod quidem pollicitus est. Extimarem ergo » SSmum D. N. pro paterna sua benignitate, hoc rebaptiza- » tionis crimen ipsi condonare posse, sed ea tamen lege, ut » beneficiis cum cura animarum non amplius praefici posset. » Haec merito illius culpae dabitur poena, personaeque rationi » decentissima erit. Sic ea ingenuitate perscribo, ut tibi mo- » rem geram, Card. Eme etc.

» His per Summarium relatis, Emi PP. causam in folio de- » scribi mandarunt pro maturiori resolutione capienda, dum » ex Doctoribus alii stant pro irregularitate, alii contra. » Proinde videtur inquirendum:

» 1. An orator propter praemissa incurrerit in irregularita- » tem, seu aliam poenam?

» 2. An et cum quibus conditionibus restrictivis petita ab- » solutio et rehabilitatio sit concedenda?

» Sacra etc. ad 1. *Dispensandum ad cautelam.* Ad 2. *Cum » poenitentiis ab Ordinario arbitrandis.* Die 16 decem- » bris 1679. »

178. Un léger doute sur la collation du baptême ne met pas entièrement à couvert de l'irregularité, et il n'empêche pas la S. Congrégation d'accorder l'absolution tout au moins *ad cautelam.* Voici un cas qui lui est soumis. Un curé apprend qu'une de ses paroissiennes a été portée à une paroisse voisine pour être baptisée. Peu après, le père de cette enfant, qui avoue d'ailleurs qu'il a perdu presque entièrement la vue, vient dire au curé qu'on n'a pas vu verser l'eau sur la tête de l'enfant. La sage-femme présente au baptême affirme à son tour des choses contradictoires, en disant qu'elle n'a pas vu porter l'enfant aux fonts baptismaux, mais que pourtant l'eau a été versée à l'aide d'une petite cuillière. On demande des explications au curé étranger et il affirme d'avoir donné l'eau; mais on élève des doutes sur ses assertions parce qu'il ne jouit pas toujours de la présence d'esprit qu'exigent des actes aussi sérieux. Dans cette incertitude le curé consulte un religieux qui est occupé à prêcher dans sa paroisse, et, d'accord avec lui, il réitère publiquement le baptême *sub conditione.* Le fait est dénoncé à l'évêque, qui ouvre aussitôt une enquête, à la suite de laquelle il ordonne au curé de s'abstenir de la célébration de la messe, et de consulter le Saint-Siége pour savoir s'il a réellement encouru l'irrégularité.

Le curé s'adresse à un habile canoniste, qui soutient pour lui devant la S. Congrégation que le doute était vraiment fondé et que par conséquent l'irrégularité n'a pas été encourue. Voici le mémoire du canoniste:

« *Tudertina praetensae reiterationis baptismatis pro N. D. parocho abbate Villae S. Faustini contra fiscum et adhaerentes—memoriale facti et juris.*

» Eme et Rme Domine. Cum de mense februarii currentis anni Jacobus Joanninus de Turre Laurenzetti parochialis ecclesiae villae S. Faustini abbatiae nuncupatae, cujus curam in praesentiarum substinet abbas Salvator Angeluccius Tudertinae dioecesis, ex Beatrice uxore prolem foeminam suscepisset, eam baptizandam detulit ad Bartholomeum Felicem parochum Collis Petrazzi ejusdem dioecesis, qui peractis sacris functionibus quae in baptismate praemitti debent, infantem absque sacramentali ablutione dimisit, ut ex fidibus, quae dantur, apparet. Unde pater baptizandae, qui una cum obstetrice praesens fuerat hujusmodi defectum animadvertens, de sacramenti validitate vehementi dubio correptus fuit, ac proinde valde anxius de animae salute propriae filiae adivit dictum abbatem villae S. Faustini proprium ejus parochum, qui, licet ab eodem patre enixe rogatus fuerit ut defectum praedictum, quem dictus pater et obstetrix certo se vidisse asserebant, suppleret, attamen dictus abbas, perpenso diutius dubio, illud prius contulit cum P. Angelo de Perusia minorum observantium, qui tunc temporis quadragesimalis praedicatoris munere ibidem fungebatur, donec iterum, iterumque apud ipsum reclamantibus inconsolabiliter parentibus, haudquaquam propriae prudentiae innixus, sed praedicto concionatoris consilio non semel praemonitus, ut parentes ipsos ab ea animi qua angebantur perturbatione conditionali adhibita ablutione sublevaret, eorumdem ac obstetricis assertioni fidem praestans infantem illam sub conditione, ac sub eadem bona fide secreto, ac imposito praedictis parentibus silentio, rebaptizavit, ut ex attestationibus constat dicti concionatoris, aliarumque personarum.

» Attamen id, cum ad aures dicti parochi Collis Petrazzi devenisset, aegreferens, de reiterati baptismatis crimine adversus abbatem praefatum quaerelam instituit coram ordinario, qui instructo desuper processu, quia irregularitatis poenam comminari videbatur, dictus abbas, ut tantum gravamen effugeret, recursum habuit ad hanc Sacram Congregationem, quae datis literis ad eumdem ordinarium, ex ejus praelonga informatione dubitari contingit: An ex hujusmodi actu fuerit talis injuria illata sacramento, ut praedictus abbas irregularitatis poenam ex dispositione textus in cap. *Literarum, de Apost. et reiteran. baptism.* incurrisse censeatur?

» Sed negative respondendum fore non dubitamus. Animadvertendo irregularitatem hujusmodi esse ex illis, quae ex delicto contrahuntur, unde fit ut si rebaptizans in iis circumstantiis reperiatur, quae saltem a mortali crimine illum excusare valeant, irregularitatem non incurrat. Irregularitas enim quae ex delicto contrahitur, infertur ut poena, quae cum sit gravissima, non debet incurri ob levem et venialem culpam, ita Navar. (*Manual.* in cap. 27 ; Sanchez (lib. 9 disp. 32) ; Suarez (disp. 40 sect. 3 num. 19) ; et alii plures, quos refert, et sequitur Bonacina de irregularit. tit. 1 disp. 7, quaest. 1, punct. 3, n. 2

» Verum quia actus rebaptizationis, de quo quaeritur fuit undequaque innoxius; fuit enim exercitus in favorem animae de cujus salute ex probabili fundamento haesitabatur, et ad removendum dubium a mentibus parentum rationabiliter conceptum ex omissione ablutionis, quae, ut est materia proxima hujus sacramenti, nisi adhibeatur saltem moraliter unitim cum prolatione formae, inducit defectum essentialem, cujus causa rebaptizans etiam si id agat absolute, et sine conditione, non incurrit irregularitatem, quia non judicatur reiteratum id quod ambigitur esse factum cap. fin. *de presbyt. non bapt.* et cap. *cum itaque* de cons. dist. 4. Bonac. ubi sup. qu 3. n. 5. Quidquid sit an peccet rebaptizans sine conditione, quia fortasse se exponit periculo reiterandi baptismum, ut opinantur Avila, disp. 7, dub. 2, conclus. 45, et alii ibidem relati a Bonacina.

» Nos autem versamur extra omnem difficultatem, dum parochus, qui de crimine reiterati baptismatis fuit accusatus, rebaptizavit cum conditione etiam exterius expressa, juxta formam traditam ab Alexandro III in celebri textu 3 *De quibus* de baptism. ejusque effectu, idque optima ratione, quia cum praetensum delictum provenire dicatur ex reiteratione baptismatis, excluditur omnino eo ipso, quo baptizans utitur formula conditionali: *Ego te baptizo, si non es baptizatus;* siquidem si puer ille non erat valide baptizatus, adhuc existebat subjectum capax sacramenti ; si autem erat valide baptizatus, cum ex vi conditionis includatur in praedicta forma virtualiter, *non te baptizo;* infertur quod si vere non erat baptizatus, fecit actum licitum, et validum, et quidem necessarium;

siquidem ex eo tantum irrogatur injuria sacramento, quod semel impresso in anima caractere, id ipsum reiterari praesumatur. Si autem forsan erat baptizatus, actus ille ex vi intentionis expressae etiam in actu exercendi sacramentum resolvitur in extrinsecam et materialem ablutionem quae cohonestata a praedicta rationabili parentum haesitatione, utique citra omnem culpam exerceri impune potuit. Ita Navar. supra cit. n. 246 Henriquez (lib. 14 cap. 4 num. 3) Conink (disp. 18 dub. 5. n. 38) Suarez (tom. 5 disp. 47 sect. 1 n. 1), et alii quos refert et sequitur Bonacina qu. 9, 3 punct. 3 n. 4.

» Et tanto minus redarguendum videtur factum dicti abbatis, tum quia notorium est parochum Collis Petrazzi mentis aegritudine laborare, quod omnibus patefactum fuit cum semet ipsum dejecit in puteum; illumque hujusmodi animi imbecillitate detineri fassus fuit idemmet ordinarius, qui idcirco sibi causam rebaptizationis, praenarrante concionatore praedicto, tamquam legitimam approbavit, ut medio juramento in sua attestatione deposuit idem concionator; tum etiam quia ad ipsum, tamquam proprium parochum spectabat; et cum sequendo prudentis viri consilium qualis praesumitur esse publicus concionator regularis a suis superioribus ac ab ipsomet ordinario approbatus maxime in loco rurali, ubi prudentiores consuli nequeunt, rationabiliter egit. Unde succedit notissima regula quod prudenter agit, qui rationabiliter agit, et praesertim favore animae, qui reddit licitum, etiam id quod alias foret illicitum, ut est text. in cap. 1, qu. 7 c. 1 *de feriis*, et cap. 3 de celeb. miss. et docet Fagnanus in cap. *Nihil*, de elect. n. 26. Et ad propositum nostrum glossa in dicto capite *de quibus* in primo notabili.

» Et licet multa congesserit ordinarius in sua informatione, attamen omnia facillime diluuntur, et quidem auctoritates SS. Patrum et Conciliorum, quos fusius adduxit, sunt omnino extra casum, et propositum nostrum; loquuntur enim de errore Anabaptistarum et Donatistarum, nec non de iis qui pertinaciter approbabant rebaptizandos esse eos, qui discesserant a fide, et postmodum poenitentia ducti ad Ecclesiam revertebantur, ac eos qui ab haereticis servata forma Ecclesiae baptizabantur, et haec sane fuit haeresis a Divo Augustino detestata, a Melchiade Papa et a concilio Arelatensi damnata.

» Caeterum nullus SS. Patrum nullumque conciliorum non solum non prohibent rebaptizari sub conditione eos de quibus rationabile dubium emergit, an legitimum baptismum susceperint, quinimo omnes doctores consulunt rebaptizandos esse sub conditione ab Alexandro III praescripta.

» Neque urgent verba Catechismi Romani relata in informatione ordinarii sub titulo de Sacramento Baptism. in cap. *Baptismum sine sacrilegio iterari non posse*. Catechismus enim ibidem in immediate antecedentibus verbis, quae nescitur quare omiserit referre, mirabiliter favet intentui nostro, inquit enim, (sunt verba praecisa): « Neque vero quisquam » putet eum ab Ecclesia iterari cum adhibita hujusmodi ver» borum formula aliquem obivit de quo incertum est an » baptizatus prius fuerit: si baptizatus es, te iterum non » baptizo, si vero nondum baptizatus es, ego te baptizo: in » nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti. Ita enim non » impie reiterari, sed sancte, cum adjunctione baptismum » administrari dicendum est. » Deinde sequuntur verba relata ab ordinario, quibus catechismus redarguit parochos illos, qui non prius, quam cum adjunctione illa baptizent, diligentiam adhibent, an vere baptizandus ablutus fuerit, ibi: « Qui nihil prorsus quaerendum putant, an is prius ablutus fuerit, sed statim baptismum tribuunt. » Hoc quidem non egit abbas sancti Faustini, qui prius auditis patre et obstetrice asserentibus infantem illum ablutam non fuisse, neque praesumendum patrem voluisse reiterari legitimum baptismum in propria filia, in eaque committi tam detestandum sacrilegium, et postmodum adhibito consilio prudentis viri theologiae professoris, et publici concionatoris secreto cum conditione rebaptizavit.

» Removetur pariter alterum motivum, in quo valde insistere videtur ordinarius in sua informatione, quod scilicet debuerat prius se ipsum consulere; sed omisso, quod tunc temporis se transtulerat ad SS. Liminum visitationem, respondetur id, in jure cautum non reperitur. Cum enim a jure fuerit praescripta forma pastoribus rebaptizandi eos, de quibus dubium sit an rite baptizati fuerint, ut loquitur text. in dicto cap. 2, et praecitatus catechismus, nullatenus talis requiritur consultatio, et praesertim a praedicto abbate, qui in illo vicariatu foraneo partes sustinet superioris.

» Ex quibus omnibus, cum rationabile dubium insurgere potuerit de validitate baptismatis a dicto parocho collati, non solum proprius, sed etiam alienus parochus poterat citra usurpatae jurisdictionis culpam, cum conditione rebaptizare; ex cap. *placuit* et seq. de const. dist. 4. Trullench. de Sacr. lib. 2 cap. 1 dub. 5 n. 12 juncto n. 13 vers. *quando vero dubium est probabile*. – Quare etc. – *A. B. Nardius*. »

Comme on vient de le voir, l'avocat se complait dans les théories, sans aborder la question de fait. Il aurait fallu prouver que le curé avait de sérieuses raisons de douter que le baptême eût été conféré; il aurait fallu compter et apprécier les témoignages des personnes présentes au premier baptême. Au lieu de discuter le fait, l'avocat reprend la plume et donne de nouvelles théories. Dans les doutes de fait, dit-il, lorsque le salut de l'âme est en jeu, il faut toujours prendre le plus sûr parti; le salut est certain en rebaptisant sous condition, autrement il demeure incertain, surtout pour un enfant qui n'a pas d'autre moyen que le baptême pour obtenir la grâce divine, au lieu que l'adulte peut y arriver par la charité parfaite. Voici le second mémoire; nous le citons quoiqu'il soit hors de la question, comme le précédent.

« *Tudertina praetensae reiterationis baptismi*. – Abbatem Villae S. Faustini rebaptizando cum conditione in dubio de quo agitur non solum non errasse, sed partes bene consulti pastoris complevisse disertissime comprobat de more suo Emus D. meus Cardinalis de Laurea sublimis nostrorum temporum theologus in tract. *de Sacramentis et de Baptismo*, disp. 15, sicque satis superque dixisse sperare possemus; verum quia audivimus magnam vim fieri in eo quod aliqui testes in processu informativo deponant parochum Collis Petrazzi, licet omiserit abluere puellam prope fontem baptismalem, illam tamen abluisse ad altare majus, quidquid sit an dicti testes sufficienter probent ablutionem hujusmodi ipsamque fuisse factam saltem moraliter unitim cum prolatione formae ut requiritur, respondetur quod, et si supponendum foret veram esse eorumdem depositionem, non tamen exinde deduci potest, quod praedictus abbas rationabile dubium non conceperit ex assertione patris et obstetricis, et praesertim ex mentis imbecillitate dicti parochi, quae quidem valde considerabilis est in casu nostro, dum eo dementiae progressus fuit, ut semet in puteum demergendum projecerit.

» Animadvertendum enim est dubium, quod requirit textus in cap. 2 *De baptismo et ejus effectu* esse dubium facti, quod sufficit, ut valeat producere suspensionem in intellectu circa veritatem propositionis ortam ex ignorantia objecti, et ex circumstantia actus humani; unde fit ut probatio oppositi in una, etiam circa unum idem, non destruat dubium conceptum in altera circumstantia et persona, et sit stare possunt simul, quod parochus Collis Petrazzi rite forsan baptizaverit, et quod abbas S. Faustini adeo rationabiliter dubitaverit de validitate hujusmodi baptismi, ut rebaptizare teneretur.

» In dubiis autem facti quoties de salute animae agitur, tutiorem partem esse eligendam constat ex capitulo *Juvenis*,

de spons. et ex cap. *si quis autem*, de poenit. distinct. 7: « Tene certum et dimitte incertum. » Certa enim fit salus in dubio rebaptizando cum conditione, incerta remanet non rebaptizando; quod fortius procedit in infante ad quem rebaptizandum minus dubium requiritur quam in adulto, in quo supplere potest baptismus flaminis, et praesertim cum versemur in sacramento necessario necessitate medii, sententiam tutiorem pro salute illius, cui illud conferendum est, amplectendam esse firmant omnes moralistae, ut afferendo exemplum de puero de quo dubitetur an rite fuerit baptizatus, rebaptizandum cum conditione concludit absolute Ludovicus Abelli, in sua *Medul. Theol.* p. 2 tract. 2, cap. 1. Et contrariam opinionem damnavit SSmus D. Noster Innocentius XI, quae est prima inter 65 damnatas die 2 martii 1679 in generali congregatione S. Romanae Inquisitionis. Et demum benignitas Salvatoris Nostri Dei proprio firmavit exemplo se melius existimasse, imo maluisse ejus sanctissimam humanitatem tot tantisque contumeliis et injuriis affici, quam electorum animas perdere in gehennam; eique oppositum suadentem uti Satanam rejecit ipsum Principem Apostolorum. Quare etc. — *A. B. Nardius.* »

Le *folium* de la S. Congrégation renferme les éléments propres à élucider la question de fait; car les dépositions des témoins sont rapportées par *extensum*. Des six personnes présentes au baptême, une seule affirme que l'eau n'a pas été versée; c'est le père de l'enfant qui le dit; or, étant presque aveugle, il n'a rien pu voir. Le curé affirme qu'il a donné l'eau suivant le rite de l'Eglise et trois autres témoins déposent expressément la même chose; il n'y a que la sage-femme qui montre d'abord quelque tergiversation, mais dans le second interrogatoire elle atteste expressément que le baptême a été donné. Quel doute peut-on conserver en pareil cas? C'est pourquoi la S. Congrégation décide qu'il y a lieu de donner la dispense de l'irrégularité *ad cautelam*.

Tudertina. baptismi, seu irregularitatis. — Sub praetextu » quod die 10 aprilis proximi praeteriti Salvator Angeluccius » abbas curatus ecclesiae ruralis S. Faustini, nullis praemissis » diligentiis et inconsulto superiore in eadem ecclesia januis » apertis, pluribusque personis adstantibus sub conditione re- » baptizasset Angelam filiam Jacobi Joannis de Turre Lorenzetti » membri dictae curae antea et sub die 19 novembris 1684 » baptizatam a Bartholomeo de Felicibus parocho ecclesiae op- » pidi Collis Petratii, vicarius generalis Tudertinus eidem abbati » praecepit ut a celebratione missae abstineret, atque episcopus » suasit, ut ex hujus S. Congregationis oraculo intelligeret, an » irregularitatem praefata ex causa contraxisset, et quatenus af- » firmative, super illa dispensari curaret.

» Habuit proinde abbas recursum ad eamdem Sacram Con- » gregationem, ut declararetur ipsum nullo prorsus vinculo » innodatum esse, dum eatenus dictam puellam sub conditione » rebaptizavit quatenus Jacobus illius pater et Lucia obstetrix » ei constanter asseruerant parochum Collispetratii, qui alias » mentis infirmitate laboraverat, in conferendo priore bap- » tismo necessariam aquae aspersionem omisisse, quo casu » baptismum sub conditione repetendum esse consuluit P. An- » gelus Maria de Perusio minorum observantium S. Francisci » in dicta ecclesia S. Faustini tunc concionator, prout idem » se consuluisse testatur.

» Hinc datae fuerunt solitae litterae pro informatione ad » episcopum, qui respondens transmisit processum ad delatio- » nem dicti parochi Collispetratii in episcopali curia confec- » tum, ex quo infra habentur.

» Catharina quondam Joannis Pauli, Agnes quondam Sa- » batini Paulucci, Martha quondam Domitii commater, quae » baptismo per parochum Collispetratii collato interfuerunt » examinatae, deponunt aquam mediante parvo cochleare vulgo » *ramajoletto* effusam fuisse a dicto parocho in caput puellae, » non quidem intus fontem baptismalem, sed ante contiguum » altare S. Andreae.

» At Lucia obstetrix bis examinata, prima vice deponit, in- » terrogatam fuisse ab abbate praefato quomodo se habuerit » factum baptismi collati a parocho Collispetratii, eique res- » pondisse: « Che la figlia del caporal Giacomo la alli fonti » non ce l'avevo vista, ma che se gl'aveva data altrove » l'acqua, io non l'avevo visto, ne lo sapevo. » Et interro- » gata ut dicat quidnam dicere vellet praefatus abbas petendo » ab ea an R. D. Bartholomeus filiam Jacobi lavaverat? res- » pondit: « D. Bartolomeo è il curato di Castel Petrazzo, » e detto signor Abbate mi domandò se io avevo visto dare » l'acqua alla detta figlia di Giacomo, attesochè detto D. Bar- » tolomeo, quando gli fù portata a battezzare io non viddi » che gli buttasse l'acqua, com'è solito in testa a chi si bat- » tezza nelli fonti. » Demum interrogata ut recenseat factum » secuti baptismi, asserit non recordari.

» Secunda vero vice factum recensendo concordat cum » depositione caeterarum mulierum, etiam quoad aspersionem » aquae, subdens: « È verissimo che io deposi di non aver » visto dar l'acqua alla figliuola di Giacomo, perchè a Colpe- » trazzo è usanza di portare le creature ivi al fonte del S. Bat- » tesimo, e perchè detta creatura non fu condotta, io dissi » che l'acqua del battesimo non gli era stata data, non cre- » dendomi, che fosse bastante, e che potesse servire quella » che stava in detto ramaioletto. » Et interrogata, an de prae- » narratis cum aliquo colloquium habuerit? respondit: « Ne fui » richiesta dal signor abbate della Villa e gli risposi, che » D. Bartolomeo aveva fatte le funzioni nell'altare di S. An- » drea, ma che *là alli fonti* la detta figlia non ce la viddi » portare, ma che Marta commare di detta creatura mi aveva » detto, che gl'era stata data l'acqua da D. Bartolomeo, ed » è vero che io gli dissi che non avevo visto dargli l'acqua, » *perchè volevo intendere delli fonti del battesimo.* »

» Jacobus vero puellae pater deponit: « Quello che D. Bar- » tolomeo si facesse in battezzare la mia figliuola, io per la » mia peggio, perchè son cieco, non lo viddi, nè lo so; ma » bensì osservai, che non vennero lì al fonte del battesimo; » per la qual causa nel ritornare a casa dissi alla detta Marta » commare, che voleva dire, che la mia figlia non era stata » portata al fonte, e non gli era stata data l'acqua? ed ella » rispose due volte a mezza bocca, non so assai, non so » assai, per la quale causa giunti a casa lo discorrei con Lucia, » la quale mi disse, che ne meno lei aveva visto maneggiare » ne dare l'acqua alla mia figlia, qual risposta maggiormente » m'insospettì, che la mia figlia non fosse battezzata.

» De hac Jacobi credulitate orta ex dicto Luciae obstetricis » deponunt etiam Liberata quondam Petri, quae a Martha » commatre missa ad ferendum Jacobo cereum, prout mos est » illius regionis, rejecta fuit a Jacobo asserente, Martham » non esse commatrem suam, quia Angela filia ex omissione » aquae non fuerat baptizata, nec non Anna Lucia Polycar- » pis, quae occasione secundi baptismi puellam e sacro fonte » levavit.

» Demum constitutus abbas Angeluccius deponit dictam » Luciam obstetricem, et Jacobum puellae patrem ei cons- » tanter asseruisse dictam puellam non fuisse aqua ablutam, » et serio monitos, ut caverent, ne errarent, idem dictum » confirmasse addentes baptismo praeter eos interfuisse dum- » taxat Martham: la quale prima condiscendeva al loro detto, » ma dopo si era rivoltata, e per essere serva di D. Barto- » lomeo dubitavano l'avesse svoltata perchè diceva, che l'ac- » qua gl'era stata data. »

» Deinde facti seriem recensendo asserit: Ad effetto di sfug- » gire le ciarle e mormorazioni, e per soddisfare al mio ob- » bligo, atteso chè la detta creatura fosse della mia cura sotto » li 10 aprile scorso dopo mezzo giorno la battezzai *sub con-*

» *ditione, si non es baptizata etc.* nella mia chiesa parroc-
» chiale di S. Faustino, e per commare fu una figliuola di
» Policarpo, anzi prima di fare il battesimo, io mi dichiarai
» che intendevo di farlo per togliere le mormorazioni e ciarle
» contro D. Bartolomeo, per assicurare la salute di quella
» creatura, e per le molte istanze, che mi si facevano, che
» per altro poteva essere benissimo, che essi si fossero in-
» gannati sopra l'apprensione fatta, che D. Bartolomeo non
» gli avesse data l'acqua e questo io lo dissi, perchè Beatrice
» madre della creatura mi disse se chi doveva tenere per
» commare, e però anche gli dissi che tenessero per com-
» mare la prima, e se gli mandava la solita candela, l'aves-
» sero presa. Alla detta creatura nel battesimo, ch' io feci,
» fù posto il nome del primo battesimo, del quale non mi ri-
» cordo perchè non scrissi niente nel libro, anzi la madre mi
» disse che gli voleva mutare il nome, a che io risposi che
» non si doveva mutare, potendo essere che essi fossero in-
» gannati, cioè, che gli fosse stata data l'acqua. »

» Caeterum fatetur ante collatum ab eo baptismum bis ser-
» monem habuisse cum parocho Collispetratii, quale mi disse
» che Lucia andava discorrendo che lui non aveva data l'acqua
» alla creatura, e che lo diceva per malignità, perchè lui glie
» l'aveva data, ed io gli replicai che non solamente lo diceva
» Lucia, ma anche asserentemente lo diceva Giacomo; anco
» nel secondo discorso D. Bartolomeo ne voleva dare parte,
» e far castigare detta Lucia, a che io soggiunsi che non
» facesse, e si poteva rimediare in altra forma. »

» Subdit denique numquam fuisse sciscitatum a Martha
» quomodo factum prioris baptismi se habuerit: In riguardo
» che avendomi detto Giacomo e Lucia, che detta Marta con-
» correva con il detto loro e che dopo si era svoltata, du-
» bitai che l' avesse svoltata D. Bartolomeo per essere sua
» serva; nec etiam consuluisse superiores, perchè dubitavo,
» che parlandone al superiore, avesse potuto castigare D. Bar-
» tolomeo quando l'avesse trovato colpevole, e però ne fosse
» venuto scandalo e mormorazioni. »

» Ex his censet episcopus abbatem Angeluccium praemissa
» de causa effectum fuisse irregularem, sed nihilominus esse
» cum eo misericorditer dispensandum.

» Quocirca Emi PP. pro eorum eximia sapientia decernere
» dignabuntur:

» 1. An dictus abbas Angeluccius inciderit in irregularita-
» tem? Et quatenus affirmative.

» 2. An cum eo sit dispensandum?

» Sacra Congregatio censuit: *In casu de quo agitur, ad*
» *cautelam esse dispensandum.* Die 17 novembris 1685. »

179. L'irrégularité qu'on encourt en rebaptisant empêche-t-elle l'exercice des ordres, ou seulement la réception des ordres supérieurs? Quelques auteurs pensèrent jadis que les saints canons prohibaient uniquement l'ascension aux ordres, sans parler de l'exercice de ceux qu'on possède déjà; en effet, la décrétale, *Ex litterarum, de apostatis et reiterantibus baptismum*, parle seulement de l'ordination. Néanmoins, la S. Congrégation du Concile a décidé que cette irrégularité fait obstacle à l'exercice des ordres. Voici la décision:

« Murana irregularitatis. — Sacerdos Vitus Malanca die
» 7 juili 1715 in ecclesia parochiali oppidi Bellae, absente
» parocho, baptizavit puellam eadem die natam propter immi-
» nens periculum vitae absque debitis ceremoniis, ut probatur
» ex schedula ab ipsomet conscripta, et parocho consignata;
» successive die 21 ejusdem mensis de licentia parochi iterum
» eamdem puellam in eadem parochiali ecclesia baptizavit,
» ut ex altera ejus schedula resultat, et plenius ex deposi-
» tione quatuor testium a curia episcopali examinatorum, quo-
» rum duo deponunt de baptismo collato ob vitae periculum
» cum monitione ut in casu superviventiae, puellam iterum
» ad ecclesiam parochialem educerent, *per farla battezzare*
» *solennemente.* Duo autem alii ex dictis testibus deponunt,
» sacerdotem Malancam secunda vice non adhibuisse tantum
» ceremonias ecclesiae, sed iterum verum baptismum contu-
» lisse denuo adhibita forma et materia sacramenti. Hinc
» episcopus ipsum declaravit irregularem. Orator autem prae-
» tendit irregularitatem ex cap. *Ex litterarum, de Apostat,*
» *et reiterant. baptism.* esse partialem, et impeditivam ascen-
» sus ad ordines, non autem privare usu, et exercitio SS. Or-
» dinum, juxta deducta per del Bene, *de Offic. Sanct. In-*
» *quisit.* p. 1 dubit. 91 sect. 1, num. 3. Sed in contrarium
» urget authoritas cardinalis Tolet in Summ. lib. 1 cap. 65,
» num. 4, ubi censet sacerdotem rebaptizantem uti non posse
» ordinibus, si crimen notorium sit, ex irregularitate non spe-
» ciali, sed communi omni publico delicto ad text. in cap.
» *quaesitum, de tempor. ordin.* Verum etsi aeque eodemque
» canone dictum de consecrat. distinct. 5, prohibita sit ite-
» ratio baptismi et confirmationis, nihilominus nulla reperitur
» in jure canonico expressa et specialis decreta irregularitas
» pro illis qui etiam scienter bis confirmationis sacramentum
» vel susceperint, vel contulerint, ea forsan de causa, quia
» in iteratione baptismi urget suscipio haeresis Donatistarum,
» vel Anabaptistarum; ideoque si haec longe abest ab ora-
» tore, qui ex crassa et mera ignorantia ad iterationem bap-tis-
» mi processit, summae erit sapientiae EE. VV. despicere,
» an grave scelus commiserit et decernere:

» 1. An orator incurrerit irregularitatem ex iteratione bap-
» tismi; et quatenus affirmative in casu.

» 2. An sit locus dispensationi in casu.

» Sacra Congregatio censuit: Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Af-*
» *firmative, peractis exercitiis spiritualibus.* Die 14 novem-
» bris 1716. »

180. Le tome 25 du *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile (p. 58), renferme l'affaire d'une curé soumis à un procès criminel sous l'inculpation d'avoir rebaptisé un enfant. Nous nous abstenons de rendre compte de cette affaire dont les circonstances ne sont pas connues; car le *folium* renvoie aux mémoires des parties en ce qui concerne les éléments du fait; or, nous n'avons pas les mémoires. Quoiqu'il en soit, la S. Congrégation décida: *Esse absolvendum ad cautelam.*

181. Un exemple assez frappant se trouve tome 50 du *Thesaurus*, p. 59. Un curé est dénoncé à l'évêque comme coupable d'avoir rebaptisé *sub conditione* un enfant, quoiqu'on l'ait averti à deux reprises que le médecin l'a déjà baptisé d'urgence à cause du péril où cet enfant s'est trouvé. Attendu qu'il n'y a aucune raison d'élever le moindre doute sur la validité du baptême, l'évêque persuadé que le curé a encouru l'irrégularité, le mande à l'évêché, et, lui assignant la ville *loco carceris*, il lui enjoint de s'abstenir de la célébration des choses saintes et il nomme un pro-curé. On découvre plus tard que le curé a rebaptisé de la même manière huit autres enfants déjà baptisés par les sages-femmes, quoiqu'on l'ait averti chaque fois que ces enfants avaient été baptisés. On ne sait pas s'il les a rebaptisés absolument ou conditionnellement; le registre paroissial ne renferme aucune note indiquant le baptême *sub conditione.* Le curé affirme d'avoir toujours rebaptisé sous condition. A-t-il encouru l'irrégularité? Quelques canonistes et théologiens assez estimés nient qu'on encoure jamais l'irrégularité par l'emploi de la forme conditionnelle; ainsi Passerinus (in cap. *Ut inquisitionis*, de haereticis), Gobat (tom. 1, tract. 2, sect. 3); Marin. (Theolog. tom. 3, tract. 19, disp. 1, sect. 8, n. 140). Ils disent que l'unique fondement de cette irrégularité est dans la décrétale *Ex litterarum*, titre *de apostatis et reiterantibus baptismum*, laquelle parle du baptême absolu et non de la forme conditionnelle; d'ailleurs, elle interdit la promotion aux ordres supérieurs sans priver de l'exercice de ceux qu'on a déjà. —

Il faut pourtant reconnaître que le sentiment opposé a paru plus probable aux yeux de quelques auteurs jouissant d'une grande autorité; Hostiensis, le catéchisme de S. Pie V, S. Charles Borromée, Benoît XIV retiennent que l'irrégularité est encourue par le ministre qui rebaptise *sub conditione* sans avoir un doute fondé sur le premier baptême. – La S. Congrégation décide qu'il a lieu de dispenser de l'irrégularité: « *An locus sit dispensationi ab irregularitate?* Sacra Congregatio censuit: *Affirmative, facto verbo cum SSmo.* (*Thesaur.* tom. 50, p. 59, 78).

182. Nous avons rapporté dans la précédente livraison la décision de 1801 sur l'irrégularité du curé qui rebaptisa un enfant baptisé par une vieille femme *in homine Patris;* ainsi que la décision de 1828 relative au curé du diocèse de Sienne qui rebaptisa *sub conditione* l'enfant baptisé *avec* le nom du Père etc. On peut consulter la plupart des exemples que nous avons cités au sujet de la forme, et l'on verra que la S. Congrégation applique constamment la règle d'après laquelle on doit absoudre de l'irrégularité tout au moins *ad cautelam* le ministre qui réitère le sacrement sous condition, sans prendre la peine de s'informer par une enquête sérieuse s'il y a lieu d'élever des doutes sur la validité du premier baptême.

183. Les parens ne peuvent en conscience coopérer à la réitération illicite du baptême. Les missionnaires de l'île de Ceylan consultèrent jadis pour savoir s'ils pouvaient baptiser indistinctement les enfants des catholiques, tout en prévoyant que les parents les feraient baptiser ensuite par le ministre protestant par la crainte d'être persécutés par les agents du gouvernement Hollandais. Les missionnaires demandèrent aussi s'ils pouvaient tolérer, ou ne pas défendre expressément aux parents cette coopération à la réitération du baptême, attendu qu'ils agissaient de bonne foi en cela. – La S. Congrégation de la Propagande, par décret du 16 août 1737, décida que les missionnaires pouvaient licitement baptiser les enfants des catholiques, nonobstant la prévision susdite; mais elle les obligea de prévenir les fidèles que les enfants étaient baptisés et que les parents ne pouvaient pas coopérer à la réitération du baptême.

184. Dans les missions on permet facilement aux catéchistes et autres laïques de donner l'eau aux enfants, en l'absence des missionnaires. Peu importe que la santé des enfants semble assez forte pour pouvoir attendre sans inconvénient le retour du prêtre; comme leur vie est toujours en danger, on doit conférer le baptême dans le plus bref délai; la S. Congrégation de la Propagande a approuvé maintes fois cet usage, notamment par une lettre du 11 février 1804, lettre adressée au vicaire apostolique de Cochinchine.

185. Quelques cas pratiques de grande importance sont tranchés dans une décision de la S. Congrégation de la Propagande, en date du 21 janvier 1789; elle concerne l'administration du baptême solennel hors des églises, supposé qu'elles soient éloignées. Voici la décision:

» Ad quaesita Reverendissimi Domini Episcopi Ceramensis » vicarii apostolici Tunkini Occidentalis, scilicet:

» 1. An extra casum necessitatis urgentis, seu extra pe- » riculum imminens licite possit sacerdos simpliciter abluere » infantes, vel adultos omissis omnibus baptismi caeremoniis?

» 2. An id saltem permitti possit sacerdoti suspenso, vel » etiam interdicto, ac tantum approbato pro decumbentibus » et aegrotis?

» 3. An in his locis, ubi non est ecclesia seu oratorium » commune, liceat sacerdoti solemniter, id est adhibitis omni- » bus caeremoniis et precibus in Rituali Romano praescriptis, » baptizare liberos christianorum in eorum domibus pri- » vatis?

» 4. An id pariter liceat, ubi quidem est ecclesia, sed ita » distans ut ad eam infantes suos deferri nolint parentes, ne » quid ipsis ex aeris intemperie accidat mali, quod supra mo- » dum reformidant Annamitae; et quatenus negative?

» 5. Utrum possit et debeat permitti, quod ipsius cate- » chista, vel alius quispiam laicus, eos vice sui, tunc aquis » baptismalibus abluat? Parum enim admodum videtur decere » id genus ministerium usurpari ab homine prophano seu laico » existente in loco sacerdote.

» Sacra Congregatio Propagandae fidei respondit *ad primum*, » non posse. Verumtamen non solum imminens periculum » mortis esse posse causam legitimam omittendi solemnitates » baptismi, verum etiam aliam quamcumque rationabilem et » gravem, quae impediat earumdem solemnitatum administra- » tionem, ut exempli gratia, si tempus omnino deficiat, si » instet periculum a paganis, si sacerdos non habeat, neque » commode habere possit oleum cathecumenorum, sanctum » chrisma, sal benedictum, aliaque necessaria pro perficien- » dis iisdem solemnitatibus; in his autem casibus, monendum » esse missionarium, quod si non omnes, sed solum aliquas » caeremonias baptismi adhibere possit, eas adhibeat, ac de- » inde cum tempus et occasio opportuna adfuerit, easdem » caeremonias, vel omnes, vel quas omisit in ecclesia, vel » oratorio supplere teneatur.

» Ad *secundum*, sacerdotem suspensum vel interdictum, » nullo unquam tempore administrare posse baptismum cum » solemnitatibus, sed quando propter necessitatem urgentem » debeat baptizare, baptizet private.

» Ad *tertium*, non solum licere, sed debere.

» Ad *quartum*, ne in hac re a sanctissimis ecclesiae insti- » tutis recedatur, omnem curam adhibere debet missionarius, » ut parentes ab hac sua irrationabili contradictione recedant: » quod si suis persuasionibus et monitis nihil proficiat, tum » sibi persuadere poterit rem esse deductam ad casum neces- » sitatis; impossibile enim erit hos infantes baptizare, repu- » gnantibus parentibus in quorum sunt potestate: proinde lici- » tum erit iis infantibus baptismum conferre extra ecclesiam, » et in privatis domibus, vel ubi a parentibus permissum erit, » omissis sacris ritibus et caeremoniis, animo tamen eas sup- » plendi in ecclesia, quamprimum hoc fieri permissum erit.

» Si vero praevideatur, quod parentes infantium, neque » decursu temporis infantes suos ad ecclesiam pro supplendis » caeremoniis deferri permittant, tunc satius erit, ut in ipsis » privatis domibus ritus ac caeremoniae per Rituale romanum » praescriptae in actu collationis baptismi adhibeantur; potius » enim erit, ut laudabilis consuetudo, quae tantum concernit » majorem erga hoc sacramentum decentiam et reverentiam » celebrandi baptismum in ecclesia omittatur, quam ut pri- » ventur parvuli baptizati non exiguis spiritualibus bonis, quae » ex adhibitis super eos sacris caeremoniis ab Ecclesia insti- » tutis in eos derivantur.

» Ad *quintum*, servandum esse ordinem in Rituali romano » praescriptum, titulo de ministro baptismi, *sed si adsit etc.*

186. Un diacre institué canoniquement dans une cure encourt-il l'irrégularité en baptisant solennellement? Le cas se présenta jadis pour un diacre du diocèse de Chartres, prieur commendataire d'un prieuré curial, lequel bénit l'eau à la messe paroissiale, baptisa ses paroissiens et assista au mariage sans être prêtre.

La question ayant été déférée à la S. Congrégation du Concile, le cardinal Casanate montra fort bien qu'il était douteux que le diacre curé eût encouru l'irrégularité, ou que tout au moins on devait l'en dispenser *ad cautelam*. Voici le *votum* du savant cardinal:

« Esse concedendam ad cautelam, supposito tamen, ut supponitur, quod orator non celebraverit sacrosanctum missae sacrificium non promotus ad presbyteratum, quo casu non esset dispensandus, ut habetur in c. 2 *de Clerico non promoto ministrante*.

» Quantum enim attinet ad benedictionem, etsi actus fuerit illicitus, cum tamen benedictio non sit sacramentum neque divinum officium, non est locus irregularitati decretae in c. *De clerico non promoto ministrante*, praesertim in poenalibus et odiosis.

» Quantum attinet ad baptismata solemniter ministrata, est advertendum quod orator erat diaconus, simulque curatus, ut supponitur in facto, et quamvis diaconus incidat irregularitatem si baptizet solemniter, ut tradunt Hurtadus (de Sacramento baptismi disput. 2 difficult. 4) quem sequitur Diana in coordin. (tom. 1. tract. I, resolut. 47, n. 2, vers. *Quare Diaconis alias* p. 5. tract. 3. resol. 28.) Gonzalez in c. 1 *De clerico non ordinato ministrante*, sub n. 12 ad 14; attamen cum diaconus ex episcopi vel parochi delegatione possit solemniter baptizare, ut advertunt iidem auctores, vel itidem ipsum potest ex officio, dum est parochus, ut parvus episcopus animarum curam gerens, quod videtur de mente Illiberitani Concilii, can. 77 a Gonzalez explicato sub n. 15; vel saltem immunis est a poena irregularitatis, sive ad cautelam tamen dispensandus, dum probabiliter credere potuit sibi licere uti parocho simulque diacono solemnis baptismi administrationem. Ad certum vero reatum irregularitatis necessaria est mala fides, ac temeritas, ut inquit textus in allegato cap. 1, ibi – *Ob temeritatem*, et notant Hurtadus de irregularitate (disput. 2, difficult. 2, n. 5.) Diana in coordinatis (tom. 5 tract. 5, resolut. 25, n. 2. et 4, alias p. 4, tract. 2, resol. 56) plenius Barbosa, *de Offic. parochi*, (cap. 18, n. 2 cum seq.)

» Quantum denique attinet ad sacramentum matrimonii, cum parochus non sit minister, sed tantum assistens, utique potuit orator etiam non promotus assistere matrimoniis et esse immunis a reatu irregularitatis, cum haec assistentia non sit actus ordinis, sed jurisdictionis, ut satis probat Barbosa in collectan. ad Concil. Trid. Sess. 24 cap. 1 de reform. matrim. circa n. 81 et 88; specialius quoad irregularitatem Diana in coordinat. tom. 5, tract. 5, resol. 24, n. 4. vers. *Qui tamen*; alias p. 10, tract. 11, Miscell. 2, resol. 21. »

La S. Congrégation du Concile accorda l'absolution et la réhabilitation *ad cautelam*:

» Carnoten. Absolutionis – Andreas Tuffi diaconus prior » commendatarius prioratus curati post adeptam possessionem » dicti prioratus, licet nondum presbyter panem et aquam » in missa parochiali benedixit, ac infantes baptizavit, nec » non matrimonia celebravit; nunc per supplicationem a Da- » taria remissam supplicat pro absolutione cum rehabilitatione » ad ordines et beneficia, ac retentione dicti prioratus, ex » quo post praemissa nullos fructus percepit.

» Datur super praemissis attestatio vicarii generalis, qui subdit » nullum aliud impedimentum juris et facti in eo inveniri, » quominus dictam absolutionem et rehabilitationem obtineat, » si SSmo placuerit.

» Haec instantia per summarium relata, EE. PP. mandarunt » describi in folio. Nunc itaque quaeritur:

» An absolutio, et rehabilitatio petita sit concedenda?

» Sacra Congregatio censuit: – *Concedendum ad cautelam.* » Die 2 decembris 1679. »

QUATRIÈME PARTIE.

LES PARRAINS.

CHAPITRE I.er

187. L'usage d'employer des parrains et des marraines dans le baptême remonte aux premiers siècles de l'Eglise. S. Denys l'Aréopagite, Tertullien, S. Basile, S. Augustin, et autres en font foi, et parlent de la responsabilité que les parrains assument devant Dieu. S. Augustin, cité par Gratien, c. 104, de consecratione, dist. 4: « Vos ante omnia, tam mulieres quam viros, qui filios in baptismo suscepistis, moneo, ut vos cognoscatis fidejussores apud Deum extitisse pro illis, quos visi estis de sacro fonte suscipere; ideoque semper eos admonete, ut castitatem custodiant, justitiam diligant, charitatem teneant. »

188. Lorsque le baptême avait lieu par immersion, les hommes ne pouvaient être parrains des femmes, et *vice versa*. Les canons des apôtres et les constitutions apostoliques le prescrivent formellement. Pendant longtemps les parens eux-mêmes étaient les parrains de leurs enfants. C'est à partir du VIIe siècle que l'on trouve dans les conciles une défense formelle à ce sujet. Le pape S. Nicolas I, dans ses réponses aux Bulgares, confirme cette discipline. Le décret de Gratien rapporte plusieurs anciens canons; enfin, l'on a dans les décrétales, le titre *de cognatione spirituali*.

189. Il doit y avoir un seul parrain et une seule marraine, suivant le Concile de Trente, qui a voulu par là empêcher la multiplication de la parenté spirituelle et sauvegarder la liberté des mariages. Des superstitions se sont quelquefois produites; on profitait du baptême pour former des compaternités à l'ombre desquelles on se livrait à l'inconduite.

190. Les parrains doivent être constitués au moins dans l'âge de puberté, et munis du sacrement de confirmation. Le Rituel romain y voit une haute convenance: *Maxime convenit*. Les anciens canons en faisaient une condition de rigueur, (Gratien, de consec. dist. 4, c. 101). S. Charles a suivi cette discipline : « In baptismo etiam compater ne sit, qui sacro chrismate confirmatus non est, eademque de commatre cautio fiat. » Il exige au moins quatorze ans pour être parrain. S. Antonin en donne la raison suivante: « Nascitur homo in esse spirituali per baptismum, et vivit utique vita gratiae, sed adhuc est quasi debilis in vita spirituali; sed per confirmationem vel chrismationem confirmatur, quasi perveniens ad aetatem robustam, ut possit bellare et fortius agere. Unde ut debilis accedens baptizandus, ad hoc debet sustentari ab alio, qui tamen debet esse chrismatus. Nam debilis non est idoneus ad sustentandum debilem, ne ambo simul cadant. » Barbosa a cru qu'il suffisait que les parrains eussent l'âge de raison. (*de offic. et pot. parochi*, c. 18). Catalani soutient que les mots du Rituel, *maxime convenit*, expriment un précepte, et que le curé pécherait en admettant pour parrains des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de puberté ni reçu la confirmation, car c'est prescrit dans une foule de synodes.

191. Le Rituel Romain exclut des fonctions de parrains 1. les infidèles. Le catéchisme de S. Pie V désigne nommément les juifs. 2. Les hérétiques. 3. Ceux qui sont publiquement excommuniés, ou interdits, les pécheurs publics, ceux qui sont sous le coup de l'infamie. S. Charles Borromée exclut en outre ceux qui n'ont pas communié à Pâques. 4. Ceux qui n'ont pas la tête saine, ni ceux qui ignorent les rudiments de la foi. Car ils ne pourraient pas les enseigner aux enfants lorsque c'est nécessaire. Le concile de Reims de 1583 prescrit que le prêtre interpelle à haute voix ceux qui accompagnent l'enfant, ou du moins le parrain et la marraine, et leur demande s'ils veulent vivre dans l'Eglise catholique, Apostolique, romaine, en renvoyant ceux qui ne répondent pas catégoriquement.

192. Les canons qui excluent les religieux et les religieuses sont très anciens, car il ne faut pas qu'ils contractent de pareilles relations avec les gens du siècle. Un concile d'Auxerre de 578 contient déjà cette prohibition. Gratien (de consec. dist. 4) rapporte aussi une lettre de S. Grégoire le Grand, qui défend expressément aux moines d'avoir des commères, à cause des rapports de familiarité qui en résultent. Les ca-

nons ne parlent que des moines: les théologiens entendent tous les réguliers. Le Rituel romain confirme cette discipline: « Ad hoc etiam admitti non debent monachi, vel sanctimoniales, neque alii cujusvis ordinis regulares a saeculo segregati. » Le concile de Bénévent de 1374 parle des religieuses: « Praecipimus etiam districte, ne in patrinum regularis aliquis admittatur, ut omnis familiaritatis suspicio evitetur; inter quos intelligimus religiosas, abbatissas, seu moniales, quas monasteria exire non licet. »

193. Lorsqu'un religieux est invité à être parrain, il doit demander un indult à la S. Congrégation des Évêques et Réguliers. Un assez grand nombre d'exemples se conservent aux archives; nous nous contentons d'en citer quelques-uns.

194. En 1840, un clerc régulier mineur de Naples présente la supplique suivante: « François Carracciolo, prêtre, clerc régulier mineur de Naples, ayant été invité par un de ses amis à être le parrain de confirmation de son fils, prie humblement Votre Sainteté de vouloir bien accorder l'autorisation. – La S. Congrégation donne l'indult, *procuratorio nomine*. »

195. Le P. Michel Rossello, prêtre profès, espagnol, de l'observance régulière de S. François de la province de Catalogne, domicilié à Barcelone, demande humblement à Votre Sainteté d'être parrain au baptême d'un fils ou d'une fille qui naîtra bientôt de légitimes époux qui sont ses parents au second degré, et auxquels il est très obligé pour les grands bienfaits qu'il a reçus. – La S. Congrégation accorde l'indult en date du 1er décembre 1840, avec la clause, *procuratorio nomine*, comme le précédent.

196. Un convers capucin espagnol réfugié en France obtient en 1841 la permission d'être parrain de l'enfant de son bienfaiteur. « Frater Joseph de Prato de Plusanès laicus professus Hispanus ordinis Minorum Capucinorum, ob Hispaniae circumstantias in Gallia commorans, ad S. V. pedes humiliter provolutus exponit, pluribus adstringi beneficiis quae accepit a Narcisso Figueras ejusque uxore Hispanis etiam nunc in Gallia degentibus, ipsosque desiderare oratorem suscipere de sacro fonte baptismatis eorum prolem quamprimum nascituram. Supplicat ergo orator S. V. pro facultate necessaria ut queat piae dictorum benefactorum voluntati satisfacere. Et Deus etc. – S. Congregatio benigne annuit. etc. procuratorio nomine etc. Die 1 februarii 1841. » Le même indult est donné le 16 août 1841 au P. Bonaventure de Montefosco, capucin.

197. Il ne faut pas croire que la S. Congrégation montre autant de tolérance pour les religieuses; bien au contraire, elle rejette toute demande de ce genre. Voici un exemple concernant une religieuse autorisée à demeurer hors du cloître *ad tempus* pour raison de santé; à *fortiori* refuse-t-on l'indult aux sœurs qui sont dans leur communauté. « Marie-Louise, religieuse du monastère de Ste Marie Egyptienne de Naples, sortie de son couvent avec indult apostolique pour raison de santé, demande l'autorisation d'être marraine de confirmation d'Alfonsina Paliola, de Naples, uniquement pour se rendre à l'ardent désir de la confirmande et de ses parents etc. » Sacra Congregatio rescripsit: *Non conceditur*. Die 1 septembris 1841. »

CHAPITRE II.

Empêchement de parenté spirituelle.

198. Le parrain d'un enfant baptisé avec toutes les cérémonies prescrites au Rituel contracte avec cet enfant et avec son père et sa mère un empêchement dirimant qui s'oppose au mariage. Cet empêchement est-il contracté dans le baptême privé qui se fait dans les maisons en cas de danger de mort pour l'enfant? La question a été controversée autrefois; elle est aujourd'hui tranchée par une décision formelle du Saint-Siége.

199. Aucun canoniste ou théologien antérieur au Concile de Trente n'a fait de distinction entre le baptême solennel et le baptême privé en ce qui concerne l'empêchement que contracte le parrain; en effet, les saints canons qui parlent de cet empêchement s'expriment en des termes généraux qui ne comportent pas de distinction, d'autant plus que les baptêmes privés étant beaucoup plus fréquents dans l'antiquité que le baptême solennel, les règles canoniques auraient dû mentionner l'exception si elle eût réellement existé. Soto semble avoir le premier élevé un doute sur l'extension de l'empêchement au cas du baptême privé, quoiqu'il soit vrai de reconnaître que cet éminent théologien se garda de traiter la question avec l'assurance qu'on remarque dans les écrivains postérieurs.

200. La S. Congrégation du Concile n'hésita pas à décider, dès l'année 1603, que le baptême privé faisait contracter aussi bien l'empêchement dirimant que le baptême solennel. Il s'agissait d'une femme qui avait tenu un enfant baptisé par la sage-femme, en ignorant complètement que cette action fût de nature à faire contracter l'empêchement dirimant; et pourtant la S. Congrégation n'hésita pas à décider que si cette femme avait eu la pensée de lever l'enfant des fonts sacrés, elle ne pouvait pas contracter mariage avec le père de cet enfant naturel.

« Dubium Cognationis Spiritualis. – Emmanuel de Soto » et Maria de Manzanades Hispalen. ad invicem promiserunt » matrimonium inter se contracturos; postea vero quaedam » alia mulier quae gravida facta erat a praedicto Emmanuele » peperit, et timore subitaneae mortis obstetrix baptizavit foe- » tum, quem dum super ipsum aqua infundebatur, manibus suis » tenuit praedicta Maria, ignorans ex praedicta actione posse » sibi aliquod impedimentum ad praedictum matrimonium oriri; » quod si praescisset, nequaquam praedictum foetum manibus » tenuisset. Supplicatur modo Illmis DD. VV. pro opportuna » declaratione:

» An ex praemissis aliqua spiritualis cognatio inter prae- » dictos Emmanuelem et Mariam contracta fuerit, quae ipsos » matrimonium promissum facere impediat?

» Die 17 aprilis 1603. Congregatio Concilii censuit: *Si* » *Maria habuit animum levandi infantem de sacro fonte*, » *contractam esse cognationem spiritualem*. »

201. Cette décision, si elle eût été connue, aurait mis fin à toute controverse. Le célèbre Navarrus, canoniste de la Pénitencerie, enseigna formellement dans son *Manuel*, que c'était une erreur de croire que l'empêchement dirimant est contracté lorsqu'on supplée à l'église les cérémonies envers l'enfant ondoyé à domicile; c'est le contraire qui est vrai, dit le savant canoniste, parce que les cérémonies ne sont pas autre chose qu'un sacramentel, au lieu que le baptême privé est le sacrement. Malgré l'autorité de Navarre, environ trente théologiens se prononcèrent dans le sens négatif. Il était temps que le Saint-Siége parlât.

CHAPITRE III.

Actes de la S. Congrégation du Concile.

202. La question fut portée à la S. Congrégation du Concile en 1677. La disposition du Concile de Trente d'après laquelle est contractée dans le sacrement de baptême la parenté spirituelle entre le parrain et le père et la mère de l'enfant, s'applique-t-elle au baptême qui a lieu sans solennité à domicile pour cause de nécessité? Le *votum* que nous retrouvons dans les manuscrits du cardinal Casanate montre à quel point la question était controversée. Aussi la S. Congrégation enjoignit-elle de consulter divers théologiens.

Le *votum* du cardinal Casanate résume exactement l'état

de la controverse, et fait connaître les principaux représentants des deux sentiments, avec leurs principales raisons. On voit d'une part, pour le sentiment affirmatif Navarre, Angelus, Guttierez, Vivaldus, Basilius Pontius; d'autre part, le sentiment négatif offre Soto, Suarez, Gallego, Vega, Sanchez etc. D'un côté, on dit que les saints canons ne font pas de distinction entre le baptême privé et le baptême solennel; de l'autre côté, on fait valoir que l'intervention du parrain est une cérémonie instituée par l'Eglise pour le baptême solennel, en sorte que personne ne regarde comme un vrai parrain l'homme qui tient un enfant qu'on baptise en particulier.

« Quoad hunc casum adsunt duo doctorum sententiae. Una est probabilis, quae tenet etiam in baptismo non solemni contrahi cognationem spiritualem a susceptore. Ratio est, quia jura statuentia susceptorem in baptismo contrahere, nullam adhibent distinctionem inter baptismum solemnem, et privatum, ut constat ex cap. 1 de cognat. spirit. in 6, et ex Concilio Tridentino Sess. 24 de reform. matrim. cap. 2; et hanc sententiam tenent Navarrus in *Manuali* cap. 22, n. 40; Guttier, *de matrim.* cap. 100, n. 7; Angelus, ver. *matrimon.* 3 impedim. n. 2; Vivaldus in *candelabr. Sacram.*; Lopez Philiarc. Emm. Basilius de Ponte, qui videri possunt apud Sanchez infra citandum.

» Altera doctorum sententia est probabilior, cognationem scilicet non contrahi a susceptore in baptismo non solemni, et ratio est, quia adhibere susceptorem est caeremonia ab Ecclesia instituta pro baptismo solemni, unde in privato non dicitur vere susceptor, qui tenet. Nam valde contingens est ut ab aliquo puer teneatur; in ulnis enim matris, aut in cunabilis positus solet baptizari; quod si ab aliquo teneatur, est per accidens, majoris commoditatis gratia; nam patrinus non est de essentia baptismi. Secunda ratio elicitur ex communi usu loquendi, et vulgi opinione, a quibus argumentum petitum efficax est; nam tenentes infantem in casu simili, nec compatres, nec patrini appellantur, nec ut tales solent aestimari, sed solum qui suscipiunt puerum in baptismo solemni. Et hujus sententiae auctores sunt Suarez in 3 par. quaest. 67, art. 8, dub. ult. Sotus in 4 dist. 42, quaest. 1, art. 2. fr. Emman. Sa Summ. tom. 1, cap. 226, n. 2, con. 2. Gallego, Manuel Vega, et Sanchez de matrimon. lib. 7, disput. 62, n. 14; Barbosa in Concil. Sess. 24, cap. 2. n. 15; et Passerinus in cap. 1 n. 6, *de cognatione spirituali* in 6 Decretalium. »

La S. Congrégation du Concile donna ordre de consulter divers théologiens:

« Dubium cognationis spiritualis – Supplicatur per Sacram » Congregationem declarari:

» An dispositio Concilii decernens in sacramento baptis- » matis contrahi cognationem spiritualem inter suscipientem » et patrem ac matrem suscepti habeat locum in baptismo » sine solemnitatibus ob necessitatem domi sequuto?

» Sacra Congregatio censuit: *Dilata et scribant theologi.* » Die 29 maii 1677. »

203. Les théologiens consultés par la S. Congrégation furent: Cossetti, le jésuite Esparza, le conventuel Laurent de Laurea, plus tard cardinal, le célèbre augustin Christianus Lupus, qui se trouvait fortuitement à Rome; le carme Charles de l'Assomption, provincial de Gallo-Belgique, et le P. Miroballus, théatin. Ce dernier traita la question avec plus d'étendue que ses collègues. Nous avons retrouvé les mémoires de ces illustres théologiens et canonistes.

204. Cossetti pense que le baptême privé ne fait pas encourir l'empêchement dirimant. Le parrain est une des cérémonies qui constituent le baptême solennel; aussi dans le baptême privé ne fait-il pas la profession de foi et ne promet-il pas au nom du néophyte de renoncer à ce qui ne se concilie pas avec cette foi. Le concile de Trente a voulu restreindre la sphère des empêchements dirimants. Il reconnaît aux parents le droit de choisir les parrains, au lieu que dans le baptême privé on prend le premier venu pour tenir l'enfant. Une décision affirmative n'aurait pas d'autre effet que de compliquer davantage la question, parce que nul ne pouvant être parrain si l'on n'est expressément choisi par les parents, suivant le concile de Trente, tout individu qui tiendra l'enfant baptisé *privatim*, ne sera pas un vrai parrain au sens canonique.

Cossetti désigne Pasqualigo comme un des partisans prononcés du sentiment négatif.

« *Dubium cognationis spiritualis.* – An dispositio Concilii » Tridentini sess. 24 *de Reform. Matrimonii*, decernens in » sacramento baptismatis cognationem spiritualem inter susci- » pientem et patrem et matrem suscepti, habeat locum in bap- » tismo sine solemnitatibus domi sequuto?

» Praesens dubium a doctoribus varie fuit decisum, et tamen habet in ventre propriam resolutionem negativam. Si enim ejusmodi baptismus dicitur administrari sine solemnitatibus, tenentes in eo, neque munus obeunt, neque efficiuntur veri patrini, quorum adhibitio est altera ex solemnitatibus et coeremoniis ecclesiasticis, ut cum Soto, Gallego, Emmanuel, Vega, Suarez et aliis communiter sensit Henriquez lib. 2 cap. 8.

» Et in facto isti tales nec profitentur catholicam fidem nomine pueri baptizandi, nec pro eo pollicentur renunciationem contrariis, quae sunt partes principaliores ac veluti constitutivae patrinorum; et videmus tenentes in baptismo solemni in ecclesia administrato eas exequi, respondendo presbytero baptizanti per verbum: *Credo*, et respective per verbum: *Abrenuncio*, cum usus susceptoris, teste divo Dionysio (cap. ultimo *Eccles. Hierar.*) ob id fuerit ab Ecclesia inventus, et habetur cap. *vos ante*, de consecrat. dist. 4 et penes Abbatem in cap. *veniens* n. 4 *de cognatione spirituali.*

» Hinc inolevit usus communis quod suscipientes in baptismo domi administrato, nec vocentur compatres, nec pro talibus habeantur, de quo Bonacina, *de Matrimonio* (quaest. 3, punct. 5, §. 2 proposit. 3 n. 11). Revera enim praestant nudum factum materiale substentando puerum, ut commodius baptizari possit.

» Non obstat baptizantem in ea necessitate contrahere cognationem, quia baptizans confert verum sacramentum; at qui sic tenet vel suscipit, non dicitur proprie et formaliter tenere, quia susceptio propria et formalis est una de solemnitatibus ab Ecclesia institutis, ac proinde solemnitate deficiente deficit quoque vera susceptoris ratio. Granados in 3 par. contr. 4, tract. 2, disp. 5, n. 4.

» Quae negativa opinio innixa rationibus supra recensitis aliisque a D. Pasqualigo adductis in *Theoria et Praxi*, ubi egregie articulum examinat, videtur ulterius magis ad mentem S. Concilii, citato capite 2. Cum enim ad obviandum peccatis et scandalis numerum impedimentorum coarctare decreverit provenientium a cognatione spirituali in baptismo et confirmatione contrahen., ultra in eo litteraliter expressa semper standum est pro non impedimento; atqui ex contextu apparet S. Concilium loqui de suscipiente in baptismo administrato a paroeho in Ecclesia et solemniter; non est igitur protrahenda cognatio ad tenentes in baptismo domi administrato, de quo inibi nulla fit sive expressa sive tacita mentio.

» Tanto magis, quia in similium baptismorum administratione accidit frequentius, ut non deligantur susceptores, sed necessitate compellente indiscriminatim obvii admittantur ad tenendum; et tamen Sacrum Concilium aequitati parcendo indulsit per baptizandi parentes patrinos designari et non designatos cognationem spiritualem nullam contrahere ibi: « Quod si alii ultra designatos baptizatum tetigerint, cognationem spiritualem nullo pacto contrahant. » Ex quibus duorum, alterum evenire necesse est, aut invitos multoties parentes sibi

assumpturos compatres, contra indultum a Sacr. Concilio ; aut deficiente designatione quae in administratione baptismi minus solemni vix fieri potest ob penuriam hominum, qui praesto sint, quoad hoc compatres non efficerentur ex defectu designationis, etiam in casu, quod affirmativa proderet ab hac Sacra Congregatione resolutio, quae rem magis faceret intricatam.

Ita etc. – *Franciscus Cossettus.* »

205. Le célèbre Laurent de Laurea, conventuel et plus tard cardinal, dont nous avons jadis publié la dissertation sur la fréquente communion, ne se méprend pas sur la vraie solution de la question actuelle; car il répond nettement que le parrain du baptême privé est lié par l'empêchement de la parenté spirituelle, et il se fonde sur l'étude attentive des monuments de la législation canonique. L'Eglise a établi l'empêchement dont il s'agit par respect pour le sacrement, qui établit des liens spirituels plus étroits que ceux qui résultent de l'adoption. Le baptême privé étant un vrai sacrement, le parrain qui tient l'enfant devient son père spirituel au même titre qu'au baptême solennel. Les anciens canons et les décrétales ne font pas de différence entre le baptême solennel et privé en ce qui concerne la parenté spirituelle; et pourtant l'Eglise aurait dû manifester dès le principe son intention, supposé qu'elle n'eût pas entendu étendre l'empêchement au baptême privé. Ni la bulle de S. Pie V, ni le catéchisme de ce grand pontife n'indiquent qu'il y ait la moindre différence entre le baptême conféré à l'église avec les solennités rituelles et l'ondoyement à domicile. On défie de citer un seul des anciens scolastiques qui ait nié l'existence de l'empêchement lorsqu'il s'agit d'un baptême privé. On peut consulter Alexandre de Alès et S. Thomas. Dominique Soto est le premier qui ait élevé quelque doute et il a été peu suivi. Les partisans de l'opinion négative n'apportant aucune raison plausible et ne pouvant nier que la parenté spirituelle n'accompagne la régénération spirituelle, de Laurea se range parmi les partisans de l'opinion affirmative, surtout à cause de l'autorité de Navarre qui, étant canoniste de la Pénitencerie et très versé dans ces matières, a enseigné cette doctrine à Rome même.

Voici le *votum* du savant et habile conventuel:

« *Dubium de cognatione spirituali* – An dispositio Concilii Tridentini Sess. 24, cap. 2 *De reform. matr.* decernens in baptismo contrahi cognationem spiritualem inter suscipientem, et patrem, ac matrem suscepti, habeat locum in baptismo sine solemnitatibus ob necessitatem domi sequuto?

» Pro solutione dubii notandum primo hoc impedimentum cognationis spiritualis inter susceptorem seu patrinum et parentes baptizati inveniri primo impositum in concilio Nicaeno I, can. 31. Deinde confirmatum a Deusdedit, et Symmacho, et tandem a Concilio Tridentino. Notandum secundo, quod aliqua persona duplici modo potest esse tenens vel suscipiens in baptismo, primo tamquam adjuvans baptizantem, et, ut dicitur in scholis, materialiter, et absque animo exequendi munus patrini. Secundo cum hoc animo, et, ut dicitur in scholis, formaliter. Hoc supposito, de primo nullum est dubium; sed de secundo. Ideo:

» Respondetur ad dubium: *Affirmative.* Ratio est, quia haec prohibitio, seu hoc impedimentum cognationis spiritualis appositum est ab Ecclesia ob pietatem, et religionem sacramenti, ut habetur ex Nicolao I *ad Consult. Bulg.* c. 2; et est in canone I, 30, qu. 1: « Si ergo inter eos non contrahitur matrimonium quos adoptio jungit, quanto magis a carnali oportet contubernio cessare, quos per coeleste sacramentum regeneratio S. Spiritus vincit; longe igitur congruentius filius patris mei vel frater meus appellatur is, quem gratia divina potius, quam humana voluntas, ut filius patris mei vel frater meus esset, elegit. » Haec Nicolaus. Sed baptismus qui domi sine solemnitatibus confertur, est verum sacramentum regenerationis, et vere in eo caelestis gratia confertur. Igitur tenens in eo est vere pater spiritualis, et ideo huic sacramento eadem prorsus reverentia, ac religio praestanda est, quae alteri cum externis coeremoniis ac solemnitatibus ministrato, quia idem essentialiter sunt.

» Confirmatur ex cap. 1 *de cognatione spirituali* in 6, ubi agitur de personis contrahentibus cognationem spiritualem in baptismo et confirmatione, et nulla prorsus fit mentio de solemni, aut non solemni: sed tantum de his sacramentis, et quod per ea contrahitur. Alioquin si episcopus sine solemnitate, et in privata domo confirmaret aut baptizaret, suscipiens in neutro casu contraheret cognationem, quod nemo, credo, dicet, cum Ecclesia non propter solemnitates apposuerit hoc impedimentum, sed propter sacramenta haec, quia suscipientes respectu susceptorum evadunt patres regenerationis in fide, per baptismum et confirmationem in eadem, et in confirmatione, et compatres cum parentibus naturalibus. Aeque tamen regeneratur quis in fide et confirmatur per baptismum et confirmationem privatam, ac per solemnem ; igitur aequalis in utraque paternitas, et compaternitas fatenda est.

» Confirmatur secundo. Nullus canon, nullaque pontificia constitutio facit mentionem de solemnitate aliqua, dum statuunt suscipientes in baptismate evadere patres spirituales susceptorum, et inter eos cognationem oriri spiritualem. Debuisset tamen apponi haec conditio et circumstantia, si foret essentialiter necessaria. Cum ergo Ecclesia neminem decipiat vel perplexum aut in periculo peccati relinquat in sacramentorum ministerio, et in matrimoniorum contractibus, et per XVI secula de hac circumstantia solemnitatis non sit loquuta, evidens signum est non requiri ad eam contrahendam. Assumptum in antecedenti patet ex lectione sacrorum canonum et constitutionum. Nam prae caeteris Symmachus in can. *omnes* 30, q. 1 ait : « Nostri sunt spirituales filii, ipsi quos vel nobis suscipientibus, vel trinae mersionis vocabulo mergentibus unda sacri baptismatis regeneravit. » Ubi nulla fit de solemnitate mentio, sed de baptismo tantum. Concilium ipsum Tridentinum nullum facit verbum de solemnitate, et tamen in omnibus et praesertim in statuendis impedimentis matrimonium dirimentibus, sicut et in caeteris cunctis, distincte et absque diminutione semper processit.

» Pius V const. 14, ubi de hac cognatione loquitur in baptismo contracta, loquitur absque distinctione solemnis vel privati.

» Catechismus romanus p. 2 *de sacram. baptismi*, postquam n. 26 narravit ex Dionysio Areopagita antiquam esse consuetudinem ex Apostolorum documentis, ut parentes naturales, postquam filium baptizandum curassent, alicui docto viro tradebant, qui in fide eum instrueret, in n. 28 loquens de his patrinis, ait: « Quamobrem sapientissime a S. Ecclesia constitutum est, ut non solum is, qui baptizat, cum baptizato, sed etiam susceptor cum eo, quem suscipit, et cum ejus veris parentibus affinitate devinciatur, ita ut legitima nuptiarum foedera inter hos homines iniri non possint, atque inita dirimantur. » Ubi de omni suscipiente loquitur.

» Neque valet opponere quod catechismus intelligi debeat de baptismo solemni, et a parocho collato, quia ex ipsomet catechismo colligitur hanc privativam potius rejici, quam firmari. Nam ibidem num. 23, tradit quibusnam ex officio competat baptizare ; num. 24 docet in casu necessitatis omnes de populo sive mares, sive foeminas, haereticos, judaeos, et alios infideles posse baptizare, dummodo facere intendant quod facit Ecclesia ; in num. 25 docet ordinem servandum inter praesentes, quando quis est baptizandus, ut sacerdos praeferatur clerico, clericus laico, laicus mulieri, et nunquam de solemnitate loquitur. Imo in cap. 24 *de baptismo dato in necessitate*, dicit : sine solemnibus caeremoniis baptizare

possunt. Et nihilominus a cap. 26 usque ad cap. 31 loquitur de patrino adhibendo in baptismo, de munere ejus, de numero, et de vinculo ex susceptione contracto. Igitur, sicut loquitur de omni baptismo sive solemni, sive non, et de patrino adhibendo, non distinguendo de hoc vel illo baptismo, ita intelligendus est de effectu et vinculo sequente ad omnem patrinum omnis baptismi; alioquin si parochus ipse baptizaret private adhibendo patrinum, neque hic contraheret spiritualem affinitatem, quae nova essent in Ecclesia.

» Confirmatur tertio a paritate ex glossa in casu cap. 1 *de cognation. spirit.* in 6. Baptizans sine solemnitate etiam laicus evadit pater spiritualis baptizati, et contrahit cum eo, ejusque parentibus cognationem spiritualem; ergo etiam suscipiens in eo baptismo; sicut enim baptizans est pater spiritualis, quia regenerat spiritualiter, neque per aliud evadit talis in solemni, nisi quia regenerat, ita suscipiens qui in eam regenerationem concurrit, et subit onus edocendi necessaria consequentia ad regenerationem, neque video qualis possit assignari disparitas.

» Nemo ex scholasticis unquam hanc distinctionem admisit, aut negavit ex baptismo privatim collato contrahi cognationem spiritualem; sed omnes absolute et absque distinctione docuerunt per duo sacramenta, baptismum et confirmationem, contrahi *cognationem spiritualem*. Videatur Alensis 2 p., q. 38, memb. 2. D. Thomas 4 sent. dist. 42, q. un. sub A. ubi ait cognationem spiritualem esse vinculum contractum ex dispensatione sacramentorum baptismi et confirmationis, idemque ipsissimis verbis repetit ibidem K. nec unquam distinguit de baptismo solemni vel privato.

» Primus omnium qui distinxit, fuit Sotus in quarto sent. dist. 42, q. 1, art. 2, ut accurate notavit Basilius Pontius de matrim. lib. 7 c. 4 n. 5, et eum impugnat, quod sine fundamento id dicat. Et mihi verum dicere videtur. Nam ubi est regeneratio spiritualis, adest cognatio spiritualis; at per sacramentum, non per sacramentalia fit regeneratio; igitur cum tam privatum quam solemne baptismi sacramentum sit vere regenerans, per utrumque fiunt patres et compatres.

» Sotum sequuti sunt alii, sed quos ego viderim, pauci, ut Sanchez *de matrim.* lib. 7 disp. 62 num. 13 inquiens esse probabiliorem negativam. Emanuel Sa in summ. tom. 1 c. 236. Gaspar Hurtadus disp. 18 diff. 6. Bonacina de imped. matr. de cognat. spirit. §. 11 num. 11. Sed nullam isti afferunt rationem. Imo Bonacina ibidem dicit, quod si laicus baptizet in extrema necessitate et sine solemnitate, contrahit cognationem spiritualem. Quare postea neget tenentem non contrahere, non video. Citari solet Suarez ab eodem Bonacina et ab aliis; sed ego (salva pace) dico immerito, quia hic auctor in 3 p. q. 67 art. 8 dub. ult. loquitur cum distinctione, si in baptismo privato quis tenet puerum animo fungendi munere susceptoris, vere contrahit, sin minus, nequaquam; et haec meo videri, est propria et adaequata responsio, quam alii quoque sequuti sunt.

» Partem vero affirmativam cum hac distinctione tamen intelligendam docuerunt Navarrus in Man. c. 22 num. 40 sic loquens: « Notandum primo, errare illos qui cum puer in » domo baptizatur propter necessitatem, vel sine necessitate, » et postea cum in Ecclesia exorcizatur et ungitur chrismate, » credunt ex hoc posteriori actu oriri cognationem, et non » ex priori. Cum aliter res se habeat, quia posterior actus » non est sacramentum, sed sacramentale etc. » Navarrus autem erat canonista Poenitentiariae, et ideo versatissimus in ejusmodi materiis, et cui multum est deferendum, et hac de causa Coninch in tract. de matrim. disp. 32 num. 39 citato Navarro eum sequitur, dummodo tenens puerum in eo baptismo susceptoris munus obire intendat; et pro eadem sententia Sà verbo *matrimonium*, de impend. num. 5, Candelabrum 1 p. de matrim. num. 154.

» Ideo huic sententiae affirmativae adhaereo et propter rationem, et propter auctores, et praesertim Navarrum in his materiis versatissimum in romana curia sic docentem. – *Fr. Laurentius de Laurea.* »

206. Le P. Esparza de la Compagnie de Jésus, se prononce dans le sens diamétralement opposé. Ses arguments, plus serrés que ceux de Cossetti, sont de nature à faire impression sur l'homme qui étudie superficiellement la question. Les parrains du baptême privé, dit-il, ne le sont que d'une manière impropre, *secundum quid*, et similitudinairement. Le concile de Trente indique assez clairement qu'il n'y a de vrais parrains que ceux que les parents désignent et que le curé inscrit dans son registre; car le concile n'ordonne d'inscrire que les parrains du baptême solennel, au lieu qu'il aurait dû recommander aussi de noter ceux qui tiennent les enfants baptisés en particulier, supposé que son intention eût été d'étendre jusqu'à eux la parenté spirituelle; autrement le décret du concile est incomplet, défectueux en une chose qui intéresse la validité du mariage. Si nous consultons le sentiment commun des fidèles, nous constatons aussitôt qu'ils ne donnent pas le nom de parrain à celui qui tient l'enfant baptisé en particulier. Le décret du concile doit être interprété aussi largement que possible, dans l'intérêt de la liberté des mariages; de là vient qu'il faut écarter la parenté spirituelle résultant du baptême privé; car cet empêchement étant plus occulte que les autres, aurait l'inconvenient de produire bien des embarras en annullant des mariages qui seraient contractés de bonne foi; et ce cas, loin d'être chimérique, se présenterait fréquemment.

Tel est le *votum* du P. Esparza, qui, d'ailleurs, déclare en finissant qu'il soumet son avis aux hommes plus éclairés que lui.

« *Dubium cognationis spiritualis.* Quaeritur: – An dispo- » sitio Concilii sess. 24 *de reform. matrim.* decernens in » sacramento baptismatis contrahi cognationem spiritualem » inter suscipientem, et patrem ac matrem suscepti habeat » locum in baptismo sine solemnitatibus ob necessitatem domi » sequuto?

» Respondetur: Tametsi sententia affirmans in casu habeat pro se auctores bonos nec paucos, et fundamenta minime contemnenda, proindeque, utraque probabilis merito reputetur, tenendum nihilominus absolute videtur tamquam consonantius concilio, et sensui communi fidelium conforme solos suscipientes in baptismo solemni esse vere, proprieque patrinos, et consequenter eosdem solos contrahere cognationem sptritualem; vero eos qui suscipiunt in baptismo privato esse patrinos improprie, secundum quid, et similitudinarie tantum, nec contrahere ullam cognationem spiritualem impeditivam, irritativam matrimonii. Ita docet Castro Palao p. 4, tract. 19, punct. 11, §. 2, n. 12, cum Dominico Soto, Thoma Sanchez, Gaspare Hurtado, et aliis apud ipsos.

» Ratio est, quia institutio patrinorum, eorumdemque specialis obligatio, et authoritas atque cognatio spiritualis nititur solo jure ecclesiastico, quod perantiquum quidem est, sed redactum jam ad solum praeindicatum Concilii Tridentini decretum utpote correctivum, ac limitativum anteriorum canonum quoad punctum, ut patet ex ejus prologo et clausula finali. Concilium autem cum restrinxisset initio numerum suscipientium, seu patrinorum, et limites cognationis spiritualis eorumdem, praecipit immediate parocho, *ut diligenter ab iis, ad quos spectabit sciscitetur, quem, vel quos elegerint, ut baptizatum de sacro fonte suscipiant, et eum vel eos tantum ad illum suscipiendum admittat*: Hinc colligitur nomine suscipientium, seu patrinorum illigatorum cognatione spirituali eos tantum agnosci a Concilio, qui adhibentur in baptismo solemni. Siquidem in hoc solo baptismo intervenire parochos cum suscipientibus designatis per parentes, aut tutores baptizati, nec aliorum ssu-

cipientium in baptismo privato mentionem habet, nec etiam meminit Concilium.

» Rursus circa eosdem solos baptismi solemnis patrinos praecipitur inibi parocho, *ut eorum nomina describat in libro*, et insuper, *ut doceat eos quam cognationem contraxerint, ne ignorantia ulla excusari valeant*. Si autem susceptores, seu patrini adhibiti in baptismo privato essent vere et proprie patrini, et contraherent similiter cognationem spiritualem, eadem prorsus fuisset necessitas ut parochus curaret de ipsis, notaret in libro eorum nomina, eosdem moneret de cognatione contracta, ac proinde debuisset hoc itidem ei praecipere concilium, ne decretum ipsius evaderet diminutum ac defectuosum in re tanti momenti pro matrimoniis legitimis, et pro eventibus non admodum infrequentibus. Noluit igitur Concilium patrinos in baptismo privato esse proprie, ac juridice tales, sicut baptizans est proprie talis ex jure divino, sive baptismus sit solemnis, sive privatus; ideoque hic semper, illi solum in baptismo solemni contrahunt cognationem spiritualem. Eodem pertinet ob identitatem rationis textus Concilii qui sequitur immediate: *Quod si alii ultra designatos baptizatum tetigerint, cognationem spiritualem nullo pacto contrahant*. Nempe tangentes, seu suscipientes in baptismo privato, quacumque demum voluntate, ac proposito tangant, tam sunt exsortes conditionis, seu formae requisitae a Concilio, ut eligantur per eos, ad quos pertinet, et admittantur a parocho, quam sunt exsortes ejusdem conditionis, qui praeter designatos tangunt in baptismo solemni.

» Confirmatur valide haec intelligentia Concilii ex communi fidelium sensu, ac modo agendi; quem esse attendendum recte monet Sanchez lib. 2 *de matrim.* disp. 62, n. 14, ex late eam in rem discussis ab Everardo, susceptores nimirum in baptismo privato adhibiti, nec compatres, nec patrini communiter appellantur, nec vel a baptizato, vel ab ejus parentibus agitur cum illis eo modo vel reverentiae, vel familiaritatis specialis. Ergo hi soli, et non etiam illi reputantur, et sunt vere, proprieque patrini, et spiritualiter cognati. Adderem in fine praesens decretum, licet videri alicui possit odiosum, ideoque stricte interpretandum, quatenus est correctivum canonum praecedentium, esse tamen re ipsa favorabile potius absolute, uti advertit P. Sanchez, quia favet ex professo amplissimae libertati circa matrimonia, eorumdemque a tricis et ambiguitatibus liberationi, ut apparet ex praenotato prologo, et clausula finali; est igitur interpretandum potius ampliative, cum exclusione cognationis spiritualis patrinorum baptismi privati, eo vel maxime quia ejusmodi cognatio, utpote occultior, esset prae ceteris, obnoxia tricis et ambiguitatibus, ut patet consideranti. Ita censeo sub correctione sapientiorum. – *Martinus de Esparza, S. J.* »

207. Christianus Lupus était trop versé dans l'antiquité pour se prononcer dans un autre sens que l'opinion affirmative sur la question dont il s'agit. Le savant Augustin de Louvain se fonde sur des documents peu connus et sur des preuves exquises. D'abord, un passage du cardinal Robert Pullus, qui donne la raison intime de la parenté spirituelle dérivant du baptême. La loi dispose, en vue de la charité, que nul homme ne prenne pour femme celle dont il a reçu l'enfant sur les fonts baptismaux, parce qu'elle estime que cela peut suffire pour que ceux qui sont ainsi unis, s'aiment mutuellement, sans avoir besoin des liens spéciaux que forme le mariage; la même raison s'applique aux empêchements de consanguinité et d'affinité. C'est pourquoi Christianus Lupus décide sans aucune hésitation que le parrain du baptême privé contracte la parenté spirituelle de laquelle dérive l'empêchement dirimant. Il cite une lettre du pape Jean VIII et un décret du concile de Londres qui mettent à couvert de l'empêchement le père ou la mère qui baptise son enfant par nécessité et afin qu'il ne meure pas sans baptême. Cela s'entend des époux légitimes; car le père ou la mère d'un enfant naturel qui confère le baptême par pure nécessité est soumis à l'empêchement dirimant, ainsi qu'on l'a dit plus haut. Or, puisque les saints canons ne font d'exception qu'en faveur du père et de la mère légitimes, tous les autres qui baptisent en particulier par nécessité encourent donc l'empêchement; et *a fortiori* les parrains qui prennent part à ces baptêmes privés; car ils sont beaucoup moins nécessaires que le ministre qui confère le sacrement. D'où il suit qu'ils sont encore moins exempts du lien que forme la parenté spirituelle.

Il faut convenir que les arguments de Christianus Lupus ressemblent médiocrement aux syllogismes ordinaires de la Scolastique. Nous ne pensons pas que son *votum* d'ailleurs très-court, ait été publié parmi ses œuvres:

« *Dubium cognationis spiritualis*. – Quaeritur: An disposi-
» tio Concilii Tridentini c. 2 sess. 24 *de reform. matrimonii*
» decernens in sacro baptismate contrahi cognationem spiri-
» tualem inter suscipientes et patrem ac matrem suscepti ha-
» beat locum in baptismo sine solemnitatibus domi sequuto?

» Respondetur primo: Legitimi parentes dum proles suas ex necessitate baptizant, aut in baptismate suscipiunt, nullam contrahunt cognationem spiritualem. Liquet ex rescripto Joannis VIII pontificis ad Anselmum episcopum Lemovicensem; nescio quem Stephanum, quod *filium suum* in extremo vitae positum, nec baptismatis unda lotum, absentia scilicet sacerdotum, necessitate cogente, baptizasset eumque propriis manibus suscepisset, Anselmus episcopus separaverat a conjugii thoro et usu matrimonii; censebat maritum duplici spiritualis cognationis vinculo innodatum: altero per proprii filii baptismum, altero contracto per baptismalem ejusdem filii susceptionem. At vero consultius Joannes Pontifex censuit longe aliud, expendens Domini verbum: *Nemo potest dimittere uxorem, nisi ex fornicatione*, et ex ipso rescripsit: « Nos tantae authoritatis
» jussione freti dicimus esse inculpabile judicandum quod ne-
» cessitas intulit. Nam baptizandi hoc opus etiam laicis fide-
» libus juxta canonicam sanctionem, si necesse fuerit, facere
» libere conceditur; unde si supradictus genitor filium suum
» corpore morientem adspiciens, ne animam perpetua morte
» pereuntem dimitteret, sacri baptismatis unda lavit, bene
» fecisse laudatur, et idcirco suam uxorem sibi jam optime
» sociatam impune, quamdiu vixerint, judicamus manere con-
» junctam, neque ob hoc contra auctoritatem divinam aliqua-
» liter separari debuisse. »

» Hoc ipsum in sua totius Angliae Londinensi synodo sanxit Hubertus archiepiscopus Cantuariensis: si in necessitate puer baptizetur a laico, quod fieri potest a patre, vel a matre absque matrimonii praejudicio, sequentia immersionem per sacerdotem expleantur; nempe sacri baptismales ritus, qui non possunt expleri a laicis. Omnis ista synodus extat apud Rogerum Hovedensem.

» Eamdem sententiam ample docet in septimo sententiarum libro Robertus Pullus hujus S. R. E. Card. et cancellarius, et adjungit causam: « Lex charitati deserviens sanxit, ut nemo
» eam ducat, nec cum ea dormiat, cujus filium, aut filiam
» de fonte baptismi suscepit, imputans hujusmodi susceptio-
» nem, quemadmodum et cognationem simul cum affinitate
» sufficere posse ad hoc, ut qui taliter sunt conjuncti, sese
» invicem diligant. Unde decretum est, ut quos hujusmodi
» conjunctio non sociat, eos conjugii copula ad invicem vin-
» ciat. Quod ergo charitas adinvenit, contra eam non militet,
» dum nisi contra hujusmodi instituta quid agitur, salus hominis
» negligatur. Itaque cum aliter facere non possis, ipse tuam so-
» bolem baptizes, aut ad baptistam si ita fieri potest, deferas. »

» Responderem secundo. Dum quis sacerdos aut laicus alienam prolem domi sine ritibus baptizat ob pueri necessitatem, ab ipso contrahitur consuetum spiritualis cognationis vinculum. Ita palam docet idem Robertus Pullus. Etenim nullum excipit

eorum, nisi dum parens propriam prolem ex necessitate baptizat. et adjungit hujus exceptionis causam: « Qui saluti quae » aliter deperiret, consulens, pio animo baptismum suae prolis » celebrat, is pro tali causa a conjuge separari non debet, » ne parvulum malit perire, quam conjugem amittere. » Ad exceptionis subsistentiam requirit duo, et conjugum et prolis necessitatem. Quare illa non habet locum in extranea persona. Quinimo si quis spuriam, aut naturalem prolem ex tali necessitate baptizet, cum ejus matre omnino contrahit consuetum vinculum: quoniam illi non suffragatur favor matrimonii. Hic favor est palmare exceptionis fundamentum. Etenim illum sacri canones admittunt, etiam dum quis ob necessitatem baptizat suum privignum, aut privignam.

» Ejusdem sententiae fuit praefata Huberti archiepiscopi synodus ; lucide enim affirmat laicum ob extremam pueri necessitatem posse baptizare, et adjungit , quod fieri potest a patre vel a matre absque matrimonii praejudicio.

» Palam supponit ab aliis non fieri nisi cum isto praejudicio.

» Eamdem regulam sequutus est Joannes VIII; affirmat enim Stephanum isto vinculo non fuisse obstrictum , quod in sui filii baptismate non peccasset , ideoque matrimonii sui usu , quae olim erat frequens et gravis poena, non esset privandus, exceptionem hanc manifeste etiam fundat in favore matrimonii.

» Eadem, imo potior est ratio de quovis tertio talis baptizati susceptore. Etenim susceptio non est tantae necessitatis ac baptismus. Hinc sine illa potest privatim peragi. Hinc per ipsam quis longe minus eximitur a consueto spiritualis cognationi vinculo. Ita salvo meliori etc. Romae 7 julii 1677. – *Fr. Christianus Lupus.*

208. Le P. Charles de l'Assomption, provincial des carmes, n'apporte qu'un argument et l'emprunte à S. Thomas. Le parrain représente l'Eglise, mère spirituelle de l'enfant régénéré. Ce n'est donc pas à raison de l'instruction chrétienne pour laquelle le parrain assume une grave responsabilité vis-à-vis de l'enfant qu'il contracte avec lui et ses parents une parenté spirituelle, c'est par la génération spirituelle à laquelle il coopère comme représentant l'Eglise tandis que le ministre du baptême représente Dieu. Peu importe que le baptême puisse s'accomplir sans le parrain tenant l'enfant sur les fonts; cela prouve simplement que le parrain n'est pas autant nécessaire que le ministre; mais, supposé qu'il prenne part au baptême, il y intervient en qualité de mère spirituelle et il coopère à la génération spirituelle. Or, ce principe s'applique aussi bien au baptême privé qu'au baptême solennel.

Le *votum* du P. Charles de l'Assomption, quoique le plus court de tous, révèle un sens théologique parfaitement exercé :

« *Dubium cognationis spiritualis.*– Quaeritur: an dispositio Concilii Tridentini cap. 2 sess. 24 *de reform. matrim.* decernens in sacramento baptismatis contrahi cognationem spiritualem inter suscipientem , et patrem et matrem suscepti, habeat locum in baptismo sine solemnitatibus ob necessitatem domi secuto ?

« Respondeo principium bene judicandi in hac quaestione desumendum esse ex ratione legis statuentis cognationem spiritualem. Nam, si ista ratio aeque militet in baptismo privato ac in baptismo solemniter celebrato , et cognatio spiritualis aequalem in eo habebit locum. Rationem legis statuentis cognationem spiritualem tradit D. Thomas fulgentissimus Ecclesiae sol in supplem. q. 56. a. 3 in corpore, dicens: « Sicut in » generatione carnali aliquis nascitur ex patre et matre, sic » in generatione spirituali aliquis nascitur filius Dei sicut pa- » tris, et Ecclesiae sicut matris; sicut autem ille, qui sacra- » mentum confert, gerit personam Dei, cujus instrumentum » minister est , ita ille , qui baptizatum suscipit de sacro » fonte, aut confirmandum tenet, gerit personam Ecclesiae. » Unde ad utrumque spiritualis cognatio contrahitur. » Haec D. Thomas doctor Angelicus.

» Ex quibus dicendum videtur, dispositionem Concilii memoratam habere locum in baptismo sine solemnitatibus ob necessitatem domi secuto. Nec enim defectus solemnitatum, nec necessitas impediunt , quin baptismus privatus sit vera generatio spiritualis in qua baptizans vere gerit personam Dei et suscipiens vere gerit vicem Ecclesiae.

» Nec obstat quod baptismus possit fieri sine suscipiente ; nam hoc tantum probat non esse aequalem baptizantis et suscipientis necessitatem. Attamen , supposito quod adhibeatur suscipiens, habet se sicut mater vicem gerens Ecclesiae, et ad generationem spiritualem vere cooperatur; de qua cooperatione ait sol Angelicus loco cit. ad 2, quod non ratione instructionis debitae, sed ratione generationis spiritualis ad quam cooperatur, cognationem spiritualem contrahit.

» Ita sentio salvo meliori judicio – *F. Carolus ab Assumptione Carmelitarum Excalceatorum per Gallobelgium provincialis.* »

CHAPITRE IV.

Suite. Votum du théatin Miroballus.

209. Nous avons jusqu'ici trois voix contre deux; quoique Esparza et Cossetti soient des théologiens de mérite, nous ne pouvons les comparer à Christianus Lupus et surtout à Laurent de Laurea, que le pape Alexandre VII se plaisait à nommer *Sedis apostolicae brachium.* La balance penche visiblement du côté de l'opinion affirmative, et pourtant nous n'avons pas encore produit le mémoire le plus complet, le plus démonstratif.

210. Nous consacrons un chapitre spécial au *votum* de Miroballus, théatin, parce que l'importance de son travail semble l'exiger; d'ailleurs, il paraît avoir été spécialement écrit pour éclairer la conscience du Pape, suivant l'usage que nous avons remarqué plus d'une fois, pour l'époque dont il s'agit. Ainsi, les Actes de la Congrégation du Concile au sujet de la communion quotidienne que nous avons publiés l'an dernier, contiennent un très long mémoire du conventuel Laurent de Laurea, lequel résume ceux des autres théologiens et exerce une influence prépondérante sur la décision.

211. Miroballus débute par une charge à fond sur les casuistes qui inventent continuellement de nouvelles opinions, au lieu de consulter la doctrine et la tradition des saints pères, et ont soin d'écarter tout ce qui est de nature à montrer la fausseté des maximes qui leur plaisent. C'est ce qui est arrivé pour la question qui nous occupe. Dominique Soto est le premier qui ait fait une distinction entre le baptême solennel et le baptême privé au point de vue de la parenté spirituelle et de l'empêchement dirimant; sans étudier la question ni consulter la tradition, il dit, comme en passant et en répondant à une objection, qu'il n'ose pas affirmer absolument que le parrain contracte la parenté spirituelle dans le baptême privé, parce qu'on ne peut dire qu'il soit *susceptor*, à proprement parler. Voilà le premier embryon , dont Sanchez a fait un géant; car les casuistes ont adopté aveuglément son avis sans apporter d'autres raisons et en se contentant d'alléguer Soto. On compte environ trente partisans de l'opinion négative.

Examinons la tradition. L'institution des parrains remonte aux temps apostoliques. Origène interprète de la parenté spirituelle dérivant du baptême le passage de l'épître de S. Paul aux Romains: *Lucas, et Jason, et Sosipater cognati mei.* De cette parenté dérive l'empêchement dirimant du mariage, lequel fait partie de la tradition apostolique et se trouve expressément sanctionné dans le concile de Nicée. Quelles raisons en donne l'antiquité? Il faut distinguer la génération spirituelle de la génération charnelle. L'affinité spirituelle est supérieure à l'union des corps. L'affection paternelle que produit le lien

baptismal est une juste raison d'interdire le mariage; le respect dû au père spirituel s'y oppose d'ailleurs. Les pères et les scolastiques, Hugues de S. Victor, S. Thomas, S. Bonaventure enseignent que le parrain coopère à la génération spirituelle, et font dériver de ce principe l'obligation d'instruire le baptisé sur la religion. Qui dira que ces règles ne s'appliquent pas au baptême privé? Autrefois les catéchumènes qui se disposaient au baptême solennel recevaient longtemps des instructions publiques et n'étaient admis au sacrement que pleinement instruits. L'enfant baptisé par nécessité avant qu'il ne fût bien instruit de toutes les doctrines religieuses, avait un plus grand besoin de parrain que les autres; il n'y a aucune raison de supposer que le parrain n'était pas appelé à ces baptêmes privés, qui étaient beaucoup plus fréquents que les baptêmes solennels.

Après avoir montré longuement que les baptêmes privés étaient très fréquents dans les premiers siècles, notre savant théologien rentre dans son argumentation, et dit que nulle raison n'autorise à supposer que la discipline relative au parrain ne comprenait pas les baptêmes privés, d'autant plus que les canons s'expriment en termes généraux; aucun des saints pères et des anciens théologiens n'osa faire de distinction entre le baptême solennel et privé au point de vue de la parenté spirituelle et de l'empêchement qui en dérive.

S. Raymond de Pennafort, dans sa Somme, enseigne que le laïque ou le clerc minoré ne peut contracter mariage avec une enfant qu'il a baptisée par nécessité, parce qu'elle est sa fille spirituelle, *sicut illa quam suscipit*. Le savant pénitencier de Grégoire IX, le rédacteur des décrétales estime donc que l'enfant baptisée devient par le baptême privé la fille spirituelle de celui qui confère le baptême et du parrain qui la retient pendant l'administration du sacrement. S'ils se marient de fait, doit-on les séparer? S. Raymond déclare que le cas étant nouveau, il y a lieu de le soumettre au Pape. Paludanus et Hostiensis pensent de même. Quelques théologiens mirent en doute que le ministre du baptême privé contractât la parenté spirituelle; mais ils ne soulevèrent jamais la question en ce qui concerne le parrain. Angelus au mot *matrimonium* de sa Somme, dit expressément que la parenté spirituelle est contractée par le parrain du baptême privé que l'on confère à domicile, et non par celui qu'on appelle à l'église lorsqu'on supplée les cérémonies. Voilà la doctrine unanime des écrivains antérieurs au concile de Trente.

Après le concile qui ne fit d'ailleurs pas de différence entre le baptême solennel ou privé, l'ancienne doctrine se trouve dans le catéchisme romain, Navarre et la plupart des canonistes.

Les casuistes partisans de l'opinion négative n'omettent jamais de se mettre à couvert sous le nom de Soto, sans avoir la bonne foi de convenir qu'il s'exprime *dubitative*.

La parenté spirituelle se fonde sur la régénération spirituelle. Or, celle-ci a lieu aussi bien dans le baptême privé que dans le baptême solennel. Ce ne sont pas les cérémonies qui font contracter l'empêchement; car tout le monde convient que cet empêchement n'atteint pas le parrain qui tient à l'église pour les cérémonies l'enfant déjà ondoyé à domicile. Il n'y a que le parrain qui tient l'enfant pendant l'ablution qui contracte la parenté; ceux qui le tiennent pendant les autres cérémonies ne la contractent pas. Donc si le baptême a lieu à domicile par nécessité, le parrain qui tient l'enfant contracte la parenté.

Miroballus déclare en finissant que l'opinion négative n'est pas sûre, ni probable. Voici le *votum*, quoique long.

« *Bme Pater*. – Valde pugnant inter se recentiores theologi in controversia de impedimento cognationis spiritualis, an contrahatur, cum aliquis tenet puerum in baptismo privato. Doctorum aciem pro utraque parte copiose deduxit Rmus D. meus Brancatius pro ea qua pollet rerum theologicarum peritia. Sed mihi ad Summum Apostolatum non sunt deferenda quorumcumque doctorum placita, praesertim cum videam hoc nostro tempore admodum relaxari opiniones morales, ex eo videlicet, quod, ut dicit S. Thomas ad Annib. ibi: « *Cui complacet opinio, diligenter inquirit illa quae sunt pro illa opinione, et negligit ea quae sunt contra.* » Et inde fit, ut continuo moliantur novas opiniones, de quarum probabilitate non immerito metuunt timoratorum conscientiae; satius quidem esset regulam consectari, quam tradit Gregorius VII pro antiqua Sedis Apostolicae praxi ubi dicit: *Ad Sanctorum Patrum decreta doctrinamque recurrimus, nihil novi, nihil adinventione nostra statuentes*. Quod etiam in moralibus servari oportere, quibus christiana vita et mores et omnis sacerdotis catalogus regi oportet, dixerat octava Synodus can. 1; et Coelestinus I epist. 5 improbat eos, qui novos mores invehunt in Ecclesiam contra ordinem a Patribus traditum ibi: « Nam si studere incipiamus novitati, traditum nobis a patribus ordinem calcamus, ut locum superstitionibus faciamus. »

» Ergo non nisi temere nonnullae docentur opiniones morales, non prius bene perpenso quid contra eas habeat sanctorum Patrum traditio, et antiquus Ecclesiae mos; sic enim passim negliguntur ea quae sunt contra easdem opiniones, eo quia complacet earum laxitas, ut dicit S. Thomas, et calcatur ordo a SS. PP. traditus, quod improbat Coelestinus.

» Ita certe factum videtur in casu istius dubii. Primus qui distinxit inter baptismum solemnem et privatum, asseruitque non contrahi cognationem spiritualem a tenentibus in baptismo privato, fuit Dominicus Soto in 4 sent. Postea multi alii eamdem opinionem tradiderunt, nil aliud allegantes, quam ejusdem Soti authoritatem, ac rationem, ita ut hodie plus quam triginta pro ea opinione numerentur doctores; sed videamus quam exacte Sotus ea quae sunt contra hanc suam opinionem expenderit, vel Patrum traditionem, ac Ecclesie morem, et praxim pro sua parte deduxerit. Ejus verba sunt obiter, et in responsione ad 2 arg. ibi: « Verumtamen quum illic non » celebratur solemniter sacramentum, non plane affirmarem » quod si quis puerum teneret, cui alter aquam infunderet, » tenens illam cognationem contraheret, quia ubi non est so- » lemnitas, non dicitur proprie susceptor. » Sic ipse loquitur dubitative, et uti dici solet, ex abundanti et obiter hanc materiam attingendo, nullam reddens sui dicti rationem, nisi quae erat probanda. Hoc enim est in controversia: An scilicet ubi non est solemnitas, suscipiens dicatur proprie susceptor, et hic fuit primus foetus istius opinionis, quae postea ex accessu tot doctorum, duce Thoma Sanchez (lib. 7 *de matrim.* disp. 62, n. 15) in gigantem excrevit. Et tamen non videtur quam debilis sit opinio, et quam levi subnixa fundamento, nullo nec canone nec traditione nec authoritate fundata.

» Certe in re tanti momenti in primis inspicienda traditio, et videndum quando et cur istud cognationis impedimentum fuerit introductum, et quomodo ipsum catholica Ecclesia perpetuo intellexerit.

» A tempore Apostolorum fuisse adhibitos susceptores in sacramentis baptismi et confirmationis habemus ex Dionysio Areopagita, Tertulliano, Justino martyre, et aliis, et de hoc nulla est inter catholicos controversia. S. Dionysius eos appellat *fidejussores*, Justinus *offerentes*, Tertullianus *sponsores*, Augustinus *fidejussores*, et *fidedictores*, quia pro baptizatis loquuntur, prout pariter eos vocat patrinos Hyginus Papa cap. *in catechismo* de consecr. dist. 4, et sic etiam patrini appellari consueverunt successivis Ecclesiae temporibus, ut tradunt Alcuinus *de div. off.* Strabus, *de reb. eccl.*, Hugo Victorinus, et alii.

» Ex quibus muneribus et officiis, quae a patrinis praestabantur, resultavit quaedam conjunctio vel cognatio inter ipsos et baptizatum, ac ipsi baptizato propinquiores; unde etiam tempore Apostolorum appellabantur *cognati*, ut testis est Ori-

genes, ad cap. 16 epist. ad Roman. ibi: *Lucas et Jason, et Sosipater cognati mei;* ubi Origenes censet eam cognationem fuisse ex baptismo contractam.

» Debuit quoque ex hac conjunctione nasci quoddam certum impedimentum matrimonii ad instar cognationis carnalis, quod certe impedimentum ex traditione Apostolica acceptum primo reduxit in canonem Concilium Nicaenum ex Arab. can. 24, ibi: *Nemo fidelium cum patre, aut matre spirituali matrimonium contrahat.* Rationem vero, cur ex hac cognatione nascatur istud impedimentum reddit Strabus supracitatus: *Ut sit distinctio inter spiritualem generationem, atque carnalem;* et antea Synodus *in Trullo* cap. 53: *Quoniam spiritualis necessitudo, seu affinitas corporum conjunctione major est.* Et Justinianus in l. *si quis Alumnam* C. de nuptiis: « Ea persona » omnimode ad nuptias venire prohibenda est, quam aliquis » sive Alumnam, sive non a sacrosancto suscepit baptismate, » cum nihil aliud sic inducere potest paternam affectionem, » et justam nuptiarum prohibitionem, quam hujusmodi nexus, » per quem, Deo mediante, animae eorum copulatae sunt. » Quibus juribus et auctoritatibus tota ratio hujus impedimenti fundatur in eo quod affectio paterna resultans ex spirituali nexu, et munere patrinorum, non debet esse occasio copulationis corporum quae longe inferior est, ut dixit Hugo Victorinus in citat. lib. *de Sacram.* ibi: « Propterea nec spiritualis cognatio, cui reverentiam exhibere opportebat, passim diffusa in matrimonii copulam abesse posset. »

» Cur vero Apostolica institutione ab ipso Ecclesiae exordio adhibiti sint patrini in sacramento baptismi, nec unum quidem ex patribus reperio, qui eos adhibitos asserat ad solam baptismi solemnitatem, nec pro prioribus Ecclesiae temporibus id asserere potuerunt, ut dicam infra. Interim audiatur Nicolaus primus ad consulta Bulgarorum, ibi: « Quoniam omnis » homo sicut per alterius culpam, idest, Adae contraxit, unde » purgatione per aquam baptismatis egeat, ita cum ad fidem » promittendam regenerationis occurrit ad undam, alium eli- » git quodammodo patrem spiritualem, videlicet, a quo sus- » ceptus instruatur, et omni custodia muniatur. » Ubi videmus apertissime patrinos adhiberi ob generationem spiritualem, quae fit in baptismo, ideoque dicuntur patrini quia eidem generationi cooperantur, ut dixit Hugo de S. Victore cit. lib. de *Sacram.* ibi: « Hi propterea patrini vocantur quia rege- » nerandos ad vitam novam offerunt. » Et iisdem ferme verbis S. Bonaventura in 4 Sent. ibi: « Quia regenerandos ad no- » vam vitam offerunt et in oblatione et responsione quodam- » modo faciunt ad ipsorum regenerationem, ideo recte patrini » vocantur. » Quod perpulchra ratione ac similitudine exornat S. Thomas item in 4 Sent. et radices effodit, unde oritur, ut tam conferentes baptismum, quam tenentes baptizatum, contrahant cognationem spiritualem, allato exemplo generationis carnalis: « Sicut in generatione carnali aliquis nascitur » ex patre et matre, sic in generatione spirituali aliquis nas- » citur filius Dei sicut patris, et Ecclesiae sicut matris; sicut » autem ille qui sacramentum confert gerit personam Dei » cujus instrumentum et minister est, ita ille qui baptizatum » suscipit de sacro fonte, tenet personam Ecclesiae; unde ad » utrumque spiritualis cognatio contrahitur. »

» Eadem ferme habet Riccardus a Med. Villa (in p. dist. 42 art. 1), et alii iisdem fere verbis.

» Atque in hanc sententiam transierunt omnes antiqui patres ac theologi, qui etiam ex hoc principio deduxerunt obligationem patrini instruendi baptizatum de rebus fidei, ad tex. D. August. in cap. *vos ante omnia* de consecrat. dist. 4. Et hanc quoque obligationem fuisse in considerationem cur in primitiva Ecclesia adhiberentur patrini testatur S. Dionysius in lib. *de coelesti Hierarchia*, ubi dicit: « Divinis nostris ducibus, » idest Apostolis, in mentem venit, et visum est suscipere in- » fantes secundum istum sanctum modum quod naturales pueri » parentes traderent puerum cuidam docto etc. » Quam similitudinem iterum repetit S. Thomas 3 p.: « Dicendum quod spi- » ritualis generatio, quae fit per baptismum assimilatur quodam- » modo generationi carnali, unde dicitur prima Petri 2: *Sicut* » *modo geniti infantes rationales sine dolo lac concupiscite.* » Unde et in spirituali generatione baptismi requiritur aliquis, » qui fungatur vice nutricis et pedagogi informando et ins- » truendo eum quasi novitium in fide de his quae pertinent ad » fidem, et ideo requiritur quod aliquis recipiat baptizatum de » sacro fonte quasi in suam instructionem, et tutelam. » Sed quam stricte, ac rigide id intelligeretur, ac exigeretur in patrinis circa prima Ecclesiae tempora, satis ostendit Nicolaus primus, ad consult. Bulgar. ubi nedum baptizatum instruendum esse a patrino, sed etiam omni custodia muniendum, ut velut depositum quoddam Rectori Ecclesiae repraesentetur; et si illam fidem respuat quam promisit, ab illo, a quo susceptus est, debet per omnia revocari. Et jure merito; nam cum iis temporibus pauciores essent ministri, et plurimi essent instruendi, ac manutenendi in fide, hoc modo aptissime omnibus providebatur; praesertim cum recentes baptizati, velut parvuli, non solum indigerent communi cura Ecclesiae, sed etiam speciali alicujus fidelis, qui ad instar nutricis ac pedagogi eorum curam susciperet, ut egregie S. Thomas loc. cit.

» Haec autem omnia a fortiori habent locum in baptismo privato et ministrato in casu necessitatis, nedum quia hic etiam baptismus est vera regeneratio in vitam spiritualem nullo modo substantialiter diversa a baptismo solemni, sed etiam quia baptizati in necessitate multo magis indigebant instructione et cura patrinorum, quam baptizati solemniter. Certe si modum quem tenuit in primis sacculis Ecclesia consideremus, nullus in hac parte erit amplius dubitandi locus, cum baptismum solemnem semper praecederet catechismus, quo cathecumeni per plures dies, menses, et etiam annos instruebantur antequam baptizarentur. In casu autem necessitatis statim etiam non instructi et sine ullo cathecumenatu ad baptismum admittebantur. Constat hoc ex canone 42 concili Eliberitani circa tempore Nicaeni primi ubi statuitur: « Eos qui ad primam credulitatis fidem accedunt (si bonae fuerint conversationis) intra biennium temporis placuit ad baptismi gratiam admitti debere, nisi infirmitate compellente coegerit ratio, vel socio subvenire periclitanti, vel gratiam postulanti. » Sed et ab Apostolis triennii spatium assignatum fuit, prout tradit Clemens Romanus in Constitutionibus Apostolicis (lib. 8, c. 32); deinde cum urgentibus persecutionibus id tempus fuisset relaxatum, huic malo occurrit Concilium Nicaenum primum canone 2 statuens ne id amplius fieret, et statuta jura a primo tempore servarentur. Paulatim vero ad tres menses hoc tempus contractum fuit, ut scribit Clemens primus epist. 3. Tempore S. Hieronymi consuetudo erat, ut baptizandi per quadraginta dies instruerentur, ut ipse refert in epistola ad Pammachium. Postea id tempus iterum contractum fuit ad viginti dies Cap. *Ante vigesimum*, de cons. dist. 4. Demum ad decem et octo dies cum feria 3 hebdomadae quartae quadragesimae catechismus inchoaretur, ut sabbato sancto cathecumeni baptizarentur, ut textus est Amalarii Fortunati, lib. de Eccles. off.

» Ac toto eo tempore quicumque solemniter erant baptizandi, publice instruebantur in Ecclesia de rebus fidei, ut refert Theodulphus Aurelianensis in libello *de ord. baptismi;* et scribit S. Hieronymus citata epistola *ad Pammach.*: « Consuetudo apud nos hujusmodi est, ut iis qui baptizandi sunt, per quadraginta dies publice tradamus sanctam et adorandam Trinitatem. » Et S. Augustinus homilia 42 *de Orat. Domin.* testatur quod necesse erat cathecumenis ante baptismum fidei Symbolum discere, et memoriae mandare, et singulis sabbatis ante baptismum repetere in ecclesia; prout et antiquis canonibus cautum fuisse, ut nemo baptizaretur nisi memoriter ad minus Symbolum Apostolorum et Orationem Dominicam sciret, dixit concilium Li-

manum provinciale sub venerabili Servo Dei Alphonso Mogrobesio.

» In casu autem necessitatis cum non instructi baptizarentur, oportebat eos postea instrui, cessante mortis periculo, de quibus Augustinus in lib. *De fide et operibus*, dicit: « Prius baptizentur, deinde doceantur quid ad bonam vitam moresque pertineat. » Atque eisdem Concilium Laodicenum, can. 47, jussit concedi baptismum, ita tamen ut si supervixerint, fidei symbolum addiscant.

» Quamobrem magis isti instructore indigebant, qui non instructi baptizabantur private, quam qui solemniter et longo catechesis tempore praecedente ad baptismum admitterentur. Quae igitur ratio suadere potest, ut pro his non essent veri patrini qui eorum curam susciperent; et pro illis solis qui antea instructi supponebantur, fuerint instituti patrini ab Apostolis et Ecclesia?

» Vel eo magis quod frequentiora fuerunt in primitiva Ecclesia baptismata privata quam solemnia. Omitto Apostolos eorumque discipulos frequentius baptizasse in domibus, in vicis, et in plateis per solam aquae aspersionem citra omnem solemnitatem, quoniam necesse tunc erat ita plurimos baptizari, prout a Philippo baptizatum fuisse Eunuchum refertur Act. 9; et Cornelium Centurionem a Petro (Actor. 10) et Saulum ab Anania (Act. 9.) Deinde propter persecutiones, et Ecclesiae paupertatem, nec Ecclesia, nec baptisteria, neque aliquid ejusmodi erat, unde fideles solemni ritu baptizarentur. Unde ut plurimum, in fluminibus abluebantur prolata solum baptismi forma, ut refert Strabus cit. libro *de reb. Eccl.* dicens: « Sciendum est autem primo simpliciter in fluviis, vel fontibus baptizatos fideles. » Et Honorius Augustodunen. in *Gemma Animae:* « Sciendum est, inquit, quod Apostoli et eorum discipuli in fluviis, vel stagnis, vel in fontibus baptizabant. »

» Hinc a loco et a tempore, quo celebrabantur solemnia baptismata colligere licet, passim, ac frequentissime solum private ac baptismo minus solemni credentes baptizari consuevisse. A loco quidem, nam urgentibus persecutionibus baptizabantur fideles in carceribus, ut constat ex historia SS. Processi et Martiniani; in loco relegationis, ut ex historia S. Clementis; in privatis domibus, ut ex vita S. Marcelli papae quae in antiquis martyrologiis citatur. Deinde solum extra urbes in locis abditissimis coeperunt aedificari baptisteria pro baptismis solemnibus, ut constat ex Gregorio Turonensi; mox etiam intra urbes, sed pro tota parochia, vel dioecesi unicum tantum constituebatur baptisterium prope ecclesiam episcopalem, ut statuitur in concilio Vernen. canone 7. Quare cum multoties baptisteria essent remotissima, et plures vel molestia itineris, vel navigationis difficultas deterreret, ii omnes tamquam in necessitate constituti permittebantur baptizari private baptismo minus solemni juxta decretum canonis 12 concilii Triburiensis, ubi conceditur baptizari sine solemnitatibus, *Quos a die Paschae, aut molestia infirmitatis aut longinquitas itineris aut navigationis difficultas intercluserit.*

» A tempore etiam quo celebrabantur baptismata solemnia, infertur quam frequentia olim fuissent privata. Nam primus solus dies Paschae pro baptismo solemni erat constitutus; deinde crescente credentium multitudine etiam dies Pentecostes, quem alterius diei accessum putaverunt antiqui latissimum spatium pro tanta solemnitate. Utrumque habemus ex Tertull. lib. *De Baptismo* - ibi - *Diem baptismo solemniorem Pascha praestat;* et paulo post: *Exinde Pentecostes ordinandis lavacris latissimum spatium est.* Quam consuetudinem tempore S. Leonis Magni etiam miraculum confirmavit, quod refert Paschasinus in epist. ad eumdem S. Leonem. Nam in Sicilia apud Meltinum fons baptisterii quotannis divinitus implebatur. Extra vero diem Paschae, et deinde etiam Pentecostes neminem licebat baptizari nisi private, ac in necessitate ob aegritudinem, vel periculum mortis, ut constat ex Concilio Matisconensi, et ex epistola Gregorii ad plebem Turrignorum, et Concilio Altissidioren. canone 8; ibi: « Non licet absque Paschae solemnitate ullo tempore baptizare, nisi illos, quibus mors vicina est, quos grabatorios dicimus. »

» Quod etiam dicimus de parvulis; hi enim, sicuti caeteri adulti, statim post baptismum solemnem sacro chrismate confirmabantur, quod expressit Melchiades papa epistola 1, ubi de baptismo et confirmatione dicit: « Sed ita conjuncta sunt haec duo sacramenta, ut ab invicem, nisi morte perveniente, nullatenus possint segregari, et unum sine altero rite perfici non potest, ut Urbanus II (verius primus) relatus in cap. 1 de consecrat. dist. 5: « Omnes fideles per manus impositionem episcoporum post baptismum Spiritum Sanctum accipere debent, ut plene christiani inveniantur. » Atque omnium antiquissimus Clemens Romanus in Constit. Apost. ubi ritum et ordinem baptismi tradit, dicit: « Postea episcopus lineat baptizatos unguento etc. » Et hanc fuisse antiquam Ecclesiae disciplinam testatur Tertullianus: « Ex inde, inquit, egressi de lavacro, perungimur benedicta unctione de pristina disciplina. » Et etiam tempore S. Augustini confirmari consuevisse infantes post baptismum testatur ipse de facto proprio tract. 6 in p. cap. Joannis: « Quando, inquit, imposuimus manus istis infantibus, attendit unusquisque vestrum, utrum linguis loquerentur. » Et lib. *De Eccles. Dogm.* dicit: « Quando parvuli confirmantur, eos qui illos offerunt pro ipsis respondent, sicut in baptismo. » Atque hunc fuisse in primis saeculis Ecclesiae morem probat Waldensis tom. 2, *de Sacramental.* allegatis Dionysio, Cyrillo, Hieronymo, Augustino et aliis.

» Ex quibus liquet antiquitus in Ecclesia non consuevisse baptizari solemniter nec adultos, nec parvulos, nisi die Paschatis vel etiam Pentecostes, et tunc quotquot baptizandi erant confluebant ad episcopum, ut simul baptizarentur, et confirmarentur. Cum sacramentum confirmationis non a simplicibus presbyteris, imo nec a chorepiscopis quidem per vicos et oppida conferri poterat, sed a solis episcopis, ut Concilium Parisiense probat sub Ludovico et Lothario. Reliqui vero omnes, qui non poterant accedere ad urbem episcopalem dictis diebus a jure statutis, ut solemniter simul baptizarentur et confirmarentur ab episcopo, non nisi private baptizabantur occurrente aliqua necessitate in vicis, et domibus extra urbem cum distarent ab Ecclesia in qua sola baptismus solemnis ministrabatur. Ac de his disponit Concilium Eliberitanum canone 38: « Peregre navigantes, aut si ecclesia in proximo non fuerit, posse fidelem baptizare in necessitate; ita ut si supervixerit, ad episcopum eum perducat, ut per manus impositionem perfici possit. »

« Igitur pauci erant qui baptizabantur selemniter, et multo plures qui baptizabantur private ac sine solemnitatibus, cum ex innumera multitudine eorum qui baptizandi erant, maxima pars vel itineris longitudine, vel difficultate navigationis praepediti non nisi in necessitate baptizarentur. Nec enim tota baptizandorum multitudo simul in die Paschae vel Pentecostes poterant simul in eamdem urbem, et ecclesiam convenire, ut per manus solius episcopi solemniter baptizarentur. Imo plurimi detractabant eo convenire, ac se excusabant allegantes nimiam itineris molestiam, urbis distantiam, vel aliud hujusmodi impedimentum, quos tamen episcopi pro viribus hortabantur, ut iis non obstantibus ad solemne baptisma concurrerent, ut habemus in S. Gregorio Nazianzeno, orat. 40, ibi: « Ne viae longinquitatem reformides, nec maris spatia, nec aliud quodcumque impedimentum, quo gratiam consequaris. »

» Et hinc existimare licet longe plures fuisse eos, qui non conveniebant ad solemnem baptismum, quibus tamen per totum anni decursum succurrebatur baptismo minus solemni, et privato, prout necessitas postulabat. Qua ergo verisimilitudine dici poterit, ut patrini essent ab Ecclesia instituti solum pro his, qui solemniter, non autem pro his qui private in neces-

sitate baptizarentur. Certe baptismata privata erant frequentissima, et per totum anni decursum baptizandi ex tota dioecesi erant fere innumeri, qui diversimode impediti non poterant statuta die ad urbem episcopalem accedere; nulla igitur ratio suadere potest quod lex et institutio patrinorum non extenderetur ad baptismata privata, quae frequentius et pro majori parte fidelium contingebant.

» Praesertim cum jura de usu patrinorum in baptismo generaliter et absque ulla distinctione loquantur; cap. *Vos ante omnia*, et cap. *in catechism.* de consecr. dist. 4 et plura concilia a Nicaeno primo usque ad Tridentinum, quae hanc materiam quomodolibet attigerunt, nec umbram quidem distinctionis indicaverunt inter baptismum publicum et privatum, ut videri potest in Nicaeno primo, in Trullano, in Arelatensi 4 sub Leone III, in Moguntino sub eodem, in Parisiensi sub Gregorio IV, in Metensi sub Stephano VI, in Eboracensi sub Coelestino III, in Colonien. sub Paulo III, in Augustano et novissime in Tridentino; sed nec unquam antiqui PP. et theologi ausi sunt distinguere inter baptismum privatum et solemnem ad effectum ut ex hoc, non ex illo oriatur specialis cognatio. Viderunt enim quam exorbitans sit distinguere, ubi jura non distinguunt, praesertim in hoc casu, in quo frequentius et in pluribus consueverunt ministrari baptismata privata, quam publica, et leges adoptandae potius essent de eis quae frequentius quam rarius accidebant.

» Nihilominus primum invenio dubitatum de baptismo privato apud S. Raymundum in *Summa*, ubi quaerit: An aliquis laicus vel clericus in minoribus possit matrimonium contrahere cum ea, quam suis manibus baptizavit? Et est casus de baptismo privato in necessitate, in qua etiam laici, et clerici minorum ordinum baptizant. Respondet autem: « Dicendum quod non, quoniam filia sua spiritualis est, sicut illa quam suscipit. » Ubi clare resolvit et baptizantem et suscipientem, seu tenentem in baptismo privato esse vere cognatos et patres spirituales baptizati. Et cum ulterius inquireret, an si inter eos matrimonium fuerit contractum, sit separandum, relata sententia affirmativa, ipse haeret in dubio, et tandem concludit ibi: « Mihi videtur quod super hoc esset Summus Pontifex consulendus, quoniam novus articulus est. »

» Unde apparet clare, quod tempore S. Raymundi hic erat novus articulus, de quo consulendus erat Papa per tex. in cap. *inter corporal.* de translat. praelat. Hoc postea dubium de baptismo privato ita percrebuit, ut quidam dicerent ipsos ministros baptizantes in baptismo privato non contrahere cum baptizato cognationem spiritualem; quod ita proponit Paludanus in 4 sent.: « Dicunt quidam quod aliud est de inundante parvulum ad succursum, aliud de solemniter baptizante. » Sed ipse respondet idem omnino esse, quia verum sacramentum est baptismus in necessitate, sicut cum solemnitate, et iterum citat Raymundum, quod in hoc dubio esset recurrendum ad Sedem Apostolicam. Addit Hostiensis in *Summa*, quod ad hoc dubium nihil aliud Papa esset responsurus ibi: « Aut non intelligo quid petis, aut fatua est consultatio tua, nam si suscipiens separaretur, de quo nulli dubium est, multo fortius baptizans, qui principalis est, et cujus manibus baptizatur. »

» In hoc ergo statu res se habebat in sententia antiquorum theologorum et canonistarum, ut potius dubitaretur de conferente baptismum in casu necessitatis quam de tenente, quoniam quibusdam videbatur valde arduum, quod baptizans puerum in casu necessitatis, quod jure divino ex praecepto charitatis in subsidium periclitantis animae praestare tenetur, ex hoc ipso reportet incommodum impedimenti cognationis spiritualis cum baptizato ejusque parentibus; quod bene vidit Dominicus Soto, ubi postquam retulisset dictam dubitandi rationem, dicit: « Profecto rationes non sunt contemnendae, et quidam ex jurisconsultis, quos refert Paludanus, aiunt de hoc esse Papam consulendum. » Haec ipse. Et hinc certe, cum tenentes quoniam in baptismo necessitatis nullam habeant jure divino obligationem eum tenendi, si adhuc hoc officium ex abundanti praestare voluerint, hoc ipso consentire videntur in tale cognationis impedimentum, et illud contrahunt. Quae fuit communis et certa antiquorum opinio, quam habet Angelus in *Summa*, verb. matrim. ibi: « Et sic tenendo concludo quod solum compaternitas contrahatur per illos, qui tenuerunt in domo, et non per alios qui tenuerunt in ecclesia. » Et est casus quod puer fuerit domi baptizatus, et in ecclesia solum suppleantur baptismi solemnitates, et catechismi, in quam sententiam omnes absolutissime transierunt ante Concilium Tridentinum.

» Nihilominus cum iidem doctores attenderent per Sedem Apostolicam aliquid definiri super cognatione spirituali in casu privati baptismi, nullum prorsus hac de re emanavit decretum in Concilio Tridentino, non obstante quod eadem Synodus in pluribus aliis correxerit antiquum jus, ut hoc vinculum quoad fieri posset rationabiliter laxaretur. Textus est in cap. 2 sess. 24 de reformat. ubi nullo facto discrimine inter solemnem ac privatum baptismum, solum fuit facta restrictio personarum, quae hanc ipsam contrahere debent cognationem.

» Nec obstat quod concilium ibi loquitur in terminis baptismi solemnis, cum dicat parochum interrogare debere parentes pueri, quos vel quem in patrinum elegerint. Nam si bene textus dicti capitis dividatur, evidens fiet primum generaliter agi de quocumque baptismo; deinde quaedam disponi de baptismo solemni ad multitudinem patrinorum coercendam, quae in baptismis solemnibus, non vero in privatis contingere solebat. Primo enim id tantum statuitur: « Ut unus tantum, sive vir, sive mulier juxta SS. Canonum instituta, vel ad summum unus, et una baptizatum de baptismo suscipiant. » Atque in hac parte loquitur indefinite de suscipientibus baptizatum de baptismo, quod aeque convenit baptismo solemni et privato, cumque se referat ad dispositionem SS. Canonum, evidens est noluisse pro hac parte inducere juris correctionem eosdemque SS. Canones indefinite loquentes de omni baptismo, ut dictum est, etiam habere locum post Concilium Tridentinum in quantum sub generali dispositione comprehenduntur etiam baptismata privata et minus solemnia.

» Deinde cum aliqua occurrerent dubia super dicta dispositione Concilii, B. Pius V in una ex suis constitutionibus 10 augusti 1566 inserta inter Regulas Cancellariae ejusdem pontificis, ea substulit, et declaravit, ut caute in dispensationibus matrimonialibus procederetur. Et nec quidem per umbram tangit hanc difficultatem de baptizantibus et tenentibus in baptismo privato, quae certe, si quid roboris habuisset, fuisset ante omnes alias dirimenda, cum concernat validitatem matrimonii, et periculum fornicandi, si forte matrimonia cum dicto impedimento contracta fuerint. Id enim nolle definire, si aliquid contineret dubietatis, esset aperte deficere in necessario doctrinae pabulo, quod jure papali pontifices tenentur suis ovibus tradere.

» Quin et post Concilium Tridentinum eadem sententia velut ex antiqua traditione accepta, retenta est, ut omnino essent veri patrini quicumque in baptismo sive solemni sive privato baptizatos susciperent. Quam non obscure innuit catechismus Romanus ejusdem Pii V jussu editus, in titulo de sacramento baptismi, ubi explicans ordinem ministrorum qui in necessitate baptizant, dicit: « Mulier si mares adsint, laicus item presente clerico, tum clericus coram sacerdote baptismi administrationem sibi sumere non debent: quamquam obstetrices quae baptizare consueverunt, improbandae non sunt, si interdum praesente aliquo viro, qui hujus sacramenti conficiendi minime peritus sit, quod alias viri magis officium proprium videretur, ipsae exequantur. Accedit autem ad eos mi-

nistros, qui, ut hactenus declaratum est baptismum conficiunt, aliud etiam ministrorum genus qui ad sacram et salutarem ablutionem celebrandam ex vetustissima Catholicae Ecclesiae consuetudine adhiberi solent. Ii nunc patrini, olim susceptores etc. vocabantur. » Ubi certe et ministris qui in necessitate baptizant, adjungi etiam patrinos, velut consuetudinem et traditionem Ecclesiae omnino inconcussam docet, ac praxi servandam proponit.

» Unde igitur post concilium Tridentinum, imo et omnem Ecclesiae traditionem emerserit opinio negans contrahi cognationem spiritualem a tenentibus in baptismo privato ignoro; nullum enim nec in sacris canonibus, nec in theologia fundamentum habere potest; sed quum hujusve rei decisionem aliqui ex antiquis theologis, et canonistis expectandam dicebant a Sede Apostolica, nunc recentes casuistae, pro eo quod instant, jure concidendi novas probabilitates sibi ipsis jus dicendo definiunt, et quod potius, citant absolute Dominicum Sotum tamquam hujus opinionis auctorem, cum tamen constet hunc auctorem, ut initio dicebam, potius dubitative quam assertive locutum.

» Certum namque est ex doctrina patrum et Ecclesiae hanc cognationem fundari in regeneratione spirituali quae in baptismo, sive solemni, sive privato aequaliter fit. Nec enim solemnitates baptismi sunt rationes contrahendi eam cognationem, cum certissimum sit quod tenentes puerum, cum solae supplentur solemnitates in Ecclesia, eam cognationem non contrahant, ut et ipsi doctores adversae partis fatentur. Quid ergo attendantur solemnitates, ut contrahatur vel non contrahatur spiritualis cognatio?

» Praeterea si patrinus non tangat vel teneat puerum in ipsa ablutione non contrahit dictam cognationem, etiamsi eum teneat in omnibus aliis caeremoniis, quae constituunt baptismi solemnitatem; quod evidens signum est totam rationem contrahendi dictam cognationem esse solam ablutionem, quae nullatenus differt, sive fiat in baptismo privato, sive solemni. Sive enim haec ablutio fiat seorsim a solemnitatibus (ut contingit, cum puer baptizatur in domo, et postea in Ecclesia supplentur solemnitates) sive fiat simul cum ipsis solemnitatibus, semper eadem est substantialis ablutio. Si ergo cum quis tenet puerum in Ecclesia in sola ablutione, ita et taliter ut neque teneat et nec quidem praesens sit cum caeterae fiunt solemnitates veram contrahit spiritualem cognationem, ita certe eam ipsam contrahet, si domi puerum teneat in sola ablutione, et solemnitates ipsae differantur ad aliud tempus, cum perinde sit solemnitates differri, et non fieri de praesenti, ac tenentem in ablutione non esse praesentem solemnitatibus ad effectum ut in utroque casu contrahatur cognatio spiritualis, ut tamquam omnino certum tenent Navarrus, Vivaldus, Sà, Armilla, Veza, Zambranus, Sylvius, Pontius, Layman, Conink et alii.

» Ideoque censeo tenentes in baptismo privato, dum intendunt se gerere tamquam patrinos, contrahere veram cognationem spiritualem et impedimentum dirimens matrimonium; oppositam sententiam censeo nec tutam, nec probabilem ex supradictis. Ita sub graviori censura etc. – *Cajetanus Miroballus clericus regularis.* »

CHAPITRE V.

Décision de la S. Congrégation.

210. Le savant mémoire de Miroballus que nous venons de rapporter parvint-il à convaincre tous les esprits? Non, assurément. Au dernier moment, l'auditeur du cardinal Casanate soutint que le baptême privé n'établit pas la parenté spirituelle. Aussi le cardinal a-t-il noté de sa main sur le mémoire: *Non fui in voto mei auditoris.*

Il faut convenir que les arguments de l'auditeur sont plus spécieux et plus pressants que tout ce que nous avons vu jusqu'à présent. Le lien de parenté spirituelle, dit-il, est une pure institution ecclésiastique. Les parrains ne sont pas les ministres nécessaires pour l'administration du baptême. Aucune loi ecclésiastique, aucune coutume dûment prouvée n'établit que dans l'antiquité on ait fait intervenir le parrain au baptême privé. L'assistence du parrain en pareil cas est tout à fait en dehors de toutes les lois écrites ou traditionnelles; le fondement, la loi, faisant défaut, la parenté spirituelle ne saurait exister. Les saints canons parlent des parrains qui lèvent l'enfant des fonts baptismaux; où pourrait-on les voir lorsqu'on fait le baptême en particulier à domicile? Le concile de Trente lui-même mentionne les fonts baptismaux à propos des parrains et de la parenté spirituelle. Il est donc faux que les saints canons entendent comprendre indistinctement toutes sortes de baptêmes. On devrait interdire les parrains dans le baptême privé, car leur intervention étant en dehors de l'institution et de l'usage de l'Eglise, il y aurait lieu de la proscrire comme un nouveau rite.

On cite parmi les partisans de l'opinion négative Tancrède et Perez, *de matrimonio.*

Les arguments de l'auditeur ne manquent pas de force. Voici son *votum.*

« Negative. Quamvis enim haec cognatio spiritualis in baptismo domestico sit valde controversa inter theologos, quorum opiniones refert Barbosa in collectaneis ad Conc. Trid. sess. 24 de reform. matrim. cap. 2, n. 15, attamen plenior numerus theologorum stat pro negativa, et additur Tancredus de matrim. lib. 7, disput. 62, n. 2. Perez, de matrim. disp. 29, sect. 3, n. 4, ad 10, qui doctissime unicam rationem, rejectis aliis insubsistentibus, proponit.

» Est autem ratio potissima, nam vinculum cognationis spiritualis non provenit a jure gentium, vel civili, nec a sola voluntate partium, sed tantum a jure positivo ecclesiastico, quatenus partes contrahant ad formam ejusdem juris, ut fatentur omnes doctores indistincte. Ab exordio autem Ecclesiae patrini fuerunt adhibiti solum per consuetudinem, ut caeremonia, seu ritus solemnis, non ut ministri necessarii, quod plene astruit Gonzalez in c. *Ex litteris*, sub n. 5, de cognatione spirituali, et sub n. 12 vers. *Nec obstat.* Nullaque reperitur lex ecclesiastica, vel consuetudo legitime probata de patrinis adhibitis antiquitus ab Ecclesia in baptismo domestico, qui datur tantum in casu necessitatis. Ideo adhibere patrinos in hoc baptismo privato est praeter legem ecclesiasticam sive scriptam, sive non scriptam, nullaque cognatio spiritualis per eos contrahitur, deficiente fundamento, seu juris auctoritate. Quin immo certius ac certissime patet vinculum cognationis spiritualis contrahi tantum ex baptismo solemni, quia lex ecclesiastica hoc vinculum inducens specialiter loquitur de suscipientibus, seu levantibus a sacro fonte, qui sacer fons non adhibetur in baptismo domestico, sed solum in baptismo solemni, et in Ecclesia, ubi fons ipse baptismalis asservatur, et asservandus est. Ita specifice loquitur textus in c. *Si vir*, c. *Martinus*, et c. *Veniens*, de cognat. spirit. rursus in c. fin. quod explicat Glossa eod. tit. in 6. Pariter Sacrum Concilium Tridentinum sess. 24 de reform. matrim. cap. 2, specifice loquitur de patrinis adhibitis ad sacrum fontem. Unde satis dignoscitur falso assumi rationem pro contraria opinione, quod lex indistincte loquitur de suscipientibus in baptismo, ut bene respondet Perez de matrim. disp. 29 sect. 3, n. 7, usque ad finem.

» Quibus etiam perpensis interdicendum est ne talis solemnitas, seu ritus patrinorum adhibeatur in baptismo privato, quia nulliter adhibetur praeter institutionem, seu consuetudinem Ecclesiae, atque ita est novus ritus illicitus ex decreto S. Concilii Tridentini sess. 7, *de Sacram. in genere*, can. 13, generaliter loquente. »

211. Le cardinal Casanate se sépare complètement de son auditeur. Au commencement de l'affaire, il regardait les deux sentiments comme probables, en penchant pour l'opinion négative qu'il réputait plus probable, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Eclairé ensuite par les savantes discussions des théologiens que nous venons de rapporter, il n'hésita pas à se prononcer pour le sentiment affirmatif.

L'Eglise ne trompe personne, ne laisse personne dans la perplexité et le danger de pécher en ce qui concerne l'administration des sacrements et les contrats de mariage; or, elle n'a jamais dit que les parrains des baptêmes privés n'étaient pas compris dans la loi. Cet empêchement a été institué par respect envers le sacrement; qui peut nier que cette raison ne s'applique sous tout rapport aux baptêmes privés? Les saints canons ne font aucune distinction entre le baptême solennel et le baptême privé. La parenté spirituelle est là où s'opère la régénération spirituelle. Le Concile de Trente, qui traite toute la matière avec une si grande circonspection et qui a en vue de restreindre l'empêchement dirimant, ne dit pas un mot de la solennité, tandis qu'il aurait dû en parler si elle eût été essentielle. L'ancienne glose des décrétales enseigne formellement que l'homme qui baptise sans solennité devient le père spirituel du baptisé et contracte avec lui l'empêchement de parenté spirituelle. Il en est de même du parrain qui tient l'enfant. Peu importe qu'on puisse baptiser sans parrain; cela prouve simplement que le parrain n'est pas aussi nécessaire que le ministre; mais du moment qu'on l'appelle, il intervient comme un ministre sécondaire, qui représente l'Eglise et coopère véritablement à la génération spirituelle, comme l'enseigne élégamment S. Thomas; il est donc un vrai père spirituel et il contracte l'empêchement.

« Pro solutione dubii de cognatione spirituali, in quo quaeritur, utrum Concilii Tridentini dispositio in sessione 24, c. 2 de reform. matr. decernens in sacro baptismo contrahi cognationem spiritualem inter suscipientem et patrem ac matrem suscepti, habeat etiam locum in baptismo sine solemnitatibus ob necessitatem domi sequuto?

» Affirmative respondeo, huic primo fundamento innixus. Ecclesia quae neminem decipit vel perplexum aut in periculo peccati relinquit in sacramentorum ministerio, et in matrimoniorum contractibus, nullum hucusque de opinione contraria verbum fecit, sed bene disertissime docuit ex sacramentis baptismi et confirmationis oriri cognationem spiritualem inter suscipientem et parentes suscepti.

» Hoc autem impedimentum spiritualis cognationis impositum primo fuit in Concilio Nicaeno primo, can. 31. Deinde confirmatum a Deusdedit, et Symmacho, et tandem a Concilio Tridentino ob pietatem et religionem sacramenti, ut habetur ex Nicolao primo ad consult. Bulgar. c. 2, et est in can. 1, 3, q. 1.

» Sed eadem pietas ac sacramenti religio est tam in baptismo solemniter administrato quam in privato domi sine solemnitatibus sequuto; consequenter cognatio quae oritur ex solemni, oritur etiam ex privato; quia ubi eadem viget ratio, ibi eadem militare debet juris dispositio. Quod autem nulla major ratio possit considerari in baptismo solemni, quam in privato, docet textus in cap. 1, *de cognat. spirit.* in 6, ubi agitur de personis contrahentibus cognationem spiritualem in baptismo et confirmatione, ibique nulla fit mentio de solemni aut non solemni. Verum cum trita juris regula sit, quod ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debeamus, dicendum sequitur, quod ubi est regeneratio spiritualis, ibi adest cognatio spiritualis; nam si hoc verum esset, quod ex solo baptismi sacramento solemniter ministrato spiritualis cognatio ortum haberet, inde sequeretur quod episcopus, vel parochus private baptizans vel confirmans adhibendo patrinum, neque hic cognationem spiritualem contraheret; quod esset novum in Ecclesia quae docet hoc impedimentum propter solemnitatem non appositum sed propter haec sacramenta. Evadunt enim suscipientes respectu susceptorum patres regenerationis in fide. Dato igitur, quod aeque regeneretur et confirmetur quis in fide per baptismum et confirmationem privatam ac per solemnem, quod est incontrovertibile, necessario sequitur infallibilis conclusio, quod nempe tam ex uno quam ex altero spiritualis cognatio oriatur.

» Potissime, quia nullus canon nullaque pontificia constitutio mentionem facit de solemnitate aliqua, dum decernunt suscipientes in baptismate patres spirituales susceptorum evadere, et inter eos cognationem spiritualem oriri. Haec autem conditio, et circumstantia apponi debuisset, si necessaria essentialiter foret. Cum igitur non fuerit apposita, evidens signum est ad eam contrahendam non requiri. Firmat hoc Symmachus in canone *omnes* 3, q. 1: *Nostri sunt spirituales filii ipsi quos vel nobis suscipientibus, vel trinae mersionis vocabulo mergentibus unda sacri baptismatis regeneravit.* Ubi nulla fit de solemnitate mentio, sed de baptismo tantum. Concilium pariter Tridentinum nullam mentionem facit de solemnitate, quamvis in omnibus, et praesertim in statuendis impedimentis matrimonium dirimentibus, sicut et in caeteris cunctis, distincte semper processerit.

» Item B. Pius V Const. 14, ubi agitur de cognatione spirituali in baptismo contracta, nullam distinctionem facit, sicuti et Catechismus Rom. p. 2 de sacram. baptismi n. 28. Et licet in cap. 24 de baptismo dato in necessitate doceat sine solemnitatibus et caeremoniis baptizari posse, nunquam tamen dicit, quod in tali baptismate non contrahatur cognatio spiritualis inter suscipientem et parentes suscepti, et tamen a cap. 26 usque ad 31 diffuse de quolibet baptismo loquitur.

» Ex his igitur patet erroneam esse illorum opinionem qui tenent contrarium, non distinguentes regenerationem fieri per sacramentum, non per sacramentalia. Cum igitur tam privatum, quam solemne baptismi sacramentum, sit vere regenerans, remanet inconcussa decisio, quod nempe suscipientes tam in privato quam in solemni baptismate semper cognationem contrahant, dummodo qui suscipit habeat intentionem faciendi quod facit Ecclesia.

» Hanc veritatem concludenter probat glossa in dicto cap. de cognat. spirit. in 6, ubi docet, quod baptizans sine solemnitate etiam laicus evadit pater spiritualis baptizati, et cum eo ejusque parentes cognationem spiritualem contrahit. Ergo etiam suscipiens in eo baptismo eamdem cognationem contrahere debet, quia ratio legis statuentis cognationem spiritualem est eadem, ut optime docet D. Thom. in supplem. q. 56 art. 3 in corpore, ubi firmat quod qui ministrat hoc sacramentum, se habet tamquam pater suscepti, et repraesentat personam Dei. Qui autem baptizatum suscipit, aut confirmandum tenet, se habet tamquam mater, et gerit vices Ecclesiae.

» Non obstat, quod baptismus possit fieri sine suscipiente; nam hoc tantum probat non esse aequalem baptizantis et suscipientis necessitatem. Attamen supposito quod adhibeatur suscipiens ut in casu nostro, semper se habet tamquam minister vices Ecclesiae gerens, et ad generationem spiritualem vere cooperat. Consequenter vere parens spiritualis efficitur. Ideoque etc. »

212. On voit que la S. Congrégation du Concile s'entoura de tous les éclaircissements propres à rendre une décision vraiment éclairée. Le lecteur apprendra sans surprise que la décision fut affirmative, et que le baptême privé fait contracter la parenté spirituelle et l'empêchement dirimant comme le baptême solennel qu'on fait à l'église avec toutes les cérémonies du Rituel.

« Dubium cognationis spiritualis. — Praesentis dubii re-
» solutio die 29 maii 1677 dilata fuit, ut scriberent Theologi.
» Istorum igitur scripturis transmissis per manus Emorum,
» iterum quaeritur:

» An dispositio Concilii cap. 2 sess. 24 de reform. matr. » decernens in sacram. baptismatis contrahi cognationem spi- » ritualem inter suscipientem, et patrem ac matrem suscepti » habeat locum in baptismo sine solemnitatibus ob necessita- » tem domi sequuto?

» Sacra Congregatio censuit: *Affirmative*. Die 5 mar- » tii 1678. »

CHAPITRE VI.

Autres décisions sur la parenté spirituelle.

213. Nous remarquons dans le tome 10 du *Thesaurus* un statut synodal de l'évêque d'Alexano, lequel provoqua, avec plusieurs autres, les réclamations du chapitre. Ce statut défendait expressément aux enfants de répondre aux demandes que fait le prêtre à la porte de l'église, parce que, selon le prélat, ceux qui répondent ainsi, contractent une parenté spirituelle imparfaite, laquelle est un empêchement *impediens* et non dirimant du mariage: « Quia nobis innotuit (dit l'évêque dans son statut) inolevisse abusum in his partibus, quod in baptismo infantium omnes qui sunt praesentes in catechismo, ante januam ecclesiae respondent, ignorantes ex his responsionibus oriri cognationem spiritualem imperfectam, quae impedit, sed non dirimit matrimonium; proinde cauti sint parochi, ne ullo modo permittant ab aliis responderi in catechismo, nisi a solis patrinis ab obstetrice edoctis, vel a sacrista. » La S. Congrégation du Concile annulla le synode tout entier, et n'eut pas par conséquent à se prononcer sur le statut précité. Toutefois, il ne sera pas inutile d'examiner si le parrain des cérémonies contracte véritablement un empêchement qui fasse obstable au mariage, sans le dirimer.

214. La décrétale *Per catechismum*, de Boniface VIII, et l'autre décrétale, *Contracto*, de Clément III, mentionnent l'empêchement. On lit dans la première, au titre *de cognatione spirituali*, du Sexte: » Per catechismum, qui praecedit bap- » tismum, sacramentorum fundamentum, et januam reliquorum, » cognatio spiritualis contrahitur, per quam contrahendum ma- » trimonium impeditur... Per illam tamen cognationem matri- » monium post eam contractum minime separatur. » Le Concile de Trente a-t-il aboli cet empêchement *impediens*? Les canonistes ont discuté longtemps, et vraisemblablement la divergence des sentiments subsisterait encore si nous n'avions les décisions formelles du Saint-Siége. Les uns ont cru que le Concile de Trente n'a voulu abroger que les divers empêchements dirimants, en dehors de ceux qu'il a expressément conservés en ce qui concerne la parenté spirituelle, et que par conséquent les empêchements *impedientia* de l'ancien droit subsistent. Tel a été le sentiment de Cuccus (Instit. major. lib. 5, tit. 12, n. 17); de Lancellotti (Institut. juris canonici lib. 2, tit. *de triplici cognatione*); de Palacios (in 4, dist. 42). D'autre part, bien des auteurs ont été d'avis que le Concile de Trente abroge non seulement les empêchements dirimants que ne mentionne pas son nouveau décret, mais encore tous les autres, à cause de la disposition générale qui se lit à la fin de ce même décret: *Omnibus inter alias personas hujus spiritualis cognationis impedimentis omnino sublatis;* d'autant plus que S. Pie V prescrit dans son motu-proprio de 1566 de s'en tenir strictement au décret du Concile. Aussi la plupart des auteurs se sont-ils prononcés contre cet empêchement *impediens*, que l'on contractait autrefois, conformément aux décrétales de Clément III et de Boniface VIII. Ainsi, Pierre de Ledesma (de matrim. quaest. 56, art. 3); Ovandus (in 4, dist. 42); Enriquez (de baptism. lib. 2, c. 15. n. 4); Sanchez (de matrim. lib. 7, disp. 10, n. 7); Gonzalez (lib. 4 Decretalium, tit. II, cap. *Contracto*). La S. Congrégation a donné raison à ces derniers, en décidant par une ancienne résolution, que l'assistance aux cérémonies qu'on fait à l'église pour un enfant déjà baptisé, ne fait contracter aucune parenté spéciale: « Qui in ecclesia fuit praesens ei, qui domi vere » fuit baptizatus, si deinde in ecclesia fuerunt servatae solem- » nitates, nullam specialem cognationem contraxit. »

215. Si le curé ne sachant pas que l'enfant a été ondoyé à domicile, le rebaptise *absolute* et sans condition, l'empêchement de parenté spirituelle n'est pas contracté par le parrain. C'est ce que décida la S. Congrégation dans un affaire de Muro. Une fille qui paraissait en danger de mort, fut baptisée en particulier; on la porta plus tard à l'église pour les cérémonies; le curé ne sachant pas qu'elle avait été baptisé, la baptisa de nouveau. Le parrain désirant épouser la mère, demande: « An inter dictum Joannem Franciscum, et » matrem puellae ortum sit impedimentum cognationis spiri- » tualis, quominus possint inter se matrimonium contrahere? » Sacra Congregatio respondit: *Negative*. Die 13 aprilis 1669. »

216. Voici un cas identique. Il s'agit aussi d'un enfant ondoyé à domicile et que le curé baptise *absolute* parce qu'on ne l'en avertit pas. Le parrain ignore de son côté que l'enfant a été baptisé avant d'être présenté à l'église. A-t-il contracté l'empêchement? Le père de l'enfant est mort, et le faux parrain désire épouser sa veuve.

Le *votum* du cardinal Casanate explique parfaitement que la parenté spirituelle n'a pas été contracté:

« Respondeo ex solemni illa baptismi iteratione nullam oriri cognationem spiritualem, neque in baptizante, neque in patrinis. Ratio est, quia ex baptismo solum oriri cognationem spiritualem jura disponunt. Cum ergo haec postrema iteratio non sit neque baptismus, neque vera spiritualis regeneratio, procul dubio concludendum est hujusmodi cognationem non oriri, et haec est communis sententia. Ita Navar. in Manual. cap. 22, n. 40, in princip. Angelus ver. *matrim.* 3 impedim. 7 fin. Sylvester. ver. *matrim.* 8, q. 7, dict. 17. Soto 4 distinct. 42, q. 1, art. 2, col. penult. vers. *Atque adeo.* Sanchez, de matrim. lib. 7, de matrim. lib. 7, disp. 62, n. 4, et seq. Bonacina, de matrimonio, q. 3, punct. 5, §. 2, n. 9. Guttierez, de matrim. cap. 100 n. 9, et ita fuisse resolutum in Consilio Rotae testatur Mandos. in signat. grat. tit. dispens. matrimon. §. *Magna fuit.* »

La S. Congrégation décide que Melchior est entièrement libre d'épouser la mère:

« Dubium cognationis spiritualis — N. Infans ob imminens » periculum fuit ab obstetrice domi baptizata, et deinde delata » ad ecclesiam parochialem pro supplendis coeremoniis, et ibi » nulla data notitia parocho, quod fuerat domi baptizata, ipse » parochus, seu alius sacerdos de ejus licentia illam rite bap- » tizavit, quam Melchior Martinellus ignorans jam domi fuisse » baptizatam de sacro fonte levavit. Nunc dictus Melchior, » defuncto patre dicti infantis, Magdalenam matrem in uxorem » ducere intendit. Quaeritur:

» An ipse Melchior contraxerit cognationem spiritualem cum » dicta Magdalena ita ut illam in uxorem ducere non possit » absque dispensatione?

» Sacra Congregatio censuit: *Negative*. Die 2 octob. 1687. »

217. Est-ce essentiel pour contracter l'empêchement de recevoir immédiatement l'enfant des mains du ministre qui baptise? Jules Capponi (controv. 28) a soutenu que si on prend l'enfant des mains de la sage-femme, la parenté spirituelle n'est pas contractée. La S. Congrégation du Concile a rejeté cette singulière opinion.

Le *votum* du cardinal montre qu'elle est sans fondement et en opposition avec les bons auteurs.

« An Titius contraxerit cognationem spiritualem?

» Affirmative. Quia pro cognatione spirituali sat est patrinum a parentibus designatum levare infantem in sacro fonte, nec ulla est necessitas designationis ex parte baptizantis quoad

cognationem a patrino contrahendam, ut allegato textu in c. 3 de cognatione spirituali in 6, et S. Concilio Tridentino sess. 24 de reform. matrim. cap. 2 notat Barbosa, ibid. n. 27; Diana tom. 1, tract. I, resol. 93, §. *Verum*, alias p. 9, tract. 7, resol. 50. Passerinus in c. *Quamvis* 3 de cognat. spirit., n. 3 nec opinio Julii Capponii controv. 28 ullam subsistentiam habet contra canonicas sanctiones. »

La S. Congrégation décide que l'empêchement a été contracté quoique le parrain ait pris l'enfant des mains de la sage-femme au lieu de le recevoir de celles du prêtre:

» Dubium cognationis spiritualis. – Titius in patrinum vocatus ad ecclesiam accessit, ibique receptum e manibus » obstetricis infantem tenuit, dum sacerdos eumdem infantem » baptizavit. Sed quia dictum infantem non recepit e manibus » baptizantis, opinatur nullam exinde contraxisse cognationem » spiritualem innixus auctoritati Julii Capponi, qui in con» trov. 28 punctualiter firmat ad cognationem spiritualem re» quiri, quod patrinus recipiat infantem de manibus baptizantis » pluribus doctoribus in hanc sententiam allegatis.

» Consultius tamen putavit recurrere ad Sacram Poenitentiariam, quae ad hanc S. Congregationem preces remisit, ut » declaretur:

» An in supradicto casu Titius contraxerit cognationem » spiritualem?

» Sacra Congregatio respondit: *Affirmative*. Die 18 de» cembris 1688. »

218. Le parrain par procuration contracte l'empêchement, non pour lui, mais pour la personne qui l'envoie. Nous établirons cette maxime plus loin. Le curé doit noter exactement cette circonstance sur le registre, et specifier s'il s'agit d'un vrai procureur, ou si c'est un vrai parrain qu'on choisit pour remplacer un absent. Autrement on expose les intéressés à devoir demander la dispense *ad cautelam*. Un exemple de cela est dans une décision de l'année 1688. Claire appelée pour être marraine et ne pouvant se rendre à l'église, envoie Marie-Madeleine sa fille pour tenir sa place. Or, le curé inscrit Marie-Madeleine comme marraine sans autre explication. Plus tard, le père de l'enfant ayant perdu sa femme, veut se remarier avec Marie-Madeleine. Plusieurs personnes attestent que celle-ci n'est intervenue au baptême qu'en qualité de procuratrice.

Tout ce qu'on peut faire en une chose aussi incertaine, c'est de dispenser *ad cautelam*, comme le propose le cardinal Casanate

« An constet de impedimento cognationis spiritualis, adeo » ut pro matrimonio sit opus dispensatione?

» Dispensandum ad cautelam.

» Quia sumus in fieri, et non minus dubitabilis est veritas partitae descriptae a parocho, ac veritas attestationum nunc exhibitarum, nec integra fides adhibenda est partibus contra cognationem spiritualem, ex regula textus in cap. *super eo* 5, de eo qui cognovit consanguineam, ut notat Gonzalez, tit. eod. ».

Le *folium* de la S. Congrégation renferme tous les éléments du fait et les divers certificats qui contrebalancent l'autorité du registre paroissial, surtout l'attestation du curé actuel:

« Pisana cognationis spiritualis – Marcus Rossettus in com» matrem Philippi Mariae sui filii baptizandi vocavit Claram » Benciam, quae cum ad fontem baptismalem accedere non » posset, ablegavit Mariam Magdalenam filiam, quae vice et » loco Clarae matris infantem suscepit. Administrato tamen » baptismate, parochus ecclesiae S. Lucis partitam ita exa» ravit: A dì 15 novembre 1672. Pisano. Filippo Maria di » Marco Rossetti, e di Maria Angelini sua moglie fu battez» zato questo dì ecc. fu compare Sabatino Manetti, commare » Maria Maddalena Benci.

» Nuper Marcus exoptans matrimonium contrahere com Ma» ria Magdalena, et verens quod ex dicta baptismi partita, » quam erroneam asserit, resultare possit impedimentum co» gnationis spiritualis, supplicavit Sacrae Poenitentiariae pro » dispensatione, sed precibus ad hanc S. Congregationem » remissis, et in ea per summarium relatis sub die 21 februa» rii proximi praeteriti, jussum fuit, describi dubium in folio.

» Quia vero majori facti notitia opus esse videbatur, orator » attulit infrascriptas testium et ipsius parochi fides. – A dì » 25 maggio 1688. Pisano. Si fa fede per noi infrascritti, » qualmente sappiamo, e più volte abbiamo sentito dire, che » il caporal Marco di Giovanni Rossetti già 12 o 11 anni » fa incirca, chiamasse per commare di battesimo di un suo » figlio che aveva nome Filippo-Maria, Chiara di Vincenzo » Benci, e che per impedimento di non poter viaggiare, man» dasse, come in effetto mandò a suo nome Maria Maddalena » sua figlia, e come non si sono mai per tempo tenuti per » compari detto caporale Rossetti e detta Maria Maddalena, » ma si bene Chiara sudetta e detto Rossetti. In fede ecc.

» Io P. Bartolomeo Benci al presente curato di S. Luce » attesto essere la verità di quanto sopra si contiene e tan» topiù, che interrogati detta Maria Maddalena e detto Ros» setti per sgravio di coscienza m' hanno confermato quanto » sopra, manò propria.

» Io Agostino Giannelli di S. Luce affermo essere la ve» rità di quanto sopra dice, ed in fede mano propria.

» Io Domenico di Giulio Guidi di S. Luce affermo essere » la verità di quanto sopra dice, mano propria.

» Io Pasquale di Andrea Pedini di S. Luce, affermo essere » la verità di quanto di là si contiene, ed in fede, mano » propria.

» Io P. Domenico Albini pievano della Pieve di S. Luce » affermo essere la verità di quanto di là dice, e tanto più » per avere esaminata ed interrogata detta Maria Maddalena, » e detto Rossetti per isgravio di coscienza, detti mi hanno » confessato e detto, che detta Maria Maddalena tenesse per » sua madre, mano propria.

» His ergo perpensis Emi PP. respondere non gravabuntur:

» An constet de impedimento cognationis spiritualis, ita » ut ad effectum contrahendi matrimonium inter Marcum, et » Mariam Magdalenam necessaria sit dispensatio apostolica?

» S. Congregatio respondit: *Affirmative*. Die 8 maii 1688. »

218. Voici un autre exemple propre à montrer quelle précision l'on doit apporter à la rédaction des registres paroissiaux, au lieu de se rendre, par une complaisance excessive, aux désirs des parents qui veulent quelquefois faire inscrire de jeunes enfants comme parrains et marraines, sans prévoir les inconvénients qui en résultent la plupart des fois.

» Hispalen. dispensationis. – Christophorus de Arrojo, in » secundo consanguinitatis gradu conjunctus cum Joanna At» teaga, cupiens ex causis SSmo D. N. exprimendis praevia » benigna dispensatione apostolica matrimonium cum illa con» trahere, ac dubitans an inter ipsos adsit impedimentum co» gnationis spiritualis, eo quia in fide sui baptismatis notatum » reperitur ipsius commatrem fuisse praedictam Joannam (quae » medio juramento testatur se de hoc non recordari), preces » porrexit huic Sacrae Congregationem pro declaratione, an » indigeat etiam dispensatione super dicta cognatione spiri» rituali? Super quibus exquisita fuit informatio archiepiscopi, » qui, commissa negocii cognitione suo vicario foraneo op» pidi Ursaonensis, in sua relatione jam transmissa ita inquit:

» A dicto vicario accepi, quod nec inter ipsorum propinquos, » nec inter aliquos illius oppidi incolas unquam de tali spi» rituali cognatione usque modo notitia aliqua habita fuit, imo » nec rumor aliquis divulgatus, de quo ipse vicarius post accu» ratam inquisitionem attestatur, et addit quandam esse viduam » jam senem Mariam de Villalobos, quae cum ad praedicti » Christophori sacrum lavacrum praesens astitisset, praefatam » Joannam apud sacrum fontem stantem, non tamen puerum

» tangentem, se vidisse recordatur; perque parochi de ipsius » Joannae baptismo attestationem notum sit tunc septimum » suae aetatis annum nondum complevisse; unde nec rationis » usus, dum contrarium non probetur in illa praesumitur. An- » notatio autem quae post integram et perfectam baptismi » Christophori descriptionem invenitur, videlicet, praedictam » Joannam munus matris spiritualis obiisse, forsan post bap- » tismum consummatum. ad solatium et instantiam parentum » puellae, quae asportata fuerat, fuit addita. Quibus attentis, » non videtur constare de impedimento cognationis spiritualis » inter praefatos, vel saltem digni sunt, ut in tanto dubio » benigne cum illis dispensetur, si forsan subsit, ut matrimo- » nium quanto citius pro animarum suarum salute, et Dei » servitio contrahant.

» His igitur stantibus modo ab EE. VV. exquiritur:

» An oratores indigeant dispensatione super impedimento » cognationis spiritualis in casu etc.

» Sacra Congregatio respondit: *Extrahantur formiter par- » titae utriusque baptismatis*. Die 11 martii 1702. »

Nous n'avons pas rencontré la suite de l'affaire dans les volumes subséquents.

219. Autre exemple des difficultés qu'on rencontre lorsqu'il faut prouver que les registres paroissiaux renferment des indications inexactes. Dans des enquêtes aussi épineuses, les intéressés s'estiment heureux de pouvoir présenter des témoins *de visu*, pour attester que l'eau a été réellement donnée à domicile, et par conséquent que le baptême conféré à l'église n'ayant été qu'une pure cérémonie, le parrain échappe à la parenté spirituelle et à l'empêchement dirimant qu'elle produit. Voici le *folium* de la S. Congrégation; nous le publions comme document inédit antérieur au *Thesaurus* de la S. Congrégation:

« TOLENTINATEN. COGNATIONIS SPIRITUALIS – Cupientibus Cons- » tantia Musetti vidua relicta quondam Catervi Pacci, et Aloy- » sio Paci nobilibus Tolentinatibus matrimonio invicem co- » pulari, dubium emersit, num inter eos intercedat impedi- » mentum cognationis spiritualis, eo quod in libris baptismo- » rum compertum sit, praefatum Aloysium suscepisse de sacro » fonte baptismi Philippum Nicolaum filium ejusdem Constan- » tiae, et memorati Catervi ejus defuncti viri, prout patet » ex partita extracta ex eisdem libris hujus tenoris: *Die 10 mar- » tii 1702. Philippus Nicolaus Barnabeus filius perillustris » D. Catervi Pacii et D. Constantiae conjugum, natus die ve- » neris decima currentis ut supra, hora decima cum dimidio » de licentia R. D. vicarii generalis baptizatus a R. D. » Andrea Patiani, et a D. Aloysio Paci, et D. Constantia » Bonelli de sacro fonte susceptus est*. Viceque versa prae- » tendentibus novis sponsis, nullam propterea inter eos con- » tractam fuisse cognationem spiritualem, cum D. Nicolaus » fuisset per antea in puerperio matris baptizatus domi, ur- « gente necessitate, ob ejus vitae periculum, idque ex inad- » vertentia parochi omissum fuisse adnotari in praedicto libro » baptismi. Idcirco recursum habuerunt ad hanc S. Congr. » pro declaratione, nullum scilicet ipsis, ea de re, obstare » impedimentum juxta declarationem ejusdem S. Congr. in » *Murana cognationis spiritualis 13 aprilis 1669*. Datis ita- » que literis episcopo pro informatione, hic suo vicario ge- » nerali commisit praemissorum informationem, qui jurato » examini subjecit nonnullos testes, quos inter, tres mulieres » uniformiter deponunt, sese de mense martii 1702 adstitisse » Constantiae in ejus domo parturienti, ac ob partus difficulta- » tem, ne infans medius de utero editus caelesti lavacro inex- » piatus decederet, accitum fuisse sacerdotem Carolum Muset- » tum, quem quidem fatentur aspersa aqua supra caput pueri, » qui nunc est dictus Nicolaus Philippus, pronuntiasse haec » verba: *Io ti battezzo in nome del Padre, e del Figliuolo, » e dello Spirito Santo*. Hujusmodi depositionibus consonat » etiam fides extrajudicialis praefati Caroli sacerdotis recog- » nita a testibus habentibus notam manum, non autem ab » eodem, utpote, ut dicitur, absente, profugo, et contumaci. » Verum Andreas Patianus, qui descriptus est in recensita » partita libri baptismorum, etiam juratus deponit, eum bap- » tizasse dictum Philippum in ecclesia absque ulla conditione, » praesentibus vicario generali, et parocho tunc temporis, » aliisque pluribus, nec unquam notum sibi fuisse asseverat » eumdem Philippum domi extitisse baptizatum, nisi aliquot » ab hinc diebus. Episcopus vero transmittens processiculum » desuper confectum, refert baptismum collatum in ecclesia » non habuisse aliam rationem, quam supplendi coeremonias, » juxta Ritum ecclesiae nullumque induxisse impedimentum » cognationis spiritualis, attenta validitate primi baptismi domi » rite collati, uti fusius ex eadem relatione, ac aliis in pro- » cessu contentis dandis in Summario. Hinc hodie oratores » humiliter petunt ab EE. VV. declarari:

» An inter Constantiam Musetti, et Aloysium Paci ortum » sit impedimentum cognationis spiritualis, quominus possint » inter se matrimonium contrahere, in casu etc.?

» Sacra Congregatio censuit: *Negative*. Die 16 maii 1711. »

120. Le parrain par procuration contracte-t-il la parenté spirituelle et l'empêchemant dirimant qui en dérive? Les canonistes ont embrassé divers sentiments sur ce point. Navarre (cons. 6, lib. 4, tit. *de cognatione spirituali*), Léandre (tom. 1, tract. 2, disp. 7, quaest. 22). Dicastillo, Diana ont cru que le procureur ne contractait la parenté spirituelle ni pour lui-même parce qu'il ne tient pas l'enfant en son nom, ni pour son mandant, parce que celui-ci ne touche pas l'enfant. D'autres auteurs ont émis l'avis que le procureur contractait l'empêchement parce qu'il touche l'enfant, au lieu que le mandant ne contracte aucune parenté spirituelle. Cette controverse a été tranchée comme tant d'autres par le Saint-Siége; car la S. Congrégation du Concile a décidé jadis que le procureur contracte la parenté non pour soi-même, mais pour son mandant: « Sacra Congregatio censuit, procurato- » rem, qui nomine alterius suscepit, vel ad confirmationem » tenuit, non contrahere cognationem sibi, sed mandanti. » Die 15 martii 1631. » Aussi les écrivains modernes se prononcent-ils dans ce sens: toute controverse et divergence d'opinions a cessé. On peut consulter le cardinal Petra, Perez, Cabassut, Clericatus, Reiffenstuel, et autres. Au tome 2 du *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile, Nicolas de Vito, par procuration de François Cotogno, a tenu sur les fonts baptismaux Antonia de Benedicto. Comme il désire maintenant l'épouser et que l'Ordinaire s'y oppose en alléguant l'empêchement de parenté spirituelle, il fait recours à la S. Congrégation, qui décide qu'il n'existe pas d'empêchement entre lui et Antonia. « An impedimentum cognationis spiritualis » obstet Nicolao, quominus matrimonium contrahere valeat » cum Antonia de Benedicto in casu etc. Sacra etc. *Nega- » tive*. (Thesaur. tom. 2, p. 55, 57.)

221. Le tome 30 du *Thesaurus* renferme une affaire de Pologne qui confirme le principe d'après lequel la parenté spirituelle n'est pas encourue par le parrain des cérémonies. Nicolas Potocki, de Leopoli, désirant faire casser son mariage avec Marianne Dombrouski, soutient devant le tribunal ecclésiastique qu'il a été le parrain de sa femme, et il présente le certificat de baptême qui le prouve. Le défenseur du mariage demande la production du registre même, et l'on trouve qu'il y est question de Justine et que le nom de Marianne a été intercalé à une époque subséquente. Néanmoins, trois témoins ayant affirmé que Nicolas fut vraiment le parrain de Marianne lorsqu'on la baptisa *ex aqua et coeremoniis*, le tribunal ecclésiastique de Léopoli, sans prendre en considération l'opposition du défenseur sur ce que les témoins n'indiquaient pas la cause de leur dire, prononce la nullité du mariage. Le défenseur fait appel au nonce de Pologne;

celui-ci ayant ordonné une nouvelle enquête, Nicolas appelle au Saint-Siége. La S. Congrégation du Concile prescrit d'abord l'enquête supplémentaire déjà ordonnée par le nonce: *Conficiatur processus remissorialis, juxta decretum nunciaturae apostolicae*. Dans cette enquête, où cinq témoins sont entendus, on établit les faits suivants, qu'ils attestent à l'unanimité. Marianne fut ondoyée à domicile aussitôt après sa naissance par un prêtre basilien; Antoine Sokolniki fut parrain, et Anna Raicka marraine; on fit plus tard les cérémonies à l'église, avec l'assistance de Nicolas Polocki et de Justine Dombrouski. Anna Raicka, marraine du baptême privé, est un des témoins. Avant le mariage de Nicolas et de Marianne, la question de parenté spirituelle fut soulevée, mais les informations que l'on prit à cette époque ayant montré jusqu'à l'évidence que Nicolas avait été simplement, à l'âge de huit ans, parrain pour les cérémonies, on ne vit aucune difficulté de procéder au mariage. Du reste, Nicolas a renoncé pardevant l'archevêché de Léopoli à poursuivre son instance pour l'annullation du mariage. – La S. Congrégation décide que le mariage est valide. (*Thesaur*. tom. 30, p. 189).

222. Il est de la plus grande importance, répétons-le, que les curés notent exactement dans les registres le cas où ils ne font qu'accomplir les cérémonies du Rituel; autrement de graves inconvénients peuvent en résulter pour le parrain ou la marraine. Voici une affaire que nous remarquons dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile, tome 51. Marie-Madeleine, née le 3 février, a été baptisée le lendemain à la paroisse; l'acte de baptême désigne Jacques Pianaria comme parrain. Aujourd'hui, Jacques désire épouser Marie-Madeleine, que a seize ans; il soutient qu'elle fut ondoyée à domicile le jour de sa naissance; par conséquent, la cérémonie de l'église n'aurait consisté qu'à donner les *sacramentalia*. Du reste, Jacques ne se souvient même pas d'avoir été parrain pour les cérémonies. L'évêque a ordonné une enquête. Une vieille femme dépose qu'elle donna l'eau à Marie-Madeleine à peine née, en présence de l'accoucheuse et et avec le consentement du père. Ce dernier examiné *formiter*, atteste le fait, presque dans les mêmes termes. L'accoucheuse est morte, ainsi que le curé, qui était très âgé à l'époque dont il s'agit, malade et négligent. Jacques se souvient d'être allé à l'église avec les parents et les amis de la famille; mais il est disposé à attester par serment qu'il ne se souvient nullement d'avoir été parrain des cérémonies. Du reste le pays renferme divers individus qui portent le même nom et prénom que lui, et qu'on ne distingue que par le prénom de leur père, circonstance que le curé a omis de noter. – L'évêque n'ayant pas voulu décider une chose aussi incertaine, on s'adresse à la S. Congrégation, qui décide qu'il y a lieu d'accorder la dispense *ad cautelam* de l'empêchement, supposé que Jacques ait été réellement le parrain de la jeune fille. « An constet de cognatione spirituali in casu. Sacra etc. » *Ad D. secretarium cum SSmo*. (*Thesaur*. tom. 51, p. 90, 97).

SUPPLÉMENT.

223. Le fils d'un hérétique, lequel a été baptisé par un ministre pareillement hérétique et a été pourtant élevé ensuite dans la foi catholique, a-t-il besoin d'une dispense du Saint-Siége pour pouvoir recevoir les ordres?

Ce cas fut soumis à la S. Congrégation du Concile en 1678. Le cardinal Casanate montra sans peine que les enfants des hérétiques sont irréguliers.

« An filius haeretici apostolica dispensatione pro ecclesiasticis ordinationibus indigeat, et quatenus affirmative, an sit concedenda oratori?

» Affirmative ad utrumque, quia filii hereticorum sunt irregulares, ut indistincte habetur ex c. 2 §. *Haeretici autem* et c. *statutum* 15, De haeretic. in 6. Insuper ex constitutione 2 Nicolai III §. 21: *Haeretici autem*. Et quoad dispensationem quae in dies conceditur a S. Congregatione S. Officii, nulla est difficultas in hoc facto, ubi supponitur oratorem fuisse baptizatum, immo ad cautelam rebaptizatum (quod approbatur in c. *veniens* vers. *Nos circa*, de presbytero non baptizato), ac etiam laudabiliter inservisse in ecclesia collegiata. Non minus enim concedenda est filiis haereticorum dispensatio si fuerint digni, ac reintegratio si eorum Pater effective resipiscat, et convertatur, ut sancivit Honorius constitutione 11 §. 2 cum seq. »

En effet, la S. Congrégation jugea que la dispense était nécessaire.

» Leodien. Ordinationis – N. natus ex catholica, et haeretico, opera genitoris a pseudo, seu haeretico ministro » baptizatus, in catholica tamen fide a matre educatus, et in » collegiata Trajecti assumptus ad officium inservientis choro, » in quo laudabiliter perseverat, ac demum ad cauthelam sub » conditione denuo baptizatus, desiderans clericali charactere » insigniri ac etiam ad presbyteratum ascendere, supplicat declarari:

» 1. An Apostolica dispensatione indigeat? Et quatenus affirmative.

» 2: An concedenda?

» S. Congregatio respondit: *Affirmative ad I, et ad 2 pro concessione adeat S. Officium*. Die 20 augusti 1678. »

224. Nous avons expliqué plus haut, dans la célèbre affaire de Naples, les règles canoniques consacrant les droits paroissiaux sur le baptême des infidèles adultes. Les pays de mission, où les paroisses ne sont pas établies, admettent des règles plus favorables à la liberté des néophytes.

En 1678, la S. Congrégation du Concile refusa d'autoriser la défense qu'on proposait d'adresser relativement aux Chinois de Manille, pour interdire de les baptiser ou de les marier à l'insu du missionaire résident. Voici le décret.

» Manilen. baptismi, et matrimonii. – Dominus S. Cong. » de Propaganda Fide a secretis sequens ad me epistolium » dedit:

» Il Padre Alfonso Sadin dell'ordine dei Predicatori procuratore generale della provincia del SSmo Rosario nelle Isole » Philippine ha rappresentato a questa S. Congregazione che » in Pariam luogo vicino a Manila si trova un ministro del » medesimo suo ordine che attende alla conversione di quei » Cinesi ammettendoli ai santi sacramenti, quando siano » sufficientemente instruiti, e perchè alle volte accade che » alcuno di essi volendo maritarsi in persona fedele abitante » in altro luogo, e convertirsi, cerca altrove un sacerdote, » che presto lo battezzi e congiunga in matrimonio senza saputa del medesimo ministro non osservata la forma del » S. Concilio di Trento, ha supplicato questa S. Congne di » ordinare, *che non si possino battezzare Cinesi di quel luogo ne congiungersi in matrimonio senza saputa del ministro sudetto e salva la forma del Concilio*.

» Per l'altra parte essendo stato posto in considerazione » che quel padre domenicano ivi deputato non è parroco, ma » semplice missionario, e che l'infedele, che non è membro » della Chiesa, ne soggetto a ministro, può farsi instruire, e » battezzare da qualsivoglia. Hanno questi Emi Signori rimessa l'istanza alla Sacra Congne del Concilio. Hujus proinde » erit respondere:

» An dictae instantiae sit annuendum?

» S. Congregatio respondit: *Negative*. Die 5 julii 1681 »

Le cardinal Casanate avait pourtant été de l'avis contraire, non tant pour le baptême qu'en ce qui concerne le mariage. Voici son *votum*, qui suppose l'obligation de se présenter au délégué apostolique pour contracter *licitement* le mariage.

« An instantiae sit annuendum. Affirmative. Nam quamvis infideles non sint de gremio Ecclesiae cum permaneant in sua infidelitate, tamen recepto baptismo constituuntur sub gremio Ecclesiae, ac subjiciuntur sacris canonibus sacroque concilio Tridentino, ideoque non possunt valide matrimonium celebrare nisi coram parocho vel episcopo aut delegato apostolico, qui habens jurisdictionem episcopalem immo et Apostolicam delegatam, utique repraesentat Ecclesiam, et coram eo matrimonia sunt celebranda, ut in dec. 233 n. 25 p. 10 et 301 infra n. 8 p. 11 recent. »

225. Nous mettrons fin à notre dissertation par un intéressant article que nous remarquons dans les *Mémoires de Trévoux*, de 1701, et qui montre la gravité des erreurs où sont tombées par rapport au baptême les sectes qui sont nées du protestantisme.

Primitive baptism. etc. c'est à dire, le baptême de l'Eglise primitive. A Londres imprimé par J. Wyat 1701. – Ce traité combat les dogmes des Quakers et des Anabaptistes, ces deux sectes impies qui se sont élevées en Angleterre depuis qu'elle a abandonné l'Eglise Romaine. Les premiers ont poussé le fanatisme si loin, qu'ils rejettent absolument toute institution extérieure, et par conséquent le précepte de Jésus-Christ touchant le baptême. Les seconds admettent à la vérité le baptême: mais ils s'éloignent du reste des chrétiens, et pour la manière de baptiser, et pour le genre des personnes à qui ils confèrent ce sacrement. Le baptême des enfants, disent-ils, n'étant autorisé ni par les textes de l'Ecriture, ni par la pratique de l'Eglise primitive, ne peut avoir lieu dans le christianisme. Ils prétendent aussi que l'unique manière de baptiser les adultes est de les plonger dans l'eau.

Monsieur Garner membre de l'église Anglicane et auteur de ce traité combat les erreurs de ces gens-là, qui passent aussi bien que lui sous le nom de Protestants. Il divise son ouvrage en trois parties: dans la première il parle des sujets propres à recevoir le baptême; la seconde, de la matière de ce sacrement; enfin dans la troisième, de la manière de le conférer.

L'auteur montre donc par le précepte même de Jésus-Christ et par la pratique des Apôtres, que le baptême de l'Eglise primitive regardait autant les enfants que les adultes. Il n'est pas nécessaire, dit-il, pour prouver cette verité de recourir, comme quelques-uns ont fait avant moi, à la loi ancienne, il suffit de ce passage tiré des Actes (16 31) et qui est si clair; où l'Apôtre dit au geolier: *Crede in Dominum Jesum et salvus eris tu et domus tua.... et baptizatus est ipse et omnis domus ejus.* Monsieur Garnier infère de là qu'il y avait très-probablement des enfants dans la maison du geolier qui furent baptisés. En effet, dit-il, les mots *maison*, *famille* etc. si fréquents dans l'Ecriture, sont des hébraïsmes, qui marquent les enfants de la maison. Ainsi quand les Apôtres dirent, *un tel et toute sa maison*, ou *un tel et toute sa famille.* il faut nécessairement y comprendre les enfants.

Dans la seconde partie, Monsieur Garner attaque principalement les Quakers qui rejetent le baptême d'eau comme tout-à-fait inutile. Il leur demande ce qu'ils peuvent avancer pour prouver le dogme; il répond aux objections, qu'ils font ordinairement: et enfin, il montre que le baptême que Jésus-Christ ordonna à ses Apôtres de conférer à ceux qui embrassaient la foi, était le baptême d'eau.

L'auteur tire la preuve de cette vérité du commandement même de Jésus-Christ: *Docete omnes gentes baptizantes etc.* commandement qui fut dans la suite fidèlement exécuté par ses Apôtres. Au reste ce précepte ne regarde pas les seuls Apôtres, ils s'étend encore à leurs successeurs: et ceci est évident, dit Monsieur Garner, car quel droit auraient eu Philippe, Ananie et Apollon de baptiser, si la commission de Jésus-Christ eût été limitée aux seuls Apôtres? D'ailleurs la promesse de Jésus-Christ, *Ecce ego vobiscum etc.* serait vaine et sans effet.

Or, pour revenir, il est certain que le commandement de baptiser donné aux Apôtres doit s'entendre du baptême d'eau. La preuve en est claire: car il est constant premièrement que Jésus-Christ lui-même baptisait par le ministère de ses Apôtres avec de l'eau: ce qu'on est obligé d'avouer pour concilier le v. 33 du 1 chapitre de S. Joan. avec le v. 2 du 4 chapitre. Secondement, encore qu'il fût dit de Jésus-Christ qu'il baptiserait Spiritu Sancto, il est certain que les Apôtres comme Philippe et Pierre, qui avaient vu la manière dont le Sauveur baptisait, (ou plutôt dont il faisait baptiser comme il est dit dans l'Evangile) se servirent d'eau pour le baptême. Ainsi, quoique l'Ecriture fasse mention d'un baptême du Saint Esprit, la commission des Apôtres ne s'entendait que du baptême d'eau.

Enfin, dit Monsieur Garner, le précepte du baptême d'eau est un précepte permanent et positif. Car comme personne ne doute que le précepte de prêcher ne soit permanent, il faut convenir aussi que celui de baptiser qui y est joint, l'est de même: *Docete omnes gentes. baptizantes eos etc.*

Dans la troisième partie, Monsieur Garner s'attache à prouver que la manière de baptiser dans la primitive Eglise ne consistait pas nécessairement à plonger dans l'eau, mais à en répandre sur les personnes qui recevaient ce sacrement. Il est vrai que le mot grec qu'on trouve dans le texte original signifie l'un et l'autre: mais comme Jésus-Christ n'a rien dit dans l'institution de ce sacrement qui nous détermine à l'un de ces deux sens plutôt qu'à l'autre; pour s'éclaircir, dit l'auteur, du vrai sens de ce mot il faut voir laquelle des deux manières, ou de l'immersion, ou de l'aspersion, s'accorde mieux avec les chefs suivants. Premièrement avec le baptême en Moïse (1 Cor. 10, 1), secondement avec les prophéties, les promesses, les types et les figures du baptême intérieur de l'Evangile. Troisièmement, avec les circonstances du lieu et du temps qui se rencontrent au baptême de ceux dont il est parlé dans les Actes.

L'auteur ayant fait voir en peu de mots que le baptême qui se confère par aspersion s'accorde mieux avec les deux premiers chefs, il s'étend assez au long à montrer qu'il s'accorde mieux aussi avec le troisième. Pour cela il rapporte sept exemples différents tirés des Actes des Apôtres. Dans ces exemples on remarque, soit par la circonstance du lieu, soit par la circonstance du temps et des personnes, que dans la primitive Eglise le baptême ne se conférait pas toujours sur le bord des rivières: que lors même que cela arrivait, c'était ou le pur hazard, ou la multitude infinie de peuple qui accourait aux prédications de Saint Jean et de Jésus-Christ qui en était la cause: que le baptême fut pour le moins aussi souvent conféré par les Apôtres dans des maisons particulières, que sur le bord de rivières: que les personnes souvent infirmes et délicates n'auraient pu supporter les incommodités du baptême par immersion, principalement pendant l'hiver.

Au reste, ajoute Monsieur Garner, il n'est dit nulle part que le baptême se conférât plutôt par immersion que par aspersion: et quoique dans les lexicons ordinaires le mot grec signifie *plonger* ou *mettre sous l'eau*; on ne le trouvera pas cependant en ce sens dans les saints livres, lorsqu'il s'agit des cérémonies légales. Enfin toutes les prophéties et promesses du baptême intérieur le représentent toujours comme une aspersion, et jamais comme une immersion. L'auteur conclut son traité en montrant les dangers et l'indécence qui se trouverait souvent dans le baptême fait par immersion.

Cet Extrait est tiré presque mot pour mot du Journal de Juin d'Angleterre. On y trouvera plusieurs bonnes choses:

mais on remarquera aussi sans doute que Monsieur Garner ne prouve pas tout d'une manière bien convaincante: principalement la nécessité du baptême des enfants. En effet le passage des Actes qu'il croit suffire pour cela, ne suffit pas assurément, et n'est pas si clair ni si décisif qu'il le croit. Car enfin un Anabaptiste ne manquera pas de soutenir qu'il est dit là que toute la maison de geolier fut baptisée comme il est dit en Saint Jean chap. 4, que toute la maison du Centenier crut en Jésus-Christ; c'est-à-dire dans l'une et dans l'autre maison, ceux qui étaient capables d'être baptisés et de croire. Et que pourrait dire M. Garner dans ses principes pour convaincre cette réponse de fausseté?

Il faut cependant avouer que ce que nous reprenons ici dans son ouvrage doit moins lui être imputé qu'au parti dans lequel il est. Quand on rejete la Tradition et l'autorité de l'Eglise pour décider le vrai sens de Ecriture, on n'a plus d'armes bien efficaces contre les hérétiques : et c'est pour cela que d'une hérésie il en pullule ordinairement plusieurs autres, qui toutes se soutiennent contre elle par les mêmes moyens qu'emploie pour sa propre défense celle qui leur a donné naissance. »

JURIDICTION PAROISSIALE SUR LES INSTITUTS DE VŒUX SIMPLES.

I.

Les communautés qui professent les vœux solennels ont les droits paroissiaux par rapport à leurs membres. Comme elles sont érigées en vertu d'indults apostoliques, l'autorisation de garder le Saint-Sacrement est censée accordée par cela même: de là vient que les chapelains des communautés canoniquement érigées administrent le viatique et l'extrême-onction sans demander l'agrément du curé.

Il en est autrement des instituts de vœux simples ou sans vœux, lesquels n'observent pas la clôture papale et ne jouissent pas des grands vœux. Ces instituts ne sont pas exempts de la juridiction paroissiale, sauf un indult spécial du Saint-Siége ; les évêques n'ont pas le pouvoir de les exempter.

Nous croyons utile de citer quelques décisions anciennes et modernes de la S. Congrégation qui constatent ce que nous venons de dire.

II.

Une décision de 1676 regarde une communauté fondée par la municipalité avec protestation qu'elle n'entendait pas fonder un monastère régulier. Quoique le curé ait toujours exercé ses droits sur cette maison, le chapelain a prétendu la rendre exempte. Il a administré les sacrements à une sœur à l'article de la mort, et il a fait ensuite les funérailles, sans aucune permission du curé.

Toutes les remontrances qu'on a pu faire au chapelain ayant été inutiles, le curé porte plainte à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, et dit que la communauté dont il s'agit ayant été fondée en dehors de l'autorité du Saint-Siége et sans la soumettre à la clôture canonique, n'est pas un vrai monastère; de là vient que la juridiction paroissiale subsiste pleinement, d'autant plus que les constitutions spéciales de l'institut la reconnaissent.

Le *Mémoire* présenté à la S. Congrégation au nom du curé traite parfaitement la question de droit:

« *Civitatis plebis jurium parochialium. – Pro archipresbytero parocho terrae Panicalis. Contra regentem confessarium collegii Virginum. Facti.*

» In terra Panicalis dioecesis Civitatis Plebis reperitur quoddam collegium nuncupatum *delle Vergini* fundatum anno 1619 per communitatem sub administratione quoad temporalia et oeconomica duodecim hominum ejusdem communitatis. Quo vero ad spiritualia et caetera respicientia jus parochiale, stante situatione collegii intra fines ecclesiae parochialis remanebant Virgines subjectae archipresbytero parocho, ut colligitur ex statutis, sive constitutionibus particularibus dicti collegii summ. n. 1.

» Pro capellano conventum fuit deputari presbyterum sub nomine regentis, qui ad formam constitutionum particularium non debet se ingerere circa parochialia, prout neque minus in rebus omnibus respicientibus curam spiritualem. Nihilominus iste modernus regens cepit praetendere dictum collegium esse exemptum et omnimode sibi ipsi subjectum, adeo ut hoc chimerico fundamento et fortasse mensurando ejus jurisdictionem a solo nomine regentis, plura attentavit in spretum non solum inhibitionis, sed etiam pendentiae litis in hoc supremo tribunali, creandi abbatissam, seu praesidentem, et, quod pejus est, ut mihi asseritur, negavit cuidem puellae dicti collegii in articulo mortis parochum ab illa pro confessione requisitum, et eam defunctam, sine cruce parochi, ipsoque inscio per modum depositi in angulo ecclesiae tumulavit, negando ne ad ecclesiam parochialem, ubi extat sepulchrum majorum, transportaretur. Retinet augustissimum Sacramentum Eucharistiae, ac aliud extremae unctionis in parva ecclesia dicti collegii; sepulturam fecit in stantiola dictae ecclesiae annexa, illamque nocturno tempore benedixit: unde ab episcopo diversa decreta et provisiones emanarunt. Verum in dies praejudicia contra parochum crescunt, ideoque recurritur ad hoc supremum tribunal pro resolutione quod dictum collegium tam circa administrationem spiritualem, quam in juribus parochialibus in omnibus subjaceat parocho archipresbytero, asservata solita superioritate ordinario.

» Etenim regulare est parochum habere juris assistentiam quoad jura parochialia exercenda intra limites suae parochiae, ut sunt text. in cap. *dioecesi* 7, q. 1, et cap. *Pastoralis*, de his quae fiunt a prael. et in cap. 1, cap. *fraternitatem de sepulturis*, et in perceptione omnium proventuum spiritualium quales sunt decimae, oblationes, mortuaria, et similia. Rmus Fagnanus in cap. *Pastarolis*, de his quae fiunt a praelatis, n. 17.

» Prout etiam benedictio candelarum in die Purificationis et earum dispensatio connumerantur inter functiones parochiales. Barbosa, de off. et potest. paroch. p. 1, cap. 12, n. 4. et apost. dec. collect. 84, n. 7. Et idem dicendum est de simili cinerum, et palmarum benedictione d. cap.

» Verum sumus extra difficultatem, dum habemus leges fundationis seu erectionis istius collegii, in quibus anno 1619 auctoritate episcopi conceditur licentia aperiendi domum ad effectum docendi puellas et retinendi alias virgines ibidem perpetuo permanere volentes, non tamquam moniales seu religiosas, sed tamquam virgines insimul viventes, sub cura quoad temporalia duodecim hominum dictae communitatis, cum expressa protestatione, ibi: « Si protesta la communità che non vuole, nè puole, nè pretende di erigere monastero di monache, nè convento o luogo religioso, ma casa o convitto meramente secolare, come sono per li giovani che studiano le dozzine, li collegii, li seminari, le sapienze e li convitti secolari. Laonde le zitelle e persone che vi avranno da abitare, non saranno monache, nè religiose, nè oblate, nè terziarie di veruna religione, nè Orsoline, nè pinzocone, ma donne e zitelle puramente secolari, come sono mentre stanno nelle case loro, e sotto la cura delli loro parenti. » Et prosequitur, quod non possint adstringi ad vota emittenda, neque ad clausuram servandam, neque quidquam aliud faciendum, ac si essent in propriis domibus.

» Insuper ante ingressum puellae in dictum collegium debet examinari seu explorari ab archipresbytero deputato pro bono regimine spirituali dicti collegii. Deinde puella ingressa debet confiteri patri Societatis Jesu quatenus adsit, vel archipresbytero in casu deficientiae, prout deficiunt. In ultima hebdomada mensis iterum archipresbyter debet illam examinare, et successive eam vestire, ibi: « Vestirà per ordinario le Vergini il signor arciprete. » Et praescribitur modus vestiendi ab ipso archipresbytero. Possunt egredi multoties in anno. Extrema sacramenta sumi debent a parochia. In actis visitationis ab ordinario debet eum associare archipresbyter. In tempore quadragesimae, sive in adventu spectat ad archipresbyterum invenire praedicatorem; et ita praecise servatum fuisse testantur plures ut summ. n. 2.

» Ex quibus remanet in claris, quod archipresbyter remansit non solum parochus, sed etiam cura et gubernium spirituale spectat ad ipsum privative quoad regentem, et hujusmodi leges fundationis omnino servari debent. Clem. *Quia contingit* §. *ut autem*, vers. *nisi in illorum fundatione* de relig. dom. Loterius, de benef. lib. I, q. 32, n. 12. Dunozett. Jun. d. 652 n. 1. Etiamsi sint contra jus, dummodo non sint de natura impossibiles. Barbosa de off. et potest. Episcopi p. 1, tit. 2, gloss. 17, n. 28.

» Nec relevat quod regens fuerit ab episcopo deputatus confessarius seu capellanus. Quia, quidquid sit de hoc, stante expresso capitulo in dictis statutis, ibi: « Confesserà le Vergini per ordinario il signor Arciprete sotto la cura del quale stanno, o altro eletto dalla Congregazione ed approvato dall' ordinario per confessare; » Non jam ipse potest se ingerere in rebus pertinentibus ad curam animarum, nempe quoad retentionem sacramenti extremae unctionis et in aliis ultimis sacramentis, prout circa funeralia; nam ex tenore fundationis hoc spectat ad parochum, et ecclesia dictarum puellarum, remota regularitate, est simplex oratorium ad instar ecclesiarum confraternitatum, quare non addito aliquo speciali privilegio, illius presbyter capellanus non potest se intromittere in rebus parochialibus, ut firmavit Rota d. 294 cor. Mantica.

» Et ex eadem ratione tenentur puellae ad decimas, dum subsunt parocho, et habentur ex vi fundationis, ac si essent in propriis domibus, et de facto loco decimarum solebant subministrare parocho hostias, quas nunc, instigante regente, dare renuunt sub praetextu, quod monasteria non tenentur, praetextu consuetudinis quae non habet locum nisi exhibeatur titulus cum quadragenaria vel immemorabili. Rev. Fagnanus in cap. *cum contingat*, n. 3, de decim. Rota d. 76, n. 2, par. 1 Rec. Dunoz. Jun. d. 959, n. 7. At utrumque deficit in casu nostro.

» Male enim nominatur monasterium, quia, ultra leges fundationis cum expressa protestatione, quod dictum collegium sit ad instar seminarii puellarum, deficiunt caetera requisita a jure et constitutionibus Sum. Pontif. scilicet, auctoritas S. Sedis, quae de essentia requiritur, attentis constitutionibus Clementis VIII, Gregorii XV, Urbani VIII relatis per Tambur. *de jure abbatum*, dis. 33, q. 1, n. 4 et seqq. Quae locum habent etiam circa monialium monasteria, ut refert Barbosa, *de jure eccles. univers.* lib. 2, cap. 12, n. 7, vers. *quae constitutio*, et sequitur idem Tambur. n. 4, vers. *supradicta*. Et sola auctoritas ordinaria non sufficit. Barbosa, ad concil. sess. 25 de regul. et monial. cap. 3, n. 28. Antonell. de regim. eccles. lib. 3, cap. I, n. 12.

» Non habet clausuram formalem ut requiritur cap. unic. de stat. regul. in 6, et per multas constitutiones apostolicas bene notas.

» Neque certos redditus pro monialibus alendis d. cap. unic. §. *san.* Et praecipit S. Concilium Tridentinum dicta sess. 25, cap. 3. Et ibidem Barbosa, n. 17, et seq. ubi refert multas constitutiones apostolicas et decreta S. C. et quidem dictus annuus introitus debet esse ad minus 2300. Barbosa, de offic. et potest Episcop. p. 2, alleg. 26, n. 6, vers. *circa idem*. Antonell. d. lib. 7, cap. 1, n. 42.

» Et quod magis urget, deest alia necessarissima qualitas, nempe quod certam regulam a Sede apostolica approbatam profiteantur, ut sunt text. in cap. ult. de relig. dom. in cap. unico eod. tit. in 6. Et abolenda est detestabilis consuetudo quod hujusmodi mulieres regulam approbatam non profitentes tamen sanctimoniales vocari velint, ut decernitur in cap. *perniciosam* 18, q. 2, et in cap. *indemnitatibus* in 6. Et professio certae regulae est principalissimum requisitum. Suarez tract. 9, lib. I, cap. 10, n. 9.

» Sublata igitur forma necessaria constituente monasterium regulare, non est curandum de mendicatis attestationibus informibus, dum habemus assistentiam juris, et leges expressas fundationis. Etsi aliquando regens propria auctoritate et attentate manus posuerit in juribus parochialibus et regimine spirituali, hoc provenit vel ex negligentia archipresbyteri parochi antecessoris, ex qua suae ecclesiae nullum praejudicium fecit neque scienter neque ignoranter, Rota dec. 84, n. 9, p. 8et dec. 302, n. 29, p. 9, et dec. 312, n. 9, p. 10 rec. aut ex nimia cupiditate regentis acquirendi jurisdictionem, et figat, dicitur corruptela seu abusus qui ne alterius crescat et radices eradicandus est.

» Quare etc. *Silvius de Cavaleriis.* »

La S. Congrégation donne gain de cause au curé et ordonne de le maintenir en possession de ses droits.

» Sacra Congregatio respondit: *Archipresbyterum manutenendum esse in iis quae spectant ad curam parochialem.* Die 3 julii 1676. »

III.

Le mépris de la juridiction paroissiale expose les communautés à tomber sous le coup des censures. Un exemple s'en trouve dans une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers de l'année 1673, décision qui maintint les curés en possession des droits paroissiaux: *Manutenendos parochos in possessione munerum parochialium.* L'archiprêtre s'empressa d'obtenir un monitoire de l'Auditeur de la Chambre apostolique pour l'exécution de ce décret de la S. Congrégation, suivant la discipline usitée à l'époque dont il s'agit. Néanmoins, les religieuses n'obéirent pas avec toute la ponctualité que l'on pouvait souhaiter. D'abord, lorsque le curé voulut distribuer les cierges de la Purification et les cendres, les religieuses firent défaut. Puis, des religieuses mortes furent portées du parloir à l'église sans appeler le curé. Celui-ci porta plainte à l'Auditeur de la Chambre. Les religieuses se voyant menacées d'interdit, firent présenter une requête à la S. Congrégation. « La réception des cierges et des cendres, dirent-elles, est un acte volontaire et de pure dévotion. On peut forcer le curé à en faire la distribution, sans obliger les paroissiens à les recevoir. Fût-il vrai que les religieuses ne se soient pas présentées pour les recevoir, ce sera parce qu'elles ont été occupées à un autre exercice de communauté, ou parce que le curé s'est présenté à un moment incommode. Il ne peut se pl indre que sa juridiction ait été méprisée ou violée, d'autant plus que les religieuses n'ont pas reçu les cierges et les cendres d'un autre prêtre, comme elles l'auraient pu. En ce qui concerne le transport des religieuses défuntes, on l'a fait tout à fait particulièrement et sans procession. La cérémonie de la bénédiction au parloir n'a lieu que lorsque le transport se fait processionnellement avec l'assistance du clergé et des confréries. Aujourd'hui les religieuses observent la vie commune et ne possèdent plus rien en particulier; le monastère, qui est chargé d'une foule de dépenses nécessaires, ne peut se permettre de semblables pompes. Le curé a d'autant moins de raison de se plaindre, que son

vicaire a fait toute la cérémonie à l'église pour les défuntes et a perçu les honoraires d'usage. D'ailleurs, le transport fut nécessaire à cause de la decomposition instantanée qui ne permit pas de conserver les corps plus longtemps. Au surplus, les religieuses n'ont pas fait le transport; il n'est pas constaté qu'elles en aient donné l'ordre; elles se sont contentées de les mettre dans le parloir, et quelques personnes de bien les ont portées à l'église, afin de les faire garder plus décemment pendant la nuit. De cette manière, y eût-il contravention, on ne pourrait procéder contre les religieuses. »

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers répond à cette étrange requête: *Nihil*. Le 25 février 1674. »

IV.

Voici une question qui intéresse à la fois les religieuses de vœux solennels et les communautés de vœux simples.

La coutume est-elle propre à établir un droit de manière à obliger les religieuses à appeler aux funérailles les chanoines ou le curé et autres bénéficiers? La question se présenta en 1687 pour S. Angelo in Vado. La S. Congrégation ayant d'abord donné raison aux religieuses contre les chanoines, le curé de la cathédrale et les bénéficiers firent présenter la supplique suivante :

« Le curé et les bénéficiers de la cathédrale de S. Angelo in Vado représentent humblement qu'ils ont appris que les religieuses de Ste Catherine de ladite ville ont fait présenter un mémoire à la S. Congrégation, et qu'elles soutiennent qu'elles ne veulent pas appeler les chanoines à leurs funérailles. Les recourants ont appris aussi que l'affaire a été confiée au cardinal de Carpegna, *ut videat et referat*, et que l'Eme Préfet a déjà fait une relation favorable aux religieuses et contraire aux chanoines. C'est pourquoi les recourants croient devoir représenter que c'est l'usage ancien et immémorial qu'ils assistent aux funérailles des religieuses. Cet usage est antérieur à l'érection du siége épiscopal, car le curé et les chapelains étaient toujours appelés. La dépense est minime, elle n'est que de cinq sous et d'un cierge de quatre onces pour chacun, et il n'y a jamais plus de six personnes. Le convent ne peut-il pas supporter cette depense? Les recourants sont en possession d'une coutume immémoriale d'après laquelle nul ne peut célébrer des fêtes ni chanter des messes sans leur intervention, non seulement dans toutes les églises de religieuses, mais aussi dans toutes les autres. En ce qui concerne les funérailles des religieuses, la coutume n'a jamais subi la plus légère atteinte. Les bénéficiers retirent à peine douze écus par an. »

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers décide qu'on ne peut forcer les religieuses à appeler les chanoines ou les bénéficiers et le curé de la cathédrale aux funérailles de leurs sœurs: « *Non esse cogendas moniales*. Die 4 julii 1687. »

Quoique dispensées d'appeler les chanoines et autres, les communautés de vœux simples ou sans vœux doivent pourtant respecter les droits du curé.

V.

Dès l'époque dont nous parlons, il était admis en principe que les sœurs ou tertiaires des communautés de vœux simples avaient droit à la restitution de toute la dot qu'elles avaient apportée en entrant, lorsqu'on les renvoyait. Voici une décision qui fut rendue pour Bologne en 1678.

« Palma-Félise et Maria-Florida Bonesi furent admises dans la congrégation de la Charité de Bologne en 1667, en payant pour dot la somme totale de 160 écus, qu'elles versèrent dans les mains de frère Jean-Baptiste Borgonzone du tiers-ordre comme procureur de ladite congrégation. En 1673, le général, sur la demande des tertiaires, ordonna de renvoyer les soeurs Bonesi, en leur restituant pour leur dot 120 écus au lieu de 160. Les deux sœurs firent citer l'institut devant l'Ordinaire pour la restitution de la dot; mais, faute de preuves, elles eurent une sentence contraire à leurs prétentions. En cet état, le marquis Azzolino s'interposa et fit que Borgonzone avoua le paiement des susdites dots. Le 10 novembre 1674 eut lieu la confession du religieux, mais ce une confession qualifiée, c'est-a-dire, qu'il avait reçu les dots, et les avait remises aux tertiaires dans le coffre à trois clés. D'après cette confession, les sœurs Bonesi demandèrent à la S. Congrégation un ordre préceptif pour le vicaire général de Bologne, et elles l'obtinrent le 11 février 1678. Puis le 31 mars, elles obtinrent du vicaire général une sentence définitive condamnant Borgonzone. Celui-ci s'étant plaint que les tertiaires n'eussent pas été citées, demanda et obtint de S. Congrégation un ordre adressé au cardinal légat de Bologne pour obliger les tertiaires à présenter leurs registres. Aujourd'hui, le cardinal légat répond qu'on n'a pu procéder contre les tertiaires, vu leur serment de n'avoir pas ces livres, et vu, d'autre part, qu'on n'en a pas prouvé légalement la préexistence. Les sœurs Bonesi demandent donc l'exécution de la sentence contre Borgonzone; mais il y a deux difficultés. La première est que les sœurs Bonesi reconnaissent d'avoir payé à Borgonzone comme procureur des tertiaires; or, celles-ci ont l'administration de leur communauté, leurs statuts sont formels; elles ont le coffre à trois clés pour déposer leur argent. La Rote a sanctionné bien des fois la maxime suivante: « Procurator exigens ut procurator non se » obligat de receptis erga solventem, sed solum obligat prin- » cipalem pro quo exegit, etiam non constito de versione; tene- » tur vero erga constituentem actione mandati (Dec. 102, 430 » Recent.). » L'autre difficulté est que Borgonzone ayant fait une confession qualifiée en ajoutant qu'il avait placé l'argent en caisse et l'avait remis aux tertiaires, l'on doit accepter cette confession avec sa qualité, laquelle ne rencontre pas la résistance du droit; au contraire, il est vraisemblable que les tertiaires n'auraient pas gardé les sœurs Bonesi pendant six ans si elles n'avaient pas apporté de dot; on n'aurait pas pas demandé leur expulsion avec la clause: *Restitutis*. »

Malgré les difficultés susdites, la S. Congrégation obligea Borgonzone de rendre l'argent: « Vicarius archiepiscopi Bo- » noniensis procedat ad ulteriorem executionem suae senten- » tentiae, et doceat de executione. Die 18 novembris 1678. »

VI.

Dans une affaire de Côme de la même époque, la question relative à la restitution de la dot en cas de sortie est traitée à fond, d'après les principes généraux du droit. La S. Congrégation exige, en dehors de la dot, la restitution de tous les biens donnés à la communauté.

Nous nous contentons de rapporter un excellent Mémoire sur la question:

« *Comen. Restitutionis dotis. pro D. Maria Elisabetta Bononiola contra Ven. Congregationem seu conservatorium loci Morbinii.*

» Recolendae memoriae Federicus olim cardinalis Borromeus, dum apud Helvetios in minoribus munere nuncii fungebatur, usque de anno 1594 25 augusti instituit congregationem mulierum in loco Morbinii cum praescriptione certae normae vivendi, non tamen sub vinculo alicujus voti observandae, more oblatarum seu mulierum quas vocant Ursulinas seu Beatas, quae nulla solemnia vota emittere tenerentur, sed aliqua tantum simplicia et haec nec minus in manibus abbatissae, vel alterius superioris habentis facultatem incorporandi, quia ibi nulla est religio formalis, aut superior qui habeat

talem facultatem, sed in manibus solius confessoris pro tempore existentis ibidem deputati.

» Hujusmodi congregationem ingressa est Maria Elisabetta Bononiola oratrix, ibique per aliquot tempus commorata fuit, donec mota zelo melioris frugis, transivit authoritate judicis ad monasterium, in quo servatur observantia regularis et clausura.

» Sed orta postmodum quaestione super revocatione bonorum a conservatorio ratione transitus oratricis, ordinarius pronunciavit eadem pertinere ad praefatum conservatorium. Petitur itaque in praesenti congregatione deleri injustum ordinarii judicium, definiendo bona pro dote et alimentis delata ad eamdem pertinere, ac per ejusdem recessum dationem bonorum et dotis fuisse ipso jure tamquam accessoriam personae revocatam.

» Omissis enim quaestionibus, quae in hac materia tractantur per juris civilis interpretes in auth. *Ingressi*, c. de sacrosanct. eccles., et canonist. in cap. *Quod a te*, de clerico conjug. et cap. *Ex transmissa*, de renunciat. in proposito regularium qui prius professionem emiserunt in priori monasterio, a quo postea egrediuntur conferentes se ad aliud monasterium, in quibus terminis controvertunt utrum bona delata, vel acquisita pertineant ad primum potius quam ad secundum cum variis distinctionibus, de quibus apud Panormitanum in d. cap. *Quod a te*, Zabarellam et Imolam, qui late ibi materiam tractarunt, communiorque opinio affirmativa praevaluerit favore primi conventus, qui succedit vigore ingressus et professionis dicta auth. *Ingressi*.

» Evadimus quaestionem ex facto, dum non versamur in terminis ingressus irrevocabilis et solemnis professionis, per quam ingrediens censetur se et bona monasterio, et superiori in perpetuum subjicere et dedicare; sed versamur in mero ingressu loci pii secularis facto a persona seculari revocabili, et absque ulla votorum solemnitate; quibus stantibus, bona delata per oratricem sui juris liberam censentur delata accessorie ad sustentationem personae et in consequentiam ipsius, revocabiliter, ita quod, revocato ingressu, ipso jure censeantur bona etiam revocata. Textus est in d. cap. *Quod a te*, §. *Sane*, de cleric. conjug. Cap. *Ex transmissa*, de renunciatione. L. 1, §. final. *De colleg. et corpor. illicit.* prout distinguendo inter transeuntes ad monasterium regulare, in eoque profitentes, et inter transeuntes ad ecclesiam seu locum pium secularem firmavit gloss. in can. *Ut lex continentiae*, in verbo, *professi*, 27, q. 1. Calderin. Cons. ult. de regul. Archid. in d. canone *Ut lex* n. 3; Spada, con. 138.

» Et ratio est manifesta, quia hujusmodi datio dotis seu bonorum facta ante, vel in ipso ingressu habet in se tacitam conditionem, si ingrediens ibidem permanserit, cum redditus illius sustentationi destinentur ex Calderin. d. cons. ult. de regul. Imola, in d. cap. *Quod a te*, sub n. 6 de cleric. conjugat. Abbas n. 4 ubi dicit, dicendum quod donans bona collegio et illud intrans censetur donasse intuitu ingressus, quae donatio revocata censetur eo revocato; Card. ibidem n. 1; Butrius n. 9; ubi quod donatio, seu dotis traditio semper recipit talem conditionem, quando fit a transeunte. Sequitur Imol. n. 10.

» Cum itaque jam causa permanentiae in conservatorio evanuerit, cujus contemplatione fuit assignata dos controversa, debet per consequens cessare effectus et fieri restitutio oratrici ut in his terminis arguit Menoch. de arbitrar. cas. 336.

» Et generaliter, quod quicumque ingrediens ecclesiam, seu locum pium quemcumque, aut collegium sive congregationem secularem recuperet bona eisdem expresse collata probat text. in d. cap. *Quod a te*, in litt. ibi, contulerit, et in ratione decidendi de clericis conjug. et gloss. final. in verbo *redire*. Butri. in d. cap. *Ex transmissa*, in 4 notabili, et ibi Imola, n. 3. Abbas n. 4 de renunciat. Spad. cons. 138, lib. 3.

» Et sine difficultate in praesenti hypothesi, quia oratrix recessit a conservatorio in casu de jure permisso, utpote ratione transitus ad meliorem frugem, cum potuisset recedere etiam causa nubendi et de licentia superioris praevia sententia declarante licitum fuisse egressum, unde iniquum esset ut remaneret sub legum clypeo utpote auth. apost. et judicis sententia delusa, quo casu omnes juristae indistincte conveniunt ut bona donata et tradita recuperet saltem ex indulgentia et benignitate canonica, quae ab injustis lucris semper abhorret, ut dicunt Imola. in d. cap. *Quod a te*, sub n. 6. Cardin. in 3 oppositione et n. 6. Butri. in colum. final. n. 9, vers. *aut discessit judicis auth.* Abbas n. 8.

» Praesertim, quia haec puella tamquam a patriis statutis exclusa, et propria renunciatione in actu ingressus facta remaneret privata omni substantia, et cogeretur regredi a secundo monasterio claustrali, quod jam ingressa est causa professionis emittendae et accedere ad consanguineos contrariae religionis, ut notant Cardinalis in d. cap. *Quod a te*, n. 6 Joannes Andreas n. 5, vers. *Si vero bona expresse contulerat.* Hostiens. n. 4, vers. *Quod si bona.* Butri. n. 9; Anchar. 2 eodem; Abbas n. 8.

Denique additur idem in terminis quarumdam puellarum repetentium dotem in conservatorio S. Caeciliae Ariminen. decisum fuisse per hanc S. Congregationem ut in summ. n. 5 et in aliis pluribus causis.

Quare etc. — Joannes Maria Nuzius.

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers ordonna la restitution de la dot. Le 28 mars 1675.

Le lecteur peut consulter ce que nous avons dit jadis sur cette question, livraisons 25 et 32 des *Analecta*.

VII.

Les communautés qui gardent la clôture ne doivent pas être obligées de faire la communion pascale dans l'église paroissiale, surtout si elles sont en possession de la faire dans leur chapelle particulière depuis fort longtemps.

Voici une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers.

« Le pieux établissement de la Charité de Pérouse, où sont les jeunes filles qu'on prend dès l'âge le plus tendre aux mères qui vivent dans l'inconduite, fut fondé il y a plus de cent ans sous la protection de la municipalité, qui le fait administrer par une commission qu'a formée le bienheureux Jacques de la Marche. Ces filles vivent comme des religieuses; elles sont visitées par l'évêque; elles ont des grilles pour entendre la messe dans leur église et recevoir la communion; elles ont aussi des grilles au parloir, et un tour où l'on fait passer les objets. Nul ne peut leur parler sans permission. Elles ont, outre le chapelain, un confesseur ordinaire et extraordinaire désigné par l'évêque, et des prédicateurs de carême et d'avent. La municipalité leur accorde les mêmes priviléges qu'aux religieuses cloîtrées pour le sel, la farine, le poisson pendant le carême, etc. Seulement quatre ou cinq fois par an elles sortent processionnellement avec le Crucifix, accompagnées du confesseur et des employés de la commission au nombre de douze pour le moins, et visitent certaines églises. Leur vie exemplaire leur a concilié l'estime de la ville entière. Elles observent ce genre de vie jusqu'à ce qu'elles se marient, ou bien elles prennent l'habit de tertiaires de S. François et demeurent dans l'établissement jusqu'à la mort. Le nombre de ces tertiaires directrices est actuellement de 16; celui des pensionnaires s'élève à 33. En cas de mort, comme la chapelle n'a pas le droit de sépulture, les tertiaires sont portées à l'église des PP. Franciscains du Mont et les filles à la paroisse. Tout cela a été observé longtemps sans opposition. En 1629, le curé prétendit qu'étant ses parois-

siennes elles devaient accomplir le précepte de la communion pascale dans l'église paroissiale; le vicaire général fit un décret qui les en a dispensées, décret approuvé par le cardinal Torres dans une lettre datée de Rome le 29 septembre 1629. Le curé actuel, neveu du précédent, élève la même prétention sous prétexte que son oncle administra les sacrements aux filles de l'établissement, et il exhibe les certificats de quelques-unes actuellement mariées; la vérité est que le curé remplissait alors les fonctions de confesseur. En conséquence, on supplie la S. C. de vouloir bien décider, vu la possession où elles sont depuis plus de cent ans, qu'elles ne sont pas soumises au curé et par là même non obligées de faire la communion pascale dans la paroisse, conformément au décret du cardinal Torrès. »

La S. Congrégation statuant au simple possessoire, accorde le maintien de l'état de choses établi par le décret du cardinal: « Quoad sacramenta manutenendas in possessione juxta » decretum bo. me. cardinalis Torres. Die 10 januarii 1676. »

VIII.

Lorsqu'une communauté a obtenu du Saint-Siége un indult permettant de garder le Saint-Sacrement dans l'église et de donner la communion aux personnes de la communauté, le chapelain peut par là même et sans l'agrément du curé porter la communion aux malades de la communauté qui désirent communier par dévotion. Le cas se présenta pour Bologne en 1688.

Voici la relation de l'affaire dans le sens du curé:

« Clément X accorda par un bref du 11 décembre 1671 aux filles du conservatoire de Ste Marthe de Bologne la permission de garder le Saint-Sacrement dans l'église attenante, pour rehausser cette église, ac in subsidium animarum dictarum puellarum aliorumque Christifidelium ad illam confluentium; il donna aux chapelains de l'établissement le pouvoir d'administrer la communion, sine ullo tamen praejudicio jurium parochialium. Les administrateurs du conservatoire prétendirent que le chapelain pouvait porter le Saint-Sacrement hors de l'église, pour communier lesdites filles malades; mais le curé de S. Léonard ayant porté plainte au vicaire-général, celui-ci décida par un décret: *Non licere R. Confessario SSmum Eucharistiae Sacramentum extra dictam ecclesiam deferre*. On demande la confirmation de ce décret.

» En droit, le Saint-Sacrement ne peut se garder dans une sembable église; la permission du curé est requise pour administrer la communion. (Barbosa, *de parocho*, part. 2, c. 20, n. 2). Le bref pontifical qui accorde les deux choses, altère notablement le droit commun; il ne faut donc pas l'étendre au delà de ses prescriptions, comme cela arriverait si l'on portait le Saint-Sacrement hors de l'église. Le bref parle uniquement des personnes qui fréquentent l'église. D'autre part, il préserve les droits paroissiaux. Or ces droits concernent principalement l'administration des sacrements et les attributions paroissiales; la S. Congrégation s'est formellement expliquée sur ce point par une décision ainsi conçue: « Hoc » autem praejudicium intelligitur in his quae spectant ad sa» cramentorum administrationem, et alia quae sunt ipsi pa» rochiae jure debita. » (Barbosa, loc. cit.). Il est certain que l'Eucharistie que l'on porte aux malades fait partie de la cure des âmes (Rote, decis. 340, part. 2 Recent.). Attendu surtout la clause générale du bref: *Sine ullo praejudicio*, qui exclut tout ce qui n'est pas accordé nommément. Inutile d'alléguer la dévotion des malades; le curé peut parfaitement la satisfaire, par sa permission. Autrement le conservatoire deviendra peu à peu exempt de la paroisse, contrairement aux dispositions formelles du bref pontifical. »

Malgré ces raisons, la S. Congrégation décide que la communion de dévotion ne peut être mise au rang du viatique, qui est incontestablement réservé au curé: « Licere capellanis » pro puellis conservatorii deferre Eucharistiam infirmis ex » devotione. Die 3 decembris 1688. »

IX.

Est-il au pouvoir des evêques de soustraire une communauté à la juridiction paroissiale? Voici une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers de 1682. Il s'agit d'une communauté d'orphelines en faveur de laquelle l'évêque a rendu un décret formel accordant tous les pouvoirs au chapelain. Le curé ayant porté plainte, et l'affaire longuement débattue, la S. Congrégation révoque le décret épiscopal et remet la communauté sous l'autorité du curé. Nous croyons devoir produire les pièces, et d'abord le Mémoire présenté au nom de la communauté.

« Un conservatoire de pauvres orphelines a été fondé a Turin, il y a bien des années, grâce aux aumônes des personnes pieuses. La petite maison où il a été placé se trouvant sur la paroisse de S. Dalmatio, les Pères Barnabites qui dirigent cette paroisse ont administré les sacrements aux orphelines. Les aumônes devenant plus grandes, on a construit une maison en forme de monastère, avec un réfectoire, un dortoir, un grand ouvroir, et une église, où elles récitent l'office de la Vierge le dimanche, les vêpres et d'autres prières chaque jour; on leur enseigne la doctrine chrétienne, et les autres choses spirituelles. On célèbre chaque jour trois messes dans cette église, pour accomplir divers legs. Le nombre des orphelines s'étant élevé jusqu'à 50, Mgr l'archevêque a confié la direction à deux chanoines de la métropole et à quelques notables. En 1673, en temps de visite pastorale, le prélat, réfléchissant à l'inconvénient qu'il y avait à faire sortir les filles et surtout les plus grandes, et afin d'obvier aux scandales, nomma un confesseur avec cent écus de traitement, et autorisa ce confesseur à administrer les sacrements aux orphelines sans restriction aucune, permettant même de les ensevelir dans le sépulcre de l'église. Le décret a été observé depuis dix ans sans aucune opposition, comme l'attestent bien des témoins sous la foi du serment. Présentement les P. Barnabites forment opposition à l'exécution de ce décret. C'est pourquoi la S. Congrégation est suppliée d'en enjoindre l'observation. La convenance exige que les jeunes filles ne circulent pas dans la ville. Il semble, d'ailleurs, que l'archevêque a pu *de jure*, faire un pareil décret; car il a un pouvoir suprême dans son diocèse pour aviser à la cure des âmes, étant le curé des curés, comme le dit Barbosa. »

Les Barnabites firent rédiger un Mémoire complet en faveur de la juridiction paroissiale, en montrant qu'un évêque n'a pas le pouvoir d'exempter un établissement et de dépouiller un curé des droits que les saints canons garantissent. Voici ce document:

« *Taurinen. Jurium parochialium. Pro RR. PP. Barnabitis Sancti Dalmatii Taurinen. contra Ven. Conservatorium Orphanarum dictae civitatis.*

» Nulla competente exemptione a juribus parochialibus puellis orphanis adversariis parochus S. Dalmatii Congregationis Clericorum Regularium S. Pauli vulgo Barnabitarum nuncupatae, intra quorum parochiae fines illarum conservatorium existit, consuevit quolibet anno describere animas tam earumdem puellarum quam ministrorum dicti conservatorii eisdemque sacramenta ministrare ac defunctorum cadavera in ecclesia parochiali sepelire, et emolumenta percipere, ut convincitur ex relatione Rmi Archiepiscopi et ex testium depositionibus dat. Sum. N. 1.

» Quoniam vero de anno 1673 modernus Archiepiscopus in actu visitationis, nobis penitus inauditis, devenerit ad quod-

dam decretum, in quo hujusmodi jura parochialia demandavit capellano conservatorii, suscitarunt orphanae praetentionem, quod sibi competeret omnimoda exemptio a juribus parochialibus. Unde devoluta causa ad hanc S. Congregationem, contingit dubitari:

» 1. An jus se eliendi cadavera puellarum seu aliarum degentium in conservatorio, emolumenta et quartam percipiendi spectet ad parochum S. Dalmatii seu potius ad capellanum dicti conservatorii?

» 2. An capellanus conservatorii possit irrequisito et reluctante parocho S. Dalmatii, Sacramenta SSmae Eucharistiae et extremae unctionis ministrare ac matrimoniis assistere?

» 3. An ministri et capellanus dicti conservatorii decedentes sepeliri debeant in ecclesia orphanarum vel in ecclesia parochiali?

» Omnia praedicta dubia videntur resolvenda favore parochi S. Dalmatii, ad cujus favorem praeter actualem possessionem seu quasi exercendi dicta jura, militat juris assistentia in administratione sacramentorum, in exercitio omnium functionum et jurium parochialium, in exactione oblationum, ac funeralium, tam in ecclesia parochiali quam intra fines totius parochiae privative quoad omnes (cap. *Dilectus*, de capell. monac. cap. *fraternitatem*, de sepult. Clem. *Dudum*, §. *Verum*, eodem tit. Emus D. Card. De Luca disc. 27, n. 2, de parochiis. Rota in *Mediolanen. jurium parochialium* 3 julii 1678, §. *Praeclarum* et 28 aprilis 1679, §. *Unde*, coram Rmo Matthaeio.

» Implicat enim quod quis sit verus et proprius parochus importans plenam facultatem et jurisdictionem erga suos parochianos, et quod alius presbyter libere et independenter ab eo exerceat eadem jura parochialia, aut quoquomodo se ingerat absque ejus licentia. DD. communiter in cap. *Cum non ignores*, de praeben. Rota coram Coccin. d. 234 et in recent. d. 226, n. 258. p. 1 et d. 281. p. 15.

» Non obstat supradictum decretum emissum ab Archiepiscopo in actu visitationis. Tam quia cum emanaverit inauditis patribus meis principalibus nullius est relevantiae, ut in similibus terminis advertit Barbosa in collect. ad Concil. Sess. 21, de reform. cap. 4, n 14. vers. 31 quod episcopus citare et audire debeat.

» Quam quia Rmus Archiepiscopus noluit derogare juribus parochialibus, dum in decreto apposuit verba, absque contradictione admod. R. Parochi. Ideoque, cum parochus contradicat, non censetur voluisse archiepiscopus dicta jura parochialia concedere capellano, cum in fortioribus terminis Summi Pontificis, ad effectum tollendi parocho jus exercendi jura parochialia, requiratur expressa derogatio eorumdem jurium ad tradita per Murgh. de Sepult. tom. 1, tract. 8; disp. 2, dub. 25, n. 5, et 8.

» Tum etiam quia, quatenus Archiepiscopus voluisset, non potuit dismembrare conservatorium a parochia S. Dalmatii, quia, cum haec dismembratio sit species alienationis, ad illius validitatem requiritur copulativus concursus solemnitatum ac justae causae, juxta doctrinam Abbatis ad cap. *Ad audientiam*, de eccles. aedif. Emus D. Card. De Luca dis. 35, n. 3, de parochis. ibique Emus card. Ottobonus d. 6 per tot. d. 224 p. 10. Recent. quibus addo Roias. d. p. dec. 8 et 417 p. tot. et d. 320 p. 12 Recent.

» Idque est adeo verum, ut nec possit episcopus contradicente parocho transferre imaginem de parochia ad aliam ecclesiam vel capellam, ut decisum fuit per Rotam in *Hispalen. translationis Imaginis* 9 martii 1598 coram Pamphilio, cum aliis relatis ab Emo D. Card. De Luca disc. 32, n. 6 de parochis. Quanto minus poterit parocho jura parochialia tollere.

» Extra omnem difficultatem cum in praesenti nulla imaginabilis causa concurrat, ob quam fieri debeat ista dismembratio. Ea enim quae adducitur in informatione Rmi Archiepiscopi, nempe, quod numerus puellarum sit auctus, et quod cum pro majori parte sint nubiles, et speciosae, eas ad evitandum scandalum sive activum, sive passivum, non deceat adire parochiam pro suscipiendis sacramentis, est debilis praetextus. Nam quod attinet ad numerum puellarum, numerositas numquam reputatur causa rationabilis pro facienda dismembratione, ut individualibus terminis inquit Rota d. 484 p. 1 Recent.

» Quo vero ad motivum scandali, dictum sit pace Rmi Archiepiscopi, est merus color ad effectum sustinendi supradictum decretum ab eo in visitatione factum. Etenim dum puellae absque ulla distinctione, sive parvae sive adultae, mittuntur ad associanda cadavera defunctorum, circumeuntes totam civitatem absque ullo prorsus scandalo, ut testantur plures testes et signanter duo sacerdotes Sum. n. 3, cessat timor figurati scandali, praesertim quia conservatorium parum distat ab ecclesia parochiali.

» Ultra quod praedictum scandalum non posset considerari quoad administrationem SSmae Eucharistiae pro viatico sumptae, ac extremae Unctionis, et juris sepeliendi cadavera, sed dumtaxat respectu accessus ad ecclesiam parochialem, qui succedit semel in anno tempore paschali, quo pietas christiana etiam in durissimis peccatorum cordibus reviviscit; et proinde, si toto anni cursu nullum metuatur scandalum ex assidua defunctorum cadaverum associatione propter puellarum modestiam, multo minus metuendum erit pro ea vice qua accedunt ad parochialem ecclesiam divini sponsi corpus suscepturae.

» Cessante itaque causa, perperam adversariae conantur dismembrare conservatorium a nostra parochia, cum tamen, ubi etiam causa concurreret, adhuc copulative requirerentur solemnitates una cum consensu RR. PP. Barnabitarum, quae in praesenti non verificantur, et super quibus non statur assertioni episcopi dismembrantis, ut, pluribus relatis, Emus D. Card. De Luca supra citato disc. 35. n. 6, de parochis.

» Neque quidquam operatur aedificatio ecclesiae; nihilominus puellae sepeliri debent in ecclesia parochiali, et a proprio parocho sacramenta recipere, ut tradit Murgh. d. tom. 1, tract. 8, disp. 2, dub. 25, n. 1. Sperell. d. 37, n. 18.

» Imo idem capellanus sepeliri debet in ecclesia parochiali, non autem in ecclesia in qua ut capellanus inservit, ut firmat idem Murgh. de sepult. de tract. 8. dis. 2 dub. 21, n. 1.

» Denique non omittam quod in eadem civitate Taurinen. existit aliud simile conservatorium puellarum quibus a parocho sacramenta aliaque jura parochialia ministrantur, et proinde convincit quod motiva ab adversariis mendicata sunt speciosi praetextus ad effectum se eximendi a proprii parochi jurisdictione, quod non est tolerandum.

» Ex quibus concurrente nedum juris assistentia quae sola pro victoria sufficit, sed etiam actuali possessione, de qua informatio ordinarii et testium depositiones, rescribendum supplicamus teneri orphanas adversarias, earumdem capellanum et inservientes sacramenta aliaque jura parochialia recipere a parocho S. Dalmatii. Quare etc. – *Felix de Grandis.* »

Dans la réplique, l'avocat des Barnabites soutient encore qu'un évêque n'a pas le pouvoir de soustraire un établissement à la juridiction paroissiale, et que le silence du curé pendant dix ans n'est pas de nature à porter préjudice aux droits essentiels de cette juridiction. Nous croyons devoir citer ce deuxième Mémoire, car il exprime des principes importants:

« *Taurinen. jurium parochialium pro RR. PP. Barnabitis S. Dalmatii Taurinen. contra ven. conservatorium Orphanarum dictae civitatis.*

» Subsistunt adducta in nostra informatione super dubiis propositis, quae ideo resolvenda videntur ad favorem PP. Barnabitarum juxta jura ibi allegata, quibus in terminis similis conservatorii addimus Murga, *de sepult.* tom. 1, tract. 8, disquisit. 2, sect. 2, dub. 29, et in fortioribus capellani hospitalis S. Marthae de Urbe resolutionem Sacrae Congre-

gationis Concilii emanatam ad favorem parochi S. Petri, causa bis proposita et semper ad favorem dicti parochi resoluta.

» Non obstat quod episcopus sit parochus parochorum ex Barbosa ex alleg. quia ibi Barbosa firmat quod possit episcopus concedere licentiam assistendi matrimonio, quod nos non negamus, tunc enim exhibetur parocho licentia et matrimonium adnotatur in libris ipsiusmet parochi; sed inde non sequitur quod possit episcopus in praejudicium jurium parochialium deputare capellanum ad effectum assistendi omnibus matrimonis et exercendi jura parochialia, quia hoc tenderet directe in praejudicium ecclesiae parochialis et saperet alienationem, quae, deficientibus causa et solemnitatibus, ac non consentiente parocho, de jure est prohibita, ut in eadem nostra informatione firmavimus.

» Minus relevat quod fuerit fabricata ecclesia, et in ea erecta sepultura, quia, quatenus hoc in facto subsisteret, suffragari posset seclusa speciali electione, alias quilibet sepeliendus est, vel in sepulchro majorum, vel in ecclesia parochiali, ut sunt textus expressi in cap. *Ex parte* et in cap. *in nostra* de sepult.

» Neque ad istum effectum attendenda esset constructio ipsius conservatorii, ubi adesset, quod adversariae essent sepeliendae in dicta sepultura. Tum quia cum electio sepulturae sit actus propriae voluntatis cujuscumque decedentis, non autem alienae (ut observat Monald. cons. 91, n. 2, Marant. resp. tom. 2, resp. 14) requirit particularem declarationem ejusdem, nec sufficit praesumpta resultans ex dicta constructione.

» Tum etiam quia hujusmodi constructio substineri non posset absque specifica confirmatione apostolica continente sufficientem derogationem jurium parochialium. Mar. Ant. d. resol. 112 cas. 59. Lavor. var. elucubrationum tom. 1, tit. 2, cap. 11, n. 106. Ergo multo magis in casu nostro in quo ista constitutio non concurrit.

» Praetensa observantia poterat ex adverso omitti, sive quia in facultativis ea non habet locum, sive quia cum habeamus assistentiam juris, deberet esse legitime praescripta, vel per quadragenariam cum titulo, vel per immemorabilem, quarum utraque deficit in praesenti, dum decretum archiepiscopi ultimo loco emanaverit, et per antea admittitur ab adversariis parochum semper exercuisse jura parochialia, ut ex text. in cap. 1 de praescript. et divit Rota dec. 351, p. 6, et dec. 237, p. 15, Recent. sive demum quia insubsistit in facto, dum contrarium docemus ex depositione testium proprio summ. n. 1. Et quatenus probaretur negligentia parochi, non posset praejudicare religioni, cujus nomine habitus fuit recursus ad hanc S. Congregationem. — *Felix de Grandis.* »

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers révoqua le décret de l'archevêque de Turin, en déclarant que la communauté devait dépendre du curé pour les droits paroissiaux.

« Sacra Congregatio rescripsit: — *Praevia revocatione decreti Archiepiscopi, conservatorium subesse curato in iis quae spectant ad jura parochialia.* Die 21 augusti 1682. »

X.

Les maisons d'hommes ne sont pas exemptes de la juridiction paroissiale *ipso jure*; car elles ont besoin d'un indult apostolique. Aux exemples que nous avons cités ailleurs, nous pouvons ajouter celui des Bethléémites du Mexique, qui desservaient des hôpitaux. Un décret de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en date du 10 octobre 1685 les exempta de la juridiction des curés sur les paroisses desquels leurs maisons étaient établies, en leur donnant la permission de garder le Saint-Sacrement dans les églises des hôpitaux et de faire administrer aux malades par les chapelains les sacrements de pénitence, d'Eucharistie et d'extrême-onction, pourvu toutefois que ces chapelains résidassent dans l'intérieur des maisons. Voici le texte de la concession. Après avoir exempté les hôpitaux des Bethléémites de tout casuel funéraire, la S. Congrégation décida: « Item S. Congregatio censuit » posse concedi retentionem SSmi Sacramenti in ecclesiis » dictorum hospitalium, quodque sacramenta poenitentiae, Eu- » charistiae et extremae unctionis administrari valeant infirmis » et aliis personis supra expressis per capellanos eorumdem » hospitalium, dummodo tamen iidem capellani intra septa » dictorum hospitalium commorentur, quodque liceat iisdem » capellanis in dictis ecclesiis divina officia et missas solemnes » celebrare etiam in hebdomada majori. » La S. Congrégation défendit d'admettre les prêtres dans l'institut et de faire ordonner des sujets; ce qui fut révoqué dans la suite.

XI.

Dans la 37e livraison des *Analecta* (col. 2287), ayant à parler de la communion pascale, nous avons prouvé à l'aide de plusieurs décisions de la S. Congrégation du Concile, que les communautés de vœux simples n'étant pas exemptes de la juridiction paroissiale, sauf un privilége apostolique formel, les sœurs ne peuvent se rendre indépendantes du curé de la paroisse sur laquelle elles sont établies. Si elles n'observent aucune clôture, elles doivent communier dans l'église paroissiale sous peine de ne pas remplir le précepte de l'Eglise. Au cas où elles ne sortent pas et qu'elles observent en fait la clôture, il faut alors qu'elles se mettent de concert avec le curé, soit pour qu'il leur donne de sa main la communion pascale un des jours de la quinzaine, soit afin qu'il autorise le chapelain de la communauté. Nous croyons inutile de répéter les décisions de la S. Congrégation; on les trouvera dans notre 37e livraison, à l'endroit indiqué plus haut.

XII.

La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a confirmé de tout temps les droits de la juridiction paroissiale sur les communautés qui ne sont pas de vrais monastères de profession solennelle. Voici une lettre de 1792, par laquelle on refuse expressément de soustraire à la juridiction paroissiale une communauté de tertiaires franciscaines, qui désiraient vivement que les pères franciscains de l'Observance fussent autorisés à leur administrer les sacrements et à exercer toutes les attributions paroissiales. La lettre est ainsi conçue:

« Le soussigné ayant fait relation à N. S. P. le Pape dans l'audience du 3 du courant de ce que V. S. a représenté sur le mémoire ci-joint des tertiaires franciscaines de cette ville qui sont dirigées par les pères mineurs de l'observance pour le spirituel, Sa Béatitude a bénignement daigné commettre à la prudence et au jugement de V. S. la faculté de permettre aux recourantes de construire une église publique contigue à l'oratoire pour entendre chaque jour la sainte messe et réciter les prières qu'elles doivent dire suivant leur institut; à condition toutefois que, outre la fondation de la messe quotidienne, le pieux bienfaiteur dont on parle donne par acte public un fond suffisant pour l'entretien de la fabrique de l'église, pour les ornements sacrés, et pour les autres charges qu'il voudra imposer. Mais relativement à la faculté de conserver le S. Sacrement dans cette église, d'y administrer les sacrements aux sœurs, de les y ensevelir, et d'assujettir entièrement l'église aux pères de l'observance, tout cela à l'exclusion des droits paroissiaux, ainsi que les recourantes le demandent, Sa Sainteté a rejeté l'instance. Elle veut au contraire que l'érection de l'église ne porte aucun préjudice aux droits paroissiaux, et que l'on ne croie pas le conservatoire approuvé pour cela; elle a commandé d'écrire à V. S. de ne point laisser établir de préjudices à sa juri-

diction ordinaire par l'ingérence que les religieux ont dans ledit conservatoire, lequel, n'étant pas soumis à la clôture, est simplement toléré et ne jouit d'aucune exemption. »

XIII.

La dépendance de la juridiction paroissiale est une règle fondamentale des communautés non cloîtrées, au lieu que les monastères de vœux solennels jouissent de l'exemption vis à vis de la paroisse dans laquelle ils sont. C'est pourquoi ils ont le privilége de conserver le S. Sacrement dans leur église sans une permission spéciale du Pape. – Il est rare que le S. Siége consente à exempter les sœurs d'un conservatoire de la juridiction paroissiale; s'il accorde quelques priviléges, ce n'est pas sans prescrire quelque condition qui soit le signe perpétuel de l'autorité du curé. La S. Congrégation des Evêques et des Réguliers écrit à un évêque le 5 avril 1830: « Une instance fut présentée l'an dernier à la S. Congrégation de la part des sœurs du conservatoire de N. pour demander la faculté de recevoir le viatique et l'extrême-onction par le ministère du confesseur de la communauté, sans dépendre du curé, et de conserver à cet effet l'huile sainte dans leur église où déjà l'on conserve le S. Sacrement. La S. Congrégation, réunie en assemblée générale dans le Vatican, vu l'avantage spirituel et la commodité évidente du conservatoire, attendu les informations favorables de V. S. et le peu de fondement de l'opposition que fait le curé de S. Jacques, a cru devoir accorder un tel privilége, et exaucer l'instance du conservatoire, comme il fut accordé à celui de S. Pierre, à la condition expresse que l'on fixera une rétribution annuelle, au gré de V. S., pour les curés *pro tempore* de S. Jacques. Cette rétribution garantira non seulement leurs intérêts temporels, mais encore leur droit de pasteur territorial du conservatoire etc. Rome 5 avril 1830. »

XIV.

En 1843, les Ursulines de Rimini, qui sont désignées communément sous le nom de *Celibate*, firent présenter une supplique au Saint-Père, en demandant que leur chapelain *pro tempore* fût leur curé, en sorte qu'elles devinssent par là exemptes de la juridiction du curé, comme le sont les autres monastères de la ville. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers ayant écrit à l'évêque *pro informatione et voto*, le prélat répondit que les *Celibate* font des vœux simples, au lieu que l'exemption de la juridiction paroissiale est réservée aux monastères cloîtrés; qu'en accueillant la demande des sœurs on blesserait les droits du curé, et qu'il n'y avait aucune raison de leur accorder l'exemption totale qu'elles demandaient.

Dans la congrégation générale du 18 août 1843, le *dubium* suivant fut examiné: « Y a-t-il lieu d'accorder la demande des *Celibate* touchant leur exemption de la juridiction de leur curé, afin que leur chapelain soit investi de cette juridiction? »

A ce *dubium*, la S. Congrégation, sur la relation du cardinal Polidori, répondit: *Negative.* »

Voici le texte de la décision comme nous la trouvons dans un recueil officiel actuellement sous presse:

« ARIMINEN. EXEMPTIONIS A JURIBUS PAROCHI – Ursulinae civitatis Ariminensis, vulgo dictae « *le Celibate* » supplices porrexerunt preces Summo Pontifici per hanc S. C., ut earum sacerdos capellanus *pro-tempore* declararetur earum parochus, et sic fruerentur exemptione ab jurisdictione parochi cathedralis ecclesiae, aliorum monasteriorum civitatis more. Episcopus Ariminensis pro informatione et voto requisitus, respondit, praefatas virgines votis ligari simplicibus; exemptione, de qua in precibus, gaudere dumtaxat monasteria clausurae, putat quod satisfaciendo hujusmodi petitioni laederentur jura parochi; et tandem nullam sibi in praesentiarum afferri rationem, qua totaliter impleri debeat desiderium earumdem postulantium omnimodae exemptionis indultum. Aequum tamen censet ut iisdem facultas concedatur, vi cujus, soluta proprio parocho quarta funerum, religiosae consorores possint in propria ecclesia tumulari. tum quia in eadem et sacra Deo persolvunt officia et sacramenta recipiunt; tum quia haud conveniens esse credit, cadavera religiosarum aliam in ecclesiam deferri.

» In hac rerum conditione praefatae consorores noviter postularunt « facultatem tumulandi in earum ecclesia nedum cadavera Oblatarum, sed et alumnarum et aliarum secum conviventium mulierum, solvendo tamen parocho quartam funerariam. Postulabant insuper gratiam ut ipsae parocho quidem subjicerentur quoad jura sacramentorum: eximerentur quoad sacras functiones et alia officia in earum ecclesia peragenda ».

» Quamvis humandi jus ecclesiis parochialibus *de jure* competat (*Fagnan. in L. Fraternitatem n. 4, et seq. de sepult.*), potest tamen competere *ex privilegio* etiam ecclesiis non parochialibus. Hujusmodi autem privilegium non modo conceditur ab Apostolica Sede *Card. Petra in constitut.* 3 *Caelestini III. sect. 1. num. 19*, sed etiam ab Episcopis quando aliqua justa pietatis et congruentiae causa concurrit *S. C. Concilii in causa Senogallien. juris sepeliendi*, 24 *januar. 1759; Monacelli form. leg. L. A, tit. 6, form. 2. num. 23.*

» Cum porro sepulchrum aliqua in ecclesia eligitur, quae sive *ex jure* sive *ex privilegio* facultate sepeliendi gaudeat, parocho debetur quarta funeraria *ex omnibus cereis et intorticiis, quae occasione funeris obveniunt ecclesiae tumulanti. Samuel de sepult. tract.* 1. *disp. 5. controv. 10; S. C. Concilii in Firmana jurium parochialium*, 2 *jun. 1735. ad 5 dub., et in Romana juris funerandi*, 27 *jun. 1761.*

» Iis omnibus oblatarum petitionibus, etiam quoad eam partem in qua de privilegio agunt propria cadavera in earum ecclesia tumulandi, sese opposuit parochus cathedralis ecclesiae et quidem jure, meritoque quoad privilegii extensionem ad alumnas et mulieres conviventes, quippe quae jurisdictioni proprii parochi subjectae maneant, etiam quando in monasteriis papalis clausurae commorantur, uti declarat *S. C. Concilii in Sor. 27 apr. 1765. § 15., et in Brict. seu Null. S. Ruph. Jur. paroch. 26 nov. 1767*, §. 3.

» Quare in congregatione generali habita die 18 augusti 1843, haec dubia fuerunt proposita:

» 1. Se e come convenga annuire alla prima dimanda delle Celibate concernente la loro esenzione dalla giurisdizione del proprio parroco, perchè ne venga investito il loro cappellano?

» 2. Se e come annuire alla seconda loro supplica risguardante la tumulazione nella loro chiesa dei cadaveri delle oblate, alunne e convittrici; non che la indipendenza dal parroco quanto alla officiatura e sagre funzioni nella loro chiesa?

» Emi Patres, referente Emo Polidori, rescripserunt:

» Ad 1. Negative in omnibus.

» Ad 2. Affirmative pro tumulatione oblatarum tantum, soluta tamen quarta funerum; in reliquis ad tramites juris. Die 18 augusti 1843. »

Au siècle dernier, les *Celibate* étant dirigées par les Jésuites, la suppression de la Compagnie provoqua une crise dont nous remarquons les traces plusieurs années de suite dans les registres de la S. Congrégation. Comme les constitutions portaient que les religieuses devaient être dirigées par les pères, il ne fut pas facile de leur faire comprendre qu'elles étaient tenues en conscience de se soumettre à l'évêque, qui,

d'ailleurs, ne pouvait qu'avoir conservé de tout temps sa juridiction sur cette communauté non cloîtrée, car les dispositions des constitutions ne pouvaient la lui faire perdre. Dès les premiers temps qui suivirent la suppression de la Compagnie, la Congrégation spéciale *de rebus extinctae societatis* fit savoir que les *Celibate* devaient se soumettre entièrement à l'évêque. Bientôt, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers répondit à une supplique présentée en leur nom: *Pareant episcopo.*

Le 9 mai 1776, la S. Congrégation adressa à l'évêque de Rimini la lettre suivante:

« On a fait relation au Saint-Père dans l'audience du 3 du courant du contenu de la lettre de V. S. sur la nécessité d'adopter quelque mesure pour que les sœurs de la communauté des *Celibate* se décident à reconnaître l'autorité de leur évêque et à obéir à ses ordres. Le Saint-Père a ordonné d'écrire à V. S. que lesdites *Celibate* doivent incontestablement se soumettre à l'autorité de l'évêque et accomplir ses ordres, comme le signifia la congrégation particulière de la Compagnie supprimée et comme l'a dit à son tour la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. D'autre part, pour obliger efficacement les religieuses à l'obéissance, il faudra que V. S. en suggère les moyens; il faudra essayer d'abord de leur faire comprendre leurs devoirs à l'aide de quelque bon sujet de la Compagnie supprimée, qui était chargée précédemment de leur direction. V. S. devra indiquer aussi s'il est à propos de renvoyer de la communauté quelqu'une des plus rebelles, et qui. Quant à la réforme des constitutions sur les points qui traitent de la sujétion à la Compagnie supprimée, V. S. pourra transmetre l'acte d'érection de la maison, les constitutions et les changements qu'il faut y opérer. Rome le 9 mai 1776. »

Au mois de février de l'année suivante, la S. Congrégation écrivait à l'évêque de Rimini:

« Après que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers avait, dès le 27 janvier 1775, à la supplique des *Celibate*, répondu: *Pareant omnino episcopo*, et lorsque la congrégation particulière pour les affaires de la Compagnie supprimée avait exprimé le même sentiment dans une lettre adressée à V. S. le 4 septembre 1773, ce que ratifia pleinement le Saint-Père dans la lettre écrite par son ordre à V. S. le 9 mai 1776, on pouvait supposer que ces oblates rentrant en elles-mêmes se soumettraient à V. S. et rempliraient tous ses ordres, surtout par rapport à la discipline et au gouvernement spirituel. Néanmoins, les lettres de V. S. font savoir que, malgré l'obéissance de quelques sœurs plus solides, les autres se maintiennent dans l'esprit d'indépendance, au point que la supérieure a osé présenter à V. S. un mémoire où elle ne reconnaît son autorité que conformément aux constitutions, en protestant qu'elles n'obéiront qu'autant qu'elles y sont obligées. C'est pourquoi, pour ne pas se soumettre à leur évêque, elles n'ont pas demandé les directeurs pour les exercices spirituels suivant l'usage, et elles n'ont pas fait professer une novice qui a achevé son noviciat depuis longtemps. Afin de réprimer de tels désordres, la S. Congrégation ordonne à V. S. de faire entendre aux Celibate susdites, même en leur intimant la présente lettre, qu'elles doivent se reconnaître soumises en tout et pour tout à l'autorité ordinaire de l'évêque, comme toute autre communauté d'oblates, malgré toute l'exemption qu'elles prétendraient baser sur leurs constitutions. D'après cela, V. S. fera valoir son autorité et sa juridiction ordinaire, et procédera juridiquement contre les récalcitrantes, et, au besoin, elle écrira de nouveau pour avoir l'autorisation de procéder à l'expulsion de celles qui ne voudront pas se rendre. Rome le 23 février 1777. »

Les sœurs firent présenter de nouvelles suppliques, qui obligèrent la S. Congrégation d'adresser à l'évêque la lettre suivante:

« Sur la supplique ci-jointe présentée au nom des *Celibate*, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a jugé devoir répondre: *Pareant et acquiescant, sin minus episcopus procedat juxta ordines datos.* Je l'annonce à V. S. afin qu'elle en prévienne les *Celibate* elles-mêmes, qui devront se soumettre entièrement, sans chercher d'autres subterfuges; autrement, V. S. devra procéder contre les récalcitrantes en vertu de son autorité et de sa juridiction ordinaire, comme cela a été prescrit dans la lettre du 23 février dernier. Rome le 14 mars 1777. »

L'évêque pensait publier un édit portant défense à tout le monde d'entretenir des rapports avec les sœurs. La S. Congrégation l'en dissuada par la lettre suivante:

« En réponse à la lettre de V. S. en date du 9 du courant, je fais savoir que, quoique l'insolente requête des Oblates montre fort bien qu'elles se laissent égarer par les conseils imprudents de personnes turbulentes ou malintentionnées, et qu'il soit à propos de les empêcher à tout prix d'avoir des rapports avec ces pauvres filles, pourtant il ne semble pas à propos de le faire par des édits publics, qui pourraient dénigrer près du public la réputation de ces vierges. Mais à l'égard des deux ex-jésuites espagnols, Montero et Giorgana que V. S. soupçonne d'être les soutiens des dissidentes, V. S. pourra se prévaloir de l'ordre qui a été donné à tous les membres de la Compagnie supprimée en 1773, de n'avoir aucun rapport avec les *Celibate* et avec toutes les autres personnes qui se trouvent dans les monastères, conservatoires et établissements pies du diocèse. Si la transgression de cet ordre peut être prouvée par des témoins, V. S. mandera les coupables, et leur renouvellera personnellement l'ordre sous peine d'exil de tout le diocèse; V. S. fera ensuite exécuter cette peine, supposé que la désobéissance soit constatée dans une enquête légale. Si d'autres personnes ont pris part à ces troubles, V. S. en informera la S. Congrégation, afin qu'elle puisse suggérer les dispositions opportunes. En attendant, il sera bon que V. S. choisisse un ecclésiastique prudent et expérimenté pour aller donner la retraite aux Celibate suivant l'usage, et leur faire comprendre que les sentiments exprimés dans leur dernière requête s'accordent peu avec la simplicité de vierges consacrées à Dieu, ni avec le respect et avec la soumission qu'elles doivent montrer à leur évêque, leur légitime supérieur. Rome, 14 mars 1777. »

La dernière lettre de la S. Congrégation est du mois de juin. Elle fut adressée au vicaire capitulaire:

« Vu le contenu du recours ci-joint de cinq oblates de la communauté des *Celibate*, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers est étrangement surprise de l'obstination des recourantes, qui ne respectent ni l'autorité de la S. Congrégation, ni celle du Saint-Père lui-même, au nom duquel l'on a renouvelé l'ordre déjà donné par la S. Congrégation, d'obéir à l'évêque à la juridiction ordinaire duquel elles doivent se se reconnaître soumises, comme tous les autres établissements pies. Elles ont refusé d'obéir à l'évêque par le passé, sous divers prétextes et subterfuges. Maintenant elles ne veulent pas vous obéir, à vous qui représentez la juridiction ordinaire. La S. Congrégation ordonne donc que vous intimiez fermement aux recourantes et à leurs adhérentes de renoncer absolument à toute idée d'indépendance et de se reconnaître sujettes à l'autorité de l'ordinaire, qui a autant le droit de les gouverner que tout autre établissement du diocèse. E pour leur enlever tout prétexte, vous leur permettrez d'observer les anciennes constitutions, jusqu'à la nomination du nouvel évêque, sauf la dépendance et l'obéissance qu'elles doivent maintenant comme toujours avoir pour l'ordinaire. Si, malgré cela, elles se montrent récalcitrantes, vous les contraindrez par des injonctions pénales; et en cas de plus grande contumace, vous en viendrez au procès formel pour expulser les rebelles et les incorrigibles. En outre, comme

la requête même et les informations que vous avez transmises, ainsi que celles qu'on a eues de l'évêque défunt, font voir que les recourantes sont probablement entretenues dans leur résistance par des personnes étrangères mal disposées et séditieuses, la S. Congrégation vous charge de faire une enquête juridique; si vous parvenez à découvrir les coupables, vous leur défendrez sévèrement de tenter désormais de semblables choses, et d'avoir le moindre rapport direct ou indirect, de vive voix ou par lettres avec les *Celibate*, et de s'approcher de la communauté sous quelque prétexte que ce soit, sous peine d'exil de tout le diocèse, et de rélégation, et autres peines au gré de la S. Congrégation. »

Nous n'avons pas remarqué que cette affaire ait eu d'autres suites. Vraisemblablement les sœurs se soumirent à l'autorité épiscopale, et reconnurent même la juridiction paroissiale, dont elles ont désiré s'exempter en 1843.

XV.

Une demande du même genre fut présentée l'année suivante par les Visitandines de Forli; elles désiraient dépendre immédiatement de leur évêque et exempter entièrement leur maison de la juridiction du curé de la paroisse. La S. Congrégation s'entoura de tous les renseignements, et refusa l'exemption. Comme dans le cas précédent, l'affaire fut traitée en congrégation générale.

« Forolivien. exemptionis – Salesianae tertii ordinis praepositae educationi puellarum, quas mendicantes vocant, in » convictu S. Annae civitatis Foroliviensis, supplices porrexerunt preces Sacratissimo Principi per hanc S. C., ut earum pia domus a jurisdictione parochi eximatur, et episcopi » jurisdictioni absolute et immediate subjiciatur.

» Transmissis precibus episcopo Foroliviensi pro informatione, hic referebat praefatam mendicantium domum omnimode subjici jurisdictioni episcopi vi legis synodalis. Sic » enim a dioecesana synodo cautum fuit cap. XXII, §. 2, » ubi de duobus convictibus agit: *Iis autem jurisdictioni nostrae omnimodam subjectionem indicimus*. Exponebat insuper » numerum et adjuncta quaedam dictarum sororum, duplicemque transmittebat relationem, unam Archidiaconi cathedralis » ecclesiae, alteram p. provincialis Carmelitarum, quippe qui » omnem pii loci indolem, agendique rationem optime noscunt.

» His omnibus expositis, in congregatione generali habita » die 19 aprilis 1844 propositum fuit dubium:

» Se e come convenga annuire alle preci delle Terziarie Salesiane nel caso?

» Emi Patres, referente Emo Cagiano de Azevedo, rescripserunt: *Non expedire*. Die 19 aprilis 1844. »

XVI.

Nous croyons inutile de répéter ce qu'on a pu remarquer dans les *Animadversiones* que nous avons publiées dans plusieurs livraisons des *Analecta*, à partir de la 38e. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, examinant les constitutions de divers instituts de vœux simples, ne se dispense jamais de recommander le respect des droits de la juridiction paroissiale.

Les communautés de prêtres ne sont nullement privilégiées au point de vue dont nous parlons; les droits de la juridiction paroissiale subsistent pleinement, sauf un indult apostolique. Ainsi, les Maristes en 1860, les Sulpiciens en 1863 et les Oratoriens français l'année suivante ont obtenu du Saint-Siége des priviléges qui les autorisent formellement à administrer le viatique et l'extrême-onction aux membres de ces divers instituts. Le lecteur peut consulter la livraison 62, où il est question des Oratoriens, dans les *Mélanges*, et la livraison 66, article: *Juridiction paroissiale sur les séminaires*.

Des conclusions pratiques de grande importance découlent de ce qui précède:

1. Dans les communautés d'hommes ou de femmes qui ne professent pas les vœux solennels et ne peuvent se prévaloir d'un privilége apostolique, l'aumônier ne peut administrer le viatique et l'extrême-onction qu'en ayant soin de demander l'agrément du curé. La concession de l'évêque n'est pas un titre qui ait le pouvoir d'exempter de la juridiction paroissiale. Le curé est libre d'accorder une permission générale, ou d'exiger que l'on demande son agrément *in singulis casibus*, de même qu'il peut se réserver l'administration de ces deux sacrements.

2. Tous les droits du curé sur les funérailles sont réservées.

3. Les sœurs des communautés qui n'observent pas de clôture, doivent faire la communion pascale dans l'église paroissiale. Nous avons dit plus haut ce qu'il faut penser de celles qui gardent en fait la clôture et ne sortent jamais. Cette règle comprend les instituts de frères et à plus forte raison les séminaristes et les collégiens.

4. Puisque le curé conserve sa juridiction sur les communautés de vœux simples, il n'a pas besoin de l'autorisation spéciale de l'évêque pour y confesser. Les prêtres qui reçoivent la patente de confesseur pour les deux sexes ne sont pas censés autorisés par là même pour confesser les religieuses; cette règle regarde directement les communautés cloîtrées et de vœux solennels. Il est certain, en outre, que l'évêque peut défendre aux prêtres qui confessent en vertu d'une patente et d'un pouvoir délégué, de confesser les personnes des *conservatoria* et autres instituts de vœux simples ou sans vœux, sauf l'autorisation spéciale, comme on l'exige pour les *moniales;* mais cette permission spéciale n'est pas nécessaire pour le curé, qui possède en vertu de son institution et de son titre curial le pouvoir de confesser les personnes soumises à sa juridiction. Or, les communautés dont nous parlons n'en sont pas exemptes, ainsi que nous l'avons dit. Le curé peut *a fortiori* confesser sans la permission particulière de l'évêque les sœurs qui n'observent pas de clôture et sont libres par conséquent de se présenter au confessionnal de l'église paroissiale. Nous ne pensons pas (sauf meilleur avis) que l'évêque puisse restreindre à l'égard des mêmes sœurs la juridiction des vicaires, et des autres confesseurs délégués, parce qu'il semble difficile de les empêcher d'entendre des personnes que nous supposons libres de se présenter à leur confessionnal. Nous parlons ici de la validité de la confession et de l'absolution, sans vouloir contester l'utilité des dispositions de règle prescrivant aux sœurs de s'adresser régulièrement aux confesseurs qui leur sont désignés.

5. Les maisons-mères et autres établissements qui renferment un nombreux personnel peuvent en certaines circonstances réclamer légitimement un privilége, qui autorise les aumôniers à administrer les sacrements paroissiaux. Ce privilége doit être demandé au Saint-Siége.

MÉLANGES. (1)

X. Destitution d'un curé par simple mesure administrative.

La S. Congrégation du Concile a ordonné par une mémorable décision du 27 août 1864 la réintégration d'un curé perpétuel que son archevêque avait cru pouvoir destituer en vertu d'une simple mesure administrative.

Nous nous contentons de reproduire le *folium* de la S. Congrégation, en supprimant les noms propres, et laissant en italien les pièces du dossier qui ont été traduites pour la commodité de la S. Congrégation et insérées par extrait dans le *folium* cy-après.

(1) Voyez la livraison précédente.

« Petrus N. anno 1828 ad sacros ordines promotus vicarii munere in quatuor vastae illius urbis paroeciis perfunctus fuerat, cum anno 1855 mense maio ab archiepiscopo electus est ad regendam parochiam quae inter primarias recensetur, et viginti fere millia francorum quotannis reddit. Nullam sive vicarius sive parochus ad hos usque ultimos annos reprehensionem passus erat, imo praeclaras laudes, et peculiaris benevolentiae signa ab eodem praesule semel et iterum promeruerat, quando primi vicarii officium anno 1854 in paroecia S. Philippi et subsequenti parochi munus sustinendum suscepit. Est autem parocho frater Franciscus aetate junior, qui e seminario diœcesano egressus, anno 1840 fratris domum ingressus est, in eaque conciliatis sibi nuptiis cum quadam Anastasia N. anno 1841, per plures annos una cum conjuge et duobus ex ea susceptis liberis commoratus est. Non defuerunt intra domesticos parietes disputationes inter fratres, eae tamen communia tantum, quae reputabantur negocia, respiciebant et Franciscus aegro licet animo, cum fratris expensis viveret, communes cum ipso lares diu retinuit. At cum Petrus anno 1854 in paroeciam S. Philippi se transferret, noluit eumdem sequi Franciscus propitiam occasionem arripiens, ut improvisa necessitate coactus vicarius peculiarem fratri dotem constitueret, qua procul ab ipso et liber cum sua familia ubi vellet consisteret. Ita enim eodem anno mense junio cuidam amico scribebat : *Mio fratello andrà a prender possesso del suo posto a S. Filippo, ma alcune ragioni di alto rilievo mi fanno provare il vivo dispiacere di non poterlo seguire. La pena che ne provo eguaglia la sua. Da lungo tempo provo il bisogno di esser solo con mia moglie e miei figli. Questa è del resto la prerogativa, ed il diritto di ogni padre di famiglia sotto qualsiasi latitudine. Alcune grandi obbligazioni mi saranno imposte, io lo comprendo, e spero con la grazia di Dio e l'ajuto di mio fratello di affrancarmene coscienziosamente. Quindi m'incaricherò della istruzione e della educazione del più giovane figlio, abbandonando la figlia alla madre . . . . . Voglio istruire il mio figlio nel mio gabinetto ed alla passeggiata. Al mattino le passeggiate pubbliche vicine a S. Filippo non sono a ciò adatte. Le carrozze ed i cavalli che nella sua età formano la sua passione gli cagionerebbero delle distrazioni. Il Bosco di NN. molto meno, perchè al momento che scrivo ho avuto la notizia di un suicidio che vi è stato commesso. È un luogo ove non si potrebbe formarlo. Bisogna sottrarre i ragazzi a tutte queste funeste impressioni.*

At concepta spe frustratus, nec precibus, nec ullis rationibus victus separationem contubernio fratris praetulit. Uxor vero ipsius Anastasia et filii sub oculis auctoritatis ecclesiasticae, et vicario generali archiepiscopi ut videtur, approbante, cognatum et patruum sequuti sunt ad Sanctum Philippum et deinde ad paroeciam. Tunc rumores de suspecta familiaritate parochi cum Anastasia in vulgus efferri ceperunt, qui, cum ad Francisci aures pervenissent, ita hic alteri fratri aetate majori scribebat mense augusto 1855 : *E mio dovere di dichiarare che fra mio fratello e mia moglie non vi è cosa alcuna contro i costumi, questa è la mia profonda convinzione;* et iterum mense septembris 1856: *Se viene attaccato* (parochus) *sotto il rapporto della sua condotta morale, come anche la sua cognata, difendili.*

Ceterum cum eodem anno 1856 vicarius quidam ecclesiae paroecialis parochum apud civilem auctoritatem accusaret de inhonesta eiusdem relatione cum Anastasia, Politicae ejusdem auctoritatis commissarius peracta inquisitione et pertractato negotio cum vicario generali, qui eumdem adierat (ut ipse commissarius habet in suis literis 20 augusti 1861 ad parochum datis) quia *si trattava di conoscere il valore delle voci, che circolavano in proposito della vostra cognata, il sig. vicario generale fu del mio parere nel dichiarare, che voi non dovevate fare alcuna concessione alle calunnie che cercavano suscitarvi . . . . . Io voleva perseguitare i nostri calunniatori, ma la carità cristiana vi feve un dovere di perdonarli. Vi dissi allora, i vostri nemici sono abbattuti, ma non vinti, aspettatevi dei nuovi attacchi . . . . . .* Hac cognita vicarii generalis sententia, parta quies parocho, nec ulterius curia inquisivit. Nova sed vero fastidii et aegritudinis causa parocho parabatur. Lis enim exorta est inter fratres super perexiguo quodam familiari agello, quod a parocho uni ex suis nepotibus elargitum, sibi jure debitum Franciscus contendebat: at frustra; litis enim exitus justam resistendi causam parocho fuisse docuit.

Sacrilega interea manu in ipso Dei templo perempto archiepiscopo, Emus NN. in archiepiscopatu successit, cujus curia antiquis rumoribus honestati parochi contrariis plus aequo faciles aures adhibere rursus incepit. Eo tandem res devenit, ut initio anni 1859 promotor fiscalis idemque vicarius generalis secreto inquisitionem super parochi moribus instituerit. Si acta hujusmodi inquisitionis ad hanc Sacram Congregationem transmissa fuissent, meum heic esset afferre summatim quidquid ex processualibus tabulis sub oculos Emorum Patrum subjiciendum foret. Cum autem haec frustra exquisita fuerint, persequar simplicem factorum seriem enarrare.

Absoluta, ut videtur, inquisitione de qua in paroecia frequens et non sine scandalo jam sermo erat, mense martio 1859 saepe memoratus vicarius generalis viva voce prius et deinde scripto parochum exhortatus est ad ejiciendam e parochiali domo Anastasiam; die vero 21 aprilis praecisis verbis indixit, ut eamdem dimitteret. Huic praecepto quo valde gravatum et diffamatum se sensit quum parere parochus differret, die 16 junii sequentes literas ab eodem vicario generali transmissas accepit : *Sono incaricato di una dispiacente missione ma che debbo adempire, si è di portarvi a cognizione la decisione di nuovo presa relativamente alla vostra cognata. Il primo termine ch'era stato accordato era il mese di maggio. Non è così urgente, ma non si accorda più in la che al 1 luglio, sotto pena di ritiro di facoltà. Per me v'impegno nel vostro interesse a cominciare questa separazione senza chiasso: non si pensa che possa risultarne niente di cattivo per voi. Non vi sara più niente a dire.* His mandatis parochus paruit, et Anastasiam cum liberis in domum transtulit quam ex adverso parochiali domui sitam conduxit.

Duo jam anni praeterlapsi fuerant quibus Anastasia e domo parochi egressa, illius tamen domesticis negotiis praeesse non cessaverat, quum die 8 augusti 1861 a curia archiepiscopali sequens exiit monitorium: *Vicarius generalis N. per delegazione speciale di Sua Emza il Signor Card. Arcivescovo, considerando che malgrado degli avvertimenti reiterati il signor curato continua ad avere delle relazioni frequenti con la signora sua cognata, che ne risulta un grave scandalo per la parrocchia e per la diocesi,* edixit : *Abbiamo vietato e vietiamo con le presenti al signor curato . . . . sotto pena di sospensione da incorrersi col solo fatto, e sotto le altre pene di diritto, di ricevere presso di se la signora N. sua cognata, di visitarla in sua casa, e di aver alcuna relazione con essa in qualunque altro luogo.*

Injustum et observatu prorsus impossibile hujusmodi decretum parochus existimans, audientiam ab Exmo Archiepiscopo exoravit, eam attamen non obtinuit. Reposuit enim Archiepiscopus : *Se io vi vedessi, ciò non sarebbe che per impegnarvi a dare la dimissione del vostro titolo di curato di NN. ma voi siete lontano di esservi disposto, in conseguenza un abboccamento nulla concluderebbe. E' preferibile che le cose essendo cominciate proseguano il loro corso.* » Suis precibus rejectis, parochus regularem inquisitionem, et contradictorium jndicium expostulavit; at id etiam frustra. Respondit enim vicarius generalis : *Sono incaricato da Sua Emza*

di dichiararvi . . . che l'autorità diocesana è bastantemente informata quanto all'effetto prodotto nel pubblico per le vostre relazioni con la signora N. vostra cognata; conseguentemente l'intenzione formale dell' autorità diocesana è che voi siate tenuto senza alcuna spiegazione alla proibizione che vi è stata notificata, quale proibizione avrà il suo pieno effetto in caso di disubbedienza.

Tunc parochus plurimis collectis testimonialibus literis parochianorum Emum Virum in loco NN. commorantem adiit, et eumdem precatus est, ut his perspectis literis probationes in contrarium admitteret. Sed iterum repulsam tulit. Nihilominus cum persuasum sibi esset indictam prohibitionem esse prorsus injustam, publice familiam suam invisit, et apud se eam recepit licet rarius quam antea consueverat. Quare citatus die 30 januarii 1862 adstitit coram tribunali Officialitatis cui vicarius praeerat, et de violatione decreti 8 augusti 1861 accusatus, palam eamdem violationem confessus est, at insimul conquestus fuit quou curia calumniis inimicorum credidisset, quodque promotor fiscalis irregulari prorsus modo inquisitionem perfecisset. Prohibitionem vero 8 augusti renunciavit, *ingiusta ed ineseguibile*. Refutatis per promotorem alterum parochi rationibus, praeses tribunalis eidem consilium dedit, ut debitae submissionis actum ad Emum Archiepiscopum transmitteret. Quod libenter parochus fecit: « Profondamente penetrato, *scribens*, dei sentimenti sacerdo- » tali dei membri dell'officialità, non saprei cosa meglio fare » che di uniformarmi al loro consiglio, dichiarando a Vostra » Eminenza che francamente e lealmente mi sottopongo ad » ogni decisione emanante dalla vostra autorità. Mi riporto » egualmente a Vostra Eminenza per mitigare più che sia pos- » sibile i termini del monitorio dell'8 agosto ultimo. » Idem vero Tribunal quod hujusmodi consilium dedit, indicta nova congregatione post octo dies ad sententiam ferendam, die 6 februarii 1862 audito parocho et promotore fiscali, nonnullis praemissis animadversionibus, « Agendo in virtù delle facoltà » che il santo concilio di Trento accorda all' ordinario nel » cap. sess. 14; Invocato il santo nome di Dio, dichiariamo e » pronunciamo che il sig. curato è incorso nella sospensione, » e che avendo esercitato delle funzioni in ordine sacro è ca- » duto nella irregolarità. » Injunctum ei deinde est ut pure et simpliciter praecepto diei 8 augusti 1861 se submitteret, et a quolibet actu parochiali aut sacerdotali exercendo abstineret, donec solutionem a censuris et dispensationem ab irregularitate consequutus esset. Acriter praeterea objurgatus est *per essersi servito di espressioni non convenienti contro la misura presa a suo riguardo, e contro l'autorità della persona di uno dei vicari generali.*

Hujusmodi sententiae vi parochus fractus, ut quam primum a censuris liberaretur subjicere se quam appellare a prolato judicio maluit. Quare sequenti die 7 februarii Emum Archiepiscopum adiit, novumque plenae submissionis actum subscripsit: « Giustamente colpito, « *ajebat*, dal giudicato contro » di me, e spaventato dalle conseguenze che ne risulterebbero » probabilmente alla religione, pel corpo morale cui appar- » tengo ed a me, dichiaro coi sentimenti i più sinceri che » da questo giorno mi sottoporrò esattamente e rigorosamente » alle prescrizioni che mi sono state fatte li 8 agosto 1861. » Deploro dissapprovo e ritratto avanti Iddio ed avanti i miei » superiori ogni parola ogni passo ed ogni atto che hanno » potuto essere contrari ai sentimenti di rispetto e di sotto- » missione di cui un sacerdote dev'esser sempre animato. »

Supplicem insuper libellum ad sanctissimum Dominum Nostrum ab archiepiscopo commendatum transmisit ad supramemoratam absolutionem et dispensationem obtinendam, qui propitio rescripto a Sanctitate Sua exceptus ad diœcesanum antistitem remissus est; illius tamen retardata per aliquot dies executione sub praetextu, ut videtur, quod Anastasia nondum e regione paroeciae discesserat, quando reapse id accidit, die nempe 28 februarii, cum compertum fuisset parochum nondum absolutum, innixum quadam concessione gestandi stolam solemnem populo cum SSmo Sacramento benedictionem impertitum fuisse, iterum opus fuit sanctissimum principem rogare, ut benignam indulgentiam proui antea elargiri dignaretur. Hujusmodi etiam preces ab Emo Archiepiscopo commendatae Bmo Patri fuerunt; et novo favorabili rescripto obsignatae. Verum nec ea secunda vice concessis facultatibus archiepiscopus usus est, impossibilem animo reputans parochi reintegrationem in paroeciam. Imo die 16 aprilis sequens decretum edidit:

Articulo 1. Il signor NN. primo vicario della parocchia è nominato amministratore di detta parrocchia per esercitarvi ad esclusione di qualunque altro.....le funzioni di curato . . . . . con i diritti e vantaggi temporali che la legge civile attribuisce all'ecclesiastico nominato dal vescovo in rimpiazzo di un curato . . . . Art. 2. La presente ordinanza sarà notificata al titolare della cura, al clero, ed al consiglio di fabbrica nella chiesa parrocchiale . . . . . Et revera die 17 ejusdem mensis, feria V in coena Domini, decretum illud publice per promotorem fiscalem popolo e suggestu ecclesiae perlectum fuit, sequenti praemisso proemio: *La situazione affligente della comune in seguito a circostanze di notorietà pubblica, non permettendoci di lasciar prolungarsi un tale stato di cose, ordiniamo* ec.

Siluit per aliquot dies parochus spem fovens ulteriores poenas, si quae impenderent, tertio humillimae subjectionis actu se forsan remoturum. Ita propterea die 20 maii archiepiscopum adprecatus est:

« Io mi sono sottomesso, come doveva, con rispetto e con » tutta sincerità alle pene disciplinari che mi avete inflitte. » La mia umiliazione è pubblica. Il 28 febraro la mia fami- » glia ha abbandonato la comune, in conformità ai vostri or- » dini io non l'ho più riveduta. Nullameno io sono ancora » privato di tutte le consolazioni del santo ministero. Oserei » io rammentare a V. Emza che Roma ha tolte le due sos- » pensioni che mi colpivano? Si è che pieno di fiducia nella » vostra giustizia e misericordia attendeva l'effetto; ma il pri- » mo vicario è stato nominato amministratore della mia par- » rocchia. Che ho fatto io monsignore per meritare questo » castigo ancor più forte degli altri? Ogni ricorso alla vostra » misericordia paterna sarà da ora innanzi inutile? Veggo le » pene che mi sono state imposte, accrescersi con la mia » sommissione, le mie prove non giungeranno esse al loro » termine? Una petizione in mio favore firmata da 200 per- » sone » (quas inter 18 ex 21 Consiliarii Municipalis, 8 Doctores artis salutaris) « le più elevate e le più distinte della » Comune è stata consegnata nelle mani di vostra Eminenza: » nulla forse dovrò sperare da una manifestazione così spon- » tanea, e così per me consolante? Chi potrebbe sostenere » dopo questo, che la mia reintegrazione è notoriamente im- » possibile? Se come prete io aveva a mia insaputa mancato » di nuovo a' miei doveri, ed alla disciplina della Chiesa, » sono troppo profondamente penetrato dallo spirito dell' E- » vangelio, e dallo spirito de' sacri canoni per non andare » più innanzi da me stesso incontro alla espiazione, ed in- « chinare i miei bianchi capelli al giudizio di vostra Eminenza.

» Rinnovo qui adunque gli atti di sommissione del 30 gen- » naro e del 7 febbraro secondo la lettera e secondo lo spi- » rito che mi sono stati dettati. Con queste disposizioni vi » supplico Monsignore di degnarvi ad accordarmi un udienza.

Quid ad hujusmodi parochi preces Archiepiscopus responderit, ex sequentibus diei 23 maii litteris patet: *Non veggo che un mezzo per terminare questo tristo affare.....questo sarebbe che daste voi stesso la dimissione del vostro titolo; siccome voi non sembrate in alcun modo esservi disposto,*

le cose non possono che seguire il loro corso. Et reapse eadem die 23 maii promotor fiscalis cum frustra parochum ad resignationem tituli excitavisset, sententiam jam a die 15 ejusdem mensis subscriptam eidem tradidit, qua Archiepiscopus praemissis octo animadversionibus super universa factorum serie, decrevit:

Art. 1. *La parrocchia di NN. è dichiarata vacante per la deposizione che noi facciamo e pronunciamo del sig. Pietro N. che n'era titolare dopo il giugno 1855.*

Art. 2. *Il sig. abbate NN. nominato amministratore della detta parrocchia con nostra ordinanza del 16 aprile ultimo conserverà le sue funzioni che noi gli abbiamo conferite fino alla istallazione del curato, la di cui nomina sarà fatta ulteriormente da noi, e sottoposta al gradimento del governo.*

Art. 3. *La nostra presente ordinanza insieme ai documenti, titoli d'istruzione della procedura canonica, saranno trasmessi a Sua Eccellenza il sig. Ministro dei culti, affinchè la detta ordinanza, dopochè sarà stata trasmessa al gradimento del governo e sanzionata con decreto imperiale, abbia il pieno ed intero effetto.*

Tandem die 7 junii ministeriale decretum exiit, quo, inspecta Archiepiscopi requisitione « *che sia fatta applicazione al sig. Pietro N. curato di NN. delle disposizioni del decreto del 17 novembre 1811, riguardante i curati allontanati temporaneamente dalle loro parrocchie per causa di cattiva condotta*, statutum est, ut hujusmodi dispositiones suum contra parochum consequerentur effectum.

Hujusmodi accepto decreto parochus interpellationem tamquam ab abusu ad consilium status interposuit super episcopalibus decretis diei 16 aprilis et diei 15 maii 1862 petens « *che piaccia a S. M. il principe e al suo consiglio di Stato annullare per causa d'abuso gli atti sottoposti al suo esame, ricusare la sua adesione alla ordinanza di deposizione, considerandola come non avvenuta* » et duos libellos typis edidit, quibus praefatum recursum tuetur solummodo quoad temporalia, plene ceterum recognoscens quoad alia in decretis contenta nonnisi ad Summum Pontificem appellare se posse. Die vero 11 augusti 1862 supplices ad SSmum Dominum Nostrum preces transmisit, quibus suam agendi rationem excusans ita ut « adeo caute et canonice se gesserit, ut ne quidem usque modo, ceu ajebat, ad consilium Status pro juribus temporalibus primus recurrerit, nolens sibi imputari quod ad saeculares diverterit, spreta Ecclesiae jurisdictione » Sanctitatem suam rogavit « ut sibi judices canonici in causa darentur. » Quas preces die 7 novembris ejusdem anni iterum instauravit, idem expostulans, et suam appellationem ad consilium Status rursus excusans, quod secus e parochiali domo ejectus fuisset. Et tandem Romam adveniens ut causam ageret penes H. S. O. et a clementia Bmi Patris absolutionem super censuris adprecaretur, die 29 aprilis anni 1863 preces obtulit, quibus plenam reintegrationem in paroeciam exoravit.

Acceptis his precibus, quae in separato folio Emtiis vestris exhibentur, die 8 maii decrevi, earumdem authenticum exemplar transmittendum esse nuntio apostolico apud praedictum gubernium, eidem commendans, ut rem cum Archiepiscopo ageret *per vedere se sia possibile di risolvere la questione in via pacifica con soddisfazione scambievole* ». Idem proinde Archiepiscopus acta examinaret et si sententia depositionis juri minus conformis videretur, parochum in eamdem vel saltem in paroeciam ejusdem dignitatis et reditus restitueret; si vero bene judicatum existimaret, acta processualia ad sacram Congregationem transmitteret. Ita vero se habet responsum quod laudatus Antistes dedit: « Se la santa Sede nella sua saggezza non crede dover ritenere la causa, il sig. abbate NN. non ha che a rimettersi puramente e semplicemente a mia disposizione, ed allora io terminerò l'affare nella maniera che giudicherò la più giusta, e la più opportuna. Se al contrario la S. Sede ammette il ricorso e ritiene la causa per giudicarla, è mio dovere attendere che pronunci il giudizio, e regolare sulla sua sentenza la mia condotta riguardo al sig. abbate . . . . Quanto a ritirare spontaneamente e da me stesso le ordinanze emanate contro di lui dal mio Predecessore, è questo un partito che *toutes sortes de motifs me déconseillent.*

Attenta parochi appellatione ad S. Sedem, et actorum processualium deficientia excipi profecto non potuerunt Archiepiscopi propositiones superioribus in literis contentae. Opus ergo fuit die 30 junii commendare Nuntio Apostolico « che tornasse a conferire con Monsig. Arcivescovo, e gli facesse apprezzare il proposito della S. Congregazione, e lo determinasse a comunicare tutti quei documenti ed atti che si riferiscono alla vertenza, ed in pari tempo manifestare il partito che egli pensa proporre all'abbate N. e far tenere tutto alla S. Congregazione, onde possa essere questa in grado di ultimare l'affare senza detrimento della giustizia e della convenienza di codesta curia. » Nulla interposita mora Nuntius Apostolicus rursus rem pertractandam assumpsit cum Archiepiscopo, eumque hic sibi tradi petiisset preces a parocho die 29 aprilis S. O. exhibitas, iis perpensis, statuere se posse reposuit.

Ecco a quali conclusioni io sono arrivato in seguito di tale esame.

1. *Il Card. predecessore non posso dubitarne, ha riconosciuto aver l'abbate N. dei torti considerevoli, e non esser più in istato d'esercitare il ministero in quel luogo. Questa ancora è l'opinione d'uomini gravi ecclesiastici, e laici che hanno esaminato detto affare.*

2. *L'opinione del clero della città e dei fedeli della parrocchia in generale è sfavorevolissima al sudetto. Esso ha potuto procurarsi è vero alcune favorevoli sottoscrizioni, ma è più facile trovar firme che stima.*

3. *E' ancora mia personale opinione ch'egli non possa rientrare nella parrocchia senza gravi inconvenienti e che la sua presenza vi sarebbe deplorevole e funesta.*

4. *Quanto alla natura e gravità dei torti dell'abbate N. e al merito della procedura osservata contro di lui . . . . . io non posso permettermi di pronunciare la mia opinione, essendo deferita la causa alla S. Sede. Solo mi farò un dovere di rispondere al memoriale dell'abb. N. . . . V. Eccellenza mi domanda infine che così avrei io a proporre allo abbate suddetto. Mi permetta o Monsignore di non pregiudicare il giudizio della S. Sede: trovo conveniente di attendere che tal giudizio sia pronunciato per prendere la mia determinazione.*

Cum igitur S. H. Ordinis vota optato frustrarentur effectu, SSmus Pater expresse jussit, ut super exorta controversia acta processualia ab episcopali Curia ad S. Congregationem transmitterentur. *Credo mio positivo dovere* (ita inter alia Nuntio Apostolico scribebam die 24 augusti 1863), *il non tacere che agli ordini della S. Congregazione vi è unito ancora il veneratissimo comando che Sua Santità si è degnata darmi in una delle ultime udienze, quando ho dovuto umiliare alla Santità Sua lo stato di questo affare.* Communicatis ergo mandatis SSmi Patris cum Illmo Antistite, literas hic ad Sanctitatem Suam die 10 septembris directe transmisit, quibus petiit ut parochus ab appellatione ad consilium Status quae juri canonico contraria est, et sibi superioriori, non superior subdito propositiones facerent. Protestatus vero se stare rigori jurium suorum et defendere debere honorem defuncti Cardinalis, his verbis literas concludit: « *En conséquence je prie Votre Sainteté de permettre que, pour cette fois du moins, je n'obéisse qu'à des ordres précis et formels et que je les attende avec le respect d'un fils.*

SSmus literas S. huic Congregationi examinandas tradidit,

et peracta deinde eidem Sanctitati Suae relatione, renunciatum est Illmo Antistiti, in irritum cessis amicabilis compositionis pertractationibus, quaestionem ad tramites juris esse cognoscendam. Ergo sine mora acta transmitteret; Emos enim Patres tum recursus ad laicalem potestatem rationem habituros esse, tum pro spectata eorum sapientia ac prudentia, rem ita tractaturos, ut salva justitia, curiae decori ac dioecesis ac religionis bono consulatur.

Tunc Archiepiscopus et SSmo Patri et S. Congregationi respondit, duo folia transmittens, quorum unum inscribitur: « *Réponse au Mémoire de Mr. l'abbé NN.* Alterum *Acta relativa à Mr. NN.* Primum quod typis mandatum Emtiis Vestris distribuitur refutat quae parochus sacro ordini exposuit, et saepe parochi assertionibus assertiones contrarias opponit. Alterum exhibet officialia documenta, quae jam nota sunt ex Parochi libellis et ex his omnibus sive testimoniis, sive literis ab ipso penes S. hunc Ordinem depositis. At cum haec minime sufficerent ad quaestionem praesertim depositionis a paroecia pertractandam, iterum die 15 januarii hujus anni rogatus est Archiepiscopus, ut omnia cujuscumque generis documenta ad rem facientia, ac praesertim depositiones quas delegatus a curia ad inquisitionem peragendam collegit, transmitteret, et accuratam super peracta inquisitione relationem adjungeret. Sed cum plures menses praeterlapsi essent, quin ulla responsio advenisset, cumque dissimulari amplius non posset curiae studium, ut longius quo fieri valeret res protraheretur, et ita non absoluto judicio parochi vires frangerentur, idem parochus humillime SSmo Patri exponens se Romam a quindecim fere mensibus advenisse, ut audiretur, eumdem Sacratissimum Principem exoravit, ut tandem terminus causae discutiendae assignaretur, et SSmus in audientia 30 maii hujus anni, *mandavit*, ut causa proponeretur coram S. Congr. extra numerum in comitiis hujus mensis, et ad referendum eidem Sanctitati Suae, idque jussit notificari Archiepiscopo. Quod literis 7 junii peractum fuit eum in finem, ut ulteriora jura ac documenta si vellet per procuratorem fiscalem suae curiae tempestive produceret. Responsum quod literis diei 8 praeteriti julii (quae distribuuntur) Illmus Antistes S. Congregationi dedit, inter alia haec habet: *J'ai indiqué que toutes choses dans l'affaire dont il s'agit ne s'étaient point passées d'une manière rigoureuse et juridique, et même j'ai donné de cela plusieurs raisons . . . . Ces lignes suffisent sans doute pour expliquer comment les pièces qu'on demande n'existent pas, et comment je ne les ai pas envoyées.*

Haec est factorum series, quam ut potui ex omnibus sive precibus sive documentis sive litteris Archiepiscopi, parochi, aliorumque, quae penes S. Congr. extant, collegi.

Equidem si acta processualia, si documenta, et instructionem canonicae inquisitionis, de quibus loquitur Emus Archiepiscopus in art. 3 decreti depositionis diei 15 maii 1862, Curia transmisisset, ea sane juris principia heic recolerem, quae favore ipsius Curiae animadvertenda forent. At cum in incerto ex hac parte omnia sint, nec detur ubi consistam, nonnullas tantum afferam observationes quae colligi possunt ex ea *réponse au mémoire* quam Archiepiscopus transmisit.

Indubium videtur esse sacerdotem N. dum adhuc vicarius erat, cum familia fratris ideoque cum Anastasia eamdem domum inhabitasse, non interrogatis, et propterea insciis suis superioribus. In censuras idcirco eorum SS. Canonum incidit qui districte mandant, ut clerici foeminas secum in domibus suis habere ultra licentiam non possint. Quod si nullam vicarius admonitionem hac super re a superioribus accepit, nil inde concludendum in sui favorem esset: ignotae siquidem iisdem erant artes, quibus ipse fratrem adegit ad matrimonium ineundum cum Anastasia, cum qua nimis familiares ipse fovebat relationes, quae postea suspicionem etiam inhonestae vitae ingerere potuerunt. Quae tandem suspicio in dies adeo excrevit, ut ex eo tempore quo Anastasia virum suum deserens vicarium sequuta est in paroeciam S. Philippi cujus parochus renuntiatus est, et deinde in aliam, dubiae interpretationes et murmurationes non defuerint. At nemo nescit, concedi quidem solere clericis licentiam cohabitandi etiam cum foeminis in primo et secundo affinitatis gradu iisdem conjunctis ad tradita per Bened. XIV. *de Syn. dioec. l. 11 c. 4 n.* 7 sed semper et diligenter interdici cohabitationem cum iis foeminis quae aliquam ingerunt in populo suspicionem: Conc. Trid. *sess. 25 c. 14 de reform.* Schmalzgr. *lib. 3 p. 1 t. 1 et 2* Bened. XIV. *l. c.* At longissimum a veritate est, ait Archiepiscopus, vicarium generalem sacerdoti N. licentiam dedisse secum educendi Anastasiam a marito separatam, cum e contrario praefatus vicarius hujusmodi cohabitationem periculosam esse animadverterit. Nec juvat aetatem 40 annorum in excusationem afferre, cum scandalosum certo sit, uxorem a viro non demente nec irreligioso separatam vivere apud sacerdotem. Eodem praeterea tempore Anastasia marito suo confiteri non erubuit: *Je ne t'ai jamais aimé, et à cette heure je ne t'aime pas encore. Je me suis mariée pour me faire, comme toutes les femmes, une position.* Franciscus vero fratri scribebat: *après m'avoir soustrait ma dot, vous m'avez, par votre influence, je ne dis pas morale mais pernicieuse, enlevé ma femme.*

Ad finem ergo anni 1858 viri graves curiam adierunt, et scandalum exposuere quod ex cohabitatione parochi cum Anastasia in fideles deveniebat, et promotor fiscalis e munere suo esse arbitratus est ut inquisitionem institueret. *Ed i risultati di d. inquisizione oltrepassarono le triste previsioni dell' autorita diocesana. Le persone le più commendevoli, i parenti e gli amici delle due famiglie etc. interrogati in nome di Sua Eminenza, hanno risposto che per loro intimo convincimento le relazioni del sig. parroco colla cognata sono colpevoli.* Quare ab initio anni 1859 praefatus vicarius generalis parochum saepe amicabiliter monuit, ut Anastasiam e domo parochiali dimitteret: parochus vero parere noluit. Nec eo inscio negotium inquisitionis gestum est; promotor enim cum ipso de hujusmodi inquisitione loquens, quaerenti parocho num se culpabilem judicaret, respondit: « *Non si tratta ora di calunnie, nè di accuse più e meno fondate, ma di un fatto esteriore che è soggetto di scandalo, che porta nocumento alla vostra riputazione, e compromette il vostro ministero.*

Instante parocho promotor plures rogavit, quos illi favere agnovit; communicatio vero depositionum testium necessaria haud erat, cum via administrativa non judiciaria res ageretur ad scandalum evitandum. Non adeo recens praeterea resistentia parochi contra admonitiones erat, cum per biennium et amplius a vicariis generalibus, et ab Archiepiscopo non quidem sub censurarum comminatione, sed paterne monitus, ut Anastasiam mitteret, obstinate restitit, *io nulla posso, dicendo, su mia cognata: essa vuol rimanere in questo luogo: essa n' è la padrona.* Et tamen parochus ipse unicus erat familiae protector, ipse suis sumptibus vicinam domum conduxerat; et in ipsius voluntate positum erat ut Anastasia discederet, idque curare totis viribus debuisset, ut ita scandalum cessaret, et amplius non audirentur contumeliosa carmina quae ore vulgi contra parochum decantabantur.

Rebus sic se habentibus necessario indici debuit decretum diei 8 augusti 1861, cujus violationem parochus cum fassus deinde esset, excusare conatus est ex jure naturali, civili et ecclesiastico. At jus naturae poscebat ante omnia, ut uxor ad maritum rediret; quod si parochus familiae necessitatibus succurrere cupiebat, ita tamen id peragere debuisset, ut eodem tempore decori sacerdotali consuleret. Jus vero ecclesiasticum omnimodam obedientiam erga episcopalia decreta expostulabat. His vero non obstantibus per alios sex adhuc menses Curia mira patientia notoriam inobedientiam toleravit;

et quando spes omnis resipicentiae parochi evanuerat, die 30 januarii 1861 in judicium vocatus est, et octo post dies cum frustra tentatum esset ut ipse se plene submitteret, lata est sententia qua declaratum fuit, eumdem parochum in suspensionis poenam una cum irregularitate incidisse. Perlecta sententia commotus profecto videbatur, at dein in haec verba erupit : *Si fractus illabatur orbis, impavidum ferient ruinae.*

Quae deinde subsecuta sunt, fuso calamo enarrare Curia prosequitur in suis animadversionibus. Absurdum proinde dicit, quod vicarius generalis facultatem gestandi stolam eidem concesserit, cum ne Emus quidem id permittere potuisset : advenisse quidem a Summo Pontifice absolutionis indulgendae facultates, at prima vice iisdem uti non potuisse Archiepiscopum ob reincidentiam parochi in irregularitatem, secunda vero vice non expedire reputavisse, ut iisdem uteretur cum irregularis parochi rehabilitatio impossibilis prorsus evaserit, nec ulla emendationis signa darentur. Necessaria ergo erat œconomi administratoris nominatio, et depositio parochi inevitabilis, quidquid expiscatae subscriptiones parochianorum in contrarium ab Emo Archiepiscopo expostularent. Quies enim publica ex testimonio praesidis communitatis periclitabatur, parochus vero neque post latam depositionis sententiam a resistentia contra suos superiores cessavit, sed contra leges ecclesiasticas ad laicale tribunal ab Archiepiscopi decretis appellavit.

Haec quoad causae meritum; quoad processus vero formalitates earumque omissionem, paucis sese explicat archiepiscopus. Ait enim difficillimum omnino esse, ut in ea regione eaedem formalitates adamussim observentur, cum rarissimi etiam reperiantur, qui testimonium in judicio ferre parati sint, et publicae ephemerides *s'emparent de tout ce qui peut servir à combattre la religion.* Episcopi propterea maxima uti debent prudentia ne scandala exoriantur.

Quanti haec facienda sint, praesertim in omnimoda super his processualium actorum deficientia, Eminentiae Vestrae judicabunt. Unum quod heic memorem illud est, notissimum quidem esse servandam fore in poenis infligendis formam graduatoriam, priusquam ad privationem beneficii devenire liceat, ut qui puniendi sint antequam extrema remedia adhibeantur valeant resipiscere. Concil. Trid. *sess. 25. cap. 14. Refor.* procedendum esse docemur in privatione beneficiorum contra parochos turpiter et scandalose viventes. Hos enim non gradatim, sed recta via privandos esse animarum cura statuunt Tridentini patres, si postquam moniti et correcti fuerint adhuc incorrigibiles perseveraverint: ceu habet Girald. *Expos. Jur. Pont. p. 1. l. 3. Decr. l. 2. de cohab. cleric. sect. 332. pag. 228* et S. Congregatio, formiter discusso articulo, resolvit in *Burgi S. Domini Parochialis 4 maii 1737.*

Contra haec vero parochi orator in allegatione cum summario distribuenda tria in capita defensionem partitur, quorum in primo demonstrare satagit falsitatem delationis: in secundo depositionis sententiae injustitiam : in tertio reintegrationis opportunitatem. Primum caput iterum partitur prout duarum separationum diversa ratio expostulat, et in primo agit tum ex jure tum ex facto de accusationibus usque ad mutatos presbyterii lares: in altero de tempore remotionis Anastasiae e parochiali domo usque ad ipsius discessum a parochia.

Praemittit in jure Synodum Tridentinam in *cap. 14 sess. 25 de refor.* non cum quacumque muliere presbyteri cohabitationem improbare, sed cum iis tantum de quibus possit haberi suspicio. Ab hujusmodi tamen prohibitione, si aliunde nulla sit in casu suspicio incontinentiae, excipi mulieres in primo affinitatis gradu nec non in secundo si alter alteri reverentiam debeat: Schmazgr. *lib. 3. part. 1, tit. 1, n. 2.* Benedictus XIV de *Synod. Dioeces. lib. 11, cap. 4, n. 7.* Hinc transit ad falsitatem suspicionum comprobandam. Et primum in defectu cujuscumque probationis nil esse deferendum accusationi fratris ostendit ex ipsius iteratis declarationibus, quibus etiam post separationem firmam pandidit sibi inhaerere persuasionem, nil inhonesti inter uxorem et fratrem intercedere. Quam persuasionem confirmaverat ipsius agendi ratio, cum, uti jure potuisset, numquam penes se uxorem reclamaverit; quare aliam prorsus accusationum fuisse originem contendit, nempe odium ex civili litigio cum fratre exortum, ut ipse pluribus in literis ad consanguineos aperte declaravit, et uti multorum gravissimorum hominum ac consanguineorum judicia confirmant. Contra inquisitionem vero, alterum accusationis fundamentum, allegat praesumptionem quae hauritur ex aetate tum parochi, tum Anastasiae, ex eorumdem ante exactae vitae integritate, ex optima penes omnes prudentes eorumdem existimatione plurimis et amplissimis monumentis demonstrata.

Alteram deinde et quidem gravissimam praesumptionem affert, quae palam exurgit ex studiosa actorum inquisitionis occultatione, spretis hac super re S. Congregationis reiteratis injunctionibus. Secretae tandem inquisitioni publicam opponit anni 1855, ex qua accusationum levitas etiam curiae fuit comperta, ignotisque testibus objicit testimonia quamplurima ac gravissima inter quae luculentissima tum Praesidis societatis S. Vincentii de Paulis tum episcopi auxiliaris, et aliorum, qui calumniosam accusationem condemnant, et honestatem, pietatem, charitatemque parochi nec non honestatem mulieris summis laudibus prosequuntur. Opponit insuper supplicem libellum archiepiscopo oblatum ac subsignatum a biscentum paroeciani qui exemplarem ac laboriosissimum in ecclesia operarium parochum suum ad paroeciam restituendum exposcunt. Ex quibus omnibus concludit, neque in jure neque in facto suspectam fuisse parochi cum Anastasia cohabitationem; et sine causa separationem a curia indictam fuisse.

Primae monitioni, quae separationem tantum praecipiebat, parochum illico obtemperasse ostendit, cum elapsis tantum 14 diebus, separationem sit exequutus. Quare monitorium 8 augusti severitate novum nonnisi malis artibus atque inimicorum suasionibus fuisse promotum deducit, et eo proposito tantum fuisse conceptum ut cum parochus obtemperare non valeret aliis deinde poenis subjiceretur.

Gradum inde faciens ad alterum caput, in quo sententiae depositionis injustitiam demonstrare sibi proposuerat, adnotat in facto quod etsi parochus haeserit antequam obtemperaret praecepto diei 8 augusti 1861, tamen postquam per decretum editum die 6 februarii 1861 iterum monitus fuit « *sotto pena di processura secondo il rigore dei sacri Canoni di sottoporsi pienamente e semplicemente al precetto notificatogli li 8 agosto 1861* » altera die obsequentissimae submissionis edidit declarationem; et ut quamcumque inobedientiae speciem prorsus removeret, post brevissimum viginti dierum spatium longe dissitam habitationem in civitate familiae Anastasiae conduxit. Cum itaque Curia suo decreto nonnisi obedientiam a parocho exquisierit, et parochus obtemperaverit, nulli depositioni locus esse amplius poterat.

Insuper ut privationis poena irrogetur animadvertit, in jure requiri non modo gravissimum crimen, sed et quod lege scriptum reperiatur; et quoad malam presbyteri cum muliere vitam leges praecipere ut gradatim ad privationis usque poenam procedatur, utque ea non irrogetur nisi presbyter usque ad privationem resistat et nullam obedientiae spem relinquat. Con. Trid. *cap. 14 sess. 25 et cap. 6 sess. 21 de reform.* Fargna *de jure patron. part. 2 can. 21 cas. 9 num. 6.* Panimoll. *in decis. 149 num. 7.* Rota in *Ratisbonen. Parochialis 19 junii 1741 num. 18.*

In extremo defensionis capite prudentiam reintegrationis demonstrans, ante omnia animadvertit minime expedire justitiam spernere, ut bonum publicum quaeratur. Deinde quasdam objectiones Curiae refert et refellit; nullam proinde ait mali exempli in populo probationem afferri; immo omnes

magistratus et quamplures privatos integram testari parochi existimationem. Quod vero utiliter adhuc paroeciam administrare valeat evidenter ostendit ex incremento pietatis; ex populi frequentia ad paroecialem Ecclesiam; ex augmento constanti oblationum quod obtinuit etiam post monitorium et separationem; ex testimonio demum biscentum civium, nec non quorumdam magistratuum qui parochi reintegrationem ab ipso Emo Archiepiscopo expostularunt.

Quoad objectam parochi inobedientiam monet in primis defuisse prorsus contemnendae auctoritatis consilium; et deinde quaestionem juris aggrediens ostendit non posse procedi ad maximam privationis poenam non modo post omissam obedientiam, sed nec quousque spes est, quod Clericus a superiore correptus resipiscat et obediat. De superioris dedecore quatenus ipsius sententia non confirmetur inanem esse quaestionem affirmat, cum juxta S. Canones, Concilia, Ecclesiae praxim, justitiae decus praevalere debere existimatum sit; secus inutiles semper forent provocationes ad S. Sedem. In facto vero non de hodierni antistitis, sed de antecessoris facto agi, quorum hic jus appellationis agnovit, alter Sacrae Congregationis judicium ad justitiae tramites expectat, et supervacaneam prudentiae quaestionem esse observat, cum sola justitia duce judicium ferendum sit.

Quibus super reintegratione in genere deductis, ostendit ejusdem effectum esse ut fructus omnes illegitime iisdem privato restituantur. Barbosa in *Collectan. doctor. cap. gravis 11 de restit. spol. num. 4.* Schmalzgrueber *jus eccles. lib. 2 par. 2 tit. 15 n. 58.* S. Congr. in *Sancti Severini 4 aprilis 1778.* Quod quidem percommode fieri posse advertit eo quod paroecia adhuc sub administratione permaneat. Una cum fructibus vero decerni debere etiam de emolumentis affirmat quae beneficii praecipuam utilitatem constituunt. Et ita decretum fuisse monet a S. O. in *Pharen. Reintegrationis diei 11 maii 1859.*

Tandem ex quo Curia parochum incusavit quod ad laicalem Senatum confugerit, cum excusandum esse contendit, cum antistes ipse parochum in id adduxerit, ut paroeciae fructus et emolumenta tueretur, neque parochum postulasse subjungit ut quidnam de episcopi sententia definiretur, sed tantum ut res in suspenso maneret, ne ad S. Sedem provocatio sibi redderetur inutilis. Ceterum in jure gravis damni vitandi necessitatem a qualibet censura etiam majori parare excusationem memorat cum Reiffest. *lib. 5 tit. 39 n. 55*, et censuram ex recursu ad laicum magistratum non offendi nisi ex provocatione judicialis definitio successerit contra ecclesiasticam auctoritatem, eaque nunciata et exequutioni commissa fuerit: Card. De Luca *disc. 19 de judic. num. 16.* Contra justitiam ergo fuisse parochum privatum paroecia contendit et reintegrandum una cum restitutione fructuum et emolumentorum tuetur.

His itaque animadversis placeat EE. VV. respondere dubio:

An sit locus reintegrationi ad paroeciam, ita ut et in qua summa sit locus restitutioni fructuum et emolumentorum, seu potius sustineatur poena privationis in casu?

La S. Congrégation du Concile n'a pas cru que l'acte archiépiscopal pût se soutenir; car le fait d'un curé canoniquequement institué et déposé ensuite par une simple mesure administrative, sans procédure et sans défense, est par trop opposé non-seulement au Concile de Trente et à la discipline exprimée dans les Décrétales, mais aussi aux règles traditionnelles et primitives dont l'Eglise s'est inspirée depuis les Apôtres. Ainsi nonobstant les décisions archièpiscopales et malgré les arrêtés du gouvernement civil, le curé conserve son titre et tous ses droits. Le Pape seul est supérieur aux canons.

CONDAMNATION DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

Allocution consistoriale du 25 septembre 1865.

Venerabiles fratres. Multiplices inter machinationes artesque, quibus Christiani nominis hostes adoriri Ecclesiam Dei, eamque irrito licet conatu labefactare, atque excindere ausi sunt, recensenda procul dubio est, Venerabiles Fratres, perversa illa hominum societas, quae *Massonica* vulgo nuncupatur, quaeque in latebris primum, tenebrisque coacta in communem exinde perniciem religionis, humanaeque societatis erupit. Cujus insidias ac fraudes ubi primum detexerunt Praedecessores Nostri Romani Pontifices, pastoralis officii memores, nihil morae interponendum existimarunt, quominus sectam illam scelus anhelantem, multa ac nefaria rei sacrae et publicae molientem auctoritate sua coercerent, ac damnationis sententia tamquam jaculo confoderent et profligarent. Enimvero Clemens XII Praedecessor Nostri Apostolicis suis Litteris eamdem sectam proscripsit reprobavit, ac fideles universos ab illa nedum inuenda, sed vero etiam quovis modo promovenda juvandaque deterruit, indicta excommunicationis poena ipso facto incurrenda, et per Romanum dumtaxat Pontificem relaxanda. Quam porro justam ac debitam damnationis sententiam Benedictus XIV edita Constitutione confirmavit, summosque Catholicos Principes haud excitare praetermisit, ut ad convellendam perditissimam sectam, et a communi periculo propulsandam vires omnes curasque conferrent. Atque utinam supremi iidem Principes Decessoris Nostri vocibus aures praebuissent; utinam in causa tam gravi non remissius egissent, nunquam certe fuissent deplorandi nostra patrumque memoria tanti seditionum motus, tanta bellorum incendia, quibus Europa universa conflagravit, tanta denique malorum acerbitas, quibus afflictata est, atque adhuc afflictatur Ecclesia. Jamvero quum improborum furor minime conquiesceret, recens ortam *Carbonariorum* sectam in Italia praesertim longe lateque propagatam Pius VII Praecessor Noster anathemate perculit, parique incensus animarum studio Leo XII tum superiores quas memoravimus clandestinas societates, tum quascumque alias quovis tandem nomine appellatas, quae contra Ecclesiam, civilemque potestatem conspirarent, Apostolicis suis Litteris condemnavit, atque universis fidelibus sub gravissima excommunicationis poena prohibuit. Attamen impensa haec Apostolicae Sedis studia haud illum habuerunt exitum, qui fuisset expectandus. Neque enim domita, et cohibita unquam est *Massonica* haec, de qua loquimur, secta, verum ita longe lateque diffusa, ut difficillimo hoc tempore ubicumque gentium impune se jactet, atque audacius efferatur. Quam rem inde Nos repetendam magna ex parte existimamus, quod plerisque ignorantia fortasse iniquorum consiliorum, quae in clandestinis iis coetibus agitantur, falsa insederit opinio innoxium hoc esse societatis genus, atque institutum, quod in adjuvandis hominibus, eorumque relevandis aerumnis unice versetur; nihil proinde contra Ecclesiam Dei ex illo esse pertimescendum. Id vero quantopere abhorreat a veritate ecquis non intelligat? Quid enim sibi vult illa hominum coaptatio cujuscumque tandem religionis et fidei sint? Quid illa sibi volunt clandestina conventicula, quid severissimum jusjurandum ab iis prolatum, qui huic sectae initiantur, nunquam se quidquam patefacturos, quod pertinere ad illam possit? Quo tandem spectat inaudita poenarum atrocitas, quibus se devovent, si forte a juramenti fide desciscant? Impia certe quidem ac nefaria ea societas sit oportet, quae diem lucemque tantopere reformidat; qui enim male agit, ut scripsit Apostolus, odit lucem. Jamvero quam longe dissimiles ab hac dicendae sunt piae fidelium Societates, quae in Catholica Ecclesia florescunt. Nihil in eis retrusum atque abditum, patent omnibus leges, quibus reguntur,

patent quae juxta Evangelii doctrinam exercentur opera charitatis. Atqui Catholicas hujusmodi Sodalitates tam salutares, tam excitandae pietati, recreandisque pauperibus opportunas oppugnari alicubi, et vero etiam deleri non sine dolore videmus, dum contra fovetur, vel saltem toleratur tenebricosa *Massonica* societas tam Ecclesiae Dei inimica, tam periculosa etiam securitati regnorum? Illud vero graviter Nos et acerbe ferimus, Venerabiles Fratres, quod in hujusmodi reprobanda secta juxta Decessorum Nostrorum Constitutiones, segnes nonnullos esse, et quasi indormientes videamus, quos in re gravi commissi muneris et officii ratio excitatissimos poscit. Quod si qui in hac opinione versantur, Apostolicas Constitutiones contra occultas sectas, earumque asseclas et fautores sub poena anathematis editas, nullam habere vim iis in regionibus, ubi a civili potestate memoratae sectae tolerantur, ii certe vehementer errant; ac Nos pravae hujus doctrinae commentum alias ut scitis, Venerabiles Fratres, reprobavimus, iterumque hodierno die reprobamus et condemnamus. Numquid enim suprema illa illa pascendi regendique universi dominici gregis potestas, quam in persona Beatissimi Petri a Christo Domino acceperunt Romani Pontifices, ac supremum inde quod exercere in Ecclesia debent magisterium, a civili pendeat potestate, aut aliqua ratione coerceri ab illa possit et coarctari? Quae cum ita sint, ne minus cauti homines, juvenesque in primis decipiantur, ac ne ex Nostro silentio aliqua tuendi erroris arripiatur occasio, Apostolicam attollere vocem decrevimus. Venerabiles Fratres; atque hic in consessu Vestro memoratas Praedecessorum Nostrorum Constitutiones confirmantes, *Massonicam* illam, aliasque ejusdem generis Societates quae specie tenus diversae in dies coalescunt, quaeque contra Ecclesiam vel legitimas potestates seu palam, seu clandestine machinentur, auctoritate Nostra Apostolica reprobamus et condemnamus, atque ab omnibus Christifidelibus cujuscumque conditionis gradus ac dignitatis, et ubicumque terrarum sint, tamquam per Nos proscriptas et reprobatas haberi volumus sub iisdem poenis, quae in memoratis Praedecessorum Nostrorum Constitutionibus continentur. Nunc quod reliquum est, pro paterni animi nostri studio monemus et excitamus fideles, qui forte ejusmodi sectis nomen dederint, ut ad saniora se consilia recipiant, funestosque illos coetus et conventicula deserant, ne in sempiternae ruinae baratrum prolabantur; reliquos vero fideles omnes, pro sollicita qua urgemur animarum cura, vehementer hortamur, ut a dolosis sectariorum labiis caveant, qui quamdam honesti speciem praeseferentes contra Christi religionem et legitimos principatus inflammato odio feruntur, idque unum spectant atque agunt, ut jura quaeque tam divina quam humana pessumdent. Noverint, hos sectarum gregales tamquam lupos esse, quos ovium pelle contectos ad exitium gregis venturos praedixit Christus Dominus; noverint in eorum numero esse habendos a quorum consuetudine, congressuque sic nobis interdixit Apostolus, ut nec ave illis dicere diserte praeceperit. Faxit nostrum omnium precibus exoratus dives in misericordia Deus, ut auxiliante gratia sua redeant insipientes ad cor, errantesque in viam justitiae reducantur; faxit ut compresso perditorum hominum furore, qui per supra memoratos coetus impia, ac nefaria moliuntur, a tam multis, tamque inveteratis malis recreari aliquando tum Ecclesia tum humana societas possit. Quae ut Nobis ex votis succedant deprecatricem apud clementissimum Deum adhibeamus Sanctissimam Virginem Dei ipsius matrem ab origine immaculatam, cui datum est Ecclesiae hostes, atque errorum monstra confringere; nec non patrocinium imploremus Beatorum Apostolorum Petri et Pauli, quorum glorioso cruore Alma haec Urbs consecrata est. Horum ope atque auxilio, quod a divina bonitate flagitamus, facilius Nos assecuturos confidimus.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES D'AMÉRIQUE.

Les feuilles ecclésiastiques des Etats-Unis ont publié une lettre de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers à Monseigneur l'archevêque de Baltimore en date du 30 septembre 1864, sur la nature des vœux que font les religieuses des communautés établies dans ce vaste continent. Ce document constate d'une part, que la solennité des vœux est indépendante des lois civiles et des principes qui régissent les gouvernements; d'autre part, que la fondation des monastères de vœux solennels est réservée au Saint-Siége, de sorte que la solennité de vœux n'existe pas dans les communautés simplement érigées par l'autorité des évêques.

En effet, la lettre du 30 septembre 1864 déclare solennels les vœux de cinq maisons des Visitandines aux Etats-Unis, par la raison que ces communautés ont obtenu à cet effet des rescrits du Saint-Siége. Quant aux autres communautés fondées sans indult apostolique dans toute l'étendue des Etats-Unis, les vœux sont déclarés simples.

Les cinq communautés de Visitandines dont les vœux sont reconnus comme solennels, sont: Baltimore, Georgestown, S. Louis, Mobile et Kaskaskias.

Georgestown est la première communauté dans l'ordre des temps; elle fut commencée l'an 1800, et elle obtint l'autorisation de professer les vœux solennels en 1816. Voici un extrait de la lettre par laquelle Mgr Neale, archevêque de Baltimore, demanda à Pie VII l'autorisation de faire professer les vœux solennels de manière à constituer une communauté vraiment religieuse, avec communication des priviléges des Visitandines:

« Cum communitas supradicta quae nunc constat viginti » quinque personis brevi augenda pluribus aliis petentibus ad- » missionem, tam raram aedificationem huc usque exhibuerit » Publico, et tantum profuerit Religioni, ut ex ejus scholis un- » decim jam Virgines, vitam religiosam sint amplexae, et aliae » plures eumdem statum jam ambiant; cum odore virtutis sua- » vissimo ex ejus regularitate et modestia manante, multos » allicuerit male viventes catholicos ad meliorem frugem, et » Acatholicos ad veram fidem; cum denique sit in votis omnium » tam membrorum ejusdem communitatis, quam Catholicorum » generaliter in hac Regione, ut opus hoc in perpetuum so- » lidetur, peto humillime, ut Sanctitas Sua velit gratiose mihi » conferre potestatem admittendi eas ad vota solemnia Re- » ligionis, et efficiendi dictam communitatem vere religiosam, » stricte subditam omnibus regulationibus praescriptis ab ins- » tituto ordinis visitationis B. M., et gaudentem omnibus pri- » vilegiis concessis religiosis ejusdem ordinis. »

La demande de l'archevêque ayant été portée par le secrétaire de la Propagande à l'audience du Pape le 14 juillet 1816, Pie VII accorda l'autorisation de professer les vœux solennels et communiqua à la maison de Georgestown toutes les grâces spirituelles de l'Ordre de la Visitation: *SSmus benigne annuit juxta petita servatis servandis.*

Les Visitandines de Georgestown fondèrent trois nouvelles maisons, Mobile, Kaskaskias et Baltimore, mais sans demander l'autorisation du Saint-Siége. Cela fit qu'on éleva des doutes sur la solennité des vœux professés dans ces nouvelles fondations. Mgr Eccleston archevêque de Baltimore, en référa au Saint-Siége en 1840 par la lettre suivante, et demanda expressément le pouvoir de faire professer les vœux solennels.

« Nonnullis piis Virginibus, quae approbante Leonardo Neale » archiepiscopo Baltimoren. Georgiopoli in districtu Colum- » biae in foederatis Americae septemtrionalis provinciis, sponte » congregatae erant sub regula S. Francisci Salesii, Pius PP. VII » sa. mem. per breve die 14 julii 1816 datum solemnia vota

» emittere permisit, easque Ordini Monialium Visitationis » B. M. V. sub instituto S. Francisci Salesii, ac omnibus et » singulis eidem ordini concessis indulgentiis, et privilegiis » aggregavit. Item Pius PP. VIII f. rec. die 10 maii 1829 » immutationes ab ordinario loci factas, et propter locorum, » et gubernii adjuncta, in instituto monialium Georgiopolita- » rum forsitan in posterum faciendas, approbavit; easque im- » pedimento nec esse, nec fore declaravit, quominus eaedem » moniales de Visitatione censerentur, iisdemque privilegiis, » juribusque fruerentur, quibus ceterae ejusdem instituti mo- » niales, quae S. Franciscum Salesium auctorem, ducemque se- » quuntur, donatae fuerunt.

» Cum autem praedictae moniales Visitationis Georgiopoli- » tanae, postulantibus ipsis locorum episcopis, tria jam mo- » nasteria tum Mobili, tum Kaskaskias in dioecesi S. Ludovici, » et nuper Baltimori erexerint, et quaedam alia forsitan aliis » in locis in decursu temporis sint erecturae. Archiepiscopus » Baltimoren. ad Sanctitatis Vestrae pedes provolutus suppli- » citer orat, ut omnia et singula privilegia, jura, et indul- » gentiae, quae SS. Pontifices huc usque monialibus Visitationis » Georgiopolitanis concesserunt, benigna etiam concessione » respective extendantur ad omnia et singula monasteria, quae » a praefatis monialibus Visitationis jam erecta fuerunt, et in » posterum sunt erigenda.

» Quoniam vero plures piae foeminae tria nuper fundata » monasteria, nempe Mobiliense, Kaskasiense et Baltimorense » jam ingressae sunt, in iisque ad professionem admissae fue- » runt, et solemnia vota emiserunt, quia concessiones Pon- » tificiae supra memoratae ad solum Georgiopolitanum mo- » nasterium pertinere videntur, ideo dubitari potest, an va- » lidae sint professiones in hisce tribus monasteriis factae. Qua- » propter orator humiliter postulat, ut Sanctitas Vestra pro » suprema sua potestate earum vota posito quod sint nulla » quatenus solemnia, revalidet, et confirmet, dummodo illae » consensum renovent, et professionem suam votis saltem pri- » vatim iterum emissis, ratificent. »

La demande fut présentée par le secrétaire de la Propagande dans l'audience du 12 octobre 1840; Grégoire XVI accorda tout ce que l'archevêque demandait:

« SSmus, referente secretario, mature pro sapientia sua per- » pensis expositis, benigne annuit in omnibus pro gratia juxta » petita. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 12 oc- » tobris 1840. »

Ainsi, les Visitandines des communautés susdites ayant obtenu des indults formels du Saint-Siége pour la profession des vœux solennels, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, dans la lettre du 30 septembre 1864 n'a pas hésité à reconnaître cette solennité.

Et pourtant, de graves difficultés avaient été opposées. On lit dans un document adressé au Saint-Siége par un illustre archevêque: « Les lois civiles des Etats-Unis ne reconnaissent pas l'incapacité de posséder et d'hériter, laquelle frappe les profès de vœux solennels. Elles ne reconnaissent pas même l'existence légale des communautés religieuses; d'où suit que celles-ci n'ont pas le droit de posséder et d'acquérir en qualité de corporation. La constitution du pays ne prête pas aux lois ecclésiastiques l'appui et la coopération qu'il faut pour en assurer efficacement l'exécution. Elle n'offre pas de garanties aux personnes qui renoncent à tout par la profession solennelle; dès lors elles ne sont pas certaines de pouvoir demeurer toute la vie dans le monastère de leur profession. L'Eglise n'a pas les moyens coercitifs pour contenir dans le devoir ceux qui voudraient en franchir les limites. Si une religieuse dégoûtée de sa vocation était retenue au couvent contre son gré, on pourrait craindre les scènes tragiques des Ursulines de Boston, dont le couvent fut incendié par la populace. »

Malgré ces considérations qui manquent pas de portée, la S. Congrégation a maintenu les vœux solennels.

Quant aux couvents d'Ursulines et autres fondés dans la Louisiane au siècle dernier sous la domination française sans indult apostolique et par la simple autorité des évêques, la S. Congrégation déclare que les vœux sont simples.

Au sujet de la clôture papale, les Visitandines ont obtenu de la S. Congrégation de la Propagande divers indults de nature à faciliter l'établissement des écoles externes. La lettre du 30 septembre 1864 confirme ces indults, en déclarant que les religieuses pourront en faire usage: ce qui veut dire implicitement que le Saint-Siége n'entend pas autoriser les autres dérogations ou abus qui peuvent se glisser relativement à la clôture que le Concile de Trente et les Constitutions Apostoliques prescrivent aux communautés de femmes qui professent les vœux solennels. Ainsi, les grands principes qui régissent toute la question de la solennité des vœux par rapport aux femmes demeurent intacts.

Le document que nous publions confirme et complète ce que nous avons écrit sur la fondation canonique des monastères et les conditions qu'il faut pour les vœux solennels, livraisons 21, 22, 24, 35, 43 et 44 des *Analecta*. Voici la lettre du 30 septembre 1864:

« Archiepiscopo baltimoren. — Pluribus ab hinc annis, ut » optime novit Amplitudo Tua, nonnulla Sacrae huic Congre- » gationi Episcoporum et Regularium proposita fuere dubia » quoad votorum naturam quae ab istarum regionum monia- » libus emittuntur. Cum vero nihil super iisdem S. Congre- » gatio decernendum ante putaverit, quam locorum episcopos » sententiam rogasset, acceptis tandem illorum responsionibus » minime distulit de universa rei ratione SSmo Domino no- » stro referre. Porro Sanctitas Sua, prævio rei examine ab » aliquibus Eminentissimis ac Reverendissimis hujus S. Con- » gationis Patribus habito, auditoque eorum voto, haec quae » sequuntur, statuit ac declaravit:

» 1. Vota, quae a monialibus a Visitatione B. M. V. nun- » cupatis emittuntur in monasteriis locorum Georgestown, » Mobile, Kaskaskias, S. Ludovici, et Baltimorae, vi rescrip- » torum a S. Sede ab eisdem jam obtentorum, esse solemnia.

» 2. Quoad clausuram, praedictas moniales uti posse facul- » tatibus sibi in variis rescriptis a S. Sede concessis.

» 3. Ratione habita ad temporum locorumque circumstantias, » in posterum eisdem monialibus Visitationis post expletum » novitiatum, emittenda esse vota simplicia; exactisque quinque » annis a votorum simplicium professione, admitti eas posse » ad vota solemnia nuncupanda, praeviis spiritualibus exercitiis » per decem dies: professas autem votorum simplicium frui » et gaudere omnibus et singulis gratiis et favoribus spiritualibus, quibus professae votorum solemnium fruuntur et gaudent.

» 4. Vota, quae ab aliis monialibus in monasteriis jam » erectis emittuntur, esse simplicia, excepto casu quo rescrip- » tum pro votis solemnibus emittendis ab Apostolica Sede ob- » tinuerint.

» 5. Tandem in monasteriis in posterum erigendis in sin- » gulis Statibus Unitis, vota a monialibus emittenda esse » simplicia.

» Itaque de mandato Sanctitatis Suae declaratio haec ad » Amplitudinem Tuam per praesentes transmittitur, ut eam » cum caeteris istorum locorum Ordinariis communicare velis » ad rectum monasteriorum regimen ac disciplinam: quod dum » perficere curabis, cuncta fausta ac prospera Tibi adprecor » a Domino. Romae 30 septembris 1864. »

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.
IMPRIMATUR — Petrus Castellacci Villanova Arch. Pet. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-ONZIÈME LIVRAISON.

LE VÉNÉRABLE ANGE DEL PAS.

—

INTRODUCTION.

Parmi les serviteurs de Dieu dont la cause de béatification est introduite et examinée en cour de Rome, il en est un dont les *Analecta* ne peuvent attendre plus long-temps à faire connaître, au moins en abrégé, la vie et les vertus. Nous voulons parler du vénérable Ange del Pas, l'une des gloires de l'ordre de S. François d'Assise. En vérité, on ne peut s'empêcher d'être frappé de la complaisance avec laquelle le ciel semble vouloir manifester, particulièrement depuis quelques années, les fruits admirables de sainteté produits par l'ordre séraphique. Depuis la canonisation solennelle de saint Jean-Joseph de la Croix et de saint Pacifique célébrée en 1839 par Grégoire XVI, et sans parler des vingt-trois martyrs franciscains récemment placés sur les autels, nous voyons plus de vingt causes de béatification relatives à des religieux franciscains. Il me suffira de rappeler les noms du vénérable André de Burgio, du vénérable Félix de Nicosie, du vénérable Raynier de Borgo-San-Sepolcro, du vénérable Benoît d'Urbin, du vénérable François de Ghisone, de vénérable Léopold Gaiche, de Pérouse, du vénérable Diégo de Cadix, du vénérable François de Precetto, et de plusieurs autres dont les lecteurs des *Analecta* n'ont pas certainement perdu le souvenir.

Ce n'est pas assurément sans motifs que la Providence a suscité à notre époque ces nombreuses occasions de glorifier l'esprit d'abnégation, de pauvreté et de pénitence. Une grande erreur de notre siècle, c'est l'essor immodéré, le développement indéfini de la richesse, donné en théorie et pratiqué en fait comme un moyen social sinon exclusif, du moins suprême. La science économique aspire de plus en plus à devenir la souveraine des intelligences, la reine du monde. Or, l'économie, bien détournée assurément de son sens direct et naturel, est une science qui a pour objet de traiter la matière de façon à lui faire produire la richesse, et par la richesse la jouissance, pour arriver ainsi à l'agrandissement indéfini du bonheur matériel. La science, l'ambition, le travail, sont autant d'avenues qui conduisent aux autels du Dieu du siècle: la richesse! — Or, il faut rompre avec l'égoïsme et le matérialisme qu'enfante cette erreur mortelle, il faut embrasser le principe fécond du renoncement à soi-même, qui a depuis dix-huit siècles opéré tant de prodiges, et formé l'illustre génération des Saints, si héroïque par son dévoûment et si brillante par l'auréole de ses sacrifices!..... génération admirable, pour qui donner a toujours mieux valu que recevoir, souffrir vaut mieux que jouir, vivre pour les autres vaut mieux que vivre pour soi-même, enfin mourir vaut encore mieux que vivre, lorsque la mort peut laisser le germe qui produira le bonheur des autres. Saint François d'Assise, en particulier, sème autour de lui une génération qui perpétue et imite ses dévoûments et ses sacrifices. Cette génération porte au front le signe des plus beaux triomphes, les palmes de la charité, du dévoûment et de la fraternité.

Le vénérable Ange del Pas est un de ceux qui ont le plus dignement marché sous l'étendard du patriarche séraphique. Peu d'années après sa mort, qui arriva en 1596, Clément VIII donna immédiatement des ordres pour faire entreprendre l'enquête de sa vie et de ses miracles. En 1624, Urbain VIII permit expressément l'introduction de la cause et l'instruction du procès apostolique, qui fut achevé peu de temps après. Copie en fut prise en 1699, sous le pontificat d'Innocent XII. Depuis cette époque, la cause n'avança pas, parce que personne ne fit instance. Enfin, elle vient d'être reprise il y a deux ans. Par décret de la S. Congrégation des Rites en date du 30 juillet 1863, le Souverain Pontife a daigné autoriser la reprise de cette cause de béatification *in statu et terminis* où elle se trouvait. Voici ce décret:

« *Romana seu Elnen.* Beatificationis et canonizationis vene-
» rabilis servi Dei Fr. Angeli del Pas, sacerdotis professi
» minorum sancti Francisci strictioris observantiae.

» Etsi commissio introductionis causae venerabilis servi Dei
» Fr. Angeli del Pas praedicti signata fuerit manu sa. me.
» Urbani papae VIII, attamen ad haec usque tempora causa
» ipsa conticuit. Modo autem quum pro illius prosequutione
» instanter urgeat nobilis familia Del Pas Perpinianensis, Rm̃us
» P. Fr. Laurentius à Jennis postulator generalis causarum
» beatificationis et canonizationis ordinis reformatorum sancti
» Francisci, sanctissimum Dominum nostrum Pium papam IX
» humillime rogavit, ut potestatem facere dignaretur eamdem
» causam resumendi in statu et terminis in quibus reperitur.
» Sanctitas porro Sua, referente subscripto Sacrorum Rituum
» Congregationis secretario, oratoris precibus clementer an-
» nuere dignata est. Contrariis non obstantibus quibuscumque.
» Die 30 julii 1863. – C. Episc. Portuensis et S. Rufinae
» Card. Patrizi, S. R. E. Praef. – Loco ✠ Sigilli. – D. Bar-
» tolini, S. R. E. secretarius. »

Ce décret consacre officiellement le titre de Vénérable, et dispense des nombreuses et longues formalités qu'il aurait fallu remplir, conformément à la procédure moderne. Dès ce moment, on a pu s'occuper immédiatement de la révision des écrits du P. Ange del Pas. En effet, le 18 février 1864, le Saint-Père a donné l'autorisation de procéder à la perquisition des écrits du Vénérable. Par décret du 2 juin suivant, Sa Sainteté a commis à la S. Congrégation des Rites, et particulièrement au Promoteur de la Foi, de faire, avec l'assis-

tance du chancelier, cette perquisition dans Rome. Le 15 juillet 1864, un édit de S. Em. le cardinal Préfet de la S. Congrégation des Rites, a ordonné cette perquisition canonique dans Rome. Un ordre semblable a été transmis à Perpignan.

Tel est l'état actuel de la cause de béatification du vénérable serviteur de Dieu, dont nous allons esquisser rapidement la vie et les vertus, d'après un travail inédit qui sera publié dans la *Bibliothèque Franciscaine* (1).

I.

Vie du vénérable Ange del Pas.

Ce saint religieux appartenait à la famille *Del Pas de Camporrells*, une des plus considérables de la Catalogne, et qu'on voit alliée aux familles de Blanes, d'Oms, d'Albaret, d'Oriela, de Generès, de Ros, de Gazanuola, etc. Il naquit à Perpignan au mois de novembre 1540, du noble Jean del Pas, baron de Saint-Marsal, et d'Anne Pincarde son épouse. Il fut baptisé à l'église de saint Jean-Baptiste, et reçut le double prénom de *Jean-Charles*, sous lequel il fut connu jusqu'à son entrée en religion. Ses parents songèrent de bonne heure à faire germer dans son cœur les pieux sentiments qui les animaient eux-mêmes, tout en s'appliquant à orner son esprit par l'étude des lettres.

Les progrès du jeune enfant ne furent pas moins rapides dans l'étude que dans la piété. Dès l'âge de sept ans, on voyait en lui une gravité douce et naturelle, et une grande sagesse dans les habitudes qu'il s'était formées. Avant de se rendre à l'école, et après avoir consacré un temps assez long à ses prières, il assistait tous les jours au saint sacrifice de la messe avec un recueillement angélique. Il évitait la compagnie de tous ceux qui pouvaient le scandaliser, et il ne savait pas dissimuler sa peine et son trouble, lorsque des propos légers étaient tenus devant lui; alors, ni railleries ni persécutions ne lui étaient épargnées, sans qu'il proférât jamais une seule parole. Il ne rompait le silence que pour demander la grâce de ceux que le maître, instruit de ce qui s'était passé, jugeait devoir réprimander ou punir.

De bonne heure, il s'adonna aux saints exercices de l'oraison et de la charité envers les pauvres, et son cœur s'épanouissait quand il entendait parler de Dieu et de la sainte Vierge. Aussi, le ciel lui accorda-t-il un sens si droit, un jugement si précoce et des connaissances si variées, que ses maîtres ne pouvaient voir sans étonnement tant de qualités réunies chez un enfant. A quinze ans, il avait terminé ses études, y compris la philosophie. Les jeunes écoliers recouraient à ses conseils pour connaître les moyens qui devaient les faire réussir dans leurs études: Jean-Charles ne cessait de leur indiquer la crainte de Dieu et l'imitation de Notre-Seigneur.

Une vertu si précoce et déjà si solide ne pouvait manquer d'exciter l'infernale jalousie de l'esprit de ténèbres. Une malheureuse créature ne rougit pas de diriger d'audacieuses attaques contre la vertu du saint jeune homme. Celui-ci, sans attendre que le danger s'accrût, prit la fuite et courut chez ses parents: là, humblement prosterné dans sa chambre au pied du crucifix, il s'écria, les yeux baignés de larmes: « O mon Dieu, » ne permettez pas que je réponde à vos bienfaits par l'in- » gratitude et par la perte du plus bel ornement de mon » âme! » Le calme et la force lui furent rendus, et il sortit victorieux de son premier combat.

(1) Ce volume doit paraître sous ce titre: *Les Trois Ordres de saint François d'Assise en Roussillon*, et a pour auteur L'ABBÉ T. TOLRA DE BORDAS, professeur de philosophie, docteur en droit canon, et en droit civil, etc. La notice qui nous est communiquée par l'auteur, formera le chapitre VII de ce livre.

Dès ce jour, Jean-Charles se livra aux exercices de la mortification, et commença à vivre plus retiré, fréquentant très-peu le monde; il passait la plus grande partie de ses journées dans les églises ou dans sa chapelle, et suppliait Dieu de lui faire connaître l'état dans lequel il pourrait l'aimer et le servir. Il ne tarda pas à comprendre que Dieu l'appelait à la vie religieuse; la famille du séraphique Père saint François l'attirait; bientôt sa résolution fut arrêtée. Mais il comprit aussi que de grandes difficultés ne manqueraient pas de s'élever contre son dessein d'entrer en religion, surtout de la part de son père: rien ne put arrêter ni décourager notre vertueux jeune homme. Voulant faire avant tout la volonté du Père qui est dans les cieux, il se rendit au couvent de saint François de Perpignan, où se trouvait le provincial en cours de visite. Il se jette à ses pieds, et lui expose son désir d'être admis dans la milice séraphique. Le provincial questionna le jeune postulant, et commença par s'assurer qu'il était en présence d'une véritable et solide vocation; il lui exposa les obligations de l'état qu'il désirait embrasser; puis, il l'engagea à rentrer chez lui, en ajoutant que si, dans trois jours il persistait dans son dessein, il pourrait recevoir le saint habit. Dans son impatience, Jean-Charles se rendit dès le lendemain auprès du provincial, qui, l'ayant de nouveau examiné, crut pouvoir lui promettre de le recevoir; mais, devant poursuivre le cours de ses visites, il autorisa le gardien à le revêtir du saint habit et à l'admettre parmis les novices après quelques jours d'épreuve. Le P. Rabasse était alors gardien du couvent de Perpignan.

Le baron Del Pas de Saint-Marsal, qui avait ignoré les desseins de son fils, ne put contenir sa colère, lorsqu'il apprit l'entrée de cet enfant au couvent de saint François. Il y courut et ne craignit pas de prodiguer les reproches et les menaces, soit au jeune homme, soit au gardien. Sur l'invitation de ce dernier, le novice dut se résigner prudemment à suivre son père, qui, croyant ainsi le détourner de ses résolutions, l'accompagna chez son beau-frère, le Rév. Michel Pincarde, chanoine de la cathédrale d'Elne, auquel il donna des instructions particulières; après quoi le baron retourna satisfait à Perpignan.

Que peuvent les jugements des hommes contre les dispositions de Dieu? Le saint jeune homme disparut le lendemain de grand matin, et retourna secrètement au couvent de Perpignan, et, humblement prosterné aux pieds du gardien, il sollicita la grâce d'être enfin revêtu du saint habit. La cérémonie s'accomplit en présence de toute la communauté. C'était en 1556; notre novice était dans la seizième année de son âge: dès ce moment, il changea son nom contre celui de *Frère Ange*, dont il était si digne par sa pureté et ses vertus; on fit partir le jeune novice pour le couvent de Barcelone.

Nous croyons inutile de rapporter ici les scènes de violence que le baron renouvela dans le couvent de Perpignan, et même les paroles de malédiction qu'il lança contre son fils en apprenant son départ. Pendant ce temps, le frère Ange commençait son noviciat à Barcelone, rendant mille actions de grâce au Seigneur de lui avoir donné la force de s'arracher à sa patrie et à sa famille. Aux austérités déjà rudes et assez nombreuses imposées aux novices, il en ajoutait plusieurs autres de volontaires. Ce ne fut pas sans quelques résistances de la nature; car il fut bientôt atteint d'une maladie qui, en peu de temps, s'aggrava au point de faire perdre tout espoir. Dieu, qui le destinait à de grandes choses, permit son rétablissement d'une manière merveilleuse. Le frère Ange reprit avec plus de ferveur que jamais le cours de son noviciat, pendant lequel il était déjà considéré comme un religieux consommé dans les voies de la spiritualité. Le provincial voulut recevoir lui-même la profession du jeune novice.

Messire Del Pas ayant été informé de cet engagement ir-

révocable, et n'espérant plus dès-lors recouvrer son fils, sentit son cœur paternel s'attendrir au récit des hautes vertus du jeune religieux. Il court à Barcelone, et demande à voir son fils. Le Père Ange hésite un instant; mais, à la voix de l'obéissance, il se rend auprès de son père, qui se jette en pleurant dans ses bras et le tient long-temps pressé contre sa poitrine. La grâce avait transformé le cœur du baron, qui ne put qu'avec peine se résoudre à se séparer du religieux: on devine les émotions et les consolations de ce dernier.

Quelque temps après, le P. Ange fut envoyé à l'Université d'Alcala de Hénarez, pour faire de solides études de théologie. Il y rencontra un jeune novice, frère François Gonzaga, qui devait devenir plus tard général et historiographe de l'Ordre Franciscain. Après avoir passé trois ans à Alcala, où son temps était partagé entre l'étude de la théologie mystique et scolastique et les exercices de la pénitence, il soutint des thèses publiques avec un grand éclat, et retourna en Catalogne, précédé par une haute réputation de science et de vertu. Il avait vingt-cinq ans. D'abord envoyé au couvent de Figuères, il commença d'exercer le ministère de la prédication. L'onction était le principal caractère de son éloquence; la solidité de ses sermons était rehaussée par la simplicité de la forme. Aussi, ces premières prédications excitèrent-elles un grand enthousiasme et produisirent-elles des fruits bien précieux à Figuères et aux environs. Rentrant un soir au couvent après avoir prêché dans le voisinage un sermon sur l'Assomption de la Sainte-Vierge, il fut surpris par la pluie et bientôt mouillé jusqu'aux os; ses sandales restèrent dans la boue, sans que notre religieux, avare d'un temps qu'il voulait consacrer entièrement à la gloire de Dieu, songeât à s'arrêter; il médita sur les souffrances de Notre-Seigneur dans sa Passion, et particulièrement sur la nudité de ses pieds. Dès ce jour, il promit d'imiter sur ce point son divin maître le reste de sa vie; sauf des cas de nécessité extraordinaire, il alla toujours nu-pieds jusqu'à sa mort, sans tenir compte des objections de ses confrères.

En 1565, les supérieurs du P. Ange, redoutant les suites des rigoureuses pénitences qu'il s'imposait au milieu des fatigues de l'apostolat, le chargèrent d'une chaire de théologie au collége de Vich. Le religieux se soumit, en se réservant toutefois de consacrer à la prédication le temps que pourrait lui laisser l'enseignement; et il le fit, au grand profit spirituel des fidèles.

Un an après, le P. Ange fut désigné pour aller professer les arts au couvent de Tortose. Durant deux ans, il fut, comme à Vich, à la fois professeur et missionnaire; l'évêque le fit prêcher à la cathédrale. Une foule immense accourait pour l'entendre, et de nombreuses conversions consolèrent son cœur. Dans toute la contrée, le P. Ange était désigné comme un saint par la voix publique; cette grande réputation causait le tourment de cette âme vraiment humble. Aussi demanda-t-il la faveur de passer à un autre couvent. Les supérieurs lui accordèrent au-delà de ce qu'il sollicitait, en lui donnant la liberté de prêcher partout où l'attirerait l'esprit de Dieu. Le saint religieux donna dès-lors libre carrière à son zèle, et parcourut les diverses parties de la province, répandant partout les enseignements de l'Evangile et les exemples vivants de toutes les vertus.

Il fallait élever cette lumière sur le chandelier. Le P. Ange, âgé de trente-deux ans, fut élu gardien du couvent de Tortose. L'année suivante (1573), il fut élu définiteur au chapitre provincial; puis, élu, quelque temps après, gardien du couvent de Perpignan, sa ville natale. Dans l'exercice de toutes ces charges, il sut concilier, malgré sa jeunesse, la prudence et l'autorité dans la direction avec l'indulgence et l'affection fraternelles. Tous l'aimaient comme un père. Du reste, il était toujours le premier à remplir ponctuellement toutes les obligations de la règle, afin d'y porter les autres par son exemple. S'il arrivait à quelques-uns de se relâcher un peu de l'austérité, ils ne tardaient pas à rentrer en eux-mêmes à la vue des exemples de leur supérieur, et se corrigeaient le plus souvent sans attendre une simple correction.

A l'époque où nous sommes parvenus, le P. Ange, en qualité de définiteur de la province franciscaine de Catalogne, ne cessait de déployer un grand zèle pour l'extension de l'observance réformée. Désireux, avec quelques autres Pères, de suivre la règle avec plus de rigueur et d'austérité, il demanda au général de l'ordre, Christophe de Capite-Fontium, la création d'une nouvelle custodie, composée des couvents de la province, qui, sous le nom de *maisons de Récollection*, avaient précédemment embrassé la réforme; c'était le couvent de Tortose, de Figuères, d'Horta, d'Ille et de Villefranche-de-Conflent. Le général y consentit, en investissant le futur custode de nombreux priviléges (1576).

Les pères de la nouvelle custodie furent convoqués dans le couvent de Figuères, à l'effet de nommer le custode de cette Réforme de Récollets (*Recollecti*) de Catalogne. Notre Vénérable P. Ange Del Pas fut élu. Peu de temps après, il se rendit, avec le gardien de la custodie, au chapitre provincial, dans le couvent de Barcelone (1579). Cette assemblée reconnut et approuva la nouvelle custodie, à laquelle fut cédé et annexé le couvent de Lérida. Elle reçut le titre de *Custodie du Très-saint Nom de Jésus des Réformés de Catalogne*. La même année, le chapitre-général devant se tenir à Paris, notre Vénérable, en qualité de custode, dut se rendre à cette assemblée, où fut élu ministre-général de l'Ordre le célèbre annaliste François de Gonzaga. A son retour, le P. Ange redoubla de zèle et de ferveur dans le but de propager la Réforme. Ses désirs reçurent bientôt un premier accomplissement: le 8 janvier 1580, l'archevêque de Tarragone céda aux Récollets l'église et le couvent de Saint-Michel d'Escornalbou, occupé précédemment par les chanoines réguliers de Saint Augustin.

Les Récollets étaient restés soumis à la juridiction du provincial. Le P. Ange, jugeant qu'une certaine liberté d'action était la condition de la prospérité de la Réforme qu'il avait entreprise, sollicita et obtint de Grégoire XIII que les Récollets fussent entièrement séparés de l'Observance, et ne relevassent désormais que du général de l'Ordre. Sur les représentations du provincial de l'Observance de Catalogne, le nonce apostolique, qui avait déjà reçu le décret pontifical, crut devoir en suspendre l'exécution; puis, il écrivit une lettre au P. Ange, pour lui ordonner de renoncer à ses prétentions. On peut juger à quel point tout cela contrista le P. Ange; il crut devoir en appeler au jugement du Pape qui pouvait seul révoquer ou suspendre son décret. C'est alors que désirant exposer le véritable état des choses au Souverain Pontife et connaître sa volonté, notre religieux résolut de se rendre à Rome.

Grégoire XIII fut frappé par la douceur et l'humilité de l'homme de Dieu; reconnaissant ses excellentes intentions et sa haute sainteté, et désirant donner une prompte solution à l'affaire des Réformés de Catalogne, il rendit une nouvelle bulle, par laquelle il les sépara de l'Observance, et érigea une nouvelle province distincte composée, non seulement des six couvents que les Récollets avaient en Catalogne, mais encore de ceux qu'ils occupaient dans les provinces d'Aragon et de Valence (février 1581). Cette décision, loin d'apaiser les oppositions qui s'étaient manifestées, ne fit que les rendre plus vives et plus regrettables; les prélats de l'ordre, et particulièrement l'illustre Gonzaga, alors général, s'efforcèrent d'applanir ces obstacles et de rétablir la paix. On eut recours au roi Philippe II, qu'on savait profondément attaché à l'ordre séraphique. L'intervention du monarque fut prépondérante; car

les mesures qu'il proposa furent confirmées par le Pape et expédiées en forme de Bref.

Le Père Ange renonça à tout espoir de succès, et n'essaya plus aucune protestation. Cependant, comme on craignit l'influence de ses vertus et de sa parole, il reçut l'ordre de quitter Rome et de se rendre au couvent de Gênes. Il n'hésita pas un instant à se soumettre; et ses nouveaux frères ne tardèrent pas à admirer la pauvreté et l'humilité la plus parfaite. Durant les deux années qu'il passa à Gênes, il prêcha continuellement avec un grand profit pour les âmes. On ne l'appelait que *le saint*, et l'on vit s'accomplir de nombreuses conversions, déterminées bien moins par la solidité de ses instructions que par l'influence de ses vertus et l'édification de ses exemples. Le nonce de Gênes reconnut hautement le mérite de notre Vénérable comme prédicateur. L'humilité du serviteur de Dieu souffrait de tous ces éloges; c'est pourquoi il conçut la pensée de quitter Gênes pour retourner dans sa province de Catalogne, sentant qu'il éprouverait beaucoup moins de peine à supporter les persécutions qu'à subir les honneurs. Le ciel voulut lui manifester clairement sa volonté. Un jour lorsqu'il venait d'achever sa messe, une pieuse femme demanda à l'entretenir : elle lui fit connaître que Notre-Seigneur lui était apparu la nuit précédente, et lui avait ordonné de se présenter à lui pour lui faire part de la volonté divine; elle ajouta que Dieu ne voulait pas qu'il donnât suite à son projet de retourner en Catalogne, parce qu'il était destiné à faire plus de bien en Italie. Le serviteur de Dieu fut singulièrement frappé de cet évènement; car les pensées de départ qui l'avaient si fortement agité étaient connues de Dieu seul. Il comprit dès-lors qu'il ne pouvait rentrer en Catalogne sans résister à la volonté de Dieu En conséquence, il demanda et obtint la permission de passer dans le royaume de Sicile. Il s'embarqua secrètement; grâce à un vent des plus favorables, la vaisseau se trouva bientôt en vue de Palerme, lorsque tout-à-coup éclata une tempête qui mit l'équipage en grand péril. Le serviteur de Dieu, après avoir prié, exhorta les marins et les passagers à une entière confiance en Dieu et à un grand repentir de leurs fautes; puis, il fit le signe de la croix avec le Crucifix qu'il portait, et toucha de sa main les eaux en fureur. Aussitôt la tempête cessa. L'humble serviteur de Dieu supplia les témoins de ce prodige de ne point le divulguer; mais ce fut en vain: à peine avait-on débarqué, que tous les habitants de Palerme connaissaient l'arrivée du *saint*, comme on l'appelait déjà ; chacun voulut voir l'humble fils de Saint François au couvent des Observants; les fidèles s'y rendaient en foule pour recevoir sa bénédiction. Le temps du carême étant venu, le P. Ange prêcha par obéissance la station à la cathédrale de Palerme. Il attira une immense foule d'auditeurs, et opéra un grand nombre de conversions. Toutes les fois qu'il sortait pour se rendre à la cathédrale ou rentrer au couvent, il était suivi par la foule; le plus souvent il ne pouvait passer, tant était grande la multitude de peuple qui voulait baiser ou seulement toucher son habit.

On comprend que notre vénérable désirât se soustraire à tous ces honneurs. Aussitôt après le carême, il se rendit à Messine, résolu d'ailleurs à renoncer au ministère de la prédication, pour se livrer au saint exercice de l'oraison et à la composition d'ouvrages propres à accroître la piété.

Sur ces entrefaites, Grégoire XIII étant mort eut pour successeur le cardinal de Montalte de l'ordre de Saint François qui prit le nom à jamais célèbre de Sixte-Quint (1585). Le nouveau Pontife, qui avait eu l'occasion de connaître et d'apprécier le P. Ange, l'appela à Rome. Le départ du religieux provoqua à Messine le regret le plus vif et les démonstrations les plus enthousiastes, bien qu'il n'eût fait qu'un assez court séjour dans cette ville. Arrivé à Rome, notre vénérable alla descendre au couvent de San-Francesco-a-Ripa, au Trastevere. Sixte-Quint le reçut avec une bienveillance marquée et accepta avec une grande satisfaction l'hommage de l'*Explication du symbole des Apôtres*. Le maître du sacré-Palais rendit compte de ce livre au Pape dans les termes les plus élogieux, en disant que nul écrit de ce genre ne l'avait si pleinement intéressé et satisfait, après les œuvres immortelles de Saint Bonaventure et de Saint Thomas d'Aquin. Le Pape confirma ce témoignage, dès qu'il eût goûté par lui-même le mérite du livre, et il n'en fut que plus résolu à retenir le serviteur de Dieu à Rome: « Ma volonté, dit-il au Père » Ange, est que vous abandonniez tous vos projets de Réfor- » me, que vous renonciez même à votre province, et que vous » entrepreniez paisiblement une *Exposition sur les quatre* » *Evangélistes*. » Ce fut une nouvelle épreuve pour le religieux: son obéissance triompha de son humilité. Cependant, comme il hésitait encore, un jour qu'il s'était rendu dans la basilique de Sainte-Marie-Majeure pour se prosterner aux pieds de la Reine du Ciel et lui soumettre ses perplexités, cette bonne mère, voulant le rassurer d'une manière éclatante, daigna lui apparaître avec Saint Mathieu et une multitude d'anges: tous l'encouragèrent à écrire l'ouvrage dont le Pape l'avait chargé. Le P. Ange n'hésita plus. Afin de travailler avec plus de calme, il se retira au couvent de Tivoli; dans le court espace d'un an et sans avoir une grande bibliothèque à sa disposition, il composa vingt-huit livres sur l'Évangile de Saint Mathieu, et un traité sur la connaissance et l'amour de Dieu.

Le Pape voulait que le P. Ange se fixât à Rome: il l'appela donc; comme le séjour de Saint-François-a-Ripa, qu'il avait d'abord habité, eût pu lui être nuisible à cause de l'insalubrité de l'air, il s'établit, sur l'invitation du Pape et par les soins du cardinal Mattei, au couvent de Saint-Pierre-in-Montorio; c'est là que le P. Ange devait passer les neuf dernières années de sa vie dans les exercices de la retraite et les labeurs de l'étude. Sixte V, par une faveur signalée, l'affranchit de l'obédience de tous les prélats de l'Ordre et le plaça sous la juridiction du cardinal-protecteur.

Voici quel était l'emploi de ses journées. Le matin, après avoir célébré la sainte messe de très-bonne heure, vaqué à l'oraison et récité prime et tierce, il se mettait au travail jusqu'à l'heure de sexte. Après-midi, il était occupé depuis la fin de vêpres jusqu'à complies. Souvent il écrivait, en outre, deux ou trois heures après matines. La porte de sa chambre restait ouverte; aussi venait-on fréquemment lui demander des conseils ou des consolations: le Père Ange sans déposer sa plume, recevait ces visiteurs avec une grâce et une bonté parfaites, et, après les avoir satisfaits, les congédiait avec la même douceur. Puis il reprenait son travail là où il l'avait interrompu. Dans les nombreux ouvrages écrits de sa main, on ne remarque aucune erreur, ni même aucune rature ou correction. Le P. Zaragoza, compagnon du maître du sacré-Palais pour l'examen des livres du P. Ange, en témoigna sa surprise; le saint religieux répondit avec une humble simplicité: « Ce n'est pas moi qui suis l'auteur de ce » que j'écris; mais le Saint-Esprit a soin de me faire » connaître et même de me dicter les citations qui peuvent » être utiles, comme il m'accorde la faveur de tomber du » premier coup sur le tome et la page des auteurs qu'il m'ins- » pire de consulter. » P. Zaragoza déclara un jour, en présence de plusieurs personnes très-instruites, qu'il ne connaissait aucun écrivain qui eût cité les saintes Ecritres avec une si grande profusion, et qui, d'un autre côté, eût composé un nombre aussi prodigieux d'ouvrages; aussi, ajouta-t-il, sans une assistance spéciale de la grâce d'en-haut, il était humainement impossible d'écrire tant et sur des sujets si variés. Une des gloires de l'humble serviteur de Dieu, aux yeux

des historiens de sa vie comme aux yeux de ses contemporains, sera d'avoir été souvent consulté par le Souverain Pontife dans la plupart des affaires difficiles ou compliquées.

A part ces circonstances et quelques autres de grande importance, le P. Ange ne sortait en ville que très-rarement, marchant toujours d'un pas très-pressé; et si son compagnon se permettait de lui observer que cette démarche ne paraissait pas assez convenable pour un religieux: « Les serviteurs de » Dieu, lui répondait le P. Ange, doivent glisser au milieu » des hommes du monde comme l'étincelle au milieu des » roseaux: *tamquam scintillae in arundineto discurrent*. D'ail- » leurs, il faut servir Dieu avec amour et empressement. » Le vénérable hâtait surtout le pas lorsqu'il croyait s'apercevoir qu'on voulait baiser sa corde ou son habit, ou que les personnes se tenaient sur le seuil de leurs maisons pour le voir passer. Par les mêmes motifs, toutes les fois qu'il devait sortir, il indiquait à son compagnon le lieu où il devait se rendre, le priant de le conduire par les quartiers le moins fréquentés et par les rues où l'on aurait le moins d'affluence. Pour lui, il conservait une union si intime avec Dieu, qu'il ne se rappelait jamais les rues de Rome qu'il avait parcourues plusieurs fois, et son compagnon était souvent obligé de veiller, afin qu'il ne fût pas renversé par les voitures.

César Pergamo, prêtre vénérable et prédicateur distingué de l'Ordre de Saint François, fut le compagnon du Père Ange durant les premières années de son séjour à Rome. Ce religieux étant tombé malade, quitta Saint-Pierre-in-Montorio pour demander l'hospitalité dans l'infirmerie de Saint-François-à-Ripa, en annonçant qu'il allait y mourir. En effet, le 20 novembre 1589, il rendit paisiblement son âme à Dieu. Sa mort avait été si prompte, qu'on n'avait pu lui administrer l'extrême-onction ; le P. Ange en fut vivement affecté; quatre jours après, il eut une vision qui lui donna l'assurance que César avait reçu miraculeusement le sacrement des mourants.

Pendant les trois dernières années de sa vie, le P. Ange eut pour compagnon le frère Boniface Bonibelli de Sabio, qui nous a laissé de si intéressantes relations sur la vie du vénérable, ses miracles et sa mort. Nous aurons occasion de citer souvent son témoignage en parlant des vertus du P. Ange. Disons seulement que Boniface qui avait sa cellule en face de celle de notre vénérable, dont la porte restait toujours ouverte, déclare n'avoir jamais rien remarqué de tant soit peu contraire à la sainte règle, mais qu'au contraire, tous les actes du saint religieux furent toujours pour lui autant d'occasions d'édification et de pieux étonnement.

La vie du vénérable était remplie: Dieu daigna lui découvrir que sa mort n'était pas éloignée. Il avait l'habitude de donner gracieusement à quiconque la lui demandait, la belle palme du dimanche des Rameaux; mais, en 1596, alors que rien ne pouvait lui faire naturellement prévoir sa fin, et que quatre mois devaient encore s'écouler avant son passage à l'éternité, il refusa la palme aux nombreuses personnes qui avaient manifesté le désir de l'avoir: « La palme, disait le serviteur de Dieu, doit être conservée pour moi cette année. » Il était bien juste, en effet, que le saint religieux, après avoir triomphé de tous les ennemis ici-bas, ne se dépossédât pas d'une palme destinée à lui préparer sa couronne dans le ciel.

Depuis le jour de saint Bonaventure, le vénérable Ange s'adonnait avec une nouvelle ferveur aux saints exercices de l'oraison et de la pénitence; il ne sortait plus, même lorsqu'il en était instamment prié, pour visiter les malades. Comme le frère Boniface semblait le lui reprocher: « Je n'ai pas le » temps de m'occuper de toutes ces choses, répondit le bon » Père; car le Seigneur, notre maître absolu, au moment » où nous tissons notre toile avec plus de complaisance, » en coupe le fil, sans que nous puissions pénétrer les motifs » qui le font agir. » Le Père faisait évidemment allusion à sa mort prochaine et à l'impossibilité dans laquelle il se trouverait d'achever les travaux qu'il avait entrepris.

On connaissait dans Rome les pressentiments que le vénérable avait de sa mort prochaine; et la réputation de sainteté du serviteur de Dieu donnait à ces propos, aux yeux de tous, un triste caractère de certitude. Aussi, quand on demandait: « Comment se porte le bon Père? » on répondait qu'il ne » tarderait pas à mourir, bien qu'il ne fût nullement malade.

Dans la nuit du 13 au 14 août 1596, notre vénérable fut atteint de la maladie qui devait le mettre en possession du souverain bien. Une fièvre violente se déclara et persista toute la nuit. Nonobstant cela, le P. Ange descendit au réfectoire le lendemain à l'heure ordinaire; mais il mangea à peine: on crut qu'il avait voulu faire une abstinence plus rigoureuse à l'occasion de la vigile de l'Assomption. La fièvre reparut la nuit suivante; ce qui n'empêcha pas le malade de se rendre au chœur, comme il l'avait fait la nuit précédente, pour les matines de la Sainte Vierge. Mais il ne pouvait vaincre la fatigue, et il se vit même obligé de s'asseoir avant la fin de l'office et de se recoucher ensuite. Le lendemain, jour de l'Assomption, il voulut célébrer la sainte messe: ce devait être pour la dernière fois Notre vénérable s'y prépara avec un redoublement de ferveur et de larmes. Après la messe, il se retira pour faire oraison et refusa de parler avec personne durant toute cette matinée. A l'heure de sexte, frère Boniface entra dans sa cellule; et, ayant compris la gravité de l'état du malade, il crut devoir lui adresser quelques reproches avec un certain ton d'autorité; à quoi le vénérable répondit qu'il promettait de se laisser gouverner à partir de ce jour, et d'obéir en tout à son compagnon: ce qui fut fidèlement tenu. Puis, il se jeta sur son lit, et ne le quitta plus. La fièvre redoublait, et ne tarda pas à se compliquer de violents vomissements qui ne cessèrent pas durant quatre jours, à tel point que le malade ne pouvait absolument garder dans son estomac ni les aliments, ni aucun des remèdes qui lui étaient administrés. Il se trouvait extrêmement affaibli, d'autant plus que la double chaleur de la saison et de la fièvre lui causait un malaise et une agitation insurmontables. Il ne pouvait goûter un peu de repos qu'en se tenant couché sur le dos, et les bras etendus en croix: dans cette position, le bon père méditait sur la Passion de notre Divin Sauveur, et faisait entendre de courtes, mais ardentes oraisons, telles que celles-ci: « *Non sicut ego volo .... da mihi virtutem....* » *paratus sum ..... adjuva me ..... memento congregationis* » *tuae .... credo .... spero . . Jesus, Maria ....* »

Un jour, au plus fort de la fièvre, le malade fit agenouiller son compagnon près de son lit, ainsi qu'il le faisait lui-même quand il visitait les infirmes; puis, il lui ordonna de faire sur lui le signe de la croix. Mais comme l'humble frère n'osait obtempérer à ce désir, il prit lui-même la main de son compagnon, avec laquelle il fit trois fois sur lui le signe de la croix, en suppliant le Divin Jésus d'avoir pitié de lui, de calmer cette fièvre ardente, si telle était sa volonté, et surtout de lui laisser la liberté d'esprit pour ses derniers moments et de le délivrer de ses ennemis visibles et invisibles. — Un autre jour, le médecin et l'infirmier, voulant lui procurer quelque soulagement, l'engageaient à quitter l'habit de laine qui le gênait et augmentait le feu qui le consumait. Mais il résista avec fermeté, si bien qu'on n'osa plus lui en parler.

Deux jours avant sa mort, le soir du mercredi, 21 août, le frère Boniface ayant remarqué que le malade avait fait entendre à diverses reprises de profonds soupirs, lui en demanda la cause: « Je soupire pour mon salut, » répondit le vénérable. Et alors s'établit entre les deux religieux un colloque spirituel qui fut une source d'édification réciproque, et qu'il serait trop long de reproduire ici.

Pendant toute la nuit qui suivit, le vénérable fut constamment occupé de la Passion de Jésus-Christ, avec lequel il s'unissait d'esprit d'une manière si intime, qu'il ne sentait pas l'ardeur de la fièvre.

Le lendemain matin (22 août), le bon Père fit une confession générale de tous ses péchés, avec une grande abondance de larmes de repentir. Puis, il demanda avec une profonde humilité qu'on voulût bien lui apporter la sainte Eucharistie. Aussitôt que le saint malade entendit approcher de sa cellule les religieux de la communauté accompagnant le Saint-Sacrement, il descendit de son lit, se jeta à genoux, et adora le pain des Anges avec une humble dévotion, murmurant quelque parole d'amour et de confiance, comme celle-ci : « *Ego scio quia tu semper mecum fuisti* .... » Après s'être nourri du viatique, il demeura quelque temps agenouillé au même endroit, et fut ensuite remis sur son lit, où il pria encore long-temps, rendant grâces à Dieu qui avait daigné le visiter et le fortifier dans ses souffrances.

Le vendredi, 23 août, dans la matinée, on remarqua que la chaleur commençait à abandonner les extrémités. A deux heures, ce digne enfant de saint François manifesta humblement le désir de recevoir l'extrême-onction, qu'il reçut avec une dévotion angélique et une grande joie de son âme. A partir de ce moment, il fut facile de voir qu'il s'approchait de sa fin, et la nouvelle s'en répandit promptement dans Rome. Tous, et plus particulièrement ceux qui avaient eu l'occasion de connaître le serviteur de Dieu, accoururent à saint Pierre-in-Montorio, demandant qu'il leur donnât sa sainte bénédiction avant de partir pour le ciel. Le saint malade se rendit à leurs pieux désirs, et les auteurs de sa vie assurent que cette bénédiction fut un remède, non-seulement pour des maladies du corps, mais aussi pour des infirmités spirituelles.

Comme l'état du malade faisait appréhender sa fin prochaine, son supérieur demanda au Pape de donner sa bénédiction apostolique au Père Ange. On comprend et l'émotion du Souverain Pontife à cette nouvelle et son empressement à condescendre au désir du supérieur. Dès que le mourant fut informé que le Pape daignait lui accorder cette grande faveur, il s'écria : « Je remercie très-humblement Sa » Sainteté pour une grâce si précieuse; je prierai Dieu pour » la sainte Eglise . . . . . Nous avons remporté la victoire, » continua-t-il après une pause; dites à Sa Sainteté qu'elle » remportera la victoire .... » Son esprit ne cessa d'être élevé vers le ciel. Peu d'instants après, on voulut le soulever pour lui faire prendre une potion; mais ce mouvement lui causa un grand affaissement, et bientôt il entra en agonie. Enfin vers neuf heures du soir, le vénérable Père Ange rendit son âme à Dieu. — En parlant ultérieurement des dons surnaturels qui furent départis au Père Ange, nous rapporterons quelques-uns des faits extraordinaires qui suivirent sa mort.

Les religieux de Saint-Pierre-in-Montorio transportèrent dans l'église le corps du vénérable, que l'on entoura d'un grand nombre de lumières. Bientôt tous les abords de la colline furent encombrés par la foule, avide de vénérer mort celui qu'elle avait admiré durant sa vie. On baisait ses pieds et ses mains; et, nonobstant la présence des religieux chargés de veiller auprès de cette précieuse dépouille, on dut, pendant les deux journées du samedi, 24, et du dimanche, 25 août, vêtir successivement cinq fois le corps du religieux, tant on était empressé pour emporter des fragments de son habit.

Le duc de Cesse, ambassadeur d'Espagne, vint vénérer les restes du Religieux avec sa famille et toute sa suite. La duchesse, sa femme, fit faire à ses frais un cercueil de plomb, dans lequel on plaça, le mardi, 27 août, le corps du vénérable, renfermé d'abord dans un cercueil de bois. Il fut inhumé le lendemain. Mais, sur ces entrefaites, un tombeau en marbre ayant été découvert dans Rome, le cardinal Mattei, protecteur de l'Ordre franciscain, le fit transporter à Saint-Pierre-in-Montorio, et décida qu'il servirait à renfermer le corps du vénérable Père Ange del Pas. En effet, le samedi, 31 août, ce tombeau fut établi dans le sanctuaire, à droite du grand autel, du coté de l'évangile; et le lundi, 2 septembre, les travaux d'appropriation étant achevés, le corps fut enseveli dans ce tombeau, où il attend les honneurs de la béatification, si telle est la volonté de Dieu.

Au-dessus du sarcophage, fut gravée une effigie du Père Ange, représenté dans l'attitude qu'il prenait ordinairement pour faire oraison; au-dessous de ce portrait fut gravé le vers suivant:

« Sic orans Domino placuit; sic saecula juvit. »

et un peu plus bas:

« Conditur hac ingens meritis Pater Angelus urna,
« Hispanus patria, Relligione Minor. »

Puis enfin, l'épitaphe proprement dite:

» Obiit R. P. fr. Angelus del Paz, Perpinianensis,
« Anno Domini MDXCVI, die XXIII augusti. »

Enfin, sur la pierre tumulaire en marbre blanc qui recouvre le sarcophage intérieur dont nous venons de parler, et qui se trouve au niveau du pavé du sanctuaire, on lit:

« Hic jacent ossa et cor P. Angeli à Pas, eximiae virtutis » doctrinaeque viri. Vixit annos LVI. Obiit in hoc Caenobio » die XXIII augusti MDXCVI. »

En outre de ce portrait du vénérable, qui n'est pas visible, il en existe deux autres à Rome: l'un sur une des fresques du cloître du couvent de San-Francesco-à-Ripa; l'autre, qui se conserve à Saint-Pierre-in-Montorio, parait avoir été exécuté sous les yeux ou par les soins du frère Boniface Bonabelli: le vénérable y est représenté prosterné devant le Saint-Sacrement et prononçant cette prière qu'il faisait très-souvent: « *Salvum fac populum tuum, Domine, et benedic* » *haereditati tuae.* » Au-dessous de ce portrait, on lit quelques vers latins, que nous croyons devoir rapporter ici:

Angele, flos hominum, telluris sedus Iberae,
Et Franciscanae gloria magna domus;
Incola nunc cœli es, quo te pius evocat ardor,
Sectaris vitae dum melioris iter:
Nam Christi meditare crucem durosque labores
Inque illis semper mens tua fixa fuit.
Inde tibi sacrae doctrinae haurire liquores
Mos erat, et totus dum pietate mades
Qua stupet haec aetas, seri stupeantque nepotes
Aetherei scribis Flaminis auctus ope;
Inde petis radios quorum fulgore micanti
Mens tua splendescens quaeque futura videt.
Inde tibi licuit saevos depellere morbos,
Quos contra medicae non valuere manus.
Ad tua traxisti totam miracula Romam,
Quae nunc vota tibi supplici mente facit.

Il nous reste à parler un peu en détail des vertus du vénérable, de ses dons surnaturels et de ses miracles.

PRIVILÉGES DU CLERGÉ.

I. Principes généraux.

1. La cléricature est d'institution divine: les Actes des Apôtres montrent qu'il y eut des clercs et des ministres dès cette époque. L'homme qui entre dans la cléricature est séparé du corps des laïques et attaché au service de Dieu. Toute sa conduite doit être exemplaire: il doit se montrer en tout plus parfait et plus saint que le laïque. Les péchés des clercs sont plus graves à cause de la dignité dans laquelle ils sont constitués et des bienfaits spéciaux qu'ils reçoivent de Dieu.

2. La cléricature est une dignité; tous les canonistes enseignent qu'elle constitue l'homme en dignité. De là vient que les clercs sont regardés comme supérieurs aux laïques et doivent passer avant eux en tout; ils ont droit à l'honneur et au respect. Ils sont supérieurs aux princes séculiers et aux rois eux-mêmes; leur dignité est plus grande que toute dignité séculière (c. *quis dubitet* 69 distinct. c. *solitae*, de major. et obed. c. *si imperator* 96 dist.).

3. La cléricature ennoblit l'homme qui la reçoit. En effet, les canonistes enseignent que la cléricature est un des moyens d'acquérir la noblesse (Joan. Andr. c. *libentius*. Bart. de Curtile, tract. *de nobilitate*, part. 3, n. 220. Tiraquell. tract. *de nobilitate*, c. 9.). Les clercs sont en tout cas supérieurs aux laïques; on les assimile aux personnages illustres, sans les comprendre jamais dans la désignation de *plébéiens*.

4. La vie spirituelle des clercs et des réguliers est meilleure et plus digne que la vie séculière. Ce principe a plusieurs conséquences pratiques: 1. Un legs fait avec la condition de ne pas embrasser l'état ecclésiastique ou religieux, doit être acquitté intégralement, quand bien même le légataire embrasse un de ces états. Une fille à qui on laisse mille écus si elle se marie et cinq cents si elle entre au couvent, a droit aux mille écus en se faisant religieuse, parce que le droit suppose qu'elle se marie. 2. Un testateur laisse une pension alimentaire à condition qu'on résidera dans un lieu déterminé: cette pension est due si la personne embrassant l'état ecclésiastique ou religieux ne réside pas dans le lieu indiqué. 3 Le fils qui se fait prêtre ou religieux malgré son père, ne doit pas être réputé ingrat pour cela; on ne peut pas le déshériter. Le Concile de Trente excommunie ceux qui empêchent quelqu'un d'embrasser ces deux états.

5. La juridiction ecclésiastique et spirituelle est plus élevée que la juridiction temporelle. Le juge des âmes est plus digne que le juge des corps. C'est pourquoi le juge ecclésiastique peut suppléer la négligence du juge séculier, et l'obliger à rendre justice. Il peut obliger par des censures les juges séculiers à lui prêter main-forte; au lieu que ceux-ci n'ont pas le pouvoir de contraindre; seulement ils peuvent prier le juge ecclésiastique de réprimer les délinquants par des censures.

6. Le clercs sont appelés *pères* par les fidèles; le prêtre est *senior*, vieillard. La vieillesse a toujours été vénérable; nous lisons dans le Lévitique, c. 19: « Coram cano capite consurge, et honora personam senis. » Ils doivent pourtant vivre de manière à mériter le respect.

7. Quoique l'état religieux soit parfait que le clergé séculier, celui-ci a partout la préséance, excepté sur un abbé ou autre supérieur revêtu de juridiction quasi épiscopale. L'état religieux étant plus parfait, les clercs séculiers peuvent l'embrasser sans permission de leur évêque, quoiqu'ils doivent demander cette permission par convenance, sauf les exceptions exprimées dans le droit et notamment dans la constitution de Benoît XIV: *Ex quo dilectus*.

8. Quoique les clercs ne soient pas sous la juridiction du gouvernement civil, puisque par le fait de leur promotion à la cléricature ils acquièrent l'exemption du pouvoir civil, pourtant on ne peut les regarder comme des étrangers. Naturellement et originairement ils font partie du domaine et de l'état du prince dans les terres duquel ils sont nés (c. *de capitulis*, c. *quis nesciat* dist. 10, c. *sacerdotibus* 11, q. 1). Ainsi une église est dans le territoire et fait partie de la ville où elle est construite.

9. Dans les choses favorables les clercs sont compris parmi les habitants d'un district; c'est tout autrement pour les choses odieuses. Si on accorde un privilége, une immunité, une indulgence aux habitants d'un district, les clercs y participent; s'il s'agit d'une chose onéreuse, d'une excommunication, ils ne sont pas compris.

10. En faisant la même distinction, il est très-vrai que les clercs sont compris parmi les citoyens (c. *de iis*, 12 dist.). Tous les docteurs en conviennent. Ils sont citoyens de la ville où ils sont nés et de celle où ils ont leur bénéfice, et participent à toutes les prérogatives et aux avantages accordés aux citoyens du pays.

11. Cela s'applique aux religieux. En prenant l'habit, ils ne cessent pas d'être citoyens de leur pays et néanmoins ils sont citoyens de la ville où est situé leur couvent.

12. Le mot *peuple* comprend les clercs dans les choses favorables, comme il est dit plus haut (c. 1 *de praebend.* cap. *si sententiae*, de sent. excomm. c *Si in adjutorium* dist. 10). Ils sont aussi compris sous le mot d'*université*. Si un privilége est accordé aux *hommes* d'un pays, les clercs sont compris (c. *dilecti*, *de foro competente*).

13. Tout ce qui précède s'entend des dispositions qui peuvent convenir communément et indistinctement aux laïques et aux clercs; par exemple, les indulgences, le droit de couper du bois dans des forêts etc. D'autre part, certaines dispositions ne peuvent convenir aux clercs et leur sont interdites par les saints canons. Ainsi, les clercs n'ont pas de voix dans les assemblées du peuple, et ne peuvent remplir les charges publiques, sauf les fonctions de conseiller, comme nous le dirons plus loin.

14. Le nom d'ecclésiastique ne comprend pas les prélats et les dignitaires lorsqu'il s'agit d'une chose odieuse et qui peut être restreinte (c. *Quia periculosum*, de sentent. excomm. in 6; cap. *In fidei favorem*, de haeret. in 6). Ils sont compris dans les choses favorables que l'on a coutume d'étendre (c. *Per exemptionem*, de privilegiis, in 6; c. *Bonae*, *de postulatione praelatorum*.)

15. Les priviléges du clergé doivent être interprétés dans le sens le plus favorable et le plus large; telle est la maxime fondamentale reconnue de tous les canonistes.

16. Quelle peine infliger à celui qui se présente comme clerc sans l'être, et usurpe l'habit ecclésiastique ou religieux? Les canonistes assignent la peine du faux, l'exil et un châtiment corporel. On ne trouve pas de détermination expresse dans le droit canon; le droit romain (§. penult. Authent. *de Sanctis. Episc.*) semble laisser cela à l'appréciation de juge.

17. Les canonistes se demandent si l'on peut considérer les clercs comme *potentiores laicis*, à raison de leur état et de leur influence? Quelques-uns admettent sans difficulté le sentiment affirmatif; ainsi pense Ancharanus (c. *Ex parte*); ils en concluent que la cession en faveur d'un clerc est présumée faite *potentiori*, et par conséquent *in fraudem*. D'autres auteurs nient que la cléricature seule donne une influence et une supériorité qui rende les transactions suspectes.

II. Devoirs essentiels du clergé.

18. L'incontinence, l'ignorance, l'avarice, voilà les trois vices qui dégradent le plus la dignité cléricale. Nous en dirons

un mot, en nous réservant de traiter plus loin ce qui concerne la continence.

19. Dieu aime la pureté, surtout pour les ministres consacrés à son culte; le mugissement des animaux lui plait davantage, dit S. Augustin, que le chant des clercs impudiques. Ce serait une hérésie de soutenir que la fornication simple n'est pas un péché mortel; combien plus n'est-elle pas détestable dans les ecclésiastiques?

20. Quelques auteurs ont soutenu que les clercs minorés commettent un sacrilége et un adultère par l'inconduite, parce qu'en recevant les ordres ils s'unissent à l'Eglise, et se consacrent à Dieu. Ce sentiment, excessif en ce qui concerne les clercs minorés, est pourtant exact en ce qui concerne les évêques, qui contractent une union spirituelle avec leur église. Il y a aussi l'inceste par rapport aux enfants spirituels.

21. Les clercs engagés dans les ordres sacrés et les religieux qui violent la chasteté commettent un sacrilége, les premiers parce qu'ils promettent tacitement d'observer la chasteté; les seconds, parce qu'ils en font la promesse expresse. En ces divers cas, le mariage avec la concubine n'étant pas possible, celle-ci n'est pas appelée de ce nom par le droit, mais on la nomme *fornicaria*. Les clercs bénéficiers se rendent coupables de coït condamné; leurs enfants sont incestueux à raison du bénéfice.

22. L'ancien droit infligeait au clerc impudique la déposition. Actuellement l'appréciation de la peine est laissée au gré du confesseur, lorsque la faute est occulte (c. fraternitatis, dist. 34; c. presbyter, dist. 82). Mais si l'inconduite est scandaleuse, continuelle, ou notoire, on doit maintenir la rigueur des anciens canons. On ne doit pas absoudre les coupables avant qu'ils n'aient expulsé la concubine de leur maison. Le clerc fornicateur et concubinaire notoire encourt l'irregularité s'il ose célébrer les saints mystères (c. 1 *de re judicata* in 6. Sylvester, *Summa*, verbo *concubinarius* n. 1. Navarre, *Manuale confessorum*, c. 25, n. 77). En outre, les fidèles qui entendent la messe d'un clerc concubinaire notoire pèchent mortellement, à moins qu'ils n'aient pas d'autre moyen d'observer le précepte.

23. Dans la discipline actuelle, la peine de la fornication simple est la suspense, ou une amende pécuniaire. Si les monitions canoniques ne produisent aucun amendement, on peut procéder à des peines plus graves, telles que la prison, et l'inhibilitation aux bénéfices. En ce qui concerne les bénéficiers, le concile de Trente prescrit toute la procédure qu'on doit employer.

24. La seconde chose qui souille la dignité cléricale, c'est l'ignorance, source de tous les maux. Le droit divin exige la science de la part des clercs, comme le prouvent divers passages des livres saints. Nous lisons dans l'évangile: *Vos estis lux mundi*. Dans la 1re épître de S. Pierre: *Vos genus electum* etc., *ut virtutes annuntietis ejus, qui de tenebris nos vocavit in admirabile lumen suum*. Le droit canonique fait la même recommandation (c. *omnes*, c. *si in laicis*, dist. 38 c. *Nisi cum pridem*, de renunciat.). Les canonistes disent que le clerc ignorant est présumé n'avoir pas réellement reçu les ordres. Il est plus détestable que l'homicide, c'est un monstre et un opprobre dans l'Eglise, et l'on doit exiger la démission des bénéfices qu'il détient, parce que la collation est nulle *ipso jure* (Innocent. c. *dilectus*, de tempor. ordinat. c. *cum nostris*, de praeb. Paris. de resign. lib 4 c. final.)

25. L'Eglise a grand besoin d'hommes instruits (c. *Cum ex eo*, de elect. in 6, c. fin. *de magistris*). Il lui faut des théologiens et des canonistes: la théologie seule ne pourrait pas lui suffire. Hostiensis et Joannes Andreas disent que l'Eglise ne pourrait pas être gouvernée avec la théologie toute seule: *Ecclesia Dei non posset regi per puram et solam theologiam, absque facultate canonica;* principe approuvé communément par les auteurs, par la raison que le droit canonique est nécessaire pour l'interprétation du droit naturel et du droit divin, et qu'il tend directement à la direction des âmes; aussi les supérieurs ecclésiastiques ont-ils un grand besoin de le connaître; car ils répondent en conscience de toutes les décisions qu'ils rendent contrairement au droit.

26. L'ignorance des choses qui regardent l'office qu'on doit remplir, est un péché mortel. Ainsi celui qui n'entend pas le bréviaire en le récitant, pèche, parce qu'il y a pour lui obligation de le comprendre.

27. Pour les clercs comme pour les laïques l'ignorance produit un grand nombre de péchés. Les saints pères signalèrent comme une des plus diaboliques persécutions la loi de Julien l'Apostat qui défendait aux chrétiens d'apprendre les lettres. Martin V et le concile de Constance ont censuré l'erreur de Wiclef, qui condamnait les universités, les diplômes et les colleges.

28. La troisième chose qui blesse la dignité cléricale, c'est l'avarice. S. Paul l'appelle *idolorum servitus*, et S. Grégoire dit qu'elle est la racine de tous les maux. Le concile de Mayence: *mater cunctorum criminum*; cap. *hic igitur* 23 dist. c. *virum* dist. 47). Le concile de Trente recommande d'en éviter jusqu'à l'apparence; car c'est une chose vraiment honteuse qu'un prêtre entasse de l'argent (c. *Gloria episcopi*, 12, q. 2). Alphonse de Castro (traité *de justa haereticorum punitione*, lib. 3 c. 1) dit que l'avarice est une des principales causes des hérésies. Voir aussi ce que dit S. Jérôme cité par Gratien, c *Diaconi sunt*, dist. 93.

29. Les clercs doivent être sobres. D'après les saints canons, le clerc qui boit plus de trois fois au dîner ou bien au souper, excède (c. *Quando*, dist. 44 de Gratien). Les clercs doivent éviter les grands dîners, car ces excès ne sont pas sans danger pour la chasteté (c. *venter*, et c. *Luxuriam*, dist. 35).

30. Ils doivent vivre parcimonieusement afin de pouvoir faire l'aumône (c. *Parsimoniam*, dist. 41). L'humilité ne peut cohabiter avec le luxe (Clem. 2, *de vita et honestate clericorum*).

31. L'obligation d'exercer la charité est plus grande pour les clercs que pour les laïques (c. 2, dist. 42, c. *fratrem* dist. 86 toute la 1e question de la cause 12; decret. *Execrabilis*, de praeben. Conc. Trid. sess. 25 c. 8). Tout le superflu des clercs appartient aux pauvres; s'ils l'emploient à d'autres usages, ils pèchent mortellement et doivent restituer. (Ripa, traité *de peste;* Covarr. *de testamentis*, c. *cum in officiis*.)

32. La loyauté et l'équité sont des qualités que les clercs doivent observer plus exactement que les laïques. Le droit romain, disposant pour le for extérieur, tolère que des contractants se trompent pour moins de la moitié du prix juste d'un objet; les canonistes s'accordent à excepter les clercs, non seulement au for de la conscience, mais aussi en ce qui concerne la légalité extérieure; car l'Eglise ne tolère pas que ses ministres se permettent une chose aussi répréhensible que de circonvenir le prochain.

33. En outre, les clercs ne doivent pas se mêler des choses temporelles (Gratien. cause 21, q. 1. Decrétales, titre *ne clerici, vel monachi saecularibus negotiis se immisceant*. Concil. de Trente, sess. 22, c. 1).

34. C'est un défaut pour un clerc d'aimer à parler beaucoup; l'Ecriture Sainte est remplie de sentences à ce sujet: Job, c. 11: *Nunquid qui multa loquitur, non audiet, aut vir verbosus justificabitur?* Psaume 139: *Vir linguosus non dirigetur in terra*. Proverbes de Salomon: *In multiloquio non deerit peccatum, qui autem moderatur labia sua, prudentissimus est*. Epitre de S. Jacques, c. 1: *Si quis autem putat se religiosum esse, non refraenans linguam suam, sed seducens cor suum, hujus vana est religio*. Les païens eux-mêmes

ont connu le danger du bavardage; car Apollonius disait à ses amis: « Loquacitas multos habet errores, tacere autem tutum est. » Ce vice, odieux en tout homme, est plus détestable encore de la part des ecclésiastiques, qui doivent se montrer circonspects, et prudents, et ne parler qu'à propos.

35. S. Isidore de Séville (lib. 2 *de ecclesiasticis officiis*, c. 2) décrit admirablement les principales vertus des ecclésiastiques: Gratien a inséré tout ce passage, c. *his igitur*, dist. 23: « Ils doivent s'éloigner de la vie vulgaire et s'abstenir des plaisirs du monde; fuir les spectacles et les pompes, éviter les festins publics, et que leurs repas particuliers soient pudiques et sobres; se garder de l'usure, des occupations lucratives, de l'amour de l'argent qui fait l'objet de la plupart des crimes; réprimer la haine, la jalousie, la détraction; éviter la fréquentation des femmes, être circonspects et modestes dans leurs discours, conserver perpétuellement la pureté du corps lequel n'a jamais été souillé; témoigner aux vieillards l'obéissance qui leur est due, et se garder d'une orgueilleuse présomption; Enfin, s'adonner assidûment aux lectures, aux psaumes, aux hymnes, aux cantiques. »

36. La tonsure représente la couronne de Jésus-Christ, et rappelle continuellement aux clercs la sainteté de leur état; elle est ronde et sans angles, parce que c'est dans les angles que la malpropreté s'amasse. D'autre part, la couronne rappelle que les clercs ont en Dieu une royauté morale, qui est le signe de celle qu'ils attendent de posséder un jour avec Jésus-Christ. Les Nazaréens rasaient leur tête pour la continence, et faisaient consumer leurs cheveux par le feu du sacrifice.

III. Communication des priviléges militaires.

37. Les clercs jouissent des priviléges des militaires qui peuvent s'adapter à leur état. Les saints canons leur donnent partout le nom de *milites*. (c. *Reprehensibile* 23 qu. 8. c. *Episcopus*, de praebendis.) Le concile de Trente parle de la *milice* cléricale: *Summoque clericalis militiae dedecore* (sess. 25, c. 14). On peut donc argumenter légitimement de la milice terrestre à la milice céleste.

38. Contentons-nous de mentionner les principaux priviléges des militaires: 1. Le privilége de ne pouvoir pas être incarcéré pour des dettes. 2. Droit de libre propriété en-dehors de l'autorité paternelle et de faire testament sans toutes les formalités juridiques. 3. Défense de faire des donations aux concubines, et nullité légale de ces donations.

Voyons si le clergé participe à ces divers priviléges.

IV. Privilége de ne pouvoir pas être mis en prison pour dettes.

39. Le droit romain accorde aux soldats le privilége de n'être responsables pour leurs dettes qu'en proportion de qu'ils peuvent commodément donner. Les clercs, soldats de Jésus-Christ, doivent à plus forte raison jouir de ce privilége, dont la privation tournerait à l'opprobre de la dignité ecclésiastique. Les canonistes, se fondant sur la décrétale *Pervenit*, titre *de fidejussoribus*,, et sur l'autre, *Odoardus*, titre *de Solutionibus*, s'accordent à reconnaître l'immunité des clercs par rapport à l'incarcération pour les dettes qu'ils contractent.

40. Cela s'applique au cas où un clerc aurait volontairement et sans nécessité contracté des dettes; il n'est pas moins couvert par la décrétale *Odoardus*.

41. Quoique les lois civiles permettent d'incarcérer le débiteur sur la demande du créancier, les clercs minorés ou *in sacris* ne sont pas compris, fussent-ils engagés par un acte de caution ou par serment, à moins qu'ils n'eussent fait un serment spécial de renoncer au privilége de la décrétale *Odoardus;* des auteurs pensent qu'en ce cas il ne peut s'en prévaloir. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette question.

42. Voici d'autres exceptions. Le clerc qui cache ses biens au lieu de les présenter à ses créanciers, se rend indigne du privilége, ainsi que celui, qui, après avoir contracté une dette, se disposerait à prendre la fuite: on pourrait l'incarcérer, nonobstant le privilége; à plus forte raison le clerc qui vend ses biens pour frauder ses créanciers et se met par là dans l'impuissance de payer. Voyez ce qu'on dit plus loin de la vente des biens.

43. Le clerc doit reconnaître sa dette pour jouir du privilége; s'il la nie, on peut recourir à l'incarcération.

44. Quelques canonistes pensent que le clerc condamné à payer par trois jugements conformes, peut être mis en prison; d'autres le nient, surtout Germonio, tract. *de sacrorum immunitate*, lib. 3, c. 15.

45. Lorsque le Pape impose une pension sur un bénéfice sans le consentement du bénéficier, ce dernier, supposé qu'il ne paie pas, peut se prévaloir de la prérogative *Odoardus;* les auteurs décident autrement au cas qu'il ait consenti à payer cette pension en faveur de son prédécesseur, qui s'est démis en la réservant.

46. Le clerc qui a dissipé ses biens dans des jeux prohibés ou dans l'inconduite, est exclu du privilége.

47. Les canonistes disent aussi qu'un clerc qui a été tuteur, et n'a pas bien rendu compte de sa gestion, peut être incarcéré pour ce qu'il doit à l'administration.

48. On demande si le clerc qui s'est prévalu de la prérogative de la décrétale *Odoardus* et acquiert de l'aisance plus tard, est tenu de payer ses dettes antérieures, sous peine de prison? Les auteurs sont communément de cet avis.

49. Le clerc qui doit à un homme plus pauvre que lui, ne peut se prévaloir de la décrétale; c'est l'application de la règle à l'égard du créancier plus pauvre que le débiteur.

50. Si la dette provient d'un dépôt, le clerc ne peut pas alléguer le privilége pour éviter la prison.

51. Nous avons dit ailleurs que le clerc qui fait du commerce illicite perd le privilége de la décrétale *Odoardus*.

52. Quoique le clerc ne puisse pas être incarcéré pour une dette civile, on peut l'obliger pourtant à prendre l'engagement sous la foi du serment de payer lorsqu'il se trouvera dans une position plus aisée.

53. Observons aussi que le clerc admis au bénéfice du chapitre *Odoardus* ne doit pas être tourmenté par ses créanciers pour ce qu'il gagne par ses fonctions cléricales; on doit lui laisser ce pécule pour son entretien alimentaire, qui doit être réservé sur les prébendes et le traitement en toute hypothèse.

54. Une autre observation importante est que les clercs ne peuvent être contraints de céder leurs biens pour payer des dettes, comme les laïques y sont obligés; la décrétale *Pervenit*, *de fidejussoribus*, porte expressément que les clercs doivent abandonner seulement leurs revenus aux créanciers, en se réservant la pension alimentaire. Pourtant, s'ils veulent abandonner leurs biens pour éteindre les dettes, ils sont libres (Menochius, *tract. de arbitr.* cas. 183).

55. De là vient que les clercs ne peuvent en aucun cas servir de caution (Cap. *Te quidem*, 11, qu. 1. c. *Non satis* 86 distinct. Menoch. de praesumpt. lib. 2. c. 46, et communément les canonistes). Les clercs qui prennent des engagements de cette nature, peuvent être punis par les supérieurs; le canon *Te quidem* prescrit de les rejeter, ce qui signifie probablement qu'on doit leur interdire les fonctions cléricales, ou leur infliger une peine arbitraire, suivant la gravité de la faute.

56. Nous insérons en ce lieu quelques décisions inédites de la S. Congrégation du Concile qui se rattachent au sujet que nous traitons. La première concerne un évêque qui eu

mourant a laissé des dettes pour l'extinction desquelles les biens profanes sont insuffisants: on demande s'il est permis de vendre les ornements pontificaux. D'une part, le chapitre de la cathédrale réclame ces objets pour son église en vertu de la constitution de S. Pie V; en outre, il réclame les objets d'argent qui servaient dans les *pontificalia*. Dans cette incertitude l'on consulte le Saint-Siége. Voici le *folium* écrit pour la S. Congrégation du Concile:

« Dubium creditorum episcopi. – Decessit quidam episcopus » tanto aere alieno gravatus, ut eo dissolvendo bona pro- » fana non sufficiant. Propterea creditores intendunt satis- » fieri etiam super bonis benedictis, quae dicuntur Pontifi- » calia; sed dubitatur num id jure liceat, quia dicta bona » per constitutionem B. Pii V, 42, Bullarii novi tom. 2, » post mortem episcopi applicantur ecclesiae et talis dispo- » sitionis vigore capitulum praetendit excludere creditores, » non solum a bonis in dicta constitutione specificatis, verum » etiam ab aliis instrumentis argenteis, quae licet usui essent » vel ornatui in celebratione Pontificalium, non tamen illi » erant proprie addicta. Ut autem in re sacra consultius pro- » cedatur, suppliciter petitur declarari :

» An creditoribus defuncti episcopi in subsidium, si alia » bona non sufficiant, satisfaciendum sit etiam ex bonis be- » nedictis, seu pontificalibus, non obstante dicta constitutione » B. Pii V ?

» Sacra etc: *Explicentur nomina creditorum et debitoris.* » Die 8 maii 1683. »

Ayant appris le nom du débiteur, qui était l'évêque de Charcas dans l'Amérique du Sud, et les noms des créanciers, la S. Congrégation décida que l'on pouvait vendre les ornements pontificaux, afin de solder les dettes de l'évêque. Voici la décision:

« Dubium creditorum episcopi. – Cum juxta mentem hujus » S. Congregationis expressum fuerit debitricem esse haere- » ditatem nuper defuncti fratris Antonii Gonzales episcopi de » Caracas provinciae de Benezuela in Indiis Occidentalibus, » creditores vero abbatem Andream Addum, et Annibalem » Aquavivam de Aragon et Avana, dignabuntur Emi PP. » reassumere folium diei 8 labentis mensis et subinde res- » pondere:

» Sacra Congregatio respondit: *Posse.* Die 29 maii 1683. »

57. Nous avons dit plus haut que suivant plusieurs canonistes le clerc peut renoncer au bénéfice de la décrétale *Odoardus* et s'obliger à subir l'incarcération au cas qu'il ne paie pas ses dettes. Est-il au pouvoir de l'Ordinaire de le réhabiliter, nonobstant sa renonciation à un privilége qui appartient à l'ordre clérical tout entier? La question fut examinée jadis et décidée affirmativement par la S. Congrégation du Concile. Nous nous contentons de publier la décision:

« Romana Capituli Odoardus. – Instituit Sacerdos Domi- » nicus de Nigris jam per annum, et ultra ob aes alienum » in carceribus detentus, speciale judicium in tribunali Emi- » nentissimi Urbis Vicarii super admissione ad beneficium in » Cap. *Odoardus de solutionibus*, et ad probandum requisi- » tum suae paupertatis, curavit plures testes examinari. Ve- » rum opponentibus creditoribus ipsum tanquam obligatum in » forma Camerae Apostolicae ad idem beneficium admitti non » posse per quosvis Judices Ordinarios, juxta constitutiones » Gregorii decimi tertii et Pauli quinti relatas a Rota in » decis. 207, num. 15, p. 15. Recent. Hinc porrectis per » oratorem precibus SSmo Domino Nostro pro commissione » obtinenda, placuit Sanctitati Suae per organum Rev. P. » Vicesgerentis instantiam remittere ad hanc Sacram Con- » gregationem ad effectum examinandi articulum: An juxta » antiquum stylum sui Tribunalis, de quo testatur Scanna- » rola (de visitat. Carcerat lib. 2, §. 9, num. 39) possit » Emus Vicarius debitores in forma Camerae obligatos ad » praefatum beneficium admittere absque alia speciali com- » missione, sive quia huic beneficio tamquam ordini clericali » concesso non possit in praejudicium ejusdem ordinis, nec » tacite, nec expresse renunciari, sive qua antiqua formula » obligationis cameralis hujusmodi renunciationem non con- » tineat, cum fuerit solum superaddita per Gallesium, sed a » Curia Romana non recepta, ut advertit Zacchias ad eum- » dem Gallesium, *de obligatione Camerali*, quaest. 19, » num. 14 et 15.

» Quocirca post auditum desuper Eminentissimum Vicarium » de hujusmodi inconcusso et inveterato stylo sui Tribunalis » plene testantem, idem orator, ne in dedecus sacerdotalis » dignitatis cogatur in carceribus marcescere, supplex orat » ab EE. VV. declarari, monitis et contradicentibus ejus » creditoribus :

» An Emus Vicarius in vim suarum facultatum admittere » possit Oratorem carceratum, caeterosque alios debitores in » forma Camerae obligatos ad beneficium Cap. Odoardus abs- » que speciali commissione SS. D. N. ?

» Sacra Congregatio Concilii respondit: *Affirmative.* Die 12 » aprilis 1698. »

58. Le clerc simplement tonsuré qui ne possède aucun bénéfice ecclésiastique et n'est attaché au service d'aucune église par disposition de son évêque, participe-t-il au privilége de la décrétale *Odoardus* de manière à n'avoir pas à redouter la prison pour des obligations civiles? La S. Congrégation du Concile a décidé affirmativement, et déclaré en même temps qu'on doit laisser à ce clerc les moyens d'existence.

« Romana, seu Sabinen. Capituli Odoardus. – Cum pro » parte Mariae Theresiae Blasottae de Lucis judicialiter con- » ventus fuerit ex causa dotis coram R. P. Vicesgerente » Joannes Angelus Joachini clericus primae tonsurae, nullum » tamen possidens beneficium, nulliusque ecclesiae servitio ad- » dictus, iste, licet antea, ut asseritur, uxoratus, in habitu, » et tonsura non incesserit, ad sui favorem allegavit bene- » ficium cap. *Odoardus* una cum alio, deducto ne egeat; » quorum competentiam declarare renuit praefatus Vicesge- » rens ante oraculum EE. VV. Quapropter habito recursu » per eumdem clericum ad Rev. P. Auditorem SSmi, remissa » extitit ab eo causae cognitio ad hanc S. Congregationem » pro declaratione; quo stante, ex juribus circumferendis ab » EE. VV. exposcitur:

» An clericus primae tonsurae nullum habens beneficium » ecclesiasticum neque addictus servitio alicujus ecclesiae de » mandato sui episcopi, cum habitu tamen et tonsura ince- » dens, gaudeat beneficio capitis *Odoardus*, una cum bene- » ficio, deducto ne egeat?

» Sacra Congregatio respondit: *Affirmative ad utramque* » *partem dubii.* Die 7 julii 1703. »

V. Libre propriété des clercs.

59. Après avoir traité du privilége relatif à l'incarcération pour dettes, passons à la seconde prérogative. Les clercs ont droit au pécule *castrense*, comme les militaires; leur père n'a aucun droit sur l'usufruit. Il s'ensuit encore que le clerc peut disposer à son gré de tous les biens qu'il acquiert en quelle manière que ce soit; ce qui s'applique aux clercs minorés comme aux ecclésiastiques *in sacris*, non seulement pour les biens acquis à cause de la cléricature, mais généralement pour tous, excepté pourtant les biens acquis avant la cléricature, car le père en a l'usufruit, et l'on ne peut en disposer à son préjudice.

60. D'après le droit romain, le testament d'un militaire n'exige pas les formalités juridiques; il est valide s'il est fait devant deux témoins. On ne peut le casser par la raison

que le testateur a déshérité ses parents sans aucun motif. Les canonistes étendent ces priviléges aux clercs.

61. Les causes civiles des clercs doivent être jugées d'après le droit romain, supposé que ses dispositions ne soient pas en opposition avec le droit canonique. Le Pape est censé avoir reçu et approuvé le Droit romain, lequel oblige comme les saints canons (c. *Si in adjutorium* 10 distinct. c. *Ut requiris* de appell. c. 1 de jur. cal. c. 1 *de novi op. nunc.* c. *Veniens*, de juris. c. *Ut inquisitionis*, de haeret. in 6. Marant. disp. 8. Abbas, Felinus, Vulpell. tract. de libert. eccles.), Les lois romaines qui n'ont pas été réformées par le droit canonique sont censées approuvées. Ce sont des lois promulguées d'en-haut par la bouche des princes (c. fin. 16 q. 3.) L'Eglise ne rejette pas le service des lois séculières (c. *Super speculum*, de privileg.).

62. Plusieurs conséquences découlent de ce principe. 1. Un clerc condamné à mort ou à la réclusion perpétuelle ne peut pas faire testament. 2. Les clercs sont soumis à la prescription, telle que le droit romain l'établit, au lieu que l'Eglise n'admet que la prescription de 40 ans, conformément au droit canonique; les statuts des pays particuliers sur la prescription ne regardent pas les clercs et leurs droits patrimoniaux. 3. D'après le droit canon, l'instance judiciaire n'est jamais périmée, au lieu que le Droit romain la fait périr après deux ou trois ans. Cette dernière disposition doit être observée à l'égard des clercs dans les tribunaux civils excepté l'Etat pontifical et les autres états qui dépendent de l'Eglise. 4. Les clercs succèdent aux héritages *ab intestato* conformément au droit romain. 5. Les lois romaines concernant les tuteurs et les curateurs s'appliquent aux clercs. 6. Un ecclésiastique qui accepte une succession sans se réserver le bénéfice de l'inventaire est obligé de solder l'excédant des dettes; il en est autrement d'une église, car elle n'est pas obligée *ultra vires haereditatis*. 7. L'infamie de droit civil entraîne ordinairement celle du droit canon, à moins que celui-ci ne la supprime expressément. 8. Le moyen de reprendre possession comme c'est prescrit dans le droit romain s'applique aux clercs. 9. Les clercs doivent observer les lois qui châtient la contumace, ou punissent l'appel téméraire. 10. Un testament où le fils est écarté est nul quoiqu'un clerc, ou l'église, ou toute autre œuvre pie soit héritière, parce qu'un père ne peut pas déshériter son fils pour donner ses biens à l'église. 11. La disposition du code *de jure deliberandi*, cap. final. s'applique aux personnes ecclésiastiques. 12. Enfin, les causes des clercs et de l'église doivent toujours être décidées d'après le droit romain, à défaut du droit canonique. Telle est la doctrine commune des plus savants décrétalistes, le Panormitain, l'archidiacre, Felinus et les autres. On lit dans le décret de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers de 1835 l'article final ainsi conçu: « Sciant » denique curiae episcopales per novissimas leges, quae ad » investiganda et coercenda crimina pro tribunalibus laicis » promulgatae sunt, nihil detractum esse de formis et regulis » canonicis, quas proinde sequi omnino debent non modo » in conficiendo processu.... verum etiam in poenis decer- » nendis etc. »

VI. Défense de faire des donations aux concubines et aux enfants naturels.

63. Les militaires ne peuvent faire de donation ou de legs à leurs concubines. A plus forte raison une donation de ce genre de la part d'un clerc ne serait-elle pas valide au point de vue légal (le Panormitain et les autres, c. 1 *de clerico aegrotante.*) La donation *inter vivos* est nulle, aussi bien que celle *causa mortis*. La donation en faveur des parents d'une concubine est censée faite frauduleusement, et le droit l'annulle par ce motif; il faut en dire autant de la déclaration par laquelle un clerc ou un militaire se reconnaîtrait débiteur de la concubine ou de ses parents; la déclaration suspecte ne fournit pas une preuve légale. A *fortiori* le clerc ne pourrait-il pas instituer sa concubine héritière, même pour les aliments; celle-ci, de son côté, ne peut accepter aucune donation.

64. Pourtant, si les relations coupables avaient cessé depuis trois ans, la donation serait valide conformément à la règle générale d'après laquelle l'homme est censé corrigé après trois ans. « Licet semel malus praesumatur semper malus, attamen quis praesumitur emendatus, si per triennium desisterit a malo (Grassis, *de effectibus clericatus*, 19 effect. num. 37). La donation pour faire marier une concubine est valide. Il faut voir aussi si le clerc a voulu rémunérer des services qui lui ont été rendus, à moins que la donation ne soit excessive. Hors de ces cas exceptionnels, la donation est nulle, et doit être confisquée.

65. L'enfant naturel d'un clerc élevé à l'épiscopat, quoique autorisé par dispense à recevoir les ordres, ne peut pas occuper de bénéfice dans le diocèse de son père. Car un évêque n'est pas seulement évêque de la cathédrale, il l'est également de toutes les églises du diocèse, à l'égard desquelles il est *intitulatus*, comme dans l'église-mère. Or, les décrétales et le concile de Trente (sess. 25, c. 15) excluent rigoureusement l'enfant naturel des bénéfices situés dans l'église de son père. Une autre raison est que l'évêque a le droit de siéger au chœur dans toutes les églises de son diocèse: cela suffit pour empêcher le fils d'être institué dans aucune de ces églises. Une ancienne décision de la S. Congrégation du Concile exclut formellement d'un bénéfice l'enfant naturel, par la seule et unique raison que son père a le droit de siéger au chœur, droit inhérent à un canonicat qu'il possède dans un autre chapitre. Aussi les canonistes rapportent-ils diverses résolutions de la S. Congrégation d'après lesquelles il est interdit de conférer les bénéfices à l'enfant illégitime dans le diocèse où son père est évêque.

Un cas de ce genre fut proposé à la S. Congrégation en 1678. L'enfant naturel d'un clerc élevé ensuite à l'épiscopat, avait été pourvu d'un bénéfice dans le diocèse de son père; ne se sentant pas la conscience tranquille, il consulta la S. Congrégation.

Le *votum* du cardinal Casanate expose nettement la discipline sur ce point délicat, et rapporte les anciennes décisions:

« Negative quamvis beneficium filii non sit in ecclesia cathedrali, sed in altera ejusdem dioecesis. Quia episcopus omnium ac singularum ecclesiarum suae dioecesis est verus episcopus, aeque intitulatus cum eadem jurisdictione, qua in cathedrali, et ideo non licet filio illegitimo habere beneficium in ulla ecclesia dioecesis, prout de principaliter unitis extant decreta S. Congregationis apud Garziam de benef. p. 7, cap. 3, n. 61 ad 65. Quinimo cum episcopus habeat sedem in choro ecclesiarum totius dioecesis, et praeferatur aliis presbyteris etiam rectoribus in quacumque functione, ut dixit Rota coram Coccino dec. 513, §. *Quoad mandatum* circa finem, hoc sufficit ad excludendum filium illegitimum, ut decisum refert Garzias ibidem n. 66 cum seq. et notat Barbosa in collect. ad Concil. sess. 25 de reform. cap. 15, n. 14. Specialiter etiam extat decretum in manuscriptis bo. me. Cardinalis Alciati ad sess. 25, cap. 15 de reform. videlicet: « An filius illegitimus excludatur quo minus possit obtinere beneficium in ecclesia, in qua pater ejus habuit solam sedem in choro ratione abbatiae quam in alia collegiata obtinebat? Congregatio censuit: *Excludi.* »

La S. Congrégation voulut être renseignée sur la nature et le lieu du bénéfice, et comment on l'avait obtenu. Nous

n'avons pas trouvé la suite; il est permis de supposer que les intéressés ne jugèrent pas à propos de se faire connaître.

« Dubium beneficii. – Filius naturalis clerici postmodum » ad episcopatum promoti provisus fuit de beneficio in dioe- » cesi episcopatus sui patris. Sed quoniam juxta Concilium » Tridentinum cap. 15, sess. 25, non licet filiis illegitimis » clericorum beneficia obtinere in ecclesia in qua eorum pa- » tres beneficium habent, vel habuerunt, angitur scrupulo » num possit retinere. Quare ut suae conscientiae consulat, » supplex instat declarari:

» An filius naturalis possit obtinere beneficium in dioecesi » in qua pater est episcopus?

» Sacra etc. *Habeatur informatio de natura, loco, et » impetratione beneficii.* »

66. Les enfants des clercs ne peuvent pas être légitimés *per rescriptum principis*, par arrêté du prince civil; cette disposition a été rendue en punition de l'incontinence cléricale. La légitimation donne le droit de succéder, et l'Eglise ne le veut pas. Quoique les enfants des clercs engagés dans les ordres sacrés soient un objet d'horreur aux yeux des saints canons, qui les regardent comme des enfants adultérins et incestueux, aucune loi n'empêche de les nourrir et de les doter modérément avec les revenus ecclésiastiques, dans la mesure du strict besoin, sans les faire riches et leur laisser la succession. S. Pie V a publié deux bulles qui annullent les donations testamentaires que voudraient faire les clercs en faveur de leurs enfants naturels; ceux-ci ne peuvent donc pas hériter des biens patrimoniaux de leur père. Le Droit romain se contentait d'exclure les concubines; la sainteté de la législation ecclésiastique atteint les enfants eux-mêmes. Il est bon d'observer que les constitutions de S. Pie V ne portèrent des dispositions vraiment nouvelles qu'en ce qui concerne les clercs minorés; les décrétales antérieures sanctionnaient déjà cette disposition pour les enfants naturels des prêtres.

67. Une vive discussion s'éleva jadis à Pavie au sujet des bulles de S. Pie V qui excluent de la succession des biens patrimoniaux les enfants naturels des clercs et défendent de les instituer héritiers, sauf quelque legs à titre de pension alimentaire, et de dot pour les filles. Quelques personnes soutenaient que les bulles en question n'avaient force de loi que dans les pays soumis à la juridiction temporelle de l'Eglise, parce que les Papes n'ont aucun pouvoir temporel dans les autres pays; que l'on peut fort bien demander au souverain la légitimation des enfants tant pour les honneurs que pour le droit de succéder, sans exprimer qu'il s'agit d'enfants *spurii*, procréés par concubinage sacrilége et condamné, et en se contentant de dire que ce sont des enfants naturels.

L'évêque de Pavie ayant transmis sa relation *sacrorum liminum*, déféra la question à la S. Congrégation du Concile.

Un canoniste présenta un mémoire dans lequel, sans entrer dans la question du pouvoir pontifical sur le temporel, il soutint que S. Pie V n'avait pas voulu abroger les priviléges des empereurs et des rois; car il se contenta de révoquer les priviléges donnés par le Saint-Siége ou en vertu du pouvoir qu'il en avait donné. Donc les bulles n'ont force de loi que dans l'Etat ecclésiastique; partout ailleurs les rois et les autres souverains temporels ont le pouvoir de légitimer les enfants des prêtres et de leur donner ainsi le droit d'hériter des biens patrimoniaux de leur père. Navarre et d'autres canonistes pensent aussi que les bulles de S. Pie V regardent seulement les Etats de l'Eglise.

Voici le Mémoire dont nous venons de présenter le résumé:

« *Papien. de Illegitimis* – Ab episcopo Papien. quaeritur quid de jure, et quomodo cohibenda illorum ansa peccandi, et eludendi summorum Pontificum constitutiones, nec non inconsulte loquendi de Summi Pontificis auctoritate?

» Omissa tam agitata quaestione: An Papa possint exercere jurisdictionem circa temporalia in terris alienis, de qua magna est controversia inter Gulielmum Barclayum, aliosque Ultramontanos, et inter Bellarminum in tract. de potest. Summi Pontif. in rebus tempor.; ubi plene respondet argumentis a Barclayo adductis, et bene firmat cum turba Theologorum posse Papam indirecte exercere jurisdictionem in temporalibus, quando scilicet ista annexam habent aliquam spiritualitatis causam, ut peccati, scandali, vel alterius rei, quae ad animam concernunt, prout in fonte videre est ipsum Bellarminum caeterosque Theologos ibi in cap. 5 allegatos et per Gonzalez in Decret. in cap. *Per venerabilem* 13. n. 8, *Qui filii sint legitimi*, et in cap. *Novit, de Judiciis*, n. 7.

» Respondeo stricte ad dubium propositum, dicendo constitutiones Pii V revocatorias facultatum testandi etiam in spurios legitimatos locum non habere extra terras ecclesiae, non quia Summorum Pontificem constitutiones gentes alterius dominii non ligent circa temporalia, sed quia Pius V per has suas constitutiones non intendit abrogare privilegia Imperatorum, et Regum. Et patet, dum tantummodo revocata leguntur privilegia concessa per Pontifices Maximos et per habentes auctoritatem ab eis, et consequenter dictae constitutiones ultra Statum Ecclesiae non extenduntur, ita ut legitimationes ab imperatore, a regibus, et ab aliis jura regalia habentibus recte suffragentur filiis presbyterorum legitimatis extra dominium temporale Pontificis. Sic intelligendas esse praefatas Pii V constitutiones defendit Navarrus, lib. 3 cons. tit. de Testam. cons. 5, n. 6 et seq. tom. 1 et confirmat Quaranta in Addit. ad Bullas Pii V pag. 552.

» Ex qua resolutione remanet etiam resoluta secunda pars dubii: Quomodo cohibenda sit ansa peccandi, et eludendi Summorum Pontificum constitutiones circa hanc materiam successionis, quia absque peccati labe possunt succedere spurii legitimitati presbyteris parentibus, cum non comprehendantur in constitutionibus.

» Quomodo autem sit cohibenda ansa inconsulte loquendi de Summi Pontificis auctoritate? Hoc a prudentia Emorum P. P. pendet, cui me remitto. »

Le cardinal Casanate rétablit la vraie doctrine sur ce point, en soutenant que les bulles de S. Pie V comprennent tous les clercs engagés dans les ordres sacrés ou bénéficiers, dont les enfants illégitimes n'héritent pas, sauf les legs pour la dot ou les aliments. Les biens patrimoniaux des clercs dépendent exclusivement de la juridiction de l'Eglise. En dehors des bulles de S. Pie V, les décrétales écartent de la succession les enfants illégitimes des prêtres. La décision Rotale 1358 *coram Seraphino* explique parfaitement les constitutions de S. Pie V.

« Quid prudenter decernendum super observantia constitutionis 117 B. Pii V quoad dispositionem de bonis patrimonialibus clericorum in sacris constitutorum ad favorem filiorum spuriorum?

» Servandam esse ipsam constitutionem quoad successiones ab intestato et ex testamento, salvis tamen legatis pro dotibus et alimentis, ut ad terminos ejusdem constitutionis pro filiis spuriis clericorum in sacris constitutorum, vel beneficia ecclesiastica obtinentium censuit Rota dec. 487, n. 3. parte 1. divers. sequendo textum in c. *Cum haberet, de illo qui duxit quam polluerat*, et alios auctores cumulatos per Gonzalez ad eumdem text. n. 4 per totum.

» Caeterum quoad institutiones de bonis patrimonialibus pro filiis spuriis ultra constitutionem B. Pii V etiam de jure communi extat prohibitio, ut specialiter loquendo de filio sacerdotis firmat Navarrus, cons. 1. *de successione ab intestato*; et Bellettus *(Disquisit. Clerical.* part. 1, tit. *de bonis Clericor.* § 13. n. 16. vers. *Praeterea* sub pag. 458, licet dicat constitutionem Pii V non revocare indulta regum seu principum saecularium quoad capacitatem succedendi concessam filiis clericorum ex consil. Navarri num. 6 cum seq. *de testam.*;

ac bene singulas partes Pianae constitutionis cum suis generalitatibus et specialitatibus explicat Rota coram Seraphino d. 1358, sub versu, *Nam examinando contextum*.

» De jurisdictione autem Summi Pontificis quoad successiones in bonis patrimonialibus clericorum exclusa jurisdictione laicali non est dubitandum per ea quae tradit Emin. Ottobonus, decis. 149. »

La S. Congrégation du Concile renvoya à une autre séance; n'ayant pas trouvé la suite, nous supposons que des raisons de prudence conseillèrent de temporiser. Les bulles de S. Pie V qui excluent les enfants illégitimes des prêtres de la succession des biens patrimoniaux de leur père conservent toute leur force pour la conscience et la légalité.

« Papien. de illegitimis - Praeter alia contenta in relatione hodierni status ecclesiae Papien. per summarium de more referenda, habetur ut sequitur:

» Beati Pii V sanctissimae constitutiones ad cohibendam in sacerdotibus ansam peccandi, prohibent illos disponere de bonis patrimonialibus favore spuriorum. Ad illas eludendas evulgant non habere vim contra commorantes in terris jurisdictioni temporali Eclesiae non immediate subjectis: et quod Summi Pontifices circa temporalia nec indirectam habent potestatem: quod denique impedito jure testandi de bonis patrimonialibus, non sit prohibitum sacerdotem damnato et punibili coitu procreantem flexis genibus ante Comitem Palatinum posse petere legitimationem, non solum quoad honores, sed etiam quoad jus succedendi; quam legitimationem putant non esse obreptitiam, licet in supplici libello sacrilegus procreator illos non nominavit spurios, sed naturales. Quaeritur quidquid de jure, et quomodo cohibenda illorum ansa peccandi, et eludendi Summorum Pontificum constitutiones nec non inconsulte loquendi de Summi Pontificis potestate?

» Dignentur itaque EE. PP. quid pro eorum summa prudentia decernendum censuerint rescribere.

» Sacra Congregatio rescripsit: *Dilata*. Die 7 octobris 1679. »

68. Il existe une décision de la même époque, concernant la constitution de S. Pie V. On demandait si un clerc *in minoribus*, qui avait eu jadis un enfant naturel et avait ensuite épousé une veuve de laquelle il n'avait pas eu d'enfant, pouvait légitimer cet enfant naturel né avant son mariage.

Les avocats romains soutinrent que la bulle de S. Pie V ne comprenait pas le cas en question, parce qu'en épousant une veuve l'individu s'était constitué bigame, et avait perdu par là tous les privilèges ecclésiastiques; on ne pouvait donc lui imposer les charges d'un corps auquel il avait cessé d'appartenir.

Ayant retrouvé deux mémoires, nous croyons devoir les publier à cause de réflexions assez justes sur l'esprit des bulles de S. Pie V. Voici le premier mémoire:

« *Terracinen. legitimationis.* – Nicolaus de Magistris a viginti annis citra conjugatus cum vidua, et sic bigamus, prole masculina carens, ac proinde optans legitimare ad laicalium bonorum successionem filium susceptum ante matrimonium de tempore quo erat simplex clericus in minoribus ordinibus constitutus, merito ad propriae conscientiae quietem supplicat declarari ipsum, qui ad formam sacrorum canonum et Sacri Concilii Tridentini per bigamiam omnem clericatum dimisit, non comprehendi sub bulla prohibitiva B. Pii V, 117, bullarii tom. 2.

» Quoniam certum est prohibitionem hujus bullae quoad bona laicalia restringi ad clericos, qui solum privantur omni facultate transmittendi bona etiam laicalia ad illegitimos, seu legitimatos, ne inde oriatur ecclesiastici ordinis dedecus, et scandalum, prout ultra Bullae lecturam declarat Spada (cons. 162, n. 6, lib. 1) Giovagnon. (resp. 37, n. 10, lib. 2) Rota dec. 214, p. 2, divers. coram Par. dec. 264, dec. 82 inter consil. Farinacii, et in Recent. dec. 30, p. 7, et habetur in voto Vespignani impresso post decisiones Remboldi vot. 10, n. 10.

» Praefatus autem D. Nicolaus qui, dimisso clericali statu, transivit ad conjugalem cum vidua, et consequenter bigamus fuit effectus, utique clericatum amisit, atque in omnibus ad statum laicalem redivit, ita ut si vellet clericalem statum reassumere, nullatenus posset, juxta apertissimum textum in cap. unico *de bigamis* in 6: « Bigamos omni privilegio clericali » declaramus nudatos et coercitioni saecularis fori addictos, » ipsis quoque sub anathemate prohibemus deferre tonsuram, » vel habitum clericalem. » Sequitur textus in c. *Quisquis*, 5, distinct. 84, ubi quod bigamis tantum laica communio est relinquenda. S. Concilium Tridentinum sess. 23, de reformat. cap. 17, et ibi Barbosa, n. 3, ubi quod excluditur penitus a clericatu. Bellet. disquisit. cleric. p. 1, tit. *de disciplina Eccles.* Fagnanus in c. *nuper a nobis*, n. 39, de bigamis. Paris. de resig. benef. lib. 4, q. 4, n. 18, ubi quod reputatur mere laicus.

» Et quidem tali bigamo nullatenus adaptari potest ratio expressa in proemio dictae bullae, scilicet, submovendi ea, quae ordini ecclesiastico noxia sunt, et scandala etc. cum enim bigamus redeat ad laicalem statum illique totaliter remaneat addictus juxta verba dicti text. in cap. unico *de bigamis* in 6, utique transmittendo laicalia bona ad legitimatum nullum irrogat dedecus et scandalum ordini ecclesiastico, cui non reperitur addictus. Atque praedicta ratio est adeo necessaria ad dictae bullae applicationem, ut nec quidem clericus conjugatus (qui volens potest clericalem statum profiteri) sub dicta bulla comprehendatur, ut decisum fuit per Rotam, signanter in decis. 487, et testatur Cherub. in compend. Bullar. ad Bullam Pii V 117, schol. 2, fol. mihi 69.

» Certius igitur, et citra omnem scrupulum resolvendum venit, nostrum bigamum non comprehendi sub praefata Bulla, quae utpote prohibitiva et juris communis correctoria, utique nullam admittere potest extensionem, sed strictam recipere debet interpretationem juxta notam regulam, quam in his terminis adducit Spada de cons. 162, n. 8, vers. *sed respectu*, et seqq. lib. 1.

» Quare etc. – *Dominicus Taurusius Advocatus.* »

Le second mémoire soutient la thèse en répétant à peu près les mêmes arguments; il renferme pourtant de nouvelles preuves pour établir que le clerc bigame retourne à l'état laïque. L'évêque n'a pas le pouvoir de l'autoriser à exercer les ordres; il lui est défendu sous peine d'excommunication de reprendre l'habit ecclésiastique.

« *Terracinen. legitimationis.* – Quamvis D. Nicolaus de Magistris, dum esset clericus solius primae tonsurae, procreaverit filium naturalem, nihilominus postea dimisso omnino statu clericali, transivit ad statum conjugalem cum vidua contrahendo consequenter bigamiam in quo statu conjugali atque uti mere laicus permansit jam, et permanet a viginti et ultra annis, cumque careat prole masculina, et proinde exoptet legitimare ad laicalium bonorum successionem dictum filium naturalem susceptum ante matrimonium, ideo ad propriae conscientiae quietem supplicat declarari ipsum, stantibus hujusmodi circumstantiis, non comprehendi sub bulla B. Pii V, 117, Bullar. tom. 2, prohibente clericis legitimationem filiorum naturalium, et videtur annuendum.

» Quoniam dicta bulla prohibitiva legitimationis comprehendit solum illos qui actu manent in statu clericali, ac vivunt in ecclesiastico ordine, non autem illos qui, licet semel clerici effecti fuerint, tamen postea dimisso clericali statu transiverunt omnimode ad statum laicalem, atque totaliter in laicorum ordine vivunt, ut satis explicant verba proaemialia Bullae: « Quae ordini ecclesiastico noxia esse, et scandalum » objicere perhibentur necesse est e medio submovere. » Scandalum enim et dedecus ordini ecclesiastico per naturalis

legitimationem irrogat solum ille, qui clericalem profitetur statum, atque actu ecclesiasticam gerit personam, secus ille, qui mutato statu effectus fuit de laicorum ordine, merum laicum agit, prout in terminis clerici transeuntis ad statum conjugalem relicto penitus habitu et statu clericali, bene explicat Lucidor. de illegit. cap. 28, n. 31, ad 35, et cap. 31, n. 15; qui idem firmat etiam de habente ordines sacros et contrahente matrimonium ex dispensatione Pontificis Giovagn. res. 16, n. 56, vers. nono *Denique*, et seq. lib. 2. Et consonat Cherubinus, in compend. Bullar. ad Bull. Pii V 117, schol. 2, f. mihi 69. Rota d. 487, parte 1 *diversorum*.

» Fortius id procedit quoad praesentem oratorem, qui non solum dimisso omnino statu clericali transivit ad st tum laicalem agendo merum laicum, sed per matrimonium cum vidua effectus fuit bigamus, qui de jure etiam volens prohibetur habitum et tonsuram clericalem deferre, aut in aliquo statum clericalem profiteri, et cogitur ab ipsa lege mere laicum agere per text. express. in cap. unico de bigam. in 6, et in cap. 5, distinct. 84, ubi quod bigamo remanet solum laica communio. Concordat Conc. Trid. sess. 23, de reformat. cap. 17, et ibi Barbos n. 3. Speculat. lib. 4, de cler. conjug. n. 18. Bertach. in repert. part. 1, vers. *Bigamus dicitur saecularis*. Squillant. de oblig. cler. p. 6, n. 40, et 41, f. 291. Fagnan. in cap. *Nup. a nobis*, n. 39, de bigam. Spada cons. 170, n. 12, lib. 1, ubi quod debet vivere uti laicus. Ric. in prax. fori Eccles. p. 3, resol. 34, n. 1 et seqq.

» Atque est adeo repugnans bigamia cum statu clericali, ut nec episcopus possit dispensare, ut bigamus exerceat aliquem ordinem prius susceptum, prout fuisse ab hac S. Congregatione decisum testatur Genuensis, in pract. cap. 113.

» Si enim bigamus, jubente lege, debet profiteri statum mere laicalem, nec potest exercere statum clericalem, de necesse sequitur quod facere valeat ea omnia quae laicis permittuntur, prout est legitimatio naturalium ad bona laicalia, et nimis incongruum esset affirmare, quod nihilominus subjectus remaneat illis prohibitionibus, quibus subjacent viventes in statu clericali, ut sensui patet; et si aliter diceretur, sequeretur his bigamis prohibitam esse venationem, negociationem, ac alia plurima prohibita clericis, quod esset maximum absurdum. Si igitur bigami viventes ex legis praecepto in statu mere laicali possunt facere ea quae laicos decent, jam nullam irrogare possunt ignominiam ordini ecclesiastico, et sic eis nullatenus adaptari potest bulla Piana.

» Non obstat quod filius modo legitimandus procreatus fuerit de tempore quo orator sequebatur statum clericalem, in quo illum non poterat legitimare, quia sufficit, quod sit in statu laicali de tempore, quo facere intendit legitimationem, atque illam ad effectum perducere, cum ad validitatem cujuslibet actus considerari debeat solum habilitas de tempore actus, etiam quod antea fuerit prohibitus, prout in individuo articulo examinato respondet Giovagn. d. resp. 16. Lucidor. de illegit. cap. 28, ubi etiam quod subsecutam dimissionem status clericalis, et transitum ad laicalem convalidatur praecedens legitimatio facta de tempore clericatus.

» Certius hic, ubi orator de tempore procreationis filii erat clericus solius primae tonsurae, nec ullum habebat beneficium, qui proinde nec de eo tempore comprehendebatur sub bulla, ut firmat Cherubinus in compend. Bull. ad const. Pii V, 117, scol. 2. Rota decision. 487, pars prima divers. Lucidorum de filiis illeg. cap. 28.

» Quare etc. »

La S. Congrégation décida que la bulle de S. Pie V ne comprenait pas le cas dont il s'agit, et que le clerc minoré, non bénéficier, devenu bigame en épousant une veuve, était libre de légitimer l'enfant naturel qu'il avait eu avant son mariage et de lui laisser ses biens, à defaut de fils légitime

« Terracinen legitimationis. — Nicolaus de Magistris cle-
» ricus a 20 annis circiter matrimonium contraxit cum vidua
» cum qua vivit uti mere laicus; sed quoniam est destitutus
» filiis masculis supplicat declarari:

» An possit legitimare filium naturalem, quem tempore cle-
» ricatus ante matrimonium suscepit?

» Sacra Congregatio respondit: *Utatur jure suo*. Die 26
» aprilis 1681. »

VII. Privilèges patrimoniaux.

69. Le clerc n'est pas tenu de rapporter à la succession les livres que son père lui a achetés. En règle ordinaire, l'étudiant qui n'est pas docteur avant la mort de son père, doit faire entrer ces livres dans le partage. Il en est autrement des clercs, qui ont sur ce point un privilége spécial (Benius, *de privileg. Jurisconsult.* privil. 88).

70. La donation que fait un père à son fils pour recevoir les saints ordres, conformément au concile de Trente, par rapport au titre patrimonial d'ordination, n'est pas comptée dans la portion légale. Elle est inaliénable.

71. Quoique le droit annulle la donation du père en faveur du fils placé sous sa puissance, cela ne comprend pas la donation qui est faite à un clerc (Surd. cons. 259); les biens ainsi donnés constituent un pécule *castrense*. Ceci concerne la donation en dehors du patrimoine d'ordination.

72. Le père qui veut émanciper son fils qui est clerc, doit faire l'acte d'émancipation devant le juge séculier, parce c'est son acte, non celui de son fils.

73. Les clercs ne peuvent être déshérités par leur père sous prétexte d'ingratitude, parce que la cléricature efface les tâches de ce genre. (cap. *Non licet*, 19, quaest. ult.). Le droit romain énumère seize causes pour lesquelles un père peut déshériter ses enfants. Les canonistes s'accordent à dire que les clercs ne sont pas compris.

74. Un statut qui exclut les clercs et les religieux ou religieuses de succéder à leurs parens étant contraire à la liberté ecclésiastique, est nul.

75. En règle générale, les clercs sont exclus de la succession aux fiefs. Ils peuvent pourtant succéder à la couronne, lors même qu'ils sont engagés dans les ordres sacrés. Ainsi, le cardinal Henri de Portugal en 1579, et le cardinal du Bourbon en 1589, après la mort d'Henri III.

76. Une loi qui oblige de publier les testaments dans un certain délai sous peine de nullité, ne comprend pas ceux où les clercs sont héritiers.

77. Lorsqu'un clerc est héritier d'un laïque, l'inventaire doit être fait avec le concours du magistrat séculier (Jo. Andr. et Abb. in cap. fin. de fide instrum.). Il en est de même si le laïque est institué héritier par un clerc.

78. Les clercs ne sont pas compris dans la proscription et la confiscation générale des biens dont sont passibles les enfants d'un homme qui s'est rendu coupable du crime de lèse-majesté.

79. Lorsqu'un clerc a besoin d'un tuteur ou d'un curateur, c'est à l'Ordinaire qu'il appartient de le nommer, et non au tribunal séculier (Roland a Valle, de invent. q. 17, Grassis effect. 1 cler. n. 958).

80. Le statut qui prescrit de s'en rapporter aux livres des négociants ne lie pas les clercs à leur préjudice, mais on peut l'invoquer en leur faveur.

81. Un édit séculier vraiment juste oblige les clercs à ce titre; ceux qui le violent, blessent la justice. Ainsi, un édit qui tariffe le prix des denrées; car le droit tant naturel que divin oblige de vendre à un prix vraiment juste, sans quoi l'on commet un vol. En ce cas il appartient aux prélats de corroborer par leurs édits les statuts séculiers.

82. Le clerc qui aurait du blé en temps de disette doit le

vendre, et peut y être contraint par les magistrats séculiers, quoiqu'il soit plus sûr de recourir à l'autorité ecclésiastique pour l'y obliger.

83. Le magistrat séculier a le pouvoir de procéder contre le clerc qui vendrait ses denrées avec de faux poids et des fausses mesures.

84. Il peut aussi faire arrêter un clerc séditieux ou scandaleux pour le consigner à son supérieur, afin de calmer le peuple et d'éviter de plus grands maux.

85. Un clerc usurier peut-il être traduit devant le tribunal civil? Quelques canonistes l'ont dit; pourtant le droit canonique ne renferme aucune disposition qui prive l'usurier du privilége du for; il semble plus exact de dire que le juge civil a un pouvoir indirect; ainsi, lorsque le clerc demande l'exécution du contrat usuraire; car le juge peut rejeter l'instance et absoudre le débiteur.

86. L'homme qui a cautionné pour un autre, est exonéré de cet engagement si ce dernier se fait clerc ou religieux (Cardin. in clem. 1 *de censibus*).

87. Le clerc qui exercerait une profession dégradante, comme celle de boucher, ou d'aubergiste, serait justiciable du tribunal séculier, si, après monition, il ne la quittait pas. (Clem. 1 *de vita et honest. cleric.*); car il perd tous les privilèges de la cléricature.

88. Le clerc qui accepterait la tutèle ou la cure d'un mineur, devrait en rendre compte devant le tribunal séculier qui la lui confère, parce que cette acceptation le rend indigne du privilége clérical. Nous dirons plus loin en quel cas et sous quelles conditions il est permis aux clercs d'accepter la tutèle.

89. Lorsqu'un clerc meurt sans laisser de parents qui puissent succéder, ce n'est pas le fisc séculier qui hérite; c'est l'Eglise, et pour elle, l'évêque. Tous les canonistes s'accordent sur ce point, et disent que l'évêque a des droits fiscaux, puisqu'il peut imposer des amendes et des peines pécuniaires, dont le produit doit toutefois être employé en œuvres pies (le Panormitain, c. 2 de succes. ab intestato: Felinus ibid; Covarr. lib. 2 var. resolut. c. 9 Peregrinus, tract. de *jure fisci*, et plusieurs autres). Lorsqu'il s'agit d'un bénéficier, l'église du bénéfice hérite, et non l'évêque (c. *Excommunicationis*, §. *damnatis*, de haereticis).

90. L'Eglise interdit aux clercs tout négoce direct ou indirect et les prive par là d'un moyen licite de se procurer un surcroit de revenu. Il est juste qu'elle leur donne une compensation. La dissertation qui se trouve dans la 68e livraison des *Analecta* montre combien est rigoureuse la prohibition du commerce pour les clercs et les religieux; l'équité de la compensation n'en est que mieux démontrée. Cette compensation, dans la pensée de l'Eglise, consiste dans la disposition canonique qui exempte de tout impot les biens patrimoniaux des clercs.

Nous lisons dans la Génèse (c. 47) que Joseph exempta de l'impôt les propriétés des prêtres. Josèphe (*Antiquit. jud.* lib. 2 c. 4): *soli sacerdotes immunitates et agros retinuerunt*. Dans le 1er livre d'Esdras c. 1, Artaxerxès, roi des Perses, défend de lever des impôs sur les prêtres et tous les autres ministres de la maison de Dieu. Nous lisons dans l'Evangile que les rois de la terre mettent les impôts sur les étrangers et non sur leurs propres fils; pourtant, pour éviter le scandale, Jésus fait un miracle et fait payer l'impôt. (Matt. 17). Le droit divin, le droit canonique et le droit romain s'accordent à exempter les clercs de tous les impôts séculiers. (c. *Clericis*, de immunit. eccles. in 6. c. *Quamquam*, de censibus, in 6, Clem. 1 de immunit. eccles. 1 de censibus; Conc. Trid. sess. 25, c. 20) Le Concile confirme les constitutions des Papes et des conciles. Cette exemption comprend les biens patrimoniaux des clercs. Les collecteurs qui exigent les impôts des clercs furent mis au ban de l'empire par une loi de Frédéric Ier et condamnés à restituer le triple. Le droit canonique inflige l'excommunication à ceux qui mettent des impôts sur le clergé (c. *Non minus*, de sentent. excomm. c. *Quamquam*, de censibus in 6, c. *Solet*, de sent. excomm.) La monition est-elle nécessaire? Quelques auteurs en doutent. La bulle *in Coena Domini* renouvelle cette censure. Il y a obligation de restituer aux clercs ce qu'on leur prend à titre d'impôt, et l'on est tenu de leur donner, en outre, des dommages-intérêts. Ceux qui conseillent l'impôt ou prêtent secours, sont atteints par l'obligation de restituer, comme ils le sont par les censures. Le Panormitain, Felinus et les autres canonistes disent que l'opinion d'après laquelle les clercs sont soumis aux impôts pour leurs biens patrimoniaux est communément réprouvée. Les femmes grecques des clercs orientaux jouissent du même privilége, ainsi que les fermiers des clercs. La coutume est sans valeur par rapport au point que nous traitons, à moins qu'il n'y ait tolérance de l'Eglise et du Pape. Ceux qui violent cette immunité commettent un sacrilége. Dans notre dissertation sur le commerce défendu aux ecclésiastiques, nous avons parlé de l'obligation de payer l'impôt pour ce trafic illicite, auquel l'immunité cléricale ne saurait s'étendre.

91. Cependant les impôts établis dans un but de piété obligent les clercs comme les laïques; ainsi, pour entretenir un hôpital, payer un prédicateur, un médecin. De même, pour une guerre. Item, lorsque l'impôt est établi sur une chose qui appartient au prince, telle que le sel, le poisson, le droit de péage, les frais pour recevoir le prince. Le Saint-Siége accorde des indults pour ces divers objets: les registres de la S. Congrégation de l'Immunité renferment un grand nombre de ces sortes d'indults pour tous les pays de la chrétienté.

92. Le patrimoine affecté comme titre d'ordination est inaliénable, ainsi que nous l'avons dit plus haut; on ne peut pas même l'échanger avec une autre propriété sans un décret formel de l'évêque. Ce patrimoine n'est affranchi qu'à la mort du clerc, ou bien lorsque l'ecclésiastique acquiert un bénéfice dont le revenu constitue des ressources suffisantes pour vivre.

Entre plusieurs décisions, nous nous contentons de choisir la suivante, qui est inédite:

« Fanen. patrimonii sacri et missarum. — Ludovicus Ramazzottus ad ordines sacros promotus fuit ad titulum capellaniae de jurepatronatu laicorum onus habentis missae quotidianae, et cum supplemento patrimonii sacri a Joanne Baptista patre constituto super quadam ejus domo valoris scutorum 300 monetae Urbini et annui redditus scutorum 12. Successive dictus sacerdos reportata die 13 decembris 1707 Ludovisio Maruscellio Romano cessione cujusdam asserti crediti fructiferi scutorum in sorte 409, et provenientis ab instrumento stipulato anno 1645, in subrogationem sui patrimonii, sine licentia ordinarii, consensum praestitit, ut ejus pater domum, ut supra, assignatam distraheret, prout de facto die 3 januarii 1708 vendidit. Hinc instante promotore fiscali pro nullitate venditionis dictae domus et pro celebratione missarum ab anno 1705 usque in praesens fere penitus a dicto sacerdote omissa, ut ex calculo EE. VV. in summario exhibendo, auditor SSmi utramque controversiam EE. VV. delegavit, ideoque monitis dicto sacerdote Ramazzotto, et domus possessore, humillime promotor fiscalis instat declarari:

» 1. An alienatio domus in supplementum patrimonii sacri assignatae substineatur in casu?

» 2. An sacerdos Ludovicus Ramazzottus teneatur celebrare missam quotidianam tam pro praeterito, quam in futurum in casu?

» Sacra Congregatio Concilii respondit: ad 1. *Negative, et amplius*. Ad 2. *Affirmative ad rationem manualis a die compositionis et amplius*. Die 21 augusti 1717. »

VIII. Etrennes et contributions du clergé en faveur de l'évêque.

93. Autant le Saint-Siége respecte les droits acquis par une longue possession, autant il veille d'autre part pour empêcher les exactions injustes et onéreuses qu'on voudrait imposer au clergé contrairement aux saints canons. Nous rapporterons ici un grand nombre de décisions de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, la plupart inédites, en suivant l'ordre chronologique.

94. En 1652, la S. Congrégation écrit à un évêque: « La réponse de V. S. aux plaintes de l'archidiacre ayant été examinée à fond, cette S. Congrégation m'a ordonné de répondre sur le premier chef, savoir que V. S. prend le quart des honoraires de messes; on ne peut guère supposer que la S. Congrégation ait entendu approuver cet abus sans sauvegarder en même temps les intérêts de ceux qui donnent les honoraires et dont les intentions seraient frustrées en partie. Cette lettre ne se trouvant pas dans les registres, V. S. devra en transmettre l'original. Du reste, le document, fût-il authentique, est antérieur au décret d'Urbain VIII, *de celebratione missarum*, qui défend expressément de prendre une partie quelconque des honoraires de messes. V. S. aurait dû s'en abstenir dès l'époque où ce décret fut publié. On lui enjoint expressément de s'en abstenir désormais et d'observer la disposition du décret susdit. Secondement, l'archidiacre porte plainte de ce que V. S. exige que les capitaux des legs de messes soient employés en rentes perpétuelles, au lieu d'acheter des immeubles; V. S. devra se conformer au décret d'Urbain VIII sur ce point comme sur le premier. Troisièmement, il se plaint de ce que V. S. prend, outre ses revenus, le quart des revenus et des distributions quotidiennes du chapitre. La S. C. veut qu'on s'en tienne à l'usage. »

95. En dehors du cathédratique, du subside charitatif et de la taxe du séminaire qui sont approuvés par les dispositions canoniques, l'évêque n'a pas le pouvoir d'imposer le clergé; les collectes sont éminemment spontanées et volontaires, sauf une disposition spéciale du Saint-Siége. En 1677, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers exigea le remboursement dans le cas suivant. Nous transcrivons la relation rédigée pour la S. Congrégation. « En 1667 l'évêque de N. réunit quelques ecclésiastiques de la ville, lesquels, croyant former la majorité, imposèrent un dixième sur tous les biens patrimoniaux de tous les ecclésiastiques, payable en trois annuités. Ensuite l'évêque représenta à cette Congrégation que le clergé avait été légitimement assemblé pour imposer ce dixième, et qu'on avait besoin de cette collecte pour aviser à la défense de l'immunité ecclésiastique. Il obtint ainsi une lettre conçue en ces termes: — Cette S. Congrégation ayant pris connaissance de la relation de V. S. sur la délibération du clergé d'imposer pour trois ans le dixième du revenu des biens patrimoniaux pour la défense de l'immunité ecclésiastique, remet au jugement de V. S. de rendre les ordres qu'il faudra pour la perception de cet impôt, pourvu qu'il y ait le consentement requis et les autres conditions nécessaires etc. Rome le 5 août 1667. — L'évêque prétendant en vertu de cette lettre exiger le dixième de tous les ecclésiastiques même de ceux qui ne consentaient pas ou n'avaient pas assisté à la réunion, ces derniers portèrent plainte, et la S. Congrégation écrivit *pro informatione* à un évêque voisin, avec l'ordre de s'informer de ce qu'on faisait de l'argent déjà perçu pour la plus grande partie. L'évêque répondit que la nécessité de défendre l'immunité était tout simplement un prétexte, attendu que les démêlés avec la commune et avec le baron du lieu sont depuis longtemps assoupis. La somme perçue s'élève à dix mille livres, elle a été presque entièrement employée à soutenir un procès de la municipalité avec le duc du lieu. Après de semblables informations, les ecclésiastiques dissidents demandent deux choses. D'abord, ils ne veulent pas qu'on les oblige de payer le dixième du revenu de leurs biens patrimoniaux. Secondement, ils demandent le remboursement des sommes qu'ils ont déjà versées. Sur le premier point, l'évêque et ses partisans citent Calderinus (consil. 1 *de censibus*) lequel dit que le chapitre légitimement assemblé a le pouvoir d'imposer des taxes sur les revenus des clercs, même sans leur consentement, supposé que la majorité se prononce dans ce sens et qu'il y ait une raison légitime de mettre l'impôt. On répond à cela qu'il ne s'agit pas ici de frapper les rentes des bénéfices et les pensions ecclésiastiques; ce sont les biens patrimoniaux et personnels des clercs que l'on veut imposer: le clergé n'a aucun droit sur ces biens. Quant au second point, qui regarde le remboursement à ceux qui ont payé par force, on a la règle ordinaire; mais il n'y a aucune raison de rembourser ceux qui ont payé volontairement. — La S. Congrégation décide que l'évêque n'a pas le pouvoir de contraindre les dissidents à solder leur part de la contribution, et qu'il faut au contraire, rendre ce qu'ils ont déjà donné: *Non esse cogendos dissentientes, et restituendas pecunias iis tantum qui coacte solveruut.* Die 25 junii 1677. »

96. Les anciens canons mentionnent fréquemment le cathédratique qu'on doit payer dans le synode pour chaque église du diocèse, comme signe de la prééminence de la chaire épiscopale. Le Pape Benoît XIII publia un décret sur le cathédratique dans le concile romain de 1725; il l'avait rétabli longtemps auparavant pour son diocèse de Bénévent; et il avait évalué deux ducats les deux sous d'or dont parlent les anciens canons. Nous avons retrouvé une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en date du 28 février 1687 autorisant le cardinal Orsini, archevêque de Bénévent à rétablir le cathédratique dans son diocèse. Nous y voyons que la S. Congrégation avait coutume d'adresser une autorisation aux évêques qui désiraient rétablir le cathédratique, afin de prévenir par là l'opposition que le clergé pourrait faire en se fondant sur la longue interruption de cette discipline. Le droit canonique n'admet pas la prescription en matière de cathédratique. Voici la demande présentée à la S. Congrégation au nom du cardinal Orsini: « Le cardinal-archevêque de Bénévent dans son premier synode célébré le 24 août 1685, a rendu en vertu de ses pouvoirs ordinaires un décret portant que le clergé et les bénéficiers de la ville et du diocèse sont tenus de payer deux sous par an à l'époque de la célébration du synode diocésain pour le cathédratique que tous les bénéficiers doivent à l'archevêque comme signe d'honneur et de soumission. C'est ce que la S. Congrégation décida jadis pour Massalubrese. L'archevêque aurait pu *de facto* exiger immédiatement le paiement du cathédratique; mais voulant procéder paternellement il assigna à tous les bénéficiers et recteurs des églises présents au synode un délai de deux mois pour exposer au vicaire général les raisons qu'ils pourraient avoir. Le décret fut lu et publié en plein synode, et personne ne forma opposition. Néanmoins on supplia cette S. Congrégation d'accorder pour plus grande sûreté une lettre comme celle qui fut donnée à Massalubrese. La S. Congrégation voulut bien répondre, le 27 septembre dernier: *Audiantur beneficiati.* C'est pourquoi le décret a été renouvelé dans le synode tenu le 25 octobre dernier, et on a donné encore deux mois de temps pour faire opposition. Personne n'a comparu. En outre, pour remplir les ordres de cette S. Congrégation, on a cité les intéressés en faisant afficher et publier l'édit dans toutes les localités du diocèse, c'est à dire à la porte de toutes les églises de la métropole et du diocèse; quatre mois se sont écoulés et personne n'a comparu. Seulement le chapitre métropolitain capitulairement

assemblé a répondu qu'il était disposé à obéir aux ordres de son pasteur. En cet état de choses l'on supplie de nouveau vos Eminences d'accorder la même grâce qu'à Massalubrese; on la demande *ex abundanti*; car l'archevêque pourrait exécuter son décret en vertu de ses pouvoirs ordinaires; non-seulement ses sujets ne réclament pas, mais le chapitre de le métropole a expressément approuvé le décret, comme il est dit plus haut. » — La S. Congrégation exauçant les vœux du pieux archevêque, ordonna d'expédier la lettre d'usage: « *Dentur literae*. Die 28 februarii 1687. » En voici la formule: « En réponse à la lettre de V. S. en date du 22 mars dernier au sujet du cathédratique qu'elle doit exiger de son clergé pour le compte du synode qui a été célébré dernièrement, Ces Illmes Seigneurs de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers me chargent de faire savoir à V. S. qu'elle pourra exiger ledit cathédratique, mais modérément et en si modique somme qu'il ne dépasse pas les deux sous fixés par la constitution du pape Honorius III, laquelle commence: *Conquerente*. Rome le 26 avril 1616. A l'évêque de Massalubrese. »

97. Que penser de l'usage où l'on serait d'offrir des étrennes à l'Ordinaire au commencement de l'année? Si l'usage est ancien, immémorial, la S. Congrégation ne le désapprouve pas. Voici une décision de l'année 1711:

« In causa Nullius Terlitii seu Juvenacen. praetensae strenae inter capitulum insignis ecclesiae collegiatae Terlitii ex una, et D. Angelum Pantaleum archipresbyterum ejusdem ecclesiae collegiatae partibus ex altera, de et supra infrascriptis dubiis, nempe:

» 1. An canonici et capitulum civitatis Terlitien. Nullius teneantur solvere quotannis kalendis januarii ducatos quinquaginta sub nomine strenae archipresbytero ordinario ejusdem civitatis juxta antiquam et immemorabilem consuetudinem? Et quatenus affirmative.

» 2. An in casu contraventionis possit idem archipresbyter judicialiter procedere etiam per pignorum captionem contra dictum capitulum et canonicos in casu?

» S. Congregatio Episcoporum et Regularium, partibus auditis, referente Emo de Abdua, respondit ad utrumque: *Affirmative*. Die 5 februarii 1711. »

98. Dans le concile romain de 1725, Benoît XIII publia un décret relatif au cathédratique et déclara que les évêques ne pouvaient pas en faire entièrement grâce ni le perdre par la prescription, quelle qu'en fût la durée; en même temps il ordonna aux évêques de refuser les présents d'usage en certains pays. Enfin, il dressa le tarif du cathédratique suivant le revenu; dix livres pour chaque église, sept livres et demie pour les bénéficiers qui auraient plus de cinq cents livres de revenu, cinq livres au dessous de cinq cents, deux livres et demie pour moins de deux cent cinquante et une livre pour les bénéfices qui rendent moins de cinquante livres. Ce règlement de Benoît XIII n'oblige que les diocèses compris dans la province ecclésiastique de Rome; les saints canons cités dans son décret sont des lois universelles. Voici le décret du concile romain:

« Ipso communi jure (*cap. Placuit. 1 cap. Illud 4. cap. Illud magnitudinem tuam 10. caus. 10. quaes. 3. et cap. Conquerente 16 de Offic. Ordinar.*) est cautum, ut Episcopis cathedraticum a clericis debeatur, quod est duorum solidorum, viginti scilicet juliorum, census cathedralis ecclesiae solvendus in signum honoris, et subjectionis cathedrae pontificali. Jus sane inter caetera episcopalia ita privilegiatum, ut neque ab episcopis in totum remitti, nec a quoquam valeat quocumque titulo, vel immemorabili consuetudine praescribi. Quod si forte aliquid sub alio, vel fixorum munerum, vel xeniorum nomine offeratur, decernimus, ut ab episcopis, tamquam qui non praemium, sed honorem postulant, munera et xenia recusentur hujusmodi; et cathedraticum dumtaxat, summam non excedens praedictam ab ecclesiis (non tamen Regularium) et a beneficiatis sibi subjectis tali etiam volumus moderatione exigatur, videlicet:

» I. Quibus sunt redditus infra scuta decem (idem de ducatis monetae Neapolitanae intelligatur) duo julii.

» II. Quibus scuta infra quinquaginta, julii quinque.

» III. Quibus infra centum, julii decem.

» IV. Quibus ultra centum, vel quacumque in alia majori summa, julii quindecim.

» V. Ab ecclesiis vero, ubi plures de massa participant, ab omnibus in communi, julii viginti, salvis tamen consuetudinibus, ecclesiis, et episcopis magis favorabilibus. »

Clément XII forma une congrégation particulière *super Cathedraticis*, par décret en date du 27 janvier 1731, afin d'évoquer et de juger sommairement toutes les controverses auxquelles donnait lieu la perception de cette taxe. Nous avons retrouvé le décret d'institution de cette congrégation, lequel nous fait connaître les cardinaux qui la composaient. Voici ce document, émané de l'auditeur du Pape:

« Ex audientia SSmi diei 27 januarii 1731. SSmus deputavit congregationem particularem Emorum DD. Cardinalium Barberini, praefecti S. Congregationis Episcoporum et Regularium, Orighi praefecti S. Congregationis Concilii, Corradini et Petra, nec non DD. Archiepiscopi Petren. secretarii S. Congregationis Episcoporum et Regularium, quem etiam deputavit ejusdem particularis congregationis secretarium, episcopi Philadelphien. secretarii S. Congregationis Concilii et mei auditoris Sanctitatis Suae, ad effectum cognoscendi et decidendi summarie ac sine figura judicii omnes et singulas causas motas et movendas, controversias, et dubia concernentia exactionem cathedratici, praevia avocatione earum causarum a quibuscumque tribunalibus et congregationibus et cum omnibus facultatibus necessariis et opportunis. — *M. Passari auditor.* »

La congrégation particulière rendit plusieurs décrets qui sont rapportés dans le *Thesaurus resolutionum* de la S. Congrégation du Concile, et dans le Dictionnaire de Ferraris, au mot *Cathedraticum*. D'autres sont restés inédits.

Il en résulte que les confréries érigées par décret de l'ordinaire et possédant une église propre sont soumises au cathédratique, au lieu que les confréries purement laïques en sont exemptes. — Les chanoines qui ont l'usage de solder le cathédratique au nom de tout le chapitre ne peuvent pas être contraints de le donner une seconde fois pour chaque canonicat. — La coutume est d'une grande valeur en cette matière. Ainsi, la Congrégation particulière décide que pour le taux du cathédratique l'on peut suivre l'ancien usage, au lieu d'observer le règlement du concile romain.

Voici quelques décisions inédites jusqu'à ce jour; elles ont été transcrites dans les registres de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers:

« In causa Spoletana cathedratici pro Rmo Episcopo contra capitulum ecclesiae, et litis consortes, propositum fuit dubium:

» An cathedraticum debeatur episcopo Spoletano juxta taxam praefixam in synodo Ursini de anno 1585 et respective episcopi Castrucci anno 1621, seu potius juxta taxam praefixam in concilio Romano in casu etc.?

« Congregatio particularis super Cathedraticis respondit ad praedictum dubium: *Affirmative quoad primam partem, negative quoad secundam*. Die 29 aprilis 1731. »

Une décision subséquente nous apprend que la Congrégation particulière fut d'avis d'adresser une instruction aux évêques sur la manière de percevoir le cathédratique; nous ne pensons pas qu'on ait donné suite à ce projet:

« In causa Maceraten. Cathedratici pro Rmo Episcopo contra clerum terrae Montis Milonis proposita fuerunt infrascripta dubia:

» 1. An cathedraticum debeatur et in qua summa?

« 2. Quatenus affirmative, an ad illius solutionem teneantur etiam capellaniae laicales et ad nutum amovibiles?

» 3. An et quomodo sit procedendum in illius exactione in casu?

« Congregatio particularis, perpensis juribus ab utraque parte productis, censuit rescribendum:

« Ad I. *Affirmative ad formam synodi provincialis.*

« Ad 2. *Negative.*

« Ad 3. *Ad mentem; et mens est, quod scribatur epistola encyclica episcopis juxta instructionem.* »

Le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile renferme plusieurs autres décisions, entre autres celle de 1852, pour Anglona et Tursi, laquelle consacre le droit épiscopal par rapport au cathédratique. Il est donc certain que les évêques sont autorisés par le Droit canonique à prélever environ dix francs par an sur toutes les églises publiques et sur les chanoines, les curés et autres bénéficiers du diocèse.

99. Pourrait-on mettre en adjudication le revenu du secrétariat, ou chancellerie épiscopale? La S. Congrégation des Evêques et Réguliers s'est constamment opposée à un pareil abus. Nous lisons dans une lettre du mois de septembre 1705: « Les évêques ne doivent pas affermer leurs chancelleries; car les employés commettraient facilement des extorsions; tandis qu'il faut éloigner des administrations ecclésiastiques jusqu'à l'ombre de l'avarice etc. » — Au mois d'octobre de la même année elle écrit à un autre évêque la lettre suivante: « La S. Congrégation désire savoir si la chancellerie civile et criminelle est affermée, et ce qu'on en retire, ou si on les administre, et si on rend compte du revenu et ce qu'on en fait. Les comptes du dépositaire des amendes transmis par V. S. constatent que le produit des amendes, que le concile de Trente réserve à la fabrique des églises et aux établissements pies, a été employé en aumônes privées et confié à l'aumônier de V. S.; la S. Congrégation désire savoir aussi si les lieux pies du diocèse sont en état de n'avoir pas besoin de ces subventions. » En 1725, le clergé et la population ayant porté plainte contre l'évêque et demandé un vicaire apostolique, la S. Congrégation ne juge pas à propos d'infliger à l'évêque la suspense de l'exercice de sa juridiction et se contente de lui adresser diverses instructions, dont la seconde est ainsi conçue: « V. S. doit absolument faire observer la taxe d'Innocent XI et enjoindre aux vicaires forains de la tenir affichée dans les chancelleries; les rentes de celles-ci ne doivent être affermées à aucun prix; si quelqu'une l'a été, V. S. devra rompre immédiatement le contrat etc. »

100. Les lettres d'information que demandent quelquefois les SS. Congrégations de Rome doivent être gratuites; il n'est pas permis d'exiger la moindre chose à ce titre. En 1739, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un métropolitain: « Le promoteur fiscal de N. a porté plainte contre un abus que veut introduire le chancelier de l'évêché en exigeant des droits qui ne sont pas dus pour les lettres et les relations que l'on doit faire à la S. Congrégation qui les demande. Les Emes Cardinaux m'ont commandé d'écrire à V. S. de réprimander vivement le chancelier et de l'avertir sérieusement de s'abstenir de semblables choses pour l'avenir; quant au passé, qu'il songe à mettre sa conscience en ordre. »

101. Après une visite apostolique qui a duré trois ans, la S. Congrégation autorise l'évêque de N. à rentrer dans son diocèse et à reprendre le gouvernement; mais elle lui recommande de faire observer la taxe d'Innocent XI et de réserver entièrement aux œuvres pies le produit des amendes. Voici la lettre adressée à ce prélat le 30 juillet 1749: « Quoique les Emes Cardinaux aient été fort surpris que V. S. n'ait pas résidé dans un couvent tout le temps de son absence du diocèse, comme l'ordre en avait été donné; cependant ils ont bien voulu, après avoir pris les ordres de N. S. Père le pape Benoît XIV, permettre à V. S. de rentrer dans le diocèse et d'en reprendre le gouvernement. Ils veulent pourtant que V. S. fasse exactement observer les décrets de la visite apostolique; qu'elle fasse enregistrer les amendes, qui devront être gardées par un dépositaire désigné à cet effet pour les appliquer uniquement aux œuvres pies. Il faudra aussi que V. S. fasse observer très fidèlement la taxe d'Innocent XI etc. Rome le 30 juillet 1749. »

102. Nous remarquons dans les registres de 1776 une très-belle lettre adressée à un évêque après la visite apostolique de son diocèse; nous croyons devoir la reproduire comme un admirable monument de la sollicitude du Saint-Siége et comme renfermant de précieuses instructions pour le gouvernement ecclésiastique. Voici donc ce que la S. Congrégation des Evêques et des Réguliers écrit à cet évêque: « Le cardinal Pamfili ayant fait relation à cette S. Congrégation de la visite apostolique de la ville et du diocèse de N. qui lui fut confiée par Clément XIV de sainte mémoire, les Emes Cardinaux ont rendu, avec l'approbation du Saint-Père, un décret qui rend à V. S. l'exercice de sa juridiction; mais ils ont ordonné aussi d'adresser à V. S. des exhortations et des avertissements sur divers points. — La présence personnelle d'un évêque produit de grands avantages et empêche divers inconvénients. Lorsqu'un évêque a deux diocèses unis, comme les a V. S. il faut distribuer la résidence de manière à ne pas exciter de plainte. — V. S. est avertie premièrement de s'abstenir de certains actes qui dépassent sa juridiction ordinaire et déléguée et appartiennent entièrement au Saint-Siége. En se permettant des actes qui dépassent ses pouvoirs, outre qu'ils sont tous nuls et irréguliers, V. S. est cause de désordres et de troubles, parce que ces actes arbitraires rendent les subordonnés capricieux et hardis pour violer les canons et les autres lois. — Comme les ministres et les employés que choisira V. S. doivent être des instruments pour bien agir et gouverner selon la justice, il faut qu'ils soient fidèles et irréprochables. V. S. devra donc user d'une grande circonspection; car si les bras commandaient à la tête, ce serait un désordre dans le corps humain; ainsi les employés doivent aider V. S. de leur concours et de leur conseil, sans leur permettre de prendre sur l'esprit de V. S. un ascendant qui les en rende maîtres. Ceci s'applique à toute autre personne subordonnée par la nature et la loi. En conséquence, comme le cardinal visiteur apostolique s'est efforcé tout récemment de choisir des vicaires forains, des employés et autres ministres, V. S. ne devra pas les destituer sans des raisons justes et pressantes; il serait même à propos que V. S. consultât le cardinal visiteur — Tout le monde sait qu'un évêque doit être généreux et passer pour tel. On n'est pas moins persuadé que si le vicaire général et le chancelier sont convenablement rétribués, ils se montrent ordinairement plus zélés et plus fidèles à servir le public. Ainsi, V. S. devra donner vraiment désormais de plus grandes marques de générosité, donner au vicaire général tout au moins douze écus par mois, et laisser entièrement au chancelier général tous les produits de la chancellerie, avec la seule et unique charge de payer à ses frais le substitut. Afin que les travaux des autres ministres soient rétribués de quelque manière, V. S. affectera pour toujours aux vicaires et aux chanceliers forains le tiers des taxes des procès-verbaux et des autres actes qui se font dans ces chancelleries. Par là tous les employés s'en tiendront plus facilement à la taxe d'Innocent XI, que V. S. fera observer ponctuellement, en n'oubliant pas que le diocèse s'est plaint avec raison des transgressions qui se sont produites sous le gouvernement de V. S. — Qu'elle se garde bien d'employer ou de laisser détourner les amendes pour des usages profanes ou personnels. Il faut donc nommer des

dépositaires des amendes et s'en faire rendre compte tous les ans. — Que V. S. sache que les patentes des prédicateurs ne doivent pas être un objet de lucre pour son secrétaire. — Qu'elle ne permette pas qu'on prenne désormais dans la caisse des dépots des étrennes pour ses domestiques — La perte qu'on a faite des papiers et documents publics est un avertissement pour V. S. de veiller à ce que ceux qui restent ou qu'on acquerra dans la suite soient diligemment gardés et conservés dans la chancellerie générale — Mais un avis bien plus important est que V. S. ne doit pas conférer les ordres mineurs ou majeurs avec une excessive facilité, par complaisance ou par faveur; car le seul motif de l'ordination doit être la nécessité et l'utilité réelle de l'église et du diocèse, le mérite des jeunes gens, la vocation à l'état ecclésiastique, la piété montrée au séminaire, et le progrès dans les études, une science tout au moins compétente — V. S. devra aussi exciter les curés à remplir fidèlement leur devoir, particulièrement le catéchisme et la doctrine chrétienne, et l'explication de l'évangile tout au moins le dimanche et les principales fêtes, d'autant plus qu'il règne une grande ignorance dans le diocèse. — Etant certain que les confesseurs font beaucoup de bien ou de mal suivant qu'ils bons sont ou dépourvus des qualités requises, V. S. devra agir avec une grande circonspection sur ce point en s'assurant de leur piété et de leur conduite avant de les approuver pour exercer un ministère aussi délicat, sans se contenter d'un examen superficiel et de pure forme. Elle devra donc choisir des examinateurs éclairés et consciencieux et surtout redoubler de vigilance lorsqu'il s'agira de confesseurs pour les religieuses; car les erreurs ont de plus fâcheuses conséquences — V. S. inspirera à tous les clercs l'amour de la retraite, des études sacrées. Elle les punira à propos, et les détournera efficacement de la manie de voyager dans tous les pays du diocèse et ailleurs — Rien n'est plus opposé au zèle et à la vigilance qui forment un des principaux caractères d'un bon évêque que l'indolence et l'insouciance. Ainsi V. S. se gardera de fermer les yeux sur les désordres et sur la transgression des lois et de laisser les délits impunis: mais elle tâchera de tempérer suivant les cas la douceur par une rigueur salutaire, en faisant en sorte que les bons ne soient pas opprimés, que les méchants ne lèvent pas la tête et que son autorité soit respectée. — L'évêque doit être éclairé et habile dans toutes les parties de son gouvernement spirituel, surtout pour écarter les inconvénients inhérents à la direction des religieuses. V. S. devra faire usage d'une prudence et d'une circonspection incessantes afin de conserver la régularité des communautés, en sachant bien que toute vertu épiscopale s'énerve lorsqu'on accepte les plus petits présents de la part des religieuses; peu à peu leur conduite prend un mauvais pli, et le temporel se détériore — A propos de temporel, je dois dire qu'on n'a pas trouvé les confréries et lieux pies si nombreux dans le diocèse dans un état prospère; V. S. tâchera d'obvier à ces désordres, de faire rentrer les rentes et de secouer les débiteurs — Les théologaux ont été établis dans les églises cathédrales et les collégiales des pays importants afin qu'ils fassent au peuple des leçons sacrées le dimanche et les fêtes. Loin de permettre que le but de cette institution soit frustrée, V. S. aura soin que les théologaux fassent tout au moins quarante leçons par an. — V. S. peut être assurée que si elle prend en bonne part ce qui lui est recommandé dans la présente lettre et le met à exécution, elle remplira l'attente du Saint-Père, qui est informé de tout et elle secondera les vues et les intentions de la S. Congrégation qui désire et veut que la visite apostolique obtienne son effet. Autrement V. S. ne pourra que préjudicier à sa propre dignité et à la juridiction qui lui est en ce moment rendue. Rome le 6 septembre 1776. »

103. L'usage peut-il attribuer des droits à l'évêque sur la succession des curés? Bien entendu que nous ne parlons pas des biens patrimoniaux, mais seulement des dépouilles ecclésiastiques. La décrétale *Cum tibi*, titre *de testamentis*, et elle *Praesenti*, titre *de officio ordinarii* du Sexte, admettent la coutume et la prescription en faveur de l'évêque pour s'approprier les biens que laissent à leur mort les bénéficiers. Le Concile de Constance préserva les coutumes locales et les droits particuliers. Il paraît qu'à Liége au siècle dernier et dans quelques autres diocèses de Belgique tout le mobilier que laissaient les bénéficiers appartenait à l'évêque; c'est du moins ce que dit Van Espen, qui ajoute que les parents transigeaient avec le prélat moyennant une modique indemnité. — Le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile renferme plusieurs décisions qui montrent la nécessité de constater légalement et rigoureusement l'usage et la prescription en faveur de l'évêque. Ainsi, tome 2 du *Thesaurus*, un évêque prétend avoir droit en vertu d'une très-ancienne coutume au surplis et au bréviaire de chaque prêtre qui vient à mourir; la S. Congrégation ne trouvant pas que la preuve de la prescription soit rigoureusement établie répond: *Coadjuventur probationes*; nous ne trouvons pas que l'affaire ait été reprise — Dans le troisième tome du *Thesaurus* (p. 239, 336, 342), un archevêque expose qu'une coutume immémoriale le met en possession de prendre le lit, l'anneau, le bréviaire de tous les curés qui meurent, et que dans la suite on a substitué à cette réquisition en nature la somme de quatre cents ducats. Le promoteur fiscal communique des conclusions à l'appui de cet usage et s'appuie principalement sur une sentence rendue en 1572 au sujet de la substitution des 400 ducats aux divers articles du mobilier. D'autre part, un évêque voisin consulté par la S. Congrégation, informe que l'exaction en question est scandaleuse, et fait que de bons prêtres ne se présentent pas au concours pour ne pas imposer une si lourde charge à leur famille. L'archevêque est riche, au lieu que que les paroisses rendent à peine cinquante ducats par an. D'ailleurs, les diocèses voisins ne conservent pas le plus petit vestige d'une semblable usage. La S. Congrégation du Concile se prononce contre l'archevêque: *An in obitu parochorum civitatis et dioecesis liceat archiepiscopo pro tempore ab haereditate parochi defuncti exigere praetensum spolium.* Sacra Congregatio respondit: *Negative* (*Thesaur.* t. 3, p. 342).

104. L'archevêque de Bari recevait une somme au mois d'août à titre de cathédratique et une autre le 1er janvier comme étrennes. Les registres qui remontent au milieu du XVIe siècle mentionnent cette redevance, qui est reconnue par toutes les collégiales du diocèse. Néanmoins une plainte portée à la S. Congrégation du Concile conteste l'ancienneté de cette offrande, qui semble avoir été faite dès le principe à titre de procuration pour la visite pastorale; car ce n'est que depuis environ quarante ans que les étrennes du 1er janvier sont données suivant le chiffre actuellement en usage. Le concile romain de 1725, après avoir confirmé le cathédratique, enjoint aux évêques de refuser tous les autres présents. La question est parfaitement discutée par le cardinal Petra (tom 2 et 5 de ses Commentaires). La S. Congrégation ne se croyant pas suffisamment renseignée sur l'usage de Bari, ordonne à titre de provision de suspendre les étrennes, tout en continuant de payer le cathédratique. « 1. An praestanda « sit in futurum per capitulum majoris ecclesiae Medunei re- » verendissimo archiepiscopo Barensi strena ducatorum vi- » ginti trium et carolenorum novem die Sanctissimae Circum- » cisionis Domini? 2. An summa ducatorum viginti tres et » gran. 91 titulo cathedratici praestanda sit in futurum per » dictum capitulum dicto reverendissimo archiepiscopo, seu » potius sit moderanda, et in qua summa in casu? Sacra » Congregatio respondit: *Dilata ad utrumque dubium, et coad-*

» *juventur probationes juxta instructionem, non retardata* » *interim solutione consueti cathedratici tantum.* (*Thesaur.* tom. 5, p. 336).

105. Les tournées de confirmation ne jouissent pas du privilége de la visite pastorale quant à l'obligation de nourrir et défrayer l'évêque et sa suite; car le prélat doit voyager à ses frais lorsqu'il se contente d'administrer le sacrement de confirmation, au lieu que la visite pastorale proprement dite lui donne le droit d'être nourri et défrayé par tous ceux qui sont visités. En dehors des dépenses nécessaires que les saints canons désignent sous le nom de *procuration*, il n'a pas le droit d'exiger des étrennes. Le *Thesaurus* de la S. Congrégation (tom. 10, p. 119) traite d'un chapitre qui paie annuellement une somme à le mense épiscopale *titulo procurationis*; l'évêque pense qu'on doit voir en cela le cathédratique, attendu que toutes les autres paroisses du diocèse ont la même obligation; d'où il suit qu'en dehors de cette offrande annuelle les lieux visités doivent supporter toute la dépense de la visite et nourrir le prélat et sa suite; en outre, il est persuadé de son droit d'exiger des étrennes, en dehors des frais de visite et du cathédratique susdit, qui, s'il en est ainsi, dépasse notablement les deux sous des anciens canons et les deux écus ou ducats du concile romain de 1725. La S. Congrégation du Concile, saisie de cette question en vertu d'un recours formel, décide que l'évêque n'a pas le droit d'exiger des étrennes et que le chapitre doit continuer de payer chaque année la somme d'usage *titulo procurationis*, et supporter les autres dépenses vraiment nécessaires de la visite pastorale. Contentons-nous de citer textuellement le *dubium* relatif aux étrennes: « An episcopus possit exigere » strenas a capitulo invitis capitularibus, canonicosque pro » illis adstringere in casu? Sacra Congregatio respondit: *Ne-* » *gative.* (*Thesaur.* tom. 10, p. 119).

106. On a dit plus haut que le produit des amendes doit être employé en œuvres pies et attribué aux établissements diocésains. Nous remarquons dans le *Thesaurus* (tom. 11, p. 119) une décision pour Alexano, laquelle confirme ce principe, en ajoutant qu'il faut un indult apostolique pour pouvoir appliquer les amendes à la fabrique de la cathédrale. En outre, la S. Congrégation enjoint de nouveau de se conformer à la taxe d'Innocent XI pour les expéditions de chancellerie. Voici les *dubia* concernant ces divers points: « 1. An » episcopus possit sibimet applicare mulctas? Et quatenus » negative. 2. An episcopus possit applicare easdem mulctas » fabricae ecclesiae in casu? 3. An constet de inobservantia » taxae Innocentianae in curia episcopali Alexani quoad colla- » tionem beneficiorum, ordinum, et executionem dispensatio- » num matrimonialium? Et quatenus affirmative. 4. An, et » quas paenas incurrerint episcopus ejusque officiales in casu? » Sacra Congregatio rescripsit: Ad 1. *Negative.* Ad 2. *Epis-* » *copus supplicet in casu indigentiae.* Ad 3 et 4. *Episcopus* » *sedulo invigilet, ut taxa Innocentiana omnino servetur, et* » *quoad praeteritum consulat conscientiae suae.* » Cette affaire renferme une autre question très curieuse, savoir, si un évêque est tenu de payer tout au moins une partie des procès qu'on lui intente et qu'il perd; comme il n'y a pas de règle générale, la S. Congrégation se contenta de répondre: *Videatur in casibus particularibus.* Lorsque le clergé demande une enquête ou un visiteur apostolique, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers exige que les frais en soient supportés d'abord par ceux qui demandent, en leur réservant le droit d'indemnité pour le cas où les plaintes sont plus tard reconnues justes et fondées.

107. Une longue controverse entre un évêque et son chapitre est insérée tome 12 du *Thesaurus;* entre autres choses, ce prélat croyait avoir le droit d'obliger ses chanoines à lui donner cent ducats per an; la S. Congrégation jugea autrement: *An memoratus episcopus habeat jus exigendi quotannis a capitulo ecclesiae cathedralis ducatos centum?* Sacra Congregatio Concilii respondit: *Negative.* (*Thesaur.* tom. 12, p. 2.)

108. La taxe du vénérable Innocent XI autorise les évêques à recevoir le *subsidium charitativum* à leur entrée dans le diocèse, pour couvrir les dépenses de l'installation; mais il faut le concours de plusieurs conditions. 1. Ils ne doivent recevoir ce subside qu'une seule fois pendant toute la durée de leur épiscopat. 2. Il faut que ce soit l'usage, par conséquent il est prohibé de l'introduire dans les diocèses qui ne le connaissent pas. 3. Il n'est pas permis de l'élever au-dessus du chiffre usité pendant les quarante années précédentes, ce qui nous renvoie au milieu du XVIIe siècle. 4. Enfin, en dehors du subside fixé par l'usage il est interdit de recevoir la moindre chose, même à titre de don spontané et volontaire de la part du clergé pour son évêque. Voici la disposition textuelle du Vénérable Innocent XI: « Le subside » charitatif, dans les diocèses où c'est l'usage de l'exiger et non » ailleurs, sera perçu une seule fois à la première entrée de » l'évêque, suivant la taxe fixée pendant les quarante années » précédentes, sans considérer le surplus introduit à une épo- » que plus récente; car il est interdit de recevoir cet excédant, » même comme don volontaire. »

109. Les offrandes consacrées par un très ancien usage doivent être conservées, ainsi que nous l'avons dit plus haut. En 1827, la S. Congrégation du Concile obligea le chapitre de la cathédrale de Rieti à donner à son évêque arrivant dans le diocèse cent quarante écus, (environ 800 fr.) suivant l'ancienne coutume. Voici le *dubium* et la décision: « An, quo » titulo, et in qua summa episcopis Reatinis in primo adventu » ad ecclesiam cathedralem debeatur praestatio in casu? Sacra » Congregatio respondit: *Affirmative titulo oblationis pro scu-* » *tatis centum quadraginta.* Die 21 junii 1827. »

110. Un cas semblable se trouve dans le *Thesaurus* de 1846, p. 99. C'est un très ancien usage dans le diocèse d'Amerino que lorsqu'arrive un nouvel évêque, tous les ecclésiastiques qui ont un bénéfice quelconque dans le diocèse se cotisent pour lui offrir soixante-dix écus romains (environ 375 fr.) sous le nom de Cène; trois couvents de religieuses sont compris dans cette taxe, c'est l'usage. Profitant de la vacance du siége épiscopal, le clergé a adressé à la S. Congrégation un mémoire portant que la mense épiscopale est fort riche au lieu que les autres bénéficiers et les religieuses ont à peine ce qui est indispensable pour vivre; c'est pourquoi il a demandé la suppression de la contribution en question. Les renseignements pris par la S. Congrégation constatent que la mense épiscopale donne 1800 écus net (9700 fr.); d'autre part, les bénéfices sont misérables; à l'exception de 4 canonicats dont un produit 114 écus (610 fr.) la plupart des bénéfices n'arrivent pas à 65 écus, et il en est d'autres dont tout le revenu est absorbé par les charges; les trois couvents de religieuses ont 1069, 574 et 467 écus romains. Le nouvel évêque ayant pris possession après la récolte, a dû abandonner tout le revenu aux agents de la S. Congrégation de la Propagande, il a donc passé l'année à ses propres frais, sans parler des travaux urgents nécessités par le mauvais état des propriétés. — Ces circonstances posées, la S. Congrégation du Concile confirme l'ancien usage: « An et quomodo ab Amerinae diœcesis clericis » beneficiatis ac sanctimonialium monasteriis futuris episcopis » in primo eorum adventu debeatur praestatio in casu? Et » quatenus negative. 2. An et quomodo saltem eadem praes- » tatio tribuenda sit hodierno episcopo in casu? Sacra Con- » gregatio rescripsit: Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Provisum in* » *primo.* Die 14 februarii 1846 (*Thesaur.* tom. 96, p. 110). »

111. En 1850, la S. Congrégation du Concile n'a pas voulu autoriser l'évêque de Bruges à imposer à tous les ordinands la contribution de deux cents francs pour créer une

caisse dont le revenu devait servir à donner des appointements aux prêtres âgés ou impotents. Cette contribution aurait été dénommée le *titre quasi patrimonial* d'ordination. L'Eglise exige le patrimoine des ordinands qui n'ont pas de bénéfice ni de pension ecclésiastique: mais ce patrimoine n'est pas perdu pour les familles, qui ont au contraire plus d'assurance de le retrouver intact à la mort de l'ecclésiastique, puisque celui-ci n'a pas le pouvoir d'aliéner le titre de son ordination; au lieu que les deux cents francs du nouveau titre quasi patrimonial auraient été acquis à la caisse commune. C'est pourquoi la S. Congrégation du Concile refusant d'autoriser la contribution a permis seulement d'accepter les offrandes volontaires, en exigeant toutefois la constitution du patrimoine d'ordination suivant le concile de Trente et les décrets du Saint-Siége pour tous les ordinands qui ont le moyen de constituer ce patrimoine canonique.

112. Dans le royaume de Naples, un décret gouvernemental de 1813 supprima le cathédratique, le subside charitatis, les dîmes et la quarte funéraire ; mais un édit du gouvernement les reconnut en 1819. Pendant la révolution de 1820 parut un autre décret prohibitif, lequel fut révoqué l'année suivante. Tous les évêques reçoivent le cathédratique, mais il n'en est presque aucun qui réclame le subside charitatif, quoiqu'il soit d'usage dans bien des diocèses que les nouveaux évêques reçoivent spontanément de leur clergé une somme destinée à couvrir les frais d'installation. En 1853, un évêque soumit à la S. Congrégation du Concile une question relative au subside charitatif qu'une collégiale de son diocèse refusait de solder. Tout en reconnaissant le droit rigoureux, la S. Congrégation conseilla à l'évêque de se conformer à l'usage de la majorité des églises du royaume, dont les évêques se contentent de l'offrande spontanée qu'on leur fait à l'époque de l'installation. « An et quomodo capitulum » ejusdem collegiatae teneatur ad solutionem subsidii chari- » tativi in casu ? Sacra etc. *Affirmative et ad mentem.* Mens » est *ut scribatur episcopo, eique significetur magis expedire,* » *ut sese conformet consuetudini majoris partis dioecesium* » *regni.* Die 29 januarii 1853. »

113. Peut-on obliger le clergé d'acheter les statuts diocésains ? Cette question est traitée en deux endroits du *Thesaurus* de la S. Congrégation, tomes 5 et 19. La première fois il s'agissait d'un édit épiscopal imposant au clergé l'obligation d'acheter les statuts synodaux, sous peine de suspense *ipso facto* pour les prêtres et d'excommunication pour les autres clercs. La S. Congrégation annulla un pareil statut: « An substineatur poena ipso facto incurrenda, hoc est sus- » pensionis a celebratione missae quoad sacerdotes , et ex- » communicationis quoad clericos , sub qua demandata fuit » emptio codicis constitutionum synodalium, soluto pretio ca- » rolenorum quinque ? Sacra Congregation rescripsit: *Nega-* » *tive.* (*Thesaur.* tom. 5, p. 303) — Voici une autre décision dans le même sens. Un évêque ayant publié ses statuts synodaux quatre ans après la célébration du synode, enjoignit à tous les prêtres et clercs du diocèse de les acheter à un prix déterminé. Il en fit adresser neuf exemplaires au chapitre de la cathédrale. Les chanoines ayant reconnu que les statuts contenaient des choses non moins contraires à leurs droits qu'aux saints canons, renvoyèrent les neuf exemplaires. La réponse fut un ordre de procéder rigoureusement contre les chanoines; ceux-ci ayant mis par écrit les choses préjudiciables qu'ils remarquaient dans les statuts et ayant interjeté appel de toute coaction qu'on voudrait leur faire, le vicaire général ordonna de renvoyer les exemplaires au chapitre , avec ordre de les garder , sous peine de suspense *ipso facto.* Second appel du chapitre. Monitoire du vicaire général pour la déclaration de la suspense dans le délai de trois jours, et pour l'affixion de cette censure. — Troisième appel du chapitre. Le vicaire général ayant rendu la sentence portant que les chanoines avaient encouru la suspense et ordonnant d'en publier les *cedulones*, les chanoines firent leur quatrième appel. Enfin , le vicaire général décida que l'appel était simplement dévolutif, et les chanoines firent appel pour la cinquième fois — Il n'est jamais venu à l'esprit des saints pontifes qui ont rédigé les canons d'obliger le clergé d'acheter les statuts synodaux sous peine de suspense. Dans l'espèce, on a procédé sans les monitions préalables et au mépris de l'appel — La S. Congrégation jugea la suspense insoutenable. *An censurae, seu suspensio substineantur in casu?* Sacra Congregatio etc: *Negative.* (*Thesaur.* tom 19, pag. 10.)

IX. Obligation de porter l'habit ecclésiastique sous peine d'amende.

114. Les censures requièrent un délit d'une gravité spéciale, surtout si l'on veut parler de celles qui sont infligées *ipso facto.* Aussi le Saint-Siége n'approuve-t-il pas que l'habit ecclésiastique soit imposé sous peine de suspense , sauf certains cas exceptionnels. L'amende pécuniaire est parfaitement autorisée.

115. En ce qui concerne le clergé de Rome , les édits des cardinaux-vicaires ont prescrit maintefois la soutane longue et la tonsure, sous peine de dix écus romains d'amende. On a sur ce point les édits de Clément IX, du vénérable Innocent XI, d'Innocent XII, de Clément XI et de Benoît XIV. Nous nous contentons de reproduire textuellement l'édit de Clément XI, en date du 7 décembre 1706:

« Editto circa la vita ed onestà degl' Ecclesiastici, e specialmente circa l'abito , e tonsura clericale. Gaspare Cardinale di Carpegna etc.

» 1. La Santità di Nostro Signore, ben conoscendo quanto quella stretta obligazione che anno gl' ecclesiastici in ogni luogo di dar buon esempio, essenzialmente annessa al loro grado, singolarmente cresca in quegl' Ecclesiastici , che dimorano in quest' alma città di Roma, e che per tale ragione dovrebbero essere il modello, e l'esemplare del restante clero di tutto il mondo cristiano, giacchè come scrive S. Bernardo: *Clerum illum ordinatissimum esse decet et quo praecipue in omnem Ecclesiam cleri forma processit;* ci ha perciò comandato di dover publicare il presente Editto e di strettamente procurarne l'osservanza.

» 2. Inerendo dunque alla disposizione de' sacri Canoni e Costituzioni Apostoliche e alle ordinazioni altre volte publicate, tanto circa la decenza dell' abito, quanto circa la tonsura ecclesiastica, con la quale i sacerdoti , gli promossi a gl' Ordini Sacri, e gli chierici di prima tonsura, che godono beneficii ecclesiastici, benchè semplici, o che servono nelle Chiese, devono incedere e molto maggiormente presentarsi agl'altari, per celebrarvi o farvi altre sacre funzioni con la dovuta modestia, ed edificazione; e ben considerando quanto la decenza, e modestia dell'abito esterno sia valevole a dinotare l'interna onestà de' costumi ; Primieramente col presente Editto si rinnuovano gli altri sopra tal materia publicati ed in specie li 29 giugno 1667, li 10 ottobre 1681 , li 20 novembre 1691, li 22 novembre 1669, li 31 marzo 1699 per ordine delli Sommi Pontefici Clemente IX, Innocenzo XI, et Innocenzo XII di fel. mem. e a quelli riferendosi, e respettivamente ampliandogli, si ordina, e comanda.

» 3. Che niun sacerdote, o ordinato in sacris, o chierico beneficiato, come sopra possa andare per Roma dalla levata del sole sino a mezz' ora di notte, con abito e veste corta, ma sia tenuto incedere con abito lungo sino al collo del piede detto volgarmente abito talare, ed inoltre debba sempre portare la chierica, ossia corona, o tonsura clericale della grandezza conveniente all' ordine e grado di ciascheduno, la quale

però non sia minore di un testone, ossia totalmente apparente, e così spesso rinovata che si possa ben vedere.

» 4. S'ordina parimenti, e comanda che verun sacerdote e ordinato in Sacris, o ancora chierico di prima tonsura, come sopra, porti sazzera o capigliatura che copra la fronte e l'orecchie, sotto pena, in ciascheduno di detti casi, e qualsivoglia volta, che si trasgredirà di dieci scudi, d'applicarsi subito ad opere e luoghi Pii, e di altrettanti giorni di carcere, potendo in oltre esser certi quelli che contraverranno che la loro dissubbidienza sarà loro di totale impedimento per conseguire qualsivoglia benefizio o offizio ecclesiastico.

» 5. Si permette nondimeno che in occorrenza di far viaggio, le suddette vesti siano più corte, ma non meno di coprire il ginocchio, e che convenghino alla modestia ecclesiastica, e perciò no sieno d'altro colore che nere e non abbiano bottoni grossi ne saccoccie ne camisciole, ed eccettuata la lunghezza siano simili tanto nelle maniche che in tutto il resto alle vesti talari, avvertendo, che in caso di contravenzione, s'incorrerà nelle sopradette pene, e nella perdita ancora di tali abiti.

Dato li 7 decembre 1708. C. Card. Vicario—Nicolantonio Cuggio segret. »

116. En 1687 la S. Congrégation du Concile examina le recours du clergé de Vaison contre divers statuts synodaux; l'obligation de porter la soutane longue était un des points controversés, parce que l'évêque s'était réservé l'absolution du cas. Nous en parlerons à l'article du jeu, qui était le premier point de la controverse.

117. La décision de 1708 pour Ruvo est communément citée par les auteurs. L'évêque avait fait un édit prescrivant de porter la soutane longue à l'entrée et à la sortie de l'église et dans l'exercice des ordres et des fonctions ecclésiastiques sous peine de suspense *ipso facto* et réservée en ce qui concerne les prêtres; à l'égard des clercs de rang inférieur la peine était le déni des ordres supérieurs et des bénéfices. Les chanoines de la cathédrale firent recours au Saint-Siége; quoique l'édit prescrivît la soutane, non continuellement, mais seulement pour aller à l'église et exercer les fonctions ecclésiastiques, la S. Congrégation du Concile ordonna d'atténuer les peines édictées par l'évêque. Voici le *folium* textuel et la décision:

« Ruben habitus talaris — Prolato edicto per episcopum » in visitatione peracta de anno proxime praeterito, deman- » dante omnibus ecclesiasticis habitus talaris delationem tam » in ingressu, quam in egressu ab ecclesia, ac in exercitio » propriorum ordinum, aliisque functionibus ecclesiasticis » poena injuncta suspensionis ipso facto a divinis sibimet » reservata adversus sacerdotes, coeterosque in sacris ordi- » nibus constitutos, quo vero ad reliquos inferioribus dumtaxat » ordinibus insignitos, sub poena denegationis collationis or- » dinum superiorum, nec non assequutionis beneficiorum, » etiam de jure patronatus laicali, aliisque arbitrariis, cano- » nici illius cathedralis sub praetextu quod loci qualitas et » ecclesiasticorum inopia neutiquam ferre sinant ejusdem » edicti observationem, recursum habuerunt ad hanc S. C. » pro ejus moderatione.

» Desuper episcopus informans, transmisit praefati edicti » exemplar, quod in Summario dabitur, ejusdemque observa- » tionem comprobare nititur, nedum, ut asserit, accommodam » amaenitati loci, verum etiam ecclesiasticorum facultatibus: » quocirca dignentur EE. VV. monito procuratore capituli, » resolvere infrascriptum dubium inter partes concordatum: » An edictum super delatione habitus talaris in ecclesiis, illa- » rumque ingressu et egressu sustineatur in casu?

» Sacra etc. *Sustineri moderatis poenis arbitrio Emi prae- » fecti.* « Die 18 augusti 1708. »

Au lieu des censures la S. Congrégation prescrivit de condamner les transgresseurs à payer cinq livres de cierges. Voici les instructions que le cardinal préfet adressa à l'évêque: « Nos ad mentem ejusdem S. Congregationis nobis expressam » declaramus a supradicto edicto episcopi delendas esse con- » tra inobedientes, videlicet quoad sacerdotes poenam suspen- » sionis ipso factae incurrendae, quoad clericos poenam quod » non possint promoveri ad ordines sacros, nec admitti ad » beneficia, quamvis de jurepatronatus; et quoad sacristas, » poenam suspensionis, et respective quoad clericos poenam » interdicti ab ingressu ecclesiae. Et loco praedictarum poe- » narum mulctandos esse in quinque libris cerae albae labo- » ratae, et in subsidium suspensionis et interdicti ferendae » sententiae respective (*Thesaur.* tom. 5, p. 307).

118. La S. Congrégation n'approuve pas qu'on veuille obliger les ordinands à prêter serment de porter la soutane. Un évêque ayant fait un édit qui enjoignait la soutane longue et obligeait les sousdiacres avant leur ordination de faire serment d'observer l'édit, la S. Congrégation décida: *Servetur edictum episcopi, sed non exigatur praestatio juramenti.* (*Thesaur.* tom. 5, p. 308).

119. Pourvu que l'on s'abstienne d'édicter des censures, la S. Congrégation n'hésite pas à approuver l'ordre de porter continuellement la soutane. Le tome 5 du *Thesaurus* parle d'un archevêque qui enjoint aux chanoines de la cathédrale de porter la soutane jusqu'au coucher du soleil, excepté lorsqu'ils vont à la campagne; cet édit est approuvé: « An di- » gnitates et canonici cogi possint ad incedendum in habitu » talari usque ad occasum solis, excepta occasione eundi ad » loca ruralia? Sacra Congregatio respondit: *Affirmative.* » (*Thesaur.* tom. 5, p. 310).

120. On peut voir d'autres décisions tome 10 du *Thesaurus*, p. 188; tome 33, *Spoletana;* tome 77, *Nucerina;* tome 88, *Brictinorien.*, de 1828. La S. Congrégation du Concile maintient son ancienne jurisprudence qui ne permet pas de faire usage de la suspense et d'autres censures si ce n'est subsidiairement et exceptionnellement, sur le point que nous traitons. Les peines pécuniaires sont permises; ainsi, le clergé peut très bien être obligé de ne jamais quitter l'habit ecclésiastique et la soutane sous peine d'amende au profit d'une œuvre pie, telle que la Propagation de la Foi, et autres de ce genre.

121. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers fait observer les mêmes maximes. Au mois de février 1704, elle écrit à l'évêque d'Aqui: « On a examiné l'édit publié par V. S. au sujet de l'habit modeste des prêtres et des clercs. Leurs Eminences m'ont commandé d'écrire à V. S. que leur volonté est que l'édit soit observé; mais V. S. devra déclarer qu'il n'oblige pas sous peine de suspense *a divinis* par le seul fait, mais simplement sous peine de suspense *ferendae sententiae;* et V. S. procédera à l'application de la peine suivant les cas. Rome, février 1704. »

122. Un édit épiscopal ayant prescrit la soutane sous peine de suspense, de prison et d'amende pécuniaire, un chanoine qui souffrait à la fois d'une hernie, de perte hémorroïdale et de la goutte, s'adressa à la S. Congrégation, qui écrivit la lettre suivante à l'évêque: « Le chanoine NN. a représenté qu'étant atteint d'une hernie, d'une affection hémorroïdale et de la goutte, il lui est bien difficile de porter la soutane dans la ville, comme le prescrit l'édit que V. S. a fait publier et qui impose la suspense *a divinis,* outre l'incarcération et les peines pécuniaires. Le chanoine promet pourtant de porter la soutane à l'église et dans les fonctions ecclésiastiques. Vu l'âge de 74 ans et les indispositions du recourant, les Emes Cardinaux le jugent digne de quelques égards et pensent que V. S. peut tolérer ce qu'il demande. Rome juillet 1704. »

123. En 1706, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers ayant reçu des plaintes contre les décrets rendus par un évêque en visite pastorale, examina ces décrets, et ordonna d'en

réformer et atténuer plusieurs, un, entre autres, d'après lequel les clercs qui ne portaient pas l'habit clérical et la tonsure perdraient, après monition, le privilége du canon et du for. (Art. 5). L'article 12 est ainsi conçu: « Il faudra abroger les dispositions qui édictent la suspense *ipso facto* contre les prêtres s'ils reçoivent des présents à l'église, s'ils ne se procurent pas une soutane longue dans un certain délai, s'ils se servent du pied du calice pour l'ostensoir, si les curés négligent deux fois de faire le catéchisme par eux-mêmes; toutes ces suspenses *ipso facto* devront être abrogées, et il faudra pourvoir sous une autre forme. »

124. Voici un autre exemple de l'amende pécuniaire édictée contre les clercs qui se dispensent de porter la soutane longue et la tonsure. En 1720, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers corrige les statuts diocésains d'Alessano, et ordonne de régler ce qui concerne l'habit et la tonsure d'après les dispositions suivantes: « Aucun ecclésiastique ne devra paraître à l'église pour célébrer la messe, ou assister aux fonctions religieuses sans la tonsure et la soutane longue comme le prescrivent les saints canons, sous peine d'amende de deux livres de cire pour chaque transgression. »

125. Il est vrai qu'en 1728 la S. Congrégation autorisa la suspense *ipso facto* réservée à l'évêque; mais il faut observer que c'était uniquement pour la célébration de la messe et pour l'assistance aux fonctions religieuses; en dehors de ces cas spéciaux, la soutane est prescrite sous peine de trois jours de prison, avec des dispositions atténuantes. Voici l'instruction que la S. Congrégation transmit à l'évêque pour faire modifier les statuts contre lesquels le clergé avait porté plainte: « Tous les ecclésiastiques de la ville, chanoines, prêtres et simples clercs devront porter en ville la soutane descendant jusqu'aux pieds, en sortant de leur maison, et précisément en assistant aux offices divins, sous peine de suspense *ipso facto* réservée à l'évêque en ce qui concerne l'assistance aux offices divins et la célébration de la messe. Pour les autres temps et les autres endroits du diocèse, ce sera sous peine de trois jours de prison. Il faudra montrer de la condescendance suivant les temps, les personnes et les cas particuliers, sans donner pourtant de permission par écrit. Voilà ce que l'édit devra contenir. En outre, la S. Congrégation a été d'avis de communiquer à V. S. de fermer les yeux sur les clercs qui ne prennent pas la soutane longue après midi, pourvu qu'ils portent un habit décent et qu'ils ne doivent pas assister aux offices. » Cette décision est mentionnée dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile, tome 5, p. 310.

126. Nous croyons devoir citer la lettre suivante de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers à l'évêque de Malte, septembre 1731: « La S. Congrégation a été informée que V. S. a introduit des innovations dans le Cérémonial, et en particulier, qu'elle se fait encenser avec la barrette sur la tête; qu'elle se fait porter la queue par un caudataire en marchant dans la ville; qu'aux fêtes solennelles V. S. porte des barrettes blanches et rouges, et que le jour du *Corpus Domini* elle porta le Saint-Sacrement avec une calotte blanche sur la tête. C'est pourquoi les Emes Cardinaux m'enjoignent d'écrire à V. S. de donner des éclaircissements sur toutes ces innovations, supposé qu'elles aient eu réellement lieu. »

127. Peut-on tolérer que les ecclésiastiques portent habituellement un bâton? Voici ce que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque, en septembre 1735: « On a présenté à cette S. Congrégation une foule de certificats authentiques constatant que *ab immemorabili* les ecclésiastiques ont l'usage de porter de petits bâtons. Eu égard aux circonstances particulières qui se réunissent en ce cas-ci, la S. Congrégation pense que V. S. doit permettre aussi à l'avenir cet usage, et le défendre seulement dans les lieux de fonctions religieuses, dans les sacristies, en présence de V. S.; il faudra prohiber surtout les bâtons ferrés et inconvenants pour l'état clérical. Rome, septembre 1735. »

128. Il n'est pas permis de porter un capuchon, ou camail, sur la soutane; la S. Congrégation a ordonné l'abrogation d'un édit épiscopal qui le prescrivait, comme on le voit dans la lettre suivante: « La S. Congrégation a examiné l'édit que V. S. a fait publier et qui ordonne aux archiprêtres et aux curés de porter un capuchon, ou aumusse, sur la soutane. Les Emes Cardinaux ont été d'avis que si ce n'est pas l'usage de porter cet ornement hors des fonctions publiques, V. S. doit ne pas insister pour faire observer son édit, et se contenter de faire garder l'ancien costume. Rome le 6 mai 1746. »

129. Une décision rendue contradictoirement en 1763 confirme la règle d'après laquelle on peut obliger les ecclésiastiques de porter la soutane lorsqu'ils se rendent à l'église pour la messe ou l'office; pas mot des moyens de coercition que l'Ordinaire est libre d'employer: « In causa Nullius Canosa » etc, propositum fuit dubium: An capitulares possint cogi in- » ducre vestem talarem dum pergunt ad ecclesiam causa ce- » lebrandi missam, vel divina officia in casu? Sacra Congre- » gatio Episcoporum et Regularium rescripsit: *Affirmative.* » Die 6 maii 1763. »

130. Voici une nouvelle recommandation de s'abstenir des censures, et surtout de celles qui sont *ipso facto*, lorsqu'il s'agit de prescrire la soutane. La S. Congrégation écrit à un évêque: « Les chanoines de la cathédrale doivent donner au reste du clergé l'exemple de l'obéissance aux statuts synodaux. Peu importe qu'ils aient obtenu du Saint-Siége le privilége de la soutane violette; s'ils sont autorisés à la porter en dehors des fonctions religieuses, soit qu'ils la prennent ou qu'ils aient la soutane noire, ils sont obligés dans les deux cas d'observer les statuts synodaux. Toutefois la S. Congrégation désire que cela se passe sans bruit et avec les ménagements que saura prendre la prudence bien connue de V. S.; c'est pourquoi elle devra recourir aux censures le moins possible, et s'abstenir d'employer la clause *latae sententiae ipso facto incurrendae;* car il ne faut l'employer que lorsque c'est nécessaire pour surmonter l'opiniâtreté des transgresseurs, qu'on ne peut ramener que par ce moyen extrême. Rome le 1er juillet 1766. »

131. L'habit ecclésiastique doit être noir. En 1784, la S. Congrégation écrit à un évêque: « Informée de l'abus que quelques ecclésiastiques introduisent dans la ville en se montrant publiquement avec des habits de couleur, la S. Congrégation a commandé d'écrire à V. S. comme je le fais, d'intimer en son nom et par son autorité auxdits ecclésiastiques par un édit public, qu'ils doivent tous porter l'habit noir, conformément aux dispositions canoniques. V. S. devra édicter contre les transgresseurs la peine de dix jours d'exercices spirituels dans une maison religieuse que désignera V. S., même pour la première transgression, et autres peines à son gré. Et en cas de transgression, V. S. procédera avec ses pouvoirs ordinaires à l'application de la peine, en infligeant la suspense *a divinis* contre les récalcitrants, jusqu'à ce qu'ils obéissent. Rome, le 26 mars 1784. » Remarquez que les censures ne sont employées *qu'in subsidium.*

132. Loin de tolérer l'habit de couleur, la S. Congrégation prête aux évêques l'appui de son autorité, afin d'extirper un si grand abus. Voici ce qu'elle écrit à un évêque, en 1787: « Le désordre de porter des habits séculiers de couleur est presque commun parmi les ecclésiastiques de la ville et peut-être aussi parmi ceux du diocèse. La S. Congrégation compte sur la vigilance et le zèle de V. S. pour employer les moyens vraiment propres à déraciner un tel désordre; elle devra recommander par des édits et des exhortations l'observation des lois ecclésiastiques qui obligent les clercs de s'habiller en noir avec des habits décents, et procéder à l'exécution des peines

contre les transgresseurs. V. S. peut compter sur tout l'appui de cette Congrégation. Rome, le 2 mai 1787. »

133. Le Saint-Siége montre de nos jours la même sollicitude pour l'observation des règles canoniques. En 1824, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'évêque de Césène: « Cette S. Congrégation a reçu des renseignements certains constatant que quelques ecclésiastiques du diocèse portent des habits séculiers dont la forme et la couleur dégradent totalement le caractère ecclésiastique. Le Saint-Père (Léon XII) a montré ici par ses ordonnances combien il désapprouve de semblables abus; la S. Congrégation, suivant ses traces, veut que V. S. par des édits et par l'emploi des moyens canoniques, extirpe cet abus, qui scandalise les séculiers. Si l'on ne se rend pas aux monitions, V. S. en informera la S. Congrégation, qui consultera le Saint-Père au sujet des mesures qu'on devra prendre. Rome le 4 février 1824. »

134. Des tentatives se sont produites sur plusieurs points de l'Italie afin d'introduire l'usage des habits séculiers dans le clergé. Voici une lettre de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers à l'archevêque de Pise en date du 20 mars 1833: « A la lettre de V. S. en date du 28 janvier dernier, concernant l'abus qui s'est introduit parmi quelques ecclésiastiques du diocèse qui ont adopté un habillement de pur caprice et se rapprochant des habits séculiers, désordre au sujet duquel V. S. demande des instructions de la bouche du Saint-Père; la S. Congrégation répond en adressant à V. S. les édits remis en vigueur par Léon XII de sainte mémoire. Ils pourront servir de règle pour obvier aux abus et faire observer les décrets du concile de Trente sur l'habit clérical et la tonsure. Prenant pour guide le cardinal Pallavicin vicaire de Rome et son édit du 10 décembre 1724, V. S. a précédemment adressé au clergé du diocèse une circulaire en date du 11 septembre 1807, laquelle prescrit la forme, la couleur et la décence de l'habit extérieur des ecclésiastiques. Puisque la plus saine partie du clergé se règle d'après la circulaire, il ne reste qu'à renouveler les ordres et à prohiber le nouveau costume séculier par lequel on déshonore le caractère sacerdotal. V. S. pourra y ajouter quelques dispositions des édits de Léon XII et en ordonner l'observation sous les peines édictées dans ces mêmes édits. Les évêques voisins suivant les exemples de V. S. remettront leurs ordonnances en vigueur et s'estimeront heureux d'imiter le plus ancien évêque de Toscane. Rome le 20 mars 1833. »

135. Après tous les documents que nous venons de citer, nous sommes en droit de conclure que les évêques doivent se garder de prescrire la soutane en édictant des censures, surtout *ipso facto*, puisque les prescriptions canoniques autorisent les peines pécuniaires, et, in *subsidium*, la suspense *ferendae sententiae*, avec les monitions canoniques.

X. Inviolabilité personnelle des clercs.

136. La personne des clercs étant inviolable, tout homme qui porte sur un membre du clergé une main violente, encourt l'excommunication par le seul fait (c. *Si quis suadente diabolo*, 17, q. 4.) Les femmes, les mineurs capables de discernement, les personnes privées et publiques, les réguliers et les séculiers sont compris dans la loi et encourent la peine; ainsi que tous ceux qui ordonnent, suggèrent, ou conseillent l'injure, à moins que le mandat n'ait pas reçu d'exécution. Celui qui ratifie encourt la même peine; item, celui qui pouvant l'empêcher sans danger pour lui-même, ne s'y oppose pas (Cajetan. Somme, au mot excommun. c. 10) A plus forte racion les agents de la force publique s'ils n'empêchent pas.

137. Les convers des réguliers, les religieuses participent à ce privilége. Décianus (tract. crim.) y comprend expressément les femmes qui vivent en communauté, sans être religieuses au sens rigoureux du mot.

138. Les séminaristes qui portent l'habit ecclésiastique sans avoir reçu la tonsure participent-ils au privilége du canon *Si quis suadente diabolo*? Quelques canonistes l'ont cru; le Panormitain, Felinus, c. *cum adeo, de rescriptis*, Decianus, tract. crim. part. 2, lib. 6. Néanmoins la Rote romaine s'est prononcée pour le sentiment opposé, qui est communément suivi.

139. Le privilége du canon étant institué dans l'intérêt de l'ordre clérical, un clerc particulier ne peut y renoncer et permettre qu'on le frappe sans encourir l'excommunication; il encourt lui-même la censure s'il se laisse frapper (c. *Contingit*, de sent. excommunic.) Cela s'applique au cas où le clerc consentirait à se laisser frapper en réparation d'une injure dont il se serait rendu coupable précédemment; quoique l'*injectio manus* ne soit pas violente à l'égard de celui qui consent, elle l'est pour l'ordre clérical offensé dans sa personne.

140. Une curieuse question est de savoir si le clerc qui se blesse ou se frappe est compris dans le canon *Si quis suadente diabolo*, et encourt l'excommunication? Tous les canonistes anciens et modernes répondent affirmativement; ainsi, l'Archidiacre, Bellamera, Jean André, le Panormitain, Felinus, le cardinal de Turrecremata, Cajetanus dans sa somme, Majolus, Navarre, Menochius et une foule d'autres soumettent à l'excommunication le clerc qui se frappe *enormiter* per colère et indignation. Inutile d'ajouter que ceux qui prennent la discipline ne sont pas compris dans le cas.

141. Le canon *Si quis suadente diabolo* comprend l'homme qui saisit la bride du cheval sur lequel voyage un clerc, et l'empêche de poursuivre sa route (S. Raymond de Pennafort, Somme, lib. 3 *de sentent. excomm.* §. 46. S. Antonin, *de excomm.* c. 1, n. 18). Les canonistes y comprennent aussi l'homme qui retient violemment un clerc par ses habits pour l'empêcher de marcher; celui qui est cause qu'un clerc est renversé en excitant ou tuant le cheval; de même celui qui déchire les habits d'un clerc, ou les salit, ou jette injurieusement de la poussière, de l'eau, de l'huile, etc. Toutes ces insultes personnelles sont comprises dans le canon *Si quis suadente diabolo*. On peut voir ces divers cas dans S. Raymond, S. Antonin, Navarre et les autres canonistes.

142. L'homme qui expulse un clerc ou le menace de le frapper s'il ne se retire, encourt-il l'excommunication? Les canonistes l'affirment, en exceptant le cas où quelqu'un expulserait un clerc de sa propre maison ou de son champ.

143. C'est un *sacrilége* de porter violemment les mains sur un clerc, ainsi que l'explique le cardinal Cajetan dans sa *Somme* (verbo *excommunicatio* c. 10).

144. C'est une violence personnelle et un outrage d'enlever par force un objet des mains de quelqu'un. Par rapport aux clercs, ce cas est compris dans le canon *Si quis suadente diabolo* (Cajetan, *loc. cit.*)

145. Quoique la détention d'un clerc fasse encourir l'excommunication, plusieurs cas sont exceptés. Ainsi, lorsqu'on le fait par zèle, parce qu'on sait que ses ennemis veulent le tuer; si on le voit disposé à commettre un délit; si on le surprend en flagrant délit d'inconduite. En ces divers cas, il est permis d'arrêter un clerc, dans l'intention de le remettre à son supérieur. Les canonistes accordent vingt heures pour la durée de cette détention privée, sans encourir les censures.

146. Les canonistes se demandent si l'on encourt les censures en insultant corporellement les parents d'un clerc en haine de ce dernier? Ils répondent que l'on encourt l'excommunication en ce cas absolument comme si l'on frappait le clerc lui-même (Felinus, c. Eccles. S. M. n. 99, Menoch. de arbitr. cas. 389. Decian. tract. crim. p. 2 lib. 6, c. 17.)

147. La décrétale du 1er chapitre *de sent. excomm.* porte expressément que l'on encourt la censure en frappant un clerc

excommunié, qui a été le premier à en frapper un autre; pourtant le clerc déclaré incorrigibile par son évêque, perd le privilége du canon, et l'homme qui l'offense dans sa personne n'encourt pas l'excommunication. (Hostiensis, c. *Contingit*, de sent. excomm.)

148. Quoique l'ecclésiastique prenne l'habit laïque, on encourt l'excommunication en le frappant si on sait qu'il est clerc. (Décrétale *Si vero*, de sent. excomm. Turrecremata c. *Si quis suadente;* le Panormitain, c. *ut famae*, de sent. excomm. Menoch. de praesumpt. lib. 6, praesumpt. 76.)

149. Peu importe que la violence corporelle soit faite avec les mains, les pieds, le coude, les dents, ou autre organe; l'excommunication est encourue en tous ces cas.

150. Celui qui en poursuivant un clerc pour le frapper, est cause que le clerc tombe dans sa fuite et se blesse, encourt l'excommunication comme s'il le frappait en personne.

151. Les insultes au cadavre d'un clerc sont-elles comprises dans la censure? Tous les canonistes le disent, parce que le privilége du canon *Si quis suadente diabolo* subsiste après la mort. Toutefois la mutilation du cadavre ne fait pas encourir l'irrégularité portée contre l'homicide, quoiqu'il soit vrai de dire qu'une action aussi horrible et aussi scandaleuse devrait faire éloigner le coupable de la réception ou de l'exercice des ordres.

152. L'homme qui tire un coup de fusil sur un clerc encourt l'excommunication comme s'il le frappait violemment.

153. La percussion des clercs fait encourir trois peines: 1. L'excommunication réservée au Pape. 2. L'obligation de se présenter au Pape pour avoir l'absolution. 3. La peine temporelle que les magistrats peuvent infliger.

154. Quoique le Pape absolve du sacrilége, cela n'empêche pas le juge séculier de punir l'offense. L'absolution dans la sphère de la conscience ne soustrait pas le coupable à la peine temporelle, suivant la règle générale d'après laquelle le pardon de la peine spirituelle n'empêche pas la peine temporelle et l'exercice des droits des tribunaux.

155. Sont exemptés de se présenter au Pape pour demander l'absolution ceux qui se trouvent à l'article de la mort, ou qui sont exposés à être prochainement tués par des ennemis ou doivent entreprendre un voyage par mer. Quoiqu'il n'y ait pas d'obligation de se faire absoudre de nouveau lorsque le péril a disparu, on donne ordinairement pour pénitence de se présenter au Saint-Siége, ou à celui qui a le pouvoir d'absoudre et de se soumettre à ce qu'il ordonnera.

156. Sont également dispensés de se présenter au Saint-Siége pour l'absolution les vieillards, les malades, les domestiques, les enfants au dessous de quatorze ans, tous ceux qui ne sont pas *sui juris*, les réguliers, les prisonniers.

157. Les clercs qui vivent en commun sous le même toit, tels que les séminaristes peuvent-ils être absous par leur évêque? Plusieurs canonistes l'admettent sans difficulté; S. Antonin, le Panormitain et autres, surtout pour les clercs qui ont simplement la tonsure et qui se battent. (Lelius Zech. tractat. de privileg. eccles. privileg. eccles. privileg. 155, num. 3.) Nous rapportons plus loin d'intéressantes décisions.

158. On sait que la *percussio levis* n'est pas réservée au Pape. Les canonistes expliquent longuement ce qu'il faut entendre par là; quelques-uns disent que c'est à l'évêque d'en juger, comme il lui appartient aussi de décider quels sont ceux qui doivent ou non recourir au Pape pour l'absolution. Nous donnons plus loin des décisions sur ce point.

159. Quels sont les cas où l'excommunication du canon *Si quis suadentente diabolo* n'est pas encourue? Le premier est celui de l'homme qui frappe un clerc qu'il trouve en flagrant délit d'obscénité avec une parente, la femme, la sœur, la fille, ou la mère. Quand même on tuerait le clerc ainsi surpris, l'assassin n'encourt pas l'excommunication et l'on ne doit pas lui infliger de peine temporelle (S. Antonin tract. *de excomm.* c 1, n. 34. Boveron. tract. *de concubin.* Bossius, *de coitu damnabili et punibili*, n. 52.) Il faut pourtant que la vengeance ait lieu à l'instant même, car après un certain délai, on encourrait toutes les peines. — Le second cas qui met à l'abri de l'excommunication est lorsqu'on porte violemment la main sur un clerc afin de se défendre soi-même, pour reprendre son propre bien; c'est le droit de légitime défense. — La troisième exception est relative au clerc minoré qui quitte la soutane et se fait soldat. De même, un clerc dégradé, apostat, hérétique, en flagrant délit de rébellion dans une émeute populaire.

160. Les canonistes examinent ce que peuvent se permettre un père et un professeur en fait de corrections disciplinaires sans encourir la censure. Tout en conseillant de s'abstenir de ces corrections, ils reconnaissent pourtant que lorsqu'elles sont légères et sans aucune impulsion de haine ou de vengeance, le père et le maître peuvent en user à l'égard des clercs minorés.

161. Voici un assez grand nombre de résolutions inédites tant de la S. Congrégation du Concile que de celle des Evêques et Réguliers. Commençons avec celles de la S. Congrégation du Concile qui sont antérieures à la publication du *Thesaurus resolutionum*.

162. Des soufflets qui font couler le sang par les narines et laissent des traces pendant quelques jours, ne constituent pas la percussion *enormis*, par la raison qu'il n'y a pas de mutilation ni de difformité. — La présence de deux témoins ne constitue pas la notoriété. Ce deux circonstances posées, l'abbé d'un monastère non-exempt peut fort bien, sans un indult spécial du Saint-Siége, absoudre le coupable d'une manière privée et sans observer les formalités du Pontifical romain. Supposé pourtant que la percussion soit énorme et notoire, on doit exiger le serment *standi praeceptis Ecclesiae* et suivre le rit du Pontifical. Ces divers points résultent de la décision suivante :

« Dubia percussionis clerici. — Vicarius Generalis Paderbo-
» nen. per libellum SSmo remissum hanc facti seriem proponit:
» Titius religiosus ordinis non exempti sacerdos cum Sem-
» pronio etiam sacerdote prius clara die verbis collidit, dein
» Titius vespere Sempronium in tenebris expectat, eum in-
» vadit, et impactis iteratis sat vehementibus alapis in fa-
» ciem taliter caedit, ut copiosissimus sanguis ex naribus ef-
» flueret, et vestigium, ac notam aliquot diebus a toto con-
» ventu visam retineret, idque duobus sacerdotibus praesen-
» tibus, et ulteriorem violentiam cohibentibus. Aberat casu mo-
» nasterii Abbas in longinqua profectus, et aderat alterius mo-
» nasterii Abbas prioris quidem ordinarius visitator, sed pro
» illa vice tamen ut hospes, qui altero mane in secreto Ti-
» tium praesentibus duobus aliis qui actui interfuerant, absolvit.
» Unde quaeritur:
» 1. An Titius sit habendus pro notorio percussore clerici?
» 2. An talis percussio sit levis, an censenda gravis, et
» enormis?
» 3. An ab illa Abbas sine speciali privilegio absolvere pos-
» sit, vel sit casus Sedi Apostolicae reservatus?
» 4. An alterius monasterii Abbas, sine praescitu et con-
» sensu proprii Abbatis suorum monachorum ordinarii, talem
» percussorem absolvere potuerit?
» 5. An per datam absolutionem fuerit Titius in foro fori
» ab excommunicatione absolutus?
» 6. An non prius debuerit et debeat adhuc praestare ju-
» ramentum standi praeceptis Ecclesiae et absolvi secundum
» sacros canones et formam in Pontificali Romano praescriptum?
» 7. An religiosorum non exemptorum praelati possint in
» capitulo annuali condere aliquod statutum sacris canonibus
» contrarium, ut v. g. religiosus notorius clerici percussor possit

» absolvi absque praestito a sacris canonibus juramento, et » non observata forma ab Ecclesia praescripta, idque sine con- » sensu Sedis Apostolicae?

» Sacra etc. Ad 1. *Negative.* Ad 2. *Esse levem.* Ad 3. *Affir-* » *mative.* Ad 4. *In casu de quo agitur affirmative.* Ad 5. *Af-* » *firmative.* Ad 6 et 7. *Negative.* Die 8 augusti 1682. »

Le *votum* du cardinal Casanate donne les raisons de droit sur lesquelles se fonde chacun des points de la décision. La S. Congrégation ne suivit pas son avis sur la quatrième et la sixième question.

« Ad 1. Negative. Quia percussio commissa fuit coram duobus religiosis, et in hac materia occultum est quod notorium non est, neque divulgatum, etsi aliquot testibus probabile, ut consentiunt omnes Doctores relati per Barbosam in Collectan. ad Concil. Sess. 24 de reform. cap. 6, n. 26; specialiter de percussionibus notat Diana in coordinat. tom. 5, tract. 2, resolut. 58 et 74.

» Ad 2. Esse mediocrem non gravem: Quia non facta fuit ulla mutilatio, seu deformitas, sed tantum causata effusio sanguinis e naribus cum contusione, ut distinguit Bonacina (oper. mor. tom. 3, disp. 2, q. 3, punct. 6, sect. 5.) Bordon. oper. moral. (tom. 2, resol. 28, n. 48) Diana (tom. 5, tract. 5, resol. 4, §. 1).

» Ad 3. Affirmative quoad Abbatem in casu proposito, et cum non esse casum reservatum: Quia cum sit occultus, et ad forum contentiosum non deductus, viget textus Sac. Concilii Tridentini Sess. 24 de reform. cap. 6, ut notat Bonacina ibidem infra n. 9. vers. *Idem dicendum.* Bordon. eadem resolut. 28. n. 46. Diana ibidem resolut. 77 per totam.

» Ad 4. Negative per ea, quae subdunt iidem auctores attento defectus jurisdictionis.

» Ad 5. Affirmative donec delictum deducatur ad forum contentiosum: quia tunc judicialiter procedendum est.

» Ad 6. Affirmative, quia nullum est dubium quin serventur sacri canones, et Pontificale Romanum.

» Ad 7. Negative: Quia nullum est dubium quin teneantur inferiores servare sacros canones, nihilque illis contrarium statuere, ut in titulo decretal. de majoritate. »

162. On n'encourt pas la censure du canon *Si quis suadente* par la seule tentative de lancer un verre à la tête d'un religieux, ni en versant un verre de bierre sur la tête de ce religieux dont les vêtements sont d'ailleurs déchirés au milieu de la querelle. Ces deux questions se trouvent tranchées par la décision suivante:

« Dubia percussionis clerici – Quaerit vicarius generalis » Paderbonen. per supplicem libellum a SSmo D. N. remissum:

» 1. An duobus regularibus sacerdotibus in praesentia plu- » rimorum testium inter se acriter contendentibus, quorum » tandem unus habens poculum prae manibus illud elevat vo- » lens caput alteri collidere, prout collisisset, nisi per ads- » tantes impeditus fuisset, iste inciderit in pœnam canonis » *Si quis suadente,* cum effectus intentatae percussionis non sit » secutus?

» 2. An duobus sacerdotibus verbis inter pocula, et in prae- » sentia testium contendentibus, quorum unus poculum cer- » visiae effundit in caput alterius, ejusque vestimenta dilacerat, » ille inciderit in poenas canonis praefati? Et quatenus affir- » mative.

» 3. An propter effusionem cervisiae, an vero propter ves- » tium lacerationem?

» S. Congregatio Concilii respondit: Ad 1. *Negative.* Ad 2, » et 3. *Negative quoad incursum in c. Si quis suadente.* »

163. Un évêque a-t-il le pouvoir d'absoudre de l'excommunication encourue par la percussion médiocre d'un clerc, laquelle est déférée au for contentieux; le concile de Trente n'a-t-il pas modifié la discipline des décrétales?

Cette question fut soumise à la S. Congrégation du Concile par un évêque qui avait consulté deux religieux, lesquels embrassèrent des sentiments diamétralement opposés.

Le *votum* du cardinal Casanate montre que les décrétales n'ont pas été modifiées par le concile de Trente.

« Affirmative, quatenus injuria fuerit levis. Quia Sacrum Concilium Sess. 24, cap. 6 de reformat. non loquitur de levi percussione clerici, nec de censura excommunicationis. Ideo absolute viget textus in cap. *Pervenit,* 17 vers. *De iis etiam* » qui Clericis non enormem sed modicam, vel levem inju- » riam irrogarunt, tuae fraternitatis arbitrio duximus commit- » tendum; *de sententia excommunicationis;* ut post concilium notat Fagnanus in eodem cap. *Pervenit;* et Diana in coordinatis tom. 5, tract. 2, resolut. 62, §. 1. »

En effet, la S. Congrégation décida que l'évêque avait le pouvoir d'absoudre de la percussion médiocre, même déférée aux tribunaux.

« Dubium percussionis clerici – Super infrascripto casu, » qui contingit in facto, duo regulares in partibus consulti di- » versimode responderunt. Unde dubius remanet episcopus, » cui sententiae adhaerere teneatur. Supplicatur itaque sapien- » tissimo hujus Sacrae Congregationis oraculo pro declaratione:

» An episcopus post Concilium Tridentinum possit absolvere » ab excommunicatione incursa propter levem clerici percus- » sionem ad forum contentiosum deductam?

» Sacra Congregatio respondit: *Affirmative.* Die 26 apri- » lis 1687. »

164. Les Oblats qui donnent à perpétuité leurs personnes et leurs biens présents et futurs à quelque monastère et lieu régulier, portent l'habit religieux et vivent sous l'obéissance dans le cloître ont part au privilége du canon et aux bulles préservatrices *contra vulnerantes vel occidentes.* Voici une décision formelle:

« Dubium super oblatis – Ex decreto alias per hanc S. Con- » gregationem ut supponitur edito (non tamen a me reperto) » in Nicoteren 10 aprilis 1628 resolutum esse dicitur, oblatos » in aliqua religione, in qua perpetuo sese, et bona sua cum » effectu obtulerunt, gaudere privilegio fori, et esse exemptos » a vectigalibus. Hinc episcopus Anglonen. in cujus diœcesi » saepe contingit quod hujusmodi oblati a laicis, aliisque per- » sonis percutiantur etiamsi pro ecclesiasticis reputentur, ex » decreto et juribus per manus circumferendis supplicat de- » clarari:

» An percutientes, vulnerantes vel occidentes eosdem oblatos » incurrant in excommunicationem contentam in canone *Si* » *quis suadente* 29, 17, qu. 4, vel in bulla Cœnae Domini, » et contra eos per censuras procedi possit?

» Sacra etc: *Affirmative, dummodo ultra alia requisita ha-* » *bitum gesserint, ac in conventu et sub obedientia vivant.* Die » 8 julii 1690. »

Le *votum* du cardinal Casanate désigne les canonistes qui étendent aux oblats des communautés de réguliers le privilége du canon:

« Affirmative, quatenus oblati seipsos personaliter et omnia bona quoad proprietatem et usumfructum praesentia, et futura irrevocabiliter obtulerint alicui monasterio, vel loco regulari. Quia his terminis eosdem oblatos potiri privilegio fori, et canonis firmat Lezana (oper. moral. tom. 1, p. 2, cap. 8. n. 6, pag. 394; rursus tom. 2, ad verbum *Oblati,* n. 7, pag 501. Sperell. dec. 45, n. 61) Bellet., disquisit. Clerical. part. prima. Atque ipsos ita Oblatos eximi a gabellis extat decretum Sac. Congregationis relatum a Nicolio in elucubrat. (tom, 2, lib. 5, ad tit. 39, n. 119, pag. 275) rursus a Barbos. decis. apostolicarum collect. 531. ad verbum *Oblati* n. 4 cum seq. »

165. L'absolution gracieuse des censures *pro utroque foro* n'empêche pas le tribunal ecclésiastique de procéder conformément au droit. Voici une décision regardant un curé qui revêtu des habits sacerdotaux, donne un soufflet dans la sa-

cristie à un clerc qui rend beaucoup de sang par les narines; après quoi, le curé dit la messe, au grand scandale des assistants. Une enquête est ouverte, et le curé se fait absoudre par le vice-légat d'Avignon.

» Cavallicen. jurisdictionis. – Inquisitus parochus B. Mariae oppidi Insulae in curia episcopali prius ex officio et postmodum ad partis querelam de alapa per eum vestibus sacerdotalibus indutum in sacrario ecclesiae impicta supra faciem cujusdam clerici cum non modica sanguinis effusione ex naribus, ac de celebratione illico peracta non sine circumstantium scandalo, recursum habuit ad curiam generalem Legationis Avenionensis, a qua litteras apostolicas reportavit, directas episcopo pro absolutione in utroque foro ab omnibus poenis et censuris. At cum promotor curiae episcopalis se opposuisset illarum executioni, Rev. P. Vice-Legatus, quatenus episcopus iterum requisitus infra tres dies praefatis litteris non paruisset, illorum executionem commisit praeposito collegiatae ecclesiae S. Desiderii, a quo postmodum, dicto termino elapso, parochus plenarie absolutus fuit.

» Supponens ex his episcopus ejus jurisdictionem laesam remansisse, judicium appellationis jam in partibus interpositae prosequutus est coram Congregatione Avenionensi; sed per istam negocio ad hanc S. Congregationem remisso, auditus fuit R. P. Pro-legatus affirmans id totum rite ac valide gestum fuisse, juxta antiquissimam praxim et amplissimas facultates illius Legationis, et latius, ut ex ejus relatione EE. VV. distribuenda. Cumque in hoc statu datum fuerit disputandum infrascriptum dubium, superest modo, ut oraculo EE. VV. definiatur:

» An bulla absolutionis R. P. Pro-Legati cum omnibus inde sequutis substineatur, vel potius episcopus procedere debeat ad ulteriora, prout de jure in casu?

» Sacra etc.: *Bullam non obstare quin episcopus in casu de quo agitur procedere valeat ad ulteriora prout de jure.* Die 8 augusti 1699. »

166. Voici une décision inédite et antérieure à l'édition du *Thesaurus;* nous la publions textuellement pour cette raison.

» Civitatis ducalis censurarum et irregularitatis. – Postulante clerico Joanne Josepho Faraglia penes curiam episcopalem sacerdotem Jo. Jacobum Germanum, quod ab eo per manuum injectionem fuisset impulsionibus, et pugno in faciem affectus, quodque neglecto incursu censurarum, idem Germanus in sequenti die missam celebraverit, vicarius generalis, instante etiam promotore fiscali, examinavit tres testes qui rixae interfuerunt, jurati referentes publicam manuum injectionem ab eodem sacerdote Germano factam in praefatum clericum Faragliam. Exindeque idem vicarius sub die 30 decembris 1706 citationem expediri jussit adversus Germanum ad dicendam causam quare non deberet declarari excommunicatus et irregularis ob supradictam manuum injectionem, ac respective ob missae celebrationem, cum termino peremptorio dierum sex per aequales dilationes distributo, alias videndum ad aliam diem sequentem declarari, et cedulones relaxari et affigi, executam personaliter sub eadem die 30 decembris. Atque non comparente Germano idemmet vicarius sub die undecima januarii 1707, declaravit eum excommunicatum, ac cedulones relaxari et affigi mandavit qui fuerunt affixi in locis consuetis sub die 10 februarii sequentis.

» Propterea sacerdos Germanus recursum habuit ad hanc S. Congregationem et abnegando factum recensitum, exposuit in memorata rixa nunquam manibus pertigisse clericum Faragliam, sed minas tantum in eum intendisse, ac ideo sacrum aliquoties peregisse. Nihilominus rogavit, quatenus opus esset, ad cautelam absolvi, et dispensari. At episcopus informare requisitus insistendo in veritate facti, declarando tamen percussionem non fuisse gravem, existimavit oratorem exemplari poenitentia dignum. Unde sub die 26 februarii dicti anni 1707 rejectae fuerunt oratoris preces. Qui proinde novas preces reiteravit, condolens de gravamine accepto a curia episcopali, ac ideo injunctum fuit episcopo Civitatis Ducalis transmissionem processsus, ac pariter requisita informatio episcopi Sulmomen. vicinioris, referentis sese, auditis extrajudicialiter quinque testibus qui fuerunt prasentes altercationibus inter oratorem et clericum Faragliam, reperisse eumdem oratorem nullo modo violentes manus injecisse in supradictum clericum, sed tantum inter ipsos alternas injurias intercessisse, et ita informans credit, rem se habere attenta notorietate facti, quidquid aliter in processu constet ex testibus et cancellario episcopali suspectis. Tandem transmissa copia authentica antedicti processus, et saepius impertita absolutione oratori cum reincidentia, rescriptum fuit usque sub die 24 septembris 1707, ut causa proponatur; citato agente episcopi in curia, concordata sunt infrascripta dubia, quorum ex hinc inde deducendis, expectatur resolutio ab EE. VV.

» 1. An censurae sustineantur? Et quatenus affirmative.

» 2. An constet de irregularitate? Et quatenus affirmative.

» 3. An sit locus absolutioni et dispensationi in casu etc. ?

» Sacra etc. Ad omnia tria dubia: *Esse locum absolutioni et dispensationi ad cautelam.* Die 12 decembris 1711. »

167. Nous rapporterons brièvement les décisions qui ont été insérées au *Thesaurus resolutionum* de la S. Congrégation du Concile; celles qu'on a vues plus haut sont inédites. Dès le tome 1er p. 136, nous remarquons le cas d'un clerc marié qui ne porte pas strictement l'habit ecclésiastique. Le clerc non marié perd le privilége du for s'il quitte la tonsure et l'habit, sans être dépouillé toutefois du privilége du canon. Quant au clerc marié qui ne porte pas la tonsure et l'habit ecclésiastique, il est fort douteux qu'il conserve le privilége susdit. La décrétale de Boniface VIII (c. unico *de clerico conjugato* in-6) semble l'en priver clairement. Quoiqu'il en soit, la S. Congrégation du Concile fut d'avis d'accorder l'absolution *ad cautelam* dans le cas suivant. Il s'agit d'un clerc marié frappé publiquement par son oncle, qui est prêtre. Deux jésuites ont été d'avis que l'irrégularité n'a pas été encourue parce que tout le privilége est perdu par le clerc marié qui ne porte pas la tonsure et l'habit clérical. D'autre part, le clerc en question portait l'habit noir, mais sans *collarino,* et il semble que ce costume pouvait le faire reconnaître. En cet état de choses, la S. Congrégation décide: *Esse concedendam dispensationem ad cautelam. (Thesaur.* tom. 1, *Civitatis Castelli* p. 136).

168. Une intéressante question se lit dans le même tome, p. 258; par malheur nous n'en connaissons pas toutes les circonstances. Il s'agit du vicaire général de l'archevêque de Milan dans un couvent d'Olivétains en commende, lequel est frappé publiquement par deux religieux. Le tribunal archiépiscopal procède contre les coupables. La S. Congrégation, supposant que le délit est notoire ou seulement public, décide que l'archevêque, après une citation régulière, peut les dénoncer, c'est à dire, prohiber aux curés et aux fidèles de les admettre à l'église et de converser avec eux: *Quatenus delictum habeatur pro notorio, et quatenus habeatur tantum pro publico, licere denunciare, id est praecipiendo suis parochis et subditis universis, ne eos admittant intra ecclesias sibi subjectas, et non conversentur cum eisdem.* En outre, la S. Congrégation ordonne de les mettre en prison: *Detrudendos nomine Sacrae Congregationis in carcerem formalem, et per abbatem certioretur Eminentissimus archiepiscopus de poena delinquentibus imposita.* Enfin, elle décide que l'abbé régulier n'avait pas le pouvoir de les absoudre des censures encourues en vertu du canon *Si quis suadente* (*Thesaur.* tom. 1, p. 258).

169. L'absolution des censures n'est accordée qu'après qu'on a satisfait à la partie offensée et au fisc. Dans une affaire

rapportée tome 3 du *Thesaurus*, p. 297, il s'agit d'un chanoine de Sardaigne qui s'est précipité avec violence sur un prêtre employé à l'administration capitulaire; le dernier a été renversé et est resté quelque temps comme mort en répandant du sang par la bouche; ce fait s'est passé sous le portique public de la cathédrale, en présence de plusieurs personnes. Après une enquête où dix témoins prouvent la percussion et constatent, en outre, que le chanoine a célébré la messe postérieurement à son délit, la S. Congrégation du Concile décide que le vicaire capitulaire doit déclarer ledit chanoine excommunié *et ab omnibus evitandum*, et irrégulier; s'il demande l'absolution, le vicaire capitulaire est autorisé à la lui donner, *satisfactis parte et fisco* (*Thesaur.* tom. 3, *Turritana*, p. 297).

170. Deux chanoines de la collégiale d'Aix-la-Chapelle portent plainte à divers tribunaux en s'accusant mutuellement d'avoir encouru les censures du canon *Si quis suadente*. Romerzhome porte plainte devant le nonce de Cologne contre Moers en l'accusant d'avoir porté violemment les mains sur lui, après vêpres, en entrant dans la chapelle où l'on quitte l'habit de chœur, et lorsqu'il l'avait encore; c'est pourquoi il demande l'exécution du canon *Si quis suadente*. Moers répond qu'il a déjà saisi lui-même le chapitre de la question; il consent toutefois à comparaître au tribunal de la nonciature, et il raconte la chose tout autrement. Il avait prié amicalement son collègue de payer ce qu'il devait à sa sœur, qui avait présenté une instance au chapitre pour faire sequestrer le revenu du canonicat. Au lieu de bien recevoir cet avis, Romerzhome s'irrita et s'approcha en injuriant Moers, qui ne sachant pas où il voulait en venir, mit sa main sur la poitrine de l'adversaire afin de le repousser; celui-ci attaqua Moers, le frappa à la tête et au visage, et le renversa; Moers s'étant relevé menaça Romerzhome de son baton, sans frapper, parce que le chanoine Delagrange s'interposa. Quatre témoins attestent que les deux plaideurs n'avaient plus leur perruque, et que Moers se contenta de mettre la main sur la poitrine de son adversaire et de lever le bâton sans frapper, au lieu que Romerzhome frappa et renversa Moers. — La nonciature de Cologne rend un jugement qui absout Moers, condamne Romerzhome aux dépens et l'avertit de mettre ordre à sa conscience pour les censures qu'il a encourues; en outre, la nonciature enjoint au chapitre d'Aix-la-Chapelle d'imposer aux chanoines le châtiment qu'ils ont mérité en donnant un si grand scandale. — Romerzhome ayant fait appel au Saint-Siége, la S. Congrégation du Concile confirme le jugement de la nonciature (*Thesaur.* tom. 5, p. 38, 64).

171. La déclaration de l'excommunication encourue pour violente percussion des clercs, est une cause dont la gravité ne permet pas de déléguer les vicaires forains. Voici ce qu'on lit tome 15 du *Thesaurus*, p. 43. Soupçonnant le secrétaire de l'évêque de Ventimille d'être l'auteur d'une chanson injurieuse, Rostagni l'aborda sur la place publique de Menton, l'injuria, mit la main sur sa poitrine et l'eût frappé de son bâton si les personnes présentes ne l'en eussent empêché. Le scandale fut grand, car la plus grande partie de la population était accourue; c'est pourquoi le promoteur fiscal présenta requête pour faire déclarer Rostagni excommunié. L'évêque délégua le vicaire forain de Menton, qui, après enquête et interrogatoire de témoins, rendit une sentence par laquelle il déclara que Rostagni avait encouru les censures du canon *Si quis suadente*, avec ordre d'afficher les *cedulones* de l'excommunication à la porte de l'église paroissiale. Rostagni fit appel au Saint-Siége; toutefois il paraît qu'il ne montra pas toute la résignation voulue, car on l'accusa ensuite d'avoir déchiré l'affiche et de s'être moqué de ceux qui ne voulaient pas lui parler. — Le promoteur fiscal soutint que pour un fait aussi notoire la citation de l'inculpé n'était pas de rigueur parce que le délégué épiscopal pouvait procéder extrajudiciairement. La S. Congrégation casse, et ordonne à l'évêque de recommencer toute la procédure. « An censurae substineantur in casu? Sacra etc.: *Negative, et episcopus procedat ex integro.* (*Thesaur.* tom. 15, *Albintimilien.* p. 44.)

172. Les ecclésiastiques qui ont le défaut de gesticuler s'exposent à être accusés de méfaits auxquels ils n'ont certainement pas pensé. Voici ce que nous lisons dans le *Thesaurus*, tom. 21, p. 63. Le curé de Sainte-Restitute, qui a le défaut de gesticuler, a eu une querelle avec un de ses confrères; on sait pas s'il l'a frappé, s'il l'a touché, si c'est au bras, ou au pouls, s'il a eu l'intention de le frapper; tout cela est incertain, car les témoins ne s'accordent pas, et un d'eux assure que vu l'habitude de faire beaucoup de mouvement avec les mains, il ne peut affirmer que le curé ait voulu se mettre en position de frapper. Quoiqu'il en soit, l'évêque ordonne un enquête; le vicaire-général enjoint au curé, au nom de l'évêque, de s'abstenir de la messe et des fonctions curiales tout au moins jusqu'à ce que les dépositions des témoins aient montré s'il a encouru les censures, ou non. Au lieu de se conformer à cet ordre, le curé, après avoir, dit-il, consulté de bons théologiens, retourne à sa paroisse et reprend ses fonctions. En apprenant cet acte d'insubordination, l'évêque convoque les examinateurs synodaux; vu les dépositions renfermées dans l'enquête ils sont d'avis que le curé a encouru l'excommunication du canon *Si quis suadente*, et qu'il est ensuite tombé dans l'irrégularité *attenta violatione censurarum, et spretu praecepto oretenus eidem facto a superiore*. Alors le vicaire-général fait expédier une citation contre le curé *ad dicendam causam quare etc.* Le curé fait appel au Saint-Siége. Quoique le promoteur fiscal soutienne devant la S. Congrégation que l'excommunication a été encourue par la percussion dont il s'agit, car peu importe qu'elle soit grave ou légère puisque toute la différence est qu'elle n'est pas réservée dans le second cas, la S. Congrégation déclare qu'il n'y a pas de censure, ni d'irrégularité. « An constet de asserto » incursu in censuras canonis *Si quis suadente* in casu? Et » quatenus affirmative. 2. An constet de incursu in assertam » irregularitatem in casu? Sacra etc. Ad 1. *Negative*. Ad 2. » *Negative, et ad mentem*. (*Thesaur.* tom. 21, p. 63.)

XI. Suite du même sujet.

173. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a été souvent appelée à juger des controverses relatives à l'excommunication pour cause de percussion des clercs. Nous allons donner ici plusieurs décisions inédites, en suivant l'ordre chronologique comme nous le faisons d'habitude.

174. Les professeurs qui ont des clercs parmi leurs écoliers doivent s'abstenir des corrections corporelles; autrement ils s'exposent à de fâcheux désagréments. Voici un maître d'école qui ayant été publiquement dénoncé comme excommunié par un jugement épiscopal pour avoir donné des coups à un clerc son élève, fait parvenir à la S. Congrégation la supplique suivante: « Louis Carlon maître d'école étant allé présenter à Mgr l'évêque la lettre de la S. Congrégation pour recevoir l'absolution de l'excommunication fulminée contre lui par ce prélat pour avoir battu un de ses élèves qui est clerc et qui ne voulait pas obéir; Monseigneur l'évêque a prétendu que le recourant devait d'abord apporter la réconciliatione de l'élève châtié et payer au notaire les frais de procès. Le recourant ne se sentant pas coupable n'a pas cru devoir se soumettre aux conditions susdites. Il recourt donc à la bonté de la S. Congrégation pour l'absolution, ou qu'on en charge un évêque voisin; car Mgr l'évêque a même refusé d'absoudre pour quinze jours avec réincidence; le service public du pays souffre de cet état de choses. » La S. Congregation répond: « *Episcopus pareat omnino*. Die 1 decembris 1673. »

175. Pour recevoir l'absolution de la censure *Si quis suadente*, il est nécessaire de se réconcilier avec la personne offensée et d'obtenir son consentement; il faut aussi en bien des cas donner des dommages-intérêts. Voici une curieuse et longue affaire :

« Antoine Gallucci, de S. Pierre de Galatina, diocèse d'Otrante, représenta qu'au mois de juin 1671 il eut une querelle avec le prêtre Octave Pica au sujet d'une propriété, lequel Pica fut blessé grièvement par le recourant à coups de couteau. La cour métropolitaine d'Otrante dénonça pour ce motif le recourant comme tombé dans l'excommunication du canon *Si quis suadente etc.* Ayant fait appel à l'Auditeur de la Chambre apostolique et obtenu d'être entendu *per procuratorem*, l'Auditeur confirma la sentence et l'excommunication. Après avoir fait en vain bien des instances à Pica déjà guéri de ses blessures pour avoir le consentement et la paix, il l'obtint enfin, à condition de lui rembourser tous les frais, de lui donner des dommages-intérêts pour sa main et son visage estropiés et de payer un tableau d'action de grâce à ses saints protecteurs. Afin de pouvoir utiliser la réconciliation, le recourant a fait déposer à Otrante 82 écus pour frais de maladie, plus 40 écus pour les frais liquidés par le vicaire capitulaire, pourtant sans l'intervention et le consentement de Pica ; en outre, il a donné caution pour les dommages-intérêts. Comme Pica ne s'est jamais soucié d'en faire la liquidation, même dans un délai fixé par le vicaire capitulaire, le recourant demande que l'on donne commission à l'ordinaire pour l'absolution des censures dont il est frappé depuis quatre ans.

» La S. Congrégation ayant écrit au vicaire capitulaire d'Otrante *pro informatione*, a appris par sa réponse que Pica est guéri de ses blessures, et se trouve à Rome. Il a prêté son consentement à l'absolution de Gallucci, moyennant le remboursement des dommages et dépens. Les comptes de la maladie s'élevent à 82 écus, et les frais judiciaires ont été liquidés à 40. Gallucci a déposé cette somme chez deux négociants et il s'est engagé à payer tout ce que décidera la S. Congrégation.

» D'autre part, Pica dit qu'après avoir dû comparaître devant divers tribunaux pendant plusieurs années on veut encore le tromper; car il ne sera certainement pas remboursé de ses frais si l'on accorde l'absolution à Gallucci. Il présente divers certificats de personnes qui l'ont soigné dans son pays et à Naples ; en y joignant les frais de voyage, les pertes qu'il a subies et autres dépens, il croit pouvoir demander 676 écus, et il est prêt à justifier ses prétentions pardevant le vicaire de Lecce en ce qui concerne les dépenses qu'il a faites chez lui, (car il récuse le vicaire d'Otrante) et pardevant le nonce de Naples pour les dépenses qu'il a supportées dans cette ville. Il récuse le vicaire capitulaire d'Otrante suspect à ses yeux, parce qu'après la sentence de l'Auditeur de la Chambre apostolique : *Sustineri censuras*, il ne voulut pas faire afficher de nouveau les *cedulones* que Gallucci avait enlevés, et aussi parce qu'il a liquidé les frais comme il a voulu et sans prévenir Pica. Enfin, Gallucci, qui est puissant dans le pays, empêchera de requérir les preuves nécessaires pour la liquidation; on sera plus libre à Lecce.

» Gallucci réplique que ce sont là des prétextes et des subterfuges pour traîner en longueur. Pour prouver qu'il est prêt à rembourser Pica de tout ce qui lui est vraiment dû il offre une caution à Rome pour toute la somme que réclame l'adversaire, pourvu qu'on lui donne l'absolution des censures jusqu'à liquidation des frais. Au cas que la liquidation ait lieu à Naples et à Lecce, comme le demande l'adversaire, Gallucci demande que les dépenses qu'exigera le transport des actes à Lecce soient toutes à la charge de Pica, qui récuse sans motif le vicaire capitulaire d'Otrante. Gallucci offre aussi de faire le dépôt chez un négociant de Lecce. »

La S. Congrégation se contenta d'exiger une caution à Rome pour la somme qui serait liquidée plus tard, et elle autorisa l'absolution de Gallucci. Voici la décision textuelle:

« Data per Galluccium fidejussione in Urbe in forma de-
» positi de solvendis omnibus expensis, damnis et interesse
» passis per D. Octavium Pica liquidandis Neapoli per nun-
» tium apostolicum et Hydruntini per Vicarium Lycien., ab-
» solvatur Antonius Galluccius a censuris in forma Ecclesiae
» consueta. Die 14 decembris 1674. »

Gallucci n'ayant pu trouver de caution à Rome, à moins de donner une traite sur Lecce dont le change serait monté à vingt pour cent, l'affaire fut appelée de nouveau dans la congrégation du 1er février 1675. Voici la relation.

« Gallucci représente qu'ayant essayé tous les moyens d'assurer la somme à Rome, il n'a trouvé personne qui voulût faire une traite confidentielle sans le déboursement effectif de l'argent et du change, dont le taux, de Rome à Lecce est actuellement à vingt pour cent. Et comme la somme demandée par Pica est exorbitante et devra être liquidée pour un chiffre bien inférieur; comme, d'autre part, Gallucci en faisant cette traite avec cent quarante écus de perte, ressentirait un grand préjudice sans aucun avantage pour Pica, qui d'ailleurs a voulu que la liquidation eût lieu à Lecce, et non ailleurs, Gallucci prie la S. Congrégation de l'autoriser à faire le dépôt à Lecce, soit dans les mains du vicaire général ou chez toute autre personne ou négociant agréé par Pica; ou bien, si le dépôt doit être fait à Rome, que le change soit à la charge de Pica et qu'on le défalque sur le dépôt.

» D'autre part, Pica insiste pour rétablir les *cedulones* contre Gallucci; sans quoi il ne sera jamais payé. »

La S. Congrégation permit de faire le dépôt dans les mains du vicaire général de Lecce :

« Facto deposito in manibus vicarii generalis Lycien. Exe-
» quatur decretum alias latum. Die 1 februarii 1675. »

177. Deux ou trois coups de bâton ne constituent pas la percussion énorme dont l'absolution est réservée au Saint-Siége; mais l'Ordinaire peut infliger une peine spéciale.

« L'archiprêtre de Montesarcho, diocèse de Bénévent et un autre prêtre du pays nommé Dominique ont eu une discussion sur l'âge que requiert le concile de Trente pour les bénéfices simples; l'archiprêtre croit que quatorze ans commencés suffisent, au lieu que Dominique pense qu'il faut quatorze ans révolus: la dispute s'est échauffée, on en est venu aux injures, enfin Dominique a appliqué trois coups de bâton sur le cou de l'archiprêtre qui se disposait à se retirer à l'église. Le vicaire général de Bénévent, après avoir interrogé huit témoins *ad informationem curiae* et rempli les actes contre la contumace de Dominique, a rendu une sentence qui le condamne à cinq ans de retraite dans un couvent, sans le déclarer soumis à l'excommunication du canon *Si quis suadente*. Dominique ayant fait appel à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, les actes du procès ont été transmis. Dernièrement les parties se sont réconciliées et pardonnées par acte public, qui a été présenté en forme authentique. C'est pourquoi Dominique demande sa grâce.

La S. Congrégation répond: *Adeat Ordinarium*. Le 14 mai 1677.

177. L'année 1678 vit commencer une cause célèbre qui dura plusieurs années, au sujet de deux individus excommuniés publiquement par leur évêque pour avoir frappé violemment un prêtre. Pendant que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers était saisie de l'appel, les deux inculpés faisant recours à l'Auditeur de la Chambre apostolique qui était à cette époque juge d'appel dans les causes criminelles, obtinrent frauduleusement un décret d'absolution en vertu du-

quel ils firent enlever les *cedulones* de l'excommunication; ce qui fut un nouvel attentat impliquant un mépris formel de l'autorité de la S. Congrégation, seule compétente *jure praeventionis* par rapport à l'Auditeur de la Chambre. Aussi la S. Congrégation évoquant l'affaire du tribunal de ce dernier, ordonna-t-elle à l'évêque de faire afficher de nouveau les *cedulones* après les fêtes de Noël pour le premier délit (la percussion du prêtre) et de procéder en vertu de son pouvoir ordinaire:

« Emo Praefecto juxta mentem: mens est, quod praevia » reassumptione ab Auditore Camerae, episcopus Tricaricen. » post festa Natalitia reaffigat cedulones pro primo delicto » et procedat juxta suas ordinarias facultates. Die 9 novem- » bris 1678. »

Bientôt l'évêque annonça un nouvel attentat de Rinaldi et Ruggieri. Le prélat ayant fait afficher de nouveau les *cedulones* le 14 janvier 1679 en y insérant la lettre de la S. Congrégation qui lui en donnait l'ordre en lui recommandant de ne s'arrêter devant aucune défense ou absolution de l'Auditeur de la Chambre, les inculpés, ayant extorqué une nouvelle pièce de ce prélat, se firent absoudre par Jean de Ferrandina, religieux franciscain, et ils firent enlever l'édit de leur condamnation. Cet attentat dénotait la plus insigne mauvaise foi; car, ayant comparu par procureur aux jugements que la S. Congrégation avait précédemment rendus, ils connaissaient parfaitement l'incompétence de l'Auditeur, d'autant plus qu'ayant fait demander au Pape que l'affaire fût remise au tribunal de ce prélat, ils n'avaient pu l'obtenir.

La S. Congrégation enjoignit de rétablir les *cedulones* et de procéder contre le religieux franciscain qui avait donné l'absolution.

« Episcopus Tricaricen. denuo affigat cedulones, neque illos » amoveri permittat nonobstante quocumque ordine expedito » vel expediendo, nisi vigore commissionis signatae manu SSmi » vel S. Congregationis; et contra fratrem Joannem de Ferrandina » conficiat processum super spretu ordinum S. Congregationis, » et transmittat. In reliquis Emo Praefecto juxta mentem; » mens est, quod procedatur contra scribentes. Die 16 mar- » tii 1679. »

L'affaire dura encore plus d'un an. La suite est exposée dans le mémoire suivant qui fut transmis à la S. Congrégation de la part de l'évêque:

« La S. Congrégation écrivit le 17 novembre 1679 à l'évêque de Tricarico d'absoudre Joseph Ruggieri et Horace Rinaldi des censures qu'ils avaient encourues en frappant le prêtre Charles Carbone, à condition toutefois qu'ils donnassent une caution solvable de payer tout ce qui serait réglé pour les préjudices et les frais subis par l'offensé auquel ils devraient demander pardon, et donner parole royale de ne plus l'injurier.

» L'évêque a toujours été disposé à exécuter ledit rescrit, mais les coupables ne se sont jamais souciés d'en faire usage. Le pauvre prêtre étant mort de misère à Naples dans un hôpital, aussitôt, puissants comme ils le sont dans le pays, ils ont extorqué avec des violences la réconciliation de la part des héritiers du défunt, un pauvre homme et trois pauvres femmes, frère et sœurs du mort, avec la remise de tous les préjudices et dépens.

» En outre, comme les femmes devaient nécessairement faire l'acte devant le juge compétent, Ruggieri a fait en sorte que cet acte eût lieu devant un prétendu juge délégué par son frère prenant faussement le titre de gouverneur de la cour baronale de Montemurro, tandis que ce pays appartient en fief à l'évêque de Tricarico et à l'Eglise.

» En ces termes, les coupables obtinrent sans information préalable de la S. Congrégation le 31 mai dernier un rescrit d'absolution adressé à l'évêque, avec pouvoir de les absoudre par délégation.

» Aujourd'hui on représente deux préjudices de la part de l'évêque et l'on implore humblement les ordres convenables.

» En ce qui concerne les violences, on ne peut donner des preuves formelles, comme cela arrive assez souvent; mais la qualité des personnes, du fait, des temps et des lieux permet de soupçonner la vérité, car on ne peut supposer qu'un pauvre homme et trois pauvres femmes aient voulu faire grâce de tant de dépens et de tant de dommages, sans avoir été violentés.

» Quant à la juridiction, le fait est prouvé par la copie de l'acte; et le préjudice est fort grand, car l'évêque de Tricarico est baron d'Armento et de Montemurro, et les Ruggieri n'ont pas le pouvoir de nommer un gouverneur à Montemurro, mais seulement un juge revêtu d'une juridiction très restreinte et qui ne suffit pas pour rendre des décrets dans les causes des femmes et des mineurs. L'évêque est donc obligé de rejeter l'acte passé devant ce prétendu gouverneur comme préjudiciable aux droits de l'Eglise. »

La S. Congrégation prescrivit un dépôt dans la cour épiscopale pour les dommages-intérêts, exigea que les parties lésées fissent devant cette même cour la rémission de l'offense, et, à ces conditions, accorda à l'évêque le pouvoir d'absoudre.

« Data in curia episcopali cautione etiam in forma depositi » de reficiendis damnis et expensis liquidandis ab episcopo, » et obtenta in eadem curia remissione partis, detur eidem » episcopo facultas absolvendi per seipsum. Die 5 julii 1680. »

178. Lorsque l'offensé refuse obstinément le pardon, la S. Congrégation permet de passer outre et d'absoudre des censures. Voici un décret de 1742:

« In causa Bitecten. censurarum canonis *Si quis suadente etc.*, ob percussionem sacerdotis Sebastiani Alboretti » a sacerdote Nicolao Laurentio Capella incursarum, suppli- » cante dicto sacerdote Nicolao pro absolutione:

» Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, audito » episcopo Bitecten., die 1 junii 1742 benigne rescripsit: » *Peractis exercitiis spiritualis per mensem, et iterum petita* » *venia, etiam non obtenta, episcopus absolvat.*

» Die vero 15 ejusdem mensis junii itiden rescripsit: *Firmo* » *remanente decreto sub die prima junii, episcopus pro hac* » *causa oratorem non molestet.*

» Denique sub die 29 augusti 1742 facta de omnibus re- » latione SSmo D. N. ab infrascripto D. secretario, Sanctitas » Sua decretum S. Congregationis supra descriptum benigne » approbavit. »

179. Les convers des ordres religieux participent au privilége du canon. En 1748, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'évêque de Nebbio en Corse: « Paul-Marie Custa, prêtre, a demandé l'absolution des censures qu'il a encourues en frappant le laïque profès capucin. Attendu la déclaration qu'il a faite de vouloir se soumettre à tout ce que V. S. a décidé, les Emes Cardinaux ont daigné accorder à V. S. les pouvoirs nécessaires et opportuns pour donner l'absolution plénière, après que le coupable aura satisfait à la partie offensée et au fisc. S'il lui répugne de se rendre hors du diocèse, V. S. pourra subdéléguer. En ce qui concerne le coup de pistolet que le même prêtre a tiré sur un laïque, supposé qu'il n'y ait pas eu homicide ni blessure avec effusion de sang, le recourant devra subir la punition qui mérite la grièveté du fait, sans demeurer plus longtemps sous le poids des censures, surtout s'il donne des marques non suspectes de repentir et promet de s'abstenir désormais. Rome, 20 décembre 1748. »

180. L'obligation de visiter les saints lieux de Rome est quelquefois mise au nombre des conditions de l'absolution. En 1781 la S. Congrégation écrit à un évêque: « Le curé de N. a porté plainte contre Louis N. son paroissien qui l'a

frappé publiquement et l'a renveré; cet homme est adonné au jeu et profanait le saint nom de Dieu un dimanche, et le curé, par un zèle indiscret, lui avait donné un coup de poing. Les Emes Cardinaux m'ont enjoint d'écrire à V. S. d'obliger ledit Louis de se rendre à Rome pour visiter les saints lieux, comme l'a prescrit la S. Pénitencerie dans le décret qu'elle a accordé pour son absolution. D'autre part, les Emes Cardinaux sont mal édifiés de la scandaleuse opiniâtreté du curé de ne vouloir pas pardonner l'injure et se réconcilier avec son adversaire. Afin qu'il rentre en lui-même et apprenne à modérer l'impétuosité avec laquelle il a levé la main et provoqué la querelle par son zèle indiscret, et afin qu'il se revête de la douceur que doit avoir le pasteur des âmes, les Emes Cardinaux veulent que V. S. exécute la pensée de lui ordonner quinze jours de retraite au couvent des Réformés d'Assise. Rome 29 novembre 1781. »

181. Il n'est pas rare que la S. Congrégation accorde l'absolution provisoire, pour deux ou trois mois, *cum reincidentia*, surtout lorsqu'il ne s'agit pas d'une percussion énorme et notoire accompagnée de mutilation. En 1783 la S. Congrégation écrit à l'évêque de Pontecorvo: « Le prêtre Gaetani a envoyé à la S. Congrégation par la poste une supplique dans laquelle il demande l'absolution de l'excommunication qu'il a encourue en donnant un soufflet à son frère lequel est prêtre aussi, en présence de quelques personnes. Le recourant ne sait peut-être pas que la S. Congrégation ne tient pas correspondance avec les personnes, et que c'est toujours peu respectueux d'envoyer les papiers par la poste. Toutefois, les Emes Cardinaux, agissant avec leur charité innée et voulant pourvoir à la conscience de ce malheureux prêtre, m'ont commandé d'écrire à V. S. de transmettre des informations détaillées; en attendant, ils communiquent à V. S. les pouvoirs nécessaires et opportuns pour absoudre de l'excommunication, même par subdélégation, mais seulement pour trois mois, avec la réincidence à l'expiration de ce terme. V. S. lui fera aussi comprendre que les suppliques doivent être présentées en main, et qu'il doit par conséquent désigner ici une personne qui se présente pour connaître la décision et retirer l'expédition. Rome le 8 août 1783. »

182. Les années subséquentes offrent quelques indults d'absolution, quoiqu'il soit vrai de dire que les cas en sont rares. Ainsi, en septembre 1840, un laïque demande l'absolution pour quelques coups de bâton qu'il a donnés sur la voie publique à un clerc minoré qui l'a provoqué, sans qu'il y ait de lacération ni de blessure. Voici la formule de l'indult: « Arbitrio Ordinarii etiam per subdelegandum, pro absolutione a praefata excommunicationis censura, postquam parti laesae satisfecerit, vel per eum non steterit, quominus ejusdem Ordinarii arbitrio competenter satisfaciat, injuncta congrua poenitentia salutari. »

183. La S. Congrégation de l'Immunité a aussi le pouvoir d'autoriser l'absolution des censures encourues pour transgression du canon *Si quis suadente*. Voici une note insérée dans ses registres, au 15 octobre 1823: « Dans les causes de censures encourues en vigueur du canon *Si quis suadente*, la S. Congrégation de l'Immunité déclara jadis *non spectare ad S. Congregationem;* ou bien elle renvoya les parties *ad judices suos*. Dans la suite elle changea sa discipline sur ce point; et l'on voit dans les registres à partir de 1790 qu'elle accorda l'absolution en vertu de ses pouvoirs ordinaires. On remarque un autre changement en 1819 et les années suivantes. Avant cette époque l'on ne mentionnait pas l'audience du Pape, ni même une autorisation spéciale de sa part, au lieu qu'à partir de 1819 les absolutions ont été données avec la clause, « avec l'autorisation spéciale du Saint-Père. » Voyant une si grande variété de discipline, Mgr le secrétaire a voulu écarter tout acte arbitraire et agir avec pleine sécurité; il a donc fait une relation de toute l'affaire au Saint-Père, qui a ordonné d'employer la clause: « Par autorisation pontificale spéciale. »

184. En 1828, l'évêque de Lublin ayant demandé le pouvoir d'absoudre un prêtre polonais qui avait frappé violemment un autre prêtre, la S. Congrégation de l'Immunité écrivit à ce prélat la lettre suivante:

« Facta potestate a SSmo Dno Nostro Leone papa XII » S. Congregatio Immunitati ecclesiasticae et controversiis » jurisdictionalibus praeposita, Amplitudini Tuae tribuit facultatem plenarie absolvendi juxta praescriptum Ritualis » Romani sacerdotem Josephum Zamicemowski ab excommunicatione majori Summo Pontifici reservata in quam incidit » ob violentam alterius sacerdotis percussionem, illumque ab » irregularitate dispensandi. Absolutioni praemittendae conditiones in hujusmodi casibus servari solitae, nempe jurata » in scriptis obligatio in episcopali cancellaria servanda de » se abstinendo imposterum a similibus, partis offensae ob » illatam injuriam satisfactio, gravis demum et tanto excessui » respondens admonitio: inde salutaris poenitentia imponenda. » Ad aliorum exemplum et scandali reparationem absolutioni » adsint omnino plures clerici ab Amplitudine Tua seligendi: » adstent etiam nonnulli viri graves laici, nisi aliter Amplitudo Tua censuerit, quod tamen Sacra Congregatio arbitrio » et prudentiae Tuae relinquit. Et Deus Amplitudinem Tuam » sospitem reddat. Romae die 11 novembris 1828. »

85. On n'encourt pas les censures en se défendant contre un fou. En 1829, la S. Congrégation de l'Immunité écrit à un évêque: « Omnes leges et omnia jura permittunt vim » vi repellere. » Nous avons ce principe dans le texte canonique, c. 1. *de sententia excommunicationis*, Décrétales de Grégoire IX, lib. 5, tit. 39, et dans le Sexte, lib. 5, tit. 6. Si le sousdiacre est fou, si Bernardin a enduré les premières attaques et si le fou ne cessa pas de le poursuivre avec des pierres et des injures, comme l'atteste V. S. la S. Congrégation est d'avis que Bernardin n'a pas encouru les censures. Les dispositions canoniques citées plus haut militent en sa faveur; d'ailleurs, l'expérience montre que le bâton est le seul moyen de réduire les fous. Pourtant V. S. devra faire enfermer le sousdiacre, afin que ses folies n'exposent plus ni lui-même ni les autres à de graves inconvénients. Rome 16 mai 1829. »

XII. Jeu et comédies.

186. Les clercs doivent être très éloignés du jeu, pour les raisons que donnent les canonistes et particulièrement S. Raymond de Pennafort, dans sa Somme (lib. 2, titre *de negotiis saecularibus*). Les jeux licites et honnêtes en soi sont, néanmoins, interdits aux clercs à cause des maux infinis qui en résultent. Le canon *Denique* (4 dist.) dit que le jeu a été inventé par le diable comme une amorce pour prendre les âmes. La perte du temps, le mauvais usage des biens terrestres et leur dilapidation, les blasphèmes, et d'autres crimes sont les maux qui résultent ordinairement du jeu. Les joueurs étant réputés des gens de mauvaise vie, ne sont pas admis dans les tribunaux comme témoins. Le droit romain prononce la confiscation d'une maison où l'on joue, parce que le jeu nuit à la société.

187. Le clerc qui s'adonne au jeu pèche plus grièvement que le laïque. La première peine est l'exclusion des bénéfices ecclésiastiques; les saints canons prononcent la nullité de la collation (c. 1, dist. 34, c. *Inter dilectos, de excessibus praelatorum*). Si le délit est public, la collation est nulle *ipso jure* sans monition préalable; autrement on doit l'annuller par sentence. La seconde peine est la réclusion *ad triennium* dans un couvent, avec suspense de l'exercice des ordres, lequel

n'est rendu qu'après cette pénitence de trois ans. La troisième peine est la déposition, après les monitions canoniques. (c. *Episcopus*, dist. 35. clement. 2 de vita et honestate). Le concile de Trente confirme toutes ces peines.

188. Il n'est pas permis aux clercs d'assister au jeu, ni même de rester dans la maison où l'on joue, encore moins de prendre une part intéressée.

189. Quelques jeux sont pourtant permis aux clercs. Les canonistes donnent pour exemple les échecs; mais ils exceptent les fêtes et le carême, et recommandent de ne pas jouer avec des femmes, surtout si elles sont jeunes. En ce qui concerne le jeu gratuit et de pur délassement et celui où l'on expose de modiques sommes, ils recommandent une grande circonspection, en faisant observer que le jeu en public est interdit en toute hypothèse et que les jeux licites pour les clercs sont néanmoins interdits pour les réguliers.

190. Les loteries sont rigoureusement interdites aux réguliers; en ce qui concerne le clergé séculier, des raisons de haute convenance conseillent de s'abstenir de ce jeu de hasard, surtout si on y affectait les revenus ecclésiastiques.

Les théologiens ont été longtemps partagés sur la question de savoir si les loteries sont licites en conscience. Innocent XI et Innocent XII les prohibèrent rigoureusement dans Rome et le district. Sous le pontificat de Clément XI, une congrégation particulière de cardinaux les défendit spécialement au clergé, non seulement à Rome, mais aussi dans toute l'Italie. La preuve en est dans la lettre suivante qui fut adressée par la S. Congrégation des Evêques et Réguliers au vicaire capitulaire de Lucques en 1704: « Le Saint-Père vous communique les pouvoirs nécessaires et vous ordonne de publier en son nom un édit pour défendre à tous les ecclésiastiques séculiers et réguliers de la ville et du diocèse de mettre dorénavant à la loterie de Gênes, de Turin et de Milan, sous peine, pour les ecclésiastiques séculiers, de privation immédiate des bénéfices qu'ils possèdent et d'incapacité à en obtenir jamais d'autres, sans parler des peines auxquelles vous pourrez procéder contre eux en vertu de votre autorité ordinaire. Les réguliers des deux sexes seront privés de la voix active et passive et des emplois qu'ils occupent et deviendront inhabiles à en occuper d'autres. En outre, les religieuses seront privées du voile. Toutes ces peines ont été édictées par la congrégation particulière tenue le 18 décembre 1703 dans le but de porter remède à l'abus de ce jeu. Rome janvier 1704. » Il fallut que l'abus fût grand pour exiger des dispositions aussi rigoureuses. Sept ans se passent, et la S. Congrégation écrit au cardinal archevêque de Lucques : « Comme on a appris de divers côtés que l'abus de jouer à la loterie de Gênes règne encore chez vous parmi les personnes ecclésiastiques malgré les peines rigoureuses édictées précédemment, le Saint-Père qui a grandement à cœur d'extirper cette mauvaise plante de la vigne du Seigneur, m'a expressément commandé d'écrire à V. S. de se régler sur les décisions de la congrégation tenue par son ordre le 18 décembre 1703, dont ci-joint la copie, et de procéder à l'application des peines qui y sont édictées contre ceux qui retirent l'argent et ceux qui le donnent. Rome, mars 1711. » Il est donc certain que Clément XI défendit formellement au clergé de prendre part aux loteries.

Benoît XIII porta la sévérité plus loin, et crut devoir étendre aux laïques cette rigoureuse prohibition. Après avoir fait publier en 1725 trois édits renouvelant les précédents et défendant la loterie aux ecclésiastiques séculiers et réguliers, Benoît XIII promulgua le motu-proprio *Apostolicae Sedis*, du 13 août 1727, qui renouvela la défense sous les plus rigoureuses peines, l'excommunication *ipso facto* pour les laïques et la suspense pour le clergé. Cette rigueur s'explique lorsqu'on sait que la loterie était devenue l'objet d'une vraie frénésie parmi les gens du peuple. D'ailleurs Benoît XIII voyait dans la loterie une injustice et une espèce d'usure de la part du trésor pontifical qui encaissait les bénéfices. Aussi, lorsque l'interdiction a été levée, les produits ont-ils été affectés à des œuvres de charité. En adressant aux évêques le motu-proprio de Benoît XIII, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers l'accompagna de la circulaire suivante: « Le Saint-Père m'a ordonné d'adresser à V. S. la copie ci-jointe de son motu-proprio sur la prohibition des jeux, ou loteries de Naples, Gênes et autres semblables, afin que V. S. le publie dans son diocèse. Le Saint-Père veut que V. S. fasse usage de tout son zèle afin qu'un ordre pontifical fondé sur un si grand intérêt public et particulier soit rempli avec toute l'obéissance voulue. Il faudra, non seulement en publiant le motu-proprio, mais aussi plusieurs fois l'année avertir les curés et les confessseurs de veiller à l'observation de la discipline; les prédicateurs devront, de leur côté, enseigner au peuple l'obligation de ne pas transgresser ce qui est ordonné. Enfin V. S. devra insister pour que son tribunal procède contre les transgresseurs à la fulmination des censures imposées *ipso facto* et à l'affixion des cédules. On redoutera les peines édictées dans le motu-proprio lorsqu'on verra les transgresseurs publiquement châtiés etc. Rome, août 1727. »

Clément XII confirma d'abord les peines contenues dans le motu-proprio de Benoît XIII. L'année suivante, 1731, voyant le grand enthousiasme que montrait encore le peuple pour la loterie et sachant que de fortes sommes sortaient de l'Etat pontifical chaque année, il réunit une congrégation particulière sous la présidence du cardinal Tolomei, et, les théologiens et canonistes ayant exprimé à l'unanimité un avis favorable, il révoqua la constitution de Benoît XIII, tout en conservant la prohibition rigoureuse en ce qui concerne les réguliers et les religieuses et en ordonnant d'employer le produit de la loterie en œuvres de charité. En 1769, Clément XIV, dans le chirographe du 14 juin, recommanda aux ecclésiastiques séculiers de ne pas employer au jeu de la loterie les revenus ecclésiastiques des bénéfices, et il renouvela la défense absolue pour les réguliers. Actuellement l'administration de la loterie réserve sur ses produits environ trente mille écus par an, dont la plus grande partie est confiée à la Commission des subsides, qui les distribue aux pauvres.

191. Il est expressément défendu aux clercs de prendre part comme acteurs aux comédies et représentations théâtrales, même religieuses et spirituelles. Voici ce que la S. Congrégation écrit à un vicaire capitulaire en 1706: « Le Saint-Père a appris qu'on se disposait dans votre ville à jouer une comédie en musique à laquelle quelques prêtres avaient l'intention de prendre part en qualité d'interlocuteurs. Sa Sainteté a peine à croire qu'en présence des calamités universelles et de celles qui affligent particulièrement votre cité vous permettiez aux prêtres et aux clercs de comparaître sur des théâtres et à des représentations qui sont à peine tolérées pour les laïques et que prohibent les saints canons et les décrets de cette S. Congrégation. Toutefois le Saint-Père a cru devoir vous ordonner strictement de défendre en son nom sous des peines vraiment graves aux prêtres et aux clercs d'intervenir à des comédies et représentations, quoique religieuses et spirituelles. Rome, septembre 1706. »

192. Un édit épiscopal prohibant les masques et les comédies sons peine d'amende mérite la pleine approbation de la S. Congrégation.

« In causa Anagnina vertente inter promotorem fiscalem » curiae episcopalis ejusdem civitatis ex una, et clericum Ca- » rolum Severa, aliosque clericos et laicos terrae Anticuli, ex » altera, reclamantes adversus decreta episcopi illiusque edicta » et constitutiones respective synodales, prohibentia ecclesias- » ticis gestationem larvarum, ac choreas et tripudia bachanali

» tempore, et laicis festivis diebus, sicuti et adversus indictio-
» nem mulctae contra presbyteros et clericos, etiam conju-
» gatos transgressores applicandae locis piis et contra laicos
» prout in edicto, in quo etiam imponitur poena peragendi
» exercitia spiritualia nec non adversus hujusmodi prohibitiones
» in posterum faciendas.

» Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, partibus
» voce et scripto hinc inde informantibus, referente Emo Ni-
» colao Spinola rescripsit: *Pareant omnino et amplius, et Severa*
» *petat humiliter veniam ab episcopo*. Romae februarii 1718. »

193. Au siècle dernier on ne tolérait pas que les femmes comparussent sur le théâtre en qualité d'actrices. En 1718, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque: « Ayant appris qu'on se propose de jouer dans votre ville une comédie à laquelle des femmes prendront part, le Saint-Père veut que V. S. le défende absolument sous les peines qu'elle croira, et même, subsidiairement, sous peine d'excommunication. C'est l'intention de Sa Sainteté qu'on ne permette les représentations théâtrales qu'après les fêtes de Noël, et non pendant l'Avent, comme on le prétend, bien entendu qu'en aucun cas les femmes ne doivent réciter, ou chanter. Rome, novembre 1718. »

194. La S. Congrégation approuve que le jeu public et particulier soit interdit aux clercs sous peine de réclusion et de suspense *ferendae sententiae*. Ainsi en 1720, réformant des statuts diocésains contre lesquels le clergé avait porté plainte, elle prescrit de régler l'article du jeu de la manière suivante: « Au sujet de la prohibition des jeux, il faut prescrire la peine » d'un mois de prison contre les clercs, et de suspense *fe-* » *rendae sententiae* avec l'obligation de faire les exercices spi- » rituels contre les prêtres qui joueraient publiquement aux » cartes, aux dés et tout autre jeu. Si l'on joue en particulier » et dans des maisons privées, il faut imposer en ce cas, contre » les prêtres qui se livreraient habituellement à ces jeux la » suspense pareillement *ferendae sententiae* pour quinze jours » et l'obligation de faire aussi les exercices spirituels. Les » diacres et sousdiacres seront passibles de six jours de prison, » et les clercs minorés devront être condamnés à trois jours etc. » Rome, novembre 1720. »

195. Clément XI fit publier par l'organe de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers plusieurs circulaires sur la sanctification des fêtes, notamment en 1701, 1703, 1719 et 1721. Nous remarquons dans ces circulaires la recommandation de ne pas tolérer les masques et les représentations théâtrales les dimanches et fêtes. Nous nous bornons à citer la circulaire de 1721, qui reproduit les dispositions des précédentes:

« Le Saint-Père excité par le devoir de son ministère apostolique, voulut montrer dès les premiers mois de son pontificat combien il avait à cœur l'observation ponctuelle et la sanctification des fêtes; dans ce but il fit expédier par cette S. Congrégation une circulaire en date du 30 juillet 1701, laquelle recommanda aux évêques de veiller avec la plus grande sollicitude afin que les jours de fêtes fussent vraiment sanctifiés par les fidèles et employés au culte de Dieu, en assistant aux divins offices, à la prédication de la parole de Dieu, et autres exercices et œuvres de piété; et en s'abstenant des œuvres serviles et surtout des divertissements mondains et scandaleux. Cette recommandation fut renouvelée par l'ordre de Sa Sainteté dans une autre circulaire en date du 16 mars 1703. Plus tard, ayant réfléchi que l'époque du carnaval multipliait les occasions de ces divertissements si peu en rapport avec l'obligation de sanctifier les fêtes, le Saint-Père, par une autre circulaire de cette S. Congrégation en date du 11 janvier 1719, recommanda aux évêques de défendre absolument, les jours de fêtes, les masques de toute espèce, ainsi que les spectacles, et réunions d'histrions, de charlatans, on saltimbanques, quand bien même ils prétexteraient de se borner à donner quelque honnête divertissement au peuple, afin de vendre et distribuer plus facilement leurs remèdes. Et au cas que la trop longue tolérance de ces abus ne permît pas d'en venir à une prohibition générale et absolue, Sa Sainteté exprima le désir qu'on les défendît tout au moins le matin, et qu'on ne les tolérât qu'après midi, et après vêpres et autres divins offices. Le Saint-Père recommanda aussi d'interdire aux histrions, charlatans et saltimbanques les gestes, paroles et chansons obscènes, et surtout de les éloigner des églises, des couvents de femmes et des conservatoires de jeunes filles. Par malheur, ces ordres formels et réitérés n'ont pas été partout observés comme il eût fallu. Le Saint-Père est convaincu que cette prévarication a été et est encore la vraie cause des fléaux dont Dieu nous a frappés et nous afflige, et il craint avec raison que la Providence n'envoie les châtiments plus terribles qui sont annoncés par le prophète Ezéchiel: *Sabbata mea violaverunt vehementer. Dixi ergo ut effunderem furorem meum super eos et consumerem eos.* C'est pourquoi Sa Sainteté m'a commandé strictement d'exciter de nouveau l'attention et le zèle de V. S. pour faire observer ponctuellement et entièrement lesdites circulaires. C'est l'intention formelle du Saint-Père qu'on ne permette en aucune manière et à aucune époque aux charlatans, saltimbanques et histrions de donner des drames, des comédies et des représentations auxquelles on fasse agir, réciter, chanter ou comparaître des femmes lors même qu'elles fussent masquées. La sécretairerie d'Etat écrit dans le même sens aux cardinaux légats et la S. Consulte aux gouverneurs de l'Etat pontifical etc. Rome, 4 janvier 1721. »

196. Les censures *ipso facto* contre le jeu ne sont pas admises. Voici une lettre que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque en 1734: « Quelques ecclésiastiques de la ville ont demandé l'abolition de l'édit publié par le vicaire général de V. S. le 23 octobre dernier, lequel édit défend rigoureusement de jouer aux cartes, aux dés et à toute espèce de jeu en public ou en particulier, sous peine de suspense *a divinis ipso facto incurrendae* pour les prêtres et les ecclésiastiques engagés dans les ordres sacrés et d'excommunication majeure également *ipso facto incurrendae* pour les clercs minorés; ces peines sont étendues à ceux qui assistent au jeu. Les Emes Cardinaux, tout en reconnaissant que l'édit en question est l'effet d'un zèle louable, réfléchissant d'autre part qu'il est trop rigoureux tant pour la peine que pour la prohibition générale de toute espèce de jeu, ont pensé devoir répondre: *Recurrant ad episcopum, et ad mentem.* Ainsi, lorsque ces ecclésiastiques demanderont à V.S. l'adoucissement de cet édit, V. S. devra l'atténuer en ce qui concerne le jeu des cartes, non de *reste*, dans un lieu non public, non que V. S. doive déclarer qu'elle le permet, mais seulement elle n'en parlera pas dans son édit et n'imposera aucune peine. Quant aux joueurs publics, il ne faut imposer ni l'excommunication ni la suspense *latae sententiae*, mais seulement *ferendae*, et autres peines suivant le cas. A l'égard de ceux qui regardent jouer, s'il s'agit du *reste*, on pourra imposer quelque peine au gré de l'Ordinaire, mais non l'excommunication, ou la suspense. Rome novembre 1734. »

197. Voici un cas où la S. Congrégation exige la restitution de l'argent gagné au jeu. En 1741, elle écrit à un évêque: « V. S. fera citer au tribunal les abbés NN. pour les contraindre de restituer les sommes qu'ils ont reçues de Jean-André Bandini à titre de gain dans des jeux prohibés. Ils devront tout au moins rendre ce qu'ils ont déjà avoué d'avoir gagné. Supposé que ces sommes soient rendues, V. S. les fera déposer au mont de piété, pour les restituer ensuite aux établissements pies dont Bandini a dissipé les capitaux etc. Rome le 23 juin 1741. »

198. Au lieu de la suspense *a divinis*, ce sont les peines pécuniaires qu'il faut employer ou des peines arbitraires, telles

que les exercices spirituels, ou la réclusion pour dix ou quinze jours, suivant le cas. En 1749 la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque: « Les Emes Cardinaux ont examiné l'édit de V. S. sur le jeu, et ils veulent que la suspense *a divinis* soit révoquée et remplacée par les peines pécuniaires, ou arbitraires. Ainsi etc. Rome 2 mai 1749. »

199. Autant la S. Congrégation désapprouve les censures préventives contre l'abus du jeu, autant elle les confirme *in subsidium* et en cas de récidive. Voici ce qu'elle écrit à un évêque en 1772: « Dominique V. prêtre de ce diocèse a demandé l'absolution de la suspense qu'il a encourue et qui lui avait été comminée par le tribunal de V. S. pour ses rechûtes dans le jeu de cartes, même prohibé et en public; il a imploré aussi la dispense de l'irrégularité qu'il a contractée en violant cette suspense. Le Saint-Père prenant en considération la relation de V. S. a bien voulu accorder la grâce, comme V. S. le verra dans le décret que le recourant lui présentera. Mais en même temps le Saint-Père a ordonné d'écrire à V. S. qu'autant il a été édifié de sa sollicitude pour obtenir l'amendement de ce malheureux et de la charité qu'elle lui a témoignée, autant il mérite de blâme; car oubliant la sainteté de son caractère, il s'est laissé entraîner par un vice honteuxpour les séculiers eux-mêmes et que le Saint-Père punit sévèrement chez les séculiers. Le Saint-Père veut donc qu'après avoir fait sentir par une sévère monition au recourant la clémence qu'on lui témoigne par considération pour V. S. et son obligation de correspondre à cette indulgence par un vrai changement de vie, V. S. le fasse demeurer dans une maison religieuse pendant deux mois, pour faire les exercices spirituels, sans lui permettre de célébrer le saint sacrifice avant le premier jour de carême; et avant de le lui permettre, il faudra informer cette S. Congrégation des marques de repentir qu'il aura données. Rome, 13 janvier 1772. »

200. Il n'est pas permis de représenter sur les théâtres les mystères de la Passion. Nous trouvons à ce sujet deux lettres écrites par la S. Congrégation en 1802. Voici la première, qui fut adressée à un évêque le 30 mars de ladite année : « Les Emes Cardinaux étrangement surpris d'apprendre qu'on a représenté la Passion de Notre-Seigneur, c'est à dire le plus auguste mystère de notre religion sur le théâtre public où l'on met en scène les choses profanes, me commandent d'écrire à V. S. afin qu'elle s'informe clairement et sans retard et fasse savoir avec quelle permission on a fait cette représentation, quels en ont été les acteurs, si on en a demandé permission à V. S. et si l'autorisation en a été donnée. Rome, 30 mars 1802. » La lettre subséquente fait connaître toutes les circonstances et témoigne de la haute désapprobation de la S. Congrégation; en outre, elle affirme l'autorité ecclesiastique sur les théâtres: « La S. Congrégation a été satisfaite de l'empressement qu'a mis V. S. pour révoquer la permission imprudemment donnée de représenter sur un théâtre vénal pendant le carême il y a deux ans les mystères de la Passion de Notre-Seigneur, en sorte que la représentation n'eut pas lieu. D'autre part, la S. Congrégation ne peut se dispenser de blâmer la témérité de quelques prêtres et autres personnes que V. S. désigne dans sa lettre et qui osèrent représenter ces mystères après Pâques, avec l'autorisation du gouverneur et à l'insu de V. S. par la raison que c'était une époque non prohibée. Car c'est toujours une haute indécence de faire d'un mystère aussi auguste un objet de représentation théâtrale. Les Emes Cardinaux veulent donc que V. S. avertisse les coupables d'avoir scrupule d'une si grande irrévérence, de mettre ordre à leur conscience et de s'abstenir dorénavant de semblables impiétés. V. S. interdira toute représentation religieuse sur les théâtres, même en temps permis, sans une autorisation spéciale de sa part, et elle ne l'accordera qu'avec la plus grande circonspection. Il appartient aussi à V. S. de surveiller les représentations profanes, et de prohiber tout ce qui s'oppose à la piété et aux mœurs. Rome, 16 avril 1802. »

201. Une évêque s'étant plaint de quelques nouvelles danses qu'il réputait comme indécentes et contre lesquelles il se proposait de publier un édit, particulièrement contre la valse, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers répondit en 1828: « La représentation de V. S. contre certaines formes de bal qui blessent les mœurs et sont la source de bien des désordres est édifiante. Si ces désordres arrivaient au point de scandaliser les fidèles et étaient vraiment indignes d'un catholique, V. S. pourrait les interdire en vertu de son pouvoir ordinaire. Mais comme la lettre de V. S. en date du 9 septembre parle de quelques genres de bal qui sont tolérés même ici sous le gouvernement si vigilant du Saint-Père, la S. Congrégation ne pourrait pas les interdire totalement sans en référer à Sa Sainteté, surtout s'il s'agit d'un bal privé. Toutefois V. S. peut fort bien suggérer aux personnes qui surveillent les théâtres, les bals et autres assemblées publiques, de ne pas introduire la valse, et d'autres danses trop libres. V. S. pourra donner le même conseil aux particuliers avec une charité et une prudence toute épiscopale, sans publier d'édit. Rome, 19 septembre 1828. »

202. Au mois d'août 1840, un ecclésiastique ayant porté plainte à la S. Congrégation contre son évêque qui lui avait infligé huit jours de retraite parce qu'il avait fréquenté plusieurs fois le théâtre, eut pour réponse: *Pareat mandatis episcopi*. La supplique de cet ecclésiastique renferme plusieurs faits dignes d'être connus: « Antoine prêtre et chanoine, représente que Monseigneur l'évêque publia en 1838 une lettre par laquelle il voulut défendre au clergé d'assister aux représentations théâtrales. Ce digne prélat porta le zèle au point d'assujettir le clergé à la surveillance des agents de police, contrairement aux lois sacrées de l'Immunité, ce qui surprit étrangement tous les gens de bien. Après avoir inutilement demandé à l'évêque la révocation de cette étrange disposition, le clergé porta plainte à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers et l'on forma un volumineux dossier. Si aucune décision ne fut prise, c'est que Mgr l'évêque reconnaissant l'irrégularité de sa mesure, changea entièrement d'avis et publia une autre lettre par laquelle il révoqua la peine et remit la prohibition à la sagesse et à la discrétion d'autrui. En cet état de choses le recourant, porté par une inclination innocente pour la musique (qui forma toujours l'ornement du sanctuaire et au progrès de laquelle il a contribué en inventant une *Harmoniographie* dont l'utilité sera constatée par l'expérience et par un mémoire dédié au cardinal Giustiniani camerlingue de la Sainte Eglise et protecteur des arts) est allé plusieurs fois au théâtre musical au mois de juillet dernier, et il l'a fait avec la plus complète bonne foi, avec une entière sécurité de conscience et sans l'ombre d'un subterfuge qui pût faire supposer la faute. Or, Mgr l'évêque, oubliant peut-être qu'il a révoqué son édit, a fait intimer immédiatement au recourant par le chancelier de faire huit jours de retraite, *en expiation*, dit-il, *de la désobéissance* commise en fréquentant le théâtre. Mais comme il ne peut y avoir désobéissance sans commandement ni d'insubordination sans une loi, et comme on ne peut pas infliger une punition là où il n'y a aucune faute, le recourant fait appel à la rectitude et à la justice de Vos Eminences, afin qu'elles daignent l'exonérer des exercices qui lui ont été infligés comme peine etc. S. Congregatio rescripsit: *Pareat mandatis episcopi*. Die 1 augusti 1840. »

203. Nous avons promis de rapporter l'affaire de Vaison traitée jadis à la S. Congrégation du Concile. Les mémoires *hinc inde* indiquent les dispositions canoniques; c'est ce qui nous décide à les publier; la S. Congrégation se servit de la formule qu'elle emploie assez souvent lorsqu'elle ne veut pas donner une réponse ostensible: *Non proposita*. Cela permet

de supposer que le sentiment des Cardinaux ne se montra pas favorable aux statuts de l'évêque

L'évêque de Vaison publia donc des statuts synodaux qui premièrement prohibèrent toute espèce de jeux au clergé sous peine d'excommunication réservée. En second lieu, l'evêque ordonna de porter continuellement la soutane longue, et se réserva l'absolution de ceux qui transgresseraient l'ordonnance. Troisièmement, il défendit les bals dans tout le diocèse, le dimanche et les fêtes, sous peine, pour les transgresseurs, de ne point publier leurs bans de mariage, et de n'être pas admis comme parrains et marraines du baptême.

Divers ecclésiastiques portèrent plainte contre les deux premiers statuts; une municipalité du diocèse recourut à la S. Congrégation du Concile contre le troisième.

Voici le mémoire par lequel le trop zélé prélat essaya de justifier ses statuts. Il commença par un tableau assez sombre des mœurs du clergé, et cita les anciens canons, sans prendre la peine d'examiner ce qu'ils condamnent réellement et le sens qu'y attache la jurisprudence communément reçue.

« *Vasionen. Decretorum Synodalium. Informatio Rmi D. Episcopi* — Non sine admiratione accepi porrectas Sacrae Congregationi preces nomine presbyterorum loci du Pumeras contra constitutiones nostras synodales. Cum enim in nostro in hanc diœcesim adventu cum dolore accepissemus nos in hoc tempore esse de quo loquebatur Divus Bernardus dum ait: *Nec sit populus sicut sacerdos*. Nuntiatum nobis fuit sacerdotem paucis diebus ante adventum nostrum non erubuisse choreas publice per totam urbem cum faeminis ducere; sacerdotes filios habuisse ex sacrilego coitu; totum diem et etiam partem noctis in alearum ludis cum fœminis transigere. Ad tantum malum tamque scandalosum, remedium adhibere quantum Deus dedit, sine mora conati sumus. Ideoque post duos menses synodum nostram convocavimus, ut cum auxilio et consilio totius cleri istius diœcesis, huic morbo mederi possemus. Superabundavimus gaudio, quod omnes una voce huic nostrae diœcesi sanandae studio applauserint, et vocem Pastoris sui audientes se paratos esse dixerint sanctorum canonum sanctionibus obedire; rogarunt omnes ut pro muneris nostri officio sequendas regulas indicaremus, quibus omnes unanimiter subscripsere etc.

» Prohibui ecclesiasticis ludos alearum sub pœna excommunicationis: motus primo ad hoc auctoritate Concilii Tridentini, quod legendum, et fideliter observandum ab omnibus qui sub cura mea sunt totis viribus curabo. Etenim sess. 22, cap. 1, statuit Sancta Synodus, ut quae alias a Summis Pontificibus, et a Sacris Conciliis de clericorum vita, honesto cultu, doctrinaque retinenda ac simul de luxu, commessationibus, choreis, aleis, lusibus ac quibuscumque criminibus, nec non saecularibus negotiis fugiendis copiose, ac salubriter sancita fuerunt, eadem in posterum iisdem pœnis vel majoribus arbitrio Ordinarii imponendis, observentur. Nec appellatio executionem horum quae ad morum correctionem pertinent, suspendat. Excommunicantur autem juxta antiquos canones clerici aleae deservientes, ut patet ex can. *Episcopus*, distinct. 35, qui est 41 Apostolorum tam egregie laudatus a S. Ephrem Syro, Serm. *De abrenuntatione in baptismo facta*. Ex quo canone infert Sanctus Raimundus (lib. 2. tit. De negotiis saecularibus) quod peccatum eorum qui aleae deserviunt est mortale: « Ex canone apostolorum, inquit, colligitur, quod peccatum eorum, qui aleae deserviunt est mortale, et grave cum tales pœnae non sint imponendae pro levi crimine. » In concilio Senonensi an. 1527, Canon. 25, prohibetur omnibus clericis, ne in publico pila ludant, aut aliis ludis, maxime cum laicis, a ludo alearum, aliisque qui a sorte pendent abstineant. In concilio Lateranensi IV sub Innocentio III, relato in canone *Clerici, de vita et honestate clericorum*, sic legitur: « Clerici ad aleas vel taxillos non ludant, nec hujusmodi ludis intersint. » Nec dici potest, quod illud sit tantum prohibitum, quando clerici ludunt ex cupiditate lucrandi, non autem si id tantum faciant recreationis causa. Ait enim glossa in Authentica *de SSmis Episcopis*, §. *Interdicimus*. Numquid gratis ad tabulas ludere potest clericus? R. quod non, cum etiam spectatores fieri hic prohibeat. Et postea non erit licitum episcopo ac toto suo clero requisito ecclesiasticis injungere, ut ab aleis abstineant sub excommunicationis pœna, praesertim cum ipsi compertum est ex illo ludo oriri innumera scandala?

» Miror, quod latores illarum precum petere ausi sint ab EE. VV. ut praeceptum impositum clericis a Summis Pontificibus et Conciliis generalibus deferendi vestes talares intelligeretur tantum quando divinis officiis intersunt. Cum Concilium Tridentinum Sess. 14, Cap. 6, dicat: Oportet tamen clericos vestes proprio ordini congruentes semper deferre. Falsum tamen est, quod illud prohibuerim sub pœna excommunicationis; reservavi mihi tantum facultatem dandi absolutionem illis qui contra decreta conciliorum sine vestibus talaribus in loco residentiae incedunt, exemplo S. Caroli in Synodo Mediolanensi anni 1568, in qua sic habetur: « Cum ad populi christiani disciplinam et religionem conservandam Sanctorum Patrum sententiis et multorum conciliorum decretis cum Tridentino Concilio perpetuoque Ecclesiae universae usu, et consuetudine illud observatum sit, ut quae graviora essent peccata, non quibusvis sacerdotibus, sed ab episcopis solum absolverentur, nos propterea quorumdam gravium casuum absolutionem nobis reservavimus, eosque una cum illis, quos concilio nostro provinciali nobis item reservavimus hoc decreto infra ordine quodam descriptos explicari, et promulgari voluimus etc. . . . qui clerici quaevis ecclesiastica beneficia obtinentes, habitum clericalem non induunt. »

» Quod attinet ad prohibitionem chorearum et saltationum inter personas diversi sexus diebus Dominicis et festivis, S. Caroli exemplum secuti sumus in suo Concilio provinciali III, in quo sic legitur:

» Sacrosancta Tridentina Synodus cum statuit fideles religioso faestorum dierum cultu abuti non debere ad comessationes, ad luxum, ad lasciviam, tum pastores omnes vehementer in Domino obtestatur debitam sanctamque eorumdem observantiam pastorali diligentiae magnopere commendavit. »

« Quoniam autem usu jam hac in provincia nimis compertum est depravatis his temporibus et moribus ad choreas, tripudia, saltationes, et id genus alia numquam fere conveniri sine multis, et iis quidem gravissimis Dei offensionibus, idque cum ob turpes cogitationes, obscaene dicta, inhonestas actiones, morum corruptelas et perniciosas ad omnia opera carnis, illecebras illis perpetuo conjunctas, tum propter caedes, rixas, dissidia, stupra, adulteria, aliaque mala plurima inde consequentia quam saepissime; sicut ad instantiam cleri nostri constitutiones synodales contra clericos promulgavimus, sic ad instantiam communitatum nostrae diœcesis eas quae concernunt sanctificationem festorum edidimus, ad hoc moti non solum per innumera mala quae S. Carolus testatur ex hujusmodi saltationibus quotidie evenire, quaeque nos in his partibus experti sumus (nam nostro in hanc Dioecesim adventu fere quotidie puellae ad nos accedebant dicentes se deceptas esse a juvenibus: jam omnino a publicatione nostrarum constitutionum cessavit hoc malum) sed ex hoc etiam, quod major pars nostrae diœcesis sita sit in Gallia, in qua quamplures sunt noviter ad fidem conversi, qui scandalum patiebantur ex eo quod cum apud illos choreae et saltationes diebus praesertim dominicis prohiberentur, apud nos ut licitae habebantur. Unde constitutiones nostras omnes cum amore susceperunt, et fideliter observant. Unum referam in favorem loci Du Pumeras, quod cum soliti essent festum Sancti Bartholomei patroni illius loci in choreis, saltationibus ebrietatibusque transigere, essetque res omnino insolita quod vel unus in hoc festo Sanctissimum

reciperet: hoc anno maxima omnium congratulatione fere omnes nostris manibus Eucharistiam susceperunt. Quantum ad pœnas impositas iis, qui constitutionibus nostris contraire praesumpserint, judicavimus quod illi non poterant in baptismate fidejussores pro aliis esse, quod mundo, pompisque ejus renuntiarent, quas ipsi sectarentur. Cum autem in Ecclesia ad matrimonium contrahere dum necesse sit fidei rudimenta edixisse, dubitavimus an qui diebus dominicis et festivis saltationibus vacabant, iis rudimentis imbuti essent, ideoque per nos ipsos de illorum eruditione certiores fieri consentaneum esse censuimus.

« Vasionen. 19 septembris 1687. – *Franciscus episcopus Vasionen.* »

Le procureur du clergé et de la commune fit remarquer, au sujet du jeu, que le concile de Trente s'est contenté de recommander l'observation des anciens canons, sans introduire aucune nouvelle disposition. Or, les anciens canons prescrivent de condamner et priver de la communion les prêtres et les clercs qui s'adonnent habituellement ou fréquemment au jeu. Au lieu de respecter les limites canoniques, l'évêque de Vaison condamne le jeu qui a lieu quelquefois à la suite d'un repas et par pure récréation, ce qui est parfaitement permis de l'aveu de tous les canonistes. L'excommunication ne pouvant être infligée que pour un péché mortel d'une gravité particulière, l'évêque de Vaison a eu tort de l'édicter contre des jeux licites.

On ne pense pas que l'évêque ait le pouvoir de se réserver l'absolution des clercs qui ne portent pas continuellement la soutane longue. Il est vrai que S. Charles Borromée se réserva l'absolution, mais dans un cas bien différent, car il parle du costume clérical tout entier composé de la tonsure et de l'habit noir, et non de la soutane longue en particulier.

Les saints canons défendent le bal et la danse dans les lieux sacrés et au moment des offices. Ils les prohibent aussi aux clercs et aux réguliers. En dehors du temps des offices, ils sont permis, même le dimanche, en vertu de la coutume comme des marques d'allégresse publique. Comme le bal et la danse peuvent avoir lieu d'une manière honnête et sans délit, on ne doit pas, dans le doute, présumer qu'ils soient vicieux et coupables, d'autant plus qu'on s'y livre publiquement et en présence d'une foule de filles honnêtes. Il est parfaitement permis de se récréer corporellement le dimanche.

« *Vasionen. Decretorum Synodalium.*—Cum Rmus Episcopus Vasionen. in synodo diœcesana habita de anno praeterito quaedam decreverit, ansam praebuit presbyteris loci Podii Almeratii recurrendi ad hanc S. Congregationem adversus primum, et secundum decretum prohibitivum, nec non communitati ejusdem loci adversus tertium porrectis de mense julii proximi praeteriti supplicibus libellis pro obtinenda revocatione dictorum decretorum, super quibus expectata informatione ejusdem Rmi Episcopi, cum haec ad Urbem pervenerit, renovant hodie dicti presbyteri et communitas principales nostri instantias pro revocatione dictorum decretorum, et sperant fieri voti compotes.

» Quo enim ad primum decretum prohibitivum clericis ludi alearum et taxillorum, supplicamus Emum D. advertere, quod in subjecta materia sacrum concilium Tridentinum jus aliquod novum non inducit, sed simpliciter mandat servari sancita a Summis Pontificibus et a sacris Conciliis, ut videre est in sess. 22 de Reform. cap. 1. De jure autem antiquo juxta sacrorum canonum determinationes hoc sancitum habemus, ut damnentur et communione priventur presbyteri et clerici deservientes aleae et aleatores. Can. *Episcopus* dist. 35; cap. *Clerici*, 15 de vit. et honest. Cleric. Ubi Gloss. in verb. *Ad Aleas;* cap. *Inter dilectos*, de excess. Praelator. sub quorum nomine veniunt illi qui frequenter ludum exercent, et in eo saepissime versantur. Menoch. de arbitr. cas. 399. n. 19, Aug. Barbosa in Can. *Episcopus* n. 5; Molin. *de Justit. et jure* tract. 2. disp. 512. versic. *quod vero*. Bonacin. tom. 2 de restit. in gen. disp. 2, q. 3.

» Itaque cum prohibitio Rmi episcopi facta fuerit cum illa expressione *in qualunque contingenza e con qualunque persona che sia;* et sic includat ludum qui fiat in convivio, aut alias recreationis gratia, qui secundum receptissimam doctorum sententiam est permissus, neque cadit sub interdicto sacrorum canonum. Gloss. in cap. *Inter dilectos*, verb. *voluptuosos*, de excessibus praelat. Navarr. in *Enchiridio*, cap. 19. Thomas Del Bene de Immunit, Eccles. cap. 5. Bellet. Disquisit. Clerical. §. 24. Bonacina, loco superius allegato n. 12. Debet dicta prohibitio revocari.

» Praesertim quia facta fuit sub pœna excommunicationis ipso facto incurrendae, cujus causa materialis proxima cum non sit nisi peccatum mortale (cap. *Per tuas* de sent. excomm. Alagon in cap. *Clerici* de vit. et honest. clericor. Nicol. Lucubration. jur. p. 2. lib. 5. tit. 39). Immo non quodlibet peccatum mortale debeat esse causa excommunicationis; sed illud quod committitur contra praeceptum Ecclesiae sub comminatione censurae (Castrop. oper. moral. p. 6. disp. 1, punct. 7). Utique non potuit Rmus Episcopus prohibitionem ludi alearum et taxillorum decernere sub pœna excommunicationis, quia clericis licitum est aleis et taxillis ludere ob honestam causam, et ex recreatione et sic ludendo non incurrunt peccatum mortale (Jacobus de Graff. tom. 1. Consil. tit. de voto cons. 3. Bonacina, tom. 2. de restit. in genere q. 3, punct. 1; Del Bene de Imm. Eccles. cap. 5, dubitat. 3, sect. 3.

» Nec est facienda vis ad effectum substinendi pœnam excommunicationis, prout facit Rmus Episcopus in can. *Episcopus* dist. 35, qui est 41 Apostolorum, ubi feriuntur pœna excommunicationis clerici qui ludunt aleis, quia, ut supra diximus, dispositio hujus textus procedit contra aleatores qui frequentissime versantur in ludo, etiam cum neglectu officii, non autem contra clericos aliquando ludentes recreationis gratia, et cessaverit per contrariam consuetudinem ubique locorum receptam tradit Del Bene loco mox allegato n. 7. Quodque nec dispositiones aliorum canonum de subjecta materia disponentium accipi debeant cum tanto rigore, ut interdicant ludum recreationis gratia tradit pariter Bonacina superius allegatus.

» Praetereundum non est, quod dispositio dicti canonis *Episcopus* non importat pœnam excommunicationis latae sententiae, ut patet ex lectura, qualis imposita fuit in casu presenti; proindeque videtur in dubium revocari non posse quin excesserit Rmus Episcopus tam in dispositione prohibitiva, quam in impositione pœnae.

» Transeundo ad secundam prohibitionem emissam super eo quod presbyteri et clerici non incedant sine veste talari extra domum in locis ac territoriis eorum residentiae, reservata sibi absolutione in casu contraventionis, reverenter insinuant presbyteri et clerici loci Podiialmeratii, quod de jure non reperitur determinatus certus clericorum habitus (Clar. in §. final. q. 36. Ricciul. *de jur. person.* lib. 7, cap. 6.) Ideoque illae vestes dicuntur clericis esse decentes, quae a communi usu et consuetudine provinciae, in qua commorantur reperiuntur admissae. Ricciul. d. cap. 6. Barbos. *de Off. et potest. Episcop.* p. 2, alleg. 1.

» Et quamvis Sacrum Concilium Tridentinum sess. 14 de refor. cap. 6 praecipiat, ut clerici vestes congruentes proprio ordini deferant, sano tamen modo hoc debet intelligi, non de continua sine intermissione habitus delatione, sed pro tempore, et loco. Barbosa loco mox allegato num. 8.

» Hoc posito credunt principales nostri debere deferre vestes talares, quando divinis officiis intersunt, non tamen quando propriis negotiis aut domesticis servitiis incumbunt, praesertim quia commorantur in regione, in qua vestes breviores reputantur habitus decens clericorum, ut patet ex communi usu.

» Et quia degunt in loco Podiialmeratii, qui est oppidum parvum, in villis autem et in locis campestribus reputatur decens habitus clericalis illa vestis, quae se extendat infra genua usque ad medios crures, ut ex sententia Sacrae Congregationis tradit Passerinus in cap. *Clerici* de cleric. conjug. in 6.

» Et revera esset grave nimis et dispendiosum personis ecclesiasticis degentibus in dicto loco Podiialmeratii gestare vestem talarem per vias saxosas et dumis refertas.

» Cum Rmus Episcopus in casu contraventionis factae decretis conciliorum et sacrorum Canonum circa delationem vestis talaris, sibi reservaverit absolutionem, de hoc magna versantur in inquietudine conscientiae personarum ecclesiasticarum, dum aliquid certum ac determinatum sacri canones et concilia in hoc non disponant, ut supra dictum est.

» Praeterea reservatio absolutionis sibi facta, quam fecisse asserit exemplo S. Caroli Borromei casui nostro non congruit, quia S. Carolus sibi reservavit absolutionem illorum clericorum obtinentium beneficia qui habitum clericalem non induunt, intelligendo de illis qui deserebant habitum vel induebantur vestibus fulgidis, fucatis, seu virgatis nec non variatis, et sericis texturis, quae proprie sunt laicorum, et clericis non conveniunt (Can. *Omnis* et can. *Praecipimus* 21, q. 4.)

» Quoad tertium decretum concernens prohibitionem chorearum et saltationum, pro illius revocatione non supplicant personae ecclesiasticae, sed laici nempe communitas dicti loci Podii almeratii, et sperat obtinere.

» Dictae namque choreae et saltationes sunt permissae de jure civili. Textus est in L. *Ut prophanos* c. de Pagan. Novar. *de gravam. Vassall.* tom. 2, gravam. 198.

» De jure vero canonico non sunt prohibitae, nisi ratione loci, ut si fiant in locis sacris, ratione temporis, ut si fiant in horis destinatis ad celebrationem divinorum officiorum, et ratione personarum, ut si fiant a clericis et personis regularibus, ut habetur in canone *Presbyteri*, dist. 34; in canone *Irreligiosa*, dist. 3, de consecr. et in clem. *Gravi*, vers. *nonnulli etiam*, de celebratione missar; et tradunt Bonacina, tom. 1 *de magno matrim. sacram.* q. 4, punct. 9. Azor. *Inst. Moral.*, p. 3, lib. 3, cap. 26.

» Et illas posse fieri in diebus festivis tradit idem Bonacina mox allegatus, ea ratione, nempe quia choreae sunt signa publicae laetitiae, et receptae per consuetudinem, quae in hac re non videtur corruptela, nisi respectu mali eventus.

» Et quod talis in statu Avenionensi ab omni aevo extiterit consuetudo faciendi dictas saltationes et choreas testatur a Laurentiis *Decis. Aven.* 183, n. 14; ubi cum fieri possint honeste et sine delicto, quod in dubio non praesumitur, malae, et vitiosae non sunt reputandae; maxime quia fiunt palam et in societate multarum honestarum puellarum et matronarum illuc recreandi animi causa confluentium, et in horis non destinatis ad celebranda divina officia.

» Hinc non meretur attendi, quod Rmus Episcopus asserat illas prohibuisse ratione mali eventus, scilicet ut tolleret occasionem turpium cogitationum, et scandalum removeret; nam cum dictae saltationes palam et publice fiant in plateis et viis publicis, cessat quaecumque sinistra suspicio, quia qui mala agere volunt eligunt potius extraneos et solitarios vicos, ne suorum malefactorum testes habeant, ut bene advertit a Laurentiis praecitata decis. 183. Ubi quod in iis contingentiis, non est respiciendum ad cogitationes et ad intentionem eorum qui choreas agunt, quia de his judicat solus Deus. (Can. *Erubescant* et ibi Gloss. distinct. 32. Fagnan. in cap. *Vestra*, num. 46, *de cohabit. cleric. et mulier.*

» Scandalum vero quod dicitur ex dictis choreis generari nuper conversis ad fidem, quorum plures degunt in diœcesi, eo quod videant choreas et saltationes in diebus festivis et praesertim Dominicis pœnes haereticos prohibitas, apud catholicos esse permissas, excluditur ex qualitate actus qui est licitus, et de genere permissorum, et sic scandalum inferre non potest, ut bene Castropal. *oper. moral.* p. tract. 6, disput. 6.

» Et cum diebus festis liceat non tantum spiritualiter, sed etiam corporaliter honeste laetari, et in illis partibus ab omni tempore extiterit consuetudo chorearum et saltationum, satis planum est ex his scandalum aliquod oriri non posse, quia Ecclesia et consuetudo dictos actus permittunt. (Fagnan. in cap. *Consilium*, n. 19, et seqq. et in cap. *Explicari*, n. 18, de observ. jejun.).

» Et quatenus dicti nuper conversi male opinarentur de dictis choreis, viderentur per Rmum Episcopum edocendi et monendi monito Divi Augustini, de quo in can. *Illa*, distinct. 12.

» Mulctavit Rmus Episcopus contravenientes prohibitioni chorearum ea pœna, ne denuntiationes eorum matrimonii publicarentur, et ne admitterentur compatres et commatres in baptismate. Quae pœna videtur pariter devia a ratione, supplicando Emum D. advertere, quod cum morales licitas choreas dicant, ex eo praesertim quod ex his arripitur occasio contrahendi matrimonia, ut post Silvestr. Filliuc. et alios quos allegat, tradit Bonacina (tom. 1 *de magn. matrim. Sacrament.* q. 4, punct. 9, sub n. 24) non debuit episcopus vetare denuntiationes matrimoniales eorum qui choreas egerunt, minusque prohibere, ne admitterentur compatres, seu patrini in baptismatae.

» Et cum dicta decreta afficiant omnes laicos et respective omnes ecclesiasticos tanquam singulos, et non tamquam universos, ex consensu aliquorum non fit praejudicium aliis qui non consenserunt, nec eis praecluditur via petendi illorum revocationem. (Gloss. in cap. *Cum omnes*, et ibi Barbosa n. 6 de Constit.) Rota coram card. Cavaler. dec. 135, n. 5.

» Quare etc. – *Carolus Nicolaus Severinus.* »

La S. Congrégation du Concile fit une réponse évasive : *Non proposita*, vraisemblablement pour ne pas condamner d'une manière ostensible les statuts synodaux de Vaison, comme l'eût exigé la jurisprudence mentionnée plus haut, laquelle n'admet pas les censures et les cas réservés pour la soutane et le jeu.

Voici, pour ne supprimer aucune pièce, le *folium* jusqu'à présent inédit, de la S. Congrégation :

« Vasionen. decretorum synodalium. – In diœcesana synodo proxime habita episcopus inter caetera edidit tria decreta, quorum verba ex Gallico in italicum idioma translata sunt haec :

» 1. Che li preti non possino giuocare ad alcun giuoco di carte, e di dadi, in qualunque contingenza, e con qualunque persona che sia sotto pena di scommunica da incorrersi ipso facto.

» 2. Che non possino comparire in pubblico e territorii di loro residenza, senza vestire l'abito lungo, riservando a se stesso l'assoluzione di quelli, che contro i decreti dei sacri concilii contravenissero a quest'ordinazione.

» 3. Che per tutta la diocesi tra le persone di differente sesso nei giorni festivi e di domenica non si faccino balli sotto pena alli contravenienti, che le denuncie matrimoniali di quelli che vorranno maritarsi non saranno publicate, e che non saranno ammessi per compatri e commatri nelli battesimi.

» Adversus dicta decreta habitus ad hanc S. Congregationem recursus nomine presbyterorum et incolarum loci Podiialmeratii, et successive duo ejusdem loci sacerdotes pro obtinenda revocatione primi et secundi, consules vero et communitas pro obtinenda revocatione tertii ex eisdem decretis specialem procuratorem in curia constituerunt.

» Audito proinde episcopo, cujus relatio per manus circumferetur, et procuratore presbyterorum et communitatis praedictae informante, dignabuntur Emi PP. respondere :

» An et quod ex praefatis decretis substineatur, et respec-
» tive servandum, seu revocandum, vel reformandum sit?
» Sacra etc. *Non proposita.* Die 20 decembris 1687. »

204. Nous mettrons fin à ce chapitre en citant une assez curieuse affaire qui remonte à 1828. Un prêtre ayant été expulsé du théâtre par l'ordre du magistrat séculier, l'évêque voulut instruire contre un acte qu'il regardait comme une lésion de son autorité et comme une violation de l'immunité ecclésiastique. Toutefois avant de procéder, il crut devoir consulter la S. Congrégation de l'Immunité, qui répondit en ces termes : « La S. Congrégation de l'Immunité n'étant qu'un tribunal d'appel des sentences des cours ecclésiastiques sur la plainte des parties, elle ne peut émettre aucun jugement sur le fait de l'expulsion du prêtre Bernardin N. du théâtre, laquelle eut lieu le 19 novembre dernier par l'ordre du gouverneur. Il appartient donc à V. S. d'ouvrir une enquête et de rendre une sentence conformément au chapitre *Causae omnes* du concile de Trente. La S. Congrégation croit devoir observer que les ecclésiastiques en allant au théâtre doivent se conformer et être soumis à toutes les lois établies dans l'intérêt de l'ordre public ; qu'en ordonnant simplement l'expulsion, sans arrestation et sans aucune acte judiciaire, le gouverneur n'a mis aucun obstacle à la juridiction épiscopale, et qu'il a encore moins violé l'immunité personnelle en ordonnant à la force de prendre cet ecclésiastique par l'habit et de le conduire hors du théâtre. Enfin, ce prêtre ne portait pas l'habit ecclésiastique etc. Rome, 16 janvier 1828. »

XIII. Musiciens.

205. Un chanoine qui touche l'orgue pendant l'office doit être pointé et perd les distributions, supposé qu'il reçoive un traitement comme organiste. — Le tome XI des décrets de la S. Congrégation du Concile renferme (p. 19) une décision ainsi conçue : *Canonicum non debere ullum etiam minimum chori servitium praetermittere causa organum pulsandi, et si praetermiserit, praeter amissionem fructuum ac distributionum, etiam aliis pœnis esse coercendum.* Elle s'expliqua plus clairement en décidant que le chanoine qui monte à l'orgue pendant l'office gagne les distributions, s'il ne reçoit rien comme organiste : « An praedictus canonicus sit punc-
» tandus ob ejus a choro absentiam, vel potius interessentia
» in organis pro servitio ecclesiae sit reputanda ad effectum
» percipiendi distributiones? Sacra Congregatio censuit : *Gau-*
» *dere, si stipendium pro musica non recipiat* (Lib. 21 *decre-*
» *torum,* p. 802.) — Un cas semblable se trouve tome 24 du *Thesaurus*, p. 130. Il s'agit d'un chanoine qui remplit depuis de longues années les fonctions d'organiste dans son église, avec le traitement de 130 livres par an que donnent la commune et les confréries du pays. On ne l'a jamais pointé pour les moments où il monte à l'orgue. Trois de ses collègues s'adressent aujourd'hui à la S. Congrégation en disant que le service du chœur souffre de la fréquente absence d'un des leurs, car le nombre des chanoines est restreint. Comme il n'y avait pas d'autre organiste dans le pays, on a toléré longtemps; actuellement on peut en avoir un autre. La privation des distributions ne serait pas suffisante pour obliger le chanoine de renoncer à l'orgue, car le traitement annuel l'en dédommagerait amplement ; il faut d'autres peines pécuniaires. — La S. Congrégation du Concile décide que le chanoine en question est tenu de chanter l'office au chœur, au lieu de monter à l'orgue; et que s'il n'obtempère pas, on peut l'y obliger par des peines pécuniaires, au gré de l'Ordinaire. « 1. An canonicus N. teneatur ad interessendum in
» choro ; seu potius permittenda sit tempore divinorum offi-
» ciorum ejus interessentia in organo pro servitio ecclesiae in
» casu? Et quatenus affirmative quoad primam partem. 2. An
» et quomodo sit cogendus in casu? Sacra Congregatio rescripsit.
» Ad 1. *Affirmative ad primam partem, et negative ad secun-*
» *dam, et amplius.* Ad 2. *Esse cogendum pœnis pecuniariis*
» *arbitrio Ordinarii.* (*Thesaur.* tom. 24, p. 130, 186, 197.)

206. Est-ce convenable que les curés fassent de la musique instrumentale dans leur église paroissiale? La S. Congrégation en a fait la défense dans le cas suivant. Xavier a été organiste de la cathédrale plusieurs années avant d'y être installé comme curé. Le service de la paroisse n'en souffrant pas, le chapitre a continué de lui confier la charge d'organiste. Dernièrement un bénéficier qui excelle à toucher l'orgue ayant été installé, quelques chanoines l'ont proposé ; de là une scission dans le chapitre, laquelle, assoupie d'abord par une transaction, s'est ensuite réveillée, et a causé de fâcheux tiraillements. L'archidiacre de la cathédrale s'adressant à la S. Congrégation du Concile, représente que l'emploi de musicien est incompatible avec les devoirs d'un curé, qui est exposé à être appelé à tout moment pour les besoins spirituels de ses ouailles. La S. Congrégation décide que le curé doit s'abstenir de la musique instrumentale. « An hodiernus vicarius perpetuus (curatus) ecclesiae cathe-
» dralis N. possit in eadem ecclesia cathedrali exercere mu-
» sicam instrumentariam in casu? Sacra etc. *Negative et ad*
» *mentem.* (*Thesaur.* tom. 17, p. 54).

XIV. Defectus lenitatis.

207. Une des institutions fondamentales du clergé, est la prohibition de faire la guerre et de se battre personnellement. Les clercs ne peuvent pas commander des troupes, quoique en s'abstenant de combattre en personne, sauf dispense spéciale du Pape. Peu importe que la guerre soit contre les infidèles et les hérétiques ; il est toujours défendu aux clercs de verser le sang humain.

208. Ils peuvent néammoins conseiller une guerre juste et y engager autrui. S. Bernard et S. Norbert prêchèrent la croisade, et bien d'autres saints personnages se sont rendus dans les camps pour encourager les soldats.

209. Les canonistes admettent que les clercs et les religieux peuvent se battre pour défendre leur vie, et lorsque la patrie ne pourrait être sauvée sans leur concours; car les lois canoniques ne peuvent pas renverser le droit naturel. Néanmoins l'irrégularité est encourue par le clerc qui tue ou qui mutile l'ennemi. Les moines espagnols qui prirent part à la guerre de 1810 demandèrent ensuite la dispense de l'irrégularité.

210. Les clercs ne peuvent pas être livrés comme ôtages (c. *Si quis* 17, q. 4, c. *Cum contingat,* de sentent. excomm. c. *Cum pridem,* 23, q. 8). Ceux qui les retiennent comme ôtages encourent les censures. Pour une cause pécuniaire intéressant le monastère, un religieux peut servir d'ôtage sur l'ordre de son supérieur.

211. Le laïque peut tuer impunément un voleur pendant la nuit pour défendre ses biens; la loi ne punit pas ce délit, quoique la conscience le défende; mais cela est prohibé aux clercs (c. 2 *de homicidio*), sauf le cas où ils devraient défendre contre un malfaiteur, non seulement leurs biens, mais leur propre vie. Nous citerons plus loin des exemples de l'irrégularité qu'on encourt en ce cas, quoiqu'il puisse n'y avoir pas la moindre faute.

212. Il est défendu aux clercs de porter des armes offensives. (c. *Clerici,* de vita et honest.). Les prières et les larmes doivent être leurs armes. L'homme qui porte des armes est suspect de mauvaises intentions; et il ne faut pas qu'on les suppose en un clerc.

213. Quelles sont les peines des clercs qui portent des armes? Il y en a trois principales: 1. Le péché. 2. La perte

de tous les priviléges de la cléricature s'il ne s'amendent pas après trois monitions. 3. On peut les déposer et les condamner à la réclusion dans un couvent (c. *Clerici* 24, q. 8, c. *Venio*, II, q. 3, c. *Audientia*, de sentent. excomm. c. *Dilecto*, de sent. excomm. in-6).

214. La clémentine *Ne in agro* inflige l'excommunication aux Bénédictins *nigri* qui conservent des armes *intra septa*, à moins qu'il ne régnât une inimitié mortelle entre les religieux; car les canonistes admettent qu'on peut en ce cas avoir des armes pour se défendre (Zabarella et le Panormitain, c. 2 *de vita et honestate clericorum*).

215. Les magistrats et administrateurs laïques peuvent-ils sans crainte enlever aux clercs les armes qu'ils leur trouvent et les confisquer, sans encourir aucune peine canonique? Plusieurs auteurs l'affirment; nous citerons des décisions plus loin.

216. Est-il permis de prendre des armes en voyage dans le but de se défendre contre des brigands? Les canonistes se prononcent communément pour le sentiment affirmatif. Ils exceptent aussi le cas où un clerc se verrait exposé à des inimitiés capitales et pourrait porter des armes sans causer du scandale.

217. Les canifs et les couteaux qui servent à couper le pain ne sont pas compris dans la défense; mais le clerc qui aurait intention de s'en servir pour frapper autrui, encourrait les censures. Il en est de même d'un gros bâton qui pourrait causer des blessures.

218. Le clerc ne peut *accuser* un laïque d'un délit, surtout si ce délit devait entraîner la peine capitale, même si l'offense le concernait lui-même ou regardait son église. Pour éviter l'irrégularité il devrait faire la protestation dont parle la décrétale *praelatis, de homicidio*, in 6, et déclarer qu'il n'accuse pas avec l'intention d'attirer la peine capitale sur le coupable; ce qui n'est valable que pour l'injure personnelle; car s'il s'agit de venger des parents et des amis, la protestation ne met pas à l'abri de l'irrégularité. Il n'est pourtant pas défendu aux clercs de poursuivre civilement la réparation des préjudices qu'ils ont subis; peu importe si le juge procède d'office à la punition du coupable en lui infligeant même la peine de mort; on ne peut en inculper le clerc qui a intenté l'action; car il est à l'abri de l'irrégularité à laquelle il s'expose par l'accusation criminelle.

219. Un clerc ne peut pas accuser un autre clerc d'un crime qui entraîne la peine capitale. Mais l'accusation pour les crimes qui ne sont pas passibles de cette peine, est admise. Les clercs qui jouissent d'une bonne réputation sont admis à accuser leurs supérieurs eux-mêmes.

220. De même que les clercs ne peuvent pas accuser les laïques, ainsi ceux-ci ne peuvent pas *accuser* les clercs, au sens légal de l'accusation (décrétale *de caetero*, *de testibus*, c. 2, 3, 4, caus. 2, quaest. 7 et une foule d'autres passages des saints canons). On excepte le cas où le laïque est directement offensé dans sa personne ou celle des siens; il peut alors se porter comme accusateur et comme partie intéressée. En ce qui concerne les crimes exceptionnels, tels que l'hérésie, la simonie, le crime de lèse-majesté, le sacrilége, la dilapidation des biens ecclésiastiques, le laïque est admis à intenter l'accusation contre un clerc. On excepte aussi le crime notoire; car la diffamation autorise l'accusation. Au surplus, les saints canons prescrivent que le laïque accusateur offre des qualités qui permettraient de lui conférer l'ordre où se trouve l'accusé (c. *Ipsi apostoli*, 2, q. 6).

221. Dans les causes criminelles les clercs encourent l'irrégularité en déposant en qualité de témoins si la mort ou la mutilation s'ensuit. D'après la décrétale 2, *de homicidio*, in 6 pour éviter l'irrégularité, il ne suffit pas de protester qu'on n'a pas intention de faire appliquer la peine de mort, puisque Boniface VIII exige, outre cette protestation, que le clerc ait besoin de provoquer la réparation d'un méfait dont il a été l'objet. On excepte le cas de lèse-majesté, ainsi les causes où l'on ne peut constater la vérité que par le témoignage des clercs. Devant le tribunal ecclésiastique le clerc peut déposer librement en matière criminelle; ainsi, pour un mariage clandestin contre lequelle on procède au criminel.

222. En tout cas, le témoignage des clercs a plus de poids que celui des laïques; le droit les met au rang des témoins au dessus de toute exception à cause de leur dignité. Les canonistes disent qu'un clerc vaut deux laïques. Observons que les ecclésiastiques doivent demander permission à leur évêque, avant de comparaître devant un tribunal séculier pour y rendre témoignage.

223. L'ancien droit statuait que les clercs ne pouvaient jamais être condamnés à mort, quel que fût le crime dont ils se rendissent coupables. Le droit canonique a créé la réclusion perpétuelle pour remplacer la peine de mort; les clercs qui se rendent coupables d'un crime doivent être enfermés à perpétuité dans un couvent pour faire pénitence. Néanmoins Clément XII et Benoît XIV ont révoqué ce privilége pour le cas d'homicide.

224. Un enfant au-dessous de sept ans qui tue fortuitement sa sœur encourt-il l'irrégularité? La S. Congrégation a décidé qu'il n'y avait pas d'irrégularité en pareil cas.

« Dubium irregularitatis — Puer nondum septimum aetatis » annum attingens, domi clausus cum sorore quatuor annorum » dum incaute tractabat parvum sclopum, eo inopinate exo- » nerato, soror interfecta est; quaeritur:

» An sit irregularis?

» Sacra Congregatio respondit: *Negative*. Die 3 julii 1677. »

225. Un clerc minoré soldat du Pape qui n'est jamais allé à la guerre est-il irrégulier? Les plus célèbres théologiens de Rome traitèrent jadis cette question dans l'intérêt d'un français, nommé Rouhier, qui, après avoir fait partie de la garde pontificale pendant quelques années, fut ordonné prêtre et pourvu par le Pape d'un bénéfice en Bourgogne, où quelques envieux prétendirent qu'il était irrégulier. La S. Congrégation du Concile le rassura pleinement, parce que la seule expédition à laquelle il eût pris part avait consisté à accompagner sur les galères pontificales le nonce qui allait en Espagne.

Le mémoire rédigé dans l'intérêt de Rouhier traite assez complètement la question de droit.

« *Dubium irregularitatis* — Claudius Rouhier clericus, militiae in alma Urbe pro custodia Summi Pontificis adscriptus, et cum triremibus pontificiis ad transferendum Illmum Nuntium in Hispaniam profectus, numquam tamen ad bellum, neque ad actus hostiles, nec ullo conflictu, homicidio, aut membrorum mutilatione sequutis, factus deinde sacerdos, provisus fuit a Sede Apostolica de praepositura loci de Camplito Lingonen. diœcesis ex parte comitatus Burgundiae, at quia nonnulli praetendant impetrare ex defectu irregularitatis dictam praepositurarn, supplicat humillime declarari: An aliquam incurrerit irregularitatem?

» Videtur non incurrisse, ita Glossa in terminis etiam fortioribus in c. *Si quis*, dist. 51, versu *Militaverit*. Suarez tom. 5 in 3, disp. 47, sec. 7, n. 7; cum Navarro et aliis nec non Thesaurus, *de paenis* lib. 2, verbo *Bellum*, cap. 1. Mar. Leo p. 3, sub tit. de Irreg. atque omnem hac de re controvertendi licentiam sustulisse videtur declaratio hujus S. Congregationis in simili casu die 10 martii 1674.

» Milites non incurrunt irregularitatem dum propria manu non occidunt, licet hortentur, alioque modo cooperentur ad hostium occisionem, ut auctoritate S. Thomae aliorumque doctorum firmat Lezana consult. 23, et Castropol. *de Irregul.* Diana p. 11, tract. 8, resol. 42. Et ratio est, quia sacri canones non sanxerunt irregularitatem ex defectu lenitatis in militibus, nisi illis qui manu sua occidunt vel vindictam defor-

mationis per se exequuntur, ut ex c. *Petitio*, de homicidio, egregie firmat Tamburinus de Irregul. lib. 10, tract. 4, §. 14, cap. 15; et P. Andreas Mendo in *Epitome opinionum moralium*, in verbo *Irregularitas*, n. 8, vers. *Si in necessitate etc.*

» Praeterea secundum omnes (ut testatur Fagnanus in cap. *Petitio*, de homicid. n. 14) clericus in bello justo percutiens, etiam cum sanguinis effusione non incurrit irregularitatem nisi propria manu occidat aut mutilet, ergo multo minus in hoc casu incurret, cum extra omne bellum gestavit arma in custodia Pontificis. Videantur Gibalinus, *de Irreg.* cap. 4, q. 3, consect. 6, dis. 3, et Suarez, *de censuris*, disp. 47, sect. 5, qui rem hanc doctissime tractant.

» Nullus auctor unquam dixit militiae adscriptum quando nulla intercessit occisio vel mutilatio esse irregularem. Unus Majolus lib. 4 de Irreg. c. 49, n. 5, affirmat duces et praefectos militum in bello injusto, etiamsi nulla caedes aut mutilatio fiat, esse irregulares; in quo tamen ab omnibus rejicitur, et omnes contrarium statuunt. Atqui in hoc casu non agitur de bello injusto, immo nec de bello justo, quia non gessit arma nisi solum in custodia Pontificis. Deinde non fuit dux nec praefectus militum; Majolus igitur non agit de isto casu.

» Huic opinioni subscripserunt omnes Urbis nobiliores Theologi, inter quos RR. PP. Laurentius de Laurea; Jacobus Riccius, Cajetanus Miroballus, Honoratus Fabri, Alexander Madernus, et ipse P. Martinus de Esparza, aliique, quorum vota exhibentur Illmo D. Secret. Ideo etc.

» Sacra Congregatio rescripsit: *Non incurrisse*. Die 30 aprilis 1678. »

226. Le clerc surpris en flagrant délit d'adultère, d'où il suit que la femme est tuée par son mari, est-il irrégulier, de manière à ne pouvoir pas recevoir les ordres? Le cas fut déféré jadis à la S. Congrégation du Concile. Fagnan cite une décision dans le sens negatif. Nous en avons retrouvé une autre du 22 avril 1679, à l'égard de laquelle l'auditeur du cardinal Casanate émit l'opinion que l'irrégularité avait été encourue parce que le crime d'adultère ayant eu lieu dans la maison conjugale, était accompagné d'imprudence et de témérité. Voici le mémoire de l'auditeur.

« Affirmative: Seposita enim quaestione, an exercens actum illicitum per se periculosum de homicidio immunis sit ab irregularitate si caute agat, in qua inspectione altercantur doctores, ut specifice de casu adulterii patet apud Dianam in coordin. tom. 5, resol. 123 per totam et apud Thomam Del Bene oper. moral. tract. 5, dubit. 8, sect. 5, n. 14 cum seq. attamen in hoc casu non constat oratorem adhibuisse ullam cautelam, quin potius dignoscitur incaute adulterium commisisse in domo adulterae, non extra; quam facti specialitatem explicite reprobant auctores pro distinctione allegati, estque regula generalis quod exercens actum illicitum difficillime potest probare cautelam adhibitam, quia nihil opertum quod non sciatur, ut bene advertit Blund. de cens. disp. 8, sub 3 conclus., art. 9. »

Néanmoins, vu le précédent rapporté dans Fagnan (C. *de caetero, de homicidio*) la S. Congrégation du Concile décida que le clerc en question n'avait pas encouru l'irrégularité. Nous verrons plus loin que pour un cas semblable elle fut d'avis qu'il y avait lieu d'accorder dispense *ad cautelam*. Voici le *folium* et la décision de 1679:

« Dubium irregularitatis – Clericus Palentinus orator alias » cum conjugata deprehensus a marito, vulnere affectus fuit; » post longum temporis spatium in idem commercium reincidit. Ex quo factum est, ut quadam nocte marito superveniente orator aufugerit, sed maritus de fuga animadvertit, » quare uxorem interfecit. Propter hoc ordinarius irregularitatis praetextu denegat oratori ascensum ad sacros ordines. » Proinde per libellum a SSmo remissum quaeritur:

» An propter hoc orator irregularitatem incurrerit?

» S. Congregatio censuit: *Negative*. Die 22 aprilis 1679. »

227. L'évêque qui réclame le bras séculier pour incarcérer l'assassin d'un prêtre et consigne ce malfaiteur au tribunal séculier qui le fait pendre, cet évêque encourt l'irrégularité, ainsi que tous ceux qui ont conseillé l'acte ou y ont pris part, quoiqu'en le consignant ils protestent qu'ils n'entendent pas appeler la peine capitale sur le coupable. En effet, la décrétale de Boniface VIII autorise simplement le clerc qui est personnellement atteint par le malfaiteur. Voici une décision formelle.

« Dubium irregularitatis – Episcopus N. auxilio brachii saecularis carcerare fecit Titium occisorem presbyteri, illumque » consignavit judici laico a quo fuit suspensus. Quaeritur:

» An episcopus, qui per epistolam invocavit brachium secular pro captura Titii, caeterique omnes, qui consuluerunt » vel quomodolibet habuerunt partem in dicta consignatione, » incurrerint in irregularitatem, non obstante quod in consignatione Titii judici saeculari registrari fecerint in actis ejus » curiae protestationem, de qua in cap. *Praelatis, de homicidio*, in 6?

» Sacra etc. *Affirmative in casu de quo agitur*. Die 23 novembris 1680. »

228. Les ecclésiastiques ne peuvent pas prendre le commandement des armées, comme nous l'avons dit plus haut. Il était d'usage en Hongrie que le chapitre d'Agria devait envoyer des soldats toutes les fois qu'il y avait péril pour la foi ou la patrie; et ces troupes étaient commandées par un membre du chapitre. Lors de la guerre de 1685, l'archidiacre partit et fit des prodiges de valeur; puis il demanda la dispense de l'irrégularité. Comme les cas de ce genre se présentaient assez fréquemment, l'évêque demanda le pouvoir de dispenser sans recourir à Rome. La S. Congrégation du Concile n'hésita pas à dispenser l'archidiacre, mais elle refusa le pouvoir général que l'évêque demandait.

« Zagabrien. dispensationis super irregularitate. – Quoties » sanctae fidei vel patriae propugnandae necessitas exigit, » capitulum Zagabriense juxta leges regni et antiquam consuetudinem tenetur mittere milites, quibus aliquis ex ipso » capitulo praeest. Dum ergo Croaticus exercitus proxime praeteriti augusti mense ad Exechium Pontem Turcas profligavit, » Martinus Borkovich canonicus atque sacerdos capitularis » militiae ductor, qui cum Martino Badochay canonico itidemque presbytero conflictui interfuit, equi generositate, et velocitate raptus, et ante vexilliferum Turcici exercitus delatus, » periclitanti vitae suae armorum usu consulere coactus fuit. » Quocirca sclopi ictu in dictum vexilliferum exploso, ab ejusdem ex equo cadentis manibus vexillum eripuit, strictaque » mox framea se et vexillum ipsum contra innumeros hostes » strenue tutatus est, donec occurrentis Croatici militis ope e » medio hostium una cum vexillo salvus evasit.

» Haec in libello per SSmum remisso narrans episcopus, » supplicat non solum cum dicto archidiacono dispensari super » irregularitate si, et quatenus illam contraxerit, verum etiam » sibi indulgeri, ut in similibus casibus, qui in futurum contingere possent, ipse valeat dispensare; hisque episcopi precibus suas quoque jungit capitulum. Dignabuntur itaque Emi » PP. pro eorum egregia prudentia decernere:

» 1. An Martinus Borkovich ex causa praefata effectus fuerit » irregularis? et quatenus affirmative.

» 2. An cum eo sit dispensandum?

» 3. An petita dispensandi facultas episcopo sit concedenda?

» Sacra etc. Ad 1 et 2. *Affirmative*. Ad 3. *Negative*. Die 17 novembris 1685. »

Le *votum* du cardinal Casanate explique parfaitement que l'homicide *in defensionem* fait encourir l'irrégularité, mais que l'on dispense facilement. Il condamne l'abus de faire commander les troupes par un clerc, auquel l'homicide est défendu en toute hypothèse, même celle de la guerre contre les Turcs.

« Affirmative ad 1 et 2. Quia etsi committatur homicidium defensivum occisor fit irregularis excedendo moderamen, sed facile dispensatur si causa homicidii sit vere defensiva ut sancitur in concilio Tridentino, sess. 14, cap. 7; ac notant relati a Barbosa ibidem n. 15, praesertim ipsemet *de off. Episcopi*, allegat. 39, n. 54 cum seqq. et in terminis hujus causae Bellett. *Disquis. clericales*, p. 1, de disciplina clericali, §. 5, n. 125.

» Negative ad 3 de facultate generali; quinimmo interdicendum abusum; quia non licet clericis, nec in bello justo contra Saracenos, neque ultra defensionem propriae personae aliquem occidere; alias obligationem suam et moderamen excedentes fiunt irregulares, ut optime tradit Bellet. ibidem n. 125 ad 129, textus et auctores allegando. »

229. Le secrétaire d'un tribunal criminal encourt l'irrégularité en transcrivant les procès et les actes de procédure contre les inculpés qui subissent ensuite le dernier supplice. Quoique le secrétaire n'ait exercé aucune autorité et n'ait jamais revêtu de sa signature les actes criminels, il ne peut entrer sans dispense dans les rangs du clergé. Plusieurs moralistes, Hurtado, Diana avaient enseigné le contraire; voici une autorité qui montre leur erreur.

« Dubium irregularitatis—Titius exercens officium simplicis » scribae curiae secularis absque ulla auctoritate et subscri- » ptione scripsit processus et acta adversus delinquentes qui » postea ultimi supplici poena affecti sunt. Cum autem, di- » misso jampridem dicto officio, clericalem vitam amplecti cu- » piat, per libellum a Sacra Poenitentiaria remissum supplicat » pro suae conscientiae serenitate declarari:

» An praefata ex causa effectus fuerit irregularis, ita ut super » ea indigeat dispensatione?

» Sacra etc. *Indigere in casu de quo agitur.* Die 19 ja- » nuarii 1686. »

230. La plupart des résolutions que nous rapportons corrigent avantageusement les assertions des moralistes. En voici un autre exemple. Le clerc minoré qui se marie et prend la carrière militaire perd-il le privilége du for? Si nous ouvrons les auteurs, nous trouvons Pignatelli, Sperelli et d'autres qui répondent affirmativement à la question, parce que le clerc qui n'a pas commis d'énormités, ni renoncé explicitement à la cléricature, et n'en a pas été privé après la triple monition, peut fort bien reprendre l'habit et la tonsure, du moment qu'il laisse la carrière militaire. La S. Congrégation du Concile a décidé autrement au sujet d'un soldat pontifical qui n'a jamais fait la guerre; *a fortiori* les autres ne conservent-ils pas le privilége du for.

« Sabinen. privilegii fori — Quidam Nicolaus Pedacchia » clericus conjugatus de Turrio in Sabinis, non servans re- » quisita Sacri Concilii Tridentini c. 6, sess. 23 de reform. » sed factus miles secularis, et inter milites adscriptus, et ma- » triculatus in annilustriis et aliis operibus militaribus, arma » tractare solitus, non tamen in bello aut in actuali expeditione, » neque sœva committens, conventus fuit ut laicus actione ci- » vili in curia seculari baronis pro emendatione damni dati » per ejus animalia, et solutione pœnae statutariae mediante » mandato executo contra bona, non autem contra personam.

» Reus conventus post motum judicium intendit habitum et » tonsuram clericalem reassumere, et militiam ab eo usque » in praesens servatam deserere. Unde partibus informantibus » dubitari contingit:

» An dictus clericus dimissa militia et reassumpto habitu » gaudere debeat privilegio fori?

» Sacra etc: *In casu de quo agitur negative.* Die 30 mar- » tii 1686. »

231. La commission donnée à un sicaire qui fait une blessure laquelle exige l'amputation de quatre doigts de la main, est plus que suffisante pour faire encourir l'irrégularité, quoiqu'il y ait doute que l'amputation ait été le fait d'un chirurgien ignorant, au lieu d'être vraiment nécessaire. Ici encore la S. Congrégation tranche une controverse. Lezana et d'autres auteurs avaient pensé que le mandat *ad occidendum* ne faisait pas contracter l'irrégularité lorsque la mort ne s'ensuivait pas et qu'il y avait simplement la mutilation; au lieu que Majolus et d'autres estimaient *probable* que l'on contractait l'irrégularité en pareil cas. Diana ne pensait pas que la mutilation d'un des doigts nécessaires pour toucher l'Eucharistie fit encourir l'irrégularité; d'autres auteurs soutenaient le sentiment opposé. Les décisions des SS. Congrégations ont rendu à la science plus de services qu'on n'est porté à le supposer. Voici la décision de la S. Congrégation sur le cas proposé ci-dessus.

« Venafrana irregularitatis — Sicarius cui Petrus Machara » diaconus mandatum dederat ad occidendum, gladii ictu per- » cussit pulsum sinistri brachii Gaetani Marcucciae, ita ut, ex- » cepto pollice, caeteri offensae manus digiti penitus abscissi » fuerint a chirurgo, non sine tamen aliquo istius imperitiae » dubio. Cum autem dictus diaconus mandans, peracta jam » pœnitentia et concordatis parte et fisco, ad altiora promo- » veri desideret, episcopus quaerit:

» An dictus diaconus praemissa ex causa sit irregularis, ita » ut apostolica dispensatione indigeat?

» Sacra Congregatio respondit: *Affirmative.* Die 16 novem- » bris 1686. »

232. Le fils d'un homicide est-il irrégulier? Consultée plusieurs fois sur cette question, la S. Congrégation a constamment répondu négativement. Voici une décision qui remonte à 1687; nous en donnerons d'autres plus loin.

« Dubium dispensationis. — Quia parochus cujusdam loci » interfuerat matrimonio contracto inter vilis conditionis mu- » lierem et baronem qui, licet nullum penitus jus in et super » ecclesia parochiali haberet, attamen jurisdictionis exercitio » inter plures condominos per turnum diviso nonnullis anni » mensibus in dicto loco fruebatur, dicti baronis filius ex alia » uxore tunc praemortua susceptus parochum praefatum occidit » de anno 1677.

» Hujus homicidae hactenus viventis filius ante patratum » delictum natus ad sacros ordines promoveri desiderat. Quo- » circa preces obtulit Sacrae Poenitentiariae, quibus ad hanc » S. Congregationem remissis, decernendum proponitur:

» 1. An praefatum homicidium obstet oratori, quominus or- » dinari valeat? Et quatenus affirmative.

» 2. An eum eo sit dispensandum?

» Sacra Congregatio rescripsit: *Non indigere dispensatione.* » Die 2 augusti 1687. »

233. Un prêtre allemand pressé par l'indigence s'engage dans la marine Hollandaise sans se faire connaître et sert dans les Indes pendant cinq ans. Il n'a pas eu l'intention d'apostasier, quoiqu'on l'ait forcé d'assister au prêche protestant. Il n'a pris part à aucune bataille et à aucune expédition militaire, car tout son service s'est fait dans les garnisons. Ayant fini son congé et de retour dans son pays, il demande l'absolution de l'irrégularité.

« Salisburgen irregularitatis. — In anteacta congrega- » tione recitatus fuit supplex libellus presbyteri Sebastiani » Cisenhutt a S. Pœnitentiaria remissus infrascripti tenoris:

» Dum tempore pestis in Germania grassantis ex diœcesi » et patria mea exul, paupertate, victusque penuria pressus » hinc inde per diversas orbis regiones vagabundus erra- » rem, tandem in Hollandiam deveni, ibique urgente neces- » sitate me vendi permiserim Hollandis pro eorum servitio » maritimo, ignotus tamen cunctis quod essem S. Romanae » Ecclesiae sacerdos. Dumque jam in illorum manibus essem, » coactus fuerim arma assumere sub periculo vitae nisi id fe- » cissem, et cum iisdem armis navigare in Indiam, ibidemque » militem agere praesidio, non autem in castris aut praelio; » quod quinque annorum spatio in diversis Indiae insulis sub

» eorumdem Hollandorum imperio facere coactus fui. Toto » autem eo tempore neque sponte, neque coacte illorum haeresim professus fui, quia major fere pars eorum servitio est » catholicorum et haereticorum, neque hi catholicos urgent » ad fidei mutationem; et ubi servitutis anni elapsi sunt, ad » suos et terras catholicas dimittuntur, neque ego animo a » praedicta fide catholica apostatandi, sed sola egestate pressus » me in istam statui clericali indecentem conditionem adjeci, » solumque nos catholicos una cum aliis militibus ad audiendas haereticorum conciones sub pœna verberum et plagarum adigebant, absque eo tamen quod ex isto facto nos » haberent pro sua religionis sectatoribus.

» Cum autem Emi PP. mandaverint preces hujusmodi describi in folio, superest nunc respondere:

» 1. An orator praemissis ex causis inciderit in irregularitem? et quatenus affirmative.

» 2. An cum eo sit dispensandum?

» Sacra Congregatio respondit ad 1 et 2: *Esse dispensandum*. Die 14 maii 1689. »

234. La participation insidieuse à la capture d'un brigand peut faire contracter l'irrégularité. C'est ce qu'on remarque dans le cas suivant, où l'on trouve aussi la profanation de la sépulture et d'un cadavre et d'autres délits. La S. Congrégation exigea six ans de pénitence avant d'accorder la dispense.

« Albinganen. irregularitatis. – Cum Joannes Baptista » Ascherius de Mendatica Albiganen. diœcesis damnatus in » contumaciam ad triremes per quadriennium, degeret in alio » finitimo oppido de dominio ducis Sabaudiae et varia in dies » inferret damna territorio Mendaticae cum magno incolarum » terrore, magistratus dicti loci sollicitus de illius captura, » usus est opera et machinatione sacerdotis Alberti Gastaldi » asserti illius amici, qui feria 5 in Cœna Domini anni 1691, » emendicato quodam praetextu petiit nocturno tempore domum » dicti Joannis Baptistae, illumque ad territorium Mendaticae » traduxit, perventisque ambobus ad quemdam pontem, cum ad » signum studiose datum per Albertum accurrissent satellites » ibidem latitantes, Joannes Baptista ut illorum manus evaderet, se praecipitem dedit in vicinum flumen, in quo nemine opem ferente infeliciter periit, ejusque cadaver, ne » factum propalaretur, de mandato magistratus Mendaticae, eodem Alberto approbante, fuit illico ac secreto sepulturae traditum in ecclesia parochiali. Cum autem postmodum devenisset ad eorum notitiam, quod curia superior plures faciebat » diligentias in perquirendo dictum cadaver, decrevit magistratus, ipso Alberto conscio et interveniente quod praefatum cadaver occultaretur subtus alia cadavera in eadem sepultura » existentia, commissoque negocio fratri ejusdem Alberti, et » alteri illius socio, isti, ut magis illud occultarent, ne unquam » recognosci aut distingui posset, capite cadaveris prius abscisso » et in separato loco deposito, idem cadaver vestibus quibus » erat indutum denudarunt, quas postea in domo ejusdem Alberti ipso praesente igni tradiderunt.

» De hoc facinore tot scelera continente requisitus Albertus » in curia episcopali, ac variis pœnis mulctatus, tandem declaratus etiam fuit irregularis, cumque de anno 1695 recursum habuisset ad hanc S. Congregationem pro absolutione, ea sub die 21 junii denegata fuit.

» Modo orator, ut se gratia petita dignum redderet ad » urbem pedester et quœstuando per 400 milliaria se contulit » munitus attestatione parochi et communitatis super vita et » moribus, et pace ab uxore defuncti obtenta. Quare supplex » orat in levamen extremae paupertatis atque in honorem » proximarum festivitatum pro dispensatione, quam concedi » posse censet episcopus, attento quod obitus Ascherii fuerit » mere accidentalis, et nullo modo volitus, nec intentus ab » oratore, adeo ut in his terminis dubitari quoque possit de » incursu in irregularitatem juxta cons. Navarr. 11, *de homicidio*, lib. 5. Quia vero placuit EE. VV. injungere, ut » causa haec describeretur in folio, hinc in praesenti Congregatione decernendum erit:

» An petitae dispensationi sit annuendum?

» Sacra Congregatio respondit: *Pro dispensatione ad cautelam*. Die 23 martii 1697. »

235. Les clercs employés à l'administration de la justice criminelle ne peuvent se prémunir contre l'irrégularité qu'en demandant un indult apostolique. On en trouvera un exemple dans le *folium* suivant, que nous croyons devoir rapporter pour cette raison, quoique nous n'ayons pu retrouver la décision finale de la question qu'il soulève.

« Toletana – Clericus Petrus de Larriantegui Colon Toletanae diœcesis, in Aula Matritensi evectus ad munus regii » auditoratus requirentis causarum criminalium cognitionem, » obtinuit a sa. mem. Innocentio XII breve praeservativum » ab irregularitate ad triennium sub hujusmodi tenore videlicet – tibi ut ad triennium tantum, et interim praefato auditoris Regiis alioque simili munere, sicut praemittitur, tibi » demandato, seu interim demandando durante, illiusque ratione et occasione dumtaxat, negociis et causis criminalibus, » quoties opus fuerit, te immiscere, ac in eis consilium, mandata, et jussiones, tam verbo quam in scriptis dare, et debitae executioni demandare, seu demandari facere, etiamsi » sanguinis effusio, membrorumque mutilatio, seu etiam mors » inde sequatur, libere, et licite etc. possis et valeas: dummodo tamen a sententia in causa sanguinis per te ipsum » ferenda omnino abstineas, auctoritate apostolica concedimus, » et indulgemus etc. – Verum quia praefatus orator fuit exinde » assumptus in eadem curia ad exercendum munus, ut ajunt, » d'Alcado, et tam in hoc tribunali quam in illo auditoratus » sententiae sanguinis seu mortis pœnam importantes collegialiter pronunciantur, hoc pacto videlicet, unusquisque ex » dictis judicibus proposita causa suum fert votum, et secretarius, votorum pluralitate attenta, decretum extendit, quod » promptae executioni demandatur, absque eo quod judices » ullam forment sententiam, aut decretum subscribant. Hinc » dubius orator an in hujusmodi causis votum suum ferre possit vigore praefati brevis pontificii absque incursu in irregularitatem, supplicem super hoc porrexit libellum SSmo Domino nostro, quo ad hanc S. Congregationem remisso, idem » orator supplex EE. VV. exorat pro infrascriptorum dubiorum resolutione:

» 1. An vigore praedicti brevis Innocentii XII tuta conscientia et absque incursu in irregularitatem possit orator » modo supra enunciato consulere, et votum ferre in causis sanguinis et mortis pœnam importantibus? Et quatenus negative.

» 2. An dispensatio sit concedenda?

» Sacra Congregatio respondit: *Pro meliori informatione » juxta mentem*. Die 4 februarii 1702. »

236. Il est bien rare que la S. Congrégation dispense de l'irrégularité contractée par le crime d'homicide, lorsqu'il s'agit de recevoir les ordres et non pas seulement d'exercer les ordres qu'on a déjà. Voici un cas où elle refuse la dispense à un laïque qui a eu le malheur de commettre un homicide dans une querelle fortuite et qui désire ardement entrer chez les Oratoriens, qui l'ont accepté. Quoique l'homicide ait été commis vingt-deux ans auparavant et que le recourant présente les meilleurs certificats et la recommandation de son évêque, la S. Congrégation se montre inflexible. Elle témoigne plus d'indulgence envers les clercs engagés dans les ordres sacrés, ainsi que nous le dirons plus loin.

« Cesenaten. irregularitatis. – Ad preces Nicolai Altini » supplicantis pro dispensatione super irregularitate contracta » ex homicidio in rixa patrato, exquisita fuit super circumstantiis delicti informatio episcopi, qui illas ex processu de-

» sumptas refert per sequentia verba: Die secunda martii 1680 » hora 23 circiter dictus Nicolaus accessit ad quamdam apo» thecam drogheriae, sitam in burgo plateae, cujus capitale, » quod dicti Nicolai proprium erat, ab Antonio Lachino admi» nistrabatur, atque ab eodem Antonio bellaria, vulgo confetti » poposcit; verum cum Antonius se illa non habere respon» disset, dictus Nicolaus subjunxit, quod ea sibi aliunde quae» reret. Id quod cum dictus Antonius facere renuisset, ad » verborum altercationem processerunt atque Nicolaus ira per» citus, ab eadem rediit, atque ingressus coram dicto Antonio » duos ictus pistolae explosit, ex quibus vulneratus die se» quenti vitam cum morte commutavit. Caeterum concordatis » parte et fisco, idem episcopus censet petitam dispensationem » concedi posse, cum orator multis ab hinc annis patriae res» titutus, semper pie ac honeste vixerit, ac non modicam » spem praebeat, quod omni pietate et idoneitate in altari sit » Deo ministraturus.

» His stantibus, relata causa per supplicem libellum in Con» gregatione habita sub die 29 januarii anni proxime practe» riti, rejecta fuit instantia; et denuo proposita sub die 9 julii » ejusdem anni, exhibente dicto oratore quamdam attestationem » factam a presbyteris congregationis Oratorii, qui testabantur » ipsum jam fuisse acceptatum in eorum congregatione, attenta » probitate morum ac natalium conspicuitate, dummodo tamen » cessasset impedimentum irregularitatis, rescriptum extitit: » *In decretis*. Praefatis autem resolutionibus non acquiescens » orator supradictus, utpote ipso indefenso, ut ait, emanatis » iterum hodie post lapsum viginti duorum annorum et ultra » ex juribus circumferendis supplex ab EE. VV. exposcit:

» An petita dispensatio super irregularitate sit concedenda » in casu?

» Sacra Congregatio Concilii rescripsit: *Negative*. Die 29 » aprilis 1702. »

237. Un diacre s'engage dans l'armée par esprit de légèreté, et il fait plusieurs expéditions, en ayant soin de tirer en l'air afin de ne pas s'exposer à tuer quelqu'un. La S. Congrégation exige cinq ans de pénitence avant d'accorder la dispense de l'irrégularité et d'autoriser l'ordination de prêtrise.

« Ipren. irregularitatis. — Henricus Bossaert in sacro dia» conatus ordine constitutus, et canonicus ecclesiae cathedralis » Ipren. alias saeculari militiae nomen dedit, ac arma tulit » pro servitio regis catholici in Germania inferiori, se immis» cendo in variis bellicis expeditionibus, in quibus, ut moris » est, homicidia, furta, rapinae, incendia, aliaque hujusmodi » sequuta fuerunt, absque eo quod tamen quemquam inter» fecerit vel mutilaverit; et deinde forsan in suis ordinibus, » non tamen in contemptum clavium, se exercuit. Cupiens » autem ad sacrum presbyteratus ordinem promoveri, suppli» cem SSmo porrexit libellum pro absolutione cum rehabili» tatione et dispensatione ad ordines et beneficia, dubitans » ne ex causa praemissa aliquam irregularitatem contraxerit; » illoque ad hanc S. Congregationem, et ab ista ad episco» pum pro informatione remisso, iste de expositorum veri» ritate testatur, et ait oratorem ex levitate animi praedicta » perpetrasse, sed metu irregularitatis incurrendae sclopum » semper in aerem explosisse, ne aliquem occideret, eumque » moraliter certum esse neminem occidisse, mutilasse, aut » etiam laesisse, et a tempore quo arma tulit nunquam altari » ministrasse, nec ullas sui ordinis functiones exercuisse, quod » juramento declaravit coram eodem episcopo. Testatur insuper » illum a tribus annis ad meliorem frugem reversum, poeni» tentiae signa dedisse, et ab anno commoratum esse in se» minario, in quo etiam de praesenti reperitur, spiritualibus » servitiis, ac studiis vacando, proindeque eumdem petita » gratia dignum censet.

» Proposita igitur causa per supplicem libellum, duabus » vicibus rejecta fuit instantia, nempe sub die 21 maii 1701 » et 17 decembris ejusdem anni, ac postremo sub die 30 sep» tembris proxime praeteriti rescriptum fuit: *Expectet*. Modo » autem post lapsum fere quinque annorum praedictus orator » supplex redit ad EE. VV. instando declarari:

» 1. An indigeat dispensatione? et quatenus affirmative.

» 2. An sit concedenda? in casu?

» S. Congregatio respondit: *Affirmative quoad utramque » partem*. Die 13 januarii 1703. »

238. La charge de gouverneur ne rend pas irrégulier s'il est bien constaté qu'on n'a exercé aucun acte de juridiction criminelle. Comme un bref de dispense *ad cautelam* coûte assez cher, on comprend que les intéressés veuillent une décision portant formellement qu'ils n'ont pas contracté l'irrégularité. C'est ce qu'on remarque dans le document suivant.

« Sancti Severini irregularitatis. — Cum Marcus Antonius » Lazzarellus minoribus tantum ordinibus initiatus, nonnulla » gubernia in ditione ecclesiastica exercuerit, absque eo quod » ut inquit, in causis sanguinis ullo pacto se immiscuerit, » expostea provisus de canonicatu in cathedrali ecclesia S. Se» verini, instetit episcopo pro collatione ordinis subdiaconatus; » istoque renuente dictum ordinem eidem conferre sub fun» damento irregularitatis incursae ob praedictum exercitium » gubernatoris, preces porrexit ad hanc S. Congregationem, » supplicando declarari se non incurrisse in irregularitatem; » remissisque ad eumdem episcopum pro informatione, iste » retulit, quod orator plura gubernia, et consequenter crimi» nales judicaturas exercuit, asserit autem se ignorare an in » hujusmodi exercitio processum, aut actum aliquem in causa » sanguinis egerit, et existimat ex sola assumptione officii ju» dicis criminalis, oratorem saltem praesumptive irregularem » effectum fuisse, proindeque ad cautelam cum eo esse dis» pensandum. Proposita igitur summarie instantia in Congre» gatione habita die 3 martii responsum extitit: *Esse dis» pensandum ad cautelam*. At non acquiescens idem canonicus, » ad evitandas graves expensas expeditionis, iterum ad EE. » VV. supplex redit, putans nulla indigere dispensatione, et » ad hunc effectum exhibet nonnullas attestationes, ex quibus » habetur ipsum nunquam in dictis causis se immiscuisse, » nec non aliam, ex qua resultat duos provisos extitisse de ar» chidiaconatu in eadem ecclesia cathedrali absque ulla pror» sus dispensatione apostolica, et similiter sacros ordines sus» cepisse, licet antea hujusmodi gubernia exercuerint; quibus » attentis una cum jurata declaratione ipsiusmet canonici ora» toris, EE. VV. respondere dignabuntur:

» An sit standum, vel recedendum a decisis in casu?

» S. Congregatio: *Praevio recessu a decisis non indigere*. » Die 3 junii 1703. »

239. Un coup de férule à la tête peut quelquefois faire une blessure qui est mal soignée et cause la mort. Les maîtres d'école ne sauraient être trop circonspects. La décision que nous allons rapporter regarde un diacre qui s'est trouvé irrégulier par suite d'un accident de ce genre. Les parents de l'enfant n'ayant pas voulu accorder le pardon légal, il est condamné par l'évêque à deux ans d'exil. Puis, ayant satisfait au fisc et aux intéressés, il demande au Saint-Siége la dispense de l'irrégularité qu'il a contractée par cet homicide fortuit. Après avoir deux fois refusé la dispense, la S. Congrégation l'accorde enfin.

« Nullius corropoli irregularitatis — Ludi magistri munus » exercens in terra Corropolis diaconus Nicolaus de Rugge» riis, corrigendo quodam die mensis aprilis 1701 discipulum » Josephum Riccium ob defectus commissos in rebus scolas» ticis, eumque ad locum suum deinde transmittendo, fe» rulam in ipsum projecit; at dum puer ictum evasit, alius » discipulus in capite leviter vulneratus remansit, qui ex mala » vulneris cura, chirurgi imperitia, ac aeris mutatione, cum » permanentia facta in quadam habitatione campestri, post 25

» dies sic vulneratus ex hac vita migravit. Sponte constitutus » in abbatiali curia diaconus praedictus, confectus fuit pro- » cessus, ac stante casualitate delicti, et obitu ex causis prae- » missis sequuto, cum pars concordari noluerit, damnatus extitit » dumtaxat in pœnam exilii per biennium; quo expleto, con- » cordatisque parte et fisco, exoptans ad sacerdotalem digni- » tatem ascendere, ac oneri duarum missarum in hebdomada » annexo ejus beneficio quod obtinet satisfacere, dubitans de » incursu in irregularitatem; preces porrexit huic S. Congre- » gationi pro dispensatione ad cautelam. Super quibus audito » ordinario recensitam facti seriem confirmante, relataque per » duas vices instantia per summarium sub diebus nempe 21 apri- » lis et 15 decembris anni praeteriti placuit EE. LL. illam sem- » per rejicere. Renovante autem preces oratore supradicto pro » gratia dispensationis, ex juribus plenius per manus EE. VV, » circumferendis enixe supplicat declarari:

» 1. An indigeat dispensatione? Et quatenus affirmative.

» 2. An sit concedenda in casu?

» Sacra Congregatio: etc. *Affirmative ad utrumque.* Die 5 apri- » lis 1704. »

240. Un sousdiacre qui pour défendre sa propre vie tue accidentellement son frère dans une querelle, ne peut obtenir, dix ans après l'accident, la dispense de l'irrégularité, quoiqu'il n'ait rien à craindre de la part des tribunaux et que le souvenir de cet événement soit effacé de l'esprit de la population. C'est ce que montre la décision suivante que rendit la S. Congrégation du Concile pour un sousdiacre d'Agen.

« Aginnen. irregularitatis – Licet ad avertendam rixarum » et dissensionum causam, servandamque raram fratrum con- » cordiam, Joannes de Raignac subdiaconus in seminario Agin- » nen. adhuc degens, quamdam villam cum fratre suo ger- » mano in communi possessam dividere curasset, idem tamen » frater integros illius fructus de facto colligere, sibique re- » tinere semper conabatur, adeo ut anno 1694 de tempore » messium ea de causa in eumdem Joannem injuriis minisque » insurgere, eumque portionem suam percipere volentem nudato » gladio insequi, mortemque minari non dubitaverit.

» Anno vero sequenti 1695 recurrente eodem messium tem- » pore cum praedictus Joannes fructuum portionem sibi pa- » riter spectantem, et ad vitae substentationem necessariam con- » sequi cuperet, eamdem villam repetiit, sed acrius indignatus » frater, eumque insimulans, quod abstulisset nonnullas fru- » menti fasces qui a creditoribus coloni sub sequestro deti- » nebantur, dum ante ostium domus ruralis dictus Joannes » deambularet, precesque diurnas recitaret, frater ira excandes- » cens illum aggressus est, ac impulsu fistulae ferreae sto- » macho appositae in domum violenter intrusit, ibique cum » iterum iterumque monitus, verbisque humilibus rogatus de- » sistere nollet, mortemque omnino inferre minaretur, memo- » ratus Joannes, ut imminentem sibi necem evaderet, hastam » fortuito in domo repertam in fratrem aggressorem ad sui » tutamen convertit.

» Ille vero acrioribus irae stimulis agitatus, equo statim » conscenso in civitatem se contulit, unde citissime cum socio » reversus dictum Joannem fratrem, quod dictas frumenti fas- » ces subtraxisset rursus increpare non destitit, caeterosque » fructus auferre tentavit; sed Joannes, ut a fratre mortem » sibi minante sese defenderet, *catapultam casu similiter ibi » repertum, et plumbeis glandulis onustam* apprehendit, sperans » quod prae illius timore frater a minis atque injuriis desis- » teret, nec non a recollectione et asportatione omnium fru- » ctuum arceretur; sed frater in Joannem repente irruit, ea- » demque catapulta itidem apprehensa, dum inter se ita con- » grederentur, eadem catapulta nemine impellente casu de » se ictum explosisse dicitur, ex quo frater percussus paulo » post occubuit.

» Absolutus per regia diplomata ab involuntario crimine » Joannes, ut ab irregularitate quoque quomodolibet contracta » absolveretur, et ad sacros ordines ascendere posset, preces » SSmo porrexit, eisque Sacrae Congregationi jam remissis, » placuit eidem sub die 15 martii 1704 instantiam rejicere, » tametsi vicarii, ut vocant, generales sede episcopali vacante » deputati, de casuali et involuntario homicidio, de remis- » sione in regiis tribunalibus obtenta, de cessatione rumoris » et scandali in loco delicti, ac demum de summa atque exem- » plari oratoris probitate ac doctrina testarentur. Nunc itaque » proposito infrascripto dubio pro gratia petitae absolutionis, » elapso jam decennio a die sequuti fratricidii, ab EE. VV. » implorat:

» An sit standum, vel recedendum a decisis sub die 15 mar- » tii 1704?

» Sacra Congregatio rescripsit: *In decisis.* Die 14 mar- » tii 1705. »

241. Quoique les enfants d'un homicide ne soient pas irréguliers, ainsi que nous l'avons dit plus haut, la Pénitencerie, en accordant aux meurtriers des prêtres l'absolution des censures, y met quelquefois pour condition que les enfants de ces assassins ne pourront pas recevoir les ordres mineurs ou majeurs. Ce n'est pas là une irrégularité proprement dite, et l'on dispense de ladite condition lorsqu'un grand nombre d'années s'est écoulé depuis l'époque de l'accident.

« Tranen. – Cum Nicolaus de Benedictis detexisset quod » sacerdos Leonardus Antonius Ricco honori cujusdam puellae » annorum quindecim cognatae suae insidiabatur eamque per » fenestram nocturno tempore extra domum adduxerat, raptum » hujusmodi prohibere curavit, ideoque dictus Leonardus par- » vum sclopum in ipsum explosit, ex cujus ictu aliquot ejus » capilli igneis globulis absumpti fuerunt, qua de causa prae- » dictus Nicolaus ad propriae vitae honorisque defensionem, » in eumdem sacerdotem Leonardum aggressorem nudato ense » irruit, et illum pluribus illatis vulneribus interfecit.

» Absolutionem deinde a Sacra Poenitentiaria obtinuisse » dicitur, cum decreto tamen, quod nullus ejus filius ad mi- » nores, et sacros ordines promoveretur. Cumque ille de tem- » pore homicidii nullum haberet filium, et modo alter ex ejus » filiis ecclesiasticae militiae adscribi cupiat, ideo apud eam- » dem Sacrae Poenitentiariam pro decreti praedicti relaxatione » instetit, quae SSmo supplicandum esse respondit. Precibus » itaque SSmi porrectis, ethuic Sacrae Congregationi remissis, » illa pro consueta informatione rescripsit episcopo, qui prae- » narrata omnia quoad delicti circumstantias comprobans, refert » quod homicidium ab annis viginti circiter sequutum fuit, » ita ut ejus memoria pene obliterata remanserit, quodque » dictus Nicolaus occisor sub decreto supra relato absolutus » asseritur.

» An sit locus dispensationi in casu?

» Sacra Congregatio rescripsit: *Non indigere dispensatione.* » Die 8 maii 1706. »

242. On n'est pas irrégulier pour un coup de couteau dans la région de l'œil, quoique l'accident occasionne un très grand affaiblissement de la vue, en sorte que le blessé ne puisse pas distinguer les objets sans se servir de l'œil qui n'a pas subi l'accident. C'est ce qui résulte du décret suivant.

« Feretrana irregularitatis. – Redeuntibus de proxime » praeterito mense martii a nundinis quibus interfuerant S. Ma- » rini, domos proprias versus, sacerdos Gabriel de Gabrielis, » Dominicus quondam Andreae, et Octavius Augustini Rosati » omnes Feretranae dioecesis, subortaque verbali contentione » inter dictos sacerdotem Gabrielem, et Dominicum super qua- » dam parva quantitate frumenti ab ipso Gabriele debita ca- » pellano curato ecclesiae loci de Pugliano, ac quibusdam ad » invicem contumeliosis verbis prolatis, idem sacerdos Gabriel » in ipso calore rixae adortus Dominicum, ejus sinistrum su- » percilium cultro per obliquum transfixit, ex quo vulnere,

» licet Dominicus medicaminum adjutorio convaluerit, tamen » sinistri oculi virtutem et usum taliter amisit, ut quamvis » aliquales ferme exiguos lucis radios excipiat, attamen, ut » experimento compertum est, nequit clauso dextero oculo, » objectorum qualitatem et quantitatem agnoscere. Patrato cri- » mine orator missae sacrificium peregit, sed monitus, ut ipse » asserit, de irregularitatis impedimento contracto, in posterum » ab altari abstinuit, atque recursum habuit ad SSmum. Pre- » cibus ad hanc S. Congregationem remissis, humiliter pos- » tulans apostolicae dispensationis beneficium. Episcopus, qui » requisitus hanc facti seriem enarrat, censet misericorditer » cum oratore agendum, quippe qui non appensate, sed calore » iracundiae ac etiam vini plus debito in nundinis epotati, in » expositum facinus fuit prolapsus, ac pacem a Dominico fuit » consecutus. Quapropter proponitur EE. VV. declarandum:

» 1. An Gabriel incurrerit in irregularitatem? Et quatenus » affirmative.

» 2. An dispensatio sit concedenda in casu?

» Sacra Congregatio respondit: Ad 1. *Negative*. Ad 2. *Pro- » visum in primo*. Die 21 aprilis 1708. »

243. On donne la dispense *ad cautelam* lorsqu'il n'est pas entièrement certain que la mort n'ait pas été causée par la blessure qu'a donnée un clerc. Un minoré âgé de treize ans ayant donné un coup de canif sur le côté droit à un jeune homme qui jouait avec lui, celui-ci, après avoir été guéri de sa blessure, meurt un mois après l'accident. Les médecins font l'autopsie du cadavre et déclarent que la mort a été causée par la fièvre maligne, et non par la blessure. C'est pourquoi le tribunal s'abstient de poursuivre le clerc minoré. Celui-ci désirant recevoir les ordres majeurs, demande au Saint-Siége et il obtient la dispense de l'irrégularité *ad cautelam*.

« Hortana irregularitatis. — Franciscus Caluccius de Su- » riano minoribus ordinibus constitutus, cupiens ad reliquos » sacros ordines provehi, humiliter supplicavit declarari, an » incurrerit in irregularitatem, nec ne, super facto, quod » episcopus refert ita se habere. Franciscus Calucci de Su- » riano in decimo tertio aetatis suae anno constitutus et tem- » pore quo idem una cum Eutizio Ciavetti coetaneo ludebat » in dicta terra Suriani, vulneravit eumdem Eutizium cultro, » vulgo dicto *Temperino* in latere dextero, qui a tunc temporis » chirurgo curatus per spatium decem dierum circiter e domo » discessit, et ambulans per dictam terram et cibans se uvis » et fructibus usque ad vigesimum diem post receptum vulnus » a quo erat penitus resanatus, maligna febri praeventus in tri- » gesimo primo die, ex hac ad meliorem vitam migravit, » prout ex fidibus parochi tam quoad aetatem dicti Francisci, » quam quoad obitum praedicti Eutizii, et depositionibus trium » testium, quas hic reverenter adnecto. Causa dicti vulneris » illati per supradictum Franciscum praedicto Eutizio fuit (ut » mihi asseritur) in curia gubernatoris Suriani fabricatus pro- » cessus, et per chirurgum data relatio super periculo vitae » et secuto obitu dicti Eutizii, de ordinis patris Francisci » oratoris fuit per medicum et chirurgum dictae terrae, ac » alium chirurgum forensem ad hoc specialiter vocatum, re- » cognitum cadaver antedicti Eutizii, qui secundum eorum » peritiam attestati fuerunt praedictum Eutizium febri maligna » obiisse. Quare postea dictus Franciscus a supradicto guber- » natore fuit absolutus. Acta criminalia in hujusmodi causa » facta non fuerunt inventa in eadem curia Suriani, prout » ex fide cancellarii ejusdem curiae, quam pariter adnecto. » Attenta igitur praefata facti serie, censeo praedictum Fran- » ciscum ad cautelam esse absolvendum ab irregularitate, qua- » tenus EE. VV. ita videatur.

» Die 22 septembris 1708 placuit EE. VV. demandare, ut » causa haec proponeretur in folio, quemadmodum, parendo » mandatis, oratore exorante proponuntur dubia infrascripta » ex deducendis resolvenda:

» 1. An orator incurrerit in irregularitatem? Et quatenus » affirmative.

» 2. An sit dispensandus in casu?

» Sacra etc. *Dispensandum esse oratorem ad cautelam*. Die » 15 junii 1709. »

244. Voici un curé qui contracte l'irrégularité en armant ses paroissiens contre trois prétendus brigands qu'il veut faire incarcérer, et en insinuant assez clairement qu'on devra tirer sur eux si on voit qu'ils prennent la fuite. Un de ces hommes ayant été tué dans sa fuite, l'évêque réunit une commission de théologiens, qui décide que le curé a encouru l'irrégularité; car ce n'est pas ici le cas de légitime défense, d'ailleurs il n'est pas prouvé que les prétendus brigands aient fait des menaces au curé.

La S. Congrégation confirme l'irrégularité et elle refuse la dispense.

« Derthonen. praetensae irregularitatis. — Praesentem » causam in anteacta congregatione per summarium relatam, » placuit EE. VV. rejicere ad folium, eo quod series facti » latus recenseretur. Hodie itaque mandatis parendo, ex pro- » cessu criminali ab episcopo transmisso qua fieri potuit bre- » vitate, infrascripta desumere visum est. Quod cum ad locum » Alberiae accesserint Dominicus Ridella cum duobus sociis, » sacerdos Dominicus Bozzini praepositus Alberiae, ad quem » pertinet jure feudi jurisdictio temporalis ejusdem loci die 10 » martii 1709 convocavit plures ejus subditos, ut armati car- » ceribus manciparet dictos pretensos facinorosos, inter quos » convocatos, extitit sacerdos Joannes Dominicus Bozzinus ne- » pos praepositi, et alter sacerdos Joannes Baptista Barnus, » qui quidem in executionem praefati mandati, armati in di- » versos locos se diviserunt absconditi, et praesertim dicti » sacerdotes Bozzinus et Barnus armis igneis onusti intrave- » runt domum cujusdam capellani Varni, qui dixerat illis jam » abiisse praefatos homines. Sed cum Bozzinus praedictus » nepos praepositi aperuisset fenestram, ac eos vidisset in » via stantes, ictum sclopi explosit, prout alii ejus consocii » egerunt, exindeque vulneratus Ridella obiit. Porro in pro- » cessu adesse videtur aliqua discrepantia an prius illatus fuerit » ictus sclopi ex dictis hominibus versus fenestram, sed vere » potius videtur probari primo fuisse explosos plures ictus e » fenestra. Constat etiam tempore homicidii praepositum non » extitisse in domo Varni, sed in ejus propria, nec non » eumdem convocasse homines armatos sub atrio domus pa- » rochialis sic eos alloquutum: Avete le vostre armi bene ag- » giustate; se non l'avete aggiustate, aggiustatele, vi sono qui » in casa di Giacomo Belforte due furbi, voi altri anderete » alli posti, ove si mettera qui mio nipote, e quando sarete » alli posti, io manderò a dire alli detti che venghino pri- » gione. *Cui unus convocatorum replicando:* se fuggissero: » *Praepositus ait*: Se fuggissero voi altri sapete quello dovete » fare alli furbi. *Et alteri subdenti*: Ma sig. preposto, che li » diamo, li diamo: *explicando sunt ejus verba:* intendendosi » archibugiate: *Praepositus replicavit*: Vi torno a dire, che » voi altri sapete quello che dovete fare colli furbi; Orsù » andate con mio nipote, che vi metterà alli posti. *Alius » vero ex testibus addidit se dixisse praeposito*: E che sarà » poi di noi. *Eumque respondisse:* V'avrò da pensare io: *Quod- » que post eventum praepositus reddidit gratias de obedientia » ei praestita*. Aliusque testis subdidit ex dictis verbis prae- » positis.: Sapete quello che dovete fare colli furbi: *Intelle- » xisse*: Che se volesse se li dassero dell'archibugiate; tanto » più che disse sono due furbi, e minacciano la chiesa, ed » a me, e che se fossero scappati dalla parte di detto testi- » monio, l'avrebbe tirato, stimando sua obbligazione dover » obedire. Imo idem sacerdos nepos praepositi pluries examini » subjectus tandem veritatem prius occultatam fatendo inter » alia deponit, praepositum dixisse — Se fuggiranno voi sa-

» pete o saprete che cosa si deve fare con simil gente: — » Quodque cum fuerit eidem nepoti suggestum melius fore » pulsare campanam ad armorum signum, ait finem patrui » esse carcerationem, ut se liberaret a perturbationibus eorum, » quodque pulsando campanam fugam arriperent; tandem idem » praepositus deponit dixisse hominibus armatis ab eo convo» catis: — Sono questi furbi, io non voglio, che voi siate » offesi, ne pure nella pelle del minimo deto della mano, ne » che offendiate loro, ma solo che prendiate li posti, che » poi li manderò a dire, che mandino l'armi e che poi ven» gano a costituirsi prigione, ed uno dei convocati disse se » fuggissero soggiunse un' altro. E con li furbi non sapete » come si fa. Io replicai che con li furbi non sapete come » si fà. Io ho detto bastantemente quello voglio facciate.

» Urgere ulterius probationes videntur in processu, prae» cessisse nempe controversias inter occisum et praepositum, » illumque recurrisse ad superiorem feudi contra ipsum, et » minas contra eumdem effudisse, sed concludenter id non » probatur ex testibus. Constat ex processu defensivo prae» tensa mala qualitas occisi et sociorum. Super his de man» dato episcopi editum fuit votum jurisconsultorum et theo» logorum unanimiter sentientium, hic non agi de homicidio » cum moderamine inculpatae tutelae, ideoque non posse prae» positum, aliosque sacerdotes excusari ab incursu irregulari» tatis, cum non fuerint inducti ex necessitate inevitabili, dum » omnes erant tutissimi, nempe praepositus in domo parochiali, » et dicti sacerdotes in domo capellani Varni, hominibus ar» matis consociatis. Innituntur etiam eo fundamento dicti doc» tores consulti, quod minae occisi et sociorum non viderentur » plene probatae, quodque si probarentur, licet inducerent ali» quam defensionem quoad poenas temporales, non ita quoad » irregularitatem; quod maxime deducebant, eo quia in exe» cutione intentionis non videbantur applicata media propor» tionata sed aequivoca, ad carcerationem et offensam, et de» mum ex effectu secuto, nam explosiones scloporum, ex qui» bus secutum erat homicidium, factae fuerunt quando illi jam » fugiebant.

» Demum episcopus in sua relatione advertit degustari ex » deductis in processu studium et diligentia per praepositum » adhibitas, etiam ad tegendas qualitates sibi et aliis com» plicibus praejudiciales; proindeque fuisse a congregatione » doctorum declaratum eum incurrisse, et sic magis proficuum » esse illi implorare benignitatem EE. VV. quam praetendere » nullam incurrisse irregularitatem. Usque adhuc non fuit » exhibita exculpatio partis; hincque ex deductis ac aliis de» ducendis pro parte dicti praepositi tantum exorantis pro» ponuntur decidenda infrascripta dubia:

» 1. An Dominicus Bozzini praepositus parochialis ecclesiae » loci Alberiae incurrerit irregularitatem in casa? Et quatenus » affirmative.

» 2. An sit dispensandus?

» Sacra Congregatio etc. Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Nega*» *tive.* Die 2 martii 1711. »

XV. Suite du même sujet.

245. Les décrets que nous venons de citer ont été inédits jusqu'à ce jour; c'est ce qui nous a porté à en donner le texte. Nous devons relater ceux qui sont recueillis dans le *Thesaurus resolutionum* de la S. Congrégation.

246. L'irrégularité contractée par l'homicide volontaire est réservée au Saint-Siége, quand bien même le délit demeure occulte. La difficulté est de déterminer les cas où l'homicide est censé involontaire; car il ne l'est pas toutes les fois qu'il a lieu accidentellement. Par exemple, lorsque la mort est la suite d'une blessure faite en jouant avec un couteau ou tout autre instrument incisif, l'homicide n'est pas censé involontaire; on veut l'acte qui entraîne la mort. La S. Congrégation du Concile a déclaré l'incompétence de l'évêque pour accorder la dispense dans le cas suivant. Un enfant de quinze ans, jouant avec un autre, le frappe d'un petit couteau, et le blessé en meurt dans le délai de quarante jours. Le délit n'est pas notoire et n'est pas déféré au tribunal, il est impossible qu'il le soit jamais, parce que les parents de cet enfant sont tous morts, et d'ailleurs, dix-huit ans se sont passés depuis l'accident, dont l'auteur désire recevoir les ordres sacrés et la prêtrise. – Ce cas posé, la S. Congrégation décide que l'Ordinaire n'a pas le pouvoir d'accorder dispense de l'irrégularité: « An Ordinarius dispensare valeat » in irregularitate ex homicidio contracta in casu, et ad ef» fectum de quo agitur? Sacra Congregatio rescripsit: *Negative.* » (*Thesaur.* tom. 1, p, 65.)

247. Les décrétales soumettent à l'irrégularité le prêtre qui tue un voleur nocturne qu'il aurait pu arrêter, sans lui ôter la vie. Toutes les fois qu'un homme peut défendre sa propre vie par un autre moyen que le meurtre de l'adversaire, l'irrégularité est contractée. (Cap. *Interfecisti,* cap. *Suscepimus,* tit. *de homicidio).* Le Saint-Siége ne dispense de cette irrégularité qu'après le laps de plusieurs années. Voici ce qu'on lit tom. Ier du *Thesaurus*, p. 117. Un prêtre est persuadé de n'avoir pas contracté d'irrégularité en donnant la mort à un voleur qui s'était caché dans un grenier de la maison pendant la nuit, et qui souffla sur la chandelle de la servante, en sorte qu'on ne savait pas s'il voulait simplement voler ou attenter à la vie d'autrui. En tirant le coup de fusil qui le tua, le prêtre agit pour la défense de sa propre vie. – La S. Congrégation déclare l'irrégularité et refuse la dispense; à peine deux ans se sont écoulés depuis la mort de cet infortuné. « An constet de irregularitate, et quatenus affirmative, » an sit locus dispensationi in casu? Sacra etc. *Affirmative* » *quoad primam partem, et negative quoad secundam. (Thesaur.* » tom. 1, p. 117.) »

248. L'homme qui par imprudence et témérité est cause de la mort accidentelle de quelqu'un, contracte-t-il l'irrégularité? Nous avons cité plus haut le cas du diacre trouvé en flagrant délit d'adultère par le mari, lequel donne incontinent la mort à sa femme. Voici un cas semblable. Sanchez Garido, prêtre de Quintana, province de Compostelle, fréquentait la maison d'une femme mariée; averti paternellement par son Ordinaire de quitter cette relation, il n'obéit pas à cette monition. Le mari rentrant un jour à sa maison sans être attendu, y trouva Sanchez, qui s'enfuit dans une chambre et se cacha sous le lit; le mari le poursuivit un sabre à la main, et fut retenu par sa femme; en voulant se débarrasser d'elle, il la blessa accidentellement et elle mourut de cette blessure peu de temps après. Pendant que cela se passait, Sanchez put se sauver; apprenant qu'un procès en contumace lui était intenté, il se présenta spontanément à son Ordinaire, qui le condamna à six ans d'exil et le déclara irrégulier; la sentence fut confirmée en degré d'appel. La S. Congrégation décide: *Pro dispensatione ad cautelam (Thesaur.* tom. 2, *Nullius provinciae Compostellanae,* p. 381).

249. Le tome 3 du *Thesaurus* renferme une affaire qui montre avec quelles difficultés le Saint-Siége dispense de l'irrégularité contractée par l'homicide volontaire *in promovendo.* Après vingt-cinq ans de pénitence, à peine consent-il à dispenser pour les ordres mineurs, et il s'agit pourtant d'un homicide qui a été commis sans préméditation et par crainte de la mort dont on croyait être menacé. Voici les circonstances. Thomas Arcelli de noble famille fréquentait familièrement dans sa jeunesse une noble dame; s'apercevant que son mari en concevait de la jalousie, il usa d'une grande circonspection. Toutefois le mari étant parti pour la campagne, Arcelli alla voir la noble dame; par malheur, le mari retour-

nant à l'improviste, surprit dans sa maison l'infortuné jeune homme; celui-ci, saisi de terreur, croyant sa vie en danger et ne voyant aucun autre moyen de la sauver, déchargea son fusil sur son antagoniste qui fut blessé mortellement et mourut peu après. Le tribunal ne procéda pas contre ce crime, parce que le bruit se répandit que le mari était mort au milieu des forêts, ou qu'il s'était noyé dans le Pô. Néanmoins, la vérité se fit jour, et Arcelli quittant les états du duc de Parme resta dix ans en exil. De retour dans son pays, il donna de grandes marques de repentir et vécut de la manière la plus édifiante, en se privant de toutes les relations mondaines, en faisant de larges aumônes, en fréquentant les sacrements et en assistant à toutes les missions et aux exercices que donnent les Jésuites. Après vingt-cinq ans de repentir, il demande la dispense de l'irrégularité, afin de pouvoir recevoir les ordres. L'évêque favorise sa demande, et atteste que cette grâce extraordinaire n'excitera pas le plus petit scandale. Le concile de Trente ne se montre inexorable que lorsqu'il s'agit de l'homicide prémédité, *per industriam, per insidias, ex proposito*. Aussi, bien des canonistes, tels que Garcias, Barbosa, Zipaeus, Van Espen sont-ils d'avis que le concile de Trente n'entend prohiber que la dispense de l'homicide prémédité. L'infamie de fait est enlevée par la vie édifiante tenue pendant trois ans. — Malgré des raisons si urgentes, la S. Congrégation rejette bien des fois la demande d'Arcelli; l'affaire est inscrite cinq fois au *folium*; enfin, la S. Congrégation se laissant fléchir, décide: *Pro dispensatione pro nunc ad reliquos minores ordines. (Thesaur.* tom. 3. *Placentina*, p. 8, 12, 47, 57, 83).

250. Il y a désaccord entre les canonistes sur la question de savoir si l'on encourt l'irrégularité en donnant occasion à une querelle où quelqu'un est tué ou mutilé. En ce qui concerne la ratification antécédente, par l'adhésion et l'approbation d'un homicide, tous conviennent qu'on contracte l'irrégularité; mais il y a de nouveau divergence d'opinions sur la ratification subséquente d'un homicide dont on a fourni l'occasion; Suarez, Layman, Pirhing soutiennent que l'irrégularité n'est pas contractée. La S. Congrégation semble décider le contraire dans le cas suivant. Paul et Thomas, l'un et l'autre prêtres, ont eu une querelle le jeudi saint, au sujet du pain qu'on a coutume de distribuer aux pauvres; Thomas a souffleté Paul. Après la cérémonie du *mandatum*, est survenu Cajetan, frère de Thomas; en apprenant ce qui s'est passé, Cajetan a insulté Paul, lui a donné des coups de bâton et a fini par tirer sur lui un coup de pistolet, qui a renversé cet infortuné. Paul est mort aussitôt après avoir reçu l'absolution. En voulant favoriser l'évasion de son frère, Thomas s'est heurté au cadavre de Paul, et il l'a frappé des pieds et avec un bâton, en l'insultant et en disant: « Meurs, coquin. » On ne sait pas si l'infortuné respirait encore. Les sévices contre un cadavre ne constituent pas l'homicide qui fait contracter l'irrégularité; mais il y a doute dans notre cas, et l'on sait d'ailleurs qu'un coup léger donné à l'homme mortellement blessé suffit pour accélérer la mort et fait par conséquent contracter l'irrégularité. — La S. Congrégation du Concile refuse la dispense. « 1. An orator sit irregularis in » casu? Et quatenus affirmative. 2. An eidem sit concedenda » dispensatio in casu? Sacra etc. Ad 1. *Affirmative*. Ad 2. *Ne-* » *gative (Thesaur.* tom. 3, *Caputaquen.* p. 143).

251. Que faut-il pour éviter l'irrégularité en tuant l'adversaire qui attente à la vie d'un clerc? Trois opinions partageaient autrefois les canonistes. Hugo regardait comme irrégulier le clerc qui tue l'adversaire, parce qu'il n'a pas d'autre moyen de sauver sa propre vie; Goffredus pensait qu'on encourait l'irrégularité en ce qui concerne la promotion aux autres ordres, et non quant à l'exercice de ceux qu'on avait déjà; Hostiensis ne voyait là aucune irrégularité. Cette dernière opinion fut approuvée par Clément V au concile de Vienne, clémentine *de homicidio*, où on lit expressément: *Nullam irregularitatem incurrit, qui mortem aliter vitare non valens, suum occidit, vel mutilat invasorem*. Les canonistes exigent qu'on ne puisse pas fuir ni appeler du secours. Le concile de Trente a-t-il modifié cette discipline? Il semble exiger une dispense, *causa cognita*, lorsque l'homicide a été commis, *ut quis se a morte defenderet*. Néanmoins la plupart des canonistes reconnaissent que le concile de Trente n'abroge pas la clémentine, et qu'il veut parler du cas où l'on excéderait le droit de légitime défense; d'autres auteurs disent que le meurtrier, sans être irrégulier, doit pourtant être réputé comme tel, jusqu'à ce qu'un jugement ait été rendu par le Pape ou l'évêque sur le fait. — La S. Congrégation du Concile a été d'avis d'accorder la dispense *ad cautelam* dans le cas suivant. Jean-Marie, prêtre, est insulté par son frère François, qui prétend qu'il lui doit de l'argent; il est renversé, souffleté, et menacé d'être tué; les parens accourent et le délivrent. Bientôt une seconde aggression a lieu dans la chambre de la mère, où Jean-Marie s'est réfugié. « Franciscus violenter arripuit, et una manu compressit genitalia sacerdotis, et alia manu ad crumenam extensa, tentavit pecuniam, vel clavim capsae ex ea extrahere. Dumque sacerdos eam libenter exhiberet, et simul clamaret pro auxilio, et aggressorem exoraret, ut se dimitteret, ex violenta etenim et tenaci suorum genitalium apprehensione et compressione se mori sentiebat; ut e manu fratris evaderet, et mortem sibi imminentem evitaret, cultrum domesticum, qui erat super mensam contiguam, arripuit, et in ventrem fratris aggressoris injecit, qui ex ictu in terram cornuit, et paulo post expiravit. » Jean-Marie est généralement estimé comme un excellent prêtre, au lieu que son frère est un vrai malfaiteur, qui a été exilé pendant quatorze ans pour un homicide. Jean-Marie s'étant spontanément constitué prisonnier, le tribunal de l'évêque a ouvert une enquête, après laquelle l'inculpé a été absout, à condition de demeurer exilé du lieu où l'accident s'est passé pendant une année entière, pour qu'on ne vît pas ses mains encore rougies du sang de son frère. « An orator sit irregularis in casu? Et » quatenus affirmative. 2. An ei sit indulgenda dispensatio? » Sacra etc. *Pro dispensatione ad cautelam (Thesaur.* tom 3, » *Papien.* p. 321.)

252. L'homicide accidentel et fortuit ne met à couvert de l'irrégularité que si l'acte est licite et si on a pris toutes les précautions qu'il fallait, en sorte que la mort s'ensuit fortuitement et sans la faute de celui qui en est l'occasion. — La S. Congrégation donne la dispense *ad cautelam* dans le cas suivant, après un an de pénitence. — Jean Cesari, prêtre, monte à cheval, dans le but de visiter un sanctuaire à un mille de la ville; en traversant la grande place, où stationnent diverses personnes, il n'a pas le soin d'avertir qu'on se gare; son cheval qu'il dirige peu habilement et qui trotte assez rapidement, renverse un pauvre homme, qui reçoit deux blessures à la tête et est transporté à l'hôpital, où il est atteint de la fièvre cinq jours après et meurt le troisième jour suivant. Le vicaire général ouvre une enquête, et déclare l'irrégularité. La S. Congrégation refuse d'abord la dispense; puis, après un an de privation de la messe et six mois d'édifiante retraite dans un couvent, elle dispense *ad cautelam (Thesaur.* tom. 9, p. 55).

253. Un enfant de neuf ans et demi encourt-il l'irrégularité pour avoir été complice d'un empoisonnement? Les auteurs disent que l'enfant n'acquiert le complet discernement qu'à dix ans. Voici ce qu'on lit dans le *Thesaurus*, tom. 10, p. 83. Un ivrogne qui a coutume de maltraiter sa femme et ses enfants, ayant fait dans l'escalier une chute mortelle, sa femme, dans le but d'accélérer sa mort, fait acheter du poison par son fils, qui a neuf ans et demi; elle mêle ce poison

au pain; mais le malade rejette ce pain empoisonné dès qu'il l'a goûté, et meurt ensuite, dit le médecin, des suites de sa blessure, sans aucun signe de poison. L'enfant, qui était peu développé, n'est admis à la première communion que deux ans après l'accident, lequel demeure enseveli dans le plus profond secret. Elevé par un digne prêtre, il reçoit la tonsure et les ordres mineurs sans protestation. Au moment de recevoir le sousdiaconat, sa conscience se réveille ; il consulte un confesseur qui le rejette. La S. Pénitencerie lui répond: *Nihil, et accedat ad Urbem.* D'imprudents amis ayant divulgué le fait, l'évêque, persuadé que le jeune clerc n'était pas *doli capax* à l'époque de l'empoisonnement, conseille de demander la dispense *ad cautelam*, afin d'effacer l'infamie produite par la divulgation. Par l'ordre de la S. Congrégation du Concile, le prélat fait une enquête juridique, d'après laquelle il prononce « non constitisse nec constare de asserto » parricidio, et illius divulgationem et diffamationem fuisse » injustam, insubsistentem, et irrelevantem, et proinde dictum « Jacobum Antonium ab omni infamia ex illa resultante esse » purgandum, liberandum, et absolvendum, prout purgamus, » liberamus, et absolvimus, et pro purgato, liberato, et abso- » luto haberi volumus, et mandamus. » Neanmoins, l'évêque ordonna de consulter la S. Congrégation du Concile pour le for intérieur. Le serment de l'inculpé dans son interrogatoire juridique, et la sentence épiscopale semblent apporter la purgation canonique qui efface le parricide et l'infamie et permet de recevoir les saints ordres (Cap. *Habet;* cap. *Mennam,* 2 qu. 5; c. *si quis,* c. *Ex tuarum,* c. *Inter, de purgatione canonica*). — Sans trancher la question de droit, la S. Congrégation décide: *Concedendam esse dispensationem ad cautelam.* (*Thesaur.* tom. 10, p. 83).

254. Le tir à la cible mérite-t-il la suspense? Cette question est traitée tome 16 du *Thesaurus* p. 16. Il est d'usage à Laurea qu'aux fêtes de la Sainte-Vierge les habitants s'assemblent hors de la ville afin de tirer à la cible ; les ecclésiastiques prennent part au jeu. Un prêtre du pays ayant cru pouvoir s'y livrer, l'évêque lui fit expédier une citation *ad dicendam causam quare* il pouvait se soustraire à l'amende de vingt écus édictée par les statuts synodaux contre les clercs qui portent des armes sans permission de l'Ordinaire. Nouvelle citation et sommation de payer dans le délai de trois jours sous peine de suspense. Malgré l'opposition de l'inculpé protestant qu'on ne devait recourir à la suspense que lorsque l'exécution réelle ou personnelle ne pouvait avoir lieu, le tribunal épiscopal ordonna de passer outre. L'inculpé fit appel au Saint-Siége et protesta contre tous les dépens et dommages-intérêts. Néanmoins, le tribunal épiscopal expédia les *cedulones* et la déclaration de suspense pour n'avoir pas payé l'amende. Il faut savoir que précédemment la S. Congrégation avait prohibé à l'évêque de procéder *ad actus irretractabiles inconsulta S. Congregatione* contre le prêtre dont il s'agit; aussi, avant d'entreprendre l'action pour le tir de la cible, le prélat avait-il eu soin d'en demander l'autorisation à la S. Congrégation; mais il n'en dit rien, et l'inculpé ne cessa d'opposer le défaut de juridiction. — La S. Congrégation mit la suspense à néant : « 1. An suspensio sustineatur » in casu? Et quatenus negative. 2. An episcopus teneatur » ad expensas et interesse in casu? Sacra etc. Ad 1. *Nega-* » *tive et amplius et ad mentem.* Ad 2. *Negative.* (*Thesaur.* » tom. 16, p. 16).

255. Seize ans de pénitence pour un homicide accidentel, la S. Congrégation les exige dans le cas suivant. Emmanuel Dantas, prêtre du diocèse de Brague et régisseur d'une noble famille, témoin de l'insolence avec laquelle Louis Fernandez opérait une saisie dans le domaine, ordonna aux domestiques de le rouer de coups de bâton et il le retint lui-même pour empêcher sa fuite. Le pauvre homme en mourut huit jours après. Le tribunal archiépiscopal ayant procédé aussitôt, Emmanuel fut condamné à la suspense, à faire célébrer cent messes pour le défunt, à donner une indemnité aux héritiers du défunt et au fisc, et à demeurer quelque temps hors du diocèse. Emmanuel accomplit toute sa peine ; plus tard il implora la dispense de l'irrégularité, en disant qu'il n'avait pas eu l'intention de tuer le pauvre homme, mais seulement celle de châtier son insolence; d'où suit que l'homicide fut purement accidentel. La S. Congrégation rejeta plusieurs fois la demande. Enfin, sur la recommandation de l'archevêque et après seize ans d'expiation, elle se laissa fléchir. « An » sit locus dispensationi in casu? Sacra etc. *Affirmative.* (*Thesaur.* tom. 25, *Bracharen.* p. 16).

256. L'écuyer du baron de Castro Petrusio déclare en mourant qu'il croit d'avoir été empoisonné, et désigne le sousdiacre Saccoja comme l'ennemi sur lequel se portent ses soupçons, à cause de certains démêlés que le moribond eut jadis avec sa famille. Trois ecclésiastiques se donnant comme délégués de l'évêque, condamnent Saccoja à trois ans d'exil, quoique les médecins n'aient pu constater les traces du poison sur le cadavre enseveli depuis douze jours. Dix-neuf ans s'écoulent, et Saccoja demande d'être ordonné diacre et prêtre; l'évêque atteste qu'il fut injustement poursuivi et que les trois ecclésiastiques qui le condamnèrent n'avaient reçu aucune commission pour cela. – La S. Congrégation donne l'absolution *ad cautelam* (*Thesaur.* tom. 27, *Bojanen.* p. 68.

257. La décrétale *Ad audientiam,* et l'autre, *Significasti,* titre *de homicidio,* portent expressément qu'en matière d'homicide le doute suffit pour éloigner de l'exercice des choses saintes. Au tome 38 du *Thesaurus,* la S. Congrégation déclare irrégulier un prêtre contre lequel on a des indices de complicité à un avortement quoique cet avortement lui-même ne soit pas entièrement certain et légalement prouvé. Le médecin n'a trouvé sur l'enfant aucun signe indiquant que l'avortement a été violent mais la sage-femme l'a donné comme certain par suite de l'examen du corps de la mère. Quatorze témoins attestent les relations coupables de l'ecclésiastique dont il s'agit avec la fille qui vient d'avorter; aussi le tribunal épiscopal le déclare coupable « super diffamato concubinatu cum ingravidatione, et inditiato abortu, et cum diffamatione, ac murmuratione abortus praedicti per dictam terram; » il le condamne à dix ans d'exil, et à faire dix jours de retraite chaque année; enfin « ad consulendum conscientiae suae pro diffamatione abortus ad adeundam Sanctam Sedem apostolicam pro absolutione. » Le fétus était de quatre mois ; les saints canons ordonnent de punir comme homicides et ils frappent d'irrégularité les auteurs d'un avortement du fétus animé (cap. *Si aliquis, de homicidio*). Dans notre cas, tous les témoins attestent la rumeur publique sur la complicité de l'ecclésiastique. Deux témoins font foi des démarches qu'il a faites auprès d'une vieille femme pour la décider au crime; la petite-fille de celle-ci, âgée de 14 ans, l'a accompagnée dans les champs le jour même de l'attentat, et a vu les trois complices se retirer en secret une demi-heure. – La S. Congrégation refuse la dispense : « 1. An constet de irregularitate in casu? Et » quatenus affirmative. 2. An sit concedenda dispensatio in » casu? Sacra, etc. Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Negative.* (*Thesaur.* tom. 38, *Beneventana,* p. 173).

258. La S. Congrégation exige dix ans d'expiation avant d'accorder la dispense à un curé qui, par un mouvement d'impatience et de colère, a donné des coups de bâton à son cocher. C'est un curé croate qui, s'impatientant de ce que son cocher n'arrive pas, se rend à l'écurie et applique deux coups de bâton sur la tête et un troisième au côté droit; le pauvre homme fait encore son service pendant quelques jours, puis, il se met au lit et déclare jusqu'au dernier moment que le curé est cause de sa mort. Le tribunal épiscopal instruit,

déclare le curé *probabilissime* l'auteur de la mort du cocher, le prive de sa cure, l'enferme dans un couvent, et déclare que, même après avoir obtenu du Saint-Siége la dispense de l'irrégularité, il ne pourra être institué dans un autre bénéfice qu'en constatant complétement qu'il est parvenu à dompter sa vivacité. Le curé se soumet au jugement et se retire chez les conventuels, où il prie pour le défunt. Dix ans se passent; l'évêque le recommande à l'indulgence du Saint-Siége, et désire lui donner une paroisse, car le diocèse manque de prêtres. « An sit locus dispensationi ab irregularitate in casu? » Sacra etc. *Consulendum SSmo pro dispensatione* (*Thesaur.* tom. 39, *Agrien*, p. 91).

259. La dénonciation extrajudiciaire d'un crime qui entraîne la peine de mort, fait contracter l'irrégularité, comme nous l'avons dit plus haut. Voici ce qu'on lit dans le *Thesaurus*, tome 41. Après avoir assassiné son enfant naturel, une fille mal famée prit la fuite. Un prêtre dont elle était la servante, craignant d'être poursuivi par le tribunal ecclésiastique pour cet infanticide, s'empressa d'aller voir le juge séculier, et lui indiqua verbalement le nom et la demeure de la fille, qui fut immédiatement arrêtée et ensuite décapitée. Le prêtre continua de bonne foi de dire la messe pendant quelques mois; il s'en abstint lorsqu'un religieux le prévint, et demanda la dispense de l'irrégularité, en alléguant qu'il n'avait agi que dans le but de sauvegarder ses propres intérêts; la décrétale de Boniface VIII *Praelatis* permet en ce cas la plainte juridique, à plus forte raison la dénonciation extrajudicaire était-elle permise, surtout en une chose publique et notoire, comme l'étaient le crime et la fuite de cette malheureuse créature. — Après seize mois d'expiation, la S. Congrégation accorda la dispense *ad cautelam* (*Thesaur.* tom. 41, p. 20, 33).

260. Le prêtre qui en maltraitant une femme est cause de l'avortement encourt l'irrégularité, quoiqu'il ait ignoré la grossesse. La S. Congrégation exige environ trois ans de pénitence et d'expiation avant d'accorder la dispense. Voici les circonstances du cas. Vincent, prêtre, après une querelle qu'il n'a nullement provoquée, poursuit une femme avec une hache, et lève la main, sans frapper, parce qu'il la voit renversée par terre. La femme avorte le lendemain d'un fétus de deux ou trois mois. Le tribunal ecclésiastique poursuit Vincent comme ayant été cause de l'avortement; celui-ci renonce à la défense et s'en remet à la décision des théologiens; or ils décident qu'il y a lieu d'implorer près du Saint-Siége la dispense de l'irrégularité. Vincent affirme qu'il ne connaissait pas la grossesse; on sait d'ailleurs que la femme a éprouvé d'autres accidents de ce genre. L'évêque atteste que Vincent s'est toujours bien conduit. Après avoir deux fois rejeté la demande, la S. Congrégation l'exauce enfin. « 1. An constet » de irregularitate in casu? 2. An sit locus dispensationi in casu? » Sacra etc. Ad 1. *Affirmative*. Ad 2. *Consulendum SSmo pro* » *dispensatione*. (*Thesaur.* tom. 42, *Sancti Marci*, p. 130, 134.)

261. Un séminariste en vacances tue d'un coup de fusil son supérieur par un accident purement fortuit. Le supérieur désirant se récréer en allant à la chasse, prie Nicolas de prendre un fusil déposé dans un appartement voisin. Le fusil fait explosion pendant que Nicolas le tient en main, et frappe aux épaules le supérieur, qui meurt huit jours après, ayant déclaré hautement que l'accident ne pouvait pas être imputé à Nicolas, innocent de toute espèce de faute à cet égard. Peut-on l'accuser d'imprudence? La vieille mère du défunt en étant persuadée comparaît devant l'évêque pour exprimer son déplaisir si l'on accordait dispense. Toutefois, après avoir exigé trois ans d'attente, la S. Congrégation accorde au séminariste la dispense de l'irrégularité *ad cautelam* pour les ordres mineurs et majeurs. (*Thesaur.* tom. 50, *Andrien.* p. 4).

262. Malgré les vives instances de l'évêque de Limoges, la S. Congrégation refusa la dispense de l'irrégularité à un clerc minoré, qui, s'étant engagé dans l'armée, s'était battu en duel et avait tué fortuitement son adversaire. Aucune blessure n'avait été reçue de part et d'autre pendant le duel et François du Soulier reprenait ses habits, lorsque son adversaire se précipita de nouveau sur lui et se transperça lui-même avec son sabre. François fut si vivement affecté de cet accident qu'il se confessa aussitôt, quitta le service et entra au séminaire de Limoges. Un an après l'accident, la S. Congrégation refusa la dispense. L'évêque insista, et dit que François n'avait pas provoqué le duel; au contraire, il le refusa longtemps par principe de religion et ne l'accepta que lorsqu'il y fut forcé par les continuelles insultes de son adversaire; il ne pouvait prévoir que celui-ci se précipiterait sur lui lorsque le duel était entièrement terminé, et il fut obligé d'opposer son sabre, pour défendre sa propre vie. L'homicide fut donc purement accidentel et involontaire. — Après deux ans d'expiation, la S. Congrégation donna la dispense. (*Thesaur.* tom. 57, *Lemovicen.* p. 122; tom. 58, p. 168).

263. Un curé hongrois, étant ivre, excita un individu à battre sa femme qui était malade et avait déjà reçu les sacrements; il donna des verges pour la battre, et il la tint de ses propres mains pendant l'opération. La pauvre femme mourut trois jours après, et le curé fut condanné à deux ans de prison. Ayant rempli sa peine, il a renoncé au vin, et se montre entièrement converti. Le diocèse manque de prêtres; l'évêque serait bien aise de lui donner une paroisse dans un cercle où il n'est pas connu. Malgré les instances du prélat, trois ans s'étant à peine écoulés depuis l'accident, la S. Congrégation refuse la dispense. (*Thesaur.* tom. 59, *Canadien.* p. 202).

264. La coopération à l'homicide fait encourir l'irrégularité. La S. Congrégation s'est contentée de quatorze mois de pénitence dans le cas suivant. François, prêtre, allant à la grande chasse avec Cajetan et plusieurs autres laïques, on rencontra cinq brigands qui avaient massacré le père de Cajetan et avaient été bannis et condamnés à mort pour ce crime. Cajetan ne put contenir son ressentiment; avec l'aide de ses compagnons, il attaqua les brigands, dont un fut tué, et un autre blessé et arrêté, pendant que trois s'évadaient. François ne tua et blessa personne; au contraire il demanda grâce de la vie à Cajetan pour le brigand qui fut blessé, mais il prêta secours à ses compagnons qui se battaient. Le fisc s'est abstenu de procéder; les parents des brigands bannis ne peuvent pas réclamer d'indemnité. Tout le pays regarde François comme innocent, et désire qu'il soit réhabilité à la célébration de la messe. Il n'a aucune passion pour la chasse et il promet bien sincèrement de se conformer dorénavant aux saints canons qui défendent aux clercs la chasse bruyante. — La S. Congrégation répond d'abord: *Expectet*. Enfin, quatorze mois après l'accident, elle se laisse fléchir. « An sit consulendum SSmo » pro dispensatione ab irregularitate in casu? Sacra etc. *Af-* » *firmative*. (*Thesaur.* tom. 67 et 68, *Bisinianen.* p 46).

265, L'homicide est volontaire dans la cause lorsqu'on pose un acte illicite duquel résulte accidentellement la mort. La S. Congrégation a pour maxime de ne jamais dispenser pour la réception des ordres supérieurs, conformément au concile de Trente, sess. 14, c.7. (Fagnan, c. *Quidem de homicidio*) Le tome 67 du *Thesaurus* parle d'un clerc minoré qui s'arme d'un fusil pour aller à la recherche d'un voleur qui lui a pris certains objets. Il n'est pas seul, plusieurs chasseurs armés comme lui l'accompagnent. Ils entrent dans le champ de Nicolas qu'il soupçonne et qui vient au devant. Tout à coup le fusil du clerc minoré fait explosion et blesse au genou Nicolas, qui meurt de cette blessure deux mois après. On ignore si le coup de fusil a été tiré volontairement, ou si c'est une explosion accidentelle. L'inculpé soutient que lorsqu'il s'est approché de Nicolas sans l'ombre d'une mauvaise intention, une

branche d'arbre a fait partir le fusil. Il a payé toute la dépense de la maladie de Nicolas, qui a pardonné, avant de mourir. Deux ans se sont écoulés; mais l'évêque fait savoir qu'il y a un an à peine, le même inculpé a donné un coup de couteau à un prêtre et tenté même de tirer un coup de pistolet; présentement, il se conduit bien, et l'on peut espérer qu'il changera entièrement. La S. Congrégation refuse la dispense. « An sit consulendum SSmo pro dispensatione ab ir- » regularitate in casu? Sacra etc. *Negative. (Thesaur.* tom. 67, » *Ferentina,* p. 270).

266. Voici un autre exemple de l'homicide volontaire dans sa cause, parce qu'on prend illicitement des armes; la S. Congrégation exige trois ans d'expiation et n'accorde la dispense de l'irrégularité qu'en faisant défense de célébrer la messe dans le pays où l'homicide a été commis. Paul, prêtre, sort de chez lui armé d'un fusil afin d'apaiser une querelle et de dégager ses propres frères. Atteint d'une balle, il ne peut contenir son émotion et il tire sur Barreca. Celui-ci meurt vingt jours après, plutôt emporté par la fièvre que des suites de la blessure. Ils se sont réconciliés; et le tribunal n'a ouvert aucune procédure. Paul a fait pénitence, et semble entièrement revenu. Après avoir obtenu de la S. Pénitencerie l'absolution des censures, il implore la dispense de l'irrégularité qu'il a encourue, parce qu'il devait prévoir que l'arme qu'il prenait pouvait devenir dans ses mains un instrument de mort. Après trois ans de pénitence, la S. Congrégation donne la dispense, *dummodo non celebret in loco patrati criminis. (Thesaur.* tom. 68, *Messanen.* p. 129; tom. 69, p. 183).

267. Lorsqu'il y a doute que la mort ait été causée par la blessure, on accorde plus facilement la dispense. Le *Thesaurus* (tom. 70) parle d'un diacre qui dans une terrible rixe, a donné des coups de couteau et de hache à son propre frère; celui-ci étant alité par suite de sa blessure, est frappé d'apoplexie, et tombe du lit; cette contusion a été, semble-t-il, la vraie cause de sa mort. Néanmoins, le tribunal de l'Ordinaire instruit, et condamne le diacre à deux ans de réclusion dans un couvent de stricte observance et lui interdit l'exercice des ordres, jusqu'à ce qu'il ait obtenu la dispense de l'irrégularité *ad cautelam.* Il a eu le tort de porter des armes contre la prohibition canonique ; ce qui fait que la blessure a été volontaire en quelque sorte. Après quatre ans d'expiation, la S. Congrégation se laisse fléchir. « An sit consulendum SSmo » pro dispensatione ab irregularitate in casu? Sacra etc: *Af-* » *firmative. (Thesaur.* tom. 70, *Montis Casini,* p. 70).

268. Les saints canons soumettent à l'irrégularité le clerc qui prend part à une rixe et par ses instigations porte d'autres à commettre l'homicide (Fagnan, c. *Henricus, de clericis pugnantibus in duello).* S'il y a doute sur le fait des instigations, la dispense est plus facile. Des soldats armés entrent dans une église pendant le sermon et arrêtent Grégoire: son frère Pierre, diacre, arrache des mains des soldats le prisonnier, qui tire un coup de pistolet sur l'un deux et le tue. Les deux frères sont incarcérés et poursuivis comme coupables d'homicide; Grégoire étant mort en prison, Pierre est élargi et retourne à son pays. Il n'est pas prouvé qu'il ait prêté le pistolet à Grégoire ni excité à commettre l'homicide; la rixe a été purement accidentelle; car on était au sermon. Six ans se sont écoulés, Pierre se conduit parfaitement. La S. Congrégation accorde la dispense. (*Thesaur.* tom. 70, *Squillacen.* p. 114).

269. Quoiqu'il n'existe pas de texte canonique frappant d'irrégularité l'homme qui s'engage dans l'armée et prend part aux expéditions militaires, lorqu'il est certain de n'avoir tué ou mutilé personne, pourtant certains auteurs pensent que l'irrégularité est encourue même en ce cas; et ce sentiment est confirmé par la décision de la S. Congrégation dans l'affaire d'Ipres rapportée plus haut. Le tome 70 du *Thesaurus* renferme une décision de l'année 1804 pour Aveiro en Portugal; outre le service militaire, l'affaire se complique de l'ordination avec de faux dimissoires, sans observer les interstices, *extra tempora,* et sans titre patrimonial, afin de se soustraire au service. Enfin, il n'est pas prouvé que l'individu ait été confirmé. La S. Congrégation refuse la dispense et la réhabilitation: *Preces amplius non recipiantur, nisi docto de suscepto sacramento confirmationis, de constitutione patrimonii sacri, de adepta idoneitate quoad scientiam et mores, et commendato ab episcopo. (Thesaur.* tom. 70, *Aveiren.* p. 122; tom. 71, p. 140.)

270. Encourt-on l'irrégularité lorsqu'on connaît d'avance le projet de l'assassin et qu'on n'avertit pas de manière à empêcher le crime? La décrétale *Quantae, de sententia excommunicationis,* excommunie l'homme qui n'empêche pas la percussion d'un clerc, le pouvant. La décretale *Sicut dignum, de homicidio voluntario vel casuali,* déclare que c'est tuer quelqu'un que de ne pas le délivrer de la mort lorsqu'on le peut. D'autre part, l'irrégularité n'est encourue que dans les cas exprimés dans le droit. C'est pourquoi les canonistes distinguent. L'homme qui est obligé par justice d'empêcher un homicide, par exemple, le maître par rapport à son domestique et le père relativement à son enfant, cet homme est regardé comme la cause morale du crime qu'il n'empêche pas. S'il s'agit simplement de l'obligation de charité, on n'encourt pas l'irrégularité; mais il est permis de suspecter de complicité l'homme qui sait d'avance un assassinat prémédité, surtout si la victime est son ennemi. En 1794, Antoine, sousdiacre, est incarcéré comme coupable d'homicide prémédité sur un laïque. Quoiqu'il nie toute complicité, il avoue qu'il a connu le projet de l'assassin, et il ne l'a pas manifesté, parce qu'il avait d'ailleurs des causes d'inimitié à l'égard du défunt. Après cinq ans d'incarcération, il est élargi pendant la révolution de 1799, et il suit à Naples l'armée royale qui rétablit les Bourbons; il n'a jamais pris les armes, mais n'a-t-il pas encouru l'irrégularité une autre fois en coopérant aux opérations militaires? En 1804, il sollicite la dispense de l'irrégularité; la S. Congrégation commence par lui ordonner trois mois de retraite dans un couvent; ensuite, quoique l'évêque transmette d'excellents renseignements sur les dispositions du recourant, la S. Congrégation répond: *Expectet, et det majora signa constantis emendationis.* L'année suivante, vu la persévérance du recourant et les onze années écoulées depuis l'époque du crime, la S. Congrégation accorde enfin la dispense. « An sit consulendum SSmo pro dispensatione » ab irregularitate in casu? Sacra, etc.: *Affirmative, renovatis* » *exercitiis spiritualibus per tempus arbitrio episcopi praefi-* » *niendum; per breve (apostolicum).* Die 20 julii 1805. (*The-* » *saur.* tom. 70, *Tropien.* p. 219; tom. 71).

271. Les duellistes encourent l'irrégularité s'ils blessent leur adversaire; cette peine est distincte de l'excommunication et des autres châtiments canoniques. Le *Thesaurus* de 1805 parle d'un jeune homme qui a pris part aux dernières guerres et a donné plusieurs fois le signal de l'attaque, quoiqu'il ne sache d'avoir personnellement tué, ou blessé quelqu'un; mais s'étant battu en duel, il a blessé légèrement son antagoniste, qui s'est bientôt guéri et entièrement réconcilié. Aujourd'hui, entièrement changé et converti, il désire recevoir les ordres; il a repris les études et il édifie toute la ville. Le concile de Trente, qui défend de dispenser *promovendos,* parle de l'homicide volontaire; or, il n'est pas prouvé que dans le cas actuel l'homicide ait jamais été commis. « An » sit consulendum SSmo pro dispensatione ab irregularitate » in casu? Sacra etc. *Affirmative. (Thesaur.* tom. 71, *Vero-* » *nen.* p. 25.)

272. Malgré deux ans d'incarcération, de graves maladies, le pardon des intéressés, le silence du fisc, le laps de quatre

années et la considération générale, la S. Congrégation refuse de dispenser un prêtre de l'irrégularité qu'il a encourue par un homicide accidentel, en cherchant pourtant de tuer son propre frère. Un coup de fusil qu'il tira sur ce dernier le blessa au bras et à la tête et tua une femme qui se trouvait à peu de distance. Le frère fut parfaitement guéri. Quoique l'évêque se montre favorable à la demande, la S. Congrégation est inflexible. « An et quomodo sit consulendum SSmo » pro dispensatione ab irregularitate? Sacra etc. *Negative.* » (*Thesaur.* tom. 72, *Sarnen.* p. 255; tom. 73, p. 1.)

273. Pour échapper à l'irrégularité lorsqu'on est provoqué et qu'on doit défendre sa propre vie, une condition est essentielle, *moderamen inculpatae tutelae;* il faut qu'on ne puisse pas autrement sauver sa propre vie qu'en tuant l'adversaire. Le *Thesaurus* de 1898 rapporte le cas d'un prêtre, qui, sachant que son frère vient d'être tué, voit par la fenêtre qu'un des assassins s'approche de sa maison, armé d'un fusil; craignant que toute sa famille ne soit massacrée, il saisit par un mouvement irrésistible le fusil de son frère défunt, et tue son ennemi. Après quatre ans d'incarcération, le fisc lui donne l'absolution de cet homicide purement défensif; la veuve du défunt pardonne; il applique tous les suffrages qu'il peut pour l'âme du défunt; enfin, il quitte le pays et va s'établir dans un autre. L'évêque atteste son excellente conduite avant et après l'accident, qui a eu lieu il y a déjà six ans, ainsi que la douceur naturelle de son caractère. « An sit consulendum » SSmo pro dispensatione ab irregularitate in casu? Sacra etc. » *Affirmative.* (*Thesaur.* tom. 74, *Frequentina,* p. 110, 115).

274. Est-ce encourir l'irrégularité que d'être présent à un homicide au lieu de l'empêcher, supposé d'ailleurs qu'on fasse une chose illicite, telle que le port d'armes offensives? Ce cas est traité dans le *Thesaurus,* tome 74 et 75. Une bande de brigands ayant ravagé en 1807 le territoire d'Acceptura, la garde nationale la mit en fuite; le bruit s'étant répandu que ces malfaiteurs avaient laissé sur un point une partie de leurs rapines, Joseph, sousdiacre, sortit la nuit, avec trois compagnons; ils ne trouvèrent que trois brigands endormis. De là une discussion pour savoir s'il fallait les tuer. Joseph garda le silence; il ne conseilla et ne s'opposa pas à la décision que prirent ses compagnons, d'appeler les gardes nationaux. Ceux-ci accoururent et parvinrent à arrêter un des brigands, qu'ils fusillèrent sur le champ. Joseph assista à l'exécution, par curiosité, sans y prendre aucune part; il refusa au contraire de prêter son fusil pour l'exécution. Sept ans se passent, et la S. Congrégation ne peut se décider à dispenser de l'irrégularité pour le diaconat un clerc qui s'est montré si éloigné *spiritu lenitatis* que les saints canons requièrent. (*Thesaur.* tom. 74, *Tricaricen.* p. 42; tom. 75, p. 4).

275. L'homicide accidentellement commis sans préméditation, mais par un mouvement de colère, fait contracter l'irrégularité. (c. *Quia te,* dist. 50). La S. Congrégation s'est prononcée plusieurs fois dans ce sens, quoique disent les théologiens. Thomas, chanoine, ayant perdu son frère, se charge de l'éducation de son neveu. Averti par le maître d'école que l'enfant se laisse entraîner par les mauvais conseils de ses condisciples et rentre trop tard à la maison, Thomas adresse de fréquents reproches. Un jour, rentrant longtemps après midi, l'enfant, effrayé des réprimandes, prend la fuite, et Thomas, emporté par un mouvement de colère, jette après lui un morceau de fer qui l'atteint à la tête et le tue sur coup. Le chanoine inconsolable se constitue prisonnier à l'évêché. La belle-sœur consentant, le tribunal juge que la prison préventive est une expiation suffisante; toutefois, pour donner un exemple, il impose cinq mois de retraite dans un couvent. Six ans après l'accident, la S. Congrégation dispense de l'irrégularité, *imposita aliqua salutari poenitentia arbitrio episcopi.* (*Thesaur.* tom. 74, *Abellinen.* p. 170; tom. 75, p. 13).

276. Le droit de légitime défense n'autorise pas à poursuivre des brigands, et encore moins est-il permis d'approuver qu'on les empoisonne. En 1810, Michel-Ange, prêtre, remplit sa maison d'hommes armés pour se défendre des brigands qui dévastaient le pays; il exhorta ces hommes à se bien battre et leur distribua les munitions de guerre avec lesquelles ils firent feu. Un autre jour, suivé de paysans armés, il poursuivit les brigands dans la campagne et il tira plusieurs coups de fusil, qui pourtant ne tuèrent ou blessèrent personne. Enfin, son frère, qui était pharmacien, donna du poison au chef de la bande; or, il approuva et il applaudit. Malgré toutes ces irrégularités, il continua de célébrer la messe, parce qu'il était persuadé de n'avoir pas encouru l'irrégularité en prenant les armes pour se défendre. Au mois de septembre 1814, quoique l'évêque garantît que la réhabilitation de ce prêtre à l'exercice des ordres ne produirait pas le plus léger scandale, la S. Congrégation répondit: *Expectet, et se recipiat per duos menses in aliqua religiosa domo, et redeat commendatus ab episcopo, et ad secretarium cum SSmo, attento veneficii crimine.* Le Pape accorda l'absolution des censures encourues pour avoir approuvé ou tout au moins n'avoir pas empêché l'empoisonnement du chef des brigands. La dispense de l'irrégularité fut donnée l'année suivante (*Thesaur.* tom. 75, *Marsicen.* p. 48).

277. A l'époque du royaume d'Italie, un curé inculpé de complicité à un homicide, fut traduit devant le tribunal séculier, qui ne put le condanner faute de preuves suffisantes. Il est vrai que l'enquête renfermait des indices; mais comme le tribunal séculier n'a aucune juridiction sur les clercs (Décrétale *Etsi clerici*, 4, *de judiciis*), l'enquête nulle *ipso jure* ne pouvait donner aucune preuve juridique (Rote, décision 380, *coram Ansaldo*). Il y eut toutefois l'infamie de fait résultant de l'opinion établie par la divulgation du crime; or, cette infamie entraîne l'irrégularité. C'est pourquoi le curé, au retour de Pie VII à Rome, demanda la dispense. (*Thesaur.* tom. 76, *Suessana,* p. 194, 215; tom. 77, p. 294).

278. Notre dissertation de la 39e livraison, intitulée: *Le Droit canonique en Italie sous le régime français*, renferme l'histoire du curé qui trahit indignement un pauvre réfractaire, le livra aux gendarmes, et servit ensuite de témoin pour le faire condamner à mort. Malgré cette coopération directe à l'homicide, le curé continua de remplir ses fonctions sans scrupule; il attendit 1815 et un avertissement de la S. Congrégation pour cesser de dire la messe. Ayant laissé un vicaire pour la direction de la paroisse, il partit pour Rome, pour ne pas éveiller la curiosité de ses paroissiens en s'abstenant de célébrer la messe. Loin de lui accorder la dispense de l'irregularité, la S. Congrégation enjoignit au vicaire capitulaire de procéder suivant le droit. Quatre instances qu'il présenta dans le laps de quinze mois de séjour à Rome, eurent pour réponse: *Expectet.* Enfin, il recourut directement à Pie VII, qui accorda la dispense et la réhabilitation, *dummodo tamen celebret Romae tantum.* Enfin, au mois de mars 1817, la S. Congrégation concéda la réhabilitation en ce qui concerne l'exercice de l'ordre, non pour la paroisse. « An sit consu- » lendum SSmo pro plenaria rehabilitatione ad ordinem et ad » paroeciam in casu? Sacra etc : *Affirmative quoad ordinem* » *tantum.* » Cette rigueur s'explique par la gravité du délit; le curé avait trempé dans un odieux piége dans le but de livrer au conseil de guerre un réfractaire qui était entré à l'hôpital sans se faire connaître et qui s'était confessé à lui; les agents de police se tinrent cachés, pendant que le curé interrogeait artificieusement le malade hors de la confession sur son vrai nom et son pays; de là un procès-verbal d'après lequel on arrêta le pauvre homme au sortir de l'hôpital. En outre, le curé pécha *defectu lenitatis* en témoignant devant le conseil de guerre, qui condamna à mort et fit fusiller le

réfractaire. Enfin, le curé, en continuant de célébrer, encourut une troisième irrégularité. (*Thesaur.* tom. 77, *Camerinen.* p. 60).

279. Le droit de légitime défense, quoique incontestable, expose à contracter l'irrégularité, lorsqu'on dépasse les justes bornes. Observons toutefois que la S. Congrégation accorde d'autant plus facilement la dispense, que le péril a été plus grand et plus imminent. Voici une dispense qui a été donnée à peine cinq mois après l'homicide. La province étant dévastée par une bande de brigands, Charles, prêtre, qui a été attaqué une fois dans sa maison pendant la nuit, et ne s'est échappé que par miracle des mains de ces malfaiteurs, lesquels ont massacré en sa place un pauvre paysan, prend le parti de fermer solidement sa maison et de placer un fusil à côté de son lit. En effet, les brigands reparaissent quelques jours après, et contraignent un paysan de frapper à la porte de Charles, en feignant d'avoir une lettre pour lui. Au lieu d'ouvrir sa porte, Charles envoie une ficelle par la fenêtre; en ce moment, les brigands tirent des coups de fusil qui le blessent à la main; Charles excité par cette aggression et craignant qu'on ne se porte à de plus grands excès, tire sur la troupe; par malheur, le coup atteint le paysan qui avait frappé à la porte, et qui meurt ensuite, plutôt par défaut de soins que des suites de la blessure. Le tribunal ne fait pas de poursuite. L'irrégularité est-elle encourue en ce cas? Charles enfermé dans sa maison n'était-il pas à couvert et le danger était-il imminent au point d'autoriser l'emploi des armes? Ceci s'est passé le 21 janvier 1817. Le 14 juin suivant, la S. Congrégation accorde la dispense. « An sit con» sulendum SSmo pro dispensatione ab irregularitate in casu? » Sacra, etc. *Affirmative peractis exercitiis spiritualibus per » decem dies in loco a vicario capitulari designando.* » (*Thesaur.* tom. 77, *Brundusina*, p. 185.

280. La révolution de 1848 et années suivantes a donné lieu à contracter l'irrégularité, surtout dans les pays qui ont été le théâtre de la guerre. En 1851 le vicaire capitulaire d'Albareale, en Hongrie, demanda la dispense pour trois prêtres, dont un quitta ses fonctions de vicaire dès le mois de novembre 1848 pour aller se joindre aux troupes hongroises; il servit pendant dix mois avec le rang d'officier, assista à plusieurs batailles, sans tuer personne, non assurément par défaut d'intention; il fit usage de l'épée comme tout officier. La S. Congrégation jugea que les deux années écoulées depuis ces événements n'étaient pas un laps de temps suffisant pour donner la dispense. – Deux autres vicaires quittèrent leur poste sans permission et s'enfermèrent dans la forteresse de Comorn, dans le seul et unique but, dirent-ils, de sauver leur vie. Pendant le siége, ils prirent l'épée pour garder les munitions, sans prendre part aux combats qui eurent lieu avec l'armée autrichienne. Aussitôt la forteresse prise, ils déposèrent les armes et demandèrent pardon aux supérieurs ecclésiastiques. La Pénitencerie autorisa l'absolution des censures; après deux ans de pénitence, la S. Congrégation du Concile accorda la dispense de la double irrégularité de fait et de droit qu'ils avaient encourue par la rebellion et en prenant les armes.

281. Peut-on interdire au clergé la petite chasse, sous peine de suspense *ipso facto*? Nos lecteurs savent que les SS. Congrégations goûtent médiocrement les suspenses qu'on encourt par le fait même, et préfèrent l'amende pécuniaire, avec faculté d'infliger la suspense en cas de récidive. Voici une affaire examinée par la S. Congrégation du Concile en 1854; nous donnons le *folium*, qui traite toute la question de la chasse. L'archevêque de Cosenza fit un décret défendant la chasse des petits oiseaux au fusil, sous peine de suspense.

« *Cusentina venationis, Die* 16 *decembris* 1854. – Archiepiscopus Cusentinus in actu S. Visitationis anno 1852 in oppido S. Joannis *in Flore* peractae, sequens decretum edidit: *Vuole e comanda che tutti i sacerdoti di detta forania si astengano dall' andare a caccia sotto pena di sospensione dalla celebrazione dalla S. Messa da incorrersi ipso facto.* Frustra nonnulli praedictae terrae sacerdotes de nimia decreti acerbitate apud archiepiscopum ipsum conquesti sunt. Confirmata enim jussione, ope vicarii foranei ipsis significatum est, *che tirano col fucile agli uccelletti incorreranno nella sospensione.* Quamobrem nil reliqui sibi esse duxerunt, quam ad S. hanc Congregationem suas deferre querelas postulantes, ut episcopale decretum vel revocetur omnino, vel saltem quoad poenam moderetur.

» Super hujusmodi precibus archiepiscopum audivi, ut referret de peculiaribus causis vel rerum adjunctis quae suadeant observantiam editarum praescriptionum circa venationem, ab eoque haec accepi: « Parochi et non pauci sacerdotes » S. Joannis in Flore duobus abhinc annis in decursu S. Visi» tationis certiorem me fecerunt, nonnullos ex illis sacerdo» tibus deditos esse venationi, utentes canibus et armis pro» hibitis, nec non induentes vestes grassatorum vulgo hic » dictos *briganti* cum scandalo publico. Ego innixus statutis » conciliorum generalium et provincialium, et animadvertens » venationem illos a gravioribus occupationibus, a studio, ora» tione, et spiritualibus exercitiis, et caritatis operibus avocare, » a Deo plurimum distrahere, et populo scandalum dare, at» que obnoxium esse variis periculis, praesertim in his regio» nibus, longum post examen cum meis convisitatoribus prohi» bui eos illa sub poena suspensionis a divinis latae senten» tiae. Idem sacerdotes objicientes venationem quietam esse » licitam, a me in residentiam reverso, ut praedictam sus» pensionem commutarem in suspensionis ferendae sententiae » expostularunt. At mihi cum notum sit, opinionem vetantem » omnem venationem etiam quietam esse juri conformiorem, » et sacerdotes qui nimio affectu, nimiaque frequentia vel » soli venationi quietae sese dedunt, persaepe eo tandem de» venire ut a praestituto suae vocationis scopo procul aberrasse » detegi, atque indulgentiam ad eamdem canonum violationem » alios sacerdotes hujus archidioecesis, qui tali vitio abhorrent, » tracturam, eorum expostulationibus restiti. Ob haec et alia » momenta quae praetermitto, existimavi non medicandam » praedictam poenam suspensionis a divinis latae suntentiae.

» Duplex investigatio instituenda occurrit in praesenti specie, altera quoad venationis prohibitionem, altera quoad poenam suspensionis ipso facto incurrendae contra decreti violatores inflictam. Ad venationem quod attinet *in cap. Multa sunt*, 1, *Ne clerici vel monachi saecularibus negociis se immisceant*, haec habentur: *Canes et aves sequi ad venandum.... ecce talia et his similia ministris altaris Domini, nec non monachis omnino interdicimus.* Praeterea *in cap.* 1 *de clerico venatore* sic statutum legitur: *Episcopum, presbyterum, aut diaconum canes, aut accipitres, aut hujusmodi ad venandum habere non licet. Quod si quis talium personarum in hac voluptate saepius detentus fuerit, si episcopus est, tribus mensibus a communione, si presbyter duobus, si diaconus ab omni officio suspendatur.* Et *in cap.* 2 *eod. tit.* clericis prohibetur venatio his verbis: *Omnibus servis Dei* (clericis, ut Glossa hic) *venationes, et sylvaticas vagationes cum canibus, et accipitres aut falcones interdicimus.* Et Concilium Tridentinum sess. 24, cap. 12 de Reform. *ab illicitis venationibus* abstinendum praecipit.

» Cum autem duae sint venationum species, alia clamorosa quae magno armorum, canum accipitrum apparatu exercetur, ut apri, cervi et majoris ferae capiantur, altera vero quieta quae solis laqueis et retibus aut etiam armis, sed paucis adhibitis canibus ad occidendum volatilia, lepores, aliasque minores feras instituitur; hinc quaeritur inter doctores, an utraque venatio clericis sit interdicta. Communis autem sententia

est, clamorosam dumtaxat, non autem quietam esse interdictam juxta Glossam *in dicto cap. episcopum*, 1, *de clerico venatore verb. voluptate*, ibi: *Ergo videtur, quod causa necessitatis, vel recreationis licitum sit, quod possit concedi aliis clericis excepto episcopo, cui omnino non licet, dist.* 34, *cap.* 1, *dummodo clamorosam venationem evitent.* Juxta hanc distinctionem animadvertit Giraldius *Expositio jur. Pontif. part.* 1 *ex lib.* 5 *Decretal Tit.* 24, *sect.* 858, ex doctrina Zypei *In juris Pont. novi analytica enarration. eod. tit.* videri non male interpetari posse *cap.* 12 *Concil. Trid. sess.* 24 *de Reform.* dum non absolute, sed ab *illicitis* dumtaxat venationibus canonicos omnes jubet abstinere, et sic etiam accipiendum esse *cit. cap.* 1 *Episcopum*, quod praecipit, abstinere ab immoderata omnium ferarum, et volucrum venatione, uti ex capitis verbis colligitur.

» Et hoc venandi genus, notat Ferraris *Bibliotheca canonica etc. v. Clericus, art.* 6, *num.* 9, approbasse videtur S. Congregatio Immunitatis *in una Civitatis Castellanae, sive Hortana Libertatis venandi pro clero Suriani* in qua sub die 23 augusti 1667 censuit rescribendum ad A. C. non impedita interim venatione ecclesiasticis, et sub die 10 decembris ejusdem anni, re iterum proposita, *censuit standum esse in decisis;* quod quidem non decrevisset, si omnis venatio esset clericis interdicta.

» At vero Benedictus XIV qui quaestionem hanc sapientissime et cumulatissime, suo more pertractat in opere *de Synodo dioecesana, lib.* 11, *cap.* 10, §. 6, *et seqq.* post recensitas opiniones *Bellet. Less. Barbosae, Piringh. Reiff.* qui tuentur solam venationem clamorosam clericis vetitam esse, suam sic aperit sententiam: « At licet haec opinio communior » sit, magisque inter doctores recepta, opposita tamen videtur » certe juri conformior: siquidem allegati canones a venatione » clericos arcent, quae non armis, sed solis avibus venatoriis, » puta falcone, aut accipitre, ac propterea sine ullo tumultu » et strepitu exercetur, uti illos legenti est manifestum. » Deinde variis in hac opinionum varietate synodorum quoad venationis prohibitionem constitutionibus relatis, praesertim concilii 1 provincialis a S. Carolo Borromeo celebrati anno 1565 *part.* 2 *Act. Eccl. Mediol. part.* 1, *p.* 19, ubi de clericis legitur absolute, *a venatione abstinebunt*, concludit: « Non posse « nimiae severitatis nota aspergi synodalem constitutionem » ablegantem clericos praecipue majorum ordinum, aut eccle- » siasticum possidentes beneficium a venationis exercitio. Ete- » nim nonnisi temere reprehenditur constitutio, cui juris com- » munis sanctiones, et S. Caroli Borromaei auctoritas pa- » trocinantur.

» In casu quo de agitur, ratione habita tum ad causas quibus motus archiepiscopus controversum edidit decretum, tum ad renovatam per vicarium foraneum jussionem, videretur in animo ipsum habuisse prohibendi usum dumtaxat immoderatum venationis in clericis, et quae cum armis offensivis exercetur unde scandalum, et admiratio oritur in populo, ipsisque clericis periculum vel occisionis, vel mutilationis, et consequenter irregularitatis imminet, nec non impedimento est, quominus studio, orationi, ac sacris ministeriis ea qua par est diligentia ac sedulitate incumbant. Quamobrem decretum hac ratione intellectum haud nimiae severitatis nota redargui posset, cum imo aequissimum, SS. Canonum dispositioni ac doctorum etiam opinionibus consentaneum videatur. Nam etiam praecipui doctores qui admittunt clericis licitam esse venationem, intelligunt de venatione quae fit cum retibus, laqueis, sine strepitu et clamore, et non pro sola voluptate venationis, sed necessitatis, aut honestae recreationis gratia, uti pluribus relatis auctoritatibus animadvertit Ferraris *loc. cit. n.* 16. Quibus perpensis, ubi communem sequi lubeat opinionem, non omnino in parte dispositiva revocandum esset decretum, sed ita moderandum, ut ex honesto solatio clericalis ordinis decus detrimentum non patiatur.

» Ad partem vero poenalem decreti quod attinet, dubitari potest, an semper expediat, archiepiscopum transgressiones ipsas censurarum gladio latae sententiae vindicare. Tridentina Synodus *sess.* 25, *cap.* 3 *de Reform.* omnes ecclesiarum antistites in hunc modum admonuit: *Quamvis excommunicationis gladius nervus sit ecclesiasticae disciplinae, et ad continendos in officio populos valde salutaris, sobrie tamen, magnaque circumspectione exercendus est; cum experientia doceat, si temere aut levibus ex rebus incutiatur, magis contemni quam formidari, et perniciem potius parere quam salutem.* Ad rem autem perpendit idem Benedictus XIV *de synodo dioecesana lib.* 10, *cap.* 1, quae de excommunicatione dicta sunt, intelligi etiam debere de suspensione. Hinc contra paucorum doctrinam affirmantium suspensionem ob levem culpam ferri posse, docet cum Suarez Vasquez, Layman etc. suspensionem a divinis, seu ab officio et beneficio ad longum tempus, nec valide propter culpam levem, nec prudenter propter lethalem, quae gravioribus non accenseatur, irrogari; quod si, prosequitur, omnium doctorum consensu grave, et enorme crimen requiritur ad irrogandam censuram etiam quam vocant comminatoriam et ferendae sententiae; multo sane gravius, et execrabilius esse oportet delictum, ob quod infligatur censura latae sententiae, qua nimirum homo, per solam legis transgressionem, nulla praevia monitione, ejusdem legis ministerio statim perstringitur. Verum contingere potest, ceu idem laudatus Pontifex *cit. loco cap.* 3 optime perpendit, ut res quae in spectata levis esse videtur, gravis tamen ob adjunctas circumstantias evadat. In hoc autem rerum eventu, si episcopo alius non suppetat modus, etiam censuris uti licere. Ex quibus concludit, impossibile esse, ut episcopis certa praescribatur norma, ad quam tuto et sine offendiculo conformare se queant in decernendis censuris latae sententiae, cum res pendeat a rerum, locorum, et temporum conditionibus, quas perpendere ad ipsorum prudentiam pertinet.

» Jam vero, quamvis haud sub gravi venatio in genere, imo nec venatio clamorosa *dummodo non sit frequens*, prohibita clericis sit, ceu docet S, Alphonsus de Ligorio in opere cui titulus *Homo Apostolicus Tract.* 10, *cap.* 3, *num.* 72; attamen sedulo perpendendum est num peculiares loci circumstantiae, quarum meminit archiepiscopus in sua informatione, hanc gravitatem inducant, ita ut necesse omnino sit hujusmodi abusum censurarum ense praecidere. Ceterum, juxta praesentem Ecclesiae disciplinam, episcoporum arbitrio relinquendas esse poenas contra clericos venationi vacantes docet Giraldius *cit. loco;* ubi tamen notat, hanc poenam non debere esse nimis rigorosa, praesertim pro prima vice, nec sub excommunicatione ipso facto, aut privatione privilegii clericalis, uti ex decretis Congregationis Episcoporum et Regularium *in Assisien.* 16 *martii* 1622, *et in Eugubina* 16 *januarii* 1596, *in Licien* 18 *junii* 1602, *et* 15 *aprilis* 1604, *et in Squillacen.* 15 *julii* 1605, *Bibliot. v. Clericus art.* 6, *n.* 35.

» Pro coronide juverit heic referre resolutionem editam ab hac S. Congregatione *in Sarnen.* 21 *aprilis* 1703 *lib.* 53 *decr. p.* 157, in qua haec eadem quaestio acta est. Publico edicto prohibuerat episcopus sacerdotibus civitatis venationes et ludos sub poena suspensionis ipso facto. Ab episcopi autem edicto reclamarunt sacerdotes apud hanc Sacram Congregationem exponentes nimis gravem ipsi fore prohibitionem praedictam, et signanter suspensionem ipso facto, et proinde supplicarunt declarari, edictum non substineri. S. Congregatio audita relatione episcopi, *censuit substineri edictum, commutata poena suspensionis in pecuniariam locis piis applicandam, et carcerationis arbitrio episcopi, ac etiam censurarum in subsidium ferendae, sed non latae sententiae.*

» Datur dubium: *An et quomodo edictum archiepiscopi substineatur in casu etc.?*

« Sacra Congregatio respondit: *Affirmative, et ad mentem.* Mens est, ut scribatur archiepiscopo pro moderatione pœnae,

vel in spiritualibus exercitiis, vel in pœna pecuniaria locis piis applicanda, et in casu recidivae etiam in censuris ferendae, sed non latae sententiae. Die 16 decembris 1854. »

Ainsi, la chasse est interdite aux clercs. (c. *Esau*, dist. 86). La raison en est que la chasse diffère peu de la boucherie, déjà interdite pour eux. La pauvreté n'est pas une cause légitime qui permette aux clercs la chasse bruyante; aussi ne leur est-il pas permis d'avoir des chiens de chasse (Clémentine *Ne in agro*). Quoique la chasse non bruyante et de pur divertissement ne soit pas interdite aux clercs, elle l'est pourtant pour les évêques en toute hypothèse. Observons que les clercs acquièrent légitimement ce qu'ils gagnent par la chassse, quoique défendue. La pêche n'est pas interdite, mais on doit excepter les jours de fête (c. *Licet, de feriis*).

XVI. Suite du même sujet. Armes.

282. Il nous reste à donner quelques décisions inédites de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers et de l'Immunité, pour compléter la question.

283. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, en 1706, examinant les décrets d'un visiteur apostolique, ordonne d'en adoucir quelques-uns; le premier est ainsi conçu: « La peine » de dix ans de galères contre les clercs et les prêtres qui » portent des armes, sans aucune distinction, doit être mo- » dérée. »

284. Nous avons parlé plus haut des statuts synodaux d'Alessano corrigés par la S. Congrégation en 1720. L'article 1er est ainsi conçu: « Pour ce qui concerne le port des armes, la S. Congrégation entend qu'il soit interdit à tous les ecclésiastiques sous des peines corporelles; et lorsqu'il y a lieu de le permettre conformément aux saints canons, la permission devra être gratuite. »

285. Voici un exemple de l'irrégularité que l'on peut encourir en effrayant quelqu'un que le désespoir porte au suicide. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque: « V. S. doit être informée de l'infanticide commis par Angèle N. et de toutes les circonstances de ce fait. Lorsque cet horrible délit se divulgua, Jérôme N. et Louis S. prêtres adressèrent de grands reproches à cette malheureuse femme, en lui disant qu'elle était perdue sans ressource, et qu'elle serait ou pendue, ou brûlée. Angèle sortit toute tremblante et épouvantée de la maison, et alla se jeter par désespoir dans un puits où elle se noya et mourut de la manière la plus regrettable. Les deux ecclésiastiques sont coupables d'avoir mis cette femme au désespoir et donné occasion à sa mort comme cause médiate. V. S. devra leur faire une rude monition pour leur très-imprudente conduite et les avertir de mettre ordre à leur conscience pour l'irrégularité qu'ils peuvent avoir contractée. Rome, novembre 1727. »

287. Le vicaire général qui fait incarcérer brutalement une femme et cause par là l'avortement, contracte l'irrégularité. En 1755 la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque: « Le Saint-Père a été informé que dimanche 22 juin le pro-vicaire général, en l'absence de V. S. fit incarcérer vers l'heure de midi sur la place publique qui était remplie de monde Rose, femme de NN., laquelle était communément regardée comme très honnête, et qu'il la fit conduire garrotée en prison; étant grosse, et l'émotion lui faisant redouter un accident, elle prévint les agens de l'autorité. Une très-habile sage-femme de la ville et le curé lui-même confirmèrent qu'elle était vraiment enceinte. On entendit cette pauvre femme crier au secours du fond de son cachot. Quoique prévenu de tous ces faits, le pro-vicaire général se montra inflexible. Depuis le moment de son incarcération jusqu'au lendemain au soir, c'est à dire pendant près de trente heures, personne n'alla la voir et lui porter des vivres. Le géolier la trouva à moitié morte; l'enfant dont elle avait avorté était mort sans baptême. La pauvre femme est sortie de prison, mais elle est encore en danger de mort. Un fait de ce genre a causé une vive émotion dans l'esprit du Saint-Père, qui m'a ordonné d'écrire à V. S. de prendre les informations les plus exactes; et, si le fait est vrai, de procéder sévèrement contre le vicaire-général à l'application de la peine qu'il mérite. Rome, 13 juin 1755. » L'évêque ouvrit une enquête, et en transmit les actes à la S. Congrégation, qui lui écrivit de nouveau, le 20 août: « Vu ce que V.S. a exposé dans sa lettre du 11 juillet concernant l'incarcération de Rose N. et les conséquences qu'elle a eues, le Saint-Père (Benoît XIV) dans l'audience du 8 de ce mois, a bien voulu remettre l'affaire au jugement de V. S. et lui communiquer par la présente les pouvoirs nécessaires pour dispenser l'ex pro-vicaire général de l'irrégularité que lui a fait contracter l'avortement causé par l'incarcération, à condition pourtant qu'il devra faire à cette femme une aumône dont le chiffre sera déterminé par V.S. C'est ce que je lui communique en renvoyant le procès. Rome, 20 août 1755. »

288. Un édit de la secrétairerie d'Etat, en date du 22 octobre 1816, réserva aux magistrats de police de l'Etat pontifical la concession du port d'arme pour la chasse. D'autre part, les prescriptions canoniques statuent que les clercs ne peuvent porter des armes que par autorisation de l'évêque. On crut d'abord que l'édit du 22 octobre modifiait la discipline des saints canons; mais le cardinal Consalvi déclara bientôt que les droits des Ordinaires subsistaient pleinement par rapport aux clercs. Voici les représentations qui furent adressées à l'illustre secrétaire d'Etat par le secrétaire de la S. Congrégation de l'Immunité:

« La S. Congrégation de l'Immunité, sans attaquer les dispositions souveraines, qu'elle proteste, au contraire, de vouloir respecter en toute circonstance, regarde comme un inviolable devoir de ses attributions naturelles de soutenir les droits des évêques, qui sont les dépositaires de la discipline de l'Eglise, et de défendre l'honneur de celle-ci. Ces principes doivent convaincre suffisamment votre Eminence que l'évêque de Spolète n'a commis aucun attentat contre l'édit de la secrétairerie d'Etat en date du 22 octobre dernier, lequel a attribué exclusivement aux magistrats de police la concession du port d'arme pour les ecclésiastiques eux-mêmes. Or dans la notification du 14 novembre, l'évêque a déclaré à son clergé que l'usage du fusil serait illicite sans la permission de l'Ordinaire. On ne peut contester aux Ordinaires le droit d'accorder ou de refuser aux clercs tout ce qu'ils croient nécessaire ou convenable; d'ailleurs, l'évêque, en affirmant ses droits, n'a rien dit contre ceux de l'autre autorité. Ce prélat a bien moins encore franchi les limites de la subordination qu'on doit avoir envers les décisions pontificales, en tâchant de faire parvenir ses respectueuses réclamations au trône du Saint-Père sur des choses qui regardent l'immunité ecclésiastique par l'intermédiaire de cette S. Congrégation, qui est l'organe le plus compétent, et le seul qui doive s'en occuper exclusivement en vertu de son institution. C'est pourquoi la S. Congrégation ne voit pas que la conduite de l'évêque de Spolète, dont l'esprit de soumission au Saint-Siége est d'ailleurs connu, ait été inconvenante et rebelle en ce cas. Avec ces principes bien justes, la S. Congrégation ose espérer que les évêques ne seront pas taxés d'insubordination aux intentions souveraines, lorsqu'en voyant que celles-ci sont ouvertement en opposition avec les canons, ils s'adressent au tribunal qui en est l'interprète officiel, et demandent des éclaircissements au Saint-Père par l'intermédiaire de la S. Congrégation de l'Immunité; car il peut souvent arriver que le Saint-Père, dans sa haute sagesse et par suite de nouveaux renseignements, ne refuse pas d'atténuer et de révoquer quelquefois

les dispositions qu'il a prises, suivant que le bien général l'exige. Il est donc impossible d'admettre que la S. Congrégation de l'Immunité ne doit pas s'occuper des choses sur lesquelles le Saint-Père a publié quelque loi particulière, pourvu qu'elle observe en cela le mode convenable. Elle est persuadée qu'en prenant justement le parti de l'évêque de Spolète, elle ne se met nullement en opposition avec les dispositions souveraines. Si l'on commence à Rome, où sont tournés les regards des ennemis de l'autorité ecclésiastique, à enchaîner servilement et indignement le pouvoir et la juridiction des évêques, quelles ne seront pas les prétentions des potentats du monde pour étendre leurs droits au préjudice de la juridiction ecclésiastique? La S. Congrégation conserve l'assurance que le Saint-Père saura concilier les prescriptions canoniques avec les mesures de prudence que requièrent les circonstances et l'époque où nous vivons. L'édit du 22 octobre est certainement très préjudiciable à l'Eglise. D'autre part, l'union des deux puissances se soutenant l'une l'autre dans l'exercice de leurs droits sans jamais en franchir les limites, ne peut être que très avantageuse. Nous devons espérer que s'il survient désormais des plaintes contre les évêques et au préjudice de leurs droits sacrés, le Saint-Père daignera les soutenir dans l'accomplissement d'un devoir inviolable ; les serments qu'ils ont prêtés, le bien général de l'Eglise, l'avantage particulier de leurs ouailles et l'édification des fidèles concourent à leur imposer ce devoir. Rome, le 11 décembre 1816. »

Consalvi fit droit à la réclamation. Une circulaire en date du 14 décembre 1816 recommanda de respecter les droits de l'Ordinaire pour la concession du port d'arme lorsqu'il s'agit des ecclésiastiques.

La S. Congrégation de l'Immunité n'eut connaissance de cette circulaire réparatrice que six ans après, au mois de février 1823.

Le 27 janvier de cette année la S. Congrégation adressa au cardinal Consalvi la dépêche suivante:

« Plusieurs Ordinaires ont consulté la S. Congrégation de l'Immunité sur la discipline réellement établie par le Saint-Père au sujet du port d'arme de chasse en ce qui concerne les ecclésiastiques. Ils désirent connaître les droits que cette discipline leur réserve, afin d'agir avec sécurité et sans s'écarter des intentions souveraines. La S. Congrégation ne connaît que l'article 13 de l'édit que publia la secrétairerie d'Etat par l'ordre du Saint-Père le 22 octobre 1816 sur l'organisation de la police. Quelques Ordinaires ont insinué qu'il peut y avoir eu dans la suite une décision relative audit article, et que la S. Congrégation ne connaît certainement pas. Voulant leur répondre d'une manière précise et sans s'exposer à tomber dans quelque erreur, elle s'adresse à Votre Eminence, en la priant de vouloir bien, avec sa bonté ordinaire, communiquer les instructions propres à faire observer en tous points les dispositions pontificales. Rome, 27 janvier 1823. »

Le cardinal envoya la copie de la circulaire du 14 décembre 1816, et la S. Congrégation en accusa réception par la lettre suivante:

« Le soussigné est très sensible à la gracieuse attention que montre Votre Eminence envers la S. Congrégation de l'Immunité en lui adressant la copie de la circulaire de la secrétairerie d'Etat renfermant les instructions sur le port d'arme de chasse en ce qui concerne les ecclésiastiques, et sur le droit réservé aux Ordinaires sur ce point; circulaire expédiée le 14 décembre 1816 aux cardinaux légats, aux évêques, aux délégats de l'Etat pontifical et aux gouverneurs de la *Comarca*. Le soussigné remercie humblement Votre Eminence au nom de la S. Congrégation etc. Rome, 14 février 1823. »

Ainsi les clercs ne peuvent pas prendre le port d'arme et le permis de chasse sans l'autorisation préalable de leur Ordinaire.

289. Une lettre de la S. Congrégation de l'Immunité à l'évêque de Bragance en date du 27 janvier 1829 donne le pouvoir de dispenser de l'irrégularité un clerc qui s'était battu en duel par dévouement à la cause du roi. On remarque dans cette lettre quelques-unes des formalités canoniques qui doivent accompagner ces dispenses:

» Brigantiae in lusitania episcopo. — Facta potestate a » SSmo Dno Nostro Leone XII sub die 24 currentis, S. Con- » gregatio Immunitati ecclesiasticae et controversiis jurisdictio- » nalibus praeposita, amplitudini tuae tribuit facultatem dispen- » sandi (etiam per alium tibi benevisum) ab irregularitate quam » contraxit clericus Franciscus Fernandes Barreira hujus dioe- » cesis ob sclopi explosionem in certamine, ut ipse exponit, » cum sociis causae regiae studentibus. Praemittat tamen » clericus juratam in scriptis obligationem in episcopali can- » cellaria servandam, de se abstinendo a similibus, et inde » imponatur ei salutaris poenitentia. Curet amplitudo tua cle- » ricos tuae dioecesis monere praescripsisse nobis Dominum » mites esse et humiles corde, sacrosque canones stricte inhi- » bere clericis pro fide et rege animam ponere, sed id non » nisi necessitate suadente (et haec ab episcopis judicanda) » non propria auctoritate, nec in singulari certamine. Et » Deus etc. Romae, 27 januarii 1829. »

XVII. Cohabitation des femmes.

290. Avant de parler des clercs *in sacris* qui ne peuvent se marier, notons quelques particularités relatives aux clercs minorés légitimement unis en mariage et aux Orientaux que l'Eglise romaine tolère dans cet état.

291. Les femmes des clercs grecs ont droit à l'immunité et ne peuvent être citées que devant le tribunal ecclésiastique. En droit, les priviléges accordés au mari sont censés s'appliquer à la femme. Les canonistes disent aussi que l'immunité appartient à la femme qui vit séparée de son mari, lequel aurait fait publiquement vœu de chasteté en entrant dans quelque congrégation religieuse (Abbas c. 2 *de foro compet.* Decian. *tract. crim.* p. 1, lib. 4. Marquat. *de coelibatu* p. 3, c. 1.)

292. Les enfans légitimes des clercs relèvent de la juridiction ecclésiastique, du vivant de leur père ; car ils sont réputés comme une seule et même personne, comme la même chair et la même voix. Le veuf qui embrasse l'état ecclésiastique communique l'exemption à ses enfans. Ce privilége ne s'étend nullement aux enfans naturels, qui ne sont pas regardés par la loi comme étant en puissance du père. Comme les enfans des clercs grecs sont légitimes, ils ont part au privilége du for (Dec. c. *Cum plenariae*, de privileg.)

293. Les clercs mariés, tels que les Orientaux et les clercs minorés dans l'Occident, ont le pouvoir d'incarcérer leurs femmes dans une prison privée; ce qui est interdit aux laïques (c. *Placuit* 33, quaest. 2. Simon Majolus, *de irregul.* lib. 5, c. 41).

294. Les clercs *in sacris* ne peuvent pas se marier (clement. 1 de consang. c. 1 *Ne clerici; c. Erubescant; Nemo; Si quis eorum)*. Quoique la continence soit de conseil et non de précepte, et quoique l'Eglise n'oblige personne de la garder, néanmoins elle peut, en conférant l'ordre, imposer la loi qu'elle veut, comme le peut tout homme qui donne son bien. L'ecclésiastique *in sacris* qui tente de se marier, encourt l'excommunication, devient suspect *in fide*, et perd le privilége de l'immunité (c. *unico, de cleric. conjug.* in 6). Tous les bénéfices et les pensions ecclésiastiques sont perdus pour lui. Le mariage secret fait encourir toutes ces peines comme le mariage public. Le concile de Trente n'excommunie pas

seulement ceux qui se marient, mais aussi tous ceux qui soutiennent que les clercs engagés dans les ordres sacrés peuvent se marier, et que ce mariage est valide nonobstant la loi de l'Eglise ou le vœu.

295. Les clercs *in sacris* qui se marient font un plus grand péché que s'ils commettaient un adultère.

296. Les enfants du mariage d'un clerc *in sacris* ou d'un religieux, ne peuvent jamais être regardés comme nés d'un mariage putatif, parce que nulle erreur ne peut excuser le père qui connaissait fort bien son état.

297. Les clercs ne peuvent pas retenir des femmes dans leur maison, surtout si elles sont suspectes, comme on le voit dans les divers canons des décrétales, titre *de cohabitatione clericorum et mulierum;* Concile de Trente, sess. 25, c. 14. La première raison en est que la maison de César ne doit pas même être suspectée. La seconde raison est que la cohabitation expose à un très grand danger de perdre la chasteté. Nous lisons dans le livre des Proverbes c. 6. *Nunquid potest homo abscondere ignem in sinu suo, ut vestimenta ipsius non ardeant, aut ambulare super prunas, et non comburantur plantae ejus; sic qui ingreditur ad mulierem non erit immunis cum tetigerit eam.* S. Grégoire le Grand recommande instamment de fuir toute cohabitation : « Qui corpus suum continentiae dedicat, habitare cum mulieribus non praesumat, ne ruina ruenti tanto repentina subrepat, quanto mala concupiscentiae ex praesentia concupitae formae fœminarum. »

298. La cohabitation avec une femme suspecte est un péché mortel pour le clerc (card. de Turrecremata, c. *Interdixit,* 32 dist.)

299. Les saints canons défendent aussi de converser fréquemment avec les femmes et de leur écrire (c. *Clericus,* dist. 81; c. 2 de cohabit. cler. et mul.) A plus forte raison dans des endroits secrets et éloignés de toute surveillance.

300. Il est également interdit aux clercs de fréquenter les couvents de femmes ; autrement ils se rendent passibles de la suspense (c. *His igitur,* dist. 24, c. *monasteria,* de vita et honest. cleric.)

301. La maladie écarte la suspicion d'incontinence, et rend nécessaire le service des femmes, selon ce qui est dit dans l'Eccles. *Ubi non est mulier, ingemiscit æger.* On peut voir Thomas Actius tract. *de infirmis,* part. 2.

302. L'interdiction de cohabiter avec les femmes s'étend à plus forte raison aux évêques (c. *Quorundam,* dict. 34). Les canonistes n'exceptent pas la mère et la sœur, et ajoutent qu'après les monitions légales on peut procéder à la déposition de l'évêque qui ne renvoie pas de son palais toute sorte de femmes.

303. Que d'hommes vertueux et saints ont péri pour avoir eu trop de rapports avec les femmes ! On peut en voir des exemples dans Marquat (trait. *de celibatu,* p. 1 c. 8).

304. Nous transcrivons une curieuse remarque que nous trouvons dans Charles de Grassis, traité *de effectibus clericatus,* p. 451 : « Trigesimus secundus effectus est quod licet amplexus, vel oscula, vel tactus mammillarum praesumatur factus causa libidinis, ut late per Menochium tract. *de praesumptionibus,* lib. 5, praes. 2... Nihilominus si is talis, qui faceret praedictos, et similes actus, esset clericus, praesumeretur eos fecisse causa spiritualis amoris et benedictionis potius quam libidinis (c. *In scripturis,* 96 dist. glos. in c. *Absit* 11, qu. 3. Abbas in cap. *Estote,* n. 5. Guglielm. de Benedict. in repet. c. *Raimutius* n. 208, de testam. Mascar. de probat. concl. 981; qui dicit quod actus praedicti a clerico praesumantur potius facti causa charitatis quam libidinis... Sed in isto casu contrarium, et melius, ut puto, tenuerunt Dec. in l. *non hoc* n. 11. c. *unde legit* ubi dicit quod praedictus effectus non potest esse verus arguendo a communiter accidentibus. Et contra praedictam opinionem videtur textus in c. *Si clericus solus,* et c. *In omnibus,* dist. 80, ubi ex sola locutione clerici cum muliere malum praesumitur. Quae secunda opinio tanto facilius procederet, ubi mulier, quam amplectitur, esset juvenis, et formosa. Guglielmus de Benedictis dicit quod primam opinionem semper intellexit, ubi mulier esset vetula, ad minus sexagenaria, vel deformis, et turpissima, aut talis, in qua foedus naturale nihil saevi criminis suspicari permittat. Sed si mulier esset pulchra, tunc dicta prima opinio non procederet in clerico, quantumvis religioso, etiamsi esset frater de monte Carmelo, aut de monte Oliveto, ut dicit ipse Guglielmus de Benedictis. »

305. Quoique les clercs ne puissent être incarcérés pour une dette civile, on peut les arrêter dans les causes criminelles, pour un délit énorme, lorsqu'on craint la fuite du coupable. (Concile de Trente, sess. 25, c. 6). Les canonistes avertissent les supérieurs ecclésiastiques de n'ordonner l'arrestation des clercs que lorsque le délit est prouvé dans une instruction où l'on a déjà examiné plusieurs témoins. Autrement les supérieurs ecclésiastiques encourent l'excommunication. Comme l'arrestation d'un clerc cause une irréparable préjudice à sa réputation et un grand scandale dans le peuple, il ne faut ne s'y déterminer que par nécessité. Segura de Avilos (*Directorium juris ecclesiastici,* part 2, c. 13) dit fort bien: « Heu quam inique et imprudenter clericorum captura a judicibus ecclesiastici fori hodie practicatur, qui quidem cupiditate seu jactantia ducti et excitati, ob levia quaecumque delicta et ubi fuga minime timetur, et praesertim ubi poena corporalis non venit irroganda, ad incarcerandos et affligendos Christos Domini ex quali informatione seu levissimis praesumptionibus procedere non verentur. » Bermod. Coveron. (tractatus *de publicis concubinariis)* dit que les clercs ne doivent pas être incarcérés d'après une enquête vague et incomplète, parce qu'en les délivrant ensuite il n'est plus possible de leur rendre la réputation atteinte par l'incarcération. Le clerc incarcéré pour un délit qui n'est pas très grave doit, en tout cas, être élargi sous caution; tous les canonistes en conviennent.

306. Après avoir énoncé ces principes généraux, nous allons rapporter dans l'ordre des temps diverses décisions inédites de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers et de celle du Concile.

307. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers procéda, en 1680, contre un évêque qui avait séduit une religieuse et en avait eu un enfant. Ayant retrouvé la plupart des pièces de l'affaire, nous avons remarqué un mémoire où l'on prouve que le crime en question renferme à la fois le sacrilége, l'adultère, l'inceste, le viol, et même la lèze-majesté, et l'on demande une enquête, et l'établissement d'un vicaire apostolique chargé de gouverner le diocèse. Voici ce document:

« Episcopus monialem Deo sacratam stupravit, praegnantem reddidit, et cum ea habuit filium, qui vix baptizatus vita migravit; alioquin ex apostolo perditionis filius appellaretur, ut ex Concilio Arelatensi dixit textus in c. *Sciendum.* 27, qu. 1. Veh! ille commisit scelus detestabilius omnium, si credimus textui in c. *Adulterii,* 22, qu. 7; ex eo quia virgines Deo sacratae sunt templum et vasa D. N. Jesu Christi ac sacrarium Spiritum Sancti, c. *Decernimus,* 28, dist. Tum etiam quia ex hoc uno quatuor oriuntur crimina, sacrilegium scilicet, adulterium, incestum et stuprum. De tribus scilicet incestu, adulterio et sacrilegio loquitur Abbas in cap. *dilectus, de purgatione canonica,* n. 2. Decian. lib. 8, *tract. crim.* c. 20, n. 1. et Menoch. *de arbitr.* cas. 389. Annectunt quarto stuprum. Ego tamen non omittam Sperellum dec. 137, qui dixit committi etiam crimen laesae majestatis, et talis delinquens dicitur praecursor Antichristi. Quid in praelato, episcopo et pastore, qui gregem sibi commissam devoravit, quando gentiles

et ethnici vestales adeo venerati sunt, ut ipsarum violatores ultimo donarent supplicio, ut memoriae proditum est a Suetonio in Domitiani Vita, cap. 8; et est text. in l. *Si quis non dicam rapere, c. de episc. et cler.*

» De hoc execrando crimine non potest dubitari reperiri convictum, saltem ex indiciis indubitatis quae in istis delictis suae naturae occultis verae, legitimae et concludentes sunt probationes. Modo supplicatur pro parte fisci et adhaerentis primo episcopum tanti criminis authorem restringi et carceribus detrudi, cum qualitas sceleris commissi aliter eum esse audiendum et examinandum non suggerat, maxime attento scandalo, quod in toto regno hujus facti conscio conceptum est. Infelix regnum! Romae olim cum hoc eveniebat flagitium magnarum calamitatum praesagium erat. Tacit. lib. 2, et 4. Liv, lib. 8. et 12. Cujus verba adscribere libet: « Qui terrores tamen eo evasere, ut Opima virgo vestalis damnata incesti pœnas daret. » Et lib. 12: « Territi etiam super tantas clades, cum coeteris prodigiis tum quod duo vestales eo anno Opima atque Florina stupri comperta, et altera sub terra, ut mos est, ad portam Collinam necata fuerat, altera sibimet ipsa mortem consciverat. » Quid mirum ergo si regnum incendia, excidia, ruinae ac mala humani generis omnia undique obsident, cum virgines Deo vero sacratae non falsis gentilium Diis corrumpantur, sed ab ipsismet pastoribus, qui eas custodire debent, et tamquam lupi rapaces devorant. Proh dolor! Ad rem redeundo, ipse episcopus vocatus ordine SSmi accedens, debet statim examinari ut docet Faler. in sua *Pract. Crim.* verbo, *et si compareant ante contumaciam examinantur*, n. 13 et ibi: « Adden n. 4 et successive stricte super tali delicto interrogari et examinari, ut deinde servatis legitime servandis, ad expeditionem causae procedi et ad poenas condignas condemnari possit.

» 2. Supplicatur pro remotione vicarii episcopi, et transmissione vicarii apostolici cum pendente inquisitione et causae expeditione, aequum nec justum sit in administratione existere et continuare (c. *Licet*. §. *Quia vero, de Simonia* c. *Venerabiles, de Officio et potestas judicis deleg. in* 6). Trina adducitur per Doctores ratio hujus suspensionis ab administratione. Prima ratione infamiae. Secunda, ne officialis persistens in officio terreat testes, qui in formali deponunt, prout experientia constat in casu praesenti, quandoquidem testes probabiliter informati de delicto in opere suo evasere et quos ad fisci favorem deposuere, hodie persequitur vicarius episcopalis, et tertia ad evitanda scandala, ut notat Franch. decis. 8, qui aliam adducit rationem, nempe quia ipso quod quis male incipit se gerere in publicae rei administratione, debet statim interdici ab illa, ne respublica novum damnum sentiat.

» 3. Supplicatur pro reintegratione viaticorum et expensarum, quae fisci adhaerens pro demonstrando eodem accusato. reo tanti facinoris coactus fuit persolvere et expendere, cum licet accusator teneatur suis sumptibus et expensis processum fabricari facere contra reum accusatum, ipso tamen reo demonstrato, reintegrari debet; ita est observantia S. C. et testatur Nicolius, verbo *Reus*, n. 2; et est juris determinatio dicit Carleval. *de jud.* disp. 5, tom. 1; Guazzin. *defens.* 13, cap. 1; ubi ex resolutione Signaturae necessaria sunt inditia ad torturam ut reus reintegrare debeat accusatorem de viaticis et confirmatur ex communi doctorum conclusione, quod promittens verificare delictum et delinquentes qui occulti sunt curiae, dummodo ei indultum concedatur, indultum consequitur et verificasse dicitur promissa, si indicia suggerat ad torturam sufficientia, ut videre est Abbatem in c. *Cum inter de purg. can.* quamvis Guazzin. defens. 13, cap. 1, substineat et observari referat sufficere gravari reum indiciis sufficientibus ad transmittendam informationem, et ita supplicatur pro nunc. — Quare etc. »

« La S. Congrégation des Evêques et Réguliers enjoignit au prélat de se retirer dans un monastère de Rome, et délégua le métropolitain pour instruire le procès.

« Reducto episcopo in aliquo monasterio in Urbe deputetur » metropolitanus vel alter in judicem pro impinguatione pro» cessus juxta instructionem faciendam, et interdicto suspen» datur jurisdictio ordinarii arbitrio S. Congregationis, per » quam deputetur vicarius; et quoad viatica, habebitur ratio » tempore opportuno. Die 17 decembris 1680. »

308. La S. Congrégation ne se hate pas d'infliger des censures, mais elle recommande de faire d'abord le précepte de ne pas converser avec les personnes suspectes: et ce précepte lui-même doit être précédé des monitions canoniques, à moins qu'une enquête en règle n'ait mis des faits et des indices à la disposition de la justice. Voici une décision et un plaidoyer propres à montrer divers actes de la procédure.

« *Larinen. Praetensi concubinatus.* Mensibus elapsis R. D. Tormentonus unus ex participantibus cleri sancti Mercurii Serrae Larinen. dioceseos cum aliis presbyteris dicti cleri se opposuit, ac admittere recusavit in dicto clero pro media portione Carolum Constantinum, ut ex recursu habito ad hanc S. Congregationem de mense septembris praeteriti. Quod aegre ferens episcopus Larinen. curavit par ejus promotorem sub praetextu rixae initae sub die 15 julii 1682 inter Ascentiam ejus novercam et Hippolytam Ferreram, alias Caravillam, in qua accurrisse supponitur dictus Tormentonus, et ex ejus domo ejecisse in gratiam dictae Caravillae praefatam suam novercam quae confugiendo ad aliquas mulieras et conquesta de tali expulsione cum bina percussione parvae virgae super humeris promotor fiscalis die 16 dicti mensis, ne tale delictum impunitum remaneret, ad informandam curiam dictas mulieres citavit, et examinatae una cum Dominico Macciuchino, deposuerunt dictam rixam provenisse causa commercii dicti Tormentoni cum dicta Caravilla, ex quo promotor fiscalis die 18 dicti mensis citari curavit dictum Tormentonum ad informationem curiae de et super practica illicita habita cum dicta Caravilla. fol. 8.

» In termino comparente dicto Tormentono, fuit illi injunctum absque alia denunciatione, ac praevio constituto, ut se conferret ad domum sub poena ducatorum 50 illamque loco carceris haberet indeque habilitatus per palatium et inhibitus a celebratione missarum.

» A quo gravamine dictus Tormentonus recursum habuit ad hanc S. Congregationem, quae pluries pro actorum transmissione rescripsit episcopo Larinen. Tandem post duos menses illa transmisit, et cum ex illis appareat curiam Larinen. nulliter et injuste processisse, et causa referenda sit in hac S. Congregatione, supplicatur pro decreto absolutorio et concedendum videtur.

» Nam fuit formata querela ex praetenso capite quod D. Tormentonus ejecisset a domo propria Angelam ejus novercam, et postea punitus sub praetextu illicitae practicae cum Caravilla, nullo juris ordine servato, minusque dicto praetenso reo constituto, ac delicto probato, et decretum petitionis penitus diversum, dictaeque mulieres examinatae pro curiae informatione, absque dicti praetensi rei citatione, non solum non probant, sed nec inditium probationis faciunt. Farinac. cons. 5, n. 89 et seqq.

» Ultra quod tantum deponunt dictam Caravillam ad domum D. Tormentoni accessisse, nec ullam reddunt scientiae causam de dicta praetensa practica carnali. Imo deponentes dictam practicam ex publica voce durare per octo seu novem annos convincuntur de falso, cum D. Tormentonus fuerit electus de anno 1679 ab episcopo magister seminarii Larini distantis a dicta terra Serrae 12 milliariis, in quo permansit usque ad annum 1680, ut ex attestatione dictae universitatis et totius cleri.

» De falso pariter convincuntur dictae mulieres deponenter de publica voce, dum ipsemet episcopus approbavit D. Tormentonum ad confessionem, nullaque facta admonitione, ut fieri debebat, quatenus dictam practicam ante confessionem habuisset, exercere permisit, et tam ab electis regiminis, et canonicis civitatis Larini quam a civibus et confratribus dictae terrae Serrae uniformiter deponentibus de honestate bona vita et fama et bonis moribus D. Tormentoni, ut per tres fides attestantium de ejus assistentia ad confessiones, pia opera, nec unquam fuisse auditum quod ille ullam haberet practicam tam in civitate Larini, quam in dicta terra Serrae.

» Excluditur pariter omnis suspicio ex deformitate dictae Caravillae, ac aetate annorum 55, ut ex fide sacerdotum. Unde constat a prima ad ultima de injusta vexatione D. Tormentoni et tanquam innocens absolvendus et ad libertatem et celebrationem rientegrandus ac damni passi, et expensarum restitutionem prout supplicatur. »

La S. Congrégation mit à néant toute la procédure, en prescrivant pourtant la défense de converser avec la femme en question: *Praevio praecepto de non conversando non molestetur.* Die 30 januarii 1682. »

309. Peut-on défendre aux ecclésiastiques de cohabiter avec leurs parentes du premier et du second degré, sans une permission spéciale de l'évêque pour chaque cas? Cette question fut vivement débattue dans une congrégation particulière de cardinaux au sujet de divers statuts que promulgua en visite pastorale le cardinal Negroni, évêque de Faenza. 1. Le pieux cardinal défendit à tous ses curés de prendre avec eux dans les presbytères les femmes leurs parentes à un degré quelconque de consanguinité et d'affinité, sans la permission expresse de l'évêque, qui la donnerait lorsque ce serait nécessaire ou qu'on aurait des raisons vraiment justes. 2. Il établit comme règle que les femmes ne devraient pas servir dans les presbytères, à moins qu'on n'obtînt de nouveau la permission expresse de l'évêque dans le délai de douze jours. 3. Que les femmes destinées au service ne pourraient sous aucun prétexte faire entrer d'autres femmes dans le presbytère, sous peine de privation d'emploi et autres peines au gré de l'évêque. 4. Que ces mêmes femmes attachées au service des curés ne pourraient pas entrer à l'église par la porte particulière dont se servent le curé et le clerc.

Ces divers décrets furent rendus dans la visite pastorale. Le cardinal Negroni les confirma par un statut général qu'il promulgua dans son synode diocésain et qui défendit sévèrement que les femmes habitassent les presbytères.

« De vita et honestate clericorum. Cohabitationem, et conversationem quamcumque mulierum vitent omnes, et praecipue suspectarum.

» Otiantes in plateis, et porticis etc. ne morentur, nimia laicorum familiaritate non utantur, et si quando cum eis versari contigerit, prudentes sint et modesti.

» Noctu domo non egrediantur necessitate non urgente.

» Caput 2, parte 3, *De officio parochi.* Propterea cum non solum malum cavere, verum etiam omnem mali suspicionem ipsos fugere oporteat, in aedibus ad parochorum usum et domicilium aedificatis fœminas quascumque habitare prohibemus, juxta nostrum decretum in calce synodi legendum.

» *Decretum in visitatione datum sub die prima septembris* 1693 *et pluries confirmatum.*

» De cohabitatione mulierum in domibus parochorum.

» Qui ad parochiales ecclesias assumuntur a Deo vocantur in partem Sanctorum, ut paternam domum et populum suum obliti, se totos Ecclesiae et curae animarum devoveant. Sciant propterea parochi et curati gratissimos se Deo et episcopo suo futuros, si mulierum familiaritatem et habitationem praesertim in propria Ecclesiae domo fugiant, eaque observent, quae in hoc decreto eos praecipimus custodire.

» Mulieres quocumque consanguinitatis aut affinitatis vinculo conjunctas in domibus parochialium imposterum inhabitare prohibemus absque expressa episcopi licentia concedenda tamen postulante necessitate, tum etiam aliis justis de causis.

» Regulariter mulieres pro famulatu in domo parochiali non habeant locum, nisi ex nova expressa permissione episcopi ad praescriptum S. Tridentini Concilii infra duodecim dies, alias etc.

» Praedictae mulieres famulatui, ut praefertur, destinatae, nulla ratione alias fœminas in domum parochialem introducant, sub pœna privationis famulatus, et aliis arbitrio nostro piis locis applicandis.

» Deinde eisdem mulieribus parocho famulantibus ingressus in ecclesiam non pateat per privatam januam, qua utitur curatus cum suo clerico ecclesiam e proprio cubiculo ingrediens; neque permittantur mulieres se ingerere in functionibus ipsius Ecclesiae, ad quas viri solum admitti debent.

» Uno verbo domus ecclesiae, ipsique ecclesiae annexa, sit solum imposterum curati habitatio, et non saecularium, qui ad commercia et fortasse illicita admitti possunt, nisi aliter concessum fuerit, ac provisum per episcopum, qui diuturnis et quotidianis documentis edoctus mulierum et saecularium commercia animarum detrimenta parere, ad haec stabilienda compulsus fuit. *I. F. Cardinalis Nigronus episcopus.* »

Le clergé ayant porté plainte, le Pape forma une congrégation particulière de trois cardinaux, Carpegna, Casanate et Marescotti.

Les curés firent présenter un mémoire pour montrer tout ce qu'il avait d'exagéré et d'excessif dans les dispositions de l'évêque. Le concile de Trente se contente d'éloigner de la maison des prêtres les femmes suspectes; une mère, une sœur, une tante, une belle-sœur ne peuvent être mises dans cette catégorie. Le concile de Nicée autorise expressément la cohabitation avec les parentes. Diverses décisions des SS. Congrégations qu'on nous oppose concernent des cas où l'on avait des indices d'inconduite.

« *Sacra Congregatione deputata. — Faventina Synodi — Pro R. DD. Parochis Faventinis. — Memoriale pro Congregatione die veneris* 31 *decembris* 1694.

» In diocesana synodo nuper celebrata ab Emo episcopo Faventiae et completa die 2 septembris 1694, promulgata fuerunt plurima decreta valde praejudicialia dominis parochis eorumque officio; quamobrem recursum habuerunt ad SSmum, et ex ejusdem commissione ad Sacram Congregationem particularem deputatam quoad gravamina praejudicium inferentia, et praecipue decretum prohibens inhabitare in domibus parochialibus mulieres quocumque consanguinitatis aut affinitatis vinculo conjunctas absque episcopi licentia.

» Pro parochis facit concilium Tridentinum, sessione 24, de reform. cap. 14, ita statuens: « Prohibet Sancta Synodus » quibuscumque clericis ne concubinas aut alias mulieres de » quibus possit haberi suspicio in domo vel extra domum re- » tinere, aut cum iis ullam consuetudinem habere audeant. » Ly autem, *aut alias mulieres*, denotare non potest mulieres sanguinis vinculo conjunctas, cum in illis non sit suspicio criminis. Abbas cap. 1 *de cohabit.*

» Et iidem parochi asserunt non adversari S. Tridentinam Synodum, sed potius favere quoad retinendas consanguineas non suspectas in terminis permissionis et restrictionis nostrarum constitutionum synodalium fel. mem. Emi Card. Rossetti pag. 22, n. 11, et pag. 162, n. 23, et in his terminis loquuntur canones, cap. *Si quis*, cap. *A nobis inhibendum.* Ex quibus habetur regula generalis, quod nullam fœminam potest clericus tenere in domo sua, ex qua possit oriri suspicio incontinentiae. Non obstante tamen hac regula possunt clerici et parochi cohabitare cum sororibus et consanguineis secundum quod permittitur extensio, cum naturale fœdus exclu-

dat suspicionem delicti. Butr. in cap. *A nobis;* capit. *Cum juventute, de praesumpt.*

» Regulariter autem non sunt suspectae mater, soror, amita et fratris uxor (Sac. Congreg. 6 januarii 1601). In his enim naturale foedus nihil permittit saevi criminis suspicari.

» Et licet contrarium expresse videatur dispositum in concilio Moguntino, cap. *de cohabit. cleric. et mulier.;* id tamen intelligi debet cum grano salis, scilicet, si cum consanguineis retineantur ancillae vel pedissequae. Sic enim cum de pedissequa dubitari possit, neque cum praefatis consanguineis clericus cohabitare debet occasione illarum (Cesar. de Panim. tom. I, decis. 38, n. 21.) Licet supponatur tamquam certum clericum tanquam bonae famae posse retinere consanguineas juvenes non suspectas, quod etiam procedere dicendum est de parochis ob identitatem rationis.

» Imo episcopus potest habere matrem, sororem, vel aliquam fœminam non suspectam in domo. (Grego. Vener. *Exam. episcop.* lib. 5. cap. 11 de cohabit. cleric. et mulier. n. 9.)

» Et quoad cohabitationem sacerdotum cum consanguineis proximis non est dubitandum, cum hae sint exceptae a concilio Niceno I, cap. 5; Concilium Toletanum I, cap. 6; Toletanum II, cap. 3; Toletanum IV, cap. 22; Toletanum VIII, cap. 4; ut tradit Emus Laurea in Epist. Can. Verbo *Mulieres* et advertit Squilant. *Oblig. Cleric.* p. 2, q. 14.

» Idem expresse permittit Innocentius III in cap. *A nobis,* antiquioribus inhaerens canonibus; unde generaliter clericos consulere maluit ut cum iis habitare possint in quibus natura quodammodo necessaria libidinum contumelias turpitudinesque repressit, id est cum matribus et consanguineis (Gran. lib. 3 decret. tit. 2, *de cohabit.*).

» Neque concilium Tridentinum aliquid immutat ex jure veteri et statutis Ecclesiae. (Paneg. *de cohabit. cleric. et mulierum*) nec inducit novum praeceptum quoad parochos, sed indistincte in supra citato capite sancitum est respectu mulierum quarum possit habere suspicio, ne in domo retineantur, non vero respectu aliarum, videlicet matris, sororis, amittae, neptis etc. uti potest extendi permissio ex canone ibi citato. Quam extensionem faciunt constitutiones synodales in pag. citat. non liceat clericis cujuscumque conditionis et dignitatis sint cohabitare cum mulieribus ullis cujusvis generis, sub poenis a Tridentino et a sacris canonibus constitutis, exceptis matre, sorore, amitta, avia, matertera, nepte et fratris uxore.

» Constitutiones autem istae cum exceptione eadem pluries repetitae concordant cum limitatione communi doctorum ad legem cap. *Inhiben.* quando mulier cum qua clericus cohabitat, est mater, vel soror, vel consanguinea ascendens vel descendens ad quartum gradum inclusive, vel in linea transversali usque ad secundum gradum etiam inclusive (S. Antoninus *Summa* 2 part. titulo 13. Carolus de Grassis, *de effectibus clericatus,* effectus 26).

» Neque obstant exempla quae offert Barbosa *(de officio et potestate parochi*, p. 1, cap. 6 n. 98). Quia haec intelligi debent in casu quo timeri potest scandalum, vel gravis suspicio incontinentiae, et in his terminis intelligenda est Sacra Congregatio relata ab eodem Barbosa; in quo casu parochus senex non potest cohabitare etiam cum vetula, si esset rumor de incontinentia parochi vel mulieris.

» Concludendum igitur est exemplum Concilii Tridentini (quod de morum reformatione in clericis tantam habuit curam nec tamen supradictam cohabitationem vetavit) apertissime nobis favere, et sacris canonibus prohiberi tantum consortia mulierum reddentia vitam clericorum suspectam, et haec est illa abominatio quam debent episcopi ablegare ab aedibus parochialibus. »

Le *votum* du cardinal Casanate traite parfaitement la question avec de plus fortes preuves, et montre que le décret synodal qui interdit rigoureusement la cohabitation des parents est insoutenable. On remarquera la réflexion que fait le judicieux cardinal à la fin de son mémoire.

» *Congregatione particulari. Faventina, decreti synodalis.* — Rescribendum Emo episcopo ad mentem, Mens secreto exponenda: Ut pro sua prudentia, ubi non deprehenditur scandalum, dissimulet decretum synodale sub §. *Mulieres quaecumque*, contra quod decretum parochi Faventini acerrime apud SSmum conquesti sunt.

» Constat enim de jure canonico permissum praesertim ex Nicaena synodo, clericos cohabitare cum mulieribus consanguineis de primo gradu, ac etiam cum aliis non suspectis, ut legitur in can. *Interdixit*, 17, dist. 32, vers. Nisi forte aut matrem, aut sororem, aut amitam; aut etiam eas idoneas personas, quae fugient suspiciones. Idipsum ex aliis sacris canonibus permissum notat Bellettus *(Disquisitiones clericales,* p. 1, *de disciplina cleric.* §. 25, n. 16, p. 124).

» Nec adversantur textus relati ab eodem Belletto sub n. 17, pag. 125; praesertim in can. 1, dist. 34; quia hic canon loquitur de immoderata familiaritate, ibi: « Relatum est apostolatui nostro quod cum quadam filia sua immoderatam teneat familiaritatem et ob id mala fama ei orta sit etc. » Alii quoque canones idipsum continent pro cautela, ut loquitur in canone, *Sed si forte,* ac in canone, *Legitur* dist. 81.

» Textus etiam in c. 1 *de cohabitatione clericorum*, ex Concilio Moguntino aut Nanneten. prohibet clericorum cohabitationem cum mulieribus suspectis de incontinentia, etiam si fuerint consanguineae. prout ejusdem textus commentarium tradit doctissimus Gonzalez ad n. 8, his verbis: « Clerici non debent secum in domo retinere mulierem suspectam de incontinentia, etiamsi mater sit, vel soror. » Atque iisdem terminis loquuntur omnes textus, et auctores relati a Gonzalez per totu– n. 7, cum seq.

» Pariter S. Concilium Tridentinum specificat mulieres de incontinentia suspectas, ut legitur in cap. 14, sess. 25 de reform. ibi: « Prohibet sancta synodus quibuscumque clericis ne concubinas aut alias mulieres, de quibus possit haberi suspicio, in domo vel extra, detinere, aut cum eis ullam consuetudinem habere audeant. » Immo patet Sacrum Concilium Tridentinum mitigasse antiquum rigorem, nec in materia concubinatus quid innovasse, ut decretum refert Fagnan in c. *Quaesitum, de cohabit. clericorum.* Patet igitur non sustineri decretum synodale contra jus canonicum seu juris canonici explicitam permissionem, ut ex c. *Cum inferior,* 16, *de majoritate,* dixit Rota coram Coccino dec. 1619; dec. 1651; censuitque Sacra Congregatio Concilii sub die 28 januarii 1690 respondendo ad 3 quaesitum in dubio constitutionis synodalis.

» Additur necessitas vitandae infamiae ubi nullum est indicium de incontinentia, et solitum fuit clericos cohabitare cum mulieribus consanguineis, adeo ut, ne summum jus summa sit injuria, etiam extra terminos a jure permissos deberet episcopus dissimulare.

» Propterea cum certum sit ad beneficia curata non aspirare, nisi clericos pauperes ob continuam servitutem diurnam et nocturnam quam parochi assumunt et adimplere coguntur, utique ob paupertatem inest necessitas tenendi unicam domum et praecipue parochialem, quam parochus cogitur inhabitare, dimissa domo paterna, nec redditus parochiales tanti esse solent, quanti necessarii sunt parocho ad domum divisam a consanguineis de primo gradu.

» Caeterum ubi vigent vehementia indicia incontinentiae, potest ac debet episcopus rigorem adhibere contra scandalosos tantum. »

La S. Congrégation renversa le statut synodal par la suppression du mot *praecipue*; l'évêque avait ordonné d'éviter la cohabitation et la fréquentation des femmes, *surtout* suspectes; les cardinaux ordonnèrent de supprimer *surtout*. Du reste, ils

tolérèrent qu'on dût demander la permission de l'évêque pour prendre dans les presbytères les parents, mais ils recommandèrent au prélat la plus grande prudence dans les cas particuliers. Voici la décision.

» *Die* 31 *decembris* 1694. Congregatio particularis S. R. E. » Cardinalium Carpinei, Casanate et Marescotti specialiter a » SSmo D. N. deputata ad suprascripta capita synodi nuper » ab Emo D. Card. Nigrono episcopo Faventino celebratae, » et ad nonnullorum parochorum collegii S. Stephani instan- » tium examinata, respondit ut infra, videlicet:

» Ad cap. 1, tertiae partis. *De vita et honestate clericorum* » §. *Cohabitationem:* » Esse observandum deleto ly. *et prae-* » *cipue*.

» §. *Otiantes*, esse observandum.

» §. *Noctu*, ut ad proximum.

» Ad cap. 2, tertiae partis, *de officio parochorum*, §. *Prop-* » *terea*. Esse observandum, et Emus episcopus singulari sua » prudentia utatur in casibus particularibus.

» Ad cap. ultim. *De cohabit. mulier. in domibus paracho-* » *rum*. §. *Qui ad parochiales;* Esse observandum juxta §. *Prop-* » *terea*, de officio parochorum.

» §. *Mulieres*, ut ad proximum, et ad mentem; mens est, » quod Eminentissimus episcopus dignetur praecipere suis of- » ficialibus, ut licentias concedant gratis.

» §. *Regulariter*, §. *Deinde*, §. *Uno verbo*, esse observan- » dum ut ad proximum.

» §. *Poenas* esse delendum cum jam provisum in antece- » dentibus.

» Facta relatione per secretarium SSmo die prima, ac ea- » dem repetita die 2 januarii 1695, Sanctitas Sua sententiam » Congregationis approbavit, supradicta omnia exequi manda- » vit, et jussit secretario ut coram tam agente cardinalis » episcopi quam parochis omnia praedicta SSmo de verbo ad » verbum exposita, legantur, observanda intimentur, et statim » parochi ad suum ovile revertantur, nec non eidem secre- » tario ad mentem, quae fuit alloqui cardinalem episcopum » qui pro sua charitate benigniter tractet, et recurrentes om- » nes paterno amore prosequatur.

» Dicta die post prandium executum fuit decretum SSmi » per me secretarium, et lectum advocato Ursaya agenti Emi » cardinalis episcopi, Francisco Mariae Honorato procuratori » parochorum, praesente, audiente ac intelligente Dominico » Balanti uno ex duobus parochis, altero absente ex asserta » causa infirmitatis. Die 2 januarii 1695. *Raynutius Pallavi-* » *cinus Secret.* »

310. La condamnation aux galères pour sodomie fait contracter une irrégularité dont la dispense doit être mise au rang des choses presque impossibles. Urbain VIII publia un décret en date du 4 janvier 1635 qui défend de réhabiliter les galériens à l'exercice des ordres: « In posterum tam presbyteri » saeculares, quam cujuscumque ordinis regulares damnati ad » triremes perpetuo vel ad tempus, et qui cum effectu fuerint » in eisdem triremibus remiges, finito tempore dictae pœnae, » numquam habilitentur ad exercitium suorum ordinum. » Quoique l'envoi aux galères ne cause pas l'infamie ni l'irrégularité par lui-même à moins que le condamné n'ait été employé effectivement aux rames, conformément aux décret précité, il faut excepter aussi la condamnation aux galères pour un crime auquel l'infamie est annexée par disposition du droit. Or, la sodomie notoire en droit ou en fait entraîne l'infamie, et l'irrégularité. (*Thesaurus, de pœnis ecclesiasticis*, part. 2, c. 1). On trouve des indults de la S. Congrégation qui réhabilitent des clercs condamnés aux galères pour avoir porté des armes, ou pour binage illicite; car ce dernier délit est ordinairement puni de cinq ans de galères; mais nous ne connaissons pas un seul cas où l'on ait réhabilité un sodomiste légalement convaincu ou notoirement coupable et condamné aux galères. Les anciens décrets de la S. Congrégation du Concile (lib. 27, pag. 54) renferment un indult de réhabilitation pour un prêtre de Côme condamné à quelques années de galères pour avoir porté des armes, *absque eo quod remigaverit;* et le Pape concéda la réhabilitation, *constito quod non remigasset;* ce qui prouve clairement que le décret d'Urbain VIII ne comprend pas les délits qui n'impliquent pas l'infamie. Le *Thesaurus* de la S. Congrégation (tom. 3) parle d'un ecclésiastique accusé de sodomie et condamné à sept ans de galères; attaché au service d'un hôpital, il n'avait jamais ramé. Après avoir accompli sa peine, il recourut au Pape en demandant l'autorisation de célébrer. Quoiqu'il fût recommandé par l'Ordinaire, qui attesta que le délit de sodomie n'avait pas été prouvé aussi complétement qu'on le pouvait désirer, la S. Congrégation refusa la dispense. « An petitis sit annuen- » dum, nec ne? Sacra etc. *Negative*. (*Thesaur*. tom. 3, p. 341).

311. Peut-on interdire aux ecclésiastiques de donner aux femmes des leçons d'écriture, de chant, de musique instrumentale? Cette question fut soumise à la S. Congrégation, avec une foule d'autres que suscitèrent les statuts synodaux publiés par un cardinal évêque, en ces termes: « An susti- » neatur mulcta aureorum decem contra ecclesiasticos qui sine » licentia docent mulieres legere, scribere, canere, aut quod- » cumque musicum instrumentum pulsare, sive qui intersunt » conviviis nuptialibus? » La S. Congrégation ne rendit pas de décision ostensible et se contenta de répondre par la formule bien connue: *Dilata et ad mentem*; ce qui veut dire qu'il y a lieu de modifier le statut en question. En effet, le cardinal-préfet fut chargé de conseiller au prélat de publier lui-même des déclarations afin d'adoucir la rigueur de ses statuts. On comprend que la dignité cardinalice exigeait tous les ménagements compatibles avec les maximes canoniques que le Saint-Siége ne peut compromettre à aucun prix. Le *folium* relatif à cette affaire fut écrit avec un soin spécial; nous y remarquons des réflexions pleines de justesse et de dignité sur les synodes contre lesquels le clergé porte plainte auprès du Saint-Siége: « Non illud sane facimus, ut episcopos ab administrandis suis ecclesiis quodammodo deturbemus, a cogendis synodis et ferendis legibus deterreamus, sive aliquo impedimento iis simus, quominus suo fungantur munere, et proprio in officio, uti existimant, maneant, ac suo ingenio ministerium suum, ad canonum tamen normam, adimpleant. Imo, dum ipsam ad Sanctam Sedem appellationem necessario admittimus, ac populorum conquestiones ac postulata acerbe non rejicimus, executionem latarum legum, nisi quas evidenter injustitia arguit, non retardamus. Multa quidem in synodis saepe inveniuntur, quae ambiguo sermonum circuitu conscripta sunt; multa quae non necessariis abundant. Hinc facile arripiunt, quod male animati postmodum reprehendant. Multa aliquando duritiem non modicam sapiunt. Plura ad rigorem persaepe inflectunt, non locis neque temporibus accommodatum. Ea abrogamus unice, quae statutis Ecclesiae legibus, ac receptae disciplinae adversantur. Ea nonnumquam temperamus, quae adeo inexcusabili immoderatione notantur, ut praescribendum expresse modum requirant. Caetera episcopis ipsis de suo officio monitis, pro sua cujusque prudentia, ac pro rerum occurrentium opportunitate, moderanda relinquimus. Hunc morem tenuit S. Congregatio; hanc justitiae simul et aequitatis regulam secuta est semper. (*Thesaur*. tom. 28, *Viterbien*. p. 90).

312. Le titre de *soeur adoptive* n'autorise pas des fréquentations suspectes. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un vicaire capitulaire: « Les Emes Cardinaux ont décidé qu'il ne fallait pas tolérer plus longtemps la fréquentation du curé de N. avec Dominique N. parce que c'est une source de scandales et de murmures. Ils ont pensé que le titre de *soeur adoptive* étant effacé par la mort des parents, ne permet pas de garder cette femme au presbytère et de la fréquenter en

toute liberté. Ils veulent donc que vous commandiez expressément audit curé de ne point converser avec cette femme et de se garder absolument de la faire venir dans sa maison. Afin d'enlever tout motif ultérieur de murmure et de déconsidération, la S. Congrégation veut que la monition et le commandement soient donnés en secret, et verbalement, mais avec force, et en menaçant de peines plus graves en cas de contravention. C'est ainsi que vous devrez remplir l'intention de la Congrégation, et surveiller attentivement ensuite la conduite de ce prêtre, afin qu'il édifie autant la population qu'il l'a scandalisée par le passé. Rome, 25 avril 1777.

313. Pour dispenser de l'obligation de la continence, il faut qu'il y ait l'utilité commune de l'Eglise, ou d'un royaume, ou d'une province. Le Saint-Siége a donné depuis trois siècles un certain nombre de ces dispenses à des sousdiacres et à des diacres, pour empêcher que des principautés d'Allemagne ne passassent entre les mains des protestants. Mais il a refusé la dispense lorsqu'il ne s'est agi que d'un simple fief composé de quelques centaines d'habitants. C'est ainsi que la S. Congrégation du Saint-Office, en 1718, ne voulut pas dispenser, pour une famille de Trèves, quoiqu'il fût certain que le domaine allait passer à la branche luthérienne. Le tome 36 du *Thesaurus* renferme une décision dans le même sens; le baron Charles-Gaspard de Bilandt, diocèse de Cologno, se voyant le dernier rejeton de sa famille, demande la dispense des engagements qu'il a contractés au sous-diaconat, parce qu'il craint que la ligne calviniste des Bilandt ne soit investie après sa mort de la seigneurie de Rheida, que son père a rachetée des protestants avec d'énormes frais et où il a rétabli la religion catholique. Ce danger n'étant pas certain, vu qu'il y a une autre branche catholique de Bilandt qui est plus rapprochée de la souche, la S. Congrégation refuse la dispense au sousdiacre, lequel est âgé de cinquante-quatre ans: « An sit consulendum SSmo pro dispensatione in » casu? Sacra etc. *Negative. (Thesaur.* tom. 36, *Colonien.* p. 94). D'ailleurs, le Saint-Siége se conforme sur ce point à la doctrine de S. Thomas, qui requiert l'utilité commune tout au moins d'une province (3 sent. dist. 38, qu. 1, art. 4). Au siècle dernier, les réclamations des clercs engagés dans les ordres sacrés pour la contrainte ou la crainte révérentielle qu'ils prétendaient avoir subi, se présentent assez fréquemment dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation; rarement la dispense fut accordée; nous avons noté trois cas, où elle le fut, pour Ipres en 1719, pour Paris en 1721, et pour Namur en 1731.

314. Le clerc minoré qui se marie perd-il par le seul fait son canonicat, ou tout autre bénéfice? La plupart des canonistes répondent affirmativement à cette question, même pour les cas où le mariage est nul pour tout autre vice que le défaut de consentement (cap. 1 *de clericis conjugatis;* c. 4 *de bigamis*) La glose dit expressément que les bénéfices vaquent *ipso jure*. Fagnan, le cardinal de Luca, Rigant et une foule d'autres soutiennent ce sentiment, qui a été suivi par la Rote en bien des cas. La S. Congrégation du Concile, consultée jadis pour savoir si un clerc minoré qui avait fait un mariage nul, pouvait se démettre de son bénéfice, répondit: *Negative et beneficium vacasse.* (Lib. 28 Decret. p. 340). Le tome 59 du *Thesaurus* renferme l'histoire de Jean-Népomucène de Spaur, qui étant clerc minoré et chanoine de Salzbourg, se maria clandestinement devant un curé luthérien avec Léopoldine de Wittgestein, calviniste. S'étant bientôt dégoûté de sa femme, il voulut reprendre le canonicat, en disant que son mariage nul parce qu'il n'avait pas eu lieu devant le curé du domicile, n'était d'ailleurs pas consommé. Le canonicat avait été déjà conféré à un autre ecclésiastique, sans aucun jugement déclaratoire de déchéance pour Spaur. Celui-ci réclama près du Saint-Siége, Léopoldine fit décréter le divorce par le consistoire protestant. Pie VI institua une congrégation particulière de quatre cardinaux, Gerdil, de Zelada, Orsini, et Salviati, qui décidèrent que le canonicat était devenu vacant par le fait même du mariage, qui montre clairement l'intention arrêtée d'abandonner la carrière ecclésiastique, quoique le mariage, valide au point de vue du consentement, soit nul à un autre titre: « An sit inducta vacatio » canonicatus? Congregatio particularis censuit: *Affirmative.* » Quoique Spaur eût pris du service dans l'armée, il réclama contre la décision, mais la S. Congrégation du Concile la confirma en tous points (*Thesaur.* tom. 59, *Brixinen.* p. 184).

315. Le clerc *in sacris* qui trompe une honnête fille en lui laissant ignorer sa condition, doit la doter (Décrétale 1 et 2, *de adulterio et stupro*). La S. Congrégation du Concile fit l'application de ce principe en 1805 au sujet d'un religieux qui se maria frauduleusement, lorsque la cause de la nullité de sa profession était pendante. Il trouva des témoins complaisants pour attester qu'il était libre, et il se maria publiquement avec Anne-Marie, et eut ensuite un enfant. Il confessa dans son interrogatoire qu'Anne-Marie ne savait pas qu'il était engagé dans les vœux de religion et qu'il n'en parla jamais, de peur qu'elle ne voulût pas se marier avec lui. La S. Congrégation déclara que la profession avait été valide, et donna ordre d'effacer le mariage dans le registre de la paroisse et de procéder contre les faux témoins. Au sujet de la pension alimentaire d'Anne-Marie, il fut décidé que le père du religieux devrait donner 40 francs par mois pour elle et pour l'enfant, *donec Clemens* (c'est le nom du religieux) *solvat Annae Mariae dotem a D. Secretario praefiniendam (Thesaur.* tom 71, p. 5).

316. Un sousdiacre devenu lieutenant-colonel pendant les guerres de la révolution et de l'empire demanda en 1816 la dispense de ses engagements, parce que le roi de Naples expulsa les militaires qui étaient engagés dans les ordres sacrés; il y en avait un assez grand nombre. Notre lieutenant-colonel vivait depuis de longues années avec une femme, qui lui avait donné un fils; il prétendait que son père l'avait forcé de recevoir l'ordre sacré, 30 ans auparavant. L'enquête instruite conformément à la bulle *Si datam* de Benoît XIV n'ayant pas prouvé légalement la coaction, la S. Congrégation déclara qu'il ne constait pas de la nullité de l'ordination; elle obligea le lieutenant-colonel de se séparer pour toujours de la femme en question, l'autorisa à conserver le cordon militaire et son grade dans l'armée, et le dispensa de toutes les obligations du sousdiaconat, la continence exceptée. Voici la décision textuelle: « 1. An constet de nullitate ordinis, » ita ut orator non teneatur ad votum continentiae, aliaque » onera ordini subdiaconatus adnexa in casu? Et quatenus » negative. 2. An sit consulendum SSmo pro dispensatione » in casu? Sacra etc. Ad 1. *Negative in omnibus.* Ad 2. *Negative quoad votum continentiae, et ad mentem.* Mens est, » ut praevia Marci Cellentani oratoris separatione in perpe» tuum servanda a muliere de qua agitur, et peractis ab ipso » Cellentani spiritualibus exercitiis in domo religiosa pro tem» pore arbitrio Emi Archiepiscopi, dignetur Sanctitas Sua » eumdem Marcum habilitare ad retentionem cinguli militaris, » firmo remanente voto continentiae, et inhabilitatione ad » exercendum ordinem, cum dispensatione a quibusvis aliis » oneribus ejusdem ordinis. Die 21 septembris 1816. *(Thesaur.* tom. 76, p. 238).

317. Dans le but d'introduire la communauté dans le clergé, l'évêque de N. promulgua en 1816 des statuts synodaux qui semblaient interdire la cohabitation des femmes sans aucune exception et comprendre par conséquent les parents du premier et du second degré: « A mulierum familiaritate et con» suetudine abstineant sub carceris et aliis arbitrariis pœnis. » On ne voyait pas clairement ce que l'évêque voulait: car

d'anciens statuts remis en vigueur dans le synode se contentaient d'exiger l'autorisation expresse de l'Ordinaire pour cohabiter avec des femmes étrangères, et même, ce qui est plus fort, avec les parentes au premier et au second degré de consanguinité et d'affinité. Le clergé porta plainte à la S. Congrégation du Concile. Voici la manière dont le *folium* résume en quelques mots les prescriptions canoniques: « Notissima dispo» nunt jura ad episcopi monitionem teneri clericos e domo suae » habitationis dimittere foeminas, quae suspicionem non ef» fugiant, tum extraneas, uti sunt ancillae, tum etiam inter» dum consanguineas, exceptis tamen iis, quae conjunctae » sunt usque ad secundum gradum (can. 29, can. *Cum omnibus*, dist. 21, cap. 1. *de vita et honestate clericorum*) La S. Congrégation du Concile ordonna de s'en tenir aux saints canons « An et quomodo episcopus possit prohibere clericis, ne co» habitent cum foeminis in casu? Sacra etc. *Affirmative juxta* » *canonum censuram*. Die 20 decembris 1817. (*Thesaur.* » tom. 77, p. 355.) »

318. Une lettre de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en date du 7 mars 1826 parle d'un malheureux prêtre qui s'était marié en 1798 devant l'arbre de la liberté. Comme le Saint-Siége n'avait pas accordé en Italie les indults de sécularisation qui furent donnés aux constitutionnels français, la S. Congrégation adressa au vicaire capitulaire de Saluce la lettre suivante: « La S. Congrégation reçoit une dénonciation grave et authentique contre Michel N. prêtre séculier de ce diocèse. On assure que ce malheureux vit maritalement avec une femme depuis 1798, et que le mariage eut lieu devant l'arbre de la liberté; on ajoute qu'il a eu huit enfants qu'il a élevés et qui demeurent avec lui, comme s'ils étaient légitimes; il exerce, dit-on, la profession de charretier et de charbonnier. La S. Congrégation est étrangement surprise que les tristes conséquences des premiers temps de la révolution subsistent encore dans un diocèse si régulier et dans un royaume si florissant et si religieux. Elle veut savoir si les faits précités sont exacts en totalité, ou en partie; exprimez votre avis sur les mesures à prendre pour rompre ce concubinage sacrilége, et pourvoir à l'entretien des huit enfants, eu égard à leur âge et à leur condition. Si vous pouvez, en attendant, par votre autorité et votre zèle, faire disparaître le péché et le scandale, la S. Congrégation ne pourra que se réjouir d'une œuvre aussi sainte et si édifiante. Rome 7 mars 1826. »

319. Quelle que soit la gravité des fautes que l'on reproche à un curé, la déposition exige en toute hypothèse un procès régulier et un jugement canonique; le Pape seul a le pouvoir de déclarer les paroisses vacantes, dans la plénitude de son autorité. En 1840, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçut de graves plaintes contre un curé diffamé pour adultère et autres délits depuis de longues années. Les renseignements transmis par son évêque montraient la nécessité de lui ôter son titre: « Ce malheureux a été accusé de plusieurs et plusieurs délits; mais le plus scandaleux fut un adultère dans une des principales maisons du pays; les filles furent obligées de porter plainte contre leur mère; la famille protesta, et le délit fut divulgué dans tout l'arrondissement. Il y a dix ans que tout cela s'est passé, et pourtant la déconsidération attachée à la personne du curé n'a fait que s'accroître. Je reçois continuellement des réclamations de personnes publiques et privées et des officiers de la garnison, qui me conjurent de ne jamais le rétablir dans la paroisse, parce qu'il ne pourra jamais édifier la population, ni par la prédication, ni par la confession, et par l'administration des autres sacrements. Le conseil municipal me supplie de donner un autre pasteur aux pauvres âmes qui sont confiées depuis plusieurs lustres à un serviteur mercenaire (pro-curé). J'aurais cru que la longue pénitence qu'il a faite dans les couvents, et la suspense dont il est frappé depuis si longtemps l'auraient décidé à donner sa démission; il l'a toujours refusée, malgré mes instances, et quoique je lui aie offert un poste dans une portion du diocèse où il n'est pas connu. Le procès produirait un grand scandale; 300 personnes sont portées sur la liste des témoins etc. » Malgré des raisons si pressantes, la S. Congrégation prescrivit un jugement canonique; voici la réponse qu'elle adressa à l'évêque: « On ne peut procéder à la déposition d'un curé canoniquement institué sans un procès régulier; mais comme le cas actuel offre des circonstances particulières qui semblent montrer que le curé ne peut pas reprendre la direction de âmes, V. S. doit tâcher, même au nom de cette S. Congrégation, de l'amener à donner sa démission, en lui réservant une pension dont le chiffre devra être approuvé par cette S. Congrégation. S'il refuse tout arrangement, V. S. devra former avec toute la prudence possible une enquête extrajudiciaire sur le scandale que le curé a donné, et sur la déconsidération générale; il faudra envoyer cette enquête à la S. Congrégation, avec un précis des preuves qu'on a du délit d'adultère, en indiquant aussi quel est le revenu de la paroisse. On fera relation de tout cela au Saint-Père, afin d'apporter un remède efficace aux besoins de cette paroisse. Rome, 2 janvier 1841. »

320. Telle est la profonde répulsion de l'Eglise pour le crime de sodomie, que la S. Congrégation refuse d'absoudre un séminariste qui s'est rendu coupable d'une simple tentative, trois ans auparavant. Toutes les instances de l'évêque échouent devant l'inflexible répugnance de la S. Congrégation. Il est vrai de dire que le jeune homme a fait six mois de prison pour ce délit; mais le prélat affirme qu'il a été injustement condamné et qu'il était entièrement innocent. La constitution *Horrendum* de S. Pie V édicte de terribles peines contre les clercs adonnés à la sodomie, et surtout la privation de tous les priviléges ecclésiastiques, la dégradation et l'abandon au bras séculier, pour subir les mêmes châtiments que les laïques. Evidemment, la bulle de S. Pie V n'atteint que les clercs; mais on se demande si les laïques encourent l'irrégularité? Quoiqu'en aient dit Navarre et Suarez, il est communément admis que la sodomie produit l'infamie et par conséquent l'irrégularité, dès qu'elle devient notoire *notorietate juris vel facti*.

Nous croyons devoir reproduire le *folium* de la S. Congrégation, qui traite parfaitement la question.

» *Anglonen. et Tursien. irregularitatis et dispensationis die* 22 *februarii* 1851. — A mense junio anni superioris episcopus Anglonensis et Tursiensis in Ditione Napolitana preces dedit pro dispensatione super irregularitate contracta a quodam alumno seminarii dioecesani, qui per sententiam regii magistratus diei 30 julii 1847, accusatus de tentato pessimo sodomiae crimine antequam seminarium ingrederetur patrato, ad sex mensium detentionem in vinculis fuit condemnatus, licet poena per sententiam irrogata ex Principis rescripto fuerit absolutus. Patet siquidem ex enunciata sententia juvenem praefatum die 16 junii 1847 suum condiscipulum octennem prius blanditiis et seductionibus allectum, majori deinde conamine correptum, dum puer ventrem exonerabat, sodomitico crimine maculare pertentasse, at pueri renitentia et clamoribus accidisse ut iniqua molimina penitus effectu caruissent et proinde seductor in sola sui ipsius pollutione deliquisset.

» Quamvis autem vel ex ipso tenore sententiae non adeo graves de memorato sodomitici criminis conatu patescant probationes, quibus auctor convictus passus est damnationem, cum testes praeter puerum laesum omnes de auditu retulissent, si unum excipias pariter impuberem, qui rei pravae adfuisse testatus est, quique exceptione repulsus fuit peculiariae inimicitiae et livoris in accusatum, quia cum eadem ipsa criminis impicti die jurgium habuit locum de re scholastica, cum

et ipse testis esset accusati juvenis condiscipulus, Episcopus praeterea, dum pro juvenis dispensatione preces exhibebat, vere calumniosam accusationem praefatam ex bonorum testimonio habendam esse opinabatur. Et, ubi per me rogatus de juvenis aetate, et tempore elapso ab inflicta poena respondebat eumdem in vigesimo aetatis suae anno versari, ac triennium, et ultra a die sententiae fuisse dilapsum, haec addere non dubitavit » *Ego autem etiam atque etiam Te aliosque Emos Patres precor ut ipse* (juvenis) *ab omni vinculo irregularitatis solvatur, moraliter enim de ejus innocentia certus sum, et potius adversariorum malevolentiae accusationem et poenam ascribendam puto.*

» Hisce sepositis, cum de promovendo ageretur (clericali enim tonsura nondum est insignitus), et de prava illius voluntate, quidquid de illius moralitate recitetur ex adverso, solemnis res judicata loqueretur, ab omni judicio supersedendum judicavi, edito rescripto *dilata*. At, cum Episcopus bis et tertio iteratis literis, in quibus agi protuetur de juvene » *di grande speranza per la bontà del costume e per la diligenza nello studio* » addens » *posso accertare che, per quanto moralmente è lecito all' uomo conoscere sulla verità di qualche fatto, egli è innocente, e si trova così molestato per le inimicizie particolari frequentissime nei paesi piccoli, onde ha cercato l' accusatore di fare un onta a lui e alla sua famiglia* » illius dispensationem vehementissime urgeret » *sia perchè passando più tempo senza ordinarsi potrebbe essere obligato o marciare nella milizia, sia perchè la lunga dilazione potrebbe disanimarlo e distorlo così dagli studj e dalla regolarità della vita, onde si distingue tra gli altri: Nell' uno e nell' altro caso si perderebbe un giovane che dà fondatamente a sperare di dover essere un giorno zelante ed idoneo ministro del Santuario;* hinc oraculum Emorum Patrum in re tanti momenti exquirendum esse putavi.

» Nefandum scelus contra naturam perpetuo Ecclesia detestata est, et gravissimis poenis prosecuta est delinquentes, uti patet ex notissima Constitutione S. Pii V incipien. *Horrendum*, qua clerici cujuscumque gradus et dignitatis *tam dirum nefas exercentes omni privilegio clericali, omnique officio dignitate et beneficio* privantur, ac mandatur ut degradati potestati saeculari tradantur ut eodem, quo laici pro hujusmodi crimine, afficiantur supplicio. Et S. Congregatio dispensationem sacerdoti, pro tali crimine ad triremes damnato, licet ipsi faveret Eminentissimus urbis Vicarius et gravissimis de causis contra sceleris patrationem praesumendum assereret, constanter tamen denegata est in *Lavellana seu Romana die* 6 *julii* 1726: sodomiae enim crimen annexam habet infamiam tam de jure civili, quam de jure canonico, dummodo sit notorium juris vel facti notorietate, ac proinde sodomiae reus irregularis efficitur, ceu tradit Thesaur. *de poenis eccl. part.* 2, *de Sodomia*. Quare, etsi laici poenis in constitutione Piana latis minime subjiciantur, incapaces tamen evadunt et irregulares ad ordines suscipiendos ob contractam infamiam, veluti per se patet, addita etiam canonica ratione quod difficilius promotus dejicitur, quam admittitur promovendus.

» Contra tamen sentiunt Navarrus *in Manual. cap.* 27 *de irregularit. n.* 249 et Suarez *de censuris disput.* 31, *sect.* 4, *a num.* 17, a laicis nimirum ob hoc delictum irregularitatem minime contrahi quia nullibi in jure expressa est, nec ullum reperitur exemplum dispensationis hujusmodi a S. Sede laicis concessae: *neque refert*, ait Suarez, *quod tale crimen sit gravius et detestabilius quam multa alia, propter quae suspensio ipso jure lata est*, vel irregularitas, *quia in legibus poenalibus argumentum a simili vel fortiori non est efficax.*

» Praeterea ad poenas contra sodomitas latas incurrendas necesse est ut crimen *sit in sua specie consummatum, non enim sufficit quaelibet pollutio vel immundicitia cum aliquo, nisi intercedat coitus intra vas ordinatum illius delicti, in quo delictum consummatur*, sunt ipsa verba Bonacinae *tom.* 3 *de imped. matrim. qu.* 4 *punct.* 11, *proposit.* 2, *num.* 2, quam opinionem sequitur cum communi Suarez *loc. cit. n.* 21; Navarr. *loc. cit.* et Quaranta *in summ. Bullar. verb.* Sodomia: » *Introductum est ut etiam in atrocissimis et gravissimis attentatum pro consummato non puniatur, nec conatus seu affectus non sequuto effectu, etiamsi ad actum proximum deventum esset*, ubi plenam et lectissimam allegat gravissimorum auctorum manum. Paulo tamen inferius idem Quaranta propriam pandens sententiam, *perpensa hujus criminis detestatione* distinguendum putat casum, quo delinquens propria poenitentia ductus et a nemine impeditus a crimine cessavit incaepto, et in hac hypothesi mitius puniendum opinatur, a casu quo ad actus perfectionem devenire non potuit exteriori impedimento detentus, veluti ob aliorum supervenientiam, aut patientis reluctantiam, et in hoc casu puniendum censet conatum pro delicto consummato.

» Illud denique ad poenas citatae constitutionis incurrendas necessarium plerique canonistarum extimant contra opinionem Giraldi ac Thesaur. *de poen. eccl. loc. cit.* et ipsius Thesauri cum Leone *in Thesaur. for. eccl. part.* 3, *cap.* 4, *num.* 30, quod non sufficiat ut unica vice aut bis crimen perpetretur, sed actuum requiritur frequentia ita ut dici possint delinquentes *vitium exercere*, ceu doctissime notat Bonacina *loc. cit.* contrariorum sententiae respondendo; quem unanimiter sequuntur Suarez *loc. cit. n.* 21. Navarr. *loc. cit.* et Quaranta *loc. pariter cit.* quia verbum *exercere* de industria in citata constitutione positum fuisse narrat Navarrus ex relatione Gregorii PP. XIII accepta ab ipso card. Contarello Datario, qui constitutionem ipsam exaraverat.

» Quibus praehabitis, juvenis, de quo verba facit episcopus, ratione criminis contra naturam irregularitatem minime contraxisse videtur, tum quia laicus erat, tum etiam quia actum detestabilem non perfecit, et consummavit, quod omnes necessarium putant ad poenas ordinarias incurrendas contra opinionem Quaranta ex superius expositis.

» Eoque minus ex damnationis sententia potest irregularitas oriri, quia primum juvenis praefatus non ex capite sodomiae, sed ex titulo attentati contra pudorem damnatus legitur, deinde quia levissimis probationibus sententia damnationis innititur, praesertim cum episcopus de illius innocentia et adversariorum calumnia gravissimum reddat testimonium, postremo quia poena ipsa, principis rescripto sublata, simplicem detentionem non excedebat. Quae omnia profecto neque infamiam secumferunt, neque proinde gignunt irregularitatem, S. Congregatio *in cit. Lavellana, seu Romana* §. *At.*

» In quacumque demum hypothesi, etsi infamia quaedam juris vel facti inquinatum praefatum juvenem dubitari posset, praeterquam in dubio proclivius dispensatio tribui soleat uti perpenditur in Tranen 26 martii 1768 §. *Denique*, illud etiam accedit quod ab imputatione criminis, et a publicata sententia jam dilapsum sit ultra triennium, quo etiam verus reus, si a pristina vivendi norma resipuerit, et probitatis specimen praebuerit, infamia detergitur *ex can.* si duo, 35, *qu.* 6, *et can.* Nunquam 14, *dist.* 56; et tradunt Abbas *in cap.* 21 *num.* 2 *de accusat.* et Antonelli *de reg. Eccl. Episcop. lib.* 1 *cap.* 6 *num.* 17. Ait enim S. Chrysostomus: *Ad meliora conversum nequaquam prior vita commaculat.* Jam vero ex episcopi literis, praeterquam excluditur juvenis imputatio, exindeque crimen, illius mores et vita eximiis virtutibus, studioque probata quammaxime commendantur.

» Videant igitur Emi Patres num haec omnia sufficiant ad episcopi vota obsecundanda, cum agatur non de promoto, sed de promovendo, cum quo difficilius solet dispensari. Quatenus namque precibus episcopi placeat favorabile dare responsum, in ea essem sententia ut dispensatio saltem ad cautelam praecedat; quam S. Congregatio necessariam reputavit etiam pro

his, qui ex innocentiae capite fuerunt a judicio absoluti, vel ex levibus tantum indiciis patrati criminis judicati ut constat *ex Juvenacen. censur. et irregul.* 23 *Febr.* 1709; *ex Vigilien.* aliisque relatis *in Beneventana irregul.* 18 *novembr.* 1769 §. *Quandoque.*

» Quare etc. »

» Sacra Congregatio rescripsit: *Pro nunc non expedire.* Die 22 februarii 1851. »

321. On peut consulter les *Institutions* 82 et 83 de Benoît XIV, pour son diocèse de Bologne. Tout en disant qu'il serait désirable que les curés pussent se passer du service des femmes et n'en eussent aucune dans leur presbytère, il permet la cohabitation avec les parentes du premier et du second degré, c'est à dire, avec la mère, la grand'mère, la tante, les nièces de frère ou de sœur, il étend la permission aux parentes d'affinité au premier degré, telles que la marâtre, la belle-fille, la belle-sœur, soit que le mari de celle-ci soit en vie ou défunt. Enfin, il autorise les parentes du second degré d'affinité, *si alter alteri reverentiam debeat,* comme parlent les auteurs; par exemple, la femme d'un oncle défunt. Néanmoins, Benoît XVI exige que les curés demandent chaque année à l'évêque ou au vicaire général la permission de garder au presbytère les parentes dont nous venons de parler; permission qui devait être donnée par écrit et gratuitement; Benoît XIV impose dix écus d'amende (50 francs) pour chaque contravention. — Pour les servantes, il permet de garder au presbytère la femme du domestique qui est au service du curé, ainsi que les domestiques des parentes qui cohabitent avec lui. — Si le curé est seul au presbytère sans des parentes, et sans un domestique du sexe masculin, la domestique doit avoir tout au moins quarante ans. En demandant la permission de la prendre à son service, le curé doit présenter le certificat de bonne conduite signé par le curé de cette femme; si elle est de la paroisse, le certificat doit être signé par un curé voisin, ou par le vicaire forain. — La permission de garder la servante est accordée *ad annum*, et doit être renouvelée chaque année, comme pour les parentes, sous peine de cinquante francs d'amende. — Enfin, Benoît XIV impose la même discipline à tous les prêtres sans exception, et il déclare que si les parentes ou les servantes ne jouissent pas d'une réputation intacte, on ne peut pas en conscience demeurer avec elles, et toutes les permissions précédemment accordées sont annullées.

322. Peut-on en conscience continuer de vivre avec une femme lorsque toute relation coupable a cessé depuis longtemps, et qu'il n'y a jamais eu de scandale ni de soupçon sur l'existence de ces relations? On a sur ce point une lettre que Clément XI adressa à un prélat distingué, qui avait charge d'âmes; quelques théologiens décidèrent qu'il n'était pas obligé de renvoyer cette femme. Clément XI émit un autre avis. Voici la lettre secrète qu'il écrivit à ce prélat: « Fidem » iis praestandam duximus *(agit Pontifex de consilio re-* » *tinendi mulierem)* ob certissima, atque iterata documenta, » quae nobis exposita fuerunt. Porro id contigisse ob eam » causam putamus, quod falso arbitratus es muneri tuo satis- » fecisse, postquam pravam omnem consuetudinem abjecisti » cum muliere, de qua sermo est; quam opinionem tibi fo- » vere non dubitarunt ex iis fortasse aliqui, qui dicunt malum » bonum, et bonum malum, ponentes tenebras lucem, et lu- » cem tenebras. Quamobrem, quum in gravissimo hoc negotio » circumfusam erroris nebulam dissipare omnino teneamur, » secretissimas has litteras ad Te manu nostra scripsimus, ut » paterna benevolentia, et studio, quo possumus maximo te » moneamus, haud satis esse pro animae salute, atque inno- » centia conservanda, si criminis labem effugias, sed etiam » requiri necessario, ut aedibus tuis, omnique ditione tua » mulierem eamdem depellas. Hoc enim pacto ante oculos » populi tibi subjecti numquam obversabitur tuorum criminum » monumentum, ideoque simul de medio tolletur impedimen- » tum omne, ne populus ipse ad virtutem incitetur, quod » praestare omnino debes tuis praeceptis, sanctisque vitae » exemplis. Pro certo habeas a veritate longe alienos esse, » qui contrarium affirmant, verbisque nostris fidem prae cae- » teris habendam, non solum ob testimonia amoris nostri, » quae tibi jam per tot annos dedimus, sed praesertim ob » causam Apostolici muneris, quo pro anima tua aeque, ac » pro nostra rationem Deo reddere debemus. »

XVIII. Affaires séculières.

323. Les clercs ne peuvent occuper aucun emploi au milieu des laïques. La place du prêtre est plus à l'église qu'au palais, et le devoir de la prière lui défend les sollicitudes temporelles. Il n'est pas possible de servir à la fois Dieu et le monde. Il est défendu aux clercs d'être magistrat, vice-roi, lieutenant d'un prince, gouverneur d'une ville; mais rien ne s'oppose à ce qu'ils soient conseiller du prince, mais non assesseur du juge laïque. Les canonistes admettent toutefois qu'un clerc peut être le délégué du prince séculier pour une ou quelques causes, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'affaires criminelles qui entraînent la peine capitale.

324. En compensation, les clercs seuls peuvent obtenir les charges ecclésiastiques. Les décrétales sont remplies de dispositions qui confirment ce grand principe. Les bénéfices sont une chose spirituelle dont les laïques sont incapables. Les clercs ordonnés par un évêque étranger sans dimissoires du leur sont exclus des bénéfices; item ceux qui sont ordonnés par un évêque hérétique, schismatique, excommunié, ou suspens; ceux qui sont ordonnés *per saltum,* avant l'âge voulu, *extra tempora,* sans dispense du Pape.

325. Un clerc ne peut être procureur judiciaire d'un laïque sous peine d'excommunication ou de déposition. C'est une profession indigne de l'ordre clérical. Non seulement les religieux ne peuvent être procureurs d'autrui, mais ils ont besoin de la permission de leur supérieur pour pouvoir agir en justice *nomine proprio.* Il est pourtant admis que les clercs prennent la défense des malheureux devant les tribunaux ecclésiastiques. On leur permet aussi de comparaître en justice pour des amis intimes, ou pour les affaires des églises et des établisements pies.

326. Il est défendu aux clercs d'exercer la médecine (cap. fin. ne clerici vel monachi). La principale raison de cette prohibition est que l'ignorance et la négligence peuvent souvent causer la mort et faire encourir par conséquent l'irrégularité. La chirurgie est encore plus défendue que la médecine, parce que des opérations corporelles ne peuvent jamais être autorisées pour eux.

327. Les clercs ne peuvent pas être avocats devant un juge séculier (c. 1 *Ne clerici vel monachi*) On excepte les affaires personnelles; car rien n'empêche un clerc de plaider sa propre cause c. 1 de post. praelat. c. *omnibus* 4 q. 6 c. 1 *Ne clerici vel monachi*). Toutefois les clercs peuvent plaider pour les malheureux, pour les orphelins, dans les causes qui intéressent les établissements pies, pour les personnes ecclésiastiques, pour des amis intimes et anciens, pour des parents. Aucune loi n'empêche les clercs de donner des consultations dans leur cabinet, ou de rédiger des mémoires. Ce qu'on ne permet jamais aux clercs c'est de plaider au criminel contre l'accusé; les canonistes conseillent même de s'abstenir de la défense, parce que la négligence de l'avocat peut entraîner la condannation. Le clerc qui plaide devant le tribunal civil pour des personnes misérables ne peut pas exiger de salaire. Devant les tribunaux ecclésiastiques, les clercs remplissent licitement les fonctions d'avocat.

328. Un clerc ne peut pas être nommé tuteur par testament ni par décret du tribunal (C. *Cyprianus* 21, qu. 3, C. *Pervenit*, 86 dist.) Tous les canonistes confirment, et donnent pour raison que la tutèle distrairait de l'accomplissement des devoirs ecclésiastiques.

329. S'il y a un procès où un clerc agit en qualité de tuteur, on peut lui opposer dès le principe la nullité du titre.

330. L'homme qui est tuteur ou l'a été, ne peut être admis à la cléricature qu'après qu'il s'est démis de la tutèle et qu'il a rendu compte de sa gestion (C. *de obligat. ad rationac.)*

331. S'il s'agit de personnes pauvres dont les biens sont exposés à être dilapidés, les clercs, à défaut de toute autre personne, avec l'autorisation de leur supérieur, peuvent être obligés à assumer les fonctions de tuteur (C. 5. distinct. 88. C. *Pervenit* 86 dist.) Le droit romain confirme, et les canonistes le reconnaissent unanimement.

332. En ce qui concerne les parents jusqu'au 4e degré, les clercs peuvent accepter la tutèle, mais ni le testateur ni le tribunal n'ont le pouvoir de les y contraindre. Il faut excepter les évêques et les religieux; car cette faculté d'accepter la tutèle ne les comprend pas. Il faut observer aussi que les clercs ne doivent accepter qu'une seule tutèle, et non plusieurs (Montan. *de tutela*, c. 35.) Nous citons plus loin d'intéressantes décisions sur ces divers points.

333. Le clerc ne peut témoigner en justice devant un tribunal séculier sans la permission de son évêque (Décrétale *si testium*, et *cum nuntius, de testibus)*. Et cette permission doit être insérée dans les procès. Les moines et autres réguliers ne le peuvent pas davantage. Le clerc a aussi besoin de la permission de son évêque afin de comparaître devant un autre tribunal ecclésiastique que le sien, en qualité de témoin. Notez que ce n'est que subsidiairement et à défaut de laïques, que le clerc peut être contraint de déposer en justice. Pourtant la déposition du clerc qui se présente au juge séculier sans permission de son évêque est valide, car aucune disposition canonique ne l'annulle.

334. On excepte les testaments; car les clercs n'ont pas besoin de permission pour y servir de témoins (c. *Relatum*, et c. *Cum esses*, *de testamentis*). En ce qui concerne les autres actes, les clercs ne peuvent pas être témoins, c. si *prudentia*, 14, qu. 2. *In conficiendis autem instrumentis secularium negotiorum presbyteri non vocentur ad testimonium.*

335. La médecine est défendue aux clercs à cause du danger d'encourir l'irrégularité en occasionnant la mort de quelqu'un par imprudence. Les brefs et les indults que donne le Saint-Siége pour permettre l'exercice de la médecine, expriment d'ordinaire la recommandation d'exercer gratuitement, surtout à l'égard des gens pauvres. En voici un exemple, que nous croyons devoir rapporter, quoique nous n'ayions pu découvrir la décision finale.

« *Fundana*. Bernardus de Bernardis antequam ingrederetur sacros ordines, dedit operam medicinae, quam ad presbyteratum perventus, ut exerceret porrexit preces fel. record. Clementi X, ut dignaretur licentiam impartiri, qui precibus oratoris annuit, conditione apposita : *dummodo nihil petas, sed a sponte dantibus, a pauperibus vero nihil omnino recipias, donec in redditibus ecclesiasticis habueris unde substentari possis, aut beneficium residentiale obtinueris*, ut ex Brevi quod datur in manibus R. P. D. Secretarii.

« Tam in vim hujus Brevis Apostolici dictus Bernardus sacerdos usque ad hunc diem beneficio ecclesiastico carens, quam ex dispositione juris pluribus in locis medicinam exercuit, cum de jure clerici etiam ad sacros ordines promoti, possint medicinam exercere, ut in puncto firmat Abbas in Cap. *Sententiam*, *ne Clerici vel monachi* p 22 ; Bellet. *disquisit. Cleric.* §. 32 in fine.

« Hinc mensibus retro elapsis Nuncius Apostolicus regni Neapolis expedivit contra oratorem commissarium pro fabricando processu, supponendo quod orator subjaceat pœnis quibus subjacent clerici illicitam negociationem exercentes; sed cum hoc corruat, supplicatur S. Congregationi ut hanc causam reassumat, et inhibeat praefato Nuncio, ejusque ministris, ne contra oratorem aliquid innovent.

« Nam, aut orator potuit medicinam exercere in vim supradicti brevis et ex dispositione juris, et sic non potest processari; aut non potuit, et sic forsan incidit in irregularitatem, ob quam prohibitum est clericis medicinae exercitium propter periculum mortis ex medicorum imperitia, ut tradit Borgas in tract. de Irreg. p. 6, *de Physicis et Chirurgis*, num. 1. Navar. cons. 3. circa finem in tit. *ne Clerici vel monachi*, tom. 1. relati per Grass. in tract. *de effect. Clericatus*, eff. 39 num. 3 et sic cognitio hujus causae spectat ad hanc S. Congregationem, attento quod nuncius Apostolicus non potest cognoscere de irregularitate, nec in eamdem incursos absolvere, vel condemnare, cum hoc munus sit hujus S. Congregationis.

« Quare »

« Sacra Congregatio Concilii respondit: *Audiatur nuncius.* Die 24 augusti 1686. »

336. Quelquefois les nonces reçoivent des pouvoirs spéciaux du Pape pour autoriser les clercs à assumer la tutelle des étrangers. Voici un exemple intéressant:

« Pennen Indulti. Baro Romualdus Herlich confisus de » prudentia et fide sacerdotis Antonii Romanelli elegit eum » in tutorem et curatorem suorum filiorum quoad bona Bur- » gensatica dumtaxat, relicta in reliquis cura et administra- » tione bonorum feudalium baroni Justino Valignano, et quia » pro habilitando praefato Romanello ad dictum munus, opus » erat impetrare desuper opportunam licentiam, voluit eam » impetrari debere sumptibus haereditatis, sub ea lege quod » ubi obtineri non posset, D. Marchio Silvestri avus maternus » pupillorum alium illius loco in dicta tutela et cura prae- » ficere teneretur.

« Obtinuit Romanellus praefatam licentiam, seu habilita- » tionem a Nuncio Apostolico Neapolis, cum solitis clausulis, » *dummodo indecora statui ecclesiastico non exerceret*, sed ne » unquam de illius viribus dubitari contingeret, supplicavit » nuper SSmo D. N. pro concessione, seu confirmatione prae- » fati Indulti: cumque e converso pro parte Marchionis Sil- » vestri praetendatur illud esse denegandum praesertim cum » in haereditate adsint diversae negociationes et mercaturae, » quarum administratio clericis est a jure interdicta: Hinc post » remissas preces ad hanc Sacram Congregationem pro voto, » et post auditas desuper relationes Ordinarii Pennen. et me- « tropolitani Theatini per manus EE. VV. circumferen. pro- » ponitur modo infrascriptum dubium ab EE. VV. deci- » dendum, utraque parte monita, et informante.

» An petitum Indultum sit concedendum in casu etc. ?

» Sacra etc. *Dilata.* Die 7 junii 1698. »

337. Les clercs qui font du commerce se placent sous le coup de censures *ferendae sententiae.* Est-il à propos d'infliger l'excommunication par le seul fait, et surtout pourrait-on soumettre à cette peine spirituelle les laïques qui commercent avec les clercs ? Un évêque publia jadis un édit dans ce sens; il voulait même obliger de dénoncer les clercs qui se livrent au commerce ; mais la S. Congrégation du Concile n'approuva pas tant de rigueur.

« Conversanen Edicti. Adversus edictum episcopi prohibens » clericis illicitas negociationes, itidemque laicis societatem » in praedictis negociis cum clericis ineuntibus, sub poena » excommunicationis ab utrisque ipso facto incurrendae, eam- » demque poenam contra non revelantes infligens, appellavit » universitas hominum et clericorum terrae N. et suspen-

» sionem censurarum obtinuit usque ad praesentem Congre-
» gationem, in qua modo partibus informantibus exquiritur :
» An edictum episcopi substineatur in casu etc. ?

» Sacra etc. *Pro declaratione edicti juxta mentem suspenso*
» *itidem edicto*. Die 16 maii 1699. »

338. Des contrats de ferme et des baux, d'ailleurs licites pour des laïques, sont défendus aux ecclésiastiques. Nous en avons cité bien des exemples dans la dissertation *du commerce illicite*, qui a paru dans la 68e livraison des *Analecta*. Voici une décision inédite, que nous croyons devoir publier.

« Montis Pelusii Praetensae nullitatis contractus. —
» Ingravescente pascuorum penuria in districtu civitatis Montis
» Pelusii, inolevit quidam ovium aliarumque pecudum con-
» tractus sub specie locationis cum assecuratione capitalis,
» qui vulgo dicitur a *Capo salvo*. Quoniam vero exoriri su-
» binde incepit varius rumor, quod in hujusmodi conventione
» nulla servetur justitiae commutativae proportio, damnatum-
» que fœnus obvolvatur, supplicem nuper recursum habuerunt
» homines jam dictae civitatis pro reportando desuper Sacrae
» Congregationis oraculo, quibus sane sub die 13 junii prae-
» cedentis anni juxta morem responsum fuit: *Recurrant in ca-*
» *sibus particularibus*. Hinc canonicus Joseph Accetta, qui
» prae caeteris ex hujusce contractus specie detrimentum ex-
» periri asserit; sub EE. VV. prudentissimo judicio scrutan-
» dum proponit Instrumentum quod, de anno 1710, exaravit
» cum procuratoribus capellae SS. Sacramenti in ecclesia
» cathedrali, ac capellae S. Euphemiae, SS. Rosarii, et S. An-
» tonii in ecclesia S. Francisci, multiplici quidem nota eam-
» dem conventionem inurens, tum quia usurae pravitatem,
» enormissimamque laesionem involvat, tum denique quod
» mercimonium comprehendat clericis omnino prohibitum. In
» eodem plane instrumento dictus canonicus, cum assensu et
» praesentia vicarii generalis, a procuratoribus praedictorum
» locorum piorum in unum convenientibus, titulo locationis
» ad triennium recepit fructum gregis ovium aliarumque di-
» versae speciei, et qualitatis pecudum, cum omnibus ejusdem
» juribus et integro statu, una cum utensilibus ad usum ne-
» cessariis, pro annua responsione granorum 15 pro quolibet
» earumdem pecudum capite, computatis tamen oviculis re-
» center natis, tribus pro duobus; asserendo jamdictum gregem
» reddere posse annuatim carolenos decem pro qualibet pe-
» cude, computata fertili cum sterili. Caeterum in eodem ins-
» trumento expresse fuit conventum, quod praelibatus cano-
» nicus Accetta caveret de capitali restituendo, quemadmodum
» recepit, absque eo quod pecudes conductas posset alienare,
» vel quomodolibet distrahere, verum mensibus praescriptis
» accersere deberet antedictos procuratores pro segregandis
» vetulis, et cooptandis totidem fructiferis. Consignati tandem
» fuerunt eidem canonico conductori viginti agni eodem pa-
» riter numero post expletum locationis tempus restituendi, sin
» minus ab ipso solverentur caroleni 30, ut latius ex instru-
» mento stipulato sub die 3 martii 1710. Successive in al-
» tero contemporaneo instrumento saepedictus canonicus Ac-
» cetta obligationem emisit, animalia conducta in eodem nu-
» mero et qualitate locis piis restituendi, quo sunt in eodem
» instrumento sigillatim descripta, etiamsi pecudes aliquae pe-
» rierint, citra omnem, vel levissimam sui culpam, quin etiam
» ex casu inopinato et fortuito; pro ejusmodi vero periculo,
» quod conductor subit, laudati locorum piorum procuratores
» affictum ut supra conventum, relaxarunt in granis 3, pro
» quolibet pecudum capite, sicque persolvere deberet grana 12
» pro unoquoque.

» Pluribus improbat episcopus hujusce bicipitis contractus
» inventum tamquam apostolico mucrone confictum in const.
» sa. mem. Sixti V incip. *Detestabilis* in Bullario Romano 45;
» cujus dispositione merito comprehendi autumat; quandoqui-
» dem sub locationis cortice mutuum palliatum, et virtuale
» cum detestabili fœnore delitescat. Apertae tandem injustitiae
» ejusmodi contractum relator ipse insimulat, tum quia con-
» ductor eamdem annuam responsionem exigit pro ove fruc-
» tifera, quam pro ariete, aliave pecude prorsus sterili, tum
» quoque quod pretium affictus granorum 17 vel 15 plus mi-
» nusve, quemadmodum stipulari solent hujuscemodi contra-
» ctus, etiam demptis duobus vel tribus, vel quatuor granis
» pro capitalis assecuratione, nimis comperiatur excessivum,
» tum ob diminutum rerum valorem, tum propter pascuorum
» egestatem ac tandem ob luem, quae in gregibus ita penu-
» riantibus passim grassatur, adeo quod ex tot tantisque, qui
» in hujusmodi conventione sese implicuerunt, nullus indemnis
» evasit, ut latius in eadem relatione juribus, et rationibus
» referta; ex quibus, aliisque quae a partibus hinc inde
» uberius adducuntur grave non erit EE. PP. infrascriptis
» dubiis sapientissime respondere:

» 1. An contractus, de quo agitur sit usurarius, in casu?
» Et quatenus negative.

» 2. An idem contractus sit alias illicitus, in casu?

» Sacra Congregatio Concilii etc. Ad 1. *Negative, et quoad*
» *praetensam laesionem ad judices suos*. Ad 2. *Affirmative in*
» *casu uti de contractu presbyteri*. Die 23 aprilis 1712. »

339. Les prêtres qui exercent la médecine s'exposent à être persécutés par les médecins laïques. Voici ce qu'on lit dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile, tome 28, p. 60. L'abbé Samson obtint jadis du Pape un indult pour exercer la médecine dans son pays, qui comptait cinq mille habitants et manquait de médecins. Cet indult lui défendait de recevoir la plus légère rétribution, *etiam a sponte dantibus*. Dans la suite, en faisant renouveler sa permission, il obtint du Pape l'autorisation de recevoir des rétributions de la part de ceux qui les offriraient spontanément; cet indult spécial fut motivé par l'état de gêne où se trouvait la famille Samson. Mais les deux médecins laïques du pays, indignés de cette concurrence, suscitèrent mille vexations au pauvre abbé. D'abord ils essayèrent de le faire exclure comme médecin communal. Puis, ils le dénoncèrent à l'évêque comme ayant obtenu les indults apostoliques par subreption et obreption. L'évêque le crut, et en informa la S. Congrégation, qui prescrivit à Samson de se justifier, *et interim eidem inhibeat, ne exerceat artem medicam*. Samson obéit à cette injonction, au grand regret de la population, qui signa une pétition adressée au Pape pour demander que l'abbé Samson continuât d'exercer. Enfin, il prouva pardevant la S. Congrégation que les divers indults n'étaient pas entâchés de subreption et d'obreption, et il lui fut permis d'en faire usage. (*Thesaur.* tom. 28, p. 60)

340. Le clerc qui exerce la médecine au delà du temps fixé par l'indult, s'expose à tomber dans l'irrégularité. La decrétale d'Innocent III, *Sententiam*, titre *ne clerici vel monachi*, défend l'exercice de la chirurgie à tout sousdiacre, diacre ou prêtre, et la décrétale d'Honorius III, *Super specula*, étend les peines canoniques et surtout l'irrégularité à tous les prêtres. De là vient qu'ils encourent l'irrégularité toutes les fois qu'un malade meurt par suite d'un remède administré mal à propos, sans qu'il y ait de leur faute et quoiqu'on ne puisse leur reprocher aucune négligence; ils font une chose illicite et qui leur est défendue, puisqu'ils n'ont pas d'indult; donc la mort du malade leur fait contracter l'irrégularité. — Le tome 30 du *Thesaurus* parle d'un prêtre qui obtint l'indult pour l'exercice de la médecine *per annum tantum, si tamdiu penuria medicorum perduraverit:* l'année s'écoula et, le même besoin lui paraissant subsister, il ne crut pas nécessaire de demander la prorogation de son indult, et il continua d'exercer. Les médecins du pays portèrent plainte à la S. Congrégation. Comme les magistrats du pays et les officiers de la garnison demandèrent instamment qu'on lui

permit d'exercer, parce que le pays n'avait réellement pas assez de médecins, la S. Congrégation consentit à proroger l'indult pour une autre année, mais elle crut nécessaire de dispenser de l'irrégularité *ad cautelam*, pour le temps que le prêtre avait operé sans indult. (*Thesaur.* tome 30, *Montis Casini*, p. 226).

341. Un prêtre peut-il être conseiller municipal? — Pie VII et Grégoire XVI ont voulu que les conseils municipaux de l'Etat pontifical renfermassent toujours quelques ecclésiastiques qui fussent en état de fournir les renseignements et les éclaircissements qu'on ne peut attendre des laïques; l'édit de 1816 et celui de 1831 sont formels. On demande si un chanoine conseiller municipal a droit aux distributions comme s'il assistait à l'office, attendu qu'il s'absente dans l'intérêt du bien public? Cette question est parfaitement traitée dans le *folium* suivant de la S. Congrégation du Concile; elle fut examinée en 1834. On remarquera que les consulteurs des SS. Congrégations travaillent gratuitement et sans aucune rétribution; de là vient qu'ils obtiennent facilement des indults pour gagner les distributions sans assister à l'office.

« CALLIEN ET PERGULANA. — Immortalis memoriae Pius VII motu proprio publici juris facto die 6 julii 1816 inter cetera prudentissime cavit, ut comitiis quae a singulis communitatibus suae pontificiae ditionis haberentur, sacerdotes interessent, qui laicis hominibus admixti municipii negotia cognoscerent, ac publico bono consultius providerent. Quod quum confirmasset SSmus D. N. Gregorius XVI, quem diu sospitem Deus servet ac incolumem, motu proprio edito die 5 julii 1831, accidit ut ad hoc munus ab eodem sacratissimo Principe eligeretur sacerdos Joseph Bonaccorsi canonicus poenitentiarius in cathedrali ecclesia Pergulana. Hic animadvertens fieri non posse ut uno eodemque temporis momento choro et comitiis municipalibus intersit, supplex implorat ab hac S. Congregatione, ut a fallentiis chori absolvatur quoties praesens esse debeat comitiis eo ipso tempore quo etiam ecclesiae debeat inservire.

» Episcopus sententiam rogatus ait capitulum instantiae adversari, tum quia hae fallentiae ad duos vel tres julios quotannis rediguntur, de qua tenui pecuniae summa indecorum est quaestionem instituere, tum quia si hoc Bonaccorsio concedatur, concedendum etiam erit praeposito cathedralis, qui et ipse eodem honore auctus est, ac aliis canonicis qui forsan ad hoc munus eligentur: quo sane in casu servitium chori patietur detrimentum.

» Ad haec tamen ita advertit Episcopus: « Hoc vero nullo pacto innititur veritati. Non enim quatuor aut quinque vicibus, ut asseritur, hisce coetibus interessentia quotannis requiritur, sed viginti, aut triginta etiam vicibus potest esse necessaria, prout majores vel minores in consilio agendae res sunt, et discutiendae. Addendum absentias a choro per oratorem enuntiatis circumstantiis commissas, vere, et realiter negligentias in servitio propriae ecclesiae praestando apparere, quando hujusmodi minime sint, cum tantum ad publicum curandum bonum abfuerit, atque ut Principis supremo imperio, a quo consiliarius adlectus est, obsequeretur. Atque hoc in allata hypothesi canonico praesertim, qui longo tempore Ecclesiae deserviret, efficere posset, cum jubilationis indultum ab ista Sancta Sede esset postulaturus, obstantibus quam maxime deficientiis, ut supra, recensitis, quae apparentes solummodo, minime reales, verae, et propriae appellandae sunt. Addendum insuper a cœtibus consiliariis absentias, nulla interveniente legittima causa, pœna pecuniaria mulctari, ideoque canonicus consiliarius in iis adversis reperietur circumstantis, ut aliquid semper ab eo, sive pro deficientia a choro, sive pro deficentia conciliariis conventibus, foret persolvendum.

» Ad id vero quod ulterius opponitur a capitulo psalmodiam, sacrasque functiones cessandas esse, si plures canonici eligerentur consiliarii, respondetur primo hunc casum esse pure metaphysicum, cum numquam accidere possit ut decem et novem canonici, ex quibus totum conflatur capitulum, sint ex maxima parte in communalibus consiliis adhibiti, ita ut chorus impediatur omnino. Sed hoc etiam dato, minimeque concesso, quid inde? Chorus quidem sileret, sacraeque functiones suspensae remanerent, in sententia capituli unice persolvendae essent deficientiae, nullo ceteroquin respectu habito, sive ad conculcatas apostolicas constitutiones ad chori servitium spectantes, sive ad populi scandalum, sive ad laudem gloriamque Dei imminutam, atque contemptam. »

» Jam vero inquirendum I videtur, an canonico Bonaccorsio concedendum sit indultum pro iis diebus et horis, quibus praesens adest comitiis tamquam deputatus ecclesiasticus. Id negat capitulum, ejusque sententiae suffragari videtur juris dispositio, ac ipsa beneficiorum institutio. Beneficium enim datur propter officium, et sicuti in veteri ecclesiae disciplina clerici reditibus fruebantur ecclesiae cujus albo erant adscripti, ita modo de canoniae fructibus participant canonici qui ecclesiae inserviunt, ejusque chorali officio intersunt. Non omnes ergo causae pro legitimis habendae sunt ut a choro vacare possint canonici.

» Verum contra ea animadvertendum videtur, ex SS. Canonum sanctionibus nonnullas censeri legitimas causas, ob quas nedum a chori servitio vacare, sed etiam ab ipsa residentia liceat clericis chori servitio addictis. Ea sunt christiana caritas, urgens necessitas, et evidens ecclesiae utilitas. Cap. unic. de cler. non resid. in 6; quas confirmavit Tridentinum sess. 24, cap. 12 de reform. Porro canonici videntur abesse a servitio chori propter publicam utilitatem, dum absunt ut comitiis intersint tanquam deputati ecclesiastici, nimirum ut ipsi tueantur jura Ecclesiae et SS. Canonum sanctiones patefaciant ceteris consiliariis, quos utpote laicos, fieri potest, non aeque ac ecclesiasticos sacrorum jurium scientia pollere.

» Quatenus EE. PP. hujus muneris exercitium pro justa indulti concedendi causa haberi posse existimaverint favore cujuslibet beneficiati, videndum erit num haec ratio militare possit etiam pro canonico pœnitentiario, de quo agitur in praesenti facti specie. Ipsius enim peculiare officium est excipere fidelium confessiones et a choro licite abesse potest dum fidelibus poenitentiae sacramentum administrat, idque tanti semper fecit haec S. Congregatio, ut aliorum munerum, quae huic impedimento essent, exercitium ei vetuerit. Hinc in *Parmen* 7 maii 1652 declaravit episcopum non posse eum renuntiare convisitatorem, nec ipsum posse eligi ad officia quibus a confessionibus in ecclesia excipiendis praepediatur.

» Inspiciendum dein superest num ex praemissa causa vacans a servitio chori distributiones lucretur. Porro iis privandos esse absentes a chori servitio tradit Honorius III, cap. 32, *de praeb.* Confirmavitque Bonifacius VIII cap. unic. de Cleric. non residen. in 6. Quae decreta probans Concilium Tridentinum sancivit distributionibus carere absentes, quavis remissione exclusa, ac non obstantibus quibuscumque statutis, et consuetudinibus sess. 21 cap. 3; sess. 24, cap. 12, de reform. Idque servari praecepit S. Congregatio in *S. Severini* 16 julii 1695, et in *Cathanen.* 18 julii 1699. Eae enim sunt praemium laboris; quod praemium consequi nequit, qui quavis ex causa ab opere vacaverit.

» Conjici quinimo non potest Supremum Principem, dum officium deputati ecclesiastici tribuit canonico, maluisse illud cedere etiam aliorum canonicorum incommodo potius, quam converti in ipsorum compendium et lucrum. Hoc enim munus alienum prorsus est a qualitate canonici, et non modo nihil ad capitulum pertinet quod ipse in conventibus illis pertractat, sed ne ecclesiae quidem hoc interest si laicorum tantum negotia in iis administrentur. Nullum hinc damnum ex canonici absentia pati debet chori servitium.

» Nec vero necessarium videtur comitia habenda esse tempore quo divina officia in choro absolvuntur. Quapropter S. Congregatio in *Brixien.* 19 julii 1638 definivit canonicum examinatorem synodalem vocatum ad interessendum examini pro parochialibus ecclesiis vacantibus vel pro collatione ordinum tempore quo divina officia celebrantur, si eis non intersit, non lucrari distributiones quotidianas » idque confirmavit in *Cremonen.* die 10 septembris 1692.

» Praeterea quamvis juxta Cap. *de cetero* de cleric. non resid. uti possit opera duorum canonicorum, tamen S. Congregatio pluries sancivit eosdem lucrari fructus praebendae, non autem distributiones quotidianas; in *Colonien.* 1587, lib. 4. decret. et in *Sorana* 22 aprilis 1679. Neque aliter judicavit Sacer hic Ordo quoties de canonicis episcopum in S. Visitatione comitantibus actum est: eos enim amittere quotidianas distributiones decrevit in *Sulmonen.* 5 decembris 1626. Quae sane resolutiones jus constituerunt, ita ut ex earum praescripto omnes hujusmodi instantiae definiri consueverint.

» Praestat nihilominus animadvertere non ita generaliter fuisse constitutum absentibus omnibus distributiones esse denegandas, ut nulla prorsus ratione haec juris canonici sanctio attemperari possit. Multae enim dari possunt justae causae, nedum vacandi a servitio chori, sed etiam lucrandi quotidianas distributiones, etsi beneficiatus non absit ob directam utilitatem ecclesiae in qua praebendam possidet. Atque, ut cetera mittam exempla, in dubiis indultorum die 6 maii 1820 ii omnes qui absunt tamquam familiares summi Pontificis, vel inserviunt capellae pontificiae, ceu praesentes in choro sunt et quotidianarum distributionum compendio ditantur. Idem sancitum pro Romanae Curiae Praesulibus qui S. Sedis servitio sive in temporali sive in ecclesiastico munere sunt addicti, Praeterea S. Congregatio hoc idem indultum tribuere consuevit consultoribus SS. Cong. qui absque ulla mercede ac lucro operam suam navant. Ii enim omnes, post demandatam a S. M. Pio VII indultorum reformationem, hoc indulto gaudent pro diebus et horis sine ulla quotidianarum distributionum jactura. Videant EE. VV. utrum hac ipsa indulgentia digni sint ii qui munus obeunt ecclesiastici deputati, quod in ecclesiae utilitatem et populi commodum vergere videtur. Hinc definire dignabuntur:

« An et quomodo sit concedendum indultum in casu?

« Sacra Congregatio respondit: *Consulendum SSmo.* Die 31 « januarii 1835. (*Thesaur.* tom. 94, p. 376; tom. 95, p. 2.)

342. En 1851, un sousdiacre âgé de 42 ans et n'ayant pas les qualités voulues pour le diaconat et la prêtrise, a été autorisé à quitter l'habit ecclésiastique et à s'occuper d'affaires séculières, pour subvenir à l'indigence de sa famille et à la sienne propre. La S. Congrégation du Concile a donné cet indult sous forme de lettre adressée à l'évêque: « Orator » moretur vel in diœcesi vel extra ipsam, excepta Urbe, sub » directione Ordinarii, de qua episcopus domicilii monere » debebit episcopum Ariminen.; utque orator indui valeat ve- » stes laicales, modestas tamen, et civilia negotia exercere, » ac artes non viles, et sacro caractere indignas. Die 5 apri- » lis 1851. »

343. Un prêtre napolitain, qui prétendait avoir été ordonné contre son gré et sous l'impression des menaces que lui adressait continuellement son beau-frère, a demandé, en 1861, l'autorisation de prendre les habits laïques et de s'adonner au barreau. La S. Congrégation s'est contentée de lui permettre de plaider comme avocat devant les tribunaux civils, à condition de n'agir au criminel que pour la défense des prévenus, jamais contre eux et pour les faire condamner. « In foro etiam saeculari munus advocationis exercere possit, » dummodo in criminalibus ad defensionem tantum agat, prudenti » arbitrio episcopi. » Cet indult est du 7 décembre 1861.

344. Les saints canons ne permettent pas qu'un ecclésiastique coupable soit abandonné, au point d'être obligé de s'adonner aux affaires séculières. Un curé déposé doit recevoir une pension alimentaire. En 1714, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'évêque de Modène: « On a proposé de nouveau la cause du curé de S. Martin, qui demandait d'être réintégré dans sa paroisse. Les Emes Cardinaux ont confirmé de nouveau le jugement du tribunal de V. S. par rapport à la déposition. Mais ils ont décidé à l'unanimité que V. S. doit absolument assurer des moyens d'existence à ce pauvre prêtre, qui n'a aucune ressource. Autrement il devrait mendier. Je préviens V. S. d'une chose dont on a déjà dit un mot à l'agent du diocèse, et c'est que si l'ecclésiastique en question n'est pas pourvu de moyens d'existence en rapport avec les exigences de la dignité sacerdotale, la S. Congrégation prendra le parti de lui accorder une pension sur la paroisse; car s'il a été juste de le déposer pour sa mauvaise conduite, il est juste aussi de lui donner une pension alimentaire pour vivre. Rome, juillet 1714. »

345. Rien n'empêche les clercs de défendre leurs propres affaires, celles des églises et des pauvres devant les tribunaux civils, sans permission de l'Ordinaire. Voici une décision qui le constate; nous la publions toute entière pour ne pas la mutiler, quoiqu'on décide certains points que nous traiterons dans les paragraphes subséquents.

« In Causa Stabien. seu Castri Maris vertente inter Re- » verendissimum Episcopum, et canonicos cathedralis eccle- » siae Castri Maris ex una, et ecclesiasticos, eorumque de- » putatos ex altera partibus, de, et super infrascriptis du- » biis, nempe:

» 1. An liceat ecclesiasticis Castri Maris proprias causas, » ecclesiarum, pauperum, et miserabilium personarum tueri » in tribunalibus laicorum in casu etc, et quatenus negative.

» 2. An possint agere, vel comparere per se, vel per pro- » curatores in dictis tribunalibus pro eorum causis civilibus » activis contra laicos absque licentia episcopi in casu etc.

» 3. An simplices sacerdotes cogi possint ad interessendum, » et assistendum functionibus ecclesiasticis, quae fiunt in ca- » thedrali per episcopum, et canonicos ad formam edicti in » casu etc.

» 4. An sit tolerandus presbyter, qui sub nomine fiscalis as- » sistat in choro, canonicis, et aliis de cathedrali Divina pe- » ragentibus in casu etc?

» 5. An clerici dictae civitatis teneantur quotidie assistere » divinis officiis, quae peraguntur in cathedrali in casu etc.

» 6. An ad dictam assistentiam cogi possint pœna librarum » trium cerae, aliisque pœnis, arbitrio episcopi in casu etc.

» 7. An simplices sacerdotes non confessarii, et clerici cogi » possint pœnis pecuniariis, censuris, aliisque pœnis ad in- » teressendum conferentiis casuum conscientiae, quae fiunt in » collegio Societatis Jesu in casu etc.

» 8. An sacerdotibus, et clericis dictae civitatis non obli- » gatis ad curam, neque ad residentiam, volentes alio se tran- » ferre absque licentia episcopi, teneatur idem episcopus con- » cedere litteras commendatitias in casu etc.

» Sacra Congregatio Eminentissimorum et Reverendissimo- » rum S. R. C. Cardinalium negotiis, et consultationibus Epis- » coporum, et Regularium praeposita, visis relationibus epis- » scopi Castris Maris ac juribus ab utraque parte informante » deductis referente Eminentissimo Grimaldo, ad suprascripta » dubia infrascriptum in modum respondendum censuit, vi- » delicet:

» Ad primum. *Affirmative.* Ad secundum. *Provisum in primo.* » Ad tertium, quartum, quintum, et sextum. *Negative.* Ad se- » ptimum. *Non esse cogendos, sed hortandos.* Ad octavum. *Non* » *esse denegandas, nisi cum rationabili causa. Romae 8 maji* » 1716. *F. Cardinalis de Abdua. Loco ✝ Sigilli. V. Archiepi-* » *scopus Damascenus secret.* »

346. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les indults que donne le Saint-Siége pour autoriser l'exercice de la médecine, renferment d'ordinaire la recommandation d'exercer gratuitement. En mai 1716, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit au vicaire capitulaire de Sulmona: « La plainte ci-jointe vous fera comprendre les griefs de la commune d'Introdoca contre Sante Tunno, prêtre et médecin. La S. Congrégation vous ordonne de vous faire présenter par cet ecclésiastique l'indult apostolique relatif à la médecine; s'il ne le présente pas, vous lui défendrez aussitôt de continuer l'exercice de sa profession; mais, s'il présente l'indult, vous l'obligerez d'en observer les clauses en exerçant gratuitement la médecine, comme le Souverain Pontife l'a prescrit, en accordant l'indult. C'est ce que vous devrez exiger absolument de cet ecclésiastique. Rome, mai 1716. »

347. Il n'est pas défendu de recevoir les rentes d'autrui; car un pareil service ne renferme pas une agence proprement dite. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'évêque de Narni: « François Bizzarri, prêtre du diocèse de Sinigaglia, n'exerce pas une profession indécente en habitant et en gardant la maison de laïques qui sont absents; il n'est pas censé agent rural, puisqu'il se borne à retirer les rentes qu'apportent les fermiers. Par conséquent il peut mériter que V. S. lui accorde la permission de célébrer dans son diocèse. C'est pourquoi les Emes Cardinaux m'ont ordonné de faire savoir à V. S. de se conduire d'après leur avis. Rome, septembre 1719. »

348. Ce n'est pas l'esprit des saints canons que les clercs soient réduits à la dure nécessité de s'occuper d'affaires séculières ou de mendier leur pain. Voici une touchante lettre adressée par la S. Congrégation des Evêques et Réguliers à l'archevêque de Tolède en 1720:

« Non latet amplitudinem tuam sacerdotem Didacum Roaiz » de Mata y Aquero a suo tribunali ob praetensa sua delicta » pœnitentiatum hic in Urbe degere ad complendam pœnam » sibi commutatam. Idem in S. C. hac die habita exposuit » se propter extremam paupertatem in qua reperitur nil » habere quo victu et vestitu necessariis ad vitam ducendam » possit provideri. Consueta itaque in eum miseratione per- » moti Emi PP. eidem amplitudini tuae scribi jusserunt, qua- » tenus sufficiens subsidium a fructibus suorum bonorum huc » transmittere non gravetur; idque ob eximia ejus in pau- » peres pietate quamprimum effecturum non dubitant, eo magis » quia de jure non videtur eidem posse alimonia denegari, » illiusque alimenta praeficienda esse cuicumque juri fisci ac » damnorum refectioni. Et in maximum dedecus characteris » sacerdotalis redundaret, si diutius protrahendo auxilium » mendicare postmodum palam et ostiatim cogeretur. Amplitudo » tua igitur, quocumque obstando remoto, misereatur famelicae » ejus ovis et optimi Pastoris partes erga ipsum adimpleat, » ut et idem divinorum sibi charismatum incrementa, que- » madmodum et nos ex animo facimus, precetur etc. Romae, » martii 1720. »

349. Un prêtre qui, au lieu d'exercer gratuitement la médecine, accepte un traitement annuel, même de la part d'ecclésiastiques, s'expose, non seulement à voir révoquer son indult, mais aussi à devoir demander la dispense de l'irrégularité *ad cauthelam*.

« In causa Conversanen praetensae irregularitatis incursu a » presbytero Michaele Petrosino artis medicae professore, ob » transgressionem ut asseritur Brevis Apostolici ab eo obtenti, » mediante exactione et receptione provisionis annuae a quam- » plurimis ecclesiasticis, vertente inter ipsum ac promotorem » fiscalem curiae ecclesiasticae illiusque adhaerentes.

« Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, visa » relatione vicarii generali Conversanen. referente Emo Cor- » sino, ac juribus et documentis ab utraque parte informante » deductis de more perpensis, censuit committendum, prout » praesentis decreti vigore committit eidem vicario, quatenus » cum eodem sacerdote injuncto ipsi praecepto de se in po- » sterum abstinendo ab exercitio artis medicae, super irregulari- » tate ad cauthelam dispenset. Romae, mense decembris 1721. »

350. L'autorisation d'exercer la médecine n'est accordée qu'avec bien des clauses restrictives. Le Saint-Siége exige d'ordinaire: 1. Un certificat d'aptitude délivré par d'habiles médecins. 2. Défense de préparer les remèdes et de faire les opérations de chirurgie. 3. On ne doit faire usage de l'indult qu'à l'égard des pauvres. 4. Enfin l'exercice de la médecine doit être entièrement gratuit. Voici la formule employée à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, *Regestrum Episcoporum*, 14 décembre 1742.

« Sacra Congregatio etc. commisit archiepiscopo Floren- » tino, ut, veris existentibus narratis, et dummodo orator ad » exercendam artem medicam de physicorum peritorum testi- » monio sit idoneus, et pharmaca per seipsum non componat, » ac in chirurgicis operationibus et in sordidis non se im- » misceat, petitam facultatem pro pauperibus et miserabilibus » personis tantum, et quidem gratis et absque ulla mercede » per oratorem exercendam, pro suo arbitrio et conscientia, » eidem impertiatur. »

351. L'encyclique de Clément XIII, citée dans notre dissertation sur le commerce, défend rigoureusement que les ecclésiastiques remplissent les fonctions d'intendants dans les grandes familles. Le Saint-Siége dispense rarement, et pour un laps de temps restreint. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'évêque de Fano en 1771: « Dans l'audience du 2 courant on a fait relation au Saint-Père de la supplique ci-jointe du comte Gaston Marcolini, concernant l'édit publié par V. S. pour défendre aux prêtres d'occuper l'emploi d'intendant dans les maisons nobles. Sa Sainteté a daigné condescendre avec bienveillance à la demande du comte Marcolini et lui permettre de garder le prêtre dont il s'agit, Dominique Gaudenzi, en qualité d'intendant, mais seulement pour l'année courante. En même temps le Saint-Père a ordonné d'écrire à V. S. comme je le fais par la présente, pour recommander le zèle de V. S. et l'encourager à veiller à l'observation de l'édit en question, quoique les raisons particulières qui sont exprimées dans la supplique aient déterminé Sa Sainteté à dispenser pour ce cas. Rome 3 août 1771. »

352. C'est faire insulte à la dignité épiscopale que de faire intimer une citation à un évêque pour obtenir le paiement. En 1805, la S. Congrégation écrit au vicaire capitulaire de Todi: « Le Saint-Père a appris avec indignation ce qui s'est passé dans votre ville par rapport à Mgr l'évêque de Tibériade, vicaire apostolique de Fano, à qui on a présenté une citation camérale, ce qui semble par trop injurieux pour la dignité épiscopale. En conséquence, le Saint-Père a ordonné de vous écrire de faire incarcérer immédiatement l'individu qui a présenté ladite citation, et de le retenir en prison, à la disposition de Sa Sainteté etc. Rome, 12 août 1805. »

353. Nous croyons utile de publier ici divers indults donnés par la S. Congrégation; on y verra que l'Eglise est constamment préoccupée de la nécessité d'éloigner des affaires séculières les membres du clergé.

354. En 1840, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers reçoit la supplique suivante: « André N. chanoine demanda il y a quelques années la permission de continuer le commerce de draps que faisait son père, et celle d'ouvrir un petit négoce de vin, afin de soutenir sa famille, et de payer les dettes laissées par son père. L'indult fut accordé pour trois ans; mais comme il est expiré depuis plus de deux ans et que les mêmes raisons subsistent encore, il implore la prorogation de l'indult pour trois autres années. » L'évêque appuie la demande et il atteste que la population ne trouve

pas mauvais que le chanoine dont il s'agit s'adonne à quelques opérations de commerce pour subvenir à ses parents. L'indult est accordé en ces termes: « Ex audientia SSmi die 5 junii 1840. » SSmus annuit arbitrio Ordinarii pro petita sanatione quoad » praeteritum, et pro prorogatione ad aliud triennium, servata » forma et tenore praecedentis concessionis. »

355. Voici un indult concernant la tutelle. « NN. prêtre représente qu'il se voit dans la nécessité de prendre la tutelle de deux neveux orphelins de père et de mère; le recourant a été nommé tuteur par le père et la mère. En conséquence, il en demande l'autorisation, ainsi que la permission de faire valoir les petits capitaux de la succession par le commerce ou en les plaçant à intérêt, suivant l'usage de la province et conformément aux lois du royaume, avec les conditions d'Alphonse de Castro. » L'indult apostolique est conçu en ces termes: « Vigore specialium facultatum etc. Sacra Con- » gregatio etc arbitrio Ordinarii, pro facultate enunciatam » tutelam et curam recipiendi, atque exercendi ea omnia quae » ad tutores et curatores de jure, usu et consuetudine per- » tinent; nec non, durante praefato munere, assistendi eorum » licitis atque honestis negotiis, dummodo ad nundinas et » mercatus personaliter non accedat, et nil agat quod sacer- » dotali caracteri indecorum sit. Contrariis etc. Die 1 au- » gusti 1840. »

356. « Dominique N. prêtre, représente humblement que, se trouvant avancé en âge et connaissant la médecine, il désire exercer, afin de soulager l'humanité souffrante, surtout les pauvres. » « Vigore specialium facultatum etc. Sacra Congre- » gatio etc. arbitrio Ordinarii pro petito indulto ad triennium » dummodo titulo charitatis et gratis exerceat, in arte medica » sit sufficienter instructus, per seipsum medicamina non » componat, ac ab adustione et membrorum incisione se » abstineat. Die 1 septembris 1840. »

357. Il faut un indult apostolique pour qu'un prêtre puisse accepter le mandat de procuration d'un laïque. Voici un ecclésiastique qui demeure depuis longtemps dans une famille noble, dont le chef s'absente quelquefois pour faire de longs voyages; il lui a laissé une procuration générale pour retirer les rentes. Le recourant ne s'est jamais abaissé à des occupations et des négoces défendus par les saints canons et par les constitutions apostoliques; toutefois, pour plus grande sûreté de conscience, et afin d'user librement de la procuration et de pouvoir continuer de surveiller les intérêts de la noble famille, il en demande l'autorisation, autant qu'on peut la juger nécessaire. « Vigore specialium facultatum etc. » Sacra Congregatio etc. arbitrio Emi Ordinarii pro simplici » superintendentia ad quinquennium, dummodo nil indecorum » caracteri sacerdotali agat, et ad nundinas et mercatus per- » sonaliter non accedat. Die 1 septembris 1840. »

358. « Mgr l'évêque de N. se trouvant sain de corps et d'esprit et désirant faire son testament pour disposer de ses biens, prie humblement Votre Sainteté de lui en accorder l'autorisation. La valeur totale des objets et des biens dont il veut disposer s'élève à quarante mille francs environ; sur ce chiffre, vingt-quatre mille proviennent de la succession paternelle. Le recourant a restitué environ huit mille francs qu'il avait pris sur le revenu de la mense épiscopale, et il se propose de rembourser aussi le complément, Dieu lui prêtant vie. Il est bien entendu que tous ces chiffres n'ont pas une exactitude mathématique, parce qu'il est moralement impossible ou tout au moins bien difficile de préciser; ce sont donc des évaluations approximatives. C'est pourquoi le recourant s'adresse au Saint-Siége; l'autorisation et la bénédiction apostolique le préserveront de tout scrupule de conscience pour le cas où par inadvertance ou par tout autre incident il viendrait à disposer de quelque somme qui, à la rigueur, appartiendrait à l'Église et aux pauvres. Grâce à Dieu, il leur a donné jusqu'ici les revenus de la mense, principalement à la cathédrale, qu'il a pourvue d'un grand nombre d'ornements sacrés, après l'avoir reconstruite de fond en comble; la dépense a surpassé cent mille francs. L'évêque recourant demande les plus larges permissions, pour la tranquillité de sa conscience; il ne veut pas conserver le plus léger doute et le plus petit scrupule. » — « Vigore specialium facul- » tatum etc. Sacra Congregatio annuit pro petita facultate » disponendi pro sui arbitrio et conscientia, etiam per testa- » mentum, de enunciatis bonis, praelevata aliqua summa favore » ecclesiae cathedralis, et exceptis sacris suppellectilibus » ad formam constitutionis S. Pii V. Die 1 septembris 1840. »

359. On permet rarement d'exercer la médecine avec rétribution. Voici pourtant un exemple. « Louis N. prêtre représente humblement que, pour soulager la pauvre humanité souffrante, et aussi pour subvenir à ses propres besoins, attendu qu'il se voit dans un état voisin de l'indigence, il désire exercer la profession médicale, qu'il connaît parfaitement; il supplie donc Votre Sainteté de vouloir lui en accorder l'autorisation, et il présente les testimoniales de son évêque à cet effet. « Ex audientia SSmi die 18 decembris 1840. » SSmus annuit arbitrio Ordinarii pro petita facultate ad trien- » nium, dummodo sit in arte medica peritus, medicamina » per seipsum non componat, et ab adustione, et membrorum » incisione se abstineat. »

360. On ne permet pas de prendre l'emploi de commis dans les maisons de commerce. — « Marie N. prêtre, représente que sa mère est d'un âge avancé et dans un déplorable état de santé, et qu'il a aussi une sœur nubile qu'il ne peut pas nourrir avec le revenu de son modique patrimoine; il demande instamment la permission de servir de secrétaire chez un des négociants du pays. — *Non expedire.* Die 1 januarii 1841. »

361. Afin de pouvoir exercer une simple surveillance sur le commerce, une permission spéciale est de rigueur. — « Antoine P. chanoine de la cathédrale de L. représente humblement à V. S. que son frère, qui est commerçant, est chargé d'une nombreuse famille composée d'enfants en bas âge; comme il s'absente quelquefois, et que d'ailleurs il peut tomber malade, il désire vivement que le recourant puisse surveiller ses affaires; c'est la permission qu'on demande à Votre Sainteté, pour le seul et unique cas d'absence, ou de maladie, toujours au profit de la famille. « Ex audientia » SSmi die 18 decembris 1840. SSmus annuit arbitrio Or- » dinarii pro petito indulto ad triennium, pro simplici supe- » rintendentia in casibus expressis, et legitima concurrente » causa, dummodo ad nundinas et mercatus personaliter non » accedat, et nil agat, quod caracteri sacerdotali non conveniat, » et agatur de negotiatione aliunde licita et honesta. »

362. Le prêtre qui exerce la médecine sans indult, s'expose à encourir des censures, dont la violation fait contracter l'irrégularité. Nous nous contentons de rapporter un indult de 1850 au sujet d'un ecclésiastique qui avait exercé la médecine sans permission; on y remarquera la recommandation d'exercer gratuitement.

» Ex audientia habita a Domino Assessore die 20 de- » cembris 1850. Sanctitas Sua facultatem tribuit archiepiscopo » N. praefatum sacerdotum a censuris et poenis ecclesiasticis » ob praemissa quomodolibet incursis absolvendi etiam per » subdelegandum, injuncta tamen poenitentia salutari et spi- » ritualibus exercitiis per dies quindecim in aliqua pia domo » peragendis, et cum eodem, postquam dictis exercitiis va- » caverit, super irregularitate ex praemissis, et ex violatione » dictarum censurarum contracta dispensandi, eique de spe- » ciali gratia in exemplum non afferenda indulgendi, ut, » dummodo pharmaca per seipsum non componat, ab adustione, » et mutilatione membrorum se abstineat, et sit gnarus artis

» medicae, eam exercere, gratis tamen cum pauperibus possit » et valeat; praescriptis ab Ordinario cauthelis ne aliquod incon- » veniens oriatur et facta eidem Ordinario potestate indultum » revocandi si et quando id in Dno judicaverit. Contrariis etc.

XIX. De quelques obligations que l'on ne peut pas imposer au clergé.

363. Peut-on obliger les simples prêtres et les clercs qui ne possèdent pas de bénéfice et ne remplissent pas de charge ecclésiastique, d'assister aux processions, aux offices paroissiaux, aux cérémonies qui se font dans les cathédrales, aux conférences morales, et autres? On a sur ces points un assez grand nombre de décisions de la S. Congrégation du Concile et de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers ; commençons par les décisions de la S. Congrégation du Concile.

364. La S. Congrégation décida autrefois que les clercs qui ne possèdent pas de bénéfice ou d'office ecclésiastique ne sont pas obligés d'assister aux processions. Toutefois, comme il n'est pas édifiant de voir dans une grande ville un grand nombre d'ecclésiastiques circuler de tous côtés, pendant que les autres membres du clergé se font un devoir d'assister aux processions, le Pape ordonne à la S. Congrégation d'examiner la question, et il y a quelque urgence, parce qu'on voudrait avoir la décision pour la prochaine fête *Corpus Domini*.

Le *votum* du cardinal Casanate prouve parfaitement d'après les anciennes décisions de la S. Congrégation que les prêtres et encore moins les simples clercs qui n'ont aucun office ou bénéfice ne sont pas obligés d'aller aux processions; on ne peut pas même exiger qu'ils assistent aux processions extraordinaires qui sont prescrites dans les grandes occasions ; l'exhortation est tout ce qu'on peut faire envers eux ; mais les bénéficiers sont tenus, même au cas où leur bénéfice n'exige pas la résidence ou qu'il ne comporte qu'un simple service.

Voici le *votum* du savant cardinal; on trouvera les *dubia* plus loin, dans le *folium* de la S. Congrégation.

« Ad 1. *Negative*. Non potest enim episcopus clericos cogere ad publicas processiones, nisi adsit consuetudo in contrarium. Ita declaravit S. Congregatio Concilii die 6 maii 1597 apud Farinac. in recollect. decis. 179, et colligi ex decreto alio S. Cong. die 17 julii 1597 docet Novarius in Bullar. comment. 103. num. 14.

» Ad 2. *Affirmative*. Episcopum posse compellere clericos beneficia et alia officia ecclesiastica obtinentes, ut accedant ad processiones publicas S. Congregatio die 17 julii 1597 declaravit et Lanfranc. decis. 339. p. 2.

» Et hoc procedit etiam si beneficium sit simplex et tenue et etiam si esset sine redditibus. Gomes. decis. 2. et ita declarasse S. Congregationem die 6 maii 1597 testatur Farinac. in recollect. decis. 179 et Novar. comment. 103 num. 2 et seqq.

» Ad 3. *Negative*. Sacerdotes enim non habentes beneficium neque officium compelli non possunt ad processiones, ut continetur in eodem decreto S. Cong. die 6 maii 1597 quod refert Farinacc. d. decis. 179.

» Ad 4. *Negative*. Non possunt compelli neque ad processiones publicas et solemnes, neque ad processiones solemniores indictas pro bono vel honore publico, et hoc deduci ex decreto S. Congregationis die 17 julii 1597 tenet Novar. d. commentar. 103 num. 14.

En effet, la S. Congrégation, examinant la question de droit, sans se préoccuper de la coutume, se prononça pour la liberté.

« Eugubina. De accessu ad publicas processiones. Saepe » alias haec S. Congregatio censuit clericos nullum bene- » ficium, vel officium ecclesiasticum in dioecesi obtinentes, » non posse cogi ad publicas processiones accedere.

» Nihilominus experimento compertum est in pluribus locis, » et praesertim in civitate Eugubina, per declarationem hujus- » modi non parum detrahi divino cultui, et processionum » solemnitati ac decori. Imo non leve scandalum populo in- » ferri, dum ipsarum processionum tempore clerici vel pres- » byteri hac illac Eugubii, in numero centum viginti, et » ultra, vagi et errantes conspiciuntur.

» Delata propterea ad Sanctissimum D. N. hujusmodi in- » convenientis notitia, visa res est considerari digna; Ideoque » ut, si quae ratio pro divino cultu ineunda sit, possit exe- » cutioni demandari pro instante SSmi Corporis Christi so- » lemni processione, Sanctitas Sua negotium in proxima ha- » benda Congregatione discutiendum remisit. Sane legitima » concurrente consuetudine eadem S. Congregatio censuit cogi » posse. At in praesenti, num adsit consuetudo, nunc minime » constat, ac stante temporis angustia, de illa nequit explo- » rari; proinde praescindendo a consuetudine, quaerendum » videtur :

» 1. An clerici nullum officium vel beneficium ecclesiasticum » obtinentes ad publicas processiones cogi possint.

» 2. An cogi possint obtinentes beneficia quamvis non sint » residentialia, aut servitoria.

» 3. An cogi possint simplices presbyteri.

» 4. An saltem cogi possint ad processiones solemniores.

» S. Congregatio Concilii rescripsit: ad 1, 3, et 4. *Negative* » *sed esse hortandos*. Ad 2. *Affirmative*. Die 12 junii 1677. »

365. Il en est autrement des bénéficiers, quelque modique que soit leur revenu; en supposant même qu'ils ne retirent rien de leurs bénéfices, on peut les obliger d'assister aux processions. Les chapelains des legs pies conférés en titre sont dans le même cas, en observant toutefois que nous parlons ici des processions publiques.

La question fut déférée autrefois à la S. Congrégation du Concile Le *votum* du cardinal Casanate rappelle les précédents, surtout la décision pour Gubbio que nous venons de rapporter, et il établit une distinction très juste entre les legs pies purement laïques et ceux qui sont conférés en titre.

« Affirmative quoad omnia; possunt enim compelli ad processiones generales, non autem particulares; ita fuit decisum ab hac Sacra Congregatione die 12 junii proxime lapsi in una *Eugubina*, et late Novar. in Summ. Bull. comment. 179 per totum.

» Ad 2 distinguendo. Aut haec legata pia sunt instituta et erecta in perpetuum cum auctoritate apostolica vel episcopali, et hoc casu veniunt sub nomine beneficii, et obtinentes illa, tenentur et possunt cogi ad processiones. Aut haec legata sunt sine auctoritate episcopali, seu apostolica; sed conferuntur ab haeredibus in perpetuum, et illo casu non veniunt nomine beneficii, quia est quod laicale et temporale. Felin. in cap. 8 part. 2 n. 2 de rescrip. Navarr. cons. 5 n. p. Gonzalez ad 8 reg. Cancell. glos. 5, n. 20. Garzias de benef. par. 1. cap. 3, et Barbosa, *de jure Eccles.* lib. 3, cap. 4, n. 31. Et vera est distinctio, quia in judicanda qualitate beneficii erectio seu fundatio tantum attendi debet. cap. *Porro* de privil. et Rota in *Melfiten. legati pii* 24 januarii 1629 coram Dunozetti. Unde si legata pia sunt sine auctoritate necessaria, obtinentes ea non possunt cogi ad processiones.

» Neque ex eo quod conferuntur in titulum, deduci potest hujusmodi legata esse beneficia, quia potest quis ordinari ad titulum legatorum piorum, quae sunt perpetua, licet non sint beneficia, sed ad titulum patrimonii. Garzia de benef. p. 1, cap. 3, n. 111 in fine. »

La S. Congrégation du Concile voulut d'abord interpeller le clergé et l'inviter à présenter ses raisons.

« Nullius Altamurae Processionum — Pro parte archipres- » byteri Altamurae citato procuratore clericorum supplicatur » decerni:

» 1. An clerici non participantes obtinentes tamen beneficia » aut officia ecclesiastica simplicia, quamvis tenuia aut nullius » redditus, etiamsi de jurepatronatus laicorum, cogi possint ad » publicas processiones ?

» 2. An pariter cogi possint obtinentes legata pia, quae con- » feruntur in titulum ?

» S. Congregatio Concilii etc. *Dilata et audiantur clerici.* » Die 27 novembris 1677. »

Apres s'être entourée de tous les renseignements, la S. Congrégation décida que les bénéficiers devaient intervenir aux processions.

» Propositis infrascriptis dubiis die 27 novembris 1677, » resolutio dilata fuit ut clerici audirentur. Citato itaque illorum » procuratore ad informandum, iterum quaeritur:

» S. Congregatio. Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Affirmative dum-* » *modo conferantur in titulum beneficii.* Die 26 martii 1678. »

366. Peut-on obliger les simples prêtres d'assister aux offices de la cathédrale, surtout lorsque l'évêque officie pontificalement? L'ancienne discipline ne prescrit-elle pas que tout homme promu aux saints ordres soit attaché au service de la cathédrale ou des églises matrices, supposé qu'on réside hors de la ville épiscopale? La S. Congrégation du Concile a décidé autrement dans le cas suivant.

« Auximana Servitii Ecclesiae. — In cap. 90 constitu- » tionum synodalium a recolen. mem. card. Gallo tunc epis- » copo editarum pag. 143 ita legitur: Habeant clerici omnes » cujuscumque ordinis propria superpellicea, et ecclesiae cui » in ipsa ordinatione fuerint adscripti inserviant ; alias eos » clericalibus privilegiis minime gaudere declaramus juxta for- » mam Sac. Concilii Tridentini.

» In illis vero quas hodiernus Emus episcopus edidit, in- » frascripta verba habentur, sub §. 20 pag. 113. Clerici autem » cathedralis ecclesiae servitio addicti accurata obedientia, » quoad ejusdem ecclesiae servitium, Sacri Concilii Tridentini » decretis pareant, et juxta inveteratam et immemorabilem » consuetudinem, subdiaconi munus obeant, quoniam, et nos » eorum sedulae et indefessae operae pro cujusque merito ra- » tionem suo tempore sumus habituri.

» Porro dictus Emus Episcopus sub die 18 augusti proximi » praeteriti per edictum typis impressum inter cœtera statuit: » Li sacerdoti li quali non hanno altro impiego oltre l'officio » divino, che di celebrare la santa messa, non mancheranno » di qui in poi intervenire alla nostra catedrale nelli giorni » festivi dell'anno, e canonicali, e particolarmente, quando » noi parimenti assisteremo, e molto più quando pontifical- » mente canteremo li vespri e messe pontificali come di Pasqua, » Pentecoste, S. Pietro, S. Tecla, Natale di Nostro Signore » e Settimana Santa, sotto pena a nostro arbitrio non esclu- » dendo li parrochi, purchè non siano necessariamente im- » pediti per servizio della loro cura.

» Reclamantibus adversus hoc edictum presbyteris civitatis, » auditus fuit Emus Praelatus, qui illius justitiam fundat in eo » quod nemo ex antiqua consuetudine ad ordines promovetur, » qui servitio ecclesiae cathedralis, si de civitate, aut eccle- » siarum matricum si de diœcesi sit, respective non adscri- » batur; ex qua adscriptione oritur onus inserviendi ecclesiae » juxta formam constitutionum synodalium de quibus supra.

» His ergo perpensis, et utraque parte ad informandum mo- » nita, dignabuntur Emi PP. decernere:

» An sacerdotes civitatis teneantur ecclesiae cathedrali in- » servire diebus festis juxta formam praefati edicti?

» Sacra etc. *Ad mentem.* Mens est, *quod Emus Episcopus* » *utatur edicto per viam simplicis hortationis, ut ipsemet fa-* » *cere velle declaravit.* Die 27 novembris 1688. »

En effet, les anciens édits rapportés dans le *folium* ne constatent pas un usage qui pût servir de titre pour obliger tout le clergé d'assister aux pontificaux de la cathédrale.

367. Il faut une coutume prouvée légalement pour pouvoir obliger les simples prêtres et clercs qui ne jouissent d'aucune rétribution, à assister aux offices des cathédrales ou des collégiales. Nul n'est tenu de servir gratuitement une église, supposé même que l'on ait été attaché (*adscriptus*) au service de cette église à l'époque de l'ordination. — L'évêque de Sarno publia jadis un édit prescrivant à tous les prêtres de la ville d'assister à l'office de la cathédrale ou de la collégiale tous les jours de fêtes, sous peine de suspense *ipso facto*. Le clergé réclama, en révoquant en doute la coutume sur laquelle se fondait le prélat.

Cette coutume n'étant pas prouvée légalement, le cardinal Casanate opina pour la nullité de l'édit.

« Non sustineri, non verificata consuetudine per judiciales probationes.

» Regula enim est, quod clerici non participantes, nullo emolumento iis constituto, etiamsi fuerint ecclesiae adscripti, non tenentur gratis servire, nisi vigeat consuetudo, ut ex ratione textus in c. *Extirpandae*, 30, vers. *Cum igitur*, de praebendis (videlicet altari serviens de altari vivat) pluries firmavit Sacra Congregatio relata per Pignat. consult. §. 6 n. 2 ad 10 tom. 3. per Nicol. tom. 2. *Elucubrat.* lib. 1 tit. 22. n. 4. pag. 42. in *Altamurana* sub die 10 septembris 1672; nuper in *Auximana* sub die 27 novembris 1688. »

En effet, la S. Congrégation déclara que l'édit en question était insoutenable, mais elle offrit au prélat de faire une enquête sur le fait de la coutume.

« Sarnen Servitii Ecclesiae — Antiquae, sed controversae » consuetudinis morem sequutus in ecclesia Sarnen. modernus » ejus episcopus tam in actu visitationis, quam in edicto par- » ticulari post dictam visitationem publicato, praecepit omni- » bus sacerdotibus dictae civitatis etiam simplicibus, et nullum » beneficium in cathedrali, seu collegiata obtinentibus, ut sin- » gulis festis de praecepto aliisque consuetis diebus servitio » praedictarum ecclesiarum statutis horis assisterent sub pœna » suspensionis ipso facto incurrenda, et aliis arbitrio.

» Contra hoc praeceptum habito per eosdem sacerdotes » recursu ad hanc S. Congregationem, et super eo episcopo » audito, consuetudinem, dictorumque sacerdotum adscriptio- » nem servitio praedictarum ecclesiarum allegante, partibus » informantibus, dignabuntur EE. VV. decernere:

» An dictum preceptum substineatur?

» S. Congregatio rescripsit: *Negative, et dentur litterae re-* » *missoriales episcopo si velit.* Die 17 junii 1690. »

368. C'est un *attentat* que de procéder contre les ecclésiastiques qui ont déféré une question au Saint-Siége; toute suspense infligée dans de semblables conditions est nulle — Le promoteur fiscal de Troia ayant prétendu obliger (en vertu d'une coutume qui n'était pas prouvée légalement) les simples prêtres d'assister à l'office de la cathédrale les jours de fêtes, le clergé soumit la question à la S. Congrégation. Quoique l'affaire fût pendante, l'évêque pensa qu'il pouvait continuer la possession en laquelle il se trouvait, et il frappa de suspense plusieurs prêtres qui, dans l'attente de la décision, refusèrent de se rendre à la cathédrale. La S Congrégation révoqua cette suspense *usque ad exitum causae*; puis, d'après les attestations extrajudiciaires que présenta le promoteur, qui ne s'astreignit jamais à ouvrir une enquête légale, elle décida que les simples prêtres étaient obligés au service de la cathédrale et qu'il y avait eu attentat. Voici le *folium* et la décision:

« trojana — Vigore cujusdam consuetudinis per testes non » tamen formiter receptos assertae, cum procurator fiscalis » curiae episcopalis praetenderet simplices sacerdotes, quam- » vis nullum in ecclesia cathedrali beneficium obtinentes nul- » lumque etiam ex ea emolumentum percipientes, nihilominus » teneri ad servitium ibidem praestandum singulis diebus festis

» de praecepto, nec non eosdem simplices sacerdotes non » parochos, neque confessores interesse tamen debere con- » gregationi casuum et lectioni theologiae moralis, propositum » fuit in Congregatione habita die 18 februarii 1702 duplex » dubitum, alterum nempe : An iidem simplices sacerdotes » singulis diebus festis de praecepto ecclesiae praedictae ser- » vitio assistere tenerentur? et alterum: An congregationi ca- » suum et lectioni theologiae moralis intervenire deberent. » Ad 1. autem dilata resolutione, responsum tantummodo fuit: » *Coadjuventur probationes super consuetudine, et testes formiter* » *examinentur*. Et ad secundum, *Esse hortandos dumtaxat, non* » *autem cogendos*.

« Decisione praedicti primi dubii ab oraculo hujus Sacrae » Congregationis adhuc pendente, Rmus episcopus existimans » interdictam sibi non esse continuationem possessionis, in » qua reperiebatur, compellendi praefatos simplices sacerdotes » supradictis diebus ad servitium ecclesiae reddendum, plures » ex eis a divinis interim suspendit. Verum Sacra Congre- » gatio omnibus ita suspensis facultate celebrandi usque ad » exitum causae per modum provisionis restituta, eidem epis- » copo terminum duorum mensium praefixit usque a die 17 » maii 1702 ad suas faciendas probationes; quo elapso, causa » iterum proponeretur.

« Quamvis autem intra terminum praefixum promotor fis- » calis per formale testium examen probationes suas non fecerit, » plurima tamen ex antiquarum et recentiorum visitationum » libris, ex synodalibus constitutionibus antiquis pariter et re- » centibus, atque ex propria ipsorum simplicium sacerdotum » confessione documenta cumulavit, ut probationes per testes » faciendas uberius supplevisse putet. Ideoque partibus in- » formantibus EE. VV. infrascripta dubia nunc definienda » exhibentur.

« 1. An simplices sacerdotes nullum habentes beneficium » in cathedrali ecclesia Trojana nullumque ex ipsa retrahentes » emolumentum, teneantur assistere servitio dictae ecclesiae » singulis diebus de praecepto?

» 2. An constet de attentatis?

» 3. An suspensio a divinis lata contra sacerdotes simplices » substineatur in casu?

» Sacra Congregatio Concilii rescripsit:

» Ad 1. *Affirmative*.

» Ad 2. *Affirmative*.

» Ad 3. *Negative et ad D. Prosecretarium cum agente* » *episcopi justa mentem*. Die 20 septembris 1704. »

369. Le concile romain de 1725 prescrivit aux évêques d'attacher tous les clercs au service d'une église et de les obliger de la servir tous les dimanches et les autres fêtes d'obligation. Depuis cette époque, par rapport aux diocèses soumis aux dispositions du concile provincial de 1725, la S. Congrégation du Concile s'est montrée plus accessible pour les édits de ce genre qu'à l'époque antérieure. Voici deux exemples. — Le tome 6 du *Thesaurus* parle d'un édit episcopal qui obligea tous les clercs, même ceux des ordres sacrés, d'être assidus au service de leur église paroissiale certains jours de fêtes; or, la S. Congrégation approuva l'édit — Dans le tome 7 du *Thesaurus*, il est question d'un édit qui impose à tous les clercs bénéficiers ou non, sous peine de quatre ducats d'amende l'obligation de servir la cathédrale, d'assister l'évêque officiant pontificalement et de recevoir de sa main la communion le jeudi saint pour remplir le précepte pascal. Les autres paroisses de la ville ne conservent pas le Saint-Sacrement, en sorte que tout le monde communie dans la cathédrale. Voici la décision. « 1. An simplices clerici, quamvis beneficiati, sed » nullum ab ecclesia cathedrali recipientes emolumentum, te- » neantur eidem ecclesiae inservire in divinis, publicis pro- » cessionibus intervenire, et assistere episcopo pontificaliter » celebranti? 2. An supradicti clerici teneantur in feria V » Caenae Domini adimplere praeceptum paschale, recipiendo » Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum per manus episcopi » pontificaliter celebrantis etc., sive potius possint supradicti » clerici dictum praeceptum paschale adimplere in propriis » parochiis in casu? Sacra etc. Ad 1. *Affirmative moderata* » *pœna*. Ad 2. *Affirmative ad primam partem* (*Thesaur*. tom. 7, » *Suessana*, p. 136, 154). » Observez que la disposition dont il s'agit regarde les clercs minorés qui, ne vivant pas de manière à recevoir le sacerdoce, avaient besoin d'être retrempés dans l'esprit ecclésiastique; il y en avait un assez grand nombre au siècle dernier, et c'est surtout pour eux que le concile romain de 1725 renouvela l'obligation de *l'adscription*.

370. Peut-on exiger que les simples prêtres qui n'ont pas charge d'âmes enseignent le catéchisme? Un cas assez curieux se trouve dans le *Thesaurus*, tome 26, p. 57. L'évêque a publié un édit portant que tout nouveau prêtre devra, à sa première messe après l'évangile, enseigner au peuple la doctrine chrétienne suivant une formule imprimée qui a été transmise à toutes les églises du diocèse; toute transgression est punie de trois jours de suspense, et, si l'on perd la formule, l'église sera frappée d'interdit jusqu'à ce qu'on se procure une autre formule; ce qui comprend aussi les églises qui ne sont pas paroissiales. La S. Congrégation du Concile, ayant reçu des plaintes contre un pareil édit, annulle plusieurs dispositions. « 1. An sustineatur edictum in ea parte, qua » sacerdotibus non habentibus curam animarum imponitur onus » docendi doctrinam christianam sub pœna suspensionis in » casu. 2. An sustineatur pœna interdicti in eodem edicto » inflicta adversus ecclesias, in quibus contigerit deficere for- » mularium doctrinae christianae in casu. Sacra etc. Ad 1. *Af-* » *firmative juxta modum explicandum episcopo*. Ad 2. *Ne-* » *gative*. (*Thesaur*. tom. 26, p. 57.) On écrivit au prélat de prendre pour modèle les statuts que Benoît XIII avait publiés pour son diocèse de Bénévent au sujet de l'obligation qui incombe aux simples prêtres par rapport au catéchisme.

471. Là où c'est l'usage que les simples prêtres assistent l'évêque officiant pontificalement à l'occasion des grandes fêtes, la S. Congrégation n'hésite pas à reconnaître le caractère obligatoire de cette coutume, qui est sanctionnée d'ordinaire par des peines pécuniaires. Cet usage existe dans plusieurs villes d'Italie, à Fermo, par exemple, à Jesi, à Foligno; les statuts synodaux de ces divers diocèses en font mention. Les statuts de Terni sous Mgr Andreassi renferment une disposition ainsi conçue: « Clerici quicumque celebranti episcopo et pontificalia exercenti, talari veste ac superpellicco decenter ornati adsistant et inserviant, eumdemque una cum canonicis ab ipsa aula, seu palatii camera ad cathedralem ecclesiam deducant, prout hactenus laudabiliter observatum est, atque in novo Cœremoniali disponitur sub animadversione ad arbitrium. Impediti vero de causa nos monere debebunt. » L'usage était donc ancien à Terni, mais on ne s'y était pas toujours conformé. En 1802, l'évêque rendit un édit portant que tous les ecclésiastiques (excepté les curés et ceux qui seraient nommément dispensés) devraient assister en surplis à tous les pontificaux célébrés par le prélat, sous peine de trois écus d'amende au profit de la compagnie du Saint-Sacrement. La plus grande et la plus saine partie du clergé se soumit volontiers à cet édit, qui n'imposa pas une obligation bien lourde, les pontificaux n'ayant lieu que cinq ou six fois par an; mais quelques prêtres portèrent plainte. La S. Congrégation ratifia l'édit épiscopal. (*Thesaur*. tome 68, *Interamnen*. p. 213).

372. Voici une décision portant formellement que les ecclésiastiques *adscripti* ne sont pas tenus d'assister au chœur sans rétribution, sauf l'usage parfaitement légal. Cette décision est de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers.

« L'archiprêtre de Mordano, diocèse d'Imola, prétendant

que les prêtres du pays attachés à l'église paroissiale et bénéficiers de bénéfices simples aux autels de la même église sont tenus d'assister au chœur les jours de fêtes et aux processions publiques, obtint un ordre du vicaire apostolique contre ces prêtres, tant pour le service du chœur que pour l'assistance aux processions publiques. Les prêtres ayant fait recours à la S. Congrégation, obtinrent, après information du vicaire apostolique, le rescrit: *Dentur decreta*, le 30 août dernier. Mais comme il y a un grand nombre de décrets, dont quelques-uns émanent de la S. Congrégation du Concile, les recourants demandent aujourd'hui un décret distinct au sujet du prétendu service du chœur et pour les processions.

» En ce qui concerne le service du chœur, les prêtres qui ne reçoivent rien de la masse chorale, ne sont pas tenus au chœur, quoiqu'ils possèdent des bénéfices simples dans la même église. En outre, quoique attachés par l'adscription au service de l'église, ils ne sont pas tenus si le recteur ne leur donne pas quelque émolument pour l'office du chœur. Tout cela a été décidé maintefois par cette S. Congregation et par celle du Concile (Nicolius, Elucubr. lib. 1, tit. 22).

» Pour ce qui regarde les processions, tous les bénéficiers sont obligés, quoique les bénéfices rendent fort peu, et même s'ils ne rendent absolument rien, mais les clercs et les prêtres qui n'ont aucun bénéfice ni office, ne sont pas tenus d'aller aux processions. Les décrets cités par Barbosa et autres collecteurs sont formels.

» Avec ces distinctions tout s'éclaircit parfaitement. »

La décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers est conçue en ces termes:

« Clericos non participantes etiam adscriptos (nisi extet » consuetudo) non esse cogendos ad servitium chori sine ullo » emolumento. Et clericos possidentes beneficia in diœcesi » tantum teneri ad publicas processiones. Die 22 novembris » 1686. »

373. L'évêque de V. promulgua judis un statut synodal qui enjoignait aux simples prêtres de célébrer la messe dans la chapelle du palais épiscopal, sous peine de six écus d'amende. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers ayant été saisie de l'affaire, on présenta la relation suivante: « Les simples prêtres de la ville de V. recoururent à vos éminences dès le mois d'octobre de l'année passée, pour se plaindre du synode célébré par l'évêque le 21 septembre de ladite année, et qui ordonne sous peine de six écus d'amende pour chaque transgression que tout prêtre doive aller célébrer la messe dans la chapelle du palais épiscopal. Le statut est conçu en ces termes: « Quia vero ex antiqua consuetudine ex nostro beneplacito suspensa sacerdotes hujus civitatis accedere tenentur ad celebrandam missam coram nobis in nostro palatio, statuimus ut praedicti sacerdotes, qui vocati fuerint per sacristam inservientem nostrae capellae accedere teneantur ad celebrandum sub poena ducatorum sex pro qualibet vice; intelligantur exempti omnes de capitulo ac canonici hebdomadarii. » La S. Congrégation ayant écrit au prélat *pro informatione*, il a répondu le 21 du mois susdit; dans un mémoire présenté dernièrement en son nom il allègue deux raisons: 1. L'ancienne possession: 2. La cathédrale est trop éloignée pour que le prélat s'y rende, surtout pendant l'hiver. — La première raison est fausse. Le prélat reconnaît lui-même dans son synode que l'usage était interrompu; c'est donc un usage peu établi et peu solide; un seul acte opposé suffit, *ut dicatur non extare consuetudinem*. Le précédent évêque avait deux chapelains rétribués. Le concile de Trente n'oblige pas les simples prêtres à célébrer la messe chaque jour: le chap. 14 de la session 24 les exhorte uniquement à le faire le dimanche et les grandes fêtes; et cette monition ne peut se changer en une contrainte que sanctionnent des peines. Nicolius cite des décrets de la S. Congrégation ainsi conçus: « Sacerdos qui non habet beneficium cogi non debet ad celebrandum quolibet festo de praecepto, praesertim sub rigoribus et pœnis (*Flosculi*, verbo *sacerdos*). » Comment pourra-t-on contraindre par des peines pour les jours fériaux? L'éloignement de la cathédrale et la rigueur du climat sont des raisons que l'on peut facilement rétorquer en faveur des recourants, qui devraient lutter contre ce double inconvénient. Que le digne prélat ait donc des chapelains rétribués, comme l'ont fait ses prédécesseurs et comme il l'a fait lui-même par le passé. Enfin, l'obligation de célébrer dans la chapelle épiscopale entraînerait celle de la résidence dans la ville, et ils ne sont pas tenus à cette résidence. C'est pourquoi l'on demande humblement la révocation du statut synodal. » — La S. Congrégation des Évêques et Réguliers jugea qu'on ne pouvait pas obliger les prêtres de célébrer dans la chapelle de l'évêque pour la commodité du prélat. « Sacerdotes non esse cogendos ad celebrandum in capella » episcopi ad commodum ejusdem. Die 1 septembris 1679. »

374. Peut-on obliger le clergé d'assister aux prédications de l'avent et du carême? — En 1728, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, corrigeant les statuts d'un diocèse, fit insérer les dispositions suivantes:

« Qu'on exhorte tous les fidèles à entendre fréquemment la parole de Dieu, spécialement pendant l'avent et pendant le carême; les ecclésiastiques doivent servir d'exemple aux fidèles sur ce point. En ce qui concerne les chanoines qui sont obligés au chœur et au service de la cathédrale où la prédication a lieu, ils doivent y assister dans leur chœur et en habit choral, sous peine de perdre les distributions de la journée entière; en cas de transgression, l'on procédera à de plus grandes peines. Pour ce qui regarde les curés de la ville et les autres ecclésiastiques des églises de la ville, ils doivent assister à la prédication dans leur église les jours qu'il sont tenus d'officier. Les autres ecclésiastiques prêtres ou simples clercs, doivent tacher d'assister aux predications qui se font à la cathédrale pendant l'avent et le carême; leur état les oblige de donner le bon exemple aux séculiers. Puis, il y a à la cathédrale un banc spécial pour le clergé; or, ce serait un grand scandale pour les séculiers de voir ce banc toujours vide. C'est pourquoi l'on exhorte les ecclésiastiques à assister assidûment aux prédications autant qu'ils pourront. Et en cas de manquement, surtout les jours de fêtes et le vendredi, ils seront passibles de dix sous d'amende au profit des lieux pies pour chaque fois, supposé qu'ils ne soient pas légitimement empêchés. Quant à ceux qui s'absenteront plus longtemps, et surtout à l'égard de ceux qui oseraient se promener sur la place de la cathédrale pendant le sermon, on infligera des peines plus graves, au gré de l'évêque. Les clercs qui aspirent aux ordres ou aux bénéfices devront être traités avec rigueur s'ils négligent d'assister aux prédications, et vous pourrez leur refuser l'ordination et les bénéfices et toute espèce de certificats. »

375. Nous croyons devoir reproduire ici l'admirable circulaire que Clément XI fit adresser par la S. Congrégation du Concile aux évêques d'Italie au sujet des retraites et des exercices spirituels pour le clergé; c'est l'exhortation avec ce qu'elle a de plus pressant et de plus éloquent.

« Rme Domine uti frater. Inter gravissimas pastoralis officii » curas, quibus SSmus Dominus Noster assidue premitur, in » eam praecipuo studio incumbit, ut quicumque in sortem » Domini vocati sunt, praesertim vero sacerdotes et animarum rectores, tum sacrarum literarum divinarumque rerum scientia, tum etiam vitae, morumque honestate, caeteris » antecellant ac in omnibus, juxta monitum Apostoli, praebeant semetipsos exemplum bonorum operum in doctrina, in » integritate, in gravitate. Cum etenim ipsi sint sanctiora Ecclesiae membra, dispensatores mysteriorum Dei, christiani » populi duces et magistri, mediatores inter Deum et homines,

» lucernae super candelabrum positae, ut luceant omnibus » qui in domo sunt; nihil est, quod alios magis ad pietatem » divinumque cultum accendat, quam illorum vita et exemplum; » omnes siquidem in ipsos, tanquam in speculum, oculos con- » jiciunt ut inde sumere possint quod imitentur. Porro cum » diuturna experientia compertum sit ad retinendam conser- » vandamque sacerdotalis ordinis dignitatem et sanctimoniam » maxime conducere ut ecclesiastici viri spiritualibus exercitiis » aliquando vacent, quibus quidquid sordium de mundano » pulvere contractum est, commode detergitur, ecclesiasticus » spiritus reparatur, mentis acies ad divinarum rerum contem- » plationem extollitur, recte sancteque vivendi norma vel » instituitur, vel confirmatur, proinde Sanctitas Sua pro exi- » mio, quo flagrat, omnium salutis zelo, vehementer exoptans » ut pium hoc et saluberrimum exercitiorum spiritualium opus » ubique locorum magnopere frequentetur ac vigeat, universos » patriarchas, archiepiscopos, episcopos, caeterosque tum Ita- » liae, tum etiam Insularum adjacentium ordinarios, enixe » admonet, ac in Domino hortatur, ut illud, in sua quisque » dioecesi, quo majori poterunt conatu et studio promovere » satagant; praecipue vero iis districte injungit, ac praecipit, » ut quae dudum sa: mem: Innocentius XI P. M. per en- » cyclicam epistolam a S. Congregatione Episcoporum et Re- » gularium consultationibus praeposita ad universos Italiae, » insularumque adjacentium episcopos datam die 9 octobris » 1682, quoad hujusmodi spiritualia exercitia a singulis cle- » ricis decem dierum spatio antequam ad sacros ordines as- » sumantur, peragenda mandavit, exacte ac inviolabiliter ob- » servari et exequi curent, et quos iisdem exercitiis per an- » tedicti temporis spatium minime operam dedisse cognoverint, » a sacra ordinatione repellant penitus, et arceant. Praeterea » Sanctitas Sua eosdem ordinarios admonet et hortatur, ut » fructu, qui sane uberrimus ex praedictis spiritualibus exer- » citiis percipitur, opportune proposito ac explicato, universos » ex clero sibi subjecto, sed praecipue animarum rectores, » confessarios, canonicos, aliosque beneficiatos chori servitio » adstrictos diligenter excitent ad eadem exercitia saltem semel » in anno peragenda in domibus religiosorum Societatis Jesu, » seu presbyterorum congregationis Missionis, si adsint, sin » minus in alia pia, seu regulari domo, ab ipsis ordinariis » ad id designanda et approbanda. Ut autem alacrius ad » ejusmodi spiritualem secessum singuli conveniant, Sanctitas » Sua omnibus praefatis animarum rectoribus, confessariis, » canonicis, beneficiatis, aliisque sacerdotibus et clericis qui » per decem dies singulis annis eadem exercitia peregerint » in domibus praefatis, ibique diu noctuque permaserint, ac » interea temporis vere poenitentes, et confessi sacrosantum » Eucharistiae sacramentum sumpserint, quoties id egerint, » plenariam omnium suorum peccatorum indulgentiam et re- » missionem misericorditer in Domino elargitur. Parochos » insuper per idem tempus semel tantum in anno exercitiis » hujusmodi vacantes a residentia benigne absolvit; quod » ipsum servari praecipit quoad canonicos, beneficiatos, alios- » que personali residentia obstrictos et chori servitio man- » cipatos, quos nihilominus lucrari decernit integros fructus, » et quotidianas suorum respective canonicatuum et benefi- » clorum distributiones quascumque, perinde ac si choro, » divinisque officiis personaliter interessent, dummodo tamen » eadem exercitia peragant, obtenta prius ab ordinario licen- » tia, a quo nullatenus concedenda erit adventus, et quadra- » gesimae tempore, ac in solemnioribus festivitatibus, nec » unquam omnibus simul canonicis, aliisque choro inservien- » tibus, sed eo adhibito modo, ut chori servitium nequa- » quam intermittatur, et quoad parochos, idoneis prius su- » brogatis oeconomis ab ipsomet ordinario approbandis, qui » animarum curam laudabiliter administrent. Mandat insuper » Sanctitas Sua, ut hae literae publicentur in ista dioecesi, » et in cancellariae regestis pro perenni eorum quae in illis » continentur observantia describantur, et ad hunc ipsum » finem quolibet triennio eorum publicatio in posterum re- » novetur.

» Quae omnia ita diligenter ab amplitudinis tuae vigili » providentia, ac pastorali sollicitudine praestanda fore con- » fidit SSmus Pater, ut a Sanctitate Sua laudem, a coelesti » vero bonorum operum retributore condigna praemia valeat » promereri et amplitudini tuae copiosa divinorum charisma- » tum incrementa ex animo precamur. Datum Romae die 1 » februarii 1710. »

376. Dans les diocèses peu étendus l'usage s'est longtemps conservé que tous les curés et généralement les ecclésiastiques fussent obligés d'assister à la consécration des saintes huiles dans la cathédrale et aux processions des Rogations, de la Fête-Dieu et de l'Assomption. C'est ce qui s'observait, entre autres, dans l'île et le diocèse d'Ischia, au siècle dernier. Le clergé porta plainte, et la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, considérant que l'absence de tout le clergé privait les églises paroissiales des offices et les fidèles de l'assistance dont ils ont besoin, permit que chaque curé envoyât un délégué à la consécration des saintes huiles et que le clergé de chaque localité pût élire un représentant pour assister aux processions et faire acte d'obéissance à l'évêque.

» Reclamante clero locorum Casamicciolae, Lacci, Barani, » Fontani et Pangre diœcesis Isclanae a quibusdam mandatis » poenalibus praedecessorum episcoporum, quibus totus idem » clerus cogebatur interesse functioni sacrorum oleorum in » feria quinta Coenae Domini, nec non processionibus lita- » niarum majorum in die S. Marci, in festo SSmi Corporis » Christi, et in festivitate Assumptionis Bmae Virginis quae » peragi solent in cathedrali civitatis Isclanae, attento quod » eadem mandata nimis gravia ecclesiasticis videbantur, nedum » propter distantiam locorum, asperitatem viarum, ac tem- » porum intemperiem, verum etiam, quia hujusmodi diebus, » ob sacerdotum absentiam ecclesiae dictorum locorum des- » titutae remanebant divinis officiis, infirmi privabantur as- » sistentia, et populi omnibus spiritualibus solatiis et missae » quoque sacrificio interdum carebant, ut ex documentis pro » parte ipsius cleri exhibitis comprobatur. Quapropter ad hanc » S. Congregationem recursum habuit pro moderatione prae- » fatorum mandatorum.

» Eadem igitur S. Congregatio Emorum et Rmorum S. R. » E. Cardinalium negotiis et consultationibus Episcoporum et » Regularium praeposita, auditis moderno episcopo electo, vi- » cario capitulari nec non procuratore ejusdem cleri mandata » pœnalia desuper enunciata, iisdem episcopo electo, vicario » capitulari et procuratore cleri consentientibus, moderanda » esse censuit, proindeque decrevit teneri clerum praedictorum » locorum interesse enunciatis functionibus juxta modum in- » ferius declarandum, nempe:

» Quod in feria quinta Caenae Domini teneantur accedere » ad cathedralem dumtaxat parochi dioecesis per seipsos, vel » per alium presbyterum ab ipsis et unoquoque eorum eli- » gendum, ad hoc ut obedientiam praestent episcopo, et as- » sistant functioni oleorum sacrorum, eaque peracta unus- » quisque reportare possit ad propriam parochialem sacrum » Chrisma, et oleum sanctum.

» In processionibus vero in die S. Marci, in festo SSmi Cor- » poris Christi, et in festivitate Assumptionis Bmae Virginis » teneatur accedere ad cathedralem, ad effectum interveniendi » eisdem processionibus, unus tantum presbyter ex unaquoque » ex praefatis terris, a communitate cujuslibet cleri eligendus » qui nomine et pro parte ejusdem respective cleri tali occa- » sione episcopo praestet obedientiam.

» In qualibet autem ex eisdem terris peragi debeant pro- » cessiones solemnes in praedictis tribus diebus, sive solemni-

» tatibus, videlicet S. Marci, SSmi Corporis Christi, et As-
» sumptionis Bmae Virginis, cum interventu cleri, et confra-
» ternitatum laicorum, ad hoc ut divinus cultus et populorum
» devotio augeatur. Romae, mense majo 1739. »

377. Il y a eu certains cas spéciaux en considération desquels la S. Congrégation a permis que les ecclésiastiques qui n'etaient pas attachés au service d'une église quelconque fussent obligés d'assister aux pontificaux. Nous nous coutentons de publier la décision suivante, qui est inédite, comme toutes celles qui précèdent.

« In causa Civitatis Ducalis vertente inter promotorem fis-
» calem curiae episcopalis ex una, et nonnullos ecclesiasticos
» ejusdem civitatis ex altera, partibus, proposita fuerunt in-
» frascripta dubia, videlicet:

» 1. An decretum in postrema visitatione edictum ab epis-
» copo substineatur? Et quatenus affirmative.

» 2. An valeat exigere pœnas in edicto comminatas in casu?

» Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, referente
» Emo Lantes Ponente, partibus auditis ac re mature perpensa,
» ad suprascripta dubia respondendum censuit, prout respondit,
» nempe: *Affirmative ad utrumque juxta modum*. Modus est,
» quod in casu de quo agitur, clerici et sacerdotes non ad-
» dicti servitio alterius ecclesiae teneantur intervenire pon-
» tificalibus sub pœna indicta. In reliquis vero monendos esse
» et non cogendos. Romae 17 julii 1750.

» Reproposita vero causa sub infrascripta die, ponente ibidem
» Emo Lantes, auditis partibus, ac re mature examinata, res-
» cripsit: In decisis, et amplius causam hujusmodi non proponi
» mandavit. Die 15 septembris 1752. »

378. L'Ordinaire a l'incontestable droit, là où l'usage est établi, d'appeler et de convoquer le clergé diocésain pour l'obéissance canonique, qui consiste à baiser la main du prélat. Nous traiterons cette question dans le paragraphe suivant, et nous metterons fin à celui-ci par un décret de la S.Congrégation des Evêques et Réguliers ainsi conçu:

« In causa Montis Marani vertente inter procuratorem fis-
» calem curiae episcopalis ex una, et sacerdotem Joannem Pen-
» netta et litis consortes ex altera partibus, proposita fuerunt
» infrascripta dubia, videlicet.

» 1. An sustineatur edictum episcopi civitatis Montis Ma-
» rani, quo adiguntur sacerdotes totius diœcesis ad interes-
» sendum festivitati S. Joannis episcopi patroni ejusdem ci-
» vitatis sub pœna pecuniarum, vel carceris? Et quatenus af-
» firmative.

» 2. An sacerdos Pennetta condemnari potuerit ad unam
» ex duobus pœnis in dicto edicto contentis, ex quo non in-
» tervenit dictae festivitati?

3. An constet de attentatis quoad dictum sacerdotem Pennetta, et quomodo sint purganda in casu?

« Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, referente
» Emo Cardinale Feroni pro regia celsitudine Emi D. Car-
» dinales Ducis Eboracen. Ponentis, partibus auditis ac re
» mature perpensa, ad suprascripta dubia sequentem in modum
» respondit, nempe:

» Ad 1. *Affirmative.*

» Ad 2. *Satis provisum per episcopum.*

» Ad 3. *Negative.*

» Romae die 18 aprilis 1760. »

XX. De l'obéissance canonique.

379. L'obéissance que les clercs doivent témoigner envers leur évêque, consiste principalement en deux choses: 1. Le baisement de la main, là où il est d'usage que clergé rèmplisse cet acte de soumission et de respect. 2. Le paiement du cathedratique.

Comme nous avons parlé du cathédratique dans le VIIIe paragraphe de notre traité, il nous reste à parler seulement du baisement de la main, Disons pourtant un mot de la promesse d'obéissance que font les clercs dans leur ordination, conformément au Pontifical romain.

380. Cette promesse n'est pas un vœu. Laissons ici la parole à Suarez lib. 2 *de statu religionis*, c. 13: « Aliqui censent etiam ordinationi sacrae adjungi votum solemne obedientiae, cujus sententiae videtur esse Medina, lib. 5 de contin. Cujus sententiam referens Vasquez, dicit omnes id fateri, quia cum clerici ordinantur, ab eis exigitur ut promittant obedientiam praelato suo. Sed imprimis non infertur inde promissionem esse votum, quia illa promissio non videtur fieri Deo, sed homini; verba enim quibus fit, haec sunt in Pontificali Romano: *Promittis obedientiam praelato tuo?* Et respondet ordinandus: *Promitto*. Tantum ergo videtur illa esse quaedam humana promissio. » Suarez montre que cette promesse concerne les choses commandées, prescrites par les lois, et non les choses de surérogation: « Probabile est non esse promissionem obedientiae in materia obedientiae surerogationis, ut sic dicam, sed tantum in materia necessaria, vel quam praelatus facere potest necessariam ex vi praecepti, etiamsi promissio specialis non interveniret. Additur tamen ad majorem firmitatem, et ad melius explicandam voluntarium consensum in novam subjectionem, quam clericus praelato suo offert, et de novo assumit. »

Les anciens Pontificaux ne contiennent aucune trace de la promesse d'obéissance que font les clercs envers leur évêque dans l'ordiuation. On la trouve toutefois dans la plupart des Rituels à partir du XIIe siecle. Quoique l'on n'ait pas de Rituel plus ancien, il est pourtant certain que la promesse d'obéissance existait auparavant; car le XIe concile de Tolède, qui fut célébré l'an 675, prescrit expressément que tous les clercs qui doivent recevoir les saints ordres promettent l'obéissance dans leur ordination. Dans quelques diocèses, la promesse devint un serment; le second concile de Chalons, de l'année 813, condamna ce serment comme dangereux; voici le décret du concile: « Dictum est de quibusdam fratribus, quod
» eos, quos ordinaturi sunt, jurare cogant, quod digni sint,
» et contra canones non sint facturi, et obedientes sint epis-
» copo qui eos ordinat, et ecclesiae in qua ordinantur. Quod
» juramentum quia periculosum est, omnes una inhibendum
» statuimus. »

381. Un abbé commendataire, ou curé habituel, qui est dispensé de la résidence, n'est pas obligé à rendre personnellement des hommages à l'Ordinaire du lieu; par conséquent on ne peut l'obliger d'assister aux assemblées où le clergé témoigne sa soumission à l'Ordinaire par le baisement de la main. Voici un décret formel de la S. Congrégation du Concile.

« Amalphitana Obedientiae. — Abbatialis ecclesia S. Ma-
» riae terrae Passiani olim spectans ad ordinem Cassinensem
» gaudet privilegio nominationis parochi per abbatem facien-
» dae, nec abbas tenetur ad residentiam per seipsum, ut fuit
» in S. Congregatione resolutum sub die 3 maii 1642, quo
» decreto non obstante episcopus exigit sub titulo obedientiae
» praestandae ob eodem, ut teneatur interesse missis et ves-
» peris quae bis in anno celebrantur in translatione corporis
» et festo S. Andreae. Quare perpensis juribus per manus
» circumferendis et concordatis dubiis, dignentur EE. VV.
» benigne respondere:

» An decretum emanatum in S. Congregatione Concilii
» 3 maii 1642 ad favorem abbatis commendatarii abbatiae
» S. Mariae de Pasitano ordinis S. Benedicti Amalphitanae
» diœcesis, declarans abbatem commendatarium non teneri
» personaliter residere, nec per se ipsum animarum curam
» exercere, importet etiam exemptionem ab obedientia archie-
» piscopi Amalphitani proprii ordinarii?

» S. Congregatio respondit: *Abbatem in casu de quo agitur* » *non teneri*. Die 18 martii 1690. »

382. L'obligation de faire acte d'obéissance envers l'Ordinaire ne regarde pas les exempts; l'exemption n'étant pas prouvée, on doit remplir ce devoir. Le cathédratique fait partie de l'obéissance canonique, comme nous l'avons dit plus haut. Voici une décision de la S. Congrégation du Concile concernant une collégiale établie en dehors de la ville épiscopale; après avoir jugé que cette église n'est pas exempte de la jurisdiction épiscopale, la S. Congrégation, déduisant les conséquences de ce principe, décide que les chanoines doivent se rendre à la cathédrale le jour de Saint Marc pour prêter obéissance à l'évêque et le cathédratique. Il est ensuite parlé d'une confrérie qui est tenue en vertu de la coutume de visiter la cathédrale le jour de Sainte Marguerite pour assister à la procession et aux litanies.

Le *votum* du cardinal Casanate contient les raisons juridiques à l'appui de ces décisions.

» Ad 1. Esse subjectam: Quia nedum viget praesumptio juris ut in dec. 383, 530, et 567, part. 18; sed etiam antiqua possessio episcopi verificata judicialiter, ut in ejus hodierno summario n. 1. Nec subsistit asserta aedificatio in solo Lateranensi, quia non verificatur per solam descriptionem in libro capituli, ut respondit Rota in eadem dec. 383, n. 4. Et verificata non relevat ob antiquam episcopi possessionem, ut in dec. 311. n. 5. Cum seq. coram card. Celso; 585. p. 9; d. 132. p. 19.

» Ad 2, de accessu ad cathedralem in die S. Marci, affirmative quia constat de antiqua consuetudine judicialiter verificata, ut in summario episcopi n. 2. estque certum in jure quod episcopo praestanda sit obedientia, ut notatur in d. 70 n. 6. p. 13. rec.

» Ad 3, de cathedratico, affirmative. Quia itidem constat de consuetudine ac etiam de jure cathedraticum deberi dixit Rota dec. 404; part. 19; tenuitque Sacra Congregatio Episcoporum in *Beneventana* sub die 28 februarii 1687, ac aliis antiquis.

» Ad 4. Affirmative. Quia inobedientes mulctantur, ut in d. 415, 741, parte 18.

» Ad 5, de processionibus, affirmative. Quia constat de consuetudine pro cultu divino servanda, etiamsi fuerit voluntarie introducta, ut in dec. 107, 7; dec. 543. Bich. cum allegatis.

» Ad 6. Affirmative. Quia verificatur consuetudo, ut alias decretum contra confraternitates refert Barbosa, decis. apost. collect. 607, n. 18. Pignatt. consult. 307. tom. 1.

» Ad 7. Affirmative. Ut in iisdem decretis.

» Ad 8. Servetur Concilium et taxa Innocentiana. »

« Nucerina Paganorum Jurisdictionis. — Ex antiqua et laudabili consuetudine omnes ecclesiastici visitationi, correctioni et jurisdictioni episcopi tenentur in festo solemni Divi Marci praestare obedientiam cathedratici solutione, et processionibus interessentia; quas, praevio edicto pœnali, spreto tamen, ideoque in pœnam pignorationibus factis contra transgressores executo, recusantes abbas, canonici et alii de clero et duae confraternitates collegiatae S. Joannis Baptistae terrae Angriae eo sub praetextu, quod dicta ecclesia collegiata sit in solo Lateranensi exempta, appellarunt ad SSmum a quo remissa causa ad hanc S. Congregationem die 2 julii 1686, et auditis partibus, die 3 augusti ejusdem anni, ac proposita die 22 martii 1687 rescriptum fuit: *Dilata et proponatur in prima, etiam unica tantum parte informante, et iterum abbas et alii ut supra teneantur praestare obedientiam episcopo et ad processiones*. Quare citatis interesse habentibus, concordatis jamdiu dubiis prae manibus circumferendis typis impressis dignentur EE. VV. eisdem benigniter respondere.

» 1. An ecclesia collegiata S. Joannis Baptistae terrae Angriae sit subjecta omnimodae jurisdictioni episcopi, vel potius exempta?

» 2. An capitulum et canonici dictae ecclesiae teneantur accedere ad ecclesiam cathedralem Nuceriae in die festivitatis S. Marci Evangelistae titularis ejusdam cathedralis ad praestandam obedientiam episcopo?

» 3. An iidem canonici, et alii ecclesiastici ejusdem terrae teneantur solvere cathedraticum episcopo?

» 3. An non accedentes, vel non solventes respective potuerint mulctari?

» 5. An praedicti canonici cum abbate, et beneficiatis teneantur accedere ad processionem, et ad recitandas litanias majores in d. Ecclesia, et praedicta die S. Marci?

» 6. An confratres dictae sodalitatis S. Margaritae dicto die festo teneantur accedere ad processionem, et ad recitandas litanias majores in dicta ecclesia cathedrali?

» 7. An capella dicta sodalitatis potuerit interdici?

» 8. An episcopus potuerit exigere procurationes, et cibaria debita pro visitatione in pecunia?

» S. Congregatio censuit: Ad 1, 2 et 3. *Affirmative*. Ad 4. *Affirmative, sed moderate et episcopus informet circa praeteritam exactionem*. Ad 5 et 6. *Affirmative*. Ad 7. *Affirmative, sed episcopus moderate procedat*. Ad 8. *Itidem affirmative, quatenus petita victualia eidem episcopo petenti denegata fuerint*. Die 15 aprilis 1690. »

383. Le *Thesaurus* de la S. Congregation du Concile renferme plusieurs décisions relatives à l'obéissance canonique que le clergé doit à son Ordinaire, par le baisement de la main. Ainsi, tome 26, p. 53, il est question de l'abbé du Mont-Cassin, ordinaire de ce territoire *Nullius;* il a publié un édit par lequel il oblige tous les prêtres de la ville de S. Germain de se rendre chaque année au monastère du Mont-Cassin sur la montagne le jour de la dédicace de son église pour rendre obéissance à l'abbé. Le clergé prétend qu'on ne doit pas l'obliger de se transporter à l'abbaye, attendu que le baisement de main peut fort bien avoir lieu à l'époque de la visite pastorale. Toutefois, considérant l'antique usage qui est constaté par plusieurs synodes, la S. Congrégation du Concile décide que tous les prêtres de Saint-Germain doivent se rendre à l'abbaye du Mont-Cassin le jour de la dédicace pour faire acte d'obéissance à l'abbé; toutefois, la S. Congrégation adoucit les peines édictées contre les récalcitrants, car elle impose simplement vingt sous d'amende, au lieu de l'interdit et des peines pécuniaires édictées par l'abbé. « An presbyteri civitatis Sancti Germani compelli possint ad accedendum quotannis ad cœnobium Montis Casini pro obedientia abbati praestanda sub pœna interdicti, vel pecuniaria juxta formam edictorum et decretorum in casu. Sacra etc. *Affirmative moderata tamen poena ad duos carolenos tantum*. (*Thesaur*. tom. 26, p. 53,)

384. Il est d'usage dans le diocèse de Lanciano que tous les ans, aux premièrs vêpres de S. Pierre, le clergé diocésain témoigne solennellement son obéissance envers son pasteur par le baisement de main; le clergé de la ville remplit le même devoir à la messe de la fête. En 1818, la bulle *de utiliori* ayant supprimé le siége d'Ortona ponr l'unir à Lanciano, l'archevêque convoqua pour l'obéissance canonique les chanoines et tout le clergé du diocèse nouvellement uni. De là une controverse devant la S. Congrégation du Concile, car la cérémonie de l'obéissance canonique était précédemment inconnue au diocèse d'Ortona. L'archevêque proposa d'envoyer quelques représentants, au lieu d'obliger tout le chapitre et le clergé à faire trois lieues; mais ceci ne tranchait pas la question de droit; car il s'agissait de décider si un évêque a le pouvoir de prescrire la cérémonie de l'obéissance canonique dans un diocèse où elle n'a jamais été connue. Cette question est examinée avec soin dans le *folium* de la

S. Congrégation du Concile; le lecteur verra les raisons pour et contre.

« *Lancianen.* In Lancianensi archidiœcesi pervetusta invaluit consuetudo, ut singulis annis in pervigilio natalis SS. Apostolorum Petri et Pauli universus clerus dioecesanus suam erga pastorem obedientiam per manus osculum in vesperarum solemnitate profiteatur, clerus vero civitatis in ipso die festo intra missarum solemnia idem obedientiae, et subjectionis signum proprio archiepiscopo exhibeat.

» Post pacta conventa cum Serenissimo Ferdinando utriusque Siciliae rege, SSmus Dominus Noster Pius PP. VII, per suas literas apostolicas incipien. *De utiliori*, varias praedicti regni ecclesias univit. Inter has vero sic disposuit de Ortonensi ecclesia:

» Supprimentes itidem episcopalem ecclesiam Ortonensem ecclesiam, et dioecesim hujusmodi perpetuo adjungimus et incorporamus archiepiscopali Ecclesiae Lancianensi, cui nullus suffragabitur episcopus. » Hinc modernus archiepiscopus Lancianensis eamdem consuetudinem, de qua superius memini, extendere volens ad unitam ecclesiam, capitulum et clerum universum Ortonensem ad obedientiam sibi praestandam cum clero dioecesano Lancianensi per edictum dici 20 junii praeteriti anni vocavit. At canonici et clerus Ortonensis, ut a novo hoc onere eximerentur, supplices S. Congregationem adierunt « per non mostrarsi di loro sola volontà contumaci agli ordini del proprio pastore » postulantes ut a S. Ordine declararetur « non esser eglino tenuti all'esecuzione di simile editto. »

» Archiepiscopum requisivi pro informatione et voto, auditis capitulis Lancianen. et Ortonen. in scriptis, nec non promotore fiscali, et ut referret de ecclesiae constitutionibus, et consuetudine quoad praeteritum in utraque ecclesia Lancianen. et Ortonen. Una, eademque sententia est tum archiepiscopi, tum Lancianensis capituli, tum promotoris fiscalis, pro extensione consuetudinis etiam ad civitatem et clerum Ortonensem, ut ita ostendatur communio aliarum ecclesiarum cum cathedra archiepiscopali, fidei veritas magis promoveatur, concordia, et charitas inter fideles habitatione dissitos foveatur qui dum solemniter profitentur sibi unum eumdem esse pastorem et patrem, fraterna charitate invicem coujungantur.

» Tanti vero haec non esse putant canonici et clerus Ortonensis, ut consuetudini, quae numquam in propria ecclesia viguit, subjiciantur. Ajunt enim subjectionis signum archiepiscopo juxta praescriptum canonum nonnisi in synodo, vel visitatione pastorali, exhibendum esse, nec communionem totius diœcesis in fidei unitate indigere materiali in cathedrali ecclesia totius cleri conventu. Quod si hujusmodi consuetudo vim habuit in ecclesia Lancianensi, non inde sequitur, ut illa, ex qua vinculum quoddam et novum onus imponitur, ad unitam ecclesiam Ortonensem extendatur. Praesertim cum inde non modo incommodum ipsi clero, sed etiam populo spirituale damnum oriretur. Distat siquidem Ortonensis a Lancianensi civitate octo millia passuum spatio; hinc, si universus clerus Ortonensis juxta praescriptum in edicto suam reliuquere cogatur ecclesiam in adeo solemni festo, prorsus in pervigilio deficeret chorale servitiem, et sequenti die, lassis ab itinere sacris ministris, populus spiritualibus subsidiis haud parum fraudaretur, et tantae solemnitatis quodammodo majestas vilesceret.

» Huic tamen difficultati, quae ex distantia locorum, et ex metu intermittendae solemnitatis oritur, remedium aliquod afferri putat archiepiscopus in sua informatione proponens edicti moderationem in hac verba: « Per vieppiù sodisfarli ho voluto far loro sentire che avrebbero potuto essi mandare solamente due o tre individui del primo capitolo, due o tre del secondo, due o tre del resto del clero, e questi pochi per me sarebbero stati bastanti a manifestare, che tutti i gradi chiesastici di Ortona avevano riconosciuta la prima sede della diocesi; riconoscenza esteriore cui sono tanto attaccate queste popolazioni, che mancando credono non essere una la cattedrale. »

» Nullibi in jure statutum est, ut canonici, et clerus teneantur episcopo solemnem obedientiam extra visitationem, et synodum exhibere. Verum cum id non sit contra jus, et episcopis liceat aliquod praeter canones constituere, dummodo nimii rigoris notam effugiant, ut late tradit Benedictus XIV, *de Synodo*, lib. 12, cap. 6. videretur jure suo usus fuisse archiepiscopus, dum omnes indiscriminatim clericos ad praestandam obedientiam accivit. Nec praetereundum est, quod Ortonensis ecclesia a suo gradu, et honore defecerit, cum non uti aeque principalis, sed per subjectivam unionem Lancianensi ecclesiae fuerit incorporata. Unio enim subjectiva ejusmodi est, ut ecclesia unita ita alteri conjungatur, et subjiciatur, ut amissa propria dignitate et nomine, in alterius naturam transeat, et illius dignitatem, jura, et privilegia, et consequenter consuetudines, tamquam accessoria et filialis, participet, ut ex can. 48, caus. 16, quaest. 1. et cap. 3 de statu monachor.

» Ita ad rem ait Fagnanus in cap. *Novit*, tit. *ne sede vacante*: « Primo casu scilicet cum (Ecclesia) unitur alteri, assumit jus, naturam, consuetudinem, et privilegia ejus, cui unitur, et pereunt jura ecclesiae unitae. » Cum ergo ecclesia Ortonensis unita fuerit Lancianensi tamquam accessoria et filiali, principalis et matricis Lancianensis consuetudini subesse cogitur, cum de hujus vetustissimae consuetudinis existentia nulla moveatur dubitatio. Divus Ambrosius apud Augustinum monet: « Ad quamcumque Ecclesiam veneris, ejus morem serva. »

» At vero pro oratoribus plura notari possunt. Ac primum S. M. Benedictus XIV, in celebri opere *de Synodo dioecesana*, lib. 11, cap. 1, monet episcopos, ne in sua diœcesi mores nunquam receptos inducere tentent. Porro nunquam in ecclesia Ortonensi, quousque episcopalis sedis honore ditata est, viguit consuetudo praestandi pastori suo solemnem obedientiam, unde novitatis nòtam non effugerent, si illius clerus, qui nunc Lancianensi cathedrae subjicitur, cogeretur novos nunquam apud ipsum inductos mores inducere. Aptari in casu videretur monitum S. Xisti III, qui ait: « Nihil ultra liceat novitati, qnia nihil addi convenit vetustati. »

» Nec quidquam momenti facessit, quod cum hujusmodi consuetudo servata semper fuerit in ecclesia Lancianensi, modo extendi debeat ad clerum Ortonensem eidem subjectum. Stricti quidem juris est consuetudo, quae proinde nequit extendi vel de persona ad personam, vel de casu ad casum, vel de loco ad locum. Ita passim docent post text. in leg. 5. §. si quis, et Rota in Recent. decis. 27, N. 10, p. 8; quae quidem juris censura eo magis retineri debet, si consuetudo ecclesiae et clero onerosa sit, et prudenter timeri posset aliquod spirituale damnum fideli populo obventurum; ut enim animadvertunt oratores, si observantia hujus consuetudinis ad ipsos extenderetur, cogerentur aestivo tempore, in horis praesertim in quibus sol maximopere suam vim exerit, itineri se committere, ut adesse possent in cathedrali circa horam vigesimam, qua obedientia archiepiscopo exhiberi solet. Statim postea deberent iterum se itineri committere, ut ad propria reversi solemnibus vesperis in collegiata celebrandis incumbere possent. Aliquam etiam indulgentiam exposcere videtur ipsa diei solemnitas, in qua hujus obedientiae praestandae causa, verendum esset ne sacrae turbarentur functiones, et populus ab ecclesiasticis viris jam itinere defatigatis in adeo solemni die spiritualia subsidia praestolari non posset.

» Haec sunt quae ex utraque parte afferuntur; nunc erit sapientiae et aequitatis EE. PP. dirimere:

» An, et quomodo oratores obtemperare debeant archiepiscopi edicto in casu.

» Sacra etc. *Dilata.* » Die 21 julii 1821. »

Il est permis de supposer que la réponse, *Dilata* exprime sous une forme adoucie, la désapprobation de la S. Congrégation. Nous n'avons pas pu découvrir que cette affaire ait été reprise plus tard.

385. L'obéissance canonique existe dans le diocèse de Caserte; il paraît même que de temps immémorial le clergé est convoqué à cet effet le 8 mai, fête de l'apparition de S. Michel Archange. Les chanoines de la collégiale de Magdaluna envoient quelques représentants à cette cérémonie, pour ne pas déplacer le chapitre tout entier. C'est là ce qui s'est longtemps pratiqué. Comme l'évêque de Caserte avait l'usage de se rendre chaque année à Magdaluni pour la fête de Saint Pierre, une innovation eut lieu vers 1812; car l'évêque permit aux chanoines de faire l'acte d'obéissance ce jour-là, au lieu d'envoyer des représentants à la cérémonie du 8 mai. En 1821, l'évêque ayant ordonné que tout le clergé rendît l'obéissance conformément aux statuts et à la coutume, les chanoines de Magdaluni portèrent plainte, en disant qu'ils étaient en possession depuis une dixaine d'années de l'usage opposé, et que le synode de 1815 confirma ce qui avait été réglé trois ans auparavant. On leur répondit que l'évêque n'avait pas le pouvoir d'abroger en 1812 un usage immémorial, usage confirmé par un décret de la S. Congrégation des Rites et observé dans tout le diocèse. D'ailleurs, quelle raison avait-on de changer? Le synode de 1815 ne fut pas achevé; car les assistants répondirent, *Non placet*; on n'a jamais vu les statuts de ce prétendu synode, l'approbation épiscopale manque, et le synode n'a jamais été promulgué, ce qui pourtant est essentiel pour la validité des lois. Par conséquent l'ancien usage du diocèse n'a pas été abrogé par rapport à la collégiale. — La S. Congrégation du Concile décida que l'acte d'obéissance devrait avoir lieu le 8 mai, avec tout le clergé. « An, qua die et quomodo quo» tannis obedientia praestanda sit episcopo in casu? Sacra » etc. Affirmative die octava maii per deputatos. Die 2 au» gusti 1823. (*Thesaur.* tom. 83, p. 206). »

386. On voit par ces diverses décisions que l'usage est d'un grand poids en tout ce qui concerne l'obéissance canonique et le baisement de main.

XXI. Des clercs qui quittent leur diocèse sans permission de l'Ordinaire.

387. Devant traiter une question vraiment difficile, nous croyons devoir publier d'abord les décisions les plus importantes que nous connaissions, avant de donner des conclusions.

388. Les anciens décrets de la S. Congrégation du Concile portent que les clercs ne doivent pas quitter le diocèse sans permission de leur évêque, qui, de son côté, ne doit pas refuser cette permission sans quelque motif raisonnable. En cas de refus, on peut recourir à la S. Congrégation, qui décidera suivant le cas. — Voici ce qu'on lit dans les anciens *Decreta* de la S. Congrégation, lib. 13, p. 405 : « Episcopum potuisse edicere, ne curati, dignitates, et ca» nonici sine ejus licentia abesse possint. Similiter posse » episcopum edicere, ne ex diœcesi absint sine illius licentia, » quam tamen ipse absque rationabili causa denegare non » debet. Posse edicere, quominus presbyteri et clerici servitio » alicujus ecclesiae adscripti abesse possint absque ejus licentia; » si autem ipse irrationabiliter denegaverit, recurrendum ad » S. Congregationem, cujus erit juxta casuum contingentiam » providere. Hujusmodi prohibitiones sub pœna pecuniaria » esse episcopo permissas contra parochos curam animarum » habentes; quo vero ad canonicos et beneficiatos pœnam esse » restringendam ad praescriptum Sacri Concilii Tridentini; » quo vero ad presbyteros et clericos adscriptos, satius du» xerunt Illmi Patres nihil generatim statuendum; sed in casu » praesenti scribendum episcopo, ut servet decreta Concilii » Tridentini session. 23 de reform. c. 16 (*Thesaur.* tom. 5, » p. 206.) Ces décisions concernent uniquement les clercs qui ont des bénéfices résidentiels, ou qui ont été attachés (*adscripti*) au service d'une église déterminée à l'époque de leur ordination; on ne peut les étendre aux clercs à l'égard desquels l'Ordinaire n'a pas fait cette *adscriptio* à l'époque de l'ordination, et qui conservent par conséquent une plus grande liberté.

389. L'évêque d'Alatri défendit à tous les prêtres et clercs, y compris ceux qui ne possédaient pas de bénéfices, de sortir de la ville et du diocèse, même un seul jour, sans sa permission, sous peine de deux écus d'amende, et autres peines arbitraires. Le chapitre de la cathédrale ayant porté plainte, le prélat dit qu'il n'avait fait que renouveler un ancien statut synodal, et que, d'ailleurs, il n'avait entendu parler que des clercs qui sortent du diocèse. La S. Congrégation du Concile abrogea l'édit épiscopal: *Edictum esse abolendum quoad non obligatos ad residentiam, et quoad pœnam.* Die 1 decembris 1685. »

390. La S. Congrégation approuva, en 1707, un statut synodal de l'évêque de Malte qui défendit aux ecclésiastiques *adscripti* de sortir du diocèse sans la permission par écrit de l'évêque ou du vicaire général: « Incertis non vagentur sedibus, a diœcesi non discedant, nec a servitio ecclesiarum quibus sunt adscripti, se absentent quacumque de causa, etiam animo alibi commorandi, nisi prius obtenta a nobis vel nostro vicario generali licentia scripto exarata. » Il s'agit encore des clercs que l'on attache au service d'une église déterminée, au moment de leur ordination.

391. Les Bénédictins du Mont-Cassin avaient jadis dans la ville d'Andria le monastère de Notre-Dame des Miracles, dont l'église attirait un grand nombre de pélerins. Sixte V accorda à ces religieux un privilége spécial pour les prêtres étrangers qui voulaient célébrer la messe dans ce sanctuaire; l'abbé fut autorisé à leur permettre la célébration, après avoir examiné leurs papiers Plus tard, l'évêque d'Andria rendit une ordonnance qui défendit aux recteurs des églises séculières ou régulières d'accueillir les prêtres étrangers pour célébrer la messe sans la permission du prélat par écrit. L'abbé de Notre-Dame des Miracles empêcha d'afficher cette ordonnance sur la porte de son église, et dit que c'était à lui, et non à l'évêque, qu'il appartenait d'examiner les papiers des prêtres étrangers. La question ayant été portée à la S. Congrégation du Concile, celle-ci décida plusieurs points importants : 1. L'abbé des Benédictins peut, en vertu de l'indult de Sixte V, permettre aux prêtres étrangers de célébrer la messe dans son église pendant cinq jours. 2. En ce qui concerne les prêtres qui ne sont pas compris dans l'indult de Sixte V, l'édit épiscopal oblige l'église des Bénédictins comme toutes les autres. 3. Le supérieur régulier n'est pas obligé de laisser afficher à la porte de son église les ordonnances épiscopales qui concernent les séculiers; mais il le doit s'il y a des dispositions relatives à la juridiction déléguée que les évêques peuvent exercer sur les réguliers. 4. Enfin le pouvoir d'absoudre des cas réservés accordé par Sixte V ne comprend pas les cas prévus par la bulle *In cœna Domini*, ni les six cas de Clément VIII, ni les cas que les Ordinaires se réservent.

Le *folium* de la S. Congrégation renferme une copie presque intégrale du bref de Sixte V pour Notre-Dame des Miracles.

» Andrien. Edictorum. — Episcopus Andrien. obsequi » volens dispositioni sacrorum canonum et praesertim S. C. » Tridentini cap. 16 sess. 23 *de refor.* promulgavit edictum de » mense octobris anni prope defluxi 1709, in quo sub pœna » suspensionis a divinis ipso facto incurrendae praecepit omnibus » sacristis, ac aliis, ad quos spectaret ecclesiarum tam secula-

» rium, quam regularium, ne ullus eorum auderet admittere in » suis respective ecclesiis sacerdotes exteros, absque ipsius episcopi expressa licentia in scriptis obtenta. Huic edicto obstitit » abbas monasterii S. Mariae de Miraculis Congregationis Cassinensis ejusdem civitatis, vetans illud affigi ad valvas ecclesiae » dicti monasterii, sub praetextu, quod ad ipsum, non autem » ad episcopum, spectaret recognitio literarum commendatitiarum, quas exteri sacerdotes in eadem ecclesia celebraturi » secum gessissent, vigore indulti specialis sa. m. Sixti V » cujus exemplar exhibitum, haec inter alia habet: Dilecti » filii etc. Piis votis vestris etc. Volentes itaque vobis, qui » ut asseritis, apud istam ecclesiam B. Mariae de Lamo, alias » de Miraculis ob praeclara miracula, quae ibi divina favente » clementia per gloriosae Virginis Matris Mariae intercessionem, » ut pie creditur, frequenter occurrunt, nuncupatam, vestrae » Congregationi pridem a fel rec. Gregorio Papa XIII concessam, novum monasterium aedificari fecistis, speciali aliquo » privilegio decorare, vestris hoc in parte supplicationibus inclinati, vobis ut quoscumque peregrinos, seu quomodolibet extraneos sacerdotes, qui vota reddituri, aut alias devotionis fervore accensi ad istam ecclesiam accesserint, si ejusdem monasterii pro tempore superiori per legitima documenta ostenderint se sacerdotes esse, nec ullo suspensionis, aut excommunicationis laqueo adstrictos existere, ad celebrandum in eodem » ecclesiae sacrosanctum missae sacrificium, nullius requisita licentia, admittere libere et licite valeatis; Utque monachi » in dicta ecclesia pro tempore ad confessiones audiendas » deputati, quoscumque fideles advenas et peregrinos nullam » certam habitationem habentes, ac praesertim pecudum custodes et pastores, dummodo ex diœcesi Andrien. non fuerint, » omnesque alios exteros solo devotionis affectu incensi eo » ad confitendum eorum peccata et non in fraudem suorum » ordinariorum accedentes, ab omnibus criminibus et excessibus » etiam ordinariis locorum a jure reservatis, injuncta illis » eorum arbitrio ejusdem aliqua salutari pœnitentia, in foro » conscientiae absolvere possint. Utque ad augendam populorum devotionem diebus festivis per superiorem dicti monasterii deputandis et similiter in loco congruo procul a dicta » Ecclesia quantum arbitrio ejusdem superioris videbitur designando, coronae, sive rosaria, cruces, numismata, et alia » id genus dummodo divinorum celebrationem non impediant, » quod idem pro tempore superior diligenter animadvertat, » venundari, et venalia exhiberi et proponi libere et licite » possint, apostolica auctoritate tenore praesentium perpetuo » concedimus et indulgemus. Non obstantibus apostolicis, ac » in provincialibus synodalibusque conciliis editis constitutionibus et ordinis praedictorum statutis, et consuetudinibus, » caeterisque contrariis quibuscumque etc. Confirmato deinde » praefato indulto ab alio simili sa. me. Clementis VIII, quorum exemplaria in summario dabuntur. Qua de re promotor » fiscalis curiae episcopalis recurrit ad hanc S. C. pro declaratione. Unde requisitus episcopus informare, retulit ad promulgationem memorati edicti sese devenisse ad tollenda » scandala et indecentias, quae inoleverant in ea civitate in » admittendis hujusmodi sacerdotibus exteris, et vagantibus, » atque additis aliis motivis, quae luculentius pro parte promotoris fiscalis S. C. exponentur. Hinc concordata fuerunt » infrascripta dubia concernentia nedum enunciatam presbyterorum admissionem, verum etiam edictorum episcopalium » affixionem ad valvas ecclesiae praefati monasterii, nec non » facultatem absolvendi a casibus, et excessibus reservatis » impartitam monachis ejusdem monasterii in recensito indulto Sixtino. Quae hodie partibus monitis proponuntur ex » deducendis definienda a rectissimo EE. VV. judicio.

» 1. An et intra quot dies eorum permanentiae in civitate » Andriae sacerdotes exteri valeant celebrare missas in ecclesia S. Mariae de Miraculis ordinis Cassinensium ejusdem » civitatis absque licentia episcopi Andrien in vim brevis » Sixti V?

» 2. An edictum episcopi prohibens sacristis ecclesiarum » admissionem sacerdotum exterorum non comprehensorum » in dicto brevi ad celebrandum absque licentia ejusdem episcopi afficere valeat etiam sacristas dictae ecclesiae?

» 3. An abbas, seu superior dictae ecclesiae, seu monasterii » debeat permittere affixionem ad valvas ejusdem ecclesiae » edictorum episcopi concernentium exercitium suae jurisdictionis tam respectu subdictorum saecularium quam regularium in iis, in quibus isti ei subduntur?

» 4. An et a quibus casibus seu excessibus monachi in » dicta ecclesia ad confessiones deputati, absolvere possint » exteros ad praefatam ecclesiam accedentes vigore dicti brevis » Sixtini in casu?

» S. Congregatio Concilii rescripsit: Ad 1. *Affirmative, et » quoad praefinitionem temporis, iterum proponatur.* Ad 2. » *Affirmative.* Ad 3. *Negative quoad primam et affirmative » quoad secundam partem.* Ad 4. *Non posse absolvere a casibus contentis in bulla Cœnae Domini, neque a sex casibus » contentis in decreto Clementis VIII, neque a casibus reservatis ab ipsis ordinariis.* Die 29 novembris 1710. »

Il restait à déterminer le nombre des jours qu'on pouvait permettre aux prêtres étrangers de célébrer sans la permission de l'évêque. Or la S. Congégation fixa cinq jours, et confirma les décisions qu'elle avait rendues sur les autres points.

« Andrien edictorum — In causa vertente inter promotorem » fiscalem curiae episcopalis Andrien, ex una et abbatem et » monachos monasterii S. Mariae de Miraculis dictae civitatis » Ordinis Cassinen ex altera partibus, proposita fuerunt infrascripta dubia sub die 29 novembris anni prope elapsi, » scilicet. 1. An et intra quot dies eorum permanentiae in » civitate Andriae sacerdotes exteri valeant celebrare missas » in ecclesia S. Mariae de Miraculis Ordinis Cassinensium » ejusdem civitatis absque licentia episcopi Andrien in vim » brevis Sixti V? 2. An edictum episcopi prohibens sacristis » ecclesiarum admissionem sacerdotum exterorum non comprehensorum in dicto brevi ad celebrandum absque licentia » ejusdem episcopi afficere valeat etiam sacristas dictae ecclesiae? 3. An abbas seu superior dictae ecclesiae, seu monasterii debeat permittere affixionem ad valvas ejusdem » ecclesiae edictorum episcopi concernentium exercitium suae » jurisdictionis, tam respectu subditorum saecularium, quam » regularium in iis, in quibus isti ei subduntur? 4. An, et » a quibus casibus, seu excessibus monachi in dicta ecclesia » ad confessiones deputati absolvere possint exteros ad praefatam ecclesiam accedentes vigore dicti brevis Sixtini in » casu etc. Quorum quidem resolutio extitit. Ad 1. *Affirmative, et quoad praefinitionem temporis, iterum proponatur.* » Ad 2. *Affirmative.* Ad 3. *Negative quoad primam. Affirmative quoad secundam partem.* Ad 4. *Non posse absolvere a » casibus contentis in Bulla Cœnae Domini, neque a sex casibus contentis in decreto Clementis VIII, neque a casibus » reservatis ab ipsis Ordinariis.*

» Sed impartita nova audientia utrique parti respective non » acquiescenti hujusmodi resolutionibus, proponitur infrascriptum primum dubium consuetum, et, quatenus placeat persistere in decisis quoad primam partem primi dubii, reproponitur alterum dubium quoad secundam partem ejusdem » primi non resolutam. Super quibus, ex deducendis expectatur » humiliter definitio EE. VV.

» 1. An, et in quibus standum vel recedendum sit a decisis sub die 29 novembris 1710 in casu? Et quatenus in » decisis quoad primam partem primi dubii.

» 2. Intra quot dies eorum permanentiae in civitate Andriae » sacerdotes exteri valeant celebrare missas in ecclesia S. » Mariae de Miraculis Ordinis Cassinensium ejusdem civitatis

» absque licentia episcopi Andrien. in vim brevis Sixti V » in casu?

» S. Congregatio Concilii rescripsit: Ad I. *Quoad* 1. 2. *et* 3 » *in decisis*. Quoad 4. *Pariter in decisis juxta formam bullae* » *Clementis X. Superna*. Quoad 2 dubium, scilicet quoad » secundam partem primi dubii alias propositi, *posse celebrare* » *per quinque dies*. Die 24 januarii 1711. »

392. Les clercs sont particulièrement obligés de ne pas quitter leur diocèse pendant la visite pastorale. Aussi la plupart des édits d'intimation des visites renferment-ils la défense spéciale de s'absenter. Voici une décision inédite de la S. Congrégation du Concile qui se rapporte à la question.

« Insulana Edicti, et Censurarum. — In decursu visitationis, quam de mense maii proxime effluxi peregit episcopus Insulanus, comparuit coram eo promotor fiscalis » illius curiae episcopalis, instans condemnari sacerdotem » Felicem de Soda ad pœnas arbitrarias commutandas in pecuniarias, piis usibus applicandas, ex eo, quod dictus Felix » absque licentia episcopi visitantis discesserit e dioecesi Insulana, post publicatum edictum visitationis, ac propterea » incurrerit in pœnas arbitrarias in eodem edicto commi- » natas, nec non in aliam pœnam item arbitrariam adversus » ecclesiasticos sine licentia episcopi e dioecesi discedentes in synodalibus constitutionibus contentam, ac tandem » ad aliam similem arbitrariam pœnam contumacialem per » eumdem Felicem incursam, ex quo personaliter citatus de » mense aprilis tunc praeterlapsi ad assistendum functionibus pontificalibus, praesertim consecrationi sacrorum oleorum in feria V Coenae Domini, sub praetenso motivo, quod » non ob ecclesiae necessitatem esset ad sacros ordines promotus, obedire recusaverit; etsi vero quoad hanc ultimam » praetensam transgressionem dictus Felix per procuratorem » appellaverit causando propriam deobligationem, quod nulli » ecclesiae esset adscriptus, nullumque praebendale beneficium » possideret.

» Ad instantiam praedictam promotoris fiscalis, decrevit » episcopus summariam informationem, ac reproductis per dictum promotorem edicto visitationis, partitis constitutionum » synodalium, nec non attestationibus quorundam canonicorum » tam super absentia praefati Felicis, quam super necessario » interventu presbyterorum extra gremium capituli in functione » dictae feriae V ob paucitatem numeri capitularium, idem » episcopus visitator, nulla praemissa citatione, seu moni- » tione, sub die 25 primodicti mensis maii, in contumaciam » dicti Felicis eum condemnavit ad pœnam ducatorum centum piis usibus etc. et literas excecutoriales desuper expediri » mandavit, quas reipsa insequenti die 26 expedivit. Sub die » 27 ejusdem mensis cursor episcopalis curiae cum dictis » executorialibus associatus a familia armata adivit quoddam » nemus, in quo erant animalia supradicti Felicis, ad effectum » ea sequestrandi; atqui sequestro non facto rediit ad episcopum haec referendo : Illmo Signore. In esecuzione dell' ordine datomi da V. S. Illma sono andato questa mattina » a sequestrare le vacche del Rndo D. Felice di Soda per » le pene da lui incorse, in virtù delle lettere esecutoriali » spedite da questa curia, con l'assistenza e compagnia del » Barrigello e famiglia armata di questa corte vescovile, ed » essendo andato a spunta di sole nel luogo, dove si dice » lo piano del Bosco, dove erano dette vacche, si è fatto a » trovare ivi Francesco di Bona nepote di d. D. Felice armato di scopetta, il quale ci domandò che cosa eravamo » andati a fare, ed avendogli risposto che dovevamo sequestrare le vacche di detto D. Felice, per ordine e commissione di Monsig. Illmo, egli con la scopetta in mano, risolutamente rispose, prima resterò io qui morto, che voi » ne menerete le vacche, anzi che io da tre giorni lo saputo » e mio zio volea che avesse trasportato le vacche ad altra » parte, ma io non ho voluto farle partire a posta, e sono » stato qui per guardarle, per lo chè avendolo noi visto così » risoluto e dubitando che avressimo potuto venire alle scopettate, per evitare ogni disordine ce ne siamo ritornati » senza avere potuto fare il sequestro di dette vacche per » tale impedimento, e perciò son venuto a riferirlo a V. S. » Illma. » Post acceptam ejusmodi relationem, illico episcopus » subjecit jurato examini quinque alios de familia armata associantes cursorem, eadem fere deponentes, quae in supra » recensita relatione cursoris exarantur. Quocirca episcopus » nulla monitione, seu citatione prachabita, eadem die 27 » maii excommunicavit Franciscum de Bona sub hac forma: » Tunc Illmus et Rmus D. Episcopus et visitator videns manifeste suam jurisdictionem contemni, volensque ut debet » illam spiritualibus armis tueri adversus hujusmodi temere » contemnentes, et vi armata suam episcopalem jurisdictionem » impedientes, non uti judex sed tamquam pars, vim vi repellendo, et extrajudicialiter procedendo, praedictum Franciscum de Bona qm. Josephi filium hujus civitatis excommunicavit, et cedulones expediri mandavit omni etc. ac de » facto cedulones publicari fecit. Ab his actibus respective » gravati tum sacerdos Felix, quam Franciscus de Bona recursum habuerunt ad hanc S. Congnem, de cujus mandato » transmissa ab episcopo copia processus, quae relatam facti » seriem continet, ac citato ex adverso promotore fiscali curiae episcopalis, concordata sunt dubia infrascripta, quae » partibus hinc inde monitis, proponuntur, ut ex his et aliis » in summario deducendis, dignentur EE. VV. declarare :

» 1. An Felix de Soda sacerdos simplex sit incursus in » poenam ducatorum centum ex causis contentis in decreto » curiae episcopalis in casu?

» 2. An censurae latae contra Franciscum de Bona sustineantur in casu ?

» S. Congregatio Concilii: Ad 1. *Pro moderatione poenae* » *arbitri Eminentissimi Praefecti*. Ad 2. *Negative et amplius*. » Die 14. novembris 1711. »

393. Dans le tome 5 du *Thesaurus* (p. 303) se trouve une décision de la S. Congrégation approuvant des statuts synodaux qui défendent généralement aux ecclésiastiques de quitter le diocèse sans la permission de l'évêque, sous peine de 24 francs d'amende. « An juxta decretum ejusdem synodi prohiberi possit cuicumque ecclesiastico, etiam in minoribus constituto, discessus a diœcesi absque licentia episcopi sub pœna » ducatorum sex ? Sacra etc. *Affirmative* » (*Thesaur*. tom. 5, *Larinen*. p. 303). On ne fait pas de distinction entre les clercs *adscripti* et ceux qui ne l'ont pas été au moment de leur ordination.

394. Ce n'est que dans les cas exceptionnels que la S. Congrégation a approuvé que la sortie du diocèse fut défendue à tous les ecclésiastiques sous peine de suspense *ferendae sententiae*. Nous en remarquons un exemple, tome 18 du *Thesaurus*, p. 56. Voici les motifs allégués par l'évêque pour justifier son décret: « Auditus episcopus respondit presbyteros hosce uti ad crimiua, ita ad querelas faciles esse. Decreta illa tulisse, ut pravos eorum mores compesceret, incommodis et scandalis, quibus cum populus, tum ecclesia afficiebatur, prospiceret. Plures enim negociationis causa, etiam vectigalia et publicanos fraudantes, ad nundinas Senogallienses quotannis properare, simulantes se pietate ductos Assisium ire, vel Lauretum ad Virginis, vel divi Francisci etc. » En vue de ces circonstances spéciales, la S. Congrégation ratifia le décret qui défendait de quitter le diocèse sous peine de suspense *ferendae sententiae*, mais elle décida en même temps qu'il n'était pas licite à l'évêque de refuser la permission de s'absenter sans une juste cause. « An decretum episcopi factum in visitatione, quo prohibetur, ne clerici discedant a » diœcesi sine licentia ejusdem episcopi in scriptis habenda

» sub pœna suspensionis substineatur? Et quatenus affirmative. » An liceat dicto episcopo sine justa causa discessum dene- » gare in casu? Sacra Congregatio rescripsit: *Affirmative ad* » *primam partem in casu de quo agitur; negative ad secundam,* » *et amplius.* (*Thesaur.* tom. 18, *Segnen.* p. 56, 60). Le prélat avait rendu d'autres décrets pour obliger tous les prêtres non empêchés légitimement d'assister à la messe qui était célébrée à la cathédrale tous les jeudis, avec exposition du Saint-Sacrement. Un autre décret défendait de dire des messes basses pendant que l'évêque officiait pontificalement, et pendant la messe du jeudi. La S. Congrégation révoqua toutes ces ordonnances, et elle décida, au sujet de la messe du jeudi: *Esse hortandos, sed non cogendos. (Ibid.)*

395. Barbosa et Reiffenstuel soutiennent que les prêtres qui n'ont pas de bénéfice requérant la résidence personnelle, peuvent quitter le diocèse, et résider où bon leur semble, sans qu'on puisse leur refuser les lettres dimissoriales. Cette doctrine n'est pas exacte en ce qu'on ne peut l'appliquer aux clercs qui, sans avoir de bénéfice avec résidence, ont pourtant été ordonnés *pro necessitate. aut utilitate ecclesiae,* et ont été attachés *(adscripti)* dans l'acte même de leur ordination, au service particulier de cette église; ces ecclésiastiques ne peuvent pas demeurer hors du diocèse sans la permission expresse de leur évêque. Nous en remarquons un exemple digne d'attention dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile, tome 25, p. 25, où il est question d'un clerc ordonné avec des dimissoires exprimant la nécessité de l'église paroissiale de son pays natal, et son adscription au service de cette église. Il quitte le diocèse contre le gré de l'évêque, qui lui a comminé verbalement la suspense par le seul fait, et il désire demeurer à Rome pour achever ses études et desservir une chapellanie qui lui a été donnée comme titre d'ordination. Malgré cela, la S. Congrégation décide qu'il doit rentrer dans son diocèse, où l'évêque devra, d'ailleurs, lui faire un sort convenable. Voici le *folium*, qui décrit parfaitement la condition canonique des *adscripti*.

« Amerina. cum in castro Alviani Amerinae diœceseos tanta » sit inopia sacerdotum, ut coactus fuerit episcopus postulare, » atque obtinere facultatem, ut sacra, quae in ecclesiis ejus- » dem castri agenda erant, alibi agi possent, durante sacer- » dotum inopia: Hinc cum Ignatius Torretti, qui natus erat » in eodem castro, et Romae in Pamphilio collegio studiis » operam dabat, postulasset clericali militiae adnumerari, epis- » copus parochiali ecclesiae Alviani adscripsit, et literas di- » missoriales ei dedit, expressa causa necessitatis ejusdem ec- » clesiae, ut minores ordines suscipere posset. Nominatus fuit » Ignatius ad capellaniam manualem in templo divi Ignatii » urbis, et impetravit ab hoc sacro tribunali ejus *perpetua-* » *tionem*, ut ad hujus *capellaniae titulum* ad sacros ordines » promoveretur, sicuti promotus fuit, repetita ab episcopo in » literis dimissoriis necessitate ecclesiae parochialis Alviani. » Sacerdos factus Ignatius post duos menses, quibus Alviani » moram traxerat, veniam petiit ab episcopo, ut Romam con- » cederet; negavit episcopus, eique ore praecepit, ne disce- » deret, indicta pœna suspensionis ipso facto incurrendae. Dis- » cessit Ignatius, Romamque repetiit, sacroque huic tribunali » preces hac de re obtulit; cum, ut fieri solet, epistola ad » episcopum data fuisset, dicitur ei redditam non fuisse; se- » cundae epistolae respondit, negans posse Ignatium Romae » consistere, sed teneri eum praecepto obtemperare, et Al- » vianum repetere, quod ejus ecclesiae servitio adscriptus sit, » atque incidisse in pœnas conciliares, neque excusari posse » sive colore capellaniae, sive praetextu studiorum, quod et » studia, quantum satis sit necessitatibus populi illius castri, » compleverit, et capellaniae servire possit per substitutum. » Causa nunc duobus collecta capitibus definienda proponitur. » Disputat promotor fiscalis a Tridentino post Chalcedonense » concilium definitum fuisse, ut clerici, qui pro necessitate, » aut utilitate ecclesiae ordinati fuerint, ejusque servitio ad- » scripti, sine expressa episcopi venia discedere nequeant, et » si locum inconsulto episcopo deseruerint, sacrorum exercitio » interdicantur: confirmatum id concilio Romano *tit.* 6, *cap.* 6; » atque ita pluries ab hoc S. Tribunali judicatum fuisse contra » eos, qui discedere voluerunt, ut in *Senogallien.* 19 *augu-* » *sti* 1659. *In Civitatis Ducalis* 6 *sept.* 1593 *in Ostunen.* » 20 *jan.* 1616; *in Anconitana* 14 *febr.* 1609; *in Tarraco-* » *nen.* 9 *febr.* 1621., *atque alibi;* neque audiendos esse ad- » ductos *a Barbos. ad concil. sess.* 23 *cap.* 16 *de ref. et de* » *offic. et potest. Episc. par.* 2. *alleg.* 21 *n.* 5., *et* 6; qui » tradunt clericos, et sacerdotes, qui non habent beneficium » in titulum praecisam, et personalem residentiam requiren » discedere posse, et ire quo velint, neque episcopos his literas » dimissorias denegare posse, cum reprobentur a *Fagnan. in* » *cap. Admonet. n.* 15 *et* 37 *de renunciat;* quia clerici ser- » vitio alicujus ecclesiae adscripti, et pro ejusdem ecclesiae » necessitate, seu utilitate ordinati, habentur tamquam servi, » aut coloni glebae addicti, qui sine Domini venia fundum » deserere nequeunt, neque discedere possunt ab ecclesia, et » recedere ab obligatione cum ea contracta, ideoque potest » episcopus litteras dimissorias eis negare. *Menoch. de arbitrar.* » *cas.* 422. *n.* 3. *Garz. de benef. par.* 2 *cap.* 5 *num.* 102. » *Antonell. de jur. et oner. cleric. cap.* 8 *lib.* 2. *par* 6 *num.* 2. » Ex his colligit Ignatium Torrettum, qui servitio parochialis » ecclesiae Alviani adscriptus fuit, et pro ejusdem ecclesiae » necessitate ordinatus non posse ab ea discedere, invito epis- » copo, praesertim eo veniam ex necessaria causa inopiae sa- » cerdotum denegante, et quia praecepto episcopi non ob- » temperavit, in penam interdictionis sacrorum incidisse. Haec » atque alia promotor fiscalis. Ab Ignatio nihil habuimus. Duo » sunt causae capita.

« 1. *An sacerdos Ignatius Torretti adscriptus servitio paro-* » *chialis ecclesiae Alviani, et pro necessitate ejusdem ecclesiae* » *ad sacros ordines promotus titulo capellaniae obtentae in* » *ecclesiae s. Ignatii urbis sibi a sac. congregatione perpe-* » *tuatae, potuerit contra formam praecepti episcopi ab eadem* » *ecclesia discedere, et valeat hic in urbe permanere?*

» 2. *An, et in pœnas conciliares sibi intimatas inciderit* » *in casu etc.*

» Sacra Congregatio rescripsit: Ad 1. Negative assignata » congrua per episcopum. Ad 2. Consulat conscientiae suae. » (*Thesaur.* tom. 25, p. 25,)

396. La S. Congrégation du Concile, en 1818, fut appelée à juger une importante affaire concernant un prêtre du diocèse de Nocéra qui voulait quitter son diocèse pour être professeur dans le séminaire d'un diocèse voisin. Il ne devait rien à son diocèse, attendu qu'il avait toujours payé sa pension au séminaire, excepté les deux dernières années; car l'évêque l'en exempta, en considération des services qu'il rendait à l'établissement comme préfet de la surveillance. Il fut ensuite ordonné au titre de patrimoine, et il obtint au concours le canonicat pénitencier, dont il se démit plus tard, pour cause de santé, après l'avoir conservé dix ans. L'évêque le nomma confesseur extraordinaire de religieuses, vicaire forain, et autres fonctions; il était, en dernier lieu, professeur de théologie au séminaire; par conséquent il n'était *adscriptus* à aucune église particulière, lorsqu'il forma le projet de quitter le diocèse, par le motif que son traitement de professeur était insuffisant.

Après quelques pourparlers qui n'aboutirent pas, l'évêque lui défendit expressément de partir, sous peine de suspense par le seul fait.

Gervais porta plainte à la S. Congrégation du Concile, qui s'empressa d'écrire au prélat *pro informatione*. Comme il ne répondait pas, et que les cours du séminaire allaient com-

mencer, Gervais prit conseil de quelques théologiens, et partit sans permission, pour se rendre à son nouveau poste. Il était persuadé que la défense de l'évêque était nulle.

La Pénitencerie, consultée, décida autrement. Elle permit pourtant à Gervais de dire la messe hors du diocèse de Nocera.

Devant la S. Congrégation du Concile, Gervais se fonda sur les raisons suivantes.

Un évêque n'a pas le pouvoir d'obliger à la résidence les ecclésiastiques qui n'ont pas des bénéfices résidentiels, surtout ceux qui ont été ordonnés au titre de patrimoine. Les canonistes, tels que Pignatelli (consult. 56, tom. 3); De Martinis (*Resol. juridic.* lib. 1, c. 107) et d'autres sont formels sur ce point. Il est vrai que le Concile de Trente défend aux clercs *adscripti* au service d'une église particulière de quitter ce service sans la permission de l'évêque, sous peine d'interdiction des fonctions sacrées. Mais lorsque Gervais se démit du canonicat de pénitencier, il ne fut *adscriptus* à aucune église; les fonctions qu'il a remplies dans plusieurs églises par délégation de l'évêque ne peuvent pas tenir lieu de *l'adscriptio*, qui doit se faire pour une seule église, non pour le diocèse en général, comme le montre Benoît XIV (lib. XI, *de Synodo*, c. 2.)

En supposant que Gervais doive être regardé comme *adscriptus*, il demeure encore libre de quitter le diocèse. Le concile de Trente veut parler des clercs qui partent à l'insu de l'évêque; s'ils lui demandent la permission de s'absenter et qu'il la refuse injustement, ils ne sont pas obligés de rester dans le diocèse (De Martinis, loc. cit.)

Que faut-il afin que le refus de l'évêque soit juste? Il faut que l'église à laquelle est *adscriptus* un simple prêtre (il n'est pas tenu de servir le diocèse tout entier, car *l'adscriptio* ne peut se faire que pour une seule église) il faut que cette église à laquelle le prêtre est attaché, soit entièrement dépourvue de secours; en ce cas, un simple prêtre est tenu de résider, quoiqu'il n'ait pas de bénéfice résidentiel. (De Martinis, *loc. cit.*)

D'autre part, l'évêque de Nocera fit valoir le concile de Trente et les décisions qui obligent les clercs de recourir à la S. Congrégation lorqu'ils pensent que leur évêque leur refuse injustement la permission de s'absenter. Toute autre disposition conduirait à l'anarchie.

Dans le diocèse de Nocera, les ordinands sont expressément avertis, par suite d'un statut qui remonte à l'année 1803, que s'ils quittent le diocèse sans la permission de l'évêque, ils encourent par le fait même les peines canoniques. — Gervais fut ordonné avant la publication de ce statut.

Nous croyons utile de publier le *folium* de la S. Congrégation, tel qu'il se trouve dans le *Thesaurus*, tom. 78, p. 250.

« Nucerina residentiae et suspensionis. — Nucerinae dioecesis sacerdoti seculari Gervasio Aleandri, dum theologiam in episcopali illius loci seminario legebat, rectorisque gerebat vices, annua pensio scutorum quadraginta praeter mensam persolvebatur. Pluries ab episcopo pensionis augmentum petiit, sui suaeque familiae exponens angustias, praesertim ut aes alienum contractum dimittere posset. Cum autem nulla ei spes affulgeret ad meliores ibidem fortunas transeundi, lectoris ac rectoris munera in seminario Tudertino sibi proposita obire deliberavit.

» Aliquis inter ipsum et episcopum intercessit tractatus sed sine fructu; donec ipse episcopus vetuit die 13 septembris anni 1816 ne a diocesi discederet, suspensionis interminata pœna ipso facto incurrendae, et sibi reservata absolutione. Supplex sed frustra, Aleandri episcopum adiit ut exoptatam veniam obtineret. Querelas hinc ad S. Pontificem detulit, quas ad S. Congregationem delegatas ad episcopum die 21 septembris remisi pro informatione. Cum has non accepisse fuerit testatus episcopus, informatio habita non est; expeditae iterum sunt urgentiores, et tunc, elapso jam fere anno, privatam tantum mihi dedit epistolam sub die 1 septembris praeteriti anni. Interea, cum ineunte mense novembris in seminario Tudertino rethoricam legere deberet, sacerdos Aleandri die 28 octobris, theologorum adscito consilio, illuc se contulit; sequenti vero die 29 ab episcopo Nucerino expeditae fuerunt litterae in quibus eum confirmabat vicarium foraneum Sigilli, coadjutorem parochi, praeceptum addens, ne hujusmodi munera desereret, et ne a diœcesi abiret sub canonicis pœnis eo ipso incurrendis.

» Praenotandum in facto est sacerdotem Gervasium, dum adolescens erat in Nucerino seminario, annuo soluto convictu studiis operam dedisse, biennio munus praefecti alumnorum obiisse, soluta pensione per sex tantum menses; quoad reliquum enim tempus eam remisit episcopus Massajoli in praestiti officii et obedientiae praemium. Vacans pœnitentiarii munus, licet nondum esset sacerdos, per concursum obtinuisse, et illico ad sacerdotium promotum fuisse ad titulum patrimonii sacri. Ast ob adversam valetudinem ea praebenda in manibus episcopi post decennium resignata, Sigillum secessit, ubi ludimagister fuit, postea ad moniales Fossati ab episcopo tamquam extraordinarius confessor delegatus. Patriam deinde repetens vicarii foranei munus exercuit, et germanum fratrem in cura animarum coadjuvit, nullis tamen ab episcopo pro utroque munere expeditis litteris patentalibus, nisi postquam a diœcesi migraverat, quae officia deseruit cum ad theologiam in seminario legendam fuit accitus. Nulli hinc erat speciali ecclesiae diœcesis addictus.

» Post ejus discessum a diœcesi casum S. Pœnitentiariae Nucerinus praesul, reticito Aleandri nomine, proposuit, responsumque accepit, sacerdotem, de quo agebatur, incurrisse in suspensionem, si vero eam contempserit, etiam irregularitatem, et teneri episcopo Nucerino subesse et obtemperare. Hoc audito responso, sacerdos a sacris peragendis se abstinuit, cum antea episcopi decretum nullam vim habuisse autumaverit, et S. Pœnitentiariae exposuit in casu ab episcopo proposito reticitum fuisse recursum datum ad S. Sedem, antequam a diœcesi abiret, et discessum nulla servata forma indictum fuisse. Hinc a S. Pœnitentiaria absolutionem a censuris, quomodolibet contractis obtinuit, firma remanente suspensione celebrandi in diœcesi Nucerina, usque ad rerum cum episcopo compositionem, in finitimis diœcesibus vero private tantum celebrandi potestas facta est ad sex menses a die 11 martii datae concessionis computandos.

» Haec est facti series, quam fusius noscent EE. PP. ex memoriali facti ac juris, cujus distributionem imploravit Aleandri. Interea sub duplici dubio, quae ab hoc afferantur, cujus partes sequitur Tudertinus Antistes, et quid Nucerinus episcopus in privatis quibusdam foliis proferat, breviter perstringam.

» Quaeritur in primo dubio an praeceptum episcopi Nucerini tum diei 13 septembris, tum 29 octobris 1816 sustineatur, seu potius facultas competat Gervasio Aleandri a Nucerina diœcesi, episcopo dissentiente, discedendi. Nullam in primis vim habero autumat Aleandri defensor utrumque episcopi praescriptum, cum utrumque manifesta injustitia laboret. Nullo siquidem jure cautum est, episcopos posse cogere ad residentiam qui beneficia residentialia non habent, ad tradita per De Martinis (*Resol. Jur.* lib. 1, c. 107). Quod si cogi non possunt ad residentiam stricto jure qui simplicibus beneficiis fruuntur, multo minus cogi poterunt, qui ad titulum patrimonii ordines sacros susceperunt, juxta eumdem De Martinis (loc. cit.) Pignatell. consult. 56 tom. 3. Garziam, p. 3, c. 2. Invalidum autem omnino esse contendit tum praeceptum diei 13 septembris, quia formae ab Innocentio IV praescriptae in concilio Lugdunensi, et in cap. *Cum monasterii, de Sententia Excom.* servatae non fuere; tum alterum praeceptum editum die 29 octobris, quia jam pendebat recursus ad Summum Pontificem; ut definivit Sacra Congregatio in *Amalphitana* 19 augusti 1734.

» At episcopus decretum profert concilii Tridentini, quod vestigiis VI canonis Concilii Chalcedonensis inhaerendo statuit, ut nullus in posterum ordinetur, qui illi ecclesiae aut pio loco pro cujus necessitate aut utilitate assumitur, non adscribatur, ubi suis fungatur muneribus, nec incertis vagetur sedibus. Quod si locum inconsulto episcopo deseruerit, ei sacrorum exercitium interdicatur. Quod si haec adscriptio Aleandri peracta non est in actu ordinationis anno 1794 ab episcopo Massajoli, facta posterius a se fuit anno 1804 juxta Innocentii XIII constitutionem *Apostolici ministerii* et Concilii Rom. anni 1725, titul. 6, cum eumdem poenitentiarii munus dimittentem diœcesi et praesertim Sigilli ecclesiae servitio adscribendi intentionem habuerit; quod consonum erat decreto Sacrae Visitationis diei 17 septembris anni praecedentis 1803 a se lato ut in posterum unusquisque in ordinatione adscriberetur servitio paroeciae vel alterius loci arbitrio Ordinarii, et in actis ordinationum per modum regulae adderetur pœnarum incursus, quae a sacris canonibus servitium deserentibus comminantur.

» At contra sacerdos Aleandri putat, ex eo Tridentini textu, ad residentiam se cogi non posse, quia nulli ecclesiae in praebendae dimissione adscriptus fuit. Deest enim hujus adscriptionis actus, cui suppleri non poterat nec per simplicem episcopi intentionem, nec per delegationem eorum omnium munerum quae idem sacerdos obivit. Haec enim diversas respiciebant ecclesias, nec ad ordinem proprium pertinebant, cum adscriptio uni ecclesiae in proprio ordine fieri debeat ex Benedicto XIV, *de Synodo diœcesana*, lib. I c. 2, n. 13. Sed neque adscribi potuisse sustinet decreto 29 octobris ob recursum ad S. Sedem delatum. Hinc sustinet potuisse a diœcesi discedere etiam repugnante episcopo juxta sententiam Pignatelli, tom. 3 consult. 56, Garz. de Benef, p. 2, c. 5. num. 102. Gallemart. declar. ad Conc. Trid. sess. 23, cap. 16 de Reform. et S. hujus Congregatio in *Eugubina seu Nullius Nonantulae, Concordiae* 21 januarii 1797. Nec sibi obesse addit visitationis decretum quod futuros respicit ordinandos, minime vero praeteritos, in quorum albo ipse reperiebatur.

» Ulterius autem progrediens, et adscriptione etiam aliquantisper concessa, ostendit Tridentinum ibi loqui de iis, qui inconsulto episcopo discedunt. Quod si veniam petat sacerdos, eamque episcopus injuste deneget, adscriptus ad residentiam non tenetur, ex De Martinis loc. cit. num. 8; in quo quidem differt adscriptio concilii Chalcedonensis ab adscriptione Tridentini, ut late disserit Benedictus XIV, *de Synodo diœcesana*, lib. XI, cap. 2, N. 8 et seq. Nam requiritur justa causa denegandi discessum adscripto, cui praeterea tenetur congrue providere episcopus (ex Nicolio Lucubr. Can. lib. I. n. 22, n. 3. et Card. de Luca disc. 2. adnot. ad Conc. Trid. num. 4.) Justa autem causa haberi non potest ut quis dioecesi deserviat, cum adscriptio uni tantum fieri debeat ecclesiae, et necesse est ut ecclesia, cui quis adscriptus est, sit omnino destituta, et tunc eogi potest ad residentiam simplex sacerdos adscriptus etsi residentiale non habeat beneficium (De Martinis loc. cit. lib. 1. cap. 107, N. 4). Hanc necessitatem in facto non militare pro ecclesia Sigilli deinde probat, quia quinque ad excipiendas confessiones nunc adsunt sacerdotes, et ab ea pluries abfuit Aleandri. Ad emolumentum autem ab episcopo illi propositum animadvertit, hoc, licet impar ad subveniendum oratoris ejusque familiae indigentiis, attamen pro muneribus non pro adscriptione ecclesiae fuisse propositum.

» Quaeritur in secundo dubio, utrum in irregularitatem inciderit Aleandri, ita ut sit consulendnm SSmo pro absolutione, saltem ad cauthelam. Certum in jure est censuris irretitum, qui ordinem exercet, incidere in irregularitatem ex text. in cap. 3 de pœnis. Inquirendum ergo potius utrum ex eo episcopi decreto reapse suspensus remanserit sacerdos hic, qui discesserat, ex iis quae allata sunt in superiori dubio. Sacra enim Congregatio in ea est sententia, non incidi in irregularitatem ex violatione manifeste injustae suspensionis, ceu definivit in *Montis Altis, Suspensionis et irregularitatis*, 15 septembris 1800 ad 1 et 2 dubium. Cum tamen nonnulli adsint doctores qui docent in ecclesia militanti ligari censuras, etsi injuste prolatas, cumque forsan obstare posset S. Pœnitentiariae factum, quae absolutionem ad sex menses tantum concessit, vestrum erit decernere num absolutioni saltem ad cauthelam sit locus.

» Duo igitur erunt dirimenda dubia:

» 1. An praeceptum episcopi Nucerini dierum 13 septembris et 29 octobris 1816 sit observandum in casu etc.

» 2. An constet de irregularitate incursa a presbytero Gervasio Aleandri, seu potius sit consulendum SSmo pro dispensatione ab irregularitate pro cauthela tantum in casu etc.

» S. Congregatio Concilii rescripsit. Ad 1. *Affirmative, dummodo episcopus provideat Aleandrum congrua pro diœcesi substentatione.* Ad 2. *Affirmative ad primam partem et consulendum SSmo pro absolutione, et dispensatione elargienda post reditum ad diœcesim, et petitam veniam ab episcopo.* Die 19 septembris 1818. »

397. Voici un autre cas concernant le diocèse de Nocera, et de la même époque que le précédent. — Biaschelli fit sept ans de séminaire en payant sa pension et reçut ensuite les saints ordres au titre de patrimoine, en 1812, après avoir été attaché (adscriptus) au service de l'église paroissiale de son pays et de toute autre église au gré de l'évêque, et après avoir pris l'engagement de ne pas quitter le diocèse sans la permission expresse de l'évêque, sous peine de suspense par le seul fait, comesse les autres ecclésiastiques de Nocera. Il fut ordonné par l'évêque de Fabriano, avec dimissoires de l'évêque de Nocera, alors exilé. Le vicaire général offrit à Biaschelli les fonctions de pro-curé dans une paroisse; Biaschelli refusa, pour ne pas être obligé de prêter serment au gouvernement de cette époque, et il accepta les fonctions de chapelain dans un domaine de la famille della Genga, domaine situé dans le diocèse de Fabriano. Le vicaire général lui permit de résider hors du diocèse de Nocera, en réservant la décision de l'évêque, lorsqu'il serait de retour. Au retour de l'exil l'évêque de Nocera rappela au séminaire tous les ecclésiastiques ordonnés pendant son absence afin de les examiner sur la vertu et la science. Biaschelli, chapelain depuis deux ans dans le diocèse de Fabriano, ne voulut pas retourner au séminaire de Nocera, malgré les menaces de suspense que lui adressa le vicaire général. Ces ordres furent transmis par l'intermédiaire d'un autre ecclésiastique, à qui le vicaire général de Nocera écrivit en ces termes: « Malgré les ordres qui ont été adressés à l'abbé Biaschelli par l'ordre de Monseigneur, afin qu'il se rendît au séminaire, comme ont dû le faire quelques autres prêtres, on ne l'a pas vu jusqu'à ce jour, quoique la retraite soit commencée. Cela déplait extrêmement à Monseigneur, qui me charge de vous écrire et de vous ordonner de signifier à cet ecclésiastique que s'il n'est pas au séminaire dans le délai de deux jours à partir du moment où vous lui en donnerez l'ordre, il sera suspens *ipso facto* de la célébration de la messe. » Il ne paraît pas que l'évêché de Fabriano ait eu part à l'intimation de cette suspense. — Plusieurs années s'étant écoulées, Biaschelli voulut retourner à Nocera pour voir ses parents et arranger quelques affaires de famille; mais, craignant des difficultés de la part de l'évêque pour la suspense infligée en 1814, il recourut à la S. Congrégation du Concile. L'évêque de Fabriano transmit des informations excellentes, en disant que Biaschelli aidait le curé della Genga pour la prédication et la confession et que sa conduite était irréprochable. L'évêque

de Nocéra insista pour faire rentrer Biaschelli dans le diocèse, et lui reprocha de vivre dans la maison d'une femme de 42 ans, de la comtesse Lucie, veuve du comte Etienne della Genga. Voici un passage de la relation de l'évêque : « Ut autem praesens ipsius vivendi ratio mihi innotesceret, opportunas sum notiones percontatus, tum a duobus ecclesiasicis viris omni exceptione majoribus, quorum unus parœciam parum remotam administrat; tum etiam a laico quodam, sed omni fide digno, a quibus certior sum factus ejus vitam valde esse reprehensibilem. Et revera, cohabitatio cum muliere minime gravis aetatis vel eximiae virtutis, cujus etiam, non absque communi admiratione aliquo tempore confessiones excepit, ipsam ad nundinas comitari, ipsius, aliorumque laicorum agere negotia, consona haud sunt sacris canonibus et apostolicis constitutionibus, nec effugiunt populi censuram. Non me latet Emum et Rmum cardinalem de Genga, in cujus feudo versatur Biaschelli, ipsius agendi modum omnino improbare, etc. Et ut unde discessi, redeam, num nimirum fas sit Biaschelli se ab obedientiae jugo subtrahere, quin impositas incurrat poenas, ex eo quod non beneficium, sed patrimonium pro suae ordinationis titulo sit constitutum, EE. W. me docent S. Concilium Tridentinum (sess. 23, c. 16) luculenter praecepisse, neminem in posterum ordinandum, nisi suis ecclesiis utilem, et necessarium, et nisi ecclesiae, vel pio loco adscribatur, ubi suis fungatur muneribus. Jam vero, cum Biaschelli ex necessitate et utilitate hujus Nucerinae ecclesiae fuerit promotus, sequitur non posse absque Ordinarii consensu ejus deserere servitium. » Vu l'adscription, et surtout l'engagement particulier de ne pas quitter le diocèse sans la permission de l'évêque, la S. Congrégation du Concile décida contre Biaschelli. « An sit locus suspensioni in casu. Sacra etc. *Affirmative*. Die 19 septembris 1818. (*Thesaur*. tom. 78, p. 262) — L'adscription et l'engagement étaient exprimés dans les registres de l'évêché de Nocera en ces termes: » Die 28 au» gusti 1808. D. Salvatori Biaschelli de villa Costae Arceriae » nostrae diœcesis, venerabilis seminarii alumno, examinato, » et admisso ob servitium suae parochialis ecclesiae, vel al» terius arbitrio nostro, sacrum subdiaconatus ordinem ad ti» tulum patrimonii sacri contulimus. Quod si dictum servitium » deseruerit, atque e diœcesi nostra animo non breviter re» deundi, nobis et episcopis Nucerinis, improbantibus, dese» ruerit, sacrorum canonum ac praesertim concilii Tridentini » et concilii Romani poenas nunc pro tunc incursurum mo» nemus, atque declaramus. »

398. La S. Congrégation accorde la permission de demeurer hors du diocèse, malgré l'évêque, qui réclame un ecclésiastique, en donnant pour raison la pénurie de prêtres où se trouve le diocèse. Il s'agit d'un prêtre qui est atteint d'une maladie à la jambe; l'évêque dit qu'il pourra se soigner aussi bien dans son pays natal qu'à l'étranger, et qu'il rendra service en disant la messe, surtout les jours de fêtes. Néanmoins, la S. Congrégation accorde la permission de résider hors du diocèse jusqu'à ce que cet ecclésiastique ait rétabli sa santé. Voici le *folium* et la décision, qui est du 25 janvier 1823.

« Amerina residentiae. — Hippolytus sacerdos Fossati Amerinae diœcesis, et unus ex beneficiatis illius cathedralis, annuente episcopo Romam petiit morbi curandi causa, quo laborabat in crure. In Urbe moratus per aliquod tempus, nuncium misit chorali beneficio penes Datariam Apostolicam. Dum renunciationis negotium absolvebatur, elapsum est trimestre absentiae quod ex sacrorum canonum censura ei elargitus fuerat ordinarius.

» Quamobrem sacerdos Fossati S. Congregationem adivit mense praeteriti januarii, et plurium chirurgorum juratas attestationes super qualitate morbi, et adhibendae curationis necessitate proferens petiit, ut ad longius tempus ipsi protraheretur indultum.

» Requisivi episcopum pro informatione et voto, qui distulit responsum, donec scivit Datariam Apostolicam annuisse precibus sacerdotis Hippolyti. Haec vero in suis litteris retulit. Remedium istud (dei stivaletti ossia fascia espulsiva) quod cura non indiget, etiam in patria exequi poterit sacerdos Fossati; necesse ergo non est illi, ut moretur in Urbe pro usu istius remedii, quod a multis adhibetur, qui morbo isto subjacent, et alia cura et remedio non indigent. Asserere etiam possum, morbum cruris sacerdotis Fossati nunquam illi motum praepedisse; quin imo illum saepe vidisse pleno gradu incedentem; oro vos tandem EE. PP. animo attendere velitis ad magnam inopiam sacerdotum hujus Amerinae civitatis, quae vos impellat ad inducendum remeatum sacerdotis Fossati ad suam dioecesim, qui saltem huic civitati utilis erit sacrum faciendo praesertim in diebus festivis.

» Quaestio igitur in eo versatur, utrum sacerdos Fossati, qui jam legitime dimisit residentiale beneficium, Romae diu morari possit, invito episcopo.

» Prioribus Ecclesiae temporibus, et ineunte etiam saeculo XI per sacram ordinationem suo episcopo et ecclesiae clerici illigabantur inexplicabilibus nodis; fiebat inde, ut in quavis alia dioecesi, nisi prior episcopus promissam sibi obedientiam remisisset, ne beneficium quidem possent obtinere.

» Huic disciplinae pristinum vigorem reddidit Concilium Tridentinum, sess. 23, cap. 16. de reform. Siquidem vetitum ibi fuit etiam clericis, qui beneficii expertes sunt et qui sola ordinatione alicui ecclesiae sunt addicti, ab ea omnino recedere nisi permittente episcopo. Idem novissime declaravit et ipsa S. Congregatio in *Nucerina residentiae*, die 19 septembris 1818.

» Attamen nonnulla animadvertenda sub oculis EE. VV. ponit Hippolytus Fossati ob quae a legis hujus censura eximendum se esse autumat. Et primo occurrit diuturnum servitium ab ipso praestitum ecclesiae Amerinae. Quippe in curandae sacristiae officio per quinque supra viginti, et capellani choralis munere per quatuordecim circiter annos sedulam eidem ecclesiæ servitutem praestavit, praesertim tempore deportationis et absentiae omnium canonicorum. Jam vero pia mater Ecclesia legi leviticae inhaerendo, ac civilis reipublicae exemplum sequuta, post diuturnum ac laudabile servitium eos etiam exonerat a residentia, qui ecclesiasticis reditibus fruuntur, ut caeteris missis videri potest in *Montis Alti, Jubilationis*, 14 junii 1817. Praeterea dignum animadversione proponit Fossati, eum nullis aliis reditibus et ecclesiasticis beneficiis potitum esse quam quos percepit ex beneficio chorali, cujus tenuitatem satis perspectam habuerunt Emi PP. in *Amerina*, *Novae dotationis*, proposita die 27 julii proximi praeteriti. Tandem adducit infirmae valetudinis rationem, quae inter canonicas causas ad dispensandum a residentia annumeratur, ad textum in cap. unic. de Cler. non resid. in 6. Illiusque probationem exhibet ex jurata attestatione chirurgorum.

» His praenotatis proponitur dubium:

» An et ad quod tempus sit Oratori concedendum indultum » absentiae in casu etc.

» S. Congregatio Concilii rescripsit: *Affirmative, donec convalescat*. Die 25 januarii 1823. »

399. Nous avons rapporté plus haut deux affaires du diocèse de Nocera; voici une troisième controverse, qui fut traitée en 1828. Nous avons dit que dans ce diocèse en vertu d'un édit publié le 17 septembre 1803, la suspense par le fait même est édictée contre les ecclésiastiques qui laissent le diocèse sans permission. L'évêque adresse aux ordinands un avertissement ainsi conçu: «Quod si hujusmodi servitium deserueris, atque a diœcesi nostra animo non breviter redeundi, nobis et episcopo Nucerino pro tempore existente, inconsultis, vel improbantibus. discesseris, sacrorum canonum, et prae-

sertim concilii Tridentini, et concilii romani pœnas, nunc pro tunc omnino incursurum, monemus, et declaramus. »

Il s'agit en 1828 d'un curé qui voulait prendre une paroisse dans un diocèse voisin, paroisse meilleure que celle qu'il administrait dans le diocèse de Nocéra. Voici les circonstances.

Ange Petri fut ordonné prêtre en 1820 au titre de patrimoine. Peu de temps après, l'évêque de Nocera le nomma curé de la paroisse Saint-Blaise. Il occupait cette cure depuis six ans, lorsque, apprenant que la cure de la cathédrale de Nepi était vacante, il en prit occasion pour se plaindre du mauvais air du pays et de la pauvreté de sa paroisse; il fit demander à l'évêque par une tierce personne de lui donner une meilleure cure, ou de lui permettre de quitter le diocèse. L'évêque promit de lui donner une autre paroisse dans un an, mais il protesta qu'il ne pouvait pas lui permettre de quitter le diocèse à cause de la pénurie de prêtres.

Au lieu de se conformer aux intentions de son évêque, le curé songea à quitter secrètement le diocèse. Le prélat en ayant été informé, lui fit intimer par le vicaire général la suspense *ipso facto* s'il abandonnait sa paroisse; mais la lettre du vicaire général contenant cet ordre fut portée au presbytère de Saint-Blaise lorsque le curé était déjà parti du diocèse; on la lui envoya à Assise, où il était près de ses parents. L'évêque de Nocéra prévint celui de Nepi, qui promit de faire connaître à Petri, dès qu'il se présenterait, les ordres de son évêque. En effet, Petri arriva à Nepi peu de jours après; il se présenta au concours pour la paroisse de la cathédrale, et il obtint cette paroisse, dont il prit immédiatement possession. De là un conflit entre les deux évêques, dont chacun voulut retenir Petri dans son diocèse en donnant pour motif la pénurie de prêtres.

Le curé de Saint-Blaise a-t-il pu abandonner sa paroisse et quitter le diocèse malgré son évêque? Est-il obligé de retourner dans cette paroisse? A-t-il encouru la suspense et l'irrégularité, vu surtout le statut spécial de Nocera?

Ces questions sont examinées *hinc inde* dans le *folium* de la S. Congrégation. Telle est l'importance de la question que nous traitons, que nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de donner toutes les pièces.

« Nucerina residentiae et suspensionis. Angelus Petri Nucerinae diœcesis, cum annum ageret vigesimum secundum aetatis suae, seminarium episcopale ingressus est, ut studiorum curriculum absolveret. Brevi tonsura initiatus, ceterisque ordinibus gradatim susceptis, titulo patrimonii sacri anno 1820 presbyter effectus est, et paulo deinceps parœciam S. Blasii vici Lanciani pastore destitutam ab antistite suo obtinuit. Hoc in officio sex annorum spatio perseveravit, usque dum parœciam Nepesinae cathedralis ecclesiae vacare sibi fuerit renunciatum. Hanc enim sibi oblatam occasionem captare cupiens, parœciae S. Blasii paupertatem cœlumque insalubre causare cepit, atque episcopum per alium deprecatus est, ut vel ampliori beneficio donaretur, vel sibi potestas fieret ab diœcesi discedendi. Spopondit episcopus se curaturum ut ipse post alterum annum ad aliam diœcesis parœciam promoveretur, quemadmodum duobus aliis illius antecessoribus, ipso episcopo auctore, obtigerat; interea tamen nulla ratione ob sacerdotum inopiam eidem indulgere posse, ut ab diœcesi discederet.

» Hisce conditionibus minime quiescens parochus Petri, a diœcesi clanculum discedere meditabatur, idque cum primum rescierit Nucerinus episcopus, per vicarium generalem suspensionem ipso facto incurrendam ei indixit, si parœciam desereret. At vicarii generalis litterae, quibus praeceptum non discedendi continebatur, ad domum parochialem perlatae fuerunt, cum sacerdos Petri paulo ante e diœcesi migraverat, ita ut ejusmodi literae Assisii ei per consanguineos redditae fuerint. Interim idem episcopus rei certiorem fecit Nepesinum antistitem, qui respondit, quod simul ac sacerdos Petri Nepetem veniret « gli farò conoscere gli ordini di V. S. Illma e Rma, alli quali spero che vorrà arrendersi con docilità ». Nepetem revera perrexit parochus Petri, ubi periculo facto novam parœciam consequutus est, et dum illius possessionem inire curabat, clam ad suos remeavit, ut secum inde auferet, quidquid ipsi inesset domesticae supellectilis. Dein supplicem libellum Sacrae Pœnitentiariae porrexit, ut si qua foret ecclesiastica censura irretitus, apostolica dispensatione liberaretur. S. Pœnitentiariae tribunal Oratori injunxit, ut rem ageret cum ordinario, a quo discessit, cui necessarias tribuit facultates providendi prout in Domino expedire judicaret. Hinc Nucerinus episcopus conditionem obtulit Petri, ut ad parochialem ecclesiam S. Blasii reverteretur, eique inserviret saltem sex menses, quo termino elapso promisit, « di cambiargliela in altra cura, o di dargli altro impiego ecclesiastico. » Huic conditioni haud sibi quiescendum censuit Petri, ac propterea Nucerinus antistites adiit hunc sacrum ordinem, ut parochus Petri ad suam parœciam redire compellatur. Nepesinus autem episcopus de informatione requisitus rationum momenta a sacerdote Petri prolata transmisit, ac presbyterorum penuriam in sua diœcesi obtendens EE. VV. deprecatur, ut eidem Petri fas sit captam novae parœciae possessionem retinere.

» Priscis Ecclesiae temporibus per sacram ordinationem suo episcopo et ecclesiae multiplici nexu tenebantur clerici, ac fiebat inde ut, nisi antea episcopus quidquam de pollicita sibi obedientia remisisset, nulla quidem de causa ab diœcesi discedere possent, nec ulli episcopo eos recipere liceret: *Si quis episcopus*, ita concilium Chalcedonense can. 20, *post hanc definitionem susceperit clericum ad alium episcopum pertinentem, placuit, et susceptum, et suscipientem communione privari, donec is, qui migravit clericus ad propriam fuerit regressus ecclesiam.* Hanc disciplinam in pristinum instauravit Concilium Tridentinum sess. 23, c. 16 de reform., « ac vestigiis VI canonis concilii Chalcedonensis inhaerendo, statuit, ut nullus in posterum ordinetur, qui illi ecclesiae, vel pio loco pro cujus necessitate aut utilitate assumitur, non adscribatur, ubi suis fungatur muneribus, ne incertis vagetur sedibus ». Quin imo ne quisquam clericorum procul sine superioris venia abiret, et in aliena diœcesi confugium sibi quaereret, profugum censuris plectendum edixit subdens: « Quod si locum inconsulto episcopo deseruerit, ei sacrorum exercitium interdicatur. Nullus praeterea clericus peregrinus sine commendatitiis sui Ordinarii litteris ab ullo episcopo ad divina celebranda admittatur. »

» Ex hoc Tridentinorum Patrum decreto, cui adstipulatur Concilium Romanum anni 1725 tit. 6 cap. 2, ac synodus diocesana Nucerinae ecclesiae, colligit hodiernus Nucerinus antistes neque sacerdoti Petri licuisse, renuente proprio Ordinario diœcesim deserere, neque alteri cuiquam episcopo fas fuisse eum recipere sine litteris testimonialibus proprii Ordinarii. Igitur sacerdos Petri ad parœciam Sancti Blasii unde discessit, illico redire adigatur oportet, quemadmodum hic Sacer Ordo alias respondit, lege tamen episcopo injuncta clericis redeuntibus congruam assignandi, uti docent exempla in *Amerina* 17 julii 1756; in *Nucerina et Tudertina residentiae et suspensionis*, 19 septembris 1818, et in alia *Nucerina et Fabrianen. Suspensionis*, eodem die et anno.

» Nec aliter suadere potest adepta possessio parœciae in Nepesina ecclesia; explorati siquidem juris est, non posse beneficiatos sine consensu superioris beneficia dimittere, atque aliud praesertim extra propriam diœcesim assequi, ac liberum esse episcopo, ad quem pertinet prima ecclesia, clericos revocare atque etiam anathematis gladio compellere ad text. in cap. *Admonet* de renunc. ibique Fagnanus, n. 4, et seqq.

Reiffenst. lib. 1 Decret. tit. 9. Illegitima itaque nulliusque roboris renuncianda est inita a sacerdote Petri Nepesinae parœciae possessio, cum antistes Nucerinus nedum consensum non praebuerit, sed plane obstiterit, ne ob sacerdotum penuriam parœcia S. Blasii aliquid caperet detrimenti. Subdit praeterea episcopus parochum Petri valde imminuere annuos parœciae fructus, cum pene scutata nonaginta attingant, et nuperrime ex Summi Pontificis munificentia scutatis circiter triginta aucti fuerint.

» Negat tamen parochus Petri sustineri posse vicarii generalis jussum non discedendi; contendit enim concilium Tridentinum, ceterasque juris dispositiones loqui dumtaxat de iis, qui spernendo superioris auctoritatem sine ulla causa diœcesim derelinquunt. Jam vero idem parochus affirmat se hoc minime gessisse in contemptum obedientiae superiori debitae, sed quia erat variis circumstantiis inductus, ac pene necessitate coactus. Domus enim parochialis pagi Lanciani quinto circiter lapide distat a Nucerina civitate, ac sita est in agro, quem montes undique cingunt. Quam ob rem si parochus adversa valetudine teneatur, ad eum difficile medici convenire possunt; si ad aegrotos, quorum domus rurales uno vel altero etiam milliario ab ecclesia distant, sacramenta afferre debeat, non sine magno negotio ob incommoda itinera id efficere valet: si ipse confessario opus habeat, is eidem praesto esse non potest, sed finitimos parochos uno et altero lapide distantes adire compellitur: census parœciae adeo tenuis est, ut nec ipsi parocho necessariam suppeditet vitae alimoniam. Hisce tandem incommodis illud etiam addit parochus Petri, quod ob tenuem aerem fere continuis afficiebatur capitis doloribus. Quae omnia et loci commoditate, et lucri copia, et aeris qualitate Nepete sibi perferenda non sunt. Hisce rationum momentis innixus idem Parochus propitium sibi blanditur EE. VV. judicium.

» Nulla praeterea se dispensatione ab irregularitate indigere arbitratur, cum in latam suspensionem non inciderit. Scitum namque est, quod in alieno territorio jus dicenti impune non paretur. L. ult. ff. de jurisd. omn. judic. Devoti lib. 3. Inst. Canon. tit. 5 §. 14. Barbosa in cap. *Ut animar.* 2. n. 9 de constitut. in 6. Quo autem tempore vicarius generalis eidem parocho indixit praeceptum non discedendi sub poena suspensionis ipso facto incurrendae, jam ille extra Nucerinam dioecesim morabatur, ac propterea praecepto impune non paruit, nec in suspensionem incidit.

» Sed animadvertere praestat ex Tridentini Concilii sanctione sess. 23 cap. 1 et cap. 16 de reform. facultate praeditum esse episcopum revocandi per censuras parochos et clericos inconsulto superiore e dioecesi abeuntes. Hujusmodi autem censuras illis infligere potest, vel per citationem personalem, venia petita, atque impetrata ab Ordinario loci, ubi clerici extorres versantur. Reinffenst. lib. 1. decret tit. 39 num. 9. Devot. loc. cit. §. 14 vel per citationem in loco publico, aut etiam in propria domo territorii, unde emigrarunt, veluti post Salmanticenses de censur. tract. 10, cap. 1 num. 108 tradit B. Ligorius Theol. moral. lib. 7, de censur. cap. 1. dub. 3, N. 22. Ferrar. Biblioth. verb. *censura* num. 23. In themate monitio, seu prohibitio non discedendi a parocia sub poena suspensionis ipso facto contrahendae presbytero Petri indicta fuit in domo parochiali eique extra Amerinam dioecesim jam commoranti per conjunctos delata est. Praeterea idem parochus deinceps ad parocciam clanculum remeavit, ideoque, cum praeceptum non discedendi adhuc suo polleret robore, per posteram discessionem illico in suspensionem incidisse videtur.

» Verum etiamsi haec censurae indictio aliquo laboraret vitio; nihilominus, subdit Nucerinus antistes, parochus Petri suspensione innodatus ac irregularis foret renuntiandus. Enim vero ex decreto in actu sacrae visitationis edito die 17 septembris 1803, dum sacris ordinibus initiantur clerici Nucerini, hac episcopus utitur denunciatione.

» Quod si hujusmodi servitium deserueris, atque a dioecesi nostra animo non breviter redeundi nobis et episcopo Nucerino pro tempore existente, inconsultis vel improbantibus discesseris, sacrorum canonum et praesertim concilii Trident. et Concilii Romani poenas nunc pro tunc omnimo incursurum monemus, et declaramus. »

» Tridentina vero Synodus, et Concilium Romanum poenam suspensionis a divinis comminantur in clericos a propria dioecesi inconsulto episcopo abeuntes. Hanc poenam ipso facto ab eisdem clericis contrahendam statuit memorandum decretum; nam dictio illa, *nunc pro tunc omnino incursurum*, censuram latae sententiae, ac ipso facto incurrendam innuunt, ad tradita per Antoine, *de cens.* cap. 1, quaest. 2; Reinffenst. lib. 1 decret. tit. *de const.* num. 218 et seq. S. Cong. in *Firmana fructuum et distributionum*, 24 novembris 1827 *verum.* Jam vero parochus Petri inconsulto, imo invito proprio episcopo et animo non redeundi e dioecesi Nucerina profectus est, et idcirco suspensionem a divinis contraxit ac per exercitium sacri ordinis etiam irregularis evasit cap. 1 de sent. et re jud. et cap. 1 eod. tit. in 6.

» Erit igitur EE. PP. decernere

» 1. An sacerdos Angelus Petri teneatur redire ad parocchiam S. Blasii in casu.

» 2. An parochus Petri in suspensionem et in irregularitatem inciderit in casu. Et quatenus affirmative.

» 3. An sit consulendum SSmo pro dispensatione in casu etc.

» S. Congregatio rescripsit: Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Affirmative.* Ad 3. *Affirmative arbitrio et prudentiae episcopi Nucerini juxta mentem.* Die 15 martii 1828. »

400. Un clerc tonsuré entre dans la Congrégation de la Mission, et y reçoit les ordres mineurs et les ordres sacrés au titre de patrimoine. Plus tard, il sort de cette Congrégation et retourne dans son diocèse, où il réside cinq ans, employé à l'éducation. Apprenant qu'une paroisse importante est vacante dans un diocèse voisin, il se présente au concours, obtient la paroisse, fait expédier les bulles d'institution, et prend possession. Lorsqu'il va demander à son évêque d'origine la permission de quitter le diocèse, quelle n'est pas sa surprise d'essuyer un refus, lui qui n'a jamais été attaché au diocèse, a été ordonné au titre de patrimoine chez les Lazaristes et sans promettre l'obéissance à son prélat. Persuadé qu'il n'a pas besoin de son consentement, il part sans permission. L'évêque porte plainte à la S. Congrégation du Concile. Contentons-nous de donner la décision et le *folium* officiel.

« Reatina residentiae. Gaspar Britius a Monte Leone Reatinae dioecesis prima jam initiatus tonsura a suo antistite, atque inde inter alumnos congregationis S. Vincentii a Paulo Romae cooptatus, minores ibidem et sacros ordines rite suscepit, patrimonio fultus a parente sibi in Reatino agro adsignato. Annos aliquot in lectissima illa familia vixit Britius: eam tamen deinceps deserendam justis ex causis censuit, reversusque idcirco in patriam, erudiendae in ea juventuti, suffragio municipum adlectus est, constituta salarii scutatorum octoginta conditione, injectoque onere sacrorum duorum in singulas hebdomadas.

» Hoc munere annos fere quinque in patria perfunctus Britius, ad archipresbyteratum Montis Boni in Sabinensi dioecesi assequendum aleam examinis subiit, factoque feliciter sui periculo, pastor viduatae illi ecclesiae datus est, atque per apostolicas litteras possessionem archipresbyteratus illius suscepit, auctus deinde ab Emo et Rmo Cardin. Episcopo Sabinensi officio vicarii foranei.

» Cum vero deserendae in eum finem Reatinae dioecesis facultatem postulasset ab antistite, restitit ipse votis Britii,

quia et in sua dioecesi praefici paroeciae poterat, nisi obfirmato animo obstitisset, et jam apud suos ex ludimagistri munere atque ex adjecta capellania annuo reditu potiebatur, quo necessaria ad victum cultumque satis commode sibi comparabat. Verum antistitis repulsa neutiquam fractus Britius, e dioecesi arbitratu suo discessit, ac ad delatam sibi paroeciam nihil haesitans properavit. Graves de ea re querelas ad Sacrum hunc Ordinem episcopalium jurium assertorem et vindicem attulit episcopus, redditumque Britii in suam dioecesim postulavit, e qua absque antistitis placito abire sacri juris praescripto vetabatur.

» Preces ad cardinalem episcopum Sabinensem transmissae sunt, ut auditis tum presbytero Britio, tum episcopalis curiae promotore fiscali, vellet pro sua sapientia de iisdem sensum animi sui patefacere. Misit vir eminentissimus jura, eaque rationum momenta, quae et a Britio, et a curiae promotore proposita eidem fuerunt, laudibusque Britium prosequutus, utpote qui sua docrina bonisque moribus Christi gregem alat et regat, factique veritate probata respondit, judicium se expectare sacri hujusce Ordinis. . . .

» Ex simplici missarum legato, quod per ludimagistrum Montis Leonis explendum est, legem residentiae sibi injectam negat Britius. Cum porro extra diœcesim sacris fuerit ordinibus in Urbe insignitus titulo patrimonii, quando adhuc familiae Missionariorum adnumerabatur, animadvertit, se episcopo suae originis obedientiam non spopondisse, nullique proinde ecclesiae adscriptum ab ipso fuisse, in qua adigeretur vel susceptorum ordinum muneribus se exercere, vel procurationi sacrorum instare, vel alio quovis officio in illius vigilia, custodiaque permanere. Nullo autem beneficio donatus, quo lege residendi obstringatur, se putat iis clericis accensendum esse, qui sui juris sunt, ac libere pro lubitu, episcopo etiam inconsulto, possunt a diœcesi discedere, ex sacri hujus ordinis decreto, quem refert die 5 decembris 1574 in una *Ariminen*, edixisse, clericum qui certo loco non est adscriptus, ab episcopo suo invitum non posse retineri, ne a sua diœcesi recedat, et alibi parochialem accipiat. Quod quidem ex aliarum quoque Congregationum responsis apud ecclesiasticae disciplinae interpretes asserit esse receptum. Girald. in Thesaur. de pœn. Par. I. art. *Residentia*, cap. 7. Leuren. Jur. Can. lib. 1, tit. 22. Hinc cum ex Cap. 5 de Institutionibus possit quilibet clericus virtute ac doctrina commendatus beneficium assequi in aliena diœcesi, decrevit Sacra haec Congregatio, teneri illum, antequam vadat ab residentiam, petere ab episcopo proprio licentiam, quam ipse denegare non potest. *Ferrarien*, 12 junii 1604, apud Nicol. Lucubr. Can. tom. 2 lib. 3. tit. 7 n. 2. S. Congregatio Episcoporum et Regularium in epistola ad archiepiscopum Rossanen. 27 januarii 1578; ad episc. Imolen. 15 septembris 1579.

» Quinimo si clericus, qui habet simplicem adscriptionem ecclesiae alicui, docet Antonius de Martinis (lib, 1 Resolut. cap. 107) consulto episcopo abiret discessus licentiam ab eo quaerendo, concilio satisfaceret, nec dicatur, quod in hoc casu episcopus licentiam denegaret, cum id de jure peragere non possit, ut censuit Sacra Congregatio ad idem cap. 16.

» At inde etiam se a Reatini episcopi obedientia liberum existimat, quod apostolicis litteris ad archipresbyteratum Montis Boni adscitus sit, cujus praeterea possessionem rite inivit. Nec vero in apostolica provisione impetranda silentio celatum est, ipsum esse a Reatina diœcesi a qua proinde cum in Sabinensem secedere oportebat, ut ibi delata paroeciae procuratione perfungeretur, ideoque ex eo etiam capite, Pontificii beneplaciti vi, tuto se, omnique piaculi metu adempto acceptum locum tenere arbitratur.

» His accedit Britium e Missionariorum congregatione egressum, annos plus minus quinque in oppido Montis Leonis transegisse nullo idcirco domicilii jure sibi comparato, quo potestas Reatino episcopo facta sit ad eum ex suscepto paroeciae officio revocandum. Fagnan in cap. *Significavit*, de paroch. n. 50.

» Jam vero pulchra occurrunt quibus sua jura tuetur episcopus. Primo enim Reatinus antistes Britium in clero sacra tonsura cooptavit, eumque hoc ipso ad ordines reliquos aditu cultui divino mancipatum ad clericalia officia in ecclesia obeunda addixit; ex suscepta autem tonsura et clericus quis nuncupatur, et de foro ecclesiae constituitur. cap. *Duo sunt*, 12, qu. 1; cap. *Clerus*, dist. 27. Id namque verba etiam, quibus in sacram adscribimur militiam, atque in sortem recepti Dei, ipsum optimam sortem esse nostram admonemur, satis luculenter evincunt. Viguit certe vel a primis temporibus disciplina, ut clericus episcopo, a quo ordinibus initiatus erat, per omnia subesset, ejusque ecclesiae ministerio, cui in ordinatione adscriptus fuisset, perpetuo jure devinctus haberetur. Thomassin. de disciplina eccles. p. 2, lib. 1, cap 3 et 4. Atque huc spectat concilii Chalcedonensis sexta constitutio, quam Tridentini Patres renovatam voluerunt de clericis universis statutae cuidam ecclesiae adscribendis, cui operam assiduam ita praestare debeant, ut qui locum inconsulto episcopo deserant, sacrorum exercitio sint interdicendi. Licet vero ex Benedicti XIV monitu adscriptio isthaec diversa sit ab illa quam antiqui canones faciendam praescripserunt, constat tamen, clericos inde districte prohiberi ne invito episcopo, alio secedant. Id sane et in concilio Romano comprobatum est, tit. 6, cap. 6. Atque ita plures ab hac S. Congregatione et vetustis et recentioribus responsis fuit diserte sancitum. *Senogallien.* 19 augusti 1592; *Civitatis Ducalis* 6 septembris 1593; *Ostunen.* 20 januarii 1616 *Tarraconen.* 9 februarii 1621. *Amerina* 8 maii 1756.

» Imo cum complura per nonnullos auctores afferantur, quibus adversus testatissimum hoc episcopale jus asseritur, clericos, qui non habent beneficium in titulum praecisam et personalem residentiam requirens, discedere posse et ire quo velint, neque episcopos his litteras dimissorias posse denegare; Fagnanus cavendum monet ab id genus collectoribus ipsorumque sententiam memorato concilii Tridentini decreto prorsus adversari. Fagnan in cap. *Admonet, de renunciatione.* Antonellus *de jure et oneribus cleric.* lib. 2, p. 6, cap. 8. Decreto S. hujus Congregationis id confirmat episcopus (*Tinen.* 15 maii 1625) quo statutum est, posse episcopos ob ecclesiae necessitatem presbyteris ordinatis ad titulum patrimonii interdicere, ne ipsam ecclesiam deserant, atque alterius ecclesiae servitio se addicant absque ejus licentia.

» Frustra autem Britius obtenderet memoratam S. Congregationis resolutionem in *Ariminen.* 5 decembris 1572; ea enim de clerico edita est, qui certo loco nullatenus adscriptus quippe retineri posse invitum, eodem decreto Sacra Congregatio mandavit. Sed ex clericali tonsura, quam in diocesi Reatina suscepit Britius, ecclesiae suae addictum ac lege idcirco Tridentini decreti omnino obstrictum agnoscit episcopus qui hoc inconcusse servatum memorat cum Benedicto XIV. ut quicumque ecclesiasticum aliquem ordinem susciperet certae alicujus ecclesiae servitio manciparetur, neque vero hujusmodi clerico licebat ecclesiam illam deserere, nullamque addit ordinationem haberi sine ordinarii adscriptione ad alicujus ecclesiae servitium. (de Syn. lib. 11 cap. 2 n. 4, 8.)

» Hanc porro in Britium jurisdictionem ordinarii originis ex suscepto per ipsum Missionariorum instituto suspensam fatetur episcopus, quandoquidem privilegium hoc est perfectioris vitae, quam amplexus erat. Conc. Tolet. IV cap. 50. Gratian. can. *Clerici* 19, qu. 1. Bened. XIV Const. *Ex quo dilectus*, 1747. Verumtamen cum cessante causa cesset effectus, ita ex suscepti instituti dimissione desiit in Britio causa, quae illum ab sui episcopi potestate exemerat. Cautum quippe jure est, religiosos, qui a suo ordine recedunt, omnia, quibus gaudebant, privilegia amittere, iterumque in episcoporum ditione perstare, quo speciatim de Missionariis ipsorum

Praesides testati sunt. Card. Petra ad Const. Urbani 11 *Cum universa*, sect. 3; idque potiori quodam jure de sacerdote Britio contendit episcopus, quod in Reatino agro patrimonium ipsi constitutum fuit.

» Quod vero Britius non Reatino episcopo, sed Eminentissimo cardinali Urbis vicario dumtaxat obedientiam se spopondisse animadvertit, notat episcopus, promissionem illam erga eos omnes antistites protendi quibus legitimo jure parere ubilibet is debeat sacerdos: neque pro nuda inanique formula habendam esse, monet Benedictus XIV solemnem illam obedientiae et reverentiae sponsionem, quam presbyter facit in manibus episcopi ordinantis, juxta vetustissimum ecclesiae morem (Catalanus ad Pont. Rom. tom. 1.) Quinimo addit, presbyterum hujusmodi promissionis vigore ea lege inter alias adstrictum teneri, ut a servitio ecclesiae, cui in ordinatione addictus fuerit, discedere nequeat sine licentia episcopi. Hallier, *de Sacris elect. et ord.* p. 1, sect. 6, § 14.

» Quae cum ita sint confidit Reatinus episcopus, id decernendum esse de sacerdote Britio, quod per sacrum hunc ordinem de presbytero Aleandrio quem Nucerimus episcopus a diocesi Tudertina, in quam secesserat, revocavit et de parocho Petri, qui in Nepesina diocesi paroeciam adeptus erat, et in Nucerinam remeare adactus fuit, jam alias pronunciatum est uti et per S. Congregationem Episcoporum et Regularium sancitum est, parendum esse Episcopo revocanti suum subditum, licet paroeciam alibi assequutum. Amerina 12 februarii 1819.

» Videant vero EE. PP. an in praesenti etiam themate addenda ea conditio sit, quae in hujuscemodi quaestionibus definiendis sanciri consuevit, ut nimirum ab episcopo assignetur reducenti sacerdoti congrua pro ipsius substentatione.

» An et quomodo sacerdos Gaspar Brisi cogi possit ut in dioecesim Reatinam revertatur in casu etc.

» Sacra Congregatio rescripsit : *Affirmative, dummodo de congrua eidem ab episcopo provideatur*. Die 26 januarii 1835. »

401. En 1842, un curé du diocèse de Spolète, voyant que l'évêché se disposait à procéder pour le priver de sa paroisse, partit pour Rome, afin d'implorer la protection du Saint-Siége. Il demanda plusieurs fois à l'archevêque la permission de s'absenter, sans pouvoir l'obtenir et il partit enfin sans permission. Le vicaire général procéda aussitôt; au lieu de la citation personnelle, qui pouvait avoir lieu puisqu'on savait que le curé était à Rome, on employa la citation *per edictum*. En pareil cas, trois citations sont de rigueur, et il faut attendre six mois avant de rendre la sentence de déposition, conformément à la décrétale *Ex tuae*, titre *de clericis non residentibus*. Le vicaire général de Spolète se contenta de deux citations *per edictum;* dans la dernière il fixa le délai de douze jours au curé pour retourner dans sa paroisse, sous peine de déchéance. En effet, le curé ne s'étant pas constitué dans le délai prescrit, le concours fut publié et un autre curé fut nommé. — La S. Congrégation cassa la sentence. « An » et quomodo sententia curiae archiepiscopalis sit confirmanda, » vel infirmanda in casu. Sacra etc: *Negative ad primam* » *partum, affirmative ad secundam*. Die 23 aprilis 1849. (*The*» *saur*. tom. 102, p. 91.)

402. Nous n'avons pas remarqué d'autres décisions dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile sur les membres du clergé qui quittent leur diocèse sans permission. Celles que nous venons de citer sont de la plus haute importance, et permettent de préciser la discipline moderne; c'est ce que nous ferons vers la fin du paragraphe suivant. Nous devons produire d'autres documents.

XXII. Suite du même sujet.

403. Nous réunissons sous un titre particulier les décisions de la S. Congrégation des Évêques et Réguliers concernant les clercs qui veulent quitter leur diocèse; ces décisions sont nombreuses.

404. Les clercs séculiers ne peuvent pas coucher dans les couvents des Franciscains. Voici une décision formelle de la S. Congrégation des Évêques et Réguliers :

« Les constitutions générales des Franciscains de l'Observance approuvées en 1662 renferment une disposition ainsi conçue: « Mandamus ut saeculares ad interiores officinas, aut ad interiora claustri nunquam admittantur; in dormitorium vero illis perpetuo interdictus sit ingressus; idem dicimus de choro et sacristia dum missa ac divina dfficia celebrantur. » Le 30 octobre 1675, Clément X, sur la demande du procureur général de l'Observance, défendit par un bref de faire coucher les laïques dans les cloîtres : « Nullus laicus cujuscumque status, gradus, conditionis et dignitatis existens, in domo et fratrum cubiculis pernoctare, nec ad pernoctandum admitti nullatenus possit sub excommunicationis pœna. » Enfin, le 1er décembre 1679, cette S. Congrégation défendit aux religieux de l'Observance par un décret spécial : « Ne ullo unquam tempore sub quovis praetextu vel quaesito colore permittant aut consentiant saeculares quoscumque ingredi septa suorum conventuum deferendo sclopos ad venandum sive armorum alia genera, vel apud fratres tam superiores quam subditos deponere, pariterque ludere per claustra et alia loca publica vel privata ipsorum publica vel privata ipsorum conventuum, et convivere, ac pernoctare in eis ultra triduum titulo tantum piae hospitalitatis. » On élève des doutes sur le vrai sens de ces constitutions et de ces décrets. Quels sont les séculiers dont ils parlent ? Une foule de séculiers, sous prétexte qu'ils portent l'habit ecclésiastique, veulent passer la nuit dans les dortoirs des religieux, et ce sont quelquefois des gens peu morigérés et assez suspects. Le procureur général implore une décision. « Sacra Congregatio etc. *Prohibitionem extendendam esse etiam ad clericos, exceptis tamen clericis qui exemplarem vitam ducunt*. Die 10 maii 1680. »

405. Peut-on obliger les prêtres sous peine de suspense de faire renouveler la permission de célébrer? La question se présenta jadis à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers: voici la relation.

« Par édit du 28 octobre, Mgr l'évêque de Tortona a ordonné que les prêtres qui ne sont pas chanoines ni curés, fassent renouveler chaque année la permission de célébrer, sous peine de suspense *ipso facto*; et que, pour obtenir cette permission, ils présentent au chancelier des certificats constatant qu'ils ont rempli les fonctions ecclésiastiques au chœur et enseigné la doctrine chrétienne en aidant les curés; qu'ils se sont confessés tous les huit jours; qu'ils ont fréquenté les congrégations et tenu une conduite exemplaire.

» Le clergé ayant porté plainte contre cet édit, on a écrit à Mgr l'évêque *pro informatione* le 23 février dernier, en ajoutant: *Et interim supersedeatur in executione pœnarum*.

» La réponse de l'évêque étant arrivée, les prêtres susdits demandent aujourd'hui la révocation de l'édit.

» L'évêque dit pour sa justification qu'il a été forcé d'en venir à cette réforme en voyant le relâchement du clergé; il transmet les statuts synodaux.

» Toutefois aucun de ces statuts n'inflige la suspense par le seul fait, comme l'édit de l'évêque actuel. On n'y trouve aucune peine déterminée: mais ce sont dans presque tous des exhortations et des règles directives.

» En droit, l'évêque n'a pas le pouvoir d'obliger les simples prêtres d'assister au chœur, d'enseigner la doctrine chrétienne et de remplir d'autres services auxquels ne les astreignent ni le droit, ni l'usage, ni leurs obligations spéciales (Canon *Quia cognovimus*, 10, qu. 3; glosse du canon *Clericus victum*, au mot *vigiliis*. Abbas, cap. *Conquerente de officio judicis ordinarii*. Fagnan, sur cette décrétale. Nicol. lucubr. ca-

nonic. tom. 2, lib. I tit. 22. Pignatelli consult. 329, tom. I Novar. Summ. 103, n. 14.) C'est ce qu'a décidé la S. Congrégation du Concile pour Altamura le 10 septembre 1676; pour Gubbio le 12 juin 1677; et cette S. Congrégation pour Gênes le 28 janvier 1684.

» Un évêque doit s'abstenir de rendre des édits généraux sous peine de censures *ipso facto*, pour ne pas enchaîner les consciences Voir la décision Rotale 1583 coram Pegna; la décision 33 coram Guglielmo Dunoz. la 293 coram Ubaldo; Fagnan in cap. *Sacro*, part. 5 des décrétales. »

La S. Congrégation ordonna de révoquer le commandement et les peines et de procéder par simple voie d'exhortation, en enlevant l'obligation de renouveler la permission de célébrer. « Domino secretario juxta mentem. Mens est, quod » episcopus renovet edictum sine praecepto pœnali, et procedat » solum per viam hortationis, deleta obligatione renovandi » licentiam celebrandi. Die 31 augusti 1685. »

406. La circulaire que la S. Congrégation des Évêques et Réguliers adressa aux évêques d'Italie par l'ordre de Clément XI en 1709 au sujet des prêtres étrangers ne prescrit pas sous forme de disposition générale que les testimoniales soient reconnues par l'Ordinaire de chaque lieu; mais seulement on défend aux curés et autres recteurs des églises de laisser célébrer la messe aux étrangers qui ne sont pas connus, s'ils ne présentent les testimoniales de leurs Ordinaires qui n'excitent aucun soupçon. Voici cet important document.

« Notre Saint Père le Pape, excité par le zèle éminent de sa sollicitude paternelle pour prévenir l'énorme sacrilége que commettent des personnes la plupart du temps inconnues et étrangères, et qui, n'ayant pas reçu l'ordre de la prêtrise, ont l'audace de célébrer la messe dans les villes et autres lieux de l'Italie sans les dimissoires de leurs Ordinaires, et, pour les religieux, sans les obédiences et les lettres testimoniales de leurs supérieurs réguliers; ou, s'ils les ont, ce sont des pièces fausses, ou falsifiées, m'a commandé d'enjoindre rigoureusement à V. S. de donner l'ordre formel à ses vicaires généraux et forains, de défendre, sous de graves peines, même corporelles, aux archiprêtres, recteurs, curés, sacristains et autres personnes chargées du service des églises, y compris celles des couvents de religieuses qui sont sous la juridiction de V. S. de laisser célébrer la messe à des personnes inconnues, lors même que ce seraient des réguliers, si elles ne présentent pas les lettres testimoniales de leurs Ordinaires ou de leurs supérieurs, exemptes de tout soupçon de fausseté, en sorte qu'on puisse savoir indubitablement qu'ils sont prêtres, et sans aucun empêchement etc. Rome le 2 octobre 1709. »

407. Veut-on connaître la formule de l'ordre qui peut être adressé à un prêtre étranger, afin qu'il sorte du pays et rentre dans son diocèse? Voici un ordre de ce genre que nous remarquons dans le registre *Episcoporum* de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers de 1712.

« Ex audientia SSmi die 27 novembris 1712. Sanctitas » Sua mandavit injungi praeceptum pœnale D. Valerio Zaccheo » de Spoleto de discedendo ab Urbe et de redeundo ad terram » Cassiae ibique servandi praeceptum sibi injunctum a Rmo » D. Episcopo Spoletano de habendo domum pro carcere: » *Ferd. Archiep. Nicenus S. C. Ep. et Reg. Sec.* Die 29 » ejusdem mensis novembris fuit negotium remissum ad D. » Sabbainum judicem deputatum pro executione.

» De mandato SSmi D. N. Papae Clementis Divina Pro» videntia Papae XI per organum S. C. Episcoporum et » Regularium sive illius R. P. D. Secretarii.

» Præcipitur infrascripto quatenus infra tres dies proximos » ab exequtione praesentium computandos sub pœna scutorum » mille monetae R. Camerae Apostolicae applicand. debeat » ab urbe Roma discedere et se recto tramite conferre ad » domum suae habitationis in terra Cassiae, eamdemque do» mum pro tuto et securo carcere habere, et retinere, et ex » illa non discedere nec de die neque de nocte, etiam januis » et fenestris apertis absque licentia et permissione Illmi et » Rmi Dni Episcopi Spoletani. Et ulterius praecipitur eidem, » quatenus infra terminum duodecim dierum pariter ab exe» qutione presentium computan. sub eadem pœna scutorum » mille debeat per documenta publica de paritione, et prae» dictorum omnium adimplemento in actis infrascripti Notarii » docuisse, et praesentibus omnino paruisse. Quoniam in obse» quium mandatorum ejusdem SSmi Illmus locumtenens et ju» dex deputato ita mandavit. Romae 30 novembris 1712. » Illmo D. Valerio Zaccheo – *Antonius Sabbainus locumtenens* » *judex deputatus.*

Pro D. Paulo Fabio Notario A. C. et S. C. – Andreas » Gabriellius Com. »

408. Il est des cas où la S. Congrégation donne elle-même la permission de dire la messe, au lieu d'attendre les testimoniales de l'évêque diocésain. En 1722, elle écrit au cardinal évêque d'Imola: « On a examiné dans la S. Congrégation la demande du prêtre Joseph Chellini pour la permission de célébrer la messe à Rome. Les Emes Cardinaux ont considéré qu'il n'est ni suspens, ni excommunié, ni irrégulier, et qu'il a célébré dans le diocèse d'Imola jusqu'au moment de son départ; on ne peut pas lui interdire la célébration de la messe; d'autant plus que les délits représentés dans les feuilles transmises par V. E. ne sont pas publics, puisqu'on a gardé le secret; on ne peut donc pas regarder le recourant comme irrégulier à cause de l'infamie. En conséquence, afin d'éviter à Votre Eminence de lui donner des testimoniales dont il pourrait faire usage pour l'affaire de la paroisse, la S. Congrégation juge à propos d'accorder elle-même pour le moment le pouvoir de célébrer pour un laps de temps déterminé, supposé que V. E. n'y voie pas de difficulté. Rome, janvier 1722. »

409. On ne peut refuser les testimoniales à un prêtre qui n'est pas sous le coup de censures ou d'un autre empêchement canonique. En 1728, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'archevêque de Fermo: « Votre Seigneurie atteste dans sa lettre du 16 du courant que l'abbé César Carbon, quoique contumace envers les ordres de la cour épiscopale, n'a pourtant été déclaré tombé dans aucune censure, ni lié par aucun empêchement canonique, et que néanmoins, parce qu'il n'a pas voulu se présenter au vicaire général qui l'avait appelé, V. S. lui a refusé les dimissoires ordinaires. Les Emes Cardinaux n'ont pas jugé que ce fût là une bonne raison de les retarder. Ils m'ont chargé d'écrire à V. S. qu'elle ordonne à ses ministres d'expédier ces dimissoires, afin que le recourant puisse subvenir en partie à ses besoins avec les rétributions des messes, et dans ce but, ils lui ont déjà accordé la permission de célébrer pour trois mois. V. S. s'empressera donc d'adresser les testimoniales à leurs Eminences etc. Rome, janvier 1728. »

410. Au mois de juillet de la même année, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers accorda la permission de célébrer à un prêtre de Clermont frappé de suspense par son évêque. Voici la lettre qui fut adressée au nonce de Paris: « Au mois de septembre de l'année dernière, Pierre Moussut, prêtre du diocèse de Clermont, fit recours et représenta à cette S. Congrégation qu'il avait été frappé de suspense par son ordinaire pour des choses de médiocre importance. Les Emes Cardinaux, ayant pris connaissance des excellents certificats qu'il présenta et touchés de compassion pour son extrême indigence, lui accordèrent le pouvoir de de célébrer pour quatre mois, et l'on écrivit en même temps à l'évêque de Clermont de faire connaître les causes de la suspense infligée au recourant. Après quatre mois, on accorda la prorogation pour quatre autres mois; à l'expiration de ce

terme, Moussut a demandé une autre prorogation; comme on n'a reçu aucune réponse de l'évêque, et qu'on ne sait pas par la faute de qui la réponse à la lettre de la S. Congrégation n'est pas encore arrivée, leurs Eminences m'ordonnent d'écrire à V. S. afin qu'elle tâche de savoir de l'évêque de Clermont quelles sont les causes ou les empêchements pour lesquels il a infligé la suspense au prêtre Moussut etc. Rome, juillet 1728. »

411. La S. Congrégation révisa des statuts diocésains contre lesquels les clergé avait porté plainte. L'article de la résidence fut réglé de la manière suivante:

« Les ecclésiastiques du diocèse, tant ceux qui sont obligés à la résidence que ceux qui n'y sont pas tenus, prêtres, constitués *in sacris* ou clercs minorés, ne devront pas sortir du diocèse et passer la nuit dehors sans la permission expresse de V. S.; cette permission devra être accordée gratuitement, même pour le chancelier, et il faudra la donner facilement et avec bienveillance, suivant les cas particuliers, surtout à l'égard des ecclésiastiques qui n'ont pas un service actuel dans l'église. La peine des transgresseurs sera de trois jours de prison: et si l'on ne peut appliquer cette peine, ce sera une amende de dix livres au profit des établissements pies. En ce qui concerne les curés, ils ne pourront pas quitter leur paroisse plus de deux jours, quoiqu'ils ne sortent pas du diocèse; s'ils quittent trop souvent leur paroisse, ils seront passibles des peines édictées dans le concile de Trente et dans les constitutions apostoliques *contra non residentes*, outre trois ducats d'amende pour chaque transgression. Les chanoines et les autres obligés à la résidence, qui ont le service du chœur, ne pourront pas s'absenter de la ville ni passer la nuit dehors, les jours de service, sous peine de cinq livres d'amende, outre les pointes etc. Rome, août 1728. »

412. L'évêque d'Imola ayant infligé la suspense à un prêtre pour avoir quitté le diocèse sans permission, la S. Congrégation écrit à ce prélat la lettre suivante: « On a fait relation à la S. Congrégation tant de la lettre de V. S. que de la nouvelle supplique ci-jointe, concernant Nicolas Landi, prêtre que V. S. a frappé de suspense *a divinis* pour avoir quitté le diocèse sans permission. Les Emes Cardinaux, après avoir examiné avec maturité l'une et l'autre pièce, m'ont ordonné d'écrire la présente à V. S. afin qu'après que le recourant aura fait les exercices spirituels pendant dix jours dans une maison religieuse, V. S. lui donne l'absolution de cette suspense et lui rende la célébration de la messe. Rome, 17 mars 1741. »

413. La S. Congrégation sait parler avec force lorsqu'elle veut absolument qu'on remplisse ses ordres. En 1753, elle écrit à un vicaire général: « Cette S. Congrégation a été extrêmement surprise d'apprendre que, malgré ses ordres formels, vous ayiez retardé la permission de célébrer pour le chanoine del Rè, lorsqu'un des maîtres de cérémonies du Saint Père a attesté son aptitude, et que le médecin a constaté le mauvais état de sa santé, et qu'il s'est lui-même pleinement justifié davant la S. Congrégation de toutes les inculpations imaginées par votre cour afin de tourmenter ce pauvre prêtre. Il faudra donc, dès que la présente lettre vous sera présentée, accorder au pauvre recourant la permission de dire la messe, et faire constater à la S. Congrégation que vous avez obéi comme vous le devez; autrement on prendra les mesures qu'il faut. En attendant, le chanoine pouvra célébrer, même sans permission de l'évêché; et, afin qu'on ne le tourmente plus sans raison, les Emes Cardinaux veulent que vous ne procédiez à aucun acte irrétractable contre lui sans consulter au préalable la S. Congrégation. Rome, le 7 septembre 1753. »

414. Benoit XIV, en 1755, approuva divers règlements pour la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, lesquels ont été transcrits dans ses registres. Il y en a un intitulé: « Nouveau réglement pour les prêtres étrangers qui demandent le pouvoir de célébrer la messe, parce qu'ils n'ont pas les testimoniales de leur Ordinaire. » Ce document est ainsi conçu:

« Si ce sont des chanoines envoyés par le chapitre pour soutenir quelque procès contre l'évêque qui aura refusé les testimoniales, ils devront prouver que la cause est pendante, obtenir de la Congrégation du Concile l'indult d'absence, et présenter une pièce authentique de leur chapitre constatant qu'ils ne sont liés d'aucune censure ni soumis à aucune enquête criminelle; à ces conditions, on pourra leur accorder, pour le temps déterminé dans l'indult de la Congrégation du Concile, le pouvoir de célébrer, au gré du cardinal vicaire, *constito sibi de veritate expositorum*. On pourra observer la même chose à l'égard des curés et autres qui ont des bénéfices de résidence.

» Si ce sont de simples prêtres qui sont venus à Rome pour une controverse avec leur évêque, s'ils constatent que la cause est pendante et s'ils présentent un certificat des ecclésiastiques de la ville ou du pays qu'ils ont quitté, attestant qu'ils n'ont aucune censure et aucun empêchement, on pourra écrire: « Ordinario pro transmissione testimonialium, et, si » quod habeat in contrarium, referat, et interim arbitrio Emi » Urbis Vicarii pro facultate celebrandi ad duos vel tres men- » ses, constito sibi de veritate expositorum. »

» Si un prêtre arrivé à Rome avec permission de son Ordinaire pour des affaires ou par dévotion, a besoin d'y rester plus longtemps, on pourra remettre à l'Eme Vicaire le pouvoir d'accorder la permission de célébrer pour quelque temps, et écrire à l'évêque pour les nouvelles testimoniales, supposé qu'il n'y trouve pas de difficulté.

» Si ce sont des ultramontains venus à Rome sans testimoniales de l'Ordinaire pour visiter les saints lieux, et qu'ils présentent des pièces légales attestant qu'ils n'ont pas encouru de censure ni d'empêchement, on pourra leur accorder la permission de célébrer *per breve tempus* au gré du cardinal vicaire, avec la clause, *constito sibi de veritate documentorum*.

» S'il s'agit de prêtres venus à Rome pour des causes criminelles qui exigent l'incarcération ou l'habilitation *extra carceres*, l'on devra refuser en ce cas la permission de célébrer, conformément à la constitution du Saint-Père, *Ad coercenda delinquentium flagitia*, du 1er octobre 1753. En tout autre cas, après avoir prouvé, avec l'avis du juge rapporteur, que le recourant n'a aucun empêchement canonique, ni à titre de cause fameuse, ni par sentence, on pourra accorder la permission de célébrer, au gré du cardinal vicaire, pour tout le temps que le circonstances exigeront.

» Dans les autres cas, on écrira aux Ordinaires pro *transmissione testimonialium quatenus nihil habeat in contrarium*, mais on ne donnera pas la permission de célébrer.

» Ce réglement a été rédigé de concert avec le cardinal préfet pour empêcher la facilité qui pourrait s'introduire dans le secrétariat, si on remettait au cardinal vicaire les permissions qu'il a déjà refusées légitimement, parce que les prêtres ne sont pas munis des testimoniales de leur évêque, sans avoir aucune preuve pour être certain qu'ils n'ont pas d'empêchement canonique, contrairement aux décrets du concile de Trente, sess. 14 de ref. c. 2 et 3; sess. 22 de observandis et evitandis in celebratione missae, et de ref. c. 1; sess. 23, de ref. c. 16. et contre la pratique générale des évêques, qui n'accordent jamais de semblables permissions aux prêtres étrangers, qui peuvent quelquefois avoir été frappés de suspense par leur évêque *ex informata conscientia*, conformément au concile de Trente sess. 14 de ref. c. I. Die 15 julii 1755. — *P. H. Guglielmi secret.* »

415. Peut-on retenir dans un diocèse un prêtre qui n'a aucune charge qui lui impose la résidence? En 1784, la

S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à un évêque : « Il résulte des informations dont j'ai fait la relation en qualité de ponent que le prêtre Paul L. n'a aucune charge qui l'oblige à la résidence; comme, d'autre part, il a donné sa démission du canonicat théologal qu'il possédait, la S. Congrégation a estimé que V. S. ne peut pas lui refuser la permission de résider hors du diocèse, et de célébrer la messe à Rome, d'autant plus que V. S. avoue de n'avoir rien à objecter contre lui, et que son absence tend à lui procurer à l'étranger la paix dont il n'a pu jouir dans sa patrie. C'est pourquoi la S. Congrégation désire que V. S. lui adresse les testimoniales dès qu'il les demandera, en lui pardonnant la faute qu'il a commise en quittant le diocèse sans la permission de V. S. Cette faute est excusable, puisqu'il n'en professe pas moins un profond respect pour la personne de V. S. Rome, le 26 mars 1784. »

416. Un prêtre étant parti sans permission, son évêque le frappe de suspense pour le diocèse; la S. Congrégation l'oblige de rentrer momentanément pour demander pardon et faire révoquer la suspense, en le laissant libre de reprendre ensuite une paroisse qu'il administre dans un diocèse étranger. Voici la lettre que la S. Congrégation adresse à l'évêque de S. Severino: « Marcellin, prêtre du diocèse de Fabriano, obtint, il y a huit ans, et administre encore aujourd'hui la paroisse d'Elcito, pays dépendant du diocèse de S. Severino, quoiqu'il fût parti du diocèse de Fabriano sans la permission qu'il faut, et même contre la défense formelle de l'Ordinaire. Après une semblable désobéissance, l'évêque de Fabriano frappa Marcellin de suspense *a divinis* dans son diocèse. Marcellin a fait recours au Saint Père pour faire révoquer la suspense, et sa supplique a éte remise par le Pape à cette S. Congrégation. Celle-ci n'a pu approuver sous aucun rapport la conduite de cet ecclésiastique. Les Emes Cardinaux veulent donc qu'il se rende personnellement à Fabriano, et qu'en termes convenables de soumission et d'obéissance il demande pardon de sa faute à Mgr l'évêque de Fabriano, et qu'il le supplie de lever la suspense. En conséquence la S. Congrégation désire que V. S. ait la complaisance de communiquer tout ceci à l'ecclésiastique dont il s'agit, et d'insister près de lui afin qu'il remplisse promptement ce qu'on exige de lui. J'ajoute confidentiellement pour V. S. que s'il fait convenablement ce qu'on lui impose, Mgr l'évêque de Fabriano révoquera la suspense et Marcellin sera libre de reprendre sa paroisse. Rome, 18 mai 1795. »

417. Voici une décision de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers portant qu'un prêtre pourvu d'une cure dans un diocèse étranger doit obéir à son évêque qui le rappelle en lui offrant une dignité. La décision ne dit pas que l'ecclésiastique soit obligé d'accepter cette dignité; la S. Congrégation déclare seulement que l'évêque doit donner des moyens d'existence au prêtre qu'il rappelle dans son diocèse. Comme nous ne connaissons pas toutes les circonstances de cette affaire, nous ne savons pas si l'ecclésiastique dont il s'agit fut, à l'époque de son ordination, attaché *(adscriptus)* au service spécial d'une église du diocèse; on bien si, comme à Nocera, il contracta l'engagement formel de ne pas quitter son diocèse sans l'agrément de l'évêque.

« In causa vertente inter promotorem fiscalem curiae episcopalis Ameriae ex una, et sacerdotem Antonium Patriotti ex altera partibus proposita fuerunt infrascripta dubia.

» 1. An Antonius Patriotti Amerinae dioecesis sacerdos, qui in Tudertina dioecesi parochi munere fungitur, parere teneatur Amerino episcopo eumdem ad suam dioecesim revocanti in casu. Et quatenus affirmative.

» 2. An idem sacerdos cogi possit ad acceptandum archipresbyteratum insignis collegiatae ecclesiae Luniani eidem ab episcopo Amerino oblatum in casu.

» Sacra etc. referente Emo Dno Cardinali Pacca praefecto ac ponente, visis videndis, consideratis considerandis, partibusque tam in voce, quam scriptis auditis, ac re mature perpensa, sequentem in modum respondit: Ad primum *Affirmative.* Ad secundum. *Patriottus commendetur episcopo et ad mentem.* Et mens est, quod *episcopus provideat sacerdotem Patriottum de congrua substentatione.* Romae die 12 februarii 1819. »

418. La S. Congrégation se prête volontiers aux désirs des évêques qui rappellent un sujet dont ils ont besoin. En 1830, elle adresse la lettre suivante à l'archevêque de Rossano: « On ne peut que décerner des éloges aux mesures que V. S. a prises pour la culture du séminaire des clercs, et le Seigneur a déjà béni cette sollicitude en faveur de cet établissement, qui est un des plus florissants du royaume. Je ne puis donc pas m'opposer au rappel de l'abbé Romano pour occuper la chaire de morale et d'hébreu. J'avoue que son absence est déjà un peu longue, puisqu'il a passé trois ans à Naples et qu'il se trouve à Rome depuis six mois. D'autre part, il désire vivement perfectionner ses études de théologie et de droit canonique; il suit les cours de la Sapience, et il s'est fait recevoir à la S. Congrégation du Concile, où le maniement continuel des matières canoniques rend les jeunes gens aptes aux emplois les plus difficiles du diocèse. En outre, pour ne pas rester oisif et isolé dans un pays étranger, il vit dans l'intimité du cardinal Micara, qui s'interpose pour le recommander vivement à la bienveillance de V. S. Puisqu'il s'agit donc de terminer le cours des études à Rome, vu d'ailleurs que ce jeune prêtre a manifesté sa ferme résolution de retourner dans son diocèse et de se mettre à la disposition de son évêque, je prie V. S. de lui accorder un nouveau délai, qui, selon moi, ne peut pas être moins d'un ou deux ans. V. S. fera une chose qui me sera agréable, et qui le sera aussi au cardinal Micara, lequel espère fermement que sa recommandation sera bien accueillie. Rome, 24 septembre 1830. »

419. C'est l'esprit de la S. Congrégation qu'on emploie tous les ménagements et toute la complaisance possible afin de contenter les prêtres qui désirent raisonnablement demeurer hors de leur diocèse. En 1833, elle écrit à l'évêque de Sarzane: « Les raisons que donne V. S. pour exiger que Dominique De Paoli, prêtre, demeure sous son obéissance immédiate sont extrêmement fortes. Toutefois la lettre de V. S. du 22 mars fait clairement saisir les graves raisons qui déterminèrent V. S. à permettre provisoirement qu'il demeurât à Sambuceto, pour travailler au bien spirituel de cette population, jusqu'à ce que Mgr l'archevêque de Gênes eût pourvu autrement. On n'a pas négligé les réflexions que V. S. a exprimées dans sa lettre du 24 avril et ses dispositions favorables envers cet ecclésiastique. C'est pourquoi on a écrit à Mgr l'archevêque de Gênes d'employer toute sa sagesse pour respecter les dispositions d'un de ses confrères, et on lui a même insinué d'agir de concert avec V. S. La S. Congrégation est d'avis de ne rien innover pour le moment, d'absoudre le prêtre de la suspense encourue, d'interrompre toute procédure sur ce point, et que V. S. ait la bonté de donner les dimissoires, ou la permission d'absence pour le temps qu'elle jugera, afin de consoler deux vieillards, le père et la mère de cet ecclésiastique, et pour le bien spirituel des habitants. V. S. pourra, si elle le croit, se mettre d'intelligence avec l'archevêque de Gênes etc. Rome, le 4 juin 1833. »

420. Nous avons publié (61e livraison des *Analecta*) la circulaire envoyée par l'ordre de Grégoire XVI en 1839 au sujet des ecclésiastiques qu'on renvoyait de certains diocèses par la seule raison qu'ils n'appartenaient pas à ces diocèses, comme étrangers. Il ne sera pas inutile de publier de nouveau un document aussi important.

« Le Saint-Père a appris qu'il est à craindre qu'on n'in-
» troduise dans quelques diocèses cette maxime, que les évêques
» ont le pouvoir de renvoyer et de ne pas recevoir dans
» leur diocèse les ecclésiastiques étrangers, par la seule raison
» qu'ils n'appartiennent pas à ces diocèses.

» Le Saint-Père, pénétré des conséquences qui pourraient
» en dériver, et voulant qu'on ne fasse aucune innovation
» sur un point aussi délicat, a fait examiner la maxime
» susdite; et, d'après l'avis de quelques-uns des cardinaux
» de cette S. Congrégation, il n'a pas pu ne pas reconnaître
» que cette maxime manque de fondement; car, loin d'être
» fondée en droit, elle est en opposition avec les prescriptions
» canoniques, supposé que d'autres causes raisonnables ne
» conseillent pas d'éloigner les ecclésiastiques étrangers.

» En conséquence le Saint-Père a ordonné à cette S. Con-
» grégation des Evêques et Réguliers de communiquer à V. S.
» cette décision pontificale, afin qu'elle la fasse connaître, en
» qualité de métropolitain, à tous ses suffragants par une cir-
» culaire spéciale, et qu'elle leur serve de règle dans les
» cas de ce genre. Rome 17 décembre 1839. »

421. On ne peut pas défendre aux prêtres qui sont sans des charges spéciales résultant de bénéfices ou de chapellanies d'aller célébrer la messe le dimanche dans un diocèse étranger. — Le cas fut déféré à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en 1842. L'évêque de N. voyant que les prêtres se rendaient dans un diocèse voisin les jours de fêtes pour célébrer la messe et que par suite les églises de son diocèse manquaient de messes, publia une circulaire ainsi conçue : « Que nul
» prêtre, surtout les jours de fêtes, n'aille célébrer la messe
» dans quelque église que ce soit hors du diocèse; sous peine
» de suspense par le seul fait. » Le clergé porta plainte, et la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, assemblée le 4 mars 1842, délibéra sur le *dubium* suivant: « Le décret de
» Mgr l'évêque de N. est-il soutenable ? » Voici la décision:

» Quoad censuras, negative in omnibus ; in reliquis ad
» mentem. Mens est, qu'à l'exception des prêtres qui sont
» obligés de célébrer dans le diocèse, la circulaire de l'évêque
» ne peut se soutenir pour les autres prêtres. »

422. Un prêtre qui acquiert domicile dans un diocèse étranger, ne peut être renvoyé qu'après un procès canonique. Nous avons sur ce point une décision formelle de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers.

« Spoletana. — *De confirmando vel revocando decreto ex-*
» *pulsionis.* Sacerdos N. N. anno 1822, ab urbe discedere
» coactus ob quasdam processuales conclusiones, se contulit
» ad oppidum Montisfalchi, ubi moratus est annis circiter de-
» cem. Ex illo se transtulit ad contiguum oppidum Canna-
» jolae, ubi jugiter degit usque ad mensem septembris an. 1843.

» Archiepiscopus Spoletanus, cujus jurisdictioni illa oppida
» subjiciuntur, die 12 augusti 1843 formali decreto mandavit
» praefato sacerdoti, ut *ab illa archidioecesi discederet non*
» *serius die* 15 *septembris ejusdem anni*, *sub poena suspen-*
» *sionis a divinis ipso facto incurrenda in transgressionis casu.*

» Presbyter, hoc accepto decreto, secum reputans se do-
» micilium ea in dioecesi pacificum habuisse viginti circiter
» annorum spatio, in arce Cannajolae proprietates ac etiam
» domum acquisivisse, nulloque suam conscientiam pulsari cri-
» mine, licet praecepto obtemperaverit petens Fulginatensem
» dioecesim ; tamen eodem tempore petiit, ut ad sui defen-
» sionem admitteretur, et hoc tum apud curiam Spoletanam,
» tum apud S. C. EE. et RR.

» Super petitione sacerdotis NN. requisitus archiepiscopus
» Spoletanus, respondit, hunc qui jam ab alma urbe ejectus
» fuerat, frustra conqueri de lato contra eum praecepto, « cum
» non sit dioecesanus, non habens in Spoletana dioecesi do-
» micilium, et sit scandalosus ».

» S. C. bis monuit archiepiscopum ut praefatum sacerdo-
» tem in sua dioecesi toleraret, cum ex transmissis actis de
» ejus scandalosa vitae ratione non constaret. Quod si ipse
» graviores causas ad expulsionem haberet, suae curiae man-
» daret ut processum conficeret, et prout de jure procederet.
» Verum neutrum archiepiscopo placuit ; ideoque S. C. per
» rescriptum indulsit sacerdoti N. N. ut absque incursu in
» suspensionem, in dioecesim Spoletanam redire, et in eadem
» per duos menses remanere possit : addiditque clausulam.
» Interim vero sua jura quoad meritum causae deducat pe-
» nes S. C.

» Archiepiscopus vero altum servavit silentium non obstan-
» tibus S. C. admonitionibus.

» At Presbyter N. N. sua jura deduxit penes S. C., et
» documenta exhibuit quibus demonstrabat ipsum in dicta dioe-
» cesi domicilium revera habere ; nec tam in jure, quam in
» facto sustineri, quae contra dictum sacerdotem ab archie-
» piscopo objiciebantur ; et a jure absonum esse civem pri-
» vari suo domicilio sine gravibus rationibus prout de jure
» comprobandis.

» Quibus omnibus cum documentis atque partium rationi-
» bus Emorum patrum judicio perpendendis exhibitis, in Con-
» gregatione generali habita die 6 martii 1846, propositum
» fuit hoc dubium :

» Se si debba confermare, o piuttosto revocare il decreto
» di espulsione, che si legge in sommario num. 1, contro il
» sacerdote N. N. nel caso ?

» Emi Patres, referente Emo Acton, rescripserunt :

» Negative ad primam partem ; affirmative ad secundam
» partem, et amplius. — 6 martii 1846. »

423. Nous ne dirons qu'un mot des réguliers, au sujet du droit qu'ils ont de partir pour Rome sans la permission de leurs supérieurs, lorsqu'ils ont besoin d'invoquer l'autorité du Saint-Siége. Voici une décision intéressante.

« Ordinis Fratrum Discalceatorum S. Augustini Grava-
» minis. — Eminentissime, et Reverendissime Domine. Ex-
» ponit humiliter frater Philippus a Domina Nostra septem do-
» lorum fratrum Discalceatorum S. Augustini Congregationis
» Galliarum sacerdos professus provinciae Delphinatus, quod
» cum in ultimo capitulo provinciali Lugduni celebrato die
» sexta maii praeteriti varias oppositiones dedisse, et ad S. Se-
» dem propter varia gravamina provocasse, intimavit per no-
» tarium Apostolicum die 19 ejusdem mensis, P. Mansueto
» a S. Helena provinciali praetenso, et in ejus persona R. P.
» Raphaeli a V. Maria vicario generali, eisque declaravit,
» quod ipsamet die virtute suarum appellationum quas pro lit-
» teris obedientialibus assumebat, iter suum ad hanc Sacram
» Congregationem aggrediebatur cum fratre Martiniano a San-
» cta Francisca converso in socium assumpto.

» Nec potuit per talem discessum sit intimatum oriri aliqua
» suspicio fugae, vel apostasiae, quia recto tramite absque
» divagatione ad hanc curiam pervenerunt intra brevissimum
» tempus, et Romam ingressi sunt die 12 junii sequentis pe-
» tita prius licentia.

» Non obstant Concilii Tridentini, aut summorum Pontifi-
» cum, seu constitut. ordinis prohibitiones, quod non liceat
» regularibus a suis conventibus recedere etiam praetextu su-
» periores adeundi etc. quia tales prohibitiones intelliguntur
» solum de his qui absque gravamine divagandi causa, aut
» correctionem fugiendi superiores adire praesumunt, prout
» tenent Bordonus, Azor, Rodriquez, Sanchez, et Barbosa,
» cum aliis.

» Quod si de socio sibi assumpto conqueritur, hoc egit ad
» evitandum scandalum, notum est enim omnibus quod stri-
» ctiorum ordinum regulae prohibent religiosum solum, et sine
» socio alicubi posse procedere.

» Tamen his non obstantibus, et lite jampridem in sacra
» Congreg. introducta praefatus fr. Mansuetus de mandato vi-

» carii generalis (contra quos lis est) praedictos oratores Phi-
» lippum et Martinianum per publicam sententiam die 29 julii
» et 4 augusti Gratianopoli, Lugduni, Burgi Brixiae, et alibi
» convocatis capitularibus fratribus lectam, apostatas, fugitivos
» et excommunicatos declaravit cum prohibitione insuper sub
» eadem excommunicationis poena cum eis conservari, verbo
» vel scripto aut etiam in conventibus recipere.

» Cum vero facile videatur talem sententiam fuisse latam
» nimis praecipitanter, et simpliciter in odium recursus ad
» Sedem Apostolicam. Ideo humiliter expostulat orator ut tam
» suae, quam socii bonae famae, et honoris reparationi be-
» nigne providendo placeat Sac. Congregat. declarare vica-
» rium generalem, nec provincialem potuisse talem proferre
» sententiam, oratoresque ab illa omnino immunes esse, il-
» lamque uti nullam, irritam, temerariam, et attentatam ex
» libris Congregationis, et conventuum esse penitus delendam
» et circumscribendam. Et Deus etc.

» Sacra Congregatio Eminentissimorum S. R. E. cardina-
» lium negotiis, et consultationibus episcoporum, et regula-
» rium praeposita, partibus auditis, referente Eminentissimo
» cardinali Cybo, censuit, praenarratas sententias, et decla-
» rationes contra oratores latas, minime sustineri.

» Romae 2 septemb. 1672. — F. M. card. Brancatius.
» *C. de V. Arch. Athen.* Loco ✠ Sigilli »

424. Après avoir mis sous les yeux du lecteur les pièces les plus intéressantes que nous ayons pu trouver sur cette importante question de la résidence des ecclésiastiques hors de leur diocèse et malgré la volonté de l'Ordinaire, il nous reste à formuler quelques réflexions.

On a pu remarquer que la S. Congrégation du Concile se montre inexorable à l'égard des ecclésiastiques qui laissent leur diocèse sans permission, et qu'elle les oblige d'y rentrer. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a témoigné plus d'indulgence en bien des cas, comme on l'a vu plus haut. Nul ne peut s'établir juge dans sa propre cause; une discipline qui permettrait de secouer le joug de l'obéissance et de protester contre l'autorité des supérieurs hiérarchiques aboutirait à l'anarchie.

Néanmoins, la maxime canonique subsiste, et l'on ne peut *sine legitima causa* refuser la permission de s'absenter à un ecclésiastique qui n'a pas de bénéfice obligeant à la résidence. — En cas de refus injuste, il y a lieu de recourir au Saint-Siége; les SS. Congrégations savent faire respecter toutes les convenances et tous les droits.

XXIII. Personnes exclues du clergé.

425. Nous ne voulons pas traiter ici de toutes les irrégularités qui empêchent d'être reçu dans les rangs du clergé; notre intention est simplement de publier quelques décisions inédites ou peu connues sur la naissance illégitime, et autres empêchements.

426. Le doute concernant l'illégitimité de naissance ne fait pas contracter l'irrégularité dans le for extérieur; il est cependant bon d'en demander la dispense *ad cautelam*. Le cas se présenta autrefois pour Lima; on verra les circonstances dans le *folium* de la S. Congrégation du Concile; voici d'abord le mémoire du cardinal Casanate, énonçant les présomptions de droit qui militent en faveur de la légitimité de naissance.

« Per ea quae proponuntur non est necessaria dispensatio in foro externo, etsi ad cautelam in foro interno bonum sit eam petere a Sacra Poenitentiaria.

» Non enim constat de adulterio, nec de impossibilitate accessus mariti, quam plene probandam contra juris praesumptionem de legitima procreatione firmavit Rota decis. 8, num. 30; ad 85. d. 134, num. 27, 347. num. 2. cum duobus seqq. p. 12. rec. decis. 56 num. 11. penes Zuff. de legit. proc. cum dec. 125. num. 30, p. 15 rec. eademque juris praesumptio viget adhuc post sententiam super divortio prolatam, non constito de reali separatione, ut specialiter censuit Rota coram Merlin: decis. 716, num. 5. cum seq. Extat etiam assertio matris quod filius fuerit genitus a marito, non ab adultero, et assertionem parentum ut conjecturam recepit Rota decis. 351 num. 3. coram Emo Card. Ottobono.

» Divortium autem importare solum thori separationem, non matrimonii rescissionem, ut bene distinguit Barbosa consult. 9, num. 3. cum seq. lib. 1. rursus consult. 83, num. 2. cum seqq. lib. 3. Rota decis. 352, p. 5. dec. 324. p. 6. rec., ubi additur quod praestita cautione debet uxor ad virum redire. »

En effet la S. Congrégetion décida qu'il y avait lieu d'accorder la dispense de l'irrégularité *ad cautelam*.

« Limana Dispensationis. — Dum causa divortii agitabatur
» ac post divortium mulier cum presbytero rem habebat. Se-
» quuto autem judicialiter divortio concepit, exindeque natus
» fuit Didacus orator. Is apud dictum presbyterum et tam-
» quam ejus filius educatus, tandem ad sacerdotium aspirans,
» matrem consuluit. Ipsa filio testata est, ipsum natum esse
» ex concubitu cum marito, quoniam etsi divortium praeces-
» serat, aliquando tamen occulte cum eo cohabitabat. Orator
» itaque etiam ex doctorum consilio sacros ordines suscepit,
» ac denique parochialem Caruamai ab archiepiscopo obtinuit
» et in concursibus ad beneficia nunquam ei talis defectus fuit
» oppositus, siquidem cum ejus patria sit locus angustus, et
» distans a civitate, inibi de ejus statu non innotescit; nihi-
» lominus ad omnem scrupulum removendum decrevit ad
» S. Sedem recursum habere. Indeque scrupulis magis au-
» ctus est, quia mater id sciens nihil replicavit. Itaque sup-
» plex instat decerni:

» 1. An secundum ea, quae proponuntur, indigeat dispen-
» satione. Et quatenus affirmative.

» 2. An concedenda ad ordines, beneficia, dignitates cano-
» nicales parochiales cum nova provisione obtentae?

» Sacra Congregatio etc. Ad 1 et 2. *Dispensandum ad cau-*
» *telam*. Die 20 februarii 1677. »

427. Urbain VIII a rendu une constitution spéciale pour l'Italie, portant que les clercs ordonnés avec de faux dimissoires ne jouissent pas des priviléges canoniques. La S. Congrégation du Concile opina qu'il y avait lieu d'étendre cette disposition à l'île de Malte, où abordaient fréquemment des évêques étrangers qui conféraient les ordres sans observer les prescriptions canoniques. En ce qui concerne les clercs qui se font ordonner sans dimissoires, ils encourent la suspense, suivant le concile de Trente, tout en conservant les priviléges.

« Meliten Clericatus. Jam alias 25 januarii 1676 quoad
» Melitenses ordinatos a quodam Armeno supposito episcopo
» declaratum fuit, illos habendos esse tanquam laicos donec
» coram episcopo Melitensi ostendissent se valide ordinatos,
» quod et sa: me: Clemens X approbavit; sed quoniam Me-
» liten. Insula similibus malis obnoxia patet, vel quia externi
» episcopi, seu veri, seu ficti ad eam saepius appellant, vel
» quia Melitenses ad externas regiones navigantes fraudulentas
» ordinationes procurant, Magnus Magister religionis Hiero-
» solymitanae, proponens quantum exinde detrimenti pro-
» venire possit insulae illi christianitatis propugnaculo, per
» libellum a SSmo remissum pro voto instat decerni, tales
» ordinatos non gaudere privilegiis clericalibus. Inspiciendum
» itaque videtur:

» An declarandum sit Melitenses ordinatos, seu ordinandos
» cum falsis, seu absque dimissoriis proprii episcopi, non
» gaudere privilegiis clericalibus?

» Sacra etc. *Negative, sed posse Sanctissimum extendere*
» *bullam Urbani VIII ad insulam Melitae*. Die 8 maii 1677. »

Le *votum* du cardinal Casanate rappelle les peines édictées contre les ecclésiastiques qui se font ordonner avec de faux dimissoires, ou sans en avoir aucun.

« Quoad clericos Italos, qui promoventur ab alieno episcopo cum falsis dimissoriis, est certum eos non gaudere privilegiis clericalibus, nam ultra inobedientiam praeceptis sacri Concilii Tridentini (Sess. 6. de reform. cap. 5 ac sess. 23 de reformat. cap. 8) clerici taliter promoti committunt etiam crimen falsitatis, et eos nec gaudere privilegio fori, sed omnino habendos ut laicos sancivit sa: me: Urbanus VIII anno 1624, ut extat constitutio impressa penes Barbosam *de off. episc.* alleg. 8, num. 6.

» Quo vero ad clericos promotos ab alieno episcopo sine dimissoriis, nullibi sancitum habetur eos non gaudere privilegiis clericalibus, quia S. Concilium in locis allegatis solam suspensionem indicit, et ipsos vere clericos effici notat Barbosa, *de officio episcopi* alleg. 8. Clericos autem suspensos, interdictos, vel excommunicatos gaudere privilegio canonis, et fori advertit Bellet. *disquisit. Cleric.* part. 1. sub titut. de fav. Cleric. Canon. num. 44. »

428. Les chantres qui se font mutiler afin de conserver leur voix, sont exclus du clergé, et encourent une irrégularité dont la dispense n'est pas censée comprise dans les indults les plus favorables que le Saint-Siége ait coutume d'accorder, tels, par exemple, que les priviléges accordés aux conclavistes. Cela posé, nous publions sans aucune réflexion la décision suivante:

« Aesina pensionis — Indultum generale a SSmo D. N. » concessum conclavistis, inter cœtera quae continet, elargitur » dispensationem super irregularitate ex defectu natalium illis » qui ea indigerent, ac sanationem omnium defectuum favore » conclavistarum clericorum quoad provisiones eorum bene» ficiorum, aut reservationes pensionum, nec non aliam dis» pensationem (quae creditur comprehendere conclavistas non » clericos) ut possint habilitari ad ordines, quatenus essent » innodati censuris et irregularitate, ut ex illis verbis — Quod » que illa, et eisdem praemissis non obstantibus, ad omnes etiam » sacros et presbyteratus ordines alias rite etc. promoveri etc. » libere et licite valeant dispensamus. — Vigore hujusmodi » indulti Blasius de Clementibus credens se dispensatum fuisse » super irregularitate ad eo contracta, ex quo in aetate an» norum duodecim evirare se fecit ad conservandam vocem, » nulla praevia dispensatione, prima clericali tonsura insigniri » curavit, ut redderetur capax pensionis, quam postea in eum » transtulit cl: mem: Cardinalis Petruccius in summa scutato» rum 50 super fructibus mensae episcopalis Aesinae. Cum » autem dictus Blasius modo dubitet, quin supradictum indultum » ei suffragetur ad effectum dispensationis requisitae super » dicta irregularitate, nec valens ob ejus paupertatem substi» nere litem cum episcopo Aesino praetendente nullitatem » praefatae translationis ob defectum dictae dispensationis, preces » Sanctissimo porrexit pro absolutione ad cautbelam et pro » dispensatione, etiam super nova irregularitate forsan con» tracta, ex eo quod ad primam tonsuram, ut supra, promoveri » se fecit, nec non pro rehabilitatione ad clericatum, et dis» pensatione ad alios ordines, beneficia, et pensiones, et » denique pro revalidatione motu proprio praefatae pensionis » sibi, ut supra, translatae, etiam absque consensu episcopi » Aesini: quibus precibus ad emum D. Praefectum et ad me » pro voto remissis, praefatus Eminentissimus existimavit exqui» rendum esse votum totius S. Congregationis; unde supplex » Orator ab EE. VV. exposcit.

» 1. An indigeat dispensatione, seu revalidatione pensionis, » et quatenus affirmative.

» 2. An sit indulgendum ex gratia.

» Sacra etc. *Pensionem convalidandam ad cautelam, si SSmo » placuerit.* Die 13 maii 1702. »

429. La S. Pénitencerie dispense des irrégularités occultes; mais si elles deviennent publiques, on doit demander une nouvelle dispense. Ainsi, un enfant illégitime, qui a obtenu dispense pour recevoir les ordres et être habilité aux paroisses, retombe dans l'irrégularité si le vice de sa naissance vient à être connu au for extérieur. Voici le cas d'un curé qui fut obligé de s'adresser au Saint-Siége, quatorze ans après avoir obtenu l'indult de la Pénitencerie *in foro conscientiae.* — On remarquera que la S. Congrégation du Concile ordonna de procéder canoniquement contre le curé qui donna un faux certificat de baptême, en attestant le légitime mariage des parents. On remarquera aussi que la dispense *ad ordines* ne comprend pas les paroisses et les autres bénéfices; l'enfant illégitime rencontre toujours de nouveaux obstacles pour tous les degrés de la hiérarchie ecclésiastique.

« Adjacen. Dispensationis — Supplicatio porrecta extitit in » Dataria, ab Emo Prodatario ad hanc S. Congregationem re» missa, pro parte Joannis Demetrii Giacomoni rectoris paro» chialis ecclesiae Sanctae Luciae loci Bogognoni hujus dioe» cesis, exponentis quod alias Franciscus Giacomoni, et Maria » de Paulis ejusdem dioecesis in tertio gradu affines, sub spe » dispensationis apostolicae aliquo temporis spatio in figura » matrimonii vixissent, ex quo dictus Orator natus est, quique » post dictorum genitorum obitum in pupillari aetate existens » ad civitatem Januen. ductus fuerit, ubi lapsu viginti anno» rum et ultra commoratus, literarum studiis operam navaverit, » et deinde, praevia fide legitimitatis suorum natalium a proprio » oratoris parocho expedita, ad omnes etiam sacros ordines » promoveri curaverit; sed de illegitimitate natalium hujus» modi a quodam nuncio certior factus, obtinuerit a Sacro » Poenitentiariae officio secum dispensari ad omnes etiam sa» cros et presbyteratus ordines, qua dispensatione obtenta ad » dictos sacros et presbyteratus ordines rite promoveri se fe» cerit. Subinde vero de parochiali ecclesia praedicta, ordi» naria auctoritate provisus fuerit, et pro istius canonica re» tentione, a praedicto Poenitentiariae officio, uti de re oc» culta, secum etiam indulgeri et dispensari meruerit, iujuncta » oratori obligatione erogandi certam eleemosynam in piam » causam convertendam, quam orator prompte, et fideliter » erogavit. Nuper vero post lapsum 14 annorum, a quo sa» cerdotali militiae adscribi se fecit et a novennio, quod de » dicta parochiali ecclesia provisus fuit, impedimento illegiti» mitatis hujusmodi a dicto suo parocho publicato, et re ad » forum contentiosum curiae episcopalis Adjacen. deducta, fuit » ab eadem orator ab exercitio suorum ordinum suspensus, » ut a SSmo D. N. absolutionis et dispensationis gratiam in » praemissis obtinere valeret.

» Episcopus desuper informare requisitus, refert assertum » matrimonium nunquam fuisse celebratum, sed oratoris ge» nitores per decennium vixisse in incestu usque ad ipsius » sponsi obitum, incertumque adhuc esse, an unquam petita » fuerit supra relata Apostolica dispensatio. Verum nihilominus » esse affirmat, fidem legitimitatis ipsius oratoris confectam » fuisse a parocho, exhibitam in actis suae Cancellariae; subdit » tamen ipsummet parochum nuper examinatum deposuisse de » ejus falsitate, nec non in libro parochiali sub anno 1669 » die 15 novembris perlegi adnotatum baptismum oratoris in » hunc tenorem: *Gio: Demetrio figlio di D. Francesco, e di » Maria sua pretesa moglie.* De oratoris vero illegitimitate » publicum in ejus patria pervagari rumorem, subdit infor» mans, atque ejusdem bonam fidem tutam non dijudicat, ex » eo potissimum, quod per binas vices patriam repetens orator » ipse, occasione deserviendi pro substituto praedictum paro» chum sibi conjunctum, pertractaverit dictum librum baptismi, » ex quo agnoscere potuit propriorum natalium conditionem; » nisi forte ex dispensatione obtenta a S. Poenitentiaria, in» quit relator, bonam fidem suffragetur. Haec autem omnia

» informans patere testatur ex actis constructis in ejus Cancel-
» laria, prout fusius in ejusdem relatione in Summario danda.
» Hinc EE. VV. ex deducendis ab oratore, resolvere digna-
» buntur:

» An oratoris precibus sit annuendum in casu etc?

» Sacra Congregatio rescripsit: *Si SSmo D. N. placuerit,*
» *praesentem supplicationem signari posse ad cauthelam; in-*
» *jugendum vero ordinario, ut prout juris fuerit procedat con-*
» *tra parochum.* Die 26 januarii 1709. »

430. Le nonce de Venise avait autrefois le pouvoir de légitimer les enfants naturels, sans préjudice des héritiers *ab intestato.* En accordant la dispense pour les ordres et les bénéfices, il avait coutume d'en excepter les paroisses et la première dignité des cathédrales et des collégiales, en sorte que les illégitimes ainsi dispensés pouvaient être chanoines et bénéficiers de l'ordre inférieur, mais non curés, ni premiers dignitaires des chapitres. En voici un exemple que nous trouvons dans une décision inédite de la S. Congrégation du Concile.

« Veneta, seu Arben. dispensationis. — In facultatibus re-
» cognitis et collationatis in Secretaria Brevium, quae a Sede
» Apostolica Nuncio apud Venetos attribui consueverunt, extat
» illa. — Et prorsus cum quibuscumque aliis clericis et personis
» ecclesiasticis super quacumque irregularitate ex delicto pro-
» venien. per eos non tamen occasione homicidii voluntarii
» haeresis et laesae majestatis etc. dispensandi etc. Similiter
» patientes defectum natalium legitimandi, et sine praejudicio
» venientium ab intestato natalibus restituendi. » — Porro
» de anno 1703 ad preces Marini Bizzae clerici Arben. in
» minoribus ordinibus constituti et natalium defectum ex so-
» luto et soluta patientis, Nuncius Apostolicus tunc temporis
» indultum, seu commissionem tradidit directam episcopo Ar-
» ben. sive ejus vicario in hunc tenorem: — Ut eumdem
» Marinum supplicantem, qui ut etiam asserit, defectum na-
» talium ex soluto et soluta genitus petitque legitimare, et
» sine praejudicio venientium ab intestato natalibus restituere
» de benignitate apostolica dignaremur, ita ut defectu hujus-
» modi non obstante, nec non constitutionibus et ordinibus
» apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque, si alias ido-
» neus repertus fuerit, et reliqua requisita habuerit, ad omnes
» etiam sacros et presbyteratus ordines promoveri, et promotus
» in illis etiam in altaris ministerio ministrare, et quaecumque
» et qualiacumque beneficia ecclesiastica (sine tamen cura)
» etiam canonicatus, et praebendas, exceptis primis dignita-
» tibus in cathedralibus et metropolitanis, ac collegiatis ec-
» clesiis fuerint, si alias ei canonice conferantur, aut ipse
» eligatur, praesentetur, aut alias assumatur ad ea, et insti-
» tuatur in eis, recipere et retinere libere et licite possit et
» valeat; nos igitur hujusmodi supplicationibus inclinati, pa-
» ternitati vestrae, pater episcope, sive discretioni tuae, vi-
» cari, praedicta Apostolica auctoritate nobis concessa, quam
» virtute officii nostri tangimus in hac parte, per praesentes
» committimus, quod si est ita, et consideratis diligenter cir-
» cumstantiis universis, quae circa idoneitatem praedicti sup-
» plicantis fuerint attendendae, si paternae incontinentiae
» imitator non sit, sed bonae conversationis et famae, ac vi-
» tae, aliaque merita sibi suffragentur, super quo conscientiam
» vestram oneramus, ipsum supplicantem ad hujusmodi legi-
» timationem et reconciliationis gratiam obtinendam, sine
» praejudicio tamen venientium ab intestato admittat, seu ad-
» mittas, secumque juxta praenarratam petitionem auctoritate
» praedicta dispenses: — quemadmodum latius ex copia dictae
» commissionis ab episcopo Arben. transmissa. In vim cujus
» indulti seu commissionis idem episcopus dictum Franciscum
» ad sacros ordines promovit; sed dubitans subinde, an nun-
» cius talem facultatem concedere potuisset, ut illegitimus ad
» sacros ordines promoveretur, pro securitate gestorum humi-
» liter recurrit ad hanc S. Cong. pro declaratione. Et pro-
» posita causa in Congregatione diei 26 januarii proxime
» praeteriti, demandatum fuit ut poneretur in folio, prout
» hodie reproponitur EE. VV. sub infrascripto dubio sapien-
» tissime definiendo:

» An constet de legitima dispensatione in casu etc.

» Sacra etc. *Affirmative.* Die 27 aprilis 1709. »

431. Les enfants des hérétiques sont exclus des bénéfices ecclésiastiques, et surtout de l'épiscopat, car la bulle de Grégoire XIV exige que les évêques soient nés de parents catholiques. Les néophytes de toute espèce sont exclus des bénéfices et des ordres. Pourtant, supposé qu'ils aient été baptisés en bas âge, les canonistes pensent assez communément qu'ils ne sont pas irréguliers. Si le baptême leur est conféré à l'âge adulte, les auteurs sont d'avis qu'après une épreuve plus ou moins longue, l'Ordinaire peut les recevoir aux saints ordres — Tome 1er du *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile, Jean-Baptiste Simon Vivier, né de père et de mère Turcs, a reçu le baptême en bas âge; plus tard, l'évêque de Malte, qui connaissait parfaitement son origine, lui a conféré les ordres sacrés et la prêtrise. En effet, on a retrouvé dans les archives du Saint-Office une lettre adressée à l'évêque de Malte, l'autorisant à conférer les ordres sacrés audit Vivier. Dans la suite, il a été nommé substitut de la chancellerie ecclésiastique de Malte, et institué dans un bénéfice de patronat laïque; maintenant, comme il est question de lui conférer un autre bénéfice, il voudrait savoir si une dispense et réhabilitation du Saint-Siége lui est nécessaire — La S. Congrégation du Concile décide que Vivier n'a besoin d'aucune dispense (*Thesaur.* tom. 1, p. 97). On trouve dans Corradus la formule de la dispense pour les bénéfices à l'égard des clercs qui sont nés de Mahométans. *Prax. dispensat.* lib. 3, c. 7).

432. L'obsession diabolique fait-elle contracter l'irrégularité perpétuelle? Le 78e canon des apôtres permet de conférer la cléricature à celui qui est délivré de l'obsession: *Si quis daemonum habet, clericus non efficitor, sed nec cum fidelibus preces fundito. Mundatus vero recipitor, et, si fuerit dignus, efficitor.* D'autre part, le canon *Clerici,* inséré par Gratien dans la 33e distinction, défend absolument de conférer les ordres aux clercs qui ont été obsédés du démon pendant leur adolescence: *Clerici, qui in adolescentia a daemonibus cognoscuntur obsessi, ad superiorem sacri regiminis gradum ascendere non possunt.* Ce canon est censé abroger celui des apôtres, auquel il est postérieur. Peut-on permettre aux clercs obsédés du démon d'exercer les ordres qu'ils ont déjà? Oui, moyennant dispense de l'évêque, un an après que tout acte d'obsession diabolique a cessé. — La S. Congrégation du Concile a toujours regardé l'obsession comme une irrégularité perpétuelle, en ce qui concerne la promotion aux ordres; par conséquent les écrivains qui émettent l'avis opposé ne méritent pas d'être écoutés. Voici une décision que nous trouvons tome 3 du *Thesaurus,* p. 37.

« Mediolanen. — Hieronymus Antonius Bonacina clericus
» Mediolanen., et constitutus in aetate annorum 23, cupit sac.
» Ordinibus initiari, supplicatque pro dispensatione ab irre-
» gularitate forsan contracta, ex quo quatuor ab hinc annis
» fuit energumenus, sive arreptitius, vel a daemone obsessus;
» duo enim jam anni elapsi sunt, quorum decursu nullam,
» Deo dante, passus est a daemone vexationem, quae cir-
» cumstantia nedum in ejus supplici libello exponitur, sed
» etiam confirmatur in informatione Emi Cardinalis Archiepis-
» copi, in qua haec habentur. Cum itaque irregularitas in causa
» per oratorem proprio delicto, aut defectui non sit adscri-
» benda, jure merito sperare potest gratiam, pro qua supplicat;
» maxime cum jam labatur biennium, quo omnino liber ab omni-
» bus reputatur, cum nullum recidivae signum dederit, fidem
» de praemissis facientibus de credulitate publicis exorcistis.

» Scribentes de hac materia in varias dividuntur opiniones; » nonnulli putant, eum, qui a daemone obsessus fuit, si a » vexatione liberatus est, posse ad ordines promoveri, nisi » ex memoria morbi remanserit aliqua infamiae nota, et oc- » casio offensionis. Gonzal. in cap. cum de tua num. 10 de » corpore vitiatis, Gibalin. de irregul. cap. 3 consect. 9 per » totum, Diana rerum moral. tom. 5 in edit. coord. tract. 5 » resol. 60. Alii e contra putant, ad ordines promoveri non » posse illum, qui fuit energumenus, etiamsi liberatus sit, » posse tamen in ordinibus susceptis ministrare, si per spa- » tium unius anni non fuerit a daemone vexatus, et episcopus » eum dispensaverit, Suarez de censuris disput. 51 sive ultima » sect. 1. n. 7; Sayrus eodem tract. de censuris lib. 6. » cap. 9. num. 14 pag. mihi 510; Bonacina operum moral. » tom. 1. disput. 7 de irregularitate punct. 2 proposit. 1 » num. 24. Majol. de irregul. lib. 2 cap. 7. Leander oper. » moral. part. 5 tract. 1 disput, 3; qu. 14, et quaest. 16. » Nec desunt admittentes, quod obsessus olim a daemone, » licet liberatus, ad ulteriores ordines ascendere non possit; » si sermo sit de ascensu ad ordines majores, secus autem » si quaestio sit de ascensu ad ordines minores, uti videri » potest apud Bonacinam, et Sayrum loco citato, contenden- » tibus aliis, praeclusam esse arreptitio, quamvis liberato, viam » ad ordines ulteriores, sive sermo sit de ascensu ad ordines » majores, sive ad ordines minores, uti plene videri potest » apud Leandrum loco citat. quaest. 15.

» Haec quoad opiniones scribentium, et in eo, quod attinet » ad Sacros Canones, in quibus unaquaeque ex recensitis opi- » nionibus, suum constituit fundamentum, in nonnullis arceri » videtur, tam ab ordinum receptione, quam a receptorum » administratione ille, qui est ac tua daemone obsessus, textus » in canone *maritum* dist. 33 ibi: vel afflictione diaboli ve- » xatus est, et concordat canon. 13 Concilii Toletani 11. » ibi..bene quidem majorum regulis definitum est, ut dae- » moniis aliisque similibus passionibus irretitis mysteria sacra » tractare non liceat, cui praecepto, consensu rationis adhi- » bito, id communiter definimus, ut nullus de his, qui aut » in terram arrepti a daemonibus eliduntur, aut quolibet modo » vexationis incursibus efferuntur, vel sacris audeant minis- » strare altaribus, vel indiscussi se divinis ingerant sacra- » mentis. Alibi quoad obsessos, postquam ordines receperunt, » decernitur, eosdem in ordinibus ministrare non posse, nisi » saltem post unius anni spatium fuerint liberati, et episco- » pus suum praestiterit assensum, uti legitur in canone com- » muniter dist. 33. ibi: qui tamen, et ipsi tamdiu erunt ab » officii sui ordine, et loco suspensi, quousque unius anni » spatio per discretionem episcopi inveniantur ab incursu dae- » monum liberati. Quoad obsessos vero et jam liberatos, an » ad clericatum, si adhuc clerici non sint, vel ad majores » ordines, si clerici sint, ascendere, et promoveri possint, » aliqua adesse videtur in sacris canonibus antinomia; in an- » tiquo enim et venerabili canone 78 inter eos, qui Apos- » tolici dicuntur, sic legitur: Si quis daemonem habet, clericus » non efficitor, sed nec cum fidelibus preces fundito. Mundatus » vero recipitor, si fuerit dignus, efficitor scilicet clericus; » et e contra in canone clerici dist. 33 sic disponitur: Cle- » rici, qui in adolescentia a daemonibus cognoscuntur obsessi, » ad superiorem sacri regiminis gradum ascendere non pos- » sunt. Et hinc factum est, ut nonnulli, quemadmodum visum » est ex auctoribus, censuerint obsessum daemone, sed libe- » beratum, posse ad clericatum, et ad ulteriores ordines pro- » moveri, propter auctoritatem videlicet canonis Apostolici, » cui dicunt derogatum non fuisse ab allegato canone *clerici*, » cum intelligi hic possit de obsessis a daemone, et non li- » beratis, et alii e contra senserint, obsessum a daemone, » licet liberatum, esse perpetuo irregularem quoad ordines » suscipiendos, cum canon Apostolicus editus fuerit tempore, » quo pauci inveniebantur, qui clerici esse vellent, et pos- » terior canon *clerici* praesentem rerum statum respiciat, in » quo homines non desunt, qui altaris ministerio inserviant, » et clericatum assumant.

» Postremam hanc opinionem Sac. haec Congr. amplexa » est in Panormitana dispensationis 10 ap. 1683; ut ex se- » quenti habetur resolutione. Frater Mansuetus de Panormo cle- » ricus ord. min. observ. reform. S. Francisci ejusdem pro- » vinciae sac. Paenitentiariae, se per aliquod tempus a dae- » mone obsessum jam a biennio integro liberatum fuisse, sup- » plicavit secum dispensari super irregularitate exinde con- » tracta ad effectum suspiciendi ordines sacros. Ac sacra Poe- » nitentiaria audito procuratore generali, qui ita retulit: l'es- » posto dell'oratore è vero, come appare da una fede autentica » sottoscritta da'religiosi degni di fede, e confermata da quel » suo superiore provinciale, onde si potrà graziare, se tanto » parerà a sua Beatitudine, instantiam remisit ab hanc Sacram » Congr., cui proinde supplicatur declarare, an petita dispen- » satio oratori sit concedenda etc. Sacra etc. Respondit pro » nunc negative.

» His stantibus, dignabuntur EE. VV. decernere

» 1. An orator sit de jure irregularis quoad ordines susci- » piendos in casu, et quatenus affirmative.

» 2. An ei sit concedenda dispensatio in casu etc.

» Sacra etc. Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Pro nunc non ex- » pedire.* (*Thesaur.* tom. 3, p. 37.) ».

433. Peut-on refuser l'ordination au fils d'une sage-femme? Ce cas est traité dans le *Thesaurus*, tom. 24, p. 21. Joseph de Prado, espagnol, de Murcie, diocèse de Carthagène, porte plainte contre le vicaire général, qui refuse les dimissoires pour la tonsure, parce que la mère et la tante du recourant sont accoucheuses, profession qui est regardée comme une des plus viles. Les ecclésiastiques de Murcie ne voudraient avoir aucun rapport avec le fils d'une accoucheuse. Antoine frère de Joseph, ayant été ordonné par le précédent évêque, on a dû l'envoyer dans une église de la campagne, pour accorder satisfaction à la répulsion générale qu'il inspirait au clergé. — Joseph répond que le fils suit la condition du père, non celle de sa mère. D'ailleurs, l'emploi de sage-femme est vil, sans être infâme, et l'Eglise ne compte pas la bassesse ou la splendeur de la naissance. Les saints canons professent des égards spéciaux envers les sages-femmes, dont le témoignage est si considéré lorsqu'il s'agit des causes matrimoniales. Le droit romain les appelle *Medicae*, comme le fait obsever Merillius (*Observat. jurid.* tit. 5, c. 21). Enfin, l'évêque déclare qu'il est tout disposé à donner les dimissoires, pourvu que la S. Congrégation apprécie les inconvénients qui peuvent résulter de l'ordination. La S. Congrégation décide qu'il y a lieu de donner les dimissoires. «An » sint concedendae dimissoriae in casu. Sacra etc. *Affirmative » et amplius.* (*Thesaur.* tom. 24, p. 21, 23). »

434. Les juifs convertis sont-ils irréguliers? Le tome 52 du *Thesaurus* parle d'un juif baptisé à Venise à l'âge de dix-sept ans; il est entré au séminaire à vingt ans, et, après deux ans d'étude, c'est à dire, cinq ans après sa conversion, il témoigne le désir de recevoir les ordres. On demande si l'irrégularité est bien certaine. « An constet de irregularitate » in casu? » La S. Congrégation du Concile répond: *Affirmative.* (*Thesaur.* tom. 52, *Adrien.* p. 104) Quelque temps auparavant, la S. Congrégation rendit une décision diamétralement opposée à l'égard d'un enfant juif baptisé à l'âge de deux ans; s'étant fait prêtre et ayant été nommé curé, il demanda la dispense de l'irrégularité; la S. Congrégation répondit: *Non indigere dispensatione* (*Thesaur.* tom. 28, *Pragen.*) Ainsi, un enfant juif baptisé avant l'âge du discernement ne semble pas contracter l'irrégularité. Combien de temps faut-il attendre pour dispenser de l'irrégularité le néophyte

qui demande les ordres? S. Paul recommande d'éviter l'empressement dans l'ordination d'un nouveau converti, *ne in superbiam elatus in judicium incidat diaboli*. Le 80e canon des apôtres défend qu'un néophyte qui n'a pas été éprouvé, *protinus episcopum fieri*. Le concile de Nicée exige un temps d'épreuve, *longum tempus*, pour recevoir dans le clergé un homme nouvellement baptisé. D'après le concile de Sardique (10e canon) il faut que la conduite des néophytes soit éprouvée *per longum tempus*, avant de leur conférer les ordres sacrés: mais, dès que cette épreuve a eu lieu, on ne peut pas exclure les néophytes des ordres et des charges ecclésiastiques. Tout consiste à déterminer la durée de l'épreuve; mais une règle générale n'est pas possible pour tous les cas. Quelques auteurs exigent dix ans. Saint Grégoire le Grand, dans une de ses lettres, défend d'ordonner les convertis, si au moins deux ans ne sont pas écoulés depuis leur abjuration. La S. Congrégation du Concile consentit à dispenser de l'irrégularité un juif baptisé à Venise, cinq ans après la conversion, dont deux ans de séminaire. L'affaire se trouve tome 52 du *Thesaurus*; nons en avons dit un mot ci-dessus. Comme le *folium* de la S. Congrégation renferme bien des renseignements historiques et canoniques sur la question, nous croyons utile de le donner ici.

« Adrien. Irregularitatis. — Gregorius Donato in civitate » Rhodigij ex parentibus judaeis natus, quinque ab hinc annis » sacro regenerationis lavacro Venetiis ablutus, a duobus an- » nis in seminario Adriensi commoratur. Cum autem eccle- » siasticae militiae nomen dare cupiat, et in vigesimo se- » cundo aetatis anno sit constitutus, supplex implorat dis- » pensationem ab irregularitate. Preces oratoris SSmo Do- » mino nostro oblatae, Sac. huic Congregationi remissae sunt, » et quaeritur hodie ab EE. VV. quid hac super re sentien- » dum sit.

» Episcopus refert Oratorem in Hebraismo ortum in civi- » tate Rhodigij, ibique aeque in praesens etiam commorantem » quinque ab hinc annis ad sacrum baptismatis fontem ele- » vatum Venetiis in privilegiato loco cathecumenorum, et » duobus ab hinc annis alumnum hujus Seminarii humanis » litteris operam diligentissime navantem, aetatis suae modo » annorum viginti duorum circiter, optimis moribus imbu- » tum esse, pietate, sacramentorum frequentia, et religionis » fervore praestantem, ideoque dignum, qui a S. apostolica » Sede super hujusmodi irregularitate clementer in Domino » dispensetur, ita ut Deo adjuvante in clericali militia ads- » cribi et ad sacros etiam presbyteratus ordines promoveri » possit.

» Neminem latet neophytos, id est recenter ad fidem con- » versos, ab ipsis catholicae ecclesiae primordiis inter san- » ctuarii ministros minime potuisse coaptari. Apostolus Pau- » lus in epist. 1 ad Timoth. 3, vetuit in episcopum ordi- » dari neophytum *ne in superbiam elatus in judicium inci- » dat diaboli*. In can. 80 qui apostolici dicuntur, habetur » eum, qui ex vita gentili accesserit, et baptizatus fuerit, » vel ex improba vivendi ratione, non est aequum protinus » episcopum fieri, iniquum est enim, ut, qui sui nondum » experientiam ostenderit, sit aliorum magister, nisi forte » hoc divina gratia fiat. Id ipsum confirmatur in can. 10 » concilii Sardicensis anni 343, in quo statuitur « Con- » veniens non est, nec ratio vel disciplina patitur, ut te- » mere, vel leviter ordinentur, aut episcopus, aut pres- » byter, aut diaconus, qui neophytus est .... sed hi quorum » per longum tempus examinata sit vita, et merita fuerint » comprobata.

» Ex his tamen inferri posse videtur, quod in neophytis » nulla adest irregularitas ad effectum suscipiendi ordines, si » post conversionem optimam vitae speciem ostenderint, et » morum suavitate, ac virtutum meritis indubium de constanti » in catholica religione perseverantia, et futuro Ecclesiae » servitio testimonium praebuerint. Et revera concilium Ni- » cenum I celebratum anno 325, can. 2, non alia de causa » prohibet neophytos, seu novos baptizatos ad sacerdotium » promoveri, nisi quia nempe multo tempore opus est, ut » novus baptizatus probetur antequam ad statum ecclesiasti- » cum recipiatur. Alexander III in cap. *Eam te, de rescri- « ptis*, scribens episcopo Tornacensi, inter canonicos recipi » jussit, qui ex judaismo ad catholicam fidem conversus erat: » Dudum siquidem (sunt verba ejusdem Pontificis) ante tuam » promotionem litterae a nobis (si bene meminimus) ema- » narunt, quibus decano, et ecclesiae tibi commissae (te adhuc » in eodem capitulo existente) mandatum dedimus, et prae- » ceptum, ut P. (qui de genere judaeorum originem duxit, » et divina gratia fidem Christi suscepit) in canonicum re- » ciperent, et praebendam sibi conferre deberent. Pro eo » quod judaeus extitit, ipsum dedignari non debes. »

» Consona est canonistarum opinio, et praesertim Covarr. » in clement. *Si furiosus* part. 1. § 2, num. 8, conclus. 3, » Sanchez in summ. lib. 2. cap. 28, num. 11., et Gonzalez » ad d. caput *Eam te, de rescript.* a num. 7 ad 11, qui » tuentur quod ad fidem conversi, si diu in catholica reli- » gione sint conversati, bonisque moribus, et ecclesiasticis » disciplinis imbuti, a sacris ordinibus, praebendis, caeteris- » que ecclesiae dignitatibus non sint repellendi. Nec defue- » runt doctores, quos inter Abbas in cap. *Ad decorem* n. 4, » *de instit.* Salorzan. *de jure Indiarum* tom. 2, lib. 3, c. 19, » num. 3. Pegas *de competentia inter archiepiscopum, et nun- » tium* part. 3, cap. 1, § 6, num. 16., qui irritas esse pu- » tarunt synodales constitutiones in quibus ab ordinibus, et » beneficiis arcentur Neophyti, et ab ipsis descendentes.

» In *Charchien.* episcopus ordines conferre renuebat des- » cendentibus ab Indis, seu ut vocant a mulatis, S. Con- » gregatio, ad quam hujus rei examen commissum fuit, die » 13 februarii 1683 censuit supplicandum esse SSmo, qua- » tenus Indiarum episcopos animadvertat, Indos, et nigros, » omnesque ab eis per paternam, vel maternam lineam des- » cendentes nullo jure ab ordinum, aliorumque sacramento- » rum receptione arcendos esse, dummodo coetera per sacros » canones requisita habeant (lib. 33. decret. pag. 19). Et in » *Ulysiponen. ordinationis*, cum Franciscus Gomez de Britto » reclamasset adversus archiepiscopum, qui detrectabat eidem » conferre ordines, quia a Mauris trahebat originem, afferens » hoc vetitum esse suis synodalibus constitutionibus, et sup- » plex instetisset Franciscus pro facultate recipiendi ordines » a quocumque episcopo, disputato dubio « An oratoris pre- » cibus sit annuendum? die 13 januarii 1685 respondit: » *In casu de quo agitur constitutiones synodales non obstare* » (lib. 35 decret. pag. 28.)

» Verum animadvertendum est, quod neophyti semper cum » cautela, et delectu ad ordines fuerunt admissi, nec un- » quam inter sacros ecclesiae ministros sunt cooptati, nisi » antea certum suae vitae testimonium dederint. Quantum » vero temporis decurrere debeat, ut hoc testimonium prae- » beant, non una est doctorum sententia. Alii unum annum » satis esse putant. Alii biennium requirunt. S. Gregorius » Magnus oper. tom. 2. col. 1056. lib. 10. indict. 3. epist. » 24. relat. in cap. 6, quaest. 19, conversos ad religionem » vetuit ordinari priusquam biennium in conversione com- » pleant. Alii putant debere labi decennium: demum Covar- » ruvias, Gibellin. de irregularitate cap. 3, quaest. 3, Cor- » rad. in praxi dispensat. lib. 2, cap. 7, num. 2, et 3. Sua- » rez de censuris disput. 43, sect. 3, consult. 2, num. 6, » sustinent, quod cum nullum a jure tempus praefinitum sit, » id relinquendum esse arbitrio episcopi, cujus est judicare de » virtute, et firmitate eorum, qui ad fidem conversi sunt, » ut illis ecclesiastica ministeria tuto committi possint.

» In *Melevitana* Joan. Baptista Simon Vivier ortus e patre » et matre turcis in infantili aetate sacro regenerationis la- » vacro fuerat ablutus, indeque ab episcopo Melevitano ad » presbyteratus ordinem promotus, et beneficio ecclesiastico » provisus. Cum a Dataria apostolica aliud beneficium fuisset » assecutus, quaesitum fuit a S. Congregatione an indigeret » absolutione cum rehabilitatione ad ordines, et nova bene- » ficiorum provisione. Propositis dubiis: I. An orator indigeat » absolutione cum rehabilitatione ad ordines. II. An indigeat » nova provisione beneficiorum, et quatenus affirmative. III. An » eidem indulgenda sit absolutio cum rehabilitatione ad or- » dines cum nova beneficiorum provisione. Die 13 augu- » sti 1718 responsum fuit ad I. *Negative*. Ad II. *Negative* » Ad III. *Provisum in duobus praecedentibus dubiis*. » In *Pra-* » *gen*. Franciscus Bolouski a capitulo Pragensi ad beneficium » cum cura animarum nominatus fuerat. Cum autem a paren- » tibus judaeis originem duxisset, et in aetate duorum anno- » rum ad fidem catholicam pervenisset, petiit dispensationem » ab irregularitate. Die 12 maii 1759 rescriptum fuit: *Non* » *indigere dispensatione*. »

» Haec animadvertenda erant in casu de quo agitur; su- » perest modo, ut Emi PP. qua ornantur juris ecclesiastici » peritia, respondeant ad dubia, quae proponuntur.

» I. An constet de irregularitate in casu etc. Et quatenus » affirmative.

» II. An sit locus dispensationi in casu etc.

» Ad I. *Affirmative*. Ad II. *affirmative, nempe esse locum* » *dispensationi arbitrio episcopi* (*Thesaur*. tom. 52). »

435. Les enfants naturels ne peuvent pas être reçus au séminaire. Ceux qui sont légitimés par le mariage subséquent de leurs parents sont-ils compris dans cette exclusion? Le concile de Trente ne se contente pas de prescrire que les séminaristes soient enfants légitimes, mais il exige qu'ils soient nés d'un mariage légitime. Aussi la plupart des canonistes s'accordent-ils à exclure du séminaire les enfants légitimés par le mariage subséquent. On peut consulter Gavantus, Zerola, Francès, Pax Jordanus. Telle est la rigueur des saints canons, qu'on ne peut pas recevoir au séminaire les enfants illégitimes qui ont d'ailleurs obtenu dispense du Saint-Siége pour être pourvus de canonicats et de dignités ecclésiastiques. Gallemart parle d'une décision de la S. Congrégation du Concile d'après laquelle les enfants naturels légitimés ne doivent pas être reçus au séminaire. L'Eglise, qui doit être irréprochable dans la personne de ses ministres, est obligée de punir l'incontinence des parents sur les enfants. En 1836, la Congrégation du Concile examina longuement la question au sujet de trois enfants adultérins qui avaient été légitimés par ordonnance royale; l'épouse légitime du père de ces enfants étant mort, il avait épousé leur mère; mais les enfants étaient nés du vivant de la première femme. Malgré toutes les instances du père, qui désirait assurer pour ses enfants le bienfait d'une éducation vraiment religieuse, telle qu'il espérait la trouver au séminaire, la S. Congrégation du Concile se montra inflexible. Nous donnons le *folium*, quoiqu'il soit un peu long.

« Nullius dispensationis. — Vir conjugatus uxore posthabita extraneam mulierem cognovit, ex eaque tres filios suscepit. Extremum diem quum obiit uxor, scandalis ac malis omnibus occurrens, cum illa muliere caeteroquin honesta matrimonium iniit, ac vehementer adlaboravit, ut regali decreto suscepta adulterina proles pro omni effectu legitima evaderet. Voti compos factus, et nimia dilectione prosequens filios eosdem, supplex petiit ut in seminarium Clericorum illi cooptarentur, ad hoc ut a teneris annis benigniori cultura possent ad pietatem, morumque candorem informari. Verumtamen huic petitioni refragari Tridentinum Concilium quum senserit episcopus, quin in oratoris vota concederet supremum adiit ecclesiae universae Pontificem Maximum, ab eoque sollicite expetivit ut dispensationis veniam elargiretur.

» Summus tamen Pontifex exhibitas preces sacro vestro ordini remisit, ut iis mature perpensis valeant EE. VV. hac in re plenam consilii ac sapientiae sententiam proferre, quoniam haud parvi momenti esse videtur. Ex Tridentinae namque synodi sanctione (sess. 23 cap. 18 de reform.) ii tantum pueri in seminarium recipi debent, qui ex legitimo matrimonio nati sunt; Oratoris autem filii in adulterio nati sunt; nequeunt ipsi idcirco in seminarium admitti, nisi apertissime pessumdetur hac in re Tridentini Concilii dispositio. Clarissimae autem et undequaque obviae huic juris dispositioni consona omnino est doctrina canonistarum omnium. Crispin. *de visit. pastor*. par 2, §. 31 num, 12. Zerola, in *Prax. episcop*. p. 1. verb. *seminarium* vers. *ad secundum;* Gavant. in *Manual. Episc*. verb. *Seminarium*, num. 2 et aliorum qui tradunt non sufficere, ut admittantur in seminarium, quod illegitimi fuerint per subsequens matrimonium legitimati, ut Frances de Eccles. Cathed. cap. 28 num. 85, inquiens: Ad effectum de quo agimus, certe credo non proficere hujusmodi legitimationem. Nam concilium requirit non solum esse legitimos, verum etiam ex legitimo matrimonio natos esse, licet verum sit hos esse legitimos, non tamen verum est affirmare eos ex legitimo matrimonio esse natos. Si porro id obtinet in legitimatis per subsequens matrimonium, quidnam erit dicendum de liberis in adulterio natis? Tantus profecto est hac in re juris rigor ut illegitimi, quamvis ad canonicatus et dignitates dispensati sint, haud tamen possunt ab episcopo in seminarium admitti, ut probat Pignatell. consul. 81, tom. 9, Pascucc. ad eumt. tom. 2, tit. *de Seminariis*, pag. 388. et idipsum in terminis spuriorum quamvis legitimatorum tradit Gallemart declarat. ad Concil. Trid. Sess. 23. cap. 18 num. 5; et ita fertur a Sacra Congregatione declaratum fuisse, ut refert Pax Jordanus, Var. elucubrat. tom. 2, lib. 7. tit. 4, num. 9, inquiens: « Spurii vero admittendi minime sunt, etiamsi legitimati, id enim declarasse fertur eamdem S. Congregationem. »

» Ratio autem potissima ob quam nequeunt illegitimi in seminarium recipi, ea esse videtur, quod ex Tridentinae Synodi dispositione in dict. sess. 23 cap. 18, de reform. ii tantum pueri in seminarium admitti debent, quorum indoles et voluntas spem afferat eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros fore. Atque illegitimi omnes tum ab ordine tum a beneficiis ex apertissima juris dispositione arcentur; ergo isthaec prohibet, quominus iidem in seminarium recipiantur. Ab ordinibus autem et beneficiis sive nothi, sive spurii, sive reliqui omnes illegitimi arcentur praeprimis propter ordinis dignitatem et praestantiam, quae turpibus et infamibus committi non debet, ut statuitur in cap. *inter dilectos*, de excess. Praelat. leg. *neque famosis*, Cod. de dignit. Ob detestationem deinde criminis paterni ipsi ab ecclesia excluduntur, ut per id puniatur pater, ut dicitur in cap. *Vergentes*, de haeretic. leg. *si quis cum militibus*, ff. ad leg. rub. de Adult. Arcentur praeterea ob metum paternae incontinentiae cum soleant filii parentum imitatores esse, juxta illud: « Saepe solent filii similes esse patri. » Cap. *Si gens Anglorum*, dist 36, quaest. 1. Tandem ab ecclesiasticis ordinibus et beneficiis ipsi arcentur propter scandalum eorum inter quos promoventur, ut tradit Gloss. in cap. 1, §. fin. de fil. presbyt. Pax Jordan. Var. elucubr. tom. 2. lib. 10, tit. 18, num. 16 et seq. Jamvero quum spurii omnes infames sint ex traditis a Bald. in leg. bonae fidei num. 1. in fin. Cod. de reb. cred. et jurejur. Alexand. in leg. 3 col. 3. ff. de liber. et post Mastrill. de Magistr. lib. 2. cap. 12. num. 37, de Nigris de nomin. lib. 1. quaest. 37. num. 23 Marches. de commis. appellat. in causa aliment. num. 68. Oratoris filii qui ex adulterio nati sunt, haud possent in seminarium admitti quum ad ecclesiasticos

ordines et beneficia ipsi promoveri prohibeantur. In iis praeterea cadit vehemens paternae incontinentiae metus, nam omnis macula quae est in patre regulariter descendit in filium leg. *quod si nolit* §. *si mancipia* de aedilit. edict. leg. quisquis Cod. ad leg. Jul. Majest. leg. Divo Cod. de quaest. Gloss. in leg. fin. Cod. de natur. liber. de Nigris de vacat. benef. lib. 2, cap. 6, n. 12.

« Et quamvis oratoris filii a principe legitimati fuerint, non ideo ab irregularitate dispensati, et ad ordines habilitati censentur: nam princeps saecularis tali non fruitur potestate, ut ait Innocen. III in cap. *Per venerabilem, qui filii sint legitimi*. Rodriq. in addit. ad summ. verb. *legitimare*, conclus. 1, part. 1, cap. 214. Marches. de commiss. part. 1. tit. de signat. grat. divers. cap. 2. num. 373. Reifenst. lib. 4 Decretat. tit. 17, num. 59. Imo tam a lege Mosaica quam Canonica ita ipsi detestantur, et oduntur ut usque ad decimam generationem ingredi ad Ecclesiam ipsis sit nefas, ut tradit idem Innocent. in laudatum Cap. *Per venerab.* qui legit. cap. *Innotuit*. de elect. Marches de commiss. appell. in caus. alim. n. 73. Namque apud Deum neque amabiles neque apud homines honorabiles sunt, ut dicitur in Cap. *Conjunctiones*, 35. quaest. 2. Cap. *Cum in multis*, 15. qu. 8. Cap. *Nisi cum pridem*, §. *non tamen*, de renunc. Cap. *Si gens anglorum*, dist. 36. Novar. Lucan. de elect. et Variat. for. dec. 43 Marches. de commiss. tit. de avocat. Caus. part. 2. §. 2. n. 113 de Nigris de vacat. Benefic. lib. 2. Cap. 4 n. 4. quibus de causis nequit iisdem petita dispensatio elargiri; nam prohibita censetur contra concilium dispensatio, eo ipso quod nunquam reperitur concessa, ut ait Fagnan. in lib. 4. Decret. Cap *Super eo*, de bigam. non ordin. n. 35.

» Haec vero licet gravia sint, haud tamen tanti facienda sunt, ut non debeat oratori petita dispensatio concedi. Quamvis enim possit Summus Pontifex dispensationem tribuere absque eo quod sibi a canone concedatur potestas, cum de jure sit supra jus, cap. *Proposuit*, de conc. praebendae. S. Thom. quodlibet. 4, art. 13. Fagnan in lib. 1 decret. cap. *Nimis, de fil. presbyter.*, n. 15. Pax Jordanus Var. elucubrat, tom. 2, lib. 9. tit. 1, n. 71. Attamen talis dispensandi facultas Summo Pontifici in jure tributa invenitur, et talia in themate concurrunt, queis dispensatio ab eodem elargienda venit. Praeprimis cuim quum culpa filiorum non fuerit si de adulterio nati sunt, digni ipsi venia videntur, ut tradit Gloss. in reg. *Non debet*, 22 de regulis juris in 6. Dujoz. in Jud. Jur. Pontif. tom. 1 verb. *Illegitimi*. In rigore enim nasci de adulterio, non est culpa ejus qui nascitur, sed tantum ejus qui generat, ut optime animadvertit S. Hieronymus in ep. ad Pammachium contra errores Joannis Hierosolymitani, et sancitur in cap. *Nasci*, dist. 56 ubi Jephte inter viros Sanctos Apostoli voce numeratus meretricis erat filius, et scriptum praeterea invenimus in Sacris Canonibus, quod « Filius non portabit iniquitatem Patris » Can. non imputantur filio peccata parent. 10 quaest. 4.

« Caeterum Pia Mater Ecclesia non imputat filiis parentum vitia, sed illos admittit praevia dispensatione in Ecclesiam, quatenus morum honestas eos commendabiles reddiderit, et meruerint ut Ecclesia cum iis legitime dispenset, ut patet ex Can. *Cenomanensem*, dist. 56, cap. *Presbyter* Marches. appell. in aus. olim. part. 1. § 1. num. 76. Joan. Andr. in lib. 1. Decret. de fil. presbyt. in princip. n. 2. pag. 173. Rota in nuperrimi tom. 4. decis. 42, n. 5. Quandoquidem ob qualitatem et probitatem personae receditur saepe a communibus juris regulis, ut ait glossa in leg. Titio fundus ff. de condit. et demonstrat. Quamobrem spurii bonae vitae et famae funguntur ex jure civili muneribus et honoribus, et ad decurionatum admittuntur non minus quam legitimi, ut patet ex leg. *Generaliter*, §*Spurii* ff de Decur. leg. honore § cod. Afflict. Dec. 195. num. 9. Spurios enim haud esse infames multis demonstrant eruditissimi jurisconsulti; Alciat. lib. 10. Parerg. Juris cap. 8. Paleot. in tract. de noth. spuriisque filiis cap. 55.

» Quoniam itaque oratoris filii honestate morumque candore praefulgent, digni reapse inveniuntur ut in seminarium admittantur. « Ubi enim (Juvenes) a teneris annis ceu plantae novellae benigniori cultura educentur, hoc est ad pietatem, morum candorem, litterarumque scientiam in seminariis informentur, postea ecclesiarum regimini populorumque saluti maxime fructuosos, ac utiles evadere » plurium annorum experientia edoctus declaravit sapientissimus Pontifex Benedictus XIII in constitutione *Creditae*, super erectione seminariorum, edita anno 1725. Bonum (siquidem) est viro (ut dicitur Jerem. cap. 3) cum portaverit jugum ab adolescentia sua – Adolescens enim juxta viam suam, etiam cum senuerit, non recedet ab ea. Proverb. cap. 11 v. 7. Quumque adolescentium aetas prona sit ad malum, et nisi a teneris annis ad pietatem et religionem informetur, antequam vitiorum habitus totos homines possideat, nunquam perfecte ac sine maximo ac singulari propemodum Dei auxilio in ecclesiastica disciplina perseverabit, ut optime ratiocinatur Tridentinum Concilium sess. 23 cap. ult. de reform. Ut igitur possint oratoris filii adhuc a teneris annis ad pietatem morumque candorem informari, in seminarium admitti posse videtur. Ibi enim ad religionem informantur, iis occasio magis removetur a teneris annis mundi voluptates ac vitiorum illecebras sequendi; quod certe non obtinerent si in patria domo conversarentur.

» Legitimae porro accedunt in themate dispensationis causae. Eaedem enim ut docet S. Thom. (2, 2, quaest. 63, art. 2 et quaest. 67, art. 4) ad tria capita rediguntur, nimirum primo, ad publicam sive privatam utilitatem; secundo ad communem, sive particularem necessitatem, tertio ad pietatem. Jamvero in themate privata adest puerorum utilitas, particularis necessitas et pietas. Dispensatio itaque absque difficultate iisdem tribuenda venit. Dispensatio namque, ut tradit Pax Jordanus Var. elucubrat. tom. 2 tit. 1 num. 9, debita censetur quotiescumque occurrit justa causa dispensandi, nimirum qualitas personae, aetas, locus, tempus, pietas, necessitas, religio, utilitas ecclesiae, scandalum, futurum bonum, majus bonum, eventus rei, discretio, misericordia, et his similia.

« Hisce accedit quod praefati pueri per principis legitimationem ad primaevum jus naturae, jure positivo sublato, restituti sunt, et ita legitime natis sunt aequiparati. Dec. cons. 276. Matth. de Afflict. Decis. 193, n. 1 et 3. Quandoquidem legitimatio adeo spurii nomen cessare facit, ut talis amplius dici non possit. leg. *Imperialis*, § *Itaque*; ubi Bald. de Salyc. Cod. de nupt. Novar. Lucan. de elect. et variat. For. decis. 43. num. 12. Ex vulgatissima porro regula quod odia restringi, favores convenit ampliari. Cap. *Renovantes*, dist. 22; cap. *Odia*, de reg. jur. in 6. cap. *Statutum*, 21 de elect. in 6. leg. *Cum quidam* 19 de liber. et posth. Iisdem dispensatio tribui debet, eo vel magis quod ipsi pro adulterinis considerari nequeunt; quandoquidem conjugatus qui carnaliter mulierem solutam cognoscit, adulterium nequaquam committit, ut docet Roland. cons. 74, vol. 1, num. 12. Et dari fortassis potuit quod mulier qui rem habuit cum viro conjugato, omnino ignoraverit illum fuisse alteri mulieri alligatum, quod si ita esset, quum secutae nuptiae fuerint, suscepti filii in universum legitimi facti essent, ut arg. cap. *Ex tenore* qui fil. sint legit. Covarruv. var. resolut. p. 2, cap. 8, num. 16; et tunc minime opus esset Pontificia dispensatione, sed posset ipse episcopus dispensare, juxta ea quae tradunt Alex. cons. 60, num. 8, et seqq. vol. 2. Marches. de commiss. tit. de commiss. appell. in caus. alim. n. 78. Nullum porro scandalum exinde timetur, si pueri illi in seminarium recipiantur; seminarii namque moderatores, cum perspectam habuerint oratoris petitionem, oppido solemniter fassi sunt: « Considerando che abbia il detto adempito a tutte le formalità richieste per lo stato ci-

vile ed ecclesiastico, tanto pel matrimonio, che per la prole, e che quindi non vi sia, ne scandalo, ne diceria, siamo d'avviso che si ammettano i detti giovanetti in questo ecclesiastico seminario. Quibus concinit episcopus inquiens « Satis liquet periculum aliquod non adesse, nec timeri, ut coeteri seminarii adolescentes mirabundi pueros inspiciant. Etenim serio haec inquirere curavi, priusquam supplex Summo Pontifici sisterem, ideoque eadem nunc confirmare non desino. »

« Erit proinde in re maximi momenti EE. VV. definire, quod dirimendum proponitur dubium: An sit consulendum Ssmo pro gratia dispensationis in casu etc.

» Sacra Congregation rescripsit: *Negative*. Die 13 augusti 1836. »

436. Les enfants naturels sont légitimés par le mariage subséquent; cette légitimation comprend-elle les incestueux, qui sont nés avant la dispense pontificale en vertu de laquelle a pu avoir lieu le mariage des parents? Les auteurs sont partagés. Les uns pensent que le mariage ne légitime pas l'enfant conçu à une époque où les parents ne pouvaient pas se marier; d'où il suit que l'irrégularité subsiste, même après la dispense pontificale qui enlève l'empêchement de parenté. On peut voir Gonzalez, sur les décrétales, *Qui filii sint legitimi*, cap. 1. — D'autre part, Thesaurus et Giraldi, cap. *de pœnis incestus*, soutiennent que les enfants incestueux ne contractent pas *de jure* l'infamie et l'irrégularité, car il n'existe pas de loi canonique qui prononce ces peines; que du reste, supposé que les incestueux soient irréguliers, ils semblent légitimés par le mariage subséquent, comme tous les autres enfants naturels. Alexandre III, décrétale *Memiminus*, titre *Qui filii sint legitimi*, et Benoît XIV, constitution *Redditae nobis*, 5 décembre 1744, n'excluent du privilége de la légitimation moyennant le mariage subséquent que les enfants adultérins. — Le premier sentiment semble plus exact et plus sûr pratiquement. En 1847, la S. Congrégation eut un cas de cette espèce. Un jeune homme né d'un homme et d'une femme liés par le 3e et le 4e degré de parenté, avant la concession de la dispense apostolique en vertu de laquelle ses parents purent validement se marier, demande la dispense *ad cautelam*, afin de recevoir les ordres. Ses parents ne l'ont jamais reconnu légalement comme légitime devant l'autorité compétente. Comme sa position est connue dans tout le diocèse, son ordination canserait un grand scandale; aussi a-t-il quitté le pays dès son enfance, et il réside dans un autre diocèse où il n'est pas connu et dont l'évêque consent à l'aggréger. Les deux prélats s'accordent à louer les bonnes qualités du recourant — La S. Congrégation accorde la dispense. (*Neocastren.* et *Cathacen.* 7 août 1847. *summaria precum.*)

437. Quoique dispensés pour les ordres, les enfants illégitimes sont aussi écartés des bénéfices (Décrétale *Inter dilectos*, titre *de excessibus praelatorum*). Pour contracter cet empêchement, l'infamie de fait suffit; du moment qu'un individu est regardé publiquement comme bâtard, supposé que cette persuasion ne provienne pas de la malignité et qu'elle soit au contraire partagée par les honnêtes gens, l'irrégularité existe (Card. Petra, ad constit. 8 Gregorii XI, num. 15). — En 1852, on demande la dispense de cette irrégularité pour le clerc Ubald, qui a été nommé chanoine d'une collégiale par des patrons. Il se croit enfant légitime, attendu que l'acte de baptême porte qu'il est fils de Jules N. et de Marie N.; mais il n'a pu trouver l'acte du mariage. La sage-femme désigne son vrai père et sa mère, en sorte que d'après son témoignage Ubald est certainement enfant naturel de deux personnes libres à l'époque de sa naissance. On le regarde comme tel dans tout le pays; son père, aujourd'hui défunt, l'a nourri depuis son enfance, et la famille continue de lui donner des secours. Les chanoines de la collégiale répugnent à recevoir un homme qui est le sujet des plaisanteries des gens curieux et oisifs. D'autre part, l'évêque recommande ses bonnes qualités et se prononce pour la concession de la dispense. Les saints canons, qui témoignent une si grande sévérité à l'égard des enfants adultérins, au point de leur refuser l'entrée même du séminaire, se montrent plus indulgents envers ceux qui sont nés de personnes libres (Canon *Cenomanensem*, dist. 36). Le droit romain ouvre la porte des dignités civiles aux bâtards qui se conduisent bien et qui jouissent d'une bonne réputation (Leg. *Generaliter*, titre *de decurionibus*). — La S. Congrégation du Concile se montra favorable. « Die 3 julii 1852. Sacra etc. censuit rescribendum pro gratia despensationis et rehabilitationis facto verbo » cum SSmo. Factaque relatione die 5 ipsius mensis et anni. » Sanctitas Sua resolutionem S. Congregationis benigne approbavit et confirmavit. Propterea eadem S. Congregatio benigne commisit episcopo, ut cum memorato clerico Ubaldo P. super irregularitate praemissa de causa » contracta dispensare, eumdemque ad assequendum enunciatum canonicatum pro suo arbitrio habilitare possit et » valeat. (*Viterbien. et Amerina*, 3 julii 1852, *summaria* » *precum*). »

438. La S. Congrégation n'a pas jugé la dispense nécessaire dans le cas suivant. Il s'agit d'un jeune homme que les livres de la paroisse donnent comme légitime; ses parents avouent qu'il est adultérin, et c'est la persuasion de tout le pays. En vertu de la maxime de droit qui veut que le père soit celui *quem nuptiae demonstrant*, la S. Congrégation décide qu'il n'est pas besoin de dispense. Voici le *folium* de cette affaire, qui fut traitée *per summaria precum*, en 1857.

« SYRACUSANA IRREGULARITATIS — Salvator Tummino oppidanus Ragusae, quatuor supra viginti annos natus, ecclesiasticae militiae nomen dare cupit. Quominus vero ejus votis » fiat satis illud obstare archiepiscopo videtur, quod licet ipse » tum ex libris paroecialibus, cum ex civili ut vocant statu, » legitimo ortus conjugio appareat, attamen parentes ejus fatentur, ac publica fama fert, eumdem esse adulterinum, natum scilicet ex patre libero et matre conjugata. Itaque ut » tuta conscentia et sine scandali periculo statui clericali » adscribi et sacerdotio initiari possit, archiepiscopus ipse » supplici oblato libello dispensationem pro eo postulat ab » irregularitate ob enunciatum defectum natalium, motus egregia juvenis indole, probatissimis moribus, ac scientia, unde » illius promotionem ob parvum etiam ac imparem sacerdotum » numerum qui Ragusae extant, valde utilem ecclesiae bono » existimat.

« Antequam de dispensatione quaestio instituatur, operae » pretium erit primo inquirere, an de irregularitate reapse » constet in themate. Porro adulterina Tumminii origo non » satis probata videtur; immo legitimos ejus natales publica » monumenta vindicant; legitimus enim in paroecialibus ac » status civilis libris enunciatur; vindicat etiam legis favor. » Nam si ex doctrina Pauli in leg 2 ff. de in jus voc. « *Pater* » *is est, quem nuptiae demonstrant*, et si Ulpianus in Leg. » 6 ff. *de iis qui sui*, filium definit « qui ex viro et uxore » ejus nascitur » patet, legitimum praesumi Tumminium qui » constante legitimo suae matris conjugio natus est; quae quidem praesumptio in paternitate legitima eo usque obtinet, » ut contraria quaelibet excludatur probatio, citra casus physicae impossibilitatis, nimirum nisi evidenter constet, praegnantem ex viro suo fieri uxorem nequivisse ob physicum obstaculum absentiae, impotentiae, infirmitatis, et » similium, uti argumento citata Legis 6 ff. de his qui sui, » communis est doctorum et tribunalium sententia; ceu ceteris » missis videre est in celeberrima S. Rotae decisione *Romana*

» *Filiationis* super 1 dubio 10 januarii, et in confirmatoria » 5 maii 1835 coram D'Avellà. Hinc in themate nec matris » ac praetensi patris confessionem in praejudicium legitimae » filiationis attendi posse ibidem pluribus allegatis juribus » traditur; eoque minus publicam vocem ac famam, quae plane » ab ipsa confessione parentum ortum habuit, ceu monet ar- » chiepiscopus. De quo quidem ubi etiam aliqua superesset » dubitandi ratio, compertum est juxta sententiam magis re- » ceptam, quam prae ceteris tuetur S. Alphonsus de Ligorio » Theol. moral. lib. 7 num. 347, in dubio, nisi agatur de » irregularitate ex homicidio injusto, neminem censeri irregu- » larem. Hinc abesse ex Tumminii promotione continget scan- » dali periculum, quo maxime movetur archiepiscopus, siqui- » dem S. Congregationis judicio ejus legitimam filiationem » comprobatam fuisse, ac eumdem dispensatione non indigere » constiterit.

« Quatenus vero aliter censuerint EE. PP. perpendendum, » an dispensationem concedere expediat nec ne. Favent qui- » dem dispensationi causae quas affert archiepiscopus, evidens » scilicet ecclesiae utilitas, ac probati Tummini mores, ex » qua quidem postrema causa praesertim, ratio cessat ob quam » irregularitas haec praecipue constituta est, Pirih. Corr. lib. » 3, cap. 1. num. 1. Fagnan in cap. 1. *De filiis presbyt.* » At e contra non levem dispensationi praebet impedimentum, » sive publici scandali periculum, sive ipsa sacrorum ordinum » dignitas, maxime vero ubi, ceu in casu, cum eo dispensandum » sit qui a personis progenitus est, inter quas matrimonium » consistere jure non poterat. Optime sane suo more D. Tho- » mas, in 4 sent. dist. 25 quaest. 2, art. 2, quaest. 3, rem » explicat: « Ordinati in quadam dignitate prae aliis consti- » tuuntur. Ideo ex quadam honestate requiritur in eis claritas » quaedam, non de necessitate sacramenti; sed de necessitate » praecepti, ut scilicet sint bonae famae, bonis moribus or- » nati, non publice poenitentes. Et quia obscuratur hominis » claritas ex vitiosa origine, ideo etiam de illegitimo thoro » nati, a susceptione Ordinum repelluntur, nisi cum eis dis- » pensetur: et tanto est difficilior dispensatio, quanto eorum » origo est turpior — Ceterum hujusmodi dispensationum » exempla praesertim quoad illegitimos quorum turpior origo » est, nulla quod sciam, pro Italia saltem, occurrunt.

» Quare etc. »

« Sacra Congregatio Concilii rescripsit: *Non indigere.* Die » 27 junii 1857. »

439. L'assertion énoncée à la fin du *folium* que nous venons de citer, ne peut se concilier avec la réalité des faits, car, même pour l'Italie, le Saint-Siége dispense quelquefois dans des cas insolites. En 1840, la S. Congrégation donna la dispense pour un enfant de douze ans né d'une femme entièrement libre et d'un homme marié. Voici quelques-uns des faits attestés par l'évêque du lieu. « La mère est séparée de cet homme depuis longtemps, et vit honnêtement dans un pays lointain. L'enfant se conduit très-bien et promet d'être un bon ecclésiastique. » Voici l'indult: « Vigore specialium » facultatum etc. S. Congregatio Episcoporum et Regularium, » arbitrio Ordinarii, dummodo admiratio in populo non oriatur » pro petita dispensatione super irregularitate ex natalium de- » fectu, ad hoc ut orator, servatis servandis, prima tonsura » insigniri, et ad omnes etiam sacros ordines suo tempore » promoveri possit et valeat. Die 1 septembris 1840. »

440. Voici un cas singulier. « En 1812, époque funeste pour l'Église, François et Rosalie, alliés au premier degré d'affinité, ne pouvant se marier dans le pays parce qu'ils n'avaient pas de dispense, allèrent à Naples, et, après s'être mariés, ils retournèrent dans leur pays, en disant qu'ils avaient obtenu la dispense. Persuadés que la population ne conservait aucun soupçon, ils ne pensèrent plus qu'à tranquilliser leur conscience, et ils recoururent à la Pénitencerie, qui leur accorda l'absolution pour le for intérieur, avec une pénitence secrète, qui fut accomplie. Ils ont continué de vivre ainsi jusqu'à la mort de François.

» Maintenant un fils de ces prétendus époux ayant voulu embrasser l'état ecclésiastique, je me suis aperçu, dit l'évêque, que l'acte de mariage de ses parents n'était pas régulier, et je suis parvenu à connaître tous les antécédents. Beaucoup de personnes du pays, qui connaissaient la nullité du mariage, ignoraient les dispositions secrètes de la Pénitencerie. Les choses étant telles, je n'ai pas cru pouvoir passer outre, parce qu'il m'a semblé qu'un empêchement public exigeait une dispense publique. Mais un des époux étant mort, que dois-je faire à l'égard du jeune candidat qui aspire à la prêtrise et dont la conduite est excellente? Si le motif de son exclusion venait à être connu, la famille serait déshonorée, et les enfants seraient réduits à la misère, parce qu'ils ne pourraient pas hériter. « Ex audientia SSmi die 22 januarii 1841. » SSmus annuit arbitrio Ordinarii pro petita dispensatione ir- » regularitatis super natalium defectu, ad hoc ut orator ad » sacros ordines et ad ecclesiastica beneficia servatis tamen » de jure servandis, et dummodo aliunde dignus et idoneus » reperiatur, promoveri possit et valeat. Ordinarius autem ca- » veat ne ex hujusmodi oratoris dispensatione scandalum vel » admiratio in populo oriatur. Datum Romae ex S. Congre- » gatione Episcoporum et Regularium. »

441. Nous terminerons ce chapitre en rapportant une dispense donnée pour le diocèse de Paris en 1842. Voici la formule :

» Ex audientia SSmi die 27 maii 1842. SSmus annuit, et » propterea mandavit committi archiepiscopo Parisiensi, ut ve- » ris existentibus narratis, pro suo arbitrio et conscientia etc. » pro dispensatione super irregularitate ex natalium defectu, » dummodo orator aliunde necessaria requisita, et qualitates » habeat ad statum ecclesiasticum amplectendum. Datum ex » S. Congregatione Episcoporum et Regularium die et anno » ut supra. »

Supplément.

442. Dans les questions traitées jusqu'ici, nous n'avons pas fait usage de tous les documents que nous pouvions employer. Il nous reste donc certains éclaircissements et certaines pièces que nous devons présenter. Commençons par l'obligation de porter l'habit ecclésiastique.

443. Le nonce de l'Allemagne inférieure résidant à Cologne, sous le pontificat du Vénerable Innocent XI, voyant que les ecclésiastiques portaient des habits séculiers, négocia avec divers évêques pour apporter remède à cet abus, et l'on convint d'exiger un serment de ceux qui recevaient les ordres sacrés ou qui demandaient l'institution des bénéfices. Voici une lettre du nonce qui expose toute cette affaire, et donne la formule du serment.

« Le Saint-Père ayant appris que l'on voyait surgir de nouveau dans ces contrées l'abus que les personnes consacrées à Dieu par les ordres sacrés, et encore plus les clercs minorés portaient publiquement des habits séculiers, chose que le concile de Trente qualifie de grande témérité, de mépris envers la religion, et de dégradation et de déshonneur pour l'état clérical-, m'ordonna en premier lieu de faire connaître à ces ecclésiastiques le déplaisir qu'il en éprouvait, et ensuite, de leur faire savoir que lorsqu'ils auraient besoin de la bienveillance du Siége apostolique, ils trouveraient la porte fermée pour toute sorte de faveurs, à cause de l'indécence et de l'obstination dans le mal. Enfin, le Saint-Père m'ordonna de me mettre de concert avec les évêques compris dans ma nonciature sur le moyen que j'avais proposé à Sa Sainteté comme le plus efficace, et qui était de remettre en vigueur la bulle

de Sixte V, *Cum sacrosanctam Dei Ecclesiam*, et de procéder contre les transgresseurs d'après les dispositions de cette bulle. Les évêques ne furent pas tous d'avis de prendre le moyen susdit, et ils écrivirent au Pape. Voyant cette disparité de sentiments, le Saint-Père décida que je devais agir auprès de l'électeur de Cologne, où l'abus est plus grand que partout ailleurs, (ainsi que dans le diocèse de Strasbourg), afin que son Altesse prît des mesures propres à déraciner un mal aussi intolérable et aussi scandaleux, et qui ne fait que s'aggraver, soit pour le luxe des habits, soit pour l'accroissement du nombre des transgresseurs. Je fis la commission, et j'ai été attentif à saisir toutes les bonnes occasions qui pourraient s'offrir. Ces jours passés, Mgr l'évêque de Strasbourg, en qualité de doyen de la métropole de Cologne, a adressé un avis à quelques chanoines qui portaient de riches cravates au chœur et en servant à l'autel; quelques-uns ont répondu d'une manière peu respectueuse qui a offensé le prélat. J'ai saisi cette occasion de parler de nouveau de la nécessité de remédier à un abus qui devient excessif. Sachant qu'il fallait proposer un moyen: que la douceur ne servirait de rien : qu'on ne pouvait pas employer les moyens les plus énergiques: après avoir longtemps réfléchi, et vu qu'il fallait prendre une mesure qui n'exigeât aucune disposition exécutoriale ; considérant le respect qu'on a généralement en Allemagne pour le serment, et me fondant sur l'exemple de Liége où on exige un serment relatif à l'habit ecclésiastique de tous ceux qui reçoivent les ordres sacrés, excepté les chanoines de la cathédrale, j'ai proposé de ne conférer les ordres et de ne donner les dimissoires à personne sans exiger le serment de porter l'habit ecclésiastique conformément à la bulle de Sixte V. Le projet a été goûté; seulement on a cru de ne pas étendre l'obligation aussi loin en ce qui concerne la qualité des habits et les personnes. J'ai insisté pour enlever tout prétexte aux subterfages et à la fausse interprétation du serment. Nous avons parlé des restrictions; après de longs débats, il a été convenu que, les constitutions apostoliques conservant toute leur force, tout individu qui recevra la tonsure devra prêter serment que, recevant les ordres sacrés ou ayant des bénéfices dont il retire un revenu, il portera toujours l'habit clérical, de manière qu'on le reconnaisse communément pour clerc. On a commencé d'exiger le serment ; l'électeur a donné l'ordre de l'exiger aussi dans ses autres diocèses, Liége et Hildesheim. Mgr l'évêque de Strasbourg s'est rangé au même parti, et il transmet des ordres à son suffragant et vicaire général. Mgr l'électeur de Trèves, mis au courant par son suffragant qui était ici lorsque l'affaire s'est traitée, adopte aussi la mesure. J'agirai dans les autres pays dépendant de ma nonciature, si le Saint-Père l'agrée. J'aurais vraiment voulu informer avant d'agir, pour avoir la décision du Saint-Père; mais, comme la mesure est prescrite par l'autorité de l'Ordinaire, sans que je comparaisse ; et comme il fallait agir promptement afin de saisir l'occasion et à cause de la prochaine ordination, j'ai mieux aimé laisser faire ; on pourra facilement interrompre, s'il le faut. Une autre raison est que je dois faire la prochaine ordination, en l'absence de l'évêque suffragant. »

Voici la formule du serment que l'on exigeait des ecclésiastiques:

« Ego N. N. promitto, et juro ab ea hora qua suscipiam » aliquem ex ordinibus sacris, videlicet subdiaconatum, dia- » conatum et presbyteratum, aut percipiam fructus dignitatum, » personatuum, aut beneficiorum quorumcumque ecclesiastico- » rum, quod gestabo habitum clericalem, videlicet qui com- » muniter censetur honestus, ac decens clericorum statui, » talisque sit, ut ex ipsius qualitate communiter a populo » clericus judicari possim. Nec occasione et causa quacumque » in jure non expressa vel a meo ordinario non approbata » pro vera et legitima, cessabo, etsi major pars secus faceret, » et non obstante quocumque non usu introducto seu intro- » ducendo. Quae omnia, et singula juro et promitto me ser- » vaturum in posterum remota quacumque explicatione, et » interpretatione et extrinseco intellectu, sed secundum sensum » literalem praesentis promissionis et juramenti. Pariter juro » et promitto, me absolutionem a meo ordinario, seu quo- » cumque alio facultatem habente et etiam a Summo Pontifice » non petiturum, nisi expresso quod juramentum hoc a me » praestitum injunctum mihi fuerit in ordinum susceptione ad » promovendam disciplinam ecclesiasticam. Ita me Deus adju- » vet et haec SS. Dei Evangelia. »

Le vénérable Innocent XI déféra cette importante question à la S. Congrégation du Concile, qui examina les deux question suivantes:

« 1 An praeinserti juramenti praestatio sit continuanda ?

» 2 An et quomodo aliter providendum tam pro futuro, quam » pro jam promotis ?

» S. Congregatio Concilii rescripsit: *D. Secretario ad men-* » *tem*. Die 13 aprilis 1680. »

Le cardinal Casanate se prononça résolument pour l'approbation du serment. Voici son *votum:*

« Affirmative ad primum, quia juramentum est honestum et in illis partibus opportunum super delatione habitus clericalis per sacros canones sacrumque Concilium Tridentinum districte praecepta.

» Quo vero ad secundum, servandas sanctiones sacri Concilii Tridentini sess. 14 de reformatione, cap. 6, ac etiam constitutionem 92. sa. m. Sixti quinti, et Sac. Conc. Sess. 23, cap. 6. »

444. Diverses extorsions simoniaques furent signalées par le nonce d'Allemagne ; la S. Congrégation du Concile s'en occupa la même année. Contentons-nous de rapporter le *folium* et la décision, en faisant observer que le diocèse de Liége était alors compris dans la nonciature de Cologne. Le nonce espérait faire bientôt la visite générale et constater d'une manière certaine tous ces abus.

« GERMANIAE DE SIMONIA. — D. Nuntius Apostolicus infe- » rioris Germaniae, factis de mandato SSmi diligentiis, noti- » tiam habuit nonnullorum abusuum, quorum sequitur catalogus, » nempe.

» Vitia quae rumor est practicari in materia beneficiali in » aliquibus harum partium.

» 1. Collatores ex inveterato, ut dicitur usu, seu potius » abusu, exigunt aliquando sub praetextu sigilli, vel aliter » summam exorbitantem, et aliquando etiam ingentem.

» 2. Plura capitula in admittendo ad possessionem exigunt » pecunias, quae non convertuntur in usus pios.

» 3. Archidiaconi pro institutionibus exigunt certam sum- » mam juxta valorem beneficiorum.

» 4. Aliquando qui petit beneficium, tradit alicui aliquam » summam pecuniae, dicens illas esse munus destinatum col- » latori si beneficium obtineat; quod quidem curat ad illius » notitiam pervenire, ut eum sic alliciat, et moveat ad be- » neficium dandum.

» 5. Aliquando etiam qui optant beneficio sibi conferri, » conveniunt cum antecessore de aliquo praestando, si be- » neficia ipsis obtinuerint.

» 6. Aliqui habentes beneficia offerunt collatori repositio- » nem, ut aliud obtineant. Plerumque collator curat reponi, et » postea confert reponenti pinguius beneficium ; difficile autem » est sibi persuadere hoc fieri cum simplici spe obtinendi » pinguius, et sine pacto tacito.

In permutationibus

» Permutatur aliquando beneficium cum beneficio de pertica, » maxime ad finem percipiendi statim fructus: Nam si fieret » resignatio, obtinens expectare deberet per unum vel plures

» annos juxta privilegia, vel antiquas consuetudines capitu-
» lorum, quae secundum praedictas consuetudines, seu privi-
» legia habent annos carentiae.

» 8. Permutatur aliquando beneficium tenuis valoris cum be-
» neficio pinguiori auctoritate ordinarii, et ordinarius mandat
» illi qui obtinet beneficium pinguius, ut solvat quotannis alteri
» certam summam de bonis propriis ad fructus parificandos.

» 9. Cum capitula ad evitandas fraudes quae sic fiunt in
» eorum praejudicium, nam, ut dictum est, alias perciperent
» fructus carentiae, non admittant permutationes cum bene-
» ficio minoris valoris 24 ducatorum, is, qui permutavit cano-
» nicatum cum tali beneficio minoris valoris, non animo vere
» permutandi, resignat deinde hoc beneficium ad favorem illius,
» cum quo permutavit, et is solvit summam, quam dicit se
» dare ex gratitudine.

» *In repositionibus, seu resignationibus quae fiunt coram*
» *ordinariis.*

» 10. Cum hominum judicia ita sint depravata, ut longe
» minori facerent collatorem qui beneficium repositum non
» conferret personae commendatae a reponente. Hinc est, quod
» perinde sit collatorem rogare, ac resignationem fieri ad
» favorem, cum eumdem effectum sortiatur fere infallibiliter
» ob vanam illam notam quam incurreret collator si conferret
» alteri, quam commendato a reponente, seu resignante.

» *In resignationibus, quae fiunt in manibus Summi Pontificis.*

» Aliquando volens resignare pecunia obtenta, adit aliquem,
» quem putat inventurum dispositum ad illam dandam, eique
» aperit animum resignandi alicui, quem vellet sibi fore gratum.
» Hic invento tali, significat volenti resignare esse N. N. qui
» desiderat beneficium et futurum gratum, quin et quandoque
» addit talem fore sub fide sua.

» Qui resignari desiderat in sui favorem, aliquando tradit
» tertio summam illam quam vult dare, si resignatio sequatur,
» dicens illud esse munus, quod destinavit resignanti, et curat
» hoc devenire ad ejus notitiam; deinde petit ab eo resigna-
» tionem in sui favorem.

» Aliquando petitioni, quae fit ut supra, addit resignatarius
» se futurum gratum.

» Si fiant resignationes cum pensione, antequam admissa
» sit resignatio et reservata pensio, fit aliquando pactum de
» pensione redimenda. Pariter aliquando antequam sit facta
» reservatio pensionis, fit depositum aequivalens pensioni de-
» cem annorum pro securitate resignantis, et de eo non fit
» mentio in supplicatione.

» Aliquando resignans et resignatarius conveniunt de certa
» summa, quam resignans vult habere pro resignatione.

» Deinde haec summa dividitur in decem partes, et resi-
» gnatarius consentit in pensionem annuam valoris correspon-
» dentis uni ex dictis partibus. Postea tali summa redimitur
» pensio, et ita resignans consequitur summam, quam a prin-
» cipio intenderat.

» Quando resignationes canonicatuum fiunt cum pensione,
» adest aliquando quasi certitudo a principio extimationis.
» Nam aliqua capitula, quorum interest canonicatus non esse
» gravatos pensione, tum propter collationem, si resignans
» superviveret, tum propter annos carentiae non admittunt ad
» possessionem resignatarium nisi juret nullam adesse pen-
» sionem, unde ne hic fiat perjurus, cogitur illam extinguere.

» Pariter est certum pensionem extinguendam esse, si detur
» cedula Bancaria. Nam vitio verteretur resignanti, et male
» audiret apud vulgus, si non consentiret cassationi ad evi-
» tandum damnum quod resignatarius pateretur habendo suam
» pecuniam otiosam.

» Male valentes aliquando resignant ad favorem et eorum
» supplicatio signatur; sed postea si convalescant, aut cessent
» signa proximae mortis, differtur extensio consensus et ali-
» quando hoc fit etiam cum pacto praecedenti, sic obtinent
» unam, et alteram prorogationem ad publicandam resigna-
» tionem; et cum tales prorogationes amplius non concedantur,
» novam supplicationem porrigunt, qua signata reditur ad pro-
» rogationes ut supra, et sic consensus saepe non extenditur,
» nisi post mortem resignantis. Ita beneficium non vacat nec
» per obitum, nec per non publicationem resignationis, et
» nisi uterque moriatur, vacatio non datur.

» Praemissorum examen, ac remedii excogitationem SSmus
» ad hanc Sacram Congregationem remisit. Propterea Emi PP.
» non graventur decernere.

» An et quomodo praemissis abusibus occurrendum?

» Sacra etc. rescripsit: *Supplicandum SSmo ut dignetur*
» *per brevia singulis episcopis per Germaniam et Rhenum et*
» *Flandriam injungere, ut invigilent, ne in collationibus, re-*
» *signationibus et permutationibus beneficiorum et similibus etc,*
» *ulla simoniae labes intercedat, et brevia praedicta transmit-*
» *tantur nuntiis Germaniae, Coloniae et internuntio inferioris*
» *Germaniae cum instructione.* Die 18 maii 1680. »

Les bulles de S. Pie V et d'Alexandre VII condamnent sévèrement tous les abus énoncés plus haut.

445. L'obligation de porter la soutane longue est clairement définie dans la décision suivante de la S. Congrégation du Concile, qui recommanda d'ailleurs la modération en ce qui concerne la sanction pénale.

« Hortana delationis habitus talaris. — Ad tollendum
» abusum in civitate et dioecesi Hortana irreptum, quo clerici
» et sacerdotes ecclesiarum servitio addicti talares vestes mi-
» nime deferebant, modernus ejusdem civitatis episcopus edic-
» tum publicavit, quo tam clericos, quam sacerdotes, et alios
» in sacris ordinibus constitutos sub poena carcerationis quin-
» decim dierum, amissionis habitus, et aliis a sacris cano-
» nibus et synodis ordinatis mandavit incedere cum habitu
» talari, excepto casu itineris, et permanentiae in campestribus,
» ut ex edicto cum aliis juribus per manus circumferendis.

» Cum autem contra edictum hujusmodi nonnulli ex capi-
» tularibus et clericis dictae civitatis apud S. Congregationem
» conquesti sint. Hinc idem episcopus in curia praesens, ci-
» tatis praedictis iisque informantibus supplicat declarari.

» An dictum ejus edictum, sive praeceptum substineatur?

» S. Congregatio Concilii rescripsit: *Secretario ad mentem.*
» Mens est substineri edictum, Sacerdotes teneri semper in-
» cedere in habitu talari, et clericos maxime in functionibus
» ecclesiasticis, et quoad poenas episcopus moderate procedat.
» Die 8 julii 1690. »

A l'appui de son édit, l'évêque fit rédiger un mémoire où sont indiqués les anciens canons qui prescrivent la soutane longue, au lieu de l'habit court.

« Habitus proprius clericorum ad cujus delationem tenentur omnes ecclesiastici debet esse praecise talaris, prout ex sequentibus.

» In concilio enim Bracharensi cap. 41, relato a Gratiano in suo Decreto cap. *Non liceat* penult. dist 23. habetur. Nec oportet Clericos patentibus auribus, et secundum Aaron talarem vestem induere, ut sint in habitu ornato. Consonant gloss. in C. *Nullum* 2, verbo *Stolis*, et glossa in C. *episcopi* verbo sacerdotali 21, q. 4, et glossa in Clem. 2. verbo *videatur*, de vit. et honest. Cleric. ac ipsum concil. Trid. sess. 14, cap. 6. Ses. 22, c. 1. et Sess. 24, c. 12, semper de reform. et tandem constitutio sa. me. Sixti V, *Cum Sacrosanctam*, ibi, *tonsuram, et habitum clericalem, vestes scilicet talares deferant.*

» Idem tenent doctores communiter et prae ceteris, omissis aliis, Lopez ad Diaz in praelection. Can. cap. 68. Ricc. parte 4, resol. 234, et 336. Pelegrin. in prax. vic. p. I, tit. *Monita generalia*, num. 18. Bellettus. *Disquis. Cleric.* tit. *de disciplin. cler.* §. 16. Ciarlin. contr. 53, num. 18. Barbos. *de Offic. et potest. Episc.* allegat. 9, num. 4. Novar.

in Summ. Bullar. p. 2, com. 71, num. 3 et 10. Card. de Luca, *Annot. ad Concil.* disc. 2., 21 ad 24. Oliva, *de for. Eccl.* p. 2, q. 16. Abelli *Medulla Theolog.* in fine, in appendice *de statu cler.* art. 2; late Pignatell. consult. can. 7, et cons. 20 tom. 3 Rota dec. 10, p. 18.

» Et ita fuisse declaratum per hanc S. Congregationem ad sess. 23, cap. 6, testantur Suarez in Reg. Angl. lib. 4, cap. 27. Pignatell. d. consult. can. 20. tom. 3. Novar. loco cit. num. 3. Bellettus et Pelleg. par. loc. cit. Gallemart ad concil. sess. 23. cap. 6. ibi: « Habitus quoque debet esse decens et usque ad talos, hodie ex hujus decreti praescripto et ita Congregatio censuit in una *Neapolitana.* »

» Et in actis Ecclesiae Mediolanensis p. 2, concil. prov. 1, tit. *de Cleric. vestitu*, ibi « Externa vestis simplex, ac talaris erit. » Interior ejusdem generis, ad talos demittatur. « et p. 22, *Synodi diœces.* « Unusquisque ecclesiasticus vestem interiorem et exteriorem talarem pro statu et officii sui ratione praescripto synodorum provincialium et diocesanarum semper induat, et gestet, non modo in Urbe, sed in loco etiam finibusve propriae parochiae et in oppidis locisve insignibus saltem frequentioribus. »

En dehors de ce mémoire canonique, l'évêque d'Orte adressa à la S. Congrégation une relation qui fait foi que les évêques de l'Etat pontifical étaient animés d'une sainte émulation pour ordonner la soutane longue et proscrire la soutanelle. Contentons-nous de citer un court extrait:

« Eme et Rme Dne. — Praepositus anno 1686 harum ecclesiarum regimini eoque subinde assumpto, animadvertens disciplinam ecclesiasticam tempore senectutis bo: mem. praedecessoris mei jam pene collapsam, priores mei muneris partes esse duxi ad pristinam observantiam eam pro viribus revocare. Quia vero prae ceteris clericalis habitus et tonsurae abusus adeo invaluerit, ut clerici etiam in sacris constituti, ipsique sacerdotes incessu et vestibus jam non distinguerentur a laicis, inde fuit ut Emorum praesulum circumjacentium ecclesiarum Viterbiensis, Tuscanensis, Montis falisci et Cornetanae aliorumque antistitum exemplo excitatus, cohaerenter constitutioni Sixti V et declarationibus hujus S. Congregationis et sacris canonibus ac juribus, de quibus in folio litt. A. et in adjuncta epistola pastorali Lit. B. istius salubribus monitis restituere satagerim, debitum usum habitus talaris in canonicis primum utriusque meae cathedralis, et deinde in cœteris ecclesiasticis ambarum diœcesum, et Deo dante, in civitatibus, ac aliis plerisque locis. Clericorum obsequium haud cunctanter spem quam conceperam emendationis implevit. Verum quia his mitioribus mediis adhuc nonnulli ab anteactae vitae licentia revocari non poterant, insistendo Tridentinorum Patrum vestigiis, praesertim in sess. 14, de reform. cap. 6, ubi gravibus ibi expressis pœnis puniuntur omnes ecclesiastici « qui postquam ab episcopo suo per edictum publicum moniti fuerunt, honestum habitum clericalem illorum ordini et dignitati congruentem et juxta ipsius episcopi ordinationem et mandatum non detulerint » innovari censui edictum jam pridem a bo: me: episcopo Corradino antecessore meo zelantissimo desuper editum ac relatum in sua prima synodo, ea tamen moderat. a me mitigatum ut per terras et loca diœceseum diebus in honorem Dei non feriatis, occasione vero itineris, vel eundi ad propria praedia, etiam ecclesiasticis civitatum honesta breviori veste uti liceret.

» Huic meo edicto et observantiae illius robor addit subsequuta probatio S. Congregationis Episcoporum, cujus censurae quibusdam canonicis ecclesiae collegiatae Gallesii, ad relationem Emi Carpinei, illud subjici placuit etc. »

446. Les anciens édits du Vicariat de Rome, jusqu'à l'époque de la révolution de 1798, prescrivent constamment la soutane longue, et ne contiennent pas un mot de tolérance pour la soutanelle. Nous avons cité (num. 115) l'édit de Clément XI; rien ne serait plus facile que de multiplier les citations. Contentons-nous de rapporter une Notification du 21 juin 1695, qui rappelle l'obligation de porter la soutane longue, sous les peines exprimées dans les édits.

« Notificazione — D'ordine della Santità di Nostro Signore, » si comanda a tutti i sagrestani delle chiese di Roma, che » ricordino ai sacerdoti secolari, che vanno in quelle a celebrare Messa, l'osservanza dell'obbligo d'andar vestiti con » abito talare; e che se saranno trovati per Roma senz'esso » di giorno, e se in altra maniera contraverranno all'editto » publicato sotto il dì 20 novembre 1691, saranno irremissibilmente puniti secondo la forma del medesimo editto. Dato » a' 21 di giugno 1695. — *Sperello Vescovo di Terni Viceg.* » *Alessandro abb. Bonaventi Segret.* »

Pendant la révolution de 1798, une partie du clergé s'habitua à porter des habits séculiers et de couleur. Un des premiers soins du Vicariat après le rétablissement de l'ordre, ce fut de prescrire de nouveau la tonsure et l'habit noir. Mgr Octave Boni, archevêque de Nazianze, pro vice-gérant de Rome, publia un édit en date du 8 octobre 1799, prescrivant l'habit noir et la tonsure, sous peine de suspense *ipso facto* et réservée; ces peines sont justifiées par la gravité de l'abus.

447. Sauf des circonstances exceptionnelles, la S. Congrégation n'approuve pas que la soutane soit prescrite avec des censures *ipso facto*. Nous avons cité plusieurs décisions (num. 114 et seqq.) En voici une autre, inédite jusqu'ici.

« Sarnen — Publico edicto episcopus sub pœna suspensionis ipso facto incurrendae, sibique reservatae, prohibuit ne » quisquam sacerdos in tota civitate ac diœcesi celebrare praesumeret sine veste talari cingulo exteriori circum latera praecincta, et sine clericali corona, ecclesiastico praeterea interdicto ipsamet altaria totius civitatis et diœcesis statim ex » tunc supponendo, si et ubi secus celebrari contingeret.

» Capitulum idcirco adversus gravitatem poenae suspensionis » in praefatis edictis appositae praecipue reclamans, dubium » resolvendum proponit.

» An, et in qua parte substineantur edicto episcopi emanata die 26 octobris 1697 et die 23 julii 1702?

» Sacra etc. *Reformentur edicta juxta modum; deleantur poenae sub censuris et interdicto demandatae.* Die 27 junii 1705».

448. Peut-on interdire aux clercs minorés de renoncer à l'habit ecclésiastique sans permission de l'évêque? Ce point était autrefois controversé; une décision formelle de la S. Congrégation du Concile constate que tout clerc tonsuré peut quitter l'habit sans aucune permission. Voici la décision.

« Marsicen Clericatus. — 1. An substineatur constitutio synodalis generaliter prohibens ne ullus clericus primae tonsurae dimittat habitum neque coram notario seculari, neque sine licentia episcopi?

» 2. An adversus contravenientes substineatur impositio poenae scutorum decem, et episcopus possit illam exigere?

» Ad 1 Resp. de jure communi non debere praedictam constitutionem sustineri, quia quilibet clericus in minoribus constitutus potest clericatui renunciare. Gloss. in cap. *tuae* de Apost. verb. *tolerandi* in fine et Ricc. decis. cur. Neap. 194 num. 1.

» Et clericus potest renunciare clericatui per actum publicum coram judice laico. Zerol. in *prax. episcop.* ver. *clericus* N. 12, in fine, ubi dicit sic semper vidisse practicari.

» Quod renunciatio statui clericali, si fiat verbo tantum, et non facto, non habeat vim nisi fiat coram suo judice ecclesiastico, nec sufficiat si fiat coram judice seculari, vel privatim, arg. cap. *Quod in dubiis, de renunciatione;* et ratio est, quia renunciari officium debet coram eo ad quem pertinet illud conferre. Rebuffus in Prax. tit. de renunciatione express. n. ult. ita tenet. Thesaur. *de poesis* p. 2, cap. 4, vers. limita.

» Datur quoque exemplum curiae archiepiscopalis Neapolitanae, in qua adest hujusmodi statutum, quod clericus non possit clericatui renunciare, nisi interposito decreto judicis ecclesiastici, de quibus testatur Ricc. in Collect. decis. collect. 891 in fine p. 4; ubi citat seipsum in decisione curiae Neapolitanae 100.

» Secundum quas doctrinas respondendum videtur constitutionem synodalem debere habere locum et substineri, cum non sit contra jus.

» Ad 2. An sustineatur impositio pœnae, et possit episcopus ad illius exequutionem procedere?

» Cum eadem distinctione. Secundum enim jus commune et doctrinam Zerolae, renunciatio habet vim, et ideo exequutio poenae non potest fieri nisi post renunciationem, quo tempore renuncians non est amplius clericus sed secularis, contra quem nullam habet episcopus jurisdictionem, et ita redderetur frustratoria poenae impositio.

» Secundum doctrinam Thesauri renunciatio nullam habet vim, et ideo poenae impositio posset exequi et consequenter substineri potest.

» S. Congregatio respondit: Ad I. *Negative quoad simpli-* » *cem dimissionem habitus.* Ad 2. *Negative.* Die 18 septem- » bris 1677. »

449. On ne peut pas enlever à un clerc tous les privilèges ecclésiastiques parce qu'il ne porte pas l'habit; il perd, sans doute, le privilége du for, mais les autres privileges subsistent. Voici une décision formelle:

« Theatina Clericatus. — Quosdam clericos monitos ad » docendum se incessisse et incedere in habitu et tonsura, » atque inservisse et inservire ecclesiae metropolitanae cui » erant adscripti, nec tamen intra praefixos terminos moni- » tioni parentes archiepiscopus Theatinus comminata poena » mulctavit eosdem, omnibus privilegiis clericalibus privatos » declarando, ita ut pro meris laicis imposterum reputarentur.

» Ex his solus Philippus Buragna se gravatum praetendens, » appellavit ad Auditorem Camerae, a quo subinde reportavit » sententiam praecedentis revocatoriam.

» Sed quia postrema hac sententia non obstante, placuit » SSmo D. N. controversiae decisionem remittere ad hanc » S. Congregationem, ideo, utraque parte voce et scriptis » informante, quaeritur.

» 1 An clericus Philippus Buragna potuerit privari privi- » legiis clericalibus in casu de quo agitur? Et quatenus af- » firmative.

» 2. An fuerit rite privatus?

» Sacra etc. *Affirmative quoad privilegium fori tantum.* » Die 6 maii 1682. »

450. La soutane longue constitue l'habit canonique des ecclésiastiques; en douter, serait faire preuve d'une grande ignorance des saints canons. C'est ce que dit expressément Benôit XVI, traité *de Synodo*, en ces termes: « Qui nollet se » sacrorum canonum prorsus imperitum ostendere, fateri co- » gitur nullam aliam nisi talarem esse vestem clericorum pro- » priam. » Néanmoins, la S. Congrégation n'approuve pas l'emploi des censures *ipso facto*, ainsi que nous l'avons établi plus haut, num. 114 et suivants — En 1828, la S. Congrégation du Concile examina un édit épiscopal qui ordonnait aux ecclésiastiques, et, surtout à ceux qui étaient attachés à la cathédrale de porter la soutane longue, sous peine de suspense par le fait même de la transgression, outre cinquante francs d'amende pour chaque récidive. L'examen de cette controverse fut confié à un savant cardinal, qui, après avoir cité judicieusement les anciennes décisions, émit l'avis d'abroger la suspense et d'abaisser l'amende à cinq francs, au lieu de cinquante, en étendant à tout le clergé de la ville l'obligation de porter continuellement la soutane longue. Les censures ne doivent être employées en cette matière qu'en cas de récidive et d'obstination à ne pas vouloir obéir. La controverse de 1828 roulait sur divers points; nous nous contentons d'extraire du *folium* la partie de la relation du cardinal qui regarde la soutane.

« Brictinorien. — Alterum pariter animadversione dignum videtur, de quo loquitur episcopus, dum ecclesiasticos, ac praesertim addictos servitio cathedralis jubet talari veste indutos esse, inflicta contra inobedientes poena suspensionis ipso facto incurrendae. Summa quidem laude prosequenda est jussio talaris vestis; ut enim ait Benedictus XIV, *de Synodo* lib. XI, cap. 8: « Qui nollet se sacrorum canonum prorsus imperitum ostendere, fateri cogitur nullam aliam nisi talarem esse vestem clericorum propriam, eorumque statui maxime convenientem. » Quare ipse prosequitur num. 4: « Sacrorum canonum vigorem non augent, sed emolliunt synodales constitutiones, quae obligationem deferendi vestem talarem a pluribus conciliis generatim impositam omnibus clericis, ad solos limitant clericos majorum ordinum, aut ecclesiasticum beneficium possidentes: et majori adhuc indulgentia lenitum reputari debet episcopale edictum, solos compellens sacerdotes ad eam saltem induendam cum ecclesiam ingrediuntur sacris operaturi, cujusmodi illud est, quod a nobis promulgatum fuit in nostra dioecesi Bononiensi, de quo plura in nostra Institutione 34 et Inst. 71. »

» At vero dubitari potest, an semper expediat, episcopum transgressiones ipsas censurarum gladio latae sententiae vindicare. Omnes conveniunt censuras latae sententiae pro culpa gravi tantum infligendas; conveniunt pariter ipsis uti posse ad cohibendam culpam, quae in se spectata levis est, si ob adjunctas circumstantias fiat gravis; ex quibus conficitur, concludit auctor laudatus lib. 10, cap. 3, num. 4, impossible esse ut episcopis certa praescribatur norma, ad quam tuto et sine offendiculo conformare se queant in decernendis censuris latae sententiae, cum res pendeat a rerum, locorum, et temporum conditionibus, quas perpendere ad ipsorum prudentiam pertinet. Neque ex eo quod nos sciamus aliquam censuram ab aliquo episcopo latam etiam clero contradicente, ratam habitam a S. Congregatione Concilii, inferre possumus, eamdem, si alibi feratur, ratam pariter habendam: scimus enim, S. Congregationem sustinuisse edictum quoddam editum ab episcopo Comensi quo sub poena suspensionis ipso facto incurrenda prohibebatur clericis in sacris constitutis ingressus in ecclesiam sine veste nigra oblonga, quam talarem vocant; uti habetur lib. 43 decret. pag. 123; sed simul lib. 56, pag. 288, adnotatum legimus eamdem S. Congregationem e simili edicto promulgato ab episcopo Rubensi expungi jussisse poenam censurarum, earumque loco subrogandam poenam solutionis quinque librarum cerae albae, et solum in subsidium adjiciendas censuras, ferendae tamen, non vero latae sententiae; quia nimirum in dioecesi Rubensi usus vestis brevioris non adeo apud ecclesiasticos invaluerat, sicut in dioecesi Comensi, in qua, uti episcopus S. Congregationi significaverat, usus vestis talaris, quam propriam esse ecclesiasticoram infra dicemus, omnibus fere obsoleverat, non sine populi admiratione et scandalo. »

» Moribus hodiernis, non iisdem circumstantiis Comensis episcopi versare probe nostis EE. PP. ac laudatae Benedicti XIV ordinationes suadent, quibus censurae latae sententiae inflictae non sunt, sed tantum minitatae inveniuntur.

« Quapropter mitius agendum esse censerem, ideoque putarem ex episcopi decreto expungendas censuras latae sententiae; ipsamque poenam pecuniariam scutorum decem ad scutum unum reducendam, eamque irrogandam non solum iis qui cathedralis servitio mancipantur, sed et ceteris presbyteris in civitate degentibus, prout in decreto declaratur; ad censuras vero ferendae sententiae tunc tantum deveniendum, cum alia remedia non suppetant.

» An et quomodo sit probanda lex deferendi vestem talarem in casu etc.

» S. Congregatio Concilii rescripit: *Affirmative juxta tamen votum Emi Relatoris*. Die 22 novembris 1828. (*Thesaur.* tom. 88, p. 266.)

451. Il n'est pas permis de désigner des confesseurs spéciaux pour les ecclésiastiques. Voici une lettre adressée par la S. Congrégation à l'évêque d'Alexandrie, en Piémont: « La S. Congrégation n'a pas voulu ordonner expressément à V. S. de laisser confesser les chanoines et les autres prêtres à tout prêtre régulier ou séculier approuvé de V. S. pour entendre les confessions; mais, étant d'avis que ce n'est pas un point sur lequel on doive mettre des restrictions, les Emes Cardinaux ont voulu que je représente à V. S. que c'est un bien qu'elle tâche de les contenter et d'agir aussi largement que possible; car il ne faut pas rendre la confession difficile par de nouvelles lois; la fragilité humaine fait qu'on ne veut pas recourir à certains hommes à cause de divers soupçons et de considérations qui font qu'on n'est pas toujours libre avec tous les confesseurs. La prudence et la charité de V. S. sauront donc régler cette affaire avec circonspection, de manière que les autres ne puissent pas pénétrer la mesure qu'on devra prendre. Rome, 15 octobre 1610. »

Second supplément.

452. Persuadé que S. Charles Borromée obtint jadis un indult du Saint-Siège qui défendait aux ecclésiastiques de Milan d'entrer dans les congrégations religieuses si ce n'est trois ans après leur sortie du séminaire, un évêque français demanda le même indult à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, en 1860. On lui répondit que le fait concernant S. Charles Borromée n'était pas exact; car l'indult ne fut donné que par rapport aux Jésuites, qui dirigeaient à cette époque le séminaire de Milan; c'est ainsi que les élèves du collége germanique de Rome, lequel est confié à la Compagnie de Jésus, promettent en entrant de pas s'aggréger à cette société pendant les trois ans qui suivront leur sortie du collége; cette promesse spéciale n'a aucun rapport avec la prohibition d'entrer dans les congrégations religieuses en général. Les élèves de la Propagande font serment de ne jamais entrer dans un institut religieux quelconque, pendant toute leur vie qu'avec la permission du Pape; c'est là une disposition qui est spéciale pour eux. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrivit aussi au prélat dont nous venons de parler de consulter la constitution de Benoît XIV, *Ex quo dilectus*.

Dans cette constitution, qui est fondamentale sur l'article en question, Benoît XIV montre que, d'après la discipline traditionnelle, les ecclésiastiques séculiers n'ont pas besoin de la permission de leur évêque afin d'entrer dans les congrégations religieuses. Les décrets de 1848 n'ont pas changé cette discipline; les supérieurs réguliers doivent, il est vrai, demander les testimoniales de l'Ordinaire pour les sujets qui se présentent au noviciat; mais ces renseignements, sans lesquels on ne doit pas procéder à la prise d'habit, (sauf le recours au Saint-Siége si l'Ordinaire ne répond pas), ces renseignements, disons-nous, sont une chose bien diverse du consentement de l'Ordinaire; la liberté des ecclésiastiques séculiers subsiste toute entière sous ce rapport.

Ajoutons toutefois que le décret de 1848, en prescrivant les testimoniales de l'Ordinaire, remplit en partie les vœux du cardinal Quirini, évêque de Brescia, à qui Benoît XIV adressa sa lettre.

Les saints canons qui défendent aux clercs de quitter leur diocèse sans la permission de l'évêque, font constamment une exception en faveur de ceux qui embrassent l'état religieux: c'est ce qu'on remarque dans le 4e concile de Tolède et dans un grand nombre d'autres textes de droit recueillis par Gratien. On peut consulter S. Thomas, S. Antonin, et communément les théologiens qui s'accordent à dire que les ecclésiastiques séculiers peuvent librement embrasser l'état religieux sans avoir besoin de la permission de qui que ce soit. On trouvera les canons et les auteurs dans la constitution de Benoît XIV que nous donnons plus loin.

Benoît XIV confirma expressément cette discipline, telle que la tradition la constitue, et il ne manque pas de mentionner les cas exceptionnels qui permettent de rappeler le clerc qui voudrait entrer dans un couvent.

Il importe de faire observer que les saints canons prescrivent d'attendre la profession pour conférer le canonicat ou la cure de l'ecclésiastique qui se fait religieux; cela doit s'entendre de la profession des vœux solennels, et il ne nous semble pas qu'on puisse l'appliquer à la profession des vœux simples qui doivent précéder aujourd'hui la profession solennelle.

Nous croyons utile de publier la constitution de Benoît XIV, les occasions de la consulter se rencontrent fréquemment aujourd'hui, car le Saint-Siége ne fait pas difficulté de l'étendre par indult aux instituts modernes de vœux simples.

« De libero ingressu clericorum saecularium in ordines regulares. — Dilecto filio nostro Angelo Mariae tit. S. Praxedis S. Romanae Ecclesiae presbytero cardinalis Quirino nuncupato ejusdem S. R. E. Bibliothecario. — Benedictus Papa XIV. Dilecte filii noster, salutem et apostolicam benedictionem.

» Ex quo dilectus filius Leander Chizzola archidiaconus ecclesiae tuae cathedralis Brixiensis, ex improviso isthinc digressus, Bononiam se contulit ibique habitum suscepit clerici regularis societatis Jesu; statim a te, dilecte fili noster, datae fuerunt ad nos litterae quibus querebaris, eum tanti momenti consilium, te inconsulto, cepisse, teque penitus inscio, ad exitum deduxisse; non sine magno detrimento pauperum istius civitatis atque diœcesis, quibus largiter subvenire multorumque piorum operum, quibus se jugiter exercere consueverat, suorum quoque nepotum in minori aetate constitutorum, quorum curae atque educationi praesse debebat; ac sine spe quidquam utiliter peragendi in ipsa societate Jesu, cui jam prope septuagenarius nomen dederat. Haec eadem, quum ipse proximo autumno in Urbem advenisses nobis coram inculcare non omisisti; deque iisdem nuper in epistola nobis directa, ac typis vulgata, iterum expostulasti; petens praeterea, nosque excitans ut auctoritatis nostrae ope, certaque lege proposita, hujusmodi licentiam reprimamus, qua saeculares clerici atque presbyteri ad regularium claustra, quum libet, se conferentes, a regularibus superioribus illico recipiuntur; quod sane non aliter fieri debere autumas, quam communicatis consiliis cum episcopis ipsorum clericorum seu presbyterorum ordinariis; siquidem ipsi episcopi nunquam regularibus viris ordines conferunt, sine praelatorum regularium consensu, in eorum litteris dimissorialibus declarato.

» Duae sunt res in hoc universo negocio expendendae: peculiare scilicet factum Leandri archidiaconi, et generale constitutum, quod a nobis fieri et publicari velles. Ad primum quod attinet, aptiorem querelis tuis responsionem comparare non possumus, quam si eadem ipsa tibi rescribamus, quae olim sanctus Gregorius magnus praedecessor noster Desiderio episcopo Viennensi in Gallia in simili prorsus casu rescripsit. Quum enim Pancratius quidam ecclesiae Viennensis diaconus monasticam vitam amplexus esset, et in eodem diaconi gradu in monasterio degeret; episcopus autem Pancratium diligens magnique faciens, ipsum e monasterio abducere, et ad ecclesiae servitia retrahere vellet; Sanctus Gregorius, cujus opem Pancratius imploraverat, scripsit ad Desiderium, ut ipsum potius hortaretur ne a monasterio discederet, neve se iterum

saeculi procellis committeret. Habes Gregorii epistolam tom. II ipsius operum anno 1705 a monachis sancti Mauri accurate editorum, epistola 35, lib. 12, indict. V, ubi ita scribit: « Hortamur igitur, ut tam promptae devotioni ejus, quam in » sancto studet habere proposito, minime vestra sit impedi- » mento fraternitas: magis autem, quibus valetis adhortatio- » nibus, pastorali admonitione succendite, ut fervor desiderii » in eo non tepescat, ut qui a turbulento curarum saecularium » tumultu se segregans, quietis desiderio, portum monasterii » appetiit, rursum in ecclesiasticarum curarum non debeat per- » turbationibus implicari, sed in Dei laudibus permittatur se- » cure ab his omnibus, ut postulat, remanere. »

» Quod quidem Gregorius rescribere non dubitavit, quamvis Pancratius, in clericatus officio ecclesiae Viennensi, ut ipse ait, mancipatus existeret, ipsius nempe servitiis reipsa addictus; quamvis etiam eo tempore hujusmodi disciplina vigeret, de qua late Thomassinus agit, *de beneficiis part. II lib.* 1, *cap.* 3 *et* 4, ut clericus episcopo ordinanti per omnia subesset, ejusque ecclesiae ministerio, cui in ordinatione adscriptus fuisset, perpetuo jure devinctus haberetur. Quamvis denique idem sanctus Gregorius optime nosset, nemini licere ab hujusmodi ministerio ecclesiae, cui semel addictus fuisset, discedere, sine permissu episcopi, a quo quis ordinatus, ejusque ecclesiae servitiis in ordinatione fuerat adscriptus: unde in alia epistola, quae est XVII, *lib.* 5, *indict.* 13, quum ageret de electione Joannis archidiaconi Catanensis ad episcopalem cathedram Syracusanam, inter alia, requirebat ut Leonis episcopi Catanensis consensus accederet: « Quod si factum fuerit: » etiam frater et cœpiscopus noster Leo ei cessionem facere » debebit, ut liber ad ordinandum possit inveniri: – ad quae verba editores ita observant in Notis: – Tam erant Clerici » suae ecclesiae addicti, ut ne eos quidem in episcopos alte- » rius ecclesiae fas esset eligere, nisi missione obtenta, sive, » ut vocant, cessione. »

» Non itaque dubitamus, quin tu cum archidiacono tuo eadem plane ratione agendum tibi esse ducas, qua episcopum Viennensem cum diacono suo Pancratio agere, sanctus Gregorius optavit; tum quia animi tui perspecta magnitudo hoc nobis suadet; tum quia in ea epistola, quam publici juris fecisti, postquam praedicti archidiaconi in saecularis presbyteri statu eximiam operam disertissime, ut soles omnia, demonstrasti, circa finem deinde addis: *Te habere causas cur ultro sinas eumdem in castris ad quae discessit, militare.*

» Unum tamen, quod tibi praesenti antea diximus, nunc etiam scripto iterandum censemus; non scilicet debitae erga te observantiae defectui tribuendum esse, quod praedictus archidiaconus tuus, ante discessum, opportunam abs te veniam minime requisierit; sed potius metui reverentiali, quem vocant, ac desiderio propositi sui reipsa exequendi, justoque timori ne forte ab ejus implemento revocaretur. Qua ratione bo. me: Ardicinus cardinalis de Porta in quadam epistola ad praedecessorem nostrum Innocentium papam VIII conscripta, suum factum excusat, quod scilicet ad eremiticam vitam inter Camaldulenses profitendam conferre se volens, cardinalatus habitum exutus, clanculo ex Urbe se subduxerit. Quum enim, pontificis venia opportune obtenta minime necessarium sibi putaret assensum Collegii S. R. E. Cardinalium; concilium vero suum, ne interverti posset, necessario occultandum esse cognovisset; delato deinde ad ipsum murmure eorum, qui ipsius factum reprehendebant, ita scripsit ad pontificem in praecitata epistola: « Quod autem dimisso cardinatus habitu, » dissimulata veste, me itineri commiserim, non opinor pro- » pterea me notam ullam apud graves, et prudentes viros » contrahere potuisse. Nam cum vellem, quod hactenus fece- » ram, secretissimum esse, idque fratri mihi fidissimo occul- » tassem, existimavi satius etiam in dissimulato habitu inter » ignotos, quam cum vero habitu incedere, et propterea a » pœna et a culpa, et ab omni alia nota me immunem esse » existimo. » Haec epistola refertur in ejus vita edita ab Atticis in libro cui titulus: *Flores historiae sacri collegii S. R. E. cardinalium.*

» Atque haec de prima quaestionis parte. Quod vero ad alteram attinet, ad generalem scilicet legem, quam pro similibus casibus a nobis constitui postulas; hoc tibi respondere posse arbitramur, satis huic rei in ecclesiasticis canonibus provisum esse. In concilio Toletano IV anno 633 sub sancto Isidoro celebrato, canone 50 ita legitur: « Clerici, qui mo- » nachorum propositum appetunt, quia meliorem vitam sequi » cupiunt, liberos eis ab episcopo in monasteriis largiri oportet » ingressus, nec interdici propositum eorum, qui ad contem- » plationis desiderium transire nituntur » Textus habetur in collectione conciliorum Hispaniae Cardinalis de Aguirre tom. II, pag 487, et refertur etiam in decreto Gratiani can. *Clerici*, 19, quaest. 1. Quinimmo in eadem causa, 19 quaest. 2, can. *alienum*, postquam regula posita est, quod clericus absque permissu episcopi ab ecclesia sua discedere et alterius servitio se adjungere nequit, hujusmodi exceptio subnectitur: « Sed » subaudiendum est, nisi ad propositum melioris vitae transire » voluerit: tunc enim liberum est illi, etiam episcopo con- » tradicente, monasterium ingredi. » Concordat canon sequenti loco relatus qui incipit *duae sunt*, in quo distinctio fit inter legem publicam, et privatam et posito, quod publica quidem lex vetat clericum ab una ad aliam ecclesiam transire sine assensu proprii episcopi; privata vero lex, quae instinctu Sancti Spiritus in corde scribitur, et dignior est lege publica, nequaquam id prohibet; ex hujusmodi principio arguitur, licere clerico beneficiato, etiam contradicente episcopo, beneficium relinquere, et in monasterium se se recipere: « Si quis horum » in ecclesia sua sub episcopo populum retinet, et saecula- » riter vivit, si, afflatus Spiritu Sancto, in aliquo monasterio » vel regulari canonia salvare se voluerit, quia lege privata » ducitur, nulla ratio exigit, ut lege publica obstringatur; di- » gnior est enim lex privata, quam publica etc. Quisquis igitur » hoc spiritu ducitur, etiam episcopo suo contradicente eat » liber nostra auctoritate.

S. Thomas 2, 2, quaest. 189, art. 7, quaestionem proponit: *Utrum presbyteri curati possint licite religionem ingredi*, eamque affirmative resolvit, ea ratione ductus, quod nulla lege obligantur toto vitae tempore curam animarum sustinere. Articulum vero ita concludit, facta de archidiaconis expressa mentione: « Unde manifestum est, quod archidiaconis et pres- » byteris curatis licet ad religionem transire, et infra: dicendum » quod presbyteri curati et archidiaconi obligaverunt se ad » curam agendam subditorum quamdiu retinent archidiacona- » rum, vel parochiam; non autem obligaverunt se ad hoc, » quod perpetuo archidiaconatum, vel parochiam retineant » Haec S. Thomae sententia confirmatur a S. Antonino in sua summa, p 3, tit. 16, cap. 2, §. 2 in editione veronensi pag. 881, ubi praeterea addit, episcopi dissensum minime obstare: » Archidiaconis, presbyteris, curatis, licet ad religionem tran- » sire, etiam episcopo contradicente. » Quae verba similiter leguntur apud Sylvium 2, 2, quaest. 189, art. 7, in postrema ejus editione Antuerpiae facta tom. III, pag. 945.

Et quoniam alicui in mentem venire poterat, hujusmodi libertatem transeundi ad claustra, quae saecularibus presbyteris a canonibus conceditur, locum habere dumtaxat pro claustris monachorum, de quibus ipsi canones expresse loquuntur; idem Sylvius, loco citato, affirmat, eam facultatem aeque competere, sive de instituto agatur contemplativae sive vitae activae opera exerceantur: « Possunt Religionem etiam illam ingredi, quae » in vita mere contemplativa, aut potissimum in corporalibus » vitae activae officiis sit occupata; quoniam plus excedit status » religionis cujuscumque statum seu potius officium archi- » diaconi vel plebani, quam status altissimae religionis, statum

» cujuscumque infimae, » propter solemnia nimirum vota castitatis, paupertatis, et obedientiae quae in unaquaque religione emittuntur.

» At incidunt saepe tempora, quibus opportunum non est, clericum saecularem suum locum deserere, et in religiosis claustris se abdere; qua de re nisi consultatio intercedat inter episcopum et superiorem regularem, impossibile erit quid expediat agnoscere. Durum autem omnino est, virum Ecclesiasticum, qui, in suscipiendo presbyterii ordine, conceptis verbis, episcopo suo reverentiam et obedientiam spopondit, quoties ipsi libuerit, episcopo inconsulto atque inscio, ad regularia claustra discedere, ac regularis instituti servitio perpetuo se mancipare. Super quibus omnibus inter se junctis, certam aliquam regulam tradi, et generalem legem a nobis promulgari opus esse contendis.

» Equidem fatemur non omni tempore omnibus opportunum esse regularem vitam amplecti. Meminimus epistolae S. Augustini ad Bonifacium comitem, quae in editione monachorum Sancti Mauri impressa est num. 220, tom. 11, pag. 212, et cujus etiam pars refertur in can. *Novimus*, 17, quaest. 2, ubi nimirum sanctus Doctor testatur, se, una cum Alypio, ipsum Bonifacium a monasticae vitae proposito dissuasisse, ob praeclaram, quam, in saeculo manens, Ecclesiae et Reipublicae navabat operam, dum Africam a Barbarorum incursionibus tuebatur: « Ut autem non faceres, quid te revocavit, nisi » quia considerasti, ostendentibus nobis quantum prodesset » Christi Ecclesiis quod agebas, si ea sola intentione ageres » ut defensae ab infestationibus barbarorum, quietam et tran» quillam vitam agerent? » Vidimus etiam apud S. Thomam 2, 2, quaest. 101, art. 4, et quaest. 189, art. 6, quaestionem hanc solidis rationibus examinari, utrum posset filius religionem ingredi, et parentes in saeculo relinquere, si ab ipso deserti, inopia sint laboraturi. Ulterius inquirunt moralistae, an idem dicendum sit de avo; et an id, quod de ascendentibus statuitur, locum habeat, etiam quoad filios, fratres, et nepotes, etc. quatenus illius ope, qui religionem vult ingredi, praedicti omnes indigere debeant.

» De reverentia quoque et obedientia, quam non modo sacerdos, sed quilibet etiam clericus proprio episcopo praestare debet, justam profecto opinionem fovemus. De hujusmodi obedientia agitur *in cap, cum clerici, de verb. signif.* ubi Innocentius papa III, exponens formam juramenti, quod a clericis ecclesiae Placentinae praestabatur in haec verba conceptum: *Ego talis ab hac hora in antea fidelis ero, et obediens Placentinae Ecclesiae et Domino meo episcopo Placentino*, docet, per ecclesiae Placentinae vocabulum intelligi capitulum ecclesiae cathedralis, eum vero, qui praestat hujusmodi juramentum, episcopo tamquam capiti principaliter obligari. Neque porro nos pro nuda inanique formula habendam esse putamus solemnem illam obedientiae, et reverentiae sponsionem, quam presbyter facit in manibus episcopi ordinantis, juxta vetustissimum ecclesiae morem, ante mille annos indubitanter servatum, ut ex antiquis ritualibus colligitur, quae expendit Catalanus ad pontificale romanum tom. 1, pag. 149, in notis ad §. 29. Quin immo libenter agnoscimus, presbyterum, hujusmodi permissionis vigore, ea lege, inter alias, adstrictum teneri, ut a servitio ecclesiae, cui in ordinatione addictus fuerit, discedere nequeat, sine licentia episcopi; id quod optimis rationibus demonstrat Hallier, de sacr. elect. et ordin. p. 1. sect. 6, § 12 editionis romanae, ubi docte graviterque refellit auctorem cujusdam libelli Gallico sermone editi, qui hujusmodi reverentiam, et obedientiam episcopo in ordinatione promissam angustis nimium limitibus coercere tentaverat.

» Verumtamen, his omnibus non obstantibus, iterum dicimus, novam generalem legem hac de re minime necessariam nobis videri, vel quia in ecclesiasticis sanctionibus, quodcumque necessarium est, satis constitutum habemus, vel quia, si quid adhuc ordinandum superest, id pro generalis constitutionis subjecto haberi non potest. Tria siquidem sunt, quae in hujusmodi casibus considerari possunt; primum videlicet, an presbyter ab ecclesiae servitio ad regularia claustra transiturus, permissionem ab episcopo petere debeat: secundum, quid ipsi faciendum sit, si episcopus dissentiat: tertium, quid statuendum sit de parochia, seu canonicatu, aut archidiaconatu, quem presbyter obtinebat. Verum haec omnia jam sacri canones considerarunt, atque opportunas pro singulis capitibus regulas praescripserunt.

» Quod enim pertinet ad episcopi permissum, nemo dubitat, quin presbyter, ecclesiae regimen, aut ministerium dimissurus, ante omnia debeat episcopo consilium suum, ejusque capiendi rationes, quantum earum natura fert, aperire. In quo non tam officio et honestati, quam naturalis legis praecepto satisfaciet. Quum enim presbyteri, in animarum cura, aliisque gravibus muneribus ad pastorale regimen spectantibus, episcopi ministri sint; ita cum eo se gerere debent, ut is animarum quas ipsi regebant, et negociorum, quae administrabant, necessitatibus opportune consulere valeat. De quo recte loquitur Passerinus, licet ordinis regularis scriptor, *De statibus hominis* Tom. III, quaest. 189, art. 7, n. 8: « Minister, qui habet custodiam rerum et bonorum Domini » sui, quae absente custode perire possunt, non ex pura de» centia, sed ex debito officii sui, tenetur bona sibi commissa » Domino reddere, et illum monere, ut de alio custode pro» videat; et si hoc non faciat, puniri potest. Cum ergo pa» rochus sit episcopi minister in cura animarum, si deserat » animas sibi commissas, inconsulto episcopo, non minus » peccat, quam si minister pastoris, ovium Domino ac pastore » non admonito, gregem errantem sine custode dimitteret » cum his, quae sequuntur.

» Haec autem permissio vel ab episcopo conceditur, vel negatur. Si concedatur jam controversiae locus non erit. Sin vero denegetur, hujusmodi dissensus, ex auctoritatibus superius citatis, presbyterum non adstringet, quominus religionem ingredi valeat. Neque id mirum videri debet. Si enim presbyter episcopo reverentiam et obedientiam in sua ordinatione promisit, multo solemnius regulares eam promiserunt proprio superiori in religiosa votorum professione. Et tamen quoties regularis in Ordine laxiori professus ad strictiorem transire cupit, tenetur quidem a superiore laxioris licentiam petere: verumtamen ea sibi denegata, nihilominus ad strictiorem libere transire potest, ut expresse statuitur *in Cap. Licet, de regul.* ubi sic legitur: « Talis ergo postquam a praelato suo tran» seundi licentiam postulaverit, ex lege privata, quae pu» blicae legi praejudicat, absolutus, libere potest sanctioris » vitae propositum adimplere, non obstante proterva indiscreti » contradictione praelati; quia privilegium meretur amittere, » qui concessa abutitur potestate.

» Denique de beneficiorum vacatione, in jure statutum habemus, eam non induci per solum ingressum in religionem, sed per professionem regularem dumtaxat; quemadmodum videre est *in Cap. benef. de regul. in* 6. Et quidem pro eo tempore, quod inter ingressum in ordinem regularem et professionem solemnem intercedit, debet episcopus quoad beneficia curata, id ipsum agere, quod alias praestare consuevit, quum parochus aliquo impedimento detinetur, ne animarum curam exercere valeat; quoad beneficia vero choralia, relictis tyroni religioso, qui choro interesse nequit, ipsius beneficii fructibus, de distributionibus ita statuet, ut jura praescribunt; juxta opinionem in praxi receptam, de qua agit *Suarez de religione Tom. III, lib.* 5, cap. 16, num. 12. Quin immo si quis forte religionem ingressurus, beneficium suum dimitteret (quo casu potest episcopus per constitutionem 58 S. Pii V, hujusmodi renunciationem admittere); vel etiam si tempore novitiatus hujusmodi dimissionem expleret, servatis omnibus, quae ex praescripto

Sacri Tridentini Concilii, Cap. 16 sess. 25, *de regularibus* tam in bonorum temporalium, quam in beneficiorum ecclesiasticorum renunciationibus servari debent; nihilominus omnia in suspenso remanere deberent, neque posset episcopus ad beneficii sic dimissi collationem devenire, nisi post factam a dimittente solemnem professionem, uti late ostendit doctus et in hoc toto rerum genere expertissimus scriptor, bon. mem. Joannes Baptista Riganti, in sua *Commentario ad regulas Cancellariae*, Tom. III, Reg. 46, a num. 11 ad finem. Qua in re olim dubitatum est, an vota simplicia, quae a clericis regularibus Societatis Jesu post biennium probationis emittuntur, hujusmodi beneficiorum vacationem inducerent; negativa sententia communiter recepta fuit, ut observat laudatus Riganti, loc. cit. num. 30 et seq. et monet Pitonius, Discept. 126, num. 11 et sequ. Quamvis in Congregatione quinta generali ipsius Societatis canone 19 statutum fuerit, ut qui societati nomen dederit, expleto biennio, antequam beneficia dimittere debeat; quo casu hujusmodi beneficia, si minus propter professionem, at propter renunciationem, vacare intelliguntur; ut notant Sanchez ad praecepta Decalogi lib. 8, cap. 4, num. 7. Pellizzarius in manuali tom. 1; tract. 3. cap. 4, num. 52, cum aliis, quos citant praefati Rigant. loco cit. num. 32, et Piton. num. 12.

» At enim dices, praemissa omnia recte procedere; verum per ea non tolli propositam difficultatem, de peculiaribus circumstantiis aliquando occurrentibus, ob quas permitti nequit presbytero saeculari ad regularem vitam transire, et quidem necessariam esse earum cognitionem, et examen institui, id quod obtineri nequit, nisi, lata constitutione, praescribatur aliqua consultationis species inter episcopum, et superiorem regularem, ut unicuique sua ratio constet, ipseque superior regularis ab episcopo edoceri valeat de idoneitate illius, qui religioni nomen suum offert, ne forte eidem inutilis inveniatur, qualem profecto ob ingravescentem illius aetatem, repertum iri suspicaris archidiaconum Chizzola, qui inter clericos Societatis Jesu, te inconsulto, admissus fuit.

» Porro nec interdicta fuit unquam hujusmodi consultatio inter episcopum et superiorem regularem, neque nos eam vetare intendimus, quin potius illius utilitatem, atque opportunitatem agnoscimus. Ut autem specialis legis mandato tamquam necessaria, praecipiatur, in eo non modica est difficultas. Neque enim in jure cautum reperitur, ut duorum ordinum, laxioris, atque strictioris, superiores inter se convenire debeant, quoties aliquis in illo professus, ad hunc transire velit; sed solum, ubi inter praefatos superiores oriatur controversia, an hujusmodi transitus ex laudabili causa, vel potius ex animi levitate et inconstantia suscipiatur, ecclesiasticae leges superioris majoris judicium requiri voluerunt: « Si vero probabiliter dubitetur, utrum quis velit ad Ordinem arctiorem » aut laxiorem, ex charitate, an ex temeritate transire, superioris est judicium requirendum. » Ita legitur in citat. cap. *Licet, de regularibus*. Quod si hujusmodi controversia pendente, religiosus in altero illo ordine recipiatur, atque etiam in eo professionem emittat, tunc ex ipsius controversiae exitu decernendum erit, an ipse ad priorem reverti, an vero in posteriori remanere debeat, ut recte monet Abbas Panormitanus in citat. cap. *Licet*, num. 15 *de regul.* Hodierna vero praxis est, per quam omnes hujus generis controversiae, et morarum prolixitates devitantur, ut religiosis viris, qui a laxiori ad strictiorem ordinem transire cupiunt, postquam voluntatis suae causas coram competentibus Apostolicae Sedis Tribunalibus exposuerint, atque probaverint, haud aegre a Romano Pontifice indulgeantur opportunae facultates, in quibus derogatio super consensu superioris ordinis laxioris includitur.

» Quod vero jus, certis in casibus certisque de causis, competit superiori ordinis laxioris, ut suum subditum regularem ad strictiorem ordinem digressum, etiam post solemnem professionem in eo emissam, repetere et revocare valeat; idem similiter, certis in casibus justisque exigentibus causis, episcopo competit, ut suum clericum saecularem ordini regulari adscriptum repetere possit. Hoc tradit clarissimus canonum doctor Innocentius IV ad saepecitatum cap. *Licet, de regul.*, cujus haec sunt verba: « Clericus potest transire ad religionem, » non petita licentia, etiamsi contradicatur; crederemus tamen, » quod posset eum repetere, si ex transitu suo prima ecclesia » gravem sustineret jacturam. » Concordat Abbas in idem » cap. 14 ubi sic ait: Ulterius quaeritur, quid in saeculari » clerico? Numquid potest intrare in religionem, non petita » licentia ab episcopo? Innocentius tenet quod sic; sed si ec- » clesia graviter laederetur, esset revocandus. » Satis itaque provisum est etiam episcopo, qui factum clerici sui, ad regularia claustra, se invito, digressi, impugnare velit. Unde nec ulla nova constitutione opus est, ut episcopalia jura hac in parte asserantur; neque porro, ut peculiares indicentur casus, quibus hujusmodi juris exercitio locus esse possit; quum satis sit regulam generalem tradidisse, quam judex sequatur, quamque ad peculiares causas, pro sua prudentia, justoque arbitrio, valeat applicare.

» Hujus tamen juris, quo episcopus clericum saecularem sibi subjectum, qui regulari instituto sine ipsius assensu nomen dedit, repetere et ad ecclesiae servitium revocare potest, hujus inquam juris prosequutio in casibus particularibus non admodum facilis esse videtur. Ponamus enim episcopo rem esse cum clerico beneficiato, cum canonico, cum archidiacono; vel (quoniam de simplici beneficiato, aut canonico, minus fortasse laborabit) de archidiacono videamus. Hujus dignitatis, sive officii, veteribus quidem temporibus gravissimi, nunc munus omne eo redactum est, ut episcopo ordinationes generales celebranti, quum ipsi commodum fuerit, assistat, promovendos ad ipsam ordinationem evocaturus. Si vero agatur de parochis, aliisve animarum curam gerentibus, nemo quidem negabit, ipsorum munus magni in ecclesia momenti esse, sed quum simul negari nequeat praelationis munus, seu statum, (ut inquit Suarez, de religione, tom. III, lib. 1. cap. 21, ubi de animarum cura loquitur) *minus securum esse, religionis vero esse statum majoris securitatis in ordine ad spiritualem salutem:* unusquisque parochus religiosae vitae cupidus, hac una exceptione in judicio se tuebitur adversus episcopum, qui ipsum ad animarum curam revocare contendat. Sanctus Gregorius Magnus, quum olim scriberet adversus legem ab imperatore Mauritio editam, qua interdictum erat militibus monasticam vitam amplecti, hanc, inter alias rationem afferebat: *Multi sunt qui possunt religiosam vitam etiam cum saeculari habitu ducere, et plerique sunt, qui nisi omnia reliquerint salvari apud Deum nullatenus possunt:* ut videre est in ipsius epistola 65, lib. 3, indict. VI, tom. 2 praefatae editionis Parisinae. Nunc ergo quilibet beneficiatus, canonicus, archidiaconus, parochus, qui officium, aut ministerium suum cum religiosa vita commutaverit, se non inter multos, sed inter plerosque, a S. Gregorio indicatos, connumerandum esse affirmabit.

» Si autem ipsi objiciatur, quod in saeculari statu pauperibus largiter subvenire consueverat, respondebit, se non minus ex ipsis religionis claustris, si bonorum suorum possessionem ad religionem attulerit, opportunis obtentis facultatibus, pauperum indigentiis subventurum. Sane quum in praefata lege Mauritius imperator inhiberet, ne debitores publici aerarii in monasteriis reciperentur: Sanctus Gregorius eam partem legis impugnans (de qua tamen deinde suam opinionem mutavit, ut observant laudati editores, in *notis litera d.*) ita scribebat in citata epistola: « Quod vero in eadem lege dicitur, ut ei » in monasterium converti non liceat omnino miratus sum; » dum et rationes ejus possunt per monasterium fieri, et agi » potest ut ab eo loco, in quo suscipitur, ejus quoque debita » suscipiantur. »

» Quod si objiciatur gravis aetas presbyteri ad religionem transeuntis, facilis et obvia erit responsio, quod multi sunt in regularium familiis religiosi viri in senili aetate constituti, qui pro modo virium suarum, laudabilem operam religioni praestant; quorum numerum ipsum, de quo est quaestio, adjungi nil vetat. Ita pariter Sanctus Gregorius, contra propugnatores supradictae legis, qui dicebant, milites ad monasteria convolantes, bonos monachos non evadere, affirmabat: « Ego indi- » gnus famulus vester scio, quanti his diebus meis in monas- » terio milites conversi, miracula fecerunt, signa et virtutes » operati sunt. »

» Denique, huic epistolae jam nimis prolixae finem facturi, unum adhuc addimus; ex centum nimirum archidiaconis non facile duos inventum iri, qui archidiaconatum dimittere et religionem ingredi velint. Contra vero, in pari regularium numero, multos sane inveniri posse, qui regularem vitam pro archidiaconatu adipiscendo relinquerent. Quare, quum leges versari oporteat circa ea, quae frequenter accidunt, profecto non tam nova lege opus erit ad retinendos clericos, et presbyteros seculares, ne religiones ingrediantur; quam necesse esset aliquid excogitare, quo magis intra religiosa claustra continerentur ii, qui regularem vitam amplexi, et professi sunt; vix enim credibile est, quam multi a regularibus ordinibus migrare variis artibus quotidie moliantur. Neque solum de apostatis loquimur, quorum numerus in dies augetur; sed, si omnes, qui nullitatem professionis suae judicio experiri aggrediuntur, illam apud judices probarent; si omnes, qui dignitates extra religionem ambiunt, voti compotes fierent: si demum facilem apud nos aditum invenirent eorum instantiae, qui a claustris exire, et in habitu presbyteri saecularis, sub obedientia episcoporum, et cum obligatione servandi vota religiosa quatenus conciliari possunt cum statu clerici saecularis, in saeculo manere vellent; longe utique minor eorum foret numerus, qui religionem professi, ad mortem usque in illa perseverarent.

» Dum itaque, dilecte fili noster, consiliis tuis, quae tum privatis litteris, tum etiam typis impressis, non minus docte, quam eloquenter proposuisti, obsecundandum nobis esse non arbitramur; in eo tamen singularem existimationem quam de te merito fovemus, agnosces, quod tibi causas, atque rationes, quibus ab iis sequendis retrahimur, exponere non detrectavimus his litteris nostris; quibus etiam tibi, novum benevolentiae nostrae pignus, Apostolicam benedictionem impertimur.

» Datum Romae apud sanctam Mariam Majorem die 14 januarii 1747, Pontificatus nostri anno septimo. »

Troisième supplément.

453. Quoique nous ayons parlé longuement de l'irrégularité *defectu lenitatis*, il nous reste encore un grand nombre de décisions inédites. Nous allons en publier quelques-unes, et nous terminerons par là cette partie de notre dissertation.

454. Le Saint-Siége, avons-nous dit, accorde rarement la réhabilitation aux galériens; encore faut-il, selon le décret d'Urbain VIII, qu'ils n'aient pas rempli les fonctions ordinaires des condamnés. En voici un exemple concernant un prêtre de Périgueux, qui avait commis un homicide accidentel par un mouvement de colère, et avait fait ensuite dix ans d'expiation et de pénitence. Néanmoins, la S. Congrégation du Concile ne l'autorisa pas à célébrer la messe dans le diocèse de Périgueux, où l'homicide fut commis.

« Petrocoren. Joannes de Meredieu exponit qualiter ipse anno 1668, tunc in aetate annorum 26, presbyter et canonicus collegiatae Petrocoren. epistolam cuidam ferens, a quodam Anneto Dalesme viro inquieto et seditioso et alias cum patre oratoris litigante, injuriis et violentis manibus, licet in habitu et tonsura clericalibus, exceptus, domum patris etiam absque pileo qui violentia Anneti ceciderat, fugit, et ira accensus, arreptis duobus sclopetis explosit, et statim fugit; sed Annetus licet vulneratus, erat enim mole corporis, et viribus potens, oratorem insequens, illum pugnis et pedibus caedebat, et orator vim vi repellens Annetum cum altero sclopeto quod explodere noluit repercutiens, se tandem liberavit ab Anneto, qui sanguinem per vulnus amittens decessit magno oratoris dolore. Unde orator a justitia saeculari arreptus, favore parentum dicti defuncti ad triremes ad vitam condemnatus et traductus in civitate Massilien. medio amicorum remansit, sicque minime rasus, nec remigum vestibus indutus fuit, nec unquam remigavit. Unde nunc juridice liberatus, supplicat pro absolutione a praemissis, cum rehabilitatione ad ordines et beneficia, ac commissione Emo Vicario, attento quod praesens existit, et Romam pro obtinenda hac gratia personaliter accessit.

» D. Episcopus circa praemissa ab hac S. Congregatione requisitus, respondet de facto (cujus memoria quasi exolevit) nihil dicendum habere. De remigatione vocem esse quod orator a solitis remigum poenis per totum tempus liber fuerit. De pace cum parte, comperiit omnia oratoris bona consignata parti pro expensis ei per sententiam judicis adjudicatis. Quoad mores nihil ob decennalem oratoris absentium, et tandem concludit, ut orator in vinculis semper remaneat, et absolutionis gratia careat, saltem pro dioecesi Petrocoricen.

» Ad hoc pars, nempe filius defuncti, constituit procuratorem, ad opponendum se petitae oratoris absolutioni in ipsius praejudicium quia orator ipsi irregulariter, et prout per dictam sententiam fertur, non satisfecit; condemnatio enim est in 15000 libris turonen. et expensis.

» Quae omnia petitam absolutionem impedire aut retardare posse ex infrascriptis minime videntur. Nam quoad facti seriem, nullus dubitandi locus est, cum ab episcopo qui aliunde oratori parum favorabilis est, nec ab ipsa parte contradicatur; ejus enim oppositio tantum circa interesse versatur.

» Circa remigationem ex legalizatis attestationibus commissarii generalis, eleemosynarii ac scribae triremium constat oratorem non fuisse abrasum, nec remigum vestibus indutum, nec ullum captivi actum seu servitium praestitisse, sed ipsum in civitate Massilien. semper commoratum fuisse, ibique in habitu decenti cum probis nobilibusque viris degisse et ita in civitate Petrocoren. sentiri ipsemet episcopus scribit.

» Ex parte civili nil prorsus obstare potest, cum sententia condemnationis suum habuerit effectum. Orator enim poenas et quidem gravissimas luit, et ipsa pars omnia ejus bona valoris circiter quindecim millium librarum turonensium habuit, prout ipsius episcopi testimonio apparet, qui si aliquando absolutus ad meliorem fortunam devenerit, ipsi parti satisfacere poterit, nec aequum videtur gratiam spiritualem a solo interesse retardari.

» Circa mores oratoris nihil fortius Eminentiarum VV. bonitatem excitare valet; ante delictum enim post humaniores litteras philosophiae et theologiae ita laudabiliter operam dedit, ut licentiati in jure canonico Almae facultatis Parisiensis Lauream assecutus fuerit, Canonicus insignis ecclesiae S. Frontonis civitatis Petrocoren. per 14 annos, et ad presbyteratum ab ipso moderno episcopo Petrocoren. sex tantum mensibus ante praemissa promotus fuerat, ipsique pontificalia exercenti in divinis piissime saepius deserviebat; super quibus recentem et authenticam capituli Petrocoren. attestationem affert. Post delictum vero datur attestatio subprioris et canonicorum regularium Abbatiae S. Victoris Massilien. oratoris mores, orationis et sacramentorum frequentiam commendans, ac denique vicarius generalis Massilien. litteris suis responsivis huic S. Congregationi testatur de sacramentorum frequentia, habitu, et corona decenti, ac studiis oratoris per totum decennium quo

Massiliae commoratus est. Romae etiam apud Missionarios in eorum seminario secessit.

» Unde Emi et Rmi DD. Orator qui post talem et ita longam poenitentiam delicti in ira post acceptam gravem injuriam commissi Romam pro imploranda absolutione a pluribus mensibus personaliter accessit, Em. VV. ad misericordiam et gratiam commovendas sperat.

» Sacra etc. *Pro dispensatione dummodo in dioecesi Petrocoren. non celebret.* Die 3 decembris 1678. »

455. La blessure donnée dans une rixe avec l'intention de tuer l'adversaire fait encourir l'irrégularité, quoique le coup mortel soit ensuite porté par un autre assistant. Voici une dispense accordée 35 ans après l'événement.

« Florentina Irregularitatis. — Orta rixa de anno 1657 » inter Joannem Antonium de Ambrogiis, et Michaelem de » Baldis, is evaginato gladio, illum terga vertentem inse- » quutus fuit, sed inani prorsus conatu. Regrediens autem » Michael praefatus obviam habuit Laurentium, qui in auxilium » dicti Joannis Antonii sui fratris accurrens cum ense quodam, » vulgo zagalia, eumdem Michaelem sauciavit in gula cum san- » guinis effusione. At illuc se conferens Antonius de Baldis, » et ut ipse Michaeli fratri opem ferret, in Laurentium ir- » ruit, et accepto levi vulnere dictum ensem ex illius manibus » eripuit, quo stricto Laurentium fugientem persecutus est » una cum Michaele, sed cum Laurentius in tuto se recepisset, » atque Michael, et Antonius fratres redirent unde disces- » serant, Joannes Antonius domum Cosmae de Ambrosiis » interea ingressus e fenestra venatorium sclopum explosit, » ex cujus ictu Michael lethaliter vulneratus intra modicum » tempus ab humanis decessit.

» Efformato desuper processu per magistratum octo virorum » nuncupatum, Joannes Antonius in pœnam relegationis ad » biennium, Laurentius vero illius frater et Antonius de Baldis » absoluti fuerunt.

» Effuxis ab inde citra 25 annis praedictus Laurentius prae- » viis solitis diligentiis, et nullo tunc impedimento detecto, » minores ordines recepit atque obtento in diœcesi Collen. » simplici beneficio, ad illius titulum promotus fuit ad omnes » ordines sacros.

» Posthaec habita suprascripti facti notitia episcopus Collen. » renuit impertiri Laurentio facultatem celebrandi missam sub » praetextu irregularitatis ab eo ex praedicta causa contractae, » licet plures theologi desuper consulti censuerint, illam non » contraxisse, ea ratione, quia licet Laurentius fuerit rixae » socius et Michaelem vulneraverit in gula, attamen istius » mors, ex qua irregularitas oritur, non ex dicto vulnere, » sed ex ictu sclopi per Joannem Antonium explosi, sequuta » fuerit.

» Laurentius itaque supplicat, ut auditis desuper archiepis- » copo Florentino, et episcopo Collen. quorum primus ne- » gativam, secundus affirmativam opinionem tuetur, Emi Pa- » tres decernere non graventur:

» 1. An ipse irregularitatem incurrerit? Et quatenus af- » firmative.

» 2. An cum eo sit dispensandum?

» Sacra etc. *Pro dispensatione ad cautelam.* Die 17 de- » cembris 1689. »

Le *votum* du cardinal Casanate, discutant savamment la question de droit, démontre que l'irrégularité est encourue en pareil cas.

» Affirmative ad 1. et affirmative ad 2. concordata parte.

» Constat enim quod Laurentius Michaelem vulneravit in gula cum sanguinis effusione, ac etiam cum animo interimendi, nec constat vulnus non fuisse lethale, immo etsi non lethale fuisset, adhuc stante animo interimendi, et morte sequuta ex alieno vulnere, Laurentius primus vulnerator irregularitatem incurrisset, ut ad terminos textus in c. *Significasti*, 18, *de homicidio* sub. vers. *Etsi percussor voluntatem non habuerit occidendi*, docet Abbas ibid. num. 1. vers. Idem si non apparet an lethaliter percusserit licet ab aliis ille fuerit extinctus. Idem si percussrit non lethaliter, si animum occidendi habuit, et ex aliorum vulneribus ille percussus expiravit. Sequitur Fagnan. in eodem c. *Significasti*, censuitque Rota d. 114, p. 2. rec.

456. Des indices qui subsistent après la sortie de prison produisent la diffamation et par conséquent l'irrégularite. L'ancienne procédure possédait, afin de purger les indices, certains moyens que nous n'avons plus; on en fera la remarque dans le cas suivant, qui fut traité par la S. Congrégation du Concile, comme tous ceux que nous rapportons ici.

« Asculana Irregularitatis. Sacerdos Franciscus Rosa cu- » ratus castri Trosini, inquisitus de duobus homicidiis simul » cum Sigismundo ejus fratre patratis in personam quondam » sacerdotis Timothei Petrojanni et Mariae Antoniae ejus fa- » mulae, undecim annorum spatio in carceribus detentus, » tandem tortura per integram horam ad sui innocentiam » substenta, partisque offensae exculpatione in ipso anno » commissi criminis reportata, cum exilio a loco delicti, a » carceribus dimissus fuit; at quia ob dictam imputationem » publice diffamatus extitit, ideo super irregularitate, hac de » causa contracta supplicat sibi dispensari ad ordines et be- » neficia.

» Episcopus ad quem orator recursum habuit pro licentia » celebrandi se a concessione abstinuit, ut non instructus de » meritis causae coram A. C. discussae. Quare habito pro- » cessu super istis criminibus ab eodem A. C. fabricato com- » pertum est, quod idem orator cum esset debitor praedicti » Timothei ex causa pensionis reservatae in beneficio per » eum possesso, et a d. Petrojanno renunciato cum regressu, » conventus fuit coram vicario Asculano pro solutione, qui » mandatum exec. et ad regressum respective relaxavit, a » quo idem Rosa appellavit ad A. C. ubi causa discussa pro- » curatores partium consulerunt pro concordia, sed ea frus- » trata die 28 aprilis 1678 crimina praedicta fuerunt patrata » per violentum ingressum factum in stabulo domus demortuo- » rum cum malleis, et scalpris, ut ex publica fama undecim » testium, quorum unus puer est undecim annorum, asserens » agnovisse praedictos occisores, quia dormiens cum famula » occisa sese clam abscondidit sub talamo; Nec non etiam quod » facta perquisitione domus dicti oratorio in ea fuerunt in- » venta mallea, et scalpra ad fracturae signa convenientia, » et quod praefatus orator in examine variavit dicendo prius » scire mortem praedictorum, ignorare tamen quomodo, et » postea praefatam mortem ejusque violentum modum ei in- » notescere, et alias damnatum fuisse ad triremes ob deten- » tionem factam in loco immuni de persona Francisci Antonii » Settecerri banniti, praedictumque Sigismundum oratoris » fratrem alias procurasse venenum Timotheo exhibere.

» Ab alio vero processu defensivo constat, quod aliqui ex » eisdem testibus sese retractarunt, et alii ex affinitate cum » occisis rejiciuntur, dictique Sigismundi complicitas excluditur » quia de tempore delicti praesens erat in Urbe pro concor- » danda dicta lite, et aliis domesticis negociis; quare his » omnibus perpensis juxta mandatum factum die 3 junii prox. » praet. quod causa poneretur in folio cum infrascriptis dubiis » dignentur EE. VV. benigniter respondere:

» 1. An orator diffamatus, diffamatione orta ex supra relatis » inditiis irregularitatem contraxerit; et quatenus affirmative.

» 2. An diffamationem et indicia per torturam in negativa » sufficienter purgaverit, et cum eo sit dispensandum.

» Sacra etc. Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Quod utramque par- » tem negative.* Die 8 julii 1690. »

LE VÉNÉRABLE ANGE DEL PAS.

—

SECONDE PARTIE. (1)

VERTUS DU VÉNÉRABLE.

Après avoir sommairement raconté la vie et la mort du serviteur de Dieu, il est convenable d'enregistrer ici les faits principaux, qui, se rapportant pour la plupart à des époques indéterminées, sont cependant très-propres à montrer dans tout leur jour l'excellence de ses vertus, les dons surnaturels dont il fut orné et sa réputation de sainteté pendant sa vie. Nous terminerons en tâchant d'établir sa gloire posthume et les miracles dont sa mort fut suivie.

I. Des vertus théologales, et en premier lieu de la Foi du Serviteur de Dieu.

D'après ce que nous avons dit précédemment des œuvres et de l'esprit du serviteur de Dieu, on peut juger de ce que dut être la Foi qui éclairait cet esprit et produisait ces œuvres. Aussi, le Vénérable Ange posséda-t-il à un degré éminent cette vertu, appelée par S. Denis *le fondement solide des croyants qu'elle place dans la Vérité.*

Le saint religieux consacrait tous les jours cinq heures à l'exercice de l'oraison, à divers intervalles. Nous ferions mieux de dire que toute sa vie fut une continuelle oraison; car son esprit était constamment occupé de Dieu et de la méditation des Saintes Ecritures. La foi qui le maintenait en union avec Dieu était si ardente, que des journées et des nuits entières étaient consacrées à ce saint exercice, soit dans l'église du couvent, soit dans sa cellule; et, dans ce dernier cas, il observait fidèlement le conseil de notre divin Sauveur, fermant la porte de sa chambre, après avoir recommandé qu'on ne le dérangeât que pour de sérieux et graves motifs. Du reste, il avait eu de bonne heure un grand attrait pour la solitude: dans son enfance, il lui était arrivé de consacrer une partie de la nuit à la prière et à la méditation des choses spirituelles. On n'a pas oublié sa piété précoce et toute angélique.

Tous les matins, avant de célébrer la sainte messe, le serviteur de Dieu consacrait une heure à la préparation, et tout autant à son action de grâces après avoir célébré. Sa messe ne durait pas moins d'une heure, de telle sorte qu'il consacrait tous les jours trois heures à cette grande action. Comme on lui observait un jour que sa messe était trop longue: « Ceux » qui trouvent ma messe longue, répondit le saint prêtre, ne » songent pas que Notre-Seigneur Jésus-Christ, durant toute » sa vie, ne célébra qu'une messe solennelle, et que ce sa- » crifice, accompli sur l'autel de la croix, se prolongea l'es- » pace de trois heures; si l'on considérait les grands mystères » que renferme la sainte messe, on la trouverait toujours trop » courte. »

Il ne commençait jamais la récitation du saint office sans la faire précéder d'une sérieuse préparation, à laquelle il attachait une très-haute importance, et sans laquelle, disait-il, cette action est trop souvent destituée de mérite et privée de tout fruit spirituel.

Tant qu'il vécut à Rome, il visitait chaque jour les églises stationales pour gagner les indulgences en y priant pour le souverain Pontife et pour les besoins de l'Eglise. Le Vénérable faisait très souvent, et toujours à jeûn, la visite des sept basiliques, dans chacune desquelles il ne demeurait pas moins de trois-quarts d'heure, priant pour la conversion des pécheurs et pour l'extension de la foi dans le monde.

La foi du serviteur de Dieu était si vive, que, pour accomplir les guérisons étonnantes dont il fut l'auteur, il n'employait souvent que le signe de la croix, comme on le verra plus loin.

Il est impossible de dire de quelle profonde piété le Vénérable était animé envers les mystères de la foi. Il aimait en particulier à méditer sur la passion de Notre-Seigneur. Aussi, aimait-il à visiter fréquemment la *Scala Santa*, et à verser sur chacun de ses degrés d'abondantes larmes de compassion et d'amour. — Il avait coutume de dire que l'heure de None (3 heures de l'après-midi) devait faire naître chez le Chrétien de profonds sentiments d'actions de grâces au Divin Rédempteur, pour le bienfait ineffable qu'il consomma à cette heure par sa cruelle Passion. Dans sa dernière maladie, le Vénérable ne cessait de méditer sur la passion de Jésus-Christ, les yeux constamment élevés vers le Ciel et les bras étendus en croix.

La dévotion du Serviteur de Dieu envers le Très-Saint Sacrement de l'autel doit surtout nous donner la mesure de toute l'ardeur de sa foi. Il n'entrait jamais dans une église, sans que l'autel où reposait le Saint Sacrement l'attirât comme un aimant mystérieux: c'était au pied de cet autel qu'il faisait, dans l'église du couvent, ses longues et brûlantes oraisons, autant que cela lui était possible sans qu'il eût à craindre de se singulariser; et lorsqu'il se trouvait dans les rues de Rome, il ne passait jamais devant une église sans y entrer et s'y prosterner devant le saint tabernacle. Il ne pouvait dissimuler qu'il voyait avec peine certains fidèles aller faire de longues prières devant l'autel de quelque saint, avant d'avoir adoré le divin Sauveur dans l'Eucharistie, ou après ne lui avoir fait qu'une courte adoration. Mais ce qui l'affligeait bien plus encore, c'était la grande tiédeur des Chrétiens et le peu de préparation qu'ils apportaient à la réception de l'adorable Eucharistie. C'est pour tâcher de remédier à cet abus en éclairant les âmes pieuses, que notre Vénérable composa un *Traité de la Préparation nécessaire pour recevoir Jésus-Christ sacramentellement.* Lorsque quelque personne se recommandait à lui pour obtenir une grâce, il donnait un grand espoir d'être exaucé, pourvu qu'on eût soin de s'approcher des sacrements de pénitence et d'Eucharistie, et lorsque, après la mort du serviteur de Dieu, le Souverain Pontife, en considération de ses héroïques vertus, eut permis de le représenter en image, le frère Boniface, son ancien compagnon, qui n'avait pu oublier l'ardente dévotion du religieux envers le Très-Saint Sacrement, proposa et obtint qu'il fût représenté en adoration devant la Sainte Hostie placée dans un ostensoir; de la bouche du serviteur de Dieu sortaient ces paroles qui étaient sa prière habituelle, en faveur de l'Église et de son prochain, toutes les fois qu'il se trouvait devant la Sainte Eucharistie: *Salvum fac populum tuum, Domine, et benedic haereditati tuae.*

Que dirons-nous de sa dévotion envers la Sainte Vierge? Son cœur s'en trouvait charmé et consolé; et il ne lui arrivait jamais de se trouver dans quelque nécessité, sans qu'il recourût de suite à cette bonne mère, disant que les grâces de la miséricorde de Dieu passent par Marie, avant de recevoir leur effet; aussi, cette filiale tendresse lui mérita-t-elle d'innombrables et bien précieuses faveurs de la Reine du Ciel, qui ne repoussa jamais ses demandes et lui apparut même plusieurs fois, comme on le verra plus tard.

Le Vénérable avait encore une particulière dévotion aux neuf chœurs des anges, se recommandant souvent à eux et spécialement à son ange gardien, afin d'être protégé contre tous ses ennemis, mais surtout contre ses ennemis invisibles. — On devine quelle devait être la grande dévotion du Vénérable envers Saint Francois d'Assise, dont il expliqua et commenta la règle, qu'il observait avec tant d'austérité. — Enfin, il avait une grande confiance en Saint Antoine de Padoue

(1) Voyez la livraison précédente, col. 1777.

et Sainte Marguerite. Nous verrons comment cette dernière voulut reconnaître et récompenser cette confiance.

II. Espérance du Serviteur de Dieu.

Ce qui vient d'être dit pour montrer l'excellence de la Foi du Vénérable Ange, peut servir à nous convaincre de la perfection de son espérance; car, selon la doctrine des Pères de l'Église et de Saint Bernard et particulier, *Quantum quisquis credit, tantum sperat.* Saint Paul, d'ailleurs, n'a-t-il pas défini la Foi: *Sperandarum substantia rerum?*

Aussi, qu'est-ce qui entretenait dans le serviteur de Dieu une si vive dévotion à la sainte Eucharistie, à la Passion du Sauveur et à la Sainte Vierge, sinon l'esperance des biens éternels? N'est-ce pas cette même confiance qui, lui faisant comprendre tout le néant des biens passagers et terrestres, l'avait porté à se dépouiller généreusement pour se vouer à une vie de pauvreté, d'humilité et de travaux incessants? Toutes les espérances que lui promettaient la fortune et la position de sa famille ne parurent rien à ses yeux, en comparaison des attraits que Dieu lui faisait entrevoir dans son service, et la fermeté de son expérance ne cessa de se montrer par la parfaite abnégation de sa volonté, par l'étonnante rigueur de ses mortifications, dont nous aurons occasion de parler; par un courage à toute épreuve et un entier abandon entre les mains de la Divine Providence, au milieu des circonstances les plus difficiles, dans lesquelles le découragement pouvait si facilement s'emparer de lui ; enfin, par la continuité de sa prière et par le calme intérieur qui ne l'abandonna jamais au sein des contradictions et des épreuves. — Parfois même, il espéra contre toute espérance, et aucune considération ds famille ne put réussir à lui faire quitter ses héroïques déterminations. Ainsi, an commencement de son entrée en religion, l'esprit de ténèbres avait cherché à troubler son âme, en lui suggérant qu'il était la cause du désespoir de son père, et qu'il devait quitter la religion s'il voulait adoucir ce cœur ulcéré et obtenir la rétractation des paroles de malédiction prononcées contre lui. Mais Dieu dissipa ce trouble et raffermit son espérance, en opérant dans l'esprit du baron un changement qui se manifesta par de tendres embrassements lors de la visite de ce dernier au couvent de Barcelone.

Nous n'en dirons pas davantage sur l'espérance du Vénérable Ange. Mais il fallait que cette vertu eût poussé dans son âme de bien profondes racines, lorsque, dans sa dernière maladie et déjà enveloppé des ombres de la mort, il faisait entendre ces cris de confiance calme et sereine: *Credo . . . spero . . . . paratus sum . . .* ; et cette autre parole, encore plus significative: *Ego scio quia tu semper mecum fuisti . . .* Pourrait-on désirer des témoignages plus solennels que ces sentiments exprimés après une telle vie et dans un pareil moment?

III. De la Charité du Vénérable Ange envers Dieu.

On comprend à quel point le Vénérable Ange dut être animé de l'amour de Dieu, la plus excellente de toutes les vertus, ou plutôt celle sans laquelle il ne saurait y avoir de vraie et solide vertu. Il est facile de voir que l'ardeur de sa foi avait son principe et son foyer dans l'amour. Comment, sans cela, pourrait-on expliquer ou comprendre ces brûlantes affections inspirées par la méditation de la Passion du Sauveur, ces oraisons continuelles et extatiques en présence de l'adorable sacrement de nos autels, cette tendre et filiale confiance en la Sainte Vierge? En vérité, tous ces sentiments ne pouvaient procéder que du sentiment de la bonté et de la générosité de Dieu, auquel devait correspondre l'amour le plus vaste que pût contenir le cœur.

Toute la vie du Vénérable ne fut qu'un long exercice d'amour de Dieu, puisque nous pouvons dire qu'elle ne fut qu'une oraison continuelle, et que, comme le dit S. Jean Chrysostôme, *l'indice d'un grand amour, c'est la prière* (In act. Apost. c. XII, homil. 26).

Dès sa jeunesse, le Vénérable s'était appliqué à acquérir cette haute vertu de l'amour de Dieu, et rien ne lui coûta pour cela. Durant son noviciat, il avait l'habitude de dire que, par l'humilité, le recueillement et la mortification, nous obtenons toutes les vertus, mais par-dessus tout l'amour de Dieu, qui en est à la fois la base et le couronnement, et qui nous fait jouir du souverain bien.

Toute sa vie ne fut que la mise en pratique de ces pieux enseignements, et cependant le sentiment de la faiblesse et de l'impuissance de notre nature firent craindre un moment à l'humble religieux, arrivé au terme de sa course, de n'avoir pas assez aimé Dieu. C'était deux jours avant sa mort. Le frère Boniface, son compagnon, qui ne le quittait pas, ayant remarqué que le malade avait fait entendre dans la journée des soupirs plus profonds et plus fréquents, lui fit cette question: « Père, pourquoi donc soupirez-vous si profondément? » — « Pour mon salut, » répondit le malade . . Alors, le frère Boniface, soupçonnant que le serviteur de Dieu était travaillé par quelque tentation de désespoir ou de défiance, entreprit de le rassurer: « Mon Père, lui dit-il, souvenez-vous que » Notre-Seigneur est descendu du Ciel sur la terre pour les » pécheurs, dont il ne veut pas la mort, mais le retour et » le salut, afin de les rendre dignes d'être un jour héritiers » et participants de la gloire éternelle. Que Votre Révérence » prenne donc courage; car, s'il est vrai que les passions et » les faiblesses de l'homme en cette vie le rendent indigne » de cette glorieuse récompense, il n'en est pas moins vrai » que Jésus-Christ ne laisse pas sans compensation un verre » d'eau froide donné en son nom et pour son amour. Songez » que, toujours soutenu par la grâce d'en-haut, vous avez » employé votre vie à la gloire de son nom avec une grande » pureté et prudence, persévérant toujours avec ardeur dans » le saint exercice de l'amour de Dieu et le service du pro- » chain, ainsi que dans le bon exemple et dans la soumis- » sion patiente à la volonté divine quand vous avez eu à » essuyer des traverses et des persécutions, dédaignant d'en » tirer vengeance ou justice de Dieu ni des hommes. Vous » avez gardé avec fidélité la règle et le testament de notre » séraphique Père saint François; or, ce Patriarche déclare » que celui qui gardera fidèlement ces choses, sera rempli au » ciel de la bénédiction du Père céleste et favorisé sur la terre » de la bénédiction de son très-cher fils Jésus-Christ . . . » Le Vénérable écoutait avec attention; puis, soupirant de nouveau, et les yeux mouillés de larmes, il répondit à son compagnon à peu près dans les termes suivants: « Hélas! Mon » cher frère, vous auriez bien raison si j'avais accompli les » obligations et bonnes œuvres dont vous avez parlé. Ce- » pendant, Dieu est si bon qu'il se donne volontiers à ceux » qui l'aiment de cœur et le servent, suppléant à l'insuffi- » sance des bonnes œuvres par les mérites de sa passion et » de sa mort, pour nous rendre ainsi dignes de ses dons et » de ses grâces. Aussi, je ne désespère point de mon salut et » ne perds pas courage; mais je ne puis me défendre d'une » certaine crainte, en considérant que les œuvres dont vous » avez parlé sont bien souvent remplies de taches et d'im- » perfections, car, pour ne prendre que le premier comman- » dement: *Tu aimeras Dieu de tout ton cœur, de toute ton* » *âme et de toutes tes forces,* combien y en a-t-il qui en- » tendent bien ce précepte et l'observent parfaitement? .... » Hélas! le Sage a raison, quand il dit que le juste pèche » sept fois. Si nous avions réellement le désir et la volonté » de plaire à Dieu, nous devrions nous efforcer, de toutes

» les puissances de notre âme et de notre corps, d'imiter avant » tout Jésus-Christ, non seulement dans sa vie quand nous » sommes en santé, mais encore dans la maladie jusqu'à la » mort. Or, en quoi pouvons-nous et devons-nous l'imiter » ainsi? Par-dessus tout dans la Charité et le désir qu'il a » eu de nous procurer le salut. Aussi, devons-nous soupirer au » seul souvenir de nos fautes, implorer avec larmes sa divine » miséricorde, non-seulement pour nos propres fautes, mais » encore pour celles de nos frères, et adresser souvent au » Ciel cette prière avec Notre-Seigneur: *Pater, ignosce illis,* » *nesciunt enim quid faciunt.* Si donc je pousse parfois de » profonds soupirs, ce n'est pas que je me reproche quelque » péché mortel on que je désespère de mon salut, quoique » je doive m'appuyer bien peu sur mes bonnes œuvres; mais » je m'excite à la confiance, car j'espère en la paternelle bonté » et en l'infinie miséricordie de Dieu, ainsi que dans les » mérites des Anges et de saints du Ciel qui ont souffert » ici-bas, non-seulement pour eux, mais pour tout le genre » humain en conformant toujours leurs actions et leur volonté » aux œuvres et à la volonté de Jésus-Christ. Je ne soupire » moi-même que pour Jésus-Christ, auquel je désire avant » tout être parfaitement uni pendant le peu de temps qui me » reste, confondant entièrement ma volonté avec la sienne. » Enfin, je soupire au souvenir des paroles on actions que » j'ai pu me permettre sans avoir eu pour mobile ou pour » but le pur amour de Dieu, comme aussi au souvenir des » instants, quelque courts qu'ils aient été, pendant lesquels » mon esprit n'est pas resté uni à Dieu. Telle est l'unique » cause de mes soupirs, et je prie Dieu que l'expérience de » ce que vous voyez et entendez vous serve et vous éclaire, » afin que vous viviez de manière à n'avoir jamais occasion » de soupirer pour déplorer de plus grandes fautes, ce qui » sera le plus sûr moyen d'éviter le désespoir et d'entretenir » dans votre cœur une confiance assurée, appuyée sur les » mérites du Sauveur de nos âmes, Jésus-Christ, auquel soit » toujours rendu honneur et gloire. Amen! Amen! »

IV. Charité du serviteur de Dieu envers le prochain.

L'intelligence du serviteur du Dieu ne s'était pas encore ouverte aux connaissances humaines, que son cœur compatissant s'ouvrait déjà aux inspirations et à la pratique de la charité. En effet, dès sa plus tendre enfance, il ressentait pour les pauvres une grande commisération. Dès qu'il voyait un de ces malheureux, il courait vers ses parents pour leur demander de quoi soulager sa misère. — Plus tard, il était heureux de partager avec eux sa nourriture. En effet, le Religieux grava si profondément dans son cœur les règles de la plus parfaite charité, qu'il ne recula devant aucun sacrifice pour soulager les maux de son prochain. Aussi, bien qu'il fût d'une extrême sévérité pour lui-même, ressentait-il pour les autres une grande commisération, qui lui faisait oublier ses propres besoins pour ne s'occuper que de ceux de ses frères. Si, avant l'heure des repas, il apercevait quelque pauvre à la porte du couvent, il lui apportait la plus grande partie de son pain et de sa soupe, n'en réservant pour lui-même que la plus faible portion.

Il visitait régulièrement deux ou trois fois le jour les malades du couvent, s'offrant à leur rendre tous les services que pouvait exiger leur état. Un jour il crut devoir reprendre son compagnon de ce qu'il avait laissé passer deux journées entières sans visiter un de leurs frères malades : son compagnon ayant paru vouloir s'excuser en faisant entendre que le religieux malade n'était pas des plus réguliers, le Vénérable lui reprocha ces sentiments avec une douce sévérité, disant que Jésus-Christ était venu sur la terre pour appeler non les justes, mais les pécheurs, et pour guérir non ceux qui se portaient bien, mais les malades, ce qui doit s'entendre des maladies de l'âme bien plus que de celles du corps.

Mais ce qui surtout, dans la vie du Père Ange, fit éclater son désintéressement et sa charité, ce fut la situation dans laquelle il se trouva placé vis-à-vis de ses frères qui repoussaient la Réforme à laquelle notre Vénérable croyait que le ciel l'obligeait à travailler. Il y avait bien des froissements à craindre, à éviter bien des humiliations; mais une considération le soutenait et l'encourageait dans cette œuvre: c'est qu'il voulait obtenir l'union de tous les enfants de saint François dans l'observance exacte de la Règle du séraphique Patriarche, parfois un peu méconnue ou trop mitigée. Dans tous les efforts du Vénérable en cette occasion, on vit chez lui une pureté d'intention qu'on ne saurait assez admirer, un but bien défini et ouvertement avoué: le désir de conduire ses frères à une plus haute perfection par une plus grande austérité de mœurs dans l'application de la Règle franciscaine. On peut même dire que, si Dieu permit quelques divisions dans l'Ordre, et si elles suscitèrent quelques persécutions au serviteur de Dieu, ce ne fut que pour faire briller davantage ses vertus, et particulièrement sa charité. C'est ainsi que devait être poli ce diamant, déja si précieux.

On a vu la générosité que, jeune encore, il mettait à demander la grâce de ceux de ses condisciples auxquels des railleries malignes, dirigées contre lui, avaient mérité quelque punition.

Le Vénérable se fit toujours remarquer par sa retenue dans les paroles, et par sa grande charité dans les moindres actions. Dans sa conversation, on ne l'entendit jamais prononcer un propos susceptible de blesser ou d'affliger son prochain, ni même une parole inutile. Si en sa présence, on laissait échapper quelque propos peu convenable en ce genre, le serviteur de Dieu ne manquait pas de reprendre doucement celui qui s'était permis cette parole, ajoutant au besoin quelques réflexions sur les peines de l'enfer ou sur la gloire du ciel, pour faire sentir les effets de la médisance et faire goûter les douceurs de la récompense due à la constante pratique de la charité.

Il est assez difficile de donner une juste idée du zèle que déployait le Vénérable dans l'accomplissement des missions et l'exercice des charges qui lui étaient confiées. — A une époque, le Souverain Pontife l'avait chargé de visiter les Religieuses de Rome. Le Père Ange, désireux d'accroître autour de lui la ferveur dans le service de Dieu, visitait fréquemment les monastères et réunissait assidûment les Religieuses, les exhortant à la persévérance dans le saint état qu'elles professaient et à l'exacte pratique des vertus, afin qu'elles fussent les dignes épouses de l'Agneau sans tache.

La réputation du Vénérable était telle dans Rome, que tout le monde l'appelait *le saint.* Il n'y avait pas de malade qui ne désirât être visité par lui et recevoir sa bénédiction; son humilité profonde et son inépuisable charité se livraient alors de rudes combats. Il avait consenti à sortir deux fois par semaine pour distribuer les consolations qu'on attendait de lui; il visitait alors les malades, sans distinction de personnes, prodiguant même plus de prévenances aux pauvres et aux malheureux. Il visitait avec la même charité les prisonniers, les encourageant à souffrir avec résignation et en expiation de leurs fautes. — Quand il sortait, il voulait que son compagnon se tînt toujours à son côté, sans ralentir sa marche pour lui faire honneur en lui cédant le pas, car il disait que de l'union extérieure des religieux le public devait conclure l'union intérieure, qui était de nature à édifier. Il se trouvait même scandalisé si son compagnon passait d'un côté de la rue, tandis qu'il se trouvait de l'autre côté, ce qui était, à ses yeux, peu conforme à la charité, et même à l'humilité.

Lorsque le serviteur de Dieu travaillait dans sa cellule, il laissait la porte ouverte, comme pour indiquer qu'il était toujours prêt à ouvrir son cœur aux expansions de sa charité, et à y puiser d'abondantes et fécondes consolations pour les répandre autour de lui. Si quelqu'un venait lui demander un conseil ou une consolation, le Père Ange, sans déposer sa plume, l'écoutait avec bonté, répondait avec grâce et humilité, puis congédiait le visiteur avec la même mansuétude, et reprenait son travail, sans manifester aucune contrariété.

Si la reconnaissance portait certaines personnes de distinction à lui offrir des présents, le Vénérable ne les acceptait parfois que dans la prévision de pouvoir les employer au soulagement des pauvres qui recouraient souvent à sa charité. Il semble, du reste, que le ciel prenait plaisir à favoriser et récompenser de si beaux sentiments, comme le prouve le fait suivant. — Un dimanche avant vêpres, une pauvre veuve mère de plusieurs enfants, se rendit au couvent de Saint-Pierre-in-Montorio, et pria le frère Boniface, alors compagnon du Vénérable, de demander pour elle quelque aumône. Le serviteur de Dieu ayant fait répondre qu'il n'avait rien à donner en ce moment, la pauvre femme resta à vêpres. Après la cérémonie, la pauvre veuve ayant accosté le P. Ange dans l'église et lui ayant renouvelé sa demande, n'obtint aucune réponse. Peu d'instants après, on apportait au Vénérable, de la part de quelques riches dames romaines, un grand panier rempli d'excellents comestibles. Alors, le bon père, faisant signe à la pauvre veuve, qui ne s'était point lassée d'attendre, lui donna ces provisions, au grand mécontentement des personnes qui avaient été envoyées au Père avec le panier. Le religieux les rassura en disant que ces mêts le soutiendraient pendant plusieurs jours et lui porteraient beaucoup plus de profit que s'il les avait mangés lui-même.

V. Vertus Cardinales du serviteur de Dieu. Sa prudence et sa justice.

Par la réserve que le Vénérable observait dans ses paroles, on peut juger de celle qu'il avait dans ses actions et dans toutes ses démarches. Il ne sortait que pour quelque grave raison et toujours d'un pas très-pressé, parce que, disait-il, les vrais disciples de Jésus-Christ doivent glisser au milieu du monde comme l'étincelle au milieu des roseaux. Il marchait sans se tourner ni s'arrêter, lors même que certaines personnes semblaient vouloir le retenir et lui parler. Lorsque, dans ces circonstances, son compagnon lui observait que c'était manquer de charité et scandaliser les fidèles, le Vénérable répondait qu'il ne devait s'occuper que de marcher devant lui, et que d'ailleurs tout cela pouvait bien être une ruse du démon. Au surplus, il avait imposé à ses yeux une telle mortification, que, non-seulement il ne connaissait pas les rues qu'il fréquentait, mais encore son compagnon devait l'avertir et le tirer par son manteau afin qu'il ne fût pas renversé par les voitures. On voit par-là jusqu'où allaient la circonspection et la prudence du serviteur de Dieu. Lorsqu'il avait été couvert de boue à cause de quelque embarras de chevaux ou de voitures, il ne voulait pas que son compagnon nettoyât son habit ou son manteau jusqu'au retour au couvent, disant que l'homme n'est composé que de terre et de boue.

La prudence du Vénérable éclata particulièrement dans sa conduite pour l'établissement de la Réforme de l'Observance. On a vu ses efforts, ses luttes, sa patience et sa discrétion. On n'a pas oublié le regrettable conflit et les obstacles de toute nature que le Nonce d'Espagne, à l'instigation du provincial de l'Observance, n'avait pas craint de susciter contre le Vénérable, en s'opposant opiniâtrément à l'exécution des bulles de Grégoire XIII, qui accordaient au Père Ange de nombreux priviléges et exemptions, en applaudissant à l'érection d'une custodie qui suivrait la Réforme entreprise et poursuivie par le zélé serviteur de Dieu. D'autres, se voyant ainsi appuyés et encouragés par le Pape, auraient persisté sans s'inquiéter de ces oppositions et de ces hostilités. Mais le Vénérable, dont l'humilité égalait la prudence, n'hésita pas à s'effacer pour laisser passer l'orage et vivre à Rome en partageant son temps entre la prière et l'étude. La Providence devait plus tard féconder le champ qu'il avait semé.

Notre Vénérable ne fut pas moins exact à observer la justice que la prudence.

La justice, au sens le plus large, embrasse toutes les vertus. A la prendre dans ce sens, nous pouvons bien dire que le Vénérable Ange del Pas posséda la justice à un degré très-élevé, car sa vie toute entière fut un exercice continuel de toutes les vertus chrétiennes. — Dans un sens plus restreint, on entend par *justice* la volonté constante de rendre à chacun selon son droit. Dans ce sens également, notre Vénérable pratiqua parfaitement la justice, soit envers Dieu, soit envers les saints, soit envers les hommes. On a déjà vu en effet par tout ce qui précède, avec quelle constance et quel zèle il accomplit jusqu'à sa mort l'ensemble des devoirs que les théologiens ont coutume de désigner par le mot de *Religion*, c'est-à-dire les actes qui ont pour but l'adoration, l'honneur et le culte de Dieu, de la sainte Vierge et des saints. — Quant à la pratique de la justice à l'égard de ses semblables, comment aurait-il pu la méconnaitre, lui qui exerçait à un degré si élevé la charité et ses œuvres les plus surérogatoires?

VI. Force et Tempérance du serviteur de Dieu. Ses mortifications.

Nous ne voulons pas parler ici de cette fermeté de l'âme qui est une condition nécessaire de toute vertu, mais plus spécialement du courage à supporter ou à repousser les choses alors surtout qu'il en coûte à la nature.

Qui pourrait douter de la violence que dut se faire notre Vénérable, lorsque, encore jeune et presque enfant, prévenu des bénédictions et des douceurs célestes, il se vit obligé de combattre l'opposition de son père, et de faire taire les sentiments de sa tendresse filiale, pour écouter une voix plus impérieuse et obéir à Celui devant qui toutes les volontés doivent s'incliner, en insistant pour revêtir l'humble habit et embrasser la sainte Règle du sublime pauvre d'Assise ?... Les historiens de la vie du Vénérable Ange nous rapportent que, pendant le temps de son noviciat au couvent de Barcelone, il ne cessait de rendre au Seigneur mille actions de grâces pour lui avoir donné la force de s'arracher à sa patrie et à sa famille, et lui avoir permis de jouir ainsi de la véritable liberté des enfants de Dieu dans les liens de la Religion Séraphique.

Plus tard, dans les dissensions qui divisèrent les membres de la famille franciscaine, la force ne dut-elle pas être la compagne inséparable de la prudence chez le serviteur de Dieu, si exposé à faiblir en présence des persécutions et des entraves ? Et ne peut-on pas dire que cette force d'âme ne lui fut pas moins nécessaire dans les commencements, pour éviter les froissements de l'amour-propre, lorsque, soutenu par le Pape, il avait à lutter contre de si violentes attaques, que plus tard, lorsque la prudence dut suggérer au serviteur de Dieu l'héroïque résolution de renoncer à toutes ses espérances et à tous ses chers projets de Réforme?

Nous ne pouvons passer sous silence la patience dont fit preuve le serviteur de Dieu dans ses souffrances, et particulièrement pendant sa dernière maladie: pas une plainte,

pas un geste d'impatience, toujours son esprit et son cœur restèrent en union avec notre Sauveur dans sa Passion, dont il méditait amoureusement les mystères.

Mais un des plus grands sujets d'édification, dans la vie de notre Vénerable, fut certainement le spectacle de sa tempérance et de ses mortifications.

Il avait à peine commencé son noviciat, qu'il ajoutait plusieurs austérités volontaires aux pénitences, déja rudes et assez nombreuses, imposées aux novices. Il s'appliqua de bonne heure à se raidir contre la délicatesse avec laquelle il avait été traité dans sa famille. Ce ne fut pas sans quelques résistances de la nature; car il fut bientôt atteint d'une maladie qui, en peu de temps, s'aggrava au point d'alarmer les médecins et de leur faire perdre tout espoir; mais Dieu permit son rétablissement, et les neuf mois de sa convalescence furent pour lui une nouvelle occasion de mérites; le pieux novice ne tarda pas à reprendre ses exercices de dévotion et de pénitence.

Pendant son séjour à Figuères, ayant laissé ses sandales dans la boue au retour d'une de ses prédications dans la campagne, il avait pris la résolution et fait la promesse d'aller nu-pieds le reste de sa vie, ce qu'il observa très-fidèlement; car nous le voyons, quatorze ans après, en 1579, se rendre nu-pieds à Paris pour y assister, en qualité de custode nouvellement élu de la Réforme des Récollets de Catalogne, au chapitre où fut nommé général de l'Ordre le célèbre annaliste *François Gonzaga*. C'est ainsi qu'il accomplit toujours ses missions et ses voyages, soit en Catalogne et dans le reste de l'Espagne, soit en France et en Italie, durant trente-trois ans. Le serviteur de Dieu n'était pas retenu par le froid le plus rigoureux, et jamais il ne cessa d'aller nu-pieds, même sur la neige et la glace. Chose bien digne de remarque: les pieds du saint religieux ne conservèrent jamais aucune trace de durillons ou d'engelures; et on put les voir, après sa mort, aussi sains et aussi délicats que s'ils avaient été toujours chaussés et fraîchement lavés, ainsi que le frère Boniface en a rendu témoignage.

Non-content de cette mortification, et voulant que tous ses membres endurassent la pénitence, il laissa une des deux tuniques qu'il portait, et résolut de se contenter d'une seule.

C'est surtout pendant son séjour à Rome que notre Vénérable se livra avec plus d'ardeur aux rigoureux exercices de la mortification; sans songer que sa vie pure et innocente et ses continuels travaux pouvaient rendre très-dangereuses pour sa santé toutes les austérités qu'il s'imposait, il châtiait sévèrement son corps et le réduisait impitoyablement en servitude. Il portait sur sa chair un rude cilice, qu'il ne quittait ni durant son travail, ni même durant son sommeil, et l'on garde encore dans le couvent de San-Francesco-à-Ripa un des deux cilices qui furent trouvés dans sa cellule après sa mort.

Son lit se composait d'une natte, ou même assez souvent d'une planche nue, et son traversin était un livre sur lequel il jetait un petit oreiller qui renfermait à peine une livre de laine; son sommeil, qu'il prenait avant matines, ne se prolongeait pas au-delà de trois heures, ainsi qu'il l'avait avoué lui-même au Père Pierre-Jean Zaragoza. A partir de matines, il ne dormait plus. Il indiquait lui-même les moyens qu'il avait pris pour arriver à contracter cette habitude: « Celui qui veut dormir peu, disait-il, doit être très-sobre dans le boire et dans le manger. » Aussi ne prenait-il de nourriture qu'une fois le jour, à l'heure du souper: à dîner, il ne prenait rien, et ne se permettait un morceau de pain que les jours de fête, ayant soin, ces jours-là, de manger moins le soir. Il n'usait de viande que dans les grandes solennités; encore n'en prenait-il qu'une demi-once, ou parfois tout au plus une once, ainsi que nous l'apprend Barezzo, d'après le frère Boniface. Il ne mangeait des œufs qu'en voyage et lorsqu'il se sentait fatigué. Dans tout ce qu'il mangeait de cuit, il ne supportait, autant que possible, que de l'eau, de l'huile et du sel, sans épices ni autre assaisonnement. Notre Vénérable passait la nuit et le jour du vendredi-saint sans prendre absolument aucune nourriture ni boisson.

Lorsque des cardinaux ou d'autres personnes de distinction l'invitaient à leur table pour jouir de sa compagnie et s'entretenir avec lui, s'il acceptait (ce qui était assez rare), il mangeait, pour ne pas se singulariser, une modique quantité de ce que sa Règle lui permettait de prendre. Tous en étaient profondément édifiés.

Le Vénérable fut toujours très-scrupuleux observateur du silence, surtout durant le temps de ses réfections: on l'entendait parfois soupirer tout bas, et tous les religieux voyaient dans ces soupirs le signe et l'expression de la ferveur dans laquelle il demeurait absorbé, au point qu'il était insensible au goût des aliments dont il se nourrissait. — En un mot, on aura une juste idée de l'amour du saint religieux pour la tempérance et la mortification, lorsqu'on saura à quel point sa conduite était d'accord avec ses enseignements: « L'intem» pérance, disait-il souvent, aussi bien que l'abus du sommeil » et l'excès dans les conversations, sont de grands écueils » pour les personnes qui veulent avancer dans la piété; au » contraire, ceux qui s'appliquent à se préserver de ces dé» fauts vaincront facilement tous les autres et feront de rapides » progrès spirituels. » C'est pourquoi, lorsqu'on lui reprochait de ne pas aller dîner comme les autres religieux, il répondait avec humilité que c'était pour éviter le sommeil, et aussi pour imiter les saints de la primitive Église, qui ne mangeaient qu'une seule fois vers le soir, ce qui leur épargnait bien des infirmités spirituelles et même corporelles.

Pendant l'Avent, le P. Ange jeûnait au pain et à l'eau, et il lui arrivait même de passer des jours entiers sans prendre aucune nourriture, comme on le voit dans les attestations du *P. Louis Amiganti* et du *P. Louis de Trioria*.

VII. Pauvreté, Humilité, Obéissance et Chasteté du Vénérable Ange.

Nous connaissons déjà l'amour de notre Vénérable pour la sainte Règle de saint François, qu'il avait embrassée avec une intention si pure et un si ardent désir d'atteindre à la perfection. Il se montra toujours le rigide et scrupuleux observateur de cette Règle, dont il a laissé un si utile et si précieux commentaire pour l'usage des futures générations de l'Ordre Séraphique.

Personne n'ignore que la pauvreté constitue la vertu fondamentale et propre de l'Ordre des Frères Mineurs. Aussi, le serviteur de Dieu, à l'exemple de saint François d'Assise dont il portait les livrées, ne cessa d'etre épris d'un amour tout spécial pour cette vertu céleste qui lui inspira la pensée de sacrifier son patrimoine et de suivre son divin Maître dans le plus complet dépouillement.

Nous avons déjà rappelé le désintéressement inflexible avec lequel il s'était fait une loi de n'accepter pour lui aucun des présents dont certaines personnes, dans l'ardeur de leur reconnaissance, croyaient devoir le gratifier, et particulièrement la persistance du Vénérable à tout refuser, lors de son départ de Messine.

Il ne voulut jamais avoir qu'un habit et qu'un manteau; encore étaient-ils usés et tout rapiécés. — On a vu que, durant sa dernière maladie, le serviteur de Dieu ne voulut jamais consentir à quitter son saint habit de laine, bien qu'il ne servît qu'à augmenter le feu qui le dévorait, et malgré les conseils du médecin et les instances des infirmiers.

L'humilité répandait son parfum sur les moindres actions de notre Vénérable ; car il fut un vrai sage, et la sagesse est le prix de l'humilité, suivant ce que nous lisons dans les Proverbes: *Ubi est humilitas, ibi et sapientia* (Prov. XI, 2).

Dans sa première jeunesse, alors qu'il ne recherchait pas habituellement les conversations et la compagnie, il n'hésitait pas à s'appocher de ceux quil voyait converser de choses utiles et instructives ; mais il ne parlait que s'il était interrogé, et se retirait aussitôt que la discussion s'animait ou devenait trop vive.

Cette vertu de l'humilité était si profondément enracinée chez le Vénérable, qu'elle triompha même des susceptibilités inspirées à son père par l'affection, et aussi, il faut le dire, par les préjugés de la naissance. Dans ces circonstances, le jeune disciple de saint François sut déployer dans son humilité même une fermeté qui ne pouvait être que le prix de sa vertu précoce et de son dévoûment. C'est ainsi que, son père étant accouru en colère au couvent de Perpignan pour le ramener dans sa famille', et l'ayant surpris occupé à balayer en compagnie des autres novices, le jeune homme, à peine âgé de seize ans, ne se laissa pas émouvoir en entendant le baron son père, outré de voir son noble fils employé à un tel travail, lui enjoindre de rentrer avec lui dans la maison paternelle; mais il répondit avec une humble et respectueuse fermeté qu'il n'avait pas cru devoir résister à la volonté du ciel. Il se montra, du reste, prêt à suivre son père sur l'ordre que lui donna le P. Gardien, et il obéit sur-le-champ. — Lorsque, après avoir été envoyé par ses supérieurs au couvent de Barcelone pour y poursuivre son noviciat, il fut visité par son père que la persévérance de son fils avait radouci et subjugué, le supérieur, auquel n'avaient pu échapper les sentiments de tendre émotion qui agitaient le gentilhomme, va lui-même au-devant du nouveau profès: « Mon fils, lui dit-il, rendez-vous dans ma cellule: » votre Père vous y attend pour vous voir et s'entretenir » avec vous . . . . » Le Père Ange fut d'abord saisi et troublé par ces paroles; car il se rappelait les imprécations de son père, dont il ignorait encore le changement. Il y eut donc de sa part, pendant un instant, une hésitation respectueuse, pendant laquelle, levant tristement les yeux au ciel, il murmura ces paroles du Patriarche d'Assise, abandonné lui aussi par sa famille: « Hélas! je n'ai d'autre père que celui qui est dans les cieux ! . . . . » Mais le Père gardien insista; dès-lors, toutes les objections du religieux fléchirent devant la sainte obéissance, et il se rendit dans la cellule. On sait le reste. Ce fut là, on le comprend, un grand triomphe de l'obéissance du saint religieux.

Gardien du couvent de Tortose, il aimait à donner à ses frères l'exemple de la plus grande humilité, recherchant les travaux les plus grossiers, et s'offrant le premier, soit pour laver la vaisselle à la cuisine, soit pour balayer les cloîtres et les dortoirs. S'il y avait quelque malade, il se réservait l'honneur de le servir lui-même ; et quand on lui faisait quelque observation à ce sujet, il répondait avec une douce gravité que l'obligation du prélat est de servir ses inférieurs plutôt que de les commander, ainsi que Notre-Seigneur l'a enseigné et pratiqué lui-même, en disant qu'il était venu, non pour être servi, mais pour servir.

Lorsque, en 1579, l'archevêque de Tarragone offrit au P. Ange et à ses Récollets le couvent et l'église de Saint-Michel d'Escornalbou, situé sur les montagnes, le serviteur de Dieu, heureux d'accepter cette offre, qui assurait à ses frères une retraite très-propre à la méditation et en tout point propice à la récollection, répondit au Prélat par une lettre pleine d'humilité, dont on nous saura gré de reproduire ici quelques passages. Le custode se trouvait alors en visite au couvent de Lérida: « Je crois de mon devoir, écrivait-il à » l'archevêque, de venir offrir mes plus vives actions de » grâces à votre seigneurie Illustrissime pour la cession gé- » néreuse qu'elle a bien voulu nous faire. J'éprouve en même » temps le besoin de vous déclarer que nous ne prétendons » nullement en user comme de notre propriété, mais seu- » lement en jouir comme d'un domaine dont vous serez » toujours à nos yeux l'unique et véritable seigneur, vous » et vos successeurs, vous suppliant de nous regarder comme » vos fils et vos sujets, de sorte que vous conserviez le droit » de nous reprendre ledit couvent, dès que l'occasion vous » paraîtra opportune ; de même que si nos Pères jugeaient » devoir l'abandonner, il leur soit loisible de le faire et de » rendre ce qui n'avait été que prêté. Ce que nous disons » de l'église et du couvent, s'applique aux terres et dépen- » dances, avec cette restriction toutefois que nous supplions » votre seigneurie de n'assigner aucune partie du domaine » ou de ses revenus à nos besoins personnels ou communs, » auxquels notre Règle et notre profession ne nous permettent » de subvenir qu'avec le produit des aumônes: or, j'espère » qu'il nous sera facile de nous pourvoir auprès des popu- » lations sur les montagnes du voisinage, en ne nous écartant » jamais de l'observation et de la pratique du Saint Évangile, » que nous devons professer avant tout, comme Votre Sei- » gneurie le sait mieux que moi. Nous avons la confiance » qu'elle excusera la liberté que nous osons prendre de rap- » peler ici cette restriction écrite dans nos Règles et si ca- » pitale pour nous. »

En parlant de la prudence du serviteur de Dieu, nous avons déjà eu l'occasion de dire avec quelle circonspection il marchait dans les rues. Il allait toujours très-vite, afin d'éviter les importunités des personnes qui pouvaient avoir l'idée de s'adresser à lui pour des conseils à demander ou des grâces à obtenir: ce que sa grande humilité lui faisait très-fort appréhender. — Les démonstrations et les témoignages de confiance qu'on lui prodiguait l'attristaient profondément, et son départ de Gênes n'eut point d'autre motif que la fuite de ces éloges. Il en fut de même après quelque temps de séjour à Palerme, où il ne pouvait se soustraire à la vénération que le public ne cessait de lui prodiguer. Aussi, à Messine, l'humble fils de Saint François prit-il la détermination de renoncer, pendant son séjour dans cette ville, au ministère de la prédication, afin d'être ainsi moins exposé aux applaudissements et aux distinctions.

Nous savons déjà quels étaient les sentiments avec lesquels le Vénérable Ange del Pas accueillait les faveurs et priviléges qui lui étaient conférés par le Souverain Pontife. Il parait certain que Sixte-Quint lui offrit la pourpre cardinalice ; mais l'humble religieux ne put jamais se résoudre à l'accepter.

Il est une circonstance de la vie du Vénérable Ange, où éclata son admirable obéissance. Ce fut lorsque, étant à Rome depuis peu de temps, le ministre général de l'Ordre, homme d'une grande sagesse et d'une profonde expérience, croyant devoir empêcher, dans l'intérêt de l'union et de la paix, que notre Religieux continuât à poursuivre l'exécution des bulles pontificales favorables à la Réforme des Récollets, lui ordonna de quitter Rome, en lui assignant le couvent de Gênes pour résidence. Le saint religieux ne recula point devant ce nouveau sacrifice; et, bien qu'il ne fût venu à Rome que pour obtenir la confirmation de cette Réforme, il n'hésita pas un instant, n'écoutant que la voix de la sainte obéissance.

Lorsque Sixte-Quint, qui l'avait rappelé à Rome quelques années après, lui envoya son secrétaire pour lui faire connaître, entr'autres choses, que Sa Sainteté voulait l'exempter de l'obéissance à ses supérieurs et lui donner pour unique supérieur, après le Pape, le Cardinal Protecteur de l'Ordre Franciscain, le Vénérable répondit qu'il n'avait jamais sollicité ni désiré de semblables exemptions, qu'il aimait et respectait

tous ses supérieurs, auxquels il était disposé à obéir en tout, comme il l'était d'ailleurs à l'égard de chacun de ses frères. Toutes les fois que ce même secrétaire lui protestait de la haute estime que le Pape avait pour lui, le serviteur de Dieu répondait simplement qu'il ne cherchait autre chose que la gloire de Dieu et le salut des âmes. C'est ce qu'on lit notamment dans l'attestation de *Don Marcel Vestrio Barbiano*, secrétaire du Pape Sixte-Quint.

Le Vénérable, disons-nous, obéissait, non-seulement à ses prélats et supérieurs, mais particulièrement au religieux qui l'accompagnait; et l'on n'a pas oublié que, dans sa dernière maladie, huit jours avant sa mort, le Vénérable se soumit en tout aux ordres du frère Boniface.

Le serviteur de Dieu veilla sur ses sens avec une constante sollicitude, ainsi qu'on l'a vu à propos de sa tempérance et de ses mortifications. On comprend que sa chasteté fut l'objet de sa vigilance et de ses soins les plus jaloux. Cette tendre vertu avait eu dans son jeune âge à soutenir un terrible assaut. Il était âgé de quinze ans à peine. Le démon profita de certaines circonstances qui mettaient notre pieux jeune homme et ses parents en rapport avec quelques autres familles. Dans ces conjonctures, une jeune personne, frappée des qualités de Jean-Charles, et passant de l'estime à un sentiment moins irréprochable, ne rougit pas de diriger d'audacieuses attaques contre la vertu du saint jeune homme. Agitée par les suggestions de l'enfer, cette âme, faible et ardente tout à la fois, ne cherchait que les moyens et l'occasion de satisfaire sa passion. Mais si l'enfer était avec elle, le ciel combattait pour l'angélique jeune homme. Un jour, la malheureuse créature ne craignit pas d'amener la conversation sur ce terrain brûlant, et de s'expliquer dans des termes d'abord pleins d'abandon, puis tour-à-tour libres et passionnés. Aussitôt, le pieux jeune homme, troublé et saisi de crainte, sans attendre que le danger s'augmentât et devint peut-être supérieur aux forces de son âge, prit la fuite et se réfugia chez ses parents; arrivé dans sa retraite, son âme fut long-temps le siége et le théâtre d'un terrible combat. Mais la concupiscence ne pouvait être victorieuse dans une âme que le Seigneur s'était plu à remplir de bonne heure des célestes bénédictions de sa douceur. Le jeune homme se jeta au pied de son crucifix: « Ah! mon Dieu, Père de miséricorde, s'écria » t-il, ne permettez pas que je réponde à vos bienfaits par » l'ingratitude, et à vos grâces par la perte du plus bel or- » nement de mon âme! » Cette prière achevée, le calme et la force lui furent rendus, et il sortit ainsi victorieux de son premier combat. — A partir de ce jour, il comprit plus que jamais le prix de l'inestimable vertu de pureté et la gravité des dangers auxquels elle est exposée, surtout chez les âmes encore inexpérimentées et peu exercées à la lutte. Aussi, commença-t-il de bonne heure à châtier son corps par les mortifications de la pénitence. Il prenait aussi grand soin de régler sa tenue extérieure et sa modestie; et plus tard il porta l'amour de la décence jusqu'à conseiller à ses religieux de porter leur vêtement assez long, de manière qu'il pût couvrir, non-seulement les jambes, mais les pieds mêmes.

VIII. Des prédications et des écrits du Vénérable Ange del Pas.

L'onction était le principal caractère de l'éloquence de notre Vénérable; l'éclat des raisonnements s'augmentait encore par la simplicité de la forme; car il voulait être entendu de tous. Aussi, comprenant tous ses devoirs comme ministre de la parole évangélique, le serviteur de Dieu ne montait jamais en chaire avant de s'être préparé par une longue et fervente oraison; ce qui imprimait une telle chaleur à ses sermons, qu'ils étaient, disent les Chroniques, comme des flèches qui traversaient promptement les cœurs, ou comme un foyer d'étincelles qui les embrasait. Ils ne duraient jamais au-delà d'une heure.

C'est à Figuères et dans la banlieue qu'il offrit au Seigneur les prémices de son apostolat. Quelque temps après, à Vich et à Tortose, il consacrait aux prédications tout le temps que lui laissaient ses occupations dans l'enseignement. Dans cette dernière ville, le concours fut si grand dès le premier sermon, que l'évêque ordonna au religieux de prêcher désormais sur la place publique. Il encourageait ses auditeurs à la vertu avec un tel entraînement, disent les auteurs de sa vie, qu'il paraissait un ange du ciel plutôt qu'un homme de la terre. Il excellait à épouvanter les pécheurs en leur présentant une vive image de l'enfer après avoir flagellé le vice, et à les ramener à la pratique de la vertu par une peinture ravissante des splendeurs et des joies du Paradis. Ce qui est certain, c'est que le Père Ange obtint à Tortose la conversion d'un grand nombre de pécheurs, dont le retour sincère et la persévérance consolèrent son cœur et celui de l'évêque.

A Gênes, à Palerme, à Messine, le même apostolat produisit des résultats analogues et des conversions aussi innombrables.

L'Écriture sainte formait le principal tissu de ses discours, et sa prodigieuse mémoire lui fournissait assez de matériaux extraits de la Bible et des Saints Pères, sans qu'il lui fût nécessaire d'écrire à l'avance ses sermons, d'autant qu'il avait assez souvent à en donner deux ou trois le même jour sur différents sujets. Aussi, le voyons-nous qualifié de célèbre prédicateur (*eximius concionator,*) dans le *Ménologe de S. François* et dans divers Martyrologes.

A Rome, jaloux d'obéir aux invitations du Souverain Pontife, notre Vénérable s'appliqua beaucoup moins à la prédication qu'à la composition d'ouvrages dont plusieurs furent désignés et commandés au Vénérable par Sixte-Quint. — Nous ne nous étendrons pas sur la marche qu'il suivait dans la composition de ses ouvrages, où la méditation avait la plus grande part. Nous nous contenterons ici de faire l'énumération des écrits qu'il composa, en les classant, autant que possible, dans leur ordre chronologique. Observons seulement que, sans une assistance toute spéciale de la grâce qui éclairait et fécondait son intelligence et dirigeait sa plume, il eût été humainement impossible, durant une vie si courte, d'écrire tant et sur des sujets si variés; si bien qu'un double étonnement portait à se demander comment il pouvait trouver le temps de consulter les ouvrages dont la lecture lui avait été nécessaire, et comment, d'un autre côté, cette lecture avait pu lui laisser le temps nécessaire à la composition de ses livres.

Voici les principales œuvres de notre Vénérable:

1. *Commentarios sobre la Régula de San Francisco* (en espagnol); un vol. in-8°, publié à Barrelone en 1579, à l'époque de la création de la nouvelle custodie des Récollets ou Réformés de Catalogne. (*Pierre Malo*, éditeur).

2. *De los fundamentos del buon espiritu y de toda perfeccion espiritual;* dédié à la noble dame génoise dona Veronica de Mari, et publié à Gênes en 1583; c'est le même ouvrage mentionné parfois sous ce titre: *Avisos sobre la vida espiritual.*

3. *Tractatus de restituenda disciplina vetusta Religionis Sancti Francisci;* Gênes, 1583. Ce livre, que certains bibliographes appellent tout simplement *de Reformatione,* se composait de quatre traités, dédiés: les deux premiers, au Cardinal Ferdinand de Médicis; le troisième, aux Cardinaux de la Congrégation des évêques, et le quatrième, qui traitait de la Réforme des Religieux en général, au Cardinal de Montalto, devenu pape peu de temps après sous le nom de Sixte-Quint.

4. *Enchiridion divinæ scholasticaeque theologiae, distributum in duas partes, speculativam et practicam.* Genuae, 1584. Cet ouvrage fut dédié au Cardinal Ferdinand de Médicis.

5. *Enchiridii expositio, sive commentarium libris VI divisum.* C'est une explication ou développement de l'ouvrage précédent.

6. *Expositio Symboli Apostolorum;* Romae, 1595. Deux volumes in-folio, imprimés à l'imprimerie du Vatican. Cet ouvrage, un des plus instructifs et des plus utiles qui aient été composés sur cette matière, est écrit dans un style pur et élégant; on y admire surtout une grande profusion de citations empruntées aux Pères de l'Église.

7. *Breve trattato della preparazione del Santissimo Sacramento dell'altare;* Roma, 1595. Cet excellent et pieux traité sur la préparation à la sainte communion est composé aux deux tiers de textes de l'Ecriture Sainte. Il fut écrit par le Vénérable, en 1586, sur la demande de la très-noble dame *Antoniette de la Roccha,* de Messine, et publié neuf ans après sur les instances de la Révérende mère abbesse du couvent de Sainte-Suzanne, de l'Ordre de Saint-Benoît.

8. *De cultu sanctorum et oratione ad eosdem, eorumdemque pro nobis intercessione, et de reliquiarum reverentia* (Dédié au patrice gênois François Tagliacarneo).

9. *De confidentia hominis in Deum libri III.* (Dédié à D. Antoine-Marie Bracelleo, gênois).

Les ouvrages qui précèdent furent les seuls, à ce qu'il parait, publiés du vivant du Vénérable. Ceux qui suivent virent le jour après sa mort, ou demeurèrent inédits.

10. *De la cena eucharistica.*

12. *De l'oracion jaculatoria* (imprimerie du Vatican, 1599).

12. *De Christi amore quo pro nobis pati dignatus est.*

13. *Commentaria in S. Matthaeum libri XXVIII.*

14. *Commentaria in S. Marcum libri XVI.*

15. *Commentaria in S. Lucam libri XXV.*

16. *Commentaria in S. Joannem libri III,* sur les trois premiers chapitres seulement. — Ces quatre commentaires sur les évangélistes furent publiés en 3 volumes in-folio, par les soins du célèbre annaliste Wading, de 1623 à 1626.

17. *De fabrica mundi, sive de rerum omnium prima creatione libri II.* Un volume.

18. *Opusculum instructionis sive admonitionis ad Jacobum Sanchez franciscanum, commissarium provinciae Valentiae.*

19. *De divino amore captando.*

20. *Commentaria in Abdiam prophetam.*

21. *De parentum et filiorum amore reciproco libri VI.*

22. Discours funèbre, prononcé à l'occasion de la mort du frère *Cesar Pergamo.*

23. *De auctoritate summi Pontificis.*

24. *Opusculum de auctoritate cardinalis protectoris.*

25. *Opusculum de instructione et educatione religiosorum.*

26. *Opusculum quo commendat decretum S. Congregationis de tollendis omnium regularium caenobiis, in quibus necessarius ad conservandam disciplinam religiosorum numerus haberi non potest.*

27. *Tabulae et Repertoria omnium fere conciliorum insignium, quorumcumque SS. Patrum, illustrium historicorum, et vitarum sanctorum, praesertim a* Laurentio Surio *collectarum.* — Cette magnifique et si utile compilation avait fait dire au savant Surius que le vénérable Ange Del Pas avait dû lire tant de livres, qu'il n'avait pu, ce semble, trouver le temps d'en écrire un seul; et que, d'autre part, il en avait écrit un si grand nombre, qu'il ne paraît pas avoir pu trouver le temps d'en lire.

IX. Dons surnaturels du Vénérable Ange Del Pas pendant sa vie.

Les faits qui vont suivre paraîtront bien plus intéressants et plus extraordinaires que tous ceux dont nous avons précédemment exposé le récit; car ils se rapportent aux grâces et faveurs que le serviteur de Dieu mérita de recevoir durant sa vie. En un mot, après avoir tâché de faire connaître les hautes vertus de notre Vénérable, nous allons dire quelque chose du prix dont le ciel voulut reconnaître ses mérites et récompenser sa fidélité.

Il est certain que les auteurs de la vie du Vénérable n'ont pu nous faire connaître qu'une faible partie de tous ces faits merveilleux. Quelquefois même, pour des motifs que nous ne voulons pas chercher à pénétrer, ils se sont contentés de mentionner quelques-uns de ces faits d'une manière affirmative, mais vague et générale. C'est ainsi que Barezzo, qui n'écrivait que sur les documents fournis par le frère Boniface Bonibelli, compagnon du Vénérable, nous apprend que, durant la première année de la probation du serviteur de Dieu, le Seigneur accorda au jeune et saint religieux la grâce de faire un miracle, attesté par le témoignage du *R. P. Gérard Guibert,* ministre de la province de Catalogne, et par la révélation que notre novice lui-même en avait faite au *R. P. Pierre-Jean Zaragoza,* son ami.

Commençons par mentionner quelques-unes des guérisons qu'il plut au ciel d'accomplir par l'intervention de notre Vénérable.

La première que nous ayons naturellement à citer, c'est la guérison du Vénérable lui-même, encore novice au couvent de Barcelone. Nous avons parlé de cette maladie en racontant la vie du serviteur de Dieu, et en parlant de ses mortifications, qui en furent la principale cause. Les forces du jeune religieux diminuaient tous les jours; son visage était pâle et amaigri, et les médecins justement alarmés avaient perdu tout espoir. Mais la résignation, la patience et la douceur du malade étaient pour tous un sujet d'admiration. Cependant, tous les religieux du couvent adressaient au ciel leurs prières et leurs larmes pour obtenir la guérison du jeune malade, lorsque le maître des novices, voyant l'impuissance des moyens humains, et obéissant sans doute à une inspiration d'en-haut, voulut tenter un autre remède. Il ordonna au Frère Ange de faire, le matin et le soir, trois fois le signe de la croix avec foi et dévotion, et de supplier en même temps le Seigneur que, par la vertu de sa sainte croix, et les mérites de sa passion, il daignât lui accorder la santé, afin qu'il pût se consacrer tout entier à son service, si telle était sa volonté. Le novice obéit; et comme Dieu le destinait à de grandes choses, il permit son rétablissement, si bien qu'en quelques jours, sans l'usage d'autres rèmedes il recouvra ses forces ordinaires et une parfaite santé.

Pendant le séjour du Vénérable à Gênes, un grand nombre de personnes obtinrent miraculeusement la santé par les prières ou un simple signe de croix du serviteur de Dieu, ou même par l'usage de l'eau ou l'application d'un morceau de toile qu'il avait bénits. Dans ces situations, sa grande humilité le portait à détourner les regards et la pensée de lui-même, et à écarter la possibilité d'un miracle. C'est ce qui fut particulièrement remarqué dans le fait suivant. Le serviteur de Dieu, passant un jour dans une des rues de Gênes, entendit des pleurs et des gémissements lamentables: comme il en demandait la cause, il apprit qu'une dame de ce quartier venait de perdre son enfant. Inspiré par sa grande charité, il entre dans la maison, et pénétrant jusques dans la chambre où l'enfant était étendu sans vie, il le prend par la main comme s'il voulait le réveiller, et, s'adressant aux parents et autres personnes présentes, il répéta par trois fois ces paroles: « Cet enfant n'est pas mort. » Et aussitôt, on vit cette innocente créature reprendre le mouvement et la vie. Tous louaient Dieu, et bénissaient son serviteur; mais lui, craignant qu'on ne vît là un miracle et qu'on ne le lui attribuât, il insista pour qu'on n'en parlât pas, répétant que l'enfant n'était qu'endormi.

les remèdes étaient demeurés sans résultat, et les médecins ne savaient plus à quel moyen recourir. Le chanoine s'étant rendu à Rome, alla trouver le P. Ange. Le serviteur de Dieu, plein de commisération et de charité, prit un morceau de linge, et, l'ayant mouillé avec sa salive, l'appliqua sur le cancer, en faisant le signe de la croix et assurant le patient qu'il serait délivré de son mal. Effectivement, cinq jours après, le cancer avait totalement disparu. Aussi le bon chanoine, animé de la reconnaissance la plus vive, fut fidèle, jusqu'à sa mort, à jeûner au pain et à l'eau une fois l'an en action de grâces d'un si grand bienfait.

Messire Louis Pérégrin, médecin napolitain et professeur au Collége de la Sapience à Rome en l'année 1595, avait craché le sang pendant long-temps, ce qui lui avait laissé la poitrine excessivement faible, et souvent il y éprouvait des oppressions et des douleurs très-vives, à tel point que plusieurs nuits consécutives se passaient sans sommeil. Don Louis avait auprès de lui sa sœur, qui, justement effrayée du caractère du mal, envoya un domestique à Saint-Pierre-in Montorio, pour supplier le P. Ange d'avoir pitié de son frère et de lui apporter quelque soulagement. Le religieux, occupé en ce moment, prit un morceau de linge qu'il bénit, et le remit au domestique, disant qu'il était destiné à être appliqué sur la poitrine du malade, auquel il recommandait d'avoir pleine confiance, et ajoutant qu'il irait le voir dès qu'il serait libre. Cela fut fidèlement exécuté, et les douleurs ou oppressions disparurent sur-le-champ, de sorte que le malade reposa la nuit suivante; après un doux sommeil, il se réveilla, en criant: « Je suis » guéri!.... Un religieux de S. François, qui sort d'ici, vient » d'achever ma guérison.... » On accourt; et l'étonnement de chacun est d'autant plus grand, que, non-seulement aucun religieux n'avait positivement pénétré dans la maison, mais la sœur du malade lui avait même laissé ignorer sa démarche auprès du Père Ange, dont les recommandations avaient été néanmoins fidèlement exécutées. Le lendemain, quand le serviteur de Dieu, fidèle à sa promesse, vint visiter Don Louis, celui-ci accourut vers lui en s'écriant: « Le voilà, le voilà, » le religieux que j'ai vu cette nuit et qui m'a guéri. » Notre vénérable, confus et troublé, engagea le Professeur à remercier le ciel; puis il s'enfuit pour éviter les explosions d'une reconnaissance trop enthousiaste.

Dans le courant de la même année (1595), le P. Faustin de Camerino, religieux résidant à Saint-Pierre-in-Montorio, fut pris, un vendredi de carême, d'une si forte hémorrhagie, que le sang lui sortit par le nez en grande quantité durant sept heures; le frère infirmier s'empressa d'appeler plusieurs religieux et particulièremnt le Père Ange. Celui-ci mit aussitôt sa main sur la poitrine du malade, et l'hémorragie s'arrêta. Mais notre Vénérable ayant annoncé qu'elle se renouvellerait encore et la chose étant ainsi arrivée, une seconde intervention du serviteur de Dieu opéra merveilleusement, puisque le malade, en proie à un affaissement qui lui enlevait l'usage de la parole et ne lui permettait pas de manger, reprit tout-à-coup ses sens et ses forces.

L'année suivante (1596), qui fut l'année de la mort du Vénérable, le frère Boniface Bonibelli, attaché, comme on l'a vu, à la personne du serviteur de Dieu en qualité de compagnon, se sentit poussé par un sentiment de curiosité quelque peu incrédule, et désira constater par lui-même une fois de plus l'efficacité de la puissance du Vénérable dans la guérison des maladies. Or, Dieu consentit à lui donner cette satisfaction et cette assurance de la manière la plus irrécusable, puisque l'expérience en fut faite sur lui-même et à plusieurs reprises — Le frère, ayant été précédemment atteint d'une forte fièvre qui durait depuis trois jours, demanda au P. Ange l'autorisation d'aller se faire soigner à l'infirmerie du couvent: « Eh quoi! mon frère, lui dit le Vénérable, voulez-vous « avoir moins de foi que les autres? » Et aussitôt, il lui mit la main sur le front, où, après l'avoir tenue le temps de réciter un *Pater*, il lui fit trois fois le signe de la croix, ajoutant: « Vous n'avez nul besoin d'aller à l'infirmerie; vous » êtes guéri. » C'était vrai.

Ceci se passait au commencement de septembre 1594. Cependant, le frère Boniface sentit plus tard diminuer sa foi dans la puissance du Père Ange; et l'année suivante, au mois d'octobre, il fut repris par la fièvre tierce. Il y avait quatre jours qu'il en était ainsi affligé sans éprouver de soulagement, lorsque, un matin, après que le Père Ange eut célébré la sainte messe, il supplia celui-ci de faire sur lui le signe de la croix: ce que fit le Vénérable; la fièvre abandonna sur-le-champ le malade. — Néanmoins, le frère Boniface, encore poursuivi par le doute, se demandait si la fièvre avait cédé à la prière du Vénérable ou à des causes naturelles. Dieu voulut donc dissiper ces nouvelles tentations, et lui donner une certitude complète. Au mois de juin 1596, deux mois avant la mort du P. Ange, le frère Boniface fut atteint d'une maladie qui présenta bientôt un véritable danger. Un dimanche, sa gorge s'enfla au point qu'il ne pouvait presque pas respirer et ressentait les douleurs les plus cruelles. Dans cette triste situation, notre malade se traîna jusques dans la chambre du Père Ange, dont il réclama l'assistance, lui montrant de la main le siége de son mal, vu l'impossibilité où il était de parler. L'homme de Dieu, après avoir étendu un peu de salive sur la partie enflée, y fit le signe de la croix, disant au malade: « Revenez dans votre chambre, mettez-vous en prière, » et votre mal cessera..... » En ce même moment, l'enflure de la gorge augmenta sensiblement; mais un quart-d'heure s'était à peine écoulé, que le frère Boniface était totalement guéri, et la foi chez lui fut fortifiée en même temps que la santé du corps.

Le jour même de la mort du Vénérable, le vendredi 23 août 1596, lorsque les religieux et d'autres personnes accouraient des divers couvents de Rome pour solliciter la grâce d'une dernière bénédiction, on constata plusieurs guérisons obtenues instantanément, notamment celle du frère Marius, jeune profès de l'Ordre franciscain, demeurant au couvent d'Ara-Coeli; ce religieux, qui souffrait depuis long-temps d'une hernie, sans qu'aucun traitement eût pu le soulager, se sentit parfaitement guéri, dès que le Vénérable Père eut donné sa dernière bénédiction; et jamais plus il n'éprouva la moindre douleur.

On connait déjà les moyens généralement employés par le serviteur de Dieu pour opérer ces guérisons. Nous n'ajouterons que quelques mots. En visitant les malades, le Vénérable, aussitôt arrivé dans la chambre, se mettait ordinairement à genoux, et appuyait ses mains étendues sur le front, sur la poitrine, ou enfin sur la partie qui était le siége du mal: il restait ainsi en prière autant de temps à peu près qu'il en eût fallu pour la récitation d'un *Miserere;* après quoi, il faisait un ou plusieurs fois le signe de la croix sur l'organe, et, si c'était la fièvre, sur tout le corps. — Parfois, il appliquait sur la partie dolente de petits morceaux de toile, dont les malades éprouvaient également les salutaires effets, lorsque le Vénérable, empêché de se rendre lui-même auprès d'eux, les leur envoyait sur leur demande après les avoir bénits. Parfois, avec ces morceaux de linge, bénits et donnés par le Père Ange, d'autres personnes obtenaient des guérisons: c'est ainsi que le P. Léonard du Mont Liban, étant travaillé par une fièvre des plus intenses et des douleurs générales presque intolérables, fut instantanément guéri par la seule application d'un de ces linges qu'une personne lui avait donné.

Cette vertu souveraine, accordée au Vénérable Ange, fut surtout puissante et féconde depuis qu'il avait plu à Notre

Sauveur de le favoriser par la marque de ses saintes Plaies comme on le verra bientôt.

Lorsque, dans les visites qu'il faisait aux malades, on lui demandait si ceux-ci mourraient ou guériraient, le Vénérable ne répondait jamais d'une manière claire et positive. On avait seulement remarqué que, dans plusieurs circonstances, quand le malade devait guérir, il disait à ceux qui l'assistaient et l'interrogeaient: « Faites oraison, et ayez confiance: Dieu vous » consolera. » Si, au contraire, le malade devait mourir, il répondait en ces termes, ou à peu près: « Dieu est tout-puis- » sant; il peut ressusciter les morts. »

En voyant les faveurs signalées dont le ciel comblait le Vénérable, les démons redoublaient leur fureur et le persécutaient cruellement. Dans leur rage infernale, ils attaquèrent un jour le religieux dans sa cellule, et le flagellèrent au point que quinze jours se passèrent sans qu'il pût faire presque aucun mouvement. On comprend quelle dut être sa douleur lorsqu'il se vit obligé de passer quinze jours sans pouvoir célébrer la sainte messe, et quelle fut sa joie lorsqu'il lui fut enfin permis d'offrir après ce temps, quoique avec de grandes difficultés, le saint sacrifice; surtout, lorsque, à peine monté à l'autel, il se sentit parfaitement guéri.

Dès ce moment, le Seigneur, voulant le dédommager, lui accorda un grand pouvoir sur les démons. Maintes fois il subjugua les possédés jusqu'à les obliger de venir à ses pieds comme de timides agneaux; plus, sur son commandement, ils étaient délivrés à l'instant.

La grande réputation de sainteté du serviteur de Dieu attirait vers lui, de pays très-éloignés, un grand nombre de victimes de l'esprit malin. Une femme d'Ascoli, qui était violemment tourmentée depuis plusieurs années sans que les exorcismes eussent rien pu changer à son état, fut conduite à Rome à l'époque de la semaine sainte. Mise en présence du serviteur de Dieu, elle fut délivrée de ses obsessions à l'instant où le saint religieux faisait sur elle le signe de la croix.

De même, un jeune homme de Ferrare, possédé depuis dix ans de l'esprit du mal, fut traîné par six hommes aux pieds du Vénérable, le jour de l'Ascension, et délivré avec la même facilité.

Une femme de Carpineto, et une femme de Rome, nommée *Géronyme*, reçurent la même faveur.

Le serviteur de Dieu alla plusieurs fois visiter une femme possédée du démon, qui demeurait dans le quartier de Rome connu sous le nom de Trastevere. Un jour qu'il avait été témoin d'un accès de fureur des plus épouvantables, pris de pitié, notre Vénérable commanda d'une voix forte aux démons de sortir du corps de cette femme, sur laquelle il fit le signe de la croix. Aussitôt cette femme tomba comme morte, et se releva un moment après, délivrée de son ennemi.

Un chevalier romain, nommé Jean-Baptiste Alicorno, recourut au serviteur de Dieu pour obtenir que son jeune fils, nommé Clément, fût délivré du démon qui l'obsédait. Le Père Ange étant arrivé auprès de lui, trois hommes vigoureux ne purent soulever l'enfant, semblable à une statue de plomb. Alors, le Vénérable lui ayant mis la main sur la poitrine, il se mit à crier et sa fureur devint plus violente. Mais quand le saint religieux lui eut appliqué la main sur la tête, en lui commandant de le suivre, le jeune-homme, s'étant subitement calmé, le suivit comme un agneau, et ne parut conserver que de légères traces du mal terrible qui l'avait si cruellement tourmenté. Ces derniers vestiges disparurent entièrement eux-mêmes peu de jours après, lorsque, le jeune Clément s'étant rendu à Saint-Pierre-in-Montorio, le serviteur de Dieu eut fait oraison sur lui et lui eut donné sa bénédiction.

Toutes ces victoires du serviteur de Dieu sur l'esprit de ténèbres, et un grand nombre d'autres que nous passons sous silence, loin de lasser sa rage infernale, ne devaient servir qu'à augmenter sa fureur et exciter sa jalousie. Aussi, le démon, appelant à son aide la plus noire calomnie, se servit d'une âme déjà pervertie pour dénoncer notre Vénérable au cardinal Rusticucci, Vicaire du Pape. Il fut accusé d'avoir fréquemment employé les exorcismes contre les démoniaques en violation d'un édit et sans une autorisation spéciale de son Éminence. Le cardinal, bien qu'il n'ajoutât aucune foi à ces rapports, fit appeler le serviteur de Dieu pour entendre ses explications; or, il s'était toujours servi du signe de la croix et de l'imposition des mains, sans recourir aux exorcismes. Cette réponse, on le comprend, satisfit pleinement le cardinal Rusticucci, qui l'engagea à pratiquer sans crainte les vertus et à répandre autour de lui les dons qui lui avaient été accordés d'en-haut. Ainsi, le démon demeura confondu.

Le ciel ne se contenta pas de conférer au Vénérable un tel pouvoir sur les esprits infernaux: il voulut le consoler en lui donnant un avant-goût des joies célestes par des visions dont le serviteur de Dieu fut souvent favorisé. Nous en rapporterons quelques-unes.

Nous ne parlerons pas de cet avertissement que lui fit entendre une voix d'en-haut de quitter Frascati, où le cardinal de Sainte-Cécile l'avait prié de passer quelques jours avec lui. Cette voix, à laquelle le Vénérable obéit sur-le-champ, lui faisait connaître que, d'après la volonté de Notre Seigneur, il ne devait plus quitter désormais la ville éternelle où résidait son Vicaire, mais y multiplier ses prières pour les nombreux pécheurs dont les fautes affligeaient à un si haut point la sainte Église de Dieu. Le Vénérable était en ce moment en oraison, et son compagnon entendit distinctement cette voix lui notifiant cet ordre.

Un autre jour, le serviteur de Dieu revenait de Saint-Jean-de Latran avec le frère Boniface, son compagnon, qui nous a transmis le récit de ce qui va suivre, et qui nous apprend, d'après le Vénérable lui-même, que cette vision eut lieu avant le pontificat de Grégoire XIV, c'est-à-dire avant l'année 1590, ou dans les premiers mois de cette année, par conséquent lorsque Sixte Quint vivait encore.

Après avoir assez long-temps discouru avec Boniface sur la grande miséricorde de Dieu à supporter les pécheurs, il lui échappa de dire que ce qu'il avait vu lui faisait craindre de grands malheurs..... La curiosité de son compagnon s'étant trouvée fortement excitée, le Vénérable consentit à lui raconter cette vision, à condition que le frère tiendrait cette communication absolument secrète: « Sachez donc, poursuivit » alors le Père Ange, que, me trouvant de très-grand matin » dans ma chambre, où j'écrivais depuis matines suivant mon » habitude, mon Ange Gardien me fit un signe à l'ordinaire » pour m'avertir de me préparer à dire la sainte messe. Mais, » comme j'avais fait moins de travail que les autres jours, » je supposai que cette nuit le sacristain avait dû être en » retard pour sonner matines, et j'entrai dans la galerie » voisine de ma cellule, pour tâcher de reconnaître l'heure » qu'il était par l'aspect du ciel. Je lève les yeux; mais au » lieu de voir les étoiles, qui avaient toutes disparu, je vois » Notre-Seigneur Jésus-Christ, dont le corps laissait échapper » une grande abondance de sang de la tête jusqu'aux pieds, » comme ce dut être au moment où il fut couronné d'épines » et flagellé. De sa main droite le Sauveur tenait des verges » teintes de sang, avec lesquelle il semblait frapper la ville » et ses habitants. Plein de terreur, je me jetai la face contre » terre, demandant grâce et miséricorde pour les pécheurs. » Puis, quand je relevai la tête, la vision avait disparu. »

On a vu, dans le court récit de la vie du Vénérable, l'apparition qu'il avait eue, lorsque, au commencement de son second séjour à Rome, le Pape Sixte-Quint, après avoir

favorablement accueilli son *Exposition sur le symbole des Apôtres*, le chargea d'entreprendre un commentaire ou *Exposition des quatre Evangélistes*. Au milieu de ses hésitations et de ses perplexités, le Vénérable s'étant mis en prière dans la basilique de Saint-Marie-Majeure, cette bonne Mère, accompagnée d'une multitude d'Anges et de l'Apôtre saint Mathieu, daigna se montrer à lui et l'encourager dans la composition de cet important ouvrage. Cette apparition a fourni le sujet d'une fresque qu'on voit encore dans le cloître du couvent de *San Francesco a-Ripa*.

Le vénérable avait une dévotion particulière à sainte Marguerite. La nuit de la fête de cette sainte (probablement dans la nuit du 19 au 20 juillet, sans que nous puissions préciser l'année), pendant que le Père Ange était absorbé dans la contemplation des mystères de la passion de notre divin Sauveur, le bon Jésus lui apparut, accompagné de sa Très-Sainte Mère, de Sainte Marie-Madeleine, du séraphique saint François et de Sainte Marguerite, avec plusieurs Anges et quelques autres saints. Pendant cette vision, Notre-Seigneur communiqua et fit sentir au Vénérable Ange les douleurs qu'il souffrit dans sa passion et son crucifiement, et particulièrement les plaies du côté, des pieds et des mains, bien qu'elles n'apparussent pas à l'extérieur. On devine à quel point le serviteur de Dieu demeura confondu en recevant une telle faveur. Aussi, se voyant dans l'impossibilité de rendre de dignes actions de grâces, supplia-t-il humblement Marie et les autres saints de remercier le Seigneur pour lui.

Par cette faveur signalée, attestée d'ailleurs par plusieurs révélations après la mort du Vénérable, s'expliquent les vertus qui étaient communiquées par l'imposition ou l'attouchement de ses mains, et les innombrables guérisons qu'il opérait par ce moyen.

On comprend aussi, dès-lors, que, commentant le *Crucifixus* du symbole des Apôtres, au livre VI, chapitre 21 de son *Exposition*, tant louée par le souverain Pontife et le maître du sacré palais, il ait écrit ce passage, dont le sens, en effet, semble assez significatif: « UTINAM, INTER NOS ANNUMERATUS, VALEAM DICERE: *Mihi autem absit gloriari, nisi » in cruce Domini nostri Jesu Cristi, per quem mihi mundus » crucifixus est, et ego mundo;* EGO ENIM STIGMATA DOMINI JESU » IN CORPORE MEO PORTO, *gratia domini nostri Jesu Christi. » Non enim ex nobis, aut quisquam merito, sed ab eo qui » cuncta cruce meruit, donum hoc speramus promi et obse- » cramus, fac mecum signum in bonum, ut videant qui oderunt » me et confundantur, quoniam tu, Domine, adjuvisti me, et » consolatus es me.* »

On comprend enfin le fait qui se produisit au moment même où expirait le Vénérable Ange. On entendit dans sa poitrine un grand bruit, assez semblable à la détonation d'une arme à feu: son cœur s'était violemment ouvert, ainsi que cela fut constaté après sa mort, et enregistré dans le dossier des actes relatifs à la béatification; ce fait merveilleux et certainement bien extraordinaire marquait bien le degré de son amour; car, depuis que Jésus-Christ lui avait communiqué les douleurs de ses divines plaies, son cœur avait dû rester blessé; et comme cette blessure, observe un biographe, se trouvait trop petite, il dut se partager en deux et s'ouvrir pour donner issue aux flammes dont il était embrasé. C'est ainsi que saint Philippe de Néri sentit deux de ses côtes se rompre pour le soulagement de son cœur trop resserré. C'est ainsi encore que Dieu permit à un Ange de percer le cœur de sainte Thérèse avec la pointe d'une flèche, afin qu'elle pût respirer plus librement l'amour de son divin époux.

Avant de montrer à quel degré le Vénérable Ange del Pas posséda l'esprit de prophétie, mentionnons un fait qui nous servira de transition, en nous rappelant la rencontre miraculeuse dans laquelle saint François et saint Dominique s'étaient reconnus, salués par leurs noms et embrassés sans s'être jamais vus. — Le Père Ange se trouvait encore en Catalogne, et avait entendu parler des hautes vertus du *P. César Pergamo*, religieux Piémontais de l'Observance, alors dans la province de Valence; il était très-désireux de voir s'établir la Réforme entreprise par le Père Ange, dont il connaissait la sainte vie. Notre Vénérable s'étant rendu à Valence pour visiter cette Récollection en qualité de Vicaire Provincial, les deux saints religieux se rencontrèrent, et Dieu permit non-seulement qu'ils se reconnussent, mais qu'ils se découvrissent mutuellement leurs idées et leurs saints désirs. S'étant salués, ils s'embrassèrent: « N'êtes-vous pas le Père Ange del « Pas? » dit le Père César Pergamo; « voilà bien long-temps » que je désirais vous rencontrer, pour devenir votre compa- » gnon et votre serviteur. » Le Père Ange reprit alors de son côté: « N'êtes-vous pas le Père César Pergamo, que je » cherche moi-même pour m'aider à supporter le fardeau » dont on a chargé mes faibles épaules? » Dès ce jour, nos deux religieux travaillèrent ensemble à l'extension de la Réforme, jusqu'à ce que s'élevèrent les difficultés et les conflits que le lecteur connaît.

Un jour que le Vénérable allait visiter une basilique, il fut appelé dans la maison de don Frédéric Ceci, dont l'épouse, *dona Pulchérie*, désirait l'entretenir un instant. A peine le serviteur de Dieu fut-il entré, qu'une jeune fille de deux ans environ accourt vers lui en riant, embrassant son habit, et lui prodiguant toutes sortes de caresses enfantines. Le Père Ange s'interrompant à cette vue, dit aux parents: « Cette » enfant ne tardera pas long-temps à rejoindre les Anges » dans le Paradis. » Le fait est qu'elle ne put jamais se résoudre à quitter le Vénérable, et que, celui-ci descendant les escaliers pour sortir, elle ne cessa de crier et de pleurer, parce qu'elle ne pouvait le suivre. Ce que voyant le Père Ange, il lui dit: « Au ciel, mon enfant, au ciel. » Dix jours après, cette chère enfant, subitement saisie d'une fièvre, s'envolait en effet avec les Anges.

Dans une autre circonstance, Alphonse Marelli, de Città di Castello, se rendit à saint-Pierre-in-Montorio, pour obtenir du Vénérable qu'il pût être délivré de la folie intermittente dont il était affligé. Le serviteur de Dieu l'engagea à examiner sérieusement sa conscience et à faire une bonne confession. Mais comme le pauvre malade n'était pas en état de se recueillir et de se rappeler les péchés dont il avait à s'accuser, le bon père l'aida si bien, qu'il lui remit même en mémoire des fautes dont il avait précédemment oublié de s'accuser. Aussitôt que la confession fut achevée, le malade recouvra la raison et la santé.

Dona Virginie Caffarelli vint un jour trouver le P. Ange, le suppliant de prier pour le rétablissement de son mari et de son fils, tous deux malades en un pays éloigné. Le bon père lui promit de les recommander au Seigneur dans le saint sacrifice et de lui donner une réponse quelque jours après. La dame étant en effet retournée à saint-Pierre-in-Montorio, le Vénérable lui dit: « Consolez-vous: Notre-Seigneur, ayant » trouvé votre mari disposé, l'a appelé à lui. Quant à votre » fils, il a recouvré sa santé et va se rendre prochainement » auprès de vous. » Ce qui eut lieu.

La très-noble dame Dona Cornelia Orsini, mariée depuis plusieurs années, n'avait pas d'enfants pour perpétuer le nom de cette illustre famille. Le Vénérable Ange, auquel elle s'adressa, lui annonça qu'elle deviendrait mère avant un an. Mais Dona Cornelia, redoublant ses demandes, désirait un fils; et le Père Ange, au contraire, lui annonça qu'elle mettrait au monde une fille; ce qui se réalisa exactement.

Le Vénérable visitant un jour la dame Victoire Capizucchi de Riccio, celle-ci lui fit part de ses peines, afin qu'il daignât la consoler; et comme elle semblait murmurer de ce que

Dieu se conduisait sévèrement envers elle, tandis qu'il comblait de prospérités sa sœur Dona Artémise Ubertini, l'homme de Dieu, après l'avoir exhortée à la patience et à la confiance en Dieu, ajouta: « Ne murmurez pas ainsi; car le « ciel vous préservera des peines qui vont accabler votre » sœur. » A peu de jours de là, en effet, Dona Artémise, après avoir vu périr son mari dans un affreux accident, perdit toute sa fortune.

En 1595, la noble dame Julie de Massimi, inquiète et troublée sur le sort de son époux absent et malade, eut recours aux conseils et aux prières de notre Vénérable. Celui-ci, après avoir fait une courte oraison devant le Saint-Sacrement, répondit à cette pieuse dame: « Rassurez-vous, et ne pleurez » point; mais livrez-vous à l'espérance: car don César votre » époux est hors de tout danger, et vous le verrez arriver » à Rome en peu de jours. » La chose se réalisa comme l'avait prédit le serviteur de Dieu.

La même année, était venu à Rome un Anglais appelé Nicolas, très-versé dans les sciences humaines, mais engagé dans les erreurs de l'hérésie protestante. Cependant, son intelligence n'était point satisfaite des preuves sur lesquelles ses coreligionnaires appuyaient leurs croyances, et il demanda à être instruit sur la religion catholique. Le Père Ange fut son catéchiste, à la grande satisfaction de l'anglais, qui, après trois ou quatre mois de conférences, fut amplement instruit et convaincu sur tous les articles de notre foi. Aussi ne cessait-il de répéter que nul autre, dans Rome, n'eût aussi heureusement et aussi promptement réussi à dissiper tous ses doutes, bien moins par les enseignements de sa doctrine que par les exemples de sa sainte vie. — Cet Anglais était entré depuis peu dans le sein de l'Eglise catholique, lorsqu'il tomba malade. Le Vénérable le visitait souvent, discourant avec lui de choses spirituelles et édifiantes. Un jour, il lui dit: « Soyez » sans peine: Jésus-Christ vous a reçu dans sa sainte grâce; » et bientôt nous nous verrons en paradis. » En effet, peu de temps après cet entretien, le serviteur de Dieu fut atteint de la maladie dont il mourut; et quinze jours après, l'anglais passa à son tour de ce monde dans l'autre.

Peu de temps avant la mort du Vénérable, la sœur Nunzia, de Naples, veuve et du Tiers-Ordre de S. Francois, alla le visiter. Leur conversation était toute de choses pieuses ; et comme à propos de la Passion du Sauveur, la sœur Nunzia s'ouvrait au Père Ange du désir qu'elle éprouvait et du projet qu'elle avait formé d'accomplir le pèlerinage des Lieux-Saints, il lui répondit simplement: « Vous n'irez à Jérusalem » qu'après que j'y serai allé moi-même. » — « Et quand donc » voulez-vous y aller? » — « Bientôt. » Deux mois après, le Vénérable Ange quittait ce monde, et ces paroles se trouvaient vérifiées ; car il avait voulu parler de la Jérusalem céleste, où la sœur Nunzia alla effectivement le rejoindre au mois de novembre de la même année.

Nous avons vu, en racontant la vie du Vénérable, qu'il avait clairement prédit sa mort, alors que rien ne pouvait la faire soupçonner. Voici quelques nouveaux détails.

Un mois avant que le serviteur de Dieu fût atteint de la maladie qui devait le délivrer de cette vie mortelle, on célébrait la fête de Saint Bonaventure (14 juillet 1596). Un ami du saint religieux, croyant lui être agréable, lui envoya un plat de figues fraîches. Aussitôt, il dit au frère Boniface: « Portez ce plat au Père gardien, de la part du frère Ange, » à l'occasion de la fête de saint Bonaventure; car tout notre » malheur vient figurativement du figuier, dans lequel a été » figuré aussi le mystère de notre salut et de nos espérances: » *ficus protulit grossos suos*..... » Le frère s'acquitta du message et de la commission; puis, étant revenu auprès du serviteur de Dieu, il le pria de lui donner l'explication de ces paroles, dont il n'avait pu pénétrer le sens obscur et parabolique. Le Père Ange, levant alors les yeux au ciel: « Sachez, » dit-il, que Notre-Seigneur ne veut pas que je mange cette » année des figues du jardin de ce monde, parce que, malgré » leur douce saveur, elles ne laissent pas d'avoir une certaine » amertume qui les rend souvent nuisibles. Mais la miséricor- » dieuse bonté de ce même Dieu veut bien m'en donner de » douces célestes, qui commencent déjà à mûrir. » Le frère Boniface objectant qu'il ne comprenait pas encore: « Tant » mieux, reprit le Vénérable: vous ne serez pas ainsi tenté » de faire connaître ces choses avant de les avoir vous-même » bien comprises, ce qui ne tardera pas long-temps. »

Comme on lui reprochait de ne pas sortir et de rester enfermé comme en prison: « On ne se trompe guère, répon- » dait-il, en disant que je suis comme en prison ; mais je » sortirai bientôt une fois pour toujours: après quoi je ne » pourrai plus sortir de moi-même. »

Le 21 août, avant-veille de sa mort, son compagnon le frère Boniface, lui ayant dit: « Père, s'il plait à la divine « majesté de vous attirer à lui, n'en êtes-vous pas content? » — « Oh! ce n'est point là que tendent mes pensées, repartit » le malade; car je suis très-certain qu'avant que le soleil se » lève trois fois, je quitterai la prison de ce monde. »

En parlant des dons surnaturels du Vénérable Ange del Pas, nous devons, pour ne pas nous répéter encore, nous contenter de rappeler simplement la tempête miraculeusement apaisée dans la traversée de Gênes à Palerme, ainsi que ce qu'il y eut de merveilleux et d'extraordinaire dans l'admirable composition de ses ouvrages, qui semblerait exiger dix fois plus de temps que celui dont pouvait disposer le serviteur de Dieu, en dehors des cinq heures employées à l'oraison et de tout le temps que lui prenait l'exercice des œuvres de charité. Le secret de cette grâce particulière, c'est que le don de science lui avait été départi dans une large mesure, suivant ce qu'il avait dit lui-même au Père Pierre-Jean Zaragoza, adjoint au maître du sacré-palais pour l'examen des écrits du Vénérable Ange: « Ce n'est pas moi qui suis l'auteur de » ce que j'écris; c'est Dieu même, qui, par son infinie mi- » séricorde, et malgré les difficultés et les dérangements qui » se mettent souvent à la traverse, me fait la grâce de ne » jamais perdre de vue, dans les interruptions que je suis » fréquemment obligé de subir, ce qui doit constituer la suite « de mon travail. »

X. Réputation de sainteté après la mort.

Les dons que le ciel avait accordés à notre Vénérable lui survécurent ; et le récit des faits extraordinaires qui se produisirent après sa mort pour proclamer sa sainteté, ne serait ni moins long ni moins saisissant que le récit des faits de sa vie. Ici encore, il faudra faire un choix, pour pouvoir exactement apprécier la gloire posthume du Vénérable Ange, et les grâces prodigieuses qui ont germé sur son tombeau.

A l'instant même où le Vénérable rendait son âme pure à ce Dieu qui l'avait tant favorisée de ses dons célestes, un convers d'une grande piété, le frère André de Ponzano, qui avait été compagnon du saint religieux et dormait d'un profond sommeil, entendit une voix qui l'appelait: « frère » André, pourquoi ne vas-tu pas voir ton Père fr. Ange, qui » part de cette vie pour le ciel, accompagné d'une multitude » d'Anges? » Frère André, réveillé par cette impression, crut qu'il était le jouet d'un rêve, et ne tint aucun compte de cet incident. A peine s'était-il rendormi, qu'il entendit les mêmes paroles. Comprenant alors que ce pouvait être un avis du ciel, il se leva, et, accourant à la chambre de l'homme de Dieu, il acquit la certitude qu'il venait d'expirer.

Les démons semblaient lui obéir, même après sa mort. C'est ainsi que Pauline de Rignano, tourmentée depuis cinq

ans par le mauvais esprit, s'en vit délivrée aussitôt qu'elle eut été transportée sur le tombeau du Vénérable. — La même chose arriva à Dona Lucrezia, veuve romaine, et à une autre femme appelée *Delia*, du diocèse de Spolète.

Peu de jours avant sa dernière maladie, le Vénérable, qui venait de boire un verre d'eau fraîche, en prit occasion pour demander à son compagnon, frère Boniface, à quoi pouvait servir l'eau fraîche: « A éteindre la soif, répondit le » frère. — « Vraiment, reprit le frère Ange, elle sert à bien » autre chose : n'oubliez pas que c'est un excellent remède « contre les diarrhées et dérangements d'estomac. » Au mois d'octobre suivant, c'est-à-dire deux mois après la mort du serviteur de Dieu, le frère Boniface, qui résidait alors au couvent de San-Francesco-a-Ripa, fut pris par une forte fièvre, bientôt suivie de flux de ventre et de douleurs très-aigues, qui le mirent en quelques heures dans une position désespérée. Le malade, après s'être particulièrement recommandé à la sainte Vierge, se rappela les paroles du Vénérable Ange et se mit à boire de l'eau fraîche. C'était le soir. Il ne tarda pas à s'endormir; et le lendemain, en se réveillant, il se trouva sans fièvre et parfaitement guéri.

Une autre fois, le frère Boniface fut tourmenté d'une érysipèle à la tête, dont l'enflure était telle qu'on craignait beaucoup pour sa vie. Dans cet état, le malade eut recours au pouvoir du serviteur de Dieu; et ce ne fut pas en vain; car en peu de temps tout danger disparut.

Dans le courant de 1607, le même frère endurait les douleurs atroces de la goutte aux pieds et aux mains, ce qui l'empêchait absolument de reposer la nuit. S'étant encore recommandé au Vénérable Ange avec une grande confiance, il obtint d'abord le calme et le sommeil, soit avant, soit après matines; et bientôt il fut entièrement délivré de la goutte.

Olympe d'Orvieto souffrait de grandes douleurs de tête que rien ne pouvait calmer. Elle s'en trouva entièrement débarrassée, avant même de sortir de l'église de saint-Pierre-in-Montorio, où elle avait été se prosterner sur le tombeau du Vénérable Ange.

Jean-Baptiste Francischino, de Tivoli, pharmacien à Rome, dont la fille avait été guérie par le serviteur de Dieu, éprouvait aussi depuis long-temps des migraines intolérables. Il se recommanda à son tour à l'intercession du Vénérable Ange, obtint la faveur de toucher le cœur du serviteur de Dieu, et fut entièrement rétabli le troisième jour.

Marguerite Teofili, fille de Sertorio Teofili, avocat consistorial, était affligée de palpitations de cœur dont aucun traitement n'avait pu triompher. Le même moyen amena également une complète guérison. — Il en fut de même pour Marc-Antoine Cibo, que les douleurs de la goutte empêchaient de se mouvoir et de dormir; de Dona Lucrezia Alborghetti, que les médecins avient condamnée à perdre la vue sans remède; et de plusieurs autres. — Nous ne parlons pas des nombreux enfants dont la guérison fut obtenue par la puissante intercession du serviteur de Dieu et enregistrée dans son procès de béatification: le fils de Messire Jean Alti, de Rome; le jeune Ange Fulvio; Mariano Sangallo; André Cotta.

Un volume suffirait à peine à rapporter en détail tous les faits extraordinaires dûs à l'intervention du Vénérable Ange del Pas, soit durant sa vie, soit après sa mort.

Nous ne pourrions mieux terminer qu'en résumant ici quelques-uns des principaux témoignages rendus à notre Vénérable dans le dossier du procès engagé pour sa béatification, ou par les divers auteurs qui en ont parlé.

Une des gloires du serviteur de Dieu sera d'avoir été hautement apprécié par le souverain Pontife Grégoire XIII, et plus tard, d'avoir été souvent consulté par deux autres papes, Sixte-Quint et Grégoire XIV. On a vu tous les priviléges et exemptions que lui accorda Grégoire XIII. Sixte-Quint, qui avait été franciscain, le combla de faveurs, et alla jusqu'à lui offrir la pourpre, que l'humble religieux ne voulut jamais accepter. Ce Pontife lui envoyait souvent son secrétaire, D. Marcel Vestrio Barbiano, pour lui recommander la composition de ses ouvrages, et lui rappeler de prier pour l'Église et sa Sainteté. Un jour que ce prélat rendait compte de l'impression que lui avait laissée sa dernière visite au Père Ange, le Pape lui dit: « Cet homme de Dieu est un autre saint » Bonaventure, et mérite d'être honoré comme ce grand » docteur. » — Grégoire XIV, qui succéda à Urbain VII, dont le Pontificat n'avait duré que quelques jours, aimait à s'entretenir avec le serviteur de Dieu, soit des affaires de l'Église, soit de choses spirituelles: il avait même vu plusieurs fois ses souffrances soulagées par le contact ou la simple présence du Vénérable. Ce Pontife aimait à dire que le Père Ange était *un parfait serviteur de Dieu*. C'est ce que déclara D. Marcel Vestrio Barbiano dans une attestation du 4 juin 1602.

François Gonzaga, évêque de Mantoue, qui fut pendant huit ans général de l'Ordre de Saint François, a rendu témoignage aux talents, aux vertus et aux dons surnaturels du serviteur de Dieu, qu'il avait connu personnellement, comme on l'a vu dans le récit de sa vie. Cette attestation, également jointe au dossier du procès de béatification, et datée du 31 août 1605, contient, en outre, l'expression du témoignage pu R. P. Taberner, originaire de Catalogne, et qui, ayant connu particulièrement notre Vénérable, avait été secrétaire de Mgr Gonzaga pendant son généralat.

Afin de ne pas trop multiplier les citations, nous nous bornerons à rappeler les attestations du R. P. Louis Amiganti, pénitencier de saint Jean de Latran, et du *R. P. Louis de Trioria*, dont nous avons eu déjà l'occasion d'invoquer l'autorité.

Nous terminerons en indiquant les auteurs qui ont écrit la vie du Vénérable, ou qui, dans divers ouvrages, ont eu occasion de parler de lui:

1. *Barezzo Barezzi*, de Crémone, dans son intéressant et important ouvrage intitulé: *Chroniques des frères Mineurs (delle Croniche dell'ordine de'frati Minori)*, quatrième partie, livre X, chapitres 17 à 54. Ces *Chroniques*, traduites en fransais par Blancone, sont la principale source où nous avons puisé; car Barezzo s'est appuyé sur les documents laissés par le frère Boniface, compagnon du Vénérable.

2. Le célèbre annaliste *Wading*, dans sa vaste compilation intitulée: *Annales Minorum* (tom. 1, pag, 213); et les continuateurs de ces mêmes Annales (tomes XX et XXI, passim).

3. *Marca*, dans sa *Crónica seráfica de la santa Provincia Cataluna*, livre 1, chap. 32 à 42, et liv. III, cap. 17 et 18.

4. *Menologium S. P. N. Francisci*, etc.; auctore *Fortunato Huebero*, die XXIII augusti.

5. *Martyrologium Franciscanum*, etc.; curâ ac labore *R. P. Arturi à Monasterio, Rothomagensi, Recollecti*, ibid.

6. *Legendario francescano*, dal *P. Benedetto Mazzara è Pietro di Venezia*.

7. *Historia generalis Ordinis Recollectorum, auctore P. Rapina* (decade IX, part. 1 et 3.)

8. *Daza*, dans son *Historia franciscana* (lib. IV, cap. 30 et 31).

9. *Thielmans*, dans ses *Vitae sanctorum Seraphici Ordinis* (*tom.* 1).

10. *Nicolas Antonio*, dans sa *Bibliotheca hispana vetus, sive hispani scriptores;* etc... (tom. 1, pag. 72; et tom. II, pag. 656).

11. *D. D. Felix Torres y Amat*, dans son *diccionario critico de escritores catalanes* (V° Paz).

12. *Pedro Serra y Postius*, dans son livre intitulé: *Prodigios y finezas de los Santos Angeles, hechas en é principado de Cataluña* (Passim).

13. *Balinghen*, dans son *Appendix ad Calendarium Verginis Mariae*.

14. *Courcier*, dans son *Negotium saeculorum Maria.*

15. *Algezira*, dans son *Arbor epilogica totius ordinis franciscani.*

16. *Hélyot*, dans son *Histoir des Ordres Religieux.*

17. *Gorres*, dans sa *Mystique;* traduction française de Saint-Foi, livre IV, chapitre 16. (tome II, pag. 198).

18. Enfin, les auteurs de l'*España Sagrada*, tome XLV, pag. 194.

MÉLANGES.

Lettre inédite d'Amyot évêque d'Auxerre au cardinal Gaetani, légat de Sixte V à l'époque de la Ligue.

« Reverendissimo et Illmo Domino C. Cardinali Caetano in » Francia Legato.

» Reverendissime et Illustrissime Domine, D. Cardinalis » Cajetane, Sanctissimae Sedis in Francia Legate.

» Accepi tandem litteras, quas ad me D. V. dignata est, » illaesas et incorruptas, quod mihi prope miraculi loco fuit, » cum hodie plena sint itinera omnia grassatoribus et obses- » soribus viarum, qui viatores, si non interimunt certe num- » mis et vestibus etiam exuunt, et si quas habent litteras quae » momenti esse videantur, ad suorum consilium transmittunt, » aut alio partium dilacerant et in ignem conjiciunt.

» Et quoniam me longissima et odiosissima molestia in- » sontem Dignatio vestra liberavit, ex eo gratias quantas pos- » sum maximas Dominationi Vestrae ago, faciamque sedulo ut » quod mihi verbo et scripto mandatum est fideliter impleam. » Quod autem mea sponte eram facturus, ut populum pro vi- » ribus ad poenitentiam his sacrorum jejuniorum diebus exhor- » tarer; faciam etiam studiosius et accuratius, quoniam gravis- » simis litteris suis admonere me voluit, iram Dei, et male- » dictionem stillasse super regnum istud, quia peccavimus et » iniquitatem fecimus: cum ante annos triginta et eo amplius » liberum introitum haeresibus in regnum christianissimum de- » dimus, magistris et ministris errorum divulgandi insanias suas » falsas ad populum licentiam, frementibus et gementibus om- » nibus piis, concessimus, et maledictis pacificationum edictis » saepius repetitis, factiosorum et seditiosorum hominum au- » daciam aluimus, sanctissimis jussionibus summorum Pontifi- » cum, qui per nuncios suos publicationem sacrosancti Concilii » Tridentini urgebant acquiescere et parere detrectavimus, id- » circo civilia et intestina bella ex eo continenter patimur, et » si gravia sunt quae portamus, longe atrociora et acerbiora » etiam sunt quae metuimus, si sub haeretico principe, quod » Deus avertat, vivendum nobis erit, nempe universalem re- » ligionis paucis annis mutationem, et a Sancta Sede disces- » sionem, quia qualis rector civitatis, tales et inhabitantes » in ea. Sed quoniam ad eam pestem divertendum D. V. » destinatam esse a Sanctissimo Domino nostro pro paterna » ejus in nos benignitate scimus, ideo venerabundi sicut An- » gelum Domini exercituum coelitus demissum suscipimus, et » omnem negotiationis piissimae successum exoptamus. Jubi- » leum una nobis illatum multis exemplaribus excudendum, » et ad singula oppida, castella et pagos nobiliores diœcesis » nostrae ferendum curavimus per praedicatores, qui ad prae- » dicandum Evangelium quoquo versus mittuntur, ut et in urbe, » et per totam diœcesim secunda quadragesimae dominica ce- » lebretur: sed in eo magnae difficultates erunt; cum tertia » pars et eo amplius diœcesis nostrae ab adversariis occupetur, » eorumque praesidiis teneatur, et per agros nobilitas fere tota » partibus nostris infensa ab inimicis stet, et praedabunda per » villas divagetur: Ecclesiasticis praecipue infesta, Sanctae Sedis » mandata et nostra flocci faciat: quod tamen praestari poterit » in eo studii ac diligentiae a nobis nihil praetermittetur, in » eoque perseverabitur, quod jam ante multos annos et pri- » vatis in congressionibus, et in publicis ad populum concio- » nibus a nobis asservatum est, eos qui jugum ducunt cum » haereticis et eis confœderati sunt, committere eam peccati » contra Spiritum Sanctum speciem quae impugnatio agnitae » veritatis appellatur si non directe certe oblique, cum pro » eis, et cum eis pugnent qui ecclesiasticae veritatis hostes » palam sese declararunt. Faxit Dei optimi maximi misericordia, » ut vestra ista legatio honorificentissima et gloriosissima illa » quidem, sed omnium quae contingere potuerunt longe diffi- » cillima et impeditissima, Deo grata, Ecclesiae universali, » et vobis laeta, et nobis fructuosa evadat.

» Et D. V. Reverendis. et Ill. incolumem conservet.

» Antissiodori postridie nonas martii 1590 – Reverendissimae » et Illmae D. V. orator humillimus. – F. Amyotus episcopus » Antissiodori.

— *Eglises des réguliers. Permission de l'Ordinaire pour y exercer les fonctions religieuses.*

Les réguliers doivent demander la bénédiction de l'évêque afin de pouvoir prêcher dans leurs églises, et sa permission expresse, pour prêcher dans les autres églises. Le décret du concile de Trente est formel sur ce point La permission de l'évêque est nécessaire aussi pour les bénédictions du Saint-Sacrement, pour les neuvaines, et autres exercices de ce genre.

Un évêque peut-il exiger qu'on lui demande la permission chaque fois, ou bien y a-t-il lieu d'accorder une permission générale chaque année?

Cette question a été déférée à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers pour les Jésuites. Un évêque exige qu'on lui présente par écrit la liste détaillée de toutes les fonctions qui ont lieu dans leur église. Il veut ne donner la permission de prêcher qu'à certains pères nommément désignés, au lieu de permettre indistinctement pour tous les pères de la maison. Enfin, il exige que les scolastiques qui ne sont pas engagés dans les ordres sacrés se présentent à lui et demandent bénédiction ou permission, avant de faire les instructions et les catéchismes qu'on a coutume de leur confier, suivant l'usage de la Compagnie. — La S. Congrégation des Evêques et Réguliers décide les points suivants: 1. Toutes les fois qu'il arrive dans la maison un religieux qui doit prêcher publiquement, ce religieux doit se présenter à l'évêque, pour demander la permission de prêcher hors de l'église du couvent, ou bien la bénédiction du prélat si le sermon a lieu dans l'église du couvent. 2. Pour les fonctions extraordinaires qui n'ont pas lieu tous les ans, il faut demander permission à l'évêque *pro singulis vicibus.* 3. En ce qui concerne les fonctions ordinaires, le supérieur, au commencement de chaque année, doit demander l'autorisation de les faire. 4. Si le prélat veut savoir en détail quelles sont ces fonctions ordinaires, le supérieur doit les énumérer verbalement, non par écrit. 5. Le pouvoir de confesser n'est pas compris dans ces dispositions; car le concile de Trente et la bulle de Clément X *Superna* prescrivent l'approbation et la permission épiscopale pour chaque religieux et pour le temps que l'évêque juge devoir fixer. Les scolastiques ne sont pas désignés nommément dans la décision de la S. Congrégation; mais on peut dire qu'ils sont compris dans la disposition d'après laquelle tous ceux qui doivent prêcher publiquement sont obligés de se présenter à l'évêque et de demander, soit sa permission, soit la simple bénédiction, suivant le cas.

» Catacen, seu Societatis Jesu. — *Super licentia petenda » ab episcopo ad exercendas sacras functiones.* In causa Ca- » tacen. censurarum vertente inter promotorem fiscalem cu- » riae episcopalis Catacen. ex una, et rectorem collegii Soc. » Jesu ex altera partibus proposita fuerunt infrascripta dubia

» 1. An censurae substineantur?

» 2. An patribus Jesuitis non renuentibus petere ab episcopo singulis annis licentiam pro solitis suis functionibus explendis, pro quibus indigent etiam licentia, vel benedictione ordinarii, possit episcopus exigere ab eis, ut singillatim exprimant in scriptis functiones, quas explere debent, ita ut si eas noluerint exprimere, valeat eam denegare, vel limitate concedere pro certis functionibus?

» 3. An possit episcopus dictam licentiam, seu benedictionem concedere pro determinatis patribus, seu potius teneatur illam concedere pro omnibus in collegio existentibus?

» 4. An episcopus possit prohibere patribus Jesuitis studentibus, adhuc in sacris non constitutis, exhortationes, et catechismata, quae juxta propositum institutum peragere solent, nisi prius coram ipso se praesentent, et petant licentiam vel respective benedictionem a sac. Concilio Tridentino requisitam?

» Sacra Congregatio, referente Emo Belluga, ponente, partibus auditis, ac re undique perpensa ad suprascripta dubia sequentem in modum respondit, nempe:

» Ad 1. Censuras esse nullas. Ad reliqua ad Emum ponentem juxta mentem ipsius S. Congregationis, et mens est ut pro sacris functionibus, quae fiunt in Ecclesia Societatis, vel extra, nempe sermonibus, exhortationibus, expositione Venerabilis, et aliis fieri solitis, excepta facultate excipiendi confessiones, P. rector initio cujuslibet anni petat licentiam ab episcopo illas exercendi, quam episcopus respective concedat, et si episcopus velit, ut P. rector exprimat, quae sint functiones singulis annis solitae fieri, eas in voce pro unica tantum vice exprimere non recuset. Pro functionibus vero sacris extraordinariis, quae occurrunt a patribus explendae, quaeque non sunt solitae singulis annis fieri, servetur solitum petendi licentiam pro singulis vicibus pro eis explendis: insuper quotiescumque venerit aliquis religiosus Societatis qui sermones sit publice habiturus, debeat semel se praesentare coram episcopo cum approbatione sui rectoris pro licentia eos habendi extra Ecclesiam, et respective benedictionem intra Ecclesiam Societatis. — Romae 25 aprilis 1741. ».

— *Congrégations religieuses. Approbation des constitutions. Présidence des chapitres. Vœux temporaires. Renvoi en cas d'aliénation mentale. Salles d'asile et séminaires tenus par des sœurs.*

Avant l'approbation définitive des constitutions, le Saint-Siége a coutume de les approuver *per modum experimenti*, pour un certain laps de temps. Quelquefois, l'épreuve n'étant pas jugée suffisante, on proroge cette approbation provisoire.

Les chapitres généraux des congrégations de femmes sont présidés par l'évêque du lieu où ils sont convoqués; l'évêque préside en qualité de délégué apostolique. On donne facilement le pouvoir de subdéléguer, au besoin.

Dans les instituts non cloîtrés, il est utile de faire des vœux temporaires avant de laisser prononcer les vœux perpétuels. Il est bien des cas où trois ans de vœux temporaires ne sont pas une épreuve suffisante.

Il n'est pas permis de renvoyer une sœur atteinte d'aliénation mentale; mais on peut traiter avec la famille, pourvu qu'on reçoive de nouveau la religieuse après sa guérison: les vœux conservent toute leur force, même dans ces cas exceptionnels.

Enfin, la S. Congrégation a pour maxime de rayer inexorablement des constitutions toutes les dispositions relatives aux séminaires et aux salles d'asile; car les convenances religieuses ne permettent pas que des sœurs vivent parmi des séminaristes, ni qu'elles soignent des enfants du sexe masculin.

Les maximes que nous venons d'énoncer sont exprimées dans une lettre récente de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers.

« Perillustris ac reverendissime Domine uti frater. — Superiorissa generalis pii instituti sororum NN. quod in ista diœcesi ortum habuit, mense martio proximo elapso ad hanc S. C. Episcoporum et Regularium supplicem dedit libellum, quo adprecata est ut praefati pii instituti constitutiones, quae sub die 25 augusti 1861 per modum experimenti ad triennium approbatae fuerunt, a SSmo Dno Nro Pio Papa Nono definitive approbarentur, simulque postulavit ut in iisdem constitutionibus quasdam perfici modificationes liceret. Facta SSmo Dno Nro de memoratis petitionibus relatione per infrascriptum Dnum Pro-Secretarium in audientia habita sub die 27 junii currentis anni 1865, Sanctitas Sua mandavit ut praedictarum constitutionum approbatio per modum experimenti ad alium triennium prorogaretur, prout praesentium tenore prorogatur, ac insuper Amplitudini tuae facultates tribui jussit, uti pariter vigore praesentium tribuantur, sequentes modificationes in enunciatis constitutionibus admittendi nempe — 1. Ut capitulo generali praesideat nedum episcopus loci, in quo celebratur, tamquam apostolicus delegatus, verum etiam alia idonea persona ab episcopo subdeleganda, quoties praesse impediatur. 2. — Ut vota simplicia ad triennium a sororibus post novitiatum emissa, renoventur ad aliud triennium, priusquam ad vota perpetua admittantur, si ita in aliquo casu particulari justis de causis superiorissa generalis de consensu suarum consultricum expediens judicaverit. 3. — Ut supprimatur in praedictis constitutionibus articulus quoad capsam pii instituti tribus clavibus claudendam, et custodiendam, dummodo tamen in praxi dictis tribus clavibus claudatur, et custodiatur. 4. — Ut superiorissa generalis pro sororibus, quae emissis votis triennalibus, aliquo gravi mentali morbo corripiuntur agere possit cum earundem parentibus, ad hoc ut extra pii instituti domos curentur, cum obligatione tamen eas iterum in pium institutum recipiendi, si convaluerint, quin unquam liceat praedictae superiorissae eas ab instituto dimittere praedictis durantibus votis.

» Tandem quoniam superiorissa in memorato supplici libello exposuit pium institutum haud potuisse deserere ob quaedam impedimenta omnes infantium scholas, et curam quam in seminariis exercebat, prout per literas hujus Sacrae Congregationis sub die 8 februarii 1863 infra biennium fieri eidem demandabatur; Sanctitas Sua memoratae superiorissae per Amplitudinem tuam significari praecepit, ut quamcitius fieri poterit et saltem intra sequens biennium praedictae scholae, ac cura seminariorum a pio instituto dimittantur.

« Interim Amplitudini tuae prospera omnia ac felicia adprecor a Domino. Romae 2 augusti 1865. »

— *Nouvelle édition du Rituel romain. Appendix renfermant diverses bénédictions et formules approuvées par le Saint-Siége.*

L'imprimerie de la Propagande vient de publier une nouvelle édition du Rituel romain. Nous n'avons aucune observation à faire sur la première partie, qui est entièrement conforme aux éditions officielles de Paul V et de Benoît XIV. Mais la seconde partie est intéressante à plus d'un titre; on y trouve diverses formules rituelles d'une incontestable authenticité, attendu qu'elles ont été publiées avec l'autorisation de la S. Congrégation des Rites. On lit à la fin du volume: « Revisione peracta, Sacra Rituum Congregatio indulget, ut supra adnotatae formulae benedictionum, et alia a Sancta Sede approbata Appendicis solummodo loco apponi valeant in fine Ritualis Romani modo edendi typis Sacrae Congregationis de Propagauda Fide. Ex secretaria Congregationis Sacrorum Rituum. Die 16 novembris 1864. »

Voici l'énumération des bénédictions et autres formules rituelles que contient cet *Appendix*.

1. Formule abrégée pour la bénédiction des fonts baptismaux, suivant la concession de Paul III pour les missionnaires du Pérou.

2. Instruction pour un simple prêtre qui administre le sacrement de confirmation par délégation du Saint-Siége; cette instruction remonte à l'année 1774.

3. Instruction de la S. Congrégation des Rites en date du 12 mars 1858 pour le prêtre qui est autorisé à dire deux messes le même jour. (Voir *Analecta*, 26e livraison, col. 744.)

4. Moyen de porter secrètement le viatique aux malades. (D'après la constitution de Benoît XIV, *Inter omnigenas*, pour la Servie et d'autres missions).

5. Décret de la S. Congrégation des Rites du 9 juillet 1864 sur l'emploi du pétrole et des huiles végétales.

6. Bénédiction des chemins de fer. (On ne donne pas celle des télégraphes.)

7. Bénédiction *ad omnia*, pour toutes les choses à l'égard desquelles il n'existe pas de bénédiction spéciale dans le Rituel.

8. Instruction pour les prêtres délégués par le Pape pour bénir les croix, les chapelets, les statues et les médailles.

9. Bénédiction du scapulaire de la Trinité.

10. Manière d'ériger les stations du Chemin de la Croix.

11. Bénédiction du scapulaire noir de la Croix et de la Passion de Notre-Seigneur.

12. Bénédiction des Rosaires de la Sainte-Vierge, formule approuvée pour l'ordre de S. Dominique.

13. Absolution des membres de la confrérie du Rosaire à l'article de la mort.

14. Bénédiction du scapulaire de Notre-Dame du Mont-Carmel.

15. Absolution des fidèles aggrégés à la confrérie du Carmel à l'article de la mort.

16. Bénédiction du scapulaire bleu de l'Immaculée-Conception.

17. Application de l'indulgence plénière à l'article de la mort.

18. Bénédiction du scapulaire de Notre-Dame de la Merci.

19. Bénédiction de la ceinture de la Sainte Vierge, et absolution des confrères à l'article de la mort.

20. Bénédiction du chapelet de Notre-Dame des Sept-Douleurs.

21. Bénédiction du cordon de S. Thomas d'Aquin.

22. Bénédiction des médailles de S. Benoît.

23. Bénédiction du cordon de S. François d'Assise.

24. Bénédiction du cordon de S. François de Paule.

25. Petit Rituel de Benoît XIII pour les églises paroissiales qui n'ont pas le moyen de faire les cérémonies de la semaine sainte avec diacre et sousdiacre.

— *Obligation d'appliquer la messe pro populo chez les chrétiens des rites Orientaux.*

Comme l'obligation d'offrir le saint sacrifice *pro populo commisso*, dérive d'un commandement divin, les évêques et les curés orientaux doivent aussi bien remplir ce commandement que les Latins. Toutefois, en ce qui concerne la détermination des jours, les Orientaux peuvent se conformer aux lois et aux usages louables qui sont en vigueur dans les divers diocèses. A défaut des lois et des traditions sur un point aussi important, ils doivent prendre pour modèle la discipline de l'Eglise latine et demander au Saint-Siége les adoucissements et les dispenses que les circonstances semblent exiger.

Ces diverses règles sont exprimées dans une décision de la S. Congrégation de la Propagande en date du 23 mars 1863. Voici les *dubia* et la réponse.

« I. An obligatio applicandi missam pro populo, quae se-
» cundum jus Ecclesiae occidentalis imponitur episcopis et pa-
» rochis, locum pariter habeat in iisdem personis ritus orien-
» talis.

» Quatenus affirmative.

» II. An, quoad dierum determinationem, servari debeant
» leges et consuetudines rationabiles, quae vigere reperiantur,
» in aliquibus diocesibus ejusdem ritus.

» III. An, in defectu talium legum, et consuetudinum, ejus-
» modi dierum determinatio fieri debeat juxta normam, et
» integram extensionem legum occidentalium.

» IV. An ob graves rationes et circumstantias, locus fieri
» possit alicui reductioni dierum, qui determinati sunt a legibus
» occidentalibus, et deveniri etiam ad totalem dispensationem,
» obligatione tamen injuncta orandi pro populo, in iisdem mis-
» sis quae applicari pro eodem deberent.

» Resolutio dubiorum — S. Congregatio de Propaganda Fide in comitiis habitis die 23 martii 1863 respondere censuit:

» Ad I. *Affirmative.*

» Ad II. *Affirmative.*

» Ad III. *Negative.*

» Ad IV. *Provisum in tertio, et ad mentem.*

— *Vicaires apostoliques et missionnaires. Application de la messe pro populo.*

Dans les pays où le siége épiscopal et les paroisses n'ont pas été érigées canoniquement, les vicaires apostoliques et les missionnaires ne sont pas obligés *ex justitia* d'appliquer le saint sacrifice pour les fidèles les dimanches et les fêtes, suivant la constitution de Benoît XIV; seulement il est convenable qu'ils fassent cette application par l'inspiration de la charité. Quelques anciens décrets de la S. Congrégation de la Propagande semblent indiquer une obligation, *teneri ex charitate;* mais une décision du 23 mars 1863 définit clairement que ce n'est là qu'une chose de convenance. Voici les *dubia*, suivis de la réponse:

« I. An vicarii apostolici et missionarii, qui quovis modo
» suscipiunt animarum curam in aliquo determinato loco, te-
» neantur indiscriminatim *ex justitia* applicare missam pro
» populo, diebus festis.

« Et quatenus negative.

» II. In quosnam vicarios apostolicos, et missionarios ejus-
» modi onus incumbat?

« III. An illis, qui ex justitia non tenentur, responderi
» debeat: *Decere ex charitate*, vel *teneri ex charitate*, ad ap-
» plicandam missam pro populo.

» IV. An, probata formula - *teneri ex charitate*, - haec in-
» telligi debeat de obligatione *sub gravi*.

» Sacra Congregatio de Propaganda Fide, discussis quaes-
» tionibus in comitiis habitis die 23 martii 1863 respondere
» censuit:

« Ad I. *Negative; dummodo non agatur de locis in quibus*
» *sedes episcopalis, ac paroeciae, canonice erectae jam sint,*
» *atque ad ea vicarius apostolicus, et missionarii. missi sint*
» *ut legitimorum Pastorum vices gerant.*

» Ad II. *Provisum in primo.*

» Ad III. *Vitandam esse locutionem* – teneri ex charitate;
» – *dicendum autem esse:* – decere ex charitate, – *idque ita, ut*
» *nulla proprie dictae obligationis significatio appareat.*

» Ad IV. *Provisum in tertio.* »

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.

IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-TREIZIÈME LIVRAISON.

NOTES DE SAINT VINCENT FERRIER SUR LA SOMME DE SAINT THOMAS.

En 1412, Saint Vincent Ferrier résida quelque temps à Caspè, ville du royaume d'Aragon, en qualité de commissaire pour la controverse relative à la désignation de l'héritier des trois couronnes d'Aragon, de Catalogne et de Valence. Pour terminer cette controverse, qui depuis deux ans agitait les esprits, les Etats décidèrent de prendre 9 commissaires, dont 3 pour chaque royaume. Saint Vincent fut nommé commissaire pour le royaume de Valence, avec son frère Boniface, qui était chartreux, et Pierre Bertrand. Après avoir examiné la question avec la plus impartiale maturité, les commissaires décidèrent que Ferdinand de Castille était le plus proche parent du roi défunt, et que par conséquent les trois royaumes lui appartenaient. Ferdinand prit aussitôt Saint Vincent pour prédicateur et confesseur; ce qui n'empêcha pas ce dernier de continuer ses missions dans toutes les parties de l'Espagne.

Pendant qu'il était à Caspè, il logea au couvent des Dominicains d'Alcaniz, qui en est peu éloigné. En partant, il laissa plusieurs souvenirs à ses confrères; ainsi, un crucifix, un vêtement sacerdotal, et surtout quatre précieux manuscrits contenant la Somme de S. Thomas et les Sentences, avec des notes marginales de la main du Saint.

Les manuscrits remontent à une époque reculée; car S. Thomas n'y est jamais désigné comme saint; ce qui prouve qu'ils sont antérieurs à sa canonisation, qui eut lieu, comme on sait, en 1323, sous le pontificat de Jean XXII. Un des quatre manuscrits est postérieur; car le titre de Saint y est donné au docteur angélique.

On lit sur les manuscrits une annotation ainsi conçue: *Istum librum dedit conventui Alcanigii venerabilis pater frater Vincentius Ferrarius, sanae theologiae magister et confessor Domini Papae Benedicti XIII.* Cette annotation est très ancienne; en toute hypothèse, elle remonte plus haut que l'époque de la canonisation de Saint Vincent Ferrier, laquelle eut lieu en 1455.

C'est la tradition constante de tous les historiens et des habitants d'Alcaniz que les notes marginales des quatre manuscrits appartiennent à Saint Vincent Ferrier.

En 1612, les habitants d'Alcaniz s'engagèrent par vœu à célébrer la fête du Saint. Entre autres motifs énoncés dans la pièce officielle concernant cet engagement, il est parlé des notes écrites de la main de S. Vincent.

En 1719, Thomas Madalena, dominicain, publia ces notes à Saragosse, dans un volume intitulé comme il suit:

« Crisis Thomistica et novissima litteralis emendatio Summae Theologicae Angelici Doctoris S. Thomae Aquinatis adjicienda et post plurium Theologorum operam, clariorem exhibens lectoribus sensum, juxta antiqua volumina manuscripta, quae D. Vincentius Ferrarius tradidit conventui Alcagnizii, ordinis Praedicatorum, in cujus archivio diu abscondita, ad communem utilitatem contrectavit Fr. Thomas Madalena, sacrae Theologiae Doctor, et ejusdem conventus semel, et iterum prior, qui S. Virgini et Martyri Luciae Syracusanae, praefati caenobii titulari, et tutelari, hanc consecrat opellam. – Anno 1719. Caesaraugustae apud haeredes Emanuelis Romans, Universitatis Typographi. »

Madalena ne se contenta pas de publier les notes de Saint Vincent Ferrier sur la Somme; il crut devoir donner les principales variantes qu'il remarqua dans les quatre manuscrits sur le texte de Saint Thomas. Il n'était pas satisfait des observations de Louvain et de Douai qui se trouvent dans l'édition de la Somme publiée à Lyon en 1663.

L'édition de Nicolaï elle-même était, à ses yeux, défectueuse sur bien des points, et bien inférieure aux manuscrits d'Alcaniz.

Voici la préface du savant Dominicain;

« *Siste lector.* — Quod fuit ab initio, quod audivimus, quod vidimus oculis nostris, quod perspeximus et manus nostrae contrectaverunt, quasi de verbo, ad verbum annunciamus vobis: Volumina scilicet, antiqua, exterius vetustate corrosa, sed interiori illaesa charactere, quae S. Vincentius Ferrarius saepe contrectavit, et glosulis marginalibus illustriora fecit. Ut igitur, meum erga te (quisquis sis lector) propositum aperiam, accipe prius firmissimum testimonium, quo exemplaria haec antiqua, veritatis auctoritatem suam afferant, et apud Theologos rigidiores, sine mora probentur.

« Electus D. Vincentius Ferrarius judex arbiter, ut apud Caspense oppidum insigne, Aragoniae regnum legitimo traderetur regi, in conventu Praedicatorum villae Alcagnizii (quae nunc civitas est, Caspensi oppido satis vicina) plura transitus sui, imo et mansionis, reliquit monumenta, quae in manuali apostolici muneris, crucifixo, in doctrinae evangelicae cathedra, in sacerdotali veste et aliis hujusmodi fidelium oculis objiciuntur. Quo factum est, ut quatuor volumina, praefatae Angelicae Summae, tunc temporis etiam ob praeli defectum

desiderabilia simulque libros magistri sententiarum Alcagniziensi traderet coenobio; cumque aliquis officiosus frater vellet hoc munus posterorum memoriae commendare, in cujusvis voluminis fronte, sic antiquo scripsit charactere: *Istum librum dedit conventui Alcagnizii Venerabilis pater frater Vincentius Ferrarius, Sacrae Theologiae Magister et confessor Domini Papae Benedicti XIII.* Quibus praeter historiae fidem, consonat epistola ipsius D. Vincentii ad Benedictum, scripta Alcagnizii, die 28 julii 1412.

« Marginales glosulas, quas ego saepius legi et transcripsi ipsius S. Vincentii Ferrarii manu appositas esse constans et nunquam interrupta historiarum et Alcagnizensium traditio satis evincit, sed augere testimonium cupiens, illud profero, quo, Petrus Portalis, notarius Alcagnizii, fidem facit, de voto, quo ipsa civitas ad colendum S. Vincentium Ferrarium sese adstrinxit. In illo enim praeter alias, quae cives Alcagnizii ad hoc rationes, urgebant, haec designatur: *Dexo tambiem las partes de Sancto Tomas, notas de sa propria mano etc.* Quod sane juridicum testimonium in dicti conventus extat archivio sub anno 1612 die 3 novembris, ad cujus calcem additur approbatio doctoris Domini Joannis Sentis, prioris ecclesiae collegiatae S. Annae civitatis Barcinonae, regii capellani et vicarii generalis pro Illmo D. Petro Mantique archiepiscopo Caesaraugustano die 21 junii anni 1613. Quare plures foliorum particulae (in magist. sentent. volumine) scissae apparent devotione furtiva, qua aliqui possiderent schedulas membraneas S. Vincentii manu conscriptas. Quae omnia viris illustribus aliquando ostendi, et anno proxime elapso, Illmo D. Emanueli Perez de Araciel, archiepiscopo Caesaraugustano, qui in actuali diœcesis visitatione, contrectans volumina, commendavit sacrae antiquitatis monumenta.

« Auctoritas M. S. inaequalis est, quoad vetustatem; cum enim in primo libro (quem jam primam partem nominamus) Thomas appelletur sanctus, et in tribus simpliciter dicatur: *Frater Thomas*, rationabili discimus conjectura, tres posteriores ante D. Thomae apotheosim esse conscriptos, ex ipsaque literarum formula esse primo libro antiquiores satis ostenditur. Annotationes itidem marginales (praeter breviusculas, quibus seipsum ducebat ex una quaestione ad alias) paucae sunt, et infra subjicientur. Sed in libro sententiarum, praesertim in I abundant glosulae, ex commentariis D. Thomae, ab ipso D. Vincentio transcriptae; quapropter solas annotationes circa Summam, quas ut commentarium D. Vincentii veneramur, Theologiae studiosis offero; et ad finem correctionis expono.

« Jam opellae scopum, erudite lector, tibi demonstro. Legi saepius Summam Theologiae D. Thomae, anno 1663 Lugduni praelo mandatam, in qua observationes Theologorum Lovaniensium et Duacensium circa literam D. Thomae objiciuntur; quorum certe plena sollicitudo, post exemplar Tarraconense, quo usus fuerat M. Fr. Franciscus Garcia, hos codices nostros desiderasset. Legi inquam et dolui quod, vitio praeli, ita mendis abundent, ut ipsa emendatio sit novae correctionis indiga; pluries namque citatio mendax lectoris desiderium fraudat; quare hujusmodi vitium tollere diligenti hujus editionis examine, primo curavi, ac deinde illorum observationes ad nostra volumina conferre, in quo laborem meum, praelaturae ministerio, in quo deprimebatur sensus multa cogitans, satis dissonum, qui legit intelligat.

« Literalis igitur monitio est, qua fiet, ut qui summam correctiorem apud se non habeat, hac nostra emendatione quamlibet possit tuto contrectare; sed quia pluries discernitur lectionis sensus, illam crisim appellavi, cujus fructum apud Theologos intendo, et precor, ut in locis vitio communi laborantibus, quisque emendationem scrutetur, et ad articulum citatum pergat, quo fiet, ut statim sensum literae percipiet. Quamvis autem nova editio Summae D. Thomae, Patris Nicolai sollicitudine, et annotationibus, Patavii 1698 ad nostras venerit manus, de illa mentionem non facere decrevi, ne repetitione variarum editionum, codex abiret in volumen, et praesertim, quia extra ullam suspicionem, sensus, et ordo literalis D. Thomae, potius ex manuscriptis Caesaraugustanis exemplaribus, quam ex editionibus subsistere debet. »

Nous nous contentons de reproduire les notes de Saint Vincent Ferrier. Les théologiens et les futurs éditeurs qui voudront connaître les variantes du manuscrit d'Alcaniz, pourront consulter le livre de Madalena.

Annotationes marginales D. Vincentii Ferrarii in I p. D. Thomae.

Q. 21, Art. 1. In corpore, ad illa verba D. Thomae: *Justitia commutativa, vel distributiva*, etc. addit D. Vincentius: Attende, quod quamvis justitia commutativa stricte accepta, prout scilicet consistit in mutua datione et acceptione, Deo non competat, ut hic dicitur, tamen si conceptus convenienter accipitur, prout etiam extenditur ad recompensationem praemiorum pro meritis, et suppliciorum pro peccatis, bene competit Deo. Videatur 2, 2, q. 61, art. 4. ad 1.

Q. 37, art. 2. Ad illa verba: *sicut Pater dicit se, et omnem creaturam verbo quod genuit*, etc, addit D. Vincent. Nota: quod secundum ea, quae hic dicuntur: haec propositio: *Pater et Filius diligunt se, et omnem creaturam Spiritu Sancto,* habet istum intellectum: Pater et Filius diligendo se, et omnem creaturam, producunt Spiritum Sanctum. Vel potius istum: Pater et Filius producunt Spiritum Sanctum dilectivum sui, et omnis creaturae. Sicut istum: Pater dicit se, et omnia, verbo genito: Intelligendo se, et omnia producit verbum. Vel potius sic: Pater producit verbum representativum sui et omnium.

Q. 39, Art. 1. Circa totum art. ait: Nota diligenter ex hoc articulo, quod in divinis quaedam dicuntur propter ipsam rem significatam secundum se, ut quod una substantia est tres relationes subsistentes; et hoc in responsione ad 1 argumentum. Quaedam autem dicuntur propter plures intelligentiae rationes, seu conceptibilitates de ipsa re, ut, quod esse, vel substantia distinguitur a persona, seu relatione. Et hoc in responsione ad 2. Quaedam vero dicuntur propter solum modum significandi terminorum; et de hoc in responsione ad 3. Primus modus est totaliter ex parte rei; tertius totaliter ex parte intellectus; secundus vero ex utraque.

Q. 45, Art. 5. In corpore circa finem ait: Nota, quod loquitur de creatione proprie sumpta, secundum quod in praecedenti articulo, prout scilicet est rerum subsistentium; nam de productione formarum accidentalium ex nihilo, ut gratiae, vel charitatis, et hujusmodi, quod large dicitur creatio, non negat quin instrumentaliter per sacramentorum ministrum fiat. Ultim. p. q. 62, art. 1. et q. 64 art. 1.

Qu. 61, Art. 3. Circa arg. *sed contra* ait: Nota quod si anni nostri temporis computentur a productione lucis, quando dies ac per consequens anni inceperunt, sic forte potest intelligi dictum Hieronymi, ut juxta decretalem *Firmiter*, simul ab initio temporis, Angeli fuerint creati cum coelo; et terram antecedere diem seu lucem, et fuisse magnum tempus, quo terra erat inanis et vacua et tenebrae erant super faciem abyssi.

Q. 63. Art. 8, Ad 3, ait: Nota, quod Angelus ad id, ad quod convertitur, totaliter se convertit secundum quod judicat et vult se convertere, cum non habeat aliquid retardans ejus judicium intellectus, vel impetum voluntatis. In nobis autem accidit oppositum. Non debet intelligi, quod in omnia objecta voluntatis convertatur, aut moveatur secundum totam virtutem simpliciter, id est intensissime quantum potest, quia sic aequaliter omnia diligeret, et locus hic statuit bene de motu Angeli in aliquid, tamquam in ultimum finem; talis

enim fuit motus Angeli in peccato, ut probatur art. 2 hujus quaestionis.

Annotationes marginales D. Vincentii Ferrari ad 1. 2, D. Thomae.

Q. 98, art. 5. In corpore, ad illa verba D. Thomae: *Non quia erant de veteri lege, sed quia erant de lege naturae*, addit D. Vincentius hanc quaestionem: Utrum modo teneamur vigore legis veteris ad moralia? Videtur quod non; nam ipsa lex nullum vigorem videtur habere, cum modo sit destructa, ut dicit Glossa super illud ad Haebreos: *Translato sacerdotio necesse est, ut et legis translatio fiat.* Vide quaest. 104, art. 3, argumentum 1. Sed contra Baruch. 4: *Hic est liber mandatorum Dei, et lex quae est in aeternum.* Respondeo, quod modo omnes Christiani tenentur ad praecepta moralia legis veteris, non tantum, qualiter sunt de lege naturae, et Evangelii, sed etiam qualiter sunt de lege veteri. Primo: nam lex illa, quantum ad moralia perpetuam vim habuit obligandi populum Israeliticum, sicut auctoritas Baruch inducta ostendit, et videtur q. 103, art. 3 ad 1. arg. Constat autem quod per fidem Christi gentiles additi sunt populo Israelitico ad faciendum cum eo eumdem populum et eamdem Ecclesiam; sic enim ex ductu gentilium ad ipsos fit unum ovile et unus pastor, Joan. 10. Unde secundum Paulum ad Romanos, 11, Gentiles inserti sunt populo judaico tamquam oleaster olivae, et sic convenienter probatur propositum. Secundo: nam lex illa data fuit populo Judaeorum, ut per illam disponeretur ad Christum, ut probatur in praesenti articulo; cum ergo observatio praeceptorum moralium sit dispositio maxime necessaria, etiam post Christi adventum, videtur quod obligatio legis, quantum ad hujusmodi, adhuc duret. Ad Rom. 3: *Legem destruimus per fidem? Absit, sed legem statuimus.* Quod verbum Glossa exponit, quantum ad moralia, quantum ad quae lex per Evangelium perficitur. Tertio: quia lex nova ipsam legem veterem perficit, et confirmat, quantum ad moralia. Matth. 19 *Si vis ad vitam ingredi, serva mandata.* Vid. quaest. 114 art. 2. Ergo non aufertur; sed magis augetur ejus obligatio. Quarto: quia ad praecepta moralia veteris legis etiam pagani obligantur nunc ex auctoritate ipsius legis divinae omnibus jam propositae. Vide in 4 distinct. 39, quaest. 3, art. 3. Ergo multo magis nos. Quinto: idem probatur ex communi usu Ecclesiae, quae transgressorem divinae legis judicat eum, qui moralia legis veteris non observat. Ad argum. ergo in oppos. dicitur, quod lex vetus destructa et mortua est nullum habens vigorem observandi, quantum ad caeremonialia, et etiam judicialia, sicut etiam sacerdotium: quantum ad hujusmodi destructa est. Et ita loquitur authoritas inducta; secus est de moralibus.

Q. 114. art. 4. In corp. ad illa verba: *Principalitas meriti poenes charitatem consistit*, addit: Intellige quae hic dicuntur, quia ipse habitus charitatis non est meritum, sed est tota ratio merendi, ita quod nullus actus sive elicitus, sive imperatus est meritorius, nisi secundum quod ex habitu charitatis procedit. De hoc videatur in 2, dist. 2.

Adnotationes marginales Sancti Vincentii Ferrarii ad secundam secundae D. Thomae Aquinatis.

Q. 1, Art. 5. In principio Corporis ait D. Vincentius: Attende, quod cum duplex sit genus scientiarum, 1. part, quaest. 1. art. 2, hic loquitur de primo genere; nam scientia primi generis simul stat cum fide, ut hic ad 2 arg. in fine.

Q. 10 art. 3. In Corpore ait: Vide quod Judaei non adorant verum Deum, sed fictum per opinionem. Idem est de aliis infidelibus non credentibus Trinum, et Unum. Videatur quaest. 2, art. 2, ad 3. Nec obstat quod dicitur ult. par. quaest. 3. art. 2, quia ibi loquitur quantum ad conceptum intellectus nostri: hic autem quantum ad veritatem objecti.

Q. 11, art. 3. In principio Corporis ait: Nota, totum hoc de haeretico in primo lapsu, in quo, si ad primam correctionem Ecclesiae non convincitur, expectatur ad secundam, post quam si pertinax est, totaliter vitatur. De relapso vero intelligitur totus sequens articulus.

Q. 24. art. 3. Ad 1 ait: Nota duo hic, scilicet dispositionem praecedentem, et connatam, concomitantem charitatis infusionem, quia secundum horum intensionem est charitatis intensio.

Art. 4. Ad 5. Videatur ultima pars quaest. 77, art. 1, ad 2. nam actualitas accidentis est *inesse*, sicut actualitas substantiae est esse; cum ergo accidens augeri secundum suae essentiae actualitatem, sit secundum magis inesse, recte dicitur essentialiter augeri. Videatur in Corp. sequentis art. circa finem.

Art. 6. In Corp. circa finem, ait: Attende, quod sine hujusmodi fervore augetur in Sacramento Christi, ex ipso, scilicet, opere operato. Videatur ultima pars quaest. 79, art. ult.

Q. 64. art. 7. Ad 3 ait: Intelligitur, si alias evadere potest, quare si Clericus ita invadatur, quod aliter mortem vitare non possit, nisi occidat, vel mutilet invasorem, non est irregularis. Extra, *de homicidio, si furiosus.*

Q. 66. art. 2. Ad 1. Nota quaest. 57, art. 2. in corp. et videatur singulariter art. 3. nam ibi in corp. expresse dicitur quod perpetuitas possessionum est de jure gentium, quod non dicitur jus positivum. Concorda ergo utrumque per id quod dicitur quaest. 85, art. 1. ad 1.

Q. 70. art. 1. Ad 2. Intelligitur, quando hujusmodi malis, seu periculis aliter occurri non potest, nisi per revelationem secreti. Quare tunc observatio secreti vergeret in deteriorem exitum. Videatur infra quaest. 89, art. 3, per totum.

Annotationes marginales S. Vincentii Ferrarii in tertiam partem summae Theologiae Sancti Thomae Aquinatis.

Q. 10. art. 2. In principio Corporis ait D. Vincentius. Nota, quod tota ista ratio non est de scientia speculativa, sed de practica.

Q. 15 art. 3. Ad 2 ait: Concorda hoc cum illo quod dicitur quaest. seq. art. 5 in resp. ad 1. argum. hoc enim tertio attende ordinem temporis, inferius autem ordinem naturae.

Q. 22. art. 1, Ad 1. Videtur oppositum dici super illud Lucae 2: *Et ecce Elisabeth cognata tua* etc. per Gregorium. Item per Glossam ordinariam quae incipit, *Legimus.* Item in floribus sanctorum de Nativitate B. Mariae. Videatur infra quaest. 29, art. 1, ad 4. Item quaest. 31, art. 2, ad 2.

Q. 23. art. 4. Ad 3 ait: Concorda hanc rationem cum illo, quod dicitur supra quaest. 20. art. 1, argum. 2, et in ejus resp. nam servitus et subjectio hic notat conditionis gradum, ibi actionis obsequium.

Q. 25. Art. 2. In fine ait: Intelligit quod adoratio Latriae non exhibetur humanitati Christi, tamquam rei adoratae, sed tamquam coadoratae.

Art. 3. Circa med. Corp. ait: Attende quod haec propositio quam S. Thomas hic concedit: Imago Christi in quantum est imago est adoranda adoratione Latriae, non est reduplicativa, ut quidam male intelligunt, sed ly, in quantum est Imago, totum hoc est quaedam determinatio diminuens. Sicut si dicatur: Calamus in quantum est instrumentum scribit; non enim sequitur simpliciter: ego calamus scribit. Similiter cum dicitur, potio amara in quantum est instrumentum sanandi, est desideranda, non sequitur simpliciter: ergo est desideranda. Actus enim attribuitur instrumento tamquam *ei per quod*, principali autem tanquam *ei quod* scilicet agit. Constat

autem quod idem actus numero est, qui debetur principio ut quod et instrumento, ut per quod; eadem enim scriptio est per calamum, et scriptorem; et idem desiderium sanationis per potionem amaram; ita una et eadem numero adoratio est Christi per Imaginem suam; unde dicere imaginem Christi adorari prout est Imago non est aliud quam dicere, Imaginem esse id per quod Christus adoratur, et hoc expresse sonat illud verbum S Thomae, quando dicit: *Relinquitur ergo, quod exhibeatur ei reverentia solum in quantum est Imago.* Sicut si diceret: Scriptura attribuitur calamo solum in quantum est instrumentum, id est sicut actus attribuitur instrumento, scilicet tamquam ei per quod fit. Desiderium fertur ad potionem amaram solum in quantum est instrumentum sanitatis, quia per potionem sanitas desideratur. Unde cum dicitur: solus Deus est adorandus adoratione Latriae, non excluditur Imago ejus. Sicut quando dicitur: sola gratia movet, non excluditur liberum arbitrium. Videatur dist. 27, 2. sent. cum ago ex gratia. Videatur pro hoc in 1, 2. quaest. 8, art. 3; et quaest. 12, art 4. Item 2, 2, quaes. 81, art 3 ad 3 arg; et quaest. 103, art. 3 ad 3 et iterum art 4 ad 1.

Q. 26, Art. 2. In fine prope illa verba. *Quae in suo ortu a peccato originali fuit immunis*, ait: Nota verbum, unde patet qualiter sit intelligendum id quod dicit super I sent. distinct. 44, art. 3. in resp. ad 3. arg. *Beata Virgo a peccato originali et actuali immunis fuit.* Vide similem modum loquendi distinct. 3, 3. lib. sentent. Hoc et non aliud scripsit D. Vincentius; legat qui dubitet.

Q. 31. 2. In Corpore ait D. Vincent. Videatur art. ult. ad 4 arg. Nec obstat quod dicitur hic in ratione ad 2 arg. quia Aaron fuit primus sacerdos secundum legem, qualiter ante legem fuit Abraham.

Ad 2. Hoc expresse negatur supra quaest. 22, art. 1, ad 2. arg. bene tamen conceditur hic in corp. prima et secunda ratione, quia Christus tamquam sacerdos, ex Abraham Sacerdote descendit, sed non de stirpe legalium sacerdotum, quia ab Aaron inceperunt; et sic secundum S. Thomam, oportet salvari cognationem Mariae cum Elisabeth per..... istos 4 modos hic positos.

Q. 62, art. 2. In fine corporis ait: Attende quid sit gratia gratum faciens. Dicitur gratia virtutum, aut donorum, prout ab ipsa effluunt virtutes et dona. Ipsamet gratia gratum faciens dicitur gratia sacramentalis, secundum quod per Sacramenta extenditur ad novos effectus.

Art. 4. In medio Corporis ait D. Vincentius: Ad intelligendum S. Thomam hic, attende, quod vis sacramentalis de qua loquitur, non est, nisi quidam modus essendi, quando virtus Dei justificantis dicitur esse in Sacramentis, tamquam per ipsa justificans. Virtus enim principalis agentis quae in eo est complete et permansive, ipsamet in instrumento est incomplete et transitive, id est, tamquam per ipsum, in aliud tendens, seu operans.

Q. 83. art. 6. Ad 2. circa medium ait: Ex hoc arguitur quod in tali casu, sacerdos non contrahat irregularitatem per hunc actum, quia absolutus quantum ad hunc actum exequitur ordinem suum.

Q. 84. art. 3. ad 4 ait: Nota differentiam inter curare, et sanare; nam curare infirmos est causam ad eorum salutem adhibere, quod apostoli faciebant; sanare est salutem dare, quod Deus facit, et sic intellige hic S. Thomam.

In fine 3 p. apparet etiam manu ipsius S. Vincentii scriptum sic: Nota quod D. Thomas non perfecit istum librum, qui dicitur optima pars Summae Theologicae: Attamen totum residuum invenies in scripto ejusdem 4 Sent. a dist. 14 usque ad finem; cum quibusdam aliis jam determinatis in Summa.

TRAITÉ DE L'AUTEL PRIVILÉGIÉ.

INTRODUCTION.

On nomme *Autel privilégié* l'autel enrichi, par concession du Souverain Pontife, d'une indulgence plénière applicable aux seules âmes des défunts à l'intention de qui la messe y est célébrée, et quelquefois aussi aux vivants.

De cette définition on peut déjà déduire, comme corollaires, trois observations pratiques qui forment la substance de ce Traité.

1. La concession de l'autel privilégié émane directement du Pape et ne peut provenir d'un autre que lui, car seul ayant reçu la plénitude du pouvoir apostolique, seul aussi il est en mesure d'accorder une indulgence plénière.

2. L'autel privilégié est une faveur spirituelle, dont le Pontife Romain dispose à son gré, gratuitement et libéralement. S'il en est l'auteur, il en est par cela même le modérateur et le dispensateur bénévole.

3. Cette faveur est régie, il est vrai, par des règles canoniques, mais ces règles ont été établies par le Pape lui-même, ou avec son autorisation. Lui seul, comme suprême législateur, peut les modifier ou les abroger, les développer ou les commenter. A Lui seul aussi, ou aux Congrégations qu'il désigne pour agir en son nom, appartient le droit de les interpréter; car, dans une concession purement gracieuse, les mots ont souvent une valeur toute relative et personne ne connaît mieux la pensée de l'auteur que l'auteur lui-même de la pensée.

En fait, comment se traduit et se constate le privilége pontifical? En droit, quelle est la législation qui le concerne? Dans la pratique, quelle solution a été donnée aux difficultés qu'a soulevées l'interprétation de la loi?

J'ai écouté parler le S. Siége, qui maintes fois a exprimé son propre mouvement, sa pensée, sa volonté, par des constitutions, des brefs, des rescrits et des décrets. Or tout cela se trouve dans deux ouvrages, déclarés authentiques:

Gardellini: *Decreta authentica Congregationis Sacrorum Rituum ex Actis ejusdem collecta.* Rome, 1856, 4 vol. in 4.

Prinzivalli: *Decreta authentica Sacrae Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis praepositae ab anno* 1668 *ad annum* 1861. Rome, 1862, 1. vol. in 8.

J'ai complété les décrets généraux et particuliers en empruntant à la *Bibliotheca canonica, juridica, moralis, theologica, necnon ascetica*, etc. du franciscain Ferraris (Edit. Migne, Paris, 1861, 8 vol. in 4.), au Bullaire Romain et aux *Analecta juris pontificii*, les constitutions et les brefs des Souverains Pontifes, ainsi que les Décrets des diverses Congrégations, omis dans les Recueils de Gardellini et de Prinzivalli.

J'ai cité chaque texte *in extenso*, car c'est là ce qu'il importe surtout d'avoir entre les mains, pour n'être pas obligé de recourir aux sources, ayant soin d'en donner auparavant le sommaire ou l'analyse.

I. Origine de l'autel privilégié.

Il est assez difficile de déterminer l'époque précise où l'indulgence de l'autel privilégié commença à être en usage dans l'Église et quel pape fit le premier une semblable concession.

Aussi haut qu'on peut remonter dans l'histoire, je dirais presque la légende, on rencontre le nom du pape S. Grégoire-le-Grand, qui vivait au VIe siècle. Dans son monastère de S. André sur le Cœlius, il fait célébrer trente messes consécutives pour l'âme d'un religieux et l'âme, au trentième jour, est délivrée des flammes expiatrices.

A S. Sébastien, un ange lui apparaît et lui promet la rémission des péchés, en vertu du saint sacrifice. Il célèbre sur l'autel de S. Jérôme, dans l'église de Sainte Anastasie et annonce le pardon des fautes, comme conséquence de l'immolation de l'Agneau sans tache.

Est-ce avant cette époque, est-ce plus tard au contraire qu'il faut reporter la dévotion des fidèles pour les messes célébrées sur les tables de bois qui, dans les églises de St. Pudentienne et de S. Jean de Latran, servirent à S. Pierre et aux premiers papes ses successeurs? Nous l'ignorons.

Nous ne sommes pas mieux renseignés sur la nature de l'indulgence. Est-elle plénière? Est-elle simplement partielle? Une seule messe suffit-elle pour la gagner? Tous ces points sont très-obscurs.

Au IXe siècle, le pape S. Pascal I, célébrant à Ste Praxède, apprend par une vision, survenue à sa cinquième messe, que ses prières ont été exaucées.

Au XIe la vision d'un moine porte la foule recueillie à l'église de S. Laurent hors les murs et le pape étend le privilége aux églises du monde entier placées sous le même vocable. Mais ce privilége est très restreint puisqu'il ne consiste qu'en quatre ans d'indulgences.

Au XIIe siècle, S. Bernard voit, dans une église voisine de son monastère des Trois-Fontaines l'âme pour laquelle il dit la messe, tirée des feux du purgatoire par les mains des anges et gravissant les degrés de l'échelle qui conduit au ciel. L'église, où le miracle s'est opéré, prend dès lors le nom de Ste Marie *Scala Cœli*.

Ce n'est qu'au XVIe siècle que commence et se régularise la dévotion de l'autel privilégié, telle qu'elle s'est maintenue, tout en se développant jusqu'à nos jours.

Moroni attribue l'institution régulière de l'autel privilégié au pape Grégoire XIII, puis ajoute, après avoir copié Ferraris (t. I, v.° *altare privilegiatum*) que « la Congrégation des Indulgences a prouvé par un monument authentique que Jules III avait concédé un privilége, le premier mars 1551. » (Tom. I. p. 280.)

J'ai inutilement cherché cette concession si vaguement indiquée, que Ferraris attribue à l'année 1550.

Quoiqu'il en soit, les brefs de Grégoire XIII abondent à Rome et ils sont datés de 1576, 1577, 1581 et 1583. Avant lui, j'en trouve un de S. Pie V, de l'an 1567, dont un extrait a été gravé dans l'église de la Minerve et un de Jules III, de l'an 1554, qui a été aussi gravé *in extenso* sur marbre et plaqué sous le portique de Ste Cécile *in Trastevere*.

Ce n'est pas cependant encore le *nec plus ultra*. J'ai constaté à Rome l'existence de quatre concessions analogues faites par Paul III, qui régna de 1534 à 1549. Je ne connais pas les originaux, qui probablement ont disparu, mais seulement les inscriptions contemporaines qui en produisent des extraits.

Ces quatre inscriptions portent les dates de 1537, 1544, 1545 et 1549. La première concède les mêmes indulgences que si l'on célébrait à S. Grégoire, à S. Sébastien et à S. Laurent. Une indulgence plénière y est indiquée pour les fidèles qui visitent la chapelle, mais dans un délai déterminé de trois semaines, chaque année, du dimanche de la Passion au dimanche de *Quasimodo*.

La seconde accorde la délivrance de l'âme d'un de leurs parents aux frères lais de l'ordre des Mineurs Observants de S. François, qui réciteront, aux intentions de Sa Sainteté, dans la chapelle de Ste Hélène, à l'*Ara Cœli*, un chapelet et cinq *Pater* et *Ave* pour suppléer aux messes qu'ils ne peuvent dire.

La troisième assimile l'autel de Ste Hélène aux autels de S. Grégoire, de S. Sébastien et de S. Laurent, au profit de tous les prêtres qui y célébreront, à quelque intention que ce soit.

Enfin la quatrième inscription, étendant les priviléges précédents, y comprend également ceux des églises de Latran, de Ste Pudentienne et de Ste Praxède. Elle se voit à l'extérieur de l'église de l'hôpital de S. Jacques des Incurables.

Voici maintenant le texte de ces quatre inscriptions qui fixent la date positive des premières concessions authentiques faites au XVIe siècle par le prédécesseur de Jules III et reculent ainsi de treize ans la date assignée par Ferraris et Moroni.

« 1. *A S. Pierre in Montorio, au dessus de la porte « d'entrée du couvent.*

Paulus III. pont. max.
omnibus sacerdotibus qui in sacello hoc vel suo vel
alieno arbitrio sacrificaverint unam animam ex
purgatorio, quoties id fecerint instar indulgentie
divorum Gregorii intra urbem. Sebastiani ac Laurentii
extra urbis menia liberandi facultatem concessit.
Omnibus autem qui sacellum ipsum a dominica passionis
usque ad totam diem octavam pascatis rite visita
verint omnium peccatorum remissionem iuxta romane
ecclesiae morem perpetuo indulsit anno pont. sui III.

2. *A Ste Marie in Ara Coeli, dans le transsept.*

Paolo per divina providenza papa terzo
ad istanza e divota supplica del R. P. F.
Angelo da Cantalupo, all'hora con
fessore di Sua Beatitudine, concesse
con autorità apostolica *oraculo vivæ*
vocis a tutti e ciascuno frate laico dell
ordine di Minori Osservanti quale per
conservazione della S. M. Chiesa dirà
una corona della Madonna e per il
felice stato di Sua Santità cinque *Pater*
noster e cinque *Ave Maria* nella cappella
di S. Elena *in Ara Coeli* conseguiscano come
i sacerdoti quali celebrano in detta
cappella l'indulgenze e liberazione d'un
anima d'uno de loro parenti dalle pene
del purgatorio facendo questa una volta
il giorno si come si contiene nelle
lettere roborate con autorità apostolica
e riservate nell'armario della sagrestia,
l'anno del Signore M · D · XXXXIIII
e del suo pontificato l'anno X.

3. *A Ste Marie in Ara Cœli, dans le transsept, au dessus de l'inscription précédente.*

Paolo terzo pontefice massimo
l'anno decimo del suo pontificato
alli cinque di marzo M · D · XXXXIV
concesse facoltà a tutti li sacerdoti
quali o per proprio o per altrui volere
celebraranno messa in questa cappella
di liberare per ciascheduna volta
un'anima del purgatorio
nel modo appunto dell'indulgenza qual'è a
S. Gregorio dentro della città e a S. Sebastiano
e a san Lorenzo fuori
delle mura.

4. *A S. Jacques des Incurables, au Corso.*

Pietatis studio
Paulus III pont. max.
Gente Farnesia patria Romanus secunda hospitalis
huius visitatione procuratis liberaliter
ægrotorum subsidiis ut animarum iuxta saluti
consuleret aram excitari iussit ubi quoties sacrum
fieret eædem functis vita gratiæ condonarentur quae
beatorum Joannis Lateranensis, Laurentii, Sebastiani,
Gregorii, Pudentianae, Praxedis B. Mariae de pœnis

inferni cæterarumq. urbis ecclesiarum intra extrave
altaribus ex antiquo pontificum thesauro tributæ
memorantur quod ut memoriae aeternae consecraretur
piae domus custodes hic describi curaverunt
anno salutis M · D · XXXXV.
Quae veteri aræ ascripta sunt privilegia eadem
novae huic instauratæ ecclesiae Paulus III pont. aræ adscribi atq.
idem valere nullo prorsus inter veterem ac novam
discrimine aut varietate decrevit ac perpetua lege
stabilivit die decima mensis iulii M · D · XXXXIX.

II. Autels les plus célèbres des églises de Rome.

1. La dévotion de l'autel privilégié ayant pris naissance à Rome, c'est dans cette ville qu'il faut chercher les autels que le concours des fidèles et les messes sans nombre qui s'y disent ont justement rendus célèbres.

Parmi les plus anciens et les plus vénérés, il en est trois qui, depuis des siècles, sont en possession constante et non interrompue d'un renom qui s'étend au monde entier: ce sont les autels des églises de S. Grégoire, de S. Laurent et de S. Sébastien. On y ajoutait autrefois, car maintenant la vogue dont ils jouissaient paraît entièrement passée, les autels de S. Jean de Latran, de Ste Pudentienne de Ste Praxède et de Ste Marie *Scala Coeli*, ainsi qu'il conste d'un acte public fait sous le pontificat d'Alexandre VI, à la fin du XV siècle, et d'une concession de Paul III, qui date de 1545.

2. Jean de Palz, de l'ordre des Ermites de S. Augustin, rapporte dans un livre bizarrement intitulé Coelifodina, *append. q.* 9., un document qui lui fut transmis par le cardinal Raymond, légat en Allemagne sous Alexandre VI. Ce document énumère les autels privilégiés que les pélerins, lors du jubilé, avaient le plus fréquentés :

« Videatur publicum instrumentum quod Reverendissimus Dominus Raymundus Legatus sub prima ejus promulgatione jubilaei fecit confici in Urbe Romana per notarium et testes, qui singulas Ecclesias in Urbe visitarunt et ubi aliquid de Indulgentiis reperierunt concessum et quomodo a summis pontificibus fuerunt Indulgentiae concessae animabus in purgatorio detentis in perpetuum duraturae.

» Primus locus est ecclesia Sanctae Pudentianae, quae est situata prope ecclesiam sanctae Mariae Majoris, in qua quidem ecclesia retro magnum altare est cappella in qua sic scriptum invenerunt: *Haec est sacratissima illa cappella in qua princeps apostolorum, scilicet Sanctus Petrus, suam primam celebravit missam: habet que eadem cappella gratiam ut quicumque celebraverit vel celebrari fecerit unam missam in illa cappella, liberet unam animam a poena purgatorii, ut patet in bulla.*

» Secundus locus est ecclesia sanctae Praxedis quae etiam situata est prope ecclesiam beatae Mariae Majoris, in qua quicumque celebraverit vel celebrari fecerit quinque missas, liberat unam animam de purgatorio.

» Tertius locus est Ecclesia Sancti Laurentii extra muros: quam ecclesiam siquis visitaverit in omnibus diebus mercurii per totum annum habet a Deo et Sanctis Laurentio et Stephano istam gratiam extrahendi unam animam de purgatorio: Beatus Pelagius papa et Calixtus et alii quamplurimi summi pontifices confirmarunt.

» Quartus locus est ecclesia sancti Sebastiani etiam extra muros, in qua scriptum est: *Apud altare in quo est reconditum corpus sancti Sebastiani martyris et in omni missa quae celebratur super eodem, liberatur una anima de Purgatorio.*

» Quintus locus est quaedam cappella, vocata *Scala Cœli*, situata juxta ecclesiam ad tres fontes extra muros, ubi decollatus fuit sanctus Paulus apostolus, in qua cappella sic scriptum est: *Haec est secunda cappella quae fuit fundata in toto mundo ad honorem beatae Mariae Virginis et vocatur Scala Cœli, super quam meruit S. Bernardus videre scalam erectam usque ad cœlum, in qua quicumque celebrant vel celebrari faciunt pro animabus existentibus in purgatorio, meritis ejusdem B. M. V. dictae animae cito liberantur.* » (F. Theodorus a Spiritu Sancto, t. II, p. 54–55).

III. Autel de S. Grégoire, à S. Grégoire sur le Cœlius.

1. La dévotion à cet autel vient d'un trait historique rapporté, au livre quatrième de ses *Dialogues*, par S. Grégoire lui-même, qui en fut le témoin et s'en porte le garant.

Un religieux du monastère de S. André, que gouvernait alors S. Grégoire, révéla à son frère, peu de temps avant de mourir, qu'il avait recueilli en secret trois pièces d'or, contrairement à la règle qui exigeait le dépouillement complet de toutes choses. En conséquence, comme punition et pour servir d'exemple à la communauté, S. Grégoire le laissa mourir sans consolation aucune de la part des autres religieux et le le fit ensevelir sans honneur. Mais, au trentième jour après son décès, ayant pitié de son âme qu'il supposait devoir expier sa faute dans le purgatoire, il ordonna au prévôt du monastère de célébrer, à l'intention du défunt, trente messes, trente jours consécutifs. Quand la dernière eut été dite, le moine, infidèle mais purifié, apparut à son frère pour lui annoncer sa délivrance qu'il ne devait qu'au saint sacrifice.

Je laisse maintenant S. Grégoire raconter ce fait, qui a fourni le sujet d'une gracieuse composition sculptée sur marbre blanc, à la fin du XVe siècle, au devant de l'autel privilégié de l'église S. Grégoire sur le Cœlius.

« *Quid sit quod post mortem valeat ad absolutionem animas adjuvare . . . ac de anima Justi monachi.*

» *Petrus.* Quidnam ergo esse poterit quod mortuorum valeat animabus proficere?

» *Gregor.* Si culpae post mortem insolubiles non sunt, multum solet animas etiam post mortem sacra oblatio hostiae salutaris adjuvare; ita ut hanc nonnumquam ipsos defunctorum animae expetere videantur . . . . Sed neque hoc silendum existimo quod actum in meo monasterio ante hoc triennium reminiscor. Quidam namque monachus, Justus nomine, medicinali arte fuerat imbutus, qui mihi in eodem monasterio constituto sedule obsequi atque in assiduis aegritudinibus meis excubare consueverat. Hic itaque languore corporis praeventus ad extremum deductus est. Cui in ipsa sua molestia frater germanus, nomine Copiosus, serviebat, qui ipse quoque nunc in hac Urbe per eamdem medicinae artem temporalis vitae stipendia sectatur. Sed praedictus Justus cum jam se ad extremum pervenisse cognovisset, eidem fratri suo Copioso quia occultos tres aureos haberet innotuit. Quod nimirum fratribus non potuit celari, sed subtiliter indagantes atque illius omnia medicamenta perscrutantes, eosdem tres aureos invenerunt absconsos in medicamine. Quod mox ut mihi nuntiatum est, tantum malum de fratre qui nobiscum communiter vixerat, aequanimiter ferre non valui : quippe quia ejusdem nostri monasterii semper regula fuerat, ut cuncti fratres ita communiter viverent quatenus eis singulis nulla habere propria liceret. Tunc nimio moerore percussus, cogitare coepi vel quid ad purgationem morientis facerem vel quid ad exemplum viventibus fratribus providerem. Pretioso igitur ejusdem monasterii praeposito ad me accersito, dixi: Vade et nullus ex fratribus se ad eum morientem jungat nec sermonem consolationis ex cujuslibet eorum ore percipiat; sed cum in morte constitutus fratres exquisierit, ei suus carnalis frater dicat quia pro solidis quos occulte habuit a cunctis fratribus abominatus sit: ut saltem in morte de culpa sua mentem ipsius amaritudo transverberet, atque a peccato quod perpetravit purget. Cum

vero mortuus fuerit, corpus illius cum fratrum corporibus non ponatur, sed quolibet in sterquilinio fossam facite, in ea corpus ejus projicite ibique super eum tres aureos quos reliquit jactate, omnes simul clamantes: *Pecunia tua tecum sit in perditionem*, et sic eum terra operite. In quibus utrisque rebus unam morienti, alteram vero volui prodesse fratribus viventibus: ut et illum amaritudo mortis a culpa solubilem faceret et istos avaritiae tanta damnatio misceri in culpa prohiberet: quod ita factum est. Nam cum idem monachus pervenisset ad mortem atque anxie se quaereret commendare fratribus et nullus e fratribus ei applicari et loqui dignaretur, ei carnalis frater cur ab omnibus esset abominatus indicavit. Qui protinus de reatu suo vehementer ingemuit atque in ipsa sua tristitia e corpore exivit, qui ita est sepultus ut dixeram. Sed fratres omnes eadem ejus sententia conturbati caeperunt singuli extrema quaeque et vilia et quae eis habere regulariter semper licuerat, ad medium proferre vehementerque formidare ne quid apud se esset unde reprehendi potuissent. Cum vero post mortem ejus triginta jam essent dies evoluti, coepit animus meus defuncto fratri compati, ejusque cum dolore gravi supplicia pensare et si quod esset ereptionis ejus remedium quaere. Tunc evocato ad me eodem Pretioso monasterii nostri praeposito, tristis dixi: Diu est quod frater ille qui defunctus est in igne cruciatur: debemus ei aliquid caritatis impendere et eum in quantum possumus ut eripiatur adjuvare. Vade itaque et ab hodierna die diebus triginta continuis offerre pro eo sacrificium stude ut nullus omnino praetermittatur dies quo pro absolutione illius hostia salutaris non immoletur. Qui protinus abscessit et dictis paruit. Nobis autem alia curantibus, atque dies evolutos non numerantibus, frater qui defunctus fuerat, nocte quadam fratri suo germano Copioso per visionem apparuit. Quem ille cum vidisset, inquisivit dicens: Quid est, frater, quomodo es? Cui respondit Nuncusque male fui, sed jam modo bene sum, quia hodie communionem recepi. Quod idem Copiosus pergens protinus indicavit fratribus in monasterio. Fratres vero sollicite computaverunt dies et ipsa dies extiterat quo pro eo tricesima oblatio fuerat impleta. Cumque Copiosus nesciret quid pro eo fratres agerent, et fratres ignorassent quid de illo Copiosus vidisset, uno eodemque tempore dum cognoscit ille quid isti egerant, atque isti cognoscunt quod ille viderat, concordante simul visione et sacrificio, res aperte claruit quia frater qui defunctus fuerat, per salutarem hostiam evasit supplicium. » (S. Gregor. Magni. *Dialogor. lib. IV*, cap. 55, inter *Opera omnia*, edit. Benedictin., Parisiis, 1705, t. II, col. 464-468.)

2. L'exemple de S. Grégoire a motivé l'usage assez fréquent d'un *trentain* de messes, qui se disent de suite à l'intention d'un défunt.

Ferraris, V.° *Missa*, t. V, p. 459, a parfaitement établi que ces messes ne sont nullement défendues par la Sacrée Congrégation des Rites: qu'elles ne sont pas nécessairement de *Requiem*; qu'elles peuvent être dites par différents prêtres qui se succèdent et qu'enfin tout en requérant la continuité sans solution, il y a parfois impossibilité matérielle à l'obtenir, comme il arrive aux trois derniers jours de la Semaine Sainte, cas spécial prévu et autorisé par Benoît XIV.

3. En 1527, Jérôme Catalani fait un legs à l'église de S. Michel de Bologne, à la charge que, chaque mois, on appliquera à son intention les trente messes dites de S. Grégoire. En 1791, les religieux qui desservent l'église, s'aperçoivent que, l'année précédente, ils n'ont pas fidèlement rempli la fondation, parce que le mois de février trop court et le mois où tombe la Semaine Sainte n'ont pas permis de compléter les trente jours.

La S. Congrégation du Concile, consultée à cet égard, prescrit aux Olivétains de dire les messes de S. Grégoire dans la forme accoutumée, c'est-à-dire, en ne tenant pas compte des trois derniers jours de la Semaine Sainte qui ne produisent pas d'interruption, et de demander l'absolution au pape pour le passé.

« Congregationis Olivetanae. I. An et quomodo in futurum sit celebrandae missae S. Gregorii seu potius sit locus cessationi missae quotidianae in casu?

» II. An sit consulendum Sanctissimo pro absolutione quoad praeteritum in casu?

» Ad I. *Affirmative ad primam partem, ad formam testamenti; negative ad secundam.*

» Ad II. *Affirmative ad cauthelam.* (Thesaurus resolut. 1791, 16 aprilis et 7 maii.) »

4. Urbain VIII, dans son bref du 9 décembre 1626, obvie par les dispositions suivantes, aux inconvénients qui pourraient résulter du trop grand nombre de messes demandées et non acquittées à l'autel privilégié de S. Grégoire.

Le Prieur des Camaldules qui desservent l'église du Cœlius, est chargé de veiller à ce que toutes les messes demandées soit acquittées autant que possible, en commençant par les fondations à perpétuité ou les anniversaires.

Le surplus de ce qui n'aura pu être acquitté sera distribué, à Rome même, à des prêtres séculiers ou réguliers et aux monastères de la Congrégation.

Tous les six mois, une note sera délivrée au Cardinal Vicaire ou à son délégué sur le nombre de messes ainsi distribuées.

Le sacristain de l'église de S. Grégoire ne devra recevoir que les messes qui pourront être dites dans un bref délai; tout au moins il préviendra les personnes qui les demandent de l'époque probable où elles pourront être acquittées.

Sont déclarés privilégiés, à l'instar de celui de S. Grégoire, tous les autels, où s'acquitteront les messes ainsi transportées.

5. Le Cardinal Corradi fonda trente messes à dire chaque année sans désignation de jour, à l'autel privilégié de l'église de S. Grégoire, à Rome, pour le repos de l'âme du Pape Innocent X. Ces messes seront acquittées par un prêtre, du choix du Recteur de la maison professe des Jésuites, et une somme annuelle de dix écus sera affectée à l'acquit de ces trente messes.

La Congrégation du Concile décida que le prêtre chargé de cette obligation ne pouvait donner au prêtre qui le remplaçait, seulement une partie de l'aumône, lors même qu'elle serait conforme à la taxe reçue, en gardant pour lui le surplus.

« Proponitur EE. VV. sequens dubium: In testamento Emi, et Rmi D. Card. Corradi bo: me: sic habetur: « Amplius celebrentur singulis annis in perpetuum, absque ulla temporis praefinitione, missae triginta pro defunctis S. Gregorii communiter appellatae in ecclesia Deo, ac eidem Sancto in hac Urbe dicata ad altaria privilegiata ibi existentia, pro anima papae Innocentii X. sa: me: summi benefactoris, per sacerdotem eligendum a R. P. Rectore pro tempore Domus Professae Soc. Jesu, cui solvantur pro eleemosyna scuta decem annua ex redditibus ejusdem haereditatis a praefatis Emi DD. executoribus in perpetuum assignatis statuendis, et collocandis, et cum eisdem cautionibus, declarationibus superius respective expressis. Supplicatur declarari an Sacerdos sic electus possit dare alteri sacerdoti pro celebrandis dictis missis eleemosinam congruentem, retento sibi quod superest?

» *Die* 22 *februarii* 1688. *S. Congregatio Concilii respondit: Negative.* »

6. Deux questions furent soumises à la Sacrée Congrégation des Indulgences, dans ces dernières années, à l'effet de savoir si l'autel privilégié de S. Grégoire produit le même résultat que l'autel privilégié ordinaire et en quoi consiste la différence, puis si un prêtre est tenu à réparation pour avoir

célébré à un autel privilégié ordinaire des messes expressément demandées à l'autel Grégorien.

Les *dubia* étaient ainsi posés :

» Romana.

» I. An quoad effectum unum et idem sit altare Gregorianum et altare privilegiatum? Et quatenus negative.

» 2. Quaenam sit diversitas ista?

» 3. Ad quid teneatur sacerdos, qui bona fide ad privilegiatum satisfecit onera pro altari Gregoriano data et accepta?

Trois consulteurs, dont le *votum* fut imprimé, alléguèrent ceci:

L'effet de l'autel privilégié et de l'autel Grégorien est l'application d'une indulgence plénière à une âme du Purgatoire.

La différence entre les deux consiste en ce que, en souvenir d'un trait historique relatif à S. Grégoire, les fidèles ont plus de dévotion à l'autel qui lui est consacré et que son intercession, ses mérites particuliers, s'ajoutent au privilége de l'autel.

Le prêtre, qui a agi de bonne foi, n'est pas coupable, ni tenu de réitérer les messes demandées. Il en serait autrement si le changement d'autel avait lieu avec intention, parce qu'alors la fondation prescrite ne serait pas acquittée selon sa teneur rigoureuse. Dans le premier cas, il serait prudent de demander au Pape l'absolution pour le passé.

La Congrégation prononça le *Dilata* et refusa de s'expliquer sur la question, qui reste par conséquent indécise.

7. Deux inscriptions, placées à S. Grégoire, précisent, l'une dans l'ancien cimetière du monastère l'emplacement de l'autel sur lequel le saint docteur priait efficacement pour les défunts; l'autre la faveur pontificale qui, sous les trois papes Clément VIII, IX et X, s'attacha à faire célébrer solennellement l'Octave des morts dans l'endroit illustré par les trente messes de S. Grégoire.

La première inscription, posée par les Camaldules, date de 1715.

D. O. M.
Vetustissimo collabente Coemeterio
Sancti Gregorii Magni precibus
pro animabus defunctorum celeberrimo
in meliorem hanc formam
a fundamentis restituto
abbas et monachi Camaldulenses
m. pp. a. d. M D CC XIIIII.

La seconde inscription remonte à l'an 1695 et cite plusieurs décrets de la S. Congrégation des Rites.

D. O. M.
Clemens . papa . X .
Cultum . Clementum . VIII . et VIIII
imitatus .
in . hoc . S . Gregorii . Magni . templum
ubi . XXX . missis . animam . monachi
ex . igne . purgatorio . liberavit
ne . Commemoratio .
omnium . fidelium . defunctorum
quae . octiduo . hic . celebratur . alibi
celebretur
sine . pontificio . privilegio .
decretum . sac . cong . rituum .
idibus . augusti . M . D . C . LXVII .
pontificio . diplomate . confirmavit
XVI . Kal . novembris . M . D . C . LXX .
et . hoc . iterum . S . Rit . Cong . decrevit
III . Kal . novembris . M . D . C . LXXXXV .

8. L'autel actuel, sur lequel se disent les messes privilégiées, est placé au fond du bas-côté droit de l'église. Il a été restauré au siècle dernier, en même temps que l'église, par le cardinal Quirini. A la partie antérieure on a ajusté un délicieux morceau de sculpture romaine de la fin du XVe siècle, qui fait allusion à trois traits historiques de la vie de S. Grégoire.

Des guirlandes de fleurs et de fruits courent sur la corniche; des armoires et le monogramme de l'artiste garnissent le soubassement et des pilastres finement travaillés séparent les bas-reliefs traités avec un remarquable sentiment.

Le premier sujet, placé au côté de l'évangile, s'explique par cette inscription latine qui fait allusion à la délivrance du moine Juste.

MISSIS . TRIGINTA
SANCTVS . GREGORIVS
ANIMAM . SVI . MONACHI . LIBERAVIT

Ces trente messes, S. Grégoire ne les dit pas lui-même, mais les fait dire par un religieux de son monastère. Aussi le pape est représenté à genoux, vêtu de la chape, et priant devant un autel, au coin duquel il a déposé sa tiare, et en face d'un crucifix. Derrière l'autel est une grotte creusée dans le roc, où l'âme du moine, humble et suppliante, expie ses péchés au milieu des flammes qui la brûlent. Mais, à la prière du saint pape, on voit cette âme monter au ciel portée par les mains des anges.

Le Pontife est assisté d'un seul cardinal et près de lui voltige, comme dans les deux autres tableaux, la colombe qui l'inspire et en fait un des plus savants docteurs de l'Église.

Près du pape, le donateur de l'autel et sa femme prient agenouillés leur patron S. Sébastien, attaché à la colonne où il fut percé de flèches.

Le second bas-relief est consacré à une apparition du Sauveur.

GREGORIO . I . P . M . CELEBRANTI . IESVS
CHRISTVS . PATIENS . HEIC . VISVS . EST

C'est donc au même endroit, sur le même autel que Jésus-Christ, souffrant et sortant à mi-corps du tombeau, apparut, au moment de la consécration, à S. Grégoire le Grand. De son côte percé, jaillissent le sang et l'eau dans le calice du sacrifice. Sur l'autel, sont placés la tiare pontificale, le calice et le missel. Un clerc soulève la chasuble du pontife qui s'apprête à élever l'hostie et tient de l'autre main une longue torche allumée. Quelques fidèles et des cardinaux en *cappa* sont témoins de cette apparition miraculeuse: ils adorent à genoux le Sauveur qui manifeste ainsi sa présence.

Encouragé par la délivrance du religieux et la vision de Jésus-Christ, S. Grégoire laissa comme tradition à son église le soin de dire la messe pour les âmes du Purgatoire sur un autel doublement célèbre. En effet, le Pape consacre la sainte hostie et aussitôt des deux âmes tourmentées dans les profondeurs du purgatoire par les flammes dévorantes, une enlevée au ciel par deux anges qui la touchent respectueusement.

HAC . IN . CELLA . TT . GREGORII . PONT . MAX .
CELEBRATAE . MISSAE . ANIMAS . A . CRVCIAT .
PVRGATORII . SOLVVNT

Deux personnages à genoux, probablement les fils du donateur, prient leur patron S. Roch, vêtu en pélerin et montrant du doigt la plaie de sa cuisse.

Enfin, pour mieux déterminer encore les priviléges incontestables et affirmer la tradition Grégorienne de cet autel, illustre dans le monde entier, les Camaldules ont fait graver sur marbre l'inscription suivante qui a été encastrée dans le mur voisin, au côté de l'évangile.

D . O . M .
ARAM . HANC
S . GREGORII . M . TITVLO
ET . PATROCINIO . VENERABILEM
PLVRIVM . RO . PONT . PRIVILEGIA
TOTO . ORBE . CELEBREM
REDDIDERVNT
AD . QVAM . MANDANTE
S . GREGORIO
QVVM . HVIVS . MONASTERII . MONACHVS
DIEBVS . XXX . CONTINVIS
SACRIFICIVM . PRO ANIMA
DEFVNCTI . FRATRIS . OBTVLISSET
EAM . MONACHVS . ALTER
PIACVLARIBVS . FLAMMIS . EXEMPTAM
VIDIT

IV. Autel de S. Sébastien, à S. Sébastien hors-les-murs.

Le corps de S. Sébastien martyr repose dans la basilique de S. Sébastien, située hors les murs de Rome, sous l'autel qui lui est consacré. Or cet autel, depuis des siècles, attire la dévotion des fidèles qui y font célébrer des messes à l'intention des défunts. Un écriteau du XVIIe siècle, placé près de l'autel, cite textuellement les paroles que la tradition rapporte avoir été dites par un ange à S. Grégoire le-Grand, lorsqu'il célébrait en ce lieu et pour plus amples renseignements, renvoie à l'ouvrage de Severano, dont il donne l'indication.

C'est donc le seul document authentique à l'appui de la tradition et de la concession pontificale. Il faut avouer que rigoureusement il ne suffirait pas, parce qu'il se contente d'affirmer, sans fournir les preuves à l'appui.

Deux choses m'étonnent; d'abord que la vie du saint pape soit muette à l'endroit de cette apparition et du colloque de l'ange, puis qu'aucun pape n'ait songé à confirmer et authentiquer la concession primitive, basée sur une tradition orale et la dévotion populaire.

» Le corps de S. Sébastien resta à S. Pierre, jusqu'à ce que Honorius III, l'an du Seigneur 1218, le transporta de nouveau dans l'église actuelle, le mettant sous l'autel que l'on voit dans l'ancienne chapelle à lui consacrée, à l'entrée du cimetière, près la porte de l'église. Au sujet de cet autel et de la révélation qu'y eut S. Grégoire le Grand d'un ange qui le servait pendant la célébration du saint sacrifice, on lit cette tradition dans un ancien manuscrit de la dite église:

» Sicut scriptum est, corpus S. Sebastiani martyris jacet sub altare quod est inferius: ubi sanctus Gregorius papa missam celebrans angelum Dei vidit, qui in Missarum solemniis sibi deserviens dixit: *Hic est locus sacratissimus in quo est divina promissio, et omnium peccatorum remissio, splendor et lux perpetua, sine fine laetitia, quam Christi Martyr Sebastianus habere promeruit.* »

» Partie de la même révélation est enregistrée sur une pierre de marbre antique, que l'on voit maintenant au dessus de la porte de la sacristie, avec ces paroles:

✠ IN ISTO LOCO PROMISSIO VERA EST
ET PECCATORVM REMISSIO, SPLEN
DOR ET LVX PERPETVA ET SINE FINE
LETITIA QVAM MERVIT XPISTI MAR
TYR SEBASTIANVS. (1)

(1) G. Severano. *Memorie sacre delle sette chiese di Roma.* Rome, 1630, t. I. p. 450. J'ai restitué à cette inscription son caractère épigraphique dénaturé par Severano.

V. Autel de la Vierge, aux SS. Côme et Damien.

On attribue également au pape S. Grégoire l'érection de l'autel privilégié de l'église des SS. Côme et Damien au Forum. Voici à quelle occasion. S. Grégoire habitait le monastère de S. André qu'il avait établi dans sa propre maison sur le Cœlius. Or chaque fois qu'il passait au Forum devant l'église des SS. Côme et Damien, il ne manquait pas d'y entrer pour saluer la Vierge, dont on y vénère une ancienne image. S. Grégoire ayant un jour oublié cette visite, la Vierge lui en fit doucement des reproches et dès lors lui vint la pensée de privilégier le maître-autel, au dessus duquel est exposée la Madone qui lui avait parlé.

Cette tradition, consignée dans plusieurs auteurs, est attestée par une inscription placée dans le vestibule de l'église. Elle est fixée sur une tablette mobile qui date au plus de quelques centaines d'années.

Indulgenza
L'imagine di Maria Santissima che
esiste all'altar maggiore parlò a S.
Gregorio papa, dicendogli: Perchè
più non mi saluti mentre passando
eri solito salutarmi? Il santo domandò perdono
e concesse a quelli che celebra
no in quell'altare la liberazione dell'
anima del purgatorio, cioè per quell'
anima per la quale si celebra la messa.

Une autre inscription de l'an 984, remise en honneur par Urbain VIII, en 1632, relate que le pape Jean XIV promit devant ce même autel la benédiction de la Ste Trinité et le royaume des cieux à ceux qui s'engageraient à y célébrer quarante messes consécutives pour les religieux défunts du monastère attaché au service de l'église.

Urbanus VIII pont. max.
Monumentum hoc quo priscorum patrum erga fidelium
defunctorum animas declaratur
ad retinendam rei memoriam hic voluit collocari
an. sal. M. DC. XXXII. pontif. X.

Constat nimirum, dilectissimi fratres, de promissio que ex corde fecimus coram Deo et sanctis ejus ut unusquisque nostrorum fratrum sacerdotes et episcopos et posteris nostris sacerdotes imperpetuum: qualiscumque ex hac luce migraverit xl missas pro ejus anima per unumquemque sacerdotum qui superstites sunt canere promittimus. Si tamen infirmitas fuerit occupatus, non reputetur ei in peccatum et si receptus fuerit pristinam sanitatem haec omnia quod supradictum est adimpleat. Qui vero custos et observator fuerit habeat benedictionem Dei Patris omnipotentis et Filii et Spiritus sancti et celestem regnum possideat cum omnibus sanctis. Et qui hoc non conservaverit, sit anathematis vinculo innodatus, set a regno Dei separatus. Ista vero promissio facta fuit ante sacrum sanctum Dominicum altarem hujus aulae. Tempore domni Johannis XIIII pp. mense februarii die XXII, indictione XII, anno Dominicae Incarnationis DCCCCLXXXIIII:

Une inscription analogue, gravée en lettres onciales sur marbre jaune antique, se remarque à Rome dans l'église cardinalice des SS. Jean et Paul au Cœlius.

« Constat nimirum, dilectissimi fratres, de promissione quam ex corde fecimus coram Deo et SS. ejus ut unusquisque nostrum fratres sacerdotes et posteri nostri sacerdotes inperpetuum qualiscumque ex hac luce migraverit XL missas pro ejus anima per unumquemque sacerdotum qui superstites sunt canere promisimus. Si tamen infirmitate fuerit occupatus non reputetur ei in peccatum et si receptus fuerit in pristinam sanitatem omne quod supradictum est adimpleat. Qui vero custos et observator fuerit habeat benedictionem Dei Patris omnipotentis et Filii et Spiritus Sancti et caeleste regnum possideat

cum omnibus SS. Qui et hoc non observaverit sit anathematis vinculo innodatus et a regno Dei separatus. »

VI. Autel de Ste Cyriaque, à S. Laurent hors les murs.

1. On lit cette inscription près de l'autel de Ste Cyriaque, dans la basilique de S. Laurent hors-les murs, à l'entrée de la catacombe où le saint diacre reçut la sépulture:

HAEC EST TVMBA ILLA TOTO ORBE TERRARVM
CELEBERRIMA
EX COEMETERO S. CIRIACAE MATRONAE
VBI SACRVM SI QVIS FECERIT PRO DEFVNCTIS
EORVM ANIMAS E PVRGATORII POENIS
DIVI LAVRENTII MERITIS EVOCABIT

2. Une fresque du portique, qui remonte au pontificat d'Honorius III et par conséquent aux premières années du XIIIe siècle, ainsi qu'un tableau que l'on voit à la sacristie de la basilique, reproduisent le fait historique qui a rendu célèbre la catacombe de Ste Cyriaque, et que je vais emprunter à l'oratorien Severano.

« Au temps d'Alexandre II, qui fut l'an du Seigneur 1062, il y avait dans le monastère de l'église de S. Laurent un moine de très sainte vie, qui, étant sacristain, se levait toutes les nuits, avant que fût arrivée l'heure de sonner matines et, pour satisfaire sa dévotion, visitait tous les autels. La nuit qui précédait un mercredi, au mois d'août, faisant sa visite accoutumée, mais avec plus de ferveur qu'à l'ordinaire, quand il fut arrivé au maître-autel, il s'y arrêta pour y faire sa prière et il vit de ses yeux ouverts entrer dans l'église un grand et vénérable personnage, vêtu d'habits sacerdotaux, et après lui un diacre et un sous-diacre avec les autres ministres nécessaires pour célébrer la messe solennelle : il était suivi d'un grand nombre de soldats, de religieux, de seigneurs et de personnes du peuple qui devaient assister à la messe. Etonné et terrifié de cette nouveauté, le moine s'approcha du diacre avec respect et humilité et lui dit: Qui êtes-vous, vous autres, qui vous préparez à une si grande solennité? Le diacre répondit: Celui qui est vêtu en prêtre est l'apôtre S. Pierre. Je suis Laurent, qui à pareil jour de mercredi (jour où Notre Seigneur Jésus-Christ fut livré aux Juifs qui déterminèrent sa mort), ai souffert un tel supplice par amour pour lui et en conséquence en mémoire de mon martyre nous sommes venus aujourd'hui faire cette solennité que tu vois en cette église. Le sous-diacre est S. Etienne premier martyr et les ministres sont les anges du paradis. Les autres sont les apôtres, les martyrs, les confesseurs et les vierges qui ont voulu me rendre honneur en ce jour de mon martyre. Et afin que cette solennité et cet honneur qui m'est rendu ici, soient connus de tout le monde, j'ai voulu que tu les visses, afin que quand il sera jour tu les manifestes au Pape et lui dises de ma part qu'il vienne célébrer dans cette église avec son clergé et donne au peuple l'indulgence qui lui paraîtra convenable à perpétuité. Et comment, dit le sacristain, ajoutera-t-il foi à mes paroles, si je ne lui donne pas quelque marque de la vérité de cette vision? Alors le saint détacha le cordon dont il était ceint, le lui mit dans les mains, afin qu'il pût le montrer en confirmation de ce qu'il avait à dire. La vision disparut. Le moine alla donc, plein de joie et de contentement, sonner au chapitre, où tous les moines s'étant réunis, étonnés d'être appelés à cette heure, écoutèrent la narration de ce qu'il avait vu et entendu: et il montra le cordon qu'il avait reçu de S. Laurent. L'abbé et les moines, qui connaissaient la sainteté du sacristain, non seulement le crurent, mais allèrent aussitôt tous ensemble vers le Pape, qui, de l'avis des cardinaux, se rendit avec eux à l'église pour y célébrer la messe. Dans le chemin on rencontra un mort que l'on portait en terre. Le pape voulut à cette occasion faire expérience du cordon: après avoir fait une prière, il le mit sur le mort qui ressuscita subitement. S'étant donc grandement assuré de la vérité de la vision, il rendit grâces à Dieu et au saint. Arrivé à l'église, il y célébra solennellement la messe et accorda une indulgence de quarante ans et d'autant de quarantaines à tous ceux qui repentants et s'étant confessés visiteront chaque mercredi de l'année, la même église et toute autre dédiée à S. Laurent, en quelque lieu du monde que ce soit.

« Cette histoire est racontée en détail par Fr. Léonard, (*F. Leonard da Udine Ser. aur. de SS. nella festa di S. Lorenzo, in fin. tit. 7. de penit.*) de l'ordre des Prêcheurs dans son livre intitulé *Sermones aurei*, dans un sermon sur S. Laurent, où il dit qu'il y a dans la même église le privilége et la bulle de ladite concession (*Severano*, t. I. p. 666-668).

J'ai voulu vérifier la citation, mais je n'ai trouvé que la concession de l'indulgence que Léonard d'Udine limite à quatre ans et quatre quarantaines, sans récit aucun de la vision.

« Summus pontifex certificatus de visione cujusdam monachi monasterii sancti Laurentii Rome et de cingulo sibi dato per beatum Laurentium ad cujus tactum surrexit quidam defunctus, celebrata sollemni missa, dedit indulgentiam omnibus vere penitentibus et confessis ecclesiam predictam et omnes ecclesias per totum orbem dedicatas in honorem Sancti Laurentii, 4 feria devote visitantibus indulgentiam 4 annorum et 4 quadragenarum ad laudem sancti sui. » (*Sermones aurei de Sanctis fratris Leonardi de Utino*. 1473, p. 239).

VII. Autel de S. Marie Libératrice à Ste Praxède.

L'abbé Davanzati, moine bénédiction de Vallombreuse, dans ses *Notizie al pellegrino della basilica di santa Prassede* (Rome, 1725, in-4), p. 228 et 497, raconte, d'après Panciroli, Severano, Ugoni et Piazza, le fait suivant qui a donné lieu à la devotion spéciale des fidèles pour les messes célébrées à l'autel de la Vierge, dans la Chapelle de S. Zénon ou de la Ste Colonne, à Ste Praxède.

« Un de ses neveux vint à mourir. Le Pape (Pascal I) alla célébrer la messe à son intention (à Ste Praxède) et il lui arriva qu'il vit en esprit qu'à la première, la seconde, la troisième et la quatrième, l'âme du défunt, par vertu du saint sacrifice, était de plus en plus soulagée des peines du purgatoire. Il retourna une cinquième fois offrir le saint sacrifice à la même fin et il vit l'âme de son neveu prise par la Ste Vierge, enlevée du purgatoire et conduite au ciel par la Reine des Anges en passant par la fenêtre que l'on voit encore au dessus de l'autel. Dès lors et à cause de la grâce reçue, le susdit saint pontife accorda au même autel le privilége perpétuel et quotidien, en sorte que par l'application de cinq messes successives, célébrées à cet autel, l'on délivre des peines du purgatoire l'âme pour laquelle on prie. »

Cette vision a motivé l'appellation populaire donnée à la chapelle de S. Zénon de Jardin du Paradis ou de Ste Marie libératrice, « *Hortus Paradisi, Sancta Maria libera nos a poenis inferni.* »

On y lisait en conséquence l'inscription suivante, que Davanzati a selon tout apparence, copiée sur l'original, mais que j'ai en vain cherchée dans l'église:

« Altare privilegiatum perpetuum pro defunctis.

« In hac sacrosancta ac vetustissima capella, toto terrarum

orbe celeberrima, si quis quinquies missam pro defunctis celebraverit, sanguinis Christi ac B. Virginis Mariae meritis, defunctorum animae post quintam missam, e purgatorii pœnis in cœlum evolabunt. »

Gabriel Wiel, dans la 57e leçon sur l'exposition du canon, a relevé ainsi et commenté l'inscription apposée à l'entrée de la chapelle de S. Zénon.

« Paschasius V (il le confond avec Pascal I), qui electus fuit pontifex anno DCCCXVII, dedit indulgentias plenarias per modum suffragii, quas undecim Summi pontifices confirmaverunt, ut legitur in littera authentica in introitu Cappellae ecclesiae S. Praxedis de Urbe . . . . sub hac forma: *Quicumque celebraverit vel celebrari faciet quinque missas pro anima parentis vel amici existentis in purgatorio dictus Paschasius dat remissionem plenariam per modum suffragii tali animae* . . . . Hae authenticae scripturae leguntur in introitu dictae cappellae. (Theodorus a Spirito Sancto, t. II, p. 54)

Le diplôme octroyé par le Pontife à la date de l'an 817, selon Moroni, ne se trouve pas mentionné dans le Bullaire ni dans d'autres collections. Il y a donc tout lieu de suspecter son existence et son authenticité.

De plus, si ce document était authentique, comment se fait-il que Benoît XIII, dans son bref du 4 avril 1727, deux ans après la publication du livre de Davanzati, n'y fasse pas la moindre allusion et loin de renouveler un titre préexistant, il accorde à nouveau et de lui-même un privilége à un autel déclaré privilégié par la tradition de neuf siècles?

Voici ce bref de Benoît XIII, qui me semble infirmer l'antiquité du privilége. Le bref est peint sur toile en majuscules romaines et placé dans un cadre de bois près de la chapelle de la Ste Colonne.

« Benedictus PP. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi et illis adiutae ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur ecclesiam sanctae Praxedis de Urbe monachorum congregationis Vallisumbrosae, ordinis S. Benedicti, in qua nullum aliud altare privilegiatum reperitur concessum et in ea situm altare sanctae Columnae Domini Nostri Jesu Christi nuncupatum hoc speciali dono illustrare auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia et BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi ut quandocumque sacerdos aliquis secularis vel cujusvis ordinis congregationis seu instituti regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut eiusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimae Virginis Mariae sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Beneventi sub annulo piscatoris die IV aprilis MDCCXXVII pontificatus nostri anno tertio. – Pro Domino Cardinale Oliviero *C. Archiepiscopus Emissenus.* »

VIII. Autel de S. Jérôme, à Ste Anastasie.

Le chanoine Philippe Capello, dans ses *Brevi notizie dell'antico e moderno stato della Chiesa collegiata di S. Anastasia di Roma*, Rome, 1722, parle de l'autel privilégié de cette église en invoquant le témoignage d'Ugonio. Cet autel, selon lui, serait le même que celui sur lequel aurait célébré S. Jérôme.

Obligé par le pape S. Damase de quitter le désert pour prendre part aux travaux de son pontificat, le saint docteur aurait, d'après la tradition, habité au pied du Palatin et pendant trois ans, aurait dit la messe dans l'église de Ste Anastasie dont il portait le titre, avec un calice que l'on y montre encore, sur l'autel de la Nativité, où, dès cette époque, étaient conservés et exposés à la vénération publique le Voile de la S. Vierge, le manteau de S. Joseph et un morceau considérable de la vraie croix.

Vers la fin du VIe siècle S. Grégoire aurait élevé à la dignité d'autel privilégié cet autel qui déjà portait le nom de S. Jérôme et sur lequel les papes célébraient la messe de l'aurore, le jour de Noël.

Quoiqu'il en soit de la tradition, il est impossible de faire remonter l'autel actuel ni au IVe siècle, ni au VIe. Tout au plus date-t-il du IXe et même certains archéologues l'attribuent volontiers au XIIe.

Cet autel massif et presque cubique est en marbre blanc sans ornement. Au dessus s'élève un ciborium dont les quatre colonnes en marbre du mont Hymette soutiennent une architrave que surmonte un toit à double pente, dont les dalles, où les inscriptions paraissent encore, ont été extraites des catacombes. Au fronton s'épanouit une croix en mosaïque où le porphyre alterne avec le serpentin. Sur la frise est une inscription, dont les caractères rappellent la majuscule romaine, mais incertaine et altérée. Quant au texte, il a la plus grande analogie avec les paroles que l'ange adressa à S. Grégoire dans l'église de S. Sébastien:

✠ IN ISTO LOCO PROMISSIO VERAX EST. ET PECCATORVM REMISSIO.

L'inscription suivante, qui fait allusion à la concession Grégorienne, se lit sur marbre près de l'autel de la Nativité.

D. O. M.
qvod
vetvstissimvm hoc altare
in qvo S. Hieronymvs
missæ sacrvm peragebat
a Divo Gregorio magno
privilegiatvm
Franciscvs Maria Phoebevs
Archiepiscopus Tarsensis
S. Spiritvs praeceptor
olim basilicæ Vaticanæ
ac insimvl hvivs collegiatæ
Canonicvs
omni prorsvs
Sacra veneranda antiqvitate
tvm altaris tvm ciborii
religiose servata
instauraverit
complanata area
conditorio
insignivm reliqviarum
ligni SS. Crvcis
veli beatissimæ Virginis
et Clamydis S. Ioseph
Exornato
variis marmoreis lapidibvs
fornice ac pictvris
vndeqvaqve decoraverit
Capitvlvm et Canonici
hoc
perpetvvm rei monvmentvm
posvere

IX. Concessions à l'instar des églises de Rome.

1. Les documents pontificaux nous font connaître quatre sortes de concessions.

Par les unes, l'autel est privilégié à l'instar des trois autels de S. Grégoire, de S. Sébastien et de S. Laurent: ainsi ont fait Paul III, en 1544, pour la chapelle de Ste Helène, à S. Marie *in Ara Coeli* et Benoît XIII, en 1725, pour le maître-autel de la même église, comme il résulte des deux inscriptions gravées sur marbre et apposées près des autels enrichis du triple privilége.

Benedetto XIII p. m.
L'anno MDCCXXV alli IV di ottobre
concesse in perpetuo a tutti li sacerdoti che
celebraranno nell'altare maggiore della B. V. M. in Ara Cœli
il medemo privilegio con cui la f. m. di Pavolo III decorò
la cappella di S. Elena della medema chiesa cioè
come se celebrassero nell'altare di S. Gregorio papa
dentro Roma, in quello di S. Lorenzo e quello di
S. Sebastiano fuori
delle mura.

2. Paul III, à S. Jacques des Incurables, ajoute aux trois églises de S. Grégoire, de S. Sébastien et de S. Laurent, celles de Latran, de S. Pudentienne et de S. Praxède. Le privilége est sextuple.

3. Pie VIII, par bref du 17 août 1830, transporte, sous les conditions ordinaires, le privilége de la basilique de S. Laurent hors les-murs au maître-autel de l'église de S. Marie del Tufo, au diocèse de Frascati.

« Participatio privilegiorum jam concessorum altari privilegiato S. Laurentii extra mœnia Urbis, favore altaris aeque privilegiati ecclesiae S. Mariae del Tufo, dioecesis Tusculanae.

» PIUS PP. VIII.

« Ad perpetuam rei memoriam.

Exponi Nobis nuper fecit dilectus filius rector ecclesiae seu sanctuarii B. Mariae Virginis del Tufo nuncupatae, Tusculanae diœcesis, quod cum in dicta ecclesia sive sanctuario altare ejusdem Beatae Mariae Virgini denominationis praefatae sacrum reperiatur existens illud omnibus et singulis indulgentiis et privilegiis quibus altare in ecclesia S. Laurentii extra mœnia Urbis pro animabus a purgatorii pœnis liberandis specialiter privilegiatum reperitur locupletatum, per Nos condecorari summopere cupit. Nobis propterea humiliter supplicari fecit ut in praemissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur.

» Nos igitur aliunde considerantes quantopere hoc ad religionis pietatisque augmentum necnon ad uberius animabus in purgatorio detentis impertiendum suffragium cedat, ejusdem exponentis specialem hac super re gratiam facere volentes supplicationibus inclinati, deque omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, praedictas omnes et singulas indulgentias, peccatorum remissiones ac pœnitentiarum relaxationes aliasque spirituales gratias et privilegia quibus altare supradictum in praefata ecclesia S. Laurentii extra mœnia Urbis a Summis Pontificibus praedecessoribus Nostris pro animabus a purgatorii pœnis liberandis specialiter condecoratum reperitur, altari supradicto in ecclesia seu sanctuario dictae diœcesis existenti, servatis tamen de jure servandis, necnon omnibus pro illarum consequutione praescriptis rite adimpletis, auctoritate apostolica, tenore praesentium, perpetuo communicamus, tribuimus et impertimur.

» Non obstantibus etc.

» Datum Romae apud sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die decima septima augusti, millesimo octingentesimo trigesimo, pontificatus Nostri anno secundo. » *Bullar. Rom. cont.* t. XVIII, p. 134-135.

4. La concession la plus ancienne et aussi la plus commune est celle qui communique le privilége de l'autel de l'église de S. Grégoire. L'autel ainsi privilégié prend dès lors le titre d'*autel Grégorien*.

Quand Jules III, dans le bref déjà cité et dont la date varie, suivant les auteurs, entre les années 1550, 1551 et 1552, accorda diverses indulgences, à la demande du Roi de Portugal, ce fut l'autel Grégorien qu'il concéda à l'archiconfrérie de la Miséricorde pour son église de Goa.

« Concedimus ut missae omnes quas confratres celebrare faciunt in altari majori dictae confraternitatis pro animabus parentum suorum valeant ipsis applicari per modum suffragii: atque pro eisdem lucrentur easdem indulgentias, perinde ac si forent celebratae Romae in altari S. Gregorii. » (Theodorus a Spiritu Sancto. *Tractatus dogmatico-moralis de Indulgentiis*, Romae 1743, t. II, p. 55).

C'est surtout Grégoire XIII qui a popularisé l'*autel Grégorien*, comme il me sera facile de le prouver par quelques exemples, sans sortir de l'enceinte de la ville de Rome.

Les brefs, dont je vais donner des extraits et un spécimen, sont tous gravés sur marbre, afin de perpétuer le souvenir de la faveur pontificale, et placés dans les églises qu'ils concernent, en vue de tous, dans un endroit apparent et près des autels ainsi privilégiés *ad instar*.

Chacun de ces brefs est rédigé suivant une formule invariable qui commence parces mots: *Salvatoris Domini*.

A S. Laurent in Damaso.

« Gregorius PP. XIII — Ad perpetuam rei memoriam. Salvatoris Domini Nostri Jesu Christi aeterno Patri consubstantialis et coeterni, qui pro redemptione generis humani de summo cœlorum solio ad hujus mundi infima descendere et carnem nostram ex utero virgineo assumere dignatus est, vices licet immeriti gerentes, in terris et ejus exempla sectantes animabus Christi fidelium in purgatorio existentibus quae per caritatem Deo unitae ab hac luce decesserunt et piorum suffragiis juvari meruerunt opportuna de thesauris Ecclesiae subsidia subministrare studemus, ut illae, quantum divinae bonitati placuerit, adjutae ad cœlestem patriam eo facilius pervenire valeant. De divina igitur misericordia confisi tenore praesentium concedimus ut quoties quicumque sacerdos sive saecularis sive regularis missam in altari societatis sanctissimi sacramenti sito in ecclesia sancti Laurenti in Damaso de Urbe pro liberatione unius animae in purgatorio existentis celebraverint, ipsa anima per hujusmodi celebrationem easdem indulgentias et peccatorum remissionem consequatur et ad ipsius celebrationem pro qua celebrabitur dicta missa operetur quas consequeretur et operaretur si praedictus sacerdos hac de causa missam ad altare in ecclesia sancti Gregorii de Urbe ad id deputatum celebraret. Non obstan. Nostra de non concedendis indulgentiis ad instar et aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque.

» Dat. Romae apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris die IIII aprilis MDLXXVI, pont. Nostri anno quarto.»

A S. Onuphre, sur le Janicule.

Par bref accordé sur les instances du cardinal titulaire, *precibus quoque dilecti filii Nostri Ludovici tituli sancti Honofrii presbyteri cardinalis Madrucii nuncupati Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, et Datum Romae apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris MDLXXVI, pontificatus Nostri anno quinto*, Grégoire XIII privilégia dans l'église de S. Onuphre sur le Janicule l'autel de N. D. de Lorette, à l'instar de celui de S. Grégoire, *altare S. Mariae de Laureto situm in ecclesia domus seu monasterii Sancti Honufrii de Urbe.*

A S. Pierre in Vincoli.

Grégoire XIII, par bref signé *Cæs. Glorierius, datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die XXVI octobris MDLXVI, pontificatus Nostri anno V*, privilégie à l'instar

de S. Grégoire *altare Beatae Mariae Virginis ac sancti Sebastiani situm in ecclesiae S. Petri ad Vincula de Urbe, canonicorum regularium, Congregationis S. Salvatoris, ordinis S. Augustini.*

Le bref gravé sur marbre et placé près de l'autel de S. Sébastien, porte en suscription: *S. Sebastiano martyri pestilitatis depulsori in ecclesia S. Petri ad Vincula.* Ce fut en effet par l'intercession de S. Sébastien et l'érection d'un autel en son honneur dans l'église de S. Pierre, que la peste qui ravageait Rome depuis trois mois cessa tout-à-coup, l'an 670.

A S. Marie de Monserrato.

« Gregorius Papa XIII. Ad perpetuam rei memoriam. « Salvatoris Domini Nostri Jesu Christi aeterno Patri consubstantialis et coaeterni qui pro redemptione generis humani summo cœlorum solio ad hujus mundi infima descendere et carnem nostram ex utero Virgineo assumere dignatus est, vices licet immeriti gerentes in terris et ejus exempla sectantes animabus Christifidelium defunctorum in purgatorio existentibus quae per charitatem Deo unitae ab hac luce decesserunt piorum suffragiis juvari meruerunt opportuna de thesauris Ecclesiae subsidia subministrari studemus ut illae quantum divinae bonitati placuerit, adjutae ad cœlestem patriam facilius pervenire valeant. De divina igitur misericordia confisi, praecibus quoque dilecti filii nobilis viri Joannis de Cuniga, principis de Petrapretia, et charissimi in Christo filii nostri Philippi Hispaniarum regis catholici, apud Nos et Sedem apostolicam oratoris Nobis super hoc humiliter porrectis, benigne annuentes, tenore praesentium perpetuo concedimus ut quoties quicumque sacerdos sive secularis sive regularis missam in altari sanctissimi crucifixi, sito in ecclesia beatae Mariae Montis Serrati, nationis Aragonum, prope curiam de Sabellis de Urbe, pro liberatione unius animae in purgatorio existentis celebraverit, ipsa anima per hujusmodi celebrationem easdem indulgentias et peccatorum remissiones consequatur et ad ipsius liberationem pro qua celebrabitur dicta missa operetur quas consequeretur et operaretur si praedictus sacerdos hac de causa missam ad altare sancti Gregorii etiam de Urbe ad id deputatum celebraret. Non obstantibus nostra de non concedendis indulgentiis ad instar et aliis constitutionibus et ordinationibus apostolicis, caeterisque contrariis quibuscumque.

» Datum Romae apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris die XVI februarii MDLXXVII, pontificatus nostri anno quinto. Cae. Glorierius.

A S. Marie de la Paix.

Grégoire XIII, par bref *datum Romae apud sanctum Petrum sub annulo piscatoris die XXX julii MDLXXVII, pontificatus Nostri anno sexto,* privilégia, à l'instar de celui de S. Grégoire, l'autel de la Crèche dans l'église de S. Marie de la Paix, où ce même bref a été gravé sur marbre: *in altari capellae Praesepii sub organo sita in Ecclesia monasterii Sanctae Mariae de Pace, canonicorum regularium Congregationis Lateranensis almae Urbis Nostrae.*

A S. Francois a Ripa.

Questo altare
per grazia conceduta dalla
fel. memor. di Gregorio
XIII l'anno MDLXXVIII gode
il medesimo privilegio che quel
lo di S. Gregorio cioè che celebran
dovi qualunque sacerdote tanto
secolare che regolare si libera un
anima dal purgatorio conforme
apparisce dal breve spedito l'an
no sesto del suo pontificato a li
di XVII gennajo.
Il medesimo privilegio fu confer
mato sotto il dì XXX agosto l'an
no MDCCXXXVIII dalla s. m. di Cle
mente XII nella occasione
della nuova fabbrica dell'altare
maggiore dedicato al S. Padre.

IX. Formules de suppliques.

1. La supplique par laquelle on demande la concession de l'autel privilégié, se rédige sur papier de grand format, en latin ou en italien, mais mieux dans la première de ces deux langues, et s'adresse directement au Pape.

Voici deux modèles, suivant la nature de la concession.

Pour l'autel privilégié personnel.

Beatissime Pater,

» N. (*Prénom, nom du suppliant*), presbyter, N. (*titre ou fonctions ecclésiastiques*), diœcesis N. (*nom du diocèse*) ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humiliter implorat *indultum* altaris privilegiati personalis. Et Deus etc. »

Pour l'autel privilégié local.

Beatissime Pater,

« N. (*Prénom, nom du suppliant*), presbyter, N. (*titre ou fonctions ecclésiastiques*), diœcesis N. (*nom du diocèse*) ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humiliter implorat indultum altaris privilegiati pro altari S. N. (*vocable de l'autel*) in ecclesia (*désignation de l'église avec son titre cathédral, curial etc.* vel capella loci N. (*désignation de la chapelle ou publique ou privée, d'hospice, de conservatoire*, etc. *avec indication du lieu* etc.)

« Et Deus etc. »

2. La supplique se dépose au secrétariat des Brefs, situé au palais de la Consulte, à Monte Cavallo, si la concession doit être expédiée par bref; au secrétariat des Mémoriaux, au palais apostolique du Quirinal, si la concession a lieu au contraire par simple voie de rescrit.

Le Cardinal Secrétaire des Brefs a audience de sa Sainteté le mardi et le vendredi de chaque semaine; les jours d'audience du cardinal-secrétaire des Mémoriaux sont le lundi et le vendredi.

X. Divers modes de concession.

1. Le Souverain Pontife accorde l'autel privilégié de trois manières: par *oracle de vive voix*, par *rescrit* et par *bref*.

2. Le 17 septembre 1864, Pie IX accorda de vive voix l'autel privilégié, pour trois fois la semaine, à tous les prêtres français, au nombre d'environ 150, qui furent admis à l'audience publique, à la demande et à la suite de Mgr l'Evêque d'Autun.

Deux inscriptions du XVIIIe siècle offrent des exemples analogues.

A S. Pierre, dans la chapelle de la Pieta.

Benedictus XIII pont. maximus
idem altare a se sacratum
perpetuo quotidiano privilegio pro
animabus fidelium defunctorum
vivae vocis oraculo donavit
ipsamet die XIX feb. MDCCXXVII

Galletti, t. 1. p. 160, cite une inscription semblable à S. Marie des Anges, à la date du 6 octobre 1727.

3. Le *rescrit* se met au dos de la supplique et est signé soit par le Cardinal-Secrétaire, dont on y appose le sceau, soit par le prélat qui l'assiste en qualité de substitut.

La formule du rescrit est celle-ci:

« Ex audientia Sanctissimi.

» Die *(date par jour, mois, année)*

» Sanctissimus benigne annuit pro indulto personali altaris privilegiati tribus in qualibet hebdomada diebus, dummodo orator simile indultum pro alia die non obtinuerit. »

Il y a donc deux clauses formelles, l'une qui limite et précise le nombre des jours où l'on peut jouir de la faveur pontificale, l'autre qui n'accorde de valeur au présent indult qu'autant qu'on n'a pas obtenu déjà un indult semblable.

La taxe des frais de secrétariat est fixée à trente baïoques ou trois pauls, évalués à un franc soixante centimes.

4. Le *bref* est expédié sur parchemin, écrit en écriture cursive, presque sans abréviations, sur le revers ou côté rude de la feuille taillée en long, scellé de l'anneau du pêcheur qui représente S. Pierre jetant ses filets à la mer et signé soit par le cardinal secrétaire, soit par son substitut.

Je citerai deux exemples de brefs rédigés suivant la formule *Omnium saluti* affectée aux concessions locales et suivant la formule *Exponendum curavisti* employée pour les concessions personnelles.

Bref d'Innocent XII privilégiant l'autel de S. Lazaredans l'église de Ste Martine, à Rome.

Innocentivs PP. XII.

» Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi, ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, ut illis adjutae e purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Cum itaque sicut dilectus filius Lazarus Baldi nobis nuper exponi fecit, ipse altare sub titulo seu invocatione sancti Lazari monachi in ecclesia sanctae Martinae de Urbe sua impensa magnifice extruxerit, illudque congrua dote ei constituta decenter ornaverit, nos ejusmodi Lazari pietatem plurimum in Domino commendantes ac ecclesiam hujusmodi in qua aliud altare privilegiatum ad tempus nondum elapsum forsan reperitur concessum, quod per praesentes revocamus, nec non in ea situm supradictum altare hoc speciali dono illustrare volentes, dummodo tamen in dicta ecclesia sex missae quotidie celebrentur. Supplicationibus ipsius Lazari nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, auctoritate nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis vel cujusvis ordinis regularis, missam defunctorum in die commemorationis defunctorum, et singulis diebus infra illius octavam, ac secunda, et sexta feriis cuiuslibet hebdomadae pro anima cujuscumque christifidelis quae Deo in charitate coniuncta ab hac luce migraverit ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimae virginis Mariae sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die IV maii MDCXCIII pontificatus nostri anno secundo.

« I. F. Card. Albanus »

Bref personnel.

Pius PP. IX

« Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem.

« Exponendum curavisti Nobis tibi admodum esse in votis ut missae tam tibi incumbentes quam adventitiae seu devotionis causa ab te celebrandae, cœlestium munerum, quorum dispensatores esse Nos voluit Altissimus, elargitione per Nos decorentur. Quare a Nobis petiisti ut in praemissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur piis hisce tuis precibus obsecundare volentes, de omnipotentis Dei misericordia ac B. B. Petri et Pauli App. ejus auctoritate confisi, tibi, dilecte fili, ut quandocumque sacrosanctum missae sacrificium pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad quodvis altare celebrabis, missae sacrificium hujusmodi quater tantum qualibet hebdomada, animae seu animabus pro qua seu pro quibus celebratum fuerit, perinde suffragetur ac si ad privilegiatum altare fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore praesentium concedimus et indulgemus. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Apostolicae regula de non concedendis indulgentiis ad instar, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut si tibi alias ab hac Apostolica Sede privilegium hujusmodi concessum fuerit, illud revocatum sit, prout per praesentes apostolica auctoritate revocamus.

« Datum Romae apud *(nom de la basilique la plus rapprochée du palais habité par le Pape)* sub annulo piscatoris, die *(jour, mois, année)* pontificatus nostri anno *(date du pontificat)*

Signature du Cardinal Secrétaire des brefs ou de son substitut.

✠ *Sceau du pêcheur. Au dos:*

Dilecto filio Pres. *(prénom, nom)* Dioc. *(nom du Diocèse)* parocho.

» Expensae: Sanctum Unum. Agentia: Oboli sexaginta. »

La taxe du secrétariat est d'un écu (5 fr. 35). On y ajoute soixante baioques ou six pauls (3 fr. 20), si l'affaire a été confiée à un expéditionnaire apostolique ou à tout autre agent.

5. Clément XIV, par ses lettres apostoliques *Decet quam maxime*, du 29 septembre 1769, défend expressément aux évêques de percevoir quoique ce soit pour la promulgation des autels privilégiés:

« Nullum prorsus emolumentum directe vel indirecte, quovis praetextu aut colore, etiam muneris aut spontaneae oblationis, licet eisdem (episcopis) recipere, quemadmodum nec eorum vicariis, officialibus quibuscumque aut familiaribus. Pro cognitione approbatione et promulgatione reliquiarum, indulgentiarum et altarium privilegiatorum. (*Bull. Rom. cont.* t. IV, p. 51).

XI. Autel privilégié pour les vivants.

1. Le privilége accordé à un autel déterminé concerne ou les vivants ou les morts séparément, ou encore et tout ensemble les vivants et les morts.

Le Bullaire Romain est loin d'être complet. Aussi, en l'absence des textes que l'on désirerait y rencontrer, il faut s'adresser aux monuments épigraphiques pour avoir certains documents non moins anciens que précieux. C'est seulement par une inscription qui existe à Ste Marie Majeure que je connais la concession faite par Pie II, en 1464, d'une indulgence plénière à tous ceuux qui visiteront l'autel sous lequel est enseveli S. Jérôme, la veille de l'Ascension, jour de sa fête, à partir des premières vêpres.

Voici la bulle qu'on peut voir gravée sur marbre près la la chapelle de la Crèche:

» Pius episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Multas Sanctorum celebritates extra natalitios dies Sancta Romana Ecclesia colendas instituit ut eorum memoriam vel tempore opportuniore vel veneratione ampliore recoleret. Qua Nos etiam ratione permoti solemnitatem translationis beatissimi Hieronymi sacerdotis doctorisque precipui quae olim septimo idus maii servabatur in vigilia Ascensionis Do-

minice qua major populorum frequentia ad sanctorum sacraria ex finitimis Urbis locis confluere dinoscitur agendam celebrandamque apostolica auctoritate statuimus atque ut ipsius gloriosi doctoris ara in beate Marie Majoris Urbis Rome basilica constituta apud quam in sacre dormitionis choro eadem qua floruit carne quiescit, illa die fructuosius ac devotius honoretur, plenariam remissionem pridem a Nobis concessam ad eandem vigiliam transferentes, omnibus vere penitentibus et confessis qui a primis vesperis precedentis diei usque ad occasum solis ejusdem vigilie aram ipsam visitaverint et pias eleemosinas oblationesque porrexerint singulis quibusque annis plenariam omnium peccatorum suorum remissionem perpetuo duraturam misericorditer elargimur. Datum Rome apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo sexagesimo quarto, Kalendas junii, pontificatus nostri anno sexto. »

2. On trouve quelques exemples de concessions qui comprennent à la fois les vivants et les morts. Mais ils sont plus rares, car l'indulgence plénière, attachée à un autel, s'applique plus exclusivement aux défunts.

Au XVIe siècle, des réparations furent entreprises dans l'église de Ste Cécile *in Trastevere*. Un autel fut démoli : il était plein de reliques que des *titres* spéciaux authentiquaient. Les mêmes reliques furent transférées dans l'autel du Saint Sacrement qui venait d'être érigé. Dans le but de les honorer davantage, Jules III, à la date du 25 juin 1554, fit publier un bref par lequel il octroyait les indulgences suivantes:

Tout prêtre, séculier ou régulier, en quelque temps de l'année que ce soit, qui célébrera sur cet autel et y priera aux intentions de Sa Sainteté, gagnera les mêmes indulgences et pardons, applicables aussi aux âmes des défunts, qui s'il célébrait aux autels privilégiés de S. Grégoire, de S. Laurent et de S. Sébastien.

Tout fidèle de l'un et de l'autre sexe qui fera célébrer sur le même autel jouira de la même faveur.

Le bref de Jules III a été gravé sur marbre. Il est encastré dans le mur du portique de l'église de Ste Cécile, à gauche de la porte d'entrée.

« Julius PP. III. Ad perpetuam rei memoriam.

» Sacrae religionis sub qua dilectae in Xpisto filiae abbatissa et moniales monasterii S. Ceciliae de Urbe, regionis Transtiberinae, ordinis S. Benedicti dealbatorum, mundanis abjectis illecebris, in humilitatis spiritu devotum et sedulum exhibent Altissimo famulatum, promeretur honestas ut monasterium hujusmodi et illius ecclesiam necnon ipsas abbatissam et moniales spiritualibus favoribus et gratiis prosequamur. Cum itaque, sicut accepimus, nonnullæ venerabiles tam Sanctorum quam Sanctarum reliquiae cum nonnullis illarum titulis in reparatione ecclesiae dicti monasterii et in demolitione cujusdam altaris antiqui ejusdem ecclesiae nuper repertae ac in novo altari ante venerabile sacramentum pretiosissimi corporis D. N. Jesu Xpisti quod in eadem ecclesia conservatur constructo, honorifice reconditae fuerint, Nos cupientes reliquias ipsas congruis honoribus frequentari, à Xpisti fidelibus in debita veneratione haberi, ut quorum reliquias veneramur in terris pro nobis intercedere dignentur in celis, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, motu proprio et ex certa nostra scientia, auctoritate apostolica, tenore praesentium, omnibus et singulis presbyteris secularibus et quorumvis ordinum regularibus qui in novo altari hujusmodi quocumque anni tempore missam celebraverint et tam eisdem praesbyteris quam universis utriusque sexus fidelibus qui missas celebrari fecerint et Deum pro felici statu et incremento S. R. E. et pace inter Xpistianos concilianda et conservanda oraverint, quoties id fecerint, toties easdem indulgentias et peccatorum remissiones, etiam pro animabus pro quibus celebrabitur, consequantur quas consequerentur si in uno ex altaribus in S. Gregorii intra aut S. Sebastiani vel S. Laurentii extra muros dictæ Urbis ecclesiis pro missis pro defunctis celebrandis per Romanos pontifices praedecessores nostros deputatis missam celebrarent seu celebrari facerent et orarent, concedimus et elargimur. Necnon monasterium et ecclesiam ac abbatissam et moniales hujusmodi sub beati Petri ac nostra protectione suscepimus ac omnia et singula privilegia, gratias, concessiones, immunitates, exemptiones, litteras et indulta eisdem abbatissæ et monialibus earumque monasterio et ecclesiae per quoscumque Romanos pontifices predecessores nostros sub quibuscumque tenoribus et formis ac cum quibusvis clausulis et decretis et alias quomodolibet concessa confirmata et innovata approbamus et confirmamus. Ac praesentes nostras litteras sub quibusvis similium vel dissimilium gratiarum revocationibus, limitationibus vel suspensionibus nullatenus comprehensas sed semper ab illis exceptas existere decernimus. Non obstantibus quibusvis constitutionibus et ordinationibus apostolicis ceterisque contrariis quibuscumque.

» Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris die XXV junii MDLIIII pont. nostri anno quinto. - Leo de Fano – A Mileti. »

Benoît XIV, ayant su par l'ambassadeur Emmanuel de Sampayo que le roi de Portugal faisait ériger dans la ville de Lisbonne une magnifique chapelle sous le vocable de S. Roch, voulut, pour être agréable à Sa Majesté très Fidèle, consacrer lui-même, le 15 décembre 1744, dans l'église de S. Antoine des Portugais l'autel de cette chapelle. Il y célébra la messe et le qualifia d'*autel papal*, avec faculté pour le roi de désigner lui-même les prêtres qui pourraient y offrir le saint sacrifice et les jours où il leur serait loisible de se servir de cet autel. Il le déclara privilégié à perpétuité pour les défunts et pour les rois et reines de Portugal, ainsi que leurs parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, qui, après s'être confessés et avoir communié, pourront gagner l'indulgence plénière chaque fois qu'ils viendront y prier aux intentions du Souverain Pontife.

« Altare a Pontifice consecratum, super quo sacrum fecit, variis privilegiis decoratur.

« Carissimo in Christo Filio Nostro Johanni Portugalliae et Algarbiorum Regi Illustri.

» Benedictus Papa XIV.

» Carissime in Christo Fili noster, salutem et apostolicam benedictionem.

» Dilectus filius Emmanuel Pereyra Sampayus, militiae ordinis Jesu Christi commendator, negotiis Majestatis Tuae apud Sanctam Sedem praepositus, saepissime Nobis declaravit regale prorsus consilium ac pietatis plenum excitandi magnificum sacellum in Ecclesia quae in civitate ista Lisbonae sancto Rocco nuncupata est. Primum totius rei formam carta exaratam ac delineatam nostris subjecit oculis, nempe opera sive ex marmore sive ex aere ducenda, aptissimas et elegantes gemmarum conjunctiones ac tabulas effingendas ex opere concinne tessellato, quibus omnibus perficiendis peritissimi hujus Urbis artifices sedulam modo impendunt industriam et quae Nos ipsi (cum absoluta penitus fuerit) invisuros promisimus, antequam Lisbonam transvehantur. Postremo idem commendator Sampayus Nobis exposuit gratissimum fore Majestati Tuae si perfecto jam lapide altaris erigendi in sacello quod superius innuimus, ad ipsum consecrandum Nos ipsi deveniremus. Itaque cum jucundissimum Nobis sit morem gerere voluntati Majestatis Tuae, quae Dei cultum semper augere expetit, et simul Nostri apostolici muneris partibus satisfacere; hinc absque ulla haesitatione Nos paratissimos ostendimus, ut hujusmodi consecrationem susciperemus in ecclesia S. Antonii quae ad Lusitanos pertinet, die decimaquinta mensis decembris anni proxime elapsi, quo in templo octiduum Conceptionis Bea-

tae Mariae Virginis Immaculatae celebrabatur. Quapropter venerabilem Fratrem Nostrum Vicarium Episcopum Sabinensem S. R. E. Cardinalem Bichium nuncupatum, olim apostolicae Sedis Nuntium apud Majestatem Tuam, designavimus, qui praecedenti vespera sacras reliquias exponeret; et re integre peracta juxta leges quae a sacris ritualibus praescribuntur, Nos postera die solemni indicto comitatu ad eamdem ecclesiam sancti Antonii venimus eamque splendide magnifice que ornatam deprehendimus. Cardinales octo Nobis advenientibus in Ecclesiae liminibus adfuerunt. Post haec initium fecimus consecrationi totius lapidis, qui in parte ejusdem templi aptissime collocatus ante fuerat. Postquam, Deo juvante, finem consecrationi imposuimus, licet plurium horarum spatium requireret, eam facultatem Nobis haudquaquam tribuimus quae a Pontificali conceditur Episcopo consecranti si debilitatus longo temporis incommodo fuerit, nempe ut alium suo loco substituat qui sacrum faciat; sed Nos ipsi super consecrato lapide missae sacrificium celebravimus. Ritus ejusmodi pietatem incredibilem ac religionem praesetulit, ad quem, praeter cardinales quos jam memoravimus, omnes quoque principum exterorum oratores, praesules et optimates magna frequentia convenerunt. Res universa decenter ordinateque peracta fuit ob eximiam operam, studiuum summamque diligentiam qua idem Sampayus Majestatis Tuae negotiis apud Sanctam Sedem praepositus maxime praecellit.

« Equidem cum nos ipsi sacraverimus hoc altare et super ipso Deo operati sacrum fuerimus, ob hanc causam Pontificium altare appellandum est, nec ulli licet sacerdoti ad ipsum accedere ut missae sacrificium peragat, nisi antea facultas nostra intercesserit, juxta morem et institutum Sanctae Romanae Ecclesiae quae mater et magistra coeterarum ecclesiarum habenda est. Id aperte demonstratur exemplo altarium quae sunt in ecclesiis Lateranensi, Vaticana aliisque patriarcalibus hujus Urbis, in quibus aris solus Romanus Pontifex sacra facere potest, aut etiam cardinalis aliquis certis temporibus facta tamen prius a Pontifice potestate, quae per apostolicum diploma declaratur. Anno 1588 Sixtus V decessor noster Sanctum Didacum solemni ritu inter caelites adnumeravit ac deinde Philippo catholico Regi dono misit altare ad quod sacrum fecerat cum ritum ejusmodi canonizationis perageret, pontificium illud altare pronunciavit permisitque cardinalibus, episcopis, abbatibus thiara insignitis et illis qui primam dignitatem in ecclesiis meropolitanis et cathedralibus obtinerent, demum generali ministro ordinis minorum Sancti Francisci ac Priori in monasterio Sancti Laurentii, sacrificium missae super eodem altari conficere diebus festis Domini, beatissimae Virginis, feria quinta in coena Domini, in celebritate Sanctorum omnium ac Sancti Didaci, uti constat ex ejus diplomate quod die 2 augusti promulgatum fuit eodem anno quem paulo ante indicavimus.

« Nos quidem instituta decessorum nostrorum retinere perpetuo volumus, sed quibusdam gravibus causis adducti, paululum declinabimus ab ea via ac ratione quam illi pro hujus rei exequtione tenuerunt. Ipsorum sententiae constanter adhaeremus nemini licere ad pontificias aras sacrum celebrari, nisi prius apostolicam facultatem pro re gerenda consequutus fuerit, tamen pro eadem facultate tribuenda diversum consilium a decessoribus nostris suscipiemus, etenim cum Romae diploma Pontificis toties necessario requiratur quoties ad aras hujusmodi Romae existentes missae sacrificium indicendum est, et eadem facultas solis cardinalibus conferatur, nempe cum dies quidam festi peculiares celebrantur; et cum Sixtus dies etiam illos designaverit quibus liceret sacrum facere super altari quod ad catholicum Hispaniarum Regem Matritum transvehi jusserat. Nos pietate singulari Majestatis tuae permoti et sperantes etiam ob singularem Dei bonitatem fore ut reliqui omnes Lusitaniae Reges eadem pietatis laude commendentur, absque ulla dierum aut sacerdotum limitatione, Majestatem tuam et Reges Lusitaniae pro tempore futuros constituimus ut nostro nomine et Sanctae hujus Sedis facultatem impertiant sacrum faciendi ad altare quod a nobis consecratum Lisbonam devehetur; pro certo habentes idipsum negotium tam caute ac prudenter a Majestate Tua pertractandum esse, ut nihil umquam futurum sit quod rationi parum consentaneum videatur. Insuper idem altare perpetuo privilegiatum declaramus, quamvis in ecclesia Sancti Rocchi aliud altare praeditum simili jam privilegio existat: Regi autem Lusitaniae pro tempore, item Reginis coeterisque consanguineis et affinibus usque ad tertium gradum inclusive, plenariam indulgentiam et omnium delictorum remissionem elargimur, quoties poenitentiae sacramento expiati et sacra synaxi refecti, ante ipsum altare preces ad Deum effundent, ut haereses extinguat, christianos principes ad concordiam deducat et Sanctam Ecclesiam in altiorem gloriae et dignitatis locum efferat.

« Haec a Nobis praestanda duximus ut Majestas Tua benevolentiam Nostram magis agnosceret gratique animi studium pro tot beneficiis quae in Nos amantissime congessit. Illud quoque persuasum habeat optamus haerere defixam animo nostro sui memoriam et quoties Deo sacrum facimus, enixe petere ut Majestatem Tuam omni cumulat felicitate, cui Nos pariter apostolicam benedictionem impertimur.

« Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die XV januarii MDCCXLV, pontificatus nostri anno quinto. — Cajetanus Amatus » *(Benedicti XIV Bullar.* Romae, 1746, t. 1, p. 481. 483.)

Grégoire XVI, par bref du 29 janvier 1833, privilégia, tant pour les vivants que pour les morts, un autel portatif composé de plusieurs marbres échappés à l'incendie de la basilique de S. Paul hors les murs, à Rome, et contenant des reliques de S. Boniface martyr.

Quiconque, séculier ou régulier, y célèbre, gagne une indulgence plénière pour l'âme du défunt vers qui se dirige son intention.

Tous les fidèles qui s'étant confessés et ayant communié visitent cet autel aux fêtes de N. S., de la Vierge et de S. Pierre, gagnent une indulgence plénière: ils ne doivent pas oublier de prier suivant les recommandations du Souverain Pontife.

Cet autel fut donné par Grégoire XVI au ministre d'Autriche, Clément de Metternich.

« Gregorius PP. XVI.

« Ad futuram rei memoriam.

« Quum multae ac praeclarae sint animi ingeniique dotes dilecti filii nobilis viri Clementis de Metternich primi a publicis negotiis Austriae imperatoris et Hungariae regis administri, et praesertim religionis studium; quumque plurima atque egregia sint ipsius clarissimi viri in rem catholicam atque hanc apostolicam Sedem merita, haud potuimus quin singulari benevolentiae nostrae significatione eum complectemur. Jure itaque existimantes catholicae religionis trophaeum ac veritatis Christi fidei argumentum celsitudini suae gratum acceptumque futurum, ei dono mittere constituimus aram ex marmoreis reliquiis combustae Ostiensis basilicae confectam, cujus in inferiori et antica parte urnam collocari curavimus, in qua asservantur exuviae Bonifacii martyris e sepulchreto ad Orbem una cum nomine effossae. Quo vero isthaec ara magis magisque in pretio possit haberi, coelestium munerum thesauris, quorum dispensatores esse Nos voluit Altissimus, eam decorari decernimus.

« Hujusmodi ergo auctoritate confisi concedimus et indulgemus ut quotiescumque sacerdos aliquis inibi sacris operabitur pro anima cujuscumque Christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, hujusmodi sacrificium animae ipsi plenarie suffragetur. Praeterea eadem auctoritate impertimur ut singuli quique christifideles conscientiae sordibus

per sacram confessionem abluti ac coelesti dape refecti eamdem aram in anniversaria qualibet tum Christi Domini, tum ejus matris itemque apostolorum principis celebritate adierint, dummodo pro Christianorum principum concordia, haeresum extirpatione ac sanctae Matris Ecclesiae exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum remissionem consequantur.

« In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

« Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris die vicesima nona januarii millesimo octingentesimo trigesimo tertio, pontificatus nostri anno secundo » (*Bullarii romani continuatio*, Romae, 1857, t. XIX, p. 204.)

Grégoire XVI, par son bref du 17 juin 1836, privilégia à perpétuité, tant pour les vivants que pour les morts, l'autel situé dans la confession de la basilique Vaticane, au dessus des corps des SS. Apôtres Pierre et Paul et au dessous de l'autel papal. Sa Sainteté autorisa de plus tous les prêtres qui y célébreraient, à dire la messe votive des SS. Apôtres, excepté aux fêtes de l'Epiphanie, Dimanche des Rameaux, Semaine Sainte, Pâques, Pentecôte, Noël et Assomption.

Pendant l'octave de S. Pierre, la messe sera du jour de la fête et du rit double.

Les fidèles qui, après s'être confessés et avoir communié, visiteront ledit autel, prieront les SS. Apôtres aux intentions ordinaires, une fois par mois, y gagneront, ce jour-là, une indulgence plénière. Chaque visite et prière à l'autel de la confession vaudra, en toute autre circonstance, une indulgence de 300 jours. Toutes ces indulgences sont applicables aux âmes du purgatoire.

« Gregorius PP. XVI. Ad perpetuam rei memoriam.

« Ad Beatissimi Principis Apostolorum, cui Nos nullis certe promeritis successimus, memoriam quam maxime celebrandam, Romani Pontifices, Praedecessores Nostri, mira quadam pietatis, ac munificentiae contentione, non modo exquisitissimis basilicae Vaticanae operibus, atque ornamentis splendide consuluerunt, verum etiam amplissimis privilegiis, ac spiritualibus donis eam cumulandam existimarunt. Merito autem, atque optimo jure gloriosum Apostolorum sepulcrum, in ejusdem Basilicae hypogeo positum summa colentes veneratione, magnificum super eo Altare, quod eorumdem Apostolorum sacrae exuviae augustius efficiunt, extruendum censuere. Nos igitur Praedecessorum Nostrorum vestigiis inhaerentes, et commemoratum sepulcrum singulari animi Nostri devotione prosequentes, amplioribus illud indulgentiarum muneribus locupletare statuimus. Itaque de omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, altare subterraneum Sanctorum Apost. Petri et Pauli Vaticanae Basilicae, quod majori pontificio altari subest, privilegiatum tam pro vivis, quam pro defunctis perpetuum in modum declaramus. Praeterea concedimus, ut exceptis tantummodo diebus Epiphaniae, Dominicae Palmarum, ac totius Majoris Hebdomadae, et Paschatis Resurrectionis, Pentecostes, Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi, et Assumptionis Beatae M. Virginis toto anni tempore Missa votiva Sanctorum Apostolorum Petri, et Pauli a quocumque Sacerdote Saeculari vel cujusvis Ordinis Congregationis et Instituti Regulari eodem in Altari possit celebrari. Octo vero continentibus diebus a festivitate Apostolorum Petri, et Pauli, missam, prout in festo, sub duplici ritu celebrari posse permittimus. Denique ad augendam fidelium religionem, et animarum salutem caelestibus Ecclesiae thesauris pia charitate intenti, omnibus Christifidelibus, qui semel in mense vere poenitentes, et confessi, ac S. Communione refecti idem Altare devote visitaverint, ibique pro felici statu Sanctae Romanae Ecclesiae et pro fidei Orthodoxae propagatione Beatorum Apostolorum Petri, et Pauli patrocinium implorantes, pias ad Deum preces effuderint, quo die id egerint, plenariam omnium peccatorum suorum Indulgentiam, et remissionem misericorditer in Domino concedimus. Indulgentiam vero tercentum dierum, quoties ipsum Altare visitaverint, ibique ex propria cujusque pietate Deum exoraverint, liberaliter elargimur. Quas omnes et singulas Indulgentias, peccatorum remissiones, et poenitentiarum relaxationes etiam animabus Christifidelium, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, per modum suffragii applicari posse iterum concedimus. Praesentibus perpetuis futurisque temporibus valituris, non obstantibus Constitutionibus et sanctionibus Apostolicis, ceterisque contrariis quibuscumque. Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XVII mensis Junii 1836 Pontificatus nostri anno sexto — *P. Card. De Gregorio.*

Enfin un écriteau placé près du maître-autel, dans l'église de la Confrérie du Gonfalon, porte cette inscription qui indique un autel privilégié pour les vivants et les morts:

UNA MESSA CELEBRATA IN QUESTO
ALTARE LIBERA UN ANIMA DEL
PURGATORIO. APPLICATA PER LA
PERSONA VIVENTE COMUNICATA
E CONFESSATA LA LIBERA DA
TUTTE LE PENE DE SUOI PECCATI.

XII. L'autel privilégié local.

1. L'autel privilégié est *local*, quand la concession porte sur un lieu déterminé, comme telle église et dans cette église, tel autel.

2. Telle est la formule ordinairement employée pour les concessions de cette nature :

Pius PP. IX

Ad futuram (1) rei memoriam.

« Omnium saluti paterna charitate intenti sacra interdum loca spiritualibus Indulgentiarum muneribus decoramus ut inde fidelium defunctorum animae D. N. J. C. ejusdemque sanctorum suffragia meritorum consequi, ac illis adjutae ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur ecclesiam parochialem loci vulgo N. nuncupat., dioecesis N. provinciae N., et in ea situm altare majus (2), dummodo praeter unum nullum aliud inibi privilegiatum altare reperiatur concessum, hoc speciali dono illustrare, de omnipotentis Dei misericordia, ac SS. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis missam pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem D. N. J. C. ac Beatissimae Virginis Mariae, sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis, si ita Deo placuerit, liberetur, concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus ad septennium tantum valituris.

« Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die . . . . pontificatus nostri anno . . . .

» N. card. . . . . (*Signature du cardinal secrétaire des brefs*)

3. La formule publiée par Ferraris présente quelques variantes :

(1) Si la durée du privilége n'est que de sept ans, le bref porte en tête *Ad futuram*; *Ad perpetuam*, si le privilége est perpétuel.

(2) Ou tout autre autel, suivant la teneur de la supplique ou le choix du Pape.

» . . . Volentes ecclesiam vestram, in qua altare privilegiatum non est erectum, dummodo in ea septem missae celebrantur, et in ea sit altare sancti vel sanctae NN. nuncupatum, hoc speciali dono illustrare, Dei misericordia confisi ut quandocumque sacerdos aliquis missam defunctorum, in die commemorationis defunctorum, et singulis diebus infra octavam illius, ac feria sexta cujuslibet hebdomadae pro anima cujuscumque fidelium defunctorum ad praefatum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur ita ut Domini Nostri Jesu Christi suffragantibus meritis a purgatorii pœnis liberetur, praesentibus ad septennium tantum valituris. Datum Romae. (Ferraris, t. 1, col. 447).

Urbain VIII, en privilégiant l'autel de l'église de S. Bibiane, en 1635, a adopté la formule ordinaire *Omnium Saluti*, mais en la faisant précéder d'un exorde qui contient l'historique de l'église et la mention de sa dévotion spéciale pour la sainte martyre.

Voici des extraits de son bref qui a été gravé sur marbre blanc dans un des bas-côtés de l'église:

« Urbanus papa VIII

Ad perpetuam rei memoriam. Cum Nos pro singulari quem erga S. Bibianam virginem et martyrem de Urbe gerimus devotionis affectu ecclesiam ab Olimpina matrona in ejusdem S. Bibianae ac Sanctarum Demetriae et Dafrosae honorem primum excitatam et a S. Simplicio deinde restitutam et a fel. rec. Honorio tertio romanis pontificibus praedecessoribus Nostris consecratam instauraverimus et ornaverimus, idcirco Nos qui omnium saluti paterna charitate intendimus et sacra interdum loca spiritualibus . . . . . volentes ecclesiam praedictam S. Bibianae simili ad praesens privilegio ut accepimus minime decoratam et in eo situm altare majus hoc speciali dono illustrare, authoritate Nobis a Domino tradita, de omnipotentis Dei misericordia . . . . concedimus et indulgemus. In contrarium facien non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis..... Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris die XIII octobris MDCXXXV, pontificatus Nostri anno decimo tertio. Loco ✠ annuli piscatoris – *M. A. Maraldus* »

4. Si le bref pontifical ne détermine pas quel est l'autel que le Pape enrichit de ses faveurs, c'est à l'Ordinaire qu'appartient de faire ce choix et de l'assigner une fois pour toutes.

« Quod altaria pro quibus conceditur privilegium, semel tantum ab ordinario locorum designari debeant » (*S. Ind. Cong.*)

« Altare a respectivo locorum ordinario in singulis praedictis Ecclesiis semel designatum hoc speciali privilegio illustrare. » (*S. Ind. Cong. ad ann.* 1750).

» . . . . Altaribus per ordinarios respective designandis » (*Rescript. ann.* 1748).

5. Par *Ordinaire* on entend non seulement l'évêque, mais celui qui a juridiction sur un lieu, comme un abbé pour son Abbaye, un abbé général pour tout l'Ordre.

« Praelatus, qui jurisdictione gaudet, potest deputari ad designandum altare pro acquirendis indulgentiis, et nomine ordinarii hoc in casu non solum intelligitur episcopus, sed etiam praelatus jurisdictione praeditus. » (*Sac. Congr. Indulg.* 7 jun. 1842) (Ferraris, t. 1. col. 1488).

« Privilegium quotidianum in altare majori Ecclesiae ab abbate generali ejusdem Congregationis semel tantum designari possit. » (*S. Ind. Congr. ad an.* 1765).

« In qualibet ex dictis eorumdem Canonicorum Regularium ab abbate generali semel tantum designandum (altare) hoc speciali dono illustrare benigne concessit (Sanctissimus) atque indulsit. » (*Sac. Congr. Ind. ad ann.* 1766).

» Et in qualibet ex dictis ecclesiis altare a praefato D. Porphyrio, vel pro tempore existenti ejusdem Congregationis abbate generali, semel designandum. » (*Sac. Cong. Indult. ad ann.* 1747).

6. Il n'est pas permis d'accepter des charges perpetuelles et des fondations aux autels privilégiés par la raison que ce serait occuper au profit de quelqu'un ou de quelques personnes en particulier une faveur qui est accordée d'une maniere générale et pour tous indistinctement.

« An liceat recipere onera perpetua ac fundationes ad altaria privilegiata ?

» S. Congregatio respondit: Negative, die 14 dec. 1711.

7. Je citerai maintenant quelques exemples de concessions purement locales.

Monastère de S. Sylvestre in Capite, à Rome.

« 61. La Mère abbesse et les religieuses du Vénérable monastère de S. Sylvestre in Capite ayant obtenu de Clément XI le privilége pour le maître-autel de leur église, pour le jour des morts et son octave et pour quatre jours de chaque semaine, avec la délivrance de l'âme pour laquelle un prêtre quelconque célèbre la messe au dit autel dans le dit lieu; Benoît XIV augmenta ce privilége et accorda que les religieuses, ainsi que leurs parents et alliés au premier et second degré, le Cardinal titulaire et les trois commissaires du monastère pussent obtenir la même faveur chaque jour de l'année. Clément XIV étendit ensuite ce privilége à tous les fidèles Chrétiens et concéda en outre que l'on transférât le même privilége à l'autel du très saint Crucifix si par hasard le dit maître-autel était empêché par quelque circonstance, comme si l'on devait le restaurer ou à l'occasion des quarante heures. » Décret du 20 juillet 1841. (Prinzivalli, pag. 104).

Eglise de Sainte Marie de Galliera, à Bologne.

« Autel privilégié pour chaque jour pour tous les fidèles défunts, concédé par Urbain VIII, en 1634. » Décret du 24 avril 1743. (Prinzivalli, pag. 17).

Basilique de S. Marie in Transtevere, à Rome.

» L'autel de la Crèche de N. S. J. C. dans cette basilique est privilégié pour chaque jour et à perpetuité pour toute messe qu'on y célèbre pour la délivrance d'une âme du purgatoire.

» (Gregorius XIII lit. dat. anno 1578 non.febr. sub plumbo. Clemens XII lit. dat. die 18 junii 1739 sub annulo piscatoris). » Décret du 15 juillet 1844. (Prinzivalli, pag. 112).

Eglise et monastère des religieuses adoratrices du S. Sacrement, à Rome.

» 21. Un autel de l'Eglise où est exposé le Très-Saint Sacrement est privilégié chaque jour à perpétuité pour tous les fidèles défunts. Léon XII, 13 août 1828.

» 22. Tous les autels de l'Eglise sont privilégiés chaque jour à perpétuité pour les seules religieuses défuntes. Pie VII, 28 août 1818. Léon XII 13 août 1828. Grégoire XVI, 20 avril 1844. » Décret du 1er mars 1853 (Prinzivalli, p. 152)

XIII. Autel privilégié dans les églises patriarcales, métropolitaines, cathédrales, abbatiales, paroissiales et filiales, les annexes et les chapelles curiales.

1. Benoît XIII, par un bref en date du 20 juillet 1724, a privilégié un autel, que l'Ordinaire désigne une fois pour toutes, dans chaque église patriarcale, métropolitaine et cathédrale. L'autel est quotidien et perpétuel.

« Benedictus PP. XIII. - Ad perpetuam rei memoriam.

» Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde

fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi, ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutæ ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur omnes et singulas patriarchales, metropolitanas et cathedrales totius orbis catholici ecclesias, in quibus altare privilegiatum quotidianum perpetuum forsan non reperitur concessum, et in eis altare per patriarchas, archiepiscopos et episcopos respective locorum, gratiam et communionem sedis Apostolicae habentes, semel designandum, hoc speciali dono illustrare auctoritate nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis ordinis, congregationis seu instituti regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiæ per modum suffragii indulgentiam consequatur ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimae Virginis Mariae, sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem etc. Datum Romae apud sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die 20 julii 1724, pontificatus nostri anno primo — F. card. Oliverius » (Ferraris, t. 1. col. 450.)

2. Clément XIII a accordé dans chaque église paroissiale, collégiale et abbatiale, un autel privilégié, aux conditions suivantes:

L'Evêque fera la demande de cette faveur pour son diocèse et l'abbé pour son abbaye et les églises qui en dépendent.

Il sera délégué pour désigner, sans frais aucuns, même d'expédition de lettres, un autel quelconque, à son choix, dans chaque église. Ces pouvoirs ne durent que sept ans, mais ils sont renouvelables, sur la demande de l'indultaire.

« Urbis et Orbis — Ut erga parochiales ecclesias, quae » ob earum, tum dignitatem, tum antiquitatem magno semper » in honore habitae sunt, Christifidelium amor magis, magisque » augeatur, utque suam erga eas benevolentiam peculiarem » demonstraret, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, » praevio Sacrae Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae voto, speciali gratia Altaris privilegiati » quotidiani ad septennium omnes et singulas totius Orbis » praefatas Ecclesias benigne decorari voluit, revocatis hujusmodi privilegiis intuitu parocciae sive in perpetuum, sive » ad tempus jam concessis; ea tamen adjecta lege ut quilibet » episcopus de hujusmodi gratia supplicet pro sua respectiva » dioecesi, et unum dumtaxat breve pro omnibus uniuscujusque » dioecesis Parochialibus Ecclesiis suffragetur. Praeterea, ne » hujusmodi privilegio fraudentur aliae Ecclesiae poll ntes » speciali praerogativa, veluti collegiatae, et abbatiales Nullius, » et Parochiales a se dependentes, Sanctitas Sua pari benevolentia, modo supra indicato, hoc idem privilegium mox » enunciatis ecclesiis communicatum voluit. Expirato vero » septennio, sede plena, Eadem Sanctitas Sua mandat, ut » ipsimet Episcopi, et abbates, sede autem vacante, Vicarii » Capitulares, sive in spiritualibus abbatiarum administratores » pro renovatione ejusmodi privilegii supplicent.

« Ne autem parochi expensis graventur, voluit insuper Sanctitas Sua, nihil omnino exigi posse, sub poena nullitatis » privilegii, ab officialibus tam Episcoporum, quam Abbatum » in certiorandis parochis, sive in expediendis litteris pro designatione altaris privilegiati in unaquaque parochiali ecclesia dioecesis. Quibuscumque in contrarium facientibus non » obstantibus.

« Datum die 19 maii 1759. *Fr. J. Card. Portocarrero » Praef.* — *A. E. Vicecomes Secret.* » (*Decreta*, n. CCXLII, p. 187-188.)

3. L'évêque peut toute sa vie se servir de l'indult apostolique, mais il n'en doit faire usage qu'une seule fois pour la même église. Le *septennium* s'applique à l'autel et non à l'évêque.

« Tarantasien. Episcopus Tarantasiensis quaerit a Sacr. » Congr. utrum breve ab eo acceptum pro facultate erigendi, » seu declarandi ad septennium proximum unum altare pri- » vilegiatum in qualibet ecclesia suae dioecesis, validum sit » tantum pro primo septennio immediate sequenti suam con- » secrationem, ita ut, si, hoc perdurante septennio, nondum » omnia altaria declarasset privilegiata, poterit ea declarare, » hoc ipso septennio absoluto; et in primo casu per quot annos » altare privilegiatum putandum erit? An vel facultas sit ad » vitam episcopi, et altare tantum ad septennium privilegiatum? » vel an facultas episcopi et privilegium altaris ad septennium » tantum sint duratura?

« Sac. Congregatio respondit: Vigore litterarum Apostoli- » carum in forma brevis dat. sub annulo Piscatoris, die 13 » februarii 1838, episcopus orator facultatem obtinuit semel » per seipsum in qualibet ex parochialibus et collegiatis eccle- » siis suae dioecesis unum dumtaxat altare ad septennium » proximum privilegio apostolico decoratum declarare, ita ut » haec facultas quoad episcopum oratorem perduraverit usque » dum in unaquaque ex praefatis ecclesiis unum altare tali » privilegio ditatum designaverit; quoad vero altare, simili » indulto decoratum erit per septennium proximum incipien- » dum a die respectivae designationis uniuscujusque altaris; » ac proinde absoluto septennio, pro altaribus designatis, » etiamsi in coeteris ecclesiis nondum ea declaraverit, recur- » rendum erit ad S. Apostolicam Sedem pro talium facultatum prorogatione. Sic Sac. Cong. declavit, die 22 septembris 1841. (*Decreta*, n. DXV, p. 433-434.)

4. L'Evêque ne peut désigner comme autel privilégié qu'un autel fixe et consacré. Il ne suffirait pas que cet autel eût simplement une pierre sacrée ou autel portatif; il faut que la table et la mense aient été consacrés.

Si la qualité d'autel portatif n'est pas exprimée dans l'indult, la concession doit s'entendre uniquement d'un autel consacré.

L'Evêque qui aurait agi autrement, devrait recourir au S. Siége pour la sanation du passé et la révalidation de ses actes frappés de nullité par le fait même.

Un indult spécial est nécessaire pour pouvoir déclarer privilégiés les autels portatifs.

« An indulgentiae altaris privilegiati adnecti possint alta- » ribus portatilibus, quae plurima sunt in ea dioecesi?

« Negative, namque ex terminis concessionis qua tribuitur » ordinario facultas designandi semel unum tantum altare, satis » innuitur quod dictum altare debeat esse fixum ac stabile; » nec non quum in casu reaptationis altaris privilegiati soleat » peti translatio privilegii ad aliud altare, conceditur dicta trans- » latio, durante tantum tempore fabricae, ex quo colligitur » privilegium in eodem altari stabili permanere » (*S. Ind. Congr. in Wadislavien*, 27 novem. 1764, ad 1.) *Decreta*, n. CCLXVII, p. 207.)

« Sylvaducen — Quamplures parochiales ecclesiae vicariatus » Sylvaducen in Hollandia, ex apostolicis indultis altare privi- » legiato cohonestatas fuisse comperiens hodiernus vicarius apos- » tolicus illud insuper animadvertit, quod in precibus expres- » sum non fuerint altaria ipsa non esse fixa, quod in hujusmodi » concessionibus omnino requiritur, ac proinde de hac substan- » tiali omissione Sacram Congregationem de Propaganda Fide » certiorem reddens, apostolicum efflagitavit Indultum, ut me- » moratae hujusmodi concessiones ratae habeantur, etiam pro » altare portatili in enunciatis ecclesiis donec altaria fixa eri- » gantur. Hujusmodi precibus Sanctissimo Domino Nostro Gre- » gorio XVI Pontifici Maximo relatis per R. D. P. Joannem » Brunelli enunciatae Congregationis de Propaganda fide a

» secretis, Sanctitas Sua mandavit ut sententia Sacrorum » Rituum Congregationis exquireretur, ac proinde a me » subscripto ejusdem Sacrorum Rituum Congregationis Secre- » tario iterata relatione, Sanctitas Sua de speciali gratia res- » cribendum edixit: Gaudeant adhuc concesso Indulto; dum- » modo quamprimum erigatur altare fixum, cui adnexum esse » debet privilegium. Contrariis non obstantibus quibuscumque. » Die 17 februarii 1843.» (*Gardellini*, n. 4951, T. IV, p. 70.)

« Sancti Flori — Episcopus Sancti Flori exposuit Sac. » Congr. virtute brevis apostolici sibi concessi, designasse in » plurimis dioecesis suae parochialibus ecclesiis privilegiatum » ad septennium unum altare; altare autem sic designatum erat » portatile, et hujus qualitatis non est facta mentio in litteris » designationis; quaerit hinc episcopus orator:

« 1. Utrum, virtute brevis apostolici praefati, potuerit decla- » rare privilegiata altaria portatilia? Sac. Congregatio respon- » dit: *Negative.*

« 2. Utrum ad validitatem concessionis debuerit exprimere » in litteris concessionis qualitatem portatilis non memoratam » in libello supplici a parochis directo?

« Sac. Congregatio respondit: *Affirmative.*

« 3. Utrum possit defectum hunc si subest sanare?

« Sacra Congregatio respondit: *Supplicet episcopus orator » pro opportuna sanatione.* Die 24 aprilis 1843 » (*Decreta*, n. DXLIX, p. 458–459.)

« Sanctissimus D. N. Gregorius PP. XVI indulsit episcopo Tarantasiensi ut omnia et singula altaria hucusque per ejus dioe- cesim privilegio decorata absque ulla mentione de eorum qualita- te, revera tamquam privilegiata habeantur juxta tenorem unius- cujusque concessionis; rursumque ut orator, durante impetrata facultate, per ipsam dioecesim ad septennium altaria tam in singulis parochialibus ecclesiis, quam praecipue in ecclesia cathedrali, non obstante eorum portatilitate, privilegio decorare possit et valeat » (Ferraris, t. I. col. 1489.)

5. Le privilége, concédé pour sept ans, est quotidien et peut s'étendre aux églises filiales, aux annexes et même aux chapelles, pourvu qu'on y exerce à proprement parler les fonctions paroissiales.

« Quum Christianus De-Merle, episcopus Synopensis, suf- » fraganeus Eminentissimi Electoris Moguntini, obtinuerit Apos- » tolicum breve, vi cujus in dioecesi Wormatiensi in omnibus » ecclesiis tam collegiatis quam parochialibus designare possit » unum altare privilegiatum pro defunctis, sequentia dubia ob- » veniunt in executione illius brevis; de ipsis quaerit solutionem.

» 1. An illud privilegium ad septennium obtineat pro sin- » gulis diebus totius anni, quandocumque sacerdos approbatus » in designato altari missam applicaverit pro certo defuncto?

» 2. An ecclesia in qua designatur altare debeat esse con- » secrata, vel saltem altare lapideum consecratum, cum in » hac dioecesi in qua religio catholica nondum per saecu- » lum inducta, perpaucae numerantur ecclesiae vel etiam al- » taria consecrata, sed ut plurimum super portatilibus missae » celebrentur?

» 3. Cum in brevi apostolico solum de parochialibus ec- » clesiis mentio fiat, an non etiam istud privilegium ad filiales » ecclesias extendendum; cum etiam in iis singulis, saltem » dominicis et festis, et quando sepultura occurrit, divina ha- » beantur, ne catholici in filialibus (quae olim omnes fuerunt » matrices, sed per introductum calvinismum ab electoribus » Palatinis, pastoribus suis destitutae et nunc tandem recupe- » ratae, ita ut in illis simultaneum exercitium religionis cum » acatholicis habeatur) sint praeter culpam deterioris conditio- » nis, quam in matricibus, quae per accidens matrices factae » sunt ob commodiorem substentationem parochi in uno loco » quam altero, cui et post tres, quatuor, et quandoque plures » filiales ad deserviendum assignatae reperiuntur?

« 4. Cum etiam pagi reperiantur in quibus pastor catholicus » quidem habitat, sed propria ecclesia non potitur, ideoque » assignatam acceperit domum publicam, in qua divina tractet; » an non etiam altare inibi positum vel alia sacella domestica » publico cultui tantum destinata gaudere possint privilegio » altaris, a Summo Pontifice pro defunctis privilegiati?

« Relatis per me infrascriptum Sanctissimo Domino Nostro » Clementi PP. XIII supra expositis dubiis, idem Sanctissimus » respondendum esse decrevit:

« Ad 1. Affirmative juxta decretum Sac. Congregationis Ri- » tuum approbatum a Ven. Innocentio XI subdatum 4 maii 1688, » Pontificatus sui anno XII.

« Ad 2. In medio altaris in quo sacrum peragendum est, » debet saltem reponi sacer lapis consecratus cum capsula re- » liquiarum SS. Martyrum.

« Ad 3. Poterit extendi privilegium iis dumtaxat filialibus » ecclesiis, in quibus parochus functiones vere parochiales » exercet, uti sepelire mortuos, baptizare, Sanctissimum Eu- » charistiae Sacramentum ministrare in paschate, et similia.

« Ad 4. Similiter dicendum, si in hujusmodi domibus seu » capellis publico cultui designatis parochus catholicus func- » tiones vere parochiales exercet.

« Datum ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum » die audientiae Sanctissimi, 30 januari i1760. – J. de Comi- » tibus Secret: » (*Decreta*, n. CCXLVI, p. 190–191.)

« Quum in ea dioecesi, ob tenuitatem beneficiorum, plerae- » que parochiales mixtae sint, an idem privilegium intelligatur » concessum omnibus et singulis, sive iis tantum in quibus » aliqua parochialia munia aliquando fiant per annum, licet » cum coeteris majoribus sint coactae?

« Eadem Sanctitas Sua declaravit privilegium altaris quo- » tidiani ad septennium illis tantummodo ecclesiis per exten- » sionem concedendum esse, quae parochiali unitae, seu ejus- » dem subsidiariae plerasque parochiales functiones (quae pro- » prie parochiales sint) infra annum exercent. »

S. Ind. Congr. in Wladislavien, ad 2. *ann.* 1764.) (*Decreta*, n. CCLXVII, p. 208.)

6. L'autel privilégié est accordé par l'Evêque aux seules églises paroissiales, où se font les sépultures et où s'exercent les fonctions curiales: il peut donc être à la fois dans l'église paroissiale et dans l'église unie ou annexe.

« Très Saint Père, Le Cardinal Patriarche Delfino, archevêque d'Udine, ayant reçu de Votre Sainteté la faveur d'un Indult, qui par bref l'autorise à accorder l'autel privilégié quotidien *ad septennium* à toutes les églises paroissiales et collégiales de sa ville et de son diocèse, et le même Cardinal Archevêque ayant rencontré les difficultés suivantes dans l'application de ladite concession, supplie la clémence de Votre Sainteté de daigner les trancher par son suprême jugement. Que par la grâce etc.

« 1. Si l'on peut appliquer la faveur de l'autel privilégié à toutes les églises paroissiales et curiales, dont le recteur exerce la cure avec indépendance et n'est pas tenu *orare pro populo*: ou bien auxquelles des églises susdites doit se restreindre ce privilége.

« 2. S'il faut concéder l'autel privilégié aux églises séparées et situées sur des montagnes et des collines, ou à celles dans lesquelles se font les offices paroissiaux.

« 3. Si dans les églises paroissiales qui ont deux églises sœurs, l'on peut concéder la faveur susdite à toutes les deux ensemble ou alternativement.

« Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII propositis suprascriptis dubiis mentem suam benigne declarando ita respondendum mandavit:

« Ad 1. *Affirmative.*

« Ad 2. *Privilegium concedendum esse primis enuntiatis ecclesiis, secundis negandum.*

« Ad 3. *Ambabus concedendum esse privilegium, dum-*

modo in ipsis extent sepulchra, et functiones proprie parochiales exerceantur. Die 26 martii 1760. J. de Comitibus Secret. (*Decreta*, n.° CCXLVII, p. 191-192.) »

7. Les Eglises, qui sont à la fois cathédrales et paroissiales, ne jouissent, en droit, que d'un seul autel privilégié :

« Cum in quibusdam ecclesiis cathedralibus, quae simul etiam sunt parochiales, exortum fuerit dubium : An eaedem ecclesiae gaudeant duplici altari privilegiato, uno a fel. rec. Benedicto PP. XIII concesso omnibus cathedralibus, altero a sa. me. Clemente PP. XIII, qui concessit facultatem de septennio in septennium renovandam omnibus Episcopis concedendi altare privilegiatum ecclesiis parochialibus suarum dioecesium? Supplicatur humillime EE. VV. ut dignentur pro spirituali regimine earumdem ecclesiarum praesens dubium resolvere. Et facta per me infrascriptum Sac. Congregationis Indulgentiarum Secretarium Sanctissimo Domino Nostro relatione, in audientia diei 18 septembris 1776, eadem Sanctitas Sua declaravit cathedrales ecclesias, quamvis sint etiam parochiales, uno tantum gaudere altari privilegiato; seu illo in perpetuum concesso a Benedicto XIII omnibus cathedralibus vel illo a Clemente XIII omnibus parochialibus impertito, salvis tamen peculiaribus circumstantiis.

« Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent. die 18 septembris 1776. J. C. de Somalia S. C. I. Secret. (*Decreta*, n.° CCCLXV, p. 275-276.) »

« Clodien. In ecclesia cathedrali Clodiensi adest altare Sanctorum Felicis et Fortunati martyrum, patronorum illius civitatis privilegiatum per Breve Gregorii XV, 13 januarii 1623, in quo haec habentur: Omnium saluti etc. . . . volentes igitur ecclesiam cathedralem Clodien. simili ad praesens privilegio, ut accepimus, minime decoratam, dummodo in ea duodecim ad minus sacerdotes existant et in ea situm altare sanctorum Felicis et Fortunati hoc speciali dono illustrare, auctoritate Nobis a Domino tradita etc. . . . . ut quandocumque sacerdos aliquis ejusdem ecclesiae dumtaxat, missam defunctorum in singulis diebus, non tamen impeditis, pro anima cujuscumque fidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hacluce migraverit, ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii Indulgentiam consequatur . . . . . concedimus et indulgemus etc. . . . Praesentibus etc. . . . Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die etc. »

« Et quamvis vigore hujus brevis privilegium dicti altaris sit pro solis missis celebratis diebus non impeditis, nihilominus, stante declaratione Innocentii XI, 4 maii 1688, incipien. *Alias postquam* etc. quae extendit talia privilegia etiam ad dies impeditos, festivos ac duplices etc. altare praedictorum Sanctorum Martyrum dici potest privilegiatum quotidianum pro omnibus fidelibus defunctis, sed pro solis missis sacerdotum ejusdem cathedralis.

« Benedictus XIII postea, suo brevi 20 julii 1724, concessit omnibus cathedralibus mundi catholici altare privilegiatum quotidianum perpetuum designandum ab episcopis pro omnibus defunctis in cunctis missis celebrandis a quocumque sacerdote saeculari vel regulari ; sed quoniam idem Benedictus declarat esse suam intentionem concedendi suum privilegium iis ecclesiis cathedralibus *in quibus altare privilegiatum quotidianum perpetuum forsan non reperitur concessum*, ideo oritur dubium an privilegium Benedicti XIII possit competere ecclesiae cathedrali Clodien. in qua jam pridem existebat et existit altare sanctorum Felicis ac Fortunati privilegiatum quotidianum perpetuum, sed in missis sacerdotum tantum illius ecclesiae, quando alterum privilegium Benedicti XIII concessum est in missis cujuslibet sacerdotis, nullo excepto. Porro cum sit cathedralis Clodien. non solum cathedralis sed etiam parochialis supplicatur pro resolutione, an possit insimul gaudere et frui uti cathedralis privilegio Benedicti XIII, et uti parochialis nota gratia altaris privilegiati concessi a regnante Summo Pontifice Clemente XIII omnibus ecclesiis parochialibus. Itaque episcopus Clodien. quaerit:

« 1. An non obstante praeallegato privilegio Gregorii XV, cathedralis Clodien. sit capax alterius enunciati privilegii Benedicti XIII anni 1724? et quatenus sic.

« 2. An episcopus possit designare pro indulto seu privilegio Benedicti XIII aut altare Sanctorum Felicis et Fortunati, aut aliud altare suo arbitrio?

« 3. An cathedralis Clodien possit eodem tempore, gaudere et frui uti cathedralis altari privilegiato quotidiano perpetuo concesso a Benedicto XIII cathedralibus anno 1724, et uti parochialis altero altari privilegiato, vigore concessionis Clementis PP. XIII?

« Respondetur: Ad 1. *Negative*. Etenim privilegium concessum a fel. record. Gregorio XV altari Sanctorum Felicis et Fortunati concessum fuit ecclesiae uti cathedrali, quod clare constat ex illis verbis enunciati brevis: *Volentes igitur Ecclesiam Cathedralem Clodiensem*. Accedente deinde declaratione san. mem. Innocentii XI, quod privilegium altaris quotidiani suffragatur etiam in diebus impeditis, idem altare Sanctorum Felicis et Fortunati, gaudet privilegio in hujusmodi diebus. Vigore postmodum Indulti Benedicti XIII idem altare sanctorum Felicis et Fortunati, in quo pro solis dumtaxat duodecim sacerdotibus ejusdem cathedralis ecclesiae privilegium designatum fuerat, gaudet extensione ad quoscumque alios sacerdotes sive saeculares et regulares.

« Ad 2. Pariter *Negative*, cum ex dictis ecclesia uti cathedralis gaudeat privilegio quotidiano perpetuo in praefato altari sanctorum Felicis et Fortunati.

« Ad 3. *Affirmative*, videlicet, quod juxta decretum Sanctissimi Domini Nostri Clementis PP. XIII eadem ecclesia uti parocchialis possit gaudere privilegio quotidiano ad aliud altare ab episcopo semel tantum designandum, non in perpetuum, sed ad septennium, ad formam Decreti. Datum ex Secretaria Sacrae Congregationis Indulgentiarum, die 14 Novembris 1766. S. Borgia Secret. (*Decreta*, n.° CCLXXXIX, p. 222-224.) »

« Urbis et Orbis. 1. An ecclesiae cathedrales quae simul sunt parochiales, e pontificiis decretis jus habeant ad duplex altare privilegiatum? et quatenus negative.

« 2. An consulendum Sanctissimo pro hujusmodi concessione?

« Sac. Congregatio die 10 septembris 1781 respondit ad utrumque negative. (*Decreta*, n.° CCCLXXIX, p. 286-287.) »

8. Le Saint-Siége ne veut pas qu'une église paroissiale ait deux autels privilégiés *intuitu paroeciae;* c'est pourquoi le bref qui autorise l'évêque à désigner un autel privilégié *ad septennium*, dans chaque église paroissiale, prescrit de révoquer les priviléges particuliers qui peuvent s'y trouver; mais, ces priviléges subsistent tant que l'évêque n'a pas fait usage de son indult en désignant de nouveau un autel privilégié pour sept ans.

« Auxien. In Brevi Apostolico diei 28 aprilis 1840, a Sede Apostolica concesso archiepiscopo Auxiensi pro facultate decorandi altaria privilegio Apostolico in gratiam animarum defunctorum, haec leguntur: *Revocatis in eis* (ecclesiis parochialibus, et collegiatis) *privilegiatis altaribus, intuitu paroeciae, sive in perpetuum, sive ad tempus jam concessis, tibi, ut semel per teipsum in qualibet ex parochialibus, et collegiatis ecclesiis hujusmodi unum dumtaxat altare ad septennium proximum designare valeas etc.* Unde quaeritur.

« 1. Utrum vi verborum *Revocatis in eis etc.* omnia omnino altaria privilegiata in quibuslibet ecclesiis, privilegio sive perpetuo, sive ad tempus excidant, et sic privata privilegio remaneant usque dum archiepiscopus praefatus denuo altaria privilegio apostolico decorare et designare, virtute Brevis praecitati,

designatus fuerit? Sac. Congregatio respondit ad primum: *Negative.*

« 2. An vero utrum vi eorumdem verborum *Revocatis in eis etc.* priora altaria privilegiata cessent in eis tantum ecclesiis in quibus praefatus archiepiscopus denuo decoratum privilegio altare designaverit, virtute ejusdem Brevis praecitati?

« Sac. Congregatio respondit ad secundum: *Affirmative, circa ea tamen altaria, quae intuitu paraeciae privilegio decorata sunt.*

« 3. Utrum altaria privilegiata semper gaudeant privilegio antea concesso, quamdiu archiepiscopus non fuerit usus facultate denuo decorandi hujusmodi altaria privilegio Apostolico?

« Sac. Congregatio respondit ad tertium: *Affirmative.* Ita die 24 maii 1843. (*Decreta,* n.° DLIII. p. 461-462.) »

9. Benoît XIV, par le bref *Nuper ad sedandas* du 16 mars 1743, adressé à Jacques de Lucques, visiteur apostolique du S. Sépulcre, et commissaire délégué du S. Siége près les Maronites, lui donne le pouvoir d'étendre le privilége de l'autel aux cathédrales et paroisses du pays Maronite, à perpétuité pour les premières, pour vingt-cinq ans seulement et une fois par semaine pour les secondes.

« Praeterea facultatem Tibi etiam tribuimus et impertimur . . . indultum altaris privilegiati perpetui pro singulis cathedralibus ecclesiis fel. me. Benedicto Papa XIII praedecessore nostro per alias suas in simili forma brevis literas concessum, si ad ecclesias cathedrales ejusdem patriarchatus dictae nationis non fuerit extensum, auctoritate nostra extendas et confirmes. Praeterea iis ecclesiis parochialibus, in quibus aliud altare privilegiatum sive perpetuum sive ad tempus concessum non reperitur nec sufficiens missarum numerus celebratur, altare privilegiatum pro uno die in hebdomada, per Ordinarium loci designando, ad viginti quinque annos concedas. (*Bullar. Bened. XIV*, t. 1. p. 264).

XIV. De l'autel privilégié dans les églises des divers ordres religieux, congrégations et instituts.

« 1. Augustins et Augustines. »

1. Benoît XIII, en 1726 ou 1727, après avoir confirmé tous les autels privilégiés qui existaient alors dans les églises des religieux Augustins, accorda à perpétuité un seul autel privilégié par église, dans celles qui n'en avaient pas, aux conditions suivantes:

Là où quatre messes seront célébrées par jour, à l'intention, de quelque défunt que ce soit, un jour par semaine; deux, s'il y a dix messes; trois, s'il s'en dit quinze; cinq, s'il s'en dit vingt-cinq.

L'autel est privilégié pour chaque jour, si trente-cinq messes se disent journellement.

Dans les pays infidèles ou hérétiques, la concession est également perpétuelle, mais pour une fois la semaine seulement, sans tenir compte du nombre des messes.

En Pologne, il faut trois messes pour deux jours; l'autel est quotidien, s'il se dit six messes; partout ailleurs le privilége est limité à un jour par semaine.

Dans les monastères de religieuses, l'autel privilégié est concédé à perpétuité, une fois la semaine, mais seulement aux intentions des religieuses, de leurs parents, alliés et bienfaiteurs.

Le privilége donné aux religieux est exclusivement pour les prêtres de l'ordre.

L'évêque doit assigner l'autel privilégié et les jours où peut s'appliquer l'indulgence.

La concession pontificale s'étend à toutes les églises de l'Ordre existantes ou qui seront érigées à l'avenir.

« Sanctissimus Dominus Noster ad humillimas preces F. Fulgentii Bellelli, procuratoris generalis totius Ordinis fratrum Eremitarum S. Augustini, confirmavit omnia altaria privilegiata perpetua, quae reperiuntur concessa in nonnullis ecclesiis praefati Ordinis.

» Quia vero in aliquibus aliis ecclesiis ejusdem Ordinis altare privilegiatum pro una vel pluribus feriis cum aliquo determinato numero missarum ad septennium vel ad aliud longius tempus, nondum forsan elapsum, reperitur concessum, Sanctitas Sua, praevia illorum revocatione, eadem altaria privilegiata denuo concessit in perpetuum pro feriis et cum numero missarum ut infra.

» In ecclesiis itaque Ordinis praedicti in quibus usque adhuc nullum altare privilegio decoratum existit, Sanctitas Sua concessit unicum tantum altare privilegiatum perpetuum juxta modum videlicet:

» In ecclesiis fratrum supradicti Ordinis, in quibus quatuor missae quotidie celebrantur, concessit altare privilegiatum pro animabus quorumcumque Christifidelium, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, pro una feria cujuslibet hebdomadae: In quibus decem missae, pro duabus feriis; Et in quibus quindecim pro tribus; in quibus vigintiquinque, pro quinque feriis; et in quibus trigintaquinque concessit altare privilegiatum quotidianum.

» In ecclesiis vero sitis in partibus Infidelium vel haereticorum, concessit altare privilegiatum similiter in perpetuum pro una feria in hebdomada, absque expressione numeri missarum.

» Et in aliis ecclesiis in Regno utriusque Poloniae existentibus pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria, cum numero trium missarum: pro duabus feriis, cum numero sex missarum quotidianarum.

» In ecclesiis autem monialium pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria cujuslibet hebdomadae absque expressione numeri missarum, sed pro monialibus tantum, earumque consanguineis, affinibus et benefactoribus.

» Cum hac tamen declaratione, quod in singulis suprarelatis fratrum ecclesiis, quibus modo altare privilegiatum conceditur, indultum sit restrictum ad sacerdotes dumtaxat Ordinis supra expressi inibi celebrantes, et quod altaria et feriae, pro quibus conceditur privilegium, semel tantum ab Ordinariis locorum designari debeant.

» Tandem Sanctitas Sua voluit, quod hujusmodi concessionibus fruantur non solum ecclesiae, quas in praesenti jam habent, verum etiam aliae omnes, quas in posterum praefatus Ordo Eremitarum S. Augustini acquirent. » L. Card. Picus Praef.-Raphael Cosmus de Hieronymis Secret. (*Decreta* LIX, p. 40-41).

2. En 1741, un indult général étendit les concessions, sans tenir compte du nombre de messes célébrées.

« Ordinis Minorum S. Francisci et Eremitarum S. Augustini. Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, habita die 19 septembris 1741, declaravit, concessiones altaris privilegiati pro omnibus juxta numerum, sive absque numero missarum in ecclesiis fratrum ordinum Minorum S. Francisci, et Eremitarum S. Augustini, attento generali indulto, quo ecclesiae hujusmodi jam in perpetuum gaudent, expediendas esse per extensionem, et non aliter. Et facta de praedictis, sub die 18 octobris ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne approbavit. L. Card. Picus Praef.-A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta* C. VIII, p. 72).

3. Benoît XIV, par bref du 17 mai 1742, déclara privilégiées, comme si elles étaient célébrées à un autel privilégiées, toutes les messes, dites par des prêtres séculiers ou réguliers, à quelqu'autel que ce soit, dans l'église de Sainte Marthe, à Rome, soit pour acquitter les fondations du monastère, soit pour les anniversaires ou le nombre de messes fixé par la règle que les religieuses Augustines font acquitter à

la mort des religieuses, de leurs parents et alliés au premier et second degré, et des bienfaiteurs du monastère.

« Benedictus PP. XIV. Ad perpetuam rei memoriam. Cum sicut dilectae in Christo filiae abbatissa et moniales monasterii monialium S. Marthae de Urbe prope Collegium Romanum positi Nobis nuper exponi fecerunt quamplurima onera missarum ad altare privilegio apostolico pro animabus fidelium defunctorum liberandis a purgatorii pœnis decoratum adimplenda fundata et assignata reperiantur et si contingat aliquam ex monialibus dicti monasterii ab hac luce migrare in illius animae suffragium septuaginta missae prout etiam aliae missae pro earum consanguineis et affinibus primi et secundi gradus ac dicti monasterii benefactoribus celebrandae sint, quae quidem onera et missae altari praefato pro quatuor feriis in hebdomada privilegio hujusmodi decorato minime adimpleri possint, ac proinde exponentes praedictae opportune in praemissis a Nobis provideri et ut infra indulgeri plurimum desiderant. Nos piis earumdem exponentium votis hac in re, quantum in Domino possumus, favorabiliter annuere cupientes et earum singulares personas a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et pœnis a jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet innodatae existant, ad effectum praesentium tantum consequendum, harum serie absolventes et absolutas fore censentes, supplicationibus earum nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis vel cujusvis ordinis vel instituti aut congregationis regularis sacrosanctum missae sacrificium ad quaecumque ejusdem ecclesiae altaria tam pro adimplemento et satisfatione onerum eidem ecclesiae annexorum et in tabella onerum missarum descriptorum quam pro monialium dicti monasterii ac illarum consanguineorum et affinium primi et secundi gradus ac monasterii hujusmodi benefactorum animabus quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, celebrabit, missae sacrificium hujusmodi animae pro qua celebrabitur suffragetur perinde ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica tenore praesentium concedimus et indulgemus, non obstantibus, quatenus opus sit Nostra et Cancellariae apostolicae regula de non concedendis indulgentiis ad instar aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

» Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris die XVII mensis junii, anno MDCCXXXXII, pontificatus Nostri anno secundo.–Pro Dno Cardinali Passioneo *Caietanus de Amatis.* »

4. Pie VII, par rescrit de la Congrégation des Indulgences, en date du 1er septembre 1818, privilégie à perpétuité le grand autel de l'église Sainte Marthe, à Rome, desservie par des religieuses de l'ordre de S. Augustin.

« Urbis. Ad humillimas preces abbatissae necnon monialium Ven. monasterii S. Marthae Urbis, SSmus Dnus Noster Pius PP. VII benigne inclinatus declaravit privilegiatum quotidianum altare majus praelaudatae S. Marthae dicatum et in ecclesia ipsius monasterii existen. pro missis quae in eodem a quocumque sacerdote sive saeculari sive regulari in suffragium fidelium defunctorum celebrabuntur. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus et absque ulla brevis expeditione fore valituram. Contrariis quibuscumque non obstantibus. Datum Romae ex Secretaria Indulgentiarum die 1 Septembris MDCCCXVIII. G. Cardinalis ab Auria Pamphili Pro Dno Secretario, Petrus canonicus Torraca substitutus. »

2. Barnabites.

1. Benoît XIV, en les faisant participer aux faveurs spirituelles accordées aux chanoines réguliers de Latran, a autorisé, pour tous les prêtres séculiers ou réguliers, le privilége quotidien et perpétuel de l'autel soit de S. Paul, soit de S. Charles Borromée, à la désignation du général, dans chacune des églises desservies par les Barnabites, actuellement et plus tard.

« Clericorum Regularium Congregationis S. Pauli. Sanctissimus Dominus Noster Benedictus Papa XIV cum sub expositione sibi humillime facta quod gratiae, privilegia et indulta spiritualia Canonicorum Regularium Congregationis Lateranensis Ordinis S. Augustini, ex quibusdam Bullis fel. rec. Pauli et Julii III etiam Clericis Regularibus Congregationis S. Pauli Decollati Barnabitis nuncupat. sint communia, per suum Apostolicum Rescriptum, diei 4 junii 1746, cum declaratione gratiam suffragari, perinde ac si per litteras apostolicas in forma Brevis solitis omnibus muniti clausulis expedita fuisset, concessit privilegium quotidianum perpetuum altari, vel S. Pauli Apostoli, vel S. Caroli Borromei, in omnibus et singulis ecclesiis Congregationis Clericorum Regularium praefatae iisdem modo et forma, quibus simile privilegium concessum fuit in omnibus ecclesiis ipsorum Canonicorum Regularium Lateranensium per Suum pariter Apostolicum Breve tenoris qui sequitur, videlicet :

« Benedictus PP. XIV. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti sacra intendum loca spiritualibus Indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutae ex purgatorii poenis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias tam erectas, quam in posterum erigendas Ordinis Canonicorum Regularium S. Augustini Congregationis Lateranensis nec non monialium ordinis et Congregationis hujusmodi sub gubernio, cura, et jurisdictione Canonicorum Regularium praefatorum existentium, et in qualibet ex dictis ecclesiis altare sub invocatione S. Ubaldi erectum, seu erigendum, hoc speciali dono illustrare, auctoritate nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, supplicationibus dilecti filii Alexandri Josephi Chiappini, moderni procuratoris generalis ejusdem Congregationis, Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis sacrosanctum missae sacrificium pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac loce migraverit, ad praefati S. Ubaldi altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii Indulgentias consequatur, ita ut ejusdem D. N. Jesu Christi, ac B. V. Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii poenis liberetur, concedimus et indulgemus. Ac insuper auctoritate apostolica permittimus, ut dilectus filius abbas generalis ejusdem Congregationis dumtaxat adhibitis omnibus diligentiis super concessione altarium in eisdem ecclesiis existentium ab hac S. Sede privilegio pro liberandis animabus a Purgatorii poenis, ut asseritur, in perpetuum alias decoratorum, concessionem hujusmodi observet et juxta datam sibi a Domino prudentiam unica vice tantum declaret, et quae ex iisdem altaribus sint revocanda, et quae de novo, ut praefertur, novo privilegio donanda, atque haec quidem eo privilegio in perpetuum gaudere, illa vero sic per dictum abbatem revocata in perpetuum quoque haberi, ita tamen, ut ubi nullum, unum altare privilegio hujusmodi deputet, ubi vero unum, aut duo altaria repererit eodem privilegio ditata, utrumque firmum ac veluti de novo concessum esse statuat, et decernat. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem ut earumdem praesentium litterarum transumptis, seu exemplis eadem fides in judicio, et extra adhibeatur quae adhiberetur ipsis praesen-

tibus si forent exhibitae, vel ostensae. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 18 decembris 1743, Pontificatus Nostri anno quarto. D. Cardinalis Passioneus – Loco✠Sigilli – Ad humillimas preces D. Ubaldi Baldassini, procuratoris generalis ejusdem Congregationis S. Pauli, ipsummet privilegium in singulis ecclesiis Clericorum praedictae Congregationis S. Pauli ad formam praeinserti Brevis Canonicorum Regularium Congregationis Lateranensis publicari, ac hujusmodi decretum imprimi posse benigne indulsit. Datum Romae, die 12 aprilis 1747. Fr. I. Card. Portocarrero Praef. *A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret.*, (*Decreta* n.° CLIII. p. 106 108.) »

2. Sont momentanément privilégiés tous les autels d'une église conventuelle de Barnabites, si à ces autels, conformément aux constitutions, se disent des messes, soit le jour de l'obit, soit un autre jour, à l'intention d'un Barnabite décédé, prêtre, clerc ou laïc.

« Clericorum Regularium Congregationis S. Pauli. Ad humillimas preces D. Pauli Philippi Premoli, moderni procuratoris generalis Clericorum Regularium Congregationis S. Pauli decollati Barnabitarum nuncupat. Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes missae quae pro anima cujuscumque presbyteri, clerici, laici praefatae Congregationis juxta ipsorum constitutiones in eorum obitu, vel alia die ad quodcumque altare cujuscumque ecclesiae ejusdem Congregationis tam erectae, quam in posterum ubicumque erigendae pro illorum anima, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabuntur, animae hujusmodi, pro qua celebratae fuerint, perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragi sine ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 8 Augusti 1750. F. I. Card. Portocarrero Praef. A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta* n.° CXCV, p. 146–147.)

3. Bénédictins et Bénédictines

1. Les religieuses du monastère des SS. Abondius et Abondantius, à Sienne, sont exclues de la concession de l'autel privilégié fait aux Bénédictins du Mont Cassin, de qui elles relèvent ; néanmoins le pape le leur accorde à leur demande.

« Senen. 1. An moniales Sanctorum Abundii et Abundantii Ordinis Cassinensis S. Benedicti extra maenia civitatis Senarum, exclusae dicantur a privilegiis altarium ordini Cassinensi concessis in casu etc.? et quatenus negative.

« 2. An concedenda sit illorum communicatio? Sacra Congregatio diei 4 februarii 1741 respondit : Ad 1. *Affirmative.* Ad 2 *Pro gratia.* (*Decreta*, n.° CI, p. 69.) »

2. Benoît XIV communique aux religieuses de S. Benoît, à Padoue, le privilége de l'autel, accordé par Clément XII aux religieux du Mont-Cassin, tant perpétuel et quotidien pour tous les fidèles trépassés que momentané pour les religieuses défuntes, soit le jour de l'obit, soit tout autre jour: la première faveur ne concerne que l'autel de S. Benoît, la seconde s'applique à tous les autels de l'église.

« Patavina. Ad humillimas preces Leonorae Badoer abbatissae, ac monialium monasterii et ordinis S. Benedicti civitatis Patavinae, episcopi tamen jurisdictioni subjectarum, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV privilegium quotidianum perpetuum pro anima cujuscumque Christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, concessum altari ejusdem S. Benedicti, ac omnibus altaribus in obitu vel alio die pro singulis religiosis decedentibus a fel. rec. Clemente XII, sub die 6 martii 1739, in omnibus ecclesiis monachorum Congregationis Cassinensis, et monialium sub eorum gubernio, cura et jurisdictione existentium, sub die 15 julii 1741 altari S. Benedicti et omnibus respective altaribus ecclesiae praefati monasterii S. Benedicti benigne communicavit. Card. Picus Praef. A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta.* n.° CIII, p. 70.)

3. Benoît XIV privilégie tous les autels dans chacune des églises de l'ordre de S. Benoît, en Bohême, Moravie et Silésie, chaque fois qu'à ces mêmes autels il sera célébré pour les religieux et religieuses décédés des messes, conformément aux constitutions de l'ordre.

« Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV ad humillimas preces visitatoris perpetui ordinis S. Benedicti per Bohemiam, Moraviam et Silesiam in perpetuum indulsit, ut omnes et singulae missae, quae pro animabus monachorum clericorum, et laicorum, nec non monialium praefati ordinis monasteriorum, Visitatori perpetuo praedicto per Bohemiam, Moraviam et Silesiam subjectorum, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, ad quodcumque altare in eorum, vel earum respective ecclesiis tam erectis, quam in posterum erigendis juxta eorum, sive earum, constitutiones celebrabuntur, animae, pro quibus celebratae fuerint, perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Quibuscumque in contrarium non obstantibus. Voluitque hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romae die 10 martii 1742. L. Card. Picus Praef. A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta*, n.° CXII, p. 78.)

4. Le privilége concédé par Clément XII aux églises Bénédictines est attaché à l'autel de S. Benoît, quoique cet autel porte aussi le vocable d'un autre saint.

« Ordinis S. Benedicti – Cum sa. me. Clemens XII, per suum Breve diei 6 martii 1739, privilegium quotidianum pro liberandis animabus Christifidelium a purgatorii poenis altare S. Benedicti in omnibus et singulis ecclesiis tam monachorum Ordinis ejusdem S. Benedicti Congregationis Cassinensis, quam sanctimonialium sub eorum cura et gubernio degentium, in perpetuum concesserit, idemque ad plures inde ecclesiae ejusdem Instituti tum Monachorum ultra montes existen., cum monialium jurisdictioni Ordinariorum immediate subjectarum extensum fuerit, nonnullae hujusmodi ecclesiae de subsistentia dicti privilegii dubitarunt, eo quia altare non soli S. Benedicto, sed et alii seu aliis Sanctis simul dicatum, aut diversimode etiam nuncupatum habeant. Itaque ad instantiam monialium praedicti Ordinis monasterii S. Caroli Gandini Bergomen. diaecesis, proposito dubio, scilicet: An altare Sanctorum Benedicti et Caroli in ecclesia ipsarum monialium Gandini gaudeat privilegio quotidiano a S. Sede concesso? Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, die 1 octobris 1744, respondit: *Gaudere.* De quibus omnibus et singulis facta per me infrascriptum Secretarium die 3 ejusdem mensis Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sacrae Congregationis benigne approbavit, idemque universis ecclesiis pro simili casu suffragari declaravit. C. Card. de Hieronymis Praef.–A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta*, CXXX, p. 91.)

5. Le même autel de S. Benoît est déclaré privilégié par Benoît XIV dans toutes les églises de la Congrégation de Bursfeld, en Allemagne, à quelque intention de fidèle défunt qu'y soit dite la messe par un prêtre séculier ou régulier.

« Ad humillimas preces D. Benedicti de Geisman, abbatis Werdiniensis et Halmstadiensis praesidis Congregationis Burfeldiensis Ordinis S. Benedicti in Germania existen., Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV volens omnes et singulas ecclesias monasteriorum monachorum Congregationis Bursfeldiensis Ordinis S. Benedicti in Germania existentium, in quibus aliud altare, vel in perpetuum, vel ad tempus nondum elapsum simili privilegio decoratum forsan reperitur, quod per praesens decretum revocavit, et in qualibet ex dictis ecclesiis altare sub invocatione S. Benedicti erectum sive eri-

gendum hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis Ordinis, Congregationis et Instituti regularis sacrosanctum missae sacrificium pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad praefatum S. Benedicti altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimae V. Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus e purgatorii poenis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro decreto. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 19 julii anno 1755. Fr. J. Card. Portocarrero Praef.-A. E. Vicecomes Secret. (*Decreta*, CCXX, p. 166-167.)

6. Toute messe dite par un prêtre de la Congrégation de Bursfeld, à l'intention d'un religieux ou religieuse de cette même Congrégation, a la même valeur que si elle avait été célébrée à un autel privilégié, dans quelque église que ce soit.

« Ordinis S. Benedicti – Cum sicut humillime exponebatur per constitutiones monachorum Ordinis S. Benedicti in cujuscumque presbyteri, vel clerici aut laici Ordinis praefati diebus obitus, vel alia die, aliquot missae juxta constitutiones praedictas a monachis in sacro presbyteratus ordine constitutis pro anima defuncti celebrari debeant, aut soleant; Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV praevia revocatione alterius similis decreti sub die 19 julii 1755 expediti, supplicationibus nomine D. Benedicti de Geisman abbatis Werdiniensis et Halmstadiensis, praesidis Congregationis Bursfeldiensis Ordinis S. Benedicti in Germania existen. porrectis, benigne concessit, ut, quandocumque sacerdos aliquis ejusdem ordinis et Congregationis missam vel in die obitus monachorum vel in alia juxta constitutiones praefatas ad quodcumque altare ecclesiarum tam monachorum, quam monialium Congregationis praedictae quam aliarum etiam ecclesiarum pro illorum anima, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, missa hujusmodi animae pro qua celebrata fuerit perinde suffragetur, ac si ad altare privilegiatum celebrata fuisset. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 18 februarii 1757. Fr. J. Card. Portocarrero Praef–A. E. Vicecomes Secret. (*Decreta*, CCXXXIV, p. 181.)

7. Clément XIII étend aux Bénédictines de la Congrégation de Bursfeld les priviléges accordés aux Bénédictins de la même Congrégation, relativement aux autels de leurs églises.

« Ordinis S. Benedicti – Ad humillimas preces moderni abbatis praesidis Congregationis Bursfeldiensis Ordinis S. Benedicti in Germania existentis in monasterio Sanctorum Apostolorum Petri et Pauli de Erfert, Sanctissimus Dominus Noster Clemens XIII privilegium quotidianum a san. mem. Benedicto XIV altari sub invocatione S. Benedicti erecto, sive erigendo in omnibus et singulis ecclesiis monasteriorum monachorum praefatae Congregationis Bursfeldiensis clementer extendit. Itemque aliud privilegium ab eodem Benedicto elargitum ut omnes et singulae missae, quae pro anima cujuscumque monachi, presbyteri, clerici et laici praefati Ordinis et Congregationis juxta ipsorum constitutiones in eorum obitu, vel alia die ad quodcumque altare ecclesiarum praedictae Congregationis pro illorum anima, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabuntur, animae hujusmodi pro qua celebratae fuerint perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Eadem Sanctitas Sua pariformiter benigne extendit ad quascumque moniales, caeterasque degentes in monasteriis praedictae congregationis Bursfeldiensis, ita ut omnes et singulae missae quae pro anima cujuscumque monialis aliarumque in earum monasteriis degentium juxta ipsarum constitutiones in earum obitu, vel alia die ad quodcumque altare ecclesiarum monialium dictae Congregationis pro illarum anima, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit celebrabuntur; eidem animae pro qua celebratae fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent.

» Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione.

« Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum die 23 junii 1765.–N. Card. Antonellus Praef.-S. Borgia Secret. (*Decreta*, CCLXXVIII, p. 215, 216.)

8. En Portugal, l'autel désigné par l'évêque dans les églises Bénédictines, est privilégié pour tout prêtre, séculier ou régulier, qui y dit la messe pour les défunts.

« Ordinis S. Benedicti – Ad humillimas preces moderni abbatis generalis monasteriorum monachorum Ordinis S. Benedicti in regnis et dominiis fidelissimi regis Portugalliae et Algarbiorum existentium, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, praevia revocatione alterius altaris privilegiati, quatenus adsit concessi, nec non alterius similis decreti, benigne concessit, atque indulsit, ut sacrosanctum missae sacrificium, quod a quocumque sacerdote saeculari, vel alicujus Ordinis, Congregationis et Instituti regulari ad altare, semel tantum per respectivos locorum ordinarios designandum in qualibet ex ecclesiis monachorum ejusdem ordinis S. Benedicti in supradictis regnis et dominiis tantum existentes, et sub regimine et gubernio ejusdem abbatis subjectas pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabitur, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Mariae Virginis Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro decreto. Voluitque Sanctitas Sua hanc concessionem suffragari debere, absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 28 martii 1757. Fr. J. Card. Portocarrero Praef. — A. E. Vicecomes secret. (*Decreta*, CCXXXV, p. 181-182)

4. Ordre de Sainte Brigitte.

1. L'autel de Sainte Brigitte est privilégié dans toutes les églises de l'ordre pour tous les prêtres indistinctement, qui y disent la messe à l'intention des défunts.

« Ordinis S. Brigittae – Ad humillimas et enixas preces F. Pauli Miller, procuratoris generalis Ordinis S. Brigittae, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV volens omnes et singulas ecclesias ejusmodi Ordinis utpote plerasque inter, vel prope haereticos aut ultra montes erectas, in quibus nullum vel aliquod altare in perpetuum, vel ad tempus nondum elapsum privilegio decoratum forsan existit, quod per praesentes Apostolica auctoritate revocavit, ac in eisdem situm altare ejusdem S. Brigittae hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis Ordinis, Congregationis, aut Instituti regularis, missam pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare praefatum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii poenis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romae die 23 decembris anni 1741. L. Card. Picus Praef.-A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta*, CIX, p. 72-73.)

2. Le privilége de l'autel subsiste, quoique l'Eglise n'appartienne plus à l'ordre de Sainte Brigitte, mais à des administrateurs qui la prêtent pour l'office divin, parce que la faveur est faite à l'ordre et non à l'Eglise.

« Urbis. – Nuper SS. D. N. Benedictus XIV privilegium quotidianum absque expressione numeri missarum pro omnibus fidelibus defunctis, et cum extensione ad quoslibet sacerdotes altari S. Birgittae in omnibus et singulis ecclesiis ejusdem instituti vel ordinis, sub die 23 decembris 1741, in perpetuum concessit. Cum vero ecclesia ejusdem S. Birgittae apud quam fratres ipsiusmet Ordinis in Urbe habitant, ac in ea missas quotidie celebrant, et caetera divina officia libere persolvunt, quamvis a fundatione, seu pia erectione propria eorum fuisset fratrum et Ordinis, nunc autem ob aliquas temporum varietates nonnullis cesserit administratoribus, a quibus eam ad usum praedicti Fratres gratis retinent, in dubium revocatum fuit num privilegium praefatum altari, et in Ecclesia ejusmodi S. Birgittae de Urbe valeat? Ideo ad humillimas preces fratris Pauli Miller, procuratoris generalis Ordinis hujusmodi, eadem Sanctitas Sua, eo quia ejusmodi privilegia, non intuitu ecclesiarum, sed Ordinis, ejusdemque fundatorum concedantur, et in Ecclesia praefata vere missae et reliqua divina officia quotidie persolvantur, ac in ea altare ejusdem S. Birgittae existat, declaravit idem privilegium suffragari ac missas hactenus celebratas ac in posterum eidem altari celebrandas, praedicto gaudere privilegio, et, quatenus opus sit praevia sanatione missarum eidem altari hactenus celebratarum defectus, si quis fuerit, de novo benigne concessit. Datum Romae 28 novembris 1742. L. Card. Picus Praef.–A. M. Erba Prot. Apost. Secret. (*Decreta*, CXX, p. 85).

5. Camaldules.

L'autel de S. Romuald, leur fondateur, est privilégié à perpétuité dans toutes les églises des Camaldules. La concession comprend les autels érigés ou à ériger.

« Cum sub die 9 februarii 1729 sanctae memoriae Benedictus XIII benigne concesserit privilegium quotidianum perpetuum altari sancti Romualdi in omnibus et singulis ecclesiis monachorum, Eremitarum et monialium ordinis Camaldulensium. Cumque deinde dubitatum fuerit, an praefatum indultum intelligendum tantum sit pro altaribus tunc erectis, vel etiam pro altaribus in posterum erigendis; Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, instante pro resolutione praedicti dubii R. P. D. Petro de Zaghis procuratore generali ejusdem Ordinis, sub die 1 octobris 1735, censuit, praedictum indultum comprehendere tam altaria, quae tunc reperiebantur erecta, quam in posterum erigenda. Et facta de praemissis Sanctissimo Domino relatione per me infrascriptum secretarium, sub die 5 ejusdem mensis octobris, Sanctitas Sua benigne approbavit. Episcopus Albanensis Card. Picus Praef.–Joannes archiepiscopus Tyr. Secret. (*Decreta*, N. LXXX, p. 53–54).

6. Capucins.

1. La messe dite dans une église de l'ordre à n'importe quel autel par un prêtre capucin pour un capucin décédé, procure à l'âme du défunt une indulgence plénière semblable à celle de l'autel privilégié.

« Ordinis Capucinorum — Ad humilimas preces procuratoris generalis Ordinis Minorum S. Francisci, Capucinorum nuncupat. Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, sub 15 julii 1742, benigne in perpetuum indulsit ut missae, quae juxta constitutiones, a sacerdotibus ejusdem ordinis in obitu cujuslibet fratris ordinis praedicti, vel alio die pro ejusdem anima, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad quodcumque altare ecclesiarum praedicti ordinis tam erectarum, quam erigendarum celebrabuntur, animae pro qua celebratae fuerint perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. L. Card. Picus Praef. – A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. » (*Decreta*, n. CXVIII, p. 83–84).

2. Sont également privilégiées les trois messes dites aux autels de leurs églises par les Capucins, lors des décès du Pape, du Cardinal Protecteur, de l'Empereur, du Roi ou de l'un des supérieurs majeurs de l'ordre.

« Ordinis Minorum Capucinorum. – Nuper Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, sub die 15 julii 1742, in perpetuum concessit, ut missae quae juxta constitutiones ordinis minorum S. Francisci, capucinorum nuncupatorum, ab ejusdem sacerdotibus in obitu cujuslibet fratris hujusmodi ab hac luce migrantis, vel alio die ad quodcumque altare ecclesiarum ordinis ejusmodi tam erectarum, quam imposterum erigendarum celebrabuntur, suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Cum vero sicut modernus procurator generalis ordinis praefati humillime exponebat, omnes et singuli sacerdotes tres missas pro anima cujuscumque Summi Pontificis et Cardinalis protectoris, ac imperatoris, atque regis, nec non illorum, qui superiores majores ejusdem ordinis fuerunt, qui e vivis decesserint celebrare soleant, ac privilegium pro illis ad quodlibet altare ecclesiarum ordinis hujusmodi ad septennium semel vel pluries obtentum fuerit, ideo praedicto procuratore generali supplicante, eadem Sanctitas Sua, sub die 19 septembris ejusdem anni, indultum praefatum pro tribus enunciatis missis ad quodcumque altare ecclesiarum praefatarum in perpetuum benigne extendit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. — L. Card. Picus. Praef. – A. M. Erba Prot. Apost. Secret. » (*Decreta*, n. CXIX, p. 84.)

3. La messe unique dite par les Capucins pour leurs parents défunts jouit aussi du privilége de l'autel.

« Ordinis Minorum Capucinorum. – Cum Sanctissimus D. N. Benedictus PP. XIV, sub die 15 julii 1742, ut missae quae juxta constitutiones Ordinis FF. Minorum S. Francisci, Capucinorum nuncupat. ab ejusdem sacerdotibus in obitu cujuslibet sacerdotis vel clerici, aut laici ordinis hujusmodi ab hac vita migrantis, vel alio die celebrantur ad quodcumque altare ecclesiarum ejusdem ordinis tam erectarum, quam in posterum erigendarum celebrentur, perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent in perpetuum concesserit; ac inde hujusmodi indultum, sub die 19 septembris ejusdem anni, ad tres missas, quas singuli sacerdotes praedicti ordinis pro anima cujuscumque Summi Pontificis, et Cardinalis Protectoris ac Imperatoris atque Regis, nec non illorum, qui superiores majores ejusdem ordinis fuere, qui e vivis decesserint celebrare solent benigne extenderit, demum supplicante procuratore generali ipsiusmet ordinis eamdem gratiam etiam ad unam missam, quae a sacerdotibus ordinis hujusmodi pro anima suorum respective parentum ab hac vita migrantium extendi, ac hujusmodi precibus S. Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae relatis, Eadem Sac. Congregatio die 6 aprilis 1745, idem indultum etiam pro unica hujusmodi missa ad quolibet altare ecclesiarum dicti ordinis in perpetuum concedendum esse censuit. De quibus facta per me infrascriptum secretarium, die 10 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. C. Card. de Hieronymis Praef.–A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. » (*Decreta*, n. CXXXVIII, p. 97–98.)

4. L'autel de l'oratoire annexé à l'église des Capucins d'Albano, près Rome, est privilégié pour tous les fidèles défunts, chaque jour de l'année.

« Albanen. — Ad humillimas preces reverendissimi Fr. Francisci M. Bergomen. concionatoris apostolici, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus concessit

privilegiatum quotidie in perpetuum pro animabus omnium fidelium defunctorum altare oratorii adnexi ecclesiae minorum Capucinorum Albani erectum in honorem Sacrorum Stigmatum Beatissimi Patris Francisci. Voluitque Eadem Sanctitas Sua hanc gratiam absque ulla brevis expeditione fore valituram. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent, die 20 septembris 1768. – A. Card. Corsinius Pro-Praef. – S. Borgia Secret. » (*Decreta*, n. CCCXXVII, p. 248.)

5. Pie VI, par bref du 24 janvier 1797, a privilégié tous les autels de l'église où se fait l'anniversaire solennel des defunts, avant ou après chaque mission et aussi toutes les églises de la ville où a lieu cette mission. Tout prêtre, séculier ou égulier, jouit pour le jour indiqué du privilége, n'importe où il célèbre. La demande est faite par le gardien de la province de Catalogne et la concession limitée à cette contrée.

« Concessio altaris privilegiati pro fratribus ordinis sancti Francisci Capucinorum. Pius PP. VI. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi Nobis nuper fecit dilectus filius frater Ambrosius a Barchinone, fratrum ordinis Minorum Sancti Francisci Capucinorum nuncupatorum expresse professus, secretarius generalis ac custos provinciae Catalauniae, quod missionarii ordinis et provinciae hujusmodi immediate ante vel statim post unamquamque ex respective per ipsos in dicta provincia peragendis missionibus solemne anniversarium in suffragium fidelium defunctorum celebrari curant: plurimum propterea cupit missas in dictis anniversariis celebrandas cœlestium munerum, quorum dispensationem fidei Nostrae credidit Altissimus, elargitione a Nobis condecorari.

» Nos igitur supplicationibus ejus nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut omnes et singulae missae quae die uniuscujusque ex praefatis anniversariis a quocumque sacerdote vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodcumque altare tam illius ecclesiae in qua anniversarium hujusmodi celebrari contingat, quam aliarum ecclesiarum existentium in civitate vel oppido in qua seu quo missiones peragentur celebrabuntur, animae seu animabus pro qua seu quibus celebratae fuerunt, perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum fuissent celebratae, auctoritate apostolica, tenore praesentium, concedimus et indulgemus.

» Non obstantibus etc. . . . . Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

» Volumus autem etc.

» Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, die vicesima quarta januarii millesimo septingentesimo nonagesimo septimo, pontificatus Nostri anno vicesimo secundo. (*Bullar. Rom. cont.* t. X, p. 58–59).

On peut voir plus loin, l'article concernant les Franciscains, où se trouvent d'autres priviléges auxquels les Capucins ont part.

7. Carmes.

1. Clément XII, par bref du 9 octobre 1738, accorda un autel privilégié dans toutes les églises des Carmes, tant chaussés que déchaussés. Cet autel est perpétuel et désigné une fois pour toutes par l'Ordinaire du lieu.

« Clemens PP. XII. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti etc. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias tam hactenus erectas quam imposterum erigendas Fratrum et Monialium Ordinis Beatae Mariae de Monte Carmelo Calceatorum et Calceatarum ac Excalceatorum et Excalceatarum, in quibus quatenus aliud altare privilegiatum perpetuum vel ad tempus nondum elapsum reperiatur concessum per presentes auctoritate apostolica revocamus et in qualibet ex dictis ecclesiis situm altare per Ordinarium seu Ordinario respective locorum semel tantum designandum hoc speciali dono illustrare auctoritate Nobis à Domino tradita etc.

In contrarium facientibus etc.

Volumus autem etc.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die 9 octobris 1738, pontificatus Nostri anno IX Pro D. Card. Passioneo, Cajetanus Amatus (*Bullarium Carmelitanum*, Romae, 1768, t. IV, pag. 278–279).

2. Par rescrit du 5 décembre 1738, Clément XII a privilégié toutes les messes qui, conformément aux constitutions, se disent pour les défunts de l'Ordre.

« Très Saint Père, Le prieur général des Carmes chaussés prosterné aux pieds de Votre Sainteté, expose humblement que Votre Sainteté a daigné, par son bref daté du 9 octobre de l'année courante 1738, bénignement concéder l'autel privilégié pour tous les fidèles dans toutes les églises érigées ou à ériger tant des religieux que des religieuses de l'Ordre du Carmel, chaussé et déchaussé, avec la révocation de tout autre autel privilégié qui leur aurait été octroyé. Comme le Souverain Pontife Grégoire XV, *vivae vocis oraculo*, a concédé jadis à perpetuité à l'Ordre déchaussé que tout autel où se célébreraient des messes pour les âmes des religieux ou religieuses serait privilégié, ce qui a été depuis confirmé par le Souverain Pontife Clément X, le prieur supplie respectueusement Votre Sainteté de daigner concéder dans sa bonté au même ordre chaussé que toutes les messes qui se célébreront pour les âmes des religieux ou religieuses après leur mort à quelqu'autel que ce soit de leurs églises, leur valent comme si elles étaient célébrées à un autel privilégié. Que la grâce etc.

» Die 5 decembris 1738. Sanctissimus benigne in perpetuum indulsit ut missae quae pro animabus fratrum et monialium Ordinis B. Mariae de Monte Carmelo nuncupatorum, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, ad quodcumque altare in eorum sive earum respective ecclesiis tam erectis quam imposterum erigendis, juxta constitutiones Ordinis praedicti celebrabuntur, animae pro qua celebratae fuerint perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Quibuscumque in contrarium non obstantibus. Voluitque praesentem gratiam suffragari absque ulla expeditione brevis. D. Cardinalis Passioneus. Locu ✠ Sigilli. (*Bullar. Carmel.* t. IV. p. 279–280).

8. Chanoines réguliers de Latran.

1. L'autel de S. Ubald est indiqué comme l'autel privilégié dans les églises de l'Ordre. (Voir le bref de Benoit XIV inséré dans un décret qui concerne les Barnabites.) Là où il n'existe pas, l'abbé est autorisé à désigner le maître-autel à perpétuité.

« Ordinis Canonicorum Regularium S. Augustini. – Cum alias fel. rec. Benedictus PP. XIV concesserit privilegium quotidianum altari sub invocatione S. Ubaldi erecto, seu erigendo in omnibus et singulis ecclesiis Ordinis Canonicorum Regularium S. Augustini Congregationis Lateranensis, necnon monialium Ordinis et Congregationis hujusmodi sub gubernio et jurisdictione Canonicorum Regularium praefatorum existentium; quumque modo compertum sit in quibusdam praedictarum monialium ecclesiis praefatum S. Ubaldi altare non existere seu collocatum esse, in quo pleraeque missae celebrantur; idcirco Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, ad humillimas preces Caroli Corio moderni procuratoris generalis ejusdem Congregationis benigne inclinatus concessit, ut in praefatis monialium ecclesiis, ubi S. Ubaldi altare adhuc erectum non reperitur, privilegium quotidianum in altare majori ecclesiae ab abbate generali ejusdem Congregationis semel tantum designari possit. In iis vero monialium ecclesiis, ubi praefatum S. Ubaldi altare erectum reperitur, in eo privilegium jam concessum permaneat; nec ad aliud ejusdem ecclesiae

altare transferri queat. Quibuscumque in contrarium facientibus. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus fore valituram absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 12 martii 1765. N. Card. Antonellus Praef. S. Borgia Secret. (*Decreta*, N. CCLXX; p. 210).

2. S'il n'y a pas d'autel dédié à S. Ubald, on place par suite d'un indult apostolique une image du Saint Evêque de Gubbio à l'autel privilégié.

« Congregationis Canonicorum Regularium S. Augustini Loci Ktodaviensis, Diœcesis Gnesniensis. Ad humillimas preces canonicorum regularium S. Augustini Loci Ktodaviensis diœcesis Gnesnensis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus concessit in eorum ecclesia privilegiatum quotidianum in perpetuum altare S. Ubaldi, episcopi et confessoris, et quatenus non adsit proprium altare S. Ubaldi, in altari, quod praefato privilegio quotidiano perpetuo decoratur, ejusdem imago apponatur. Voluitque Eadem Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 maii 1768. A. Card. Corsinius Pro Emo Praef. - S. Borgia Secret. (*Decreta*, N. CCCXIV p. 239-240.)

« Congregationis Canonicorum Regularium S. Augustini, Loci Lubianensis, diocesis Wladislaviensis. Ad humillimas preces Canonicorum Regularium S. Augustini, Loci Lubianensis, diocesis Wladislaviensis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus concessit in eorum ecclesia privilegiatum quotidianum in perpetuum altare S. Ubaldi, episcopi confessoris, et quatenus non adsit proprium altare S. Ubaldi, in altari quod praefato privilegio quotidiano perpetuo decoratur, ejusdem imago apponatur. Voluitque eadem Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari, absque ulla brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 maii 1768. A. Card. Corsinius pro Emo praef. - S. Borgia Secret. (*Decreta*, n.° CCCXIII, p. 239.)

3. Clément XIII, par le bref *Cum sicut* expédié le 12 mars 1766, accorde aux chanoines réguliers du S. Sauveur la faveur que toutes les messes prescrites pour chaque défunt de l'ordre soient privilégiées comme si elles étaient célébrées à un autel privilégié.

« Indulgetur ut missae a Canonicis Regularibus S. Salvatoris celebrari solitis in die obitus presbyterorum, clericorum et laicorum hujus ordinis, in defunctorum animae expiationem habeantur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent.

« Clemens Papa XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Cum sicut dilectus filius Clemens Ambrosi abbas ac modernus procurator generalis Canonicorum Regularium SSmi Salvatoris, ordinis S. Augustini, Nobis nuper exponi fecerit aliquas missas in cujuscumque presbyteri, clerici aut laici ex Canonicis Regularibus dicti ordinis diebus obitus seu alio die unusquisque canonicus regularis dicti ordinis in sacro presbyteratus ordine constitutus celebrare debeat aut soleat; ideoque dictus modernus procurator generalis missas hujusmodi caelestium munerum quorum dispensationem fidei nostrae credidit Altissimus, elargitione a Nobis condecorari plurimum desideret. Nos piis ejusdem moderni procuratoris generalis votis hac in re, quantum cum Domino possumus, favorabiliter annuere volentes, supplicationibus ejus nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis ex canonicis regularibus ejusdem ordinis sacrosanctum missae sacrificium vel in die obitus praedictorum presbyterorum, clericorum et laicorum regularium dicti ordinis hujusmodi pro illorum anima quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, missae sacrificium hujusmodi animae pro qua celebratum fuerit, perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore praesentium, concedimus et indulgemus.

« Non obstantibus etc..... Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

« Volumus autem etc.

« Datum Romae apud S. Mariam Majorem, sub annulo piscatoris die XII martii MDCCLXVI, pontificatus nostri anno octavo. (*Bullar. Rom. cont.* t. III, p. 173.)

9. Chartreux.

Dans les églises des Chartreux, l'autel de S. Bruno, leur fondateur, est privilégié à perpétuité pour tous les jours de l'année.

« Ordinis Cartusiani. Ad humillimas preces procuratoris generalis ejusdem ordinis, die 16 februarii 1729 Benedictus XIII benigne concessit privilegium quotidianum perpetuum pro omnibus altaribus S. Brunonis in omnibus ecclesiis Monachorum et Monialium ordinis Cartusianorum, in quibus non reperitur concessum, cum revocatione aliorum ad tempus concessorum.

« Datum Romae etc. (*Decreta*, n.° LXIII, p. 45.)

10. Cisterciens.

Les Cisterciens jouissent de l'autel privilégié chaque fois qu'ils disent la messe pour les défunts de l'Ordre. En dehors de cette circonstance particulière, l'autel privilégié est celui de S. Bernard ou de la Ste Viérge.

« Constantien. Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, die 12 decembris 1744, declaravit ecclesiam monachorum ordinis Cisterciensis monasterii de Porta Coeli nuncupat. in Termebak Constantiensis diocesis, provinciae Moguntinae, gaudere in perpetuum privilegio quotidiano ad altare vel Beatissimae Virginis Mariae, vel S. Bernardi, vel utrique dicatum, pro anima cujuscumque Christifidelis ab hac luce in Domino migrantis, et Indulto ad omnia altaria in cujuslibet presbyteri vel clerici, aut laici monasterii praefati obitu, aut alia die pro missis, quae juxta eorum constitutiones pro ipsorum anima celebrari solent, prout gaudent universae ecclesiae monachorum ordinis Cisterciensis, ex Brevibus, die 5 aprilis 1743, obtentis, dummodo idem institutum profiteantur. De quibus facta per me infrascriptum Secretarium, die 16 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. C. Card. de Hieronymis Praef. – A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta*, n.° CXXXI, p. 91–92.) »

11. Conventuels.

Benoît XIV a permis que tous les autels fussent privilégiés, sur lequels les Conventuels offriraient le saint sacrifice pour le Souverain Pontife, les Cardinaux Protecteurs, ou Vice Protecteurs ou titulaires, les Evêques, Princes, bienfaiteurs et fondateurs, les religieux et religieuses de l'Ordre et leurs père et mère, à leur décès.

« FF. Minorum S. Francisci Conventualium. Ad humillimas preces P. M. Fr. Caroli Antonii Calvi, ministri generalis et P. M. Fr. Michaelis Benedicti Oneti, procuratoris generalis FF. Ordinis Minorum S. Francisci Conventualium nuncupat., Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulae missae quae juxta constitutiones vel laudabilem consuetudinem ejusdem ordinis sive cujusque hujusmodi conventus, vel monasterii monialium ipsius dumtaxat Ordinis Min. S. Francisci Conventualium pariter nuncupat. sub cura et gubernio ejusmodi superiorum viventium, tam erectis, quam erigendis, pro Summis Pontificibus, Cardinalibus Protectoribus, vice Protectoribus, ac titularibus, episcopis seu ordinariis, Principibus Supremis, aliisque in temporalibus locorum Patronis, nec non pro respectivis conventuum

ac monasteriorum benefactoribus, fundatoribus; ipsisque fratribus et monialibus, horumque tantum genitoribus ab hac luce migrantibus celebrari debent et solent, ad quodcumque altare respective, tam conventuum fratrum, quam monasteriorum monialium hujusmodi ecclesiae in eorum vel earum obitu, aut alia die celebrabuntur animae ejusmodi pro qua celebratae fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Praesenti in perpetuum valituro. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 4 septembris 1751. (*Decreta*, N. CCI, p. 150–151).

Voyez plus loin l'article des Franciscains pour les autres indults dont jouissent les Conventuels.

12. Dominicains.

1. Clément VIII, par bref du 25 mars 1592, privilégie, dans chaque église desservie par l'Ordre des Frères prêcheurs aux Philippines, à l'instar de S. Grégoire à Rome, et à perpetuité un autel que le supérieur désignera à son gré, une fois pour toutes.

« Altare privilegiatum ad instar altaris sancti Gregorii de Urbe conceditur Ecclesiae Ordinis Praedicatorum in insulis Philippinis per eorum provincialem eligendae.

» Clemens Papa VIII. – Ad perpetuam rei memoriam.

» Salvatoris Domini nostri Jesu Christi, qui pro humani generis salute in ara crucis immolari voluit, vices quamvis immeriti in terris gerentes, fidelium omnium salutem, quantum cum Domino possumus, procurare tenemur, quam ut facilius ipsi fideles, praesertim qui longiore a Sede Apostolica distant intervallo, ejusdem Salvatoris Nostri, Sanctae Mariae semper Virginis ac Sanctorum meritis adjuti, consequi valeant cœlestes Ecclesiae thesauros quorum ipse nuper Nos dispensatores esse voluit, libenter erogamus.

» Cum itaque, sicut ex dilecti filii Alphonsi Sanchez, presbyteri professi Societatis Jesu, qui novissime ex insulis Philippinis a Venerabili fratre Episcopo dilectisque filiis Gubernatore, Clero, Religiosis, Senatu universoque populo earumdem insularum ad Sedem Apostolicam missus fuit, relatione accepimus, christiana religio in illis partibus magnos progressus facere dignoscatur, et Christifidelium quorum numerus ibidem Deo dante, in dies augetur, maxima sit erga Sedem Apostolicam et Romanum Pontificem fides et devotio, illorum pietatem specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, supplicationibus ejusdem Alphonsi ipsorum nomine Nobis porrectis inclinati, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus. ac nostra auctoritate confisi superioribus regularium Ordinis Sancti Dominici in eisdem insulis existentibus, auctoritate apostolica, tenore praesentium facultatem tribuimus ut in eorum aliqua regulari ecclesia sacerdotum missas et alia divina officia in ea jugiter celebrantium numero, quantum fieri poterit, referta quam ex omnibus maluerint et deputandam duxerint, unum altare eligere valeant in quo postquam electum et docenter erectum fuerit, deinceps in perpetuum quotiescumque aliquis sacerdos sive saecularis sive cujuscumque sit ordinis vel instituti regularis, missam defunctorum pro anima cujuscumque fidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabit, ipsa anima de thesauro Ecclesiae indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac gloriosissimae Virginis Mariae ac sanctorum omnium meritis suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur, perinde ac si idem sacerdos in altare sancti Gregorii de Urbe ad hoc specialiter deputato missam hujusmodi celebraret.

» Volumus autem ut hujusmodi altare in ecclesia in qua aliud altare taliter privilegiatum hactenus concessum fuerit, eligi minime possit.

» Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis ac regula nostra de non concedendis indulgentiis ad instar coeterisque contrariis quibuscumque.

» Datum Romae apud S. Petrum, sub annulo piscatoris, die 15 martii 1592, pont. nostri anno primo. (*Bullar. ampl. collect.* Romae, 1753, pars III, t. V. p. 112–113).

» Eadem die Clemens similia altaria concessit Ecclesiis ordinis S. Francisci, Societatis Jesu et etiam S. Augustini, Episcopo vero et ejus Vicario generali pro ecclesia per eosdem eligenda. Quae quidem ideo recensenda putavimus, quod specialia admodum sint nec nisi urgentissimis exigentibus causis indefinite soleant concedi. »

2. La Congrégation des Rites, consultée sur un cas particulier par les Dominicains de Florence, ne voulut rien répondre en 1626. La question a été décidée plus tard.

« Florentina. – Fratres sancti Marci ordinis Praedicatorum habentes altare privilegiatum pro tribus diebus petebant extendi vel saltem quod sufficeret applicare valorem missarum currentium in illis diebus solemni festo occupatis; et idem diversi religiosi regulares petebant, non obstante quod in privilegio diceretur, quod missa deberet esse pro mortuis et licet hujusmodi supplicationes essent à Sanctissimo ad Sacram Congregationem remissa, tamen S. C. nihil statuendum censuit. Die 31 januarii 1626. »

13. Clercs réguliers des Écoles Pies.

L'évêque désigne l'autel privilégié, à l'usage des prêtres de l'Institut, ainsi que des séculiers et réguliers.

« Clericorum Regularium Congregationis Pauperum Matris Dei scolarum Piarum nuncupatae. – Ad humillimas preces Josephi Augustini Delbequii a S. Nicolao, Clericorum Regularium Congregationis Pauperum Matris Dei Scholarum Piarum nuncupatae praepositi generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV volens omnes et singulas ecclesias Clericorum Regularium hujusmodi ubique terrarum existentes, tam erectas, quam in posterum erigendas, in quibus aliud altare in perpetuum simili privilegio jam decoratum non reperitur, et praevia in caeteris ejusmodi ecclesiis revocatione ejusdem privilegii quomodolibet ad tempus nondum elapsum forsan concessi, ac in eis situm altare a respectivo locorum Ordinario in singulis praedictis ecclesiis semel designatum hoc speciali privilegio illustrare; ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis Ordinis, Congregationis et instituti Regularis missam pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare praefatum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit, atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam absque ulla Brevis expeditione suffragari. Datum Romae die IV martii anno 1750. F. J. Card. Portocarrero Praef. - A. M. Erba Prot. Apostolicus. (*Decreta*, N. CXC, p. 144–145).

14. Ermites de S. Paul.

Tous les autels de leurs églises sont privilégiés, en vertu d'un indult, pour toutes les messes prescrites par la règle à l'intention des défunts de l'ordre.

« Ordinis S. Pauli Primi Eremitae. – Ad humillimas preces F. Francisci Kovachick, moderni FF. Ordinis S. Pauli Primi Eremitae procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulae missae quae pro anima cujuscumque fratris, presbyteri, clerici vel laici Ordinis ejusmodi, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, in cujusque obitu, vel alia die juxta ipsorum constitutiones celebrari solent, ad quodlibet altare

cujuscumque ecclesiae ejusdem Ordinis, tam erectae, quam in posterum erigendae celebrabuntur, animae hujusmodi pro qua celebratae fuerint, perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 22 novembris 1749. F. J. Card. Portocarrero Praef. – A M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta*, N. CLXXXV, p. 141).

2. L'évêque désigne dans chaque église l'autel qui demeure privilégié pour quiconque y célèbre.

« Ordinis S. Pauli primi Eremitae. – Ad humillimas preces F. Francisci Kovachick, moderni fratrum Ordinis Sancti Pauli primi Eremitae procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV volens omnes et singulas ecclesias ejusdem Ordinis in Urbe et extra Italiam dumtaxat ubique erectas vel in posterum erigendas in quibus altare ad tempus nondum elapsum privilegio decoratum forsan existit quod per praesens decretum Apostolica auctoritate revocavit ac in iisdem singulis situm altare a respectivo locorum Ordinario semel designandum, hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis secularis vel cujusvis Ordinis, Congregationis, aut Instituti regularis, missam pro anima cujuscumque Christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad altare praefatum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Mariae, Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 22 novembris anno 1749. Fr. J. Card. Portocarrero Praef. – A. M. Erba, prot. apost. secret. (*Decreta*, N. CLXXXIV, p. 140-141).

15. Franciscains.

1. L'Ordre Franciscain comprend trois branches, le premier Ordre, qui se compose des religieux; le second Ordre, formé par les femmes vivant en communauté et le tiers ordre. Les trois Ordres, qui dépendent du ministre général de l'Observance jouissent de quelques indults qui leur sont communs.

« Sanctissimus Dominus Noster ad humillimas preces ministri generalis totius Ordinis fratrum Minorum confirmavit omnia altaria privilegiata perpetua quae reperiuntur concessa in nonnullis ecclesiis trium Ordinum eidem ministro generali subjectorum. Quia vero in aliquibus aliis ecclesiis eorumdem Ordinum altare privilegiatum pro una vel pluribus feriis cum aliquo determinato numero missarum ad septennium seu ad aliud longius tempus nondum forsan elapsum, reperitur concessum, Sanctitas Sua, praevia illorum revocatione, eadem altaria privilegiata denuo concessit in perpetuum pro feriis, et cum numero missarum ut infra.

» In ecclesiis itaque trium ordinum praefatorum, in quibus usque adhuc nullum altare privilegio decoratum existit, Sanctitas Sua concessit unicum tantum altare privilegiatum perpetuum juxta modum, videlicet: In ecclesiis Fratrum, in quibus quatuor missae quotidie celebrantur, concessit altare privilegiatum pro animabus quorumcumque Christifidelium, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, pro una feria cujuslibet hebdomadae. In quibus decem missae, pro duabus feriis; in quibus quindecim, pro tribus. In quibus vigintiquinque, pro quinque feriis. Et in quibus trigintaquinque concessit altare privilegiatum quotidianum. In ecclesiis vero sitis in partibus infidelium, vel haereticorum, concessit altare similiter privilegiatum perpetuum, absque expressione numeri missarum pro una feria in hebdomada. Et in ecclesiis in regno utriusque Poloniae existentibus, pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria, cum numero trium missarum pro duabus feriis, cum numero sex missarum quotidianum. In ecclesiis autem monialium pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria cujuslibet hebdomadae absque expressione numeri missarum, sed pro monialibus tantum, earumque consanguineis, affinibus et benefactoribus.

« Cum hac tamen declaratione, quod in singulis supra relatis fratrum ecclesiis, quibus modo altare privilegiatum conceditur, indultum sit restrictum ad sacerdotes dumtaxat ordinum supra expressorum inibi celebrantes; et quod altaria, et feriae pro quibus conceditur privilegium semel tantum ab Ordinariis locorum designari debeant.

» Tandem Sanctitas Sua voluit, quod hujusmodi concessionibus fruantur, non solum ecclesiae, quas in praesenti jam habent, verum etiam aliae omnes, quas in posterum praefatus Ordo minorum, ipsiusque Generales Ministri acquirent. Datum die 14 decembris 1725. L. Card. Picus Praef.–Raphael Cosmus de Hieronymis Secret. (*Decreta*, N. LV, pag. 37–39).

2. En 1741, un décret, déjà cité à l'occasion des Augustins, modifia le décret précédent, en n'exigeant plus un nombre déterminé de messes pour l'autel privilégié.

3. Un rescrit de 1748 accorda à chaque église des Observants un autel privilégié perpétuel et quotidien, mais à l'usage seulement des prêtres de l'ordre, quelque soit d'ailleurs leur intention. Cet autel doit être désigné spécialement par l'ordinaire une fois pour toutes et sa concession atteint aussi bien les fondations à venir que les fondations présentes.

« Beatissime Pater, Fratrer Raphael a Lugagnano, ordinis fratrum Minorum S. Francisci Minister generalis, ad pedes S. V. humillime provolutus exponit quod sanct. mem. Benedictus XIII, sub die 14 decembris 1725, dignatus fuit omnia altaria privilegiata quotidiana variis ecclesiis dicti ordinis in perpetuum jam concessa approbare et confirmare: iis vero ejusdem ordinis ecclesiis, quae tali privilegio quotidiano in perpetuum non gaudebant, concessit illud, sed proportionate ad missarum numerum quae in iis celebrantur, videlicet pro quinque feriis in hebdomada, iis ecclesiis in quibus viginti quinque missae quotidie celebrantur; pro quatuor feriis, iis in quibus viginti, pro tribus in quibus quindecim, et sic gradatim. Cum autem, beatissime Pater, comprobaverit experientia hoc minime sufficere ad satisfaciendum populorum devotioni, et ex alia parte variae quotidie insurgant difficultates ex eo quod non semper idem missarum numerus in dictis ecclesiis celebratur, nec celebrari valeat; ideo enixe S. V. supplicat orator ut praevia revocatione privilegii altarium pro determinatis hebdomadae feriis, ut supra, per Sanct. mem. Benedictum XIII concessi, dignetur cuilibet ecclesiae fratrum oratoris jurisdictioni subjectae, altari privilegiato quotidiano non decoratae, unum concedere, ab ordinariis locorum semel designandum, et hoc per rescriptum seu aliter, ut S. V. bene visum fuerit. Et Deus etc.

» Rescriptum Sanctissimi. Ex audientia Sanctissimi die 17 decembris 1748.

» Sanctissimus benigne annuit pro gratia juxta petita, pro missis tamen quae a fratribus Minoribus S. Francisci in altaribus per ordinarios respective designandis, celebrabuntur; et voluit etiam gratiam hujusmodi per hoc praesens rescriptum perinde valere ac si per apostolicas litteras in forma brevis solitis omnibus muniti clausulis expedita fuisset.–Joseph Levizzani secretarius. Loco ✠ sigilli. (Ferraris, t. 1, col. 455–456).

4. Les décrets suivants, datés de 1729 et 1747, par conséquent antérieurs au rescrit général de 1748, confirment, pour des faits locaux, la nécessité que l'on constata de modifier le décret primitif, qui exigeait pour la faveur de l'autel privilégié un certain nombre de messes par jour.

« Ad humillimas preces P. Joannis Thony, provinciarum Germano-Belgicarum agentis generalis, Sanctissimus Dominus

Noster Benedictus PP. XIII annuit, quod ecclesiae fratrum minorum Recollectorum provinciae Germaniae superioris, sive Argentinae, gaudeant privilegio perpetuo pro duabus feriis in hebdomada absque expressione numeri missarum, in illis tamen ecclesiis in quibus fratres illius provinciae misericordiae operibus occupati determinato numero missarum injuncto in indulto generali, sub die septembris 1725, satisfacere non possunt. Datum die 20 julii 1729. J. Archiepiscopus Tyri Secret. (*Decreta*, N. LXV, p. 45).

« *Fratrum Minorum Recollectorum in Provinciis Germano Belgicis.* « Ad humillimas preces P. Gaudiosi Mayr, provinciarum Germano-Belgicarum FF. Ordinis S. Francisci Minorum Regularis Observantiae Recollectorum in Romana Curia agentis generalis, Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, die 20 martii 1747, altare privilegiatum in omnibus et singulis ecclesiis universi Ordinis praedicti, sub die 14 decembris 1725, in perpetuum jam concessum; in ecclesiis per R. P. D. Nuntium Apostolicum Bruxellen, designandis, nempe illorum dicti Ordinis, et provinciarum Germano-Belgicarum conventuum, quorum PP. missionibus et aliis pietatis ac misericordiae operibus occupati, quibusdam diebus determinato missarum numero satisfacere nequeunt, pro duabus feriis cujuslibet hebdomadae, absque expressione numeri missarum, etiam in perpetuum extendendum esse censuit. De quibus facta per Dominum Secretarium, die 12 aprilis ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis approbando benigne annuit. Fr. J. Card. Portocarrero Praef.-A. E. Vicecomes Sac. Cong. Indulgen. Pro-Secret. (*Decreta*, N. CLII, p. 105-106).

« FF. Min. Recollectorum in Provinciis Germano-Belgicis.

« Nuper emanavit decretum tenoris, qui sequitur, videlicet: Ad humillimas preces P. Gaudiosi Mayer, ...

(*Le décret précédent est ici inséré en entier*)

» Cum nonnul'a vero occasione ejusmodi decreti exsequutionis suborta sint dubia, haec iterum deducta fuerunt proposita. Primo: An ecclesiae contiguae residentiis, hospitiis, domibus, ut vocant, PP. Recollectorum Ordinis S. Francisci provinciarum Germano-Belgicarum gaudeant privilegio altaris pro duabus in hebdomada feriis in casu etc. Secundo: An conventus sive residentiae etc. dictarum provinciarum, quae non alunt tot sacerdotes, quot requiruntur pro privilegio duarum feriarum, ut supra fruantur hujus modi privilegio? Tertio: An sacerdotes dictorum conventuum, sive residentiarum actu debeant esse occupati in sacris missionibus aliisve piis operibus, ut gaudeant praefato privilegio; vel sufficiat id peragant habitu? Quibus eadem Sac. Congregatio, die 7 martii 1748, rescribendum esse censuit: Ad primum et secundum. *Affirmative.* Ad tertium vero *negative quoad primam partem, et affirmative quoad secundam.* Et facta de praedictis omnibus et singulis per me infrascriptum ipsius Sac. Congregationis Secretarium, die 22 ejusdem mensis Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis approbavit. F. J Card. Portocarrero Praef. - A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta*, N. CLXV, p. 119-121).

« Sanctissimus annuit, quod ecclesiae Fratrum Minorum discalceatorum Ordinis S. Francisci, provinciae tantum S. Didaci de Mexico in nova Hispania, gaudeant privilegio unius altaris quotidiani perpetui absque expressione numeri missarum, non obstante conditione exposita in indulto generali concesso universo Ordini. Datum Romae die 14 septembris 1729. J. Archiepiscopus Tyri Secret. (*Decreta*, N. LXVI, p. 46).

5. Clément XIII, par faveur spéciale, a privilégié, à l'usage des seuls Observants d'Assise, l'autel de S. Pierre Regalati, qui se trouve dans le chœur de nuit des religieux.

« Assisien. — Ad humillimas preces fratrum Minorum Observantium Ordinis S. Francisci Basilicae S. Mariae Angelorum Assisii. Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus, concessit privilegium quotidianum in perpetuum pro religiosis tantum dicti Ordinis ad altare S. Petri Regalati situm in choro nocturno. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus, voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus fore valituram absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulg., die 22 augusti 1768. A. Card. Corsinius Pro - Praef. - S. Borgia Secret. (*Decreta*, N. CCCXXIII, p. 245-246).

6. Urbain VIII, par bref du 17 février 1644, privilégie le maître-autel dans les eglises que possèdent les Franciscains de la stricte observance en Irlande, mais seulement pour le jour des morts, toute l'octave et le lundi de chaque semaine.

« Altare privilegiatum pro omnibus et singulis conventibus Fratrum Minorum Strictioris Observantiae Sancti Francisci in Regno Hiberniae existentibus.

» Urbanus Papa VIII. Ad futuram rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi ejusque Sanctorum suffragia meritorum consequi et illis adjutae ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant.

» Volentes igitur omnes et singulas ecclesias provinciae fratrum Ordinis Minorum Sancti Francisci strictioris observantiae nuncupatae in Hibernia existentibus, in quibus nullum aliud altare privilegiatum reperitur concessum, et in earum qualibet sit altare majus hoc speciali dono illustrandum, dummodo in quolibet eorum missa celebretur, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis sive cujusvis ordinis regularis missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra illius octavam ac secunda feria cujuslibet hebdomadae pro anima cujuscumque fidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi et Beatissimae Virginis Mariae sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus et indulgemus, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, praesentibus ad triginta annos tantum valituris. Volumus autem etc.

» Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die 17 februarii 1644, pontificatus nostri anno XXI (*Bullar. ampl. collect*, t. VI, p. 410).

16. Institut de la Ste Famille.

L'Institut de la Ste Famille, originaire de France, a obtenu l'autel privilégié dans toutes les chapelles de ses diverses maisons, au profit des sœurs défuntes, par rescrit du 19 mai 1851.

» Annuit (Sanctissimus) tandem ut altare oratoriorum, de quibus in precibus, sit privilegiatum in perpetuum in suffragium animarum sororum defunctarum. »

17. Frères de S. Jean de Dieu.

1. Benoît XIII accorde pour chaque église des Frères de S. Jean de Dieu un autel privilégié, dont l'indulgence n'est applicable qu'aux seules personnes décédées dans l'Hôpital annexé à l'église et aux religieux de l'Ordre.

« Sanctissimus D. N. Benedictus PP. XIII concessit in omnibus et singulis ecclesiis Fratrum Ordinis S. Joannis de Deo, quibus sit proximum hospitale sub cura fratrum ejusdem Ordinis altare privilegiatum perpetuum pro animabus fidelium decedentium in hospitali praedicto, et fratrum defunctorum ejusdem Ordinis, hac tamen conditione adjecta, quod supra-

memorata altaria sint lapidea et consecrata. Datum die 13 septembris 1726. L. Card. Picus Praef.-Raphael Cosmus de Hieronymis Secret. (*Decreta*, N. LVIII, p. 40).

2. Sont considérées comme célébrées à un autel privilégié toutes les messes dites à n'importe quel autel de leurs églises par les prêtres de l'Ordre pour les religieux décédés, conformément aux statuts. La concession paraît limitée aux seules églises de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et de la Pologne.

« Ad humillimas preces Fr. Leopoldi Pii Sormani, vicarii generalis ordinis S. Joannis de Deo Congregationis Italiae, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, sub die 31 maii 1741, benigne in perpetuum indulsit, ut omnes et singulae missae, quae in vim statutorum Ordinis praefati celebrari solent pro ejusdem Religiosis ab hac luce migrantibus ad quodcumque altare ecclesiarum Ordinis et Congregationis ejusmodi in Italia, Gallia, Germania, et Polonia sive erectarum sive in posterum erigendarum celebratae fuerint, perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Datum etc. » (*Decreta*, N. CII, p. 69).

18. Jésuites.

Le privilége est personnel pour tous les jésuites célébrant n'importe où pour leurs confrères défunts ou les associés à leur Congrégation de la Vierge.

« Indulgentiam et privilegium personale altaris privilegiati Sacerdotibus Societatis ubilibet celebrantibus pro animabus defunctorum sodalium, qui aut adscripti sunt alicui nostrae congregationi B. M. V. aut participant ejus indulgentias. *In perpetuum* concessit Benedictus XIV, 15 julii 1749, Bulla *Quemadmodum presbyteri* » (1) Décret du 17 décembre 1838. (*Decreta*, pag. 86).

19. Clercs Réguliers des martyrs de la pénitence.

Dans chacune de leurs églises existe un autel privilégié, désigné par l'abbé général, et non réservé à l'ordre seul.

« Clericorum regularium beatorum martyrum de poenitentia. – Ad humillimas preces moderni abbatis generalis Ordinis clericorum beatorum martyrum de Pœnitentia in Polonia et Magno Lituaniae Ducatu existentium, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII volens omnes et singulas ecclesias tam erectas, quam in posterum erigendas Clericorum Regularium hujusmodi in quibus aliud altare vel in perpetuum vel ad tempus nondum elapsum simili privilegio decoratum forsan reperitur, quod per praesens auctoritate apostolica revocavit, et in qualibet ex dictis eorumdem clericorum regularium ecclesiis ab abbate generali semel tantum designandum hoc speciali dono illustrare, benigne concessit atque indulsit ut sacrosanctum missae sacrificium quod a quocumque sacerdote saeculari vel regulari cujusvis ordinis, congregationis et instituti pro anima cujuscumque christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad praefatum altare designatum celebrabitur, privilegio gaudeat. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione; ejusdem decreti transumptis, seu exemplis etiam impressis, manu et sigillo praedicti et pro tempore existentis abbatis generalis Ordinis praefati munitis, ipsammet prorsus fidem adhiberi quae adhiberetur si praesens foret exhibitum vel ostensum. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent., die 29 aprilis 1760. N. Card. Antonellus Praef.–S. Borgia Secret. (*Decret.* N. CCLXXXV, p. 219–220).

20. Pères et religieuses de la merci.

1. Les messes qu'ils disent, en vertu de la règle, pour les défunts de l'Ordre, sont privilégiées par Benoît XIV comme célébrées à un autel privilégié.

« Ordinis B. M. V. de Mercede Redemptionis Captivorum. – Ad humillimas preces P. M. Dominici Josephi ab Astigaribbia, moderni fratrum Ordinis B. M. V. de Mercede Redemptionis Captivorum nuncupat. vicarii et procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulae missae, quae in obitu presbyterorum, et clericorum, ac laicorum Ordinis hujusmodi vel alio quocumque die juxta ipsius Ordinis constitutiones ad quodlibet altare cujuslibet ecclesiae Ordinis praedicti celebrabuntur, animae hujusmodi pro qua celebratae fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 24 aprilis anno 1751. (*Decreta*, N. CXCIX, p. 150).

2. Dans chaque église des religieuses de la Merci, Benoît XIV autorise un autel privilégié, sans distinction de prêtre, mais à la condition expresse que l'indulgence ne profitera qu'aux âmes des religieuses, de leurs parents au premier et second degré, des jeunes filles élevées dans leurs monastères, des personnes qui les y servent, et de leurs bienfaiteurs. L'autel est désigné par l'ordinaire.

« monialium totius Ordinis B. M. V. de Mercede Redemptionis Captivorum. — Ad humillimas preces P. Magistri Dominici Josephi ab Astigaribbia, moderni FF. Ordinis B. M. V. de Mercede Redemptionis Captivorum nuncupat, vicarii et procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV volens omnes et singulas ecclesias monasteriales monialium ejusdem Ordinis et sub cura et jurisdictione superiorum Ordinis ejusdem existentium, sive erectas, sine in posterum erigendas in quibus altare a sa. me. Benedicto XIII, sub die 24 januarii 1725, pro una cujuslibet hebdomadae dumtaxat feria privilegiatum in perpetuum reperitur, quod per praesentes litteras auctoritate apostolica revocavit, et in eis situm altare a respectivo locorum ordinario semel designandum hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis vel cujusvis Ordinis, Congregationis et Instituti regularis missam pro anima ipsarum monialium, earumque consanguineorum et affinium in primo et secundo gradu inclusive, ac puellarum in iisdem monasteriis educandarum, aliarumque inibi servientium et pro tempore degentium, nec non monasteriorum praefatorum benefactorum, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare praefatum celebrabit, anima ipsa indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimae V. Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romae 28 martii 1753. (*Decreta*, n. CCXI, p. 160–161.)

21. Ministres des infirmes.

Le privilége de l'autel est attaché aux messes dites par eux pour leurs religieux défunts de l'ordre, quelque soit l'autel, mais dans leurs églises seulement.

« Ordinis Clericorum Regularium Ministrantium infirmis. – « Ad humillimas preces Gabrielis Marin de Moya, generalis, ac Francisci Dominici Ganavassi, procuratoris generalis Clericorum Regularium Ministrantium Infirmis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIV benigne inclinatus concessit, ut omnes et singulae missae quae a quocumque sacerdote dicti ordinis in vim statutorum, seu juxta Ordinis constitutiones pro anima cujuscumque presbyterorum, clericorum, et laicorum ejusdem ordinis celebrari debent, ad quodcumque altare ecclesiarum ordinis praedicti tam hactenus erectarum, quam in

(1) Cette bulle ne se trouve pas dans le Bullaire de Benoît XIV.

posterum erigendarum celebratae fuerint, eodem privilegio gaudeant ac si in altari privilegiato celebratae fuissent. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Eadem Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congr. Indulgentiarum, die 12 septembris 1769. (*Decreta*, n. CCCXXXIX, p. 255-256.)

22. Prêtres de la mission.

1. Sont privilégiées les trois messes ou la messe unique requises de chaque prêtre par les constitutions pour les défunts de la Congrégation. L'indulgence plénière est également gagnée par les clercs ou frères qui communient à l'occasion d'un décès.

« Congregationis Missionis — Ad humillimas preces Antonii Jacquier, Congregationis Missionis superioris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII benigne inclinatus concessit ut tres missae, quae juxta constitutiones in obitu alicujus ejusdem Congregationis a quocumque ipsius Congregationis sacerdote in eadem domo, ubi e vita defunctus cessit, commorante, in suffragium ejus animae celebrantur, privilegio gaudeant ac si in altari privilegiato celebrarentur; idem privilegium concessit pro una missa ab aliis praedictae Congregationis sacerdotibus in quacumque domo degentibus ad eumdem finem celebranda; insuper concessit, ut quilibet sive clericus, sive frater coadjutor in domo demortui commorans qui ter ad S. Eucharisticam mensam in suffragium animae defuncti accesserit; quemadmodum alii clerici et fratres coadjutores in quacumque congregationis domo degentes, et semel communionem pro defuncti anima applicantes, plenariam indulgentiam in ejusdem suffragium consequantur. Voluitque Sanctitas Sua utramque gratiam perpetuis futuris temporibus absque ulla brevis expeditione fore valituram.

« Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent. die 20 junii 1765.

« N. Card. Antonellus Praef. - S. Borgia Sac. Congreg. Indulg. Secret. » (*Decreta*, n. CCLXXV, p. 213.)

2. Le général jouit, quatre fois par semaine, de l'autel privilégié personnel et les prêtres de la Congrégation, trois fois, seulement.

« Superiori Generali pro tempore indultum altaris privilegiati personalis pro quatuor feriis in qualibet hebdomada; presbiteris vero congregationis pro tribus feriis tantum. » Grégoire XVI. (Prinzivalli, pag. 90.)

23. Oblates de Ste Françoise.

Les oblates de Ste Françoise Romaine, établies à Rome au monastère de *Tor di Specchi*, jouissent, en vertu d'un bref d'Alexandre VII, du privilége pour le maître-autel de leur église pendant tout le temps que le corps d'une religieuse défunte y est exposé.

La Congrégation des Rites autorisa la célébration d'une messe de *Requiem*, même aux jours doubles, à cause de la présence du corps.

« Urbis. - Cum alias fel. re. Alexander papa VII per suum Breve, datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 12 decembris 1666 indulserit, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis ordinis regularis missam defunctorum in tempore tantum quo corpus cujuscumque monialis monasterii Turris Speculorum de Urbe recenter defunctae in inferiori ecclesia nuncupata B. M. V. expositum erit ad altare majus dictae ecclesiae inferioris celebrabit, anima ipsa de thesauro ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur. Modo S. Rituum Congregatio ad relationem Emi D. Cardinalis Brancatii declaravit, missam de Requiem pro defunctis ad effectum praedictum celebrari posse ad praefatum altare majus situm in inferiori ecclesia dicti monasterii praesente corpore, etiam in duplicibus. Die 21 novembris 1671. » (*Analecta*, 1865, col. 1160, n. 1933.)

24. Olivétains.

1. L'autel de le grotte habitée au Mont-Olivet, près Sienne, par le B. Bernard Tolomei, un des fondateurs de l'ordre, est privilégié.

« Très Saint Père, Dom César Scarselli, abbé, ex-général de la Congrégation des moines du Mont-Olivet, représente qu'à l'époque de son vicariat général et généralat ayant élégamment arrangé, en forme de chapelle, la grotte qu'habitait le B. Bernard Tolomei, fondateur de la même Congrégation, il obtint de Clément XIII, de sainte mémoire, par bref et pour dix ans, une indulgence de cent jours, chaque fois que l'on visitera la chapelle de la sainte grotte, et l'indulgence plénière une fois l'an, au choix de chacun. Il supplie maintenant Votre Sainteté pour la perpétuité de ces indulgences et pour l'extension de l'indulgence plénière à deux fois le mois, au choix de chacun, avec l'autel privilégié perpétuel, d'autant plus que la sainte chapelle est loin de la clôture du monastère d'environ deux cents pas.

» Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI oratoris precibus benigne annuens in perpetuum confirmavit ut petebatur omnes et singulas indulgentias a sa me. Clemente XIII concessas, quamvis Breve apostolicum jam antea expirasset. Insuper firma remanente indulgentia plenaria perpetua semel in mense lucranda, quam Eadem Sanctitas Sua, in audientia diei 23 martii hujus anni, omnibus utriusque sexus Christi-fidelibus rite dispositis, ac supraenuntiatam S. Specus capellam visitantibus et orantibus clementer concessit; eisdem omnibus et singulis fidelibus qui in solemnitatibus Nativitatis et Ascensionis Domini Nostri Jesu Christi, Paschatis Resurrectionis et Pentecostes, ac in festo omnium sanctorum nec non in diebus Conceptionis, Nativitatis, Annunciationis, Purificationis, et Assumptionis Deiparae Virginis eamdem S. Specus capellam vere pœnitentes, confessi ac s. communione refecti devote visitaverint, ibique juxta mentem Sanctitatis Suae per aliquod temporis spatium pias apud Deum preces effuderint, indulgentiam plenariam singulis praefatis diebus lucrandam ac perpetuis futuris temporibus valituram clementer concessit. Tandem ipse Sanctissimus saepedictam S. Specus capellam privilegio quotidiano perpetuo decoravit, pro missis quae a quocumque sacerdote regulari Congregationis oratricis pro animabus Christifidelium in purgatorio detentis in eadem capella celebrabuntur. Voluitque Eadem Sanctitas Sua has gratias non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 20 aprilis 1776. - J. C. de Somalia secret. » (*Decreta*, n. CCCLXIV, p. 274-275).

2. Pie VI daigna accorder à l'église des Olivétains de S. Michel du Bois, près Bologne, un autel privilégié dans la crypte et cinq dans l'église supérieure, faveur d'autant plus precieuse qu'elle est plus rare.

« Bononien. — Ad humillimas preces R. P. Abbatis Domini Caesarei Pozzi, Congregationis Olivetanae, in quibus supplex orabat, ut ecclesia monasterii ejusdem Congregationis sub titulo S. Michaelis in Bosco, extra civitatem Bononiae sita, privilegio altarium, nec non indulgentia plenaria perpetua decoraretur, Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI hujusmodi preces, me infrascripto Sac. Congregationis Indulgentiarum Secretario in audientia diei 23 septembris anno jubilaei 1775, referente, benigne concessit, ut omnes et singuli utriusque sexus Christifideles vere poenitentes, confessi ac s. communione refecti qui supradictam praefati monasterii ecclesiam in quocumque anni die festo devote visitaverint, ibique per aliquod temporis spatium, juxta mentem Sanctitatis Suae, pias apud Deum preces effuderint, indulgentiam plenariam pro vivis ac defunctis in perpetuum valituram, absoluto tamen praesenti anno jubilaei, incipiendam lucrari possint

et valeant. Insuper Eadem Sanctitas Sua clementer indulsit, ut firmo remanente privilegio altaris Pietatis inferioris ecclesiae ejusdem monasterii, omnia et singula quinque altaria ecclesiae superioris, nempe S. Michaelis, S. Franciscae Romanae, S. Caroli, B. Bernardi Ptolomaei, ac Sanctissimi Crucifixi privilegio quotidiano perpetuo gaudeant pro missis quae iisdem altaribus a quocumque sacerdote, sive saeculari, sive regulari, pro animabus fidelium, pro quibus missae fuerint celebratae, de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequantur. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione; non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, facta etiam facultate Typis R. C. A. imprimi posse. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 novembris 1775. (*Decreta*, num. CCCLIX, p. 270).

3. Benoît XIV, par bref en date du 28 août 1741, accorde l'autel privilégié à perpétuité dans chaque église de l'Ordre, tant celles déjà érigées que celles à ériger à l'avenir. Cette concession annulle toute concession antérieure analogue perpétuelle ou même temporaire.

L'autel doit être désigné par le Général *pro tempore* une fois pour toutes, sans qu'il soit possible de transférer le privilége à un autre autel. Toute messe dite à cet autel par un prêtre séculier ou régulier, vaut pour l'âme du défunt, quel qu'il soit, à l'intention de qui on célèbre. Le Procureur Général de l'Ordre est seul autorisé à délivrer des copies authentiques de ce bref, dont l'original est conservé à Mont-Olivet majeur, près Sienne.

« Benedictus XIV. P. M. — Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna caritate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi, ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutae a purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur omnes, et singulas ecclesias tam hactenus erectas, quam imposterum erigendas monachorum Congregationis Olivetanae, Ordinis S. Benedicti, in quibus, ut accepimus, aliud altare privilegiatum perpetuum, vel ad tempus nondum elapsum forsan concessum reperitur, quod per praesentes revocamus, et in qualibet ex ecclesiis Congregationis hujusmodi situm altare per dilectum filium Hippolytum Vagnozzi modernum, et pro tempore existentem dictae Congregationis Abbatem Generalem semel dumtaxat designandum, et eligendum, quod semel designatum, et electum nec mutare, nec variare possit, hoc speciali dono illustrare, auctoritate Nobis a Domino tradita, ac de Omnipotentis Dei misericordia, et beatorum Petri, et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, supplicationibus tam dicti Hippolyti Abbatis Generalis, quam dilecti itidem filii Lucae Pertusati Abbatis, et moderni Procuratoris Generalis nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis Ordinis, Congregationis, vel Instituti regularis sacrosanctum missae sacrificium pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in caritate conjuncta ab hac luce migraverit ad praefatum altare ab eodem Abbate Generali, ut praefertur, designandum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Mariae, sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur, concedimus, et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus, praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Volumus autem, ut earumdem praesentium literarum transumptis, seu exemplis etiam impressis manu, et sigillo Procuratoris Generalis pro tempore existentis Congregationis hujusmodi munitis, eadem prorsus fides ubique locorum habeatur, quae haberetur ipsis praesentibus, si forent exhibitae vel ostensae. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die XXVIII augusti MDCCXLI, Pontificatus Nostri anno secundo. - D. Cardinalis Passioneus. – Sigillum Procuratoris Ordinis. Loco ✠ Signi. Romae, 1741. Ex Typographia Reverendae Camerae Apostolicae. Concordat cum originali quod prostat in Sacristia Abbatialis Ecclesiae hujus Archicœnobii Montis Oliveti Majoris. Dat. in M. O. M. die 24 feb. 1866. Pro Cancellario absente, D. Camillus M. Seriolo M. O.

25. Oratoriens.

1. Chaque église des Oratoriens, dans le monde entier, excepté à Rome, a droit d'avoir un autel privilégié que désigne l'ordinaire. Tout prêtre, séculier ou régulier, peut y dire la messe et gage d'indulgence.

« Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, praevia revocatione alterius altaris privilegiati, quatenus adsit, in perpetuum vel ad tempus nondum elapsum Apostolico privilegio decorati, benigne concessit, atque indulsit, ut sacrosanctum missae sacrificium, quod a quocumque sacerdote saeculari vel cujusvis Ordinis, Congregationis et Instituti regularis ad unum altare per Ordinarios locorum in quaribet ex ecclesiis presbyterorum saecularium Congregationis Oratorii S. Philippi Nerii, tam erectis, quam in posterum erigendis in quacumque mundi parte existentibus situm, semel tantum respective designandum, excepta tamen ecclesia dictorum presbyterorum de Urbe, pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, celebrabitur, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimae V. Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a Purgatorii poenis liberetur. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc concessionem suffragari debere absque ulla brevis expeditione. Datum Romae die 7 septembris 1754. (*Decreta*, CCXVII, p. 164-165.)

2. L'autel qui existe, à Rome, dans la chambre habitée par S. Philippe de Neri, est privilégié, sans distinction aucune de prêtre, soit régulier, soit séculier, soit oratorien ou autre.

« Urbis - Très Saint-Père, Le supérieur des Pères de S. Jérôme de la Charité de Rome expose que le privilége perpétuel a été accordé à l'autel qui existe dans la chapelle supérieure de leur pieuse maison, qui fut la demeure pendant trente-trois ans de leur glorieux fondateur S. Philippe de Neri et que ce privilége s'étend seulement aux religieux habitant ladite pieuse maison: le recourant désirant que dans un si saint lieu les âmes du purgatoire soient de plus en plus secourues, supplie Votre Sainteté de vouloir bien dans sa bonté daigner étendre ledit privilége à tous les prêtres qui, pour leur dévotion personnelle, célébreront audit autel.

« Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI supradictum privilegium praefato altari concessum benigne extendit, valiturum pro omnibus et singulis missis, quae a quocumque sacerdote, sive saeculari, sive regulari, in eodem altari celebrabuntur. Quam gratiam voluit perpetuis futuris temporibus absque ulla brevis expeditione fore valituram. Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum, die 1 martii 1777. J. C. de Somalia Secret. (*Decreta*, CCCLXVIII. p. 277.)

26. Prémontrés.

1. Les plus petites communautés, n'y eût-il que deux ou trois chanoines, jouissent de l'autel privilégié aussi bien que les maisons plus nombreuses.

« Ordinis Præmonstratensis. – 1. An ecclesiae in quibus duo vel tres canonici Praemonstratenses degunt, gaudeant privilegio altaris, sicuti reliquae ejusdem Ordinis ecclesiae? Et quatenus negative.

» 2. An sit hujusmodi privilegium concedendum in casu?

» Sacra Congregatio diei 8 augusti 1750 respondit:

» Ad 1. *Gaudere.*

» Ad 2. *Provisum in primo.* (*Decreta*, CXCIII, p. 146.)

2. La concession de l'autel privilégié s'étend à toutes les églises de l'ordre, même celles qui sont sous la juridiction épiscopale.

« Ordinis Praemonstratensis.—Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIV concessit altare privilegiatum perpetuum quotidianum quibuscumque ecclesiis canonicorum Regularium Ordinis Praemonstratensis etiam sub Ordinarii jurisdictione existentibus, semel tantum designandum. Voluitque eadem Sanctitas Sua hujusmodi privilegium et gratiam perpetuis futuris temporibus suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 9 augusti 1763. J. de Comitibus Secret. (*Decreta*, n. CCLVII, p. 200.)

3. Le privilége est limité aux seuls chanoines et ne comprend pas les religieuses qui suivent la règle de Prémontré.

« Ordinis Praemonstratensis — 1. An ecclesiae monialium Ordinis Praemonstratensis, quae Ordinariis subjectae sunt, gaudeant privilegio altaris eidem ordini concesso.

« 2. An eodem privilegio gaudeant ecclesiae a monasteriis ordinis dependentes, quae ab aliquo ejusdem ordinis canonico solent administrari in casu etc.

» Sacra Congregatio, sub eadem die, respondit: *Negative ad utrumque.* (*Decreta* CXL. p. 98–99.)

27. Instituts des religieuses du sacré-cœur de Jésus.

« Toutes les messes qui se célébreront pour le suffrage des âmes des religieuses défuntes jouiront du privilége de l'autel. » *Décret du* 17 *avril* 1834. (Prinzivalli, pag. 71.)

28. Servites.

Clément XII, par la bulle *Unigeniti filii* du 9 décembre 1734, déclare privilégiées toutes les messes dites par les Servites, conformément à la règle, pour leurs frères défunts et les religieuses décédées, mais seulement en leurs églises.

« De omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi: quod quotiescumque quilibet presbyter regularis dicti ordinis missam defunctorum juxta dicti ordinis statuta pro animabus fratrum et monialium ejusdem ordinis quae similiter Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, in eorum ecclesiis dumtaxat celebraverit, animae ipsae de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequantur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimae Mariae Virginis sanctorumque omnium meritis eis suffragantibus, a purgatorii paenis liberentur, apostolica auctoritate praefata etiam perpetuo concedimus et indulgemus. (*Bullarium Romanum*, t. XIV, p. 15.)

« Benoît XIII de sainte mémoire, le 24 janvier 1725, a concédé le privilége quotidien perpétuel pour tous les fidèles défunts à l'autel de la B. Marie des Sept-Douleurs, dans toutes les Eglises de l'ordre des Servites.

» Privilége de toutes les messes qui seront célébrées à quelqu'autel que ce soit dans le lieu fixé par l'ordinaire où se fera l'anniversaire général solennel pour les défunts frères et sœurs de la confrérie des douleurs. (Bref de Pie VI, 8 juillet 1785).

» Clément XII de sainte mémoire a confirmé les susdites indulgences et concédé de plus que toutes les messes qui se célèbrent à quelqu'autel que ce soit en vertu des constitutions de l'ordre pour les religieux défunts, soient privilégiées. Décret du 9 avril 1838. (Prinzivalli, p. 77–79.)

29. Sylvestrins.

L'abbé général est délégué pour désigner à tout jamais l'autel privilégié dans les églises des Sylvestrins. Tout prêtre, séculier et régulier, est apte à gagner l'indulgence, chaque fois qu'il y célèbre la messe.

« Ad enixas preces D. Joannis Baptistae Marsilii, abbatis et procuratoris generalis, nomine etiam D. Porphyrii Tufi abbatis generalis monachorum Congregationis Sylvestrinorum nuncupat. Ordinis S. Benedicti, humillime porrectas, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV volens omnes et singulas ecclesias tam erectas quam in posterum erigendas monachorum Congregationis hujusmodi, in quibus aliud altare, vel in perpetuum vel ad tempus nondum elapsum simili privilegio decoratum forsan reperitur, quod per praesentes auctoritate Apostolica revocavit, et in qualibet ex dictis ecclesiis altare a praefato D. Porphyrio, vel pro tempore existente ejusdem Congregationis abbate generali, semel designandum, hoc speciali dono illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel regularis, cujuscumque Ordinis, Instituti vel Congregationis, missam pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad praefatum altare designandum celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii Indulgentiam consequatur; ita ut D. N. Jesu Christi ac Beatissimae Virginis Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur, benigne concessit atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam absque ulla brevis expeditione suffragari earumdemque praesentium litterarum transumptis, seu exemplis etiam impressis, manu et sigillo praedicti, et pro tempore existentis procuratoris generalis Congregationis praefatae munitis ipsam prorsus fidem in judicio et extra adhiberi, quae adhiberetur ipsis praesentibus, si forent exhibitae vel ostensae. Datum Romae, die 12 aprilis anno 1747. Fr. J. Card. Portocarrero Praef., A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. (*Decreta*, CL, p. 103–104).

30. Théatins.

1. L'autel de S. André Avellin, invoqué spécialement contre la mort subite, a été d'abord privilégié, dans toutes les églises des Théatins, quatre jours seulement par semaine; le général de l'Ordre détermine ces quatre jours.

« Congregationis Cleric. Regul. Theatinorum. — Très Saint Père, Les funestes cas de mort subite autrefois si rares et devenus maintenant si fréquents et journaliers, tandis qu'ils occasionnent des inquiétudes à chacun sur son propre sort, ne laissent pas que d'attrister les coeurs chrétiens, même à l'occasion des malheurs d'autrui. Mais dans sa bonté Dieu a fourni aux fidèles un moyen très efficace pour se préserver des accidents imprévus ou au moins pour ne pas manquer à ce terrible moment des secours de la religion, par l'intercession puissante du glorieux S. André Avellin. Afin d'exciter toujours de plus en plus les fidèles à la dévotion envers ce grand Saint, gloire et splendeur de la Congrégation des Clercs réguliers, le préposé général de ladite Congrégation, prosterné aux pieds de Votre Sainteté, demande humblement que dans toutes les églises de son Ordre l'autel du Saint soit privilégié à perpétuité, nonobstant qu'il y ait dans ladite Eglise, par grâce générale ou spéciale, d'autres autels privilégiés. L'exemple d'autres églises qui jouissent de plusieurs autels privilégiés, quoiqu'il n'y ait pas le nombre de messes ni le culte qui se voient dans les églises de l'Ordre des Théatins, la plus grande gloire du Saint, le plus grand bien qu'en retirent les fidèles, sont autant de motifs qui inspirent au recourant une grande confiance d'obtenir de la piété de Votre Sainteté la grâce qu'il implore.

» Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. IX. in singulis ecclesiis Congregationis Clericorum Regul. Theatinorum declaravit privilegiatum altare S. Andreae Avellino dicatum

pro quatuor tantum feriis in qualibet hebdomada a P. Praeposito Generali actuali semel designandis, non obstantibus aliis privilegiis.

» Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 augusti 1846. C. Card. Ferretti Praef.-J. Gallo Secret. (*Decreta*, CLXXV p. 477-478).

2. L'autel de S. Gaétan, dans chaque église de l'ordre, est privilégié à perpétuité pour tous les jours de l'année, à l'intention des fidèles défunts.

Enfin l'autel sur lequel on célèbre à l'intention d'une personne qui a porté le scapulaire bleu de l'Immaculée-Conception est privilégié, en quelque église que ce soit.

C'est ce qui résulte du *Sommaire* approuvé et reconnu par la Sacrée Congrégation des Indulgences, le 12 septembre 1860.

» Altare S. Cajetani Thienaei, fundatoris Clericorum Regularium Congregationis Theatinae, quacumque in ecclesia dictae Congregationis privilegio gaudet perpetuo pro omnibus fidelibus defunctis.

» Hoc ipso privilegio quotidie et in perpetuum, ex concessione Sanctissimi D. N. Pii Papae IX, sub die 12 novembris 1849, gaudet etiam altare S. Andreae Avellino dicatum, in singulis eorumdem clericorum regularium ecclesiis.

» Insuper quoties missae sacrificium pro aliquo defuncto celebratur, qui sacrum rite benedictum gestaverit Scapulare caeruleum, altare in quo illud Deo offertur tanquam privilegiatum habetur.

» Denique idem Summus Pontifex Pius Papa IX, sub die 3 decembris 1847, praedictum Scapulare gestantibus concessit pariter, ut iis in locis in quibus deest ecclesia Clericorum regularium, quam ad lucrandas quasdam ex supradictis Indulgentiis adire, ibique orare deberent, aliam Ecclesiam, in qua tamen aliquod adsit altare B. Mariae Virginis, substituere valeant. » (Prinzivalli, p. 192, n. CIV).

31. Trinitaires.

1. Décret de la S. C. des Indulgences réglant le nombre de messes prescrites pour la concession de l'autel privilégié.

« Ordinis Sanctissimae Trinitatis Redemptionis Captivorum. Sanctissimus Dominus Noster ad humillimas preces Fratris Atilani Perez de Arroyo, procuratoris generalis totius Ordinis Sanctissimae Trinitatis Redemptionis Captivorum, confirmavit omnia altaria privilegiata perpetua, quae reperiuntur concessa in nonnullis ecclesiis praefati Ordinis. Quia vero in aliquibus ecclesiis ejusdem Ordinis altare privilegiatum pro una vel pluribus feriis cum aliquo determinato numero missarum ad septennium, vel aliud longius tempus, nondum forsan elapsum, reperitur concessum, Sanctitas Sua, praevia illorum revocatione, eadem altaria privilegiata denuo concessit in perpetuum, pro feriis et cum numero missarum, ut infra.

» In ecclesiis itaque Ordinis praedicti, in quibus usque adhuc nullum altare privilegio decoratum existit, Sanctitas Sua concessit unicum tantum altare privilegiatum, juxta modum videlicet:

» In ecclesiis fratrum supradicti Ordinis, in quibus quatuor missae quotidianae celebrantur, concessit altare privilegiatum, pro animabus quorumcumque Christifidelium, quae Deo in caritate conjunctae ab hac luce migraverint, pro una feria cujuslibet hebdomadae: in quibus decem missae, pro duabus feriis: in quibus quindecim, pro tribus: in quibus vigintiquinque pro quinque feriis; et in quibus triginta, quinque concessit altare privilegiatum quotidianum.

» In ecclesiis vero sitis in partibus infidelium vel haereticorum concessit altare privilegiatum similiter perpetuum, pro una feria in hebdomada, absque expressione numeri missarum.

» In ecclesiis autem monialium, pariter concessit altare privilegiatum perpetuum pro una feria cujuslibet hebdomadae, absque expressione numeri missarum, sed pro monialibus tantum earumque consanguineis, affinibus et benefactoribus.

» Cum hac tamen declaratione, quod in singulis supra relatis fratrum ecclesiis, quibus modo altare privilegiatum conceditur, indultum sit restrictum ad sacerdotes dumtaxat Ordinis supra expressi inibi celebrantes, et quod altaria et feriae, pro quibus conceditur privilegium, semel tantum ab Ordinariis Locorum designari debeant.

» Tandem Sanctitas Sua voluit quod hujusmodi concessionibus fruantur non solum ecclesiae quas in praesenti jam habent, verum etiam aliae omnes, quas in posterum Ordo Sanctissimae Trinitatis Redemptionis Captivorum acquiret. Datum Romae 20 Julii 1727. G. Card. Picus Praef.-Raphael Cosmus de Hieronymis Secret. (*Decreta*, LXI, p. 42-44.)

2. Le décret précédent a été révoqué et annulé par un décret subséquent, qui accorde à chaque église de Trinitaires un autel privilégié, sans exiger, comme antérieurement, un certain nombre de messes, ni que le célébrant soit un religieux de l'ordre. L'autel est désigné par l'ordinaire des lieux.

« Ordinis Sanctissimae Trinitatis Redemptionis Captivorum. Ad humillimas preces F. magistri Petri Francisci Vacchini, moderni, FF. totius Ordinis Sanctissimae Trinitatis Redemptionis Captivorum nuncupat. vice-procuratoris generalis, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV, audito voto S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, volens omnes et singulas ecclesias conventuales FF. hujusmodi ubique terrarum existentes, tam erectas, quam in posterum erigendas in quibus aliud altare, sub die 29 julii 1727 a S. M. Benedicto XIII, juxta certam formam jam privilegiatum in perpetuum reperitur, quod per praesentes litteras auctoritate Apostolica revocavit, et in eis situm altare a respectivo Locorum Ordinario semel designandum hoc speciali privilegio illustrare, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis Ordinis, Congregationis et Instituti regularis missam pro anima cujuscumque christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare praefatum celebrabit; anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur; ita ut Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a Purgatorii pœnis liberetur, benigne concessit, atque indulsit. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae die 11 decembris 1750. F. J. Card. Portocarrero Praef.-A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. » (*Decreta*, N. CXCIII, p. 148).

3. Tout autel où un Trinitaire dit une messe pour un religieux défunt est momentanément privilégié par le fait même.

« Ordinis Sanctissimae Trinitatis Redemptionis Captivorum. Ad humillimas preces fr. Emmanuelis Rovira, procuratoris generalis Ordinis Sanctissimae Trinitatis Redemptionis Captivorum, Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI benigne et ex speciali gratia indulsit, ut omnes et singulae missae quae a quocumque praedicti Ordinis sacerdote pro anima confratris religiosi, quando viam universae carnis ingressus fuerit, in quolibet altari cujuscumque ecclesiae celebrabuntur, eodem privilegio gaudeant, eidemque defuncto perinde suffragentur, ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent; voluitque eadem Sanctitas Sua hanc gratiam pro universo Ordine perpetuis futuris temporibus absque ulla Brevis expeditione fore valituram. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgent., die 22 januarii 1777. J. C. de Somalia Secret. (*Decreta*, N. CCCLXVIII, p. 276-277).

4. Le privilége de l'autel, pour les messes d'obit, est étendu aux autels des églises des confréries aggrégées à l'ordre des Trinitaires. Tous les autels des églises de l'ordre ou des

confréries qui lui sont affiliées, sont privilégiés tant pour les religieux que pour les confrères défunts. Cette messe peut être retardée jusqu'au premier jour libre, sans perdre pour cela son indulgence.

« Ordinis Sanctissimae Trinitatis Fratrum Discalceatorum. – Sanctissimus Dominus Noster Gregorius PP. XVI universorum fidelium saluti quam maxima sollicitudine prospiciens, et eorum praesertim, quorum animae de corporibus exutae piacularibus flammis in purgatorio premuntur, iisque aliquod solatium et levamen de bonis Ecclesiae thesauri afficere summo perexoptans, humillimis precibus patris procuratoris generalis Ordinis Discalceatorum Sanctissimae Trinitatis de redimendis captivis clementer acceptis, privilegiis et gratiis a Benedicto XIV praedecessore suo huic Ordini cumulatis alia sequentis tenoris pro defunctis tantum adjunxit, et auxit, nempe quotidianum privilegium altaris cujusque praefati Ordinis Ecclesiae pro missis quae in ipso in suffragium fratrum defunctorum celebrantur, extendit ad altare etiam singularum ecclesiarum confraternitatum quae eidem Ordini aggregatae sunt ac eorum quae in posterum aggregabuntur.

» Insuper altaria omnia cujuscumque pariter ecclesiae Ordinis tum Confraternitatis Ordini adscriptae die obitus seu depositionis uniuscujusque Religiosi, aut Confratris, seu etiam die qua eorum mortis notitia pervenerit privilegiata similiter pro illis dignatus est declarare.

» Et tandem ne animabus illis defraudetur suffragium in supraenunciatis Ordini constitutionibus praescriptum indulsit ut si Religiosi, simul et Confratres in una ex memoratis diebus ob legitimum aliquod proprii officii impedimentum animabus ipsis juvare minime possint, prima die non impedita in earum solatio, eodem gaudeant privilegio. Et ne hujusmodi privilegiorum memoria temporis lapsu oblivioni mandetur perpetuis futuris temporibus ipsa impertita voluit et statuit absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulg., die 15 februarii 1834. A. Archiep. Trapezuntin. Secret. (*Decreta*, N. CDLVII, p. 381–382).

32. Ursulines.

L'Institut des Ursulines, par concession de Pie VI, possède, dans chacune de ses églises, un autel privilégié quotidien que l'Ordinaire désigne à son gré et une fois pour toutes.

« Monialium Ursulinarum Urbis. Quum R. Mater Maria Aloysia a S. Josepho, in praesens assistens monasterii Ursulinarum Urbis, humillime exposuerit ejus institutum, S. Sedis Apostolicae beneficentia, infrascriptas Indulgentias, ac spiritualia privilegia identidem obtinuisse, videlicet:

» VIII. Altare privilegiatum quotidianum pro omnibus Christifidelibus ab Ordinario semel tantum designandum.

» Quumque hujusmodi gratiae non pro omnibus ejusdem Instituti monasteriis generaliter concessae, ac nonnullae in perpetuum, aliae ad septennium valiturae reperiantur, ex quo supplex petebat praeenunciata oratrix ut concessiones praedictae pro universis sui Instituti monasteriis perpetuis futuris temporibus possent suffragari.

» Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI, benigne annuens pro gratia, clementer concessit, ut omnes et singulae suprarelatae Indulgentiae ac privilegia pro universo Ursulinarum instituto, ac pro singulis monasteriis, seu collegiis tam claustralibus, quam congregatis ubique terrarum existentibus hactenus erectis et in posterum erigendis tenore quo superius inscriptae reperiuntur, non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, absque ulla Brevis expeditione sint in perpetuum valituràe. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 23 martii 1776. J. C. de Somalia Secret. (*Decreta*, N. CCCLXIII, p. 272–274).

33. Visitandines.

Clément XIII, par son bref du 11 novembre 1759, accorde l'autel privilégié à toutes les églises des Visitandines aux conditions suivantes:

Toute autre concession particulière est révoquée par le fait même de cette concession générale.

L'Ordinaire doit désigner, une fois pour toutes, l'autel qui sera privilégié à perpétuité.

Tout prêtre, séculier ou régulier, peut y célébrer aux intentions déterminées.

L'autel est privilégié, le jour des morts et toute l'octave, ainsi qu'un jour par semaine. L'Ordinaire doit fixer le jour. L'indulgence plénière de l'autel privilégié n'est applicable qu'aux parents et alliés défunts des religieuses jusqu'au second degré inclusivement et aux bienfaiteurs des monastères de la Visitation.

Tous les autels des églises des Visitandines sont privilégiés le jour de la mort et de l'enterrement de chaque religieuse, puis le troisième, le septième et le trentième jour de l'obit.

Ils sont également privilégiés pour les messes d'anniversaire prescrites par la règle ou la coutume.

« Clemens Papa XIII. Ad perpetuam rei memoriam.

» Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi ejusque Sanctorum Suffragia meritorum consequi et illis adjutae ex Purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur omnes et singulas ecclesias quorumcumque monasteriorum monialium Visitationis Beatae Mariae Virginis Immaculatae sub Instituto S. Francisci Salesii ubicumque existentium, in quibus aliud altare privilegiatum, quatenus adsit concessum, per praesentes auctoritate apostolica revocamus; et in quolibet ex dictis ecclesiis, altare per ordinarios locorum semel tantum respective designandum, hoc speciali dono illustrare, supplicationibus quoque dilecti filii Nostri Henrici Benedicti S. R. E. presbyteri cardinalis Ducis Eboracensis nuncupati, earumdem monialium apud Nos et Sedem Apostolicam Protectoris nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi ut quandocumque sacerdos aliquis secularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis, missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra illius octavam, ac in una feria cujuslibet hebdomadae et per eosdem ordinarios respective pariter specificanda, pro anima cujuscumque monialis earumque consanguineorum et affinium primi et secundi gradus, necnon monasteriorum hujusmodi respective benefactorum, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimae Virginis Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a Purgatorii pœnis liberetur, concedimus ipsumque privilegium ad quodlibet altare Ecclesiarum hujusmodi in obitus, depositionis, ac tertia, septima et trigesima post obitum cujuslibet ex monialibus monasteriorum praedictorum dumtaxat anniversariis alisque diebus pro missis quae, juxta eorumdem monasteriorum regulas seu consuetudinem celebrari debent aut solent, auctoritate et tenore praedictis extendimus et ampliamus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

» Volumus autem etc.

» Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die XI novembris MDCCLIX, pontificatus Nostri anno secundo. (*Bullar. Rom. contin.*, t. 1. p. 262–263.)

Dans le sommaire révisé par la Sacrée – Congrégation des Indulgences, il est fait mention d'un rescrit de Léon XII,

qui privilégie pour tous les fidèles défunts sans exception le maître-autel de l'église du chaque monastère.

Le même sommaire rappelle la concession Clémentine, confirmée par Sa Sainteté Pie IX le 4 mai 1847.

« Omnia et singula altaria ecclesiae proprii monasterii privilegiata declarantur diebus obitus et depositionis, nec non tertia, septima, trigesima, et anniversaria cujuslibet monialis, seu Commorantis defunctae, ac singulis iis diebus, in quibus juxta regulas seu constitutiones Ordinis seu Instituti in earum suffragium missas celebrare facere solent. *Ex alio Brevi Clem. XIII diei* 11 *novembris* 1759 *et cit. Decreto Pii IX.* (14 mai 1847) – Altare majus Ecclesiae proprii Instituti privilegiatum quotidianum declaratur pro missis, quae in ipso in suffragium cujuscumque fidelis defuncti celebrantur. Ex Rescript. Leonis XII sa. me. diei 6 septembris 1828. « Décret du 29 janvier 1848. (Prinzivalli, pag. 133, 134)

XV. Règles générales relatives aux ordres Religieux.

1. La concession de l'autel privilégié faite à un ordre religieux concerne exclusivement les églises de l'ordre et non les églises, même paroissiales, qui en dépendent ou que les religieux administrent.

« In brevibus, quae pro altaris privilegio alicui ordini, sive Congregationi concesso, expediuntur, cum de stylo soleant apponi sequentia verba: » Volentes igitur omnes et singulas ecclesias tam erectas, quam erigendas monachorum Congregationis etc., vel fratrum Ordinis aut Clericorum Regularium etc., et in qualibet ex dictis ecclesis altare etc. » Sicuti etiam in brevibus Indulgentiarum pro iisdem Ordinibus, Congregationibus leguntur hujusmodi verba: « Universis etc. qui aliquam ecclesiam talis Congregationis, vel Ordinis etc., in die, vel festo etc. singulis annis devote visitaverint etc., ibique etc., indulgentiam plenariam concedimus etc., » Verentes nonnulli ex nimia generalitate verborum, tam privilegia altaris, quam Indulgentias plus aequo extendi praeter Summorum Pontificum illa concedentium intentionem, Christifideles decipi, tam pro Indulgentiarum consequutione, quam in offerendis eleemosynis pro missis in privilegiato altari dicendis; idcirco, ut clare dignosci possit, quasnam personas, et ecclesias comprehendant praefatorum brevium verba, propositum fuit in Sacra Congregatione Indulgentiarum et Sacrarum Reliquiarum dubium. An Brevia tam altaris privilegiati quam indulgentiarum pro omnibus ecclesiis alicujus Ordinis, vel Congregationis, aut Instituti regularis generaliter obtenta respectivas ecclesias tantummodo monasteriorum et conventuum talis Ordinis, Congregationis, vel Instituti comprehendant, aut etiam alias quascumque tam parochiales, quam non parochiales ab hujusmodi Ordine etc., sive a monachis, aut fratribus vel religiosis dependentes, vel respective administrari solitas? Et Sacra eadem Congregatio, die 30 julii 1748, censuit rescribendum esse: *Affirmative quoad primam partem, et negative quoad secundam.* De quibus facta per me infrascriptum ipsius Sac. Congregationis Pro-Secretarium, die 5 augusti ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. Fr. J. Card. Portocarrero Praef.–A. S.Vicecomes Pro-Secr. (*Decreta*, CLXVII. p. 121-122)

2. Quand le privilége a été accordé à l'autel du Saint fondateur de l'ordre, il ne suffit pas, pour gagner l'indulgence, de placer son tableau à un autel qui n'est pas le sien, car il faut que l'autel lui soit dédié en propre. Dans les cas particuliers, on doit recourir au S. Siége, pour un indult spécial ou la translation du privilége.

« 1. An in ecclesiis alicujus Ordinis in quibus non reperitur altare S.Fundatoris, cui concessum est privilegium quotidianum perpetuum, sufficiat parvam tabellam S.Fundatorem repraesentantem in alterius Sancti ara collocare, ut privilegio antedicto possint gaudere? Et quatenus negative.

» 2. Quomodo providendum?

» Sac. Congregatio, sub die 24 julii 1756, respondit:

» Ad 1. *Negative.*

» Ad 2. *Recurrant in casibus particularibus.* (*Decreta*, CCXXIX, p. 177.)

3. On a cité plus haut, sous la rubrique *Chanoines réguliers de Latran*, deux indults particuliers.

XVI. De l'autel privilégié dans les églises des Archiconfréries, confréries, pieuses unions, pieux instituts, congrégations et associations.

1. L'aggrégation ou affiliation d'une confrérie à une Archiconfrérie n'emporte pas de soi, comme pour les autres faveurs spirituelles, l'extension à cette Confrérie de la concession de l'autel privilégié faite par les Souverains Pontifes à l'Archiconfrérie, le privilége étant ici purement local.

» Cusentin. – 3. An privilegium altaris quotidiani, quo fruitur Archiconfraternitas (Orationis et mortis) Urbis communicatum sit (vigore aggregationis factae) Sodalitio Cusentino? Ad 3. *Negative.* (*Decreta*, n. CXVI. p. 82, *ad ann.* 1742.)

On trouvera plus loin le décret *Civitatis Castellanae* ad 1.

2. L'autel d'une confrérie jouit du privilége, dès le jour même de la concession, quoiqu'il ne soit pas *licite* d'en user avant la publication du bref qui en fait foi.

» 1. An missae celebratae in altari sodalitii privilegiato ante publicationem Brevis ipsius privilegii gaudeant privilegio in casu etc.? et quatenus negative.

» 2. An sit locus illarum sanationi?

» Sacra Congregatio diei 1 octobris 1744 respondit:

» Ad 1. *Affirmative, sed non licet.*

» Ad 2. *Provisum in primo.* (*Decreta*, n. CXXVIII, p. 89-90.)

3. Il importe de s'en tenir rigoureusement aux termes des brefs pontificaux pour la désignation de l'autel privilégié et de ne pas prendre un autel pour un autre, surtout quand la translation du privilége a été faite régulièrement.

La Sacrée Congrégation approuve en cette circonstance l'usage de placer près de l'autel privilégié une inscription qui relate la nature de l'indulgence, la désignation de l'autel et la concession des Souverains Pontifes.

« Romana - Cum ab ecclesia S. Luciae Archiconfraternitatis Confalonis de Urbe offerentibus eleemosynas pro missis celebrandis ad altare in eadem privilegiatum distribuerentur schaedulae tenoris qui sequitur: l'Indulgence plénière, accordée à l'autel du très Saint Crucifix, dans l'église de Ste Lucie de la Vénérable Archiconfrérie du Gonfalon. Celui qui fera célébrer sur l'autel privilégié du très Saint Crucifix, dans l'église de Ste Lucie de Gonfalon, en appliquant la messe à une âme de son choix, délivrera cette âme du purgatoire, comme si la dite messe avait été célébrée à l'autel de S. Grégoire, à Rome, ainsi qu'il appert de l'inscription dudit autel par les bulles accordées par les Souverains Pontifex Paul V et Grégoire XIII. » Sed ex requisitis, et exhibitis brevibus liqueat, scilicet ex brevi sa. me. Gregorii XIII, diei 20 februarii 1577, privilegium fuisse concessum altari Sanctissimi Crucifixi; ex brevi vero fel. rec. Pauli V, diei 11 decembris 1609, idem privilegium fuisse translatum ad altare Omnipotenti Deo et Beatissimae Cruci dicatum; ideo Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, die 9 februarii 1745, omnibus serio examinatis, censuit declarandum esse idem privilegium addictum esse altari praedicto sub titulo Omnipotentis Dei, et SSmae Crucis existen., ac propterea caeteris reprobatis reformandam esse formulam praedictarum schedularum, et approbandam quae sequitur, nempe: « Indulgence plénière applicable par manière

de suffrage aux âmes du Purgatoire à l'autel du Dieu Tout-Puissant et de la Sainte-Croix, dans l'église de Sainte Lucie de la Vénérable Archiconfrérie du Gonfalon, à Rome. Celui qui fera célébrer des messes à l'autel dédié à Dieu Tout-Puissant et à la Très Sainte Croix, dans l'église de la Vénérable Archiconfrérie du Gonfalon, à Rome, appliquera le suffrage de chaque messe comme si ladite messe avait été célébrée à l'autel privilegié du monastère de Saint Grégoire, à Rome, ainsi qu'il appert des brefs des Souverains Pontifes Grégoire XIII et Paul V. De quibus facta per me infrascriptum Secretarium, die 13 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. C. Card. De Hieronymis Praef.-A. M. Erba protonotarius apostolicus Secret. (*Decreta*, n. CXVXVI, p. 95-96.)

4. L'autel privilégié est accordé en vue de soulager les âmes des confrères et consœurs décédés; les églises des confréries n'ont pas besoin d'autels privilégiés généralement pour tous les fidèles.

« Urbis. – Cum sicut humillime exponebatur in ecclesia S. Silvestri et Dorotheae fratrum minorum conventualium Ordinis S. Francisci in Transtiberim de Urbe quaedam pia confraternitas Congregatio nuncupata divini Amoris S. Cajetani canonice reperiatur erecta, quae confraternitas, juxta ipsius statuta, nonnullas missas pro anima ipsorum confratrum et consororum ab hac vita decedentium celebrare, vel celebrare facere solet, Sanctissimus Dominus Noster Benedictus PP. XIV clementer indulsit, ut omnes et singulae missae hujusmodi, quae pro anima ipsorum confratrum et consororum, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodlibet altare cujusvis ecclesiae celebrabuntur, animae hujusmodi pro qua celebratae fuerint perinde suffragentur ac si ad Altare Privilegiatum celebratae fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romae die 27 augusti 1747. Fr. J. Card. Protocarrero Praef.-A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. – (*Decreta*, n. CLVIII, p. 113-114.)

5. Par faveur spéciale, car d'ordinaire il n'y a qu'un seul autel privilégié dans la même église, tous les autels de l'église desservie par une archiconfrérie de Rome, peuvent être privilégiés, ainsi que l'autel de l'oratoire annexé à l'église et même l'autel du cimetière ou charnier.

« Urbis. Sanctissimus Dominus Noster concessit privilegium quotidianum perpetuum omnibus altaribus ecclesiae archiconfraternitatis S. Mariae de Suffragio de Urbe; idemque privilegium concessit altari in oratorio ejusdem archiconfraternitatis existenti, cum revocatione cujuscumque brevis jam obtenti.

« Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum, die 23 augusti 1763. J. de Comitibus Secret. (*Decreta*, n. CCLVII, p. 200.)

« Urbis. Sanctissimus ex speciali gratia concessit privilegium quotidianum perpetuum omnibus altaribus ecclesiae archiconfraternitatis B. Mariae Orationis et Mortis de Urbe. Idemque privilegium concessit altari in oratorio, et altari in coemeterio ejusdem archiconfraternitatis existen. cum revocatione cujuscumque Brevis jam obtenti. Die 21 maii 1765. S. Borgia Secret. (*Decreta*, n. CCLXXIII, p. 212.)

6. L'archiconfrérie chargée, à Rome, de l'assistance des condamnés à mort, a obtenu de Clément XIII que toutes les messes dites à l'intention des condamnés avec l'argent offert par les fidèles, en quelque église et à quelque autel qu'on les célèbre aient la même valeur que si elles avaient été dites à un autel privilégié.

« Très Saint Père. L'archiconfrérie des âmes les plus nécessiteuses du Purgatoire, sous l'invocation de Jésus, Marie et Joseph, qui existe maintenant dans le couvent de Jésus et Marie des Pères Augustins déchaussés de Rome, a coutume, avec l'aumône qu'elle reçoit des fidèles à l'occasion des condamnés à mort, de faire célébrer autant de messes au profit de leurs âmes. On supplie humblement Votre Sainteté de vouloir bien dans sa bonté, daigner accorder que toutes les susdites messes jouissent à perpétuité de l'autel privilégié au plus grand profit desdits condamnés, à quelqu'autel ou église qu'on les célèbre.

« Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII archiconfraternitatis Oratricis precibus benigne annuens, concessit ut omnes, et singulae missae quae ex fidelium eleemosynis pro animabus reorum, qui ultimo supplicio damnati sunt, juxta ejusdem archiconfraternitatis consuetudinem celebrantur, in quocumque altari cujuscumque ecclesiae celebrentur, eodem privilegio gaudeant, ac si in altari privilegiato celebratae fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam perpetuis futuris temporibus fore valituram. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 17 novembris 1767. S. Borgia Secret. (*Decreta*, n. CCCV, p. 234.)

7. D'après la constitution de Clément VIII, les confrères-prêtres des confréries canoniquement érigées par des réguliers jouissent des mêmes priviléges que les réguliers eux-mêmes. Ainsi un prêtre faisant partie de la confrérie du Rosaire, jouit de l'autel privilégié, non personnel, mais local, c'est-à-dire s'il célèbre à un autel sous le vocable du S. Rosaire, ou à défaut, à un autre autel désigné par l'ordinaire dès le principe.

« Sodalitates canonice erectae privilegiis et indulgentiis gaudent illorum ordinum regularium quorum fruuntur titulis, juxta constitutionem Clementis VIII. Ita sacerdotes sodalitati SS. Rosarii ascripti gaudent privilegio altaris eo modo quo presbyteri ordinis Predicatorum, qui in respectivis eorum ecclesiis habent privilegiatum altare B. M. Virgini de Rosario dicatum; cum vero privilegium hoc sit tantum locale, minime vero personale, sequitur quod ea ecclesia sodalitatis Rosarii, ubi hoc altare non reperitur, privilegio quoque altaris omnino careat, nisi tamen in decreto erectionis sodalitatis hujusmodi facultas tradita sit ordinario aliud altare ad hunc effectum designandi. S. Indulg. Congr, 7 junii 1842. (Ferraris, t. I, col. 1488.)

8. Le privilége de l'autel du Rosaire n'atteint que les seuls religieux ou les aggrégés et non tous les prêtres qui célèbrent. Au cas où l'on aurait agi autrement, il faudrait en informer le S. Siége qui y remédierait, soit par une sanation générale du passé, soit par une concession spéciale.

« Civitatis Castellanae. La Confrérie du Rosaire de Vallerano, diocèse de Civita-Castellana, anciennement érigée et aggrégée à l'archiconfrérie de Rome, expose que entre autres grâces et indulgences accordées à de semblables confréries dans le sommaire inséré dans la Bulle d'Innocent XI du 3 juillet 1679, puis confirmées par Benoît XIII par la bulle *Pretiosus* du 7 juin 1727, il y a l'Indult de l'autel privilégié accordé d'abord par Grégoire XIII à l'autel existant dans le couvent des Dominicains de Raconisio restreint à eux seuls et puis étendu à toutes les chapelles érigées ou à ériger, conformément à ladite bulle d'Innocent XI; et parmi les indulgences communes on lit dans le dit sommaire, chapitre XII: *Indulgentiae pro defunctis*. Gregorius XIII, in bulla quae incipit *Omnium saluti*, 30 octobris 1582, concedit ecclesiae Praedicatorum loci Raconisii, ubi est altare Sanctissimi Rosarii, quod non est altare majus, indultum altaris privilegiati, quoties ab aliquo dictae domus sacerdote dumtaxat, missa defunctorum celebrabitur pro animabus cujuscumque fidelis defuncti confratris Sanctissimi Rosarii. » La suppliante croit donc que son autel jouit de cet indult, parce qu'elle le voit rendu commun à toutes les confréries par lesdites bulle et sommaire, sans aucune commu-

nication et en conséquence y fait dire des messes. Cependant ayant des doutes, à cause du décret qui porte que l'indult n'est pas communiquable, elle supplie de déclarer:

« 1. Si en vertu desdits sommaire et bulle, l'autel du Rosaire jouit de l'indult de l'autel privilégié pour les confrères défunts?

« 2. Si étant empêchée la célébration de la messe de Requiem, la messe du saint du jour jouit de la même indulgence, selon la déclaration de Clément IX, de sainte mémoire, du 23 septembre 1669?

« 3. Si l'autel est privilégié pour tout prêtre qui y célèbre.

« Relatis a me infrascripto supradictis dubiis, Sanctitas Sua respondendum esse censuit:

« Ad 1. *Negative*; etenim in communicatione indulgentiarum nusquam communicatur privilegium altaris, quod non nisi speciali et individua mentione concessum in brevibus reperitur; tum quia recensitum privilegium altaris Sanctissimi Rosarii a fel. rec. Gregorio XIII concessum ac deinde a sa. me. Benedicto XIII ad quaecumque altaria Rosarii extensum tantummodo privilegium personale est, nimirum solis dumtaxat Sacerdotibus Regularibus Ordinis Praedicatorum.

« Ad 2. *Affirmative*, ex decretis Sac. Rituum Congregationis atque hujus S. C. Indulgentiarum.

« Ad 3. *Negative*, eadem ratione quod privilegium restrictum sit ad solos sacerdotes Ordinis Praedicatorum.

« Cum autem Sanctitas Sua inspexerit missas ad praefatum Rosarii altare uti privilegiatum, bona fide hactenus celebratas fuisse, benigne annuit pro earum sanatione, ac insuper declaravit supradictum Sanctissimi Rosarii altare privilegiatum ad septennium, in una feria cujuslibet hebdomadae ab Ordinario designanda pro confratribus et consororibus.

« Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 27 novembris 1764. S. Borgia Secret. (*Decreta*, n. CCLXVI, p. 206-207.)

9. *Archiconfrérie de N. D. de l'Assomption pour le soulagement des âmes du purgatoire.*

Cette Archiconfrérie a son siége à Rome dans l'église de Ste Marie *in Monterone*, desservie par les prêtres du Très Saint Rédempteur.

Un bref, en date du 4 mai 1841, déclara privilégié pour les associés seulement l'autel de l'association dans la susdite église, exigeant à cette intention une messe des défunts.

« Gregorius PP. XIV. – Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutae ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur altare Societatis seu Congregationis in suffragium animarum purgatorii in ecclesia S. Mariae in Monterone de Urbe canonice, ut asseritur, erectae privilegio apostolico decorare, auctoritate nobis a Domino tradita deque Omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque confratris et consororis praedictae Societatis seu Congregationis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad praescriptum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimae Virginis Mariae, sanctorum omnium meritis suffragantibus, a purgatorii pœnis liberetur, concedimus ac indulgemus.

» In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris, die IV maji MDCCCXLI, pontificatus Nostri anno undecimo. A. Cardin. Lambruschini.

» Praesentes apostolicae literae in forma brevis exhibitae fuerunt in secretaria S. Congregationis Indulg. die 11 januarii 1860. A. Archipr. Prinzivalli Substitutus. (*Analecta*, 1864, col. 606). Un décret de la S. Congrégation des Indulgences, en date du 24 janvier 1859, modifia le bref précédent et déclara qu'il fallait se conformer aux rubriques pour la messe à dire à cet autel privilégié et tenir compte des décrets de Clément XIV sur la question.

« Congregationis SSmi Redemptoris. Decretum. Ex audientia SSmi, die 24 januarii 1859. Extat in ecclesia Congregationis Sanctissimi Redemptoris vulgo S. Mariae *in Monterone* de Urbe quaedam pia sodalitas ad solatium animabus in purgatorio detentis porrigendum canonice erecta, quae a sa. me. Gregorio XVI per literas apostolicas in forma brevis diei 19 januarii et 4 martii 1841 indulgentiis et privilegiis donata, ac diei 8 junii ejusdem anni Archisodalitatis titulo decorata fuit. Quia vero in enunciatis brevibus quoad privilegium altaris pro defunctis adscriptis requirebatur missa de requie..... hinc Procurator generalis praefatae Congregationis enixis praecibus exoravit SSmum Dominum Nostrum Pium PP. IX ut de apostolica benignitate dignaretur commutare celebrationem missae defunctorum iis omnibus diebus a rubricis impeditis, ita ut missa eodem modo suffragetur quamvis sub ritu duplici sit celebranda. . . . . Quamobrem facta per me infrascriptum S. Congregationis Secretarium eidem SSmo de omnibus relatione, Sanctitas Sua circa altaris privilegium mandavit servari decretum S. Congregationis diei 2 julii 1669, confirmatum a sa. me. Clemente XIV, diei 7 martii 1771 in quo declaratum est celebratione missarum sanctorum ritus duplicis revera satisfieri ac suffragari pro missis privilegiato altari addictis pro dominicis aliisque diebus in quibus defunctorum missas celebrare vetitum est . . . .

» Praesenti perpetuis futuris temporibus valituro, absque ulla brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque.

» Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentis Sacrisque Reliquiis praepositae, die et anno ut supra. F. Card. Asquinius Praef. (*Analecta*, 1864, col. 608).

Un décret du 8 août 1859 statue que l'autel privilégié dont jouit l'Archiconfrérie à Ste Marie de Monterone est communiqué avec les indulgences à toute confrérie affiliée, nonobstant le décret de Benoît XIV du 8 mars 1748, d'après lequel la communication générale des priviléges ne comprend pas l'autel privilégié.

Une prérogative de grand prix fut accordée à l'archiconfrérie par un décret de la S. Congrégation des Indulgences du 26 mars 1860, qui porte que l'autel privilégié des confréries aggrégées à l'Association primaire de Ste Marie in Monterone, n'est pas seulement valable pour les associés défunts, mais aussi pour l'âme de tous les fidèles décédés, associés ou non.

« *Urbis et Orbis. Decretum. Ex audientia, die* 26 *martii* 1860. Extat in ecclesia S. Mariae vulgo *in Monterone* de Urbe Congregationis SSmi Redemptoris quaedam pia Archisodalitas pro solandis animabus in purgatorio detentis, quae a S. M. Gregorio XVI pluribus est indulgentiis ac privilegiis ditata, inter quae illud praesertim quod missae quae a quocumque sacerdote sive saeculari sive regulari in suffragium defunctorum sodalium in altari praedictae archisodalitatis celebrabuntur, eodem gaudeant privilegio ac si in altari privilegiato celebratae fuissent; quod quidem privilegium ex speciali gratia a SSmo Dno Nostro Pio P. P. IX extensum fuit ad omnes sodalitates ejusdem tituli eidem archisodalitati jam aggregatas ac in posterum aggregandas. Cum vero ejusdem Archisodalitatis finis sit non modo animabus sodalium tantum defunctorum juvandi sed omnium defunctorum fidelium animas a purgatorii poenis liberandi;

hinc enixis precibus R. Pater Brixius Queloz, praememoratae Congregationis SSmi Redemptoris Procurator Generalis ejusdemque Archisodalitatis generalis moderator Eumdem SSmum Dnum Nostrum humillime rogabat, ut de apostolica benignitate idem privilegium ad altare proprium tam Archisodalitatis quam cujuscumque solidatis sub eodem titulo dictae Archisodalitati aggregatae ac in posterum aggregandae, pro anima cujusvis defuncti quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, dignaretur extendere. Cum itaque Sanctitas Sua vota oratoris clementissime excepisset, benigne annuit in omnibus pro gratia juxta preces. . . . . Praesenti in perpetuum valituro absque ulla brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque.

« Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum. *F. Card. Asquinius Praef.* – *Aloisius Colombo secret.* » (*Analecta*, 1864, col. 609.)

Enfin le sommaire des Indulgences de l'Archiconfrérie, revu et approuvé par la S. Congrégation des Indulgences, le 26 avril 1863, porte cet article:

« Altare cujusvis confraternitatis ubivis erectae et Primariae S. Mariae in Monterone aggregatae est privilegiatum quotidie pro omnibus sacerdotibus etiam non adscriptis in favorem adscriptorum et omnium aliorum fidelium in Domino defunctorum. »

9. Paul V, par bref du 3 mars 1608, privilégia le maître-autel de l'église de la confrérie de S. Barthélemy des Bergamasques, à Rome, ainsi qu'il résulte de cette inscription gravée près de l'autel lui-même. Le privilége est étendu à tous les fidèles en général.

« Paulus pp. v. – Ad perpetuam rei memoriam. Nos Ecclesiam confraternitatis SS. Bartholomaei et Alexandri de Urbe et in ea situm altare majus speciali privilegio pro salute animarum fidelium defunctorum decorare volentes, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis tam secularis quam regularis ad dictam ecclesiam accedens missam defunctorum in quolibet die pro anima cujuscumque fidelis ad dictum altare majus celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur ita ut ejusdem Domini Jesu Christi et beatissimae Virginis Mariae sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur, in perpetuum concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus duraturis.

« Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo piscatoris, die III martii MDCVIII, pontificatus nostri anno IV.

10. Pie VIII, par bref du 12 mai 1829, déclare privilégiées, à quelqu'autel qu'on les dise, toutes les messes fondées ou prescrites pour les confrères et consoeurs de l'archiconfrérie de Jésus Nazaréen, canoniquement érigée à Séville, dans l'église paroissiale de S. Michel.

« Concessio privilegii celebrandi missas in quovis altari cum liberatione animae a poenis purgatorii pro confraternitate de Nazarenos, civitatis Hispalensis.

« Pius pp. viii. – Ad perpetuam rei memoriam. Cum, sicut pro parte dilectorum filiorum officialium et confratrum archiconfraternitatis de Nazarenos nuncupatae in ecclesia parochiali S. Michaelis archangeli ad altare SSmi Christi *dell'amore* vulgo etiam nuncupati, civitatis Hispalensis, canonice, ut asseritur, erectae, Nobis nuper expositum fuit nonnullae missae ac etiam piorum legatorum et adventitiae pro anima cujuscumque confratris et consororis praedictae archiconfraternitatis ex hac luce migrante juxta statuta seu consuetudinem archiconfraternitatis hujusmodi celebrari debeant aut soleant. Nobis propterea eorumdem exponentium nomine humiliter supplicatum fuit ut missas hujusmodi coelestium munerum, quorum dispensationem fidei nostrae credidit Altissimus, elargitione condecorare dignaremur.

« Nos piis eorumdem exponentium votis hac in re, quantum cum Domino possumus favorabiliter annuere volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, ut missae ac etiam piorum legatorum et adventitiae quae juxta statuta seu consuetudinem ejusdem archiconfraternitatis pro anima cujuslibet ex confratribus et consororibus archiconfraternitatis praefatae quae Deo in charitate conjuncta ex hac luce migraverit, celebrari debent aut solent, ut praefertur, ad quodlibet altare praefatae ecclesiae celebrabuntur, animae seu animabus pro qua seu quibus celebratae fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum fuissent celebratae, auctoritate apostolica, tenore praesentium, concedimus et indulgemus.

» Non obstantibus etc. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

» Datum Romae apud Sanctum Petrum, sub annulo piscatoris, die decima secunda maii, millesimo octingentesimo vicesimo nono, pontificatus Nostri anno primo. (*Bullar. Rom. cont.* t. XVIII., p. 13.)

11. Nous allons citer maintenant en bloc les concessions particulières.

Archiconfrérie et confréries du Précieux-Sang.

Par décret du 19 janvier 1850, donné à la vénérable Archiconfrérie du Précieux-Sang, érigée à Rome dans l'église de S. Nicolas *in Carcere*, les prêtres qui ont la faculté d'aggréger les fidèles à l'archiconfrérie du Très précieux Sang ou aux confréries ou pieuses unions qui lui sont aggrégées jouissent de l'indult de l'autel privilégié personnel une fois la semaine. (Prinzivalli, pag. 137).

Tout autel servant aux Confréries du Précieux-Sang, qui sont aggrégées à l'archiconfrérie de Rome, est privilégié à perpétuité pour les défunts.

« Altare ubi Sodalitas Pretiosi Sanguinis erecta est ac Primariae aggregata perpetuo privilegiatum remanet pro defunctis. »

Archiconfrérie des Stigmates de S. François, à Rome.

« L'église de cette vénérable archiconfrérie, par concession de Benoit XIII d'heureuse mémoire, jouit pour le grand autel du privilége quotidien et perpétuel pour l'âme de quelque fidèle défunt que ce soit, comme il résulte du bref du 28 juin 1817. (*Décret* du 1er octobre 1823. (Prinzivalli, pag. 20).

Archiconfrérie de la Sainte-Trinité des pélerins, à Rome.

« Les autels privilégiés pour chaque jour et à perpétuité pour le suffrage des âmes du purgatoire sont, dans notre église, l'autel majeur, celui de la Très sainte Vierge, de Saint Grégoire le Grand, de Saint Philippe de Neri et celui de Saint Mathieu tous les lundis pour les seuls confrères. » *Décret* du 9 août 1851. (Prinzivalli, pag. 145).

Confréries du Saint Amour de la Ste Vierge, en Portugal.

Les messes sont privilégiés pour les confrères et consœurs. Les prêtres qui font partie de la confrérie jouissent du privilége personnel aux sept fêtes de la Vierge et à la fête titulaire de la confrérie.

« 1. Omnes et singulae missae celebrandae generaliter et uno complexu, vel particulariter pro animabus confratrum et consororum de Ecclesiae thesauro erunt privilegiatae, perinde ac si in altari privilegiato celebratae fuissent.

» 2. Presbyteris adscriptis Indultum altaris privilegiati personalis in septem festivitatibus B. M. V. ac in festo Titulari ut supra. *Décret* du 23 avril 1833. (Prinzivalli, pag. 70).

Les sept fêtes de la Vierge sont: la Conception, la Nativité, la Présentation, l'Annonciation, la Visitation, la Purification, et l'Assomption.

Confrérie du Rosaire.

L'autel du Rosaire est privilégié pour tous les prêtres qui font partie de la confrérie, mais l'indulgence de cet autel privilégié peut s'appliquer à tous les fidèles défunts.

« Très Saint-Père, le prêtre missionnaire Anselme Collomb, du diocèse de Tarantaise en Savoie, prosterné aux pieds de Votre Sainteté, demande humblement une décision pour les doutes suivants.

» Dans l'opuscule *le Rosaire de la Très Sainte-Vierge*, ou lit, page 173 : « que l'autel du Rosaire est privilégié pour tous les prêtres aggrégés à cette confrérie, » sans en mentionner d'autres. Mais d'autres auteurs ajoutent que l'indulgence de l'autel privilégié est applicable seulement aux confrères défunts. Il se demande en conséquence si cette indulgence peut s'appliquer aux confrères défunts du Rosaire ou à toutes sortes de fidèles.

« *Tarantasien. Decretum.* Ex Audientia SSmi. Die 16 aprilis 1856. Huic sacrae Indulgentiarum Congregationi in Apostolico Vaticano Palatio habitae, die 31 martii 1856, supraenunciatis propositis dubiis a presbytero missionario Anselmo Collomb, e Tarantasiensi dioecesi, Emi Patres, voto unius ex consultoribus audito, respondendum esse duxerunt:
Ad secundum, *in voto Consultoris.*

« Facta itaque per me infrascriptum Sac. Congregationis Secretarium opportuna de praemissis relatione SSmo Dno Nostro Pio PP. IX, in audientia diei 16 currentis aprilis, Sanctitas Sua praefatam responsionem quoad primum dubium approbans, tum altaris privilegiati SSmi Rosarii, nempe gratiam pro omnibus Christifidelibus favore Confratrum Sacerdotum, de quo in secundo dubio, in perpetuum intelligendam esse benigne declaravit, atque auctoritate sua apostolica concessit. Praesenti valituro absque ulla Brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum. F. Card. Asquinius Praefectus. – A. Colombo Secretarius. (*Analecta*, t. II, col. 2714-2715).

Confrérie de l'oratoire nocturne, à Ste Marie de la Paix, à Rome.

Les messes sont privilégiées à tous les autels de l'oratoire ou de l'église, mais pour les seuls associés défunts.

« Insuper Pius PP. VIII, sub die 12 januarii 1830, clementer indulsit ut omnes et singulae missae a quocumque sacerdote, sive saeculari sive regulari, ad quodcumque ipsius oratorii, seu ecclesiae altare pro anima cujuscumque adscripti celebratae, animabus hujusmodi suffragentur, ac si in altari privilegiato celebratae fuissent. » *Décret* du 15 mai 1830. (Prinzivalli, pag. 66).

Confrérie de la Sainte-Croix des garçons tailleurs, dans l'église de Saint Homobon, à Rome.

« Pie VI a privilégié également pour sept années notre autel de la Très Sainte-Croix, tant pour chaque vendredi de l'année que pour chacun des jours de l'octave des morts, pourvu qu'on y célèbre et chaque prêtre séculier et régulier applique le Saint-Sacrifice pour la rédemption de chacune des âmes de nos frères et soeurs défunts des peines du purgatoire, comme il résulte de la grâce concédée et expediée le 3 décembre 1778 qui se conserve dans nos archives.

« Enfin la même Sainteté a privilégié tous les autels de l'église où se trouve notre confrérie sur lesquels célébrera un prêtre quelconque tant pour l'âme de tous nos frères et soeurs défunts ensemble que pour chacun d'eux, comme il appert du décret concédé à perpetuité par le Sécrétaire des Indulgences le 17 décembre 1772, qui existe dans nos archives. » Décret du 8 mars 1779. (Prinzivalli, pag. 49).

Confrérie des dévots de J.-C. au Calvaire, dite des Sacconi Rossi, *à Rome.*

« L'autel de notre oratoire est privilégié chaque jour à perpétuité pour les messes qui s'y célèbrent pour quelque défunt que ce soit.

» L'autel du cimetière, où l'on peut célébrer la sainte messe tous les jours, est privilégié pour quelque défunt que l'on célèbre la messe, tant pendant toute l'octave des morts que pendant les jours où le cadavre de quelqu'un de nos frères est exposé dans l'oratoire. » Décret du 8 février 1852. (Prinzivalli, pag. 171).

Institut des Ecoles nocturnes, à Rome.

« Sa Sainteté a daigné accorder à tous les prêtres associés l'indult de l'autel privilégié personnel trois fois chaque semaine et que toutes les messes qui se célébreront pour le suffrage des associés en quelque église ou oratoire public que ce soit, soient célébrées comme à un autel privilégié. Décret du 15 septembre 1851. » (Prinzivalli, pag. 148).

Association de l'adoration perpétuelle.

Cette union est érigée, à Rome, dans l'église de sainte Madeleine au Quirinal, desservie par les religieuses de l'adoration perpétuelle. Le décret de la Congrégation des Indulgences du 23 août 1861, porte entr'autres indulgences au profit des associés:

« Un autel de l'église où est exposé le Trés-Saint Sacrement est privilégié chaque jour et à perpétuité pour tous les fidèles défunts.

« Tous les autels des religieuses Adoratrices sont privilégiés pour chaque jour à perpétuité pour les associés défunts. » – (Prinzivalli, pag. 195.)

Association du S. Coeur de Marie, érigée à Rome dans l'Eglise de Saint Eustache.

« Sont privilégiés tous les autels de l'église de Saint Eustache pour les messes que les associés y font célébrer pour le suffrage des défunts frères et sœurs de la pieuse union. » Décret du 18 août 1844. – (Prinzivalli, pag. 108.)

Pieuse maison des exercices, près Ponterotto, à Rome.

« Faculté (pour les députés) de l'autel privilégié personnel en célébrant sur quelque autel que ce soit de la pieuse maison, pendant le temps des exercices spirituels.

« Toutes les messes qui se célèbrent à quelque autel que ce soit pour le suffrage des personnes associées (à l'œuvre pie des bienfaiteurs de la pieuse maison) seront célébrées comme à un autel privilégié. » Décret du 21 août 1854. – (Prinzivalli, pag. 177, 179.)

Pieuse union de prêtres, dans les Indes.

Deux pieuses sociétés de prêtres ont obtenu un indult de privilége pour toutes les trois messes prescrites à l'intention des associés défunts.

« Mechoacan. in Indiis. – Cum sicut humillime exponebatur in civitate Valisoletana, Mechoacan dioecesis, in Indiis, quaedam pia unio presbyterorum compacta ex decano et capitulo cathedralis ecclesiae dictae civitatis nec non religiosis Ordinum Min. Obser. S. Francisci, Augustinianorum discalceatorum, B. M. Virginis de Mercede, ac de Monte Carmelo, quinque provinciarum dictae dioecesis reperiatur erecta, sub hoc statuto quod praedictae Unionis sacerdotes, sive saeculares sive regulares, pro ipsorum quolibet e vita deceden. tres missas celebrare debeant. Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, dummodo de asserto onere coram Ordinario constiterit, clementer indulsit, ut praedictae tres missae, quae pro animabus ipsorum presbyterorum, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, ad quodlibet altare cujuscumque ecclesiae celebrabuntur, animabus hujusmodi pro quibus celebratae fuerint perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulg. die 16 julii 1765. N. Card. Antonellus Praef. – S. Borgia Secret. (*Decreta*, N. CCLXXVI, p. 212-214).

« Comaclen. – Cum sicut humillime exponebatur quae in civitate Comaclen. canonice quaedam Pia Unio presbyterorum tantum, reperitur erecta, quorum praecipua cura est presby-

teros in extremo agone laborantes pie adjuvare, eorumdemque cadavera et sepulturam associare, sub hoc inter cœtera statuta vel laudabili consuetudine, quod ipsa unio vel singuli illius confratres, sive pro omnibus ejusdem confratribus defunctis, sive pro quolibet confratre hujusmodi ab hac vita decedente nonnullas missas respective celebrare vel celebrari facere soleant, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, dummodo de asserto onere seu laudabili consuetudine coram Ordinario constiterit, clementer indulsit ut omnes et singulae missae juxta praedictum statutum vel consuetudinem celebrandae, quae pro animabus ipsorum confratrum, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, ad quodlibet altare cujuscumque ecclesiae celebrabuntur, animabus hujusmodi pro quibus celebratae fuerint, perinde suffragentur ac si ad altare privilegiatum celebratae fuissent. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti in perpetuum valituro. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla Brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 4 maii anno 1766. N. Card. Antonellus Praef. – S. Borgia Secret. (*Decreta*, N. CCLXXXIII, p. 217–219).

Congrégation de la Sainte Communion, au Caravita, à Rome.

Le pape Benoît XIV de sainte mémoire, par son bref qui commence *Praeclaris Romanorum Pontificum*, donné à Rome le 24 avril 1748 et nouvellement inséré dans la Bulle d'or accorde que toutes les messes célébrées par des prêtres tant séculiers que réguliers à l'autel de l'Oratoire de la Congrégation pour l'âme des frères et soeurs de la même congrégation, profitent à leurs âmes de la même manière que si elles avaient été célébrées à un autel privilégié et en outre que les prêtres frères de la Congrégation en célébrant la messe à quelqu'autel et église que ce soit pour l'âme de leurs confrères, obtiennent le même effet que ci-dessus. Le même Souverain Pontife, par son rescrit spécial expédié le 18 février 1754, a de nouveau déclaré bénignement privilégié pour chaque jour et à perpétuité l'autel de l'oratoire pour l'âme des frères et soeurs de la Congrégation. » Décret du 19 décembre 1758. (Prinzivalli, pag. 39).

Congrégation Prima Primaria, au collége romain et dans les colléges, maisons, séminaires, résidences et autres lieux de la Compagnie de Jésus.

« Altare cujusvis congregationis aut sodalitii ejusmodi est privilegiatum cum extensione ad omnes sacerdotes pro anima quorumlibet ipsorum sodalium tantum.

« Ipsi vero sodales sacerdotes possunt pro anima suorum pariter sodalium celebrare missam cum eodem privilegio ad quodlibet altare cujuscumque ecclesiae. Décret du 7 décembre 1748. » (Prinzivalli, pag. 30).

Sont privilégiés les autels de la congrégation, pour quelque prêtre que ce soit, mais à l'intention seulement des associés défunts. Le privilége est personnel aux prêtres associés en quelque lieu qu'ils célèbrent, à la même intention.

Congrégation de l'Immaculée-Conception, érigée au Séminaire Romain.

« 1. L'autel de la congrégation est privilégié à perpétuité pour l'âme de chaque congréganiste défunt. Les prêtres inscrits dans la congrégation jouissent personnellement du même privilége au profit seulement des congréganistes défunts.

» 2. Le jour de l'Immaculée Conception de la Très-Sainte Vierge et le 2e et 3e dimanche de juillet pour l'âme de quelque fidèle que ce soit. » Décret du 26 juillet 1845. (Prinzivalli, pag. 117).

Congrégation de Sainte Anne, dans l'église de saint Laurent in Borgo, à Rome.

Chaque frère et soeur de cette congrégation jouira après sa mort des suffrages de vingt messes qui seront célébrées et appliqués chaque année pour le salut de leurs âmes à l'autel consacré par Benoît XIII de sainte mémoire en l'honneur de la Très-Sainte Vierge et des saints Joachim et Anne et déclaré privilégié pour chaque jour et à perpétuité par Benoît XIV d'heureuse mémoire par le bref *Omnium saluti* expédié le 23 décembre 1743.

« On appliquera pareillement dix messes pour une seule fois au susdit autel pour l'âme de chaque frère ou soeur qui aura donné tout le temps de sa vie l'aumône prescrite par l'article IV. Décret du 7 juillet 1846. » (Prinzivalli, pag. 122).

Association de la Propagation de la Foi.

Par décret de la Congrégation des Indulgences, en date du 17 octobre 1847, tous les autels de l'église ou oratoire public où se célèbre la commémoraison des aggrégés à l'œuvre de la Propagation de la Foi défunts, sont déclarés privilégiés.

« Ut autem animae fidelium defunctorum tam piae ac salutari Societati adscriptorum magis magisque suffragentur, Sanctitas Sua benigne concessit, ut omnia et singula altaria ecclesiae, vel oratorii publici, in quibus tam generalis, quam peculiaris defunctorum, ut supra adscriptorum commemoratio fit, privilegiata sint pro missis, quae in eisdem altaribus a quocumque sacerdote in suffragium illorum adscriptorum celebrantur, pro quibus ea die vel generalis, vel peculiaris commemoratio celebretur. » (*Annales de la Propagation de la Foi*, tom. XXXII, pag. 89).

Il se fait chaque année un service solennel pour tous les défunts de l'association dans tous les endroits où il existe un conseil diocésain, une division, une centurie ou même simplement une décurie.

Vénérable collége des Caudataires des Cardinaux, à Rome.

« Par le dit Rescrit (du 17 mai 1756) Sa Sainteté Benoît XIV a daigné concéder à perpétuité à tous les caudataires présents et futurs inscrits ou à inscrire au collége, l'indult personnel de l'autel privilégié pour deux jours de la semaine, à condition qu'ils ne prendront pas pour cette grâce une aumône plus forte que l'aumône usuelle et pourvu qu'ils remplissent les obligations qui sont attachées à leur église ou collége. » Décret du 4 septembre 1756. (Prinzivalli, pag. 34)

XVIII. Autel privilégié dans les chapelles.

1. Il faut distinguer quatre sortes de chapelles, selon qu'elles sont *curiales*, *seigneuriales*, *publiques* ou *domestiques*.

2. Les chapelles *curiales* sont celles où, pour la commodité des fidèles trop éloignés de l'église paroissiale, s'accomplissent les fonctions curiales, comme baptême, sépulture, messe paroissiale.

On a vu, au chapitre XIII, que ces chapelles jouissent du droit d'autel privilégié septennal, que les évêques peuvent accorder en vertu d'un indult pontifical.

3. On nomme chapelles *seigneuriales* celles que l'église concède à des personnes de distinction qui en ont la charge et l'entretien. D'ordinaire ces chapelles sont affectées à la sépulture de la famille du fondateur, qui y entretient parfois ou un chapelain ou une fondation de messes. Elles font partie de l'église à laquelle elles sont accolées et sur la nef de qui elles ouvrent.

La concession est alors limitée aux défunts de la famille. Voici trois inscriptions qui en font foi, dans l'église d'*Ara Coeli*.

1. *Dans la chapelle Cavalieri ou de S. Grégoire.*

Urbanus PP. VIII
Ad futuram memoriam. Exponi
fecit dilecta filia Paulina Maffei
de Cavaleriis mulier nobilis Romana
quod ipsa cappellam S. Gregorii
familiae de Cavaleriis in ecclesia

B. Mariae de Ara Cœli restauravit.
Cupit altare cappellae hujusmodi
privilegio pro animabus
defunctorum e purgatorii
pœnis per modum suffragii
liberandis in perpetuum
decorari. Nos igitur supplicationibus
inclinati, quod missae defunctorum
ad altare dictae cappellae pro
animabus bo. me. Jacobi
cardinalis de Cavaleriis et
suorum consanguineorum
vel affinium celebrandae
animabus praefatis suffragentur
perinde ac si ad altaria ab
hac S. Sede pro animabus
defunctorum privilegiata
celebratae essent, apostolica auctoritate
tenore praesentium concedimus.
Ut ex brevi expedito die
VIII maii MDCXXXVIII.
pontificatus anno sexto ac exhibito in
actis D. Hieronimi Sercamilli notarii
Capitolini die XXVIII Septembris MDCCXIII.

2. *Dans la chapelle Reali ou de S. Bernardin de Sienne.*
D. O. M.
Benedictus XIV pont. max.
altare hoc Deo in honorem S. Bernardini dicatum
quod
Sacelli patronatus Ignatius Reali u. s. referendarius
sacrosanctae Vaticanae basilicae canonicus et altarista
apostolicis cœremoniis praefectus
ac Sac. Congreg. Caeremonialis secretarius
tam in Suae quam consanguineorum animae suffragium
perenni sacerdotio auxerat
ex speciali gratia
perpetuo privilegio
ditavit
die XXVIII septembris MDCCLIII.

3. *Dans la chapelle Tartaglia ou de S, Jacques.*
Benedicto XIV p. o. m.
quod altare hoc S. Jacobi apostoli
privilegio condecoraverit perpetuo
ut quoties sacrum missae ageretur
pro quibuscumque defunctis e familia
Tartaglia animae eorum e
purgatoriis pœnis liberentur
Paulus Tartaglia grati animi
monumentum
anno MDCCLIV p. c.

A Ste Martine, un bref d'Innocent XII, daté du 4 mai 1693, privilégie l'autel de la chapelle S. Lazare, le lundi et le vendredi de chaque semaine, ainsi que pendant l'octave de la Commémoraison des morts, à la condition expresse que chaque jour six messes seront célébrées dans l'église. Ce bref gravé sur marbre noir, est rédigé suivant la formule *Omnium saluti*. Il n'y a de spécial que les passages suivants:

« Cum itaque sicut dilectus filius Lazarus Baldi Nobis nuper exponi fecit, ipse altare sub titulo seu invocatione Sancti Lazari monachi in ecclesia Sanctae Martinae de Urbe sua impensa magnifice extruxerit, illudque congrua dote ei constituta decenter ornaverit, nos ejusmodi Lazari pietatem plurimum in Domino commendantes ac ecclesiam hujusmodi in qua aliud altare privilegiatum ad tempus nondum elapsum forsan reperitur concessum, quod per praesentes revocamus, nec non in ea situm altare supradictum hoc speciali dono illustrare volentes, dummodo tamen in dicta ecclesia sex missae quotidie celebrentur, supplicationibus ipsius Lazari nomine nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, ... missam defunctorum in die commemorationis defunctorum, et singulis diebus intra illius octavam, ac secunda et sexta feriis cujuslibet hebdomadae pro anima cujuscumque Christifidelis . . . . Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die IV maii MDCXCIII, pontificatus nostri anno secundo I. F. card. Albanus.

La chapelle de S. Mathieu, érigée dans l'église nationale de S. Louis des Français, à Rome, par le cardinal Mathieu Cointrel, originaire du diocèse du Mans, fut privilégiée pour son autel unique, à l'intention de tous les fidèles défunts indistinctement. La bulle, datée du 9 des calendes de janvier, l'an 1574, est rédigé suivant la formule *Omnium saluti*. Grégoire XIII privilégie provisoirement l'autel du Crucifix jusqu'au complet achèvement de la chapelle, à l'entrée de laquelle la bulle elle-même a été gravée sur marbre. En voici la teneur:

« Gregorius episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti inter tam multa pietatis officia quae nos pro munere nostro convenit exercere sacra interdum loca speciali privilegio insignimus ut inde fidelium defunctorum saluti amplius consulatur. Quocirca ut ecclesia sancti Ludovici nationis gallicanae de Urbe simili usque adhuc privilegio minime decorata ac in ea cappella quam dilectus filius Matthaeus Contarellus Cenomanus, datarius et praelatus noster domesticus, sub invocatione Beati Matthaei Apostoli et Evangelistae sumptuose instituendam atque instruendam de bonis sibi a Deo collatis curat ejusdemque cappellae altare hoc speciali dono illustretur, nos ferventi quoque devotioni ac precibus dicti Matthaei inclinati, auctoritate nobis a Domino tradita concedimus ut quoties missa ad praedictum altare celebrabitur pro anima cujuscumque fidelis quae in charitate Deo conjuncta ab hac luce migraverit, ipsa de thesauro Ecclesiae indulgentiam consequatur quatenus Domini Nostri Jesu Xpi et Beatissimae Virginis Mariae, Beatorum Apostolorum Petri et Pauli aliorumque sanctorum omnium meritis suffragantibus a purgatorii poenis liberetur; quin etiam dum cappella praedicta instruitur, missae praedictae ad altare Crucifixi situm in dicta Ecclesia possint cum eadem indulgentia celebrari.

« Datum Romae apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicae MDLXXIV, nono Kalendas januarii, Pontificatus nostri anno III. — M. Datarius – Cœs. Glorierius. – A. de Alexiis. »

4. Les chapelles *publiques* sont celles que l'évêque peut autoriser en vertu de sa juridiction ordinaire, comme chapelles d'hôpital, de conservatoire, de collége, etc. ou toute autre ouverte à tous les fidèles indistinctement, avec porte sur la voie publique.

« Passavien. — Sanctissimus concessit in eadem cappella publica (sub titulo Sanctissimi Redemptoris, in novo Infirmorum Nosocomio ejusdem civitatis ac dioecesis Passavien.) altare privilegiatum quotidianum perpetuum pro missis, quae a quocumque sacerdote saeculari, sive regulari in suffragium infirmorum, inservientium ac benefactorum ejusdem nosocomii ex hac vita decedentium in eodem celebrabuntur. Die 28 febr. 1776. – « *J. C. de Somalia Secret.* » (*Decreta*, n. CCCLXXI, p. 272.)

Grégoire XVI, par bref du 14 janvier 1834, a privilégié pour les défunts et à l'usage des prêtres tant réguliers que séculiers l'autel de la chapelle du château d'Hautefort, appartenant au baron de Damas, dans le diocèse de Périgueux et qui est déclarée *chapelle publique*.

« Gregorius PP. XVI. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti, sacra interdum loca spiritua-

libus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi et illis adjutae ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam valeant.

» Expositum Nobis nuper est a dilectis filiis barone de Damas ejusque conjuge, in eorum castro, cui d'Hautefort intra limites Petrocoricensis diœceseos publicum esse sacellum, ubi ex apostolica venia sacrum quotidie celebratur. Et quoniam castrum idem pluribus circumjectum familiis a parochiali ecclesia longe distat, suppliciter a Nobis petiere ut altare ejusdem sacelli privilegio apostolico perpetuo donetur, itemque ut inibi nonnullis per annum diebus sacrum solemni ritus peragi possit et sanctissimum Eucharistiae Sacramentum adorandum proponi iisdemque diebus sacrae indulgentiae lucrifieri.

» Nos igitur oratorum pietatem plurimum in Domino commendantes, eorumque precibus permoti, auctoritate Nobis ab ipso Domino tradita, dictumque sacellum speciali dono illustrare, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis vel cujusvis ordinis, congregationis et instituti regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad illud altare commemorati sacelli celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur et Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimae Virginis Mariae sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur, concedimus et indulgemus. Eadem praeterea auctoritate Nostra facultatem facimus qua in sacello de quo agitur, de licentia tamen Ordinarii, tum dominica proxima festo Visitationis beatae Mariae Virginis, tum in aliqua quadragesimae dominica per praefatum ipsum ordinarium praefinienda, sacrificium ex Ecclesiae ritu solemniter celebretur atque Eucharistica hostia publicae fidelium venerationi adoranda proponatur, itemque singulis quibusque christifidelibus vere poenitentibus et confessis ac sacra communione refectis qui praefatum sacellum hisce diebus cujuslibet anni devote visitaverint ibique pro christianorum principum concordia, haeresum extirpatione ac sanctae Matris Ecclesiae exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum remissionem quam etiam animabus christifidelium, quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, per modum suffragii applicari posse misericorditer in Domino elargimur.

» In contrarium facientibus non-obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

» Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo piscatoris die decima quarta januarii millesimo octingentesimo trigesimo quarto, pontificatus Nostri anno tertio. (*Bullar. Rom. continuat.* t. XIX, p. 302).

5. On entend par chapelles *domestiques* ou *privées* celles qui sont situées dans l'intérieur d'une maison, n'ont aucune relation directe avec le dehors et servent à l'usage exclusif des indultaires. Ces chapelles ne peuvent être érigées que par le Souverain Pontife.

La concession du privilége est ordinairement limitée aux défunts de la famille.

En voici un exemple tiré du bref de concession faite d'une chapelle domestique à la famille Arlin de la Haye, au diocèse de Poitiers, le 25 mai 1854.

« Praeterea de apostolicae potestatis nostrae plenitudine memorati oratorii altare, durante indulto hisce litteris ut supra concesso privilegio apostolico pro defunctis oratorum familiae ditamus, augemus. »

6. Il est encore quelques chapelles dans les églises qui attirent les fidèles d'une manière particulière et constante, soit à cause du souvenir pieux qui s'y rattache, soit à cause d'un saint ou d'un tableau que l'on y vénère. Telles sont, à Rome, la chapelle Pauline, à Ste Marie Majeure et celle de Ste Catherine de Sienne, à Ste Marie sur Minerve, toutes les deux gratifiées de l'autel privilégié par brefs de Paul V et d'Urbain VIII.

A Ste Marie Majeure, l'inscription est gravée sur marbre blanc, à l'entrée de la chapelle.

« Paulus PP. V. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi ejusque Sanctorum suffragia meritorum consequi et illis adjutae ex purgatorii poenis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur capellam B. M. Virginis per Nos in basilica S. Mariae Majoris nuncupat de Urbe constructam et in ea situm altare S. Caroli hoc speciali dono illustrare, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis sive cujusvis ordinis regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque Christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi ac beatissimae Virginis Mariae Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur concedimus et indulgemus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die XIX augusti MDCXIII pontificatus nostri anno nono. S. Cobellutius.

Le Bullaire rapporte le bref d'Urbain VIII.

« Quod sacerdos celebrans in altari capellae Sanctae Catharinae Senensis super Minervam pro anima alicujus defuncti liberet eam a poenis per modum suffragii. Urbanus Papa Octavus. Ad futuram rei memoriam. Cum, sicut accepimus, dilectus filius noster Antonius S. Agathae diaconus Cardinalis Barberinus nuncupatus noster secundum carnem ex fratre germano nepos, ordinis Sancti Dominici apud Nos et Sedem Apostolicam protector, pro eximia sua in Deum pietate ac erga Sanctam Catharinam Senensem dicti Ordinis devotione, capellam olim cubiculum dictae (Sanctae Catharinae) in Urbe existens, cum suis parietibus, incrustationibus et picturis antiquis in eo existentibus transferri ad Ecclesiam Beatae Mariae super Minervam domus regularis dicti Ordinis de eadem Urbe et prope sacristiam dictae ecclesiae collocari servaverit.

» Nos eamdem capellam spiritualibus Indulgentiarum muneribus decorare volentes, auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi: ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis sive cujusvis ordinis regularis missam defunctorum pro anima cujuscumque fidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad altare dictae capellae celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut Domini Nostri Jesu Christi ac Beatissimae Virginis Mariae, Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii poenis liberetur concedimus et indulgemus.

» Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem, sub annulo piscatoris die 22 maii 1638, pontificatus nostri anno XV. (*Bullar. ampl, collect.* Rome, 1760, t. VI, p. 139).

Le décret suivant se trouve dans Prinzivalli.

« Sebenicen. – Cum Anttonius Makale Insulae Auri vulgo *de Zalrin*, dioecesis Sebenicen, in Dalmatia, humillime exposuerit, quamplurimos utriusque sexus Christifideles ad parochialem ecclesiam Sanctae Mariae de Zalrin nuncupat. in insula ac dioecesi praedicta existente causa venerandi Sacram B. M. V. de Rosario Imaginem in altare ejusdem parochialis ecclesiae

sitam et ipsius oratoris ejusque familiae sumptibus decenter ornatam, magna cum devotione confluere; ibique ut cultus B. M. V. magis magisque augeatur, eleemosynas ut in enunciato altare missae celebrentur frequenter relinquere. Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. VI, attentis expositis et ejusdem Antonii Machale precibus benigne annuens, clementer concessit praefatum altare privilegiatum quotidianum; ita ut omnes et singulae missae, quae a quocumque sacerdote saeculari vel regulari pro animabus fidelium in purgatorio detentis, in eodem altare singulis anni diebus celebrabuntur, animae hujusmodi pro quibus celebratae fuerint, de thesauro Ecclesiae per modum suffragii plenariam indulgentiam consequantur. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum die 21 Augusti 1779. « J. C. de Somalia Secret. » (*Decreta*, num. CCCLXXIV, p. 282-283.)

XVIII. Nature de l'autel privilégié.

Le Saint-Siége n'entend pas accorder l'indult aux autels portatifs, à moins qu'il n'en fasse une concession expresse. Il faut donc que les autels soient consacrés, fixes, et que la mense adhérente à la base ait été l'objet de la consécration. Les pierres d'autel portatives ne sont pas susceptibles d'obtenir l'indult, sauf la concession expresse, ainsi que nous venons de le dire.

« Mechlinien. Publicus Professor Sacrorum Canonum in Universitate Catholica Lovaniensi, dioecesis Mechliniensis, ad Sacram Congregationem recurrit pro decisione subsequentium dubiorum.

« Quaeritur si a Sancta Sede indultum locale altaris privilegiati conceditur, neque ulla facta sit mentio nec in supplici libello, nec in rescripto de qualitate altaris sitne fixum scilicet, vel portatile, an altare censeri possit privilegiatum, etiamsi sit portatile?

» Sac. Congregatio respondit: *Negative, excepto casu indulti altaris privilegiati personalis, quo frui potest sacerdos in quocumque altari sive fixo, sive portatili celebraturus.* Ita declaravit Sac. Congr. die 15 decembris 1841. » (*Decreta* n.° DXXI, p. 439-440).

« Tornacen. Pro parte J. Desquenes, sacerdotis et canonici honorarii ecclesiae cathedralis Tornacensis, exponitur Sac. Congr., quod confratres . . . . . supplicem libellum obtulerint Summo Pontifici Pio VII san. me. qui per rescriptum diei 18 augusti 1818, dignatus est declarare altare privilegiatum etc. nulla facta mentione qualitatis altaris, quod in supplici libello declaratum fuerat portatile: quidam inde sentiunt mentionem portatilitatis requiri tum in supplici libello, tum in rescripto; alii vero sufficere si in alterutro; quaeritur an requiratur dicta mentio in utroque.

» Sac. Congregatio censuit declarari: *Constare de privilegio, etiamsi mentio de altaris portatilitate in supplici tantum libello sit expressa, minime vero in concessionis rescripto.* Die 31 januarii 1843. (*Decreta*, DXLVI, p. 457).

« Leodien. Item ex praefata Leodiensi dioecesi petitur declarari: An indulgentia seu privilegium altaris a S. Sede concessum sit lapidi consecrato, plerumque portatili in quacumque ecclesia, et cuicumque altari fixo imposito, an vero determinato altari fixo quod proinde alio consecrato lapide imposito, privilegium minime amitteret?

» Sac. Congregatio respondit: *Negative, quoad primam partem; affirmative, quoad secundam*: videlicet privilegium de quo supra, datum est altari determinato, et in honorem alicujus Sancti specialiter dicato, ita ut privilegium ipsum altari fixo exclusive inhaereat, nec ad aliud altare, etsi fixum, transferendum. Die 27 septembris 1843. (*Decreta*, n.° DLVIII, pag. 466.)

» Mechlinien. Professor publicus ordinarius Sac. Canonum in academia catholica Lovaniensi, dioecesis Mechliniensis, ex responsionibus hujus Sac. Congregationis, sub die 15 decembris 1841, ad dubia ab ipso oratore proposita, iterum quaerit:

» 1. Quid intelligit Sacra Congregatio per verba *altare fixum, seu locale?*

» 2. Quid per vocem *altare portatile?*

» Sacra Congregatio respondit: ad primum, intellexisse altare fixum quidem quod a loco dimoveri non possit, sed non tamen cujus superior pars, sive mensa sit ex integro lapide vel adeo calce conjuncta, ut lapis consecratus amoveri non possit; secus enim diruto altari quod privilegiatum concessum erat ob alicujus Sancti Imaginem, post novam constructionem, novo indigeret privilegio.

» Item ad secundum intellexisse altare, ut dicitur viaticum, quod constat tantum ex unico lapide integro, tantae magnitudinis, ut calicis pedem cum patena saltem quoad majorem partem capere possit, vel quod de uno in alium locum transfertur. Ita Sac. Congr. die 20 martii 1846. (*Decreta*, n.° DLXXIV, p. 477).

XIX. Rénovation de l'autel et de l'église.

1. L'autel privilégié ne perd pas ses indulgences, quoique reconstruit, renouvelé ou restauré, mais seulement à ces deux conditions qu'il restera dans la même église et conservera son même titre.

« Murana. An privilegium maneat, non obstante quod altare sub eadem invocatione de novo aedificatum fuerit in alio quidem loco, sed in eadem ecclesia?

» Sac. Congregatio sub eadem die respondit: *Affirmative.* (*Decreta*, n.° LII, p. 36, *ad ann.* 1723).

Ferraris explique ainsi le motif de cette demande.

« In cathedrali Murana erat altare privilegiatum perpetuum concessum a Gregorio XIII. Verum, cum anno 1694 ea per terraemotus passa fuerit, altare fuit alibi in eadem ecclesia et sub eodem titulo B. V. noviter extructum, quaeritur an nihilominus gaudeat privilegio? (t. I, col. 455).

« Altare privilegiatum non perdit indulgentias eo quod per vetustatem de novo construatur, aut quoad majorem partem reparetur, dummodo sub eodem titulo vel invocatione iterum construatur. (*Sac. Congr. indulg.* 27 jun. 1836. Ferraris, tom. I, col. 1488).

« Clemens IX, 3 julii 1668, per breve concessit Romae ecclesiae S. Andreae Camaldulensium, indulgentiam plenariam... 2. Concessum est a Clemente VIII privilegium perpetuum ad altare per cardinalem Salviati constructum. 3. A Paulo V pro privilegiatis declarantur per breve altaria S. Andreae et S. Silviae. Cum vero, ecclesia renovata, destructa fuerunt altaria et nova facta, petitur...2. confirmatio privilegii a Clemente VIII concessi; 3 confirmatio priviiegii Pauli V.

« Resp. ad 2. idem *non indigere confirmatione*; ad 3, itidem *confirmatione non indigere.* (*Sac. Congr Indulg.* 13 sept. 1723. Ferraris, t. 1. col. 453.)

« Altare a Sancta Sede privilegiatum, iterum aedificatum, non indigere novo privilegio, dummodo sit sub eodem titulo. »

(Sac. Congr. Indulg. 2 martii 1839) Ferraris, t. 1, col. 1488.

« Nanceien. — Episcopus Nanceiensis exponit, quod anno 1835 altare majus ecclesiae parochialis de Bening privilegiatum in perpetuum declaratum fuit; cum vero idem altare marmoreum hodie constructum sit, supponitur quod privilegium peremptum sit, supplicatur hinc pro opportuna declaratione?

« Sacra Congregatio respondit: *Dummodo altare sit iterum sub eodem titulo constructum, non amisisse privilegium ab Apostolica Sede concessum.* Die 24 aprilis 1843. (*Decreta*, n. DXLVIII, p. 258.)

2. Si l'église est reconstruite entièrement et dans un lieu

différent, le privilége a besoin d'être renouvelé, car, d'après le principe allégué précédemment, l'église n'est plus la même.

« Capuccini in loco Stanz, Constantiensis dioecesis, diruta quadam ecclesia in qua habebatur altare privilegiatum, petunt pro nova ecclesia similem gratiam. « Resp. *Negative* » (*Sac. Congr. Indulg.* 18 jul. 1712. Ferraris, t. 1, col. 453.)

3. Le privilége revit au contraire si l'église est rebâtie sur le même emplacement.

« Privilegium reviviscit si ecclesia destructa in eodem loco reaedificetur, secus si alibi » (Sac. Congr. Indulg. 30 aug. 1847.)

XX. Nature de l'indulgence attachée à l'autel privilégié.

1. L'indulgence attachée par le Souverain Pontife à un autel déterminé qu'il privilégie, est de sa nature une indulgence plénière, mais *plénière* en ce sens seulement que le Pape ne peut en accorder une plus grande et qu'il épuise le pouvoir des clefs que lui a conféré Jésus-Christ.

Est-elle légalement *plénière* pour l'âme du défunt auquel elle est appliquée? On l'ignore, car, s'il s'agissait d'un vivant sur lequel le Pape peut exercer sa juridiction, il n'y aurait pas de doute possible ; mais comme elle se réfère à une âme retenue dans le Purgatoire et par conséquent faisant partie de l'Eglise souffrante, on ne sait si l'exercice de la plénitude des pouvoirs apostoliques, qui atteignent principalement l'Église militante, est suffisant pour délivrer cette âme et si la justice de Dieu satisfaite par cette application n'a plus qu'à laisser libre cours à sa miséricorde. (1)

C'est dans cette pensée et avec cette restriction qu'il faut lire certaines inscriptions et certains actes émanés de Rome qui parlent de la délivrance des ames du Purgatoire par la célébration de la messe à un autel privilégié. Dans les brefs de concession modernes, on a ajouté avec raison, en mentionnant l'effet de l'indulgence, *si ita Deo placuerit*.

« Sancti Flori. — Episcopus S. Flori in Gallia quaerit utrum per indulgentiam altari privilegiato adnexam intelligenda sit indulgentia plenaria animam statim liberans ab omnibus purgatorii poenis, an vero tantum indulgentia quaedam secundum divinae misericordiae beneplacitum applicanda?

« Sac. Congregatio, votis consultorum auditis, respondit: Per indulgentiam altari privilegiato adnexam, si spectetur mens concedentis, et usus clavium potestatis, intelligendam esse indulgentiam plenariam, quae animam statim liberet ab omnibus purgatorii poenis; si vero spectetur applicationis effectus, intelligendam esse indulgentiam, cujus mensura divinae misericordiae beneplacito, et acceptationi respondet. Die 28 julii 1840. (*Decreta*, n. DII, p. 420.)

XXI. Application de l'Indulgence.

Le Saint-Siége, dans ses brefs ou indults, insère toujours cette clause que l'application de l'Indulgence aux âmes du Purgatoire se fait par manière de suffrage, *per modum suffragii*.

L'indulgence ne peut pas, en effet, leur être appliquée autrement, car pour elles, la voie d'absolution n'existe pas; reste donc la voie de prière ou de *suffrage*, ce qui signifie que l'application de cette indulgence spéciale n'a lieu qu'autant que l'Église fait intervenir en leur faveur et réserve pour elles les prières ou *suffrages* des fidèles vivants. L'Église requiert de la part des fidèles une intention particulière qui leur attribue les mérites des bonnes oeuvres opérées, Dieu voulant ainsi unir les membres de l'Église militante aux membres de l'Église souffrante par les liens de la charité.

2. Pour que l'indulgence de l'autel privilégié profite à une âme, il n'est pas nécessaire que ni le prêtre ni la personne qui fait dire la messe songent à l'application du privilége. Toute messe dite à un autel privilégié est privilégiée par le fait même.

« Veronen. Joannes Baptista Biadego, cancellarii episcopalis munere fungens in civitate et Diœcesi Veronensi, huic Sacrae Indulgentiarum Congregationi proposuit dubia ut infra.

» 1. Si une messe célébrée à un autel privilégié est privilégiée par elle-même ou s'il est nécessaire que celui qui offre l'aumône ou le prêtre ait l'intention d'appliquer le privilége?

» 2. Si *in die obitus, tertii, trigesimi, et anniversarii* la messe *de Requiem* chantée *pro aliquo defuncto* est privilégiée?

« Eadem Sacra Congregatio in generalibus comitiis habitis in Palatio Apostolico Vaticano, die 5 martii incuntis anni, audito prius consultoris voto, respondendum esse duxit:

» Ad primum: *Affirmative ad primam partem; Negative ad secundam.*

» Ad secundum: *Negative.*

» Et facta de his omnibus per me infrascriptum Sacrae Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino Nostro Pio PP. IX relatione in audientia diei 12 ejusdem mensis, Sanctitas Sua resolutiones Sacrae Congregationis benigne approbavit. Datum Romae ex Secretaria ipsius Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 12 martii 1855. F. Card. Asquinius Praef. — A. Columbo Secret. (*Decreta*, N. DCLXI, p. 563-564).

3. L'intention du prêtre ne peut être appliquée à plusieurs défunts à la fois et le privilége ne profite qu'à un seul, à chaque messe. Le décret de 1864, contredisant complétement celui de 1834, dont l'authenticité peut être au moins suspectée, puisque Prinzivalli ne l'a pas rapporté dans sa collection, c'est au décret le plus récent qu'il faut s'en tenir.

« Comme c'est une question controversée entre les théologiens, à savoir quel sens donner à une expression du bref apostolique qui concède l'indult personnel de l'autel privilégié, muni d'un semblable privilége *pro anima* ou *animabus*, le prêtre qui jouit de cette faveur peut-il appliquer la messe à plusieurs défunts déterminés, de telle sorte que par la célébration d'une seule messe leurs âmes soient délivrées par voie de suffrage ?

» Respondit S. C. *Affirmative*. Die 24 martii 1834 (Ferraris, t. 1, col. 1488).

« Utrum privilegium altaris sive reale sive personale applicari possit pluribus defunctorum animabus in cujuscumque diei missa ?

» Sacra Congregatio respondendum censuit: *Negative*. 20 augusti 1864. »

(*Analecta*, 1864, col. 1118).

4. Le prêtre en état de péché mortel et célébrant néanmoins à un autel privilégié ou pouvant privilégier l'autel en vertu d'un indult personnel, gagne-t-il une indulgence plénière applicable au défunt à l'intention de qui il dit la messe? La Sacrée-Congrégation des Indulgences n'a pas voulu répondre à cette question et s'est contentée de renvoyer aux auteurs approuvés. Or avec certains auteurs, comme le Père Théodore du S. Esprit, j'inclinerais pour l'affirmative, par la raison que ce n'est pas pour soi qu'on gagne l'indulgence, mais au profit exclusif des âmes du purgatoire, à qui s'appliquent d'une manière toute spéciale les mérites de Jésus-Christ, de la Vierge et des Saints, toutes choses complétement indépendantes de l'état du prêtre qui offre le saint sacrifice. Concernant les âmes du Purgatoire, plusieurs théologiens sont d'avis qu'on peut, sans être en état de grâce, leur procurer des indulgences, le péché de celui qui remplit les conditions, ne pouvant point, selon eux, empêcher l'application de l'indul-

(1) *Mandement de Monseigneur l'archevesque de Reims premier pair de France, commandeur de l'ordre du saint Esprit, etc, portant réglement touchant les autels privilégiés.* Reims. 1695, in-12 de 54 pages.

gence à ces âmes innocentes, capables, parce qu'elles sont innocentes, de participer aux satisfactions d'autrui. (*Theologia Wirceburgensis*, tom. V. pag. 229.–*Billuart*, *Suarez*, *etc.*) Cette opinion n'étant que probable, il faut, dans la pratique, s'en tenir au sentiment contraire, le plus commun et le plus sûr.

« Sancti Flori – Episcopus Sancti Flori exponit nonnullos theologos, aliis contradicentibus, dicere fidelem peccato mortali inquinatum posse lucrari, non quidem in suum subsidium, sed in levamen animarum in purgatorio detentarum indulgentias, pro quibus lucrandis non praescribitur S. Eucharistiae communio: unde discussio exorta inter presbyteros suae diœcesis.

« Pro tollendo dubio episcopus Orator supplex recurrit postulans responsum S. Sedis.

» Et quaerit insuper utrum sacerdos missam dicens peccato mortali inquinatus, sive ad altare privilegiatum in suffragium fidelium defunctorum, sive cum applicatione indulti altaris privilegiati personalis, revera animam pro qua S. Sacrificium offert gaudere faciat etiam gratia altaris privilegiati?

» S. Congregatio habita in Palatio Apostolico Quirinali, die 22 februarii 1847, ad primum, et secundum dubium censuit respondere: *Consulant probatos auctores.* (*Decreta*, DLXXXVIII, p. 490–491.)

5. Un prêtre peut, par une seule messe, gagner deux indulgences plénières le même jour: l'une provient de l'autel privilégié, l'autre d'une concession particulière qui n'exige que la sainte communion pour son obtention; cette seconde peut être également applicable aux défunts, si le rescrit pontifical y autorise.

« 1. Mechlinien. – Professor publicus ordinarius Sacrorum Canonum in academia catholica Lovaniensi, diœcesis Mechliniensis, ad Sacram Congregationem recurrit ut decisionem sequentium dubiorum de indulgentiis obtinere possit.

« 2. An sacerdos, qui missam celebrat, ex gr. pro defuncto, eidemque applicat indulgentiam plenariam altaris privilegiati, possit eodem die, vi sacrae communionis in missae sacrificio peractae, lucrari aliam indulgentiam plenariam vel sibi, vel defunctis applicabilem, si ad hanc lucrandam praescribitur sacra communio?

» Sacra Congregatio respondit: *Affirmative.* Die 10 maii 1844. (*Decreta*, n. DLXIII, p. 469-470).

XXII. Unité du privilége.

1. Une clause, qui figure ordinairement dans les concessions pontificales, est celle-ci: L'autel n'est privilégié qu'autant qu'il n'en existe pas déjà un semblable dans la même église, sans quoi la concession nouvelle est déclarée nulle de plein droit.

« In qua (Ecclesia) aliud altare privilegiatum non reperiatur concessum. »

2. Le Pape seul, pour des causes à lui connues, peut déroger à cette règle générale; on en a déjà rapporté plusieurs exemples. Ainsi, par faveur spéciale, à Rome, tous les autels de l'église de Sainte Marie du Suffrage, sont privilégiés. (V. le décret *Urbis*,) à Sainte Marie du Bois, près Bologne, cinq autels sont privilégiés dans l'église supérieure et un sixième dans la crypte (V. le Décret in *Bononien.*)

Mais, ordinairement il n'y est pas dérogé et la Sacrée-Congrégation des Indulgences maintient la règle générale.

« Salisburgen. — Cum vigore indulti altaris privilegiati per respectivos locorum ordinarios semel tantum designandi in omnibus et singulis ecclesiis totius ordinis FF. Eremitarum S. Augustini pro feriis juxta numerum missarum in decreto diei 13 septembris 1726 expressum, eligendis a sa. me. Benedicto XIII generaliter concessi, ecclesia S. Annae conventus FF. Excalceatorum ejusdem ordinis in Styria, dioecesis Salisburgensis, in qua quindecim missae quotidie celebrabantur, nempe altare S. Annae pro duabus feriis, et altare S. Cajetani pro alia feria ab ordinario designata obtinuerit, ac proinde dubium super hujusmodi duplicis altaris designatione, nec non missarum immutatione ortum fuerit, formatis quaesitis, scilicet, Primo: An designatio secundi altaris privilegiati substineatur? Secundo: An et quomodo providendum sit in casu etc.? Tertio: An diminuto numero missarum pro privilegio trium in hebdomada feriarum, altare designatum privilegiatum remaneat pro duabus feriis cum numero decem absque nova designatione in casu etc.?

Sac. Congregatio, Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, habita die 1 octobris 1744 respondit: ad primum, *Negative.* Ad secundum: *Supplicandum Sanctissimo pro facultate designandi primum altare, etiam pro feria tertia.* Ad tertium: *Affirmative.* De quibus omnibus et singulis, facta per me infrascriptum secretarium sub die 3 ejusdem mensis Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. C. Card. de Hieronymis Praef. – A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. » (*Decreta*, n. CXXIX, p. 90.)

3. Lors même que dans un rescrit de concession ne se trouverait pas la clause irritante ordinaire, l'église étant déjà en possession d'une concession analogue, le premier privilége est révoqué par le second qui seul subsiste.

« Urbis et Orbis. – Cum S. Sedes peculiaribus privilegiis, ac gratiis de se benemerentes prosequi soleat, nuper simplici apostolico rescripto altaris privilegium omnibus quorumdam regularium ecclesiis concessit, nulla prorsus apposita clausula restrictiva, vel praeservativa aut irritante aliud simile privilegium pro omnibus iisdem ecclesiis jam obtentum; at nonnulli in dubium revocantes, utrum revera adhuc subsistente priori privilegio, posterius vigeat, vel utrumque potius sustineatur, nec ne? factus est locus dubiis. Primo: An hujusmodi privilegium etiam cum expressione primi, sed sine ejusdem revocatione obtentum subsistat? et quatenus affirmative; Secundo: An intelligatur revocatum privilegium antea concessum, ita ut ad formam brevis si expediretur cum consuetis clausulis irritantibus, sit reducendum novissime obtentum? Quibus in Sac. Congregatione Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, relatis, et mature perpensis, eadem Sac. Congregatio, die 17 martii 1750, rescribendum esse censuit: Ad utrumque, Affirmative. Fr. J. Card. Partocarrero Praef.–A. M. Erba, proton. apostolicus Secret. » (*Decreta*, n. CLXXXIX, p. 143–144.)

4. Voici une décision spéciale, exceptionnelle, d'après laquelle, si le rescrit ne porte pas de clause restrictive, la même église peut avoir un autel privilégié par autorité apostolique, plus un autre autel privilégié en vertu des pouvoirs spéciaux conférés à l'évêque.

» Quebecen. Archiepiscopus Quebecensis Sacrae Congregationi quaestiones solvendas proposuit, ut infra:

» Cum virtute rescripti 11 decembris 1842 concessa fuerit ipsi oratori facultas declarandi privilegiata altaria ecclesiarum quamvis tota mensa consecrata non sit, quaerit an duo altaria possint declarari privilegiata in eadem ecclesia, enixeque supplicat ut privilegium applicandi indulgentiam sic concessam extendatur ad omnes et singulos sacerdotes in iisdem altaribus sacrum peragentibus quocumque die per annum, dominicis tantum, et festis primae et secundae classis exceptis, ita tamen ut idem privilegium valeat, etiam si missa festi occurrentis, et non missa de requiem celebretur?

» Sacra Congregatio respondit: Posse Ordinarium, virtute rescripti, in eadem ecclesia secundum altare privilegiatum declarare, si unum jam ab Apostolica Sede tali privilegio fuerit decoratum, dummodo tamen in enunciato rescripto nulla adsit conditio restrictiva; itemque ad omnes et singulos sacerdotes in iisdem sacrum peragentes, et ad quoscumque dies extensum habetur privilegium, quando altaria declarantur privilegiata quotidiana; minime exceptis Dominicis, ac solemnioribus

festis, ex decreto Sacrae hujus Congregationis sub die 20 julii 1751, quod confirmavit san. me. Clemens XIV, die 7 martii 1771, declarando constare de privilegio ad formam resolutionis Sacrae Congregationis Indulgentiarum. Ita declaravit Sac. Congr. die 14 junii 1845. » (*Decreta*, N. DLXVII, p. 473-474).

5. Si une église possède déjà un autel privilégié, mais à l'usage seulement d'une certaine classe de personnes, comme serait une confrérie, une corporation, etc, on peut solliciter et obtenir du S. Siége un second autel privilégié, dont l'indulgence puisse être gagnée par tous les fidèles indistinctement, l'un purement personnel et limité ne pouvant pas faire obstacle à la valeur du second à la fois local et général.

« Bergomen. An existentia altaris privilegiati certo personarum cœtui concessi obesse possit concessioni alterius similis privilegii indefiniti pro omnibus in eadem ecclesia ratione clausulae in posteriori privilegio exaratae *in qua aliud altare privilegiatum non reperiatur concessum?*

» Sac. Congregatio diei 21 maii 1742, respondit: *Non obesse.* (*Decreta*, N. CXV, pag. 82).

6. Voici maintenant quelques cas particuliers, où les dérogations au droit commun confirmeront et démontreront encore mieux les règles posées ci-dessus.

Dans l'église paroissiale et collégiale des SS. Apôtres, à Venise, deux confréries furent érigées, sous des vocables différents; l'une obtint le privilége; puis, les sept ans expirés, le fit renouveler, mais l'exécution en fut suspendue par l'impossibilité de pouvoir faire dire le nombre de messes requises pour jouir de la faveur. L'autre confrérie obtint alors le privilége. La première érigée réclama en vertu de la clause qu'il ne peut y avoir dans la même église deux autels privilégiés.

La Congrégation des Indulgences trancha le doute et résolut la difficulté en proposant que chaque confrérie eût son autel privilégié, mais seulement au profit des confrères défunts. Le décret est du 31 juillet 1719.

« Quodnam ex dictis privilegiis in suo robore permaneret?

» Sustineri privilegium secundae confraternitatis et ad mentem. Mens autem est quod exquiratur a patriarcha Veneto utrum expedire putet pro dissidiis componendis, quod privilegium transferatur ad aliud altare ejusdem ecclesiae et insimul concedatur privilegium altaribus utriusque confraternitatis pro confratribus tantum. » (F. Theodorus a Spiritu Sancto, t. II, p. 66).

Clément XIII, par un paragraphe de sa bulle *Christianae fidei*, donnée près S. Marie Majeure le 23 décembre 1765, et consacrée aux indulgences de l'église de Ste Marie des Martyrs, renouvelle et confirme les concessions déjà faites par ses prédécesseurs Grégoire XIII, Clément XI et Benoît XIII.

En conséquence sont déclarés privilégiés: le maître-autel, avec ses deux faces, celui de S. Joseph et celui des Reliques, ce dernier seulement pour les chanoines de la collégiale.

« Demum cum in ipsa primodicta ecclesia plura quotidie celebrentur missae sacrificia et sicut accepimus praedictus Gregorius pp. XIII praedecessor aram ejusdem ecclesiae principem et post novam illius elevationem, jussu fel. record. Clementis pp. XI pariter praedecessoris nostri factam, illam ex utroque prospectu, similis memoriae Benedictus pp. XIII praedecessor quoque noster sub die VIII januarii MDCCXXVII perpetuum pro defunctis quotidiano privilegio insigniverit similique prorsus praerogativa ipse Benedictus praedecessor per suas litteras in forma brevis die XXI junii MDCCXXVII pontificatus sui anno IIII, altare sancti Josephi decoraverit, ac alias idem Clemens XI pariter praedecessor die VIII maii MDCCXVII per speciale decretum altare Reliquiarum nuncupatum secus aditum inter chori aream et sacrarium situm pro missis quae ad illud a solis ipsius ecclesiae canonicis celebrarentur, itidem privilegiatum decoraverit. Nos easdem Gregorii et Clementis ac Benedicti praedictorum concessiones singulas praesentibus pro plenius expressis et integraliter insertis habentes eas omnes authoritate quoque nostra harum serie confirmamus et approbamus novumque robur illis adjicimus et quantum opus sit, de omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum auctoritate confisi, ex integro concedimus et indulgemus quod quoties sacerdos aliquis saecularis vel de superiorum suorum licentia regularis ad eamdem aram principem ex utraque parte vel ad altare Sancti Josephi aut quilibet ex canonicis praefatis ad dictum altare Reliquiarum sacrosanctum missae sacrificium pro animabus fidelium quae Deo in charitate conjunctae ab hac luce migraverint, celebraverit, animae ipsae, de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequantur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi et beatissimae Virginis Mariae sanctorumque omnium meritis eis suffragantibus a purgatorii pœnis liberentur, apostolica auctoritate praefata etiam concedimus et indulgemus. »

« Les chanoines de la métropole de Fermo ayant exposé qu'il n'y avait dans leur église qu'un seul autel privilégié, ce qui était insuffisant pour le grand nombre de messes qui y étaient ou fondées ou journellement demandées, obtinrent un bref de Pie VII, le 15 mars 1815, par lequel sont déclarées privilégiées toutes les messes dites par eux, à l'intention des défunts, à quelqu'autel que ce soit de la métropole.

La même faveur est accordée aux bénéficiers et autres prêtres attachés au service de l'église.

« Ampliatio privilegii altaris privilegiati pro capitulo ecclesiae metropolitanae Firmanae.

» Pius PP. VII. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi nobis nuper fecerunt dilecti filii capitulum et canonici metropolitanae ecclesiae Firmanae quod sicuti in dicta ecclesia unum dumtaxat altare privilegio apostolico quotidiano pro animabus fidelium defunctorum a purgatorii poenis liberandis decoratum reperiatur, tot sunt missarum onera ad hujusmodi altare celebranda, et alia missarum sacrificia quae Christifideles pro defunctis ad dictum altare celebrari flagitant, ut canonici, beneficiati et alii sacerdotes choro ejusdem metropolitanae ecclesiae inservientes missas sibi incumbentes seu devotionis causa, non sine tam proprio quam aliorum presbyterorum ad dictam ecclesiam adventantium incommodo in altare privilegiato hujusmodi celebrare possunt; Nobis propterea humiliter supplicari fecerunt ut in praemissis opportune providere et ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur.

» Nos igitur ipsos exponentes specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis ex canonicis, beneficiatis aliisque choro dictae metropolitanae ecclesiae dumtaxat inservientibus ad quodcumque altare dictae metropolitanae ecclesiae sacrosanctum missae sacrificium tam pro satisfactione onerum sibi incumbentium quam devotionis causa pro anima cujuscumque Christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ob hac luce migraverit, celebrabit, missae sacrificium hujusmodi animae seu animabus pro qua seu pro quibus celebratum fuerit perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore praesentium, concedimus et indulgemus.

» Non obstantibus etc. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

» Datum Romae, de speciali mandato Nostro, sub annulo piscatoris, die decima quinta martii, millesimo octingentesimo tsigesimo quinto, pontificatus nostri anno sexto. » (*Bullar. Rom. cont.* t. XII, p. 273).

Les Cisterciens possèdent dans chaque église de l'ordre

deux autels privilégiés, ainsi qu'il résulte de cette note insérée dans l'*Ordo* et qui mentionne la concession faite par Benoît XIV, à la date du 5 avril 1743.

« *Benedictus XIV per suas litt. in forma Brevis sub die* 5 *aprilis* 1743 *benigne indulsit, ut in omnibus Ecclesiis O. N.* duo Altaria Privilegiata Quotidiana *perpetuo habere possimus.* »

Pie VII, le 2 mai 1818, a privilégié tous les autels de la basilique et de la sacristie de S. Pierre au Vatican.

Benoît XIV, par son bref *Fidelis Dominus*, donné à Rome le 25 mars 1754 en faveur de la basilique patriarcale de Saint François à Assise, privilégie plusieurs autels, l'autel déjà privilégié étant insuffisant pour acquitter les demandes nombreuses des fidèles.

« Praeterea fidelium defunctorum refrigerio et saluti per opportunam spiritualis thesauri dispensationi nostrae concrediti erogationem amplius consulere volentes, quum in praefata basilica altare majus ecclesiae inferioris omnipotenti Deo in honorem S. Francisci dicatum, a fel. rec. praedecessore Nostro Gregorio papa XIII, per literas anno Incarnationis Dominicae MDLXXVII, pridie idus octobris, sub plumbo editas, quarum initium est *Omnium saluti* privilegio quotidiano ac perpetuo pro defunctis decoratum extiterit; verum experientia compertum fuerit, piis confluentium votis, et eleemosynarum oblationibus, quae pro missis ad hujusmodi altare celebrandis quotidie deferebantur, minime satisfieri posse per eum numerum missarum, quae singulis diebus ad illud celebrari valeant; ideoque jampridem a piae mem. Alexandro PP. VII concessum fuerit, ut quae missae ad illud celebrari tunc nequibant, ad alia duo altaria in litteris super hoc editis enunciata, pari cum fidelium defunctorum suffragatione, celebrari possent: Nos praedictas Gregorii praedecessoris litteras praesentium tenore etiam perpetuo confirmantes simili motu, et auctoritate statuimus, atque concedimus, ut missae, pro quibus ad praefatum altare celebrandis, eleemosynas pro tempore offerri contigerit, quaeque ad idem altare re ipsa celebrari nequiverint, ad altare majus Ecclesiae superioris, ex ea videlicet parte, qua illud nequaquam pontificium altare esse et fore decrevimus, nec non ad tria infrascripta altaria in inferiori Ecclesia posita, nimirum ad altare Sacrarum Reliquiarum, et ad alterum Conceptionis Beatae Mariae Virginis Immaculatae, et ad reliquum S. Josephi a Cupertino confessoris, libere et licite celebrari possint et valeant; ita ut earumdem missarum oneri perinde satisfiat et satisfactum esse censeatur, ac si missae hujusmodi ad praefatum altare primario privilegiatum celebrare forent. Praeterea dictum altare majus superioris Ecclesiae, quod pontificium est, simili privilegio decorare volentes, eadem auctoritate Nobis a Domino tradita, concedimus, ut quoties missa ad altare hujusmodi, praedictorum Indultorum aliorumque vigore, celebrabitur pro anima cujuscumque fidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae Indulgentiam per modum suffragii consequatur, et Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Mariae, aliorumque omnium Sanctorum meritis suffragantibus, a Purgatorii pœnis liberetur. » (Benedicti XIV Bullarium, édition de Malines, 1827, tom. X, pag. 393, 394).

Les Carmes d'Albano, par bref de Clément XI, en date du 12 octobre 1703, eurent pour sept ans, tous les autels de leur église privilégiés pour chaque jour de l'Octave des morts.

XXIII. Durée et limite du privilége.

1. L'autel privilégié est dit perpétuel, *perpetuum*, si la concession n'a pas de limites quant au temps et doit durer toujours; septénaire, *ad septennium*, si elle est restreinte à sept années consécutives.

Or la supputation de ces sept années se compte à partir de jour de l'expédition du bref ou rescrit pontifical et non à dater du jour de sa publication.

« An attentis verbis quae in brevibus indulgentiarum apponi solent: *Praesentibus ad septennium valituris*, septennii initium a die publicationis brevis desumendum sit?

» Eadem Sacr. Congreg. (Indulg. et Sacr. Reliq. praeposita), die 18 maii 1711, declaravit, non a die publicationis, sed a die datae brevis septennii tempus incipere. Et facta relatione Sanctissimo Domino Nostro per me infrascriptum Secretarium die 20 ejusdem mensis, Sanctitas Sua Congregationis sententiam approbavit. J. M. Card. Gabriellius praefectus.–Raphael de Hieronymis secret. » (Ferraris, t. 1. col. 447).

2. L'autel privilégié est quotidien, *quotidianum*, si l'indulgence plénière peut être gagnée tous les jours de l'année, chaque fois qu'un prêtre y célèbre; diurne, si l'indulgence est limitée à un certain nombre de jours par semaine.

Pour l'autel privilégié local, l'Ordinaire désigne les jours, qui, pour l'autel personnel, sont laissés au choix du prêtre qui a obtenu le privilége. « Feriae, pro quibus conceditur privilegium, semel tantum ab ordinariis locorum designari debeant. » (*Sacr. Ind. Congr. ad ann.* 1727).

3. Le privilége est général, si tout prêtre, séculier ou régulier, peut indistinctement gagner l'indulgence; personnel, s'il est affecté, par exemple aux seuls prêtres qui desservent l'église ou aux religieux de la communauté annexée à l'église.

4. L'indulgence de l'autel privilégié, ne concernant que les seuls défunts, n'est pas comprise dans la suspension générale de toutes les indulgences, à l'occasion d'un Jubilé.

« Sub generali indulgentiarum suspensione, quae fit anno jubilaei, non comprehenduntur altaria privilegiata, nec aliae indulgentiae pro solis defunctis concessae. » Sac. Congr. Indulg. 24 januarii 1700. (Ferraris, tom. 1. col. 448).

5. L'indulgence de l'autel privilégié n'est pas atteinte par la clause irritante des brefs ordinaires ou plutôt ne préjudicie en rien aux autres indulgences personnelles ou temporaires que le Souverain Pontife peut accorder à la même église.

« Cum à Sac. Congregatione Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita Cameracensis archiepiscopus quaesivisset quae vis et sententia clausulae quae hodie brevibus Indulgentiarum apponi solet: « Volumus autem ut si alias Christifidelibus, dictam ecclesiam quolibet anni die visitantibus, aliqua alia indulgentia perpetua vel ad tempus nondum elapsum duratura concessa fuerit, praesentes littera nullae sint. » Sacra Congregatio, re diligentius examinata, clausulam sic explicandam censuit: Si videbitur Sanctissimo Domino Nostro, ea minime contineri altaria privilegiata pro defunctis, neque indulgentias, aut certo personarum generi concessas, ut confraternitati, regularibus et capitulo, aut certum pium opus in ipsa ecclesia peragentibus, ac iis qui christiana doctrina erudiuntur, vel alios erudiunt et qui sanctissimi Eucharistiae Sacramenti expositioni, cum oratione quadraginta horarum, intersunt, neque stationum Urbis et septem altarium indulgentias instar septem altarium basilicae Vaticanae concessas, neque demum quae pro unica vice conceduntur. Cœterum si alia indulgentia, sive plenaria, sive non plenaria, in perpetuum vel ad tempus, tum ab eodem, tum ab alio Romano Pontifice generatim Christifidelibus ecclesiam vel aliquod ejus altare seu capellam visitantibus eodem anni die, vel diverso, concessa fuerit, de qua non fiat in litteris apostolicis mentio, has litteras ob adjectam clausuram esse prorsus irritas ac nullas. Datum die 23 junii 1676. De his autem facta relatione ad Sanctiss. Dominum Nostrum, die 16 martii 1677, sententiam Sacrae Congregationis approbavit. Cardinalis Maximus.-Michael Angelus Riccius, Secretarius.» (Ferraris, t. 1, col. 449).

XXIV. Translation du privilége.

1. Cette translation d'un autel à un autre se fait, en vertu d'une autorisation spéciale du S. Siége, soit par l'Ordinaire du lieu, soit par l'abbé, s'il s'agit d'un monastère. Pour cela il faut une raison grave, dont le Saint-Siége seul est juge,

ou une impossibilité matérielle absolue, comme le défaut dans l'église d'un autel dédié sous le vocable exprimé dans la concession.

« Cremonen. — Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, altari majori ecclesiae fratrum Carmelitarum excalceatorum civitatis Cremonen, ex vi indulti sub die 9 octobris 1738, altari per respectivos locorum Ordinarios eligendo in omnibus ecclesiis Ordinis praedicti a sa. me. Clemente XII generaliter emanati concessum, de consensu Ordinarii ad altare Beatissimae Virginis de Monte Carmelo transferri posse, hocque sic decoratum vigore primaevae concessionis destinatum in perpetuum habendum esse. Et facta de praefatis omnibus sub die 18 octobris ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne approbavit. L. Card. Picus Praef.—A. M. Erba prot. apostolicus Secret. » (*Decreta*, N. CVII, p. 71-72).

« Sac. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, die 23 septembris 1746, censuit indulgendum esse ut abbas Canonicorum Regularium Lateranensium monasterii S. Leonardi extra muros, civitatis Veronensis, altare praedicti S. Leonardi pro altari Sancti Ubaldi, quod in eorum ecclesia non reperitur erectum, juxta breve diei 18 decembris 1743, designare valeat, servato in reliquis ipsius tenore brevis. De quibus facta per me infrascriptum hujusmodi Sac. Congregationis secretarium, die 28 ejusdem mensis, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua benigne annuit. Fr. J. Card. Portocarrero Praef.—A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. » (*Decreta*, N. CXLIII, p. 100).

2. Le S. Siége, quand il ne juge pas la translation opportune, autorise parfois que l'on ajoute à l'autel désigné pour le privilége l'effigie du saint dont le nom motivait la concession apostolique.

On peut voir plus haut les indults accordés à cet effet aux chanoines réguliers de Latran.

3. Un des motifs que l'on peut invoquer pour la translation momentanée du privilége, est la réparation ou la reconstruction de l'autel privilégié. On accorde alors que le privilége soit reporté à un autre autel, tout le temps que dureront les travaux.

« Quum in casu reaptationis altaris privilegiati soleat peti translatio privilegii ad aliud altare, dicta translatio, durante tantum tempore fabricae. Sac. Indulg. Congr. anno 1764, in *Wladislavien* ad 2. (*Decreta*, N. CCLXVII, p. 208.)

4. La translation, comme la concession, se fait par voie de bref.

Voici deux brefs de Clément VIII et d'Innocent XI qui sont gravés dans les églises de S. Onuphre et de S. Pierre *in Vincoli*, l'un pour une translation temporaire, l'autre pour une translation perpétuelle.

A S. Onophre, sur le Janicule, pour l'autel de N. D. de Lorette.

« Clemens pp. VIII. Ad futuram rei memoriam. Cum sicut accepimus dilecti filii prior et conventus domus S. Honuphrii de Urbe unam capellam sitam in eorum ecclesia ubi bo. me. Card. Tridentinen. et Madrutii ac Joannis Federici olim Caesareae Majestatis apud Sedem Apostolicam oratoris cadavera sepulta sunt, venerabili fratri Carolo Madrutio episcopo Tridentino concesserint ac dictus Carolus episcopus capellam praedictam extollere ac ibi suorum majorum sepulchra erigere decreverit, sed quia in dicta capella altare privilegiatum pro defunctis existit, ne, dum dicta capella fabricatur, praedicta ecclesia hujusmodi privilegio destituta remaneat, cupiunt tam Carolus episcopus quam prior et conventus praedicti supradictum privilegium pro animabus defunctorum ad aliam capellam seu altare ejusdem ecclesiae, durante fabrica hujusmodi, per nos transferri. Quare Nobis humiliter supplicare fecerunt ut in praemissis opportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur eorumdem Caroli episcopi ac prioris et conventus desiderio annuere ac ipsos specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, privilegium pro animabus defunctorum a praedicta capella seu altare, donec supradicta fabrica duraverit, ad altare capellae S. Honuphrii siti in eadem ecclesia, auctoritate apostolica tenore praesentium transferimus, ita ut interim quandocumque sacerdos aliquis ad altare S. Honuphrii missam defunctorum pro anima cujuscumque fidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit celebrabit, illa de thesauro Ecclesiae indulgentiam consequatur quatenus Domini Nostri Jesu Christi ac B. Mariae Virginis Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur per modum suffragii concedimus et indulgemus. Finita vero fabrica hujusmodi privilegium ad praedictam capellam ut prius, ex nunc prout ex tunc et e contra restituitur et reintegratur. Non obstantibus Nostra de non concedendis indulgentiis ad instar aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque.

» Datum Romae apud S. Petrum sub annulo piscatoris die XIX novembris MDCI, pontificatus Nostri anno decimo. *M. Vestrius Barbianus.* »

A S. Pierre aux liens, pour l'autel de S. Sébastien.

« Innocentius PP. XI. Ad perpetuam rei memoriam. Dudum fel. rec. Gregorius PP. XIII praedecessor Noster de divina misericordia confisus concessit ut quoties quicumque sacerdos sive saecularis sive regularis missam ad altare beatae Mariae Virginis ac Sancti Sebastiani situm in ecclesia monasterii Sancti Petri ad Vincula de Urbe, canonicorum regularium, congregationis Sancti Salvatoris, ordinis Sancti Augustini, pro liberatione unius animae in purgatorio existentis celebravisset, ipsa anima per hujusmodi celebrationem easdem indulgentias et peccatorum remissiones consequeretur et ad ipsius liberationem pro qua celebraretur dicta missa, operaretur quas consequeretur et operaretur si praedictus sacerdos hac de causa missam ad altare situm in ecclesia monasterii Sancti Gregorii etiam de Urbe ad id deputatum celebraret et alias, prout in ipsius Gregorii praedecessoris litteris desuper in simili forma brevis, die XXVI octobris MDLXXVI ad perpetuam rei memoriam expeditis, quarum tenorem praesentibus pro plane et sufficienter expresso et inserto haberi volumus, uberius continetur. Cum autem sicut dilecti filii abbas et canonici regulares dicti monasterii S. Petri ad Vincula Nobis nuper exponi fecerunt ipsum altare primo dictum quod muro praefatae eorum ecclesiae prope illius januam adhaerebat ita ut sacerdotes ad illud celebrantes humeros altari majori ipsius ecclesiae obversos haberent, inde in ejusdem ecclesiae navem seu alam lateralem a sinistris ingredientium transtulerint ibique decentius collocaverint, hinc est quod Nos supplicationibus ipsorum exponentium nomine Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, privilegium pro liberandis a poenis purgatorii fidelium defunctorum animabus a memorato Gregorio praedecessore concessum ut praefertur, ad altare sicut praemittitur translatum, servata tamen in reliquis praefatorum Gregorii praedecessoris litterarum forma et dispositione, auctoritate apostolica tenore praesentium, quatenus opus sit, transferimus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque.

» Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die IX septembris anno MDCLXXXIII, pontificatus Nostri anno septimo. *Joan. Gualt. Slusius.* »

XXV. Incommunicabilité du privilége.

1. L'aggrégation d'une église à une autre église, c'est-à-dire la participation à ses priviléges et faveurs spirituelles, ne confère pas de droit la communication de l'autel privilégié, qui,

dans l'église-mère, reste toujours une concession purement locale.

« Moniales monasterii S. Basilii civitatis Justinopolitanae obtinuerunt aggregationem ad basilicam Lateranensem et consuetam communicationem privilegiorum. Horum intuitu contendunt, non solum se lucrari posse indulgentias ejusdem basilicae praeter indulgentias sui ordinis, sed etiam se frui posse perpetuo privilegio altari illius basilicae concesso. Petunt declarari an vi aggregationis ad basilicam Lateranensem concessum intelligatur privilegium altaris? » Resp. *Negative*. Die 9 maii 1729 » (Ferraris, t. I, col. 453.)

Prinzivalli donne ce décret sous une forme plus abrégée.

« *Justinopolitanae*. An vi aggregationis ecclesiae Lateranensi concessum intelligatur privilegium altaris?

» Sacra Congregatio diei 9 maii 1729 respondit : *Negative*. » (*Decreta*, n.° LXIV, p. 45.)

« Ut pietatis opera in christiana republica augeantur simulque charitatis vincula fideles ipsos magis, magisque obstringant, jamdiu mos invaluit privilegia, indulgentias, aliasque spirituales gratias, quibus patriarchales basilicae, aliaeque ecclesiae, nosocomia, archiconfraternitates, et alia hujusmodi generis pia instituta gaudent, aliis per aggregationes communicandi; verum cum super hujusmodi aggregationibus plura quotidie emergant dubia, et praesertim, num qui aggregandi facultatem habent, privilegia sibi competentia ampliare, sive limitare in aggregatione queant; pariterque an pro sui arbitrio ipsas aggregationes ad tempus vel in perpetuum concedere possint; tum etiam utrum privilegium altaris quo aggregatus fruitur communicari possit, neve Christifideles in re tanti momenti decipiantur, decidenda in Sac. Congregatione Indulgentiarum et Sac. Reliquiarum proposita fuerunt sequentia dubia: 1. An patriarchales basilicae, aliaeque ecclesiae, nec non nosocomia, archiconfraternitates, superiores cujuscumque Ordinis, sive instituti coeterique habentes facultatem communicandi privilegia, possint privilegia et indulgentias ampliare et limitare pro sui arbitrio in aggregationibus? 2. An aggregationes faciendae sint ad tempus vel in perpetuum? 3. An privilegium altaris sit communicabile? Et Sacra eadem Congregatio die 5 februarii 1748, declarandum esse censuit: Ad 1. *Negative, nisi aliter in Indultis Apostolicis provideatur*. Ad 2. *Aggregationes faciendas esse in perpetuum*. Ad 3. *Negative*. De quibus facta per me infrascriptum ipsius Sacrae Congregationis Secretarium die 2 martii ejusdem anni, Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sacrae Congregationis benigne approbavit.–Fr. J. Card. Portocarrero Praef.–A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. » (*Decreta*, n.° CLXII, p. 116–117).

« Patres Oratorii S. Philippi Mantuae exponunt suae ecclesiae a Clemente XI concessas esse omnes indulgentias et gratias quae sunt Romae in oratorio S. Philippi in Vallicella. Cum vero ibi sint duo altaria privilegiata, quaeritur: 1. An in praedicta generali communicatione indulgentiarum et gratiarum comprehendatur privilegium perpetuum pro duabus altaribus?.....

» Resp. ad primum: *Negative*. S. Congr. Indulg. 25 martii 1725. » (Ferraris, t. I, col. 455).

2. Les confréries sont soumises aux mêmes règles que les églises. (Voir les décrets *in Cusentin.* et *Civitatis Castellan.*)

3. Dans le cas de doute, il est prudent de consulter le S. Siége et même, au besoin, de solliciter de sa bienveillance la faveur de l'autel privilégié.

« Alphonse de Liguori, évêque de Ste Agathe des Goths et recteur majeur de la Congrégation du Très Saint Rédempteur, expose humblement à votre Sainteté que par bref pontifical, expédié le 11 août 1757, furent accordés à la susdite Congrégation tous les priviléges et grâces des Pères Doctrinaires et Pieux Ouvriers, communiqués aux pères de l'Oratoire, mais comme on doute que dans cette concession générale soit compris l'autel privilégié perpétuel et quotidien bénignement accordé auxdites congrégations, il supplie Votre Sainteté de vouloir bien étendre et communiquer à la dite Congrégation du Redempteur la même grâce, au cas où celle-ci ne serait pas comprise dans la concession générale. Que Dieu etc.

» Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, ex speciali gratia, Oratoris precibus inclinatus, concessit praefatae Congregationi altare privilegiatum quotidianum in perpetuum; quoad vero recitationem particularium officiorum ad formam Ordinarii PP. Doctrinae Christianae, et PP. Piorum Operariorum, instet Orator apud Sac. Rituum Congregationem. Voluitque Sanctitas Sua hanc gratiam suffragari absque ulla brevis expeditione. Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 15 octobris 1764.–J. de Comitibus Secret. » (*Decreta*, n.° CCLXIII, p. 203–204).

XXVI. Inscriptions constatant le privilége.

1. Chaque fois qu'un autel est privilégié, il importe de le constater aux yeux des fidèles par une inscription latine ou en langue vulgaire apposée sur une tablette à l'autel même et contenant ces simples mots: *Autel privilégié pour les défunts*, ainsi que l'a prescrit la Sacrée Congrégation des Rites.

« Intuitu alicujus altaris privilegiati in aliqua ecclesia non licet exponere tabellam super januam ecclesiae *Indulgence pour les morts*, sed tantum super ipso altari privilegiato consuetis verbis: *Altare privilegiatum pro defunctis*. Sacra Rituum Congregatio, 13 aug. 1667, in Romana. (Ferraris, tom. 1, pag. 452.)

2. On remarque dans la chapelle du Crucifix, à Sainte Marie du Peuple, l'inscription suivante qui précise la date et l'effet de la concession pontificale:

D · O · M ·
SACERDOS QVI IN HOC
ALTARI PRO SALVTE
PIORVM DEFVNCTORVM
REM DIVINAM
EGERIT EORVM ANIMAS
PVRGATORIO ABSOLVIT
GREGORIO XIII
PONT · MAX · CONCEDENTE
AN · SAL · M · D · LXXVI ·
DIE · XXII · SEPT ·
PON · SVI · AN · V ·
F · IO · BALDINIS · E · VITELLIANA · FE · FI ·

Voici quelques autres exemples d'inscriptions analogues, disposées ici selon l'ordre chronologique.

On y remarquera une rédaction le plus ordinairement latine, mais quelquefois aussi en langue italiene.

Le nom du pontife et la date de concession y sont exprimés, ainsi que la nature même de cette concession, si elle est faite *ad instar*.

Elles mentionnent aussi les confirmations, translations et restrictions.

1. A sainte Marie sur Minerve près le maître-autel, une longue inscription relate les indulgences concédées à l'église. S. Pie V y est mentionné pour avoir privilégié cet autel par bref du 26 mars 1567 et bulle du 15 juin de la même année:

Chi dirà o farà dire la messa a l'altare maggiore ogni volta libera un anima dal purgatorio.

2. *A. S. Augustin*, on remarque l'inscription suivante, surmontée des armoiries de Grégoire XIII:

« Altare privilegiatum
D. Nicolao Tolentinati dicatum
in quo quoties quicumque sacerdos sive secularis
sive regularis suo vel alieno arbitrio missam
pro liberatione animarum in purgatorio
existentium celebraverit ipsae animae per
hujusmodi celebrationem easdem indulgentias
et peccatorum remissiones consequentur
et ad animarum liberationem (pro quibus
celebrantur dictae missae) operabuntur
quas consequerentur et operarentur si dicti
sacerdotes hac de causa missam ad altare
situm in ecclesia monasterii beati Gregorii
de Urbe ad id deputatum celebrarent.
Greg. XIII. pont. max. »

3. *A Sainte Françoise Romaine.*

« *Perpetuae Memoriae*
Quod olim huic ecclesiae
an. Dom. MDLXXIX. XXIII. aug. fel. rec.
Gregorius papa XIII
missam defunctorum
ad altare Spiritus S. celebrantibus
pro redemptione animarum
perpetuum concessit privilegium
hoc idem auctoritate
Urbani pp. VIII
ad hoc altare S. Gregorii est translatum
an. Dom. MDCXXXI XXIIII septembris. »

4. *A Saint Barthélemy – en – l'Ile.*

« Gregorio XIII
con suo breve dato sotto il di 22 agosto dell'anno 1581, concesse che ogni volta che si celebra da qual si voglia sacerdote di questo convento solamente di S. Bartolomeo del'isola la messa de'morti all'altare della Madonna detto della Capella Santa, esistente nella chiesa del medemo convento si liberi dalle pene del Purgatorio quell'anima che ivi pena per la qual si applica il santo sacrificio. »

5. *A Saint Barthélemy – en – l'Ile*

« Gregorius XIII p. o. m.
summa in Deum pietate
perpetuo in Franciscanam
familiam observantem
amore et eximia in pias
defunctorum animas
charitate affectus
Apostolica auctoritate
concessit cuilibet ex ea-
dem familia sacerdoti
qui domum hanc Sancti
Bartholomaei incoleret
si in capella hac Dei Ma-
tri dicata quam Sanctam
appellant sacrificium
pro defunctis offerret
animam illam liberaret
a purgatorii pœnis pro
qua sacrificaret idque
diplomate sanxit
Romae
XI Kal. septem. MDLXXXI. »

6. *A Sainte Pudentienne.*

L'inscription suivante a été gravée au XVIIe siècle sur marbre, près de la table de bois sur laquelle S. Pierre célébra la messe, alors qu'il habitait la maison du Sénateur S. Pudens.

in . hac . aede .
Sanctae . Pvdentianae
fvit
primvm . hospitivm
Sancti . Petri
Principis . Apostolorvm
qvo . fideles
Sacrosanctvm
Evcharistiae
Sacramentvm
Christiano . ritv
Svmptvri . accedebant
in . hoc . altari
Sanctvs . Petrvs
ad . avgendam
fidelivm . mvltitvdinem
pro . vivis . et . defvnctis
corpvs . et
sangvinem . Domini
offerebat
et . est
altare . privilegiatvm
pro . suffragiis
defvnctorvm

7. *A S. André au Latran.*

« Quicumq. e Sacerdotibus huic hospitali inservientibus
missam in hoc altari celebrabit in die comm. defunctor.
et per totam octavam
item et in perpetuum singulis secundis per annum feriis
pro fideli anima de poenis purgatorii liberanda
liberet eam
ita N. S. D. N. Paulus V p. m. privilegio illustratum altare
voluit
exorantibus loci custodibus
Cyriaco Matthaeio
Io Bapt. Cribellio et
Paulo Millino
et Prospero Jacobatio cam. »
(*Galletti*, t. I, p. 107.)

8. *A Ste Marie de Lorette.*

« Paulus V pont. max.
die XVIII mensis augusti
anno CIƆIƆCXII
et pontificatus sui VIII
precibus Ferdinandi
Cardinalis Gonzaghae
protectoris
in perpetuum concessit
ut quicunque sacerdos
ad hoc sanctissimi crucifixi
altare
sacrificium funebre
celebraverit
animam a purgatorii poenis
liberaverit »

9. *A Ste Marie del Pianto.*

« Paulus PP. quintus
ad preces ill^mi et exc^mi d. d. Marci Ant.
Burghesii, Sulmonae principis ac hujus
archiconfr. et ecclesiae custodis
atq. administratoris
Volens ipsam ecclesiam et in ea situm
altare sanctiss. crucifixi speciali
munere illustrare, auctoritate
apostolica concessit et indulsit
ut quicunque sacerdos aliquis secularis
sive cujusvis ordin. regularis missam
defunctor. pro anima cujuscunq. fidelis
quae Deo in charitate conjuncta
ab hac luce migraverit ad praedictum
altare celebrabit, anima ipsa de
thesauro ecclesiae per modum suffragii
indulgentiam consequatur, ita ut
D. N. Jesu Christi ac beatiss. Virg.
Mariae sanctorumq. omnium meritis
sibi suffragantibus. a purgatorii
poenis liberetur
ut in ejus perpetuo valituris. et in forma

brevis litteris expeditis. sub datum
Romae apud S. Mar. Maiorem die XXV febr.
pont. sui anno XII. »
(*Galletti*, t. I. p. 99.)

10. *A Ste Marie Libératrice.*

Grégoire XV, par son bref *Omnium saluti*, rédigé selon la formule ordinaire et donné près Ste Marie Majeure le 23 septembre 1621, première année du pontificat, privilégie l'autel de la Vierge à Ste Marie Libératrice, au Forum : *Volentes igitur ecclesiam beatae Mariae Virginis Libera nos a poenis inferni nuncupatam in Foro boario de Urbe et in ea situm altare ejusdem Beatae Mariae Libera nos a poenis inferni hoc speciali dono illustrare.* . . . . .

Le bref tout entier a été gravé sur marbre et placé dans la chapelle de la Vierge.

11. *Aux Capucins, place Barberini.*

« Altare privilegiatum perpetuum
ad instar Ecclesiae B. Gregorii de Urbe
a
Sanctissimo Domino Nostro Urbano octavo
p. o. m.
supplicationibus
Eminentissimi D. F. Antonii Cardinalis S. Honuphrii concessum
est quotiescumque in hoc sacello Nativitatis
tam per sacerdotes saeculares quam regulares
pro animabus in purgatorio existentibus
celebratum fuerit. »

12. *A S. Charles au Corso.*

« Privilegio d'Innocenzo XI p. m.
accordato con breve del 1 marzo MDCLXXVIII
ogni volta che in questo altare
dedicato alla Bma Vergine sarà offerto
il santo sacrificio della messa
per l'anima di qualsivoglia fedele
Innocenzo XI p. m. ha conceduto
che venga essa liberata dalle pene
del purgatorio »

13. *A S. Sylvestre in Capite.*

« SS. D. N. Clemens pp. XI
volens hanc ecclesiam monasterii et monialium
S. Silvestri in Capite quae ipsi dum cardinalatus
honore fungebatur pro sui titulo assignata fuit
speciali dono illustrare concessit ut quicumque
sacerdos tam secularis quam regularis qui ad altare
majus missam die commemorationis defunctorum
ac singulis diebus infra illius octavam
nec non quatuor feriis cujulibet hebdomadae
scilicet II. IV. VI et sabato pro anima cujuscumque
Christi fidelis quae Deo in charitate conjuncta
ex hac vita migraverit celebrabit anima ipsa
per modum suffragii indulgentiam consequatur
et a purgatorii poenis liberetur et hoc in perpetuum
prout ex suis licteris apostolicis
sub annulo piscatoris apud S. Petrum expeditis
die XIX januarii MDCCIV pontificatus sui anno IV. »

14. *A la Purification.*

« Benedictus XIII pont. max. ord. praed.
maiorem aram eadem die
qua templum consecratam
VI qualibet feria
ad amplissimam defunctis veniam
impetrandam
e thesauris ecclesiae privilegio
ditavit
proximis sacris virginibus
et erga illas beneficis
ante eamdem preces rite
ad Deum effundentibus
singulis diebus
plenam noxarum expiationem
coeteris Christi fidelibus
VI tantum feria indulsit. »
(*Galletti, t.* 1, *p.* 185.)

15. *Aux SS. Apôtres.*

« D. O. M.
missae omnes ad altaria huius ecclesiae
pro summis pontificibus, cardinalibus,
protectoribus ordinis, ac fratribus defunctis,
ab eiusdem ordinis dumtaxat sacerdotibus
quandocunque celebratae indulto altaris
privilegiati perpetuo gaudent, vigore brevis
Benedicti papae XIII. die XXXI ianuarii MDCCXXV
insuper missae omnes in obitus, vel alio die,
pro iisdem enunciatis personis, ac etiam
pro viceprotectoribus, ordinariis loci,
benefactoribus, ipsisque fratribus
monialibus ordini subiectis, horumque
tantum genitoribus, a quovis sacerdote
celebratae, eodem perpetuo altaris privilegio
gaudent ex indulto Benedicti Papae XIV
die IV septembris MDCCLI. »
(Galletti. *Inscriptiones Romanae.* Romae, 1760, t. 1, p. 47, num. 282.)

16. *A S. Jean le décollé.*

« monumentum
ecclesiam hanc
ab archiconfraternitate inclita nationis florentinae
multo antea aedificatam
Benedictus XIII pont. max. ordinis praedicatorum
ad frequentissimum populum concione prius habita
solemni ritu consecravit una cum ara maxima
pridie kalendas septembris anno MDCCXXVII
dedicationis festum XIII kal. novembris celebrari decrevit
aramque ipsam ad defunctorum solamen
quotidiano perpetuo privilegio locupletavit.
(*Galletti*, t. 1, p. 158)

17. *A S. André in Pescheria.*

« Aram in hoc sacello ad honorem d. Andreae apost. constructo
Benedictus XIII. pont. max. ord. praed.
VI. kal. octobris MDCCXXVII solemni ritu Deo dicavit
pro animabus purgatorio igne cruciatis
si ad eamdem sacrum peragatur
iis omnium noxarum veniam
in morem ecclesiae solitum perpetuo impartitus est
Universitas piscium venditorum Urbis. »
(*Galletti*, t. I, p. 149, n. 307.)

18. *A la Scala Santa.*

« Benedictus XIII p. m. ord. praed.
concessit
ut hoc altare S. Silvestri
a se consecratum
die XVIII octobr. MDCCXXVII
sit privilegiatum
pro defunctis in perpetuum » (Galletti; t. 1. p. 71.)

19. *A Saint Augustin.*

« D. O. M.
Benedictus papa XIII
hanc Deiparae beatoque patri Augustino
sacram aedem aramque maximam
anno MDCCXXVIII
die XI mensis iulij consecravit
translato in XXIV octobris anniversario die
et altare S. Ioannis a S. Facundo dicatum
quod die XI iannarij item consecraverat

quotidiano privilegio auxit. »
(*Galletti* t. 1. p. 178.)

20. *A Saint Philippi Neri, rue Giulia.*
« D · O · M ·
Benedicto XIII . pont . max . ord . praed .
quod pro sua in S. Philippum Nerium pietate
aedem hanc in novam pene formam a se redactam
solemni ritu dicaverit
die Dominico XVII octobr. MDCCXXVIII
quo templum cum ara maxima
eademque perpetuo in singulis diebus
pro defunctis privilegio ditata
reliquas die insequenti consecravit.
(*Galletti* t. 1. p. 171.)

21. *A S. Nicolas degl'Incoronati.*
« Ad perpetuam rei memoriam
Benedictus XIII ord . praed . p . o . m .
expleto dedicationis munere
cum ecclesiae tum altarium
pro defunctis
familiae Planca de Incoronatis
omnia haec tria in perpetuum privilegiata
motu proprio publicavit
ac B . M . V. altare
pro qualibet feria secunda
atque in commemorationis defunctorum
octava pro cunctis privilegiatum
addidit
anno Domini MDCCXXVIII »
(*Galletti* t. 1. p. 85.)

22. *A S. Laurent in Piscibus.*
« Benedictus XIII p . m . ord . praed .
ob singularem pietatem erga Deiparam
et SS. Ioachim et Annam
hoc altare Xpisti fidelibus pie visitantibus
indulg. quotid. plenariam perpetuam
etiam per modum suffragii applicandam largitus
et singulis tertiis feriis pro confratrib.
S. Annae
privilegiatum declaravit
die XXIIII iul. an. MDCCXXIX »
Galletti, t. 1, p. 177)

23. *A S. Grégoire.*
« Benedicto XIII pont. max.
quod ecclesiam hanc B. V. Mariae
et S. Gregorii Magni
hujus olim ut fama est paternam domum
eiusque aram maximam
in Dei honorem VI id. novembris dedicaverit
quod bina etiam eiusdem ecclesiae altaria minora
alterum S. Gregorio magno
et alterum S. Philippo Nerio consecraverit
hoc insuper altare S. Philippi Nerii
perpetuo singulis diebus privilegio
decoraverit
pluribus ibidem relictis munificentiae suae
argumentis
Congregatio divinae pietatis
monumentum posuit
anno Domini MDCCXXIX »
(Galletti, t. 1. p. 178.)

24. Aux SS. Apôtres.
Altare hoc omnipotenti Deo
in honorem Seraphici Patris
Francisci erectum privilegio
quotidiano perpetuo ac libero
pro omnibus defunctis
ad quoscumque sacerdotes
per Gregorium papam XIII
die prima augusti MDLXXIII
insignitum, ac vigore brevis
Benedicti papae XIV die IV
octobris MDCCLI generaliter
de novo fuit confirmatum »

25. A S. Barthélemy en l'Ile.
Il medesimo Som. Pont. (Pio VI) con suo
rescritto segnato sotto il di XIX genna-
jo MDCCLXXXII dichiara privilegiate in
perpetuo tutte le messe che da qual si vo-
glia sacerdote si celebraranno all'alta-
re maggiore della stessa basilica
FF . M . G . A . M . PP .
(*Fratres Minores grati animi monumentum posuerunt*)

26. A S. Nicolas ai Cesarini.
» I PP. Carmelitani
che celebranno in quest'altare
di Maria SSma del Carmine
liberano un'anima del purgatorio
privilegio concesso
dal pont. Gregorio XIII
e confermato da Pio IX pont. max. »

27. A S. Jean des Florentins.
« Altare
privileg. quotid. perpet.
ad instar S. Greg. de Urbe. »

28. A S. Nicolas in Carcere.
La Santita
di Nostro Signore
Papa Pio VII
con suo breve perpetuo
in data dei XVIII marzo MDCCCVIII
si degno di concedere
ad istanza del capitolo e canonici
di questa insigne basilica
di San Nicola in Carcere Tulliano
che qualunque sacerdote
tanto secolare che regolare
celebri la messa
nel prossimo altare
del SSmo Crocifisso
per l'anima di qualsisia fedele
defonto
l'anima medesima
in virtù dei meriti di Gesù Cristo
della beatissima Vergine
e di tutti i santi
sia liberata delle pene
del purgatorio.

3. Dans plusieurs églises, c'est le bref même de concession que l'on fait graver sur marbre.

1. *A Ste Marie in Trestevere.*
GREGORIVS PP. XIII.
AD PERPETVAM REI MEMORIAM
» OMNIVM SALVTI PATERNA CHARITATE
INTENTI, INTER TAM MVLTA PIETATIS
OFFICIA. QVAE NOS PRO MVNERE NOSTRO
CONVENIT EXERCERE, SACRA INTERDVM LOCA
SPIRITVALI PRIVILEGIO INSIGNIMVS, VT
INDE FIDELIVM DEFVNCTORVM SALVTI
AMPLIVS CONSVLATVR. QVOCIRCA VT
ECCLESIA BEATAE MARIAE TRANSTIBERIM
DE VRBE, SIMILI VSQVE ADHVC PRIVILEGIO
MINIME DECORATA, IN EAQVE ALTARE

PRAESEPIO DOMINI HOC SPECIALI DONO ILLVSTRETVR AVTHORITATE NOBIS A DNO TRADITA; CONCEDIMVS VT QVOTIES MISSA AD PRAEDICTVM ALTARE CELEBRABITVR PRO ANIMA CVIVSCVMQVE FIDELIS, QVAE DEO IN CHARITATE CONJVNCTA, AB HAC LVCE MIGRAVERIT, IPSA DE THESAVRO ECCLESAE INDVLGENTIAM CONSEQVATVR, QVATENVS Dni NOSTRI JESV CHRISTI EI BEATISSIMAE VIRGINIS MARIAE BEATORVM APOSTOLORVM PETRI ET PAVLI ALIORVMQVE SANCTORVM OMNIVM MERITIS SUFFRAGANTIBVS A PVRGATORII POENIS LIBERETVR. – DATVM ROMAE APVD SANCTVM PETRVM ANNO INCARNATIONIS Dniae MCLXXVIII NON FEBRVARII, PONTIFICATVR NOSTRI ANNO SEPTIMO. »

2. Au grand autel de l'église des S. S. Anges Gardiens.

« Clemens PP. XI. Ad perpetuam rei memoriam. Omnium saluti paterna charitate intenti sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae Domini Nostri Jesu Christi, ejusque Sanctorum suffragia meritorum consequi, et illis adjutae ex purgatorii pœnis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur ecclesiam archiconfraternitatis Sanctorum Angelorum Custodum de Urbe, in qua aliud altare privilegiatum non reperitur concessum, et in ea situm altare majus hoc speciali dono illustrare, auctoritate nobis a Domino tradita, ac de omnipotentis Dei misericordia, ac BB. Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos aliquis saecularis, vel cujusvis ordinis, congregationis, vel instituti regularis missam defunctorum in die commemorationis defunctorum, et singulis diebus intra illius octavam, ac secunda, et quarta feriis cujuslibet hebdomadae pro anima cujuscumque Christi fidelis, quae Deo in charitate conjuncta, ab hac luce migraverit, ad praedictum altare celebrarit anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem Domini Nostri Jesu Christi, ac Beatissimae Virginis Mariae, sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus a purgatorii pœnis liberetur concedimus et indulgemus, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, praesentibus perpetuis futuris temporibus. Dat. in arce Gandulphi Albanen Diœces. sub annulo piscatoris die XIXI octobris MDCCXIV pontificatus nostri anno decimoquarto. » F. Oliverius ».

3. *A Ste Marie in Trastevere.*

« Clemens PP. XIII. Ad perpetuam rei memoriam. Dudum fel. rec. Gregorius pp. XIII praedecessor noster ut ecclesia Beatae Mariae Transtyberim de Urbe privilegio decorata, ac in ea altare Praesepis Domini speciali dono illustraretur, auctoritate sibi a Domino tradita, perpetuo concessit ut quoties missa ad praedictum altare celebraretur pro anima cujuscumque fidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migrasset, ipsa de thesauro Ecclesiae indulgentiam consequeretur, quatenus Domini Nostri Jesu Christi et beatissimae Virginis Mariae, beatorum Apostolorum Petri et Pauli aliorumque sanctorum omnium meritis suffragantibus a purgatorii pœnis liberaretur, prout in ipsius Gregorii praedecessoris litteris desuper sub plumbo anno Incarnationis Dominicae MDLXXVIII, nonis februarii, pontificatus sui anno septimo, expeditis, uberius dicitur contineri.

» Cum autem sicut dilectus filius Noster Franciscus Antonius tituli basilicae Sanctae Mariae Transtyberim de Urbe, antiquitate in primis celebris aliisque multiplicibus laudibus et decoribus insignis, presbyter S. R. E. Cardinalis Finy nuncupatus, Nobis nuper exposuit, ipse altare et capellam Praesepis Domini Nostri Jesu Christi in praedicta ecclesia existen. suis sumptibus magnifice et eleganter restaurari et exornari ac in ampliorem formam redigi curaverit ac propterea privilegium praedictum ad novum altare per Nos ut infra transferri summopere desideret, Nos supplicationibus ipsius Francisci Antonii cardinalis Nobis super hoc humiliter porrectis inclinati, privilegium pro animabus Christifidelium defunctorum a pœnis purgatorii liberandis veteri altari per praedictum Gregorium praedecessorem concessum, ut praefertur, ad novum altare sub eodem titulo Praesepis Domini Nostri Jesu Christi in praedicta ecclesia situm, auctoritate apostolica, tenore praesentium, servata in reliquis litterarum praedictarum forma et dispositione perpetuo transferimus et transportamus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die XVIII junii MDCCXXXIX, pontificatus Nostri anno nono. D. Cardinalis Passioneus.

XXVII. Clause relative au nombre des messes.

1. Il importe de bien préciser le sens et la portée de certaines clauses restrictives apposées par les Souverains Pontifes dans les brefs ou rescrits par lesquels ils accordent l'autel privilégié.

Une de ces clauses porte sur le nombre de messes à dire chaque jour dans l'église désignée pour avoir un autel privilégié. Il faut que la clause *dummodo in dicta ecclesia tot missae quotidie celebrentur*, soit littéralement exécutée et il s'agit ici de messes dites chaque jour et non pas plusieurs fois la semaine.

« Cum juxta stylum secretariae brevium apostolicorum, indultis altarium pro animabus fidelium defunctorum a poenis purgatorii ut vocant, privilegiatorum, praefiniri soleat certus numerus missarum in ecclesiis, in quibus altaria hujusmodi sita sunt, quotidie celebrandarum, adjecta nimirum clausula: *dummodo in dicta ecclesia tot missae quotidie celebrentur;* frequenter vero contingat ejusmodi conditionem non ita exacte adimpleri et nihilominus nonnulli favorabiliter illam interpretantes asserant sufficere quod missae in iisdem indultis, sicut praemittitur, praefinitae, pluribus saltem diebus cujuslibet hebdomadae celebrentur, nec necesse sit illas singulis diebus celebrari; idcirco exortum fuit dubium de mandato Sanctissimi Domini Nostri in hac Sacra Congregatione discutiendum: An, attenta clausula supradicta, necessaria omnino sit singulis diebus celebratio missarum in indultis hujusmodi praefinitarum, vel potius sufficiat aliquibus, licet non omnibus, diebus cujuslibet hebdomadae etc. Die 5 junii 1694, Sacra, etc. respondit: Affirmative, quoad primam partem; negative quoad secundam, ac proinde celebrationem missarum indultis praefatis, ut praefertur, praefinitarum, omnino necessariam esse singulis diebus in eadem ecclesia. Et facta de praemissis relatione Sanctissimo, die 27 julii ejusdem anni, Sanctitas Sua Sacrae Congregationis Concilii sententiam benigne approbavit et publicari mandavit, die 11 septembris 1694. (Ferraris, t. I, col. 448).

2. La faveur pontificale demeure suspendue, faute du nombre de messes prescrit, si pendant un laps de temps assez considérable, comme l'avent et le carême, par la maladie d'un ou de plusieurs prêtres, la condition ne peut être remplie.

Il n'en serait pas de même, si le nombre de messes rigoureusement exigé n'était pas atteint; mais il faudrait alors que cette circonstance fût rare et accidentelle.

Or par cette suspension momentanée, provisoire, temporaire, on entend la privation du privilége aux jours où la clause n'est pas formellement observée, fût-ce par l'absence d'un seul prêtre.

« Primo an absentibus religiosis ex causa praedicationis, tem-

pore quadragesimae et adventus, vel quando occasione festivitatum, aut funerum, aut similium, a superioribus ad celebrandum alibi transmittuntur, indulgentiae concessae cum certo numero missarum, qui ob dictas causas adimpleri non potest, prorsus cessent, vel pro eo tempore quo dictus numerus missarum, non fuerit adimpletus, sint suspensae, vel potius remaneant in suo robore? Secundo, an idem sit statuendum, deficiente praefixo numero missarum, ob infirmitatem sacerdotum tam regularium quam saecularium? Tertio, an pariter idem sit statuendum, deficiente praedicto numero missarum, ob absentiam ab ecclesiis saecularibus canonicorum et sacerdotum per aliquot dies et menses?

» Sacra Congregatio Concilii Tridentini, etc, 30 julii 1701, respondit: Ad primum, quoad primam partem, pro tempore adventus et quadragesimae remanere suspensas, non autem in reliquis, dummodo raro contingat. Ad secundum remanere suspensas. Ad tertium, provisum in primo. »

Prinzivalli donne au décret la date du 30 juillet 1706.

« Altare majus fratrum minorum conventualium Montis Fusculi, dioecesis Beneventanae, habet perpetuum privilegium cum restrictiva ad sacerdotes ejusdem ecclesiae, concessum a Gregorio XIII. Cum autem in brevi habeantur haec verba; *In ecclesia duodecim sacerdotibus ornata*, et nunc tantum existant sex sacerdotes, quaeritur an privilegium adhuc subsistat?

S. C. : *Negative*. Die 16 jul. 1725 (Ferraris, t. 1, col. 452.)

« In ecclesia B. M. Terrae Forigii Sanctissimus concessit altare privilegiatum pro duabus feriis hebdomadae ad septennium, sub duabus conditionibus : 1. ut in ea ecclesia quotidie legantur quatuordecim missae: 2. ut soli sacerdotes praefatae ecclesiae illo privilegio uti possint. Sed episcopus has indulgentias non publicavit. Interrogatus a Sacra Congregatione respondit se credidisse conditiones non verificari, quia missae ibi fundatae et confratrum et montium, vix ascendunt ad numerum 3400, ut proinde in diem vix referantur decem. Aliae missae adventitiae sacerdotum adventantium sunt quidem plures quam quatuordecim; se tamen credidisse pontificem noluisse obligare indulgentias eventui accidentali, non stabili. Secundo illa ecclesia non est collegialis, nec parochialis, nec receptitia, adeoque non videtur habere sacerdotes proprios, prout in brevi exprimitur. Quaeritur an nihilominus episcopo injungenda sit publicatio indulgentiarum?

» Sacra Congregatio Indulgentiarum respondit: *Affirmative*. Die 25 septemb. 1713. » (Ferraris, t. 1, col. 452-453).

« In collegiata Sancti Caroli civitatis Mutinensis datur altare privilegiatum pro omni feria hebdomadae ea lege, ut singulis diebus in ecclesia legantur triginta missae, sed contingit quod tempore aestivo per quatuor menses vix legantur decem aut duodecim. E contra aliis octo mensibus numerus ita excrescit, ultra triginta, ut si divideretur in omnes dies anni aequaliter, haberentur singulis diebus triginta quatuor missae. Quaeritur an et pro quo tempore concessum privilegium suffragetur? Sacra Congregatio Indulgent. respondit: *Suffragari pro tempore quo triginta missae in ecclesia celebrantur*. Die 10 junii 1720. » (Ferraris, t. 1, col. 452.)

« *Albinganen.* — Agitata non semel inter doctores controversia super clausula *dummodo tot missae quotidie in tali ecclesia celebrentur*, quae in Brevibus altarium privilegiatorum apponi solet, tandem haec tria in Sac. Congregatione Concilii discussa fuerunt dubia: Primo an absentibus religiosis ex causa praedicationis, *reproduction du décret précédent.*) . . . . . Has resolutiones servari pluries decrevit Sacra Congregatio Indulgentia Sacrisque Reliquiis praeposita. Verum impetrato nuper ab ecclesia parochiali loci Lucinaschi, diœcesis Albinganen, altaris privilegio pro duabus cujuslibet hebdomadae feriis, sub conditione quotidianae octo missarum celebrationis, haec cum diebus festis minime adimpleatur eo quod aliquis ex sacerdotibus dictae ecclesiae in alia celebrare teneatur, orta est inter nonnullos dubitatio, an ob deficientiam alicujus ex praescriptis octo missis privilegium obtentum suffragetur? Quapropter proposito in Sacra Congregatione Indulgentiarum et Sac. Reliquiarum hujusmodi dubio, scilicet: An, attenta clausula praefata *dummodo* etc, in dicta ecclesia privilegium altaris obtentum, non obstante praescripti missarum numeri in diebus festis deficientia, subsistat in casu? etc. Eadem Sacra Congregatio, die 22 januarii 1753, decernendum esse censuit: Privilegium remanere suspensum diebus quibus praescriptus missarum numerus non verificatur. De quibus facta per me infrascriptum praefatae Sac. Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino relatione, Sanctitas Sua votum Sac. Congregationis benigne approbavit. Fr. J. Card. Protocarrero Praef.—A. M. Erba Prot. Apostolicus Secret. » (*Decreta*, n. CCXIII, p. 157. 158.)

« 1. An celebratio quotidiana missarum in brevibus altarium privilegiatorum apposita dictim debeat verificari, ut hujusmodi privilegia sustineantur? et quatenus negative.

« 2. Quanto tempore in anno tolerari possit omissio quotidianae celebrationis, ne privilegium amittatur?

« 3. An dicto tempore, quo missae praescriptae non celebrantur, privilegium sit in suo robore, vel potius pro eo tempore suspensum remaneat?

« Sac. Congregatio diei 9 februarii 1745 respondit: Serventur Resolutiones Sac. Congregationis Concilii in *Mutinen.* 10 junii 1720, et in *Senogallien.* 19 novembris 1732. (*Decreta*, n. CXXXII, p. 92)

3. Outre les exemples déjà rapportés au chapitre XIV, en voici un autre de l'an 1621, par lequel Grégoire XV privilégie l'autel de Ste Marie de la Consolation, à Venise, pourvu qu'il y ait au moins dix prêtres attachés à l'église. La concession n'est que pour le jour des morts, toute l'octave, le lundi, le mercredi et le vendredi de chaque semaine.

« *Gregorius papa XV — Ad perpetuam rei memoriam.* Omnium saluti paterna charitate intenti sacra interdum loca spiritualibus indulgentiarum muneribus decoramus, ut inde fidelium defunctorum animae D. N. J. C. ejusque sanctorum suffragia meritorum consequi et illis adjutae ex purgatorii poenis ad aeternam salutem per Dei misericordiam perduci valeant. Volentes igitur ecclesiam Beatae Mariae Consolationis de Fava nuncupatam Venetiarum simili hucusque privilegio, ut accipimus, minime decoratam, dummodo in ea decem ad minus sacerdotes existant et in ea sit altare beatae Mariae Virginis, hoc speciali dono illustrare auctoritate Nobis a Domino tradita ac de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque sacerdos alicuis ejusdem ecclesiae dumtaxat missam defunctorum in die commemorationis defunctorum et singulis diebus infra illius octavam, ac secunda, quarta et sexta feriis cujuslibet hebdomadae pro anima cujuscumque fidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad praedictum altare celebrabit, anima ipsa de thesauro Ecclesiae per modum suffragii indulgentiam consequatur, ita ut ejusdem D. N. J. C. ac beatissimae V. M. Sanctorumque omnium meritis sibi suffragantibus, a purgatorii poenis liberetur, concedimus et indulgimus. In contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Praesentibus ad septennium tantum valituris. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die undecima octobr. 1621, pontificatus nostri anno primo. » (Fl. Cornelius, *Ecclesiae Venetae*, Venise, 1749, t. IV, p. 236.

XXVIII. Quittances de messes demandées à un autel privilégié.

Les personnes pieuses qui désirent faire dire des messes à l'intention des défunts et aux autels privilégiés, s'adressent au prêtre sacristain de l'église qu'elles ont choisie.

Le prêtre reçoit la déclaration et l'aumône qui l'accom-

pagne, inscrit le nombre de messes demandé sur un registre *ad hoc* et donne un reçu de l'engagement qu'il prend de faire acquitter ces messes.

Aussi, pour mettre à couvert sa responsabilité, il exige du chapelain ou prêtre qui a rempli l'obligation, qu'il appose sa signature en face de chaque messe acquittée sur le registre spécial et ce n'est qu'après cette formalité remplie qu'il lui remet sa rétribution.

On comprend l'importance et l'avantage d'une semblable mesure.

Voici quelques-unes des cédules usitées dans certaines eglises de Rome.

1. *Billet délivré dans l'église des SS. Côme et Damien, au Forum, pour l'autel de la Ste Vierge. Gravure: La Ste Vierge parlant à S. Grégoire-le-Grand et les SS. Côme et Damien.*

« Le soussigné sacristain de la vénérable basilique des SS. Côme et Damien in Campo Vaccino, ai reçu de *(nom et qualité de la personne)* pour *(nombre de messes)* messes à célébrer *(intention particulière du demandant)* à l'autel privilégié à perpétuité de la sainte Vierge, qui parla au Pape S. Grégoire le Grand, lesquelles messes accordent à ceux qui célèbrent à cet autel la délivrance d'une âme du purgatoire, c'est-à-dire de celle pour qui se célèbre la messe.

En foi de quoi *(Date et signature)* »

2. *Billet délivré dans l'église de Ste Lucie du Gonfalon pour l'autel du Crucifix.*

Gravure: *Jésus en croix.*

« Indulgence plénière de toutes les coulpes et peines dans l'église de Sainte Lucie du Gonfalon.

« Celui qui fera célébrer une messe à l'autel privilégié du Très-Saint Crucifix, dans l'église de Sainte Lucie du Gonfalon en l'appliquant à une âme déterminée, délivrera cette même âme du Purgatoire, comme si la messe avait été célébrée à l'autel de S. Grégoire: et pour la personne vivante qui fait célébrer la messe, si le même jour elle se confesse et communie dans n'importe quelle église, toutes les coulpes et peines de tous les péchés commis pendant sa vie passée lui sont remis: ainsi qu'on peut voir sur une inscription de ladite église où sont mentionnées les concessions par bulles des souverains Pontifes Paul V, Sixte V et Grégoire XIII.

« Le sacristain soussigné a reçu de M. *(Nom de la personne et indication de la somme versée)* » écus. . . . . baïoques, en aumône pour *(nombre des messes)* messes à célébrer à l'autel privilégié.

Le. . . . . jour. . . . . de l'an. . . .

Le sacristain *(signature)*

3. *Billet donné dans l'église de Lorette.*

« Vénérable église de Notre Dame de Lorette des Boulangers italiens, près la colonne Trajane.

Je soussigné ai reçu de M. . . . . écus. . . . . baïoques. . . . . destinés à la célébration de. . . . . messes à acquitter à l'autel du Très-Saint Crucifix, privilégié par Paul V, de sainte mémoire. Le bref porte que cette messe délivre une âme du purgatoire.

« En foi de quoi. . . . . .

« Rome, le. . . . . .

« Reçu *(Désignation de la somme remise)*

« Le Recteur » *(Signature)*

XXIX. Obligation du prêtre relativement aux messes fondées ou éventuelles.

1. Les messes qui se célèbrent aux autels privilégiés, sont ou *éventuelles*, c'est-à-dire reçues au jour le jour, suivant l'occurrence, ou *fondées*, c'est-à-dire déterminées par un legs soit temporaire ou perpétuel.

Quoique les messes fondées à perpétuité aux autels privilégiés soient proscrites par la Sacrée-Congrégation, ainsi qu'on l'a dit plus haut, quand ces fondations existent, il importe de les faire observer scrupuleusement.

Des fondations de ce genre sont mentionnées par des inscriptions dans diverses églises de Rome.

1. *Aux SS. Apôtres.*

« D. O. M.
Bartholomaeus Rutilus nobilis Veientanus
dedit ad censum vitalitium huic venerabili
Soc. SS. XII Apostolorum scuta tria millia cum
onere celebrandi in hac ecclesia in altari
privilegiato pro ipsius anima sacrum unum
quolibet die in perpetuum et cum onere
post obitum alterius personae nominatae in
instrumento creationis d. census.
sub die VI mensis maii a. sal. MDCXV »

2. *Aux SS. Apôtres.*

Vincentii Porratae Aquilani civis romani
memoriae
quod sodalitatem SS. XII Apostolorum ex asse ad XXIII millia
fere toto exposito quaestui haeredem scripserit
pro ipsius animae expiatione quotidie sacrum
in ecclesia SS. Apostolorum ad altare pro defunctis privilegiatum
celebrari voluerit
VI idus maii MDCXXXIIII. »

3. *A Ste Marie dell'Orto.*

« D. O. M.
Gio. Battista Dionisi fruttarolo
nella congregatione segreta
della nostra archiconfraternita esibì una
patente di 45 centesimi del monte
ristorato pro eretione de
comprati de suoi proprii denari
a credito di questa venerabile chiesa
della Madonna SS. dell'Orto con
li frutti di gennaro 1739 con l'
obbligo della celebratione
di sei messe basse ogn'anno
in perpetuo all'altare privilegiato
della medesima per l'anima del
quond. Antonio Dionisi suo fratello
cioè quattro nel dì 26 agosto e due
nell'ottavario della commemoratione
de fedeli defonti come in detta
patenta registrate al libro 39
foglio 53 di detto monte, »

2. Les règles prescrites pour l'acquittement régulier des messes fondées ou éventuelles, sont les suivantes:

Clément XI, par édit de la sacrée Visite Apostolique, en date du loctobre 1704, enjoignit aux recteurs et sacristains des églises et chapelles qu'ils eussent le soin de noter sur les registres et tableaux de la sacristie l'autel auquel devaient être acquittées les fondations de messes, tant perpétuelles que temporaires.

« On formera un catalogue, où l'on écrira distinctement toutes les obligations de messes etc., et les autels où l'on doit les acquitter.

« On tiendra en outre un tableau distinct de toutes lesdites obligations, avec l'expression du nom du bienfaiteur et de l'autel où l'on doit les célébrer. »

Un autre édit en date du 25 janvier 1708 eut pour but d'assurer l'exécution des volontés expresses des bienfaiteurs. Ainsi les prêtres qui auront acquitté les messes devront se servir désormais de cette formule, en inscrivant leur nom sur le registre de la sacristie: *Ego N. celebravi ad altare S. N.*, en nommant l'autel qu'avait en vue le testateur. Non seule-

ment toute messe dite à un autre autel que celui indiqué serait tenue pour nulle et il faudrait la réitérer, mais encore le délinquant, s'il est séculier, encourrait une amende de dix écus d'or et, s'il est régulier, la suspense de ses fonctions, avec privation de voix active et passive.

« Notre saint Père le Pape Clement XI,..... veut et ordonne que tous les chapelains et prêtres, chanoines, abbés, recteurs, bénéficiers, et autres, de quelqu'état, grade et condition que ce soit, même privilégiés et très privilégiés dont on doive faire mention spéciale, tant séculiers que réguliers, de quelqu'ordre et institut que ce soit, y compris les onze congrégations et les Pères Jésuites, de quelque monastère, couvent, hospice, oratoire, église et autre lieu pie de cette auguste cité de Rome, qui ont la charge de célébrer des messes à un autel fixe et déterminé, doivent à l'avenir les célébrer audit autel, et non à un autre autel, quoique également ou plus privilégié. Et afin qu'il conste de l'acquit, les susdits devront, quand ils auront célébré, noter qu'ils ont célébré de leur propre main, dans le livre que tient la sacristie à cet effet, avec l'expression de l'autel; comme par exemple, si l'on doit célébrer les messes à l'autel de S. François, on doit écrire la célébration de sa propre main, de cette manière: *Ego N. celebravi ad altare S. Francisci*, ou si le nom de l'autel est noté sur la feuille opposée, on peut écrire de cette manière: *Ego N. celebravi ad contrascriptum altare* et ainsi l'on devra faire pour tout autre autel, si l'obligation est attachée à un autre autel. Autrement ils encourront *ipso facto* une amende de dix écus d'or pour chaque fois qu'ils seront en contravention; la moitié sera appliquée à l'accusateur et l'autre moitié aux lieux pies, au gré de Sa Sainteté et ils seront tenus de célébrer de nouveau les messes célébrées à un autre autel, ou qui n'ont pas été notées dans la forme susdite, comme si elles n'avaient été aucunement acquittées. Et si les contrevenants au présent édit sont réguliers, ils encourront *ipso facto* la peine de la suspension de leur office, et la privation de voix active et passive. Et l'on procédera en outre, au gré de Sa Sainteté, pour des peines majeures, tant contre les séculiers que les réguliers. Et contre les sacristains et autres surintendants des sacristies, qui ne veilleront pas à la ponctuelle observance de cet édit, on procédera rigoureusement avec peines semblables ou autres au gré de Sa Sainteté. »

XXX. Concessions apocryphes.

Quand on a des doutes sur la concession d'un autel privilégié, il importe pour la piété des fidèles de les lever le plus tôt possible, en consultant le S. Siége qui tranchera la question et prescrira les mesures opportunes.

« Mexicana. – Cum ad Sacram Indulgentiarum Sacrarumque Reliquiarum Congregationem delatum sit, altare vulgo *del Perdon* in ecclesia cathedrali Mexicana pene innumeris ditatum esse indulgentiis ac privilegiis, eadem Sac. Congregatio in generalibus comitiis apud Vaticanas aedes habitis die 31 martii ineuntis anni singulas assertas concessiones examinavit, auditoque consultoris voto ad dubium: An gratiae, indulgentiae et privilegia de quibus in casu genuina putanda sint, an apocrypha? respondendum esse duxit: *Negative ad primam partem, Affirmative ad secundam.* Facta itaque de his omnibus per me infrascriptum Sac. Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino Nostro Pio PP. IX fideli relatione, Sanctitas Sua resolutionem Sac. Congregationis approbando, nec non, quatenus opus sit, quamcumque praecedentem concessionem abrogando, ne fidelium tepescat devotio, ac animabus in purgatorio detentis deficiat solatium, benigne declaravit idem altare privilegiatum pro missis, quae in eodem a quocumque sacerdote sive saeculari, sive regulari in suffragium fidelium defunctorum celebrabuntur. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Voluit insuper eadem Sanctitas Sua, ut ad praefatum altare veteri amota Indulgentiarum ac privilegiorum tabella, altera hujus Pontificiae novae elargitionis affigatur.

» Datum Romae ex Secretaria ejusdem S. Congregationis Indulgentiarum, die 14 aprilis 1856. F. Card. Asquinus Praef. A. Columbo Secret. (*Decreta*, N. DCLVII, p. 569–570).

« Mexicana. – Cum in Sac. Congregatione Indulgentiarum Sacrarumque Reliquiarum in palatio Vaticano habita, die 31 martii 1856, singulae indulgentiae ac privilegia quibus altare vulgo *del Perdon* in ecclesia cathedrali Mexicana asserebatur ditatum, apocrypha et falsa sint declarata, quaeque ab Apostolica Sede, anno 1833, etiam majori altari ecclesiae monialium S. Bernardi ejusdem civitatis fuerant communicata, hinc Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. IX cui de omnibus per me infrascriptum Sac. Congregationis Secretarium facta fuerat fidelis relatio, non modo resolutionem ejusdem Sac. Congregationis approbavit, verum etiam, quatenus opus sit, praefatam communicationem abrogando, benigne declaravit privilegiatum quotidianum praememoratum altare majus ecclesiae monialium S. Bernardi pro missis, quae in eodem a quocumque sacerdote, sive saeculari sive regulari, in suffragium fidelium defunctorum celebrabuntur, ea tamen conditione, ut ab ipso altari, veteri amota, si qua sit, nova affigatur tabella hujus pontificiae elargitionis. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romae ex Secretaria ejusdem Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 14 aprilis 1856. F. Card. Asquinius Praef.–A. Colombo Secret. (*Decreta*, N. DCLVIII, p. 570–571).

XIX. Autel privilégié personnel.

1. L'autel privilégié est personnel, quand l'indulgence qu'il procure est attachée à la personne qui l'obtient, qu'elle célèbre n'importe à quel autel et non à un autel déterminé dans telle ou telle église.

2. Cette faveur que donne le S. Siége s'obtient ou par rescrit ou plus ordinairement par bref apostolique.

Voici la formule usitée en pareille circonstance, à la secrétairie des Mémoriaux.

« Beatissime Pater.

» Sacerdos N. Parochus N. Diœcesis N. in provincia N. ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humillime supplicat pro indulto personali altaris privilegiati tribus in hebdomada diebus, cum simile indultum numquam obtinuerit. Quod Deus etc.

» Ex audientia Sanctissimi, Die etc. Sanctissimus benigne annuit pro indulto personali altaris privilegiati tribus vicibus qualibet hebdomada.–N. Card. N. »

3. Le Saint Siége accorde quelquefois la faveur que toutes les messes célébrées pour les défunts d'une famille, dans quelque église que ce soit, soient privilégiées à perpétuité.

Voici la formule de la supplique et du rescrit expédié par la Sacréé Congrégation des Indulgences.

» Très-Saint Père, N. *(Nom, prénom, titre)*, du diocèse de *(Nom)* supplie humblement Votre Sainteté de daigner déclarer privilégiées chaque jour et à perpétuité toutes les messes qu'il fera célébrer dans les églises ou dans les oratoires publics et privés en faveur des défunts de sa famille. N. *Nom du diocèse.*

» Decretum. Ex audientia Sanctissimi. Ad humillimas preces Oratoris, Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa IX inclinatus benigne annuit ut omnes et singulae missae, quas ipse Orator pro quibusvis Christifidelibus defunctis ejus familiae consanguineis et affinibus ad quodlibet altare cujuslibet ec-

clesiae, vel publici seu privati oratorii celebrari curaverit, eadem gaudeant gratia, ac si in altari privilegiato celebratae fuerint. Praesenti vita Oratoris durante valituro, absque ulla Brevis expeditione: non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Datum Romae ex Secretaria Sacrae Congregationis Indulgentiarum die *(jour, mois, année)* N. *(Signature du Carnal Préfet)*, Praef. (Sceau ✠ du Cardinal) N. *(Signature du Secrétaire)*, Secret. – Expensae Obuli Nonaginta. – Agentia Scut. unum et ob. viginti. »

4. Telle est la teneur du bref apostolique, délivré par la secrétairerie des Brefs.

« Pius PP. IX. Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem. Exponendum curavisti Nobis tibi esse in votis, ut missae tam tibi incumbentes quam adventitiae, seu devotionis causa ab te celebrandae cœlestium munerum, quorum dispensationem Nobis credidit Altissimus, elargitione per Nos decorentur. Quare a Nobis petivisti humiliter, ut in praemissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur piis hisce tuis votis ac precibus benigne annuere volentes, de omnipotentis Dei misericordia, ac BB. Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi, tibi dil. fili, ut quandocumque pro anima cujuscumque Christifidelis, quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit, ad quodlibet altare missam celebraveris, missae sacrificium hujusmodi quater tantum qualibet hebdomada, animae seu animabus, pro qua seu pro quibus celebratum fuerit, perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset a te celebratum, auctoritate Apostolica tenore praesentium, concedimus et indulgemus. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Apostolicae regula de non concedendis Indulgentiis ad instar, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis, caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut si tibi alias privilegium hujusmodi fuerit concessum, illud revocatum sit, prout per praesentes Apostolica auctoritate revocamus. Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die *(date par jour, mois, année)*, Pontificatus Nostri anno *(date du pontificat)* N. card. N. *(Signature du cardinal Secrétaire des Brefs)* *(Sceau du pêcheur)*. *Au dos:* Dilecto Filio Presb. *(Nom, prénom, titres)* Diœcesis N. *(Nom du diocèse)*.

5. Les chanoines de la collégiale de S. Barthélemy, à Bénévent, ont, par bref de Pie VII, en date du 3 août 1804, obtenu pour eux et leurs successeurs à perpétuité, l'autel privilégié personnel.

« Altare privilegiatum personale pro capitulo et canonicis S. Bartholomaei Beneventanae civitatis.

» Pius PP. VII. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi Nobis nuper fecerunt dilecti filii Joseph Capobianco aliique canonici collegiatae ecclesiae Sancti Bartholomaei apostoli civitatis Nostrae Beneventanae, quod ipsi tam missas sibi suisque successoribus incumbentes, quam alias ex devotione celebrandas cœlestium munerum, quorum dispensationem fidei Nostrae credidit Altissimus, elargitione a Nobis condecorari ac etiam licentiam benedicendi sacras dictae ecclesiae supellectiles eorum aliquibus per Nos concedi. Nobis propterea humiliter supplicari fecerunt ut in praemissis opportune providere et ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur ipsorum exponentium votis hac in re quantum cum Domino possumus, annuere volentes, atque eorum singulares personas a quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis censuris, sententiis et pœnis quovis modo et quacumque de causa latis, si quas forte incurrerint, hujus tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, supplicationibus eorum nomine Nobis humiliter porrectis inclinati, ut quandocumque moderni et pro tempore in perpetuum existentes dignitates et canonici ecclesiae collegiatae praedictae sacrosanctum missae sacrificium quater in hebdomada ad quodcumque altare celebrabunt, missae sacrificium hujusmodi animae seu animabus pro qua seu quibus celebratum fuerit, perinde suffragetur, ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore praesentium, concedimus et indulgemus . . . . . Non obstantibus etc. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris, die tertia augusti, millesimo octingentesimo quarto, pontificatus Nostri anno quinto. (*Bullar. Rom. cont.*, t. XII, p. 194).

6. Benoît XIV, par son bref *Praeclara decora*, donné à l'église de Vérone, le 19 janvier 1748, accorde aux chanoines de cette église le privilége de l'autel personnel deux fois la semaine, à perpétuité, à quelqu'autel qu'ils célèbrent: « Praeterea iisdem, ut praemittitur, canonicis in perpetuum indulgemus ut sacrosanctum missae sacrificium, quod ad quodcumque altare bis in hebdomada quilibet eorum pro animabus Christifidelium, quae Deo in charitate conjunctae ex hac vita migraverint, celebraverit, proinde iisdem suffragetur, ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum. (*Benedicti XIV Bullarium*, édit. de Malines, tom. IX, pag. 432.)

7. Grégoire XVI, par bref du 19 juillet 1831, déclara privilégiés tous les autels de l'église collégiale et paroissiale de S. Pantaléon, à Venise, pour tous les prêtres seulement de ladite église et pour les cas où, soit en vertu de fondation spéciale, soit pour satisfaire leur propre dévotion, ils y célébreraient à l'intention des défunts, en sorte que l'indulgence gagnée est la même que s'ils célébraient à un autel privilégié. Le bref fut donné à perpétuité.

« Gregorius PP. XVI. Ad perpetuam rei memoriam. Exponi nobis nuper fecerunt dilecti filii capitulum et presbyteri choro parochialis et collegiatae ecclesiae sub invocatione S. Pantaleonis medici martyris, civitatis Venetiarum, inservientes, quod licet in dicta ecclesia altare privilegio apostolico pro animabus fidelium defunctorum purgatorii pœnis liberandis decoratum reperiatur, tot sunt missarum onera ad altare hujusmodi celebranda et alia missarum sacrificia quae christifideles pro defunctis ad praefatum altare celebrare flagitant, ut sacerdotes choro ejusdem parochialis et collegiatae ecclesiae inservientes missas sibi incumbentes seu devotionis causa non sine tam proprio quam aliorum presbyterorum ad dictam ecclesiam adventantium incommodo in altare privilegiato hujusmodi celebrare possint. Nobis propterea humiliter supplicari fecerunt ut in praemissis opportune providere ac ut infra indulgere de benignitate apostolica dignaremur.

» Nos igitur ipsos exponentes specialibus favoribus et gratiis prosequi volentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, de omnipotentis Dei misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, ut quandocumque aliquis ex sacerdotibus choro dictae ecclesiae inservientibus dumtaxat ad quodcumque altare dictae ecclesiae sacrosanctum missae sacrificium tam pro satisfactione onerum missarum sibi incumbentium, quam devotionis causa, pro anima cujuscumque Christifidelis quae Deo in charitate conjuncta ab hac luce migraverit ad praefatum altare celebrabit, missae sacrificium hujusmodi anima seu animabus pro qua seu pro quibus celebratum fuerit, perinde suffragetur ac si ad altare privilegiatum fuisset celebratum, auctoritate apostolica, tenore praesentium concedimus et indulgemus.

» Non obstantibus, quatenus opus sit, nostra et cancellariae apostolicae regula de non concedendis indulgentiis ad instar, aliisque constitutionibus et ordinationibus apostolicis caeterisque contrariis quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

» Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo piscatoris die decima nona julii millesimo octingentesimo trigesimo primo, pontificatus Nostri anno primo. (*Bullarii Romani continuatio*. Romae, 1857, t. XIX, p. 36.)

8. Le prêtre aggrégé à une confrérie jouissant du privilége

personnel, peut, à moins de clause dérogative spéciale, cumuler les deux priviléges et s'en servir successivement.

« Meliten. — Cœremoniarius ecclesiae cathedralis diœcesis Meliten. quaerit a Sac. Congregatione: An sacerdos, qui gaudet privilegio altaris personalis, si sit aggregatus alicui Congregationi, quae etiam dicto privilegio gaudet, possit adhuc frui hoc alio privilegio, cum aliunde jam habeat per tres, aut quatuor vices in hebdomada tale privilegium?

» Sac. Congregatio respondit, auditis quoque consultorum votis: *Affirmative, dummodo in indultis, de quibus mentio fit in ipso dubio, aliter expresse non disponatur.* Die 27 maii 1839.» (*Decreta*, n. CDXC, p. 412)

9. Le diplôme, donné aux prêtres tant séculiers que réguliers par le général de la Congrégation des missionnaires du Precieux Sang, à l'effet d'admettre dans les rangs de la confrérie de la Congrégation et de bénir les chapelets, scapulaires et cordons du Précieux Sang, porte qu'en vertu du bref de S. S. Pie IX, en date du 29 juillet 1851, tout prêtre ainsi délégué jouit, une fois par semaine, de l'autel privilégié personnel.

« Ad gratiarum spiritualium augmentum semel in singulis hebdomadibus personali indulto altaris privilegiati gaudebis. »

10. Le prêtre, chargé de dire la messe à un autel privilégié, peut aussi bien user, en faveur de l'âme pour laquelle il prie, du privilége qui lui est personnel, que de l'autel privilégié, l'obligation étant alors remplie.

« Incerti Loci - Cajus sacerdos habens privilegium personale altaris privilegiati bis aut ter in hebdomada, accepto stipendio pro missa celebranda in altari privilegiato, ex praetextu personalis privilegii ejusdem altaris privilegiati, celebrat in altari non privilegiato.

» Quaeritur an bene se gerat et utrum oneri suspecto satisfaciat?

» Sacra Congregatio respondit: *Affirmative.* Die 16 februarii 1852. » (*Decreta*, DCXX, p. 528.)

11. On n'est pas tenu de présenter à l'ordinaire l'indult de l'autel privilégié personnel.

« Qui habet indultum altaris privilegiati personalis non tenetur illud ordinario exhibere. » (*Sacr. Congr. Indulg.* 5 februarii 1841. (Falise. *Decreta authentica S. C. R.* p. 11.)

12. Le prêtre qui a l'autel privilégié personnel pour certains jours de la semaine seulement, peut célébrer les jours de fêtes doubles, s'il n'y en a pas d'autres; mais si la semaine offrait des semidoubles, il devrait choisir ces jours de préférence. Voir le décret *in Andegavensi* au chapitre suivant.

XXXII. Messe à dire et couleur des ornements.

1. Pour gagner l'indulgence plénière attachée à l'autel privilégié, il est nécessaire de dire la messe de *Requiem*, aux jours non empêchés par la rubrique, comme semidoubles, simples, féries, et il faut alors se servir d'un ornement noir.

Les jours empêchés, comme dimanches, octaves, féries et vigiles privilégiées, doubles, l'indulgence est appliquée en célébrant la messe qui correspond à l'office occurrent et avec la couleur du jour.

Par cette messe dite ainsi l'on satisfait pleinement aux obligations inhérentes aux fondations ou aux demandes particulières des fidèles, comme si la messe, dite à l'autel privilégié, avait été une messe de *Requiem*.

Il est dit d'une manière précise qu'il s'agit ici de l'autel privilégié en général, que la concession soit perpétuelle ou temporaire, quotidienne ou limitée à certains jours, même personnelle.

Les octaves privilégiées, où l'on ne doit pas dire les messes de *Requiem*, sont celles de l'Epiphanie, de Pâques, de la Pentecôte, de Noël et de la Fête-Dieu

La messe de *Requiem* est prescrite pour la *sépulture* tous les jours, excepté les doubles de première classe, chômés par le peuple et les trois derniers jours de la semaine sainte; pour les *anniversaires* fondés par testament au jour de l'obit et pour les anniversaires solennels du troisième, septième et trentième jour, qui se comptent à partir de l'enterrement.

Si ces jours coïncident avec des offices qui ne permettent pas de dire une messe des morts, on les diffère ou on les anticipe au premier jour libre.

Pour gagner l'indulgence plénière, il faut donc, ces jours-là, dire la messe en noir.

« Æsina. Pro parte magistri cœremoniarum supplicatum fuit declarari:

» An in octavis solemnioribus, et in duplicibus possit in altari privilegiato celebrari missa de Requie pro anima particularis defuncti.

» Et S. R. C. respondit: *Servandas esse Rubricas.* Die 24 maii 1653. (*Gardellini*, n. 1672, t. I, p. 291-292).

« Decretum generale. Super declaratione alterius decreti generalis editi die 5 augusti 1662 de non celebrandis missis de Requiem in duplicibus.

SS. D. N. Dnus Alexander PP. VII, ad tollenda quamplurima dubia in diversis mundi partibus orta, et in S. R. C. deducta, occasione decreti ejusdem S. C. sub die 5 augusti 1662 editi, et per Sanctitatem Suam approbati, de non celebrandis missis *de Requiem* in duplicibus: approbando in primis aliud decretum ejusdem S. C. editum in una Novarien., die 22 novembris 1664, quo declaratum fuit: Anniversaria, et missas cantatas de Requiem relictas ex dispositione Testatorum, quotannis in die ipsorum obitus, etiam in duplici majori contingentis, posse celebrari, et non comprehendi in dicto decreto. Ulterius quod altaria perpetua privilegiata, et in quibus proinde quotidie, etiam in duplicibus, celebrandae sunt missae *de Requiem* ex obligatione: declaravit per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri dictis obligationibus, et suffragari cum iisdem indulgentiis, perinde ac si essent celebratae missae *de Requie* ad formam privilegiorum. Hac die 1 decembris 1666. (*Gardellini*, n. 2385, t. 1, p. 407).

» Alexander papa vii. Ad perpetuam rei memoriam. Creditae nobis cœlitus dispensationis officium salubriter exequi, adjuvante Domino, jugiter satagentes, et quamplurima dubia in diversis mundi partibus orta, et in Congregatione Venerabilium fratrum Nostrorum S. R. E. Cardinalium Sacris Ritibus praepositorum, deducta occasione decreti ejusdem Congregationis die 5 augusti 1662 editi, ac nobis probati de non celebrandis missis de *Requiem* in duplicibus tollere, atque dirimere cupientes, de memoratorum Cardinalium consilio, auctoritate Apostolica, tenore praesentium approbamus in primis aliud decretum in una *Novarien.* 22 novembris 1664, quo declaratum fuit anniversaria, et missas cantatas de *Requiem* relictas dispositione testatorum quotannis in die ipsorum obitus, etiam in duplici majori contingentis, non comprehendi in dicto decreto. Ulterius quoad altaria perpetua privilegiata, et in quibus proinde quotidie etiam in duplicibus celebrandae sint missae de *Requiem* ex obligatione, auctoritate et tenore praedictis, declaramus, per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri dictis obligationibus, et suffragari cum iisdem indulgentiis, perinde ac si essent celebratae missae de *Requiem* ad formam privilegiorum, salva tamen semper in praemissis auctoritate Congregationis. Decernentes easdem praesentes Litteras semper firmas, validas, et efficaces existere, et fore, suosque plenarios, et integras effectus sortiri, et obtinere etc. Datum Romae apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die 22 januarii 1667 Pontificatus nostri anno duodecimo. (*Gardellini*, t. IV, p. 201-202).

« Decretum Generale. Cum sa. me. Alexander VII dubia

in diversis mundi partibus occasione decreti S. R. C., die 5 augusti 1662 emanati, et a Sanctitate Sua approbati, de non celebrandis missis defunctorum in festis ritus duplicis exorta dirimere cupiens, aliud ejusdem S. C. decretum in una Novarien. die 22 novembris 1664, editum approbaverit, quo declaratum fuerat: Anniversaria et missas defunctorum causa, ex dispositione testatorum quotannis recurrente ipsorum obitus die, celebrandas, tametsi dies obitus hujusmodi in festum sit dup. majoris incideret, non comprehendi in dicto primo decreto. Ac ulterius, quoad altaria privilegio Apostolico pro animabus fidelium defunctorum in perpetuum decorata, et in quibus quotidie proinde, etiam in festis rit. dup. celebrandae essent missae defunctorum ex obligatione declaraverit, per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri injunctis obligationibus, et indulgentias per hujusmodi privilegia Apostolica concessas animabus fidelium defunctorum in purgatorio existentibus suffragari, perinde ac si celebratae fuissent missae defunctorum ad formam dictorum privilegiorum, prout in Brevi Apostolico desuper die 22 januarii 1667 expedito continetur. Eadem S. C. intellecto, quod etiam dubitaretur, utrum praedicti Brevis dispositio, quoad altaria pariter quidem privilegiata, sed non in perpetuum, nec pro omnibus hebdomadae diebus, et ad quae missae, non ex obligatione, sed ex sola fidelium devotione celebrarentur, locum haberet; re mature perpensa, censuit, declarationem a memorato S. M. Alexandro VII, sicut praemittitur, editam, extendendam esse ad altaria, ut praefertur, non in perpetuum, sed ad septennium, vel aliud brevius vel longius tempus, ac non pro omnibus, sed aliquo vel aliquibus tantum hebdomadae diebus nunc, et in futurum quandocumque privilegiata. Et proinde si Sanctissimo D. N. placuerit, indulgendum fore, ut missae quae ibidem de festo currenti, in quo missae defunctorum celebrari non possint, sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione celebratae fuerint, indulgentias per privilegia hujusmodi concessas consequantur in omnibus, et per omnia, perinde ac si missae defunctorum ad formam eorumdem privilegiorum celebratae fuissent. Die 20 julii 1669.

» Et facta relatione SSmo D. N. Clementi PP. IX, Sanctitas Sua sententiam S. C. approbavit et Breve desuper expediri mandavit. Hac die 13 augusti 1669. (*Gardellini*, n.° 2488, t. 1, p. 426–427).

» Clemens PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. – Cum felic. recordat. Alexander Papa VII, Praedecessor Noster, dubia, in diversis mundi partibus, occasione decreti Congregationis tunc existentium S. R. E. Cardinalium Sacris Ritibus praepositorum die 5 augusti 1662 emanati, et ab ipso Alexandro praedecessore nostro approbati, de non celebrandis missis defunctorum in festis ritus duplicis, exorta, dirimere cupiens, aliud ejusdem Congregat. decretum in una *Novarien.*, die 22 novembris 1664 editum approbaverit, quo declaratum fuerat anniversaria, et missas defunctorum cum cantu ex dispositione testatorum quotannis recurrente ipsorum obitus die celebrandas, tametsi die obitus hujusmodi in festo ritus duplicis majoris incideret, non comprehendi in dicto primo decreto: ac ulterius quoad alteria privilegio Apostolico pro animabus fidelium defunctorum in perpetuum decorata, et in quibus proinde quotidie, etiam in festis ritus duplicis celebrandae essent missae defunctorum ex obligatione, declaravit, per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri injunctis obligationibus, et indulgentias per hujusmodi privilegia Apostolica concessas animabus fidelium in purgatorio existentibus suffragari perinde, ac si celebratae fuissent missae defunctorum ad formam dictorum privilegiorum, et alias, prout in ejusdem Alexandri praedecessoris litteris desuper in simili forma brevis, die 22 januarii 1667 expeditis, quarum tenores praesentibus pro plene et sufficienter expressis, et insertis haberi volumus, uberius continetur. Cumque (sicuti ad aures nostras pervenit) etiam dubitetur: Utrum dictarum litterarum dispositio quoad altaria pariter quidem privilegiata, sed non in perpetuum, nec pro omnibus hebdomadae diebus, et ad quae missae non ex obligatione, sed ex sola fidelium devotione celebrantur, locum habeat: Hinc est quod nos dubitationes hujusmodi ex injunctae nobis caelitus pastoralis sollicitudinis munere dirimere pariter atque decidere cupientes, de Venerabilium fratrum nostrorum ejusdem S. R. E. Cardinalium praepositorum Sacris Ritibus qui rem mature perpenderunt, consilio declarationem a memorato Alexandro praedecessore, sicut praemittitur, editam ad altaria, ut praefertur, non in perpetuum, sed ad septennium, seu aliud brevius, vel longius tempus; ac non omnibus, sed aliquo, vel aliquibus tantum hebdomadae diebus, nunc et in futurum quandocumque privilegiata, auctoritate Apostolica, tenore praesentium, extendimus, et proinde ut missae, quae ibidem de festo currenti, in quo missae defunctorum celebrari non possint, sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione, celebrantur, ita ut animae Christifidelium, pro quibus celebratae fuerint, indulgentias per privilegia hujusmodi concessas consequantur in omnibus, et per omnia, perinde ac si missae defunctorum ad formam eorumdem privilegiorum celebratae fuissent, auctoritate et tenore praedictis, concedimus, et indulgemus. Decernentes easdem praesentes litteras semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et obtinere, non obstantibus etc. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 23 septembris 1669, Pontificatus nostri anno tertio. » (*Gardellini*, t. IV, p. 202.)

« Ruremunden. – Nomine episcopi Ruremunden. quaesitum fuit a S. R. C. declarari:

» 3. An privilegiatus, legendo de Requiem in altari privilegiato die privilegiata, quae occurrit in festo duplici, aut infra octavam festum duplex excludentem, lucretur Indulgentias altari privilegiato concessas?

» 4. An in altari privilegiato ecclesiae, vel cappellae, ubi est instituta confraternitas fidelium defunctorum, diebus, ut supra, possit legi, aut cantari missa de requiem?

» Et S. eadem C. respondit ad supradicta, ut infra videlicet.

Ad 3. Quoad altaria seu in perpetuum, seu ad septennium seu ad aliud brevius, vel longius tempus, sive pro omnibus, sive pro aliquo, vel aliquibus hebdomadae diebus privilegiata, in quibus ex obligatione, vel ex sola fidelium devotione, etiam in duplicibus, celebrandae sint missae de requiem, per celebrationem missarum de festo currenti cum applicatione sacrificii juxta mentem benefactorum, satisfieri dictis obligationibus, et suffragari cum iisdem indulgentiis, perinde ac si essent celebratae missae de requiem ad formam privilegiorum, juxta declarationes super his ab eadem S. C. alias editas, et respective approbatas a fel. rec. Paulo V, die 19 maii 1614, Alexandro VII, de die 5 augusti 1662, et literis in forma brevis desuper expeditis die 22 januarii 1667, aliisque a Clemente IX, die 23 septembris 1669.

» Ad 4. *Non posse*; missam autem cantatam ex dispositione testatorum in die anniversaria ipsorum obitus, etiam in duplici majori contingentis, nec in expressis, nec in aliis ecclesiis, seu capellis prohiberi, ut alias declaratum fuit dictis literis Alexandri VII, 22 januarii 1667. Die 24 julii 1683. » (*Gardellini*, n. 3029, t. V, p. 51–52.)

« Dubium. – Cum alias sa. me. Alexander VII, de consilio S. R. C. sub Brevi sub datum die 22 januarii 1667, declaraverit, ut in diebus impeditis a festo duplici, quibus missae de Requiem celebrari non possunt, celebrando missas de festo currenti in altaribus privilegiatis quotidianis perpetuis, eadem Indulgentia lucretur, ac si missa de Requiem secundum privilegiorum formam celebraretur; et deinde cum eadem declaratio, praecedendo etiam votum ejusdem S. C. a S. M. Clemente IX, alio sub Brevi sub die 23 septembris 1669,

extensa fuerit omnibus altaribus privilegiatis non perpetuis, nec quotidianis, ita ut favendo privilegio, suffragetur celebratio missae in illis de festo currenti. Nunc ortum dubium: an supradictae declarationes Alexandri VII et Clementis IX, intelligantur etiam in diebus dominicis, et infra octavas Paschatis, Pentecostes, et Corporis Christi? Fuit a SSmo Domino Nostro remissum ad S. R. C. pro voto; quod relatum ab Emo et Rmo Domino Card. Colloredo, eadem S. C. respondit: *Supradictas declarationes intelligendas esse pro omnibus diebus, quibus, juxta Rubricas, non potest dici missa de requiem. Hac die 3 aprilis* 1688. » (*Gardellini*, N. 3158, t. II, p. 89).

« Innocentius PP. XI. Ad perpetuam rei memoriam. Alias postquam felic. record. Alexander PP. VII, praedecessor noster, per quasdam suas in simili forma Brevis, die 22 januarii 1667 expeditas literas, dubia in diversis mundi partibus, occasione decreti Congregationis tunc existentium S. R. E. Cardinalium Sacris Ritibus praepositorum, die 5 augusti 1662 emanati, et ab ipso Alexandro praedecessore approbati, de non celebrandis missis defunctorum in festis ritus duplicis, exorta dirimere cupiens, inter cetera quoad altaria privilegio apostolico pro animabus fidelium defunctorum in perpetuum decorata, et in quibus proinde quotidie etiam in festis ritus duplicis celebrandae fuissent missae defunctorum ex obligatione, declaraverat per celebrationem missarum de festo currenti satisfieri injunctis obligationibus, et indulgentias per ejusmodi privilegia Apostolica concessas animabus fidelium defunctorum in purgatorio existentibus suffragari, perinde ac si celebratae fuissent missae defunctorum ad formam dictorum privilegiorum. Recolendae memoriae Clemens Papa IX, pariter praedecessor noster, aliam subinde ortam dubitationem utrum scilicet dictarum Alexandri praedecessoris literarum dispositio quoad altaria pariter quidem privilegiata, sed non in perpetuum, nec pro omnibus hebdomadae diebus, et ad quae missae, non ex obligatione, sed ex sola fidelium devotione celebrarentur, locum haberet similiter, tollere desiderans, declarationem a memorato Alexandro praedecessore, sicut praemittitur editam ad altaria, ut praefertur, non in perpetuum sed ad septennium, seu ad aliud brevius, vel longius tempus ac non in omnibus, sed aliquo vel aliquibus tantum hebdomadae diebus, tunc, et in futurum quamdocumque privilegiata, auctoritate Apostolica, extendit et proinde ut missae quae ibidem de festo currenti, in quo missae defunctorum celebrari non possent, sive ex obligatione, sive ex sola fidelium devotione celebrandae essent, suffragarentur, ita ut animae Christifidelium, pro quibus celebrarentur, Indulgentias per privilegia hujusmodi concessas consequerentur, in omnibus et per omnia perinde ac si missae ad formam eorumdem privilegium celebratae fuissent eadem auctoritate concessit, et indulsit, et alias prout in ipsius Clementis praedecessoris literis etiam in forma Brevis die 23 septembris 1669, desuper expeditis, quarum, et praefatarum Alexandri praedecessoris literarum tenores praesentibus pro plene et sufficienter expressis et insertis volumus, uberius continetur. Cum autem postmodum, sicut accepimus, novum circa praemissa excitatum fuerit dubium, videlicet: an supradictae Alexandri, et Clementis praedecessorum declarationes ibi pariter locum vindicarent, etiam in diebus dominicis, infra octavas Paschatis Resurrectionis, Pentecostes et Corporis Christi, aliisque diebus, quibus, licet a festo duplici non impediatur, adhuc missae defunctorum juxta ritum et morem Ecclesiae celebrari nequeunt, quatenus nimirum missae, quas iisdem diebus celebrari licet, servata ceteroquin dictorum privilegiorum forma, ad praefata altaria celebrentur; nosque dubium hujusmodi Congregationi VV. Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium Sacris Ritibus praepositorum examinandum commiserimus, ac eadem Cardinalium Congregatio, re mature discussa, nuper per suum decretum die 3 aprilis proximi praeteriti praefatas Alexandri, et Clementis praedecessorum declarationes intelligendas esse pro omnibus diebus quibus juxta rubricas missae defunctorum celebrari non possunt, responderit; hinc est, quod nos commissae nobis cœlitus dispensationis munere fidelium defunctorum animarum in purgatorio existentium suffragiis peramplius consulere cupientes, decretum hujusmodi a memorata Cardinalium Congregatione editum, ut praefatur, apostolica auctoritate, tenore praesentium, confirmamus, et approbamus, illique inviolabilis Apostolicae firmitatis robur adjicimus; salva tamen semper in praemissis auctoritate supradictae Congregationis Cardinalium. Decernentes easdem praesentes literas semper firmas, validas, et efficaces existere, et fore, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, ac obtinere. Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 4 mai millesimo sexcentesimo octuagesimo octavo, Pontificatus nostri anno duodecimo. » (*Gardellini*, t. IV, p. 202-203.)

« Caven. — Remisso S. R. C. a SSmo D. Nostro Innocentio Papa XII pro voto supplici libello Sanctitati Suae porrecto ex parte capituli et canonicorum ecclesiae cathedralis civitatis Caven. humiliter supplicantium, ut purgatorii animas commiserando, dignaretur ex speciali gratia indulgere, ut ad instar declarationum S. R. C., sub die 5 augusti 1662, San. Mem. Clementis PP. IX; sub die 23 septembris 1669, et Innocentii PP. XI, sub die 4 maii 1688, editarum, sacerdotes ejusdem civitatis cum celebratione missarum, etiam de festo duplici et applicatione sacrificii ad altare privilegiatum Montis pietatis nuncupatum intus ecclesiam cathedralem Cavensem existens, pro consecutione Indulgentiarum pro animabus defunctorum possent satisfacere mentemque benefactorum adimplere; ac insuper ut indultum san. mem. Gregorii XIII pro praedicto altari privilegiato Montis Pietatis calendis julii anni 1581, pro missis defunctorum dumtaxat concessum adeo posset etiam cum celebratione missae de festo duplici praedictae suffragari, ac si missa de Requie celebraretur, ex eo maxime, quia, cum in eodem altari hactenus non parva extent legata, earumdem celebrationem ob innumera officia Sanctorum sub ritu duplici praescripta, ob distantiam cathedralis a casalibus, in quibus ipsi sacerdotes habitant, et ob cœli inclementiam, ad diem primam non impeditam, et ultro etiam sacerdotes praedicti, cum maximo animarum suffragio exposcentium praejudicio protrahere coguntur. Praedictorum libello ab Emo, et Rmo D. Card. Imperiali in S. R. C. relato, Eadem S. R. C. omnibus bene perpensis, ac mature consideratis, censuit respondendum: *Oratorum petitioni posse annui, quatenus non possint adimplere in diebus non impeditis, si SSmo D. Nostro placuerit.* Die 5 julii 1698. » (*Gardellini*, N. 3480, t. II, p. 170.)

« Caven. — Remisso S. R. C. a SSmo Domino Nostro Innocentio PP. XII pro voto supplici libello Sanctitati Suae porrecto ex parte capituli et canonicorum ecclesiae cathedralis Civitatis Caven. humiliter supplicantium, ut purgatorii animas commiserando, dignaretur ex speciali gratia indulgere ut ad instar declarationum S. R. C. sub die 5 augusti 1662, s. m. Clementis PP. IX, sub die 23 septembris 1669, et Innocentii PP. XI, sub die 4 maii 1688 editarum, sacerdotes ejusdem civitatis cum celebratione missae de festo duplici, et applicatione sacrificii ad altare privilegiatum Montis Pietatis nuncupat. intus ecclesiam cathedralem Cavensem existens pro consequutione Indulgentiarum pro animabus defunctorum, possent satisfacere, mentemque benefactorum adimplere: ac insuper ut indultum sa. me. Gregorii XIII pro praedicto altari privilegiato Montis Pietatis calendis julii 1581, pro missis defunctorum dumtaxat concessum, adeo posset etiam cum celebratione missae de festo duplici praedicto suffragari, ac si missa de Requiem celebraretur, ex eo maxime quia cum in eodem altari hactenus non parva extent legata mis-

sarum, earumdem celebrationem ob innumera officia SSrum sub ritu duplici praescripta, ob distantiam cathedralis a casalibus, in quibus ipsi sacerdotes habitant, et ob cœli inclementiam ad diem primam non impeditam, et ultro etiam sacerdotes praedicti, cum maximo animarum suffragia expectantium praejudicio protrahere cogantur. Praedictoque libello ab Emo et Rmo domino Card. Imperiali in S. R. C. relato S. eadem R. C. omnibus bene perpensis, ac mature consideratis, censuit respondendum, sub die 5 julii 1698: Oratorum petitioni posse annui, quatenus non possint adimplere in diebus non impeditis, si SSmo Domino Nostro placuerit Verum super intellectu supradicti decreti nonnullis difficultatibus exortis, iisdemque ab Emo et Rmo Domino Card. Colloredo in locum Emi et Rmi Domini Card. Imperiali absentis in ponentem subrogato propositis, S. eadem R. C. respondit: *Oratores quoad fruitionem altaris, non indigere, atque in reliquis consulant conscientiis suis.* Die 7 octobris 1699.» (*Gardellini*, num. 2537, t. II, p. 182–183).

« Missa pro defunctis celebrata in altari privilegiato, non suffragatur, nec indulto satisfit, nisi sit de *Requiem*, licet in indulto non exprimatur. *Sac. Rit. Congr.*, 1. jun. 1601 in *Pistorien.* et 13. jul. 1601 in *Toletana.* » (Ferraris, t. I, col. 451).

» An privilegium in altari privilegiato perpetuo ad dies non impeditos ante declarationem Alexandri VII concessum, suffragetur universim etiam diebus impeditis festo post illam declarationem? *Negative* » (*Sac. Indulg. Congr.* 16 jul. 1725).

« Wladislavien. – Philippus Gotthardus, episcopus Wladislaviensis, exponit, se obtinuisse a Sanctitate Vestra breve altaris privilegiati quotidiani ad septennium pro omnibus et singulis ecclesiis parochialibus, nec non collegiatis et abbatialibus suae civitatis et diœcesecos, revocando intuitu hujusmodi indulti privilegia omnia parœciis, sive in perpetuum sive ad tempus concessa; itaque quum Oratori suborta sint tria dubia, scilicet.....

» 3. An missis de festo vel feria lectis, diebus in quibus missae defunctorum prohibentur, applicari possit idem altaris privilegium ad formam decretorum a Rituum Congregatione emanatorum de anno 1667, 1669 et 1688?

» Supplicat ut dignetur respondere super quolibet distincte et enucleate pro quiete suae conscientiae, et bono ejusdem diœcesis regimine.

» Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII, relatis a me infrascripto supradictis dubiis, ab episcopo Wladislaviensi propositis, respondendum esse jussit.

» Ad 3. *Affirmative, ex decretis tum Sac. Rituum Congregationis, tum hujus Sac. Congregationis Indulgentiarum.*

» Datum Romae ex Secretaria Sac. Congregationis Indulgentiarum, die 27 novembris 1764. S. Borgia Secret.» (*Decreta*, n. CCLXVII, p. 207–208).

« Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, die 2 julii 1669, declaravit celebrationem missarum sanctorum ritus duplicis revera suffragari pro missis privilegiato altari addictis, quod postea etiam declaratum fuit a S. Rituum Congregatione, die 5 aprilis 1687, nec non confirmatum, anno subsequenti, a Ven. Innoc. XI pro dominicis aliisque diebus privilegiatis, in quibus defunctorum missae celebrari vetitum sit. Deinde eadem Sac. Congregatio, die 20 julii 1751, declaravit, quod missae quae celebrantur tempore officii generalis pro defunctis vel in festis sanctorum ritus duplicis, vel in dominicis tunc occurrentibus gaudeant privilegio, et non obstante clausula: *quandocumque sacerdos aliquis missam defunctorum die..... celebraverit etc.* in concessione fortasse apposita, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIV, etc. ex aud. diei 7 martii 1771, declaravit: Constare de privilegio ad formam resolutionum Sac. Congregationis Indulgentiarum. Datum Romae, die et anno ut supra. Julius Caesar de Somalia Secret. » (*Decreta*, n. CCCLII, p. 163. 164.)

« Rhedonen. – Utrum Indulgentia pro defunctis, iis applicari possit in missis in altari privilegiato celebratis, quando ex statuto de die, aut festo celebratur iis diebus, in quibus habetur missa de festo etiam simplici, aut propria de feria, et in feriis Adventus?

» Negative. Hac die 27 augusti 1836.» (*Gardellini*, n. 4780, t. III, p. 170-173.)

« Incerti loci in Gallia. – Quaeritur in Sacra Indulgentiarum Congregatione:

» 1. Utrum Sacerdos satisfaciat obligationi celebrandi missam pro defuncto, servando ritum feriae, vel cujuscumque Sancti, etiamsi non sit semiduplex, aut duplex? Sac. Congregatio respondit: *Affirmative.*

» 2. Utrum qui privilegium habet personale pro quatuor missis in hebdomadis singulis, debeat cum paramentis colore nigro celebrare diebus non impeditis, ut possit Indulgentiam Plenariam pro animabus defunctorum lucrari? Sac. Congregatio respondit: *Affirmative.*

» 3. Utrum qui celebrat in altari privilegiato pro singulis diebus, debeat semper uti paramentis nigris diebus non impeditis, ut indulgentiam privilegii consequatur?

» Sac. Congregatio respondit: *Ut in secundo.* Die 11 aprilis 1840. » (*Decreta*, n. D, p. 418–419.

« Briocen. - Parochus ecclesiae curialis vulgo Rosternen, in diœcesi Briocensi, item rector Congregationis B. M. V. in minori seminario vulgo Plouguernevel, ejusdem diœcesis, Sac. Congregationem Indulgentiarum demisse supplicant sequentia dubia declarare.

» An possit Indulgentia altaris privilegiati lucrifieri a sacerdote, qui celebrat missam de feria non privilegiata seu de festo, quod non sit duplex, nec infra octavam? Respondetur: *Negative, et standum indulto san. me. Clementis XIV, sub die 7 martii* 1771. Die 29 maii 1841. » (*Decreta*, n. DXI, p. 428-430.)

« Bellicen. – Altare majus sacelli juris Julii e Baronibus de Jerphanion, in Castro vulgo *de Epirre* intra fines dioecesis Bellicen ex concessione sa: me: Gregorii Papae XVI, quotidiano gaudet privilegio. Quum autem supponeret ipse Baro quod ad lucrandam Indulgentiam altaris privilegiati omnino requiratur, ut quilibet sacerdos in ea celebrans in sacris paramentis adhibere debeat colorem nigrum, uti exigunt decreta Sacrorum Rituum Congregationis, id grave admodum experiri fatetur, ac proinde SSmum Dominum Nostrum Pium IX Pontificem Maximum, enixis precibus rogavit, ut Apostolicum elargiri dignaretur Indultum, cujus vigore cuicumque sacerdoti in memorato altari celebranti liceat uti vestibus sacris coloris officio diei respondentis, et plenariam quotidie Indulgentiam lucrari. Hujusmodi preces quum Secretarius infrascriptus retulerit in Ordinariis Comitiis ejusdem Sacrorum Rituum Congregationis ad Quirinale hodierna die habitis, Sacra ipsa Congregatio respondendum annuit: Enunciata decreta intelligenda esse de missa defunctorum, seu de Requie, quae omnino in casu dicenda est, quando a rubrica permittitur; nam juxta constitutiones Summorum Pontificum Romanorum Alexandri VII, Clementis IX, et Innocentii XI, indulgentia altaris privilegiati in duplicibus lucratur per celebrationem missae officio diei respondentis et cum colore paramentorum conveniente cum applicatione sacrificii. Atque ita rescripsit declaravitque. Die 22 julii 1848.» (*Gardellini*, n. 5123, t. IV, p. 143.)

« In brevi nuper a Sanctissimo D. N. Pio PP. IX sub data 10 decembris anno proxime elapso, per oratorem impetrato, pro indulto altaris privilegiati in collegiatis et parochialibus ecclesiis suae dioecesis ad aliud septennium prorogando, clausula habetur tenoris sequentis: » Ut quandocumque sacerdos aliquis ..... missam pro anima cujuscumque

Christifidelis..... ad praedictum altare..... celebrabit, anima ipsa..... indulgentiam consequatur. » Non ergo hic, ut alias in similibus indultis fieri solet, exprimitur quod debeat esse de *Requiem* vel defunctorum missa celebranda. Cum igitur theologi et canonistae maxime dissideant in assignanda missa, quae celebranda erit, cum hujusmodi indulta circa illius qualitatem silet; et aliunde cum S. hujus Congregationis decreta, quae missam de *Requiem* pro applicanda defunctis hac *indulgentia*, quando locum habere potest, praescribunt, hac una niti videantur ratione quod indulta altaris privilegiati juxta recentiorem stylum, illam defunctorum missam semper praecipere soleant. Denique cum apud non spernendos AA. quoddam circumferatur S. Indulgentiarum decretum die 11 aprilis anno 1840 datum, quo declaratum fuit, ad applicandam defunctis illam indulgentiam altaris privilegiati, sive personalis, sive localis, non teneri sacerdotem, etiam diebus non impeditis, celebrare cum paramentis nigro colore; quod quidem decretum ab aliis recentioribus in sensu prorsus opposito laudetur; hinc orator, ne tanti momenti quaestio anceps omnino haereat, ab hac S. Congregatione supplex exquirit, ut quid demum super illa tenendum sit, aperire dignetur. *Detur decretum in una Bellicen.* die 22 julii 1848.

Sac. Rit. Cong. 11 aug. 1860, in *Granaten.* ad 10. (*Analecta*, 1860, col. 348-351.)

2. Si le S. Sacrement est exposé, comme on ne peut alors dire une messe de *Requiem*, il suffit, pour gagner l'indulgence plénière de l'autel privilégié, de célébrer la messe du jour, soit semidouble, soit de la férie, ou même votive.

« Urbis et Orbis. - An missa de festo semiduplici, votiva, vel de feria, celebrata in altari privilegiato, in quo exponitur Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum, sive in ostensorio sive in ciborio, suffragetur pro defunctis ac si missa de Requie dicatur in casu?

» Sac. Congregatio respondit, die 20 julii 1751: *Affirmative.* » (*Decreta*, n. CC, p. 160.)

3. Pour gagner l'indulgence plénière de l'autel privilégié, l'on doit célébrer la messe de *Requiem* avec ornements noirs, toutes les fois que la rubrique le permet. Parfois cela est impossible, par exemple, lorsqu'on célèbre dans une église où la station se trouve ou dans laquelle se célèbre quelque fête. Le cas n'étant pas prévu par les décrets généraux, il pouvait y avoir doute au sujet de l'acquisition de l'indulgence, en célébrant la messe occurrente.

La Congrégation des Indulgences, par son décret du 11 avril 1864, a tranché la controverse et décidé que dans les cas ci-dessus exposés il suffisait pour gagner l'indulgence de dire soit la messe du S. Sacrement ou celle prescrite en temps d'exposition publique en forme de Quarante Heures, soit la messe de la station, soit encore celle de la fête occurrente.

« Decretum. Urbis et Orbis. Quamplures Romani Cleri sacerdotes ac praesertim animarum curatores dubium huic Sacrae Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae enodandum proposuerunt: Utrum scilicet sacerdos celebrans in altari privilegiato, legendo missam de festo semiduplici, simplici, votivam, vel de feria non privilegiata, sive ratione expositione Sanctissimi Sacramenti, sive Stationis Ecclesiae vel alterius solemnitatis, aut ex rationabili motivo, fruatur privilegio ac si legeret missam de Requie per rubricas eo die permissam?

» Sacra itaque Congregatio, quae habita fuit apud Vaticanas aedes, die 29 februarii 1864, auditis consultorum votis, respondendum esse duxit: Affirmative, deletis tamen verbis *aut ex rationabili motivo* et facto verbo cum Sanctissimo. Facta insuper per me infrascriptum ejusdem S. Congregationis Secretarium Sanctissimo Domino Nostro relatione in audientia diei 11 aprilis ejusdem anni, Sanctitas Sua Eminentissimorum Patrum sententiam benigne confirmavit.

» Datum Romae ex Secretaria ipsius S. Congregationis Indulgentiarum, die 11 aprilis 1864. Fr. Antonius Maria Card. Panebianco Praefectus.-A. Colombo Secretarius. » (*Analecta*, 1864, col. 765.)

4. L'autel privilégié fut accordé, en 1654, pour la chapelle où sont enterrés les rois d'Espagne au palais de l'Escurial, sans qu'il soit tenu compte de la fête du jour, mais seulement de l'intention du célébrant, régulier ou séculier, qui se reporte sur les défunts de la famille royale.

« Toletana. Sanctissimus D. N. remisit S. Rituum Congregationi supplicem libellum Sanctitati Suae porrectum ad instantiam Serenissimi Regis Catholici Hispaniarum, in quo ei supplicatum fuerat, quatenus dignaretur concedere indulgentiam pro altari Sanctissimi Crucifixi sito in regia capella seu ecclesia monachorum S. Hieronymi in Escuriali *Pantheon* nuncupata, in qua reposita sunt cadavera rec. me. Caesareae majestatis Caroli V et aliarum regiarum personarum ejusdem catholicae coronae Hispaniarum; ita ut per unumquodque missae sacrificium in dicto altari celebrandum a quocumque sacerdote, etiamsi de dominica, vel alio festo simplici vel semiduplici, vel etiam duplici fieri contingat, dum tamen applicetur pro animabus regiarum personarum quae tam in dicta regia capella, quam alibi tumulatae fuerint, una ex illis per modum suffragii liberaretur a pœnis purgatorii. Et S. Rituum Congregatio censuit, si Sanctissimo D. placuerit, gratiam petitam posse concedi. Die 2 maii 1654. » (*Analecta*, 1863, lin. 58, col. 321-322, n. 1482).

5. Le prêtre qui même par une erreur involontaire n'a pas dit en noir la messe à laquelle il était obligé, aux jours libres, est tenu en conscience de répéter autant de messes qu'il a frustré de fois de l'indulgence plénière les âmes du purgatoire à l'intention desquelles il célébrait et il ne peut satisfaire à son obligation, en leur appliquant d'autres indulgences plénières.

« Briocen. Vicarius generalis episcopi Briocensis infrascripta dubia proposuit enodanda.

» 1. Utrum ad acquirendam plenariam indulgentiam pro defunctis sacerdos qui sacrum facit in altari privilegiato, pro singulis diebus, teneatur paramentis nigri coloris uti, diebus non impeditis?

» 2. Utrum sacerdos, qui privilegio personali pro quatuor diebus qualibet hebdomada fruitur, teneatur iisdem paramentis uti, diebus pariter non impeditis, pro ejusdem indulgentiae acquisitione?

» 3. Utrum sacerdos qui bona fide hisce desuper errasset, sive alios in errorem traxisset, ita ut defunctorum animae praedicta indulgentia frustratae fuissent, ad aliquod remedium teneatur, et in eventum quo hacce obligatione sit adstrictus, quaenam debeat esse ista reparatio?

» Sacra Congregatio, cum jam sub die 11 aprilis 1840, ad primum et secundum respondisset: Affirmative; quoad tertium respondendum esse decrevit: Affirmative, quoad illos sacerdotes, qui pacto obligabantur, ut missam agerent in altari privilegiato, eosque debere lucrari indulgentiam plenariam pro iis defunctis, quibus missae fructum applicuerunt toties, quoties diebus non impeditis usi non sunt indumentis nigri coloris. Et ita decrevit, die 22 februarii 1847. » (*Decreta*, n.° DLXXXVI, p. 489).

« Utrum qui hac vel alia quacumque ratione indulgentiam altaris privilegiati non lucratur, possit satisfacere applicando aliam indulgentiam plenariam defunctis pro quibus ad altare privilegiatum celebrare debuerat?

» *Negative. Sac. Congr. Indulg.* 16 febr. 1852. » (*Decreta*, n.° DCXIX, p. 528).

6. La couleur noire n'est pas tellement rigoureuse pour les messes de *Requiem* que le violet, dans certains cas,

comme la communion à donner aux fidèles, ne puisse y suppléer, sans préjudice de l'indulgence plénière.

« Incerti loci – Cum ex decreto Sac. Congregationis Rituum, sub die 2 septembris 1741, in missis defunctorum in paramentis nigris non ministretur Eucharistia per modum sacramenti extrahendo pixidem a custodia et paramenta nigra hic exclusive intelligantur, ita ut liceat ministrare Eucharistiam per modum sacramenti, si missa de Requiem dicatur in paramentis violaceis (*S. Ligor. de Euchar. num.* 249). Et ex altera parte, ex responso Sac. Congregationis Indulgentiarum, sub die 11 aprilis 1840: cum sacerdos debeat celebrare in paramentis nigro colore diebus non impeditis, ut altaris privilegiati Indulgentiam consequatur, quaeritur:

» Utrum in allata responsione Sac. Congregationis Indulgentiarum 11 aprilis, color niger pariter sensu exclusivo debeat intelligi, ita ut indulgentiam altaris privilegiati non consequatur qui (v: gr. ad administrandam Eucharistiam per modum Sacramenti) cum paramentis violaceis missam de Requiem celebret?

» Sac. Congregatio respondit ad primum: Ut fruatur altari privilegiato sacerdos, diebus non impeditis, celebrare debet missam defunctorum, et uti paramentis nigris, vel ex rationabili causa violaceis. Die 16 februarii 1852 » (*Decreta*, n. DCXIX, p. 527-528.)

7. L'évêque ayant obtenu un indult à l'effet de pouvoir faire célébrer dans son diocèse, trois fois la semaine, des messes de *Requiem*, même aux jours de fêtes, l'indulgence attachée à l'autel privilégié peut être gagnée ces mêmes jours, pourvu toutefois qu'il n'y ait pas dans la semaine de fête semidouble, auquel cas la messe devrait être retardée jusqu'à ce jour. Il en est de même du prêtre qui a le privilége personnel.

« Andegaven. — In generalibus comitiis Sacrae Indulgentiarum Congregationis habitis die 29 februarii 1864 episcopus Andegavensis sequentia dubia enodanda proposuit.....

« 2. Utrum facultas Apostolica concessa Ordinario Andegavensi *ut in omnibus ecclesiis parochialibus dioecesis Andegavensis ter in qualibet hebdomada celebrentur cum cantu missae de Requiem dum officia occurrunt ritus duplicis, quibusdam tantum exceptis,* possit libere in praxim deduci, an vero missae de Requiem differendae sint in alias dies ejusdem hebdomadae, in quibus sit ritus semiduplex?

3. Utrum sacerdos gaudens privilegio personali altaris possit in hebdomada cum recurrit festum duplex celebrare et lucrari indulgentias, an debeat expectare festa semiduplicia ad easdem lucrandas?

» Sacra Congregatio respondendum censuit:.....

» Ad secundum: *Affirmative, quatenus non occurrant festa semiduplicia in hebdomada.*

» Ad tertium: *Ut in secundo.*

» Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgen- » tiarum, die 29 augusti 1864. – *Philippus Can. Cossa Substitutus.* » (*Analecta*, 1865, col. 1118.)

8. Les deux doutes suivants, formulés par un professeur du séminaire de Blois, n'ont pas reçu de réponse.

Il s'agissait de savoir si, pour gagner l'indulgence de l'autel privilégié, l'on pouvait se servir d'un missel autre que le missel romain et si les jours libres devaient s'entendre conformément aux rubriques de ce même missel ou des missels simplement tolérés.

« Blesen. – D. Richaudeau, cathedralis Blesensis canonicus honorarius et in seminario Theologiae lector sequentia dubia exponit.

» 3. Utrum ii qui celebrant juxta praedictas Liturgias illegitime (contra praescriptum S. Pii V) introductas lucrari valeant Indulgentias privilegiatis altaribus a Sancta Sede adnexas?

» 4. Et quatenus affirmative ad praecedens, utrum dies liberi quibus necesse est ad lucrandam Indulgentiam recitare missam de Requie, intelligi possint dies liberi juxta toleratam dioecesis liturgiam, licet a Romana diversam? »

XXXIII. Messes privilégiées pour certains cas déterminés.

1. Clément XIII, par décret du 19 mai 1761, a temporairement privilégié tous les autels auxquels sont dites des messes le 2 novembre de chaque année, jour où l'Église célébre la commémoraison des fidèles Trépassés et cela afin de soulager leurs âmes.

« Urbis et Orbis – Cum ex veteri more et laudabili Ecclesiae instituto, die secunda novembris omnium defunctorum memoria recoli, eorumque animae ab universis Christifidelibus orationibus, eleemosynis aliisque piis operibus et Ecclesiae suffragiis, potissimum vero acceptabili sacrosanctae missae sacrificio juvari soleant, Sanctissimus Dominus Noster Clemens PP. XIII ex paterna sua charitate erga omnes fideles tam vivos quam defunctos, animabus eorum, qui ex hac mortali vita in gratia et charitate Dei, nondum tamen omnibus mundanis sordibus expiatis, decesserunt, de inexhausto catholicae ecclesiae thesauro abundantius suffragari quam maxime cupiens, ut celerius e purgatorii poenis liberatae ad aeternam gloriam per Dei misericordiam pervenire valeant, de consilio VV.S.R.E. Cardinalium Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositorum, universali hoc decreto perpetuis futuris temporibus valituro benigne concedit, ut missa die praedicta commemorationis defunctorum gaudeat privilegio, ac si esset in altare privilegiato celebrata, decernendo tamen, ut nonnisi consuetam eleemosynam, unusquisque sacerdos pro dicta missa licet privilegiata, accipiat, et in ea tantum quantitate, quae a synodalibus constitutionibus, seu a loci consuetudine regulariter praefinita fuerit. Quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Datum die 19 maii 1761. N. Card. Antonellus Praef.-J. de Comitibus Secret. (*Decreta*, n. CCI, p. 194.)

2. Déjà Innocent XI, par son bref en date du 20 septembre 1679, à la demande du Roi catholique, avait étendu à tous les royaumes, états, principautés et domaines possédés par les Souverains d'Espagne et cela à perpétuité, le privilége accordé pour dix ans et pour l'Espagne seule. Le privilége portait que tout prêtre, séculier ou régulier, qui célébrait la messe, la 2 novembre, sur quelque autel que ce fût, gagnerait, au profit des âmes des défunts, une indulgence plénière comme si cet autel était privilégié par bref apostolique. On sait que le clergé séculier et régulier d'Espagne a le privilége de dire trois messes, le 2 novembre, jour de la commémoraison des morts.

3. Ont été privilégiés par Pie VII tous les autels des églises où le S. Sacrement est exposé en forme de quarante Heures et pendant toute la durée de l'exposition.

« Mechlinien. – Cum in kalendario liturgico dioecesis Mechliniensis annuntiari soleant indulgentiae in quibusdam festis omnibus fidelibus concessae, cardinalis archiepiscopus dictae dioecesis infrascripta dubia Sac. Congregationi decidenda proponit.

» 4. An authenticum sit rescriptum diei 12 maii 1817, quo Pius VII concessisse dicitur, ut omnia altaria cujuslibet ecclesiae sint privilegiata tempore orationis quadraginta horarum (quocumque anni tempore fiant) et indulgentiae concessae applicari valeant fidelibus defunctis?

» Ad 4. *Affirmative....* Die 28 junii 1841. » (*Decreta*, n. DXIII, p. 431. 439.)

4. Des priviléges analogues se lisent dans les concessions faites par les Souverains Pontifes aux ordres religieux, à l'occasion des messes dites, dans chaque communauté, pour les défunts de l'ordre, lors de leur décès.

On a ces divers décrets au chapitre XIV.

5. S. S. Pie IX, par le bref du 31 mars 1857, qui érige la grande aumônerie de l'Empereur des Français, accorde au grand aumônier le pouvoir de privilégier l'autel sur lequel les chapelains de l'armée célèbrent pour les soldats défunts.

« Lorsque ces troupes seront en marche et stationneront quelque temps hors de l'Empire français et des territoires de la domination impériale, excepté toujours la ville de Rome et les Etats Pontificaux, le grand aumônier donnera aux chapelains des troupes en campagne les pouvoirs nécessaires et extraordinaires ci-après énumérés, savoir la faculté.....

» De célébrer la messe des défunts pour ceux qui sont morts pieusement, au milieu des dites troupes, avec privilége, afin que, par manière de suffrages, leurs âmes soient délivrées, si telle est la volonté divine, des peines du purgatoire. »

6. L'autel est privilégié, chaque jour de l'année, pour les prêtres qui pratiquent la pieuse dévotion de *l'oblation* instituée par le P. Gaspar Oliden. Cette oblation consiste à appliquer aux défunts les propres mérites de chacun et tous les suffrages après la mort.

« Urbis et Orbis. Decretum. Ex audientia SSmi. Die 20 novembris 1854. Cum sancta sit ac salubris pro Defunctis exorandi cogitatio, ut ab eorum solvantur peccatis, ad excitandos erga Eos militantis Ecclesiae Fideles Romanorum Pontificum Apostolica sollicitudo numquam defuit in elargiendis de ipsius Ecclesiae Thesauro pene innumeris Indulgentiis, animabus praesertim in purgatorio detentis applicabilibus tam in quarumdam Orationum recitatione, quam in nonnullis piis operibus peragendis, ut citius, e piacularibus flammis solutae, ad supernorum civium societatem evolarent. Ut maximum autem eisdem animabus procuraretur solatium, sedente Benedicto XIII fel. rec. pia quaedam devotio, quam Votum, seu Oblationem appellant, a P. D. Gaspare Oliden ex Clericorum Regularium Theatinorum Familia fuit instituta, aut saltem per Catholicum Orbem propagata, per quam Christifideles ipsam amplectentes omnia propria meritoria opera, dum in terris morantur, ac singula eorum suffragia, cum ex hac vita decesserint, defunctis fidelibus singulari pietate offerunt, atque in eorum cedunt utilitatem, idemque praelaudatus Pontifex Benedictus XIII omnibus hanc oblationem emittentibus peculiares elargitus est Indulgentias, quas rursus postulante eorumdem Theatinorum Praeposito Generali die 12 decembris 1788 Summus Pontifex Pius VI sua auctoritate confirmavit, et in audientia 30 septembris 1852 SSmus Dominus Noster Pius PP. IX instantibus nonnullis Ecclesiasticis Viris non modo eas iterum confirmavit, verum etiam voluit eas, ut infra, declarare.

» 1. Quod sacerdotes ipsam Oblationem profitentes Indulto altaris privilegiati personalis gaudere possint singulis anni diebus.

» 2. Quod omnes Christifideles, qui idem Votum, seu Oblationem emittunt, indulgentiam plenariam fidelibus tantum defunctis applicabilem lucrari queant quocumque die ad Sacram Communionem accesserint, et qualibet anni feria secunda Sacrum Missae Sacrificium in suffragium eorumdem defunctorum fidelium audierint, dummodo in utroque casu aliquam ecclesiam, seu publicum oratorium visitaverint, ibique per aliquod temporis spatium juxta mentem Sanctitatis Suae pie oraverint.

» 3. Quod ipsis Christifidelibus omnes et singulas Indulgentias quocumque modo concessas, vel in posterum concedendas, quas lucrari possunt, animabus pariter defunctorum applicare liceat.

» 4. Quod ut magis ac magis animabus piacularibus flammis addictis perenne tribuatur auxilium ad universi Orbis Christifideles dictam Oblationem exsolventes, quatenus opus sit, hoc Indultum extensum habeatur.

» Praeterea Eadem Sanctitas Sua prae oculis habens tum adolescentes nondum ad Sacram Communionem accedentes, tum vero infirmos, senes, villicos, in carceribus detentos, caeterosque Fideles, qui aut ad Sacram Synaxim accedere, aut in feria secunda Sacrum Missae Sacrificium audire nequeunt, in audientia 20 novembris labentis Anni clementer indulsit, ut omnibus et singulis Christifidelibus, qui legitimo impedimento nequeunt Sacrum audire in feria secunda, pro acquisitione supraenunciatae Indulgentiae, in qualibet secunda feria, ut supra, concessae suffragetur missa quam die dominico ex praecepto audire tenentur; pro omnibus et singulis vero fidelibus, qui aut nondum Sacrae Eucharistiae sumendae capaces, aut legitima alia ratione hoc Sacramentum sumere nequeunt, benigne remisit facultatem arbitrio respectivi pro tempore Ordinarii Locorum subdelegandi confessarios ex approbatis pro opportuna communionis in aliis piis operibus commutatione. Non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque. Praesenti perpetuis futuris temporibus valituro, absque ulla Brevis expeditione.

» Datum Romae ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiarum. – Loco✠Sigilli F. Card. Asquinius Praefectus. – A. Colombo Secretarius. »

XXXIV. Conclusion.

Pour l'histoire de la liturgie et de la discipline ecclésiastique, il est utile de recueillir ici l'enseignement qui découle directement des nombreux documents qui précèdent.

Le privilége apostolique tire son origine de la révélation Grégorienne, quelle vague que soit la tradition à son principe.

Des faits analogues donnent crédit à cette dévotion et motivent, sous Paul III et Grégoire XIII, qui en sont les premiers et plus ardents propagateurs, des concessions *ad instar*, c'est-à-dire qui permettent de participer aux indulgences spéciales dont sont enrichies certaines églises de Rome.

C'est au moment où Luther et Calvin proclament, au nom du libre examen, qu'il ne faut plus croire aux indulgences, que l'Eglise affirme, d'une manière publique et solennelle, le pouvoir des clefs, en généralisant et développant le privilége de l'autel que l'on peut, à la rigueur, faire dater du XVIe siècle.

Longtemps le privilége fut attaché à un lieu déterminé. Ce ne fut qu'au XVIIe siècle qu'il commença à être personnel. Depuis lors l'un et l'autre mode de concession se sont vus également en faveur.

Longtemps aussi le privilége fut conditionnel, c'est-à-dire dépendant d'un nombre de messes déterminé. La rédaction des concessions modernes ne porte plus cette restriction, que Benoît XIV a contribué surtout à supprimer.

Le privilége, dans certains cas déterminés, est temporaire et ne vaut que pour le lieu, le temps, la personne, le motif fixés par le décret pontifical. Et c'est ainsi que l'on trouve satisfaction pour les défunts dans trois dévotions fort populaires de nos jours: l'Octave des Morts, les Quarante Heures et les anniversaires que célèbrent les communautés pour leurs défunts.

Comme conclusion pratique de tout ce *Traité*, il est facile de voir que nous sommes, par la bienveillance paternelle du S. Siége, en possession d'un vrai trésor spirituel et qu'avec la facilité qui nous est donnée constamment d'en faire usage, nous montrerions une négligence inexcusable, si nous délaissions un moyen si efficace et si propre à soulager les âmes du Purgatoire, puisque par la vertu du saint sacrifice, la surabondance des mérites de Jésus-Christ, de la Vierge et des Saints leur est appliquée dans la mesure que la justice de Dieu juge convenable.

INSTRUCTIONS DE LA SACRÉE-PÉNITENCERIE SUR LE MARIAGE CIVIL.

« 1. Ce qu'on craignait depuis longtemps, ce que les évêques, soit en particulier, soit collectivement, ont essayé d'éloigner par des remontrances pleines de zèle et de doctrine; ce que des hommes de toute classe ont combattu par de savants écrits, enfin ce que le Souverain Pontife a voulu écarter avec toute l'autorité de sa voix, n'est hélas! que trop réellement établi en Italie. Ce qu'on appelle le contrat civil de mariage n'est plus un mal que l'Eglise de Jésus-Christ doive déplorer seulement au delà des Alpes; le voilà transplanté en Italie où il menace d'infecter de ses déplorables suites la famille et la société chrétienne. Et ces funestes effets ont été signalés par les évêques et les Ordinaires des lieux, dont quelques-uns ont déjà prémuni leur troupeau par des instructions opportunes, tandis que d'autres se sont empressés de demander à ce Saint Siége des règles de conduite pour une chose aussi importante et aussi dangereuse. Le S. Tribunal de la Pénitencerie a déjà, par l'ordre du Souverain Pontife, transmis plusieurs réponses et instructions sur des demandes particulières; néanmoins, afin de répondre aux consultations qui se multiplient de jour en jour, le Saint-Père a ordonné d'adresser par l'organe de ce Tribunal aux Ordinaires des lieux où la déplorable loi a été publiée une Instruction qui serve de règle générale pour la conduite des fidèles et pour agir d'une manière uniforme dans le but de sauvegarder la pureté des moeurs et la sainteté du mariage chrétien.

» 2. En remplissant les ordres du Saint-Père, cette S. Pénitencerie croit superflu de rappeler ce qui est un dogme bien connu dans notre sainte religion, à savoir, que le mariage est un des sept sacrements institués par Jésus-Christ, et par conséquent c'est à l'Eglise, à qui Jésus-Christ a confié la dispensation de ses divins myrtères, qu'il appartient exclusivement de le régler. Elle croit également inutile de rappeler la forme prescrite par le Concile de Trente (sess. 21, cap. I *de reform. matrimonii)*, sans l'observation de laquelle on ne contracte pas validement mariage dans les pays où le décret du Concile a été publié.

» 3. Mais les pasteurs doivent faire des instructions pratiques sur ces maximes et doctrines catholiques, et faire bien entendre aux fidèles ce que le Saint-Père a proclamé dans le consistoire secret du 27 septembre 1852: *Inter fideles matrimonium dari non posse, quin uno eodemque tempore sit sacramentum, atque ideirco quamlibet aliam inter christianos viri et mulieris, praeter Sacramentum, conjunctionem, nihil aliud esse, nisi turpem atque exitialem concubinatum.*

» 4. Les fidèles pourront facilement déduire de ce principe que l'acte civil ne peut être considéré devant Dieu et son Eglise ni comme sacrement, ni comme contrat; et que, de même que l'autorité civile est radicalement incapable d'unir les fidèles en mariage, elle n'a également aucun pouvoir de dissoudre le lien matrimonial; d'où il suit, ainsi que la S. Penitencerie l'a déclaré en réponse à des consultations particulières, que tout jugement de séparation émanant du pouvoir civil à l'égard des époux légitimement mariés devant l'Eglise, serait sans valeur aucune, et l'époux qui se prévalant d'un semblable jugement, oserait se marier avec une autre personne, serait un vrai adultère, et celui qui prétendrait se marier en n'accomplissant que l'acte civil serait un vrai concubinaire; l'un et l'autre seraient indignes de l'absolution tant qu'ils ne rentreraient pas en eux-mêmes et ne se soumettraient pas aux prescriptions de l'Eglise.

» 5. Quoique le vrai mariage des fidèles ne soit contracté que lorsque l'homme et la femme libres de tout empêchement expriment leur consentement mutuel devant le curé et les témoins conformément au Saint Concile de Trente, et quoique le mariage contracté de cette manière ait toute sa vigueur sans avoir besoin d'être reconnu ou confirmé par le pouvoir civil; néanmoins, afin d'éviter des vexations et des poursuites, et dans l'intérêt des enfants que l'autorité civile ne reconnaitrait pas comme légitimes, et aussi afin d'éloigner le danger de polygamie, on croit à propos et utile que les fidèles, après s'être mariés légitimement devant l'Eglise, se présentent pour accomplir l'acte imposé par la loi, en ayant toutefois l'intention de faire une cérémonie purement civile lorsqu'ils se présenteront à l'officier du gouvernement, comme l'enseigne Benoît XIV, dans le bref *Redditae sunt nobis*, du 17 septembre 1746.

» 6. Pour les mêmes raisons, et jamais dans le but de prêter la main à l'exécution de cette déplorable loi, les curés ne devront pas admettre indistinctement à la célébration du mariage devant l'Eglise les fidèles qui ne rempliraient pas les conditions de la loi et ne seraient pas admis à l'acte civil. Les curés devront apporter en cela beaucoup de circonspection et de prudence, consulter l'Ordinaire, qui ne permettra pas facilement, et, dans les cas d'une gravité particulière, devra recourir à cette S. Pénitencerie.

» 7. S'il est à propos et avantageux que les fidèles qui se présenteront pour remplir l'acte civil se fassent connaître comme de légitimes époux devant la loi, ils ne doivent jamais remplir cet acte sans avoir au préalable célébré le mariage devant l'Eglise. Et si la force, ou la nécessité, qu'il ne faut pas admettre facilement, oblige d'intervertir cet ordre, on doit alors mettre le plus grand empressement à célébrer le mariage devant l'Eglise, en exigeant que les contractants soient séparés tant que le mariage religieux n'aura pas été célébré. Et l'on recommande sur ce point la doctrine développée par Benoît XIV dans le bref précité, auquel renvoie Pie VI dans le bref *Laudabilem majorum suorum*, du 20 septembre 1791, adressé aux évêques de France, et Pie VII, dans la lettre adressée le 11 juin 1807 aux évêques des Marches qui avaient demandé des instructions pour guider les fidèles par rapport au mariage civil. On voit par là que la pratique en vigueur jusqu'ici demeure sans atteinte par rapport au mariage, notamment par rapport aux livres paroissiaux, aux fiançailles, et aux empêchements de tout genre qui sont établis ou reconnus par l'Eglise.

» 8. Telles sont les règles générales que la S. Pénitencerie a cru devoir indiquer, pour obéir aux ordres du Saint-Père. Elle voit avec plaisir que beaucoup d'évêques et d'ordinaires ont déjà donné des Instructions d'après ces principes, et elle conserve la confiance que tous les autres feront de même, et acquerront par leur zèle pastoral des mérites devant Jésus-Christ Pasteur de tous les Pasteurs.

» Donné à Rome à la S. Pénitencerie le 15 janvier 1866. — *A. M. Card. Cagiano*, pénitencier majeur. — *L. Peirano* secrétaire. »

MÉLANGES

— *Administration de la sainte communion. De la double génuflexion prescrite par les rubriques.*

La rubrique du missel prescrit clairement le nombre de génuflexions que doit faire le prêtre avant de donner la communion. Voici ce qu'on lit, Chap. XI, n. 6, titre, *Ritus celebrandi missam:* « Si qui sunt communicandi in missa, sa-
» cerdos post sumptionem sanguinis antequam se purificet,

» facta genuflexione, ponat particulas consecratas in pyxide, » vel si pauci sint communicandi super patenam, nisi a prin- » cipio positae fuerint in pyxide, vel in alio calice. Interim » minister...facit confessionem dicens, *Confiteor Deo* etc. Tum » sacerdos iterum genuflectit, et manibus junctis vertens se » ad populum in cornu evangelii, dicit *Misereatur* ... Postea » genuflectens accipit manu sinistra pyxidem etc. » Ainsi, trois génuflexions sont prescrites, avant de donner la communion; la première, avant de mettre les hosties consacrées sur la patène ou dans le ciboire; la seconde, avant de réciter *Misereatur*; la troisième, avant de prendre le ciboire ou la patène. Si l'on donne la communion en dehors de la messe, il faut faire la génuflexion après avoir ouvert la porte du tabernacle, la seconde a lieu après avoir découvert le ciboire et avant de dire *Misereatur*, la troisième avant de prendre le ciboire de la main gauche. Mais les rubriques ne sont pas aussi formelles pour les génuflexions qui doivent avoir lieu après la communion des fidèles; seulement le Rituel romain prescrit de faire la génuflexion avant de remettre le saint ciboire dans le tabernacle. Les auteurs s'accordent à prescrire deux génuflexions, l'une avant de recouvrir le saint ciboire sur l'autel, la seconde, avant de fermer la porte du tabernacle.

Un décret récent de la S. Congrégation des Rites, suppléant au silence du missel et du Rituel, prescrit formellement les deux génuflexions.

« Romana. – Quum Rubricae nec Missalis, nec Ritualis determinent numerum genuflexionum quae a Sacerdote fieri debent » dum ad altare revertitur cum SSmo Sacramento post distributam Fidelibus sacram Communionem, alter ex Apostolicarum Cœremoniarum magistris, de sententia desuper » requisitus, post accuratum examen censuit, regulam in casu » desumendam a Rubricis determinantibus duplicem genuflexionem antequam Sacerdos Communionem ipsam administret » nimirum primam antequam extrahat a tabernaculo pyxidem, » alteram vero post discoopertam super altare eamdem pyxidem. Cum enim agatur de cultu debito SSmae Eucharistiae, congruum profecto est ut eodem prorsus modo iste » cultus praestetur a sacerdote ad altare redeunte, nimirum » genuflectendo primo antequam pyxidem cooperiat, et iterum » postquam illam in tabernaculo recondidit, antequam tabernaculi ostiolum claudat. Hanc porro sententiam cum infrascriptus S. Rituum Congregationis Secretarius retulerit » in Ordinario cœtu S. Rituum subsignata die ad Vaticanum » coadunato; Emi et Rmi Patres sacris tuendis Ritibus praepositi rescribendum censuerunt – *Placere seu, juxta votum » Magistri coeremoniarum* – ac proinde decreverunt a Sacerdote redeunte ad altare post Fidelium Communionem » genuflectendum, antequam cooperiat sacram pyxidem et » iterum genuflectendum antequam pyxide in tabernaculo reposita, ipsius tabernaculi ostiolum claudat. Atque ita ubique » servandum mandarunt. Die 23 decembris 1862. »

— *Réguliers. Confession des séculiers avec l'approbation de l'évêque, sans permission du supérieur régulier, ou contre sa défense.*

Par décret du 2 mars 1866, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a décidé divers points importants sur le pouvoir de juridiction des réguliers qui entendent les confessions des personnes séculières.

1. Un régulier autorisé par l'Ordinaire confesse validement les personnes séculières, quoiqu'il ne soit pas approuvé par son supérieur suivant les règles de l'institut, supposé même que ce supérieur s'oppose.

2. Les supérieurs réguliers qui ont la juridiction proprement dite peuvent, il est vrai, infliger la suspense à leurs sujets en ce qui concerne la confession des personnes séculières; mais cette suspense n'annulle pas la confession; elle rend seulement l'exercice du pouvoir de confesser illicite.

3. Les supérieurs réguliers peuvent infliger la suspense de la confession *oretenus*, sans écrit, *ex informata conscientia*. Elle est infligée sous forme de précepte.

4. Néanmoins, l'absolution donnée par le régulier qui est frappé d'une semblable suspense est valide.

5. La suspense ne fait pas encourir l'irrégularité, parce que c'est plutôt un précepte du supérieur défendant la confession qu'une censure proprement dite.

Voici les questions comme elles ont été présentées à S. Congrégation, ainsi que la décision.

» Dubia. – 1. *An religiosus non approbatus juxta leges » proprii ordinis a suo superiore, vel ipso invito cum sola » facultate Ordinarii valide excipiat confessiones saecularium?*

» 2. *An superiores regulares jurisdictionem habentes possint » suos subditos suspendere ab audiendis confessionibus saecularium etiam ex informata conscientia?* Et in casu affir- » mativo.

» 3. *An valeat suspensio oretenus, et absque scripto enunciata?*

» 4. *An absolutio impertita ab eo, qui tali suspensione est » innodatus sit valida?* Et si invalida.

» 5. *An qui hujusmodi absolutionem attentat irregularitatem incurrat?*

» Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium in generalibus » comitiis habitis die 2 martii 1866, respondendum censuit: » Ad 1. *Affirmative.* Ad 2. *Affirmative, ita tamen ut religiosus » suspensus illicite, non tamen invalide confessiones excipiat.* » Ad 3. *Affirmative cum feratur per modum praecepti.* Ad 4. *Affirmative.* Ad 5. *Provisum in praedecentibus.* Die et anno » ut supra. »

Il existe d'anciennes décisions dans le même sens. Les auteurs citent communément d'après Ferraris un décret de 1617 qui reconnaît le droit des supérieurs réguliers de suspendre de la confession *ex informata conscientia*; la date est fausse, car la décision est de 1627; nous l'avons citée 8e livraison des *Analecta* (col. 1382) d'après l'édition officielle de l'Imprimerie camérale: « Le général des Théatins supplie humblement vos seigneuries illustrissimes de vouloir bien déclarer s'il peut suspendre ses sujets approuvés pour la confession par les généraux ses prédécesseurs, pour des délits même occultes et à lui connus, même extrajudiciairement, ainsi que le chapitre général l'a cru utile au bon gouvernement de l'Ordre. *Sacra Congregatio Cardinalium negotiis Regularium praeposita censuit generalem posse suos subditos ex quacumque causa etiam ob occultum crimen quomodolibet etiam extrajudicialiter a confessionibus audiendis suspendere.* Romae die 2 julii 1627. L. Card. S. Sixt. P. Fagnanus secret. » Ce pouvoir de suspendre de la confession doit s'entendre selon la nouvelle décision du 2 mars 1866.

Dans une autre circonstance, la S. Congrégation n'hésita pas à reconnaître la validité des confessions reçues par un régulier qui n'avait absolument que l'approbation de l'Ordinaire, sans pouvoir alléguer les pouvoirs du provincial régulier; et le cas est d'autant plus remarquable qu'il s'agissait de religieuses soumises à la juridiction des réguliers. Voici une lettre que la S. Congrégation adressa au général des franciscains de l'Observance: « On a fait relation au Saint-Père des inquiétudes qu'éprouvent les Clarisses de Gênes au sujet de la validité des élections, prises d'habit et professions qui ont été faites par le provincial après l'expiration de son emploi. Sa Sainteté a daigné revalider tous ces actes, de manière à mettre fin à toutes les perplexités des recourantes. En ce qui concerne les confessions qui ont été faites aux confesseurs désignés par ce provincial illégitime, le Saint-Père a déclaré que les recourantes n'ont pas besoin de faire revalider ces

confessions, attendu que les confesseurs ont reçu le pouvoir d'absoudre, non du provincial qui les a désignés, mais de l'Ordinaire qui les a approuvés. Rome, mai 1790. »

Le nouveau décret est en parfaite harmonie avec cette ancienne décision, qui fut prise par l'ordre direct de Pie VI.

Terminons en citant une décision de la S. Congrégation du Concile, portant qu'un régulier qui est privé de voix active et passive peut, néanmoins, être approuvé pour la confession.

« Dubium. Supplicatur declarari:

« An regularis privatus voce activa et passiva possit a superiore, praevia approbatione Ordinarii, deputari ad confessiones audiendas?

» S. Congregatio Concilii respondit: *Affirmative*. Die 28 septembris 1680. »

— *Communautés de religieuses tertiaires sans la clôture papale et les voeux solennels. Ingérence des réguliers dans la direction de ces communautés.*

Le Saint-Siége a donné quelquefois des indults plaçant sous la juridiction des réguliers quelques monastères de religieuses tertiaires qui faisaient profession de la clôture canonique et des vœux solennels. Il en est autrement des communautés de tertiaires où l'on émet les vœux simples; elles demeurent constamment sous la juridiction des Ordinaires, au point que ceux-ci n'ont pas même le pouvoir de confier ces maisons à la direction ordinaire des réguliers. Quoique l'Ordinaire soit libre d'appeler les réguliers comme confesseurs extraordinaires, il faut un indult apostolique pour les constituer confesseurs ordinaires. La lettre suivante, adressée à un évêque d'Allemagne au mois de janvier 1865, consacre les maximes que nous venons d'exprimer:

» Cum mense januario proxime elapso fr. minister pro-
» vincialis N. huic S. C. Episcoporum et Regularium quae-
» dam proposuerit dubia super jurisdictione quoad Sorores
» tertii Ordinis S. Francisci, quae in ista diœcesi sub com-
» muni regula vivunt, votaque simplicia emittunt; Eadem
» Sacra Congregatio, mature perpensis dubiis praedictis, ac
» iis, quae ad rem amplitudo tua retulit in literis diei 15
» junii nuper elapsi, haec quae sequuntur tibi significari man-
» davit, nempe praedictae sorores subsunt jurisdictioni epis-
» copi pro tempore juxta decretum ab Apostolica Sede per
» praelaudatam S. C. latum die 15 julii 1843; nec ulla
» prorsus jurisdictio, seu directio Sororum Ordini seu supe-
» rioribus Ordinis S. Francisci competit. Insuper nullius roboris
» est, dispositio qua sine Apostolicae Sedis venia anno 1858
» ab Ordinario praedicto ordini jurisdictio, seu directio circa
» memoratas sorores tributa fuit, ideoque corrigendae erunt
» earumdem constitutiones atque ab his expungendum quid-
» quid additum fuit relate ad hujusmodi directionem praefato
» Ordini, seu ejus superioribus tributam. Novum enim esset,
» pium sororum Institutum vota simplicia emittentium subesse
» jurisdictioni, seu directioni regularium. Haec de mandato
» hujus S. C. significanda a me erant Amplitudini Tuae, cui
» interim prospera omnia, ac felicia adprecor a Dno etc.
» Romae 14 januarii 1865. »

— *Association en honneur de Marie Immaculée et de saint Louis de Gonzague.*

Le P. Vincent Basile, de la Compagnie de Jésus, missionnaire apostolique parmi les Salves méridionaux, a conçu le projet d'une Association en honneur de Marie Immaculée et de S. Louis de Gonzague, dans le but d'empêcher les propos et les manières indécentes. Les principaux statuts de la nouvelle association sont: 1. S'abstenir de tout propos et de tout jeu immodeste, et ne pas les souffrir devant soi, autant qu'on le peut. 2. Se confesser et communier aux fêtes de l'Immaculée-Conception, de la Purification, de l'Annonciation, de l'Assomption, de la Nativité et du Rosaire, ainsi que le jour de la fête de S. Louis de Gonzague, ou le dimanche dans l'octave. 3. Réciter chaque jour la salutation angélique, en ajoutant: *Benedicta sit sancta et Immaculata Beatae Mariae Virginis Conceptio*, et un *Pater*, *Ave*, et *Gloria* en l'honneur de S. Louis de Gonzague, afin d'obtenir la persévérance, 4. Porter au cou une médaille de la Sainte-Vierge comme souvenir de la promesse.

Un décret du 7 septembre 1865 approuve cette nouvelle Association, en autorisant tout prêtre séculier et régulier à l'établir partout, avec l'agrément des Ordinaires. Il n'est donc pas nécessaire de demander des pouvoirs spéciaux. Le fondateur a demandé la communication des indulgences accordées précédemment à la confrérie instituée contre le blasphême.

» Ex audientia SSmi habita die 7 septembris anno 1865.
» SSmus Dnus Noster Pius Divina Providentia Papa IX
» referente me infrascripto S. C. de Propaganda fide Card.
» Praefecto, omnibus mature perpensis, benigne probavit piam
» sodalitatem, de qua in precibus, erigendam tamen de con-
» sensu ordinarii loci, in quo efformanda ipsa erit, eidemque
» adscriptis, dummodo preces et injuncta opera ab instituto
» fideliter impleant, petitam unionem, et indulgentiarum par-
» ticipationem, quae piae soliditati ad extirpandas blasphe-
» mias et imprecationes, Romae erectae per rescriptum S. Con-
» greg. indulgentiarum die 20 augusti 1840, concessa sunt,
» impertitus est. Indulsit insuper indulgentiam plenariam ap-
» plicabilem etiam animabus in Purgatorio detentis, lucran-
» dam in festivitatibus Bmae Mariae Virginis et S. Aloisii
» protectoris supraenunciatis, a sociis, qui vere poenitentes
» confessi et sacra communione refecti, Ecclesiam seu ora-
» torium publicum hisce diebus visitaverint, ibique pro scopo
» associationis, pro christianorum principum concordia, hae-
» resum extirpatione, S. Matris Ecclesiae exaltatione, ac juxta
» mentem Sanctitatis Suae, pias ad Deum preces effuderint,
» ea tamen lege ut in mensibus in quibus hae festivitates
» occurrunt, suspensa intelligatur plene, plenaria indulgentia
» quolibet mense lucranda a sociis praedictae sodalitatis per
» communicationem indulti: Nec non indulgentiam ter centum
» dierum similiter applicabilem defunctis, recitantibus *Ave* et
» *Pater* ut in precibus. Tandem concessit ut pia haec soda-
» litas ubicumque a quovis sacerdote sive saeculari, sive re-
» gulari, annuentibus locorum ordinariis institui valeat. Prae-
» senti in perpetuum valituro, absque ulla brevis expeditione,
» exhibendo tamen in Actis S. Congreg. indulgentiarum.
» Datum Romae ex aedibus S. Congreg. de Propaganda Fide
» die et anno ut supra. Alex. Card. Bernabò Praef.

» Praesens rescriptum exhibitum fuit in secretaria S. Con-
» gregationis indulgentiarum die 30 septembris 1865, ad
» formam decreti ejusdem S. Congreg. diei 14 aprilis 1856
» ac ejus exemplar asservatur in actis. In quorum fidem etc.
» Datum Romae in eadem secretaria die et anno ut supra.
» Philippus Can. Cossa Substitutus. »

Nous croyons utile de publier l'indult accordé le 20 août 1840 aux confréries instituées contre le blasphême, puisque la nouvelle Association participe aux mêmes indulgences. Cet indult a été confirmé par un bref de Grégoire XVI qui accorde ces mêmes indulgences aux confréries établies contre le blasphème, en quelle partie du monde que ce soit. Les statuts de ces confréries portent que les associés s'abstiennent soigneusement de blasphémer, et doivent empêcher le blasphême autant que cela dépend d'eux.

» *Ex Audientia SSmi*. SS. Dnus N. Gregorius PP. XVI
» omnibus utriusque sexus Christifidelibus piae sodalitatis, de
» qua in precibus, de Emi Urbis Vicarii licentia erigenda
» adscriptis, indulgentiam plenariam semel in mense, die
» uniuscujusque arbitrio eligenda, dummodo preces et injuncta
» opera ab instituto praescripta singulis diebus per mensem

» persolvendo, eadem die vero poenitentes confessi ac S. Com-
» munione refecti aliquam ecclesiam seu publicum oratorium
» visitaverint, ibique pro christianorum principium concordia,
» haeresum extirpatione, S. Matris Ecclesiae exaltatione, ac
» juxta mentem Sanctitatis Suae pias ad Deum preces effu-
» derint, clementer est elargitus. Insuper iisdem Christifide-
» libus in mortis articulo constitutis, et rite dispositis SS. Jesu
» Nomen corde, si ore nequiverint, devote invocantibus in-
» dulgentiam plenariam benigne concessit; et tandem quavis
» dominica recitando quinquies Pater, Ave, et Gloria, ut in
» precibus, tercentum dierum indulgentiam, ac pro quocum-
» que pio opere, vel quacumque precum recitatione, juxta
» sensum et regulas praefatae sodalitatis, indulgentiam cen-
» tum dierum peramanter impertitus est. Praesenti in perpe-
» tuum valituro, absque ulla Brevis expeditione, facta quoque
» facultate easdem indulgentias animabus in purgatorio de-
» tentis applicandi. Non obstantibus in contrarium facientibus
» quibuscumque. »

» Datum Romae ex Secr. S. Congr. indul. Die 20 au-
» gusti 1840. »

Grégoire XVI a étendu ces indulgences aux confréries établies dans les autres pays.

— *Congrégation de religieuses dépendant d'une supérieure générale, Remarques sur les constitutions.*

Nous avons publié plusieurs fois des remarques de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers sur les constitutions des instituts modernes de vœux simples, lesquels sont dirigés par des supérieures générales. Ces remarques sont communiquées aux instituts en même temps que le décret d'éloge ou celui qui accorde l'approbation formelle, afin qu'elles servent de règle pour la correction des constitutions. On trouvera peut-être que la plupart de ces documents se ressemblent pour le fond et la forme; quoiqu'il en soit, nous croyons devoir les publier, autant que possible, parce qu'ils éclaircissent des matières peu connues jusqu'ici et à l'égard desquelles on n'avait pas encore appliqué les règles communes du droit canonique.

La S. Congrégation ne se lasse pas de témoigner sa désapprobation lorsque le gouvernement des supérieures générales est trop indépendant et despotique; elle veut que leur autorité soit tempérée par le conseil général. Elle ne permet pas qu'un évêque soit supérieur général d'un institut répandu en plusieurs diocèses, ni qu'il ait le pouvoir d'établir un directeur général; mais il doit présider les chapitres généraux, et rendre compte à la S. Congrégation.

La disposition des biens est de nature à engendrer des abus. Pour les profès de vœux solennels, le concile de Trente exige que la renonciation ait lieu pardevant l'évêque dans les deux mois qui précèdent la profession sous peine de nullité des actes. Or, cette disposition n'a pas été encore appliquée d'une manière bien nette aux instituts de voeux simples; quoique l'intervention de l'Ordinaire ait été prescrite en certains cas, on s'est contenté ordinairement de réserver l'entière liberté des sujets, en exigeant simplement le conseil des supérieurs, et non leur consentement. Ce qui est réglé, dès ce moment, c'est que les profès ou professes de voeux simples ne sont pas obligés de donner la propriété de leurs biens à leurs communautés, sauf la dot pour les religieuses. La même liberté est accordée pour l'usufruit; on est libre de laisser cet usufruit aux parents, ou de l'attribuer à la communauté, suivant les cas et la position des familles. L'extension du décret de Trente aux dispositions de biens qui prennent les profès de voeux simples, soit avant leur profession, soit après, ne pourrait produire que de salutaires effets; mais, nous le répétons, ce point-là n'est pas encore entièrement réglé et il ne se trouve pas dans les maximes générales que la S. Congrégation a établies dans ces derniers temps et qui se retrouvent dans presque toutes les *Animadversiones* que nous avons publiées.

« Animadversiones in constitutiones Sororum NN. commu-
» nicatae die 7 martii 1863.

» 1. Immutatus est titulus instituti ne Sorores cum aliis So-
» roribus ejusdem nominis confundantur.

» 2. Cum adhuc desint in novo instituto constitutiones,
» oportet ut constitutiones conficiantur, ita ut in eis omnia
» reducantur, statuta, et alia. Constitutiones concinne, clare
» et complete efformari debent, quae unum corpus efficiant,
» et desumantur, quantum fieri poterit, ex aliis constitutio-
» nibus jam ab Apostolica Sede approbatis.

» 3. Cum non deceat ut sorores assumant quovis modo
» curam personarum masculini sexus, oportet ut in constitu-
» tionibus nulla mentio fiat de pueris etiam orphanis, ac
» etiam de senibus.

» 4. Determinandi sunt casus graviores in quibus accedere
» debet consensus consultricum; nempe, pro admissione ad
» vestitionem et professionem, pro novis domibus erigendis,
» praeter consensum Ordinarii loci, pro alienationibus et im-
» positionibus debitorum (pro quibus etiam forma a SS. Cano-
» nibus praescripta, praesertim quoad beneplacitum apostoli-
» cum servanda erit) aliisque contractibus incundis.

» 5. Dum agitur de institutis in plures diœceses diffusis,
» Sedis Apostolicae firmus mos est minime admittere ut epis-
» copus diœcesis in qua domus princeps extat, superioritatem
» habeat, et directorem generalem constituat, ne aliorum
» episcoporum jurisdictio ullo modo laedatur; sed tantum per-
« mittitur ut episcopus loci in quo habetur capitulum generale,
» possit uti delegatus S. Sedis capitulo praeesse, electionem
» moderatricis generalis confirmare, et relationem de celebrato
» capitulo ad S. C. transmittere.

» 4. Contra communem usum in statutis legitur, quod mo-
» deratrix generalis in officio perduret ad triennium, sed in
» munere absque novo capitulo de licentia episcopi, usque
» ad totum tertium triennium permanere possit.

» 8. Statui minime potest usufructum bonorum sororum
» instituto devolvi debere, sed relinquendum est arbitrio ipsa-
» rum sororum eum durantibus votis cedere cuicumque ipsis
» placuerit, ac etiam proprio instituto, si ita ipsis libuerit.

» 9. Inquirendum est an Officium Immaculatae Conceptionis
» de quo agitur ab Apostolica Sede adprobatum fuerit.

» 10. Statuendum in constitutionibus quod moderatrix ge-
» neralis quolibet triennio relationem ad S. C. mittere teneatur
» de statu totius instituti, tam relate ad numerum domorum
» et sororum, quam relate ad observantiam, novitiarum ins-
» titutionem, et administrationem oeconomicam. »

— *Sainte Catherine de Sienne déclarée patronne secondaire de Rome.*

S. Pierre et S. Paul sont les patrons principaux de Rome, qu'ils ont consacrée par l'effusion de leur sang. Benoît XIV a rendu un décret sur ce patronage spécial.

S. Philippe de Néry est patron secondaire de Rome en vertu d'un décret de Benoît XIII, qui a voulu que sa fête fût de précepte, ainsi qu'on l'observe encore aujourd'hui.

Un décret récent, provoqué par la piété du Sénat romain, constitue Sainte Catherine de Sienne patronne secondaire de Rome. Les mérites de la Sainte, et la gratitude que lui doit Rome pour le retour du pape Grégoire XI après les soixante-dix ans d'Avignon justifient pleinement ce choix.

D'après les rubriques de la liturgie romaine, les patrons secondaires n'ont droit qu'au rite double-majeur. Or, le rite double de seconde classe est décerné à Sainte Catherine de Sienne; le clergé séculier et régulier de Rome devra célébrer désormais la fête de la Sainte avec le rite susdit, double de seconde classe. Saint Philippe de Néry jouit aussi pour Rome

du rite de seconde classe; en outre, sa fête est de précepte, ce qui n'a pas été prescrit pour sainte Catherine de Sienne.

Un décret de la S. Congrégation des Rites, en date du 8 mars 1866, renferme les dispositions que nous venons d'énoncer, et statue, en outre, que des lettres apostoliques en forme de bref doivent confirmer l'élection de Sainte Catherine de Sienne en qualité de patronne secondaire de Rome. Ce bref a été rendu, et il porte la date du 13 avril 1866. Voici d'abord le décret de la S. Congrégation des Rites:

« Decretum. urbis — Post Sanctissimos Apostolorum Principes, qui Trophaeum Crucis Christi romanis arcibus intulerunt, tot inter cœlites, qui cum in terris agerent Urbi huic nostrae virtutum exemplis affulserunt, eamque beneficiorum copia cumularunt, Sancta Catharina Senensis Virgo merito recensetur. Omnes quidem sanctitatis laude apud romanos cives inclaruerunt, at nonnulli ex iis vel apostolicis curis laboribusque, vel idolorum cultus eversione, vel lue mirifice depulsa optime de Urbe meriti sunt; quae ideo illos ut cœlestes patronos veneratur. Neque impar clarissimae illi Heroinae honor esset tribuendus, quippe quae in Petri Cathedram ad bonorum salutem impiorumque terrorem in hac Urbe divinitus constitutam, Romanos Pontifices per annos plurimos ab ea avulsos, suis consiliis, precibus, atque opera iterum revocaverit. Imo cum ob diuturnam Romanorum Pontificum ab eadem Urbe absentiam parum abfuit, quin ea ruinis disjecta, squalore obsita, civium inter se dig'adiantium caedibus concussa penitus absumeretur, factum est, ut Gregorio XI Pontifice Maximo redeunte protinus faciem immutaverit, omniumque bonorum copiam consequuta fuerit, quorum ope ipsa ad regimen terrarum nata cunctis populis ac gentibus solatio esset et adjumento. Quoniam vero nostris hisce luctuosis temporibus perditissimi hostes bellum adversus Christum, ejusque sponsam Ecclesiam instaurantes civili Romanum Pontificem Principatu in Beati Petri Cathedrae decus et praesidium concesso spoliare, et etiam ex hac Urbe ejicere, atque expellere contendunt, perillustris Almae Urbis Senatus avitae pietatis vestigiis inhaerens potentissimo Sanctae Catharinae Patrocinio se suaque committendum decrevit; pro certo enim habet, ut Deus Patronae hujus cœlestis precibus exoratus Urbem ab impendenti periculo sit asserturus.

« Quapropter Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae IX supplicem porrexit libellum, quo instantius petebat ut Sanctitas Sua, Beatam Catharinam Senensem in secundarios Urbis Patronos referre dignaretur. Sanctitas Sua quae auxilium in tribulatione unice a Domino Cœlitum interventu praestolatur, preces Senatus Populique Romani libentissime excipiens ad relationem subscripti Sacrorum Rituum Congregationis Secretarii Sanctam Catharinam Senensem Virginem Almae Urbis hujus Patronam secundariam declaravit; ac in ejus festo missam et officium sub ritu duplici secundae classis ab utroque clero et sanctimonialibus Urbis ejusque districtus recitari mandavit. Tandem eadem Sanctitas Sua jussit, ut super his omnibus expediantur litterae Apostolicae in forma Brevis. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 8 martii 1866. — C. Episcopus Portuen. et S. Rufinae Card Patrizi S.R.C. Praef. Loco ✠ Sigilli *D. Bartolini S. R. C. Secretarius.* »

Le bref exprime presque les mêmes pensées dans le style que comportent les Lettres apostoliques:

« Pius PP. IX. Ad perpetuam rei memoriam. — Quamvis » Urbs Roma Beatissimos Apostolorum Principes tamquam » praecipuos Patronos suos veneretur, et colat, quippe quae » ipsorum labore ac sanguine magistra cum esset erroris, ma- » gistra effecta est veritatis, novumque adepta imperii genus » multo latius dominetur religione divina, quam ditione terrena; » trepidis tamen in rebus implorare consuevit aliorum etiam san- » ctorum Cœlitum auxilium, qui hic in terris degentes Urbem » ipsam et collustrarunt splendore virtutum et benefactis cu- » mularunt. Horum numero accensenda profecto est sancta Ca- » tharina Senensis ex tertio Ordine S. Dominici, quae virginita- » tis decus cum eximia aliarum virtutum laude conjungens, Ave- » nionem profecta ad Gregorium XI Praedecessorem Nostrum, » inibi cum Cardinalibus, aliisque Pontificiae aulae proceribus » commorantem, votum de repetenda Urbe, quod is occulte » Deo nuncupaverat, superno recreata lumine, eidem mani- » festavit, aperuit, atque adeo auctrix fuit, ut promissum » reditum pro communi rei christianae bono, et faustitate » maturaret. Quantum vero detrimenti Roma cepisset ex diu- » turna Summorum Pontificum absentia, satis loquuntur histo- » riae. Videre erat fatiscentia, et squalore obsita sacra templa, » domos, viasque cruentis factionum caedibus funestatas, longe » imminutum incolarum numerum, denique quocumque inci- » dissent oculi vix ullum reperissent veteris amplitudinis, ac » magnificentiae vestigium. Quae deterrima rerum facies im- » mutata prorsus est, remigrante Summo Pontifice, et pris- » tinus Urbi splendor restitutus, sic ut illa in posterum ex- » titerit nedum verae fidei arx, et propugnaculum, sed artium » etiam optimarum praecipua sedes, ac domicilium. Porro » quum iniquissimo hoc tempore redintegratum contra Ecclesiam » fuerit bellum tetrum sane, ac perfidiosum, hostesque Ca- » tholici nominis extorquere conentur Romanis Pontificibus » civilem ditionem divinae Providentiae consilio illis compa- » ratam ad liberius exequendum Apostolici muneris officium, » idque etiam intendant, ut rursus desideretur in Urbe Petri » successorum praesentia, idcirco Senatus Romanus ad tantum » propulsandum malum, eludendasque impiorum hominum » fraudes implorare constituit S. Catharinae Senensis coeleste » praesidium, humilesque Nobis preces exhibuit, ut illam » inter secundarios Urbis Patronos adsciscamus. Nos proinde » qui in tantis difficultatibus rerum ac temporum ex caelitum » Sanctorum interventu facilius expectamus a bonorum omnium » datore Deo subsidium, de consilio Venerabilium Fratrum » Nostrorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium legitimis » ritibus tuendis praepositorum, porrectis ejusmodi precibus » adnuendum censuimus. Itaque per praesentes Nostras Lit- » teras S. Catharinam Senensem Virginem ex tertio Ordine » S. Dominici Almae Urbis Nostrae Patronam secundariam » auctoritate nostra Apostolica constituimus, declaramus, at- » que in ejus festo die missam, et officium sub ritu duplici » secundae classis ab utroque clero, et sanctimonialibus Urbis, » ejusque districtus recitari mandamus. Decernentes has Lit- » teras firmas, validas, et efficaces existere, et fore, suosque » plenarios, et integros effectus sortiri et obtinere, ac illis » ad quos spectat et pro tempore quandocumque spectabit » plenissime suffragari; sicque in praemissis per quoscumque » Judices Ordinarios, et Delegatos, etiam causarum Palatii » Apostolici Auditores, judicari et definiri debere, irritumque » et inane si secus super his a quoquam quavis auctoritate » scienter vel ignoranter contigerit attentari. Contrariis spe- » ciali licet mentione dignis non obstantibus quibuscumque.

» Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris » die XIII aprilis anno MDCCCLXVI. Pontificatus Nostri » Anno Vigesimo. — N. Card. Paracciani Clarelli. — Locus Sigilli.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.

IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

SOIXANTE-QUATORZIÈME LIVRAISON.

SAINT CONVOYON

La S. Congrégation des Rites, assemblée le 28 avril 1866, a reconnu et confirmé le culte décerné de temps immémorial à Saint Convoyon, abbé de l'ordre de S. Benoît et fondateur du monastère du Saint-Sauveur, à Redon, en Bretagne.

Saint Convoyon vécut au IXe siècle. Sa vie a été écrite par un de ses disciples, vers l'année 890 ; il y en a une autre, plus courte, qui paraît être du XIe. L'une et l'autre ont été publiées par Mabillon, *Acta Sanctorum ordinis Sancti Benedicti, saeculum quartum*, p. 184 et seqq. Les deux biographes décernent le titre de *Saint*, racontent son voyage à Rome, où le pape Saint Léon IV lui donna sa chasuble, et les reliques de S. Marcelin, pape et martyr. Le Saint abbé mourut en 868. Le monastère du Saint-Sauveur a donné naissance à la ville de Redon.

I.

Les deux biographies éditées par Mabillon constatent la réputation de sainteté qui s'attacha à la mémoire du pieux abbé presque aussitôt après sa mort.

Les écrivains postérieurs n'hésitent pas à lui décerner le titre de *Bienheureux*, de *Saint*.

Alain Bouchard, – Grandes Croniques de Bretaigne, Paris, 1514, petit in-fo. f. 88 verso – s'exprime ainsi:

« Nomenius envoya à Romme le bon et sainct homme Convoyon. »

Pierre le Baud, – Histoire de Bretagne – écrite au commencement du XVIe siècle, quoiqu'elle n'ait été publiée qu'au siècle suivant – Paris, 1638:

Pag. 95 : « Aussi dit la souvent prononcée Histoire de » S. Convoyon, lequel fut premier abbé de Redon, fils de » Conan.... »

Pag. 104: « Cette hérésie (la simonie) pullula en Bretagne; » en vint la notice à S. Convoyon, abbé de Redon... »

Yepez, auteur espagnol du commencement du XVIe siècle, Chroniques générales de l'ordre de S. Benoît, version française, Centurie IV, t. IV, p. 277, Toul, 1649:

« Le saint abbé et ses religieux consacrent le nouveau » couvent (de Maxent) auquel il acheva sainctement ses jours, » honoré de tous les peuples de la Petite-Bretagne. »

Toussaint de S. Luc – Mémoires sur l'état du Clergé et de la Noblesse de Bretagne, Paris, 1691, première partie:

Pag. 78: « Charles le Chauve....fit convoquer tous les abbés » et supérieurs des monastères de cette province dans celui » de Redon, nouvellement bâti par S. Convoyon, ecclésias- » tique de l'église cathédrale de Vannes. »

Pag. 86: « Saint-Sauveur de Redon *Sancti Salvatoris Ro- » tonensis* – S. Convoyon ecclésiastique de la cathédrale de » Vannes s'étant retiré,... »

Dom Guy Alexis Lobineau, Histoire de Bretagne, Paris, 1707, in-folio:

Tom. I, pag. 32, le § CXXII, à la marge, est intitulé *S. Convoyon.*

Tom. II, col. 28: « Les premiers moines de Redon avant » que l'hermite dont il est parlé dans les actes de S. Con- » voyon.... »

Dom Morice. – Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne...Paris, 1750:

Tom. I, pag. 29, titre du § à la marge: « Fondation de » l'abbaye de Redon par S. Convoyon. »

Pag. 30, *id. id.* S. Convoyon rebuté par l'Empereur. »

Enfin, de nos jours l'auteur du livre intitulé: Histoire abrégée de la ville et du monastère de Redon, par un prêtre, ancien élève du collège Saint Sauveur. A Redon, 1864, donne le titre de *Saint* aux pieux fondateur:

Pag. 3, Cap. I: « Vie de S. Convoyon, premier abbé... »

Cap. II: « Gouvernement des abbés de Redon depuis la » mort de saint Convoyon, etc.

Tresvaux, chanoine de Paris, s'exprime en ces termes: « Il » est étonnant qu'aucun diocèse de Bretagne ne rende un » culte public à l'un des Saints les plus célèbres de la pro- » vince, et dont la sainteté est si bien reconnue. » – Vies des SS. de Bret. Tom. 2, pag. 287.

II.

L'élévation du corps et la translation des reliques sont des preuves certaines du culte public. Voici ce que rapportent les historiens sur la translation de Saint Convoyon, laquelle eut lieu vers le Xe siècle.

« Corpus S. Convoionis, post sedatos Normannici belli tu- » multus, Rotonum translatum est, ubi magna pars ejus re- » liquiarum honoratur. » Mabillon, Acta SS. O. S. B. loc. cit.

Saint Convoyon était mort à Maxent, où il s'était réfugié avec ses moines par crainte des Normands.

« Ses reliques furent rapportées en son monastère de Saint-Sauveur de Redon où elles sont révéremment gardées et dévotement visitées. » (Albert Le Grand, vies des SS. de Bretagne, au 5 janvier. Rennes, 1636.)

« L'abbaye de Redon ayant été rebâtie dans le Xe siècle, » après que l'on fut entièrement délivré de la crainte des » Normands, on y transporta le corps de S. Convoyon, que » l'on y garde encore aujourd'hui, hors quelques parties qui » ont été distribuées en divers endroits. »

(Baillet, vies des saints, in-folio. Paris, tom. III, p. 364.)

Dom Lobineau atteste aussi la translation du corps et la distribution des reliques. (Vies des Saints de Bretagne, p. 193.)

III.

La fondation d'une chapelle sous le vocable d'un saint personnage est la preuve certaine du culte public. Or, il est certain qu'avant même l'ouverture du siècle prescrit par Urbain VIII, c'est à dire, antérieurement à l'année 1534, il y avait dans l'égli e du Saint-Sauveur de Redon une chapellenie dédiée à Saint Convoyon.

L'éditeur du livre intitulé « Cartulaire de l'Abbaye de Redon, Paris, Imprimerie Impériale, 1853 grand in-4° », a inséré dans les prolégomènes (p. 334) le Pouillé des bénéfices et des monastères du diocèse de Vannes, tiré d'un manuscrit de 1516, que l'on conserve à la bibliothèque impériale de Paris; p. 358 on lit:

« In territorio de Rotono.....Capellania S. Con.... »

« Les autres lettres sont presque entièrement effacées.

« On peut lire Conoyan ou Convoyan (Conwoïon.)

Un ancien registre de l'abbaye Saint-Sauveur, déposé aux archives de la ville de Redon, montre qu'il s'agit de S. Convoyon. Voici ce qu'on y lit:

« Aveu, dénombrement et déclaration des maisons, fiefs et jurisdi tions, priviléges, etc. de l'Abbaye et benoist moustier Monsieur Saint-Sauveur de Redon que présente au Roi, notre souverain Seigneur, noble et illustrissime Messire Paul-Hector Scoty, Comte de Vigolen, Seigneur de Parme, Abbé commendataire de ladite Abbaye, de laquelle ledit Scoty a été à la nomination dudit seigneur Roi, pourvu par Notre Saint-Père le Pape, etc....(8 juin 1580).

» Ville de Redon.....

» En laquelle ville est sise et située l'église et grand temple de Saint-Sauveur dudit Redon, abbaye, couvent, monastère....

» En laquelle Abbaye, il y a 14 chapellenies desquelles ledit sieur abbé a droit de pourvoir, présenter et collationner...

» Savoir:)III) la chapellenie de S. Convoyon; le chapelain de laquelle doit dire une messe par chacune semaine, en ladite église.»

IV.

Les martyrologes s'accordent à mentionner la fête de Saint Convoyon, laquelle était célébrée le 5 janvier.

Martyrologium Gallicanum, studio Andreae du Saussay, Paris, 1637, 2 vol. in-folio, tom. 2, 28 decembris, contient ce qui suit:

« Ipso die (V Kal. Januar.) in minori Britannia, Sancti Convoïonis Abbatis, sanctitate et miraculorum gloria praeclari, qui senatorio genere ortus.... etc.

Le Martyrologe universel, contenant le texte du Martyrologe romain, traduit en français et deux additions à chaque jour, des Saints qui ne s'y trouvent pas, par Chastelain, Paris, 1709, in-4, au 5 janvier:

« Le 5e jour de janvier, à Saint-Messent de Plelan, en Bretagne, Saint Convoyon, premier abbé de Saint Sauveur de Redon sur Vilaine, au diocèse de Vannes, qui étant à Rome etc. »

Martyrologium Sanctorum Ordinis S. Benedicti, cum notis Hugonis Menardi, Parisiis, 1629, in 8:

» Quinto Calend. Januarii....In Britannia minori, depositio sancti Convoïonis Abbatis, sanctitate et miraculorum gloria illustris. »

Gabrielis Bucelini, Menologium Benedictinum, Augustae Vindelicorum, 1655, in-folio:

« Quinto Calend. januarii...In Britannia minori, depositio S. Convoïonis Abbatis sanctitate et miraculorum gratia illustris. Convoïon nobili et senatorio genere, gente Combiciana, vulgo de Combsac, patrem Cononem habuit... etc... »

Baillet: les vies des Saints composées sur ce qui nous est resté de plus authentique et de plus assuré dans leur histoire, Paris, 1704, in-folio. Au 28 décembre, t. III, p. 366:

« Sa fête (de S. Convoyon) est marquée au 28 de décem- » bre dans le Martyrologe de France et dans celui des Bé- » nédictins. C'est sans doute le jour de sa translation, car » les auteurs de sa vie témoignent qu'il mourut le 5 janvier, » qui est le jour qu'on a choisi pour sa fête à Redon où les » calendriers de ce monastère font foi de cet usage. »

Dom Lobineau, vies des Saints de Bretagne, etc., à Rennes, 1724, in-folio.-La vie de S. Convoyon occupe douze pages et finit ainsi, p. 193:

« Le corps du saint Abbé fut depuis porté à Redon, où » l'on en conserve encore la plus grande partie; le reste a » été distribué à quelques autres églises. La fête de ce Saint » est marquée au 28 de décembre dans le Martyrologe Bé- » nédictin et dans celui de France; et ce peut être le jour » de sa Translation. L'abbaye de Redon faisait autrefois, à » l'honneur de S. Convoyon, une fête du premier rang; » mais depuis quelques années on a diminué l'éclat de » cette solennité par des motifs qui ne nous sont pas » connus. »

Déric, Histoire Ecclésiastique de Bretagne... t. VI. Paris, 1788, in 12, page 64:

« L'Eglise ne tarda pas à inscrire l'abbé de Redon au » nombre des Saints. Depuis ce temps son monastère en a » célébré la fête le 5 de janvier, comme le marquent les » calendriers de cette communauté. La solennité y était au- » trefois de première classe. »

Les archives du département d'Ille-et-Vilaine renferment sous la côte $\frac{1\,H\,2}{31\ bis}$ trois manuscrits provenant de l'ancienne abbaye de Redon, dont les titres suivent et qui doivent être, d'après l'écriture et les autres caractères, rangés chronologiquement dans l'ordre ci-dessous marqué, savoir:

« 1.° *Caeremoniae locales insignis monasterii Sancti-Sal-* » *vatoris de Rothono.* » — Écriture de 1650, environ.

« 2.° *Caeremoniale locale Sancti-Salvatoris de Rothono pro* » *cella R. P. Prioris.* » — Ecriture de 1650 à 1680.

« 3.° *Caeremoniale locale monasterii Sancti-Salvatoris de* » *Rothono ad Romanam ecclesiam sine medio pertinentis* » Paraît être la copie du précédent avec quelques corrections ou changements: écriture de la fin du XVIIe siècle. A la fin de ce dernier manuscrit se trouve l'attestation suivante:

« Le présent cérémonial nous a été représenté à (la) visite, » et pour être approuvé du Chapitre général. Fait le 15 » août 1701. (Signé) Placide Falegeyrat, visiteur. »

Le premier cérémonial porte ce qui suit:

» Festa januarii - 5 die - S. Convoionis Abbatis hujus mo- » nasterii, 2 Ordinis. Omnia de Communi Abbatum. In I Vesp. » *non fit (verba super lineam addita)* commemoratio Octavae » SS. Innocentium, *sed (primitus scriptum erat* et) Vigiliae » Epiphaniae *tantum (additum ut supra)*.

» Duodecima lectio legitur de Homilia Vigiliae Epiphaniae » cum commemoratione ejusdem, in laudibus et missa, in qua » dicitur *Credo*, et in fine, Evangelium Vigiliae. Item fit » commemoratio de S. Telesphoro in laudibus et missis pri-

» vatis tantum. II Vesperae Epiphaniae cum commemoratione » S. Convoionis. «

Le second cérémonial constate que la fête de S. Convoyon était de précepte pour les Bénédictins :

» Caput secundum - de diebus et festis immobilibus. - Se- » ctio I. De mense januario. Quinta die, festum S. Con- » voioni, primi Abbatis et fundatoris hujus monasterii, *de* » *praecepto quoad fratres – (Verba expuncta, sed adhuc lectu* » *facillima)* 2 classis, 2 ordinis, in I Vesperis fit comme- » moratio Vigiliae Epiphaniae tantum, *et Octav. SS. Innoc.* » *(Verba addita in margine)*, ad matutinum lectio 12 et respons. » de Vigilia. In laudibus et missis privatis commem. ejusdem » Vigiliae. Omnia de Communi Abbatum, II Vesperae de Epi- » phania Domini cum commemoratione S. Convoioni.

Le troisième Cérémonial s'accorde entièrement avec le second, sauf qu'il exprime le même texte sans les ratures, ce qui montre qu'il est postérieur. L'indication de la première classe et du premier ordre semble d'une main plus récente :

» Caput secundum - de diebus et festis immobilibus. - Se- » ctio I de mense januario. Quinta die, festum S. Convoioni, » primi Abbatis et fundatoris hujus monasterii, I classis I or- » dinis, in I Vesperis fit commemoratio Vigiliae Epiphaniae » et Octavae SS. Innocentium. Ad Matutinum .... etc., » ut supra.

V.

La révolution de 1793 profana l'église Saint-Sauveur; on verra plus loin le détail de cette profanation. L'église ne fut restituée au culte qu'en 1805; les Bénédictins n'y étant plus, la fête de S. Convoyon cessa d'être célébrée.

Lorsque la Congrégation des Eudistes prit la direction du collége déjà établi dans une partie des bâtiments claustraux de l'antique abbaye de Saint-Sauveur de Redon, ils trouvèrent dans l'oratoire servant à la Congrégation des écoliers, et établi dans l'ancienne sacristie des religieux, une petite statue haute de quelques pieds seulement, en terre cuite, et représentant un moine bénédictin. Cette statue était décorée du nom de S. Convoyon, et était la même, que celle qui décorait un autel dédié à S. Benoît et à S. Convoyon.

Donnée à l'oratoire de la Congrégation des écoliers, cette statue y resta jusqu'à l'époque où cette petite chapelle fut restaurée, il y a de cela 15 ans environ. A cette époque, on plaça dans ledit oratoire les statues de S. Gabriel Archange, de S. Louis de Gonzague et de S. Stanislas Kostka; et comme celle de S. Convoyon était trop petite pour aller avec les trois autres. on en fit faire une plus grande, et elle fut placée vis-à-vis celle de S. Gabriel, où elle est encore avec l'ancienne inscription : S. Convoyon, abbé.

L'ancienne ne fut pas abandonnée pour cela. Elle fut placée à l'entrée même des anciens cloîtres, sur un joli piédestal au-dessous duquel on écrivit ces mots: S. Convoyon, fondateur premier abbé de Saint-Sauveur de Redon.

Remplacée plus tard, à cause de son mauvais état, par une autre statue en bois, toujours dite de S. Convoyon, elle fut transportée dans un oratoire champêtre situé dans les bois dépendants du séminaire noviciat de la Congrégation des Eudistes, non loin de la ville de Redon, et elle y a été jusqu'à ces jours derniers.

La statue de S. Convoyon porte tous les caractères d'une sculpture du courant du XVIIe siècle, époque à laquelle on peut sans crainte d'erreur la faire remonter.

VI.

Le souvenir de S. Convoyon est toujours vivant parmi les habitants de Redon et de Comblessac. L'archevêque de Rennes, désirant rétablir la fête interrompue par la révolution de 1790, a prescrit une enquête canonique dans le but de prouver la persuasion générale au sujet du saint abbé de Redon. L'enquête a eu lieu en 1865.

Le premier témoin de l'enquête de Redon, respectable vieillard de 82 ans, dépose ce qui suit :

« Toujours j'ai entendu nommer *Saint* le bienheureux Convoyon. Toujours je l'ai cru et nommé *Saint* moi-même. Depuis mon enfance, je n'ai cessé de l'invoquer comme *Saint* dans mes prières privées, et ce depuis ma première enfance. J'ai connu, bien que je fusse encore très-jeune, les derniers moines de Saint-Sauveur, avant leur dispersion par le fait de la révolution. J'ai surtout connu alors et surtout depuis, pendant de longues années, un M. Méhars qui était jadis au service des derniers Religieux de Saint-Sauveur, et si mes souvenirs ne me trompent pas, j'ai entendu parler audit M. Méhars d'une statue et d'un autel dédiés à S. Convoyon, dans l'ancienne église abbatiale de Saint-Sauveur. J'ai vu démolir cet autel, et presque tous les autres de cette basilique, sous la Terreur, vers 1793 ou 1794. »

Le second témoin, âgé de 78 ans, est natif d'une paroisse voisine de Redon, et il est domicilié dans cette ville depuis 1818 :

« Dans mon enfance, et toujours depuis, j'ai beaucoup entendu parler de *Saint* Convoyon. Toujours on l'appelait *Saint* et même un grand *Saint*. J'ai entendu dire qu'il était honoré comme *Saint* avant la révolution. Depuis, et jusqu'à ces dernières années, j'ai entendu chanter un cantique à son honneur, dans son ancienne église de Saint-Sauveur. »

Issu d'une très-ancienne famille de Redon, le troisième témoin compte parmi ses ancêtres plusieurs personnages qui ont rempli les fonctions municipales, même celles de maire de Redon pendant le siècle d'avant la révolution, comme en font foi les anciennes Archives de l'Hôtel-de-Ville de Redon. Il dépose ce qui suit :

« Toujours j'ai entendu parler de *Saint* Convoyon comme d'un *Saint*. C'est de notoriété publique ; personne ne peut émettre de doute sur ce point. Toujours on en parle avec vénération. J'ai entendu parler vaguement d'un autel érigé en son honneur dans l'ancienne église abbatiale. Souvent ma vénérable mère décédée à 90 ans nous parlait de S. Convoyon. »

Le quatrième témoin, natif de Redon et toujours domicilié dans cette ville, est âgé de 51 ans au moment de l'enquête:

« Toujours j'ai entendu mes parents, ma mère surtout, qui était la fille adoptive, depuis son bas âge, et la pupille du maître-meûnier du moulin bannal et seigneurial de l'Abbaye de Redon, moulin situé à Redon même et vis-à-vis du monastère, sur la rivière de Vilaine, que le bienheureux Convoyon était *Saint*, et qu'on l'honorait comme un *Saint*. C'est le cri public de tous les anciens de Redon et de leurs enfants. Souvent, en ces derniers temps encore, on chantait à l'église, et bien des fois je l'ai chanté moi-même, un cantique à S. Convoyon. Il y a quarante ans surtout, on parlait à Redon, avec grande vénération et très-souvent, de S. Convoyon. »

Le cinquième témoin est âgé de 77 ans et demi, et il a toujours résidé à Redon :

« Toujours j'ai entendu parler de bienheureux Convoyon comme d'un *Saint*. Toujours j'ai eu moi-même de lui cette opinion. Comme tout le monde à Redon, j'ai souvent chanté un cantique en son honneur, dans le Carême, à la prière du soir, au Mois de Marie, etc. »

Le sixième témoin n'atteste pas moins formellement le culte décerné sans interruption, malgré la suppression de la fête liturgique :

« Toujours à Redon *Saint* Convoyon a été regardé comme *Saint* et honoré comme tel. Souvent en mon particulier je lui ai adressé des prières. »

Le septième témoin est une vénérable octogénaire, dont l'esprit est parfaitement lucide :

« Toujours, *oui toujours*, j'ai entendu parler de S. Convoyon comme d'un *Saint*. Toujours j'ai entendu dire par les anciens qu'on honorait Convoyon comme *Saint*. Souvent j'en ai entendu parler dans ce sens, et j'en ai parlé moi-même. C'est ce que bien des fois j'ai répété à mes enfants qui en peuvent rendre témoignage. Souvent j'ai dit et fait dire aux miens des *Pater* et des *Ave* en l'honneur de Saint Con oyon. Tous les *natifs* de Redon pensent et parleraient comme moi. »

Le 8e témoin issu d'une famille patriarchale de Redon, prêtre pieux et zélé, a recueilli non seulement les traditions de son honorable famille, mais encore a été en rapports particuliers avec le vénérable Mgr Loaisel, Curé de Notre-Dame de Redon, avant et après la révolution de 1793.

« S. Convoyon a toujours été appelé ici du nom de *Saint* et honoré comme tel. J'ai vu dans la chapelle de la Congrégation des écoliers, au petit collége de Redon où j'ai fait mes études avec M. Poirier, une statue de S. Convoyon. Souvent j'ai entendu chanter dans l'église un cantique à S. Convoyon. Pour mon compte, j'ai toujours professé le plus grand respect et la plus grande vénération au *Saint* fondateur de Saint-Sauveur et de ma ville natale. »

Les juges de l'enquête auraient pu entendre les dépositions d'un plus grand nombre de témoins, mais outre que les témoignages précédents émanés de personnes très-dignes de créance, paraissent concluants, tous assurent que les autres *natifs* de Redon déposeraient dans le même sens et aussi catégoriquement. Il nous paraît que la chaîne entre les temps anciens et les nouveaux, en ce qui concerne le culte de *Saint* Convoyon, n'est pas plus brisée à Redon qu'à Comblessac, et si le culte de S. Convoyon dans cette dernière paroisse paraît plus explicite et plus significatif de la part des fidèles, cela provient de ce que dans les campagnes les populations demeurent plus identiquement les mêmes que dans les villes, et par suite, les traditions persévèrent plus longtemps pures et vivaces.

A Redon, néanmoins la piété des fidèles pour la mémoire de S. Convoyon est très-sensible. On en a une preuve dans le couplet de cantique que nous donnons ci-après, et qui se chantait naguère encore après les offices, comme un chant d'adieu.

C'est pour répondre à ce sentiment public des paroissiens de Redon, que le peintre, dans le grand tableau placé au-dessus de la porte de la sacristie, et qui représente la donation du territoire de l'Abbaye faite par le comte Ratuili à S. Convoyon et à ses compagnons a représenté le *Saint* fondateur de Saint-Sauveur avec l'auréole qui distingue les *Saints* dans toutes les peintures. Et c'est avec la même auréole qu'il est représenté sur un des vitraux peints de la nouvelle chapelle du Collége, ou Institution Saint-Sauveur.

Quand les Sœurs de la Charité vinrent s'établir à Redon, sous le prédécesseur presque immédiat du curé actuel, on commença à célébrer très-solennellement, à l'église paroissiale, la fête de S. Vincent de Paul avec octave de Saluts du Très-Saint Sacrement, et les Redonnais de vieille souche se disaient: « Pourquoi n'établit-on pas aussi la fête de notre fondateur et patron, S. Convoyon ? »

Après des couplets à Notre-Seigneur, à sa sainte Mère, à S. Joseph, le peuple, avant de quitter l'église, chantait sur un air bien connu:

« Convoyon, Patron de nos Pères,
Secourez aussi leurs enfants.
Sauvez-nous de toutes nos misères;
Nos cœurs vous seront recoonnaissants.
Convoyon, Patron, etc.

VII.

Les témoins de l'enquête de Comblessac ne sont pas moins explicites. Nous rapportons en bloc leurs dépositions.

« S. Convoyon né à Comblessac, y a toujours été nommé *Saint*, et à ma connaissance honoré tel par la dévotion privée des fidèles; c'est un fait de tradition constante et de notoriété certaine. »

« S. Convoyon a toujours appelé du nom de *Saint*, et honoré comme tel à Comblessac et dans toute la contrée. Tous les ans, surtout depuis qu'on a placé sa statue à un des autels de notre nouvelle église paroissiale, on offre, en son honneur, des gerbes de blé. Moi-même, ajoute l'honorable témoin, je lui fais cette offrande chaque année. »

« Toujours S. Convoyon a été appelé et honoré comme *Saint* parmi nous.

« Il y a soixante ans peut-être, j'ai vu plusieurs personnes venir visiter le lieu où la tradition dit que naquit et vécut S. Convoyon. Dans ma première enfance, je me souviens d'avoir servi moi-même de guide vers ces ruines vénérables, à une famille venue de Rennes, d'une distance de 20 à 25 lieues, pour faire cette visite. C'est dans le bourg même qu'existent ces ruines.

« Bien des fois, ajoute le témoin, quand je suis allé à l'ancienne église du monastère de S. Convoyon (Saint-Sauveur), y voir le tableau qui représente ce *Saint* et y faire une petite prière. Bien d'autres à Comblessac font comme moi. »

» Native de Comblessac et d'une famille originaire de Comblessac, dit avec la plus grande lucidité et avec un esprit de foi remarquable une digne et bonne veuve, j'ai le bonheur de posséder le petit endroit de notre bourg où sont les derniers vestiges des ruines qu'une tradition constante veut avoir appartenu à la famille de S. Convoyon.

» Toujours nous avons appelé *Saint* le bienheureux Convoyon, et nous l'honorons comme tel.

» Je me souviens très-bien que mon père qui savait très-bien lire, nous lisait la vie de saint Convoyon, à mes frères et sœurs, quand nous étions tout jeunes, surtout aux veillées des dimanches et fêtes, et bien d'autres pères de famille faisaient comme mon père. Tous nos anciens étaient pleins de vénération pour S. Convoyon, et c'est d'eux que nous est restée la dévotion que nous lui portons tous par ici. En témoignage de cette dévotion, de temps en temps on lui offre les prémices des gerbes de nos moissons et on lui fait aussi quelques offrandes en argent. »

Depuis plusieurs années, un vicaire, à cause du grand âge de son vénérable recteur, administre la paroisse, et il la connaît parfaitement. Il dépose ce qui suit:

« Avant la grand révolution, comme maintenant, sans nul doute, S. Convoyon était regardé ici et dans toute la contrée comme *Saint*, appelé de ce nom et honoré comme tel par la piété des fidèles.

» Bien des fois on nous a priés, Monsieur le Recteur et moi, d'ériger une chapelle en l'honneur de S. Convoyon, dans le bourg, sur les ruines de l'antique demeure de ce *Saint*, et que bien certainement on y ferait des pèlerinages, qu'on y ferait dire des messes, et qu'on ferait des offrandes. D'autres nous priaient d'y ériger au moins une croix. Lorsque cédant à la piété pleine de confiance des bons paroissiens, quand nous reconstruisîmes notre église paroissiale, nous fîmes faire à Rennes une belle statue de S. Convoyon, destinée à l'un des autels latéraux, celui de gauche, M. le Maire de Comblessac et son adjoint voulurent eux-mêmes aller la chercher jusqu'à Rennes. A son arrivée dans notre bourg, elle fut reçue comme si c'eût été S. Convoyon en personne, au son des cloches et au milieu des démonstrations de la joie la plus grande et la piété la plus naïve, le plus grand nombre la baisant par dévotion. »

A ce témoignage si explicite, le bon prêtre ajoute que tous sans exception, à Comblessac et dans toute la contrée

environnante, rendraient comme lui témoignage du culte rendu à S. Convoyon, sans doute de temps immémorial. »

Le vénérable curé dépose dans le même sens que son vicaire, et il ajoute : « Ici on offre les gerbes de blé devant la statue de S. Convoyon. A l'heure qu'il est, il y en a encore bon nombre. Parfois on fait quelques offrandes en argent. Çà et là, on me demande de dire la sainte messe en son honneur, ce qui s'est fait encore la semaine dernière. »

« Après avoir recueilli ces précieux témoignages, nous nous sommes rendus, disent les juges dans le procès-verbal de l'enquête canonique, dans l'église paroissiale, edifice tout neuf, bâti avec les seules offrandes de cette population peu riche des biens de ce monde, mais riche encore de ceux de la foi. Cette église, d'un style fort simple, est bien tenue et décorée avec goût à l'intérieur.

« Après y avoir adoré le très-saint Sacrement, nous avons été prier devant l'autel de l'aile gauche, dédié à S. Convoyon et à S. Isidore, laboureur. Nous y avons vu et vénéré la belle statue de *Saint* Convoyon qui est représenté avec le costume de moine benédictin, et tenant à la main la crosse abbatiale.

» Auprès de cet autel, nous avons vu un amas assez considérable de gerbes de blé. »

VIII.

Les Eudistes occupent pré entement l'ancien monastère de Saint-Sauveur. Le supérieur-général a signé la déclaration suivante, qui a été unie à l'enquête :

« Nous soussigné supérieur-général de la Congrégation de Jésus et Marie, dite des Eudistes, dont la maison-mère est établie dans les anciens bâtiments claustraux de l'antique abbaye de Saint-Sauveur de Redon, abbaye fondée par S. Convoyon, qui en fut le premier Abbé, dans le désir bien vif que nous avons de voir se rétablir, par l'autorité du Saint-Siége apostolique, la fête du fondateur de ce célèbre monastère de Saint-Sauveur, nous sommes heureux de pouvoir fournir à la commission d'enquête établie par ordonnance de Monseigneur l'Archevêque de Rennes, en date du 27 janvier 1862, quelques données sur le culte actuel du Bienheureux dans cette maison même, où depuis 28 ans nous sommes établis.

» Nous attestons d'abord combien vivace encore, en venant à Redon, nous y trouvâmes la croyance universelle à la *sainteté* du Bienheureux Convoyon, fondateur de l'Abbaye si célèbre dans les fastes de l'histoire ecclésiastique de la province de Bretagne, et qui a donné naissance à la ville même de Redon. Aussi, nous partageâmes sans difficulté cette croyance. Par respect pour tout ce qui venait de *Saint* Convoyon, de ce zélé disciple de S. Benoît, le R. P. Louis, alors supérieur-général de la Congrégation des Eudistes, et notre prédécesseur, en érigeant un collége pour l'éducation de la jeunesse chrétienne, à l'abri des vieux cloîtres bénédictins, voulut qu'on lui conservât le nom bien des fois séculaire de *Saint-Sauveur*, et depuis ce temps, cette maison d'éducation est connue sous ce nom vénérable.

» De plus, ayant trouvé dans le petit oratoire de la Congrégation des écoliers déjà établie près des cloîtres, une statue de S. Convoyon que Monseigneur Poirier, évêque de Roseau, assure dans un acte authentique joint aux documents de la cause, avoir été vénérée dans l'ancienne église abbatiale, maintenant paroissiale, et donnée plus tard au collége, nous la conservâmes précieusement, et si plus tard, nous l'avons retirée, ça été pour lui en substituer une autre plus en harmonie, quant à la grandeur, avec une statue de l'Archange S. Gabriel qui est placée en face, mais toujours avec cette dénomination écrite en lettres dorées: *Saint* Convoyon, Abbé.

» L'ancienne statue fut placée alors par nos soins sur un piédestal audessus de la porte qui donne entrée sous les cloîtres, avec cette inscription effacée depuis assez maladroitement par des ouvriers chargés de reblanchir les murs: *Saint* Convoyon, fondateur et premier Abbé de Saint-Sauveur de Redon.

» Plus tard, les cloîtres ayant été fort bien restaurés par nos ordres, la vieille statue de S. Convoyon qui était en fort mauvais état de conservation, fut remplacée, sous les cloîtres, par un autre statue bien sculptée, toujours dite de *Saint* Convoyon, et qu'on y voit encore.

» L'ancienne statue fut placée alors à notre maison de noviciat, près Redon, et a été soumise, ces jours derniers, à l'examen d'un homme expert dans l'art, M. l'abbé Brune, chanoine de l'Église métropolitaine de Rennes, chargé par Monseigneur d'en dire son avis.

» Il n'est pas hors de propos de dire que c'est à l'occasion de cette vieille statue placée sous nos cloîtres, avec l'inscription susmentionnée, que Monseigneur l'Archêveque de Rennes conçut la pensée de rétablir, pour son diocèse, la fête du *Saint* Abbé de Redon, et nous chargea, au moment même de rechercher les origines de son culte ancien.

» Pour compléter l'histoire de S. Convoyon dans l'intérieur de son antique monastère, en ce qui regarde les temps modernes, quand, il y a huit ans, nous fîmes construire à l'usage de notre collége, la belle chapelle qui s'y voit présentement, nous eumes soin que le souvenir de S. Convoyon n'y fût pas oublié, et dans un médaillon qui se voit à l'un des vitraux peints, à la fenêtre du sanctuaire la plus rapprochée de la chaire, du côté de l'Evangile, Saint Convoyon est représenté avec l'auréole et cette inscription: *Saint Convoyon fait bâtir le monastère de Saint-Sauveur.*

» En attestant tous les faits qui précèdent, nous faisons des vœux bien ardents pour que Sa Sainteté Pie IX, qui a donné à notre Congrégation des marques nombreuses et bien touchantes de sa charité apostolique, cédant aux instances de notre vénérable Archevêque, autorise la reprise du culte public de S. Convoyon qui n'est pas étranger, nous aimons à le croire et à le publier, aux bénédictions que le ciel a daigné repandre sur notre collége établi sous les auspices du Sauveur du monde et de son bon serviteur, le glorieux *Saint* Convoyon. *Redon, le 23 août* 1865.—D. Gaudaire, Sup. gén. des Eudistes et Sup. du Collége. »

IX.

Animadversiones R. P. D. Promotoris Fidei super dubio: An constet de cultu publico ab immemorabili tempore praestito Dei famulo, seu de casu excepto a decretis sa. me. Urbani PP. VIII?

1. In proposita causa, ut in reliquis hisce dubiis, de duobus extremis, legitima nempe praescriptione, et possessione constare debet. Vereor tamen ne quoad primum idonea plane desint documenta, de altero autem ex ipsa eorum, qui cultum promovent, attestatione ne integrum quidem sit disserere.

2. Et quod attinet ad publici et ecclesiastici cultus praescriptionem, haec non evincitur ex nonnullis auctoribus, qui saeculo X et XI, itemque a medio saeculo XVII ad medium insequens aevum, Convoionem beati uti sancti nomine cohonestarunt. Oporteret enim indubie demonstrari hasce appellationes non ad *mores* atque *opinionem* scribentium, sive ad aliquam sanctitatis famam, sed directe ad *personam* seu ad cultum Dei servo facto exhibitum referri. (Videsis Benedictum XIV, lib. II, cap. XII, n. 1.)

3. Ad publicum cultum pertinere credideris translationem, seu restitutionem mortalium Convoionis exuviarum ad Rotonense monasterium saeculo ecclesiae X post sedatos Normannici libelli tumultus. Crederem profecto, si scriptores qui factum enarrant, scientiam probandae rei parem attulissent. At

hi nonnisi annis 1636, 1680, 1704, 1724, suas concinnarunt historias. Qui igitur fieri potest, ut clausis ferme oculis ejusmodi documentis acquiescamus aevum urbanianum tamdiu progressis, quibus aliquid legitime probari posset ea tantum aetate, qua singuli scribebant?

4. Neque potiora sunt quae de Servi Dei statua, ejusque festo in medium sunt allata. Nam statua illa praeterquamquod urbaniano saeculo est recentior, vix privatum obtinuit cultum; qui cultus tamen a solis testibus adhuc viventibus asseritur. Ad eamdem Urbani aeram non pertingit dies festus in Convoionis honorem institutus, quique demum anno 1788 penitus obsolevit. Superest itaque unicum praescriptionis indicium ex vago documento anni 1516, et ex alio anni 1580, capellaniae cujusdam S. Convoionis nuncupatae in Rotonensi templo SS. Salvatori sacro, cum onere semel in qualibet hebdomada missae sacrificium litandi. Verum Emorum Patrum sapientia perpendet quanti momenti id esse queat ad centenariam, de qua agimus, comprobandam.

5. Elapso jam Urbani VIII saeculo, cultus quilibet sensim declinavit, ac plane demum intercedit. Quocirca en quid doceat Dom Lobineau. *vies des saints de Bretagne, Rennes*, 1724: *L'abbaye de Redon faisait autrefois, à l'honneur de S. Convoion, une fête du premier rang; mais depuis quelques années on a diminué l'éclat de cette solennité par des motifs qui ne nous sont pas connus.* – Idipsum legitur in sylloge *documentorum ad cultum S. Convoionis* anno praeterlapso Rhedonis impressa: – *de causa hujus imminutionis silent auctores. Sed exinde forsan clarius apparet quam antiquus, quam venerabilis cultus ille, quem monachi tempori nimium indulgentes, et de sancto fundatore parum digne sentientes, tamen omnino tollere ausi non fuerunt (ibid. pag.* 14.) – Sublato nimirum quovis splendore ac pompa festi, quod incidebat die quinta januarii, etiam ritum duplicis primae classis de praecepto monachi proprio marte sustulerunt, vix retento festo quodam inferioris ritus. Rationem ejusmodi immutationis hanc assignat Rmus Rosensis Antistes in sua epistola (*in cit. sylloge pag.* 20.) – *Dans mon opinion, le culte de S. Convoyon ne fut négligé dans l'abbaye de Saint-Sauveur, que depuis que les Bénédictins crurent devoir suivre les idées du temps, et changer leur antique liturgie pour en adopter une toute modernisée et inspirée par un autre esprit.* –

6. Haec ita se habebant, cum labente superiori saeculo, turbae illae luctuosae in Galliis excitatae sunt, quae rerum omnium divinarum eversionem una cum pernicie civilis societatis intulere. Ea tempestate Convoionis cultus omnino disparuit; non sepulchrum, non ara aut sacellum, neve aliud quidquam superfuit.

7. Inde vero, ad haec usque tempora, nullum publici ecclesiastici cultus indicium apparuit, quamvis Convoionis adhuc vigeat memoria, et nonnulli, uti innuimus, aliquo privato honore illius statuam prosequantur. Factum proinde est, ut hodiernis comitiis non cultus confirmatio, sed reintegratio cultus jam praestiti, et penitus deleti expressis verbis postuletur. Hoc in laudata epistola monet Rosensis Antistes: – *La question n'est pas de demander le culte public pour un Saint qui n'en aurait jamais joui, mais bien de solliciter la reprise de ce culte interrompu par les événements et les malheurs des temps* (in syllog. pag. 20.) – Idipsum ostendit scopus ad quem nuper bini instituti sunt processus; primus nempe – *en vue de restituer le culte public et ecclésiastique à Saint Convoyon* – alter – *à l'intention de rétablir le culte public et ecclésiastique à S. Convoyon.* – Uterque autem processus in eo convenit, ut vota et populi conatus probet, quo cultus jamdiu extinctus hodie restituatur. Id denique suis exposuit precibus Rmus Rhedonum Archipraesul, nimirum – *que sa sainteté Pie IX autorise la reprise du culte public de S. Convoyon* – Id quod in apertam incidit legis nostrae censuram, qua *non modo cultus publicus adhibitus esse debet centum annis ante constitutionem Urbanam, verum etiam continuatus cum usque ad sententiam ordinarii vel Delegati, tum usque ad ejusdem sententiae confirmationem a Sacra Congregatione obtinendam* (Bened. XIV. lib. II. cap. XXIII. n. 10.).

8. Liquet ergo quid in hac causa expectandum sit a sapientissimo hujus S. O. judicio, nisi praescriptio, quae nutat, validis omnino documentorum rationibus illustretur, et possessio tantis obtecta tenebris operosa defensionis contentione lucem iterum aspiciat.

Quae dicta sint sub censura, salvo etc. »

X.

Responsio ad animadversiones R. P. D. Promotoris Fidei super dubio etc.

1. Splendidissima et perantiqua licet origo sit cultus publici ecclesiastici praestiti servo Dei Convoioni, atque gravibus permultisque pateat documentis, eximius tamen S. Fidei Promotor non pauca objicit. At si haec tantisper expendantur, statim apparebit ab ipso, pro sui tantum perfunctione muneris, ea fuisse adnotata, atque ut, excussis nebulis, cultus vetustissimus, nobilis, et magno sane apparatu celebris nitidius eluceat.

2. Primum itaque objicit, ex *Sancti* aut *Beati* nomine ab antiquis scriptoribus Convoioni tributo, nonnisi quamdam sanctitatis famam evinci, sive ante, sive post Urbani VIII saeculum, scilicet saeculo X, et XI, et a medio saeculo XVII, ad medium XVIII. Ut huic adnotationi satisfaciam, primum clarissimo animadversori gratias ago, quod uti certum ponat scriptores in re nostra sancti aut beati nomine Convojonem auxisse, tam ante centenariae initium, quam ea decurrente. Id enim mihi satis est, quia inquit Fatinellus ab Benedicto XIV summis laudibus prosequutus – *Cum scriptores appellant Dei servum beatum aut sanctum, maximam inde exurgere probationem cultus et venerationis exhibitae eidem servo Dei, cum hujusmodi nuncupationes non tribuantur, nisi viris, quos pro sanctis colimus. (Vide Bened. XIV de serv. Dei Beat. et Beae. Canon. lib. II, cap. XXIII.)* Sed ipsum disciplinae nostrae moderatorem audire praestat: *Nomine authenticorum documentorum in praesenti materia veniunt primo historiae conscriptae a viris fide dignis qui eas composuerint centum annis ante constitutionem urbanam, vel qui saeculo eodem decurrente sua ediderint monumenta; idque non solum, si de cultu servi Dei testimonium dicant, verum etiam si ejus virtutes et miracula tantummodo enarrent ipsum appellantes beati, vel sancti titulo, etsi denominatio ipsa personam dumtaxat respiciat, non mores, ut bene ponderat vir. recol. mem. R. P. D. Fatinellus, respons.* 115, *num.* 8, *tom.* 1. –

3. Hinc diligentissimus animadversor ultro concedit publicum et ecclesiasticum cultum re ipsa portendere corporis translationem, seu restitutionem ad monasterium Rotonense SS Salvatoris actam saeculo X post sedatos Normannici belli tumultus. Putat tamen hanc non satis constare, cum eam referant scriptores annorum 1636, 1680, 1704, 1724; ac proinde ad summum ex his probari cultum qui aetate obtinuerit qua singuli scribebant. Sed quaeso advertat, scriptores hosce magni esse nominis, accuratissimos, et emunctae naris; de facto agere utique pervetusto, sed omnium traditione pervulgato Unus sufficeret Mabillonius de re monastica peritissimus, qui omnia sui ordinis tabularia excusserat, qui de facto publico agit, quod Rotonenses omnes callebant, praesertim quia de homine agebatur, quem uti auctorem et institutorem suum profitebantur.

4. Subinde animadversio agit de S. Convoionis statua, eamque dicit Urbani VIII aetati posteriorem. Sed quaeso expendat peritorum judicium qui eam constituunt opus ineuntis saeculi XVII. Jamvero ineunte saeculo XVII Urbani aera adhuc vigebat, cum ea desierit anno 1634. Praeterea simulacrum ipsum cultum profecto indicat anteriorem. Nescio autem

quomodo dici possit, hujusmodi cultum probari tantum testibus adhuc viventibus. Licet enim periti vivant adhuc, ii tamen pro sua sapientia et doctrina ad quodcumque aevum etiam remotissimum se se protendunt, cum ipsorum judicium, non aetas attendenda sit. Accedunt hisce testes in duplici inquisitione examinati, qui ex non interrupta traditione idipsum confirmant.

5. Dies autem festus in honorem Sancti Convoionis, si animadversiones audias, incaepit post Urbani aeram, neque excessit annum 1788. Curnam? Quia martyrologium gallicanum editum est anno 1637. Verum Martyrologia et Menologia ab iisne inventa, qui ea ipsa edidere? Sane haec jamdiu existebant, ac proinde longe ante annum 1637 seu et decurrente Urbani aera, et etiam ante ipsam dies festus in Convoionis honorem colebatur. Nihil modo dicam de hujusce festi cessatione, quia de hac subinde erit sermo.

6. Insigne autem documentum postea impetitur anni 1516, ab altero confirmatum anni 1580. De *Capellania* loquor S. Convoionis nuncupata cum onere unius missae qualibet hebdomada. Praeclarissimus Animadversor, cum nihil habeat, quod ineluctabili huic documento objiciat, ipsum appellat vagum. Verum nescio quomodo documentum hujusmodi dicatur vagum et flocci existimetur. Re enim vera confirmatur ex manuscripto autographo anni 1516, quod asservatur in bibliotheca imperiali Parisiensi; confirmatur ex regesto manuscripto abbatiae S. Salvatoris, quod est in archivio urbis Rotonensis, ubi legitur: *En laquelle Abbaye il y a 14 chapellenies desquelles le dit sieur abbé a droit de pourvoir présenter et collationer etc. Savoir* (III) *la chapellenie de S. Convoion; le chapelain de laquelle doit dire une messe par chacune semaine, en ladite église.* Hisce documentis accedit testificatio archivi secretarii, et sacerdotis Eudistae, nec non legalitas et attestatio archiepiscopi Rhedonensis; qui ait de praedictis viris – *quos probos et peritos noscimus et testamur; gravissimum* igitur hoc documentum per se tantummodo sufficeret ad cultus probationem evincendam, cum dicat Benedictus XIV: *Pro authenticis documentis habentur . . . . legata missarum in honorem Dei servi* – (*ibid.*)

7. Hinc S. Fidei vindex inquit, cultum, quo de agitur, sensim declinasse, quia Dom Lobineau in vitis sanctorum Britanniae ait: *L'Abbaye de Redon faisait autrefois, à l'honneur de S. Convoion, une feste du premier rang; mais depuis quelques années, on a diminué l'éclat de cette solennité par des motifs qui ne nous sont pas connus.* Verum heic minime expendenda cultus quantitas. Satis superque est si Dei Servus publico et ecclesiastico cultu potitus sit, neque obstat si ejus pompa subinde imminuta. Continuavit profecto cultus, cum ipsius festa dies secundae classis duplex evenerit. Nullius ergo ponderis animadversio est. At ea subdit censor, quae in recenti collectione documentorum de immemorabili cultu S. Convoioni praestito Rhedoni typis sunt edita anno 1865 scilicet – *de causa hujus imminutionis silent auctores. Sed exinde forsan clarius apparet quam antiquus, quam venerabilis cultus ille quem monachi tempori nimium indulgentes, et de sancto fundatore parum digne sentientes tamen omnino tollere ausi non fuerunt.* – (*pag.* 14.) Quid tamen hinc inferas? Senserint utique monachi *parum digne de sancto fundatore;* tamen cultum auferre minime valuerunt, altis quippe defixum radicibus, et nullo conatu amovendum. Potiorem vero diminutionis hujusce causam affert Rmus D. Poirier Episcopus Rosensis in sua epistola diei 7 martii 1862, cujus verba etiam refert eximius censor. Inquit ille – *Dans mon opinion le culte de S. Convoion ne fut négligé dans l'abbaye de Saint-Sauveur que depuis que les bénédictins crurent devoir suivre les idées du temps, et changer leur antique liturgie pour en adopter une toute modernisée, et inspirée par un autre esprit.*

8. At enim, pergit praeclarissimus censor, reipublicae perturbatio in Galliis prope finem elapsi saeculi sustulit omnino cultum S. Convoioni praestitum. Verum heic adnotandum, expoliationem violentam possessioni minime nocere, quia etiam Romano jure praetor in possessionem ipsam vi expoliatum rursus immittebat. Neque in re nostra exempla desunt, quia non uno in casu publicus et ecclesiasticus cultus ab hoc S. Ordine ratus est habitus, qui in gallica perturbatione pessumdatus fuerat. Festum vero S. Convoioni in ecclesia S. Salvatoris Rotonensis usque ad infaustam humanorum divinorumque jurium subversionem celebratum fuit, neque cessavit, nisi quando, suppressis ex decreto conventus Nationalis diei 3 februarii 1790 omnibus ordinibus religiosis, qui superfuerant monachi ab eo monasterio expulsi fuere, quod contigit augusto mense ipsius anni. Id plane constat ex – *Histoire abrégée de la ville et de l'Abbaye de Redon*, 1864, *pag.* 248. – Praeterea (uti legitur in cit. documentorum sylloge) « infaustum schisma » a perditissimis hominibus regno Christianissimo per vim im- » ponebatur; in exilium aut ad martyrium ducti sacerdotes » fideles. Urbs Rotonis, in mediis situata provinciis, quae ad » tuenda legis ac Religionis jura arma sumpserant, omnes » quas secum bellum civile trahit calamitates et persecutiones » perpessa est. Ecclesia parochiali in usus profanos conversa, » schismaticis sacerdotibus tradita fuit insignis sancti Salva- » toris basilica. Deinde per infames et sacrilegas *Deae Ra-* » *tionis* solemnitates polluta (anno 1794 *Histoire de Redon* » *pag.* 285; mox *Entis Supremi* festo patuit (1794 *Histoire* » *cit. pag.* 286) et in illa, aut juxta illam, per duos aut tres » annos, nova a *conventione*, pro singulis decadibus instituta, *Na-* » *turae et humanitatis* festa celebrata fuerunt. (*ibid pag.* 292.)

9. Attamen non prorsus S. Convoionis cultus deletus fuit, uti ponit eximius censor: vigebat enim semper apud cives Rotonenses, et apud habitatores *Comblessac*. Quando autem pro conditione temporum licuit, populorum devotionem obsecuta mens pastorum, pristinorum illi honorum aliquam partem restituit. In antiqua Rotonensi ecclesia servi Dei effigies erecta est nimbo sanctorum coronata in tabula, in qua Convoio monasterii et urbis Rotonensis fundamenta jacens cum primis suis discipulis repraesentatur. Statua autem ipsius in capella interiori congregationis Beatae Mariae Virginis Collegii Rotonensis, simul cum statuis S. Stanislai, S. Aloisii Gonzagae, Archangeli Gabrielis locata fuit. At verba regeris Parisiensis Canonici in recenti opere – *Vies des SS. de Bretagne tom.* 2, *pag. pag.* 289, qui ait: *Il est étonnant qu'aucun diocèse de Bretagne ne rende un culte public à l'un des saints les plus célèbres de la Province, et dont la sainteté est si bien reconnue* – Sed, nisi me fallit animus, verbà haec potius causae suffragantur. Ex iis enim patet Convojonem esse *Un des saints les plus célèbres de la province, et dont la sainteté est si bien reconnue.* Quid autem miri si diaecesibus minime habeantur festi dies sanctorum quos claustrales concelebrant? Id usu prorsus communi receptum est, et patet ex peculiaribus Martyrologiis uniuscujusque Religiosi Ordinis. In quanam dioecesi S. Eliae, ex. gr., dies festus celebratur? In nulla ferme, uti arbitror; et tamen Carmelitae ipsum uti institutorem solemni cultu prosequuntur. At in urbe Rotonensi et in pago *Comblessac* Convoionis festum ab immemorabili tempore est habitum, et etiam antequam inciperet Urbani aera, ceu huc usque demonstravimus.

10. Ceterum quis unquam inficiabitur, tam in Rotonensi urbe, quam eo in pago ubi Dei servus ortum duxit, publicum cultum perdurasse, etiam cum divina officia interdicta erant, ac polluta templa, vel eruta? Ex gr. Julianus Aloysius Lavenant *octoginta duos annos natus* testatur se continuo audivisse Convoionem *Sancti* nomine appellari. Addit Eugenius Renié – Léonard Rezy annorum sexaginta octo, se matrem suam, quae *nonaginta annos* vixerat, audivisse loquentem de *Sancto* Convoione; subdit testis alter *octoginta novem* annos

nata, se perpetuo audivisse Convoionem uti *Sanctum* fuisse honoratum. Quod, uti patet ex Summarii tabulis, omnium Rhodonensium civium est sermo. Alia istius nodi testimonia videre est in Summ. ipso (*num.* 8.) Sed cur ista commemoro? Nonne preces quas Rotonenses cives modo canunt in Abbatiali templo satis probant cultum Convoioni praestitum numquam fuisse intermissum. Expendas tantisper oro preces hasce.

« Convoyon, patron de nos pères,
« Secourez aussi leurs enfants;
« Sauvez-nous de toutes nos misères
« Nos coeurs vous seront reconnaissants.
Convoyon, Patron, etc.

11. Si adhuc dubites, inspicias quaeso verba Renati Grimaud, qui ait in Processu habito in pago *Comblessac*, se in primo aetatis flore duxisse exteros ut venerarentur locum ubi natus erat Convoio. Hic autem testis elapso anno erat sexaginta septem annos natus, ac proinde hoc ineunte saeculo, cum nondum procella desaevisset, rudera natalis domus, in qua Convoio lucem aspexerat, ab advenis colebatur. Vide ceteros (*Summ.*) demum insignia cultus argumenta quae nunc exhibent tam cives, quam incolae oppidi Comblessac, abunde demonstrant cultum Convoioni praestitum numquam fuisse intermissum.

12. Ait tamen solertissimus censor, oratoribus ipsis fatentibus, hodie agi, non de cultus confirmatione, sed de *restitutione*. Utique supplici libello exhibito legitur - *Nous faisons des voeux ardens pour que S. Sainteté Pie IX, qui a donné à notre Congrégation des marques nombreuses et bien touchantes de sa charité apostolique . . . . autorise la reprise du culte public.* Utique duo instituti processus *en vue de restituer le culte public et ecclésiastique à Saint Convoyon.* Ast oratores hisce verbis interruptionem cultus minime adstruunt; sed dumtaxat deprecantur, ut cultus augeatur, et rursus solemnis fiat uti antea. Neque enim in hac judicii sede unum vel alterum verbusculum arripiendum est, verum contextus integer inspiciendus. Inquit enim Episcopus Rosensis in cit. epistola, uti notat ipse censor: *La question n'est pas de demander le culte public pour un Saint qui n'en aurait jamais joui, mais bien de solliciter la reprise de ce culte interrompu par les événements et les malheurs de temps.* Sed quisnam est cultus interruptus? Profecto tantum insignis cultus, festiva solemnitas, et alia hujusmodi; cum veri nominis cultus, ceu hactenus probavimus, *nunquam* desierit.

13. Quae cum ita sint pro certo speramus, fore ut Emi Patres cultum Convoioni praestitum ratum habeant, prout una cum pientissimo Rhedonensi Archiepiscopo, et singulis Britanniae ordinibus, humillime imploramus.

LES OBLATS DANS LES ORDRES RELIGIEUX.

I.

Les communautés religieuses reçoivent des *Oblats*, outre les convers qui font profession. Cet usage qui est très ancien, immémorial dans les instituts monastiques, surtout parmi les Bénédictins, permet d'ouvrir le cloître à des hommes qui n'offrent pas toutes les conditions qu'il faut pour la profession religieuse, et qui peuvent d'ailleurs rendre d'importants services aux communautés.

On comprend que le Saint-Siége ait cru devoir se préoccuper de la condition des Oblats dont nous parlons ici. Aussi avons-nous un assez grand nombre de décisions des SS. Congrégations qui les concernent. Comme les dispositions ne sont pas les mêmes pour les hommes et pour les communautés de femmes, nous traitons d'abord des instituts d'hommes, en nous réservant de parler ensuite des *Oblates* qu'on reçoit quelquefois dans les communautés de femmes, sans leur faire professer les vœux solennels.

II.

La condition essentielle est que les Oblats doivent se donner irrévocablement à la communauté à laquelle ils s'aggrègent; ils doivent faire en sa faveur une donation universelle et irrévocable de la nue-propriété et de l'usufruit de tous leurs présents et futurs. D'où il suit qu'ils doivent porter un costume qui permette de les distinguer facilement des séculiers; enfin, il ne leur est pas permis d'habiter une maison particulière, il faut qu'ils résident dans le cloître.

Ces conditions se trouvent formellement prescrites dans plusieurs décrets de la S. Congrégation du Concile, notamment dans une décision qui remonte au pontificat d'Urbain VIII, et qui est fondamentale en cette question.

« Cum in Sacra Congregatione Concilii jussu SSmi D. pro» positum esset infrascriptum dubium, scilicet: An Oblati ali» cujus religionis judicandi sint personae ecclesiasticae, adeo » ut fori privilegio et immunitate a vectigalibus gaudeant?

» Congregatio, dubio semel atque iterum examinato, cen» suit, oblatos privilegio et exemptione ita demum debere po» tiri, si in forma juris valida perpetuo, irrevocabiliter, plene » et cum effectu se ipsos et bona sua omnia praesentia, et » futura, nulla prorsus quavis minima eorum portione neque » in proprietatem neque in usumfructum sibi reservata, reli» gioni obtulerint, et habitum aliqualiter mutaverint. Quod si » omnia praedicta simul non concurrant, neque fori privilegio, » neque immunitate a saecularibus exactionibus frui posse. »

Pourvu que la donation de la personne et des biens ait eu lieu d'une manière universelle et perpétuelle, l'emploi de procureur que peut remplir un Oblat avec l'agrément du supérieur de sa communauté ne l'empêche pas de jouir des priviléges de sa position. Voici une décision formelle de la S. Congrégation du Concile.

« CAPUTAQUEN. - Sacra etc. censuit oblatos, qui se ipsos » et omnia sua bona praesentia et futura perpetuo et irrevoca» biliter, ac plene religioni obtulerint gaudere privilegio fori » et exemptione quamvis sint constituti procuratores nomine » monasterii, ad nutum superioris ejusdem, dummodo ad pro» prium commodum nihil percipiant. Die 19 aprilis 1644.

III.

Le dossier d'une affaire de Modène dont nous parlerons plus loin, renferme l'acte légal de donation d'un Oblat perpétuel, et de l'acceptation des supérieurs.

La demande est conçue en ces termes: « Frère Charles, de Vicence, commis établi de ce monastère de S. Benoît, de Padolirone, fils et très humble serviteur de votre paternité révérendissime, voulant par inspiration d'en-haut se consacrer à la majesté divine, supplie la bonté de V. P. Rme et des PP. Supérieurs du monastère, de lui faire la grâce de le recevoir en qualité d'Oblat, avec l'obligation d'obéir et de servir pendant toute sa vie pour toutes les choses qui lui seront commandées; et, en cas de contravention, il accepte toutes les mortifications, peines et châtiments que l'on a coutume d'infliger aux profès de l'Ordre. » - *Conceditur juxta supplicationem, ad formam juris et nostrarum constitutionum cap.* 58, *n.* 23, *et conficiatur instrumentum.* »

L'acte légal de donation et d'acceptation est rédigé suivant la formule suivante:

« In Christi nomine die etc. In thalamo cubiculari infrascripti Rmi P. Abbatis monasterii S. Benedicti de Padolirone Congregationis Cassinensis praesentibus NN. testibus, qui juraverunt.

« Frère Charles, fils de feu Jean N. de Vicence, commis du vénérable monastère de S. Benoît de Padolirone depuis bien des années, désirant se faire Oblat perpétuel, et ayant présenté une supplique à cet effet, le Rme P. Abbé et les RR. PP. Supérieurs dudit monastère, soussignés, ont fait à cette supplique un rescrit favorable etc. Ainsi, conformément à ce rescrit, le Rme P. Abbé et les supérieurs susdits, spontanément et de la meilleure et de la plus valide manière pour eux-mêmes et leurs successeurs, ont accepté et reçoivent comme Oblat perpétuel ledit frère Charles, présent, et consentant à genoux à ladite acceptation. En vertu de cette acceptation et admission, ledit frère Charles, qui devra s'appeler désormais Dom Charles et porter l'habit et le scapulaire d'escot noir qu'on lui a fait endosser à cet effet etc; a promis et il promet solennellement audit Rme P. Abbé et aux supérieurs, de servir Dieu perpétuellement et toute sa vie dans ce monastère, en observant les trois vœux de pauvreté, chasteté et obéissance; et, en ce qui concerne l'obéissance, il promet de rendre une obéissance exacte et aveugle aux supérieurs pour tout ce qui lui sera commandé, comme s'il était moine profès; s'il lui arrive de manquer, il accepte d'avance les réprimandes et les punitions d'usage dans l'institut pour les moines qui prévariquent. Il est expressément convenu que si Dom Charles hérite dans la suite ou acquiert une chose quelconque, il devra en jouir sa vie durant; après sa mort, tout restera au monastère. D'autre part, le Rme P. Abbé et les supérieurs susdits promettent de donner à Dom Charles une chambre dans le monastère avec toutes les commodités nécessaires, de lui fournir les aliments et le vêtement, et, pour tout dire en un mot, de le traiter désormais comme le sont les autres Oblats perpétuels, avec l'obligation énoncée plus loin. « Quae omnia, et singula in praesenti instrumento contenta, inserta, et apposita dictae partes vicissim stipulantur, et acceptant, pro se etc. perpetuo, et omni tempore firma, rata, et grata habere promiserunt etc. sub obligatione omnium et singulorum redditiuum et jurium dicti monast. praesentium etc. Nec non et sub obligatione omnium bonorum dicti D. Caroli praesentium etc. Ac sincere et prorsus inviolabiliter praedicta omnia observare promiserunt virtute praesentis clausulae ad formam edicti Marchional. de anno 1528 editi, vim Instrumenti sortien. etc. rogan. etc. »

IV.

Il est essentiel pour les Oblats de résider dans le cloître. La S. Congrégation du Concile fut consultée jadis au sujet des Franciscains de S. Archange, diocèse d'Anglona dans le royaume de Naples, lesquels avaient fait un grand nombre d'Oblats, sans les recevoir dans leur couvent; ces derniers, continuant de vivre dans leurs maisons particulières, prétendaient, néanmoins, jouir des priviléges des vrais Oblats réguliers. La commune recourut à la S. Congrégation du Concile, en lui demandant de réprimer cet abus, qui était préjudiciable au bien public.

Nous avons retrouvé un plaidoyer que la commune fit rédiger par un habile avocat. On y montre que les Franciscains n'ont pas le pouvoir de recevoir des Oblats qui offrent leurs biens au couvent, parce qu'ils sont eux-mêmes frappés d'une incapacité radicale pour toute possession et toute propriété. Cette circonstance formait une difficulté de plus contre l'abus introduit par les religieux de S. Archange. Voici le mémoire de la commune.

« Anglonen. Dubii super Oblatis — In territorio terrae S. Archangeli Anglonen. dioecesis adest conventus sub titulo S. Mariae de Urscelio PP. Minorum Observantium S. Francisci, qui recipiunt in oblatos homines et mulieres offerentes bona et personas, et interdum tantum bona, quorum ipsi donantes eorum vita durante retinent usumfructum, et possessionem, ac illis fruuntur uti prius, fraudando collectas, sub praetextu, quod sint bona Ecclesiae in grave damnum communitatis; ideo communitas ipsa humillime supplicat EE. VV. ut dignentur infrascripta dubia resolvere:

» 1. An dicti Patres minores observant. S. Francisci possint recipere oblatos offerentes servitium personale et bona quorum ipsi Patres sunt incapaces?

» 2. An tales oblati non induentes habitum tertiariorum dicti Ordinis, sed viventes in eorum domibus uxorati, et cum eorum familia cum solo titulo oblationis sint immunes ab oneribus realibus et personalibus secularium?

» 3. An oblati regularium capacium bonorum non mutantes habitum, nec transferentes actualem possessionem bonorum donatorum donatariis, sed eorum vita durante dicti donantes eorum usufructu potiuntur, sint immunes a collectis realibus, et personalibus?

» Audito super hoc ordinario, ut in ejus relatione inferius subjicienda, fuit etiam auditus procurator generalis ordinis, et retulit juxta notitiam habitam a guardiano et fratribus illius conventus, qui in responsione tacuerunt in facto habuisse alios oblatos, praeter ab ipsis assertos in dicta responsione, inter quos Dominica Muscaletta, quae ultra domum ab ipsis fratribus designatam, habuit etiam duas vineas, quas hoc anno dicti fratres sequuta morte dictae Dominicae vendiderunt, et de illis bonis non fuerunt solutae communitati collectae et onera fiscalia per viginti fere annos, sub praetextu, quod erant ab ipsa donata Ecclesiae, licet semper ipsa Dominica illa possedisset, et fructus uti domina collegisset; ideo supplicatum fuit pro resolutione dictorum dubiorum.

» Et videtur respondendum ad omnia negative, resistente voto paupertatis ex regula hujus religionis, cum dicti fratres sint incapaces bonorum stabilium, et cujuscumque juris univers. ex regula Clem. *Exivi* § *Quia igitur*, de verbor. signif Concil. Trid. Sess. 25, cap. 3., verb. *Exceptis*, Buratt. Decis. 245, n. 4. Sanchez. in *Praecept. Decalogi*, tom. 2, lib. 7, cap. 25, n. 4. Barbosa in cap. *Exiit* n. 3, de verb. signif in 6.

» Nec obstant ea quae a procuratore generali respondentur, nempe, licere dictis patribus recipere bona saltem ad effectum vendendi, et applicandi pretium pro eorum Ecclesia. Quia propter incapacitatem ex regula nec valent tales donationes universales recipere ad effectum vendendi; dicta Clem. *Exivi*, §. *quia igitur*. Bald. in Auth. *Ingressi*, n. 51. et Authent. *si qua mulier*, n. 15, de Sacros. Eccles. Barbos. annot. ad Concil. Trid. d. cap. 3, sess. 25, n. 2. quia cum jus illud sit quodam intellectuale, semel radicatum non potest amplius avelli per aliquod materiale, ut est venditio. Text. in l. et sine § sed quod Papia ff. de Minor. Bald. in loco proxime citat. Ex quo semper dicerentur donatarii non obstante venditione subsequuta l. *venditor ex haereditate* ff. de haered. et act. vend. Et ex hoc tolleretur arctissima paupertas eorum regulae, cujus contemplatione fuerunt exclusi, quia hoc modo non solum subveniretur eorum necessitatibus, sed haberent quod largiri possent.

» Et ex hujusmodi oblationibus evidenter fraus communitati Oratrici inducitur, quoniam praeter exemptionem personalem, quam praetendunt, contendunt etiam realem; non obstante quod remaneant in possessione et usufructuarii bonorum donatorum eorum vita durante, sub simulato nomine procuratoris.

» Nec refragatur responsio ad secundum dubium, quoniam nos non loquimur de offerentibus simplex servitium cum emissione votorum, quia sicuti dicti fratres non prohibentur novitios recipere, nec etiam similes oblatos, ut vocant, tertiarios, qui habitum regularem induunt, sed loquimur de offerentibus bona cum servitio juxta Text. in Cap. *Cum et plantare*, § de confratribus, et cap. *Quidam*, de privileg. Sed tamen reti-

nent proprias vestes et bona morando in eorum domibus, et de offerentibus tantum personam relictis bonis, vel e contra, juxta plures resolutiones S. Congregationis relatas per Barbosam in Sum. Decis. Apost. verbo *Oblati*.

» Quare speramus resolutionem Communitati favorabilem, ut supplicatur. »

La relation de l'évêque confirma la vérité des faits énoncés dans la plainte de la commune, et signala surtout l'abus par lequel on nommait les prétendus Oblats administrateurs des biens qu'ils étaient censés donner au couvent.

« Ut jussa istius Sacrae Congregationis debita qua teneor veneratione exequar super expositis in annexo supplici libello eidem porrecto etc. EE. VV. certiores reddendo meam sententiam reverenter expono.

» Quoad 1. In oppido S. Archangeli reperitur conventus fratrum minorum de observantia, qui persaepe homines mulieresque pro oblatis recipientes, illis permittunt bona donata retinere, eisque sic uti, ac si nunquam eorum dominium a se abdicassent, et tamen ab oneribus saecularibus exemptione gaudere contendunt. Super hoc opinor supradictos fratres, veluti incapaces minime posse oblata bona personasque offerentes habere.

» Quoad 2. Reor Oblatos qui tertiariorum habitu non utuntur, sed mere secularium in propriis domibus una cum uxoribus caeterisque de familia degunt, exemptos ab oneribus personalibus et realibus nullo modo evadere posse.

» Quoad 3. Regularium quamvis capacium oblatos, qui nec habitum mutant, nec actualem possessionem bonorum donatariis transferunt, sed eorum usufructu gaudent, non debere esse immunes a collectis tam realibus quam personalibus, nec hujusmodi oblationes validas posse dici. Et quia non raro accidit multos proprias personas, bonaque acquisita, et acquirenda offerre talibus regularibus a quibus vicissim procuratores per publica instrumenta in ipsis administrandis constituuntur, sed re vera simulate, omnia retinentes pro libitu de illorum fructu disponunt, rationemque nullatenus reddunt: ad hujusmodi fraudes eliminandas, valde conduceret si praedictis regularibus prohiberetur oblatorum industria super bonis ab ipsis oblatis uti in eorum administratione, nec procuratorio nomine illos in posterum habere. Datum Tursii kalendis maii 1687. – *M. Episcopus Anglonen.* »

En effet, la S. Congrégation condamna l'abus dont il s'agit. Le décret de 1628 et celui de 1644 exigent que les Oblats donnent réellement la propriété et l'usufruit de tous leurs biens présents et futurs:

« Anglonen. Oblatorum. Communitas S. Archangeli expo-
» nit illic saepe contingere quod personae saeculares utriusque
» sexus servitium personale et bona quae habent et aliquando
» eadem bona dumtaxat offerunt conventui fratrum Observan-
» tium S. Francisci, et subinde donec vivunt in propriis do-
» mibus morantur, et dicta bona retinent in maximum ipsius
» communitatis praejudicium, dum sub hoc colore a collectis
» personalibus atque realibus immunes esse praetendunt.

« Unde audito procuratore generali supplicatur declarari:

« An oblati praemissis modis recipi valeant a dictis fra-
» tribus etc.

» S. Congregatio respondit:

» *Negative.* Die 20 decembris 1687. »

Barbosa résume clairement les divers cas où un Oblat ne remplit pas toutes les conditions exigées par les décrets apostoliques. Voici ce qu'on lit, *Summa decisionum apostolicarum*, au mot, *Oblati*:

« Oblati alicujus religionis privilegio ac exemptione ita demum potiri debent si in forma juris valida, perpetuo, irrevocabiliter, plene et cum effectu seipsos, et bona sua omnia praesentia et futura, nulla prorsus quamvis minima eorum portione neque in proprietatem, neque in usumfructum sibi reservata religioni obtulerint, et habitum aliqualiter mutaverint. Quod si omnia praedicta simul non concurrant, neque fori privilegio, neque immunitate a secularibus exactionibus frui poterunt, ut in sequentibus casibus. Primo cum quis obtulit personam cum reservatione bonorum. Secundo cum obtulit personam, nulla bonorum facta mentione, quippe quae non includantur in simplici oblatione personae. Tertio cum obtulit personam et aliquam tantum partem bonorum quamvis majorem. Quarto cum obtulit bona omnia praesentia, et personam reservato usufructu. Quinto cum obtulit personam et bona omnia praesentia tantum. Sexto cum obtulit personam et bona omnia praesentia et futura, sed postea a superiore religionis aliquam eorum partem quamminimam in emphyteusim recepit. Septimo cum obtulit bona, vel omnia, vel partem eorum absque persona, quo casu persona offerens fori privilegio non gaudet. »

V.

Il n'est pas permis de recevoir les Oblats avant l'âge de vingt ans révolus. Un décret de la Congrégation *Super statu regularium* en date du 16 mai 1675, confirmé par bref de Clément X, défend rigoureusement de les recevoir avant l'âge susdit, sous des peines très sévères.

Le provincial des Conventuels de Naples ayant déposé un gardien qui avait donné l'habit à un Oblat âgé seulement de 17 ans, se justifia devant la S. Congrégation des Evêques et Réguliers par le Mémoire suivant:

« En faisant la visite de la province de Naples, le P. Thomas d'Aversa, provincial des Conventuels, très-humble serviteur de Vos Eminences, trouva que le P. Côme de Frascia, gardien du couvent de Rocca Raynola, non seulement avait fort mal administré sa maison sous le rapport économique; mais qu'en outre, il avait reçu dans le couvent et donné l'habit de tertiaire, ou d'Oblat à Félix de Fiore, du même pays, âgé de 17 ans. Cette réception ayant eu lieu en transgression des constitutions de l'Ordre, tit. 23 *de receptione oblatorum* fol. 65, surtout étant en opposition avec le décret de la S. Congrégation *super statu regularium* en date du 16 mai 1675 et confirmé par un bref spécial de Clément X, lequel défend expressément aux supérieurs réguliers (pour faire disparaître toute occasion de scandale) de recevoir dans leurs couvents ces tertiaires, oblats, ou donnés, qui n'auraient pas vingt ans révolus, sous peine de la privation des dignités et des emplois possédés par les transgresseurs à l'époque de la contravention; il y a aussi l'inhabilité perpétuelle aux emplois futurs et la privation de la voix active et passive. Le décret en question a été imprimé dans la nouvelle édition de Lantusca, *Theatrum regularium*, p. 675. En conséquence, le provincial, ayant vu l'extrait de baptême dudit Felix constatant qu'il n'avait que 17 ans, et ayant reçu la déposition de deux pères sur le fait de l'admission, déclara par sentence que le gardien avait encouru les peines édictées dans le décret de Clément X. Le tertiaire s'empressa de prendre la fuite. Le P. Côme fit appel à l'Auditeur de la Chambre apostolique; toutefois, l'inhibition fut modérée et la cause remise aux supérieurs réguliers. Puis, le gardien recourut à l'auditeur du cardinal préfet de la Signature de justice, pour faire décider que l'affaire du tertiaire susdit appartenait au supérieur du couvent et à l'ordinaire; la requête fut rejetée comme auparavant. Il s'est alors adressé à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, à laquelle il a fait présenter une supplique au nom du tertiaire susdit, en faisant entendre qu'il s'agissait de la nullité de l'admission, pour laquelle le provincial devait agir de concert avec l'ordinaire suivant la prescription du concile de Trente; par ce moyen il a extorqué un décret qui ordonne d'observer la disposition du concile de Trente, d'après laquelle il faut que

le supérieur du couvent et l'ordinaire jugent ensemble la validité ou la nullité de l'admission. Or, ce décret est de nature à jeter le désordre dans l'institut, et il est contraire à nos constitutions. Car l'Ordinaire ne peut pas intervenir dans une affaire qui ne concerne en aucune manière la nullité de la profession. Il s'agit d'un simple tertiaire, ou oblat sans capuchon, lequel ne fait pas de noviciat et n'émet pas de profession. On reçoit ces oblats pour le service domestique; le supérieur peut les renvoyer *ad nutum*, comme c'est reconnu dans le décret de la S. Congrégation, *sed pro tertiariis*; ils ne peuvent pas réclamer contre l'expulsion. C'est pourquoi le provincial demande que l'affaire soit évoquée du tribunal de l'ordinaire et remise aux supérieurs de l'Ordre. – La S. Congrégation des Evêques et Réguliers répondit: *Ad superiores suos*. Die 15 decembris 1679. »

Nous citerons plus loin des décisions récentes qui montrent que la loi est pleinement en vigueur. Ainsi, les oblats et tertiaires doivent avoir vingt ans révolus.

VI.

Doit-on un salaire aux Oblats qui sortent du couvent avant de professer, pour le travail qu'ils ont fait pour le monastère? La S. Congrégation du Concile a décidé qu'on ne leur doit rien. La décision fut demandée par les Camaldules, qui ont l'usage de recevoir d'abord les convers en qualité d'oblats, afin de les éprouver, avant de les admettre au noviciat et à la profession. Dans l'acte de l'oblation, ils promettent de servir gratuitement, et ils renoncent par serment à tout salaire et à toute rémunération pour leur travail. C'est pourquoi la S. Congrégation a décidé qu'ils sont suffisamment rémunérés par l'entretien que leur donne l'institut; cette décision s'applique au cas où les oblats ne portent pas l'habit religieux et font leur postulat en habit séculier. Voici cette décision de la S. Congrégation; inédite jusqu'à ce jour, elle peut servir de règle pour les postulants qui gardent l'habit séculier, sans être Oblats.

« Dubium super Oblatis. – Definitum est per Sacrum Concilium Tridentinum ut abeuntibus ante professionem omnia » restituantur quae sua erant; sed quia Camaldulenses Eremitae Laicos recipiunt, illisque utuntur pro servitiis et » operibus manualibus tam intra quam extra claustrum, ad » eosdem probandos antequam ad novitiatum et professionem admittantur, praestantes illis victum et habitationem » ad terminos Const. 58 § 17 pag, 191, « ibi » Di più gli » oblati nel loro ingresso, mediante Istromento si offeriranno a Dio, e prometteranno servire gratis, rinunciando » con giuramento a qualsivoglia salario, e rimunerazione delle » loro fatiche; de duobus contigit dubitari super intelligentia » praedictae dispositionis Concilii. Quare dignentur EE. VV. » respondere :

» 1. An nullo intercedente pacto explicito inter superiores » regulares et laicos oblatos in habitu regulari, pro operibus » servilibus monasterio praestitis ultra victum debeatur salarium » non conventum abeuntibus in statu probationis ?

» 2. An intercedente pacto quod ipsi recipiuntur ad effectum probationis in operibus servilibus etiam sine habitu regulari debeatur eisdem abeuntibus salarium?

» Sacra Congregatio respondit: *Negative quoad utrumque*. » Die 28 januarii 1690. »

VII.

Les Oblats ne font pas les vœux solennels. S'il est d'usage dans quelques instituts de les recevoir à cette profession solennelle, ce sont alors des convers profès, et non plus des Oblats de la qualité de ceux dont nous parlons. Ils peuvent donc être renvoyés. En ce cas, le monastère doit-il leur restituer tout ce qu'ils lui ont donné ? Cette question est examinée dans un Mémoire rédigé pour la S. Congrégation du Concile par un habile canoniste de Rome, au sujet d'une controverse d'un Oblat avec l'abbé Bénédictin de Farfa.

« Farfen Donationis. – Bona donata a D. Josepho Santolino monachis Cassinensibus et abbati monasterii Farfen ad effectum ut ipse reciperetur in oblatum, et a religione ac monasterio non dimitteretur, et in casu contrario dimissionis, quod essent in primis et ante omnia ipsi restituenda ante egressum a monasterio, quod hodie veniant eidem restituenda, non est in quaestione ponendum, sive attendamus dispositionem Concilii Tridentini, sive naturam contractus.

» Disponit siquidem Concilium Tridentinum cap. 16, sess. 25 de Regul. restituenda esse omnia bona exeuntibus a religione ante professionem emissam, si quae intuitu ingressus, monasterio donata fuerint. Si ergo occasione ingressus Santolinus supradicta bona donavit, et ante initam professionem a religione exiit, imo fortius exire ex angariis coactus fuit, ut constat ex Summario, utique quod bona donata sunt omnino eidem restituenda ut prosequitur Tamburinus, *de Jur. Abb.* disput. 15, 9 7 N. 29 aliique multi allegati a Barbosa, ad Concil. suprascriptum num. 48.

» Neque obstare poterit oppositio, quod concilium loquatur de novitiis aliisque profitere volentibus, non autem de oblatis aut donatis; quia cum conciliaris illa dispositio ex ratione quam offert comprehendat tam illos qui religionem ingredi volunt ut monachi sacerdotes, ut conversi, et ut donati, seu oblati, ex eo quod fuerit in concilio prohibitum quod in tempore probationis nihil possit monasterio donari, ne ingressi hoc occasione donationis discedere nequirent vel facile, si discesserint, bona donata recuperare non possent; ideoque imposuit sub anathematis pœna, ut abeuntibus omnia bona donata restituantur. Cum ergo tam ingredientes ut sacerdotes quam ut conversi, et quam ut oblati possint professionem emittere, ut de sacerdotibus et de conversis est indubitatum, etiam de oblatis hoc clare et litteraliter supposuit pro indubitato aliud ipsius Concilii caput, scilicet caput 11 Sess. 14 de reform. in quo loquendo de oblatis, quos ordinario subiectos voluit, excepit tamen illos, qui secundam regulam, cui se donant legitimam professionem emiserint, ibi *Exceptis tamen iis etc. qui legitime, et secundam regulam etc. professionem fecerint.*

» Si ergo isti oblati professionem emittere legitime possunt, utique quod Concilium etiam istorum donationem, si ante professionem a religione exeant, prout fecit Santolinus, qui non completo anno sui ingressus, a religione et monasterio egredi coactus fuit, comprehendere firmandum venit, cum quaelibet dispositio comprehendat omnes, quibus verba, et ratio dispositionis conveniunt.

» Si vero inspiciamus naturam contractus donationis, utique res omni difficultate caret, quia dum Santolinus donavit sub expressa conditione et pacto inter ipsum et abbatem stipulatis, ut e monasterio et religione dimitti non posset et casu quo dimitteretur essent in primis et ante omnia eidem ante egressum e monasterio restituenda omnia bona donata. Utique quod ex angariis de quibus in facto et summario a monasterio recedere Santolinus coactus fuit, illico resoluta fuit donatio, nec bona ab illius dominio umquam exiere ut ex litteralibus text. in l. fin. (*de revocand. donationibus*).

» Non omittendo hanc donationem suspectam esse de simonia, et sic nullam existere, cum Santolinus fuerit in oblatum receptus non ut liberaliter donans, sed praecise ex eo quod donavit, ad hoc ut in religione reciperetur, et ab ea dimitti non posset; unde vindicat hoc casu sibi locum dispositio Cap. *Quoniam*, de Simonia, in quo simoniacae hujusmodi donationes declarantur, et in consequens esse restituenda

bona donata est resolvendum, juxta dispositionem cap. *Veniens ad nos*, de Simonia.

» Quare etc. *N. Compagnonus Adv.* »

La S. Congrégation du Concile ne prit pas de décision, parce que l'abbé de Farfa demanda que la controverse fut jugée juridiquement. Voici un extrait de son Mémoire.

« Joseph Santolini, dans l'acte de son oblation, donna irrévocablement *inter vivos* quatre cents écus au monastère de Farfa, à condition qu'il ne pourrait jamais les réclamer que si on le renvoyait du monastère. Depuis cette époque, le couvent a nourri Santolini et l'a entretenu de tout le nécessaire, comme aussi de son côte il a servi le monastère en tout ce que le supérieur a cru adapté à sa condition d'Oblat. Dernièrement, sous de futiles prétextes il s'est adressé à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, pour réclamer la somme qu'il a donnée ; mais il a obtenu pour réponse: *Ad judices suos*. Aujourd'hui il renouvelle sa demande devant cette S. Congrégation; mais on prie de rejeter cette demande et de remettre la question au juge ordinaire. En effet, il s'agit d'une donation irrévocable *inter vivos*, donation en faveur de l'église; il n'y a pas lieu de réclamer la somme donnée si la condition, l'expulsion, n'est pas légalement prouvée. Or, elle ne l'est pas. Les certificats extrajudiciaires que présente Santolini sur l'impossibilité de remplir certains emplois ne méritent aucune considération, parce qu'ils ne fournissent pas une preuve légale; d'ailleurs, ils ne regardent pas le point fondamental, l'expulsion ; au contraire, on y voit que Santolini est sorti volontairement en prenant la maladie pour prétexte. L'abbé est tout disposé à le recevoir et à le traiter avec bonté. La sacristie et le réfectoire ne sont pas des emplois inconvenants pour un oblat qui a été reçu avec une somme dont le revenu ne suffit pas pour l'entretien. D'ailleurs on n'a perçu que la moitié des deux cents écus. »

La S. Congrégation du Concile décide : *Ad judices suos*. Voici le *folium*, qui relate en détail plusieurs circonstances du fait.

« Farfen Donationis. – Joseph Santolinus de Pontiano » volens se offerre Congregationi Ordinis Cassinensium B. » Mariae Farfen. sub die 12 februari 1689 mediante publico » instrumento patribus dicti monasterii donavit plura animalia » et scuta 200 monetae retrahenda ex frumento et aliis ef- » fectibus suae domus, una cum medietate sortis principalis » et fructuum omnium censuum aliorumque creditorum, ad » ipsum donantem spectantium, et a pluribus debitoribus re- » cuperandorum, reservata sibi facultate de remanentibus » bonis juxta divinam inspirationem disponendi, ita tamen » ut a dicto monasterio nequiret amoveri; et casu quo abbas » et monachi vellent ex aliqua causa dictum donantem ejicere, » tunc et eo casu teneantur ante egressum e monasterio » solvere et libere restituere dicto donanti scutata 200 mo- » netae (sunt verba instrumenti).

» In executionem dictae donationis idem Santolinus receptus » fuit in monasterio, ubi ex tractatu habito cum abbate tunc » temporis perpensis honestate natalium, et aetate senili re- » portavit verbum, ac spem eumdem non submittendi labo- » ribus, sed solis devotionis exercitiis, prout tempore sui » praesulatus evenit.

» Mutato autem monasterii abbate, eidem Santolino do- » nanti commissa fuerunt officia laboris, et quidem pulsandi » campanas, quarum oneri, cum vires senis oblati deficerent, » intestinali fracturae causam dederunt, ad quam curandam » domum rediit, a qua viribus paulisper remissis optans ad » dictum monasterium redire, P. Abbatem requisivit, ut a » commisso onere ipsum levaret, habitoque responso, quod » loco pulsationis campanae eum coquinae destinasset, in » propria domo remansit, absque ulla rerum traditarum res- » titutione. Hinc citato procuratore generali dictae Congre- » gationi, juribus circumferendis, supplicatur declarari:

» 1. An dictum monasterium teneatur ei restituere prae- » fata scutata 200 ? Et quatenus negative.

» 2. An et quomodo cum eo sit providendum ?

» S. Congregatio respondit: *Ad judices suos*. Die 19 au- » gusti 1690. «

VIII.

Les tertiaires réguliers de S. François de la Congrégation de France recevaient autrefois des Oblats, outre les convers. Ces Oblats émettaient un vœu spécial de persévérance, par lequel ils prenaient l'engagement de ne pas changer d'état. En 1641, Urbain VIII dispensa les Oblats de ce vœu spécial, et les autorisa à passer au rang des convers, après huit ans de profession, et à prendre le capuchon, avec le droit de voter pour l'admission des novices de leur condition. Dans la suite, cette disposition fut successivement annullée et rétablie par divers actes du Saint-Siége. Enfin, Clément X, par bref du 12 mai 1672, enleva aux Oblats tout autre droit que celui de voter pour l'admission des novices de leur condition. Comme un certain nombre avaient pris l'habit avant la publication du Bref, on demanda pour eux au Saint-Siége le privilége de pouvoir participer aux prérogatives des convers conformément au décret d'Urbain VIII, après qu'ils auraient porté l'habit pendant dix ans. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers accorda cet indult. « Si SSmo placuerit, » poterit concedi petita gratia oratoribus nominatis in notula, » constito de eorum asserta professione ante datam Brevis » Clementis X. Die 10 maii 1675. »

IX.

Dans l'institut des Chartreux les Oblats portent le nom de *Donnés*, et ils doivent passer cinq ans dans cet état, avant d'être reçus comme convers. On les distingue de ces derniers par le capuchon, qu'ils ne portent pas généralement, quoique ce fût l'usage de le leur accorder dans deux provinces d'Espagne. Les Donnés sont par conséquent des novices par rapport aux convers, qui sont admis à professer. Comme les convers et les Donnés ne sont pas astreints à la clôture et au silence, ils ont plus de récréation en un mois que n'en ont les moines pendant toute une année ; c'est pourquoi les constitutions les obligent de garder le silence et la cellule les dimanches et fêtes: *Dominicis et aliis diebus festis conversi silentium et cellas teneant*. Sensuit-il que les convers n'aient pas le droit d'assister aux récréations et aux promenades accordées aux moines un jour dans la semaine ? L'évêque de Ségovie, visiteur apostolique de la chartreuse de Pilar, rendit jadis un décret qui accorda la récréation et le spatiement aux convers. La S. Congrégation des Evêques et Réguliers, consultée sur ce point, répondit d'abord: *Servanda esse decreta visitatoris*. Au second examen, 16 novembre 1685, elle décida : *Serventur constitutiones*, sans vouloir s'expliquer explicitement.

On peut voir dans la 38e livraison des *Analecta* une décision de la S. Congrégation *super statu* au sujet des testimoniales que les supérieurs Chartreux demandent aux Ordinaires des lieux avant de donner l'habit religieux aux Donnés. (col. 2389).

X.

L'abbé régulier qui a le privilége du Saint-Siége pour conférer la tonsure et les ordres mineurs, peut-il les donner à un Oblat perpétuel ? Cette question fut examinée longuement par la S. Congrégation du Concile au sujet de l'abbé de Padolirone et de l'oblat Charles de Vicence, dont l'acte d'oblation a été rapporté plus haut.

Les plus habiles canonistes de Rome prirent la plume pour soutenir le droit de l'abbé et la validité des ordres qu'il avait conférés. Nous avons retrouvé, entre autres, une dissertation de Jean-Baptiste Bottini, lequel fut ensuite promoteur de la foi et le prédécesseur de Benoît XIV dans cette importante charge. Il établit parfaitement que les abbés du Mont-Cassin ont reçu du Saint-Siége le pouvoir de donner la tonsure et les ordres mineurs à leurs sujets. S'ensuit-il qu'ils puissent ordonner des Oblats qui émettent des vœux simples et ne peuvent recevoir par conséquent les ordres *titulo paupertatis* ? Au surplus, l'Oblat en question ne remplissait pas toutes les conditions exprimées dans les décrets apostoliques ; sa donation ne renfermait pas tous les biens présents et futurs en propriété et en usufruit, attendu qu'il se réserva la jouissance des biens qu'il acquerrait après sa profession par testament ou donation.

Les canonistes répondirent de leur mieux à ces objections. Voici le mémoire de fait, *facti*, sur cette importante question.

« Mutinen. Ordinum. — Existens Carolus a Vicentia commissus ab annis 16 in Congregatione Cassinensi et cupiens acceptari pro Oblato perpetuo, supplicavit de anno 1687 abbatem aliosque superiores monasterii ubi reperiebatur, ut eum admittere vellent, obtinuitque rescriptum favorabile, scilicet : *Conceditur juxta supplicata ad formam juris et nostrarum constitutionum cap.* 58, *num.* 23; *et conficiatur Instrumentum.* In quo Instrumento idem Oblatus genuflexus promisit perpetuo observare tria vota, paupertatis, castitatis et obedientiae, eodem modo ac forma sicuti si esset monachus professus; cum hoc quod si in futurum aliqua haereditas seu bona sibi supervenirent, illa frui deberet sua vita durante; et viceversa abbas atque superiores promiserunt ei subministrare victum et vestitum, cum necessariis commoditatibus.

» Iste igitur sic oblatus factus non est dubium quod fuit effectus subditus, ut clare ex dicto instrumento ubi exactissimam obedientiam spopondit his verbis « E promette al sudetto Rmo Padre abbate e MM. RR. Superiori sudetti sino che viverà servire perpetuamente a Dio osservando li tre voti di castità, povertà ed obbedienza, e rispetto a questa ultima prestare un esatta e cieca obbedienza ed in tutto quello gli sarà comandato nello stesso modo e forma quanto egli fosse monaco professo, » et inde evasit particeps omnium privilegiorum Congregationis Cassinensis dicente regula Sancti Benedicti dicto cap. 58, num. 23: *Oblati non recipiantur nisi ad formam juris et gaudeant nostris privilegiis.*

» Haec autem forma juris habetur in cap. *Non dicatis*, 12, p. 1 « ibi » Quod si propinquus vel amicus vel quilibet fratrum cuiquam aliquid offerre voluerit, primo quidem priori insinuetur, et sic suscipiatur si ipse mandaverit, de quo tamen nihil fiat aliud nisi quod priori placuerit. »

» Ad cujus textus ideo sensum reducitur praedicta conventio instrumenti, quod si eidem oblato aliquid in futurum obvenerit, illud frui deberet in vita, scilicet, sub beneplacito abbatis, non destruendo antecedentem formam datam in eodem rescripto supplicationis pro admissione facienda ad formam juris, et votum paupertatis pari modo praecedente emissum; quodque hujusmodi dispositiones semper sint intelligendae dependenter ab arbitrio et voluntate superioris, quatenus etiam opus esset verba impropriare, ne induceretur repugnantia voto paupertatis late Buratti decis. 584 ; Rota decis. 405, 410, p. 16.

» Et praeterea in nihilo turbat decretum hujus Sacrae Congregationis impressum in Bullar. Casin. constit. 600 tom. 2; volens quod oblati nihil possint sibi reservare, neque etiam quoad usumfructum, quia non loquitur in hac oblatione facta ad formam juris, et cum expresso voto paupertatis, ex quibus iste oblatus nihil in substantia (dato quod sub illo incerto eventu ei aliquid acquiri posset) retineret, nisi abbas id ei vellet permittere, ad instar annui vitalitii ; seu livellorum quae communiter religiosi sibi in professione reservant sub libera semper dispositione monasteriorum quibus statim acquiruntur, ex decisionibus supra allegatis, nec ideo desinunt esse vere religiosi.

» Ultra quod dictum decretum loquitur ad effectum privilegii fori atque exemptionis a collectis, qui non est casus praesens, in quo solum agitur an iste Oblatus valuerit per suum abbatem ad minores ordines promoveri, et de capacitate ex illius parte (tamquam subditi et de corpore monasterii et monachorum privilegiis gaudentis ex suprad.) non videtur dubitandum.

» Capacitas vero ex parte abbatis eosdem ordines conferendi habetur a privilegio Innocentii III, *Bullar. Casin.* tom. 1, const. 22, num. 9, his verbis : « Minores autem ordines monachis suis idem Abbas dummodo sit presbyter de nostra poterit indulgentia cum necesse fuerit exhibere » ; notatis praesertim illis: *Dummodo sit presbyter*; sicque non requiritur quod sit benedictus, et hoc privilegium iidem verbis denuo concesserunt Honorius III, dicti Bull. const. 25 eod. num. 3. Gregorius IX, const. 30, Innocentius IV constit. 33. « ibi » *Monachis et Clericis sibi subjectis*; et omissis aliis, Alexander IV const. 36 eodem Bull. Casin. tom. 1.

» Non obstat quod dicta privilegia sint directa abbatibus quorumdam monasteriorum particularium, quia Eugenius IV omnia privilegia concessa uni monasterio Congregationis Casinensis coeteris omnibus ejusdem congregationis communicavit in sua const. 58; Item Alexander VI const. 22, et Leo X const. 129.

» Minus urget quod eadem communicatio atque extensio loquatur de privilegiis monasteriorum, primo, quia illa ex se nullis privilegiis uti valent, sed bene monachi qui ipsa monasteria informant atque constituunt, quorum abbas est caput eosque repraesentat. Secundo rursus, quia dictum privilegium Innocentius IV in citata const. 33 verba sua dirigit tam ad abbatem quam ad monasterium « ibi » *Tibi et monasterio tuo etc.* Tertio etiam quia quaelibet dubietas quae circa dicta privilegia cadere posset favore semper ejusdem Congregationis est interpretranda, ut post Alexandrum VI sancivit Paulus III constit. 156 num. 45.

» Similiter non turbat quod abbas qui ordines de quibus agitur contulit, non esset benedictus; nam praefata privilegia hanc qualitatem in Casinensibus non requirunt, sed tantum quod sint presbyteri, ut in alleg. const. 22 et aliis supracitatis. Alias enim omnes hujusmodi abbates Casinen. deberent esse benedicti, observando quod, licet sint abbates perpetui, non tamen semper manent in eodem monasterio, sed procedunt per triennium ad regendum modo istud, modo alterum. Atque in effectu nec abbas hujus monasterii S. Pauli, nec caeteri de quibus nominatim loquuntur praefata privilegia erant neque sunt benedicti.

» Dependet enim ista facultas ordines conferendi a privilegio usus pontificalium quibus gaudent cuncti abbates Casin. ut in dicto Bull. Casin. tom. 1. const. 2 ; conflit. 7 per tot. constit 9. num. 7. const. 11 num. 4. Cum aliis pluribus relatis in Indice Bullar. verbo *Pontificalium insignium usus*, in princip.

» Quodque non requiratur abbates Cassinenses esse benedictos, sed sufficiat illorum electio facta a Capitulo generali, expresse disponitur per Eugenium IV, eodem Bullar. Casin. tom. 1 const. 57, num. 20 et const. 72, num. 2.

» Neque Sacri Concilii Tridentini decretum circumstantiam benedictionis exposcit, sed tantum vult quod Abbates non possint aliquem ordinare qui regularis subditus sibi non sit, ut in sess. 23, cap. 10.

» Et in effectu haec Sacra Congregatio facultatem minores ordines per Abbates Casinenses conferendi semper admisit, ut

in decreto sub die 10 septembris 1614 impresso in eodem Bullario Casinen. constit. 275. « ibi » Et semper Abbates Congregationis hujusmodi libere mitra et baculo pastorali usi fuerunt; calices, altaria in quibus unctio requiritur, paramenta, lapides consecrarunt et benedixerunt; minores ordines suis subditis contulerunt et alia pontificalia exercuerunt et in tali possessione semper extiterunt et de praesenti sunt vigore supradictorum et aliorum privilegiorum.

» Idem etiam supposuit in decreto 13 novembris 1641, in quo firmavit hos abbates Casinenses habentes jura episcopalia usumque mitrae et baculi et benedicendi ac facultatem primam tonsuram et minores ordines conferendi, sunt verba praecisa, posse solum transeundo cum dicta dispositione conciliari cap. 16. sess. 23) hos ordines conferre suis subditis regularibus, non autem regularibus alterius congregationis vel ordinis, etiam habentibus litteras dimissorias superiorum suorum. Quod decretum fuit ab Urbano VIII die 17 januarii 1642 confirmatum.

» Atque iterum supposuit sub Alexandro VII. Etenim cum sub die 27 septembris 1659 in responsione ad §. 17, usus pontificalium fuisset restrictus ad tres tantum dies cujuslibet anni suggerentibus monachis indecorum videri ut in ordinibus conferendis, in consecrationibus, receptionibus et professionibus monachorum ac monialium abbates mitram non adhibeant, Sacra Congregatio censuit indulgendum fore ut ea tantum utantur in actu ordinationum et benedictionum cum oleo sacro.

» Et quod abbates Cassinenses fruantur omnibus privilegiis ut benedicti, habetur quoque ex declaratione ad cap. 64 regulae S. Benedicti a S. Sede Apostolica approbata sub n. 2. « Qui abbates ex indulto Sanctae Sedis Apostolicae habent omnia privilegia et insignia et jurisdictionem quam abbates perpetui et benedicti habere consueverunt. Quod enim nostri nunc ut olim non benedicantur solemniter, indultum fuit ad favorem Congregationis, non in detrimentum, ut ex privilegio Eugenii IV. »

Quare etc. — *Hippolytus Ursellius.* »

Bottini donne presque les mêmes arguments, en les présentant avec plus de science et d'érudition.

On ne peut pas mettre en doute la validité de l'ordination. L'abbé avait le pouvoir de conférer les ordres, et l'oblat était apte à les recevoir

Tous les canonistes reconnaissent que les abbés ont le pouvoir de conférer les ordres mineurs à leurs sujets réguliers, suivant la décrétale *Abbas*, titre *de privilegiis*. Ainsi, Barbosa, Suarez, Gratianus, Pasqualigo, Tamburini, Miranda, Pignatelli et autres. Les Bénédictins du Mont-Cassin en particulier montrent les bulles d'Innocent III, d'Innocent IV et autres Papes, qui ont accordé expressément le pouvoir dont il s'agit ; ces bulles sont rapportées dans le *Bullarium Cassinense*. Il n'est pas nécessaire que les abbés soient bénis pour pouvoir conferer les ordres mineurs; les indults pontificaux n'imposent qu'une seule condition, que l'abbé soit prêtre. D'ailleurs, Eugène IV et Jules II ont accordé aux abbés triennaux de l'institut le pouvoir de remplir toutes les attributions de la charge abbatiale sans avoir reçu la bénédiction ; d'où les docteurs concluent communément qu'ils peuvent, entre autres, donner les ordres mineurs. L'élection et la confirmation confèrent la dignité abbatiale, en dehors de la bénédiction.

En second lieu, l'ordinand était apte à recevoir les ordres. Par son oblation solennelle, il a été constitué dans l'état régulier; en professant les trois vœux, en vivant dans le cloître et en servant le couvent, il est devenu le sujet de l'abbé qui lui a donné les ordres mineurs et accordé les dimissoires pour les majeurs. D'après la règle de S. Benoît, les Oblats participent à tous les privilèges des profès.

La réserve de l'usufruit des biens eventuels ne peut pas être une difficulté sérieuse. D'abord, bien des auteurs ne rangent pas l'oblation des biens parmi les choses essentielles, qui consistent, selon eux, à porter l'habit, à servir la communauté et à demeurer dans le couvent. Ainsi, Covarruias, Rodriguez, Squillantius etc. La réserve d'une partie des biens n'empêche pas de considérer comme sujet de l'abbé l'oblat qui vit néanmoins sous l'obéissance dans le cloître. Au surplus, le réserve sera nulle, si on veut, sans annuller l'oblation elle-même. On peut la mettre au rang des petites pensions que les profès se réservent, sous le bon plaisir des Supérieurs.

« Mutinen. Ordinum. — Pro validitate ordinationis omnino respondendum videtur. Siquidem facultas, et habilitas tam ex parte ordinantis quam ex parte recipientis concurrit. Ex parte quippe ordinantis ea controverti non potest, cum abbates habeant potestatem suis subditis regularibus conferendi minores ordines, ut per text. in cap. *Abbas*, § *Nec eis, de privilegiis*, in 6 tradunt cap. alleg. 138, n. 6. Barbosa in dict. cap. *Abbas*, n. 7 et Suarez, de relig. in tom. 4, lib. 2, cap. 29, n. 5 et 6. Gratian. discept. cap. 791. n. 2. Pasqualig. ad Lauret. de Franc. qu. 1; n. 10, Tamburin *de Jure Abb.* tom. 2, disput. 7, q. 3, et disp. 11, qu. 14 et 15. Mirand. in *Manual. Praelat.* tom. 1, qu. 38, concl. 2. Pignatell. consult. canon. tom. 8, consult. 59, n. 15. Rota decis. 731 part. 1. divers.

» Haecque facultas Abbatibus Cassinensibus competit etiam ex privilegio summorum Pontificum Innocentii III, Bullar. Casin. tom. 1, Const. 22 n. 9. ibi: « Minores autem ordines monachis suis idem abbas dummodo sit presbyter de nostra poterit indulgentia, cum necesse fuerit exhibere. » Honorii III const. 25 n. 9. Gregorii IX const. 30. par. n. 9. Innocentii IV const. 50 ibi — Tibi et monasterio tuo favorem Apostolicum sentias accrevisse conferendi primam tonsuram et quatuor minores ordines monachis et clericis tibi, et successoribus tuis in perpetuum concedimus authoritate presentium facultatem.» Et Alexandri IV Const. 56. Eaque praesupposita et praeservata fuit per decretum S. Rituum Congregationis approbante sa. me. Alexandro VII 27 septembris anni 1659, declarando decretum restrictivum usus pontificalium, ut scilicet possint Abbates Cassinenses uti mitra in actu ordinationis, et benedictionum cum sacro oleo.

» Et licet praefata privilegia concessa legantur abbatibus particularibus monasteriorum, ea tamen per amplissimam communicationem toti Congregationi per fel. record. Eugenium IV (indultum de quo in dicto Bullar. Casin. Const. 58 n. 20). omnibus monasteriis eorumque abbatibus communia effecta fuerunt. Ita enim statutum legitur: *Quodque omnibus et singulis privilegiis, gratiis, Indultis quae cuilibet dictae congregationis monasterio, seu loco ex praesentibus et futuris concessa fuerint hactenus et concedentur in futurum, ipsius Congregationis alia monasteria, et loca praesentia et futura quibus hujusmodi privilegia concessa non fuerint, in quantum eis expediet invicem uti valeant et gaudere ac si nominatim singulis ipsis monasteriis fuerint hujusmodi privilegia concessa authoritate praefata concedimus et indulgemus.* Quam communicationem confirmavit Alexander VI eodem Bullar. const. 110. n. 22 et Leo X Constit. 129. Eamque referunt Pasqualig. *Quaest. Moral.* q. 247, Murg. ad Const. Bened. cap. 16. Qua stante communicatione privilegia fuerunt effecta communia, eorumque usus cuilibet monasterio competit perinde ac si fuissent singulis specialiter concessa, ut monet Gratianus citat. disp. 791, Murg. ad const. Bened. const. 6. Rota dec. 30, p. 8. rec., tom. 2, et dec. 348 p. 11; et in praecisis terminis competentiae facultatis conferendi ordines tradunt Gratian. disc. 87, et citat. 791 n. 9; Suar. de relig. tom. 4. lib. 2, cap. 29, Tambur. *De Jur. Abb.* tom. 1, disp. 11, qu. 13, Pignatell. cons. 156, tom. 5.

» Neque obstare potest quod communicatio privilegiorum

intelligenda sit de indultis concessis monasteriis et quae propterea evaserunt et per communicationem participabilia, non de iis quae tributa fuerunt abbatibus et quae cum eorum persona expirarunt. Quoniam in casu nostro privilegia conferendi ordines licet directa abbatibus particularibus quibus tribuebatur illorum exercitium, sunt tamen concessa monasterio, cum de illis legantur verba: *Tibi et monasterio tuo;* ac proinde realia censentur ut post gloss. in leg. *quamquam ff. de cens.* monent Delbene, *de Immunit.* tom. 1, cap. 5, sect. 18; Murg. ad const. Bened. const. 6; prout etiam satis dicuntur privilegia concessa monasteriis si fuerint eorum abbatibus indulta, cum in materia favorabili appellatione monasterii comprehendatur abbas et praelatus, ut tradunt Rodrig. in *Comp. quaest. Regul.* resol. 2, n. 16, Donat. *Quaest. Regular.* tom. 1, tract. 6, q. 19. Praesertim cum in privilegio Innocentii IV habita fuerit mentio successorum, ibi: *Tibi et successoribus tuis in perpetuum.* Quae privilegii perpetuitatem inducit et durationem de tempore communicat, quae insuper, utpote favorabilis, est amplissime interpretanda in favorem ipsius Congregationis ex const. fel. record. Pauli III, in dicto Bull. const. 156. praecedentes approbante et firmat Paris. cons. 22. lib. 4. Rot. dec. 30. p. 4 rec. tom. 2.

» Haec autem facultas ordines conferendi Cassinen. Abbatibus concessa non requirit eorum benedictionem copulative prius requisitam cum qualitate sacerdotis per text. in cap. *Cum contingat, de aetate et qualit. Ordinan.* Benedictio siquidem necessaria existimari posset si facultas ordines minores conferendi praetenderetur tantum ex dispositione juris utrumque requisitum exigente, sed cum ea competat ex privilegiis tantum requirentibus qualitatem sacerdotalem, et praesertim Innocentii III, qui condidit praefatam decretalem in dicto capitulo, *Cum contingat,* adeoque bene conscius erat utriusque requisiti per dispositionem septimae Synodi ad quam in illa se retulit, et ita dum in privilegio quod de sui natura juris rigorem relaxat, ex traditis per Donat. *Quaest. regular.* tom. 1, tract. 2, q. 1 per totum, unum tantum praeservavit, censeri debet quod aliud remiserit; si enim utrumque praeservare voluisset, aliud pariter expressisset, ut arguit Mans. consult. 374.

» Cessatque omnis difficultas attento claro privilegio concesso per Eugenium IV et Julium II abbatibus triennalibus praedictae Congregationis exercendi omnia ea quae ipsis competunt ratione dignitatis abbatialis, quamvis benedicti non sint, ut in eodem Bullario, tom. 1, const. 57. Ex quo communiter inferunt doctores etiam absque benedictione praefatis abbatibus competere facultatem ordines conferendi et praesertim Rodrig. in *Compend. quaest. Regul.* resol. una n. 3. Suarez, de Relig. tom. 4, lib. 2, cap. 29; Mirand. in *Manual. Praelat.* q. 38. art. 9; Tambur. *de jure abbatum* tom. 2, disp. 2, qu. 3; Diana, coordin. p. 2, tract. 5, resol. 81; Pignat. citat. consult 156, tom. 4.

» Eaque licet ex abundanti reddi potest ratio quod benedictio non est adeo necessaria, ut sine ipsa non possint abbates ordines conferre, ut per text. in cap. 1. *De supplenda neglig. Praelat.* monet Suarez de Relig. lib. 2, cap. 29, ubi quod abbates non constituuntur in suo munere per benedictionem, sed per electionem et confirmationem, et quod illa est veluti quoddam ornamentum. Mirand. in *Manual.* d. q. 38, art. 3; Tamburin *de Jur. Abb.* tom. 1. disp. 11, q. 3; qui affert aliam rationem quod benedictio tamquam perpetua et non reiterabilis congrue non competit abbatibus temporalibus, ut sunt abbates nostrae Congregationis mere triennales; et propterea dum ipsis competit facultas ordines conferendi, eam absque benedictione procul dubio exercere possunt.

» Ex parte quoque recipientis concurrit habilitas. Per susceptionem siquidem status regularis in solemni oblatione facta cum emissione trium votorum, vivendo intra claustra monasterii et religioni inserviendo, evasit subditus abbatis, a quo minores ordines et litteras dimissoriales pro sacris ordinibus recepit, ut tradunt Covaruia. in cap. *Alma Mater,* vers. *Oblatus vero;* Navarr. in *Manual.* cap. 27, n. 79. Sayr. *de Cens.* lib. 9, cap. 26, vers. *hoc tamen,* Mart. *de Jurisd.* cent. 2, cas. 13, ubi refert ita fuisse decisum per Sac. Cong. sub die 26 januarii 1608; Duard. in *Bullar. Cœnac,* lib. 2, can. 17; Fagnanus in cap. *Ut privileg.* per tot. de privileg. Et quod oblati gaudeant omnibus privilegiis regularium declaratur in constit. S. Patris Bened. cap. 58, n. 23.

» Non relevante unica difficultate, quae posset excitari ob reservationem ususfructus haereditatum seu bonorum, quae ipsi vita durante obvenire contingeret; quae repugnare videtur voto paupertatis et oblationi bonorum copulative requisitae cum obiatione propriae personae. Ultra quod enim non desunt bonorum oblationem non enunciantes inter substantialia requisita, quae specificant in gestatione habitus et in inserviendo religioni, ac permanentia in monasterio, ut prae aliis Covaruia. in d. cap. *Alma Mater* vers. *Oblatus vero;* Rodriguez. *Quaest. regular.* tom. 2, q. 122, art. 1. Squillant. *de privileg. Cler.* cap. 7, n. 43. Grassis *de effect. Cleric.* effect. 1, num. 98. Nec oblati per reservationem alicujus portionis bonorum, si sub obedientia vivant intra claustra, desinunt proprie esse subditi Abbatis et viri ecclesiastici, ut monent Tassi in Auth. *ingress.* de sacros. eccles. Sanch. decis. 191. distinguentes inter plene oblatos et non plene oblatos, et admittentes in primo casu posse oblatos intra claustra viventes aliquid sibi pro alimentis reservare.

» Reservatio hujusmodi quatenus repugnaret plenae atque perfectae oblationi, dici deberet contra intentionem contrahentium et ita potius ipsa vitiaretur quam actum vitiaret; intentio enim subditi fuit se plene offerendi cum emissione trium votorum substantialium. Et intentio superioris fuit idum recipiendi ad formam juris et constitutionum. Unde, cum ex juris dispositione religiosus non possit sibi absolute aliquid reservare indipendenter a voluntate superioris ad usum irrevocabilem, ut firmat Tondut. *Quaest. benef.* p. 3, cap. 197, affirmandum erit quod dicta reservatio intelligenda sit compatibiliter cum voto paupertatis; maxime cum agatur de reservatione juris eventualis, prout est haereditas obventura, ut monet Tondut. ibi n. 9, vers. *Neque obstat.* Et sicuti vitiaretur conditio in legato facto regulari, quod bona legata possideat contra institutum sui ordinis, ut probat Menoch. cons. 1014, n. 31, ita quoque vitiari debet reservatio ususfructus contraria voto paupertatis emisso in oblatione, ut in simili arguit Menoch. dict. cons. 1014 n. 32; vel intelligi debet dependenter a nutu superioris quoad simplicem usum revocabilem, ut in terminis relicti pro religioso conventuali in actu professionis cum pacto quod nihil amplius praetendere possit quod illud non impediat eidem acquiri haereditatem postea obvenientem, ita ut transactio super illa inita non substineatur, firmat Tondut. citat. cap. 197.

» Tandem nec etiam obstat decretum hujus S. Congregationes relatum in Bullario Casin. tom. 2 constit. 600, prohibente reservationem quamvis minimam bonorum in proprietatem vel usumfructum fieri per oblatos, quod etiam refert Barbos. in Collect. Bull. verb. Oblati n. 4. Illud enim procedit ad effectum gaudendi privilegio fori, nec loquitur in plene oblatis qui habitum mutaverunt et vivunt intra claustra sub obedientia superioris, inserviendo religioni, qui est casus noster, quibus requisitis concurrentibus etiam inspecta dispositione Sac. Concil. Trid. sess. 24 de reform. cap. 9. vers. *Exceptis iis,* verificatur plena exemptio a jurisdictione episcopi et subjectio superiori regulari ut probant Spada cons. 157; lib. 1. Fagnanus in cap. *Ut privilegia,* n. 27 et seq. *de privileg.* Card. de Luca, *de Jurisdict.* disc. 27 n. 7 et seqq.

» Prout etiam praefatum decretum non loquitur de oblatis ad formam juris, ut pariter in casu nostro. Haec enim oblatio

est intelligenda, ut quatenus reservatio repugnet vel pro non facta haberi debeat, vel explicanda est compatibiliter cum dispositione juris, scilicet dependenter a voluntate superioris ac demum in nullo ex casibus in dicto decreto enunciatis prohibetur reservatio eventualis et incerta usufructus bonorum futurorum. Et praeservatur consuetudo religionum, quae cum in casu nostro vigeat, ita oblationes admittendi, multo minus hujusmodi reservatio per dictum decretum improbata censeri debet, et in omnem casum semper exuberaret bona fides tam respectu abbatis ordinantis, quam respectu subditi ordinati.

« Quare – *Joannes Baptista Bottinus Adv.* »

Comme on le voit, cette plaidoirie, quoique fort savante et habile, laisse de côté les difficultés essentielles, sans y répondre. Un abbé régulier ne peut conférer les ordres qu'aux religieux profès; or, un oblat n'est pas un *profès* au sens canonique du mot, puisqu'il n'a prononcé que des vœux simples, surtout dans le cas présent, où il s'agit d'un oblat qui n'a pas même fait la donation universelle que prescrivent les décrets apostoliques. A quel titre l'abbé a-t-il pu accorder les dimissoires pour les ordres majeurs à un oblat qui n'est pas profès et n'a pas de titre d'ordination, patrimoine ou bénéfice? Voici le *folium* de la S. Congrégation du Concile.

« Mutinen Ordinationis. Postquam Carolus de Vicentia in » statu commissi per annos sexdecim inservierat monasterio » S. Petri civitatis Mutinae Congregationis Cassinen. ab illius » abbate obtinuit recipi in oblatum, et subinde ab eodem » abbate ad minores et de ejusdem licentia ab episcopo Re- » giensi (ex quo tunc aberat Mutinen. episcopus) ad sacros » ordines promotus fuit, et in eis ministravit.

» De suae ordinationis validitate postea dubitans, recursum » habuit pro declaratione, et quatenus opus sit, dispensatione » ad Poenitentiariam, a qua preces ad hanc S. Congrega- » tionem remissae fuerunt.

» Difficultas in eo consistit an orator ad ordines minores » promoveri potuerit ab abbate praedicto.

» Sicut enim in privilegiis Apostolicis et signanter ab In- » nocentio et Honorio III et Gregorio IX dictae Congrega- » tioni concessis, et decreto irritante vallatis inter coetera » haec habentur: *minores autem ordines monachis suis idem* » *Abbas (dummodo sit presbyter) de nostra poterit indulgen-* » *tia, cum necesse fuerit, exhibere.*

» Ita in declaratione regulae S. Benedicti per Sedem Apo- » tolicam confirmata cap. 58, n. 23 ita legitur: *Oblati non reci-* » *piantur nisi ad formam Juris et gaudeant nostris privilegiis.*

» Et in decreto generali de oblatis ab hac Sacra Congre- » gatione edito jussu sa. me. Urbani VIII statuitur quod ad » effectum, ut oblati dici possint personae ecclesiasticae et » uti tales gaudere debeant privilegio fori et exemptione a » vectigalibus, inter coetera opus est, ut perpetuo et irrevo- » cabiliter, plene, et cum effectu seipsos et bona sua omnia » praesentia et futura nulla prorsus quavis minima eorum por- » tione neque in proprietatem neque in usumfructum sibi re- » servata religioni obtulerint prout latius videre est ex dicto de- » creto, et illius declarationibus apud plures auctores impressis » et signanter, Barbosa, *de jure Eccles.* lib. 1, cap. 301, §. 2. » Novar. in *lucern. Regular.* in verb. *oblati.* Lezana, tom. 1, » p. 2, cap. 8, n. 8. Donat. *Rer. Regul.* tom. 2, tract. 13, » n. 10 et 11.

» In oblatione autem quam de se, suisque bonis orator fecit » ante sibi collatos ab abbate minores ordines haec habentur: » Che se in avvenire esso D. Carlo erediterà, o acquisterà » cosa alcuna, la debba godere sua vita durante, e dopo la » sua morte resti tutto al monastero.

» Coeterum Orator ipse in actu dictae oblationis tria vota » castitatis, paupertatis, et obedientiae, simplicia tamen juxta » oblatorum morem emisit.

» His ergo perpensis, Emi PP. respondere dignabuntur:

» 1. An ordines minores fuerint valide Oratori collati ab » Abbate? Et quatenus affirmative.

» 2. An etiam licite? Et quatenus negative.

» 3. An ordines sacri fuerint eidem oratori licite collati ab » Episcopo Regiensi? Et quatenus negative.

» 4. An super hujusmodi illicita ordinatione et irregulari- » tate ex causa assensus ad ordines sacros non obstante sus- » pensione atque exercitii eorumdem sacrorum ordinum con- » tracta cum oratore sit dispensandum?

« S. Congregatio rescripsit. *Dilata et melius informent su-* » *per facultate conferendi ordines in abbate non benedicto.* » Die 15 januarii 1689. »

Nous n'avons pu découvrir la suite de l'affaire, qui vraisemblablement ne fut plus appelée devant la S. Congrégation du Concile. On sait indubitablement aujourd'hui que les abbés réguliers peuvent conférer les ordres mineurs sans avoir été bénis, et, d'autre part, qu'ils doivent d'abstenir d'ordonner les Oblats.

Un indult que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers accorda en 1845 montre que les Oblats ne peuvent être ordonnés qu'avec les dimissoires de l'évêque de leur diocèse originaire, et avec un titre d'ordination. Nous nous contentons de rapporter la relation qui fut portée à l'audience du Pape:

« L'abbé de gouvernement du monastère des Bénédictins de Novalese, diocèse de Suse, représente qu'un certain Antoine Macchia, de Montiglio, diocèse de Casale, fut admis parmi les choristes en 1837 en qualité d'Oblat, au lieu qu'il était auparavant convers non profès; et le précédent abbé lui conféra la tonsure et les ordres mineurs. Macchia a exercé les ordres qui lui ont été conférés illégitimement par défaut d'autorité dans l'abbé; car le privilège des abbés des ordres monastiques est restreint aux sujets proprement dits, c'est à dire aux profès, et non aux Oblats. Le cardinal Bianchi, consulté sur cette question, démontre par de bonnes raisons que l'ordination est valide, mais illicite; c'est pourquoi ledit Macchia a besoin d'être absous et rehabilité par indult apostolique. Le cardinal est d'avis de ne pas refuser cette grâce; car la faute est le résultat, non de la malice, mais de l'ignorance tant de l'ordonné que de l'abbé qui conféra les ordres, lequel est mort. Et afin que Macchia absous et réhabilité puisse recevoir les ordres sacrés, il faut qu'il se procure un titre, car il n'est pas religieux profès; il faut aussi qu'il dépende pour l'ordination de son propre évêque d'origine, qui est celui de Casale, ou de celui de Suse, ordinaire de son domicile, conformément aux saints canons. Le procureur général est également favorable. – « Ex Audientia Sanctissimi di 22 augus- » ti 1845. SSmus annuit arbitrio P. Abbatis Gubernii pro fa- » cultate etiam per subdelegandum praefatum Oblatum e cen- » suris et poenis ecclesiasticis ob praemissa fortasse incursis » absolvendi, et cum eodem super inhabilitate et irregularitate » dispensandi; nec non ad ordines sacros recipiendos habi- » litandi, ita tamen ut in ordinibus suscipiendis serventur de » jure servanda tum quoad dependentiam a proprio ordinario » ad formam constitutionis Innocentii XII incipien. *Specula-* » *tores*, tum relate ad constitutionem patrimonii, tum etiam » in reliquis omnibus quae a sacris canonibus praescribuntur. » Contrariis etc. »

Ainsi, les abbés des instituts monastiques doivent s'abstenir de conférer les ordres aux Oblats; à plus forte raison doit-on exclure les *commissi*, qui font des vœux simples comme les Oblats, mais ne sont pas autre chose que des convers. Or, Clement VIII et Urbain VIII défendent expressément dans leurs décrets que les convers passent au rang des clercs: *Qui ad conversorum habitum suscepti fuerint, ad clericorum statum transire etiam durante tempore probationis non possint.* On lit dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile (tome XI) le cas d'un *commis* Bénédictin qui demanda instamment l'au-

torisation de quitter son couvent et son habit, pour recevoir les ordres au titre d'un bénéfice de famille. Il était au couvent depuis une vingtaine d'années. La S. Congrégation refusa d'abord la dispense; plus tard, le recourant présenta un certificat des examinateurs synodaux qui l'avaient jugé apte à recevoir les ordres mineurs et même les ordres sacrés. Il avait été nommé à une chapellenie, et l'archevêché de Milan avait agréé la nomination. A ces causes, la S. Congrégation accorda la dispense. « An sit permittendus Bonifacio Majocchi » commisso Casinensis congregationis egressus ab eadem con- » gregatione ad effectum suscipiendi sacros ordines in casu? » Sacra etc. *Praevio recessu a decisis, Affirmative.* (*Thesaur.* » tom. 11, p. 22; tom. 12, p. 145.)

XI.

Les prêtres qui veulent se donner aux instituts monastiques comme *oblats*, doivent remplir toutes les conditions prescrites par les décrets du Saint-Siége. Dans le *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile (tom. 3, p. 5), se trouve une décision qui déclare nulle et sans valeur l'oblation que trois prêtres du diocèse d'Anglona avaient faite de leurs personnes et de leurs biens au couvent des Cisterciens de Ste Marie de Sagittario; et le *folium* rappelle à cette occasion toutes les conditions exigées par les décrets apostoliques pour que l'Oblat acquière l'exemption de la juridiction temporelle et de l'autorité de l'ordinaire diocésain. Voici un extrait du *folium*, propre à montrer que la discipline, au siècle dernier, était conservée en pleine vigueur. Il faut d'abord la donation universelle des biens présents et futurs, en propriété et en usufruit. « Ad effectum, ut oblati alicujus religionis fruantur fori privilegio et immunitate a saecularibus exactionibus, debent cumulative concurrere sequentes circumstantiae, quod scilicet in forma juris perpetuo et irrevocabiliter, plene et cum effectu seipsos, et bona sua omnia praesentia et futura, nulla prorsus quamvis minima eorum portione, neque in proprietate, neque in usufructu sibi reservata, religioni obtulerint, et habitum aliqualiter mutaverint etc. Et hisce requisitis alii aliud requisitum superaddunt, licet forte in praecedentibus virtualiter contentum, et est, quod Oblati saeculum reliquant, uti late videri potest apud Fagnanum, in cap. *Ut privilegia*, num. 23 et seqq. de privilegiis. » Outre les conditions susdites, il faut, pour l'exemption vis à vis de l'Ordinaire diocésain, que l'Oblat soit *actu* au service de la communauté religieuse. Si quelqu'une de ces conditions fait défaut, la juridiction de l'Ordinaire est réservée cumulativement avec celle du supérieur régulier. « In eo quod attinet ad Oblatorum exemptionem a jurisdictione dioecesani, ponderanda est dispositio sacri concilii Tridentini Sess. 24, c. 11 de reform. et hac attenta, aut in oblatis deest aliquod ex requisitis supra recensitis, aut omnia requisita concurrunt. Si deest aliquod ex requisitis, Oblati non assumunt privilegia religionis, et sic non eximuntur a jurisdictione dioecesani, et in hac facti specie, si introducta fuisset consuetudo, aut aliquod adesset religionis privilegium, quod Oblati non habentes omnia requisita adhuc essent exempti a jurisdictione episcoporum, Sacrum Concilium obstacula haec submovit, et dictos voluit esse sub episcoporum jurisdictione. Si vero Oblati omnia habent requisita, praedictum Sacrum Concilium, ut eximantur a jurisdictione episcopi addidit aliud requisitum, quod actu scilicet inserviant religioni, ita tamen ut in praedictis duobus casibus, hoc est consuetudinis, aut privilegii, quod Oblati sine concursu omnium requisitorum fruantur exemptione a jurisdictione episcopi, vel quod concurrentibus coeteris requisitis desit illud actualis servitii, jurisdictio super eos pertineat quidem ad episcopum, sed cumulative cum eorum superioribus regularibus, uti ex resolutionibus hujus Sacrae Congregationis habetur apud Fagnanum, loc. cit. num. 36 et seqq. » Les conditions susdites ne se rencontrant pas dans les trois prêtres qui se donnaient au couvent des Cisterciens en qualité d'oblats, la S. Congrégation du Concile se déclara pour la nullité de l'oblation. « An constet de legitima oblatione in casu? Sacra etc. *Ne-* » *gative ad effectum de quo agitur.* (*Thesaur.* tom. 3, p. 5, 11).

XII.

Les décrets du Saint-Siége n'exigent pas essentiellement que les Oblats émettent des vœux; aussi divers usages existent-ils sur ce point. Là où les Oblats font les trois vœux simples ordinaires, les supérieurs réguliers n'ont pas le pouvoir d'accorder dispense, surtout si les trois vœux ordinaires sont accompagnés de celui de stabilité. Le tome 12 du *Thesaurus* contient un exemple assez remarquable, où il s'agit des Bénédictins d'Altorf, diocèse de Strasbourg. Jean Schettel, reçu d'abord en qualité de domestique, a fait ensuite les trois vœux simples et celui de stabilité, sans noviciat préalable, aux conditions suivantes: 1. Les vœux seront simples, et l'on s'abstiendra de toutes les cérémonies, et solennités ordinaires. 2. Schettel jouira des priviléges de l'ordre et du monastère, autant que les canons et l'institut le permettent. 3. Il ne portera pas l'habit religieux des autres profès; seulement on lui donnera un petit scapulaire qu'il portera sous l'habit séculier. 4. Son vœu d'obéissance l'oblige de servir tant dans le cloître que hors du cloître. 5. Attendu le vœu de stabilité, il ne pourra pas quitter le couvent, ni être renvoyé. La profession a eu lieu sous ces conditions. Dans la suite, la communauté ayant exigé que Schettel fît la profession solennelle, il a fait neuf mois de noviciat; mais il n'a pas voulu passer outre, et il demande au Saint-Siége la dispense de ses vœux simples. Le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, fait une enquête, qu'il adresse à la S. Congrégation. Quoique le cardinal et la communauté se montrent favorables à la dispense, la S. Congrégation ne juge pas à propos de l'accorder. « An sit locus dispensationi in casu? » Sacra etc. *Negative et amplius.* (*Thesaur.* tom. 12, *Argentinen.* p. 7).

XIII.

Dans quelques instituts les oblats sont de vrais profès de vœux solennels. Nous pouvons citer les Bénédictins du Mont-Vierge et les Olivétains. Chez les Chartreux les novices convers se nomment *Donnés*, ainsi que nous l'avons dit, et ils doivent passer un grand nombre d'années dans cette condition avant de professer.

Les constitutions de Mont-Vierge exigent six ans d'oblation en habit religieux, pour pouvoir professer validement. Voici la relation d'une affaire que nous trouvons dans les anciennes archives de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. « Au mois de mars 1662 l'abbé général du Mont-Vierge représenta que sa congrégation, qui a ordinairement 60 convers, n'en avait qu'une vingtaine, à cause de la peste; quelques novices avaient pris l'habit, mais comme on ne pouvait les faire professer que la sixième année après leur prise d'habit, ils se regardaient comme séculiers et ils ne prenaient pas à cœur les intérêts du monastère. Le général demanda qu'il fût dérogé aux constitutions sur ce point, et de pouvoir admettre à la profession après la première année de noviciat quatre oblats nommés dans la supplique. La S. Congrégation adhéra à la demande. Mais le général fit usage de l'indult pour plus de quatre oblats, et fit professer, entre autres, Augustin Epifani. Vu la nullité de sa profession, ce dernier quitta l'ordre il y a six ans, et il ne veut pas y rentrer. Quoiqu'il soit persuadé de pouvoir demeurer hors du cloître en toute sûreté de conscience, puisque sa profession a été nulle, tou-

tefois, pour plus de tranquillité, il demande qu'on décide qu'il n'est pas religieux et qu'il peut demeurer dans le siècle. Le procureur général atteste la vérité du fait; deux autres convers qui professèrent de la même manière ont obtenu de la S. Congrégation la permission de sortir du cloître. On ne voit pas que le recourant soit nommé parmi les quatre oblats pour lesquels la dispense fut accordée. Le livre des professions constate que le recourant prit l'habit le 21 novembre, et professa le 22 du même mois, l'année suivante. « Sacra Congregatio rescripsit: *Emo Protectori cum facultatibus*. Die 1 februarii 1675. »

En 1793, la S. Congrégation déclara solennels les vœux des Oblats chez les Olivétains, pourvu que la profession eût lieu après huit ans d'oblation. Quant au passé, la dispense *in radice* fut accordée. Voici l'important décret qui fut rendu à ce sujet:

« Decretum. Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, » referente Emo Dno Cardinali Valenti, Ponente, attenta rela- » tione P. Procuratoris Generalis, visis videndis ac re matura » perpensa, censuit rescribendum, prout rescripsit: *Profes- » sionem et vota commissorum Congregationis Olivetanae esse » solemnia, et ad mentem*. Mens S. Congregationis est, ut in » posterum annus probationis seu novitiatus, et professio so- » lemnis fiat in monasteriis pro novitiatu destinatis ad formam » constitutionis S. M. Clementis VIII incipientis: *Regularis » disciplinae restitutioni*. Et fiat octavo anno oblatismi, ita » ut juxta prescriptum S. Concilii Tridentini Sess. 23 Cap. » 16 de Regul. finito tempore novitiatus superiores novitios, » quos habiles invenerint, ad professionem admittant, aut e » monasterio eos ejiciant. Formula vero professionis versa in » linguam italicam proferatur ab ipso profitente, confecto in- » super per notarium instrumento juxta solitum; et ad D. Se- » cretarium cum SSmo pro sanatione in radice quoad profes- » siones hactenus factas non servata forma praescripta in praefata » constitutione Clementis VIII, dummodo ab aliquo nullitas » nondum deducta fuerit in judicium. Expulsio vero commis- » sorum post professionem ratione incorrigibilitatis fieri in pos- » terum nequeat, nisi servata forma Constitutionum Apostoli- » carum, pro quarum opportuna dispensatione supplicent in » casibus particularibus etc. Et facta S. D. N. sub die 12 julii » 1793 relatione, Sanctitas Sua resolutionem S. C. benigne » approbavit. »

Quelques-uns de ces Oblats avaient été persuadés de ne faire que des vœux simples. Un d'eux, qui s'était marié, demanda à Pie VII la dispense de son vœu. L'Ordinaire fut autorisé à accorder la commutation du vœu de chasteté, après serment *de veritate assertae suae opinionis*.

« Decretum. Sacra Congregatio Episcoporum et Regularium, » attenta assertione oratoris dudum Oblati in Congregatione » Olivetana de sua opinione emittendi vota simplicia in sua » professione ut plerique opinabantur de Oblatis ante super- » ventam declarationem S. Sedis diebus 5 et 12 julii 1793 » de solemnitate voti et professionis Oblatorum, seu Com- » missorum dictae Congregationis Olivetanae, adeo ut dubium » remaneat oratorem professionis solemnis obligationem con- » traxisse, benigne commisit episcopo Eugubino, ut in casu » de quo agitur, praestito per oratorem juramento de veritate » assertae suae opinionis, praevia monitione de rei gravitate » et consequentiis, cum eodem super enunciato voto et super » impedimento, quod fortasse e religiosa professione proveniet, » in utroque foro auctoritate Apostolica misericorditer dispen- » set, ad hoc ut cum enunciata Theresia ducta in uxorem, » praevia privata absolutione a quibusvis ecclesiasticis censuris, » si quibus quoquo modo innodati existant, imposita poeni- » tentia salutari et renovato secreto consensu coram parocho, » et duobus testibus confidentibus in matrimonio perseverare, » et conjugale debitum exigere et reddere licite valeat, pro- » lem susceptam vel suscipiendam legitimam decernendo, » quibusque in contrarium non obstantibus; sine praejudicio » validitatis matrimonii si illicite valide tamen prius fuerit » contractum. Ita tamen ut si orator dictae mulieri super- » vixerit, aliud matrimonium contrahere nequeat, et si interim » contra legitimum matrimonium quod absit, deliquerit, sciat » se contra votum castitatis facturum. Die 11 septembris 1801. »

Le décret de 1793 n'ayant pas été promulgué ni notifié aux Oblats, principaux intéressés, ils demeurèrent dans la fausse persuasion de n'avoir que des vœux simples. De là de nouvelles demandes pour obtenir la dispense. Voici un indult de 1803.

« Ex audientia extraordinaria 28 februarii 1803. Sanctitas » Sua, attentis peculiaribus facti circumstantiis expositis in » supplici libello Placidi Panfili, alias SSmo porrecto, ac au- » dita relatione totius negotii in scriptis exarata ab infra Dn. » Secret. S. Congregationis Episcoporum et Regularium, lecta » et perpensa luculenta et distincta informatione P. Petri Ron- » calli ex-generalis et nunc procuratoris generalis Congrega- » tionis Montis Oliveti, habito etiam respectu ad defectum pro- » mulgationis resolutionis S. Congregationis diei 12 julii 1793 et » subsecutae sanationis in radice nullitatis professionum facta- » rum, non servata forma praescripta a constitutione Clem. VIII. » incipien. *Regularis Disciplinae*, obtentae a sa mem. Pii VI, » et ignoratae ab Oblatis de quorum interesse praecipue age- » batur, censuit non constare dictum Placidum oratorem so- » lemnem professionis obligationem in congregatione Olivetana » contraxisse, eique propterea ad matrimonium cum aliqua » muliere contrahendum non obstare impedimentum praetensi » voti perpetuae castitatis; sed ut cum majori securitate valeat » idem Orator conscientiae suae in Dno providere, et ut omne » quodcumque dubium removeatur, eidem facultatem hanc » contrahendi matrimonium in faciem Ecclesiae auctoritate » Apostolica etiam per dispensationem, si opus fuerit, benigne » et misericorditer indulget. »

XIV.

Est-il permis de recevoir en qualité d'Oblat un homme marié, mais séparé de sa femme? Voici un indult de 1843, concernant un commandant d'artillerie.

« Guillaume-Marie, baron de N. diocèse de Montauban, prosterné aux pieds de Votre Sainteté, représente que sa pieuse mère le consacra à S. Benoît, dès sa naissance; à la révolution de 1789, il prit la carrière militaire, au lieu d'accomplir le vœu de sa mère, et il parvint au grade de commandant d'artillerie. Toutefois le désir de remplir le vœu maternel subsista toujours dans son cœur. Ayant quitté le service militaire en 1832, il résolut de prendre l'habit monastique et de faire profession, et sachant la vie retirée et édifiante que l'on menait au monastère du S. Speco de Subiac, il demanda et obtint d'y être reçu. Il lui fut pourtant impossible d'entrer dès lors au convent, parce qu'il crut de son devoir d'assister jusqu'à la mort sa mère, qui était nonagénaire et malade. Afin de remplir en quelque manière les pieux désirs de sa mère, il se présenta à un ecclésiastique pour émettre les vœux qu'il pouvait faire dans cette position, et il se fit voir à sa mère mourante avec l'habit Bénédictin. Après la mort de sa mère, il ne pensa plus qu'à réaliser son dessein, et avertit le supérieur de Subiac de son arrivée prochaine. C'était au mois de mai 1835; l'époque de l'admission des novices étant passée, on demanda un indult apostolique, et cet indult fut accordé par l'organe de la S. Congrégation de la Discipline. Le recourant mit ordre à ses affaires temporelles, et se réserva simplement une pension viagère qu'il se propose de léguer au monastère de Subiac. Mais voilà qu'il s'est élevé un nouvel obstacle à son admission.

» Le supérieur ayant demandé le certificat de liberté, le recourant n'a pu présenter que le consentement de sa fem-

me. Il la regarde depuis longtemps plutôt comme sa cousine germaine que comme sa femme. Le mariage remonte au delà de cinquante ans, il n'y a jamais eu d'enfant, et l'on pourrait alléguer plusieurs chefs de nullité. Quoiqu'il en soit, la femme consent pleinement à ce que le recourant entre dans un institut monastique. Le supérieur de Subiac pense que cela ne suffit pas et que la femme devrait faire vœu de chasteté. Cela étant, le recourant voit l'impossibilité d'être reçu à la profession solennelle; d'autre part, vu son âge avancé de 74 ans, il est impatient de prendre légitimement le saint habit de S. Benoît et de mourir avec lui, en se retirant pour le reste de sa vie dans le monastère du S. Speco. C'est pourquoi Votre Sainteté est instamment suppliée de vouloir bien permettre que le recourant soit reçu comme novice, sans prononcer les vœux solennels, tant que le circonstances ne changeront pas. »

Le procureur-général des Bénédictins dit que la communauté de Subiac est disposée à recevoir le recourant comme oblat, mais non comme novice, tant que les choses seront comme présentement.

« Ex audientia SSmi die 5 martii 1843. SSmus annuit arbitrio P. Abbatis Praesidis generalis, attento consensu uxoris oratoris et monachorum monasterii S. Benedicti Sublaci, pro facultate admittendi et recipiendi oratorem in praefato monasterio dumtaxat uti Oblatum. Contrariis quibuscumque non obstantibus. »

XV.

Nous avons dit plus haut qu'il est rigoureusement défendu aux supérieurs réguliers sous peine de censures de recevoir les Oblats avant l'âge de vingt ans. Voici des documents d'une époque récente, qui montrent que l'on tient à l'observation de cette loi.

1. Le gardien des capucins d'un couvent de Sicile adresse à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers la demande suivante: « Le Père NN. gardien du couvent de N. représente humblement qu'il a fait coucher dans le cloître un jeune homme de moins de vingt ans, ignorant les peines édictées par les décrets du Saint-Siége. Comme il a encouru par là la privation de sa charge, il supplie Votre Sainteté de vouloir bien accorder l'absolution de la chose et la réhabilitation à l'emploi: « Ex audientia SSmi die 21 februarii 1840. SSmus annuit arbitrio P. provincialis, praevia etiam per subdelegandum absolutione a censuris et poenis ecclesiasticis, nec non dispensatione super irregularitate, pro petita rehabilitatione ad enunciatum officium et ad utramque vocem, imposita paenitentia salutari, quodque a similibus imposterum abstineat. »

2. La S. Congrégation accorde des indults particuliers lorsqu'ils sont raisonnablement motivés. En voici un exemple. « Le marquis R. de Cingoli représente que, voulant confier son fils au professeur Camille N. de Fabriano, pour les études, il désirerait le placer pendant ce temps chez les Silvestrins de ladite ville. Comme le jeune homme n'a pas encore vingt ans révolus, les religieux ne peuvent pas le garder dans leur couvent sans une permission et une dispense ; le recourant supplie votre Sainteté d'acorder cette dispense. « Sacra Congregatio annuit arbitrio P. Abbatis Generalis, de consensu capituli praefati monasterii, pro petita dispensatione et facultate retinendi oratorem ad triennium, persolutis alimentis etc. Die 1 maii 1840. »

3. Les domestiques sont compris dans cette disposition, de sorte qu'il n'est pas permis de les recevoir avant vingt ans révolus; la S. Congrégation dispense difficilement. « D. Louis Marincola abbé et ordinaire du monastère de la Très-Sainte Trinité de la Cava de la congrégation du Mont-Cassin, ayant reconnu qu'il arrive assez souvent que l'on doit faire coucher dans le couvent des jeunes gens qui n'ont pas l'âge prescrit par les saints canons, demande l'autorisation d'admettre ceux qui auront plus de dix ans, soit comme domestiques, soit passagèrement les étrangers qui visitent le couvent. « Sacra Congregatio annuit arbitrio P. Abbatis oratoris, pro facultate ad proximum triennium dumtaxat permittendi pueris hospitibus, qui decimum quintum eorum aetatis annum expleverint, ut in monasterio pernoctare valeant; quo vero ad inservientes, non expedire. Praefata vero facultate caute utatur, et adhibitis debitis cautelis, ne aliquod inconveniens oriatur. Die 1 julii 1840. » Ainsi, la S. Congrégation n'a pas voulu permettre pour les domestiques.

4. Le motif de soustraire un jeune homme aux dangers du monde est une cause raisonnable pour accorder dispense. « Les époux NN. représentent humblement à Votre Sainteté qu'ils ont un fils âgé de 18 ans ; pour le soustraire aux dangers du monde, ils désireraient le placer comme pensionnaire chez les Conventuels d'Iesi, qui sont disposés à le recevoir. » Le procureur général est favorable, à condition que le jeune homme n'aura pas de rapports avec les jeunes profès: « Ne insuper juvenis commercium habeat cum clericis professis, separatum cubiculum assignetur a caeteris patrum et fratrum intra clausuram, ac sub disciplina alicujus patris probi vivat. » La S. Congrégation accorde l'indult, mai 1841.

5. La bonne foi provenant de l'ignorance des lois n'excuse pas quant au for extérieur, et l'on doit obtenir l'absolution des censures. Voici un indult de 1843.

« La S. Congrégation *super statu regularium* rendit, par l'ordre de Clément X, un décret en date du 16 mai 1675, lequel défend aux réguliers de recevoir pour demeurer dans le cloître des jeunes gens au dessous de 20 ans, sous les graves peines de privation des emplois, d'inhabilité, et de privation de voix active et passive. Or, les supérieurs actuels des capucins de la province de Savoie, ignorant entièrement cette défense apostolique, reçurent dans un de leurs couvents quelques jeunes gens âgés de moins de vingt ans, pour leur apprendre le latin et les mettre en état d'être reçus dans l'ordre. auquel ils se sentaient appelés. C'est pourquoi le provincial actuel supplie Votre Sainteté de vouloir bien accorder l'absolution tant pour lui-même que pour les autres supérieurs qui ont pris part à cet acte irrégulier; il demande aussi la dispense de l'irrégularité encourue par la violation des censures, la réhabilitation aux charges qu'ils occupent, et la revalidation de tous les actes illégitimes de juridiction qu'ils ont faits pendant ce temps. » Le général de l'Ordre atteste la bonne foi avec laquelle on a agi. Voici l'indult apostolique. « Ex audientia SSmi die 17 maii 1843. SSmus annuit arbitrio P. Ministri Generalis pro facultate etiam per subdelegandum in praemissis culpabiles absolvendi a censuris et poenis ecclesiasticis, cum dispensatione ab irregularitate, nec non ad officia quae modo obtinent retinenda, et ad alia imposterum assequenda rehabilitandi, cum redintegratione ad vocem activam et passivam, et sanatione omnium actorum juxta preces. Imposterum vero decretum praefatum diligenter servetur. Praesens rescriptum una cum executoriali decreto in archivio praefatae provinciae caute custodiatur, ut in quocumque futuro eventu de hujusmodi concessione constare possit. »

6. Les reguliers dont l'éducation n'est pas le but et qui désirent toutefois établir des pensionnats en demandent l'autorisation au Saint-Siége. Les constitutions des Conventuels portent que les provinciaux peuvent, avec la permission expresse du général, recevoir des pensionnaires ou des oblats dans les convents insignes, pour les instruire; ces pensionnaires ne doivent pas être au dessous de dix ans; ils sont gardés dans un séminaire. Il y avait cinq ou six pensionnats de ce genre en Sicile, un, entre autres, à Licata, ville de quinze mille âmes, qui n'avait pas d'autre maison d'éducation. Comme les familles demandaient continuellement que l'on reçût les enfants

au dessous de dix ans, le gardien fit présenter une supplique à la S. Congrégation. Quoique le général se montrât favorable à la demande, la S. Congrégation refusa la permission, 22 décembre 1843.

7. Nous terminons ce paragraphe en donnant le texte du décret du 16 mai 1675, qui fait loi dans cette matière.

« Decretum. Etsi decretis Sacrae Congregationis super statu » Regularium de mandato Summorum Pontificum Innocentii X, » et Alexandri VII jampridem editis pro novitiis recipiendis » statutum sit, ut omnes, qui ad habitum probationis se recipi » postulaverint, diligenter examinentur, ac per vota secreta » approbentur quotquot idonei reperti fuerint aetate aliisque » requisitis ad praescriptum apostolicarum constitutionum ac » statutorum Ordinis, nec quisquam censeatur habilis ad hujus- » modi habitum suscipiendum, ut clericus, nisi annum aetatis » suae decimumquintum, neque ut conversus, nisi annum vi- » gesimum expleverit: nihilominus in pluribus religionibus » Italiae et insularum adjacentium aliquibus ab hinc annis » introductum est, ut recipiantur adolescentes laici non quidem » pro conversis, ut annum probationis incipiant, et finito » tempore novitiatus, admittantur ad professionem, sed pro » tertiariis, vel Oblatis, seu Donatis, eisque tradatur habitus, » ut vocant, sine caputio illis dare consueto, ut sic inserviant » aliqui religioso particulatim, aut pluribus, vel omnibus com- » muniter: et multoties pueri et adolescentuli recipiantur in » monasteriis, non ut novitii, sed ut hospites seu postulantes » se recipi pro clericis ad habitum probationis, et parva veste » induti plures menses, quinimo et annos sic detineantur intra » claustra, donec compleverint annum aetatis decimumquin- » tum, clericis, ut supra praescriptum ad annum novitiatus » inchoandum, idque eo praetextu, ut interea fiat experimentum » de ipsorum indole, et aptitudine ad religionem: et aliquando » etiam in eadem veste iidem pueri et adolescentuli admit- » tantur in novitiatibus, et cum novitiis degant ad hoc, ut » eorum voces pueriles in choro cum vocibus professorum » misceantur, dum divina peraguntur officia. Quoniam vero » secundum canonicas sanctiones, et juris regulas, cum quid » una via prohibetur alicui, ad id alia non debeat admitti, » et memorati abusus irrepserint in fraudem legis, et elu- » sionem decretorum, ut supra editorum, in religionum dis- » pendium, ac non sine multorum admiratione, et scandalo: » Idcirco eadem Sacra Congregatio, ut in dies crescat in Ec- » clesia Dei sacrarum religionum splendor et veneratio, ex » speciali mandato Sanctissimi D. N. Clementis divina pro- » videntia Papae decimi hoc praesenti decreto in virtute sanc- » tae obedientiae praecipit omnibus et singulis superioribus ge- » neralibus, provincialibus, et localibus quocumque nomine ac » titulo appellatis quorumcumque ordinum et congregationum » tam mendicantium quam non mendicantium, ut de coetero » neminem pro tertiariis, vel oblatis, seu donatis, aut com- » missis, vel servientibus, nec pro hospitibus, seu postulan- » tibus, vel cantoribus, aut alio quocumque nomine nuncupatis, » sub quovis praetextu, vel causa, aut quaesito colore reci- » piant, seu admittant ad habitandum intra claustra nisi vige- » simum aetatis suae annum expleverit; omnesque sic receptos, » seu admissos (iis tantum exceptis qui completa aetate an- » norum quindecim pro clericis, seu choristis in habitu no- » vitiorum annum probationis agunt) a monasteriis, seu domi- » bus regularibus omnino amoveant et ejiciant infra terminum » duorum mensium inchoandum a die intimationis praesentis » decreti faciendae procuratoribus eorundem ordinum et con- » gregationum in Romana Curia existentibus. Quod si prae- » dicti superiores praesenti decreto per omnia non paruerint, » aut in aliqua ejus parte contravenerint, poenam privationis » dignitatum et officiorum, quae tunc temporis obtinebunt, ac » perpetuae inhabilitatis ad illa vel alia in posterum obtinenda, » vocisque activae et passivae ipso facto absque alia decla- » ratione incurrant. Non obstantibus quoad omnia suprascripta » privilegiis, indultis, et consuetudinibus, coeterisque contrariis » quibuscumque. Datum Romae die 16 mai 1675 – *V. Car- » dinalis Carpineus – P. Fagnanus Secret.* »

XVI.

Les Oblats rendent de grands services dans l'ordre de S. François pour le maniement de l'argent, qui est interdit aux profès par une disposition solennelle de la règle. Les divers cas qui peuvent réclamer leur concours sont exprimés dans les indults que la S. Congrégation des Evêques et Réguliers a coutume de donner. Voici quelques-uns de ces indults.

1. Un franciscain ne peut pas signer les contrats d'achat ou de vente, ni porter l'argent qu'il faut pour acheter la laine et autres objets nécessaires. On obvie à cet inconvénient en désignant un oblat, ou tertiaire. En 1840, le provincial des Franciscains Réformés de Naples demande la permission de nommer un convers pour acheter la laine et recueillir des aumônes en espèces. Le général de l'Ordre émet l'avis qu'on donne à ce convers pour compagnon un tertiaire de confiance, lequel portera l'argent et le dépensera dans la Pouille ou ailleurs, sous la surveillance du convers, pour acheter la laine et les autres choses nécessaires. Voici l'indult apostolique. « Sacra Congregatio annuit arbitrio P. Ministri Generalis pro » facultate indulgendi oratori ad quinquennium ut ad effectum » de quo agitur, deputare possit praefatum conversum, qui » per medium tertiarii dumtaxat ad hoc in ejus socium de- » signandi, enunciatos contractus perficere possit, proviso ne » scandala oriantur, et ne ipse, sed tertiarius tantum ad instar » Syndici Apostolici contractus subscribat. Contrariis non obs- » stantibus quibuscumque. Die 1 julii 1840. »

2. Les franciscains ne pouvant pas être administrateurs testamentaires, les Oblats sont quelquefois chargés de cette administration. En voici un exemple. Le père d'un religieux de l'observance laissa par testament une maison, en prescrivant que le tertiaire pro tempore de la sacristie du couvent de Fano en eût l'administration indépendamment de toute autre personne; et que du revenu il devrait, chaque année, donner trente écus au P. Antoine, fils du testateur, pour trente messes annuelles. A la mort du P. Antoine, la maison devait être vendue, et le produit employé en messes que devraient célébrer les religieux du couvent de Fano. Présentement le tertiaire a renoncé légalement à l'administration de la maison, et l'on ne peut pas trouver d'administrateur, parce qu'il faudrait lui faire un traitement. Le P. Antoine, dernier enfant survivant du testateur, demande la permission de veiller par lui-même ou per l'intermédiaire d'un ami à la conservation et à l'administration de la maison, afin que la disposition testamentaire soit remplie. Il demande aussi la permission de jouir du legs de 30 écus pour 30 messes durant sa vie; quoique ce soit un legs de messes, le recourant désire avoir un indult apostolique, pour être plus tranquille en conscience. » Le procureur général atteste qu'il faudrait dépenser une assez forte somme pour établir légalement un administrateur et le payer. L'indult est accordé en ces termes: « S. Congregatio annuit » arbitrio P. Provincialis pro facultate indulgendi oratori, ut » S. Sedis nomine et ad ejusdem nutum dictae domus ad- » ministrationem assumat, ita tamen ut acta necessaria pe- » ragat per amicum spiritualem, et unoquoque anno rationem » reddat definitorio provinciali congregato, a quo quolibet » pariter anno licentiam obtineat summam scutatorum triginta » recipiendi et impendendi, deposita summa penes eumdem » amicum spiritualem. Oratore vero defuncto, P. Provincialis » pro tempore per medium Syndici Apostolici voluntatem pii » testatoris exequatur. Die 1 februarii 1840. »

3. Ce sont les Oblats qui conservent dans chaque couvent une modique somme pour les dépenses journalières. La S. Con-

grégation recommande cette pratique plutôt que d'autoriser les gardiens à conserver de l'argent. En 1840, le provincial des Alcantarins de Naples représenta que, ne pouvant obtenir en nature ce qu'il faut pour l'entretien des religieux, il a été autorisé par indult apostolique à recevoir des aumônes pécuniaires, qui sont remises aux syndics apostoliques; or, ceux-ci en disposent quelquefois, ou bien ils ne les rendent pas au moment où il est vraiment nécessaire d'acheter les provisions. Pour obvier à un tel inconvénient, le recourant demanda que chaque gardien, ou tout au moins ceux qui n'ont pas un Syndic sur lequel on puisse compter, pussent conserver le surplus des aumônes, et faire les dépenses par un tertiaire, qui serait déclaré substitut du Syndic. » Le commandement capital de la règle de S. François est que les religieux ne doivent pas recevoir de l'argent: *Nullo modo denarios, vel pecuniam recipiant.* Nicolas III, Clément V, Martin IV, Martin V, Paul IV prescrivent dans leurs constitutions que chaque couvent ait un Syndic Apostolique, afin que les religieux n'aient pas à toucher l'argent. Le vénérable Innocent XI, dans la constitution *Sollicitudo pastoralis*, s'exprime en ces termes: « Quaevis contrectatio pecuniae quae non sit pure naturalis, cujuscumque Domini sint denarii, fratribus minoribus de Observantia est omnino prohibita. » C'est pourquoi la S. Congrégation des Evêques et Réguliers répondit au provincial des Alcantarins en ces termes: « Comme le principal commandement de la règle séraphique est que les religieux *nullo modo denarios vel pecuniam recipiant*: et comme les Souverains Pontifes ont rendu diverses constitutions pour sauvegarder ce point essentiel, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers n'a pas cru devoir devoir adhérer à la demande qu'a présentée votre paternité, afin que les gardiens de la province, qui n'ont pas un Syndic fidèle, pussent conserver dans leurs mains l'excédant des aumônes pécuniaires. S'il y a dans la province des Syndics peu fidèles, V. P. doit les révoquer et les remplacer par une personne honorable et même assez riche, qui nommera un tertiaire comme son substitut, et le tertiaire gardera les aumônes pécuniaires qu'il faut pour les besoins journaliers. Rome le 1er mai 1840. »

4. La S. Congrégation se montre inflexible pour les gardiens qui demandent la permission de garder de l'argent dans leurs propres mains. Au mois de septembre de la même année 1840, le gardien d'un couvent des Observants de Toscane demanda l'autorisation « de garder et de dépenser pour le couvent les modiques aumônes qu'on reçoit des fidèles, sans être obligé de recourir au Syndic *in singulis casibus*. Le Syndic est absent la plus grande partie de l'année. D'autre part, le compte rigoureux que le gardien doit rendre au Syndic toutes les fois que celui-ci le demande, garantit suffisamment le bon emploi de ces sommes. » Le procureur général de l'ordre montra facilement que cette permission était contraire aux constitutions et entièrement inutile. « Praeterquam quod petitio isthaec et legibus et moribus adversetur nostris, est etiam inutilis et ridiculae innixa causae. Est contra mores et leges nostras, quae absenti Syndico Apostolico substitutum semper sufficiunt, et admissa etiam illa incredibili necessitate, non superior localis, sed aliquis alius religiosus impensis illis praeficiendus esset. Est inutilis, tum quia syndicus etiam absens dare potest facultatem faciendi sumptus necessarios, tum quia aut unum aut mille, si opus fuerit, delegare valet substitutos. » La S. Congrégation répondit: *Non expedire.* Le 1er septembre 1840.

5. Même refus pour un couvent de Réformés de la province romaine. Voici la supplique qui fut présentée à la S. Congrégation: « Le gardien des Réformés de Saint Antoine représente que le couvent se trouve assez loin de la ville, et l'on ne peut pas avoir un séculier vraiment fidèle qui veuille assumer la charge de pourvoir chaque jour du nécessaire une si nombreuse communauté; on n'a pas non plus de tertiaire assez capable pour administrer et à qui l'on puisse confier les choses temporelles; c'est pourquoi le recourant demande la permission de recevoir les aumônes pécuniaires, et de faire acheter les choses nécessaires par les convers qui sont les plus aptes à cela. » La S. Congrégation répond, comme dans le cas précédent: *Non expedire.* Le 1er août 1844. »

6. Autre refus pour les Réformés de la province de Naples. Attendu le refroidissement de la charité de la part des Syndics Apostoliques et de leurs substituts, qui volent quelquefois les aumônes pécuniaires des couvents, le provincial demande que les gardiens puissent recevoir conserver et dépenser les rétributions de messes et les autres aumônes, pour les besoins journaliers, avec l'obligation de rendre compte au Syndic Apostolique et aux discrets du couvent. — *Non expedire.* Novembre 1844.

7. La S. Congrégation ne déroge à cette règle que pour des cas vraiment extraordinaires. Ainsi, un indult du 15 mars 1844 permit au gardien du collége apostolique des missions de Zopapan, en Amerique, de désigner un religieux qui remplît l'office de substitut du Syndic apostolique, parce qu'on ne pouvait trouver un Oblat; l'indult fut donné pour dix ans.

« Minorum Observantium de Zopapan — Fr. Josephus Maria » Ximenez Ordinis Minorum de Observantia Guardianus Ap. » Collegii Missionum de Zopapan in America Septentrionali » ad S. V. pedes humillime provolutus exponit. Quod cum in » quotidianis, seu frequenter recurrentibus religiosorum neces- » sitatibus, non semper sit facilis ad Syndicum Apostolicum » recursus, quod etiam eidem esset nimis grave, in usu est » ut quilibet nostri Ordinis conventus unum habet substitu- » tum tertiarium sau Oblatum, qui nomine et auctoritate ipsius » Syndici aliqualem eleemosynam pecuniariam penes se re- » tineat, ut occurrentibus religiosorum necessitatibus provi- » dere possit. Sed cum ab deplorandam nostri temporis morum » depravationem fidelis administer difficile reperiatur, et non » semel contigerit ut tales tertiarii seu Oblati utpote non » votis ligati, aufugerint eleemosynas religiosorum secum au- » ferentes, quae numquam recuperatae fuerunt; propterea S. V. » supplicat, ut praefati collegii guardiano pro tempore con- » cedere dignetur facultatem qua possit cum Syndaci Apos- » tolici annuentia substitutum instituere unum ex religiosis jam » professis, sive laicus sit, sive clericus, qui parvas eleemosynas » pecuniarias recipere et retinere, et in occurrentes religio- » sorum necessitates expendere valeat. Et Deus etc.

« Ex audientia SSmi die 15 martii 1844. SSmus annuit » pro indulto ad decennium proximum, ut guardianus una » cum discretorio eligere valeat religiosum virum sive cle- » ricum sive conversum, qui postquam approbatus fuerit a » Syndico Apostolico, substituti officium exercere possit juxta » preces, ita tamen ut pecuniam deponere debeat in capsa » munita duplici clave, quarum una a superiore retineatur et » alia a dicto religioso substituto, et idem substitutus quolibet » mense de acceptis et expensis rationem reddere teneatur » tum capitulo conventuali, tum syndico apostolico. Ad dictum » vero officium guardianus minime eligi possit, et substitutus » electus removeri possit ad nutum discretorum. Contrariis qui- » buscumque non obstantibus. »

8. Un indult semblable fut donné pour le Chili au mois d'août de la même ann e 1844. Voici la demande du gardien: « Vincent Crespo, mineur de l'Observance de la province de S. Iago au Chili, et gardien du couvent de retraite de ladite ville, représente que le Syndic Apostolique du couvent est ordinairement une personne importante et que ses affaires empêchent de s'occuper de l'approvisionnement quotidien de la communauté. Aussi était-il d'usage de nommer un séculier qui habitait le couvent et s'occupait des choses journalières, au nom du Syndic. Au moment de rétablir le

couvent, il y a des inconvénients à garder des séculiers dans le cloître; d'autre part, il est difficile de trouver une personne affectionnée et méritant confiance. C'est pourquoi le recourant demande pour les gardiens *pro tempore* la permission de désigner, de concert avec le Syndic, un religieux convers profès, qui puisse, comme substitut du Syndic, recevoir et garder les aumônes quotidiennes et pourvoir avec cela aux besoins journaliers de la communauté. » Le procureur-général dans son information exalte les services que rendent sous ce rapport les Oblats et tertiaires: « Certum exploratumque est nostra minorum caenobia personis habilibus ac fidis indigere, quae parva et minuta religiosae familiae negotia diligenter peragant et expediant, graviora Syndicis Apostolicis reservando. Penes nos, praesertim in Italia, pro hac re substituti saeculares adhiberi solent, et ut plurimum in unoquoque conventu adest etiam tertiarius conversus, qui Syndici vices gerat quotidianisque nostris indigentiis provideat, quem morem, dummodo fieri possit, esse absolute retinendum omnes leges clamant. At in conventu oratoris habetur hujus substituti defectus, nec spes affulget defectum hunc ob loci circumstantiarumque naturam posse modo suppleri: unde censerem petitam gratiam esse concedendam etc. » La S. Congrégation accorde l'indult pour cinq ans, avec les clauses qu'on a pu remarquer dans les concessions précédentes. « Ex audientia SSmi die » 2 augusti 1844. SSmus annuit arbitrio P. Ministri Generalis » pro facultate indulgendi Syndico Apostolico ut ad quinquen- » nium, si tamdiu tertiarius vel persona saecularis probatae » fidei haberi nequeat, religiosum laicum deputare possit in » suum substitutum, efformata capsa in qua aliqua summa Syn- » dico Apostolico benevisa deponatur: capsa vero hujusmodi » duplici clave clausa sit, quarum una a superiore retineatur » et alia ab uno ex discretis, et quolibet mense praefatus » religiosus rationem reddat tam discretis quam Syndico Apos- » tolico. »

9. En 1845, un semblable indult fut donné aux Capucins de France pour cinq ans. Nous nous contentons de rapporter la supplique et le rescrit.

« Le procureur général des Capucins représente, d'après les instances du provincial de France et pour la décharge de sa conscience, que dans cette province nouvellement rétablie, les religieux étant comme missionnaires et ne pouvant pas quêter publiquement, ne peuvent pas non plus subvenir aux besoins journaliers sans recevoir et garder l'aumône pécuniaire. C'est pourquoi le recourant demande au nom du provincial la permission d'autoriser les supérieurs locaux à recevoir eux-mêmes ou par un autre religieux ces aumônes pécuniaires, et à les dépenser lorqu'il le faut, ou à les garder au couvent, en prenant toute sorte de précautions; car on n'a pas l'ami spirituel, ou bien il demeure loin. » — « Ex » audientia SSmi die 13 junii 1845. SSmus remisit preces » arbitrio P. Ministri Generali cum facultatibus necessariis et » opportunis ad effectum de quo agitur, ita tamen ut indul- » tum ultra quinquennium non perduret, et debitae cautelae » praescribantur, ne scandalum oriatur. »

XVII.

Avant de passer aux religieuses, nous croyons utile de recueillir quelques décisions inédites ou peu connues sur les pensionnaires qui se retirent dans les couvents et sur les domestiques.

1. Les réguliers peuvent administrer le viatique et l'extrême-onction à leurs domestiques qui vivent dans le cloître et sous leur obéissance, conformément au décret du concile de Trente. Il en est autrement des pensionnaires qui se retirent dans un couvent, pour y passer le reste de leurs jours, ou quelque temps; ces pensionnaires ne sont pas au service des religieux; c'est donc au curé qu'il appartient d'administrer les derniers sacrements, suivant la célèbre Clémentine *Religiosi*, titre *de privilegiis*, laquelle édicte l'excommunication réservée au Pape contre les réguliers qui administrent le viatique et l'extrême-onction aux étrangers sans la permission expresse du curé de la paroisse sur laquelle le couvent est établi. Le tome 1er du *Thesaurus* de la S. Congrégation du Concile parle d'un homme, qui, après la mort de sa femme, s'est retiré chez les Augustins d'Asti, où il a vécu en habit séculier, en payant pension. A sa mort, les religieux lui ont donné les sacrements et ont fait les obsèques sans l'intervention du curé. Or, la S. Congrégation déclare qu'ils ne le pouvaient pas. « An patres S. Augustini licite potuerint, irrequisito parocho, sacramenta ministrare, et corpus tumulare in casu? Sacra etc. *Negative.* » Elle les oblige de restituer au curé la quarte funéraire. (*Thesaur.* tom, 1, p. 8.)

Une décision identique, en date du 11 juillet 1681, se trouve dans les archives de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers. Un médecin étranger ayant été surpris d'une maladie mortelle dans le couvent des Dominicains de Barletta, diocèse de Trani, les religieux administrèrent les sacrements et firent les obsèques, à l'insu du curé. Le tribunal épiscopal procéda à la fulmination des censures; la S. Congrégation obligea les religieux de solder la quarte funéraire en faveur du curé dont les droits avaient été méconnus.

2. Le couvent doit-il nourrir en prison un domestique incarcéré pour homicide? Ce cas se présenta jadis devant la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, pour les Augustins de Sarzane, dont le domestique fut incarcéré sous l'inculpation d'avoir trempé dans l'assassinat d'un curé. L'évêque de Sarzane demanda que les Augustins payassent une pension pour nourrir l'accusé. Les religieux répondirent que cet homme n'était ni profès ni oblat, mais un pur laïque qui était libre de se retirer, comme il pouvait être renvoyé; il n'a plus droit d'être nourri du moment qu'il ne sert plus la communauté; on peut s'adresser à son père qui est dans l'aisance, ou prendre sur les fonds ordinaires avec lesquels on nourrit les pauvres en prison. — La S. Congrégation des Evêques et Réguliers décida que les religieux n'étaient pas obligés de nourrir leur domestique. « Non teneri monasterium ad alimenta, et epis- » copus supersedeat in executione sententiae et transmittat pro- » cessum. Die 9 februarii 1685. »

La plaidoirie des Augustins énonce un grand nombre de principes de droit sur les profès, les Oblats et les domestiques des communautés. C'est ce qui nous porte à la reproduire.

« *Sarzanen. Alimentorum Pro Ven. Mon. SSmae Annunciationis Pontremuli Congregationis de Observantia Lombardiae, contra Rmum episcopum Sarzanensem.*

» Instetit episcopus Sarzanen. declarari monasterium SSmae Annuntiationis Pontremuli Congregationis Augustinianorum de observantiae Lombardiae teneri ad subministranda alimenta Carolo Fantono carcerato ob homicidium patratum in personam parochi, eo fundamento quod tempore commissi delicti portabat habitum laicorum servientium in dicto monasterio et in ipso degebat; et hac parte non informante, episcopus resolutionem favorabilem reportavit, a qua procurator generalis dictae congregationis supplicat recedi et injungi episcopo, ne monasterium molestet.

» Praemittendum est in facto, quod dictus carceratus non erat conversus professus dicti monasterii, quia in dicta congregatione etiam laici praevio novitiatu emittunt professionem, ut est notorium et habetur ex decretis S. Congregationis super statu pro recipiendis novitiis, quae dantur impressa, et requiruntur omnes solemnitates notoriae pro recipiendis novitiis in locis designatis. Nec a conventu acceptatus fuit, ut requirunt constitutiones de more receptionis novitiorum cap. 11, ac supradicta decreta, et dantur etiam aliae attestationes ju

ratae, sed tantummodo de licentia P. Vicarii generali tamquam mere laicus ad servitia obeunda receptus fuit, unde nullatenus dici potest professus.

» Prout etiam non fuit oblatus, quia neque se neque bona sua monasterio obtulit, ad quem effectum requiritur solemnis oblatio, nihil penes se retento, etiam quoad bona futura, ad hoc ut similari possit professis. Passarin. de stat. homin. q. 187, art. 4, observat. 1 n. 220 et sequent. tom. 2. De quibus etiam Fagnan in cap. *Ut privilegia de privileg.* ubi quando vere non concurrit oblatio in forma juris valida, non solum non dicuntur professi, sed nec minus gaudent privilegiis Oblatis concessis.

» Et de consuetudine in omnibus religionibus observata recipiuntur laici absque professione et solemni oblatione ad mera servitia laicalia obeunda, propter quae subministrantur alimenta, prout receptus fuit dictus Carolus, qui non gestabat habitum conversorum cum caputio, sed simplicem vestem sine eo, quae vulgo dicitur cappa, sive pallium, nullumque votum emisit, ideoque dicitur remansisse in suo primo statu laicali ex Navar. Rodriguez, Pellizario, et aliis.

» Insuper reflectendum quod laici in dicta congregatione ex vi decretorum impressorum recipi non possunt ad novitiatum, nisi prius steterint per triennium integrum in habitu conversorum ; et optima quidem ratione, nam debent prius experiri qualitates dictorum laicorum et secundum eorum mores antequam incorporentur religioni per acceptationem capitularem; superiores etiam ultra triennium probant, ut in his terminis Card. De Luca de Regul. dis. 58, ubi de similibus qui pro servientibus recipiuntur, nec sunt novitii, nec religiosi licet habitum gestent et vivant in claustro.

» His praemissis, non videtur posse astringi monasterium ad praestationem alimentorum, quia non fuit incorporatus religioni, et licet doctores teneant monasterium teneri alere monachum, duabus tamen moventur rationibus, nempe quia monasterio servit et quia monasterio acquirit, ut praesertim Surdis, *de alimentis*, tit. 1, q. 75, et quaest. 128, et intrant correlationes inter patrem et filium dum professo, seu oblato solemni defuncto succedit monasterium.

» Neutra concurrit in casu nostro, quia alimenta, quae debebantur dicto Carolo, erant ratione servitii, dum ad instar mere famuli adscriptus fuit dicto monasterio, revocabiliter tamen, nedum ex voluntate superioris, sed suimet ipsius, et sic cessat prima ratio, minusque applicatur secunda, quia cessante solemni oblatione seu professione, monasterium non poterat ex facto dicti laici sibi acquirere, sed Carolus sibi acquirebat, et ipso defuncto, non monasterium, sed parentes, ac haeredes legitimi succedebant.

» Quae facilius in casu nostro procedunt. Ipse habet patrem divitem, et sicut eveniente illius obitu, filius et non monasterium succedebat et e converso in peculio Caroli, seu aliis haereditatibus forsan obveniendis, Pater legitime usumfructum acquirebat. Ad patrem in praesenti videtur spectare onus alendi filium; et nulla suadet ratio, quod cessante servitio erga monasterium, nullum aliud commodum reportet sed omne beneficium spectat ad patrem, et filium respective, quod ecclesia debeat sufferre praejudicium in ipso alendo contra juris regulas, qui sentit commodum.

» Imo in fortioribus, si monasterium monachum inutilem expellit (data legitima potestate) et monachus habet patrem, in concursu monasterii et patris, iste tenetur ad alimenta erga filium, quia in patre viget causa naturalis et in monasterio causa accidentalis, et in concursu praefertur naturalis, quae numquam extinguitur, ut in terminis Castren. cons. 76, lib. 1.

» Accedit etiam, quod apostatae fugitivi non recipiunt alimenta a monasterio, ex quo illi non serviunt. Donat. in prax. rer. Reg. *de apostatis*, tract. 6. q. 16. n. 1 et 13 tom. 1. Rodrig. in *compend. quaest. Regul.* Verbo *alimenta*, quaest. 8, n. 5; et tunc solum tenetur, quando fugitivus revocatur ad carceres monasterii, ut per eumdem Rodrig. n. 6.

» Carolus autem in carceribus tribunalis episcopi dejectus et quidem in habitu saeculari, ut ex justificationibus datis et super illo jurisdictionem semper exercuit episcopus in fabricando processu, adeo ut illum non agnovit in professum regularem, quia alias servare debebat disposita per Concil. Trid. et processus erat instruendus a superiore regulari, ut notum est.

» Et ipse carceratus statim patrato delicto habitum dimisit, et ex se voluit amplius reputari laicus, quod facere poterat dum, ut diximus, non erat religioni incorporatus.

» Ex quibus non videtur molestandum monasterium, sed actio dirigenda est contra patrem divitem, vel in omnem casum adsunt congruae eleemosynae pro alendis pauperibus carceratis, ex justificationibus quae dantur.

» Quare etc. — *Silvius de Cavaleriis.* »

La décision qui dégagea la responsabilité des religieux a été citée plus haut.

3. Les réguliers peuvent administrer les sacrements aux domestiques qui vivent *intra claustra, et actu serviunt*, suivant le concile de Trente; il n'y a aucun doute qu'ils ne puissent aussi donner le viatique et l'extrême-onction, ainsi que nous l'avons dit plus haut. On a sur ce point une ancienne décision de la S. Congrégation du Concile, pour Milan, en ces termes: « An laicis, qui intra claustra regularium habi-
» tant et illis actu serviunt, possint regulares Sacramentum
» Eucharistiae, etiam tempore Paschae, ac extremae unctio-
» nis ministrare, necnon in eorum ecclesiis eisdem laicis
» sepulturam dare? Sacra Congregatio rescripsit: *Posse* (Lib. 4
» Decret. p. 267). » Il en est tout autrement si les domestiques vivent hors du cloître. Le tome 9 du *Thesaurus* traite des Prémontrés de Breslau, qui avaient une partie de leurs domestiques dans l'ancien couvent, hors la ville, et voulaient exercer les droits paroissiaux envers ces domestiques, qui ne vivaient plus *intra septa*, puisque la communauté s'étaient transférée à l'intérieur de la ville. La S. Congrégation du Concile se prononça contre la prétention des religieux. « An abbati monasterii S. Vincentii ordinis Praemons-
» tratensis in civitate Vratislaviae, sive religiosis ab eo
» deputatis competat exercitium omnimodae jurisdictionis pa-
» rochialis quoad personas inservientium eidem monasterio,
» eorumque familias, tam degentium intra, quam extra illius
» septa in casu? Sacra Congregatio rescripsit: *Negative*, et
» P. Abbatem, sive religiosos ab ipso deputatos posse tan-
» tum laicis degentibus intra septa monasterii eique actu in-
» servientibus sacramenta Eucharistiae etiam tempore Pascha-
» tis, ac extremae unctionis, necnon sepulturam dare in pro-
» pria ecclesia juxta decretum editum in Mediolanen. (*The-
» saur.* tom. 9, *Vratislavien.* p. 14.)

4. Quelques instituts ont obtenu du Saint-Siége pour leurs pensionnaires (*hospites*) un indult spécial d'exemption de la juridiction paroissiale. Ainsi, les Oratoriens ont un bref de Grégoire XV, qui accorde cette exemption: « Congregationis
» personis, et hospitibus, quamdiu tamen inibi hospitabuntur
» dumtaxat, quod parochis, eorumve jurisdictioni minime
» subjaceant etc. concedimus. » La communication des priviléges n'attribue pas cet indult aux autres instituts, parce qu'elle ne comprend jamais les choses préjudiciables aux droits d'autrui; les curés ne peuvent pas être dépouillés de leur juridiction par la simple communication des priviléges que le Saint-Siége accorde aux instituts religieux; il faut donc une concession spéciale. Le tome XI du *Thesaurus* traite d'un baron napolitain qui s'est retiré depuis dix ans chez les Oratoriens de Spolète, en payant pension. A sa mort, les Oratoriens font les funérailles, sans interpeller le curé. Ce dernier porte plainte, d'abord à l'Ordinaire, ensuite à la S. Congrégation du Concile, qui décide qu'il n'y a pas lieu

de restituer le corps ni tous les émoluments funéraires. Apparemment la quarte canonique est exceptée; car la S. Congrégation décide simplement que les Oratoriens ne sont pas obligés de rendre *omnia emolumenta funeris*. (*Thesaur.* tom. XI, p. 92).

XVIII.

Il est d'usage depuis longtemps de recevoir des *Oblates* dans les monastères de femmes, tantôt avec des vœux simples, tantôt sans aucun vœu. Ce ne sont pas simplement des pensionnaires perpétuelles, car on leur permet de porter l'habit religieux. Une personne qui n'offre pas toutes les qualités qu'il faut pour la profession solennelle est ainsi reçue comme *Oblate*; par exemple, lorsque la santé inspire des craintes, lorsque la novice n'est pas assez instruite pour l'office divin, lorsqu'on rencontre des consciences scrupuleuses que l'obligation de l'office tourmente, et autres cas de ce genre. Mais une différence essentielle par rapport aux instituts d'hommes, où les supérieurs n'ont pas besoin d'indult apostolique spécial *in singulis casibus* pour recevoir un oblat, c'est que dans les monastères de femmes, cet indult est indispensable, à cause des constitutions pontificales sur la clôture canonique.

XIX.

L'usage est ancien, avons-nous dit, quoiqu'il soit très vrai que les exemples en sont plus fréquents aujourd'hui.

Voici un indult qui remonte au XVII siècle; nous le rapportons, quoiqu'il renferme simplement la permission pour une novice de demeurer au couvent sans faire la profession, à cause de sa santé.

« Donna Josefa Canaguera e Milan, novice dans le royal monastère de Sainte Claire de Xativa, diocèse de Valence, ne pouvant pas faire profession à cause de diverses maladies, prie humblement vos Eminences de lui accorder la permission de demeurer dans ce couvent sans professer, tout le temps que dureront ses indispositions, en payant la pension d'usage etc. — La S. Congrégation des Evêques et Réguliers autorise l'archevêque de Valence pour l'indult : « *Arbitrio Archiepiscopi*. Die 28 januarii 1678. »

Une novice bègue obtient l'autorisation de professer, avec dispense du chœur. La supplique expose les raisons de cette dispense: « Il y a dans le monastère de sainte Anne, de Padoue, Marguerite Codina, citoyenne Vénitienne, âgée de 16 ans et orpheline. Elle désire se faire religieuse, si elle peut obtenir la dispense de l'obligation du chœur pour la lecture et le chant; car elle est bègue depuis son enfance. Elle offre de payer triple dot, 1500 ducats au lieu de 500; de payer double toutes les dépenses de prise d'habit et de profession, et de se faire constituer par ses frères un cens, ou pension annuelle de cent ducats, qui pourrait avec le le temps passer au couvent. Les religieuses reconnaissent que ces conditions sont avantageuses; le couvent n'est pas riche, il faut refaire le dortoir, qui menace ruine. C'est pourquoi elles demandent humblement la permission. — La S. Congrégation des Evêque et Réguliers accorde l'indult: *Pro gratia*. Die 22 januarii 1683. »

On exige quelquefois les trois quarts des voix pour la réception d'une pensionnaire perpétuelle. En 1702, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'archevêque de Sienne: « La veuve Elisabeth Azzurini demande la permission de se retirer pour le reste de sa vie dans le monastère de S. Nicolas, en lui donnant 700 écus en espèces; elle s'engage à porter le linge, les habits et le mobilier pour son usage, pourvu que le monastère s'engage à la nourrir et entretenir de tout, compris le médecin, le chirurgien et le pharmacien en cas de maladie, et à lui fournir quatre écus par an pour les petites dépenses. Après avoir pris connaissance de l'information de V. S. les Emes Cardinaux de la S. Congrégation ont décidé de remettre cette permission au gré de V. S. à condition toutefois que les religieuses consentent capitulairement aux trois quarts des voix; la recourante devra débourser les 700 écus, s'habiller modestement et observer les lois de la clôture etc. Rome, avril 1702. »

La S. Congrégation ne permet pas que les pensionnaires donnent leurs biens au couvent, au détriment de leurs enfants. En 1739, elle écrit à un évêque: « La veuve N. et sa fille âgée de 17 ans veulent se retirer dans le couvent de Sainte Marguerite et lui donner tous leurs biens. *De jure communi*, la donation de tout l'avoir ne peut avoir lieu; d'ailleurs ce serait enlever à la fille la liberté de retourner dans le monde. »

Une femme de soixante ans est dispensée de l'office et autorisée à faire les vœux, par l'indult suivant, accordé à une communauté de Malaga. Elle est exclue des fonctions de supérieure.

« Malacitana. Ex audientia SSmi habita die 13 septem-
» bris 1752, Sanctitas Sua, attenta oratricis aetate annorum
» sexaginta, et asserta oculorum imbecillitate, benigne an-
» nuit et propterea commisit Ordinario Malacitano, ut veris
» existentibus narratis et dummodo in oratrice caeterae dotes
» concurrant, petitam facultatem, ad hoc ut, servatis servan-
» dis, ad habitum et peractis tribus mensibus probationis ad
» professionem admitti valeat, pro suo arbitrio et conscientia
» impertiatur. Ita tamen ut monialium consensus capitulariter
» et per secreta soffragia praestandus accedat, dotem solitam
» et insuper aliquam eleemosynam ab eodem Ordinario arbi-
» trandam monasterio persolvat. Loco horarum canonicarum
» alias preces ab ipso Ordinario praescribendas recitet, choro
» tamen cum caeteris monialibus intersit, ad munus abba-
» tissae absque speciali S. Sedis Apostolicæ indulto ineligi-
» bilis remaneat, et in reliquis omnia, quae pro monachandis
» hujusmodi praescripta sunt, religiose serventur. Romae etc. »

Nous avons retrouvé dans les archives l'indult de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers qui autorisa la mère de Pie VII, Jeanne Ghini-Chiaramonti, à se retirer ches les carmélites de Fano en qualité de pensionnaire. Cet indult est du 2 août 1760, et fut d'abord restreint à un an. Plus tard la pieuse veuve prit l'habit, fit ensuite profession, en 1765, sous le nom de sœur Marie-Therèse, et mourut en 1771.

XX.

Avant de citer des indults concernant des oblates nommément désignées et autorisées sous ce titre, voici quelques autres permissions pour des pensionnaires perpétuelles. En 1764, la S. Congrégation écrit à l'archevêque de Bologne: « Elisabeth Belloni demande la permission de demeurer toute sa vie dans le monastère de Sainte-Helène, en qualité de pensionnaire. Vu l'information de V. S. les Emes Cardinaux de la S. Congrégation ont bien voulu condescendre à cette demande, pourvu que les religieuses y consentent capitulairement et par suffrages secrets. La jeune fille devra se vêtir modestement, observer exactement les lois de la clôture etc. »

Le même indult fut accordé pour un monastère d'Amiens, où désirait entrer une jeune personne en qualité de pensionnaire. Nous nous contentons de citer le rescrit que l'on conserve dans les registres; il ne serait pas facile aujourd'hui de retrouver la supplique.

« Ambianen. — Sacra Congregatio ad quam SSmus D. Noster
» supplicem libellum remisit, benigne commisit episcopo Am-
» bianensi, ut veris existentibus narratis, et dummodo in
» oratrice necessaria requisita concurrant, petitam facultatem
» servatis pactis et conditionibus in precibus expressis pro
» suo arbitrio et conscientia eidem impertiatur: Ita tamen ut

» monialium consensus capitulariter secretisque suffragiis praes-
» tandus accedat, modestis utatur vestibus, et leges clausurae
» aliasque conditiones, quae in licentiis impressis pro edu-
» candis praescriptae sunt, religiose observet. Romae die
» 29 maii 1764. »

XXI.

On autorise quelquefois l'oblate à prononcer des vœux simples, sans prendre l'habit des religieuses choristes ou converses. La S. Congrégation écrit à l'évêque de Pontecorvo: « D'après l'information de V. S. en date du 25 mai dernier, les Emes Cardinaux ont bien voulu permettre à Lorenza Mello de demeurer toute sa vie dans le monastère de Sainte-Marie *delle Ripe* en qualité d'oblate, à condition que les religieuses consentent capitulairement et par votes secrets. Elle fera des vœux simples, et prendra un habit de vœu, qui soit modeste et différent de celui des choristes et des converses; elle devra prendre la dernière place après tout le monde au chœur, au réfectoire etc. Il faudra lui réserver quatre ducats par an sur les biens qu'elle se propose de donner au couvent, et lui laisser l'usage de vingt ducats qu'elle a présentement, ainsi que tout son linge. Rome, 20 juin 1766. »

XXII.

Les personnes habituellement malades ne doivent pas prendre l'habit religieux en vue de la profession, il vaut mieux qu'elles restent au couvent comme pensionnaires ou oblates. La S. Congrégation, en 1781, écrit à un évêque: « Les religieuses de Sainte Marguerite ont demandé la permission de donner l'habit, en l'exemptant des emplois, à la jeune Thérèse N. pensionnaire, dont les parents offrent 150 écus, en dehors de la dot ordinaire, qui est de 350. Les Emes Cardinaux ne croient pas devoir permettre qu'on donne l'habit à cette fille, qui est d'une très faible santé; ses indispositions habituelles, des maux de tête et des faiblesses d'estomac font prévoir qu'elle n'est pas en état de supporter le poids de la vie religieuse. Il ne faut donc pas qu'elle embrasse un état dont elle ne pourrait pas remplir les devoirs. Si elle veut se fixer dans le monastère en qualité de pensionnaire, pour vivre dans la piété et satisfaire sa ferveur, on pourra traiter avec les religieuses pour convenir d'une pension viagère, et demander ensuite la permission etc. Rome, 13 août 1781. »

Dans les monastères qui n'ont jamais eu d'oblates, il vaut mieux se contenter de recevoir en qualité de pensionnaires, avec l'habit séculier. Voici une lettre adressée à l'archevêque de Florence: « Les Emes Cardinaux n'ont pas cru à propos de permettre à Marie-Catherine de demeurer dans le monastère comme oblate, en costume religieux avec le voile blanc, pour ne pas introduire une chose jusqu'ici sans exemple. Mais on pourra lui conseiller de rester dans le monastère comme pensionnaire, en habit séculier, pourvu que les religieuses y consentent capitulairement etc. Rome, 23 août 1781. »

En 1796, la S. Congrégation refusa la permission de laisser professer une sourde-muette, pour laquelle on demandait la dispense de l'office. Voici la lettre qui fut adressée à l'archevêque de Gênes: « Thérèse Franzoni, novice dans le monastère de Sainte-Brigitte, a fait demander la dispense de l'office divin. Les Emes Cardinaux ne pensent pas devoir permettre qu'on reçoive à la profession religieuse une sourde-muette de naissance; il n'y a donc pas lieu de la dispenser de l'office. Mais si elle veut vivre dans la retraite, elle pourra rester dans le monastère comme pensionnaire etc. Rome, 21 avril 1796. »

XXIII.

Les exemples d'indults autorisant la réception des oblates sont plus fréquents de nos jours que par le passé, ainsi que nous l'avons dit. Nous sommes en mesure d'en produire un assez grand nombre d'une date récente.

En 1840, on demande l'indult à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers pour Jeanne Passiglia, pensionnaire perpétuelle du couvent Bénédictin de Parlanna, diocèse de Mazzara en Sicile. Il y a 23 ans qu'elle est dans ce monastère. Son âge de 63 ans, et sa santé ne lui permettent pas de se soumettre au noviciat, à l'observance régulière et aux emplois monastiques; d'ailleurs, ne sachant pas lire, il faudrait la dispenser de l'office. Néanmoins, elle désire vivement participer aux avantages spirituels des professes. Le chapitre des religieuses consent. Depuis 23 ans, la conduite exemplaire de la recourante lui a mérité l'estime et l'affection de la communauté. – La S. Congrégation répond à l'évêque: « La S. C. n'a pas cru à propos de permettre que la recourante fasse la profession solennelle, vu qu'elle ne pourrait pas remplir les obligations de l'état monastique; mais en considération de ses bonnes qualités on lui permet de prendre l'habit religieux en qualité d'oblate et de faire des vœux simples, de l'avis du confesseur. Rome le 1er septembre 1840. »

XXIV.

La tendance aux scrupules et la difficulté d'apprendre à dire l'office, forment deux raisons pour autoriser l'oblation, au lieu de la profession solennelle.

« Marie-Aimée Gaeta, du diocèse de Salerne, âgée de plus de cinquante ans, ne pouvant plus se souffrir dans le monde et au sein de sa famille, résolut d'entrer au convent des religieuses de Notre-Dame de la Merci, de Salerne, avec l'idée d'y professer les vœux solennels; mais en recevant des instructions sur la règle, elle a conçu des doutes, des anxiétés de conscience; en outre, elle prévoit qu'elle ne pourra pas se rendre apte à la récitation de l'office divin; c'est pourquoi elle aimerait mieux passer le reste de sa vie avec l'habit religieux sans faire profession; elle donnera volontiers une somme supérieure à la dot ordinaire. Elle s'adresse à la clémence de V. S. en implorant les pouvoirs nécessaires et opportuns pour l'archevêque du diocèse – « Sacra Congregatio annuit arbitrio
» ordinarii, de consensu monialium, pro petita facultate ma-
» nendi ad vitam in praefato monasterio ad instar oblatae,
» cum potestate utendi habitu monialium, persolutis alimentis,
» vel constituta congrua dote quae alimentorum loco stare possit.
» Contrariis non obstantibus quibuscumque. Romae, novem-
» bris 1840. »

XXV.

Une domestique âgée de 82 ans obtient la permission de professer les vœux ordinaires. Voici la demande: « L'évêque de N. expose humblement à V. S. qu'il y a dans le monastère des Bénédictines de Sainte Marie des Vierges une domestique âgée de 82 ans, nommée Angèle-Marie, laquelle se trouve dans ce monastère depuis 63 ans; elle a toujours porté l'habit religieux par dévotion. Elle désire aujourd'hui faire profession pour avoir les avantages spirituels des vœux; à cause de son âge avancé, elle demande d'être dispensée du noviciat. Le recourant prie V. S. d'accorder les pouvoirs nécessaires et opportuns. – « Ex audientia SSmi die 27 no-
» vembris 1840. SSmus annuit arbitrio ordinarii de consensu
» monialium, pro facultate indulgendi praefatae mulieri, ut
» post peractum per mensem novitiatum ad instar conversae,
» et absque solutione dotis professionem emittere possit. Facta

» ab ea declaratione se hujusmodi indulto uti velle etc. Con-
» trariis non obstantibus quibuscumque. »

XXVI.

Les couvents de Portugal et d'Espagne n'ont pu pendant longtemps admettre des professions. Les vides causés par la mort ont été remplis par des oblates que l'on a reçus, en attendant des temps meilleurs pour les vœux religieux. Voici quelques exemples.

« L'abbesse et les religieuses clarisses de N. représentent que par suite de la défense de donner l'habit, le nombre des religieuses est déjà diminué considérablement; il en est plusieurs qui souffrent beaucoup pour la santé, à cause des privations de tout genre qu'elles endurent. De là provient la quasi impossibilité de remplir les obligations spirituelles et temporelles de la maison. C'est pourquoi elles demandent à Votre Sainteté la permission d'admettre six ou huit jeunes filles qui montrent la vocation religieuse, à titre de pensionnaires, et qui, tout en s'instruisant des obligations religieuses, puissent soulager et aider la communauté – « Sacra Congregatio
» Episcoporum et Regularium annuit arbitrio legitimi ordinarii,
» de consensu monialium, pro petita facultate ad quinquen-
» nium, etiamsi praefatae juvenes aetatem 25 annorum exces-
» serint. Die 1 junii 1840. »

Des indults semblables furent donnés vers la même époque pour plusieurs communautés d'Espagne et de Portugal.

XXVII.

On verra dans l'indult suivant, non seulement la permission de prendre l'habit en qualité d'oblate, mais encore celle de faire entrer au couvent une servante particulière qui pourra être reçue en cette même qualité.

« Marie N. frappée d'épilepsie dans son enfance, en a conservé une grande gêne au bras et à la jambe gauche, et elle boîte légèrement. Sa langue est aussi un peu gênée, quoique pourtant la recourante espère gagner par l'exercice de la lecture ce qu'elle a perdu dans cet organe. Pour le reste, elle a toujours joui d'une bonne santé, car elle n'a presque jamais été malade depuis cet accident. Depuis sept mois elle éprouve sa vocation dans le monastère des Bénédictines de Sainte-Anne ; mais, se trouvant irrégulière par suite de ses défauts physiques, elle a obtenu un indult apostolique en date du 26 novembre 1841 qui lui accorde les dispenses suivantes: Elle devra assister au chœur, sans être tenue à la récitation de l'office tant qu'elle ne se sera pas rendue capable de le dire; pendant ce temps et même toujours si elle ne devient pas capable, elle sera privée de la voix active et passive; elle devra remplacer le bréviaire par des prières que lui prescrira le confesseur ordinaire. Elle devra accroître la dot spirituelle de deux cents écus et donner en outre, cinquante écus pour doter une converse qui l'assistera dans ses besoins spéciaux, et enfin payer tous les frais de prise d'habit et de profession de cette converse; en tout 1050 écus. Maintenant, la recourante réfléchissant qu'elle pourrait difficilement remplir dans sa position les obligations de la règle, demande l'autorisation de prendre l'habit des choristes et de prononcer les vœux simples, au lieu des vœux solennels, entre les mains du confesseur ordinaire, un an après sa prise d'habit. Elle entend faire les trois vœux de pauvreté, de chasteté perpétuelle, d'obéissance, sans contracter l'obligation de remplir des emplois que son état de maladie ne comporte pas. Elle veut bien assumer l'obligation de réciter les prières que prescrira le confesseur en remplacement du bréviaire, mais elle ne veut pas être obligée d'assister au chœur. Pour l'obéissance, elle sera toujours soumise à la supérieure *pro tempore*, pour les emplois que sa capacité et ses forces lui permettront de remplir. La recourante aura toujours besoin du service spécial d'une converse ou d'une oblate, et elle donnera 50 écus à cet effet. Pour tout le reste, elle accepte volontiers l'indult du 26 novembre — L'évêque du lieu ayant transmis des informations favorables, la S. Congrégation accorde l'indult suivant: « Sacra Congre-
» gatio annuit arbitrio Ordinarii, de consensu monialium,
» pro facultate manendi sub obedientia superiorissae in di-
» cto monasterio ad instar Oblatae, et gestandi habitum
» monialium choristarum, quin ullam professionem votorum
» etiam simplicium emittat; quae vota simplicia, nempe pau-
» pertatis, castitatis et obedientiae (non vero clausurae) pri-
» vate tantum, de consilio confessarii facere possit, quando
» et eo modo quo confessario videbitur. Habeat insuper oratrix
» particularem conversam, vel oblatam, et quoad dotem et re-
» liquas expensas persolvat summam scutatorum 1050. Contra-
» riis quibuscumque non obstantibus. Romae, die 1 julii 1842. »

XXVIII.

Le consentement de la communauté est une condition essentielle dont on ne dispense pas. En 1842, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers écrit à l'évêque de Plaisance: « D'après la demande de V. S. cette S. Congrégation l'autorise à permettre à Blanche Labati de demeurer dans le monastère de S. Raymond en qualité d'oblate, mais sous la condition expresse, *servatis de jure servandis*. On veut indiquer spécialement par là la nécessité d'obtenir le consentement des religieuses s'il ne l'a pas été, conformément aux dispositions prescrites par Paul V, pour ces sortes d'éntrées. On a appris que non seulement les religieuses n'ont pas donné leur consentement mais qu'elles s'opposent positivement. Je dois donc faire savoir à V. S. que si cette opposition dure encore, on ne peut pas laisser plus longtemps la jeune fille dans le monastère. V. S. fera assembler au plus tôt le chapitre des religieuses, et si elles persistent dans leur opposition, il faudra faire sortir la jeune fille dans un bref délai. »

L'évêque juge prudemment de ne pas tenter l'épreuve et conseille à la jeune fille de se retirer dans une autre communauté. Voici ce que le prélat écrit à la S. Congrégation:

« On m'a assuré que le simple fait de convoquer de nouveau le chapitre des Bénédictines de S. Raymond pour l'acceptation ou le rejet de Blanche Labati en qualité d'Oblate, réveillerait les anciennes préventions et ferait perdre pour un temps la paix qui règne actuellement dans la communauté. Je savais d'ailleurs que la jeune personne essuyerait encore un refus. Je lui ai donc fait conseiller de se retirer volontairement. En conséquence, hier à quatre heures et demie du matin, elle a passé au couvent de Sainte Claire, où sont retirées plusieurs religieuses de différents couvents supprimés et d'autres pieuses femmes. Je sais qu'elle est très contente, et je m'empresse d'en informer Votre Eminence, comme c'est mon devoir etc. Juillet 1842. »

XXIX.

La S. Congrégation autorise facilement la réception des Oblates dans les monastères où il y en a eu précédemment des exemples.

« Jeanne Marzol représente qu'en vertu d'un indult de la S. Congrégation elle est en qualité d'infirmière dans le monastère des Bénédictines d'Arpino, diocèse de Sora. Pour satisfaire sa dévotion et rendre ses œuvres plus méritoires, elle désire faire profession tout au moins en qualité d'Oblate. Les religieuses consentent volontiers à recevoir la recourante, qui est maintenant âgée de 50 ans. » - La S. Congrégation ayant

dit d'abord de citer des exemples, on répond ce qui suit: « Les archives du couvent sont en désordre; il est par conséquent difficile de recueillir tous les exemples qui ont eu lieu. Dans un ancien livre de décès on trouve que Dona Cecilia et Dona Dorotea, religieuses *oblates*, moururent, la première à 70 ans, la seconde à 73. » L'évêque informe que le chapitre des religieuses, convoqué selon les règles, a reçu à l'unanimité la recourante à la profession de la règle de S. Benoît en qualité d'oblate. La S. Congrégation accorde donc l'indult suivant: « S. Congregatio annuit arbitrio ordinarii, de consensu » monialium, pro petita facultate indulgendi oratrici ut in » dicto monasterio permanere possit, nec non habitum monia- » lium suscipere et regulam profiteri ad instar oblatae dum- » taxat, absque emissione votorum solemnium etc. Romae, » septembris 1842. »

XXX.

Il arrive quelquefois qu'une jeune personne se sentant appelée à la vie religieuse, ne peut pas suivre cette vocation, parce que des devoirs naturels la retiennent auprès de ses parents. Elle n'est libre qu'à un âge avancé, où la prudence ne permet pas d'assumer les obligations de l'état religieux. C'est un des cas où l'on peut obtenir l'indult pour se retirer au couvent en qualité d'oblate.

« Marianne-Adélaïde a eu la vocation religieuse dès sa plus tendre enfance, sans pouvoir suivre cette vocation, parce qu'elle a du remplir le devoir de soigner son père et sa mère jusqu'à leur mort. Son père étant décédé au mois de janvier dernier, elle désire ardemment se retirer dans un couvent. Mais se voyant arrivée à l'âge de cinquante ans, elle croit qu'il est mieux pour elle-même et pour les religieuses qui la recevront de prendre l'habit et de professer comme simple oblate, avec des vœux simples, tout en portant l'habit ordinaire des religieuses professes. Elle prendrait l'engagement de suivre la règle et d'observer toutes les lois de la clôture stricte et rigoureuse, et paierait à la communauté trois cents francs par an pour sa pension, en se réservant d'augmenter d'un tiers si son âge réclame une plus grande assistance, en sorte que le monastère ne s'impose jamais aucune charge pour la recourante. » - *Indult*. Sacra Congregatio annuit, arbitrio ordi- » narii, de consensu monialium pro petita facultate ad effec- » tum de quo in precibus, cum expressis conditionibus relate » ad alimenta persolvenda etc. » Romae, aprilis 1843.

XXXI.

C'est quelquefois la disposition aux scrupules qui empêche la profession solennelle. Au lieu de priver ces personnes scrupuleuses des avantages du cloître, on peut les recevoir en qualité d'oblates. Voici un exemple.

« La supérieure et les religieuses Clarisses de Sainte Lucie, de Foligno, représentent qu'au mois de juillet 1840 elles reçurent dans leur couvent en vertu d'un indult apostolique une honnête fille d'Amélia, Anna Zeppetelli; elle prit l'habit en qualité de tertiaire voilée, mais elle ne veut pas professer, par pure délicatesse de conscience, parce qu'elle craint que la profession solennelle n'augmente ses perplexités. Elle désire pourtant servir Dieu et se soumettre aux emplois et aux règles comme les autres religieuses, tout en demeurant libre pour la tranquillité de sa conscience. C'est pourquoi les recourantes demandent la permission de garder cette jeune fille en qualité de tertiaire. » - En accordant l'indult, la S. Congrégation des Evêques et Réguliers enjoint de placer la dot de l'oblate, afin de pouvoir la lui rendre si elle quitte l'institut. A sa mort, la communauté acquerra la propriété de cette dot. « Sacra » Congregatio annuit arbitrio ordinarii, de consensu monialium, » pro facultate juxta preces, ita tamen est summa scutatorum 90, » quae dotem oratricis constituit, investiatur, ut in casu egressus » tantum (non vero mortis) a monasterio ei restitui possit. » Die 1 maii 1843. »

XXXII.

Il peut arriver qu'à l'expiration de l'année de noviciat, la novice éprouve un accident dont les suites inspirent des craintes pour la santé. Et pourtant l'on ne peut pas la conserver dans le cloître sans faire prononcer les vœux. Un moyen d'obvier à cet inconvénient, c'est l'admission comme oblate.

« Les Dominicaines de Saint-Louis représentent qu'elles donnèrent l'habit à Sr Françoise le 4 décembre 1842; par conséquent l'année de noviciat a été terminée le 4 décembre dernier. Les constitutions du monastère permettent de proroger le noviciat de six mois; mais le 4 juin prochain, la novice devrait faire profession, ou sortir. Or, il n'est pas possible de la faire professer, parce qu'à l'époque où elle était simplement postulante, elle reçut un grand coup à la poitrine, elle est presque toujours malade depuis cette époque; les médecins craignent un cancer à la poitrine. Malgré cela, elle se rend utile au pensionnat, selon ses forces. Les recourantes prient Votre Sainteté de leur permettre de la garder, avec l'habit religieux sans professer, à moins que sa santé ne se rétablisse, ce qui est peu probable. La novice donnera à la communauté la somme déposée pour sa dot. Le monastère fondé depuis peu a besoin de sujets. La pauvre enfant n'a pas de proches parents; elle serait abandonnée si elle devait quitter le couvent. - « Sacra Congregatio Episcoporum et Re- » gularium annuit arbitrio ordinarii de consensu monialium, » pro petita facultate indulgendi oratrici, ut in dicto monas- » terio ad instar oblatae cum habitu monastico retineri, vel, » quatenus opus sit. de novo admitti possit cum enunciata dote » juxta preces. Romae die 1 julii 1844. »

XXXIII.

Le défaut de talent et d'aptitude pour la récitation de l'office est une raison valable pour professer en qualité d'oblate.

« Thérèse N. novice dans le monastère de S. François représente humblement qu'un indult de la S. Congrégation des Evêques et Réguliers en date du 19 décembre 1843 lui accorda pour deux ans la commutation de l'office en d'autres prières. Par manque de talent et aussi par faiblesse d'organe, la recourante ne peut pas espérer se rendre apte à dire l'office. Cela l'empêche de professer et de prendre des engagements qu'elle ne pourrait pas remplir. D'autre part, elle a perdu sa mère; son père est fort âgé, malade physiquement et moralement, et incapable de faire quoi que ce soit pour sa fille. La recourante désire demeurer au couvent tout le temps de sa vie, pour être à l'abri des dangers du monde. Elle demande donc la permission de garder l'habit religieux, qu'elle porte actuellement comme novice. Elle s'engage à donner à la communauté la dot ordinaire des religieuses. - « Sacra Con- » gregatio annuit arbitrio ordinarii, de consensu monialium, » pro petita facultate manendi in dicto monasterio quoad vi- » xerit ad instar oblatae, cum habitu religioso, sed absque » votorum professione, ita tamen ut vel persolvat congrua ali- » menta, vel praestet eam dotem quae congruis alimentis res- » pondeat. Die 1 septembris 1844. »

XXXIV.

Une novice qui n'obtient pas la majorité des voix du chapitre pour la profession, est quelquefois autorisée à demeurer

dans le monastère, au lieu de sortir sans aucun retard, comme prescrit le Concile de Trente.

En 1844, le nonce apostolique de Vienne adressa la lettre suivante à la S. Congrégation des Evêques et Réguliers:

« Dans le monastère des Clarisses de Brixen dans le Tyrol se trouve depuis huit ans une novice qui n'a pu professer jusqu'ici, parce qu'elle n'a pas eu le nombre de voix qu'il faut pour l'acceptation. Néanmoins, les religieuses répugnent à la renvoyer pour les raisons exprimées dans la lettre de l'évêque, dont j'envoie copie. Ce digne prélat désire obtenir l'autorisation de garder cette novice dans le couvent, tout au moins pour trois ans. Comme je suis sans pouvoirs pour une semblable permission, je dois m'adresser à votre Eminence et la prier de prendre la demande en considération. »

Les motifs qui empêchent de recevoir la novice à la profession, ce sont ses maladies presque continuelles et de grandes agitations de conscience, où quelques personnes croient discerner l'action diabolique.

Les raisons qui font reculer devant l'expulsion sont que la pauvre enfant est sans moyens d'existence, et malade; elle demande instamment qu'on la garde par charité. Si on la renvoyait après huit ans de séjour dans le cloître, toute la population blâmerait la communauté. Telles sont les réflexions contenues dans la lettre de l'évêque de Brixen.

Voici la réponse que fit la S. Congrégation des Evêques et Réguliers au nonce de Vienne.

« La S. Congrégation des Evêques et Réguliers a pris en considération la lettre de Mgr l'évêque de Brixen, dans le Tyrol, lettre dont V. S. a transmis copie, et dans laquelle ce prélat demande la dispense qu'il faut pour garder légitimement dans le monastère des Clarisses de cette ville la novice Louise S. qui y demeure depuis longtemps et n'a pu jusqu'ici prononcer ses vœux parce qu'elle n'a jamais eu le nombre de voix qu'il faut pour l'acceptation. Les raisons alléguées par Mgr l'évêque ayant été reconnues bonnes, les Emes Cardinaux ont cru devoir accueilllir favorablement la demande. En conséquence, V. S. même en vertu des pouvoirs spéciaux donnés à la S. Congrégation par le Saint-Père, pourra autoriser Mgr l'évêque de Brixen à permettre que ladite novice Louise S. demeure dans le monastère des Clarisses de Brixen encore trois ans, dans l'espérance qu'elle pourra dans cet intervalle être admise à la profession. Bien entendu que les religieuses devront consentir capitulairement par suffrages secrets, et que l'état économique du couvent n'aura pas à souffrir de préjudice. Rome, 2 novembre 1844. »

XXXV.

Les services qu'une jeune personne est en état de rendre à la pharmacie sont quelquefois un motif suffisant pour lui donner l'habit des oblates et pour la recevoir gratuitement.

« La supérieure et les religieuses de S. Bernard de Narni prient Votre Sainteté de leur accorder la permission de recevoir dans leur cloître l'orpheline Marie N. dont la conduite est excellente, afin de lui donner l'habit religieux en qualité d'oblate, sans prononcer les vœux, pour le service de la pharmacie interne; pour la même raison on la dispense de la dot et de la pension. – « Sacra Congregatio annuit » arbitrio ordinarii, de consensu monialium, pro facultate ad- » mittendi enunciatam juvenem uti oblatam absque solutione » alimentorum et dotis ad effectum de quo agitur, dummodo » nullum detrimentum status oeconomicus monasterii patiatur » etc. Romae die 22 januarii 1845. »

XXXVI.

Une habile tailleuse trouve à se placer dans un couvent en qualité d'Oblate sans payer la dot.

« Les clarisses de la république de S. Marin demandent la permission de donner l'habit sans exiger de dot et en qualité d'oblate à une jeune personne qui exerce la profession de tailleuse. Les religieuses assemblées capitulairement ont approuvé à la majorité des votes secrets l'admission de cette jeune fille, qui se nomme Anna S. Elle désire prendre l'habit religieux et faire des vœux après l'an de noviciat, mais en qualité d'oblate, pour n'être pas confondue avec les converses, dont elle n'aura pas à supporter les charges, puisqu'elle devra exercer sa profession de tailleuse. La communauté réalisera de grandes économies en ayant une tailleuse; d'ailleurs, le couvent est dans un état florissant et il peut aider les personnes appelées à la vie religieuse. – « Sacra Congregatio « annuit arbitrio Ordinarii, de consensu monialium, pro petita » facultate admittendi praefatam juvenem ad habitum et pro- » fessionem uti oblatam juxta preces, cum condonatione dotis, » dummodo nullum etc. Romae, 2 augusti 1844. »

XXXVII.

Pourrait-on recevoir un sourde-muette en qualité d'oblate? Nous avons dit plus haut qu'en 1796 la S. Congrégation des Evêques et Réguliers, ne voulant pas autoriser la profession solennelle, permit toutefois de garder une sourde-muette dans le cloître à titre de pensionnaire perpétuelle. Voici un indult en date du 22 août 1845, lequel autorise une sourde-muette à professer non dans un monastère de vœux solennels, il est vrai, mais dans un institut *(conservatorium)* de vœux simples.

« Le directeur et les administrateurs du vénérable conservatoire des Oblates Philippines et des pauvres orphelines de Foligno, représentent humblement que la fille Félicie B. de Foligno, âgée de 24 ans, a eu le malheur d'être sourde-muette de naissance, et elle a perdu ses parents en bas âge. Dans l'état d'abandon et de péril où elle s'est trouvée par son âge, son sexe et ses imperfections naturelles, elle a eu le bonheur d'entrer dans le conservatoire des orphelines; elle y est depuis cinq ans, et les charitables soins des religieuses et des autres orphelines lui ont fait goûter et aimer cette douce retraite. Le directeur spirituel de la maison, avec une patience infinie, est parvenu à instruire parfaitement la jeune fille sur notre sainte religion; aussi montre-t-elle un ardent désir de prendre l'habit de l'institut, et elle témoigne ce désir à ses compagnes par tous les signes propres à tenir lieu de la parole. Le directeur et les administrateurs, considérant que la société et le monde n'offriraient à cette infortunée que des épines et des dangers; réfléchissant aussi que l'habit religieux des Oblates Philippines ne lui imposerait que des vœux simples, et d'autre part, lui assurerait un avenir tranquille et paisible, – recourent à Votre Sainteté en la suppliant de permettre, à cause des circonstances relatées plus haut, que la pauvre fille prenne l'habit des Oblates Philippines dans la maison où elle est présentement. Après sa mort, la communauté hériterait de ce qu'elle possède (c'est à dire, d'un capital d'environ mille écus) ainsi que prescrivent les constitutions et comme on l'a toujours pratiqué pour toutes celles qui prennent l'habit. »

Un cas aussi extraordinaire exigeait de sérieuses réflexions; aussi un habile consulteur fut-il invité à émettre son avis. Voici un extrait du mémoire de ce consulteur:

« Je ne vois pas de difficulté pour la profession, attendu qu'il s'agit simplement de propos; mais le consentement de la jeune fille devra être bien constaté par les méthodes usitées à l'égard des sourds-muets. – La cession des biens offre de plus grandes difficultés; le droit romain ne permet pas aux sourds-muets de tester. Les constitutions des Oblates portent que la communauté hérite de tous les biens des o-

phelines qui meurent dans la maison; mais ces constitutions n'ont été approuvées que par l'évêque, et peut-être ne serait-il pas sûr de les appliquer aux sourds-muets. Je remarque, d'autre part, que les orphelines qui veulent professer dans l'institut, doivent apporter tout au moins deux cents écus de dot; or la dot, qui est correspective à l'acceptation, est déterminée par le juge, et elle reste à l'établissement. Supposé donc que la pauvre fille soit admise, on pourrait autoriser l'évêque à prescrire un dot supérieure à celle des autres, avec l'obligation de restituer cette dot à la jeune fille si elle quitte la maison. »

L'indult de la S. Congrégation fut rédigé d'après l'avis du consulteur:

« Sacra Congregatio annuit arbitrio episcopi pro facultate » admittendi dictam juvenem ad professionem in dicto con- » servatorio, dummodo prius per experimentum ab aliquo » idoneo magistro surdorum et mutorum rite perficiendum » et juramento confirmandum de ejusdem juvenis voluntate » et consensu constiterit; et deputato ad hunc actum curatore, » taxandi dotem favore conservatorii assignandam, quae sum- » mam scutatorum 600 non excedat, et ea lege, ut si e con- » servatorio quavis de causa egrediatur, ipsa super eadem » dote assignata ad primaria jura regrediatur. Contrariis qui- » buscumque etiam speciali et individua mentione dignis non » obstantibus. Die 22 augusti 1845. »

XXXVIII.

Dans quelques communautés les oblates font des vœux solennels et elles récitent l'office de la S. Vierge au lieu de dire le grand office. Elles sont privées de la voix active, et même, pour les principaux emplois, de la voix passive. Voici un indult de 1845.

« Jeanne Gatti, d'Ancône, représente humblement à Votre Sainteté qu'elle demeure depuis environ deux ans dans le monastère des Bénédictines de Castelfidardo, diocèse de Lorette, en qualité de postulante. Elle désire professer comme oblate, sans dot, et en donnant simplement le trousseau, à cause de son habileté pour la broderie. Le monastère de Castelfidardo n'a pas d'oblates, mais l'ordre de S. Benoît en a eu; et il s'en trouve en ce moment dans le monastère de Sainte Victoire, diocèse de Fermo, lequel a transmis des règles précises sur ces Oblates. Elles font les vœux solennels, et ne diffèrent pas des choristes et des converses pour l'extérieur; seulement elles ne jouissent pas de la voix active et passive pour les principaux emplois. Elles travaillent, et aident les choristes dans les plus lourds emplois. Elles doivent réciter chaque jour l'office de la Sainte-Vierge. – « Sacra » Congregatio annuit arbitrio ordinairii, de consensu monia- » lium pro facultate admittendi praefatam juvenem servatis » de jure servandis ad professionem votorum solemnium in » dicto monasterio cum condonatione dotis, et cum obliga- » tione recitandi officium parvum beatae Mariae Virginis; et » careat usu vocis activae, ac quoad praecipua monasterii « officia etiam vocis passivae. Die 10 septembris 1845. »

XXXIX.

Au lieu d'accorder la dispense perpétuelle de l'office, la S. Congrégation conseille de professer en qualité d'oblate. Voici ce qu'elle écrit à un archevêque, le 17 février 1852:

« Cette S. Congrégation des Evêques et Réguliers a pris connaissance de l'information de V. S. sur la supplique d'Adélaïde P. qui demande l'autorisation de prendre l'habit religieux dans le monastère des Augustines, malgré le défaut de prononciation et la vue basse dont elle est atteinte, et qui demande aussi de réciter d'autres prières en remplacement de l'office de la Sainte-Vierge. Ces défauts étant d'une telle nature, que la jeune fille ne pourra jamais réciter l'office, la S. Congrégation n'a pas cru devoir accorder la dispense qu'on demande; mais elle serait d'avis que V. S. conseillât à la jeune fille de demeurer dans le monastère en qualité d'oblate. Si elle y consent, V. S. aura la bonté de consulter les religieuses en chapitre et aux suffrages secrets; après quoi, la jeune fille pourra adresser une nouvelle demande à cette S. Congrégation pour l'indult dont elle aura besoin etc. Rome 17 février 1852. »

XL.

Lorsque la mauvaise santé d'une novice fait craindre qu'elle ne puisse pas supporter les observances religieuses, on demande l'autorisation de la recevoir comme oblate. La même année 1852, la S. Congrégation écrit à un évêque:

« On a considéré attentivement tout qu'écrit V. S. au sujet de la jeune Justine R. novice dans le couvent des Bénédictines. Vu l'état de mauvaise santé où se trouve cette novice, la S. Congrégation ne croit pas qu'on doive l'admettre à la profession solennelle; car, supposé qu'elle se relève de sa maladie actuelle, il est clair qu'elle ne pourra jamais remplir les obligations monastiques. Ainsi, V. S. est autorisée à permettre uniquement que la jeune fille demeure dans le monastère en qualité d'oblate, pourvu que les religieuses y consentent par un vote capitulaire et qu'elles se contentent de la pension que le frère de la jeune fille s'est engagé à payer. Rome, 21 août 1852. »

XLI.

Quelquefois, sans dispenser de l'office, on dispense des emplois du chœur tout en autorisant la profession ordinaire. Cette dispense est nécessaire aux personnes atteintes de quelque infirmité qui empêche de remplir les emplois en question. Voici ce que la S. Congrégation écrit à un évêque:

« Lucie N. demande la permission de prendre l'habit religieux des choristes dans le monastère de Sainte Marie-Madeleine, dans être obligée aux fonctions particulières du chœur. Comme il ne s'agit pas de dispenser la recourante de la récitation de l'office divin, V. S. pourra prendre les dispositions qu'elle croira. Je dois pourtant avertir V. S. que les religieuses ne peuvent pas recevoir la somme de deux cents écus en dehors de la dot ordinaire à raison de cette dispense; si les parents de la jeune fille veulent spontanément donner cette somme, on ne pourra l'accepter qu'à titre d'aumône etc. Rome, 30 novembre 1852. »

XLII.

La même année 1852, l'évêque de Modène adresse la lettre suivante à la S. Congregation:

« Je présente à votre Eminence la supplique ci-jointe de Béatrix N. qui désire ardemment se consacrer à Dieu en professant dans le couvent des Augustines. Le chapitre l'a acceptée, et elle offre une dot assez considérable. Pendant son postulat et son noviciat, elle a donné des marques non équivoques d'une véritable vocation; elle a du talent, un excellent caractère sous tout rapport, une conduite exemplaire, une vraie piété; elle lit parfaitement le latin et l'italien; mais elle est d'une complexion extrêmement faible; les médecins ne pensent pas qu'elle ait la force d'assister au chœur et de réciter l'office, et de supporter les choses fatigantes qui peuvent nuire à la santé; mais elle pourra observer la règle sur tout le reste et rendre service à la communauté. Elle proteste qu'elle est prête à mourir plutôt que quitter le saint asile qui l'a accueillie. »

La S. Congrégation refusa d'abord la dispense qu'on demandait, et permit seulement que la jeune fille demeurât trois ans au couvent en qualité de pensionnaire. L'évêque ne tarda pas à faire de nouvelles instances.

« Je n'ai pas le courage d'annoncer à la jeune fille la décision de la S. Congrégation; car je suis assuré que la pauvre enfant pourrait en mourir. J'ai cru devoir, par charité et commisération, différer la communication de la réponse de Votre Eminence et demander de nouveau la permission de professer les vœux solennels en qualité d'Oblate Choriste, avec dispense du chœur et de l'office. La novice s'est acquis l'estime et l'affection de toutes les religieuses; elle a de si belles qualités d'esprit et de coeur, qu'elle rendra d'incontestables services à la communauté. »

D'après ces nouvelles instances, la S. Congrégation accorda l'indult qu'on demandait.

« Sacra Congregatio annuit arbitrio ordinarii, accedente » consensu monialium, attentis peculiaribus circumstantiis, pro » petita facultate emittendi professionem tamquam oblata cho- » ralis, cum dispensatione ab assistentia in choro et cum com- » mutatione horarum canonicarum in alias pias preces. Die 1 » septembris 1852. »

XLIII.

La surdité est une irrégularité qui empêche la profession. En 1852, une religieuse du diocèse de Tolède obtint, avec la dispense de cette irrégularité, la permission de réciter l'office en particulier.

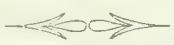
« Soror Paschalis a S. Clara Toletanaæ dioecesis Sanctitati Ve- » strae devote narrat, quod parentibus orbata et Deo se dicare » cupiens, monasterium monialium Franciscalium loci de Tuen- » salida praedictae dioecesis ingressa est, ibique tyrocinium » suum explevit, plaudentibus monialibus. Regulam autem » profiteri nequit eo quod sit irregularis ob surditatem qua » laborat, quaeque eam impedit quominus cum aliis monialibus » recitet officium divinum; quare humiliter adprecatur S. V. » ut irregularitatem istam opportuna apostolica dispensatione e » medio tollat, et illi permittat recitare privatim officium » divinum etc.

« Ex audientia 21 septembris 1852. Sanctitas Sua annuit » arbitrio ordinarii pro petita facoltate recitandi privatim divi- » num officium, accedente monialium consensu etc. ».

XLIV.

Nous pourrions rapporter des indults plus récents; mais ils n'apprendraient rien de nouveau.

On voit que les Oblates peuvent être, dans les couvents de femmes, reçues en diverses manières: 1. Avec des vœux solennels. 2. Avec des vœux simples. 3. Sans aucun vœux et avec la simple permission de porter l'habit religieux. En toute hypothèse, il faut un indult apostolique pour chaque cas, ce qui n'est pas nécessaire dans les couvents de réguliers.



DES ORNEMENTS VIOLETS POUR LES MESSES DE MORTS. (1)

VOTUM DU MAÎTRE DES CÉRÉMONIES.

1. Quum praeterito mense septembri proxime habenda essent ordinaria comitia Eminentissimorum, ac Reverendissimorum Patrum, qui sacris tuendis ritibus praepositi sunt, per epistolam rogavi R. P. D. secretarium, ut, ob rationes, quas in eadem epistola ipsi significaveram, subjiceret examini S. Congregationis dubium: « An tolerari possit usus celebrandi » cum sacris vestibus violacei coloris in altari, ubi sanctis- » simum Sacramentum asservatur, diebus, quibus juxta ru- » bricas permittitur, missas pro defunctis? » S. Congregatio habita die 16 praefati mensis septembris rescripsit: « Dilata, » et reproponatur cum voto praefecti caeremoniarum aposto- » licarum typis cuso una cum alio dubio: An sacerdos possit » aperire ciborium ad communicandos fideles cum paramentis » nigris » ?

2. Ut muneri tam benigne mihi commisso satisfaciam, super dubium a me propositum meam opinionem aperiam. In primis autem ingenue fateor me eo tempore, quo dubium de vestibus violaceis subjeci examinandum, ignorasse jam ab ista S. Congregatione suam sententiam prolatam fuisse in una Mutinensi die 23 septembris anni 1837. Exhibito enim dubio: « An saltem toleranda consuetudo celebrandi praedictas missas » (defunctorum) in paramentis violaceis ad hoc, ut possit » praeberi sacra communio cum particulis praeconsecratis » ? rescriptum fuit: *Serventur rubricae.* Hoc responsum confirmatum videtur ab eadem S. Congregatione die 11 septembris anni 1847. Interrogata enim a cancellario ecclesiae Veronensis: « Si missa de requiem (num. 11) celebretur in pa- » ramentis violaceis, potest ne ministrari SSma Eucharistia » per modum sacramenti cum particulis praeconsecratis ? » » S. Congregatio respondit: *Serventur decreta* ».

3. Perpensis itaque allatis responsionibus, si recte intelligantur, causa finita videtur. Nihilominus cum abusus adhibendi paramenta violacea in missis defunctorum pro administranda fidelibus S. Eucharistia non modo non cessarit, verum etiam magis magisque ab anno 1837 quotidie in ipsa hac Urbe sit propagatus, sentiendum censeo vel eas responsiones paucis innotuisse, vel earum genuinum sensum pene neminem esse assecutum. Ego, ni fallor, sum arbitratus decretum anni 1837, quod hac de re primum prodiit *Serventur rubricae* idem esse ac *Negative*; ita ut sensus sit: non esse tolerandam consuetudinem celebrandi missas defunctorum in paramentis violaceis etiam pro administranda fidelibus sacra communione cum particulis praeconsecratis. Et re quidem vera: rubricae servandae absque dubio eae sunt, quae habentur titulo XVIII *De coloribus paramentorum.* Ibi enim n. 5 praecipiuntur, et singillatim indicantur tempora, dies, et functiones, in quibus adhibendus est color violaceus. De usu coloris nigri sermo habetur sequenti n. 6 his verbis: « Nigro colore utitur (ro- » mana Ecclesia) feria sexta in Parasceve, et in omnibus of- » ficiis, et missis defunctorum ». Ergo ut rubricae serventur numquam licet uti colore violaceo loco nigri pro missis defunctorum celebrandis.

4. Huic conclusioni fortassis quis opponet: ab antiquis temporibus in more positum erat violaceum et nigrum colorem pro uno computari. Nam Guillelmus Durandus in suo Rationali divinorum officiorum (1) docebat: « Violaceo colore uti diebus, quibus est usus nigri, non est inconveniens. » Sed qui hac ratione in rebus liturgicis argumentari arbitraretur, suam imperitiam facile proderet. Quis enim risum contineret, si aliquis ecclesiastica abutens eruditione contenderet modo fas esse missas celebrare vel defunctorum, vel martyrum paramentis albi coloris, eo quod ex antiquis documentis constet saeculo IV non alias sacras vestes, quam coloris albi adhibitas fuisse? (2) Quis enim ignorat progressu temporis albo colori alios colores paulatim accessisse, ita ut tempore In-

(1) Cette question a été examinée par la S. Congrégation des Rites dans la séance du 3 mars 1866; les Cardinaux n'ont pas cru devoir se prononcer sur l'usage, qui commence à se propager, de prendre les ornements violets pour célébrer la messe de mort à l'autel où se trouve le Saint-Sacrement, afin de pouvoir donner la communion en ouvrant le tabernacle et avec des hosties préconsacrées. Ainsi, l'usage, s'il n'est pas expressément approuvé, n'est pas blâmé formellement. Quoique le consulteur n'ait pas rallié à son avis la S. Congrégation, nous croyons utile de donner sa dissertation.

(1) Lib. 3. cap. 18.

(2) Videatur clarissimus Georgius « De liturg. Rom. Pontif. lib. 2. cap. IX et X » ubi auctor de missae coloribus late disserit.

nocentii III in romana Ecclesia jam quatuor colores distinquerentur ?

5. Hac de re audiatur Benedictus XIV: (1) « Apud Graecos usque ad XIII saeculum non plures quam duo colores » fuerunt, albus et rubeus etc. In occidentali vero Ecclesia XII » saeculo Innocentius III libro 1 mysteriorum missae, capite 65, » quatuor scripsit fuisse tunc temporis colores, quibus romana » uteretur Ecclesia, album pro confessoribus et virginibus, » rubeum in apostolorum et martyrum solemnitatibus, nigrum » diebus jejunii, in commemoratione mortuorum, toto adventus » tempore, et a septuagesima ad sabbatum sanctum; viridem » denique diebus ferialibus. Violaceum non commemorat In- » nocentius, perinde enim ac niger color habeatur ». En quomodo paulatim a saeculo IV quo unus erat color liturgicus nempe albus, ad saeculum XII jam quatuor colores in Ecclesia habebantur, ita tamen, ut in quibusdam functionibus violaceus etiam adhiberetur.

6. Ceterum cum auctoritas Durandi Episcopi Mimatensis, (2) qui scripsit saeculo XIII magni sit facienda, non parum interest agnoscere quo sensu ille auctor asseruerit colorem violaceum loco nigri adhibere non esse inconveniens. Etenim in loco superius allato non agit Durandus de celebranda missa defunctorum in paramentis violaceis, ita ut quis pro lubitu iis uti posset, sed loquitur de « diebus, quibus est usus nigri coloris » juxta laudati Innocentii III decretum, veluti tempore adventus et quadragesimae, asseritque non esse inconveniens violaceo uti colore. Sed qua de causa? quia quamvis saeculo praecedenti Pontifex Innocentius illis diebus praescripsisset usum nigri coloris, tamen tempore, quo auctor scribebat, Ecclesia romana jam violaceo colore utebatur. Audiatur ipse Durandus, qui postquam de quatuor coloribus disseruerit, iisdem fere verbis ac Innocentius, ita subjungit: « Violaceo » colore (qui est quintus) uti in diebus, quibus est usus » nigri coloris non est inconveniens. Etenim Ecclesia romana » utitur colore violaceo a prima dominica adventus usque ad » missam vigiliae Nativitatis Domini inclusive, a septuagesima » usque ad officium missae vigiliae Paschae exclusive. . . . in » quatuor temporibus septembris, et in vigiliis Sanctorum, in » quibus est vigilia, quando missa est de vigilia; et in diebus » rogationum etc. ». Ex hoc praeclarissimo testimonio non solum assequimur genuinum Durandi sensum, verum etiam discimus, quod magis refert, in Ecclesiam romanam jam a saeculo XIII inter utrumque colorem violaceum, et nigrum eam inductam fuisse distinctionem in plerisque functionibus, quae modo viget, licet tunc temporis nulla lege de aliis ecclesiis id fuisset sancitum.

7. Quapropter si a tempore Innocentii III usque ad saeculum XVI generatim vetitum non erat uti indiscriminatim juxta sensum Durandi in re divina nigro vel violaceo colore, id certe amplius non licuit post S. Pium V, qui hujusmodi promiscuitatem, jamdiu, ut vidimus in Ecclesia romana sublatam, omnino pro universa occidentali Ecclesia abolevit. Is enim Pontifex decretis sacrosancti concilii Tridentini fideliter obsequens, missale romanum suo jussu recognitum et castigatum litteris apostolicis *Quo primum* incipientibus anno 1570 evulgari mandavit: Atque iisdem litteris, omnibus « in virtute s obedientiae » praecepit ut, « missam justa ritum, modum, » et normam, quae per missale hoc a nobis nunc traditur, » decantent, et legant. » Porro jam superius perspeximus (§. 3) missalis Piani rubricas distinxisse usum coloris violacei et nigri, assignato pro unoquoque colore tempore, diebus et functionibus, ex quo sequitur praefatos colores non esse amplius pro arbitrio adhibendos, ac propterea quod aliquando non erat inconveniens, nunc nulla ratione potest licere. Idcirco cum S. Congregatio anno 1837 ad propositum dubium respondisset « Serventur rubricae » (§. 2) declaravit, voluitque, ut missae de requiem omnino in paramentis nigris celebrarentur, ac per consequens implicite consuetudinem reprobavit adhibendi vestes violaceas etiam pro administranda sacra communione cum particulis praeconsecratis.

8. Rubricis missalis romani, de quibus hactenus, consona sunt, quae habentur in caeremoniali Episcoporum (1): « Si » velit Episcopus, ita legitur, celebrare die anniversaria » omnium defunctorum, vel alias quandocumque pro defunctis, » haec praeparentur..... omnia paramenta tam altaris, quam » celebrantis et ministrorum, librorum et faldistorii sint nigra, » et in his nullae imagines mortuorum, vel cruces albae po- » nantur ». Huic adstipulatur etiam pontificale romanum (2) ubi legitur: « Interim praelatus, qui celebravit (absoluta missa) » apud faldistorium deponit planetam..... et accipit pluviale » nigrum ».

7. Et quoniam nullum est discrimen quoad colorem inter missam solemnem et privatam, et a lege rubricae missalis romani nemo excipitur quacumque dignitate praefulgens (3), quisque intelligit nulla ratione probari posse aliquos episcopos in missis privatis defunctorum adhibere pro nigris sacras vestes violaceas. Neque ipsis suffragari potest dispositio caeremonialis (4) vel pontificalis romani (5); etenim in utroque loco non agitur de missa ab episcopo celebranda. Et sane in primo loco res est de episcopo adsistente missae defunctorum per alium celebratae, et tunc ipse uti potest « cappa, vel pluviali nigro seu violaceo ». In altero vero pro facienda absolutione defunctorum actu sacrae visitationis: « Pontifex deposita cappa induitur amictu, stola, pluviali violacei vel » nigri coloris ».

10. In re tam clara aliquid addere supervacaneum esset, sed potius est inquirendum quanam ratione, et qua de causa in quibusdam ecclesiis etiam Urbis usus invaluerit adhibendi paramenta violacea in missis defunctorum pro administranda fidelibus ante, vel post missam S. Eucharistia? Ut origo hujus abusus intelligatur res altius est repetenda. Anno 1683 primitus post vulgatum missale jussu S. Pii V, S. Congregationi quaestio est proposita de communione administranda fidelibus in missis de requiem cum paramentis nigris, vel post missam, et responsum fuit die 24 junii: *non esse contra ritum* (6). Deinde anno 1701 interrogata eadem S. Congregatio « An » in missa de requiem sacram liceat distribuere Eucharistiam? » die 22 januarii, mutata sententia, dixit: *omnino negative* » atque hoc responsum die 10 junii 1710 confirmavit. Verum hoc decretum anno sequenti 1711 die 21 martii reproposito dubio, *ne extra detur* jussit eadem S. Congregatio. Quomodo res se habuerit consulendus est Benedictus XIV. (7)

11. Hac ratione quaestio ita finita videbatur, ut revivisceret responsum anni 1683, illudque in suo robore permaneret. Sed ex diversis oppositisque decretis alia, non minus gravis quaestio, parabatur. Anno 1726 in lucem prodiit quoddam opusculum Abbatis Benvenuti canonici regularis Lateranensis, qui affirmabat posse communicari fideles in missis defunctorum, dummodo tamen iis exhibeatur Eucharistia, quae consecrata sit in missa, quam sacerdos celebrat, non quae ab alio sa-

(1) De sacrif. miss. lib. 1. cap. 8. num. 16.

(2) Durandus Senior ecclesiasticae liturgiae peritissimus non solum sub Clemente IV functus est munere sacellani et auditoris generalis palatii apostolici, sed ejus opera in rebus gravissimis usus est Gregorius X Nicolaus III et Bonifacius VIII.

(1) Lib. 2. Cap. XI.

(2) Part. 3. de off. quod post miss. solem. pro defunc. agitur.

(3) Cit. Bulla S. Pii V.

(4) Lib. 2. Cap. XII.

(5) Part. 3. Ordo ad visit. paroch.

(6) Hoc decretum semper prae oculis habendum esse censerem; ex eo enim constat nullam in sacris illis comitiis invaluisse rationem, ob quam non liceret, nedum intra missam, verum etiam post eam praebere sacram communionem in paramentis nigris.

7 De sacrif. miss. lib. 3. cap. 18. num. 10 et seq.

cerdote consecrata sit in alia missa, et in tabernaculo, ceu in pyxide, recondita. Contra hanc sententiam scripsit egregius Merati (1), cujus etiam meminit idem Benedictus XIV (2), referens novam esse Benvenuti distinctionem, et « nullo fundamento suffultam. » Attamen eam distinctionem S. Congregatio suam fecit, respondendo die 2 septembris 1741 his verbis: « In missis itidem defunctorum, seu ut utar verbis decreti (3), » in paramentis nigris, non ministratur Eucharistia extrahendo » pyxidem a custodia, potest tamen ministrari per modum » sacrificii, prout est quando fidelibus praebetur communio » cum particulis infra eamdem missam consecratis. »

12. Hujusmodi responsum, quod alteri ex presbyteris directoribus seminarii Aquensis datum est, paulatim evulgatum nonnulli ex rubricistis, duce Tetamo, tamquam apocryphum (nec ratio deerat tum intrinseca, tum extrinseca) rejecerunt; alii ut genuinum admittentes, ejus vim eludere studuerunt. Inter hos primus fuit P. Joannes Michael Cavalieri. Is ceteroquin doctus quid excogitaverit videte « Rite decisum exti» tit eamdem (communionis administrationem ex particulis » praeconsecratis) haberi non posse intra defunctorum missam, » non quidem universim, sed quae celebratur in paramentis » nigris, ut hinc ediscas, quod si forte celebretur *in violaceis* » non est quod vetet eamdem administrationem fieri, nedum » intra, sed etiam immediate ante, vel post mortualem mis» sam » (4). Quaerendum esset ab auctore rubricarum valde perito quinam sit casus, quo liceat contra rubricam, missam de requiem in paramentis violaceis celebrare?

13 Verum sententia P. Cavalieri in praxi paucos asseclas habuisset, nisi accessisset auctoritas viri doctrina et sanctitate insignis, scilicet S. Alphonsi de Ligorio, cujus opus de theologia morali pene omnes Ecclesiastici quotidiana versant manu. Ipse enim cum retulisset decretum in Aquensi diei 2 septembris 1741 (§. 11), altero supposititio decreto deceptus, ita docet: « Hic autem notandum quod antea, diei 21 » junii 1670 in Pritana, aliud fuit decretum emanatum, ni» mirum: » Missae defunctorum non possunt celebrari nisi » cum colore nigro, vel saltem violaceo. His positis, nempe » quod tantum in paramentis nigris prohibetur Eucharistia » ministrari, et alias permittitur celebrare missas de requiem » in violaceis, infertur licite posse in missis defunctorum, » quae celebrantur in violaceis, ministrari Eucharistiam cum » particulis praeconsecratis, et insuper ministrari posse tam » ante, quam post missam ». Quis inficias eat hanc argumentationem rectissimam esse, si decretum in Pritana esset genuinum? At illud in authentica collectione omnino desideratur, ac idcirco cum inter apocrypha sit amandandum, omne corruit fundamentum.

14 Tandem suspicari licet aliquid roboris sententiae P. Cavalieri accessisse ex responso S. Congregationis ad dubia a praeside ecclesiae S. Ignatii de Urbe exhibita anno 1801, nempe: « 1. An in ecclesiis, in quibus expositum maneat » sanctissimae Eucharistiae sacramentum fidelium adorationi » in turno perpetuae adorationis, quae dicitur quadraginta ho» rarum, occurrente die commemorationis omnium fidelium » defunctorum liceat recitare officium defunctorum, et etiam » missas privatas itidem defunctorum? 2. Et quatenus affirma» tive, an adhiberi debeant paramenta coloris violacei, po» tiusquam coloris nigri? » S. Congregatio die 16 septembris ejusdem anni 1801 ita rescripsit: « Ad primum affirmative, » ad secundum arbitrio superioris localis » Equidem opinor non esse juxta morem S. Congregationis relinquere arbitrio privatae personae seligere quid ipsi magis placuerit.

15. Sed quidquid sit, super hoc decretum audiendus est clarissimus Gardellini (1): « Rescriptum illud » Affirmative ad » primum dubium permissivum est non coactivum, et relative ad » quaesitum: « an liceat » facultatem tribuit, non legem impo» nit: quamobrem illud affirmative idem sonat ac posse, licere, » permitti, quae et similes dictiones non id praescribunt quod » faciendum est, sed declarant non esse damnandum, si fiat. » Hinc redarguet me nemo, salvo semper S. Congregationis » responso, aeque licitum existimem, quod ea die omittatur in » ecclesia praedicta solemnis commemoratio omnium fidelium » defunctorum, tamquam celebritate functionis impedita, et » transferatur, ceu fit, dum dies 2 novembris cadit in domi» nicam, quia tunc praefatae commemorationi assignatur dies 3 » ejusdem mensis. Male enim componuntur simul in eadem » ecclesia lugubria, et sacramentum festivo apparatu trium» phaliter expositum, frequenti populo ad illud adorandum. » Tanti viri opinioni facile subscriberem tum ob allatam ab eo rationem, tum etiam ut adimeretur occasio celebrandi missas de requiem in paramentis violaceis. Quamvis enim eo in casu ratio specialis habeatur, quae ad alios casus extendi nequit, tamen nonnulli in sacra liturgia minus edocti, et non sunt pauci, eo exemplo facile abutuntur.

16. Igitur ex iis, quae breviter dicta sunt, satis superque patet originem celebrandi missas defunctorum in paramentis violaceis esse repetendam ut causam remotam a decretis diversis, et etiam oppositis S. Congregationis annorum 1683, 1701, 1710, 1711, et 1741, utpote quae occasionem dederunt S. Liturgiae studiosis magno ardore disserendi de Eucharistia vel generatim, vel per modum sacrificii, vel per modum sacramenti fidelibus ministranda in praefatis missis de requiem, ut causam vero proximam a sententia P. Cavalieri, et deinceps S. Alphonsi de Ligorio, ex quodam apocrypho decreto decepti, nec non, praesertim in Urbe,, a responsione ejusdem S. Congregationis anni 1801.

17. Sed dicet fortasse aliquis utcumque in origine res se habuerit, certum exploratumque est in multis, Italiae praesertim, ecclesiis, ac etiam in Urbe jam pluribus ab hinc annis in missis de requiem, quae celebrantur in altari ubi sanctissimum Sacramentum asservatur, Episcopis vel approbantibus, vel conniventibus colorem violaceum adhiberi. Hujusmodi difficultas magni quidem esset ponderis si non ageretur de rubricis missalis romani a S. Pio statutis, contra quas nulla unquam valet praescriptio. Et sane ista S. Congregatio in celeberrimo illo decreto ab Urbano VIII approbato, et ejus jussu in fronte missalis romani, deinceps apponendo, ultimo loco ita statuit: « Demum renovando decreta alias facta, » mandat S. Congregatio in omnibus et per omnia servari » rubricas missalis romani, non obstante quocumque praetextu, » et *contraria consuetudine*, quam *abusum* esset declarat ». Quare praefata consuetudo quacumque de causa inducta, et per multos, si placet, annos observata, quoniam *rubricis missalis romani est contraria, abusus* nota non caret, ac propterea est omnino abolenda.

18. Quae cum ita sint ad propositum dubium: « An to» lerari possit usus celebrandi cum sacris vestibus violacei » coloris in altari, ubi sanctissimum Sacramentum asservatur,

(1) In adnotationibus ad Gavantum. Part. 2; tit. 10, num. 80.

(2) Loc. cit.

(3) Dubitari nequit quin decretum illud supposititium sit, quod, teste Merati (loco citato), legebatur ad calcem Kalendarii pro ecclesia abbatiali S. Mariae Pacis de Urbe canonicorum regularium lateranensium pro anno 1736 sic expressum: « Sacerdos in missa de requiem non potest populo mi« nistrare Eucharistiam cum particulis existentibus in pyxide, potest tamen » ministrare particulis a se consecratis in eadem missa. S. R. C. die 2 » augusti 1705 ». Enunciatum decretum neque in tabulario S. Congregationis, neque in collectione Gardelliniana reperitur, atque omnino est apocryphum. En quo ducit spiritus partium!

(4) In opere, cui titulus: « Commentaria in authentica S. R. C. decreta » ad romanum praesertim breviarium, missale, et rituale quomodolibet at» tinentium ». Tom. 4, cap. 4, decret. 6, num. 4.

(1) Appendix altera continens instructionem Clementis XI jussu editam §. XVII. num. 10.

» diebus quibus justa rubricas permittitur, missas pro defunc-
» tis »? respondendum censerem, si abusus radicitus sit evellendus, « Negative et conficiatur decretum ». Non dixi: « Dentur decreta anni 1837 et 1847 » eo quod hujusmodi decreta, seu melius dicam, responsa, teste experientia pene triginta annorum, non sufficiunt, quominus abusus tollatur, qui magis in dies agit radices: vel quia generatim ignorantur, vel quia quaedam formulae ita sunt concinnatae, ceu illa: « Serventur rubricae » ut pauci earum sensum assequantur, vel quia pro ea ecclesia edita intelliguntur, a qua dubium est propositum. Ignorantur inquam, quia a die, quo responsum prolatum est a S. Congregatione multi ut plurimum effluunt anni donec in lucem prodeat. Exemplo sit responsum datum magistro caeremoniarum Mutinensi (§. 2) super paramentis violaceis in missis defunctorum. Hoc responsum prolatum est die 23 septembris anno 1837, et editio voluminis, ubi illud continetur, caepit adornari nonnisi anno 1849. Quis enim hodie absque alio formali decreto auderet urgere observantiam illius decreti, cum contraria consuetudo, nemine reclamante, non modo vigeat, sed magis augescat? Adde quod aliquando in indice numeri decretorum incuria typographi decretis ipsis minime respondeant, sicut accidit de praefato decreto anni 1837.

Ceterum haec omnia sapientiori consilio Eminentissimorum Patrum libenter emendanda subjicio.

Die 21 decembris 1865.

CAUSES MATRIMONIALES.

CONTRAINTE MORALE.

Le mariage contracté sous l'influence d'une contrainte morale qui ôte le libre consentement n'est jamais revalidé par la cohabitation, quelque longue qu'on la suppose, ni par la procréation des enfants; il faut que le consentement soit exprimé de nouveau, librement et volontairement, en présence du curé et des témoins, conformément au concile de Trente.

La jurisprudence fixée par la S. Congrégation du Concile exige le renouvellement du consentement devant le curé et les témoins, alors que la contrainte a cessé pleinement.

Une décision concernant le diocèse de Séville, en date du 20 juin 1609, est conservée dans les registres authentiques de la S. Congrégation, en ces termes:

« Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini In-
» terpretum sæpius respondit, hodie post Tridentinum Con-
» cilium matrimonium metu contractum etiam purgato metu
» per cohabitationem cum carnali copula aliosque actus non
» convalidari, nisi iterum contrahatur adhibita rursus ejusdem
» Concilii forma (Lib. XI decret. p. 58.)

Il existe d'autres décisions dans le même sens. En voici une qui a été rendue le 10 juin 1865.

Esther-Léonie née à Paris en 1831, perdit son père étant fort jeune. Lorsqu'à l'âge de dix-sept ans elle sortit de pension, elle souffrait de la tête tant moralement que physiquement. En 1848, sa mère lui fit épouser Jules, qui appartenait à une famille fort riche; le mariage eut lieu dans un village du diocèse du Mans.

Il paraît certain que Léonie montra dès le commencement une vive répugnance pour cette union. Dès qu'elle apprit que Jules l'avait demandée en mariage, elle résolut de prendre la fuite; d'accord avec sa nièce, qui avait 14 ans, elle s'évada pendant la nuit, en attachant des draps de lit à une fenêtre; les deux jeunes filles avaient l'intention d'aller à Paris pour y trouver des maris qui pussent leur plaire. On les ramena au Mans à pied et harassées de fatigue. Le bruit se répandit aussitôt que Léonie s'était enfuie pour ne pas épouser Jules. Sa mère lui fit de terribles menaces si elle ne réparait par le mariage le scandale qu'elle avait donné et l'injure faite à la famille de Jules. Léonie adressa donc une lettre d'excuses à la mère de celui-ci. A la mairie elle demanda au notaire si elle pouvait encore dire non; surpris par cette question et ne considérant que les convenances sociales, le notaire répondit qu'il n'était plus temps. Du reste, Léonie signa d'une main ferme l'acte de mariage.

L'année suivante, elle eut une fille, qui vit; elle passa deux autres années avec son mari. En 1851, elle demanda au tribunal civil et elle obtint la séparation de lit, pour cause de mauvais traitements et d'insultes fort graves. Léonie était, depuis son enfance, atteinte d'une grande faiblesse d'esprit et d'une incroyable légèreté, au lieu que Jules, adonné à l'ivrognerie, était irascible et violent. De là de continuelles dissensions, qui motivèrent la séparation de lit.

Quoique séparée de son mari, Léonie ne fit aucune démarche pendant bien des années, parce qu'elle ignorait que le mariage contracté par violence et contrainte était entâché de nullité. Dès qu'elle apprit qu'elle pouvait recouvrer sa liberté en faisant casser son mariage par les voies canoniques, elle partit pour Rome, au commencement de 1861, et elle présenta au Saint-Père une supplique dans laquelle elle demanda que son évêque fît une enquête canonique et que la S. Congrégation du Concile jugeât l'affaire, même en première instance.

La S. Congrégation écrivit à l'évêque *pro informatione et voto*, en lui demandant de faire connaître toutes les circonstances qui précédèrent, accompagnèrent et suivirent le mariage.

Conformément à cette injonction, l'évêque entendit extrajudiciairement sept témoins, et transmit leurs dépositions. Voici les conclusions du prélat dans une lettre en date du 8 mai 1861: « De l'ensemble de diverses circonstances qui semblent avoir un grand caractère de vérité, il paraît qu'on peut conclure: 1. Que Léonie a été pendant un temps prolongé et jusqu'au moment du mariage exposée à une série de menaces et de mauvais traitements dans le but de l'obliger à épouser Jules, pour lequel elle avait une répugnance absolue. 2. Que ces menaces et ces mauvais traitements sont du nombre de ceux que les théologiens et les canonistes regardent comme pouvant produire une crainte grave et dirimer le mariage. 3. Que cette crainte grave a existé dans Léonie et qu'elle a été la seule cause qui l'a fait consentir à ce mariage. 4. Que de plus, au moment du contrat, dans l'état de trouble où elle se trouvait, elle a été induite en une erreur capitale par le notaire sur le droit qu'elle avait encore de refuser son consentement. Pour toutes ces raisons, l'évêque n'hésite nullement à considérer le mariage de Léonie comme entâché de nullité par défaut de consentement. »

Après avoir pris connaissance de cette relation, la S. Congrégation prescrivit au même prélat de faire une enquête canonique comme délégué du S. Siége sur la prétendue nullité du mariage, en observant la constitution de Benoît XIV *Dei miseratione*, tout au moins pour les choses substantielles, et d'envoyer les actes en forme authentique.

L'évêque s'empressa de commencer l'enquête. Léonie, sa mère, et vingt-deux témoins furent entendus *formiter* et sous la foi du serment, toujours en présence du défenseur du mariage. Jules, qui habitait Paris, ne comparut pas, et ne daigna pas même répondre à une lettre par laquelle on le pria de se présenter à l'évêché. Sa mère refusa aussi de comparaître, malgré toutes les instances qu'on put lui faire; pourtant le défenseur du mariage la vit dans sa maison et

rendit compte du résultat de cette conversation dans les conclusions annexées à l'enquête. C'est le professeur de morale du séminaire qui remplit ces fonctions de défenseur.

Le mari n'ayant pas été examiné, la S. Congrégation du Concile, par décision du 8 août 1862, prescrivit de lui faire une intimation légale, et d'adresser une commission rogatoire à l'archevêché de Paris pour cet examen. Les démarches de l'archevêché échouèrent près de Jules, qui ne comparut jamais, sous divers prétextes. Pourtant il adressa une lettre où il exprima son sentiment en ces termes: « Le mariage est un lien indissoluble, et je ne comprends même pas comment un clergé aussi éclairé que celui que nous possédons peut écouter une tête folle mariée à la mairie. Ce me semble, ce lien ne peut se dénouer, et du reste la signature de Léonie fait foi de tout. Je suis excessivement contrarié, Monsieur, de ne pouvoir me rendre à votre invitation; mais j'espère vous donner plus tard des détails plus amples, et vous faire voir que cette malheureuse n'est qu'un intrigante. »

Le mari persistant dans sa contumace, la S. Congrégation du Concile chargea le défenseur du mariage d'examiner si on pouvait, en l'état, passer outre. Vu les preuves de fait contenues dans l'enquête; considérant les principes généraux du droit et divers précédents, le défenseur exprima l'opinion que l'on pouvait procéder, sans tenir compte de la contumace de Jules pour ne pas comparaître à l'examen.

Conformément à ces conclusions, le secrétaire de la S. Congrégation, le 9 avril 1864, rendit le décret: *Ponatur in folio, citata parte et defensore matrimonii ex officio.* La citation fut affichée le 18 mai suivant et publiée dans les journaux, comme c'est prescrit en pareil cas.

Une autre année s'est écoulée sans que le mari ait daigné comparaître, et constituer un procureur. L'affaire a donc été appelée à la S. Congrégation, avec les conclusions de l'avocat de Léonie et les observations du défenseur d'office du lien matrimonial.

Voyons maintenant les principales preuves renfermées dans l'enquête canonique.

Léonie prête serment et dépose: « Les raisons qui lui font demander la nullité de son mariage sont: 1. Son état d'aliénation mentale qui ne lui laissait pas l'usage de sa raison et de sa liberté. 2. La violence dont on a usé envers elle. L'état mental est attesté par un médecin de la famille et il provenait soit d'une affection maladive, soit des impressions causées par de grands malheurs de famille. La pression morale pour arracher son consentement a été extrême. Léonie déclara dès le premier jour qu'elle ne consentirait jamais à épouser cet homme. Sa mère lui fit les plus vives instances, et en vint à la menace de l'enfermer dans le petit château de Verdelle, au fond d'une campagne. Ces menaces furent renouvelées après sa fuite. Sa mère lui représentait que sa conduite la faisait mourir de chagrin. Son cousin lui écrivit une longue lettre extrêmement dure, dans laquelle il lui intimait qu'il ne la recevrait plus dans son château. Au moment du mariage elle était si troublée, son état mental était si confus, qu'elle ne se souvient pas de ce qui se passa. On lui a raconté plus tard qu'à la mairie elle demanda au notaire s'il était encore temps de reculer. A l'église, au moment de répondre à la demande du prêtre, elle était encore sur le point de se retirer, mais son cousin, qui était à côté, la prit par le bras et la força d'aller en avant. C'est ce qu'on lui a dit; car, en ce qui la concerne, elle ne se souvient pas de ces circonstances. »

La mère de Léonie, après avoir prêté serment, dit: « Léonie brisait tout lorsqu'elle s'emportait. Elle avait la manie de répéter les mêmes paroles, et elle éprouvait le besoin que l'on secondât ses idées. Je l'ai menacée plusieurs fois de la placer dans une maison de santé, comme les médecins me l'avaient conseillé. Le jour même du mariage elle eut la manie de répéter sans fin une prière qu'elle récitait. Ma fille était pour moi un sujet de grande préoccupation, et je désirais vivement la marier. Son époux avait d'ailleurs des antécédents qui ne permettaient pas à sa famille de se montrer exigeante. J'ai témoigné à ma fille que sa conduite causerait ma mort, et cette considération produisit une grande impression sur son esprit. Je lui ai dit que j'étais libre de disposer de ma fortune, et que si elle refusait d'épouser Jules, elle n'aurait rien de moi, et qu'elle devrait travailler pour subsister. Ma sœur, avec sa froide énergie, a exercé un grand empire sur ma fille; c'est elle qui la menaça de la jeter dans l'isolement, soit à Paris, soit à la campagne. A la mairie et à l'église, le notaire et mon neveu agirent de différentes manières pour déterminer le consentement. A la mairie, je craignais vivement un nouveau scandale, et je tâchais de retenir ma fille en lui faisant des signes. Le mariage eut lieu à la campagne; pendant le trajet, elle regardait d'un œil effaré par les portières de la voiture; cela me porta à recommander de redoubler de surveillance et de suivre tous ses mouvements. A la mairie, elle tenait les yeux fixés du côté de la porte; ce fut à ce moment, je crois, que je dis à mon neveu: Croirais-tu que cette vilaine fille m'a dit jusqu'au dernier moment qu'elle dirait non. — Mon regard indigné lui faisait quelquefois baisser les yeux, mais elle recommençait bientôt avec la même persistance. En entrant à l'église, où nous allâmes à pied, elle s'arrêta, sans avancer d'un pas, et l'on voyait qu'elle était souffrante. Je lui fis dire à l'oreille, mais avec énergie: « Si vous faites encore du scandale, on vous enfermera toute seule à Verdelle; vous me faites mourir de chagrin, obéissez. » Elle se laissa conduire à l'autel sans avoir la conscience de l'acte qu'elle faisait, sans la liberté qu'il faut pour le consentement, dans l'extrême faiblesse de son esprit, et avec la plus profonde opposition. Telle est mon entière conviction. »

Le cousin de Léonie est maire de sa commune à l'époque de l'enquête épiscopale. Voici sa déposition: « Léonie était intelligente, mais légère et exaltée; sa maladie mentale ne me semble pas avoir été continuelle et de nature à lui ôter la liberté. Du reste, je ne la voyais pas souvent en particulier: sa mère la gardait avec un certain mystère. Léonie avait sans aucun doute de la répugnance pour Jules; elle a résisté à son mariage autant que cela était possible; elle a été évidemment l'objet d'une pression, mais la pression n'est pas arrivée jusqu'à la violence. Comme je savais que ma cousine désirait vivement habiter Paris, j'ai pu la menacer de l'envoyer à Verdelle. Le jour du mariage, ma tante m'avertit qu'elle craignait que sa fille dit non au dernier moment. Comme Léonie semblait hésiter devant l'officier civil, j'ai vu toute l'inquiétude de sa mère, qui jeta une exclamation de joie en l'entendant dire, oui. Je me souviens encore que Léonie se retourna vers sa mère avant de dire oui. Jeune à cette époque, je n'attachai pas beaucoup d'importance à ce mouvement; je regardais comme convenable qu'une fille demandât l'assentiment de sa mère, pour donner son consentement. A l'église, je fus encore témoin d'une hésitation de Léonie; je l'avais souvent entendu dire qu'elle n'attachait pas d'importance à l'union civile et que le mariage religieux était tout pour elle. Connaissant mieux que ma cousine l'importance de l'engagement qu'elle avait contracté à la mairie, je l'obligeai d'avancer, mais sans violence de ma part; je ne crois pas qu'elle se fût décidée à épouser Jules sans la pression de sa mère; je ne crois pas non plus qu'elle eût consenti si elle eût été majeure. »

Déposition d'une amie de la famille: « Le cousin de Léonie était intéressé à la faire marier; sa mère désirait vive-

ment acheter le château de Verdelle, qui lui fut en effet vendu peu de temps après par la mère de Léonie. Celle-ci prit la fuite, le lendemain du jour où elle fut demandée en mariage. A l'église, j'ai vu le cousin de Léonie la pousser par le bras. Ayant eu l'occasion de lui parler le jour même du mariage, il lui dis : « Vous voilà enfin liée, mais ce n'est sans déplaisir. » Elle me répondit : « C'est vrai, mais je ne serai jamais heureuse. » Le soir, la mère l'obligea d'entrer dans sa chambre pour se coucher. Les causes qui déterminèrent la jeune fille furent les menaces de sa mère qui voulait à tout prix la marier, la peur du château de Verdelle où on menaçait de l'enfermer, et les instances de son cousin, qui faisait tous ses efforts pour faire conclure le mariage. Jules étant repoussant, le cousin prenait la peine de l'habiller et de lui raser le front, pour pouvoir le présenter à Léonie. Elle avait une grande exaltation, qui pourtant n'était pas habituelle; si ce n'était pas de la folie, c'était certainement un état extraordinaire. »

Le notaire a comparu devant l'évêque et a déposé ce qui suit : « Cette jeune personne étant à la mairie, me demanda : « Est-il encore temps de dire non ? » Surpris de cette question et ne considérant que les convenances sociales, je répondis qu'il n'était plus temps. Je pensai qu'il y avait en elle de l'exaltation. La pression ne vint pas de ma réponse, mais de ce qu'elle avait éprouvé de la part de sa mère ».

Sept témoins attestent la rumeur publique sur la fuite de Léonie, la persuasion publique attribuant cette fuite à l'opposition qu'elle avait pour le mariage qu'on lui proposait.

Le maire qui reçut le mariage civil a comparu à son tour devant le tribunal épiscopal : « Je n'avais pas entendu parler de la répugnance manifestée par la jeune Léonie pour épouser Jules. Léonie me parut contente et répondre sans hésitation. Je n'ai jamais fait de mariage civil sans être bien sûr du consentement très formel des époux. Au repas qui suivit le mariage, tout le monde était très gai ; la mariée me parut contente. »

Le curé dépose dans le même sens : « La jeune fille semblait très heureuse et très contente le matin, et le jeune homme paraissait bien disposé. Je ne remarquai pas la plus légère hésitation au moment du consentement, et *l'oui* fut prononcé d'une manière très intelligible. Au repas de nôces la jeune fille paraisait contente. Le registre du mariage fut signé après la messe, à la maison des époux, tant par eux que par toutes les personnes qui assistèrent au mariage. »

Un des témoins du mariage dépose : « Ayant servi de témoin pour le mariage civil et religieux, je n'ai remarqué aucune hésitation; la jeune fille paraissait très joyeuse; j'ignorais la circonstance de la fuite et ce qu'on disait dans le public de la pression exercée sur Léonie pour l'obliger de se marier. »

Plaidoirie de l'avocat de Léonie à Rome pour la nullité du mariage devant la S. Congrégation du Concile. Après avoir montré que vu l'état actuel de la législation en France et les dispositions des esprits, l'on ne pouvait pas obtenir une enquête plus régulière et un plus grand nombre de témoins, l'avocat soutient que la contumace de Jules et de sa mère n'est pas de nature à empêcher la conclusion du jugement, conformément à la décrétale *Quoniam frequenter*, titre *Ut in lite non contestata*. Abordant la question de fait, l'avocat montre que la jeune fille ne consentit pas librement au mariage : 1. Parce qu'elle ne voulut pas épouser Jules ; on ne peut pas présumer qu'une fille de dix-sept ans aime un homme difforme et d'un caractère féroce. 2. Il est constaté en fait qu'elle éprouvait la plus grande aversion; les dépositions des témoins, la fuite, les menaces et la terreur qu'il fallut employer, la surveillance rigoureuse qu'on exerça après la fuite constatent cette aversion. Ainsi, Léonie lutta de toutes ses forces, et loin d'être libre, son consentement fut extorqué par la violence.

Les circonstances du mariage montrent clairement la contrainte. Ainsi, la mère craint que sa fille ne dise non, même au dernier moment. En prenant ses habits de nôces, Léonie pleure, et déchire ses gants ; elle proteste qu'elle peut ne pas dire, *oui*. Pendant le trajet, la mère recommande de surveiller tous les mouvements de sa fille. Devant le magistrat municipal, Léonie hésite encore, elle demande s'il est encore temps de dire non. Elle tremble en entrant à l'église, elle refuse de marcher, et son cousin doit l'entraîner par le bras ; sa mère fait renouveler secrètement ses menaces. Deux témoins déposent le contraire; mais ils ne doivent pas prévaloir sur les témoins en bien plus grand nombre qui attestent les circonstances susdites ; d'ailleurs, ce sont des gens qui étaient au service de la famille du mari.

Les canonistes et les théologiens posent cinq conditions afin que la crainte puisse rendre le mariage nul. 1. Il faut que la crainte soit grave. 2. Qu'elle soit de nature à influencer un caractère d'ailleurs ferme. 2. Il faut que la personne qui inspire la crainte ait le pouvoir d'exécuter ses menaces. 4. Il faut qu'elle ait coutume de le faire. 5. Enfin, il faut que le patient n'ait pas le moyen de s'y soustraire. Or toutes ces conditions se réunissent dans notre cas.

Du reste, Léonie a été soumise à une véritable violence, qui a été de nature à enlever la liberté et à extorquer le consentement. Or, la contrainte morale suffit pour invalider le mariage, d'autant plus qu'il s'agit d'une fille dont l'esprit est en souffrance. Les médecins attestent que sa liberté morale était profondément affectée par un affaiblissement notable de l'intelligence et de la volonté.

Enfin, le mariage étant nul, il n'a jamais pu être revalidé par la cohabitation et l'acquiescement qui a pu en résulter, parce qu'il aurait fallu renouveler le consentement devant le curé et les témoins, conformément aux prescriptions du concile de Trente.

Animadversions du défenseur d'office du mariage devant la S. Congrégation. L'enquête est incomplète et irrégulière. Le mari n'a pas été entendu. A l'exception de la femme, aucun des témoins n'a signé sa déposition. Le défenseur d'office n'a pas déféré des questions à tous les témoins, ni assisté à tous les examens ; toutes ces formalités sont essentielles pour établir l'identité des témoins, pour attester leur sincérité, pour faire découvrir la vérité.

Le mariage ayant été célébré solennellement et consommé, on doit présumer qu'il a réuni toutes les autres conditions voulues; et cette présomption de droit est si forte, que c'est à celui qui prétend le contraire qu'il incombe de prouver très péremptoirement la nullité de ce mariage.

La coaction est absolument invraisemblable, suivant cette maxime de droit : « Non est verosimile compulsum in Urbe cum potuerit adire aliquem potestate praeditum, qui utique eum vim pati prohibuisset. (*ff. de eo quod metus etc.*)

Les témoins ne prouvent pas péremptoirement la crainte *in causa, in tempore, in substantia*. Quelle est la cause de la peur que Jules inspire à Léonie ? c'est la barbe de Jules, cause éminemment transitoire. Il faudrait prouver que la crainte persista jusqu'au mariage ou peu avant sa célébration; bien au contraire, les lettres de Léonie, son air de bonheur et de joie montrent qu'elle était libre. Enfin, la contrainte n'est pas prouvée *in substantia*. La menace d'enfermer Léonie dans un appartement de Paris, où elle désirait vivement demeurer, ou dans le château de Verdelle que la famille habitait une partie de l'année, cette menace, disons-nous, n'était pas quelque chose de bien grave. Les personnes qui faisaient les menaces étaient-elles en état de les mettre à

exécution? La mère de Léonie n'avait pas sur sa fille assez d'autorité pour que celle-ci se laissât accabler par des menaces. Son cousin ne la vit que très rarement après sa fuite; ce n'est pas un homme capable d'agir contre sa propre dignité. Du reste, Léonie ne pouvait-elle pas implorer la protection du curé ou celle du maire. Diverses conjectures concourent à montrer qu'il n'y a pas eu de contrainte.

Décision. La S. Congregation du Concile décide qu'il conste de la nullité du mariage. « An constet de nullitate matri- » monii in casu? Sacra Congregatio respondit: *Affirmative.* » Die 10 junii 1865. »

Nous croyons devoir extraire de la plaidoirie de l'avocat de Léonie la partie où sont traitées les questions de principe.

« Ad praecipuam juris contentionem venio, in qua de factorum aestimatione eorumque pretio in nullitatis causa agendum est. Plura coactionum genera leges enumerant, quae omnia in casu conspirant, si physicam tantummodo violentiam excipias. Ac primo metus illati evidentia occurrit. Praestat hujusce vitii conditiones exquirere: quod initio eo consilio a me pertractari monitum volo, non ut ex metu dumtaxat nullitas derivanda sit, sed ut etiam hoc ex capite non secus ac ex aliis demonstretur.

» Haud me latet quod praeclarissimus vinculi Defensor in omnibus hisce causis quoad timoris impedimentum solet exposcere, ut in recenti *Calissien. seu Varsavien.* anni 1860, primo scilicet ut metus per se gravis haberi possit: secundo ut sit cadens in constantem virum: tertio ut metum ferens potestatem exequendi habeat: quarto ut exequi soleat: quinto ut metum patiens, alia ratione nequeat illum declinare. Ego vero ostendam haec omnia mirifice nobis opitulari; sed adjiciam ejusmodi esse causam quae ne his quidem conditionibus egeat.

» Omnia mirifice opitulantur. Ecquis enim priorem conditionem in discrimen revocare posset, quod metus per se gravis dici valeat? Atqui timor constantis indignationis in parentibus gravis habetur, teste Sanchez lib. 4. disp. 6, n. 14: – « Infertur si filia matrimonium contrahat non praecedentibus minis, solum eo timore ne patris indignationem incurrat, esse validum, non enim is metus censetur cadens in virum constantem. Sic glossa etc. Hoc tamen moderarer ut intelligatur quando indignatio illa patris vel viri non diu permanebit, sed spes est futurae reconciliationis; si enim teneret probabiliter diuturnam fore indignationem et semper se habiturum patrem aut virum valde infestum et indignatum, objecturumque passim illam inobedientiam, crediderim esse timorem cadentem in virum constantem. Quis enim vir constans aut prudens non reputabit grave malum semper coram oculis habere infensum patrem aut virum, aut alium a quo pendet, et cum quo semper versaturus est? Maxime cum vix invenias qui linguam moderari valeat ne male sentiat pejusque loquatur de eo cui infensus est? Et confirmatur quia vir prudens ita grave hoc existimat, ut potius eligat, relicta patria domoque paterna, exulare, quod grave malum disp. praeced. numer. 8 esse diximus. –

» Nec secus Rota in dec. 870 § 3 coram Emerix: – in facto autem talis metus visus fuit sufficienter probatus ex depositione Joannis Baptistae Pastoris S. Gervasii, qui recensendo totam seriem tractatus ait, se de mandato parentum accessisse ad villam, in qua Petrus Dionysius morabatur, eique comminatum fuisse illorum indignationem, et exhaeredationem, seu privationem bonorum paternorum, nisi pateretur Sacrum Ordinem Subdiaconatus sibi conferri, hancque ipsam comminationem illi repetiisse eodem die peractae ordinationis, quo nimirum paratis omnibus necessariis pro collatione Ordinis ipse adhuc valde anceps haerebat. Hujusmodi enim comminationes indignationis parentum, et amissionis majoris partis bonorum sunt aptae incutere metum cadentem etiam in constantem virum per textum etc. –

» Adde quam adolescentulae praesertim durissimum et quocumque pretio avertendum videri debuit, nempe reclusionis minae, abdito ac deserto loco. Gravis igitur, maximus per se timor fuit: tametsi in causa sufficeret gravem fuisse quoad clientulam. Et stoicam iniquitatem naturae repugnantem sapit quorumdam doctrina, qua metum per se gravem esse voluerunt. Neminem praeterit nihil esse per se metum, sed graviorem aut leviorem fieri juxta animorum effectus. Alter mortem non reformidat: alter minitantium supercilio commovetur. Experientia docet mortem libentius offendere mulieres quam corporis cruciatus. Quid quaeris in consensu, in libertate? Utrum metus arbitrium violaverit. Hoc autem in passiva subjecti aestimatione requiras oportet, non in aliorum opinione.

» Probatissimam jurisprudentiam testor quam meminit Barbosa, vot. decis. lib. 1 vot. 1 n. 26: – Magis vero similis redditur metus, habita consideratione ad personam quae illum patitur, ut tenuit Rota etc. Rationem reddens illis verbis: nam pueri, in quibus nullus est usus, et qui omnia majora quam sint judicant, propter imperitiam aetatis, rebus quibuscumque, etiam levissimis terrentur. Et hoc non solum in metu quem coactivum appellamus locum habere dicitur, sed etiam in reverentiali, ut in specie firmavit etc. Unde negare non possumus metum, ut fertur, incussum, sufficere ad effectum de quo agitur, quia licet non probetur praecisa vis et totalis, ac semper, ubique Ludovici resistentia, nihilominus tamen sufficit quod juste timeret prout timuit ne compelleretur, ut est text. in l. novissime ff. Quod falso tut. actor « Quid enim si metu compulsus, aut metuens ne compelleretur. »

» Zipaeus consult. 4 apud Van-Espen par. 2 sect. 1 tit. 13 n. 11: – Quando tamen revera ex judicio viri prudentis constaret levem licet, causam, vere tamen gravem metum incussisse, tantumque, ut spontaneum consensum defuisse demonstretur, non dubitem matrimonium pro irrito haberi; quia certe nihil interest, quo metu quis compulsus sit, dum constat compulsum esse. –

» Rota in dec. 491 cor. Royas, num. 4: - Quibus stantibus, non videtur discutienda causa ipsius metus, et an fuerit cadens in constantem virum; cum haec discussio sit admittenda quando ex facto non resultat metus probatio. Abbas etc, et merito, quia metus nihil aliud est quam mentis trepidatio praesentis vel futuri mali. Ex quo sufficit quod de his adsit justa suspicio, ut notat Bald. etc. Cum aliis relatis per Gregor. dec. 374 n. 17, 18, sola enim timoris suspicio in animo impressa metum inducit, et liberum consensum tollit. »

» Ecquis igitur anceps in altera conditione haerere poterit quod metus haberetur utpote cadens in constantem virum? Res incidit in doctrinam quam exposui. Agitur de septemdecim annorum puella, quae paullo ante e gynaeceo fuerat abducta: quae ob sexus, aetatisque imbecillitatem nihil magis perhorrescere debuit, quam matris et propinquorum indignationem ac perpetuam in agresti solitudine custodiam. Qua in re animadvertit Schmalzgrueber to. 4, par. 1, tit. 1, n. 431, – Porro, cum requiritur ut metus annullans matrimonium, cadat in virum constantem etc. non ita accipiendum id est, quasi aeque gravis requiratur metus in muliere quam in viro: nam cum hic sit fortior et constantior, mulier vero natura sua sit inconstantior et debilior, ideo minor metus excusat foeminam quam masculum: sive minor metus censetur gravis in foemina, qui non censeretur gravis in viro etc.

» Ecquis alias pariter conditiones in discrimen revocet, sive quod metum inferens, auctoritate polleret, vel patiens minantis effectum formidaret? Aut nemo enim auctoritate praestat in filiam, aut ea certe pollet mater praesertim ubi pater decesserit. De illa vero clientula censuit « senza alcun dubbio, riteneva mia madre come capacissima di porre ad esecuzione ciò che aveva minacciato » (pag. 35 med.) Nec caeteroquin latebat clientulam quanta conspiratio inter matrem et propinquos

inita fuisset, ita ut a nemine sibi posset solatium polliceri.

» Ecquis postremo novissimae conditionis evidentiam inficiari poterit, quod violentiam declinare puellae non liceret? Aversionem protestatur, resistit, recusat. Fugam denique arripit, ut palam omnibus voluntatem ab hisce nuptiis alienissimam demonstret. Quis illi opem tulit? In actu ipso matrimonii consilium a notario postulat, ac decipitur: nutat, et minitantium oculis ac manu permovetur. Quae cum ita sint, vicit hoc in capite puella quidquid ab ejus aetate et a communibus exemplis poterat expectari. Haec autem facta non modo propositae conditioni respondent, sed alias omnes complectuntur. Quorsum enim de metus gravitate et patientis opinione inquiras, cum tantos ad illum avertendum conatus deprehendas?

» Tametsi ejusmodi esse causam dixi, quae si solam metus rationem intuearis, ne his quidem conditionibus egeat. Duplicem timoris qualitatem in jure habemus. Alia est quae ab intrinseca metus causa originem sumit: alia quae praeter communem hujusmodi aestimationem, extrinsecum etiam robur accipit ab inferentis persona. Gravior aut levior esse potest communis metus juxta rerum adjuncta: sed reverentialis timor gravis omnino ac semper habetur, quia patientis opinionem de re quam metuis, auget altera opinio de inferentis auctoritate, auget obsequium erga praepositos, auget amor erga parentes, auget perduellionis haesitatio contra filii debitum. Nihil igitur magis exploratum jurisprudentia docet, quam quod conditiones pro communi metu aestimando traditae, in metu reverentiali non requirantur, sed probabiles minae sufficiant, vel diuturna parentum indignatio.

» Angularem distinctionem conficit Rota in dec. 870, cor. Emerix jun. n. 16 – Neque ad elidendas hujusmodi probationes et conjecturas visae sunt relevare ponderationes adductae in contrariis decisionibus bo. me. Card. Taya et Paolucci. Non enim refert quod non constet eum qui metum incussit fuisse terribilis naturae, sive solitum minas exequi: quia id requiritur in personis extraneis, non autem in patre, cui de jure naturae reverentia debetur; nam in his terminis sufficit metus reverentialis juncto periculo mali gravis probabiliter opinati ex sola parentis indignatione, ut firmat Garz. etc.

» In dec. 205 cor. Buratto num. 19 – Quamvis autem hujusmodi probationes Dominis fuerint visae exuberantes ad probandum etiam metum in constantem virum cadentem, dixerunt tamen in proposito non fuisse necessarium hujusmodi metum, sed leviorem sufficere, attenta qualitate patris illum inferentis, tam ob reverentiam illi debitam, quam ex eo quod minas exequi poterat, prout exequutum fuisse patet ex supradictis.

» In dec. 491 num. 8 cor. Royas – Ultra quod ex abundanti in praesenti metum adfuisse cadentem in constantem virum satis patet ex eo quia patruus Petro comminatus fuit ejus perpetuam indignationem si professionem non emitteret, ut deponunt testes etc. Ex quibus minis licet dici nequeat fuisse inductum metum cadentem in constantem virum, nihilominus hoc procedit quando comminata indignatio et miseria non diu permanenda erat, sed aderat spes futurae reconciliationis etc. Quinimmo ad hunc effectum persuasiones et importunas instantias cum metu reverentiali conjunctas, provenientes ab eo quem reveremur, satis esse probant Sanchez: Barbosa: Covar. cum aliis per Rotam etc. Unde quando supradicta per se non sufficerent ad probandum metum, simul tamen juncta efficere plenam probationem, in terminis firmavit Rota etc. Praedictis enim concurrentibus, nec minae desiderantur: Garz. etc, et multo minus sunt necessariae cum requisitis cumulatis a Sanchez de matrim. lib. 4 disp. 1 num. 10. Quae tunc debent concurrere, quando solae minae dederunt causam timori. Gregor. dec. 374 n. 14. Ruin. cons. 121 num. 6. lib. 4. Barbosa lib. 2 vot. 16. num. 44 et 58. Ac paullo ante num. 6 – Nec dicatur quod ad invalidandam professionem requiritur metus cadens in constantem virum, de quo per gloss. etc. Nam ultra deducta in §. praeced. ad hunc effectum sat est metus reverentialis, quem Petrus erga patruum habebat, etiam absque minis, propter libertatem ad hunc actum requisitam, ad gloss. etc. cum aliis per Rotam cor. Merlin. dec. 560 num. 2 et 3 ac in Ulixibonen. nullitatis professionis, 10 decembr. 1647 § et quidquid sit, ac in Burgen. nullitatis professionis, 16 april. 1649 §. Quae omnia, coram Arguelles.

» Quin et importunas preces cum metu reverentiali conjunctas satis esse docet Sanchez lib. 4, disp. 7, num 5 et 7: – Secunda sententia limitatius loquitur, asserens preces importunas una cum metu reverentiali, ut si sint personae cui debetur reverentia, incutere metum cadentem in constantem virum: prob. ex cap. Petitio etc. (n. 7). Sit conclusio, inter has sententias secundam reputo probabiliorem. Cum enim ex una parte importunitas, cujuscumque sit, valde urgeat, ne dicam vexet et opprimat (ut probant omnes textus adducti pro prima sententia num. 4) et ex altera parte reverentia personae petenti debita, pusillanimem ac timidum nec audentem contradicere rogatum reddat, merito ac jure optimo utraque metuendi causa conjuncta, prudentem ac constantem coget, ipsiusque consensum extorquebit. –

» Quid igitur si non altera tantum ex hisce causis, sed omnes cum metu reverentiali conspirent? Casum acu tangit Schmalzgrueber, tom. 4 par. 1 tit 1 § 393: – Atque hinc sequitur invalidum esse matrimonium, primo quod initum est metu carceris, privationis officii, gravis damni in rebus, vel alterius vexationis injustae, ad nuptialem consensum extorquendum incusso: cap. cum locum etc. Secundo contractum a virgine cum juvene quem illa aversabatur, ex mera reverentia in parentes, cum indignationis, exprobrationum, durae tractationis, et similium incommodorum verisimili existimatione conjuncta. – Recedat propterea inutilis academia de quinque illis in communi metu conditionibus, non quod etiam communis metus fundamenta desint, sed quia singulares ac jejunas disputationes repudiat causae natura. Metus ac minae a matre inferebantur: adfuere preces, terrores, in quibus nec auctoritatem nec officium nec amorem matri debitum oblivisci puella poterat: et si disperantium consilium in fuga captavit, quod maximum excogitari in filia fas erat, contra vim illatam opposuit.

» At vereor ne timoris controversiam plus aequo produxerim: nollem enim videri, posita in hoc tantum capite defensionis arce, unius partis intuitu, reliquas attenuare. Non desunt nullitatis causae, in quibus ex metu dumtaxat vitium desumitur; sunt tamen aliae, ac praesertim quod agimus judicium, in quibus amplianda disputatio est ad libertatis violationem in consensu: quae non solum ex metu sed aliis plerumque conspirantibus contra liberam voluntatem rationibus derivat. Hoc vitium practici nuncupant impedimentum vis ac metus. Age vero, quaenam est hujusce vis indoles, qui fines, quae ratio, qui effectus in matrimonio? Audi ab Alexandri III decreto in cap. 14 de sponsalibus, quod a prudentibus, veluti totius juris de nuptiali consensu fundamentum habetur: – Cum locum non habeat consensus ubi metus vel coactio intercedit, necesse est ut ubi assensus cujusque requiritur, coactionis materia repellatur. Matrimonium autem solo consensu contrahitur, et ubi de ipso quaeritur, plena debet securitate gaudere cujus est animus indagandus, ne per timorem dicat sibi placere quod odit, et sequatur exitus qui de invitis solet nuptiis provenire. Quocirca mandamus quatenus puellam, de cujus matrimonio quaestio ventilatur, in domo, in qua nihil eam timere oporteat, facias honeste teneri. –

» Hic primo habes matrimonium solo consensu contrahi, qui unus efficit sacramenti materiam: ac proinde iis contrahi

conditionibus quae in naturali ac morali consensu requiruntur, scilicet voluntate pariter ác libertate. Absint in sensu juris academiae de voluntario simpliciter et voluntario secundum quid. Utraque pariter conditio in matrimoniali consensu concurrat oportet. Ut voluntarius dici possit actus, ex D. Thomae definitione (1. 2. quaest. 6 a. 1) debet esse « procedens a principio intrinseco, seu a voluntate, cum cognitione finis. » Quidquid igitur extrinsecum incumbit in actum, voluntatem delet: ac delet pariter quidquid intellectum decipit, fallit, in cognitione perturbat. Ut libera consensio videatur « plena debet securitate gaudere cujus est animus indagandus. » Ac propterea impedimentum ex capite consensus occurrit non modo ex metu, sed et ex qualibet deceptione vel dolo, ex quolibet facto unde plena securitas in deliberante removeatur.

» Omnia consensus vitia eodem violentiae nomine usurpantur, quae vel physica est vel moralis. At multa in morali violentia sunt, quae ad metum non pertinent. Violentae in jure habentur preces quae animum deflectere valeant (Cosci de sep. thori lib. 1. cap. 55. n. 21): violentae machinationes ac doli, ut nuper Sacer Ordo censuit in causa Parisien. matrimonii inter Odettam Laffitte et Æmilium d'Erlanger (Leuren. for. eccl. lib. 5. tit. 17. qu. 311. n. 7. Antonell. de reg. eccl. lib. 6. cap. 31. n. 1.) Violentae deceptiones (Panimoll. dec. 62. n. 23). Violentae suasiones contra veritatem admotae (Tondut. quaest. ben. qu. 117. n. 19. Stryk. disp. 7, cap. 6, n. 59.) Quamquam igitur non affatim de metu constaret, satis ad nullitatem esset consensum quomodocumque extortum fuisse, voluntatis ac libertatis violatione.

» At quis inficiari poterit clientulam ab hisce nuptiis alienissimum animum habuisse? Quod non modo in qualibet honesta muliere propter hominis adspectum, indolem, mores contingere debuisset, sed in casu praesertim contigisse demonstratur. Mitto enim protestationes, mitto omnia coactionum genera. At cum puella fugam arripiat a materna domo, et noctu, pedestris abeat ut nuptias declinet, quid gravius, quid apertius excogitari potest ad contrariae voluntatis probationem? Propinqui omnes, icto foedere cum matre, conspirant, futuras calamitates, matris interitum, aliorum indignationem pingunt. In actu ipso matrimonii hisce insidiis, matris supercilio, consobrini impulsu puella permovetur. Decipitur a tabellione, qui percunctanti num recedere posset, non licere respondet. Quid amplius ad moralis violentiae probationem postulas?

» Haec omnia in qualibet muliere valerent. Sed aliud praeterea et gravissimum pondus accedit ex mentis vitio, quo clientula primis adolescentiae annis ac dum matrimonium iniret laboravit. Atque hic ultimum evidentiae fastigium controversia obtinet; redit enim semper quod nuper demonstravi, illam mentis trepidationem, quam leges in metu ac violentia considerant, pro cujuslibet mentis vigore aut imbecillitate aestimationem accipere. Longius me quam par esset disputatio abduceret si veram insaniam ac dementiam quae per se ad matrimonium dirimendum sufficeret, in causa pertractarem. Pleniores hac de re factorum investigationes, alia medicorum testimonia idcirco praetermisi quia novo hoc praesidio causa non indiget. Sed certe ex iis quae initio narravi, satis superque evincitur infirma mente, maximaque saltem debilitate effectam clientulam fuisse. Quomodo in jure haec affectio probari valeat admonet Zacchia quaest medico legal. lib. 2, tit. 1, qu. 3, n. 2: – Prudentissime ex mea sententia a jurisconsultis generaliter loquentibus firmatum est, non sanam mentem deprehendi potissimum ex factis et verbis. Castrens. in l. Idem Julianus §. constat ff. de leg. 1. n. 7 Jason. Laufer. Aretin. etc. – Nec secus Rota in *Ariminen. Nullitatis donat.* 6 jun. 1777 cor. Muto: – Certius autem dementiae nil aliud praestare potest, quam dicta et facta. Cum enim ea non ex alicujus membri contorsione, sed ex occulto animi vitio procedat, externae actiones indubiam semper exhibent fatuitatis probationem – .....

» Quod autem non ejusmodi fuerit vitium ut omnem rationis et libertatis usum praepediret, attendite, obsecro, PP. Emi, obviae distinctionis necessitatem. Si de fatua notum sit ac perfecte exploratum omnino liberam in matrimonio illam fuisse, plane sequetur non aliter vitium mentis opponi posse, quam si rationis usum, vera ac germana amentia prorsus ademerit. Quid vero si de libertate non constet? Si contrarium puellae ingenium appareat? si quoad potuit, nuptias declinavit? si probabiles saltem suspiciones (vide num quid veritate levius a me dici possit) domesticae coactionis habeantur? Tunc profecto etiamsi non amentia probetur, sed fatuitatis ac debilitatis vitium, hoc tamen vitium eumdem parit effectum quod amentia; artificia enim ad flectendam voluntatem, cum istius voluntatis imbecillitate conjuncta liberae rationis usum delere censentur.....

» Card. Tusc. conclus. 539 § 25: – Et quando constat saltem quod si quis non esset in totum fatuus vel demens, ita ut alienata esset sana mens, sed tamen negari non posset quin esset affecta mens in aliquo, quia de facili induci posset ad consentiendum omnibus, non valet testamentum – At si haec in testamento vigent, nonne longe meliori jure in matrimonio valeant oportet? Non modo libertas in matrimonio requiritur, sed solutum, effusum arbitrium, ac certa illa animi tranquillitas, quam Alexander III plenam securitatem appellat. Haec certe in aliis conventionibus a lege civili morose investigari non solet; at longe se res habet in sacramento, quod Ecclesia nunquam contrahi putat, nisi legitimae ac solemnes conditiones ad consensum pertinentes impleantur. Ad rem Sanchez lib. 4 disp. 6 num. 2: – Supponendum est, eumdem metum, per quem coeteri contractus veniunt rescindendi, sufficere ut matrimonium ob eum contractum, irritum fiat, ut docet Covar. etc. Immo, non requiri tam justum ac requiritur ad alios contractus irritandos docent Praeposit. etc. Et confirmatur: nam multi satis probabiliter dicunt metum gravem, juste incussum, irritare matrimonium, cum tamen alios contractus non irritet. Et ratio esse potest, nam in matrimonio major libertas desideratur quam in reliquis contractibus. –

» Idipsum tradit Pontius de imped. matr. caus. 31, quaest. 2 et 3. § 13 – ibi – Ratio hujus sententiae ex ipsa natura matrimonii desumitur. Quia ad illud majus et perfectius voluntarium requiritur quam ad alios contractus civiles. Id quod ex perpetua ratione vinculi matrimonii colligit D. Thomas etc. Multa sunt in aliis contractibus ab omnibus recepta circa consensum debitum in illis, quae tamen locum non habent in matrimonio. –

» Quae cum ita sint, omnia consensus ac libertatis vitia, conjurant in causa ad nullitatem. Urgent enim pariter coactiones, metus ac dolus, unde evincitur puellam nonnisi invitam in Julii potestatem, legitima quidem forma, sed absque sacramenti vinculo pervenisse. Hanc autem evidentiam duo potissimum augent factorum adjuncta, quae sola per se ad nullitatem sufficeret: scilicet publicum illud contrariae voluntatis testimonium ex nocturna fuga ad matrimonium declinandum, et mentis infirmitas quae vel in leviori coactione facilius libertatem violari permissiset. Posita vero nullitate, superest ut insanabilem illius indolem, etiam constante matrimonio videamus.

» Si luculenta factorum congeries ac perspicuum legis votum primam defensionis partem exploratissimam conficiunt, majori, si fieri potest, evidentia praestant quae in altera enucleanda sunt. Nec moror imperitorum hominum offensiones, qui haec vitia unius temporis beneficio consenescere ac sanari putant, perinde ac si de injuria remittenda ageretur, vel de jure privato, in quo alterius negligentia aut ignorantia parit

alteri impunitatem. Haud miror haec in vulgus percrebrescere postquam in tantam mentium perturbationem incidimus, ut facta pro lege habeantur; quae et in sancto matrimonii foedere nihil aliud quam naturalis conventio instar mercatoriae societatis dirimenda agnoscatur. Recedant igitur insipientium admirationes. Nihil magis huic amplissimo Senatui perspectum est quam quod temporis lapsu in matrimonio vitium, si medela admoveatur, corrigi potest; sine correctione vere novum robur adipiscitur.

» Neminem praeterit, contubernio, maritali affectu, sobolis agnatione, impedimentum vis ac metus obliterari, certis tamen conditionibus a lege praefinitis. At quoties hujusmodi conditiones deficerent, nulla temporis diuturnitas, nulla prolis accessio in vestra PP. AA. jurisprudentia nullitates delevit. Itaque, in causa *Herbipolen. matrimonii* quae acta est mense junio anni 1859, quamquam sex annos uxor cum conjuge absumpsisset ac duos suscepisset liberos, pro nullitate Sacer Ordo respondit. Nec validitati profuit in *Parisien matrimonii*, diei 25 junii 1864, quod conturbernium inter conjuges quatuor annorum spatio productum fuisset. Quod si de vi ac metu dumtaxat exempla requiras, habes in causa *Calissien. seu Varsavien. seu matrimonii* diei 2 junii 1860, in qua mulier quatuor cum viro mensibus versata prolem susceperat; at Sacer Ordo rescripsit: *Dilata, et expleatur processus juxta instructiones etc.* quod certe rescribi non poterat si factum contubernii ac prolis a nemine oppugnatum, potuisset suapte natura nullitatem praecidere. Habes in *Romana* diei 15 septembris 1629, in qua septem annorum spatio conjuges rei matrimoniali dederant operam et sobolem acceperant. Sacra tamen Congregatio pro nullitate respondit, quemadmodum narrant Barbosa in *vot. decis.* lib. 2. vot. 17 n. 170 et Cosci *de sep. thori* lib. 1 cap. 8 n. 54 – ibi – Ex parte vero mulieris, per testes dicitur probatus metus si deponant de ipsius lacrymis etc. De protestatione de non libera voluntate in futuro matrimonio contrahendo tantum ob metum carceris aut mortis, qui nullum reddit matrimonium, etiamsi fuerit filiae per matrem illatus, ipsaque post obitum matris per septennium cum viro permanserit, filiosque susceperit, Barbosa etc. et Sacra Congregatio Concilii in *Romana* 15 septembris 1629. –

» Habes rursus in *Gnesnen. matrimonii*, diei 19 januarii et 9 februarii 1754 in qua plures liberi, decem annorum curriculo maritale consortium ditaverant: et nihilominus Sacer Ordo, hac offensione posthabita, ad vim probationum appulit animum, per rescriptum – *Dilata et coadjuventur probationes juxta instructionem.* –

» Unum propterea ante omnia est explorandum utrum conditiones ad sanandam nullitatem a lege positae in casu intercesserint. Quo in loco duplex controversia proponitur: altera quoad formam ex Concilii Tridentini jure, quae praejudicialis est: altera quoad factorum aestimationem.

» Ut ex factorum praesidiis instituam, monuisse sat erit nullitatem vitio consensus evanescere per praesumptam voluntatis mutationem, sive per novum assensum, qui ex facto deducitur. At fieri ne posset ut easdem conditiones, quas ante matrimonium ad contrahendum Ecclesia requirit, deiade post matrimonium invalidum ad consensum instaurandum ac praesumendum non requireret? Si matrimonium, juxta Alexandri III praeceptum *solo consensu perficitur*, siquidem *necesse est ut ubi assensus cujusque requiritur, coactionis materia repellatur*, si demum *plena debet securitate gaudere cujus est animus indagandus* - absurdum esset haec omnia ad sanandam nullitatem non investigare: plus enim auctoritatis ac roboris praesumpto tribueretur consensui, quam expresso: plus ficto quam vero. Exulet propterea quaelibet violentia oportet: exulent protestationes, querelae, animorum dissociatio, quae insanabilem coactionis indolem demonstrant: exulet juridica nullitatis ignorantia quae patientis et tolerantis animum, non consentientis inducit.

» Contra vero, si antiqua rerum conditio, si metus et coactionis effectus, constante matrimonio occurrant, praesumptio ex tempore et contubernio derivans cedit veritati, et vitium quod durare censetur non convalescit. Paucis: quatuor praesertim vitia communis prudentum plausus enumerat quae purgationem removent: primo nullitatis ignorantiam: deinde de vi illata protestationes: tertio assiduam animorum dissociationem: quarto violentiam. Testis Cosci de sep. thori lib. 1, cap. 8 num. 85: – Minusque concubitus inducere potest matrimonii ratificationem si pars quae metum passa fuit, illud ob hanc causam nullum esse et invalidum ignorabat, sed potius cum errore illud esse validum supponebat, quia error operatur ut errans verum et necessarium non praestet consensum. Sanchez etc. In muliere autem purgatio metus excluditur si illa semper conquesta est de vi sibi illata ad contrahendum matrimonium, et a viro tandem ob hanc causam aufugit: Rota etc. –

» Barbosa vot. decis. lib. 2 vot. 17 num. 168: – Tertio quia etiamsi proponamus Lauram cohabitasse aliquot annos cum Francisco post mortem materterae, adhuc non obstaret, quia scientiam plenam et certam nullitatis non habuit: tum etiam quia non sufficit sola acquiescentia, etiam longi temporis, post mortem ejus qui metum intulit, sed requiritur quod metus probetur sublatus per actus positivos contrarios: utrumque mire probat Rota decis. 179 num. 5 par. 2 in posthumis Farinac. « ibi ».... Respondebatur etiam secundo quod si probaretur mors et illius scientia, tamen pro purgatione metus non sufficit sola acquiescentia, etiam longi temporis, post mortem ejus qui metum intulit, sed requiritur quod metus probetur sublatus etc. Ultra quod nec etiam apparet quod ipsa Renata sciverat nullitatem professionis, et quod esset in tempore ad eam impugnandam, prout requiritur ad effectum ut ex permanentia in monasterio censeatur inducta ratificatio professionis. –

» Schmalzgrueber tom. 4 par. 1 tit. 1 § 421: – Tria tamen eo casu ..... requiruntur ad hoc ut cohabitatio conjugum sit sufficiens signum conjugalis consensus: 1 ut ratificans matrimonium prius contractum sciat illud fuisse invalidum; si enim ex errore quo putabat prius matrimonium fuisse validum cohabitet, per eam cohabitationem numquam ratificabitur matrimonium..... 3 ut cohabitatio illa omnino spontanea sit, ita ut cessarit etiam causa timoris; nam durante causa metus, durat metus, et durante metu, sicut matrimonium non potest primo contrahi, ita nec contractum invalide convalidari poterit. –

» Quod confirmat Sanchez lib. 4 disp. 18 num. 3 seqq. – Secunda conditio est ut ratificans matrimonium, sciat matrimonium prius contractum, fuisse nullum; si enim ex errore, quo putabat prius matrimonium fuisse validum, cohabitet aut copula maritalis accedat, nunquam prius matrimonium ratificabitur..... Ultima conditio est ut habitatio illa sit omnino spontanea, cessaritque omnino timoris causa. Nam, durante causa metus, durat metus, quamquam in actu externo appareat omnimoda libertas. – Nec interest quamdiu contubernium duraverit, ut idem auctor sequitur loc. cit.: – Quod verum est, quodcumque temporis intervallum distet inter actum et metum incussum, ad illum adhuc enim censetur durare timor manente timoris causa, ut docent Bald. etc. Durat autem timoris causa dum durat subjectio timorem incutienti. Ut si judex metum inferat, dum durat officium, si tyramnus, dum durat tyramnis, si vir, dum durat matrimonium. Sic gloss. etc. nec sufficit etiam ut causa metus cessarit, nisi etiam cessent metum passum impedientia ne clamet. Poteris enim reclamare longo tempore post cessationem metus, si eo spatio durent. –

» Quid autem quod omnes ad purgationem impositae conditiones in causa deficiunt? Probandum primo loco esset, scien-

tiam in clientula nullitatis fuisse. At quin haec opinio ex actibus deduci possit, contrarium evincitur....Haec autem ignorantia nisi probaretur, praesumenda omnino esset, non modo in septemdecim annorum puella, sed praesertim in Gallia, ubi civilium legum invasione factum est ut perturbatis de matrimonii sacramento sententiis in populo, illud solvi nemo posse censeat. Civilis etiam legis articulo 180 cautum est nullitate infici « le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux ou de l'un d'eux »: ac deinde articulo 182 actionem nullitatis perimi sex mensium contubernio si conjux libertatem recuperaverit « toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté. » Sed interea, nescio qua de causa fiat, at certe in Gallia fieri exploratissimum est, ut omnes hisce nullitatibus adversentur: Episcopos autem multa prudentiae argumenta compellant clanculum hujusmodi investigationes suscipere, et a sententia ferenda abstinere.....

» Nec prolem quod attinet, aequitatis saltem offensio allegari posset, ratione damni in illam derivantis. Antehac etiam Sacra Congregatio sobolis causam expendit, ac posita alterutrius conjugis bona fide, sive ignorantia quoad canonicam nullitatem, conceptionis tempore, prolem legitimam judicavit, dum nullitatem decerneret in matrimonii judicio. Auctor jurisprudentiae fuit Alexander III in cap. 2. *Qui filii sint legitimi*: – Cum inter I. virum et T. mulierem divortii sententia canonice sit prolata, filii eorum non debent exinde sustinere jacturam, cum parentes eorum publice et sine contradictione ecclesiae, inter se contraxisse noscantur. Ideoque sancimus ut filii eorum, quos ante divortium habuerant, et qui concepti fuerant ante latam sententiam, non minus habeantur legitimi, et quod in bona paterna hereditario jure succedant, et de parentum facultatibus nutriantur. – Bona fides dumtaxat requiritur, alterutrius conjugis, quamquam alter fuerit in mala fide versatus. Ita Schmalzgrueber par. 4 tit. 17: – Dubium esse potest an utriusque conjugis bona fides requiratur, an vero sufficiat bona fides unius. Resp. sufficere bonam fidem unius, ut clare statutum est cap. etc. esset enim instar monstri si quis partim legitimus, partim illegitimus esset; cum ergo alterutrum esse debeat, merito jura ut proli innocenti faveant, rationem majorem habuerunt bonae fidei conjugis impedimentum ignorantis, quam malae illud scientis. – Nec secus Reinfest. lib. 4. tit. 17. §. 1: - Si unus tantum ex conjugibus ante matrimonium vel ejus consummationem scivit impedimentum dirimens, alter vero idem ignorans, bona fide contraxit et consumavit matrimonium, liberi inde nati legitimi reputantur. – Denique, receptum est etiam hoc in casu solam juris ignorantiam ad prolis legitimitatem prodesse, teste eodem Reinfest. loc. cit.: - Porro, legitimae sunt proles ex invalido matrimonio, in facie tamen Ecclesiae, et bona fide, ex parte saltem unius contracto, non tantum si ex ignorantia facti, sed etiam ex ignorantia juris clari id fiat, ut si, v. g. ambo conjuges bene sciunt se esse in quarto consanguinitatis gradu conjunctos, ignorant tamen ambo, vel saltem unus eorum, versari inter eos impedimentum dirimens etc. Barbosa, Sanchez etc. - Quod prorsus confirmat Schmalzgr. loc. cit.

» Bonam equidem in utroque conjuge fidem ex juris ignorantia evincere non deberem. In hac enim de legitimitate controversia non secus ac saepissime in aliis obtinet, bonam fidem praesumi, nisi contrarium probetur. Quod meminit Schmalzgr. loc. citato: Ob eumdem favorem in dubio potius praesumitur ignorantia quam scientia impedimenti. - Sed et si probationes, saltem de muliere requiras, habes quas supra recensui; illam scilicet jus ad nullitatem ignorasse. Quamobrem sacer ordo in causa *Herbipolen. nullitatis matrimonii*, diei 18 junii 1859 proposita rogandi formula: *An constet de nullitate matrimonii*, rescripsit: *Affirmative, firmis remanentibus juribus filiorum, prout et quatenus de jure:* quod etiam in casu responsum accommodari ad majorem filiae incolumitatem adprecamur.

» Ex iis quae huc usque in factorum investigatione enucleavimus patet ejusmodi fuisse inter conjuges contubernium, ut quamlibet purgationis umbram in nullitate removeret. Diximus praeterea controversiam in jure praecidi. Ordinis ratio postulavisset praejudicialem hanc disputationem ante omnia pertractari; perspicuitatis tamen studium monuit prius causam exponere quae substantiam attingit, etiamsi juris praesidia desint: mox formae exceptionem addere, quae offensiones everteret, quamvis factorum adjumenta deficerent.

» Fateor purgationem in nullitate ex capite consensus jure Decretalium semper admitti. Vigere tamen haec jurisprudentia non poterat post concilium Tridentinum, quod novam in contrahendo matrimonio formam ad validitatem omnino constituit; scilicet ut coram parocho, servatis solemnibus conditionibus contraheretur. Poterat antea vinculum sine hac forma initum, pariter sine illa convalescere: sed hodie absurdum esset actum invalidum, sine forma instaurare, qui etsi validus ab initio fuisset, nec absque legitima figura consistere, nec instaurari unquam sine hoc praesidio poterat. Sacer Ordo Vester, novae legis interpres rem distinctionis fœdere composuit, quam sacrae Rotae Tribunal et prudentes omnes, eo quo par est obsequio agnoverunt. Statutum propterea fuit matrimonium ex occulto impedimento invalidum, purgatione convalescere: in publico autem impedimento non restitui, *nisi rursus coram Ecclesia contrahatur*.

» Tralatitiam distinctionem conficiunt, Barbosa de off. et potest. Episc. alleg. 32. num. 149: – Sexto infertur, quod licet de jure civili ex cohabitatione inter pares et ejusdem conditionis praesumeretur matrimonium, ex leg. in libere ubi Gloss. etc. et etiam de jure Canonico, aliis concurrentibus conjecturis, juxta communem omnium sententiam in cap. latos, qui filii sint leg. cum citatis per Paleoth. de notis etc. Hodierno jure cohabitatio efficere nequit matrimonium, novus etiam consensus requiritur et forma Concilii. Spin. dict. glos. 15 num. 61 post princip., Maliens. in rubr. tit. 1 glos. 1 num. 53 cum seqq. lib. 5 novae recopil. Francisc. Molin. de ritu nuptiar. libro 1, comparat. 12 num. 26. – Et perspicue rationem demonstrat in vot. decis. lib. 2 vot. 17. num. 178: – Ratio est quia omnis forma et solemnitas quae debet intervenire in actu, ut valeat, debet quoque intervenire in ratificatione, nec potest deservire solemnitas per prius sequuta, quoniam illa debet concurrere de tempore actus, nec potest ab eo separari: nec etiam juvare potest fictio aut retrotractio, cum non fiat quando actus est omnino nullus, vel quando non invenit principium conservabile: tum denique quia ratificatio reconciliat ea quae pendent ex animo, secus si pendent ex aliqua forma vel ex alia potentia exteriori.

» Fagnanus in cap. *de illis* 11. de despons. impub. num. 13: – Sed hodie hoc corrigitur jure novissimo Concilii Tridentini, quia matrimonium nulliter contractum, per supervenientem consensum non convalescit, sed necesse est iterum contrahere coram parocho et testibus juxta formam praescriptam in cap. 1 sess. 24 de reform. matrimon. ut saepius declaravit Sac. Congregatio ejusdem Concilii interpres.

» Schmalzgrueber, jus. eccl. univer. tom. 4 par. 1 tit. 1 de sponsalibus. §. 420: – An vero praesumptio haec locum habeat etiam nunc post Trid. nonnulli dubitant. Negant Clericat. de sacram. matr. decis. 17, num. 39, ob declarationem Sac. Congregationis et decisiones Sac. Rotae, quas referunt Pont. leg. 5. cap. 6. num. 7, et Fagnan. in cap. de illis 11. de despons. impub. num. 13 ubi statuitur, quotiescumque matrimonium ob aliquod impedimentum nulliter contrahitur, eo cessante, non sufficere novum consensum ad instaurandum valorem, nisi praestetur iterum coram Parocho, et testibus. Ego

nanc declarationem, et decisiones intelligendas judico solum de casu, quo impedimentum, ob quod nulliter contractum est matrimonium, est notorium vel probabile in judicio; quia mens statuentium fuit tollere incommoda illa gravia, et inter haec recessum temerarium a sic clanculum ratificatis nuptiis, quibus occasio non minus, ac per nuptias mere clandestinas, daretur, si matrimonium, cujus invaliditas publice nota est, vel saltem in judicio probari potest, clam posito consensu, revalidari posset. –

» Coscius de separat. thori, lib. 1 cap. 5, num. 84 : – Coeterum neque ex concubitu, neque ex diurna cohabitatione inter conjuges, metus purgatus censetur, et reconvalidatum matrimonium; quoties enim urget ab initio aliquod substantiale et publicum impedimentum, prout est consensus defectus, ex quo nullum redditur matrimonium, neque sponsalia, neque cohabitatio, neque concubitus sufficit; sed quatenus impedimentum sit, ut dixi, publicum, non occultum, seu adsit periculum, quod licet occultum aliquando innotescat, omnia, quae sunt necessaria, et de ipsius essentia, ad illud revalidandum denuo in faciem ecclesiae interveniant, oportet, Fagnan. etc. –

» Giraldi, jus noviss. part. 1. sect. 658. in nota : – In hac decretali statuitur matrimonium per vim contractum, cohabitatione convalescere, et sic per plusquam praesumptam carnalem copulam subsequutam. Verum huic sanctioni derogatum est a Concilio Tridentino, illud nullum declarante, si ulterius non contractum fuerit coram parocho et testibus. –

» Monacelli, Formular. tom. 1, tit. 8, form. 10, Annot. num. 17 : – Matrimonium a principio metu contractum, licet jure communi inspecto, per copulam postea libere et voluntarie subsequutam ratificetur ..... nihilominus hodie, jure novo Concilii Tridentini matrimonium nulliter a principio contractum, non convalidatur per subsequutam copulam, quantumvis libere habitam, sed requiritur novus consensus in facie ecclesiae. –

» Rota decis. 900, in princ. coram Seraphino : – Retuli RR. PP. DD. meis me consuluisse Illustriss. et Reverendiss. Dominum Card. Caraffam super allegata decisione Sacrae Congregationis Concilii in materia matrimonii per vim et metum contracti, qui Illustriss. Dominus meus ostendit mihi librum suum praesente R. P. D. meo Comitulo, in quo scriptum erat in hanc sententiam: Quaesitum fuit, quid servandum in iis, qui per vim et metum, adhibitis omnibus solemnitatibus a Sacro Concilio Tridentino sess. 24 cap. 1 de reform. contraxerunt. Congregatio respondit: si hujusmodi impedimentum sit occultum et partes postea in matrimonio sic contracto permanere libere consentiant, consuevisse Papam ex stylo poenitentiariae, quamvis matrimonium sit nullum, ratione etiam occulti impedimenti, ita ut de novo possint inter se contrahere non adhibitis, seu repetitis solemnitatibus a Concilio requisitis; si vero impedimentum sit manifestum, iterum contrahendum est, repetitis omnibus solemnitatibus in primo contractu adhibitis. –

» Sacra Congregatio *in Panormitana nullitatis matrimonii* 30 septembris 1719 (*Thesaur. resol.* tom. 1, pag. 241) quem recitat Giraldius loc. cit. – Sacra etc. saepius respondit hodie post Concilium Tridentinum, matrimonium cum metu contractum, etiam purgato metu per cohabitationem cum carnali copula, aliosque actus, non convalidari, nisi iterum contrahatur, adhibita rursus ejusdem Concilii forma. »

» In *Caeneten.* 10 aprilis 1723 §. *Exclusa* : – Matrimonium, servata forma Concilii Tridentini initum, non est revalidandum repetitis solemnitatibus, si impedimentum sit occultum. –

» Unum itaque disputationi obnoxium dici poterit, utrum in casu occultum an publicum impedimentum haberi debeat: tametsi ejusmodi disputatio est, ut prima fronte percipiatur quin demonstratione egeat. Alia occulti ratio est in criminibus, in irregularitate, ubi occultum censetur quidquid paucis innotuit, at longe alia in hoc peculiari purgationis capite. Conciliaris formae servandae ratio postulat legis mentem servari, in eo positam ut scandala et admirationes removeantur. Fac hodie ignorari impedimentum, sed fieri posse ut quandocumque innotescat, ac probari in judicio valeat. Quaenam in populo de forma, de validitate opinio esset, si eodem tempore et de flagranti nullitate, et de purgatione sine forma constaret? Occultum propterea in casu definitur non modo quod palam haud innotuit, sed etiam quod evinci quandocumque non potest. Hoc in primis demonstrant auctores quos nuper recensui. Ita purgationem excludit Schmalzgrueber si impedimentum sit « notorium vel probabile in judicium. » Atque idipsum tradit Cosci « si adsit periculum quod, licet occultum, aliquando innotescat. »

» Plurima possem testimonia producere. Satis erit omnia complecti ex definitione quam tradit Sanchez lib. 4, disp. 18, num. 12 : – Si metum passus, altero perseverante in pristino consensu, accedat copula animo maritali habita et spontanea, vel habitatio eodem animo, cessante omnino metu etc. ratificatur prius matrimonium metu contractum quando impedimentum metus erat occultum, et parocho ac testibus ignotum (ut probavi lib. 2, disp. 17, num. 14). - Ac sententiam citato loco explicat, nempe lib. 2, disp. 37. num. 10 seqq. – Est tamen intelligenda tertia sententia cum corollariis ex ea illatis, dummodo parochus, et testes impedimentum illud ignorent: si enim id nossent, quantumcumque alias esset occultum, necessario repetendum esset coram parocho et testibus. Quia cum ipsis constet in foro Ecclesiae matrimonium esse nullum, non sunt testes valoris, sed nullitatis matrimonii. Sic Enriq. etc. Secundo intelligenda est, nisi periculum sit ut detegatur impedimentum et probetur in foro externo: tali enim periculo existente, celebrandum iterum est coram parocho et testibus. Ita Enriq. etc. Immo, quamvis id periculum minime sit, si impedimentum sit plene probabile in foro externo, credo necessario iterandum esse coram parocho et testibus, quia licet occultum in aliis decretis usurpetur ut distinguitur contra publicum, vel id quod deductum est ad forum contentiosum, ut circa decretum Conc. Trid sess. 15 cap. 6 docent Navar. etc. at in praesenti, ut impedimentum dicatur occultum, ut eo sublato possit matrimonium clam celebrari; credo occultum accipi ut distinguitur contra plene probabile, quia quando impedimentum plene probari potest in foro externo, tunc procul dubio si matrimonium clam ratificatum, validum esset, sequerentur ex eo omnia inconvenientia quae olim ex matrimonio clandestino valido sequebantur. Nam, probato impedimento, posset alter conjux aliam uxorem ducere, tum quia in perpetuo adulterio viveret, cum Ecclesiae minime constet de occulta revalidatione matrimonii illius publici, quod propter impedimentum plene probatur fuisse nullum. Dicetur autem plene probabile in foro externo impedimentum ad dissolvendum matrimonium publice contractum, quando duobus testibus probari potest, ut cum aliis docet Mascard. etc. –

» Otium postremo facit singularis factorum species in casu. Utcumque enim occulti qualitatem interpretari velis, nihil magis notorium, quam coactionis vitium in hisce nuptiis ex omnium opinione.....

» Non modo igitur purgationem removent mulieris ignorantia, protestationes, violentia ac metus quousque conjuges in contubernio versati sunt, sed purgatio ipsa in publico impedimento, posita etiam animorum concordia, nunquam accedere potuisset. Quamobrem intacta semper imminet ex primo defensionis capite, nullitatis evidentia quae matrimonium ab initio labefactavit.

» Quare etc. »

MÉLANGES.

Décret de la S. Congrégation des Rites sur le culte immémorial de saint Convoyon.

Nous avons reçu le texte de ce décret lorsque les premières feuilles de la présente livraison étaient imprimées. C'est pourquoi nous le plaçons dans les *Mélanges*.

« Decretum. Rhedonen. confirmationis cultus ab immemo-
» rabili tempore praestiti servo Dei Convoioni fundatori et pri-
» mo abbati monasterii Rotonensis sancto nuncupato. – Quum
» Rmus Dominus Godefridus Saint-Marc archiepiscopus Rhe-
» donensis ex indubiis monumentis demonstrare adlaboraverit
» Servo Dei Convoioni Fundatori et primo Abbati Monasterii
» Rotonensis publicum et ecclesiasticum cultum ab imme-
» morabili tempore nempe longe ante centenariam a decretis
» sa: me: Urbani Papae VIII tributum fuisse, eumque cultum
» ad haec usque tempora perseverare, institeritque ut ab hac
» Sancta Sede Apostolica idem cultus confirmaretur; Emus et
» Rmus D. Card. Alexander Barnabò, loco et vice Emi et
» Rmi D. Cardinalis Villecourt hujus causae relatoris absen-
» tis, sequens dubium discutiendum proposuit in Ordinariis
» Sacrorum Rituum Comitiis hodierna die ad Vaticanum ha-
» bitis, nimirum – *An constet de cultu publico et ecclesiastico*
» *ab immemorabili tempore praestito praedicto Servo Dei*,
» *seu de casu excepto a decretis sa: me: Urbani Papae VIII?*
» Emi vero ac Rmi Patres sacris tuendis Ritibus praepositi,
» omnibus maturo examine perpensis, auditoque R. P. D.
» Petro Minetti Sanctae Fidei Promotore voce et scripto sen-
» tentiam suam proferente, rescribendum censuerunt: *Affir-*
» *mative* seu *Constare de casu excepto*. Die 28 aprilis 1866.
» Super quibus omnibus facta postmodum per infrascriptum
» Secretarium Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae IX re-
» latione, Sanctitas Sua rescriptum Sacrae Congregationis
» ratum habuit, confirmavitque cultum publicum et eccle-
» siasticum ab immemorabili praestitum Beato Convoioni fun-
» datori et primo abbati monasterii Rotonensis. Die 3 maii
» anno eodem. C. Episcopus Portuen. et S. Rufinae Card.
» Patrizi S. R. C. Praef. - *D. Bartolini S. R. C. S.*

— *Le bienheureux Jean Soreth, prieur général des Carmes. Confirmation du culte immémorial.* -

Le Saint-Siége a confirmé il y a trois ans, le culte de la Bienheureuse Françoise d'Amboise, duchesse de Bretagne, et carmélite. Il était juste de demander aussi la confirmation du culte du Bienheureux fondateur des carmélites, de celui qui reçut Françoise au couvent de Vannes.

Le Bienheureux naquit en Normandie. Elu général de son ordre dans le chapitre général qui fut tenu à Avignon en 1451, il demanda au pape Nicolas V la permission d'établir des couvents de femmes sous la règle du Carmel. Pendant que presque tous les instituts avaient reçu des femmes, il était singulier que le Carmel, qui fait profession d'honorer particulièrement la Sainte-Vierge, n'eût encore que des couvents d'hommes. *Le bullarium Carmelitanum* ne renferme aucune bulle pour la fondation de monastères de femmes avant 1460.

C'est donc la gloire du Bienheureux Jean Soreth d'avoir été le promoteur de cette institution, qui a donné à l'Eglise sainte Thérèse, sainte Marie-Madeleine de Pazzi, et tant d'autres saintes âmes.

Le Bienheureux fonda quatre maisons de carmélites; il réforma plusieurs couvents de frères. Il mourut dans un couvent près de Nantes vers 1485.

Voici le décret apostolique qui a ratifié et approuvé le culte qui lui a été décerné depuis l'époque de sa mort.

« Decretum. Ordinis Carmelitarum antiquae observantiae
» confirmationis cultus ab immemorabili tempore praestiti
» Servo Dei Joanni Soreth priori generali Carmelitarum
» Beato nuncupato.
» Quum Emus et Rmus Dominus Cardinalis Prosper Ca-
» terini, instante Rmo Patre Fr. Angelo Savini vicario ge-
» nerali ordinis Carmelitarum antiquae Observantiae, in or-
» dinariis Sacrorum Rituum comitiis hodierna die ad Vati-
« canum habitis sequens dubium discutiendum proposuerit –
» *An constet de cultu publico ecclesiastico ab immemorabili*
» *tempore praestito praedicto Servo Dei, seu de casu excepto*
» *a Decretis sa: me: Urbani Papae VIII?*; Emi et Rmi
» Patres sacris tuendis ritibus praepositi probe intelligentes
» ex adductis monumentis indubie constare cultum hunc pu-
» blicum et ecclesiasticum longe ante centenariam, a sa: me:
» Urbano Papa VIII in suis decretis requisitam, inchoatum,
» absque ulla intermissione ad haec usque tempora perseve-
» rare, pro illius confirmatione annuere haud dubitarunt; ac
» enunciato dubio, audito prius voce et scripto R. P. D.
» Petro Minetti Sanctae Fidei Promotore, respondendum cen-
» suerunt: *Affirmative* seu *Constare de casu excepto*. Die
» 28 aprilis 1866.
» De praemissis facta postmodum Sanctissimo Domino
» Nostro Pio Papae IX per infrascriptum Secretarium rela-
» tione, Sanctitas Sua sententiam Sacrae Congregationis ratam
» habuit, confirmavitque cultum publicum et ecclesiasticum
» ab immemorabili tempore praestitum Beato Joanni Soreth
» praedicto. Die 3 maii anno eodem. C. Episcopus Portuen. et
» S. Rufinae Card. Patrizi S. R. C. Praef. Loco ✠ Signi –
» *D. Bartolini S. R. C. Secretarius.* »

— *Messe pro populo. Pénurie de prêtres. Indult permettant de faire célébrer hors du diocèse les messes provenant de fondations perpétuelles.*

Les curés sont tenus d'appliquer la messe pour leurs paroissiens non-seulement les dimanches et les fêtes d'obligation, mais aussi les jours des fêtes aujourd'hui supprimées en vertu d'indults apostoliques. L'encyclique *Amantissimi Redemptoris* en date du 3 mai 1858, ne laisse subsister aucun doute sur cette obligation de la messe *pro populo*, aux jours de fêtes supprimées pour ce qui concerne les simples fidèles.

Le Saint-Siége dispense de cette obligation les curés réellement pauvres qui ont d'ailleurs des rétributions de messes; car s'ils n'en ont pas, inutile de les dispenser de l'application *pro populo*. Mais on accorde difficilement la dispense pour d'autres motifs que celui que nous venons d'indiquer. Voici un exemple récent, concernant un diocèse où la pénurie de prêtres se fait vivement sentir, au point qu'un grand nombre de curés desservent plusieurs paroisses. Outre les messes provenant de fondations perpétuelles, il y a celles que demandent les confréries. Comme les curés n'ont pas le temps d'appliquer *pro populo* les jours des fêtes supprimées, on en demande la dispense.

La S. Congrégation ne juge pas devoir accorder l'indult pour un semblable motif; elle concède à l'évêque le pouvoir pour sept ans de faire célébrer hors des églises désignées et même hors du diocèse les messes provenant de fondations perpétuelles.

Voici le *folium* officiel de la S. Congrégation du Concile et la décision.

Spiren. Missae pro populo quoad dispensationem vel reductionem, die 18 februarii 1865. Episcopus Spirensis SSmo D. Nostro supplices preces obtulit, quibus ob sacerdotum penuriam, praecipue vero ob praegrande onus missarum in unaquaque hebdomada celebrandarum quo plures suae dioecesis parochi gravantur, veniam rogat vel omnino remittendi, maturo praemisso examine et pro urgente necessitate, vel saltem

ad pauciores missas reducendi nonnullis parochis obligationem applicationis missae pro populo in diebus festis legitime suppressis.

Refert enim: « In dioecesi Spirensi major pars incolarum » protestantium confessioni adhaerens in oppidis et pagis cum » catholicis permixtim habitat, qua ex causa plurimae paro- » chiae catholicae nimium extensae sunt, amplectentes multas » late circumcirca filiales et annexas. Et quod maxime do- » lendum est, in permultis ejusmodi parochiis extensis et co- » piosis ob penuriam sacerdotum et nimiam exiguitatem pro- » ventuum ecclesiasticorum unicus tantummodo sacerdos sacris » fungitur officiis. Inter parochos triginta duos, quorum sin- » gulae parochiae duo, tria, quatuor, quinque et sex millia » parochianorum excedunt, sexdecim tantum sunt, qui gau- » dent auxilio sacellani, in aliis sexdecim parochiis nonnisi » singuli existunt sacerdotes, inter quos insuper septem sunt, » qui omnibus diebus dominicis et festivis binando in ecclesia » parochiali et filiali dissita sacris fungi debent. Aliae viginti » quinque parochiae cum pluribus filialibus et annexis, quae » parochianos mille et quingentos usque ad duo millia com- » plectuntur, quatuor exceptis, unius tantum curae commissae » sunt sacerdotis, quorum decem omnibus diebus dominicis » et festivis in duabus ecclesiis dissitis celebrare tenentur.

» In his parochiis tam copiosis plurimae existunt missae » fundatae; praeterea pro quolibet defuncto adulto tres post » diem obitus missae plerumque celebrantur. Pro pauperibus » defunctis ab omnibus parochis vi observantiae dioecesanae « nonnisi difficillime relaxandae, una saltem missa gratis ce- » lebranda est. Alii parochiani, qui pro parentibus aliisque » cognatis missas fundare nequeunt, in die obitus anniver- » saria missas celebrari desiderant; item et pro defunctis par- » vulis missas sic dictas Angelorum, aeque ac pro omnibus » fidelibus defunctis, et in aliis animae et corporis necessi- » tatibus, et quidem in propria ecclesia, ut sacrificio missae » adesse queant, et magno certe afficerentur dolore parochiani, » si pio huic desiderio parochi satisfacere non possent. In » omnibus fere parochiis existunt piae sodalitates cum plu- » rimis missarum fundationibus, aliaeque piae Congregationes, » quarum sodales collectis eleemosynis sacra tam pro vivis » quam pro defunctis peragenda expostulant, quae aliaque » sacra si parochus per alium sacerdotem in aliena ecclesia » celebrari curaret, facillime incurreret suspicionem neglecti » officii. Insuper in diœcesi Spirensi singularis existit societas » sacerdotum sub nomine Pacti Mariani, cui omnes dioecesis » sacerdotes cum pluribus laicis adscripti sunt, qui pro sin- » gulis sodalibus defunctis tenentur missam celebrare vel ce- » lebrare facere.

» His omnibus accedit, quod pluribus parochis, ob penu- » riam sacerdotum etiam vicinarum parochiarum vacantium » cura, et saepius quidem per plures annos, debeat com- » mendari; quo fit, ut cumulatis missarum oneribus satisfacere » omnino nequeant. Quodsi parochus auxilio sacellani saepis- » sime destitutus longiori tempore aegrotat, missae fundatae, » ut alias praetermittam, nimium retardantur, quod jamjam » in aliis pluribus accidit parochiis copiosis uno tantum sa- » cerdote gaudentibus, quod certe fideles nonnisi aegerrime » ferunt.

» Rebus in diœcesi Spirensi sic stantibus supervenit epis- » tola encyclica Romae die 3 maji 1858 data, qua omnibus » parochis aliisque animarum curam actu gerentibus in diœ- » cesi viginti sex per annum missarum pro populo in diebus » festivis reductis applicandarum nova obligatio injungitur. » Cumulatis hisce oneribus persolvendis cum multi parochi » meae diœcesis sane impares sese conspicerent, ex onerata » conscientia instanter ad me preces direxerunt, ut pro cle- » mentissima hujus obligationis remissione rogarem. Et re » vera in diœcesi Spirensi, uti ex supra allatis patet, viginti » saltem parochi existunt, cui obligationi missas in diebus » festivis reductis pro populo applicandi satisfacere omnino, » plures alii saltem in toto satisfacere nequeunt. »

Parochos aliosque omnes curam animarum actu exercentes divino praecepto teneri pro ovibus sibi commissis novae legis sacrificium afferre aperte docuerunt Tridentini Patres Sess. 22, cap. 1, de Reform. ita ut missae pro populo applicatio recenseri mereatur inter pastoralia munera, quae parocho ratione officii incumbunt uti Innocentius XII in Const. diei 24 aprilis 1699; eaque locum habere debeat tam in omnibus dominicis, quam in aliis solemnioribus festis juxta notissimam Constitut. Benedicti XIV *Cum semper* et quidem etsi tenues sint paroeciae reditus, Sac. Cong. in Ferentina 26 martii 1735, et in Vivaequen. 7 maii 1808. Haec autem omnia firma manent non modo pro iis diebus festis qui adhuc a populo servantur, sed etiam pro festis diebus jam suppressis. Summi enim Pontifices, qui christianam plebem ab onere audiendi sacrum illis diebus liberam reddiderunt, non exonerarunt parochos ab obligatione missam applicandi pro populo, sicuti elucet ex ipsa Benedicti XIV Constit. num. 7, et ex praelaudatis litteris Encyclicis diei 3 maii 1858 cujus initium, *Amantissimi Redemptoris*, quibus non novum aliquod onus imponitur, sed rursus tantum praecipitur et declaratur omnino, observandam esse veterem obligationem, contra quam nulla quamvis antiqua seu etiam immemorabilis consuetudo adduci efficaciter posset juxta citatam Constit. Benedictinam, n. 5.

Verum haud dubitare licet, quod magna occurrente exiguitate redituum parochialium in peculiaribus casibus pro re ac tempore aliqua praefatae obligationis remissio parochis tribuatur. In casu tamen res non est, ut videtur, de absoluta redituum exiguitate, sed de sacerdotum potius penuria, ex quo fit ut unus parochus par non sit satisfaciendo oneribus missarum sive quae ex perpetuis legatis, sive quae ex fidelium oblationibus in dies proveniunt.

Utrum id legitimam exhibeat causam petitam remissionem elargiendi, erit EE. VV. decernere, nisi potius aliud lubeat adhibere remedium, quod ipsa Benedictina constitutio in § 8 suppeditat, transferendi nimirum ad aliam infra hebdomadam diem missae pro populo celebrationem, quae praedictis festivis diebus incumberet.

Quare etc. »

S. Congregatio respondit: *Negative et ad mentem*. Die 18 februarii 1865. »

— *Succursales et annexes. Application de la messe pro populo. Signes pour reconnaître les paroisses indépendantes pour lesquelles il faut appliquer.*

Mgr l'évêque d'Astorga, dans la relation *de statu ecclesiae* transmise à la S. Congrégation du Concile le 29 novembre 1864, a demandé si les vicaires qui desservent des annexes doivent appliquer la messe *pro populo* les dimanches et fêtes. Ces chapelains sont amovibles; quoiqu'ils administrent un district déterminé, ils dépendent du curé pour l'administration des sacrements. Ce sont donc des coadjuteurs du curé, qui pourvoit à leur entretien suivant des conventions spéciales qu'ils font. Le traitement varie entre 2000 et 2500 réaux; le casuel est de 300 à 500 réaux.

La S. Congrégation décide, le 9 décembre 1865, que les vicaires dont il s'agit et tels qu'on les représente ne sont pas obligés d'appliquer la messe des dimanches et fêtes pour les paroissiens. Ces annexes ne constituent pas des paroisses distinctes.

La question de droit est traitée avec soin dans le *folium* de la S. Congrégation que nous reproduisons plus loin, en faisant observer que cette affaire a été rangée parmi les *Summaria precum*.

« Astoricen. Missae pro populo die 9 decembris 1865.

Astoricensis episcopus in Hispania in relatione status ecclesiae suae ad hunc sacrum Ordinem transmissa die 29 novembris anni 1864 inter alia sequens dubium proposuit.

« In hac dicoecesi sunt quaedam ecclesiae filiales, quae a » presbyteris parochorum adjutoribus pensionem licet parvam » a Supremo Gubernio percipientibus reguntur. Ii coadjutores » non missam pro populo in diebus festis applicant. Quaeritur » rectene se gerant, an e contrario debeant pro populo mis- » sam applicare praedictis diebus?

Ad hujusmodi quaestionem resolvendam cum pleniori causae cognitione, visum fuit eumdem episcopum rogare, ut magis referret an filiales ecclesiae conferantur in titulum perpetuum, suam habeant plebem distinctis a matrice limitibus circumscriptam, earumque rectores independenter a parocho sacramenta administrent. Quaesitum insuper est, quot annui stipendii parochialis reditus sint, comprehensis incertis utriusque stolae.

Ad haec itaque reponens episcopus die 12 junii anni currentis sequentia retulit: « Ut clarius dubium proponantur animadverto: filiales paroecias sive ecclesias minime in titulum » perpetuum conferri. Suam habere plebem distinctam a ma- » trice limitibus circumscriptam, earumque rectores (coadjutores) » dependenter a parocho sacramenta administrare. Annui » stipendii parochialis quantitas non comprehensis incertis » utriusque stolae, de quibus inter parochum proprium et » coadjutorem conventio fieri solet, sunt 2000 vel ad ma- » ximum 2500 regalia. Utriusque stolae stipendia non eadem » in singulis dioecesis ecclesiis, sed veluti 300 sive 500 rega- » lia annua percipere poterit coadjutor mediam viam sequendo. »

Scitum in jure est applicationem missae pro populo diebus dominicis aliisque festis inter parochialia munera recenseri, eamque incumbere jure divino et ratione officii parocho et cuilibet animarum curam actu exercenti, sive perpetuus is vicarius sit, sive ad nutum amovibilis. Conc. Trid. *Sess.* 23 *c.* 1 *de Refor.* Benedict. XVI *Const. Cum semper* et Sacra Congregatio in *Salamantina et in Atrien.* 22 *februarii* 1862, alibique passim sive in Thesauro Resolutionum, sive inter Summaria Precum.

Definitum pariter est, unam tantum missam pro populo applicandam esse ubi unica sit parochia, ceu in *Alben.* 17 *julii* 1723, et in alia *Alben.* 25 *junii* 1864, licet plures parochiales illi ecclesiae sint unitae unione subjectiva, ceu in *Nuscana* 17 *januarii* 1756, §. *An Canonici.* Praestat igitur inquirere utrum in casu agatur de una tantum paroecia, vel de totidem paroeciis res sit quot sunt filiales ecclesiae.

Pro pluralitate paroeciarum intelligi possent ea episcopi verba, quibus refert hujusmodi ecclesias *suam* habere *plebem distinctam,* licet divisio haec necessario constitui tantum debuerit, ne confusio oriretur in exercitio jurisdictionis singulis coadjutoribus delegatae. At contrarium suadere videntur quae idem episcopus subjungit, unam scilicet ecclesiam esse matricem, ceteras nonnisi adjutrices, ob ingentem numerum fidelium primae subjectorum, quas etiam filiales vocat. Nec aliter insuper reputandum videtur ex dependentia illa, qua hi coadjutores administrant sacramenta, et ex conventione fieri solita inter parochum et coadjutores relate ad incerta utriusque stolae, quapropter istiusmodi rectores seu coadjutores simpliciter capellani appellari deberent.

At ii soli onere missae parochialis obstricti sunt, qui vero proprioque sensu curam animarum gerunt. Quod apertissime apparet tum in aliis, tum etiam in supracitata *Alben* 17 *julii* 1723. Ubi quaerebatur, utrum unus archipresbyter teneretur missam celebrare pro populo, an potius etiam alii canonici in aliis ecclesiis adjutricibus. Et Sacra Congregatio, attenta relatione vicarii capitularis Alben. censuit, solum archipresbyterum teneri ad applicandam missam parochialem pro populo diebus festis de praecepto.

Id ipsum praescripsit haec S. Congregatio in *Nuscana* 17 *januarii* 1756, ubi docuit canonicos collegiatae ecclesiae S. Mariae de Plano teneri unam tantum missam pro populo celebrare diebus festis licet plures parochiales illi ecclesiae essent unitae. Ad dubium enim: *An canonici collegiatae ecclesiae S. Mariae de Plano. . . . teneantur unam missam pro populo celebrare, seu potius tot missas quot sunt parochiales ecclesiae illi unitae?* Responsum prodiit: *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.* Quare etc.

Sacra Congregatio respondit: *Prout exponitur non teneri.* Die 9 decembris 1865. »

— *Séminaires. Défense de recevoir des séminaristes au dessous de douze ans.*

Comme le concile de Trente prescrit d'admettre dans les séminaires des enfants qui aient au moins douze ans, les maisons où on les recoit au-dessous de cet âge sont plutôt des colléges ecclésiastiques que des séminaires proprement dit. Le Concile s'exprime en ces termes: *In hoc vero collegio recipiantur qui ad minimum duodecim annos et ex legitimo matrimonio nati sint, ac legere et scribere competenter noverint, et quorum indoles et voluntas spem afferat, eos ecclesiasticis ministeriis perpetuo inservituros.* Il serait difficile de discerner d'une manière probable la vocation ecclésiastique en un enfant qui aurait moins de douze ans. Cette disposition regarde surtout les séminaristes qui sont reçus gratuitement.

Le chapitre de Tarente a le droit de conférer deux bourses du séminaire, à la fondation duquel il contribua largement. Dernièrement, une de ces bourses étant vacante, il s'est présenté cinq candidats, dont un a treize ans et les quatre autres ont moins de neuf ans. Attendu la disposition formelle du concile de Trente qui veut que les séminaristes aient pour le moins douze ans, les chanoines ne savent pas s'ils peuvent librement choisir parmi les cinq candidats. Le réglement du séminaire ne détermine pas l'âge des élèves, les pensionnaires payant ont été reçus à tout âge.

La S. Congrégation décide ainsi: *Servetur dispositio concilii Tridentini.* Le 6 mai 1865.

— *Concours des paroisses — Examinateurs synodaux — Gratuité. Coutume.*

Le concile de Trente veut que les paroisses soient conférées dans un concours dont le jugement appartient à des examinateurs qui sont appelés *synodaux* parce que, proposés par l'évêque, ils doivent obtenir l'approbation du clergé réuni en synode ; cette approbation est donnée à la majorité des voix du synode diocésain. Le concile prescrit formellement que les examinateurs synodaux remplissent leurs fonctions gratuitement et qu'ils s'abstiennent d'accepter le moindre présent, qui pourrait être facilement entâché de simonie. La coutume immémoriale peut-elle autoriser les examinateurs synodaux à percevoir de petites rétributions s'élevant pour chacun d'eux à trois ou quatre francs? L'évêque d'Astorga a soumis dernièrement cette question à la S. Congrégation du Concile ; car il est d'usage dans presque tous les diocèses d'Espagne que les examinateurs synodaux reçoivent une petite rémunération de leur travail. Cet usage doit-il être aboli, comme étant en opposition avec le concile de Trente ?

Le secrétaire de la S. Congrégation a fait rédiger un mémoire où sont rapportées les précédentes décisions ; on y voit que cet abus est très ancien en Espagne, où il a persisté malgré tout.

La S. Congrégation de Concile a décidé le 23 septembre 1865, que les présidents des concours et les examinateurs ne peuvent pas recevoir de rétribution et d'émolument, nonobstant l'antiquité de l'usage.

L'affaire d'Astorga a été traitée *per summaria precum.* Voici le *folium.*

Astoricen. Examinatorum Synodalium. *Die* 23 *septembris* 1865. Episcopus Astoricen in Hispania, provinciae olim Compostellanae, nunc a non multis annis Vallisoletanae, in relatione status Ecclesiae suae ad hunc Sacrum Ordinem transmissa die 29 novembris anni 1864 inter alia sequens postulatum judicio sacri consessus subjecit: « In dioecesi ex » consuetudine, sicut in aliis ecclesiis regni Hispaniae, exa- » minatores synodales pro examine et ratione laboris in con- » cursu pro obtinendis parochiis, aliquod parvulum emolu- » mentum suscipiunt. Estne sustinenda haec consuetudo, vel » omnino abolenda, licet immemorabilis, tanquam Tridentino » contraria?

Ut planiori via ad propositum dubium examinandum procederetur, die 27 januarii hujus anni eumdem episcopum rogavi, ut referre vellet in quo praecise consistat hujusmodi emolumentum, et utrum idipsum obtineat in circumjacentibus dioecesibus, praesertim ejusdem ecclesiasticae provinciae Compostellanae, et sequens responsum per literas die 12 junii currentis anni datas accepi: « Emolumentum quod ratione » laboris ab examinatoribus pro-synodalibus percipitur in hac » dioecesi ad 13 vel 15 regalia reduci potest pro unoquoque » ex approbatis, dummodo beneficium curatum obtineant, ita » ut, qui nullum beneficium obtinent, non adstringantur ad » solutionem 220 regalium, quae quantitas distribuitur inter » eos qui synodum componunt. Non ita in circumjacentibus » dioecesibus, sed in quibusdam Compostellanae provinciae » ad quam haec dioecesis pertinebat, aliquod stipendium a » pro-synodalibus percipiebatur, non idem in omnibus, sed » majus vel minus ».

Tridentina lege in *Cap.* 18 *Sess.* 24 *de Refor.* examinatoribus synodalibus praescribitur: *Jurent omnes ad Sancta Dei Evangelia, se quacumque humana affectione postposita, fideliter munus executuros. Caveantque, ne quidquam prorsus occasione hujus examinis, nec ante, nec post accipiant, alioquin simoniae vitium tam ipsi quam alii dantes incurrant, a qua absolvi nequeant, nisi dimissis beneficiis, quae quomodocumque etiam antea obtinebant, et ad alia in posterum inhabiles reddantur.* Expositione non indigere hujusmodi verba animadvertit Beneqictus XIV de Synod. Dioec. *lib.* 4 *c.* 7 ut illico et perspicue mens Tridentinorum Patrum dignoscatur. Quanti vero facienda sit quaelibet in contrarium consuetudo, satis concludenter erui posse videtur sive ex generali censura, qua in constitutione s. m. Pii IV in Principis Apostolorum vel irritantur, si praecessissent, vel interdicuntur ita ut incipere non possint quaecumque consuetudines Tridentinis Decretis contrariae. Benedictus XIV, Inst. Eccl. 6. *n.* 7. Card. De Luca de Canon. et dign. *Disc.* 33, *n.* 3. *in* Adnotat. ad Conc. Trid. *Disc.* 1, *n.* 16. Pitonius *Discept. Eccl.* 23. *n*, 16. *et* 17. *discept.* 112 *n.* 29: *sive* ex specialibus hujus Sacri Ordinis resolutionibus, quas adhibitis diligentiis mihi datum est colligere in perantiquis Sacrae Congregationis decretorum libris.

Porro in una *Aurien. Lib. Decr.* 2. *pag.* 193. Episcopus declarari ab Emis Patribus rogabat, an examinatoribus in synodo dioecesana juxta formam Concilii Tridentini deputatis aliquo modo et vigore consuetudinis liceret citra vitium simoniae, peracto examine, aliquid ab eo, cui beneficium collatum fuit, ratione dicti examinis accipere, et Sacra Congregatio respondit: *Non licere.*

Item in *Salernitana Lib. decr.* 2. *pag.* 252 quaesitum est, quid sentiendum foret de decreto synodus dioecesanae « quo statutum fuerat congruum quoddam « stipendium examinato- » ribus ex fructibus particularium Ecclesiarum aut aliorum » beneficiorum vacantium, » et prodiit rescriptum: *Archiepiscopum non posse hujusmodi stipendium statuere, et decretum synodus dioecesanae esse nullum et delendum.*

In *Civitaten. Lib. Decr.* 7, *pag.* 70, ad III Dub. Sacra Congregatio rescripsit: *Non licere examinatoribus synodalibus quidquam accipere, non obstante quacumque consuetudine immemorabili.*

Refert Garcias in suo opere de *Benef. Eccl. Tract. par.* 8. *c. n.* 77, in concilio provinciali Toletano anni 1566, et in provinciali pariter concilio Compostellano statutum fuisse, ut Ordinarii rectae suae conscientiae arbitrio, jubeant persolvi examinatoribus munus suum fideliter exequentibus aequam laboris mercedem ex reditibus ecclesiae vacantis, qui alioquin Rectori debeantur. At idem auctor, praemisso quidem adesse nonnullos doctores, qui hujusmodi statutum minime adversari autumant Tridentinae Legi, contrarium tamen retinendum esse concludit ex dicto Concilii Decreto vers. *Caveant* et ex declarationibus S. Congregationis editis *in Gerunden.* 12 *augusti* 1588, quae reperitur in *Lib. Decr.* 5, *pag.* 104, et 174, in *Salernitana*, eam forsitan quam egomet superius retuli ex *Lib. Decr.* 2, *pag.* 252, et in *Abulen.* cujus praefatus auctor meminit in *cit. op. par.* 5, *c.* 7, *num*, 11. Non aliter tandem resolutum prostat in *Jacen.* 14 *januarii* 1758, in qua, etsi ageretur de vetustissima consuetudine in pluribus Hispaniarum dioecesibus vigente, quam promotor fiscalis curiae episcopalis servandam esse contendebat tanquam Tridentini Concilii dispositioni non adversam, proposito tamen dubio: *An et quomodo emolumenta debeantur occasione examinis in concursu, et collationis ecclesiarum parochialium in casu?* Emi Patres responderunt: *Quoad praesides et examinatores negative.*

Ex hujusmodi Sacri Ordinis resolutionibus, quae praesertim pro dioecesibus Hispaniarum Compostellanae provinciae prodierunt, dubitari haud forsan immerito posset de bona fide, qua servari huc usque potuerit contraria consuetudo in dioecesi Astoricensi absque simoniae labe de qua in praefato decreto Tridentinorum Patrum. Videant tamen Eminentiae Vestrae utrum legitimae excusationi et inconditionatae absolutioni sit locus quoad praeteritum, cum Petr. Navarr. de *restit. lib.* 2, *c.* 2, *num.* 188. Ledesma in *Summ. p.* 2, *tract.* 7. *c.* 1. *conclus.* 7 *circa* 13 *difficultatem*, communem esse doceant hujusmodi usum in Hispaniarum ecclesiis, et Raphael della Torre *de relig.* 2 *tom. quaest.* 100, *art.* 6, *disp.* 3, referat ideo probatum fuisse a conciliis provincialibus, quia emolumentum ipsum absque ullo praecedenti pacto largitionis tantum nomine et stipendii titulo persolvi consuevit. Animadvertunt enim praelati auctores, dignum esse mercenarium mercede sua; Benedictus vero XIV, de *Syn. Dioec. loc. cit.* quamvis non absolute approbaverit multoque minus imitandum proposuerit, quod a concilii Toletani Patribus gestum fuit, idipsum tamen minime improbavit.

Quare etc.

S. Congregatio respondit: *Detur resolutio in Jacen. diei* 14 *januarii* 1758. Et ita rescripsit die 23 septembris 1865.

– *Théologal mis à la retraite après quarante ans de service. Participation à tous les revenus des chanoines qui sont en service actif.*

Tout chanoine qui assiste regulièrement à l'office pendant quarante ans, peut demander sa retraite avec espérance de succès. La S. Congrégation le dispense du chœur pour le reste de sa vie, et l'autorise à percevoir tout le revenu de son canonicat, gros et distributions: *Quamvis in posterum non inserviat, nihilo minus fructus omnes et distributiones quotidiana seu canonicales percipere valeat, perinde ac si choro et officiis divinis personaliter interesset.* Telle est la formule de l'indult ordinaire. Le chanoine *jubilatus* a droit aussi aux distributions spéciales et au produit des amendes portées contre les absents, à moins que les statuts particuliers ou l'usage local ne s'y opposent.

Cela posé, voici la difficulté qui s'est présentée dans le

chapitre de la cathédrale de Montepulciano. Le chapitre a des prébendes distinctes qui sont conférées à chaque chanoine; il possède aussi une masse commune, qui est partagée selon le service. Lorsqu'un canonicat est vacant, sa portion sur la masse commune augmente la part des autres. En ce moment, il y a trois canonicats vacants; faut-il faire participer à l'accroissement du revenu le chanoine théologal, qui a l'indult *jubilationis* depuis 1863?

Il paraît qu'il est d'usage dans le chapitre de priver du produit des pointes, ou amendes les chanoines qui n'assistent pas réellement à l'office, pour une cause quelconque. Le théologal *jubilatus* n'a donc pas droit à prendre une part de ces amendes; mais peut-on mettre au même rang l'accroissement de revenu provenant à la masse commune des canonicats vacants, lorsqu'on l'a toujours partagé, sans tenir compte du service et de la ponctualité?

La S. Congrégation décide qu'on ne peut pas refuser au théologal en retraite sa part des canonicats vacants, parce que c'est là un revenu qui ne peut être rangé parmi les distributions que *lato sensu*. (Le 13 août 1865).

— *Pénitencier de la cathédrale. Office inamovible et uni indissolublement au canonicat.*

Le concile de Trente prescrit d'ériger dans chaque cathédrale l'office du théologal et celui du pénitencier, en les annexant à perpétuité à deux canonicats. Loin d'être amovibles, ces deux offices doivent être conférés perpétuellemant et par institution canonique comme le sont les deux canonicats. Il n'est pas permis au pénitencier ni au théologal de se démettre de l'office en conservant le canonicat auquel cet office a été perpétuellement et inséparablement uni.

La S. Congrégation veille attentivement à l'intégrité de cette discipline. Voici une décision récente concernant le chapitre de Lucques:

Lucana. Praebendae Poenitentialis. Die 18 februarii 1865. Anno 1845 archiepiscopus illius temporis vicarii generalis munus credidit sacerdoti Sancti Polini metropolitanae ecclesiae canonico poenitentiario. Porro is retenta poenitentiali praebenda, a poenitentiarii nihilominus officio sese dimisit; quod alteri ejusdem metropolitanae canonico Leonardo Maria Cardella, praeeunte S. Sedis indulto derogationis concursui, collatum fuit.

Modo e vivis erepto Sancte Polini anceps hodiernus archiepiscopus haeret super vacatione praebendae, an scilicet censenda sit per obitum vacans praebenda canonici poenitentiarii, seu potius tamquam alia simplex praebenda, cujus tamen collatio ac provisio ad Sedem Apostolicam ratione mensium pertineret; ita ut poenitentiarii officium retinendum sit stabiliter adnexum praebendae ab actuali poenitentiario retentae. Quapropter supplex judicium S. Ordinis exquirit, quo super ejusmodi negotio absque errandi formidine procedere valeat.

Praenotatum, in ecclesia Lucana pro utroque poenitentiarii ac theologi officio praebendam propriam juxta praescriptum a Tridentina Synodo *Sess.* 5, *cap.* 1, *Sess.* 24, *cap* 8. *de ref.* constitutam reperiri, prout colligitur ex ipsis relationibus super statu illius archidioecesis, quae apud acta S. Congregationis asservantur. Praenotandum insuper in indulto derogationis concursui superius memorato nullum occurrere verbum ex quo deprehendatur canonico Polini factam fuisse facultatem retinendi praebendam, licet adnexum officium dimiserit.

Quo posito, in jure haud controvertitur, ac centies S. Congregatio definivit, prout videre est in *Vicentina Optionis* 31 *januarii* 1852, non licere poenitentiario prout et theologo, officio dimisso, retinere praebendam, cui officium ipsum perpetuo ac inseparabiliter adnexum fuerit; adeoque perperam factum fuisse videtur, ut officium a Polinio dimissum alteri conferretur sine illa praebenda quae eidem officio adnexa ac subjecta erat, quaeque suapte natura eidem addici debebat.

Licere utique quandoque in casu vacationis cum S. Sedis indulto pinguiorem praebendam, vel etiam iterato optare, donec ad aliquam ex pinguioribus perveniatur quae utpote congrua perpetuo tandem poenitentiario pro-tempore affecta esse intelligatur. At vero in themate non quaeritur de peracta vel peragenda optione pinguioris praebendae, sed potius disquiritur num per modum facti poenitentiarii officium de una ad aliam praebendam transferri, eique addici valuerit, quod quidem nullo jure admitti posse videtur.

Superest exinde EE. VV. perpendendum, num per obitum antiqua poenitentiarii praebenda ab eo retenta censenda sit vacans uti simplex praebenda canonicalis, vel potius ministerio juris devoluta ad canonicum qui in praesens Poenitentiarii munere fungitur: quo altero in casu sequeretur realis vacatio alterius praebendae ab actuali poenitentiario de facto retentae.

Quare etc.

Sacra Congregatio respondit: *Praebendam poenitentialem quam retinuit canonicus Polini spectare ad canonicum poenitentiarium Cardella, proindeque hujus praebendam vacare.* Die 18 februarii 1865. »

— *Chanoines de Castelfidardo. Statuts capitulaires. Anciens usages.*

Les chanoines de Castelfidardo n'ont pas encore rédigé leurs statuts, quoique les évêques les y aient invités bien des fois par des décrets rendus en visite pastorale. De là vient que l'usage fait loi sur tous les points; la prudence veut qu'on s'en tienne à ces usages, autrement tout serait mis en question. Du reste, le droit canonique établit en principe, qu'à défaut de lois il faut se conformer aux anciens usages.

Un membre du chapitre a représenté à la S. Congrégation que les chanoines ont l'obligation de célébrer certaines messes, sans application, en dehors de la messe conventuelle; il y a, entre autres, une messe le dimanche dans une petite chapelle qui était autrefois paroissiale; les chanoines disent cette messe, chacun à tour de rôle, et celui qui néglige est condamné à payer sept sous et demi à titre d'amende. Or, le recourant a demandé que les chanoines qui ne peuvent pas remplir cette obligation pour cause de maladie, fussent exemptes de l'amende.

Le chapitre fait opposition à cette demande, parce que tel est l'usage depuis deux siècles, en outre, l'on doit exciter la piété des fidèles par l'exactitude avec laquelle on accomplit les fonctions religieuses. D'ailleurs, ce n'est pas au moment où le siége épiscopal est vacant que l'on peut examiner et décider les affaires qui ont quelque importance.

Le vicaire capitulaire se range à l'avis du chapitre, parce que tout pourrait être mis en question si l'on ébranlait les anciens usages sur un seul point.

Voici la décision de la S. Congrégation. *Pro nunc standum esse consuetudini, firma remanente obligatione conficiendi quamprimum constitutiones capitulares ad formam juris.* Die 1 aprilis 1865. »

— *Chapelain obligé à cinq messes par semaine. Peut-on exiger la messe du dimanche?*

Il y a division parmi les canonistes sur la question de savoir si l'évêque peut obliger des chapelains à dire la messe aux jours et aux heures les plus commodes pour la population. Quelques auteurs pensent que l'évêque a réellement ce pouvoir et qu'il peut rendre des décrets en temps de visite pastorale. D'autres embrassent le sentiment opposé, par la raison que l'on ne doit pas imposer de charges aux bénéfi-

ciers, en dehors des actes de fondation; si ces actes laissent la liberté, s'ils ne prescrivent pas de célébrer tel jour ou telle heure, on ne peut pas restreindre la liberté des chapelains.

En 1863, la S. Congrégation du Concile n'a pas approuvé que l'on obligeât des chapelains, dans une église de Florence, de dire la messe du dimanche à certaines heures, parce que les fondations laissent ces chapelains libres de choisir le moment le plus commode pour eux. *An et quomodo rectores capellaniarum cogi valeant ad missas celebrandas vel celebrari faciendas certis horis in diebus festis in casu.* Sacra etc. *Negative in omnibus, et archiepiscopus adhibeat hortationes.* Die 18 aprilis 1863. »

Une décision analogue a été rendue le 9 décembre 1865 pour une paroisse du diocèse de Milan, où se trouve un bénéfice simple rendant net environ 1200 livres; le chapelain doit dire cinq messes par semaine, comme on le voit dans l'acte de fondation, en date du 14 décembre 1412. Comme cet acte ne désigne pas expressément le dimanche, on s'est demandé si l'Ordinaire pourrait obliger le chapelain à dire la messe ce jour-là dans l'église paroissiale, pour la commodité des fidèles, qui auraient ainsi une messe de plus.

La S. Congrégation décide que le bénéficier n'est pas obligé de comprendre la messe du dimanche parmi les cinq que lui impose son bénéfice.

– *Chapitres. Récitation de matines et laudes dès la veille au soir. Indult Apostolique.*

Tous les moralistes tolèrent que dans la récitation privée on anticipe l'heure canonique pour matines et laudes, et qu'on puisse les réciter dès la veille. Il en est autrement de l'office public célébré au chœur dans les cathédrales et les collégiales; car on doit obtenir un indult apostolique pour pouvoir anticiper ainsi matines et laudes; d'après les saints canons, cette partie de l'office doit être récitée le matin. Quelquefois les chanoines sont très-occupés dans la matinée, pour confesser les fidèles, surtout en temps de carême; c'est là une raison plausible pour leur permettre de dire matines la veille. Néanmoins, la S. Congrégation n'accorde ces sortes d'indults qu'avec bien des clauses restrictives; elle les donne, non à perpétuité, mais pour un nombre déterminé d'années; elle restreint la concession à l'époque de l'année où l'indult est nécessaire, et même aux jours où il est vraiment utile qu'on s'en serve. C'est quelquefois dans l'intérêt des chanoines qu'on leur permet de réciter matines la veille; ainsi, lorsque l'église est au sommet d'une montagne exposée au vent et au froid, il n'est pas commode de s'y rendre de grand matin pendant l'hiver; on peut en ce cas demander la dispense pour les mois les plus rigoureux de la saison. Toutefois, ces divers indults ne sont accordés que rarement, difficilement, parce que la S. Congrégation tient aux prescriptions canoniques pour l'office public du chœur.

Voici un indult motivé par la nécessité d'entendre les confessions et restreint à trois jours du carême.

Urbanien. Servitii Chori. – *Die* 18 *februarii* 1865. Episcopus Urbaniensis in secunda relatione Status Ecclesiae suae postulaverat ab hac Sacra Congregatione quod quemadmodum canonici cathedralis rescripto gaudent recitandi post vesperas matutinum insequentis diei tempore adventus, ita hoc rescriptum extenderetur ad tempus quadragesimale praecipue pro diebus Dominicis, nec non quarta, et sexta feria, retenta tamen triplici officiatura, scilicet ut post completorium matutinum et laudes pro sequenti die erant recitandae; post solis ortum prima tertia cum prima missa conventuali de Sancto, et Sexta; hora autem decima ante meridiem canonici recitata nona, assistere debeant secundae missae de feria, sacrae concioni et vesperis. Huic petitioni Sacra Congregatio sub die 6 augusti 1859 respondit, ut episcopus remitteret copiam rescripti obtenti pro adventu cum precibus per extensum.

Idem episcopus in novissima sua relatione ad S. Congregationem Concilii transmissa die 20 julii 1863 retulit hoc rescriptum pro adventu obtentum in archivio capitulari ab ipsis canonicis inveniri non potuisse; attamen in constitutionibus capitularibus Urbaniensis cathedralis ab episcopo Zamperoli suo antecessore propositis et ab eodem capitulo in compendium redactis, pag. 34 sequentia extare: « Choralis officia» tura tribus distinctis vicibus quotidie peragenda erit integra, » excepta octava Corporis Christi, exceptis Dominicis festisque » diebus qui in adventu contingunt, atque toto triduo majoris » hebdomadae; tunc enim post completorium diei praecedentis » matutinum cum laudibus sequentis diei recitare solet. » Refert ulterius quod capitulum Officium B. M. V., mortuorum, psalmos poenitentiales et graduales ex Indulto Sacrae Rituum Congregationis anticipate recitat illis diebus quibus recitari per rubricas praescribitur. Quod indultum in praefato libro constitutionum typis edito in adnotatione dicitur concessum a Sacra Rituum Congregatione ad preces capituli die 10 februarii 1753.

Postulatam matutini anticipationem tempore Quadragesimali veluti valde utilem episcopus commendat tum ob majorem choro interessentium numerum, tum etiam ob populi commodum, cui missis privatis assistere datur, et major confessariorum copia praebetur. Hinc apud EE. VV. his verbis instat: « Igitur hanc consuetudinem a constitutionibus capitularibus » firmatam pro adventu, ut ad quadragesimale tempus exten» datis humillime et iterum postulo. Pro rescripto quod in» veniri datum non fuit, stabunt verba constitutionum ca» pitularium. »

Profecto circa divini officii recitationem in choro certae sunt horae ecclesiasticis legibus statutae, uti aperte edicitur in 1 Clementina de celebrat. miss. Et quamvis relate ad matutinum cum laudibus hora mediae noctis in dicta 1 Clement. in fin. indigitetur; tamen in cathedralibus ecclesiis, exceptis tribus ultimis diebus majoris hebdomadae, recitari debere de mane, non autem vespere pro sequenti die statutum fuisse docet Benedictus XIV, Inst. Eccl. 24 n. 9, et de Syn. Dioeces. lib. 13, c. 9, n. 13.

Nihilominus ab ista generali regula aliquando fuisse recessum constat; habetur enim ex Lib. Decret. 17 pag. 379, S. hanc Congregationem super hac re die 12 novembris 1644 consultam, remisisse arbitrio episcopi, peculiaribus concurrentibus circumstantiis, post completorium diei praecedentis, matutini recitationem in choro aliquoties permittendi. Pariter in *Montis Politiani* 26 junii 1723, Sacra Congregatio, eo quod cathedralis sita esset in cacumine montis, canonicis tuendae valetudinis gratia tempore hyemali a die immediate sequenti post festum Ephiphaniae usque ad diem Cinerum matutinum et laudes diei sequentis de sero recitare permisit.

Pronior vero fuit H. S. O. in concedenda supradicta dispensatione, quando ageretur ceu in casu, de spirituali fidelium bono procurando, uti videri est in *Casalen.* 21 septembris 1822 in qua proposito dubio: An et quomodo sit concedendum Indultum in casu, responsum prodiit: *Affirmative arbitrio et conscientiae episcopi ad decennium, facto verbo cum SSmo.* Neque aliter responsum fuit in *Messanen.* 15 *decembris ejusdem anni.* Prostat denique novissimum exemplum in *Balneoregien.* proposita per summaria precum, in qua consuetudo recitandi matutinum sequentis diei post completorium toto tempore quadragesimali, et tempore adventus diebus festa praecedentibus, adducta causa ut canonici confessionibus excipiendis liberius vacarent, approbata fuit rescripto diei 25 junii nuper elapsi anni: *Pro gratia juxta votum episcopi ad decennium facto verbo cum SSmo.*

Perpendent itaque EE. VV. an ob expositas causas por-

rectae postulationi annuendum sit, praesertim vero ubi indultum coerceri debeat tempore quadragesimali ad tres in hebdomada dies, nempe Dominicam et ferias quartam, ac sextam tantum, pro quibus episcopus nominatim instat. Quare etc.

Sacra Congregatio rescripsit: *Pro gratia pro diebus ab episcopo designandis ad decennium, facto verbo eum SSmo etc.* Die 18 februarii 1865. »

— *Biens laissés à une veuve, sous condition qu'elle ne se remariera pas. Legs de messes.*

La condition imposée à l'héritier auquel un testateur laisse ses biens pourra qu'il ne se marie pas, est-elle valide en droit? Le droit romain condamne de semblables conditions, comme étant contraires aux bonnes mœurs par là même qu'elles détournent du mariage. Aussi les jurisconsultes s'accordent-ils à reconnaître qu'une femme à qui on laisse un legs à condition qu'elle ne se mariera pas, peut fort bien prendre ce legs et se marier, sans être obligée de restituer. Le Pape, comme l'observe le cardinal de Luca (disc. 177, *de regalibus*) le Pape a des raisons spéciales pour dispenser de la condition de la viduité; car il doit protéger la liberté du mariage, prévenir le danger de péché, et se conformer aux dispositions canoniques qui ont abrogé les peines édictées par le droit romain contre les secondes nôces.

Que penser du cas où la veuve aurait promis expressément au mari défunt de ne jamais se remarier? Ce cas a été porté dernièrement à la S. Congrégation du Concile.

Benoît C. habitant de Plaisance est mort en 1858, laissant par testament tous ses biens à Thérèse sa femme, à condition qu'elle ne se remariera pas, en déclarant que si elle se remarie, elle n'aura qu'un legs de mille livres de Parme, et tout le reste de la succession devra être employé à faire dire des messes pour l'âme du testateur.

La succession consiste en une propriété rurale qui vaut environ dix mille livres et qui est grevée de soixante-dix messes par an. Ces messes n'ont pas été dites depuis 1853.

Après trois ans de veuvage, Thérèse s'est remariée. Quoique les lois civiles de Parme, qui sont encore en vigueur dans ce pays, ne reconnaissent pas la validité de la condition apposée dans le testament, cette pauvre femme n'a pas la conscience tranquille. Le code civil peut bien, il est vrai, lui déférer la possession des biens, mais il n'est pas en son pouvoir de détruire l'obligation de conscience, d'autant plus que les legs pies doivent être remplis dès qu'on connaît la volonté des testateurs, sans tenir compte des formalités légales. Or, le défunt a prescrit formellement que, sauf le legs de mille livres pour Thérèse, tout le reste de la succession doit être employé à faire dire des messes. En outre, Thérèse promit expressément à son mari de ne jamais se remarier. De là une triple responsabilité de conscience. La première, en vertu de la promesse susdite. La seconde, pour les soixante-dix messes par an qui n'ont pas été acquittées depuis 1853. La troisième, enfin, pour la clause résolutoire exprimée dans le testament, et qui oblige Thérèse à se contenter de mille livres, au lieu de s'arroger toute la succession. Afin d'être exonérée et dispensée de toutes les obligations qui peuvent lui incomber, elle offre de débourser 2400 livres dans les mains de l'Ordinaire; elle demande à la S. Congrégation du Concile d'accepter cette offre.

Cette demande semble sujette à de sérieuses difficultés. La viduité est louable, car S. Paul la conseille: *Bonum est illis si sic permaneant* Aussi les lois qui repoussent les conditions restrictives de la liberté du mariage ne comprennent-elles pas les veuves; celles-ci doivent remplir la condition qui leur est imposée pour avoir ou garder un legs ou une succession. C'est ce que disent plusieurs canonistes, qui se fondent sur diverses dispositions du droit romain. Dans l'espèce, il faut aussi tenir compte du privilége de l'œuvre pie, du legs de messes prescrit par le testateur pour le cas où Thérèse se remarierait. Des canonistes soutiennent que la condition prohibitive du mariage doit être observée en toute rigueur, lorsque c'est une œuvre pie qui est appelée à la succession en cas de transgression de la clause susdite. On peut voir Tiraq. *de privilegiis piae causae*, privileg. 18. Mantic. *de conject. ultim. voluntat.* lib. 11, tit. 18 et 19. Gratianus, regul. 83, num. 16. Le Pape peut dispenser assurément de la clause qui défend le mariage; il dispense assez facilement lorsque le testament ne désignant pas d'autres héritiers, la succession passerait aux héritiers naturels; mais il en est autrement lorsque la dispense porterait préjudice aux héritiers nommément désignés dans le testament, ou bien à une œuvre pie, comme dans le cas présent. On peut consulter le cardinal de Luca, disc. 177 *de regalibus*. Thérèse ne semble pas mériter cette dispense; non seulement elle a négligé l'ordre de son mari défunt qui lui recommanda de faire acquitter le legs de soixante-dix messes annuelles, mais elle fut expressément avertie par des gens de bien, avant de se remarier, que les lois civiles ne l'exemptaient pas de l'obligation de restituer la succession, au for de la conscience.

La S. Congrégation décide que l'offre de deux mille quatre cents livres est insuffisante: *Exhibeantur meliores conditiones episcopo, cui opportunae facultates ad hoc tribuuntur.* Die 8 julii 1865. »

En effet, la charge perpétuelle de soixante-dix messes annuelles représente, au cinq pour cent, le capital de quatorze cents livres; en ajoutant à ce capital le quart, à raison de la perpétuité, comme c'est l'usage, on arrive à 1890 livres. En outre, les soixante-dix messes n'ayant pas été acquittées depuis 1853, Thérèse doit huit ou neuf cents livres à ce titre. Ces détails montrent clairement que l'offre de deux mille quatre cents livres est insuffisante; car Thérèse ne donnerait rien en compensation de l'indulgence avec laquelle on lui permettrait de garder des biens auxquels elle n'a pas droit, puisqu'elle ne remplit pas la condition moyennant laquelle ces biens lui ont été donnés. Voilà pourquoi la S. Congrégation exige qu'elle fasse de meilleures offres.

— *Le vénérable Generoso Maria de Premosello, prêtre, et religieux de l'Ordre de S. François. Introduction de la cause.*

« Decretum. Amerina Beatificationis et canonizationis Ven. » Servi Dei P. Fr. Generosi Mariae a Praemosello sacerdotis » professi Ordinis Minorum S. Francisci de observantia. » Quum Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa IX quinto- » decimo kalendas septembris anno 1858 benigne indulserit » ut de dubio signaturae commissionis introductionis causae » servi Dei Fr. Generosi Mariae a Praemosello sacerdotis » professi Ordinis Minorum de Observantia Sancti Francisci » ageretur in Congregatione Sacrorum Rituum Ordinaria » absque interventu et voto consultorum licet non elapso » decennio a die praesentationis processus ordinarii in Actis » Sacrorum Rituum Congregationis et scriptis ejusdem servi » Dei nondum perquisitis et examinatis; Emus et Rmus Do- » minus Cardinalis Josephus Bofondi hujus causae relator » ad instantiam Rmi Patris Fr. Bernardini a Cryptis Castri » postulatoris generalis causarum memorati Ordinis, attentis » postulatoriis litteris plurium Revmorum Antistitum etiam » Cardinalium aliorumque ecclesiastica et civili dignitate illus- » trium virorum, in Ordinariis Sacrorum Rituum comitiis » ad Vaticanum hodierna die coadunatis sequens Dubium » discutiendum proposuit, nimirum — *An sit signanda com-* » *missio introductionis hujus causae in casu et ad effectum* » *de quo agitur?*

» Et Sacra eadem Congregatio, omnibus maturo examine » perpensis auditoque voce et scripto R. P. D. Petro Mi- » netti Sanctae Fidei Promotore, rescribendum censuit: — *Affir-* » *mative* sive *signandam esse commissionem si Sanctissimo* » *placuerit.* Die 28 aprilis 1866.

» Facta postmodum de praemissis per infrascriptum Se- » cretarium SSmo Domino Nostro Pio Papae IX relatione, » Sanctitas Sua sententiam Sacrae Congregationis ratam ha- » buit et confirmavit, propriaque manu signavit commissio- » nem introductionis causae Venerabilis Servi Dei Fr. Ge- » nerosi Mariae a Praemosello praedicti.

» Die 3 maii anno eodem. C. Episcopus Portuen et S. Ru- » finae Card. Patrizi S. R. C. Praef. Loco ✠ Signi. *D. Bar-* » *tolini S. R. C. Secretarius.*

ANALECTA JURIS PONTIFICII.

TABLE ANALYTIQUE DE LA HUITIÈME SÉRIE.

A.

Abbé régulier. Consécration des autels et des cloches par délégation episcopale. 1173. 1184. 1233. 1242. 1300. 1319. 1321. 1377. Bénédiction de l'encens en présence d'un évêque. 1184.

Absence. Clercs qui s'absentent du diocèse sans permission de l'Ordinaire. 1933.

Adjudication. Secrétariat d'un évêché mis en adjudication. 1811.

Adscription canonique des clercs au service d'une église dans l'acte de l'ordination. 1921.

Age pour les convers et Oblats. 2215. Séminaristes. 2264.

Agnus Dei. Traité liturgique, canonique et symbolique. 1475.

Agonie. Messe de l'agonie de Jésus-Christ. 1255.

Agrippinus (S.) 1316.

Aix en Provence. Séminaire. Office votif du Saint-Sacrement. 1194.

Albert (S.) carme. Coïncidence avec l'office de S. Gaetan. 1229.

Alcala. Cérémonies singulières. 1331.

Alexis (S.) 1373.

Alger. S. Cyprien fête de précepte. 1169.

Allemagne. Office de S. Henri. 1138. Obligation de porter la soutane et serment. 1980. Simonie dans la collation des bénéfices. 1982. (Voyez *Autriche*).

Altieri. Office de la bienheureuse Louise Albertoni. 1178.

Ambrosien (rit) abandonné par les Clarisses. 1228.

Amédée (le bienheureux) duc de Savoie. 1242. 1254.

Amende pécuniaire contre les clercs. Soutane. 1818. Départ du diocèse sans permission. 1938.

Amérique. Sainte Rose de Lima patronne de l'Amérique méridionale. 1160. Nature des vœux que font les religieuses des Etats-Unis. 1774.

Amyot, évêque d'Auxerre. Lettre sur la tolérance civile des hérétiques. 2027.

André (S.) Office et octave. 1204. S. André Corsini. 1286. 1373.

Ange gardien. Office 1149. 1166.

Ange del Pas (Vénérable). Notice et décret relatif à la cause de béatification. 1777. 2001.

Angleterre. Collége anglais de Rome. 1164. Chapelle de la reine. 1177. Messe votive de la Conception et autres indults. 1181. 1242. Bénédictines anglaises de Bruxelles. 1258. Obédience publique du duc de Castelmaine à Rome, sous le règne de Jacques II. 1287.

Annonciades 1251.

Anselme (S.) 1311.

Antoine (S.) de Padoue. Controverse entre conventuels et capucins sur l'habit. 1154. 1162. Office. 1228. Procession. 1170. 1340. 1349. Controverse entre capucins et observants. 1252.

Antonin (S.) 1257.

Apollinaire (S.) 1193.

Arles. Fête de Notre-Dame de Lorette. 1232.

Armes. Clercs. Prohibition de porter des armes. 1883.

Artilleurs. Sainte Barbe. 1230.

Aspersion. 1245.

Augustin (S.) Office votif. 1177.

Augustins. Notre-Dame de la Consolation. 1195. Bréviaire. 1206. 1225. Autel privilégié. 2075.

Aumôniers militaires. 1353.

Autel pollué. 1151. Office de la consécration. 1202. Traité de l'autel privilégié. 2040.

Autriche. Office de l'Ange gardien avec octave. 1149. S. Joseph déclaré patron de l'empire. 1189. 1198. Notre-Dame des Victoires. 1195. Desponsatio B. M. V. 1208. 1228. Office de S. Gabriel. 1262. Saint Nom de Marie, seconde classe. 1263. Sainte Rosalie. 1310.

Avarice des clercs. 1792.

Avignon. Office de Sainte Barbe. 1150. 1317. Bénéficiers. 1179. B. Pierre de Luxembourg. 1206. Première dignité du chapitre. 1209.

B.

Bal et danses. 1845.

Baldaquin dans les églises pour les personnes nobles. 1252. 1262. 1302. 1312. 1334. 1335. 1338. 1339. (Voir *Nobles*.)

Bamberg. offices propres. 1169.

Bancs dans les églises. 1348.

Baptême. 1314 Matière et forme. 1557. Immersion. 1572. Adultes. Droits paroissiaux. 1573. Forme. 1604. Intention. 1668. Réitération du baptême. Irrégularité. 1691. Parrain. 1705. Erreurs des protestants. 1739.

Baptistères miraculeux. 1566. Droits des églises matrices. 1573.

Barette. 1223.

Barnabites. Médailles enrichies d'indulgences. 1147. Autel privilégié. 2077.

Basiliens. Image de S. Elie. 1266.

Basiliennes. Bréviaire romain. 1227.

Bâton. Usage que les ecclésiastiques portent habituellement un bâton. 1821.

Belgique. Calendrier et nouveaux offices 1156. Fête du Saint-Sacrement le 13 juillet. 1187. Procession et exposition du Saint-Sacrement. 1199 Titre d'ordination à Bruges. 1816.

Bénédictines. 1159. 1163. 1165. 1220. 1226. 1231. 1284. 2079.

Bénédictins Indult pour l'office romain. 1174. Offices propres. Espagnols. 1182. 1208. Allemands. 1183. 1311. Petit office. 1259. Bréviaire monastique. 1351. Bénédictins de Pologne. Bréviaire Romain. 1367. Office de S. Grégoire. 1383. Autel privilégié. 2079.

Bénédiction. Moissons. 1182. Nouvelles bénédictions du Rituel. 2030.

Bénéfices et lucres commerciaux des clercs. Confiscation. 1429.

Bénéficiers dans les chapitres 1157. Habit. 1162. 1353. Procession. 1163. 1180. Coussins. 1331. Motet. 1189. — Préséance sur les prêtres simples. 1192. 1226. 1264.

Bennon (S.) en Bavière. 1377.

Benoît (S.) Octave. 1174. Office votif. 1175. 1283. 1309.

Benoît XIV. Constitution sur le commerce des clercs *per interpositam personam*. 1462. Lettre *Ex quo dilectus* sur le droit des clercs séculiers pour l'entrée des instituts religieux. 1990.

Bergame. Fête ordonnée par le gouvernement civil. 1321.

Bernard (S.) Office votif. 1327. Mémoire. 1384.

Bernard de Menton (S.) 1236.

Besançon. Bréviaire romain. 1137. Collégiale insigne. 1188. S. Gabriel. 1198. Abus dans le chœur. 1205.

Bethlémites. 1189.

Blasphème. Confrérie réparatrice. Indulgences. 2172.

Bon-Larron. 1381.

Bonnet blanc à l'église. 1350.

Bréviaire cistercien de Vaussin condamné par le Saint-Siége. 1140. 1150. 1151. 1172. 1181. 1193. 1194. — Bréviaire des Carmes. 1175. 1176.

Brigittains. Autel privilégié. 2082.

Bruges. Titre d'ordination. 1816.

Bruno (S.) 1183.

C.

Calendrier. Portugais nommé par la S. Congrégation des Rites pour la rédaction. 1169.

Calotte à la messe. 1244.

Camaldules. Petit office. 1144. Office votif de S. Romuald. 1188. Abolition du culte de Justiniani. 1232. Divers indults pour l'office. 1299. 1305. 1384. Autel privilégié. 2083.

Camail sur la soutane. 1822.

Canut (S.) 1164.

Cappa traînante. 1206.

Capucins. S. Antoine de Padoue. 1154. offices diocésains. 1198. Saints de l'Ordre. 1268. S. Dominique. 1335. Missions de Palestine. 1523. Indulgences. 1535. Autel privilégié. 2083.

Cardinal appartenant à un ordre régulier. Habit. 1184.

Carême. Offices votifs. 1163.

Carmes. Office votif de Ste Thérèse. 1144. Saint Nom de Marie. 1146. 1153. Procession de Ste Thérèse. 1152. Antienne de S. Joseph. 1159. Office votif de la Sainte-Vierge en carême. 1163. Bréviaire. 1175. 1176. Cession du corps de Ste Thérèse. 1202. Patronage de S. Joseph. 1227. Autel privilégié. 2087.

Cathédratique. 1808.

Catherine de Sienne (Ste). 1166. Déclarée patronne de Rome. 2174.

Catherine de Bologne (Ste). 1296.

Cécile (Ste) 1167.

Celibate de Rimini. Juridiction épiscopale et paroissiale. 1756.

Chanoines. Habit choral. 1137. Office récité dans la sacristie 1142. Insignes. 1146. 1249. 1288. 1300. 1305. 1318. 1374. 1375. Insignes pontificaux. 1155, 1158. 1186. Chœur. 1222. Préséance sur le vicaire général en vertu de la coutume immémoriale. 1268. Résidence. 1620. Distributions. 1622. Office et messe conventuelle. 1624. Pointe et amende. 1630. Heure pour réciter l'office. 1631. 2269. Statuts. 2268.

Chanoines réguliers de Latran Autel privilégié. 2088.

Chantre *castratus*. 1965.

Chapelain. Messe du dimanche. 2268.

Charlas. Notice biographique. Traité *de vocandis ad episcopatum*. 1537.

Chartreusines. Etole. 1240. 1284.

Chartreux. Cérémonial. 1146. Fête-Dieu à la Chartreuse de Pavie. 1246. Bréviaire et missel. 1266. 1288 1292. Fabrication et commerce des liqueurs. 1452. Autel privilégié. 2088. Donnés. 2200. Récréation. *Ibid.*

Chasse prohibée pour les ecclésiastiques. Usage des censures. 1879.

Chilianus (S.) 1366.
Cible. Tir défendu aux ecclésiastiques. 1871.
Cisterciennes. Bréviaire romain. 1155. 1172. 1245. 1304. 1337. 1368.
Cisterciens. Bréviaire de Vaussin. 1140. 1150. 1151. 1172. Offices propres. 1181. Office des morts. 1193. 1194. Indults. 1205. 1231. 1301. 1314. 1327. 1378. Autel privilégié. 2088.
Claire (Ste). 1161. 1362.
Clercs. Interdiction du commerce. 1425. Confiscation du lucre. *Ibid.* Priviléges du clergé. 1789. Devoirs essentiels. Inconduite, ignorance, avarice. Incarcération pour dettes. Caution. 1794. Concubines et enfants naturels. 1797. Priviléges patrimoniaux. 1805. Etrennes et contribution pour l'évêque. 1807. Droit à la succession des curés. 1817. Soutane. 1818. 1980. Inviolabilité personnelle des clercs. Canon *Si quis suadente diabolo*. 1823. Jeu et comédies. 1838. Ecclésiastiques musiciens. 1851. Homicide. Irrégularité. 1852. 1997. Accusation criminelle. Guerre. Justice criminelle. Chasse. Port d'armes. 1879. Cohabitation des femmes. Lettre de Clément XI. 1886. Arrestation. 1888. Affaires séculières. Médecin. Avocat. Tuteur. Conseiller municipal. 1904. Obligations que l'on ne peut imposer généralement au clergé. Offices paroissiaux, processions, prédications, etc. 1917. Obéissance canonique. 1927. Sortie du diocèse. 1933. Personnes exclues du clergé. Enfants naturels, fils des infidèles et des hérétiques. 1963. Possession diabolique. *Ibid.* Liberté d'entrer au couvent. 1989.
Coadjuteur. 1244.
Collégiale insigne. 1241. 1286. 1325.
Comédie. Prohibition pour les ecclésiastiques. 1838. Mystères de la Passion. 1843.
Commerce interdit aux ecclésiastiques et aux réguliers. 1425. 1906. 1915.
Communion. 1151. Double génuflexion. 2168.
Concours. 1639. 2264.
Confrérie. Processions. 1142. Droit paroissial. 1148. Deux confréries du même titre. 1167. Préséance. 1196. Sépulture. 1220. 1223. 1253. Autel privilégié. 2108.
Congrégation (S.) des Evêques et Réguliers. Fabrication et commerce des liqueurs. 1452. Actions des sociétés en commandite. 1474. Décision sur les prêtres domiciliés dans un diocèse étranger; ne pas les renvoyer sans un procès canonique. 1531. Obligation du secret pour les documents déposés dans les archives d'un évêché. 1532. Correction des constitutions d'un institut. 1533. Baptême des adultes; affaire de S. François de Hieronymo. 1580. Réguliers parrains et religieuses marraines. 1706. Juridiction paroissiale sur les communautés de vœux simples. 1741. Dot. 1745. Communion pascale 1748. L'évêque peut-il exempter une communauté de la juridiction paroissiale? 1750. Nature des vœux des religieuses aux Etats-Unis d'Amérique. 1774. Contribution imposée au clergé. 1807. Cathédratique. 1808. Taxe du secrétariat épiscopal. *Ibid.* Instructions sur l'administration diocésaine. 1812. Soutane. 1820. Inviolabilité des clercs. 1832. Loterie. 1839. Jeu et comédies. *Ibid.* Homicide. 1883. Cohabitation des femmes. 1890. Clerc remplissant les fonctions d'avocat, procureur, intendant, tuteur. 1912. Testament d'un évêque. 1915. Obligation qui ne peuvent être imposées aux simples prêtres. 1922. Clercs absents sans permission. 1953. Prêtres étrangers; on ne peut pas les renvoyer pour ce seul motif. 1955. Règlement pour les prêtres qui viennent à Rome sans testimoniales. 1958. Enfants naturels. 1979. Réguliers; permission de l'evêque pour la prédication. 2028. Séminaires. Religieuses. 2029. Réguliers, confession des séculiers. 2169. Communautés de femmes tertiaires. 2171. Oblats dans les ordres religieux. Oblates dans les monastères de femmes. Sourd-muet autorisé à faire profession. 2232.
Congrégation (S.) du Concile. Commerce interdit aux ecclésiastiques. 1436. Confiscation du lucre 1438. Testament en faveur des pauvres ne remplit pas la loi. *Ibid.* Achat de bestiaux. 1443. Biens patrimoniaux des clercs. 1446. Négoce sur le bétail. 1448. Pharmacies des communautés. 1452. La profession de pharmacien rend-elle irrégulier? 1453. Foires et marchés. 1454. Commerce indirect, *per alium*. 1454. Opérations de change. *Ibid.* Baptême d'un enfant jeté au fleuve. 1573. Baptême des adultes. S. François de Hieronymo. 1575. Cathédrale et paroisses. 1585. Examen de l'instruction des néophytes. 1593. Baptistère. Eglises matrices. 1594. Forme du baptême; formules vicieuses. 1606. Séminaires. 1615. Résidence des chanoines. 1620. Pénitencier. 1634. Théologal. 1539. Intention du ministre des sacrements. 1678. Parrain du baptême privé; parenté spirituelle. 1708. Incarcération des clercs pour dettes. 1794. Donation en faveur des concubines et enfants naturels 1798. Droit de l'évêque sur la succession des curés. 1814. Cathédratique, étrennes, subsides etc. *Ibid.* Soutane 1819, 1980. Canon *Si quis suadente diabolo*. 1826. Danse. 1846. Homicide; irrégularité 1854. 1997. Cohabitation des femmes. 1891. Dispense du vœu de continence. *Ibid.* Médecin, tuteur, conseiller municipal. 1905. Offices de la cathédrale, processions, offices de la paroisse; obligation des simples prêtres. 1918. Obéissance canonique 1927. Résidence hors du diocèse sans permission. 1933. Enfants naturels exclus des ordres et des Séminaires. 1963. Infidèles, juifs, hérétiques. *Ibid.* Possession diabolique. *Ibid.* Messe *pro populo*. Séminaires. Concours, examinateurs synodaux, fonctions gratuites. Théologal en retraite. Pénitencier inamovible. Statuts capitulaires. Chapelain; messe du dimanche. Matines et laudes récitées la veille. Héritage avec prohibition du mariage. 2260. Mariage; défaut de libre consentement; ratification par la simple cohabitation. 2241.
Congrégation (S.) des Rites. Décrets inédits jusqu'à ce jour. 1137. 1389. Causes de béatification et de canonisation 1143, 1154. 1167. 1207 1210. 1230. 1231. 1238. *Folium* pour les cardinaux. 1239. Cause de la vénérable Marie Rivier, fondatrice de la Congrégation de la Présentation de Marie. 1649. Le vénérable Ange del Pas, franciscain réformé. 1777 2001. Culte immémorial de saint Convoyon, abbé bénédictin de Redon. 2177 Double genuflexion après l'administration de la communion. 2168. Sainte Catherine de Sienne déclarée patronne de Rome. 2174 Ornements violets pour les messes de morts. 2235. Confirmation du culte du bienheureux Jean Soreth. 2259. Introduction de la cause du vénérable Généroso-Maria, franciscain. 2272.
Congrégation de l'Immunité (S.) Percussion des clercs. Canon *Si quis suadente diabolo*. 1837. Légitime défense contre un ecclésiastique atteint de folie. 1838. Prêtre au théâtre. 1851. Duel. 1876. Port d'arme pour la chasse. 1884.
Congrégation (S.) de la Propagande. Missions de Palestine. Capucins et autres réguliers. 1523. Baptême dans les missions. 1570. 1703. Messe *pro populo* chez les Orientaux et dans les missions. 2031.
Congrégation (S.) des Indulgences. Confréries du rosaire. 1536. Autel privilégié. 2040.
Conseiller municipal. Chanoine. 1909.
Constantin empereur. Son culte n'est pas toléré dans l'Eglise latine. 1333.
Continence cléricale. 1886. Dispense. 1897.
Conventuels. 1154. 1170. Autel privilégié. 2088.
Convoyon (S.) abbé bénédictin. Culte immémorial confirmé. 2177. 2259.
Couronne d'Epines élue patronne d'un pays. 1234. 1237.
Coutume. Principes canoniques. Consentiment légal. Prescription. Désuétude. 1389.
Crucifix miraculeux. 1298.
Cunégonde (Ste). 1226. 1255. 1316.
Curé. Confrérie. 1148. Insignes. 1163. 1232. 1268. Etole. 1288. Droit paroissial pour le baptême des adultes. 1575. Juridiction sur les communautés de vœux simples. Communion pascale, sépulture etc. 1741. Suspense, démission forcée, déposition. 1643. 1645. 1760. 1899.
Cyprien (S.) fête de précepte à Alger. 1169.
Cyriaque (Ste) à Majorque. 1288.

D.

Danse. Décret épiscopal la défendant sous des peines rigoureuses. 1844.
Decretum irritans dans les bulles pontificales et sa valeur contre la formation légale des coutumes. 1467.
Dédicace. 1374. 1381.
Démission de canonicat ou de cure *intuitu religionis*, pour entrer dans un ordre religieux. 1987.
Descartes. Mémoires pour servir à l'histoire du Cartésianisme. 1409.
Dettes. Incarcération. 1425. 1793.
Diacre. Baptême. 1704.
Dignitaire de chapitres. 1222, 1226, 1329.
Diego (S.) 1236.
Dijon. office votif. 1145. Ste Theodora. 1264.
Dimanche *in Albis*. 1320.
Dimissoires faux. 1964.
Doctorat conféré dans une église. 1158.
Domicile. Il faut un procès canonique pour renvoyer un clerc qui a acquis le domicile dans un diocèse. 1531. 1961.
Dominicains. Confrérie. 1239. Evêque dominicain, bréviaire romain. 1245. Conversion de Sainte Marie-Madeleine. 1261. Bréviaire dominicain. 1289. 1297. 1298. 1304. 1308. 1312. 1332. Octave de S. Thomas d'Aquin. 1298. Procession du Saint-Sacrement. Affaire de Quito. 1359. 1362. Autel privilégié. 2089. Confréries du Rosaire. 1536.
Dominique (S.) de Calciati. 1320.
Donations en faveur des concubines et des enfants naturels. Bulle de S. Pie V. 1797.
Dot des religieuses. 1745.
Duel. 1876. 1886.

E.

Eau baptismale. Miracles. 1565.
Ecoles Pies. Réguliers. Autel privilégié. 2090.
Ecosse. Ste Marguerite, patrone. 1198.
Edouard (S.) 1164. 1222. 1228.
Eglise. Consécration. 1226, 1250, 1282. Porte privée. 1339. Autel privilégié des églises cathédrales et collégiales. 2068.
Elisabeth (Ste). 1165. 1169. 1284.
Elisabeth (Ste) de Portugal. 1331, 1350.

Elisabeth (Ste) sœur de S. Louis roi de France. 1296. 1363.
Enfants naturels des clercs. Donation. 1798. Irréguliers. 1963.
Ermites de S. Paul. Autel privilégié. 2090.
Espagne. Office votif de S. Jacques. 1148. Office de S. Claude dans l'Aragon. 1157. Insignes pontificaux du prieur de Calatrava. 1166. Office de S. Ferdinand. 1168. 1177. 1181. Rosaire. 1171. Office du B. Pierre d'Arbues. 1168. 1177. 1342. S. Julien. 1176. Le roi et la famille royale au canon de la messe. 1195. Office de S. Eugène. 1218. Patronage de S. Joseph. 1220 1224.1229.Patronage de la Sainte-Vierge. 1221. Desponsatio B. M. V. 1227. 1244. S. Froilanus. 1246. Procession du Saint-Sacrement porté par les prêtres en ornements sacrés. 1279. S. Raphael. 1255. S. Gabriel. 1263. S. Narcisse. 1306. S. Dominique de Calciati. 1320. S. Torquatus. 1327. Exposition du Saint-Sacrement dans la chapelle royale. 1332. Office de Ste Rosalie. 1333. S. Rutesindus. 1337.
Esprit (Saint). Chanoines réguliers. 1149. 1281.
Etienne (S.) 1283
Etienne (S.) fondateur de l'ordre de Grandmont. 1351. 1360. 1368.
Etole. 1288. 1314. 1320. Chartreusines. 1240. 1284.
Etrangers. On ne peut pas renvoyer les clercs par la seule et unique raison qu'ils sont étrangers au diocèse. 1531. 1955. 1961.
Etrennes offertes à l'évêque par le clergé. 1807.
Eucharistie. Offrande pécuniaire après la communion. 1151. Procession mensuelle du Saint-Sacrement en chappe. 1155. Reliques et images. 1202. Exposition des 40 heures interrompue pendant la nuit. 1205. Indult pour conserver le Saint-Sacrement. Séminaire. 1223. Collége de Jésuites. 1298. Confrérie. 1381. 1385. Communauté de vœux simples. 1382. Procession. 1262. 1279. Exposition du Saint-Sacrement pour le soulagement des âmes du purgatoire. 1369.
Euphémie (Sainte) Vierge et martyre. Leçons de l'office. 1345.
Eustache (S.) 1168.
Evêque. Vocation à l'épiscopat, et de l'obligation de nommer les plus dignes. 1537. Controverse d'étiquette avec les magistrats séculiers. 1138. Evêque mandé par le gouvernement. 1151. 1291. Approbation des livres où sont racontés les miracles et les révélations. 1202. Interprétation et exécution des décrets de la S. Congrégation des Rites. 1155. 1328. Assistance à la messe en cappa. 1160. Coussins. 1202. Baldaquin dans les églises des réguliers. 1220. Evêque qui n'assiste presque jamais aux fonctions religieuses. 1241. Dignité épiscopale vis à vis des personnes nobles et des magistrats séculiers. 1320. Obligation des chanoines pour accompagner l'évêque à la cathédrale. Affaire de Côme. 1342. Evêque régulier ne peut pas garder le bréviaire de son institut. 1358. 1364. 1365. 1245. Droit de visiter les communautés religieuses. 1408 Continence. 1798. 1888. Etrennes du clergé, cathédratique, subside. 1807. Testament. 1905. Un évêque peut-il exempter de la juridiction paroissiale. 1750. Autorité sur les réguliers pour la prédication. Jésuites. 2028. Les clercs n'ont pas besoin d'obtenir l'agrément de leur évêque pour entrer dans les instituts religieux. 1989.
Exequatur. 1151.
Exercices spirituels du clergé. 1924.

F.

Felix (S.) de Valois 1221. 1278. 1342.
Felix (S.) de Cantalice. 1325.
Femmes. Cohabitation avec les clercs. 1886. Femmes nobles, distinctions honorifiques. 1249. 1300. 1324. 1340. Chaises à l'église. 1349.
Ferdinand III (S.) 1168. 1177. 1181.
Fête prescrite par le gouvernement civil. 1321, 1336. Sanctification des fêtes. 1845. Deux communautés faisant une fête. 1266.
France. Office de Notre-Dame des Sept Douleurs. 1140. Office de Sainte Catherine de Bologne concédé aux Clarisses de France. 1145. Office votif du Saint-Sacrement accordé pour Dijon. 1145. Autres indults constatant le droit liturgique. 1148. 1149. 1160. 1182. Office de S. Remy. 1156. Saint-Cœur de Marie. 1157. Notre-Dame de Pitié. 1175. Autorité des décrets de la S. Congrégation des Rites et droit d'évoquer les affaires à Rome nonobstant le concordat de 1515. Reliques du B. Pierre Fournier. 1289. S. Etienne de Grandmont. 1368. Evêque français demandant un indult pontifical pour défendre à son clergé d'entrer dans les congrégations religieuses. 1989. Déposition d'un curé sans les formes canoniques et par simple mesure administrative. 1760. Mariage forcé et contracté sous l'empire de la crainte. Enquête épiscopale et cassation du mariage par décision du Saint-Siége. 2241. Visite des réguliers. 1408.
Franciscains. Rosaire séraphique. 1143. Tableau représentant la Sainte Vierge donnant le Rosaire à S. François et à Sainte Claire. 1143. Offices. 1144. 1341. 1346. Fête de S. Dominique. 1233. 1361. Procession du Saint-Sacrement; controverse avec les Dominicains de Quito. 1359, 1362. Missions de Terre Sainte; droit qu'ont les autres communautés pour s'y établir. 1523. Défense de coucher dans les couvents de franciscains. 1954. Autel privilégié. 2091. Pauvreté franciscaine ; services que rendent les oblats et les tertiaires. 2216.
François d'Assise (S.) 1158. Statue miraculeuse. 1292.
François-Xavier (S.) 1161. 1283. 1301. 1324.
François de Borgia (S.) 1254.1310.1356.
François de Sales (S.) 1324. 1350.
François de Hieronymo. (S.) Suspense de la confession pour avoir baptisé des Turcs. Recours au Saint-Siége. 1575.
Françoise (Sainte) Romaine. Office votif 1296, 1358.
Francs-maçons. 1772.

G.

Gabriel (S.) Office. 1145.
Gaetan (S.) 1180. 1229. 1239. 1267.
Galères. Condamnation pour sodomie. Réhabilitation. 1895.
Generoso-Maria (vénérable.) 2272.
Gênes. Bénéficiers. 1162. 1198.
Gorcom. Martyrs. 1209.
Grecs. Clercs mariés. 1886. Messe *pro populo*. 2031
Grégoire (S.) Octave des morts. 1172. Trentain de messes. 2046.
Grenade (Nouvelle). Patronage de Saint Louis Bertrand. 1315.

H.

Habit choral. 1137. Violet pour chanoines réguliers. 1252.
Hedwige (Ste) 1230.
Hélène (Ste) Office concédé pour la Terre-Sainte 1234.
Henri (S.) empereur. 1138. 1153. 1158.
Hérétiques. Enfants irréguliers. 1737. 1968. Tolérance. 2027.
Homicide. Irrégularité. 1852. 1997.
Huet évêque d'Avranche. Mémoires sur le Cartésianisme. 1409.
Humiliana de Cerchis (B). 1364.

I.

Ignace de Loyola (S.) 1149. Messe. 1197. Patron de la Biscaye. 1247.
Ignorance rend les clercs irréguliers. 1791.
Ildefonse (S.) 1379.
Images des saints. 1266.
Impots sur les biens patrimoniaux des clercs. 1805.
Indulgences apocryphes. 1142. Autel privilégié. 2040. Association pour la conservation de la pureté. 2172. Société réparatrice des blasphèmes. *Ibid.*
Innocents (Saints). Relique non insigne. 1252.
Insignes pontificaux 1155. 1158. 1186. 1305. 1318. 1333. 1356. 1154. 1340.
Instituts religieux. Visite de l'ordinaire. Faculté de réélire le général. 1533. Noviciat. Religieux acceptant le titre de chanoine et de vicaire général honoraire. *Ibid.* Juridiction paroissiale. 1741. Communion pascale et viatique. 1748. Pouvoir de l'évêque pour les fonctions du saint ministère. 1756. 2028. Liberté des clercs pour entrer dans les instituts religieux. 1989. Direction des communautés non cloîtrées. 2171. Confession des séculiers. 2169.
Irrégularité corporelle. Indult permettant de s'habiller à l'autel. 1137. Réitération du baptême. 1691. Homicide. 1852. 1997. Enfants naturels, infidèles, hérétiques, possession. 1968. Fils d'une accoucheuse est-il irrégulier. 1970.

J.

Jacques de Schiavone. Culte supprimé. 1317.
Janvier (S.) 1205.
Japonais martyrs. 1287 1378. Ferdinand de S. Joseph, Augustin. 1330.
Jean-Baptiste (S.) Office votif pour Malte. 1299. Translation de la main. 1318.
Jean Gualbert (S.) 1169. 1225.
Jean de Matha (S.) Corps. 1156. Office. 1221. 1278. 1342.
Jean (S.) de la Croix. 1193. Confirmation en grâce. 1196.
Jeanne (bienheureuse) de Portugal. 1351.
Jeanne de la Croix. Rosaire et indulgences apocryphes. 1142.
Jean de Dieu (S.) frères. Autel privilégié. 2094.
Jésuites. Office votif de S. Ignace. 1178. 1197. 1292. 1316. 1366. Collége. 1298. *Celibate*. 1756. Dépendance de l'ordinaire pour les fonctions du saint ministère. 2028. Autel privilégié. 2095.
Jeu. 1434. 1838.
Jeudi Saint. Fête de précepte. 1205. Sépulcre. 1225. 1231. 1232. Procession. 1319.
Jeûne transféré. 1360.
Job (S.) Eglise dédiée sous son nom. 1232.
Josaphat (bienheureux) martyr. 1233.
Joseph (S.) Antienne. 1159. 1163. Rite de seconde classe. 1167. Patronage. 1227. 1387.
Jubilé. 1170.
Julienne Falconieri (Ste) 1332.

L.

Lazariste sécularisé. Soumission à l'évêque. 1950. Autel privilégié. 2097.
Légat. Cérémonial. 1341.
Légitimation des enfants naturels. 1799.
Liberatus (S.) patron de Maliano. 1223.
Livres de miracles et de révélations. 1153.
Lorette. Bénéficiers. 1189.
Loterie. 1839.
Louis (S.) roi de France. Office. 1180. 1207. 1328.
Louis de Gonzague (S.) 1172. Association pour la conservation de la pureté. 2171.
Louise Albertoni (bienheureuse). 1178.

M.

Madeleine (Ste). Office de la conversion refusé. 1261.

Magistrats séculiers. Controverses sur les distinctions honorifiques. 1138. Presbytère. 1175. 1382. 1208. 1228. Salut. 1240. Gradins. 1253. 1255. Missel. 1257. 1279. 1326. 1358.

Maitre des cérémonies. 1341.

Malte. Préséance des chanoines sur le vicaire général. 1268.

Mare magnum Sanctorum. 1194.

Marguerite (Ste) d'Ecosse. 1198. 1209. 1320. 1332.

Marguerite de Savoie (bienheureuse). 1180.

Mariage civil. Instructions de la Pénitencerie. 2167. Mariage fait avec contrainte 2241.

MARIE (Vierge) Mère de Dieu. Notre-Dame des Victoires. 1138. 1237. Conception. 1142. Notre-Dame de la Miséricorde. 1146. Lettre de la Sainte-Vierge aux habitants de Messine. 1155. Office du Saint Cœur. 1157. Notre-Dame de Pitié. 1160, 1175. Patronne du Carmel, office votif, même en carême. 1163. Rosaire 1171. Messe votive *ratione concursus*. 1179. Notre-Dame des Miracles, 23 mai. 1188. Notre-Dame de la Consolation. 1195. Notre-Dame du Refuge. 1219. 1224. 1239. Marie consolatrice des affligés élue patronne du Luxembourg et de Clèves. 1221. Office de l'Immaculée-Conception double de première classe pour les carmes 1230. 1231. Saint Nom de Marie. 1257. 1259. 1260. Notre-Dame de la Merci. 1315. 1359. Office des Larmes. 1318. Office des Sept-Douleurs au mois de septembre. 1327. Image miraculeuse. 1336. Douze samedis avant l'Immaculée Conception. 1365. Office de la translation de la sainte maison de Lorette 1385. Ste Marie Libératrice. 2052. Association en honneur de la Ste Vierge pour la conservation de la pureté. 2171.

Marie (Ste) Egyptienne. 1311.

Marie-Madeleine de Pazzi (S.) 1163.

Marie de Socos (bienheureuse). 1348. 1355.

Marie Rivier (vénérable) fondatrice des sœurs de la Présentation de la Ste Vierge. d649.

Martyrologe. 1173. 1181. 1265.

Martyrs de la Pénitence. 2096.

Matines récitées la veille. 1244. 1306. 2269.

Merci (religieux). Controverse avec les Trinitaires. 1140. 1192. Insignes pontificaux. 1178. Autel privilégié. 2095.

Messe. Messes de morts les jours doubles. 1147. 2153. Une heure après midi. 1156. Messes approuvées uniquement pour les réguliers. 1148. Permission de s'asseoir. 1157. 1329. Saint inscrit au martyrologe: on ne peut pas dire sa messe par dévotion. 1180. Messe votive de la Sainte Vierge le samedi. 1264. Après la messe paroissiale. 1299. Rétribution de messes 1807. Permission de célébrer sans les testimoniales de l'Ordinaire. 1934. Obligation de renouveler la permission. 1954. Messe *pro populo* parmi les Orientaux et dans les missions. 2031. Trentain de Saint Grégoire. 2945. Messe *pro populo* dans les succursales et annexes. Dispense refusée pour les fêtes supprimées. 2260. Messe du dimanche pour les chapelains. 2268. Peut-on empêcher d'aller le dimanche célébrer hors du diocèse. 1961

Metternich. Autel donné par Grégoire XVI. 2064.

Michel (S.) Archange. Office votif pour les chanoines du Mont Gargan. 1364.

Milan. Bénédiction des navires. 1153.

Militaires. Abus de couvrir la tête dans les églises. 1237. 1350.

Ministres du Saint-Siége. Leurs actes non autorisés ne préjudicient pas aux droits de l'Église. 1400.

Ministres des infirmes. Autel privilégié. 2096.

Miracles. Livres qui les renferment doivent être soumis au Saint-Siége. 1153.

Missions. Commerce rigoureusement interdit aux missionnaires. 1435. Missions de Palestine; introduction et résidence des religieux de divers instituts. 1593. Baptême. 1570. 1738. Messe *pro populo*. 2031.

Monique (Sainte). 1158.

Montessa. Chevaliers. Rit cistercien abandonné pour le romain. 1205.

Motet 1189.

Mozette. Généraux d'ordres. 1154. 1340.

Musiciens. Clercs. 1851.

N.

Naples. Patrons de la ville. 1138. S. Nicolas de Mire. 1197. S. Michel. 1301. S. Joseph. 1311 S. Pierre martyr. 1312. Sainte Marie-Madeleine de Pazzi. 1314. S. Blaise. 1315. S. Augustin. 1315. Saint François d'Assise. 1318. Ste Cécile. 1321. S. Jean-Baptiste. 1354. S. François Borgia. 1355. Ste Candide. 1372. S. Antoine 1379. Ste Marie Egyptienne. 1383. Défense de prendre d'autres patrons. *Ibid.* Cimiliarque de l'église métropolitaine. 1252. 1307. Office de S. Janvier. 1319. Sainte Marie de la Patience. 1165. Abus au sujet du baldaquin. 1302. 1312.

Narcisse (S.) 1306.

Négoce illicite pour les clercs et religieux. 1425. Encyclique de Clément XIII. 1469.

Nicolas (S.) de Bari. 1566. Manne. 1197. Office non approuvé. 1347. Messe votive. 1375.

Nicolas (S.) de Tolentino. 1165.

Nicolas (S.) Peregrinus. 1252.

Nicolas de Flue (bienheureux) ermite Suisse. 1157. 1171. 1202. 1233.

Nobles. Distinctions honorifiques. 1223. 1297. 1302. 1312. 1320. 1334. 1338.

Nonnose (S.) 1150. 1197.

Norbert (S.) 1178.

Notaire de la S. C. des Rites 1181. 1239.

Noviciat. 1534.

O.

Oblates dans les communautés de femmes. 2223. Oblates de Sainte Françoise Romaine. Autel privilégié. 2097.

Oblats dans les ordres religieux. 1828. Donation des biens. Ordination. 2191.

Obsession. Irrégularité. 1968.

Octave des morts. 1172.

Offices. Défense d'accorder de nouveaux offices. 1170. Impression des offices qui ne sont pas approuvés. 1318. 1347. 1181. Petit office de la Sainte Vierge. 1144. 1378. Petit office de la Conception. 1267.

Olivétains. Autel privilégié. 1098. Oblats. 2211.

Oratoriens. 1159. 1185. 2100.

Orientaux. Messe *pro populo*. 2031.

Ornements sacrés. Indult pour la bénédiction. 1144 1180. 1188. 1198. 1249. 1279. 1298. Violets. 2235.

P.

Paderborn. Pallium. 1145.

Pallium concédé à un évêque. 1145.

Papes. Office des Saints Papes concédé à S. Jean de Latran. 1238. 1279. Au chapitre de S. Pierre. 1245. 1253.

Paris. Office des Cinq Plaies. 1137.

Parrain du baptême privé et non solennel. Parenté spirituelle. 1705.

Pascal (S.) Baylon. Translation du corps. 1233.

Patrice (S.) 1266.

Patrimoine des clercs. 1796. Ordination. 1806

Patrons des villes et paroisses. 1138. 1304. 1328. 1372.

Paule (S.) à Majorque. 1288.

Pauvreté. Etendue du vœu simple. 2173.

Pénitencerie. Instructions sur le mariage civil. 2167.

Pénitencier des cathédrales. 1634. 2267.

Pentecôte. Messe votive *ratione concursus* la veille. 1181.

Percussion des clercs. 1823.

Pharmacies. Réguliers et religieuses. 1452.

Philippe (S.) Benitius. 1263. 1336. 1349.

Philippe (S.) de Neri. 1158.

Pie V. (S.) 1330 1333. Confiscation des lucres commerciaux des clercs. 1431. Contre les donations en faveur des enfants naturels. 1799.

Pierre (S.) Nolasque. 1142. 1176.

Pierre Martyr (S.) 1164.

Pierre Célestin (S.) 1154. 1233. 1369.

Pierre Paschasius (B.) 1193. 1240. 1154.

Pierre Regalati (B.) 1260.

Pierre d'Arbues (B.) 1161. 1176. 1177. 1182. 1193. 1337.

Pierre de Luxembourg (B.) 1206. 1314.

Pierre d'Alcantara (S.) 1160. 1162.

Pierre Fourrier (B). 1289 1356. 1361.

Pologne. B. Simon de Lypnica. 1302. Sainte Cunégonde. 1316.

Pontificalia. 1305. 1318. 1333. 1356.

Portugal. Sainte Catherine. 1170. S. François de Borgia. 1356. Autel consacré par Benoit XIV. 2062.

Prédicateur persécuté par le magistrat civil. 1340.

Prémontrés. Insignes. 1225. Autel privilégié. 2100.

Prescription contre l'Église. 1400.

Préséance. Chanoines. 1298. 1333. 1379. Réguliers. 1147. 1235. 1300. 1353. 1358.

Prêtre assistant. 1146. Simples prêtres. obligation des processions, offices paroissiaux, pontificaux. 1165. 1917. Préséance entre les simples prêtres 1192. 1231 1165. 1307. 1309. 1345 1365.

Priviléges du clergé. 1789. Priviléges militaires communiqués aux clercs. 1793.

Processions. Confréries. 1142. 1155. 1164. 1267. 1311. 1334. Processional de Corsetti. 1137. Procession du Saint-Sacrement. 1360. 1359. 1362. 1199. 1202. 1262. 1279.

Procureur pour les causes de canonisation. 1217. 1386. 1335

Profession d'un chevalier. 1219.

Professions lucratives absolument défendues au clergé et aux religieux de Rome. 1450.

Protonotaire. 1147. 1187. 1206. 1219. 1222. 1225. 1253. 1357. 1375. 1380.

Pupitre. 1331.

Purgatoire. Exposition du Saint-Sacrement. Les souffrances des âmes du purgatoire sont-elles interrompues les dimanches et fêtes? 1370.

R.

Raphael (S.) archange. 1255.

Raymond de Pennafort. (S.) 1169, 1283.

Raymond Nonnat. (S.) 1159. 1206. 1233.

Rédemptoristes. 1528.

Reliques. Office. 1175. 1378. 1218. 1220 1252. Baldaquin. 1278. Portées aux malades. 1295. 1310. Exposition générale. 1308 Personne non canonisée. 1330. 1388. Extraites des catacombes élues comme patronnes. 1384. Translation de reliques. 1388.

Religieuses. Indult pour toucher les vases sacrés. 1178. 1342. Chapelains. 1206, 1208. Clarisses. Bréviaire. 1289. 1307. Pharmacies. 1452. Juridiction paroissiale. 1741. Dot. 6745. Séminaires et salles d'asile. 2029. Correction des constitutions. 2173. Direction des communautés de tertiaires. 2171. Nature des vœux dans les Etats-Unis. 1774. Marraines. 1706.

Religieux. Préséance. 1147. 1235. 1300. 1353, 1358. Habit d'un cardinal. 1184. Exposition du Saint-Sacrement. 1199. Processions 1267. 1330. 1366. Sépulture. 1238. 1255. 1258. Rogations. 1381. 1382. Visite épiscopale. 1408. Professions lucratives et pharmacies. 1450. Établissements en Terre-Sainte. 1523. Parrain 1706. Percussion. 1826. Départ pour Rome sans permission. 1962. Liberté pour entrer dans les congrégations religieuses. 1989. Permission de l'ordinaire pour l'exercice du ministère. 2028. Autel privilégié. 2075. Confession des séculiers sans l'agrément des supérieurs. 2169. Direction des communautés de femmes non cloîtrées. 2171. Oblats et tertiaires. 2191.

Remy (S.) 1156. 1225.

Rituel. Nouvelle édition. 2030.

Roi. Canon de la messe. 1195.

Rome. Edits du Vicariat prescrivant la soutane longue. 1818. 1985. Professions lucratives interdites au clergé et aux religieux. 1450. Sainte Catherine de Sienne déclarée patronne. 2174.

Romuald (S). 1156.

Romulus (S.) 1353.

Rosaire. Vénérable Jeanne de la Croix. 1142. Rosaire séraphique. 1143. Confréries. 1536, 2110.

Rose de Lima (S.). Patronne de l'Amérique 1160. Indult universel pour la messe avant la canonisation. 1165.

Rote. Maximes sur le commerce indirect. 1460.

Rudesindus (S.) Office en Espagne. 1337.

S.

Sacré-Cœur de Jésus. Concession primitive 1367, 1374. 1376.

Sacrements. Matière et forme. 1557. Intention du ministre. 1578. Etat de grâce. 1685.

Salutation au chœur. 1267.

Salzbourg. Propre. 1176.

Samedi Saint. Cloches. 1290. Messe de la Conception au lieu de la messe votive. 1335.

Sang de Jésus-Christ. Office. 1206. 1281.

Sardaigne. Offices concédés à l'Espagne. 1159.

Satyrus (S.) frère de S. Ambroise. 1192. 1195.

Sauterelles. Malédiction. 1188.

Scapulaire de Notre-Dame d'Itria. 1324.

Sébastien S. Autel privilégié. 2849.

Secret. Pièces déposées dans un évêché. 1532.

Séminaire. 1223. 1304. 1351. Pension gratuite. 1615. Défense d'y admettre les enfants naturels. 1973. Religieuses. 1929. Age pour recevoir les séminaristes. 2264.

Sépulture. 1224. 1238. 1255. 1258. 1300.

Servites. Notre-Dame des Sept Douleurs. 1327. Autel privilégié. 2101.

Siméon (S.) prophète. 1237.

Simon de Lypnica (B.) 1302

Simonie dans la collation des bénéfices. 1982.

Sodomie. 1895. 1982.

Soldat. Irrégularité. 1854.

Sous-promoteur de la foi. 1144 1178.

Soutane longue imposée au clergé sous peine d'amende. 1818. 1980.

Statuts diocésains. Obligation de les acheter. 1807. Statuts capitulaires. 2268.

Stygmatisée à Gand. 1292.

Suaire (Saint) 1249. 1261.

Subside charitatif. 1816.

Suisse. Office du B. Nicolas de Flue. 1157. 1171. 1202. 1333.

Suspense. Chanoine. 1332. Curé. 1643. Soutane. 1818. 1980.

Sylvestrins. Mozette. 1340. Autel privilégié. 2101.

T.

Taxe des causes de canonisation. 1213. 1226. Taxe des secrétariats des évêchés. 1811.

Terre-Sainte Messes votives, 1161. Sainte Hélène. 1234. Indults. 1318. 1350. Etablissement des réguliers. 1523.

Tertiaires. Habit. 1158. Offices concédés aux réguliers. 1354. Communautés de femmes; direction des réguliers. 2171. Tertiaires dans les communautés. 2191.

Théatins. Médaille indulgenciée. 1151. Autel privilégié. 2102.

Théâtre. Mystères de la Passion. 1843.

Thècle (Sainte) Office et octave. 1326.

Théodolinde, reine. Anniversaire à Monza. 1258.

Théologal. 1639. 2266.

Thérèse (Sainte). Office votif. 1144. Leçons du premier nocturne. 1145. Procession à Naples. 1152. Office général. 1154. Cession du corps par les carmes. 1202. Office propre pendant l'octave. 1361.

Thomas (S.) d'Aquin. Notes de S. Vincent Ferrier. 2033.

Thomas de Villeneuve (S.). 1348. 1363 1373 1376.

Thomas Dini. Culte supprimé. 1387.

Titulaire d'un bénéfice. 1320.

Tolède. Translation de S. Ildefonse. 1189

Tolérance des hérétiques. 2027.

Torquatus (S.) 1327.

Toulouse. Controverse entre les Dominicains et les Franciscains 1141, 1143.

Transfiguration. Latran. 1195. Espagne 1288.

Trappistes. Bréviaire de Vaussin. 1140 1150, 1151, 1172, 1181, 1193, 1306.

Trinitaires. 1140, 1192, 1265. Autel privilégié. 2103.

Trinité (Sainte). Office de première classe. 1206.

Trofimène (Sainte). 1179.

U.

Urbain VIII. Bulle contre les coutumes opposées aux saints canons et aux droits de l'Église. 1400.

Ursulines. 1329. Autel privilégié. 2105

V.

Valdetrude (Sainte). 1222.

Vallombreuse. Habit prélatice pour le général. 1171.

Vases sacrés. 1149, 1178, 1342, 1375

Vatican. Sacristie. 1171, 1196.

Venance (S.) 1164.

Venceslas (S.) 1163.

Via lactea. 1148.

Vicaires apostoliques. Messe *pro populo* 2032. — Vicaire capitulaire, armoiries du chapitre. 1264. — Vicaire général. Préséance. Magistrats. 1155, 1222. Chanoines. 1268. Titre de révérendissime. 1265 S'abstenir des processions du Saint-Sacrement 1197. Défense de quitter le diocèse 1329. — Vicaires forains. Préséance. 1224 1231. 1281, 1291.

Vincent Ferrier (S.) 1149. Notes sur la Somme de S. Thomas. 2033.

Visitation. Religieuses. Canonisation de S. François de Sales. 1144. Octaves. 1186 Mémoires au petit office. 1149, 1250, 1314 Sacré-Cœur de Jésus. 1367, 1376. Autel privilégié. 2105.

Votum des Cardinaux sur les écrits de S. Jean Capistran. On refuse de les communiquer. 1362.

FIN DE LA HUITIÈME SÉRIE.

IMPRIMATUR — Fr. Hieronymus Gigli Ord. Praed. S. P. Apostolici Magister.

IMPRIMATUR — Petrus Villanova-Castellacci Archiep. Petr. Vicesgerens.

UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE TORONTO
LIBRARY

UNIVERSITY OF TORONTO COLLEGE
LIBRARY